PREMIÈRE ANNÉE, N° 1 — DIX CENTIMES — DU 4 AU 10 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Au Lecteur

Par ces temps de tripotages financiers, de réclame sans vergogne, la presse est devenue la servante de la banque et du commerce. Il est admis, aujourd'hui, qu'un journal ne peut vivre sans bulletin financier et qu'en abandonnant sa quatrième page aux petites correspondances amoureuses, aux marchands de « curiosités », aux charlatans de la « spécialité ».

Sans capitaux et sans avance, nous lançons notre journal, ne comptant que sur l'appui du public intellectuel et la bonne volonté de ceux qui nous connaissent.

Nous n'insérerons ni bulletin financier, ni réclame payée, ni annonces commerciales, n'espérant pour faire vivre notre journal qu'en la seule vente de ses numéros. Cette tentative réussira-t-elle ? — Au public de juger s'il doit continuer à servir le puffisme qui se fait sur son dos, ou apporter son concours à une œuvre d'idée.

L'ADMINISTRATION.

TEMPS NOUVEAUX

C'est dans une nouvelle phase de la lutte que nous entrons, en effet. L'idée que nous défendons est enfin sortie de l'obscurité dans laquelle on avait essayé de l'étouffer. Aujourd'hui, grâce à la persécution, grâce à des lois d'exception telles qu'on en fait dans les pires monarchies, nul n'ignore qu'il existe des hommes qui, ayant recueilli les plaintes de ceux qui souffrent de l'ordre social actuel, s'étant pénétrés des aspirations humaines, ont entrepris la critique des institutions qui nous régissent, les ont analysées, se sont rendu compte de ce qu'elles valent, de ce qu'elles peuvent produire et, de l'ensemble de leurs observations, déduisent des lois logiques et naturelles pour l'organisation d'une Société meilleure.

Toute loi humaine est, forcément, arbitraire; car, si juste soit-elle, elle ne représente infailliblement qu'une partie du développement humain, qu'une infime parcelle des desiderata de l'humanité; toute loi que formule un parlement n'est que la moyenne de l'opinion générale, elle devient ainsi, par la force des choses, arbitraire pour ceux qui sont au delà ou en deçà de ce développement. Pour être applicables, ces lois entraînent la création d'un appareil judiciaire et l'existence d'un corps répressif parasite.

Toute société basée sur les lois humaines ne peut donc satisfaire pleinement l'idéal de chacun. La minorité seule, qui, par ruse ou par force, a su s'emparer du pouvoir et en use pour exploiter à son profit les forces de la collectivité, peut y trouver son compte et s'intéresser à la prolongation de cet ordre de choses.

Voilà pourquoi nos sociétés sont si instables, pourquoi la loi est constamment violée — quand ils y ont intérêt — par ceux qui l'ont faite ou sont chargés de l'appliquer. Voilà pourquoi lorsque l'antagonisme entre les aspirations nouvelles et les lois politiques prétendues immuables a atteint son plus haut degré, la porte s'ouvre toute grande aux bouleversements et aux révolutions.

Et pourtant, les institutions humaines, une fois établies, résistent aux changements de forme, tandis que l'évolution de l'individu, si lente soit-elle, se fait continuellement. Mais, pour que cette évolution s'accomplisse en toute son intégrité, il faut que l'autonomie de l'individu soit complète, que ses aspirations se fassent jour librement, qu'il puisse les développer dans toute leur expansion, que rien n'entrave sa libre initiative.

Le premier enseignement que nous dégageons de cette critique de l'organisation sociale actuelle, c'est que les lois humaines doivent disparaître, emportant avec elles, au néant d'où ils n'auraient jamais dû sortir, les systèmes législatif, exécutif, judiciaire et répressif qui, non seulement entravent l'évolution humaine, suscitent les crises meurtrières de tant de milliers d'êtres humains, mais retardent, aussi, l'humanité dans sa marche en avant, l'entraînent à la régression.

***

Pour que l'homme se développe librement, dans toute son intellectualité, dans toute sa puissance physique et morale, il faut que chaque individu puisse satisfaire tous ses besoins physiques, intellectuels et moraux; mais cette satisfaction ne peut être assurée si la terre n'est rendue à tous, si l'outillage mécanique existant, fruit du travail des générations passées, ne cesse d'appartenir à une minorité de parasites et n'est mis à la disposition des travailleurs sans prélèvement d'impôt par le capitaliste.

La terre, trop morcelée, d'une part, pour permettre aux petits détenteurs de mettre en œuvre l'outillage puissant qui seconderait leurs efforts, d'autre part, accaparée en lots immenses et transformée en chasses improductives, nourrit difficilement la population existante. Nous voulons faire comprendre au paysan que son intérêt, bien compris, est de réunir son lopin à celui de ses voisins, d'associer ses efforts à leurs efforts pour diminuer leur peine, augmenter leur production; que personne n'a le droit de stériliser pour son agrément, la moindre parcelle de terrain, tant qu'il y aura des hommes ne mangeant pas à leur suffisance.

Nous dirons au paysan que les maîtres qui le rançonnent, exploitent aussi le travailleur des villes, et que loin de considérer ce dernier comme un ennemi, il faut lui tendre la main pour se débarrasser ensemble de leurs communs parasites.

Nous dirons à l'ouvrier, que loin de désirer l'anéantissement de la machine — comme d'aucuns le conseillent — il doit, au contraire, se féliciter de son concours, puisqu'elle lui permettra d'économiser du temps et des forces. Qu'elle lui est funeste aujourd'hui, comme appartenant à des particuliers qui en tirent tout le profit, mais que, rendue à l'initiative des producteurs, elle sera le moteur le plus actif de leur affranchissement et les arrachera à la fatalité naturelle qui condamnait l'homme au travail forcé. L'ennemi n'est pas la machine, mais le maître qui l'exploite à son profit.

***

Nous demanderons aux artistes, aux littérateurs, s'ils ne souffrent pas aussi du présent ordre de choses ? Si, journellement, ils ne sont pas froissés des petitesses de la vie courante ? écœurés de la médiocrité du public auquel ils s'adressent ? médiocrité dont ils doivent tenir compte s'ils veulent vivre de leur art.

L'éducation leur a fait croire qu'ils sont d'une autre essence que le travailleur, que le paysan, dont ils descendent pour la plupart. On leur a persuadé qu'il faut, pour que leur « génie ! » se développe, leur imagination se donne libre cours, que la « vile multitude » se charge des dures besognes, s'occupe de les servir, de leur rendre la vie facile !

Qu'ils comprennent donc enfin qu'une individualité en vaut une autre, que s'il y a des degrés de développement, les facultés sont équivalentes et que les différences sont, en grande partie, l'effet des inégalités sociales.

L'artiste, le littérateur, appartiennent à la masse ; ils ne peuvent s'en isoler et, forcément, ressentent les effets de la médiocrité ambiante. Ils ont beau se retrancher derrière les privilèges des classes dirigeantes, vouloir s'isoler dans leur « tour d'ivoire », s'il y a abaissement pour celui qui obéit, il n'y a pas de dignité pour celui qui commande.

Pour vivre de leur rêve, réaliser leurs aspirations, il faut qu'ils travaillent, eux aussi, au relèvement moral et intellectuel de la masse, et comprennent que leur propre développement est fait de l'intellectualité de tous, que la Société n'admet pas d'esclaves, mais un échange mutuel de services entre égaux.

***

Le savant, lui aussi, doit apprendre que la science n'est pas un domaine privé, réservé à quelques initiés pontifiant devant un public d'ignorants qui les croient sur parole.

Malgré la compression intellectuelle qui pèse depuis tant de siècles sur l'humanité, la science a pu progresser et se développer, grâce à l'esprit critique des individualités réfractaires aux enseignements officiels. Elle doit donc se mettre à la portée de tous, devenir accessible à toutes les aptitudes, afin que cet esprit critique qui l'a sauvée de l'obscurantisme, contribue à hâter sa pleine floraison.

La science se fragmente en tant de branches diverses, qu'il est impossible au même individu de les connaître toutes dans leur intégralité la durée de l'existence ne suffirait pas pour qu'un homme acquît assez de notions pour les discuter toutes avec connaissance de cause. Pour les étudier, il est forcé de s'en rapporter — à l'aide de son esprit critique — aux travaux de ses devanciers. C'est de toutes les connaissances humaines que ressort la synthèse générale. Un individu n'obtient de connaissance certaine qu'en s'aidant du travail de tous, et les observations des plus modestes ne sont pas toujours à dédaigner. Il est donc de toute logique que les savants renoncent à former une caste à part, que tous les individus, sans exception, reçoivent leur part d'éducation, afin de contribuer au développement général.

***

Ce qui est vrai pour les individus, est vrai pour les nations. De même qu'un individu ne peut vivre sans l'appui de tous, un peuple n'existe qu'avec le concours des autres peuples. Une nation qui voudrait s'enfermer chez elle, cessant toutes relations avec l'univers, ne tarderait pas à rétrograder et à périr. Il est donc absurde de fomenter, sous prétexte de patriotisme, les haines soi-disant nationales, excellent prétexte, à la bourgeoisie, pour légitimer le militarisme.

Nous avons besoin des autres nations, comme elles ont besoin de nous. On n'est pas ennemi pour parler une langue différente. Nos ennemis sont ceux qui nous exploitent, nous asservissent, empêchent notre développement.

Les despotes qui ont érigé le patriotisme en nouvelle religion, passent bien par-dessus les frontières lorsqu'il s'agit de défendre leurs privilèges. N'ont-ils pas établi toutes sortes de conventions internationales pour les besoins de leur commerce, de leur exploitation? S'agit-il de faire la chasse aux « idées subversives », bourgeois français, allemands, italiens, russes et autres, se refusent-ils le secours de leurs diplomates, de leurs policiers? Est-il question de réduire une grève? se privent-ils de faire appel à l'étranger?

Aidons les travailleurs à voir dans les travailleurs des autres nations, des frères de misère, souffrant des mêmes maux, courbés sous le même joug, appelés à combattre les mêmes exploiteurs.

***

Nous ne croyons pas à la politique. Les promesses des coureurs de candidature nous laisseront froids. S'ils ont foi aux mensonges qu'ils débitent, ce sont des imbéciles, s'ils mentent pertinemment, ce sont des fourbes; nous ne voulons avoir rien de commun avec eux.

Nous savons que l'organisation économique actuelle cherchera toujours à détourner, à son profit, les essais d'amélioration qui pourront être suggérés, notre bienveillance est acquise à ceux qui les étudient de bonne foi, mais nous ne saurions prendre part à des campagnes qui seraient des pièges tendus à la crédulité du travailleur.

Tant que la richesse sociale sera l'apanage d'une minorité d'oisifs, cette minorité en usera pour vivre aux dépens de ceux qu'elle exploite. Et comme c'est la possession du capital qui fait les forts et les maîtres de la société, ceux qui ne possèdent rien doivent viser, pour s'affranchir, à rentrer en possession de ce dont on les a spoliés.

Pour empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme, il faut changer les bases de l'ordre économique, il faut transformer la propriété et c'est, justement, ce que veulent éviter les chercheurs d'émollients sociaux.

Nous sommes donc convaincus que l'on n'a rien à attendre des charlatans de la politique. L'émancipation humaine ne peut être l'œuvre d'aucune législation. Elle doit être le fait de la volonté individuelle.

***

La grande objection, derrière laquelle se retranchent nos adversaires de bonne foi, c'est que notre idéal est beau, mais irréalisable, l'humanité n'étant pas assez développée!

Certainement, tant que les individus croupiront dans la servitude, attendant d'hommes ou d'événements providentiels, la fin de leur abjection, tant qu'ils se contenteront d'espérer sans agir, l'idéal le plus beau, l'idéal le plus simple, restera à l'état de pure rêverie, d'utopie vague.

Où, autrement que dans la fable, a-t-on vu la fortune descendre à la porte du dormeur?

Mais quand les individus auront reconquis l'estime d'eux-mêmes, lorsqu'ils se seront convaincus de leur propre force, lorsque, las de courber l'échine, ils auront retrouvé leur dignité et sauront la faire respecter, ils apprendront que la volonté peut tout lorsqu'elle est au service d'une intelligence consciente.

Il leur suffira de vouloir être libres pour trouver sûrement les moyens d'y parvenir.

La Rédaction.

L'EFFET DES PERSÉCUTIONS

Pendant quinze mois on a tout mis en mouvement pour étouffer l'anarchie. On a réduit la presse au silence, supprimé les hommes, fusillé à bout portant en Guyane, transporté dans les îles en Espagne, incarcéré par milliers en Italie, sans même se donner le luxe de lois draconiennes ou de comédies judiciaires. On a cherché partout jusqu'à affamer la femme et l'enfant en envoyant la police faire pression sur les patrons qui osaient encore donner du travail à des anarchistes.

On ne s'est arrêté devant aucun moyen afin d'écraser les hommes et étouffer l'idée.

Et, malgré tout, jamais l'idée n'a fait autant de progrès qu'elle en a fait pendant ces quinze mois.

Jamais elle n'a gagné si rapidement des adhérents. Jamais elle n'a si bien pénétré dans des milieux, autrefois réfractaires à tout socialisme.

Et jamais on n'a si bien démontré que cette conception de la société sans exploitation, ni autorité, était un résultat nécessaire de tout le monceau d'idées qui s'opère depuis le siècle passé; qu'elle a ses racines profondes dans tout ce qui a été dit depuis trente ans dans le domaine de la jeune science du développement des sociétés, dans la science des sentiments moraux, dans la philosophie de l'histoire et dans la philosophie en général.

Et l'on entend dire déjà: — « L'anarchie? Mais, c'est le résumé de la pensée du siècle à venir! Méfiez-vous-en, si vous cherchez à retourner vers le passé. Saluez-la si vous voulez un avenir de progrès et de liberté! »

***

Alors que l'étiquette seule d'anarchiste valait, de par la loi, la relégation en Guyane et la mort lente sous les fièvres paludéennes et la crapaudine des gardes-chiourme, — qu'est-ce qui occupait surtout la presse?

On se souvient de l'enquête sur l'anarchie, faite par un grand journal de Paris. — « Pour porter le front haut et serein, comme ils le portent, ils doivent être inspirés d'un grand idéal » — disait-on. « Il faut le connaître! » Et on a lu les centaines d'articles de la presse quotidienne et mensuelle, commencés peut-être avec le désir d'écraser « l'hydre aux cent têtes », mais terminés souvent par la justification des idées et des hommes.

La jeunesse des écoles, si longtemps réfractaire à un socialisme qui, commencé glorieusement, finissait par une loi des huit heures ou une expropriation des chemins de fer par l'Etat, — a salué la nouvelle venue. Les jeunes y ont aperçu une conception large, puissante, de la vie des sociétés, embrassant tous les rapports humains, et portant dans tous ces rapports la fierté, la force, l'initiative de l'homme libre — essence même de tout progrès. Et, dans leurs meilleurs représentants, les jeunes se sont passionnés pour une conception qui leur fait comprendre comment l'affranchissement du travailleur devient l'affranchissement de l'*homme*; comment communisme et anarchie brisent toutes les entraves dans lesquelles une société chrétienne, droit-romain et jacobine étouffait la liberté de l'être humain.

***

La presse anglaise, — surtout le journal hebdomadaire qui parle au paysan et au travailleur — a pris sa part dans la discussion des principes, de l'idéal, des voies et des moyens anarchistes. Pendant des mois et des mois, cinq ou six des journaux les plus lus par les masses dans les provinces donnaient une ou deux colonnes de correspondances sur l'anarchie. — « Assez, s'écriaient les éditeurs; désormais nous cessons cette correspondance! » Mais dès le numéro suivant, elle était rouverte à nouveau sur une nouvelle issue quelconque: individualisme et communisme, l'Etat et l'individu... On en ferait déjà des volumes, et elle dure encore!

***

En même temps, en Allemagne et en Russie, des travaux élaborés paraissaient dans les revues sur les rapports entre la société et l'individu, les droits de l'Etat, le fait de l'individu se plaçant en dehors de la morale courante et l'influence de ce fait, les progrès de la morale publique, et ainsi de suite. On déterrait Godwin et Max Stirner; on étudiait et commentait Nietsche et on montrait comment l'anarchiste qui meurt sur l'échafaud se rattache au courant philosophique qui s'est traduit dans l'œuvre du philosophe allemand.

Et enfin Tolstoï, parlant à tout le monde civilisé, montrait dans ses réponses aux critiques suscitées par son dernier livre, comme quoi, non seulement le chrétien, mais tout homme intelligent, quelle que soit sa philosophie, forcément *doit* rompre entièrement avec l'Etat qui organise *l'*exploitation du travailleur, — *doit* refuser de prendre la moindre part dans les crimes, l'exploitation économique et les atrocités militaires commis par chaque Etat, quelle que soit son étiquette.

Pour résumer en quelques mots — dans tous les domaines multiples de la pensée il s'est produit une poussée vers l'anarchie; un profond travail d'idées s'accomplit, qui mène à l'anarchie et donne une force nouvelle au communisme.

***

Nous enregistrons ce travail avec bonheur. Mais nos idées se portent surtout ailleurs.

Nous cherchons les indices qui nous montrent que le même travail s'opère dans la classe qui peine pour tout produire, sans jouir aucune des merveilles d'art, de science et de luxe qu'elle entasse sur la terre.

Nous trouvons partout de ces indices: dans les meetings, les congrès ouvriers, dans le langage même de ces réunions. Mais nous ne cesserons de nous demander: « L'écho de ces discussions pénètre-t-il dans la demeure, le taudis du travailleur, la chaumière du paysan? Le paysan et le travailleur entrevoient-ils la route qui les mènera à leur double affranchissement du Capital et de l'Etat? Ou bien, leurrés par les savants, les prêtres, les journalistes, les admirateurs du pouvoir et toute la marmaille entretenue par l'Etat — maintiennent-ils encore la foi inébranlable dans les bienfaits du jacobinisme gouvernemental?

Leur critique de ce qui les fait souffrir, dépasse-t-elle la critique des individus? s'élève-t-elle à la critique des principes sur lesquels le Capital, le salariat et leur créature — l'Etat — résident?

L'idée d'union internationale de tous les opprimés s'implante-t-elle parmi eux, et leurs cœurs saignent-ils également à la nouvelle de massacres commis à Fourmies ou à Berlin, à Chicago ou à Vienne. Englobent-ils dans une même haine la bande internationale des exploiteurs, qu'ils s'appellent patriotes Japonais ou Français, Allemands ou Anglais?

Née au sein du peuple, sous l'inspiration du peuple dans l'Association Internationale des Travailleurs, et forte maintenant de tout l'appui qu'elle trouve dans l'étude, l'idée doit retourner au peuple, grandir dans son sein, l'inspirer de son souffle irrésistible.

Là seulement elle atteindra tout son développement. Là seulement, elle prendra corps et trouvera ses formes pour se substituer au monde ancien qui s'en va et reconstruire la société sur des bases d'égalité, de liberté entière de l'individu, de fraternité entre tous les hommes.

P. Kropotkine.

LE 1er MAI

Des millions de travailleurs des deux mondes vont se réunir, soit au 1er mai, soit le premier dimanche de mai, et ils feront, rien que par leur nombre et l'ensemble de l'action, des manifestations imposantes. Force discours politiques seront certainement prononcés. On chauffera les élections; on parlera beaucoup de législation sur les heures de travail...

Mais la pensée intime du grand mouvement qui se traduit par ces manifestations, — celle qui l'a fait et qui lui donne sa vie — ne sera pas dans ces discours. Elle est ailleurs.

Le mouvement est né à Chicago, dès 1886, de l'idée d'une *grève générale*. Et c'est parce que nos frères, les anarchistes de Chicago, s'étaient lancés corps et âme dans ce mouvement, que la bourgeoisie américaine leur a voué une haine si terrible et les a fait périr sur l'échafaud.

Mais l'idée n'est pas morte. Elle n'a cessé de faire son chemin. Elle continue à travailler les esprits des masses ouvrières.

D'autant plus que l'expérience de ces dernières années a prouvé qu'une grève générale est possible. Il suffit qu'une grande grève frappe une des principales industries de transport — chargeurs de navires, ouvriers des chemins de fer, ou qu'une grève assez grande éclate dans les mines — pour que toutes les industries soient paralysées: le chômage fait tache d'huile, et la marche des usines, des manufactures s'arrête.

La cessation générale du travail n'est plus ainsi une simple vision, une fantaisie. A trois reprises on en a été bien près: aux Etats-Unis, en Angleterre, en Belgique. Et les liens qui, chaque jour, se resserrent aujourd'hui entre travailleurs des deux mondes, la rendent de plus en plus plus possible.

En Amérique, en Belgique, les travailleurs ne s'en cachent pas. Ils veulent la grève générale; et ils préparent l'entente nécessaire. Et l'entente s'établit par-dessus et en dehors, souvent même contre la volonté des vieilles unions de métiers, plongées dans la routine traditionnelle.

Ainsi, les manifestations du 1er mai ne sont pas des mouvements politiques; encore moins sont-elles l'œuvre des partis ouvriers. Elles sont nées du travail spontané des masses ouvrières, qui ont entrevu qu'une grève générale serait le commencement de la fin pour le régime bourgeois, et qui cherchent à préparer par ces manifestations du 1er mai, le sentiment de solidarité internationale, nécessaire pour le succès de la grève.

Et les travailleurs ont raison. Si ce mouvement se produit un jour, s'il se répand et se généralise, alors, les masses ouvrières, se sentant *unes* et puissantes ne se contenteront pas de quelques lambeaux de réformes. Elles se sentiront à même de faire la révolution sociale.

Que les politiciens cherchent à profiter de ce mouvement, — c'est leur affaire. D'autres qu'eux travailleront à ce qu'il en ressorte la solidarité révolutionnaire internationale. Le travail à faire pour cela est grand; mais il se fait — et il se fera!

VINDEX.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Le gouvernement, dont « la profonde sympathie pour la classe ouvrière » ne fait de doute pour personne, commence à trouver que l'esprit de solidarité se répand beaucoup trop parmi les travailleurs et il s'inquiète fortement à la perspective d'une grève générale dont l'idée se propage de plus en plus. Aussi a-t-il projeté d'interdire aux prolétaires jusqu'au droit de discuter les conditions de l'offre et de la demande. Mais, n'osant pas d'un coup le prohiber pour tous, il s'y est pris jésuitiquement en déposant, sous prétexte de patriotisme (excellent paravent!), un projet de loi interdisant le droit de grève pour les ouvriers de l'Etat et des compagnies de chemins de fer. Viendra plus tard le tour des autres.

Deux pays de liberté!

***

LA GRÈVE DES OMNIBUS. — Les cochers, conducteurs, palefreniers, etc., de la Compagnie des Omnibus, se sont mis en grève la semaine dernière, en réclamant l'exécution des conventions passées à la suite de la grève de 1891. La grève n'a duré que trois jours. Dès le premier jour, la police a mis ses agents et sa garde municipale au service de la puissante Compagnie pour réduire à l'« obéissance » les esclaves rebelles. Pendant trois jours des nuées de policiers encombrant les plateformes et juchés sur les impériales des omnibus ont imposé aux voyageurs leur répugnant contact. Le dernier jour, trouvant sans doute que la diminution des bénéfices de la compagnie devenait par trop considérable, et craignant pour ses pots-de-vin, le gouvernement, malgré l'attitude ultra-pacifique des grévistes, a adjoint aux policiers des piquets d'infanterie pour garder les dépôts, prouvant une fois de plus sa « profonde sympathie pour la classe ouvrière ». Ne s'agissait-il pas, en effet, de défendre la liberté du travail.

Quant aux revendications des grévistes, tout s'est borné à des discussions sur une augmentation de salaires de quelques centimes. Malgré ce minimum d'exigences, on a jugé à propos d'arrêter le président et le secrétaire du syndicat des employés. Jamais peut-être, dans aucune grève, le gouvernement ne prit si ouvertement parti pour ceux qui tiennent les cordons de la bourse.

A signaler aussi une affiche par laquelle le directeur Cuvinot vante les libéralités de la compagnie et énumère les sommes qu'elle a déboursées, soit pour la caisse d'assurances, soit pour celle des retraites. Il oublie d'indiquer, en regard de ces sommes grotesquement minimes, le chiffre de recettes de 100 millions que réalise annuellement la compagnie et qu'elle prélève sur le travail de ceux qu'elle accable de sa générosité. Mais là n'était pas la question. Les ouvriers n'ont pas encore compris que tant qu'une classe oisive réalisera un bénéfice, quelque minime soit-il, sur leur travail, c'est qu'ils seront spoliés de ce bénéfice. Le jour où ils le comprendront, les grévistes auront sans doute un autre objectif que de couper un liard en quatre.

Nous avons reçu d'un groupe de camarades russes et allemands la somme de 37 fr. 50 que nous avons fait parvenir au Syndicat des employés de la Compagnie des omnibus.

***

On annonce que Sébastien Faure va faire, à Paris, une série de conférences publiques et contradictoire afin d'exposer amplement ses conceptions sociologiques. Il a, paraît-il, invité à ses conférences les sommités politiques, littéraires et scientifiques réputées comme s'occupant de la question sociale.

Ces conférences auront lieu chaque samedi, à 8 h. 1/2 du soir, salle d'Arras, rue d'Arras, 3. La première est fixée au samedi 11 courant.

***

PARIS. — Le camarade Pouget nous fait annoncer pour le 11 l'apparition de la *Sociale*, organe hebdomadaire illustré, à 0 fr. 10.

Bonne chance à notre camarade.

Le camarade Malato qui avait été arrêté pour une infraction à un décret d'expulsion, vient d'être remis en liberté, le gouvernement s'étant résolu à le considérer, sur sa réclamation, comme Français.

***

LENS. — La délégation de la commission parlementaire qui procède à une enquête sur les conditions du travail des mines, visitait, ces jours derniers, la partie du bassin houiller du Pas-de-Calais qu'exploite la Compagnie de Lens. Les commissaires allaient de coron en coron, interrogeant les chefs de famille, recueillant des renseignements... Les corons sont, on le sait, les petites maisons que la Compagnie, moyennant honnête prélèvement sur le salaire, met à la disposition de ses ouvriers. Après vingt autres une porte est poussée. Logis veuf de ses maîtres. Pour tous habitants, six mioches en haillons qu'effraie la présence de tant de messieurs graves. Une fillette de treize ans, cependant, répond aux questions des visiteurs. La mère est morte.

— Et ton père?

— Je ne sais pas, il est parti.

On interroge les voisins qui précisent et complètent le récit de l'enfant. Après la mort de sa femme, le père, en proie à un noir chagrin, mû par on ne sait quelle lâche pensée, a quitté le pays. On ignore ce qu'il est devenu. Les petits sont restés seuls. L'aîné de la nichée, un garçon de quatorze ans, travaillait à la mine. La Compagnie, lui faisant application rigoureuse d'une disposition de son règlement, qui réserve les petits postes aux enfants de mineurs occupés sur ses propres chantiers, la Compagnie l'a renvoyé. Toute la petite famille, le garçon en tête, s'est mise alors à ramasser par les champs des pissenlits pour les vendre. Tous ensemble, travaillant bien, se faisaient à ce métier un revenu total de huit sous par jour et c'est avec cela qu'on a vécu tout l'hiver. Mais la Compagnie n'entend pas loger, surtout loger gratis, une marmaille dont le travail ne lui rapporte rien. Elle veut récupérer sa maison. Elle a donc requis le commissaire de police d'expulser les enfants.

(*L'Eclair.*)

***

DOUAI. — On lit dans le *Réveil du Nord*: Il y a quelques semaines, le soldat Stofel, enfermé dans la prison de la caserne Durutte, à Douai, s'évadait par un trou qui avait été pratiqué dans le mur de ladite prison.

Sans nul doute, quelqu'un avait aidé Stofel dans son évasion. Les soupçons de l'autorité militaire se portèrent sur M. Paul Lefebvre, 2e canonnier servant au 15e d'artillerie. Pourquoi lui plutôt qu'un autre? On ne le savait trop, peut-être des relations d'amitié unissaient-elles les deux soldats. Quoi qu'il en soit, il fallait un coupable. Paul Lefebvre fut immédiatement arrêté et mis en cellule. Il protesta vainement de son innocence. L'infaillibilité de l'administration civile ou militaire est chose avérée. « On le lui fit bien voir. »

Un mois entier, Paul Lefebvre subit cette peine cruelle de l'incarcération en cellule. Pendant ce temps, l'enquête se poursuivait...

Pour faire prendre patience au malheureux on le conduisit à Lille; naturellement, il ne fit que passer d'une cellule dans une autre. Quinze jours encore, il fut malmené comme le plus vulgaire malfaiteur et l'on sait que l'autorité militaire s'entend à martyriser les pauvres diables qu'elle tient en suspicion.

L'enquête continuait toujours. Enfin elle fut close. Aucune preuve n'avait pu établir la culpabilité de Paul Lefebvre.

Quarante-cinq jours de cellule pour avoir été soupçonné sans motif d'avoir rendu service à un camarade, à la bonne heure! Vive la discipline militaire!

ANDRÉ GIRARD (Max Buhr).

Allemagne

Le mouvement anarchiste d'Allemagne quoique très jeune, a déjà pris des proportions relativement considérables. Le chiffre du tirage d'un journal et la vente des brochures propageant l'idée anarchiste, ne sont certainement pas une mesure exacte de l'étendue du mouvement; néanmoins le fait de la publication hebdomadaire d'un organe carrément anarchiste, discutant plus la théorie que l'actualité, ayant un tirage croissant de 3.500 à 5.000 exemplaires, et la vente rapide par 5.000, 10.000, 15.000 et même 20.000 exemplaires, des brochures éditées par le même journal, ne laisse pas de donner une idée assez juste de sa valeur. Or le *Sozialist*, journal du mouvement, se distribuait dès l'hiver 1893 dans les proportions indiquées. Les brochures, entre autres une contre le parlementarisme, une sur l'importance du mouvement syndical, cinq de Kropotkine, et un extrait de *Dieu et l'Etat* de Bakounine, ont eu une vente variant dans les chiffres donnés.

A côté de cette propagande littéraire, la propagande par la parole et la discussion de nos idées était très active dans les réunions populaires, dans les chambres syndicales, dans les groupes de discussion, etc. Le mouvement né d'hier, devenait consistant, grandissait, s'étendait chaque jour, lui amenait de nouveaux adhérents; ce qui lui valut bientôt l'attention toute paternelle du gouvernement.

Avec l'année 1894 commencent les persécutions. Les mesures du Gouvernement tendaient principalement à faire disparaître le *Sozialist*. Mais comment le faire disparaître si, pour un gérant incarcéré, il s'en trouve toujours un pour le remplacer.

Le procureur impérial Benedict, le Bulot de l'Allemagne, ne s'embarrassa pas pour si peu, il trouva de suite un moyen des plus commode. Il n'attendit pas que le Parlement eût décrété une législation exceptionnelle.

La loi sur la Presse ne reconnait que la responsabilité du gérant. Benedict en fit de l'esprit et de

la lettre une interprétation *ad hoc*. Par cette interprétation absolument arbitraire, *et acceptée par toutes les Cours de justice de l'Empire*, le Gouvernement n'a aucune difficulté pour frapper et condamner qui que ce soit ayant eu des relations quelconques avec la rédaction ou administration du *Sozialist*. — Avec le gérant furent arrêtés et les éditeurs et les imprimeurs. — Pour parer à cette botte, la rédaction du *Sozialist* s'arrangea de manière à ce que l'éditeur, le gérant et l'imprimeur ne fussent qu'une seule et même personne.

Alors le gouvernement s'en prit aux expéditeurs, les livres de comptes et la liste des abonnés furent saisis, la poste reçut l'ordre de « retenir » la correspondance, mandats, copie des collaborateurs, en un mot tout ce qui était adressé au journal.

Sous de telles conditions, la lutte devenait impossible et, en janvier, cette année paraissait le dernier numéro.

L'énergie, l'esprit de sacrifice et la persévérance avec lesquels la rédaction du *Sozialist* a défendu sa position, sont mis en relief par le fait que, depuis le 18 mars 1894 jusqu'en janvier 1895, les condamnations qui ont frappé le *Sozialist* font un total de 80 mois de prison, le nombre des numéros parus fut 45, ce qui fait que l'apparition de chaque numéro a coûté un peu *moins de deux mois de prison*, sans compter les autres inconvénients et dépenses. Ce n'est pas par manque de courage ou de dévouement que la rédaction a dû renoncer à faire paraître le journal, car, immédiatement après l'arrestation du dernier gérant, non moins de douze compagnons se sont offerts pour remplir le poste; poste qui, en règle générale, rapporte à son détenteur rarement moins d'un an de prison, mais souvent plus. Le sort des brochures ne fut pas plus heureux, elles furent interdites, quoique la plupart eussent circulé pendant plus d'une année sans que la police ait cru devoir intervenir.

Tout ce qu'il en fut trouvé fut confisqué. Au commencement de cette année, le mouvement allemand se trouvait donc sans organe, ni brochures, ni publications d'aucune sorte.

Un mouvement ne meurt pas de la disparition d'un journal et de quelques brochures, quoique d'autre part il ne soit pas possible de paraphraser le mot célèbre : Le Roy est mort, Vive le Roy.

L'absence d'une littérature exposant les principes et servant de moyen de communication et de discussion se fait très vivement sentir. Cependant, ce n'est point une raison pour désespérer de l'avenir du mouvement, d'autres voies sont encore libres et s'offrent à nous pour parler aux masses.

La plus importante est le mouvement syndical.

Sous la loi exceptionnelle qui frappait toute organisation socialiste en Allemagne, la *Sozial-Démocratie* se vit forcée de joindre le mouvement syndical : pratiquement, pour échapper aux persécutions du gouvernement d'une part, et pour raisons de propagande de l'autre; théoriquement, parce que la plupart des organisations locales, ayant pris au sérieux les théories économiques de Marx, se passionnaient pour la lutte et la transportaient sur un terrain principalement économique. Le mouvement anarchiste ne au sein de la Sozial-Démocratie ne s'est donc jamais séparé du mouvement syndical. Si, officiellement, la majorité des Chambres syndicales se déclare *Sozial-Démocrate*, il y a néanmoins dans leur sein un grand nombre d'éléments très actifs et influents qui y font une très vive propagande de nos idées. La Sozial-Démocratie ignore généralement combien de fils renégats elle a dans ce mouvement qu'elle néglige ou exploite dans des buts parlementaires. Les anarchistes restent donc dans ce mouvement, non seulement parce qu'ils y trouvent la possibilité de parler aux travailleurs, mais aussi parce qu'ils croient que les Chambres syndicales sont les éléments, les embryons de la production future en groupes libres.

Cette idée inspire aujourd'hui aussi les camarades qui s'enthousiasment du mouvement coopératif. On espère préparer l'avènement de la société future en organisant les groupes coopératifs pour la production et la consommation. A part cela on croit trouver dans ce mouvement la possibilité d'entrer en relations plus intimes avec les masses, de les organiser et, une fois organisées coopérativement, y trouver une aide en cas de luttes économiques, grèves, mises à l'index, boycottages. Un pamphlet qui a paru dernièrement expose ces idées. L'enthousiasme des camarades peut paraître un peu exagéré, il n'eut pas été si grand, si le Gouvernement n'avait pas barré d'autres champs d'activité. L'absence d'un organe où l'on pût discuter toutes ces questions se fait très vivement sentir. Nous espérons que cet inconvénient va sous peu disparaître. Quelques compagnons à l'étranger veulent entreprendre la publication d'un nouveau journal et de brochures; certainement ce journal n'aura pas la même influence que si la publication avait lieu en Allemagne même. Si même il réussit à trouver les forces littéraires nécessaires, la circulation d'un journal venant de l'étranger offre toujours de grandes difficultés.

En se remémorant ce que la Sozial-Démocratie a su faire durant la loi exceptionnelle avec son organisation secrète, il est permis d'espérer qu'avec l'initiative des camarades la propagande ne sera rien moins que développée et active.

La réaction actuelle en Allemagne ne peut pas nuire beaucoup au mouvement révolutionnaire, peut-être même lui sera-t-elle utile.

La promulgation du *Umsturz vorlage* en discussion au ce moment au Reichstag ne changera en rien la situation actuelle. Cette nouvelle loi exceptionnelle est superflue, on a bien vu que les procureurs généraux et les cours de justice font dès aujourd'hui ce qu'ils veulent en interprétant largement et illégalement les lois existantes. D'autre part son influence sur les anarchistes sera qu'ils devront se donner une organisation plus efficace, ce qui fut aussi l'effet de la dernière loi exceptionnelle sur la Sozial-Démocratie. L'abolition de cette loi fut d'une politique très intelligente, elle a fait dériver ce grand mouvement révolutionnaire, quoique imbu de quelques préjugés politiques, dans les eaux calmes de la politique réactionnaire où il se trouve aujourd'hui. La nouvelle loi exceptionnelle qui frappera non seulement les anarchistes mais aussi la Sozial-Démocratie apportera une scission dans leurs rangs. Une partie deviendra encore plus pacifique, l'autre plus révolutionnaire. A cette scission l'Anarchie ne peut que gagner.

B. K.

Angleterre.

Londres. — La situation générale du travail est à la baisse depuis quelques années, la crise commence à s'accuser fortement par des chômages au point que plusieurs sociétés ont été obligées d'élever la cotisation hebdomadaire afin de parer à la subvention accordée aux chômeurs adhérents; un moment la société des sculpteurs sur bois supprima tous les secours.

Chaque année le printemps donne une poussée au travail, mais certains métiers tels que ceux du piano ne s'en aperçoivent pas, de fortes fabriques n'occupent en ce moment que les nettoyeurs et les apprentis. Dans cette industrie la France reçut le premier coup quand des usines se fondèrent en Amérique et en Angleterre, mais les exploiteurs français avaient eu le temps en une trentaine d'années de devenir millionnaires, tandis que de tous côtés, dans Paris, on rencontre leurs anciens ouvriers déguenillés cherchant un emploi.

Et, plus que jamais, l'on joue du piano! Les ébénistes qui se nombrent environ 40.000 à Londres, se ressentent, aussi, fortement de la crise; malgré cela il y a une reprise : ainsi la société l'*Alliance* n'a dans le mois de mars que 106 membres sans travail sur 4.800 adhérents, 46 en moins que pour le mois de février; malgré cela pour les 70 branches adhérentes (ébénistes, sculpteurs, chaisiers et mouluriers), on compte un déficit de soixante livres (1.500 francs).

La tendance des grandes fabriques de meubles est de faire travailler les façonniers au dehors et de congédier les ouvriers qu'elles occupent; déjà cette chose a pris des proportions. La main-d'œuvre revient moins cher et les patrons s'exemptent de la sujétion aux règlements des *Trades-Unions*, et les ouvriers occupés chez les façonniers travaillent plus fort pour moins d'argent.

Les socialistes du faubourg à Paris et les social-démocrates à Londres en demandant la suppression de la trôle voient l'effet sans en chercher les causes, ils n'ont pas vu que la trôle commence dans le façonnage, mode qui tend dans les grands centres à englober toute l'industrie du meuble.

On remarquera que les façonniers de l'East, de la City et du West de Londres occupent de préférence les ouvriers étrangers qui débarquent et que ce sont eux, italiens, français et allemands qui sont un peu cause de la baisse des salaires. Il s'ensuit que tout comme les chauvins de France, les Anglais crient sus aux étrangers, ils ne se rendent pas compte que seuls les exploiteurs sont coupables de profiter de l'arrivant qui a faim.

Et c'est ainsi qu'une lutte fratricide se perpétue entre ouvriers et que l'on oublie, comme l'a dit le vieux La Fontaine, que « l'ennemi, c'est le maître » qui vit du produit des travailleurs; on oublie que le maître c'est le gouvernant qui force les petits à se plier au joug des lois.

Malgré tout, les sociétés ouvrières anglaises renferment une bonne minorité qui veut secouer l'engouement de la masse en prêchant autre chose que de toujours voter.

Des orateurs libertaires que l'on poursuivrait en France se font entendre le dimanche dans les parcs, ce sont les plus écoutés : certains orateurs anglais égayent leurs discours pour attirer le public. Un de ces derniers dimanches un orateur parlant de la Révolution française se mit à entonner *La Marseillaise*, cette démonstration plut énormément et beaucoup de jeunes gens tenaient les premiers rangs du cercle. Il serait à souhaiter que les orateurs anglais se multipliassent dans les parcs et dans les quartiers miséreux de White-Chapel. La besogne serait féconde.

Guérineau.

Dans son numéro de lundi dernier la *Petite République*, « organe socialiste », publiait une lettre, signée de mon nom, me donnant une attitude tout à fait ridicule. J'écrivis immédiatement à la *Petite République* pour la prévenir que sa bonne foi avait été surprise et lui demandant une rectification. La *Petite République* qui avait été heureuse d'insérer une stupidité sans s'occuper de sa provenance, se garda bien d'insérer la rectification.

D'où il résulte que ce n'est pas la bonne foi de la rédaction de ce journal qui a été surprise mais celle de ses lecteurs.

J. Grave.

BIBLIOGRAPHIE

Sous ce titre nous annoncerons tous les livres qui nous seront adressés, nous réservant de ne parler que de ceux qui nous sembleront devoir intéresser nos lecteurs.

D'autre part, comme nous considérons que nous ne devons pas ressembler à ces groupes où l'on se casse mutuellement l'encensoir sur le nez, nos lecteurs ne s'étonneront pas s'ils nous voient nous borner à annoncer purement et simplement les livres de nos collaborateurs, même les plus estimés.

Parus, *Œuvres* de Bakounine contenant *Dieu et l'Etat* et divers autres fragments. 1 vol. 3 fr. 50 chez A. Stock, place du Théâtre-Français. — Ce collaborateur étant mort, nous pourrons, ultérieurement, parler plus longuement de son livre.

Pour paraître ces jours-ci, chez le même éditeur, *Psychologie de l'anarchiste socialiste* par Hamon.

Nos lecteurs trouveront ces volumes chez nous à 2 fr. 50 pris dans nos bureaux, 2 fr. 75 par la poste.

Pour paraître prochainement : *La Douleur universelle* (*Philosophie libertaire*), par S. Faure. 1 vol. 3 fr. 50 chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Vindex.

VARIA

Il y a seize mois, il est paru portant ce titre: *Les Temps Nouveaux*, un numéro d'un journal publié par Mme Céline Renooz. Cette dame nous prie de déclarer que notre journal n'a rien de commun avec le sien. Dont acte.

A LIRE

L'article : *Un nouveau livre sur l'anarchie*, de Jacques Mesnil, dans les numéros de mars et avril 1895 de la *Société Nouvelle*.

Une enquête franco-allemande, *Mercure de France* du numéro 64, avril 1895.

Proudhon et la « Voix du Peuple », par A. Hemen. *Revue Blanche* du 1er mai.

NOS COLLABORATEURS :

Paul Adam — J. Ajalbert — Charles-Albert Barrucand — René Chaughi — A. Dénéchère — L. Descaves — G. Eekhoud. — A. Girard (Max Buhr) — J. Grave — A. Hamon — Fortuné Henry — A.-F. Hérold — Théodore Jean — P. Kropotkine. — Bernard Lazare — G. Lecomte — O. Mirbeau — F. Nadar — Elie Reclus — Elisée Reclus — A. Retté. — Marc Stéphane.

Le Gérant : Dénéchère.

IMP. NOIZETTE ET Cie, 8, RUE CAMPAGNE-1re, PARIS.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 2 DIX CENTIMES DU 11 AU 17 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES MANIFESTATIONS DU 1ER MAI

Elles ont eu lieu dans chaque grand centre de l'Europe occidentale, — là même où toute manifestation dans la rue avait été empêchée par les riches et les satisfaits. Révolutionnaires en plusieurs endroits, surtout en Autriche et en Hongrie, où le sang a coulé dans des grèves-émeutes ; d'autant plus anodines que les masses ont été mieux enregimentées par les meneurs politiciens.

Ici, elles prenaient le caractère d'une grande fête ouvrière, pleine de gaieté ; là, d'une protestation révolutionnaire; ailleurs, d'un *devoir* que le travailleur s'impose et qu'il accomplit, sombre, avec l'arrière-pensée que ce qui se fait n'est pas ce qui devrait se faire... « Marchons toujours ! »

C'était le cas à Londres — et, poussés par ce sentiment, des groupes nombreux d'ouvriers des faubourgs et des petites villes des environs se mettaient en marche à la pointe du jour, faisant cinq lieues avant d'arriver au point de départ des colonnes qui marchaient vers le Hyde Park.

Quarante kilomètres à parcourir pour faire acte de présence à la manifestation ! Ah ! messieurs les bourgeois, si dans votre béatitude, vous pouviez seulement comprendre les sacrifices que représentent ces millions d'ouvriers accourus aux manifestations — le frisson vous viendrait au dos à l'idée qu'un jour ils pourront vous demander compte de ces sacrifices. Tout de même la sombre attitude des travailleurs anglais a frappé les jouisseurs.

A Vienne, par contre tout était à la joie. C'est que les Viennois, — les travailleurs qui ressemblent le plus aux travailleurs parisiens — font leurs insurrections en chantant. Et ces 150.000 hommes qui étaient venus s'amuser et acclamer le renouveau qu'ils sentent venir, chantaient la mort de la bourgeoisie, l'avènement d'une ère nouvelle de travail pour tous, d'égalité et de bien-être pour tous. Et dans ce défilé joyeux le riche voyait avec inquiétude un petit groupe de trois cents étudiants qui, eux aussi, étaient venus se ranger dans le cortège ouvrier et affirmer cette union du peuple avec la jeunesse des écoles, par laquelle s'annonçaient les insurrections à Paris avant 1848.

Les résolutions acclamées dans ces meetings ne disent pas grand'chose. Loi des huit heures, suffrage universel, pression sur les municipalités afin d'obtenir du travail pour ceux qui n'en ont pas ; et, de *loin en loin*, la nationalisation de la terre et la grève générale. Mais ces résolutions sont faites pour ne rien dire, et ce n'est certes pas pour les voter que les travailleurs se sont dérangés.

Les discours ? Tout ce qui peut être dit par un homme dans ces occasions est si mesquin en comparaison de ce qui est dit par la présence même des foules et l'ensemble international de la manifestation ! Quel orateur peut exprimer la voix qui s'élève des millions de femmes et d'hommes réunis par un même sentiment.

Mais, quand il parle à ces foules, par quelles allusions l'orateur cherche-t-il à provoquer l'enthousiasme, à soulever la clameur de milliers de voix ? — Il leur parle de grève générale internationale ; il réveille en eux la pensée d'un soulèvement général des peuples contre la foule des satisfaits ; il salue le nouveau quarante-huit qui s'annonce sous le drapeau — non pas des nationalités, non pas des républiques, non pas des constitutions, mais de la révolution *sociale*, de la reprise de fait de tout l'héritage humain par ceux que les accapareurs réduisent au désespoir. La Mort à l'Ordre Bourgeois ! voilà ce qui faisait vibrer les cœurs de ces masses et résumait leurs pensées intimes.

Peu nombreux ont été les orateurs qui, en ce jour de fête, ont eu le courage de critiquer : de dire au peuple qu'il n'y avait encore *rien de fait*, que tous ces élans superbes, tout ce dévouement dont le peuple travailleur avait fait preuve pour donner une majesté imposante à ses manifestations, ont été gâchés, mis au service de politiciens ambitieux ; que l'idée du 1er mai a été avilie, par les meneurs populaires, *pour plaire aux bourgeois*, et les demandes du peuple rapetissées, de peur de s'aliéner — qui ? toujours le bourgeois, l'exploiteur, contre lequel cependant les manifestations sont dirigées.

Et c'est à peine si çà et là des anarchistes ont osé dire au peuple que ce grand mouvement, dévié dans des couloirs étroits, à issues mesquines, peut devenir l'image de la Révolution prochaine qui, elle aussi, sera escamotée par les habiles politiciens bourgeois, si, dans le peuple même, l'idée ne surgit de procéder à sa guise, selon les inspirations vagues mais justes du travailleur pour balayer la tourbe qui dans chaque coin du globe s'approprie tout — richesse, savoir, jouissance — en se moquant de l'infinie naïveté des masses qui croient encore à des sauveurs.

Mais cela a été dit, ne fût-ce que par quelques voies isolées. Et cela a été écouté. Au 1er mai, au Hyde Park, — les journaux bourgeois le reconnaissaient — la plateforme anarchiste attirait vers soi le plus grand nombre et, sous la pluie, la foule écoutait ces voix qui ne flattaient pas le peuple pour l'endormir, mais soufflaient l'esprit de révolte dans les jeunes cœurs qui savent encore se révolter.

VINDEX.

LES ANARCHISTES SONT-ILS DES SOCIALISTES?

Pour mainte personne, cette question semblera oiseuse : les unes pensant qu'il y a antinomie absolue entre le socialisme et l'anarchisme ; les autres ne concevant pas l'anarchisme hors du socialisme.

De la diversité des opinions sur ce sujet résulte l'intérêt qu'il y a pour le sociologue à élucider la question. La résoudre ne se peut ni par de dogmatiques et passionnées affirmations ni par d'acharnées dénégations.

Dire comme certains défenseurs de l'ordre capitaliste, dans le but avoué de déconsidérer le socialisme : « Les anarchistes sont des socialistes. » Dire comme certains socialistes dans le but non moins avoué d'empêcher la déconsidération de les atteindre et, en même temps, de déconsidérer les anarchistes : « Nous n'avons rien de commun avec les anarchistes, qui sont ou des fous ou des mouchards » ; c'est, dis-je, émettre des affirmations sans valeur. Elles peuvent servir aux individus qui attaquent ou défendent un parti, qui propagandisent en faveur d'un parti ; mais jamais elles n'agréeront aux hommes qui recherchent impartialement la vérité sans se soucier de son utilité ou de sa nuisance pour eux ou pour les autres. Donc, qui a raison de ceux qui prétendent que les anarchistes sont socialistes ou de ceux qui soutiennent le contraire ?

Les uns et les autres ont raison, car il y a anarchistes et anarchistes.

D'aucuns prennent ce titre et ne sont nullement socialistes.

Ce sont, par exemple, les adeptes de la doctrine de Tucker. Peu nombreux en Amérique et en Grande-Bretagne, ils ne sont en France que quelques dizaines, bien qu'ils aient un livre, *Anarchistes*, de J. H. Mackay où se peuvent lire leurs doctrines. En Italie, en Espagne, leur nombre est infinitésimal si tant est qu'il y en ait. Les suivants de Tucker sont des individualistes purs qui ne se recrutent guère que dans les milieux exclusivement littéraires, ce sont les dilettanti de l'anarchie.

Nous pouvons aussi distinguer ceux qui, de la doctrine ne connaissant que le nom, ne voient dans l'anarchie qu'un cri de révolte.

D'autres encore se couvrent de l'étiquette afin de donner à leurs actes immoraux un semblant de raison et au besoin chercher à faire excuser leur conduite.

Ces individus, pas plus que les adeptes de Tucker, pas plus que les simplement révoltés, ne sont des socialistes.

Mais il est des anarchistes, et d'après nos connaissances ce sont les plus nombreux, qui se disent nettement socialistes.

Ils pensent que l'anarchisme est une fraction du socialisme, de même que le calvinisme est une fraction du christianisme. Au socialisme d'État ou socialisme autoritaire, actuellement représenté par les social-démocrates en tous pays, ils opposent le socialisme libertaire représenté par les anarchistes et d'autres plus nombreux encore qui n'acceptent pas l'épithète anarchiste quoiqu'ils soient de réels adeptes de

la doctrine. Ce n'est point là une affirmation banale, faite dans un souci quelconque de propagande qui à nous, chercheur de vérité, ne nous importe que peu. C'est l'affirmation d'une vérité aisément prouvée par la lecture des brochures de propagande en quelque langue qu'elles soient écrites.

A Chicago, en 1887, des hommes furent pendus pour crime d'anarchie. Or, l'un d'eux, Spies, prétendait en sa défense que *l'anarchie c'est l'association volontaire ou universelle fraternité.* « ANARCHIE OU SOCIALISME », s'écriait-il, veut dire réorganisation de la société sur des principes scientifiques et abolition des causes qui produisent vices et crimes... Nous ne sommes pas assoiffés de sang. Nous ne sommes pas des bêtes. Nous ne serions pas des socialistes si nous étions des bêtes... »

Un autre anarchiste, Michael Schwab, clamait devant ses juges : « Socialisme signifie que le peuple possédera en commun sol et machines. »

Malatesta, un des protagonistes de l'anarchisme, a, en un petit chef-d'œuvre de clarté et de précision, *The Anarchy*, publié à Londres par le groupe *Freedom* dont Kropotkine était membre, a, disons-nous, écrit ces lignes :

« *Le socialisme anarchique* a pour base et nécessaire point de départ l'égalité des conditions, sa fin est la solidarité; sa méthode est la liberté. »

Qu'on veuille se donner la peine de lire quelques-unes des œuvres de Kropotkine (*les Paroles d'un Révolté, la Conquête du Pain, la Morale anarchiste*, etc.) ou encore *la Société mourante et l'anarchie*, de Jean Grave; qu'on parcoure *An anarchist* ou *The anarchy* de Reclus; *les Anarchistes et ce qu'ils veulent* d'un groupe suisse, etc, alors on verra nettement que ces anarchistes sont des socialistes. Leur critique de la forme sociale actuelle est la même que la critique des autres fractions du socialisme, la même que celle des social-démocrates. Leur idéation d'une forme sociale nouvelle diffère seule de l'idéation des autres écoles socialistes et encore cette différenciation est relativement minime — le principe liberté est substitué au principe autorité — car pour beaucoup elle n'existerait pas si le facteur Temps était éliminé.

Les anarchistes sont si réellement socialistes qu'en Italie, en Espagne, il n'est que fort peu de socialistes qui ne soient pas anarchistes, c'est-à-dire libertaires. Les brochures de propagande comme *Primo Passo all' anarchia* de Edoardo Milano parlent toujours des socialistes anarchistes; le livre *Segundo certamen socialista* en Espagne propage l'anarchie avec les études fort belles de Ricardo Mella.

En Grande-Bretagne, une des brochures de propagande les plus répandues est *The Chicago Martyrs* où figurent les plaidoiries de Spies, Parsons, etc., qui s'affirmèrent socialistes.

Le journal *The Liberty* qui s'intitule anarchiste publie des brochures de propagande de J. Bernard Shaw, un social démocrate; de William Morris, le fondateur de la *Socialist League*, etc.

En Allemagne, l'organe anarchiste fut *Der Sozialist*.

Si on lit *The Solidarity* de New-York; *l'Ami des ouvriers* de Hastings, *The Fire Brand* de Portland on constate aussi le socialisme des écrits y contenus.

Donc, nous pensons qu'on ne peut raisonnablement dénier à certains anarchistes — les plus nombreux — le droit de s'appeler socialistes. Les œuvres des théoriciens et des propagandistes le prouvent péremptoirement.

Nous pourrions encore le prouver en enquêtant près des anarchistes adeptes de ces doctrines. Les réponses que nous eûmes pour établir notre *Psychologie de l'anarchiste socialiste* nous permettent cette affirmation.

Quoi qu'en disent certains doctrinaires ou polémistes du socialisme autoritaire, les anarchistes communistes ou collectivistes, c'est-à-dire ceux qui se rattachent aux théories exposées et défendues par les Bakounine, les Reclus, les Cafiero, les Kropotkine, les Malatesta, les Parsons, les Spies, les Malato, les Mella, etc. sont des socialistes. C'est là une vérité que le sociologue ne peut pas ne pas reconnaître.

A. HAMON.

ART NOUVEAU

A des temps nouveaux répond un art nouveau. Car, de toutes les émanations de l'esprit humain, l'Art caractérise avec le plus de précision l'état psychologique d'une époque. Plus que la science, dont les découvertes sont parfois dues au hasard, plus que l'Histoire, dont les données manquent le plus souvent de certitude, l'héritage artistique du passé nous offre un critérium assuré pour la reconstitution évolutive des civilisations disparues.

Aujourd'hui, des idées nouvelles germent à foison. Implacable se déroule le procès de la Société présente. Parallèlement à ces idées éclosent des sentiments nouveaux ; et l'art dont le domaine est le sentiment, se ressent de cette germination. L'Art social est né et grandit chaque jour. En toutes les branches par où se ramifient diversement les facultés sensitives de l'âme humaine, les préoccupations — philosophiques, morales ou autres, — qui tourmentent notre époque, ont apposé leur empreinte.

En toutes ? Non, cependant. La musique, cet art pourtant jusqu'ici privilège d'une classe d'intellectuels, n'a pas encore manifesté son évolution en ce sens. Le drame lyrique, tout indiqué pour une telle initiative, stagne toujours entre la féerie purement décorative et la légende parée d'une sorte de symbolisme pessimiste et renonciateur. Retardataire, il résume sa philosophie en la subordination irrémissible des volontés humaines aux caprices de la Fatalité.

La Fatalité ! nous en a-t-on assez rebattu les oreilles ! Nous a-t-on assez montré l'homme jouet de la Fatalité, soumis sans recours à son joug inexorable, toujours vaincu dans sa lutte pour le bonheur, par une volonté supérieure à la sienne, volonté invisible, intangible, mais *réelle* néanmoins et toute-puissante ! De ce duel inégal de l'homme contre l'Ange, ne sortent que désespérance et renoncement.

Et qu'est-elle donc cette Fatalité, sinon un ensemble de causes et d'effets, déterminant nos actes, il est vrai, mais dans l'influence desquels entre une bonne part de volitions humaines ? Si la Fatalité mène l'homme, celui-ci agit sur elle en retour, et avec d'autant plus de succès qu'il concentre une volonté plus intense. Il commande ou obéit à son ennemie, suivant le degré d'énergie qu'il est susceptible de déployer.

Or, cet abandon de soi-même aux arrêts prétendus de la Fatalité, dernier mot d'une certaine philosophie inspiratrice de notre art durant la majeure partie de ce siècle, cette défection de la volonté individuelle devant la généralité des volitions contraires, est la caractéristique d'un affaissement moral, répugnant à la lutte qui, seule, affranchit. En effet, quoique particulièrement troublé, notre siècle ne fut pas, en ce qui concerne l'accomplissement d'un mieux social, un siècle de progrès tangible.

Au sortir du coup de force de 1789, réussi parce que le prétexte en était la réalisation d'un idéal de justice, la Bourgeoisie, parvenue au pouvoir, s'attacha à rétablir à son profit les privilèges dont elle avait souffert. Le peuple berné, mais bien plus tard désabusé, demeura longtemps déconcerté et, souffrant des mêmes maux ou à peu près qu'auparavant, il tâtonna longuement à la recherche des causes de son malaise.

De là ces aspirations vagues vers un idéal indécis, empreintes d'un certain caractère de religiosité nébuleuse, qui fut la marque du romantisme. Elan stérile, sans point d'appui positif, ne laissant après lui que désespérance et sentiment d'inanité.

Plus tard, abandonnant la nue où elle s'égarait pour redescendre sur la terre, l'intelligence humaine s'appliqua à étudier de près les phénomènes vitaux et leurs rapports réciproques, soit chez le même sujet, soit d'individu à individu. Analyse sèche comme une nomenclature, simple enregistrement de faits ou « documents », d'où toute conclusion est encore absente, sauf encore ce renoncement pessimiste, cette malédiction de la vie, due, en raison du manque de coordination dans les données à l'ignorance des causes primordiales et, par conséquent, du remède. Cet état d'esprit inspira le naturalisme.

Enfin, les documents sont réunis en grand nombre, en assez grand nombre, pour qu'apparaissent leurs relations, pour que se formulent des propositions se déduisant les unes des autres, et dont l'ensemble est suffisant pour constituer une science. Le but de la vie se précise et se révèle grandiose, dans un idéal de solidarité universelle.

Alors, un art nouveau surgit, non plus pessimiste maintenant, mais plein d'une foi profonde en l'avenir meilleur ; on l'a nommé l'Art social.

Cet idéal d'une humanité libérée, dont les éléments sont fortement pénétrés du sentiment de leur individualité, ne relevant que de leur volonté et de leur conscience, assujettis bénévolement à une loi morale sans sanction inutile puisque, grâce à la fusion de l'intérêt privé dans l'intérêt général, nul, sauf négligeable exception, ne serait incité au mal, — cet idéal d'une société harmoniquement constituée par le libre jeu des initiatives individuelles concourant au bien commun, lui apparaît le terme et le but de l'évolution humaine.

Autrement beau, certes, et d'une réalisation plus vraisemblable que le vague espoir d'une récompense posthume, problématique compensation des souffrances de la vie, cet idéal de proche en proche révélé, passionne les générations présentes.

L'art musical, ai-je dit en commençant, est jusqu'ici demeuré à l'écart. Pour qu'il apporte à cette évolution son puissant concours, je combattrai ici.

ANDRÉ GIRARD.
(MAX BUHR.)

MOUVEMENT SOCIAL

France

PARIS. — Le 1er mai. La célébration du 1er mai diminue d'intérêt tous les ans. La classe bourgeoise, à qui cette manifestation de solidarité internationale causait, au début, une si grande épouvante, se traduisant les premières années, par des mesures de précautions outrées, constate avec soulagement ce relâchement, et, revenue de sa frayeur, elle en raille paternellement la classe ouvrière.

Cependant la situation est toujours la même, et le sentiment qui inspira cette manifestation est loin de s'être éteint. La cause de cette apparente indifférence est ailleurs.

Lorsque surgit, en 1886, cette idée, partie on ne sait d'où, d'un repos général et simultané de toute l'humanité travailleuse, elle fut acclamée universellement, parce qu'on y voyait comme l'essai d'une grève générale d'un jour. C'est ce caractère de grève générale qui causa l'enthousiasme des travailleurs. Mais depuis, les politiciens socialistes se sont emparés de ce mouvement et en ont réduit la portée à la revendication mesquine de la journée de huit heures. Comme si, parce qu'ils ne travailleraient que huit heures par jour, les ouvriers n'en continueraient pas moins d'être esclaves et exploités! Aussi, cet idéal rétréci, ne leur parut-il pas suffisamment exaltant, et l'enthousiasme tomba peu à peu. Les pontifes du socialisme électoral, ont dû, à leur grand regret, renoncer à ces processions solennellement démocratiques de la Maison du Peuple à celle des Députés, où chamarrés de leur sacerdotale écharpe, ils officiaient, chemin faisant, le culte des Trois-Huit ; l'un, pénétré du légitime orgueil de tout représentant du peuple, irradiant au soleil printanier l'éventail capillaire d'une toison et d'une barbe galiléennes, tel autre, vivant symbole et personnification du charlatanisme politicien, laissant, sous sa blouse prolétarienne, émerger le bout d'une oreille mal dissimulée, sous la forme d'un pan de son inviolable et bourgeoise redingote.

Les ouvriers, vite lassés de cette comédie abandonnèrent peu à peu ces pîtres à leur parade qui, dès lors, cessa faute de badauds.

Bobèche et Galimafré se consolent à la cuisine en *punchant* sec et ferme à la santé des meurt-de-faim.

Le peuple recueilli, lui, attend son heure.

***

ÉPILOGUE DE LA GRÈVE DES OMNIBUS. — Mercredi, 1er mai, ont comparu devant le tribunal correctionnel plusieurs grévistes arrêtés pour « atteinte à la liberté du travail, » et, avec eux, le président et le secrétaire du syndicat, Proust et Deville, inculpés d'avoir, durant la grève, pris parti pour

leurs camarades. Ce crime leur a valu à chacun six mois de prison; c'est pour rien! Les grévistes assagis, rentrés bien soumis au bercail Cuvinot, peuvent maintenant voir à quoi servit de *lâcher* ainsi leurs camarades, après seulement trois jours de chômage. La « Justice bourgeoise » n'a su aucun gré à ceux-ci du manque de solidarité de ceux-là.

A noter encore, les contradictions qui se sont produites entre les réponses à l'audience, de *tous* les prévenus, et celles qu'ils avaient été censés faire au juge d'instruction. *Tous* ont protesté contre le langage qui leur a été attribué par ce dernier. Voilà, certes, un magistrat qui nous paraît tout désigné pour instruire des procès d'anarchistes.

André Girard (*Max Buhr*).

En Autriche.

Ce pays traverse une période de stagnation apparente qui n'est peut-être que le calme précédant la tempête, mais qui peut se prolonger indéfiniment, en raison de l'absence presque totale d'éléments actifs susceptibles de hâter la débâcle finale.

C'est une agglomération de populations parlant des langues différentes, possédant des traditions historiques diverses et ayant atteint des degrés inégaux de civilisation. Les provinces qu'elles habitent sont soit en grande partie industrielles, soit entièrement agricoles. Encore, l'agriculture de ces dernières est-elle bien variable, si l'on compare la fertilité des plaines de la Bohême à celle des hautes Alpes et à l'aridité des steppes de la Galicie. De fortes tendances se prononcent vers la formation de nouveaux petits Etats nationaux et l'intérêt que portent les provinces aux affaires générales et à l'existence intégrale de l'Empire décroît de plus en plus. C'est une réaction contre la centralisation bureaucratique qui, depuis des siècles, méconnaît les moindres droits des nationalités allemandes et non allemandes. La seule consolation, bien platonique, de ces premières est de voir que leur langue est la langue officielle de l'État! Cette tendance centrifuge d'aujourd'hui ne mérite d'être appelée ni fédéraliste ni autonomiste : parce que le sentiment de solidarité, nécessaire pour une fédération de bonne foi, n'existe nulle part. Toute cette agitation invoque comme argument le plus puissant la haine des nationalités auquel s'ajoute cet autre argument économique, éminemment bourgeois, que les provinces plus riches ne veulent plus payer le déficit des provinces plus pauvres. — Quant au sentiment autonomiste, il n'a aucune sincérité (cette qualité ne se rencontre que chez un bien petit nombre d'hommes), car chacune de ces fractions a le désir de se séparer de manière à former le plus de territoires possible et de réaliser, chacune en ce qui la concerne, le rêve chauvin d'une foule d'Etats (grand-tchèque, grand-croate, grand-polonais, etc.).

Avant de parler des masses ouvrières, examinons la situation présente des classes dirigeantes.

Les vieux partis politiques sont dans la plus complète décomposition; ici on voit réalisée, depuis le ministère Windischgraetz-Plener, la coalition officielle et formelle des partis libéraux, conservateurs et cléricaux, qui se prépare dans tous les pays, dans le but pur et simple de protéger les intérêts de la propriété, de la noblesse et du clergé ainsi que ceux de la dynastie des Habsbourg contre les aspirations populaires, même les plus modestes et les plus anodines. Cette coalition des libéraux industriels allemands de la Bohême, des ruraux polonais et des cléricaux allemands et slaves des pays des Alpes, ne fait que déguiser une réaction plus brutale encore, si c'est possible, que celle de Taaffe et dont le chef, le prince Windischgraetz, petit-fils du bombardeur de Vienne et de Prague en 1848, peut être remplacé d'un jour à l'autre par le comte Thoun, gouverneur de la Bohême, le fusilleur habituel des mineurs grévistes et le garde chiourme de la jeunesse progressive tchèque. C'est l'homme le plus exécré en Autriche et, par conséquent, celui que les classes gouvernantes considèrent comme un sauveur.

Cette coalition n'a pour adversaires dans l'arène de la politique parlementaire que des partis à peu près également répugnants. Ce sont d'abord les Jeunes-Tchèques, jadis membres de la majorité de Taaffe contre les Allemands et qui, aujourd'hui, représentent la bourgeoisie tchèque. Sauf ces capitalistes ambitieux, ce parti comprend les nationalistes tchèques, quelques sincères autonomistes, peut-être, des panslavistes amoureux du knout russe et rivalisant avec les patriotes français en platitudes devant le despotisme tsariste; puis quelques représentants des intérêts agricoles protectionnistes des petits cultivateurs. Enfin, de ce parti s'élèvent quelquefois des voix qui signalent les infamies du gouvernement et de l'administration, — chose presqu'inouïe en Autriche.

Viennent ensuite les nationalistes allemands avec un répertoire politique de déclamations sonores sur les questions nationales et quelque peu portés vers l'antisémitisme; mais le courage leur manque de faire une opposition quelconque, fût-elle même aussi académique que celle des Jeunes-Tchèques. — Enfin, les deux seuls députés sincèrement démocrates qui, tant qu'ils furent complètement isolés et qu'ils agirent de concert, flétrirent courageusement la honte et l'oppression en Autriche; et ce furent les deux seuls hommes qui, en dehors des groupes ouvriers, osaient dire ce que pensent tous les honnêtes gens d'un pareil système; — mais la corruption parlementaire ne pouvait pas les épargner; sans vouloir contester le moins du monde leur intégrité personnelle, nous devons constater que l'un d'eux, démocrate purement politique, s'est rapproché du parti libéral philosémite, et que l'autre est maintenant inféodé au parti ouvrier social-démocrate et en train de devenir un politicien routinier comme tous les autres, tandis que dans son isolement volontaire il était une vraie force morale. Il ne nous appartient pas de gémir sur ce que nous considérions comme inévitable dès le commencement d'une telle carrière.

Reste un parti d'opposition apparente : le parti se disant antisémite, ou antilibéral, ou encore socialiste-chrétien. Ce parti, on ne peut plus clérical, servilement patriotique et monarchiste, réactionnaire sous tous les rapports, s'accroît de plus en plus dans les grandes villes (à Vienne surtout) ainsi que dans les campagnes et représente la haine de la petite bourgeoisie boutiquière et campagnarde pour le grand capital. Cette haine est exploitée par les cléricaux et la noblesse féodale, qui veut s'en servir pour détruire toutes les concessions que l'Autriche (en matière d'enseignement primaire surtout) a dû faire à l'esprit moderne. L'infamie de ce parti n'a d'égale que l'infamie des partis adverses et tous, libéraux et antisémites, se disputent en ce moment la bénédiction du Pape pour leurs *agitations et partis respectifs!*

Quels sont, en face de toutes ces petitesses, les forces vraiment progressives de ce pays?

Nous ne pouvons signaler, et sous toutes réserves, que le parti de la démocratie sociale. Nous ne le considérons pas comme progressiste en ce qui concerne son programme, dans quelque pays que ce soit; mais en Autriche il remplit cette condition qu'il est le seul, ou à peu près, à revendiquer les libertés les plus simples et les plus rudimentaires contre la brutalité policière. L'administration, la police se permettent tout ici, soit conformément aux lois, soit contre elles, et, connaissant le caractère des partis bourgeois, nous savons qu'ils sont incapables d'une opposition sérieuse contre ce despotisme bureaucratique. Eh bien, sur ce terrain, les démocrates socialistes depuis quelques années ont mené une lutte tenace et jusqu'à un certain point victorieuse; nous n'approuvons pas tous leurs moyens adoptés, mais ils ont eu pour résultat, si l'on compare l'état actuel avec celui d'il y a dix ans, d'accroître dans le peuple l'esprit d'indépendance contre l'oppression gouvernementale et de valoir à cette dernière quelques rudes défaites.

Sans doute, à l'action de ce parti, sont venues s'adjoindre d'autres causes. Du reste, sauf cela, ce parti suit en Autriche la même fausse route que partout ailleurs. Quant au mouvement autrichien, il eut toujours quelque chose de naturel, vigoureux, naïf aussi parce que la politique électorale ouvrière n'y put jamais être exercée, le suffrage universel ou même un suffrage quelque peu étendu n'existant pas. Nous avons vu le mouvement socialiste révolutionnaire, pour ne pas dire anarchiste, si accentué de 1881 à 1884, et les grandioses manifestations du 1er mai de 1890, quand on ne manifestait que par solidarité internationale et pour obtenir les huit heures de travail par n'importe quel moyen. Mais les chefs de ce mouvement meurent d'envie, depuis plus de vingt-cinq ans, d'entrer au Parlement et le but de leur presque unique propagande a toujours été le suffrage universel et la réalisation de tous les désirs des masses affamées, au moyen de la conquête des pouvoirs publics par les socialistes! Leur idéal, c'est l'Allemagne si heureuse! qui, il y a cinquante ans, dormait sous la tutelle de ses trente-six petits monarques — comme dit Heine — et qui maintenant, continue son paisible sommeil sous la tutelle non moins avantageuse de ses trente-six députés socialistes.

Quant à la tactique pour obtenir ce suffrage universel, l'exemple de la Belgique se présentait, naturellement, sous son double aspect. Les mots dangereux de *grève générale* passèrent de Belgique en Autriche et les masses ouvrières les comprennent enfin et désirent cette grève; mais les chefs, sachant bien qu'en Belgique tout ne s'est pas passé comme la légende populaire veut nous le faire croire, et ne pouvant dévoiler les menées des politiciens ouvriers belges sans s'exposer eux-mêmes, se trouvent dans une situation embarrassée en face de cette agitation populaire en faveur de la grève générale. Il existe donc, dans le parti socialiste deux tendances : l'une qui consiste à obtenir le suffrage par des démonstrations populaires et la grève générale; et l'autre, en opposition avec la première, celle des chefs les plus influents qui, à vrai dire, ne savent trop que faire et qui suivent une politique dilatoire de grandes phrases et de menaces en même temps.

En sorte que cette question du suffrage n'avance pas le moins du monde. Elle voyage dans le parlement d'un comité à l'autre, personne n'a la bonne volonté de l'aborder et la stagnation la plus complète règne dans ce moment.

On organise, il est vrai, des syndicats, suivant cette même tendance de centralisation qui, en Autriche, existe en matière de gouvernement; on fait des congrès corporatifs, tels que, dernièrement le Congrès des mineurs à Vienne; mais c'est toujours pour leur inculquer la doctrine et la faire adopter comme résolution que tant que le suffrage universel n'existera pas, rien ne pourra être accompli par les ouvriers eux-mêmes etc.; tout est sacrifié à ce moloch insatiable de l'ambition politique.

***

On conçoit que dans une telle situation la propagande anarchiste a une rude besogne devant elle. Jadis, de 1881 à 1884, elle fut très active et avait réuni presque tous les socialistes dans une agitation antiparlementaire et socialiste révolutionnaire, bien que le manque total de liberté de parole à cette époque fût un obstacle à une discussion sérieuse des théories libertaires. Cette oppression, occasionna des actes de représailles de la part des anarchistes et cette période fut suivie par de longues années de répression, entravant toute propagande ouverte, et pendant lesquelles les socialistes parlementaires réussirent à faire dévier l'enthousiasme sincère, mais inexpérimenté et ignorant des masses en faveur de leur propagande palliative et électorale. Depuis 1892, cependant on peut recommencer à discuter l'anarchie en public; les événements qui y menèrent sont analogues quoique sous maints rapports différents, au mouvement qui en Allemagne conduisit à la formation du parti socialiste indépendant dont les meilleurs éléments bientôt devinrent anarchistes. Deux journaux paraissent depuis 1892, à Vienne, la *Zukunft* (L'Avenir) de Vienne et le journal tchèque *Volné Listy* (Feuilles libres); il y a eu aussi des journaux de courte durée à Gray, Salzburg, Prague et Trieste, en allemand, tchèque et italien. Tous ces journaux sont presque à chaque numéro saisis et leurs éditeurs se trouvent la plupart du temps en prison. Il en est de même pour les orateurs des réunions et les compagnons déployant quelque activité, qui se trouvent toujours sous le coups de condamnations. A signaler aussi quelques petites associations qu'on dissout dès qu'elles commencent à être actives. En sorte que les plus grandes difficultés sont opposées à toute extension de la propagande. A vrai dire, la propagande mystificatrice des socialistes autoritaires, menée d'habitude avec tant de cynisme que rien n'est plus facile que de la réfuter aux yeux de quiconque a quelque intelligence, éprouve une opposition mille fois moindre qu'elle ne devrait l'être, surtout quand le peuple affamé n'entend que des exhortations à envoyer les chefs du parti au parlement, — à une période où le parlementarisme est en pleine putréfaction en tous pays et en Autriche peut-être plus que n'importe ailleurs. Les raisons de cette inaction relative sont faciles à trouver : les persécutions, la pauvreté et la difficulté qu'éprouve un plus grand nombre à s'instruire sérieusement de nos principes.

***

Il reste à considérer si des tendances libertaires existent dans quelque autre milieu où pourrait être favorisé le développement de l'anarchie.

Les anarchistes ont un peu d'influence dans quelques ramifications d'organisations syndicales, là où la corruption et l'autoritarisme des chefs socia-

listes commencent à ouvrir les yeux aux syndiqués. Mais en général ce sont les idées marxistes qui prédominent parmi ceux qui ont quelques notions économiques, c'est assez dire quelle indifférence ou quelle hostilité rencontrent les idées modernes.

Le seul milieu dans lequel ces idées entrent un peu, est la jeunesse tchèque (la jeunesse allemande étant absorbée par l'antisémitisme, le marxisme ou le philosémitisme). La jeunesse universitaire tchèque a réuni depuis quelques années toute une collection de traductions d'œuvres modernes et plus ou moins libertaires, ainsi que de jeunes revues dans lesquelles les idées de l'anarchie sont aussi parfois exposées. C'est ce mouvement qui domine dans la *Omladina*. Il n'est pas moins persécuté que le mouvement révolutionnaire; plusieurs douzaines de jeunes gens sont enfermés dans les cachots de la Bohême, à la suite de condamnations aux travaux forcés et, avec une régularité nullement surprenante, chaque semaine un des prisonniers meurt de la phtisie, ou devient fou. Ce mouvement réunit actuellement des hommes qui devront plus tard se diviser des autonomistes tchèques uniquement politiciens, des radicaux, des socialistes de différentes écoles et parmi eux certains animés de sympathies libertaires et même anarchistes. Ce mélange doit offrir quelque analogie avec celui qui se rencontrait dans les premiers temps de son agitation dans le sein de la jeunesse russe. Il peut être profitable en tous cas, puisqu'il engendre au moins la discussion, vivifie quelque peu et garantit d'une soumission muette à des programmes fixes et inaltérables.

Un mouvement pareil se manifesta, il y a presque vingt ans, parmi la jeunesse oukrainienne de l'Est de la Galicie et il en est sorti le « parti oukrainien radical », un parti surtout composé de paysans socialistes, fédéralistes, antidoctrinaires, unis pour la lutte politique électorale et c'est là probablement le chemin que la plupart de la jeunesse tchèque suivra aussi, malheureusement.

***

Comme on le voit, c'est bien partout une période de stagnation et qui ne saurait être modifiée par une extension de la liberté électorale. Plus tard nous donnerons des détails sur la propagande et les persécutions: aujourd'hui nous avons voulu donner simplement un aperçu de la situation générale en Autriche.

NEMO.

États-Unis.

NEW-YORK. — Lentement, mais sûrement, nos idées pénètrent chez les Américains, notre organe *Solidarity* a réapparu, après une suspension de dix-huit mois, des groupes de langue Anglaise surgissent un peu partout, la foi dans l'action politique disparaît de plus en plus et espérons qu'avec un peu d'énergie et de persévérance nous arriverons à créer un mouvement sérieux.

L'ami Mowbray est arrivé de Londres dans le but de répandre nos théories, il a eu déjà mailles à partir avec la justice de Philadelphie : c'est un très bon orateur populaire, qui fera comprendre et aimer nos idées.

Quatre millions d'hommes sans travail, à l'heure actuelle.

Le gouvernement a décidé d'augmenter les armées de terre et de mer, dans le but bien avoué, de défendre le coffre-fort du Riche contre les revendications des Pauvres.

Le nombre des suicides ne décline pas; les grands centres ont journellement une demi douzaine à leur actif, de ces infortunés, qui, pour se débarrasser de leurs misères, se détruisent, s'en prenant ainsi à eux-mêmes, des effets néfastes, d'une mauvaise organisation sociale, alors que tant de vivres se perdent par suite de gaspillages et d'agiotage.

Suisse.

LA CHAUX-DE-FONDS. — La semaine dernière est venue devant le tribunal de La Chaux-de-Fonds l'affaire de l'anarchiste H. E. Droz, accusé d'avoir, dans la nuit du 28 février au 1er mars dernier, apposé des placards anarchistes en différents endroits de la ville. Il n'avait pas d'avocat et s'est défendu lui-même. Mais cette défense, qui a duré deux heures, a été du commencement à la fin une attaque splendide dirigée contre l'organisation actuelle, la magistrature, la police et tout ce qui sert de bouclier aux bourgeois. Doué d'une intelligence et d'une instruction hors ligne, il a frappé en maître. Coût : six mois de prison, sans compter deux mois de prévention.

NICOLET.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

Devant la profusion de livres qui s'augmente chaque jour, beaucoup sont embarrassés du choix qu'ils doivent faire pour former un fond de bibliothèque sérieuse. Sous ce titre : *Bibliothèque anarchiste*, nous donnerons, de temps à autres, la liste des ouvrages qui, à notre connaissance, peuvent être lus avec fruit pour nos idées. Comme de juste les connaissances de chacun auront à suppléer aux omissions que nous pourrons faire (1).

Sciences et philosophie.

1° *La Lutte pour l'existence et l'Association pour la lutte*, par J.-J. de Lanessan, petite plaquette à 1 fr. 50, chez O. Doin, éditeur, 8, place de l'Odéon.

Cette brochure est une argumentation contre le droit de la force inventé par les bourgeois pour légitimer leur société, et une affirmation de la loi de solidarité entre les individus de même espèce.

2° *Le Transformisme*, par le même, 7 francs, chez le même éditeur.

Dans ce livre est démontré l'origine animale de l'homme, sa lente évolution. On y trouve divers arguments en faveur de l'initiative individuelle, du groupement des affinités, proclamés par les anarchistes.

Economie politique et sociale

3° *Les Gaspillages des Sociétés Modernes*, par Novicow, 1 vol. 5 francs, chez Alcan, 108, boulevard-Saint-Germain.

C'est le livre d'un économiste, mais, à l'encontre des livres de l'économie officielle, celui-ci raconte de bonnes choses. Certes, il a, à l'égard de l'idée socialiste, de reprise de possession, toute la mauvaise foi de l'école dont il fait partie ; mais, à côté de cela, que d'aveux il contient sur la mauvaise organisation sociale et sur les brigandages du capitalisme.

Romans

4° *Un dilemme* de J.-K. Huysmans, 1 vol. 2 francs, chez Stock, place du Théâtre-Français.

L'auteur quand il a écrit cela avait déjà toute sa haine de la saleté bourgeoise, mais le cerveau n'était pas encore fêlé par l'idée mystique, aussi a-t-il fait là dedans une esquisse vraie des mœurs actuelles; un tableau édifiant de la morale bourgeoise, raconté ce que vaut la famille selon le code.

Livres de Polémique.

5° *Le Banditisme en Kabylie*, par G. Violard, 1 vol. 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

L'auteur ayant habité l'Algérie doit être à même de connaître ce dont il parle. Livre curieux à lire, pour ceux qui ne connaissent pas l'imbécilité des bureaux, la canaillerie administrative, les beautés d'une colonisation ou d'un protectorat.

6° La *Pétaudière Coloniale*, par A.-H. Canu, 1 vol. 3 fr. 50, chez Chamuel, rue de Trévise, 29.

Livre contenant sur l'Afrique noire et l'Indo-Chine des faits analogues à ceux que raconte le précédent sur l'Algérie.

L'auteur ici ne nous semble faire la guerre à une partie des hommes au pouvoir que parce que le clan dont il fait lui-même partie en est exclus. De là, un certain cachet de personnalité que porte son livre. Mais comme ce n'est que lorsqu'ils se disputent entre eux que nous pouvons connaître les canailleries de nos maîtres, cela a toujours son utilité.

(*A suivre.*)

1. Comme nous ne pouvons pas connaître tous les livres nous faisons appel à toutes les bonnes volontés pour nous signaler ceux pouvant rentrer dans cet ordre d'idées.

BIBLIOGRAPHIE

La Mêlée Sociale, G. Clémenceau, 1 vol. 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

C'est un recueil des articles parus, au jour le jour, dans *La Justice*, mais qui, réunis, forment un formidable réquisitoire contre notre société. Que de coups de hache contre les institutions qui nous régissent! que de vérités sanglantes crachées à la face de ceux qui nous exploitent et nous oppriment.

La longue carrière de M. Clémenceau, tout en le dégoûtant du parlementarisme et des parlementaires, n'a pas su lui enlever la foi en l'efficacité des réformes légales; aussi, pourrons-nous lui faire le reproche qui est éternellement fait à ceux qui critiquent le présent et proposent des plans d'avenir : « Démonstration du mal, excellente; faiblesse des remèdes! »

C'est que, il est bien plus facile de démontrer la solidité de ses arguments, lorsque, ce que l'on loue ou critique, existe, et que chacun est à même d'en constater les effets; tandis que les remèdes préconisés ne peuvent être que de simples désirs exprimés; tant qu'ils restent à l'état de simples spéculations, chacun ne les envisage que selon qu'ils flattent ses propres espérances, ne troublent pas trop violemment sa tranquille digestion.

Pour nous, qui ne croyons pas au parlementarisme, ni aux réformes légales : nous qui savons que, tant qu'elle possédera ce levier puissant de nos sociétés modernes : *le Capital*, la bourgeoisie saura faire mouvoir les rouages de l'organisation sociale qu'elle dirige, en sa faveur pour étouffer les plaintes et les réclamations de ceux qu'elle exploite, nous trouvons bien faibles les remèdes proposés par M. Clémenceau, mais que nous trouvons puissante sa critique des institutions. Nous y pillerons plus d'une fois, en faveur de notre supplément.

J. GRAVE.

Reçu :

Politique et Barbarie, de Leverdays, Carré éditeur, 3, rue Racine.

Mes Communions, de G. Eekhoud, Kistemaecker, éditeur, 73, rue Dupont, Bruxelles.

L'Arriviste, de Marc Stéphane, chez l'auteur, 48, rue Notre-Dame-de-Lorette.

Les *Raisons de Pascalin*, par Riotor au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

A LIRE

Dans *la Plume* n° 144 du 1er au 15 mai : l'article de S. Faure, tiré de son livre : *La Douleur universelle*.

A NOS AMIS

Les personnes qui nous avertissent de les considérer comme abonnées, sont priées de nous faire parvenir, au plus tôt, le montant de leur souscription. Nous débutons avec de faibles ressources et avons besoin d'entrer dans nos fonds pour attendre le premier règlement de nos vendeurs.

Nous remercions celles qui ont bien voulu nous aider à lancer notre journal, en nous aidant de leur concours moral ou financier.

Nous avons fait le service sur nos anciennes listes. Les anciens abonnés de la *Révolte* auxquels il est redû sur leur abonnement, sont priés de nous faire savoir si le service doit leur être continué.

Nous remercions tous nos confrères de la presse quotidienne ou périodique qui ont bien voulu annoncer notre réapparition.

Notamment nos confrères de *La Plume*, *Mercure de France*, *Revue Blanche*, *Le Peuple de Lyon*, *Société Nouvelle de Bruxelles*, *Plébéien de Verviers*.

Merci également à nos ennemis qui, bien avant que nous paraissions, se sont empressés d'appeler, sur notre tête, les foudres du pouvoir. Du bien ou du mal, c'était de la réclame que nous n'avions pas à payer.

Nous devions faire un tirage de notre numéro 1, mais par suite d'un malentendu, la forme s'est trouvée distribuée. Nous ne pourrons donc, à ceux qui nous en avaient demandé, en envoyer avant que les bouillons nous soient entrés.

Prière à tous nos correspondants de nous retourner les exemplaires qui leur restent.

CORRESPONDANCES

Riska, Lyon. — Reçu les 5 francs. Merci.

F., Valencia. — Vous pouvez payer en timbres-poste.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

IMP. NOIZETTE ET Cie, 8, RUE CAMPAGNE 1re, PARIS.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 3 — DIX CENTIMES — DU 18 AU 25 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ANARCHIE [1]

L'anarchie n'est point une théorie nouvelle. Le mot lui-même, pris dans l'acception d' « absence de gouvernement », de « société sans chefs », est d'origine ancienne et fut employé bien avant Proudhon.

D'ailleurs qu'importent les mots? Il y eut des « acrates » avant les anarchistes, et les acrates n'avaient pas encore imaginé leur nom de formation savante que d'innombrables générations s'étaient succédé. De tous temps, il y eut des hommes libres, des contempteurs de la loi, des gens vivant sans maîtres, de par le droit primordial de leur existence et de leur pensée. Même aux premiers âges nous retrouvons partout des tribus composées d'hommes se gérant à leur guise, sans lois imposées, n'ayant d'autre règle de conduite que leur « vouloir et franc arbitre » pour parler avec Rabelais, et poussés même par leur désir de fonder la « foi profonde » comme les « chevaliers tant preux » et les « dames » tant mignonnes qui s'étaient réunis dans l'abbaye de Thélème.

Mais si l'anarchie est aussi ancienne que l'humanité, ceux qui la représentent apportent du moins quelque chose de nouveau dans le monde. Ils ont la conscience précise du but poursuivi et, d'une extrémité de la terre à l'autre, s'accordent dans leur idéal pour repousser toute forme de gouvernement. Le rêve de liberté mondiale a cessé d'être une pure utopie philosophique et littéraire, comme il l'était pour les anciens fondateurs de cités du Soleil ou de Jérusalem nouvelle ; il est devenu la recherche active d'une réalité vivante pour des multitudes d'hommes unis qui collaborent résolument à la naissance d'une société, dans laquelle il n'y aura plus de maîtres, plus de conservateurs officiels de la morale publique, plus de geôliers ni de bourreaux, plus de riches ni de pauvres, mais des égaux en droits, des frères ayant tous leur part quotidienne de pain, et se maintenant en paix et en cordiale union, non par la fameuse obéissance à des lois, accompagnées de punitions redoutables, mais par le respect mutuel des intérêts et l'observation scientifique des lois naturelles.

Sans doute, cet idéal semble chimérique à plusieurs d'entre vous, mais je suis sûr aussi qu'il paraît désirable à la plupart et que vous apercevez au loin l'image éthérée d'une société pacifique où les hommes désormais réconciliés, laisseront rouiller leurs épées, refondront leurs canons et désarmeront leurs canonnières. D'ailleurs, n'êtes-vous pas de ceux qui depuis longtemps, depuis des milliers d'années, dites-vous, travaillent à construire le temple de l'égalité ? Vous êtes « maçons », à seule fin de « maçonner » un édifice de proportions parfaites où n'entrent que des hommes libres, égaux et frères, travaillant sans cesse à leur perfectionnement et renaissant par la force de l'amour à une vie nouvelle de justice et de bonté. C'est bien cela, n'est-ce pas, et vous n'êtes pas seuls! Vous ne prétendez point au monopole d'un esprit de progrès et de renouvellement. Vous ne commettez pas même l'injustice d'oublier vos adversaires spéciaux, ceux qui vous maudissent et vous excomunient, les catholiques ardents qui vouent à l'enfer les ennemis de la Sainte-Eglise, mais qui n'en prophétisent pas moins la venue d'un âge de paix définitive. François d'Assise, Catherine de Sienne, Thérèse d'Avila et tant d'autres encore parmi les fidèles d'une foi qui n'est point la nôtre, aimèrent certainement l'humanité de l'amour le plus sincère et nous devons les compter au nombre de ceux qui vivaient pour un idéal de bonheur universel. Et maintenant les millions et les millions de socialistes, à quelque école qu'ils appartiennent luttent aussi pour un avenir où la puissance du capital sera brisée et où les hommes pourront enfin se dire « égaux » sans ironie !

***

Ainsi le but des anarchistes leur est commun avec beaucoup d'hommes généreux, appartenant aux religions, aux sectes, aux partis les plus divers, mais ils se distinguent nettement par les moyens, ainsi que leur nom l'indique de la manière la moins douteuse. La conquête du pouvoir fut presque toujours la grande préoccupation des révolutionnaires, même des mieux intentionnés. L'éducation reçue ne leur permettait pas de s'imaginer une société libre fonctionnant sans un gouvernement régulier, et, dès qu'ils avaient renversé des maîtres haïs, ils s'empressaient de les remplacer par d'autres maîtres, destinés, suivant la formule consacrée, à « faire le bonheur de leurs peuples. » D'ordinaire, on ne se permettait même pas de préparer un changement de prince ou de dynastie sans avoir fait hommage de son obéissance à quelque souverain futur : « Le roi est tué ! Vive le roi ! » s'écriaient les sujets toujours fidèles même dans leur révolte. Pendant des siècles et des siècles, tel fut immanquablement le cours de l'histoire. « Comment pourrait-on vivre sans maîtres? » disaient les esclaves, les épouses, les enfants, les travailleurs des villes et des campagnes, et, de propos délibéré, ils se plaçaient la tête sous le joug comme le bœuf qui traîne la charrue. On se rappelle les insurgés de 1830 réclamant la « meilleure des Républiques » dans la personne d'un nouveau roi, et les républicains de 1848 se retirant discrètement dans leurs taudis après avoir mis « trois mois de misère au service du gouvernement provisoire. » A la même époque une révolution éclatait en Allemagne et un parlement populaire se réunissait à Francfort : « L'ancienne autorité est un cadavre » clamait un des représentants. « Oui, répliquait le président, mais nous allons le ressusciter. Nous appellerons des hommes nouveaux qui sauront reconquérir pour le pouvoir la confiance de la nation. » N'est-ce pas ici le cas de répéter le vers de Victor Hugo :

Un vieil instinct humain mène à la turpitude!

A ce point de vue l'anarchie représente vraiment un esprit nouveau. On ne peut point reprocher aux libertaires qu'ils cherchent à se débarrasser d'un gouvernement pour se substituer à lui : « Ôte-toi de là pour que je m'y mette ! » est une parole qu'ils auraient horreur de prononcer, et d'avance ils vouent à la honte et au mépris, ou du moins à la pitié, celui d'entre eux qui, piqué de la tarentule du pouvoir, se laisserait aller à briguer quelque place sous prétexte de faire, lui aussi, le bonheur de ses concitoyens ». Les anarchistes professent, en s'appuyant sur l'observation, que l'État et tout ce qui s'y rattache n'est pas une pure entité ou bien quelque formule philosophique, mais un ensemble d'individus placés dans un milieu spécial et en subissant l'influence. Ceux-ci, élevés en dignité, en pouvoir, en traitement au-dessus de leurs concitoyens, sont par cela même forcés, pour ainsi dire, de se croire supérieurs aux gens du commun, et cependant les tentations de toute sorte qui les assiègent, les font choir presque fatalement au-dessous du niveau général. C'est là ce que nous répétons sans cesse à nos frères, — parfois des frères ennemis, — les socialistes d'Etat : « Prenez garde à vos chefs et mandataires! Comme vous certainement ils sont animés des plus pures intentions ; ils veulent ardemment la suppression de la propriété privée et de l'Etat tyrannique; mais les relations, les occasions nouvelles les modifient peu à peu; leur morale change avec leurs intérêts, et, se croyant toujours fidèles à la cause de leurs mandants, ils lui deviennent forcément infidèles. Eux aussi, détenteurs du pouvoir, devront se servir des instruments du pouvoir, armée, moralistes, magistrats, gendarmes, policiers et mouchards. » Depuis plus de trois mille ans, le poète hindou du *Maha Bhârata* a formulé sur ce sujet l'expérience des siècles : « L'homme qui roule dans un char ne sera jamais l'ami de l'homme qui marche à pied ! »

***

Ainsi les anarchistes ont à cet égard les principes les plus arrêtés : d'après eux, la conquête du pouvoir ne peut servir qu'à en prolonger la durée avec celle de l'esclavage correspondant. Ce n'est donc pas sans raison que le nom d' « anarchistes » qui, après tout, n'a qu'une signification négative, reste celui par lequel nous sommes universellement désignés. On

1. Le travail que nous publions devait former le sujet d'une conférence qui devait être faite, l'année dernière, dans une loge maçonnique.

pourrait nous dire « libertaires », ainsi que plusieurs d'entre nous se qualifient volontiers, ou bien « harmonistes » à cause de l'accord libre des vouloirs qui d'après nous constituera la société future; mais ces appellations ne nous différencient pas assez des autres socialistes. C'est bien la lutte contre tout pouvoir officiel qui nous distingue essentiellement; chaque individualité nous paraît être le centre de l'univers, et chacune a les mêmes droits à son développement intégral sans intervention d'un pouvoir qui le dirige, le morigène ou le châtie.

* * *

Vous connaissez notre idéal. Maintenant, la première question qui se pose est celle-ci : « Cet idéal est-il vraiment noble et mérite-t-il le sacrifice des hommes dévoués, les risques terribles que toutes les révolutions entraînent après elles? La morale anarchiste est-elle pure, et dans la société libertaire, si elle se constitue, l'homme sera-t-il meilleur que dans une société reposant sur la crainte du pouvoir ou des lois? » Je réponds en toute assurance et j'espère que bientôt vous répondrez avec moi : « Oui, la morale anarchiste est celle qui correspond le mieux à la conception moderne de la justice et de la bonté. »

Le fondement de l'ancienne morale, vous le savez, n'était autre que l'effroi, le « tremblement », comme dit la Bible et comme maints préceptes vous l'ont appris dans votre jeune temps. « La crainte de Dieu est le commencement de la sagesse », tel fut naguère le point de départ de toute éducation : la société dans son ensemble reposait sur la terreur. Les hommes n'étaient pas des citoyens, mais des sujets ou des ouailles; les épouses des servantes, les enfants des petits esclaves, sur lesquels les parents avaient un reste de l'ancien droit de vie et de mort. Partout, dans toutes les relations sociales, se montraient les rapports de supériorité et de subordination; enfin, de nos jours encore, le principe même de l'Etat et de tous les Etats partiels qui le constituent est la hiérarchie, ou l'archie sainte, l'autorité « sacrée », — c'est le vrai sens du mot. — Et cette domination sacro-sainte comporte toute une succession de classes superposées dont les plus hautes ont toutes le droit de commander, et les inférieures toutes le devoir d'obéir. La morale officielle consiste à s'incliner devant le supérieur, à se redresser fièrement devant le subordonné. Chaque homme doit avoir deux visages, comme Janus, deux sourires, l'un flatteur, empressé, parfois servile, l'autre superbe et d'une noble condescendance. Le principe d'autorité, — c'est ainsi que cette chose-là se nomme — exige que le supérieur n'ait jamais l'air d'avoir tort, et que, dans tout échange de paroles, il ait le dernier mot. Mais surtout il faut que ses ordres soient observés. Cela simplifie tout : plus besoin de raisonnement, d'explications, d'hésitations, de débats, de scrupules. Les affaires marchent alors toutes seules, mal ou bien. Et, quand un maître n'est pas là pour commander, n'a-t-on pas des formules toutes faites, des ordres, décrets ou lois, édictés aussi par des maîtres absolus ou par des législateurs à plusieurs degrés? Ces formules remplacent les ordres immédiats et on les observe sans avoir à chercher si elles sont conformes à la voix intérieure de la conscience.

Entre égaux, l'œuvre est plus difficile, mais elle est plus haute : il faut chercher âprement la vérité, trouver le devoir personnel, apprendre à se connaître soi-même, faire continuellement sa propre éducation, se conduire en respectant les droits et les intérêts des camarades. Alors seulement on devient un être réellement moral, on naît au sentiment de sa responsabilité. La morale n'est pas un ordre auquel on se soumet, une parole que l'on répète, une chose purement extérieure à l'individu; elle devient une partie de l'être, un produit même de la vie. C'est ainsi que nous comprenons la morale, nous, anarchistes. N'avons-nous pas le droit de la comparer avec satisfaction à celle que nous ont léguée les ancêtres?

(*A suivre.*) ÉLISÉE RECLUS.

INNOVATION PÉDAGOGIQUE

PRATIQUÉE DEPUIS 1880 A L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE, 22 BIS, RUE RAYEN.

Dans les lycées ou institutions laïques, le directeur doit donner un esprit d'ensemble, basé sur certains principes, tels que cette maxime humanitaire : Faites ce que vous voudriez qu'on vous fît.

Le directeur responsable est l'incarnation de la justice, il ne doit pas affecter une supériorité, il doit bannir de son personnel la malveillante critique, faciliter les rapports les plus loyaux parmi les professeurs, détruire toutes les mesquineries universitaires par un esprit de haute justice et de bienveillance mutuelle.

Il doit laisser à tous leur initiative personnelle et se servir du concours de leurs observations particulières et de leur supériorité intellectuelle pour le bien général. Mais je ne reconnais pas le droit d'imposer à quiconque un programme; cependant si le maître se trouve inférieur ou peu digne de la liberté, le directeur, de concert avec les professeurs, peut intervenir. Aussi serait-il bon qu'il réunît souvent son personnel, dans une causerie mutuelle, où chacun pourrait le mettre au courant de ses observations, de son expérience. Par ce moyen on éloigne toute routine du programme qui peut se transformer par de nouvelles méthodes, tel qu'un ingénieur apportant des idées neuves, des créations, qui concourent à la prospérité de l'administration.

Le directeur devrait à l'ouverture des classes assembler les élèves de tous les cours, leur faire une petite causerie morale, prise sur les incidents, les abus qui nécessairement se glissent journellement chez lui, leur faire connaître le monde avec ses luttes, ses préjugés, ses conventions, leur donner certaines preuves de son expérience acquise, faire appel à leur jugement, en leur laissant le droit à la discussion, puis former un jury d'élèves perfectionnées, qui sanctionne les actes de l'école ou les difficultés qui surgissent. Il doit élever les pensées, le cœur de l'enfant vers un idéal que chaque famille peut exprimer à sa manière d'où découlera le beau, le bien, le juste.

Le but de l'éducation morale est la foi en la justice qui donne la notion du vrai et du bon. Notre société actuelle avec ses dures nécessités, ses privilèges, ses injustes personnalités, n'est que le résultat du système pédagogique actuellement en vigueur en France, semblable à celui des religions qui toutes ont des intérêts, preuve de leur origine humaine.

Ces principes de devoir, inséparables des droits, peuvent enfanter des héros, purifier, renouveler une société dont le système religieux et pédagogique, ne produit actuellement que l'intolérance, l'envie et l'intérêt personnel.

Abolition des punitions et des récompenses.

Le mot punition ne doit jamais être prononcé dans l'école, l'enfant doit s'habituer à la réparation de ses torts.

C'est par le respect de sa liberté, par la persuasion et l'amour de la justice que nous devons l'y conduire. N'exigez pas de l'enfant cette obéissance passive, irresponsable, qui est aussi un héritage religieux.

L'enfant a ses droits, sa liberté, d'où lui vient la responsabilité, l'initiative ou self governement. La condition essentielle de responsabilité c'est la liberté, sans elle pas d'énergie.

Développez en un mot ces hautes conceptions dans un langage simple, vrai. Que vos actes soient en rapport à vos théories.

J'ai souvent remarqué, et à ma propre confusion, que l'enfant a le sentiment de justice plus développé que nous, qui le perdons par le frottement des intérêts discordants et des conventions sociales, laissez-lui la liberté de penser, de juger dans le respect qu'il doit à tous. Dirigez le dans la voie de la responsabilité, de l'initiative, et ne le traitez pas comme un être inconscient, lui qui pourrait vous en remontrer au point de vue des principes naturels de justice et de liberté.

Les récompenses et les classements sont autant que les punitions abolis de l'école, il est démontré que chaque individu doit à la société sa part de travail et d'intelligence, aux mieux doués il appartient de donner davantage, chaque élève doit avant tout dépendre de sa conscience et trouver en elle pleine satisfaction. Naturellement le travail bien fait, porte en lui-même sa récompense, mais l'estime des autres et le salaire doivent être considérés comme effets et non comme causes.

Organisation de l'Ecole.

La première notion donnée à l'élève est : Faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fît.

Notre devise est : Le bien particulier concourant au bien général.

Les professeurs n'ont pas de rang hiérarchique, le règlement seul régit l'Ecole, la directrice en est la gardienne responsable. Chaque maîtresse est employée selon ses aptitudes en vue de l'intérêt de l'enfant.

La censure est appliquée par la directrice, afin d'éviter toute perte de temps aux professeurs, ces derniers laissent chaque jour un compte rendu sur le mouvement des cours, un autre est présenté par l'élève semainière, fonction qui développe l'initiative de l'enfant.

Tous les matins à la première heure de classe, la directrice réunit toutes les élèves et commence une improvisation morale, prise sur les abus qui se glissent journellement à l'école, et sur l'expérience de la vie, elle lit les comptes rendus, l'élève qui a commis une faute est interrogée, loyalement, elle peut se justifier, ses compagnes la jugent et nomment un jury d'élèves perfectionnées qui votent un blâme ou une justification.

L'improvisation achevée, la directrice applique une maxime morale, qui doit être pratiquée par toutes, dans la journée. Ainsi s'accomplit pas à pas le perfectionnement psychique. En dehors de cette heure toute réprimande est exclue, la persuasion, l'amour de la justice remplacent les châtiments.

PAULINE DUPONT.

MOUVEMENT SOCIAL

France

PARIS. — Samedi dernier, Sébastien Faure a commencé la série des conférences qu'il se propose de faire chaque semaine, les mardi et samedi soir, à la salle d'Arras. Il y a développé ses opinions sur la question sociale et sur les causes de la souffrance morale dont l'humanité supporte de plus en plus impatiemment le fardeau. Quelques contradicteurs, entre autres MM. Faberot, Mordacq, Desfarges, sont venus apporter à la tribune les objections archiconnues et non moins réfutées, contre la conception d'une société sans propriété ni gouvernement. Notre camarade n'a eu aucune peine à répondre victorieusement à ces banalités.

Au cours de la discussion, le public présent dans la salle a fait quelque tapage; et c'est à regretter. Pour ma part, je ne saurais admettre l'intolérance qui couvre la voix d'un contradicteur et l'empêche de présenter ses objections quelles qu'elles soient. Les cris d'animaux et les sifflets ne sont pas des arguments et de tels procédés de discussion dénotent chez ceux qui s'y livrent une bien maigre confiance en la justesse de leur cause, puisqu'ils paraissent redouter pour elle la production au grand jour d'arguments adverses.

N. B. — Les conférences du samedi soir de chaque semaine seront seules contradictoires.

* * *

ENCORE LES OMNIBUS. — C'était à prévoir. Aussitôt après la rentrée des grévistes, la Compagnie s'est empressée d'abuser lâchement de sa victoire, en révoquant en masse tous ceux qui s'étaient plus ou moins signalés au cours de la grève par leur esprit de solidarité. Hypocritement, elle a paru faire des concessions, se réservant le droit, cependant de ne pas reprendre ceux des grévistes dont l'attitude aurait été par trop injurieuse à son égard. Les grévistes, comptant sur la bonne foi d'un Cuvinot, sont rentrés bénévolement après trois jours de chômage, *lâchant* le président et le secrétaire de leur syndicat, victimes de leur dévouement. Une fois retombés entre les griffes de la puissante compagnie, ils ont vu tous ceux d'entre eux qui, par leur indépendance ou l'énergie de leur caractère, avaient acquis l'estime de leurs camarades, impitoyablement éliminés sans autre raison si ce n'est que la Compa-

gnie voit en eux un élément de résistance à ses fantaisies oppressives.

Ceux-ci ont adressé à la population parisienne un appel que plusieurs journaux ont reproduit. De nouveaux bruits de grève circulent. Il est à souhaiter, si la menace est mise à exécution que la prochaine grève ne se termine pas, comme la précédente, en eau de boudin.

*
* *

Les allumettiers. — Encore une grève qui vient de finir sur la simple promesse que les desiderata des grévistes feraient l'objet d'une étude. Les ouvriers allumettiers se sont mis en grève parce qu'ils en avaient assez d'être empoisonnés par le phosphore qu'ils manient et absorbent par tous les pores, du matin au soir. Rien n'était plus simple que de changer le phosphore employé, ou phosphore blanc, en phosphore amorphe, lequel est inoffensif. Cette petite modification eût évité la mort prématurée, amenée par une prompte décomposition de l'organisme, de tous les travailleurs de cette industrie. Mais, et c'est là le principal, le phosphore amorphe est un peu plus cher. Donc, pour une question de quelques gros sous, pendant des années, on a littéralement empoisonné des milliers d'hommes, et l'empoisonneur était l'Etat. Il a fallu que ces malheureux refusassent, pour engraisser quelques ronds-de-cuir, d'absorber plus longtemps ce terrible poison, pour qu'on se prît à observer qu'en effet, il y aurait peut-être lieu d'examiner si l'on ne pourrait pas mettre un terme à cet assassinat organisé. C'est que le sujet demande réflexion!

L'Administration va donc être invitée à rechercher les voies et les moyens d'arriver à une entente en vue de substituer le phosphore amorphe au phosphore blanc. Lentement, gravement, pesamment, on dressera rapports sur rapports, puis, quelque jour, quelque employé *flémard* oubliera le dossier dans un carton et les trop crédules ouvriers continueront de succomber à l'intoxication.

A qui la faute? sinon aux grévistes eux-mêmes qui n'ont pas su, dès le début, poser énergiquement leur revendication : Plus de phosphore blanc ou plus de travailleurs! Ils se sont laissé endormir par une nuée de politiciens plus compatissants les uns que les autres, venant, en échange de la protection offerte, s'assurer quelques unités de plus au chiffre des suffrages futurs, et s'en sont fiés à eux pour obtenir gain de cause.

M'est avis que l'avenir leur fera perdre cette illusion.

André Girard (*Max Buhr.*)

*
* *

Le groupe des étudiants socialistes, révolutionnaires, internationalistes de Paris, se réunit tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, 7, rue Corneille. Mercredi prochain, 22 mai, il donnera, salle Octobre, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, une conférence faite par Jean Allemane, sur le mouvement syndical.

*
* *

Chatillon. — Nous avions reçu la semaine dernière une lettre de H. Duchmann, adressée au préfet de police, et dans laquelle ce camarade se plaint des vexations dont il a été victime. La place nous a manqué pour l'insérer ; et comme elle a été publiée par divers journaux, nous nous bornerons à la résumer. Le domicile du camarade Duchmann a été dévalisé pendant son absence par des gens de police, sur la dénonciation d'un voisin qui avait pris une *couveuse artificielle* pour une machine infernale. On lui a en outre intercepté un colis contenant des vêtements, sous prétexte qu'il contenait des matières explosives ; depuis des semaines, il n'a pu rentrer en possession de ses objets. Le préfet de police ferait-il couver pour son compte des petits policiers?

A. G.

*
* *

Bourges (*Correspondance locale*). — Vous avez lu sans doute le récit du suicide de Chantelat avec ses quatre enfants. J'ai recueilli des renseignements précis sur la situation de sa famille. La presse locale a fait tout ce qu'elle a pu pour déguiser la vérité afin qu'on ne sache pas que c'est la misère qui a poussé cet homme au désespoir. Voici la vérité :

Chantelat était journalier ; le sort des journaliers, à Bourges, est assurément plus mauvais que ne l'était celui des esclaves. Les journaliers ne gagnent pas en moyenne 400 francs par an, sans être nourris, et je parle des hommes dans la force de l'âge. Cette année, au mois de mai, nous étions de quatre à cinq cents sans travail. Un chemin était à faire; aussitôt ce fut une procession de gens allant demander de l'ouvrage ; à la tâche, les meilleurs ouvriers gagnaient 20 sous par jour, et cela, je le répète, au mois de mai. Les confidences que plusieurs m'ont faites étaient navrantes ; plusieurs m'ont dit qu'il leur arrive souvent de passer plusieurs jours sans manger!

Quant à ce pauvre Chantelat, c'était, de l'aveu de tous ses voisins, un homme irréprochable. Encore était-il un privilégié, car il n'a pas toujours manqué d'ouvrage cet hiver, où il gagnait 23 sous par jour, sans être nourri. Et depuis quelque temps il gagnait 15 francs par semaine, ce qui, en tenant compte des dimanches et des fêtes, fait 2 francs par jour. Mais il avait quatre enfants, et depuis trois jours il était sans travail, le désespoir s'empara de lui et sa détermination fut prise; à quoi bon lutter davantage? Quant à mendier, jamais il n'y consentit. Voyant qu'il en serait réduit, pour vivre, à faire comme les autres journaliers, c'est-à-dire, en travaillant beaucoup, à avoir recours à l'aumône, il préféra mourir avec ses quatre enfants, plutôt que de laisser ceux-ci à cette société infâme. Quand on pense aux privations qu'il a dû endurer avec 23 sous par jour pour six personnes, on peut comprendre qu'il fût las de la vie. J'ai entendu quelques personnes, ignorant combien peu gagnait cet homme, le maudire parce qu'il avait détruit ses enfants.

Mais n'est-ce pas ceux qui prélèvent sur le salaire du journalier de quoi satisfaire un luxe homicide qui ont en réalité enroulé des cordes autour des membres de ces pauvres enfants et les ont précipités dans le canal où ils se sont noyés!

E. B.

*
* *

Nemours. — Notre dépositaire de Nemours se plaint des procédés du commissaire de cette ville, qui lui a *pris*, malgré ses protestations, un exemplaire de notre premier numéro, en refusant, bien entendu, de le payer.

Voyons, monsieur le Commissaire, pourquoi tarabuster un malheureux vendeur, en lui arrachant ainsi une marchandise qu'il paie? Si les appointements que la Préfecture vous alloue ne vous permettent pas de dépenser 0,10 centimes par semaine et que la lecture des *Temps Nouveaux* vous tienne tant au cœur, eh! que ne le dites-vous? Nous ne considérerions pas comme une largesse au-dessus de nos moyens de vous faire le service gratuit du journal.

*
* *

Montceau-les-Mines : On lit dans le *Rapport des Travailleurs :*

Bonnes gens de Dijon, Besançon, Chalon ou autres lieux, travailleurs des villes et des champs, qui conservez une ombre d'indépendance, qui pouvez lire votre journal sans être espionnés, qui arrangez votre vie et votre intérieur sinon comme vous le désireriez, mais du moins sans que votre patron s'en préoccupe, vous ne pouvez vous faire une idée de l'enfer qu'est la mine.

Non seulement le métier a des dangers considérables, certains, connus, trop tristement célèbres même, mais encore le mineur est hiérarchisé, excité contre ses frères, poussé à la bassesse et traîné à l'église. On lui brise le corps, on tenaille ses convictions, on tue son énergie et on abrutit son cerveau.

Esclave à la mine, il est encore esclave chez lui. Il doit prendre garde à ses voisins, à ses paroles, à ses gestes et se cacher même de sa famille, de crainte qu'il ne transpire au dehors quelque chose de ce qu'il aura dit dans un mouvement d'indépendance, une lueur de raison.

Le grisou l'abat, l'asphyxie, le guette, l'éboulement le menace, peu importe. Qu'il se taise ou qu'il chante les louanges de la Compagnie! Une seule amélioration s'offre à lui : qu'il vende sa conscience et 27 sous le récompenseront de sa lâcheté.

Aussi beaucoup succombent : 1.280, dit-on; c'est exagéré, sans doute, mais c'est très significatif. Mais le plus triste, c'est que ces pauvres mouchards ont conscience de leur vilenie et font tout pour se cacher. Ils craignent le bruit que l'on fait autour d'eux et enragent de ne pouvoir l'étouffer. La présence d'un de leur camarade émancipé de la mine est une honte pour eux, c'est le remords vivant qui les poursuit sans trêve. Pour un peu, certains lui donneraient la chasse sans que la Compagnie le leur ordonne, s'ils ne craignaient la vendetta des hommes libres.

Cette rage se trahit chez leurs femmes, instruments souvent aveugles des haines des époux et des frères. Esclaves elles-mêmes des hommes, elles se font encore les complices de l'asservissement de ces derniers.

Suisse.

La-Chaux-de-Fonds. — L'horlogerie qui est notre seule industrie et par conséquent notre unique gagne-pain, en est arrivée d'année en année, au point qu'aujourd'hui, les juifs et les machines aidant, il n'est plus possible à l'ouvrier de faire « le tour ». Jamais, peut être, on n'a fabriqué autant de montres qu'aujourd'hui, mais on les fait si vite et à si bon marché qu'il n'est plus possible de dire que les affaires vont bien.

Il y a quelques jours une banque de toute « moralité » et de première importance a fait faillite. Une première maison d'horlogerie a également fait faillite, laissant un déficit de plus d'un million, entraînant dans sa chute d'autres maisons qui ferment avec des déficits de 500.000 francs. Et ce n'est que le commencement de la débâcle! Des usines se sont installées un peu partout dans les campagnes, ce qui fait qu'avec un outillage perfectionné et des ouvriers moitié campagnards, moitié horlogers, on y fabrique des montres qui se vendent 4 et 4 fr. 50.

On bâtit des prisons où le besoin s'en fait sentir; on reforge des codes, on augmente la solde des gendarmes, on leur bâtit des maisons habitables et, à La Chaux-de-Fonds, il y a eu ces dernières années, un vrai déluge d'avocats, de notaires et autres « hommes de lois ».

On se demande ce que fait l'ouvrier au milieu d'une telle débâcle? Il ne fait rien, ou ne fait que « le poing dans la poche. » Il va encore voter par-ci, par-là, et croit avoir revendiqué beaucoup lorsqu'il fait partie d'un « parti ouvrier. » Ce parti est un très médiocre agitateur; il ne satisfait en rien les besoins du peuple. Si vous lisiez leurs journaux de maintenant, vous seriez étonnés de la nullité de leurs arguments. J'ai entendu des ouvriers s'en plaindre, c'est tout dire.

Le monde anarchiste, lui, ne fait guère plus. Mais il a été secoué par plusieurs procès qui ont, ou affamé les hommes et les familles ou à moitié tué ceux qui ont fait du bagne.

Il y a comme un vent d'assoupissement qui a amolli toute vie, toute agitation; toute initiative chez nous comme chez les ouvriers en général.

Les soucis du pain sont pour beaucoup dans cet avachissement des masses, et il est encore assez rare de rencontrer des hommes qui en soient écœurés et dont le cœur renferme de la haine. Nicolet.

Belgique.

Bruxelles. — Les camarades décidés à propager les *Temps Nouveaux*, sont invités à se réunir tous les dimanches matin, à 10 heures, à la Balance, Grand' Place.

Italie

La situation de ce pays devient chaque jour plus triste et plus critique. Le gouvernement marche désormais à la faillite, et la banqueroute s'annonce dans toutes les ramifications de l'administration bureaucratique. La pourriture bourgeoise est à son comble; les « affaires » des banques, et les scandales qui en sont résultés ont porté un coup mortel à la classe dirigeante.

Plusieurs réputations politiques ont sombré dans la boue de l'« affairisme » et la corruption s'étale sur une vaste échelle.

L'esprit réactionnaire qui anime la magistrature et la police se manifeste par des condamnations disproportionnées à chaque tentative de révolte et par toutes sortes de persécutions contre les hommes de pensée. Les dossiers « Giolitti » ont coulé M. Crispi, qui, indécis, cherche à retarder sa chute en faisant reculer la dissolution de la Chambre; bien plus, il décrète et dicte des lois sans le concours de ses collègues, les députés.

Les voleurs des millions MM. Tanlongo, Larreroni, c'est-à-dire tous les accusés du procès de la Banque romaine, ont été acquittés en même temps que les tripoteurs Chauvet et Cie poursuivis pour chantage.

*
* *

Les socialistes se préparent pour les élections; et, profitant de l'enthousiasme que suscitent les candidatures « protestataires » des condamnés par les tribunaux militaires, plusieurs ambitieux espèrent conquérir une place au Parlement.

*
* *

Nos meilleurs compagnons se trouvent au « domicilio coacto » ou au cachot.

Ils souffrent péniblement toutes sortes de sévices et de tortures de la part des argousins.

Les lois exceptionnelles, votées par la Chambre ont servi à M. Crispi pour se débarrasser de tous les

anarchistes qui sont de tous les partis ceux qu'il craint le plus.

Cependant, malgré les efforts de la réaction, on peut dire qu'en Italie l'idée n'est pas morte; bien au contraire, elle pousse de nouveaux rameaux.

(P. R.)

***

Italie. — L'histoire des persécutions contre la liberté de la pensée en Italie, en ce temps de lois exceptionnelles, constitue les pages les plus horribles et les plus monstrueuses.

Ces lois, votées par le gouvernement d'un ministre qui s'efforce de faire comprendre au peuple courbé sous son poing de fer qu'il faut combattre les ennemis de la société civile, sur le drapeau desquels brillent ces mots : « Sans Dieu ni Maîtres » et se rallier sous l'auguste bannière portant l'aphorisme : « Pour Dieu, pour le Roi et pour la Patrie » (discours de Naples), ces lois pourtant ont eu et auront pour effet d'attirer de plus en plus les sympathies à notre cause.

Il importe donc moins, le sacrifice de tant d'hommes généreux qui souffrent à présent les rigueurs de la réclusion de Porto-Ercole, la Sibérie de la libre Italie, car l'écho de leurs souffrances qui font frémir d'indignation tout noble cœur, propage leurs principes de rénovation sociale parmi le peuple qui admire leur martyre, leur fermeté et leur héroïsme.

Il n'y a pas de ville en Italie qui n'ait vu déporter d'intègres citoyens coupables simplement d'aspirer à la liberté, à la solidarité humaine, à l'amour et à la paix universelle. Et en tous coins de l'Italie, quelque mère dans la prostration de la misère, pleure un fils que lui a volé la Justice de l'Etat, quelque jeune épouse songe tristement au compagnon de sa vie arraché à ses caresses, à son amour, ou quelque vieillard gémit sur la perte de ses fils, qui lui procuraient le pain qu'il ne peut plus gagner.

Innombrables sont les procès forgés par les questures sous l'éternelle rubrique : *Associazione a delinquere*. Nous vivons dans une période presque sans pareille, quant aux basses et lâches persécutions dirigées contre les idées révolutionnaires.

Nul doute que cette réaction ne rende un immense service à nos idées.

Angleterre.

Les Progressistes au *County-Council* de Londres. — Le *County-Council* de Londres qui a infiniment plus de fonctionnaires supérieurs, c'est-à-dire inutiles, que l'ancien Conseil métropolitain, vient d'augmenter considérablement leurs appointements. Les membres de ce conseil qui se donnent improprement le nom de progressistes comprennent le progrès d'une manière originale, sous forme de corruption d'un nouveau genre, interprétant la loi selon la lettre et non selon l'esprit, à leur profit personnel.

Le Code municipal des corporations contient une clause très juste interdisant au Conseil d'avoir des rapports d'intérêts avec ses propres membres, mais il autorise des annonces dans un journal, alors même qu'un des conseillers serait actionnaire de ce journal. Les soi-disant progressistes sont partis de là pour fonder un journal dont ils sont restés actionnaires et qu'ils soutiennent par les annonces du Conseil, dont ils votent l'insertion. Ce fait scandaleux a été signalé par M. Boulnois et d'autres membres, mais les prévaricateurs l'ont emporté.

Comme le parti progressiste est censé représenter le socialisme au Conseil de Londres, il serait à désirer que les socialistes de toute nuance s'empressent de blâmer cet acte éminemment antisocial qui ne peut que déconsidérer le socialisme aux yeux des honnêtes gens.

T. Bolas.

(*Liberty*, n° 15, mars 1895.)

République Argentine.

Parana. — Ici le peuple est peut-être plus exploité que dans n'importe quel pays et personne ne pense à se révolter; il n'y a aucun sentiment de dignité; c'est à qui s'aplatira le plus.

Maintenant le pays se dépeuple avec une assez grande rapidité, et je crois que le gouvernement n'en est pas fâché, (quoi qu'il fasse dire le contraire dans les journaux). On a su attirer ici, par une propagande très active durant les années précédentes, un assez grand nombre d'émigrants et surtout de petits capitalistes européens, tous épris de la terre et de la propriété; et dans l'activité générale qui régnait alors, on a su donner une valeur fictive au sol, et une assez grande facilité de crédit. Enfin tout le monde croyait à la fortune, à la plus grande prospérité de ce pays et était plus ou moins devenu propriétaire. Puis la crise est venue. Les ouvriers, ainsi que les émigrants qui n'avaient que leurs bras ont été d'abord impitoyablement sacrifiés et volés par les patrons et les petits propriétaires. Puis, est venu le tour de ceux-ci. Le gouvernement, par de nouveaux impôts, et une administration spéciale à l'Argentine, a fait voir où il en veut venir. Alors, les petits propriétaires ont essayé de protester, même de se révolter, mais le peuple était parti et c'est lui seul qui pouvait se battre (je parle du peuple étranger, les fils du pays gardent la neutralité). Ils se sont unis alors, avec l'opposition qui s'est servie d'eux pour faire comme à Santa-Fé, un semblant de révolution. Cela a servi à leur enlever la sympathie que pouvaient avoir pour eux leurs nationaux à l'étranger et à donner au gouvernement le droit de sévir avec encore plus de rigueur.

La politique Argentine est donc très simple. Elle possède un immense territoire sous un très beau climat. Le génie des Argentins ne s'élève pas plus haut que l'élevage des animaux qui se fait à la grâce de Dieu... Attirer les cultivateurs, mettre le terrain en culture, le vendre, faire bâtir des villes et reprendre tout cela ; c'est ce qui se passe actuellement.

C. T.

COMMUNICATIONS ET CORRESPONDANCE

Nous venons de recevoir la lettre suivante :

Nogent-sur-Marne, 13 mai 1895.

A Monsieur le Rédacteur en chef des *Temps Nouveaux*.

Monsieur et cher confrère,

L'appréciation formulée dans la bibliographie de votre numéro du 11-17 mai courant sur mon livre, *La Pétaudière Coloniale* dépasse trop évidemment le droit de critique pour que je ne vous demande pas la permission de protester dans les colonnes mêmes de votre estimable journal.

Je n'appartiens pas à un « clan exclu du pouvoir » comme vous m'en accusez très gratuitement, non plus que je n'appartiens à l'une quelconque des factions qui se le disputent entre elles.

Indépendant je suis, indépendant je veux rester et mon livre n'est que le récit très impartial d'un témoin. C'est parce que j'estime, en ma conscience de citoyen, que les Colonies peuvent, seules, apporter un remède efficace au mal social dont nous souffrons et qu'il faut améliorer nos procédés, que j'ai écrit *La Pétaudière Coloniale*.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir insérer la présente lettre et vous prie d'agréer, Monsieur et cher Confrère, l'assurance de mes sentiments distingués.

A. Canu.

En publiant les quelques lignes par lesquelles nous recommandions à la lecture de nos lecteurs, le livre de M. Canu, nous n'avons fait qu'exprimer l'impression que nous en avait laissée la lecture que nous en avions faite. Nous ne connaissons pas personnellement M. Canu, il nous affirme qu'il n'appartient à aucune coterie; en dehors de la lecture de son livre, nous n'avons pas d'autre raison de le supposer. Mais comme ce sont les individualités au pouvoir qu'il combat et non le système, il est à présumer qu'il s'imagine qu'en déplaçant les hommes qui sont dans les bureaux de l'administration coloniale, et en les remplaçant par des hommes « intègres, » on arrivera à empêcher les abus qui s'y commettent.

Nous, nous sommes convaincus, que, tant que les mêmes institutions existeront, elles engendreront les mêmes abus, « quels que soient les hommes que l'on y mette. »

M. Canu veut résoudre la question sociale par le système colonial. Il s'inspire, sans doute, des paroles du Grrrand poète bourgeois, Victor Hugo qui, lui aussi, disait aux travailleurs : « Vous vous plaignez de ne pas avoir de place? Il y a, en Afrique des terrains immenses, allez-y, nous vous les donnons! » Et, dernièrement, s'apercevant que nul des mécontents n'était disposé à aller prendre possession de ces terrains que la munificence de ce poète si généreux mettait à leur disposition, la bourgeoisie avait pris certaines mesures pour les y envoyer malgré eux.

M. Canu est patriote; cela ressort de la lecture de son livre. Il estime, sans doute, que la conquête de l'Alsace et de la Lorraine fut une grande iniquité, une atteinte au droit des gens! Voudrait-il nous dire ce que représentent les conquêtes coloniales?

Parce qu'un degré de civilisation plus avancé nous a donné quelque avantage sur certains peuples, nous nous érigeons leurs maîtres, nous envahissons leurs territoires, nous leurs imposons nos coutumes, nous prélevons la dîme sur leurs produits les dépouillons de leurs meilleures terres, et, lorsqu'ils se révoltent, nous les décimons.

Mis en pratique par de simples particuliers, ce système serait poursuivi comme brigandage. Pratiqué par les gouvernements, c'est intitulé « œuvre civilisatrice! » — Les choses changent d'aspect, selon le point de vue d'où on les envisage.

La colonisation est une œuvre de brigandage, elle ne peut engendrer que le dol et la fraude, quels que soient les hommes en place. Que M. Canu en prenne son parti, on pourra en changer autant que l'on voudra, ils ne pourront faire autre chose que ce qu'auront fait leurs prédécesseurs.

J. Grave.

BIBLIOGRAPHIE

Les camarades de Bruxelles viennent de fonder un groupe qui se propose de publier une série de brochures de propagande, sous le titre générique de: *Bibliothèque des Temps Nouveaux*. Ce groupe se propose de faire distribuer gratuitement ses brochures chaque fois que ses ressources le lui permettront.

La première qu'ils viennent de faire paraître est faite d'un article paru, il y a deux ans, dans les *Entretiens politiques et littéraires*, intitulé: *Aux anarchistes qui s'ignorent*, et signé par notre collaborateur Charles-Albert.

Nos anciens lecteurs du supplément connaissent aussi cet article.

L'adresse du groupe est: *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 1, rue de Nieuwmolen, (rue de France) Bruxelles-Midi.

Vindex.

Nous avons reçu:

Renouveau, par J-H de Rosny, 1 vol. 3 fr. 50.

Dynamiteur, de R. L. Stephenson, 1 vol. 3 fr. 50 chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Dans la rue, chansons et monologues, par A. Bruant, 2 vol. 7 fr. chez l'auteur, 84 boulevard Rochechouart.

Le *Règne de la Grâce*, par M. Pujo, 1 vol. 3 fr. 50 chez F. Alcan, éditeur 108, boulevard Saint-Germain.

Le *Cœur et l'Esprit*, recueil de nouvelles, par G. Ceffroy, 1 vol. 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Trimardeur, par G. Bonnamour, 1 vol. 3 fr. 50 chez Dentu.

Lorsque la place nous le permettra, nous reviendrons sur quelques-uns des volumes, que nous nous bornons, provisoirement, à annoncer.

A NOS DÉPOSITAIRES

Prière à nos dépositaires de bien vouloir nous renvoyer tous les invendus du n° 1 qu'ils peuvent posséder. Nous en avons un besoin urgent.

CORRESPONDANCES

K., à Chaumont. — D., à Nouzon. — B., à Bourges. — B., à Turin. — N., à Utrecht. — Z., à Balmuccia. — S., à Varna. — D. P., à Paris. — C., à Marseille. — B., à Northampton. — D., à Amsterdam. — K., à Belgrade. — V., à Montfort. — G. M., à Equancourt. — N., à Vazerac. — C. P., à Lisbonne. — T., à Turin. — S., à Zurich. — M., à Nonancourt. — G. D., à Reims. — N., à Londres. — G. A., à Bordeaux. — A. M., à Big-Band. — B., à Argenteuil. — B., à Saint-Rambert. — L., à Aix-en-Savoie. — C., à Montreuil. — G., à Cette. — L., à Reims. — B., à Lisbonne. — A., à Angoulême. Reçu timbres et mandats.

A.. à Brest. Reçu mandat, merci. — *Aux lecteurs qui nous ont demandé le livre de Hamon* : « La psychologie de l'anarchiste ». Le livre ne sera prêt qu'à la fin du mois. Vous ferons parvenir aussitôt paru. — *C. J., Paris.* Reçu pour le journal, merci. — *C., à Pompignan.* Avons envoyé brochures. — C., à Houdan. Avons envoyé aux adresses. — *Jean Misère*, Reçu, emploierons au mieux. — *X. Y. Z.* Oui.

Le Gérant : Denéchère.

IMP. NOIZETTE ET Cie, 8, RUE CAMPAGNE-1re, PARIS.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 4 — DIX CENTIMES — DU 25 AU 31 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN TEMPS D'ARRÊT

Que les idées socialistes se répandent à flots dans la société actuelle — nulle possibilité d'en douter. Le socialisme a déjà mis son cachet sur l'ensemble de la pensée de notre époque. La littérature, l'art et même la science s'en ressentent. La classe bourgeoise commence à s'en imprégner, aussi bien que la classe ouvrière. L'insécurité des fortunes basées sur l'exploitation; les hasards de l'enrichissement et de la ruine; l'accroissement, extrêmement rapide, de la classe qui vit aux dépens du travail manuel des masses, et le nombre, toujours croissant, des aspirants aux positions lucratives dans les professions libérales; l'idée, enfin, dominante de l'époque, — tout pousse le jeune bourgeois vers le socialisme.

N'était l'Etat qui consacre la plupart de son budget de cinq milliards à la création de nouvelles fortunes bourgeoises et au maintien des anciennes — en même temps qu'il empêche l'expansion du socialisme par son éducation, son armée et sa hiérarchie de fonctionnaires — la désagrégation de la bourgeoisie et de la pensée bourgeoise serait bien plus rapide.

L'idée se propage. Mais nous ne ferons qu'exprimer une pensée très répandue en ce moment, si nous affirmons que le socialisme est arrivé à un moment d'arrêt : qu'il se sent forcé de soumettre toute sa doctrine à une révision complète, s'il tient à faire de nouveaux progrès et à jouer sa part dans l'œuvre pratique de reconstruction de la société.

* * *

Le socialisme de l'Internationale s'exprimait par une formule très simple : *l'expropriation*.

Etait socialiste celui qui reconnaissait que tout ce qui est nécessaire pour travailler à la satisfaction des besoins multiples de la société, *doit* revenir à la société elle-même, — et ceci, à bref délai.

Que la possibilité de s'approprier la moindre parcelle de terrain ou des usines, afin de priver les autres des moyens de produire pour la satisfaction des besoins de tous — doit cesser d'exister. Que cette appropriation est la source des maux actuels; que l'ensemble de la production doit être guidé par la société elle-même; et que la transformation nécessaire ne peut s'opérer que par la voie de la révolution sociale.

Formule encore vague, il est vrai, quant à ses applications pratiques, mais assez nette quant à son but final.

Mais, peu à peu, un but beaucoup plus restreint vint se substituer à celui-ci, — surtout sous l'influence de l'Allemagne qui entrait à peine dans le cercle des nations industrielles de l'Occident et sortait seulement des tenailles du pouvoir absolu.

On maintint toujours ce but final dans les considérants *théoriques* du socialisme. Mais on élabora à côté un programme, tout autre, pour la pratique de tous les jours.

On fit à peu près comme l'Eglise chrétienne avait fait autrefois, lorsqu'elle affirma un idéal supérieur de « chrétien », mais admit en même temps que cet idéal était impossible à atteindre de sitôt; et, par conséquent, à côté de cet idéal, dont on parle encore le dimanche, elle accepta un idéal pour les jours de la semaine, — celui du chrétien qui pratique l'individualisme à outrance, et mitige son individualisme par de douces paroles sur « l'amour du prochain » et par l'aumône.

On fit quelque chose de semblable pour le socialisme. A côté de l'idéal, dont on parle les jours de fête, on plaça l'idéal de tous les jours : la conquête des pouvoirs dans l'Etat actuel, la législation pour protéger l'esclave salarié contre les écarts par trop brutaux de l'exploitation, et une certaine amélioration du sort de certaines catégories de travailleurs privilégiés.

* * *

Républicain en Allemagne, gréviste ou coopérateur en Angleterre et en Belgique, plus ou moins communaliste en France, — pourquoi le socialisme ne se maintiendrait-il pas, en effet, avec sa division subtile entre l'idéal des jours fériés et la pratique des jours de travail?

Et puis, étant donné l'esprit arriéré des masses, leur incapacité de comprendre le « socialisme scientifique », — n'y avait-il pas tout avantage à grouper, organiser les masses sur des questions de moindre importance, et faire infiltrer, entre temps, les principes du socialisme? Entamer la législation, faite jusqu'ici au profit des classes possédantes, pour habituer les esprits à une législation faite au profit de tous? Et ainsi de suite... Chacun saura lui-même, s'il y tient, renchérir sur ces arguments, si souvent répétés.

* * *

Sur ces principes, la propagande socialiste fut lancée; elle fut faite sur une large échelle, et on en connaît les résultats.

Bons ou mauvais, nous ne nous arrêterons pas ici pour les apprécier. Ce qu'il nous importe de constater, c'est que la propagande socialiste *ne peut plus* marcher sur ces principes. On veut, dans les masses ouvrières, en savoir plus long sur le but à atteindre, et des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour demander : Où l'on va ? où et comment veut-on arriver ?

C'est que le temps presse. Ces mêmes causes qui ont fait éclore le socialisme, imposent d'en arriver au plus tôt à la solution. Dans les pays d'industrie avancée — l'Angleterre, la France, la Belgique — le nombre de ceux qui produisent de leurs bras le pain, le vêtement, le logis et même les objets de luxe, diminue à vue d'œil, en rapport de ceux qui se font une vie supérieure à celle du producteur, en se faisant des organisateurs, des intermédiaires, des gouvernants. Les marchés, sur lesquels on vend à haut prix sa marchandise et achète à vil prix les produits bruts des pays arriérés en industrie, sont disputés, l'arme au bras, par les bourgeoisies de toutes les nations, y compris les nouveaux-venus, comme l'Italie, la Russie et le Japon. Le nombre des sans-travail jetés continuellement hors des rangs des producteurs, par les crises et l'ensemble des tendances de l'industrie, augmente; il atteint les proportions formidables des bandes qui parcouraient la France aux approches de 1788. Toutes ces conditions demandent des remèdes immédiats; mais la foi dans les bienfaits de la législation paternelle s'en va, dès que l'on commence à en goûter. Enfin, tous les principes essentiels qui servent de base à l'ancien régime et que l'on avait jusqu'ici maintenus par les mensonges de la religion et de la science, s'en vont... Le temps presse.

On a beau hâter le replâtrage : on s'aperçoit que les causes qui avaient fait songer à réparer l'édifice, agissent trop rapidement; que les habitants, menacés d'écroulement, s'impatientent. Il faut procéder, immédiatement, sans retard, à la reconstruction complète, et on en demande le plan.

* * *

Et nous voyons se produire dans les masses, gagnées au socialisme, ou seulement touchées par l'idée, un arrêt. On n'ose plus marcher dans la même voie sans se rendre compte : où l'on va? qu'est-ce que l'on veut avoir? qu'est-ce que l'on cherchera à réaliser?

Laisser le tout — trouver le plan, l'exécuter — à ceux dont les noms sortiront un jour des urnes, après que l'on aura renversé les gouvernements actuels? — L'idée seule fait sourire l'ouvrier qui pense — et ils sont nombreux ceux qui pensent aujourd'hui.

Et partout — dans les réunions, dans les articles de journaux, dans les questions jetées aux orateurs des réunions publiques, dans les conversations — on voit surgir la même grande question.

* * *

« La production de ce qui sert à satisfaire nos besoins s'est engagée dans une fausse voie — très vrai! Abandonnée aux hasards du profit,

elle paralyse plus l'initiative qu'elle ne la stimule. Elle ne répond point aux besoins. Elle ne satisfait pas les plus pressés, elle en crée des milliers d'artificiels. Le tout est un immense gaspillage de forces humaines.

« La tournure funeste prise par l'industrie engendre les crises — et elles sont fréquentes, alors même qu'elles ne sont pas générales, — les guerres au dehors, les guerres civiles. Elle met continuellement en danger les quelques libertés politiques conquises. Elle amène les violences d'en haut, que le travailleur ne veut plus supporter et auxquelles il répond par les violences d'en bas.

« D'accord avec tout cela, — dit le socialiste qui pense. — Mais *comment* organiser la production sur une base nouvelle? Par quel bout commencer? A quelle institution sociale en confier la transformation?

« A l'Etat? c'est-à-dire au parlement? — faux en principe, faux dans ses actes, incapable de rien organiser, incapable même de contrôler la besogne qu'il s'empresse d'abandonner à une hiérarchie d'administrateurs?

« Aux petits parlements municipaux qui répètent sur une moindre échelle les vices des parlements nationaux?

« Ou bien aux syndicats ouvriers qui, du jour où ils procèdent par représentation, créent des parlements semblables aux précédents?

« En admettant même qu'une inspiration dont on ne voit pas d'ailleurs l'origine, les affranchisse des vices communs aux assemblées législatives, — par quelle force mettraient-ils leurs décisions en exécution? Par la police, le juge, le geôlier, comme auparavant? »

Et, du coup, tout l'immense problème du gouvernement surgit devant celui qui interroge. Et quand on lui souffle, comme on le fait en Allemagne, les mots de « dictature des hommes de confiance », — il y croit peut-être en Allemagne, mais en Occident la triade Robespierre-Barras-Napoléon surgit immédiatement devant ses yeux. Il connaît trop la dictature pour y déposer sa foi...

∴

La presse socialiste a beau dire que «tout cela» s'arrangera plus tard; qu'en ce moment il s'agit de voter. Le socialiste a beau s'inculquer la maladie du vote et toujours voter — aujourd'hui pour un tel, député, demain — pour un tel, conseiller municipal, après-demain — pour le conseil de la paroisse. Cela n'avance à rien : on ne vote pas chaque jour, et les grandes questions reviennent toujours.

Passe encore en Allemagne, qui s'approche de son 1848, et où le démocratisme socialiste peut être maintenu par de vagues allusions des Ledru-Rollin et des Louis Blanc, tandis que l'essence du mouvement se dirige contre l'autorité personnelle d'un Bismarck ou d'un Guillaume et le règne de la camarilla. Mais cela ne suffit plus en France ni en Belgique, encore moins en Angleterre.

Et c'est ce qui fait que le socialisme s'arrête dans son développement. Les nombres peuvent grossir, mais il manque de substance : il la cherche.

Il sort de sa première phase d'enthousiasme général : il doit se substancier, se déterminer. Il doit oser se prononcer nettement. Il doit répondre aux grandes questions.

Mais, comment le ferait-il sans se déclarer anarchiste? Anarchiste, ou dictatorial, il *doit* faire son choix, et l'avouer. Et c'est la phase dans laquelle le socialisme est obligé d'entrer maintenant, — à moins que les événements révolutionnaires ne viennent eux-mêmes imposer les solutions. Mais, même dans la tourmente révolutionnaire, la même question viendra se poser, comme elle se posait déjà en 1848 en France. — Anarchie ou dictature!

Nous reviendrons encore plusieurs fois sur ce sujet.

PIERRE KROPOTKINE.

L'ANARCHIE[1]

(Suite)

Peut-être me donnerez-vous raison? Mais encore ici plusieurs d'entre vous prononceront le mot de « chimère ». Heureux déjà que vous y voyiez du moins une noble chimère! mais je vais plus loin, et j'affirme que notre idéal, notre conception de la morale est tout à fait dans la logique de l'histoire, amenée naturellement par l'évolution de l'humanité.

Poursuivis jadis par la terreur de l'inconnu aussi bien que par le sentiment de leur impuissance dans la recherche des causes, les hommes avaient créé par l'intensité de leur désir une ou plusieurs divinités secourables qui représentaient à la fois leur idéal plus ou moins informe et le point d'appui de tout ce monde mystérieux visible et invisible des choses environnantes. Ces fantômes de l'imagination, revêtus de la toute-puissance, devinrent aussi aux yeux des hommes le principe de toute justice et de toute autorité : maîtres du ciel, ils eurent naturellement leurs interprètes sur la terre, magiciens, conseillers, chefs de guerre, devant lesquels on apprit à se prosterner comme devant les représentants d'en haut. C'était logique; mais l'homme dure plus que ses œuvres, et ces dieux qu'il créa n'ont cessé de changer comme des ombres projetées sur l'infini. Visibles d'abord, animés de passions humaines, violents et redoutables, ils reculèrent peu à peu dans un immense lointain; ils finirent par devenir des abstractions, des idées sublimes, auxquelles on ne donnait même plus de nom, puis ils arrivèrent peu à peu à se confondre avec les lois naturelles du monde; ils rentrèrent dans cet univers qu'ils étaient censés avoir fait jaillir du néant, et maintenant l'homme se retrouve seul sur la terre au-dessus de laquelle il avait dressé l'image colossale de Dieu.

Toute la conception des choses change donc en même temps. Si Dieu s'évanouit, ceux qui tiraient de lui leurs titres à l'obéissance voient aussi se ternir leur éclat emprunté : eux aussi doivent rentrer graduellement dans les rangs, s'accommoder de leur mieux au milieu. On ne trouverait plus aujourd'hui de Tamerlan qui commandât à ses quarante courtisans de se jeter du haut d'une tour, sûr que, dans un clin d'œil, il verrait des créneaux les quarante cadavres sanglants et brisés. La liberté de penser a fait de tous les hommes des anarchistes sans le savoir. Qui ne se réserve maintenant un petit coin de cerveau pour réfléchir et pour penser? Or c'est là précisément le crime des crimes, le péché par excellence symbolisé par le fruit de l'arbre qui révéla aux hommes la connaissance du bien et du mal. De là la haine de la science que professa toujours l'Eglise. De là cette fureur que Napoléon, un Tamerlan moderne, eut toujours pour les « idéologues ».

Mais les idéologues sont venus. Ils ont soufflé sur les illusions d'autrefois comme sur une buée, recommençant à nouveau tout le travail scientifique par l'observation et l'expérience. Un d'eux même, nihiliste avant nos âges, anarchiste s'il en fut, du moins en paroles, débuta par faire « table rase » de tout ce qu'il avait appris. Il n'est maintenant guère de savant, guère de littérateur, qui ne professe d'être lui-même son propre maître et modèle, le penseur original de sa pensée, le moraliste de sa morale. « Si tu veux surgir, surgis de toi-même! » disait Gœthe. Et les artistes ne cherchent-ils pas à rendre la nature telle qu'ils la voient, telle qu'ils la sentent et la comprennent? C'est là d'ordinaire, il est vrai, ce qu'on pourrait appeler une « anarchie aristocratique », ne revendiquant la liberté que pour le peuple choisi des Musagètes, que pour les gravisseurs du Parnasse. Chacun d'eux veut penser librement, chercher à son gré son idéal dans l'infini, mais tout en disant « qu'il faut une religion pour le peuple! » Il veut vivre en homme indépendant, mais « l'obéissance est faite pour les femmes », veut créer des œuvres originales, mais « la foule d'en bas » doit rester asservie comme une machine à l'ignoble fonctionnement de la division du travail! Toutefois ces aristocrates du goût et de la pensée n'ont plus la force de fermer la grande écluse par laquelle se déverse le flot. Si la science, la littérature et l'art sont devenus anarchistes, si tout progrès, toute nouvelle forme de la beauté sont dus à l'épanouissement de la pensée libre, cette pensée travaille aussi dans les profondeurs de la société et maintenant il n'est plus possible de la contenir. Il est trop tard pour arrêter le déluge.

La diminution du respect n'est-elle pas le phénomène par excellence de la société contemporaine? J'ai vu jadis en Angleterre des foules se ruer par milliers pour contempler l'équipage vide d'un grand seigneur. Je ne le verrai plus maintenant. En Inde, les parias s'arrêtaient dévotement aux cent quinze pas réglementaires qui les séparaient de l'orgueilleux brahmane : depuis que l'on se presse dans les gares, il n'y a plus entre eux que la paroi de clôture d'une salle d'attente. Les exemples de bassesse, de reptation vile ne manquent pas dans le monde, mais pourtant il y a progrès dans le sens de l'égalité. Avant de témoigner son respect, on se demande quelquefois si l'homme ou l'institution sont vraiment respectables. On étudie la valeur des individus, l'importance des œuvres. La foi dans la grandeur a disparu; or là où la foi n'existe plus, les institutions disparaissent à leur tour. La suppression de l'Etat est naturellement impliquée dans l'extinction du respect.

L'œuvre de critique frondeuse à laquelle est soumis l'Etat s'exerce également contre toutes les institutions sociales. Le peuple ne croit plus, il ne croit absolument plus à l'origine sainte de la propriété privée, produite, nous disaient les économistes, — ils n'osent plus le dire maintenant, — par le travail personnel des propriétaires; il n'ignore point que le labeur individuel ne crée jamais des millions ajoutés à des millions, et que cet enrichissement monstrueux est toujours la conséquence d'un faux état social, attribuant à l'un le produit du travail de milliers d'autres; il respectera toujours le pain que le travailleur a durement gagné, la cabane qu'il a bâtie de ses mains, le jardin qu'il a planté, mais il perdra certainement le respect pour toutes les propriétés fictives que représentent les papiers de toute espèce contenus dans les banques. Le jour viendra, je n'en doute point, où il reprendra tranquillement possession de tous les produits du labeur commun, mines et domaines, usines et châteaux, chemins de fer, navires et cargaisons. Quand la multitude, cette multitude « vile » par son ignorance et la lâcheté qui en était la conséquence fatale, aura cessé de mériter le qualificatif dont on l'insulta, quand elle saura en toute certitude que l'accaparement de cet immense avoir repose uniquement sur une fiction chirographique, sur la foi en des paperasses bleues, l'état social actuel sera bien menacé! En présence de ces évolutions profondes, irrésistibles, qui se font dans toutes les cervelles humaines, combien niaises, combien dépourvues de sens paraîtront à nos descendants ces clameurs forcenées qu'on lance contre les novateurs! Qu'importent les mots orduriers déversés par une presse obligée de payer ses subsides en bonne prose, ou même les insultes honnêtement proférées contre nous par ces mêmes dévotes « saintes mais simples » qui portaient du bois au bûcher de Jean Huss! Le mouvement qui nous emporte n'est pas le fait de simples énergumènes ou de pauvres rêveurs, il est celui de la société même dans son ensemble. Il est nécessité par la marche de

[1] Le travail que nous publions devait former le sujet d'une conférence qui devait être faite, l'année dernière, dans une loge maçonnique. (*Voir le numéro précédent.*)

la pensée, devenue maintenant fatale, inéluctable, comme le roulement de la terre et des cieux.

Pourtant un doute pourrait subsister dans les esprits si l'anarchie n'avait jamais été qu'un idéal, qu'un exercice intellectuel, un élément de dialectique, si jamais elle n'avait eu de réalisation concrète, si jamais un organisme spontané n'avait surgi, mettant en action les forces libres de camarades qui travaillent en commun, sans maître pour les commander. Mais ce doute peut être facilement écarté. Oui, des organismes libertaires ont existé de tout temps; oui, il s'en forme incessamment de nouveaux, et chaque année plus nombreux, suivant les progrès de l'initiative individuelle. Je pourrais citer en premier lieu diverses peuplades, dites sauvages, qui même de nos jours vivent en parfaite harmonie sociale sans avoir besoin de chefs, ni de lois, ni d'enclos, ni de force publique; mais, je n'insiste pas sur ces exemples, qui ont pourtant leur importance : je craindrais qu'on ne m'objectât le peu de complexité de ces sociétés primitives, comparées à notre monde moderne, organisme immense où s'entremêlent tant d'autres organismes avec une complication infinie. Laissons donc de côté ces tribus primitives pour nous occuper seulement des nations déjà constituées, ayant tout un appareil politique et social.

Je ne pourrai vous en montrer aucune dans le cours de l'histoire qui, je l'avoue, se soit constituée en société purement anarchique, car toutes se trouvaient alors dans leur période de lutte entre des éléments divers non encore associés; mais ce qu'il sera facile de constater, c'est que chacune de ces sociétés partielles, non encore fondues en un ensemble harmonique, fut d'autant plus prospère, d'autant plus créatrice, qu'elle était plus libre, que la valeur personnelle de l'individu y était le mieux reconnue. Depuis les âges préhistoriques où nos sociétés naquirent aux arts, aux sciences, à l'industrie, sans que des annales écrites aient pu nous en apporter la mémoire, toutes les grandes périodes de la vie des nations ont été celles où les hommes, agités par les révolutions, eurent le moins à souffrir de la longue et pesante étreinte d'un gouvernement régulier. Les deux grandes périodes de l'humanité par le mouvement des découvertes, par l'efflorescence de la pensée, par la beauté de l'art furent des époques troublées, des âges de « périlleuse liberté ». L'ordre régnait dans l'immense empire des Mèdes et des Perses, mais rien de grand n'en sortit, tandis que la Grèce républicaine, sans cesse agitée, ébranlée par de continuelles secousses, a fait naître les initiateurs de tout ce que nous avons de haut et de noble dans la civilisation moderne : il nous est impossible de penser, d'élaborer une œuvre quelconque sans que notre esprit ne se reporte aussitôt vers ces Hellènes libres qui furent nos devanciers et qui sont encore nos modèles. Deux mille années plus tard, après des tyrannies, après des temps sombres d'oppression qui ne semblaient devoir jamais finir, l'Italie, les Flandres, l'Allemagne, toute l'Europe des communiers s'essaya de nouveau à reprendre haleine; des révolutions innombrables secouèrent le monde : Ferrari ne compta pas moins de sept mille secousses locales pour la seule Italie; mais aussi le feu de la pensée libre se mit à flamber et l'humanité à refleurir : avec les Raphaël, les Vinci, les Michel-Ange, elle se sentit jeune pour la deuxième fois. Puis vient le grand siècle de l'Encyclopédie avec les révolutions mondiales qui s'ensuivirent et la proclamation des Droits de l'Homme. Or, essayez, si vous le pouvez, d'énumérer tous les progrès qui se sont accomplis depuis cette grande secousse de l'humanité. On peut vraiment se demander si pendant ce dernier siècle ne s'est pas concentrée plus de la moitié de l'histoire. Le nombre des hommes s'est accru de plus d'un demi-milliard; le commerce a plus que décuplé, l'industrie s'est comme transfigurée, et l'art de modifier les produits naturels s'est merveilleusement enrichi; des sciences nouvelles ont fait leur apparition, et, quoi qu'on en dise, une troisième période de l'art a commencé; le socialisme conscient et mondial est né dans son ampleur. Au moins se sent-on vivre dans le siècle des grands problèmes et des grandes luttes. Remplacez par la pensée les cent années issues de la philosophie du dix-huitième siècle, remplacez-les par une période sans histoire où 300 millions de pacifiques Chinois eussent vécu sous la tutelle d'un « Père du Peuple », d'un tribunal des rites et de mandarins tous dûment diplômés. Loin de vivre comme nous l'avons fait, nous nous serions graduellement rapprochés de l'inertie et de la mort. Si Galilée, encore tenu dans les prisons de l'Inquisition, ne put que murmurer sourdement : « Pourtant elle se meut! » nous pouvons maintenant, grâce aux révolutions, grâce aux violences de la pensée libre, nous pouvons le crier sur les toits, ou les places publiques : « Le monde se meut et il continuera de se mouvoir! »

(*A suivre.*) ÉLISÉE RECLUS.

VILENIES ET LACHETÉS

Notre collaborateur et ami Denéchère vient d'être victime d'une infamie policière. Ouvrier gainier consciencieux, il avait l'estime de son patron. Cela ne faisait pas l'affaire de la police, qui ne perd jamais une occasion de commettre une lâcheté!

Ils ont donc circonvenu le patron de notre ami et l'ont tant et si bien tarabusté que celui-ci, *pour avoir la paix*, a renvoyé son ouvrier, parce qu'il appartient à un parti qui « prêche le vol et l'assassinat! »

Voilà les policiers contents! Un père de famille de plus se trouve sans ouvrage.

Quel profit, demandera-t-on, en retirent-ils? Aucun, sinon celui de pouvoir se dire qu'ils acculeront peut-être un paisible travailleur à des résolutions désespérées. Car tel est leur but. Ils provoquent, exaspèrent, et quand leur victime montre les dents, ils l'achèvent, et... la société est sauvée!

Lâches gredins!

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Sébastien Faure fera désormais deux conférences par semaine : l'une, le mercredi; l'autre, le samedi. Celle du samedi sera spécialement consacrée à l'exposé de ses conceptions sociales; celle du mercredi, à la discussion avec ses contradicteurs.

Ces conférences ont lieu salle d'Arras, 3, rue d'Arras (près la rue Monge), à 8 h. 1/2 du soir, *très précises*.

***

Le camarade Léon Parsons nous prie d'annoncer qu'à partir du 1er juin prochain son journal *L'Œuvre Sociale* paraîtra deux fois par mois et sera vendu cinq centimes.

Les amis qui désireraient s'abonner ou s'occuper de la vente du journal peuvent écrire à l'adresse actuelle : rue Paradis, 34, Marseille, avant le 1er juin. A partir de cette date, le camarade-gérant ira se fixer à Paris.

***

MARSEILLE. — Le 8 avril dernier, le camarade Bernard Lazare donnait une conférence au théâtre Chave, à Marseille. Le commissaire de police, suivant l'usage, demanda les *noms* des membres du bureau. Mais, outrepassant les pouvoirs que lui confère la Loi, il exigea leurs adresses.

Protestations et refus du citoyen Morel, président, dont l'attitude fut approuvée par l'auditoire. A l'issue de la conférence, les policiers, froissés dans leur amour-propre, s'emparèrent de Morel et le mirent en état d'arrestation, non sans l'avoir brutalisé; quelques heures plus tard, il était relâché.

Mais la « vindicte sociale » ne lâche pas sa proie ainsi. Le 8 mai suivant, Morel s'est vu condamner à six jours de prison pour rébellion aux agents de l'autorité!

ANDRÉ GIRARD.
(MAX BUHR.)

Angleterre.

Il est entendu que l'anarchie ne prend pas en Angleterre. Les gens bien pensants l'ont affirmé avec délice, les esprits éclairés le répètent et c'est devenu un article de foi que, même parmi les compagnons, je n'ai pas encore entendu contredire.

Mon opinion est que, relativement à la population, il y a peut-être moins d'anarchistes, mais qu'il y a tout autant d'anarchie que dans aucun autre pays.

Il y a peut-être moins d'anarchistes, mais nous n'en savons rien. Nous n'avons pas l'habitude de nous livrer à des dénombrements et la chose a peu d'importance en soi, si l'activité et l'intelligence des compagnons anglais est à hauteur des circonstances. Il y a en Angleterre d'excellents centres de propagande, et, en lisant les journaux anarchistes anglais, on sera vite renseigné sur l'œuvre que nos amis y font.

Mais je prétends qu'en dehors de ce mouvement, avéré et connu, quoique parfois méprisé, il y en a une série d'autres qui synthétisent une large tendance anarchiste. Evidemment, ces mouvements, ligues et sociétés manquent de précision dans le sens anarchique, leurs directions principales sont diverses, quelquefois bien insignifiantes, leurs points de départ sont entourés de bien des préjugés à d'autres égards, mais ils rachètent cela par la vaste amplitude d'esprits qu'ils mettent en branle, et, directement ou indirectement, ils contiennent tous l'idée de l'affaiblissement de l'Etat.

Remarquons d'abord que le mouvement socialiste anglais est bien différent de celui de France. Les social-démocrates (S. D. F.) ou socialistes étatistes purs sont très peu nombreux, et, à leur grand chagrin, ils n'ont encore pu décrocher aucun siège électoral. La semaine dernière, un faubourg de Londres donnait 350 voix au marxiste, vis-à-vis de 5000 que récoltaient les bourgeois.

La fraction la plus importante du socialisme anglais, le parti indépendant du travail (I. L. P.), cherche encore un peu sa voie. Il accepte le parlementarisme comme moyen, mais provisoirement seulement. Il est représenté au Parlement par un seul député, d'ailleurs un honnête homme. Ce parti repousse l'idée d'un Etat tout-puissant. Nous reparlerons des idées et de la tactique de ce parti; disons seulement que la plupart de ses membres restent en bons termes avec les anarchistes, et qu'à leur dernier congrès on a repoussé une proposition de blâme contre les procédés anarchistes.

Pour trouver ce qu'il peut y avoir d'anti-étatiste en dehors du monde qui s'intitule socialiste, il faut savoir surmonter la répulsion que nous inspire tout ce qui se dit religieux. Le christianisme nous porte sur les nerfs et nous avons du mal à croire que l'hypocrisie n'est pas pour une très grande part dans le fond des croyances, mais réellement on peut comparer notre catholicisme ou notre protestantisme, pire encore, à la religion effilochée que l'on retrouve si largement représentée en Angleterre en dehors de l'Eglise anglicane.

Nous ne voulons pas discuter le point de vue religieux, mais seulement dire que des gens, se disant chrétiens, peuvent être très avancés sur d'autres points.

Ainsi on trouve un groupe sérieux d'anarchistes chrétiens, gens écrivant bien et dont j'aurai plus d'une fois à vous parler. Le sacré nom de Dieu et les extraits de la Bible se retrouvent çà et là, mais l'ensemble est bon. Je traduis la fin d'un article :

« La moralité qui consiste à fermer l'Empire (sorte de Folies-Bergère), tandis que le Parlement reste ouvert, a été inventée par le diable. Jésus ne s'est jamais occupé d'une agitation légale pour fermer les lieux de débauche, mais il a travaillé, a éduqué et est mort pour le renversement de la propriété individuelle, de la puissance de l'argent et de tous les maux qui en dérivent. »

Le mois dernier, un congrès des églises libres repoussait absolument l'ingérence de l'Etat, non pas seulement pour s'affranchir de sa tutelle, mais pour refuser son aide et conseiller la décentralisation complète.

Tout récemment, à propos d'un procès intenté à un littérateur connu, accusé de « germinysme », on a pu lire la protestation d'un clergyman, disant que de tels actes ne regardaient pas la justice. Depuis longtemps la loi ne s'occupe de l'adultère que pour rompre des mariages, statuer sur le sort d'enfants, etc., mais elle a renoncé à condamner pour la fornication elle-même. « Pourquoi donc poursuivre la pédérastie, etc.? » Et l'on parle d'une ligue dont le but sera d'abolir les lois à ce sujet.

On pourrait citer nombre de ces faits qui n'ont

guère leurs pareils en France. Nulle part ailleurs qu'en Angleterre on ne trouve une si grande initiative individuelle et par-ci par-là une si complète indépendance. Il se trouve partout des individus qui osent poursuivre une compagnie de chemins de fer, mais cette semaine on vient de trouver un juge pour en condamner une! Inouï, sur les bords de la Seine!

Non, l'idée anarchiste trouve ici autant d'écho que sur le continent, mais il faut prendre en considération deux traits du caractère anglais qu'on s'explique en étudiant l'histoire de ce pays :

Le respect de la noblesse et de l'argent est encore très grand.

Quelles que soient ses théories sur la nécessité et la nature d'une transformation sociale, l'Anglais ne se désintéresse pas des petites luttes journalières.

⁂

Il a paru récemment dans le *Reynold* une série d'articles par un policier démissionnaire au sujet des affaires anarchistes des dernières années. Ce sous-ordre de Melville avait un grade qui lui permettait de bien connaître les choses, mais naturellement il faut lire ses articles avec une certaine méfiance. L'impression générale est qu'il a un peu dramatisé le récit et augmenté les difficultés que la police a eu à surmonter, mais que le fond est exact.

Parlant des bombes de Walsall, il confirme et donne des détails sur le rôle d'agent provocateur joué par Coulon. Nous rappelons que trois camarades sont encore actuellement au bagne anglais pour cette affaire : Cails, Charles et Battola.

Il parle aussi de la mort de Bourdin, et l'explication qu'il en donne paraît plausible. Nous rappelons que Bourdin est un anarchiste qui fut tué, en février 1894, dans le parc de Greenwich, par une bombe qu'il portait. Le caractère de Bourdin, en dehors de toute autre raison, excluait l'idée d'un attentat contre l'observatoire astronomique, seul monument à proximité. Il ne pouvait s'agir non plus d'un suicide. Il est probable que le parc de Greenwich avait été choisi comme rendez-vous désert pour remettre la bombe à un dynamiteur anarchiste venant du continent, et que la police n'a pu retrouver.

G. G.

Espagne.

Plusieurs journaux, entre autres les *Débats* du samedi soir 10 mai, ont annoncé l'arrestation de nos camarades, les rédacteurs de la *Nueva Idea* de Barcelone. Nous ignorons la raison officielle de cette arrestation. La véritable, c'est le désir du gouvernement espagnol de tuer la *Nueva Idea* qui en était à son quatrième numéro. — *El Corsario* vit toujours. Un nouvel organe, *El Eco del Rebelde* va prendre à Saragosse la place qu'occupait *El Rebelde*.

Pour le 1er mai, la rédaction du journal *El Porvenir Social* avait organisé, au théâtre des Nouveautés de Barcelone, un meeting où la discussion a été absolument libre, et où plusieurs camarades ont exposé les théories libertaires. Enfin, le succès de *Victima de la Miseria*, la pièce de Mario Segalas Front, représentée au théâtre du Cirque, à Barcelone, le 14 avril dernier, montre qu'en Espagne, comme en France, le sentiment de fraternité et l'idée de révolte pénètrent de plus en plus dans la littérature et dans le public.

DES FAITS

FAMILLE ET ÉTAT. — MAISONS DE CORRECTION

Nous allons reproduire des *faits* pris avec exactitude dans deux *rapports officiels*, lesquels sont imprimés dans deux revues bourgeoises. Nous commençons par le rapport de l'ex-doyen de Faculté, Henri Joly, fait au groupe parisien de la *Société d'Economie sociale* et reproduit par la *Réforme Sociale* du 1er avril 1895 (pages 561 et suivantes). Nous rappelons que la *Réforme Sociale* est l'organe des disciples de Le Play, que par conséquent elle est à tendances catholiques et autoritaires, que tout particulièrement elle prêche l'excellence de la famille actuelle et la nécessité de la maintenir. Laissons parler nos bourgeois.

M. Henri Joly. — Le Code civil (article 375 et suivants) reconnaît à tout père de famille le droit de faire emprisonner, ou, si l'on aime mieux, *détenir* l'enfant qui lui a donné des sujets de plainte. Tant que l'enfant n'a pas seize ans, le père procède, comme disent les magistrats, *par voie d'autorité*; sa demande doit être acceptée sans enquête et l'arrêt ne fait point connaître de motifs; mais l'internement ne doit pas dépasser un mois. Quand l'enfant a plus de seize ans, l'internement peut aller jusqu'à six mois; mais le père n'agit que par *voie de réquisition* : le président du tribunal doit ouvrir une enquête à la suite de laquelle il lui appartient d'accorder ou de refuser l'internement.....

Il nous a paru intéressant de rechercher comment ce droit de correction s'exerce aujourd'hui parmi nous et ce que l'exercice de ce droit nous révèle sur la moralité des familles contemporaines.....

Le directeur d'une grande circonscription pénitentiaire (celle de Lille) répond au questionnaire : « Mon expérience m'a appris que souvent cette détention n'est qu'une vengeance de marâtre. »

Le directeur de la circonscription de Nantes en dit tout autant. Presque tous les enfants qu'il s'est vu envoyer avaient un beau-père ou une belle-mère. Quand les agents qui vont chercher l'enfant à domicile le ramènent à la prison, ils ont un mot qu'ils répètent d'eux-mêmes et qui résume éloquemment leur opinion sur la famille avec laquelle ils viennent d'être en contact. « Ce n'est pas l'enfant que nous aurions dû amener ici, c'est son père et sa mère. »

Toutes les fois que je m'adressais à un homme compétent, ayant vu de près les applications de la loi, le témoignage était identique. L'un me racontait comment il avait pris sur lui de congédier un père de famille qui, pour n'avoir plus à soigner lui-même un fils épileptique, avait, sur une allégation quelconque, obtenu son internement. Ailleurs, on me rapportait le cas d'un enfant de dix à douze ans dont le personnel de la prison ne s'expliquait pas la punition. A force de l'interroger, on avait eu de lui cette réponse : « Maman ne me voulait plus parce que j'avais dit à papa que l'autre venait quand il n'était pas là. » Comment me présentait-on ces faits? Comme exceptionnels? Non, mais *comme des exemples caractéristiques d'un usage ou plutôt d'un abus bien répandu.*

Depuis quelques années, c'est dans le quartier cellulaire de Nanterre qu'on envoie les jeunes filles internées par voie de correction paternelle. La direction de la maison est donc bien à même de juger les familles d'où viennent les sujets. Or, elle estime qu'il n'y a pas plus de dix pour cent d'entre elles qui aient exercé sur leurs enfants une véritable surveillance. Tels sont du moins les termes officiels dont elle veut prendre la responsabilité. Si elle se servait publiquement du mot d'*honnêtes* pour le réserver à dix de ces familles (1) et le refuser aux quatre-vingt-dix autres, elle craindrait qu'on ne lui reprochât une incorrection ou un manque d'égards envers des citoyens couverts par la loi. Mais je m'en tiens aux déclarations avouées et authentiques.

A une séance de la Société des Prisons, la vérité se faisait bien jour. Les chefs de ce même personnel insistaient sur l'inhabileté de l'enfance à se défendre, sur la nécessité de suppléer à sa faiblesse, sur les justifications et garanties à exiger des parents. Ils disaient : « Nous avons constaté à Nanterre que certaines familles se débarrassent de leurs enfants afin de pouvoir faire un petit voyage d'agrément ou d'affaires. C'est un placement gratuit, rien de plus. » Ils ajoutaient : « Nous avons constaté aussi que certains parents, sachant qu'à Nanterre nous faisions du brochage, avaient envoyé leurs enfants pour leur faire apprendre le métier gratuitement. » On lisait ensuite, à titre de document, une lettre navrante où se rencontraient des phrases comme celles-ci :

« Tant que je t'aurai, ma chère sœur, et que je suivrai tes bons conseils, je me porterai bien, car je puis dire maintenant que je n'ai plus que toi, car sur maman je ne peux plus compter pour jamais. Ce n'était pas la peine de me mettre en correction pour *ma vilaine conduite;* car si je suis aujourd'hui en prison, c'est de sa faute. C'est ses mauvais conseils, c'est sa mauvaise conduite, c'est enfin sa vie désordonnée qui est cause de tout; car crois-tu que si elle était rentrée coucher tous les soirs chez elle... je me serais perdue comme je l'ai fait? Alors quand on a une mère comme ça, on peut dire *qu'on n'en a plus*. Je ne me rappelle pas avoir entendu une bonne parole de ma mère. Henri, ce pauvre petit qui était tant serviable à la maison, elle l'a mis aux Enfants assistés, etc... »

Une inspectrice générale entendait cette lecture. Elle demanda aussitôt la parole et déclara : « Je pourrais vous donner, moi aussi, des lettres toutes semblables dont j'ai fait contrôler les accusations... »

(1) « Et encore, avait ajouté familièrement devant moi une surveillante, si on voulait y regarder de plus près chez ces dix-là! » (*Note de l'original.*)

Voici maintenant, dans le *Bulletin de la Société générale des prisons*, numéro de janvier 1895, page 6, une partie des déclarations du *juge* Bonjean, *chargé au Tribunal de la Seine du service de la correction paternelle.*

Parmi les demandes qui sont adressées au président (du Tribunal), il y en a un nombre trop grand dans lesquelles la menace de la correction paternelle n'est pas autre chose, de la part des parents, que le désir de vaincre les résistances de leurs enfants à se livrer au vice, à la débauche ou à une exploitation scandaleuse.....

Deux exemples saisissants montreront combien il est indispensable de contrôler le dire des parents.

Une première fois, c'est un amateur d'un ordre spécial qui avait un vif désir de posséder une jeune fille le jour de sa première communion. On avait fait pour cela tout le nécessaire; la petite fille avait suivi le catéchisme, avait été admise à la première communion et, au sortir de la messe, elle (?) s'était livrée en robe blanche à celui qui l'attendait.

Un autre cas est celui de ce père de famille qui demande la correction simultanément contre son fils âgé de douze ans et contre sa fille âgée de treize ans. Ces enfants, qui heureusement ont pu être interrogés, révèlent que depuis plusieurs années ils étaient pollués par leur père; que, l'âge arrivant, ils avaient voulu se soustraire à ces infamies; et c'est ce qui motivait la plainte de ce singulier père de famille.....

Plus loin, page 14, le juge Bonjean cite d'autres faits. Il dit qu'il est étonné de voir beaucoup de parents réclamer l'emprisonnement de filles ayant un métier qui leur permet de gagner leur vie. Il continue ainsi :

Quant à moi, je crois surtout... car je suis très sceptique sur certaines familles parisiennes (1), que ce qui amène la plupart de ces filles ayant un métier jusqu'au cabinet du président, c'est tout simplement le désir d'exploitation qui se manifeste de la part des parents.

A ce propos, le juge cite l'exemple d'une jeune fille de dix-huit ans que son père et sa mère faisaient travailler de 3 heures du matin à minuit, afin de vivre, eux, sans rien faire, aux dépens de leur enfant : elle se plaça hors de chez elle; ils demandèrent son emprisonnement.

D'autres fois ce sont des parents ayant trois ou quatre filles gagnant de bonnes journées : le père et la mère ne quittent pas l'état d'ébriété, les filles étant chargées d'alimenter cette ivrognerie. *Je crois donc que, dans beaucoup de cas où les enfants gagnent leur vie, le sentiment inspirateur des parents est le désir de s'approprier trop absolument leur gain.*

Là-dessus, camarades, réfléchissez et choisissez! Voilà les faits qu'avouent les bourgeois. Pensez à ceux qu'ils cachent. Alors vous désirerez l'abolition de toutes les autorités sans exception et l'établissement d'une civilisation libertaire, où les seuls liens entre les camarades de tous âges et de tout sexe seront des affections comme celle que la petite prisonnière exprimait pour sa sœur dans la lettre que vous avez lue.

A NOS LECTEURS

N'étant pas en mesure de nous assurer l'échange avec tous les journaux, nous prions nos lecteurs de nous envoyer, chaque fois qu'ils contiendront quelque chose intéressant le mouvement, les journaux locaux ou autres dont ils auront connaissance. Journaux corporatifs surtout.

⁂

Ceux de nos dépositaires qui nous ont réclamé des nos 1 peuvent, dès à présent, nous faire connaître le chiffre qu'ils désirent, nous sommes en mesure de les leur fournir.

⁂

En vente dans nos bureaux :

La *Psychologie du militaire professionnel*, par Hamon; prix : 1 fr. 50.

(1) Pourquoi parisienne? Cette... épithète ne donne-t-elle pas à l'affirmation une restriction très artificielle?

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 5 DIX CENTIMES DU 1er AU 7 JUIN 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ANARCHIE (1)

(Suite)

En dehors de ce grand mouvement qui transforme graduellement la société tout entière dans le sens de la pensée libre, de la morale libre, de l'action libre, c'est-à-dire de l'anarchie dans son essence, il existe aussi un travail d'expériences directes qui se manifeste par la fondation de colonies libertaires et communistes : ce sont autant de petites tentatives que l'on peut comparer aux expériences de laboratoire que font les chimistes et les ingénieurs. Ces essais de communes modèles ont toutes le défaut capital d'être faits en dehors des conditions ordinaires de la vie, c'est-à-dire loin des cités où se brassent les hommes, où surgissent les idées, où se renouvellent les intelligences. Et pourtant on peut citer nombre de ces entreprises qui ont pleinement réussi, entre autres celle de la Jeune Icarie, transformation de la colonie de Cabet, fondée il y a bientôt un demi-siècle sur les principes d'un communisme autoritaire : de migration en migration, le groupe des communiers, devenu purement anarchiste, vit maintenant d'une existence modeste dans une campagne de l'Iowa, près de la rivière des Moines.

Mais là où la pratique anarchiste triomphe, c'est dans le cours ordinaire de la vie, surtout parmi les gens du populaire, qui certainement ne pourraient soutenir la terrible lutte de l'existence s'ils ne s'entr'aidaient spontanément, ignorant les différences et les rivalités des intérêts. Quand l'un d'entre eux tombe malade, d'autres pauvres prennent ses enfants chez eux : on le nourrit, on partage la maigre pitance de la semaine, on tâche de faire sa besogne, en doublant les heures. Entre les voisins une sorte de communisme s'établit par le prêt, le va-et-vient constant de tous les ustensiles de ménage et des provisions. La misère unit les malheureux en une ligue fraternelle : ensemble ils ont faim, ensemble ils se rassasient. La morale et la pratique anarchistes sont même la règle dans les réunions bourgeoises d'où, au premier abord, elles nous semblent complètement absentes. Que l'on s'imagine une fête de campagne où soit l'hôte, soit l'un des invités affecte des airs de maître, se permettant de commander ou de faire prévaloir indiscrètement son caprice! N'est-ce pas la mort de toute joie, la fin de tout plaisir? Il n'est de gaieté qu'entre égaux et libres, entre gens qui peuvent s'amuser comme il leur convient, à part ou par groupes distincts, si cela leur plaît, mais qui préfèrent rester ensemble parce que les heures passées ainsi leur semblent plus douces.

Ici je me permettrai de vous narrer un souvenir personnel. Nous voguions sur un de ces beaux navires modernes qui fendent les flots superbement avec la vitesse de 15 ou 20 nœuds à l'heure, et qui tracent une ligne droite de continent à continent, malgré vent et marée. L'air était calme, le soir était doux et les étoiles s'allumaient une à une dans le ciel noir. On causait sur la dunette, et de quoi pouvait-on causer si ce n'est de cette éternelle question sociale qui nous étreint, qui nous saisit à la gorge comme la sphynge d'Œdipe. Le réactionnaire du groupe était vivement pressé par ses interlocuteurs, tous plus ou moins socialistes. Il se retourna soudain vers le capitaine, le chef, le maître, espérant trouver en lui un défenseur né des bons principes : « Vous commandez ici! Votre pouvoir n'est-il pas sacré? Que deviendrait le navire s'il n'était dirigé par votre volonté constante? » — « Homme naïf que vous êtes, répondit le capitaine. Entre nous, je puis vous dire que d'ordinaire je ne sers absolument à rien. L'homme à la barre maintient le navire dans sa ligne droite; dans quelques minutes un autre pilote lui succédera, puis d'autres encore, et nous suivrons régulièrement, sans mon intervention, la route accoutumée. En bas, les chauffeurs et les mécaniciens travaillent sans mon aide, sans mon avis et mieux que si je m'ingérais à leur donner conseil. Et tous ces gabiers, tous ces matelots savent aussi quelle besogne ils ont à faire, et, à l'occasion, je n'ai qu'à faire concorder ma petite part de travail avec la leur, plus pénible, quoique moins rétribuée que la mienne. Sans doute, je suis censé guider le navire. Mais ne voyez-vous pas que c'est là une simple fiction? Les cartes sont là, et ce n'est pas moi qui les ai dressées. La boussole nous dirige et ce n'est pas moi qui l'inventai. On a creusé pour nous le chenal du port d'où nous venons, celui du port dans lequel nous entrerons. Et le navire superbe, se plaignant à peine dans ses membrures sous la pression des vagues, se balançant avec majesté dans la houle, cinglant puissamment sous la vapeur, ce n'est pas moi qui l'ai construit. Que suis-je ici, en présence des grands morts, des inventeurs et des savants, nos devanciers, qui nous apprirent à traverser les mers? Nous sommes tous leurs associés, nous, et les matelots mes camarades, et vous aussi les passagers, car c'est pour vous que nous chevauchons les vagues, et, en cas de péril, nous comptons sur vous pour nous aider fraternellement. Notre œuvre est commune, et nous sommes solidaires les uns des autres! » Tous se turent et je recueillis précieusement dans le trésor de ma mémoire les paroles de ce capitaine comme on n'en voit guère.

Ainsi ce navire, ce monde flottant où, d'ailleurs, les punitions sont inconnues, porte une république modèle à travers l'Océan, et malgré les chinoiseries hiérarchiques. Et ce n'est point là un exemple unique. Chacun de vous connaît, du moins par ouï-dire, des écoles où le professeur, en dépit des sévérités du règlement, toujours inappliquées, a tous les élèves pour amis et pour collaborateurs heureux. Tout est prévu par l'autorité compétente pour mater les petits scélérats, mais leur grand ami n'a pas besoin de tout cet attirail de répression; il traite les enfants comme des hommes, faisant constamment appel à leur bonne volonté, à leur compréhension des choses, à leur sens de la justice, et tous répondent avec joie. Une minuscule société anarchique, vraiment humaine, se trouve ainsi constituée, quoique tout semble ligué dans le monde ambiant pour en empêcher l'éclosion : lois, règlements, mauvais exemples, immoralité publique.

Des groupes anarchistes surgissent donc sans cesse, malgré les vieux préjugés et le poids mort des mœurs anciennes. Notre monde nouveau pointe autour de nous, comme germerait une flore nouvelle sous le détritus des âges. Non seulement il n'est pas chimérique, comme on le répète sans cesse, mais il se montre déjà sous mille formes; aveugle est l'homme qui ne sait pas l'observer. En revanche, s'il est une société chimérique, impossible, c'est bien le pandémonium dans lequel nous vivons. Vous me rendrez cette justice que je n'ai pas abusé de la critique, pourtant si facile, à l'égard du monde actuel, tel que l'ont constitué le soi-disant principe d'autorité et la lutte féroce pour l'existence. Mais enfin, s'il est vrai que d'après la définition même, une société est un groupement d'individus qui se rapprochent et se concertent pour le bien-être commun, on ne peut dire sans absurdité que la masse chaotique ambiante constitue une société. D'après ses avocats, — car toute mauvaise cause a les siens, — elle aurait pour but l'ordre parfait par la satisfaction des intérêts de tous. Or, n'est-ce pas une risée que de voir une société ordonnée dans ce monde de la civilisation européenne, avec la suite continue de ses drames intestins, meurtres et suicides, violences et fusillades, dépérissements et famines, vols, dols et tromperies de toutes espèces, faillites, effondrements et ruines. Qui de nous, en sortant d'ici, ne verra se dresser à côté de lui les spectres du vice et de la faim? Dans notre Europe, il y a cinq millions d'hommes n'attendant qu'un signe pour tuer d'autres hommes, pour brûler les maisons et les récoltes; dix autres millions d'hommes en réserve hors des casernes sont tenus dans la pensée d'avoir à accomplir la même œuvre de destruction; cinq millions de malheureux vivent ou du moins végètent dans les prisons, condamnés à des peines diverses, dix millions meurent par an de morts anticipées, et sur 370 millions d'hommes, 350, pour ne pas dire tous, frémissent dans l'inquiétude justifiée du lendemain, car malgré l'immensité des richesses sociales, qui de nous peut affirmer qu'un revirement brusque du sort ne lui enlèvera pas son avoir? Ce sont là des faits que nul ne peut contester, et qui devraient, ce me semble, nous inspirer à tous la ferme

(1) Voir les numéros 3 et 4.

résolution de changer cet état de choses, gros de révolutions incessantes.

J'avais un jour l'occasion de m'entretenir avec un haut fonctionnaire, entraîné par la routine de la vie dans le monde de ceux qui édictent des lois et des peines : « Mais défendez donc votre société! lui disais-je. — Comment voulez-vous que je la défende, me répondit-il, elle n'est pas défendable! » Elle se défend pourtant, mais par des arguments qui ne sont pas des raisons.

D'autre part, ceux qui l'attaquent peuvent le faire dans toute la sérénité de leur conscience. Sans doute le mouvement de transformation entraînera des violences et des révolutions, mais déjà le monde ambiant *est-il autre chose* que violence continue et révolution pensante? Et dans les alternatives de la guerre sociale, quels seront les hommes responsables? Ceux qui proclament une ère de justice et d'égalité pour tous, sans distinction de classes ni d'individus, ou ceux qui veulent maintenir les séparations et par conséquent les haines de castes, ceux qui ajoutent lois répressives à lois répressives, et qui ne savent résoudre les questions que par l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie! L'histoire nous permet d'affirmer en toute certitude que la politique de haine engendre toujours la haine, aggravant fatalement la situation générale, ou même entraînant une ruine définitive. Que de nations périrent ainsi, oppresseurs aussi bien qu'opprimés! Périrons-nous à notre tour? J'espère que non, grâce à la pensée anarchiste qui se fait jour de plus en plus, renouvelant l'initiative humaine. Vous-mêmes n'êtes-vous pas, sinon anarchistes, du moins fortement nuancés d'anarchisme? Qui de vous, dans son âme et conscience, se dira le supérieur de son voisin, et ne reconnaît pas en lui son frère et son égal? La morale qui fut tant de fois proclamée ici en paroles plus ou moins symboliques deviendra certainement une réalité. Car nous, anarchistes, nous savons que cette morale de justice parfaite, de liberté et d'égalité, est bien la vraie, et nous la vivons de tout cœur, tandis que nos adversaires sont incertains. Ils ne sont pas sûrs d'avoir raison; au fond, ils sont même convaincus d'être dans leur tort, et, d'avance, ils nous livrent le monde.

Élisée Reclus.

L'ANTISÉMITISME

Dans une petite ville quelconque, un jeune homme vient de Paris voir son oncle, un vieux savant, enfoui dans ses livres et ses revues. L'oncle l'interroge avidement sur la Ville-Lumière.

— « Ah! elle est jolie, la Babylone moderne! s'écrie le neveu. Pas une femme honnête, pas un esprit élevé! il n'y a que des joueurs, des rastas, des tripoteurs, des noceurs! Seuls, les cafés, brasseries, champs de courses et autres lieux de débauches regorgent de monde... » Et, à l'appui de son dire, le neveu cite des faits écœurants qu'il a vus de ses propres yeux, en nommant même les personnages.

Pensif, l'oncle fixe ses in-quarto et ses in-octavo. Eh quoi! la Ville-Lumière ne serait-elle pas, selon son enthousiaste conception, le foyer de la Science, de la Littérature, des Arts? Son neveu ne se trompait-il pas?... Mais non! habitant Paris depuis de longues années, il en dévoile les turpitudes avec une précision qui ne permet pas le doute...

Peu après, passe en la même petite ville un jeune savant venant également de Paris, et qui va visiter le vieil érudit. On parle de la capitale.

— « Ah! quelle ville! quelle armée de penseurs, de cerveaux féconds, de grands cœurs qui se passionnent pour l'affranchissement de l'humanité! La masse y adopte de jour en jour les grandes idées, la jeunesse y est altérée de vérité...

— « Quoi! dit le vieux, stupéfait, mais mon neveu me traçait de Paris un tout autre tableau, me citant des milliers de scandales qui prouvent la pourriture de la grande ville... et il semblait sincère.

— « Certes, il pouvait l'être et ne rien inventer. Coudoyant sans doute ce qu'on est convenu d'appeler le demi et le grand monde, il a pu en toucher du doigt les vices; mais prendre cette minorité bruyante, engloutie dans la fange, pour l'humanité entière, et vouloir conclure que, de ce qu'ils sont pourris, la nation est perdue, ne serait vraiment pas le fait d'un sage.

« Malheureusement, beaucoup sont ahuris par cette poignée de corrupteurs et de corrompus qui se ruent dans toutes les jouissances, au détriment de la grande masse qui peine, et ils crient : C'est la fin du monde! Fin de la société bourgeoise, oui, mais derrière elle se dressera l'humanité affranchie, victorieuse et heureuse! »

*
* *

Cette anecdote me revient en mémoire à propos de l'antisémitisme. En effet, parce qu'une poignée de juifs, capitalistes avides, spéculateurs éhontés, escrocs bruyants, nous dégoûtent, on en veut rendre responsable toute leur race. On confond, on sacrifie une masse entière pour quelques vampires qui se nourrissent de la sueur des autres. Toute une majorité souffrante, travailleuse, misérable, est éclipsée par sa classe bourgeoise, qui est absolument identique aux classes bourgeoises des autres races. Remplacer les juifs riches par des chrétiens riches n'est certes pas une solution, pas même une amélioration de la question sociale, et ceux qui s'y prêtent comptent tirer les marrons du feu avec les mains des autres.

Ne se sert-on pas déjà de la soi-disant question juive, aux jours d'orage, comme de paratonnerre pour sauvegarder la peau des bourgeois? En Russie et en Allemagne, quand la révolte grondait dans le cœur des peuples, quand la chaîne de l'esclavage menaçait d'être brisée, n'a-t-on pas habilement dirigé cette soif de vengeance contre les artisans, les travailleurs juifs, pauvres et misérables aussi, tandis que la police défendait les palais des « puissants » de la même race?

Prenons donc garde! nous qui défendons toutes les souffrances, tous les déshérités, nous qui réclamons pour tous le droit de vivre; prenons garde de ne pas nous laisser engluer aux coteries des intrigants intéressés. En flagellant nos ennemis, les accapareurs de toutes les races, aimons et relevons les opprimés de toutes les races.

Au nom de la vérité, et quand l'occasion s'en présentera, nous conterons la misère de ces juifs qu'on nous représente comme tous riches, cupides et voleurs. Mais nous nous refusons à toute polémique, n'envisageant que le but humanitaire de la défense des malheureux. Et nous disons à tous : « Que les bons se réjouissent et que les méchants tremblent! »

Vox Populi.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les oubliés de l'amnistie. — *La Sociale* passe en revue les condamnés politiques qu'on n'a pas jugé à propos de faire bénéficier de l'amnistie, sans doute à cause de leurs opinions anarchistes. Ce sont : 1° Cyvoct, condamné à mort, en décembre 1883, parce que le journal dont il était le gérant avait publié un article ni plus ni moins violent que bien d'autres qu'on lit aujourd'hui. Sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité et, depuis lors, il fut impossible de le faire bénéficier d'aucune des amnisties qu'il y a eu. Mais qu'on se rassure, on examine son cas... depuis quatre mois!... Viennent ensuite les « malfaiteurs » d'Angers, Meunier, Chevry, Fouquet et Philippe, condamnés à des peines diverses, en vertu de la fameuse entente. Les extraits de l'acte d'accusation que publie notre camarade caractérisent la mauvaise foi qui inspire toujours les magistrats dans les affaires analogues. Chevry, par exemple, a été condamné à cinq ans de travaux forcés, bien que, dit l'acte d'accusation, « aucun fait n'ait été relevé contre lui depuis le 22 décembre 1894; mais il est certain qu'il était un des habitués des réunions tenues chez Philippe, et qu'il a cherché à faire, à Angers et à Trélazé, de la propagande anarchiste ». C'est donc bien à cause de ses opinions que Chevry a été condamné et, à ce titre, il aurait dû être amnistié. Quant à Meunier, voici ce qu'on lui reproche :

« La correspondance saisie au domicile de ses parents le représente comme un esprit mauvais, dévoyé, ennemi par principe de toute autorité, dénué de sens moral, imbu des idées les plus fausses sur tout ce qui touche à l'organisation de la famille et de la société. »

Coût : sept ans de travaux forcés. J'ignore si ce document est appelé à survivre aux successifs bouleversements qui se produiront à travers les âges, mais les générations futures seront stupéfaites d'apprendre, à sa lecture, qu'au siècle de Darwin, d'Ibsen et de Tolstoï, on condamnait un homme à sept ans de travaux forcés pour avoir l'esprit mal fait et des idées fausses!

En tout cas, le gouvernement, qui pouvait alléguer un oubli, n'a plus aujourd'hui cette excuse. Qu'attend-il pour rendre ces malheureux à la liberté?

A signaler aussi le cas de Courtois (Liard), condamné pour délits de réunion publique, à deux reprises différentes. A cette condamnation est venue s'en ajouter une autre de quatre ans de travaux forcés pour *faux!* Or, voici quelle est cette affaire de faux : Courtois, après sa première condamnation, condamnation par défaut, s'était caché sous le nom de Liard, qui était celui d'un camarade décédé. Condamné une seconde fois sous ce nom, il fut reconnu pour être Courtois. D'où troisième condamnation, et celle-là à quatre ans de travaux forcés, pour faux! Le crime était grand, en effet, et le dommage causé au défunt, considérable!

En attendant « sous l'orme » qu'il soit, lui aussi, amnistié, les camarades qui désireraient adoucir son sort sont priés d'adresser leurs envois à Mme Alice Courtois jeune, 2, rue d'Argent, à Poitiers.

*
* *

Dijon. — Le 12 mai, une jeune fille de dix-sept ans était trouvée assassinée dans un bois voisin de Dijon. Les constatations établirent qu'elle n'avait été ni volée ni violée. Néanmoins les magistrats en conclurent que le crime n'avait pu être commis que par un vagabond!? On en profita pour faire une rafle de tous les gens *suspects*, mais sans aucun résultat... Cependant, et c'est là le comique, après l'odieux, le nom de l'assassin est sur toutes les lèvres des habitants du pays. Mais celui-ci serait, paraît-il, un personnage assez puissant de la contrée. Aussi, la justice qui non seulement est boiteuse, mais aussi sourde et aveugle, n'entend-elle rien, ne voit-elle rien!

André Girard.
(Max Buhr.)

*
* *

Calais. — A la suite de nous ne savons quelles manœuvres, la police est parvenue à intimider les vendeurs de notre journal. Prière aux amis que nous pouvons avoir dans cette localité de nous trouver un libraire plus indépendant.

*
* *

L'Affaire de Cempuis. — Cette affaire revient sur l'eau. Un nouveau débat va avoir lieu au Conseil général. Quoiqu'il n'y ait à en espérer aucune réparation de l'acte arbitraire commis par le gouvernement le 31 août 1894, toutes ces discussions publiques auront du moins pour effet d'apporter la lumière sur tous les mensonges et toutes les calomnies imaginés par *nos maîtres*, dans l'espoir de justifier l'infamie dont a été victime le directeur de l'orphelinat Prévost.

On assure que, de ce débat, bien des hauts personnages sortiront fort amoindris, et que le déshonneur ne sera pas pour celui dont on s'est efforcé de salir la réputation pour complaire aux cléricaux.

L'*Éducation intégrale* consacrera ses prochains numéros aux détails de cette histoire.

Amérique.

Coalgate. — Voyant la misère faire ses ravages avec une rapidité réellement foudroyante, on pourrait se demander si l'ouvrier est mort ou bien s'il a conscience de son état de misère. Si, comme moi, vous aviez fait la tournée que j'ai commencée, ainsi que

plusieurs compagnons, et passé dans la majeure partie des pays miniers « de cette grande et libre république américaine », vous auriez pu constater l'avachissement et la bassesse dans lesquels la classe productrice est plongée. Ainsi, à Weir-City, la Durkee Coal Co., ainsi que la Hamilton and Braidwood Co. (je cite seulement les plus grosses compagnies), ont mis en demeure, le mois dernier, leurs salariés de louer une maison appartenant à la Compagnie et de prendre absolument toutes leurs marchandises dans ses magasins. Or ces magasins vendent 25 pour 100 plus cher que les autres. L'huile de mine, par exemple, vaut, prise à la Compagnie, 80 sous le gallon, prise ailleurs 40 et 50 sous. Le beurre coûte 25 sous les deux livres, mais, pris à la Compagnie, il coûte 20 sous la livre, et tout à l'avenant. Qui dira que ce n'est pas un vol et non pas un vol légal, qu'ils ne prennent même pas la peine de déguiser ? Leur rapacité, leur égoïsme les absorbent tellement, qu'ils n'entendent pas les sourds grondements encore indistincts aujourd'hui, mais qui, demain peut-être, éclateront en un orage d'autant plus violent que l'attente aura été plus longue et l'espoir plus longtemps déçu !

P. G.

Etats-Unis.

Le commodore Elbridge T. Gerry propose de rétablir la peine du fouet dans l'Etat de New-York et cette proposition va être présentée à la législature de cet Etat par le sénateur O'Connor. (*Firebrand* du 17 février 1895.) Voilà la *saine* démocratie dont Bourget, disciple de Taine, a fait l'apologie dans son dernier livre et qu'il nous supplie d'imiter, après avoir détruit « l'œuvre meurtrière de la révolution française ».

***

Un nouveau journal, dont le titre est *The Firebrand* (le Brandon), paraît chaque semaine à Portland, dans l'Etat d'Oregon. Il a été fondé, sur l'initiative du camarade Henry Addis, par un groupe de communistes de différentes nations. Voici son programme :

« La publication du *Firebrand* est entreprise par une association volontaire de plusieurs camarades d'esprit radicalement libre qui habitent cette ville; ils ont convenu de fournir de la copie et de s'arranger pour que l'imprimeur soit rémunéré de son travail. Dans cette association, il n'y a ni constitution, ni règles, ni fonctionnaires, ni privilèges, ni droits ni devoirs. C'est une libre association. Le *Firebrand* n'a même pas un éditeur, au sens ordinaire du mot. Personne n'est investi du pouvoir d'exclure les idées qui ne s'accordent pas avec les siennes. Une censure ne nous convient pas. Il nous a plu d'établir une presse sans lisières. »

Le *Firebrand* paraît toutes les semaines. Il fait la critique du parlementarisme, des prétendues réformes gouvernementales qui n'aboutissent qu'à mettre un impôt à la place d'un autre, des Sociétés soi-disant coopératives, qui sont en réalité des organisations autoritaires où le grand nombre des membres travaille pour quelques exploiteurs. Enfin, il propage les idées communistes révolutionnaires. Il a reproduit dernièrement l'article d'Elisée Reclus, « An Anarchist on anarchy », publié dans la *Revue Contemporaine* d'Angleterre et édité à part par les camarades du journal *Liberty*, de Londres.

Paraissent encore aux Etats-Unis : *Solidarity* (New-York), qui a recommencé à paraître chaque semaine ; *The Utopian*, hebdom. (Washington) ; *Lucifer*, bimensuel (Topeka, Kansas); *The Altruist*, bimensuel (Saint-Louis), etc., sans compter les organes en allemand *et en français*.

Angleterre.

Freedom nous apprend qu'à la manifestation du 1er mai, à Londres, M. Aveling, gendre de Karl Marx, a averti les révolutionnaires qu'il avait reçu des instructions (?) pour exclure du prochain congrès socialiste international, qui se tiendra à Londres en 1896, tous les délégués qui ne seraient pas partisans de la conquête des pouvoirs publics !!

En attendant les discussions de 1896, *Freedom* montre aux travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre de l'Etat. Voyez comment sont traités les employés de l'Etat. En France, les allumettiers sont tués par l'usage du phosphore blanc que les industries privées n'emploient plus dans beaucoup de pays civilisés. En Angleterre, le ministre de la marine n'observe pas le règlement qui a limité à 8 heures la journée de travail des ouvriers de l'arsenal de Woolwich... Nos camarades ajoutent : « Nous savons très bien que les socialistes étatistes prétendent que leur Etat ne sera pas celui sous lequel nous gémissons actuellement. »

Mais les républicains n'ont-ils pas dit que leur Etat serait différent de celui de Napoléon? Et pourtant, que voyons-nous en France? Que voyons-nous encore dans les Etats-Unis? Tous les maux d'autrefois, plusieurs même augmentés! Si bien qu'il est impossible de ne pas arriver logiquement à la conclusion des libertaires. Le mal est et sera toujours dans l'idée qu'il peut y avoir un système dans lequel des hommes en gouverneront d'autres, auront quelque autorité sur leurs semblables, sans en abuser et sans détruire la liberté et la justice.

Aussi continuerons-nous toujours et en toute circonstance à dire aux travailleurs : « Cessez d'avoir foi dans cette machine, l'Etat... Ne vous laissez par mener par le nez par ceux qui, par égoïsme et par ambition personnelle, vous poussent à *jouer la comédie du vote*. Il vaut mieux garder votre esprit ouvert à la vérité et rapprocher nos principes des événements de chaque jour. Alors vous n'aurez pas besoin qu'on vienne vous dire de quel côté sont vos véritables intérêts. Votre bon sens, si vous réfléchissez vous-mêmes, vous montrera le chemin ! »

***

Nous voyons avec grand plaisir que notre confrère de Londres, *Freedom*, qui avait suspendu sa publication en janvier, a reparu au 1er mai, avec un excellent numéro. La rédaction, réorganisée, est maintenant entre les mains de quelques camarades ouvriers, dont deux ont fait partie du journal et deux du *Commonweal* depuis plusieurs années, et qui connaissent bien le mouvement ouvrier pour en être eux-mêmes. Marc C. Wilson et Kropotkine sont parmi les collaborateurs.

Voici quelques extraits du programme :

« Nous nous proposons de maintenir le caractère général que *Freedom* a eu depuis huit ans. Nos principes sont anarchistes-communistes. Comme action immédiate, nous recommandons l'association libre des travailleurs dans des unions de métier et toute sorte de fédérations libres, pour résister à la tyrannie du capital et pour imposer sans cesse le droit des travailleurs de diriger eux-mêmes leur travail et de jouir eux-mêmes de ses fruits.

« Nous regardons aussi avec sympathie toutes les tentatives de coopération dans la production et la distribution, lorsqu'elles sont basées sur la liberté et l'avantage égaux des coopérateurs.

« Nous croyons que toutes ces tentatives sont éducatives par leur tendance et sont de bonne éducation pour la coopération future dans l'aménagement de l'industrie et de l'agriculture et de la consommation des produits. Mais nous sommes persuadés que les maux actuels d'injustice économique ne peuvent trouver leur fin dans de pareilles tentatives. Nous maintenons que le seul moyen effectif sera un mouvement révolutionnaire, très répandu, des travailleurs, pour prendre possession de la terre et des autres instruments du travail, avec la ferme résolution de contrôler et de diriger eux-mêmes leur travail et de disposer eux-mêmes de ses produits.

« ... La croissance et l'extension des idées communistes et anarchistes dans le monde entier seront surtout visées par le journal. »

Abonnements : 1 fr. 80 par an, pour la France. Adresse : L'éditeur, 7, Lambs Conduit Street, Londres, W. C.

— Annonçons aussi que la *Solidarity*, bimensuelle, a reparu à New-York et que cet autre excellent journal est déjà à son 7e numéro. (Adresse : 50, East First Street, New-York cité, Etats-Unis. Abonnement : 1 fr. 80 par an.)

En outre, en fait de nouveaux journaux en anglais, il y a aux Etats-Unis le *Firebrand* (Portland, Oregon, E. U.), un autre excellent organe anarchiste, et les vieux amis : la *Liberty* de Tucker, à New-York, toujours sur la brèche pour combattre d'une façon admirable l'Etat, mais toujours individualiste, et, en Angleterre, la *Torch* (127, Ossulston Street, Euston Road, N. W.; *même prix*) et l'*Anarchist*, communiste et révolutionnaire (7, Broom-hall Street, Sheffield).

Suisse.

La Chaux-de-Fonds. — A la suite d'un petit *Panama* qui vient d'être découvert, notre ville est sens dessus dessous.

Un homme politique très en vue, considéré de toute la bourgeoisie, fonctionnaire un peu partout, député à tous les Conseils, franc-maçon, homme à poigne, auteur de lois et règlements contre les voleurs d'or et d'argent, vient d'être arrêté pour *vol*.

Il était la terreur de ses ouvriers et craint de ses amis politiques eux-mêmes. Partout où il fallait un dogue pour aboyer sur le parti ouvrier et sur les travailleurs en général, le parti radical mettait en avant son Fer. C'est le nom du voleur.

Directeur ou président d'un bureau de douanes, il recevait de ses employés le produit des recettes et les empochait. La somme, environ 8.000 francs, n'est pas grand'chose par ce temps de gros voleurs, mais ce qu'il y a de réjouissant, c'est que ce pilier de *l'ordre*, dans son interrogatoire, a trouvé l'opération toute naturelle et a même déclaré qu'il avait eu l'intention de proposer au Conseil d'administration de sanctionner cet acte et de lui faire décréter qu'à l'avenir ces recettes seraient sa propriété!

Ayant remboursé cette somme par un chèque sur sa banque, il en a été quitte pour passer une nuit au violon; car, le lendemain, le Conseil retira sa plainte et Fer fut remis en liberté.

La presse bourgeoise pleure sur les *rigueurs* avec lesquelles on a procédé contre cet « homme de bien », cet « homme intègre ». Mais les ouvriers, eux, se rappellent les insultes que cet homme n'a cessé de leur adresser lorsqu'il parlait au nom du gouvernement. Ils se rappellent que bien de leurs collègues ont dû payer par des années de prison un pain ou quelques nippes qu'ils avaient pris pour se vêtir ou se nourrir un peu. Ils comparent cette mise en liberté d'un *gros*, parce qu'il avait les moyens de rembourser, et la longue détention du *petit* que la misère a abattu.

La légende voulant que lorsque l'on découvre un voleur de ce calibre, d'autres sont encore cachés, les rumeurs qui circulaient ces jours-ci ont été jusqu'à nommer un juge d'instruction qui aurait été arrêté pour des faits semblables à ceux reprochés à Fer. La presse a démenti la chose et les commentaires vont leur train.

Nicolet.

BIBLIOGRAPHIE

Le Trimardeur, avec l'épigraphe : Révolte et Liberté, est un roman que M. G. Bonnamour publia l'année dernière dans l'*Echo de Paris*, et que la maison Dentu vient d'éditer en volume.

Comme tous les romans qui s'inspirent plus ou moins des incidents de l'actualité, le roman de M. Bonnamour a le défaut de présenter des faits et des personnages qui semblent cacher tel fait, ou telle individualité dont aurait eu à s'occuper le fait divers quotidien. Le lecteur croit mettre des noms réels sur des types qui ne sont, en réalité, que des personnages de fantaisie.

Mais, cette petite réserve faite, le *Trimardeur* est un livre fort intéressant, où l'auteur nous fait assister au calvaire de ceux qui ne veulent se plier sous le joug de fer du capital, qui veulent conserver leur libre arbitre, garder intacte leur dignité d'homme.

A ceux-là, plus de travail régulier, plus de pitance assurée; mise à l'index, élimination lente, mais sûre, d'une localité à l'autre, il ne leur reste plus qu'une ressource : prendre leur baluchon sous le bras, se mettre sur la grande route, s'arrêtant lorsqu'un fermier en campagne veut bien les occuper, ou qu'un travail pressé force un usinier à leur ouvrir les portes de ses ateliers.

Mais ce n'est qu'une halte ! le fermier n'a besoin que d'un coup de main; l'usinier, qui a l'habitude de commander à des êtres qui lui obéissent servilement, ne peut garder longtemps un ferment de révolte qui pourrait gangrener son troupeau. La grande route étale son ruban, là-bas, au loin, menant à l'inconnu. Et, que le soleil darde ses rayons de feu, ou que la neige la couvre de son froid manteau, le moderne Juif errant doit l'arpenter sans cesse, ni trêve, jusqu'à ce qu'un beau jour il échoue à la correctionnelle pour un vol de poules, ou pour vagabondage. C'est la fin pour lui; gibier de prison, il ne quittera plus la route que pour la geôle, la geôle pour la route.

Cela n'est pas tout à fait le sort de celui que nous raconte M. Bonnamour. Dès le commencement du livre, nous le trouvons aux débuts de son existence de trimardeur. Ayant frappé à la porte d'un sordide paysan, il demande sa part d'une soupe qui mijote dans l'âtre. Le paysan pourrait, sans se priver, partager sa soupe avec l'affamé, mais il est avare, il est tard, il a peur de cet homme qui semble réclamer comme un dû le droit de vivre et de se réchauffer.

Le paysan a peur d'être *volé*, il montre la porte au misérable, alors qu'il est hypnotisé par cette soupe qui lui chante le bien-être, alors que, sur la route, la neige tombe froide et serrée. L'homme a

faim, il a froid, il veut manger, et il veut prendre de force ce qu'on lui refuse de bonne volonté : dans la lutte, le paysan tombe sous son agresseur et se tue!

Le meurtrier, atterré de son crime, reste prostré près de sa victime; mais la faim le réveille, il mange enfin cette soupe qu'il a conquise de haute lutte. Rassasié, l'instinct de la conservation le reprend, il dévalise le mort et continue sa route, reprenant sa vie errante : mangeant lorsque les exploiteurs veulent bien l'employer, ou lorsque la solidarité des camarades lui vient en aide, « vivant » de misère et de privations lorsque les portes se ferment sur lui, devant les idées d'indépendance qu'il sème sur sa route.

Mais, entre temps, il s'est trouvé en contact avec des anarchistes, ses idées se précisent, sa révolte prend conscience d'elle-même, il arrive à Paris, se trouve en contact avec des partisans de la propagande par le fait, et nous assistons ici à une réminiscence des événements de 1893-94. Cette évocation d'événements mitigée de faux et de réel nuit un peu à l'intérêt du livre — selon nous — mais, là encore, il y a de fort belles pages de révolte et de solidarité qui méritent d'être lues, pendant que, sur le tout, se détache l'épisode des amours de Jean et de Marie, ainsi que la fin tragique de cette dernière, tuée dans un accès de jalousie par sa rivale, Chattechatte. VINDEX.

Nous avons reçu :

Les Villages illusoires, par E. Verhaeren; une plaquette chez Edmond Deman, éditeur, 16, rue d'Arenberg, Bruxelles.

L'Archipel en fleurs, 1 volume en vers, 3 fr. 50, par A. Retté; *Bibliothèque artistique de la Plume*, 31, rue Bonaparte.

De chez Charpentier, 11, rue de Grenelle :

Journal des Goncourt, tome VIII. — *Emaux et Camées*, par Théophile Gautier ; 1 volume, 3 fr. 50, orné de 110 aquarelles.

Le Roman d'un singe, par Armand Charpentier; 1 volume chez Ollendorff, 28 *bis*, rue Richelieu.

Les Décorés, ceux qui ne le sont pas, par F. Jourdain; 1 volume, 3 fr. 50, chez S. Empis, 21, rue des Petits-Champs.

La Propriété, origine et évolution, par P. Lafargue, avec réfutation de Y. Guyot; chez Delagrave, 15, rue Soufflot.

* * *

Les Convulsées (1), par Étienne Bellot, un volume de vers, jeunes, vibrants, robustes, clamant la haine aux oppresseurs du corps et de la pensée. Fadeurs, rêveries vaines et mièvreries n'encombrent point la route. Le poète aspire aux meilleurs devenirs. Au plein air, comme sous des orages, marchent, déchevelés, des poèmes, errants, vagabonds. Ces pages ne sont point nées sous des coupoles académiques. Elles sentent la plèbe; et c'est pour les déshérités qu'elles chantent, pensent et flagellent, et pour l'idéal justicier. Citables seraient de beaux cris, des strophes en révolte et d'harmonieuse envolée. Si, au point de vue art et formel, comme devers certaines fluctuations idéelles, sont à noter des réticences, l'indéniable n'en est pas moins l'effort magnifique, la tendance libertaire, l'expression spontanée. Par-dessus tout, ardente, sociale et de combat, cette œuvre est un espoir viride et viril de lignes futures et décisives.

THÉODORE JEAN.

COMMUNICATION

Nous recevons la note suivante :

« Nous prions les camarades et les groupes de tous pays de vouloir bien nous adresser régulièrement un exemplaire de toutes les publications concernant le mouvement social (brochures, livres, journaux, revues, etc.), soit en français, italien, espagnol, portugais, anglais, hollandais, flamand ou allemand, afin de pouvoir en publier un compte rendu, une traduction ou des extraits. Ces ouvrages devront être adressés à *Die Zukunft*, journal paraissant deux fois par mois et se proposant de succéder au *Sozialist* de Berlin.

« De même, tous les camarades ainsi que les hommes de lettres qui s'intéressent à notre mouvement sont priés d'envoyer ce qu'ils jugeront convenable. Espérant que tous les compagnons nous aideront dans notre tâche, nous leur tendons une poignée de mains anarchiste.

« ALFRED SANSTLEBEN,

« Zurich-Oberstrasse Stapferstrasse, n° 1. »

(1) Librairie Marseillaise, à Marseille.

VARIA

Merci aux Harmoniens qui ont bien voulu consacrer, dans leur bulletin de mai, un entrefilet en faveur des *Temps Nouveaux*.

Bien que nous ne pensions pas possible un retour à l'état naturel, non plus que l'abandon de tous les avantages que pourrait procurer à l'humanité l'ensemble des découvertes de la science, nous croyons devoir faire échange de bons procédés en mentionnant que les Naturiens tiennent leur réunion tous les mardis, au local habituel. On se procure des invitations chez M. Gravelle, 22, rue Norvins. A la prochaine réunion, M. Gravelle traitera des avantages du retour à l'état naturel.

Merci également à la *Revue Socialiste*, qui a mentionné notre apparition.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE (1)

Sciences et philosophie.

7° *La Vie et la Pensée*, par le docteur Julien Pioger; 1 vol., 5 francs, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Livre diablement abstrait, mais fort intéressant par les idées qui y sont émises. — L'auteur y recherche l'origine de la vie au point de vue de la théorie matérialiste, et l'explique par la théorie du transformisme. Livre à lire pour ceux que ne rebutent pas les ouvrages abstraits.

8° *Force et Matière*, Louis Büchner; 7 fr. 50, chez Reinwald, rue des Saints-Pères.

Description de la formation des planètes, principalement de la terre, négation de toute intervention divine ou surnaturelle dans les phénomènes physiques, origine matérielle de la matière pensante.

9° *L'Homme selon la science*, du même.

Livre moins abstrait que le précédent, où se trouvent de remarquables passages sur la mauvaise organisation sociale, mais où l'auteur faiblit, dans les moyens qu'il propose pour la réorganiser.

Romans.

10° *La Petite Dorritt*, par Ch. Dickens; 2 vol. dans la *Bibliothèque des romans étrangers* à 1 fr. de chez Hachette, 79, boulevard Saint-Germain.

Critique mordante de l'organisation politique et sociale; satire contre le faux philanthropisme, l'égoïsme des riches, leur exploitation, et la facilité des exploités à la subir.

Littérature.

11° *Notes sur Berlin*, par J. Ajalbert; une plaquette à 2 francs, chez Stock, place du Théâtre-Français.

Critique excellente du patriotisme des revanchards, pages excellentes sur la solidarité des peuples.

A NOS LECTEURS

A lire :

Entre Meurtriers, par G. CLÉMENCEAU, dans la *Justice* du 26 mai.

* *

Dans la *Revue Blanche* du 15 mai : *La Fin du capital de Karl Marx*, par CHARLES ANDLER.

Donnons-nous aujourd'hui notre pain quotidien, Curieux par les idées émises, sauf restriction au sujet de l'intervention de l'Etat.

Dans la *Paix par le Droit*, 109, boulevard Saint-Michel, de mai 1895, l'article de Novicow.

(1) Comme nous ne pouvons pas connaître tous les livres, nous faisons appel à toutes les bonnes volontés pour nous signaler ceux pouvant rentrer dans cet ordre d'idées.

Dans *Liberty* du 5 mai 1895 : *The inadequacy of Cooperation* et *The anarchism and the children*.

PETITE CORRESPONDANCE

G. P., à Paris. — B., à Saint-Victor-la-Coste. — G., à La Palisse. — S., à Saint-Prix. — M., à Arc-sur-Tille. — D., à Amiens. — A. L., à Chambois. — D., à Bruxelles. — G., à Carmaux. — B., à Bourges. — G., à Marseille. — J., à Messimi. — B., à Tunis. — B. B., à Hauteville. — T., à Anvers. — H. P., à Menetou. — H., à Gheel. — H. C., à Tonnerre. — B., à Genève. — B., à Tarzout, et P., à Saint-Pierre. — L., à Londres. — P., à Plessier-Rozainvillers. — X. Y. Z.. — C., à Tabarka. — R., à Kôbr. — M., à Reims. — S., à Nîmes. — P. R., à Roanne. Reçu timbres et mandats.

F., à Reims. — Le livre de Faure pas encore paru.

I. M. B., à Thuir. — Ai envoyé la brochure. *L'Esclave Vindex* : je m'informerai où il a été édité.

Thérèse (Une mère). — Votre idée est fort discutable, et notre peu de place ne nous permet pas d'ouvrir la discussion.

Jean Misère. — Reçu.

C. S., rue du M.-C. — Entendu ; utiliserons pour le mieux.

H. Ç., à Sidi-Charni. — Envoyé *Grande Révolution* et *Travailleurs des villes*. Nous n'avons pas les autres.

Futur conscrit. — Idées excellentes, mais qu'il aurait fallu développer sous une forme meilleure.

J. G., à Troyes. — La place nous étant mesurée par l'exiguïté de notre format, nous sommes forcés d'être difficiles sur le choix des vers, et de n'en insérer que très peu.

E. L. — Ne vaudrait-il pas mieux traduire la poésie de Moore en bonne prose qu'en rimes qu'il est difficile de rendre correctes ?

R. F., à Lyon. — Nous acceptons avec plaisir tous les concours, mais il faut que nous ayons lu l'article avant de vous promettre l'insertion.

Un ouvrier étranger. — Notre numéro d'aujourd'hui répond à votre supposition, que vous n'auriez pas faite si vous aviez jugé de l'ensemble au lieu de vous emballer sur une phrase.

Ed. Claris. — Un de nos camarades fera l'article sur Joukowsky.

E. B. — *En Route* ressemble trop au *Baiser de la Chimère* de Richepin, et à *Excelsior* de Longfellow.

R. F., à St-Etienne. — L'article touche trop les personnalités et pas assez l'idée.

A., à Estagel. — R., à Nîmes. — B., à Roubaix. — L., à Versailles. — B., à Bourges. — R., à Argenton. — S., à New-York. — J. S., à B. — L. A., à La Garenne. — T., à Puyblin. — D., à Bruxelles. — C., à Bucharest. — C., à Reignac. — C., à Marseille. — D., à Bollène. — K., à Nancy. — Jean Misère. — G. P., à Limoges. — D., à Amiens. — M., à Dijon. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Au camarade qui nous a envoyé le *Réveil des Verriers*. — Nous le recevons. Merci.

E. B., à Nîmes. — Fait bien insignifiant auprès de ce qu'il y a à dire.

D., à Tourcoing. — Reçu ab. et sous.

C., à Pleynefaye. — Nous n'avons pas l'occasion de voir M. Letourneau. Quant à l'autre individu, nous nous gardons bien d'avoir des relations avec lui.

The Torch, à Londres. — Recevons bien votre journal. Merci.

NOS COLLABORATEURS :

Paul Adam — J. Ajalbert — Charles Albert — Barrucand — René Chaughi — A. Dénéchère — L. Descaves — G. Eekhoud — A. Girard (Max Bühr) — J. Grave — A. Hamon — Fortuné Henry — A.-F. Hérold — Théodore Jean — P. Kropotkine — Bernard Lazare — G. Lecomte — Ludovic Malquin — O. Mirbeau — F. Nadar — Elie Reclus — Elisée Reclus — A. Retté.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 6 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 JUIN 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUTOUR DE NOUS

Profitant de l'accalmie, jetons un coup d'œil sur l'esprit général de notre temps et « faisons le point » du mouvement évolutionnel.

Les sphères gouvernementales se meuvent de plus en plus sans direction, sans but quelconque, poussées seulement par la force d'inertie, au petit bonheur des circonstances fortuites. Sans programme défini, sans autre souci que de bâcler les affaires au jour le jour et de n'avoir pas d' « histoires », errant à l'aventure dans le dédale d'une législation d'expédients, les gens au pouvoir, incompréhensifs de l'esprit nouveau, ignorants des besoins nouveaux, s'agitent bruyamment dans le vide, hannetons pris dans un tambour, mesurant à leur tumulte l'utilité de l'œuvre accomplie. De plus, enlizés jusqu'aux oreilles dans le cloaque de leur propre pourriture, ils se démènent désespérément, mais en vain, justement alarmés du nettoyage prochain qui se laisse pressentir.

Tous leurs efforts tendent, non pas à mener à bien les affaires du pays, mais à prévenir la révélation de leurs ignominies, par la menace sous-entendue de révélations analogues visant leurs adversaires. C'est le régime du chantage réciproque : « Si tu parles, je dis tout. »

L'autorité s'en va à la dérive sur l'océan de mépris qui tôt ou tard l'engloutira. Nul intérêt ne se dégage de leurs débats; rien ne sort de leur stérile agitation; c'est l'agonie définitive qui s'empare du corps gouvernemental déjà froid. Toute vie se retire de ce monde spécial dont l'inutilité, la nocuité même apparaît chaque jour plus clairement. Vieux débris, vieilles lunes, roulant sans but dans un ciel désormais sans chaleur et sans atmosphère!

⁂

Et cependant l'humanité marche. Un mouvement d'idées considérable s'est accompli depuis plusieurs années. Dans tous les milieux, dans toutes les classes et castes sociales, dans toutes les branches des connaissances humaines, son influence est manifeste.

Un grand problème se pose sur toute la surface de la planète. L'humanité, après avoir successivement épuisé des milliers et des milliers de combinaisons constitutionnelles, est troublée d'un doute nouveau. Elle commence à se demander si l'une des causes de son mal n'est pas, plus qu'à la forme du gouvernement, due à la chose elle-même. Lasse de rechercher à quelle sauce elle sera mangée, la nécessité d'être mangée ne lui semble plus aussi évidente. Et la question surgit : Pourquoi ne vivrais-je pas libre? Plus qu'à y perdre, je n'ai qu'à y gagner. Et elle instruit et complète le procès du vieux principe d'autorité, dont la condamnation paraît irrémédiable.

Cette constatation lui fut suggérée par la résistance aveugle opposée à son évolution économique. Car le problème, quoique double, est d'abord économique; mais il se complique aussi d'une question morale et politique. L'erreur des socialistes ou du moins de la plupart d'entre eux est de vouloir le réduire à une pure question de subsistance. Une fois le ventre plein, l'homme doit être heureux. Et en vue de régler la production et la répartition à venir, ils ont élaboré tout un plan compliqué d'organisation affectant un faux air scientifique parce que bourré de chiffres, lesquels, d'ailleurs, sont très contestables.

Mais ce socialisme incomplet et terre à terre est déjà débordé par un néo-socialisme à vues plus larges, à conceptions plus générales. Cette doctrine nouvelle, quoique hésitant encore à rejeter entièrement le principe d'autorité, par sa négation de la propriété soit individuelle, soit collective, par son adhésion à la « prise au tas » et par la réduction de l'autorité à ce qu'elle considère comme un strict minimum, se rapproche de l'anarchisme communiste qui, lui, embrasse le problème dans toute son ampleur, poussant logiquement les conclusions de ses prémisses jusqu'à leurs conséquences dernières.

⁂

Dans l'ensemble des aspirations humaines vers un état social meilleur, ces diverses tentances ont déterminé deux courants, en apparence contraires, mais dont, au moment suprême, les efforts nécessairement se pénétreront et, par leur combinaison, aideront à la solution intégrale du problème en suspens.

Ils se définissent en deux mots : solidarité et individualisme.

D'une part, le peuple, et plus spécialement la classe ouvrière, astreint de par la tyrannie sociale au labeur manuel, a vu, grâce à une continuelle coopération dans l'effort, se développer en lui l'esprit d'association, d'entente, d'appui mutuel, générateur de solidarité.

L'analogie des maux soufferts, des injustices endurées, des hontes, des affronts subis, l'état commun de servitude et de persécution, la similitude des intérêts et des revendications, tout a créé entre prolétaires un lien étroit de réciprocité dans les secours portés, les services rendus.

Joignez à cela l'entassement en de grandes casernes ou cités, qui, de l'agglomération, fait une vaste famille par la promiscuité forcée des existences.

Il faut avoir vécu avec le peuple pour avoir conscience de l'énergie vivace des sentiments d'union fraternelle qui sommeillent en lui, en dépit de l'antagonisme incessant de la lutte pour la vie

La classe ouvrière, plus spécialement absorbée par la conquête du pain et tenue à l'écart des préoccupations intellectuelles, envisage surtout le côté économique de la question. Elle s'en tient plus généralement au socialisme, qui lui paraît devoir apporter une sensible amélioration à sa situation matérielle.

Dans la bourgeoisie éclairée, au contraire, et parmi les intellectuels, le courant individualiste est très marqué.

L'immixtion chaque jour plus profonde de l'Etat au foyer domestique, ingérence dont le triomphe serait dans la réalisation d'un socialisme mal compris, a provoqué une réaction, aujourd'hui résistance inerte, demain peut-être révolte chez tous les hommes conscients de l'indépendance et de la dignité de leur moi.

Comme l'adolescent, sentant croître et s'épanouir en lui son individualité, ronge le frein de la tutelle paternelle et le brise enfin, l'intellectuel, impatient de toute direction supérieure, ne cherche qu'en sa seule conscience le principe de sa loi morale et dédaigne ou combat, suivant les cas, l'inintelligente injonction d'autrui. Il est libre alors, non pas qu'il n'obéisse point, mais il se sait la force de ne pas obéir, s'il le veut, et toute la liberté morale est là. Elle est un état d'âme d'un degré supérieur.

Cet état d'âme caractérise notre époque : c'est lui qui engendra la conception d'une morale sans sanction. C'est sa généralisation qui amènera l'affranchissement de l'humanité.

Ces deux tendances, ai-je dit, quoique paraissant s'exclure, sont destinées à se renforcer au contraire plus tard, quand il le faudra, car elles sont les conditions indispensables à l'établissement d'une société répondant intégralement par son organisation à tous les besoins humains : association pour la production, et individualisme dans la consommation soit matérielle, soit intellectuelle. Communisme d'une part, anarchisme de l'autre, tels sont les deux termes de la proposition à résoudre.

⁂

L'esprit de mutualité constaté chez le peuple deviendra, au moment voulu, un puissant facteur pour conserver à l'individu libéré le fruit si cher de sa conquête. Lorsque, après l'anéantissement des conditions existantes, une réédification s'imposera, quel précieux apport cette solidarité, produit d'une longue éducation coopérative, fournira dans la réorganisation de la production! Telle sera la part qui sera naturellement dévolue à cet élément dans l'établissement des bases de la nouvelle société.

D'un autre côté, si la solidarité doit être l'âme de la vie sociale à venir, en même temps, le droit de chacun se précisera dans un strict individualisme. C'est lui qui gardera des erreurs et des

PREMIÈRE ANNÉE, N° 2 DIX CENTIMES DU 11 AU 17 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES MANIFESTATIONS DU 1ER MAI

Elles ont eu lieu dans chaque grand centre de l'Europe occidentale, — là même où toute manifestation dans la rue avait été empêchée par les riches et les satisfaits. Révolutionnaires en plusieurs endroits, surtout en Autriche et en Hongrie, où le sang a coulé dans des grèves-émeutes ; d'autant plus anodines que les masses ont été mieux enregimentées par les meneurs politiciens.

Ici, elles prenaient le caractère d'une grande fête ouvrière, pleine de gaieté ; là, d'une protestation révolutionnaire; ailleurs, d'un *devoir* que le travailleur s'impose et qu'il accomplit, sombre, avec l'arrière-pensée que ce qui se fait n'est pas ce qui devrait se faire... « Marchons toujours ! »

C'était le cas à Londres — et, poussés par ce sentiment, des groupes nombreux d'ouvriers des faubourgs et des petites villes des environs se mettaient en marche à la pointe du jour, faisant cinq lieues avant d'arriver au point de départ des colonnes qui marchaient vers le Hyde Park.

Quarante kilomètres à parcourir pour faire acte de présence à la manifestation ! Ah ! messieurs les bourgeois, si dans votre béatitude, vous pouviez seulement comprendre les sacrifices que représentent ces millions d'ouvriers accourus aux manifestations — le frisson vous viendrait au dos à l'idée qu'un jour ils pourront vous demander compte de ces sacrifices. Tout de même la sombre attitude des travailleurs anglais a frappé les jouisseurs.

A Vienne, par contre tout était à la joie. C'est que les Viennois, — les travailleurs qui ressemblent le plus aux travailleurs parisiens — font leurs insurrections en chantant. Et ces 150.000 hommes qui étaient venus s'amuser et acclamer le renouveau qu'ils sentent venir, chantaient la mort de la bourgeoisie, l'avènement d'une ère nouvelle de travail pour tous, d'égalité et de bien-être pour tous. Et dans ce défilé joyeux le riche voyait avec inquiétude un petit groupe de trois cents étudiants qui, eux aussi, étaient venus se ranger dans le cortège ouvrier et affirmer cette union du peuple avec la jeunesse des écoles, par laquelle s'annonçaient les insurrections à Paris avant 1848.

Les résolutions acclamées dans ces meetings ne disent pas grand'chose. Loi des huit heures, suffrage universel, pression sur les municipalités afin d'obtenir du travail pour ceux qui n'en ont pas ; et, de loin en loin, la nationalisation de la terre et la grève générale. Mais ces résolutions sont faites pour ne rien dire, et ce n'est certes pas pour les voter que les travailleurs se sont dérangés.

Les discours ? Tout ce qui peut être dit par un homme dans ces occasions est si mesquin en comparaison de ce qui est dit par la présence même des foules et l'ensemble international de la manifestation ! Quel orateur peut exprimer la voix qui s'élève des millions de femmes et d'hommes réunis par un même sentiment.

Mais, quand il parle à ces foules, par quelles allusions l'orateur cherche-t-il à provoquer l'enthousiasme, à soulever la clameur de milliers de voix? — Il leur parle de grève générale internationale ; il réveille en eux la pensée d'un soulèvement général des peuples contre la foule des satisfaits; il salue le nouveau quarante-huit qui s'annonce sous le drapeau — non pas des nationalités, non pas des républiques, non pas des constitutions, mais de la révolution *sociale*, de la reprise de fait de tout l'héritage humain par ceux que les accapareurs réduisent au désespoir. La Mort à l'Ordre Bourgeois! voilà ce qui faisait vibrer les cœurs de ces masses et résumait leurs pensées intimes.

Peu nombreux ont été les orateurs qui, en ce jour de fête, ont eu le courage de critiquer : de dire au peuple qu'il n'y avait encore *rien de fait*, que tous ces élans superbes, tout ce dévouement dont le peuple travailleur avait fait preuve pour donner une majesté imposante à ses manifestations, ont été gâchés, mis au service de politiciens ambitieux; que l'idée du 1er mai a été avilie, par les meneurs populaires, *pour plaire aux bourgeois*, et les demandes du peuple rapetissées, de peur de s'aliéner — qui? toujours le bourgeois, l'exploiteur, contre lequel cependant les manifestations sont dirigées.

Et c'est à peine si çà et là des anarchistes ont osé dire au peuple que ce grand mouvement, dévié dans des couloirs étroits, à issues mesquines, peut devenir l'image de la Révolution prochaine qui, elle aussi, sera escamotée par les habiles politiciens bourgeois, si, dans le peuple même, l'idée ne surgit de procéder à sa guise, selon les inspirations vagues mais justes du travailleur pour balayer la tourbe qui dans chaque coin du globe s'approprie tout — richesse, savoir, jouissance — en se moquant de l'infinie naïveté des masses qui croient encore à des sauveurs.

Mais cela a été dit, ne fût-ce que par quelques voies isolées. Et cela a été écouté. Au 1er mai, au Hyde Park, — les journaux bourgeois le reconnaissaient — la plateforme anarchiste attirait vers soi le plus grand nombre et, sous la pluie, la foule écoutait ces voix qui ne flattaient pas le peuple pour l'endormir, mais soufflaient l'esprit de révolte dans les jeunes cœurs qui savent encore se révolter. VINDEX.

LES ANARCHISTES SONT-ILS DES SOCIALISTES?

Pour mainte personne, cette question semblera oiseuse : les unes pensant qu'il y a antinomie absolue entre le socialisme et l'anarchisme ; les autres ne concevant pas l'anarchisme hors du socialisme.

De la diversité des opinions sur ce sujet résulte l'intérêt qu'il y a pour le sociologue à élucider la question. La résoudre ne se peut ni par de dogmatiques et passionnées affirmations ni par d'acharnées dénégations.

Dire comme certains défenseurs de l'ordre capitaliste, dans le but avoué de déconsidérer le socialisme : « Les anarchistes sont des socialistes. » Dire comme certains socialistes dans le but non moins avoué d'empêcher la déconsidération de les atteindre et, en même temps, de déconsidérer les anarchistes : « Nous n'avons rien de commun avec les anarchistes, qui sont ou des fous ou des mouchards »; c'est, dis-je, émettre des affirmations sans valeur. Elles peuvent servir aux individus qui attaquent ou défendent un parti, qui propagandisent en faveur d'un parti; mais jamais elles n'agréeront aux hommes qui recherchent impartialement la vérité sans se soucier de son utilité ou de sa nuisance pour eux ou pour les autres. Donc, qui a raison de ceux qui prétendent que les anarchistes sont socialistes ou de ceux qui soutiennent le contraire?

Les uns et les autres ont raison, car il y a anarchistes et anarchistes.

D'aucuns prennent ce titre et ne sont nullement socialistes.

Ce sont, par exemple, les adeptes de la doctrine de Tucker. Peu nombreux en Amérique et en Grande-Bretagne, ils ne sont en France que quelques dizaines, bien qu'ils aient un livre, *Anarchistes*, de J. H. Mackay où se peuvent lire leurs doctrines. En Italie, en Espagne, leur nombre est infinitésimal si tant est qu'il y en ait. Les suivants de Tucker sont des individualistes purs qui ne se recrutent guère que dans les milieux exclusivement littéraires, ce sont les dilettanti de l'anarchie.

Nous pouvons aussi distinguer ceux qui, de la doctrine ne connaissant que le nom, ne voient dans l'anarchie qu'un cri de révolte.

D'autres encore se couvrent de l'étiquette afin de donner à leurs actes immoraux un semblant de raison et au besoin chercher à faire excuser leur conduite.

Ces individus, pas plus que les adeptes de Tucker, pas plus que les simplement révoltés, ne sont des socialistes.

Mais il est des anarchistes, et d'après nos connaissances ce sont les plus nombreux, qui se disent nettement socialistes.

Ils pensent que l'anarchisme est une fraction du socialisme, de même que le calvinisme est une fraction du christianisme. Au socialisme d'État ou socialisme autoritaire, actuellement représenté par les social-démocrates en tous pays, ils opposent le socialisme libertaire représenté par les anarchistes et d'autres plus nombreux encore qui n'acceptent pas l'épithète anarchiste quoiqu'ils soient de réels adeptes de

PREMIÈRE ANNÉE, N° 2 DIX CENTIMES DU 11 AU 17 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES MANIFESTATIONS DU 1er MAI

Elles ont eu lieu dans chaque grand centre de l'Europe occidentale, — là même où toute manifestation dans la rue avait été empêchée par les riches et les satisfaits. Révolutionnaires en plusieurs endroits, surtout en Autriche et en Hongrie, où le sang a coulé dans des grèves-émeutes ; d'autant plus anodines que les masses ont été mieux enregimentées par les meneurs politiciens.

Ici, elles prenaient le caractère d'une grande fête ouvrière, pleine de gaieté ; là, d'une protestation révolutionnaire ; ailleurs, d'un *devoir* que le travailleur s'impose et qu'il accomplit, sombre, avec l'arrière-pensée que ce qui se fait n'est pas ce qui devrait se faire... « Marchons toujours ! »

C'était le cas à Londres — et, poussés par ce sentiment, des groupes nombreux d'ouvriers des faubourgs et des petites villes des environs se mettaient en marche à la pointe du jour, faisant cinq lieues avant d'arriver au point de départ des colonnes qui marchaient vers le Hyde Park.

Quarante kilomètres à parcourir pour faire acte de présence à la manifestation ! Ah ! messieurs les bourgeois, si dans votre béatitude, vous pouviez seulement comprendre les sacrifices que représentent ces millions d'ouvriers accourus aux manifestations — le frisson vous viendrait au dos à l'idée qu'un jour ils pourront vous demander compte de ces sacrifices. Tout de même la sombre attitude des travailleurs anglais a frappé les jouisseurs.

A Vienne, par contre tout était à la joie. C'est que les Viennois, — les travailleurs qui ressemblent le plus aux travailleurs parisiens — font leurs insurrections en chantant. Et ces 150.000 hommes qui étaient venus s'amuser et acclamer le renouveau qu'ils sentent venir, chantaient la mort de la bourgeoisie, l'avènement d'une ère nouvelle de travail pour tous, d'égalité et de bien-être pour tous. Et dans ce défilé joyeux le riche voyait avec inquiétude un petit groupe de trois cents étudiants qui, eux aussi, étaient venus se ranger dans le cortège ouvrier et affirmer cette union du peuple avec la jeunesse des écoles, par laquelle s'annonçaient les insurrections à Paris avant 1848.

Les résolutions acclamées dans ces meetings ne disent pas grand'chose. Loi des huit heures, suffrage universel, pression sur les municipalités afin d'obtenir du travail pour ceux qui n'en ont pas ; et, de loin en loin, la nationalisation de la terre et la grève générale. Mais ces résolutions sont faites pour ne rien dire, et ce n'est certes pas pour les voter que les travailleurs se sont dérangés.

Les discours ? Tout ce qui peut être dit par un homme dans ces occasions est si mesquin en comparaison de ce qui est dit par la présence même des foules et l'ensemble international de la manifestation ! Quel orateur peut exprimer la voix qui s'élève des millions de femmes et d'hommes réunis par un même sentiment.

Mais, quand il parle à ces foules, par quelles allusions l'orateur cherche-t-il à provoquer l'enthousiasme, à soulever la clameur de milliers de voix ? — Il leur parle de grève générale internationale ; il réveille en eux la pensée d'un soulèvement général des peuples contre la foule des satisfaits ; il salue le nouveau quarante-huit qui s'annonce sous le drapeau — non pas des nationalités, non pas des républiques, non pas des constitutions, mais de la révolution *sociale*, de la reprise de fait de tout l'héritage humain par ceux que les accapareurs réduisent au désespoir. La Mort à l'Ordre Bourgeois ! voilà ce qui faisait vibrer les cœurs de ces masses et résumait leurs pensées intimes.

Peu nombreux ont été les orateurs qui, en ce jour de fête, ont eu le courage de critiquer : de dire au peuple qu'il n'y avait encore *rien de fait*, que tous ces élans superbes, tout ce dévouement dont le peuple travailleur avait fait preuve pour donner une majesté imposante à ses manifestations, ont été gâchés, mis au service de politiciens ambitieux ; que l'idée du 1er mai a été avilie, par les meneurs populaires, *pour plaire aux bourgeois*, et les demandes du peuple rapetissées, de peur de s'aliéner — qui ? toujours le bourgeois, l'exploiteur, contre lequel cependant les manifestations sont dirigées.

Et c'est à peine si çà et là des anarchistes ont osé dire au peuple que ce grand mouvement, dévié dans des couloirs étroits, à issues mesquines, peut devenir l'image de la Révolution prochaine qui, elle aussi, sera escamotée par les habiles politiciens bourgeois, si, dans le peuple même, l'idée ne surgit de procéder à sa guise, selon les inspirations vagues mais justes du travailleur pour balayer la tourbe qui dans chaque coin du globe s'approprie tout — richesse, savoir, jouissance — en se moquant de l'infinie naïveté des masses qui croient encore à des sauveurs.

Mais cela a été dit, ne fût-ce que par quelques voies isolées. Et cela a été écouté. Au 1er mai, au Hyde Park, — les journaux bourgeois le reconnaissaient — la plateforme anarchiste attirait vers soi le plus grand nombre et, sous la pluie, la foule écoutait ces voix qui ne flattaient pas le peuple pour l'endormir, mais soufflaient l'esprit de révolte dans les jeunes cœurs qui savent encore se révolter.

VINDEX.

LES ANARCHISTES SONT-ILS DES SOCIALISTES?

Pour mainte personne, cette question semblera oiseuse : les uns pensant qu'il y a antinomie absolue entre le socialisme et l'anarchisme ; les autres ne concevant pas l'anarchisme hors du socialisme.

De la diversité des opinions sur ce sujet résulte l'intérêt qu'il y a pour le sociologue à élucider la question. La résoudre ne se peut ni par de dogmatiques et passionnées affirmations ni par d'acharnées dénégations.

Dire comme certains défenseurs de l'ordre capitaliste, dans le but avoué de déconsidérer le socialisme : « Les anarchistes sont des socialistes. » Dire comme certains socialistes dans le but non moins avoué d'empêcher la déconsidération de les atteindre et, en même temps, de déconsidérer les anarchistes : « Nous n'avons rien de commun avec les anarchistes, qui sont ou des fous ou des mouchards » ; c'est, dis-je, émettre des affirmations sans valeur. Elles peuvent servir aux individus qui attaquent ou défendent un parti, qui propagandisent en faveur d'un parti ; mais jamais elles n'agréeront aux hommes qui recherchent impartialement la vérité sans se soucier de son utilité ou de sa nuisance pour eux ou pour les autres. Donc, qui a raison de ceux qui prétendent que les anarchistes sont socialistes ou de ceux qui soutiennent le contraire ?

Les uns et les autres ont raison, car il y a anarchistes et anarchistes.

D'aucuns prennent ce titre et ne sont nullement socialistes.

Ce sont, par exemple, les adeptes de la doctrine de Tucker. Peu nombreux en Amérique et en Grande-Bretagne, ils ne sont en France que quelques dizaines, bien qu'ils aient un livre, *Anarchistes*, de J. H. Mackay où se peuvent lire leurs doctrines. En Italie, en Espagne, leur nombre est infinitésimal si tant est qu'il y en ait. Les suivants de Tucker sont des individualistes purs qui ne se recrutent guère que dans les milieux exclusivement littéraires, ce sont les dilettanti de l'anarchie.

Nous pouvons aussi distinguer ceux qui, de la doctrine ne connaissant que le nom, ne voient dans l'anarchie qu'un cri de révolte.

D'autres encore se couvrent de l'étiquette afin de donner à leurs actes immoraux un semblant de raison et au besoin chercher à faire excuser leur conduite.

Ces individus, pas plus que les adeptes de Tucker, pas plus que les simplement révoltés, ne sont des socialistes.

Mais il est des anarchistes, et d'après nos connaissances ce sont les plus nombreux, qui se disent nettement socialistes.

Ils pensent que l'anarchisme est une fraction du socialisme, de même que le calvinisme est une fraction du christianisme. Au socialisme d'État ou socialisme autoritaire, actuellement représenté par les social-démocrates en tous pays, ils opposent le socialisme libertaire représenté par les anarchistes et d'autres plus nombreux encore qui n'acceptent pas l'épithète anarchiste quoiqu'ils soient de réels adeptes de

la doctrine. Ce n'est point là une affirmation banale, faite dans un souci quelconque de propagande qui à nous, chercheur de vérité, ne nous importe que peu. C'est l'affirmation d'une vérité aisément prouvée par la lecture des brochures de propagande en quelque langue qu'elles soient écrites.

A Chicago, en 1887, des hommes furent pendus pour crime d'anarchie. Or, l'un d'eux, Spies, prétendait en sa défense que *l'anarchie c'est l'association volontaire ou universelle fraternité.* « ANARCHIE OU SOCIALISME », s'écriait-il, veut dire réorganisation de la société sur des principes scientifiques et abolition des causes qui produisent vices et crimes... Nous ne sommes pas assoiffés de sang. Nous ne sommes pas des bêtes. Nous ne serions pas des socialistes si nous étions des bêtes... »

Un autre anarchiste, Michael Schwab, clamait devant ses juges : « Socialisme signifie que le peuple possèdera en commun sol et machines. »

Malatesta, un des protagonistes de l'anarchisme, a, en un petit chef-d'œuvre de clarté et de précision, *The Anarchy*, publié à Londres par le groupe *Freedom* dont Kropotkine était membre, a, disons-nous, écrit ces lignes :

« *Le socialisme anarchique* a pour base et nécessaire point de départ l'égalité des conditions, sa fin est la solidarité; sa méthode est la liberté. »

Qu'on veuille se donner la peine de lire quelques-unes des œuvres de Kropotkine (*les Paroles d'un Révolté, la Conquête du Pain, la Morale anarchiste, etc.*) ou encore *la Société mourante et l'anarchie*, de Jean Grave; qu'on parcoure *An anarchist* ou *The anarchy* de Reclus; *les Anarchistes et ce qu'ils veulent* d'un groupe suisse, etc, alors on verra nettement que ces anarchistes sont des socialistes. Leur critique de la forme sociale actuelle est la même que la critique des autres fractions du socialisme, la même que celle des social-démocrates. Leur idéation d'une forme sociale nouvelle diffère seule de l'idéation des autres écoles socialistes et encore cette différenciation est relativement minime — le principe liberté est substitué au principe autorité — car pour beaucoup elle n'existerait pas si le facteur Temps était éliminé.

Les anarchistes sont si réellement socialistes qu'en Italie, en Espagne, il n'est que fort peu de socialistes qui ne soient pas anarchistes, c'est-à-dire libertaires. Les brochures de propagande comme *Primo Passo all' anarchia* de Edoardo Milano parlent toujours des socialistes anarchistes; le livre *Segundo certamen socialista* en Espagne propage l'anarchie avec les études fort belles de Ricardo Mella.

En Grande-Bretagne, une des brochures de propagande les plus répandues est *The Chicago Martyrs* où figurent les plaidoiries de Spies, Parsons, etc., qui s'affirmèrent socialistes.

Le journal *The Liberty* qui s'intitule anarchiste publie des brochures de propagande de J. Bernard Shaw, un social démocrate; de William Morris, le fondateur de la *Socialist League*, etc.

En Allemagne, l'organe anarchiste fut *Der Sozialist*.

Si on lit *The Solidarity* de New-York; *l'Ami des ouvriers* de Hastings, *The Fire Brand* de Portland on constate aussi le socialisme des écrits y contenus.

Donc, nous pensons qu'on ne peut raisonnablement dénier à certains anarchistes — les plus nombreux — le droit de s'appeler socialistes. Les œuvres des théoriciens et des propagandistes le prouvent péremptoirement.

Nous pourrions encore le prouver en enquêtant près des anarchistes adeptes de ces doctrines. Les réponses que nous eûmes pour établir notre *Psychologie de l'anarchiste socialiste* nous permettent cette affirmation.

Quoi qu'en disent certains doctrinaires ou polémistes du socialisme autoritaire, les anarchistes communistes ou collectivistes, c'est-à-dire ceux qui se rattachent aux théories exposées et défendues par les Bakounine, les Reclus, les Cafiero, les Kropotkine, les Malatesta, les Parsons, les Spies, les Malato, les Mella, etc. sont des socialistes. C'est là une vérité que le sociologue ne peut pas ne pas reconnaître.

A. HAMON.

ART NOUVEAU

A des temps nouveaux répond un art nouveau. Car, de toutes les émanations de l'esprit humain, l'Art caractérise avec le plus de précision l'état psychologique d'une époque. Plus que la science, dont les découvertes sont parfois dues au hasard, plus que l'Histoire, dont les données manquent le plus souvent de certitude, l'héritage artistique du passé nous offre un critérium assuré pour la reconstitution évolutive des civilisations disparues.

Aujourd'hui, des idées nouvelles germent à foison. Implacable se déroule le procès de la Société présente. Parallèlement à ces idées éclosent des sentiments nouveaux ; et l'art dont le domaine est le sentiment, se ressent de cette germination. L'Art social est né et grandit chaque jour. En toutes les branches par où se ramifient diversement les facultés sensitives de l'âme humaine, les préoccupations — philosophiques, morales ou autres, — qui tourmentent notre époque, ont apposé leur empreinte.

En toutes ? Non, cependant. La musique, cet art pourtant jusqu'ici privilège d'une classe d'intellectuels, n'a pas encore manifesté son évolution en ce sens. Le drame lyrique, tout indiqué pour une telle initiative, stagne toujours entre la féerie purement décorative et la légende parée d'une sorte de symbolisme pessimiste et renonciateur. Retardataire, il résume sa philosophie en la subordination irrémissible des volontés humaines aux caprices de la Fatalité.

La Fatalité ! nous en a-t-on assez rebattu les oreilles ! Nous a-t-on assez montré l'homme jouet de la Fatalité, soumis sans recours à son joug inexorable, toujours vaincu dans sa lutte pour le bonheur, par une volonté supérieure à la sienne, volonté invisible, intangible, mais *réelle* néanmoins et toute-puissante ! De ce duel inégal de l'homme contre l'Ange, ne sortent que désespérance et renoncement.

Et qu'est-elle donc cette Fatalité, sinon un ensemble de causes et d'effets, déterminant nos actes, il est vrai, mais dans l'influence desquels entre une bonne part de volitions humaines ? Si la Fatalité mène l'homme, celui-ci agit sur elle en retour, et avec d'autant plus de succès qu'il concentre une volonté plus intense. Il commande ou obéit à son ennemie, suivant le degré d'énergie qu'il est susceptible de déployer.

Or, cet abandon de soi-même aux arrêts prétendus de la Fatalité, dernier mot d'une certaine philosophie inspiratrice de notre art durant la majeure partie de ce siècle, cette défection de la volonté individuelle devant la généralité des volitions contraires, est la caractéristique d'un affaissement moral, répugnant à la lutte qui, seule, affranchit. En effet, quoique particulièrement troublé, notre siècle ne fut pas, en ce qui concerne l'accomplissement d'un mieux social, un siècle de progrès tangible.

Au sortir du coup de force de 1789, réussi parce que le prétexte en était la réalisation d'un idéal de justice, la Bourgeoisie, parvenue au pouvoir, s'attacha à rétablir à son profit les privilèges dont elle avait souffert. Le peuple berné, mais bien plus tard désabusé, demeura longtemps déconcerté et, souffrant des mêmes maux ou à peu près qu'auparavant, il tâtonna longuement à la recherche des causes de son malaise.

De là ces aspirations vagues vers un idéal indécis, empreintes d'un certain caractère de religiosité nébuleuse, qui fut la marque du romantisme. Elan stérile, sans point d'appui positif, ne laissant après lui que désespérance et sentiment d'inanité.

Plus tard, abandonnant la nue où elle s'égarait pour redescendre sur la terre, l'intelligence humaine s'appliqua à étudier de près les phénomènes vitaux et leurs rapports réciproques, soit chez le même sujet, soit d'individu à individu. Analyse sèche comme une nomenclature, simple enregistrement de faits ou « documents », d'où toute conclusion est encore absente, sauf encore ce renoncement pessimiste, cette malédiction de la vie, due, en raison du manque de coordination dans les données à l'ignorance des causes primordiales et, par conséquent, du remède. Cet état d'esprit inspira le naturalisme.

Enfin, les documents sont réunis en grand nombre, en assez grand nombre, pour qu'apparaissent leurs relations, pour que se formulent des propositions se déduisant les unes des autres, et dont l'ensemble est suffisant pour constituer une science. Le but de la vie se précise et se révèle grandiose, dans un idéal de solidarité universelle.

Alors, un art nouveau surgit, non plus pessimiste maintenant, mais plein d'une foi profonde en l'avenir meilleur ; on l'a nommé l'Art social.

Cet idéal d'une humanité libérée, dont les éléments sont fortement pénétrés du sentiment de leur individualité, ne relevant que de leur volonté et de leur conscience, assujettis bénévolement à une loi morale sans sanction inutile puisque, grâce à la fusion de l'intérêt privé dans l'intérêt général, nul, sauf négligeable exception, ne serait incité au mal, — cet idéal d'une société harmoniquement constituée par le libre jeu des initiatives individuelles concourant au bien commun, lui apparaît le terme et le but de l'évolution humaine.

Autrement beau, certes, et d'une réalisation plus vraisemblable que le vague espoir d'une récompense posthume, problématique compensation des souffrances de la vie, cet idéal de proche en proche révélé, passionne les générations présentes.

L'art musical, ai-je dit en commençant, est jusqu'ici demeuré à l'écart. Pour qu'il apporte à cette évolution son puissant concours, je combattrai ici.

ANDRÉ GIRARD.
(MAX BUHR.)

MOUVEMENT SOCIAL

France

PARIS. — Le 1er mai. La célébration du 1er mai diminue d'intérêt tous les ans. La classe bourgeoise, à qui cette manifestation de solidarité internationale causait, au début, une si grande épouvante, se traduisant les premières années, par des mesures de précautions outrées, constate avec soulagement ce relâchement, et, revenue de sa frayeur, elle en raille paternellement la classe ouvrière.

Cependant la situation est toujours la même, et le sentiment qui inspira cette manifestation est loin de s'être éteint. La cause de cette apparente indifférence est ailleurs.

Lorsque surgit, en 1886, cette idée, partie on ne sait d'où, d'un repos général et simultané de toute l'humanité travailleuse, elle fut acclamée universellement, parce qu'on y voyait comme l'essai d'une grève générale d'un jour. C'est ce caractère de grève générale qui causa l'enthousiasme des travailleurs. Mais depuis, les politiciens socialistes se sont emparés de ce mouvement et en ont réduit la portée à la revendication mesquine de la journée de huit heures. Comme si, parce qu'ils ne travailleraient que huit heures par jour, les ouvriers n'en continueraient pas moins d'être esclaves et exploités! Aussi, cet idéal rétréci, ne leur parut-il pas suffisamment exaltant, et l'enthousiasme tomba peu à peu. Les pontifes du socialisme électoral, ont dû, à leur grand regret, renoncer à ces processions solennellement démocratiques de la Maison du Peuple à celle des Députés, où chamarrés de leur sacerdotale écharpe, ils officiaient, chemin faisant, le culte des Trois-Huit ; l'un, pénétré du légitime orgueil de tout représentant du peuple, irradiant au soleil printanier l'éventail capillaire d'une toison et d'une barbe galiléennes, tel autre, vivant symbole et personnification du charlatanisme politicien, laissant, sous sa blouse prolétarienne, émerger le bout d'une oreille mal dissimulée, sous la forme d'un pan de son inviolable et bourgeoise redingote.

Les ouvriers, vite lassés de cette comédie abandonnèrent peu à peu ces pitres à leur parade qui, dès lors, cessa faute de badauds.

Bobèche et Galimafrée consolent à la cuisine en *punchant* sec et ferme à la santé des meurt-de-faim.

Le peuple recueilli, lui, attend son heure.

***

ÉPILOGUE DE LA GRÈVE DES OMNIBUS. — Mercredi, 1er mai, ont comparu devant le tribunal correctionnel plusieurs grévistes arrêtés pour « atteinte à la liberté du travail, » et, avec eux, le président et le secrétaire du syndicat, Proust et Deville, inculpés d'avoir, durant la grève, pris parti pour

leurs camarades. Ce crime leur a valu à chacun six mois de prison; c'est pour rien! Les grévistes assagis, rentrés bien soumis au bercail Cuvinot, peuvent maintenant voir à quoi servit de *lâcher* ainsi leurs camarades, après seulement trois jours de chômage. La « Justice bourgeoise » n'a su aucun gré à ceux-ci du manque de solidarité de ceux-là.

A noter encore, les contradictions qui se sont produites entre les réponses à l'audience, de *tous* les prévenus, et celles qu'ils avaient été censés faire au juge d'instruction. *Tous* ont protesté contre le langage qui leur a été attribué par ce dernier. Voilà, certes, un magistrat qui nous paraît tout désigné pour instruire des procès d'anarchistes.

André Girard (*Max Buhr*).

En Autriche.

Ce pays traverse une période de stagnation apparente qui n'est peut-être que le calme précédant la tempête, mais qui peut se prolonger indéfiniment, en raison de l'absence presque totale d'éléments actifs susceptibles de hâter la débâcle finale.

C'est une agglomération de populations parlant des langues différentes, possédant des traditions historiques diverses et ayant atteint des degrés inégaux de civilisation. Les provinces qu'elles habitent sont soit en grande partie industrielles, soit entièrement agricoles. Encore, l'agriculture de ces dernières est-elle bien variable, si l'on compare la fertilité des plaines de la Bohême à celle des hautes Alpes et à l'aridité des steppes de la Galicie. De fortes tendances se prononcent vers la formation de nouveaux petits Etats nationaux et l'intérêt que portent les provinces aux affaires générales et à l'existence intégrale de l'Empire décroît de plus en plus. C'est une réaction contre la centralisation bureaucratique qui, depuis des siècles, méconnaît les moindres droits des nationalités allemandes et non allemandes. La seule consolation, bien platonique, de ces premières est de voir que leur langue est la langue officielle de l'État! Cette tendance centrifuge d'aujourd'hui ne mérite d'être appelée ni fédéraliste ni autonomiste : parce que le sentiment de solidarité, nécessaire pour une fédération de bonne foi, n'existe nulle part. Toute cette agitation invoque comme argument le plus puissant la haine des nationalités auquel s'ajoute cet autre argument économique, éminemment bourgeois, que les provinces plus riches ne veulent plus payer le déficit des provinces plus pauvres. — Quant au sentiment autonomiste, il n'a aucune sincérité (cette qualité ne se rencontre que chez un bien petit nombre d'hommes), car chacune de ces fractions a le désir de se séparer de manière à former le plus de territoires possible et de réaliser, chacune en ce qui la concerne, le rêve chauvin d'une foule d'Etats (grand-tchèque, grand-croate, grand-polonais, etc.).

Avant de parler des masses ouvrières, examinons la situation présente des classes dirigeantes.

Les vieux partis politiques sont dans la plus complète décomposition; ici on voit réalisée, depuis le ministère Windischgraetz-Plener, la coalition officielle et formelle des partis libéraux, conservateurs et cléricaux, qui se prépare dans tous les pays, dans le but pur et simple de protéger les intérêts de la propriété, de la noblesse et du clergé ainsi que ceux de la dynastie des Habsbourg contre les aspirations populaires, même les plus modestes et les plus anodines. Cette coalition des libéraux industriels allemands de la Bohême, des ruraux polonais et des cléricaux allemands et slaves des pays des Alpes, ne fait que déguiser une réaction plus brutale encore, si c'est possible, que celle de Taaffe et dont le chef, le prince Windischgraetz, petit-fils du bombardeur de Vienne et de Prague en 1848, peut être remplacé d'un jour à l'autre par le comte Thoun, gouverneur de la Bohême, le fusilleur habituel des mineurs grévistes et le garde chiourme de la jeunesse progressive tchèque. C'est l'homme le plus exécré en Autriche et par conséquent, celui que les classes gouvernantes considèrent comme un sauveur.

Cette coalition n'a pour adversaires dans l'arène de la politique parlementaire que des partis à peu près également répugnants. Ce sont d'abord les Jeunes-Tchèques, jadis membres de la majorité de Taaffe contre les Allemands et qui, aujourd'hui, représentent la bourgeoisie tchèque. Sauf ces capitalistes ambitieux, ce parti comprend les nationalistes tchèques, quelques sincères autonomistes, peut-être, des panslavistes amoureux du knout russe et rivalisant avec les patriotes français en platitudes devant le despotisme tsariste; puis quelques représentants des intérêts agricoles protectionnistes des petits cultivateurs. Enfin, de ce parti s'élèvent quelquefois des voix qui signalent les infamies du gouvernement et de l'administration, — chose presqu'inouïe en Autriche.

Viennent ensuite les nationalistes allemands avec un répertoire politique de déclamations sonores sur les questions nationales et quelque peu portés vers l'antisémitisme; mais le courage leur manque de faire une opposition quelconque, fût-elle même aussi académique que celle des Jeunes-Tchèques. — Enfin, les deux seuls députés sincèrement démocrates qui, tant qu'ils furent complètement isolés et qu'ils agirent de concert, flétrirent courageusement la honte et l'oppression en Autriche; et ce furent les deux seuls hommes qui, en dehors des groupes ouvriers, osaient dire ce que pensent tous les honnêtes gens d'un pareil système; — mais la corruption parlementaire ne pouvait pas les épargner; sans vouloir contester le moins du monde leur intégrité personnelle, nous devons constater que l'un d'eux, démocrate purement politique, s'est rapproché du parti libéral philosémite, et que l'autre est maintenant inféodé au parti ouvrier social-démocrate et en train de devenir un politicien routinier comme tous les autres, tandis que dans son isolement volontaire il était une vraie force morale. Il ne nous appartient pas de gémir sur ce que nous considérions comme inévitable dès le commencement d'une telle carrière.

Reste un parti d'opposition apparente : le parti se disant antisémite, ou antilibéral, ou encore socialiste-chrétien. Ce parti, on ne peut plus clérical, servilement patriotique et monarchiste, réactionnaire sous tous les rapports, s'accroît de plus en plus dans les grandes villes (à Vienne surtout) ainsi que dans les campagnes et représente la haine de la petite bourgeoisie boutiquière et campagnarde pour le grand capital. Cette haine est exploitée par les cléricaux et la noblesse féodale, qui veut s'en servir pour détruire toutes les concessions que l'Autriche (en matière d'enseignement primaire surtout) a dû faire à l'esprit moderne. L'infamie de ce parti n'a d'égale que l'infamie des partis adverses et tous, libéraux et antisémites, se disputent en ce moment la bénédiction du Pape pour leurs *agitations et partis respectifs!*

Quels sont, en face de toutes ces petitesses, les forces vraiment progressives de ce pays?

Nous ne pouvons signaler, et sous toutes réserves, que le parti de la démocratie sociale. Nous ne le considérons pas comme progressiste en ce qui concerne son programme, dans quelque pays que ce soit; mais en Autriche il remplit cette condition qu'il est le seul, ou à peu près, à revendiquer les libertés les plus simples et les plus rudimentaires contre la brutalité policière. L'administration, la police se permettent tout ici, soit conformément aux lois, soit contre elles, et, connaissant le caractère des partis bourgeois, nous savons qu'ils sont incapables d'une opposition sérieuse contre ce despotisme bureaucratique. Eh bien, sur ce terrain, les démocrates socialistes depuis quelques années ont mené une lutte tenace et jusqu'à un certain point victorieuse; nous n'approuvons pas tous leurs moyens adoptés, mais ils ont eu pour résultat, si l'on compare l'état actuel avec celui d'il y a dix ans, d'accroître dans le peuple l'esprit d'indépendance contre l'oppression gouvernementale et de valoir à cette dernière quelques rudes défaites.

Sans doute, à l'action de ce parti, sont venues s'adjoindre d'autres causes. Du reste, sauf cela, ce parti suit en Autriche la même fausse route que partout ailleurs. Quant au mouvement autrichien, il eut toujours quelque chose de naturel, vigoureux, naïf aussi parce que la politique électorale ouvrière n'y put jamais être exercée, le suffrage universel ou même un suffrage quelque peu étendu n'existant pas. Nous avons vu le mouvement socialiste révolutionnaire, pour ne pas dire anarchiste, si accentué de 1881 à 1884, et les grandioses manifestations du 1[er] mai de 1890, quand on ne manifestait que par solidarité internationale et pour obtenir les huit heures de travail par n'importe quel moyen. Mais les chefs de ce mouvement meurent d'envie, depuis plus de vingt-cinq ans, d'entrer au Parlement et le but de leur presque unique propagande a toujours été le suffrage universel et la réalisation de tous les désirs des masses affamées, au moyen de la conquête des pouvoirs publics par les socialistes! Leur idéal, c'est l'Allemagne si heureuse! qui, il y a cinquante ans, dormait sous la tutelle de ses trente-six petits monarques — comme dit Heine — et qui maintenant, continue son paisible sommeil sous la tutelle non moins avantageuse de ses trente-six députés socialistes.

Quant à la tactique pour obtenir ce suffrage universel, l'exemple de la Belgique se présentait, naturellement, sous son double aspect. Les mots dangereux de *grève générale* passèrent de Belgique en Autriche et les masses ouvrières les comprennent enfin et désirent cette grève; mais les chefs, sachant bien qu'en Belgique tout ne s'est pas passé comme la légende populaire veut nous le faire croire, et ne pouvant dévoiler les menées des politiciens ouvriers belges sans s'exposer eux-mêmes, se trouvent dans une situation embarrassée en face de cette agitation populaire en faveur de la grève générale. Il existe donc, dans le parti socialiste deux tendances : l'une qui consiste à obtenir le suffrage par des démonstrations populaires et la grève générale; et l'autre, en opposition avec la première, celle des chefs les plus influents qui, à vrai dire, ne savent trop que faire et qui suivent une politique dilatoire de grandes phrases et de menaces en même temps.

En sorte que cette question du suffrage n'avance pas le moins de monde. Elle voyage dans le parlement d'un comité à l'autre, personne n'a la bonne volonté de l'aborder et la stagnation la plus complète règne dans ce moment.

On organise, il est vrai, des syndicats, suivant cette même tendance de centralisation qui, en Autriche, existe en matière de gouvernement; on fait des congrès corporatifs, tels que, dernièrement le Congrès des mineurs à Vienne; mais c'est toujours pour leur inculquer la doctrine et la faire adopter comme résolution que tant que le suffrage universel n'existera pas, rien ne pourra être accompli par les ouvriers eux-mêmes etc.; tout est sacrifié à ce moloch insatiable de l'ambition politique.

***

On conçoit que dans une telle situation la propagande anarchiste a une rude besogne devant elle. Jadis, de 1881 à 1884, elle fut très active et avait réuni presque tous les socialistes dans une agitation antiparlementaire et socialiste révolutionnaire, bien que le manque total de liberté de parole à cette époque fût un obstacle à une discussion sérieuse des théories libertaires. Cette oppression, occasionna des actes de représailles de la part des anarchistes et cette période fut suivie par de longues années de répression, entravant toute propagande ouverte, et pendant lesquelles les socialistes parlementaires réussirent à faire dévier l'enthousiasme sincère, mais inexpérimenté et ignorant des masses en faveur de leur propagande palliative et électorale. Depuis 1892, cependant on peut recommencer à discuter l'anarchie en public; les événements qui y menèrent sont analogues quoique sous maints rapports différents, au mouvement qui en Allemagne conduisit à la formation du parti socialiste indépendant dont les meilleurs éléments bientôt devinrent anarchistes. Deux journaux paraissent depuis 1892, à Vienne, la *Zukunft* (L'Avenir) de Vienne et le journal tchèque *Volné Listy* (Feuilles libres); il y a eu aussi des journaux de courte durée à Gray, Salzburg, Prague et Trieste, en allemand, tchèque et italien. Tous ces journaux sont presque à chaque numéro saisis et leurs éditeurs se trouvent la plupart du temps en prison. Il en est de même pour les orateurs des réunions et les compagnons déployant quelque activité, qui se trouvent toujours sous le coups de condamnations. A signaler aussi quelques petites associations qu'on dissout dès qu'elles commencent à être actives. En sorte que les plus grandes difficultés sont opposées à toute extension de la propagande. A vrai dire, la propagande mystificatrice des socialistes autoritaires, menée d'habitude avec tant de cynisme que rien n'est plus facile que de la réfuter aux yeux de quiconque a quelque intelligence, éprouve une opposition mille fois moindre qu'elle ne devrait l'être, surtout quand le peuple affamé n'entend que des exhortations à envoyer les chefs du parti au parlement, — à une période où le parlementarisme est en pleine putréfaction en tous pays et en Autriche peut-être plus que n'importe ailleurs. Les raisons de cette inaction relative sont faciles à trouver : les persécutions, la pauvreté et la difficulté qu'éprouve un plus grand nombre à s'instruire sérieusement de nos principes.

***

Il reste à considérer si des tendances libertaires existent dans quelque autre milieu où pourrait être favorisé le développement de l'anarchie.

Les anarchistes ont un peu d'influence dans quelques ramifications d'organisations syndicales, là où la corruption et l'autoritarisme des chefs socia-

listes commencent à ouvrir les yeux aux syndiqués. Mais en général ce sont les idées marxistes qui prédominent parmi ceux qui ont quelques notions économiques, c'est assez dire quelle indifférence ou quelle hostilité rencontrent les idées modernes.

Le seul milieu dans lequel ces idées entrent un peu, est la jeunesse tchèque (la jeunesse allemande étant absorbée par l'antisémitisme, le marxisme ou le philosémitisme). La jeunesse universitaire tchèque a réuni depuis quelques années toute une collection de traductions d'œuvres modernes et plus ou moins libertaires, ainsi que de jeunes revues dans lesquelles les idées de l'anarchie sont aussi parfois exposées. C'est ce mouvement qui domine dans la *Omladina*. Il n'est pas moins persécuté que le mouvement révolutionnaire; plusieurs douzaines de jeunes gens sont enfermés dans les cachots de la Bohême, à la suite de condamnations aux travaux forcés et, avec une régularité nullement surprenante, chaque semaine un des prisonniers meurt de la phtisie, ou devient fou. Ce mouvement réunit actuellement des hommes qui devront plus tard se diviser des autonomistes tchèques uniquement politiciens, des radicaux, des socialistes de différentes écoles et parmi eux certains animés de sympathies libertaires et même anarchistes. Ce mélange doit offrir quelque analogie avec celui qui se rencontrait dans les premiers temps de son agitation dans le sein de la jeunesse russe. Il peut être profitable en tous cas, puisqu'il engendre au moins la discussion, vivifie quelque peu et garantit d'une soumission muette à des programmes fixes et inaltérables.

Un mouvement pareil se manifesta, il y a presque vingt ans, parmi la jeunesse oukrainienne de l'Est de la Galicie et il en est sorti le « parti oukrainien radical », un parti surtout composé de paysans socialistes, fédéralistes, antidoctrinaires, unis pour la lutte politique électorale et c'est là probablement le chemin que la plupart de la jeunesse tchèque suivra aussi, malheureusement.

***

Comme on le voit, c'est bien partout une période de stagnation et qui ne saurait être modifiée par une extension de la liberté électorale. Plus tard nous donnerons des détails sur la propagande et les persécutions: aujourd'hui nous avons voulu donner simplement un aperçu de la situation générale en Autriche. NEMO.

États-Unis.

NEW-YORK. — Lentement, mais sûrement, nos idées pénètrent chez les Américains, notre organe *Solidarity* a réapparu, après une suspension de dix-huit mois, des groupes de langue Anglaise surgissent un peu partout, la foi dans l'action politique disparaît de plus en plus et espérons qu'avec un peu d'énergie et de persévérance nous arriverons à créer un mouvement sérieux.

L'ami Mowbray est arrivé de Londres dans le but de répandre nos théories, il a eu déjà mailles à partir avec la justice de Philadelphie : c'est un très bon orateur populaire, qui fera comprendre et aimer nos idées.

Quatre millions d'hommes sans travail, à l'heure actuelle.

Le gouvernement a décidé d'augmenter les armées de terre et de mer, dans le but bien avoué, de défendre le coffre-fort du Riche contre les revendications des Pauvres.

Le nombre des suicides ne décline pas; les grands centres ont journellement une demi douzaine à leur actif, de ces infortunés, qui, pour se débarrasser de leurs misères, se détruisent, s'en prenant ainsi à eux-mêmes, des effets néfastes, d'une mauvaise organisation sociale, alors que tant de vivres se perdent par suite de gaspillages et d'agiotage.

Suisse.

LA CHAUX-DE-FONDS. — La semaine dernière est venue devant le tribunal de La Chaux-de-Fonds l'affaire de l'anarchiste H. E. Droz, accusé d'avoir, dans la nuit du 28 février au 1er mars dernier, apposé des placards anarchistes en différents endroits de la ville. Il n'avait pas d'avocat et s'est défendu lui-même. Mais cette défense, qui a duré deux heures, a été du commencement à la fin une attaque splendide dirigée contre l'organisation actuelle, la magistrature, la police et tout ce qui sert de bouclier aux bourgeois. Doué d'une intelligence et d'une instruction hors ligne, il a frappé en maître. Coût : six mois de prison, sans compter deux mois de prévention.

NICOLET.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

Devant la profusion de livres qui s'augmente chaque jour, beaucoup sont embarrassés du choix qu'ils doivent faire pour former un fond de bibliothèque sérieuse. Sous ce titre : *Bibliothèque anarchiste*, nous donnerons, de temps à autres, la liste des ouvrages qui, à notre connaissance, peuvent être lus avec fruit pour nos idées. Comme de juste les connaissances de chacun auront à suppléer aux omissions que nous pourrons faire (1).

Sciences et philosophie.

1° *La Lutte pour l'existence et l'Association pour la lutte*, par J.-J. de Lanessan, petite plaquette à 1 fr. 50, chez O. Doin, éditeur, 8, place de l'Odéon.

Cette brochure est une argumentation contre le droit de la force inventé par les bourgeois pour légitimer leur société, et une affirmation de la loi de solidarité entre les individus de même espèce.

2° Le *Transformisme*, par le même, 7 francs, chez le même éditeur.

Dans ce livre est démontré l'origine animale de l'homme, sa lente évolution. On y trouve divers arguments en faveur de l'initiative individuelle, du groupement des affinités, proclamés par les anarchistes.

Economie politique et sociale

3° *Les Gaspillages des Sociétés Modernes*, par Novicow, 1 vol. 5 francs, chez Alcan, 108, boulevard-Saint-Germain.

C'est le livre d'un économiste, mais, à l'encontre des livres de l'économie officielle, celui-ci raconte de bonnes choses. Certes, il a, à l'égard de l'idée socialiste, de reprise de possession, toute la mauvaise foi de l'école dont il fait partie ; mais, à côté de cela, que d'aveux il contient sur la mauvaise organisation sociale et sur les brigandages du capitalisme.

Romans

4° *Un dilemme* de J.-K. Huysmans, 1 vol. 2 francs, chez Stock, place du Théâtre-Français.

L'auteur quand il a écrit cela avait déjà toute sa haine de la saleté bourgeoise, mais le cerveau n'était pas encore fêlé par l'idée mystique, aussi a-t-il fait là dedans une esquisse vraie des mœurs actuelles; un tableau édifiant de la morale bourgeoise, raconté ce que vaut la famille selon le code.

Livres de Polémique.

5° *Le Banditisme en Kabylie*, par G. Violard, 1 vol. 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

L'auteur ayant habité l'Algérie doit être à même de connaître ce dont il parle. Livre curieux à lire, pour ceux qui ne connaissent pas l'imbécilité des bureaux, la canaillerie administrative, les beautés d'une colonisation ou d'un protectorat.

6° La *Pétaudière Coloniale*, par A.-H. Canu, 1 vol. 3 fr. 50, chez Chamuel, rue de Trévise, 29.

Livre contenant sur l'Afrique noire et l'Indo-Chine des faits analogues à ceux que raconte le précédent sur l'Algérie.

L'auteur ici ne nous semble faire la guerre à une partie des hommes au pouvoir que parce que le clan dont il fait lui-même partie en est exclus. De là, un certain cachet de personnalité que porte son livre. Mais comme ce n'est que lorsqu'ils se disputent entre eux que nous pouvons connaître les canailleries de nos maîtres, cela a toujours son utilité.

(*A suivre.*)

1. Comme nous ne pouvons pas connaître tous les livres nous faisons appel à toutes les bonnes volontés pour nous signaler ceux pouvant rentrer dans cet ordre d'idées.

BIBLIOGRAPHIE

La Mêlée Sociale, G. Clémenceau, 1 vol. 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

C'est un recueil des articles parus, au jour le jour, dans *La Justice*, mais qui, réunis, forment un formidable réquisitoire contre notre société. Que de coups de hache contre les institutions qui nous régissent ! que de vérités sanglantes crachées à la face de ceux qui nous exploitent et nous oppriment.

La longue carrière de M. Clémenceau, tout en le dégoûtant du parlementarisme et des parlementaires, n'a pas su lui enlever la foi en l'efficacité des réformes légales; aussi, pourrons-nous lui faire le reproche qui est éternellement fait à ceux qui critiquent le présent et proposent des plans d'avenir : « Démonstration du mal, excellente; faiblesse des remèdes! »

C'est que, il est bien plus facile de démontrer la solidité de ses arguments, lorsque, ce que l'on loue ou critique, existe, et que chacun est à même d'en constater les effets; tandis que les remèdes préconisés ne peuvent être que de simples désirs exprimés; tant qu'ils restent à l'état de simples spéculations, chacun ne les envisage que selon qu'ils flattent ses propres espérances, ne troublent pas trop violemment sa tranquille digestion.

Pour nous, qui ne croyons pas au parlementarisme, ni aux réformes légales : nous qui savons que, tant qu'elle possédera ce levier puissant de nos sociétés modernes : *le Capital*, la bourgeoisie saura faire mouvoir les rouages de l'organisation sociale qu'elle dirige, en sa faveur pour étouffer les plaintes et les réclamations de ceux qu'elle exploite, nous trouvons bien faibles les remèdes proposés par M. Clémenceau, mais que nous trouvons puissante sa critique des institutions. Nous y pillerons plus d'une fois, en faveur de notre supplément.

J. GRAVE.

Reçu :

Politique et Barbarie, de Leverdays, Carré éditeur, 3, rue Racine.

Mes Communions, de G. Eekhoud, Kistemaecker, éditeur, 73, rue Dupont, Bruxelles.

L'Arriviste, de Marc Stéphane, chez l'auteur, 48, rue Notre-Dame-de-Lorette.

Les Raisons de Pascalin, par Riotor au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

A LIRE

Dans *la Plume* n° 144 du 1er au 15 mai : l'article de S. Faure, tiré de son livre : *La Douleur universelle*.

A NOS AMIS

Les personnes qui nous avertissent de les considérer comme abonnées, sont priées de nous faire parvenir, au plus tôt, le montant de leur souscription. Nous débutons avec de faibles ressources et avons besoin d'entrer dans nos fonds pour attendre le premier règlement de nos vendeurs.

Nous remercions celles qui ont bien voulu nous aider à lancer notre journal, en nous aidant de leur concours moral ou financier.

Nous avons fait le service sur nos anciennes listes. Les anciens abonnés de la *Révolte* auxquels il est redû sur leur abonnement, sont priés de nous faire savoir si le service doit leur être continué.

Nous remercions tous nos confrères de la presse quotidienne ou périodique qui ont bien voulu annoncer notre réapparition.

Notamment nos confrères de *La Plume*, *Mercure de France*, *Revue Blanche*, *Le Peuple de Lyon*, *Société Nouvelle de Bruxelles*, *Plébéien de Verviers*.

Merci également à nos ennemis qui, bien avant que nous paraissions, se sont empressés d'appeler, sur notre tête, les foudres du pouvoir. Du bien ou du mal, c'était de la réclame que nous n'avions pas à payer.

Nous devions faire un tirage de notre numéro 1, mais par suite d'un malentendu, la forme s'est trouvée distribuée. Nous ne pourrons donc, à ceux qui nous en avaient demandé, en envoyer avant que les bouillons nous soient entrés.

Prière à tous nos correspondants de nous retourner les exemplaires qui leur restent.

CORRESPONDANCES

Riska, Lyon. — Reçu les 5 francs. Merci.

F., Valencia. — Vous pouvez payer en timbres-poste.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

IMP. NOIZETTE ET Cie, 8, RUE CAMPAGNE-1re, PARIS.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 3

DIX CENTIMES

DU 18 AU 25 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ANARCHIE [1]

L'anarchie n'est point une théorie nouvelle. Le mot lui-même, pris dans l'acception d' « absence de gouvernement », de « société sans chefs », est d'origine ancienne et fut employé bien avant Proudhon.

D'ailleurs qu'importent les mots? Il y eut des « acrates » avant les anarchistes, et les acrates n'avaient pas encore imaginé leur nom de formation savante que d'innombrables générations s'étaient succédé. De tous temps, il y eut des hommes libres, des contempteurs de la loi, des gens vivant sans maîtres, de par le droit primordial de leur existence et de leur pensée. Même aux premiers âges nous retrouvons partout des tribus composées d'hommes se gérant à leur guise, sans lois imposées, n'ayant d'autre règle de conduite que leur « vouloir et franc arbitre » pour parler avec Rabelais, et poussés même par leur désir de fonder la « foi profonde » comme les « chevaliers tant preux » et les « dames » tant mignonnes qui s'étaient réunis dans l'abbaye de Thélème.

Mais si l'anarchie est aussi ancienne que l'humanité, ceux qui la représentent apportent du moins quelque chose de nouveau dans le monde. Ils ont la conscience précise du but poursuivi et, d'une extrémité de la terre à l'autre, s'accordent dans leur idéal pour repousser toute forme de gouvernement. Le rêve de liberté mondiale a cessé d'être une pure utopie philosophique et littéraire, comme il l'était pour les anciens fondateurs de cités du Soleil ou de Jérusalem nouvelle ; il est devenu la recherche active d'une réalité vivante pour des multitudes d'hommes unis qui collaborent résolument à la naissance d'une société, dans laquelle il n'y aura plus de maîtres, plus de conservateurs officiels de la morale publique, plus de geôliers ni de bourreaux, plus de riches ni de pauvres, mais des égaux en droits, des frères ayant tous leur part quotidienne de pain, et se maintenant en paix et en cordiale union, non par la fameuse obéissance à des lois, accompagnées de punitions redoutables, mais par le respect mutuel des intérêts et l'observation scientifique des lois naturelles.

Sans doute, cet idéal semble chimérique à plusieurs d'entre vous, mais je suis sûr aussi qu'il paraît désirable à la plupart et que vous apercevez au loin l'image éthérée d'une société pacifique où les hommes désormais réconciliés, laisseront rouiller leurs épées, refondront leurs canons et désarmeront leurs canonnières. D'ailleurs, n'êtes-vous pas de ceux qui depuis longtemps, depuis des milliers d'années, dites-vous, travaillent à construire le temple de l'égalité ? Vous êtes « maçons », à seule fin de « maçonner » un édifice de proportions parfaites où n'entrent que des hommes libres, égaux et frères, travaillant sans cesse à leur perfectionnement et renaissant par la force de l'amour à une vie nouvelle de justice et de bonté. C'est bien cela, n'est-ce pas, et vous n'êtes pas seuls! Vous ne prétendez point au monopole d'un esprit de progrès et de renouvellement. Vous ne commettez pas même l'injustice d'oublier vos adversaires spéciaux, ceux qui vous maudissent et vous excomunient, les catholiques ardents qui vouent à l'enfer les ennemis de la Sainte-Eglise, mais qui n'en prophétisent pas moins la venue d'un âge de paix définitive. François d'Assise, Catherine de Sienne, Thérèse d'Avila et tant d'autres encore parmi les fidèles d'une foi qui n'est point la nôtre, aimèrent certainement l'humanité de l'amour le plus sincère et nous devons les compter au nombre de ceux qui vivaient pour un idéal de bonheur universel. Et maintenant les millions et les millions de socialistes, à quelque école qu'ils appartiennent luttent aussi pour un avenir où la puissance du capital sera brisée et où les hommes pourront enfin se dire « égaux » sans ironie !

***

Ainsi le but des anarchistes leur est commun avec beaucoup d'hommes généreux, appartenant aux religions, aux sectes, aux partis les plus divers, mais ils se distinguent nettement par les moyens, ainsi que leur nom l'indique de la manière la moins douteuse. La conquête du pouvoir fut presque toujours la grande préoccupation des révolutionnaires, même des mieux intentionnés. L'éducation reçue ne leur permettait pas de s'imaginer une société libre fonctionnant sans un gouvernement régulier, et, dès qu'ils avaient renversé des maîtres haïs, ils s'empressaient de les remplacer par d'autres maîtres, destinés, suivant la formule consacrée, à « faire le bonheur de leurs peuples. » D'ordinaire, on ne se permettait même pas de préparer un changement de prince ou de dynastie sans avoir fait hommage de son obéissance à quelque souverain futur : « Le roi est tué ! Vive le roi ! » s'écriaient les sujets toujours fidèles même dans leur révolte. Pendant des siècles et des siècles, tel fut immanquablement le cours de l'histoire. « Comment pourrait-on vivre sans maîtres? » disaient les esclaves, les épouses, les enfants, les travailleurs des villes et des campagnes, et, de propos délibéré, ils se plaçaient la tête sous le joug comme le bœuf qui traîne la charrue. On se rappelle les insurgés de 1830 réclamant la « meilleure des Républiques » dans la personne d'un nouveau roi, et les républicains de 1848 se retirant discrètement dans leurs taudis après avoir mis « trois mois de misère au service du gouvernement provisoire. » A la même époque une révolution éclatait en Allemagne et un parlement populaire se réunissait à Francfort : « L'ancienne autorité est un cadavre » clamait un des représentants. « Oui, répliquait le président, mais nous allons le ressusciter. Nous appellerons des hommes nouveaux qui sauront reconquérir pour le pouvoir la confiance de la nation. » N'est-ce pas ici le cas de répéter le vers de Victor Hugo :

Un vieil instinct humain mène à la turpitude!

A ce point de vue l'anarchie représente vraiment un esprit nouveau. On ne peut point reprocher aux libertaires qu'ils cherchent à se débarrasser d'un gouvernement pour se substituer à lui : « Ote-toi de là pour que je m'y mette ! » est une parole qu'ils auraient horreur de prononcer, et d'avance ils vouent à la honte et au mépris, ou du moins à la pitié, celui d'entre eux qui, piqué de la tarentule du pouvoir, se laisserait aller à briguer quelque place sous prétexte de faire, lui aussi, le bonheur de ses concitoyens ». Les anarchistes professent, en s'appuyant sur l'observation, que l'État et tout ce qui s'y rattache n'est pas une pure entité ou bien quelque formule philosophique, mais un ensemble d'individus placés dans un milieu spécial et en subissant l'influence. Ceux-ci, élevés en dignité, en pouvoir, en traitement au-dessus de leurs concitoyens, sont par cela même forcés, pour ainsi dire, de se croire supérieurs aux gens du commun, et cependant les tentations de toute sorte qui les assiègent, les font choir presque fatalement au-dessous du niveau général. C'est là ce que nous répétons sans cesse à nos frères, — parfois des frères ennemis, — les socialistes d'Etat : « Prenez garde à vos chefs et mandataires! Comme vous certainement ils sont animés des plus pures intentions ; ils veulent ardemment la suppression de la propriété privée et de l'Etat tyrannique; mais les relations, les occasions nouvelles les modifient peu à peu; leur morale change avec leurs intérêts, et, se croyant toujours fidèles à la cause de leurs mandants, ils lui deviennent forcément infidèles. Eux aussi, détenteurs du pouvoir, devront se servir des instruments du pouvoir, armée, moralistes, magistrats, gendarmes, policiers et mouchards. » Depuis plus de trois mille ans, le poète hindou du *Maha Bhârata* a formulé sur ce sujet l'expérience des siècles : « L'homme qui roule dans un char ne sera jamais l'ami de l'homme qui marche à pied ! »

***

Ainsi les anarchistes ont à cet égard les principes les plus arrêtés : d'après eux, la conquête du pouvoir ne peut servir qu'à en prolonger la durée avec celle de l'esclavage correspondant. Ce n'est donc pas sans raison que le nom d' « anarchistes » qui, après tout, n'a qu'une signification négative, reste celui par lequel nous sommes universellement désignés. On

1. Le travail que nous publions devait former le sujet d'une conférence qui devait être faite, l'année dernière, dans une loge maçonnique.

pourrait nous dire « libertaires », ainsi que plusieurs d'entre nous se qualifient volontiers, ou bien « harmonistes » à cause de l'accord libre des vouloirs qui d'après nous constituera la société future; mais ces appellations ne nous différencient pas assez des autres socialistes. C'est bien la lutte contre tout pouvoir officiel qui nous distingue essentiellement; chaque individualité nous paraît être le *centre* de l'univers, et chacune a les mêmes droits à son développement intégral sans intervention d'un pouvoir qui le dirige, le morigène ou le châtie.

*
* *

Vous connaissez notre idéal. Maintenant, la première question qui se pose est celle-ci : « Cet idéal est-il vraiment noble et mérite-t-il le sacrifice des hommes dévoués, les risques terribles que toutes les révolutions entraînent après elles? La morale anarchiste est-elle pure, et dans la société libertaire, si elle se constitue, l'homme sera-t-il meilleur que dans une société reposant sur la crainte du pouvoir ou des lois? » Je réponds en toute assurance et j'espère que bientôt vous répondrez avec moi : « Oui, la morale anarchiste est celle qui correspond le mieux à la conception moderne de la justice et de la bonté. »

Le fondement de l'ancienne morale, vous le savez, n'était autre que l'effroi, le « tremblement », comme dit la Bible et comme maints préceptes vous l'ont appris dans votre jeune temps. « La crainte de Dieu est le commencement de la sagesse », tel fut naguère le point de départ de toute éducation : la société dans son ensemble reposait sur la terreur. Les hommes n'étaient pas des citoyens, mais des sujets ou des ouailles; les épouses des servantes, les enfants des petits esclaves, sur lesquels les parents avaient un reste de l'ancien droit de vie et de mort. Partout, dans toutes les relations sociales, se montraient les rapports de supériorité et de subordination; enfin, de nos jours encore, le principe même de l'Etat et de tous les Etats partiels qui le constituent est la hiérarchie, ou l'archie sainte, l'autorité « sacrée », — c'est le vrai sens du mot. — Et cette domination sacro-sainte comporte toute une succession de classes superposées dont les plus hautes ont toutes le droit de commander, et les inférieures toutes le devoir d'obéir. La morale officielle consiste à s'incliner devant le supérieur, à se redresser fièrement devant le subordonné. Chaque homme doit avoir deux visages, comme Janus, deux sourires, l'un flatteur, empressé, parfois servile, l'autre superbe et d'une noble condescendance. Le principe d'autorité, — c'est ainsi que cette chose-là se nomme — exige que le supérieur n'ait jamais l'air d'avoir tort, et que, dans tout échange de paroles, il ait le dernier mot. Mais surtout il faut que ses ordres soient observés. Cela simplifie tout : plus besoin de raisonnement, d'explications, d'hésitations, de débats, de scrupules. Les affaires marchent alors toutes seules, mal ou bien. Et, quand un maître n'est pas là pour commander, n'a-t-on pas des formules toutes faites, des ordres, décrets ou lois, édictés aussi par des maîtres absolus ou par des législateurs à plusieurs degrés? Ces formules remplacent les ordres immédiats et on les observe sans avoir à chercher si elles sont conformes à la voix intérieure de la conscience.

Entre égaux, l'œuvre est plus difficile, mais elle est plus haute : il faut chercher âprement la vérité, trouver le devoir personnel, apprendre à se connaître soi-même, faire continuellement sa propre éducation, se conduire en respectant les droits et les intérêts des camarades. Alors seulement on devient un être réellement moral, on naît au sentiment de sa responsabilité. La morale n'est pas un ordre auquel on se soumet, une parole que l'on répète, une chose purement extérieure à l'individu; elle devient une partie de l'être, un produit même de la vie. C'est ainsi que nous comprenons la morale, nous, anarchistes. N'avons-nous pas le droit de la comparer avec satisfaction à celle que nous ont léguée les ancêtres?

(*A suivre.*) ÉLISÉE RECLUS.

INNOVATION PÉDAGOGIQUE

PRATIQUÉE DEPUIS 1880 A L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE, 22 BIS, RUE BAYEN.

Dans les lycées ou institutions laïques, le directeur doit donner un esprit d'ensemble, basé sur certains principes, tels que cette maxime humanitaire : Faites ce que vous voudriez qu'on vous fît.

Le directeur responsable est l'incarnation de la justice, il ne doit pas affecter une supériorité, il doit bannir de son personnel la malveillante critique, faciliter les rapports les plus loyaux parmi les professeurs, détruire toutes les mesquineries universitaires par un esprit de haute justice et de bienveillance mutuelle.

Il doit laisser à tous leur initiative personnelle et se servir du concours de leurs observations particulières et de leur supériorité intellectuelle pour le bien général. Mais je ne reconnais pas le droit d'imposer à quiconque un programme; cependant si le maître se trouve inférieur ou peu digne de la liberté, le directeur, de concert avec les professeurs, peut intervenir. Aussi serait-il bon qu'il réunît souvent son personnel, dans une causerie mutuelle, où chacun pourrait le mettre au courant de ses observations, de son expérience. Par ce moyen on éloigne toute routine du programme qui peut se transformer par de nouvelles méthodes, tel qu'un ingénieur apportant des idées neuves, des créations, qui concourent à la prospérité de l'administration.

Le directeur devrait à l'ouverture des classes assembler les élèves de tous les cours, leur faire une petite causerie morale, prise sur les incidents, les abus qui nécessairement se glissent journellement chez lui, leur faire connaître le monde avec ses luttes, ses préjugés, ses conventions, leur donner certaines preuves de son expérience acquise, faire appel à leur jugement, en leur laissant le droit à la discussion, puis former un jury d'élèves perfectionnées, qui sanctionne les actes de l'école ou les difficultés qui surgissent. Il doit élever les pensées le cœur de l'enfant vers un idéal que chaque famille peut exprimer à sa manière d'où découlera le beau, le bien, le juste.

Le but de l'éducation morale est la foi en la justice qui donne la notion du vrai et du bon. Notre société actuelle avec ses dures nécessités, ses privilèges, ses injustes personnalités, n'est que le résultat du système pédagogique actuellement en vigueur en France, semblable à celui des religions qui toutes ont des intérêts, preuve de leur origine humaine.

Ces principes de devoir, inséparables des droits, peuvent enfanter des héros, purifier, renouveler une société dont le système religieux et pédagogique, ne produit actuellement que l'intolérance, l'envie et l'intérêt personnel.

Abolition des punitions et des récompenses.

Le mot punition ne doit jamais être prononcé dans l'école, l'enfant doit s'habituer à la réparation de ses torts.

C'est par le respect de sa liberté, par la persuasion et l'amour de la justice que nous devons l'y conduire. N'exigez pas de l'enfant cette obéissance passive, irresponsable, qui est aussi un héritage religieux.

L'enfant a ses droits, sa liberté, d'où lui vient la responsabilité, l'initiative ou self governement. La condition essentielle de responsabilité c'est la liberté, sans elle pas d'énergie.

Développez en un mot ces hautes conceptions dans un langage simple, vrai. Que vos actes soient en rapport à vos théories.

J'ai souvent remarqué, et à ma propre confusion, que l'enfant a le sentiment de justice plus développé que nous, qui le perdons par le frottement des intérêts discordants et des conventions sociales, laissez-lui la liberté de penser, de juger dans le respect qu'il doit à tous. Dirigez le dans la voie de la responsabilité, de l'initiative, et ne le traitez pas comme un être inconscient, lui qui pourrait vous en remontrer au point de vue des principes naturels de justice et de liberté.

Les récompenses et les classements sont autant que les punitions abolis de l'école, il est démontré que chaque individu doit à la société sa part de travail et d'intelligence, aux mieux doués il appartient de donner davantage, chaque élève doit avant tout dépendre de sa conscience et trouver en elle pleine satisfaction. Naturellement le travail bien fait, porte en lui même sa récompense, mais l'estime des autres et le salaire doivent être considérés comme effets et non comme causes.

Organisation de l'Ecole.

La première notion donnée à l'élève est : Faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fît.

Notre devise est : Le bien particulier concourant au bien général.

Les professeurs n'ont pas de rang hiérarchique, le règlement seul régit l'Ecole, la directrice en est la gardienne responsable. Chaque maîtresse est employée selon ses aptitudes en vue de l'intérêt de l'enfant.

La censure est appliquée par la directrice, afin d'éviter toute perte de temps aux professeurs, ces derniers laissent chaque jour un compte rendu sur le mouvement des cours, un autre est présenté par l'élève semainière, fonction qui développe l'initiative de l'enfant.

Tous les matins à la première heure de classe, la directrice réunit toutes les élèves et commence une improvisation morale, prise sur les abus qui se glissent journellement à l'école, et sur l'expérience de la vie, elle lit les comptes rendus, l'élève qui a commis une faute est interrogée, loyalement, elle peut se justifier, ses compagnes la jugent et nomment un jury d'élèves perfectionnées qui votent un blâme ou une justification.

L'improvisation achevée, la directrice applique une maxime morale, qui doit être pratiquée par toutes, dans la journée Ainsi s'accomplit pas à pas le perfectionnement psychique. En dehors de cette heure toute réprimande est exclue, la persuasion, l'amour de la justice remplacent les châtiments.

PAULINE DUPONT.

MOUVEMENT SOCIAL

France

PARIS. — Samedi dernier, Sébastien Faure a commencé la série des conférences qu'il se propose de faire chaque semaine, les mardi et samedi soir, à la salle d'Arras. Il y a développé ses opinions sur la question sociale et sur les causes de la souffrance morale dont l'humanité supporte de plus en plus impatiemment le fardeau. Quelques contradicteurs, entre autres MM. Faberot, Mordacq, Desfarges, sont venus apporter à la tribune les objections archiconnues et non moins réfutées, contre la conception d'une société sans propriété ni gouvernement. Notre camarade n'a eu aucune peine à repondre victorieusement à ces banalités.

Au cours de la discussion, le public présent dans la salle a fait quelque tapage; et c'est à regretter. Pour ma part, je ne saurais admettre l'intolérance qui couvre la voix d'un contradicteur et l'empêche de présenter ses objections quelles qu'elles soient. Les cris d'animaux et les sifflets ne sont pas des arguments et de tels procédés de discussion dénotent chez ceux qui s'y livrent une bien maigre confiance en la justesse de leur cause, puisqu'ils paraissent redouter pour elle la production au grand jour d'arguments adverses.

N. B. — Les conférences du samedi soir de chaque semaine seront seules contradictoires.

*
* *

ENCORE LES OMNIBUS. — C'était à prévoir. Aussitôt après la rentrée des grévistes, la Compagnie s'est empressée d'abuser lâchement de sa victoire, en révoquant en masse tous ceux qui s'étaient plus ou moins signalés au cours de la grève par leur esprit de solidarité. Hypocritement, elle a paru faire des concessions, se réservant le droit cependant de ne pas reprendre ceux des grévistes dont l'attitude aurait été par trop injurieuse à son égard. Les grévistes, comptant sur la bonne foi d'un Cuvinot, sont rentrés bénévolement après trois jours de chômage, *lâchant* le président et le secrétaire de leur syndicat, victimes de leur dévouement. Une fois retombés entre les griffes de la puissante compagnie, ils ont vu tous ceux d'entre eux qui, par leur indépendance ou l'énergie de leur caractère, avaient acquis l'estime de leurs camarades, impitoyablement éliminés sans autre raison si ce n'est que la Compa-

gnie voit en eux un élément de résistance à ses fantaisies oppressives.

Ceux-ci ont adressé à la population parisienne un appel que plusieurs journaux ont reproduit. De nouveaux bruits de grève circulent. Il est à souhaiter, si la menace est mise à exécution que la prochaine grève ne se termine pas, comme la précédente, en eau de boudin.

***

Les allumettiers. — Encore une grève qui vient de finir sur la simple promesse que les desiderata des grévistes feraient l'objet d'une étude. Les ouvriers allumettiers se sont mis en grève parce qu'ils en avaient assez d'être empoisonnés par le phosphore qu'ils manient et absorbent par tous les pores, du matin au soir. Rien n'était plus simple que de changer le phosphore employé, ou phosphore blanc, en phosphore amorphe, lequel est inoffensif. Cette petite modification eût évité la mort prématurée, amenée par une prompte décomposition de l'organisme, de tous les travailleurs de cette industrie. Mais, et c'est là le principal, le phosphore amorphe est un peu plus cher. Donc, pour une question de quelques gros sous, pendant des années, on a littéralement empoisonné des milliers d'hommes, et l'empoisonneur était l'Etat. Il a fallu que ces malheureux refusassent, pour engraisser quelques ronds-de-cuir, d'absorber plus longtemps ce terrible poison, pour qu'on se prît à observer qu'en effet, il y aurait peut-être lieu d'examiner si l'on ne pourrait pas mettre un terme à cet assassinat organisé. C'est que le sujet demande réflexion!

L'Administration va donc être invitée à rechercher les voies et les moyens d'arriver à une entente en vue de substituer le phosphore amorphe au phosphore blanc. Lentement, gravement, pesamment, on dressera rapports sur rapports, puis, quelque jour, quelque employé *flémard* oubliera le dossier dans un carton et les trop crédules ouvriers continueront de succomber à l'intoxication.

A qui la faute? sinon aux grévistes eux-mêmes qui n'ont pas su, dès le début, poser énergiquement leur revendication : Plus de phosphore blanc ou plus de travailleurs! Ils se sont laissé endormir par une nuée de politiciens plus compatissants les uns que les autres, venant, en échange de la protection offerte, s'assurer quelques unités de plus au chiffre des suffrages futurs, et s'en sont fiés à eux pour obtenir gain de cause.

M'est avis que l'avenir leur fera perdre cette illusion.

André Girard (*Max Buhr.*)

***

Le groupe des étudiants socialistes, révolutionnaires, internationalistes de Paris, se réunit tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, 7, rue Corneille. Mercredi prochain, 22 mai, il donnera, salle Octobre, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, une conférence faite par Jean Allemane, sur le mouvement syndical.

***

Chatillon. — Nous avions reçu la semaine dernière une lettre de H. Duchmann, adressée au préfet de police, et dans laquelle ce camarade se plaint des vexations dont il a été victime. La place nous a manqué pour l'insérer ; et comme elle a été publiée par divers journaux, nous nous bornerons à la résumer. Le domicile du camarade Duchmann a été dévalisé pendant son absence par des gens de police, sur la dénonciation d'un voisin qui avait pris une *couveuse artificielle* pour une machine infernale. On lui a en outre intercepté un colis contenant des vêtements, sous prétexte qu'il contenait des matières explosives ; depuis des semaines, il n'a pu rentrer en possession de ses objets. Le préfet de police ferait-il couver pour son compte des petits policiers ?

A. G.

***

Bourges (*Correspondance locale*). — Vous avez lu sans doute le récit du suicide de Chantelat avec ses quatre enfants. J'ai recueilli des renseignements précis sur la situation de sa famille. La presse locale a fait tout ce qu'elle a pu pour déguiser la vérité afin qu'on ne sache pas que c'est la misère qui a poussé cet homme au désespoir. Voici la vérité :

Chantelat était journalier ; le sort des journaliers, à Bourges, est assurément plus mauvais que ne l'était celui des esclaves. Les journaliers ne gagnent pas en moyenne 400 francs par an, sans être nourris, et je parle des hommes dans la force de l'âge. Cette année, au mois de mai, nous étions de quatre à cinq cents sans travail. Un chemin était à faire ; aussitôt ce fut une procession de gens allant demander de l'ouvrage ; à la tâche, les meilleurs ouvriers gagnaient 20 sous par jour, et cela, je le répète, au mois de mai. Les confidences que plusieurs m'ont faites étaient navrantes ; plusieurs m'ont dit qu'il leur arrive souvent de passer plusieurs jours sans manger!

Quant à ce pauvre Chantelat, c'était, de l'aveu de tous ses voisins, un homme irréprochable. Encore était-il un privilégié, car il n'a pas toujours manqué d'ouvrage cet hiver, où il gagnait 23 sous par jour, sans être nourri. Et depuis quelque temps il gagnait 15 francs par semaine, ce qui, en tenant compte des dimanches et des fêtes, fait 2 francs par jour. Mais il avait quatre enfants, et depuis trois jours il était sans travail, le désespoir s'empara de lui et sa détermination fut prise ; à quoi bon lutter davantage? Quant à mendier, jamais il n'y consentit. Voyant qu'il en serait réduit, pour vivre, à faire comme les autres journaliers, c'est-à-dire, en travaillant beaucoup, à avoir recours à l'aumône, il préféra mourir avec ses quatre enfants, plutôt que de laisser ceux-ci à cette société infâme. Quand on pense aux privations qu'il a dû endurer avec 23 sous par jour pour six personnes, on peut comprendre qu'il fût las de la vie. J'ai entendu quelques personnes, ignorant combien peu gagnait cet homme, le maudire parce qu'il avait détruit ses enfants.

Mais n'est-ce pas ceux qui prélèvent sur le salaire du journalier de quoi satisfaire un luxe homicide qui ont en réalité enroulé des cordes autour des membres de ces pauvres enfants et les ont précipités dans le canal où ils se sont noyés!

E. B.

***

Nemours. — Notre dépositaire de Nemours se plaint des procédés du commissaire de cette ville, qui lui a *pris*, malgré ses protestations, un exemplaire de notre premier numéro, en refusant, bien entendu, de le payer.

Voyons, monsieur le Commissaire, pourquoi tarabuster un malheureux vendeur, en lui arrachant ainsi une marchandise qu'il paie? Si les appointements que la Préfecture vous alloue ne vous permettent pas de dépenser 0,10 centimes par semaine, et que la lecture des *Temps Nouveaux* vous tienne tant au cœur, eh! que ne le dites-vous? Nous ne considérerions pas comme une largesse au-dessus de nos moyens de vous faire le service gratuit du journal.

***

Montceau-les-Mines : On lit dans le *Rapport des Travailleurs :*

Bonnes gens de Dijon, Besançon, Chalon ou autres lieux, travailleurs des villes et des champs, qui conservez une ombre d'indépendance, qui pouvez lire votre journal sans être espionnés, qui arrangez votre vie et votre intérieur sinon comme vous le désireriez, mais du moins sans que votre patron s'en préoccupe, vous ne pouvez vous faire une idée de l'enfer qu'est la mine.

Non seulement le métier a des dangers considérables, certains, connus, trop tristement célèbres même, mais encore le mineur est hiérarchisé, excité contre ses frères, poussé à la bassesse et traîné à l'église. On lui brise le corps, on tenaille ses convictions, on tue son énergie et on abrutit son cerveau.

Esclave à la mine, il est encore esclave chez lui. Il doit prendre garde à ses voisins, à ses paroles, à ses gestes et se cacher même de sa famille, de crainte qu'il ne transpire au dehors quelque chose de ce qu'il aura dit dans un mouvement d'indépendance, une lueur de raison.

Le grisou l'abat, l'asphyxie, le guette, l'éboulement le menace, peu importe. Qu'il se taise ou qu'il chante les louanges de la Compagnie! Une seule amélioration s'offre à lui : qu'il vende sa conscience et 27 sous le récompenseront de sa lâcheté.

Aussi beaucoup succombent : 1.280, dit-on; c'est exagéré, sans doute, mais c'est très significatif. Mais le plus triste, c'est que ces pauvres mouchards ont conscience de leur vilenie et font tout pour se cacher. Ils craignent le bruit que l'on fait autour d'eux et enragent de ne pouvoir l'étouffer. La présence d'un de leur camarade émancipé de la mine est une honte pour eux, c'est le remords vivant qui les poursuit sans trêve. Pour un peu, certains lui donneraient la chasse sans que la Compagnie le leur ordonne, s'ils ne craignaient la vendetta des hommes libres.

Cette rage se trahit chez leurs femmes, instruments souvent aveugles des haines des époux et des frères. Esclaves elles-mêmes des hommes, elles se font encore les complices de l'asservissement de ces derniers.

Suisse.

La-Chaux-de-Fonds. — L'horlogerie qui est notre seule industrie et par conséquent notre unique gagne-pain, en est arrivée d'année en année, au point qu'aujourd'hui, les juifs et les machines aidant, il n'est plus possible à l'ouvrier de faire « le tour ». Jamais, peut être, on n'a fabriqué autant de montres qu'aujourd'hui, mais on les fait si vite et à si bon marché qu'il n'est plus possible de dire que les affaires vont bien.

Il y a quelques jours une banque de toute « moralité » et de première importance a fait faillite. Une première maison d'horlogerie a également fait faillite, laissant un déficit de plus d'un million, entraînant dans sa chute d'autres maisons qui ferment avec des déficits de 500.000 francs. Et ce n'est que le commencement de la débâcle! Des usines se sont installées un peu partout dans les campagnes, ce qui fait qu'avec un outillage perfectionné et des ouvriers moitié campagnards, moitié horlogers, on y fabrique des montres qui se vendent 4 et 4 fr. 50.

On bâtit des prisons où le besoin s'en fait sentir; on reforge des codes, on augmente la solde des gendarmes, on leur bâtit des maisons habitables et, à La Chaux-de-Fonds, il y a eu ces dernières années, un vrai déluge d'avocats, de notaires et autres « hommes de lois ».

On se demande ce que fait l'ouvrier au milieu d'une telle débâcle? Il ne fait rien, ou ne fait que « le poing dans la poche. » Il va encore voter par-ci, par-là, et croit avoir revendiqué beaucoup lorsqu'il fait partie d'un « parti ouvrier. » Ce parti est un très médiocre agitateur; il ne satisfait en rien les besoins du peuple. Si vous lisiez leurs journaux de maintenant, vous seriez étonnés de la nullité de leurs arguments. J'ai entendu des ouvriers s'en plaindre, c'est tout dire.

Le monde anarchiste, lui, ne fait guère plus. Mais il a été secoué par plusieurs procès qui ont, ou affamé les hommes et les familles ou à moitié tué ceux qui ont fait du bagne.

Il y a comme un vent d'assoupissement qui a amolli toute vie, toute agitation; toute initiative chez nous comme chez les ouvriers en général.

Les soucis du pain sont pour beaucoup dans cet avachissement des masses, et il est encore assez rare de rencontrer des hommes qui en soient écœurés et dont le cœur renferme de la haine. Nicolet.

Belgique.

Bruxelles. — Les camarades décidés à propager les *Temps Nouveaux*, sont invités à se réunir tous les dimanches matin, à 10 heures, à la Balance, Grand' Place.

Italie

La situation de ce pays devient chaque jour plus triste et plus critique. Le gouvernement marche désormais à la faillite, et la banqueroute s'annonce dans toutes les ramifications de l'administration bureaucratique. La pourriture bourgeoise est à son comble; les « affaires » des banques, et les scandales qui en sont résultés ont porté un coup mortel à la classe dirigeante.

Plusieurs réputations politiques ont sombré dans la boue de l'« affairisme » et la corruption s'étale sur une vaste échelle.

L'esprit réactionnaire qui anime la magistrature et la police se manifeste par des condamnations disproportionnées à chaque tentative de révolte et par toutes sortes de persécutions contre les hommes de pensée. Les dossiers « Giolitti » ont coulé M. Crispi, qui, indécis, cherche à retarder sa chute en faisant reculer la dissolution de la Chambre; bien plus, il décrète et dicte des lois sans le concours de ses collègues, les députés.

Les voleurs des millions MM. Tanlongo, Larreroni, c'est-à-dire tous les accusés du procès de la Banque romaine, ont été acquittés en même temps que les tripoteurs Chauvet et Cie poursuivis pour chantage.

***

Les socialistes se préparent pour les élections; et, profitant de l'enthousiasme que suscitent les candidatures « protestataires » des condamnés par les tribunaux militaires, plusieurs ambitieux espèrent conquérir une place au Parlement.

***

Nos meilleurs compagnons se trouvent au « domicilio coacto » ou au cachot.

Ils souffrent péniblement toutes sortes de sévices et de tortures de la part des argousins.

Les lois exceptionnelles, votées par la Chambre ont servi à M. Crispi pour se débarrasser de tous les

anarchistes qui sont de tous les partis ceux qu'il craint le plus.

Cependant, malgré les efforts de la réaction, on peut dire qu'en Italie l'idée n'est pas morte; bien au contraire, elle pousse de nouveaux rameaux.

(P. R.)

***

ITALIE. — L'histoire des persécutions contre la liberté de la pensée en Italie, en ce temps de lois exceptionnelles, constitue les pages les plus horribles et les plus monstrueuses.

Ces lois, votées par le gouvernement d'un ministre qui s'efforce de faire comprendre au peuple courbé sous son poing de fer qu'il faut combattre les ennemis de la société civile, sur le drapeau desquels brillent ces mots : « Sans Dieu ni Maîtres » et se rallier sous l'auguste bannière portant l'aphorisme : « Pour Dieu, pour le Roi et pour la Patrie » (discours de Naples), ces lois pourtant ont eu et auront pour effet d'attirer de plus en plus les sympathies à notre cause.

Il importe donc moins, le sacrifice de tant d'hommes généreux qui souffrent à présent les rigueurs de la réclusion de Porto-Ercole, la Sibérie de la libre Italie, car l'écho de leurs souffrances qui font frémir d'indignation tout noble cœur, propage leurs principes de rénovation sociale parmi le peuple qui admire leur martyre, leur fermeté et leur héroïsme.

Il n'y a pas de ville en Italie qui n'ait vu déporter d'intègres citoyens coupables simplement d'aspirer à la liberté, à la solidarité humaine, à l'amour et à la paix universelle. Et en tous coins de l'Italie, quelque mère dans la prostration de la misère, pleure un fils que lui a volé la Justice de l'Etat, quelque jeune épouse songe tristement au compagnon de sa vie arraché à ses caresses, à son amour, ou quelque vieillard gémit sur la perte de ses fils, qui lui procuraient le pain qu'il ne peut plus gagner.

Innombrables sont les procès forgés par les questures sous l'éternelle rubrique : *Associazione a delinquere*. Nous vivons dans une période presque sans pareille, quant aux basses et lâches persécutions dirigées contre les idées révolutionnaires.

Nul doute que cette réaction ne rende un immense service à nos idées.

Angleterre.

LES PROGRESSISTES AU *County-Council* DE LONDRES. — Le *County-Council* de Londres qui a infiniment plus de fonctionnaires supérieurs, c'est-à-dire inutiles, que l'ancien Conseil métropolitain, vient d'augmenter considérablement leurs appointements. Les membres de ce conseil qui se donnent improprement le nom de progressistes comprennent le progrès d'une manière originale, sous forme de corruption d'un nouveau genre, interprétant la loi selon la lettre et non selon l'esprit, à leur profit personnel.

Le Code municipal des corporations contient une clause très juste interdisant au Conseil d'avoir des rapports d'intérêts avec ses propres membres, mais il autorise des annonces dans un journal, alors même qu'un des conseillers serait actionnaire de ce journal. Les soi-disant progressistes sont partis de là pour fonder un journal dont ils sont restés actionnaires et qu'ils soutiennent par les annonces du Conseil, dont ils votent l'insertion. Ce fait scandaleux a été signalé par M. Boulnois et d'autres membres, mais les prévaricateurs l'ont emporté.

Comme le parti progressiste est censé représenter le socialisme au Conseil de Londres, il serait à désirer que les socialistes de toute nuance s'empressent de blâmer cet acte éminemment antisocial qui ne peut que déconsidérer le socialisme aux yeux des honnêtes gens.

T. BOLAS.

(*Liberty*, n° 15, mars 1895.)

République Argentine.

PARANA. — Ici le peuple est peut-être plus exploité que dans n'importe quel pays et personne ne pense à se révolter; il n'y a aucun sentiment de dignité; c'est à qui s'aplatira le plus.

Maintenant le pays se dépeuple avec une assez grande rapidité, et je crois que le gouvernement n'en est pas fâché, (quoi qu'il fasse dire le contraire dans les journaux). On a su attirer ici, par une propagande très active durant les années précédentes, un assez grand nombre d'émigrants et surtout de petits capitalistes européens, tous épris de la terre et de la propriété; et dans l'activité générale qui régnait alors, on a su donner une valeur fictive au sol, et une assez grande facilité de crédit. Enfin tout le monde croyait à la fortune, à la plus grande prospérité de ce pays et était plus ou moins devenu propriétaire. Puis la crise est venue. Les ouvriers, ainsi que les émigrants qui n'avaient que leurs bras ont été d'abord impitoyablement sacrifiés et volés par les patrons et les petits propriétaires. Puis, est venu le tour de ceux-ci. Le gouvernement, par de nouveaux impôts, et une administration spéciale à l'Argentine, a fait voir où il en veut venir. Alors, les petits propriétaires ont essayé de protester, même de se révolter, mais le peuple était parti et c'est lui seul qui pouvait se battre (je parle du peuple étranger, les fils du pays gardent la neutralité). Ils se sont unis alors avec l'opposition qui s'est servie d'eux pour faire comme à Santa-Fé, un semblant de révolution. Cela a servi à leur enlever la sympathie que pouvaient avoir pour eux leurs nationaux à l'étranger et à donner au gouvernement le droit de sévir avec encore plus de rigueur.

La politique Argentine est donc très simple. Elle possède un immense territoire sous un très beau climat. Le génie des Argentins ne s'élève pas plus haut que l'élevage des animaux qui se fait à la grâce de Dieu... Attirer les cultivateurs, mettre le terrain en culture, le vendre, faire bâtir des villes et reprendre tout cela ; c'est ce qui se passe actuellement.

C. T.

COMMUNICATIONS ET CORRESPONDANCE

Nous venons de recevoir la lettre suivante :

Nogent-sur-Marne, *13 mai 1895*.

A Monsieur le Rédacteur en chef
des *Temps Nouveaux*.

Monsieur et cher confrère,

L'appréciation formulée dans la bibliographie de votre numéro du 11-17 mai courant sur mon livre, *La Pétaudière Coloniale* dépasse trop évidemment le droit de critique pour que je ne vous demande pas la permission de protester dans les colonnes mêmes de votre estimable journal.

Je n'appartiens pas à un « clan exclu du pouvoir » comme vous m'en accusez très gratuitement, non plus que je n'appartiens à l'une quelconque des factions qui se le disputent entre elles.

Indépendant je suis, indépendant je veux rester et mon livre n'est que le récit très impartial d'un témoin. C'est parce que j'estime, en ma conscience de citoyen, que les Colonies peuvent, seules, apporter un remède efficace au mal social dont nous souffrons et qu'il faut améliorer nos procédés, que j'ai écrit *La Pétaudière Coloniale*.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir insérer la présente lettre et vous prie d'agréer, Monsieur et cher Confrère, l'assurance de mes sentiments distingués.

A. CANU.

En publiant les quelques lignes par lesquelles nous recommandions à la lecture de nos lecteurs, le livre de M. Canu, nous n'avons fait qu'exprimer l'impression que nous en avait laissée la lecture que nous en avions faite Nous ne connaissons pas personnellement M. Canu, il nous affirme qu'il n'appartient à aucune coterie; en dehors de la lecture de son livre, nous n'avons pas d'autre raison de le supposer. Mais comme ce sont les individualités au pouvoir qu'il combat et non le système, il est à présumer qu'il s'imagine qu'en déplaçant les hommes qui sont dans les bureaux de l'administration coloniale, et en les remplaçant par des hommes « intègres, » on arrivera à empêcher les abus qui s'y commettent.

Nous, nous sommes convaincus, que, tant que les mêmes institutions existeront, elles engendreront les mêmes abus, « quels que soient les hommes que l'on y mette. »

M. Canu veut résoudre la question sociale par le système colonial. Il s'inspire, sans doute, des paroles du Grrrand poète bourgeois, Victor Hugo qui, lui aussi, disait aux travailleurs : « Vous vous plaignez de ne pas avoir de place? Il y a, en Afrique des terrains immenses, allez-y, nous vous les donnons! » Et, dernièrement, s'apercevant que nul des mécontents n'était disposé à aller prendre possession de ces terrains que la munificence de ce poète si généreux mettait à leur disposition, la bourgeoisie avait pris certaines mesures pour les y envoyer malgré eux.

M. Canu est patriote; cela ressort de la lecture de son livre. Il estime, sans doute, que la conquête de l'Alsace et de la Lorraine fut une grande iniquité, une atteinte au droit des gens! Voudrait-il nous dire ce que représentent les conquêtes coloniales?

Parce qu'un degré de civilisation plus avancé nous a donné quelque avantage sur certains peuples, nous nous érigeons leurs maîtres, nous envahissons leurs territoires, nous leurs imposons nos coutumes, nous prélevons la dîme sur leurs produits les dépouillons de leurs meilleures terres, et, lorsqu'ils se révoltent, nous les décimons.

Mis en pratique par de simples particuliers, ce système serait poursuivi comme brigandage. Pratiqué par les gouvernements, c'est intitulé « œuvre civilisatrice! » — Les choses changent d'aspect, selon le point de vue d'où on les envisage.

La colonisation est une œuvre de brigandage, elle ne peut engendrer que le dol et la fraude, quels que soient les hommes en place. Que M. Canu en prenne son parti, on pourra en changer autant que l'on voudra, ils ne pourront faire autre chose que ce qu'auront fait leurs prédécesseurs.

J. GRAVE.

BIBLIOGRAPHIE

Les camarades de Bruxelles viennent de fonder un groupe qui se propose de publier une série de brochures de propagande, sous le titre générique de: *Bibliothèque des Temps Nouveaux*. Ce groupe se propose de faire distribuer gratuitement ses brochures chaque fois que ses ressources le lui permettront.

La première qu'ils viennent de faire paraître est faite d'un article paru, il y a deux ans, dans les *Entretiens politiques et littéraires*, intitulé: *Aux anarchistes qui s'ignorent*, et signé par notre collaborateur Charles-Albert.

Nos anciens lecteurs du supplément connaissent aussi cet article.

L'adresse du groupe est: *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 1, rue de Nieuwmolen, (rue de France) Bruxelles-Midi.

VINDEX.

Nous avons reçu:

Renouveau, par J-H de Rosny, 1 vol. 3 fr. 50.

Dynamiteur, de R. L. Stephenson, 1 vol. 3 fr. 50 chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Dans la rue, chansons et monologues, par A. Bruant, 2 vol. 7 fr. chez l'auteur, 84 boulevard Rochechouart.

Le *Règne de la Grâce*, par M. Pujo, 1 vol. 3 fr. 50 chez F. Alcan, éditeur 108, boulevard Saint-Germain.

Le *Cœur et l'Esprit*, recueil de nouvelles, par G. Geffroy, 1 vol. 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Trimardeur, par G. Bonnamour, 1 vol. 3 fr. 50 chez Dentu.

Lorsque la place nous le permettra, nous reviendrons sur quelques-uns des volumes, que nous nous bornons, provisoirement, à annoncer.

A NOS DÉPOSITAIRES

Prière à nos dépositaires de bien vouloir nous renvoyer tous les invendus du n° 1 qu'ils peuvent posséder. Nous en avons un besoin urgent.

CORRESPONDANCES

K., à Chaumont. — D., à Nouzon. — B., à Bourges. — B., à Turin. — N., à Utrecht. — Z., à Balmuccia. — S., à Varna. — D. P., à Paris. — C., à Marseille. — B., à Northampton. — D., à Amsterdam. — K., à Belgrade. — V., à Montfort. — G. M., à Equancourt. — N., à Vazerac. — C. P., à Lisbonne. — T., à Turin. — S., à Zurich. — M., à Nonancourt. — G. D., à Reims. — N., à Londres. — G. A., à Bordeaux. — A. M., à Big-Band. — B., à Argenteuil. — B., à Saint-Rambert. — L., à Aix-en-Savoie. — C., à Montreuil. — G., à Cette. — L., à Reims. — B., à Lisbonne. — A., à Angoulême. Reçu timbres et mandats.

A.. à Brest. Reçu mandat, merci. — *Aux lecteurs qui nous ont demandé le livre de Hamon* : « La psychologie de l'anarchiste ». Le livre ne sera prêt qu'à la fin du mois. Vous ferons parvenir aussitôt paru. — *C. J., Paris*. Reçu pour le journal, merci. — *C., à Pompignan*. Avons envoyé brochures. — C., à Houdan. Avons envoyé aux adresses. — *Jean Misère*, Reçu, emploierons au mieux. — *X. Y. Z.* Oui.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

IMP. NOIZETTE ET Cie, 8, RUE CAMPAGNE-1re, PARIS.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 4 — DIX CENTIMES — DU 25 AU 31 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An	Fr. 6 »
Six mois	— 3 »
Trois Mois	— 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An	Fr. 8 »
Six Mois	— 4 »
Trois Mois	— 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN TEMPS D'ARRÊT

Que les idées socialistes se répandent à flots dans la société actuelle — nulle possibilité d'en douter. Le socialisme a déjà mis son cachet sur l'ensemble de la pensée de notre époque. La littérature, l'art et même la science s'en ressentent. La classe bourgeoise commence à s'en imprégner, aussi bien que la classe ouvrière. L'insécurité des fortunes basées sur l'exploitation; les hasards de l'enrichissement et de la ruine; l'accroissement, extrêmement rapide, de la classe qui vit aux dépens du travail manuel des masses, et le nombre, toujours croissant, des aspirants aux positions lucratives dans les professions libérales; l'idée, enfin, dominante de l'époque, — tout pousse le jeune bourgeois vers le socialisme.

N'était l'Etat qui consacre la plupart de son budget de cinq milliards à la création de nouvelles fortunes bourgeoises et au maintien des anciennes — en même temps qu'il empêche l'expansion du socialisme par son éducation, son armée et sa hiérarchie de fonctionnaires — la désagrégation de la bourgeoisie et de la pensée bourgeoise serait bien plus rapide.

L'idée se propage. Mais nous ne ferons qu'exprimer une pensée très répandue en ce moment, si nous affirmons que le socialisme est arrivé à un moment d'arrêt : qu'il se sent forcé de soumettre toute sa doctrine à une révision complète, s'il tient à faire de nouveaux progrès et à jouer sa part dans l'œuvre pratique de reconstruction de la société.

* * *

Le socialisme de l'Internationale s'exprimait par une formule très simple : *l'expropriation.*

Etait socialiste celui qui reconnaissait que tout ce qui est nécessaire pour travailler à la satisfaction des besoins multiples de la société, *doit* revenir à la société elle-même, — et ceci, à bref délai.

Que la possibilité de s'approprier la moindre parcelle de terrain ou des usines, afin de priver les autres des moyens de produire pour la satisfaction des besoins de tous — doit cesser d'exister. Que cette appropriation est la source des maux actuels; que l'ensemble de la production doit être guidé par la société elle-même; et que la transformation nécessaire ne peut s'opérer que par la voie de la révolution sociale.

Formule encore vague, il est vrai, quant à ses applications pratiques, mais assez nette quant à son but final.

Mais, peu à peu, un but beaucoup plus restreint vint se substituer à celui-ci, — surtout sous l'influence de l'Allemagne qui entrait à peine dans le cercle des nations industrielles de l'Occident et sortait seulement des tenailles du pouvoir absolu.

On maintint toujours ce but final dans les considérants *théoriques* du socialisme. Mais on élabora à côté un programme, tout autre, pour la pratique de tous les jours.

On fit à peu près comme l'Eglise chrétienne avait fait autrefois, lorsqu'elle affirma un idéal supérieur de « chrétien », mais admit en même temps que cet idéal était impossible à atteindre de sitôt; et, par conséquent, à côté de cet idéal, dont on parle encore le dimanche, elle accepta un idéal pour les jours de la semaine, — celui du chrétien qui pratique l'individualisme à outrance, et mitige son individualisme par de douces paroles sur « l'amour du prochain » et par l'aumône.

On fit quelque chose de semblable pour le socialisme. A côté de l'idéal, dont on parle les jours de fête, on plaça l'idéal de tous les jours : la conquête des pouvoirs dans l'Etat actuel, la législation pour protéger l'esclave salarié contre les écarts par trop brutaux de l'exploitation, et une certaine amélioration du sort de certaines catégories de travailleurs privilégiés.

* * *

Républicain en Allemagne, gréviste ou coopérateur en Angleterre et en Belgique, plus ou moins communaliste en France, — pourquoi le socialisme ne se maintiendrait-il pas, en effet, avec sa division subtile entre l'idéal des jours fériés et la pratique des jours de travail?

Et puis, étant donné l'esprit arriéré des masses, leur incapacité de comprendre le « socialisme scientifique », — n'y avait-il pas tout avantage à grouper, organiser les masses sur des questions de moindre importance, et faire infiltrer, entre temps, les principes du socialisme? Entamer la législation, faite jusqu'ici au profit des classes possédantes, pour habituer les esprits à une législation faite au profit de tous? Et ainsi de suite... Chacun saura lui-même, s'il y tient, renchérir sur ces arguments, si souvent répétés.

* * *

Sur ces principes, la propagande socialiste fut lancée; elle fut faite sur une large échelle, et on en connaît les résultats.

Bons ou mauvais, nous ne nous arrêterons pas ici pour les apprécier. Ce qu'il nous importe de constater, c'est que la propagande socialiste *ne peut plus* marcher sur ces principes. On veut, dans les masses ouvrières, en savoir plus long sur le but à atteindre, et des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour demander : Où l'on va? où et comment veut-on arriver?

C'est que le temps presse. Ces mêmes causes qui ont fait éclore le socialisme, imposent d'en arriver au plus tôt à la solution. Dans les pays d'industrie avancée — l'Angleterre, la France, la Belgique — le nombre de ceux qui produisent de leurs bras le pain, le vêtement, le logis et même les objets de luxe, diminue à vue d'œil, en rapport de ceux qui se font une vie supérieure à celle du producteur, en se faisant des organisateurs, des intermédiaires, des gouvernants. Les marchés, sur lesquels on vend à haut prix sa marchandise et achète à vil prix les produits bruts des pays arriérés en industrie, sont disputés, l'arme au bras, par les bourgeoisies de toutes les nations, y compris les nouveaux-venus, comme l'Italie, la Russie et le Japon. Le nombre des sans-travail jetés continuellement hors des rangs des producteurs, par les crises et l'ensemble des tendances de l'industrie, augmente; il atteint les proportions formidables des bandes qui parcouraient la France aux approches de 1788. Toutes ces conditions demandent des remèdes immédiats; mais la foi dans les bienfaits de la législation paternelle s'en va, dès que l'on commence à en goûter. Enfin, tous les principes essentiels qui servent de base à l'ancien régime et que l'on avait jusqu'ici maintenus par les mensonges de la religion et de la science, s'en vont... Le temps presse.

On a beau hâter le replâtrage : on s'aperçoit que les causes qui avaient fait songer à réparer l'édifice, agissent trop rapidement; que les habitants, menacés d'écroulement, s'impatientent. Il faut procéder, immédiatement, sans retard, à la reconstruction complète, et on en demande le plan.

* * *

Et nous voyons se produire dans les masses, gagnées au socialisme, ou seulement touchées par l'idée, un arrêt. On n'ose plus marcher dans la même voie sans se rendre compte : où l'on va? qu'est-ce que l'on veut avoir? qu'est-ce que l'on cherchera à réaliser?

Laisser le tout — trouver le plan, l'exécuter — à ceux dont les noms sortiront un jour des urnes, après que l'on aura renversé les gouvernements actuels? — L'idée seule fait sourire l'ouvrier qui pense — et ils sont nombreux ceux qui pensent aujourd'hui.

Et partout — dans les réunions, dans les articles de journaux, dans les questions jetées aux orateurs des réunions publiques, dans les conversations — on voit surgir la même grande question.

* * *

« La production de ce qui sert à satisfaire nos besoins s'est engagée dans une fausse voie — très vrai! Abandonnée aux hasards du profit,

elle paralyse plus l'initiative qu'elle ne la stimule. Elle ne répond point aux besoins. Elle ne satisfait pas les plus pressés, elle en crée des milliers d'artificiels. Le tout est un immense gaspillage de forces humaines.

« La tournure funeste prise par l'industrie engendre les crises — et elles sont fréquentes, alors même qu'elles ne sont pas générales, — les guerres au dehors, les guerres civiles. Elle met continuellement en danger les quelques libertés politiques conquises. Elle amène les violences d'en haut, que le travailleur ne veut plus supporter et auxquelles il répond par les violences d'en bas.

« D'accord avec tout cela, — dit le socialiste qui pense, — Mais *comment* organiser la production sur une base nouvelle? Par quel bout commencer? A quelle institution sociale en confier la transformation?

« A l'Etat? c'est-à-dire au parlement? — faux en principe, faux dans ses actes, incapable de rien organiser, incapable même de contrôler la besogne qu'il s'empresse d'abandonner à une hiérarchie d'administrateurs?

« Aux petits parlements municipaux qui répètent sur une moindre échelle les vices des parlements nationaux?

« Ou bien aux syndicats ouvriers qui, du jour où ils procèdent par représentation, créent des parlements semblables aux précédents?

« En admettant même qu'une inspiration dont on ne voit pas d'ailleurs l'origine, les affranchisse des vices communs aux assemblées législatives, — par quelle force mettraient-ils leurs décisions en exécution? Par la police, le juge, le geôlier, comme auparavant? »

Et, du coup, tout l'immense problème du gouvernement surgit devant celui qui interroge. Et quand on lui souffle, comme on le fait en Allemagne, les mots de « dictature des hommes de confiance », — il y croit peut-être en Allemagne, mais en Occident la triade Robespierre-Barras-Napoléon surgit immédiatement devant ses yeux. Il connaît trop la dictature pour y déposer sa foi...

⁂

La presse socialiste a beau dire que «tout cela» s'arrangera plus tard; qu'en ce moment il s'agit de voter. Le socialiste a beau s'inculquer la maladie du vote et toujours voter — aujourd'hui pour un tel, député, demain — pour un tel, conseiller municipal, après-demain — pour le conseil de la paroisse. Cela n'avance à rien : on ne vote pas chaque jour, et les grandes questions reviennent toujours.

Passe encore en Allemagne, qui s'approche de son 1848, et où le démocratisme socialiste peut être maintenu par de vagues allusions des Ledru-Rollin et des Louis Blanc, tandis que l'essence du mouvement se dirige contre l'autorité personnelle d'un Bismarck ou d'un Guillaume et le règne de la camarilla. Mais cela ne suffit plus en France ni en Belgique, encore moins en Angleterre.

Et c'est ce qui fait que le socialisme s'arrête dans son développement. Les nombres peuvent grossir, mais il manque de substance : il la cherche.

Il sort de sa première phase d'enthousiasme général : il doit se substancier, se déterminer. Il doit oser se prononcer nettement. Il doit répondre aux grandes questions.

Mais, comment le ferait-il sans se déclarer anarchiste? Anarchiste, ou dictatorial, il *doit* faire son choix, et l'avouer. Et c'est là la phase dans laquelle le socialisme est obligé d'entrer maintenant, — à moins que les événements révolutionnaires ne viennent eux-mêmes imposer les solutions. Mais, même dans la tourmente révolutionnaire, la même question viendra se poser, comme elle se posait déjà en 1848 en France. — Anarchie ou dictature!

Nous reviendrons encore plusieurs fois sur ce sujet.

PIERRE KROPOTKINE.

L'ANARCHIE [1]

(Suite)

Peut-être me donnerez-vous raison? Mais encore ici plusieurs d'entre vous prononceront le mot de « chimère ». Heureux déjà que vous y voyiez du moins une noble chimère! mais je vais plus loin, et j'affirme que notre idéal, notre conception de la morale est tout à fait dans la logique de l'histoire, amenée naturellement par l'évolution de l'humanité.

Poursuivis jadis par la terreur de l'inconnu aussi bien que par le sentiment de leur impuissance dans la recherche des causes, les hommes avaient créé par l'intensité de leur désir une ou plusieurs divinités secourables qui représentaient à la fois leur idéal plus ou moins informe et le point d'appui de tout ce monde mystérieux visible et invisible des choses environnantes. Ces fantômes de l'imagination, revêtus de la toute-puissance, devinrent aussi aux yeux des hommes le principe de toute justice et de toute autorité : maîtres du ciel, ils eurent naturellement leurs interprètes sur la terre, magiciens, conseillers, chefs de guerre, devant lesquels on apprit à se prosterner comme devant les représentants d'en haut. C'était logique; mais l'homme dure plus que ses œuvres, et ces dieux qu'il créa n'ont cessé de changer comme des ombres projetées sur l'infini. Visibles d'abord, animés de passions humaines, violents et redoutables, ils reculèrent peu à peu dans un immense lointain; ils finirent par devenir des abstractions, des idées sublimes, auxquelles on ne donnait même plus de nom, puis ils arrivèrent peu à peu à se confondre avec les lois naturelles du monde; ils rentrèrent dans cet univers qu'ils étaient censés avoir fait jaillir du néant, et maintenant l'homme se retrouve seul sur la terre au-dessus de laquelle il avait dressé l'image colossale de Dieu.

Toute la conception des choses change donc en même temps. Si Dieu s'évanouit, ceux qui tiraient de lui leurs titres à l'obéissance voient aussi se ternir leur éclat emprunté : eux aussi doivent rentrer graduellement dans les rangs, s'accommoder de leur mieux au milieu. On ne trouverait plus aujourd'hui de Tamerlan qui commandât à ses quarante courtisans de se jeter du haut d'une tour, sûr que, dans un clin d'œil, il verrait des créneaux les quarante cadavres sanglants et brisés. La liberté de penser a fait de tous les hommes des anarchistes sans le savoir. Qui ne se réserve maintenant un petit coin de cerveau pour réfléchir et pour penser? Or c'est là précisément le crime des crimes, le péché par excellence symbolisé par le fruit de l'arbre qui révéla aux hommes la connaissance du bien et du mal. De là la haine de la science que professa toujours l'Eglise. De là cette fureur que Napoléon, un Tamerlan moderne, eut toujours pour les « idéologues ».

Mais les idéologues sont venus. Ils ont soufflé sur les illusions d'autrefois comme sur une buée, recommençant à nouveau tout le travail scientifique par l'observation et l'expérience. Un d'eux même, nihiliste avant nos âges, anarchiste s'il en fut, du moins en paroles, débuta par faire « table rase » de tout ce qu'il avait appris. Il n'est maintenant guère de savant, guère de littérateur, qui ne professe d'être lui-même son propre maître et modèle, le penseur original de sa pensée, le moraliste de sa morale. « Si tu veux surgir, surgis de toi-même! » disait Gœthe. Et les artistes ne cherchent-ils pas à rendre la nature telle qu'ils la voient, telle qu'ils la sentent et la comprennent? C'est là d'ordinaire, il est vrai, ce qu'on pourrait appeler une « anarchie aristocratique », ne revendiquant la liberté que pour le peuple choisi des Musagètes, que pour les gravisseurs du Parnasse. Chacun d'eux veut penser librement, chercher à son gré son idéal dans l'infini, mais tout en disant « qu'il faut une religion pour le peuple! » Il veut vivre en homme indépendant, mais « l'obéissance est faite pour les femmes », veut créer des œuvres originales, mais « la foule d'en bas » doit rester asservie comme une machine à l'ignoble fonctionnement de la division du travail! Toutefois ces aristocrates du goût et de la pensée n'ont plus la force de fermer la grande écluse par laquelle se déverse le flot. Si la science, la littérature et l'art sont devenus anarchistes, si tout progrès, toute nouvelle forme de la beauté sont dus à l'épanouissement de la pensée libre, cette pensée travaille aussi dans les profondeurs de la société et maintenant il n'est plus possible de la contenir. Il est trop tard pour arrêter le déluge.

La diminution du respect n'est-elle pas le phénomène par excellence de la société contemporaine? J'ai vu jadis en Angleterre des foules se ruer par milliers pour contempler l'équipage vide d'un grand seigneur. Je ne le verrai plus maintenant. En Inde, les parias s'arrêtaient dévotement aux cent quinze pas réglementaires qui les séparaient de l'orgueilleux brahmane : depuis que l'on se presse dans les gares, il n'y a plus entre eux que la paroi de clôture d'une salle d'attente. Les exemples de bassesse, de reptation vile ne manquent pas dans le monde, mais pourtant il y a progrès dans le sens de l'égalité. Avant de témoigner son respect, on se demande quelquefois si l'homme ou l'institution sont vraiment respectables. On étudie la valeur des individus, l'importance des œuvres. La foi dans la grandeur a disparu; or là où la foi n'existe plus, les institutions disparaissent à leur tour. La suppression de l'Etat est naturellement impliquée dans l'extinction du respect.

L'œuvre de critique frondeuse à laquelle est soumis l'Etat s'exerce également contre toutes les institutions sociales. Le peuple ne croit plus, il ne croit absolument plus à l'origine sainte de la propriété privée, produite, nous disaient les économistes, — ils n'osent plus le dire maintenant, — par le travail personnel des propriétaires; il n'ignore point que le labeur individuel ne crée jamais des millions ajoutés à des millions, et que cet enrichissement monstrueux est toujours la conséquence d'un faux état social, attribuant à l'un le produit du travail de milliers d'autres; il respectera toujours le pain que le travailleur a durement gagné, la cabane qu'il a bâtie de ses mains, le jardin qu'il a planté, mais il perdra certainement le respect pour toutes les propriétés fictives que représentent les papiers de toute espèce contenus dans les banques. Le jour viendra, je n'en doute point, où il reprendra tranquillement possession de tous les produits du labeur commun, mines et domaines, usines et châteaux, chemins de fer, navires et cargaisons. Quand la multitude, cette multitude « vile » par son ignorance et la lâcheté qui en était la conséquence fatale, aura cessé de mériter le qualificatif dont on l'insulta, quand elle saura en toute certitude que l'accaparement de cet immense avoir repose uniquement sur une fiction chirographique, sur la foi en des paperasses bleues, l'état social actuel sera bien menacé! En présence de ces évolutions profondes, irrésistibles, qui se font dans toutes les cervelles humaines, combien niaises, combien dépourvues de sens paraîtront à nos descendants ces clameurs forcenées qu'on lance contre les novateurs! Qu'importent les mots orduriers déversés par une presse obligée de payer ses subsides en bonne prose, ou même les insultes honnêtement proférées contre nous par ces mêmes dévotes « saintes mais simples » qui portaient du bois au bûcher de Jean Huss! Le mouvement qui nous emporte n'est pas le fait de simples énergumènes ou de pauvres rêveurs, il est celui de la société même dans son ensemble. Il est nécessité par la marche de

(1) Le travail que nous publions devait former le sujet d'une conférence qui devait être faite, l'année dernière, dans une loge maçonnique. (*Voir le numéro précédent.*)

la pensée, devenue maintenant fatale, inéluctable, comme le roulement de la terre et des cieux.

Pourtant un doute pourrait subsister dans les esprits si l'anarchie n'avait jamais été qu'un idéal, qu'un exercice intellectuel, un élément de dialectique, si jamais elle n'avait eu de réalisation concrète, si jamais un organisme spontané n'avait surgi, mettant en action les forces libres de camarades qui travaillent en commun, sans maître pour les commander. Mais ce doute peut être facilement écarté. Oui, des organismes libertaires ont existé de tout temps; oui, il s'en forme incessamment de nouveaux, et chaque année plus nombreux, suivant les progrès de l'initiative individuelle. Je pourrais citer en premier lieu diverses peuplades, dites sauvages, qui même de nos jours vivent en parfaite harmonie sociale sans avoir besoin de chefs, ni de lois, ni d'enclos, ni de force publique; mais, je n'insiste pas sur ces exemples, qui ont pourtant leur importance : je craindrais qu'on ne m'objectât le peu de complexité de ces sociétés primitives, comparées à notre monde moderne, organisme immense où s'entremêlent tant d'autres organismes avec une complication infinie. Laissons donc de côté ces tribus primitives pour nous occuper seulement des nations déjà constituées, ayant tout un appareil politique et social.

Je ne pourrai vous en montrer aucune dans le cours de l'histoire qui, je l'avoue, se soit constituée en société purement anarchique, car toutes se trouvaient alors dans leur période de lutte entre des éléments divers non encore associés; mais ce qu'il sera facile de constater, c'est que chacune de ces sociétés partielles, non encore fondues en un ensemble harmonique, fut d'autant plus prospère, d'autant plus créatrice, qu'elle était plus libre, que la valeur personnelle de l'individu y était le mieux reconnue. Depuis les âges préhistoriques où nos sociétés naquirent aux arts, aux sciences, à l'industrie, sans que des annales écrites aient pu nous en apporter la mémoire, toutes les grandes périodes de la vie des nations ont été celles où les hommes, agités par les révolutions, eurent le moins à souffrir de la longue et pesante étreinte d'un gouvernement régulier. Les deux grandes périodes de l'humanité par le mouvement des découvertes, par l'efflorescence de la pensée, par la beauté de l'art furent des époques troublées, des âges de « périlleuse liberté ». L'ordre régnait dans l'immense empire des Mèdes et des Perses, mais rien de grand n'en sortit, tandis que la Grèce républicaine, sans cesse agitée, ébranlée par de continuelles secousses, a fait naître les initiateurs de tout ce que nous avons de haut et de noble dans la civilisation moderne : il nous est impossible de penser, d'élaborer une œuvre quelconque sans que notre esprit ne se reporte aussitôt vers ces Hellènes libres qui furent nos devanciers et qui sont encore nos modèles. Deux mille années plus tard, après des tyrannies, après des temps sombres d'oppression qui ne semblaient devoir jamais finir, l'Italie, les Flandres, l'Allemagne, toute l'Europe des communiers s'essaya de nouveau à reprendre haleine; des révolutions innombrables secouèrent le monde : Ferrari ne compta pas moins de sept mille secousses locales pour la seule Italie; mais aussi le feu de la pensée libre se mit à flamber et l'humanité à refleurir : avec les Raphaël, les Vinci, les Michel-Ange, elle se sentit jeune pour la deuxième fois. Puis vient le grand siècle de l'Encyclopédie avec les révolutions mondiales qui s'ensuivirent et la proclamation des Droits de l'Homme. Or, essayez, si vous le pouvez, d'énumérer tous les progrès qui se sont accomplis depuis cette grande secousse de l'humanité. On peut vraiment se demander si pendant ce dernier siècle ne s'est pas concentrée plus de la moitié de l'histoire. Le nombre des hommes s'est accru de plus d'un demi-milliard; le commerce a plus que décuplé, l'industrie s'est comme transfigurée, et l'art de modifier les produits naturels s'est merveilleusement enrichi; des sciences nouvelles ont fait leur apparition, et, quoi qu'on en dise, une troisième période de l'art a commencé; le socialisme conscient et mondial est né dans son ampleur. Au moins se sent-on vivre dans le siècle des grands problèmes et des grandes luttes. Remplacez par la pensée les cent années issues de la philosophie du dix-huitième siècle, remplacez-les par une période sans histoire où 300 millions de pacifiques Chinois eussent vécu sous la tutelle d'un « Père du Peuple », d'un tribunal des rites et de mandarins tous dûment diplômés. Loin de vivre comme nous l'avons fait, nous nous serions graduellement rapprochés de l'inertie et de la mort. Si Galilée, encore tenu dans les prisons de l'Inquisition, ne put que murmurer sourdement : « Pourtant elle se meut! » nous pouvons maintenant, grâce aux révolutions, grâce aux violences de la pensée libre, nous pouvons le crier sur les toits, ou les places publiques : « Le monde se meut et il continuera de se mouvoir! »

(*A suivre.*) ELISÉE RECLUS.

VILENIES ET LACHETÉS

Notre collaborateur et ami Denéchère vient d'être victime d'une infamie policière. Ouvrier gainier consciencieux, il avait l'estime de son patron. Cela ne faisait pas l'affaire de la police, qui ne perd jamais une occasion de commettre une lâcheté!

Ils ont donc circonvenu le patron de notre ami et l'ont tant et si bien tarabusté que celui-ci, *pour avoir la paix*, a renvoyé son ouvrier, parce qu'il appartient à un parti qui « prêche le vol et l'assassinat! »

Voilà les policiers contents! Un père de famille de plus se trouve sans ouvrage.

Quel profit, demandera-t-on, en retirent-ils? Aucun, sinon celui de pouvoir se dire qu'ils acculeront peut-être un paisible travailleur à des résolutions désespérées. Car tel est leur but. Ils provoquent, exaspèrent, et quand leur victime montre les dents, ils l'achèvent, et... la société est sauvée!

Lâches gredins!

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Sébastien Faure fera désormais deux conférences par semaine : l'une, le mercredi; l'autre, le samedi. Celle du samedi sera spécialement consacrée à l'exposé de ses conceptions sociales; celle du mercredi, à la discussion avec ses contradicteurs.

Ces conférences ont lieu salle d'Arras, 3, rue d'Arras (près la rue Monge), à 8 h. 1/2 du soir, *très précises*.

***

Le camarade Léon Parsons nous prie d'annoncer qu'à partir du 1er juin prochain son journal *L'Œuvre Sociale* paraîtra deux fois par mois et sera vendu cinq centimes.

Les amis qui désireraient s'abonner ou s'occuper de la vente du journal peuvent écrire à l'adresse actuelle : rue Paradis, 34, Marseille, avant le 1er juin. A partir de cette date, le camarade-gérant ira se fixer à Paris.

***

MARSEILLE. — Le 8 avril dernier, le camarade Bernard Lazare donnait une conférence au théâtre Chave, à Marseille. Le commissaire de police, suivant l'usage, demanda les *noms* des membres du bureau. Mais, outrepassant les pouvoirs que lui confère la Loi, il exigea leurs adresses.

Protestations et refus du citoyen Morel, président, dont l'attitude fut approuvée par l'auditoire. A l'issue de la conférence, les policiers, froissés dans leur amour-propre, s'emparèrent de Morel et le mirent en état d'arrestation, non sans l'avoir brutalisé; quelques heures plus tard, il était relâché.

Mais la « vindicte sociale » ne lâche pas sa proie ainsi. Le 8 mai suivant, Morel s'est vu condamner à six jours de prison pour rébellion aux agents de l'autorité!

ANDRÉ GIRARD.

(MAX BUHR.)

Angleterre.

Il est entendu que l'anarchie ne prend pas en Angleterre. Les gens bien pensants l'ont affirmé avec délice, les esprits éclairés le répètent et c'est devenu un article de foi que, même parmi les compagnons, je n'ai pas encore entendu contredire.

Mon opinion est que, relativement à la population, il y a peut-être moins d'anarchistes, mais qu'il y a tout autant d'anarchie que dans aucun autre pays.

Il y a peut-être moins d'anarchistes, mais nous n'en savons rien. Nous n'avons pas l'habitude de nous livrer à des dénombrements et la chose a peu d'importance en soi, si l'activité et l'intelligence des compagnons anglais est à hauteur des circonstances. Il y a en Angleterre d'excellents centres de propagande, et, en lisant les journaux anarchistes anglais, on sera vite renseigné sur l'œuvre que nos amis y font.

Mais je prétends qu'en dehors de ce mouvement, avéré et connu, quoique parfois méprisé, il y en a une série d'autres qui synthétisent une large tendance anarchiste. Évidemment, ces mouvements, ligues et sociétés manquent de précision dans le sens anarchique, leurs directions principales sont diverses, quelquefois bien insignifiantes, leurs points de départ sont entourés de bien des préjugés à d'autres égards, mais ils rachètent cela par la vaste amplitude d'esprits qu'ils mettent en branle, et, directement ou indirectement, ils contiennent tous l'idée de l'affaiblissement de l'Etat.

Remarquons d'abord que le mouvement socialiste anglais est bien différent de celui de France. Les social-démocrates (S. D. F.) ou socialistes étatistes purs sont très peu nombreux, et, à leur grand chagrin, ils n'ont encore pu décrocher aucun siège électoral. La semaine dernière, un faubourg de Londres donnait 350 voix au marxiste, vis-à-vis de 5000 que récoltaient les bourgeois.

La fraction la plus importante du socialisme anglais, le parti indépendant du travail (L. L. P.), cherche encore un peu sa voie. Il accepte le parlementarisme comme moyen, mais provisoirement seulement. Il est représenté au Parlement par un seul député, d'ailleurs un honnête homme. Ce parti repousse l'idée d'un Etat tout-puissant. Nous reparlerons des idées et de la tactique de ce parti; disons seulement que la plupart de ses membres restent en bons termes avec les anarchistes, et qu'à leur dernier congrès on a repoussé une proposition de blâme contre les procédés anarchistes.

Pour trouver ce qu'il peut y avoir d'anti-étatiste en dehors du monde qui s'intitule socialiste, il faut savoir surmonter la répulsion que nous inspire tout ce qui se dit religieux. Le christianisme nous porte sur les nerfs et nous avons du mal à croire que l'hypocrisie n'est pas pour une très grande part dans le fond des croyances, mais réellement on peut comparer notre catholicisme ou notre protestantisme, pire encore, à la religion effilochée que l'on retrouve si largement représentée en Angleterre en dehors de l'Eglise anglicane.

Nous ne voulons pas discuter le point de vue religieux, mais seulement dire que des gens, se disant chrétiens, peuvent être très avancés sur d'autres points.

Ainsi on trouve un groupe sérieux d'anarchistes chrétiens, gens écrivant bien et dont j'aurai plus d'une fois à vous parler. Le sacré nom de Dieu et les extraits de la Bible se retrouvent çà et là, mais l'ensemble est bon. Je traduis la fin d'un article :

« La moralité qui consiste à fermer l'Empire (sorte de Folies-Bergère), tandis que le Parlement reste ouvert, a été inventée par le diable. Jésus ne s'est jamais occupé d'une agitation légale pour fermer les lieux de débauche, mais il a travaillé, a éduqué et est mort pour le renversement de la propriété individuelle, de la puissance de l'argent et de tous les maux qui en dérivent. »

Le mois dernier, un congrès des églises libres repoussait absolument l'ingérence de l'Etat, non pas seulement pour s'affranchir de sa tutelle, mais pour refuser son aide et conseiller la décentralisation complète.

Tout récemment, à propos d'un procès intenté à un littérateur connu, accusé de « germinysme », on a pu lire la protestation d'un clergyman, disant que de tels actes ne regardaient pas la justice. Depuis longtemps la loi ne s'occupe de l'adultère que pour rompre des mariages, statuer sur le sort d'enfants, etc., mais elle a renoncé à condamner pour la fornication elle-même. « Pourquoi donc poursuivre la pédérastie, etc.? » Et l'on parle d'une ligue dont le but sera d'abolir les lois à ce sujet.

On pourrait citer nombre de ces faits qui n'ont

guère leurs pareils en France. Nulle part ailleurs qu'en Angleterre on ne trouve une si grande initiative individuelle et par-ci par-là une si complète indépendance. Il se trouve partout des individus qui osent poursuivre une compagnie de chemins de fer, mais cette semaine on vient de trouver un juge pour en condamner une! Inouï, sur les bords de la Seine!

Non, l'idée anarchiste trouve ici autant d'écho que sur le continent, mais il faut prendre en considération deux traits du caractère anglais qu'on s'explique en étudiant l'histoire de ce pays :

Le respect de la noblesse et de l'argent est encore très grand.

Quelles que soient ses théories sur la nécessité et la nature d'une transformation sociale, l'Anglais ne se désintéresse pas des petites luttes journalières.

.·.

Il a paru récemment dans le *Reynold* une série d'articles par un policier démissionnaire au sujet des affaires anarchistes des dernières années. Ce sous-ordre de Melville avait un grade qui lui permettait de bien connaître les choses, mais naturellement il faut lire ses articles avec une certaine méfiance. L'impression générale est qu'il a un peu dramatisé le récit et augmenté les difficultés que la police a eu à surmonter, mais que le fond est exact.

Parlant des bombes de Walsall, il confirme et donne des détails sur le rôle d'agent provocateur joué par Coulon. Nous rappelons que trois camarades sont encore actuellement au bagne anglais pour cette affaire : Cails, Charles et Battola.

Il parle aussi de la mort de Bourdin, et l'explication qu'il en donne paraît plausible. Nous rappelons que Bourdin est un anarchiste qui fut tué, en février 1894, dans le parc de Greenwich, par une bombe qu'il portait. Le caractère de Bourdin, en dehors de toute autre raison, excluait l'idée d'un attentat contre l'observatoire astronomique, seul monument à proximité. Il ne pouvait s'agir non plus d'un suicide. Il est probable que le parc de Greenwich avait été choisi comme rendez-vous désert pour remettre la bombe à un dynamiteur anarchiste venant du continent, et que la police n'a pu retrouver.

G. G.

Espagne.

Plusieurs journaux, entre autres les *Débats* du samedi soir 10 mai, ont annoncé l'arrestation de nos camarades, les rédacteurs de la *Nueva Idea* de Barcelone. Nous ignorons la raison officielle de cette arrestation. La véritable, c'est le désir du gouvernement espagnol de tuer la *Nueva Idea* qui en était à son quatrième numéro. — *El Corsario* vit toujours. Un nouvel organe, *El Eco del Rebelde* va prendre à Saragosse la place qu'occupait *El Rebelde*.

Pour le 1er mai, la rédaction du journal *El Porvenir Social* avait organisé, au théâtre des Nouveautés de Barcelone, un meeting où la discussion a été absolument libre, et où plusieurs camarades ont exposé les théories libertaires. Enfin, le succès de *Victima de la Miseria*, la pièce de Mario Segalas Front, représentée au théâtre du Cirque, à Barcelone, le 14 avril dernier, montre qu'en Espagne, comme en France, le sentiment de fraternité et l'idée de révolte pénètrent de plus en plus dans la littérature et dans le public.

DES FAITS

FAMILLE ET ÉTAT. — MAISONS DE CORRECTION

Nous allons reproduire des *faits* pris avec exactitude dans deux *rapports officiels*, lesquels sont imprimés dans deux revues bourgeoises. Nous commençons par le rapport de l'ex-doyen de Faculté, Henri Joly, fait au groupe parisien de la *Société d'Economie sociale* et reproduit par la *Réforme Sociale* du 1er avril 1895 (pages 561 et suivantes). Nous rappelons que la *Réforme Sociale* est l'organe des disciples de Le Play, que par conséquent elle est à tendances catholiques et autoritaires, que tout particulièrement elle prêche l'excellence de la famille actuelle et la nécessité de la maintenir. Laissons parler nos bourgeois.

M. Henri Joly. — Le Code civil (article 375 et suivants) reconnaît à tout père de famille le droit de faire emprisonner, ou, si l'on aime mieux, *détenir* l'enfant qui lui a donné des sujets de plainte. Tant que l'enfant n'a pas seize ans, le père procède, comme disent les magistrats, *par voie d'autorité*; sa demande doit être acceptée sans enquête et l'arrêt ne fait point connaître de motifs; mais l'internement ne doit pas dépasser un mois. Quand l'enfant a plus de seize ans, l'internement peut aller jusqu'à six mois; mais le père n'agit que par *voie de réquisition* : le président du tribunal doit ouvrir une enquête à la suite de laquelle il lui appartient d'accorder ou de refuser l'internement.....

Il nous a paru intéressant de rechercher comment ce droit de correction s'exerce aujourd'hui parmi nous et ce que l'exercice de ce droit nous révèle sur la moralité des familles contemporaines.....

Le directeur d'une grande circonscription pénitentiaire (celle de Lille) répond au questionnaire : « Mon expérience m'a appris que souvent cette détention n'est qu'une vengeance de marâtre. »

Le directeur de la circonscription de Nantes en dit tout autant. Presque tous les enfants qu'il s'est vu envoyer avaient un beau-père ou une belle-mère. Quand les agents qui vont chercher l'enfant à domicile le ramènent à la prison, ils ont un mot qu'ils répètent d'eux-mêmes et qui résume éloquemment leur opinion sur la famille avec laquelle ils viennent d'être en contact. « Ce n'est pas l'enfant que nous aurions dû amener ici, c'est son père et sa mère. »

Toutes les fois que je m'adressais à un homme compétent, ayant vu de près les applications de la loi, le témoignage était identique. L'un me racontait comment il avait pris sur lui de congédier un père de famille qui, pour n'avoir plus à soigner lui-même un fils épileptique, avait, sur une allégation quelconque, obtenu son internement. Ailleurs, on me rapportait le cas d'un enfant de dix à douze ans dont le personnel de la prison ne s'expliquait pas la punition. A force de l'interroger, on avait eu de lui cette réponse : « Maman ne me voulait plus parce que j'avais dit à papa que l'autre venait quand il n'était pas là. » Comment me présentait-on ces faits? Comme exceptionnels? Non, mais *comme des exemples caractéristiques d'un usage ou plutôt d'un abus bien répandu.*

Depuis quelques années, c'est dans le quartier cellulaire de Nanterre qu'on envoie les jeunes filles internées par voie de correction paternelle. La direction de la maison est donc bien à même de juger les familles d'où viennent les sujets. Or, elle estime qu'il n'y a pas plus de dix pour cent d'entre elles qui aient exercé sur leurs enfants une véritable surveillance. Tels sont du moins les termes officiels dont elle veut prendre la responsabilité. Si elle se servait publiquement du mot d'*honnêtes* pour le réserver à dix de ces familles (1) et le refuser aux quatre-vingt-dix autres, elle craindrait qu'on ne lui reprochât une incorrection ou un manque d'égards envers des citoyens couverts par la loi. Mais je m'en tiens aux déclarations avouées et authentiques.

A une séance de la Société des Prisons, la vérité se faisait bien jour. Les chefs de ce même personnel insistaient sur l'inhabileté de l'enfance à se défendre, sur la nécessité de suppléer à sa faiblesse, sur les justifications et garanties à exiger des parents. Ils disaient : « Nous avons constaté à Nanterre que certaines familles se débarrassent de leurs enfants afin de pouvoir faire un petit voyage d'agrément ou d'affaires. C'est un placement gratuit, rien de plus. » Ils ajoutaient : « Nous avons constaté aussi que certains parents, sachant qu'à Nanterre nous faisions du brochage, avaient envoyé leurs enfants pour leur faire apprendre le métier gratuitement. » On lisait ensuite, à titre de document, une lettre navrante où se rencontraient des phrases comme celles-ci :

« Tant que je t'aurai, ma chère sœur, et que je suivrai tes bons conseils, je me porterai bien, car je puis dire maintenant que je n'ai plus que toi, car sur maman je ne peux plus compter pour jamais. Ce n'était pas la peine de me mettre en correction pour *ma vilaine conduite;* car si je suis aujourd'hui en prison, c'est de sa faute. C'est ses mauvais conseils, c'est sa mauvaise conduite, c'est enfin sa vie désordonnée qui est cause de tout; car crois-tu que si elle était rentrée coucher tous les soirs chez elle... je me serais perdue comme je l'ai fait? Alors quand on a une mère comme ça, on peut dire *qu'on n'en a plus*. Je ne me rappelle pas avoir entendu une bonne parole de ma mère. Henri, ce pauvre petit qui était tant serviable à la maison, elle l'a mis aux Enfants assistés, etc... »

Une inspectrice générale entendait cette lecture. Elle demanda aussitôt la parole et déclara : « Je pourrais vous donner, moi aussi, des lettres toutes semblables dont j'ai fait contrôler les accusations... »

Voici maintenant, dans le *Bulletin de la Société générale des prisons*, numéro de janvier 1895, page 6, une partie des déclarations du *juge* Bonjean, *chargé au Tribunal de la Seine du service de la correction paternelle.*

Parmi les demandes qui sont adressées au président (du Tribunal), il y en a un nombre trop grand dans lesquelles la menace de la correction paternelle n'est pas autre chose, de la part des parents, que le désir de vaincre les résistances de leurs enfants à se livrer au vice, à la débauche ou à une exploitation scandaleuse.....

Deux exemples saisissants montreront combien il est indispensable de contrôler le dire des parents.

Une première fois, c'est un amateur d'un ordre spécial qui avait un vif désir de posséder une jeune fille le jour de sa première communion. On avait fait pour cela tout le nécessaire; la petite fille avait suivi le catéchisme, avait été admise à la première communion et, au sortir de la messe, elle (?) s'était livrée en robe blanche à celui qui l'attendait.

Un autre cas est celui de ce père de famille qui demande la correction simultanément contre son fils âgé de douze ans et contre sa fille âgée de treize ans. Ces enfants, qui heureusement ont pu être interrogés, révèlent que depuis plusieurs années ils étaient pollués par leur père; que, l'âge arrivant, ils avaient voulu se soustraire à ces infamies; et c'est ce qui motivait la plainte de ce singulier père de famille.....

Plus loin, page 14, le juge Bonjean cite d'autres faits. Il dit qu'il est étonné de voir beaucoup de parents réclamer l'emprisonnement de filles ayant un métier qui leur permet de gagner leur vie. Il continue ainsi :

Quant à moi, je crois surtout... car je suis très sceptique sur certaines familles parisiennes (1), que ce qui amène la plupart de ces filles ayant un métier jusqu'au cabinet du président, c'est tout simplement le désir d'exploitation qui se manifeste de la part des parents.

A ce propos, le juge cite l'exemple d'une jeune fille de dix-huit ans que son père et sa mère faisaient travailler de 3 heures du matin à minuit, afin de vivre, eux, sans rien faire, aux dépens de leur enfant : elle se plaça hors de chez elle; ils demandèrent son emprisonnement.

D'autres fois ce sont des parents ayant trois ou quatre filles gagnant de bonnes journées : le père et la mère ne quittent pas l'état d'ébriété, les filles étant chargées d'alimenter cette ivrognerie. *Je crois donc que, dans beaucoup de cas où les enfants gagnent leur vie, le sentiment inspirateur des parents est le désir de s'approprier trop absolument leur gain.*

Là-dessus, camarades, réfléchissez et choisissez! Voilà les faits qu'avouent les bourgeois. Pensez à ceux qu'ils cachent. Alors vous désirerez l'abolition de toutes les autorités sans exception et l'établissement d'une civilisation libertaire, où les seuls liens entre les camarades de tous âges et de tout sexe seront des affections comme celle que la petite prisonnière exprimait pour sa sœur dans la lettre que vous avez lue.

(1) « Et encore, avait ajouté familièrement devant moi une surveillante, si on voulait y regarder de plus près chez ces dix-là! » (*Note de l'original.*)

(1) Pourquoi parisienne? Cette... épithète ne donne-t-elle pas à l'affirmation une restriction très artificielle?

A NOS LECTEURS

N'étant pas en mesure de nous assurer l'échange avec tous les journaux, nous prions nos lecteurs de nous envoyer, chaque fois qu'ils contiendront quelque chose intéressant le mouvement, les journaux locaux ou autres dont ils auront connaissance. Journaux corporatifs surtout.

.·.

Ceux de nos dépositaires qui nous ont réclamé des nos 1 peuvent, dès à présent, nous faire connaître le chiffre qu'ils désirent, nous sommes en mesure de les leur fournir.

.·.

En vente dans nos bureaux :

La *Psychologie du militaire professionnel*, par Hamon; prix : 1 fr. 50.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 5 DIX CENTIMES DU 1er AU 7 JUIN 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ANARCHIE [1]

(Suite)

En dehors de ce grand mouvement qui transforme graduellement la société tout entière dans le sens de la pensée libre, de la morale libre, de l'action libre, c'est-à-dire de l'anarchie dans son essence, il existe aussi un travail d'expériences directes qui se manifeste par la fondation de colonies libertaires et communistes : ce sont autant de petites tentatives que l'on peut comparer aux expériences de laboratoire que font les chimistes et les ingénieurs. Ces essais de communes modèles ont toutes le défaut capital d'être faits en dehors des conditions ordinaires de la vie, c'est-à-dire loin des cités où se brassent les hommes, où surgissent les idées, où se renouvellent les intelligences. Et pourtant on peut citer nombre de ces entreprises qui ont pleinement réussi, entre autres celle de la Jeune Icarie, transformation de la colonie de Cabet, fondée il y a bientôt un demi-siècle sur les principes d'un communisme autoritaire : de migration en migration, le groupe des communiers, devenu purement anarchiste, vit maintenant d'une existence modeste dans une campagne de l'Iowa, près de la rivière des Moines.

Mais là où la pratique anarchiste triomphe, c'est dans le cours ordinaire de la vie, surtout parmi les gens du populaire, qui certainement ne pourraient soutenir la terrible lutte de l'existence s'ils ne s'entr'aidaient spontanément, ignorant les différences et les rivalités des intérêts. Quand l'un d'entre eux tombe malade, d'autres pauvres prennent ses enfants chez eux : on le nourrit, on partage la maigre pitance de la semaine, on tâche de faire sa besogne, en doublant les heures. Entre les voisins une sorte de communisme s'établit par le prêt, le va-et-vient constant de tous les ustensiles de ménage et des provisions. La misère unit les malheureux en une ligue fraternelle : ensemble ils ont faim, ensemble ils se rassasient. La morale et la pratique anarchistes sont même la règle dans les réunions bourgeoises d'où, au premier abord, elles nous semblent complètement absentes. Que l'on s'imagine une fête de campagne où soit l'hôte, soit l'un des invités affecte des airs de maître, se permettant de commander ou de faire prévaloir indiscrètement son caprice! N'est-ce pas la mort de toute joie, la fin de tout plaisir? Il n'est de gaieté qu'entre égaux et libres, entre gens qui peuvent s'amuser comme il leur convient, à part ou par groupes distincts, si cela leur plaît, mais qui préfèrent rester ensemble parce que les heures passées ainsi leur semblent plus douces.

Ici je me permettrai de vous narrer un souvenir personnel. Nous voguions sur un de ces beaux navires modernes qui fendent les flots superbement avec la vitesse de 15 ou 20 nœuds à l'heure, et qui tracent une ligne droite de continent à continent, malgré vent et marée. L'air était calme, le soir était doux et les étoiles s'allumaient une à une dans le ciel noir. On causait sur la dunette, et de quoi pouvait-on causer si ce n'est de cette éternelle question sociale qui nous étreint, qui nous saisit à la gorge comme la sphynge d'Œdipe. Le réactionnaire du groupe était vivement pressé par ses interlocuteurs, tous plus ou moins socialistes. Il se retourna soudain vers le capitaine, le chef, le maître, espérant trouver en lui un défenseur né des bons principes : « Vous commandez ici! Votre pouvoir n'est-il pas sacré? Que deviendrait le navire s'il n'était dirigé par votre volonté constante? » — « Homme naïf que vous êtes, répondit le capitaine. Entre nous, je puis vous dire que d'ordinaire je ne sers absolument à rien. L'homme à la barre maintient le navire dans sa ligne droite; dans quelques minutes un autre pilote lui succédera, puis d'autres encore, et nous suivrons régulièrement, sans mon intervention, la route accoutumée. En bas, les chauffeurs et les mécaniciens travaillent sans mon aide, sans mon avis et mieux que si je m'ingérais à leur donner conseil. Et tous ces gabiers, tous ces matelots savent aussi quelle besogne ils ont à faire, et, à l'occasion, je n'ai qu'à faire concorder ma petite part de travail avec la leur, plus pénible, quoique moins rétribuée que la mienne. Sans doute, je suis censé guider le navire. Mais ne voyez-vous pas que c'est là une simple fiction? Les cartes sont là, et ce n'est pas moi qui les ai dressées. La boussole nous dirige et ce n'est pas moi qui l'inventai. On a creusé pour nous le chenal du port d'où nous venons, celui du port dans lequel nous entrerons. Et le navire superbe, se plaignant à peine dans ses membrures sous la pression des vagues, se balançant avec majesté dans la houle, cinglant puissamment sous la vapeur, ce n'est pas moi qui l'ai construit. Que suis-je ici, en présence des grands morts, des inventeurs et des savants, nos devanciers, qui nous apprirent à traverser les mers? Nous sommes tous leurs associés, nous, et les matelots mes camarades, et vous aussi les passagers, car c'est pour vous que nous chevauchons les vagues, et, en cas de péril, nous comptons sur vous pour nous aider fraternellement. Notre œuvre est commune, et nous sommes solidaires les uns des autres! » Tous se turent et je recueillis précieusement dans le trésor de ma mémoire les paroles de ce capitaine comme on n'en voit guère.

Ainsi ce navire, ce monde flottant où, d'ailleurs, les punitions sont inconnues, porte une république modèle à travers l'Océan, et malgré les chinoiseries hiérarchiques. Et ce n'est point là un exemple unique. Chacun de vous connaît, du moins par ouï-dire, des écoles où le professeur, en dépit des sévérités du règlement, toujours inappliquées, a tous les élèves pour amis et pour collaborateurs heureux. Tout est prévu par l'autorité compétente pour mater les petits scélérats, mais leur grand ami n'a pas besoin de tout cet attirail de répression; il traite les enfants comme des hommes, faisant constamment appel à leur bonne volonté, à leur compréhension des choses, à leur sens de la justice, et tous répondent avec joie. Une minuscule société anarchique, vraiment humaine, se trouve ainsi constituée, quoique tout semble ligué dans le monde ambiant pour en empêcher l'éclosion : lois, règlements, mauvais exemples, immoralité publique.

Des groupes anarchistes surgissent donc sans cesse, malgré les vieux préjugés et le poids mort des mœurs anciennes. Notre monde nouveau pointe autour de nous, comme germerait une flore nouvelle sous le détritus des âges. Non seulement il n'est pas chimérique, comme on le répète sans cesse, mais il se montre déjà sous mille formes; aveugle est l'homme qui ne sait pas l'observer. En revanche, s'il est une société chimérique, impossible, c'est bien le pandémonium dans lequel nous vivons. Vous me rendrez cette justice que je n'ai pas abusé de la critique, pourtant si facile, à l'égard du monde actuel, tel que l'ont constitué le soi-disant principe d'autorité et la lutte féroce pour l'existence. Mais enfin, s'il est vrai que d'après la définition même, une société est un groupement d'individus qui se rapprochent et se concertent pour le bien-être commun, on ne peut dire sans absurdité que la masse chaotique ambiante constitue une société. D'après ses avocats, — car toute mauvaise cause a les siens, — elle aurait pour but l'ordre parfait par la satisfaction des intérêts de tous. Or, n'est-ce pas une risée que de voir une société ordonnée dans ce monde de la civilisation européenne, avec la suite continue de ses drames intestins, meurtres et suicides, violences et fusillades, dépérissements et famines, vols, dols et tromperies de toutes espèces, faillites, effondrements et ruines. Qui de nous, en sortant d'ici, ne verra se dresser à côté de lui les spectres du vice et de la faim? Dans notre Europe, il y a cinq millions d'hommes n'attendant qu'un signe pour tuer d'autres hommes, pour brûler les maisons et les récoltes; dix autres millions d'hommes en réserve hors des casernes sont tenus dans la pensée d'avoir à accomplir la même œuvre de destruction; cinq millions de malheureux vivent ou du moins végètent dans les prisons, condamnés à des peines diverses, dix millions meurent par an de morts anticipées, et sur 370 millions d'hommes, 350, pour ne pas dire tous, frémissent dans l'inquiétude justifiée du lendemain, car malgré l'immensité des richesses sociales, qui de nous peut affirmer qu'un revirement brusque du sort ne lui enlèvera pas son avoir? Ce sont là des faits que nul ne peut contester, et qui devraient, ce me semble, nous inspirer à tous la ferme

[1] Voir les numéros 3 et 4.

résolution de changer cet état de choses, gros de révolutions incessantes.

J'avais un jour l'occasion de m'entretenir avec un haut fonctionnaire, entraîné par la routine de la vie dans le monde de ceux qui édictent des lois et des peines : « Mais défendez donc votre société ! lui disais-je. — Comment voulez-vous que je la défende, me répondit-il, elle n'est pas défendable ! » Elle se défend pourtant, mais par des arguments qui ne sont pas des raisons.

D'autre part, ceux qui l'attaquent peuvent le faire dans toute la sérénité de leur conscience. Sans doute le mouvement de transformation entraînera des violences et des révolutions, mais déjà le monde ambiant est-il autre chose que violence continue et révolution pensante ? Et dans les alternatives de la guerre sociale, quels seront les hommes responsables ? Ceux qui proclament une ère de justice et d'égalité pour tous, sans distinction de classes ni d'individus, ou ceux qui veulent maintenir les séparations et par conséquent les haines de castes, ceux qui ajoutent lois répressives à lois répressives, et qui ne savent résoudre les questions que par l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie ! L'histoire nous permet d'affirmer en toute certitude que la politique de haine engendre toujours la haine, aggravant fatalement la situation générale, ou même entraînant une ruine définitive. Que de nations périrent ainsi, oppresseurs aussi bien qu'opprimés ! Périrons-nous à notre tour ? J'espère que non, grâce à la pensée anarchiste qui se fait jour de plus en plus, renouvelant l'initiative humaine. Vous-mêmes n'êtes-vous pas, sinon anarchistes, du moins fortement nuancés d'anarchisme ? Qui de vous, dans son âme et conscience, se dira le supérieur de son voisin, et ne reconnait pas en lui son frère et son égal ? La morale qui fut tant de fois proclamée ici en paroles plus ou moins symboliques deviendra certainement une réalité. Car nous, anarchistes, nous savons que cette morale de justice parfaite, de liberté et d'égalité, est bien la vraie, et nous la vivons de tout cœur, tandis que nos adversaires sont incertains. Ils ne sont pas sûrs d'avoir raison ; au fond, ils sont même convaincus d'être dans leur tort, et, d'avance, ils nous livrent le monde.

Élisée Reclus.

L'ANTISÉMITISME

Dans une petite ville quelconque, un jeune homme vient de Paris voir son oncle, un vieux savant, enfoui dans ses livres et ses revues. L'oncle l'interroge avidement sur la Ville-Lumière.

— « Ah ! elle est jolie, la Babylone moderne ! s'écrie le neveu. Pas une femme honnête, pas un esprit élevé ! il n'y a que des joueurs, des rastas, des tripoteurs, des noceurs ! Seuls, les cafés, brasseries, champs de courses et autres lieux de débauches regorgent de monde... » Et, à l'appui de son dire, le neveu cite des faits écœurants qu'il a vus de ses propres yeux, en nommant même les personnages.

Pensif, l'oncle fixe ses in-quarto et ses in-octavo. Eh quoi ! la Ville-Lumière ne serait-elle pas, selon son enthousiaste conception, le foyer de la Science, de la Littérature, des Arts ? Son neveu ne se trompait-il pas ?... Mais non ! habitant Paris depuis de longues années, il en dévoile les turpitudes avec une précision qui ne permet pas le doute...

Peu après, passe en la même petite ville un jeune savant venant également de Paris, et qui va visiter le vieil érudit. On parle de la capitale.

— « Ah ! quelle ville ! quelle armée de penseurs, de cerveaux féconds, de grands cœurs qui se passionnent pour l'affranchissement de l'humanité ! La masse y adopte de jour en jour les grandes idées, la jeunesse y est altérée de vérité...

— « Quoi ! dit le vieux, stupéfait, mais mon neveu me traçait de Paris un tout autre tableau, me citant des milliers de scandales qui prouvent la pourriture de la grande ville... et il semblait sincère.

— « Certes, il pouvait l'être et ne rien inventer. Coudoyant sans doute ce qu'on est convenu d'appeler le demi et le grand monde, il a pu en toucher du doigt les vices ; mais prendre cette minorité bruyante, engloutie dans la fange, pour l'humanité entière, et vouloir conclure que, de ce qu'ils sont pourris, la nation est perdue, ne serait vraiment pas le fait d'un sage.

« Malheureusement, beaucoup sont ahuris par cette poignée de corrupteurs et de corrompus qui se ruent dans toutes les jouissances, au détriment de la grande masse qui peine, et ils crient : C'est la fin du monde ! Fin de la société bourgeoise, oui, mais derrière elle se dressera l'humanité affranchie, victorieuse et heureuse ! »

⁂

Cette anecdote me revient en mémoire à propos de l'antisémitisme. En effet, parce qu'une poignée de juifs, capitalistes avides, spéculateurs éhontés, escrocs bruyants, nous dégoûtent, on en veut rendre responsable toute leur race. On confond, on sacrifie une masse entière pour quelques vampires qui se nourrissent de la sueur des autres. Toute une majorité souffrante, travailleuse, misérable, est éclipsée par sa classe bourgeoise, qui est absolument identique aux classes bourgeoises des autres races. Remplacer les juifs riches par des chrétiens riches n'est certes pas une solution, pas même une amélioration de la question sociale, et ceux qui s'y prêtent comptent tirer les marrons du feu avec les mains des autres.

Ne se sert-on pas déjà de la soi-disant question juive, aux jours d'orage, comme de paratonnerre pour sauvegarder la peau des bourgeois ? En Russie et en Allemagne, quand la révolte grondait dans le cœur des peuples, quand la chaîne de l'esclavage menaçait d'être brisée, n'a-t-on pas habilement dirigé cette soif de vengeance contre les artisans, les travailleurs juifs, pauvres et misérables aussi, tandis que la police défendait les palais des « puissants » de la même race ?

Prenons donc garde ! nous qui défendons toutes les souffrances, tous les déshérités, nous qui réclamons pour tous le droit de vivre ; prenons garde de ne pas nous laisser engluer aux coteries des intrigants intéressés. En flagellant nos ennemis, les accapareurs de toutes les races, aimons et relevons les opprimés de toutes les races.

Au nom de la vérité, et quand l'occasion s'en présentera, nous conterons la misère de ces juifs qu'on nous représente comme tous riches, cupides et voleurs. Mais nous nous refusons à toute polémique, n'envisageant que le but humanitaire de la défense des malheureux. Et nous disons à tous : « Que les bons se réjouissent et que les méchants tremblent ! »

Vox Populi.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les oubliés de l'amnistie. — *La Sociale* passe en revue les condamnés politiques qu'on n'a pas jugé à propos de faire bénéficier de l'amnistie, sans doute à cause de leurs opinions anarchistes. Ce sont : 1° Cyvoct, condamné à mort, en décembre 1883, parce que le journal dont il était le gérant avait publié un article ni plus ni moins violent que bien d'autres qu'on lit aujourd'hui. Sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité et, depuis lors, il fut impossible de le faire bénéficier d'aucune des amnisties qu'il y a eu. Mais qu'on se rassure, on examine son cas... depuis quatre mois !... Viennent ensuite les « malfaiteurs » d'Angers, Meunier, Chevry, Fouquet et Philippe, condamnés à des peines diverses, en vertu de la fameuse entente. Les extraits de l'acte d'accusation que publie notre camarade caractérisent la mauvaise foi qui inspire toujours les magistrats dans les affaires analogues. Chevry, par exemple, a été condamné à cinq ans de travaux forcés, bien que, dit l'acte d'accusation, « aucun fait n'ait été relevé contre lui depuis le 22 décembre 1894 ; mais il est certain qu'il était un des habitués des réunions tenues chez Philippe, et qu'il a cherché à faire, à Angers et à Trélazé, de la propagande anarchiste ». C'est donc bien à cause de ses opinions que Chevry a été condamné et, à ce titre, il aurait dû être amnistié. Quant à Meunier, voici ce qu'on lui reproche :

« La correspondance saisie au domicile de ses parents le représente comme un esprit mauvais, dévoyé, ennemi par principe de toute autorité, dénué de sens moral, imbu des idées les plus fausses sur tout ce qui touche à l'organisation de la famille et de la société. »

Coût : sept ans de travaux forcés. J'ignore si ce document est appelé à survivre aux successifs bouleversements qui se produiront à travers les âges, mais les générations futures seront stupéfaites d'apprendre, à sa lecture, qu'au siècle de Darwin, d'Ibsen et de Tolstoï, on condamnait un homme à sept ans de travaux forcés pour avoir l'esprit mal fait et des idées fausses !

En tout cas, le gouvernement, qui pouvait alléguer un oubli, n'a plus aujourd'hui cette excuse. Qu'attend-il pour rendre ces malheureux à la liberté ?

A signaler aussi le cas de Courtois (Liard), condamné pour délits de réunion publique, à deux reprises différentes. A cette condamnation est venue s'en ajouter une autre de quatre ans de travaux forcés pour *faux !* Or, voici quelle est cette affaire de faux : Courtois, après sa première condamnation, condamnation par défaut, s'était caché sous le nom de Liard, qui était celui d'un camarade décédé. Condamné une seconde fois sous ce nom, il fut reconnu pour être Courtois. D'où troisième condamnation, et celle-là à quatre ans de travaux forcés, pour faux ! Le crime était grand, en effet, et le dommage causé au défunt, considérable !

En attendant « sous l'orme » qu'il soit, lui aussi, amnistié, les camarades qui désireraient adoucir son sort sont priés d'adresser leurs envois à Mme Alice Courtois jeune, 2, rue d'Argent, à Poitiers.

⁂

Dijon. — Le 12 mai, une jeune fille de dix-sept ans était trouvée assassinée dans un bois voisin de Dijon. Les constatations établirent qu'elle n'avait été ni volée ni violée. Néanmoins les magistrats en conclurent que le crime n'avait pu être commis que par un vagabond !? On en profita pour faire une rafle de tous les gens *suspects*, mais sans aucun résultat... Cependant, et c'est là le comique, après l'odieux, le nom de l'assassin est sur toutes les lèvres des habitants du pays. Mais celui-ci serait, paraît-il, un personnage assez puissant de la contrée. Aussi, la justice qui non seulement est boiteuse, mais aussi sourde et aveugle, n'entend-elle rien, ne voit-elle rien !

André Girard.
(Max Buhr.)

⁂

Calais. — A la suite de nous ne savons quelles manœuvres, la police est parvenue à intimider les vendeurs de notre journal. Prière aux amis que nous pouvons avoir dans cette localité de nous trouver un libraire plus indépendant.

⁂

L'affaire de Cempuis. — Cette affaire revient sur l'eau. Un nouveau débat va avoir lieu au Conseil général. Quoiqu'il n'y ait à en espérer aucune réparation de l'acte arbitraire commis par le gouvernement le 31 août 1894, toutes ces discussions publiques auront du moins pour effet d'apporter la lumière sur tous les mensonges et toutes les calomnies imaginés par *nos maîtres*, dans l'espoir de justifier l'infamie dont a été victime le directeur de l'orphelinat Prévost.

On assure que, de ce débat, bien des hauts personnages sortiront fort amoindris, et que le déshonneur ne sera pas pour celui dont on s'est efforcé de salir la réputation pour complaire aux cléricaux.

L'*Éducation intégrale* consacrera ses prochains numéros aux détails de cette histoire.

Amérique.

Coalgate. — Voyant la misère faire ses ravages avec une rapidité réellement foudroyante, on pourrait se demander si l'ouvrier est mort ou bien s'il a conscience de son état de misère. Si, comme moi, vous aviez fait la tournée que j'ai commencée, ainsi que

plusieurs compagnons, et passé dans la majeure partie des pays miniers « de cette grande et libre république américaine », vous auriez pu constater l'avachissement et la bassesse dans lesquels la classe productrice est plongée. Ainsi, à Weir-City, la Durkee Coal Co., ainsi que la Hamilton and Braidwood Co. (je cite seulement les plus grosses compagnies), ont mis en demeure, le mois dernier, leurs salariés de louer une maison appartenant à la Compagnie et de prendre absolument toutes leurs marchandises dans ses magasins. Or ces magasins vendent 25 pour 100 plus cher que les autres. L'huile de mine, par exemple, vaut, prise à la Compagnie, 80 sous le gallon, prise ailleurs 40 et 50 sous. Le beurre coûte 25 sous les deux livres, mais, pris à la Compagnie, il coûte 20 sous la livre, et tout à l'avenant. Qui dira que ce n'est pas un vol et non pas un vol légal, qu'ils ne prennent même pas la peine de déguiser? Leur rapacité, leur égoïsme les absorbent tellement, qu'ils n'entendent pas les sourds grondements encore indistincts aujourd'hui, mais qui, demain peut-être, éclateront en un orage d'autant plus violent que l'attente aura été plus longue et l'espoir plus longtemps déçu!

P. G.

Etats-Unis.

Le commodore Elbridge T. Gerry propose de rétablir la peine du fouet dans l'Etat de New-York et cette proposition va être présentée à la législature de cet Etat par le sénateur O'Connor. (*Firebrand* du 17 février 1895.) Voilà la *saine* démocratie dont Bourget, disciple de Taine, a fait l'apologie dans son dernier livre et qu'il nous supplie d'imiter, après avoir détruit « l'œuvre meurtrière de la révolution française ».

* * *

Un nouveau journal, dont le titre est *The Firebrand* (le Brandon), paraît chaque semaine à Portland, dans l'Etat d'Oregon. Il a été fondé, sur l'initiative du camarade Henry Addis, par un groupe de communistes de différentes nations. Voici son programme :

« La publication du *Firebrand* est entreprise par une association volontaire de plusieurs camarades d'esprit radicalement libre qui habitent cette ville; ils ont convenu de fournir de la copie et de s'arranger pour que l'imprimeur soit rémunéré de son travail. Dans cette association, il n'y a ni constitution, ni règles, ni fonctionnaires, ni privilèges, ni droits ni devoirs. C'est une libre association. Le *Firebrand* n'a même pas un éditeur, au sens ordinaire du mot. Personne n'est investi du pouvoir d'exclure les idées qui ne s'accordent pas avec les siennes. Une censure ne nous convient pas. Il nous a plu d'établir une presse sans lisières. »

Le *Firebrand* paraît toutes les semaines. Il fait la critique du parlementarisme, des prétendues réformes gouvernementales qui n'aboutissent qu'à mettre un impôt à la place d'un autre, des Sociétés soi-disant coopératives, qui sont en réalité des organisations autoritaires où le grand nombre des membres travaille pour quelques exploiteurs. Enfin, il propage les idées communistes révolutionnaires. Il a reproduit dernièrement l'article d'Elisée Reclus, « An Anarchist on anarchy », publié dans la *Revue Contemporaine* d'Angleterre et édité à part par les camarades du journal *Liberty*, de Londres.

Paraissent encore aux Etats-Unis : *Solidarity* (New-York), qui a recommencé à paraître chaque semaine; *The Utopian*, hebdom. (Washington); *Lucifer*, bimensuel (Topeka, Kansas); *The Altruist*, bimensuel (Saint-Louis), etc., sans compter les organes en allemand et en français.

Angleterre.

Freedom nous apprend qu'à la manifestation du 1er mai, à Londres, M. Aveling, gendre de Karl Marx, a averti les révolutionnaires qu'il avait reçu des instructions (?) pour exclure du prochain congrès socialiste international, qui se tiendra à Londres en 1896, tous les délégués qui ne seraient pas partisans de la conquête des pouvoirs publics!!

En attendant les discussions de 1896, *Freedom* montre aux travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre de l'Etat. Voyez comment sont traités les employés de l'Etat. En France, les allumettiers sont tués par l'usage du phosphore blanc que les industries privées n'emploient plus dans beaucoup de pays civilisés. En Angleterre, le ministre de la marine n'observe pas le règlement qui a limité à 8 heures la journée de travail des ouvriers de l'arsenal de Woolwich... Nos camarades ajoutent : « Nous savons très bien que les socialistes étatistes prétendent que leur Etat ne sera pas celui sous lequel nous gémissons actuellement. »

Mais les républicains n'ont-ils pas dit que leur Etat serait différent de celui de Napoléon? Et pourtant, que voyons-nous en France? Que voyons-nous encore dans les Etats-Unis? Tous les maux d'autrefois, plusieurs même augmentés! Si bien qu'il est impossible de ne pas arriver logiquement à la conclusion des libertaires. Le mal est et sera toujours dans l'idée qu'il peut y avoir un système dans lequel des hommes en gouverneront d'autres, auront quelque autorité sur leurs semblables, sans en abuser et sans détruire la liberté et la justice.

Aussi continuerons-nous toujours et en toute circonstance à dire aux travailleurs : « Cessez d'avoir foi dans cette machine, l'Etat... Ne vous laissez par mener par le nez par ceux qui, par égoïsme et par ambition personnelle, vous poussent à *jouer la comédie du vote*. Il vaut mieux garder votre esprit ouvert à la vérité et rapprocher nos principes des événements de chaque jour. Alors vous n'aurez pas besoin qu'on vienne vous dire de quel côté sont vos véritables intérêts. Votre bon sens, si vous réfléchissez vous-mêmes, vous montrera le chemin! »

* *

Nous voyons avec grand plaisir que notre confrère de Londres, *Freedom*, qui avait suspendu sa publication en janvier, a reparu au 1er mai, avec un excellent numéro. La rédaction, réorganisée, est maintenant entre les mains de quelques camarades ouvriers, dont deux ont fait partie du journal et deux du *Commonweal* depuis plusieurs années, et qui connaissent bien le mouvement ouvrier pour en être eux-mêmes. Marc C. Wilson et Kropotkine sont parmi les collaborateurs.

Voici quelques extraits du programme :

« Nous nous proposons de maintenir le caractère général que *Freedom* a eu depuis huit ans. Nos principes sont anarchistes-communistes. Comme action immédiate, nous recommandons l'association libre des travailleurs dans des unions de métier et toute sorte de fédérations libres, pour résister à la tyrannie du capital et pour imposer sans cesse le droit des travailleurs de diriger eux-mêmes leur travail et de jouir eux-mêmes de ses fruits.

« Nous regardons aussi avec sympathie toutes les tentatives de coopération dans la production et la distribution, lorsqu'elles sont basées sur la liberté et l'avantage égaux des coopérateurs.

« Nous croyons que toutes ces tentatives sont éducatives par leur tendance et sont de bonne éducation pour la coopération future dans l'aménagement de l'industrie et de l'agriculture et de la consommation des produits. Mais nous sommes persuadés que les maux actuels d'injustice économique ne peuvent trouver leur fin dans de pareilles tentatives. Nous maintenons que le seul moyen effectif sera un mouvement révolutionnaire, très répandu, des travailleurs, pour prendre possession de la terre et des autres instruments du travail, avec la ferme résolution de contrôler et de diriger eux-mêmes leur travail et de disposer eux-mêmes de ses produits.

« ... La croissance et l'extension des idées communistes et anarchistes dans le monde entier seront surtout visées par le journal. »

Abonnements : 1 fr. 80 par an, pour la France. Adresse : L'éditeur, 7, Lambs Conduit Street, Londres, W. C.

— Annonçons aussi que la *Solidarity*, bimensuelle, a reparu à New-York et que cet autre excellent journal est déjà à son 7e numéro. (Adresse : 50, East First Street, New-York cité, Etats-Unis. Abonnement : 1 fr. 80 par an.)

En outre, en fait de nouveaux journaux en anglais, il y a aux Etats-Unis le *Firebrand* (Portland, Oregon, E. U.), un autre excellent organe anarchiste, et les vieux amis : la *Liberty*, de Tucker, à New-York, toujours sur la brèche pour combattre d'une façon admirable l'Etat, mais toujours individualiste, et, en Angleterre, la *Torch* (127, Ossulston Street, Euston Road, N. W.; même prix) et l'*Anarchist*, communiste et révolutionnaire (7, Broom-hall Street, Sheffield).

Suisse.

La Chaux-de-Fonds. — A la suite d'un petit *Panama* qui vient d'être découvert, notre ville est sens dessus dessous.

Un homme politique très en vue, considéré de toute la bourgeoisie, fonctionnaire un peu partout, député à tous les Conseils, franc-maçon, homme à poigne, auteur de lois et règlements contre les voleurs d'or et d'argent, vient d'être arrêté pour *vol*.

Il était la terreur de ses ouvriers et craint de ses amis politiques eux-mêmes. Partout où il fallait un dogue pour aboyer sur le parti ouvrier et sur les travailleurs en général, le parti radical mettait en avant son Fer. C'est le nom du voleur.

Directeur ou président d'un bureau de douanes, il recevait de ses employés le produit des recettes et les empochait. La somme, environ 8.000 francs, n'est pas grand'chose par ce temps de gros voleurs, mais ce qu'il y a de réjouissant, c'est que ce pilier de *l'ordre*, dans son interrogatoire, a trouvé l'opération toute naturelle et a même déclaré qu'il avait eu l'intention de proposer au Conseil d'administration de sanctionner cet acte et de lui faire décréter qu'à l'avenir ces recettes seraient sa propriété!

Ayant remboursé cette somme par un chèque sur sa banque, il en a été quitte pour passer une nuit au violon; car, le lendemain, le Conseil retira sa plainte et Fer fut remis en liberté.

La presse bourgeoise pleure sur les *rigueurs* avec lesquelles on a procédé contre cet « homme de bien », cet « homme intègre ». Mais les ouvriers, eux, se rappellent les insultes que cet homme n'a cessé de leur adresser lorsqu'il parlait au nom du gouvernement. Ils se rappellent que bien de leurs collègues ont dû payer par des années de prison un pain ou quelques nippes qu'ils avaient pris pour se vêtir ou se nourrir un peu. Ils comparent cette mise en liberté d'un *gros*, parce qu'il avait les moyens de rembourser, et la longue détention du *petit* que la misère a abattu.

La légende voulant que lorsque l'on découvre un voleur de ce calibre, d'autres sont encore cachés, les rumeurs qui circulaient ces jours-ci ont été jusqu'à nommer un juge d'instruction qui aurait été arrêté pour des faits semblables à ceux reprochés à Fer. La presse a démenti la chose et les commentaires vont leur train.

Nicolet.

BIBLIOGRAPHIE

Le Trimardeur, avec l'épigraphe : Révolte et Liberté, est un roman que M. G. Bonnamour publia l'année dernière dans l'*Echo de Paris*, et que la maison Dentu vient d'éditer en volume.

Comme tous les romans qui s'inspirent plus ou moins des incidents de l'actualité, le roman de M. Bonnamour a le défaut de présenter des faits et des personnages qui semblent cacher tel fait, ou telle individualité dont aurait eu à s'occuper le fait divers quotidien. Le lecteur croit mettre des noms réels sur des types qui ne sont, en réalité, que des personnages de fantaisie.

Mais, cette petite réserve faite, le *Trimardeur* est un livre fort intéressant, où l'auteur nous fait assister au calvaire de ceux qui ne veulent se plier sous le joug de fer du capital, qui veulent conserver leur libre arbitre, garder intacte leur dignité d'homme.

A ceux-là, plus de travail régulier, plus de pitance assurée; mise à l'index, élimination lente, mais sûre, d'une localité à l'autre, il ne leur reste plus qu'une ressource : prendre leur baluchon sous le bras, se mettre sur la grande route, s'arrêtant lorsqu'un fermier en campagne veut bien les occuper, ou qu'un travail pressé force un usinier à leur ouvrir les portes de ses ateliers.

Mais ce n'est qu'une halte! le fermier n'a besoin que d'un coup de main; l'usinier, qui a l'habitude de commander à des êtres qui lui obéissent servilement, ne peut garder longtemps un ferment de révolte qui pourrait gangrener son troupeau. La grande route étale son ruban, là-bas, au loin, menant à l'inconnu. Et, que le soleil darde ses rayons de feu, ou que la neige la couvre de son froid manteau, le moderne Juif errant doit l'arpenter sans cesse, ni trêve, jusqu'à ce qu'un beau jour il échoue à la correctionnelle pour un vol de poules, ou pour vagabondage. C'est la fin pour lui; gibier de prison, il ne quittera plus la route que pour la geôle, la geôle pour la route.

Cela n'est pas tout à fait le sort de celui que nous raconte M. Bonnamour. Dès le commencement du livre, nous le trouvons aux débuts de son existence de trimardeur. Ayant frappé à la porte d'un sordide paysan, il demande sa part d'une soupe qui mijote dans l'âtre. Le paysan pourrait, sans se priver, partager sa soupe avec l'affamé, mais il est avare, il est tard, il a peur de cet homme qui semble réclamer comme un dû le droit de vivre et de se réchauffer.

Le paysan a peur d'être volé, il montre la porte au misérable, alors qu'il est hypnotisé par cette soupe qui lui chante le bien-être, alors que, sur la route, la neige tombe froide et serrée. L'homme a

résolution de changer cet état de choses, gros de révolutions incessantes.

J'avais un jour l'occasion de m'entretenir avec un haut fonctionnaire, entraîné par la routine de la vie dans le monde de ceux qui édictent des lois et des peines : « Mais défendez donc votre société ! lui disais-je. — Comment voulez-vous que je la défende, me répondit-il, elle n'est pas défendable ! » Elle se défend pourtant, mais par des arguments qui ne sont pas des raisons.

D'autre part, ceux qui l'attaquent peuvent le faire dans toute la sérénité de leur conscience. Sans doute le mouvement de transformation entraînera des violences et des révolutions, mais déjà le monde ambiant est-il autre chose que violence continue et révolution pensante ? Et dans les alternatives de la guerre sociale, quels seront les hommes responsables ? Ceux qui proclament une ère de justice et d'égalité pour tous, sans distinction de classes ni d'individus, ou ceux qui veulent maintenir les séparations et par conséquent les haines de castes, ceux qui ajoutent lois répressives à lois répressives, et qui ne savent résoudre les questions que par l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie ! L'histoire nous permet d'affirmer en toute certitude que la politique de haine engendre toujours la haine, aggravant fatalement la situation générale, ou même entraînant une ruine définitive. Que de nations périrent ainsi, oppresseurs aussi bien qu'opprimés ! Périrons-nous à notre tour ? J'espère que non, grâce à la pensée anarchiste qui se fait jour de plus en plus, renouvelant l'initiative humaine. Vous-mêmes n'êtes-vous pas, sinon anarchistes, du moins fortement nuancés d'anarchisme ? Qui de vous, dans son âme et conscience, se dira le supérieur de son voisin, et ne reconnait pas en lui son frère et son égal ? La morale qui fut tant de fois proclamée ici en paroles plus ou moins symboliques deviendra certainement une réalité. Car nous, anarchistes, nous savons que cette morale de justice parfaite, de liberté et d'égalité, est bien la vraie, et nous la vivons de tout cœur, tandis que nos adversaires sont incertains. Ils ne sont pas sûrs d'avoir raison ; au fond, ils sont même convaincus d'être dans leur tort, et, d'avance, ils nous livrent le monde.

ÉLISÉE RECLUS.

L'ANTISÉMITISME

Dans une petite ville quelconque, un jeune homme vient de Paris voir son oncle, un vieux savant, enfoui dans ses livres et ses revues. L'oncle l'interroge avidement sur la Ville-Lumière.

— « *Ah !* elle est jolie, la Babylone moderne ! s'écrie le neveu. Pas une femme honnête, pas un esprit élevé ! il n'y a que des joueurs, des rastas, des tripoteurs, des noceurs ! Seuls, les cafés, *brasseries*, champs de courses et autres lieux de débauches regorgent de monde... » Et, à l'appui de son dire, le neveu cite des faits écœurants qu'il a vus de ses propres yeux, en nommant même les personnages.

Pensif, l'oncle fixe ses in-quarto et ses in-octavo. Eh quoi ! la Ville-Lumière ne serait-elle pas, selon son enthousiaste conception, le foyer de la Science, de la Littérature, des Arts ? Son neveu ne se trompait-il pas ?... Mais non ! habitant Paris depuis de longues années, il en dévoile les turpitudes avec une précision qui ne permet pas le doute...

Peu après, passe en la même petite ville un jeune savant venant également de Paris, et qui va visiter le vieil érudit. On parle de la capitale.

— « Ah ! quelle ville ! quelle armée de penseurs, de cerveaux féconds, de grands cœurs qui se passionnent pour l'affranchissement de l'humanité ! La masse y adopte de jour en jour les grandes idées, la jeunesse y est altérée de vérité...

— « Quoi ! dit le vieux,, stupéfait, mais mon neveu me traçait de Paris un tout autre tableau, me citant des milliers de scandales qui prouvent la pourriture de la grande ville... et il semblait sincère.

— « Certes, il pouvait l'être et ne rien inventer. Coudoyant sans doute ce qu'on est convenu d'appeler le demi et le grand monde, il a pu en toucher du doigt les vices ; mais prendre cette minorité bruyante, engloutie dans la fange, pour l'humanité entière, et vouloir conclure que, de ce qu'ils sont pourris, la nation est perdue, ne serait vraiment pas le fait d'un sage.

« Malheureusement, beaucoup sont ahuris par cette poignée de corrupteurs et de corrompus qui se ruent dans toutes les jouissances, au détriment de la grande masse qui peine, et ils crient : C'est la fin du monde ! Fin de la société bourgeoise, oui, mais derrière elle se dressera l'humanité affranchie, victorieuse et heureuse ! »

⁂

Cette anecdote me revient en mémoire à propos de l'antisémitisme. En effet, parce qu'une poignée de juifs, capitalistes avides, spéculateurs éhontés, escrocs bruyants, nous dégoûtent, on en veut rendre responsable toute leur race. On confond, on sacrifie une masse entière pour quelques vampires qui se nourrissent de la sueur des autres. Toute une majorité souffrante, travailleuse, misérable, est éclipsée par sa classe bourgeoise, qui est absolument identique aux classes bourgeoises des autres races. Remplacer les juifs riches par des chrétiens riches n'est certes pas une solution, pas même une amélioration de la question sociale, et ceux qui s'y prêtent comptent tirer les marrons du feu avec les mains des autres.

Ne se sert-on pas déjà de la soi-disant question juive, aux jours d'orage, comme de paratonnerre pour sauvegarder la peau des bourgeois ? En Russie et en Allemagne, quand la révolte grondait dans le cœur des peuples, quand la chaîne de l'esclavage menaçait d'être brisée, n'a-t-on pas habilement dirigé cette soif de vengeance contre les artisans, les travailleurs juifs, pauvres et misérables aussi, tandis que la police défendait les palais des « puissants » de la même race ?

Prenons donc garde ! nous qui défendons toutes les souffrances, tous les déshérités, nous qui réclamons pour tous le droit de vivre ; prenons garde de ne pas nous laisser engluer aux coteries des intrigants intéressés. En flagellant nos ennemis, les accapareurs de toutes les races, aimons et relevons les opprimés de toutes les races.

Au nom de la vérité, et quand l'occasion s'en présentera, nous conterons la misère de ces juifs qu'on nous représente comme tous riches, cupides et voleurs. Mais nous nous refusons à toute polémique, n'envisageant que le but humanitaire de la défense des malheureux. Et nous disons à tous : « Que les bons se réjouissent et que les méchants tremblent ! »

VOX POPULI.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LES OUBLIÉS DE L'AMNISTIE. — *La Sociale* passe en revue les condamnés politiques qu'on n'a pas jugé à propos de faire bénéficier de l'amnistie, sans doute à cause de leurs opinions anarchistes. Ce sont : 1° Cyvoct, condamné à mort, en décembre 1883, parce que le journal dont il était le gérant avait publié un article ni plus ni moins violent que bien d'autres qu'on lit aujourd'hui. Sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité et, depuis lors, il fut impossible de le faire bénéficier d'aucune des amnisties qu'il y a eu. Mais qu'on se rassure, on examine son cas... depuis quatre mois !... Viennent ensuite les « malfaiteurs » d'Angers, Meunier, Chevry, Fouquet et Philippe, condamnés à des peines diverses, en vertu de la fameuse entente. Les extraits de l'acte d'accusation que publie notre camarade caractérisent la mauvaise foi qui inspire toujours les magistrats dans les affaires analogues. Chevry, par exemple, a été condamné à cinq ans de travaux forcés, bien que, dit l'acte d'accusation, « aucun fait n'ait été relevé contre lui depuis le 22 décembre 1894 ; mais il est certain qu'il était un des habitués des réunions tenues chez Philippe, et qu'il a cherché à faire, à Angers et à Trélazé, de la propagande anarchiste ». C'est donc bien à cause de ses opinions que Chevry a été condamné et, à ce titre, il aurait dû être amnistié. Quant à Meunier, voici ce qu'on lui reproche :

« La correspondance saisie au domicile de ses parents le représente comme un esprit mauvais, dévoyé, ennemi par principe de toute autorité, dénué de sens moral, imbu des idées les plus fausses sur tout ce qui touche à l'organisation de la famille et de la société. »

Coût : sept ans de travaux forcés. J'ignore si ce document est appelé à survivre aux successifs bouleversements qui se produiront à travers les âges, mais les générations futures seront stupéfaites d'apprendre, à sa lecture, qu'au siècle de Darwin, d'Ibsen et de Tolstoï, on condamnait un homme à sept ans de travaux forcés pour avoir l'esprit mal fait et des idées fausses !

En tout cas, le gouvernement, qui pouvait alléguer un oubli, n'a plus aujourd'hui cette excuse. Qu'attend-il pour rendre ces malheureux à la liberté ?

A signaler aussi le cas de Courtois (Liard), condamné pour délits de réunion publique, à deux reprises différentes. A cette condamnation est venue s'en ajouter une autre de quatre ans de travaux forcés pour *faux !* Or, voici quelle est cette affaire de faux : Courtois, après sa première condamnation, condamnation par défaut, s'était caché sous le nom de Liard, qui était celui d'un camarade décédé. Condamné une seconde fois sous ce nom, il fut reconnu pour être Courtois. D'où troisième condamnation, et celle-là à quatre ans de travaux forcés, pour faux ! Le crime était grand, en effet, et le dommage causé au défunt, considérable !

En attendant « sous l'orme » qu'il soit, lui aussi, amnistié, les camarades qui désireraient adoucir son sort sont priés d'adresser leurs envois à Mme Alice Courtois jeune, 2, rue d'Argent, à Poitiers.

⁂

DIJON. — Le 12 mai, une jeune fille de dix-sept ans était trouvée assassinée dans un bois voisin de Dijon. Les constatations établirent qu'elle n'avait été ni volée ni violée. Néanmoins les magistrats en conclurent que le crime n'avait pu être commis que par un vagabond !? On en profita pour faire une rafle de tous les gens suspects, mais sans aucun résultat... Cependant, et c'est là le comique, après l'odieux, le nom de l'assassin est sur toutes les lèvres des habitants du pays. Mais celui-ci serait, paraît-il, un personnage assez puissant de la contrée. Aussi, la justice qui non seulement est boiteuse, mais aussi sourde et aveugle, n'entend-elle rien, ne voit-elle rien !

ANDRÉ GIRARD.
(MAX BUHR.)

⁂

CALAIS. — A la suite de nous ne savons quelles manœuvres, la police est parvenue à intimider les vendeurs de notre journal. Prière aux amis que nous pouvons avoir dans cette localité de nous trouver un libraire plus indépendant.

⁂

L'AFFAIRE DE CEMPUIS. — Cette affaire revient sur l'eau. Un nouveau débat va avoir lieu au Conseil général. Quoiqu'il n'y ait à en espérer aucune réparation de l'acte arbitraire commis par le gouvernement le 31 août 1894, toutes ces discussions publiques auront du moins pour effet d'apporter la lumière sur tous les mensonges et toutes les calomnies imaginés par *nos maîtres*, dans l'espoir de justifier l'infamie dont a été victime le directeur de l'orphelinat Prévost.

On assure que, de ce débat, bien des hauts personnages sortiront fort amoindris, et que le déshonneur ne sera pas pour celui dont on s'est efforcé de salir la réputation pour complaire aux cléricaux.

L'*Education intégrale* consacrera ses prochains numéros aux détails de cette histoire.

Amérique.

COALGATE. — Voyant la misère faire ses ravages avec une rapidité réellement foudroyante, on pourrait se demander si l'ouvrier est mort ou bien s'il a conscience de son état de misère. Si, comme moi, vous aviez fait la tournée que j'ai commencée, ainsi que

plusieurs compagnons, et passé dans la majeure partie des pays miniers « de cette grande et libre république américaine », vous auriez pu constater l'avachissement et la bassesse dans lesquels la classe productrice est plongée. Ainsi, à Weir-City, la Durkee Coal Co., ainsi que la Hamilton and Braidwood Co. (je cite seulement les plus grosses compagnies), ont mis en demeure, le mois dernier, leurs salariés de louer une maison appartenant à la Compagnie et de prendre absolument toutes leurs marchandises dans ses magasins. Or ces magasins vendent 25 pour 100 plus cher que les autres. L'huile de mine, par exemple, vaut, prise à la Compagnie, 80 sous le gallon, prise ailleurs 40 et 50 sous. Le beurre coûte 25 sous les deux livres, mais, pris à la Compagnie, il coûte 20 sous la livre, et tout à l'avenant. Qui dira que ce n'est pas un vol et non pas un vol légal, qu'ils ne prennent même pas la peine de déguiser ? Leur rapacité, leur égoïsme les absorbent tellement, qu'ils n'entendent pas les sourds grondements encore indistincts aujourd'hui, mais qui, demain peut-être, éclateront en un orage d'autant plus violent que l'attente aura été plus longue et l'espoir plus longtemps déçu !

P. G.

Etats-Unis.

Le commodore Elbridge T. Gerry propose de rétablir la peine du fouet dans l'Etat de New-York et cette proposition va être présentée à la législature de cet Etat par le sénateur O'Connor. (*Firebrand* du 17 février 1895.) Voilà la *saine* démocratie dont Bourget, disciple de Taine, a fait l'apologie dans son dernier livre et qu'il nous supplie d'imiter, après avoir détruit « l'œuvre meurtrière de la révolution française ».

⁂

Un nouveau journal, dont le titre est *The Firebrand* (le Brandon), paraît chaque semaine à Portland, dans l'Etat d'Oregon. Il a été fondé, sur l'initiative du camarade Henry Addis, par un groupe de communistes de différentes nations. Voici son programme :

« La publication du *Firebrand* est entreprise par une association volontaire de plusieurs camarades d'esprit radicalement libre qui habitent cette ville; ils ont convenu de fournir de la copie et de s'arranger pour que l'imprimeur soit rémunéré de son travail. Dans cette association, il n'y a ni constitution, ni règles, ni fonctionnaires, ni privilèges, ni droits ni devoirs. C'est une libre association. Le *Firebrand* n'a même pas un éditeur, au sens ordinaire du mot. Personne n'est investi du pouvoir d'exclure les idées qui ne s'accordent pas avec les siennes. Une censure ne nous convient pas. Il nous a plu d'établir une presse sans lisières. »

Le *Firebrand* paraît toutes les semaines. Il fait la critique du parlementarisme, des prétendues réformes gouvernementales qui n'aboutissent qu'à mettre un impôt à la place d'un autre, des Sociétés soi-disant coopératives, qui sont en réalité des organisations autoritaires où le grand nombre des membres travaille pour quelques exploiteurs. Enfin, il propage les idées communistes révolutionnaires. Il a reproduit dernièrement l'article d'Elisée Reclus, « An Anarchist on anarchy », publié dans la *Revue Contemporaine* d'Angleterre et édité à part par les camarades du journal *Liberty*, de Londres.

Paraissent encore aux Etats-Unis : *Solidarity* (New-York), qui a recommencé à paraître chaque semaine ; *The Utopian*, hebdom. (Washington) ; *Lucifer*, bimensuel (Topeka, Kansas) ; *The Altruist*, bimensuel (Saint-Louis), etc., sans compter les organes en allemand et en français.

Angleterre.

Freedom nous apprend qu'à la manifestation du 1er mai, à Londres, M. Aveling, gendre de Karl Marx, a averti les révolutionnaires qu'il avait reçu des instructions (?) pour exclure du prochain congrès socialiste international, qui se tiendra à Londres en 1896, tous les délégués qui ne seraient pas partisans de la conquête des pouvoirs publics !!

En attendant les discussions de 1896, *Freedom* montre aux travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre de l'Etat. Voyez comment sont traités les employés de l'Etat. En France, les allumettiers sont tués par l'usage du phosphore blanc que les industries privées n'emploient plus dans beaucoup de pays civilisés. En Angleterre, le ministre de la marine n'observe pas le règlement qui a limité à 8 heures la journée de travail des ouvriers de l'arsenal de Woolwich... Nos camarades ajoutent : « Nous savons très bien que les socialistes étatistes prétendent que leur Etat ne sera pas celui sous lequel nous gémissons actuellement. »

Mais les républicains n'ont-ils pas dit que leur Etat serait différent de celui de Napoléon? Et pourtant, que voyons-nous en France? Que voyons-nous encore dans les Etats-Unis? Tous les maux d'autrefois, plusieurs même augmentés! Si bien qu'il est impossible de ne pas arriver logiquement à la conclusion des libertaires. Le mal est et sera toujours dans l'idée qu'il peut y avoir un système dans lequel des hommes en gouverneront d'autres, auront quelque autorité sur leurs semblables, sans en abuser et sans détruire la liberté et la justice.

Aussi continuerons-nous toujours et en toute circonstance à dire aux travailleurs : « Cessez d'avoir foi dans cette machine, l'Etat... Ne vous laissez par mener par le nez par ceux qui, par égoïsme et par ambition personnelle, vous poussent à *jouer la comédie du vote*. Il vaut mieux garder votre esprit ouvert à la vérité et rapprocher nos principes des événements de chaque jour. Alors vous n'aurez pas besoin qu'on vienne vous dire de quel côté sont vos véritables intérêts. Votre bon sens, si vous réfléchissez vous-mêmes, vous montrera le chemin! »

⁂

Nous voyons avec grand plaisir que notre confrère de Londres, *Freedom*, qui avait suspendu sa publication en janvier, a reparu au 1er mai, avec un excellent numéro. La rédaction, réorganisée, est maintenant entre les mains de quelques camarades ouvriers, dont deux ont fait partie du journal et deux du *Commonweal* depuis plusieurs années, et qui connaissent bien le mouvement ouvrier pour en être eux-mêmes. Marc C. Wilson et Kropotkine sont parmi les collaborateurs.

Voici quelques extraits du programme :

« Nous nous proposons de maintenir le caractère général que *Freedom* a eu depuis huit ans. Nos principes sont anarchistes-communistes. Comme action immédiate, nous recommandons l'association libre des travailleurs dans des unions de métier et toute sorte de fédérations libres, pour résister à la tyrannie du capital et pour imposer sans cesse le droit des travailleurs de diriger eux-mêmes leur travail et de jouir eux-mêmes de ses fruits.

« Nous regardons aussi avec sympathie toutes les tentatives de coopération dans la production et la distribution, lorsqu'elles sont basées sur la liberté et l'avantage égaux des coopérateurs.

« Nous croyons que toutes ces tentatives sont éducatives par leur tendance et sont de bonne éducation pour la coopération future dans l'aménagement de l'industrie et de l'agriculture et de la consommation des produits. Mais nous sommes persuadés que les maux actuels d'injustice économique ne peuvent trouver leur fin dans de pareilles tentatives. Nous maintenons que le seul moyen effectif sera un mouvement révolutionnaire, très répandu, des travailleurs, pour prendre possession de la terre et des autres instruments du travail, avec la ferme résolution de contrôler et de diriger eux-mêmes leur travail et de disposer eux-mêmes de ses produits.

« ... La croissance et l'extension des idées communistes et anarchistes dans le monde entier seront surtout visées par le journal. »

Abonnements : 1 fr. 80 par an, pour la France. Adresse : L'éditeur, 7, Lambs Conduit Street, Londres, W. C.

— Annonçons aussi que la *Solidarity*, bimensuelle, a reparu à New-York et que cet autre excellent journal est déjà à son 7e numéro. (Adresse : 50, East First Street, New-York cité, Etats-Unis. Abonnement : 1 fr. 80 par an.)

En outre, en fait de nouveaux journaux en anglais, il y a aux Etats-Unis le *Firebrand* (Portland, Oregon, E. U.), un autre excellent organe anarchiste, et les vieux amis : la *Liberty* de Tucker, à New-York, toujours sur la brèche pour combattre d'une façon admirable l'Etat, mais toujours individualiste, et, en Angleterre, la *Torch* (127, Ossulston Street, Euston Road, N. W.; même prix) et l'*Anarchist*, communiste et révolutionnaire (7, Broom-hall Street, Sheffield).

Suisse.

La Chaux-de-Fonds. — A la suite d'un petit *Panama* qui vient d'être découvert, notre ville est sens dessus dessous.

Un homme politique très en vue, considéré de toute la bourgeoisie, fonctionnaire un peu partout, député à tous les Conseils, franc-maçon, homme à poigne, auteur de lois et règlements contre les voleurs d'or et d'argent, vient d'être arrêté pour *vol*.

Il était la terreur de ses ouvriers et craint de ses amis politiques eux-mêmes. Partout où il fallait un dogue pour aboyer sur le parti ouvrier et sur les travailleurs en général, le parti radical mettait en avant son Fer. C'est le nom du voleur.

Directeur ou président d'un bureau de douanes, il recevait de ses employés le produit des recettes et les empochait. La somme, environ 8.000 francs, n'est pas grand'chose par ce temps de gros voleurs, mais ce qu'il y a de réjouissant, c'est que ce pilier de *l'ordre*, dans son interrogatoire, a trouvé l'opération toute naturelle et a même déclaré qu'il avait eu l'intention de proposer au Conseil d'administration de sanctionner cet acte et de lui faire décréter qu'à l'avenir ces recettes seraient sa propriété!

Ayant remboursé cette somme par un chèque sur sa banque, il en a été quitte pour passer une nuit au violon; car, le lendemain, le Conseil retira sa plainte et Fer fut remis en liberté.

La presse bourgeoise pleure sur les *rigueurs* avec lesquelles on a procédé contre cet « homme de bien », cet « homme intègre ». Mais les ouvriers, eux, se rappellent les insultes que cet homme n'a cessé de leur adresser lorsqu'il parlait au nom du gouvernement. Ils se rappellent que bien de leurs collègues ont dû payer par des années de prison un pain ou quelques nippes qu'ils avaient pris pour se vêtir ou se nourrir un peu. Ils comparent cette mise en liberté d'un *gros*, parce qu'il avait les moyens de rembourser, et la longue détention du *petit* que la misère a abattu.

La légende voulant que lorsque l'on découvre un voleur de ce calibre, d'autres sont encore cachés, les rumeurs qui circulaient ces jours-ci ont été jusqu'à nommer un juge d'instruction qui aurait été arrêté pour des faits semblables à ceux reprochés à Fer. La presse a démenti la chose et les commentaires vont leur train.

Nicolet.

BIBLIOGRAPHIE

Le Trimardeur, avec l'épigraphe : Révolte et Liberté, est un roman que M. G. Bonnamour publia l'année dernière dans l'*Echo de Paris*, et que la maison Dentu vient d'éditer en volume.

Comme tous les romans qui s'inspirent plus ou moins des incidents de l'actualité, le roman de M. Bonnamour a le défaut de présenter des faits et des personnages qui semblent cacher tel fait, ou telle individualité dont aurait eu à s'occuper le fait divers quotidien. Le lecteur croit mettre des noms réels sur des types qui ne sont, en réalité, que des personnages de fantaisie.

Mais, cette petite réserve faite, le *Trimardeur* est un livre fort intéressant, où l'auteur nous fait assister au calvaire de ceux qui ne veulent se plier sous le joug de fer du capital, qui veulent conserver leur libre arbitre, garder intacte leur dignité d'homme.

A ceux-là, plus de travail régulier, plus de pitance assurée; mise à l'index, élimination lente, mais sûre, d'une localité à l'autre, il ne leur reste plus qu'une ressource : prendre leur baluchon sous le bras, se mettre sur la grande route, s'arrêtant lorsqu'un fermier en campagne veut bien les occuper, ou qu'un travail pressé force un usinier à leur ouvrir les portes de ses ateliers.

Mais ce n'est qu'une halte ! le fermier n'a besoin que d'un coup de main; l'usinier, qui a l'habitude de commander à des êtres qui lui obéissent servilement, ne peut garder longtemps un ferment de révolte qui pourrait gangrener son troupeau. La grande route étale son ruban, là-bas, au loin, menant à l'inconnu. Et, que le soleil darde ses rayons de feu, ou que la neige la couvre de son froid manteau, le moderne Juif errant doit l'arpenter sans cesse, ni trêve, jusqu'à ce qu'un beau jour il échoue à la correctionnelle pour un vol de poules, ou pour vagabondage. C'est la fin pour lui; gibier de prison, il ne quittera plus la route que pour la geôle, la geôle pour la route.

Cela n'est pas tout à fait le sort de celui que nous raconte M. Bonnamour. Dès le commencement du livre, nous le trouvons aux débuts de son existence de trimardeur. Ayant frappé à la porte d'un sordide paysan, il demande sa part d'une soupe qui mijote dans l'âtre. Le paysan pourrait, sans se priver, partager sa soupe avec l'affamé, mais il est avare, il est tard, il a peur de cet homme qui semble réclamer comme un dû le droit de vivre et de se réchauffer.

Le paysan a peur d'être volé, il montre la porte au misérable, alors qu'il est hypnotisé par cette soupe qui lui chante le bien-être, alors que, sur la route, la neige tombe froide et serrée. L'homme a

résolution de changer cet état de choses, gros de révolutions incessantes.

J'avais un jour l'occasion de m'entretenir avec un haut fonctionnaire, entraîné par la routine de la vie dans le monde de ceux qui édictent des lois et des peines : « Mais défendez donc votre société! lui disais-je. — Comment voulez-vous que je la défende, me répondit-il, elle n'est pas défendable! » Elle se défend pourtant, mais par des arguments qui ne sont pas des raisons.

D'autre part, ceux qui l'attaquent peuvent le faire dans toute la sérénité de leur conscience. Sans doute le mouvement de transformation entraînera des violences et des révolutions, mais déjà le monde ambiant est-il autre chose que violence continue et révolution pensante? Et dans les alternatives de la guerre sociale, quels seront les hommes responsables? Ceux qui proclament une ère de justice et d'égalité pour tous, sans distinction de classes ni d'individus, ou ceux qui veulent maintenir les séparations et par conséquent les haines de castes, ceux qui ajoutent lois répressives à lois répressives, et qui ne savent résoudre les questions que par l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie! L'histoire nous permet d'affirmer en toute certitude que la politique de haine engendre toujours la haine, aggravant fatalement la situation générale, ou même entraînant une ruine définitive. Que de nations périrent ainsi, oppresseurs aussi bien qu'opprimés! Périrons-nous à notre tour? J'espère que non, grâce à la pensée anarchiste qui se fait jour de plus en plus, renouvelant l'initiative humaine. Vous-mêmes n'êtes-vous pas, sinon anarchistes, du moins fortement nuancés d'anarchisme? Qui de vous, dans son âme et conscience, se dira le supérieur de son voisin, et ne reconnait pas en lui son frère et son égal? La morale qui fut tant de fois proclamée ici en paroles plus ou moins symboliques deviendra certainement une réalité. Car nous, anarchistes, nous savons que cette morale de justice parfaite, de liberté et d'égalité, est bien la vraie, et nous la vivons de tout cœur, tandis que nos adversaires sont incertains. Ils ne sont pas sûrs d'avoir raison; au fond, ils sont même convaincus d'être dans leur tort, et, d'avance, ils nous livrent le monde.

ÉLISÉE RECLUS.

L'ANTISÉMITISME

Dans une petite ville quelconque, un jeune homme vient de Paris voir son oncle, un vieux savant, enfoui dans ses livres et ses revues. L'oncle l'interroge avidement sur la Ville-Lumière.

— « Ah! elle est jolie, la Babylone moderne! s'écrie le neveu. Pas une femme honnête, pas un esprit élevé! il n'y a que des joueurs, des rastas, des tripoteurs, des noceurs! Seuls, les cafés, brasseries, champs de courses et autres lieux de débauches regorgent de monde... » Et, à l'appui de son dire, le neveu cite des faits écœurants qu'il a vus de ses propres yeux, en nommant même les personnages.

Pensif, l'oncle fixe ses in-quarto et ses in-octavo. Eh quoi! la Ville-Lumière ne serait-elle pas, selon son enthousiaste conception, le foyer de la Science, de la Littérature, des Arts? Son neveu ne se trompait-il pas?... Mais non! habitant Paris depuis de longues années, il en dévoile les turpitudes avec une précision qui ne permet pas le doute...

Peu après, passe en la même petite ville un jeune savant venant également de Paris, et qui va visiter le vieil érudit. On parle de la capitale.

— « Ah! quelle ville! quelle armée de penseurs, de cerveaux féconds, de grands cœurs qui se passionnent pour l'affranchissement de l'humanité! La masse y adopte de jour en jour les grandes idées, la jeunesse y est altérée de vérité...

— « Quoi! dit le vieux,, stupéfait, mais mon neveu me traçait de Paris un tout autre tableau, me citant des milliers de scandales qui prouvent la pourriture de la grande ville... et il semblait sincère.

— « Certes, il pouvait l'être et ne rien inventer. Coudoyant sans doute ce qu'on est convenu d'appeler le demi et le grand monde, il a pu en toucher du doigt les vices; mais prendre cette minorité bruyante, engloutie dans la fange, pour l'humanité entière, et vouloir conclure que, de ce qu'ils sont pourris, la nation est perdue, ne serait vraiment pas le fait d'un sage.

« Malheureusement, beaucoup sont ahuris par cette poignée de corrupteurs et de corrompus qui se ruent dans toutes les jouissances, au détriment de la grande masse qui peine, et ils crient : C'est la fin du monde! Fin de la société bourgeoise, oui, mais derrière elle se dressera l'humanité affranchie, victorieuse et heureuse! »

⁂

Cette anecdote me revient en mémoire à propos de l'antisémitisme. En effet, parce qu'une poignée de juifs, capitalistes avides, spéculateurs éhontés, escrocs bruyants, nous dégoûtent, on en veut rendre responsable toute leur race. On confond, on sacrifie une masse entière pour quelques vampires qui se nourrissent de la sueur des autres. Toute une majorité souffrante, travailleuse, misérable, est éclipsée par sa classe bourgeoise, qui est absolument identique aux classes bourgeoises des autres races. Remplacer les juifs riches par des chrétiens riches n'est certes pas une solution, pas même une amélioration de la question sociale, et ceux qui s'y prêtent comptent tirer les marrons du feu avec les mains des autres.

Ne se sert-on pas déjà de la soi-disant question juive, aux jours d'orage, comme de paratonnerre pour sauvegarder la peau des bourgeois? En Russie et en Allemagne, quand la révolte grondait dans le cœur des peuples, quand la chaîne de l'esclavage menaçait d'être brisée, n'a-t-on pas habilement dirigé cette soif de vengeance contre les artisans, les travailleurs juifs, pauvres et misérables aussi, tandis que la police défendait les palais des « puissants » de la même race?

Prenons donc garde! nous qui défendons toutes les souffrances, tous les déshérités, nous qui réclamons pour tous le droit de vivre; prenons garde de ne pas nous laisser engluer aux coteries des intrigants intéressés. En flagellant nos ennemis, les accapareurs de toutes les races, aimons et relevons les opprimés de toutes les races.

Au nom de la vérité, et quand l'occasion s'en présentera, nous conterons la misère de ces juifs qu'on nous représente comme tous riches, cupides et voleurs. Mais nous nous refusons à toute polémique, n'envisageant que le but humanitaire de la défense des malheureux. Et nous disons à tous : « Que les bons se réjouissent et que les méchants tremblent! »

VOX POPULI.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LES OUBLIÉS DE L'AMNISTIE. — *La Sociale* passe en revue les condamnés politiques qu'on n'a pas jugé à propos de faire bénéficier de l'amnistie, sans doute à cause de leurs opinions anarchistes. Ce sont : 1° Cyvoct, condamné à mort, en décembre 1883, parce que le journal dont il était le gérant avait publié un article ni plus ni moins violent que bien d'autres qu'on lit aujourd'hui. Sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité et, depuis lors, il fut impossible de le faire bénéficier d'aucune des amnisties qu'il y a eu. Mais qu'on se rassure, on examine son cas... depuis quatre mois!... Viennent ensuite les « malfaiteurs » d'Angers, Meunier, Cherry, Fouquet et Philippe, condamnés à des peines diverses, en vertu de la fameuse entente. Les extraits de l'acte d'accusation que publie notre camarade caractérisent la mauvaise foi qui inspire toujours les magistrats dans les affaires analogues. Chevry, par exemple, a été condamné à cinq ans de travaux forcés, bien que, dit l'acte d'accusation, « aucun fait n'ait été relevé contre lui depuis le 22 décembre 1894; mais il est certain qu'il était un des habitués des réunions tenues chez Philippe, et qu'il a cherché à faire, à Angers et à Trélazé, de la propagande anarchiste ». C'est donc bien à cause de ses opinions que Chevry a été condamné et, à ce titre, il aurait dû être amnistié. Quant à Meunier, voici ce qu'on lui reproche :

« La correspondance saisie au domicile de ses parents le représente comme un esprit mauvais, dévoyé, ennemi par principe de toute autorité, dénué de sens moral, imbu des idées les plus fausses sur tout ce qui touche à l'organisation de la famille et de la société. »

Coût : sept ans de travaux forcés. J'ignore si ce document est appelé à survivre aux successifs bouleversements qui se produiront à travers les âges, mais les générations futures seront stupéfaites d'apprendre, à sa lecture, qu'au siècle de Darwin, d'Ibsen et de Tolstoï, on condamnait un homme à sept ans de travaux forcés pour avoir l'esprit mal fait et des idées fausses!

En tout cas, le gouvernement, qui pouvait alléguer un oubli, n'a plus aujourd'hui cette excuse. Qu'attend-il pour rendre ces malheureux à la liberté?

A signaler aussi le cas de Courtois (Liard), condamné pour délits de réunion publique, à deux reprises différentes. A cette condamnation est venue s'en ajouter une autre de quatre ans de travaux forcés pour *faux!* Or, voici quelle est cette affaire de faux : Courtois, après sa première condamnation, condamnation par défaut, s'était caché sous le nom de Liard, qui était celui d'un camarade décédé. Condamné une seconde fois sous ce nom, il fut reconnu pour être Courtois. D'où troisième condamnation, et celle-là à quatre ans de travaux forcés, pour faux! Le crime était grand, en effet, et le dommage causé au défunt, considérable!

En attendant « sous l'orme » qu'il soit, lui aussi, amnistié, les camarades qui désireraient adoucir son sort sont priés d'adresser leurs envois à Mme Alice Courtois jeune, 2, rue d'Argent, à Poitiers.

⁂

DIJON. — Le 12 mai, une jeune fille de dix-sept ans était trouvée assassinée dans un bois voisin de Dijon. Les constatations établirent qu'elle n'avait été ni volée ni violée. Néanmoins les magistrats en conclurent que le crime n'avait pu être commis que par un vagabond!? On en profita pour faire une rafle de tous les gens *suspects*, mais sans aucun résultat... Cependant, et c'est là le comique, après l'odieux, le nom de l'assassin est sur toutes les lèvres des habitants du pays. Mais celui-ci serait, paraît-il, un personnage assez puissant de la contrée. Aussi, la justice qui non seulement est boiteuse, mais aussi sourde et aveugle, n'entend-elle rien, ne voit-elle rien!

ANDRÉ GIRARD.
(MAX BUHR.)

⁂

CALAIS. — A la suite de nous ne savons quelles manœuvres, la police est parvenue à intimider les vendeurs de notre journal. Prière aux amis que nous pouvons avoir dans cette localité de nous trouver un libraire plus indépendant.

⁂

L'AFFAIRE DE CEMPUIS. — Cette affaire revient sur l'eau. Un nouveau débat va avoir lieu au Conseil général. Quoiqu'il n'y ait à en espérer aucune réparation de l'acte arbitraire commis par le gouvernement le 31 août 1894, toutes ces discussions publiques auront du moins pour effet d'apporter la lumière sur tous les mensonges et toutes les calomnies imaginés par *nos maîtres*, dans l'espoir de justifier l'infamie dont a été victime le directeur de l'orphelinat Prévost.

On assure que, de ce débat, bien des hauts personnages sortiront fort amoindris, et que le déshonneur ne sera pas pour celui dont on s'est efforcé de salir la réputation pour complaire aux cléricaux.

L'*Education intégrale* consacrera ses prochains numéros aux détails de cette histoire.

Amérique.

COALGATE. — Voyant la misère faire ses ravages avec une rapidité réellement foudroyante, on pourrait se demander si l'ouvrier est mort ou bien s'il a conscience de son état de misère. Si, comme moi, vous aviez fait la tournée que j'ai commencée, ainsi que

plusieurs compagnons, et passé dans la majeure partie des pays miniers « de cette grande et libre république américaine », vous auriez pu constater l'avachissement et la bassesse dans lesquels la classe productrice est plongée. Ainsi, à Weir-City, la Durkee Coal Co., ainsi que la Hamilton and Braidwood Co. (je cite seulement les plus grosses compagnies), ont mis en demeure, le mois dernier, leurs salariés de louer une maison appartenant à la Compagnie et de prendre absolument toutes leurs marchandises dans ses magasins. Or ces magasins vendent 25 pour 100 plus cher que les autres. L'huile de mine, par exemple, vaut, prise à la Compagnie, 80 sous le gallon, prise ailleurs 40 et 50 sous. Le beurre coûte 25 sous les deux livres, mais, pris à la Compagnie, il coûte 20 sous la livre, et tout à l'avenant. Qui dira que ce n'est pas un vol et non pas un vol légal, qu'ils ne prennent même pas la peine de déguiser? Leur rapacité, leur égoïsme les absorbent tellement, qu'ils n'entendent pas les sourds grondements encore indistincts aujourd'hui, mais qui, demain peut-être, éclateront en un orage d'autant plus violent que l'attente aura été plus longue et l'espoir plus longtemps déçu!

P. G.

Etats-Unis.

Le commodore Elbridge T. Gerry propose de rétablir la peine du fouet dans l'Etat de New-York et cette proposition va être présentée à la législature de cet Etat par le sénateur O'Connor. (*Firebrand* du 17 février 1895.) Voilà la *saine* démocratie dont Bourget, disciple de Taine, a fait l'apologie dans son dernier livre et qu'il nous supplie d'imiter, après avoir détruit « l'œuvre meurtrière de la révolution française ».

*
* *

Un nouveau journal, dont le titre est *The Firebrand* (le Brandon), paraît chaque semaine à Portland, dans l'Etat d'Oregon. Il a été fondé, sur l'initiative du camarade Henry Addis, par un groupe de communistes de différentes nations. Voici son programme :

« La publication du *Firebrand* est entreprise par une association volontaire de plusieurs camarades d'esprit radicalement libre qui habitent cette ville; ils ont convenu de fournir de la *copie* et de s'arranger pour que l'imprimeur soit rémunéré de son travail. Dans cette association, il n'y a ni constitution, ni règles, ni fonctionnaires, ni privilèges, ni droits ni devoirs. C'est une libre association. Le *Firebrand* n'a même pas un éditeur, au sens ordinaire du mot. Personne n'est investi du pouvoir d'exclure les idées qui ne s'accordent pas avec les siennes. Une censure ne nous convient pas. Il nous a plu d'établir une presse sans lisières. »

Le *Firebrand* paraît toutes les semaines. Il fait la critique du parlementarisme, des prétendues réformes gouvernementales qui n'aboutissent qu'à mettre un impôt à la place d'un autre, des Sociétés soi-disant coopératives, qui sont en réalité des organisations autoritaires où le grand nombre des membres travaille pour quelques exploiteurs. Enfin, il propage les idées communistes révolutionnaires. Il a reproduit dernièrement l'article d'Elisée Reclus, « An Anarchist on anarchy », publié dans la *Revue Contemporaine* d'Angleterre et édité à part par les camarades du journal *Liberty*, de Londres.

Paraissent encore aux Etats-Unis : *Solidarity* (New-York), qui a recommencé à paraître chaque semaine; *The Utopian*, hebdom. (Washington); *Lucifer*, bimensuel (Topeka, Kansas); *The Altruist*, bimensuel (Saint-Louis), etc., sans compter les organes en allemand et en français.

Angleterre.

Freedom nous apprend qu'à la manifestation du 1er mai, à Londres, M. Aveling, gendre de Karl Marx, a averti les révolutionnaires qu'il avait reçu des instructions (?) pour exclure du prochain congrès socialiste international, qui se tiendra à Londres en 1896, tous les délégués qui ne seraient pas partisans de la conquête des pouvoirs publics!!

En attendant les discussions de 1896, *Freedom* montre aux travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre de l'Etat. Voyez comment sont traités les employés de l'Etat. En France, les allumettiers sont tués par l'usage du phosphore blanc que les industries privées n'emploient plus dans beaucoup de pays civilisés. En Angleterre, le ministre de la marine n'observe pas le règlement qui a limité à 8 heures la journée de travail des ouvriers de l'arsenal de Woolwich... Nos camarades ajoutent : « Nous savons très bien que les socialistes étatistes prétendent que leur Etat ne sera pas celui sous lequel nous gémissons actuellement. »

Mais les républicains n'ont-ils pas dit que leur Etat serait différent de celui de Napoléon? Et pourtant, que voyons-nous en France? Que voyons-nous encore dans les Etats-Unis? Tous les maux d'autrefois, plusieurs même augmentés! Si bien qu'il est impossible de ne pas arriver logiquement à la conclusion des libertaires. Le mal est et sera toujours dans l'idée qu'il peut y avoir un système dans lequel des hommes en gouverneront d'autres, auront quelque autorité sur leurs semblables, sans en abuser et sans détruire la liberté et la justice.

Aussi continuerons-nous toujours et en toute circonstance à dire aux travailleurs : « Cessez d'avoir foi dans cette machine, l'Etat... Ne vous laissez par mener par le nez par ceux qui, par égoïsme et par ambition personnelle, vous poussent à *jouer la comédie du vote*. Il vaut mieux garder votre esprit ouvert à la vérité et rapprocher nos principes des événements de chaque jour. Alors vous n'aurez pas besoin qu'on vienne vous dire de quel côté sont vos véritables intérêts. Votre bon sens, si vous réfléchissez vous-mêmes, vous montrera le chemin! »

*
* *

Nous voyons avec grand plaisir que notre confrère de Londres, *Freedom*, qui avait suspendu sa publication en janvier, a reparu au 1er mai, avec un excellent numéro. La rédaction, réorganisée, est maintenant entre les mains de quelques camarades ouvriers, dont deux ont fait partie du journal et deux du *Commonweal* depuis plusieurs années, et qui connaissent bien le mouvement ouvrier pour en être eux-mêmes. Marc C. Wilson et Kropotkine sont parmi les collaborateurs.

Voici quelques extraits du programme :

« Nous nous proposons de maintenir le caractère général que *Freedom* a eu depuis huit ans. Nos principes sont anarchistes-communistes. Comme action immédiate, nous recommandons l'association libre des travailleurs dans des unions de métier et toute sorte de fédérations libres, pour résister à la tyrannie du capital et pour imposer sans cesse le droit des travailleurs de diriger eux-mêmes leur travail et de jouir eux-mêmes de ses fruits.

« Nous regardons aussi avec sympathie toutes les tentatives de coopération dans la production et la distribution, lorsqu'elles sont basées sur la liberté et l'avantage égaux des coopérateurs.

« Nous croyons que toutes ces tentatives sont éducatives par leur tendance et sont de bonne éducation pour la coopération future dans l'aménagement de l'industrie et de l'agriculture et de la consommation des produits. Mais nous sommes persuadés que les maux actuels d'injustice économique ne peuvent trouver leur fin dans de pareilles tentatives. Nous maintenons que le seul moyen effectif sera un mouvement révolutionnaire, très répandu, des travailleurs, pour prendre possession de la terre et des autres instruments du travail, avec la ferme résolution de contrôler et de diriger eux-mêmes leur travail et de disposer eux-mêmes de ses produits.

« ... La croissance et l'extension des idées communistes et anarchistes dans le monde entier seront surtout visées par le journal. »

Abonnements : 1 fr. 80 par an, pour la France. Adresse : L'éditeur, 7, Lambs Conduit Street, Londres, W. C.

— Annonçons aussi que la *Solidarity*, bimensuelle, a reparu à New-York et que cet autre excellent journal est déjà à son 7e numéro. (Adresse : 50, East First Street, New-York cité, Etats-Unis. Abonnement : 1 fr. 80 par an.)

En outre, en fait de nouveaux journaux en anglais, il y a aux Etats-Unis le *Firebrand* (Portland, Oregon, E. U.), un autre excellent organe anarchiste, et les vieux amis : la *Liberty* de Tucker, à New-York, toujours sur la brèche pour combattre d'une façon admirable l'Etat, mais toujours individualiste, et, en Angleterre, la *Torch* (127, Ossulston Street, Euston Road, N. W.; même prix) et l'*Anarchist*, communiste et révolutionnaire (7, Broom-hall Street, Sheffield).

Suisse.

La Chaux-de-Fonds. — A la suite d'un petit *Panama* qui vient d'être découvert, notre ville est sens dessus dessous.

Un homme politique très en vue, considéré de toute la bourgeoisie, fonctionnaire un peu partout, député à tous les Conseils, franc-maçon, homme à poigne, auteur de lois et règlements contre les voleurs d'or et d'argent, vient d'être arrêté pour *vol*.

Il était la terreur de ses ouvriers et craint de ses amis politiques eux-mêmes. Partout où il fallait un dogue pour aboyer sur le parti ouvrier et sur les travailleurs en général, le parti radical mettait en avant son Fer. C'est le nom du voleur.

Directeur ou président d'un bureau de douanes, il recevait de ses employés le produit des recettes et les empochait. La somme, environ 8.000 francs, n'est pas grand'chose par ce temps de gros voleurs, mais ce qu'il y a de réjouissant, c'est que ce pilier de *l'ordre*, dans son interrogatoire, a trouvé l'opération toute naturelle et a même déclaré qu'il avait eu l'intention de proposer au Conseil d'administration de sanctionner cet acte et de lui faire décréter qu'à l'avenir ces recettes seraient sa propriété!

Ayant remboursé cette somme par un chèque sur sa banque, il en a été quitte pour passer une nuit au violon; car, le lendemain, le Conseil retira sa plainte et Fer fut remis en liberté.

La presse bourgeoise pleure sur les *rigueurs* avec lesquelles on a procédé contre cet « homme de bien », cet « homme intègre ». Mais les ouvriers, eux, se rappellent les insultes que cet homme n'a cessé de leur adresser lorsqu'il parlait au nom du gouvernement. Ils se rappellent que bien de leurs collègues ont dû payer par des années de prison un pain ou quelques nippes qu'ils avaient pris pour se vêtir ou se nourrir un peu. Ils comparent cette mise en liberté d'un *gros*, parce qu'il avait les moyens de rembourser, et la longue détention du *petit* que la misère a abattu.

La légende voulant que lorsque l'on découvre un voleur de ce calibre, d'autres sont encore cachés, les rumeurs qui circulaient ces jours-ci ont été jusqu'à nommer un juge d'instruction qui aurait été arrêté pour des faits semblables à ceux reprochés à Fer. La presse a démenti la chose et les commentaires vont leur train.

Nicolet.

BIBLIOGRAPHIE

Le Trimardeur, avec l'épigraphe : Révolte et Liberté, est un roman que M. G. Bonnamour publia l'année dernière dans l'*Echo de Paris*, et que la maison Dentu vient d'éditer en volume.

Comme tous les romans qui s'inspirent plus ou moins des incidents de l'actualité, le roman de M. Bonnamour a le défaut de présenter des faits et des personnages qui semblent cacher tel fait, ou telle individualité dont aurait eu à s'occuper le fait divers quotidien. Le lecteur croit mettre des noms réels sur des types qui ne sont, en réalité, que des personnages de fantaisie.

Mais, cette petite réserve faite, le *Trimardeur* est un livre fort intéressant, où l'auteur nous fait assister au calvaire de ceux qui ne veulent se plier sous le joug de fer du capital, qui veulent conserver leur libre arbitre, garder intacte leur dignité d'homme.

A ceux-là, plus de travail régulier, plus de pitance assurée; mise à l'index, élimination lente, mais sûre, d'une localité à l'autre, il ne leur reste plus qu'une ressource : prendre leur baluchon sous le bras, se mettre sur la grande route, s'arrêtant lorsqu'un fermier en campagne veut bien les occuper, ou qu'un travail pressé force un usinier à leur ouvrir les portes de ses ateliers.

Mais ce n'est qu'une halte! le fermier n'a besoin que d'un coup de main; l'usinier, qui a l'habitude de commander à des êtres qui lui obéissent servilement, ne peut garder longtemps un ferment de révolte qui pourrait gangrener son troupeau. La grande route étale son ruban, là-bas, au loin, menant à l'inconnu. Et, que le soleil darde ses rayons de feu, ou que la neige la couvre de son froid manteau, le moderne Juif errant doit l'arpenter sans cesse, ni trêve, jusqu'à ce qu'un beau jour il échoue à la correctionnelle pour un vol de poules, ou pour vagabondage. C'est la fin pour lui; gibier de prison, il ne quittera plus la route que pour la geôle, la geôle pour la route.

Cela n'est pas tout à fait le sort de celui que nous raconte M. Bonnamour. Dès le commencement du livre, nous le trouvons aux débuts de son existence de trimardeur. Ayant frappé à la porte d'un sordide paysan, il demande sa part d'une soupe qui mijote dans l'âtre. Le paysan pourrait, sans se priver, partager sa soupe avec l'affamé, mais il est avare, il est tard, il a peur de cet homme qui semble réclamer comme un dû le droit de vivre et de se réchauffer.

Le paysan a peur d'être volé, il montre la porte au misérable, alors qu'il est hypnotisé par cette soupe qui lui chante le bien-être, alors que, sur la route, la neige tombe froide et serrée. L'homme a

faim, il a froid, il veut manger, et il veut prendre de force ce qu'on lui refuse de bonne volonté : dans la lutte, le paysan tombe sous son agresseur et se tue!

Le meurtrier, atterré de son crime, reste prostré près de sa victime; mais la faim le réveille, il mange enfin cette soupe qu'il a conquise de haute lutte. Rassasié, l'instinct de la conservation le reprend, il dévalise le mort et continue sa route, reprenant sa vie errante : mangeant lorsque les exploiteurs veulent bien l'employer, ou lorsque la solidarité des camarades lui vient en aide, « vivant » de misère et de privations lorsque les portes se ferment sur lui, devant les idées d'indépendance qu'il sème sur sa route.

Mais, entre temps, il s'est trouvé en contact avec des anarchistes, ses idées se précisent, sa révolte prend conscience d'elle-même, il arrive à Paris, se trouve en contact avec des partisans de la propagande par le fait, et nous assistons ici à une réminiscence des événements de 1893-94. Cette évocation d'événements mitigée de faux et de réel nuit un peu à l'intérêt du livre — selon nous — mais, là encore, il y a de fort belles pages de révolte et de solidarité qui méritent d'être lues, pendant que, sur le tout, se détache l'épisode des amours de Jean et de Marie, ainsi que la fin tragique de cette dernière, tuée dans un accès de jalousie par sa rivale, Chattechatte.

VINDEX.

Nous avons reçu :

Les Villages illusoires, par E. Verhaeren; une plaquette chez Edmond Deman, éditeur, 16, rue d'Arenberg, Bruxelles.

L'Archipel en fleurs, 1 volume en vers, 3 fr. 50, par A. Retté; *Bibliothèque artistique de la Plume*, 31, rue Bonaparte.

De chez Charpentier, 11, rue de Grenelle :

Journal des Goncourt, tome VIII. — *Emaux et Camées*, par Théophile Gautier; 1 volume, 3 fr. 50, orné de 110 aquarelles.

Le Roman d'un singe, par Armand Charpentier; 1 volume chez Ollendorff, 28 *bis*, rue Richelieu.

Les Décorés, ceux qui ne le sont pas, par F. Jourdain; 1 volume, 3 fr. 50, chez S. Empis, 21, rue des Petits-Champs.

La Propriété, origine et évolution, par P. Lafargue, avec réfutation de Y. Guyot; chez Delagrave, 15, rue Soufflot.

⁂

Les Convulsées (1), par Étienne Bellot, un volume de vers, jeunes, vibrants, robustes, clamant la haine aux oppresseurs du corps et de la pensée. Fadeurs, rêveries vaines et mièvreries n'encombrent point la route. Le poète aspire aux meilleurs devenirs. Au plein air, comme sous des orages, marchent, déchevelés, des poèmes, errants, vagabonds. Ces pages ne sont point nées sous des coupoles académiques. Elles sentent la plèbe; et c'est pour les déshérités qu'elles chantent, pensent et flagellent, et pour l'idéal justicier. Citables seraient de beaux cris, des strophes en révolte et d'harmonieuse envolée. Si, au point de vue art et formel, comme devers certaines fluctuations idéelles, sont à noter des réticences, l'indéniable n'en est pas moins l'effort magnifique, la tendance libertaire, l'expression spontanée. Par-dessus tout, ardente, sociale et de combat, cette œuvre est un espoir viride et viril de lignes futures et décisives.

THÉODORE JEAN.

(1) Librairie Marseillaise, à Marseille.

COMMUNICATION

Nous recevons la note suivante :

« Nous prions les camarades et les groupes de tous pays de vouloir bien nous adresser régulièrement un exemplaire de toutes les publications concernant le mouvement social (brochures, livres, journaux, revues, etc.), soit en français, italien, espagnol, portugais, anglais, hollandais, flamand ou allemand, afin de pouvoir en publier un compte rendu, une traduction ou des extraits. Ces ouvrages devront être adressés à *Die Zukunft*, journal paraissant deux fois par mois et se proposant de succéder au *Sozialist* de Berlin.

« De même, tous les camarades ainsi que les hommes de lettres qui s'intéressent à notre mouvement sont priés d'envoyer ce qu'ils jugeront convenable. Espérant que tous les compagnons nous aideront dans notre tâche, nous leur tendons une poignée de mains anarchiste.

« ALFRED SANSTLEBEN,

« Zurich-Oberstrasse Stapferstrasse, n° 1. »

VARIA

Merci aux Harmoniens qui ont bien voulu consacrer, dans leur bulletin de mai, un entrefilet en faveur des *Temps Nouveaux*.

Bien que nous ne pensions pas possible un retour à l'état naturel, non plus que l'abandon de tous les avantages que pourrait procurer à l'humanité l'ensemble des découvertes de la science, nous croyons devoir faire échange de bons procédés en mentionnant que les Naturiens tiennent leur réunion tous les mardis, au local habituel. On se procure des invitations chez M. Gravelle, 22, rue Norvins. A la prochaine réunion, M. Gravelle traitera des avantages du retour à l'état naturel.

Merci également à la *Revue Socialiste*, qui a mentionné notre apparition.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE (1)

Sciences et philosophie.

7° *La Vie et la Pensée*, par le docteur Julien Pioger; 1 vol., 5 francs, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Livre diablement abstrait, mais fort intéressant par les idées qui y sont émises. — L'auteur y recherche l'origine de la vie au point de vue de la théorie matérialiste, et l'explique par la théorie du transformisme. Livre à lire pour ceux que ne rebutent pas les ouvrages abstraits.

8° *Force et Matière*, Louis Büchner; 7 fr. 50, chez Reinwald, rue des Saints-Pères.

Description de la formation des planètes, principalement de la terre, négation de toute intervention divine ou surnaturelle dans les phénomènes physiques, origine matérielle de la matière pensante.

9° *L'Homme selon la science*, du même.

Livre moins abstrait que le précédent, où se trouvent de remarquables passages sur la mauvaise organisation sociale, mais où l'auteur faiblit, dans les moyens qu'il propose pour la réorganiser.

Romans.

10° *La Petite Dorritt*, par Ch. Dickens; 2 vol. dans la *Bibliothèque des romans étrangers* à 1 fr. de chez Hachette, 79, boulevard Saint-Germain.

Critique mordante de l'organisation politique et sociale; satire contre le faux philanthropisme, l'égoïsme des riches, leur exploitation, et la facilité des exploités à la subir.

Littérature.

11° *Notes sur Berlin*, par J. Ajalbert; une plaquette à 2 francs, chez Stock, place du Théâtre-Français.

Critique excellente du patriotisme des revanchards, pages excellentes sur la solidarité des peuples.

A NOS LECTEURS

A lire :

Entre Meurtriers, par G. CLÉMENCEAU, dans la *Justice* du 26 mai.

⁂

Dans la *Revue Blanche* du 15 mai : *La Fin du capital de Karl Marx*, par CHARLES ANDLER.

Donnons-nous aujourd'hui notre pain quotidien. Curieux par les idées émises, sauf restriction au sujet de l'intervention de l'Etat.

Dans la *Paix par le Droit*, 109, boulevard Saint-Michel, de mai 1895, l'article de Novicow.

(1) Comme nous ne pouvons pas connaître tous les livres, nous faisons appel à toutes les bonnes volontés pour nous signaler ceux pouvant rentrer dans cet ordre d'idées.

Dans *Liberty* du 5 mai 1895 : *The inadequacy of Cooperation* et *The anarchism and the children*.

PETITE CORRESPONDANCE

G. P., à Paris. — B., à Saint-Victor-la-Coste. — G., à La Palisse. — S., à Saint-Prix. — M., à Arc-sur-Tille. — D., à Amiens. — A. L., à Chambois. — D., à Bruxelles. — G., à Carmaux. — B., à Bourges. — C., à Marseille. — J., à Messimi. — R., à Tunis. — R. B., à Hauteville. — T., à Anvers. — H. P., à Menetou. — H., à Gheel. — H. C., à Tonnerre. — B., à Genève. — B., à Tarzout, et P., à Saint-Pierre. — L., à Londres. — P., à Plessier-Rozainvillers. — X. Y. Z.. — C., à Tabarka. — R., à Köbr. — M., à Reims. — S., à Nîmes. — P. R., à Roanne. Reçu timbres et mandats.

F., à Reims. — Le livre de Faure pas encore paru.

I. M. B., à Thuir. — Ai envoyé la brochure. *L'Esclave Vindex* : je m'informerai où il a été édité.

Thérèse (Une mère). — Votre idée est fort discutable, et notre peu de place ne nous permet pas d'ouvrir la discussion.

Jean Misère. — Reçu.

C. S., rue du M.-C. — Entendu; utiliserons pour le mieux.

H. Ç., à Sidi-Çharni. — Envoyé *Grande Révolution* et *Travailleurs des villes*. Nous n'avons pas les autres.

Futur conscrit. — Idées excellentes, mais qu'il aurait fallu développer sous une forme meilleure.

J. G., à Troyes. — La place nous étant mesurée par l'exiguïté de notre format, nous sommes forcés d'être difficiles sur le choix des vers, et de n'en insérer que très peu.

E. L. — Ne vaudrait-il pas mieux traduire la poésie de Moore en bonne prose qu'en rimes qu'il est difficile de rendre correctes?

R. F., à Lyon. — Nous acceptons avec plaisir tous les concours, mais il faut que nous ayons lu l'article avant de vous promettre l'insertion.

Un ouvrier étranger. — Notre numéro d'aujourd'hui répond à votre supposition, que vous n'auriez pas faite si vous aviez jugé de l'ensemble au lieu de vous emballer sur une phrase.

Ed. Claris. — Un de nos camarades fera l'article sur Joukowsky.

E. B. — *En Route* ressemble trop au *Baiser de la Chimère* de Richepin, et à *Excelsior* de Longfellow.

R. F., à St-Etienne. — L'article touche trop les personnalités et pas assez l'idée.

A., à Estagel. — R., à Nîmes. — B., à Roubaix. — L., à Versailles. — B., à Bourges. — R., à Argenton. — S., à New-York. — J. S., à B. — L. A., à La Garenne. — T., à Puyblin. — D., à Bruxelles. — C., à Bucharest. — C., à Reignac. — C., à Marseille. — D., à Bollène. — K., à Nancy. — Jean Misère. — G. P., à Limoges. — D., à Amiens. — M., à Dijon. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Au camarade qui nous a envoyé le *Réveil des Verriers*. — Nous le recevons. Merci.

E. B., à Nîmes. — Fait bien insignifiant auprès de ce qu'il y a à dire.

D., à Tourcoing. — Reçu ab. et sous.

C., à Pleynefaye. — Nous n'avons pas l'occasion de voir M. Letourneau. Quant à l'autre individu, nous nous gardons bien d'avoir des relations avec lui.

The Torch, à Londres. — Recevons bien votre journal. Merci.

NOS COLLABORATEURS :

Paul Adam — J. Ajalbert — Charles Albert — Barrucand — René Chaughi — A. Dénéchère — L. Descaves — G. Eekhoud — A. Girard (Max Buhr) — J. Grave — A. Hamon — Fortuné Henry — A.-F. Hérold — Théodore Jean — P. Kropotkine — Bernard Lazare — G. Lecomte — Ludovic Malquin — O. Mirbeau — F. Nadar — Elie Reclus — Elisée Reclus — A. Retté.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 6 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 JUIN 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUTOUR DE NOUS

Profitant de l'accalmie, jetons un coup d'œil sur l'esprit général de notre temps et « faisons le point » du mouvement évolutionnel.

Les sphères gouvernementales se meuvent de plus en plus sans direction, sans but quelconque, poussées seulement par la force d'inertie, au petit bonheur des circonstances fortuites. Sans programme défini, sans autre souci que de bâcler les affaires au jour le jour et de n'avoir pas d' « histoires », errant à l'aventure dans le dédale d'une législation d'expédients, les gens au pouvoir, incompréhensifs de l'esprit nouveau, ignorants des besoins nouveaux, s'agitent bruyamment dans le vide, hannetons pris dans un tambour, mesurant à leur tumulte l'utilité de l'œuvre accomplie. De plus, enlizés jusqu'aux oreilles dans le cloaque de leur propre pourriture, ils se démènent désespérément, mais en vain, justement alarmés du nettoyage prochain qui se laisse pressentir.

Tous leurs efforts tendent, non pas à mener à bien les affaires du pays, mais à prévenir la révélation de leurs ignominies, par la menace sous-entendue de révélations analogues visant leurs adversaires. C'est le régime du chantage réciproque : « Si tu parles, je dis tout. »

L'autorité s'en va à la dérive sur l'océan de mépris qui tôt ou tard l'engloutira. Nul intérêt ne se dégage de leurs débats; rien ne sort de leur stérile agitation; c'est l'agonie définitive qui s'empare du corps gouvernemental déjà froid. Toute vie se retire de ce monde spécial dont l'inutilité, la nocuité même apparait chaque jour plus clairement. Vieux débris, vieilles lunes, roulant sans but dans un ciel désormais sans chaleur et sans atmosphère!

.˙.

Et cependant l'humanité marche. Un mouvement d'idées considérable s'est accompli depuis plusieurs années. Dans tous les milieux, dans toutes les classes et castes sociales, dans toutes les branches des connaissances humaines, son influence est manifeste.

Un grand problème se pose sur toute la surface de la planète. L'humanité, après avoir successivement épuisé des milliers et des milliers de combinaisons constitutionnelles, est troublée d'un doute nouveau. Elle commence à se demander si l'une des causes de son mal n'est pas, plus qu'à la forme du gouvernement, due à la chose elle-même. Lasse de rechercher à quelle sauce elle sera mangée, la nécessité d'être mangée ne lui semble plus aussi évidente. Et la question surgit : Pourquoi ne vivrais-je pas libre? Plus qu'à y perdre, je n'ai qu'à y gagner. Et elle instruit et complète le procès du vieux principe d'autorité, dont la condamnation parait irrémédiable.

Cette constatation lui fut suggérée par la résistance aveugle opposée à son évolution économique. Car le problème, quoique double, est d'abord économique; mais il se complique aussi d'une question morale et politique. L'erreur des socialistes ou du moins de la plupart d'entre eux est de vouloir le réduire à une pure question de subsistance. Une fois le ventre plein, l'homme doit être heureux. Et en vue de régler la production et la répartition à venir, ils ont élaboré tout un plan compliqué d'organisation affectant un faux air scientifique parce que bourré de chiffres, lesquels, d'ailleurs, sont très contestables.

Mais ce socialisme incomplet et terre à terre est déjà débordé par un néo-socialisme à vues plus larges, à conceptions plus générales. Cette doctrine nouvelle, quoique hésitant encore à rejeter entièrement le principe d'autorité, par sa négation de la propriété soit individuelle, soit collective, par son adhésion à la « prise au tas » et par la réduction de l'autorité à ce qu'elle considère comme un strict minimum, se rapproche de l'anarchisme communiste qui, lui, embrasse le problème dans toute son ampleur, poussant logiquement les conclusions de ses prémisses jusqu'à leurs conséquences dernières.

.˙.

Dans l'ensemble des aspirations humaines vers un état social meilleur, ces diverses tentances ont déterminé deux courants, en apparence contraires, mais dont, au moment suprême, les efforts nécessairement se pénétreront et, par leur combinaison, aideront à la solution intégrale du problème en suspens.

Ils se définissent en deux mots : solidarité et individualisme.

D'une part, le peuple, et plus spécialement la classe ouvrière, astreint de par la tyrannie sociale au labeur manuel, a vu, grâce à une continuelle coopération dans l'effort, se développer en lui l'esprit d'association, d'entente, d'appui mutuel, générateur de solidarité.

L'analogie des maux soufferts, des injustices endurées, des hontes, des affronts subis, l'état commun de servitude et de persécution, la similitude des intérêts et des revendications, tout a créé entre prolétaires un lien étroit de réciprocité dans les secours portés, les services rendus.

Joignez à cela l'entassement en de grandes casernes ou cités, qui, de l'agglomération, fait une vaste famille par la promiscuité forcée des existences.

Il faut avoir vécu avec le peuple pour avoir conscience de l'énergie vivace des sentiments d'union fraternelle qui sommeillent en lui, en dépit de l'antagonisme incessant de la lutte pour la vie

La classe ouvrière, plus spécialement absorbée par la conquête du pain et tenue à l'écart des préoccupations intellectuelles, envisage surtout le côté économique de la question. Elle s'en tient plus généralement au socialisme, qui lui parait devoir apporter une sensible amélioration à sa situation matérielle.

Dans la bourgeoisie éclairée, au contraire, et parmi les intellectuels, le courant individualiste est très marqué.

L'immixtion chaque jour plus profonde de l'Etat au foyer domestique, ingérence dont le triomphe serait dans la réalisation d'un socialisme mal compris, a provoqué une réaction, aujourd'hui résistance inerte, demain peut-être révolte chez tous les hommes conscients de l'indépendance et de la dignité de leur moi.

Comme l'adolescent, sentant croître et s'épanouir en lui son individualité, ronge le frein de la tutelle paternelle et le brise enfin, l'intellectuel, impatient de toute direction supérieure, ne cherche qu'en sa seule conscience le principe de sa loi morale et dédaigne ou combat, suivant les cas, l'inintelligente injonction d'autrui. Il est libre alors, non pas qu'il n'obéisse point, mais il se sait la force de ne pas obéir, s'il le veut, et toute la liberté morale est là. Elle est un état d'âme d'un degré supérieur.

Cet état d'âme caractérise notre époque : c'est lui qui engendra la conception d'une morale sans sanction. C'est sa généralisation qui amènera l'affranchissement de l'humanité.

Ces deux tendances, ai-je dit, quoique paraissant s'exclure, sont destinées à se renforcer au contraire plus tard, quand il le faudra, car elles sont les conditions indispensables à l'établissement d'une société répondant intégralement par son organisation à tous les besoins humains : association pour la production, et individualisme dans la consommation soit matérielle, soit intellectuelle. Communisme d'une part, anarchisme de l'autre, tels sont les deux termes de la proposition à résoudre.

.˙.

L'esprit de mutualité constaté chez le peuple deviendra, au moment voulu, un puissant facteur pour conserver à l'individu libéré le fruit si cher de sa conquête. Lorsque, après l'anéantissement des conditions existantes, une réédification s'imposera, quel précieux apport cette solidarité, produit d'une longue éducation coopérative, fournira dans la réorganisation de la production! Telle sera la part qui sera naturellement dévolue à cet élément dans l'établissement des bases de la nouvelle société.

D'un autre côté, si la solidarité doit être l'âme de la vie sociale à venir, en même temps, le droit de chacun se précisera dans un strict individualisme. C'est lui qui gardera des erreurs et des

jougs passés, en garantissant des servitudes volontaires, conscientes ou non, tandis qu'à l'esprit de solidarité appartiendra de régir les rapports sociaux, soit économiques, soit autres.

L'un assurera à l'homme la liberté morale par le respect d'autrui, l'autre l'indépendance sociale par l'appui mutuel.

Combien consolante, donc, est la constatation du développement vraiment rapide de ces deux tendances au sein d'une société antagoniste et opprimée, et quelle confiance ne donne-t-elle pas à ceux qui, douloureusement éprouvés par l'âpreté de la lutte vitale, dépensent tant d'efforts pour l'amélioration de leur sort, en même temps que de celui de l'humanité entière!

André Girard.
(Max Buhr.)

MATÉRIALISME

Considérant l'univers d'après les seules données des sciences, et hors de toute tradition théologique, rien ne nous y révèle la présence de ce qu'on a appelé *l'esprit*. Le monde nous apparaît comme un tout, à la fois unique et varié; et les phénomènes les plus divers ne sont que les manières d'être d'un seul principe : *la matière*, ou plutôt *le mouvement*. Celui-ci est tantôt conscient, tantôt — la plupart du temps — inconscient; autant du moins que nous en pouvons juger. Mais il n'y a là que deux formes d'une même essence, différentes en degré, non en nature. L'idée du mouvement suffit à expliquer la vie et ses transformations, depuis les plus simples agrégats jusqu'aux plus minutieux organismes, depuis le caillou jusqu'au cerveau. Car l'un n'est pas plus extraordinaire que l'autre. Ce qui est extraordinaire, c'est *qu'il y ait quelque chose;* mais il ne serait pas moins extraordinaire qu'il n'y eût rien : le vide n'est pas plus compréhensible que le plein. On voit donc que l'hypothèse *Dieu* et l'hypothèse *âme* sont parfaitement inutiles, puisque, loin de rien expliquer, elles ne font qu'ajouter un problème à un autre. Depuis qu'elle a pris naissance, la théorie spiritualiste a eu tout le temps de réunir ses preuves : si elle ne l'a pas fait, c'est qu'elle ne vaut rien, et nous sommes en droit de la rejeter.

Il en résulte immédiatement que la vie est dénuée de toute sanction ultérieure; l'espoir d'une récompense (ou la crainte d'un châtiment) posthume ne suffit plus désormais à guider nos actes. Nous sommes libres de toute dépendance supérieure, et n'avons plus à redouter que l'antagonisme des autres êtres et le hasard des phénomènes; ce qui est un poids de moins pour la tranquillité de notre pensée. Nous ne pouvons plus baser notre morale sur une loi dictée d'avance, par delà les siècles; il nous faut modifier notre conception du bien et du mal. Nous n'avons, cela est évident, à rendre compte à personne de nos actes, c'est-à-dire de nos rapports avec les êtres et les choses. Nous pouvons donc les effectuer dans le sens qui nous est le plus favorable.

On n'a pas manqué d'objecter qu'une telle doctrine est la négation de toute morale, le triomphe de l'égoïsme, le règne absolu du plus fort. Rien n'est plus inexact. Le sentiment profond de notre liberté et conséquemment de notre dignité a pour corollaire immédiat le respect absolu de la liberté et de la dignité d'autrui. Alors qu'on se représente les êtres comme mus par une volonté supérieure et mystérieuse, on peut se prévaloir de cette volonté pour attenter à l'intégrité de ces êtres; mais tout prétexte de ce genre étant écarté, sur quoi se baserait-on pour contraindre autrui? Ce n'est pas par déférence à un ordre venu d'en haut que nous évitons de nuire à ceux qui nous entourent, mais bien par un sentiment très vif que les philosophes appellent *sympathie*, et parce que cela répond à un besoin de notre nature, à un instinct de conformité biologique, à la propriété qu'a notre imagination de nous faire éprouver comme nôtres les souffrances dont nous sommes témoins. C'est aussi par la crainte qu'ils ne réagissent.

Je vois, au contraire, dans le matérialisme, des conséquences hautement morales et bienfaisantes : j'y vois en germe la solidarité et la fraternité futures, la réconciliation universelle. Qu'on le veuille ou non, tout pouvoir, toute autorité découle de Dieu; tout asservissement a son principe dans la domination divine. Celle-ci effacée, toutes les autres doivent s'écrouler fatalement. Désormais, chacun supportera de moins en moins patiemment toute contrainte, exercée au nom de quoi que ce soit; la pleine conscience de sa liberté le rendra de plus en plus rétif à tout servage, de plus en plus désireux d'indépendance. Grâce au matérialisme, l'oppression deviendra de moins en moins aisée, dans l'impossibilité où elle sera de se justifier d'une explication métaphysique; l'esprit de domination trouvera son corrélatif dans l'esprit de révolte; les rapports entre les hommes pourront devenir équitables.

René Chaughi.

LA SOCIÉTÉ

Vous êtes un homme paisible qui, de votre rude travail, nourrissez tant bien que mal votre famille. Aux heures de repos, lorsque les muscles lassés se détendent, quand la cervelle délivrée du labeur obstiné de l'usine cherche dans le rêve, dans la pensée une douce et consolante image de ce que pourrait être la vie, de ce que serait l'existence sans l'odieux carcan de haine et de misère qui nous étreint, vous ouvrez alors vos livres préférés, ceux dans lesquels vous avez lu votre propre histoire, où sont inscrites vos souffrances, où vous avez reconnu vos sensations intimes, et, le cœur enclin à tous les enthousiasmes, vous parcourez hâtivement les pages aimées, les lignes cent fois lues. Cette lecture vous semble un baume merveilleux, une rosée bienfaisante qui vous rafraîchit l'âme, qui ouvre vos regards à la splendeur des idées fortes et prépare votre esprit à la compréhension des phénomènes abstraits.

Que disent-elles donc ces lignes? Elles disent que tout n'est pas pour le mieux ici-bas et que bien des choses subiront fatalement une transformation libératrice; elles disent que de tous temps les principes les mieux établis, les institutions considérées comme immuables, s'effondraient subitement sous le poids des revendications, cédaient à la poussée des révoltes; elles disent qu'un déchaînement frénétique des passions emportera les imprudents qui les veulent enchaîner; elles disent, enfin, que l'homme libre, guidé par l'intérêt réciproque, fier de son indépendance et fort de sa volonté, évitera de nuire à ses semblables et que l'amour seul est bon. Basée sur la haine, sur l'aversion, sur la « lutte pour la vie », nulle société n'est durable, car, de par l'antagonisme ambiant, chacun s'acharne à sa destruction. Tant qu'il faudra, pour vivre, lutter non seulement contre les éléments, mais aussi contre les hommes, nulle société ne saurait être parfaite.

Et un désir s'empare de vous, le désir d'une société parfaite, d'une société libre où chacun utilisera ses aptitudes selon sa conception personnelle, où nul individu ne subira l'arbitraire d'un autre individu, où nul être ne sera dans la nécessité de se détruire pour échapper à la misère, de reprendre la vie des siens pour n'en pas faire des gueux et des prostituées.

Car elle est ainsi faite, la société. Ah! que l'on ne tente point de vivre en dehors de ses conventions et de ses coutumes, que l'on ne cherche pas à enfreindre ses usages, à ne pas tenir compte de ses préjugés, car la vindicte publique est là qui nous fera rentrer bien vite dans le chemin de la routine, dans l'ornière de la légalité.

Dès notre plus tendre jeunesse, dès notre premier vagissement, la société nous tient. Elle nous donne une famille qu'il nous faudra chérir sans savoir pourquoi et malgré nos répugnances, elle nous donne une patrie qu'adolescent nous devrons défendre, une religion qu'il nous faudra pratiquer. Tout cela sous peine de déchéance, de mépris, d'injures, de persécutions et sans que nous puissions choisir à notre gré la contrée que nous voudrions habiter, le milieu dans lequel nous recueillerions le plus de sympathies, le culte qui nous semble le plus conforme à nos sentiments. La société nous ordonne de croire ou de ne pas croire, on emplit notre jeune cervelle d'un fatras inconcevable selon l'opinion du parti politique qui détient le pouvoir. Nous ne connaissons des choses que le nom et nous n'en savons pas la pratique, ce qui fait que nous devenons des incapables et des pédants. Au premier changement de gouvernement, on déclare dans les milieux officiels que toute l'instruction prodiguée jusqu'alors n'était basée que sur l'ignorance et la mauvaise foi. Cependant on excepte toujours l'énumération des devoirs que la société attend de nous.

Aucune poursuite n'atteint les individus qui abusent ainsi de la crédulité infantile; ils peuplent, au contraire, les académies et les temples législatifs. Après avoir asservi la pensée des hommes au point de les rendre esclaves des préjugés qui tolèrent des dirigeants en tête de la société, ils confectionnent des lois qui maintiennent leurs privilèges et punissent sévèrement les « énergumènes » assez malappris pour protester contre cet état de choses.

Que de devoirs n'avons-nous pas à remplir envers la société? L'Etat, pour son fonctionnement, prélève sur nous de formidables impôts. Non seulement le peuple produit les aliments nécessaires à sa subsistance, mais encore faut-il, pour en user, qu'il les paye horriblement cher, sans compter la redevance que l'Etat exige. C'est aussi « l'impôt du sang » que l'on nous réclame, c'est-à-dire que nous avons le devoir de nous présenter à la moindre réquisition, de subir plusieurs années d'encasernement pendant lesquelles nous devons obéir sans aucune contestation. Les chefs abusent de leur pouvoir, l'agglomération d'hommes produit un milieu malsain que l'on ne peut quitter sous peine d'exil ou de service pénitentiaire.

Si la guerre est déclarée, — et l'histoire nous enseigne pour quelles futiles raisons les chefs d'Etat décident des guerres — nous avons encore le devoir d'aller à la mort, simplement, pour notre bien, — selon les gouvernants. Nous avons le devoir de prendre une arme meurtrière et de nous élancer sur d'autres individus que nous ne connaissons pas, d'égorger notre prochain, ce prochain dont un certain perturbateur antique disait qu'il fallait l'aimer comme soi-même et ne pas lui faire ce que nous ne voudrions pas qu'il nous fit. Résister à cette provocation au crime, ne pas vouloir teinter de sang des mains que nous destinions à d'autres usages, c'est être un lâche et la société nous détruira, car elle se débarrasse des lâches. Obéir, au contraire, se jeter bestialement dans la mêlée, enfoncer l'acier dans des corps chauds avec des cris de fureur et les lèvres écumantes de rage; tuer fébrilement au hasard des combats, c'est mériter de la patrie, c'est être un héros et le nom de celui qui s'est ainsi dévoué sera inscrit dans le livre d'or de la société, à moins qu'on ne le grave sur « eun' brique ou sur un pavé », comme dit la chanson.

De nombreux droits ne devraient-ils pas compenser de si rigoureux devoirs? Il existe actuellement des sociétés de secours mutuels et de prévoyance. Lorsqu'un individu désire y adhérer, il s'engage à verser un droit d'admission ainsi qu'une cotisation quelconque; il promet aussi l'observation stricte des règlements; ce sont là ses devoirs, mais, en revanche, il a droit aux secours de ses coassociés. S'il tombe malade, si la misère le guette, le médecin lui donne ses soins, le pharmacien lui délivre gratuitement sa marchandise, d'autres sociétaires viennent amicalement à son chevet s'enquérir de sa santé et s'intéresser à son rétablissement. Nous n'indiquons pas ceci comme un remède, car, dans l'état social que nous préconisons, ces sociétés-là sont superflues, mais nous voulons bien démontrer qu'il n'en est pas ainsi dans la grande société dont nous sommes tous sociétaires. Nous y adhérons par force et le respect des règlements — c'est-à-dire des lois — est exigé sans même qu'il nous soit donné de les connaître. Nous avons vu aussi quels devoirs l'on nous impose et il est juste de se demander quels sont les droits que nous confère notre titre de sociétaire. Or, nous n'avons aucun droit, et, lorsque nous affirmons aucun, nous ne voulons pas compter cette ridicule concession du suffrage universel. Il faudrait, sans cela, faire abstraction des fraudes électorales et de l'abjection du parlementarisme. Les scandales qui éclosent un peu partout, les révélations journalières sur les agissements des politiques, quoique tempérés, nous donnent la mesure de ce que nous pouvons attendre d'un semblable système. Et puis, quel est le but que les sincères d'entre les députés — s'il y en a — désirent atteindre? La transformation, l'amélioration de la société actuelle? Celle-ci n'en existerait pas moins, et ses bases fondamentales sont trop éloignées des lois de nature pour qu'une humanité puisse jamais s'en satisfaire. Aussi, de nombreux électeurs — presque la majorité — s'en désintéressent-ils et ne se dérangent même plus pour exercer leur droit de vote, sachant très bien qu'il n'a aucune importance. Dans certains pays, en Belgique par exemple, ce droit est devenu un devoir, car qui dédaigne s'en servir est passible d'amende et de prison.

Nous n'avons donc nulle sécurité dans la société. Au contraire, si nous y voulons vivre, il nous faudra agir de ruse, sinon de force. Si nous naissons pauvre, c'est de notre *activité* que nous devons attendre le bien-être; si nous sommes riche dès le berceau, de prudentes spéculations nous assureront la continuité de notre privilège. D'une façon comme de l'autre notre devise sera : « Chacun pour soi ! » et nos moyens d'action devront, avant toute autre chose, porter préjudice à notre prochain, car celui-ci pourrait nous nuire à son tour si nous ne prenions pas la précaution de nous méfier de lui. Trop faible pour lutter, trop désintéressé pour s'acharner après un bonheur incomplet, mesquin et ne voulant pas végéter dans une situation douteuse à la merci de tous les abus et de toutes les infamies, nous succombons et il ne nous reste que l'hôpital, la strangulation ou l'asphyxie, à moins que la guillotine ne se charge de la besogne.

C'est à donner l'envie de s'aller terrer au fond d'un trou comme une taupe, de vivre absolument isolé, en sauvage, loin du commerce des hommes; de fuir ces milieux empestés, ces civilisations pourries où la misère et la débauche sévissent atrocement, où la dépravation et le crime ont atteint leur paroxysme. Mais, hélas! cette ressource suprême n'est pas même permise, car n'importe en quel endroit caché s'enfouirait-on, irait-on même se perdre dans les plus ténébreuses broussailles qu'il faudrait se conformer aux lois que la civilisation étend autour de nous comme un filet inextricable.

Ce sont là les idées qui vous hantent lorsque votre occupation journalière vous laisse quelques instants de répit et les livres que vous lisez ne vous disent pas autre chose, mais ils vous font désirer une ère plus juste et plus sereine. Aux champs, au bureau, à l'atelier, chacun se plaint de la vie et votre parole les réconforte en leur conseillant non la résignation, mais l'étude et l'affranchissement.

Un matin, cependant, votre domicile est envahi, vos meubles saccagés, vos armoires bouleversées, vos livres sont à terre, pêle-mêle, vos papiers intimes emportés et vous-même êtes emmené. On vous incarcère pour vos idées subversives : c'est la société qui se défend !

Et ce n'est pas pour rire, soyez-en certains! Quelques mois seulement nous séparent de ces journées où la société perquisitionnait deux mille domiciles dans la même matinée. Pendant toute une année, on arrêtait ainsi au hasard et de nombreux individus firent innocemment plusieurs mois de détention. La société ne les relaxa que lorsqu'elle fut convaincue qu'il était impossible de les exterminer sans danger pour elle. D'autres furent relégués pour une simple parole, pour un cri, pour une approbation; un peu plus tard, des gardes-chiourme les massacrèrent. C'était la société qui se défendait!

Partout où des hommes périssent de misère, où des enfants meurent de froid, où des cachots ensevelissent des penseurs, où des têtes tombent sous le couperet des échafauds; partout où des mères et des épouses sanglotent, partout où règnent le crime et la dévastation, les dragonnades, la Saint-Barthélemy, l'Inquisition : c'est la société qui se défend !

Toutes les atrocités, toutes les ignominies, toutes les horreurs ont ce troublant prétexte. Qu'un Napoléon III commette un Deux-Décembre, qu'un Thiers organise une hécatombe comme celle de la Semaine sanglante en mai 1871, qu'un gouvernement commande une fusillade comme celle de Fourmies où des enfants tombent percés par les balles, c'est la société qui se défend !

Et l'on s'étonne que des individus se défendent contre la société !

⁂

Lamennais disait, en la préface de ses émouvantes *Paroles d'un croyant* :

« Lorsque ceux qui abusent de la puissance auront passé devant vous comme la boue des ruisseaux en un jour d'orage, alors vous comprendrez que le bien seul est durable ! » Cette prophétie s'accomplira, non *malgré*, mais *à cause* des persécutions et des massacres.

Henri Duchmann.

SOCIÉTÉ MOURANTE ET...

Le très orthodoxe curé de Saint-Eugène, à Paris, a publié, de 1881 à 1887, un ouvrage en sept gros volumes in-8° qu'il termine en disant : « Ayant entrepris l'histoire d'un département de la France, je ne me dissimule pas que je l'achève à une époque qui semble *la fin d'un monde*... Nos neveux auront à spéculer sur des données radicalement nouvelles. Idées morales, idées économiques, politiques, sociales, administratives : l'humanité fait peau neuve! »

Il serait facile de multiplier les citations analogues. Livres, revues, journaux, de toutes couleurs, de toutes nuances, s'accordent à dire et redire : Société mourante!

⁂

Comment se fait-il que nous soyons ainsi à une époque de transition?

Pour bien répondre à cette question, il suffit de copier, dans l'atlas de géographie moderne qui est entre les mains des écoliers, le passage suivant de la préface signée Schrader :

« Jusqu'au dix-neuvième siècle, l'homme a surtout demandé des secours aux forces naturelles en pleine activité, au vent, à l'eau courante. Il se bornait à utiliser un mouvement déjà produit par le jeu de la vie planétaire. Au dix-neuvième siècle, une fraction de l'humanité imagine de se faire, non plus aider, mais remplacer. De substances inertes, houille, métaux, acides, eau surchauffée, etc., elle apprend à dégager des forces latentes, à les discipliner, à les obliger à l'action. Dès lors, tous les organes moteurs ou mécaniques de l'homme se transforment, se décuplent ou se centuplent. Sa puissance de locomotion s'accroît jusqu'aux vapeurs transocéaniques et jusqu'aux chemins de fer transcontinentaux. La portée de sa parole n'a plus de limites : le télégraphe la transporte autour du monde; la vapeur, les substances explosibles donnent à son bras une force incalculable. Ce n'est plus l'homme des siècles passés, c'est un nouvel être... »

Et il est évident qu'à un être nouveau il faut une société nouvelle.

⁂

Que sera cette société nouvelle?

Essayez de soumettre à n'importe quel homme de bonne foi et de bonne volonté le raisonnement que voici :

« Pas de liberté individuelle sans un certain bien-être; et pas de bien-être universel sans appui mutuel. — Or, l'appui mutuel sans la liberté individuelle constituerait une société abominablement autoritaire. — Donc, il faut concilier la liberté individuelle avec l'appui mutuel; autrement dit : il faut amalgamer l'indépendance et la solidarité. »

Il me semble que c'est exactement ce que veulent les anarchistes.

Nota.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les oubliés de l'amnistie. — Vous auriez toujours supposé que pour former une association, fût-elle de malfaiteurs, il était nécessaire d'être au moins deux? Erreur! Tel est, en effet, le tour de force que réussit à réaliser, l'an dernier, Monod, le fondateur du journal *la Mistoufle*, ainsi que le raconte la *Sociale* de la semaine dernière.

A la suite de propos tenus, le 25 juin 1894, à Dijon, chez un marchand de vins, par le nommé Quesnel, exaltant l'acte de Caserio, et s'épandant en déclamations violentes contre tel ou tel, un procès fut organisé dans lequel furent impliqués Monod, dont le tort était d'avoir assisté silencieux aux divagations de Quesnel, et Gaillard qui, lui, avait, le matin du même jour, dansé dans la rue avec, au chapeau, un crêpe rouge! Gaillard et Quesnel furent condamnés, le premier à deux ans et le second à trois ans de prison pour « apologie de faits qualifiés crimes ».

Quant à l'accusation d' « association de malfaiteurs », Monod fut seul à la supporter. Elle lui valut cinq ans de travaux forcés plus la relégation. On sait que la relégation n'est que le bagne déguisé, le bagne à perpétuité! L'acte d'accusation lui reproche « d'avoir été en relations étroites avec les anarchistes militants de Dijon, d'avoir exposé, dans les cafés qu'il fréquentait, ses théories subversives et d'avoir reçu des journaux fondés en France ou à l'étranger pour les soutenir ».

Apologie d'un meurtre politique et développement de théories prétendues subversives, sont des actes éminemment politiques. Qu'attend-on pour amnistier ces malheureux victimes de la grande venette de l'an dernier?

Allemagne.

Le gouvernement allemand a essuyé dernièrement au Reichstag plusieurs défaites.

La plus importante fut le rejet du projet de loi dirigé contre les tendances révolutionnaires « Umsturz Vorlage ». L'acceptation de ce curieux projet, dont la rédaction était si ambiguë, équivalant à l'abolition du droit de la presse, aurait rendu presque impossible toute critique de l'Etat, de ses institutions et de la religion, sanctionné non seulement les procédés arbitraires que les cours de justice emploient depuis quelque temps, mais aussi laissé la

faculté d'infliger des punitions plus dures; elle aurait menacé aussi, outre les anarchistes et les socialistes, toutes les tendances libertaires (libres penseurs, etc.).

L'agitation contre ce projet fut très vive et ne fut pas seulement entretenue par des révolutionnaires ou des social-démokrates, mais aussi par les bourgeois libéraux et radicaux, et même les cléricaux. Née de la peur générale qui saisit tous les gouvernements, depuis les derniers attentats de Paris, cette loi laissait visiblement percevoir, dans la forme comme dans le fond, la terreur folle qui l'avait inspirée, quoique, cependant, les mesures cruelles prises dernièrement contre le *Sozialist* et tout ce qui s'intitule anarchiste ou révolutionnaire eussent démontré sa superfluité.

Le Reichstag s'est souvenu aussi du refus opposé, il y a cinq ans, à la demande d'une prolongation de la loi exceptionnelle contre la Social-démokratie, refus occasionné par l'inefficacité constatée de pareilles mesures; et il ne se dissimulait pas non plus que, par l'abolition de cette loi, la Social-démokratie avait modifié sa ligne de conduite dans un sens plus politique et plus pacifique. Le rejet acquit donc des majorités considérables.

Au cours des débats, les chefs de la Social-démokratie, surtout Auer et Bebel, se sont donné naturellement, comme toujours, tout le mal possible pour récuser toute solidarité avec les anarchistes et ont tenu une conduite pitoyable. Bebel, par exemple, déclara (ce qui est vrai, d'ailleurs) que le gouvernement se faisait une idée absolument fausse de la Social-démokratie s'il lui prêtait l'intention de gagner l'armée à ses théories pour que, en cas de révolution, il ne puisse pas compter sur elle. Si le développement économique est la cause d'un tel résultat, ce n'est pas la faute de la Social-démokratie. Du reste, pour lui, la solution violente de la question sociale est hors de toute probabilité. Et il ajoutait, avec intention, que ses déclarations étaient bien l'expression de sa pensée et nullement une manœuvre destinée à faire paraître à ce moment la Social-démokratie plus pacifique qu'elle ne l'est en réalité.

Durant les derniers jours des débats, le gouvernement, voyant que le projet serait rejeté, prit une attitude étrange. Le ministre de l'intérieur, von Kœller, fit entre autres cette déclaration peu constitutionnelle : « Le gouvernement se « fiche » du Reichstag, dont la seule attribution consiste à voter l'argent nécessaire et les lois que le gouvernement lui propose. »

Cette déclaration et quelques remarques de la presse officielle ont amené la Social-démokratie et les journaux radicaux à croire probable une dissolution du Reichstag ou même un coup d'Etat.

Il est difficile de dire ce qu'il y a de fondé dans cette supposition. Il est vrai que l'attitude du Reichstag contre Bismarck, le rejet de la loi mentionnée et de deux autres lois ultérieures, doivent avoir froissé le gouvernement et surtout son chef. Mais ce dernier, quoique réputé énergique et inflexible, est aussi doué d'une certaine souplesse, qu'il a bien su montrer, en se conciliant très humblement le vieux Bismarck, alors qu'il l'avait mis à la porte deux années avant. Quant à la répression des tendances révolutionnaires, il trouvera bien d'autres moyens.

B. K.

Italie.

NAPLES. — S'il est un pays où l'anarchie doit faire des adhérents résolus à agir, à faire de la propagande et à se défendre avec énergie contre des institutions caduques, — c'est l'Italie. Deux causes surtout y contribuent : la grande misère, qui oblige nos ouvriers à émigrer pour disputer avec acharnement le travail à leurs confrères étrangers; et les persécutions aveugles et féroces du gouvernement envers les anarchistes.

La misère est chose trop connue : parlons des persécutions.

Le gouvernement, non content d'avoir arraché de vive force à la Chambre des députés des *lois exceptionnelles*, absurdes et scélérates, les a appliquées de la manière la plus infâme.

Dernièrement, le *plico Santoro* et le mémoire de M. Marescalchi, membre de la Commission pour le *domicilio coatto* à Bologne, publiés par le député Cavallotti, qui défie Crispi de le démentir devant les tribunaux, viennent de jeter encore de sinistres lueurs sur la cruauté de ce bandit, de cet homme de *mala vita*, qui s'appelle Francesco Crispi.

M. Marescalchi nous apprend qu'on condamnait d'après la lecture de documents *entièrement faux* forgés à la questure et que, par ordre de Crispi, on imposait à la Commission. Ce triste tableau est encore assombri par ce chapitre du *plico Santoro*, où il nous explique que les anarchistes étaient envoyés au *domicilio coatto* par de simples *lettres de cachet* : vous savez bien de quoi il s'agit. C'étaient « des décrets imprimés — je traduis du *plico Santoro* — qui portaient, également imprimée, la signature du préfet; en blanc était laissé le nom de celui qu'on voulait condamner et la durée de la condamnation : cette lacune était visiblement remplie au hasard par un clerc quelconque, pour satisfaire des désirs et des vengeances de clientèles locales ».

C'est ainsi que les anarchistes — parmi lesquels des poitrinaires, des estropiés et des paralytiques — étaient condamnés. Après avoir passé plusieurs mois au cachot, — Crispi violait la loi, qui n'admet pas, dans ce cas, de prison préventive, — ils arrivaient à Port' Ercole, exténués par la faim et le froid et dévorés de vermine. A Port' Ercole, ils ne trouvaient pas mieux. Ils étaient entassés pêle-mêle; la saleté croissait, malgré les chaudières d'eau bouillantes du délégué Santoro. Ils étaient presque nus, et aux demandes réitérées de vêtements que faisait Santoro, Crispi ne répondait pas. Il répondit seulement lorsque Santoro lui écrivit qu'il avait les moyens de *liquidare Cavallotti*. M. Crispi envoya enfin une cinquantaine de chemises et de pantalons, tandis que les anarchistes étaient plus de trois cents!

Francesco Crispi! C'est l'homme le plus haï de toute l'Italie, quoi qu'en disent la *Tribuna*, le *Mattino* et le reste de la presse vendue au gouvernement.

* * *

Le procès des anarchistes d'ici s'est terminé par la condamnation par plusieurs mois de prison infligés aux compagnons Landolfi, Frezza et D'Eustachio, qui doivent payer aussi 1400 francs d'amende. Leone et Telarico ont été renvoyés en liberté.

Il faut remarquer que le président du tribunal, tout en déclarant qu'on ne faisait pas la guerre aux idées, ne voulut pas permettre aux accusés de démontrer que c'était précisément aux idées qu'on s'attaquait.

ROBERTO D'ANGIÒ.

Hollande.

Dans le mouvement ouvrier hollandais, le parti le plus puissant est encore, sans contredit, le parti socialiste, dénommé « Ligue des socialistes ». Depuis ces dernières années, ce parti est anti-parlementariste.

Il existe aussi chez nous, analogue à celle qui existe en Allemagne, une fraction parlementariste, d'ailleurs de peu d'importance. Ses organes n'ont que peu de lecteurs et les chefs recherchent maintenant l'appui des ouvriers conservateurs. Je ne crois pas que ce parti ait une longue existence; il se fondra vraisemblablement bientôt peu à peu avec le parti radical.

Je disais que la Ligue des socialistes est anti-parlementariste. Il y a un an, ce parti était même bien près de l'anarchisme, mais à son dernier congrès, en décembre 1894, la majorité a adopté une proposition déclarant qu'il y avait lieu de prendre part aux élections, « par mesure d'utilité ».

Remarque curieuse, quelque peu auparavant, le mouvement anarchiste s'était beaucoup ralenti, et lors de la conférence que nos camarades firent le 16 septembre de la même année, une scission se produisit entre les partisans et les adversaires d'une organisation. Notre organe *Anarchist* avait interrompu sa publication pendant six mois, mais il vient de reparaître, il y a un mois. Il est à craindre qu'il ne soit bientôt forcé de suspendre de nouveau.

Toutefois, le mouvement ouvrier en Hollande donne confiance en l'avenir. Les socialistes s'abstiennent de voter, ne réclament plus comme autrefois le suffrage universel et ont porté la lutte sur le terrain économique.

Les grèves, grandes et petites, sont très nombreuses et ce sont elles qui auront quelque influence sur le mouvement socialiste et lui donneront quelque efficacité. Grâce à elles, la manifestation du 1er mai à Amsterdam a été très imposante.

Nous espérons que par cette voie le mouvement se rapprochera de plus en plus de l'anarchisme.

METHOFER.

ECHOS ET NOUVELLES

Sébastien Faure donnera samedi 8 juin, à 8 h. 1/2 du soir, 3, rue d'Arras, sa huitième conférence. Sujet traité : INIQUITÉ MORALE. — *Etat chaotique de la morale contemporaine, méthode de moralisation, religion, famille, mariage, amour, éducation, enseignement, presse, opinion publique.*

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous avons adressé, la semaine passée, le bordereau mensuel à ceux de nos dépositaires dont les envois sont les plus importants. Nous les prions de bien vouloir le régler au plus tôt, s'ils ne veulent pas éprouver d'interruption dans la réception du journal.

AVIS

Beaucoup de lecteurs de l'extérieur nous font dire de les considérer comme abonnés, et de faire toucher l'argent. La poste française ne faisant pas de remboursements sur l'extérieur, nous prions ces camarades de nous adresser eux-mêmes le montant de leur abonnement par mandat ou timbres.

VARIA

The Anarchist, organe mensuel anglais, change de format. Il se publiera désormais sous la forme que prenaient les premiers journaux anglais pendant la grande guerre civile, c'est-à-dire sous la forme d'un pamphlet renfermant des articles et des nouvelles sur divers sujets pouvant intéresser le lecteur. Chaque numéro portera un titre différent. Le numéro de juin contient, entre autres articles, d'intéressantes révélations sur la vie qui est faite aux prisonniers, en Angleterre, et sur les agissements du policier Melville et de ses acolytes pour leur extorquer quelque aveu compromettant. La police est également propre en tous pays.

PETITE CORRESPONDANCE

Un militant. — 1° Pour les conférences de Faure, pour pouvoir les publier, il faudrait être quotidien. — Du reste, on en retrouvera, parait-il, la substance dans son livre qui va paraître. — 2° Même réponse pour la publication de volumes en feuilleton, cela durerait un an, au moins.

P., à Nantes. — Nous ne pouvons insérer, dans notre Petite correspondance, des communications étrangères au journal.

P., T. — *La Voix des vaincus* et *l'Œil du maître* pas assez saillants.

G., à Paterson. — Reçu 5 francs pour B. H. et 2 fr. 50 à votre compte.

S., à Weir. — Reçu 2 dollars pour le journal.

Mme R., à Lyon. — Reçu 5 francs pour le journal. Merci.

S., à Barcelone. — Merci de vos encouragements.

J. des S., à Lisbonne. — Il manquait 0 fr. 20 à votre ab.

Bordenar et ses amis, Marseille. — Reçu 50 francs pour le journal. Merci: cela ne tombe pas trop mal en ce moment.

F. B., à Angoulême. — *A mon frère le paysan* épuisé. — Nous avons les autres brochures. — Avez-vous des adresses pour Brive-la-Gaillarde? nous enverrons. — Nous n'y avons pas de dépositaire.

X... — Reçu l'article de Flammarion, extrait de *la Dépêche*.

L. L., à Roubaix. — Reçu 1 fr. 65 pour le journal.

A. M., Bordeaux. — Reçu 5 fr. pour le journal.

J., à Liège. — R., à Lausanne. — P., à Trélazé. — B., à Nancy. — S., à Ensival. — G., à Carmaux. — O., à Courtrai. — E., à Cette. — F., à Barcelone. — G. à Villefranche. — D., à Ganges. — R., à Bruxelles. — B., à Bourges. — K., à Angoulême. — G., à Hastings. — G., à Malines. — R., à Nimes. — P., à Neuilly. — R. d'A., à Napoli. — K., à Nancy. — R. S., à Torino. — S., à Barcelone. — B., à Lamastre. — V. de V., Uccle. — M., à Saint-Just. — R., à Tunis. — C., à Grenoble. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 7 DIX CENTIMES DU 15 AU 21 JUIN 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES PETITS EXPÉDIENTS

Il se produit, disions-nous, un temps d'arrêt dans le développement du socialisme. Il ne s'agit plus de grossir seulement les rangs de ceux qui se disent socialistes et qui désirent vaguement, dans un avenir plus ou moins éloigné, la « socialisation des moyens de production ». Pour marcher de l'avant, il faut préciser ce que l'on entend par « socialisation », et se prononcer nettement sur la façon d'y arriver.

Sans cela, il y aura arrêt dans le développement ultérieur du socialisme, et nous en voyons déjà les signes partout : dans la presse indépendante, dans les discussions de tous les jours entre travailleurs, dans leurs appréciations de ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, dans leur attitude indécise concernant les diverses fractions socialistes.

⁂

Et cependant, on continue à nous dire que l'essentiel, pour le moment, n'est nullement de se prononcer sur ce que l'on entend par révolution sociale. — « Vu l'état arriéré des esprits dans la grande masse des travailleurs, vu l'indifférence du grand nombre, bornons-nous — disent les socialistes — à grouper pour le moment, à organiser les masses sur un principe général très vague — l'affirmation des droits du prolétaire, — mais surtout sur le terrain de questions secondaires pratiques, telles que la journée de travail, la protection légale du travailleur, et, avant tout, la conquête des pouvoirs publics dans l'Etat. C'est le moyen d'attirer le grand nombre, de faire leur éducation. »

Mais, nous demandons très sérieusement, à ceux qui suivent ce « plan de campagne », qu'est-ce qu'ils préparent ainsi, si ce n'est l'avilissement des caractères, le désespoir ou même le dégoût, chez l'ouvrier? Que doit-il penser du socialisme, lorsque, après l'avoir attiré sous le drapeau rouge par des promesses de reprise du patrimoine humain pour l'humanité, après lui avoir demandé tant de sacrifices au nom de ce grand idéal, on lui déclare que cet idéal sera pour les siècles à venir, et que lui doit s'occuper seulement d'alléger sa servitude de salarié du capital et d'esclave de l'Etat?

Aux grands jours de fêtes du travail, lorsque les masses marchent avec leurs drapeaux dans un parc ou sur une place publique, lorsqu'elles s'entassent dans les salles de meetings, — l'ouvrier étouffe les pensées amères que l'on fait surgir dans son cerveau par cette contradiction. L'enthousiasme grandit lorsque les foules se pressent, au son de leurs fanfares, autour des drapeaux. On acclame l'orateur socialiste qui chauffe l'enthousiasme par les mots de « grandeur du travail », de « marche victorieuse vers l'avenir » et ainsi de suite — qui ont remplacé ceux de patrie et de grandeur nationale chez le Gambetta socialiste. Mais, rentré chez lui après une journée de fatigue, le travailleur se demande où l'on en est après tout ce déploiement d'emblèmes et ces grands mots qui font si bien palpiter les cœurs, — et il constate que l'on piétine sur place sans avancer ni en fait ni en idée.

⁂

Prenons, par exemple, cette question de journée de huit heures, qui a fait dernièrement les frais de tant de discours.

Les travailleurs américains, anglais et belges ne confondaient pas leur journée de huit heures avec la question sociale. Ils voulaient seulement arracher, ne fût-ce qu'une poignée de laine, à la brebis galeuse. L'arracher, non quémander. Un peu d'union dans les grèves, un peu d'énergie, une grève plus ou moins générale, et ils obtenaient une réduction de leurs journées de travail.

On a voulu en faire une partie de la question sociale, un acheminement vers sa solution!... Lorsque l'on travaillerait huit heures au lieu de dix, — dix ouvriers trouveraient du travail là où huit seulement en trouvent aujourd'hui. Le chômage allait disparaître! Et puis, la journée de huit heures ne devait pas être obtenue de fait : elle devait être un don de l'Etat, et, pour amener le gouvernement à ces bonnes dispositions, il fallait des députés ouvriers aux parlements. On fouillait l'histoire pour prouver, au rebours de l'évidence, que jamais une amélioration, pas même une amélioration temporaire, dans les conditions du travail salarié ne pouvait être obtenue par les grèves sans que l'Etat intervînt par la loi. Enfin, tout le mouvement ouvrier du 1er mai, dans lequel on aurait dû voir un réveil général des travailleurs, avait été circonscrit dans la journée de huit heures, — *légale*, s'il vous plaît, pas autrement.

⁂

Et voilà que, bien avant de se rapprocher légalement des « Trois-Huit » (huit heures de travail, huit de sommeil et huit de loisir), des capitalistes intelligents et quelques administrations ont déjà introduit les huit heures dans leurs usines, et l'on peut déjà en apprécier les résultats.

Les chemins de fer ont certainement augmenté, jusqu'à un certain point (mais pas dans la proportion prédite), leur personnel, tout en exigeant d'ailleurs de chacun un travail beaucoup plus intense qu'auparavant. Quant aux usines, les capitalistes eux-mêmes apprécient les résultats en ces termes :

« J'ai réduit — nous dit tel « boss » américain — la journée à huit heures, et, sans même avoir amélioré les machines, j'obtiens de *mes* ouvriers en huit heures le même travail qu'ils faisaient auparavant en dix heures, ce qui me fait un gain net de tant et tant sur les frais généraux. »

Parfaitement! C'est juste ce que les anarchistes ont toujours dit en parlant du gaspillage incroyable de travail humain qui se fait aujourd'hui sous le régime tant vanté de l'intérêt personnel. Certainement, on peut produire en huit heures ce qui se produit dans les usines patronales en dix heures! Et avec quelques améliorations en plus, on le ferait même en six heures!

Seulement... puisque l'ouvrier augmente l'énergie de son travail, et puisque son travail devient d'autant plus nerveux et cérébral, il s'ensuit qu'il sort de l'usine tout autant, sinon plus fatigué après huit heures de travail qu'autrefois après dix heures d'usine.

Seulement... puisque l'usine demande maintenant des hommes capables de donner en huit heures ce que l'on obtenait autrefois en dix heures, la sélection des travailleurs les plus jeunes, et le renvoi de tous ceux qui dépassent la quarantaine, se fait bien plus strictement qu'auparavant. — Que les vieux et les faibles aillent mourir sur le pavé!...

Ceci, sans parler des usines vieux type qui doivent se fermer devant la concurrence de celles qui sont mieux organisées.

Si bien que ce prétendu « pas vers la solution de la question sociale » n'est qu'un moyen d'augmenter l'intensité du travail, toujours au profit de l'exploiteur...

Eh bien, le travailleur le sait, il l'apprend, il le prévoyait souvent. Que pensera-t-il donc de ceux qui lui ont fait rêver un règne d'or « pour chauffer l'enthousiasme », qui l'ont trompé sous prétexte de faire son éducation?

⁂

Analysez bien chacune des « questions secondaires », soit en économie sociale, soit en politique, dont on a grandi à dessein l'importance pour en faire un moyen d'agitation, et dans chacune vous retrouvez le même fonds : tromperie, désillusion!

Et puisque la vie actuelle se charge bien vite de donner le démenti aux exagérations, l'ouvrier se voit bientôt dégoûté par toutes ces questions à côté, vers lesquelles on dirige son attention sous ce prétexte qu'il n'est pas mûr pour comprendre la grande question sociale; il s'aperçoit qu'en réalité on évite simplement d'approfondir en quoi doit consister la « socialisation des moyens de production » qu'on lui a promise et quels sont les procédés nécessaires pour y arriver. Le dégoût saisit l'ouvrier pensant, et il se demande si ce socialisme n'est pas aussi un leurre comme la religion, le patriotisme, le radicalisme, etc., dont on parlait à ses pères.

⁂

Et puis, le temps presse... Qui peut répondre que d'ici douze mois, deux ans, nous n'aurons pas la révolution sur les bras, tout comme le

peuple de Paris l'a eue au 18 mars, au moment où les révolutionnaires les plus en contact avec les masses se disaient qu'il n'y avait plus rien à faire à Paris? Qui peut nous répondre que la période révolutionnaire ne sera pas ouverte d'ici un an à Rome, à Berlin, à Paris, à Vienne, à la chute d'un Crispi ou d'un Guillaume, à la suite d'une crise industrielle aiguë, ou bien de quelque défaite dans une guerre européenne? Et pour peu qu'une révolution politique éclate n'importe où sur le continent, il est certain que la question sociale y sera posée dans toute sa grandeur, comme elle le fut à Paris en 1848.

Et que prépare-t-on, si ce n'est des journées de juin ou de mai, des défaites ouvrières noyées dans le sang sous les obus à la dynamite et la mitraille crachée à la vapeur, — quand on cache soigneusement à l'ouvrier la gravité du moment historique que nous traversons, la tâche immense qu'il aura à accomplir, *lui-même, de ses propres forces*, dans la révolution, s'il tient à en sortir, non pas sur un brancard porté à la fosse commune, non pas comme un forçat à Cayenne ou aux Philippines, mais après avoir préparé un meilleur avenir pour l'humanité?

P. Kropotkine.

LE FÉTICHISME DE LA LOI

Sous ce titre, le *Figaro* du 28 mai publiait un entrefilet, tendant à démontrer qu'il y a « des *lois justes!* et des lois injustes ». Cela, pour justifier l'attitude du clergé qui se cabre lorsque, par taquinerie ou pour chatouiller l'opinion publique, on fait semblant de vouloir le faire rentrer dans le troupeau des justiciables.

Après avoir énuméré les lois de Calvin, de Robespierre qui, selon lui, sont plus injustes que les autres, notre confrère termine ainsi :

« ... La conscience individuelle est faite précisément pour distinguer entre les *lois sages* et les *lois injustes*. On peut le constater sans faire appel à la révolte, et hâter ainsi légalement l'heure où les lois injustes tomberont sous l'effort de l'opinion. »

Il serait curieux de rechercher, dans la collection de notre confrère, lorsqu'il s'agissait de faire la chasse aux anarchistes, et de lui remettre sous les yeux les appels qu'il fit à la répression légale, ses tartines sur la nécessité de faire respecter les lois, et de les appliquer « avec fermeté » à ceux dont il s'agissait de se débarrasser. Nous y ferions, sans doute, des trouvailles curieuses qui prouveraient qu'au *Figaro* on varie d'opinion sur les lois, selon qu'elles protègent ou qu'elles froissent leurs amis.

Nous ne ferons pas cette niche, trop facile, à notre confrère. N'est-ce pas le propre des légalistes les plus outrés de gueuler comme des putois lorsque la loi les écorche, de ne jamais la trouver assez féroce lorsqu'il s'agit de réduire des ennemis?

Et cela s'explique du reste, c'est que les lois sont tout ce qu'il y a de plus arbitraire au monde. Elles résument l'esprit d'un moment, les aspirations d'un parti, l'opinion moyenne d'une nation, mais, étant faites par des hommes, elles participent de leurs passions, de leurs défauts, de leurs qualités, si ceux qui les ont faites étaient sincères; elles peuvent bien satisfaire ceux qui partagent la manière de voir de ceux qui les ont fabriquées, mais elles en froissent bien davantage.

Pour qu'elle emportât l'approbation unanime, il faudrait que cette loi fût d'une perfection qui n'est pas de ce monde. Mais alors elle n'aurait pas besoin d'être codifiée, sa sanction serait dans sa justice même; on n'érige en lois que ce qui trouve de la résistance de la part d'une partie assez importante de la population. Les lois « les plus sages » trouveront toujours des détracteurs, — quand ce ne serait que parmi ceux qui ne voient dans le Code qu'un rempart pour protéger leur rapacité et leur oisiveté contre les réclamations de leurs serfs. D'autre part, aussi, les lois les plus injustes trouveront des défenseurs, parce qu'elles n'ont été faites que pour défendre des privilèges, empêcher des réclamations.

Ceux qui font les lois ou sont chargés de les appliquer, ont raison de ne pas souffrir qu'on les discute. Basée sur l'arbitraire, la loi, c'est comme la foi, la discussion c'est sa ruine, et le *Figaro*, quoi qu'il en dise, fait œuvre de révolutionnaire en voulant soumettre la loi au contrôle de la conscience individuelle.

⁂

Il y a longtemps déjà que les anarchistes ont établi que la loi n'est que la raison du *plus fort*, un instrument, aux mains de ceux qui détiennent le pouvoir, pour légitimer, aux yeux des imbéciles, les écarts de leur outrecuidance, les mesures de précaution qu'ils prennent en vue de défendre leurs privilèges, ceux de leurs souteneurs et soutenus. C'est ce que reconnait implicitement la note du *Figaro*.

Dernièrement, un journal avait fait le dénombrement des lois existantes. Cela se monte, autant que je puis me le rappeler, à plus de deux cent mille! Il y en a de tous les pouvoirs qui nous ont régis : de la Convention, du Parlement Croupion, de la Chambre des pairs, de l'Empire et de la royauté de Louis-Philippe, et aussi de Louis IX et de François Ier.

Chaque parti, avant d'arriver au pouvoir, déblatérait contre les lois qui l'opprimaient. Elles étaient injustes! arbitraires, iniques! etc. Une fois installé au pouvoir, elles devenaient excellentes et il s'en servait sans vergogne contre ceux qui les lui appliquaient la veille. L'optique variait avec le changement de situation.

Non content de se servir des lois existantes, chaque pouvoir prend à tâche d'en augmenter l'arsenal. On se rappelle les diatribes des républicains contre la loi dite de sûreté générale de l'empire? Ils ont trouvé le moyen de le dépasser en votant les lois que certains ont appelées « scélérates » — ce qui était une superfétation — et qui fait, de la délation, même au sein de la famille, une obligation sous peine de prison!

⁂

Certes, la force ne serait pas toujours suffisante pour assurer le respect de la loi. L'histoire nous apporte nombre d'exemples où il a suffi à l'autorité de vouloir appliquer des lois plus détestées, sinon plus absurdes que les autres, pour ameuter l'opinion publique et contribuer à faire balayer le pouvoir qui les avait édictées. Le secours que la force apporte à la loi ne peut être que temporaire, comme tout ce qui s'appuie sur la force; cette dernière n'a qu'une valeur relative, et si, parfois, presque toujours jusqu'à présent, elle se trouve du côté des oppresseurs, il arrive aussi, par intermittence, que les opprimés la trouvent de leur côté lorsqu'ils reprennent conscience de leur dignité et de leurs droits.

Aussi, pour faire accepter la loi, en plus de la force brutale, il a fallu la revêtir d'une certaine force morale qui la fit accepter du plus grand nombre comme une nécessité sociale, parfois gênante, mais utile au bien-être général, et l'habileté des gouvernants fut de la présenter ainsi. Cela nous explique tout l'appareil théâtral dont on l'enveloppa jadis, toute cette mise en scène, toute cette mascarade, si ridicules aujourd'hui pour ceux qui réfléchissent, mais que les gouvernants tiennent à conserver, car la mise en scène a toujours le don d'épater les imbéciles et de les influencer.

Jadis, l'autorité se prétendait une émanation de Dieu! Les détenteurs du pouvoir étaient, sur la terre, les représentants de la majesté divine, leur volonté devait être respectée à l'égal des décrets providentiels. Dieu étant infaillible, ses délégués partageaient son omniscience et son omnipotence. Discuter leurs ordres était un sacrilège; aussi, aux temps de foi, l'autorité était-elle autant respectée que crainte, sans que les pires turpitudes qu'elle commettait semblassent porter atteinte à son prestige.

Mais l'évolution humaine accomplissait, lentement, insensiblement, mais sûrement son travail de critique. La Divinité fut mise en doute, et, du coup, la légitimité de l'autorité, en tant qu'essence divine, sombra sous la critique. Le résultat fut la chute de la royauté de droit divin, l'avènement au pouvoir de la classe moyenne, la bourgeoisie.

Celle-ci, en s'installant au pouvoir, apportait, pour s'y consolider, une théorie nouvelle sur l'autorité. L'entité-Dieu ayant perdu de son poids, on créa l'entité-nation, qui devait, par la suite, se transformer en l'entité-société. La loi ne fut plus de volonté divine, mais volonté nationale. Pour donner à la force matérielle, dont elle venait de s'emparer, la force morale sans laquelle il n'est pas de durée, la bourgeoisie invoqua la volonté de tous, pour coercer la volonté individuelle.

Le Parlement royal qui, lui aussi, avait toujours cherché à étendre ses prérogatives en empiétant sur celles de l'autorité royale, était une machine excellente, toute trouvée, pour devenir le clergé de la nouvelle religion. On l'épura, il fut plus étroitement rattaché à l'Etat; on rogna son indépendance. Payé par l'Etat, recruté par l'Etat, il fut complètement asservi, mais, pour son crédit, il fallait sauver les apparences, et lui donner un semblant de liberté : on décréta les magistrats inamovibles! Seulement, comme l'avancement dépendait toujours du maître, on juge de ce que pouvait valoir cette pseudo-indépendance.

⁂

Tant que l'on a cru à la légitimité de la loi des majorités, aux nécessités sociales primant les nécessités individuelles, les lois que la bourgeoisie utilisa ou fit décréter, dans son intérêt, furent subies par la masse. Si l'on murmurait lorsqu'elles pesaient trop sur l'individu, on les excusait en invoquant l'intérêt général, et la « Volonté Nationale » remplaça avantageusement la « Volonté Divine » comme moyen de gouvernement.

La magistrature devint un pouvoir formidable; ce fut elle qui recueillit la succession de l'autorité de droit divin décapitée sur la place de la Révolution; elle disposa, à son gré, de la vie et de la liberté des citoyens, n'ayant à en rendre compte qu'à elle-même. Les lettres de cachet de l'ancien régime furent avantageusement remplacées par le « mandat d'amener »; avec cette différence que la lettre de cachet ne s'appliquait, généralement, qu'aux personnes influentes, et que le « mandat d'amener » ne se décerne que contre la plèbe, que, moins on est influent, plus durement on en subit les effets. Le dernier des robins est devenu l'égal des anciens potentats, sa signature apposée au bas d'un imprimé suffit pour plonger, dans une cellule, qui lui déplait, pour la durée qu'il lui plait.

La Révolution de 89 déplaça le pouvoir, mais se garda bien d'y porter atteinte. Ceux qui se trouvaient au milieu furent placés dessus, mais ceux qui étaient dessous y restèrent et la machine continua à les broyer sans qu'ils pussent y apercevoir aucun changement, si ce n'est dans la forme et les formules.

Ce serait, en effet, trop dire que d'avancer qu'il n'y eut aucun changement. Au lieu d'invoquer la volonté royale et son bon plaisir, on parla « au nom du peuple ». Pour les châtier, pour les plier à l'obéissance, on ne les fit plus agenouiller devant le roi, devant le prêtre, devant le seigneur, personnages bien tangibles, ce fut devant des entités qu'on les prosterna :

« La Souveraineté Nationale » ! « La Loi » ! On fit croire aux individus que leur bien-être, leur sécurité, le bon ordre social dépendaient de l'abnégation de tous, de l'effacement de l'individualité devant la volonté générale ! ou soi-disant telle, — et le peuple ignorant se courba devant ses nouveaux maîtres, comme il l'avait fait devant les anciens.

⁂

Mais, en travaillant à saper l'origine divine de l'autorité, la bourgeoisie lui avait porté un coup funeste. Du jour où l'on commença à la discuter, l'obéissance fut plus apparente que réelle, le respect de l'autorité était atteint dans ses parties vitales. Le replâtrage qu'en fit la bourgeoisie ne pouvait, bien longtemps, tromper personne.

La physique enseigne que la chute des corps s'accélère au fur et à mesure qu'ils se rapprochent du centre de la terre, la vitesse se multipliant par elle-même. Il en est de même des progrès de l'évolution humaine. Plus un cerveau a de points de concordance de ses facultés internes avec des relations externes, plus il est à même d'en acquérir de nouvelles, et plus se fait vite cette adaptation de ses conquêtes nouvelles. Il a fallu des milliers d'années pour mettre bas l'autorité du sabre, l'autorité de droit divin qui s'étayaient l'une l'autre, un siècle a suffi pour lézarder l'autorité du nombre et de l'argyrocratie. A l'heure actuelle, elle n'est plus respectée ; ceux qui la détiennent n'y croient même pas, la ceinture qu'elle a voulu mettre autour de l'individu craque de toutes parts, ses dogmes s'effritent sous les mains de ceux qui veulent les analyser ; à l'heure actuelle, il n'y a plus que la force brutale qui la maintient, sa chute définitive n'est plus qu'une question de secondes dans la chronologie de l'évolution humaine.

C'est pourquoi le *Figaro*, en tant que défenseur des privilégiés, a tort de déclarer que la conscience individuelle est au-dessus des lois. Pour un partisan de la légalité, il n'y a, il ne peut y avoir de lois injustes ! La loi est sacrée, la loi est juste, la loi est sage, par le fait qu'elle est la loi. C'est faire acte de révolte que vouloir la discuter, c'est le commencement de l'insubordination. Tout ordre discuté n'est qu'à moitié exécuté ; il n'y aurait plus aucune loi d'applicable du jour où chaque individu voudrait la raisonner selon sa propre conception.

Il n'y a pas de loi qui, par le fait qu'elle est la loi, ne blesse quelqu'un dans son individualité, ses sentiments ou son autonomie. C'est demander plus qu'un acte de foi, de la part des individus qu'elle blesse, de s'y plier, même lorsqu'ils la reconnaissent injuste. C'est le *Credo quia absurdum* de saint Augustin. Les faibles et les timorés peuvent s'y plier, mais les forts et les dignes refuseront toujours de se plier docilement à ce que leur raison réprouve.

C'est alors que l'on est forcé de faire intervenir toutes les forces sociales pour assurer la sanction des lois, ce qui prouve que nous avons raison de dire que la loi n'est que la raison du plus fort, et ce qu'avoue implicitement l'entrefilet du *Figaro*.

J. Grave.

DES FAITS

L'achat de la paix.

Une des revues les plus considérées de New-York, *The Century* (le Siècle), nous donne la signification de ce mot, qui nous vient d'Amérique.

« L'achat de la paix », c'est la redevance imposée par les « politiciens » disposant de la majorité dans les Corps législatifs des Etats-Unis, aux Compagnies, Sociétés ou corporations quelconques, redevance moyennant laquelle ces Compagnies reçoivent l'assurance qu'aucune loi préjudiciable à leurs intérêts financiers ou pécuniaires (*strikes*) ne sera proposée ou adoptée ! ! !

On croit rêver.

Quelque passion que nous mettions à assaisonner nos polémiques d'accusations les plus outrées, nous n'irions cependant jamais jusqu'à imputer à des adversaires les fantastiques opérations qui se déguisent sous cette appellation hypocritement imaginée et que la revue new-yorkaise constate froidement, sans esprit de parti, comme un cas de pathologie sociale.

Cette institution a pris naissance à la suite d'une loi votée, en 1891, dans l'Etat de Massachusetts et qui est singulièrement symptomatique.

En vertu de cette loi, le questeur du Corps législatif a l'obligation de tenir deux listes : l'une portant les noms des représentants « professionnels » des Comités électoraux, et l'autre, les noms des personnes chargées par des tiers — individus ou Sociétés — de défendre devant l'Assemblée leurs « intérêts contre une proposition de loi qui leur serait contraire ». Le questeur doit, de plus, prendre note, sur ces listes, des affaires que ces personnes sont appelées à traiter, — celles-ci étant tenues de signer leur déclaration et de donner leur domicile.

A la fin de la session, ces deux listes sont closes, et ceux qui y sont indiqués comme ayant recouru aux offices d'une des deux catégories des intermédiaires ci-dessus sont tenus de déclarer — sous la foi d'un serment prêté devant le juge de paix — les dépenses ou payements qu'ils ont eu à faire pour favoriser ou empêcher le vote des *strikes* les intéressant. Celui qui se refuse à cette déclaration est passible d'une amende de 500 à 5000 francs. En 1892, soixante-sept personnes, trente-six en 1893, et vingt-trois en 1894, ont été déférées, de ce chef, au procureur général.

L'exemple de l'Etat de Massachusetts a été suivi par l'Ohio. La Californie et la Virginie ont, de leur côté, pris des dispositions approchantes.

Mais dans les autres Etats, et particulièrement dans celui de New-York, ces exemples ont eu pour seul effet d'amener les « politiciens professionnels » à transformer leur manière d'opérer.

L'action individuelle et isolée des entrepreneurs d'affaires... législatives a fait place à l'action collective d'une association politique occulte, dirigeant et dominant tout le Corps législatif. Et voici de quelle façon il est maintenant procédé à ce qu'on appelle : « l'achat de la paix. »

Quelque temps avant les élections législatives de 1893, les démocrates, escomptant d'avance un succès qui leur paraissait certain et leur assurerait la majorité, leurs Comités imaginèrent d'offrir à tous ceux que « l'introduction de nouvelles lois (*strikes*) » pouvait atteindre dans leurs intérêts pécuniaires de verser à la caisse du parti une somme convenue, en échange de l'engagement qu'aucune *strike* ne serait entreprise contre eux. Peu de corporations, remarque le *Century*, échappèrent à ces Fourches Caudines.

Mais il est arrivé que — contrairement aux prévisions — les démocrates ont été battus par les républicains. De là des démêlés des plus curieux. Tel président d'une Société qui avait consenti un versement annuel de 75.000 francs se refusa à le continuer, se fondant sur ce que, le parti démocrate n'ayant pas obtenu la majorité, ses chefs étaient hors d'état de lui assurer l'immunité et la paix qu'il avait entendu acheter.

On crut alors que les républicains se feraient honneur de voter un projet de loi qui leur était présenté par un groupe d'indépendants pour réprimer « les tentatives de corruption politique » (*corrupt practices act*). Ils le rejetèrent.

Les choses en sont donc restées en l'état, sauf sur un point. Il est d'ores et déjà entendu que lorsque le résultat d'un scrutin serait douteux, le prix d'« achat de la paix » serait moindre et proportionné au plus ou moins de chances de succès de tel ou tel des partis en présence.

Ce sont des transactions qui se discutent et s'effectuent presque publiquement ; si bien que M. Wheeler Peckam, juge à la Cour suprême, a pu, dans un discours, nommer, sans être contredit, une série de Sociétés payant annuellement 250.000 francs chacune pour assurances contre les *strikes*.

Pour montrer l'importance des intérêts liés à ce système, le *Century* s'est livré, à son tour, au dénombrement des personnes qui y participent d'une façon notoire, et il en est résulté un total de 2126 Sociétés, banques ou autres, dont les... contributions représentent la somme de 1.890.000 francs, et dont le classement peut être fait ainsi que suit :

Compagnies d'assurances . . .	170
Banques d'Etat	32
Caisses d'épargne	25
Compagnies de chemins de fer.	26
Compagnies de ferry-boats. . .	21
Compagnies de navigation à vapeur étrangères	37
Compagnies de navigation à vapeur américaines.	24

Ce n'est pas seulement à New-York qu'une sorte de camorra politique, administrativement organisée, exerce ces déprédations. C'est aussi dans le Maryland et en Pensylvanie.

« D'autres Etats — dit le *Century* — ne tarderont « pas à suivre l'exemple, estimant qu'il n'est possi- « ble d'influencer les décisions et le vote du Corps « législatif qu'en raison de l'argent dépensé pour le « faire élire. »

Cet apophtegme n'est-il qu'américain ?

Fabrice.

(*Figaro*, 10 mai 1895.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Cette semaine a été féconde en incidents instructifs, aussi n'aurons-nous que peu de lignes à consacrer à chacun d'eux.

C'est d'abord le congrès des mineurs. On s'y est occupé d'un projet de M. Lewy, relatif à la question de la surproduction et tendant à faire relever le prix du charbon par une réglementation nouvelle diminuant le nombre des heures de travail. Suivant ce projet, il s'agirait d'établir, entre mineurs, une entente internationale, en vue de réduire, à titre d'essai, le travail à quatre journées de huit heures par semaine, lesquelles seraient d'ailleurs payées comme cinq. De cette façon, dit-on, on évitera la formation des stocks, si contraire à l'intérêt des ouvriers aussi bien que des patrons.

Ce projet, dont l'exécution serait l'application d'un des saints axiomes de l'économie politique, n'est cependant qu'un trompe-l'œil.

D'abord, pour que l'entente se fît aussi facilement qu'on semble le croire entre patrons et ouvriers mineurs, il faudrait que la formation de ces stocks de marchandises fût effectivement préjudiciable aux patrons. Ce qui est loin d'être démontré. Le patron peut, en effet, lorsqu'il lui plaît, ralentir à son gré la production, soit en renvoyant des ouvriers, soit en diminuant le nombre des heures de travail, ou, encore, compenser l'abaissement du prix du charbon par celui de la main-d'œuvre. D'un autre côté, cette réserve de marchandises lui permet, en cas de grève, de satisfaire aux demandes de sa clientèle, et de venir à bout, dans une certaine mesure, de la résistance de ses ouvriers. Le patron a cent moyens de pallier les inconvénients de la surproduction ; l'ouvrier n'en a qu'un : la grève, c'est-à-dire une aggravation de misère.

Il ne paraît donc pas si évident que les patrons se rallient bénévolement au système proposé. Leur adhésion, toutefois, est secondaire, car, devant la volonté bien arrêtée de leurs ouvriers, ils ne pourraient que céder.

Mais encore faudrait-il que les mineurs fussent assurés, par l'application de ce projet, d'une amélioration de leur condition. Est-ce bien à eux, en effet, que profitera l'élévation du prix du charbon ? Le patron, qui paie à ses ouvriers un salaire fixe de tant par heure, augmentera-t-il ce salaire en proportion de cette élévation ? Rien n'est moins prouvé. Je sais bien que le projet de M. Lewy ajoute comme condition la participation aux bénéfices. Mais ce palliatif, ainsi que nous l'avons maintes fois démontré autrefois, est encore un leurre. Il incite, en effet, l'ouvrier à augmenter les bénéfices de son patron par une production plus active et tend finalement à produire l'encombrement des produits, ce que, précisément, on voulait éviter.

Quoi qu'il en soit, quelle preuve éclatante cette question de la surproduction ne fournit-elle pas de l'absurdité de l'organisation sociale actuelle, dans laquelle la surabondance de richesses est un mal, une cause de famine pour ceux qui les produisent, et pousse ceux-ci à affamer la masse des consommateurs pour se garer eux-mêmes de la misère ? Tandis que, dans une société communiste, l'abondance des biens aurait pour effet une augmentation du bien-être pour tous.

⁂

Le ministre du Commerce a, paraît-il, convié les artistes du théâtre de l'Œuvre — QUI ONT ACCEPTÉ ! — à deux représentations de gala auxquelles assisteront

le « corps diplomatique » et « la haute aristocratie financière ». Cette nouvelle nous attriste. Il est pénible, en effet, de penser que les si fidèles interprètes de l'indompté Ibsen vont parader devant les incompréhensives badernes et les forbans de la Bourse et de la politique, et faire précieusement ondoyer en des pâmoisons de commande toute la charnure étalée des pécores du grand monde.

Non ! il est des lieux où l'Art ne se commet pas !

***

Un sergent du 154e de ligne s'est tué d'un coup de fusil dans sa chambrée. Les journaux ajoutent qu'on ignore la cause de ce suicide. La cause ? Sans doute, un trop grand amour pour le « noble métier des armes ».

***

L'*Intransigeant* a publié des révélations très intéressantes sur les tortures infligées aux « joyeux » et aux « zéphyrs » en Afrique. La place nous manque pour en parler, mais nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

ANDRÉ GIRARD.

BIBLIOGRAPHIE

L'Idée de Dieu, par Emile Couret, brochure à 0.15 centimes; en vente chez l'auteur, 4, rue de Saintonge, chez M. Kubler, 10, même rue et aux bureaux des *Temps Nouveaux*.

Cette brochure est la première d'une série de publications du même genre, publiées par l'auteur sous le titre général de : *Les Plaies sociales*.

Emile Couret y constate que l'idée de Dieu, d'où est dérivée l'idée de l'autorité, est remplacée de plus en plus par l'idée de solidarité universelle, laquelle sera l'idéal d'une société libre, au triple point de vue matériel, moral et intellectuel.

***

Vient de paraître chez Stock : la *Psychologie de l'anarchiste-socialiste*, par A. Hamon, 1 vol., 3 fr. 50. Chez nous, 2 fr. 50; *franco*, 2 fr. 75.

Comme nous l'avons déclaré dans notre premier numéro, nous nous bornerons à annoncer, purement et simplement, les livres de nos collaborateurs; non pas que nous aurions crainte de nous dire mutuellement la vérité, — nos collaborateurs sont, certainement, au-dessus des questions d'amour-propre, et la vérité, même lorsqu'elle est, parfois, désagréable, ne doit pas les effrayer. — Mais, dans la presse, on a tellement usé, entre coteries, de : « Passe-moi la casse, je te passerai le séné » — à moins que l'on ne se mangeât le nez, — que nous voulons éviter jusqu'à ce qui pourrait ressembler à un esprit de camaraderie.

Nos colonnes sont ouvertes à nos collaborateurs : à eux de s'y faire estimer du public, qui doit juger par lui-même. Leur grouper un public intelligent, c'est encore la meilleure publicité que nous puissions leur offrir.

***

Le Grand Trimard, par Zo d'Axa, illustré par Anquetin, Lucien Pissaro et F. Valloton, 1 vol., 3 fr. 50, chez H. Kistemaeckers, 73, rue Dupont, Bruxelles.

C'est son voyage du Palais de Justice à Jaffa, par Londres, la Hollande, l'Allemagne, etc., que raconte l'ami d'Axa, avec la verve et l'ironie que connaissent les anciens lecteurs de l'*En dehors*. Voyage qui se termina par l'arrestation de l'auteur en Turquie, en vertu de capitulations signées par François Ier !

Mais comme ce récit est émaillé de coups de griffes à l'autorité, de coups de pattes à la famille, à la propriété et « autres balançoires », le livre prend de suite une saveur particulière qui le recommande à la lecture de nos camarades.

Relevons seulement, en passant, un petit travers de l'auteur qui, ayant la haine de l'enrégimentation, — ce dont nous le félicitons, — qui l'affirma en appelant son journal l'*En dehors*, mais qui pousse cela au culte, au paradoxe, et finit par croire lui-même qu'il est bien en dehors de tout et de tous et ne ressemble à personne.

Il se trompe. C'est un travers qu'il a de commun avec beaucoup de jeunes littérateurs, illusion d'optique qui, par le fait qu'elle est partagée par plusieurs individus, a pour effet, qu'ils le veuillent ou non, de les grouper sous une même étiquette et de diminuer d'autant leur « en dehorsisme ».

Etre « en dehors » n'est, au fond, qu'une attitude, une pose, et non un fait. Quelle que soit l'originalité des idées que l'on professe, des conceptions que l'on se fasse de la vie, nous trouverons toujours des individus qui pensent, plus ou moins, comme nous. Ces idées, ces conceptions elles-mêmes, ne nous sont pas poussées spontanément dans le cerveau, nous les tenons de notre ascendance, de notre éducation, de notre milieu, de nos conversations, des auteurs que nous avons lus. Nous ne faisons, en somme, que retaper les vieilles idées, en y introduisant un peu de nous-mêmes, mais si peu, que se croire « en dehors », ce n'est en réalité qu'une variante de ceux qui se croient « au-dessus », ce qui ne rime à rien.

VINDEX.

ECHOS ET NOUVELLES

Sébastien Faure fera sa dixième conférence publique et contradictoire, à la salle d'Arras, 3, rue d'Arras, le samedi 15 juin, à 8 h. 1/2 du soir. Sujet traité : LES DIVERS COURANTS DU SOCIALISME : — *Synthèse des précédentes conférences, le socialisme autoritaire et le socialisme libertaire, d'où vient le différend, est-il possible de s'entendre? où mène l'évolution, voies et moyens, tactique et but.*

VARIA

Merci aux périodiques suivants qui ont annoncé notre apparition : *La Question sociale*, 5, boulevard Saint-Michel; *L'Enclos*, 7, rue de l'Annonciation; *Le Parti ouvrier*, 51, rue Saint-Sauveur; *La Revue Immortaliste*, 20, avenue Trudaine; *L'Impartial*, 9, rue de la Poste, Toulouse; *El Esclavo*, Tampa, Fla, Etats-Unis.

***

Notre ami et collaborateur V. Barrucand fera, dimanche prochain 16 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle d'Arras, 3, rue d'Arras, une conférence sur *le Pain gratuit et les formes pratiques du communisme moderne*.

A NOS LECTEURS

qui s'intéressent à l'extension de notre journal... Nous leur rappelons que le meilleur moyen de le faire connaître, c'est de le faire circuler parmi leurs amis et connaissances. Nous tenons des numéros invendus à la disposition de ceux qui nous en demanderont.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Mémoire de la Fédération jurassienne.	3 »
Le Salariat	» 10
Les Prisons, *Kropotkine*	» 10
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus*	» 10
La Morale anarchiste	» 10
Le 11 novembre (*eau-forte*)	1 75
Bakounine (*burin*)	» 50
Proudhon, *id.*	» 50
La loi et l'autorité	» 10
L'anarchie dans l'évolution socialiste	» 10
Esprit de révolte	» 10
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*	» 60
— — — *avec portrait*	1 »
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 10
Défense d'Etiévant	» 10
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*	» 25
Un siècle d'attente —	» 10
L'agriculture —	» 10
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	» 60
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 50
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	» 10
La Conquête du pain, *par Kropotkine*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
Œuvres *de Bakounine*	2 50
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 50
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*	1 50
Les Paroles d'un Révolté, *par Kropotkine*, **franco**	1 25
— **dans nos bureaux**	1 »
De la Commune à l'anarchie, *par Malato*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Marseille. — D., à Givors. — H., à Morlanwelz. — Valence P., à Trélazé. — M., à Avignon. — V., à Bruxelles. — P., à Bordeaux. — D., à Namur. — B., à Bourges. — M. V., à Lodève. — C., à Apt. — B., à Agen. — B., à Toulon. — V. P. M. P. — A., à H. — Da C., Providence. — B., à La Machine. — P., à La Chapelle. — M., à Nantes. — B., à Limoges. — R. d'A., à Naples. — D., à Bruxelles. — O., à Nîmes. — H., à Vienne. — B., à Seraing. — C., à Béziers. — J., à Roanne. — G., à Châlons. — V., à Marseille. — S., à New-York. — H. M., à Coursan. — F., à Saint-Denis. — J., à Aiript. — E., à Daumazan. — F., à Amiens.

Reçu timbres et mandats.

H. T., à Livourne. — Ai expédié les numéros. — Pour l'*Œuvre sociale*, adressez-vous directement.

R., à Roanne. — Bon. Pour le moment, je continue l'envoi du même nombre.

Vox populi. — Reçu l'article, passera la semaine prochaine.

Futur conscrit. — Trop incorrect. Trop de phrases, pas assez d'arguments.

Un ami de La Chapelle. — 1° Je ne sais pas. — 2° Quand j'aurai lu l'article, je vous répondrai.

Jean le Trimardeur. — Bien clérical l'article de la *France Libre* et bien bête pour y répondre.

J. L. B. — *De la Sélection.* Idées justes, mais pas assez clairement exposées.

J. Dégalves. — *Des fonctionnaires.* C'est certainement vrai ce que vous dites, mais ça manque d'intérêt.

X. — Reçu l'article d'Yves Guyot. Bien triste sire pour s'en occuper.

C. H., à Saint-Denis. — *La Moribonde.* Vers ordinaires, manquons de place.

A tous nos correspondants. — Vu les nécessités de la mise en page, nos accusés de réception s'arrêtent aux lettres reçues le mardi matin. — Ce qui nous rentre après cette date n'est annoncé qu'au numéro de la semaine suivante.

Jean Misère. — Certainement, c'est la vérité. — Bien reçu les deux envois.

C., à Pleynefaye. — Reçu 1 fr. 50 pour le journal.

H.-B. — Reçu 5 francs pour le journal par l'intermédiaire de la *Sociale*.

R., à Romans. — Reçu les 2 francs du camarade pour le journal.

Prolo Militant. — Pour répondre à toutes vos questions, cela demanderait une colonne du journal. C'est trop à la fois. Nous avons déjà donné l'adresse des éditeurs de quelques-uns des ouvrages que vous désignez. — *L'Atelier Chantorel*, de F. Jourdain, chez Charpentier. — Proudhon, chez Flammarion, 26, rue Racine. — D'autres ne sont plus en librairie. — Quelques autres donnerons d'ici peu les adresses des éditeurs, et d'autres enfin n'en avons pas encore connaissance. — Lisez la *Bibliothèque anarchiste*, elle répond à ce que vous demandez. Nous y publions ce que nous connaissons, ne pouvons y faire rentrer ce que nous ne connaissons pas. — Aux auteurs et éditeurs à comprendre leur intérêt. — La *Société future* au mois de juillet. L'autre, n'en existe plus.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 8 DIX CENTIMES DU 22 AU 28 JUIN 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES GRÈVES

Dès les débuts de l'Association internationale des Travailleurs, les grèves furent l'objet de vives discussions. Il est certain que l'appui fraternel, trouvé par des grévistes français en Angleterre, et réciproquement, avait immensément contribué aux progrès de l'Association. L'empressement avec lequel des métiers, jadis indifférents ou même hostiles les uns aux autres, s'appuyaient dans leurs grèves, donnait à la grande Association un caractère de réalité qu'elle n'aurait jamais eu, si elle se bornait à des déclarations platoniques de solidarité.

Mais on remarque aussi, dès les débuts, que très souvent les grèves étaient imbues d'un égoïsme étroit. En vue d'une grève, les sections grossissaient à vue d'œil. Mais, la grève une fois terminée, soit par une victoire, soit par une défaite, les travailleurs se retiraient des sections pour jouir des fruits de la victoire, ou bien par découragement.

Peu à peu, on en arriva à traiter la grève comme une arme réactionnaire, et cette manière de voir prévalut, pendant un certain temps, dans les milieux révolutionnaires, d'autant plus que chaque grève plus ou moins importante était exploitée par des politiciens en quête de candidatures.

∴

Entre temps, la vie continuait à marcher dans les milieux ouvriers. Les grèves continuaient. D'année en année, elles prenaient un caractère de plus en plus grandiose. Ce que l'on décrivait autrefois comme « une guerre des bras croisés » prenait peu à peu le caractère d'émeutes populaires contre le capital et souvent contre l'Etat. L'esprit de solidarité pénétrait les masses ouvrières, et la solidarité internationale s'établissait de plus en plus, spontanément, dans les rapports entre travailleurs de diverses nations.

Des grèves éclataient, englobant des centaines de mille travailleurs à la fois. A plusieurs reprises, on fut à deux doigts d'une grève générale. Et, avec l'irritation qui naissait dans la lutte, la grève devenait émeute, insurrection ouvrière.

Force est donc de reconnaître aujourd'hui que, malgré tous ses inconvénients, malgré son caractère souvent si égoïste, la grève est encore une des armes les plus puissantes pour établir, dans les faits aussi bien que dans les idées, un sentiment de solidarité entre travailleurs de différentes branches de métier, de les unir en une lutte commune contre les exploiteurs, de réveiller l'esprit de révolte contre le capital et contre l'Etat qui, toujours, prend parti pour le capitaliste contre le travailleur.

Enfin, l'idée d'une grève générale, englobant tous les métiers vitaux d'une nation, et soutenue internationalement par des grèves immenses — cette idée que l'Internationale avait énoncée dès ses débuts — commence à prendre corps et, d'année en année, approche de sa réalisation. Un travail immense — d'autant plus puissant qu'il est spontané — se produit dans cette direction dans les milieux ouvriers du monde entier.

∴

Il est tout naturel que les économistes universitaires, salariés par la bourgeoisie, se mettent en campagne contre ce mouvement et s'efforcent de l'enrayer par tous les moyens.

Leur argument favori, c'est l'inutilité des grèves. A croire les chiffres de pertes subies par les travailleurs pendant les grèves, — chiffres par lesquels les économistes aiment à frapper l'imagination de leurs lecteurs, — le travailleur perd toujours plus qu'il ne gagne par une grève, alors même qu'elle a réussi. Chaque grève ruine l'industrie nationale. Les salaires montent en vertu des « lois » économiques, auxquelles les patrons s'empressent, paraît-il, d'obéir, en offrant aux travailleurs de partager leurs bénéfices, et les grèves n'y sont pour rien. L'ignorance seule des travailleurs et l'ambition de leurs meneurs amènent ces calamités.

∴

Les travailleurs savent, heureusement, à quoi s'en tenir sur ces raisonnements intéressés.

Ils savent que lorsqu'une industrie est jetée dans le marasme par la cupidité et l'ignorance des patrons, la grève est condamnée d'avance à la défaite; mais que, presque toujours, elle empêche, du moins, les salaires de tomber jusqu'au niveau de la misère sans phrases.

Quant aux moments de prospérité relative de l'industrie, messieurs les patrons obéissent si peu aux soi-disant « lois » économiques, que c'est seulement en mettant le couteau sur la gorge du patron que le travailleur obtient la moindre augmentation de son salaire ou la moindre diminution de sa journée. Pour un seul patron qui se décide à obéir « de bon gré » aux « lois » économiques, — c'est-à-dire sous la menace des travailleurs, — il y en a toujours dix, au moins, qui espèrent, avec l'aide de la police, de l'armée et des juges, retarder l'heure de l'obéissance; la grève seule les décide à débourser quelques sous de leurs bénéfices.

Chaque sou de salaire en plus, chaque minute de travail en moins, chaque liberté dans l'atelier, si minimes qu'ils soient, ont été arrachés aux requins de l'industrie par des conjurations de la faim, par des mois de misère inénarrable, sans compter les grévistes emprisonnés, sabrés et fusillés par les serviteurs du capital — la justice, la police et l'armée.

A part la révolte et la grève, le travailleur n'a pas d'autre arme pour empêcher le patron d'avilir les salaires.

∴

Quant aux chiffres, si chers aux économistes de la bourgeoisie, ceux que les Bureaux du Travail aux Etats-Unis ont publiés récemment sont assez instructifs.

Les pertes des travailleurs dans les grèves, en effet, sont énormes. Caroll Wright, dans un travail très soigné concernant les grèves des Etats-Unis de 1880 à 87 (un volume de 1200 pages, publié aux frais de l'Etat), nous montre que les pertes des travailleurs se sont montées, dans ces années, à 299.862.200 francs; ce qui fait une moyenne de 200 francs par gréviste. La mère ouvrière, seule, saura apprécier ce que signifie ce tribut énorme de 200 francs par tête prélevé par la bête capitaliste.

Mais il résulte de ce même travail que, dans les grèves gagnées, les pertes ont été compensées par l'augmentation des salaires en une moyenne de 76 jours; et que, dans les grèves gagnées partiellement, les pertes ont été couvertes en une moyenne de 361 jours; après quoi il y a eu gain net.

Cela change déjà un peu le tableau.

Quant au nombre de grèves gagnées et perdues, tout dépend (dans des conditions moyennes d'industrie) de l'entente préalable entre travailleurs. Si cette entente existe, comme elle existait aux Etats-Unis, où l'on a vu en une seule année (1890) une grève sur huit éclater pour soutenir des camarades en grève (732 grèves « de solidarité » sur un total de 6199), — alors les grèves perdues sont rares. Sur 6199 grèves et 3711 menaces de grève, auxquelles les patrons ont cédé, il n'y a eu, cette année, que 446 grèves perdues.

∴

Nous ferons donc bien de nous tenir sur nos gardes en parcourant les gros chiffres de *pertes* qui font si souvent le tour de la presse bourgeoise.

Et, quant aux grèves perdues, nous ferons encore bien de consulter leurs résultats secondaires.

Ainsi, rarement une grève s'est terminée par une défaite aussi terrible que la grande grève de Homestead, aux Etats-Unis (celle où le directeur Frick fut frappé par Berckmann et où les grévistes massacrèrent la soldatesque mercenaire du capital — les soldats de Pinckerton). Cette grève se termina par une déroute com-

plète. Elle coûta plus de sept millions aux travailleurs et, après la défaite, trois mille ouvriers durent quitter le pays. Les unions ouvrières perdirent, en outre, le contrôle qu'elles possédaient auparavant sur la production à Homestead.

Mais puisque, dans cette bataille perdue, les ouvriers ont fait preuve d'une immense énergie, puisqu'ils ont combattu les soldats de Pinckerton les armes à la main, — c'est encore les Bureaux du Travail qui nous le disent — même cette grève perdue a plus fait pour mettre la question sociale au premier plan que toutes les grèves des Etats-Unis, prises ensemble.

La *bataille* sanglante contre les Pinckertons, — nous dit la presse américaine — les procès qui suivirent la grève, les calomnies ignobles que les patrons firent circuler dans des procès sans nombre intentés à des travailleurs connus sur les lieux de longue date, l'attitude arrogante et lâche à la fois des capitalistes, ont mis toutes les sympathies du côté des ouvriers.

On a compris, dans les milieux jadis indifférents, qu'il ne peut pas y avoir de conciliation possible entre le capital et le travail; que ce sont deux forces *opposées* dont l'une *doit* détruire l'autre; et que, soutenir le capital, c'est préparer la guerre sociale avec toutes ses conséquences terribles et imprévues.

Et c'est pourquoi cette idée de proclamer la guerre au capital dans un territoire de l'Ouest — idée qui sera riche en conséquences — a germé parmi les travailleurs et même parmi des hommes d'esprit indépendant au sein de la bourgeoisie, pendant la dernière grève des chemins de fer (ateliers Pulmann).

⁂

Telle est la leçon donnée aux Etats-Unis par cette grève perdue, mais perdue en combattant, comme la Commune de 1871.

C'est que le progrès ne se mesure pas par des francs et des dollars. Il se mesure par l'énergie, la force des convictions, l'esprit de solidarité que la bataille a réveillés. Et l'on sait de quel côté sont ces moteurs du progrès.

Perdant foi dans sa propre cause, le capitaliste ne se sent courageux que sous la protection des baïonnettes de l'Etat. Et chaque grève creuse davantage le fossé entre le travailleur qui marche vers le progrès et le capitaliste et son seul suppôt, l'Etat.

VINDEX.

L'ANTISÉMITISME

II (1)

Lorsqu'on inaugura chez nous les chemins de fer : « Ah ! s'écria mon grand-père, les pauvres chevaux vont avoir du bon temps ! C'était pitié de les voir monter la côte sous les coups de fouet des conducteurs. A bas le fouet ! »

Quelques années plus tard, mon grand-père traversait la grande place où stationnaient des fiacres.

Un voyageur se précipite dans un sapin et lance au cocher :

— Vite, à la gare, vous aurez un bon pourboire !

— Hue !...

Et le cocher enlève sa rosse d'un magistral coup de fouet.

— Aïe ! gémit grand-père, les coups de fouet subsistent quand même. Avant, c'était pour monter la côte; maintenant, c'est pour arriver à la gare : les pauvres bêtes n'ont rien gagné !

⁂

Sous la monarchie absolue, sous la puissance despotique du clergé, les juifs mettaient leur espoir en un changement de gouvernement : les persécutions, pensaient-ils, disparaîtraient avec un gouvernement libéral, et les attaques cesseraient avec les préjugés qui les faisaient naître : vain espoir ! La République a remplacé la monarchie, et les coups de fouet pleuvent toujours... on ne dit plus « sale juif » pour gagner son âme, mais pour gagner sa bourse, et cela revient au *même* pour les victimes. En somme, leurs déceptions sont *une* preuve de plus que la question sociale ne peut être résolue par un changement dans la forme de l'autorité, par un virement d'individus plus ou moins humains. Tant que les intérêts de l'humanité entière ne seront pas unifiés, tant que le fort, au nom de sa force, prendra tout pour lui seul, que ce soit sous un titre ou sous un autre, rien ne sera changé, et les solutions qu'on nous propose ne sont que des mirages.

— Emigrons ! crient les uns, en nous montrant les pays vastes et libres où pousserait bientôt une florissante République israélite...

Comme nous le disons plus haut, nous ne partageons point cet enthousiasme pour un demi-remède qui ne ferait que transplanter sur un autre point du globe la question sociale; mais nous ne voulons pas décourager ces jeunes dont beaucoup déploient tout leur zèle et leur intelligence à la réussite de ce plan. Nous leur souhaitons bon courage, en espérant qu'ils développeront là-bas les idées humanitaires pour lesquelles nous luttons.

D'autres, perdant la tête, déclarent que la race juive sera toujours le bouc émissaire. Et en même temps, ils s'indignent de ce qu'on ne répond pas à chaque nouvelle attaque des antisémites : « Ripostez donc ! » crient-ils.

Mais à quoi bon ? Faut-il encore répéter que votre cause se confond dans la question sociale, et que, dès que celle-ci sera résolue, il n'y aura plus de question juive.

Pourquoi, dès lors, s'engager dans des polémiques avec les antisémites qui, lorsqu'ils seront à court d'arguments, en trouveront d'infaillibles dans ces épithètes : « sale juif, youtre, échappé de ghetto, etc., etc. ? »

C'est absolument comme un vieux juif fanatique qui voulait discuter avec moi sur la religion, espérant me ramener à de meilleurs sentiments. Au commencement, tout allait bien, il était calme; puis, devant mon insistance à réclamer des preuves palpables de l'existence de Dieu, il s'écria hors de lui :

— Des preuves ! mais la sainte Bible en est remplie ! Dieu ne s'est-il pas révélé aux prophètes ? N'a-t-il pas parlé à Moïse ? Car vous n'allez pas me faire croire que Dieu n'a pas parlé à Moïse...

Et comme j'esquissais un sourire :

— Ne répondez pas, monsieur, vous êtes un impie, un misérable, digne de la colère de l'Eternel et des maux qu'elle attire sur notre nation !...

Et il continua à m'invectiver, triomphant de mon silence même.

Non, non, ne perdons pas notre temps que nous pouvons employer plus utilement en semant le grain de la vérité, là où il peut porter des fruits.

⁂

La race juive, dit-on, est une race essentiellement commerçante et ne possède pas de classe ouvrière.

D'abord, il faut considérer que toute autre carrière que le commerce étant fermée aux juifs, il leur fallut embrasser celle-là pour vivre. Ensuite, voici des chiffres pris au hasard qui donneront une idée de leurs différents moyens d'existence.

La ville de D... en Russie compte 100.000 habitants dont 80.000 juifs, sur lesquels 12.000 commerçants, dont voici les fortunes approximatives :

8 sont millionnaires,
17 ont environ 500.000 fr.
280 — 100.000 fr.
2000 — 30.000 fr.

et 9695 qui vivent au jour le jour, gagnant une année, perdant l'autre.

En outre, vous avez 43.400 artisans, chargés de nombreuses familles et exerçant tous les métiers : charretiers, hommes de peine, tailleurs, cordonniers, menuisiers, ouvriers et ouvrières dans les fabriques d'allumettes, les savonneries, les cartonnages, etc.

Il y a aussi :

300 employés gagnant de 100 à 250 fr.
2340 — — 50 à 100 fr.
150 médecins, sages-femmes, avocats, répétiteurs, pharmaciens,
1830 marchands ambulants, usuriers, cabaretiers et gens sans profession.

Puis les adolescents et les enfants.

⁂

Concluez : cette masse est-elle responsable pour une poignée de capitalistes et doit-elle être sacrifiée pour leurs crimes ?

VOX POPULI.

(1) Voir le numéro 5 du 1er juin.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Dimanche dernier, notre collaborateur V. Barrucand a donné la conférence annoncée sur le *Pain gratuit*. Notre camarade a traité avec conviction et talent son sujet, qu'il a déjà, du reste, développé dans deux articles de la *Revue Blanche*.

Nous ne voudrions pas trop jeter d'eau sur le feu des enthousiasmes, mais nous ne pouvons nous empêcher de faire quelques réserves sur cette réforme qui, selon notre ami, pourra se transformer en arme de guerre contre la société.

Barrucand se défend de faire appel à la législation, à l'intervention de l'Etat, mais, qu'il le veuille ou non, si cette réforme était prise en considération, forcément elle nécessiterait une législation nouvelle. Ce pain que l'on donnerait gratuit, il faudrait des impôts pour le payer, et comme le riche a toujours moyen de faire payer, à ceux qu'il exploite, les impôts dont il fait l'avance, nous ne voyons pas trop ce que le travailleur y gagnerait. — Une augmentation de l'ingérence de l'Etat ! — Ce n'est pas ce que nous, anarchistes, désirons.

Barrucand, il est vrai, parle d'en faire une œuvre de solidarité et de trouver, dans des souscriptions volontaires, l'argent nécessaire à l'établissement du pain pour tous. Mais, si nous parvenions à amener les bourgeois à comprendre que tout le monde a le droit de manger, il ne serait pas plus difficile de leur faire comprendre qu'avec le pain, il faut le vêtement, le logement, le beurre et le reste; qu'à côté des besoins matériels, il y a les besoins moraux et intellectuels. Pourquoi, alors, rapetisser à plaisir nos revendications? cela n'est utile qu'aux coureurs de plates-formes électorales. Libre aux individualités de se passionner pour une davantage que pour d'autres. Mais nous, en tant qu'anarchistes, nous ne les séparons pas l'une de l'autre.

VINDEX.

* *

On lit dans la *Justice* du 14 juin :

« On n'a pas oublié les faits qui se sont passés, il y a aujourd'hui huit jours, à Avesnes-lès-Aubert.

« Des délégués des ouvriers tisseurs se présentaient chez un patron, M. Nicolas Moreau, pour lui soumettre le tarif élaboré par les chambres syndicales. En homme qui connaît la distance qui sépare l'employeur des employés, M. Moreau — Nicolas — mit les délégués à la porte en les traitant de lâches et de fainéants. Accueilli par les huées de la foule, le sieur Moreau fit fermer les grilles de son établissement, et, rassuré par cette barrière protectrice, ramassa courageusement une pierre qu'il lança sur un enfant. La foule, en voyant l'enfant blessé, riposta, et une grêle de cailloux s'abattit sur la maison.

« M. Moreau s'arma alors d'un revolver, qu'il prétend avoir déchargé en l'air, tandis que son fils Anthime prenait une carabine Flobert et tirait sur les assistants deux coups chargés à plomb. Plusieurs personnes furent blessées, notamment deux jeunes filles de seize ans et une de dix-huit, un jeune garçon de quatorze ans, et un ouvrier âgé de quarante-huit ans. Il y avait là sept cents ouvriers, qui étaient venus escorter les délégués. Ils pouvaient mettre à sac la maison des deux Moreau, tirer de sanglantes représailles de leur agression. Ils s'éloignèrent sagement, laissant à la justice le soin de tirer la morale de l'incident.

« Elle vient de rendre son arrêt. M. Moreau — Anthime — a été condamné à cent francs d'amende avec application de la loi Bérenger.

« Il faut savoir gré aux juges de Cambrai de n'avoir pas poursuivi les jeunes filles, l'enfant et l'ouvrier blessés, et de ne leur avoir pas octroyé plusieurs semaines de prison. C'est la ration ordinaire qu'on accorde, en cas de troubles, aux étudiants et aux ouvriers arrêtés pour avoir reçu les coups de casse-tête ou les renfoncements distribués par les agents. Le tribunal pouvait, par surcroît, adresser des félicitations aux deux Moreau, comme firent les magistrats versaillais en acquittant le garde de Meudon, qui avait assassiné le sourd-muet Lecomte. Décidément, il faut donner un bon point aux juges de Cambrai. »

* *

Bordeaux. — Un groupe d'ouvriers ayant voulu prendre part à l'Exposition de Bordeaux, chargea l'un de ses membres d'y installer une bibliothèque destinée à recevoir les objets à exposer. Celui-ci choisit parmi les places disponibles celle qui lui parut la plus favorable et y fixa le meuble en question. Quel ne fut pas son étonnement, le lendemain, à son arrivée, de trouver la bibliothèque arrachée (non pas déplacée, mais arrachée violemment) et en partie démolie? A sa place s'étalait un tableau appartenant à une grande société financière de Paris. Les réclamations de l'ouvrier ne furent pas écoutées, mais on daigna toutefois lui concéder une autre place, d'où il fut encore chassé. En présence de ces abus de force brutale et jugeant la résistance inutile, il ne se représenta plus. « La raison du plus fort est toujours la meilleure. »

(D'après une correspondance locale.)

* *

Biribi. — Dans ses numéros du 31 mai et du 7 juin, l'*Intransigeant* signale, avec documents et attestations à l'appui, les cruautés inouïes dont sont victimes les « disciplinaires » en Afrique. On ne saurait trop faire d'agitation autour de pareilles atrocités et il est du devoir de tout homme de cœur de s'élever publiquement contre ces scènes sans nom qui révolteraient le cannibale le plus féroce. Non qu'il y ait, hélas! à en espérer la suppression. Ces faits sont la conséquence inévitable de l'autorité illimitée que la discipline militaire confère sur ses subordonnés à tout soudard dont la manche est ornée d'un galon. Que le ministre de la guerre soit interpellé à ce sujet, il fera celui qui ignore, promettra une enquête, voire même une répression sévère, mais, pour l'honneur du drapeau et du principe de la hiérarchie, plaidera l'exagération, insinuera que ces révélations sont le fait de vengeances ou de rancunes personnelles; les députés, qui, au fond, s'en fichent, voteront un ordre du jour de confiance et l'on continuera à assassiner là-bas des malheureux dont le tort principal est de n'avoir su comprendre la grandeur de l'esprit d'abnégation poussé jusqu'à l'obéissance passive. Mais, au moins, le public sera éclairé, des mères de famille sauront à quel régime sont soumis leurs fils, et les imbéciles qui se prosternent devant le dieu Patrie, apprendront quels sacrifices humains sont perpétrés au nom de leur divinité révérée. Peut-être leur ferveur en sera-t-elle quelque peu refroidie!

L'*Intransigeant* raconte l'histoire du soldat Cailleux, qui, pour un paquetage mal fait, fut attaché à la crapaudine, puis frappé à coups de nerf de bœuf par le sergent Pianelli et demeura une heure dans cette position. Cet homme, qui déserta la nuit suivante (on le comprendrait à moins), fut condamné à dix ans de réclusion.

C'est ensuite le nommé Rey, qui, lié à la crapaudine, fut exposé au soleil pendant une journée entière. Il en devint fou. Ensuite, un nommé Lardin est frappé par son caporal : il lui rend un coup de poing et est condamné à cinq ans de travaux publics. C'est le nommé Stahl, qui, atteint des fièvres paludéennes, est contraint par ses supérieurs à traîner une brouette jusqu'à 6 heures du soir; à 9 heures, il expirait. Et ainsi de suite! Il n'y a qu'à se baisser pour en prendre.

A ces faits nous en ajouterons d'autres dont nous garantissons l'authenticité absolue :

Le sergent Thomas, ancien souteneur à Toulouse, pourvu d'un casier judiciaire sur lequel figurent 7 ou 8 condamnations, traite ses subordonnés de « forbans » et de « crapules ». C'est à lui que le commandant Schmitelin dit : « Je vous abandonne ces hommes, vous pouvez en faire ce que vous voudrez. » Ce qu'il en fit se devine par le récit des faits que l'on connaît. Ce sergent Thomas, renommé au 3e bataillon d'Afrique pour sa férocité, eut une fin digne de lui. Envoyé au Dahomey, il fut un jour, par hasard, puni de quinze jours de prison pour avoir outrepassé la mesure permise même en Afrique, en brutalisant un homme. Furieux, autant que surpris, d'avoir été puni pour un pareil motif, il eut un accès de rage tel qu'il en mourut.

Voici quelques faits. En septembre 1892, le disciplinaire Chazot, gravement malade, est conduit à l'hôpital par un caporal; la conduite se fait à la matraque, comme il convient à des malades de cet acabit : Chazot tombe d'épuisement en arrivant à la grille de l'hôpital; le gradé qui l'accompagne le relève en lui criant : « Allons! marche, charogne! » Chazot expire en arrivant à l'hôpital... Epilogue significatif à cette histoire : le caporal est nommé sergent le mois suivant... En récompense de son zèle, sans doute?

En février 1893, le dimanche gras, les disciplinaires Dubrulle, de la 3e, et Frévent, de la 4e compagnie, tombent d'inanition. Le médecin-major les envoie à l'hôpital. Frévent meurt *de faim* à 8 heures du soir, et Dubrulle, le lundi, à 4 heures du matin. Ce dernier portait sur l'œil gauche la marque horrible d'un coup de poing qui lui avait été porté par le caporal Belin, de la 5e compagnie.

En veut-on encore? Voici l'histoire du malheureux Henriette, qui, dans le courant de l'année 1892, reste à la barre — les pieds liés à une barre de bois et vêtu d'un caleçon et d'une chemise, — pendant cent onze jours et est soumis à un jeûne rigoureux pendant six jours. Il en sortit avec les pieds gelés. Contraint, malgré cette situation, de travailler, il fut traduit au conseil de guerre et condamné à deux ans de prison pour refus d'obéissance. Durant sa prévention, on l'avait mis en cellule, mais en présence de son état de santé, on est forcé de le porter à l'hôpital. Le dernier jour qu'il est au kef, dans le magasin d'habillement de la 3e compagnie où on lui donne une tenue pour se présenter au conseil de guerre à Tunis, crevant de faim, il implore du caporal Ulput un morceau de pain, réduit, pour l'obtenir, à promettre à ce gradé certaines faveurs qu'on ne peut spécifier autrement.

Voilà des faits, il en est d'autres que nous conterons par la suite. Assez éloquents par eux-mêmes, ils n'ont besoin d'être suivis d'aucun commentaire.

André Girard.

Italie.

Les dernières élections qui ont eu lieu en ce pays viennent de nous donner une autre preuve éclatante de la décadence du régime parlementaire et de la corruption que le gouvernement a employée dans le but de se procurer une majorité quelconque. En même temps, elles nous ont démontré l'insuffisance de ce moyen de lutte pour les classes des travailleurs contre la bourgeoisie, parce que jamais ils ne pourront atteindre leur émancipation par le bulletin électoral.

Cependant, les journaux de tous les partis ont dû remarquer l'apathie avec laquelle le peuple a regardé cette mystification solennelle de la classe dirigeante.

« Les élections, disaient les dépêches officielles, ont été faites avec le plus grand calme, sans aucun incident et au milieu de l'indifférence populaire. »

A Rome, dans le jour du vote, beaucoup d'électeurs se retirèrent à la campagne, et, sauf en Sicile, dans toutes les autres localités, la lutte électorale n'a été qu'un marché d'affaires. Et pourtant, nos compagnons, ceux qui pouvaient le mieux prêcher la grève des électeurs, se trouvent actuellement dans les prisons et dans les « domicili coatti »; d'où l'on peut conclure que l'esprit d'abstention, en Italie, a gagné les classes ouvrières, et que, désormais, il est un fait « compiuto » dans sa conscience.

Et nous regardons avec un vif plaisir cette manifestation populaire pleine d'éloquence, nous avertissant qu'aujourd'hui les masses n'espèrent plus rien du Parlement et qu'elles attendent le moment d'entrer en lice dans la rue.

Aux anarchistes, sincères révolutionnaires, cette tâche noble et féconde.

* *

Les révélations de M. Cavallotti sur le dossier « Santoro », à propos de nos camarades « coatti », ont éveillé un mouvement d'indignation dans toute la presse pour les traitements inhumains subis par ces victimes de la pensée.

* *

Les hommes condamnés par les tribunaux militaires, De Felice, Barbato, Bosco, viennent d'être élus de nouveau, malgré les efforts du gouvernement pour empêcher leur réussite.

On attend la convocation de la Chambre, qui, avoue la même presse bourgeoise, ne différera guère de la précédente. Ce sera toujours la même pourriture!

P. R.

* *

Naples. — Je recueille les nouvelles suivantes dans le journal socialiste l'*Asino*, du 7 juin courant :

Dans une tentative de fuite, un « coatto », à Port' Ercole, a eu les épaules et les jambes rompues. Peu s'en fallut qu'il ne fût achevé par la sentinelle.

Exaspérés de la saleté de leurs cellules et de leur nourriture, les coatti se sont révoltés. On fit alors feu à mitraille sur eux. Trois d'entre eux furent tués ou gravement blessés, on ne sait au juste.

On dit qu'à Port' Ercole on a l'ordre de mitrailler les révoltés. Celui qui refuserait de le faire serait puni. Quant à celui qui tuera un coatto, il aura une récompense.

A Foggia (Pouilles), le compagnon Michele Angiolillo a été arrêté pour « crime d'anarchie », et « per citazione direttissima », condamné à six mois de réclusion et à plusieurs centaines de francs d'amende. Nous serons donc, pour six mois, privés d'un des camarades les plus actifs, qui a déjà subi deux années environ de prison militaire pour propagande dans l'armée.

Roberto d'Angiò.

Espagne et Amérique espagnole.

Les camarades de la *Idea Libre* (Madrid) ne cessent de conseiller aux travailleurs de s'affranchir tout d'un coup et par leur propre effort. Le journal a fait campagne contre le vote, lors des élections municipales du mois dernier. Il s'est fait représenter, sur l'invitation du Comité d'organisation, au Congrès général des ouvriers de chemins de fer espagnols, tenu à Madrid du 16 au 18 mai.

Le gouvernement a beau saisir les journaux libertaires. Chaque semaine, il en paraît un nouveau dans les villes de travailleurs. Après *El Eco del Rebelde* (Saragosse), *El Pan del Pobre* vient de commencer sa publication (Malaga).

* *

A Buenos-Ayres, paraît depuis l'an dernier une revue de quinzaine, *La Question Sociale*, rédigée moitié en italien, moitié en espagnol. Son administration, Calle Corrientes, 2039, Buenos-Ayres, four-

nit tous les ouvrages et tous les journaux libertaires publiés en n'importe quelle langue. La propagande marche en Argentine et en Uruguay. Trois périodiques paraissent à Buenos-Ayres et à La Plata. A Montevideo, *El Derecho à la Vida* (Le Droit à la vie) continue toujours sa publication.

Parmi les brochures en espagnol, nous signalerons une critique de l'autorité et de l'organisation hiérarchique, publiée à Barcelone sous le titre de *El Estado*; un récit du procès de Jerez, *Los Sucesos de Jerez*, publié également à Barcelone; le compte rendu très intéressant et très documenté des procès contre les anarchistes de Barcelone (1893-1894), publié à la Corogne sous le titre de *El Proceso de un gran crimen*. Enfin, la compagne Anna-Maria-Mozzoni a inauguré à Buenos-Ayres une propagande parmi les femmes, par l'appel intitulé : *A las Hijas del Pueblo* (Aux filles du peuple). En voici la conclusion : « Victime de toutes les injustices des hommes, l'infime et l'ultime parmi les esclaves, victime expiatoire de tous les péchés du monde, fille du peuple, le jour où tu te feras rendre justice, l'égoïsme des hommes sera dompté et l'humanité sera affranchie. »

UN CAMARADE.

BIBLIOGRAPHIE

Mon Franc parler (3e série), par F. Coppée, 1 vol., 3 fr. 50, chez Lemerre, 23, passage Choiseul.

Mon Franc parler est un recueil d'articles parus, dans le *Journal*, pendant le cours de l'année écoulée. Articles faits sur les événements du jour; il y a donc un peu de tout : la mort de l'homme « célèbre », le suicide du purotin, le cas de misère trop scandaleux, qui fait crier; tout est bon au « poète des humbles » pour verser des torrents de larmes attendries sur les malheurs de la plèbe, s'apitoyer sur le sort des travailleurs, exalter leurs sentiments d'abnégation et de résignation, et, en même temps, faire honte, aux bourgeois, de leur avarice, de leur âpreté à la curée, de leur insensibilité, en les anathémisant, au nom de la charité et de l'humanité!

Et, une fois que l'auteur s'est vidé de ses « larmes amères » sur les malheurs des déshérités, lorsqu'il a bien sécrété sa bile sur les pharisiens, il met une sourdine à ses réclamations et récriminations, il ne voit plus dans tout cela qu'un prétexte à prêcher l'humilité, la patience, l'abnégation et la résignation à ceux qui crèvent de faim!

Mais au nom de qui, au nom de quoi, prêcher la soumission et la résignation? Il n'y a plus de Dieu, on l'a ôté de l'éducation, gémit le prédicant, il n'ose plus offrir le Paradis dans l'autre vie, et il fait un nouveau procès à la bourgeoisie, qui a enlevé, aux miséreux, cette fiche de consolation.

Ce n'est pas que l'auteur y croit beaucoup, à ce Dieu, à cette vie future. Pour la forme, il essaie bien de persuader qu'il regrette énormément le temps « où il avait la foi », cet oreiller si commode; personnellement, il s'accommoderait fort bien de sa disparition. Mais ce qu'il ne pardonne pas à la bourgeoisie, c'est d'avoir enlevé, aux endormeurs de souffrances, ce soporifique qui ne leur coûtait rien et leur donnait quelque chose à promettre à ceux qui crèvent de faim. Promesse qui ne pouvait créer de mécontents, car personne n'en était revenu dire si elle avait été réalisée ou non.

Et ils sont une foule de ces vieux et néo-déistes qui « regrettent les temps où ils avaient la foi », preuve qu'ils ne l'ont plus; qui ne tiennent même pas plus que cela à la retrouver pour eux-mêmes, mais qui voudraient bien la faire refleurir dans le cerveau des exploités, afin d'être assurés de leur patience.

M. F. Coppée a, dernièrement, élevé la voix en ma faveur; l'acte de solidarité intellectuelle qu'il accomplit jadis à mon égard, m'incite à une très grande courtoisie envers lui, et je ne voudrais pas lui dire des choses désagréables. Mais la vérité me force, pourtant, à lui dire qu'il accomplit là une besogne bien néfaste.

Qu'y a-t-il de plus beau que le respect de soi-même, la conscience de sa propre dignité, la fierté personnelle qui ne plie devant personne, mais n'accepte pas non plus que personne plie devant soi? Si tous les individus s'étaient platement prosternés devant les tyrannies passées, les progrès humains se seraient-ils accomplis?

Eh bien, c'est cet avachissement que préconise M. Coppée aux travailleurs, c'est à rabaisser leur caractère, en leur conseillant de tendre la joue droite, après que la gauche a été frappée, qu'il utilise sa plume.

« On vous exploite, on vous opprime », dit-il à ceux que lui-même nomme les « humbles », « on fait fi de votre dignité de femme ou d'homme, la société vous triture comme des choses inertes, cela est injuste, cela est inique, mais acceptez tout cela avec résignation, en vous imaginant, si vous le pouvez, que vous en serez récompensés dans une vie meilleure. En tous cas, pensez que votre misère fait le luxe d'une classe d'élite et que votre abnégation est utile à l'épanouissement de ces entités : l'Art, le Beau, la Science, l'Industrie, la Société! »

Des amis qui connaissent M. Coppée nous affirment qu'il est sincère. Tant mieux pour lui, cela lui épargnera beaucoup de remords du jour où il s'apercevra du rôle néfaste que pourrait remplir son œuvre dévirilisante.

⁂

L'Armature, par P. Hervieu, 1 vol., 3 fr. 50, chez A. Lemerre, 23-31, passage Choiseul.

Nos lecteurs du *Supplément*, par l'extrait que nous avons déjà donné de ce livre, savent ce que l'auteur entend par le mot « armature ».

On s'accorde à reconnaître que M. P. Hervieu, par sa situation, ses relations, est à même, mieux que qui que ce soit, de connaître et d'étudier ce que l'on est convenu d'appeler le « monde ». Ce sont les mœurs de ce monde-là que M. Hervieu a entrepris de nous faire connaître, dans *Peints par eux-mêmes* d'abord, dans *l'Armature* ensuite.

Nous qui ne connaissons le « monde » que par ce qu'en racontent ceux qui le fréquentent, nous sommes forcés d'avouer que ce « monde » qui a tout : fortune, éducation, situation, relations, protections pour vivre d'une vie tranquille, nous donner l'exemple de la moralité, du désintéressement, de la solidarité, et de toutes les vertus sociales, est, lui aussi, gangrené, pourri, vénal jusque dans les relations familiales, et que la vénalité même de l'amour s'y exerce avec autant d'intensité, sinon plus que dans les « mondes » où la chasse à la pièce de cent sous est obligatoire pour vivre.

J. GRAVE.

⁂

Nous avons reçu :

Le Victorieux, de A.-F. Hérold, drame en vers; *Librairie de l'Art indépendant*, 11, rue de la Chaussée-d'Antin.

Les Lettres rustiques de Claudius Ælianus, traduites du grec par P. Quillard; édition du *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain.

Lettres intimes de J. Mazzini, librairie Perrinet et Cie, 35, quai des Grands-Augustins.

Mémoires d'un jeune homme, par H. Bauer; Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Ames souffrantes, par Assip Lourié; 1 vol. de vers chez P. Dupont, 4, rue du Bouloi.

Mon Franc parler, par F. Coppée; chez Lemerre, 23-31, passage Choiseul.

La Propriété, origine et évolution, par P. Lafargue, réfutation par Yves Guyot; chez Delagrave, 15, rue Soufflot.

Le Chariot de terre cuite, drame indien, traduit par V. Barrucand; chez Savine, 12, rue des Pyramides.

L'Evolution littéraire dans les diverses races humaines, par Ch. Letourneau, chez Bataille et Cie, 23, rue de l'Ecole-de-Médecine.

ECHOS ET NOUVELLES

Le samedi 22 juin, aura lieu la douzième conférence publique et contradictoire de Sébastien Faure, 3, rue d'Assas, à 8 h. 1/2 du soir, sur la question sociale. Sujet traité : LA SOCIÉTÉ DE L'AVENIR. — *Questions préjudicielles : principes généraux, production, consommation, circulation.*

A NOS DÉPOSITAIRES

Nos départs étant tous faits le jeudi, nous prions ceux de nos dépositaires qui ne reçoivent pas leur colis à l'heure de réclamer près des gares ou bureaux de postes respectifs, tout en nous avertissant.

Même avis pour ceux de nos abonnés qui ne reçoivent pas leur exemplaire.

A NOS AMIS

Beaucoup de nos lecteurs nous demandent où en est la situation du journal.

Notre premier numéro s'est tiré à 16 mille, les nos 2 et 3 à 20 mille, les nos 4 et 5 à 18 et les nos 6 et 7 à 17. Actuellement, le tassement est à peu près opéré, nous pensons en rester là, pendant quelque temps, jusqu'à ce que la diffusion s'opérant peu à peu, son cercle s'agrandisse à nouveau.

Etant partis sans le sou, les commencements ont été difficiles, nous avons fait des dettes. Mais, avec ce tirage, le journal pourra vivre, et nous espérons, dans quelques mois, reprendre la publication de nos brochures.

L'ADMINISTRATION.

A LIRE

L'article *l'Inconnaissable*, par Clémence Royer, dans la *Société Nouvelle* de juin 1895.

Le Travail au point de vue sanitaire, du docteur Julien Pioger, dans la *Revue Socialiste* de mai 1895. Sauf réserve au sujet de l'appel à l'intervention de l'Etat.

L'article *Aux Temps barbares*, de Séverine, dans l'*Eclair* du 5 juin.

Augustin Thierry internationaliste, par Ludovic Marchand, dans la *Revue Blanche* du 15 juin. — Même numéro, la continuation de l'article de Barrucand, sur le *Pain gratuit*.

La Question du sexe dans l'éducation, par Mme Hudry-Menos, dans la *Revue Socialiste* de juin.

VARIA

A la liste des journaux et revues qui nous ont annoncé, ajoutons, avec nos remerciements : *Le Coq Rouge*, 25, rue du Collège, Bruxelles, nouvelle revue littéraire qui s'annonce avec allure; *Le Livre des Légendes*, 40, rue de Buci; *Le Petit Journal* et *La Prensa*, de Buenos-Ayres.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Marseille. — M., à Reims — G., à Carmaux. — K., à Nancy. — B., à Bourges. — F. B., à Angoulême. — D., au Havre. — D., à Angers. — T., à Brest. — R., à Haine-Saint-Pierre. — R. E., à Lausanne. — J. des S., à Lisbonne. — F., à Bal-el-Oued. — P. A., à Villars. — P., à Tunis. — B., à Izella. — C. P., à Brooklyn. — Jean Misère. — Toul. — D., à Bey. — M., à Reims. — R., à Lisbonne. — Reçu timbres et mandats.

P. D., à Lyon. — Du moment que nous avons refusé l'insertion de l'article, c'est qu'à notre avis il manquait d'intérêt. — Quant à la critique des livres, nous la faisons nous-mêmes. Nous verions, pourtant, après lecture du livre.

Le camarade qui nous a demandé la brochure de Lanessan : *L'Association pour la lutte*, est prié de nous rappeler son adresse.

A. L., chez B., rue de la Boëtie. — Les brochures nous sont revenues avec la mention « inconnu ».

Elisée Constantin. — Reçu 0 fr. 75 pour les victimes de l'injustice.

V. d. G. — Reçu 3 francs pour le journal.

Un trimardeur. — Reçu 3 fr. 65 pour le journal.

R. F., à Lyon. — *Religion et Société* prouve de la bonne volonté, mais insuffisant pour insertion. Travaillez.

G. G., à Reims. — Nous recevons avec plaisir tous les documents que veulent bien nous envoyer tous les amis connus et inconnus. Mais, pour les articles à reproduire, il nous faut le titre des journaux ou ouvrages dont ils sont tirés, afin que nous puissions citer l'origine.

C., à Châtte. — Colis expédié. — Quand il vous en faudra, vous n'aurez qu'à le dire.

Reçu d'Amérique. — Bassinoire et Happrés, à Brooklyn, chacun 0 fr. 50. — Le tappeur des deux nouveaux initiés, 1 franc. — S. L., 0 fr. 50. — Total : 2 fr. 50.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 9 DIX CENTIMES DU 29 JUIN AU 5 JUILLET 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE GOUVERNEMENT

De tous les préjugés qui entravent le développement normal des individus, le principe gouvernemental est, à la fois, celui qui trouve le plus de défenseurs et dont le joug se fait le plus terriblement sentir. Commentant cette définition de Locke : *La fin du gouvernement est le bien de l'humanité*, Huxley émet l'opinion suivante : « On peut rêver une société où l'intelligence naturelle de chacun serait assez forte et sa culture assez développée pour lui permettre de savoir ce qu'il doit faire et poursuivre. Dans cet Etat, la police serait aussi superflue que toute autre forme de gouvernement. » Puis il ajoute aussitôt cette restriction : « Mais le regard de l'homme ne peut découvrir un pareil Etat, et il n'est point probable que l'avenir lui en réserve le spectacle. » Huxley considère donc une société sans gouvernement, un Etat sans police ni autre direction que l'intelligence et l'initiative individuelles, — c'est-à-dire la conception anarchiste — comme le couronnement inespéré, le salut improbable d'une civilisation arrivée à l'extrême degré de perfection. « Le rêve seul peut atteindre ce mieux suprême et il est trop beau pour être réalisable! » s'écrie-t-on pour s'épargner la peine de propager l'idée que l'on admet sublime.

Ceci répond merveilleusement aux injures de ceux qui prétendent que la lutte entreprise par les anarchistes ne tend qu'à donner libre cours à leur instinct de destruction sanguinaire : leur idéal est *trop beau!* Mais les esprits sensés ne peuvent rejeter sans autre examen l'œuvre qui semble si désirable, impossible *à priori*. Une thèse également prônée par les partisans de l'autorité consiste en la déduction suivante : l'humanité primitive, qu'aucune législation ne régissait, végétait à l'état sauvage et, seule, la force brutale présidait aux rapports des hommes entre eux; plus tard, pour établir une entente commune et sauvegarder les droits de tous, un gouvernement fut constitué qui formula des lois de sociabilité. Celles-ci furent cause d'une subite sympathie mutuelle, les violences furent proscrites, la civilisation s'étendit alors sur le monde et, modifiées, les coutumes s'améliorèrent.

Or, rien n'est moins vrai, d'un bout à l'autre cet exposé est faux! Que l'on compulse l'histoire malgré ses allures de courtisane, et chaque page nous dira les luttes qu'eurent à soutenir contre l'arbitraire des gouvernements le droit et la raison des peuples. La force brutale ne disparut point des mœurs, elle fut tout au contraire le monopole de la caste dirigeante. La force brutale fut, pendant de longs siècles pour les chefs d'Etat, le seul moyen de se maintenir au pouvoir et de rançonner leurs sujets. Les lois qu'ils prescrivaient attentaient toujours au bien-être et à la liberté des individus. Les gouvernements ont été les seuls fomenteurs des guerres qui dévastèrent le monde, pour eux s'enrégimentèrent les foules et n'advenaient aux honneurs que les brutes sanguinaires, les guerriers farouches, les conquérants impitoyables.

Admettre la nécessité d'un gouvernement, c'est faire preuve d'obscurantisme, c'est avouer son ignorance, c'est dire l'incapacité de connaître soi-même les besoins qui nous assaillent. En quoi les gouvernants savent-ils mieux que nous ce qui nous est profitable? Leurs connaissances ne sauraient dépasser les bornes des connaissances de tous; aucune supériorité ne les distingue du commun des mortels et ils n'excellent que dans l'art de duper et de saigner les peuples. Sont-ils doués d'une intelligence excessive? Nous sommes en mesure de répondre par la négative, car ils s'apercevraient bientôt que leur intervention ne peut être que préjudiciable à l'intérêt des hommes.

Encore une fois, rien ne justifie la confiance que les individus ont à l'égard des gouvernements. A ceux qui objectent que le pouvoir a pour but d'améliorer le sort de l'humanité, de résoudre les différends qui naissent des rapports sociaux, nous montrerons l'œuvre néfaste accomplie depuis les siècles que règne le préjugé gouvernemental, nous prendrons à témoin le déplorable résultat que nous avons sous les yeux. Certes, la brute avinée, le lourdaud béat, le criminel féroce sont de ceux contre qui la nécessité d'une mesure défensive s'impose; mais ne sortent-ils pas du moule dans lequel l'Etat les a enfermés depuis leur naissance et ne sont-ce pas eux qui, souvent, se mettent en tête de régir les autres? L'humanité se trouve-t-elle plus heureuse qu'aux premiers âges de son existence, alors que notre sort est encore entre les mains des premiers forbans venus et que, malgré toutes les extraordinaires révélations scientifiques qui devraient abréger nos peines, nous sommes, plus que jamais, plongés dans l'attente anxieuse d'un monde meilleur?

Tous les régimes gouvernementaux ont exercé leur puissance et, sous chacune de ces diverses formes du pouvoir, l'esprit humain, affolé, s'est débattu; chaque fois, il a fait entendre sa protestation, mais son effort ne réussissait qu'à transformer en une autre calamité le mal qui l'accablait. C'est que, persistant, s'obstinant en son erreur primitive, l'humanité n'envisageait ce mal que comme l'œuvre de la classe qui occupait le faîte de la société, alors que le principe lui-même est désastreux.

Maintenant encore, de sincères pionniers préparent l'avènement au pouvoir d'une nouvelle couche sociale, espérant que celle-là, du moins, sera plus équitable, plus humaine que celles qui se sont succédé jusqu'à ce jour :

« Il faut que le peuple ait son tour! »

affirmait sérieusement un poète socialiste. « Ce n'est qu'un mensonge de journaux, répond Ibsen par la bouche du docteur Stockmann, que de prétendre que la basse classe, la grande masse, la foule soit l'élite, la fleur de la nation. L'homme raisonne toujours ainsi tant que l'esprit vulgaire reste dans le corps, et tant qu'il n'est pas arrivé par le travail à s'approprier la noblesse intellectuelle. »

Aussi ce que nous combattons ici n'est pas tant le régime actuel qui s'abîme dans la boue de ses scandales que le nouveau despotisme dont l'aurore se lève à l'horizon de la souffrance humaine. Nous savons trop ce que coûte de tortures et de larmes le pouvoir d'un gouvernement quelconque pour que nous restions muets à la menace d'une période nouvelle d'asservissement. Ce n'est pas progresser que de s'enfoncer plus avant dans le mal, que de conférer plus d'extension, plus de puissance à l'Etat qui nous opprime, que d'abdiquer notre initiative aux mains vénales de bas politiciens et d'affreux saltimbanques de foires électorales.

Si nos aïeux se sont trompés, ou plutôt s'ils ont été trompés, est-il raisonnable de montrer dans leur erreur une aveugle et stupide ostentation? Aucune forme gouvernementale n'est adéquate aux besoins de l'humanité; laissons là cette défroque d'un autre âge, affranchissons-nous de ce préjugé, cherchons une autre voie et recommençons une ère exempte d'autorité, peut-être alors serons-nous sur la route du bonheur.

*
* *

« L'homme — d'âme vertueuse ne commande ni n'obéit. — Le pouvoir comme une dévorante peste — Pollue tout ce qu'il touche; et l'obéissance — Hors de tout génie, vertu, liberté, vérité — Fait un esclave de l'homme et de la vivante organisation humaine — Un mécanisme, un automate. »

Inspirons-nous de ces admirables vers de Shelley et travaillons de concert au renouveau sans crainte des répressions, car en effet que pourrait-on requérir contre l'homme qui dirait pour toute défense : C'est par amour pour mon prochain que je dénonce et combats le mal dont il souffre!

HENRI DUCHMANN.

A BIRIBI

BIRIBI. *Notes d'un caporal.* — En avril 1891, au Kef, à la 1re compagnie, il y avait un chasseur que les gradés se plaisaient à punir, — sans doute pour se distraire. — Aussi cet homme passait-il les trois quarts de sa jolie vie de soldat dans la prison ou les cellules. Fatigué de mener pareille existence, comprenant qu'on se débarrasserait de lui à la première occasion

en le faisant passer au conseil de guerre, cet homme, dans son étroit cachot, songea à s'estropier — *toujours pour adoucir son sort* — afin qu'on l'envoyât à la section des mutilés.

Et un jour, il se procure, on ne sait comment, un morceau de verre et cherche à se couper une veine. On s'en aperçoit et on lui octroie, pour le consoler, vingt-huit jours de cellule de correction en plus.

Quelques jours après, il essaye de se crever un œil avec ses doigts, puis il gratte la chaux des murs avec ses ongles, compose une sorte d'amalgame et se l'introduit dans l'œil qu'il désire perdre. Tous les matins, le médecin-major Provendier montait aux cellules lui faire un pansement ; et un jour que le commandant Schmitelin visitait les cellules, le chasseur supplia le chef de bataillon de le faire passer à la section des mutilés, car du bataillon d'Afrique, disait-il lamentablement, il n'en sortirait jamais...

Le commandant mit le poing sous le nez du pauvre diable, *mais ne le frappa pas*, et lui répondit en présence du médecin et du factionnaire : « Je te ferai pourrir en cellule comme un cochon et après je te ferai passer au conseil de guerre. »

. . . .

Il était, en 1890-91, une phrase que les sous-offs de la 6e compagnie (appelée à l'époque Compagnie de fer) prononçaient à chaque instant et à tout propos. — Ainsi, la figure d'un individu ne revenait pas à un gradé, celui-ci le passait à la matraque, et si l'autre avait l'air de protester, on lui clouait le bec par ces paroles : « Au bataillon d'Afrique, tous les moyens de répression sont bons, même *ceux qui peuvent entraîner la mort.* »

Un soir de février 1892, à Souk-el-Djemâa, le sergent-major Pantalacci et un autre sous-officier — tous deux ivres — rentraient au camp, et là, ils rencontrèrent le chasseur Mazade. Je ne sais pas si la vue de ce soldat eut le don de les exaspérer, mais je sais que les deux sous-offs tombèrent à bras raccourcis sur Mazade, *qui osa* se défendre.

Les deux brutes, écumant de rage, le rouèrent de coups, le firent entrer dans une cellule et, dans l'étroit cabanon, à la lueur du falot du caporal de garde, la boucherie commença.

Mazade, perdant son sang de partout, tombe sans forces sur le lit de camp ; les deux brutes avinées s'acharnent sur leur victime ; l'un — le sergent-major — frappe avec un nerf de bœuf, l'autre a dans la main une énorme clef et vise particulièrement la figure.

Le sang éclabousse les murs ; la porte en est toute tachetée ; il y a du sang qui passe à travers une rainure du lit de camp et qui coule sur le parquet.

Le lendemain, le sergent-major Pantalacci porte huit jours de consigne au chasseur Mazade pour *outrages et voies de fait envers ses supérieurs.*

Le capitaine Pelletier, plus humain que ses sous-ordres, ne le fait pas passer au conseil de guerre, lorsqu'il voit avec stupéfaction que Mazade, tout en ayant commis des voies de fait, a la tête énormément grosse, que la figure n'est qu'une masse informe et que les ecchymoses sont nombreuses. Il lui fait obtenir *seulement* soixante jours de prison, dont vingt-huit de cellule de correction, ce qui valut, plus tard, le passage du pauvre diable à la *section de discipline.*

Le nommé Jeanne, âgé d'environ quarante ans, père de trois enfants, qui ne s'est pas soumis à la loi, est affecté, en novembre 1892, à la 6e compagnie du 3e bataillon d'Afrique, au Kef.

En raison de son âge, on l'emploie à la popote des sous-offs, et le 1er janvier 1893, le sergent Pianelli se trouvant mécontent de ses services, le fait traîner à la prison du camp des Oliviers et l'accompagne naturellement au nerf de bœuf, et une fois que Jeanne s'y trouve, le sergent Pianelli demande un falot pour voir clair — car il est 6 heures et demie du soir, — ferme la porte de la prison pour ne pas être dérangé, et, seul avec le soldat, qu'il a déjà à demi assommé et qui gît sur le lit de camp, il lui danse sur le ventre, le frappe à coups de talons et finalement le roue de coups de nerf de bœuf.

Il s'arrête lorsque Jeanne, baignant dans son sang, ne dit plus rien, car il a perdu connaissance, et se retire heureux d'avoir une fois de plus fait son devoir.

Jeanne porta la trace des coups reçus pendant plus de quinze jours.

A part les hommes de garde qui, eux, entendirent cette scène de sauvagerie, mais ne la virent pas, il n'y eut qu'un seul témoin qui put jouir du coup d'œil, mais qui fut profondément indigné : c'était un caporal de la 6e compagnie qu'on avait mis à la boîte — pour ses étrennes — le 1er janvier 1893.

A. Gauthey,

Ex-caporal au 3e bat d'Af.

MÉDITATION

... Liberté !... Liberté !...

Que de martyrs sur ta route sont tombés ! Serais-tu un vain mot, et, éternellement, l'homme luttera-t-il pour t'atteindre ?

Que de victimes sur ton chemin ! Est-on près de t'atteindre, vite tu fuis et disparais à notre étreinte. Pourquoi cette infidélité ? pourquoi, depuis tant de siècles, n'es-tu qu'un mirage ? quand donc deviendras-tu réalité ? Réponds, quelles raisons, quelles causes t'empêchent de régner parmi nous ?

L'homme, dit-on, n'est point prêt à te recevoir, il ne mérite pas tes faveurs. Quel est donc ce mérite ? en quoi consiste-t-il ? que désires-tu ? Parle, il le faut, afin que l'homme s'épanouisse au lieu de s'étioler !...

Vois ! regarde la bêtise sociale : rien que lâcheté, hypocrisie, ignorance, avilissement, misère et prostitution ! Ah ! malheur à toi, société immonde par qui, au sein de l'abondance, une partie meurt, faute du nécessaire, tandis que l'autre, la plus minime, gaspille ce qui eût pu empêcher la première de mourir !

On a prédit ta fin prochaine, je la souhaite !

Sur tes ruines, peut-être, un nouveau monde renaîtra, et l'humanité ne sera plus un ramassis de brutes sans raison qui, pires que les animaux, se laissent exploiter sans aucun sentiment de révolte.

Ta transformation s'impose, il y va de ton salut... car, si quelques siècles encore dure ton organisme menteur, ses éléments, de plus en plus dégénérés, s'atrophieront peu à peu vers l'anéantissement définitif... La victime de la voracité de tes conventions artificielles épuisera l'homme jusqu'à son dernier souffle !...

Liberté, vois où en est l'humanité. Nous t'attendons pour régénérer cette exécrable société et par toi, bientôt, nous nous relèverons de cette atonie physique et morale.

Pour ta conquête, un long martyrologe s'inscrit sur tes traces. Que te faut-il de plus ? Des ruisseaux de sang ont coulé... oui, des ruisseaux qui, réunis, feraient des fleuves et des mers... et tu prétends, insatiable, que nous ne t'avons encore point payée assez cher ? Non, ce n'est pas là ce qui t'a empêchée de venir à nous : les hommes ont toujours écouté leurs flatteurs et ces flatteries ont égaré leur raison.

. . . .

Je te comprends, sans la raison tu ne peux vivre parmi nous ; et, plutôt que d'être au sein de l'obscurité et de l'erreur, tu préfères rester en ton antre solitaire où, du moins, attendant que nous soyons dignes de toi, tu peux admirer la nature, dont tu fais partie intégrante.

Puis, n'es-tu pas toi-même la raison, la logique, la lumière ? Comment et par quel stratagème la lumière et la raison pourraient-elles exister au milieu des ténèbres et de l'ignorance ? C'est impossible ! Un silo ne peut s'éclairer des rayons du soleil si nulle ouverture ne leur livre un passage, il ne le peut, en même temps qu'en ses profondeurs il garde toute son obscurité !

Tu viendras, je le sens, le jour où nous t'aurons comprise, telle que tu es, — pure et sans sophistication. Les victimes pour toi ne comptent pas. Seul, le savoir, essence primordiale qui donne la volonté, a du prix à tes yeux. Et, je le crois, la volonté et le savoir guidant les humains, tu ne fuiras plus... mais, la première, c'est toi qui tendras vers nous tes ailes ; alors, et seulement alors, nous t'aurons méritée.

Adrien.

DES FAITS

Les petits logements dans les capitales.

M. le docteur Bertillon, chef des travaux statistiques de Paris, vient de publier sur le « surpeuplement des habitations à Paris » un intéressant ouvrage dont voici une analyse sommaire :

« Les logements de 1, 2 ou 3 pièces sont trop souvent surpeuplés à Paris. 14 0/0 de la population vit dans ce fâcheux état d'encombrement, principalement à la périphérie de la ville (Passy et Batignolles exceptés). Cet encombrement coïncide remarquablement avec la mortalité, l'un et l'autre résultant de la misère.

« Sur 541.790 logements parisiens d'un loyer inférieur à 500 francs et dégrevés d'impôts, il y en a près de 400.000 qui ne sont occupés que par une ou deux personnes et, par conséquent, ne sont pas surpeuplés. Pour répartir équitablement l'impôt par rapport au loyer, il faudrait tenir compte du nombre d'habitants de chaque logement.

« La proportion des logements d'une seule pièce, qui ne sont habités que par une seule personne, est beaucoup plus grande à Paris que dans les autres capitales. L'encombrement est donc plus fréquent encore à Berlin, à Budapest et à Saint-Pétersbourg qu'à Paris. »

Sous les réserves posées par l'auteur lui-même quant à la *comparabilité* des chiffres relatifs à ces villes, on peut résumer cette comparaison dans le tableau suivant :

VILLES	POPULATION TOTALE	NOMBRE D'HABITANTS vivant dans des logements surpeuplés	Pour cent
Paris	2.424.705	334.976	14
Berlin	1.315.387	363.960	28
Vienne	1.364.548	387.000	28
Budapest	360.551	256.601	71
Saint-Pétersbourg	956.226	442.508	46
Moscou	750.867	236.649	31

(*Petit Temps*, 25 janvier 1893.)

* *

Les fileuses.

Les carderies sont d'immenses ateliers où le lin est nettoyé par le peignage.

Les cardes sont des mécaniques de 3 mètres de haut ; elles ont une superficie totale de 10 mètres carrés. Elles se composent d'un immense tambour de 2 m. 1/2 de diamètre, garni d'une quantité innombrable de petites dents (aiguilles) qui font l'office de peignes.

Cette opération produit une poussière intense qui remplit l'atelier à tel point que les ouvrières ne se voient pas à 3 ou 4 mètres de distance.

Pour se garantir plus ou moins de la poussière, les cardeuses se couvrent la bouche d'un tampon d'étoupe et d'un linge, que le peuple appelle *muselière.*

Les ouvrières des carderies sont sujettes à des

crachements de sang, à des malaises pulmonaires et stomacaux; toutes, en effet, sont plus ou moins asthmatiques et toussent beaucoup.

Peu de cardeuses parviennent à nourrir leurs petits enfants, car le lait, quand elles en ont, se gâte bientôt. L'étoupe, en effet, a une action dissolvante sur le lait. Nos femmes des villes connaissent parfaitement cette propriété; aussi, quand leurs enfants sont sevrés, elles portent, durant quelques jours, un tampon d'étoupe sur la poitrine et le lait disparaît!

A ce travail sale, dangereux et malsain, les cardeuses muselées sont attachées depuis 6 heures du matin jusqu'à 7 h. 1/2 du soir, avec 1 h. 1/2 de repos à midi et 1/4 d'heure avant et après midi, pour un salaire de 13 à 14 francs par semaine!

La plupart des ouvrières habitent à une grande distance de la ville — les loyers sont si élevés! — Il en est qui doivent se lever tous les jours à 4 h. 1/2 pour être à l'heure au travail. Le soir, elles rentrent chez elles, à 8 h. 1/2, tellement exténuées qu'il leur est impossible de faire quoi que ce soit! Et parmi elles, il y a des mères de famille avec deux et trois enfants!

(*Justice*, 31 mars 1895.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — La loi contre le droit à la grève s'élabore et mijote. On nous en a déjà donné, dans la presse, un avant-goût alléchant. L'article 2, en effet, édicte une peine de six jours à six mois d'emprisonnement et de 16 à 500 francs d'amende — certainement plus souvent le maximum que le minimum — contre « toute coalition de la part des employés et ouvriers des établissements de la guerre et de la marine, des manufactures de tabacs, des manufactures d'allumettes, et des agents des compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'Etat, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail ». En outre, les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et, enfin, « toute provocation publique à commettre le délit ci-dessus spécifié sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels — pas le jury, certes! qui pourrait se laisser émouvoir ou juger en conscience — et punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 100 francs à 3000 francs. Et voilà! L'empire, que les gouvernants d'aujourd'hui nous représentent comme une époque d'intolérable asservissement, haïssable au dernier point, admettait — en principe, du moins — le droit de grève. Nos libéraux égalitaires et fraternitaires de la République sont plus autoritaires que l'autocrate luimême. Et lorsque, la bouche en cul de dinde et la main sur le revers gauche de l'habit, ils viendront assurer « les classes ouvrières de leur dévouement et de leur profonde sympathie », il y aura encore des légions d'imbéciles pour se passionner en faveur de tel ou tel de ces pitres de bas étage.

Ils agissent, disent-ils, dans un but patriotique et de défense nationale; je ne vois pas, pour ma part, en quoi l'arrêt momentané de la fabrication des allumettes ou des cigares constituerait une menace d'invasion des Allemands en France. Je ne fais pas partie de la Société contre l'abus du tabac, mais que, pendant trois semaines ou un mois, la France se passe de fumer ne m'apparaît que bien vaguement comme une calamité publique; et j'ai l'esprit assez biscornu pour envisager ce léger inconvénient comme négligeable comparativement à la misère des ouvriers des tabacs et à la nécrose mortelle des allumettiers! Mais, que voulez-vous? ces sacrés anarchistes sont incorrigiblement paradoxaux!

Quoi qu'il en soit, les malheureux que vise cette loi bienfaisante n'auront qu'une chose à faire. Quand les conditions du travail leur pèseront par trop, qu'ils restent *individuellement* chez eux, puisque la coalition seule est poursuivie. S'il en est à la fois une cinquantaine ou une centaine de mille, nous verrons si les gendarmes suffiront à les appréhender pour les contraindre au travail, les tribunaux à les condamner et les prisons à les contenir.

Cette loi est significative. C'est une des dernières palpitations d'un régime à l'agonie et qui prend conscience de son état désespéré.

André Girard.

Angoulême. — La municipalité d'Angoulême fait preuve en ce moment d'une générosité sans égale. On exécute actuellement dans cette ville des travaux assez pénibles, tels que de creuser des caniveaux dans le roc pour les égouts. Comme il n'y a pas de petites économies, la municipalité emploie pour ces travaux des hommes usés par l'âge, ou infirmes, — quelques-uns n'ont qu'un bras ou une jambe, — elle leur fait faire des journées de dix heures qu'elle paie 50 centimes. Le maire, nous dit-on, est un éleveur de cochons!

(*D'après une correspondance locale.*)

⁂

Millau. — Lundi, 17 juin, une conférence socialiste a été faite par les députés Chauvin et Gérault-Richard. Comme toujours, ces deux socialistes de parlement ont beaucoup tonné contre la société bourgeoise et souhaitent la venue du quatrième état. Il est bon de remarquer cependant que, dans sa conférence, Gérault-Richard ne s'est pas montré ennemi du communisme; mais, admettant le principe d'autorité, il ne s'aperçoit pas qu'il devient bourgeois, lui aussi, malgré son intention de combattre les bourgeois.

(*D'après une correspondance locale.*)

L'ANARCHIE AU THÉATRE

Il y a quinze jours, le Théâtre-Libre donnait sa huitième soirée de l'année. Au programme, deux pièces : *Grand-papa*, de M. Claude Berton; *Si c'était...*, de M. Paul Lheureux.

De cette dernière, pas grand'chose à dire : toute la presse ne s'est-elle pas accordée à en louer l'esprit, les tendances? Pensez donc, il s'agit d'un chiffonnier anarchiste, aigri par le malheur, qui médite les plus mauvais coups, et se trouve, à la fin, transformé en un doux agneau par la visite d'un être mystérieux en lequel il croit reconnaître le Christ!...

Mysticisme et aphorismes émollients panachés, cela est dans le goût du jour. Cela devait avoir du succès.

Dans *Grand-papa*, au contraire, pas la moindre illusion mystique : le réalisme le plus plat.

Un des personnages de la pièce y débite bien les lieux communs de la morale bourgeoise courante; mais, sans phrases, sans grands mots, une simple raccrocheuse, des plus grues, rive le clou du moraliste.

Parce que l'auteur s'est contenté de mettre, sous les yeux du public, les saletés de la vie, a eu le toupet de placer son action au milieu du monde bourgeois, touchant le monde officiel, les critiques « influents » ont catalogué sa pièce du « genre rosse »! Il est vrai que c'est toujours rosse de mettre le nez des gens dans leurs ordures.

Un bourgeois, alors qu'il était étudiant et n'éprouvait pas encore le besoin de prêcher la morale, vivait avec une jeune fille qu'il s'empressa de lâcher, sans tambour ni trompette, quand il apprit qu'elle allait le rendre père.

La fille enceinte donna le jour à une fille qui se fit, lorsqu'elle fut en âge, courtisane comme sa mère. Elle-même devint mère d'une fille destinée également à faire le trottoir. C'est cette dernière que nous trouvons au début de la pièce. Sa mère est morte, elle vit avec sa grand'mère, la maîtresse de l'étudiant.

Grandie dans ce milieu, la petite n'a trouvé rien de mieux que de continuer la vie de ses ascendantes, et nous la voyons, au premier acte, ramenant un michet qu'elle a cueilli au *Moulin-Rouge*, où elle « travaille » d'ordinaire.

Sa conquête est un vieux monsieur décoré, qui, au sortir d'un banquet d'hommes sérieux, où l'on a prêché en faveur de la morale et fortement bu aussi, a trouvé bon d'aller terminer sa soirée dans un endroit plus agréable.

Mais pendant que la fille se déshabille, l'homme inspecte la chambre, une photographie accrochée à la cheminée attire son attention, il s'y reconnaît au temps de sa jeunesse. Il interroge et apprend qu'il est chez sa petite-fille; l'émotion, la boisson lui font un tel effet qu'il en tombe mort.

Certes, le sujet n'est pas neuf. Nous avons lu cela sous diverses formes dans les suppléments littéraires. Il y avait des variations : au lieu du grand-père, c'était le père ou toute autre complication, mais le fond en était le même. Le cas ne s'est peut-être pas présenté, mais il est fort possible; là n'est pas le mérite de la pièce.

Ce qui nous y a intéressé, c'est le dialogue du beau-frère du mort avec la jeune pécheresse. Pour éviter le scandale, la famille a dû s'aboucher avec la grand'mère proxénète. Celle-ci en a même profité pour faire chanter ceux qu'elle tient par la crainte du scandale.

Quoi qu'il en soit, ceux de la famille du mort ne sont pas trop satisfaits de savoir qu'une simple retapeuse peut se vanter de parenté avec eux. Le beau frère vient proposer à la jeune fille « de lui faire un sort » pourvu qu'elle soit raisonnable, qu'elle consente à abandonner sa vie de Patachon. La jeune grue l'écoute, croyant qu'il va lui offrir de l'entretenir, mais lorsqu'elle a compris qu'en échange de la vie facile qu'elle mène, il lui offre la misère et du travail, toute bêtasse qu'elle est, en peu de mots, par de simples réflexions, elle démontre à ce prêcheur de vertu qu'il est bien facile de faire de la morale lorsqu'on a le gousset bien garni, mais que c'est plus difficile à mettre en pratique lorsqu'on crève de faim.

Dans le tableau précédent, le même moraliste, qui, au fond, est peut-être sincère, n'est ni meilleur, ni pire que ses congénères, nous a, dans une conversation avec sa sœur, l'épouse du mort, expliqué ses idées sur la façon d'entendre les rapports de patron à ouvriers. Le caractère de l'homme n'a rien d'exagéré et, là encore, il y a des perles à retenir.

⁂

L'Œuvre a donné aussi sa huitième soirée. C'était une pièce d'Ibsen : *Brandt*.

On sait qu'une pièce de cet auteur n'est jamais banale; dans *Brandt*, il y a, à côté de côtés obscurs et enchevêtrés, des beautés de pensée incomparables. On dirait même que c'est de cette pièce qu'Ibsen a tiré tous ses autres drames. Mais, selon nous, voilà déjà beaucoup d'Ibsen que l'on nous donne, et la jeune littérature est-elle donc déjà si épuisée que l'Œuvre n'ait encore rien pu nous donner d'auteurs nouveaux?

Vindex.

BIBLIOGRAPHIE

Les Kamtchatkas, par Léon-A. Daudet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, éditeurs, 11, rue de Grenelle.

Ah! ils en délirent tous, dans les journaux conservateurs et bourgeois! Le *Temps* en sort de sa roide camisole, les *Débats* exultent! Vraiment, il était temps que l'esprit « rassis » et le bœuf aux carottes pussent trôner à nouveau sur la table familiale où s'assemblent, dans l'égalitaire stupidité, la canaillerie commerçante du père, l'hypocrisie chrétienne de la mère, la nullité plus ou moins vicieuse des enfants.

On va pouvoir manger en paix!

De dangereux extravagants — des fous — n'avaient-ils pas entrepris de railler jusqu'aux goûts bourgeois, de vous troubler dans toutes vos habitudes, dans vos idées (?), dans tout ce qu'on avait le malheur de faire et de dire! On finissait par avoir honte des bons vieux meubles d'acajou, des bons vieux parapluies, du pot-au-feu, des petites économies et des placements de père de famille; on n'osait plus rire à son aise aux bons gros vaudevilles de M. Sarcey, on commençait à douter de la peinture de M. Bonnat, à rougir des petits morceaux de piano et des musiques militaires, qui aident pourtant si bien à digérer. Ces insensés auraient fini par vous gâcher la vie; on ne se sentait plus aussi tranquille, comme si, mon Dieu, tout ce qu'on a, on ne l'avait pas *honnêtement* gagné!

Ils devenaient inquiétants, ces malfaiteurs qui raisonnaient de philosophie, toute cette clique mûre pour le Gabon ou les bateaux à soupape, qui ne croyait plus à rien, insultait vos portraits de famille, pouffait à vos chaînes de montre et vous reléguait comme des idiots, sans vouloir même discuter avec vous!

Oui, Joseph Prudhomme et Homais triomphent! Un de leurs beaux-fils, M. Léon Daudet (de la maison Daudet et Cie), qui met un article nouveau (éreintement à prix fixe) dans la circulation, leur a rivé un clou, à ces « Kamtchatkas »! Tout ce qui a le malheur de penser et de n'être pas de l'avis de tout le monde, toute cette *espèce-de-jeunes* qui ne veulent rien faire comme les autres et essaient de dire quelque chose, ce sont les Kamtchatkas!

Sans doute, M. Léon Daudet a tenté, lui aussi, de sortir de l'ornière : chose bizarre, il a même tenté de comprendre le mouvement actuel. Inutile de dire qu'il n'a pas réussi.

Malgré quelques flatteuses relations — mais boulevardières, tout au plus, — les compréhensifs de ce temps n'ont rien de commun avec lui. Ça l'a choqué, ce jeune monsieur, que des gens s'intéressent à quelque chose, se passionnent pour des novations intellectuelles ou artistiques, et parce qu'ils prétendaient sortir du commun — dont il est — il a cru devoir les fustiger : ô l'innocente verge!

Je sais bien qu'il est des travers, que d'ineptes snobs arborent des opinions comme des cravates, s'enferment, suivant la mode, en des chapelles; que d'infâmes cabotins et des poseurs les encouragent. L'incohérence, la plus désolante nullité, la perversion la plus insane, voilà ce qui en résulte. Ces pauvres cervelles errent à l'aventure, chavirent sur toutes les côtes, sans avoir jamais connu le naturel et le vrai.

Mais, à côté, n'y a-t-il pas les convaincus, les sincères, les bûcherons qui veulent ouvrir des voies nouvelles? Ceux-là font vraiment de la bonne besogne, ils frappent à grands coups dans le sombre édifice des préjugés et des misères : méritent-ils qu'en raison de leur originalité même, on les confonde avec des bourgeois malades et quintessenciés?

C'est pourtant ce qu'a fait M. Léon Daudet, et c'est cela surtout — il ne faut pas s'y méprendre — qui fait soupirer d'aise tous les négociants en journalisme, en critique et en littérature.

Assurément leur propre estime et celle des vrais artistes suffira toujours à ceux dont je parle. Mais il n'en est pas moins pénible de voir de clairvoyants chroniqueurs (il en est si peu!) se méprendre sur cette œuvre (?) et en croire salutaire la portée. Là, ne serait-il pas vraiment équitable, et loyal, de *distinguer?*

P. Dechape.

* *

Une Passade, par Willy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

C'est une histoire d'amour de deux bohêmes que l'auteur nous raconte d'une façon joviale, mais qui n'a d'autre rapport avec nos idées que par l'introduction de deux ou trois anarchistes dont l'un ne dit pas grand chose et les autres absolument rien. Mais l'histoire est amusante, et joliment racontée.

De plus, l'auteur a ajouté au volume une dizaine de nouvelles, parmi lesquelles il nous convient de citer *La Machine à gouverner*, que connaissent les anciens lecteurs du *Supplément* de la *Révolte* et que nous recommandons aux lecteurs des *Temps nouveaux*.

* *

Reçu :

L'Ami inconnu, roman, par Léon Riotor; 1 vol., 3 fr. 50, chez Lemerre, passage Choiseul, 23.

Pages de charité, par Sander Pierron, recueil de nouvelles; 1 vol., chez Lacomblez, 31, rue des Paroissiens, Bruxelles.

L'Argent, comédie en 4 actes, par E. Fabre; chez Stock, place du Théâtre-Français.

Le Chariot de terre cuite, pièce en cinq actes, adaptation de la pièce indienne par V. Barrucand; 1 vol., chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Le Musicien aveugle, par W. Korolenko, préface par L. Descaves; 1 vol., chez Perrin et Cie, 35, quai des Grands-Augustins.

De chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain : *Souveraineté du Peuple et Gouvernement*, par E. d'Eichtal; 1 vol., 3 fr. 50. — *Victor Considérant et son œuvre*, par Mme C. Coignet; une plaquette. — *Du travail et de ses conditions*, par H. Depasse; 1 vol., 3 fr. 50.

De la Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine-Dubois : *Science et Religion*, par Malvert; une plaquette, 2 fr. 50.

De la librairie Delagrave, 15, rue Soufflot : *L'Année fantaisiste*, 1 vol., 3 fr. 50, par Willy.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

Sciences et philosophie.

12° *Morale sans obligation ni sanction*, de M. Guyau, 5 francs, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Preuve de la source matérielle de la morale, son évolution, sa source découlant des besoins de l'homme.

13° *L'Irréligion de l'Avenir*, étude de sociologie, par M. Guyau, 7 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Genèse des religions dans les sociétés primitives; dissolution des religions dans les sociétés actuelles; exposition de ce qui remplacera la religion dans la société future. A la place des Églises, l'auteur voit naître trois formes d'associations spontanées, celle des intelligences, celle des volontés et celle des sensibilités. Ouvrage matérialiste à fortes tendances libertaires, sauf quelques petites restrictions sans importance.

14° *Les Primitifs*, par Élie Reclus, 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamerot, 19, rue des Saints-Pères.

C'est une étude ethnographique sur les Inoïts, les Apaches, les Naïrs, les Todas, Badagas, Kolariens et autres peuplades primitives. Satire mordante contre les civilisateurs européens. La lecture de ce livre et du suivant serait profitable aux théoriciens de la hiérarchisation des races.

15° *Les Primitifs d'Australie*, même auteur, 1 vol., 3 fr. 50, chez Dentu, place de Valois.

Consciencieuse monographie des mœurs et croyances des Australiens. Admirable réquisitoire contre les méfaits de la soi-disant civilisation et les atrocités capitalistes qui font disparaître ces races qui auraient pu apporter leur note et des aptitudes spéciales dans la famille humaine.

Critique sociale.

16° *L'histoire sociale au Palais de Justice*, par E. de Saint-Auban, 1 vol., 3 fr. 50, chez Pedone, 13, rue Soufflot.

Ce livre est formé des cinq réquisitoires que l'auteur prononça — du banc de la défense — contre le régime actuel dans les procès : Trafics à l'Elysée, Grandes Conventions de 1883, Société Mourante, des Trente et Drumont poursuivi pour « outrages à la magistrature ». Ces cinq réquisitoires sont reliés par une préface que nous recommandons à nos lecteurs.

17° *Fabrique de Pions*, par Zéphirin Raganasse, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Satire virulente, mais vraie et spirituelle, contre l'Université et son enseignement faux et d'un autre âge.

Livre qui a d'autant plus de poids que l'on sent que l'auteur est plutôt un résigné aux institutions sociales actuelles qu'un révolutionnaire.

Romans.

18° *Germinal*, par Zola, 3 fr. 50, Charpentier, éditeur, 13, rue de Grenelle.

Le meilleur livre de Zola, où, par le contraste des familles Maheu et Grégoire, Zola — sans l'avoir cherché, peut-être, mais d'une manière saisissante — pose l'antagonisme du travail et du capital.

19° *Au Port d'armes*, par H. Fèvre, 3 fr. 50, chez Charpentier.

Un des premiers et des meilleurs livres contre le militarisme.

20° *L'Instituteur*, par Théodore Chèze, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, éditeur, 12, rue des Pyramides.

Critique acerbe contre l'enseignement de l'État. Divulgation des cochonneries administratives. Bon à méditer par ceux qui croient encore aux sacerdoces.

Théâtre.

21° *Les Tisserands*, par Gérard Hauptmann, traduction de Jean Thorel, 1 vol., 4 francs, chez Charpentier et Fasquelle, éditeurs, 11, rue de Grenelle.

Pièce où se trouvent admirablement décrites l'inconscience rapace des exploiteurs, la résignation des exploités, et leur fureur également aveugle et inconsciente lorsque la misère les pousse à bout. Il se dégage de cette pièce, sans que cela soit cherché par l'auteur, un grand souffle de révolte.

(*A suivre.*) Vindex.

ÉCHOS ET NOUVELLES

V. Barrucand, faute de s'être assuré de la location de la salle, n'a pu donner lundi dernier la conférence qu'il nous avait fait annoncer. Cette conférence est remise au lundi prochain 1er juillet, avec le même sujet et à la même heure.

L'article de Mme Hudry-Menos : *La Question du sexe dans l'éducation*, publié dans la *Revue socialiste* du 15 juin, paraîtra prochainement en brochure aux bureaux de cette revue, 8, rue Chabanais.

* *

Les conférences Sébastien Faure touchent à leur fin. Il fera le samedi 29 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle d'Arras, sa quatorzième conférence publique et contradictoire. Sujet traité : La Société future. — *La vie intellectuelle et morale des Sociétés libertaires; éducation, enseignement; théorie des passions; morale sans obligation ni sanction.*

VARIA

Pour paraître prochainement : *La Questione Sociale*. Adresser lettres et communications à G. Casale, 325, Straight Street, Paterson (New Jersey), U. S.

PETITE CORRESPONDANCE

A. B., à Marseille. — N., à Toulouse. — B., à Bourges. — P., à Peyrins. — B., à Marseille. — B., à Alger. — L. B., à Cette. — P., à Trélazé. — D., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

B., à Vendôme. — Passera la semaine prochaine.

D., à Amiens. — Ne faut-il pas d'autres brochures?

M., à St-Claude. — L'envoi sera fait à Oyonnax. Merci.

M. de St-R., à Toulon. — Nous n'annonçons que les journaux dont nous connaissons les tendances. Nous n'avons pas encore vu le vôtre.

Quelques compagnons, à Marseille. — Ce que vous dites est peut-être vrai dans le cas. Nous n'en savons rien. Mais en place des personnages de l'article, mettez-en d'autres, ce qui y est dit de l'institution visée reste vrai. Par conséquent, l'article était bon à reproduire.

Théodore Jean. — La correction sera faite et passera semaine prochaine.

C., à Marseille. — Reçu les 4 francs du camarade M. *Jeanquimarche.* — Reçu 50 francs.

Les jeunes libertaires de Roubaix. — Reçu 2 francs pour le journal. Merci des encouragements.

L. P., à Agen. — Avons fait passer vos observations à Barrucand.

L., à Nantes. — Reçu timbres, distribuez les invendus.

A., rue de Bagnolet. — Avons expédié le numéro 2.

Lolotte, Zizi et Violette. — Reçu 1 fr. 25 pour le journal.

J. P., à Barcelone. — Reçu coupures. Merci.

B., à Alger. — L'ab. sera servi. — Faites pour le mieux.

Bulletin P. S. Polonais, à Londres, et Critica Sociale, à Milan. — Avons expédié collection.

X., à Marmande. — Certainement, nous faisons le service à tous les lecteurs de la *Révolte* auxquels il était redû sur leur abonnement, mais, n'ayant plus de comptes, il faut que ceux-ci nous le réclament.

Dut., à Bordeaux. — Voudriez-vous passer chez M. Graby, ramasser 306 invendus?

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente :

A Limoges

Chez M. Beaure, 12, rue du Pont Saint-Etienne.

Le vendeur porte à domicile.

A Troyes

A la Civette, rue de la République, à l'angle du Marché Central.

Le Gérant : Dexéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 10 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 JUILLET 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

BIRIBI ET AUTRES LIEUX

Les révélations bien précises que nous avons publiées, dans nos deux derniers numéros, sur les ignobles supplices infligés aux disciplinaires en Algérie, nous ont valu plusieurs lettres signalant une foule de faits analogues. La place nous manque pour les mentionner tous, nous devrons nous en tenir aux plus marquants et aux plus caractéristiques de l'esprit de brutalité systématique et du mépris de la vie humaine formant le fond de l'esprit militaire.

Entre autres documents, j'ai sous les yeux la correspondance entretenue avec son frère par un ancien engagé volontaire, alors qu'il était encore sous les drapeaux. Comme tant d'autres, attiré par le faux prestige d'un uniforme multicolore et voyant, fasciné par tout le clinquant carnavalesque des cuivres bien astiqués reluisant au soleil, et que « l'éducation civique » a fait, à sa jeune imagination surchauffée, briller comme l'or pur de la vraie gloire, aussitôt l'âge atteint, il s'est enrôlé dans la grande famille, impatient de nobles conquêtes, de hauts faits d'armes, de vie active, aventureuse et intense. Hélas!...

Au lendemain, quelle désillusion! L'oisiveté de la caserne, les brutalités inutiles et continuelles des gradés, ainsi que leur goinfrerie cyniquement manifestée à l'arrivée des « bleus », la mesquinerie déprimante d'une vie d'astiquage, de « paquetage », de grand et de petit « étalage », l'obscénité constante des propos de chambrée, en conformité avec la fréquentation régulière, au dehors, des lupanars de bas étage, la considération unanimement dévolue à quelques « soulographes » de marque et la niaise et béate admiration que soulèvent leurs répugnantes prouesses, la pose prétentieuse d'officiers pommadins et sottement dédaigneux, l'épaisse balourdise des Ramollots supérieurs, plutôt risibles cependant, ces derniers, que haïssables, oui, tout cela entrevu dès le lendemain, quelle déception!

Après plusieurs mois de cette écœurante existence, il profite d'une occasion pour se faire envoyer aux colonies. Là, au moins, on vivra plus largement, on verra du pays, et, du reste, les récits des anciens sont là, vantant les agréments du service colonial et la liberté relative dont on jouit en ces pays presque de cocagne.

Le voici donc au Sénégal, à 18 kilomètres de Saint-Louis. Pour commander le détachement est envoyé le lieutenant Mauger qui, dès son arrivée, réunit ses hommes et leur adresse un discours où s'épanche la plus grande aménité; il termine en disant : « On m'a prévenu que le détachement était exclusivement composé d'indisciplinés; eh bien, je ne vous commanderai plus que le revolver au poing et, à la moindre récrimination de votre part... Rompez! »

La menace fut tenue. A dater de ce jour, les portions de viande furent pesées et minutieusement rognées au strict réglementaire. Mais comme chaque jour on tuait un bœuf pour les quatre-vingt-dix hommes composant le détachement, l'ordre fut donné de ne pas distribuer le surplus de la viande, mais de le *jeter à la mer*.

En outre, sous le prédécesseur du lieutenant Mauger, la corvée consistant à charrier du sable dans des civières durait trois heures, avec la faculté de se reposer de temps en temps. Le nouveau commandant de poste porte la durée de la corvée à six heures par jour, avec interdiction de se délasser un seul instant. « Notre santé, ajoute le ci-devant fanatique du militarisme, ne tarda pas à souffrir de ces exactions; plusieurs, pour ne pas dire tous, passèrent plusieurs jours en prison où, contrairement au règlement du service intérieur, de nouvelles privations leur furent infligées, suppression de viande, de ragoût, de vin et de café, ces deux choses qui sont le seul soutien de l'Européen dans une colonie; suppression de la moustiquaire, etc. »

Jusqu'à l'arrivée du lieutenant Mauger, il n'y avait jamais eu de médecin au poste; on en adjoignit un qui se fit l'émule de cet intéressant officier. Avec lui, tout homme puni ne pouvait être reconnu malade. C'est ainsi qu'un nommé Decultit se présenta pendant un mois à la visite sans pouvoir se faire exempter de service. « A la fin, sentant venir la mort, il déclara au médecin que, s'il persistait à ne pas vouloir lui donner de soins, il descendrait à Saint-Louis passer la visite à l'hôpital; le médecin se décida alors à lui donner un billet d'hôpital, où Decultit mourut en arrivant. »

Un autre, le soldat Andréani, ayant les jambes enflées au point de les avoir deux fois plus grosses qu'à l'état normal, se présenta plusieurs fois à la visite où il ne reçut pour tous soins que des injures. Quand il fut dans l'impossibilité absolue de marcher, on se résigna à l'envoyer à l'infirmerie, mais pour un jour seulement. « Si, lui dit Mauger, après avoir consulté le médecin-major Montfort, si vous ne demandez pas à sortir de l'infirmerie demain, je vous f... en prison et pour longtemps. » Le lendemain matin, quand l'infirmier se présenta au lit d'Andréani pour lui demander s'il voulait sortir de l'infirmerie, ce dernier était mort!... Ce n'est pas tout! Pour que la menace ne fût pas vaine, puisque Andréani, en fait, n'avait pas demandé à sortir de l'infirmerie, son cadavre fut porté à la prison, où il resta tout le jour. Le soir, l'inhumation eut lieu. L'assassin Mauger prononça une allocution d'où il faut retirer cette phrase : « Andréani repose, son regard tourné vers le nord, c'est-à-dire vers la France, sa patrie, POUR LAQUELLE IL EST MORT! »

Si le dégoût — ce dégoût que seul engendre le spectacle des choses les plus viles et les plus immondes — ne venait tempérer l'indignation qu'éveillent de pareils récits, on s'épandrait volontiers en virulentes objurgations contre l'armée, la discipline, le militarisme, toutes choses dont on tente de nous imposer le respect.

Mais à quoi bon? Que servent les attaques, quelque véhémentes soient-elles, contre un effet, lorsque la cause n'est pas visée? Ces faits nous révoltent? Mais, dans un corps social dont la loi organique est l'obéissance passive, c'est-à-dire l'anéantissement du moins gradé en face du plus galonné, d'où résulte, en retour, le droit de vie et de mort du supérieur sur l'inférieur, comment peuvent-ils ne pas se produire? L'autorité, qui par elle-même est un mal, puisque tout homme qui en est investi est porté à en abuser, devient une véritable calamité quand elle est sans limite. Or, le gradé ne se trompe jamais. Ainsi le veut la hiérarchie, puisque l'inférieur doit *toujours* obéir. Quoi d'étonnant à ce que, non pas seulement la brute, mais même l'homme médiocre, ne soit pas grisé de son pouvoir et incité à en mésuser? Et quel danger permanent pour la vie même de ses subordonnés, à la merci de ses moindres lubies! Réclamer? Mais ne sait-on pas que le soldat puni n'a le droit de réclamer qu'autant que sa punition est accomplie? La belle avance, alors, si les conditions qui l'ont accompagnée ont occasionné la mort! Je n'exagère rien. Moi-même, il me souvient d'avoir frisé jadis le conseil de guerre pour avoir refusé, contre l'injonction d'un petit crevé d'aide-major, de me plonger dans un bain d'eau froide une heure après le repas. Une punition me fut infligée *avec le motif*. L'affaire heureusement s'arrangea, grâce à un brave homme de commandant, assurément déplacé dans ce milieu de tortionnaires; mais la punition fut maintenue, le motif seul fut modifié. S'il m'eût fallu réclamer une fois noyé, il eût été un peu tard.

Et puis, la réclamation fût-elle écoutée, et y fût-il fait droit, ne sait-on pas quelle serait la vie ultérieure du réclamant? Le supérieur, dont le tort aurait été une fois par hasard reconnu, le lui ferait certes payer cher. Aussi aime-t-on mieux s'incliner et se soumettre à l'injustice.

Mais depuis que, dans un but patriotique, la bourgeoisie a commis l'imprudence d'ordonner que tout le monde passerait par la caserne, des esprits clairvoyants ou indépendants ont pu étudier en détail ce « noble métier des armes » et constater ce que vaut l'aune de la « grandeur militaire ». Une fois sortis, ils ont, dans des livres, poussé leur cri de haine ou de revanche, auquel ont répondu d'autres voix jusqu'alors silencieuses; et, peu à peu, la lumière se fait sur l'abjection de cette vie de soumission ou d'exaction. Ce n'est pas un mal que tous les Français aient connu la caserne, car, lorsque quelque politicien optimiste ou quelque chauvin, fils de veuve, s'épand en transports laudatifs sur cette brillante armée, parangon de toutes les vertus,

de discrets sourires courent dans l'assistance, qui sait à quoi s'en tenir pour y être allée, et *qu'on ne trompe plus.*

Donc, si l'autorité est mauvaise, l'autorité militaire est pire. En révélant les faits mentionnés, notre but est non pas de les faire cesser, — nous n'y pourrions prétendre — mais de montrer qu'ils ne sont que la conséquence logique du pouvoir illimité accordé à tout gradé sur son inférieur, pouvoir qui n'est lui-même qu'une extension du principe fondamental de notre société actuelle, du principe d'autorité.

Notre but est d'étayer sur des arguments sans réplique notre conclusion si souvent déduite : que l'autorité est mauvaise en soi et qu'elle doit être détruite !

André Girard (Max Bühr).

LA SITUATION ACTUELLE DU SOCIALISME (1)

Ce serait assurément commettre une grave erreur que de voir dans le groupe des députés socialistes la représentation, même approximative, du parti socialiste français. Uni en apparence par l'hostilité qu'il professe contre le personnel gouvernemental, il est en réalité à la merci d'une dislocation, qu'à plusieurs reprises, notamment lors de la publication de son dernier manifeste, on put croire irrévocablement consommée.

C'est qu'en effet il y a une différence plus grande entre les conceptions économiques et politiques de chacun de ses membres qu'entre la politique opportuniste et la politique radicale elles-mêmes. Séparés par des divergences de tactique, opportunistes et radicaux ont du moins une théorie gouvernementale commune. Confiez aux uns ou aux autres le pouvoir, et leurs procédés administratifs décèleront la similitude de leurs opinions. C'est ce qu'ont démontré tour à tour les ministères Ferry, Freycinet, Floquet, Ribot, qu'à la distance où nous en sommes, on distingue malaisément. Il n'en est point de même entre les divers membres du groupe socialiste parlementaire, qui compte presque autant d'opinions que de personnes. Tandis que M. Rouanet, par exemple, est hostile à la suppression de la propriété individuelle et n'accepte du collectivisme que la nationalisation des chemins de fer, des banques et des mines (laissant à l'industrie, à l'agriculture et au commerce leur mode actuel d'exploitation). M. Jaurès parait incliner au communisme libertaire, restant fidèle au parlementarisme pour cette seule raison que, plus les réformes législatives se révéleront impuissantes à transformer le système social, plus impérieusement il faudra les réclamer, « *parce que la déception irritée du peuple obligera la nation à mettre la main sur le capital* ». A côté de MM. Rouanet et Jaurès, on aperçoit les ex-boulangistes qui, M. Ernest Roche excepté, ignorent le premier mot des théories socialistes et sont surtout des... antiministériels; puis M. Baudin, communiste, il est vrai, mais plus encore émeutier et qu'étiole l'atmosphère du Palais-Bourbon, puis encore les Cinq, je veux dire les élus du parti « allemaniste », que leur doctrine : « *De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins* » place fort loin des collectivistes et qui, des privilèges du député, prisent uniquement la gratuité de circulation sur les chemins de fer, utile à la propagande; puis, enfin, les Goblet, les Millerand, les Pelletan, les Viviani, députés mi-chair mi-poisson et, bien que classés, absolument inclassables... Tout cela suffit pour attester que le groupe parlementaire d'extrême gauche n'est nullement la synthèse du socialisme français, à moins qu'on n'appelle socialiste tout homme qui fait opposition au gouvernement, ce qui transformerait à l'occasion M. Rouvier, M. Léon Say, M. d'Hulst et quelques autres en fauteurs d'anarchie. La vérité est que le groupe dont M. Jaurès est le leader a dû son succès d'il y a deux ans à des coalitions, radicales ici, conservatrices là, semblables à celle qui fit élire M. Paul Lafargue à Lille, en 1892, et que les événements peuvent dissoudre comme fut dissoute celle de Lille en 1893.

Pour connaître exactement l'état d'esprit du parti socialiste, il faut donc détourner les yeux du Palais-Bourbon et noter les conséquences produites dans les groupements politiques et corporatifs par les congrès *ouvriers* des trois dernières années. Ainsi seulement il sera possible de mesurer avec précision la modification profonde qui s'est faite insensiblement dans le mouvement ouvrier et de démontrer combien peu de chose sont ces soi-disant chefs qui s'efforcent tant d'aveugler la classe bourgeoise sur la perte définitive et, heureusement, irrévocable de leur antique suprématie.

En premier lieu, on constate que les écoles politiques se rapprochent et tendent à confondre leur action respective. Sans doute il y a encore, et il y aura longtemps, des broussistes, des guesdistes et des blanquistes, ayant chacun leur organisation propre, leurs fonctionnaires et leurs pontifes, peut-être même (quoique ce soit moins certain) leurs candidats particuliers. Mais le coudoiement des « chefs » dans les couloirs de la Chambre a déterminé le rapprochement des disciples, des lieutenants, pour mieux dire, et les uns et les autres, menacés dans la situation acquise ou dans celle convoitée, par le retour des travailleurs à la doctrine première de l'Internationale (c'est-à-dire l'adoption à peu près exclusive de la lutte économique), finiront par constituer un groupe unique de combat contre tous ceux qui prêchent la répudiation de la lutte politique parlementaire.

Les causes de ce rapprochement, déjà très accentué, sont de trois sortes : tout d'abord, la parité d'opinions des guesdistes, des intransigeants, des blanquistes et des broussistes quant au système collectiviste. En désaccord sur ce point (comme sur bien d'autres, d'ailleurs) avec Karl Marx et Engels, de qui cependant ils se réclament tous, ils pensent que la révolution se fera dans le sens d'un accroissement des fonctions de l'Etat, accroissement poussé jusqu'à l'absorption complète des forces individuelles. Ils ne voient point que ce qu'ils appellent la collectivité n'étant qu'un aggloméral d'individus, il serait infiniment plus logique de dire et de vouloir que le développement du tout social soit en proportion de la somme de liberté et d'activité laissée aux parties, de telle sorte que, plus l'individu serait libre, plus considérable serait son effort vers le bien et, partant, plus parfaite serait la condition de la collectivité... En second lieu, la même parité d'opinion quant à la nécessité d'user du suffrage universel, la conquête du pouvoir politique devant, à leur sens, précéder toute tentative d'émancipation économique... Enfin, l'adoption par les Congrès ouvriers de la grève générale. L'organisation de cette grève (et par organisation nous entendons exclusivement l'encadrement des travailleurs dans les syndicats) impliquant l'abandon du parlementarisme, il était évident que les collectivistes s'empresseraient de rompre avec ceux qui prétendaient « follement » transporter la lutte sociale du terrain politique sur le terrain corporatif et économique.

Cette rupture, ce furent les amis de M. Guesde qui en donnèrent le signal, en quittant sous un futile prétexte (une profession de foi communiste faite par un délégué et que le Congrès, la prenant à son compte, ne voulut point désavouer) ce Congrès de Nantes (septembre 1894) qui, malgré leur opposition désespérée, venait de se prononcer au scrutin public pour la grève générale. Quant aux amis de M. Brousse, ils firent mieux. Eux qui les premiers acceptèrent la grève générale par l'organe du Congrès tenu sous leurs auspices à Tours en 1892, ils se reprirent peu à peu, s'efforcèrent de briser l'arme qu'ils avaient mise dans la circulation, et finalement refusèrent d'adhérer à la Commission d'organisation du 1er mai 1895 parce qu'elle avait fait de la propagande en faveur de la grève générale, l'article fondamental de son programme.

En regard de ces quatre écoles (étiquetées aujourd'hui parti parlementaire), que trouvons-nous? D'abord les amis de M. Allemane. Si l'on peut trouver extraordinaire l'évolution de MM. Guesde et Brousse, par exemple, qui tous deux furent d'enragés « bakouninistes » (M. Guesde ne fut-il pas un des fondateurs de cette Fédération jurassienne qui eut pour ennemis mortels Karl Marx, Engels, et M. Paul Lafargue?), on ne trouvera pas moins remarquable l'évolution du parti allemaniste, venu de la théorie possibiliste au communisme révolutionnaire, et qui, après en avoir tant fourni aux anarchistes, renferme encore tant d'esprits dégagés de toute opinion gouvernementale. Ce groupement, après s'être convaincu de l'inefficacité des réformes législatives, commença par mettre en pratique ce conseil de l'Internationale : que le suffrage universel, étant illusoire comme moyen d'émancipation, ne soit considéré et utilisé que comme moyen d'agitation; puis, songeant qu'au cas même où le parti socialiste parviendrait à obtenir la majorité au Parlement, le pouvoir ne lui écherrait pas aussi facilement que le prétend M. Guesde, il rechercha un moyen *d'appuyer* l'occupation socialiste du gouvernement, dès qu'elle se produirait, et, trouvant la grève générale, l'accepta d'enthousiasme; enfin, désabusé sur les résultats mêmes des agitations électorales (plus propres à éteindre qu'à attiser l'ardeur révolutionnaire), écœuré surtout des compromissions politiques accomplies par les autres écoles socialistes à propos de l'alliance russe, de certains votes où le souci de la réélection avait plus de part que le respect des principes, et, tout récemment, de la trahison dont furent victimes les employés grévistes de la Compagnie des Omnibus, il s'est séparé des parlementaires et se trouve aujourd'hui plus loin d'eux que des libertaires. Ainsi l'attestent le journal publié sous ses auspices le 1er mai dernier, les appels à la révolte sous toutes formes, adressés par quelques-uns de ses membres dans cette réunion du faubourg du Temple (6 avril) que la police s'empressa de dissoudre, les déclarations faites à son treizième Congrès régional par les « communistes du treizième arrondissement » qui, sur la question de la législation directe par le peuple, répondirent : « La société future devant être l'association libre des individus libres, il n'y a pas lieu d'élaborer un système de législation »; les brochures, enfin, publiées par les étudiants révolutionnaires internationalistes. Sans doute, le gros du parti est encore loin de la lumière, mais cette lumière ne le blesse plus, et c'est l'essentiel.

A côté du parti allemaniste, il y a la majeure partie des organisations ouvrières, un millier environ de syndicats, presques toutes les Bourses du travail, sauf une dizaine, et la plupart des fédérations nationales de métiers, celles des chemins de fer, du bâtiment, de la métallurgie, des verriers, etc. La scission, inverse de celle opérée au Congrès de Zurich (1893), qui se produisit l'année dernière au Congrès de Nantes, ne fut point, comme toutes celles qui se sont produites depuis une quinzaine d'années dans le parti socialiste, une simple scission d'écoles; elle fut surtout une scission de doctrines, la minorité s'inféodant plus résolument que jamais

---

(1) Nous ne partageons pas la manière de voir de l'auteur sur la propagande des syndicats et des fédérations, mais comme cet article nous donne des détails très intéressants sur la situation du socialisme en France, nous avons cru bon, à titre de document, de l'insérer.

au parlementarisme et à l'Etat caporal, tandis que la majorité se déclarait sceptique à l'endroit des réformes législatives, de la conquête des pouvoirs publics et du système collectiviste et s'affirmait par actes, sinon par paroles, communiste et révolutionnaire.

Eh bien! cette scission, le quatrième Congrès des Bourses du Travail, qui vient de se tenir à Nîmes, en a donné un témoignage plus convaincant encore. A son ordre du jour figuraient, d'une part, l'organisation des travailleurs en un groupement unique destiné à une fin révolutionnaire, d'autre part, la confirmation des vœux émis par les congrès antérieurs sur la question des huit heures et autres plaisanteries du même genre. Or, sur un total de huit séances, le Congrès en consacra sept de six heures chacune à la première partie de son ordre du jour, et une seulement, réduite à quatre heures, à la seconde. Encore entendit-on la Bourse de Montpellier demander la radiation pure et simple du débat sur les huit heures, celle de Paris dire, *aux applaudissements unanimes* des délégués : « Bah! votons-la toujours, cela ne fera ni chaud ni froid », et celle de Boulogne-sur-Seine conclure : « Nous savons bien tous que les questions dont la solution dépend actuellement des pouvoirs publics ne seront résolues que le jour où il n'y aura plus de pouvoirs publics. »

Enfin, à côté du parti allemaniste et des organisations syndicales, affranchis désormais du joug marxiste, voici l'élément communiste libertaire, dont l'ambition est aujourd'hui (et, soit dit en passant, aurait dû toujours être) de poursuivre l'œuvre de Bakounine et de se consacrer à l'éducation des syndicats.

« La Révolution, écrivait déjà Merlino il y a deux ans, demande le concours de toute la masse ouvrière... Que les masses s'organisent promptement, et que les différents groupements se mettent de suite à la besogne. » Cette année, l'idée exprimée par Merlino a pris forme. Malatesta ne vient-il pas de publier dans *Solidarity*, de New-York, un projet de fédération internationale des révolutionnaires, ayant pour but : « ... d'encourager le mouvement ouvrier et de pousser les travailleurs à se grouper pour conquérir le gain le plus élevé et la plus grande liberté possibles;... participer à une grève générale... »

Ce n'est encore qu'un projet, sans doute, mais la réalisation en est proche, et ce seront les marxistes eux-mêmes qui la hâteront, parce que, en Allemagne et en Hollande comme en France, leurs actes ne cessent de démentir la sollicitude qu'ils affectent pour la garde des doctrines de l'Internationale, et qu'ils se sont aliéné les travailleurs en oubliant de créer dans les villes dont ils sont maîtres les Bourses du Travail qu'ils réclamaient si bruyamment ailleurs.

Il n'y a donc plus aujourd'hui que deux partis très distincts : le parti parlementaire, plus gros de chefs que de soldats et dont le rétablissement du scrutin de liste serait la mort sans phrases; le parti révolutionnaire, convaincu que, la question sociale étant tout économique, l'affranchissement viendra par la résistance à l'oppression économique, sous la forme d'une grève gigantesque nécessairement violente. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter rapide l'engagement final.

FERNAND PELLOUTIER.

26 juin 1895.

LE DEVOIR DE L'HOMME

L'homme est un animal, mais il est le plus élevé de tous les animaux. C'est un animal, parce que ses organes essentiels se retrouvent dans toutes les espèces, quelles qu'elles soient, et aussi parce que les sciences géologiques nous le montrent descendant d'une lente progression des espèces primordiales. La raison même, qu'on a prétendu être son propre, appartient à tous les êtres vivants, mais à des degrés plus ou moins élevés; c'est ainsi qu'elle grandit à mesure que l'on monte l'échelle vitale et que la séparation des fonctions est de plus en plus manifeste.

Il semble très rationnel de supposer que l'homme n'est lui-même qu'un échelon de l'échelle vivante et que de même qu'il est né d'espèces inférieures, de même il doit donner naissance à des espèces supérieures. Cette hypothèse étant supposée raisonnable, nous nous apercevrons immédiatement que nous avons un grand devoir à remplir si nous voulons que notre espèce s'élève au lieu de s'abaisser. Ce devoir est d'augmenter de plus en plus notre capacité intellectuelle et de débarrasser notre esprit de ces faux sentiments de patrie et de religion que l'on a l'odieuse habitude de lui inoculer dès notre jeune âge.

Plus nous apprendrons, plus nous chercherons à comprendre le mécanisme de ce qui nous entoure et de ce que nous sommes, et plus notre capacité intellectuelle s'agrandira, c'est-à-dire que nous deviendrons de plus en plus aptes à comprendre des choses nouvelles. Mais ce qui est important dans cette assimilation intellectuelle, c'est que non seulement nous travaillons pour nous, mais encore pour l'avenir : — c'est-à-dire que si nous naissions avec une intelligence que je représenterai par 10 sur 100, la plupart de nos enfants naitront avec une capacité intellectuelle que je représenterai par 11 sur 100 et ainsi de suite. Il est donc bien important que nous cherchions à comprendre les phénomènes naturels et les causes des constitutions mauvaises, parce que nous travaillons pour nous et pour ceux qui viendront après nous. Il est presque aussi utile que nous nous débarrassions de deux acquisitions dangereuses, je veux parler des idées de patrie et de religion. Rien n'est plus capable d'arrêter l'essor intellectuel que ces deux mythes.

Lorsque nous arrivons pour la première fois à l'école, ce qui frappe d'abord nos yeux, ce sont des tableaux représentant des combats, c'est-à-dire la chose la plus odieuse qui soit en usage dans les espèces animales. Les premiers livres dans lesquels nous apprenons à épeler sont des œuvres relatant les détails de ces batailles, et qui, à l'aide de phrases exclamatives et heureusement combinées, cherchent à éveiller en notre cerveau cette fibre qu'une lente assimilation d'idées patriotiques par les esprits de nos pères a rendue héréditaire parmi nous. Avec le temps et une culture adroite, on arrive à grossir cette fibre jusqu'à ce qu'elle marque d'un sceau tous nos raisonnements et toutes nos aspirations.

Les éducateurs trouvent aussi un grand moyen de frapper les jeunes imaginations à l'aide de costumes et autres arlequinades militaires.

Les idées religieuses se propagent avec le même succès dans les écoles spéciales, mais leur résultat est encore plus déplorable que celui de l'éducation patriotique.

Il faut avant tout nous débarrasser de ces deux théories et acquérir une liberté d'esprit et de raisonnement qui nous permette de considérer les choses sous leur aspect rationnel et de distinguer la vérité d'entre les fictions et les sophismes. Alors, nous pourrons songer à travailler pour l'anarchie et à poser les premiers jalons de notre tâche à venir. Souvenons-nous que nous ne pourrons vaincre nos innombrables ennemis qu'à force de savoir.

GEORGES ENGERRAND,

Étudiant en sciences.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

TOUL. — Dans l'armée, on le sait, le règne de l'arbitraire est permanent. Le sergent Guillon du 148e de ligne, en garnison à Toul, vient d'en faire l'expérience. Un paquet de journaux et de brochures dont le contenu était, paraît-il, désagréable au gouvernement ou aux Ramollots, lui avait été adressé. Le chef de gare, sans doute à la suite d'une dénonciation, ouvrit le paquet et, voyant ce qu'il contenait, avertit la police, laquelle informa l'autorité militaire. A cette nouvelle, s'crongnieugnieu! le sang du commandant de place ne fit qu'un tour et, incontinent, il ordonna l'arrestation (!) du sergent Guillon. Celui-ci fut incarcéré le lendemain au fort d'Ecromer et mis au secret. On chercha un motif pour le faire passer au conseil de guerre, et si on n'en trouve aucun, quoique l'ingéniosité des juristes civils ou militaires soit sans limite, il passera devant un conseil de discipline, sera cassé de son grade et envoyé en Afrique, où, sans doute, l'attend le sort d'Andréani et de Decultit. Tout cela pour avoir recherché d'autres distractions que la « soulographie » et la maison de tolérance!

A. G.

∴

VENDOME. — Nous avons reçu des détails rétrospectifs sur les persécutions dont furent l'objet les anarchistes, l'an dernier, lors de la grande panique bourgeoise. Il est toujours bon de revenir sur ces faits, afin de bien montrer combien lâche devient la bourgeoisie quand la peur lui tenaille les entrailles.

On a tout mis en œuvre pour nous intimider et terroriser les populations dans nos localités. Huit jours avant le coup de filet du 1er janvier à Paris, le 24 décembre, à 6 heures du matin, nous nous sommes vu réveiller par trois gendarmes, accompagnés d'un officier municipal, qui se sont mis à fouiller les meubles, faisant main basse sur les lettres, brochures et journaux. Le compagnon Breton était particulièrement visé comme ayant été l'organisateur des conférences. Aussi a-t-il été gardé à vue, ainsi que sa compagne, de 6 heures du matin à 10 heures du soir, pendant que le parquet de Vendôme fouillait les correspondances; le 26 décembre, nous étions cinq, invités à paraître devant le juge d'instruction, accusés de faire partie d'une association ayant pour but de porter atteinte à la propriété et aux personnes.

Quatorze d'entre nous ont été l'objet de perquisitions et comparu à l'instruction qui a duré deux mois. Chez quatre, on a perquisitionné deux fois. Ce sont les nommés Breton, Chaillou, Charretier et Philippeau.

Trois ont été condamnés, l'un à trois ans, Huart, instituteur, — Charretier, vétérinaire, à deux ans, — Philippeau, à un an.

Le parquet n'ayant, comme partout, pu établir l'association de malfaiteurs, a, dans le cours de ses perquisitions, découvert, chez Charretier, un manuscrit qui contenait la formule pour fabriquer des explosifs : ils lui ont fait dire qu'il avait essayé de fabriquer de la dynamite avec Philippeau et que le manuscrit... avait été écrit par Huart. Après deux mois de prévention, nous avons appris par les journaux la terrible condamnation prononcée un mercredi, tandis que les affaires correctionnelles sont jugées le vendredi. Pour mieux terroriser les paysans, les perquisitions ont été échelonnées pendant deux mois et toujours avec trois gendarmes à cheval. — Mais là ne devait pas s'arrêter l'intimidation : les marchands de journaux ont été sommés de donner les noms de leurs clients. Leurs livres de comptabilité ont été saisis et ne leur ont pas encore été restitués. Des lettres intimes ont été saisies chez des camarades, et sont restées au parquet.

Jugez maintenant de l'effet produit parmi les paysans en voyant ce déploiement de forces inusité envahir le domicile de travailleurs paisibles, seulement coupables d'avoir osé se livrer à l'étude des questions sociales qui, à notre époque, passionne tout homme de cœur qui cherche à raisonner.

Aussi est-ce par un haussement d'épaules que l'opinion publique a accueilli ces vexations policières.

∴

Allemagne.

Nous trouvons dans le *Réveil des Verriers* :

Schleswig-Holstein (Allemagne). — La grève des ouvriers cimentiers à Lagerdorf est déclarée et nous

apprenons, à cet effet, que les directeurs des trois grandes fabriques de ciment : MM. Eugène Lyon, Alsen et Breitenburg, ont conclu une entente dans laquelle il est convenu qu'un ouvrier renvoyé de l'une de ces fabriques, ou n'y ayant plus de travail, ne pourra en obtenir dans l'une des deux autres et ne pourra y être admis qu'après avoir chômé *six mois* ou travaillé au dehors, quel que soit le motif pour lequel il aura dû quitter l'usine. Il est à observer qu'il n'y a que le personnel de la fabrique Eugène Lyon qui se trouve en grève et que, par conséquent, les deux autres usines n'étaient nullement contraintes à conclure cette entente de démence.

Depuis plusieurs années déjà, les fabricants verriers allemands et leurs confrères autrichiens s'adonnent à cette « noble passion ». Il en est ainsi, par exemple, entre les verreries rhénanes et westphaliennes, quand les grandes verreries à bouteilles de Dresden, Dohlen ont conclu de pareils traités avec celles de Neurattl, Esbittl, Aussig et tant d'autres. En outre, d'après le règlement de ces fabriques, tout ouvrier appartenant à une société de corporation sociale démocratique quelconque qui tenterait de faire une quête pour des causes socialistes doit être congédié immédiatement.

(Extrait du *Fachgenosse*, n° 24. — Signé : Reldiw.)

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître chez Ollendorff, 28 *bis*, rue Richelieu : *Le Mystère des foules*, en 2 vol., 7 francs, par notre ami et collaborateur Paul Adam.

Dans cet ouvrage, où il est parfois sévère pour les foules, notre ami essaie d'en tracer la psychologie, de dépeindre ses fluctuations, de retracer son inconscience. La campagne électorale menée par Bareis à Nancy, lorsqu'il y fut nommé député, sert de thème à ce roman de psychologie.

⁂

Nous avons également reçu d'un autre de nos collaborateurs, Ad. Retté : *Trois Dialogues nocturnes*, 1 plaquette en prose, 2 francs, chez Vanier, 19, quai Saint-Michel.

C'est une dissertation un peu nuageuse sur l'amour.

⁂

Mémoires d'un jeune homme, par Henry Bauer, 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, éditeurs, 11, rue de Grenelle.

Ces mémoires sont, en partie, l'autobiographie de l'auteur qui, sous prétexte de nous raconter l'histoire de son ami Jacques, nous raconte sa propre vie et ses sensations.

C'est d'abord un tableau, légèrement ironique, de l'opposition que faisait à l'Empire, alors à son déclin, la bourgeoisie républicaine.

Puis, viennent la proclamation de la République, le siège, la Commune, la répression et la déportation que l'auteur, « assagi », raconte sans amertume, n'ayant plus de haine pour les souffrances endurées, ayant même l'air de railler ses enthousiasmes de jeunesse.

Les souffrances de l'individu comptent pour fort peu de chose dans le martyrologe des peuples, et M. Bauer a raison de ne pas garder rancune à la bourgeoisie qui le châtia si cruellement pour s'être, jadis, séparé d'elle et s'être mêlé à une guerre de revendications prolétariennes. Dans la lutte, on doit s'attendre à recevoir des coups : on aurait tort de s'en plaindre.

L'individu sincère doit voir plus haut que sa personne; ce n'est pas une guerre de rancunes personnelles qui réformera la société. Qu'importent les coups que reçoit l'individu dans la lutte, auprès de la misère générale? Mais, si nous pardonnons à la minorité jouisseuse le mal qu'elle nous fit ou que l'on nous fit en son nom, nous n'oublions pas que toute une classe est opprimée par elle, que tous les jours des êtres humains sont privés du nécessaire et s'étiolent physiquement, moralement et intellectuellement, alors que leurs exploiteurs jouissent de tout. Aussi, sommes-nous loin d'atteindre la sérénité philosophique de M. Bauer. Nous voulons bien oublier le mal qui nous concerne, mais, loin de regarder ce qui se passe en spectateur, loin de désarmer, nous ne cesserons de démontrer aux misérables que, tant qu'il y aura des individus au-dessus des autres, ceux de dessous seront fatalement écrasés.

M. Bauer a des accès de pessimisme; page 36, par exemple, il parle du « mal de la vie »! C'est que, lorsque la vie vous est rendue facile, lorsque la vie n'est plus animée par un idéal intensif, on se blase facilement, et la vie vous semble lourde par sa vulgarité, sans que, pour cela, on soit décidé à la quitter. Dans ce scepticisme d'attitude, il y a autant de pose, inconsciente parfois, que de dédain réel.

Si le Bauer d'aujourd'hui, avant de parler du « mal de la vie », avait consulté le Bauer de la fin de l'Empire, nul doute que celui-ci lui eût avoué que, même au milieu de ses déboires, de ses misères, il avait trouvé, dans la lutte elle-même, des motifs d'aimer la vie. Le pessimisme n'est pas une doctrine, ce n'est qu'un signe d'affaissement moral, même quand il est une pose.

A part cette légère critique, il y a des choses excellentes dans ce livre, des pages sincères et émues qui nous ont fait revivre la vie de l'époque qu'elles nous racontent et que liront avec plaisir ceux qui veulent connaître les petits détails de l'histoire.

⁂

Le Roman d'un Singe, par Armand Charpentier, 1 vol., 3 fr. 50, *chez* Ollendorff, 28 *bis*, rue Richelieu.

L'auteur a imaginé une espèce de docteur misanthrope qui s'est pris d'amitié pour un singe, dont il s'ingénie à développer le cerveau, afin d'en faire un homme.

Lentement et progressivement, il fait évoluer l'intelligence de l'animal auquel, à la fin, il ne manque que la parole pour être un homme parfait. Ce langage, il l'acquiert en mourant.

Il s'était mis à aimer la maîtresse du docteur, amour que celle-ci, par désœuvrement, par coquetterie saupoudrée d'un peu de perversité, avait encouragé, sans se rendre compte des souffrances qu'elle inflige à cette humanité naissante. Jaloux, le singe se pend de désespoir, et son dernier cri est le nom de l'aimée.

L'auteur a brodé là-dessus un roman assez intéressant, mais inutile d'en faire remarquer l'absurdité scientifique. Des milliers de siècles séparent la mentalité humaine de la mentalité simiesque. En admettant que l'évolution du singe fût identique ou parallèle à celle de l'homme, c'est un nombre incalculable de générations qui s'éteindront avant de franchir le fossé qui sépare le singe de l'homme.

On a décimé des populations humaines, dites inférieures, parce que l'on a voulu, sans transition, les astreindre à la mentalité européenne. Que serait-ce donc de l'animal que l'on voudrait élever à la « dignité humaine »?

En tous cas, l'idée est drôle, et ce roman est intéressant.

J. Grave.

⁂

Nous avons reçu :

Les Gens chics, par Gyp, illustré par Bob, 1 vol. de l'édition polychrome, à 3 fr. 50, de chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Les Voix de l'aurore, par Achille Steens, 1 plaquette de poésie, 3 francs, chez Léon Vanier, 19, quai Saint-Michel.

Noce bourgeoise, comédie par Riotor et E. Raynaud, 1 plaquette, 1 franc, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Le Rêve de l'oncle, par Dostoïevsky, traduit par Halpérine, 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

La Vie au Continent Noir, par Félix Dubois, 1 vol., 3 fr., chez Hetzel, 18, rue Jacob.

Le Péril anarchiste, avec illustrations, par F. Dubois, 1 vol., chez Flammarion, 26, rue Racine.

L'Ethnographie criminelle, par le docteur A. Corre, 1 vol., 5 fr., chez Reinwald, 15, rue des Saints-Pères.

Le Chômage moderne, par Thury, 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Le Contrat de travail, par E. Stocquart, 1 vol., chez Alcan.

Portrait de Dorian Gray, par O. Wilde, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Du haut en bas et le *Journal d'un philosophe*, par Gyp, 2 vol. à 3 fr. 50, chez Charpentier.

De chez Storck, 78, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Lyon :

Le Criminel-type, par A. Mac-Donald, 1 vol., 5 fr.

Documents de criminologie rétrospective, par A. Corre et P. Aubry, 1 vol., 10 fr.

Nous reviendrons sur plusieurs de ces volumes.

Vindex.

ECHOS ET NOUVELLES

Dernières conférences Sébastien Faure.

Le samedi 6 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle d'Arras, 3, rue d'Arras. Sujet traité : La Société future. — *Réponse aux principales objections.*

Le mercredi 10 juillet, même salle et même heure, dernière conférence. Sujet traité : La Philosophie libertaire. — *Résumé, récapitulation générale.*

⁂

Sur le Trimard, organe bimensuel des revendications des sans-travail, vient de paraître le 1er juillet.

C'est du quartier Latin que surgira cette verte feuille.

Elle sera un abri amical et fraternel pour tous les trimardeurs de la pensée, de la grand'route et de la rue. Adresser lettres et communications, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 13, café Procope.

⁂

Le Pain gratuit et la Révolution sociale. — Victor Barrucand donnera une nouvelle conférence, publique et contradictoire, dans la salle du Divan Japonais, 75, rue des Martyrs, le samedi 6 juillet, à 8 h. 3/4 du soir. Prix d'entrée : 0 fr. 50 à toutes les places.

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous adressons, cette semaine, le bordereau à tous nos dépositaires, nous les prions d'en tenir compte le plus vite possible, car nous avons un besoin urgent de rentrer dans nos fonds.

PETITE CORRESPONDANCE

F., à Valence. — Nous recevons avec plaisir tous les renseignements, concernant le mouvement social, que veulent bien nous envoyer les amis.

Biblioteca acrata. — Ai fait passer votre lettre au camarade Kropotkine, qui vous répondra puisqu'elle le concerne.

Un compagnon de la grolle, Lyon. — Avons envoyé les brochures pour le montant du mandat qui était de 1 fr. 50 et non de 2 fr. 50.

L. V., à Montereau. — En effet, étudiez, travaillez, cela viendra.

A. C., à Lyon. — Ai envoyé *Déclarations d'Étiévant.* — N'avons pas les autres.

D. P., à Tunis. — Reçu timbres. — Ai expédié volumes. — C'était bien l'adresse.

Ed. Gabus. — Les pièces d'Ibsen sont en vente en 8 volumes, chez Savine, 12, rue des Pyramides, sauf le *Petit Eyolf*, qui se trouve chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Lieutenant X... — Avec plaisir.

L. V., à Beaumont. — Le numéro vous avait été expédié.

P., à Liège. — G., à Carmaux. — V. L., rue Louis-Blanc. — P., à Anvers. — E., à Salon. — D., à Alger. — G., à Rive-de-Gier. — B., à Roubaix. — R. d'A., à Naples. — B., à Bourges. — R., à Nîmes. — B., à Alger. — N., à Chaux-de-Fonds. — P., à Buenos-Ayres. — C., à Marseille. — S., à Nîmes. — M., à Avignon. — Reçu timbres et mandats.

G., à Tarrassa. — Avons réexpédié le numéro 6.

Dégalvès et Vulgus. — Reçu; passera.

X., à Cette. — Nous n'avons pas de nouvelles de B.

J., à Marseille. — C'est une boutade qui demanderait à être développée pour insérer.

C., à Plegnefaye. — Cette solution que vous trouvez fausse est aujourd'hui acquise à la science. Du reste, cela est secondaire pour nous en ce moment.

P., à Lyon. — Reçu 2 fr. 25 pour le journal. — Expédié le Hamon.

D., à Bruxelles. — Reçu les 5 fr. 60 de Monier.

Idea Libre. — Avons expédié les deux gravures.

Paul. — Reçu les 2 fr. 25 de la collecte faite le mercredi 26 à la salle d'Arras.

NOS COLLABORATEURS :

Paul Adam — J. Ajalbert — Charles Albert — Barrucand — B. K. — René Chaughi — A. Dénéchère — L. Descaves — Duchmann — G. Eekhoud — A. Girard (Max Buhr) — J. Grave — Guérineau — A. Hamon — Fortuné Henry — A.-F. Hérold — Théodore Jean — P. Kropotkine — Bernard Lazare — G. Lecomte — Ludovic Malquin — O. Mirbeau — F. Nadar — Nemo — Elie Reclus — Elisée Reclus — A. Retté.

Le Gérant : Dénéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 11 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 JUILLET 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES EXPÉDIENTS ÉCONOMIQUES

Avant de jeter un coup d'œil sur les divers expédients économiques par lesquels on cherche aujourd'hui à améliorer partiellement la situation des travailleurs, il sera bon de retourner à leur origine — les commencements de ce siècle. Cela nous permettra de mieux comprendre leur portée.

Lorsque les communistes de la première moitié de ce siècle — Fourier, Saint-Simon, Robert Owen — lancèrent dans le monde leurs grandes conceptions, ils croyaient que la justesse même de leurs idées et leur grandeur suffiraient pour convertir l'humanité. Capitalistes et ouvriers comprendraient les avantages du communisme, deviendraient communistes et réorganiseraient la société selon les nouveaux principes.

C'était alors, on le sait, l'époque de l'exploitation effrénée, éhontée du travail. Hommes, femmes et enfants, chassés du village par la loi et l'impôt, parqués dans les grandes villes, étaient livrés à la merci des exploiteurs. La bourgeoisie, victorieuse sur toute la ligne après la grande révolution, tenait en ses mains le pouvoir politique en plus du capital. Se couvrant de grands mots sur la liberté du travail, elle forçait le travailleur à accepter les conditions dictées par l'avidité du capitaliste — sous peine d'emprisonnement pour vagabondage; toute tentative de coalition ouvrière était punie avec sauvagerie; le patron était devenu, au vrai sens du mot, le seigneur féodal de « ses » ouvriers et ouvrières. Et le travailleur, retombé dans la turpitude, s'engouffrait de plus en plus dans un servage intellectuel et religieux, n'osant plus se révolter.

* * *

Souffler la révolte dans les cœurs, contre les deux alliés, le capital et l'Etat, eût été à cette époque le seul moyen pratique de marcher vers la réalisation des grandes idées énoncées par les communistes d'alors. Seuls les actes de révolte pouvaient préparer l'affranchissement des masses.

La révolte double, bien entendu, car, contrairement à l'interprétation fausse de l'histoire, en vogue aujourd'hui, ce n'est pas au seizième siècle seulement, pour « l'accumulation primitive du capital », que l'Etat prêta main forte au capitaliste. C'est bel et bien au dix-neuvième siècle — et jusqu'à nos jours encore — que l'Etat, armé de toute sa puissante machine, aida le capital à se constituer, lui jeta en proie les populations et, par une série de mesures légales, qui commencent à l'Assemblée nationale et se continuent à travers tous les parlements jusqu'à nos jours, constitua *par la loi* la puissance formidable du capital que le peuple cherche aujourd'hui à renverser.

* * *

Mais, pour maintes raisons qu'il sera bon de rappeler, les communistes du commencement de ce siècle marchèrent dans une voie tout à fait différente.

Les actes de la grande Révolution qui eurent le plus grand retentissement furent ses actes politiques. Il est vrai que le paysan s'était affranchi du régime féodal et qu'il avait repris une part des terres aux seigneurs. Mais il l'avait fait sans paroles; si bien qu'aujourd'hui seulement l'historien découvre l'immensité de la révolution agraire accomplie par les jacqueries paysannes, en dépit de l'Assemblée nationale, des orateurs de la Convention qui cherchaient à arrêter la marche victorieuse des jacqueries par la répression. Dans les grandes assemblées de la Révolution, la parole fut toujours au politicien. Et, sous le couvert des grandes paroles, le politicien bourgeois avait forgé les chaînes qui tiennent encore les travailleurs des deux mondes asservis sous le joug du capital.

Vivant des souvenirs de la grande Révolution, les révolutionnaires de la France et de l'Angleterre des années vingt et trente rêvaient encore le retour aux formes politiques de la première République jacobine, comme le grand but à viser dans le développement du siècle. La liberté politique et l'égalité politique devaient être le grand remède à tous les maux.

Il fallait évidemment réagir contre cette tendance. Il fallait, avant tout, faire renaître dans la société l'idéal *communiste*, égaré, oublié dans les luttes politiques. Il fallait mettre l'idéal d'une égalité *économique* sous les yeux de tout le monde, montrer qu'avec les formes républicaines les plus avancées, l'esclave de la terre et de l'usine resterait toujours esclave, à moins d'abolir la propriété privée du sol et des instruments du travail.

De là cette tendance des premiers communistes — tendance qui se retrouve encore jusqu'à présent — à s'appesantir exclusivement sur la servitude économique et à n'attacher qu'une importance tout à fait secondaire aux formes politiques de la vie populaire. — « Les conditions économiques font tout. Celui qui est serf du sol ou de la machine ne peut pas être un citoyen libre. Et tant que l'esclavage économique durera, il ne pourra y avoir de liberté politique. »

Idée parfaitement juste. Idée qu'il fallait d'autant plus propager à cette époque, que l'initiative des mouvements progressifs venait alors de la bourgeoisie, et que la masse ouvrière et paysanne, assujettie à des douze et quinze heures de travail et plongée dans la misère, lisait peu ou point, osait à peine réfléchir sur l'ensemble de la société et se laissait mener par les bourgeois révoltés; et que ceux-ci, de par toute leur instruction, étaient enclins à négliger les questions économiques et ne rêver que liberté de la presse, des meetings et des coalitions, — le « régime démocratique », en un mot, comme remède à toutes les souffrances.

En cela, les premiers communistes de notre siècle ont rendu un service immense à la cause de la civilisation. A eux, nous devons toute cette génération de socialistes d'avant 1848, avec leurs descendants — Proudhon, Marx, Bakounine, — qui mirent en relief la question *sociale*, économique, et lancèrent cette idée, formulée tant de fois avant 1848 et reprise plus tard dans l'Internationale : l'idée de la lutte économique, de l'affranchissement économique, placés au-dessus des luttes politiques.

* * *

Mais pour contenir toute la vérité, au lieu d'un côté seulement de la vérité, il fallait cependant placer à côté de cette formule son complément nécessaire. Et c'est ce qui ne fut pas fait alors.

Sans doute, les conditions économiques font l'esclavage. Sans doute, le serf du sol ou de la machine ne sera jamais un citoyen libre. Sans doute, l'esclavage politique durera tant que l'esclavage économique existera.

Mais de ces deux formes de sujétion, économique et politique, aucune ne peut être considérée comme mère de l'autre. Les deux marchent la main dans la main, et l'une engendre l'autre à tour de rôle. Dans la tribu primitive et même dans la communauté villageoise qui lui succède dans l'histoire, tel individu peut s'appauvrir à la suite d'accidents. Mais la tribu et la communauté ont toute une série d'arrangements pour obvier à cet inconvénient et rétablir l'égalité. Ce n'est que lorsque les premiers germes de l'Etat apparaissent dans la tribu ou la communauté, qu'il surgit un organisme de coutumes, et plus tard de lois, pour *maintenir l'inégalité*, pour rendre la pauvreté ainsi que la richesse permanentes et exploiter celle-là au profit de celle-ci.

Et, à mesure que l'Etat se développe et grandit, il développe tout un rouage immense pour maintenir et exagérer les inégalités de fortunes et, partant, la domination économique du riche sur le pauvre.

Le servage en fut une des formes dans l'histoire. Mais, cette forme disparue, d'autres formes nouvelles de la même domination se sont élaborées dans l'Etat et par l'Etat, et elles atteignent aujourd'hui leur développement le plus scandaleux dans les républiques américaines, où les fortunes milliardaires se forment de nos jours avec l'aide et par l'instrument de

l'Etat, et toute tentative de révolte du pauvre est réprimée avec la même fureur que la révolte du prolétariat parisien fut réprimée pendant la semaine sanglante de mai 1871.

A la formule concernant la sujétion économique il fallait donc ajouter dès lors cette autre formule :

« L'Etat étant la forme politique au moyen de laquelle la sujétion économique s'établit et se perpétue, l'affranchissement économique n'est pas possible sans une démolition parallèle du mécanisme gouvernemental par lequel la sujétion économique se perpétuera, tant que l'Etat existera. »

⁂

Ce double caractère de la « loi du progrès », si on veut l'appeler ainsi, se retrouve dans une foule d'autres faits humains et organiques en général.

Ainsi, sans nous attarder à des exemples pris de la biologie, il est vrai que tant que l'homme restera dans la misère, il ne s'affranchira pas non plus de la servitude religieuse et intellectuelle — cléricale et universitaire. Mais il serait absolument faux d'en conclure que l'affranchissement de la servitude religieuse et intellectuelle se fera de soi-même dès que l'homme s'affranchira de la misère. Au contraire, puisque diverses nations marchent d'un pas inégal vers le bien-être, on peut citer ce fait que la conquête du bien-être en Amérique et en Angleterre marche de pair avec l'accroissement de la servitude intellectuelle, dans les deux domaines de la superstition et de la servitude devant l'autorité scientifique.

Et puisque ces deux servitudes forcément ramènent la servitude politique et économique, on est forcé de reconnaître que si la servitude religieuse et intellectuelle ne disparaîtra pas tant que les servitudes économique et politique dureront, ces deux ne disparaîtront pas à leur tour tant que le cerveau humain restera plongé dans la soumission à l'autorité religieuse et intellectuelle. L'homme qui jure par la Bible, ou par tel autre livre, restera toujours esclave et dominateur dans sa nature et reconstruira peu à peu toutes les servitudes — si jamais il réussissait à en faire disparaître quelques-unes.

⁂

Il revient à Proudhon d'avoir conçu ce double ou plutôt ce triple caractère de la loi du progrès. Si, comme tant d'autres, il a payé un lourd tribut au vague du jargon de la métaphysique allemande, il a compris néanmoins, et l'a dit en paroles bien nettes, que la formule du progrès était, pour ainsi dire, bilatérale, et que si l'on veut l'affranchissement économique, il faut vouloir aussi l'affranchissement de l'organisation politique — l'abolition de l'Etat.

Pour quiconque sait penser, il a prouvé que, sous peine de faire une œuvre avortée, il est impossible de faire désormais l'histoire du *Capital*, sans faire en même temps l'histoire de l'*Autorité* ; que, depuis les débuts de l'humanité jusqu'à nos jours, les deux — *Capital et Autorité* — sont les deux formes par lesquelles les minorités ont toujours travaillé, et travaillent encore à établir et à maintenir *la Domination*.

⁂

Il faut dire que les premiers communistes l'avaient tous plus ou moins deviné. Mais, guidés par les besoins du moment (nécessité d'attirer l'attention publique sur les questions économiques), placés en face d'ennemis puissants et n'osant s'attaquer à eux, anxieux de faire quelques tentatives de réalisation pratique de leurs idées dans la société telle quelle, et, enfin, tous imbus de l'idée chrétienne de réformer les caractères avant de réformer les institutions, ils prirent une autre direction.

Exagérant les nécessités du moment, pour mieux faire valoir leurs idées économiques, ils se séparèrent des révolutionnaires qui cherchaient à renverser la domination politique de la bourgeoisie. Et ils finirent par s'accommoder de n'importe quel gouvernement, par demander même des secours aux potentats, afin de mettre en pratique leurs idées. Direction qui continue jusqu'à présent et qui pousse une partie des socialistes à ne tenir aucun compte de la propagande anti-étatiste — jusqu'à la voir avec haine — et de prêcher que les réactionnaires, champions d'un gouvernement fort, sont leurs alliés plutôt que ceux des radicaux qui haïssent l'Etat.

D'autre part, dans leurs plans de reconstruction de la société, les premiers communistes basèrent leurs calculs sur la constitution d'une formidable autorité, — tradition qui se maintient encore jusqu'à nos jours chez les socialistes autoritaires.

Et enfin, ils ont donné une quantité de leur énergie à des institutions de communisme partiel qui devaient aider à régénérer la société puisqu'il prouverait jusqu'à l'évidence que le communisme répond mieux aux intérêts de tout le monde que l'individualisme actuel.

Et tandis que les masses ouvrières faisaient leurs sociétés secrètes pour la guerre contre le capital, il se fondait sous l'influence des communistes toute une série d'institutions, telles que les communes en Amérique, les coopérations de distribution et de production, les cités ouvrières, etc., qui devaient servir à prouver la possibilité du communisme. Nous examinerons ces tentatives dans un prochain article, pour voir le parti que la révolution pourrait un jour en tirer.

KROPOTKINE.

DIALOGUE

La scène se passe au coup de 4, chez un bistro du faubourg.

ANAR. — Ton ménage est mal dirigé, tes enfants ne sont pas bien guidés.

MOUTON. — Tu es un impertinent, ce n'est pas vrai !

ANAR. — Il faut chez toi un gouvernant, qui prenne soin de ton intérieur.

MOUTON. — Sache, mon cher, que mes affaires ne te regardent pas !

ANAR. — Il te faut un directeur, ta femme ne sait pas tenir ta paye, elle la dépense en mille choses dont tu pourrais te passer.

MOUTON. — Tu n'as jamais vu ma femme ! — Je crois que tu deviens fou ?

ANAR. — Tu t'occuperas à travailler sans perdre de temps, et chaque samedi tu apporteras ta paye au gouvernant.

MOUTON. — Pauvre petit ! je dis comme toi.

ANAR. — Ton gouvernant sera nourri, couché et blanchi chez toi, et, comme il tiendra la caisse, il prélèvera la première part pour ses menus frais : cigares, théâtre, etc.

MOUTON. — Après, il ne restera plus rien pour croûter, alors ?

ANAR. — C'est lui qui ordonnera à ta compagne quelle soupe il faudra manger, son goût sera le vôtre. Le matin, si tu oublies de te lever pour aller travailler, il te réveillera et te rappellera au devoir.

MOUTON. — Mon vieil Anar, je crois que tu déménages ?

ANAR. — Tous les ans, au 14 juillet, il te donnera dix sous afin que tu fêtes dignement cette date. Les autres jours de cette semaine glorieuse, tu t'arrangeras comme tu pourras, car ton gouvernant pour toutes ses peines n'aura pas trop de ta paye pour aller banqueter avec les gens du monde.

MOUTON. — Et pendant ce temps on greffera à la maison?... Jamais de la vie !

ANAR. — Quand, par hasard, au jeu de boules hors les fortifications, on aura chicané ton gouvernant, tes intérêts étant en jeu, tu prendras un gourdin et tu iras te battre contre les gens de Saint-Mandé ; tu te feras tuer, s'il le faut, pour l'honneur de Charonne et de ton gouvernant.

MOUTON. — Si tu continues, je te flanque mon pied au derrière, j'en ai assez de tes loufoqueries !

ANAR. — Alors, tu trouves stupide tout ce que je viens de te dire ?

MOUTON. — Oui ! oui ! oui !

ANAR. — Je ne t'imposerai pas de gouvernants, tu en as de tout imposés, parce que tu es ce sujet qui ne croit pas savoir faire ses affaires.

MOUTON. — Comment ?

ANAR. — Est-ce que le député que tu t'es nommé n'est pas chargé par toi de te faire de bonnes lois ? — de penser pour toi ? — N'est-ce pas lui qui grève ton budget d'impôts : sur le pain, le vin, le sucre, le logement, etc. ?

MOUTON. — Je commence à saisir, mais...

ANAR. — N'est-ce pas toi qui travailles toute l'année ? ne sont-ce pas les gouvernants qui arrondissent leurs panses ?

MOUTON. — C'est pourtant vrai, tu m'épates !

ANAR. — Ne sont-ce pas les députés qui déclarent les guerres dans lesquelles les pauvres diables se font tuer ? Cela, disent-ils, pour le débouché du commerce ; en réalité, au plus grand profit de la classe qui possède.

Après comme avant, n'es-tu pas la bête de somme qui paye la casse en travaillant pour les autres ? — Ton père s'est suicidé par misère après quarante-cinq années de travail, pourtant ses patrons vivent de leurs rentes dans les châteaux de la Touraine.

MOUTON. — Mais depuis une éternité c'est comme ça, et puis, que ferait-on sans patrons ?

ANAR. — Le patron est un intermédiaire entre le producteur et le consommateur, il est bien simple de comprendre que, sans lui, tu exécuterais la même chose ton ouvrage, et que ça serait une bouche de moins que tu aurais à nourrir.

MOUTON. — Bien ; mais le député n'est-il pas utile pour gérer les affaires du pays ?

ANAR. — C'est la même chose ; le député est la conséquence de l'exploitation de l'homme par l'homme, il a été inventé pour faire croire au peuple qu'il s'occuperait du bien public : c'est un leurre, les institutions sont mauvaises, on n'a pas à les étayer avec les réformes qu'il propose, elles les font au contraire durer plus longtemps, tandis qu'il faut détruire complètement ce qui n'est pas bon.

MOUTON. — Quand il n'y aura plus d'ordre, je crains que l'on manque du nécessaire, on se disputera même les plus belles choses.

ANAR. — Aujourd'hui l'ordre te force à être un véritable esclave du capital. Mais sache donc que c'est le désordre qui existe dans le soldat qui ne travaille pas et que nous nourrissons forcément ; il en est de même de cette armée de fonctionnaires, notaires, huissiers, gendarmes, douaniers, curés, magistrats, négociants, patrons et députés, tous ces inutiles devront disparaître ; sache encore que nombre de métiers qui fabriquent des objets de vanité ridicule tomberont avec le progrès, tels les joailliers, les bijoutiers, les graveurs de pierres fines, les ouvriers en talons Louis XV, les rembourreurs de faux-culs, les marchands de cheveux, enfin tous ces métiers de paradeurs s'atténueront de plus en plus, car on cherchera d'abord l'utile dans l'agréable.

Toute cette immense quantité d'hommes et de femmes occupés à des choses inutiles et nuisibles chercheront un autre travail, ils le trouveront. Ainsi, l'agriculture manque de bras, de grandes contrées de la Provence et du Lan-

guedoc sont en friche, abandonnées parce qu'elles manquent d'eau : on les rendra productives en créant des canaux d'irrigation, et comme la terre est la chose primordiale de laquelle sort tout le bonheur des humains, c'est la terre que chacun travaillera, chacun sera d'abord cultivateur, parce que ce métier est naturel à notre espèce. Dans les loisirs de l'hiver ou de l'époque de croissance de l'été, on fera les choses accessoires : charrues, mobiliers, maisons.

MOUTON. — Alors, si je veux mettre une bague à mon doigt, je ne le pourrai pas?

ANAR. — Oh! oui! — mais tu te la fabriqueras toi-même, on pourra même en conserver une malle des plus belles qui existent pour donner à ceux qui en auront le pépin. Mais, vois d'ici! celui qui se mettra une bague au doigt, un anneau au nez ou des grelots aux oreilles, il tombera sous la risée générale, car plus on évoluera, plus on sera positif en s'éloignant de plus en plus de la fanfaronnade des êtres primitifs, lesquels se tatouent, se font des colliers de dents d'animaux, etc.

MOUTON. — On sera donc tous forcés de travailler?

ANAR. — Tu sais qu'en ce moment, peu ou prou tout le monde travaille; ceux dont le travail consiste à faire baisser l'échine aux autres sont les seigneurs et gouvernants, tandis que ceux qui baissent le dos sont les salariés, les esclaves.

Dans notre société, quoique le travail de réciprocité publique sera très court, on ne forcera personne à travailler, on ne rétablira aucune autorité militaire ni policière, on préférera laisser dormir les quelques malades qui ne voudront pas faire une part de production; au contraire, on les instruira le plus qu'on pourra.

MOUTON. — Comment arriver là, les gros bonnets ne se dessaisiront jamais de leurs privilèges?

ANAR. — Eh bien! pour te débarrasser des pieuvres qui te sucent jusqu'à la moelle, il faut t'approprier toute la richesse sociale, c'est le travailleur qui l'a produite et non ceux qui la détiennent.

MOUTON. — Alors, après?

ANAR. — Quand les riches seront expropriés et que la pièce de monnaie ne sera utile qu'à fondre pour faire des cuillers, les travailleurs s'arrangeront pour produire afin de suffire aux besoins de tous, ils s'associeront comme bon leur semblera pour travailler à des choses utiles.

Les soldats, les députés et les maquereaux n'existant plus, on ne verra plus que des hommes libres s'arrangeant pour être tous heureux.

On vivra avec ce *monstre anarchiste* dont le sens a été faussé dans ton esprit par tous les intéressés.

MOUTON. — J'en suis! mille bombes!

ANAR. — Mais, pense que pour arriver à ce but, avant, il faut faire la révolution. Et de suite il faut dire au député ce que tu m'as dit tout à l'heure : Que tes affaires ne le regardent pas.

GUÉRINEAU.

DES FAITS

Bienfaits de la civilisation.

Le commandant civil de Lambaye (Baol), M. Donis, avait à reprocher au chef du village de Diomigo, voisin de sa résidence, un manque d'empressement à l'exécution de ses ordres. Il résolut, en conséquence, de le faire garrotter.

L'administrateur alla trouver le chef et, l'interpellant brusquement :

— Le *Tegue* vous a-t-il jamais garrotté? questionna-t-il.

— Non, répondit le notable, car je ne lui ai jamais manqué.

— Eh bien! moi, je vais vous faire garrotter!

— Vous me tuerez plutôt! Je n'ai commis aucune faute; je ne veux pas être garrotté!

Les gens de Diomigo déclarèrent formellement qu'ils s'opposeraient de toutes leurs forces à l'exécution de cette menace.

— Ah! c'est ainsi! s'écria l'administrateur. Et il donna l'ordre de mettre le feu aux cases...

Le cadi de Lambaye, assisté de Bar-Diop, de Fara-Lambaye et du diaraf Baol, dit au fonctionnaire :

— Tu verras le feu et la fumée de l'incendie!...

Il tint parole...

Le 6 mai, à 1 h. 25 du soir, le feu était allumé et le village de Diomigo, très important, flambait aux quatre coins.

En un clin d'œil, toute l'agglomération fut la proie des flammes. Chassés par l'incendie, les habitants se réfugièrent dans la brousse, pour y être chassés et traqués comme des bêtes fauves par les cavaliers de Lambaye!

Le cadi de ce village avait, en effet, autorisé ses gens à s'emparer de toute personne qu'ils pourraient atteindre dans sa fuite et à la réduire à l'esclavage...

Des enfants, des femmes furent ainsi saisis. Ceux qui purent s'échapper se réfugièrent dans la brousse et quelques indigènes de Diomigo furent vus autour d'un puits où ils s'étaient arrêtés dans leur fuite désordonnée.

Rien ne reste de ce malheureux village, et ce qui échappa au feu fut livré au pillage; on fit main basse sur les animaux comme l'on avait fait sur les personnes, et, grâce au désordre occasionné dans la contrée par cet événement, on comprit dans la razzia des chèvres et des ânes appartenant à des villages voisins. Quelques petits traitants virent leurs marchandises brûlées avec tous les greniers de mil et d'arachides qui existaient à Diomigo.

Après l'exécution de cet ordre barbare, et après avoir semé ainsi la désolation et éparpillé les familles dans la brousse, en proie à la faim, le cadi de Lambaye voulut leur fermer tout asile et compléter ainsi leur malheur qu'il ne croyait pas complet.

Il fit appeler les chefs de tous les villages voisins et leur intima l'ordre de nourrir ses gens; chaque famille avait à apporter une grande calebasse de couscous et de viande. Il leur enjoignit ensuite l'ordre de venir le lendemain à Lambaye subir l'épreuve du feu et jurer qu'ils n'avaient donné refuge à aucun habitant de Diomigo.

Cette épreuve consiste à passer la langue sur une barre de fer rougie au feu; il ne faut pas qu'elle brûle si l'on est innocent!

C'est là ce qui s'appelle « apporter aux races inférieures les bienfaits de la civilisation européenne! »

(Raconté par l'*Intransigeant* d'après le *Voltaire*.)

Sur le Trimard, l'organe que quelques camarades étudiants viennent de fonder, a lancé son premier numéro. Nous ne pouvons qu'applaudir des deux mains à l'apparition d'un nouveau journal destiné à répandre nos idées.

Mais son premier numéro contient une épigramme à notre adresse que nous croyons bon de relever.

Sur le Trimard nous reproche d'avoir, dans l'article *Autour de nous*, paru dans le numéro 6, constaté que le travailleur, poussé en cela par les conditions économiques, voyait dans la révolution sociale plutôt une question d'amélioration matérielle que la réalisation d'une conception philosophique. C'est un fait : pouvons-nous décider qu'il en soit autrement? Nos camarades de *Sur le Trimard* auraient-ils préféré nous voir torturer les faits pour les forcer à cadrer avec une conception formulée *a priori?*

Oui, à l'heure actuelle, l'idée de liberté complète, bien comprise, bien consciente, n'est que l'apanage d'une minorité affranchie des difficultés de la lutte pour vivre. Oui, l'idée de liberté est encore, à l'heure actuelle, un luxe dont la plupart des travailleurs ne ressentent pas le besoin d'une façon très intense. C'est la faute de la société actuelle et non la nôtre.

Et c'est pour éveiller chez eux ce *besoin*, pour essayer de lui donner de l'intensité, que nous traitons la question sous toutes ses faces, dans toute son intégralité, que nous refusons de la morceler.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La période est calme et l'agitation sociale semble pour l'instant assoupie. Mais, sous cette apparente inertie, se perçoit une fermentation de mauvais augure pour les privilégiés de toute catégorie. Dans les groupements corporatifs, notamment, jamais la question de la grève générale n'a été plus agitée. Il est évident que la classe ouvrière sent que là est le meilleur et le seul moyen d'affranchissement. Refuser *universellement* de continuer à se laisser exploiter est, certes, le procédé le plus sûr pour amener à composition cette bourgeoisie incapable, par elle-même de subvenir à ses besoins et qui s'éteindrait d'inanition sans le secours des travailleurs.

La bourgeoisie l'a bien compris; elle a constaté aussi que la classe ouvrière en prenait conscience. Aussi a-t-elle préparé cette bonne loi, interdisant la grève aux corporations dont les fonctions sociales sont les plus importantes : chemins de fer, arsenaux, etc. De cette façon, elle se sera créé un bon prétexte, dans le cas où une de ces grèves dangereuses pour sa subsistance viendrait à se produire, pour l'écraser *manu militari*, puisque désormais les grévistes pourront être considérés non comme des gens qui discutent un marché, mais comme des rebelles que la « sécurité de l'Etat » ordonne de réduire le plus tôt possible à l'obéissance. Malheureusement les choses paraissent ne pas devoir aller sur des roulettes. L'agitation a été grande dans les derniers congrès et réunions des ouvriers des chemins de fer, et ceux-ci semblent en majorité décidés à répondre au vote de cette loi par une grève générale. Bigre! c'est que les choses se compliquent, et le gouvernement hésite. Il a conscience d'arriver trop tard avec sa loi de réaction et il se heurte, il le sent, à une masse déjà quelque peu organisée et capable d'opposer une certaine cohésion dans la résistance. Comme la bourgeoisie doit se repentir d'avoir, il y a onze ans, laissé échapper cette loi sur les syndicats! Car les règlementer, c'était en reconnaître légalement l'existence.

Par le moyen des syndicats, les ouvriers ont appris à se coaliser, à s'organiser pour la résistance, et il est peut-être bien tard pour vouloir empêcher cette résistance de devenir effective!

De là ce calme apparent, expression de cette hésitation d'une part et de cette attente de l'autre; c'est le silence qui précède le combat, alors que les deux ennemis se toisent et s'épient.

⁂

PARIS. — Les étudiants, fort malmenés par M. Tailhade, viennent de s'attirer encore un camouflet.

Ils ont eu l'idée d'organiser le *Roulotte-Club*, c'est-à-dire de faire appel aux bonnes volontés pour former une caravane de saltimbanques amateurs qui, pendant les vacances, entreprendrait une tournée à travers la France, donnant des représentations au profit des pauvres.

Mais, malheureux dans leurs expressions, après avoir déclaré que leur troupe ne serait formée que d'étudiants, qu'ils n'accepteraient pas de professionnels, ils ajoutaient : « qu'ils n'accepteraient, parmi eux, que des jeunes gens de bonne compagnie » !

Les professionnels viennent de leur répondre dans leur journal l'*Industriel Forain* :

« La prétention de ces fils de marchands de fromages ou de fabricants de poudrette faisant fi des forains qui les valent bien, du moins sous le rapport du travail et de l'éducation, cette prétention n'est-elle pas énorme? »

« Ce n'est pas chez les forains qu'il faut aller chercher à notre époque les véritables saltimbanques, mais bien plutôt souvent dans le monde des arts, des lettres, de la politique et de la finance. Là, on est certain d'en rencontrer. Le saltimbanque est partout, à présent, hormis sur les champs de foire. »

Sévère, mais juste.

⁂

Ce que nous avions prévu est arrivé. L'idée du *Pain gratuit*, lancée par le camarade Barrucand, vient de suivre son évolution naturelle. A la conférence qu'il a *faite*, samedi dernier, le député Clovis Hugues s'est offert de fabriquer un projet de loi là-dessus. Entre le zist et le zest, Barrucand s'est contenté de

déclarer que son idée pouvait *être défendue* « par tous les moyens ». D'autre part, le conférencier a été appelé à aller défendre son idée à la *maison du Peuple*, maison qui, on le sait, n'est pas ouverte aux anarchistes.

Voilà ce que l'on récolte quand, sous prétexte de « praticisme », on rogne ses idées.

* * *

(*Petit Journal du 4 juillet*) : « Le 3 juillet, à Romans, M. Léon P. regagnait son domicile. Il passa sans y prendre garde entre le général Bonnet et un détachement du 75e de ligne. Le général l'apostropha avec rudesse et l'invita à se découvrir ; puis, le saisissant par le bras, il lui donna un coup de pied dans le dos. » — Ils vont bien, les soudards !

Amérique.

Chicago. — Les faits finissent toujours par nous donner raison, et si les actes répressifs ne vont pas jusqu'à l'assassinat, comme le 11 novembre 1887, nos détracteurs peuvent faire amende honorable, ou y seraient tenus, puisqu'ils nous imitent et mettent nos principes en pratique. Les mêmes hommes qui mirent à mort cinq de nos compagnons, la haute pègre de Chicago qui a dépensé 500.000 dollars pour en finir avec l'anarchie et les anarchistes, ces mêmes hommes sont coupables du crime d'anarchisme. Dégoûtés de l'insalubrité des rues, abandonnant tout espoir de les voir nettoyer par les pouvoirs constitués et créés pour exécuter les travaux publics, mais qui se bornent à empocher leurs gros émoluments, nos gros bonnets se sont cotisés, et, sous le nom de Fédération civique, se sont équipés et ont entrepris eux-mêmes les travaux que l'administration n'exécutait pas, et l'on peut maintenant aller et venir sans prendre des bains de boue. Encouragés par leur succès, la F. C. a entrepris une campagne contre les joueurs aux courses et a embauché des mouchards pour arrêter les vendeurs de pool, mais ces derniers étaient prévenus : ils se sont munis de mandats d'arrêt et ont fait mettre les mouchards au bloc, à la grande joie des joueurs qui se composent en grande partie des employés, caissiers et calicots, des patrons qui ont formé la F. C., et dont le président est le plus grand spéculateur de blé de Chicago.

Ces messieurs voient d'un mauvais œil leurs employés risquer leurs picaillons, dans la crainte d'avoir à solder leurs comptes, mais, pour faire de l'argent, ils se livrent eux-mêmes à des spéculations effrénées, au risque d'affamer les malheureux ; et ceux qui osent les critiquer, ceux qui trouvent mauvais que les Jessie James soient condamnés à perpétuité pour arrêter un train, tandis que les Gould, les Vanderbilt peuvent impunément voler un chemin de fer, ceux-là, — ils les pendent.

A Waukegan, une petite ville au nord d'ici, on va installer des conduits comme il y en a déjà pour l'eau ou le gaz ; mais ces conduits contiendront du bioxyde de carbone, au moyen duquel l'on peut atteindre 100 degrés de froid et qui peut se régler comme on veut. Le but de cette installation sera la conservation des aliments et la distribution dans les appartements de la température désirée... par ceux qui en ont les moyens ; quant aux autres... qu'ils rôtissent !

ÉCHOS ET NOUVELLES

L'œuvre d'une Encyclopédie anarchiste ayant paru indispensable à quelques camarades, qui pensent que l'existence d'un pareil document a sa raison d'être, car toutes les personnes pourront y consulter les expressions, les termes, les sujets qui figurent constamment dans les textes de tous les écrivains, et qui échappent sur le moment à ceux qui savent, et qui instruiront ceux qui ne savent pas encore et qui désirent savoir.

Pour lancer cette œuvre, le travail préparatoire demandera un certain laps de temps ; pour n'en rien perdre, nous opérerons par le formulaire d'un questionnaire, qui s'adressera à tous, pour que tout le monde coopère à la collaboration aux mots y désignés en répondant aux points de vue historique, économique, scientifique et, surtout, libertaire.

Tous ceux qui voudront s'intéresser à ce projet peuvent s'adresser à Charles Favier, 2, rue de Kabylie.

Prière aux journaux de reproduire.

Pour paraître, tous les quinze jours : *La Protesta umana*, revue des sciences sociales, en langue italienne. Abonnements : 7 francs l'année. S'adresser au docteur A. Couverti, Tunis.

A LIRE

Le no 2 du *Magazine international*, 3, place Wagram, contenant plusieurs articles remarquables, entre autres une poésie de Chevtchenko, *Testament*, et l'*Amour*, de Berthe de Suttner.

VARIA

Nous avons reçu le 1er numéro du *Christ anarchiste*, revue universelliste, 7, rue Revel, à Toulon.

Ainsi que l'indique le titre, c'est un mélange de mysticisme et de socialisme. Notre époque n'est plus à ces sornettes.

COMMUNICATIONS

Un camarade prie nos amis, de France et de l'extérieur, possédant des documents sur le mouvement des grèves et sur le dénombrement des sans-travail, de vouloir bien lui en adresser copie aux *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

Le samedi 13 courant, à 9 heures du soir, à la salle d'Arras, grande soirée familiale pour terminer les conférences de Sébastien Faure.

Concert ; — Causerie, par Faure ; — Saynète ; — et, à minuit, Bal. — Entrée : 0 fr. 50.

BIBLIOGRAPHIE

Les Gens chics, par Gyp, avec « images coloriées » par Bob, 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Lorsque, dans les œuvres de P. Hervieu, de Lavedan, on lit l'éreintement de ce que l'on est convenu d'appeler le « grand monde », on ignore si ces messieurs ne parlent pas d'une chose qu'ils n'ont fait qu'apercevoir de loin, on ignore s'ils en font partie. Ont-ils vu ce qu'ils décrivent ?

Mais lorsqu'il s'agit de Gyp, impossible de douter. Ici l'écrivain connaît le monde dont il parle, c'est son milieu.

On sait que ce pseudonyme cache une personnalité féminine qui porte un des anciens noms de l'armorial français. Et lorsque Gyp parle des *Gens chics*, on peut être certain qu'il les connaît. Or, si P. Hervieu et Lavedan sont mordants pour le « beau monde », Gyp est impitoyable ; ce n'est plus une critique, ni de l'ironie, c'est un réquisitoire.

Avec *Les Gens chics* nous avons lu *De haut en bas*, *Le Journal d'un philosophe* : après cela il n'est plus permis d'avoir d'illusions sur le « grand monde » : la méchanceté, la calomnie, l'avarice, le proxénétisme, sous toutes ses formes, jusqu'à celle du mari « complaisant », toutes les pourritures qu'engendre la société capitaliste, y font florès comme partout, avec cette aggravation que si, en bas, certains « philosophes » acceptent de laisser bouillir la marmite du ménage avec le produit de certaines complaisances de leur moitié, c'est pour vivre. En haut, c'est pour « briller » dans le monde, parce que, avec soixante mille francs de rente, on est pauvre.

Et, ce qu'il y a de bien, c'est que le « beau monde » ferme les yeux du moment que l'on sauvegarde les apparences, se faisant ainsi complice des choses qu'il tolère.

Gyp, il est vrai, s'attaque principalement à la finance juive, c'est ce monde qu'il abomine, pour qui il est sans pitié et dont il fait découler tout le mal.

La « vraie noblesse » — celle de l'armorial, — a, évidemment, ses sympathies, c'est d'elle qu'il tire ses personnages propres, qui refusent de se laisser corrompre par l'argent d'Israël ; mais, malgré tout, il faut bien croire que le milieu est entamé que le blason n'est plus une arme défensive, car, si la banque juive fournit le « monde qui achète », la noblesse française fournit le « monde qui se vend ». Quels sont les plus sales ? Vindex.

Nous avons reçu :

El Estado, par A. Lorenzo, brochure à 0 fr. 25, publiée par la *Biblioteca acrata*, Margarit, 9, tienda, Barcelone.

Législation directe, brochure à 0 fr. 20, par M. Charnay, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

La Société collectiviste, brochure à 0 fr. 20. — *Résumé populaire du socialisme*, 0 fr. 20. — *Pour et contre le collectivisme*, 0 fr. 25, toutes trois par H. Brissac, à la *Petite République*, 142, rue Montmartre.

Six derniers brevets ou Testament Honoré, plaquette, chez Honoré, 2, quai des Célestins.

La Grève générale, par D. Descamps, brochure, à la *Question sociale*, 5, rue Théophile Gautier.

Un mot sur le Socialisme intégral de Ch. Fourier, par P. E. Laviron, brochure, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Primo passo all' anarchia, par Milano Edouard, brochure à 0 fr. 20, à *The Torch*, 127, Ossulston street, London, N. W.

Société coopérative de l'orphelinat rationaliste (statuts), chez Deluc, 78, rue de la Croix, Ixelles ou Chassaing, 180, rue du Collège, Ixelles, Belgique.

PETITE CORRESPONDANCE

C., boulevard Bonne-Nouvelle. — Avons réexpédié le no 9 avec les brochures.

R., à Romans. — Reçu ab. ; 5 fr. pour le journal collecte et 5 fr. pour le journal d'un camarade.

Riska. — Avons expédié un colis d'invendus à l'adresse indiquée. Nous ne les faisons pas payer. Mais quand les camarades peuvent nous en payer le port, cela nous facilite les envois. Ceci pour ceux qui pourront nous en demander, puisque, en ce qui vous concerne, votre lettre contenait plus que les frais d'envois.

S., à Nîmes. — Nous n'avons plus l'*Internationale* de Malon. Que désirez-vous en place ?

Merci au camarade de La Plata qui nous a envoyé l'adresse d'un libraire.

S. S. — Excusez-moi de ne pas vous avoir répondu plus tôt. Votre lettre avait été mise de côté avec les extraits à lire. Ceux-ci sont bien, mais former un article de différentes coupures faites à travers le bouquin, ce serait « arranger » la pensée de l'auteur : notre supplément n'a de valeur qu'à condition que nous donnions les extraits tels qu'ils sont tirés de l'original. — Oui, vous pouvez passer prendre des invendus, le mercredi et le jeudi, vous me trouverez sûrement après 7 heures.

Un prolo militant. — *Sébastien Roch* et *Le Calvaire* sont dans nos notes. — *Liberty*, P. O. box, New York, 10 fr. par an. — *Les Hommes et les théories de l'anarchie*, brochure à 0 fr. 10 ; nous tenons à votre disposition. — *Zukunft* doit coûter deux ou trois francs. — En Espagne : *El Corsario*, La Coruna. — *La Idea libre*, Feijoo, 1, Madrid. — *El Porvenir Social*, 33, Princesa, Barcelone.

Vox Populi. — Encombrés de copie en ce moment et forcés d'écarter ce qui ne sort pas de la moyenne.

B., à Annonay. — Reçu 3 fr. 60 pour le journal.

M., à Reims. — T., à Dijon. — D., à Givors. — E., à Daumazan. — S. P., à Bordeaux. — S., à Ensival. — N., à Toulouse. — R., à Turin. — B., à Bourges. — P., à Saint-Gengoux. — V. P. M. P. D., à Ganges. — Riska. — R., à Deville. — O., à Nîmes. — G., à Cavaillon. — J., à Roanne. — C., à Apt. — V. Spanish, à Rotterdam. — B., à Toulon. — G., à Cette. — C., à Toulon. — O. D., à Namur. — V., à Marseille. — L., à Chaux-de-Fonds. — D., à Morlanwelz. — H., à Nancy. — M., à Vienne. — M., à Reims. — B., à Nantes. — F., à Amiens. — D., à Foix. — L., à Roubaix. Reçu timbres et mandats.

Lafayette. — Reçu 1 fr. pour le journal.

P. A., à Villars. — S'il fallait relever tous les faits...! Les patrons ne sont-ils pas tous les mêmes ?

V. der M. — L'abonnement sera servi.

Un de nos abonnés d'Algérie auquel nous avons expédié les huit premiers numéros n'a pas dû les recevoir, le paquet nous étant revenu pour avoir perdu son adresse en route.

NOS COLLABORATEURS :

Paul Adam — J. Ajalbert — Charles Albert — Barrucand — B. K. — René Chaughi — A. Dénéchère — L. Descaves — Duchmann — G. Eekhoud — A. Girard (Max Bühr) — J. Grave — Guérineau — A. Hamon — Fortuné Henry — A.-F. Hérold — Théodore Jean — P. Kropotkine — Bernard Lazare — G. Lecomte — Ludovic Malquin — O. Mirbeau — F. Nadar — Nemo — Elie Reclus — Elisée Reclus — A. Retté.

Le Gérant : Dénéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 12 DIX CENTIMES DU 20 AU 26 JUILLET 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS ET AMIS

Nous avons à remercier tous les amis connus et inconnus qui nous ont aidés à propager notre journal. La faveur avec laquelle nous avons été accueillis est un stimulant, pour nous, à tâcher de faire mieux.

Ainsi, nous aurions l'ambition de faire de notre journal un moniteur fidèle de tout le mouvement économique du monde entier.

Sans nous mêler directement à des luttes corporatives que nous considérons comme insuffisantes, nous voudrions trouver, sur les lieux où elles se produisent, des camarades pouvant nous en envoyer les détails, afin que nous puissions en tirer la philosophie.

A l'aide des bonnes volontés que nous avons trouvées jusqu'ici, cela peut se faire, peut-être pas tel que nous le désirerions, immédiatement, mais peu à peu, progressivement. Si nous pouvons y arriver, cela demandera, soit une augmentation de format, soit une apparition bi-hebdomadaire, chose à étudier quand le besoin s'en fera sentir.

Voilà un des projets d'amélioration dont nous faisons part à nos lecteurs, sans préjudice de ceux que l'on pourrait nous signaler.

Que ceux qui pensent pouvoir nous aider, en nous envoyant des matériaux, se mettent à l'œuvre : le travail ne nous effraie pas.

LA RÉDACTION.

NUL N'EST CENSÉ IGNORER LA LOI

Un aphorisme qui m'a toujours paru bien amusant, c'est celui-ci : Nul n'est censé ignorer la loi. Il ne faut vraiment pas être difficile en fait de principes pour en adopter un pareil et l'inscrire comme devise sur le seuil du Code trois fois saint. Si quelqu'un s'avisait de décréter que nul n'est censé ignorer la chimie, la physique ou la médecine, on ne le lapiderait certes pas, mais on le jugerait atteint d'une douce folie. Et cependant, s'il est des lois qu'il importe de connaître, ce sont bien celles que nous offrent les sciences; et il serait malaisé d'en trouver qui puissent au même degré rallier tous les esprits : car elles expriment « les véritables rapports des choses », et en elles, par suite, éclate lumineusement le sens le moins contestable du mot loi.

Et la machine cosmique va, écrasant un peu, deci, delà ceux, qui ne savent point l'artifice de son agencement et aussi (à peine moins souvent) ceux qui savent ou croient savoir. Or, les hommes ont voulu singer cet imposant déterminisme, et ils ont accouché de ce microcosme avorton, le Code : ils ont légiféré, jouant au grand Pan, et tant pis pour qui n'a point remarqué la crotte qu'ils ont déposée sur la robe du dieu : la crotte devient géhenne, et le coupable s'embourbe dans les justes pénalités. La fièvre saisit l'imprudent qui va respirer l'air des marais; et si, par mégarde, vous foulez aux pieds la vase légale, le policier et le juge remplacent pour vous la fièvre.

Il n'y a pas à discuter avec les microbes qui vous tuent : l'argument du bourreau est aussi sans réplique. Mais la grande différence, c'est que je suis plaint dans le premier cas et flétri dans le second. On admet que je ne sois pas chimiste et médecin, ou que, l'étant (indulgence, d'ailleurs, fort nécessaire), je sois impuissant et ignorant en face des fléaux tout comme un simple mortel. Au contraire, des hommes en robe noire ou rouge déclarent, sans sourciller, que je dois être aussi ferré qu'eux en droit, moi qui n'ai ni toque ni rabat.

Messieurs de la cour, si la matière en laquelle vous opérez est simple et à la portée de tous, je demande à m'asseoir à côté de vous, sans études préalables. Mais non, il vous a fallu, pour la creuser, vous enfoncer des années en d'arides in-folio; et, après cela, vous y avez si peu fait la lumière que, rarement, vos verdicts sont unanimes ou inattaquables devant une autre juridiction : et vous exigez qu'un profane, nullement cousin de Barthole et de Cujas, ait pesé, avant d'agir, toutes ses responsabilités, ait éclairci tout ce chaos où vous vous perdez vous-mêmes!

Je ne puis faire un pas sans être forcé de mettre en branle une nuée d'avoués, d'avocats, de notaires, d'huissiers, de fonctionnaires administratifs : et vous dites que je ne dois pas ignorer la loi! Mais la voilà, la loi vivante! ils la constituent à eux tous : ils ont les formules consacrées et l'investiture officielle; ils sont les intermédiaires obligés des ventes, des contrats, des procès, des saisies, des demandes d'emplois, etc. Dès lors, je n'ai qu'à les laisser faire, spectateur passif ou proie inerte. La loi! mais cela ne me regarde point : d'autres s'en occupent pour moi. Et c'est fort heureux : car veut-on que, tous les jours, je dépouille l'énorme fatras de l'éloquence (?) parlementaire, pour en dégager, à travers les projets, contre-projets, amendements, voyages d'aller et retour de la Chambre au Sénat et du Sénat à la Chambre, les parcelles de Code, les embryons d'articles plus ou moins viables, qui montent un moment à la surface et crèveront bientôt comme des bulles, ou seront submergés tout à l'heure? Irai-je pâlir à étudier la nouvelle assiette des impôts? A quoi bon? Je rencontrerai sur ma route des préposés fort commodes, qui me diront ce que je dois donner pour passer une volaille; mon percepteur, très obligeamment, m'avertira que mes charges ont quadruplé depuis l'année dernière; mon marchand de vin, dans sa note, synthétisera à mon intention, d'une façon saisissante et rapide, le nouveau régime des boissons. Vous voyez bien qu'avec tant de follets prévenants à mon service, je n'ai nul besoin de connaître la loi.

Mon Dieu! il peut bien se faire que je me voie appréhendé en vertu d'une vieille ordonnance datant de Philippe le Bel, dont j'ignorais à la fois l'existence et la non-abrogation. Mais ce sera l'occasion d'apprendre l'une et l'autre et d'accroître mon faible bagage d'érudition. Il est encore possible que si ma femme vient à mourir des coliques de plomb, et si je traite d'assassin le patron de son usine, on me condamne pour injure et diffamation. Nouveau moyen de compléter mon savoir.

N'est-on pas en train de chercher la meilleure méthode pour enseigner le droit? La voilà, et elle est fort ancienne : elle est concrète, elle instruit par l'exemple : vous marchez à tâtons dans l'obscurité : tout à coup vous vous heurtez violemment la tête contre quelque chose : vous palpez, vous êtes édifié : vous venez de rencontrer un pilier d'airain, la colonne de la Loi.

Une proposition pour finir. Puisqu'il y a des gens qui ont le pouvoir de légiférer et de juger pour nous et de déchiffrer pour nous toutes ces avocasseries et paperasseries, pourquoi ne se borneraient-ils pas à exercer les uns sur les autres leur action néfaste? Pour relever d'un tribunal, il faudrait être au moins juge soi-même ou avocat ou agent de police ou député, etc., être de la famille, quoi! Rien de plus logique, n'est-ce pas? puisque seuls ils connaissent la chose, ou que, seule, leur science a une sanction.

Ah! comme toutes ces incohérences seraient risibles, si elles n'étaient profondément tristes et révoltantes!

J. Degalvès.

A BIRIBI

On lit dans l'*Intransigeant* du 9 juillet, sous le titre de « Supplicieurs de Biribi », la note suivante :

« Un fait monstrueux vient de se passer au camp du 3e bataillon d'Afrique, à Souk-el-Arba.

« Deux chasseurs du bataillon, qui étaient partis sans congé, revenaient, mercredi dernier, se constituer volontairement prisonniers au caporal de garde Gally.

« En présence d'un sergent, ce caporal incarcéra les deux hommes dans une cabane en bois, inhabitable en raison de la température torride que nous venons de traverser. Là, il les attacha la tête au mur, les mains liées aux pieds, dans la position connue sous le nom de crapaudine.

« Un des prisonniers, Urbain Chédel, criant et se lamentant pour demander à boire, Gally lui

fit mettre une pierre et un bâillon de bois dans la bouche. Le malheureux ne tarda pas à périr asphyxié.

« C'est alors que l'odieux caporal Gally détacha le prisonnier survivant.

« Chédel fut inhumé le lendemain. »

Pense-t-on que l'ignoble brute sera punie? Croit-on que l'on ouvrira seulement une enquête? Quant à moi, j'avoue franchement que je ne crois nullement à un châtiment, d'abord, de l'assassin de cet homme, ensuite à une enquête.

J'ai tellement vu de victimes, — pauvres hères torturés, — jurant de se venger, mais, quelques instants après ces serments, d'accord à dire que la brute qui les frappait avait quelquefois raison, et qu'au fond c'était un *bon type*.

J'ai eu si souvent sous les yeux le tableau de la force brutale triomphant toujours; je sais qu'il s'est commis tant d'atrocités au nom de la discipline et je sais aussi que, là-bas, il y a bon nombre de cadavres dont les os blanchissent au soleil, que je ne crois pas du tout à la répression de ces crimes.

Et pourquoi nomme-t-on le caporal Gally? Sans doute parce que ce n'est qu'un tout petit galonné, et comme les atrocités dénoncées à l'opinion publique, il y a quelque temps, font quelque peu de tapage, on s'est bien vite emparé de ce fait, et l'on s'est empressé de stigmatiser ainsi qu'il convient l'assassin du soldat Chédel.

Mais pense-t-on que ces faits sont excessivement rares? A-t-on la naïveté de croire que ce caporal fait exception dans ce bataillon de parias?

J'affirme hautement que, dans les cadres, les neuf dixièmes sont des assassins, et je pourrais le prouver quand on le voudra.

D'abord, le commandant Racine, celui qui inflige, à tout propos, la monstrueuse punition de vingt-huit jours de cellule de correction; celui qui, par sa sévérité excessive, participe, dans une large mesure, aux nombreuses désertions de ses hommes; celui qui menace d'exposer sur un tas de fumier le cadavre de pauvres diables qui, cerveaux faibles, se suicident parce qu'ils sont à bout de résistance; celui qui, se croyant tout permis, fait sonner la retraite tous les soirs à 7 heures 1/2 et fait faire l'appel à 8 heures, alors qu'en tout temps l'appel a lieu à 9 heures.

Et les officiers qui viennent ensuite. J'en ai rencontré, il est vrai, quelques-uns de bons, mais, combien rares, hélas!

L'on parle du caporal Gally qui a tué! Est-ce que le commandant Schmitelin n'a pas tué le chasseur Maudet en 1891?

Est-ce que le soldat Maudet, qui était idiot, n'était pas toujours en cellule?

Est-ce que, d'après le rapport du major Verdier, le soldat Maudet n'est pas mort en novembre 91, par suite d'un séjour trop prolongé dans les locaux disciplinaires?

Je ne parle pas de tous ceux qu'il a fait passer au conseil de guerre et qui pourrissent encore aux pénitenciers ou aux travaux publics.

Et l'adjudant-major Barbier?

Celui qui devait veiller aux locaux disciplinaires, alors qu'il laissait les punis 60 jours coucher sur la terre, avec les mêmes effets, de telle sorte qu'ils étaient dévorés par la vermine et que cette saleté entraînait tout un cortège de maladies.

Et le capitaine Poymiro?

Celui qui fait attacher des hommes qui viennent de Biskra au Kef, après 22 rudes étapes, sous prétexte qu'ils ont égaré un bouton de capote, ou qu'ils ont tourné les talons de leurs souliers.

N'est-ce pas le même capitaine, qui ne voulait pas que le soldat Chigot fût à sa compagnie, mais toujours en prison? Et il y était, sans aucun motif, car cette brute ayant tous les droits en trouvait toujours un, ce qui valut à ce malheureux *un an de rabiot* dans ce bagne qu'on appelle la section de discipline.

Et le lieutenant Marc de Cressin?

N'est-ce pas celui qui a assassiné ce chasseur qui, malade, implorait une journée de repos?

N'est-ce pas ce noble lieutenant qui le força à travailler jusqu'à 6 heures du soir, quand deux heures et demie plus tard sa victime expirait?

Et ce monstre à face humaine, le sergent Comptour, qui, non content de frapper et de torturer les hommes, fit *mourir de faim* les chasseurs Frévent et Dubulle!

Et l'adjudant Ricaud? C'est bien celui qui, là-bas, détient le record de la sauvagerie, de la brutalité et de la férocité. Combien de crimes sur sa conscience!

Il est vrai qu'il ne s'en rend pas compte : ils n'ont pas de conscience, ces gens-là.

Et combien d'autres encore!

Je cite ici quelques noms, mais ce serait grave erreur de croire que si l'on supprimait ces brutes de l'armée, les atrocités ne continueraient pas.

C'est le règlement tout entier qu'il faut anéantir; c'est surtout cet idiot *principe* d'autorité qui permet à un individu de faire emprisonner et de torturer son ennemi, ou de faire fusiller son camarade.

Moi aussi, là-bas, j'ai eu de l'autorité sur les hommes; *moi* aussi, j'ai quelquefois abusé de mes droits, et je me souviens qu'une fois, un soldat nommé Défenin, qui avait eu à souffrir des vexations et des brutalités des galonnés, avait juré de frapper le premier gradé venu qui mettrait la main sur lui.

Or, un jour qu'à l'exercice il se trouvait dans ma classe, je me permis de lui faire fléchir les jambes pour la charmante et utile position de l'escrime à la baïonnette. Il se rua sur moi, me lança un coup de poing sur la figure; j'eus la lèvre fendue : il y eut effusion de sang.

Donc, au point de vue légal, c'était la peine de mort. Je ne punis même pas d'une corvée supplémentaire le soldat Défenin, le trouvant en moi-même admirable.

Pour mon compte, je fus signalé par la suite comme peu énergique, ayant très peu d'autorité sur les hommes et comme indiscipliné.

Le caporal Gally, que j'ai connu, était noté comme énergique et bon serviteur.

D'ici le départ de la classe, il faut s'attendre à sa nomination de sous-officier.

A. Gauthey.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La société capitalo-bourgeoise, dont Yves Guyot est un des plus réjouissants numéros, a ceci de particulier qu'elle est d'une homogénéité parfaite. Sous quelque aspect qu'on la considère, elle se montre également infâme, oppressive et inique. Qu'une lâcheté soit à commettre, un crime à perpétrer, soyez certains que ceux à qui est dévolu le soin de veiller au fonctionnement de cette vaste association de malfaiteurs s'entendront comme larrons en foire pour accabler le faible, pressurer le pauvre, écraser le petit, en raison de sa faiblesse et de sa pauvreté.

Ceux sur qui pèse le plus lourdement l'horrible machine sont naturellement les moins défensifs, c'est-à-dire les enfants. A cet âge où le cœur déborde d'inépuisables trésors de tendresse, malheur à ceux que le hasard n'a pas fait naître en un berceau confortablement capitonné, ils seront inévitablement broyés, lacérés de mille blessures, tant morales que physiques, si bien que, parvenus à l'âge adulte, le corps ou le cerveau déformé, parfois les deux, ils viendront, abrutis et soumis, grossir le contingent de cette foule assez lâche pour supporter un pareil régime, à moins que, mieux trempés, ils ne résistent à la pression et ne se lancent, une fois grands, dans des révoltes vengeresses.

Cependant les philanthropes abondent, qui « s'intéressent au malheureux sort de l'enfance », et les orphelinats se multiplient, dans lesquels les jeunes déshérités reçoivent une « bonne éducation professionnelle » et sont pourvus, à leur sortie, d'un « placement avantageux ».

L'Hospice Général du Havre nous donne un spécimen de ces « boîtes ». Voici quelques renseignements que je puise dans le *Progrès du Havre*.

Les malheureux enfants qui sont placés dans cet établissement sont soumis à un régime absolument révoltant. C'est ainsi qu'il ne leur est pas donné de vêtements et qu'ils doivent conserver ceux qu'ils possèdent à leur arrivée, quel que soit l'état de délabrement dans lequel ils se trouvent. Ces enfants, qui travaillent presque sans interruption neuf heures par jour, n'ont de la viande que trois fois par semaine et encore 60 grammes chaque fois; ils doivent manger dans un réfectoire d'une malpropreté repoussante qui ajoute encore au dégoût que leur occasionne une nourriture préparée comme bien on pense. Pendant les récréations, ils sont enfermés dans un dortoir et il leur est interdit de se livrer à aucun jeu bruyant. Le directeur, que son surnom de Bidel suffit à caractériser, répond à toute réclamation que tout cela est assez bon pour des *bâtards!* A toute heure, il surgit dans le chantier, la menace et l'injure à la bouche, distribuant à droite et à gauche des punitions et des mises au pain sec. Voilà pour « l'éducation professionnelle ». Voyons le « placement avantageux ». A vivre sous un pareil régime, les enfants se sont révoltés, un jour. Plusieurs d'entre eux ont passé en jugement et ont été condamnés à la correction jusqu'à vingt et un ans.

A cet âge, on les prendra pour aller à Madagascar, ou ailleurs, se faire tuer pour défendre les intérêts de quelques gros négociants, amis ou complices des gens au pouvoir. Si les balles ennemies ne veulent pas de leur peau, les maladies, comme celles qui déciment actuellement le corps expéditionnaire de Madagascar, se chargeront de débarrasser de ces bâtards la société, cette bonne mère, qui s'est imposé de si lourds sacrifices pour ses chers enfants adoptifs. Mais si, malgré tant de causes de mortalité, ils en réchappent, on les enverra finir leur temps dans les bataillons d'Afrique, où les Pianelli, les Thomas ou autres lieutenants Mauger leur réservent le sort d'Andréani et les feront « mourir pour la France », au fond de quelque silo patriotique!

Si leur opiniâtreté à vivre a raison de tant de vicissitudes, après leur libération, ils reviendront crever de faim en France, à moins que, révoltés, on ne les supprime par la fusillade, la guillotine ou... la relégation!

Je n'exagère rien; car, en Afrique, les brimades que nous avons signalées continuent comme si de rien n'était, et, en France, les suicides par misère ne chôment pas. Cette semaine en offre deux exemples :

C'est d'abord, en Afrique, l'exploit du caporal Gally, dont il est question d'autre part, qui assassine un chasseur dont le tort est de s'être absenté sans permission. Encore un qui est mort pour la patrie, n'est-ce pas, lieutenant Mauger?

A Paris, 45, avenue d'Italie, c'est M. Paul Daucher, âgé de quarante-huit ans, garçon boucher, qui a été trouvé pendu dans sa chambre. Dans ses poches on a trouvé une lettre contenant ces mots : « Dans la société actuelle, il n'y a pas de place pour les vieux. J'ai fait mon temps, il n'y a plus de travail pour moi, il n'y a plus d'argent, il n'y a plus de pain et je me tue. C'est tout ce qui me reste à faire. »

Certes, il lui restait mieux à faire que de se suicider sottement; mais que dire d'un état social où un homme de *quarante-huit* ans doit se considérer comme trop vieux pour trouver du travail!

* *

Les allumettiers. — C'était à prévoir : le gouvernement, paraissant avoir cédé quant à la question du phosphore, mais n'en ayant rien fait jusqu'ici (on étudie, paraît-il), cherche à provoquer une nouvelle grève des allumettiers, histoire de prouver au public que ces satanés ouvriers ne sont jamais contents et qu'il n'y a pas lieu de prendre au sérieux leurs revendications. En effet, il n'est pas de persécutions qu'on ne fasse subir à ceux qui ont pris part à la dernière grève; les injures, les provocations, les menaces pleuvent comme grêle.

Attendez au moins d'avoir fait passer votre loi sur les employés et ouvriers de l'État, imbéciles! Vous aurez alors un bon prétexte pour vous débarrasser des gêneurs!

* *

Je veux terminer cet article en adressant des félicitations au congrès pénitentiaire international qui a voté que le détenu « devrait abandonner tout droit à un salaire quelconque ».

Ah! qu'en termes galants ces choses-là sont dites! Abandonner tout droit! Mais, messieurs, le détenu abandonnera tout ce qu'on voudra; il n'est pas le plus fort. Il était exploité, qu'il soit volé complètement, il y consentira, soyez-en sûrs, pour peu que le règlement le lui « propose ».

* * *

Le *Bulletin* du Parti socialiste polonais publie d'intéressantes révélations sur le régime auquel sont soumis les détenus politiques en Russie : nous en parlerons dans notre prochain numéro.

André Girard.

Angleterre.

L'Angleterre possède une Société pour la nationalisation du sol. A sa tête se trouve Alfred Russell Wallace, bien connu comme disciple et continuateur de Darwin, mais qui, devenu socialiste, il y a quelques années, utilise maintenant les forces de sa vieillesse à la question sociale, dont la solution lui semble plus urgente que celle des mystères qui enveloppent la descendance et l'évolution des êtres.

Cette Société de la Nationalisation du sol recrute surtout ses membres parmi la bourgeoisie intelligente. Elle a un organe mensuel, *Terre et Travail*, et elle organise des conférences, mais le principal instrument de sa propagande sont ses voitures-tribunes. Elles sont chargées de brochures et de journaux à vendre et à distribuer et le panneau arrière se rabat de manière à former tribune. Sous la conduite d'un cocher et de l'orateur, ces voitures vont de village en village, ne négligeant pas les plus petits hameaux. On s'arrête sur la place publique et la séance est ouverte sans plus de formalités.

Un trait remarquable de cette société est qu'elle n'a pas de principe arrêté quant à la forme de la nationalisation. Elle admet et prêche par ses orateurs ambulants la reprise du sol avec ou sans indemnité, la confiscation comme le rachat, le moyen révolutionnaire aussi bien que le moyen parlementaire. Son action est même plus énergique dans la première direction que dans la seconde. La Société a pour le moment quatre voitures-tribunes : une voiture parle de racheter les terres aux seigneurs, voiture jaune (yellow van) et du haut des trois autres l'on réclame la confiscation du sol par le peuple, voitures rouges (red vans).

Chaque été chacune des voitures choisit un nouvel itinéraire, parcourt des comtés différents, tient jusqu'à quatre réunions par jour et ne craint pas d'attaquer les hobereaux du lieu, qui sont si puissants en Angleterre.

Une des brochures qui aident le plus puissamment cette propagande est *Merrie England* (Joyeuse Angleterre). Elle a deux cents pages de texte et coûte dix centimes. Il s'en est, paraît-il, vendu près d'un million. Tous les chapitres relatifs à la critique de la société actuelle sont excellents, quelques-uns vaudraient la peine d'être traduits. Pour le reste, l'auteur distingue le socialisme pratique (parlementarisme) et le socialisme idéal (sorte de communisme). La solution anarchiste y est absolument ignorée. Néanmoins la clarté et la lucidité de quelques chapitres rendent cet ouvrage instructif.

En Angleterre, on n'a pas idée qu'il appartienne au gouvernement de faire respecter la loi par les grands propriétaires territoriaux, ou du moins on ne compte guère sur lui pour cette besogne.

Il y a eu une Société pour la préservation des sentiers publics et des droits de passage. Elle se tient généralement sur le terrain légal, mais elle est riche et elle ne craint pas de faire rendre gorge à de puissants seigneurs qui veulent faire enclore leur propriété. D'ailleurs, elle ne médit pas de l'emploi de la force quand elle pense qu'il vaut mieux mettre la justice en face d'un fait accompli. C'est ainsi qu'à son instigation, il y a quelques années, une palissade ayant une longueur développée de plusieurs kilomètres fut abattue en une nuit par une troupe de travailleurs venue de Londres par le dernier train du soir. Le propriétaire n'osa pas poursuivre les ouvriers nocturnes et se le tint pour dit.

Il y a aussi la Société pour la préservation des beautés de la nature. En ce moment, elle fait ce qu'elle peut pour empêcher une usine d'aluminium d'accaparer la plus belle cascade du Royaume-Uni, en Ecosse; mais la tâche est rude, car la Société a contre elle non seulement propriétaires terriens et manufacturiers, mais aussi la population des environs du site à laquelle on a su persuader que l'industrie allait amener une prospérité générale dans le pays.

* * *

On sait qu'en Chine on ne pourrait trouver de chinoiserie approchant de celle du parlementarisme anglais, et la politique qui en sort est aussi peu intéressante que possible. On discute les termes d'une loi sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, mais elle n'est pas près de voir le jour.

La seule note gaie des derniers temps a été la démission d'un brave Ecossais qui avait cru, en se faisant élire, pouvoir servir les intérêts des paysans dépossédés. Hélas! les illusions l'ont abandonné une à une. L'autre jour, il se leva, demandant où en était la loi sur la question. « Attendez deux jours et vous le saurez », dit le ministre. « J'ai attendu trois ans, je ne resterai pas une minute de plus », et il partit. Il a refusé de se représenter, ne voulant pas remettre les pieds dans une pareille galère, et il a été remplacé par un représentant des landlords : c'est ainsi qu'à chaque élection complémentaire l'infime minorité du gouvernement libéral va encore diminuant. Il paraît que les électeurs anglais attendent maintenant la lumière et la délivrance d'un gouvernement conservateur. Grand bien leur fasse!

G. G.

Italie.

Naples. — La séance du 19 juin, à la Chambre des députés, restera mémorable dans l'histoire parlementaire italienne. Nous ne voulons pas relater ici les cris, les insolences, les invectives, les coups de poing, les soufflets donnés ou perdus, les chutes des *gros bonnets* sous les bancs, leurs sauts, leurs pirouettes... Nous voulons seulement remarquer que de tous ces coups de théâtre, nous ne voyons point la cause dans l'absence d'un *bon règlement* de la Chambre. Ce serait envisager la question d'un point de vue trop mesquin. La presse ministérielle demande cependant ce *bon règlement* avec opiniâtreté, — on voudrait celui de la France — mais *les mulets trop chargés de blé* — la phrase est d'Imbriani — ne nous intéressent guère. Nous ne leur faisons pas l'honneur de discuter avec eux.

Pour nous, ce n'est pas l'absence d'un bon règlement qui rend la Chambre tapageuse. C'est le gouvernement, c'est la Chambre elle-même, qui sont la véritable cause des désordres. C'est que ces institutions désormais vieillissent : chercher à les rajeunir par de *bons règlements*, c'est vouloir *redresser les jambes aux chiens*, comme nous disons, nous autres Italiens. Certes, ni le pays, ni le gouvernement, ni le roi, ni les députés eux-mêmes, n'ont plus de confiance dans le Parlement. C'est une chose bien constatée aujourd'hui, surtout par les journaux ultra-conservateurs. Ceux-ci pourtant, tout en démontrant l'inutilité du Parlement, concluent que le pays peut bien s'en passer, car le pays a besoin de *bonnes lois* et de tranquillité pour pouvoir travailler, et non pas de législateurs improvisés, tels que des députés « camorristi » et tapageurs, qui, au lieu de se mesurer avec leurs « piccinotti » de Porta Capuana par un « dichiaramento » quelconque, aiment mieux le faire en pleine Chambre avec leurs honorables collègues.

C'est vrai. Seulement il faut ajouter que les « piccinotti » de Porta Capuana finissent dans les prisons, et ceux de la Chambre... par être élus, à nouveau, députés.

Après cela, demandez et faites encore de bons règlements! Mais lorsque Crispi parlera de *clémence* et les socialistes de *justice* à accorder à des hommes coupables de penser tout autrement que le gouvernement, soyez sûrs qu'il y aura toujours des députés imbéciles et féroces qui voudront s'imposer par des hurlements et par la force!

Et puis on dit que c'est nous le *parti* de la violence! Ce sont les gouvernements et leurs panamistes, qui se servent toujours de la violence, au Parlement aussi!

Les majorités ne font pas autre chose. Et elles sont logiques. Comment voulez-vous qu'elles raisonnent, lorsqu'elles n'ont pas de raisons à opposer à ceux qui leur jettent au visage toute la fange dont elles sont dignes?

Il ne s'agit donc de bons règlements, car malgré les bons ou mauvais règlements, les voleurs des banques provoqueront toujours des tapages lorsqu'on leur dira que le Parlement n'est pas leur place. Il ne s'agit pas non plus de purifier la Chambre,— c'est impossible, comme il est impossible de purifier un cadavre. On pourra au surplus l'embaumer, mais c'est toujours la fosse qui devra l'accueillir, ou du moins un musée d'histoire naturelle, si ce cadavre présente quelques intéressantes irrégularités ostéologiques.

C'est donc la fosse qui attend les Chambres, ainsi que toutes les autres institutions gouvernementales.

* * *

Au moment où j'écris, il vient d'être publié encore un « dossier » Cavallotti contre Crispi. Ce « dossier » met le sceau à toutes les friponneries de cet infâme vieillard, à qui on devrait faire un procès pour vol, concussions et chantage.

Roberto d'Angió.

Pays espagnols.

Un correspondant du *Clarion*, journal socialiste de Londres, écrit de Buenos-Ayres : « Les ouvriers n'ont pas d'organisation dans le pays. Cette circonstance, l'exploitation sans vergogne pratiquée par les riches, jointe à la corruption du gouvernement et de ses fonctionnaires, les font *aller aux théories anarchistes plus qu'aux leçons des socialistes*. Les envois de Buenos-Ayres montrent combien les idées libertaires se développent dans l'Argentine. Il ne se passe pas de semaine que nous n'ayons à signaler des articles ou quelques brochures. *Como no diez man* (Comme on nous exploite), la troisième publication de *l'Expropriation*, groupe de propagande communiste-anarchiste, est un exposé méthodique des maux que nous font les gouvernants et les dirigeants. Voici les titres de quelques chapitres : Aux champs; Dans les mines; Dans les fabriques; A l'atelier; Dans la boutique; Le salaire, etc... Ce sont de très bons cadres, parfois insuffisamment remplis. Les réflexions générales prennent trop souvent la place des faits précis. Toutefois il faut louer les auteurs d'avoir tenté d'écrire une étude positive et d'avoir fait descendre la critique libertaire du ciel sur la terre. Nos adversaires nous reprochent souvent de nous tenir dans la métaphysique, de critiquer l'autorité, de réclamer la liberté, sans les définir, presque comme des divinités dont le nom seul est bienfaisant. Montrons-leur que nous ne sommes pas embarrassés pour fonder nos raisonnements sur la réalité.

De Buenos-Ayres également nous vient une bonne feuille corporative, *El Obrero panadero* (L'Ouvrier boulanger), organe de la Société cosmopolite de résistance et de placement des boulangers, Calle Cuyo, 1327. Le journal a été fondé à la suite d'une grève faite par les ouvriers boulangers de Buenos-Ayres, de la Plata et de plusieurs autres villes pour obtenir la suppression du travail de nuit, l'augmentation des salaires de 30 0/0 pour tous les ouvriers boulangers sans exception, l'emploi dans toutes les boulangeries d'un nombre d'ouvriers supérieur d'un homme au nombre de sacs de farine employés. La grève n'a pas réussi parce que les boulangers n'étaient réunis que par leur mécontentement. Depuis leur insuccès, ils s'organisent en sociétés de résistance. « La dernière grève ne nous a pas réussi, dit un de leurs appels, mais ce n'est pas une raison pour abandonner nos réclamations. Au contraire, nous devons profiter de la leçon et recommencer avec plus d'activité et de décision notre travail de propagande parmi les ouvriers boulangers afin de les persuader de s'unir à nous pour travailler à ce qui sera le bien de tous. Pas de divisions entre les travailleurs. Sachons que rien ne s'obtient sans lutte, parce que les privilégiés n'ont jamais renoncé spontanément à leurs avantages, et toujours les hommes ont été obligés de les leur arracher par la force. » Malgré cette affirmation révolutionnaire, je crains que plusieurs camarades n'attachent pas assez d'importance à cette association de boulangers et à tous les groupes ouvriers, syndicats ou autres. A ceux-là je dirai : « Comment voulez-vous détourner l'ouvrier de voter et de prendre parti dans la lutte politique, si vous ne lui montrez pas qu'il peut vivre mieux sans l'aide des bourgeois ni de leur gouvernement? Comment comptez-vous faire la Révolution si vous n'avez pas avec vous, contre les capitalistes, tous les véritables producteurs et, parmi eux, ceux qui fabriquent notre nourriture? » Les rédacteurs d'*El Obrero panadero* préparent cette union. Ils prêtent leur salle à la Société toute nouvelle des tourneurs sur bois. Ils annoncent l'apparition de *La Union obrera* (L'Union ouvrière), périodique de quinzaine, rédigé en espagnol, italien et français, organe des Sociétés de résistance des mécaniciens, maçons, plâtriers, sculpteurs, forgerons, ouvriers du tabac, etc...

« L'aspiration socialiste, écrit un d'entre eux, c'est de former une seule classe *sociale de* producteurs égaux et libres, affranchis de toute exploitation et de toute tyrannie. » Enfin, ce journal annonce les publications et les traductions de la librairie de la Question Sociale, c'est-à-dire *La Société mourante et l'Anarchie*, *La Conquête du pain*, etc... Il publie actuellement en variétés la brochure de nos camarades de La Corogne : *El proceso de un gran crimen* (l'histoire des condamnations prononcées contre les anarchistes de Barcelone), et il accompagne cette publication de la note suivante : « *El Obrero panadero*, bien qu'il soit un organe corporatif en dehors des partis, a commencé, sans hésiter, la publication de cette brochure, pour que tout le monde sache ce que l'égoïsme de classe peut faire. En présence des monstruosités commises par la bourgeoisie espagnole, il n'y a plus de partis : l'humanité offensée doit élever la voix pour condamner comme ils le méritent ces assassins et ces malfaiteurs de la pire espèce. » L'avant-dernier numéro contient un article plein d'émotion sur la tombe de Vaillant.

Voilà ce que l'on trouve dans ce journal, à côté des correspondances et des échelles de prix relatives à la profession des boulangers. Une feuille spéciale de ce genre passe sous les yeux d'une foule d'ouvriers qui ne voient jamais les journaux de combat; elle étend la propagande très loin parmi les travailleurs. Rappelons-nous l'œuvre du *Pot à Colle* dans le faubourg Saint-Antoine et nous souhaiterons d'avoir avec nous beaucoup de périodiques corporatifs comme *El Obrero panadero*.

El Esclavo, qui porte en sous-titre : journal ouvrier hebdomadaire, paraît en espagnol à Tampa, ville de la Floride (Etats-Unis). Il est consacré directement à l'exposition des théories libertaires. Il publie des traductions de plusieurs ouvrages français, des extraits ou des comptes rendus des brochures publiées en Espagne et à Buenos-Ayres : on voit que dans tous les pays de langue espagnole, les propagandistes se donnent la main et nous ne savons jusqu'où s'étend l'influence de *El Esclavo*. Il nous apprend qu'à la Havane et à Santiago de Cuba, il y a environ 20.000 ouvriers sans travail par suite de la guerre civile. Martinez Campos, si féroce envers les grévistes et les révolutionnaires de Catalogne, est beaucoup plus doux avec les sans-travail de Cuba; pour les détourner de se joindre aux insurgés, il va faire construire un chemin de fer et des routes. Fort bien! mais si la révolte est réprimée, nous verrons les manières du dictateur changer et les travailleurs de La Havane sauront s'il fait bon se fier aux gouvernants et à leurs généraux. Au Mexique, il y a quelques grèves : dernièrement les cigarrières de Mexico ont cessé le travail pour empêcher une diminution des salaires. Mais, dans ce pays, les ouvriers ne sont pas encore pénétrés des idées communistes et de l'esprit de révolution. Il y a de la besogne là-bas pour nos amis de Floride.

De l'Espagne, les derniers numéros de la *Idea Libre* (Madrid) et de *El Porvenir social* (Barcelone) ne nous apprennent rien de nouveau.

El Corsario (La Corogne), obligé de suspendre momentanément sa publication après 212 numéros et un grand nombre de brochures, annonce qu'il va se reconstituer au moyen d'actions à 5 pesetas (un peu plus de 6 francs) et fait appel à la fraternité de ceux qui peuvent l'aider.

CX.

Portugal.

As Grèves (Les Grèves), n° 11 du *Novo Mundo* qui paraît à Lisbonne (A. Fernandes, rua de Rebello da Silva, 61) sous forme de brochures périodiques, renferme une étude précise des dernières grèves, et la démonstration que la conquête du pain sera faite non par l'intermédiaire des parlements, mais par la grève générale considérée comme une expropriation des propriétaires de tout genre au profit de la communauté.

CX.

BIBLIOGRAPHIE

Salvatore Visalli, *Le Due Utopie, Studio Sociale*, Messina, Libreria Internazionale Ant. Trimarchi.

Les « Deux Utopies »! Ce sont le socialisme et l'anarchie. Dans cette plaquette de 120 pages, l'auteur discute les deux grands mouvements contemporains qui portent les penseurs et les affamés de justice, soit vers le socialisme d'Etat, soit vers l'anarchie, et finalement, après avoir constaté que le socialisme autoritaire ne se peut concevoir sans la restriction, ni même sans la suppression de la liberté individuelle, il se déclare anarchiste et ne voit de salut que dans l'absolue liberté.

Nous n'avons qu'à nous réjouir de cette profession de foi; mais pourquoi faire une distinction pédantesque entre anarchistes délinquants ou « criminels-nés » et anarchistes de dévouement et d'amour? Ce n'est pas à lui, anarchiste, de s'ériger en juge et de prétendre lire au fond des cœurs si les sentiments de tel ou tel sont bien sincères et s'il agit sous la poussée d'un instinct héréditaire ou par la force de la conviction. Qu'il laisse les jugements tout faits à messieurs les criminalistes, qui, après avoir reconnu *la non*-responsabilité de l'homme, n'en tiennent que plus âprement à *leurs* prisons et à leurs échafauds. D'ailleurs, nous conseillons vivement au compagnon Visalli de se défier un peu de cette « Nouvelle Ecole pénale » dont il revendique les membres comme autant d'anarchistes réticents : d'après lui, ils n'avouent pas leurs convictions de peur que le tumulte de la politique ne porte tort à la science, mais au fond ils seraient vraiment avec nous. Ce seraient là de tristes recrues, et pour notre part nous n'en voudrions pas. Ils « sont avec nous », mais ils nous condamnent; ils « sont avec nous », mais ils envoient nos frères en prison et font les jolis cœurs auprès des parlements et des rois! On les dit « avec nous », mais il nous plaît de les avoir contre nous. La lutte est assez dure, l'enjeu est assez sérieux pour qu'il importe de savoir à quoi s'en tenir. Que chacun proclame hautement ses convictions, dût-il pour cela être maudit par tout un sanhédrin de professeurs universitaires!

C'est à l'entichement du compagnon Visalli pour les savants que nous attribuons quelques fautes contre le goût : telle sa comparaison entre Dieu le père, Dieu le fils et le Saint-Esprit, et Darwin, Lyell et Spencer.

E. R.

Nous avons reçu :

Catéchisme français, à Agen, et le *Testament du dix-neuvième siècle*, même auteur.

Le Suprême Testament, par R. D. V. F. M., chez Chamuel, 79, rue du Faubourg-Poissonnière.

Principes du socialisme, par A. Baju, prix : 0 fr. 50, chez Vanier, 19, quai Saint-Michel.

Du rôle de la poésie dans la guerre, par Paul Dequet, chez Henri-Charles Lavauzelle, place Saint-André-des-Arts.

La Science, la Religion et la Conscience, par le sâr Péladan, chez Chamuel.

A bas les Masques! poésies satiriques, socialistes et anticléricales, par E. François, 2 fr. 50, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Gli Operai e la Questione sociale, par Sergio de Cosmo, prix : 0 fr. 30, à Molfetta, Italie.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATION

Au sujet de l'article intitulé : *La Situation actuelle du socialisme*, signé Pelloutier, nous avons reçu une lettre dont nous extrayons les passages suivants, à titre d'impartialité :

« Paris, le 10 juillet 1895.

« L'auteur classe le Comité Révolutionnaire Central, qu'il appelle blanquiste, parmi les collectivistes, il le dit partisan de l'accroissement des fonctions de l'Etat, adversaire de la grève générale, de l'action économique et corporative, et il l'étiquette enfin parti parlementaire.

« Or, le Comité Révolutionnaire Central est communiste; il est tellement adversaire de l'accroissement des fonctions de l'Etat qu'il fait en ce moment une active propagande pour le gouvernement direct du peuple; il s'est toujours déclaré partisan de la grève générale et comprend si bien l'action corporative qu'il a fait dernièrement une déclaration engageant ses amis et adhérents membres de syndicats à ne rien négliger pour que leurs syndicats se fassent représenter au congrès corporatif de Limoges et proposent que l'organisation économique du prolétariat soit unique, unitaire, exclusivement corporative, indépendante de toute adhésion, influence ou ingérence politicienne, et constituée ainsi à l'abri de toute cause de division pour une action exclusivement économique; enfin, il est avant tout essentiellement révolutionnaire.

« Plus loin, l'auteur dit que le parti allemaniste, « écœuré surtout des compromissions politiques accomplies par les autres écoles socialistes, à propos de l'alliance russe... »

« A cela, je n'aurai qu'une chose à répondre au citoyen Fernand Pelloutier, c'est que je tiens à sa disposition la collection du *Parti Socialiste*, organe du Comité Révolutionnaire Central; il pourra voir, en la feuilletant, que ce journal est certainement celui qui mena la plus vigoureuse campagne contre les monstruosités franco-russes, qu'une dizaine de numéros y furent presque entièrement consacrés et que le jour de l'arrivée des valets du tsar à Paris, il publia un numéro spécial, uniquement consacré aux horreurs tsariennes et à la platitude française.

« J.-L. Breton. »

A NOS LECTEURS

Un ami qui possédait chez lui un grand nombre d'*Ordre par l'anarchie*, vient de nous les apporter. Nous pourrons laisser, dès à présent, cette brochure à 0 fr. 25 au lieu de 0 fr. 50, étant donné, quand nous l'avons mise à ce prix, que nous n'en possédions qu'une centaine.

A LIRE

Savine vient enfin de mettre en vente le volume, depuis longtemps annoncé, de notre ami Sébastien Faure. Il a pour titre : *La Douleur universelle* et pour sous-titre : « Philosophie libertaire. » Nous en donnerons très prochainement le compte rendu.

Nous le tenons à la disposition de nos lecteurs.

COMMUNICATIONS

Conférence *publique* et *contradictoire* par Sébastien Faure sur *le Pain gratuit*, à la salle du Commerce, 94, rue du Faubourg-du-Temple, le samedi 20 juillet courant, à 9 heures du soir. Divers autres camarades prendront la parole.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Nîmes. — Les écrivains dont vous parlez nous ont bien promis leur collaboration; nous n'aurions pas, sans cela, usé de leur nom. S'ils ne nous ont rien donné jusqu'à présent, nous attendons toujours. Les écrivains, voyez-vous, c'est un peu comme les jolies femmes, faut attendre leur heure.

Le camarade de la rue de l'Évangile. — Vous avez certainement raison, mais nous étions tenus, dans notre critique, à une certaine réserve.

G. B., à Br. — Très bien, passera. Quand vous en aurez d'autres du même genre?...

Merci au camarade de Marseille qui nous a envoyé l'article de Flammarion. Nous l'avions déjà. Mais l'auteur faisant partie de la Société des G. de L. qui nous a jadis cherché dispute, nous ne ferons passer qu'à défaut d'autre.

L. B. — L'avachissement actuel de la masse ne prouve rien. Au fond, les révolutions se sont toujours faites avec les éléments qui, la veille, semblaient le plus indifférents. Les circonstances changent les hommes.

R., à Nîmes. — Reçu mandat. Le journal de B. est régulièrement expédié — envoyons à nouveau. Nous avons, dans nos notes, les autres bouquins. Merci quand même.

L. C., à Alais. — Avons expédié les brochures.

Un adversaire provisoire. La — *Muselière* de Guyau a été donnée dans le supplément de la *Révolte*. — Un de ces jours, nous nous procurerons l'autre bouquin que nous n'avons pas encore lu. Merci.

E. R., Bordeaux. — Lu votre manuscrit. Montre beaucoup de bonne volonté, encore un peu d'inexpérience de la plume. Cela disparaîtra en travaillant et étudiant.

P. H., Paris. — Vous avez vu, dans notre dernier numéro, que nous étions de votre avis sur cette question.

F. W. — Reçu 2 francs pour le journal.

K., à Angoulême. — H. P., à Valence. — R. D., à Amiens. — P., à Angers. — C., à Chatte. — C., à Carmaux. — M., à Pise. — R., à Neuchâtel. — A. D., à Saint-Imier. — F., à Saint-Denis. — C., à Béziers. — M., à Gravenhage. — S. D., à Montluçon. — B., à Bourges. — B., à Lamastre. — D., à Angers. — M., à Sedan. — B., à Mirepoix. — D. T., à Picquigny. — R., à New-York. — M. E., à Rennes. — M., à Saint-Just-en-Marais. — P., à Poitiers. — P., à Bédarrieux. — Agence Genève. — M., à Caudebec. — M., à Nonancourt. — S., à New-York. — B., à Dijon. — R. d'A., à Naples. — V., à Saint-Claude. — D., à Dijon. — M., à Constantine. — D., au Havre. — D., à Montluçon. — R., à Roanne. — C., à Marseille. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 13 — DIX CENTIMES — DU 27 AU 2 AOUT 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS ET AMIS

Notre dernier appel a été entendu, déjà, et nombre de correspondants nous ont écrit pour nous promettre leur concours.

Merci à tous.

Il est bien entendu que ce que nous désirons, par-dessus tout, ce sont des faits concernant la vie ouvrière elle-même, la lutte générale d'une corporation contre le patronat, et non les griefs personnels contre telle ou telle individualité. S'il nous fallait enregistrer tous les actes d'arbitraire particuliers, ce n'est plus un journal, mais dix, vingt; cent journaux qui seraient nécessaires.

Quant à l'extension de notre organe, nous n'avons encore rien de décidé : agrandissement de format, ou apparition bi-hebdomadaire, ce sera ce qui nous semblera le mieux, étant donné que les frais que ça entraînera seront presque équivalents.

Si nous recevons des documents intéressants et en nombre, nous serons bien forcés d'y arriver, mais pour couvrir ces frais supplémentaires, il nous faut augmenter la vente.

C'est pourquoi nous faisons appel à tous pour que l'on nous aide à créer des dépôts dans les localités où nous n'avons pas encore pénétré, à augmenter la vente là où nous en avons déjà.

Afin de faire connaître notre journal, nous tenons des invendus à la disposition de tous ceux qui voudront en distribuer autour d'eux.

LA RÉDACTION.

COOPERATION ET SOCIALISME [1]

Il faut se reporter aux années trente et quarante de ce siècle pour réaliser l'enthousiasme avec lequel on envisageait alors la coopération, ou bien « l'association », comme on disait en France, et pour apprécier l'audace de Proudhon qui osa l'attaquer de front.

L'association, dans les idées d'alors, devait tout changer. Pour éviter de payer un tribut formidable aux intermédiaires du commerce, un groupe d'ouvriers se cotisait pour acheter ensemble un sac de farine, et la revendre aux membres du groupe au prix de revient, plus quelques frais minimes d'administration. Et, peu à peu, à force de privations et de luttes, ce groupe réussissait à en attirer d'autres et à se fournir mutuellement tout ce qu'ils consommaient à 20 ou 30 pour 100 au-dessous des prix chez les fournisseurs marchands.

Ce petit essai devait peu à peu réformer le monde. La petite coopération ferait tache d'huile; elle finirait par englober tous les travailleurs. Elle supprimerait les intermédiaires. Pain, viande, logement seraient fournis au prix de revient : le travailleur s'émanciperait du vautour-intermédiaire. Il gagnerait l'habitude de l'association, de la gérance de ses propres affaires. Il toucherait du doigt les avantages du communisme et acquerrait graduellement des vues plus larges sur les rapports nationaux et internationaux.

Puis, en utilisant une part des bénéfices pour élargir les affaires, on créerait des groupes producteurs. Au lieu d'acheter le drap ou les chaussures au fabricant capitaliste, on formerait des associations de production qui fourniraient aux associations de consommateurs tout ce qu'elles achètent aujourd'hui aux vautours capitalistes. Peu à peu, ceux-ci seraient éliminés de la production, aussi bien que de la consommation. Et si les travailleurs réussissaient à forcer l'Etat à leur ouvrir crédit pour la production (projet Louis Blanc, repris plus tard par Lassalle et encore en vogue dans la démocratie socialiste), la révolution économique serait faite.

Le travailleur, affranchi du capitaliste, se trouverait en possession de l'outillage nécessaire pour produire. Il jouirait du produit intégral de son travail. Les bons de travail aidant, pour permettre à l'ouvrier d'acheter sans attendre que la vente de ses produits soit faite, c'était la révolution sociale accomplie.

* * *

Il ne serait pas juste de traiter le mouvement coopératif d'insignifiant. Au contraire. En Angleterre et en Ecosse, plus de 1.600.000 personnes et ménages font partie des coopératives de consommation. Les coopératives se rencontrent partout, surtout dans les villes et villages du Nord. Leurs affaires se chiffrent par des milliards de francs. Et la coopérative centrale, en gros, à Manchester, qui fournit tout aux coopératives locales, est un établissement formidable, dont les magasins à plusieurs étages couvrent tout un quartier, sans parler de ses immenses magasins dans les docks de Liverpool. Elle envoie ses cinq ou six vaisseaux chercher le thé en Chine, elle achète le sucre aux Indes, le beurre au Danemark, les cotonnades aux grands producteurs, et ainsi de suite... — « Supposez une révolution sociale à Manchester, demandai-je aux administrateurs, pourriez-vous nourrir et vêtir toute la cité, et distribuer les produits dans tous les quartiers? — Avec notre matériel, nos arrangements et les hommes de bonne volonté, ce serait fait en vingt-quatre heures. Fournissez l'argent ou le crédit pour acheter, — il n'y aurait pas l'ombre de difficulté », fut la réponse immédiate.

Et c'est vrai. Il faut voir l'établissement pour comprendre la justesse de l'affirmation.

* * *

En outre, la tendance est depuis quelque temps de fonder des associations de production sur une large échelle, qui fabriquent le nécessaire. Après nombre d'échecs, les coopérateurs anglais ont réussi à faire bien marcher leurs fabriques de chaussures, leurs moulins à farine, leurs boulangeries. Un tiers du pain mangé par les 686.000 habitants de Glasgow est déjà fourni par les coopératives.

En un mot, les coopérateurs anglais et écossais ont eu un succès considérable; ils sont une force qui grandit encore. Seulement, ce succès est tel que les premiers coopérateurs s'en seraient détournés avec dégoût; car, jusqu'à ces dernières trois ou quatre années, où l'esprit socialiste a commencé à envahir les coopératives, aussi bien que la bourgeoisie elle-même, les coopératives anglaises restaient les forteresses du bourgeoisisme ouvrier.

* * *

Quant à leurs effets directs sur le bien-être de l'ouvrier, ils sont bien minces.

Nos lecteurs suisses se souviennent de la misère qui régnait à la Chaux-de-Fonds en 1877-78. On ouvrit alors une cantine municipale, où l'on avait un bon repas à bas prix. Mais déjà, deux mois après l'ouverture de la cantine, le loyer des chambres dans un rayon d'un demi-kilomètre de la cantine avait monté d'au moins cinq francs par mois. — « Mais monsieur peut bien payer cinq francs de plus pour la chambre, puisqu'il sera à deux pas de la cantine », répondaient ces dames avec un doux sourire.

Le gros bourgeois anglais a fait plus : il a imposé le partage des bénéfices dus aux coopératives. Il y a quelques années, un coopérateur de Newcastle nous amena chez un vieux mineur qui devait nous initier aux avantages de la coopération, et il le fit en ces termes :

« Eh bien, vous voyez. Avec 9 shillings de salaire par semaine, je vis aujourd'hui tout aussi bien que je vivais, il y a vingt ans, avec 16 shillings. Et cela, grâce à la coopérative. La maisonnette m'appartient; je l'ai achetée par la coopérative et n'ai plus de loyer à payer. Sur tout ce que j'achète, j'économise au moins trente pour cent. Et mes neuf shillings suffisent là où seize suffisaient à peine. »

On prévoit notre question : « Mais pourquoi ne gagnait-il plus que 9 shillings au lieu de 16? » et l'on prévoit aussi la réponse : — « Le travail ne marche pas; nous ne travaillons que trois jours par semaine! »

Autrement dit : puisque le capitaliste a tout avantage à tenir une armée de mineurs, qu'il ne fera travailler que trois jours par semaine et qui, au moment où les prix du charbon montent, pourront doubler la production — il le fait. Il fait en grand ce que les bonnes dames de la Chaux-de-Fonds faisaient en petit. Il profite de la coopérative.

Ces deux petits tableaux — deux petits coins de la réalité — résument toute l'histoire des coo-

(1) *Les Expédients économiques*, II.

pératives. La coopérative *peut* accroître le bien-être de l'ouvrier; cela va sans dire. Mais pour que l'ouvrier ne perde pas tout l'avantage à la suite de salaires rognés, de chômages exagérés, de rentes sur la terre et, partant, des loyers montant toujours, et des impôts toujours grandissants, — pour que l'avantage acquis par la suppression de l'intermédiaire ne soit pas volé par le seigneur foncier, le banquier, le patron et l'Etat, il faut qu'il attaque de front cette nouvelle coopérative de vautours; il faut qu'il lutte avec eux par la famine ou la torche des grèves, par la conspiration et la révolte. Et s'il ne le fait pas — il a travaillé pour l'autre coopérative, celle des vautours.

On en arrive toujours au même point. La lutte, la guerre contre l'exploiteur, reste toujours la seule arme de l'exploité.

Mais il y a pire.

Tandis que la lutte, par la grève, la guerre aux machines, la guerre contre le seigneur foncier (qui prend mille caractères divers selon les localités), et la révolte contre l'Etat, *unit* les travailleurs, — ces expédients, tels que la coopérative, les *divisent*.

En effet, jusqu'à ces dernières trois ou quatre années, il n'y avait pas en Angleterre pires patrons que les coopérateurs. Leurs congrès de 1886 et 1887 étaient frappants sous ce rapport. L'égoïsme des coopérateurs, surtout dans le Nord, a été un des plus grands obstacles au développement du socialisme dans cette partie de l'Angleterre. La peur de perdre le peu qu'ils avaient acquis après tant de luttes — l'homme aime toujours ce pour quoi il a lutté — s'élevait comme une barrière contre toute propagande de solidarité, soit dans les grèves, soit dans la propagande des idées socialistes. Il était bien plus facile de convertir un jeune bourgeois au socialisme que d'y amener un coopérateur.

⁂

Cela change aujourd'hui, empressons-nous de le dire à haute voix. Certainement, cela change; mais le « comment » du changement est hautement instructif. Cela change, *parce que d'autres ont mieux fait à côté*.

En effet, lors de la dernière grève des mineurs du Yorkshire, tout le monde lisait avec stupéfaction que la coopérative en gros de Manchester avait versé 125.000 francs d'un coup au fonds gréviste. On imagine l'effet de ce cadeau sur l'issue de la grève. Mais ils ont fait mieux. On nous affirme que la coopérative centrale avait ouvert un crédit de près d'un million de francs aux petites coopératives locales dans les villages de mineurs, et quiconque sait combien la négation de tout crédit est un article de foi chez les coopérateurs, appréciera encore mieux cette avance qui permit aux coopératives locales d'ouvrir crédit aux mineurs.

Des amis dignes de foi nous affirment, en outre, que dans les nouvelles associations de production, les relations entre ouvriers-ouvriers et ouvriers-patrons changent complètement, et nous nous empressons d'admettre qu'il en soit ainsi.

⁂

Mais d'où vient donc ce vent nouveau qui souffle dans les coopératives?

— Des « théoriciens », parbleu! Les coopératives aussi se ressentent du souffle de socialisme qui fait aujourd'hui des recrues jusque dans le camp ennemi des bourgeois.

Deux courants se dessinaient nettement, il y a cinquante ans, au sein des socialistes. Les uns voulaient être « pratiques » et se lançaient dans une série d'expédients. « Puisque les travailleurs ne sont pas communistes, disaient-ils, il faut les rendre communistes par intérêt personnel. La coopérative, basée sur l'égoïsme personnel, les habituera au communisme. » Et pendant cinquante ans on a fait la pratique de cet expédient, avec les résultats que l'on connaît.

Mais, heureusement, il y avait aussi des « théoriciens », des « écervelés », parmi les socialistes. Ils n'ont pas voulu entendre parler d'esprit communiste développé par l'étroit égoïsme pécunier. Ils ont tourné le dos aux expédients (tout comme nous, anarchistes, tournons aujourd'hui le dos aux expédients politiques et économiques). Ils ont suivi leur évolution naturelle.

Deux lignes divergentes se sont ainsi produites de cette façon. Les hommes aux expédients ont suivi l'une, les socialistes ont suivi l'autre. — « Vous êtes des théoriciens, des rêveurs, des insensés, des fous, a-t-on dit à ceux-ci; vous devriez devenir pratiques, faire de la coopération et le reste! » A quoi ils répondaient avec un mépris hautain et suivaient leur voie — la voie de la propagande et de la révolte contre *tout l'ensemble* de la civilisation actuelle, contre toutes les formes de l'exploitation à la fois.

Et ils avaient mille fois raison. Les deux lignes ont divergé de plus en plus. Et voilà que maintenant lorsque le socialisme, dans son entier, et l'anarchie, dans son entier, ont fait impression profonde sur les idées du siècle, lorsque la révolte contre toute exploitation économique et étatiste a fait des recrues dans toutes les couches sociales, — les « expédientistes » aussi sont atteints, et leur ligue commence à verser dans le courant socialiste.

Elle sera forcée d'y verser entièrement. Autrement, elle appartiendrait au monde qui s'en va, et serait condamnée à disparaître.

⁂

Peut-on demander, après cela, si les socialistes ont eu raison de refuser les compromis et de rester « théoriciens », comme les bourgeois aimaient à dire? S'ils rentraient dans le courant coopérateur — faux à son origine même, puisque basé sur l'affranchissement partiel de l'individu, dans une partie minime seulement de ses servitudes, — si le courant socialiste versait dans la coopération, il y était noyé, il devenait méconnaissable, il y perdait son essence même; il devenait ni chair ni poisson — un compromis.

Mais il a préféré rester dans son isolement. Plutôt être une poignée que de perdre ses traits distinctifs, de sacrifier le meilleur de sa pensée! Et il a fini par forcer l'autre courant à donner tout ce qu'il devait donner, à se développer entièrement et, alors, verser ses eaux dans le courant socialiste.

Absolument la même chose arrive avec le courant anarchiste. Nous savons que dans la révolution sociale l'association des consommateurs et des producteurs sera une des formes de la société naissante. Mais pas cette association ayant pour but d'encaisser *sa* plus-value ou *son* bénéfice. Et nous propageons toute notre pensée, nous soufflons toute notre révolte contre le monde qui s'en va. Nous propageons nos idées partout, dans l'union ouvrière, dans la coopération comme dans les masses ouvrières non organisées — et en faisant cela, — puisque nous sommes dans le vrai, — nous finirons par faire verser tous ces courants partiels dans un grand courant : — l'anarchie.

KROPOTKINE.

DE L'OBÉISSANCE

Dans ses *Notes sur Obéir* (1), M. Ludovic Malquin a ainsi très justement défini l'obéissance : « Obéir, c'est, dit-il, faire des actes pensés par autrui. » Est-ce à dire que, pour agir librement, il ne faille pas accomplir d'actes pensés par d'autres que soi? Evidemment non, car alors, poussant ce système jusqu'à ses dernières limites, il ne faudrait point demander avis sur quoi que ce soit, ni se conformer à l'expérience d'autrui, ni même acquiescer aux connaissances par d'autres cerveaux découvertes. Il n'importe donc pas que les actes accomplis par soi aient été ou non pensés par d'autres; ce qui importe, c'est *qu'ils aient été pensés par soi*. Je suppose que quelqu'un vous suggère une action : si vous l'exécutez uniquement pour cette raison « qu'on vous a dit de le faire », alors vous agissez servilement, vous obéissez; mais si, ayant délibéré sur l'acte à accomplir, vous l'avez jugé bon, et le faites — alors il est évident que vous n'obéissez pas, puisque vous avez substitué votre pensée à celle de l'autre, et n'avez suivi que l'impulsion de votre propre volonté. Vous avez agi librement. En un mot, le propre de l'homme libre est de faire des actes *raisonnés*, quelle que puisse être d'ailleurs la valeur de ces actes.

Remarquez que, si rien ne vient révéler votre délibération préalable et la décision conséquente, vous pourrez paraître avoir obéi, et l'*autre* pourra s'enorgueillir de vous avoir fait obtempérer à ce qu'il croit être son ordre. Bien qu'en réalité il n'en soit rien, et que l'on ait, dans le cas présent, l'intime conscience de n'avoir pas obéi, néanmoins la seule supposition qu'il puisse exciter dans l'esprit de l'autre une idée de ce genre, peut nous être insupportable et nous amener à ne pas faire la chose que nous avions jugée bonne, ou même, par réaction, à en faire une contradictoire, qu'en toute autre circonstance nous eussions jugée mauvaise. Ainsi en est-il chez la plupart des enfants, avant que la pratique de l'existence leur ait enseigné la servilité : l'on sait qu'il suffit de leur interdire quelque chose pour qu'aussitôt ils le fassent, ou tout au moins aient le désir de le faire. Cet esprit de contradiction, qui survit, chez nombre de personnes, aux concessions déprimantes de la vie, me paraît, quoique flétri par la majorité des gens, un très salutaire instinct de conservation de l'individu. Au lieu de s'acharner à le détruire, comme font presque tous les parents, on devrait au contraire le ménager soigneusement et s'étudier à ne le jamais heurter. Seulement cela exigerait que les éducateurs remplaçassent leurs impératifs catégoriques par la sincérité de leurs propres exemples; et, à l'imitation de tous les détenteurs d'autorité, ils aiment infiniment mieux décréter des lois — qui n'engagent que leurs subordonnés.

Quand nous délibérons sur un acte à nous suggéré par autrui, il est deux cas suivant lesquels nous pouvons nous résoudre à l'accomplir : soit que nous le jugions bon en lui-même et l'approuvions, soit que nous jugions bon de l'accomplir uniquement en considération de certaines circonstances particulières. Supposons, par exemple, qu'un châtiment soit attaché à la non-réalisation de l'acte commandé, acte jugé par nous mauvais en soi. La délibération aura pour objet de savoir s'il est préférable de subir le châtiment (de le risquer s'il n'est pas certain) ou de faire la chose ordonnée. Il se peut que je me range à cette dernière alternative, comme plus conforme à mon intérêt; il se peut aussi que je choisisse la première, en guise de protestation. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il ne sera pas encore très exact de dire que j'ai obéi, puisque je ne me serai déterminé que d'après ma propre réflexion et dans le sens du plus grand motif. Je suis comme un voyageur qui hésite s'il passera un torrent à la nage ou sur la résistance improbable d'un tronc d'arbre. Je pèse le pour et le contre de chaque alternative, je suppute minutieusement les deux faces du dilemme, et ce n'est qu'après une sévère balance des raisons adverses que je me résous. A moins d'être un esprit fort imparfait, j'ai dû nécessairement prendre la résolution qui m'est la moins défavorable; et par conséquent, là encore, je n'accomplirai l'acte que parce que je l'aurai jugé bon, que parce que je l'aurai pensé moi-même.

(1) *La Revue Blanche*, n° 7, avril 1892.

Ceux-là seuls sont véritablement esclaves qui obéissent par devoir, par je ne sais quelle religieuse terreur de l'autorité, qui font des actes irraisonnés; ils ne se croient pas le droit de désobéir et s'enorgueillissent de leur soumission. De telles gens, il n'est rien à attendre. Les autres sauvegardent simplement leur moi des brutalités du plus fort; vienne une occasion propice : leur indocilité, toujours en éveil, sera toute prête à se manifester.

Tant que l'évolution des idées ne nous aura pas délivrés du joug de l'Etat, il sera matériellement impossible d'agir nos pensées librement. Dans la société qui nous régit, le refus complet de l'obéissance équivaudrait au suicide. Du moins, quand nous obéissons, sachons pourquoi nous le faisons. En apparence cela ne change rien, en réalité c'est toute une révolution mentale. Quels que soient les actes que nous accomplissions, si absurdes que notre raison les ait reconnus, nous ne les effectuons que pour éviter une plus grande nuisance, et non plus par un mystérieux respect; le seul mobile qui nous guide est la préoccupation d'assurer notre bonheur individuel et d'écarter ce qui peut le compromettre; nous avons conscience d'avoir « pensé nos actes ». Faisant ainsi, nous conquérons, en dépit des injonctions et des règlements, au moins une ombre de liberté morale, suffisante provisoirement à nous purifier de l'humiliation d'obéir... en attendant mieux.

René Chaughi.

A BIRIBI

Un phénomène extraordinaire vient de se produire à Tunis : les assassins du soldat Chédel ont trouvé un défenseur!

Le sieur Pellerin, rédacteur au *Protectorat*, a accouché d'une tartine dans laquelle ce monsieur prétend qu'il n'y a, dans la mort de Chédel, *pas de quoi fouetter un chat*.

Ce monsieur, homme sage et bien pensant, réserve ses larmes et ses cris d'indignation pour d'autres histoires.

Je me permettrai de demander au sieur Pellerin, qui certainement a dû toucher la forte somme pour écrire de pareilles monstruosités, si les « joyeux » dont il fait fi ne valent pas mieux que les brutes galonnées qui les commandent?

Les joyeux sont tous des repris de justice (!) civils ou militaires, mais, dans tous les cas, ils ne sont sous le coup d'aucun jugement, puisque, comme l'on dit au Palais, ils ont payé leur dette à la société; et lors même qu'ils auraient commis des crimes, est-ce une raison pour les torturer avec des raffinements de cruauté qui eussent indigné Laubardemont!

Je sais qu'au Bataillon d'Afrique, il est des joyeux qui sont peu *intéressants*, mais ce sont de ceux-là, précisément, qu'on doit le plus s'occuper, car, généralement, ce sont de pauvres diables, enfants naturels ou abandonnés, qui, jetés à la rue dès leur plus tendre enfance, ont grandi sans avoir jamais entendu un mot de sympathie, ont été enfermés d'abord dans ces maisons de corruption que, par un euphémisme charmant, on appelle maisons de correction, ensuite n'ont fait, jusqu'à leur départ au service, qu'alterner entre le ruisseau et la prison.

Est-ce leur faute, ou bien à la société tout entière? Et à côté de ces derniers, n'y a-t-il pas aussi une foule de jeunes gens qui, dans leur jeunesse, ont été condamnés à des peines variant entre huit jours de prison et 16 francs d'amende?

Est-ce que la plupart de ces jeunes gens ne se sont pas engagés sur les conseils de philanthropes appartenant à diverses sociétés d'encouragement au bien ou autres, qui, faisant des rondes dans les prisons, leur font entrevoir que maintenant qu'ils sont stigmatisés, toutes les portes leur seront fermées, qu'il leur sera impossible de vivre dans la vie civile, tandis que, s'ils veulent se réhabiliter, s'ils veulent devenir de bons et braves citoyens, il n'y a qu'une planche de salut : signer un engagement au Bataillon d'Afrique.

Et ils signent, les malheureux. Et ils s'en vont au bagne, presque de gaîté de cœur : c'est qu'on leur a parlé d'avenir brillant, plein d'honneur, d'héroïques faits d'armes, de nobles conquêtes, puis la vie des camps, en Afrique, si aventureuse, si active...

Et une fois qu'ils sont là-bas, on leur met une pelle et une pioche entre les mains et on leur dit : Maintenant, travaille! Puis, lorsque énervés, meurtris, accablés d'injures, ils oseront faire une fugue de quelques heures, on les tuera tranquillement.

Que répondrait le rédacteur du *Protectorat*, si la mère de Chédel, éplorée, venait lui crier : « Vous êtes un misérable! On m'a pris mon fils, puis on l'a assassiné lâchement, et vous encouragez ces crimes, et vous approuvez les assassins! »

Le sieur Pellerin ne répondrait rien, ou plutôt il lui dirait, ainsi que ses amis, les gradés du bataillon : Madame, apprenez qu' « au bataillon d'Afrique, tous les moyens de répression sont bons, *même ceux qui peuvent entraîner la mort* ».

Et cela se conçoit, ces gens sont partisans de l'ordre social actuel; donc, approuvant le mensonge, l'hypocrisie, la corruption, la cruauté, l'assassinat.

Ah! le soldat Chédel n'est pas la première victime tuée au nom de la discipline, ce n'est pas non plus la dernière!

Jusqu'à ce jour, personne n'avait osé élever la voix; il est vrai que les joyeux sont plus renfermés au fin fond de leurs garnisons, dans ces pays perdus, que les béguines en leur cloître, et que personne n'est témoin de leurs souffrances; néanmoins, la lumière commence à se dégager des ténèbres, la vérité se fait jour et l'on voit à l'horizon le flot de nouvelles révélations qui monte, monte sans cesse, dans sa hideur, menaçant et terrible pour les criminels.

C'est le flot de tous ceux que ces assassins ont maintenus sous les étreintes de la faim, du froid et de toutes les tortures, de ceux qu'ils ont comprimés sous la férule de fer de leur ignoble domination, de ceux qui ont souffert, de ceux qui ont pleuré!...

Non, le cas du soldat Chédel n'est pas rare; n'y a-t-il pas eu les Mandet, les Chazot, les Rousseau, les Roux, les Stahl, les Lémonon, les Rey, les Bouley, et tant d'autres qui ont succombé aux mauvais traitements? les Frévent, les Dubrulle qui sont morts de faim? les Dupollais, les Blandin, les Henriette, etc., etc., qui eurent, qui les jambes gelées, qui les pieds coupés?

Allons, les assassins galonnés d'or, bas les masques, n'essayez pas d'atténuer vos crimes en disant, qu'après tout, *ce n'était qu'un joyeux!*

Le sang déborde, et votre rage n'est point assouvie, et vous vous abattez sur les cadavres de vos victimes comme des vautours sur des corps morts. Vous continuerez, comme par le passé, à verser le sang par torrents, vos victimes seront saturées d'outrages jusqu'à leur dernier souffle et encore après leur mort, et ceux qui, las de supporter vos tortures, mettront un terme à leur existence, vous les exposerez sur un tas de fumier, comme les cadavres d'animaux immondes : c'est dans l'ordre social, au nom de la discipline et pour la patrie!

« Il n'y a pas de quoi fouetter un chat »; c'est aussi dans l'ordre, et la preuve, c'est que toute la presse servile, qui ne veut pas se compromettre, reste muette.

C'est l'ordre dont se targue leur orgueil et que leur bouche hypocrite glorifie; c'est le triomphe de la force brutale sur le droit, du bourreau sur sa victime, du mensonge sur la vérité; c'est le règne du corbeau sur les cadavres, dans les ténèbres d'une nuit profonde.

Maladie!

A. Gauthey.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Si vous voyiez quelqu'un attirer chez lui une foule d'animaux nuisibles, malfaisants ou incommodes, tels que rats, souris, moustiques, hannetons, etc., se lamenter ensuite de cette invasion, et entretenir une nuée de serviteurs, chargés de capturer ces parasites, pendant qu'il continuerait à en infester son logement, une saine pitié vous saisirait pour un entendement si détraqué, et instinctivement vos regards se dirigeraient vers Sainte-Anne, comme pour y chercher une place à l'objet de votre commisération.

C'est ainsi cependant que procède la société bourgeoise qui, par le maintien systématique d'une révoltante inégalité entre les conditions humaines, par l'entretien d'une lutte implacable entre ses divers membres, lutte meurtrière qu'elle prétend être une fatalité naturelle, par l'exemple d'une exploitation effrénée de l'homme par l'homme, par une glorification constante du droit de la force primant tout esprit de solidarité, pousse au crime bon nombre d'esprits faibles qu'elle-même a dévoyés, et s'attache en même temps à persécuter ces malheureux de qui elle exige le paiement des pots qu'elle leur a fait casser! Mais comme les philosophes et les philanthropes bourgeois décorent cette incohérence de diverses appellations on ne peut plus édifiantes, chacun s'en préoccupe avec le plus grand sérieux et, très sincèrement, recherche les moyens de réprimer par des échafaudages de pénalités « le flot montant de la criminalité ».

Ainsi, ces jours derniers, des personnages graves, solennels et « collet monté » se sont réunis à Paris en congrès international pour discuter des questions pénitentiaires. A l'heure où la question sociale inquiète tous les esprits, où le droit de punir est très vivement contesté à la société, alors que des idées humanitaires se répandent à profusion, vous croyez peut-être que les résolutions adoptées par ces doctes messieurs se sont ressenties de ce mouvement d'idées? C'est mal connaître l'esprit qui règne au sein de ce genre d'assemblées. Entièrement composées d'éléments réactionnaires dépourvus de tout esprit philosophique et incapables d'embrasser la généralité d'une question, — on voit ce qui peut en sortir, surtout quand on songe que la moyenne collective d'un groupe est toujours inférieure à la moyenne prise individuellement.

Du reste, voici quelques spécimens des motions adoptées :

« Le principe de l'emprisonnement cellulaire doit être adopté pour les femmes, quelle que soit la durée de la peine. »

L'emprisonnement cellulaire est une des choses les plus affreuses pour qui n'est pas doué d'une misanthropie irréductible; si l'on y soumettait seulement huit jours tous ces bavards, il est vraisemblable qu'ils en rabattraient.

« La répression doit être combinée en vue :

« *a*) d'une aggravation progressive des peines...

« *b*) de l'infliction d'une pénalité plus rigoureuse aux malfaiteurs de profession. »

Plus loin :

« La loi doit fixer un minimum spécial pour éviter *l'abus des courtes peines*. »

On ne condamnerait pas assez, suivant ces messieurs. Il faut mettre ordre à cela. Dorénavant, les peines seront plus longues, on soumettra pendant plus longtemps quiconque aura fauté au régime démoralisant des prisons, afin de le pourrir tout à fait; et, à chaque fois qu'il reviendra, la peine sera aggravée, de manière à en faire définitivement un malfaiteur incorrigible.

Il est vrai qu'en même temps on le moralisera par des cours de sagesse et la lecture d'œuvres pies. Car il est question de fonder des écoles et des bibliothèques pour les détenus. Comme si la vertu s'enseignait! Mais, triples crétins que vous êtes, la conduite d'un homme dépend du milieu où il vit et des circonstances dans lesquelles il se trouve placé, et non de toutes les belles paroles qu'on pourra lui débiter! Et lorsque après l'expiration de sa peine aggravée, le malheureux, libéré, et replacé dans l'alternative ou de crever de faim ou de piétiner quelque prescription du Code, malgré tous vos catéchismes, tous vos discours sur la morale et le respect du bien d'autrui, retombera nécessairement, fatalement, parce que les circonstances l'y pousseront irrésistiblement. Ce n'est pas votre enseignement « pénétré du sentiment religieux » (*sic*) qui l'empêchera.

D'autant plus qu'on le devine, votre enseignement. Il sera sans aucun doute patriotique, avilissant, prêchant l'humilité et l'aplatissement devant les forts. Vos livres exalteront les hauts faits d'armes, c'est-à-dire les grands assassinats; la soumission aux patrons, que vous peindrez toujours sous les couleurs les plus flatteuses; le respect du gendarme, c'est-à-dire de la force brutale; la vénération du prêtre, c'est-à-dire de l'habile hypocrisie, etc., en sorte qu'à sa sortie, le malfaiteur, s'il a profité de vos leçons, imitera le prêtre en escroquant de l'argent en échange de marchandises imaginaires, il imitera le gendarme en brutalisant plus faible que lui, il prendra exemple sur le patron en dépouillant autrui de son bien; il s'inspirera des héros en tuant!

Et dire que c'est à ces gens que les camarades du *Bulletin officiel* du parti socialiste polonais ont eu la naïveté — qu'ils me pardonnent l'expression — d'adresser une lettre contenant des révélations sur la procédure suivie en Russie à l'égard des

accusés politiques et sur les traitements révoltants qui leur sont infligés.

Alors que les congressistes se préoccupaient de rendre plus dure la situation des prisonniers de droit commun, ce n'était guère le moment de leur parler d'adoucir celle des détenus politiques. Car le détenu politique, c'est la bête noire, l'homme dangereux que l'on craint parce qu'il en veut à vos privilèges ; tandis que le malfaiteur ordinaire non seulement n'est pas à craindre, mais c'est un semblable, un collaborateur, qui s'y est mal pris. C'est sa maladresse et non son acte qu'il expie.

Aussi, quand les socialistes polonais viennent nous raconter que, dans notre chère alliée la Russie, ce sont les gendarmes qui arrêtent, instruisent, jugent, décident de l'envoi en Sibérie, etc., quand ils nous affirment que dans les prisons, et notamment au X° pavillon de la citadelle de Varsovie, ainsi qu'à la forteresse de Schlüsselburg et à celle de Saint-Pierre et Saint-Paul, un grand nombre de prisonniers ont mieux aimé se suicider, l'un en mettant le feu à sa paillasse, un autre en se coupant la gorge, que de continuer à subir les tortures de toutes sortes qui leur étaient infligées, que voulez-vous que cela leur fasse? Que leur importe, par exemple, qu'à la prison de Saint-Pétersbourg nommée *La Croix* le scorbut sévisse en permanence, que la température y descende parfois jusqu'à 8° ou 5° R., qu'au X° pavillon on soit fusillé pour avoir regardé à la fenêtre, qu'à toute réclamation, bien mieux, que pour avoir demandé un médecin on soit puni de « cellule noire », c'est-à-dire enfermé dans un souterrain humide, grouillant de vers, avec, pour toute nourriture, du pain et de l'eau... que leur importe tout cela? Ils vous répondront qu'ils n'avaient qu'à ne pas s'occuper de politique, à rester tranquilles et à accepter bien docilement le régime odieux d'exploitation, de tyrannie et de famine auquel nous sommes tous soumis. Ils s'offriront en exemple!...

Pouah! Mieux vaut mille fois périr au Gabon que ressembler à ces gorilles!

André Girard.

Prière aux camarades de vouloir bien nous faire parvenir tous les renseignements qu'ils pourraient posséder sur l'état des esprits, les préoccupations sociales, en un mot, sur le degré d'évolution dans les groupements corporatifs. A. G.

Espagne.

Une « fabrique » épouvantable. — On vient de découvrir à Barcelone (Espagne) une de ces agences qui se livrent à la *fabrication* et à la *vente* des enfants estropiés.

Tout le long de la frontière française, il existe de ces *fabriques* où les familles nécessiteuses envoient leurs jeunes enfants.

Ces malheureux sont soumis là à diverses tortures, à des supplices épouvantables qu'on leur fait patiemment subir et d'où ils sortent affreusement difformes, estropiés, culs-de-jatte, manchots, etc. Ensuite ils sont vendus ou loués à des industriels qui les dispersent dans les villes du midi de la France et qui les exploitent en les faisant mendier à leur profit.

Une mendiante de Marseille ayant été condamnée par le tribunal pour exercice de cette coupable industrie, la fillette qu'elle exploitait a été remise aux autorités de Barcelone.

Sur les indications très précises de la pauvre enfant, qui est estropiée pour le reste de ses jours, on a réussi à arrêter deux hommes et une femme qui tenaient un de ces « conservatoires d'estropiés ».

Détail affreux : on a trouvé chez eux une vingtaine d'enfants de tous âge, et des deux sexes, à des degrés divers d'estropiement.

(*D'après un journal bourgeois.*)

BIBLIOGRAPHIE

Est paru mardi, chez Stock : *La Société future*, par notre collaborateur Jean Grave.

Nous tenons ce volume à la disposition de nos lecteurs au prix de 2 fr. 50 dans nos bureaux, 2 fr. 75 par la poste.

* *

Journal des Goncourt, tome VIII (1889-1891), 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle.

Nous n'avons pas lu les volumes précédents, il nous serait difficile de nous faire une idée de l'ensemble de ce *Journal*; mais si nous en jugeons par la lecture de celui-ci, nous devons avouer que nous nous étions fait une idée plus élevée de l'auteur de *Germinie Lacerteux*, des *Frères Zemganno*, de *Manette Salomon*, de *René Mauperin*.

Aucune idée large dans ce volume : les événements vus, seulement, par leurs petits côtés et notés qu'en ce qu'ils peuvent avoir de désagréable pour l'auteur, un égoïsme de vieux garçon, des plaintes sur l'injustice de la critique. D'un bout à l'autre du livre, ce ne sont que jérémiades sur l'indifférence des contemporains, sur les quelques piqûres d'amour-propre que tout homme qui se rend public doit s'attendre à recevoir.

M. de Goncourt est bien renté, il est officier de la Légion d'honneur, chose qui, à nos yeux, le déprécierait plutôt, mais qui doit lui être agréable, puisqu'il l'a acceptée; s'il a subi des critiques — justes ou injustes — il est, par contre, entouré d'une jeunesse littéraire de valeur qui se réclame de lui. M. de Goncourt est mal venu de se plaindre. Qu'auraient donc à dire ceux qui, tout en ayant du talent, sont restés étouffés par la misère et l'indifférence!

Si nous avions été l'ami de M. de Goncourt et qu'il nous eût consulté avant l'apparition de son livre, nous lui aurions conseillé de le jeter au feu. L'homme n'a qu'à perdre à la divulgation de ces petitesses d'esprit.

* *

L'Enseignement professionnel du menuisier, par Léon Jamin; 2 vol. de 500 pages chacun et 2 atlas de 100 planches chaque; 100 francs payables mensuellement, chez l'auteur, 21, rue Saint-Jean-de-Beauvais.

N'étant pas menuisier, il nous serait difficile de donner une appréciation bien raisonnée de cet ouvrage; étant encore bien moins « critique d'art », l'aplomb nous manque pour essayer de le faire quand même.

Heureusement que nous avons l'opinion de plusieurs camarades du métier qui, eux, sont à même de juger ce que vaut l'œuvre, et qui nous ont affirmé que cet ouvrage était un véritable monument, tant au point de vue technique que d'érudition.

Et ce qui nous plaît fort, à nous, c'est que, à côté de la question technique, la question philosophique n'est pas oubliée. Tout en parlant métier, l'auteur n'a pas oublié le problème économique qui prime tout. Il a de superbes envolées sur la question sociale.

* *

L'Année fantaisiste, par Willy, illustrations de A. Guillaume et Godefroy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Delagrave, 15, rue Soufflot.

Le titre indique le contenu du livre : un recueil d'articles humoristiques sur quelques-uns des événements de l'année, dont certains très drôles, d'autres qui se contentent de vouloir l'être, comme cela arrive forcément lorsqu'on se fait une spécialité de ce genre.

Parmi les récits qui sont drôles, citons celui sur les démêlés d'un forgeron et d'une blanchisseuse qui, sous ses dehors de blague excessive, est d'une vérité cruelle pour le casuistisme judiciaire.

* *

Nous avons reçu :

La Soif du juste, par Ed. Thiaudière, 1 vol., 2 fr. 50, chez Louis Westhausser, 4, rue de Lille.

De chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain : *Psychologie des foules*, par Gustave Le Bon, 1 vol., de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, 2 fr. 50. — *Les trois Socialismes*, par Paul Boilley, 1 vol., 3 fr. 50. — *La Cité moderne*, par J. Izoulet, 1 vol., 10 francs.

Défunt Grand-papa, par C. Berton, à *la Plume*, 31, rue Bonaparte. C'est la pièce jouée au Théâtre-Libre dont nous parlions dernièrement.

De chez Charpentier, 11, rue de Grenelle : *Trente Romans*, par Paul Alexis, 1 vol., 3 fr. 50. — *Taureaux et Mantilles*, par Léon de Rosny, 1 vol., 3 fr. 50. — *Le 40e d'artillerie*, par O. Méténier, 1 vol., 3 fr. 50.

Le maréchal de Saint-Arnaud en Crimée, par le docteur Cabrol, 1 vol., 7 fr. 50, chez Stock, place du Théâtre-Français.

Vindex.

AVIS

Nombre de nos lecteurs nous demandent de leur expédier des ouvrages de librairie sans nous en envoyer le montant. Nos ressources étant des plus restreintes, il nous est impossible de faire l'avance de tout ce que l'on nous demande. Nous prévenons nos correspondants d'avoir à nous envoyer, en même temps que la commande, le montant des ouvrages qu'ils désirent, s'ils veulent être servis de suite.

A LIRE

Dans le numéro de juillet de la *Société Nouvelle*, les articles de P. Kropotkine sur la *Faillite du système industriel*, de Elie Reclus sur le *Magisme*, et la fin de l'*Inconnaissable* de Clémence Royer.

La Question du sexe dans l'éducation, par Mme J. Hudry-Menos, brochure de 0 fr. 40 à la *Revue Socialiste*, 10, rue Chabanais.

Nous recommandons fortement cette brochure à ceux qu'intéressent les questions d'éducation et de l'enfance.

ECHOS ET NOUVELLES

Les camarades de Rotterdam viennent de nous faire parvenir le premier fascicule de *La Société mourante et l'Anarchie*, que vient de traduire en hollandais le camarade B.-P. van der Voo, Hugo de Grootstraat, 2.

Ce fascicule contient aussi une introduction de F. Domela Nieuwenhuis, que notre ignorance de la langue hollandaise nous empêche d'apprécier.

* *

Nous avons également reçu la traduction espagnole du même volume par Antonio Cursach, éditée par l'*Imprimerie Elzévirienne*, 1191, calle Cangallo, Buenos-Ayres.

* *

Le samedi 27 juillet, à 9 heures du soir, au Rocher Suisse, 27, rue de la Barre (Montmartre), Sébastien Faure donnera une conférence publique et contradictoire sur le *Socialisme chrétien*.

Cette conférence ayant lieu à Montmartre, quartier dans lequel, aux élections législatives de 1893, M. l'abbé Garnier fut candidat du socialisme chrétien, il est présumable que celui-ci assistera à la réunion et y prendra la parole.

COMMUNICATIONS

Coalgate (Etats-Unis). — Le groupe *l'Espérance* se réunit tous les samedis à 8 heures du soir.

Tous les travailleurs y sont invités.

* *

Londres. — Les compagnons de langue française sont invités à prendre part à la conférence qui sera donnée par les compagnons allemands et anglais, le lundi 29 juillet, à 8 heures du soir, à *Grafton Hall*, 55, Grafton street. Sujet : *Notre attitude* à l'égard du congrès ouvrier international de l'année prochaine.

PETITE CORRESPONDANCE

J., à Marseille, par C. — Reçu 3 francs pour la publication de *l'Anarchie* en brochure.

Natole V. — Reçu timbres. Ai fait passer la lettre à Faure.

A. P., à Mc Donald. — Reçu mandat. Ai fait passer à la *Sociale* ce qui lui revenait.

S., à Nîmes. — C'est 2 fr. 75. Mais nous vous redevions 0 fr. 25.

M., à Bône. — Avons expédié les numéros et des invendus. — A votre disposition.

P. V., à Roanne. — Reçu. Merci. Utiliserons. Le concours des bonnes volontés est toujours accepté avec plaisir.

E. Méo. — Reçu également. Merci et même réponse.

X. Y. Z. — Ai bien trouvé les journaux. — Pour ceux au sujet de Cavallotti, y a-t-il à en tirer quelque chose au point de vue du mouvement? en ce cas, envoyez; sinon, ce n'est pas la peine. — Quant à l'autre question, nous avons des raisons majeures pour écarter ces communications de nos colonnes.

Z., à Genève. — Les deux abonnements seront servis.

G., à Malines. — T., à Brest. — B., à Bourges. — N., à Toulouse. — S., à Ensival. — E., à Lyon. — D., à Bruxelles. — P., à Grenoble. — G., à Villefranche. — K., à Gand. — F., à Saint-Etienne. — A., à Niort. — F., à Barcelone. — O., à Beauvais. — G., à Villeneuve s/L. — L., à Saint-Louis. — P., à Brieulles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Dentchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 14 — DIX CENTIMES — DU 3 AU 9 AOUT 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE CONGRÈS OUVRIER DE 1896

Dimanche passé, les compagnons du groupe de la *Freedom* de Londres, renforcés de quelques amis, se sont réunis pour discuter s'il y avait lieu de prendre part au congrès ouvrier qui va avoir lieu, en août 1896, à Londres. Le fait est qu'en Angleterre, comme un peu partout, il y a des compagnons anarchistes qui font partie de groupements ouvriers, et qui peuvent être envoyés par leurs unions de métier afin de discuter tous les points du programme du congrès au point de vue anarchiste. Les groupements en question ne peuvent pas assister les bras croisés à l'escamotage du mouvement ouvrier qui se fait en ce moment par les politiciens; ils ne peuvent pas voir non plus, sans essayer de réagir, les rapports égoïstes qui s'établissent très souvent entre les ouvriers mieux rétribués et ceux qui le sont moins, ou ne le sont pas du tout, faute de travail; et ils tiennent à s'entendre avec les anarchistes d'autres pays sur ce qu'il y aurait à faire pour imprégner les unions ouvrières d'idées anarchistes et faire sortir les retardataires de leurs vieilles ornières.

Les progrès accomplis récemment dans cette voie dans certaines unions, et surtout en Amérique, où l'impulsion pour toutes les révoltes ouvrières vient de ceux qui sont en dehors de tous les métiers organisés, et qui entraînent ceux-ci (ainsi que cela s'est vu dans la dernière grève des chemins de fer), sont très encourageants. Cet esprit nouveau de révolte qui souffle dans la classe ouvrière fait un devoir à ceux qui ne se croient pas supérieurs aux « masses ignorantes », parce qu'ils sont anarchistes et les masses ne le sont pas encore, de faire tout pour propager l'idée anarchiste au sein des masses ouvrières. Et puis, il faut aussi se sentir un peu les coudes pour voir où l'on en est avec la grève générale, que les politiciens travaillent par tous les moyens à escamoter d'ici au prochain congrès.

On sait que le congrès est entièrement manipulé précisément par ces politiciens. Les social-démocrates allemands, qui dominent dans le comité organisateur, ont donc pris leurs précautions pour empêcher que l'on vienne les gêner dans leurs petites discussions de mesquineries parlementaires, et le décret lancé par ces messieurs annonce que seront exclus du congrès tous ceux qui n'admettent pas la politique parlementaire. Il s'agissait donc de savoir ce que l'on veut faire.

L'opinion unanime des compagnons réunis a été qu'il faut aller au congrès, et y aller en masse. Mais, avant de faire quelque chose, tous les groupes anarchistes de Londres seront convoqués pour discuter la question.

Si le congrès s'annonçait comme un congrès de la démocratie sociale, les anarchistes n'iraient évidemment pas. Pourquoi irions-nous déranger les social-démocrates quand ils discutent leurs petites affaires, ou s'affermissent mutuellement dans la croyance que Marx a découvert tout le socialisme, toute la philosophie de l'histoire, et le reste?

Mais le congrès est annoncé comme un congrès *ouvrier universel*, et alors, — ou bien les unions de métier, seules, y sont admises, et aucun groupe politique socialiste, ou révolutionnaire, n'y aura accès, à moins d'être une union de métier ou de Sans-travail, — ou bien, *tous* les groupes socialistes et révolutionnaires qui tiennent à y venir doivent être reçus. En effet, il n'y a aucune raison pour dire que les groupements ouvriers, *plus* les social-démocrates, seront admis ; mais qu'on ne veut pas de congrès composé des unions ouvrières, *plus* les social-démocrates et *plus* les anarchistes et toutes les écoles socialistes. C'est préjuger d'avance que les groupements ouvriers *doivent* être social-démocrates et travailler pour les politiciens.

Or, c'est précisément ce que ces messieurs ont fait. Si vous êtes un anarchiste, envoyé par une union de métier annoncée au comité de Londres huit mois à l'avance, vous êtes admis; si vous êtes un social-démocrate qui n'appartient à aucune union ouvrière, mais appartient simplement au parti démocrate socialiste, vous êtes encore reçu : vos *opinions* social-démocrates vous ouvrent les portes. Mais si vous êtes un anarchiste n'appartenant pas non plus à une union ouvrière, mais se présentant de la part d'un groupe anarchiste, alors on ne vous reçoit pas : vos *opinions* anarchistes *vous ferment les portes*.

Si tous les partis ouvriers et groupements ouvriers acceptaient cette résolution, il n'y aurait qu'à s'incliner devant la bêtise humaine. Mais c'est précisément ce qui n'est pas. Le parti ouvrier hollandais, par exemple, n'en veut nullement. Il dit, comme nous : ou bien un congrès ouvrier exclusivement, ou bien un congrès du parti social-démocrate; ou bien enfin un congrès ouvrier qui ouvre ses portes aussi bien aux anarchistes qu'aux social-démocrates. Mais ne faites pas croire aux travailleurs que la majorité des travailleurs est enrôlée à la tactique parlementaire des démocrates soi-disant socialistes. Le parti américain n'en veut plus, par exemple, et il vient de décider qu'il ne prendra désormais aucune part à la politicaillerie. Les Espagnols probablement ne voudront pas non plus de l'exclusivisme marxiste; et les Italiens de même. En sorte que, leurs votations ayant lieu par nationalités, Liebknecht aura de nouveau à parader comme représentant du parti ouvrier du Brésil, ou peut-être même des îles Sandwich.

Il va donc être proposé à la réunion des anarchistes de Londres de lancer deux manifestes : l'un adressé à tous les anarchistes européens, américains et australiens, pour leur proposer de discuter la question du congrès, et l'autre adressé aux trades-unions anglaises pour leur ouvrir les yeux et déjouer le plan des organisateurs de la comédie que l'on veut jouer sur le dos des ouvriers.

En même temps, les journaux anarchistes sont priés d'ouvrir leurs colonnes à cette discussion.

P. K.

LA CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE
ET L'INTERNATIONALE

La Commission d'organisation du Congrès international ouvrier (?) qui se tiendra à Londres en 1896 vient de publier un manifeste d'où nous détachons le passage suivant :

« Toutes les Chambres syndicales ouvrières seront admises au Congrès, et aussi les partis et les organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique.

« L'action politique ici signifie que les organisations des travailleurs cherchent, autant que possible, à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête du pouvoir politique. »

Comme nous discutions récemment de ce passage avec quelques camarades des syndicats ouvriers, tous désabusés, d'ailleurs, de l'action parlementaire et partisans de la grève générale, l'un d'eux nous dit :

— Certes, à ne regarder que les résultats produits par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants, par l'institution des caisses de retraites des ouvriers mineurs, par les expériences diverses de la journée de huit heures, il est incontestable que l'action législative est à la fois inutile et dangereuse. Nous comprenons fort bien — et d'expérience, hélas! — que toute réforme faite *en l'état social actuel* se traduisant par un accroissement des charges publiques, et ces charges incombant toujours, quoi qu'on fasse, à la classe ouvrière, les lois dites sociales, si elles ne sont pas inapplicables, grâce aux mille interprétations qu'elles autorisent, aggraveront notre misère. C'est pourquoi certains d'entre nous, tels les métallurgistes de Puteaux, les ouvrières des moulinages de soie de l'Ardèche, protestent contre la réduction de la durée du travail; d'autres, après avoir effectué ici les huit heures réglementaires, cherchent là une occupation nouvelle d'une heure ou deux; par exemple, les mineurs du Durham, les plieuses de journaux des imprimeries parisiennes; d'autres, enfin, les mineurs du bassin de la Loire, renoncent en masse au bénéfice des caisses de retraites qu'ont implorées pour eux les socialistes bourgeois. Nous ne concevons même point que de tels résultats n'aient pas ébranlé la confiance (si elle est sincère) que nos théoriciens purent avoir jadis dans la réforme de la législation. Mais — et c'est là que nous en voulions venir — comment se fait-il que l'Internationale, composée, elle, de travailleurs, et instruite de la propriété de répercussion des impôts et des charges, ait méconnu le danger des réformes partielles et recommandé à la classe ouvrière l'action législative?

— L'Internationale!... Êtes-vous bien certain, demandâmes-nous à notre interlocuteur, qu'elle ait fait une pareille recommandation?

— Certain, non. On ne lit guère aujourd'hui les comptes rendus de ses congrès et nous ne connaissons ses délibérations que par ouï-dire. Mais les écrivains socialistes affirment qu'elle a

posé la conquête des pouvoirs publics comme la condition nécessaire de la révolution sociale.

— Eh bien ! les écrivains du socialisme autoritaire commettent là un effronté mensonge. L'Internationale a maintes fois déclaré — ce qui est bien différent — que l'émancipation économique et l'affranchissement politique sont inséparables, et c'est une supercherie grossière que d'avoir tiré de cette déclaration la nécessité d'employer l'action législative comme moyen de révolution et de l'avoir placée sous le patronage de l'Internationale.

Considérez tout d'abord que jusqu'en 1871 l'Internationale professa ouvertement le mépris des politiciens et s'efforça toujours de les tenir écartés d'elle. Au congrès de Lausanne (1867), Félix Vanza, délégué de Saint-Imier, disait : « Notre section se composait à l'origine de « deux cents membres et plus. Mais comme la « plupart d'entre nous s'aperçurent que les per- « sonnages principaux, plus qu'indifférents ou « peut-être étrangers aux questions qui concer- « naient uniquement l'organisation du travail, « étaient, au contraire, d'une ardeur extrême « pour toutes les questions politiques, ils se re- « tirèrent peu à peu, ne voulant pas servir « d'instruments et de piédestal à des hommes « dont ils ne connaissaient pas les desseins. » — Louis Rubaud, de Neuville-sur-Saône, disait à ce même congrès : « Nous ne devons accepter « parmi nous que des travailleurs, c'est-à-dire des « ouvriers manuels, ne pouvant compter pour « la réussite de notre entreprise sociale que sur « l'ensemble des intérêts communs à tous. » — L'année suivante, Eugène Dupont, président du congrès de Bruxelles, s'exprimait en ces termes sur l'indifférence des travailleurs en matière politique : « Si les ouvriers dédaignent la poli- « tique, c'est parce qu'ayant fait deux révolu- « tions sans voir leur situation s'améliorer, ils « en ont recherché la cause et ils ont vu... *qu'il « fallait changer le fond même de la société*, et « que le véritable terrain de la révolution est la « question sociale. »

En second lieu, l'Internationale n'admettait comme terrain de lutte que la question économique et faisait un devoir à tous ses membres de s'affilier, dans la mesure possible, aux syndicats de métiers, appelés alors *Sociétés de résistance*. Le 22 février 1871, Varlin et Rochat demandaient au Conseil fédéral de la section parisienne « d'obliger en quelque sorte les interna- « tionaux à adhérer aux sociétés de résis- « tance ». — « Il est absolument indispensable, « disait Rochat, et son avis prévalut, de constituer « solidement toutes les sociétés corporatives, car « là *seulement* « est notre vraie force pour l'ave- « nir. » — Au congrès de Bâle (1869), Schwitzguébel avait dit : « Ce n'est qu'au moment où la « masse des travailleurs, groupés au moyen des « sociétés de métiers, prendra une part active au « mouvement social que ressortira de plus en « plus la nécessité d'une liquidation sociale. »

Enfin — et par là s'affirme encore plus nettement l'esprit antipolitique dont elle était animée, — l'Internationale déclara à plusieurs reprises que les réformes partielles — et la conquête des pouvoirs publics n'en peut produire d'autres — sont ou inutiles ou dangereuses. « L'enseigne- « ment gratuit est un non-sens, dit le congrès « de Lausanne, puisque l'impôt prélevé sur les « citoyens en fait les frais... » — « Les efforts, « dit le même congrès (3e question de l'ordre « du jour), tentés aujourd'hui par les associa- « tions ouvrières tendent à constituer un qua- « trième Etat ayant au-dessous de lui un cin- « quième Etat plus misérable encore. Pour obvier « à ce danger, le Congrès pense qu'il est néces- « saire que le prolétariat se convainque bien de « cette idée : « *Que la transformation sociale ne « pourra s'opérer* d'une manière radicale et dé- « finitive *que par des moyens agissant sur l'*ENSEMBLE *de la société*. » — Le Conseil fédéral du bassin de Liège déclare au congrès de Bâle : « Il est maintenant prouvé que les ré- « formes politiques, quelles qu'elles soient, ne « parviendront pas à tirer le peuple de la misé- « rable condition où il végète depuis tant de « siècles. » Et plus loin : « Les membres des « sections du bassin de Liège savent que les « travailleurs n'ont rien à attendre d'une bour- « geoisie *qui ne peut vivre* dans l'abondance et « le luxe *qu'en maintenant le peuple dans la « dépendance la plus absolue et en faisant peser « sur lui les charges les plus accablantes* »

Favorable, donc, à la lutte économique, au groupement corporatif et même à la grève générale, dont elle envisageait dès 1869 la possibilité, hostile, au contraire, aux agitations politiques dont elle connaissait la stérilité, comment l'Internationale aurait-elle pu préconiser l'action parlementaire? Bien plus, elle tenait à rester étrangère même aux problèmes de doctrine, et consultée, par exemple, sur le programme collectiviste-fédéraliste de l'*Alliance de la Démocratie socialiste*, elle répondit par la plume d'Eccarius : « Il est en dehors des fonctions du « Conseil général de faire *officiellement* l'examen « critique du programme de l'*Alliance*. Nous « n'avons pas à rechercher si, oui ou non, c'est « une expression adéquate du mouvement pro- « létarien. Pour nous, il s'agit seulement de « savoir s'il ne contient rien de contraire à la « tendance générale de notre association, c'est- « à-dire l'émancipation complète de la classe « ouvrière. » Loin donc par là de se prononcer pour la conquête des pouvoirs publics et la fabrication de lois socialistes (méthode de combat en contradiction avec la doctrine anarchique), elle reconnaissait que le socialisme est une doctrine générale qui a pour but la mise en commun des moyens de production et des objets de consommation, et que tous ceux qui la professent, partisans ou non d'un Etat, elle devait également les accueillir.

Cependant, dis-je à mon interlocuteur, tout ceci n'est, quant à la question qui nous occupe, qu'une conjecture. Je vais vous faire connaître maintenant l'opinion expresse de l'Internationale.

La doctrine de l'inséparabilité de la question politique et de la question sociale a été formulée pour la première fois par les sozial-demokrats (Liebknecht et ses amis) au congrès d'Eisenach en 1868. « Au dernier congrès d'Eise- « nach, dit Liebknecht (Congrès de Bâle), après « des tentatives infructueuses de conciliation, la « scission s'est affirmée d'une façon beaucoup « plus nette : les démocrates socialistes, c'est- « à-dire ceux qui ne veulent pas séparer la « question politique de la question sociale, les « délégués de cent cinquante mille travailleurs, « ont complètement rompu avec les socialistes « du parti de M. Schweitzer, qui croient que les « réformes sociales sont compatibles avec le « gouvernement de Bismarck. »

C'est tout? c'est tout. Mais pesez bien ces paroles, car, avec une résolution votée par le congrès de Lausanne deux ans auparavant, elles sont l'unique document dont puisse se réclamer, par une interprétation judaïque, la doctrine de la conquête du pouvoir politique. Un délégué allemand vient dire : Dans notre pays, il existe deux écoles socialistes. L'une estime qu'à condition d'en obtenir des améliorations sociales, les travailleurs peuvent s'accommoder de n'importe quel régime politique; l'autre pense qu'on ne saurait raisonnablement espérer ces améliorations d'aucune des formes actuelles de gouvernement et, *a fortiori*, du régime monarchique bismarckien.

Où voit-on là l'obligation pour les socialistes de tous les pays, qui se trouvent dans des conditions politiques différentes, d'user des prétendues ressources de la législation? L'attitude des sozial-demokrats ne pouvait souffrir que deux interprétations : ou bien que, les réformes sociales étant incompatibles avec l'existence des gouvernements, il faut commencer par détruire les gouvernements, et en ce sens seulement nous admettrions peut-être, pour notre part, que la révolution politique doive précéder la révolution sociale; ou bien que, dans l'impossibilité pour les travailleurs allemands d'obtenir quoi que ce fût du gouvernement de Bismarck, il fallait s'efforcer de lui substituer un régime républicain dont le libéralisme, en matière de presse et de réunion, hâterait la diffusion de la propagande révolutionnaire, et, en ce cas, c'étaient une opinion et une tactique purement locales, qui, bonnes encore aujourd'hui pour l'Allemagne monarchique, ne le sont plus pour la France républicaine, où les socialistes ont arraché à la bourgeoisie le maximum de liberté que la bourgeoisie pouvait accorder *proprio motu*.

Inutile de dire, n'est-ce pas, que cette dernière interprétation est la plus probable (la déclaration faite au congrès de Bâle émanant d'hommes qui, malgré l'assurance de Frédéric Engels, n'étaient pas anarchistes), et que cette interprétation n'établit nullement que la révolution sociale doive être faite par des moyens politiques, et spécialement par la conquête parlementaire des pouvoirs publics. Voyons maintenant ce que pensait l'Internationale tout entière sur le même sujet.

La septième question soumise au congrès de Lausanne disait : « 1° La privation des libertés politiques n'est-elle pas un obstacle à l'émancipation sociale des travailleurs et l'une des principales causes de perturbation sociale ? 2° Quels sont les moyens de hâter ce rétablissement des libertés politiques? 3° Ne serait-ce pas la revendication par tous les travailleurs du droit illimité de réunion et de la liberté illimitée de la presse? » Le Congrès répondit : « Oui, la privation des libertés politiques est un obstacle à l'émancipation sociale des travailleurs :... partout où des restrictions sont apportées aux droits... *de se réunir, de parler et d'écrire*, l'action de l'Association internationale ne peut être que très lente et les résultats bien faibles. En conséquence, la Commission propose au Congrès de faire la déclaration suivante : « Considérant que la privation des libertés politiques est un obstacle à *l'instruction* sociale du peuple et à l'émancipation du prolétariat, déclare 1° que l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique; 2° que l'établissement des libertés politiques est une mesure première d'une absolue nécessité. »

Mon interlocuteur, à ces mots, dressa l'oreille.

— Je vois, lui dis-je, que vous avez compris. Le congrès de Lausanne eut lieu en 1867. L'Allemagne était gouvernée par Bismarck, la France par Napoléon III. En Allemagne, en France, en Autriche, on ne connaissait ni droit de parole ni droit d'écriture; l'Internationale était proscrite et il était interdit de s'y affilier. L'Internationale déclare qu'aussi longtemps que ce régime de compression durera, il lui sera impossible d'*instruire* les travailleurs (le mot est dit) et, par conséquent, de semer dans leur esprit le germe révolutionnaire. Que les travailleurs réclament donc tous les droits possibles, et ils auront hâté d'autant l'heure de la liquidation sociale. Est-ce là prétendre que les socialistes doivent, bon gré mal gré, se servir du parlementarisme, à peine d'excommunication?

— Et l'Internationale n'a jamais dit autre chose?

— Jamais.... Je me trompe : elle a maintes fois confirmé cette doctrine, purement circonstancielle et que professaient tous les internationaux, les anarchistes y compris. Dans ses statuts et au verso des cartes délivrées par elle aux sociétés adhérentes, elle disait : « L'éman- « cipation économique des travailleurs est le « grand but auquel tout mouvement politique « *doit être subordonné* comme moyen. » Et c'est pourquoi, devinant dans la grève générale un moyen plus efficace que le parlementarisme, elle se prononça pour la généralisation des grèves. Même, au fameux congrès de la Chaux-de-Fonds (4 avril 1870), les futurs marxistes, tout en déclarant absolument nécessaire la par-

ticipation des travailleurs aux luttes électorales, ajoutèrent : « Il est bien entendu que nous ne croyons point que nous puissions arriver à notre émancipation par la voie de la représentation ouvrière dans les conseils législatifs et exécutifs. Nous savons fort bien que les régimes actuels doivent nécessairement être supprimés ; nous voulons seulement nous servir de cette représentation comme d'un moyen d'agitation. » Enfin, les bakouniens eux-mêmes, par le paragraphe 4 des statuts de l'*Alliance*, acceptaient toute action politique ayant pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs contre le capital. L'auraient-ils fait si cette acceptation n'avait pas été bornée, dans l'esprit même de l'Internationale, à des circonstances de temps et de lieu et à la volonté absolue des adhérents de tous les pays ?

— Certes, non.

— Ne craignez donc point que votre désaffection du parlementarisme soit en contradiction avec les principes de l'Internationale. Tout comme nous, l'Internationale savait ce qu'il faut attendre des législateurs et des soi-disant socialistes qui prêchent la conquête des parlements. Si vous, travailleurs, estimez que les lois « ouvrières » vous sont néfastes et que, par conséquent, vous n'en devez point favoriser l'élaboration, n'hésitez pas à vous séparer de ceux qui les réclament. Outre que toute leur culture intellectuelle est insuffisante pour les initier aux problèmes du travail, ce sont des ambitieux qui rêvent d'entrer au ministère et qui vous gouverneraient plus despotiquement encore que les Yves Guyot et les Dupuy.

FERNAND PELLOUTIER.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le magistrat à tout faire qui a instruit le procès des Trente vient de toucher la récompense de la répugnante besogne que bien à regret, n'en doutons pas, il accomplit l'an dernier. Il est de ces travaux malpropres et nauséabonds qui exigent une juste compensation aux haut-le-cœur qu'ils ont provoqués chez qui y fut astreint. Donc, Meyer a mérité de porter ce stigmate qui signale à la méfiance publique les principaux contaminés de la pourriture sociale. En incarcérant durant des mois sans interrogatoire de paisibles citoyens, soupçonnés simplement d'une trop expansive et trop franche honnêteté, en les salissant ensuite bassement, lâchement, et en affamant leurs familles sans autre motif que son bon plaisir, il a gagné le droit d'être admis à confraterniser avec les Eiffel, les Raynal et autres forbans, et à piquer sur son cœur le signe de l'honneur qu'auparavant il n'avait pas.

Qui donc prétend que la justice ne rend que des arrêts ? La nomination de Meyer ne porte-t-elle pas qu'il a rendu des services... exceptionnels ?

***

Puisque nous en sommes sur la justice, parlons de celle que débitent les arbitres en képi galonné, et faisons, pour n'en point perdre l'habitude, une petite comparaison, histoire de voir une fois de plus les plateaux de la balance gigoter à des hauteurs inégales, à la recherche d'un équilibre introuvable :

Le sergent Bourdeau, du 6e de ligne en garnison à Saintes, accusé d'avoir, le 8 juin dernier, giflé un soldat de sa compagnie, nommé Dupont, passe au conseil de guerre. Le conseil, estimant que le sergent Bourdeau a obéi à un mouvement d'impatience, l'a acquitté à l'unanimité.

Le soldat Jolivet, du 36e d'artillerie, accusé d'avoir repoussé de la main son maréchal des logis qui lui intimait l'ordre de se rendre à la salle de police, passe également au conseil de guerre. Ce dernier l'a condamné à mort.

***

Comme réconfortant, citons l'arrêt rendu par un juge de la province d'Ontario (Canada), à l'égard d'un journal poursuivi pour avoir violemment attaqué la décision d'un tribunal du pays. Le juge en question a renvoyé le prévenu, estimant que « s'il avait manqué de courtoisie, ce serait une faute dix fois plus grave de restreindre la liberté de la presse ».

O Denoix !...

***

Un sous-préfet qui aspire sans doute, lui aussi, à la décoration, a adressé la lettre suivante à tous les conseillers de l'arrondissement :

« Monsieur le conseiller d'arrondissement,

« Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire connaître d'urgence les intentions des agents de la Compagnie de chemins de fer de votre canton, dans le cas où la loi Trarieux, ayant pour but d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'Etat, serait votée.

« J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, à ce sujet, procéder à une enquête personnelle et très discrète ; le projet de loi dont il s'agit est inséré au *Journal officiel* du 5 mars 1895.

« Agréez, etc. »

Quand je vous disais qu'ils commençaient à être bien embarrassés de leur loi ! Malgré leurs airs de matamores, ils redoutent les conséquences de leur intolérance et font, avant d'agir, tâter en sous-main cette opinion publique pour laquelle ils affectent tant de dédain. Quelle pleutrerie basse et sournoise !

***

Autre perle : L'*Écho Soissonnais* affirme qu'à la suite de décisions prises, il y a quelques jours seulement, par *deux ministres spéciaux*, toutes les correspondances, *sans exception*, venant de Madagascar, seront *surveillées administrativement*. Ces gens-là ont des euphémismes d'une saveur incomparable ! « Surveillées administrativement » vaut son pesant de mastic. Cette surveillance aura-t-elle pour but de les faire parvenir plus sûrement à destination ou bien, au contraire, consiste-t-elle à violer le secret des lettres, crime prévu par le Code ? Ces deux ministres spéciaux seraient fort aimables de nous le faire savoir.

Mais alors, s'ils comptent que la vérité ne se fera pas jour, c'est qu'ils espèrent que pas un des malheureux que l'on a envoyés crever là-bas pour enrichir les Suberbie et Cie, n'en reviendra et ne pourra par conséquent raconter ce qu'il aura souffert ?

***

Un différend assez ancien entre le syndicat des typographes de Lyon et le *Peuple*, journal socialiste de la région, s'est envenimé depuis quelque temps et donne lieu à une polémique très vive entre le syndicat et les rédacteurs de ce journal.

Le *Peuple* serait, paraît-il, composé par des femmes et des ouvriers qui toucheraient un salaire inférieur au taux du syndicat.

Bien qu'ayant reçu de nombreuses correspondances à ce sujet, nous estimons que nous n'avons pas à prendre parti dans cette querelle ; car, si nous en croyons les renseignements qui nous ont été fournis, les typographes, d'une part, auraient compromis ou risqué de compromettre la propagande, à une époque où le journal était sincèrement socialiste, et cela dans un intérêt personnel, et, d'autre part, les rédacteurs du *Peuple* auraient accablé les syndiqués de basses injures et répondu à leurs réclamations par de mensongères insinuations.

Cependant nous n'avons qu'une très médiocre confiance dans le socialisme d'un journal dont le directeur est le baron Teillard, un riche banquier de Lyon. Quant aux syndiqués, il eût peut-être mieux valu pour eux de tâcher de faire comprendre à leurs camarades non syndiqués quel tort ils faisaient en acceptant de travailler au rabais.

***

Le président et le secrétaire du syndicat des Omnibus, Proust et Deville, condamnés à six mois de prison pour avoir appuyé leurs camarades dans leur lutte contre l'exploitation effrénée de la Compagnie, viennent d'être libérés conditionnellement. Il faut noter à ce sujet le refus opposé quelques jours auparavant par le Président de la République à une proposition de grâce en faveur de ces deux travailleurs. Le Président aurait pu cependant se donner à bon marché le beau rôle d'un pacificateur et hausser d'un cran sa popularité, en graciant ces deux victimes du capitalisme, puisque quelques jours après elles devaient être libérées. Mais voilà ! M. Félix Faure est patron et voit d'un mauvais œil l'ouvrier qui le prend sur un pied d'égalité avec son employeur. C'est le capitaliste qui a parlé en lui, à ce moment.

S'il est patron, notre Président est patriote, aussi. Il vient de commuer en travaux forcés la peine de mort prononcée dernièrement contre le parricide Clabaud. Le motif de cette décision, c'est que cette condamnation capitale est la première prononcée dans le département d'origine du Président depuis son arrivée au pouvoir. Si Clabaud était né quelques kilomètres plus loin, il eût été guillotiné. Voilà à quoi tient la vie d'un homme.

***

Nous avons reçu trop tard pour l'insérer dans notre dernier numéro l'avis du départ pour la Guyane de Courtois-Liard, condamné à quatre ans de travaux forcés pour avoir pris comme pseudonyme le nom d'un camarade décédé. Courtois a dû partir le 28 de ce mois.

ANDRÉ GIRARD.

***

Nous ne savons si nos lecteurs se souviennent d'un juge du nom de Rabaroust qui fut condamné, il y a quelques années, pour attentat à la pudeur sur de petits garçons, mais qui fut, ensuite, sur appel, acquitté de ce chef.

Était-il coupable ? était-il innocent ? Que nous importe, à nous, qui pensons que l'on a toujours le droit d'écraser la bête venimeuse prise sur le fait, mais nions à la société le droit de récompense ou de châtiment ?

Mais, s'il fut acquitté, M. Rabaroust ne fut pas réintégré dans ses fonctions de juge, et il vient de faire ouvrir une campagne en sa faveur, pour qu'on lui rende sa toge. Dans une pétition qu'ont donnée beaucoup de journaux, il parle des « transes par lesquelles il a passé », des « souffrances morales endurées sous le coup d'un châtiment immérité ».

S'il fut innocent de ce dont on l'accusait, nous comprenons fort bien les angoisses subies par M. Rabaroust, angoisses cruelles qui durent lui être encore plus pénibles, car il dut penser certainement à ceux que, au long de sa carrière, il avait, innocents ou coupables, contribué à envoyer au bagne.

Le doute, le doute terrible, lorsqu'il s'agit de la liberté et de la vie d'êtres humains, a dû s'infiltrer dans son cerveau, s'il n'était déjà atrophié par l'exercice d'une profession si antinaturelle ; la légitimité de ce pouvoir discrétionnaire dont il avait été investi n'a plus dû lui sembler aussi évidente ! Quels remords n'ont pas dû l'assaillir, en pensant aux souffrances endurées de son fait ?

Et s'il demande à être réintégré dans ses fonctions, nul doute que ce ne soit pour faire amende honorable, au lieu même où il requit contre ses victimes, pour y demander pardon « coram populo » à ceux que ses verdicts contribuèrent à envoyer au bagne, et y jeter, à la face de ses collègues, cette toge qui ne pourrait plus lui être, sur ses épaules, qu'une robe de Nessus.

DANS LES REVUES

L'encombrement du début se fait un peu moins lourd et je pourrai désormais signaler, parfois analyser avec plus de méthode les articles ou les publications des revues qui luttent contre les traditions sociales, intellectuelles, artistiques et qui collaborent à l'éducation révolutionnaire des contemporains.

Les gains.

En Belgique, le *Coq Rouge* a été fondé en mai par plusieurs écrivains et penseurs qui se sont séparés de la *Jeune Belgique*. Le Comité de rédaction est composé de Louis Delattre, Eugène Demolder, Georges Eekhoud, Hubert Krains, Maurice Maeter-

linck, Francis Nautet, Emile Verhaeren (*Secrétaire* : Longùs, 6, Montagne-aux-Herbes-Potagères, Bruxelles). A noter, dans le nº 2 : « La patrie des intellectuels », déclaration internationaliste publiée à propos de la récente enquête du *Mercure de France*. J'y relève l'affirmation suivante : « Pas plus que les conventions religieuses et sociales, les convenances politiques ne sont faites pour asservir les artistes et entraver les mouvements de l'art. Nous dirons même que de toutes ces conventions surannées, celles-ci nous paraissent destinées à être balayées les premières. » Dans le nº 3, « Au village », par Emile Verhaeren, est un petit tableau où l'on goûte la représentation nette du monde extérieur et où l'on reconnaît sous les images le symbole de la tradition. L'imagination concrète et la réflexion émue caractérisent tout ce que Verhaeren publie dans le *Coq Rouge*, dans la *Société Nouvelle*, dans le *Réveil*; cet article est d'un Théophile Gautier pensant.

A Paris, l'*Enclos*, dirigé par Louis Lumet, paraît depuis le mois de mars (7, rue de l'Annonciation, Paris). C'est une revue à la fois littéraire et sociale. Nos amis René Ghil, Hamon, Fernand Pelloutier collaborent à l'*Enclos*. Les articles y sont courts et précis, deux qualités.

La *Revue Blanche*, devenue bimensuelle en février, a des chroniques nouvelles dont l'une, intitulée « Mouvements politiques », par Georges Dalbert, est une critique libertaire des faits gouvernementaux et des événements de partis.

Le premier article de cette série (numéro du 15 juin), sous le titre : « Eloquence révolutionnaire » compare Guesde, Jaurès et Sébastien Faure; le dernier montre que les krachs successifs des libéraux dans les pays scandinaves, en Belgique, en Angleterre, débarrassent le terrain pour la lutte prochaine « des conservateurs qui, sans phrases, défendent leurs propriétés et des révolutionnaires qui croient que la société sera mieux assise sur l'égalité matérielle que sur les principes tout purs ». Paul Adam continue sa « Critique des mœurs » dans la *Revue Blanche*; « De l'Anglais », son dernier morceau, est une évocation de Londres sincère et tout originale, même pour ceux qui connaissent « La rue à Londres » de Vallès.

La revue agrandit son champ, qui comprend maintenant l'histoire et les questions sociales. Les articles de Victor Barrucand sur le pain gratuit ont été discutés ici même. Je dois dire que je considère la proposition de Barrucand comme un excellent moyen d'agitation matérielle : je reconnais qu'elle ne renferme qu'une très petite partie de l'idéal communiste, mais, anarchiste, je repousse toute servitude, y compris l'orthodoxie révolutionnaire, je m'occupe moins à conserver un dogme qu'à remuer les camarades et la gratuité du pain me paraît une des voies pour les amener à réclamer l'égalité matérielle immédiate. Je ne veux pas d'intermédiaires tels que les parlements ou les communes élues; je n'accepte qu'une coopération libre en dehors de tous pouvoirs publics : sur ce point, je m'associe aux critiques de Grave et d'André Girard ; quant au fond de l'idée de Barrucand, je l'accepte, non comme réforme satisfaisante, mais comme moyen d'agitation. Dans la *Revue Blanche* encore, Barrucand s'est fait l'éditeur des mémoires du général Rossignol, chef de l'armée de Vendée, en 1793. De la même revue, un grand nombre d'autres publications ou articles, intéressant nos amis, ont déjà été signalés dans ce journal; le supplément littéraire en a reproduit quelques-uns.

Les pertes.

Nous avons reçu beaucoup de périodiques, fondés pour défendre le fédéralisme. Quand je vois le sens qu'attribuent à ce mot des artistes comme Jean Baffier, rédacteur en chef du *Réveil de la Gaule*, je pense que lui et ses amis perdent leurs efforts et même qu'ils les emploient contre nous. Décentralisation peut être un moyen de propager l'anarchie, comme pain gratuit est un procédé d'éducation communiste. Mais il ne faut prendre à la lettre ni l'une ni l'autre de ces formules. Encore, si vous réalisiez la gratuité du pain, feriez-vous un petit progrès matériel qui aiderait à la révolution. Mais rétablissez les provinces, ou instituez des régions nouvelles avec des pouvoirs locaux et vous aurez pourvu la société capitaliste d'un nombre plus grand d'organisations de résistance! Contre le gouvernement central, tant que vous voudrez, mais en même temps contre tous les autres, fédéraux ou provinciaux, voilà notre programme. A ce sujet, on peut lire l'article « Fédéralisme et provincialisme » dans la *Revue Blanche* du 15 juillet.

Des faits.

Je rappelle une fois pour toutes que l'on peut consulter avec fruit, dans la *Société Nouvelle*, le « Mois » (anonyme), et « la Vie mentale », par Gustave Kahn, critiques des événements et des publications faites à un point de vue très voisin du nôtre; dans la *Revue Socialiste*, le « Mouvement social », par Adrien Veber, exposé très net de l'orientation politique et de l'organisation corporative des partis ouvriers de tous les pays; dans le *Journal des Economistes*, la Revue du mois où M. A. Molinari mélange, à l'apologie naïve de la spéculation et à l'expression d'une indignation vieillotte contre les socialistes, une bonne critique de la colonisation, du protectionnisme et, en général, de toutes les interventions de l'Etat dans le domaine économique. Nous aurons souvent à signaler d'excellentes expositions de faits dans ces revues, surtout dans les deux premières.

Pour l'histoire, la *Société Nouvelle* vient de terminer la publication des Notes sur la Sibérie, écrites il y a dix ans par le journaliste américain Kennan; ce livre est la première exposition sincère des traitements qu'on inflige aux prisonniers politiques russes : l'édition américaine avait soulevé une grande émotion que l'édition française vient de réveiller. La *Société Nouvelle* a encore publié « l'Emeute en Sicile », d'Antonio Agresti, tableau de l'organisation des faisceaux des travailleurs (fasci dei lavoratori), de leur soulèvement en 1893, et la répression qui suivit. Enfin, les Lettres de Bakounine à Herzen et à Ogareff, dans le dernier numéro de la *Société Nouvelle*, donnent la version du révolutionnaire lui-même sur son exil en Sibérie et son évasion par le Japon et San-Francisco.

Sur les questions économiques et sociales, on peut comparer les articles de la *Revue Socialiste* intitulés : « la Dépression économique et sociale et l'histoire des prix », par Rouanet (avril-juin), « le Péril bimétalliste », par Léon Walras (juillet), avec les discussions des collaborateurs du *Journal des Economistes* sur les mêmes sujets.

Pour l'étude et la critique des organisations politiques, parcourez, dans le numéro de juillet de la *Revue Socialiste*, deux articles sur le parti socialiste belge et l'exposé, rédigé par Henri Mayor, du Referendum et du droit d'initiative en Suisse. « Droit incomplet, dit Henri Mayor, le referendum doit être complété ou plutôt remplacé par le droit d'initiative, grâce auquel le peuple peut non seulement repousser une loi, mais aussi en exiger une... Le droit d'initiative, en matière de revision constitutionnelle, appartient : 1º à l'Assemblée fédérale; 2º à cinquante mille citoyens qui peuvent demander, soit la revision totale, soit une revision partielle, et, dans ce dernier cas, peuvent formuler le texte, le projet d'article constitutionnel, sur lequel le peuple et les cantons sont appelés à se prononcer. » Evidemment, en Suisse, le Parlement n'a pas tout à fait le dernier mot : c'est pour le peuple une satisfaction d'amour-propre; mais nous voulons lui donner la souveraineté sans limites en fait comme en principe, et nous ne saurions nous contenter de ce qui paraît le terme de la démocratie aux radicaux helvétiques.

Législation directe et parlementarisme, tel est le sujet d'une brochure récente de notre ami Charnay. L'auteur fait surtout l'historique de la question; mais, dans la conclusion, il se prononce contre le parlementarisme dans les termes suivants : « Certains docteurs en socialisme, écrit-il, pédants de cabinet ou de réunion publique, s'accordent avec les gouvernements pour entraver l'affranchissement des travailleurs par le moyen de l'association; pleins de respect et d'admiration pour les syndicats, tant qu'ils peuvent les diriger, mais, par derrière, jésuitiquement, s'efforçant d'y introduire le découragement, la division, applaudissant à la fermeture des Bourses du travail, attisant les haines politiques... Ils ne veulent pas de la législation directe « par la même raison, dirait Considérant, que les conducteurs des messageries sont opposés à tout système de locomotion qui les met à pied ». Dans la future société égalitaire, leur fonction à eux, c'est d'être pape, directeur ou général; autrement ils n'en sont plus. »

On ne saurait mieux dire. Mais pourquoi garder ce mot de législation qui n'a de sens qu'avec des juges et des gendarmes? Dans la société communiste égalitaire, le libre accord remplacera les lois. Je le pense et je trouve un peu équivoque le titre de la « Ligue pour la revision par le peuple » que vient de fonder le Comité révolutionnaire central, c'est-à-dire le ministère du parti blanquiste. J'attends pour porter un jugement définitif que les blanquistes, c'est-à-dire Vaillant et ses amis, se soient nettement prononcés contre le parlementarisme et aient renoncé à profiter de la « conquête des pouvoirs publics ». En attendant, je signale la revue *la Question Sociale*, éditée par Argyriadès et Paule Minck, blanquistes tous deux : elle contient un « Mouvement international » qui serait très bon s'il n'était un peu bref. Le *Parti Ouvrier*, hebdomadaire, dirigé par Jean Allemane, est l'organe des communistes révolutionnaires qui veulent faire la révolution par la grève générale. Il est plein de faits sur l'agitation et les organisations ouvrières. J'en recommande la lecture aux camarades. Il est bon de suivre ce que font les gens sincères, actifs et intelligents des autres partis, surtout quand ils sont tout voisins de nous.

(*A suivre.*) Camarade CX.

ECHOS ET NOUVELLES

Conférence publique et contradictoire par Sébastien Faure, au Salon de la Porte Dorée, 275 et 277, avenue Daumesnil, le samedi 3 août, à 9 heures du soir.

Sujet traité : « Le droit au bonheur. »

Tous les députés et conseillers municipaux de l'arrondissement sont invités à assister à cette réunion et à y prendre la parole.

Prix d'entrée : 0 fr. 50.

⁂

Salle du Commerce, 94, rue du Faubourg-du-Temple, samedi prochain 3 août 1895, à 9 heures du soir, *conférence publique et contradictoire*, donnée par le journal *Sur le Trimard*, « organe des revendications des Sans-travail »; avec le concours de : Murmain, Thévenin, Troïka, Tortellier, Noir, etc.

Sujets : 1º Les Sans-travail, leurs revendications et leur rôle social ; 2º Antagonisme dans le prolétariat : le professionnel et l'irrégulier ; 3º Critique sur la liberté ; 4º Le cinquième Etat et son avenir.

Les membres des syndicats sont spécialement invités, ainsi que les citoyens Allemane, René Viviani, Millerand, Martinet, etc.

PETITE CORRESPONDANCE

L. D. G., Romans. — Reçu. Utiliserons après lecture.

J. F., à Barcelone. — Ai réexpédié les 10 ex. nº 12.

C. N., à Faro. — Merci des adresses. Avons expédié. Aucune réponse jusqu'à présent.

S., à Roanne. — *Sur le Trimard*, café Procope, rue de l'Ancienne-Comédie. Et votre adresse pour vous expédier le volume?

Au camarade qui nous a envoyé la coupure du *Peuple Français*. — Là dedans le bonhomme ne se plaint que parce que ce ne sont pas ses candidats qui sont pistonnés : nous avons à voir bien au-dessus de ça.

Weir City. — Reçu 10 fr. 15.

Au camarade qui nous a envoyé *Gog*, de Mendès. — Il y a, en effet, de bonnes choses, mais ce que la conclusion est platement réactionnaire : « Il faut une religion pour le peuple !... Pourquoi ne s'en passerait-il pas aussi bien qu'eux? — Cela équivaut à dire qu'il lui faut une muselière.

B., à Marseille. — G., à Carmaux. — F., à Liège. — B., à Brest. — M., à Reims. — N., à Toulouse. — R., à Sciez. — R. d'A., à Naples. — B., à Roubaix. — K., à Tacoma. — D., à Amiens. — B., à Bourges. — P., à Trélazé. — G., à Bordeaux. — G., à Orléans. — V., à New-York. — A., à Schaerbeck. — C., à Torino. — R., à Lausanne. — L., à Poitiers. — G., à Vichy. — C. St-G., à Geaune. — D., à Arras. — V. D., à Amsterdam. — C., à Turin. — K., à Chaumont. — J., à Rouen. — V., à Beaumont. — S., à Nîmes. — R. F., à Lyon. — C., à Marseille. — S., à Cransac. — M., à Reims. — D., à Saint-Quentin. — D., à Bey. — G. de S., à Camerino. — C., à Reignac. — P., au Mans. — L., à Saint-Pierre-lez-Elbeuf. — P., au Buisson. — A., à Pont-Audemer. — J., à La Crête. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 15 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 AOUT 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

OU MÈNENT LES PALLIATIFS?

Ce que nous avons dit dans l'article précédent sur les associations de consommation et de production s'applique aussi à tous les palliatifs économiques, sur lesquels on s'est essayé dans le courant de ce siècle.

Que pouvait-on choisir de mieux — de plus humain et de plus social — que le principe de l'association? Par l'association, le monde animal, y compris l'homme, réussit à protéger l'espèce contre les forces hostiles de la nature — inanimées et animées. Par elle, l'homme décuple ses forces. Dans elle il développe son intelligence, accumule le savoir, crée les habitudes sociables — ses armes les plus précieuses pour la conservation et le développement de l'espèce.

Plus que cela. Comment pouvons-nous concevoir la société future, si ce n'est sous forme de mille et mille associations, surgissant selon les besoins du moment, vivant ce qu'elles peuvent vivre, s'enchevêtrant et se couvrant les unes les autres de mille manières, comme un réseau aux mailles serrées et fils infiniment nombreux, — s'alliant, s'unissant, se groupant et se dissolvant selon les besoins, les goûts et les caprices personnels et collectifs, cherchant l'harmonie dans la diversité et dans la satisfaction des besoins, des goûts et des caprices infiniment variés des hommes?

Puissance et meilleur élément de progrès dans le passé, forme de l'avenir — voilà l'association.

Pourquoi a-t-elle donc abouti à ces résultats piteux? Pourquoi n'a-t-elle pas pu seulement développer ce courant d'idées que le socialisme en général et l'anarchie en particulier ont dû créer à côté, en s'en tenant à l'écart, en se garant même de l'association?

⁂

Parce qu'elle a cherché à combiner deux principes opposés — le communisme et l'égoïsme étroit, mal pensé, de l'individu, — ce qui l'a fait succomber fatalement sous le poids de celui-ci.

Parce qu'elle était un groupe fermé, qui cherchait *son* émancipation sans s'occuper de l'émancipation de tous.

Parce qu'elle s'est basée sur le principe du salaire, la rétribution selon les œuvres, et la satisfaction des besoins selon la force d'achat des salaires.

Au début, le communisme et l'association, nés d'un même désir, partaient du même point. Mais l'un resta universel. Pour tous, il déclara le droit de satisfaire leurs besoins, sans autre limitation que la productivité du travail humain. Il jeta par-dessus bord le salaire, ainsi que les « bons de travail », parce qu'il comprenait que le salaire fut le point de départ de la servitude. Il nia la possession par quelques-uns de tout ce qui sert à produire, soit comme lieu ou instrument de travail, soit comme nécessaire pour maintenir la vie et le travail (maison, logement, vêtement).

L'autre — l'association — garda tout cela. Elle ne visa pas à l'universalité, elle s'accommoda avec le salaire, elle accepta la propriété privée de ce qui sert pour produire.

Et, forcément, quoique partis du même point, ils marchèrent dans deux directions divergentes, se séparant de plus en plus, — l'association versant de plus en plus dans le courant bourgeois, tandis que le communisme, se développant toujours, ajouta une nouvelle négation — l'Etat — aux précédentes, un nouvel idéal — la société sans gouvernement — à son idéal de société sans capitalistes.

Et alors seulement que le courant de la pensée du siècle eut commencé à entamer jusqu'à la classe bourgeoise elle-même, — l'association se vit aussi forcée de rentrer timidement dans le même courant, ainsi que nous l'avons raconté dans le précédent numéro.

⁂

Ces quelques réflexions permettent de mieux apprécier tous les autres palliatifs en vogue à ce moment : caisses de retraite pour la vieillesse, taux des salaires fixés par l'Etat, socialisme communal et le reste.

Non seulement tous ils tendent à renforcer l'Etat, c'est-à-dire à perpétuer la domination de quelques-uns et l'enrichissement des minorités par le budget, aux dépens des majorités payant l'impôt; non seulement ils renforcent ainsi la forteresse du capital — l'Etat — et rendent d'autant plus difficile la lutte sur le terrain politique; mais tous ces palliatifs sont fatalement voués à verser, comme l'association, dans le courant bourgeois, si le courant communiste (et anarchiste) ne se développe pas à côté — pur et simple, austère et refusant tout compromis, intraitable et universel — comme il l'a fait jusqu'aujourd'hui.

Seul, ce courant, que l'on aime à appeler « théorique » (probablement parce qu'il mène plus pratiquement au but, en forçant jusqu'aux amateurs de palliatifs de venir le rejoindre, après avoir fait une excursion dans le monde bourgeois), seul ce courant peut modifier les idées de façon à amener au but que l'on se propose d'atteindre. Tous les autres, bâtis sur deux principes opposés, dont l'un est emprunté au communisme, et l'autre au monde bourgeois, sont amenés par la force des choses, par la puissance du monde bourgeois dans lequel ils vivent, à être vaincus par ce courant, à en prendre le masque et la substance.

⁂

C'est ce qui est arrivé à l'association et qui se voit déjà dans le socialisme communal.

Quoi de plus juste, semble-t-il de prime abord, que de voir la commune (au fond, le conseil municipal) se charger de fournir aux habitants, au prix de revient, les tramways, les bains, le gaz, l'eau, et puis les maisons, le pain, la viande et le reste? Quoi de plus juste théoriquement? En théorie on irait même très loin : on finirait par croire que de cette façon on arrivera à écarter tous les intermédiaires et jusqu'à éliminer les capitalistes de l'industrie et de l'agriculture. N'est-il pas prouvé, en effet, par l'expérience de tant de villes anglaises, qu'ici le gaz, là les tramways, ailleurs les maisons, sont fournis à bien meilleur prix par la municipalité que par les compagnies privées et les concessions? C'est *prouvé*, chiffres en mains, par l'expérience.

⁂

Et cependant, quoique né d'hier seulement, quoique s'essayant à peine à ses premières ébauches, le socialisme municipal verse déjà en plein dans le régime bourgeois. Il en prend toutes les allures, il se pénètre de ses principes. Il boit à la même source, et on en aperçoit déjà les suites. Il parle et agit en bourgeois.

En effet, comme l'association, il cherche le compromis entre les principes bourgeois et autoritaires et ceux du communisme anarchiste. Il veut faire du communisme, mais il le fera en maintenant les salaires, en contractant des emprunts comme les bourgeois en contractent, en traitant ses ouvriers comme les bourgeois les traitent et en maintenant en même temps tout le reste : la propriété foncière, l'intérêt sur le capital, l'autorité.

Plus que cela : il consacrera ces principes par son autorité.

Et il arrive bientôt que pour racheter, par exemple, les terrains sur lesquels la commune voudra bâtir des bains ou des maisons, elle devra payer le bourgeois dans des proportions si folles que la ville se trouvera mangée par ses créanciers comme Paris l'est encore par les créanciers de Haussmann. Force sera donc de réduire les améliorations. Et comme chaque amélioration fait monter les prix des loyers et relègue de plus en plus l'ouvrier dans les faubourgs éloignés ou malsains, il faudra bâtir de nouveaux tramways, des métropolitains, etc., faire de nouveaux emprunts, sans jamais arriver à combler ce tonneau des Danaïdes.

Pour faire à bon marché, la commune doit aussi choisir les meilleurs ouvriers, et elle le fait si bien que l'homme de quarante ans passés

ne trouve plus d'ouvrage dans les chantiers de la commune. Sur quoi, de nouvelles dépenses doivent être faites pour employer ou nourrir les désœuvrés. Et ainsi de suite.

Bref, quoique encore dans sa lune de miel, le socialisme municipal prend déjà toutes les allures, le langage, le mode de penser du monde bourgeois. Il crée de l'ouvrier un fonctionnaire en plus, il multiplie d'une façon effroyable le nombre de ceux qui vivent aux dépens des producteurs manuels... Il est forcé de verser toujours dans la même ornière.

***

S'il pouvait seulement épargner les frais d'une révolution! Mais c'est précisément ce qu'il ne peut pas. Matériellement, il ne peut faire que des petites choses sur une échelle microscopique. Et dans l'ordre des idées, il travaille au maintien de l'idée bourgeoise en lui donnant la sanction de l'étiquette socialiste.

La révolution reste toujours à faire dans les idées et dans les faits, et elle devra être faite, dans toute son étendue, dans toute sa grandeur, dans toute sa force irrésistible.

Autant vaut la préparer honnêtement, sans se laisser berner par les berceuses des vieilles bonnes d'enfants. Autant vaut travailler à la propagation de l'idée communiste et anarchiste pure et simple.

C'est la force et la terreur inspirée par cette idée, toujours grandissante, qui a fait naître tous les palliatifs. Sans elle, ils cesseraient même d'être des palliatifs, et deviendraient de simples accommodations aux maux du régime bourgeois. Et, par elle seulement, une fin peut être mise à ces maux.

P. Kropotkine.

LA FOI

La foi, c'est une sorte de conviction, de certitude que l'on nous a imposée du plus ou moins de véracité d'une idée ou d'un fait. Cette conviction est la plus grande entrave que l'on puisse fournir à un cerveau qui veut penser et qui veut se rendre compte du pourquoi des choses. Ceux qui ont été élevés dans une religion quelconque et qui, imbus de leurs idées et de leurs préjugés, ont été obligés de se soumettre à l'obligation morale de comprendre et de raisonner ont pu, seuls, en apprécier la triste influence. On ne peut se faire une idée, que quand on y a passé, du nombre et de l'intensité des efforts qu'il faut faire pour ne pas admettre un fait parce qu'il vous est imposé par une autorité scientifique ou autre et pour le raisonner. Malheureusement, dès que nous avons été en âge de comprendre, nos premières impressions ont été celles de la foi. On nous a fait apprendre : Notre Père qui êtes aux cieux... On a cherché à nous imposer des croyances religieuses quelles qu'elles soient et les impressions reçues sont restées. Aussi, la première fois que nous nous sommes trouvés en présence d'une affirmation scientifique ou sociale, nous avons admis la chose sans chercher à la discuter et à en contrôler l'exactitude.

Plus de foi en quoi que ce soit! Ne croyons que ce qui est démontré et prouvé expérimentalement! Vous dit-on que Dieu est, qu'il vous fait vivre, qu'il fait germer le blé, demandez des preuves, sinon n'en croyez rien. D'abord, qu'est-ce et qui est-ce que Dieu? Quel est le vrai? Est-ce Jésus, Allah, Bouddha, Brahma ou le Wacondah? Où et en quoi avons-nous des manifestations raisonnablement appréciables de sa réalité et de son influence néfaste ou bonne?

L'homme qui vivra dépourvu de préjugés et d'idées préconçues sera fort, il comprendra avant les autres et il cherchera la vérité sans se laisser affaiblir par les excommunications et les raisonnements tout de forme de ses adversaires.

De tous temps, l'influence de la foi a été mauvaise sur l'homme. N'est-ce pas à son pouvoir qu'est dû le massacre de la Saint-Barthélemy et tant d'autres qui n'ont pas laissé, dans notre esprit, assez d'horreur pour nous empêcher d'agir de même à l'égard des prétendus sauvages?

Pour arriver à vaincre entièrement ces sortes de croyances qui arrêtent l'essor intellectuel, il faut prendre l'homme encore enfant, le laisser se développer librement, sans lui imposer aucune foi, sans forcer ses lèvres à prononcer des paroles que son esprit ne comprend pas. C'est précisément par là que l'on verra jusqu'à quel point l'homme est juste en naissant. Quel est celui qui n'a pas vu un jeune enfant manifester de l'indignation et de l'horreur à mesure qu'on lui dévoile les iniquités de la vie, iniquités qui nous semblent presque naturelles, tellement nous y sommes habitués. Il ne peut comprendre le meurtre organisé de la guerre, et s'il paraît éprouver de l'enthousiasme pour le métier de soldat, c'est le brillant, c'est le costume de celui-ci qui l'attire. Il est enfant, il aime le plumet et la dorure, en un mot, tout ce qui peut fasciner son imagination et qui lui semble la gloire.

L'enfant que nous aurons ainsi élevé, libre de toute croyance imposée, ne pourra comprendre d'autres préceptes que ceux de l'anarchie et deviendra l'homme à venir, celui que nous devons préparer et qui terminera ce que nous ne pouvons qu'élaborer.

Georges Engerrand,
Etudiant en sciences.

DES FAITS

Colonisation.

« ... Je vous parlais tout à l'heure de l'esclavage, continue M. Isaac. A Médine, ville française, fonctionnait encore il y a peu de temps un marché d'esclaves. De malheureux noirs, des négresses étaient exposés en vente!

« Laissez-moi, pour terminer, vous raconter brièvement certaine expédition qui a eu lieu l'année dernière. Ce récit vous montrera de quelle façon on va porter la civilisation aux prétendues « races inférieures ».

« Le 5 juin, M. Ostyn, administrateur du Matam (Sénégal), accompagné de Malik-Tauré, chef du Boundou, se mettent en route à la tête de plusieurs centaines d'hommes et se dirigent vers les territoires indépendants.

« Ils pillent d'abord le village de Mehdina, du cercle de Kayes (Soudan), enlèvent 53 moutons, 244 paniers de mil, de maïs, etc. Ils exigent le paiement de l'impôt que les habitants payaient ordinairement à Kayes.

« De là ils passent dans le Niocolo, territoire à peu près indépendant situé entre la Guinée et le Soudan.

« Les habitants de la Minia fuient à leur approche. Le chef, un vieillard aveugle, sort de sa maison et, levant les bras au ciel, il s'écrie : « Qu'avons-nous donc fait pour mériter un pareil sort? »

« On s'empare de lui, on le traine dans un coin et on lui ouvre le ventre à coups de sabre. Puis on met le feu au village.

« Il y a 13 tués, 5 brûlés, dont une vieille femme malade et 3 enfants.

« Les habitants qu'on parvient à saisir sont emmenés comme captifs.

« Ils sont au nombre de 346. On enlève 103 bœufs, 152 moutons ou chèvres, de l'or, des guinées. Sur 478 cases, 413 sont la proie des flammes!

« De là, la bande se rend à Sila-Counda, où elle fait 230 captifs, emporte 137 bœufs, 190 moutons ou chèvres; puis à Soméa-Couta, où a lieu une nouvelle razzia de 222 captifs.

« Les prisonniers et les prisonnières emmenés à Niocolo sont partagés entre les tirailleurs, donnés **ou vendus.**

« L'administrateur dit : « Moi, je ne prends pas de captifs, mais je prends les bœufs pour ma part. »

« Je puis garantir l'authenticité de tous ces faits, et j'ai l'intention de les dénoncer à la tribune du Sénat lorsque nous aurons à discuter, à notre tour, le budget des colonies.

« Franchement, est-ce par de semblables moyens que l'on espère pacifier les domaines coloniaux de la France? Et n'est-on pas en droit de s'étonner qu'avec de pareils procédés, les insurrections ne soient pas plus fréquentes? »

(*Intransigeant*, mars 1895.)

Comment nous colonisons.

La Société des agriculteurs de France a reçu communication d'une note fort intéressante sur la Tunisie : on y relève que, sur dix mille colons français, trois mille sont fonctionnaires. Si l'on songe que l'administration tunisienne subsiste, on ne peut s'empêcher de penser que trois mille fonctionnaires français représentent un chiffre quelque peu excessif.

Et l'on dit que la Tunisie est bien administrée! Il est vrai qu'en Cochinchine, notamment, la proportion des fonctionnaires est encore plus forte. Que dire du Soudan et de la Côte d'Ivoire?

Et voilà pourquoi nous faisons des expéditions coloniales!

(*Justice*, 13 juillet.)

RAPPORTS

Biribi. — Notes d'un caporal.

Toutes les fois qu'un soldat se suicide — presque toujours parce qu'il ne peut supporter les saletés de la vie militaire — le chef de corps du défunt trouve dans ces occasions des phrases qui frappent l'esprit et impressionnent le soldat.

Exemple :

Il s'agit d'un chasseur de la 4[e] compagnie, qui, désespéré, se loge une balle de revolver dans la tête, vers la fin de mai 1893 :

« L'enterrement du chasseur qui s'est *lâchement* suicidé hier, aura lieu ce *soir*, à 5 heures. *Quatre hommes de corvée seulement accompagneront le tombereau.*

« Le commandant fait savoir que le cadavre de tout individu *qui se suicidera*, dorénavant, sera exposé pendant vingt-quatre heures sur un tas de fumier, au milieu du camp auquel il appartiendra. »

Ce fait fut déjà publié à l'époque et, là-bas, les auteurs de cette note, croyant devoir répondre afin de se disculper, firent paraître dans la *Dépêche Tunisienne* (9 juillet 1893) un article idiot et complètement faux.

Le suicidé, d'après ce journal, n'était qu'un sale individu qui était arrivé au bataillon dans les conditions les plus déplorables, *les menottes* aux mains, paternellement accompagné par la gendarmerie, etc., etc.; alors que cet homme s'était engagé pour quatre ans, sur les conseils de soi-disant philanthropes appartenant à une société quelconque d'encouragement au bien ou de patronage de condamnés libérés. Le défunt, toujours d'après ce journal, avait été surpris en flagrant délit de vol : étant ordonnance, ouvrait des comptes chez les fournisseurs; puis il était sur le point de passer au conseil de guerre, etc... alors que les renseignements pris chez les fournisseurs ont prouvé qu'il n'avait jamais ouvert de comptes fantastiques, et que, lorsqu'il s'est suicidé, loin d'être mis en prévention de conseil, il n'était même pas puni de consigne.

Celui qui signala à la presse française ce rapport monstrueux ne fut pas exempt de tracasseries.

On fit tout d'abord, afin de le connaître, une minutieuse enquête, mais qui n'aboutit à rien. Les soupçons vinrent ensuite à se porter sur cet indiscipliné et — alors que l'on fait passer au conseil de guerre un malheureux qui prend une fiole à tripoli à son camarade — *par ordre supérieur* et pendant son absence, son havresac fut mis au pillage, sa correspondance dépouillée, on lui *vola* des lettres et jusqu'à des photographies de famille.

A partir de ce jour, il devint la tête de Turc des gradés de sa compagnie, et fut constamment puni.

Je me souviens qu'un jour cet indiscipliné, qui possédait un grade des plus infimes, se trou-

vant dans une cantine avec un chasseur, eut l'audace de trinquer avec ce dernier.

Il fut tout naturellement puni pour ce fait; et le commandant, qui criait bien fort que son nom et sa famille avaient été déshonorés par ce *misérable*, voulut lui faire faire une demande de rétrogradation parce qu'il avait, en buvant avec un chasseur, *manqué de dignité*.

Il n'est pas de misères qu'on ne lui fit; son capitaine avait l'ordre de saisir la première occasion pour le faire casser. Comme il était près d'être libéré et qu'on ne trouvait rien à relever contre lui, on se contenta simplement de l'expédier dans un détachement où la fièvre typhoïde sévit en permanence et où le choléra était près de venir.

* * *

Le directeur de ce bagne tient à rétablir le duel; aussi fait-il lire au rapport la note spirituelle qui suit. Il s'agit cette fois de deux chasseurs de la 5e compagnie qui se sont querellés en juin 1893 :

« ..... Ils seront nus complètement, armés de longs bâtons, et en présence du médecin-major et du caporal maître d'armes, se battront en duel. Le major fera cesser lorsqu'il le jugera à propos. »

Et comme il n'est resté personne sur le carreau, il accouche le lendemain d'un autre rapport : « Les chasseurs qui se sont battus *lâchement* hier, seront punis chacun de quinze jours de salle de police. Le commandant fait savoir que si les bâtons ne suffisent pas, on les remplacera par des nerfs de bœuf. »

A. Gauthey.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

On se souvient du massacre sommaire dont furent victimes, il y a quelques mois, les anarchistes envoyés à la Guyane. Ces gens-là sont très gênants; avec leur esprit d'indépendance, qu'ils propagent à tout venant, ils auraient pu contaminer le bagne et faire comprendre à toutes ces victimes de l'ordre social bourgeois et capitaliste tout ce que leur situation a d'injuste. On trouva bien plus commode de les fusiller en masse; on prétexta une révolte, et avec le sans gêne qui caractérise les assassins de gouvernement, on se débarrassa des fortes têtes.

Par un hasard inexplicable, Girier échappa au carnage. Mais rien n'était perdu. Dès que l'administration s'est aperçue de l'oubli, elle s'est empressée de le réparer. Girier vient d'être condamné à mort. Il est fort probable qu'il sera exécuté, car il est de ceux à qui on ne fait pas grâce. Ce fut, toute sa vie, un révolté dans toute la force du terme. Dès l'âge de quatorze ans, il fut condamné à être enfermé pendant quatre ans dans une maison de correction pour rébellion à un commissaire de police. Doué d'un certain talent oratoire, il causa, dans diverses réunions publiques, quelques désagréments aux guesdistes. Ces derniers, dont on connaît le sectarisme et la mauvaise foi habituelle, s'efforcèrent de le salir et firent courir le bruit que c'était un mouchard. En outre, comme Girier avait été condamné à Roubaix sous le nom de Lorion et qu'il se cachait au Havre, les guesdistes, faisant, comme toujours, œuvre de mouchards, le dénoncèrent. Arrêté, Girier se défendit à coups de revolver, ce qui lui valut dix ans de travaux forcés. Dans quelques jours, grâce à leurs excellents amis et alliés les guesdistes, les bourgeois n'auront plus à trembler en songeant à cet terrible adversaire. Justice sera faite!

* * *

Une grève analogue à celle qui se produisit, il y a quelques années, vient d'éclater à Carmaux. Aux dernières élections, les ouvriers de Carmaux élurent un de leurs camarades, l'ouvrier verrier Baudot. Il n'en fallut pas moins pour que celui-ci fût aussitôt renvoyé sous le prétexte de nombreuses absences de son travail. Les verriers se sont mis aussitôt en grève, en exigeant la réintégration de leur camarade. Le directeur de la verrerie a refusé de recevoir et d'entendre les délégués verriers. Ces travailleurs donnent là un exemple de solidarité à remarquer, bien qu'il s'applique à une mauvaise cause. Il n'en est pas moins digne d'éloges, quel qu'en soit le mobile.

* * *

Dimanche dernier, le personnel dirigeant de la mine d'Aniche fêtait le 50e anniversaire de l'entrée dans la Compagnie de M. Vuillemin, ingénieur-directeur. Une messe solennelle venait d'être dite à cette intention. Au sortir de l'église, un mineur, nommé Decoux, renvoyé de la Compagnie d'Aniche à la suite de la grève de 1893, s'approcha du groupe des ingénieurs, déchargea cinq coups de revolver sur le directeur et, tirant une bombe qu'il dissimulait sous son vêtement, allait la lancer quand elle éclata, projetant Decoux à quelques mètres de là. Quelques personnages furent atteints. Il s'agit très vraisemblablement d'une vengeance personnelle. Car, s'il faut en croire les détails que l'un des rédacteurs de l'*Echo de Paris* donne sur le caractère du directeur, celui-ci devait semer une haine vivace sur son passage.

« M. Vuillemin, dit-il, était l'âme de la résistance patronale aux réclamations des grévistes. Parvenu, et parvenu d'assez bas, puisque, cinquante ans auparavant, on l'avait vu arriver dans le Pas-de-Calais comme simple garde-mine, il s'exprimait, à l'égard des ouvriers, en homme qui, à mesure que grandit sa fortune, sent muer son espèce trimarde en espèce faisant trimarder...

« Ses propos étaient sévères pour le préfet du Pas-de-Calais. Il le trouvait mou contre les grévistes. Il savait bien le moyen de les réduire! Et son poing se fermait. Il frémissait d'un désir d'autorité et de bataille. Il jouissait, au fond, d'incarner la propriété minière, de représenter le patron qui tient bon contre la grève, d'être attaqué comme tel par les journaux socialistes. *Peu lui importait d'être détesté, pourvu qu'il fût redouté*, et de n'être salué par aucun des hommes qu'il employait, pourvu qu'ils descendissent dans les mines aux conditions qu'il avait dictées. »

Que de deuils un tel homme a dû semer dans sa carrière de chien de garde du capitalisme!

C'est souvent dans le caractère de ceux qui en sont victimes qu'il faut rechercher la cause de bien des actes de violence.

André Girard.

Italie.

Naples. — Vous savez déjà que Crispi n'a pas voulu se défendre contre le « dossier » Cavallotti. Ainsi, il reste sous l'accusation de faux, de concussion et de chantage. Ce dernier « crime » — l'affaire Reinach-Herz, — seulement, suffirait pour faire infliger à un citoyen quelconque une formidable condamnation. Pour Crispi, chef-ministre et cousin du roi, la justice bourgeoise se tait, tandis que sa presse crie au scandale! Ce serait ridicule, si ce n'était simplement infâme.

* * *

Tous les journaux — sincèrement ou non — s'occupent de l'amnistie pour les condamnés militaires. Le gouvernement se tait. On indique aussi des dates contradictoires.

En attendant, on fait sur toute la ligne des procès aux anarchistes. Et comme pour répudier toute disposition en faveur de l'amnistie, le 26 du mois passé, on condamna encore une fois les anarchistes siciliens Guly, Castorina et d'autres — déjà victimes des tribunaux militaires — à un an de réclusion.

Au procès assistait, désolée, Mme Guly avec son fils.

* * *

Pour vous consoler de ces nouvelles, écoutez ce qu'on lit dans le *Giordano Bruno* :

« Notre *graziosissima* souveraine a une prédilection spéciale pour les fraises, qu'on lui sert tous les jours à la fin du dîner. Sa prédilection est grande aussi pour les fraises qui sont conservées, même en hiver, dans les serres annexées à tous les palais et à toutes les villas royales.

« Eh bien! savez-vous combien coûte environ cette prédilection souveraine? Elle coûte *quatorze mille* francs par an, c'est-à-dire quarante francs par jour! Une petite somme, avec laquelle vivraient vingt ouvriers à 2 francs par jour, ou, si on était dans la Polésine, 40 ouvriers.

« Il est vrai, du reste, que les ouvriers ne mangent pas des fraises comme la reine! »

Roberto d'Angiò.

Autriche.

Le monde marche. — La *Freiheit* du 15 juin nous fait part d'un grand progrès qui vient de s'accomplir dans le monde policier. Les *sergos* autrichiens suivent un cours auprès d'une troupe de bateleurs américains pour apprendre à jouer du *lasso*; et, lors des derniers attroupements du Prater, ils se sont en effet servis de cette corde de jet pour capturer et traîner auprès d'eux les ouvriers que leur désignaient les chefs. Voilà les hontes auxquelles notre lâcheté nous condamne!

DANS LES REVUES

(*Suite*)

Critique philosophique et sociale.

Dans la *Revue Socialiste*, « l'Organisation socialiste » de Jean Jaurès est un discours en fort beau style, mais un exposé très insuffisant du collectivisme. Au début, voici une bonne critique du radicalisme. « Pour le radicalisme, le capital est un roi légitime qu'on ne veut pas détrôner, mais qu'on tient sous le fouet. Conception bizarre et transitoire qui est, dans l'ordre économique, l'équivalent de la monarchie constitutionnelle dans l'ordre politique. » Il faut louer Jaurès d'avoir défendu l'idéal libertaire en écrivant : Si l'ordre social rêvé par nous est réalisable, « la liberté aura place en lui, ou plutôt la liberté en sera l'âme même et l'esprit de feu. Si nous allons vers la liberté et la justice, ce n'est pas aux dépens de la liberté : nous ne voulons pas enfermer les hommes dans des compartiments étroits, numérotés par la force publique. Nous ne sommes pas séduits par un idéal de réglementation tracassière et étouffante... Plutôt la solitude avec tous ses périls que la contrainte sociale : plutôt l'anarchie que le despotisme quel qu'il soit. »

« La Faillite du système industriel », par Pierre Kropotkine, dans la *Société Nouvelle* de juillet, est une interprétation très claire, et soutenue par des faits nombreux, de la tendance qu'ont les nations contemporaines à fabriquer elles-mêmes tout ce qui leur est nécessaire. Kropotkine se réjouit de cette évolution et pense que les travailleurs s'affranchiront plus aisément dans un pays qui vivra de sa propre industrie et de sa propre agriculture. Après avoir montré que l'Italie, la Russie, et d'autres régions autrefois agricoles deviennent industrielles, il conclut ainsi : « C'est partout la même chose, et le problème du capital et du travail en est certes généralisé, — mais il en est aussi simplifié. Faire consommer le blé et utiliser les articles manufacturés par ceux-là même qui ont semé et cultivé le blé et qui ont fabriqué ces articles. C'est la question à résoudre aujourd'hui... »

Pour moi, je pense que tout pays peut se suffire à lui-même; je crois que si nous faisons la révolution communiste d'abord sur un seul point, nous pourrons n'y pas mourir de faim, et je me déclare très convaincu par le beau chapitre sur l'Agriculture qui termine la Conquête du pain. Dans ce sens, il est vrai de dire que la tendance des nations à se suffire à elles-mêmes prépare la Révolution. Mais je n'admets cette correspondance parfaite de la production et de la consommation dans un territoire que comme une contrainte. Il est heureux qu'elle n'existe pas encore, car le besoin matériel que nous avons les uns des autres fait que les riches ont des intérêts internationaux et empêche les gouvernants de faire la guerre. La paix a pour base la spécialisation industrielle et agricole; c'est ce qu'explique très bien le premier chapitre de la brochure : *Pourquoi nous sommes internationalistes*, récemment publiée par un groupe d'étudiants. Voilà pour le présent. Après la révolution, plus nous aurons de rapports les uns avec les astres sur toute la surface du globe, plus nous nous développerons. Or, les peuples ne communiquent que si la nécessité les y pousse. Voilà pourquoi je souhaite que la spécialisation du travail dans chaque pays s'accentue. Telles sont les réserves que j'ajouterais à la conclusion de Kropotkine, approuvant, du reste, sa démonstration lumineuse et positive.

Art et littérature.

L'effort de Jean Baffier pour tirer la décoration de l'imitation des plantes rappelle la renaissance naturaliste qui remplaça les ornements géométriques et les grotesques des tympans et des chapiteaux romans par la décoration gothique inspirée de la flore locale. Puisse-t-il nous délivrer de cet abus de corps féminins qui gênent M. Bérenger parce qu'ils sont nus, et qui nous agacent parce que leurs formes sont tordues et brisées à faire grincer les dents, les poses simples et l'harmonie des traits devenant banales à force d'avoir servi.

En littérature, outre la *Société Nouvelle*, la *Revue Blanche* et les autres revues éclectiques déjà citées, nommons le *Mercure de France*, exclusivement consacré à l'art. Il en est sorti dernièrement pour recueillir et publier des réponses à la question suivante : « Toute politique mise de côté, êtes-vous partisan de relations intellectuelles et sociales plus suivies entre la France et l'Allemagne, et quels seraient, selon vous, les meilleurs moyens pour y parvenir? » C'est la marque d'un internationalisme que je souhaiterais moins aristocratique, mais dont je sens la sincérité en même temps que l'insuffisance.

Encore une fois, nous ne pouvons tout exiger d'un coup; au terme ainsi qu'au début de cet exposé, en lisant le *Mercure de France*, comme en ouvrant le *Coq Rouge*, je suis heureux de trouver dans des revues exclusivement littéraires la haine consciente de l'autorité traditionnelle et l'amour naissant de l'humanité libre.

Camarade CX.

BIBLIOGRAPHIE

Les Voix de l'Aurore, de M. Achille Steens (1 vol., chez Vanier, 19, quai Saint-Michel). Ce sont des vers d'un sentiment chaleureux où ne manquent ni les élans vers un meilleur état social, ni l'invective à notre barbarie actuelle. L'influence de Victor Hugo se fait sentir çà et là; dans *la Chute de l'aigle*, par exemple. Il se trouve aussi dans ce livre une exaltation de *la Marseillaise*, ce chant de nègres ivres, peut-être inutile. Mais les morceaux d'indignation véhémente dominent. Et c'est ce qui rend ce livre intéressant malgré la faiblesse de la technique.

A. R.

* *

La Douleur universelle, par S. Faure, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Comme le titre l'indique, Faure, dans son volume, a voulu démontrer que la société actuelle, par sa séparation des individus en castes, en possédants et en non-possédants, en gouvernants et en gouvernés, n'apporte de satisfaction complète à personne, que tous, riches ou pauvres, oppresseurs ou opprimés, souffrent plus ou moins de cet antagonisme et aspirent à un bonheur plus parfait.

Et, recherchant les causes de cette souffrance générale, Faure la trouve dans la seule existence de l'autorité, n'envisageant l'appropriation individuelle que comme cause secondaire.

Certes, il serait difficile de dire laquelle est née la première : la propriété ou l'autorité? A l'heure actuelle, elles font si bien corps ensemble, qu'il est à présumer que ce problème restera insoluble. Mais ce dont nous pouvons être certain, c'est que, du jour où l'une a fait son apparition dans les premières associations humaines, ce ne fut que pour en ouvrir immédiatement la porte à son corollaire.

Aujourd'hui encore, si la propriété ne se maintient qu'à l'aide de l'autorité, celle-ci n'a d'autre raison de s'exercer qu'en vue de la défense des intérêts de caste. Le compagnon Faure le constate lui-même : les trois quarts des lois ne sont faites qu'en vue de la sauvegarde de la propriété. C'est donc à tort qu'il reproche aux socialistes d'avoir voulu circonscrire la lutte dans le domaine économique et d'en faire ainsi une question de ventre, ne voulant, lui, voir découler tout le mal que de la seule autorité.

Certes, si la question sociale se bornait à une seule question de ventre, ça serait bien mince comme revendications, et si l'idéal des révoltés n'allait pas au delà de se remplir la panse, il suffirait à la bourgeoisie, dans chaque révolte, de laisser tomber au pouvoir des insurgés des amas de boustifaille et de mangeaille pour être à même de les vaincre sûrement; après l'orgie, sans coup férir. Il faut donc un idéal plus élevé.

C'est pourtant une bonne note à l'actif des socialistes d'avoir démontré aux travailleurs que les luttes politiques étaient impuissantes à les affranchir, que les transformations de pouvoir ne signifiaient rien, tant qu'on laisserait subsister l'organisation économique de la société.

Nous croyons, également, que la question du ventre tiendra toujours, malgré tout, le premier plan dans les revendications prolétariennes, car c'est de la faim qu'ils souffrent le plus; la possibilité de manger à sa suffisance primant tout lorsqu'on crève de faim et de misère.

Il appartient à nous, propagandistes, d'élargir l'idée, de faire comprendre que la possibilité d'assouvir sa faim n'est pas suffisante si l'on n'est pas libre, et que cette possibilité dépend toujours du maître, lorsqu'on est esclave.

Les socialistes ont tort de croire que la solution de la question sociale tient dans la seule question d'une amélioration matérielle, mais le camarade Faure a tort de croire que cette question doive se reléguer au second plan, et qu'il soit plus pressé d'aller contre l'autorité.

C'est, au fond, la même erreur de vision des socialistes qui, s'imaginant le pouvoir la clef de tout, ont abandonné, à l'heure actuelle, la lutte économique pour la conquête du pouvoir politique. Le camarade Faure, lui, c'est pour le détruire, mais, encore une fois, ne scindons pas la question en deux, n'oublions pas que les deux ennemis font corps, et que la lutte politique, seule, ne serait qu'un dérivatif de la lutte économique.

Où le camarade Faure s'égare encore, selon nous, c'est lorsque, pour appuyer sa thèse : la douleur universelle, il prend au sérieux les lamentations élégiaques de certains « philosophes », et voit, dans leurs « désespérances » — qui ne sont qu'une pose littéraire — un signe du mal qui nous étreint tous. Il oublie que les trois quarts de ces dégoûtés de la vie sont morts bien tranquillement dans leur lit, que, durant leur vie, ils n'ont craché sur aucune distinction honorifique, sur aucun de leurs privilèges, sur aucune des joies que leur procurait leur situation sociale, que leur pessimisme n'était que de parade et qu'il en est de même pour nos pessimistes actuels.

« La fortune ne fait pas le bonheur », répète Faure avec le vieux proverbe, pour prouver que le mal découle de l'oppression politique. Ce dicton n'est qu'à moitié faux. Dans la société actuelle, si la fortune ne fait pas le bonheur, elle contribue à cicatriser bien des blessures, elle est la génératrice des trois quarts de nos maux, ce qui prouve que son action n'est pas indifférente. Et si les richards souffrent, leur souffrance, au fond, nous laisse absolument froid, puisque la douleur de ceux qui ne possèdent n'est faite que de l'entêtement des riches à défendre des privilèges qui ne les satisfont pas.

A part ces légères critiques, nous ne pouvons qu'engager les camarades à lire l'ouvrage de Faure, et à le propager.

Vindex.

Reçu :

Les Origines du droit international, par Ernest de Nys, 1 vol., chez Thorin et fils, 4, rue Le Goff, Paris.

ÉCHOS ET NOUVELLES

On nous demande d'annoncer pour paraître le 17 août, en Allemagne, un nouveau journal anarchiste : *Der Sozialist*, rédaction et expédition : Frankfurter Allée, 105, Hof links, Berlin.

Bonne chance à ce camarade de lutte.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les camarades de Toulon déclarent n'avoir rien de commun avec l'étrange publication, ayant pour titre *Le Christ anarchiste*, qui paraît dans cette ville.

Ajoutons, pour l'édification de nos lecteurs, que le *Christ anarchiste* est un mélange d'idées anarchistes, de spiritisme et autres sangrenu...ismes; qu'il est rédigé sous l'inspiration d'une dame qui dit la bonne aventure aux imbéciles.

A NOS AMIS ET LECTEURS

Beaucoup de lecteurs nous demandent comment, en restant anonymes, ils pourraient travailler efficacement à l'extension de notre organe.

Il y a un moyen bien simple. Chacun sait que ce sont les abonnements qui font vivre un journal. Le prix du nôtre est des plus modiques. Que ceux qui veulent nous aider, nous envoient, avec le montant d'un abonnement de trois mois, par exemple, les adresses des personnes de leur connaissance qu'ils supposent devoir lire notre journal avec fruit.

De cette façon, ils nous auront aidés pécuniairement, et, de plus, ils auront aidé à la diffusion des idées.

PETITE CORRESPONDANCE

Jean Larue. — Vous me trouverez sûrement le mardi et le mercredi soir jusqu'à 10 heures.

E. L., au Havre. — Nos relations ne nous permettent pas de placer des camarades.

Reçu l'article du *Petit Provençal.* — Bon, mais nous avons des quantités de faits de ce genre et inédits à faire passer.

E. D., à La Haye-Descartes. — Abonnement est servi. Envoyez correspondance; ça sera très bien.

Maram. — Envoyez. Si c'est bon, insérerons.

Riska. — Reçu 7 fr. — Faut-il envoyer d'autres invendus à la même adresse ?

J. C., à Houssaye. — Reçu abonnement et 0 fr. 60 pour le journal.

D., à Bruxelles. — Reçu, pour le journal, 1 fr. 20 de Un libertaire de Saint-Josse.

J. B. — Les vers : *Société future*, témoignent de bons sentiments et de bonne volonté, mais pas insérables.

Bonhomme. — Jules Lermina est un abruti; ce serait perdre son temps en lui répondant.

A. L., à Angoulême. — Merci, lirons les passages. Mais Buffenoir, comme historien, nous laisse un peu hésitants.

A. R., à Kobr. — Excellente la coupure.

Un futur conscrit. — En effet, l'individu en question est plus que suspect.

O. M., rue de l'Aqueduc. — F., rue des Ecluses-Saint-Martin. — Vos communications sont arrivées trop tard.

Nous avons reçu par Paul le produit de la collecte (12 fr.) faite à la *Porte Dorée*, à l'issue de la réunion de Faure.

H., à Verneuil. — Reçu 2 fr. 50.

Un camarade, à Reims. — Reçu renseignements. Merci.

G. P. L., à Cette. — C'est la première fois que nous entendons parler de cet individu. Merci de l'avis.

R., à Nîmes. — Ai expédié le volume demandé.

J., à Rouen. — Reçu adresses de libraires. Merci.

N., à Toulouse. — Commission est faite.

L., à Roubaix. — Reçu 3 fr. 75 des *Jeunes Libertaires.*

M., à Avignon. — Ai fait passer votre lettre à la *Revue Blanche*. C'est elle qui fera l'envoi.

Plébéien, à Verviers. — Envoyez-moi un n° 14, s. v. p.

E. L. D., à Le Manoir. — Nous avons déjà raconté cette affaire, et nous en avons une foule de nouvelles à signaler.

C., boulevard Bonne-Nouvelle. — Excusez de l'inadvertance, avons réexpédié le numéro. Ce M. Millevoye a l'air d'être une belle moule.

A.-A., à Estagel. — D., à Sainte-Marie. — F., à Amiens. — C., à Porto. — M. et D., à la Haye. — B., à Puget-Ville. — B., à Bourges. — C. H., à Ferrara. — B., à Saint-Victor-la-Coste. — S., à Reims. — L., au Mans. — B., à Limoges. — L., V., P., M., R., à Dijon. — B., à Maizy. — D., à Givors. — R. et B., à Turin. — E. V., à Londres. — N., à Vazerac. — B., à la Machine. — G., à Cette. — R., à Nîmes. — D., à Angers. — A. L., au Chambois. — D., à Mistic. — S., à Nîmes. — G., à Carmaux. — V., à Utrecht. — L., à Chaux-de-Fonds. — M., à Reims. — S. D., à Montluçon. — M., à Lille. — L., à Roubaix. — B., à Nantes. — S., à Tunis. — S. P., à Bordeaux. — L., à Aix-les-Bains. — *Plébéien*, Verviers. — D., à Morlanwelz. — B., à Feillens. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente :

A Annonay,

Chez Beraud, 3, rue des Aygas;

A Villeneuve-sur-Lot,

Chez Guérin, tisseur, qui porte à domicile dans Villeneuve et les environs. On y trouve également la *Sociale*.

Le Gérant : Dexécheré.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 16 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 AOUT 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA DANSE DU SCALP

Les « gens honnêtes et modérés » (ce sont eux qui se dénomment ainsi) viennent, à l'occasion du drame d'Aniche, de nous donner encore une fois la valeur de leur mesure morale. Les Laurent, les Lepelletier, ces reptiles prêts à toutes les besognes les plus répugnantes, étant par trop démodés, ils ont trouvé de dignes émules dans la personne des Fouquier, des Y. Guyot, dans les rédactions du *Temps*, des *Débats*, et autres journaux panamistes, à la solde du gouvernement.

Mais celui auquel revient la palme de la mauvaise foi et de la goujaterie c'est encore le boudiné Hugues le Roux qui a trouvé le moyen d'expectorer sa bave dans les colonnes du *Figaro* du 6 août.

Pour ce complaisant et collègue des Puybaraud, des Lépine et des Bulot, Decoux n'est qu'un halluciné qui a subi les suggestions du dehors, et les vrais coupables sont : l'alcoolisme du père, et la lecture des « écrits pernicieux ! » sans préjudice des incitations personnelles.

Le père Decoux est-il un alcoolique? Decoux lisait-il les « écrits pernicieux »? M. Hugues le Roux n'en sait rien, il n'en a cure, il ne veut pas le savoir, cela gênerait sa thèse.

Le père Decoux étant un ouvrier, il ne peut être qu'un ivrogne; Decoux voulait se venger du mal que lui ont fait les capitalistes, au lieu d'aller leur lécher les pieds, comme le fait M. Le Roux pour débiter sa prose, il ne peut avoir pris ces mauvaises dispositions que des « lectures pernicieuses », des mauvais conseils. Et les lectures pernicieuses sont celles qui disent au travailleur qu'il a droit à la satisfaction de tous ses besoins, du moment qu'il utilise sa force d'activité, qui lui rappellent qu'il est l'égal de qui que ce soit, et ne doit se courber devant personne.

Ces messieurs qui ont l'échine si souple devant les puissants, n'aiment pas que l'on parle aux individus de leur dignité; ces laquais des possédants se trouvent blessés dans leur amour-propre de larbins, lorsqu'on cherche à élever le caractère des individus. De là, leurs clameurs féroces contre les anarchistes.

*
* *

Chez les Peaux-Rouges, avant de tuer les prisonniers de guerre, on les attache, paraît-il, pendant plusieurs jours, au poteau de torture, les livrant à une population de vieilles sorcières édentées, qui viennent épuiser sur eux les raffinements de cruauté que leur fournit un cerveau fertile en inventions de ce genre, afin d'épuiser le courage du patient, de lui arracher un signe de faiblesse. Les journalistes-policiers jouent, dans notre société, ce rôle de chacals et se livrent à des convulsions épileptiques, rappelant la danse du scalp des Peaux-Rouges. Les prisonniers ne sont pas au poteau de torture, mais le délit « d'apologie » est si facile à trouver dans une phrase qui ne veut qu'être explicative! les invectives des sorcières n'ont qu'un but : attirer la réplique imprudente qui permettrait d'y attacher ceux qu'elles ont pour mission de provoquer.

*
* *

Eh bien ! tas de vendus, nous vous le disons à la face, une bonne fois pour toutes : les lâches, les excitateurs, ceux qui se cachent pour faire marcher les autres, ils sont de votre côté, rien que de votre côté, puisque, sans savoir, sans vous donner la peine de rechercher la vérité, vous profitez du premier incident venu pour réclamer la mort et la déportation de ceux — nous ne dirons pas qui ne pensent pas comme vous, ce serait vous faire l'honneur de croire que vous pensez — nous serons plus près de la vérité en disant de ceux qui sont désagréables aux maîtres qui vous paient.

---

*
* *

Certes, nous n'avons jamais eu la prétention de nous poser en prêcheurs de calme, en apôtres de la servilité, en glorificateurs de l'avachissement. Jamais nous n'avons dit aux travailleurs : « Quand votre patron vous vole, remerciez-le de ne pas tout garder; baisez-lui les pieds lorsqu'il abuse de vos femmes et de vos filles; prosternez-vous à ses genoux, quand il vous met sur le pavé. »

Chaque fois que nous voyons se commettre une injustice, nous essayons de faire comprendre à nos frères de misère quelles sont les institutions qui l'engendrent; chaque fois que les conséquences inhérentes à une mauvaise organisation sociale tombent sur les miséreux, les écrasant de leur poids, nous avons mis à nu le vice qui les produisait, faisant le procès à la société qui engendrait de pareilles monstruosités.

Étant de ceux qui sont opprimés, de ceux qui sont exploités, nous avons compris que ce ne sont ni les plaintes ni les doléances qui nous amèneraient le remède à nos souffrances; nous avons expérimenté que les palliatifs ne changeaient rien à notre situation; et l'arrogance de nos maîtres nous a démontré qu'ils ne renonceront, de bonne volonté, à aucun de leurs privilèges. Nous avons acquis l'intime conviction que tant que nous quémanderions, on nous traiterait comme des mendiants, et que nous n'acquerrions que les libertés que nous saurions prendre. C'est cette conviction que nous avons essayé de propager autour de nous. Et puis, après?

*
* *

Si les travailleurs avaient à manger à leur suffisance, s'ils étaient satisfaits de leur sort, si la vie leur était douce, à qui ferez-vous croire qu'il suffirait de « prédications fausses » pour leur persuader le contraire ? Les « déclamations creuses » suffiraient-elles à engendrer le mécontentement, s'il n'était produit, à grands flots, par les injustices de votre mauvaise organisation sociale ?

Le mal existe, nous le constatons bien haut, nous en désignons la source, voilà notre crime, voilà pourquoi vous voudriez étouffer notre voix. Tas d'imbéciles, le mal n'existerait-il pas quand même, alors que vous arriveriez à étouffer les plaintes !

*
* *

« Il y a, dites-vous, des esprits faibles, se laissant prendre à nos sophismes, et se mettant à exécuter ce que les déclamateurs n'osent pas accomplir eux-mêmes ! »

C'est encore un mensonge, vous le savez bien, car de tous les attentats anarchistes, nettement caractérisés, dont vous avez pu étudier les auteurs puisque vous les avez exécutés, tous, vous avez été forcés de le reconnaître, étaient doués d'une volonté implacable, d'une énergie peu commune, d'une intelligence d'élite, toutes choses qui ne cadrent pas avec les indices d'esprits faibles et suggestionnables.

Ayez donc la pudeur d'avouer qu'il y a autre chose que la prédication de « théories malsaines » pour affoler les individus, que le mal vient de plus loin, et que vous ne voulez pas le guérir parce qu'il vous engraisse.

La société, dites-vous, a été établie pour assurer à chacun le produit de son travail, lui garantir l'exercice de sa liberté, le protéger contre les violences des forts, et, tous les jours, des individus cherchent du travail, n'en trouvent pas, et crèvent de misère et de privations, à moins qu'ils n'y coupent court par le suicide. A toute heure elle insulte à la détresse des miséreux, en leur montrant les jouissances de ceux qui ne travaillent pas, en étalant à leurs yeux le luxe de ses magasins et l'accumulation des produits qui s'y stérilisent. Votre société a fait faillite à ses promesses, c'est elle qui engendre la révolte, en faisant crever les uns de faim pendant que les autres crèvent de pléthore. Ne vous en prenez qu'à vous-mêmes des représailles que vous provoquez. Il n'y a qu'un moyen d'endiguer la révolte, c'est d'accorder aux déshérités ce qu'ils demandent, ce que vous leur avez promis, avec l'intention de ne jamais le réaliser.

J. GRAVE.

APOTHÉOSES

En quelques mois, dépassant le sixième des maisons voisines, le monument s'est élevé sous l'incessant labeur d'une nuée d'ouvriers; érigeant audacieusement vers l'azur d'un ciel d'été son belvédère érigé sur un dôme aux quatre arêtes vives. Un pavillon tricolore qui claque ironiquement au souffle d'une brise de juillet *surmonte* le tout.

Au-dessus d'une porte cyclopéenne s'avance en balcon la demi-circonférence d'une énorme terrasse bordée d'une grille en fer forgé. A une huitaine de mètres plus haut, *juste au fronton* de l'édifice un immense panneau de sculpture étale magnifiquement la glorification menteuse des bienfaits de la vente par abonnement.

Personnifiant le crédit, un jeune éphèbe nu, dans un char attelé de deux chevaux fougueux qui galopent au sein d'une nuée, montre la route du progrès au commerce et à l'industrie; pendant que, de chaque côté du panneau, l'art et la science les contemplent d'un œil bienveillant.

Au-dessous, allégorie cette fois par trop vraie, quatre cariatides soutiennent l'énorme poids des figures supérieures.

Quatre parias, quatre maudits arc-boutés aux angles des consoles, les muscles saillants comme des cordes, sous un effort latent, la face souffrante, les yeux caves, s'exténuent à maintenir l'aplomb de toute cette gloire.

Enfin, encore plus haut et toujours en façade, Mercure, le dieu du commerce et des voleurs, le buste doré, promène avec un sourire sardonique ses regards sur la foule qui contemple cette masse de pierres.

Les verrières émaillées et les ors luisant de place en place attestent la munificence du très puissant et très richissime abonneur qui peut faire surgir en plein quartier populaire *cette superbe* apothéose du capital.

Autre temps, semblables mœurs. Napoléon élevait l'Arc de triomphe à la gloire de ses armées victorieuses, espérant ainsi justifier ses boucheries aux yeux des générations futures: M. *** a peut-être aussi la prétention de s'innocenter de la forte somme acquise sur les uns en procurant quelques mois de travail aux autres.

Mais qu'un ouvrier ne vienne pas me tenir ce raisonnement spécieux qu'il aurait pu garder son or au lieu de faire bâtir un palais: croyez-moi, l'argent n'est bon que pour les jouissances qu'il procure, et celle-ci en est une *sérieuse*.

Allons, les vaincus de la vie, extasions-nous devant ce trophée de victoire d'un nouveau genre!

Brusquement, les portes de la terrasse donnant sur l'intérieur du bâtiment se sont ouvertes; des larbins galonnés en tiennent les battants et s'inclinent obséquieusement devant une foule élégante qui envahit la demi-circonférence; les décorations scintillent sur la blancheur des plastrons, la gaieté des soies claires et des dentelles féminines tranche fortement sur la noirceur des fracs. Les musiciens, coiffés de leurs immuables casquettes administratives, y prennent place à leur tour: non sans arrière-pensée certainement.

Après quelques paroles de consécration que prononce un supérieur quelconque, auquel le maître et la maîtresse répondent d'une légère inclinaison de tête, le chef de musique lève vivement son bâton; quatre temps, et cuivres et bois entonnent un chant d'allégresse dont les ondes sonores s'élèvent et vibrent harmonieusement dans l'air.

A cet instant le soleil passant au-dessus du drapeau qui flotte au haut du phare, dardant ses rayons sur cette fête bizarre, allume un fauve reflet dans chaque dorure, la bannière et le porte-médailles resplendissent de mille feux; le Mercure dans sa niche est fulgurant de lumière, une pluie de jaune métal semble tomber lentement de l'indigo du ciel. Alors, se serrant l'un contre l'autre, la figure empourprée d'orgueil, les maîtres *contemplent* l'allégorie qui les domine.

Le crédit a l'air de vivre réellement, et sa figure adolescente semble nimbée, tel un Christ dans un vitrail; le commerce et l'industrie prennent un temps de galop, et les arts et la science sont tout prêts, l'un à lâcher sa palette, l'autre son planisphère, pour emboîter le char.

« L'apogée! » murmure glorieusement la femme.

Mais soudain elle pâlit, ses regards se sont portés plus bas: les cariatides aussi se sont animées, un éclair a lui dans leurs yeux tristes, leurs lèvres esquissent un rictus terrible, le thorax et les côtes saillent, contrastant douloureusement avec les ventres creusés par une fringale jamais assouvie; les biceps se gonflent dans un effort suprême. Crédit, commerce, industrie semblent peser peu en leurs poignes, et les briser sur le pavé de la rue serait pour elles l'affaire d'une volonté commune.

Et tandis que les dernières notes de l'*allegro* s'épandent joyeusement dans l'espace, et que, stupide ou inconscient, le peuple applaudit, elle murmure de nouveau à l'oreille de son mari:

« Cher, rentrons, je t'en prie. — Qu'as-tu donc? interroge celui-ci. — Oh! rien, une bêtise: j'ai cru un moment que cette masse de plâtre allait s'écrouler sur nous. »

Mais les miracles ne sont plus de mode, les statues n'ont pris vie que dans l'esprit romanesque de la dame, et la plèbe encombrant les chaussées contemple en leur impassibilité de pierre le symbole de son perpétuel et inutile effort.

LECLERC (LÉON).

DES FAITS

Il y a à Versailles, en dehors de l'octroi Duplessis, une rue — la rue de Béthune — dont le côté droit appartient à Versailles et le côté gauche à la commune de Chesnay.

Les lettres adressées aux habitants de cette rue, aussi bien ceux de gauche que ceux de droite, sont distribuées indistinctement par le facteur de la poste de Versailles, ce qui est très logique. Mais, si une dépêche est envoyée à un habitant du côté gauche de la rue de Béthune, celui-ci se trouve contraint de payer, entre les mains du porteur de la dépêche, une taxe supplémentaire de 2 francs comme habitant de Chesnay, qui n'a pas de bureau télégraphique.

Si ladite dépêche est adressée au Chesnay, elle ne parvient au destinataire que le lendemain, apportée par le maire, un de ses adjoints ou le garde champêtre.

Cette organisation n'est-elle point épique?

(*Figaro.*)

* * *

L'eau de Cologne des députés.

La Chambre, qui parle de réduire les traitements des fonctionnaires, d'en diminuer le nombre, de supprimer des postes de conseillers dans les cours d'appel et à la cour de cassation, de... faire beaucoup d'économies de « bouts de chandelles », ferait peut-être bien de donner l'exemple. Et le détail suivant des gaspillages du Palais-Bourbon mérite d'être signalé pour que remède y soit apporté; nous passons les traitements du président, des questeurs, des députés, médecins, etc..., et autres qui offrent quelque utilité, et nous arrivons à: fonctionnaires du Palais-Bourbon, 809.000 francs; aux mêmes, indemnités de logement, 35.000 francs; aux mêmes, gratifications, 67.000 fr. 99; habits des huissiers, 27.000 francs; fournitures de bureau, 65.000 francs. — Le personnel de ce palais coûte donc la somme formidable de 1.003.000 fr. 99 et 1/2. — Continuons: journaux, 1500 francs; journaux du président, 544 fr. 75; chauffage, 42.000 francs; éclairage, 115.332 fr. 53; réparation des lampes, 1929 fr. 73; entretien des bâtiments, 215.000 francs; service postal, impression, affichage, *Officiel*, dépêches Havas, distribution à domicile, emballage de documents, annales parlementaires, bibliothèques, total: 734.685 fr. 18. Destruction des rats qui vivent de cet énorme amas de papiers inutiles, 200 francs. De plus en plus fort! *risum teneatis*: ficelle, 999 francs (que de longueur de ficelles parlementaires!); billard parlementaire (taxe), 60 fr. 05; eau de Cologne... 1522 fr. 30 (le vrai peut quelquefois paraître invraisemblable); miroiterie, 1448 fr. 83; tapis, 24.950 fr. 14; brosses, 7190 fr. 39; allumettes, 1798 fr. 30; enfin, buvette, 33.539 fr. 24!

Un député coûterait, dès lors, par an, environ 3 francs pour eau de Cologne, 2 fr. 50 pour miroiterie, 13 francs en brosses; il userait pour plus de 2 francs d'allumettes; il consommerait, à la buvette, pour près de 90 francs (à signaler à la ligue contre l'alcoolisme); mieux encore, dans la note (dont nous voudrions bien connaître le détail) de réparations au Palais-Bourbon (215.000 francs), figure la somme de 9420 francs pour réparations aux *cabinets d'aisances*, soit 17 francs de dégâts causés aux susdits par an et par représentant du peuple. On conçoit l'aisance avec laquelle nos députés renversent les cabinets; on comprend moins celle dont ils usent à l'égard de ceux dont nous nous occupons; sans vouloir soulever de ce chef une question de cabinets, *nous croyons* nécessaire de protester contre ce gaspillage.

La France, quoique débonnaire, se fatigue de voir les dépenses augmenter sans profit pour l'intérêt public; les gaspillages l'irritent; elle demande, elle veut, elle exige qu'il y soit mis bon ordre. Avis à MM. les députés.

Un peu moins d'eau de Cologne, beaucoup moins de paperasses, et un peu plus de travail utile!

F. NAUDIER.

(*L'Écho des Communes*, 1er août 1895.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

CARMAUX. — On connaît, par ce qu'en ont dit les journaux quotidiens, l'historique de la grève de Carmaux, l'acte de solidarité des verriers de Carmaux et du Bousquet d'Orb, refusant de reprendre le travail parce que Baudot et Pelletier, secrétaires des syndicats de ces deux localités, avaient été renvoyés sous le prétexte qu'ils s'étaient absentés pour assister au congrès de Marseille, mais en réalité parce qu'il avait plu à leurs camarades de les élire au conseil d'arrondissement. On connaît le refus absolu opposé par la Compagnie à tout essai de conciliation et le chômage forcé imposé par elle à 1700 ouvriers, c'est-à-dire à 3000 personnes environ, par le bon plaisir d'une poignée de capitalistes.

De ces faits se dégagent plusieurs enseignements. Les socialistes préconisent comme moyen d'affranchissement la conquête des pouvoirs publics. Que les ouvriers, disent-ils, élisent de leurs camarades aux fonctions législatives, et quand ils seront la majorité, ils feront la loi au capital. Les travailleurs peuvent voir par ce qui se passe dans le Tarn combien il leur sera facile d'arriver à ce résultat, dont l'efficacité est d'ailleurs bien problématique, puisque quand leurs suffrages désignent un des leurs pour les représenter, ils se voient refuser le pain à eux et à leurs familles.

Ensuite le langage employé par la Compagnie des verreries du Tarn doit les édifier sur la façon dont les capitalistes comprennent la situation respective d'employeur et d'employés. Il n'est question dans leurs notes que « d'autorisation », de « bonne discipline », etc. De pareils termes prouvent le plus clairement du monde que ces gens-là, parce qu'ils ont l'or en poche, considèrent ceux qui le leur ont procuré comme des esclaves, des serfs, des sujets qui leur doivent obéissance et auxquels il est interdit de s'occuper de leurs intérêts sans en avoir au préalable sollicité la permission. Où donc sont les

« grands principes » d'égalité tant proclamés par la République, « cette fille de la grande Révolution dont elle conserve pieusement les traditions »? Où est cette prétendue liberté du contrat entre capital et travail tant prônée par les économistes bourgeois? On croit rêver à la lecture de la réponse de la Compagnie, réponse que l'on dirait rédigée par un de ces seigneurs féodaux que la bourgeoisie guillotina en 1793.

Enfin, voici, d'une part, un outillage en ce moment sans utilité et, d'autre part, une masse de travailleurs sachant l'utiliser, mais souffrant de la faim par le mauvais vouloir de gens qui « peuvent attendre ». Si ces affamés, n'écoutant que l'instinct de la conservation, s'emparaient de l'outillage et s'en servaient pour sauver de la mort leurs femmes et leurs enfants, le gouvernement aurait hâte de faire intervenir la force armée dont il dispose pour rétablir ce qu'il appellerait « l'ordre! » Et pourtant, l'instinct de la conservation entre-t-il en balance avec l'amour de l'or pour lui-même?

Les gouvernants qui fusillent les travailleurs un peu partout, à Aubin, à la Ricamarie, à Fourmies, etc., pour assurer, disent-ils, « la liberté du travail », ont une excellente occasion de prouver la fameuse sympathie qu'ils professent à tout propos pour la classe ouvrière, et de leur assurer cette fois-ci « la liberté du travail » en fusillant les administrateurs qui empêchent sans motif toute une population de vivre en travaillant.

Le feront-ils? Ce serait peine perdue que de les mettre au défi.

André Girard.

Angleterre.

Londres. — La conférence de notre ami Reclus, annoncée par les journaux bourgeois, a eu lieu la semaine dernière dans une vaste salle, qui fut comble dès l'ouverture des portes; il la fit en anglais; le silence le plus strict n'a cessé d'être observé pendant une heure et demie qu'elle a duré; seuls, de temps à autre, les applaudissements interrompaient l'orateur.

La conférence exposée, on demanda les contradicteurs : il s'en montra dans tous les coins; chacun à son tour fit son objection, auxquels répondirent Elisée, Pierre et un jeune Anglais. On remarquait que la bonne moitié de la salle était occupée par les social-démocrates, les divers applaudissements le prouvaient.

Le Français qui assiste à ces conférences contradictoires est toujours étonné de la contenance des parties adverses qui écoutent avec calme des choses qui les choquent quelquefois.

Aussi ces réunions sont-elles fécondes en résultats.

Guérineau.

États-Unis.

La *Tribune*, de Chicago, grand organe capitaliste, fait remarquer que depuis le 1er janvier, les ploutocrates ont donné 4.075.750 dollars pour les universités et collèges, 789.000 dollars pour les églises, 3 millions de dollars pour les musées. Le journal ajoute : « Des faits comme ceux-ci sont à la confusion de cette affirmation des travailleurs que le capital est un instrument de tyrannie contre la classe pauvre. Il n'y a pas de pays où la classe riche soit plus généreuse que chez nous : elle paye au peuple un bel intérêt pour l'argent qu'elle gagne par ses propres moyens. »

« Hypocrisie, répond *The Altrurian*. L'argent donné par les riches, d'abord est pris aux pauvres, ensuite est employé en dépenses qui profitent seulement aux riches, universités et collèges pour les jeunes gens fortunés, églises pour abrutir le peuple, etc. De plus, les capitalistes font bien leurs comptes, et s'ils laissent tomber en aumônes et en donations 10 millions de dollars par an, ils expriment de la nation, dans le même espace de temps, 45 milliards 340 millions de dollars, soit plus de 226 milliards de francs, en budgets publics et en recettes de compagnies à monopoles. Encore les loyers et les bénéfices des usines n'entrent-ils pas dans ce total dont ils tripleraient le montant. »

The Altrurian, le nouveau camarade dont nous tirons ce qui précède, paraît chaque semaine, depuis le 22 juin dernier, à Columbus Junction, dans l'Iowa, au centre des Etats-Unis.

Il ne faut pas le confondre avec *The Altruist*, organe mensuel d'un groupe de communistes vivant suivant leurs théories, comme il en existe plusieurs dizaines aux Etats-Unis. *The Altruist* paraît chaque mois à Saint-Louis (Missouri).

***

Edward, ouvrier de la Compagnie du chemin de fer Pacifique (Etats-Unis), renvoyé pour faits de grève, vient chercher de l'ouvrage dans son pays, l'Angleterre. Là les Compagnies auxquelles il s'adresse lui répondent qu'on ne l'emploiera pas parce qu'il figure sur la *liste noire* (blacklist) où sont notés les meneurs ouvriers. « Qu'en pensez-vous ? ajoute *The Coming Nation*, qui rapporte le fait. Les membres des Compagnies de chemins de fer ne forment-ils pas une association de malfaiteurs internationaux ? Oh non ! »

***

Le gouvernement de l'Etat du Massachusetts a cru faire acte de socialisme en achetant 2000 acres (environ 1500 hectares) de marécages et en invitant les sans-travail à venir en tirer leur subsistance. L'appel n'a pas eu de succès; on a déjà fait plus de cent fois des tentatives de ce genre qui ont toujours échoué. Rien de plus naturel. Le travail n'est pas une force surnaturelle qui puisse faire sortir du blé d'un désert. Nous ne réclamons pas le *droit au travail* qui ne signifie rien, mais la mise en commun des *instruments* de travail, c'est-à-dire de la bonne terre, des outils, des machines.

***

La propagande fait des progrès. Elle a pour centre les districts miniers de l'Ouest et les ports et les grandes villes de l'Est, c'est-à-dire les agglomérations où les émigrants étrangers viennent apporter les idées révolutionnaires. Dans l'Ouest, le *Firebrand* de Portland (Oregon) a des correspondants et des abonnés dans la Californie, l'Utah, le Territoire indien, etc. Là, plusieurs des divisions politiques de l'Ouest américain ne sont pas encore érigées en Etats; les groupes d'habitants et d'émigrants y prennent l'habitude de se passer de législateurs élus : ils peuvent aussi faire des innovations hardies dont personne ne leur demande compte. C'est ainsi que les mineurs du Wyoming ont pu donner aux femmes l'émancipation civile et politique. Dans l'Est, la propagande se fait en langues étrangères plus encore qu'en anglais. Les deux centres principaux sont les grandes villes de New-York et de Chicago. Chacune de ces villes a un périodique communiste anarchiste en langue allemande : Chicago a le *Vorbote*, New-York la *Freiheit*. New-York possède de plus un important journal hebdomadaire en langue espagnole : *El Despertar* (Le Réveil). *El Despertar* a publié la traduction espagnole du manifeste de l'alliance communiste anarchiste-socialiste de Londres, tandis que *Solidarity* de New-York en publiait le texte anglais. Ce manifeste, inspiré par Malatesta et Merlino, est un plaidoyer pour l'union de tous les communistes révolutionnaires, c'est-à-dire de tous ceux qui veulent la conquête de l'égalité matérielle par la grève générale, définie comme la mainmise par les travailleurs sur les instruments de production. Les rédacteurs d'*El Despertar* ont insisté sur cette idée en de nombreux articles, saisissant, pour la répandre, l'occasion fournie par les grèves importantes qui viennent d'agiter New-York, la grève des ouvriers du chemin de fer de Brooklyn, et celle des ouvriers en tabacs qui s'est prolongée pendant quatre mois. L'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, l'égalité et la liberté à la place de la tyrannie capitaliste et de la hiérarchie gouvernementale, la civilisation communiste au lieu de la société autoritaire, tel est le programme d'*El Despertar*, et le nôtre aussi.

A Tampa (Floride), paraît depuis plus d'un an *El Esclavo*, dont nous avons déjà parlé. *El Esclavo* et *El Despertar* sont les deux organes de propagande en langue espagnole, les plus importants de l'Amérique du Nord. Au Mexique, la police du président Porfirio Diaz empêche la fondation d'un journal révolutionnaire, et, quand elle le peut, l'introduction des publications socialistes des Etats-Unis. A Cuba, l'organe ouvrier, *El Archivo Social*, paraît irrégulièrement et ses rédacteurs sont persécutés. Martinez Campos le fait arrêter à la douane et nous n'en avons pas reçu un seul numéro.

CX.

Cuba.

Nous ne recevons pas directement de nouvelles ni de journaux venant de Cuba, nous avons dit pourquoi. Sur cette île, nous sommes renseignés principalement par *El Esclavo*, qui paraît à Tampa, port de Floride où aboutit le câble de la Havane et où sont recueillies les nouvelles de Cuba qui nous parviennent par voie américaine. Au printemps, l'insurrection était bornée dans le massif de montagnes de l'Est, autour de Santiago de Cuba. On sait qu'elle s'étend vers le centre et que Martinez Campos vient de se faire battre en essayant d'attaquer les révoltés. Je n'ai pas à rappeler ces événements dont chacun se souvient, mais à démêler ce qui nous intéresse directement dans les événements de Cuba. Ce n'est pas la proclamation des chefs insurgés, publiée à New-York au mois de mai; ce ne sont pas non plus les sympathies intéressées des politiciens des Etats-Unis méridionaux en faveur du mouvement, contre les Espagnols. Les chefs de ce mouvement Maceo, et Maximo Gomez, se déclarent seulement nationalistes; ils veulent un gouvernement cubain composé d'eux et de leurs amis métis ou créoles, à la place du gouvernement espagnol. Leur révolte est le dernier acte de ce qu'on est convenu d'appeler *l'émancipation* des colonies espagnoles, et de ce qui fut tout simplement la conquête des pouvoirs publics par les nobles et les bourgeois indigènes sur les nobles et les bourgeois européens. Les ambitieux et les commerçants des Etats-Unis du Sud donnent leur appui aux séparatistes cubains, parce qu'ils espèrent obtenir, après leur victoire, la suppression des droits de douane, et, après, probablement une adhésion à l'Union américaine, qui donnerait un Etat de plus au groupe des fédéralistes (soi-disant *démocrates*).

Il n'y a rien là qui nous attire, et l'on serait tenté d'approuver l'article qu'*El Despertar* a publié sous le titre de : « Cuba et l'anarchie », pour engager les révolutionnaires américains à ne pas se soucier de la lutte entre Gomez et Campos. Pourtant, avec combien de raison *El Archivo Social* de la Havane blâme cet abstentionnisme. « Ce ne sont pas les séparatistes, dit *El Archivo Social*, qui peuvent inviter les travailleurs à venir lutter pour la prise de la terre et des instruments de travail, pour la suppression des impôts et de toutes les redevances! C'est nous-mêmes qui devons lutter pour ce résultat, qui devons faire entrer les principes révolutionnaires dans l'insurrection! » On ne saurait mieux dire. Oui, nous ferons sortir la révolution sociale des événements, nous ne la trouverons jamais toute préparée. C'est ce qu'Antonio Agresti, dans une étude sur l'émeute sicilienne, publiée par la *Société Nouvelle*, démontrait clairement aux dégoûtés qui faisaient la petite bouche devant les aspirations confuses et parfois contradictoires des « faisceaux des travailleurs siciliens ». Il y a vingt mille ouvriers sans travail à la Havane; on en trouve autant dans le reste de l'île. Martinez Campos leur promet du travail, demande des fonds pour leur faire l'aumône. On ne doit pas laisser échapper l'occasion de les agiter. Nous approuvons donc, ainsi qu'*El Esclavo*, le manifeste du compagnon Créci, paru dans *El Archivo Social* sous le titre suivant : « Aux travailleurs de la Havane. » Créci prouve aux ouvriers que la neutralité est impossible dans la lutte actuelle, que garder une attitude pacifique, c'est donner son appui aux fonctionnaires et aux militaires espagnols. Ne vaut-il pas mieux entrer dans l'insurrection pour essayer d'en faire la révolution ?

Après la publication de ce manifeste, la police de la Havane a fait des perquisitions aux bureaux d'*El Archivo Social*, et en plusieurs autres endroits, pour trouver Créci qui a échappé aux recherches.

CX.

Paraguay.

Dans ces pays de l'Amérique du Sud que, de l'autre côté de l'Océan, on se figure plus respectueux de la liberté individuelle, l'exploitation du prolétaire est, au contraire, plus honteuse, parce que le capitalisme y met plus d'hypocrisie. Ici comme là-bas, l'or est roi. Voici quelques détails sur les trafics et les véritables vols auxquels donne lieu l'immigration.

Des agents allèchent par de fallacieuses promesses des ouvriers sans ouvrage, leur faisant espérer monts et merveilles : un vaste terrain, une jolie maison, des outils, des animaux...

A son arrivée, chaque colon reçoit en lot un

terrain broussailleux à défricher. Refuse-t-il et réclame-t-il un terrain déjà propice à la culture, il doit alors rembourser les frais du voyage. N'en ayant pas les moyens, il se résigne et signe un contrat draconien et perfide, aux termes duquel il aura le terrain au bout de dix ans, mais à la condition que d'ici là il *travaille pour le propriétaire*, qui lui paie en échange de son travail un prix ridicule. C'est ainsi que, à la colonie *Hardy*, la tonne de canne à sucre lui est payée 6 francs! Le prix *officiel* est bien 15 francs, mais de cette somme il faut défalquer 9 francs que la Compagnie retient pour le transport. Il faut ajouter que le colon ne peut faire transporter sa marchandise que par la Compagnie et qu'il ne peut la vendre ailleurs. Le contrat les oblige à vendre le produit de leur champ à leur... maître. En outre, ces 6 francs lui sont payés en bons de la Compagnie. Or ces bons ne sont reçus nulle part ailleurs que dans les magasins de la Compagnie, qui en profite naturellement pour vendre ses produits horriblement cher. Quand les dix ans sont expirés, le colon peut se croire enfin au terme de ses souffrances. La maison est à lui, le terrain est à lui!... Oui, mais le contrat le lie encore, il ne peut vendre ses produits qu'à la Compagnie concessionnaire ou à un acheteur agréé par elle. La Compagnie n'agrée jamais d'acheteur et accepte les produits au taux analogue à celui cité plus haut et le paiement se fait toujours au moyen de ses bons.

Tel est le sort des colons quand les choses se passent normalement. Mais souvent, peu avant l'expiration des dix années, le Compagnie, sous un prétexte quelconque, intente un procès au colon et le met à la porte sans indemnité. Le champ défriché et la récolte lui reviennent de droit et elle les afferme.

Un fait pour finir. Pour avoir vendu quelques verres de rhum à des colons, un de ces malheureux a été placé tout nu dans une île déserte du Parana. Recueilli après trois jours par un voilier, la justice, après instruction, a décidé que le directeur de la Compagnie avait agi « avec rigueur, sans doute, mais avec justice ».

(*D'après une correspondance locale.*)

Brésil.

CURITYBA. — La colonie Cécilia, située dans cette province, à 18 kilomètres de Palmer, n'existe plus depuis l'année dernière. Elle a eu, comme toutes ces sortes de tentatives, sa jeunesse, son âge viril et sa décadence; mais ici le cycle n'a pas été long; quatre années seulement, et tout fut fini. Lorsqu'il faut compter avec les douanes, les compagnies de transport, etc., à la longue c'est un énervement, un découragement qui vient abattre les mieux intentionnés. Dans ce pays, il faut beaucoup d'argent pour faire venir l'outillage et le matériel nécessaires au développement de l'œuvre; la pauvreté nous en empêchait. Il fallait aussi des semences, car, par la pratique, on s'est aperçu que telle plantation ne convient pas à telle terre, et c'est à recommencer; il faut donc s'en procurer d'autres, on n'en a pas sous la main, il faut attendre longtemps, et quand on le pourrait, il est trop tard, l'époque des plantations est passée. Il faudrait aussi un va-et-vient continuel pour maintenir le niveau moral, et jeter une note gaie avec de nouvelles idées, sans quoi, à être toujours les mêmes ensemble, l'activité diminue; ainsi que dans les assemblées, il se forme des partis et des rivalités, le vice apparaît tout comme dans les prisons; on cherche, on s'ingénie à se reposer sur autrui. Alors arrive la satiété et l'on se disperse; quelques malins achètent le tout et deviennent par la suite de gros propriétaires.

(*D'après une correspondance locale.*)

Le correspondant qui nous a communiqué ces renseignements nous prie, en même temps, de faire connaître qu'il tient gratuitement à la disposition de deux ou trois camarades, travaillant la cordonnerie, un terrain situé à Rio-Negro. Nous avons à maintes reprises exprimé notre avis sur les essais de colonisation, et nous publions l'offre de notre camarade sans prendre aucune responsabilité à ce sujet.

∴

SAO PAULO. — Dans cette ville, se publiait une petite feuille de propagande anarchiste, *l'Avvenire*, qui allait atteindre son dixième numéro au 18 mars dernier. Mais la République brésilienne est aussi libérale que la République française. Les rédacteurs ont été arrêtés, ainsi que les distributeurs de ce journal. Depuis lors, il leur fut impossible de trouver une imprimerie quelconque. Ils réussirent cependant à se procurer une petite presse qui leur servit à publier deux manifestes, l'un au 1er mai, l'autre au 13 du même mois, date commémorative de l'abolition de l'esclavage au Brésil. Quant au journal *l'Avvenire*, en dépit de toute répression, de toutes persécutions, il reparaîtra plus acharné, plus décidé que jamais à la lutte pour l'idée (1).

En ce moment seize camarades sont dans les prisons des républicains démocrates brésiliens. Ces persécutions stupides, injustes et cruelles n'arrêteront pas ceux qui restent encore libres!

VIRGILIO PRAJOUX.

(1) Depuis que nous avons reçu cette correspondance, nous avons reçu le 1er numéro de la réapparition de *l'Avvenire*.

BIBLIOGRAPHIE

Notre ami et collaborateur Hamon vient de publier, chez Savine, une nouvelle édition de sa *Psychologie du militaire professionnel*. Cette édition est augmentée de toute la polémique que souleva l'apparition de la première édition; de plus, un superbe dessin de Luce illustre la couverture. Prix, dans nos bureaux, 2 fr. 50; franco, 2 fr. 75.

Reçu :

Ernest Pichio et son œuvre, par E. Museux, une plaquette, 1 franc, *Librairie socialiste*, 31, rue Saint-Sauveur.

Empereur et Galiléen, par H. Ibsen, traduction de C. de Casanove, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

La Question de l'Alsace-Lorraine, par J. Novicow; une brochure, 1 franc, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

ECHOS ET NOUVELLES

AMIENS. — Un groupe d'études sociales est en formation chez Dumont, 15, rue Saint-Roch. Tous les mercredis soir, à 8 heures très précises.

∴

MONTPELLIER. — Après bien des tâtonnements, nous avons réussi à fonder un groupe d'études libertaires à Montpellier. Le groupe reçoit dans son sein tous ceux, partisans *ou non*, du communisme libertaire, qui veulent bien venir expliquer leurs idées sur la question sociale.

Ces personnes, lorsque les circonstances l'exigent, sont combattues, mais toujours écoutées. On voit par là que les libertaires ne sont pas « des sauvages », ni « des partisans de la force quand même », comme le dit Jules Lermina dans le *Radical*.

En attendant, camarades, si vous voulez en savoir plus long sur la façon de procéder dans notre groupe, venez-y.

DEVIC,
12, rue Saint-Denis, Montpellier.

∴

GENÈVE. — Les *Pionniers du bien-être immédiat* mettront à l'étude pour cet hiver la tâche suivante : « La science de la vie individuelle et sociale. »

Avec l'appui mutuel des participants, ils essayeront, avec la certitude acquise par l'étude, de réaliser le bien-être matériel, physique, intellectuel et moral de tous leurs adhérents, en ébauchant une esquisse de la société future, basée sur la liberté, la justice et la vérité. Ils font appel à toutes les énergies de bonne volonté qui veulent travailler pour la réalisation de la société future et les prient de s'adresser aux Pionniers, cultivateurs de bien-être individuel et social, 5, rue de l'Evêché, Genève.

Le Secrétaire :
J. LIWENTAAL.

PETITE CORRESPONDANCE

Auguste et Marianne. — Reçu 0 fr. 50.

Libre-Pensée de Villefranche. — Reçu par la *Sociale* 1 fr. 25.

Un ami demande à acheter : L'*En dehors*, n° 90 et l'*Insurgé* de Lyon, n° 14. S'adresser au journal.

B. A. V. — Le morceau de d'Holbach est très bien, sauf le dernier paragraphe qui laisserait supposer que les impôts « bien employés » et les lois « bien appliquées » sont légitimes.

G., à Paterson. — Reçu pour les *Temps Nouveaux* 2 fr. 50; de W., 2 fr. 25; de H.-N., 2 fr. 75. Plus 5 francs que je fais passer à la *Sociale*.

Groupe *Emancipation*, à Weir-City. — Reçu 10 fr. 15 pour les *Temps Nouveaux*.

M., à Sainte-Croix. — Je n'ai pas l'adresse des camarades dont vous parlez.

Au camarade qui nous a écrit du boulevard Saint-Germain. — C'est une fatalité qu'à chaque fois vous ne m'ayez pas rencontré, puisque sur 48 heures j'en suis bien 44 à la maison. — Le mercredi, toute la journée, vous me trouverez sûrement.

Apache. — *Liberté*, animé de bonnes intentions, mais trop de phrases, pas assez argumenté.

D., à Ganges. — L., à Londres. — B., à Toulon. — P., à Tarare. — R., à Romans. — D., à Amiens. — B., à Valréas. — R., à Turin. — O., à Nimes. — Krebs (par la *Sociale*, 760). — B., à Agen. — R. E., à Lausanne. — E., à Salon. — D., à Nouzon. — C., à Argenteuil. — M., à Vienne. — C., à Toulon. — D., à Tourcoing. — A., à Caudebec. — G., à Langon. — E. L., à Saint-Louis. — E., à Daumazan. — C., à Apt. — B., à Annonay. — R.-G., à Villiers. — V. S., à Rotterdam. — M., à Genève. — T., à Brest. — R. d'A., à Naples. — D., à Paterson. — S., à Nimes.

Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Mémoire de la Fédération jurassienne.	3	»
Le Salariat	»	10
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus.*	»	10
Le 11 novembre (*eau-forte*)	1	75
Bakounine (*burin*)	»	50
Proudhon, *id.*	»	50
La loi et l'autorité	»	10
L'anarchie dans l'évolution socialiste.	»	10
Esprit de révolte	»	10
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*	»	60
— — — *avec portrait.*	1	»
La Grande Révolution, *par Kropotkine.*	»	10
Défense d'Etiévant	»	10
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine.*	»	25
Un siècle d'attente. —	»	10
L'agriculture. —	»	10
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	»	60
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin.*	»	25
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	»	10
La Conquête du pain, *par Kropotkine,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50
Œuvres *de Bakounine,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50
Les Paroles d'un Révolté, *par Kropotkine,* **franco**	1	25
— **dans nos bureaux**	1	»
De la Commune à l'anarchie, *par Malato,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50
Révolution sociale et révolution chretienne, *par Malato,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50
La Douleur universelle, *par S. Faure,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50
La Société future, *par J. Grave,* **franco**	2	75
— **dans nos bureaux**	2	50

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente **à Angers,**

Dans tous les kiosques. Les porteurs du *Petit Parisien* font le service à domicile.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

PREMIÈRE ANNÉE, N° 17 DIX CENTIMES DU 24 AU 30 AOUT 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE PAIN GRATUIT ET L'ÉTAT

Nous n'avons pas encore parlé dans cet aperçu d'un palliatif — « le pain gratuit » — qui a été recommandé récemment et qui a produit, nous sommes heureux de le reconnaître, une certaine sensation.

Il est évident que l'idée mère de cette proposition : « Commençons par garantir la vie pour tous » est parfaitement juste. A mainte reprise, dans nos journaux et nos livres, nous nous sommes efforcé de démontrer que la clef de voûte de l'exploitation actuelle était dans la nécessité pour l'ouvrier de vendre sa force de travail à celui qui possède, et d'accepter ce qu'on voudra bien lui payer. La misère des pauvres fait la richesse des riches. Sans cette misère, point d'accumulation de capital possible.

Et, à l'exposition du socialisme, telle qu'elle fut faite par Thompson, Rodbertus et Marx (la théorie de la plus-value), nous avons reproché surtout de masquer le point de départ de toute cette théorie ; elle glisse trop rapidement sur le fait que le travailleur est *forcé* de vendre sa force de travail — juste pour ce qu'il aura coûté à la société pour la produire, comme le dit Marx, ou plutôt, comme nous le disons, pour ce que l'Etat, par la législation capitaliste et l'impôt, le forcera de vendre sa force de travail ; c'est-à-dire, très souvent (pour des populations et des générations entières) *au-dessous* du strict nécessaire, — ainsi que le prouve la dégénération et l'arrêt de reproduction dans les masses ouvrières des grandes villes industrielles.

C'est pourquoi nous ne nous lassons pas de répéter que le *premier* devoir d'une révolution *sociale* serait de garantir le pain, le logement et le vêtement — le strict nécessaire, en un mot — pour tous. Et nous affirmons que si demain la Commune est proclamée à Paris ou n'importe où, et que si deux jours après cette proclamation il se trouve un seul habitant qui n'ait pas de pain pour sa famille, un seul qui soit forcé de coucher sous les ponts, faute de logis, ou un seul qui marche encore en guenilles, — *il n'y a rien de fait*. La révolution sociale n'a pas encore commencé : elle est à faire.

Contrairement aux socialistes qui se préoccupent surtout de la *production* future, nous nous plaçons, pour commencer, sur le terrain de la *consommation*, — la production n'étant, selon nous, qu'une adaptation aux besoins créés par la consommation. Au *droit au travail* nous opposons le *droit à l'aisance*, et nous sommes persuadés que si l'idée avait été assez mûre en 1871, et si Paris avait commencé par garantir le pain et le logement à tous les habitants, en faisant appel aux bonnes volontés pour organiser ces deux nécessités de la vie, la Commune eût vécu bien plus de trois mois, même sous les obus franco-prussiens.

Voilà pourquoi nous pensons que chaque fois que l'on cherchera à populariser l'idée du pain, du logement et du vêtement gratuits, on travaillera pour la révolution *sociale*, en sapant un préjugé fondamental de la société actuelle : — la rémunération selon les œuvres.

*
* *

Mais s'il faut, pour propager cette idée, créer de nouveaux préjugés, ou même simplement exagérer l'importance d'un changement partiel, on devine notre attitude.

Le révolutionnaire doit au peuple la vérité avant tout — *toute* la vérité. Glisser sur certaines parties de ce qu'il croit être la vérité, serait simplement un crime vis-à-vis de ceux auxquels il parle. Ce serait aussi une tactique absolument fausse. Une fois que nous sommes persuadés que l'Etat est un obstacle à l'affranchissement du peuple, au même titre que le capital, une fois que nous savons qu'il ne peut être mis au service du peuple, — comment pouvons-nous dire autre chose sans mentir à nous-mêmes? Et quel avantage y aurait-il à le faire, lorsque l'essentiel pour le moment est précisément de démolir le préjugé de l'Etat dans toutes ses manifestations?

Aussi devons-nous dire que charger les municipalités, au moyen de l'impôt, de fournir le pain gratuit dans les conditions actuelles, serait d'autant renforcer l'Etat. Non seulement créer une nouvelle armée de fonctionnaires sur le dos des travailleurs, mais encore mettre entre les mains de l'Etat une arme autrement puissante et dangereuse que celles qu'il possède déjà : l'arme du pain quotidien. Ce que l'Etat donne, il peut le refuser. Et plus il est puissant, plus grande l'armée à son service, plus nombreuses ses fonctions, plus il est à même d'imposer sa volonté. Si l'Etat *permet* aux communes de distribuer le pain gratuit (les communes étant des succursales de l'Etat, elles ne peuvent le faire sans le consentement du Parlement), il maintient aussi le droit, et il possède aussi la force, de le leur empêcher.

Aussi, quand on nous dit que le pain gratuit permettrait aux ouvriers de gagner les grèves, on raisonne dans l'hypothèse d'un Etat qui *laisserait faire*. Or, si l'État n'a jamais laissé faire les ouvriers, pourquoi les laisserait-il faire cette fois-ci? Il interviendrait, comme il intervient toujours, — soit en envoyant des bataillons de va-nu-pieds pour remplacer les grévistes, soit en fusillant les grévistes sous prétexte d'émeute, ce qui est bien plus facile. Et avec le pain gratuit en son pouvoir, il n'aurait qu'à le refuser, pour réduire n'importe quelle grève.

Ceci, bien entendu, sans rien dire des moyens détournés de faire pencher la balance en faveur des exploiteurs, lesquels moyens sont aussi fort nombreux. Ainsi, une commune qui aurait à nourrir les grévistes sans que ceux-ci payent l'impôt, avec et sans que les bons bourgeois courent d'eux-mêmes au-devant du percepteur d'impôts, serait bien vite au bout de ses ressources. Telle autre commune serait bientôt réduite à la soumission, quand elle verrait en face des grévistes un syndicat de patrons. Et ainsi de suite... Elles sont déjà innombrables les ressources des patrons pour vaincre les grèves. Faut-il y ajouter encore l'Etat, c'est-à-dire les exploiteurs organisés et armés de pouvoirs, avec leur intervention — leur droit de donner ou de refuser le pain quotidien?

*
* *

Si ceux qui croient à la force bienfaisante de l'Etat-nation et de l'Etat-commune mettent le pain gratuit dans leurs programmes — certainement c'est autant de gagné. Si, au lieu de « bains gratuits » et de « lavoirs communaux », dont nous parlent les possibilistes, ils exigent le pain gratuit ; si, en plus des repas scolaires et des bibliothèques communales, les radicaux dirigent la pensée populaire vers l'idée du pain gratuit pour tous, ce qui les amènerait forcément à discuter les moyens de le réaliser (division des fonctions communales, agriculture communale, etc.) — nous ne demandons pas mieux. Pour eux, c'est un progrès immense que de substituer le droit à la vie au lavoir et au bain communal. Rien que de penser à la nécessité de garantir à chacun l'existence, serait déjà, pour eux, un départ dans une direction nouvelle, communiste.

Mais que peut dire à cela l'anarchiste?

(*A suivre.*) P. KROPOTKINE.

LA CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE

ET LES PARTIS « OUVRIERS »

L'Internationale, avons-nous dit, a nettement et à diverses reprises signifié que les réformes partielles sont dangereuses, et, partant de ce principe, elle a déclaré que si le prolétariat doit compléter son « action » économique par l' « action » politique, il doit se garder du moins du parlementarisme, c'est-à-dire de toute coopération aux lois dites ouvrières, ne considérer les luttes électorales que comme un « moyen d'agitation » et en subordonner les incidents et les conséquences au but suprême, qui est la destruction par la force du système économique et social actuel. De ces déclarations, sanctionnées par le refus de son conseil général (marxiste)

d'apprécier le programme anarchiste de certaines sections adhérentes, on conclut que l'Internationale n'entendait par « action politique » ni exclusivement ni même nécessairement la prise de possession par les voies légales des assemblées publiques. Cherchons donc maintenant ce que disent à ce sujet les programmes des diverses écoles socialistes françaises.

I. *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.* — On sait que depuis la reconstitution (1876) du parti socialiste jusqu'au congrès de Châtellerault, les deux écoles qui portent aujourd'hui ce titre n'en formèrent qu'une seule. Les *Considérants* définitifs de cette école furent établis en 1882 par le congrès de Saint-Etienne. En voici le texte, emprunté d'ailleurs presque textuellement au programme de l'Internationale :

« Considérant que l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation *ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges*, mais à réaliser pour tous l'égalité, et par elle la véritable liberté; que l'assujettissement des travailleurs aux détenteurs du capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle; que, pour cette raison, *l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique;* que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse les travailleurs de toutes les nations *dites* civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;

« Pour ces raisons, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français déclare : 1° que le but final qu'il poursuit est l'émancipation complète de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de race et de nationalité; 2° que cette émancipation ne sera en bonne voie de réalisation que lorsque, par la socialisation des moyens de produire, on s'acheminera vers une société communiste dans laquelle « chacun, donnant selon ses forces, recevra suivant ses besoins »; 3° que, pour marcher dans cette voie, il est nécessaire de maintenir, par le fait historique de la distinction des classes, un parti politique distinct en face des diverses nuances des partis politiques bourgeois; 4° *que cette émancipation ne peut sortir que de l'action révolutionnaire*, et qu'il y a lieu de poursuivre *comme moyen* (ces deux mots sont soulignés dans le texte) la conquête des pouvoirs publics dans la commune, le département et l'Etat. »

Tel est le programme initial des deux fractions politiques qui constituèrent pendant cinq ans la Fédération du Centre. Un exposé de la discussion qu'il souleva en explique surabondamment les paragraphes relatifs à l'action électorale.

Sauf quelques rares exceptions, les groupes politiques et les organisations corporatives représentés au congrès tinrent à déclarer que, l'action électorale étant sans valeur, l'emploi n'en devait être fait que dégagé de toute préoccupation de succès. Les groupes de Saint-Raphaël, de Beaucaire, d'Arles et d'Albi, par la bouche de Mme Paule Mink, spécifièrent « qu'ils acceptaient la participation aux luttes électorales comme « moyen d'agitation et de préparation « révolutionnaire et non comme solution de la « question sociale, qui ne peut être résolue que « par une transformation absolue de l'ordre de « choses existant; par conséquent, ajoutèrent-« ils, et ceci donne au mot *moyen* toute sa « signification, « les candidats devront avoir « un programme entièrement socialiste révolu-« tionnaire *et se moins préoccuper d'être élus que « d'affirmer les principes* ». Une déclaration semblable fut faite au nom des groupes de Toulon, Montélimar, Cuers, Montpellier, par le citoyen Negro. — Les groupes de Paris, de Châtellerault, de Brest (ces derniers représentés par M. John Labusquière) ne considéraient la conquête des pouvoirs politiques que « comme moyen de démolir la société actuelle pour la remplacer par « la société communiste, la seule qui soit juste « et équitable ». Le Cercle bibliophile des ouvriers de Rouen, « quoique anarchiste, acceptait « la candidature ouvrière comme moyen de pro-« pagande jusqu'au jour du triomphe de l'anar-« chie »; les tailleurs d'habits de Paris, « comme « moyen d'activer la révolution sociale ».

Nous pourrions multiplier ces exemples. L'accord parfait des délégués sur la question détermina le vote *unanime* de la résolution suivante :

« Considérant que les rapports sont unanimes à ne regarder l'action du vote que comme un moyen de propagande ayant pour but d'organiser l'armée révolutionnaire et de rapprocher l'échéance fatale, le Congrès décide que *l'entrée dans les corps élus n'aura jamais pour objectif d'exercer un parlementarisme quelconque*, mais bien au contraire de faire à la bourgeoisie de constantes mises en demeure. *Comme, alors même qu'une majorité ou une forte minorité serait acquise, il est impossible d'admettre qu'elle puisse amener les grandes réformes que réclame le prolétariat*, il ne faut considérer les fonctions législatives ou municipales qu'au point de vue de la propagande révolutionnaire. »

Enfin, les délégués, estimant à leur juste valeur les « mises en demeure » que devaient faire les élus, adoptèrent la résolution additionnelle suivante, due (qui le croirait?) à M. Ferroul, représentant du Cercle de la Montagne, de Narbonne :

« Attendu que les mises en demeure qui pourront être faites à la bourgeoisie au nom du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire n'ont pas plus de chances d'aboutir à l'avenir qu'elles n'ont abouti dans le passé; que ces mises en demeure ne peuvent que provoquer des mesures coercitives contre lesquelles le Parti devra réagir; que le Parti reste désarmé devant la coalition bourgeoise, le Congrès socialiste ouvrier de Saint-Etienne invite le Parti à organiser l'action révolutionnaire. »

L'opinion en matière électorale de la fraction dite, on ne sait trop pourquoi, possibiliste, puisque quelques-uns de ses membres seulement méritaient l'épithète, cette opinion était donc bien nette. Mais, au cours des débats, un certain nombre de délégués lui donnèrent une précision plus exacte encore.

« Nous sommes, dit M. Rouanet, un parti anarchiste, anti-étatiste. » — « Il est, dit M. Brousse, un des projets de *Considérants* soumis au Congrès qui ne peut être accepté : c'est celui qui renferme les considérants du programme dit minimum. Ces considérants sont collectivistes, et encore d'une certaine école collectiviste. » — « L'essai loyal du suffrage universel, déclara M. Ferroul, a été fait en beaucoup d'endroits, à Narbonne entre autres, où le candidat révolutionnaire socialiste a obtenu plus de 8000 voix, et cet essai a prouvé l'insuffisance de ce moyen de lutte. D'abord, rien ne garantit la liberté du vote, et rien ne peut la garantir; on a vu la spoliation des votes et de la liberté des électeurs se pratiquer sur une vaste échelle par le gouvernement, par l'administration, par les députés, par les chefs d'industrie, qui pratiquaient qui l'intimidation, qui d'autres moyens aussi odieux; l'égalité sociale de tous les citoyens pourrait seule garantir la liberté du vote, et cette égalité n'existe pas et n'existera pas tant que la révolution sociale ne sera pas faite.

« L'orateur suppose les conseils et les assemblées nationales tout pleins de délégués socialistes et déclare que, même dans ce cas, la question sociale ne serait point résolue, car, dit-il, il faudrait employer des moyens révolutionnaires qualifiés illégaux, et ces moyens révolutionnaires emporteraient tout d'abord la disparition des assemblées qui seraient désireuses de les appliquer.

« Il proposa de ne retenir des résolutions du congrès du Havre (1880) que l'action révolutionnaire. Il reconnaît le Congrès souverain et libre de choisir le mode de lutte qu'il croira le meilleur et le plus capable de lui donner la victoire définitive. Quant à lui, délégué de Narbonne, il se déclare anarchiste, c'est-à-dire communiste libertaire. »

De telles déclarations expliquent surabondamment le grand nombre de groupes anarchistes que comptait le Parti ouvrier et dispensent de plus amples commentaires. Passons donc sans tarder au

II. — *Parti ouvrier français (marxiste)*. — On sait que les membres de ce parti quittèrent le congrès de Saint-Etienne au nombre de 23, et allèrent ouvrir à Roanne un congrès particulier. Parmi ces 23, se trouvaient Dereure, Dormoy, Farjat, Fréjac, Fouilland, Guesde et Lafargue. De ceux qui, appartenant alors à la fraction possibiliste, devaient plus tard rejoindre les dissidents et grossir l'état-major guesdiste, deux étaient restés au congrès de Saint-Etienne : l'un, Pédron, de Troyes, déjà indécis sur la direction à prendre; l'autre, Ferroul, manifestant publiquement (26 septembre) l'avis que le départ des Guesde, des Lafargue et de leurs amis « rendait « un grand service au Parti ouvrier ». Le congrès de Roanne élabora à son tour un programme, qu'un de ses auteurs, Jean Dormoy, en une brochure qui date de 1883, commente ainsi :

« Au congrès collectiviste de Marseille (1879), une nouvelle tactique apparaît. L'action électorale est affirmée à nouveau comme une nécessité... *Mais ce n'est plus dans l'espérance d'émanciper le travail avec des moyens parlementaires, mais pour constituer le prolétariat en parti de lutte et préparer ainsi une armée pour la révolution déclarée inévitable. Il s'agissait de transporter sur le terrain politique l'antagonisme des classes qui existe sur le terrain économique, de séparer à l'aide du bulletin de vote les salariés des salariants*, afin de les opposer les uns aux autres *et de les faire se heurter.* »

Une partie de ce programme élaborée en 1880 par le congrès régional de Paris disait : «... Tout en se servant des moyens légaux, le prolétariat ne pourra arriver à son émancipation par la voie pacifique, et la révolution sociale par la force reste *la seule solution* définitive possible; 5. L'intervention politique sera subordonnée au mouvement socialiste et ne lui servira que de moyen; 6. Tout en se mêlant aux luttes des différentes fractions de la bourgeoisie, pour les combattre indistinctement, le prolétariat poursuivra son organisation distincte... » Ce fut cette partie que reprit et confirma le congrès guesdiste de Roanne en le faisant précéder des observations suivantes :

« Appelé par son ordre du jour à s'occuper du programme du Parti, le Congrès national de Roanne a confirmé les décisions des congrès de Marseille et du Havre relativement à la nécessité de l'action électorale, mais *uniquement comme moyen de propagande, d'organisation et de lutte.* Repoussant comme une trahison l'idée seule de *parlementariser* le Parti ouvrier et de faire dépendre le salut du prolétariat de la conquête pacifique et graduelle du pouvoir municipal ou législatif, le Congrès maintient que pour l'expropriation de la classe capitaliste, qui est notre but, il n'y a qu'un moyen : — l'action révolutionnaire. »

Pas plus, donc, pour les collectivistes guesdistes que pour les possibilistes, l'action parlementaire ne pouvait être un moyen d'émancipation. Mais qu'entendaient-ils alors par « conquête du pouvoir politique »? A cette question, résolue déjà dans le sens anti-étatiste par les membres du congrès de Saint-Etienne, voici comment répond Dormoy, un des *leaders* du congrès de Roanne : « Par conquête de l'Etat, nous n'entendons pas la conservation, *mais la destruction* de l'Etat bourgeois et la constitution d'un pouvoir révolutionnaire *jusqu'à l'expropriation économique complète de la classe capitaliste.* »

Voilà qui est parler net. Entre les anarchistes et les collectivistes, tous convaincus de la nécessité, ou plutôt de la fatalité d'une révolution

violente, il n'y avait qu'un débat : la durée de l'état de révolution, c'est-à-dire l'utilité ou l'inutilité d'une dictature révolutionnaire jusqu'à destruction parfaite du système politique et social.

Certaines propositions, d'ailleurs, précédemment soumises au congrès régional de la Fédération du Centre (Paris, 1880), et reproduites dans la brochure de Dormoy, confirment cette interprétation. « Les groupes révolutionnaires, dit une proposition du groupe l'*Egalité* (guesdiste), ne se différencient que sur des questions d'ordre secondaire, dont nous allons passer quelques-unes en revue :

« *Question électorale.* — Certains prêchent l'abstention absolue... Les meneurs possibilistes ne voient dans les élections que la timbale à décrocher... Nous profitons, nous, des périodes électorales pour propager les idées expropriatrices... Notre but n'est pas de fabriquer des élus, mais des socialistes révolutionnaires.

« *Action individuelle, action collective.* — Des révolutionnaires croient hâter l'heure de la révolution par des actes individuels... *Bien que notre admiration soit acquise à des actes individuels...*, cependant, nous ne conseillons pas les actes de propagande par le fait...

« Ces questions sont pour nous secondaires, et loin de demander qu'on les écarte, nous croyons qu'elles doivent continuer à nous différencier. Si les divergences entre les groupes se bornaient à n'être que théoriques et de tactique..., il faudrait se réjouir de ces divergences qui attestent l'indépendance des groupes, cherchant à faire triompher ce qu'ils pensent être le vrai et l'utile...

« En conséquence, le Congrès régional du Centre déclare que... c'est sur l'appropriation collective ou sociale à réaliser de haute lutte que doit se faire l'union révolutionnaire du prolétariat. Considérant, d'autre part, que, sur les moyens à employer pour arriver à cette *socialisation*..., de graves divergences se sont manifestées, les uns croyant devoir user de toutes les armes... pour organiser la classe ouvrière en parti de combat, pendant que les autres élèvent l'abstention électorale à la hauteur d'un principe..., le Congrès, tout en restant persuadé que l'expropriation politique de la bourgeoisie devra précéder son expropriation économique, est d'avis de laisser aux différents groupements révolutionnaires la liberté la plus absolue en matière de propagande et d'action.

« Ce que le Congrès juge indispensable, en revanche, et ce qu'il ose attendre de tous les groupements sérieusement révolutionnaires, c'est qu'ils ne fassent pas, comme les premiers possibilistes venus, le jeu de l'ennemi commun en se calomniant réciproquement, et qu'ils suivent en cela l'exemple des groupes blanquistes qui... ne se sont jamais mis en travers de l'action de personne et celui de la Fédération du Centre qui... refusait, il n'y a que quelques mois, de jeter par-dessus bord les anarchistes frappés à Montceau et à Lyon.

« Divisés comme nous le sommes sur la façon la meilleure et la plus prompte de renverser l'ordre capitaliste, nous pouvons et nous devons nous rencontrer et nous heurter dans nos campagnes contradictoires; mais cette concurrence, *même poussée jusqu'à l'antagonisme*, loin d'être un élément de faiblesse, est, en même temps qu'un signe, une cause de force, si nous savons nous élever au respect mutuel nécessaire. »

Arrêtons là cette évocation d'antiques principes. Le temps a marché, dira-t-on, et qui peut décider si ce sont les hommes ou les choses qui ont évolué? Mais cette question en détermine une autre, dont la réponse ne saurait être douteuse : Le suffrage universel et les conditions où il s'exerce sont-ils différents aujourd'hui de ce qu'ils étaient il y a quinze ans? — Si, d'ailleurs, nous ne devions éviter d'abuser des *Temps Nouveaux*, nous montrerions, par une citation de la brochure-programme qui est *réglementairement* remise à tout groupe adhérent au parti guesdiste (p. 49), ce que pensent aujourd'hui encore MM. Guesde et Lafargue des huit heures, du programme municipal, et autres réformes du même genre. Le malheur est que la masse ne lit point les programmes, même ceux qu'elle accepte; elle se contente de suivre aveuglément la voie où marchent les chefs qu'elle s'est donnés. Nous dirons bientôt pourquoi ces chefs ont modifié leur opinion originelle et pourquoi le prolétariat doit se garder de les imiter.

FERNAND PELLOUTIER.

FRÉDÉRIC ENGELS

Dans la nuit du 5 août, à l'âge de soixante-quinze ans, est mort à Londres un des fondateurs de la social-démocratie allemande et l'ami intime de Karl Marx : — Frédéric Engels.

Homme d'une instruction supérieure, surtout dans la métaphysique, travailleur infatigable, dialecticien subtil, polémiste de premier ordre, Engels avait rendu, par ses écrits nombreux, des services immenses au mouvement ouvrier en Allemagne. Depuis son premier ouvrage important, *La Situation des classes ouvrières en Angleterre*, publié en 1845, et jusqu'aux derniers jours de sa longue carrière politique, il resta fidèle aux idées exposées par lui et par Marx, en 1847-48, dans le « Manifeste du parti communiste ». Selon l'opinion des panégyristes d'Engels, ce manifeste est jusqu'à nos jours la base fondamentale du mouvement social-démocratique, et tout ce qu'Engels et Marx ont publié plus tard n'est qu'un exposé plus ou moins élaboré des idées énoncées dans ce manifeste. Ce qui est tout à fait juste. Toutes les brochures d'Engels — car depuis son ouvrage de 1845 il publia seulement des brochures et des pamphlets de polémique, et son dernier petit travail sur l'origine de la famille est plutôt un travail de compilateur, d'après les recherches de Morgan, de Maine et d'autres — toutes ses brochures et articles de journaux sont réellement la répétition incessante des mêmes idées.

En quoi consistent-elles ?

Ainsi qu'Engels le raconte lui-même dans *Louis Feuerbach*, pendant sa jeunesse il était complètement plongé dans la métaphysique réactionnaire de Hegel. D'après une des plus grandes autorités dans la philosophie moderne — le professeur Wundt — tout le système d'Hegel était approprié aux idées réactionnaires de la Restauration, qui faisait une guerre à outrance à l'héritage de la grande Révolution, et spécialement à la Déclaration des droits de l'homme. Aussi nous voyons qu'Hegel proclame, comme une vérité absolue, la soumission complète de l'individu à l'Etat, et il affirme qu'aucun droit individuel n'a de raison d'être devant l'Etat tout-puissant. Il est vrai que, sous l'influence de L. Feuerbach, Engels et Marx, comme beaucoup d'autres, finirent par se révolter contre la métaphysique d'Hegel. Mais, selon Engels lui-même, ils n'ont pas renoncé au système complètement : ils l'ont seulement « *mis sur ses pieds* »; c'est-à-dire, ils se sont déclarés révolutionnaires et matérialistes, en admettant toute la doctrine de l'Etat centralisé et tout-puissant.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que leur « manifeste » revendique, au nom du socialisme, le monopole de l'Etat dans l'organisation de toute la vie économique d'une nation, avec « le travail obligatoire pour tous », « la création d'une armée de travail, spécialement pour l'agriculture » et « l'amélioration dans la culture agricole d'après un plan unique et obligatoire » (voir le Manifeste, 1re édition).

Une pareille conception du socialisme était complètement étrangère aux idées communistes autonomes de Robert Owen — ce grand fondateur du mouvement ouvrier et du socialisme moderne. Louis Blanc même, dans son *Organisation du travail*, admettait qu'une fois que le crédit d'Etat aurait permis aux ateliers de s'organiser, les associations devaient jouir d'une autonomie complète dans leur vie intérieure. Mais les Anglais, aussi bien que les Français, n'avaient pas été atteints par l'influence néfaste de la métaphysique réactionnaire. Aussi, pour bien se distinguer de ces « ignorants » en cette métaphysique, Engels et Marx, les premiers, si je ne me trompe, s'approprièrent le titre de « socialisme scientifique » (en réalité, « métaphysique » et « réactionnaire »), tandis qu'à Robert Owen — à cet esprit si positif, cet organisateur incomparable et initiateur dans la législation du travail, à ce matérialiste et athée et ce créateur du mouvement coopératif, l'homme qui souffla une vie nouvelle et vigoureuse dans les trades-unions, — ils appliquèrent l'épithète d' « utopiste »!

L'histoire moderne nous montre que la doctrine hégélienne : « Tout pour l'Etat et par l'Etat » était complètement fausse, et, vers la fin de sa vie (1891), Engels se vit obligé de déclarer que dans une société communiste l'Etat n'aura aucune raison d'être (voir la préface à la troisième édition de la *Guerre civile* de Marx). Mais c'était déjà trop tard. Son influence pendant un demi-siècle a produit toute une bande de blagueurs ignorants qui se proclament aussi « scientifiques ». Sans avoir la moindre idée de la métaphysique réactionnaire d'Etat créée par Hegel, les adeptes d'Engels enseignent aux ouvriers des idées baroques (Voir l'*Ere Nouvelle*, nos 10 et 11 de 1894) sur l'action et la phénoménologie d'un esprit absolu dans l'histoire de l'humanité... Et ceci en France! et de nos jours, après les encyclopédistes, après Lamarck, Laplace, Darwin, Lyell, Quételet, Owen!...

Cette propagande d'ignorance et de réaction métaphysique, menée par les adeptes du « socialisme scientifique », c'est-à-dire par les élèves d'Engels, restera une tache bien noire sur la renommée du maître.

Les méfaits politiques ou littéraires, on peut les pardonner à un défenseur des intérêts du peuple; aussi passerons-nous en plein silence toutes les attaques d'Engels contre les hommes et l'idée anarchistes... Mais l'altération d'une idée large, humanitaire et vraiment émancipatrice (le communisme autonome de Robert Owen), l'introduction dans le socialisme de la métaphysique, condamnée par la science et reniée par la philosophie moderne, — je doute fort que l'histoire du mouvement socialiste voudra l'en absoudre, malgré les services qu'il a rendus, malgré ses qualités brillantes.

W. TCHERKESOFF.

SENSIBILITÉ PRÉSIDENTIELLE

M. Félix Faure dirige sa galopade officielle par les salles de l'hôpital, à Fécamp.

« On passe, disent les comptes rendus, devant un lit occupé par un moribond sur le visage duquel on a jeté un drap, car le malheureux est en proie aux dernières convulsions. »

Monsieur de l'Elysée aurait pu faire demi-tour avec sa suite, et laisser crever en paix ce pauvre diable, que lui ou quelque exploiteur de ses amis — nous sommes au pays du riche armateur — avait peut-être jeté là. Les hospitaliers de Fécamp trouvèrent plus logique d'étouffer le moribond quelques minutes avant son heure, pour que fût ménagée la sensibilité présidentielle.

Or, si l'on croit les larbins de la presse achetée, Mlle Faure fait admirablement les vers. J'oserai soumettre à sa verve ce touchant épisode d'un voyage paternel.

CH. ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

CARMAUX. — Combien instructifs pour la classe ouvrière sont les événements qui se succèdent à Carmaux! Ainsi que la dernière grève des mineurs de cette localité, le mouvement actuel, qu'on ne peut appeler une grève, puisque, cette fois, c'est le capital qui ferme la porte au nez du travail, a pour seul mobile la solidarité. Il ne s'agit pas ici d'une demande d'augmentation de salaires et les plumitifs larbins du capital sont fort en peine de taxer les travailleurs d'exigence outrée. Non, le terrain sur lequel s'est engagée la lutte est autrement meilleur. La bande de fainéants qu'entretiennent du produit de leur labeur les verriers de Carmaux, sont sortis de la réserve que leur imposait pourtant leur situation de pique-assiette, pour intervenir dans une question qui ne touchait en rien au travail qu'ils font effectuer à leur profit. Parce qu'il a plu aux

ouvriers de là-bas de ne choisir, pour s'occuper de leurs intérêts, aucun de ces animaux domestiques qu'ils gavent à leurs frais, ceux-ci se sont rebiffés et ont arraché le pain de la bouche aux deux honnêtes gens que leurs camarades avaient investis de leur confiance. Singulière levée de boucliers. C'est la révolte des porcs à l'engrais!

Forts de leurs droits, les verriers ont déclaré ne pas séparer leur cause de celle de leurs camarades. Dès lors, le chef des entretenus, le Rességuier a fermé boutique, déclarant le travail suspendu jusqu'à nouvel ordre. Cette conduite, qui avait paru dès l'abord bizarre, vient d'avoir son explication.

Jadis, un groupe d'oisifs, estimant que les revenus de leurs capitaux ne leur procuraient pas assez de jouissances, imaginèrent d'attirer en ce pays malsain un assez grand nombre d'esclaves dont le travail leur permît de mener la vie à plus grandes guides. Comme des bateleurs qui promettent aux badauds monts et merveilles pour l'autre côté de la toile devant laquelle ils paradent, ils offrirent des salaires relativement plus élevés qu'ailleurs et que devaient accroître encore des primes particulières.

Le boniment fit bon effet et les esclaves accoururent. Maintenant que l'affaire est lancée, ils songent à revenir sur leurs promesses et à ramener les tarifs aux taux des autres verreries dans lesquelles les conditions du travail sont autrement moins pénibles. Le prétexte de cette élection fut choisi et après avoir imposé à ceux qui les nourrissent quelques jours de jeûne forcé, ces messieurs font savoir par l'organe de leur Rességuier, avec la morgue de Tartuffe s'écriant, au dernier acte :

La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir...

que le travail va reprendre avec une baisse de salaire considérable et que les « meneurs » de la grève ne seraient pas réintégrés. Toutes ces canailleries avaient donc pour but une diminution de salaires. Jamais la cupidité ne s'étala avec autant de cynisme.

De tels procédés ont soulevé l'indignation générale et tout fait pressentir que les verriers de Carmaux ne manqueront pas de secours et qu'ils pourront sortir vainqueurs de cette lutte. Car, de tous côtés, les groupements corporatifs ont promis leur appui. Il est à remarquer que, plus que les autres, les grèves suscitées par la solidarité ont une réussite plus certaine que celles qui ont pour motif une augmentation de salaires.

Que les travailleurs tirent donc de ces faits l'enseignement qui en découle. Qu'ils voient quel levier puissant est l'esprit de solidarité; qu'ils sachent le développer chez eux, dans et entre leurs groupements, qu'ils comprennent que c'est là la meilleure arme pour lutter contre un ennemi puissant, que c'est par elle qu'ils pourront réaliser la grève générale qui seule pourra les affranchir du capitalisme et briser le joug écrasant qui pèse sur eux de tout le poids de l'inconscience dans laquelle ils se trouvent des causes de leur misère. La puissance du capitalisme est une toile d'araignée au travers de laquelle il suffit de passer pour l'anéantir.

* *

Chalon-sur-Saône. — Notre camarade Sébastien Faure a fait dans cette ville deux conférences dans lesquelles il a exposé les idées libertaires. Au cours de la première de ces conférences, un certain tumulte s'est produit quand les contradicteurs de notre ami ont parlé. Nous avons déjà eu l'occasion de dire ce que nous pensions de cette façon d'entendre la libre discussion, nous n'y reviendrons pas.

Nous voulons seulement signaler l'attitude odieuse de la presse locale et notamment du *Progrès de Saône-et-Loire*, qui semble rédigé par les agents des brigades politiques. Dans le *Progrès*, un certain « Chat » — évidente abréviation de chacal — après avoir insinué que Faure était en relations suivies avec Vaillant, Léauthier, etc., et que c'est lui qui les a poussés aux actes que l'on connaît, parfait son œuvre de mouchard en lui posant cette question insidieuse : *Que pensez-vous de l'assassinat du Président Carnot?* De trois choses l'une : Ou Faure le désapprouvera, et alors toute la bande s'écriera que Caserio est renié par les anarchistes, ou bien, sans l'approuver ni le désapprouver, il tentera de l'expliquer, et les chacals et hyènes de l'endroit interpréteront cette explication comme une apologie et signaleront le délit à leurs amis les policiers; ou enfin Faure l'approuvera, et dans ce cas l'apologie est toute trouvée. Quand on a la lâcheté de ne pouvoir se débarrasser d'un adversaire gênant, on s'en fait débarrasser par les autres. Tels les seigneurs de Florence entretenaient des bandes d'assassins à gages qui frappaient pour leurs maîtres.

André Girard.

LES GRÈVES

Salon. — Les ouvriers boulangers de Salon se sont mis en grève dans les premiers jours d'août, en réclamant une augmentation de 25 centimes par fournée. Après quelques jours, les patrons ont cédé, mais ils ont augmenté le prix du pain. Comme la plupart des ouvriers boulangers sont chargés de famille, et par conséquent de forts consommateurs, ils rendent d'une main ce qu'ils reçoivent de l'autre.

(*D'après une correspondance locale.*)

Reims. — Les tisseurs de l'usine Walbaum ont réintégré leur bagne après 8 jours de grève sans avoir pu obtenir satisfaction. Ils avaient suspendu le travail parce que dix d'entre eux avaient été renvoyés par un contremaître. Le patron, après pourparlers, avait accepté de reprendre les dix ouvriers congédiés, mais à la condition qu'ils fissent des excuses au contremaître. Refus catégorique des ouvriers. Mais, après huit jours, la faim les ramena au travail sans avoir pu faire réintégrer leurs camarades. Toutefois, cet exemple de solidarité est à noter.

(*D'après une correspondance locale.*)

Rennes. — Grève des charpentiers et scieurs de long. Le prix de l'heure, qui était naguère de 45 centimes, a été réduit à 33 centimes. Les grévistes réclament le retour à l'ancien tarif.

ECHOS ET NOUVELLES

Spring Walley. — Le groupe *les Affamés* se réunit les deuxième et quatrième dimanches de chaque mois, chez Théodore Boudard, à 4 heures du soir.

Tous les travailleurs sont invités. Adresser les correspondances à Jean Brault, Spring Walley, bureau C° (Illinois).

* *

On nous prie d'annoncer que par manque de fonds, le journal *Sur le Trimard*, organe des revendications des « sans-travail », va se transformer en Revue mensuelle, dans laquelle nos camarades, sans abandonner l'actualité, consacreront toutefois une plus large place au développement théorique de leurs idées.

Le deuxième et dernier numéro-journal paraîtra vendredi prochain 23 août.

Pour tout ce qui concerne les abonnements et communications, s'adresser au secrétaire-gérant Ernest Novi, 13, quai aux Fleurs.

* *

Troyes. — Les camarades partisans de la grève générale et désireux de répandre cette idée dans la masse sont invités à une réunion qui aura lieu dimanche prochain 25 août, à 10 heures du matin, rue Charbonnet, n° 6, dans la salle de société au fond de la cour.

Ordre du jour :

1° Formation d'un groupe.

2° Organisation d'une conférence sur la grève générale.

* *

Le camarade Faure est actuellement à Lyon, où il va donner, dans la région, les conférences suivantes :

1° A Lyon, les 24 et 29 août courant;

2° A Saint-Etienne, les 26 et 28;

3° A Saint-Chamond, le 31 août et le 2 septembre.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Dans le n° 16, page 3, colonne 2, se trouvent des remarques inexactes sur le manifeste de l'« Alliance anarchiste communiste » de Londres.

« La traduction espagnole a bien été publiée par *El Despertar*, mais le texte n'a pu en être publié dans *Solidarity*, qui ne paraît plus.

« Dans ce journal, alors qu'il paraissait, a bien été publié, avec ce titre d'« Alliance », un *projet* de société ou organisation internationale, élaboré par Malatesta, mais les deux choses : projet et manifeste, n'ont rien de commun.

« Ce dernier n'est pas un programme, mais une brochure explicative, n'ayant rien à voir avec les idées spéciales des camarades Malatesta et Merlino. — Cordialement. »

* *

Jemmepes. — Les camarades de cette ville viennent de fonder une bibliothèque pour être mise à la disposition de tous. Les compagnons qui ont des livres disponibles sont priés de penser à nous.

Adresser les envois à Lambert Bustin, 136, rue de l'Industrie, Jemmepes (Belgique).

PETITE CORRESPONDANCE

D., à Bordeaux. — Votre appel passera prochain numéro.

M., à Troyes. — Reçu 0 fr. 60 de Henri et Titine Catineau.

P. F., à New-York, — C'est 15 francs de bouquins que vous nous demandez. Nous ne sommes pas assez riches pour faire cette avance. Quant à Jésus-Christ, qu'il ait existé ou non, au fond cela est de médiocre importance, croyons-nous.

G. R., au Havre. — Il faudrait vous adresser pour cela à une librairie spéciale. Nous n'avons aucune donnée là-dessus.

Nous avons reçu l'article : *Leur bonne foi*, mais celui de Séverine, que nous avons publié sur le même sujet, est mieux.

E., à Cette. — Pour *Entre paysans*, adressez-vous à Blouin, kiosque du Marché, Agen. — Pas de nouvelles de B.

P., à Thuir. — *L'Esclave Vindex* a été imprimé à Bruxelles, mais est épuisé.

B., à Courbevoie. — Votre fiche ne porte que trois mois, mais il se peut que j'aie fait erreur.

J., à Marseille. — De journaux anarchistes de langue italienne, il y a : *Question Sociale*, 325, Straight Street, Paterson, N. J. (Etats-Unis); — *Questione Sociale*, correos, 2039, Buenos-Ayres.

Paros, à Cette. — La librairie de la Grande-Rue a refusé de continuer, mais le journal est en vente chez Salis. Nous avisons de faire augmenter d'office les envois à la gare.

Charles Dactyl; V. Degalvès; Jean Larue et Antoine Mornas. — Articles passeront.

Martial Sirven. — Vos vers laissent moins à désirer que ceux que nous recevons habituellement, mais renferment encore quelques incorrections, pourtant. Puis nous ne devons pas insérer de coups d'encensoir à nous-mêmes.

V. P. M. P. — Merci, ferons notre profit.

H., à Nancy. — Tous ceux qui nous avaient promis leur concours, n'ont pas, jusqu'ici, tenu parole, mais nous nous offrons une foule de nouvelles signatures, il y a compensation.

Napoléon G. — Très intéressante votre critique, mais pas absolument juste. Notre mauvais état social provient bien plus de l'ignorance générale que de la « perversité » de la nature humaine.

H. K., Bruxelles. — Reçu la défense de Barbato. Utiliserons. Merci.

Matteo, Liège. — Vers animés de bonnes intentions, mais trop faibles comme poésie.

A. R., à Viéry. — La note dont vous parlez accompagnait les vers de Victor Hugo que nous envoyait un de nos amis : n'attachant pas grande importance à cela, nous l'avons laissée telle, mais il est bien évident que si Victor Hugo ne croyait pas à un Dieu personnel, c'était tout au moins un panthéiste.

G., à Tarrassa. — C., à Béziers. — E. S., à Paris. — M., à Reims. — H., à Renazé. — B., à Chaumont. — M., à Bourg-de-Péage. — E. M., à Caudebec. — P., à la Chapelle. — L., à Montceau. — G., à Gué-d'Hossus. — P., au Buisson. — D., à Bruxelles. — L., à Calais. — M., à Bressey. — R., à Nîmes. — D., à Angers. — B., à Alger. P., à Lyon. — P., à Villeneuve-le-Roi. — M., à Saint-Just. — D., au Havre. — H., à Nancy. — G., à Villefranche. — C., à Barbaste. — V., à Marseille. — B., à Seraing. — L., à Genève. — G., à Carmaux. — M., à Reims. — S., à Ensival. — C., à Chatte. — S., à Ploesti. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

PREMIÈRE ANNÉE, N° 18 — DIX CENTIMES — DU 31 AOUT AU 6 SEPTEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE PAIN GRATUIT ET L'ÉTAT (1)

(*Suite et fin.*)

Qu'en pensera celui qui entrevoit les maux de l'Etat, sinon indiquer que, fidèle au préjugé de l'Etat bienfaisant, on crée un nouveau danger pour parer à un mal de la société actuelle?

En effet, tout l'enseignement de ces dernières années se résume en ceci : — Plus la lutte entre exploités et exploiteurs tombera sous le contrôle de l'Etat (par les conseils de prud'hommes, l'intervention communale ou parlementaire, le logement communal, le pain quotidien, etc.), moins l'ouvrier aura de chances de vaincre dans la lutte.

Sa seule chance de vaincre, c'est que la grève devienne émeute, que de grève elle se transforme en reprise de possession. Et c'est précisément cette chance qui s'évanouit de plus en plus à mesure que l'Etat ou la commune interviennent dans les rapports entre salariés et patron.

On en voit déjà les précurseurs.

⁂

Ainsi, à mesure que l'Etat intervient dans les rapports entre ouvriers et patrons, il considère de plus en plus le travail de l'ouvrier *pour le patron*, comme UN DEVOIR PUBLIC.

Nous avons déjà, si je ne me trompe, en France, une loi qui traite de crime l'abandon du travail sur les chemins de fer. Et quant au dernier programme du parti conservateur en Angleterre, il est de légiférer beaucoup pour *protéger* le travail; mais, en même temps, le but est de placer le travail sous le contrôle absolu de l'Etat. Si les tribunaux d'arbitrage — organes de l'Etat — décident contre les ouvriers en grève, l'Etat devra *forcer* ceux-ci à reprendre le travail, nous dit John Gorst, le « socialiste » des conservateurs. Et de même partout. — « Tu veux être protégé? En voilà de la protection, mais aussi voilà le fouet pour te maintenir salarié! »

C'est la Convention, fixant le maximum des prix des denrées et réquisitionnant le blé chez les riches, mais frappant de mort les coalitions entre ouvriers. C'est Nicolas Ier, « limitant » les droits des seigneurs sur leurs serfs, pour maintenir l'esclavage qui s'écroulait déjà sous les révoltes des paysans.

Là est le danger de *toutes* les demi-mesures qui pullulent en ce moment sur le marché politique et figurent dans les programmes socialistes. Et, une fois que nous voyons ce danger, comment pouvons-nous ne pas le signaler?

(1) Voir le numéro précédent.

⁂

Remarquons aussi, en passant, que quant aux moyens de réalisation, l'idée de pain gratuit fourni *par le Conseil municipal* nous semble même inférieure au School-Board anglais. Les radicaux anglais, en demandant l'instruction pour tous, aux frais de la commune, avaient du moins pris la précaution de remettre cette nouvelle fonction de la commune à un corps spécial, constitué en dehors de l'Etat. Ils créèrent le School-Board — un dans chaque commune, corps élu *pour l'éducation seulement*, et tout à fait indépendant du Conseil municipal, quoique touchant tant par tête des impôts communaux. Ils admirent même en principe le volontariat : c'est-à-dire, quiconque prend intérêt à l'éducation peut être admis dans l'organisation scolaire comme inspecteur.

Evidemment, dans la société actuelle, avec les préjugés des masses, et comme d'ailleurs tous les corps élus, les Bureaux Scolaires anglais sont aussi devenus des nids de bureaucrates et de curés. Mais l'*idée* qui présidait à leur fondation — corps spécial pour fonction spéciale — l'idée de la séparation des fonctions municipales, était progressive pour son temps. Et c'est pourquoi les Bureaux Scolaires anglais ont pu immensément réformer l'éducation, et pourraient encore revivre si l'idée du volontariat prenait un plus large développement — si le courant radical ne devenait lui-même de plus en plus autoritaire et centralisateur et n'étouffait toute idée d'autonomie, de groupement volontaire et de fédération.

⁂

Que ceux qui croient aux réformes parlementaires, ceux qui ne veulent pas travailler pour la révolution et préfèrent répandre les idées communistes sous la forme légalitaire, — qu'eux s'emparent de cette idée de pain et de logement communaux, nous le comprenons parfaitement. Qu'ils fassent du pain et du logement gratuits une pierre de touche pour juger les opinions de leurs candidats au gouvernement national et communal, — nous ne demandons pas mieux! Au moins auront-ils fait un pas vers le communisme! Au moins seront-ils conséquents et feront-ils preuve de compréhension en matières économiques. Assez leurrés de chasse après la plus-value, qu'ils s'attaquent, du moins, aux origines mêmes de la plus-value — le manque de pain.

Mais, vis-à-vis d'eux, quelle autre attitude peut prendre l'anarchiste, si ce n'est de dire qu'en donnant à l'Etat une nouvelle fonction, celle de nous nourrir, nous ne faisons que renforcer d'autant les moyens de coercition qu'il possède déjà. Autrement dit : rester anarchistes, et être sûrs qu'en demandant la révolution intégrale contre le capital et contre l'Etat, nous ferons de plus en plus l'éducation économique, aussi bien des masses que de ceux qui prétendent posséder la science économique. Et qu'en propageant de plus en plus vigoureusement nos idées au sein des masses *ouvrières* — les seules qui feront la révolution, tous les autres étant intéressés à l'étouffer, — en ne gardant rien pour nous, mais toujours disant *toute* notre pensée, nous ferons surgir mille propositions de demi-mesures, lesquelles viendront toutes se heurter contre l'Etat, et forceront les hommes à se gendarmer contre ce dieu du dix-neuvième siècle.

Si nous ne battons pas en brèche cette trinité de Capital, État et Autorité, sous les mille et mille déguisements qu'ils vont revêtir pour essayer de surnager dans la tourmente; si nous n'allons pas les combattre partout, dans l'association, la coopération, le socialisme municipal, la protection du travail et tout le reste, — dans les milieux mêmes où l'on se passionne pour ces palliatifs — qui donc le fera? Qui arrachera le masque aux dieux méchants, d'autant plus méchants qu'ils réussissent mieux à se déguiser?

P. KROPOTKINE.

SUR LA PATRIE (1)

Tout le monde, en toute l'Europe, parle de patrie et nul ne peut nettement expliquer l'idée que ce mot doit exprimer. La confusion la plus grande règne et une religion, le patriotisme, a été engendré. Comme dans toutes les religions, l'objet du culte est fort vaguement défini; il ne l'est même point. C'est un sentiment flottant, imprécis, apparaissant flou, embrouillardé. Nul fidèle de cette religion n'a de son dieu une conception précise, nette, claire. Il sait seulement que le patriotisme oblige à une certaine solidarité entre gens de même patrie. C'est la seule certitude qu'il ait. Quant à la nature de la patrie, à sa composition, à son essence, il l'ignore. C'est chez lui un sentiment vague, très vague, un je ne sais quoi de confus, d'imprécis.

Il semble toutefois que, sous le nom de patrie, on parle communément d'une certaine unité territoriale, conventionnellement déterminée, variable au gré des mille influences sociales. Des lignes fictives, sur des cartes tracées, souvent sans motif autre que la volonté de certains individus plus ou moins nombreux, enclosent un certain territoire et cela est dénommé une patrie. Le patriotisme veut que tous les gens de cette patrie soient solidaires. Ces lignes fictives,

(1) Fragment d'une conférence faite aux C. T. F.

bien loin d'être éternelles, *sont essentiellement modifiables et fréquentes fois modifiées*. Une guerre entre princes *ou* gouvernants de patries voisines, des traités entre rois, agrandissent ou diminuent *ces patries*. Tel né en une patrie et vivant en icelle se trouve — grâce à des événements auxquels il ne participe point — à un moment donné, vivre en une autre patrie, et cela sans avoir changé sa région d'habitat. Il exerce toujours la même profession, *il vit toujours* au même endroit, au milieu de mêmes gens, sous le même climat, il parle toujours la même langue, mais il est Français au lieu d'être Belge, Anglais au lieu d'être Français. Sa patrie a changé! *Il en a été ainsi décidé par* d'autres que par lui, par un certain nombre d'hommes, peut-être même par un seul, roi, empereur ou tsar.

Il suffirait de considérer la patrie dite française, depuis 1600 par exemple, pour voir combien elle a varié. Des gens s'endormaient, le soir, Italiens ou Belges et se réveillaient Français; d'autres étaient Français et devenaient Anglais. Leur patrie était changée parce que des hommes qu'ils ne connaissaient point s'étaient battus et avaient traité ensemble. Un jour, ils étaient solidaires d'un groupement et ennemi d'un autre, le lendemain ils deviennent solidaires de cet autre et ennemis du premier.

Avouons avec Pascal que rien n'est plus plaisant, c'est-à-dire plus absurde que cela. Cette absurdité est.

De la variabilité de l'unité territoriale est résultée une conception fort confuse, vague, ennuagée de la patrie, car c'est sur cette unité qu'on a voulu baser ce concept.

* *

L'idée vague, floue de la patrie n'a point satisfait les esprits lucides, clairs, scientifiques, qui ont cherché à préciser.

Le concept patrie présuppose certainement une certaine collectivité d'êtres unis, solidaires. Nous ne pensons pas qu'il en puisse être autrement. Mais, cela étant admis, dans quelles limites territoriales sont compris ces individus solidaires? A quel endroit commence-t-on à être solidaire? A quel autre endroit cesse-t-on de l'être? Comment tracer ces frontières de solidarité entre gens inclus dans icelles?

D'aucuns ont cherché à répondre à ces questions et ont tenté de définir la patrie : lieu où l'on est né. La définition est claire, nette; l'idée est précise. Seulement le territoire où s'exerce la solidarité est de superficie très restreinte, si restreinte que, par patriotisme en ce cas, seuls seraient solidaires entre eux ceux qui sont nés dans le même hameau, le même village, la même ville. Ils ne seraient pas plus liés à ceux nés dans le village voisin qu'à ceux nés sur d'autres continents. En acceptant cette précise définition, on n'est pas Français, pas Anglais, pas Allemand, pas Italien, on est Brestois, Londonnien, Munichois, Napolitain. Aucune raison patriotique n'oblige alors le Brestois à être solidaire du Nancéien, du Lillois, du Bordelais, pas plus qu'à être solidaire du Jerseyais, du Bruxellois, de l'habitant de Cologne ou de Breslau. Ils sont de patrie différente, ils ne sont pas solidaires.

On le voit, la conception : Patrie, lieu où l'on est né, est en contradiction avec l'idée vague communément exprimée par le mot patrie, car, d'après elle, le Malouin est solidaire du Lillois et du Marseillais, fort éloignés de lui, et ne l'est pas du Jerseyais, qui est tout proche; le Niçois est solidaire du Havrais et ne l'est pas du Génois, son voisin.

* *

Maintes personnes ont essayé de baser la patrie sur la communauté des mœurs, des coutumes, de la langue. En acceptant cette définition, on constate que le territoire où vivent les individus solidaires est de superficie plus grande que dans le cas précédent. L'idée, tout en étant claire, a moins de précision que lorsqu'il s'agit du lieu de naissance. En effet, dans un même lieu, sur un même territoire, les mœurs varient plus ou moins suivant les classes, *les professions*, les castes. Quand on dit communauté de mœurs, de coutumes, il faut donc *entendre* communauté de certaines mœurs, certaines coutumes et *non de toutes*. Il faut comprendre qu'il ne s'agit que des caractères communs unissant les individus habitant un territoire, déterminé par cette communauté même. Nous pourrions répéter même chose pour la langue, car il n'y a pas identité de langue entre gens de classe, caste ou profession différente, habitant une même région. Il ne peut s'agir, là encore, que de certains caractères communs, certaines similitudes d'expression des pensées et des sentiments.

Malgré cette imprécision du concept patrie, basé sur la communauté de mœurs, de coutumes et de langue, nous pouvons l'admettre. On constate *alors qu'un tel concept est en contradiction* avec l'idée vague communément exprimée par le mot patrie.

En effet, la *communauté* de mœurs, de coutumes et de langue est bien plus intime entre les Bretons de France et les Gallois de Grande-Bretagne qu'entre ceux-là et les Provençaux, les Niçois, les Corses, les Lorrains. Il y a plus de similitude de caractère, de mœurs, de coutumes entre les Alsaciens et les Badois qu'entre les Alsaciens et les Gascons ou les Béarnais. Des rapports plus intimes de mœurs et de langue lient les Roussillonnais aux Catalans, les Niçois aux Génois, les Flamands de France aux Flamands de Belgique qu'aux Bretons, aux Normands, aux Bourguignons, aux Berrichons, aux Poitevins (1).

Il devrait donc y avoir solidarité patriotique entre Bretons et Gallois, entre Niçois et Génois, entre Alsaciens et Badois, et non entre Bretons et Alsaciens, Niçois et Poitevins, Gascons et Normands. Si cela était, ce serait contraire à la vague idée que l'on se fait de la patrie.

Il résulte de là que la patrie, qui peut satisfaire à l'imprécis sentiment qui a cours aujourd'hui, n'est déterminée ni par le lieu de naissance, ni par la communauté de mœurs, de coutumes, de langue.

* *

La patrie est-elle alors déterminée par la communauté *d'intérêts* qui crée la solidarité entre les individus? Une analyse des phénomènes sociaux montre que, dans un même territoire dénommé patrie, les intérêts sont rarement communs, souvent antagonistes. La patrie basée sur la communauté d'intérêts serait de superficie bien plus restreinte que les territoires communément qualifiés patrie. A peu de chose près, le sol où les intérêts sont communs est celui où les mœurs, les coutumes et la langue sont communes.

Dans une patrie comme la patrie française actuelle, les intérêts sont discordants suivant les régions. Tel district agricole est protectionniste, tel autre commerçant est libre-échangiste. L'adoption d'un de ces systèmes ruinera plus ou moins un des districts. Telle région productrice de betterave est opposée à l'entrée libre des sucres de canne réclamée par telle autre région. Combien d'autres faits similaires ne pourrions-nous citer? Ils apparaissent en pleine lumière lorsqu'on lit les discussions parlementaires entre libre-échangistes et protectionnistes. On voit aisément l'antagonisme des intérêts entre provinces éloignées, souvent même entre localités voisines adonnées à des travaux différents. Pour qui étudie les conditions économiques de la France par exemple, il est flagrant que certaines régions ont plus d'intérêts communs avec certaines régions d'une autre patrie, qu'avec d'autres régions de la France (1).

(1) Ces similitudes et ces différenciations de mœurs, de coutumes, de langues sont aisément constatées lorsqu'on voyage ou lorsqu'on lit des relations de voyage, des ouvrages relatifs aux mœurs et coutumes de contrées différentes.

Si, au lieu de considérer les diverses parties *territoriales d'une patrie*, on considère les diverses classes sociales vivant en cette patrie, *on* trouve encore des intérêts beaucoup plus discordants que concordants, alors que ces intérêts sont concordants avec ceux des individus de même classe sociale vivant en d'autres patries.

Il n'est en effet douteux pour personne que le prolétaire français a plus d'intérêts *communs* avec le prolétaire allemand, anglais ou italien qu'avec le possédant français. Une communauté d'intérêts existe plus intime entre le financier de France et le financier d'Angleterre qu'entre ceux-ci et le paysan de leurs respectives patries. La communauté des intérêts est plus grande entre militaires professionnels de patrie différente qu'entre ces militaires et des ouvriers de leur propre patrie.

Donc, la patrie telle que communément on l'envisage n'est point déterminée par la communauté d'intérêts.

* *

N'étant basée ni sur le lieu de naissance, ni sur la communauté de mœurs, de langue ou d'intérêts, la patrie ne reposerait-elle pas seulement sur l'intérêt purement individuel?

Avec Aristophane et Euripide doit-on dire : « Où je vis bien c'est la patrie »? Avec Merlin Coccaie doit-on « penser que nous ayons autre terrain que celui que nous trainons après nous attaché à nos souliers »? Doit-on être de la même opinion que Paul-Louis Courier qui écrivait : « La patrie est où l'on est bien : si mon bonheur est à Rome, il est clair que je suis Romain »?

S'il en est ainsi, c'est la négation *absolue* de la patrie telle que, coutumièrement, on l'entend. Il n'y a solidarité que si l'intérêt individuel la réclame; la collectivité ne joue plus aucun rôle. L'individu est solidaire avec d'autres s'il juge de son intérêt de l'être; il ne l'est pas s'il estime qu'il vaut mieux pour lui ne pas l'être. Il agit toujours au mieux de ses intérêts personnels sans tenir compte des intérêts des autres membres de la collectivité. Aucune raison patriotique ne l'oblige à en tenir compte, car cette base de la patrie étant donnée, l'individu est à lui-même sa propre patrie; il n'est pas tenu à la solidarité avec autrui. Il agit, ayant en vue lui et rien que lui. La notion de territoire, de quelconque communauté avec d'autres individus n'existe point, l'intérêt personnel prime tout.

Sa patrie est où il est bien; il l'emporte avec lui à la semelle de ses souliers. Aujourd'hui il est Romain, demain il sera Anglais, après-demain Allemand ou Français suivant son intérêt. Il n'est pas besoin qu'il quitte une région donnée pour ce changement. Il lui suffit d'agir suivant son intérêt seul, sans se soucier de l'intérêt des individus ses voisins.

Ils abondent les faits qui illustrent cette conception de la patrie, car elle est celle de tous les possédants en tous les pays.

Le commerçant qui achète et vend des produits étrangers concurrençant ceux de sa patrie ne s'occupe point s'il nuit à des gens de même patrie que lui. Son intérêt seul le guide. Sa patrie, c'est son intérêt.

L'industriel qui emploie des ouvriers étrangers parce qu'ils exigent un salaire moindre, agit conformément à son intérêt et nuit à des individus de même patrie. Sa patrie, c'est son intérêt.

Le financier qui spécule à toutes les Bourses, qui agiote sur tous les fonds, préjudicie ceux de sa patrie imperturbablement, car pour lui la patrie est son intérêt personnel.

L'agriculteur, qui fait imposer les produits étrangers, nuit aux individus de sa patrie, car

(1) Consulter *La France sociale et politique*, années 1890 et 1891.

il les oblige ou à se priver de ses produits ou à en réduire l'usage. Pour lui, la patrie est son intérêt personnel.

L'inventeur, qui vend à l'étranger son invention utile ou nécessaire à la défense nationale, lèse les individus de la même patrie que lui. Il a pour patrie son seul intérêt.

(*A suivre.*) A. Hamon.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Une lettre explosive vient d'être adressée à Rothschild et a blessé un de ses employés. Tout le monde ignore la provenance de cette lettre; est-ce une vengeance personnelle; faut-il y voir un attentat contre le capital que personnifie jusqu'à un certain point ce grand écumeur? Nul ne sait, pas même la police qui fouine en tous coins et se livre à une enquête acharnée; n'importe, dès que la nouvelle s'est répandue, la bande reptilienne dont le trop connu E. Lepelletier, qui croit nécessaire de prendre la défense de cette sainte nitouche de police, soupçonnée par notre confrère l'*Intransigeant*, a été agitée, comme toujours en pareil cas, de ces convulsions épileptiformes que Grave comparait, l'autre jour, d'une façon peu flatteuse pour les sauvages, à la danse du scalp.

C'est une affaire entendue, maintenant, il ne peut y avoir un chien écrasé en plus du nombre habituellement fourni par les statistiques sans que la faute en soit rejetée sur le dos des anarchistes. Dernièrement, un de ces intéressants écrivaillons, plus perspicace que ses acolytes, établissait une « coïncidence étrange » entre l'attentat d'Aniche et la conférence faite à Londres par Elisée Reclus. On va, cette fois-ci, faire un rapprochement entre les conférences de Faure et la lettre au fulminate.

L'anarchie est la tête de Turc à la mode, comme autrefois l'Internationale.

André Girard.

* *

Roanne. — Avant le vote des lois répressives, nombre de camarades, enthousiasmés par la propagande orale et écrite, s'étaient jetés à corps perdu dans le mouvement; mais comme la plupart n'étaient pas de force à soutenir une propagande d'idées, dès qu'ils furent à même d'exercer une certaine influence sur le mouvement, ils ont, par leur faute, créé plus de préjudice que d'avantage à l'idée anarchiste qui s'en est ici beaucoup ressentie. Ces camarades bien intentionnés, voulant malgré tout continuer la diffusion des idées, ont été aux prises avec la critique des socialistes, et, comptant sur l'excellence de leur cause, ils ne se sont pas assez préoccupés de conformer rigoureusement leur conduite à leurs théories. Il en résulterait que les ouvriers, malheureusement habitués à juger l'idée par les hommes qui la défendent, tout en se réservant pour *l'avenir*, demeuraient indécis et parfois découragés.

Il faudrait ici une propagande active au point de vue intellectuel, faite même parmi les propagandistes de la localité; elle porterait des fruits, car le milieu anarchiste d'ici possède de l'énergie et en toutes les manifestations du mouvement ouvrier son influence se révèle.

Pendant la période de réaction qui a quelque peu désorganisé l'action anarchiste, les socialistes ont cherché à regagner peu à peu les positions qu'ils avaient dû abandonner pour marcher parallèlement avec les anarchistes et ne pas paraître trop en retard sur ceux-ci au point de vue révolutionnaire.

Vint la grève des tisseurs où 6.000 ouvriers déclarent le chômage sans chefs, sans mot d'ordre. L'organisation s'effectua immédiatement à l'aide de délégués grévistes de toutes les écoles; chaque atelier s'organisa spontanément, de proche en proche l'entente se fit et un seul faisceau se forma, le tout en moins de six jours. Quelques socialistes écrivirent aux députés et ceux-ci s'empressèrent d'accourir, chacun cherchant à faire un peu de réclame, tandis qu'un grand nombre d'ouvriers grévistes déclaraient tout haut qu'ils se passeraient fort bien d'eux. Profitant de cet état d'esprit, quelques anarchistes en vue parmi les grévistes combattirent la réclame des socialistes, leur firent perdre peu à peu la direction du mouvement qui, dès lors, se porta sur le seul terrain économique. Maintes fois, plusieurs grévistes s'élevèrent contre l'intervention des députés. Donc, l'état d'esprit était acquis.

Au cours de la grève, l'idée de s'adresser aux pouvoirs publics avait été émise; quelques délégués y furent, mais en avouant qu'ils ne croyaient pas à l'efficacité de leur démarche. La suite leur donna raison.

La grève finie, la rentrée s'opéra morne et sombre. A noter encore l'esprit de solidarité qui fit faire des collectes dans chaque atelier en faveur des victimes de la grève.

Puis ce fut, quelques jours après, la violente campagne électorale menée par les socialistes qui n'obtinrent qu'un maigre enthousiasme.

En somme, tous les conscients s'accordent à envisager l'idéal anarchiste comme la meilleure conception d'une société future, mais certains considèrent comme suffisant un certain collectivisme devant servir d'acheminement vers l'anarchie. C'est la majorité formant un foyer d'activité tangible.

Avant la grève il n'y avait que 300 tisseurs syndiqués, ils sont aujourd'hui 3000. L'administration du syndicat — et cela est significatif — est composée d'anarchistes connus comme tels. Plusieurs autres petits syndicats gravitent autour de celui-ci et le même esprit y règne.

Les 8000 ouvriers qui se réclament des idées nouvelles montrent peu d'enthousiasme et quelque peu de scepticisme, mais ils suivent cependant le mouvement; seuls, les agitateurs des différentes écoles marchent résolument dans un sens communiste libertaire. S'ils n'abandonnent pas complètement la lutte électorale, ils ne se cachent pas pour en nier l'efficacité.

Il reste à signaler le retrait aux syndicats de la Bourse du travail par la municipalité et la construction d'une Maison du Peuple à l'aide d'une souscription publique.

Constatons, en terminant, l'importance du mouvement parmi les jeunes gens. On peut évaluer à 60 0/0 ceux qui sont imbus des idées nouvelles. Et enfin la marche ascendante des femmes vers l'idée. Beaucoup d'entre elles peuvent être considérées comme de véritables militantes. Pendant la grève, leur intervention a été très active et, depuis lors, à chaque réunion le nombre des femmes est en proportion plus considérable que celui des hommes.

(*D'après une correspondance locale.*)

* *

Saint-Claude. — Le mouvement à Saint-Claude est un peu indécis. Il n'y a de syndicat fonctionnant régulièrement que celui des typographes. Il y a un journal collectiviste communaliste s'occupant plus de politique que de sociologie; un groupe ouvrier allemaniste; un cercle de travailleurs; une coopérative de diamantaires, une société d'alimentation. Tous ces groupes sont bien rudimentaires et leur action est bien éloignée du socialisme. Il y a une énorme besogne à réaliser pour la diffusion des idées communistes et si à Saint-Claude les abstentions électorales sont nombreuses, nous avons bien de la peine à faire aboutir une association conçue d'après les principes communistes et libertaires.

(*D'après une correspondance locale.*)

* *

Alger. — Le camarade Lemoine, un vieux compagnon de lutte qui fut un des premiers à réorganiser la propagande à Lyon, après le procès de 82, nous prie de faire part aux camarades qui l'ont connu, de la perte cruelle qu'il vient de faire en la personne de sa fillette de quatorze ans, nommée Camille.

Il y a des douleurs que les paroles sont impuissantes à calmer. Nous ne pouvons qu'envoyer, à la famille désolée de notre camarade, l'expression de toute notre sympathie.

Italie.

Naples. — Dans la *Critica Sociale* de Milan vient de paraître un article sous le titre *Gli Anarchici contemporanei*. L'auteur de cet article, par des bêtises et des insolences triviales, attaque nos camarades Bliévant, Jean Grave et Kropotkine. Il nous serait très facile de répondre à ce monsieur, mais, comme nous le croyons de mauvaise foi, nous nous en abstenons. Seulement, afin que nos lecteurs ne s'étonnent pas que la *Critica Sociale* tolère dans ses colonnes de telles publications, je veux relater ici l'opinion de Pierre Gori, qui connaissait bien les hommes et les choses de Milan, sur les socialistes *turatiani*.

Après avoir esquissé notre idéal, Gori continue dans la *Tribuna* du 2 août 1894 : « Que le socialisme dit scientifique soit une chose bien différente, nul n'en peut douter. Il suffit de lire le récent livre de Ferri : *Socialisme et science positive*, pour s'en convaincre. Il est vrai que, comme dans ce livre, le néo-socialiste excommunie l'anarchisme (c'est prudent et aisé par le temps qui court), dans son livre récent : *Socialisme et criminalité*, il excommuniait, avec sa prudence *positiviste*, le socialisme. Et toujours au nom de cette pauvre science... *positive!* Phénomènes d'évolution électorale!

« Ces héros de la sixième journée... *socialiste*, qui, tandis qu'ils s'empressent de repousser toute solidarité, même théorique, avec les persécutés d'aujourd'hui, leur contestent le droit de s'appeler socialistes, oublient ou ignorent que le mouvement socialiste populaire (avant les hautaines revues sibyllines d'aujourd'hui) en Italie, dès les temps de *Cafiero, Bakounine, Costa* (celui de la première manière), a été, et dans beaucoup de provinces se maintient, franchement anarchiste.

« Mais ils n'oublient pas, les derniers et bienvenus, d'emprunter les argumentations — telles qu'elles sont — des précurseurs, même s'ils appartiennent à l'école haïe, pour en illustrer, comme s'il s'agissait de leur propriété, leurs *lucratives* publications.

« Le mouvement anarchiste actuel est donc — malgré les peureuses déclarations séparatistes des *socialistissimi* de la *Lotta di Classe, Critica Sociale, Giustizia* et petits organes de la *cricca* électorale italienne, vernissée de socialisme — et il s'affirme toujours plus essentiellement socialiste. Car, théoriquement, de la critique économique du socialisme (les prémisses une fois admises), on doit arriver logiquement aux conclusions mathématiques de l'anarchie. »

Et encore il déclare que les *turatiani* veulent tout *enrégimenter*.

Nous espérions du reste que Turati aurait abandonné cette fausse route. Mais celle-ci l'empêche de voir que le socialisme actuel marche à grands pas vers nous. C'est pourquoi il la suit avec opiniâtreté. Nous l'en félicitons.

* *

Le procès des anarchistes de Seansano aurait dû faire *pendant* au refus opposé par le gouvernement français d'accorder à Crispi l'extradition du délégué Santoro.

Le procès de Seansano a voulu prouver, au contraire, une contradiction entre Santoro et Crispi. Ce n'était pas Crispi, qui ordonnait à Santoro de maltraiter les *coatti*, mais c'était Santoro qui les maltraitait. Quelle ingénuité! Mais pourquoi Crispi, qui connaissait bien le tempérament féroce de Santoro, envoyait-il celui-ci à Port' Ercole? Comme si, pour nous, Santoro était un saint! Mais il est une canaille, cela va sans dire, nous l'avions constaté déjà! Pourtant, il est certain que c'est de cette canaille que se servait Crispi. Et il est plus certain encore que si Santoro s'était tu, il ne serait jamais devenu un fripon pour M. Crispi.

Malgré cela, ne vous flattez pas de croire que les magistrats de Seansano ont acquitté nos compagnons. Sur la demande du ministère public, ils ne leur ont pas non plus infligé le minimum de la peine, pour leur tentative de fuite favorisée par le délégué Santoro et par ses cruautés! Ils les ont bel et bien condamnés!

Roberto d'Angió.

BIBLIOGRAPHIE

P. de Montaignac. — *Le Pain quotidien assuré à tout le monde*, Paris, Victor Rétaux, rue Bonaparte.

Cette brochure d'un auteur catholique, très ennemi du socialisme d'Etat, n'en recommande pas moins une mesure socialiste et étatiste au premier chef, celle d'assurer à tout Français une rente annuelle de 4 francs par mois — 50 francs par an — pour l'achat du pain quotidien, strict minimum de l'existence. Tout en rendant hommage à la sincérité et à l'évidente bonté de l'auteur, vieillard de 82 ans, nous ne discuterons point ici sa proposition, qui aurait pour résultat d'augmenter annuellement de 1900 millions de francs le budget, et par conséquent la puissance corruptrice de l'Etat, et qui, l'expérience nous

l'apprend, fournirait toutes les occasions possibles par virements, fraudes, questions de salut public, « impérieuses nécessités budgétaires », de réaliser tous autres buts que celui d'assurer à tous le « pain quotidien ». Mais nous ne résistons pas au plaisir de reproduire quelques pages de l'opuscule de M. de Montaignac pour montrer comment l'impérieuse vérité parle souvent par la bouche de nos ennemis :

« L'homme n'est pas libre lorsqu'il a faim et qu'il n'a pas de quoi manger; pour avoir du pain de suite, il abandonne sa liberté.

« L'homme n'est pas libre, si sa femme, si ses enfants ont faim; pour leur procurer du pain, il renonce à tout.

« L'homme n'est pas libre si, dans la crainte d'indisposer contre lui des hommes de parti qui gouvernent, qui sont les dispensateurs des secours, des deniers publics, des emplois, des faveurs à tous les degrés, il est conduit à aliéner jusqu'à la liberté de son vote et l'expression de sa pensée, pour ne pas compromettre ses intérêts les plus pressants : la vie même de sa famille.

« L'homme n'est pas libre lorsque, pour obtenir des bureaux de bienfaisance, de l'assistance publique, un supplément de pain nécessaire à lui et aux siens, il lui faut aller exposer sa misère et ses plaies, subir des enquêtes comme s'il était un malfaiteur.

« L'homme n'est pas libre lorsque, *étant obligé*, par la loi, d'assurer à ses enfants un minimum d'instruction, il lui est interdit de choisir le maître qui doit donner ce minimum exigé et former en même temps l'esprit et le cœur de cet enfant; — lorsqu'il y est contraint sous peine de perdre son gagne-pain, si son gagne-pain dépend des hommes ou du parti qui gouverne.

« Les écoles sont construites, les instituteurs sont payés par les deniers de tous, sans distinction de parti. Les écoles publiques doivent être ouvertes à tous aussi gratuitement que possible; mais nul ne peut être contraint à y envoyer ses enfants, s'il peut autrement, et à son gré, leur donner le minimum d'instruction obligatoire; *toute contrainte est une violation de sa liberté*; que tous aient le droit d'envoyer leurs enfants dans une école comme tous ont le droit de passer sur un chemin public; mais, de même que vous ne pouvez pas imposer à un homme de passer sur telle route, si sa volonté ou ses affaires ne l'y appellent pas, de même l'État n'a pas le droit d'imposer telle école plutôt que telle autre.

« L'homme n'est pas libre, si, tandis qu'il donne les plus belles années de sa vie pour le service militaire obligatoire; si, tandis qu'il quitte le foyer, la famille dans laquelle il a été élevé avec tant de sacrifices, de peines et d'amour, s'il laisse sa famille sans pain pour soutenir au moins la vie de tous ceux qu'il aime, en attendant qu'il revienne les soutenir de son travail.

« L'homme n'est pas libre encore, si, pour avoir du pain, il est obligé d'accepter pour son travail un salaire insuffisant.

« L'homme n'est pas libre, si le produit de son travail ne suffit pas pour fournir du pain à lui et aux siens, et s'il est obligé d'éloigner de son ménage, de son foyer, de leur ouvrage naturel pour la famille, sa femme, ses filles; s'il doit les envoyer dans les mines, les ateliers, les fabriques, s'épuiser, se perdre parfois, pour gagner un maigre salaire. Elles s'usent et se fatiguent, et le développement comme la santé des enfants en souffre au détriment de leur nombre et de la résistance du pays.

« L'homme n'est pas libre, si les gouvernants, sans droits, réglementent le travail, sa durée, ses conditions, et si la justice, qui émane du pouvoir, ne maintient pas l'exécution des contrats librement et honnêtement consentis.

« Chacun doit être libre de traiter avec un patron, quand le traité n'est pas contraire à la liberté d'autrui ou à la juste protection de l'enfance. — Le patron a son outillage, son capital, ses aptitudes industrielles et commerciales : l'ouvrier propose et apporte son travail, son habileté professionnelle; patrons et ouvriers doivent traiter librement, sous le régime de l'égalité (1).

« Mais le traité entre patrons et ouvriers ne sera pas fait avec égalité et liberté, si l'ouvrier n'est pas assuré pour lui et les siens du strict nécessaire pour conserver la vie. Le patron peut chômer un mois, deux mois, l'ouvrier sans pain ne peut chômer; la réforme du *Pain quotidien assuré à tout le monde* lui donnerait la liberté sur ce point comme sur tous les autres.

« Non, dans toutes ces conditions énumérées, et d'autres encore, l'homme n'est pas libre, *si tous, si chacun n'est pas assuré* d'avoir le *minimum* d'alimentation nécessaire à la vie, en attendant le retour à la santé, la fin d'un chômage, le retour au foyer. »

(1) Tant qu'il y aura patrons et ouvriers, il y aura exploitation de l'un par l'autre. — N. D. L. R.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Bordeaux, le 17 août 1895.

Chers compagnons des Temps Nouveaux,

Nous connaissons bien vos présomptions contre tous les genres de colonisation (1); mais le projet dont nous voulons tenter la réalisation n'est pas un projet de colonisation ordinaire au fond d'un pays perdu; c'est ici, à la vue de tous, que nous voulons essayer.

Voulez-vous nous permettre de solliciter, je ne dirai pas votre concours, mais une petite place dans les colonnes de votre journal, pour soumettre notre projet à vos lecteurs.

Si nous pouvions réussir, nous tâcherions de faire en sorte que le journal ne s'en plaindrait pas.

Dans cet espoir, je vous remercie à l'avance et vous salue bien cordialement au *nom* de l'anarchie et de la révolution sociale.

J. Dépombs.

* *

La colonie anarchiste « *La Cécilia* » a vécu, d'après une correspondance insérée dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*. Cela n'était malheureusement que trop à prévoir, avec les difficultés de toute sorte qu'on devait rencontrer dans un pays aussi éloigné de tout centre, alors que surtout on ne possédait pas les ressources suffisantes pour mener à bien l'entreprise, œuvre qui eût pu avoir pourtant, avec la réussite, une véritable importance morale.

Eh bien ! un groupe de compagnons de Bordeaux veulent essayer de tenter l'entreprise en France même, où il est plus facile, croyons-nous, ayant à notre portée ce que nous ne pouvons pas produire, ou en attendant que nous ayons pu le faire. Oui, nous croyons la chose possible; avec de la sobriété, avec de l'énergie et de la conviction, nous croyons pouvoir arriver à faire un exemple, exemple qui aura une double portée : celui d'arracher à l'horrible misère quelques camarades infortunés, et de prouver que les anarchistes savent vivre avec ordre, en famille, et utiliser les ressources que la nature met à la disposition de l'homme qui sait en tirer profit, sous la seule direction de l'intérêt individuel éclairé par la raison, dans la sublime jouissance de la liberté.

La tentative projetée a devant sa réalisation un obstacle qui ne réussit pas à cacher un abîme au fond duquel pourraient s'engloutir les espérances des compagnons associés. Mais, sans se faire illusion, ces compagnons sont décidés à mettre en œuvre tous les moyens pour aplanir les difficultés; et elles sont grandes, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de trouver une somme de 10.000 francs, dont la plus grande partie serait employée à l'achat d'une propriété à la campagne, et située en un lieu convenable à faire un peu d'agriculture, mais surtout beaucoup d'élevage, pour la pratique duquel nous avons quelques connaissances. Tout cela, concurremment avec nos professions respectives que nous mettrions aussi en exercice, pour nous créer le plus possible de ressources.

Cette somme de 10.000 francs (l'unique obstacle) serait amortissable en dix annuités.

Notre projet intéresse-t-il quelques anarchistes ou quelques lecteurs des *Temps Nouveaux?*

Trouverions-nous parmi eux quelque heureux fortuné pour souscrire à notre entreprise?

Comme c'est œuvre anarchiste que nous voulons faire, c'est par l'intermédiaire du journal que nous commençons à annoncer notre projet aux compagnons qui pourraient vouloir s'y intéresser, soit en nous facilitant des souscriptions par les relations qu'ils pourraient avoir, soit en souscrivant eux-mêmes.

Nous indiquerons plus tard le mode de souscription, — conformément à la loi d'ailleurs — et le dépôt des fonds, en attendant d'avoir réuni la somme nécessaire à la réalisation.

Pour d'autres renseignements, s'adresser provisoirement au compagnon J. Dépombs, chirurgien-dentiste, 18, rue d'Arès, Bordeaux.

(1) En effet, nous ne croyons pas à la nécessité d'aller mettre en pratique, loin de toute civilisation, loin de tous, nos idées, cela ferait trop l'affaire des bourgeois; mais si nous voulons préparer la société anarchiste, il est bien évident que des tentatives doivent se produire, dans la société actuelle, au beau milieu de la société bourgeoise. Ces tentatives peuvent réussir, si, avant toute autre chose, les associés savent bien, au préalable, étudier leurs tempéraments, leurs caractères; cette première sélection produite aplanirait de beaucoup les difficultés ultérieures. — N. D. L. R.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Limoges. — *Les Libertaires* se réunissent tous les samedis. S'adresser à Beaure, 12, rue Pont-Saint-Étienne.

* *

Londres, N. W.

Chers compagnons,

Les délégués de différents groupes anarchistes se sont réunis dernièrement à Londres pour discuter les démarches à prendre vis-à-vis du congrès ouvrier qui se tiendra ici l'année prochaine et pour considérer de quelle façon nous pouvons mieux nous en servir pour la propagande de nos idées. L'opinion prédominante fut qu'il faudrait par tous les moyens essayer d'obtenir une entrée au congrès pour les délégués des associations et groupes adversaires à l'action parlementaire, et qu'il ne faudrait négliger aucune démarche qui servira à démontrer nettement aux travailleurs que la cause de leur situation misérable et dégradante doit être cherchée dans les conditions économiques de notre société actuelle, et que tout changement effectué par l'action parlementaire ne peut être qu'un palliatif et ne procurer au plus qu'un adoucissement momentané de leur sort. On s'est décidé à publier un manifeste expliquant l'absurdité d'exclure d'un Congrès international de travailleurs une section quelconque d'ouvriers, et protestant contre la prétention de ceux qui prêchent l'action parlementaire à représenter la classe ouvrière. Ce manifeste sera discuté plus en détail à un meeting convoqué pour le 5 septembre et sera ensuite publié dans tous les journaux favorables aux idées qu'il exprimera.

En attendant, ce serait bien si tous les camarades qui croient que la question sociale, étant une question économique, ne peut être résolue qu'en donnant pleine attention aux questions économiques d'aujourd'hui, discutaient ensemble à ce propos et communiquaient leurs idées aux camarades de Londres qui, vivant sur la scène d'action, sont les plus aptes à prendre les mesures nécessaires pour les mettre en effet. Toutes communications adressées au soussigné, 127, Ossulston St., London, N. W., seront immédiatement communiquées à la prochaine réunion des compagnons à Londres.

Saluts fraternels.

F. S. Paul.

PETITE CORRESPONDANCE

Un acheteur, à Dresde. — Merci des renseignements, nous utiliserons. — Nous laissons au libraire le journal au même prix qu'aux libraires de France, il ne devrait donc le vendre que 0 fr. 10.

XX., Lyon. — Reçu le nº 14 de l'*Insurgé*. — Merci. Envoyez les autres, nous essaierons de former une collection pour nous; avons écrit au dépositaire.

B., à Narbonne. — Reçu les 2 francs des amis pour le journal.

C. T., à Parana. — Bien reçu les 82 francs.

G. G., à Bordeaux. — Un peu faible la *Vocation militaire*.

N., à Faro. — Les numéros sont expédiés aux adresses.

X., à Alger. — Il se peut que j'aie oublié de porter sur la fiche. Ça va bien.

B., au Mans. — Reçu mandat. C'est bien le prix.

L. F., à Liège. — D., à Namur. — P., à Senlis. — R., à Argenton. — F., à Toulon. — B., à Brive. — W., à Lausanne. — L., rue Lepic. — F., à Saint-Étienne. — A., à Bordeaux. — B., à Alger. — T., à Dresde. — J., à Roanne. — E., à Lyon. — R., à Turin. — P., à Roanne. — D., à Anor. — G., à Jallieu. — B., à Keranfurust. — R., à Lisbonne. — P. M., à Châteauneuf. — D., à Barnesboro. — M., à Tours. — S., à Slovak. — B., à Roubaix. — C., à Marseille. — P., à Valparaiso. — M. L., à Nantes. — N., à Toulouse. — M., à Reims. — P., au Buisson. — D., à Amiens.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

PREMIÈRE ANNÉE, N° 19 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 SEPTEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ARRÊT ET L'ISSUE (1)

Revenons à notre point de départ.

Le socialisme, disions-nous, subit incontestablement en ce moment un temps d'arrêt, et nous cherchions à l'expliquer.

Il avait commencé par une large promesse. Le temps était venu, disait-il, de reprendre aux accapareurs le sol, les usines, les chemins de fer, les maisons habitées, le capital entier, dont ils s'étaient emparés, non pour produire et faire vivre, mais pour encaisser tout ce que le réveil de la science et le développement des arts techniques permettaient à l'homme d'ajouter à sa force de production naturelle. Cette reprise était nécessaire pour réorganiser la production à l'avantage de tous; c'était une nécessité économique, sociale et morale en même temps. Et c'était possible : l'expropriation devait être l'œuvre du peuple dès la prochaine révolution.

En conséquence, le socialisme affirmait que la question économique primait toutes les autres; que la lutte des prolétaires contre la société actuelle devait s'engager sur ce terrain, et il faisait appel aux prolétaires du monde entier de s'unir sous la bannière du travailleur révolté, — l'Internationale. La grève, partielle d'abord, pour préparer la grève générale des travailleurs du monde entier, devint l'arme de combat de l'Internationale.

*
* *

Mais bientôt il devint évident que le travailleur ne pouvait même pas se servir de cette arme, sans avoir contre lui l'Etat, — cette organisation puissante et malfaisante, par laquelle et sur laquelle la bourgeoisie avait fondé son pouvoir. Dans chaque grève, ou petite ou grande, en monarchie ou en république, le travailleur se trouvait en face de l'Etat, avec ses fonctionnaires, sa force de corruption, ses juges, et ses prisons, ses baïonnettes et sa mitraille.

Force fut d'approfondir le rôle de l'Etat dans le conflit, d'engager la lutte, aussi bien contre l'Etat que contre le capital.

Là, deux courants se dessinèrent immédiatement au sein des socialistes. D'une part, les admirateurs de l'Etat, ceux qui croient encore à sa force bienfaisante, et pensent seulement que la bourgeoisie l'a fait dévier de sa vraie destination, — l'école des Jacobins du siècle passé, — demandaient « la conquête des pouvoirs ». Entre leurs mains, l'Etat, tel quel, avec son système représentatif et sa législation unitaire, organiserait les rapports humains sur les bases de la fraternité et de l'égalité. Et, d'autre part, les anarchistes qui, comprenant le rôle historique de l'Etat, affirmaient que la machine qui a servi dans l'histoire à constituer le pouvoir de la bourgeoisie, ne pouvait servir à la démolir; qu'une phase nouvelle économique demanderait une phase nouvelle dans les rapports politiques, — et qui concluaient à l'abolition de l'Etat, à sa dislocation, son émiettement, et à l'établissement de nouveaux rapports entre hommes sur les bases de la libre entente.

*
* *

Avec notre éducation chrétienne et romaine, avec la prédominance assurée aux idées bourgeoises jacobines par toute l'éducation du siècle, il était évident que l'idée de « conquête » de l'Etat devait avoir pour soi le grand nombre, même parmi les ouvriers. L'ouvrier subit, plus qu'il ne le pense, l'influence de l'idée bourgeoise du siècle et de son éducation. La masse ouvrière accepta donc la première direction, sans en prévoir, d'ailleurs, les conséquences inévitables.

Les conséquences ne se firent pas attendre. Graduellement, l'idée de lutte lente et pacifique sur le terrain des luttes électorales, l'idée des demi-mesures (pour rendre la situation du travailleur moins pénible et pour faire « l'éducation » de l'ouvrier) vint se substituer à l'idée de lutte directe, pour déposséder le capital. Et, une fois sur cette pente, l'évolution du socialisme vers le bourgeoisisme bienveillant était fatale. Aussi, l'idée de reprise de possession disparut de plus en plus, non seulement des programmes du parti du socialisme jacobin, mais aussi de ses écrits. Toute l'attention se porta vers ce qui pourrait mieux capter les voix de ceux qui ne sont pas socialistes, et moins effaroucher les bourgeois, pour amortir leur résistance lors des élections. Et on finit par parler, dans la littérature de cette école socialiste, de la condition de salarié comme de la chose la plus naturelle du monde : l'essentiel devint d'améliorer la position du salarié par la limitation des heures du travail, l'inspectorat hygiénique et la défense aux enfants de travailler dans l'usine, ou bien par des mesures qui permettraient à l'ouvrier d'être moins volé par les intermédiaires, lorsqu'il irait dépenser son salaire. Toujours son *salaire!*

Ainsi, après avoir commencé par tonner contre le salariat et promis son abolition, le socialiste jacobin dit déjà simplement à l'ouvrier : « Salarié tu es, salarié tu resteras. Tâche de voir comment tu pourras le mieux utiliser ton salaire, et l'Etat prendra des mesures pour que ton salaire ne soit pas trop rogné par le capitaliste. »

Socialiste et conservateur bourgeois ou foncier se retrouvent, ainsi, si près l'un de l'autre que la distance d'un cheveu à peine les sépare, et le travailleur les voit avec étonnement marcher la main dans la main aux urnes, s'unir dans une haine commune contre l'anarchiste, se complimenter, en discutant tout à fait amicalement des mesures d'ordre bourgeois: patriotisme dans l'armée, politique coloniale et le reste.

Est-ce là que devait aboutir l'Internationale?

*
* *

Encore, si l'ouvrier avait fait aussi la même évolution à rebours? Mais, lui, ne l'a pas faite. Au contraire, il a immensément progressé dans son éducation sociale. L'idée d'expropriation a fait un chemin immense, même en Angleterre, où le dernier réveil du socialisme date à peine de 1884 ou 1885. — « Qu'ils s'en aillent, nous n'en avons pas besoin » devient l'*idée* du travailleur anglais; et quant au travailleur français, ou au paysan italien, espagnol ou russe, leur opinion sur le propriétaire et le patron est depuis longtemps faite.

Les expédients en vogue ne satisfont nullement le travailleur. Il les accepte, quelquefois en protestant, mais il ne se passionne pas pour eux. C'est à peine s'il les désire, entrevoyant derrière ces expédients l'Etat qui ne donne rien pour rien, qui ne bouge pas s'il n'y voit un accroissement de ses pouvoirs. En vain cherche-t-il même des expédients qui entament tant soit peu le principe de la propriété. A part la loi Gladstone, d'après laquelle le juge fixe le prix de loyer de la terre en Irlande, et l'expérience Basly, il n'en trouve pas, — si ce n'est le pain gratuit, qui entame un ordre d'idées tout à fait nouveau et a une autre origine.

C'est pourquoi le travailleur devient de plus en plus indifférent au socialisme. Républicain en Allemagne, il renforce l'organisation républicaine de la démocratie socialiste, parce qu'il y voit un moyen de lutte politique. Mais c'est tout; car la démocratie socialiste prête fort peu d'attention au socialisme, compris comme l'expropriation de la classe possédante. Et, en Allemagne comme ailleurs, il est certain que le socialisme est entré dans une période d'arrêt tout à fait marqué dans son développement.

*
* *

Que peut-il faire pour sortir de cette période de marasme? Voilà la question qui se débat aujourd'hui partout dans les rangs socialistes.

Un parti ne change pas de peau à volonté. Aussi est-il inévitable que la grande masse des meneurs du parti démocrate socialiste devra se noyer peu à peu dans les rangs des bourgeois réformateurs. Mais la grande masse ouvrière ne les suivra pas. L'ouvrier ne se suicidera pas pour leur faire plaisir. Il est forcé de se lancer dans une nouvelle direction.

La grève générale, mise de plus en plus à l'ordre du jour par les événements mêmes,

(1) Voir le numéro 4.

commence déjà à passionner un grand nombre de travailleurs. Mais le travailleur se demande aussi quel idéal politique va-t-il poursuivre? Le régime parlementaire a fait son temps. Il ne peut être rajeuni et infusé d'une vie nouvelle. Arme de la bourgeoisie, il doit mourir avec elle. Le parlement communal a aussi donné ses preuves. A qui inspire-t-il confiance? Passionner les masses pour une nouvelle édition des vieux clichés bourgeois, on peut certainement s'atteler à cette besogne, mais la chance d'y réussir est nulle. Il faut une *idée* nouvelle au socialisme. Et il ne la trouvera pas ailleurs que dans l'anarchie.

⁂

Que les socialistes méditent bien la situation, ils verront bien eux-mêmes, s'ils savent déchirer les langes de leur éducation, qu'il ne leur reste rien que d'arborer franchement le drapeau si longtemps conspué de l'anarchie : de déclarer hautement qu'eux aussi travailleront à l'abolition de l'Etat, et que leur intelligence va travailler désormais à la recherche des formes de libre entente dans la société, — formes qui existent déjà sous forme de tendances et qui ne demandent que l'égalité économique, l'affranchissement de tous, la consommation par tous, et la production réorganisée en conséquence, pour donner libre essor à la libre entente sur les bases entrevues en partie par les anarchistes.

Le socialisme *doit* devenir anarchiste, ou se noyer dans le bourgeoisisme. Il n'a pas d'autre issue devant lui. Voilà l'enseignement des dernières vingt-cinq années.

P. Kropotkine.

SUR

LA PATRIE

(*Suite et fin.*)

Le possédant, directeur, administrateur, actionnaire d'une société industrielle, commerciale ou financière qui vend des canons, des cuirassés, des obus, des poudres, qui prête de l'argent à des patries étrangères, n'agit pas en patriote, mais en individu soucieux de son seul intérêt. Sa patrie, c'est son intérêt (1).

La plupart des faits quotidiens le prouvent : les hommes ont pour patrie le lieu où ils sont bien; leur intérêt est leur patrie, et leur patriotisme consiste à agir au mieux de leur intérêt.

Cette conception, négatrice de solidarité, qui est négatrice de la vague notion de patrie communément répandue, est réellement celle de la masse humaine; ce n'est que par phraséologie vide que cette masse use de la notion si vague de patrie, comprenant la solidarité entre gens habitant une unité territoriale donnée.

⁂

Selon l'imprécise notion que l'on peut avoir de la patrie, est patriote celui qui est convaincu de la supériorité de sa patrie sur celle d'autrui, qui aime sa patrie jusqu'à la mort et qui, par logique conséquence, hait les autres patries. Comme l'a justement écrit Voltaire, « être bon patriote, c'est souhaiter que sa patrie s'enrichisse par le commerce et soit puissante par les armes. C'est souhaiter du mal à ses voisins. » Être patriote, c'est vouloir sa patrie grande et forte, c'est-à-dire plus grande et plus forte que les patries voisines. S'il y a eu rupture de l'unité territoriale et formation d'une nouvelle unité, être patriote, c'est vouloir la revanche pour retrouver l'ancienne unité, aussi conventionnelle que la nouvelle; la revanche pour satisfaire ce quelque chose d'indéfini et d'indéfinissable que l'on nomme l'honneur. Or, la revanche, c'est la guerre avec son mortuaire cortège, ses ruines innombrables, ses crimes horribles.

Ainsi que l'écrivit M. François Coppée : « Notre désir d'une revanche est absurde, au fond. »

N'est-ce point absurde, en effet, que de voir tous les patriotes de tous les pays vivre avec cette seule idée de revanche? Il n'est pas de patrie qui, dans le cours des siècles, n'ait été modifiée, n'ait été vaincue. Tous les patriotes de toutes les patries doivent donc avoir l'intense désir d'être victorieux, de remodifier à leur profit leur patrie. Alors ce sera une éternelle guerre et une éternelle préparation à la guerre! Résultat absurde, contraire à toute raison humaine.

L'Anglais haïssant le Français, l'Ecossais haïssant l'Anglais, le Français haïssant l'Allemand, l'Italien haïssant l'Autrichien, et tous appétant au jour où ils s'entre-tueront, s'incendieront, se voleront, se violeront! Quel bel idéal! Et c'est l'idéal du patriotisme, de ceux qui proclament la guerre nécessaire, de ceux qui s'érigent en soutiens de la paix armée. Vraiment, devant un tel idéal, ne pourrait-on répéter avec l'illustre Johnson : « Le patriotisme est le dernier refuge d'un scélérat »?

La paix armée exige d'innombrables armées permanentes qui ruinent les nations. Quelques chiffres ne seront point de trop. Dans une brochure fort bien faite : *Pourquoi nous sommes internationalistes*, le groupe des étudiants socialistes, révolutionnaires, internationalistes a montré que le système militariste diminue la capacité productive d'une nation de 1/8. En dehors de cette cause de ruines, il y a encore celle très importante provenant de l'entretien des armées permanentes, des armements gigantesques.

En France, le budget de la défense nationale en 1891, comprenant l'armée, la marine, l'armement, a atteint, d'après les chiffres officiels, 1.138.823.910 francs! En Italie, la dépense annuelle ordinaire dépasse 400 millions. L'Allemagne, de 1872 à 1889, a dépensé plus de 12 milliards pour sa défense nationale. La France a dépassé ce chiffre. Toutes les puissances ont été entraînées sur cette pente : toutes ont des dépenses énormes, toutes ont des armées permanentes qui, pour l'Europe, s'élèvent au total de 3.500.000 hommes! La France seule en a 572.000, l'Allemagne 500.000, la Russie 782.000, etc.

La fureur d'armement est telle que dans un délai de 17 ans, de 1875 à 1892, l'augmentation du budget de la défense nationale a été pour l'Allemagne de 137 0/0, pour l'Italie de 92 0/0, pour la France de 84 0/0, pour la Russie de 79 0/0, pour l'Angleterre de 37 0/0 (1).

Donc, le régime de paix armée, avec ses armées permanentes, ses armements gigantesques dérivant les forces humaines vers la production d'instruments de mort, ruine les patries matériellement. Cela ne suffit point, car il les affaiblit physiquement, moralement, grâce à ses armées.

L'armée est un milieu d'expansion de l'alcoolisme, de la syphilis et il en résulte une dégénérescence pour ceux qui en font partie et pour leurs produits. L'armée est école d'immoralité, de démoralisation, de misère, de crime. Les faits sont trop nombreux pour que nous en citions même un seul. Les travaux des Corre, des Boyer, des Colajanni, de nous-même, etc. (2), des enquêtes de toute sorte ont péremptoirement prouvé l'influence nuisible, tant au point de vue psychique que physique, du système des armées permanentes.

Donc, si l'on considère le patriotisme et la patrie en se plaçant à un point de vue philosophique, si on les examine scientifiquement, froidement, sans se laisser emporter par la passion, on constate que ces idées sont génitrices de haine des hommes, productrices de ruines matérielles, physiques et psychiques.

En se plaçant au point de vue de l'humanité, on voit aisément que cette vague notion de la patrie engendre des phénomènes en opposition avec les intérêts de cette humanité, de la généralité des hommes.

⁂

Au contraire, si l'on examine cette question de la patrie et du patriotisme en considérant seulement les intérêts de *certaines castes ou classes*, on s'aperçoit qu'alors l'idée nuageuse de patrie est parfaitement conforme aux intérêts de ces classes, de ces castes.

L'homme a besoin d'un idéal, tous les phénomènes le prouvent; cet idéal, il peut le trouver dans une religion d'un Dieu plus ou moins vaguement défini; il peut le trouver dans une religion d'une patrie plus ou moins vaguement déterminée; il peut le trouver dans une religion dont l'objet est l'humanité.

L'idée de Dieu est morte ou se meurt; même en les pays où elle est encore vivante, nombre d'indices prouvent que, sous les efforts du libre examen, des savants, elle s'effrite et ne peut tarder à disparaître. A cette œuvre vigoureusement travaillèrent tous les penseurs des seizième et dix-huitième siècles, ces siècles illustres et forts.

L'humanité n'est une religion que pour une minorité qui désire le bien-être, le bonheur pour tous, le perfectionnement de plus en plus grand de l'individu, la solidarité de plus en plus forte entre tous les humains, sans souci des différenciations qui entre eux peuvent exister.

Au nom de l'idée de Dieu, des castes maintinrent pendant de longs siècles d'autres castes dans un esclavage variable en sa forme et en son intensité. Aujourd'hui, ce résultat, prédominance d'une classe sur d'autres, ne peut être obtenu par l'idée de Dieu, et alors certains, visant leur intérêt, la classe bourgeoise, la classe des possédants des richesses foncières et mobilières, a imaginé, pour maintenir sa domination sur la classe prolétarienne des non-possédants, d'user de l'idée de patrie.

Elle a créé avec ce mot un idéal vague, nuageux d'intégrité territoriale, de suprématie sur les autres patries. Cet idéal à atteindre de suprématie sur les autres patries, de maintien de l'intégrité territoriale conventionnelle, a nécessairement provoqué l'idée de revanche quand il y avait eu défaite. A son tour, l'idée de revanche a fatalement amené l'existence des armées permanentes, qui, nous l'avons vu, ruinent les peuples.

Les prolétaires n'ont point perçu que cet idéal, qu'on leur inculquait peu à peu, dès l'école, par une habile éducation, était en opposition avec leurs intérêts.

Ainsi que l'a dit Voltaire, « dans une patrie un peu étendue, il y a souvent plusieurs millions d'hommes qui n'ont point de patrie ». Les prolétaires, eux qui sont sans sol, sans biens, sans rien de matériel qui les attache à un lieu plutôt qu'à un autre, n'ont pas compris que l'idéal très confus de patrie n'avait aucun intérêt pour eux. Que leur importe la patrie? Ne peuvent-ils répéter avec La Bruyère : « Que me servirait comme à tout le peuple... que ma patrie fût puissante et formidable, si triste et inquiet j'y vivais dans l'oppression? » Ils vivent dans l'oppression aussi bien dans la patrie française que dans la patrie anglaise ou dans la patrie allemande. Que leur fait d'être gouvernés et exploités par les uns ou par les autres, s'ils sont toujours exploités?

Payer l'impôt à Guillaume II ou à Victoria ou à Humbert ou à la République française, qu'importe si on paye toujours? Que le propriétaire de l'usine soit allemand, anglais, russe ou espagnol, qu'importe à l'ouvrier qui travaille en

---

(1) Consulter *Ministère et Mélinite*, *L'Agonie d'une Société*, par A. Hamon.

(1) Consulter *L'Europe en armes*, *L'Agonie d'une Société*.

(2) Consulter *La Psychologie du militaire professionnel*, *Militarisme*, etc.

icelle? il reçoit toujours le même salaire et subit toujours les mêmes volontés patronales.

En fait, la patrie est rationnellement indifférente au prolétaire. C'est réellement un sans patrie qui partout souffre, peine et geint pour d'autres qui jouissent et se reposent. Il peut dire avec La Bruyère : « Il n'y a point de patrie dans le despotique; d'autres choses y suppléent, l'intérêt, la gloire, le service du prince. » Pour le prolétaire, ces autres choses n'existent point dans le despotique et rien ne supplée à la patrie, ne lui constitue une patrie.

Il a pourtant accepté la vague notion de patrie et il suit le culte patriotique desservi par les prêtres bourgeois. Ils n'ont pas perçu que de nos jours, le conquérant — j'entends en Europe et Amérique — ne peut plus réduire en esclavage les vaincus, déposséder les conquis de leur personnelle propriété, les transporter loin de leur lieu de naissance, leur supprimer les garanties dérivant des lois, leur faire abandonner leur langue, leur changer leurs coutumes et leurs mœurs. La vie d'un Canadien avant et après la conquête anglaise se différenciait peu; la vie d'un Alsacien avant et après la conquête allemande était quasi-similaire. Il conservait ses mœurs, ses coutumes, et si les lois étaient modifiées, certaines l'étaient en bien, compensant celles qui l'étaient en mal. La langue même n'était point atteinte et encore aujourd'hui, au Canada depuis plus de cent ans devenu anglais, la langue française se maintient et progresse. Un peuple fort, vivace, peut être vaincu par un autre, mais non absorbé par le vainqueur. Souvent même le vaincu plus robuste, plus nombreux absorbe le vainqueur, tels les Chinois absorbant les Mandchoux.

La masse prolétarienne n'a donc aucun intérêt à être patriote, à rendre un culte à cette entité indéfinie, embrouillardée qu'est la patrie. La masse bourgeoise et possédante a un intérêt direct, visible à faire rendre ce culte par les prolétaires tout en s'en abstenant elle-même, bien entendu. Elle a réussi. Aussi nous voyons, grâce à la patrie, fleurir les armées permanentes où le prolétaire trouve un excellent milieu de culture pour sa servilité, survivance de millénaires de servitude. Grâce à l'alcoolisme, à la syphilis, les hommes dégénèrent et en eux s'éteint toute révolte, cette promotrice de tout progrès. Leur énergie s'atrophie; ils apprennent à se laisser vivre, et, retournés dans la vie civile, ils y apportent les coutumes serviles du militarisme. Ils se résignent et d'autant plus aisément qu'ils ont une intuitive conscience que l'armée aiderait à les ramener à la résignation, s'ils tentaient de se révolter. L'armée a pour but l'ordre intérieur, pour prétexte la défense extérieure. Tout concorde donc pour que la notion de patrie avec ses fatales conséquences — armée permanente et ses suites nécessaires — soit utile à la classe possédante en aidant au maintien de l'exploitation de la classe prolétarienne.

A. Hamon.

DISCIPLINE

Biribi. — *Notes d'un caporal.*

« ... Chazot, chasseur de 2e classe à la 2e compagnie, passe à la section de discipline du corps, par décision du général commandant la brigade d'occupation de Tunisie. »

La lecture du rapport terminée, les hommes rentrent dans les chambres, car il y a encore une demi-heure avant le rassemblement pour les travaux. Chazot, celui qu'on a désigné au rapport, s'est couché à plat ventre sur son lit et, la face effondrée dans le traversin, il sanglote affreusement.

La section de discipline! Il n'y avait pas quinze jours qu'elle existait, et dans tous les postes, l'on savait déjà que ce qui se passait là-haut, sur ce mamelon, était épouvantable.

Les disciplinaires travaillaient depuis cinq heures du matin jusqu'à huit heures du soir. En juillet, en plein midi, ils maniaient la barre à mine ou une lourde masse de fer pour briser les rochers.

Lorsque la sueur, inondant leur visage rasé, tanné comme du vieux cuir, pénétrait dans leurs yeux et qu'ils s'arrêtaient une seconde pour l'essuyer du revers de leur main, le « chaouch » levait une lourde matraque, la laissait retomber sur l'échine du malheureux en disant :

— Tu coucheras à la barre cette nuit... mollesse au travail... suspension de gamelle... et si tu ne travailles pas davantage, tu feras connaissance avec mon nerf de bœuf... Veux-tu frapper plus fort et ne pas t'arrêter pendant que je parle!... Tu n'auras ni café, ni gamelle demain...

Chazot sanglotait et pensait peut-être que c'était fini de lui, qu'il ne reverrait probablement jamais sa mère, sa famille, ses champs.

Oh! la discipline, véritable enfer, où, généralement, ceux qui y montaient en descendaient bientôt pour entrer à l'hôpital, dont ils ne sortaient, presque toujours, que les pieds en avant!

*
* *

— Où est-il, ce gaillard?

C'est le sergent de semaine, accompagné de quatre hommes en armes, baïonnette au canon; le perruquier de la compagnie est aussi avec eux. Il remue un vieux blaireau dans un quart de fer-blanc.

Chazot n'a rien entendu; il pleure toujours.

— M'as-tu entendu? dis, bourrique!... Veux-tu te *grouiller* un peu, quand on t'appelle?

Il s'est levé, puis, hébété, regarde les baïonnettes, le sergent, le perruquier, les hommes de la chambrée :

— Alors... alors, c'est tout de suite? interroge-t-il.

— Oui, répond le sergent, gouailleur, c'est tout de suite; puis se tournant vers le perruquier : Allez, Figaro, *fais-y* la barbe.

Chazot, le visage baigné de larmes, s'est assis sur le pied de son lit et le perruquier commence à le savonner.

Le sous-off, se promenant de long en large en attendant que l'opération soit terminée, fait de l'esprit, heureux quand il soulève quelques rires :

— Ah! mon cochon, tu seras bien là-haut... ta grosse gueule elle va sécher... ton suif va fondre..., puis, comme se parlant à lui-même : Tout de même, nom de Dieu! si le choléra pouvait venir... que tous les « joyeux » puissent en crever... ah! c'est ça qui serait un bon débarras...

Il semble heureux, trouve ça très drôle, il rit en lui-même à l'idée d'un choléra faisant mourir tous ces hommes, et, s'adressant à Chazot : On te fera crever là-haut... tu m'entends... crever de faim... Puis, s'esclaffant : Ah! ah! ah! on les mate, les fortes têtes...

Le perruquier en arrive à la moustache, mais Chazot a retiré brusquement la tête et s'écrie des sanglots plein la gorge :

— Non, non, pas la moustache... non, pas la discipline... je ne veux pas... je ne veux pas...

Le sergent s'est approché; son visage est devenu très dur :

— De quoi?... tu veux faire le malin, tu as des volontés ici... tu ne veux pas... ah! tu ne veux pas?... Je m'en vais te faire vouloir, moi...

Et se tournant vers les hommes :

— Tenez, vous, Maugeard, donnez-moi votre corde à tirage!

Il lui a attaché les mains derrière le dos, et pendant que le perruquier achève son travail en recommandant à Chazot de ne pas tant sangloter, car il va se faire couper, le sous-off hurle bien fort :

— Ah! mon salaud, tu veux faire le rebelle avec moi... pour t'apprendre, je m'en vais te recommander là-haut... ben, mon vieux salaud!... ben, mon vieux salaud!...

*
* *

— Tenez, Thomas, je vous amène un lapin, et je vous le recommande, celui-là. Figurez-vous qu'on a été obligé de le ligotter pour le raser...

Thomas, le sergent de la discipline, être brutal et féroce, jette un coup d'œil oblique sur le « lapin » et murmure d'une voix rauque :

— Crapule, va! je m'en vais te soigner.

Puis, s'adressant à Chazot :

— Tu connais le règlement, hein?... Eh bien! tâche d'être « peinard ». Va poser ton paquetage sous ce marabout et sors de suite pour aller au travail.

Les deux sous-offs ont repris leur conversation.

— Oui, dit Thomas, ça m'en fait sept avec celui-là, et je me charge de les dompter... Pas plus tard que ce matin, le commandant est venu visiter le camp, il a paru content et il m'a dit : Thomas, je vous abandonne ces hommes... faites-en ce que vous voudrez... je ne m'en occupe plus. Aussi je m'en vais te les dresser. Et se ressouvenant :

— Mais mon bonhomme, qu'est-ce qu'il fout qu'il ne sort plus de la tente? Puis, hurlant : Chazot! est-ce qu'il te faut un ordre du ministre? Tu coucheras aux fers ce soir, ça t'apprendra à te dépêcher.

Chazot apparaît et timidement murmure :

— Mais, sergent, j'arrangeais mon paquetage.

— De quoi! tu réponds maintenant?... ah! c'est trop fort... Un homme de garde!... un homme de garde en armes, nom de Dieu!...

Un homme de garde accourt aussitôt :

— Voilà, sergent!

— Tiens, tu vois ce bonhomme, conduis-le au chantier sur la route, et tu connais ta consigne?... S'il fait mine de s'éloigner de cinq pas, n'hésite pas à tirer dessus, si tu ne veux pas venir le remplacer. Puis à Chazot : Pour cette fois je te pardonne, mais la première fois que cela t'arrivera de répondre ou de causer... tu vois cette barre... c'est là où je te ferai pourrir!...

A. Gauthey.

(*A suivre.*)

MOUVEMENT SOCIAL

Le Congrès coopératif international.

Une confirmation de ce qui a été dit sur les coopératives dans nos derniers numéros ne s'est pas fait attendre longtemps. Dans la semaine du 18 au 24 août, un Congrès coopératif international a été tenu à Londres. Les coopérateurs ont été bien représentés par des délégués, venus de partout — d'Europe, d'Amérique et même de l'Inde. Les progrès de la coopération ont été analysés sous tous les rapports, et on a bien fait ressortir les résultats assez grands des coopérations. Enfin, la fête des coopérateurs, le 24, a été brillante : elle a attiré plus de 40,000 personnes.

Mais vainement aurait-on cherché dans tout ce qui a été dit au congrès une seule note socialiste. On a vanté les bienfaits de la consommation coopérative. On s'est beaucoup appesanti sur les avantages de la production par les coopérateurs et les bénéfices récemment obtenus, malgré la crise qui sévit depuis douze ans. On a beaucoup parlé des bienfaits de la participation des ouvriers aux bénéfices. Mais, lorsqu'il s'est agi de poser cette participation en principe pour l'Alliance coopérative, le Congrès s'y est refusé net. Dans cette assemblée où les bourgeois jouaient un rôle si proéminent, le socialisme, et jusqu'à ses apparences, ont été bel et bien enterrés.

Une chose a été prouvée à ce congrès : c'est que les exploiteurs bourgeois sont des imbéciles. S'ils l'étaient seulement à un moindre degré, ce qu'ils auraient fait des affaires avec la « participation aux bénéfices! »

En effet, les honneurs du Congrès ont été dévolus à un M. Livesay, bourgeois, président de la Compagnie du Gaz du Sud Métropolitain à Londres.

Il a été plus malin que les autres. Il a fait « participer *ses* ouvriers aux bénéfices », et ces parts aux bénéfices ont été converties en petites actions ouvrières.

Les actionnaires bourgeois n'ont eu qu'à s'en féliciter. Point de grèves, grandes économies. Leurs affaires ont si bien marché depuis qu'ils ont commencé à payer de petites primes aux ouvriers, et à les transformer en porteurs d'actions minuscules, qu'ils se sont même décidé à faire encore un pas: admettre « le travail » à la direction des affaires. « Le travail » sera représenté par un ouvrier embourgeoisé et actionnaire, qui sera là, dans le Conseil, pour empêcher les bourgeois qui gouvernent la Compagnie de faire des bêtises.

Ces messieurs ont distribué à leurs ouvriers en primes 1.575.000 francs dans le cours de trois ou quatre années. Et savez-vous ce qu'ils y ont gagné l'année passée? — « En employant absolument les mêmes procédés techniques que toutes les autres Compagnies, nous avons obtenu — M. Livesay nous l'apprend — une réduction nette du prix de revient de 0.50 c. par tonne de charbon consommé, ce qui fait de 250.000 francs à 375.000 francs gagnés

chaque année sur les frais de production. » Sur quoi, tonnerre d'applaudissements!

Ce qui, en simple langage, veut dire que le gaspillage, sous la gouverne tant vantée de ces génies administrateurs, *les bourgeois*, était de 250.000 fr. par an au minimum; que ni la « surveillance » ni la « discipline » des usines ne pouvait l'empêcher, et que les ouvriers ont réduit le gaspillage, lorsqu'ils y ont trouvé intérêt.

Et cela prouve, en outre, que les bourgeois qui seront les premiers à inaugurer la participation des ouvriers aux bénéfices et à l'administration, y gagneront; après quoi ils pourront, restant toujours les maîtres, « réviser » les salaires de façon à les diminuer d'autant, si les frais de production excèdent le minimum trouvé possible.

Et puis? — Eh bien, on applaudira ce même gentleman lorsqu'il dira que cela se comprend, les *bénéfices* (toujours les bénéfices, c'est-à-dire quelqu'un exploitant quelque autre) *doivent* revenir « au capital, au travail et à l'habilité » (du bourgeois, bien entendu)..... et on ira déjeuner en criant : « Vive la coopérative! Vive l'avènement du quatrième Etat, exploitant le cinquième Etat! »

Et, cependant, la situation n'est pas aussi désespérée que cela. Sur les millions de coopérateurs « représentés » au congrès, il y a certainement un assez grand nombre de socialistes. Il y a en outre une centaine de mille d'ouvriers et d'employés des coopérations qui récemment encore faisaient grève contre leurs patrons ouvriers. Et il y a enfin l'idée mère de la coopération qui s'est égarée, mais qui existe toujours.

Eh bien, nous regrettons vivement qu'il n'y ait pas eu d'anarchistes dans le congrès. Ils auraient remis toute la question de la coopération sous son vrai jour. Ils auraient montré la vraie signification des résultats dont on s'est vanté. Et ils auraient pu montrer ce que la coopération *doit* être dans une société d'égaux et de travailleurs libres — la part que le peuple devra *prendre sur soi-même*, en organisant la consommation et la production, s'il tient à se débarrasser de toute la vermine de parasites qui vivent sur son dos. Ils auraient semé l'idée révolutionnaire, et nul doute qu'ils auraient trouvé des sympathies, d'autant plus que le système des coopérations a cela de bon qu'il est absolument anti-étatiste et laisse absolue liberté à chaque groupe de faire comme il veut. Les congrès ne font exprimer que des vœux; point de lois.

Pourquoi laisser toute cette masse de travailleurs qui, cependant, ne sont pas tous des satisfaits, qui *cherchent* le mieux, — pourquoi les laisser en proie aux bourgeois qui leur jettent de la poudre aux yeux par leur faux savoir, leur soi-disant érudition, leur soi-disant « esprit pratique », et qui préparent les haines entre exploités pour mieux les exploiter?

Nous sommes de taille à les affronter, même au milieu de leurs admirateurs, et à leur arracher le masque. Et nous le ferons!

* * *

Voici quelques faits intéressants. Les *ventes* de toutes les coopérations de consommateurs en Europe et en Amérique se montent à environ 1 milliard 250.000.000 francs (un milliard et quart). En Angleterre, elles ont 1.625.000 membres. Les coopératives de production commencent à s'étendre. Les coopérateurs anglais ont déjà 11 fabriques de chaussures, et des usines coopératives dans toutes les branches principales de l'industrie : cotons, laines, étoffes diverses, habillement, etc. La plupart végètent; les fabriques de chaussures prospèrent. Le grand nombre sont simplement des sociétés, dont les actionnaires sont des ouvriers coopérateurs, généralement ni mieux ni pires — quelquefois mieux et quelquefois pires — que les patrons bourgeois. Dans certaines usines coopératives, les grèves ont été le seul moyen d'obtenir des salaires trade-unionistes. Dans d'autres, on pratique la participation aux bénéfices. Pendant ces dernières années, ce mouvement a pris de l'extension. Les brochures et les livres publiés par les coopérateurs anglais sont très nombreux et quelquefois très intéressants. Plusieurs sont tout à fait socialistes. Presque tous sont anti-étatistes. L'indépendance absolue de chaque groupe et la fédération sont leurs principes.

VINDEX.

États-Unis.

Les tailleurs pour maisons de confections, au nombre de quinze à seize mille, se sont mis en grève. Ils voudraient que les intermédiaires (entrepreneurs) s'engageassent personnellement, par écrit, à leur payer le prix convenu.

La grève s'est étendue jusqu'à Newark (N. J.), mais dans cette dernière ville, les patrons ont accepté immédiatement. Tout semble indiquer que la grève ne sera que de courte durée; déjà trois mille ouvriers ont repris le travail le 2 août, dans les ateliers où les patrons ont signé.

A College-Point, petite île à quelques lieues de New-York, les tisseurs rubaniers, au nombre de soixante-quinze, sont également en grève depuis cinq semaines. Ils demandent une augmentation de salaire.

A Paterson (N. J.), les ouvriers rubaniers de la maison Frank et Dugan, soixante-cinq environ, sont sortis pour le même motif. Ils sont soutenus financièrement par les travailleurs des autres fabriques de tissage.

Même histoire à Bridgeport (Connecticut): les tisseurs sur peluche luttent depuis de longues semaines pour une légère augmentation; les patrons ont déclaré qu'ils ne voulaient plus discuter avec leurs ouvriers, et attendront que la faim les force à retourner au bagne industriel.

Brésil.

Une coalition d'amiraux, de généraux et de bourgeois positivistes a renversé l'empire brésilien le 15 novembre 1889 et expédié en Europe l'empereur, sa famille et son héritier. La république des Etats-Unis du Brésil a été proclamée; mais ses fondateurs s'en disputent la présidence et les guerres civiles entre les ambitieux ne sont pas encore terminées. Plusieurs des provinces ont refusé d'obéir au gouvernement central, et l'une d'elles, le Rio Grande do Sul, est actuellement, en fait, un État indépendant. Il n'est pas étonnant que ce gâchis ait dégoûté de la politique un grand nombre de Brésiliens; leur esprit s'est éclairé d'autant plus aisément que la question sociale s'est posée dans ce pays, surtout dans les provinces méridionales. Le 13 mai 1888, l'esclavage a été aboli au Brésil : les émigrants ont espéré trouver plus de travail et être mieux payés. Mais, au Brésil comme dans l'Argentine, les propriétaires et les entrepreneurs ont profité de la misère et de l'isolement de l'étranger pour le faire travailler à des salaires de famine. De là un grand mécontentement dans les ports et les villes des provinces méridionales, principalement à Sao Paulo (Saint-Paul), capitale de la province du même nom. Cette ville, qui compte 40.000 habitants, et Santos, son port, renferment une forte proportion d'Allemands et d'Italiens, venus pour s'employer à l'élevage du bétail, à la culture du coton, aux travaux de terrassement et de construction. Parmi les Italiens, il y a plusieurs révolutionnaires. Ce sont eux qui avaient fondé le journal communiste-anarchiste dont nous parlions dans notre dernier numéro, rédigé en italien, paraissant toutes les semaines à Sao Paulo, sous le titre *l'Avvenire*. Comme l'annonçait notre dernière correspondance, *l'Avvenire* vient de paraître.

CX.

A LIRE

Dans le numéro de septembre de la *Revue Blanche*, l'article de Georges Dalbert, *Apologie des Meneurs*.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les camarades de l'organe des *Sans-Travail*, pour répondre aux demandes de leurs clients, nous prient d'annoncer que n'ayant plus suffisamment, pour le moment, de numéros à leur disposition, ils recommandent à leurs lecteurs de s'adresser, pour la vente du journal *Sur le Trimard*, soit au Café Procope, 13, rue de l'Ancienne-Comédie, ou chez M. Bourbier, 9, rue du Croissant, soit dans tous les kiosques dont le service est fait par les soins de l'agence du *Petit Parisien* et partout où l'on trouve les *Temps Nouveaux*. Si des amis ou camarades de groupes veulent assurer, pour leur entourage, la vente de quelques numéros de la revue *Sur le Trimard*, ils devront écrire au secrétaire-gérant, Ernest Novi, 13, quai aux Fleurs.

* * *

Les camarades du journal *Sur le Trimard*, pensant qu'il serait très utile, en face des menées socialistes, d'organiser un grand meeting sur la grève de Carmaux, prient les orateurs libertaires de s'entendre pour cela; et les camarades et amis d'apporter leurs sous, afin de pouvoir constituer les frais de la location de la salle, soit celle de Tivoli-Vauxhall ou autre.

En attendant, les camarades de l'organe des Sans-Travail vont organiser prochainement une conférence au quartier de Grenelle sur : 1° La Grève de Carmaux et les Sans-Travail; 2° Les professionnels et les conséquences du machinisme. En même temps, nos amis se proposent de lancer un grand manifeste aux Sans-Travail; ceux qui pourraient disposer de quelques sous sont priés de les envoyer au journal *Sur le Trimard*.

Enfin il nous semble que devant la poussée socialiste qui opère comme si elle était déjà à la veille de la curée; en face des platitudes, du vide et des dangers du socialisme *politicard* qui depuis quelque temps prend des airs de justicier en s'adressant au sentimentalisme de la foule, il est indispensable d'affirmer la vérité sur la grève de Carmaux. Sonnons l'alarme et partout prêchons la vérité; acculons les menteurs, quels que soient leurs noms. Notre journal *Sur le Trimard* ne se départira pas de sa critique marxiste contre le socialisme qui, suivant l'occasion, ose se réclamer de Karl Marx!! ... Encore une fois réveillons-nous et mêlons-nous plus profondément au peuple, afin qu'il ne soit pas encore le pauvre spolié, et en face du quatrième Etat du *prolétariat organisé*, dressons le cinquième Etat du *prolétariat non organisé*, c'est-à-dire les *Sans-Travail*.

* * *

Quelques camarades ont pris l'initiative de former un groupe d'études sociales à Béziers, où le besoin s'en faisait sentir depuis longtemps. Ces camarades font principalement appel aux jeunes, pour qu'ils viennent étudier et discuter les bases d'une société communiste-libertaire. Bon accueil est réservé aux camarades des écoles et des groupes traitant des questions économiques et sociales.

S'adresser au compagnon H. Auzer, rue du Presbytère, 25, Béziers (Hérault).

Nous avons reçu :

La Superstition socialiste, par le baron R. Garofalo, 1 volume, 5 francs, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

La Guerre dans les diverses races humaines, par Ch. Letourneau, 1 volume, 9 francs, chez Battaille et Cie, 23, place de l'Ecole-de-Médecine.

Mémoires de Bourrienne, volumes 1 et 2, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Douce Margot, par Louis Richard, 1 volume, 3 fr. 50, chez Antony, 8, rue du Faubourg-Montmartre.

Assainissement et Fédéralisme, par M. Barrès, brochures, 0 fr. 20, à la *Revue Socialiste*, 8, rue Chabanais.

PETITE CORRESPONDANCE

S. S. Victoria, E.-Rios. — Merci pour les extraits. Envoyez tout ce que vous croyez bon.

H. C. Sidi-Chami. — Nous ne pouvons, en raison des moyens restreints dont nous disposons, faire des avances de brochures indéfiniment. Aussitôt l'argent reçu, enverrons.

R., à Nîmes. — Ai envoyé de nouveau le n° 17. Merci.

Union libre, à Porto. — Vous ai envoyé les numéros parus. Vous pouvez payer en adressant des timbres au journal.

F., à Saint-Henry. — Vous enverrai sous peu un Bakounine.

D., à la Haye-Descartes. — Merci des renseignements, mais ils sont d'un ordre trop particulier.

Y. L., à Bruxelles. — Enverrai livres demandés contre mandat de 6 fr. 50.

D., à Montluçon. — S., à Saint-Prix. — L. de S. L., à Bordeaux. — L., à Bordeaux. — M., à La Tour-du-Pin. — M., à Annecy. — P., à Tarare. — F., à Chicopee. — M., à Faenza (Italie). — L., à Londres. — D., Sainte-Savine. — L. A., à la Garenne-Colombes. — G., à Malines. — V. Sp., Rotterdam. — B., à Annonay. — M., à Reims. — Ch., à Saint-Etienne. — G., à Carmaux. Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

PREMIÈRE ANNÉE, N° 20 — DIX CENTIMES — DU 14 AU 20 SEPTEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Ceux de nos dépositaires qui n'ont pas encore réglé sont priés de se hâter, s'ils ne veulent subir aucune interruption dans l'envoi du journal. Les moyens restreints dont nous disposons ne nous permettent pas d'attendre indéfiniment la rentrée de nos fonds.

LES

RÉFORMES PARTIELLES

La qualité des résultats produits par le suffrage universel dépendant nécessairement des conditions où il s'exerce, le moyen de savoir ce qu'il vaut, c'est de connaître les conditions (sociales, c'est-à-dire politiques et économiques) qui président à son application et de savoir si elles sont de nature à lui imprimer le caractère de sincérité qu'il exige, à lui donner toute la valeur théorique à laquelle il prétend, ou bien à le fausser, de telle sorte que le dol et la fraude se puissent servir de lui comme d'un excellent instrument de domination et d'exploitation.

Sans doute, on pourrait tirer argument contre le suffrage des conséquences fâcheuses qui sont habituellement les siennes et lui appliquer l'axiome : A effet détestable, cause mauvaise. Mais cette méthode serait, à notre avis, peu probante, car le suffrage universel est une entité dont il est interdit d'abstraire les individus appelés à s'en servir. Du suffrage, pas plus que de l'Etat, de la société, de la patrie, de la famille, on ne peut dire qu'il soit mauvais par essence ou par ses résultats. Ce qu'il vaut, c'est ce que valent les électeurs, et l'étroit argument tiré de ses funestes effets mériterait des esprits honnêtes cette judicieuse réplique qu'en modifiant moralement et intellectuellement les hommes qui l'emploient aujourd'hui avec maladresse ou méchanceté, on le transformerait sans doute d'arme dangereuse en instrument maniable et utile. Et à cela que répondre?

Non, la vérité est que le suffrage est une imagination, théoriquement excellente, mais pratiquement quelconque. S'il ne produit que de fâcheux résultats, c'est que les conditions sociales où il s'exerce l'empêchent d'être, non seulement l'instrument utile qu'il est en théorie, mais même l'instrument inoffensif et oiseux qu'il deviendrait dans un état organisé sur d'autres bases que le présent.

Une question domine le débat. Le suffrage a pour but d'améliorer pacifiquement et progressivement la société, de réaliser par des réformes lentes et successives les conditions inévitables du progrès. Ce qu'il convient donc de se demander (car là est le nœud du problème), ce n'est pas si le suffrage est bon ou mauvais en soi (question de pure métaphysique), ni si ses résultats sont heureux ou nuisibles, mais si les réformes qu'il a pour mission d'opérer sont possibles, et si, abstraction faite des perfectionnements plus ou moins sérieux qu'on s'efforce de lui apporter — moyens matériels : secret du vote, indépendance économique de l'électeur; moyens moraux : éducation du corps électoral, — il n'est point à l'œuvre qu'on l'a chargé de réaliser quelque obstacle absolument insurmontable.

Or, il y en a un, qu'on n'a point exposé jusqu'alors et qui, cependant, dément à la fois la prétendue faillite dont les socialistes libertaires accusent le suffrage et le perfectionnement dont les dirigeants bourgeois l'affirment susceptible.

Avant tout, qu'entend-on par le mot réforme? Une réforme est une opération devant avoir pour but d'introduire dans une partie quelconque de l'organisme social une modification dont profite l'organisme social tout entier. Mais, la langue des classes exploitrices n'étant point celle des classes exploitées, cette définition, cependant très claire, en exige une autre.

Si M. de Rothschild vient à faire passer un million de la caisse d'un banquier russe ou viennois dans la sienne, les hautes classes s'écrient : La richesse nationale s'est accrue. Si un héritage échoit au premier-né d'une noble famille anglaise, on dit : La fortune de la famille de lord X. a augmenté. Rien n'est pourtant plus incomplet et, par suite (le monde s'étant toujours battu pour des confusions logomachiques), plus dangereux. La richesse nationale s'est, en effet, accrue d'un million, mais au profit d'un seul individu; la fortune de la famille de lord X. a, en effet, augmenté, mais au profit exclusif de lord X., et c'est ce qu'on ne dit jamais, voulant laisser entendre que le premier savetier venu tirera certainement profit et doit, par conséquent, se réjouir du gain inopinément réalisé par M. de Rothschild.

Il est donc important de savoir si, de même, cet « organisme social » auquel doit profiter toute réforme est, dans l'esprit de ceux qui le nomment, une entité représentée en réalité par quelques individus, ou bien l'ensemble des individus, car de la façon, précisément, dont on l'entend dépendra pour les classes pauvres l'utilité ou la duperie des réformes.

Un point incontestable, c'est que toute réforme est avantageuse à l'organisme social entité. Il est évident que la découverte de mines d'or, par exemple, ou l'acquisition d'un territoire dont le rapport excède les frais d'exploitation, ou l'invention d'une machine, augmentent la richesse collective; qu'une mesure ayant pour apparence de pacifier les factions sociales ennemies procure à l'ordre public un calme, au moins temporaire, qui lui est profitable. Bastiat disait il y a quarante ans : *C'est ce qu'on voit.*

Mais cette augmentation de la richesse collective, cette pacification momentanée des esprits, dont profite l'organisme social entité, que sont-elles réellement pour les individus, les êtres de chair et d'os, sans qui cet organisme ne serait rien? Cela, c'est ce qu'on ne voit pas (immédiatement, du moins), de même qu'on ne sent point sur l'heure le fardeau des impôts indirects. De toute réforme la foule perçoit d'abord l'amélioration théoriquement générale qui y est contenue; elle n'en percevra qu'au bout d'un certain temps l'inutilité pour certaines catégories sociales. Encore, lorsqu'elle la percevra, ne songera-t-elle point à en chercher la cause, à savoir pourquoi telle mesure dont elle espérait tant de bien est devenue à l'usage moins qu'un palliatif : un expédient, et, par suite, accueillera-t-elle avec un redoublement d'enthousiasme une autre mesure destinée au même avortement. De sorte que, repoussant aujourd'hui ce qu'elle demandait hier et réclamant ce qu'elle rejettera demain, elle court incessamment après l'ombre, lâchant la proie qui est la révolution. Or, cette cause inaperçue du néant de toute réforme, c'est elle que nous allons rechercher.

Une remarque, sans doute oiseuse, mais nécessaire pour éviter toute équivoque, c'est que la société étant faite pour les individus, non les individus pour la société, nous entendons par organisme social les hommes qui le constituent, étant prêts à détruire toute société dont la grandeur peut être indépendante du bonheur de *tous* ses membres, comme toute patrie qui exigera le sacrifice d'un gramme de chair humaine. Cela dit, il n'est pas une réforme qui, au regard des individus, puisse produire un résultat autre que l'un des trois suivants : augmentation de la disproportion antérieure entre la misère et la richesse; maintien du *statu quo ante*; ou (conjointement) amélioration *momentanée* du sort de quelques malheureux et aggravation du sort des autres. En d'autres termes, une réforme peut aggraver le paupérisme, mais elle ne peut le guérir; et le plus heureux de ses résultats, c'est de ne modifier rien de l'état de choses existant.

Prenons un exemple, le plus typique possible : admettons que l'Etat supprime le budget militaire d'une année et en restitue le montant à la collectivité. Que se produira-t-il?

Ou le soin de répartir cette somme sera laissé à la libre concurrence, au libre déchainement des appétits, et, de même que, dans l'ordre physique, les individus les mieux armés disputent victorieusement la proie aux plus faibles,

de même les plus riches absorberont de la somme restituée la plus grosse part : d'où, comme nous venons de le dire, accroissement de la disproportion antérieure entre la misère et la richesse.

Ou, cette somme, l'Etat la répartira *également* entre tous les individus, et la proportion qui existait précédemment entre la richesse et la misère restera mathématiquement pareille. La réforme opérée n'aura donc produit aucun résultat.

Ou bien, enfin, l'Etat répartira cette somme exclusivement entre les pauvres. Mais, d'abord, pour consentir cette répartition, il faudrait qu'il fût passé des mains de gens intéressés à soutenir les classes riches dans celles d'hommes ayant les mêmes intérêts que les classes pauvres, et la révolution qu'aurait nécessitée cette transmission du pouvoir rendrait, sans doute, la réforme superflue. Il faudrait encore que le fait même de leur accession au gouvernement n'eût pas fait perdre aux dirigeants nouveaux la parité d'intérêts avec les classes pauvres qui rend seule notre hypothèse vraisemblable. Mais, ces conditions mêmes remplies, que produirait l'enrichissement relatif des pauvres? Quelques exemples fourniront la réponse.

Deux individus, inégalement riches et dont l'un ne l'est que depuis peu, se disputent l'acquisition d'un objet. Leur lutte, traduite par surenchères, aura nécessairement pour résultat l'augmentation du prix de l'objet. De là une première conséquence générale : la lutte qu'a permis d'engager la fortune la plus récente a donné à l'objet disputé une plus-value, indépendante de sa valeur intrinsèque. Ensuite, une conséquence particulière au moins fortuné des deux rivaux et que résume très clairement ce dilemme : ou l'objet disputé reste au plus riche, et l'autre constate, par l'impuissance de sa nouvelle fortune, que, pour acquérir, en ce monde, il ne suffit pas d'être riche, mais qu'il faut être le plus riche; ou celui-ci conquiert enfin l'objet, mais, outre qu'il l'a payé plus cher qu'il ne valait la veille, sa victoire, pareille à celles de Pyrrhus, l'a délesté d'une somme importante et a commencé de rétablir entre lui et son concurrent l'antique inégalité. Quelques victoires de cette sorte et l'on reverra un homme très riche et un homme très pauvre.

Autre exemple. Voici que la découverte d'une mine d'or détermine dans un pays un afflux de métal; qu'en va-t-il résulter? L'histoire de la banque de Law, des assignats révolutionnaires, de la conquête des placers californiens, nous l'apprend : une hausse générale et mathématiquement proportionnelle du prix des choses. L'objet que les individus, possesseurs de 10 francs, payaient 5, possesseurs de 20 francs, ils le paieront 15. Un œuf vaudra 5 francs, une bêche 150, un cheval 40.000, jusqu'à ce que l'avidité des producteurs, en diminuant la puissance d'achat des consommateurs, ait déprécié la masse métallique soudainement introduite dans la circulation et rétabli la proportion antérieure.

Nous pourrions multiplier ces exemples. Ils suffisent pour donner la réponse que nous cherchons. Dès qu'augmente, pour une cause quelconque, la puissance d'achat, aussitôt augmente dans une proportion égale la valeur des produits achetés. Et comme, d'une part, la richesse seule peut supporter l'excédent de prix ainsi produit, que, d'autre part, toute bataille entre riches retentit sur le pauvre, la mesure ou l'événement qui a déterminé à la fois l'augmentation de la puissance d'achat et l'augmentation du prix des objets a pour conséquence : du côté des privilégiés, de simplement *déplacer* la richesse, résultat fort peu intéressant; du côté des hommes restés pauvres, de diminuer encore le nombre des objets qu'ils pouvaient auparavant acheter, résultat funeste.

Cependant, diront quelques esprits simples, ne pourrait-on combiner une succession de réformes telle que le moment dût nécessairement venir où les riches... Un instant. Les lois combinées de l'offre et de la demande et de l'incidence ont des ressources pour tous les cas. Ou les réformes conçues, en effet, ne seraient accomplies que progressivement, et par là les détenteurs de la richesse auraient le temps, entre chaque réforme faite et chaque réforme à faire, de récupérer par la hausse de leurs produits la part de richesse qui leur aurait été enlevée; ou ces réformes se succéderaient assez rapidement pour qu'au bout d'un certain temps et en dépit de tous les efforts contraires se produisît entre tous les individus l'égalité de richesse rêvée par les précurseurs du communisme scientifique, mais comme subsisterait le droit de propriété, c'est-à-dire la liberté, pour les uns de posséder plus qu'ils ne devraient, pour les autres d'aliéner leur part, la violence et la fraude, ici, l'imprévoyance et le désordre, là, rétabliraient promptement l'inégalité; ou, enfin, les réformes aboutiraient à la dépossession totale des riches; mais comme ce résultat ne déterminerait qu'un déplacement de la fortune, « les premiers étant devenus les derniers, et les derniers, les premiers », qu'y aurait gagné la collectivité?

Notre système économique est donc tel que, si toute réforme y peut accroître la richesse circulante, aucune n'y peut rendre le bonheur universellement égal. Toutes ont, au contraire, pour conséquence, soit l'accroissement de la fortune des riches, c'est-à-dire l'accroissement de l'inégalité et de l'iniquité sociales, soit une hausse des produits annulant l'augmentation accidentelle et partielle de la puissance d'achat, mais aggravant jusqu'au rétablissement de l'équilibre habituel la situation des hommes demeurés pauvres parce que la loi d'incidence leur en fait porter presque tout le poids. Et cette conséquence, l'Internationale n'en avait-elle pas l'intuition quand, craignant que les organisations ouvrières nouvellement constituées bornassent leur tâche à l'obtention de réformes, c'est-à-dire d'améliorations partielles, elle disait (Congrès de Lausanne, 1867, 3e question) : « Les efforts tentés aujourd'hui par les associations ouvrières (si elles tendent à se généraliser en conservant leur forme actuelle) (1) tendent à constituer un quatrième Etat ayant au-dessous de lui un cinquième Etat plus misérable encore »?

N'accusons donc point le suffrage universel de maux dont il est innocent, le pauvre! Convainquons-nous bien que ce qui rend les réformes presque toujours dangereuses et le reste du temps inutiles, c'est qu'il existe une loi, dite de l'offre et de la demande, en vertu de laquelle nul ne peut s'enrichir qu'un autre ne s'appauvrisse; c'est encore que l'argent permet à ceux qui le détiennent de rejeter sur les autres le poids des réformes désagréables, et qu'enfin toute mesure (réglementation du travail ou édification d'un monument, construction d'une route ou extension des établissements d'instruction publique) aboutissant à une question d'argent, le principe immuable de la société présente est que, quoi qu'on fasse, et tant qu'il y aura des riches et des pauvres, il y aura toujours... des pauvres et des riches. Quand nous nous serons pénétrés de l'idée que, pour instaurer l'égalité sociale, il faut arranger un Etat d'où soient bannis l'argent, source de la propriété et de l'autorité, et le droit (ô ironie!) *concédé* à l'homme d'aliéner ses instruments de production et sa force-travail, nous comprendrons qu'au lieu de tenter de modifier la société actuelle (tentatives où nous nous blessons nous-mêmes), il n'importe que de la détruire, « la transformation sociale ne pouvant s'opérer, comme le déclara l'Internationale en ce même Congrès de Lausanne, que par des moyens agissant *sur l'ensemble* de la société ».

FERNAND PELLOUTIER.

(1) Formes mutuelliste, coopérative, réformiste.

DISCIPLINE

(Suite et fin)

Oh! la première journée que Chazot passa à la discipline! Ils étaient sept malheureux, rasés comme des forçats, qui peinaient, qui suaient sang et eau sous un soleil mitrailleur.

Comme surveillants : un sergent, deux caporaux, armés tous trois de revolvers et de solides matraques, et deux hommes de garde, le fusil chargé.

Les disciplinaires se levaient, en été, à 4 heures du matin, roulaient leur paillasse, faisaient leur paquetage. A 4 h. 1/2, un caporal distribuait le café à ceux *qui n'étaient pas punis*.

A 5 heures moins un quart, un coup de sifflet.

Les hommes sortaient leurs paillasses, prenaient pelles, pioches et brouettes, se rassemblaient, s'alignaient et descendaient au pas sur les chantiers.

A 10 heures, ils remontaient, s'alignaient et attendaient l'ordre de prendre la gamelle qu'on plaçait à terre devant eux.

A 10 h. 1/2, ils réparaient leurs effets jusqu'à 11 heures. A 11 heures, ils redescendaient aux travaux.

Et il fallait travailler sans relâche jusqu'à 5 heures. A 5 heures, ils remontaient au pas, s'arrêtaient dans le camp, s'alignaient et attendaient le commandement de fixe! On apportait les gamelles qu'on replaçait à terre, et alors, sur un signe du chaouch, *chaque homme qui n'était pas puni* ramassait sa gamelle et allait la manger sous la tente.

A 5 h. 1/2, coup de sifflet. Les disciplinaires sortaient, reprenaient leurs outils, s'alignaient, puis redescendaient, toujours au pas, continuer les travaux jusqu'à la nuit.

A 8 heures, ils remontaient, s'alignaient de nouveau, puis, sur un signal, *ceux qui n'étaient pas punis* prenaient leurs paillasses qui étaient au dehors des tentes, rentraient et se couchaient harassés, s'endormaient du sommeil de la brute.

Deux factionnaires se plaçaient, l'un devant le marabout, l'autre derrière, et avaient la consigne de frapper avec la crosse ou la baïonnette quiconque seulement passerait la tête hors de la tente.

* * *

Chazot, dès la première journée, fut puni, par le sergent, d'une nuit à la barre; il fut puni de privation de gamelle, dès son arrivée sur les chantiers, par le caporal, pour ne pas avoir marché au pas avec le factionnaire. Un moment après, il fut roué de coups de bâton pour avoir dit que sa pioche se démanchait.

Aussi, dès ses débuts dans ce bagne, fut-il considéré comme incorrigible, par ces ignobles brutes, — les chaouchs — qui, tout en étant esclaves d'une consigne, auraient pu rester des hommes, mais qui ont préféré se transformer en bêtes féroces.

* * *

« ... Les hommes auront la permission de causer à voix basse une demi-heure pendant les repas, s'ils ne sont pas punis. »

Connaît-on de punition plus dure que celle de ne jamais causer? — Car ils sont toujours punis.

Puis ont-ils le temps de parler une demi-heure à voix basse? Mais ils mangent, *ceux qui ne sont pas punis*, pendant cette demi-heure.

Ne jamais causer!

Mais c'est tellement contre nature que se déshabituer de parler!

Je connus à la discipline des malheureux qui devinrent idiots, tant les règlements étaient durs.

Frappés constamment, privés de nourriture, de boisson à chaque instant; un travail excessif, pénible, sale, répugnant; la nuit, dormir en plein air, sans couvre-pieds, le ventre vide, la gorge sèche, les membres engourdis par les fers; être menacé continuellement d'avoir une balle dans la peau; et la cellule de correction, rester des semaines et des mois à la barre; puis, presque toujours, le conseil de guerre!

Chazot ne pouvait supporter longtemps un tel régime. Sa raison déjà faible sombra peu à peu. Il devint non pas tout à fait fou, mais *imbécile*.

Il couchait tranquillement à la barre, montait son « tombeau » sans savoir pourquoi on l'avait puni, tendait ses pieds pour les fers, ramenait docilement ses mains derrière son dos pour qu'on l'attachât à la crapaudine.

Et quand la raison eut sombré complètement, le corps à son tour devint malade.

Oh! ce malheureux attaché à la crapaudine, le corps tout secoué par les fièvres, grelottant sous un soleil de feu et implorant un peu d'eau pour calmer la soif qui le torture!

De temps à autre, par raffinement de cruauté, un caporal venait lui verser l'eau d'un bidon sur les cordes qui lui enserraient les poignets.

— Tout de même, il est réellement malade et vous le mènerez à la visite demain, a dit le sergent Thomas à un caporal.

* * *

Pauvre, pauvre Chazot! maintenant il descend péniblement cette montagne au sommet de laquelle se trouve la discipline où il a tant souffert depuis un mois.

Parfois il trébuche, et le caporal qui le conduit l'empêche de tomber au moyen de la corde qui lui lie les poignets.

Les coups et les injures non plus ne sont pas épargnés à ce moribond.

Le major a jeté un coup d'œil indifférent sur le disciplinaire, puis il murmure : Hôpital d'urgence.

Le caporal en est suffoqué. Pensez! un disciplinaire à l'hôpital! mais alors, il serait plus heureux que lui, gradé?

Il allait se faire des joues, tandis qu'il surveillerait encore les travaux!

Pour le conduire à l'hôpital, sur la recommandation du major, on ne lui a pas attaché les mains.

Du coup, le caporal ne peut en revenir! Comment! ne pas attacher un disciplinaire? Mais alors, qu'est-ce qu'ils vont devenir ces bons chaouchs! mais ce sera la fin de tout, l'abomination de la désolation...

Aussi le pauvre Chazot va encore souffrir tout à l'heure; et dès qu'ils ont tourné l'angle de la salle de visite qui se trouve à 100 mètres de la grille de l'hôpital, lorsque le caporal n'est plus en vue du major, il passe sa rage sur sa victime.

Chazot, frappé à coups de pied et à coups de poing, n'a pas même la force de se plaindre; ses jambes fléchissent sous le poids de son maigre corps.

— Fais pas la carpe! hurle le gradé, ou je m'en vais te faire revenir en cinq sec.

Chazot ne répond pas; le peu de forces qu'il avait encore s'est dissipé, et il s'effondre comme une loque.

— Allons! marche, charogne...

Mais le pauvre ne peut plus, et comme, par terre, il reste écroulé, le caporal va frapper encore lorsqu'il s'arrête...

Chazot est mort!

* * *

O mères, donnez vos enfants; imbéciles, agenouillez-vous toujours devant la hideuse divinité Patrie; acclamez et braillez frénétiquement au passage d'un galonné quelconque, chamarré, comme un saltimbanque, sur toutes les coutures; saluez religieusement cette loque sanglante qui claque au vent, et l'on continuera d'immoler tranquillement vos fils et vos frères, au nom de la discipline et pour la plus grande gloire du drapeau!

(*El Kef*, 1892.) A. GAUTHEY.

CONTROVERSE

L'individualiste. — Oui! je suis libertaire, oui, je suis anarchiste! oui, je veux la liberté, non seulement pour moi, mais aussi pour tous, et quoi qu'il en advienne; mais là s'arrête ma profession de foi, je ne suis pas communiste.

Je ne suis pas communiste, car si je reconnais que les institutions prétendues tutélaires et protectrices, que favorise plus ou moins directement l'Etat, me sont, en somme, bien plus désavantageuses qu'utiles; si je considère qu'il me serait précieux de n'être plus troublé, dans ma rêverie solitaire et inoffensive, par les aboiements intempestifs d'un agent quelconque de l'autorité, de n'avoir plus à craindre la surveillance du mouchard provocateur et venimeux, attentif à trouver dans chacune de mes paroles et dans chacun de mes gestes un motif à me faire emprisonner et torturer; si, en résumé, je prétends, sans aide et sans contrôle, entretenir et développer mon individu au mieux de ma conception, je ne puis admettre la moindre communion entre l'intellectuel et la brute.

Entre le penseur, assoiffé d'idéal, et la foule imbécile, cruelle et lâche! la foule! toujours prête à lécher les bottes du dompteur, comme à meurtrir de ses injures et de ses coups le vaincu qui tombe dans la lutte; la hyène aux mille têtes, se plaisant aux spectacles de mort, qu'enivrent, ainsi qu'un ferment de rut, l'âcre odeur du sang qui jaillit sous le couperet légal, les visions de torture, l'hideux aspect du gibet! La foule, qui, lorsque ses maîtres lui ordonnent de se réjouir, parcourt les rues, soufflant dans des cuivres cacophoniques, et proférant entre deux hoquets d'ivresse des clameurs discordantes, où l'obscénité, visant à polluer l'immarcessible amour, s'allie aux excitations d'un chauvinisme antihumain.

Non plus je ne conçois que, sincèrement, puissent en aucun cas se solidariser l'artiste, fervent admirateur des sublimités qu'offre à profusion l'inépuisable nature, et le bourgeois, merveilleusement adapté aux laideurs de notre civilisation moderne; l'homme positif, rapace et affairé, qui, journellement, insulte par son indifférence de mufle! au radieux épanouissement matinal de la resplendissante corolle solaire, à la délicieuse mélancolie que déverse sur la terre la timide et mystérieuse lumière d'un lever de lune; dont pas la moindre fibre ne tressaille, lorsque éclate à l'horizon la splendide et formidable symphonie des couchants orageux!... mais qui se délecte à contempler l'embrasement de la tour Eiffel!...

Non! mille fois non, je ne suis pas communiste, mon idéal social est — pour l'instant du moins, car il ne convient pas d'engager l'avenir — absolument restreint à mon propre intérêt, repoussant tout devoir, toute redevance envers la collectivité, à qui, en retour, je ne réclame qu'une chose, mon droit irréductible d'agir en tout et pour tout à ma guise, pourvu qu'en aucune façon je ne gêne autrui.

— Bien, répond le communiste, vous voulez la liberté pour tous et quoi qu'il en advienne! Donc vous n'êtes pas de ces intellectuels précieux qui, si le dénuement ne leur livrait des serviteurs, seraient, au grand dommage de l'élite humaine, empêchés dans leur œuvre géniale, par l'obligation où les mettraient leurs besoins d'accomplir un travail manuel, ce qui — selon leur logique *péremptoire* — les induit en l'opinion que du bien-être général résulterait fatalement la régression de l'espèce vers l'animalité; non point pourtant vers l'animalité primitive, où régnait le cannibalisme, mais vers un monde uniquement composé d'heureuses et libres *bêtes*; chacune mangeant et copulant à pleine volonté, exempte — et d'autant heureuse! — de travail cérébral, de surmenage et de tâche imposée; ces névrosés sont des forçats, au même titre que les ouvriers le sont du labeur matériel.

Il existe quelque part, sous la voûte obscure d'une immense grotte, un lac, dont les aquatiques habitants, bien qu'originaires d'un fleuve roulant ses eaux sous la lumière du jour, ont, par une longue habitude des ténèbres, perdu tout vestige d'organes visuels. C'est, par rapport au cerveau, ce qui nous adviendrait, paraît-il, si nous étions — à cause d'un manque absolu de souffrances et de privations, d'une annihilante pénurie de turpitudes et de haines — privés des élucubrations que déposent, le plus souvent au rez-de-chaussée des journaux quotidiens, ces amuseurs de mondaines hystériques.

Si j'avais à répondre à ces marchands de sophismes, je me bornerais à leur dire ceci : « Tranquillisez-vous, messieurs les superfins, votre camelote n'est pas aussi indispensable que vous semblez le croire, et pour certain emploi, dont l'élite même est coutumière, le papier n'a pas absolument besoin d'avoir au préalable passé par l'imprimerie. »

Mais pour vous, dont le bon sens et l'équité réclament la liberté pour tous, je répondrai d'abord à l'éventualité empreinte de pessimisme qu'implique la fin de votre déclaration : — et quoi qu'il en advienne. — Il en adviendra infailliblement le communisme; le communisme, qui est le corollaire indispensable de la véritable liberté.

Si tous sont libres, il vous est impossible, comme il est impossible à chacun, de ne pas consacrer toutes vos facultés, tant consommatrices que productrices, — lesquelles constituent en même temps vos besoins, vos plaisirs et vos passions, — à l'accroissement du bien-être commun. La lutte entre hommes primitivement fomentée par la tyrannie des forces naturelles, perpétuée ensuite par l'action des diverses autorités qui se sont succédé depuis l'avènement de l'homme à l'état social, ne peut plus avoir lieu, dès que chacun est libre, au sein d'une nature docile. C'est alors, au contraire, l'appui mutuel qui s'impose.

Vous ne pouvez satisfaire vos besoins les plus indispensables sans que le travail d'autrui vous vienne en aide. Vous ne pouvez donner cours à votre développement cérébral sans vous inspirer des connaissances et de l'esthétique acquises antérieurement par le travail d'autres cerveaux; il vous faut donc apporter à autrui votre aide, tant physique qu'intellectuelle, afin qu'autrui soit d'autant plus capable de vous aider lui-même.

Mais il est bien entendu qu'il s'agit, ici, de la véritable liberté. Or, en l'état actuel de l'industrie humaine, la liberté consiste pour l'individu à pouvoir disposer, selon ses aptitudes, de sa part intégrale de l'héritage commun — part qui se détermine d'elle-même, et sans contestations possibles, par la manifestation spontanée du besoin de consommer et de produire, que chacun ressent avec plus ou moins d'intensité, mais qui est incontestablement la base et le moteur de toute existence.

Etre libre, c'est avoir à sa disposition tous les produits que, sans excès, l'on est capable de consommer, et l'excès, l'abus quel qu'il soit, a toujours pour cause la contrainte, la restriction. Prenons un exemple : — L'ouvrier se soûle, hélas! trop souvent; parce que le plaisir de boire lui est bien plus accessible, vu l'état de ses ressources pécuniaires, que celui d'aller en famille à la campagne.

(*A suivre.*) VULGUS.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La grève générale devient à la mode et tend de plus en plus à englober les corporations, le vent est dans ses voiles, dans quelques années elle éclatera formidable, montrant toute sa force à la bourgeoisie affolée.

Grève de bras croisés, disent les uns; cela nous est égal dès l'instant que l'idée d'expropriation est en elle, qu'elle ne demande rien aux élus, qu'elle se manifeste par ceux qui en ont besoin, et qu'elle peut, de calme, devenir une révolution générale.

Ce n'est donc pas étonnant, après tant d'années d'habitude de servilité, de refuser le travail aux exploiteurs, en restant même chez soi? — Mais, c'est la puissance de l'Etat démolie tant que ne produisent pas les travailleurs. Et, de plus, la plaie gouvernementale peut prendre fin à la suite de cette nouveauté.

Quand, après les événements de Chicago et les grèves de Belgique, les anarchistes propagèrent cette idée en France, ce fut par tous les soi-disant révolutionnaires, étatistes, une huée complète. D'après les chefs, c'était une folie ou un piège, dans lequel nous voulions faire tomber la classe ouvrière. Certains allaient jusqu'à demander par qui les anarchistes étaient payés.

Qui ne se rappelle la haine acrimonieuse jetée en

défi aux camarades, lesquels n'en continuaient pas moins leur propagande? Ce fut alors que prirent pied les anarchistes au faubourg Antoine; cela ne plut qu'à demi aux têtes de colonnes socialistes qui sentaient déjà contredites leurs futures candidatures.

Ces derniers, devant les plaintes quotidiennes des ouvriers syndiqués et du malaise de la corporation du meuble, décrétaient des grèves partielles et des mises à l'index d'ateliers; ils ne craignaient alors qu'une chose, *c'était la grève* complète de la corporation, et cela parce qu'ils ne voulaient pas se joindre aux chambres syndicales des menuisiers et des terrassiers qui préconisaient la grève générale et, à la suite, en tentaient plusieurs essais, qui ne purent aboutir parce que ces corporations n'avaient pas l'appui des autres métiers.

En 1888, la grève générale de l'ébénisterie était votée par quatre à cinq mille ébénistes réunis rue du Rendez-vous, dans une grande salle trop petite pour contenir tout le monde. Quand, soudain, la frayeur saisit les marquants du syndicat et les aristocrates du métier. Se sentant dépassés, et contrariés de l'appoint de la corporation aux idées larges, ils déjouèrent ce vote par un tour de passe-passe digne des politiciens. — Ils proposèrent de recommencer le scrutin les jours suivants au syndicat: chacun devait y apporter son oui ou non pour ou contre la grève et chacun sur un registre devait donner le nom de son patron.

Le tour était joué.

Quelque temps après, de nombreux camarades, écœurés des personnalités, quittèrent le syndicat; quelques-uns en reformèrent un autre, mais la majorité resta à l'écart comme toute la corporation, qui déteste les chambres syndicales à cause des abus commis ou des personnalités *toutes politiques* qui ne cherchent qu'une position dans les rouages actuels, afin d'abandonner l'établi.

Dans ce coin de Paris où se trouve concentrée une immense population ouvrière occupée à la fabrication du meuble, les politiciens y ont usé toute leur influence, *ils y ont usé jusqu'au bout* la crédulité des travailleurs; comme nous l'avons dit, quelquefois, pour avoir l'air de faire quelque chose, ils faisaient voter des grèves partielles chez Jeanselme, chez Linke, chez Gondry, etc., qui toutes se terminaient en eau de boudin.

Dans une réunion, salle des Enfants du Faubourg, je dévoilais l'inertie de ces grèves, fatigantes et sans aucun profit; je fis voir que Jeanselme et consorts donneraient leurs travaux à des façonniers que l'on ne connaîtrait pas, etc. Immédiatement je fus contredit par un leader qui avait l'horreur des anarchistes, et, après un long discours, il eut « raison ».

Aussi, ce que nous prévîmes arriva; des grèves de maisons et des index, il n'en resta que la lassitude; ce qui ne manqua pas de faire réfléchir bon nombre de travailleurs, qui, de plus belle, continuèrent à fuir les coureurs de candidatures (*les ambitieux*, c'est le terme populaire au faubourg).

Pour nous en convaincre, nous n'eûmes qu'à écouter les réflexions des ouvriers lisant les affiches du Pot-à-Colle durant la dernière période électorale: on entendait un soulagement de satisfaction se manifester chez tous. — Depuis l'on vit le conseiller prud'homme des corporations d'ébénistes, menuisiers en meubles, chaisiers et tourneurs, élu par une centaine d'électeurs. — Les syndiqués en partie votèrent, tandis que le populo resta en dehors des intrigues de ce premier échelon gouvernemental. — Nous ajoutons que c'est une sérieuse dérision du fameux suffrage universel.

De tout cela, malgré les politiciens casés et les aspirants aux cases, qui ne sont pas partisans de la grève générale, il en est résulté que le peuple travailleur du faubourg, ainsi qu'une partie de la fraction allemaniste qui nous combattait, en ont assez du malaise et sont aujourd'hui en faveur de la grève générale.

Les efforts que firent jadis les camarades ne sont donc pas perdus, les bourgeons commencent à sortir, à présent on ne pense plus à faire la grève d'un métier, bon nombre de travailleurs savent que cette grève n'a servi à rien, et que l'ouvrier est toujours l'imposé comme il y a cinquante ans.

Et on ne voit plus qu'une issue : la grève générale. Les camarades ont donc le devoir de la propager chez tous les salariés; car si c'est le commencement de la fin du règne de l'argent qui s'annonce, il faut qu'il débute bien et partout, non seulement en France, mais dans tous les pays où il y a des esclaves du capital. On se demande si un Vanderbilt mangera son or quand les producteurs refuseront de lui fournir du pain?

Le peuple crève trop patiemment de faim : Séverine mendie pour lui, pour lui Eugénie Buffet chante dans les cours, implorant les fortunés. — Cela est vif pour des travailleurs que, sous le couvert de la philanthropie, on habitue à la lâcheté par l'aumône qui dégrade ceux qui la reçoivent.

Il est grand temps que l'on fasse redresser la tête aux travailleurs qui la baissent, et qu'enfin ils disent : *Nous* sommes les producteurs, nous ne voulons pas de l'aumône, nous voulons manger et user comme bon nous semble le pain, le vin, les vêtements et les maisons que nous avons produits.

GUÉRINEAU.

Les grèves en 1895 (1).

Au moment où ces grands conflits entre le capital et le travail qui ont nom les grèves passionnent l'opinion publique, nous croyons intéresser nos lecteurs en publiant cette statistique des grèves en France pendant le premier semestre de 1895.

Il y a eu, au mois de janvier, 19 grèves de déclarées, atteignant 1.683 ouvriers, lesquels ont perdu ensemble 18.567 journées de travail. Ces grèves se sont produites dans 21 établissements. L'un d'eux a fermé ses portes. Il en est un autre pour lequel nous n'avons pu nous procurer de renseignements.

Les 17 autres grèves ont abouti à 7 échecs, 7 transactions et 3 réussites.

En février, 10 grèves atteignant 1.251 ouvriers qui ont perdu ensemble 12.108 journées de travail: ces grèves sont à répartir entre 54 établissements.

En ce qui concerne une de ces grèves, les renseignements nous font défaut.

Les 9 qui restent nous donnent 5 échecs, 3 transactions, 1 réussite; 1 établissement a changé complètement son personnel.

En mars, 31 grèves auxquelles ont pris part 2.754 ouvriers, ayant perdu ensemble 20.488 journées de travail.

128 établissements ont été atteints.

Nous manquons de renseignements pour l'une de ces grèves.

Les 30 autres ont abouti à 9 échecs, 13 transactions et 8 réussites.

Avril voit encore croître le nombre de grèves, qui s'élève jusqu'à 57, le plus haut chiffre du semestre; 10.505 ouvriers ayant perdu ensemble 51.060 journées de travail.

111 établissements ont été atteints : pour 7 établissements, les renseignements font défaut quant à l'issue de la grève; pour 3, on ignore le nombre de grévistes. A la suite d'une d'elles, les ouvriers ont fondé un atelier coopératif; les 47 autres donnent 18 échecs, 16 transactions, 13 réussites.

53 grèves en mai, englobant 5.210 ouvriers ayant perdu ensemble 73.851 journées de travail, à répartir entre 150 établissements. La grève de Champagnac, où 500 mineurs ont arrêté pendant 90 jours, compte à elle seule pour 45.000 journées. Pour 3 établissements, nous ignorons quelle fut la durée de la grève. Les résultats donnent, pour 50 grèves : 21 échecs, 18 transactions, 11 réussites.

47 grèves ont été déclarées en juin, englobant 4.547 ouvriers ayant perdu 57.685 journées de travail. 183 établissements atteints; 7 grèves n'étaient pas encore terminées le 1er août et, pour 2, les renseignements font défaut; les 38 autres donnent 22 échecs, 10 transactions, 6 réussites.

Le résumé des grèves du premier semestre de 1895 donne donc les chiffres suivants, que nous livrons à la réflexion du lecteur pour en tirer les conclusions que comporte pareille situation. On a compté 221 grèves, ayant atteint 28.457 ouvriers, faisant partie de 647 établissements. Le total des journées perdues s'élève à la somme fabuleuse de 233.759 journées de travail. Les résultats sont également instructifs. En effet, pour 42 réussites, nous avons 72 échecs et 67 transactions, dont les 2/3 au moins sont des échecs déguisés; 40 grèves ont eu des résultats incertains ou inconnus. Malgré la diversité des causes de grèves, celles qui se présentent le plus souvent sont, en première ligne, les demandes d'augmentation de salaires. Les grèves déclarées sur ce terrain sont environ au nombre de 110, c'est-à-dire la moitié du total. Viennent ensuite, par ordre :

1° Les diminutions de salaires;

2° L'augmentation ou la diminution des heures de travail, suivant que l'ouvrier est ou n'est pas payé à la journée;

3° Les règlements de chantiers ou d'ateliers;

4° Les questions de personnel;

5° Le travail aux pièces;

6° La réintégration d'ouvriers congédiés. — 3 grèves tendaient au renvoi d'ouvriers étrangers, etc., etc.

Les professions ou corporations atteintes se répartissent comme il suit :

Les industries textiles viennent en première ligne avec 70 cas de grèves; ensuite, et par ordre : les industries dites du bâtiment, avec 36 grèves; les métaux, 25; les cuirs et peaux, 19; les industries du bois, 13; les transports, 9; les carrières, 10; l'alimentation, 6; les mines, 5; les verriers, 3, et enfin les industries diverses comme tabac, allumettes, typographie, papier, porcelaine, etc., etc., ayant ensemble 19 cas de grèves.

Parmi les contrées les plus atteintes, il faut citer le département du Nord, ayant à lui seul 56 cas, le quart de l'effectif total. Viennent ensuite, et par ordre : la Seine, le Rhône, la Loire, les Bouches-du-Rhône, la Seine-Inférieure, etc., etc.

Nous réservons nos conclusions et réflexions pour un prochain article.

P. DELESALLE.

(1) La présente statistique est tirée du *Bulletin de l'Office du Travail.* Nous y avons joint quelques renseignements personnels.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les camarades et groupes étrangers sont priés d'envoyer toute publication nouvelle sur le mouvement social à l'adresse suivante :

Alfred Sanftleben,
Zurich-Oberstrass
Stapferstrasse 1, II. (Suisse.)

Les journaux qui jusqu'ici ont reçu régulièrement *Die Zukunft*, principalement ceux d'Angleterre, d'Espagne, de Portugal et d'Amérique, sont priés de vouloir bien envoyer régulièrement les numéros d'échange à l'adresse indiquée plus haut, afin qu'il puisse en être publié des extraits dans les journaux allemands *Der Sozialist* et *Die Zukunft*. Des articles originaux en toutes langues sont également bien reçus.

Adresser tout ce qui concerne l'expédition et les souscriptions à

Wenzel Kubesch,
Schonburgstrasse 5, IV.
(Autriche.) Wien.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu *L'Art et l'Argent* du *Radical*. — Il y a de bonnes choses, mais platement dites.

R., à Lyon. — Quand vous voudrez de nouveaux invendus, faites-le savoir.

X?, La Plata. — Le 14 juillet étant passé depuis deux mois, le manifeste n'est plus d'actualité. Merci, cependant.

H. B., la Chevrolière. — Trop particulier.

A. B., Bologne. — Entendu.

R., à Deville. — Veuillez distribuer les invendus.

O., à Roanne. — Ce n'est guère aux collaborateurs du baron Teillard à traiter les anarchistes de bourgeois; mais ce serait perdre son temps que répondre aux gens de mauvaise foi. Envoyez article sur poésie, nous verrons.

A. D., à Amiens. — V. Barrucand a développé son plan dans divers numéros de la *Revue Blanche*.

A. B., à Blanzy. — Je n'ai pas l'adresse de D. pour envoyer les journaux.

C., à Pleinefaye. — Ai transmis votre demande d'adresse aux camarades désignés.

R., à Roanne. — Faites pour le mieux pour répandre le journal. Merci.

B., à Alger. — L'abonnement en Algérie est le même qu'en France.

J. Mis. — Reçu. Merci, ai envoyé brochures.

D., à Ganges. — F., à Amiens. — B., à Bourges. — C. G., à Carmaux. — M., à Annecy — D., à St-Chamond. — Ch., à Marseille. — L. C., à Montereau. — R., à Deville. — D., à Ganges. — J. B., à Minden Mines. Barton Co. — C., à Pleinefaye. — M. H., à Coursan. — H., à Alais. — B., à Alger. — B., à Toulon. — S., à Cette. — G., à Cavaillon. — De G., à Amiens. — K., à Angoulême. — P., à Mac-Donald. — G., à Paterson. — S., à New-York. — L., à Chaux-de-Fonds. — A., à Estagel. — C., à Apt. — M., à St-Aubin. — R., à Valence. — P., à Trélazé. — M., à Reims. — M., à Nonancourt. — B., à Nantes. Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

PREMIÈRE ANNÉE, N° 21 DIX CENTIMES DU 21 AU 27 SEPTEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE SUFFRAGE

A propos de l'article « Les Réformes partielles », de notre collaborateur Fernand Pelloutier, plusieurs de nos lecteurs nous ont manifesté leur surprise de voir, dans un organe nettement antiparlementaire comme le nôtre, faire des réserves en faveur du suffrage universel. Nous rappelons que les opinions émises dans les articles que nous insérons n'engagent que leurs signataires. Par respect pour la liberté de chacun, nous avions cru devoir, en raison des vues excellentes qu'il contenait sur l'inutilité des réformes, insérer tel quel l'article de notre camarade, tout en laissant le soin à nos collaborateurs de critiquer et de réfuter l'opinion toute personnelle émise à l'endroit du suffrage. Il est superflu d'ajouter que la majeure partie de la rédaction des *Temps Nouveaux* ne partage pas, à ce sujet, la manière de voir de notre ami. En exprimant l'avis que le suffrage universel n'est mauvais que par ses résultats et en lui reconnaissant la possibilité, par suite d'une bonne éducation des électeurs, de produire d'heureux effets, Pelloutier n'a pas pris garde que le fait de déléguer à quelqu'un le pouvoir de légiférer, constitue une aliénation de sa liberté que nous ne saurions admettre un instant. Accepter même un minimum d'autorité, c'est se contraindre logiquement, par la suite, à reconnaître la légitimité de tout gouvernement représentatif. De deux choses l'une : ou l'homme est incapable de se diriger, et alors le choix qu'il fera d'un représentant ne peut être que mauvais ; ou il peut se conduire lui-même, et, dans ce cas, quel besoin a-t-il de se donner un maître ?

D'ailleurs, notre but n'est pas de rechercher le meilleur des gouvernements, mais d'enseigner à l'homme qu'il ne doit avoir d'autre guide que sa propre conscience. Rejetant pour nous-mêmes toute direction, nous ne saurions reconnaître à qui que ce soit le droit de diriger autrui.

La Rédaction.

LA PRODUCTION LIBRE

Un des préjugés les plus fortement enracinés dans l'esprit de nos contradicteurs, est celui qui consiste à croire que, dans une société sans gouvernement, il serait impossible aux hommes d'organiser la production d'une façon assez bien entendue pour satisfaire les besoins de chacun. Partant de ce principe que l'homme est essentiellement paresseux et répugne aux travaux manuels, les uns accumulent objection sur objection pour arriver à démontrer que personne ne voudrait plus rien faire, et que l'humanité en serait réduite à se nourrir de glands et de racines, comme aux temps préhistoriques de son apparition sur la terre. Alors, ajoutent-ils, comme la production naturelle du globe serait insuffisante, cette pénurie d'aliments causerait un état de guerre permanent entre les individus et l'on verrait refleurir l'âge des antiques barbaries et le règne absolu du droit du plus fort. Cet état serait pire assurément que l'état social actuel ; c'est pourquoi il faut une règle, un pouvoir quelconques, établissant la part de travail que chacun doit à la communauté ; sans quoi, chacun se cantonnera dans les attributions les plus douces ; tout le monde voudra être littérateur, artiste, savant, etc., ou... fainéant. Les socialistes eux-mêmes, qui se déclarent les ennemis de la propriété privée, pensent instituer une sorte de gouvernement qu'ils appellent « commissions de statistique », chargé de fixer la quantité de travail à fournir pour éviter la pénurie et d'enrayer à propos la production afin d'obvier à l'encombrement.

Les mieux intentionnés à notre égard, ceux qui accordent que l'homme, en l'absence d'un gouvernement quelconque, consentirait à mettre ses forces au service de ses semblables, refusent de croire au bon résultat d'une production non réglementée. Tout étant dû au *hasard* et au bon vouloir de chacun, disent-ils, il arriverait que telle branche de l'industrie serait vite encombrée tandis que telle autre manquerait de bras. Si tout le monde veut, par exemple, fabriquer des souliers, il y aura, avant un an, de quoi chausser pendant des siècles tous les habitants de plusieurs planètes ; mais, en attendant, qui est-ce qui fera le pain, les vêtements, et tous autres produits essentiels à l'homme ? Ce qui fait, dans notre société présente, que toutes les industries se maintiennent à peu près, c'est que l'encombrement qui se produit dans l'une d'elles rejette vers les autres les travailleurs qui ne trouvent pas d'occupation dans la première. Il s'établit ainsi un équilibre qui n'existerait pas dans une société où la production s'effectuerait suivant la fantaisie de chacun.

***

Toutes ces considérations ont pour origine une conception fausse du but de la production. Il n'est pas rigoureusement exact de dire que l'homme se mit un jour à produire parce qu'en raison de l'accroissement de la population, la nature était devenue insuffisante à le nourrir, et qu'il fut dès lors forcé de suppléer par son travail à cette insuffisance. Sans doute, il y eut là, à un moment donné, un stimulant qui poussa l'homme à se créer artificiellement des ressources, en utilisant les facultés d'observation dont il pouvait être doué.

Mais, bien avant que cette insuffisance se fût déclarée, l'homme produisait. Aussi loin qu'il soit possible de remonter dans l'histoire de l'humanité, la science archéologique découvre des traces du travail de l'homme, datant d'époques où le globe était naturellement assez fécond pour nourrir ses habitants. Les diverses expéditions entreprises par les Européens au sein de contrées inexplorées ont permis de constater chez les primitifs peuplant ces contrées, dont quelques-unes étaient douées d'une faune et d'une flore exubérantes, une organisation productive, plus ou moins rudimentaire, mais que ne nécessitait nullement l'insuffisance de la nature à nourrir les indigènes.

Il y a donc à la productivité humaine un autre facteur que la pénurie de vivres. L'homme a en lui un impérieux besoin d'activité qui le pousse à agir dans un sens ou dans un autre, à s'occuper, à faire œuvre de ses muscles. Ce besoin d'activité lui est, du reste, commun avec tous les autres animaux. Il est permis de le constater à tous les degrés de l'échelle vitale. Très vague chez le zoophyte, en qui il ne se manifeste guère que pour les besoins d'absorption et d'élimination, il se développe, en rapport de la multiplicité des besoins, chez les animaux d'une organisation plus complexe. C'est chez l'homme, dont les besoins sont les plus variés, qu'il atteint son maximum.

L'homme étant de tous les animaux celui dont l'organisation est la plus complexe, est celui qui éprouve la plus grande variété de besoins et dont, par conséquent, l'activité est la plus grande. La preuve en est dans l'importance prépondérante qu'il a su acquérir, malgré sa faiblesse naturelle, sur la planète. Il est donc aussi absurde de s'imaginer que l'homme, s'il n'était forcé au travail par une autorité quelconque, ne ferait rien, que de prétendre qu'un animal dont la nourriture serait chaque jour assurée conserverait l'immobilité la plus absolue.

***

Il est également absurde de supposer que si l'homme était livré à lui-même, la production pourrait s'engager dans une voie unique ou dans un nombre restreint de voies ne répondant pas à tous les besoins humains.

Pour s'en convaincre, il suffit de rechercher quel fut le but primordial de la production. Ce but ne fut autre que la satisfaction des besoins, quelque variés fussent-ils, ressentis par l'individu — y compris ce besoin d'activité dont je parlais tout à l'heure. Si, de nos jours, nous voyons diverses industries, au début prospères, être réduites à diminuer ou à suspendre leur production, c'est, ou bien qu'elles cessent totalement de correspondre à un besoin, où bien que l'accumulation trop grande de produits se trouve excéder les besoins de la consommation, ou encore, le plus souvent, que l'insuffisance des ressources pécuniaires d'un grand nombre d'hommes les met dans l'impossibilité de satisfaire le besoin qu'ils éprouvent des produits accumulés en magasin. Sous un régime de propriété privée, la production ne se règle pas en vue des besoins de la masse, mais en vue d'un bénéfice qu'en attend le propriétaire des moyens de production. Qu'arrive-t-il? C'est qu'on pro-

duit aveuglément, sans savoir d'une façon positive si les produits *pourront* être écoulés. Par le développement du machinisme, la production a pris une très grande extension ; mais cette extension ne répond pas à une extension proportionnée des besoins de la population. Telle est une des causes principales de l'accroissement du nombre des faillites. Si le producteur, ou mieux le capitaliste qui fait produire, avait pour objet non pas la réalisation d'un bénéfice, le plus grand possible, mais la satisfaction des besoins humains, cette surproduction n'aurait pas lieu, car il réglerait sa production suivant la somme des besoins présumés ou exprimés.

*
* *

Il ne faut donc pas perdre de vue qu'il est logique que la production soit absolument subordonnée aux besoins de la consommation.

Analysons donc ce qui se passerait dans une société *libertaire*, d'où la propriété privée serait exclue, c'est-à-dire où tout individu pourrait librement disposer des moyens de production qui lui seraient nécessaires et où la perspective d'un bénéfice ne viendrait pas lui faire perdre de vue le but de son effort, qui n'est autre que la satisfaction de besoins donnés.

Tel homme éprouve tels besoins. En ce qui concerne l'un d'eux — réduisons à l'unité pour plus de simplicité — il lui est impossible de le satisfaire avec ses propres forces. Il se mettra en rapport avec un ou plusieurs de ses semblables dont il sollicitera l'aide. Ces hommes ont à leur tour divers besoins auxquels chacun d'eux ne peut subvenir par lui-même. Parmi ces besoins il en est pour la satisfaction desquels est nécessaire telle aptitude que précisément possède notre homme. Celui-ci se mettra donc à la disposition de celui ou ceux de ses semblables avec qui il sera en rapport, et s'efforcera de rendre à son camarade le service qui lui est nécessaire, tandis que l'autre en agira de même avec lui.

Il s'établira donc forcément un échange de services mutuels, réglé par l'ensemble des besoins des intéressés.

Voilà, réduit à sa plus simple expression, quel serait, d'une façon sans doute moins immédiate et moins directe, le principe d'une organisation logique de la production. Chacun trouverait chez autrui les aptitudes nécessaires à la satisfaction de ceux de ses besoins auxquels il ne peut subvenir, et réciproquement. Le besoin d'activité qui est en lui favorise le développement de telles aptitudes qui répondent à une certaine sorte des besoins d'autrui.

L'homme, dit-on, recherchera entre toutes les occupations les moins pénibles et évitera les travaux durs ou répugnants.

De deux choses l'une : ou ces travaux correspondent à un besoin, et alors quelque désagréables soient-ils, la non-satisfaction de ce besoin sera plus désagréable encore à l'homme et il les exécutera ; ou bien le besoin ne s'en fait nullement sentir, et, dans ce cas, pourquoi s'y astreindrait-on ?

En outre, d'autres, mieux que je ne pourrais le faire, ont suffisamment démontré qu'un travail n'est désagréable que parce qu'il est imposé ou en raison des circonstances qui accompagnent son exécution. Un travail considéré aujourd'hui comme désagréable serait envisagé autrement s'il était exécuté de bonne volonté.

Maintenant, verra-t-on tous les hommes ou, du moins, la plupart d'entre eux s'adonner à la même branche de production, faire des souliers, par exemple, et négliger toutes les autres ? Quelque absurde que soit semblable hypothèse, admettons-la. Si pareil fait se produisait, il signifierait que tel besoin s'est développé exceptionnellement et que les autres auraient disparu, puisque la production serait subordonnée aux besoins de la consommation. Et alors, où serait le mal ? Et quelle gêne en ressentirait l'humanité ?

Si tout le monde veut être artiste, c'est que le goût de l'art se sera accru et universellement répandu ; et s'il ne se trouvait personne, à *un* moment donné, pour faire du pain, comme le besoin de nourriture est un besoin auquel nul ne peut se soustraire, cette situation momentanée serait de courte durée, et l'on s'organiserait promptement pour assurer la satisfaction de ce besoin, et cela forcément, sous peine d'extinction de l'humanité.

On le voit donc, l'homme, en raison du besoin d'activité qu'il a de commun avec tout animal, *ne pourrait* rester inactif et n'aurait nul besoin d'une autorité pour l'obliger au travail, et la production, n'étant que la conséquence des besoins de l'humanité, se réglerait naturellement par l'entente spontanée des individus, sans la nécessité d'une intervention gouvernementale quelconque.

Quel avantage, au contraire, présenterait cette absolue liberté, puisque tous les besoins trouveraient à se satisfaire, grâce à la grande facilité qu'auraient ceux qui les éprouveraient de s'entendre pour assurer leur satisfaction ?

André Girard.
(Max Buhr.)

CONTROVERSE

(Suite et fin)

Etre libre, c'est également pouvoir disposer de toute la matière que par son travail on peut contribuer à transformer en produits, de même que de tous les instruments indispensables à cet effet. Etre libre, c'est encore être à même d'acquérir toutes les connaissances que le cerveau peut contenir.

Dire qu'en dehors de ces conditions, l'homme est libre dans la société, équivaut à prétendre que le naufragé, dépourvu de tout moyen de navigation, peut très bien — puisqu'il n'est pas enchaîné — traverser, pour son salut, l'océan à la nage.

Une fois mis ainsi en possession de son entière liberté, l'individu, à moins de méconnaître son propre intérêt, est inéluctablement entraîné à travailler de son mieux pour le bien de tous.

— Ici, je vous arrête, interrompt l'individualiste, car il s'offre constamment des exemples de l'incapacité des masses populaires, à discerner leur avantage le plus évident de ce qui leur est préjudiciable ; d'autre part, bon nombre de gens, que leur position de fortune met en possession de tous les moyens conditionnels de la véritable liberté, n'en consacrent pas moins toutes leurs forces à l'oppression de leurs semblables.

— Oui, reprend le communiste, les faits démontrent chaque jour la vérité de ces assertions ; mais cela tient à ce qu'en cette société composée de spoliateurs et de spoliés, chacun est à la fois esclave et tyran. Esclave ! le spoliateur ; esclave ! celui qui possède plus de produits qu'il n'en peut consommer, plus de matériaux qu'il n'en peut transformer en produits, plus d'outils qu'il n'en peut mettre en œuvre. Esclave, par la crainte que lui inspirent les revendications de ses congénères spoliés ; esclave, par la lutte qu'il lui faut soutenir contre les puissances capitalistes concurrentes ; — tyran, par la nécessité où il se trouve d'établir sa force, ses chances de victoire, sur l'exploitation effrénée des misérables que la faim lui livre à merci.

Et si, dans la société autoritaire, le spoliateur lui-même est ainsi contraint, que dira-t-on du spolié ? Lui, certes, ne peut tyranniser pour son compte ; mais, à moins de se laisser mourir d'inanition, il lui faut presque toujours tyranniser pour le compte d'autrui : soit qu'il s'offre à contribuer, moyennant salaire, à l'exécution des lois — dont la seule raison d'être est la protection des accapareurs contre les exclus, — soit qu'il *mette au service de la paperasserie* administrative ses aptitudes calligraphiques ; ou bien encore qu'attiré par l'appât d'un gain facile, — en *apparence*, — il prenne part à la concurrence commerciale, collaborant de la sorte à la fabrication et à l'enchérissement patentés des aliments.

Il peut encore, si l'instruction ne lui a pas été trop parcimonieusement mesurée, se lancer dans la littérature mercantile, dont l'œuvre consiste à fausser l'intelligence et à pervertir, chez les travailleurs utiles, les sentiments de justice innés chez tous les êtres.

Et ces mêmes travailleurs — dont il serait oiseux de démontrer l'esclavage — ne sont-ils pas également contraints de tyranniser le consommateur par les conditions qui règlent la fabrication des produits ; conditions visant — aussi bien pour la qualité que pour la quantité — bien plus l'intérêt des exploiteurs, que l'avantage du public appelé à en faire l'usage ?

C'est ainsi qu'en notre inique société, l'individu en arrive — à l'encontre de ses tendances naturelles — à méconnaître non seulement l'intérêt général, mais encore et conséquemment son intérêt particulier. C'est ainsi que sous l'influence combinée de l'industrie capitaliste — compressive de la pensée par la tâche absorbante qu'elle exige de l'ouvrier en retour d'un salaire insuffisant, — du commerce falsificateur, de l'art servile de la littérature vénale et de la morale officielle, se développent, chez l'importante fraction de l'humanité qu'il est convenu d'appeler le peuple, l'erreur, l'ivrognerie, la bêtise et la cruauté ; vices dont l'inconsciente manifestation tyrannise à son tour le penseur, plus ou moins dégagé des préjugés courants, l'artiste épris de pures beautés !...

Si donc vous êtes partisan de la liberté humaine, c'est-à-dire de la possibilité pour tout homme d'employer librement ce qui lui est nécessaire de l'avoir commun à son développement tant physique que psychique, communiste ou individualiste, nous sommes d'accord, car, avec la liberté ainsi comprise, nous aurons le communisme par surcroît.

Vulgus.

DES FAITS

Les gaietés de l'administration.

Une jolie prouesse bureaucratique que raconte le *Temps* et qui permet, une fois de plus, d'apprécier les beautés de notre ad-mi-nis-tra-tion.

Un agent voyer chargé de fournir aux cantonniers de son service un certain nombre de lanternes eut l'idée fort louable de les acheter en gros à une importante maison de Paris : il espérait ainsi, non sans raison, réaliser, au profit du Trésor, une économie appréciable. Le fabricant parisien répondit qu'il ne traitait d'ordinaire qu'avec des négociants et n'avait pas coutume de faire des livraisons de ce genre, mais qu'il ne demandait pas mieux, en l'espèce, que d'être agréable au représentant de l'administration. Sur ce, cent soixante-quinze lanternes furent commandées et expédiées. On y joignit la facture s'élevant à 568 fr. 75, soit 3 fr. 25 par lanterne. On priait l'agent voyer d'en faire tenir le montant sous la forme qui semblerait la plus simple. Quelques jours après, le fabricant parisien recevait, non pas l'argent, mais une énorme liasse de cent soixante-quinze factures, toutes du même type, classées et cataloguées, où était indiquée la destination spéciale de chacune des cent soixante-quinze lanternes : on priait la maison parisienne d'apposer cent soixante-quinze visas et de réexpédier le tout : celle-ci s'étonna un peu, puis s'exécuta... et attendit.

Au bout d'un mois, elle recevait un fort paquet, soigneusement cacheté et recommandé, revêtu de plusieurs seings et contreseings. Ledit paquet ren-

fermait... cent soixante-quinze mandats de payement, sur grand papier administratif, portant chacun, outre une multitude d'avis imprimés et de numéros d'ordre manuscrits, le nom de la maison parisienne, l'indication du chemin auquel était destinée la lanterne et la somme de 3 fr. 25, d'abord en chiffres, puis en toutes lettres, avec la signature du trésorier-payeur général du département, et deux signatures du conseiller de préfecture représentant le préfet. En outre, chaque douzaine de mandats était enveloppée dans un bordereau spécial récapitulant les numéros des mandats et portant, lui aussi, les signatures officielles.

Voilà donc le fabricant obligé de donner quittance sur ces cent soixante-quinze papiers, puis de les faire présenter à la caisse du Trésor où, pour en toucher le montant, un de ses employés devra certainement passer plusieurs heures, sans compter que, si la moindre irrégularité était relevée au bureau de payement, il faudrait sans doute renvoyer les cent soixante-quinze documents et traverser de nouveau toute la filière!

Maintenant, si l'on s'amuse à additionner les frais de papier, d'impression, de transport, — sans compter le très précieux temps des fonctionnaires — on constatera que ces malheureuses lanternes ont dû coûter un prix exorbitant.

C'est vraiment beau la routine!

(*Justice* du 16-17 juillet.)

Le fonctionnarisme.

Le ministère du commerce vient de publier l'*Annuaire statistique de la France*. Ce volume se rapporte aux années 1892, 1893 et 1894.

Parmi les nombreux renseignements du plus haut intérêt qui s'y rencontrent, il n'en est guère certainement de plus suggestifs que ceux se rapportant au nombre des fonctionnaires retraités. Examinons la chose.

On sait que la pension de retraite des fonctionnaires de l'Etat est composée principalement de deux éléments : 1° d'une retenue de 5 0/0 perçue par le Trésor sur le montant des traitements; 2° d'un versement fait par l'Etat pour compléter le taux de cette pension.

Dans ces conditions, lorsque les charges de l'Etat augmentent, c'est que les fonctionnaires augmentent aussi. En suivant l'échelle d'augmentation de ces charges depuis un certain nombre d'années, il est donc facile d'avoir une idée assez exacte de la marée toujours montante du fonctionnarisme.

L'Etat, en 1855, dépensait annuellement, pour le traitement de ses fonctionnaires civils, une somme de 241.055.482 francs, répartie entre **30.761** personnes. A la même époque, les pensions de retraite se montaient à 23.061.306 fr.

Arrivons en 1870 : le total des traitements s'élevait alors à 296.434.178 fr. et les pensions de retraite à 30.683.789 fr.

Nous voilà maintenant en 1872, au lendemain de nos désastres. Nous avons perdu deux provinces et des économies s'imposent. Logiquement le développement du fonctionnarisme devait subir un temps d'arrêt. Pas du tout : **49.095** fonctionnaires sont à la charge du budget et 33 millions sont affectés aux retraités.

Depuis le mouvement s'est, comme de juste, accentué. Les chiffres ci-dessous le démontrent éloquemment. En 1880, le total des traitements s'élevait à 440.820.902 francs et celui des retraites à 47.391.425 francs. Pour 1890, les chiffres sont ceux-ci : 498.641.201 francs, somme des traitements sur lesquels a porté la retenue; quant aux retraites, elles atteignent 61.732.322 francs.

Bref, en 1893, le total des traitements est de 517.256.807 francs, et le total des pensions de retraite de 63.218.961 francs.

De cet amas de chiffres il résulte : que depuis les premières années du règne de Napoléon III jusqu'en 1893 le nombre des fonctionnaires retraités a passé de **30.761** à **82.037**, que la somme totale des traitements d'activité a passé de **241 millions** à **517 millions** et que les pensions de retraite, qui en 1855 s'élevaient à **23 millions**, exigeaient au budget de 1893 l'inscription de **63 millions**.

Et pendant tout ce laps de temps, la population de la France n'a pas sensiblement augmenté!

Conclusion : La France est le pays du monde qui occupe le premier rang par la quantité de ses fonctionnaires. C'est une supériorité que personne ne doit lui envier.

PH. ROGER.

(*Justice*, 27 juillet 1895.)

Rapport du crime à la pauvreté.

Dans un numéro de l'an dernier de la *Deutsche Worte*, M. F.-W. Heifen étudie la misère sociale en Autriche, et donne des chiffres qui constituent un terrible acte d'accusation contre l'organisation de la société actuelle.

La moyenne de la vie d'un riche est de 50 ans, celle d'un pauvre de Berlin 30 ans. A Vienne, selon les arrondissements habités par les pauvres ou les riches, la mortalité varie complètement. Dans le premier, sur 10.000 habitants, le nombre des décédés était en 1891 de 114, dans le dixième de 349. Entre 1881-1891, sur 68.083 habitants de l'arrondissement, le nombre des décédés était de 8.162 (11,99 0/0), dans le dixième, sur 68.798, il s'élevait à 17.599 (28,49 0/0). Sur 100 enfants, 32 meurent ordinairement avant l'âge d'un an, dans les quartiers pauvres.

Quant aux remèdes, voici la statistique des condamnations de 1874 à 1889 : On a jugé et condamné en Autriche 7.687.988 individus. Ajoutons qu'il y en avait 36.333 en 1874 et 576.144 en 1889, soit une augmentation de 86,7 0/0 du chiffre des criminels.

Parmi les condamnés pour toutes sortes de crimes, il y avait en :

	1885	1886	1887	1888	1889
	—	—	—	—	—
Pauvres........	89,8 0/0	89,3 0/0	89,8 0/0	90,2 0/0	90,5 0/0
Ayant petite fortune..........	10,9 »	10,1 »	9,8 »	9,5 »	9,1 »
Dans une situation aisée...	0,5 »	0,6 »	0,4 »	0,5 »	0,4 »

La statistique des vols prouve que 95 0/0 des prévenus se recrutent parmi les pauvres. En Autriche on a condamné, en 1874, 333 enfants de 11 à 14 ans; en 1889, leur nombre est de 614, presque le double.

(*La Société Nouvelle*, n° d'avril 1895, p. 566.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

UNE INFAMIE MILITAIRE.

Il y a trois mois, un paquet de brochures adressées au sergent d'infanterie Guillon, en garnison à Toul, fut ouvert, *par hasard*, par le chef de gare de cette ville — il fait un joli métier, celui-là — lequel chef de gare, en présence du contenu de ces brochures qui ne chantaient pas positivement les louanges de la société capitaliste, crut nécessaire d'avertir la police. Celle-ci avisa à son tour l'autorité militaire, et le sergent Guillon fut arrêté aussitôt et incarcéré au fort d'Ecromer. Dernièrement, il passait au conseil de guerre sous l'inculpation de *propagande anarchiste*.

Fallait-il qu'il fût blanc, mais plus blanc que la blanche hermine, puisque le conseil de guerre rendit en sa faveur une ordonnance de non-lieu. On sait, en effet, combien les juges, et surtout les juges militaires, sont généralement tendres à l'égard des inculpés suspects d'anarchisme!

Malgré ce non-lieu, autrement valable, celui-là, que ceux complaisamment accordés aux Rouvier et consorts en échange de leur silence, Guillon est maintenu en cellule, où il se trouve déjà depuis plus de *quatre-vingts* jours, et un conseil d'enquête vient de prononcer sa cassation du grade de sergent et son envoi aux compagnies de discipline, en Algérie. La cassation, sans doute Guillon s'en moque, car jamais nul n'usa moins de ses galons, s'il faut en croire la lettre que nous avons sous les yeux et qui émane d'un soldat de son régiment. « Doux et bienveillant avec nous, dit cette lettre, n'ayant jamais un mot plus haut que l'autre, il était universellement aimé et estimé de ses inférieurs. » Aussi ne regrettera-t-il pas vraisemblablement d'avoir perdu le droit de « f...ourrer ses hommes dedans ».

Mais l'envoi aux compagnies de discipline! C'est là que gît l'infamie. Et c'est pour l'empêcher, pour intimider ses tortionnaires, que je fais appel à tout homme de cœur qui tient une plume, pour qu'il la signale, pour qu'il s'élève contre la perpétration de cette iniquité! Bien que reconnu innocent du crime dont on l'accusait, bien que le sergent Guillon n'ait plus à faire que cinq mois et demi de service, et que le règlement militaire n'autorise l'envoi aux compagnies de discipline qu'autant que celui qui y est condamné *a encore au moins un an à faire*, au mépris de toute justice, de tout règlement, ce malheureux va être transporté là-bas, en ce vaste champ de supplice, où l'attend évidemment le sort des Chédel, des Chazot, des Andréani. Là-bas des Gally, des Rochette, des Michel, sournoisement, sans bruit, dans la nuit des silos et le silence du désert, débarrasseront la société de cet ennemi redoutable, si redoutable qu'il ne s'est pas trouvé un juge, même militaire, pour oser le frapper! Il ne le faut pas! Il faut que quiconque n'est pas contaminé par l'avachissement qui semble le fléau de notre époque, pousse un tel cri d'indignation que ne le puisse étouffer aucun bâillon, et par son attitude menaçante fasse reculer sur le seuil du crime les assassins galonnés et leurs complices!

ANDRÉ GIRARD.

TUNIS. — Rochette, Michel et Gally, les assassins du soldat Chédel, ont passé lundi dernier au conseil de guerre. Les débats ont révélé des actes de brutalité monstrueux, dont le malheureux Chédel avait été victime, avec l'assentiment des chefs de ses bourreaux. Ces derniers ont été acquittés. Nous adressons nos plus sincères compliments à la justice militaire. Cet acquittement est bien fait pour réchauffer au cœur des tièdes l'amour vacillant du « noble métier des armes ».

A. G.

* * *

Une des corporations les moins nombreuses à Paris est sans contredit celle des gainiers. Cette corporation ne compte pas plus de 650 ouvriers.

Quoique son contingent ne soit pas élevé, ses relations avec les autres industries sont très étendues.

La gainerie en tous genres — proprement dite — se subdivise en plusieurs spécialités, savoir : les gainiers en bijoux, au nombre de 200 environ, les gainiers en orfèvrerie de table et d'église et en instruments de chirurgie, surnommés grossiers; les portantistes, que concernent les articles du bronze, les malles et les cuvettes d'échantillons pour les voyageurs de commerce; les fantaisistes, comprenant un ensemble de différentes spécialités, plus le petit meuble et l'encadrement; les pipiers ou tablettiers; enfin, les jumelliers, ouvriers qui fabriquent l'étui de jumelle.

Ces derniers sont les plus malheureux d'entre tous, ce sont les parias de la gainerie; leur nombre n'est pas bien grand, mais leur misère est terrible : leur salaire n'atteint pas souvent 4 francs par jour, et ce, pour un travail qui excède plus de 14 heures. Tout cela pour procurer aux vieux habitués des théâtres l'enveloppe luxueuse qui renferme cet objet d'optique avec lequel ils savourent d'un désir ardent le décolletage et les formes plus ou moins postiches des danseuses et des actrices; pour que les belles de la haute gomme allongent leurs mirettes pour mieux reluquer les freluquets nantis de louis d'or.

4 francs par jour au maximum pour un travail de 14 heures! Voilà le salaire de ces spécialistes, de ceux qui façonnent le velours et la peau; et, pour qu'on ne nous taxe pas d'exagération, nous renvoyons les incrédules au siège de la chambre syndicale des gainiers en tous genres, rue Chapon, où ils en apprendront de belles sur l'exploitation.

Cette société aide actuellement les jumelliers en grève; elle ne fait que son devoir; l'esprit de solidarité doit s'affirmer dans une corporation envers tous les éléments qui la composent, attendu que les spécialités tendent à se confondre.

Les éléments révolutionnaires, quoique peu nombreux encore, commencent à réveiller cette profession et à secouer l'indifférence du plus grand nombre. Les ouvriers gainiers en général ont bien des défauts : qu'ils s'en guérissent! la vanité est un vice chez eux, et surtout parmi les plus favorisés du gain. Il ne s'agit pas, camarades, de créer des objets richement décorés de belles étoffes pour se montrer fier et orgueilleux envers son prochain : vous êtes des exploités tout comme les autres, et au même titre, car les chômages, vous les connaissez assez depuis quelques années et vos salaires tendent à diminuer sensiblement.

Vous savez aussi ce que les intermédiaires prélèvent sur votre travail pour réfléchir et vous ancrer quelques idées dans la cervelle; ce qu'il advient à quelques-uns d'entre vous peut vous advenir plus tard. Délaissez cette fanfaronnade ab-

surde et cet orgueil stupide qui ne vous sied pas, regardez autour de vous, vous y apercevrez l'effondrement fatal des industries qui furent jadis des plus prospères : vous voudrez connaître les causes qui amènent ces catastrophes, et lorsque vous les connaîtrez — si toutefois votre intelligence n'est pas atrophiée par les rivalités de métier — vous aurez compris que la société actuelle est à démolir, qu'elle n'est basée que sur le vol et l'exploitation la plus raffinée ; vous sentirez qu'il est de votre devoir et de votre intérêt de ne pas rester plus longtemps dans l'indifférence; vous viendrez avec nous grossir la cohésion des forces productives qui, bien solidarisées, marcheront, sans autorité ni contrainte, vers la transformation complète de la société économique actuelle.

Quant à la chambre syndicale, il ne tient qu'à elle de voir grossir le nombre de ses adhérents : ce serait d'abord de ne pas chercher à évincer les éléments révolutionnaires, d'éviter les questions de chapelle et de ne pas jouer au parlement.

Pas tant de paperasses, pas tant de hiérarchie, et la syndicale pourrait voir rentrer dans son sein des hommes dévoués à lui donner un nouvel essor.

A. Denéchère.

Exemples remarquables.

« Hier soir, vers dix heures, une foule de plus de mille personnes stationnait devant le commissariat du sieur Archer, faubourg Montmartre. « Enlevez la police ! » criaient les manifestants qui voulaient prendre d'assaut le commissariat. On dut fermer les portes de la rue pour se mettre en garde contre l'attaque de la foule menaçante. Voici la cause de cette manifestation. Des agents venaient de dresser une contravention à un ouvrier qui traînait une voiture non munie de lanterne. Ils le maltraitaient, et leur façon d'agir ayant révolté la foule, les spectateurs prirent parti pour la victime des argousins. Plusieurs arrestations ont été opérées non sans peine. » (*L'Intransigeant*, 7 juillet.)

« Une centaine de personnes criant et jetant des pierres contre les agents ont accompagné hier jusqu'au commissariat de police du quartier du Temple deux gardiens de la paix qui, malgré les efforts de la foule, menaient au poste un marchand ambulant et sa femme. Ceux-ci avaient étalé sur le trottoir quelques bibelots et, surpris par les agents, ils avaient pris la fuite. Ceux-ci, en se lançant à leur poursuite, avaient ameuté la foule, qui voulut délivrer les prisonniers. Devant la résistance des agents, elle se mit à les huer et à leur lancer toutes sortes de projectiles. Ce n'est qu'à grand'peine que l'ordre a été rétabli et que force est restée à la loi. Plusieurs arrestations ont été opérées. » (*Le Journal* du 13 juillet.)

Voilà d'excellents symptômes de l'affection croissante que le peuple éprouve à l'égard de la police.

République Argentine.

Depuis ces deux dernières années, le mouvement ouvrier a pris à Buenos-Ayres une direction tout à fait surprenante.

Le premier groupe socialiste date de 1882 et fut formé par des Allemands. En 1884, trois corporations vinrent grossir ce premier groupe. Ensuite, il en vint d'autres. Les anarchistes formèrent des groupes qui disparaissaient et se reconstituaient selon les circonstances ; mais, depuis un an particulièrement, le mouvement a pris des proportions auxquelles on ne s'attendait pas.

Les causes en sont multiples : d'abord, les désillusions éprouvées par les ouvriers qui pensaient faire fortune, et la crise qui n'a fait que s'accentuer depuis la fameuse révolution de 90 et qui les a entraînés à se grouper par métiers. De plus, l'écho des idées anarchistes, développées avec tant d'activité en Europe, est venu se répercuter jusqu'ici, et la persécution qui en est résultée a donné comme un regain d'activité, pendant que de nouveaux et jeunes éléments venaient nous donner la poussée dont l'effet se constate aujourd'hui.

Comme cela arrive habituellement, les vieux font place aux jeunes ; le *Vorwaerts*, qui fut le premier groupe, ayant perdu son allure révolutionnaire, n'a plus d'influence, reste stationnaire et ne peut plus que faire de la politique, ce à quoi il se voue, du reste, uniquement.

Néanmoins ils n'ont pas perdu leur ambition et ont vu se grouper autour d'eux quelques débris des partis socialistes d'Europe, venus ici — non comme les anarchistes qui sont des proscrits ou des déserteurs — mais sans doute aussi comme de vulgaires bourgeois, et cherchent inutilement à accaparer ce mouvement jeune, mais actif et indépendant.

Il y a actuellement ici près d'une trentaine de corporations organisées pour résister à la rapacité patronale ; les socialistes ont cherché à en former une fédération, avec cette éternelle ambition qui les caractérise de s'en faire un marchepied ; mais la plupart de ces corporations ne l'ont pas entendu de cette oreille et désirent rester indépendantes.

Les plus importants de ces groupements sont : les maçons, les boulangers, les peintres et les menuisiers ; chacun d'eux possède des éléments anarchistes, lesquels leur donnent une allure libertaire qui ne s'accordera jamais avec les politiciens du parti socialiste ; une partie des autres corporations ont adopté cette devise : « Plus de politique », ayant compris que le remède est ailleurs ; c'est un signe des temps qui n'est pas sans importance.

Le parti socialiste est représenté par deux journaux : le *Vorwaerts*, en allemand, n'ayant donc aucune influence sur la masse espagnole, française et italienne, et *La Vanguardia*, en espagnol très mal écrit, défendant bêtement ses théories, et appelé, dans ces conditions, à leur faire plus de mal que de bien.

Les anarchistes possèdent dans l'Argentine quatre journaux et une revue mensuelle : *El Perseguido*, qui est le plus répandu ; *El Oprimido*, à Lujan ; *La Verdad*, à Rosario ; *La Anarquia*, à La Plata, et *La Question Sociale*, paraissant tous les mois en italien et espagnol ; de plus, à Rosario va paraître un nouveau combattant, ainsi que dans un faubourg de Buenos-Ayres.

Jusqu'ici la propagande n'avait pénétré que parmi les Européens, mais il vient enfin de se former un groupe de jeunes étudiants avec des idées tout à fait anarchistes, convaincus qu'il n'y a rien à attendre de l'autorité du pouvoir ; serait-il socialiste, que cette autorité ne peut avoir qu'une influence néfaste sur la société. Spencer, à ce point de vue, fut leur dernière idole.

Maintenant il est à remarquer que tout ce mouvement s'est fait malgré le peu de liberté dont nous disposons, car ici l'arbitraire fleurit d'une façon qui peut paraître surprenante pour une république : il nous est absolument interdit de faire une réunion, quand, au contraire, les socialistes font ce qu'ils veulent sans être inquiétés ; cependant ils restent à patauger sur place, tandis que l'anarchie s'avance, insensible aux obstacles qu'on sème sur sa route.

DANS LES PUBLICATIONS

Journaux de langue allemande.

Prochainement paraîtra à Vienne un nouveau journal socialiste : la *Volkspresse*. Un numéro tous les quinze jours. Il semble devoir s'orienter plutôt vers la tolérance à l'égard des socialistes dissidents et des anarchistes. La devise du journal est : « La liberté économique est le fondement de la liberté politique. »

Der Sozialist, à qui est empruntée la nouvelle ci-dessus, reparaît hebdomadairement à Berlin depuis le 17 août. Dans l'article programme : « Le *Sozialist*, comme toute production de la presse, ne peut combattre que par la parole. Mais autre chose est la parole qui demeure éternellement une parole, autre chose la parole féconde et qui enfante l'acte. »

Le *Sozialist* en sa forme nouvelle est augmenté d'un supplément littéraire, où sont mis à contribution les vivants et les morts et qui montre que les plus hautes et les plus belles conceptions des philosophes et des poètes ne sont point nécessairement réservées aux seuls bourgeois incapables de les comprendre.

* *

Du même journal, un article sur le déchaînement de militarisme pour le jubilé de Sedan et cette lettre à rapprocher du livre récent où Tolstoï, à propos d'un admirable moujik qui refusa le service militaire, apprécie comme il sied l'armée et toute la race des autocrates moscovites, longue suite de brutes sanglantes imbéciles et alcooliques. C'est, ici, la lettre adressée à son supérieur hiérarchique par un médecin militaire autrichien qui refuse de continuer son service.

« J'aurais dû vous communiquer oralement ce que je vous écris ici. Mais je me sers de la plume parce que je crains de ne pas pouvoir m'exprimer directement avec autant de clarté. J'ai résolu de m'abstenir désormais de mon service militaire ; j'ai résolu de cesser, dans le sens le plus complet du mot, d'être un soldat. A l'avenir, je ne porterai plus l'uniforme et je ne ferai plus, quel qu'il soit, mon service à l'hôpital, parce que cela est contraire à ma conviction, à ma façon de penser, à ma conscience, à mes idées religieuses.

« Je suis chrétien et, comme tel, ne puis soutenir le militarisme ni par des paroles, ni par des actes. Je l'avais fait jusqu'ici parce que je n'avais pas assez de force d'âme pour m'opposer seul à une puissance aussi considérable que cette institution. Ma résolution est prise maintenant, non pas dans un moment de surexcitation, mais après des années de réflexion et d'effort.

« Je sais clairement à quel point ma détermination paraîtra nécessairement insensée et coupable aux personnes appartenant à l'armée. Je sais aussi que j'en porterai lourdement la peine ; mais je suis sous la protection d'une puissance qui est plus haute que toutes les grandes puissances de l'Europe. Ma volonté est purement et simplement une exigence de la vérité et de l'unique vérité qui consiste à me consacrer à Dieu. Cette vérité m'enjoint de ne pas me courber plus longtemps sous le joug universel qui pèse aujourd'hui sur l'humanité.

« J'attendrai dans ma chambre que vous m'y envoyiez vos ordres.

« Dr Albert Sharvan. »

Le révolté chrétien a été privé de son grade et de son diplôme, et condamné à trois mois de prison dure. On ne sait pas si les juges ont fait appel au christianisme pour le condamner.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le samedi 5 octobre 1895, au quartier de Grenelle, salle du Centenaire, *Grand Meeting* donné par le journal *Sur le Trimard*, organe des revendications des Sans-Travail.

Orateurs inscrits : Auzias, Tortellier, Bourdon, Brunet, Novi, etc.

Orateurs invités : Thévenin, la citoyenne Paule Minck, Stern, Holde, Yves Guyot, Georges Berry, Murmain, Sébastien Faure, Baniols, etc., ainsi que les chefs socialistes : Jean Jaurès, Ernest Chauvière, Alphonse Humbert, Guesde, Vaillant, et les chefs du Parti ouvrier : Jean Allemane, Faberot, Chauvin, etc.

Sujet traité :

La grève de Carmaux et le socialisme parlementaire.

Entrée du meeting : 30 centimes.

PETITE CORRESPONDANCE

Granger. — Les *Chants du Peuple* ne sont pas en vente aux *Temps Nouveaux*.

Giraudon. — Ai envoyé à Gaynon. Les *Paroles d'un Révolté* sont toujours les mêmes.

Recolin. — Reçu articles. Utiliserons ; merci. Je ne connais pas le moyen de se procurer les déclarations en question.

Sartoris. — Recevrez *Conquête du Pain*.

Jamin. — Reçu extraits. Merci.

J. Caray. — Reçu extraits. Merci.

J. Mis. — Reçu ; merci.

A. Meert. — Il vous a été expédié 70 exemplaires du n° 1 au n° 20.

B., à Lamastre. — L'abonnement vous sera servi.

S. D., à Montluçon. — R., à Valence. — C., à Saint-Quentin. — M., à Troyes. — M., à Lille. — D., à Amiens. — M., à Sedan. — C., à Toulon. — B., à Limoges. — C., à Béziers. — L., à Roubaix. — S., à Ensival. — F., à Saint-Denis. — M., à Rennes. — C., à St-Imier. — N., à Toulouse. — M., à Reims. — G., à Carmaux. — T. G., à l'Arbresle. — P. B., à Lamastre. — D., au Havre. — B., à Keranfurust. — V., à Marseille. — L., à Amiens. — B., à Marseille. — D., à Marcq-en-Barœul. — P., au Buisson. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

PREMIÈRE ANNÉE, N° 22 DIX CENTIMES DU 28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES ANARCHISTES

SONT LES SEULS SOCIALISTES

Dans un de nos premiers numéros, le camarade Hamon posait cette question : « Les anarchistes sont-ils des socialistes? » et il concluait par l'affirmative.

Cette question était motivée par ce fait que les pseudo-socialistes parlementaires, à chaque instant, jurent leurs grands dieux n'avoir rien de commun avec les anarchistes, refusant à ces derniers le droit de se réclamer du mouvement socialiste.

Dans leurs journaux, les uns avec fiel et mauvaise foi, comme un certain M. Sarraut ou un certain M. Bouygard, dans le *Peuple* de Lyon, d'autres courtoisement, comme M. P. Lagarde, dans le numéro de mai de la *Revue Socialiste*, tous veulent s'arroger, pour eux et leur coterie, la propriété exclusive de l'épithète socialiste; il faut les voir se débattre, pour prouver que les anarchistes n'ont aucun droit à ce vocable!

Les fielleux, inutile de leur répondre; mais voyons les arguments de ceux qui sont sincères.

Prenons, par exemple, un article de M. Lagarde dans la *Revue Socialiste :*

« Ce besoin que nous ressentons pour la société de demain d'une « boussole », d'une direction, d'une organisation, c'est avec de fondamentales différences dans les moyens d'atteindre notre idéal, assez pour différencier socialistes et anarchistes; aussi lisons-nous avec étonnement ce titre d'une étude de A. Hamon que publie la *Société Nouvelle* et qui, ces jours-ci, paraîtra en tête d'un livre : « Psychologie de l'*anarchiste-socialiste*. »

« ... Mais la précision parfaite eût voulu la suppression dans le titre du mot socialiste. Il y a là une certaine confusion, si l'on s'en tient aux termes généralement adoptés. »

Dans ce qui précède, nous voyons bien des affirmations et dénégations, mais comme argumentation, c'est maigre. Affirmer que c'est faire « une certaine confusion que d'accoler le nom de socialiste à celui d'anarchiste », ne dit pas pourquoi c'est une confusion.

⁂

Eh bien! mais nous ne demanderons pas si les anarchistes sont des socialistes; la question que nous poserons fera crier bien davantage ceux qui se croient offensés d'être confondus avec les anarchistes. Nous demanderons si, à l'heure actuelle, ceux qui dénient aux anarchistes le droit de s'appeler socialistes sont bien fondés dans leur prétention de parler « au nom du socialisme »? si ce ne sont pas eux qui usurpent un titre qui ne leur appartient pas?

Que voulaient ceux que, jusqu'à présent, on s'est accordé à saluer du nom de socialistes? Quel but poursuivaient les Morelly, les Morus, les Campanella, les Buonarotti, les Babeuf, les Fourier, et tant d'autres dont les noms nous échappent? — La transformation complète de la société, le bien-être pour tous, le nivellement des inégalités, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Tous, également, voulaient la liberté, mais, n'ayant pas compris que la vraie liberté consiste à ne pas avoir d'entraves, ils s'ingénièrent tellement à vouloir réglementer cette liberté, que leur système n'aurait été qu'une tyrannie nouvelle, s'ils eussent pu l'appliquer. L'intention, seule, était bonne, les moyens étaient mauvais.

Et c'est ici que les pseudo-socialistes triomphent, et nous disent : « Vous voyez bien que c'est nous qui sommes leurs continuateurs, puisque, vous autres, vous ne voulez même pas d'organisation dans votre société! »

Tout beau! messieurs, s'il ne s'agissait que d'être partisan de l'autorité pour avoir le droit de s'appeler socialiste, les bourgeois, eux aussi, y auraient autant de droits que vous.

Mais, pour arriver à cette société idéale qu'ils prêchaient, les Morelly, les Buonarotti voulaient la disparition de la société présente, et cette disparition, ils la voulaient absolue, complète, et ils ne se contentaient pas de la prêcher pour un avenir plus ou moins lointain, ils travaillaient à réaliser leur programme, et ils y travaillaient de si bon cœur que les gouvernants de leur époque les persécutèrent, les emprisonnèrent, et en exécutèrent.

Or, que veulent les anarchistes? — La transformation complète de la société, le bien-être pour tous, le nivellement des inégalités, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté la plus complète pour tous! avec cette différence qu'ayant compris que, l'autorité étant nuisible aussi bien à ceux qui s'en servent qu'à ceux contre qui elle est utilisée, nous voulons la briser entre quelques mains que ce soit.

Mais, ce qui nous fait bien semblables à eux, ce qui prouve que nous sommes bien leurs continuateurs, c'est que, comme les gouvernants de jadis le faisaient contre les vrais socialistes, les gouvernants d'aujourd'hui nous traquent, non seulement quand nous essayons de nous révolter, — ce qui serait compréhensible, ils ne feraient que se défendre, — mais nous emprisonnent et il n'a pu tenir qu'à un fil qu'ils ne nous envoyassent tous au bagne, pour avoir voulu faire des spéculations plus ou moins abstraites sur la question sociale, et la société de l'avenir.

Quant à ceux qui s'intitulent socialistes proprement dits, que font-ils et que veulent-ils? — Ils veulent bien — ils le disent du moins — la disparition de l'exploitation, l'égalité pour tous, la suppression des privilèges, *mais*, ne prenant que ce qu'il y avait de mauvais dans les anciennes conceptions socialistes, ils se disent partisans de la liberté, mais veulent s'emparer de l'autorité sous laquelle ils veulent plier tout le monde.

D'autre part, s'accommodant des institutions actuelles, ils ont, graduellement, éliminé ce qu'il y avait de socialiste dans leur programme, pour se mêler à toutes les luttes politiques. Leur idéal socialiste est relégué à un avenir plus ou moins éloigné, pour s'adonner à ce qu'ils appellent la « conquête des pouvoirs publics », et ils en viennent à prêcher le replâtrage de la société actuelle, afin de se faire un tremplin électoral pour s'attirer les gogos d'électeurs.

Une grande marge séparait autrefois les socialistes de la tourbe politicienne de leur temps, leur programme était inconciliable et les empêchait de se confondre avec les partisans du *statu quo*. La plupart des socialistes d'aujourd'hui, même de ceux qui s'intitulent révolutionnaires, se confondent facilement avec les politiciens bourgeois.

Peu à peu, ils s'immiscent dans les fonctions publiques de la société actuelle, prennent part à son fonctionnement, et en deviennent les rouages dociles, jusqu'à ce qu'ils en soient les défenseurs avérés. Ce ne sont plus que de vulgaires politiciens, prenant part à tous les tripotages électoraux, se servant de l'étiquette du socialisme pour mentir à leurs électeurs.

Héritiers des Rouher, des Emile Ollivier, des Favre et des Darimon, oui; des Buonarotti et des Campanella, jamais!

Et ce mot de socialisme n'est pas le seul qui ait été dérivé de sa véritable signification. Est-ce que, pour les premiers républicains, le mot de République ne signifiait pas un état social de liberté et d'égalité? Est-ce que les sans-culottes de 92, les insurgés de 1848, ne voyaient pas, dans l'avènement de la République, la fin de leur exploitation et de leur asservissement?

S'il était permis, à ceux qui se firent tuer sur les barricades pour la réalisation de ce mot, de revenir et de voir cette salade d'appétits qui nous gouverne, nul doute qu'ils se refusassent à reconnaître cela pour leur idéal, qu'ils avaient rêvé si sublime et si humanitaire.

Les mots et les étiquettes sont souvent détournés de leur véritable signification. Plus d'une fois, les partis politiques leur ont fait signifier tout autre chose que ne le voulait leur signification primitive. Et en comparant ce que nous avons fait, ce que nous voulons, ce que nous disons, avec ce que font, ce que veulent et ce que disent les socialistes parlementaires ou autoritaires, nous avons le droit de leur dire que ce sont eux qui salissent le mot de socialisme en le mêlant à leurs tripotages louches du parlementarisme, que ce sont les anarchistes seuls qui sont les héritiers directs du socialisme d'autrefois.

J. GRAVE.

LE SUFFRAGE

Nous avons reçu de notre collaborateur Fernand Pelloutier la lettre suivante, que nous nous empressons de reproduire pour dissiper le malentendu qui s'était produit entre nous au sujet de son article : « Les Réformes partielles. »

Chers camarades,

La lecture de votre note sur les « Réformes partielles » m'avait causé une crainte : celle que mon article me fît considérer comme partisan d'un système *quelconque* de législation. Une seconde lecture m'a rassuré, et, d'un mot, je vais dissiper toute équivoque. « J'ai, dites-vous, exprimé l'avis que le « suffrage universel n'est mauvais que par ses ré- « sultats, et, par suite, lui ai reconnu la possibilité, « au moyen d'une bonne éducation des électeurs, « de produire d'heureux effets. »

Je vous félicite, mes chers camarades, de respecter assez la liberté de vos collaborateurs pour insérer des articles exprimant une pareille opinion. Mais, par bonheur, ce n'est pas du mien qu'il s'agit. Loin de proclamer le suffrage mauvais uniquement parce que ses résultats sont détestables, j'ai dit que l'argument serait de piètre valeur qui ne condamnerait le suffrage que parce qu'il a des effets condamnables. Et tout mon article a tendu à le condamner avec des arguments plus solides.

Or, ces arguments ont été de deux sortes : pour ce qui regarde le temps présent, les hommes appelés à se servir du suffrage fussent-ils *idéalement* aptes à en user avec intelligence que les conditions économiques où nous vivons déjoueraient tous leurs efforts. Pour le temps futur, c'est-à-dire dans l'hypothèse où les conditions économiques elles-mêmes permettraient un exercice intelligent du suffrage, le suffrage deviendrait *ipso facto* absolument inutile, puisque facultés humaines et conditions sociales s'accorderaient pour donner à l'homme le moyen de faire ses affaires lui-même.

Donc, mauvais ou inutile : tel est, à mon sens, le suffrage. Et mon article le dit expressément. Ne sommes-nous pas d'accord ? Il me serait agréable, mes chers camarades, qu'on ne me croie pas, si peu que ce soit, imbu du principe d'autorité ni partisan le moins du monde de n'importe quelle forme de suffrage. Je serais surtout inexcusable, moi qui vois de près ce que peuvent faire les groupements librement constitués et librement dissous.

Un mot encore. J'ai très bien pris garde que le fait de déléguer à quelqu'un le pouvoir de légiférer constitue une aliénation de la liberté. Mais, étant mêlé au mouvement social, je sais le peu de valeur qu'ont ces arguments philosophiques sur l'esprit public. Moi qui vis avec le peuple et qui crois la révolution *prochaine*, je crois nécessaire de combattre le suffrage, c'est-à-dire la délégation de l'autorité personnelle, avec des arguments plus terre à terre, mais qui touchent plus fortement. J'estime que, pour aller vite, il vaut mieux parler d'abord au ventre de l'homme qu'à son cœur. Qu'il s'affranchisse d'abord par l'empire des besoins matériels, ce sera un progrès immense. Il aura toujours le temps ensuite d'épurer, d'élever cet affranchissement. Détruire, prendre son lot : c'est là son œuvre la plus pressante; le reste viendra comme par surcroît.

Cordialement,

Fernand Pelloutier.

A BIRIBI

Biribi. — Notes d'un caporal.

On connaît l'évasion du chasseur Chédel, ce malheureux qui se constitua prisonnier au caporal-assassin Gally.

On sait aussi que ce malheureux est mort *pour la patrie*.

Pour donner une faible idée de ce qu'endurent les disciplinaires, je ne vais citer qu'un fait du terrible drame qui se déroule encore en nos pays civilisés.

Celui qui en fut l'acteur n'a pas été tué comme le soldat Chédel, mais il n'en vaut, je crois, guère mieux.

C'est vers la fin de janvier 1893, au Kef, à la section de discipline : le nommé Quesnel, de la 3e compagnie, est tellement épouvanté de ce qui se passe à la discipline, qu'il préfère rallonger son congé de plusieurs années, pour ne pas terminer les quelques mois qu'il lui reste à faire.

Or, pendant une nuit, il réussit à s'évader du marabout des disciplinaires, essuie deux coups de feu de la sentinelle (d'après lui, si le factionnaire avait visé vingt centimètres plus bas, il était atteint) et va se cacher — sachant qu'en Tunisie la désertion est presque impossible — dans une maison cantonnière abandonnée, située sur la route de Kairouan, à cinq kilomètres du Kef.

Pendant trois jours et trois nuits, il resta terré dans cette baraque.

La faim dut le prendre aux entrailles, la soif dut le prendre à la gorge; néanmoins, il eut le courage de rester pendant le laps de temps qu'il faut pour être porté déserteur, puis il vint se constituer prisonnier à la Casbah, au Kef.

Résultat : Désertion à l'étranger en temps de paix : Trois ans de prison!

Et lorsqu'il rentrera dans la vie civile, — s'il en revient! — il sera stigmatisé pour toujours aux yeux des honnêtes gens.

* * *

Veut-on savoir quelle était la distraction des sous-officiers de la 6e compagnie du 3e bataillon d'Afrique, en garnison à Souk-el-Djemâa en 1892, lorsque, chose rare, ils ne se soûlaient pas?

En voici un petit exemple, qui montrera jusqu'à quel point peut aller ce que l'on appelle l'esprit d'abnégation du sous-off.

J'ai appris, vivant dans ce milieu, que ce que l'on appelait un bon sous-officier, c'était un personnage qui avait fait abnégation de tout, que sa vie était une existence de sacrifice, de renoncement...

Et, je comprends mieux maintenant, je comprends davantage, car je sais que ces gens, pour rester à faire ce métier, ont fait abnégation de tout ce qui les rattachait à l'espèce humaine, qu'ils ont renoncé à tout sentiment de dignité, qu'ils accomplissent froidement des crimes dignes de l'Inquisition, et qu'ils subissent aussi toutes sortes d'humiliations.

Au commencement de 1892, il était un pauvre hère du nom de Séraut; cet homme, qui était phtisique, était, pour me servir d'une expression de là-bas, toujours « foutu comme l'as de pique ». De plus, il avait continuellement des excoriations aux pieds et aux jambes, qui jamais ne guérissaient.

Aussi, tous les jours, à l'exercice, faisait-il triste mine.

Comme, dans ce charmant et noble métier, on doit apprendre à ne plus marcher comme dans le civil, son intelligence et aussi ses plaies ne lui permirent pas de savoir.

Aussi, son sergent, le sergent Lemoine, lui fournissait-il plus que sa quote-part de coups de pieds, de coups de bâton et de coups de crosse!

Mais comme Séraut persistait à ne pas savoir *accentuer les deux premiers pas*, le sergent imagina un « truc », pour le lui apprendre.

Dans un bout du terrain de manœuvres, il y a une sorte de lac, surnommé par les soldats le *Tombeau des Jules*.

C'est là que, chaque matin, les indisciplinés vont secouer les oreilles de ces trop fameux « Jules ».

Ce lac, par sa vue et son odeur, n'a rien de bien agréable; c'est pourquoi ce *farceur* de Lemoine l'avait choisi pour terrain de ses exploits.

Il prenait Séraut à part, le faisait mettre au port d'armes, baïonnette au canon et commandait : Pas gymnastique!

Le pauvre clampin se mettait en mouvement, et lorsque, vanné, essoufflé, haletant après deux ou trois tours du terrain de manœuvres, il passait tout près du Tombeau des Jules, le sergent lui lançait sa crosse de fusil au travers des jambes, ce qui avait pour résultat d'envoyer dinguer ce malheureux au beau milieu du lac de moutarde.

Véritablement, c'était très drôle : l'opération recommençait deux ou trois fois et on remettait la prochaine séance au lendemain.

Séraut était un malade : peut-être est-ce une excuse pour la patience dont il fit preuve? mais je sais que s'il m'avait fallu subir seulement une distraction du genre de celle-ci, je me serais souvenu que j'étais encore un homme et que j'avais une baïonnette.

A. Gauthey.

DES FAITS

Nos primitifs.

Pas n'est besoin, comme le fait Elie Reclus dans son beau livre *Les Primitifs*, de poursuivre des études d'ethnologie chez les Hyperboréens orientaux et occidentaux, chez les Apaches, chez les Monticoles des Nilgherris, chez les Naïrs et les Khonds pour connaître ce que furent, dans la nuit des temps, les mœurs et la psychologie des civilisés d'aujourd'hui. Il suffit d'examiner de près la société dans la période de décrépitude dans laquelle elle est engagée en ce moment; par un remarquable phénomène de régression, le capitaliste d'aujourd'hui nous fait revivre la partie vulgaire de la vie de nos ancêtres préhistoriques.

A l'occasion de l'émigration aux Etats-Unis des ouvriers diamantaires d'Anvers et d'Amsterdam, les journaux américains nous montrent le rôle immense que le diamant joue dans l'existence des trafiquants enrichis de New-York et de Chicago.

Un des grands bijoutiers de Maiden Lane assure que la valeur des diamants des dames de New-York n'atteint pas moins d'un milliard de dollars. Les femmes et les filles des Vanderbilt en ont à elles seules pour 3 millions de dollars (quinze millions de francs) et il en est de même des femmes et des filles des Astor.

Mme Vanderbilt porte, les jours de grande toilette, un collier de 190.000 dollars et Mme Martin Bradley se met dans les cheveux, les jours de grand étalage, une couronne en diamants que son mari a payée 1.250.000 francs. Les filles de Whitney, l'ancien secrétaire de la marine, évaluent leurs bijoux à 100.000 dollars.

La femme de Hutington, l'un des rois des chemins de fer, a une paire de boucles d'oreilles de 50.000 dollars, et une broche de Mme Robert Winthrop n'a pas coûté moins de 150.000 dollars.

Les femmes ne sont pas seules à avoir conservé les mœurs des Hurons et des Sioux; la psychologie de leurs maris et de leurs fils n'est guère supérieure à la leur. La mode n'est peut-être plus absolument celle d'il y a vingt ans; les jeunes Vanderbilt et les jeunes Astor ne se piquent plus dans la cravate, comme le faisait le *boss* Tweed, des épingles de 10.000 dollars. Mais ce qu'ils ont inventé ne décèle guère un plus haut degré de culture.

Le grand chic, du côté des hommes, est de faire porter des diamants par les chiens et les chevaux. On cite le nom d'un millionnaire de New-York, qui payait dernièrement 150.000 dollars un collier pour son chien favori. Potter, le gendre de Havemeyer, le « baron du sucre », introduit la mode des fouets ornés de diamants. Le manche du fouet qui sert à exciter ses chevaux est garni d'un diamant de 300 dollars et cet exemple est suivi par les clubmen en vue.

Et tout ce monde-là sera sans doute très étonné lorsqu'il se trouvera au bord du gouffre!

(*Justice*, 4 juillet.)

* * *

Le travail des enfants à Londres.

Le département du travail de l'Office du Commerce s'est occupé de l'examen de l'intéressante question : « Comment se répartissent les enfants « qui passent directement de l'école dans une pro-

« fession, sur les différentes branches de l'industrie « et du commerce? »

Il fit dresser une statistique précise pendant une année par les autorités scolaires d'Angleterre et du pays de Galles.

Les résultats de la statistique du Comité de Londres sont déjà connus; en voici les chiffres les plus importants.

Le chiffre moyen des élèves s'élevait sur les listes de ce comité pendant l'année 1893-94 à 301.557, dont 101.591 (51.404 garçons et 50.187 filles) furent rayés des listes des diverses écoles dans le cours de cette année.

Mais, de ce grand nombre, il faut en défalquer au moins 66.000, qui ne firent que changer d'école ou passer dans des instituts plus élevés ou bien encore décédèrent.

Il put être établi que 35.553 enfants (18.252 garçons et 17.301 filles) entrèrent dans un métier.

De 18.252 garçons, 1.505 restèrent chez eux, soit pour s'y livrer à une occupation domestique, soit pour attendre une place.

La plupart des autres, plus de 11.000, devinrent messagers, porteurs de dépêches, garçons de courses, colporteurs, vendeurs de journaux, etc., 765 copistes, employés ou commis; 5.000 seulement ou 27 0/0 devinrent apprentis dans un travail de main ou de fabrique.

Bien que du grand nombre des garçons occupés dans les métiers de « distribution » une partie notable passe dans les métiers de « production », après un certain temps, il ressort clairement des chiffres cette tendance que le nombre des ouvriers augmente toujours dans la sphère de la distribution et que *la force de travail humaine est de plus en plus remplacée dans la production par la force mécanique.*

Un spectacle analogue présentent les 17.301 filles, dont 4.320 devinrent servantes, 8.437 ou presque la moitié de la totalité restèrent à la maison, occupées à toute espèce d'occupations domestiques. Du reste, 2.084 entrèrent dans l'industrie du vêtement, tandis que 642 devinrent institutrices, écrivains ou employées.

(*Justice*, 19 mai 1895.)

* *

Une mine en feu.

Sous ce titre et sous la signature de son rédacteur, M. Guyot, le journal *Lens-Liévin* pose les questions suivantes :

Est-il vrai :

1° Qu'une veine très importante d'une fosse exploitée par une compagnie houillère du Pas-de-Calais soit en ignition depuis plusieurs semaines?

2° Que chaque jour l'on soit forcé de descendre certaines quantités d'éther pour faire reprendre connaissance aux ouvriers et même aux ingénieurs qui ne peuvent supporter l'action des émanations délétères qui se dégagent du foyer?

3° Que l'on ait menacé de renvoi tout ouvrier qui refuserait, même étant incommodé, de concourir aux travaux de déboisage exécutés pour entraver la marche du feu? « Que la même menace ait été « faite et serait certainement tenue à l'égard de tout « ouvrier qui soufflerait mot de cet incendie? »

4° Qu'au su et au vu de maints et maints mineurs, les causes de cette catastrophe incombent uniquement aux ingénieurs, les mêmes qui accusaient les délégués mineurs de vouloir faire sauter les puits?

5° Y a-t-il eu, oui ou non, descente d'un ingénieur de l'Etat le « lundi 18 mars »? Cet ingénieur de l'Etat ayant dû nécessairement aviser ses supérieurs hiérarchiques de la situation constatée, serait-il indiscret de demander la communication de ses conclusions?

6° La compagnie en question pourrait-elle prouver qu'elle a pris toutes les précautions nécessaires pour, en cette occurrence, préserver ses ouvriers des accidents les plus terribles?

(*Justice*, 3 thermidor 1895.)

* *

L'évaluation des biens laissés par Jay Gould, « le roi des chemins de fer », vient d'être faite.

Elle s'élève exactement à 80 millions 934.580 dollars, soit plus de 400 millions de francs.

En supposant qu'un ouvrier gagne 1.000 francs par an, — ce qui n'a rien d'exagéré, pensons-nous, — il faudrait 400.000 années de travail pour épuiser cette formidable fortune.

Or, si l'on admet qu'un ouvrier puisse travailler quarante années consécutives, il faudrait 10.000 ouvriers pour amasser cette fortune.

Voilà ce que produit l'ordre capitaliste. Un homme peut posséder une fortune égale à celle que dix mille autres mettraient quarante ans à produire.

C'est ce que les économistes bourgeois appellent « s'enrichir par le travail ». Le travail... des autres.

(*Intransigeant*, 15 janvier 1895.)

MOUVEMENT SOCIAL

Le chômage (1).

Pour faire suite à notre enquête sur la situation de la classe ouvrière en France, nous publions ci-après un état statistique du chômage dans les différentes industries. Nous pourrons ensuite démontrer que cette armée de sans-travail, entretenue à dessein par les classes possédantes, leur sert à faire une baisse continue dans les salaires.

Nous publions à l'appui de notre argumentation le nombre d'heures de travail fourni par chaque ouvrier par semaine ou par jour.

Ces divers renseignements sont établis d'après les chiffres fournis 1° par les chambres syndicales ouvrières ou patronales; 2° par les chambres de commerce; 3° par les conseils de prud'hommes et par les correspondants.

Chez les boulangers, le chômage atteint en moyenne 13 0/0 des membres de cette corporation; ceux qui travaillent régulièrement sont occupés de 90 à 98 heures par semaine, avec un jour de repos par quinzaine. Chez les cuisiniers-pâtissiers, on constate un rapport de 14 0/0 de chômeurs, s'élevant, dans certains mois de l'année, jusqu'à 20 0/0; le travail moyen est de 12 heures par jour.

Le chômage dans l'alimentation (sucrerie, fromagerie, féculerie, brasserie, salaisons, chocolaterie, etc., etc.) varie de 8 à 20 0/0; certaine de ces industries, telles les sucreries, licencie une partie de son personnel à certaines époques de l'année. La durée moyenne du travail est de 10 à 12 heures par jour.

Dans l'industrie des cuirs (tanneurs et mégissiers), le chômage varie entre 8 et 20 0/0, avec une moyenne de 14 0/0 de chômeurs. Le plus fort du chômage a lieu l'hiver; la durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine environ. Les cordonniers ont des hauts et des bas, passant de 29 0/0 en mars à 3 0/0 en juillet; la moyenne atteint 17 0/0 de chômeurs; la durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine. Les gantiers accusent 12 0/0 de chômeurs.

Industrie du livre. — Les typographes donnent une moyenne de 19 0/0 de chômeurs, l'élément féminin tend de plus en plus à remplacer le travail des hommes; durée moyenne du travail : 60 heures par semaine. Dans la papeterie, la reliure, le cartonnage, le nombre des chômeurs s'estime à 6 0/0; le travail est, là aussi, le plus souvent fait par des femmes.

Industrie textile. — Les tisseurs mécaniques ont une moyenne de 9 0/0 de chômeurs; durée du travail : 66 à 72 heures par semaine. Chez les tisseurs à la main, le chômage s'est élevé jusqu'à 20 0/0 en janvier dernier; la moyenne est de 10 0/0; quant à la durée du travail, elle atteint parfois 90 heures; la moyenne est de 66 à 72 heures par semaine. Les teinturiers chôment dans un rapport de 10 0/0. Les chapeliers ont 15 0/0 de chômeurs; la durée du travail, qui est de 72 heures par semaine dans les grandes usines, n'est guère de plus de 40 heures dans les petites fabriques. Les bonnetiers, 6 0/0 de chômeurs. Le travail est irrégulier suivant les saisons chez les tailleurs; quant aux tapissiers, ils ont jusqu'à 19 0/0 des leurs sans travail : la durée du travail est de 60 à 66 heures par semaine.

Industries du bois. — Les charpentiers subissent, eux aussi, l'effet de la morte-saison. Régulièrement, pendant cinq mois de l'année, 50 0/0 des leurs sont inoccupés; la moyenne constante est d'environ 10 0/0. La durée de travail est de 60 à 66 heures par semaine.

Les menuisiers ont une moyenne de 15 0/0 de chômeurs; là aussi la morte-saison se fait sentir; durée du travail : 60 à 66 heures par semaine. Les charrons, 11 0/0 de chômeurs; travail, environ 65 heures par semaine. Les tonneliers ont régulièrement 33 0/0 de chômeurs, excepté pendant 2 à 3 mois de l'année (à l'époque des vendanges), où ils trouvent à peu près tous à s'occuper; durée du travail : 60 à 66 heures par semaine.

Les industries secondaires du bois donnent : l'ameublement, 10 0/0; les boutonniers, 6 0/0 de chômeurs. Les sabotiers-galochiers varient de 29 0/0 à 6 0/0. Les brossiers, vanniers, bouchonniers, 8 0/0. Le travail est très irrégulier dans ces différentes spécialités.

Métaux. — Les métallurgistes chôment dans le rapport de 10 0/0; la durée du travail, suivant les régions, varie de 60 à 72 heures par semaine. Les mouleurs, 10 0/0 de chômeurs; durée du travail : 65 heures par semaine.

Mécaniciens, 10 0/0 de chômeurs; chaudronniers, 12 0/0; durée moyenne du travail : 60 à 66 heures par semaine. Les ouvriers en instruments de précision, 80 0/0; les ferblantiers, 90 0/0 avec 60 heures de travail par semaine. Dans ces dernières industries, certaines régions souffrent plus fortement du chômage. Les départements les plus éprouvés sont le Nord, les Ardennes et le bassin de la Loire.

Industrie du bâtiment. — Les maçons ont une moyenne de 15 0/0 de chômeurs durant la bonne saison; pendant 3 à 4 mois de l'année, cette moyenne s'élève à 64 0/0 (on sait que l'hiver suspend les travaux de maçonnerie); la durée du travail est de 66 à 72 heures. Chez les tailleurs de pierre, même résultat : cessation de travail pendant l'hiver; moyenne de 14 0/0 de chômeurs. Les plombiers-couvreurs, les peintres, les serruriers, etc., se trouvent dans le même cas. Toutes ces différentes corporations ne travaillent qu'environ 8 mois par an; la durée moyenne du travail, de 60 à 66 heures en saison, descend à 35 et 30 heures en hiver.

Les faïenciers-potiers ont un travail très inégal suivant les régions; la moyenne des chômeurs est de 6 0/0, et la durée du travail de 48 à 72 heures par semaine; moyenne ordinaire : 60 heures.

15 0/0 des porcelainiers sont inoccupés.

Chez les verriers, le travail est très rare, principalement dans le Nord, où on constate jusqu'à 22 0/0 de chômeurs en moyenne; ce chiffre se réduit à 12 0/0 dans certains centres où l'on a établi un roulement entre les équipes, de manière à répartir le chômage; la durée du travail est de 12 heures par jour.

Dans l'industrie des transports (par eau ou par terre), 8 0/0 et jusqu'à 20 0/0 pendant la mauvaise saison; la durée du travail est très inégale suivant la température; elle varie de 72 à 100 heures par semaine. Les déchargeurs ont 18 0/0 des leurs inoccupés; les cochers, charretiers, 5 0/0. Les comptables, employés de commerce, commis, etc., comptent 9 0/0 de chômeurs; la durée du travail est très variable suivant les régions et les industries.

La situation exceptionnelle des mineurs au point de vue du chômage et de la durée du travail variant suivant les contrées et les besoins des capitalistes, nous publierons une étude spéciale sur cette catégorie si intéressante du prolétariat.

Une fois ce travail terminé et en examinant bien la situation du prolétariat au point de vue du chômage, nous pourrons alors établir que la journée de huit heures, seule réforme qui puisse être réalisée en régime capitaliste, suivant Jules Guesde (1), n'est encore qu'un leurre et un moyen de jeter de la poudre aux yeux de cet excellent M. Votard.

P. Delesalle.

* *

Marseille. — Le bruit avait couru dernièrement que notre ami Sébastien Faure avait été mordu par un chien enragé. Le bruit s'est confirmé depuis. Ce chien enragé n'est autre que le commissaire de police de Marseille qui a, par la même

---

(1) Cet état statistique porte sur une année (de juillet 1894 à juillet 1895) et est extrait du *Bulletin de l'Office du Travail*.

(1) Proposition de loi sur la journée de huit heures, déposée par J. Guesde.

occasion, happé le camarade Matha. Leur crime? On ne sait trop; mais on prétend qu'ils auraient été surpris au moment où ils tentaient de faire sauter la sardine, la fameuse sardine de la Cannebière.

A. G.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Reçu 2 francs de Bruxelles « pour le bonheur du compagnon Allard et de sa femme ».

Vient de paraître chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot : *L'Immoralité de la Science*, par M. Golberg. (En vente dans nos bureaux.)

Paraîtra le 1er octobre prochain l'*Almanach du Père Peinard pour 1896*.

L'exemplaire : 0 fr. 25, par la poste 0 fr. 35 cent. Adresser les demandes et tout ce qui concerne l'*Almanach* aux bureaux de la *Sociale*, 15, rue Lavieuville et aux bureaux des *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

PETITE CORRESPONDANCE

Ciencia Social. — Commission faite à maison Savine.

Mauduit. — Avions bien reçu les 2 francs.

Montagard. — J'ai remboursé la *Revue Blanche*.

Demé. — Vous avez reçu douze exemplaires par chaque numéro à partir du n° 16. Les invendus ne sont pas compris. Veuillez les distribuer.

Romans-Ville. — Entendu.

Guérin, Villeneuve. — Entendu.

Moussier. — Vous ai fait un nouvel envoi du n° 20.

J. H., à Weir City. — E., à Lyon. — H., à Nancy. — Agence, à Genève. — F., à Saint-Etienne. — S. D., à Montluçon. — M., à Lyon. — M., à Annecy. — V. D., à Montluçon. — B., à Brive. — M., à Avignon. — M., à Vienne. — C., à Nancy. — Ph., à Anvers. — G., à Villefranche. — M. V., à Oyonnax. — Ch., à Marseille. — J. M., à Reims. — H., à Renazé. — M., à Nonancourt. — F., à Liège. — Ch. R., à Lisbonne. — F. L., à Biarritz... Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Mémoire de la Fédération jurassienne.	3 »
Le Salariat	» 10
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus*	» 10
Le 11 novembre (*eau-forte*)	1 75
Bakounine (*burin*)	» 50
Proudhon, *id.*	» 50
La loi et l'autorité	» 10
L'anarchie dans l'évolution socialiste	» 10
Esprit de révolte	» 10
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*	» 60
— — — *avec portrait*	1 »
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 10
Défense d'Etiévant	» 10
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*	» 25
Un siècle d'attente. —	» 10
L'agriculture. —	» 10
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	» 60
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 25
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	» 10
La Conquête du pain, *par Kropotkine*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
Œuvres *de Bakounine*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
Les Paroles d'un Révolté, *par Kropotkine*, **franco**	1 25
— **dans nos bureaux**	1 »
De la Commune à l'anarchie, *par Malato*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
Révolution sociale et révolution chrétienne, *par Malato*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
La Douleur universelle, *par S. Faure*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50
La Société future, *par J. Grave*, **franco**	2 75
— **dans nos bureaux**	2 50

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE (1)

Sciences et philosophie

22° *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, par E. Hæckel, 1 vol., 20 francs, chez Reinwald, rue des Saints-Pères.

Ouvrage décrivant les origines de la vie, démontrant la filiation de l'homme avec les formes les plus rudimentaires de la vie, et son origine toute naturelle. — Malgré le réactionnarisme en politique de l'auteur et ses tendances aristocratiques, on y trouve nombre d'arguments en faveur de l'égalité sociale.

23° *Science et Matérialisme*, par Letourneau, 5 francs, chez Reinwald.

Principalement dirigé contre le déisme, mais où se trouvent en outre plusieurs aperçus contre l'autorité et l'exploitation.

24° *Justice*, par Herbert Spencer, 1 vol., 9 francs, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Dans cet ouvrage, Spencer tombe dans l'erreur d'objectiver des abstractions, comme l'espèce, par exemple, et de vouloir subordonner à son développement l'existence de l'individu qui, lui, est une réalité. Comme si le bien de l'espèce pouvait être fait du mal des individualités! Mais à côté de ses erreurs qui tiennent encore à nos préjugés métaphysiques, on trouve, dans ce livre, de belles pages, solidement argumentées, contre le parlementarisme et l'Etat.

Sociologie

25° *Révolution sociale et Révolution chrétienne*, par Ch. Malato, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Dans ce volume, Malato essaie de démontrer que le christianisme fut un mouvement économique, et, en effet, on peut trouver dans les paraboles de Jésus-Christ — si ce n'est pas un personnage légendaire incarnant des révoltés anonymes — des aphorismes justifiant cette manière de voir. Mais à côté de la parabole des ouvriers de la onzième heure, des riches et des chameaux, on y trouve aussi de rendre à César ce qui appartient à César, tendre la joue droite après la joue gauche, et autres maximes qui prêchent l'abaissement et la servitude. Il y a, dans l'Evangile, de quoi boire et manger, et pour tous les goûts. Aussi tous les commentaires sur Jésus et le christianisme nous laissent absolument froid.

Mais cela n'est que l'entrée en matière du livre de Malato; il passe ensuite en revue les différentes révoltes économiques qui ensanglantent l'histoire, pour arriver à l'étude des différentes écoles socialistes de nos jours.

Romans

26° *Sous-Offs*, par L. Descaves, 3 fr. 50, Tresse et Stock, éditeurs, place du Théâtre-Français.

Satire contre le militarisme, ses galonnés, et la démoralisation dont il est la source.

27° *Biribi*, par Darien; Savine, éditeur, 12, rue des Pyramides.

Mise à nu des tortures infligées à ceux dont l'indépendance de caractère ne leur permet pas de se plier aux exigences bêtes du militarisme. Cri d'indignation d'une conscience révoltée contre l'abrutissement du caporalisme.

28° *Les Aventures de Martin Schluzzewit*, par Ch. Dickens, 2 vol. à 1 franc, chez Hachette, boulevard Saint-Germain.

Un des meilleurs romans de Dickens, où, à travers l'exagération de ses types, avec une verve impitoyable, il poursuit la critique de l'hypocrisie et des erreurs sociales.

29° *Le Calvaire*, par Octave Mirbeau, 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, 28 bis, rue de Richelieu.

Ce livre, où s'affirment déjà les tendances socialistes de l'auteur, mérite d'être lu surtout pour les pages admirables sur la guerre qui forment une partie du volume.

Théâtre

30° *En détresse*, par Henry Fèvre, 1 fr. 50, Tresse et Stock, éditeurs.

Satire contre la vicieuse organisation sociale qui nous régit; affirmation du droit de vivre et de prendre où il y a, lorsque la société vous le refuse.

(*A suivre.*) VINDEX.

(1) Voir les numéros 1, 3, 5 et 9.

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Limoges

chez Beaure, 12, rue Pont-Saint-Etienne. — *Le camarade porte à domicile.*

à Nancy

chez M. Claude, libraire, rue Saint-Georges; kiosque en face la cathédrale; kiosque Charles III, rue St-Nicolas.

On y trouve également toutes les brochures anarchistes.

à Amiens, chez :

De Gallaix, rue Delambre. — *Tous ses porteurs peuvent porter à domicile.*

Richard, rue de la Hotoie. — *Plusieurs camarades crient en ville.*

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE. N° 23 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 OCTOBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

CODE HÉBRAÏQUE ET CODE FRANÇAIS (1)

Opposer un code à un autre code peut avoir un double avantage : cela nous permet d'abord de prendre en flagrant délit de contradiction l'infaillibilité doctorale des législateurs, ensuite de voir ce qu'il faut penser des prétendus progrès de la loi à travers les siècles.

Qu'on ne nous parle pas de dogmes légaux, parce qu'il n'y en a pas de si solidement établi qu'il ne se trouve ébranlé par quelque prescription antérieure, imposée jadis cependant avec la même autorité despotique. Et avons-nous le droit d'être très fiers de nos Solons modernes, quand ceux des époques les plus reculées et réputées les plus barbares ont quelquefois bien plus approché de la vérité, ayant su bien mieux faire fléchir la règle d'airain, s'ils n'ont pas eu l'idée de la supprimer tout à fait?

Voyez les Juifs : les nommer, c'est évoquer aussitôt l'idée de pénalités impitoyables et agiter devant l'imagination effrayée le spectre du talion. On se rappelle avec horreur qu'ils frappaient de la peine capitale le blasphème et l'adultère, et qu'ils absolvaient le maître, bourreau de son esclave, si la mort ne suivait les mauvais traitements qu'à deux ou trois jours de distance. On songe aussi à leur haine exterminatrice et féroce pour les étrangers, et à Saül maudit de Dieu pour avoir, dans un accès de pitié, épargné un seul Amalécite.

Eh bien! pourtant, ce n'est point dans les tables inflexibles du Décalogue ou du Deutéronome qu'est inscrite en caractères menaçants la charte de la sainte et inviolable propriété. Il faut recourir à notre Code civil pour y trouver cette définition cinglante et féroce dans sa précision : « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière *la plus absolue.* » Il n'est pas difficile de préférer la formule mosaïque, malgré le considérant religieux qui l'encadre : « La terre (c'est Dieu qui est censé parler) ne se vendra pas à perpétuité, *parce que vous y êtes comme des étrangers à qui je loue.* » Et Moïse applique cette inaliénabilité aux maisons situées « dans un village non enclos de murailles », celles qui étaient dans l'enceinte des murs d'une ville pouvant être aliénées d'une façon irrémédiable après un an de vente. Naturellement, les biens des lévites, quelle qu'en fût la condition, étaient toujours sauvegardés : ce n'eût pas été la peine de faire promulguer des lois par Jéhovah au milieu des éclairs et des tonnerres pour ne point privilégier quelque peu la caste sacerdotale.

Quoi qu'il en soit, ces diverses espèces de possessions ne sont entourées, pour l'acquisiteur, que de barrières très fragiles et très éphémères; par le fait qu'il a soldé en espèces sonnantes un champ ou une bâtisse, il ne se considère pas comme posté d'une façon définitive dans une forteresse inexpugnable. Il sait que le vendeur tient par des liens multiples et inarrachables à ce patrimoine, qui est véritablement sa chose et celle de ses ancêtres. Une nécessité passagère, et non le désir du gain, peut pousser à s'en dessaisir; mais c'est toujours avec l'espoir du retour. Quand on sera remis à flot, on n'a qu'à se présenter : le propriétaire intérimaire, l'intrus doit céder la place, contre remboursement, au légitime tenancier : c'est la vente obligatoire, l'expropriation forcée si vous voulez. Et à défaut du possesseur primitif, il est loisible à un de ses proches parents d'acquérir par la voie indiquée le bien tombé entre des mains étrangères. Or, la parenté à certains degrés crée chez les Juifs une convenance et même un devoir de mariage (le frère, par exemple, épouse la veuve de son frère) : voilà donc une chance pour que le lopin détaché retourne à son point de départ. A moins qu'il n'y revienne par l'hérédité. En tout cas, il y a une date périodique et solennelle, qui est chargée, pour ainsi dire, de battre le rappel des terres et des maisons encore égarées ailleurs que chez elles. Le *grand jubilé* cinquantenaire annule tous les actes de vente d'une période de cinquante ans, et fait rentrer sous le toit paternel les hôtes qui en ont été un moment exilés.

Certes, il serait puéril de chercher l'idéal communiste dans cette conception un peu étroite : cette adhérence intime de l'homme ou du groupe familial avec la chose possédée trace à la liberté des limites gênantes. Sans compter que les privilèges des classes et les calculs égoïstes trouvent encore moyen de se blottir dans ces lois, en apparence si libérales (il est vrai que ces deux mots jurent d'être accouplés). Sur le peuple pèse une quadruple autorité, celle du chef suprême, celle des chefs militaires, celle des juges et surtout celle des prêtres, avantagés de diverses façons et notamment par la dîme. L'horrible esclavage sévit, presque sans merci, contre les étrangers, avec des atténuations, mais toujours cruel, contre les Hébreux eux-mêmes : un Juif peut se vendre par misère, un père peut vendre sa propre fille.

Malgré tout, ce système simpliste offre, à certains égards, plus de garanties aux individus que les complications fallacieuses de nos codes modernes. L'enceinte mille fois murée de la propriété légale est d'un abord, peu s'en faut, inaccessible pour une grande multitude d'indigents. Les comparerons-nous aux esclaves hébreux d'origine? mais au moins ceux-là étaient libres de droit après six ans de servitude, eux et leurs familles, et ils devaient être renvoyés avec des provisions de route; et puis, eux aussi, ils avaient quelque part des terres au soleil, et la déchéance de leurs titres de propriété ne pouvait être définitive. Quel est l'esclave actuel de la mine ou de la glèbe qui peut en dire autant? Il y a bien l'expropriation pour cause d'utilité publique qu'on pourrait rapprocher de la cession périodique du grand jubilé. Mais on sait à quoi s'en tenir sur cette prétendue utilité publique : sous ce nom pompeux se dissimule mal l'intérêt personnel des parasites gouvernementaux et de la nombreuse clientèle qu'ils traînent après eux. Cela ne vaut pas, à beaucoup près, les avantages réels et positifs que rapportait à chacun cette justice pâlotte et intermittente proclamée par le vieux Moïse.

Cette négation timide et partielle de la propriété engendrait d'ailleurs des conséquences assez heureuses. Point de droit strict à spéculer sur les ventes et sur les achats : par conséquent, point de droit strict à trafiquer de ses richesses par les prêts : les Juifs ne peuvent exiger aucun intérêt, au moins de leurs concitoyens. A l'abolition cinquantenaire des titres de propriété correspond une péremption septénaire de toutes les créances. Mais voilà que les défiances vont être en éveil : qui écoutera un solliciteur aux approches de l'année fatale? Moïse commande expressément d'ouvrir largement la main aux besogneux, sans avoir égard à cette échéance négative. « Vous lui donnerez ce qu'il désire et n'userez d'aucune finesse, lorsqu'il s'agit de le soulager dans sa nécessité. » Voilà certes qui fera sourire nos commerçants retors et nos banquiers roublards : plus d'un trouvera que ces Juifs n'étaient vraiment pas assez Juifs et s'étonnera d'entendre dénoncer des lois qui ne protègent point les taux bienfaisants et productifs. Mais ils iront de surprise en surprise, quand ils rencontreront cette formule : « Il ne se trouvera parmi vous aucun pauvre ni aucun mendiant. » Comment! prohiber la pauvreté au lieu d'interdire simplement la mendicité! Imagine-t-on un renversement pareil! D'autant plus qu'à en juger par ce qui précède, ce n'était point là une maxime tout à fait platonique. Et elle se traduisait par d'autres effets encore. Par exemple, on ne tirait pas à bout portant, comme nos aimables contemporains, sur les indiscrets maraudeurs de fruits : vous aviez faim, vous pouviez pénétrer dans un champ de blé et vous régaler sur place des beaux épis dorés; vous aviez soif, vous pouviez vous rafraîchir tout à votre aise avec les grappes du vignoble le plus proche. On ne défendait point les abords d'un domaine par des écriteaux *comminatoires* : Défense de passer dans la propriété sous peine d'amende : il y a des pièges à renards; mais, lors de la moisson, de la vendange ou de la cueillette des olives, l'orphelin, la veuve et même l'étranger, ici mieux favorisé qu'en d'autres occurrences, avaient le droit de suivre les travailleurs et de glaner après qu'ils avaient récolté : plus d'une fois, du

(1) V. l'*Exode*, le *Lévitique*, les *Nombres*, le *Deutéronome*, passim.

reste, on laissait à dessein abondante la part des malheureux. N'est-ce pas que c'est presque le pain gratuit (un pain pas assez travaillé cependant), et même avec quelque chose autour? Et que nous sommes loin de l'Assistance publique et de ses humiliantes conquêtes! Ici le pauvre, s'il ne mange que des restes, a l'avantage, au moins, de se servir lui-même, et il n'est pas à la merci d'un bureaucrate capricieux et formaliste, qui a, de plus, ses protégés.

Eh bien! est-il évident que ce fameux progrès des lois dont on nous parle tant est une plaisanterie abominable? Le progrès, s'il y en a un, s'est fait en dehors des lois, à côté d'elles et malgré elles : par les sciences et par le travail. Les codes ne sont susceptibles que d'un perfectionnement à rebours : ils deviennent de plus en plus éplucheurs, ils multiplient les articles et en même temps les tyrannies. Les législateurs d'il y a 3700 ans, précisément parce qu'ils étaient moins habiles à légiférer, parce qu'ils se fiaient plus candidement à leurs intuitions naturelles, n'ont pas su enserrer leurs contemporains dans ce filet prodigieusement astucieux qu'est le code actuel de la propriété.

J. Degalvès.

SÉLECTION SEXUELLE

Dans son *Histoire de la création naturelle* (7e leçon), Hæckel a montré comment le militarisme était une sélection à rebours, éliminant les forts, conservant et multipliant les impropres. On peut en dire autant de la prostitution, qui est à la femme ce que le militarisme est à l'homme.

De même que le militarisme s'empare des hommes les mieux constitués, les plus aptes à la reproduction de l'espèce et à l'élaboration du progrès, et accumule contre eux les risques de destruction ou d'amoindrissement, de même la prostitution attire à elle les femmes les plus jolies, celles qui eussent contribué le mieux à perpétuer le type humain dans toute sa pureté, à le diriger vers une perfection plus grande. Vouées à l'infécondité, elles sont perdues pour l'œuvre de la reproduction, laissée presque toute au soin des autres femmes, celles d'une beauté médiocre. Je n'entends pas énoncer là une règle absolue : je ne fais pas aux femmes mariées l'impolitesse de les trouver toutes laides, et je ne m'illusionne pas jusqu'à croire belles toutes les courtisanes. Que n'est-ce ainsi! Je ne fais pas non plus aux laides l'injure de supposer que la seule conformation de leur visage les empêche de se jeter dans la débauche salariée. Je formule simplement la généralité d'une loi qui, comme toutes les lois, souffre de nombreuses exceptions. C'est ainsi que tous les hommes robustes ne sont pas tués ou blessés à la guerre, ou ne reviennent pas tous de la caserne syphilitiques, alcooliques et incurablement paresseux.

Il n'en est pas moins vrai que la plupart des filles pauvres et jolies cherchent dans la galanterie un moyen d'existence que la société leur refuse ailleurs. Quant aux femmes riches, belles ou laides, leur richesse même leur interdit d'avoir une nombreuse lignée, sous peine de voir s'éparpiller une fortune qu'elles veulent intacte; belles, la coquetterie vient ajouter son argument à celui de la fortune, et elles se refusent à laisser la grossesse déformer la grâce aristocratique de leur corps. Et ainsi le fardeau de la maternité retombe presque tout entier sur celles qui, n'ayant point de beauté dont elles pussent tirer profit et d'héritage dont elles pussent craindre la dispersion, peuvent enfanter fréquemment et insoucieusement, avec l'espoir, en sus, de se créer de nombreux soutiens pour leurs vieux jours.

J'ai dit que la plupart des filles pauvres et belles étaient attirées par la prostitution, à laquelle elles demandent des ressources qu'un travail exténuant ne leur fournit pas. Or, parmi celles qui échappent à la tentation de l'amour vénal, les seules qui ont chance de faire un mariage avantageux, sont précisément celles qui sont les plus jolies : mais alors, ayant un pécule, si petit soit-il, à laisser à leur progéniture, elles deviennent avares d'enfantements, se gardent de mettre au monde de nombreux hoirs.

En résumé, plus une femme est attrayante, plus elle a de chances d'être allouée à un mari opulent et par conséquent ménager de la semence humaine, ou entraînée vers la stérilité du vice productif; alors que les disgracieuses, dédaignées par les amants prodigues et les époux fastueux, forment le lot des maris pauvres. Et tandis que la fleur de la séduction féminine laisse sa puissance créatrice se perdre dans les alcôves rétribuées, le rebut dédaigné peut, grâce à son imperfection même, se reproduire et transmettre à ses descendants toutes ses infirmités et toutes ses disgrâces.

Les femmes belles ne concourent donc que pour une très faible part à la perpétuité de l'espèce, soit qu'elles se vouent à l'infécondité des courtisanes ou la parcimonie d'une union prospère. Celles qui laissent une postérité, qui œuvrent l'avenir, sont donc bien celles-là qui n'ont pu — faute de beauté suffisante — s'adonner aux étreintes mercenaires ou contracter un mariage avantageux (ce qui est, au fond, la même chose), les plus imparfaites enfin. Ce sont les *prolétaires*, au double et triste sens du mot : celles qui n'ont rien et ne sont bonnes qu'à « faire des enfants ». Déjà peu favorisées par la nature, elles sont encore enlaidies et affaiblies par le travail, la misère, les souffrances et souvent la boisson. Comment voudrait-on que, dans ces conditions, elles missent au monde des Apollons du Belvédère et des Vénus de Milo? Les types féminins les plus parfaits étant perdus pour la reproduction et les types inférieurs y concourant pour ainsi dire seuls, il s'ensuit que l'humanité doit — à moins d'un changement profond dans les conditions d'existence — affecter des formes de plus en plus disgracieuses, s'éloigner sans cesse du type de beauté qu'avait atteint l'effort inconscient des bêtes. Il ne faut donc point s'étonner si l'espèce humaine présente dans son ensemble des aspects si peu harmonieux, si peu esthétiques. La sélection à rebours se fait sentir implacable, à chaque génération, et nous sommes en marche vers un désolant idéal de faiblesse et de difformité.

Pourtant cet état de choses ne résulte pas nécessairement des lois du monde; il est au contraire en antagonisme flagrant avec l'ordre de la nature, si nous comparons ce qui se passe chez l'homme avec ce qui a lieu chez les animaux, où nous voyons la sélection sexuelle produire, par exemple, le merveilleux plumage de certains oiseaux et le chant délicieux de certains autres. D'où vient donc une telle anomalie? Sans conteste, des institutions qui régissent la société. Supposez une société débarrassée du souci de l'argent, fondée sur le droit de tous au bien-être : il n'y a pas de doute que la prostitution y fût totalement inconnue, et que, pour la reproduction de l'espèce, les femmes belles fussent préférées à toutes autres. Peut-être au fond n'est-il pas mauvais qu'une grande partie des femmes soient soustraites à la maternité, s'il est vrai qu'il y ait bien du monde sur terre et que Malthus ait raison? Encore faudrait-il que ce fût la partie disgracieuse, et non justement l'autre, qui fût exclue de ce rôle. Quoi qu'il en soit, il ne semble pas qu'il y ait à ce pénible état de choses d'autre espoir de remède qu'en une transformation profonde des bases mêmes de notre société.

René Chaughi.

COUPS D'ERGOT

Quelques écrivains talentueux, tels Krains, Georges Eekhoud, Maeterlinck, Verhaeren, qui collaboraient à la *Jeune Belgique*, ont fait bande à part et ont fondé l'intéressante revue littéraire, *Le Coq Rouge*, que nous avons annoncée précédemment.

D'où grande colère de la *Jeune Belgique*, qui, redoutant, avec raison d'ailleurs, la concurrence, use de tous les procédés, même les plus jésuitiques, pour nuire à son confrère. Ce canard pattu et dindonnant, entre autres nasillements injurieux, signale à la vindicte bourgeoise les rédacteurs du *Coq Rouge* comme suspects d'anarchisme. A l'appui de son insinuation aussi grotesque que perfide, ce palmipède reproduit un passage des *Temps Nouveaux* estimant comme un gain pour l'art l'apparition du *Coq Rouge*.

Ce n'eût rien été que cela — car le soupçon d'anarchisme ne peut qu'honorer qui en est atteint — mais cet oiseau de basse, très basse cour a tout mis en œuvre — et réussi du reste — pour faire perdre à notre collaborateur G. Eekhoud l'emploi de traducteur qu'il occupait à l'*Etoile belge*.

Outré de tels procédés, notre collaborateur ayant rencontré l'un des directeurs de cette jésuitière, lui a administré une volée aussi corsée que méritée. Vous croyez que celui-ci s'est défendu, comme l'eût fait tout homme. Non! comme les gosses qui, à tout différend, en réfèrent au pion, il s'en est allé, pleurnichant, implorer l'assistance du commissaire de police, et l'affaire se terminera en police correctionnelle.

Bien digne d'un canard domestique!

A. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

C'est la série noire pour la patrie. Tant que nous étions en paix, nous pouvions nous estimer, à en croire les échappés de la Ligue des Patriotes, la première puissance militaire du monde. Triste honneur, mais fait pour exalter la vanité des amateurs de chamarrures de mauvais goût et de quincaillerie homicide. Ces cannibales, pour qui la vie d'un homme a moins de prix qu'un turlutu de clairon bien envoyé, doivent maintenant en rabattre... hélas!

D'une part, cette expédition de Madagascar, entreprise pour alourdir de quelques pépites la caisse de la maison Suberbie, et dont les résultats ne le cèdent pas en horreur à ceux de la campagne de Russie, étale au grand jour l'incapacité, l'incurie et la mauvaise volonté criminelles des administrations responsables. Là-bas, les routes sont jonchées de malheureux, agonisant de faim, de soif et de fièvre; ils meurent là, sans soins, dans d'atroces souffrances, pendant qu'à Paris leurs supérieurs se chamaillent dans les bureaux sur la délimitation de leurs attributions. Le nombre des morts? On le cache prudemment et ce silence laisse soupçonner toute l'importance du désastre. Des mères sont depuis des mois sans nouvelles de leurs enfants et n'en peuvent obtenir des bureaux... *compétents!* Les bribes d'information qui parviennent évoquent la vision d'un vaste charnier humain surpassant en horrible l'effroyable tableau du radeau de la *Méduse!*

D'autre part, du fond des déserts de l'Afrique, c'est un cri qui s'élève, clameur des martyrs de la discipline. Ici, ne peuvent être alléguées, comme là, les nécessités de la guerre. Non! des jeunes gens, que la barbarie d'une époque qui se prétend civilisée a arrachés brutalement à leurs foyers et dont le crime est de n'avoir aucun goût pour l'annihilation continuelle de leur individualité devant l'obtuse injonction d'un galonné mal embouché, sont ligottés, frappés, affamés, torturés, assassinés même, sans autre compensation que la réconfortante perspective de crocodiliennes tirades dégoisées sur leur tombe par leurs tortionnaires eux-mêmes qui les déclareront avec emphase « morts pour la patrie ».

Elle a bon dos, la patrie, mais ce dos s'affaisse aujourd'hui sous le poids des méfaits imputés. Un sourd mécontentement circule devant cet inutile et cynique amoncellement de cadavres, murmure discret pour l'instant, qui peut grandir demain et

devenir clameur! Demandez aux mères leur avis sur ce Moloch moderne qui dévore leurs enfants et qui vient encore réclamer le remboursement de son horrible repas! l'éclair de leurs yeux et le crispement de leurs poings vous répondront.

Ah! les piètres gens qui nous gouvernent! Ils ont chassé Dieu de l'école, ce Dieu de l'autorité de qui ils redoutaient la concurrence. La chose était bien. Mais l'homme a soif d'idéal. Où ont-ils trouvé, ces pygmées au cerveau étriqué et au cœur desséché, pour étancher cette soif?... La patrie! L'amour de la force brutale, la haine du voisin, la suffisance et la vanité nationales grotesquement outrés, bien propres à entretenir l'ignorance et l'immobilité parmi les peuples, l'attirance vers ce qui brille, vers le clinquant des fausses gloires et les parades des saltimbanques de tous ordres, tel fut l'idéal inculqué, bien à la hauteur de leur mesquine médiocrité.

L'idéal de l'humanité libre, de l'universelle solidarité, pour eux trop vaste, demeure d'eux incompris. Bien plus, dans la petitesse de leurs vues, ils l'estiment criminel!

Mais les éclaboussures de sang dont se souille leur idole, en dégoûtent peu à peu les plus fervents. Que feront-ils, ces idiots, lorsque sous la poussée des indignations longtemps contenues, elle s'affalera, les écrasant peut-être dans sa chute? Ils pourront, certes, alors implorer au nom de cette solidarité, de cette liberté qu'ils persécutent aujourd'hui. Leur voix sera-t-elle entendue?...

Comme il était plus simple et plus sûr de marcher vers l'avenir, au lieu d'en barrer la route, de laisser le peuple chercher lui-même et librement choisir son idéal, au lieu de lui inculquer maladroitement le goût des carnages et des soûleries sanglantes. On ne joue pas avec le feu. Qui sait si ces instincts de cannibales si bénévolement exaltés ne feront pas un jour explosion dans un sens inattendu?

André Girard.

* * *

Marseille. — Les « socialistes » luttent pour la liberté, c'est entendu. Mais voici un exemple de la façon dont serait comprise leur liberté sous le régime gendarmique qu'ils préconisent.

La municipalité socialiste de Marseille a refusé une salle de théâtre à Sébastien Faure, qui voulait y conférencier au profit des victimes d'un sinistre local et des grévistes de Carmaux. La misère de ces malheureux, que les quelques secours recueillis eussent pu momentanément soulager, ne saurait certainement pas entrer en parallèle avec l'intérêt du parti.

A. G.

* * *

Troyes. — Le 13e congrès de la Fédération des groupes corporatifs et syndicats de France vient d'avoir lieu ici au milieu d'une profonde indifférence.

Pour les camarades qui se souviennent du congrès de 1888 et de l'agitation qu'il fit naître à Troyes, le parallèle qui s'impose n'est pas exempt de leçon.

Le congrès de décembre 1888 fut une réunion de socialistes-révolutionnaires de toutes les écoles, qui ne s'occupa exclusivement que de faire de la bonne propagande, et qui y réussit.

Des sujets intéressants y furent publiquement traités tous les soirs, et une foule nombreuse assista à ces réunions.

Il n'en est pas de même de cette parlotte de sectaires, d'où tous ceux qui n'admirent pas Guesde furent exclus, où les délégués ne discutent jamais contradictoirement, car ils sont toujours d'accord pour approuver les propositions du grand chef et pour se voter mutuellement des félicitations.

Toutes les réunions de ce pseudo-congrès ont eu lieu à huis clos; les délégués se sont bien gardés de se mêler à la masse; déjà ils se figuraient être à la Chambre...

Décidément, les cotisations des syndiqués pourraient être mieux employées.

Angleterre.

Depuis trois mois les conservateurs ont remplacé les libéraux au pouvoir et depuis deux mois une nouvelle Chambre des Communes a été élue qui assure au nouveau gouvernement une majorité écrasante.

Les causes de ce revirement d'opinion sont très intéressantes à étudier et illustrent d'une manière admirable ce que les anarchistes ont dit de tout temps sur les rôles relatifs du capital et de l'Etat.

Autant qu'il nous est permis de parler de « bons gouvernements », nous dirons que le dernier gouvernement libéral était un des meilleurs qui ait jamais existé, aussi bien par la valeur personnelle de quelques-uns de ses membres que par la tendance de son programme. Il suffira de donner un résumé de l'œuvre à laquelle il a présidé pendant les trois ans qu'il a été au pouvoir, en nous plaçant pour un moment dans l'état d'esprit d'un individu croyant à la possibilité de *bonnes* lois. Par ordre chronologique, nous citerons :

Loi du Home Rule pour l'Irlande. Suivant l'expression de Gladstone, tant que cette question ne sera pas liquidée, l'Irlande sera une honte pour l'Angleterre. Cette loi fut rejetée par la Chambre des Lords sous le prétexte que la majorité qui l'avait votée ne représentait que la minorité des électeurs.

Loi instituant les Conseils de paroisses. Grande tentative de décentralisation.

Impôt progressif sur les héritages, avec échelle rapidement croissante.

Introduction par décret de la journée de huit heures dans tous les ateliers gouvernementaux.

Loi réglementant la durée et les conditions du travail dans les ateliers et manufactures.

Projet de loi pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat en pays de Galles, en discussion lors de la chute du ministère, ainsi que le projet donnant aux municipalités le droit de limiter le nombre des cabarets et le projet faisant résider le bulletin de vote sur l'homme et non sur la propriété.

Nous citerons également l'œuvre du ministre de l'instruction publique, conçue dans un sens réellement large et qui a supprimé beaucoup de vieilles restrictions.

Il entrait enfin dans le programme du parti au pouvoir de modifier ou supprimer le droit législatif de la Chambre des Lords, d'établir le Home Rule (gouvernements locaux) en Ecosse, en Galles et ailleurs et de séparer, partout également, les Eglises de l'Etat.

Il s'agissait, en somme, d'une tentative de décentralisation, de l'établissement d'un empire fédératif. Tout cela n'est pas bien farouche, le problème terrien n'est même pas effleuré et il n'est petit radical qui ne trouve le programme incomplet par ici, surchargé par là.

Mais enfin quelques pauvres petits privilèges se sentaient menacés : le lord en son pouvoir législatif, le richard en son héritage, le pasteur en sa prébende, le brasseur en sa clientèle d'ivrognes. Et c'est justement parce que le gouvernement a tenté quelques petites réformes qu'il a été renversé.

Le gouvernement n'est que le délégué au pouvoir du capital, et dès qu'il montre quelques velléités d'indépendance, il est anéanti.

Le lord, le propriétaire, le brasseur, le pasteur ont donné comme un seul homme. « Ne touchons pas à l'unité anglaise, aux institutions léguées par nos pères, à la sainte Religion, n'enlevons pas sa bière au pauvre homme, » l'argent a circulé à flots et le résultat a été une majorité conservatrice comme jamais gouvernement anglais n'en a eu à sa disposition depuis cent ans.

* * *

Remarquons pourtant une chose. Si, au lieu de considérer le nombre des élus, on considère le nombre des électeurs de chaque parti, la majorité gouvernementale est peu considérable (53 contre 47 au lieu de 61 contre 39), ce qui prouve qu'il y a une forte minorité parmi les votants pour l'abolition des privilèges précités.

Disons en outre que conservateurs et libéraux sont très inégalement représentés dans les différentes parties du Royaume-Uni. Quatre cinquièmes des représentants de l'Irlande marchent avec les libéraux (mais les députés irlandais sont en proie à un esprit de politicaillerie qui fait d'eux une nonvaleur), l'Ecosse a une faible et le pays de Galles une très forte majorité libérale. L'Angleterre proprement dite, au contraire, n'a guère qu'un quart de députés libéraux et Londres un huitième.

Le gouvernement conservateur fera peut-être quelques cadeaux aux ouvriers, il se montrera paternel si les ouvriers veulent être bien sages. On parle d'une loi sur les pensions de retraites; il est plus probable que l'on se contentera de faire une loi contre l'immigration des ouvriers étrangers, et la farce sera jouée.

Dans le dernier Parlement, les députés ouvriers étaient une quinzaine, tous envoyés par les groupements trades-unionistes, sauf un. Ceux-ci marchaient la main dans la main avec les libéraux. Ils ont participé à la défaite générale et ne sont revenus qu'une dizaine.

Les démocrates socialistes anglais n'avaient pas de députés. Ils ont mis en ligne quatre candidats. Hyndman, le plus favorisé, a eu 1.400 voix. Les marxistes sont donc presque une quantité négligeable en Angleterre.

La plupart des socialistes votards appartiennent au Parti indépendant du travail désigné brièvement par I. L. P. Il avait un député à l'ancien Parlement, Keir Hardie. Celui-ci est un bon type que nous comparerions volontiers à Baudin. L'année dernière, il fut seul à protester contre les félicitations adressées à la Reine à l'occasion de la naissance de son arrière-petit-fils en ligne régnante. Cette année, lorsqu'on vota une pension annuelle de cent mille francs au président de la Chambre qui se retirait, Keir Hardie proposa de réduire le chiffre, mais la proposition ne put même être mise aux voix, son auteur n'ayant pu trouver le cosignataire exigé par le règlement (ce qui montre de quelle trempe sont les députés trades-unionistes, John Burns et autres).

I. L. P. fit assez de potin pour les élections: il décida de ne s'allier avec aucun parti bourgeois; il présenta une trentaine de candidats, dont aucun ne fut élu, même pas Keir Hardie, et le plus grave est que, dans sept ou huit circonscriptions, la division des voix fut assez importante pour faire passer le candidat conservateur au détriment du candidat libéral. (En Angleterre, on est élu à la majorité relative du premier tour.)

Malgré cette déroute, les journaux du parti affectent un grand enthousiasme en se basant sur le pharamineux calcul suivant : « Ayant eu 40.000 voix en 32 circonscriptions, nous en aurions eu près d'un million pour les 670 sièges de députés! » Pour faire justice de cette rodomontade, il suffit de faire remarquer que, sauf en deux endroits, partout où I. L. P. présentait un candidat pour la deuxième fois, il a rassemblé moins de voix que la première fois, il y a trois ans.

Bref, que ce soit vrai ou non, I. L. P. a réussi à rendre tout Anglais intimement convaincu qu'il avait été payé par l'argent tory pour diviser les voix radicales et il a jeté sur lui-même un discrédit qui a tant soit peu rejailli sur le socialisme, ainsi qu'on l'a vu au congrès des Trades-Unions de Cardiff.

Il sera intéressant de voir quelles conséquences aura sur le mouvement anglais l'ingestion de cette un peu trop forte pilule de tactique électorale.

* * *

Le congrès des Trades-Unions qui s'était tenu l'année dernière à Norwich fut remarquable par la résolution collectiviste qu'il vota à une immense majorité. Elle demandait « la nationalisation de tous les moyens de production, d'échange et de distribution » suivant la formule proposée par le I. L. P. (1).

Les trades-unionistes de la vieille école ne l'avaient pas tout à fait digéré, et ayant réussi à avoir la majorité dans le comité permanent, ils ont pris pour cette année des mesures sévères. Ce comité a décidé que certains groupements ouvriers n'enverraient plus de délégués; il a restreint le nombre des personnes parmi lesquelles les trades-unions pourraient choisir leurs mandataires, il a modifié la manière dont se compterait la majorité dans le prochain congrès et, par six voix contre cinq, il a décidé que ces modifications auraient immédiatement force de loi sans en référer au nouveau congrès!

Ce congrès s'est réuni le 2 septembre à Cardiff. Aussitôt, la lutte s'est engagée sur la décision du comité; on a à peine discuté les mesures elles-mêmes, les vieux ont habilement profité de la réaction contre I. L. P. pour changer le terrain de la discussion et, joint à la poigne du président qui était des leurs, ils ont enlevé un vote qui leur donnait raison (vote compté d'après leur nouvelle réglementation!). La minorité était formée des socialistes; la majorité, composée surtout des immenses corporations des mineurs, des industries textiles et des mécaniciens, représente le vieux trades-unionisme. Il faut avoir le parlementarisme chevillé à l'âme pour avaler un pareil coup de tactique; mais passons; car, en elle-même, la chose a peu d'importance.

Cette lutte a épuisé les forces de chaque parti et on n'a pas osé la recommencer sur la « résolution collectiviste ». Les vieux ont inventé une chinoiserie parlementaire pour que le congrès n'ait pas à se

(1) Independant labour party.

prononcer sur son annulation ; les socialistes n'ont pas eu le courage de demander qu'on la réaffirme et l'on s'est contenté de demander à l'unanimité « la nationalisation du sol, des mines, des chemins de fer et docks ». Il n'y a pas une différence bien capitale entre cette résolution et l'autre, ce qui prouve bien que ce sont surtout les questions personnelles qui divisent les congrès et non les questions théoriques.

Comme d'habitude, on a voté la résolution demandant « d'interdire le sol anglais aux étrangers pauvres », mais la majorité a été infime, et, le progrès aidant, on peut espérer que le congrès de l'année prochaine fera justice de cette insanité.

G. G.

Genève anarchiste.

L'austère cité ne mérita jamais son épithète. C'est une réclame marchande pour les Germains naïfs qui accourent à Genève afin d'y apprendre le français. Plus tard, ils reconnaissent qu'ils ne savent que le genevois. Mais les marchands de soupe — régents, pasteurs et banquiers officiellement salariés — ont pu ruiner leurs concurrents professionnels. Ce fait, choisi entre mille, prouve que depuis Calvin la justice et la bonté ont presque disparu de cette terre. En revanche, le mouvement intellectuel genevois est très actif. Étrange phénomène que cette ville terrorisée depuis quatre siècles par une poignée de théocrates qui, par leur despotisme confessionnel et maçonnique, en ont fait un foyer d'anarchie. Tout protestant ne serait-il qu'un anarchiste honteux ? Très honteux en tout cas, puisqu'il n'est pas un peuple monarchique plus soumis à son despote que les républicains genevois à leurs conseillers d'État. Injuste, violent et agressif envers le particulier qu'il suppose plus faible que lui, le Genevois subit avec une patience d'esclave les plus amères vexations des chefs de coteries ou de leurs créatures au pouvoir. Ceux-ci en ont profité pour imposer à chaque citoyen des obligations morales, patriotiques et religieuses dont ils se gaussent entre quatre yeux. Le plus doux et le plus avancé des socialistes genevois est féru de préjugés inouïs. Il proposera avec calme le meurtre occulte de l'anarchiste, et il exprimera sans rire son mépris pour l'homme qui voit dans le patriotisme un instrument de torture. La peur du ridicule, la crainte de se compromettre et la conviction qu'on le ferait mourir de faim ont longtemps empêché le Genevois d'exprimer sa pensée virilement. A côté de la lettre anonyme — coutume nationale — il y a l'intimidation directe violente ou cauteleuse. Tout le monde manie dextrement ces armes et il serait cruel de railler les poltrons. Voyez les catholiques spoliés, volés de la façon la plus cynique par une coalition politico-cléricale. L'un de leurs meilleurs écrivains, un prêtre qui n'avait rien à redouter, n'a pas osé signer sa *Persécution religieuse à Genève en 1873*. Au lieu de protestations collectives et véhémentes qui auraient fait rendre gorge aux intrus et effrayé les chefs calvinistes et leurs valets libéraux, on s'est contenté d'articles individuels dus à la vaillante plume d'un abbé savoyard qui ne met pas sa calotte dans sa poche. On peut haïr l'abbé Jantet, rédacteur du *Courrier de Genève* — mais il faut le saluer pour sa crânerie. Nous savons du reste que Mermillod, évêque de Genève, a seul profité de cette comédie confessionnelle jouée aux dépens des catholiques pauvres par ses amis protestants — les metteurs en scène — et les ennemis francs-maçons — les premiers rôles. Il y gagna son chapeau de cardinal, tandis qu'une légion de défroqués s'emparaient des autels pour y célébrer leur messe noire. Plus tard, lorsque le domestique Carteret, président de l'instruction publique, mourut, on vit les catholiques spoliés par cet esclave se précipiter dans les écoles officielles, malgré la certitude d'un enseignement hostile à l'Église. Et ces gens parlent de la sincérité de leurs convictions... Ouais ! La vérité, c'est que le catholique genevois n'est pas un catholique. Il n'y a guère plus de sincérité chez les libres penseurs, qui toujours s'arrangent pour ménager la chèvre et le chou. Jamais ils n'attaquent d'une façon efficace les exploiteurs du public. Ils entament des campagnes qu'ils abandonnent bientôt, répondent courtoisement à l'insulte et au mépris, et menacent de révélations qui demeurent secrètes. Et le peuple ne voit pas qu'en cette affaire il est joué. Ces lacunes intellectuelles jugent un enseignement beaucoup trop vanté, et une réputation d'indépendance bien surfaite.

L'attitude de quelques libres penseurs contraste avec cette lâcheté générale aggravée par le remords des iniquités de 1873 — irréparables. Parmi les noms actuels, il en est quatre qu'il faut mettre en première ligne : William Vogt, Emile Gaidan, Philippe Jamin (1) et J.-H. Binet. Le premier a écrit un livre remarquable contre Genève *L'Altière Confession*, et il a fondé une feuille satirique, *La Goutte*, qui stigmatisa plus d'un abus. Dès qu'une injustice lui est signalée, Emile Gaidan n'hésite pas à signer d'excellents articles et de virulents poèmes où s'égalent l'inspiration et l'érudition. M. J.-H. Binet a créé la *Cravache*, où il attaque la franc-maçonnerie avec un courage et un esprit depuis longtemps inconnus à Genève. Pour Jamin, c'est un publiciste qui met au service des idées libertaires son double talent d'écrivain et de dessinateur.

Absorbé par les idées qu'il défend, Jamin n'entend même pas les abois des roquets qu'on lui lance aux jambes, il ne s'attarde guère à discuter avec des adversaires dont la mauvaise foi est flagrante et ne se laisse distraire de son œuvre ni par l'injure, ni par la menace, ni par l'intimidation de l'État et celle des particuliers. Peu lui importe la tribune pourvu qu'il puisse s'y faire entendre. Sous un pseudonyme ou sous son nom on trouve les études de Philip Jamin dans les périodiques suisses, français, allemands, anglais et américains les plus réactionnaires ou les plus avancés. Quelques extraits, relevés au courant de la plume, seront plus significatifs qu'une analyse en forme :

Le Mouvement féministe.

« L'employeur, en fixant le salaire du travail féminin, évalue cyniquement l'apport que doit, selon lui, produire la prostitution de l'employée. — Avec un tel salaire journalier, Monsieur, il m'est impossible de vivre, s'écriait une jeune femme débattant la rémunération de sa journée. — Mais vous avez vos nuits, Mademoiselle, lui répondit le patron. »

. . . .

« L'individu pour qui la femme est un instrument de fortune redoute l'indépendance féminine. Plus la liberté de la femme est anéantie, plus — il le croit du moins — disparaît la lâcheté des actes où la personne de sexe féminin n'est plus qu'une chose de valeur cotée ou non cotée. »

. . . .

« En observant les plus chauds adversaires de l'émancipation des femmes, on découvre que tous sont dirigés par un mobile égoïste ; ainsi, les conscients de leur médiocrité ne veulent pas de l'admission de compétiteurs sans distinction de sexe dans les carrières jusqu'à présent réservées aux hommes. »

. . . .

« Quel est celui d'entre nous qui, s'il a réfléchi, n'a pas senti toute l'énormité du privilège masculin, lorsque, appelé dans l'enceinte d'une cour criminelle ou correctionnelle, il a vu sur le banc des accusés : une femme, l'unique de son sexe, dans une assemblée où, depuis le procureur jusqu'au gendarme, tous ceux qui, à titre quelconque, représentent la société, tous appartiennent à un sexe différent de l'accusée ? »

. . . .

« Être dans la dépendance de son semblable suffit souvent pour altérer, sinon pour corrompre, les natures les plus heureusement douées. Qu'est-ce donc, lorsque ce n'est plus d'une simple dépendance qu'il s'agit, mais d'un état de sujétion légale absolue, tel que celui imposé à la femme ? »

. . . .

« Si la femme paraît jouir parfois de quelque liberté, c'est que l'autorité masculine, et *quærens quem devoret*, veut bien se départir temporairement de ses privilèges ; ce n'est qu'en vertu d'une autorisation toujours révocable. En somme, la liberté féminine est l'octroi d'une aumône, souvent déguisée, mais non l'exercice du droit individuel.

(*A suivre.*)

(1) V. sur Philip Jamin l'étude de M. Crackan, directeur de *The Landmark*, 1893, de Boston, et celle de la *Plume*, 15-31 sept. 1894.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les compagnons et socialistes de toutes écoles sont priés d'assister à la conférence publique donnée par les camarades Léon Parsons et Henri Dagan, dans le local du café Estelle, le samedi 5 octobre. Parsons traitera de « l'individu contre l'État » ; Dagan, de « la propriété individuelle ».

*
* *

Le meeting qui devait être donné par le journal *Sur le Trimard*, à la salle du Centenaire, le 5 octobre prochain, est renvoyé à une date ultérieure.

BIBLIOGRAPHIE

Reçu :

La Vie héroïque des Aventuriers, des Poètes, des Rois et des Artisans, par Saint-Georges de Bouhélier, 2 vol. chez Vanier, éditeur, quai Saint-Michel.

La Dame Blanche des Cévennes, par Alfred Bertezène, 1 vol. chez Grassart, libraire, rue de la Paix, 2.

Don Rafaël, par Ernest Daudet, 1 vol. chez Plon et Nourrit, éditeurs, rue Garancière, 10.

PETITE CORRESPONDANCE

H., à Renazé. — Pris note, merci.

Jean qui marche. — J'ai fait les envois.

A. B. C., à Troyes. — L'adresse de ce journal est 51, rue St-Sauveur. Avertissez-nous quand vous ouvrirez la librairie.

S., à Ensival. — Entendu. Patientez pour la *Douleur Universelle*, momentanément épuisée.

Groupe de Dorignies. — Il n'existe pas de journal anarchiste quotidien, malheureusement.

J. L., garçon boucher, à Montmartre. — Nous ne pouvons intervenir pour faciliter la formation d'une « association de malfaiteurs ».

Au camarade qui nous a envoyé les extraits des Guêpes d'A. Karr. — Excellents pour la plupart. Ça ira.

Charles Vellay. — Le *Temple de Vesta* n'a aucune portée sociale.

B., à Nîmes. — Reçu article de Bauer et extraits. Merci. Utiliserons. Ai envoyé affiches.

V. et H., à Roanne. — Nous ne voulons pas engager de polémique avec de semblables sectaires.

H. D., à Apt. — Envoyez article, nous verrons.

V. Landry, à Bruxelles. — Les trois volumes vous seront expédiés contre mandat 6 fr. 50.

Lac., à Rodez. — Veuillez nous retourner le volume défectueux ; nous vous en renverrons un autre. Je ne connais pas l'ouvrage dont vous parlez.

Agr., à Paterson. — Je tâcherai de vous procurer les renseignements demandés. Nous n'avons pas à prendre parti dans les querelles personnelles.

B., à Keranfurust. — Je ferai la commission.

M., à Nonancourt. — G. C., à Como. — B., à Alger — V., à Lodève. — H., à Nancy. — P., à Brieulles. — A. M., à Cambrai. — J. M., à Reims. — W., à Lausanne. — H., à Renazé. — Ch. R., à Lisbonne. — R. V., à Brooklyn. — D., à Amiens. — E., à Daumazan. — P. C., à St-Quentin. — B., à Keranfurust. — M., à Saint-Just. — P., au Buisson. — R., à Sciez. — G., à St-Chamond. — D., à Bourg-l'Evêque — D., à Winterthur. — D., à St-Chamond. — R., à Tours. — J. T., au Fromenthal. — G., à Chalon. — J., à Roanne. — F., à Amiens. — C. G., à Carmaux. — Reçu timbres et mandats.

Quelques erreurs typographiques se sont glissées dans notre article : *Le Chômage*, paru la semaine dernière. Il faut lire : pour les tanneurs-mégissiers, de 8 à 20 0/0, moyenne de 14 0/0 ; les ouvriers en instruments de précision, 8 0/0, et les ferblantiers, 9 0/0.

AVIS

Nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs ou des collectionneurs qui en feront la demande, une centaine d'exemplaires du 1er numéro du RÉVOLTÉ paru à Genève en 1879 et réimprimé à Buenos-Ayres.

Prix : 0 fr. 25 l'exemplaire.

Le Gérant DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 24 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 OCTOBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous entrons dans la saison où l'on a davantage le temps de lire; c'est le moment de redoubler d'efforts. Jusqu'à présent, étant données les difficultés budgétaires, nous n'avons pu mettre à la disposition de nos lecteurs que d'anciennes brochures : il serait grandement temps d'en éditer de nouvelles. Nous faisons appel à l'initiative de ceux qui s'intéressent à l'extension de notre journal, pour qu'ils nous aident à surmonter la difficulté.

Nous avons encore un certain nombre de nos anciens tirages : que l'on nous aide à les liquider. Nous avons, parmi ceux qui nous lisent, des amis qui déclarent partager nos idées et qui peuvent, s'ils veulent, sacrifier, sans se gêner, quelques francs à l'extension de nos publications. S'ils ne peuvent, par contre, se charger de les faire circuler, ils ne sont pas sans avoir dans leurs relations des individus capables de s'intéresser à l'ordre d'idées que nous défendons : qu'ils nous envoient les adresses et les fonds, nous ferons parvenir les brochures qu'ils nous désigneront.

D'un autre côté, la vente de notre journal ne se fait pas en raison du tirage élevé que nous avons dû faire en raison des demandes, ce qui nous met en proie à des difficultés que nous avons surmontées jusqu'ici, mais qui ne peuvent se prolonger sans péril pour la régularité de l'apparition. Nous demandons à ceux qui veulent nous aider, de pousser à la vente, en demandant notre journal dans les kiosques, dans les gares, en achetant — ceux qui le peuvent — plusieurs numéros par semaine, qu'ils pourraient distribuer à leurs amis.

Nous avons, en outre, plus de 10.000 invendus dont nous ne demanderions pas mieux de nous débarrasser : nous les tenons à la disposition de ceux qui nous les demanderont. Nous pouvons les envoyer en gare, par colis de 5 kilos, pour 0 fr. 80.

A ceux qui ont de la bonne volonté de nous aider.

L'ADMINISTRATION.

L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE DE PATRIE [1]

L'idée de patrie présuppose la solidarité, l'union, l'association entre individus. L'idée de patrie implique l'idée de collectivité; en effet, nous ne pouvons concevoir et nous ne pensons pas que quelqu'un puisse concevoir la patrie réduite à un individu. La patrie est donc un ensemble d'êtres, une résultante dont les composantes sont des individus. Pour que ces individus se composent entre eux et donnent naissance à la résultante-patrie, il faut des caractères communs, une relation de nature quelconque unissant, associant ces individus entre eux. Nous ne pouvons concevoir des êtres sans communs caractères s'agrégeant entre eux, se composant pour engendrer une association, une collectivité, une résultante-patrie.

Ces premiers caractères communs furent certainement le lieu de naissance ou plutôt le groupement au milieu duquel l'être naissait et se développait. La première patrie fut la horde, la tribu, le clan. La vie en commun développe une communauté — accrue encore par les liens du sang — de mœurs, de coutumes, de langue, de sensations, de sentiments qui rend solidaires les humains les uns des autres. Ils sont les membres d'un même corps, agrégat d'individus. Aussi, dans la horde, la tribu, le clan, ils se sentent solidaires les uns des autres.

Relativement aux tribus voisines, ils se sentent différents, presque de nature autre, vivant éloignés, n'ayant de contact que pour la dispute, la guerre. Mœurs, coutumes, langues, sentiments et sensations sont dissemblables. Elles sont l'étranger, l'ennemi. La patrie est la horde, la tribu, le clan seul.

Peu à peu, avec le temps, l'homme passant de l'état de chasseur à l'état de pasteur et de celui-ci à l'état d'agriculteur, la cité se forma.

Alors la patrie fut cette cité. L'étranger, l'ennemi fut celui qui n'était pas de la cité. Le nombre de gens participant de caractères communs s'est accru; la solidarité s'étend sur une aire plus grande, mais son intensité a diminué, car des classes et des castes se sont séparées dans la cité. La patrie existe plus grande, plus ample, mais le sentiment patriotique est moins puissant, car on a moins besoin d'être solidaire.

De la civilisation naissent sans cesse de nouveaux besoins; aussi le commerce se développe; et, par suite, se multiplient les contacts entre cités voisines. On se connaît mieux, on se hait moins, même on s'aime. Les différenciations des mœurs s'atténuent; les langues se pénètrent mutuellement; les intérêts se solidarisent en quelques occasions; l'alliance, puis l'union se fait.

Le petit Etat est né; une nouvelle patrie en résulte, plus grande de territoire, plus nombreuse d'hommes. Dans cet Etat, les mœurs, les coutumes, les langues, les sentiments tendent à s'unifier, à devenir semblables au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. La solidarité diminue d'intensité.

De l'extension des connaissances humaines, du commerce, de l'industrie naissent de nouveaux besoins qui entraînent à des voyages, à des rapports fréquents avec l'étranger. Des guerres résultent des contacts entre peuples ennemis, des chevauchées en des régions étrangères. Les peuples se pénètrent mutuellement, tendent à se différencier de moins en moins. Des alliances et des unions se font. Par elles, l'agrégation des petits Etats en de grands s'accomplit, et aussi par conquêtes.

Une nouvelle patrie est née. Elle est plus grande superficiellement que toutes les précédentes; elle contient plus d'individus que toutes les précédentes. La solidarité embrasse un plus grand nombre d'êtres, mais elle est moins intense. Tous les hommes de cette patrie n'ayant pas de rapports quotidiens entre eux, ne vivant pas en le même lieu, ne se connaissent point, ne se sentent point exactement semblables entre eux, bien que les différenciations se soient considérablement atténuées. Le lien de solidarité existe, mais, embrassant plus d'êtres, il est plus lâche.

Nous en sommes actuellement à ce stade de l'évolution, et déjà se dessine vigoureusement le processus qui conduira l'humanité à l'internationalisme et ensuite vers un état tendant sans cesse à l'uniformité entre tous les humains.

Actuellement, en nos grandes patries, tout tend à l'internationalisme, c'est-à-dire à la solidarité entre les nations, à l'amour des hommes, quels que soient leur lieu de naissance, leurs mœurs.

En effet, l'humanité s'efforce vers une homogénisation de plus en plus grande. A ce but concourent toutes les découvertes de l'esprit humain. Les télégraphes, les téléphones cerclant le globe de leurs multiples fils; les chemins de fer sillonnant la terre en tous sens; les navires parcourant les mers; la bicyclette même née d'hier; la voiture à vapeur qui essaie encore ses premiers pas; le ballon dirigeable qui demain volera dans les airs, tout cela en diminuant les distances, en faisant pénétrer les peuples les uns chez les autres, supprime les frontières, fait disparaître les différences, assimile les dissemblables.

Les idées s'échangent; les livres, les revues, les journaux ne restent point en leur patrie d'origine; ou traduits en leur propre langue, ils vont en tous lieux porter mêmes pensées. L'Européen d'il y a deux siècles ne s'intéressait point à ce qui se passait en Chine, et aujourd'hui nous nous y intéressons. Nos journaux nous donnent des télégrammes sur ce qui se passe en Australie, dans le sud-Amérique, auxquels nos arrière-grands-pères n'auraient pris aucun intérêt.

Aujourd'hui, grâce au commerce, à l'industrie, un habitant de Bordeaux ou de Saint-Malo est plus affecté par ce qui se passe à Rio-Janeiro ou à Terre-Neuve que par ce qui se passe à Carpentras ou à Landerneau. Un événement européen retentit en Amérique, provoque un phénomène qui affecte l'Australie, et de là résulte un nouveau retentissement en Europe.

Si l'on considère les arts, les sciences, les lettres, le même phénomène se montre. L'échange en est de plus en plus fréquent; les rapports des artistes, savants, littérateurs sont de plus en plus nombreux au delà des frontières.

La littérature française est influencée par les

(1) Fragment d'une conférence faite à Nantes.

Russes, Tourguéneff, Tolstoï; par les Scandinaves, Ibsen, Bjornson, et elle va influencer les littératures espagnole, anglaise. Nos peintres enseignent aux Anglais, aux Américains, et nos impressionnistes sont des produits plus ou moins éloignés de Turner. Aux laboratoires de nos chimistes et de nos physiciens viennent étudier les savants de tous pays, et les nôtres vont aux laboratoires des autres patries.

Il y a en ces échanges mutuels un tel enchevêtrement que la part due à chacun est difficile à déterminer. Peu importe d'ailleurs, car l'œuvre d'homogénisation, d'amour s'accomplit, sous ces multiples causes. En l'immense laboratoire terrestre s'élabore peu à peu l'union de tous les peuples, l'amour de tous les hommes sans distinction.

A cette œuvre que préconisait Jésus en prêchant que tous les hommes étaient frères, à cette œuvre que prédisait Littré en écrivant que l'avenir était au cosmopolitisme, qu'affirmait Chevreul en disant : « Les nations sont destinées à se fondre pour n'en plus faire qu'une grande qui abattra les frontières », à cette œuvre, dis-je, travaillent même l'armée, la finance. L'armée, en réunissant des hommes de lieux, de classe, de castes différents, influence les uns par les autres, les assimile. La finance, en accroissant les relations entre peuples, en provoquant à des travaux en des pays étrangers, rend les hommes moins dissemblables. Et ces puissances, par tant d'autres côtés nuisibles, concourent à la formation de l'internationalisme qui, en étendant la solidarité à tous les hommes, provoquera la disparition des armées, et par conséquent du système capitaliste, incluant la finance.

L'internationalisme, c'est l'union de tous les peuples; voilà le but lointain vers lequel l'humanité s'efforce; mais, avant, il faudra passer par l'union de tous les peuples d'un même continent, puis l'union des peuples de même espèce, et, enfin, l'union de tous les hommes, indépendamment des races, des espèces.

Le processus des phénomènes sociaux amènera inéluctablement l'internationalisme; toutes les phraséologies déclamatoires ne changeront rien à cela. Etre internationaliste, c'est vouloir que l'amour unisse tous les hommes, au lieu de voir la haine les séparer; être internationaliste, c'est demander l'union entre les nations, ce n'est pas demander l'absorption de quelques-unes par d'autres plus nombreuses, plus puissantes.

Si une tendance décelée par les phénomènes sociaux est celle de l'homogénisation des peuples, l'examen de ces mêmes phénomènes sociaux montre aussi une tendance à l'hétérogénisation.

Les hommes tendent à conserver, à développer leur individualité en même temps qu'ils tendent à absorber, à englober les individualités voisines. Il en est de même des nations, agrégat d'individus. Influences sociales, climatériques et telluriques agissent suivant leur nature dans ces deux sens. Les ambiants cosmiques, obligeant à des alimentations différenciées, maintiennent les dissemblances, tandis que le commerce et l'industrie, permettant des alimentations semblables en des lieux différents, poussent à l'homogénisation.

On comprend que les conditions climatériques, telluriques, sociales, etc., ne peuvent être en tous lieux les mêmes : il y aura donc des différences entre gens vivant en des lieux divers. Elles iront s'atténuant dans l'avenir comme elles ont été s'atténuant dans le passé, nul n'en doute, mais longtemps, peut-être même toujours, elles existeront. L'internationaliste n'en est point tristement affecté, car peu lui en chault; ce qu'il désire, c'est l'union de toutes les nations, la solidarité, l'amour de tous les humains au lieu de la guerre et de la haine. C'est là un noble idéal. C'est, comme l'a constaté M. Jules Delafosse, avoir une compréhension plus philosophique et plus large de la solidarité de préférer l'humanité à sa patrie.

« Il est, a dit Mably, une vertu supérieure à celle de la patrie, et cette vertu c'est l'amour de l'humanité. » Professons cette vertu et, comme Schiller, agissons comme citoyens du monde, échangeons notre patrie contre le genre humain; car, ainsi que l'écrivit Renan, on est homme ou fils de Dieu avant d'être Français ou Allemand.

A. Hamon.

LA STATUE

J'avais passé cent fois devant sans m'y arrêter. Ce matin-là, l'exactitude du train m'ayant laissé des loisirs, je l'examinai, curieux. Sur le piédestal on lit : « Au sergent Bobillot et à ses compagnons d'armes morts pour la Patrie dans l'Extrême-Orient », et, par côté : « Les Chinois ont pratiqué une mine qui a fait brèche à l'enceinte. Ils ont donné l'assaut et ont été repoussés. Le sergent Bobillot fait boucher la brèche sous le feu de l'ennemi. — Janvier 1885. » Au-dessus, le sergent. Pose conventionnelle, la main droite impérative, la jambe tendue; en définitive, banale. Pourtant, telle quelle, cette statue intéresse. Elle est la malice cousue de fil blanc des gouvernements excitateurs des instincts brutaux qui sommeillent en l'âme du peuple, encourageant des héroïsmes militaires propices à l'expansion coloniale. Et tandis que je contemplais, derrière le geste figé théâtralement, entre les lignes de l'inscription civiquement rédigée, je percevais le subterfuge roublard. Le pauvre diable ayant claqué là-bas, l'œil démesurément ouvert sur un ciel inconnu, son cadavre lointain fut le prétexte d'un bronze et d'un discours. Quelque député, un conseiller municipal, qui sait? un ministre : « Citoyens, la grande République sait récompenser ses enfants et sa gloire est de recruter ses héros parmi les humbles. Celui-ci, sorti des rangs du peuple... » Et des badauds applaudissent, des journaux reproduisent le discours et les humbles sont émerveillés qu'un des leurs, « sorti des rangs du peuple », ait réussi à escalader ce socle où son élan semble arrêté net.

Mais, plus loin, d'autres, « sortis des rangs du peuple » aussi, s'évertuent à le prendre, cet élan pour la postérité. Ils sont là quelques escouades de futurs héros auxquels on a mis un fusil entre les mains, et qui, dans cet instant précis, sous le : Une! deux! nasillard d'un cabot échappé de *Champignol malgré lui*, lèvent et abaissent méthodiquement les bras, l'air parfaitement abruti, comme il convient à la gloire obscure, par ces temps de Dahomey et de Madagascar.

Gabriel Pernet.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — *Le Congrès de sociologie.* — L'Institut international de sociologie, fondé en 1893, vient de tenir à Paris son deuxième congrès. Bien que ce genre de réunions ait rarement de résultat pratique, il est intéressant de suivre les progrès de cette science, encore dans les langes, mais dont les observations peuvent servir à guider plus tard l'humanité dans ses tâtonnements vers une organisation rationnelle.

La séance débute par la lecture d'un rapport de M. René Worms, secrétaire, sur les diverses conceptions de la sociologie, qu'il classe au nombre de trois : 1° celle de M. Gumplowicz, 2° celle de Gabriel Tarde, 3° celle de M. Cesar Lombroso.

Ensuite M. Westermarck lit un rapport sur le « Matriarcat ». L'auteur n'admet pas que le matriarcat soit une phase de l'évolution de la famille. Les exemples qu'on en rencontre sont, dit-il, trop disséminés pour qu'on puisse envisager cet état familial comme ayant eu, à un moment donné, une signification évolutionnelle.

M. Kowalewsky discute la thèse soutenue par M. Westermarck. Après avoir constaté avec ironie que M. Westermarck a exprimé sur ce sujet, dans les diverses éditions — finlandaise, anglaise et française — de son ouvrage, des opinions successives assez divergentes entre elles, en faisant, à chaque fois, de nouvelles concessions, l'orateur s'étonne que, dans le mémoire dont on vient d'entendre la lecture, il ne soit pas fait mention des observations recueillies par divers auteurs qui ont vécu au milieu des populations pratiquant cette forme du mariage, notamment par M. Morgan chez les Iroquois, et par MM. Hewitt et Vison, chez les Australiens.

On écoute ensuite la lecture d'un rapport de M. Gumplowicz sur l'évolution de la famille. L'auteur de ce rapport, partant de son ordinaire conception de la lutte des races, fait application à l'histoire de la famille de cette vue générale. Il passe en revue les différentes évolutions de la famille chez les races primitives, puis il fait l'histoire de la famille chez les Grecs et les Romains.

M. Kowalewky présente ensuite un travail sur le passage de la propriété collective à la propriété individuelle.

M. Arthur Raffalowich, représentant à Paris du ministère des finances russes, ne peut que confirmer ce qu'a dit M. Kowalewsky sur la naissance de la propriété individuelle, c'est-à-dire sur l'origine de la forme capitaliste de la production; mais il tient à faire remarquer l'inefficacité des tentatives faites pour restaurer les anciennes formes. Il cite notamment, à l'appui de son opinion, les « Rentengüter » de Prusse, c'est-à-dire l'essai fait par le gouvernement prussien de l'institution d'une classe de petits propriétaires.

A cette occasion, MM. Raoul de la Grasserie et de Lestrade font remarquer les bons effets qu'a produits en Allemagne le « Hœferecht ».

M. de la Grasserie donne ensuite connaissance d'un travail sur l'évolution de l'idée d'aristocratie à travers les âges. La première aristocratie qui se rencontre est l'aristocratie théocratique à laquelle succède l'aristocratie guerrière. Celle-ci forme naturellement l'aristocratie terrienne et féodale. La possession de la terre engendre l'aristocratie financière. De nos jours, se laisse prévoir la formation d'une nouvelle aristocratie, celle de la science. Pour l'auteur, l'aristocratie sous ses diverses formes est impérissable.

Suit une discussion à laquelle prennent part MM. de Lestrade, Monin, Novicow, Coste, Golberg et Limousin. M. de la Grasserie réplique à ses contradicteurs. Puis vient M. le baron de Krauz qui lit un mémoire sur la « rétrospection révolutionnaire ».

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion sur « l'évolution des formes politiques ».

M. de Lilienfeld, sénateur russe, émet l'avis qu'il n'existe pas d'évolution des formes politiques. Pour lui, les formes politiques d'une nation sont indépendantes des progrès qu'elle accomplit aux divers points de vue économique, intellectuel et artistique.

La discussion s'engage sur ce sujet. M. Emile Worms admet l'évolution. A son avis, M. de Lilienfeld s'est laissé fasciner par son patriotisme.

M. Kowalewsky estime que la question n'est pas épuisée par le mémoire présenté. Il cite des exemples établissant qu'il y a des évolutions, il en montre même dans l'empire russe.

M. Letourneau est, lui aussi, partisan d'une évolution. Résumant son ouvrage : *De l'évolution politique chez les diverses races humaines*, il établit que la forme primitive, qui se rencontre d'ailleurs chez les Fuégiens, est l'anarchie, anarchie rudimentaire d'où est absente naturellement toute complexité économique. Puis il passe en revue les diverses peuplades plus ou moins organisées de l'Afrique centrale, se trouvant à différents degrés de l'évolution politique.

Comme conclusion, M. Kowalewsky estime que la question devrait être étudiée à deux points de vue : 1° Y a-t-il une évolution des formes politiques? 2° Cette évolution est-elle liée aux phénomènes économiques?

Ces deux questions sont alors mises à l'ordre du jour du prochain congrès.

Vient ensuite la question du « crime envisagé comme phénomène social ».

Plusieurs mémoires avaient été adressés sur le même sujet.

Celui de M. Enrico Ferri, député socialiste italien, professeur de droit criminel à l'Université de Rome, reconnait trois facteurs au crime : 1° influence psychique; 2° influence physiologique, et 3° influence de milieu.

Un mémoire du baron Garofalo résume les opinions exprimées par l'auteur dans son livre *la Criminologie*.

Une discussion s'engage.

M. Manouvrier regrette que les deux derniers auteurs — qui, on le sait, sont avec Cesar Lombroso

les trois *évangélistes* de l'école d'anthropologie criminelle d'Italie — ne fassent que répéter ce qu'ils ont déjà exposé dans différents congrès et qu'ils n'aient pas cru devoir réfuter les objections qui leur avaient été faites à diverses reprises. On connaît la part importante que M. Manouvrier a prise dans les récents congrès d'anthropologie criminelle. Il est, on le sait, l'adversaire déclaré de la théorie du criminel-né, soutenue par l'école italienne, et n'admet comme facteur du crime que l'influence du milieu.

M. Mécislas Golberg lit un mémoire sur l'origine des races et la division du travail. Pour lui, l'idée de patrie n'existe qu'en ce qui concerne le lieu natal, le village, la bourgade; mais la facilité de plus en plus grande des communications, l'internationalisme de la vie, tendent de plus en plus à la faire disparaître.

Quelques vues ont été échangées ensuite sur la langue de la sociologie que tout le monde a reconnu devoir être claire.

C'est le moins qu'on puisse exiger.

André Girard.

Allemagne.

Dresde. — Les manœuvres décennales de Mockritz-Kaitz ont eu lieu le 19 septembre aux environs du monument élevé au traître Moreau. Son Altesse royale le prince Frédéric-Auguste commandait les troupes ennemies. L'allure martiale des officiers et l'aveugle discipline des soldats indiquaient des hommes capables de massacrer un grand nombre de leurs semblables au nom du Dieu de Luther. Plusieurs faits attestent le sérieux et l'importance de cette journée qui a dû coûter au moins trois cent mille francs aux contribuables saxons. C'est d'abord, sur le champ de manœuvres, vingt-quatre blessés et un mort transpercé d'un coup de lance. Puis, après le licenciement, on parle de 200 soldats blessés dans une collision de trains près Zwickau et de huit morts. Les feuilles officielles veulent réduire à 30 le chiffre indiqué. Grâce au festin royal qui, à l'heure de la collision, retenait au Johanneum de Dresde la plupart des officiers, l'armée ne subira aucune perte de gradés supérieurs. Seul, un sous-officier a été, par hasard, blessé dans l'accident. Les feuilles officielles s'apitoient longuement sur ce malheur et déplorent avec un à-propos louable le retard insupportable imposé par la collision à Son Altesse royale, qui se rendait en promenade à Lindau pour se délasser de cette journée militaire. Ces incidents n'ont d'ailleurs nullement empêché ni assombri le festin gargantuesque offert par Sa Majesté. A la seule table royale, on comptait 225 officiers. Tout le monde a joyeusement devisé et toasté, alors que les soldats agonisaient dans les ambulances et sous les débris des wagons. Aucune quête n'a été faite, malgré la munificence bien connue de la famille royale, sans doute afin de ne pas attrister les bons vivants qui se grisaient aux sons d'une musique endiablée. Si les dames eussent pris part à la fête, il y aurait eu des danses en dépit des événements macabres. Les journalistes officiels et autres ont fourni une copie enthousiaste sur cette journée mémorable dans les fastes du militarisme qui, une fois de plus, a bien mérité de celle qui l'entretient : la patrie. Un personnage haut placé faisait remarquer, non sans une légitime fierté, que la rudesse des manœuvres enlève aux soldats toute envie gaillarde. Des nobles, des négociants et quelques bonnes d'enfants, voilà le public des grandes manœuvres. Les filles s'en désintéressent, et, sans deux étrangères — une vieille girafe sale et grise, avec sa petite roulure qu'elle offre à tout venant — M. Bérenger aurait pu marquer cette journée d'une croix jaune.

Belgique.

Le mouvement anarchiste en Belgique n'a jamais été grand, il n'a pas eu cette intensité qu'on lui a vue en France, en Espagne et en Italie. Pourtant, la propagande entreprise par quelques compagnons était active et réclamait d'eux un labeur constant, voire même un surmenage auquel beaucoup n'auraient pu résister.

Depuis plus de dix ans, on a formé groupe sur groupe, mais tous n'eurent qu'une vie éphémère. De ces groupes, il est resté fort peu de militants. Les ressources pour la propagande ont toujours été faibles et ne provenaient que de souscriptions entre camarades; malgré cela, jamais on n'a manqué de publications : un journal n'était pas plus tôt disparu qu'il en reparaissait un autre. De nombreuses brochures furent aussi publiées, mais grâce aux sacrifices que s'imposèrent quelques dévoués compagnons. On a répandu dans tous les centres ouvriers des milliers et des milliers de journaux et brochures. Tous les dimanches, les orateurs organisèrent plusieurs meetings ou conférences, et, malgré dix ans de propagande infatigable, le résultat est peu sensible. Le nombre de nos prosélytes a certainement augmenté, mais seulement parmi les privilégiés de l'instruction, tandis que l'ouvrier (*celui qui sait à peine lire et écrire*) reste réfractaire; il lui faut l'embrigadement, une force disciplinée, un conseil général quelconque qui pensera pour lui, il ne voit sa puissance que dans le nombre. A quoi tient la difficulté de pénétration de nos idées dans la masse? A plusieurs causes : au manque d'instruction d'abord, à l'état politique de la Belgique, qui n'en est qu'au début de son évolution, au mode de propagande qui y est aussi pour quelque chose, et à la puissance du parti ouvrier.

La Belgique, depuis la révolution de 1830, qui lui donna son indépendance et sa neutralité, s'est toujours complu dans son semblant de liberté et dans sa prospérité. L'industrie naquit et prit en peu de temps un développement merveilleux. Le peuple, maintenu en dehors de la politique et qui, du reste, ne s'y intéressait pas, n'eut qu'un but : gagner de l'argent. On en gagna. Il y avait du travail pour tous et par conséquent pas de crise; les riches, eux, avaient soin de maintenir ce peuple dans l'ignorance et la superstition, ce qui fait qu'aujourd'hui il y a encore une quantité énorme d'illettrés. Ce n'est que lorsque l'industrie fut arrivée à son apogée, lorsqu'il y eut surproduction, lorsque la machine remplaça l'ouvrier, lorsque se recruta l'armée des sans-travail, et qu'en 1886 la Belgique se réveilla à la lueur de l'incendie et au grondement de l'émeute, que le peuple, sorti de sa torpeur, commença à comprendre que pendant cinquante-six ans on était resté dans le *statu quo*, qu'il y avait un lien qu'il fallait briser, qu'en un mot un changement à sa situation s'imposait. Mais quel changement? On ne le sut. Le peuple avait vécu dans l'ignorance et la superstition, tour à tour gouverné par des libéraux et des catholiques, et peu lui importait; plusieurs siècles d'oppression et de domination (espagnole, autrichienne, française et hollandaise) pesaient sur ses épaules; il n'en fallait pas davantage pour qu'il crût au premier politicien venu, et de ceux-là il ne manqua pas. Ils lui firent croire qu'il fallait réclamer ses droits politiques, et qu'alors, grâce à l'obtention de ceux-ci, on ferait de la Belgique un paradis terrestre. Le peuple y crut et le parti ouvrier devint une force colossale. Il fonda partout des ligues, des caisses de secours, des coopérations et des syndicats. Les derniers succès électoraux fascinèrent quantité de petits bourgeois; c'est à qui entrerait dans le parti ouvrier et, tous les jours, sa force augmente, force numérique, il est vrai, et il ne ferait pas bon, dans certains centres, d'être hostile à la politique suivie par ce parti ou même d'y contredire.

Le parti progressiste a le même programme politique, économique et agraire, à part quelques différences sans importance, ce qui ne manquera pas de produire des déchirements, car ces deux partis cherchent à s'absorber l'un l'autre. Si le parti ouvrier absorbait celui des progressistes, ce serait peut-être sa perte, et, s'il se laisse trop attirer par les progressistes, le même résultat aura lieu.

Déjà certains membres ont des appréhensions; Léo disait, à l'une des assemblées où il était question de conclure une alliance avec les progressistes, qu'on devrait s'occuper un peu moins de politique et un peu plus du collectivisme. Pierron lui répondit, et sa réponse eut un certain succès, que l'ouvrier ne savait pas attendre la réalisation trop lointaine du collectivisme, qu'il fallait le laisser de côté et s'occuper des réformes pratiques!

Voilà qui prouve que bientôt ce parti sera un parti opportuniste, radical, progressiste ou possibiliste, comme on voudra, mais que le socialisme sera de plus en plus remisé à l'arrière-plan. Du reste, le parti ouvrier voulant englober les progressistes, il se pourra que les deux partis, à l'avenir, n'en forment plus qu'un seul. Mais alors tous les sincères se retireront et ne manqueront certes pas d'adopter une autre tactique, celle des vrais révolutionnaires. La chose ne se produira que lorsque le peuple aura fait son *éducation politique*; il faut qu'il ait pu se convaincre de l'inefficacité du parlementarisme. A la première élection législative sous le suffrage plural et restreint à laquelle le peuple participa avec vote obligatoire, vingt-huit socialistes furent élus; l'enthousiasme fut indescriptible, et cet enthousiasme est loin de s'éteindre. Le peuple croit arriver à une majorité socialiste en peu d'années, et ce ne sera que lorsqu'il sera déçu dans ses espérances, lorsqu'il sera désillusionné sur ce que le parlementarisme peut produire et quand il verra que malgré toutes les réformes possibles — la propriété, le capital et l'autorité, causes directes de tous les maux, étant encore debout, — sa condition n'est guère changée et qu'il reste l'exploité et le dominé, alors il cherchera autre chose que le parlementarisme, il deviendra révolutionnaire et même le parti ouvrier sera forcé d'abandonner sa politique ou de se jeter entièrement dans les bras de la bourgeoisie.

Les anarchistes sont impuissants à lutter contre le courant maintenant, leur rôle consiste à faire de la propagande par la presse et surtout à ne s'occuper que de vulgariser les principes; en outre, avec les derniers événements, on a tant sali les anarchistes qu'une grande réaction s'est opérée dans les esprits; on a tant vu le côté destructeur de la propagande par le fait qu'on ne veut voir dans l'anarchiste que le destructeur. Les parquets ont apporté tant de rigueur et de zèle dans leurs poursuites qu'ils ont fait un tort immense, et, quoiqu'il n'existe aucune loi contre les anarchistes, ceux-ci sont néanmoins l'objet d'une surveillance spéciale et inusitée. Il suffit d'une dénonciation anonyme, taxant quelqu'un d'anarchiste, pour que de suite il y ait perquisition, interrogatoire, surveillance, etc., etc. Puis le parti ouvrier ne manque jamais une occasion de faire des excommunications à l'égard des anarchistes; on a déjà été jusqu'à demander l'exécution des groupes considérés comme anarchistes (Liège). Des chefs poussent l'autorité jusqu'à censurer les publications anarchistes; et ils osent parler de liberté de conscience! Tout cela est peu favorable à la propagation de nos idées. En attendant, qu'on ne néglige, malgré tout, aucune occasion de répandre nos écrits et surtout de faire de la propagande d'homme à homme; c'est encore, momentanément, la meilleure.

F.

* * *

Verviers. — Notre industrie locale, on le sait, est la fabrication du drap et des étoffes. Nous assistons en ce moment à une véritable transformation dans l'industrie en ce qui concerne le matériel de production; c'est une véritable révolution, car elle tend non pas seulement à obtenir le maximum de production des machines utilisées, mais à employer l'ouvrier de façon à lui faire faire un véritable tour de force, en lui donnant deux métiers au lieu d'un. C'est un moyen de diminuer le nombre d'occupants.

Le tissage à la main, presque disparu, a fait place au métier mécanique, lançant soixante duites par minute. Dès son introduction, il y a déjà de nombreuses années, la production fut doublée; les salaires diminuèrent et, comme conséquence, le chômage devint plus fréquent : cette situation empira de jour en jour et on vit naturellement les grèves se multiplier; c'est l'histoire de toutes les industries.

Aujourd'hui, les capitalistes ont trouvé mieux, et voilà que l'élimination d'un tisserand par deux métiers devient d'un usage constant dans notre localité. Plusieurs ateliers ont déjà adopté ce système et bientôt nous le verrons partout; il permettra aux patrons de se faire une fortune colossale en peu de temps, tout en se créant une armée de réserve en cas de grève; car c'est inévitable : à côté de richesses incalculables, nous allons voir une armée de désœuvrés renforcée chaque jour par les progrès du machinisme et dont la vie avec ses privations sera de plus en plus insupportable.

L'introduction des deux métiers a naturellement provoqué quelques résistances : les patrons invoquaient la concurrence étrangère, anglaise principalement; les ouvriers doutaient, et voilà que les patrons demandent à la Fédération des tisserands un délégué pour aller en Angleterre afin de bien prouver que le système des deux métiers fonctionne. Ils y vont, et à leur retour ils publient un rapport affirmatif que l'ouvrier délégué signe également; ce rapport est récusé par la Fédération et le délégué démissionne.

Pour nous, la question de savoir si on tisse ou si on ne tisse pas sur deux métiers en Angleterre n'a pas d'importance en effet, car nous devons envisager la chose au point de vue général et faire remarquer que plus le mécanisme se perfectionne, plus grande est la production et plus nombreux deviennent les sans-travail; car, dans n'importe quel genre d'indus-

rie, il n'en est pas qui n'ait subi de transformation amenant toujours avec elle une production plus grande jetant sur le pavé quelques ouvriers.

Outre ces progrès de la science, la centralisation de la propriété et des capitaux rejette dans le prolétariat une grande part de la petite bourgeoisie et des petits propriétaires qui viennent grossir le bataillon des mécontents. N'ont-ils pas raison, ces *anarchistes*, prophétisant une révolution sociale, fatale, inévitable?

Oui, nous savons combien les révolutions sont féroces en leurs effets, mais le bon sens et la sincérité nous forcent à arriver à cette conclusion. On dira peut-être que nous sommes très pessimistes dans notre vue de l'avenir, mais nous ne sommes pas de ceux qui, tout en avouant une situation désastreuse et manquant de moyens pour améliorer matériellement la situation de la classe ouvrière, font appel au concours de la bourgeoisie pour examiner cette situation et décréter quelques réformes anodines, absolument inefficaces; nous prenons la vérité où elle se trouve et nous la propageons sans ambition personnelle, ne nous laissant guider que par la raison et par la justice, et croyant fermement que la solution du problème social sera l'expropriation au profit de tous.

J. Charpentier.

Hollande.

Rotterdam. — Ordinairement, il y a peu à dire de ce pays, même quand il n'y règne pas — comme en ce moment — une période de calme apparent. L'esprit du peuple est ici tel qu'un voyageur français — Voltaire, je crois — disait : « J'ai vu le pays des canaux, canards, canailles. »

Le mouvement anarchiste chez nous — autant qu'on peut parler d'un « mouvement » — montre un caractère tout à fait différent d'ailleurs; il est plus passif, moins conscient, et n'offre que peu de différence avec les courants les plus avancés et progressistes du socialisme.

Toutefois, excepté les soi-disant anarchistes, qui restent enrôlés dans des organisations socialistes, contre lesquelles nous devons combattre, nous avons encore d'autres gens, qui, pleins d'une haine ardente contre quelques « chefs », négligent la propagation de nos idées pour perdre leur temps en critiques plus ou moins intelligentes à l'adresse de ces derniers.

Il en résulte que la littérature hollandaise est en rapport avec l'esprit de la masse qui se révèle dans les assemblées.

Et c'est la vérité : nous avions, il y a un an, un petit journal hebdomadaire et un, plus grand, bi-mensuel; le premier a disparu depuis plusieurs mois, et le second se perd dans les querelles personnelles.

Cependant, de temps en temps, paraît quelque ouvrage. On a d'abord édité une traduction de la *Conquête du pain* de Kropotkine, et, à présent, *La Société mourante et l'Anarchie* de Jean Grave paraît en hollandais. L'année passée, 20.000 exemplaires d'une édition hollandaise de *A mon frère le paysan* d'Elisée Reclus furent distribués en Hollande, ainsi que nombre de divers manifestes, entre autres : la « Déclaration » d'Emile Henry, *Pourquoi sommes-nous anarchistes?* de Reclus, etc.

Ici les grèves sont fertiles en résultats, surtout à Amsterdam, où les cigariers sont actuellement en grève (en Hollande, l'Etat n'a pas monopolisé l'industrie du tabac). Leur lutte a assez de signification. Les fabricants s'étant arrogé le droit de renvoyer les ouvriers qui s'unissent pour discuter leurs intérêts, les travailleurs exigent brutalement, en réponse, qu'on n'engagera point d'ouvrier qui ne sera pas membre de l'organisation dite « Union des ouvriers des tabacs ».

Quelque opinion que l'on ait sur l'action économique, on ne peut regarder une telle lutte sans intérêt, car c'est un reflet de la grande bataille entre le capital et le travail.

Dans un pays où les hommes sont si froids et si égoïstes, le moindre signe de vie réjouit celui qui note avec une impatience et un espoir perplexes les dernières pulsations de la société mourante.

B. P. van der Voo.

EXEMPLE A NOTER

Le public anglais se plaint beaucoup de l'organisation des chemins de fer londoniens, mais il n'y a encore qu'un anarchiste pour agir.

Le nombre des voitures de 3e classe ne correspond pas au nombre des voyageurs de sorte qu'aux heures où les ouvriers vont au travail ou en reviennent, la moitié doit se tenir debout, écrasant les pieds de ceux qui sont assis.

Il y a un mois, Legatt, un anarchiste, monta ostensiblement en deuxième classe. Il fut poursuivi, et comme il donna publiquement la raison de sa conduite et ne cacha pas ses opinions, la compagnie obtint qu'il fût condamné à cinquante francs ou quinze jours de prison. Il fit la prison, puis, en sortant, reprit la question dans la tribune libre d'un journal, demandant au public son opinion sur sa façon d'agir. — Voici une des réponses publiées :

« Par votre acte, si simple, et son explication publique, vous avez plus fait pour la nationalisation des chemins de fer que vingt années de notre propagande socialiste. Allez de l'avant, nous vous suivrons. »

Remarquons seulement : 1° que la méthode anarchiste est pratique; ainsi Legatt a déjà obtenu que, voyageant ouvertement avec un billet dit périmé, on ne lui fasse plus la moindre observation; — 2° que la susdite réponse n'aurait pas pu être écrite par un socialiste français.

G. G.

BIBLIOGRAPHIE

Le *Plébéien*, publié à Ensival (Belgique), rue du Beau Jardin, 2, vient de faire paraître sous le titre : *L'Anarchie en Cour d'assises*, la plaidoirie prononcée l'an dernier par Me Royer, à l'occasion des poursuites intentées à Henri Willems, éditeur du *Libertaire*.

⁂

Vient de paraître : *Une Cause célèbre* (affaire Souhain), plaidoirie *in extenso* de P. Argyriadès, avec une préface de Paule Minck, à l'administration de la *Question sociale*, 5, boulevard Saint-Michel.

⁂

Reçu : *Le Sceptique loyal*, par Léon Riotor, à la librairie de la *Plume*, rue Bonaparte, 31.

⁂

L'Almanach socialiste pour 1896, par Maurice Charnay, prix 0 fr. 30, à la *Petite République française*, 142, rue Montmartre, et chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

PETITE CORRESPONDANCE

J., à La Crète. — Je ne connais aucun camarade à Cherbourg. — L'abonnement sera servi au Cercle en question.

N., à Chaux-de-Fonds. — Reçu 4 francs de timbres.

J. F., à Barcelone. — Nous vous enverrons les livres dès que vous aurez indiqué ceux qu'il vous faut.

J. F., à Barcelone. — J. M., à Reims. — B., à Roubaix. — P., au Buisson. — D., à Marcq-en-Barœul. — L., à Montceau-les-Mines. — G., à Chalon-sur-Saône. — A., à Pont-Audemer. — N., à Chaux-de-Fonds. — D., à la Haye-Descartes. — Th., à Thiers. — Ch. P., à Bloomfield. — T., à Droituriers. — L., à Bruxelles. — V. Sp., à Rotterdam. — D., à Ganges. — A. D., à Saint-Imier. — M., à Troyes. — B., à Nantes. — M., à Marseille. — J. M., à Reims. — C., à Argenteuil. — P., à Tunis. — L., à Londres. — Issoire. — B., à Agen. — N., à Toulouse. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 25

DIX CENTIMES

DU 19 AU 25 OCTOBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nombre de camarades nous demandent l'envoi de volumes sans accompagner leur commande de l'envoi de fonds. Nous renouvelons l'avis déjà donné. Etant forcés de payer ces volumes en les prenant chez l'éditeur, il nous est impossible, étant donnée notre situation financière, d'en faire l'avance. Il ne sera tenu compte d'aucune demande non accompagnée du montant.

AUX CAMARADES

La police n'ayant pu réussir, l'année dernière, à établir les preuves de « l'association de malfaiteurs » qu'elle avait inventée, ne se tient pas battue pour cela; nous savons, de source certaine, que le cabinet noir fonctionne à son intention, et que la plupart des lettres reçues par les camarades « notés » sont lues et photographiées.

Cela peu nous chaut, mais nous savons que la magistrature est habile aux interprétations. Aux camarades, lorsqu'ils écrivent à un camarade, de bien préciser leur pensée, et de ne pas laisser passer de phrase pouvant être interprétée ou traduite en un autre sens que celui que l'auteur a voulu lui donner.

LE LOGEMENT ET L'HYGIÈNE

L'homme pour vivre a, comme les animaux et les plantes, besoin d'air et de lumière. Ce principe essentiel d'hygiène sociale est prodigieusement méconnu dans la plupart de nos capitales européennes et même dans un certain nombre de nos grandes villes. Chez nous surtout, dans un esprit bas de lucre et pour jouir sans travailler des biens de la vie, des capitalistes spéculateurs achètent au plus bas prix possible les terrains vagues des villes populeuses et dont le nombre d'habitants a chance d'augmenter, puis ils les revendent avec de gros bénéfices de 50 ou 100 0/0 à d'autres. Sur ces terrains, les nouveaux propriétaires font construire ces lourdes maisons de fer, de pierre et de ciment destinées à emprisonner pendant des siècles les malheureux que le bas prix des salaires et la cherté de la vie condamnent à louer quand même ces immeubles et à s'entasser dans des locaux toujours trop petits, souvent malsains, et qu'ils payent tout de même fort cher aux propriétaires, qui veulent un intérêt de 7 à 8 0/0 de leur argent et trouvent par ce moyen à vivre grassement à ne rien faire, tandis que le locataire peine fort pour gagner l'intérêt de cet argent si inutilement immobilisé et qui servirait mieux au bien général s'il restait dans la circulation. Mais le propriétaire tient à assurer à ses descendants les mêmes avantages qu'à lui et c'est pourquoi il a fait sa maison si solide, si coûteuse. En Amérique, où chacun pense d'abord à soi et pas à ceux qui viendront plus tard, on construit les maisons en matériaux légers, de sorte qu'elles ne durent guère que 50 ans et que les loyers y sont relativement peu chers. Aussi chacun trouve-t-il à se loger à l'aise. On a raison d'agir ainsi, car d'abord les générations présentes sont dans de bonnes conditions hygiéniques, et comme les habitudes et les nécessités changent avec les générations nouvelles et les progrès, les habitations doivent pouvoir suivre le mouvement. En Europe, il n'en est malheureusement pas de même et telle maison qui convenait à nos grands-pères, qui l'habitaient, du reste, dans des conditions toutes différentes, le chiffre de la population étant moindre, ne convient plus du tout à un triple nombre d'habitants. Il faudrait donc la jeter par terre. Mais tel n'est pas l'avis du propriétaire qui se fiche pas mal du confort de ses locataires, voire même de leur santé, pourvu qu'il touche régulièrement ses termes, qu'il n'a pourtant rien fait pour gagner. C'est même en rechignant toujours qu'il fait les réparations indispensables et voilà pourquoi tant de gens sont obligés de s'empiler quand même et bon gré mal gré dans de vieilles masures, beaux hôtels il y a 300 ans, mais aujourd'hui divisées à l'infini en réduits tristes, sombres, humides, remplis des germes de maladies laissés par les générations précédentes, ou dans les grandes casernes, neuves, il est vrai, mais tout aussi parcimonieusement divisées et constituant tout de même de mauvais logements. Il y a en France, pour 38 millions d'habitants, 7.842.053 maisons. 3.986.686 d'entre elles ne possèdent qu'un étage : ce sont, pour la plupart, d'humbles chaumières dont beaucoup encore sont encombrées et malsaines. 2.661.798 n'ont qu'un étage : on les trouve réparties dans les petites villes. 875.273 ont deux étages; 221.799, trois étages : elles sont dans les centres plus importants. 96.487 ont quatre étages et au-dessus et, à elles seules, elles contiennent presque autant d'habitants que toutes les autres réunies. Ce sont celles-là qui, dans nos grandes villes, constituent les principaux centres d'encombrement. C'est dans ces maisons que les malheureux habitants, écrasés par le prix toujours très élevé des loyers, sont empilés comme des moutons dans une bergerie. Aussi la mort et la maladie y pratiquent-elles des coupes sombres et en rapport avec la densité de la population. A Paris, par exemple, la fréquence des maladies varie, dans chaque arrondissement, proportionnellement au nombre des habitants. Dans le quartier du Temple, où il y en a 764 par hectare, on compte 21 sur 1000. Dans le quartier de l'Elysée, où il n'y a que 280 habitants sur la même surface, 12 décès pour 1000. A Ménilmontant, où 227 logements sur 1000 sont encombrés, la mortalité atteint 31 pour 1000 et il en est de même dans les autres quartiers populeux. A Bordeaux, où l'on ne voit que de rares maisons à trois étages et où la plupart n'en ont que deux, la mortalité n'est que de 24 pour 1000 et elle serait moindre si les habitations étaient plus salubres. Ce qui contre-balance l'insalubrité des habitations, c'est l'étendue considérable de la ville : 3.517 hectares pour 250.000 habitants, la moitié de l'étendue de Paris pour 10 fois moins de population ! Aussi chaque maison ne renferme que 7 ou 8 personnes, il n'y a pas d'encombrement. Presque toutes les maisons ont des jardins. La plupart des rues sont larges et bien aérées et, dans toutes les habitations, l'air et la lumière pénètrent à flots. Cette simple comparaison montre l'influence nocive du surpeuplement et entraîne une conséquence logique, c'est qu'il faudra jeter bas toutes ces vastes prisons, foyers d'épidémies où la phtisie et le rachitisme règnent en maîtres, et mettre à leur place des maisons basses, larges, où chacun ait suffisamment de place, d'air et de soleil, puisse respirer et vivre à l'aise sans empiéter sur l'air du voisin ou être infecté par lui.

VERAX.

CARMAUX

O labyrinthe de Minos ! qui fera brèche dans ton cercle infernal !

O sempiternelle et trompeuse image de l'Etat légal ! quelle arme salutaire pourra briser ton ignoble cadre d'airain ! Est-ce l'ironie ? est-ce la violence ou la persuasion ? Essayons...

Au fait, d'aussi grands personnages doivent s'y connaître mieux que nous ! Voilà pourquoi, au premier bruit d'une conférence verrière, dix mille personnes, toutes bien bonnes et bien pensantes gens, accourent s'enfourner dans une salle surchauffée à la température d'une usine de verrerie. Tout plaisir vaut une peine. Et bien à plaindre est le blasé à qui manque la dose d'enthousiasme voulue pour aller admirer et applaudir aux gros et pompeux discours des Démosthènes du quart-Etat ! Tant pis pour eux, ces indifférents, s'ils ne veulent pas chercher à savoir par la bouche dorée des grands révélateurs du socialisme moderne, qu'un directeur d'usine, riche à millions, est publiquement accusé d'avoir volé un brevet d'invention à l'un de ses ouvriers. Et tous ces braves gens de s'écrier : Oh ! le gredin ! Oh ! le bandit ! Un riche voler un pauvre ! mais c'est un fait sans pareil ! Jamais l'histoire n'a relaté coquinerie semblable !

Disons, il est vrai, que quand le premier tissu fut créé par une jeune et pauvre bergère, ce fut Pallas, la fille chérie du propriétaire qui, en l'accaparant, en eut, non le brevet, mais toute la gloire et l'honneur. Cette histoire, toute récente, peut sans doute être encore ignorée de ces gros messieurs. Pensez donc, elle date à peine de cinq mille ans !

« Citoyennes, citoyens, s'écrient ces Dantons du social-radicalisme, nous n'avons qu'à nous solidariser pour anéantir nos affameurs, cotisons-nous et nous verrons le capital lâcher prise; les chambres syndicales ouvrières (j'allais dire le parc aux pauvres, ô Panurge!) seront respectées et, sans sortir de la légalité — gardez-vous-en bien ! — l'ouvrier que nous aimons comme un *frère cadet* aura mieux beurré sa tartine, nous retirerons quelques fagots à son enfer, et quant aux heures de collier, nous les avons, en notre haute sagesse bien connue, pesées, estimées et décrétées aux 3-8. » La traditionnelle sébile complète les harangues; « bonne récolte, dit-on, qui nous permettra de leur en faire voir de grises à ces affameurs populaires! Vive la République démocratique et sociale! mais restons modestes et respectueux de la légalité, car, voyez-vous, l'histoire nous l'apprend, la légalité seule assure le succès. »

Le lendemain, ces brillants orateurs — tels, après une bataille, les officiers généraux — réciproquement s'encensent... Voyez les journaux à dévotion : M. a été superbe, J. R. a vibré, et J. a tout enlevé. A la foule, que lui revient-il ? le silence : c'est de l'or, dit-on: grand bien lui fasse !

Trêve d'ironie. Si résolu philosophe soit-on, la sottise de ces bouffis d'orgueil vous ferait sortir des gonds ! Tragiques bavards! risibles si vous n'étiez déplorables, quand mettrez-vous un terme à votre cruelle inconséquence ? Légalitaires hypocondres!... Nous affirmons, nous libertaires, que devant la lutte du tien et du mien qui n'est que la lutte pour la mort, que devant la légalité de laquelle vous vous targuez comme d'une baguette magique pour berner les dupes et les sots — dont peut-être, au fond, vous n'êtes qu'une variété — nous affirmons qu'en face de cette légalité il n'est à Carmaux qu'un seul homme qui soit dans son droit et surtout dans son rôle : cet homme... c'est M. Rességuier ! Oui, Bobèches! quand on a la lâcheté cérébrale de croire et de prêcher qu'une arme est digne et juste en soi, on doit avoir le courage de la respecter chez autrui! On n'insulte pas un tigre quand on prétend revêtir sa peau !

Comment! vous — j'allais dire des meneurs, vous n'êtes pas seulement dignes de ce nom — vous, des agitateurs, vous poussez des travailleurs à la grève, leur faisant entrevoir que ce moyen est pour eux un droit, une légalité, soit; mais, au nom de cette même légalité, le maître s'y oppose, s'entête... n'est-il pas dans son rôle ? Après toutes les soumissions à plat ventre des pauvres, le riche dit à son tour : Puisque mes travailleurs, qui n'ont pas le sou, se paient le loisir d'une grève, moi, qui ai su si bien voler honnêtement et légalement des millions, pourquoi ne me donnerais-je pas le luxe d'une suspension de travail ? D'autant plus qu'entre le va-nu-pieds et le millionnaire, si l'un d'eux a droit au repos, c'est à coup sûr le dernier.

Mais, direz-vous, cette suspension de travail est un crime qui réduit à la misère et affame des milliers de travailleurs; l'humanité le défend! Cerveaux fainéants! vous faudra-t-il des milliards de siècles pour vous faire comprendre que, sous un régime propriétaire, l'humanité est lettre morte, qu'elle n'a rien à voir avec vos doléances de miséreux, que dans la lutte légale, dans cette lutte de *marche ou crève*, le vainqueur reste dans la légalité, et c'est au vaincu de la lutte, à celui qui subit toutes les infamies, tous les affronts que lui inflige le vainqueur, à voir s'il pourra, oui ou non, s'en affranchir par la légalité.

Oui, nous le répétons, M. Rességuier seul est dans son rôle; il est le maître d'allumer et d'éteindre ses fours à volonté, il est le maître d'embaucher et de jeter à la rue qui bon lui semble, comme moi, prolétaire, je suis libre de me laisser crever de faim au pied d'un talus!

Oui, travailleurs, tous ces bavards à tête d'oiseau, ces révolutionnaires de pacotille, vous bernent et vous endorment; ils se garderont bien, ces faiseurs, de vous dire carrément :

Mais dressez-vous donc comme des hommes! car l'usine est à tous.

En attendant, apprenez que, légalement, tous les torts sont de votre côté et que M. Rességuier seul est dans son droit. Mais jusqu'à concurrence...

A Carmaux, si aride que soit le sol, on pourrait bien, je crois, trouver quelque bel et grand platane sous l'ombrage duquel on danserait à la ronde... Qu'il y ferait bon pendant la période caniculaire!

Mais que tout le monde se rassure! Avant d'en venir là, vous userez encore force colliers, braves et honnêtes travailleurs! Vous êtes mulets trop bien domptés. Vous pouvez, en tant que travailleurs, vous révolter sur un mot d'ordre, pour sanctionner votre condition de salariés, d'esclaves, comme des chiens affamés; mais, jamais, que je sache, chien affamé ne mordit son maître!

Entre la révolte du travailleur et celle de l'homme il y a toute la révolution. La première c'est celle du croyant à la propriété, la seconde c'est celle de l'humanité se dressant avec conviction dans toute sa fierté, dans toute sa dignité.

Sur la légalité, encadrons une image :

Dans ma propriété, sur le bord d'un chemin j'ai fait creuser un puits où l'eau est abondante... Passe un voyageur qui, mourant de soif, me demande *légalement* à boire. Carrément, je réponds : Non !

— Mais, monsieur, je me meurs, je vous en prie, je vous en supplie, je vous en serai reconnaissant !

— Sale loqueteux! ta reconnaissance? singulier avantage! Va donc faire du sentimentalisme avec tes pareils! Pour le creusage de mon puits, t'ai-je demandé quelque chose? j'ai bien honnêtement et bien légalement payé; donc mon puits est à moi, c'est ma propriété et si tu ignores, manant, ce que vaut le droit de propriété, je vais faire appel aux gendarmes, qui se chargeront de te l'apprendre.

— Mais, monsieur, je suis un honnête ouvrier; j'ai soif, je vous demande à boire; vous me refusez, vous êtes un égoïste, un sans-cœur et l'humanité...

— Oh! honnête ouvrier? je comprends; cheval bien dompté, n'est-ce pas? Eh bien! pousse encore des cailloux et, plus loin, tu trouveras sans doute quelque brancard où l'on voudra bien te laisser t'atteler? mais, en attendant, fiche-moi la paix, car l'humanité que tu invoques légalement parlant ne vaut pas un verre d'eau froide de mon puits : en te le refusant, je suis dans mon droit.

Mais le voyageur, oubliant sa soif, et révolté, en sa fierté, par mon arrogance de propriétaire, me culbute sur la margelle du puits et je pique une tête dans le vide.

Que voyez-vous dans ce tableau? C'est tout bonnement que je sors de mon rôle de propriétaire au moment où le voyageur rentre dans le sien, celui de révolté.

François Guy.

A PROPOS DE MADAGASCAR

Dans tous les quotidiens qui halètent après la provende ministérielle, la nouvelle de la prise de Tananarive a ouvert tout grand le robinet de l'éloquence patriotique. Comme toujours en semblable occasion, les mots de patrie, d'héroïsme, de valeureuse armée, de gloire du nom français, ont été prononcés deux, trois, quatre fois et plus, selon le besoin plus ou moins vif d'atteindre au râtelier gouvernemental, selon le désir aussi de satisfaire la clientèle. Tous ces journalistes savent pourtant bien ce qu'il en est; ils n'ignorent pas plus que nous qu'il n'y a pas eu le moindre combat sérieux et que, en mourussent-ils d'envie, les quelques soldats que la fièvre avait oublié de tuer tout à fait n'ont pas eu l'occasion de déployer cette fameuse valeur et ce fameux héroïsme qui « font la gloire du nom français »!!.. dans une armée composée de gens de toutes nationalités, entre autres d'Allemands. Les journalistes savent cela; ils savent aussi le mauvais vouloir des ministères rivaux, la mauvaise organisation, les retards, l'hôpital en plein soleil, le manque de médicaments, les malades rembarqués sur le *Shamrock*, tout ce qu'on a dit et tout ce qu'on ne dira pas. Il n'y avait pas lieu de parler d'honneur et de vertu à propos de ces choses; et en fait d'héroïsme, je n'en vois pas d'autre à célébrer que celui du bon public, du bon et honnête public qui demeure, en dépit de tout, fidèle à ses vieilles amours, et qui s'entête, malgré l'évidence qui lui crèverait les yeux s'il n'était aveugle, à chérir la patrie, à lire les journaux et à voter.

Et après avoir chanté comme il convient le brillant fait d'armes qui n'exista jamais que dans leur imagination, les journalistes posent une question troublante : « Que va-t-on faire de Madagascar? Annexion ou protectorat? » Et là-dessus les voilà partis, se lançant à perte d'haleine vers des vues profondes sur la nécessité de la colonisation, base de la grandeur future de la patrie. Comme il est des gens sur qui ces sortes de phrases prennent toujours, il n'est pas mauvais d'y revenir de temps en temps, chaque fois que l'occasion s'en présente.

Qu'allait-on faire à Madagascar? Evidemment, de quelque impudence que les fabricants d'opinion *publique* aient l'habitude, ils avoueront que ce n'était pas pour empêcher les Hovas d'envahir notre chère France. C'est, paraît-il, tout simplement pour empêcher l'Angleterre de mettre la main dessus. Pas d'autre raison que celle-là. Si le gouvernement français n'avait pris ce territoire à ses habitants, c'est l'Angleterre qui s'en serait emparée. « Mon bon monsieur, de quoi vous plaignez-vous? Je vous ai volé? Mais si ce n'avait été moi, ç'aurait été un autre. Vous voyez donc bien que j'ai eu raison. » Les gouvernements punissent le vol, mais on voit qu'à l'occasion ils savent aussi le pratiquer (1). Ils font *plus* grand, cela est vrai. Au moins, de tous ces cambriolages, résulte-t-il pour nous quelque bien? « Certes, disent ces messieurs des grands journaux, pensez donc! Les colonies, c'est la richesse d'une nation. Il faut bien faire quelques sacrifices pour la prospérité de la France. » Pardon, qu'est-ce que vous entendez au juste par « la France »? L'ensemble des Français, n'est-ce pas? Eh bien! mais, pensez-vous sérieusement nous faire croire que toutes les colonies du monde, que tous vos Tonkins, vos Algéries et vos Madagascars possibles et imaginables rehaussent d'un pauvre petit millimètre la prospérité de chaque citoyen français? Oui, parbleu, je vois bien qu'elles font la fortune de quelques-uns et donnent à quelques autres le moyen de se caser dans un coin tout neuf de ce vieux fromage pourri qu'est l'Etat : gros négociants à qui s'ouvrent de nouveaux trafics, gens de finance heureux d'une nouvelle eau trouble où pouvoir brasser hardiment, grands et petits exploiteurs de toutes sortes que la nouvelle organisation va faire naître, fonctionnaires et tyranneaux de toutes hiérarchies qu'une savante administration va faire pulluler comme des poux dans la chevelure d'un Malgache; mais les autres, le reste de l'ensemble des Français, l'immense et lamentable majorité? Quelle part ont-ils à la curée, quel bénéfice retirent-ils de tous ces deuils? Leur sort en est-il le moins du monde amélioré? La vérité, la triste vérité, c'est qu'ils se tapent, comme ils se sont toujours tapés, comme ils se taperont toujours s'ils s'obstinent à suivre leurs meneurs de la tribune et de la presse, et à attendre, la bouche grande ouverte, des alouettes rôties qui ne tombent jamais, bien qu'on les leur promette périodiquement, les veilles de scrutin.

Non, tous ces gens-là se foutent de nous; et quand ils nous parlent d'intérêt public, c'est qu'ils préparent un mauvais coup. Comme dit si bien La Boétie, ils « ne font gueres mal aucun, mesmes de consequence, qu'ils ne facent passer devant quelque joly propos du bien public et soulagement commun ». Non, toutes ces belles déclarations — richesse de la France, prospérité nationale et la suite — sont des mensonges, de grossiers mensonges qu'il faut être trois fois aveugle pour ne pas voir tels qu'ils sont. Non, toutes ces entreprises louches d'agioteurs et de marchands ne sont pas faites pour vous, travailleurs : Madagascar, c'est un champ nouveau d'exploitation ouvert à l'avidité des trafiquants et des boursicotiers, à l'ambition des politiciens naissants que calme pour un temps cet os à ronger; mais vous, vos salaires seront toujours aussi dérisoires, et vous n'avez rien à en attendre pour le soulagement de vos maux. Toutes ces expéditions coloniales et autres ne servent qu'à une seule chose, toujours la même sous plusieurs aspects : remplir les coffres des manieurs d'argent, renforcer la puissance de l'Etat, abrutir le peuple en faisant flotter devant ses yeux — comme la cape dont le torero détourne l'attention de la bête furieuse — cette loque tricolore qui présidait naguère aux Ricamarie et aux Fourmies, parmi les feux de Bengale d'une apothéose stupide et mensongère.

Mais ceux qui crevaient de faim avant la prise de Tananarive, continuent à crever de faim comme par le passé.

René Chaughi.

SANS COMMENTAIRES

Je ne dois pas, enfin, passer sous silence les efforts tentés par la Chambre des mines pour abaisser le salaire des noirs; en cas de succès, ce serait

(1) Et c'est si bien le vol, que nous voyons Rochefort, dans l'*Intransigeant*, demander que les terres conquises soient partagées entre les soldats !

pour l'année une économie de 20 millions de francs. Ce beau résultat n'est pas impraticable; il existe dans l'Afrique du Sud environ 3 millions de Cafres, et, si on pouvait les attirer en grand nombre sur le « marché au travail », la question serait résolue. Actuellement, à cause de la rareté de la main-d'œuvre, le Cafre est nourri, logé (il n'a pas besoin d'être vêtu) et reçoit 900 francs par an. La conséquence de ce système est que, n'ayant aucun besoin, il épargne en deux ans une somme suffisante pour retourner chez lui, acheter deux ou trois femmes — qui doivent cultiver ses terres et travailler pour lui, — et s'adonner désormais à l'unique besogne de propager sa race. Mais il est probable qu'avant une année on aura résolu ce problème : de nouvelles sources d'approvisionnement pour le travail des mines seront ouvertes; la concurrence exercera son effet; le taux des salaires sera réduit, et le noir devra rester quatre ans au moins dans la mine.

(Cote spéciale et authentique des valeurs en banque.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Suberbie nage dans la joie. La prise de Tananarive va faire bonifier ses actions compromises par le malheureux début de la campagne de Madagascar. Nos gouvernants aussi se félicitent et se congratulent à l'envi. Quelle chance, quand viendra la prochaine interpellation sur la mémorable incurie des administrations « compétentes », d'avoir sous la main une bonne petite victoire pour clouer le bec aux questionneurs gênants! La finance et les écumeurs coloniaux exultent encore. La conquête de Madagascar! Que de tripatouillages à l'horizon! Que d'or en perspective! Et le soleil qui, le matin où la nouvelle arriva, vint doucement les caresser en leurs alcôves douillettement aménagées, leur parut un disque d'or symbolique prêt à se disperser en bienfaisante monnaie. Dans les sphères administratives, quelle joie! Que de plans en vue! Que de sinécures lucratives! Oui, rarement homme fut plus béni que le vainqueur des Hovas! Toute l'innombrable armée de chacals qui, jamais rassasiés, rôdent, en quête de proies, aux environs des champs de bataille, est dans une indescriptible jubilation. Les sociétés de gymnastique et de tir, derniers restes éparpillés de la Ligue des Patriotes, vont s'en donner à cœur joie de claironnailler, parader et pétarader pour la plus grande gloire du drapeau!

Tout le monde est donc content?... Voyez au sein des foyers d'où le fils, parti naguère robuste et sain, est à jamais absent, voyez si le succès de la patrie trouve un écho joyeux! Tandis qu'au dehors flottent des drapeaux et festoient les bénéficiaires du carnage, la haine monte au cœur des endeuillés, ainsi que le dégoût pour l'idole vorace et sanguinaire qui leur ravit leur enfant. Un espoir toutefois jette un baume sur leur douleur, l'espoir de la revanche — la bonne, celle-là — qui mettra enfin un terme à ces hideux sacrifices humains aux pieds du veau d'or.

* *

SAINT-ETIENNE. — La place nous manque pour rendre compte des conférences de Sébastien Faure. Nous tenons cependant à signaler le succès obtenu jeudi dernier, à Saint-Etienne, par la conférence que notre ami a faite sur l'Eglise et la question sociale. Il a démontré que, malgré les tendances socialistes que prétend manifester l'Eglise depuis quelque temps, elle est impuissante à résoudre la question sociale. Ses traditions sont, en effet, en contradiction, au triple point de vue politique, économique et moral, avec un idéal libertaire et communiste. Elle ne peut que sanctionner l'autorité, l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'oppression de l'individu sous prétexte de le moraliser. Or le bonheur de l'homme n'est que dans son affranchissement absolu, et dans l'établissement de conditions économiques qui le placent sur un pied d'égalité vis-à-vis de n'importe lequel de ses semblables.

* *

CORSMES. — A signaler les étranges procédés du maire de cette commune. Un de nos vendeurs étant allé faire à la mairie la déclaration d'usage pour pouvoir vendre des journaux sur la voie publique, le maire lui a demandé quels journaux il comptait vendre, et comme notre camarade en portait un certain nombre sous le bras, il demanda à les voir. Sur la réponse de notre camarade que cela ne le regardait pas, le maire déchira le récépissé de colporteur que venaient de préparer ses employés. Nous désirerions savoir si la vente des *Temps Nouveaux* est interdite et si n'importe quel fonctionnaire a le droit de refuser ou d'accorder un récépissé, suivant la nature des journaux vendus.

ANDRÉ GIRARD.

Portugal.

On nous écrit :

Malgré que le gouvernement ait tué le journal *A Propaganda*, le groupe qui le publiait ne s'est pas tenu pour battu. Un nouveau journal fut publié à Oporto, mais les autorités « supérieures » en ont séquestré le premier numéro et défendu la publication. On veut ainsi amener les anarchistes à ce qu'il ne leur reste qu'à sortir entièrement de la légalité.

Puisque ce sont les opinions anarchistes que l'on poursuit, le groupe *A Propaganda Anarquista* prépare une brochure de 32 pages, *As Nossas Convicçones* (Nos Convictions), qui sera suivie par d'autres brochures.

Ceux qui ont été arrêtés pour les journées du 28 et du 30 juin ont été relâchés, à l'exception de neuf compagnons, sur lesquels on ne sait ni quand ils seront relâchés ni quand ils passeront en jugement.

Italie.

Nous recevons la lettre suivante :

Chers compagnons,

Au nom des compagnons tenus au *domicilio coatto* (emprisonnement sans jugement) dans l'île de Tremiti, nous vous prions de publier dans votre journal *Les Temps Nouveaux* la déclaration suivante. Sûrs que vous accéderez au désir des signataires et que vous nous ferez parvenir quelques exemplaires de votre vaillant journal, nous vous saluons cordialement.

DÉCLARATION

Les soussignés tiennent à déclarer qu'ils ont refusé pour leur part les cent francs qui ont été envoyés par « l'honorable » A. Costa dans cette île, au nom — comme il le dit — de compagnons résidant à l'étranger. Ces cent francs — toujours au dire de l'honorable — feraient partie d'une somme assez considérable qu'il aurait reçue pour distribuer aux détenus (*coatti*) politiques de Ponza, Port' Ercole et Tremiti, où se trouve la colonie la plus nombreuse.

La cause du refus est que les compagnons de l'étranger — si c'est vrai — ont choisi pour intermédiaire un homme comme A. Costa, avec lequel les anarchistes dorénavant ne peuvent avoir rien de commun.

Les soussignés déclarent aussi qu'ils accepteront toujours les secours qui leur viendront, soit d'Italie, soit de l'étranger, pourvu qu'ils leur proviennent par des hommes *dignes et loyaux*.

Tremiti, le 25 septembre 1895.

(Suivent 175 signatures, sur 210 compagnons présents à la réunion, que nous ne publions pas pour la sûreté des signataires.)

VARIÉTÉS

LES MINEURS

Un temps de suie et de brume pénétrante. Des ondées tombent en longues flèches froides. Et la terre est toute noire et toute stérile où se dressent, çà et là, de hautes cheminées vomissant de crasseuses fumailles. Un petit village crotté se tasse dans un fond, entre deux collines désolées. Le jour tombe. Et c'est novembre.

Guillaume, grelottant et transpercé, descend la pente d'une des collines vers le village.

GUILLAUME.

La route est malicieuse qui attire en ses ornières mes pieds enflés. La boue m'a fait tout fangeux et la pluie me pique méchamment au visage...

Est-ce que cette contrée n'a pas de fin? Voilà des jours que je marche et c'est sans cesse la même chose : le froid, la pluie, le sol noir et des hommes rencontrés, tout noirs aussi et silencieux, qui portent des pics et qui entrent dans la terre... Est-ce que le soleil est mort? Ne le verrai-je plus tout au haut du ciel, semblable à une grande fleur jaune ou bien roulé dans des langes couleur de sang frais au bord du crépuscule?... Ah! les souffles qui passaient à travers le soir et me parlaient du pays merveilleux! Et l'odeur de l'herbe! Et les raisins luisant en gouttes de lumière au temps de la vendange!

Toutes les petites histoires dorment repliées en moi, pareilles à des papillons gris engourdis par le froid. Mon âme est comme de la cendre...

De ce côté-ci, les riches sont très durs et les pauvres ont peur. Partout où j'ai demandé à manger, on m'a renvoyé. Les uns m'ont dit qu'ils n'avaient rien pour eux-mêmes, et, disant cela, les lèvres de certains tremblaient comme s'ils avaient une grosse peine. Les autres ont lâché leurs chiens contre moi. — Pourtant, une vieille femme m'a donné, en cachette de son maître, un peu de la pâtée des chiens et elle m'a glissé dans la main quelques-uns de ces sous que les pauvres échangent contre de la nourriture... J'ai rencontré aussi des gens qui pleuraient parce que, disaient-ils, leur maître ne voulait plus les faire travailler. Et puis, plus loin, il y en avait d'autres qui se tenaient devant un de ces grands trous en terre où ils ont l'habitude de descendre. Ils criaient et s'agitaient. Et des soldats à cheval les pourchassaient à coups de lance...

Tout est affreux et tout sanglote et tout hait en ce pays.

(Il arrive à l'entrée du village. Des femmes haillonneuses et inquiètes sont debout au seuil des portes et le regardent avec méfiance.)

GUILLAUME.

Voici là-bas la maison qui porte à sa fenêtre une branche de bois mort. Je pense qu'on m'y voudra bien donner à manger contre quelques-uns de ces morceaux de cuivre et peut-être aussi une botte de paille où me coucher dans la grange.

(Parvenu devant l'auberge, il s'arrête un instant. On entend un murmure de foule et une voix pointue qui pérore. Guillaume ouvre la porte. Des mineurs sont entassés autour des tables et écoutent dévotement un personnage, engainé de noir, de silhouette raide, qui, debout sur une chaise, les prêche avec beaucoup de gestes. A l'entrée de Guillaume, il s'interrompt et tout le monde regarde le pauvre.)

GUILLAUME, *intimidé*.

Bonsoir!... Je voudrais manger : voici des cuivres.

(Il tend une poignée de sous.)

L'ORATEUR.

Mon ami, êtes-vous électeur?

GUILLAUME.

Je n'en sais rien... J'ai beaucoup marché aujourd'hui et j'ai faim. Avez-vous du pain à me donner et une botte de paille?

L'ORATEUR.

Certainement, mon ami, nous vous donnerons mieux que cela. Nous ne sommes pas réunis pour autre chose. Nous tenons une grande réunion préparatoire avant le vote de flétrissure. Asseyez-vous là et faites bien attention à mes paroles.

(Il désigne un pot et un paquet de bulletins de vote à ses pieds.)

Tout à l'heure, vous voterez avec les autres, car vous êtes de ce village, n'est-ce pas?

GUILLAUME.

Moi?... je ne suis de nulle part : je passe, voilà tout.

(Rire des mineurs.)

UN VIEUX MINEUR.

Celui-là, c'est un simple.

L'ORATEUR.

Silence, mes amis... Mais enfin, vous voulez défendre vos droits?

GUILLAUME.

Mes droits? — J'ai faim, voilà tout.

L'ORATEUR, *sèchement*.

Ah?... Dans ce cas, tenez-vous tranquille.

(Il reprend son discours.)

GUILLAUME.

Je veux bien.

(*Il s'assied dans un coin à côté d'un jeune mineur. Une servante vient à lui et pose sur la table du pain, du fromage et un pot de bière. Guillaume lui tend une poignée de sous.*)

LA SERVANTE, *riant.*

Oh! c'est trop, mon jeune homme.

GUILLAUME.

Je n'en sais rien... Prenez ce qu'il vous faut. Je suis toujours embarrassé, moi, avec ces rondelles de cuivre.

(*La servante prend quelques sous et lui rend le reste.*)

GUILLAUME, *étonné.*

Tiens! Pourquoi n'a-t-elle pas tout gardé?

(*Il tend les sous au jeune mineur.*)

Prends ces choses en cuivre sale. Elles me gênent.

LE JEUNE MINEUR.

Merci! Nous achèterons avec de quoi manger demain... Aujourd'hui nous avons le ventre vide, moi et mes sœurs.

GUILLAUME, *très haut.*

Que dis-tu là ?

LES MINEURS.

Silence là-bas!

L'ORATEUR, *sèchement.*

Taisez-vous, mon ami.

LE JEUNE MINEUR, *bas.*

Tais-toi donc ou bien ils t'expulseront.

(*Guillaume les regarde tous d'un air surpris et se met à manger son pain — et il se tait.*)

L'ORATEUR.

Oui, citoyens, je tiens à vous le répéter, vos députés à la Chambre défendent, sans se laisser ébranler par rien, les droits imprescriptibles du peuple. Nous avons entendu vos plaintes, nous avons fait une enquête sérieuse. Et, malgré tous les ministères, je viens vous engager à protester, par un vote d'indignation, contre les lois qui vous oppriment.

(*Les mineurs applaudissent.*)

Maintenant, je dois vous dire que vous manquez de prudence. Il ne s'agit pas de chercher querelle aux maîtres de la mine, de vous révolter, de lancer des pierres aux soldats. Non, mes amis; soyez calmes, soyez dignes; reprenez le travail. Mais le jour de l'élection, ah! par exemple, ce jour-là, venez fièrement déposer votre bulletin dans l'urne, car l'urne c'est le salut pour vous.

(*Applaudissement général.*)

GUILLAUME, *tout bas au jeune mineur.*

Qu'est-ce qu'il dit donc ce monsieur... Je ne comprends pas du tout.

LE JEUNE MINEUR, *bas.*

Il dit qu'il faut rentrer dans la mine et puis voter pour lui parce qu'il nous donnera l'avantage sur les maîtres... Moi, je commence à croire qu'il ment et qu'il cherche seulement à être le maître à son tour.

GUILLAUME, *bas.*

Mais, dis-moi, la mine, c'est ces grands trous dans la terre où j'ai vu des hommes descendre qui avaient la figure toute noire et qui étaient tristes?... Enseigne-moi...

(*A suivre.*) A. RETTÉ (1).

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Mémoire de la Fédération jurassienne.	3 »
Le Salariat.	» 10
Le 11 novembre (*eau-forte*).	1 75
Bakounine (*burin*).	» 50
Proudhon, *id.*	» 50
La loi et l'autorité.	» 10
L'anarchie dans l'évolution socialiste.	» 10
Esprit de révolte.	» 10
Dieu et l'Etat, *de Bakounine.*	» 60
— — — *avec portrait.*	1 »
La Grande Révolution, *par Kropotkine.*	» 10
Défense d'Etiévant.	» 10
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine.*	» 25
Un siècle d'attente. —	» 10
L'agriculture. —	» 10
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave.*	» 60
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin.*	» 25
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine.*	» 10
La Conquête du pain, *par Kropotkine*, franco.	2 75
— dans nos bureaux.	2 50
Œuvres *de Bakounine*, franco	2 75
— dans nos bureaux	2 50
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*, franco.	2 75
— dans nos bureaux	2 50
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*, franco	2 75
— dans nos bureaux.	2 50
Les Paroles d'un Révolté, *par Kropotkine*, franco.	1 25
— dans nos bureaux.	1 »
De la Commune à l'anarchie, *par Malato*, franco	2 75
— dans nos bureaux	2 50
Révolution sociale et révolution chrétienne, *par Malato*, franco	2 75
— dans nos bureaux.	2 50
La Douleur universelle, *par S. Faure*, franco.	2 75
— dans nos bureaux.	2 50
La Société future, *par J. Grave*, franco.	2 75
— dans nos bureaux.	2 50

(1) Extrait de *Similitudes*, volume à paraître.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Cher et honorable confrère,

Je vous prie de vouloir bien insérer dans votre journal ma rectification concernant le travail sur la division du travail et l'origine des races, lu au dernier congrès de sociologie.

Dans ce travail, je n'ai point parlé du sentiment de la patrie locale, que je crois sans aucune importance sociale. Mon étude avait pour but de démontrer :

1° Que la race n'est que l'effet de l'adaptation du groupe primitif au milieu naturel;

2° Qu'elle n'est, au point de vue social, que la division primitive du travail;

3° Enfin, que la nation est caractérisée par le défaut de caractère fixe et stable, et qu'elle est le résultat de la division du travail très étendue; en un mot, que la nation, comme corps indépendant, n'a jamais existé, mais qu'elle est l'effet des rapports économiques particuliers du capitalisme issu du servage et que toute nation existe seulement grâce à ce fait double : 1° la production économique basée sur l'échange et résultant de la division du travail très étendue et ayant des bases purement sociales, et 2° l'existence de l'esclavage, du servage ou du salariat. L'Etat ou la nation, corps en apparence autonome, n'est qu'un moyen particulier entre les mains du capital, de la production capitaliste. Et je finis mon étude par ces mots : « La nation n'existe qu'à condition que l'internationalisme la précède. »

Agréez, mon cher confrère, l'expression de mes sentiments respectueux.

MIECISLAS GOLBERG.

* *

ROUBAIX. — Les jeunes libertaires de cette ville, désireux de venir en aide à la publication des journaux libertaires, ont fait une collecte qui a produit 18 francs à répartir entre la *Sociale* et les *Temps Nouveaux*. Ils espèrent que leurs frères des autres villes suivront leur exemple.

* *

BRUXELLES. — Le groupe *les Libertaires* invite tous les camarades à la réunion qui aura lieu le dimanche 20 courant, à 10 h. 1/2 du matin, à la Balance, rue de la Colline.

Ordre du jour : « La presse anarchiste. »

Le groupe *les Libertaires* se réunit tous les dimanches, à 10 h. 1/2 du matin, à la Balance, rue de la Colline.

PETITE CORRESPONDANCE

G. M. — *Shelley parle*, très poétique, mais pas heureusement rendu.

M. L., rue du Chemin-Vert. — Nous n'avons pas conservé l'adresse en question. Par mesure de précaution, nous n'insérons aucune correspondance autre que ce qui a trait à l'administration de notre journal.

J., au Havre. — Avons expédié le volume. — Excusez-nous, nous avons été un peu débordés, ces temps passés. — Même avis à tous les camarades auxquels nous redevons encore des brochures ou volumes.

Jean d'en face. — *L'Epateur* est très humoristique, mais est en dehors de l'ordre d'idées que nous défendons. Conviendrait à une publication purement littéraire.

K. N. — Reçu dessins, excellents! Mais comme nous ne sommes pas encore en état de les publier comme nous voudrions, faisons passer à la *Sociale*.

L. V., à Montereau. — N'étudiez pas les règles de la versification, elles ne font pas qu'on devienne poète; si vous sentez quelque chose fortement, dites-le en simple prose comme vous le pensez, sans aucune recherche de rythme ni de rimes : il s'en dégagera plus de poésie que des strophes banales où le fond est le plus souvent sacrifié à la forme. Nous regrettons que les camarades cherchent à faire de la littérature au lieu de nous communiquer leurs observations, ou des faits intéressant la propagande.

V. B., au Puget. — Avons expédié les 2 volumes et passé la commande de l'Almanach à la *Sociale*, mais vous lui en devrez le montant. — Chaque volume coûte 2 fr. 75.

Riska, Lyon. — Reçu 5 fr. pour le journal.

V., à Grigny. — L'abonnement part-il du 1er de ce mois ou faut-il expédier les numéros parus ?

Gj. — Reçu 10 fr. pour le journal.

P., rue Saint-Maur. — A quel compte faut-il porter les 1 fr. 50 qui étaient en plus?

D. P. — Bien reçu les abonnements pour Sénéchas. — L'extrait Jules Andrieu n'est pas mauvais, mais la noblesse n'est plus rien aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui nous gêne.

R. V. H. — Reçu l'article du *Journal*. Pas bien saillant. Du reste, l'auteur est un de ceux qui, nous ayant promis leur collaboration, n'a pas encore donné signe de vie; nous ne ferons de la reproduction que lorsqu'ils nous auront donné de l'inédit.

R., à Valence. — G., à Apt. — B., à Toulon. — L., à Orléans. — H., à Nancy. — M., à Tunis. — R., à Villiers. — O Libertario, à Porto. — D., à Amiens. — D., à Paterson. — V., à Percy. — C. F., à Parana. — B., à Spring-Walley. — N., à Sens. — B., à Brest. — F., à Saint-Denis. — G., à Sotteville. — B., à Rochefort. — D., à Angers. — V., à Grigny. — D., à Marcq-en-Barœuil. — Van S., à Rotterdam. — C., à Toulon. — S., rue Pierre-le-Grand. — P., à Bédarieux. — C., à Béziers. — T., à Brest. — G., à Orléans. — V., à Marseille. — V., à Tulle. — M., à Oyonnax. — D., au Havre. — R. B., à S. B. — Groupe d'études, Le Mans. — A. P., Tarare. — D., à Foix. — S., à New-York. — P., à New-York. — S., à Genève. — G., à Carmaux. — S., à Villers-Cotterets. — M., à Reims. — S., à Ensival. — C., à Madrid. — B., à Annonay. — G., à Tarare. — Reçu timbres et mandats.

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Tarare

Chez Gueynon, rue de la Pêcherie. — Le vendeur a également la *Sociale*, et porte à domicile.

à Toulouse

Kiosque des Américains, avenue Lafayette. — Kiosque Rouge, allées Lafayette. — Kiosque des arcades du Capitole.

Le camarade Narcisse, 4, rue Maurice Fort, porte à domicile le journal et les brochures.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 26 — DIX CENTIMES — DU 26 OCTOBRE AU 1er NOVEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA CRISE DU SOCIALISME

Il y a quelque temps, notre ami Domela Nieuwenhuis publiait, dans la *Société Nouvelle* de Bruxelles (mars 1891 et mai 1894), deux études remarquables sur la démocratie socialiste allemande : *Les divers courants de la démocratie socialiste allemande* et *Le socialisme en danger;* et il fait suivre aujourd'hui ces deux études par une troisième : *Socialisme libertaire et socialisme autoritaire*, publiée dans les numéros de septembre et d'octobre de la même revue (1).

Dans ces articles, basés entièrement sur ce qui se dit et se publie par les chefs eux-mêmes du parti, et entièrement dénués de l'élément de polémique, Nieuwenhuis démontre comme quoi le parti, de par son essence même, est forcément amené à s'embourgeoiser, à abandonner son programme socialiste et à devenir de plus en plus le porte-parole non pas des prolétaires, mais de la petite bourgeoisie radicale. Jadis, quand les anarchistes disaient cela à leurs amis social-démocrates, ils étaient traités de calomniateurs. Aujourd'hui, cela s'avoue dans l'organe officiel du parti, par un des chefs les plus estimés, Bebel.

Dans ces articles, Nieuwenhuis démontre clairement que — pour employer les paroles de Bebel — « cet embourbement et cette débilitation (*Verwæsserung*) du parti » résultent nécessairement de diverses causes : les principes mêmes, énoncés dans leur programme d'Erfurt; l'organisation autoritaire et les principes autoritaires, et, enfin, la base économique de la vie du parti — les émoluments des rédacteurs et des agitateurs, et le « petit commerce socialiste », pratiqué sur une large échelle, qui augmente bien les nombres, mais finit par faire dominer les petits bourgeois.

Il s'ensuit que lorsque Vollmar, le chef de la « droite » du parti, en arrive à verser en plein dans le bourgeoisisme et va jusqu'à voter au Parlement bavarois le budget du gouvernement, et qu'une fraction importante de la démocratie, avec Bebel en tête, veut lui infliger pour cela un blâme, le Congrès passe là-dessus une éponge en disant que cette conduite est absolument conforme aux principes énoncés à Erfurt, lors de la constitution du parti; qu'elle est conforme en tout point à toute la pratique parlementaire précédente.

Autrement dit : l'embourgeoisement était prévu; il était *voulu* par l'énoncé même des principes. Les « considérants » rigoristes ne devaient être qu'un idéal lointain, un décor.

Ajoutons-y l'absence absolue de l'esprit critique. De peur de nuire à l'unité du parti, toute critique est éludée d'avance. Quiconque ose critiquer, soit les principes ou les idées théoriques en vogue, soit la tactique, soit les actes d'un des « hommes de confiance » qui constituent ce que l'on appelle « la dictature future du prolétariat », est aussitôt mis en pièces, jeté en proie aux journalistes et orateurs dont les capacités et l'avancement en grade se mesurent très souvent (selon la juste remarque de Richard Calwer) à leur « langue venimeuse » (on ne discute pas : on prône ou on insulte, c'est encore un des traits distinctifs du parti). Aussi, tandis que les idées économiques gagnent en profondeur, même dans la science bourgeoise, sous le fouet de la critique socialiste, et que de nouvelles questions et de nouveaux aperçus surgissent — comme il arrive toujours à la science au cachet officiel, la science du parti s'est immobilisée. Elle s'est arrêtée au « Manifeste communiste », qui date d'il y a cinquante ans et au « Capital » de Marx, qui, quoi qu'on en dise, a déjà fait son temps.

* *

Qu'il y ait des dissentiments dans le parti démocrate socialiste allemand ou qu'il n'y en ait pas, qu'il y ait des divisions avec éclat ou non, cela ne nous intéresse guère. Le parti socialiste gouvernemental est déjà divisé en tant de fractions ennemies en France et en Angleterre, qu'une division de plus ou de moins n'y changerait rien. La démocratie socialiste allemande est aussi divisée — on le sait parfaitement : il y a les fractions Vollmar, Bebel, Liebknecht et d'autres encore. L'unité extérieure est seule maintenue — surtout par les persécutions toujours renouvelées — et si cette unité de montre disparaissait aussi, il n'y aurait presque rien de changé.

L'essentiel pour nous est ceci. Il y a, à n'en pas douter, un temps d'arrêt dans le développement du socialisme. Le temps est arrivé où les travailleurs socialistes, après s'être aveuglément rangés sous tel ou tel drapeau, se posent la question sur l'essence même du socialisme. Et, cette question une fois posée, force sera de la traiter, d'élucider les idées, de préciser. Et nous sommes persuadés, qu'à moins que les événements politiques ne nous précipitent tous à courte échéance dans la fournaise ardente des guerres et des révolutions, — et c'est fort possible — le socialisme gouvernemental, pris dans tout son ensemble de partis et de fractions divers, sera forcé de changer entièrement de peau.

Nous voyons venir ce renouveau, et nous le saluons avec joie. Nous voyons percer chaque jour, trahi par mille indices variés, le besoin de reviser du tout au tout les principes fondamentaux du socialisme gouvernemental. Et nous sommes persuadés, d'après les mille petits faits que nous remarquons dans le mouvement, d'après le changement même de langage et les idées nouvelles qui percent dans les discours et les écrits socialistes, que ce besoin se fait sentir de plus en plus. Il cherche seulement sa formule constructive pour s'affirmer au grand jour.

* *

Ainsi, croit-on — les travailleurs croient-ils — à cette « dictature révolutionnaire du prolétariat » qui a inspiré jadis tant de milliers et de milliers de travailleurs? Formule vague, qui fait le fond du « Manifeste communiste », que l'on avait acceptée dans son vague poétique sans l'approfondir, et que l'on a vue depuis lors se traduire en Allemagne par la dictature des « hommes de confiance », en France par le blanquisme — le gouvernement, en un mot, par la société secrète? Est-ce qu'on y croit maintenant? Incapable de mener à bon port un parti seulement, ce mensonge de dictature du prolétariat est-il capable aujourd'hui d'inspirer les masses? — Non, certainement non!

* *

Croit-on encore, en Allemagne même, au parlement populaire, — au *Volkstaat*, ou Etat populaire, — représenté par un parlement d'élus qui se saisissent de tout : terres, mines, usines, chemins de fer (laissant les maisons habitées et les magasins aux particuliers, selon la formule, ou bien s'en emparant aussi) et réglant de Berlin les lois et coutumes de la possession de la terre, la prise de possession des usines, leur approvisionnement de matières premières et leur fonctionnement, le roulement des marchandises, l'exportation et le commerce lointain, lançant des « armées de travailleurs agricoles » pour raser les haies et faire marcher sur les ordres de Berlin la machine à vapeur... etc., etc.? Y croit-on, comme Marx et Engels l'avaient cru en 1846, et comme on l'a cru en Allemagne après les succès des armées de Moltke, alors que l'on ne savait de la guerre que ce que les bulletins menteurs en avaient dit?

Non, on n'y croit plus, pas même en Allemagne. Certainement pas dans la fraction Vollmar, pas parmi ceux qui ont parlé aux paysans et qui se sont bien gardés de leur faire miroiter l'idéal jadis prôné par les communistes autoritaires. Et on n'y croit certainement pas à Berlin non plus, où l'on a vu de près ce qu'est un parlement, ce qu'il doit être de par son essence, ce qu'il pourra être encore lors d'une révolution. Quant à la France et à l'Angleterre, on n'y croit même pas trop au socialisme municipal. Et à Paris, on se méfie même du socialisme d'une Commune révolutionnaire.

* *

Et dans l'idéal constructif économique, il s'est opéré aussi dans les esprits, depuis vingt ans, une révolution presque aussi profonde.

Il y a vingt ans, ne comprenant pas trop la terminologie de Marx, on pouvait encore parler naïvement de la grande découverte de la plus-value et se faire applaudir en disant : « La plus-value au travailleur! » Mais aujourd'hui celui qui hasarde cette tirade est bientôt engagé à se souvenir que *plus*-value veut dire l'exploitation de quelqu'un par un autre; que le travailleur n'en veut pas, et que la question est de savoir « comment faire pour que tout se produise en telles quantités que chacun ait le nécessaire à discrétion et le luxe à satisfaction — ce qui est luxe aujourd'hui devenant le nécessaire demain! »

* *

Et enfin, en Allemagne même, la croyance en l'Etat populaire et socialiste est fortement ébranlée. Non seulement on en perçoit l'impossibilité, mais on commence à comprendre que puisqu'on était parti de l'idée de la « conquête des pouvoirs » dans l'Etat actuel, on devait forcément arriver à travailler au maintien de l'Etat en général, — c'est-à-dire au maintien de la phase de civilisation qui, dans toute l'histoire (l'empire d'Alexandre, l'Empire romain et les empires modernes), a correspondu à la destruction de toutes les libertés, à l'asservissement du producteur, à la formation des monopoles terriens

(1) Espérons que ces articles seront bientôt publiés en brochures à un ou deux sous.

et industriels — phase qui mène fatalement, soit au césarisme, soit à la destruction de fond en comble de l'Etat par la révolution sociale. Et que, dans les conditions actuelles, la chasse aux pouvoirs doit mener, et a mené à l'abandon du socialisme, à un accommodement quelconque avec l'exploitation industrielle, et la servitude politique et militaire.

**

Eh bien, ces idées, disons-nous, ont pénétré les masses. Et c'est pourquoi, au sein du grand parti socialiste gouvernemental, il ne s'agit plus d'une simple division en plus.

Une revision complète des principes fondamentaux s'impose. Le socialisme, tel qu'il a été propagé jusqu'à nos jours, doit entièrement changer de plan, sous peine de disparaître.

Il doit redevenir communiste. Et puisque, en devenant communiste, il ne pourrait plus rester autoritaire sans tomber dans l'absurde, il doit devenir anarchiste.

P. Kropotkine.

A PROPOS D'ATTENTATS

Comme il fallait s'y attendre, les récents « attentats » (?) contre l'un des barons de Rothschild ont suscité, dans la presse, les plus incohérents commentaires. Les récits paternes, les gloses de concierges, les réflexions à deux sous la ligne, garnirent, suivant la coutume, les premiers Paris. Jamais ne se manifestèrent mieux l'ignorance, la trivialité et la platitude qui règnent dans ces basfonds. Pas une de ces plumes réputées, que l'on dit chaque matin servir au monde sa pâture, ne fit effort pour voir, pour juger, pour comprendre. (Il faut, évidemment, en excepter quelques hommes rares et judicieux, perdus dans cette tourbe.)

D'abord, et pour tous, la chose ne fait pas un pli : celui dont la lettre explosive endommagea l'œil de M. Jodkowitz, celui qui lança dans la rue Laffitte la boîte de cacao, sont des anarchistes. Dès que quelque chose explose (ou même n'explose pas), cherchez les anarchistes. On n'a cependant pas encore songé à leur attribuer les catastrophes de grisou, les explosions de chaudières et de pièces de canon, dues à l'incurie de l'ordre, ou mieux du désordre capitaliste, bureaucrate et militaire parmi quoi nous vivons. On n'a pas pensé, pas plus qu'en d'autres circonstances, à se demander ce que peuvent signifier ces mots : *être anarchiste*. N'y a-t-il pas une réponse toute faite : c'est tuer, dynamiter, pétroler, jusqu'à extinction de tout! Cependant les faits ont quelque peu ébranlé cette opinion. Au lieu des féroces et des hirsutes, des sortes de fauves qu'on se complaisait à représenter, les procès, les réunions, les conférences, les livres, montrèrent des gens fort calmes, parlant posément, et qui n'avaient rien tué, pas même leur père.

L'étonnement ne dut pas être mince, à le constater, lors du fameux procès des Trente. Cet étonnement persiste chaque jour, et tel plumitif n'en revient pas, à feuilleter Kropotkine, Reclus ou Grave, de trouver une exposition logique, claire et serrée, au lieu du « général chambardement » qu'il espérait. Les François Coppée s'aperçoivent qu'il pourrait bien y avoir *une idée* là-dessous ; mais, inutile de le dire, on n'approfondit pas. La grande objection ne se présente-t-elle pas aussitôt : *Et les bombes?*

Assurément, il y eut de véritables anarchistes qui accomplirent des actes de révolte. Et après? s'en suit-il une étroite liaison entre ces actes, par la bombe ou le poignard, ou mille autres instruments de mort, et la doctrine anarchiste? Peuvent-ils prouver quelque chose pour ou contre elle? Etre anarchiste, en somme, c'est constater que les institutions actuelles, économiques et politiques, sont mauvaises, que l'autorité, leur base, est funeste et que la supprimer serait pour l'humanité la condition du bonheur. Entre *penser* cela et vivre dans la société actuelle, pas le moindre lien. Tous nos actes d'aujourd'hui, d'hier et de demain nous sont particuliers; nous nous démêlons, chacun, dans notre part de société. Or il est des anarchistes dans toutes les conditions sociales et dans tous les pays civilisés.

Quelle raison spéciale aurions-nous donc d'être féroces? pourquoi voudrions-nous la mort de nos semblables en bloc, ou de tel ou tel? Les personnes ne nous sont-elles pas indifférentes; peuvent-elles rien contre la nécessaire progression de l'humanité, contre la force des choses qui veut qu'après avoir essayé de toutes les sortes de maîtres et se trouvant aussi mal des uns que des autres, elle finisse par s'en passer? Notre œuvre est *purement* intellectuelle et morale; nous voulons éclairer les esprits, affranchir les volontés, parce que c'est le sûr, et ajoutons l'unique moyen d'affranchir les corps. C'est là, pour nous, la *véritable révolution*, après quoi l'autre ne sera, pour ainsi dire, qu'une formalité.

Parallèlement à cet effort, et comme de simples phénomènes sociaux, se produisent des actes de révolte. Presque chaque jour des malheureux, sacrifiés dans leurs besoins, dans leurs tendances, par les conditions actuelles de la vie, décident d'en finir : les uns se suicident directement, les autres préfèrent auparavant se venger de ceux à qui ils imputent leur misère... L'anarchie y est-elle pour quelque chose? Pouvons-nous empêcher ces actes ou, à notre gré, les faire naître? Evidemment non, nous pas plus que les partisans de quelque doctrine que ce soit. Ce n'est pas nous qui créons les misères, l'oppression et les désespoirs. Or, quand nous serions les plus éloquents du monde, pourrions-nous persuader à un homme heureux de se donner la mort?

D'ailleurs, les révoltes datent-elles d'aujourd'hui? ne sont-elles pas aussi vieilles que l'autorité ellemême? Chaque régime, chaque caste favorisée et gouvernante repose toujours sur l'esclavage des autres castes. Parmi les esclaves, il y en eut toujours, les plus exacerbés, les moins patients, les plus malheureux, souvent les meilleurs, qui se révoltèrent. Tant que l'autorité existera, tant que des individus ou des classes détiendront le pouvoir et la richesse (les deux ne font qu'un), il y aura des faits révolutionnaires, c'est-à-dire que des hommes protesteront contre l'état de choses établi.

Il est donc bien certain que les actes de révolte sont indépendants de toute espèce d'idée ou de doctrine; que, si l'anarchie et les anarchistes n'existaient pas, ils se produiraient quand même.

Si, cependant, la plupart des récents révoltés furent des anarchistes, c'est qu'ils sentaient plus vivement que les autres leur misère, qu'ils la savaient, en outre, clairement reposer sur l'exploitation et l'injustice. Las de souffrir, résignés à l'idée de la mort, ils s'attaquèrent à la caste capitaliste, ou bien au gouvernement. Leurs actes prirent un caractère symbolique, c'est-à-dire général, et ils profitèrent de l'émotion causée pour faire des professions de foi, plus ou moins claires, plus ou moins heureuses. Mais y a-t-il là autre chose qu'une coïncidence, que le désir, naturel aux propagandistes, de répandre en toute occasion leurs idées?

Ces actes, nous n'avons ni à les approuver ni à les blâmer. Celui qui les commet a seul le droit de se juger. Sans doute a-t-il dû, avant d'agir, faire en lui-même la balance du meurtre et de son dégoût, mettre en regard les existences supprimées et l'urgente proclamation de sa souffrance. Pour nous, nous nous bornons à les enregistrer comme des signes certains de désespoir et de lassitude. D'un côté, ils nous laissent tristes, car ils montrent à nu toute l'horreur du mal social, l'abîme où sombre une partie de l'humanité; de l'autre, ils nous font espérer des temps meilleurs, car ils signifient qu'on ne se résigne pas, qu'on n'accepte plus en silence les privations et la servitude; ce sont de clairs symptômes, présages d'une imminente transformation et que nous devons, en tant que présages, accueillir avec joie.

S'ils pouvaient encore réfléchir, c'est ce qu'auraient compris les articliers; surtout, avec une dose même faible de compréhension, ils auraient pu se rendre compte que les récents attentats (?) ne sont pas le fait de révoltés anarchistes. Que représente, en effet, celui à qui l'on destina, naïvement, la lettre explosive et la boîte de cacao? Pour nous et pour les gens sensés, un financier, ni plus ni moins odieux que les autres. Mais pour certaine foule, abrutie, fanatisée par des prédications catholiques ou autres, c'est le roi des juifs, le bouc émissaire chargé de tous les crimes, de tous les maux, de toutes les souillures. Inutile d'insister sur l'absurdité de ces attaques. Elles ne tendraient à rien moins qu'à faire du seul capital juif l'ennemi, le danger, la richesse illégitime qu'on peut reprendre sans remords, et à revêtir d'un caractère sacro-saint le capital et la propriété catholiques. Or, en tant que capitalistes et exploiteurs, catholiques ou judaïques, Sémites ou Aryens (?) diffèrent-ils?

On ne saurait cependant imaginer jusqu'où va cette haine surannée et féodale du juif. M. Drumont, qui flétrit les attentats, « l'instinct brutal, la vindicte personnelle... *les violences extra-légales* », dit, dans un numéro de la *Libre Parole* (16 septembre), que s'il arrivait jamais au pouvoir, « Rothschild et les cinquante représentants de la France cosmopolite (?) *seraient arrêtés* un quart d'heure après et jugés d'après toutes les formes légales, *avec une impartialité qui n'exclura pas la célérité.* »

« Beaucoup d'entre nous, ajoute-t-il, estiment que *les charges qui seront relevées contre les Rois d'Israël* sont trop graves pour qu'ils ne soient pas *fusillés ou guillotinés.* On a pu discuter les conditions dans lesquelles se produirait cette exécution, mais il n'est entré dans l'idée d'aucun de nous *qu'elle pût se faire en dehors de la légalité.* »

— Sérieusement, monsieur Drumont, quelle différence faites-vous entre cette violence-là et une violence qui serait *extra-légale?*

Plus haut, le pontife de l'antisémitisme disait : « Je ne vois pas qu'il y ait là-dedans rien d'anarchique... » Ah! non! nous l'accordons! non certes! nous n'agirions point comme M. Drumont, si nos idées triomphaient, à l'avènement de la société libre. Après avoir repris aux Rothschild, aux financiers, à tous les propriétaires et capitalistes, la terre, les objets de consommation, les machines et les instruments de travail, et les avoir mis à la disposition de tous, nous leur dirions à tous, catholiques ou juifs, Germains, Latins ou Celtes, Aryens, Sémites ou Peaux-Rouges: « Prenez part, vous aussi, à la vie commune; vos droits sont aussi imprescriptibles que les nôtres; entrez dans nos rangs, si vous le voulez, travaillez avec nous, et, comme nous, vous participerez au bien-être social. »

A quoi bon les égorger ou les guillotiner, même légalement, suivant la délicieuse nuance de Drumont? qu'auront-ils donc de dangereux lorsqu'on leur aura enlevé ce terrible capital qui pourrait leur permettre aujourd'hui (et *légalement*) de jongler avec la vie d'un peuple? Ne seront-ils pas au contraire plus faibles, plus désarmés que les autres, ces parasites, devenus incapables de travail? Ces oisifs, qui ne pourraient même s'habiller sans valet de chambre, il nous faudra les assimiler à des enfants ou à des malades; nous ne les contraindrons pas même à travailler, puisque, vraisemblablement, beaucoup ne le pourraient. Ainsi, non seulement nous ne les tuerons pas, mais encore nous les nourrirons, comme les faibles et les infirmes.

Voilà, monsieur Drumont, jusqu'où va l'*instinct brutal* des anarchistes. Avons-nous, après cela, besoin de nous disculper?

P. DechaPE.

ANARCHISTES ET SOCIALISTES

Répondant à notre article : *Les anarchistes sont les seuls socialistes*, M. Paul Lagarde, après avoir nié, précédemment, que les anarchistes soient socialistes, veut bien reconnaître, dans la *Revue socialiste* d'octobre, que « l'anarchie correspond à des notions précises parmi les diverses doctrines sociologistes! » Pourquoi nous nier alors le droit de nous réclamer du socialisme?

Parce que, dit-il, « le socialisme correspond également à des notions précises » : cela, monsieur Lagarde, c'est une erreur. Le mot socialisme est une épithète qui englobe tous les systèmes sociaux, aussi bien celui de l'anarchiste que celui de MM. Guesde et Jaurès, en passant par celui de M. de Chambrun et de l'abbé Garnier. Est socialiste tout individu qui veut *sincèrement* une transformation sociale dans le sens de la justice et de l'égalité, d'une meilleure répartition de la richesse sociale.

M. P. Lagarde parle d'excommunication! D'où sont donc parties les premières bulles fulminatoires? C'est parce que nous savions vous faire regimber que nous avons voulu vous démontrer que nous pouvions, avec plus d'apparence de raison que vous, vous refuser le titre de socialiste, et que nous avons fait notre article.

Maintenant, il est évident que nous avions en vue bien plus les tripatouilleurs parlementaires qui ne voient, dans le socialisme, qu'un tremplin électoral. Beaucoup peuvent croire à l'efficacité des réformes partielles, à l'excellence du parlementarisme, et être sincères dans leurs convictions. Nous croyons qu'ils se trompent; eux peuvent en croire

autant de nous, c'est à chacun là-dedans à se faire sa conviction. Où nous ne croyons plus à la sincérité de ceux qui se mêlent au parlementarisme, c'est quand nous assistons aux tripotages électoraux, c'est quand nous voyons des gens se dire révolutionnaires, et mettre une sourdine à leur programme pour obtenir 4 voix de plus, ou bien se faire les auxiliaires du capital, en allant berner les ouvriers en grève par des promesses, que le simple bon sens leur enseigne ne pouvoir tenir.

M. P. Lagarde termine en disant :

« Pour moi, je me permettrai seulement de rappeler à M. Grave que c'est une erreur aussi que de croire n'en jamais commettre. L'infaillibilité est un manteau d'apparat qui n'est pas sans gêner le pape. »

Nous sommes de l'avis de M. P. Lagarde; il en a, du reste, éprouvé l'inconvénient, puisqu'il est forcé de reconnaître ce qu'il avait nié de prime abord.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Ce n'est un secret pour personne que le rôle des gouvernements consiste à créer le désordre partout où ils interviennent, afin de se donner ensuite des airs de rétablir l'ordre et de paraître être de quelque utilité. Encore faudrait-il que les ruses employées pour tout mettre sens dessus dessous fussent assez habilement combinées pour n'être pas perceptibles, comme c'est le cas généralement, par les vues les plus basses. Fortement agacés de faire promener sans profit de Carmaux au Bousquet d'Orb, du Bousquet d'Orb à Albi et d'Albi à Carmaux les forces armées de toutes sortes amenées là dans l'intention évidente de fusiller les récalcitrants grévistes, les tristes pantins dont c'est le tour, actuellement, de par la volonté du suffrage universel, de protéger les intérêts capitalistes au détriment de ceux des travailleurs, s'épuisaient en provocations variées et savamment graduées pour amener un conflit. D'abord l'intimidation, tentée par un va-et-vient continu de patrouilles, impertinence nullement justifiée par l'attitude pourtant bien « raisonnable » des grévistes; puis, la pression morale, par l'intervention directe de l'autorité administrative qui, dans la personne de son préfet, daigna s'abaisser aux travaux les plus infimes d'homme de peine au service de Rességuier, en venant solennellement allumer un des fours de l'usine, le jour annoncé pour la reprise du travail. Niez après cela l'attitude démocratique des fonctionnaires de la République! Mais ce fut en vain et le préfet Doux en fut pour ses frais de fagot. Cet allumeur de fours peut s'écrier comme son excellent ami Joseph Prudhomme : « Ce jour est le plus beau four de ma vie. »

Ces préliminaires n'ayant amené aucun changement dans l'attitude des verriers, on dut recourir aux manœuvres frauduleuses. On sait que l'emploi de tels moyens est nettement prohibé par la loi en matière de grève, mais il n'est, dans la pratique, réprimé que quand ce sont les grévistes qui en font usage. On recruta donc dans les autres verreries de France et de Navarre un certain nombre d'ouvriers que l'on amena à Carmaux en leur affirmant que la grève était finie et que le travail était partout repris. A leur arrivée, la plupart d'entre eux, s'apercevant de la fraude, refusèrent de voler le pain de leurs camarades et réclamèrent leur rapatriement, qui naturellement leur fut refusé. Ce fut alors que, par un sentiment de solidarité touchant, le comité de la grève préleva sur les fonds à sa disposition la somme nécessaire au retour de ces hommes qu'on avait amenés là pour leur faire une concurrence déloyale.

Mais la solidarité est un délit quand elle vient à contrecarrer les caprices du capitalisme. Aussi, pour avoir donné cette leçon de savoir-vivre au tyranneau Rességuier, le trésorier de la grève, le camarade Charpentier, fut-il arrêté.

Voilà donc maintenant, liguées contre ces malheureux qui n'ont d'autre tort que de ne pas vouloir travailler au prix qui leur est offert, les trois puissances de l'État : autorités militaire, administrative et judiciaire. Elles vont se donner la main et combiner leurs efforts pour écraser ces gredins d'ouvriers qui décidément ne veulent pas se soumettre. Mais comment s'y prendre? Tout à coup Rességuier, suivi de son fidèle Maffre, accourt, vêtu d'un vieux paletot déchiré, et coiffé d'un chapeau cabossé, criant qu'un inconnu vient de lui décharger à bout portant un revolver dont il lui aurait au préalable enfoncé la crosse dans l'épaule. Quelle aubaine! Aussitôt la force armée se rue dans la ville, renversant et sabrant les passants inoffensifs, le préfet ou ses subalternes donnent l'ordre à la police et à la gendarmerie de ne laisser stationner ni circuler personne dans les rues, et la justice, après avoir fait main basse sur la caisse des grévistes sans plus de honte qu'un détrousseur de grand chemin, envahit les domiciles des députés Jaurès et Gérault-Richard, qui se laissent faire comme de petits agneaux, se réservant, il est vrai, de protester ensuite énergiquement et de faire prononcer par l'assemblée des grévistes un vote flétrissant avec non moins d'énergie « les inqualifiables procédés du gouvernement ». Puis, comme il faut « se garder à carreau » pour le cas où les choses tourneraient mal et se réserver une victime si l'on venait à être obligé de relâcher les autres, on arrête à tout hasard, les yeux fermés, un anarchiste connu dans le pays, le camarade Guilhem, qu'on accuse de l'attentat commis contre Rességuier. Au moins, se dit-on, celui-ci étant un anarchiste avéré, personne ne prendra sa défense, puisqu'il suffit d'être anarchiste pour être hors la loi, et nous aurons toujours une proie à dévorer. Mais voilà que cette affaire de revolver semble louche. Personne n'a entendu la détonation; l'assassin poursuivi n'a été vu de qui que ce soit; bien que, dans sa fuite, il ait passé devant la gendarmerie — drôle d'idée pour un malfaiteur! — aucun des gendarmes, ces parangons de la vigilance infatigable, n'a rien remarqué; les journaux même les plus favorables à la classe capitaliste affectent un scepticisme railleur, réclament des preuves, l'exhibition de pièces à conviction. « Où est le pistolet? » s'écrie l'un d'eux. Question naïve! Le pistolet, en cette affaire, c'est Rességuier!... Pistolet de paille, qui plus est, puisque, en faisant long feu, il s'est brûlé lui-même.

Le coup prémédité ayant raté, chacun rentre dans sa coquille et va tâcher de se faire oublier. En attendant, un homme, victime expiatoire de cette mauvaise plaisanterie, est sous les verrous. Qui élèvera la voix contre ses tortionnaires?... Dès le jour où la nouvelle de son arrestation parvient, la *Petite République*, journal socialiste, dont le zèle n'a cessé de se déployer durant la grève de Carmaux, s'est empressée de renier Guilhem, sans savoir s'il était l'auteur de l'attentat, sans savoir même s'il y avait eu attentat. La raison donnée par les rédacteurs de ce journal, c'est que Guilhem *n'étant pas syndiqué, n'était pas un des leurs*. Aujourd'hui que le coup de pistolet s'en est allé en fumée, la *Petite République* a une bonne occasion de se ressaisir et de réparer sa petite... vilenie.

* * *

Nous allons d'infamie en infamie. Notre camarade A. Gauthey, dont nos lecteurs ont suivi les articles publiés ici même sur les supplices de Biribi, fait en ce moment ses vingt-huit jours à Chalon-sur-Saône.

Par suite d'une inattention de l'éditeur de la *Sociale*, qui avait sans doute compté sans la basse et lâche vengeance des « Nom de Dieu de caserne », comme les appelait Vallès, trois articles de notre collaborateur ont été insérés dans ce journal, depuis son arrivée au régiment. Or, ces articles ont été écrits avant son départ, *nous pouvons l'attester*, puisqu'il nous les a lus dans les bureaux des *Temps Nouveaux, huit jours au moins avant de nous quitter*. Il n'en a pas fallu davantage cependant pour que Gauthey fût mis en cellule, en attendant que son sort se décide. L'exemple du sergent Guillon, envoyé récemment à Biribi, contrairement à toute espèce de règlement militaire, nous rend méfiant en ce qui concerne la décision à intervenir. Nous croyons qu'il est bon d'ébruiter l'affaire pour empêcher que notre ami ne soit traduit, au mépris de toute justice, devant un conseil de guerre, ou même de discipline. Il serait un peu violent qu'on vous fît expier, pendant vos vingt-huit ou vos treize jours, les articles ou les livres écrits durant la vie civile et publiés ou édités par hasard pendant votre présence sous les drapeaux. Nous sommes assez envahis par le militarisme, sans que ce dernier vienne encore nous demander compte des idées que nous aurons pu exprimer ailleurs comme tout citoyen libre en a le droit.

* * *

Les policiers lavent leur linge sale, et on sait s'il est propre! Les anciens inspecteurs Jaume et Rossignol ayant conservé quelques « souvenirs » gênants des ignominies auxquelles ils furent mêlés durant leur séjour à la « boîte », se sont vu tracasser par leurs anciens collègues qui avaient la mission de reconquérir à tout prix ces preuves convaincantes des multiples malfaisances de la police. Rossignol particulièrement aurait en main la liste des « casseroles » chargées de l'espionnage des anarchistes. La plupart des journaux, qui sont au mieux avec la Préfecture, trouvent très juste que la police veuille rentrer en possession de ces documents. Pour nous, nous n'exprimerons qu'un vœu : Puisse Rossignol avoir la bonne idée de communiquer sa fameuse liste, ne fût-ce qu'un quart d'heure, aux *Temps Nouveaux !*

André Girard.

VARIÉTÉS

LES MINEURS (*Suite*)

LE JEUNE MINEUR.

Oui, c'est cela. Mon grand-père y a travaillé dans ces trous et il est mort d'un coup de mauvais gaz. Mon père y a travaillé et il est mort parce que la voûte s'était éboulée sur lui. Moi, j'y ai travaillé et on m'a chassé.

GUILLAUME.

Pourquoi?

LE JEUNE MINEUR.

Parce que j'ai demandé que les maîtres de la mine nourrissent la veuve de mon grand-père et celle de mon père. Les maîtres m'ont refusé. Et, comme je me fâchais, on m'a chassé de tous les trous.

GUILLAUME.

Mais, dis-moi encore, ces maîtres travaillent-ils plus que vous pour vous refuser ces choses?

LE JEUNE MINEUR.

Eux? Ils ne travaillent pas du tout. Ils ont un papier qui leur donne le droit d'être heureux sans rien faire, sans courir le risque du gaz qui tue, de l'éboulement et qui leur permet de ne pas écouter les plaintes des fils de la mine. Ils ont avec eux le roi, la loi, les juges, les soldats, les gens d'armes. — Nous, nous avons des hommes qui parlent beaucoup comme celui-là. Et les maîtres sont très riches et nous sommes très pauvres.

(*L'orateur distribue des bulletins de vote et tend le pot aux mineurs. Guillaume le regarde, puis il désigne la lampe qui est suspendue au-dessus de la tête de l'orateur.*)

GUILLAUME.

Comme cette lampe éclaire mal...

(*Au jeune mineur.*)

Mais au moins puisque c'est vous qui avez toute la peine pour tirer les pierres noires de la terre, vous avez le droit de profiter plus que n'importe qui de votre travail? Car enfin ce n'est pas juste que ceux qui ne font rien profitent de tout.

LE JEUNE MINEUR.

Nous crevons de maladie et de faim. Nous avons seulement le droit de réclamer. Seulement, lorsque nous réclamons, on envoie des soldats contre nous, on nous maltraite et les gens d'armes du roi nous font cent misères. Et si quelques-uns, ayant peur, redescendent quand même dans la mine et si nous voulons les en empêcher, les soldats nous sabrent et nous lardent de coups de lance, les gens d'armes nous emmènent et les juges nous condamnent. Moi, j'ai tant réclamé qu'on m'a chassé... Et puis je suis mal vu parce que je ne veux guère écouter ce bavard-là grimpé sur sa chaise et ses pareils.

Que veux-tu? ici on ne sait pas ce que c'est que la justice... Il fait nuit et on a faim.

GUILLAUME, *sombre*.

Non, ce n'est pas la justice. Ce n'est pas cela que me dirent les souffles au crépuscule... Je tremble et je souffre à cause de ce que tu m'as raconté.

(*Il se lève et va vers la fenêtre; et il regarde au dehors. — La brume s'est envolée; au ciel il y a des étoiles. — Cependant l'orateur pérore.*)

L'ORATEUR.

Citoyens, les immortels principes au nom desquels je vous porte la bonne parole me dictent cette dernière phrase : Maintenant que vous avez voté un ordre du jour de blâme, reprenez le travail et préparez-vous à envoyer à la Chambre des doléances sise en la grand'ville celui qui a défendu vos intérêts. Et vos maîtres augmenteront vos salaires, tant ils seront effrayés. (*Applaudissements.*)

GUILLAUME. — *Il se retourne soudain vers les mineurs.*

Ce n'est pas vrai!... Ce n'est pas cela qu'il faut dire. Puisque c'est eux qui font tout le travail, puisqu'ils ont faim — la mine est à eux... qu'ils la prennent et qu'ils chassent les maîtres avides et fainéants.

(Un grand silence. L'orateur regarde Guillaume de travers.)

L'ORATEUR, *élevant le pot au-dessus de sa tête.*

Citoyens, vous avez voté... Le bulletin électoral est sacré... N'écoutez pas ce vagabond.

GUILLAUME, *gai.*

Qu'est-ce qu'il dit donc? Il vous a distribué des bouts de papier à mettre dans son pot et puis il vous a engagés à continuer d'avoir faim après que vous l'aurez envoyé dans la grand'ville. C'est un menteur.

(Il s'avance jusqu'à l'orateur descendu de sa chaise et qui serre son urne contre sa poitrine. Il lui arrache le pot et le jette à terre. Le pot se casse. Les bulletins s'éparpillent sur le sol.)

GUILLAUME, *gaiement.*

Qu'est-ce qui va sortir du pot? Est-ce la justice?... Je ne vois que des bouts de papier.

(Rumeur menaçante. Des mineurs s'avancent vers Guillaume qui, tout à coup, comme sortant d'un rêve, recule effrayé.)

LE JEUNE MINEUR, *se plaçant devant Guillaume.*

Celui-là est mon ami. Et le premier qui le touche je lui casse la figure.

UN VIEUX MINEUR.

Prends garde, Hubert, tu vas te compromettre.

LE JEUNE MINEUR.

Ça m'est égal... Il a raison, je vous dis. Laissez-le parler.

LES MINEURS, *intimidés.*

Eh bien! donc, qu'il parle.

LE VIEUX MINEUR.

Après tout, c'est assez juste ce qu'il disait.

L'ORATEUR, *remonté sur sa chaise.*

Citoyens, je proteste!

LE JEUNE MINEUR.

Descends de ta chaise, bavard, et tais-toi.

(Il le bouscule et le fait choir. Rire des mineurs.)

LES MINEURS.

C'est vrai, après tout. Ce pauvre aussi a le droit de causer.

LE JEUNE MINEUR, *à Guillaume.*

Parle, toi!

(Guillaume a peur. Il n'ose pas s'avancer. Mais voici que les étoiles luisent étrangement au ciel et que les souffles de la terre se lèvent. Alors les yeux de Guillaume s'embrasent. Et il parle.)

GUILLAUME.

Moi, je ne sais rien du tout... Je passe, et, selon que me chuchote le crépuscule, et selon que mes yeux me font voir, je dis des choses de justice... J'ai regardé ce pays-ci et je l'ai trouvé très misérable : les riches sont durs; ils ne veulent rien donner aux passants. Les pauvres ont toujours faim et on les frappe. Et parmi eux les hommes sont tristes, les femmes méfiantes et les enfants très maigres et tout grelottants...

On m'a dit que vous aviez toute la peine et que rien n'était à vous et que vous ne profitiez de rien. — Mais puisque vos pères ont travaillé et ont été malheureux parce qu'ils ont arraché pour d'autres les cailloux noirs à la terre; puisque vous aussi vous travaillez et vous souffrez parce que votre travail ne vous donne même pas de quoi vous nourrir, tandis que les riches fainéants sont en joie, je vous dis : Sûrement ces cailloux noirs vous appartiennent à vous seuls et personne n'a le droit de les prendre qui n'a pas travaillé comme vous... Chassez les maîtres! Echangez ces pierres où dort le feu qui réjouit aux soirs d'hiver contre les bons fruits des terriens, contre le blé avec quoi l'on fait du pain, et n'écoutez plus les menteurs qui vous détournent de la justice afin de satisfaire leur avidité.

Croyez en vous et vous serez forts. Voici des siècles que vos pères ont arraché pour la première fois ses boyaux à la terre; voici des années que vous subissez les mauvais gaz, l'éboulement et la famine, pendant que ceux dont vous êtes le bétail possèdent des châteaux, des jardins diaprés de fleurs, des celliers pleins de viandes et de tonnes de vin. Cependant vous mourez par cette terre qui pourrait bien vous nourrir tous... Comptez-vous; vous êtes les plus nombreux. Chassez les maîtres et prenez la mine, car, je vous le dis, elle est à vous.

(Acclamation.)

L'ORATEUR, *à part.*

Ceci tourne mal. Maintenant, pour que ces égarés comprennent qu'ils doivent rester obéissants, je n'ai plus qu'à m'adresser à l'autorité.

(Il fait signe au patron de l'auberge qui s'approche de lui, et il lui parle bas. Le patron sort.)

LE JEUNE MINEUR, *à Guillaume.*

Tu as bien parlé, toi! Comment t'appelles-tu?

(Tous les mineurs viennent à Guillaume et lui serrent la main.)

GUILLAUME, *soudain très timide.*

Je n'en sais rien... Je crois que les souffles m'ont dit que je m'appelais : le Pauvre... Je vais vers le pays où le soleil se lève et où il y a une fleur nommée Justice.

(Les gens d'armes entrent. L'orateur leur désigne Guillaume. Tous les mineurs s'écartent et se taisent effrayés.)

GUILLAUME, *épouvanté.*

Oh! voici ceux qui ont de l'argent sur les manches!

(Il s'assied.)

LE CHEF DES GENS D'ARMES, *à Guillaume.*

Vos papiers?

(Guillaume regarde autour de lui d'un air effaré. Les mineurs baissent la tête et se détournent. Le coq de l'aubergiste vient au seuil de la porte et chante trois fois.)

L'ORATEUR.

Veux-tu te taire, vilaine bête!

(Il le chasse. Guillaume désigne au chef des gendarmes les bulletins de vote épars sur le sol.)

GUILLAUME, *très humble.*

Des papiers, en voilà.

LE CHEF DES GENS D'ARMES.

Il se moque de l'autorité! Emmenez-le.

(On met les menottes à Guillaume. Les mineurs se taisent, terrifiés. Au moment de sortir, Guillaume s'arrête.)

GUILLAUME.

Voilà, je passais... mais ce soir je n'avancerai pas vers le pays du soleil levant où il y a une fleur appelée Justice.

(Les gendarmes le tirent par la chaîne.)

GUILLAUME.

Ah! vous me faites mal.

(Guillaume et les gens d'armes s'en vont dans la nuit. L'orateur veut recommencer un discours, mais les mineurs ne l'écoutent pas et sortent la tête basse. Un groupe d'entre eux s'arrête à la porte et regarde de loin Guillaume parmi les gens d'armes.)

UN MINEUR.

Comme les étoiles brillent, ce soir!

LE JEUNE MINEUR, *tout bas.*

Regardez donc. On dirait qu'il y a une lumière autour du Pauvre (1).

A. RETTÉ.

(1) Extrait de *Similitudes*, volume à paraître.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le 16 novembre prochain paraîtra le *Libertaire*, fondé par Sébastien Faure.

Le titre du journal et le nom de notre ami indiquent suffisamment les idées et les tendances de ce nouveau journal.

* * *

A peine revenu de province où il vient de faire une excellente tournée de conférences, Sébastien Faure va reprendre ses conférences à Paris. Il fera sa première à la salle d'Arras, 3, rue d'Arras, le samedi 26 courant, à 8 h. 1/2 du soir, et parlera de « la Liberté ».

* * *

LYON. — Nous avons reçu d'un anonyme une liste de souscription s'élevant à 9 francs pour venir en aide aux camarades de Bordeaux dans la réalisation de leur essai de colonisation anarchiste. Nous leur faisons parvenir la somme dont les camarades nous accusent réception en demandant aux expéditeurs de vouloir bien entrer en communication avec eux, promettant de ne publier aucun nom sans le consentement des intéressés.

* * *

On nous prie de faire part aux camarades de la mort du compagnon Guigonis, à Roquebillière.

PETITE CORRESPONDANCE

Au camarade qui nous a envoyé les 9 francs pour Bordeaux. — Vous avez raison, ces tentatives sont à encourager, c'est pourquoi nous avons ouvert nos colonnes à leur premier appel. Mais une fois cet appel lancé, c'est aux initiateurs à s'en occuper. Chacun sa besogne, la nôtre est déjà assez chargée sans que nous nous en mettions d'autre sur le dos.

G., à Hammam. — Reçu 1 franc pour le journal.

P. E. — Nous n'avons pas les chansons; nous ignorons si elles ont été imprimées. — Ce que vous nous dites du sergent Guillon confirme tout ce qu'en disent ses camarades; c'est un homme de cœur, ce n'est pas étonnant qu'il soit en butte aux canailleries gouvernementales.

E. C., à Dinant. — En mandat, c'est préférable.

P., à Peyrins. — *G., à Cette.* — Colis expédiés.

G., à Rive-de-Gier. — Reçu mandat. L'argent nous manquait pour prendre le volume chez l'éditeur.

Avant-Garde du Havre. — Bien reçu votre lettre, mais les votes de blâme ne signifient pas grand'chose.

L. T., à Nogent. — Pris note. — Reçu 2 fr. 70 pour le journal.

F. R. (Un libertaire), à Lyon. — Votre article manque de l'habitude d'écrire; ne pouvons l'utiliser. Nous avons transmis votre adresse à notre correspondant de H. D. S'il ne vous a pas répondu, c'est qu'il ne veut pas être connu. Nous ne connaissons pas d'adresse de groupe à Lyon.

X. L. — L'extrait du catéchisme du cardinal Fesch est intéressant comme platitude envers l'autorité, mais les faits de ce genre seraient trop nombreux à relever.

St-Céols. — La *Chanson du patron* est d'actualité, mais faible comme poésie.

J. Cazay. — L'extrait du *Puits de Sainte-Claire* est excellent, mais il a déjà été publié dans le supplément du n° 12 de la 7e année de la *Révolte*.

A. Bryz. — Reçu les *Lois religieuses*, mais l'article manque de clarté et de précision.

S., à Ensival. — Ai fait passer votre lettre à qui de droit.

Revue Féministe. — Ferons l'échange avec plaisir. Pouvez-vous nous envoyer votre premier numéro?

P., à Millau. — Reçu abonn. et 1 fr. 50 pour le journal.

E. M., à Elbeuf. — Reçu mandat. — Bon.

R. V. H. et R. L. — Bien reçu l'article Grammont. Excellent.

E. E., Bordeaux. — *Madagascar*, pas mauvais, mais pas assez saillant. L'abondance de copie nous force à être très difficiles.

K. N. — La *Sociale* publie un des dessins cette semaine. Pouvez-vous vous mettre en relation avec elle : 15, rue Lavieuville, Paris?

J. B. — Lu votre article *La Révolution*. Plein de bonnes intentions, mais un peu trop de rhétorique, pas assez d'argumentation.

La Montagne. — Reçu et lu votre article : il contient de bonnes choses, mais est un peu trop déclamatoire, et pas assez bourré d'argumentation.

M., à Issoire. — Jean Misère. — L., à Pau. — R. et D., à Romans. — G., à Bordeaux. — D., à Saint-Etienne. — B., à Narbonne. — D., à Marcq-en-Barœuil. — S., à Cette. — C., à Dinant. — C., à Nancy. — B., à Bourges. — Mme D., à Montluçon. — Agence, à Genève. — P., à Saint-Marcellin. — C., à Nancy. — Jean qui marche. — Mme E., à Lyon. — P., à Senlis. — D., à Dijon. — M., à Antibes. — G. C., à Como. — B., à Courbevoie. — L., à Chaux-de-Fonds. — G., à Villefranche. — B., à Pontcharra. — F., à Amiens. — P., au Buisson. — M., à Reims. — L. G., à Saint-Denis. — Reçu timbres et mandats.

AVIS IMPORTANT

Notre ami Sébastien Faure nous prie d'annoncer à nos lecteurs qu'il dispose de plusieurs milliers d'affiches colombier (pour les murs) et demi-colombier (pour les kiosques, marchands de journaux et établissements publics), ainsi que de cinq cent mille prospectus destinés à faire connaître l'apparition, dès le 16 Novembre prochain, du journal *Le Libertaire*.

Il demande aux camarades de partout de s'adresser, *sans aucun retard*, à M. Matha, administrateur, 5, rue Eugène Süe, pour indiquer à celui-ci le nombre de prospectus et d'affiches qu'ils peuvent distribuer et placarder.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 27 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 NOVEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

VIOLENCE OU RÉSIGNATION

« Cher camarade,

« Il a paru, dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, un article intitulé « Carmaux », qui me semble mériter quelque critique. A mon avis, son auteur s'est placé à un point de vue superficiel, et plus propre à mettre obstacle qu'à aider à l'expansion de la vérité anarchiste.

« L'article en question, autant que je le comprends, critique, sur deux points, les procédés mis en pratique par les grévistes de Carmaux.

« Il s'en prend d'abord à la popularité excessive des députés socialistes qui ont pris un rôle actif dans la grève en s'adressant au public, en excitant leur parti et même tous les partis des travailleurs à venir en aide à leurs camarades de Carmaux. Le second point concerne l'attitude pacifique, « légale » des grévistes et de leurs meneurs, l'absence d'initiative individuelle de la part des grévistes, ou de quelque signe manifestant leur désir d'exproprier le capitaliste par la violence.

« Qu'est-ce qu'une grève, sinon une préparation, un commencement à la révolution que nous désirons tous? Sa cause n'est-elle pas essentiellement économique? A mon avis, quand les députés prennent part à une bataille essentiellement économique, c'est qu'ils reconnaissent l'importance de cet aspect du conflit social, et en cela ils sont d'accord avec nous. Par leur action, il faut aussi reconnaître qu'ils sont des instruments précieux pour développer grandement l'esprit de solidarité parmi les travailleurs. Cette solidarité, qui doit convenir à chaque anarchiste-communiste, est absolument indispensable pour que les travailleurs arrivent à la conquête de leurs droits économiques.

« Il est vrai, sans doute, qu'en même temps les députés mettent en relief l'importance de leur action politique; mais, étant donnée la nature du conflit, cet inconvénient n'est pour le moment que secondaire. Si, dès leur premier mot, ils ne s'empressaient pas d'exposer ce fait que Rességuier fait de son mieux pour affamer les travailleurs qui ne veulent pas être ses esclaves, leur importance politique se réduirait en vérité à peu de chose.

« Une grève est une bataille — et une bataille combien inégale! toute la force gouvernementale — judiciaire et militaire — encouragée par l'approbation de la classe bourgeoise, d'une part, opposée à quelques centaines de pauvres travailleurs n'ayant pour tout soutien que la solidarité de leurs semblables, qui commencent seulement à avoir conscience de la communauté de leurs intérêts. Dans de telles circonstances, quel courage, quelle fidélité, quel enthousiasme doit être nécessaire! Comme elle est naturelle, parfaitement humaine, la reconnaissance et l'estime envers ceux — quels qu'ils puissent être — qui, ayant un talent oratoire ou un privilège social quelconque, aident, encouragent et fortifient les combattants! Pour ma part, reconnaissant le danger et les difficultés du conflit, je me réjouis mille fois plus aux témoignages de l'esprit de solidarité que je ne regrette que ce soient des politiciens qui aident à le mettre en lumière, car je constate que, dans ce cas, la politique a vraiment peu à faire en la matière, du moins chez les grévistes.

« Je suis anarchiste, je méprise la loi, mais je pense qu'il faut laisser la raison et non pas la passion conduire les hommes dans chaque conflit. D'ailleurs, non pas par respect pour la loi, mais parce que, dans les conditions actuelles du conflit économique, je reconnais non seulement qu'il n'y a presque rien à gagner, mais même qu'il y a probabilité de perdre tout par une violation ouverte de la loi, j'approuve cette attitude pacifique. S'il n'y avait pas une stricte solidarité, une entente mutuelle, et une action concertée parmi les grévistes, la grève cesserait immédiatement. Sans l'appui de leurs camarades de travail, par tout le pays, comment pourraient-ils la continuer?

« Maintenant, c'est un fait que la plus grande partie des grévistes et de ceux qui sympathisent avec eux croient dans les bons effets de la législation. Aussi, si à ce moment quelqu'un d'eux recourait à des attentats individuels, c'en serait fini de l'attitude pacifique des grévistes; immédiatement l'harmonie cesserait entre eux, l'appui du public leur manquerait, et la grève serait perdue. Il s'ensuivrait un massacre et des milliers de gens qui, aussi longtemps que les grévistes restent pacifiques, ne peuvent les condamner, agiteraient l'opinion publique contre eux, et justifieraient la violence du gouvernement. En outre, le révolté individuel ne réussirait pas à convaincre ses camarades de l'injustice inhérente à toute loi imposée.

« Enfin, pour réussir à inculquer la vérité que nous possédons, il est nécessaire de prendre en considération toutes les circonstances actuelles dont il faut tenir compte à chaque occasion. En cette occurrence, le succès de la grève est d'une primordiale importance.

« Notre sympathie pour les grévistes les convaincrait que nous ne sommes pas leurs ennemis (comme le leur disent leurs meneurs) et disposerait leurs esprits à écouter nos arguments. Tandis que ledit article est plus propre à exciter leur indignation contre nous, et à donner une apparence de vérité aux imputations des meneurs à notre égard.

« A.[e] HENRY. »

Avec la lettre de Mme Henry, nous en avons reçu une autre datée d'Oyonnax, toujours au sujet du même article, et dont le signataire se proclame « simple socialiste ». Dans cette lettre, le signataire nous demande qu'on lui indique les moyens, pour les ouvriers, « de revendiquer leurs droits, sans courir le risque d'être fusillés ou embarqués pour un Gabon quelconque »!

A notre correspondant d'Oyonnax, notre réponse sera courte :

Nous ne connaissons aucun moyen pratique de résoudre pacifiquement la question sociale. Nous sommes convaincus que la force seule peut arracher des concessions aux exploiteurs — économiques et politiques. — Et c'est parce que nous sommes persuadés que les travailleurs seront forcés d'emporter, de haute lutte, leur affranchissement, que nous nous révoltons contre ceux qui viennent leur prêcher le calme et le respect de la légalité. Ce n'est donc que lorsqu'ils n'auront plus peur « d'être fusillés ou d'être envoyés au Gabon » que les travailleurs trouveront les moyens de s'affranchir, économiquement et politiquement.

⁂

Quant à la lettre de la compagne Henry, si nous la débarrassons de toutes les phrases accessoires, nous pouvons la réduire aux cinq objections suivantes :

1° Nous faisons aux politiciens un grief de leur popularité, tandis qu'ils la font servir au bien des grévistes. — 2° Nous leur faisons un crime de ne pas avoir conseillé aux verriers de tout chambarder. — 3° Nous regrettons que les verriers ne se soient pas livrés à des actes de révolte individuels. — 4° Nous ne voyons pas l'admirable esprit de solidarité qui s'est développé dans cette grève, tant de la part des grévistes que de tous les travailleurs qui leur sont venus en aide. — 5° Enfin, nous oublions que, si les ouvriers sortent victorieux de cette lutte, ce sera une grande victoire du travail sur le capital!

Comment s'étonner de la lenteur de l'idée à pénétrer les cerveaux; comment se révolter de voir la masse si réfractaire aux idées d'affranchissement, quand, après quinze ans de propagande, quinze ans de controverse et de discussion, sur l'élucidation de nos idées, période où les livres, brochures, journaux, placards, etc., ont été répandus par millions, nous voyons une camarade tirer, de l'article du camarade Guy, une conclusion et opposer les mêmes objections que pourrait nous faire le bourgeois le plus ignorant de nos idées.

La camarade Henry se *trompe*. Nous ne reprochons pas aux députés socialistes leur popularité. Si nous ne nous prêtons pas à la déification des individualités, il ne nous froisse nullement d'en voir acquérir de la notoriété, s'ils l'emploient à la propagation d'une idée vraie, à la défense d'une cause juste; ce qui nous révolte, c'est quand nous voyons les ambitieux se tailler une réclame sur les souffrances des miséreux, et, dans l'espoir d'acquérir de l'influence

comprendre qu'ils doivent régler leurs affaires eux-mêmes et à briser, par suite, le jour venu, non seulement les formes politiques existantes, mais toute tentative de reconstitution d'un pouvoir nouveau. Cela montrera aux autoritaires combien était fondée leur crainte, déguisée en dédain du « syndicalisme », et combien éphémère leur doctrine, disparue avant même d'avoir pu s'affirmer!

FERNAND PELLOUTIER.

20 octobre 1895.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

De cette affaire de Carmaux on peut tirer deux enseignements :

A ceux qui reprochent aux révolutionnaires de compter sur la violence pour arriver à l'affranchissement, et qui préconisent l'emploi de réformes successives et pacifiques, on peut montrer, par l'exemple des procédés du gouvernement à Carmaux, combien il sera facile de faire consentir la classe bourgeoise à se dessaisir de ses privilèges. Pour une simple question de salaires, c'est-à-dire de discussion du prix d'une marchandise, comme il s'en produit constamment entre vendeur et acheteur, pour cette simple question et parce que l'entente ne pouvait se faire entre employeur et employés, bien que le conflit ait été intentionnellement provoqué par le premier, voilà toutes les forces gouvernementales coalisées contre les ouvriers, uniquement parce qu'ils sont ouvriers et que le rôle de tout gouvernement est de protéger la classe capitaliste grâce à laquelle il a une raison d'être.

Quelle serait donc son attitude, s'il sentait que la classe ouvrière, consciente des causes de ses maux, au lieu de ne l'être que des effets, avait pour but non pas d'obtenir un salaire plus ou moins grand, mais de s'affranchir du salariat lui-même, en reprenant possession des instruments de travail illégitimement détenus par le patronat? Que les partisans d'une révolution y réfléchissent.

Cette reprise de possession est cependant le but à atteindre, et je reprocherais précisément aux socialistes, députés ou autres, qui vont offrir aux grévistes l'appui moral de leurs encouragements, de ne jamais profiter de l'occasion exceptionnelle de ces moments où les ouvriers ressentent plus vivement l'injustice de leur situation sociale, pour leur en faire connaître l'origine, la cause et le remède. Non! jamais il n'est question de tout cela. Ils se bornent à répéter chaque jour, comme Pandore : « Ouvriers, vous avez raison! » Mais le sujet important, celui qui, bien élucidé, pourrait faire une énorme propagande et accélérer la venue de la révolution sociale dont ils se prétendent partisans, n'est jamais abordé. Il n'y a cependant pas deux façons de comprendre la vérité, une pour soi et l'autre pour autrui! S'ils croient sincèrement aux théories qu'ils développent, ils doivent saisir avec empressement l'occasion de les faire entrer dans les cerveaux. Ou alors ils ne sont que des cabotins.

Le deuxième enseignement à tirer de la grève de Carmaux, c'est que l'esprit de solidarité se développe avec une rapidité énorme au sein de la masse ouvrière. Grâce à cette solidarité, les verriers de Carmaux ont réuni en trois mois plus de 150.000 francs pour la résistance. Cette constatation est d'une grande importance, au moment où l'impuissance et la mauvaise volonté du Corps législatif à prendre la défense des travailleurs viennent de se montrer d'une façon si éclatante. Ceux-ci constatent tous les jours qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour s'affranchir; l'idée de la grève générale fait son chemin et l'expansion de cet esprit de solidarité fait bien présager pour le jour où le mouvement, de local et parsemé qu'il est maintenant, deviendra général.

*
* *

Il paraît que le ministre Trarieux, l'ennemi personnel de la classe ouvrière, a eu peur devant l'attitude calme des groupes corporatifs et leur résolution de faire la grève générale, si son projet de loi sur les coalitions était voté. Ce détrousseur de grévistes aurait purement et simplement retiré son projet de loi. Nous ne l'en féliciterons pas, car nous ne savons à quel mobile il a obéi.

ANDRÉ GIRARD.

DANS LES PUBLICATIONS

La *Société Nouvelle*, revue mensuelle, publiée par V. Brouez à Bruxelles (32, rue de l'Industrie), devient de plus en plus intéressante et nécessaire à ceux qui s'intéressent au développement des idées en général. Ainsi, les deux derniers numéros (septembre et octobre) contiennent beaucoup d'excellentes choses, dont nous signalerons seulement ceci : deux études sur l'anabaptisme aux Pays-Bas, par Richard Heath — mouvement populaire dans lequel l'anarchisme communiste, malheureusement basé encore sur la religion, s'affirma au seizième siècle; une étude admirable de Mme Clémence Royer sur « la Matière », juste ce qu'il faut à ce moment de réaction religieuse; une étude sur Alexandre III et Nicolas II, pleine de renseignements exacts sur ce qui fut fait par ces gouvernants pendant ces dernières treize années; des lettres de Bakounine à ses amis russes, dont une, surtout, sur l'Internationale et la situation en Russie, est du plus haut intérêt; la suite de l'Histoire sociale de l'Eglise par Victor Arnould, extrêmement instructive, où l'on voit le vrai rôle de cette pieuvre aux mille bras; et enfin la suite des conférences d'Elie Reclus sur l'origine des religions, — le meilleur travail sur ce sujet qui ait été fait, absolument unique pour la justesse et la profondeur des aperçus, la masse des faits sur lesquels ils se basent, et la beauté de l'ensemble. C'est l'œuvre de la vie du grand anthropologue, qui sera certainement boycottée encore plus que tout ce qu'il a déjà décrit, par la gent religieuse de tous pays — parce qu'elle frappe les religions trop juste au point vital même.

*
* *

Un nouveau journal anarchiste nous vient des Etats-Unis : *The Rebel* (*Le Révolté*), publié mensuellement à Boston (170, Hanover Street); prix : 5 cents le numéro. On en sentait grandement le besoin. Le journal est très bien rédigé, imprimé avec goût, et sera bien reçu à coup sûr. Mais les anarchistes, aux Etats-Unis, ne sont encore qu'à leurs débuts, et ce qu'il leur faut surtout, c'est d'être soutenus par de bons écrivains. Si les anarchistes de tous pays leur envoient des coupures, des extraits de journaux et aussi de bons articles sur l'anarchie, ils seront les bienvenus.

*
* *

Le *Sozialist* de Berlin, de nouveau relevé après la dernière saignée, en est à son 9e numéro, et jouit d'un succès tout à fait remarquable. Il a déjà 3.300 *abonnés*. Il est très bien rédigé, très intéressant.

*
* *

L'*Anarchist* anglais, de Sheffield, qui paraît aujourd'hui en petites brochures à un sou, a un dernier numéro très réussi. « Comment les pauvres vivent » est un récit affreux, terrible dans sa vérité, sur les taudis des pauvres — tels qu'ils sont dépeints par les « Commissions d'enquête ». L'entrevue avec Charles, ce brave garçon qui supporte les ignominies du bagne le cœur haut, est poignante. Cette victime de l'infâme rosse Coulon ne se laisse pas abattre; il s'intéresse surtout au progrès de l'anarchie et envoie son salut chaleureux à tous les amis, à tous les lutteurs.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Le compagnon Dépombs prie un des camarades lyonnais de bien vouloir correspondre avec lui. Aucun nom ne paraîtra dans la propagande qui va être faite concernant la colonie anarchiste expérimentale, ni après, sans autorisation. — Merci de la souscription de 9 francs.

*
* *

Sébastien Faure prie les camarades qui ont demandé des affiches et prospectus pour le *Libertaire* d'attendre le 5 ou 6 novembre. A ce moment, toutes les demandes étant parvenues à Matha, celui-ci expédiera à chacun ce qu'il aura demandé, en réduisant toutefois certaines demandes si le total dépasse le nombre d'affiches et de prospectus dont le *Libertaire* dispose.

*
* *

Samedi 2 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle d'Arras, 3, rue d'Arras, conférence libertaire par V. Barrucand.

Sujet traité : *L'individu contre la masse*.

Cette conférence sera publique et contradictoire.

Entrée : 50 centimes.

*
* *

Sébastien Faure fera deux conférences à Londres : la première aura lieu le samedi 2 novembre, et la deuxième, le lundi 4.

*
* *

PARIS. — *Les Egaux du XVIIe*. Le groupe se réunit tous les mercredis, salle Thourot, 1, avenue des Ternes.

*
* *

REIMS. — Les camarades se réuniront dimanche prochain, à 4 heures, au local habituel, au sujet du journal de Sébastien Faure.

*
* *

BRUXELLES. — Samedi 9 novembre, à 8 heures du soir, à la brasserie de l'*Eléphant*, rue des Chapeliers, réunion des camarades s'intéressant à la propagande des journaux et brochures anarchistes.

*
* *

LIÈGE. — Réunion tous les mercredis et samedis, à 8 heures du soir, chez Thiriart, rue des Récollets.

Les travailleurs soucieux de leurs intérêts sont invités à venir y discuter les questions économiques.

BIBLIOGRAPHIE

Les camarades de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 1, rue du Nieuwmolen (rue de France), Bruxelles, viennent de faire paraître leur troisième brochure : *L'Evolution légale et l'Anarchie*. C'est un ancien article du camarade Reclus paru, dans le *Travailleur*, en réponse aux objections faites par un ami sur l'emploi du mot « anarchie ».

PETITE CORRESPONDANCE

D., à la Haye-Descartes. — Nous avons fait passer votre demande à la *Sociale*, mais l'*almanach* n'est pas encore paru. Reçu 1 franc pour le journal.

J. C., à Houssaye. — Reçu 0 fr. 30 pour le journal.

L., à Bruxelles. — Reçu collecte de 2 francs pour envoi de vieux; colis expédiés.

P. S., à Paris. — Reçu 1 fr. 05 pour le journal.

C. B. L. M. A. P. — Oui, vous avez raison, mais manque de précision pour insérer.

D., à Bruxelles. — Reçu 10 francs pour le journal.

P., rue Custine. — Le volume est expédié.

S. S., à Victoria, E. R. — Les extraits sont excellents. Pourriez-vous nous faire connaître le titre exact et l'éditeur du livre de M. A. Peyret?

C. R. et E. C. — Nous avons bien reçu les *Meurt-de-faim* et la *Peine de mort*. Nous avons très peu de place pour les vers, même pour ceux de nos collaborateurs attitrés. Notre format est si petit, pour les faits, les discussions d'idées, que lorsque nous insérons des vers, il faut que ceux-ci sortent absolument de l'ordinaire.

C., à Grenoble. — Reçu mandat. Ça va bien. Pas reçu les 4 fr. 25 en question.

D., à Reims. — Je ne puis vous envoyer davantage de *Evolution et Révolution*, cette brochure est épuisée.

F. M., à Wagoner (Ind. Ter.) — Votre abonnement est expiré fin octobre.

M., à Saint-Denis. — R., à Nimes. — J., à Pierry. — J., à Liège. — Marcq-en-Barœul. — S., à Cransac. — J., à la Crête. — V., à Renazé. — L. P. A., à Villars. — M., à Annecy. — N., à Toulouse. — L., à Bruxelles. — P., à la Chapelle. — F., à Saint-Etienne. — V. B., à Puget. — C., à Marseille. — L., à Amiens. — P., à Buenos-Ayres. — G., à Paterson et J., à Jermy, par la *Sociale*. — M., à Troyes. — D., à Angers. — C., à Nice. — B., à Roubaix. — B., à Keranfurust. — B., à Marseille. — D., à Namur. — K., à Chaumont. — L., à Jemmapes. — P., à Anvers. — N., rue Vital. — D. et M., à Reims. — R., à Turin. — M., à Reims. — G., à Langon. — B., à Roubaix. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 28 DIX CENTIMES DU 9 AU 15 NOVEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

EXTRAITS D'UN CARNET

Autrefois, quand les travailleurs se mettaient en grève, c'était une question à régler entre eux et les patrons. Aujourd'hui, tout le monde s'en mêle : les journalistes, c'est-à-dire des gens, bien intentionnés, peut-être, mais appartenant, au fond, au camp bourgeois par toutes leurs habitudes ; les politiciens, c'est-à-dire ceux qui se mettent entre le travailleur et le bourgeois et empêchent l'ouvrier de voir son ennemi en face ; la prêtraille, qui a tous ses intérêts chez les bourgeois ; les gouvernants, enfin, préposés au maintien de l'Etat, du capital, de la bourgeoisie.

Toute cette gent qui n'a jamais manié l'outil et n'a jamais vécu la vie de misère de l'ouvrier — autrement terne et dure que la vie de la bohème littéraire et politique — toute cette gent se remue, s'interpose, en sauveurs de la société et des intérêts du peuple.

Cela a quelques avantages, sans doute. Ça fait de la réclame... Mais les inconvénients sont si immenses qu'ils sont presque toujours, toujours, funestes au mouvement ouvrier. En voici une preuve sur mille.

Les constructeurs de navires de l'Ecosse et de l'Irlande, sur la rivière Clyde et à Belfast, s'étaient mis dernièrement en grève. Ils exigeaient une faible augmentation de salaires : un demi-sou par heure. Les patrons opposèrent leur demande : tout changement dans l'échelle des salaires devrait être annoncé désormais une demi-année à l'avance.

Les ouvriers rejetèrent évidemment cette demande. Allez concerter une grève six mois à l'avance! Lorsque de fortes commandes arrivent, c'est là le seul moment où l'on peut imposer au patron ses conditions. Allez escompter les fluctuations du marché à six mois de distance et donnez à l'ennemi six mois pour préparer sa victoire!

Mais les mouches du coche, ainsi que les roués de la prêtraille et les politiciens, ont si bien bourdonné à l'oreille des travailleurs, si bien emmiellé les uns, découragé les autres, que la grève vient de se terminer sur ce compromis. Le demi-sou en plus est accordé ; mais désormais toute demande de changement dans les salaires devra être annoncée par les deux parties six mois à l'avance.

Quel précédent malheureux ! Autant vaudrait renoncer au droit de grève.

⁂

Ce sera pire encore si les travailleurs laissent l'État se mêler de la fixation des salaires. Souvenons-nous du programme électoral des conservateurs anglais : arbitrage par des fonctionnaires de l'Etat en cas de grève, et droit de l'Etat d'*imposer* aux travailleurs les résolutions des arbitres du gouvernement. Autrement dit, droit de l'Etat d'imposer, comme jadis, le taux des salaires — au profit des patrons, bien entendu, car à quoi bon l'Etat, si ce n'est pour défendre les monopoles des riches?

⁂

Il y a quinze ans, on pouvait se moquer de ceux qui mangeaient du prêtre. A quoi bon, disions-nous, s'occuper des cadavres! Mais le cadavre s'est relevé et se promène triomphant parmi nous.

Dans toute l'Europe, le vent est à la réaction cléricale. Le Vatican n'a pas dormi entre temps, et il s'affirme partout : en Allemagne, en Angleterre, en France. C'est une immense société secrète, répandue dans toute l'Europe.

Les agents ont travaillé dans toutes les directions. Protestants et catholiques étaient prêts autrefois, en vrais gens religieux, à s'entre-déchirer les entrailles. Aujourd'hui, ils se promènent bras dessus, bras dessous à travers l'école, les parlements, les compagnies industrielles, la science, le journalisme et ne se montrent les dents que pour rire.

La science a-t-elle des doutes sur telle question..... — « Vous voyez bien, vous disent-ils, où nous mène l'arrogance de votre esprit? La sainte foi, seule, peut deviner la pensée du Créateur. Croyez à l'absurde : vous finirez par savoir ! »

La science bourgeoise a fait fausse route..... — « Vous voyez bien que nous avions raison? Venez à la sainte Eglise : elle vous apprendra comment il faut vivre sous sa bien-aimée tutelle! »

Les Etats — *faits par l'Eglise* — sont devenus l'arme de l'exploiteur..... — « Venez à nous, vous disent-ils, la sainte Eglise va vous libérer de ces tyrans ! »

— « De l'audace, de l'audace, et encore de l'audace ! » C'est leur devise actuelle.

Qui croit aujourd'hui à la conception d'une vierge? — Eh bien, carrément, mettons cette question sur le tapis, et vous allez voir les électeurs de Londres discuter — non plus sur l'enseignement des sciences naturelles dans les écoles primaires, non plus sur l'utilité d'un globe, de cartes murales ou d'un jardin à l'école. Vous les verrez, lors des élections du School-Board, discuter s'il faut enseigner aux enfants l'immaculée Conception et le « papisme », ou bien leur bourrer la tête de racontars sur l'eau jaillissant d'un roc et le soleil arrêté dans sa course par un général hébreu. Et l'on discute cela! Et les sciences naturelles sont expulsées entre temps de l'école. — Discutons théologie!

Leur dernière invention à Londres est tout aussi audacieuse.

Faut-il fouetter les petites filles, ou ne faut-il pas? Eux, les noirs, veulent qu'on les fouette. Les gris n'en veulent pas. Et les voilà aux prises sur la grande question. Fouettera-t-on? Ne fouettera-t-on pas? Et, entre temps, on ne discute plus les promenades géologiques des enfants. Autant de gagné.

⁂

Le pire est qu'ils ont envahi, empesté le socialisme. Impossible d'aller dans une réunion sans qu'un révérend qui aspire à toucher 125 francs de dîme par hectare de sa paroisse (c'est la norme en Angleterre), ou un curé qui rêve un budget de plusieurs cent millions inscrit à l'effectif de l'Eglise en France, vienne, lui aussi, parler onctueusement de socialisme. Et nous apprenons, par leur bouche onctueuse, que cette Eglise féroce, qui exterminait au seizième siècle 150.000 anabaptistes au nom du Christ, *parce qu'ils voulaient le communisme*, n'a jamais rêvé autre chose que de faire vivre les hommes en communisme !

C'est surtout les travailleurs qui devraient s'en méfier. Mais non, ils les reçoivent. Ils ont la bonasserie de discuter avec eux. Ils se laissent prendre par les cercles catholiques et les fripons protestants, qui osent parler aujourd'hui socialisme, alors que le socialisme menace de leur faire rendre gorge pour ce qu'ils ont volé au peuple, et qui poussent les gouvernants en cachette à exterminer les socialistes.

A quoi ont-ils donc pensé depuis dix-huit cents ans? Si leur religion leur ordonnait le socialisme, pourquoi ne s'en sont-ils aperçus qu'aujourd'hui, depuis qu'ils se sentent menacés dans leur influence et dans leur fortune?

Pourquoi, pendant dix-huit cents ans, ont-ils semé les haines entre peuples? soutenu les exploiteurs? béni les tyrans les plus atroces? fait sonner leurs cloches à pleine volée à la nouvelle de chaque meurtre et assassinat commis par leurs maîtres-rois et gouvernements?

⁂

Les travailleurs anarchistes sont partout les mêmes.

Il se publie un vaillant petit journal aux Etats-Unis, à Portland, dans l'Orégon — le *Firebrand*, autrement dit « le Brûlot, pour brûler les toiles d'araignées de l'ignorance et de la superstition ». Eh bien, l'autre jour, nous y lisions ce paragraphe : — « Nos amis nous reprochent d'avoir eu trop peu de nouvelles courantes dans nos deux ou trois derniers numéros. C'est que nous les avions composés à l'avance et que nous étions tous partis travailler à la récolte du houblon dans les fermes. Maintenant que nous sommes tous de retour, nous promettons d'être tout frais de nouvelles sur le mouvement. »

Toute la différence est là. Les uns font la cueillette du houblon pour une maigre pitance,

— les autres entortillent les dévotes. Les uns brûlent les toiles d'araignées de l'ignorance et de la superstition, *et les autres tissent* ces toiles depuis l'âge de pierre jusqu'à nos jours.

Voyez-les seulement à l'œuvre, tels qu'Élie Reclus les peint dans ses conférences.

VINDEX.

PHILOSOPHIE ET RELIGION

Pour ceux auxquels les préoccupations matérielles laissent le loisir des *travaux métaphysiques*, il n'est pas de questions plus angoissantes que celles de l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme, ces deux grands postulats de la vie humaine. Grave problème qui se dresse à l'entrée et se représente à l'issue de toute discussion *religieuse* ou philosophique. — Au sphinx qui l'interrogeait ainsi, Rabelais n'a jeté que cette ironique réponse : « Peut-être! » — Montaigne, se questionnant lui-même, se demande à son tour : « Que suis-je? » Et il ne répond pas. Ce sujet important, qui a obsédé perpétuellement tous les penseurs, a fait le tourment de Pascal et a abrégé ses jours : « D'où viens-je? où vais-je? »

C'est là une hallucination, une obsession morale avec le cortège de ses doutes poignants que le Dieu infiniment bon du catholicisme a eu grand tort de jeter au milieu de tous les autres maux — infiniment plus graves — dont il a doté sa création. Il n'arrêterait pas un seul instant ceux qui se proposent de résoudre des questions plus immédiates et contingentes au bonheur humain, notre principal but, si nous ne voyions dans les religions le pivot sur lequel s'étayent tous les préjugés malsains et absurdes qui s'opposent à notre affranchissement en embastillant nos consciences, en asservissant nos âmes. Nous devons cependant faire remarquer la mauvaise foi et l'ineptie de nos théologiens qui, à tout argument, opposent l'autorité de la révélation, métaphore dont l'histoire religieuse a de la peine à se passer. Y a-t-il une controverse possible avec des gens qui seraient vraiment trop bons de descendre sur le terrain de la discussion quand ils peuvent se réfugier aussi facilement dans la région des mystères? Partir de l'absurde est un piteux moyen de déduction pour arriver à une démonstration marquée au coin de la raison.

Le dogme catholique, sans compter les mystères, — qui sont autant d'oasis où se désaltérera l'apôtre orthodoxe assoiffé d'arguments — repose sur trois mots : déchéance, rédemption, récompense ou peine éternelle.

L'hypothèse de la déchéance est aussi injuste en principe qu'attentatoire à la dignité de l'homme. Injuste, parce que ce Dieu infiniment juste et bon nous ferait supporter le châtiment d'une faute qui n'est pas la nôtre ; attentatoire à sa dignité, car le travail, les combats de la vie pour le grand, le juste, le beau sont autant d'appels à ses facultés et le signe de sa grandeur. Que deviendrait le bonheur, toujours inhérent à tout effort, si l'homme était voué à l'inepte oisiveté du paradis terrestre? Loin de blâmer, en la supposant vraie, la faute du premier homme, nous nous écririons plutôt avec saint Augustin : « Heureuse faute! » Puis, le paradis futur ne nous séduit pas plus que le paradis passé. Supprimer dans l'univers tout principe d'activité, vouer la création tout entière à un sommeil éternel, c'est tout simplement, sous des formes pompeuses, proclamer le régime du néant. Eh quoi! plus de temps, de changements, plus d'efforts vers le beau, vers le vrai, vers le juste, plus de combats, plus de vie! Que font tous ces élus, sans vertus ni vices, les bras en croix, la bouche bée, les yeux papillotants, dans l'attitude de gens piqués à la morphine, cloués comme des fantômes sur les gradins du ciel?

Passe encore le paradis de Mahomet. Ceux-là du moins pourront se rafraîchir dans les grands fleuves, à l'ombre du gigantesque *tuba* (arbre du bonheur), goûter des vins exquis servis sur des plats d'or et s'enivrer des regards des houris aux yeux noirs. Mais le ciel des catholiques! nous y attachons autant de prix que Jean Raynaud : « Ah! Christ! que ce paradis m'épouvante et que j'aime encore mieux ma vie avec ses misères, ses tribulations et ses peines que cette *immortalité* avec sa paix béate! »

Si la conception du ciel des chrétiens n'est pas heureuse, en revanche celle de leur enfer est effroyable. Tout sentiment d'équité en est banni, et sont punis de la même éternité de supplices des fautes qui n'offensent personne et les fautes les plus graves : une pensée, un oubli, une défaillance que la justice humaine — toujours injuste celle-là par essence dans ses arrêts — couvrirait d'indulgence. Non, non, cela ne se discute point. Dans l'affreuse fiction de l'enfer nous ne saurions voir que la chiourme, le bagne d'un Dieu — féroce ou jaloux — qui, après n'avoir rien fait pour sauver l'humanité du doute, la condamnerait de ce fait aux geôles, aux tortures et aux éternels bûchers.

Aussi ne vois-je ici et là que calcul égoïste et intéressé, d'une part, de gens agenouillés et qui « font le sage » pour gagner un morceau du paradis, comme le chien « fait le beau » pour obtenir un morceau de sucre, calcul cynique et éhonté, d'autre part, d'une secte qui, pour établir sa domination par la crainte, agite le spectre d'un enfer imaginaire, pour qu'on ne voie pas l'enfer réel, celui de l'autorité, dans lequel nous nous débattons.

Encore nous faudrait-il trouver une volonté. Ce Dieu agissant doit pouvoir et, par conséquent, vouloir. Où est-elle cette volonté de l'Être suprême? Partout je la cherche, nulle part je ne la trouve.

Une chose absolument hors de doute, c'est que dans l'univers accessible à notre expérience on n'observe et on n'a jamais observé aucun fait provenant d'une volonté ni de volontés supérieures à celles de l'homme. La constitution générale du monde est remplie d'intentions au moins apparentes; mais, dans les faits de détail, absolument rien d'intentionnel. Ce qu'on attribue aux anges, aux δαίμονες, aux dieux particuliers, régionaux, planétaires ou même à un Dieu unique agissant par des volontés particulières, n'a aucune réalité. De notre temps, rien de ce genre ne se laisse constater. Des textes écrits, si on les prenait au sérieux, feraient croire que de tels faits se sont passés autrefois ; mais la critique historique montre le peu de crédibilité de pareilles narrations. L'état actuel ne présente aucune trace venant du dehors. L'état que nous avons devant nous est le résultat d'un développement dont nous ne saisissons pas le commencement. Dans les innombrables mailles de cette chaîne nous ne découvrons pas un seul acte libre, avant l'apparition de l'homme ou, si l'on veut, des êtres vivants. Depuis l'apparition de l'homme, il y a eu une cause libre qui a usé des forces de la nature pour des fins voulues; mais cette cause émane elle-même de la nature ; c'est la nature se retrouvant, arrivant à la conscience. Ce qui ne s'est jamais vu, *c'est l'intervention d'un agent supérieur pour corriger ou diriger les forces aveugles, éclairer ou améliorer l'homme, empêcher un affreux malheur, prévenir une injustice, préparer les voies à l'exécution d'un plan donné*. Nulle part l'idée d'intention ; l'intentionnel se trahissant presque toujours par le manque de géométrie et l'à peu près.

De même que nous ne voyons pas au-dessus de nous trace d'intelligence agissant en vue de fins déterminées, nous n'en voyons pas non plus au-dessous. La fourmi, quoique très petite, est plus intelligente que le cheval ; mais si, dans l'ordre microbique, il y avait des êtres très intelligents, nous nous en apercevrions à des actions réfléchies émanant d'eux. Or l'action de ces petits êtres, *qui sont la cause de presque* tous les phénomènes morbides, a si peu de portée qu'il a fallu une science très avancée pour l'apercevoir; à l'heure qu'il est, leur action se confond presque encore avec les forces *chimiques et mécaniques*. Donc, d'après notre expérience, bornée sans doute, l'intelligence paraît limitée au règne du fini; au-dessus et au-dessous, c'est la nuit.

On peut donc poser en principe que le *devenir* par développement interne, sans intervention extérieure, est la loi de tout l'univers que nous percevons. « Le nombre infini des coups fait que tout arrive, dit Renan, et que des buts atteints par hasard semblent atteints par volonté. Notre univers *expérimentable* n'est gouverné par aucune raison réfléchie. Dieu, comme l'entend le vulgaire, le Dieu vivant, le Dieu agissant, le Dieu providence ne s'y montre pas. »

Donc, en notre univers nous ne voyons pas Dieu. L'athéisme y est logique et fatal. Les religions ne sont donc pas d'origine divine, comme le veulent les croyants. Elles ne peuvent pas l'être. Elles ne constituent pas une science sacrée descendue du ciel, supérieure à la raison, et dont la raison humaine doit être l'humble servante. C'est au nom de la raison que nous devons repousser les fondements d'une légende sur lesquels le christianisme a édifié son commerce : la conception miraculeuse, la résurrection, l'ascension de Jésus-Christ, etc.

Pendant que tout progresse selon la loi infinie de la perfectibilité humaine, la catholicité offre l'aspect d'un rocher sur lequel viendraient se briser les efforts de la science et de la vérité. Cet obstacle est destiné à être submergé. Les religions naissent et grandissent tant que l'idée qu'elles représentent répond aux besoins artificiels de leur temps, mais elles ne peuvent s'opposer impunément au mouvement de lumière et de progrès qui se fait autour et en dehors d'elles. Déjà la science a dû, pour s'échapper au dehors en lueur ardente et vive, briser ce moule étroit qui l'emprisonnait.

Les libertaires ne sauraient trop lutter contre l'idée religieuse qui contient toujours en germe l'esprit d'asservissement. La religion, gendarme spirituel, sera la sœur jumelle de tout gouvernement, gendarme temporel, quel qu'il soit. Voyez le pape : impérialiste à Berlin, monarchiste en Espagne, républicain en France, souple et soumis partout, intransigeant nulle part. Déjà il fait risette au socialisme; anarchiste il sera, lorsque les circonstances le lui commanderont.

Déchirons tous ces dogmes, brûlons toutes ces paperasses canoniques, toutes ces chasubleries carnavalesques; c'est de la lueur de leurs flammes que se teintera l'aube des temps nouveaux. Pénétrons-nous bien de ces mots amers et profonds du philosophe Strauss : « La théologie n'est qu'un peu de philosophie mise en bouteilles pour calmer la soif de la multitude (1)... »

ÉMILE JANVIOU.

(1) Extrait de *Gouvernements et religions*, 1 vol. à paraître chez Lemerre.

LETTRES SUR LA POLITIQUE

I

30 septembre 1895.

Après tant d'encre versée, tant d'opinions émises, tant d'hommes du jour interviewés, il nous sera bien permis de dire à notre tour l'idée que nous avons du prudhommesque projet dont M. Alphonse Humbert — ci-devant le Père Duchesne — nourrit son enthousiaste initiative. Nous laissons aux purs artistes le soin de discuter la chose au

point de vue esthétique et, pour leur part, les esprits utilitaires sauront bien faire valoir d'importantes digressions : à savoir, par exemple, que le besoin de secourir les nombreux nécessiteux qui pâtissent en ce beau pays de France se fait beaucoup plus vivement sentir que celui d'offrir à la vue des générations futures l'image statufiée des « grands hommes » qui illustrèrent l'histoire. Aussi n'en parlerons-nous pas, car même les sommes nécessaires à l'ornementation d'une voie triomphale iraient-elles se déverser miraculeusement dans les poches du peuple, que celui-ci n'en serait guère plus heureux.

Ce qu'il importe surtout de bien remarquer et ce que jusqu'ici aucun des « célèbres » interviewés n'a voulu voir — et pour cause! — c'est l'incohérence du projet lui-même. La raison d'être d'une « Voie triomphale », c'est l'indiscutable triomphe qui doit couronner l'œuvre entreprise. Or, de quel triomphe veut-on parler? Il est évident que la Bourgeoisie ne manque pas une occasion de se glorifier elle-même, car elle seule triomphe. Partie des plus basses conditions de la vie sociale, elle a su, à force d'expédients et de crimes, atteindre le but désiré, s'emparer du pouvoir, imposer son *veto* aux autres classes frustrées, l'une de son innocente proie, l'autre de son décisif effort. Elle règne, à présent, intolérante et lâche, n'accordant jamais aux vaincus la moindre concession généreuse. La Bourgeoisie triomphe, mais c'est dans le sang et la boue qu'elle a tracé sa « Voie triomphale »; chaque jour des actes de révolte, de nouveaux suicides affirment la colère et le dégoût qu'elle inspire; chaque jour d'horribles meurtres, de lamentables détresses révèlent aux yeux de tous la misère et l'immoralité qu'elle suscite. Est-ce donc ce triomphe-là dont on veut léguer à la postérité l'encombrant souvenir?

Et puis, l'incapacité, l'ignorance, l'infamie des représentants nationaux ne sont-elles pas assez évidentes? Faut-il redire, après les feuilles les moins suspectes d'hostilité envers le gouvernement, l'incroyable incurie des fonctionnaires, la rapacité meurtrière des fournisseurs, l'indifférence intéressée des ministres; faut-il rappeler les milliers de vies humaines sacrifiées criminellement, sans cause, sans besoin, sans profit ni pour la science ni pour le pays; faut-il énumérer tous ces jeunes gens sottement partis sur la promesse d'une gloire incertaine et dont les corps sont jetés en pâture aux requins?

La « Voie triomphale »! Tricoche, Bertrand, Ramollot et Robert Macaire *marbrifiés*, ceux-là ne symboliseraient-ils pas l'époque présente?

Ah! certes, la « leçon d'histoire » qu'offrirait au peuple la vue de ces statues dressées en lignes le long de la « Voie triomphale » serait d'une singulière éloquence. Se rendant compte de son existence pénible, de son humiliant esclavage, le peuple pourrait admirer enfin tous ces profils de coupe-jarrets, d'aventuriers, de savants officiels, d'économistes féroces, de poètes vendus qui contribuèrent à l'asservir et à le pressurer.

Le projet de M. Humbert ne pèche pas par la modestie, car si nos contemporains jouissent de quelques bienfaits attribués aux progrès de l'esprit humain, ne le doivent-ils pas au labeur forcené, à l'aveugle dévouement de la foule anonyme qui, tant de fois, se sacrifia? Si vraiment il y a triomphe, le mineur ignoré perdu dans les galeries obscures, le grossier paysan attaché à la glèbe, le rude pêcheur livré aux hasards des tempêtes n'y ont-ils pas plus contribué que le plus glorieux de tous ces « grands hommes » à perruque et que le plus conquérant de tous ces sabreurs à panaches dont on propose d'immortaliser les traits?

Joé Pymm.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Certains se réjouissent de voir le ministère Ribot, Trarieux, Leygues, etc., remplacé par un ministère radical, dont, croient-ils, les tendances sont plus libérales, parce que plus accentuées vers la gauche. A l'appui de leur sentiment de satisfaction, ils citent le vague projet qu'aurait le nouveau ministère de faire rapporter les lois scélérates édictées contre les anarchistes. Sans doute, il est possible que, *par habileté*, les nouveaux ministres cherchent, au début, à se créer une certaine popularité, suivant l'exemple roublard du Président de la République actuel, inaugurant son avènement par une loi d'amnistie. Mais après, rien ne sera changé. Les prétextes ne manqueront pas pour persécuter les gêneurs; la magistrature n'est pas à court d'inventions retorses et perfides. Il faudrait une trop forte dose de naïveté pour croire que les représentants de la bourgeoisie, quelle que soit leur nuance politique, abandonneront, par libéralisme, les intérêts de la classe à laquelle ils appartiennent et qu'ils sentent désormais perdue à courte échéance. Ce serait leur attribuer une générosité qui n'a jamais été comprise dans leur programme.

***

Les supplices continuent de plus belle aux compagnies de discipline. On lit en effet dans la *Dépêche Tunisienne* :

« Pendant une étape, faite par un détachement du pénitencier, allant de Tenez à Djelfa, deux gradés, Lagier et Bastian, ont ligotté et bâillonné un pénitencier, Petit-Bois.

« Ils transportèrent alors leur victime à 200 mètres environ du campement.

« Là, après avoir jeté Petit-Bois à terre, ils se servirent de lui comme d'un tremplin, lui sautant à pieds joints sur le ventre (c'était à qui sauterait le plus haut).

« Le supplice infligé à ce malheureux a été tel qu'il est mort des suites de ce traitement à l'hôpital mixte de Duperré, où il dut être transporté. »

***

Notre camarade Gauthey, qui avait été mis en cellule et qui devait être déféré devant le conseil de guerre pour « outrage à l'armée » à l'occasion d'articles écrits avant ses vingt-huit jours, mais publiés par la *Sociale* pendant sa présence sous les drapeaux, vient de bénéficier d'une ordonnance de non-lieu. Mais les Ramollots, qui se déclarent solidaires des assassins de Biribi, ne lâchent pas ainsi leur proie. Par mesure disciplinaire, une peine de trente jours de prison lui a été infligée pour le punir d'avoir exhalé toute son indignation d'honnête homme en présence des atrocités sans nom dont il fut le témoin durant son séjour aux bataillons d'Afrique. Tout le monde saura apprécier cet acte de lâche vengeance. C'est par ordre du général Collet que notre camarade avait été emprisonné.

***

Et Guilhem? Bien que la fausseté du prétendu attentat, imaginé par Rességuier pour servir de prétexte à un redoublement de persécutions à l'égard des verriers de Carmaux, ait été clairement démontrée, on s'obstine à le maintenir en détention contre toute justice, uniquement parce qu'au cours de son interrogatoire il a manifesté des opinions anarchistes. Il serait temps cependant de mettre fin à cette infâme pitrerie et de rendre cet honnête homme à la liberté dont on n'aurait jamais dû le priver!

***

La *Fédération lithographique* de Paris publie, à propos des événements de Carmaux, un appel aux Travailleurs de France, d'où il nous paraît intéressant d'extraire ce passage :

« A la réaction capitaliste et gouvernementale qui veut une revanche à l'échec de la loi Trarieux, opposons l'union des travailleurs, et la victoire est à nous. Pensons également à l'avenir, organisons-nous pour être prêts à d'autres batailles, adhérons tous à l'idée du son hebdomadaire préconisée par la Fédération lithographique.

« En effet, sur 18.000.000 de travailleurs français, la trentième partie seulement fournirait 30.000 francs par semaine et un total de 1.560.000 francs par année, ce qui permettrait, le cas échéant, de faire capituler tous les Rességuiers à venir.

« Que tous les militants fassent de la propagande en faveur de cette idée, que tous les travailleurs s'unissent dans ce but pour former un faisceau compact pour le jour prochain où nous marcherons à l'assaut et à la démolition de la Bastille capitaliste et bourgeoise, pour l'émancipation des travailleurs qui ne peut se faire que par eux-mêmes. »

L'idée est bonne, sans doute; mais il ne faut pas perdre de vue que le but n'est pas seulement de parvenir à une augmentation de salaire, mais d'arriver à l'affranchissement complet du prolétariat, et que le seul moyen *pratique* est la grève générale d'abord, et sa conséquence, la révolution sociale.

Paris. — Il y a quelques semaines, dans une réunion de la Maison du Peuple, je pris la parole. Il y avait trois députés, Viviani, Sembat et Chauvin. Je voyais ces messieurs pour la première fois : on peut dire que, depuis dix ans, le type du député socialiste n'a guère varié; l'ordre du jour était la grève de Carmaux. Ils parlèrent beaucoup de la grève pour en dire peu de chose : Viviani, moulin à paroles dans le genre de Vaillant; Chauvin, doublure de Guesde, la même intonation de voix et les mêmes gestes pointus; Sembat, l'homme rond, à la parole tonitruante et joyeuse.

On a mordu dans Rességuier, bouffé du capitaliste. Sembat disait : Nous avons eu le Carmaux ouvrier! on veut nous donner le Carmaux capitaliste! nous verrons bien... A retenir seulement de Viviani : Si le droit de propriété permet de pareilles iniquités, il faut s'attaquer à ce droit. Chaque discours se terminait par des affirmations du genre de celles-ci : Le peuple ne permettra pas... Par le calme, la force pacifique, la solidarité des gros sous, nous aurons la victoire, etc., etc.

Je pris la parole à peu près en ces termes : On vous parle toujours de triomphe : voyons donc un peu. L'ouvrier qui, malgré son ignorance, a toujours le sentiment de justice, et même de solidarité, fut entraîné depuis une cinquantaine d'années, vers les idées de mutuellisme et de coopération; aujourd'hui, presque tous les ouvriers font partie de coopératives de consommation. On prônait la disparition du capitaliste par l'association des consommateurs; en faisant disparaître l'intermédiaire, le capitaliste seul en profite, en vendant directement au consommateur. En voyant ce peu de résultat, les ouvriers se lancèrent dans la politique, espérant être plus heureux sur ce terrain, sans cependant sortir de la légalité. Des candidatures ouvrières furent préconisées et un certain nombre réussirent. Sur le terrain économique, la grève fut également préconisée. Mais il suffit de jeter un regard sur les dernières grèves, pour voir ce que l'on peut en obtenir. Lorsque, il y a quelques années, les mineurs du Pas-de-Calais firent grève générale, ils triomphèrent et les capitalistes, pris au dépourvu, durent céder. Les ouvriers profitèrent de la victoire et nommèrent parmi eux des ouvriers pour les représenter à la Chambre. Pendant ce temps, les patrons faisaient des approvisionnements considérables et imposaient une réduction de salaire : les ouvriers, se croyant forts, résistèrent, mais, malgré Basly et Lamendin, et peut, être à cause d'eux, furent vaincus. La première grève des Omnibus, sans l'intervention complète des députés et des conseillers de Paris, réussissait; la seconde, avec l'appui officiel de ceux-ci, est vaincue.

La grève de Carmaux se présente avec des chances de succès réelles : un personnel peu nombreux ayant les sympathies de la France socialiste, qui se cotisera pour les soutenir dans la lutte, ayant un brillant orateur pour les défendre à la Chambre; dans la première grève, ils étaient à peine défendus, mais savaient se défendre. Jaurès suivait la grève : aujourd'hui il la précède. Peu importe à Rességuier! il possède l'usine, les matières premières et les capitaux, et les ouvriers n'ont qu'un beau parleur, qui, ô ironie! en arrive à demander l'arbitrage de Brisson, pour la rentrée des verriers... Pauvres ouvriers!!

***

Les lois scélérates viennent d'être appliquées une fois de plus. Sera-ce la dernière? Nous en doutons. Le camarade Jahn, arrêté pour *délit de réunion*, vient d'être traduit devant le *tribunal correctionnel* de Marseille, qui l'a condamné à deux ans de prison. Notre camarade, qui venait d'être libéré, quinze jours avant son arrestation, d'une peine de deux ans, également pour délit de réunion, était dans un état de santé très précaire. Les juges de Marseille se sont empressés de lui en administrer autant, dans l'espoir évident que la vie de prison les débarrasserait d'un ennemi gênant. La légèreté de conscience avec laquelle ces gens-là disposent de la vie et de la liberté d'autrui nous a toujours paru digne d'admiration.

***

Nous avons reçu une communication de l'*Association scientifique universelle*, au sujet du renouvellement de son bureau central.

Rappelons que le but de cette association est de *fournir* aux savants, aux littérateurs et aux artistes qui voyagent, à leur arrivée dans chaque ville, tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin et

de les mettre immédiatement en relation avec les personnes de l'endroit qui se livrent aux mêmes études. En cas de maladie à l'étranger, les membres sont soignés gratuitement par les médecins spéciaux de l'œuvre.

Nous croyons utile de signaler cet excellent exemple d'initiative individuelle.

Angleterre.

De *Freedom* :

« Ayant reçu une lettre d'un des fondateurs de la *colonie libre-anarchiste* des environs de Newcastle, ma curiosité s'éveilla et je résolus d'aller visiter cette ferme.

« Tout ce que j'y ai vu m'a paru très intéressant. Les hommes m'ont fait l'effet d'être intelligents, pratiques, industrieux et de posséder la qualité essentielle, celle de s'accorder en bons camarades. Bref, les conditions générales me paraissent promettre le succès. Mais une chose manque... Trop pressés de réaliser leur idéal, trop enthousiastes pour attendre plus longtemps, ces amis ont peut-être eu le tort de commencer sans avoir le capital nécessaire. Autant qu'il nous est possible, nous devrions faire de notre mieux pour empêcher que cela ne soit une cause d'insuccès, et je fais appel à ceux qui en ont les moyens pour qu'ils aident nos camarades dans la mesure de leurs forces.

« Bernard Kampffmeyer. »

S'adresser au trésorier de la colonie : W. Key, Tavistock-House, Sunderland (Angleterre).

BIBLIOGRAPHIE

Le camarade d'Axa vient de publier chez l'éditeur Chamuel, 79, rue du Faubourg-Poissonnière, une nouvelle édition de son livre, *Le Grand Trimard*, sous le titre : *De Mazas à Jérusalem*.

Le camarade nous en ayant mis un certain nombre d'exemplaires en dépôt, nous les tenons à la disposition des camarades, au prix de 2 fr. 65 dans nos bureaux et 3 francs par la poste.

*
* *

Psychologie des foules, par G. Le Bon, 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

M. Le Bon s'occupe beaucoup de sociologie. Dernièrement, il traitait de l'*Evolution des peuples*. Il a écrit plusieurs volumes sur les diverses civilisations disparues, sur l'homme et les sociétés.

C'est en accomplissant des missions gouvernementales, aux frais des contribuables, que cet auteur a pu étudier, sur place, les monuments antiques, relever les notes qui lui ont servi à faire ses bouquins. Cela nous explique le réactionnarisme de ce monsieur qui méprise profondément la masse, ne lui reconnaît d'autre utilité que celle de procurer jouissances et loisirs « aux hommes d'élite » — dont il fait partie, cela va sans dire.

Mais, après tout, M. Le Bon n'est pas un simple compilateur, il a, par moments, des vues assez justes; la vérité l'emporte parfois sur son réactionnarisme, il a des aveux imprudents qu'il essaie ensuite de racheter, en travestissant les faits historiques à sa manière. C'est, paraît-il, en traitant les faits et la science de cette façon, que l'on est digne de prendre place parmi les « hommes supérieurs »!

Ainsi, pour ne citer qu'un fait, nous relevons cette phrase :

« ... Aux massacres de septembre, on exécuta les nobles parce qu'ils étaient nobles. »

Or, cette affirmation est de la dernière fausseté, vu qu'il est parfaitement avéré — les procès-verbaux existent — que les hommes de septembre ne massacrèrent pas au hasard. Ils s'érigèrent en tribunal dans chaque prison, chaque prisonnier fut examiné, son cas discuté, et des nobles furent remis en liberté, parce que leur titre avait été le seul motif de leur arrestation. On n'exécuta que ceux que l'on accusait de connivence avec les émigrés ou qui s'étaient posés en ennemis du nouvel ordre de choses.

Voilà pour la vérité historique. Les autres contradictions abondent. L'auteur part du parti pris que la masse est ignorante, servile, bonne à peiner pour les « aristocrates intellectuels »; mais, chemin faisant, il est forcé de reconnaître que cette foule, dont il a si grand dédain, tient une grande place dans la marche des événements, et cela démolit quelque peu sa théorie d'une aristocratie intellectuelle.

« Les foules ont toujours suivi l'erreur, affirme M. Le Bon, elles n'ont jamais eu soif de vérité! » Comment concilier cela avec le passage suivant :

« ...Ne nous plaignons pas trop que les foules soient guidées surtout par l'inconscient, et ne raisonnent guère. Si elles avaient raisonné quelquefois et consulté leurs intérêts immédiats, aucune civilisation ne se fût développée peut-être à la surface de notre planète, et l'humanité n'aurait pas eu d'histoire. »

D'autre part, dans sa préface, M. Le Bon reconnaît que le travail des foules est énorme, que c'est ce travail anonyme qui fait l'histoire et la mentalité des peuples; l'auteur se tire de ses contradictions, en attribuant à la mentalité de la masse les actes mauvais qu'elle accomplit; à l'inconscient, à l'inconnu, à une force mystérieuse, indéfinie, ce qu'elle peut faire de bien.

Dans un autre passage, il affirme que « le socialisme n'a d'adeptes convaincus que parmi les illettrés », que « c'est par contagion que les classes bourgeoises deviennent socialistes ». Mais ce sont simples appréciations; de raisons il n'en donne aucune, comme lorsqu'il affirme « que les idées sociales d'aujourd'hui ne sont pas très élevées. On ne peut, philosophiquement, les considérer que comme d'assez pauvres erreurs »; il est vrai qu'il est forcé d'ajouter : « Et cependant leur rôle a été et sera immense, et elles compteront parmi les plus essentiels facteurs de la conduite des Etats! »

L'ouvrage, on le voit, est assez diffus et contradictoire; c'est que, chez l'auteur, il y a dualité : le savant qui constate les faits, et le rétrograde qui les commente. Malgré les erreurs de ce dernier, l'ouvrage est à lire. Puisse M. Le Bon, lorsqu'il écrira un nouveau volume, se passer de la collaboration de ce personnage qui lui fait avancer de pareilles erreurs : il verra combien ses ouvrages y gagneront.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Flamboche, par J. Richepin (roman), chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Médecins et empoisonneurs, par le Dr G. Legué (étude), chez Charpentier.

La Question sanitaire, par le Dr Julien Pioger (étude sociale), chez Giard et E. Brière, 16, rue Soufflot.

De Ravachol à Caserio, par Henri Varennes (comptes rendus des procès anarchistes), chez Garnier frères, 6, rue des Saints-Pères.

Critique de combat, par G. Renard, chez Giard et à la *Revue Socialiste*.

L'Empreinte, par E. Estaunié (roman), chez Perrin, 35, rue des Grands-Augustins.

Voyage au Pays des Barbares, par M.-S. Roux (polémique au sujet de l'alliance franco-russe), chez Antony, 8, faubourg Montmartre.

Mémoires de Bourrienne, 3e vol., chez Savine.

Le Musée du soir, réponse à G. Geffroy, par J. Baffier, chez l'auteur, 6, rue Lebouis.

De chez Guillaumin, 14, rue Richelieu :

La Lutte des races, par Gumplowicz, et *L'Origine du mariage dans l'espèce humaine*, par Westermarck.

La Loi, par Henri Dubéchol (plaquette), chez Chamuel, 79, faubourg Poissonnière.

A LIRE

L'article de E. Drumont : *A Monsieur Bességuier* (*Libre Parole*, 19 oct. 1895).

L'Avenir du Bon défenseur, Séverine (*Journal*, 26 oct. 1895).

La Guerre aux syndicats, G. Geffroy (*Justice*, 27 oct. 1895).

Politique de Révolution, G. Clémenceau (*Justice*, 29 oct. 1895).

Nobles, prêtres et magistrats, H. Rochefort (*Intransigeant*, 3 nov. 1895).

Menaldo, L. Gramont (*Eclair*, 4 nov. 1895).

Journal et journalistes, L. Lumet (*L'Enclos*, oct.-nov. 1895).

COMMUNICATIONS

Paris, le 29 octobre 1895.

Un groupe vient de se constituer pour « La Garantie du Pain » : si un camarade se trouve dans la misère, il lui sera possible d'avoir au moins du pain; s'il ne s'en trouve pas, le bénéfice reviendra à la propagande; il y a là surtout un contact d'affinités.

On se réunit le mercredi soir, 1, avenue des Ternes, Paris.

Paris. — Salle d'Arras, 3, rue d'Arras, samedi soir 9 novembre, à 8 h. 1/2, grande conférence publique et contradictoire par Victor Barrucand.

Sujet traité : La Sensibilité révolutionnaire (critique des systèmes socialistes).

Entrée : 50 centimes.

*
* *

Reims. — Les camarades se réuniront dimanche prochain, à 4 heures du soir, au sujet du journal de S. Faure.

*
* *

Bordeaux. — Les camarades sont priés de se réunir samedi prochain, 9 novembre, rue Leyteire, 65, au débit faisant le coin de la rue Causserouge, pour s'entendre sur l'affichage annonçant le journal de S. Faure.

AVIS

Voilà plusieurs volumes que nous expédions et qui n'arrivent pas à destination, surtout par les postes italiennes et espagnoles. Nous prions les camarades qui veulent être sûrs de recevoir leurs commandes de joindre à leur demande 0 fr. 25 en plus pour recommander le paquet. Jusqu'à présent nous avons renouvelé les envois perdus, mais cela finit par devenir trop onéreux.

*
* *

Nous avons reçu, trop tard pour l'insérer, une réponse de la camarade A. Henry à notre article sur l'intervention des députés socialistes dans les grèves. Nous la renvoyons forcément au prochain numéro.

*
* *

Nous avons en cartons nombre de correspondances et d'articles que le manque de place nous force encore à renvoyer. Prière à nos correspondants de patienter, chaque chose aura son tour.

PETITE CORRESPONDANCE

Jean Misère. — Reçu 55 fr. pour le journal et prix des brochures envoyées.

S., à Reims. — Reçu abonnement. Numéros expédiés.

D., à Winterthur. — Reçu timbres; expédié les cinq premiers numéros.

B., à Victor la Coste. — Reçu 0 fr. 50 pour le journal.

P., à Bruxelles. — Reçu 20 fr. pour abonnement et journal.

D., à Bollène. — Reçu abonnement et 0 fr. 50 pour le journal. Brochures expédiées.

Simplex. — Bien diffus, votre article, et puis la place nous manque.

C., à Playnefaye. — Entendu.

F., à Reims. — Envoyez, nous le lirons.

S., à Nîmes. — Entendu. C'est la *Sociale* qui doit vous envoyer l'*Almanach*. Nous vous envoyons la brochure, c'est 0 fr. 60.

Jériko. — Tant que la vente ne se sera pas améliorée, il ne faut penser à aucune transformation du journal.

Groupe Emancipation. — Avons envoyé *En détresse*.

L., à Epinal. — Oui, le livre de d'Axa vaut la peine d'être lu.

Nous avons reçu de St-Etienne par le camarade C. liste 3 : 6.65 — liste 5 : 7.50 — usine Gauthier : 4 — usine Barrouin : 6.65 + 0.50. En tout 25.30, dont moitié pour la *Sociale*.

L. N. T. — Reçu M. et D. Excellents. — Entendu pour les épreuves de l'article.

E., à Cette. — Les abonnements sont servis. Le colis est expédié à S.

V. R., à Tarrasa. — Envoyons les numéros manquants. Excusez-nous du retard, on aura oublié de vous faire une fiche, ou bien elle se sera perdue. Cela ne se reproduira pas.

A. B., à La Seyne. — Reçu 0,50 pour le journal et abonnement.

Prolo militant. — Connaissons ni les uns ni les autres.

B., à St-Amand. — Reçu abonnements et 2.50 pour le journal.

A. A., à Estagel. — E., à Cette. — P. M., à Claveysson. — L., à Epinal. — B., à Hoom. — H., à St-Nazaire. — D., à Saint-Quentin. — R., à Argenton-Château. L., au Mans. — K., à Munich. — D., à Gravenhage. — B., à Lazay. — Marcq-en-Barœul. — J. B., à Argemière. — C. J., à Marseille. — D., à St-Chamond. — T. R., à Bruxelles. — H. R., à Neuchâtel. — O., à Courtrai. — G., à Malines. — N. L., à Montauban. — M., à St-Just-en-Marais. — B., à Roncepro. — F. P., à Angers. — S. P., à Bordeaux. — F., à Amiens. — B., à Brest. — M., à Reims. — C., à Dinant. — B., à Berlin. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 29

DIX CENTIMES

DU 16 AU 22 NOVEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

CHRONIQUE DES CHRONIQUES

Pendant le long et retentissant procès de Bourges, les journaleux en mal de copie ont trait jusqu'à la dernière goutte la bonne vache d'actualité à eux amenée par le hasard. On a lu des méditations, des réflexions, de petites scènes drolatiques, même des romans-feuilletons bâclés en hâte pour profiter d'un public si bien en forme. Toutes les rosses de la presse, dite grande, ont donné ferme avec le seul souci de ne pas dire pareil aux confrères. Et les insultes et les moqueries et les pitiés, plus dégradantes, ont cinglé vers le patient assis, là-bas, entre deux gendarmes.

Songez donc! L'accusation ne reposait pas sur une ombre de probabilité. Le prévenu est resté quinze mois au secret. Depuis de longues heures les justiciards le retournent sur le gril de l'interrogatoire, le lardent de questions absurdes où l'homme, quoique énergique, est forcé de s'enferrer. Tous ses ennemis, l'un après l'autre, lui jettent, comme autant de coups de pied rageurs, leurs témoignages de mensonge. En voilà de reste pour que les clowns des Premiers-Paris exécutent sur le ventre de ce monstre leurs cabrioles, bien payées, où tant de badauds s'amusent.

Et ces esprits forts ont médit cent fois de la foule moutonnière, qui assomme les gens sans les entendre, ou claque des mains aux guillotines! La foule est excusable, du moins, soumise aux abrutissements systématiques. Eux sont odieux, tout en sachant, de se montrer si lâches.

Il nous souvient que parfois, les mêmes, quand le vent soufflait par là, ont réclamé des égards pour l'accusé et rappelé aux magistrats les *droits imprescriptibles* du prévenu.

De quel droit en cette cause — comme en toutes celles à sensation — ces pontifes du fait-divers s'emparent-ils d'un homme et, sur la seule foi des inquisiteurs officiels, le livrent aux malédictions des cent mille badauds cueillant, chaque matin, des opinions parmi leur prose? De quel droit s'installent-ils en cet individu pour y vivre largement, pendant des jours?

J'ai connu, en province, un journaliste qui, à force d'intrigue, s'était procuré les mémoires d'un condamné à mort. Le pauvre diable, pour fléchir ses juges, y avait écrit platitudes sur repentirs. Or, sitôt la tête coupée, notre goujat de presse mettait l'opuscule en vente avec le portrait de l'auteur. Les procédés que je veux flétrir ne sont pas, quoique moins sales d'apparence, plus nobles que celui-là.

Je ne sais rien de plus révoltant, en notre fin de société, que cet acharnement, contre les vaincus, de nos faiseurs d'opinion. Car il ne s'agit pas seulement des gogos assez simples pour puiser leurs convictions dans une entreprise commerciale de journalisme réclame et pot-de-vin. Ces appréciations diffamatoires, ces indignations prétentieuses tombent sous les yeux du public massé dans le prétoire et dont les manifestations influeront à leur tour sur les jurés ; — sous les yeux de ces jurés assis déjà en face du prévenu avec les haines et les préjugés de leur caste, surtout avec l'inexpérience psychologique, l'incompréhension des âmes ; — enfin sous les yeux des juges. Et ceux qui, peu ou prou, ont une part dans la jugerie, à voir le prévenu tarabusté de la sorte, si bien moqué et honni et vilipendé, ne savent plus respecter en lui l'innocent possible. N'est-il pas coupable déjà de s'attirer les colères de l'opinion? Ainsi une canaille de lettres, un Lepelletier, un Le Roux, avec d'autres métiers inavouables cumule celui de pourvoir aux guillotines.

Tels de ces cuistres, par besoin de spécialité, le font hebdomadairement à la réflexion philosophique ou sociale. Et ceux-là répliqueront, bien sûr, que les causes célèbres leur sont matière à semer le bon grain. Mais si l'on a des choses saines à dire, ne peut-on les proférer toutes crues, sans nul besoin, pour prétexte, d'une tête d'homme ?

Or, voyez où va la décadence mentale contractée à pérorer toujours et quand même sur tout et pour tout, plutôt que se taire si l'on n'a rien de bon à dire. M. Henry Bauer, dont le nom nous peine en tel débat, et dont les intentions au moins sont libertaires, M. Henry Bauer, après avoir dénoncé « les mœurs sanglantes et les procédés puérils de l'accusation », continue :

« Au début, j'ai cru possible la non-culpabilité du marquis ; je dirai franchement pourquoi mon sentiment s'est modifié et vous concevrez de quelles pauvres raisons se forme une conviction : le marquis de Nayve emmène en Italie le petit Menaldo, voyage de plaisir et de distraction. Il possède soixante-cinq mille francs de rente et il prend les *secondes* classes. Voilà un homme pour qui un sou est un sou... Se débarrasser d'un bâtard compromettant dont la mort rapportera soixante mille francs est une solution enviable. Le flatulent personnage qui, durant le trajet de Rome à Naples, tâche d'écarter par des vents mal odorants un voisin importun et se décide à ôter devant lui les chaussettes de l'enfant, ce mufle, ce parcimonieux, ce gaillard qui redoute la compagnie, m'inspire une salutaire défiance. »

Donc il a tué son fils.

Eh bien, non ! monsieur Bauer. Laissons pareilles déductions aux idiots cruels qui, ne pouvant mieux faire, se livrent, afin de vivre grassement, aux basses besognes de justice.

Et quand même il l'aurait tué, son enfant, serait-ce lui le coupable ou bien l'éducation qu'il reçut — et des maîtres et de l'exemple — exaltant l'argent et le titre nobiliaire, et la loi et la religion et semblables infamies avant les sentiments naturels d'une âme droite ?

Ceci dit, la seule morale à extraire de ce procès, pour tout propagandiste honnête de l'idée sociale, c'est l'horreur d'une cour d'assises, — cet appareil et cette mise en scène combinés pour effarer les humbles ou les timides, — cet accusateur vivant symbole de haine et d'arbitraire, qui ne se contente pas de dire — bêtise déjà et crime : — « Pour telle et telle raison, le prévenu nous paraît coupable », mais qui longuement prépare un récit de témoignages faux, d'arguments captieux, puis, des termes, hurle à la mort, essayant de gagner au couteau une tête de plus. Oui, en cette affaire, il y a un sujet de grave méditation. C'est le procureur général crachant à l'accusé ce mot terrible : « assassin ! » — puis l'insulte accusatrice réduite à néant quelques minutes après.

En face de cette comédie sinistre jouée, cette fois, avec un éclat inusité, il convient de réveiller la conscience ensommeillée des hommes, — de leur demander s'ils veulent entretenir toujours — telle une ombre meurtrière à leur effort vers le bien — l'institution néfaste qui, depuis sa naissance, a su faire deux choses seulement : condamner des innocents et fabriquer des coupables.

CHARLES-ALBERT.

L'état d'esprit libertaire dans l'armée

(NOTES D'UN RÉSERVISTE)

Dans une coquette ville de Provence que le Rhône baigne de ses belles eaux bleues, j'avais l'agrément, ces jours derniers, de subir une période d'instruction militaire qui dura 28 jours. Les observations que j'eus le loisir de noter et les précieux enseignements que j'en ai tirés me furent presque une compensation aux ennuis cuisants qui m'assaillirent. Savoir quelle importance avait prise dans ce milieu spécial l'ensemble des idées socialistes et libertaires, connaître leurs développements, les noter, en tirer une conclusion philosophique, voilà ce que je m'étais proposé de faire avec une entière impartialité. Le résultat de ma petite enquête m'incline à ne pas trop présumer de l'extension de nos idées. Toutefois j'ai cru bon d'enregistrer fidèlement ce que j'ai vu, entendu et compris touchant les questions qui font l'objet de nos recherches.

Il est bien évident que les problèmes économiques et les dissertations philosophiques ne forment pas l'aliment principal des conscrits de la chambrée. La culture générale des soldats ne cesse point d'être au-dessous d'une moyenne acceptable ; comme ailleurs, la gangue des préjugés demeure d'une épaisseur attristante et l'esprit de passivité moutonnière domine désespérément. On sait que les plus solides chancellent sous le poids du régime disciplinaire, que les faibles s'y aveulissent. C'est là une vérité banale qui ne soulève plus de contestations. Renan, qui se plaçait au point de vue purement littéraire, formula cette idée de façon lapidaire : « Quiconque a vécu trois ans au port d'arme, est mort pour les œuvres fines. » N'essayons pas de découvrir dans les murs malsains de la caserne un noyau d'esprits sérieux possédant sur la philosophie anarchiste des

notions claires et précises; notons simplement l'état d'esprit que ce courant d'idées provoque et l'accueil qu'on lui a réservé.

En général, la crainte naturelle des mesures de répression semble clore la bouche des simples troubades et les *tenir sur une réserve excessive*. Il m'a été donné pourtant d'être le témoin d'une scène amusante et suggestive; la voici dans sa *simplicité* :

Un sergent de l'armée active, entouré de soldats réservistes, *était* en train d'expliquer une *théorie* touchant le service en campagne.

Le cercle attentif des *hommes* se taisait. L'instructeur enseignait les diverses précautions à prendre, une fois l'action commencée, en rase campagne. « Voyez-vous, disait-il en un langage familier, il « s'agit de n'être pas vu et de voir; le but c'est de « tuer le plus possible, avant d'être tué soi-même. « Le soldat *ressemble* au chasseur qui traque un « gibier; il cherche d'abord à ne pas trop l'effrayer « afin de se rapprocher de lui le plus possible, puis « il choisit le bon moment et l'abat. La guerre c'est « une chasse... » Les hommes écoutaient sans sourciller. L'éducation, les mœurs, les livres, la vie privée *n'étaient-ils* pas les complices de leur approbation? Pas un seul homme, parmi ces pères de famille, ces époux ou ces fiancés, n'examinait les raisons cachées de ces excitations au meurtre et au pillage. Mais voici qu'entre ces têtes passives et ces regards figés, un gaillard à face énergique, aux yeux vifs, se met à hocher lentement la tête en souriant, un imperceptible mépris au bord des lèvres.

Alors, me tournant vers le caporal qui flânait à mon côté :

— Connaissez-vous cet homme? lui dis-je, en désignant le discret protestataire.

— Ah! oui; oh! c'est un abruti!

— Comment! un abruti... expliquez-vous?

— Eh! oui, il déclarait, causant hier matin avec nous, qu'il était anarchiste, et que si nous connaissions bien l'anarchie, nous le deviendrions tous inévitablement.

— Et de là vous concluez que c'est un abruti?

— Dame!

— Et moi, caporal, ai-je une tête d'abruti?

Le pauvre cabot interloqué regarda fixement les transversales dorées de mes manches. Mais là cessa notre dialogue.

* * *

A la cantine, au mess des sous-officiers, la conversation a roulé maintes fois sur les questions brûlantes qui passionnent à divers degrés l'opinion publique. Il est à remarquer que je n'ai jamais eu besoin de les provoquer. La valeur de ces entretiens était du reste insignifiante, la plupart n'avançant que des avis puérils ou des allégations erronées. Socialisme ou anarchisme se confondent volontiers dans leur pensée. Je dois à la vérité de dire que quelques sous-officiers, même parmi les rengagés, ne se gênent pas pour exprimer hautement leur façon de penser sur les progrès indéniables du socialisme. Mais ils ne possèdent là-dessus que des notions vagues qui constituent moins une opinion qu'un sentiment : le sentiment confus qui se dégage de lectures mal digérées et surtout des échos malveillants d'une presse vénale.

Dans un autre ordre d'idées, faut-il attribuer à des mécomptes personnels l'hostilité générale qu'ils témoignent envers l'autorité gouvernementale? Je ne sais. Toutefois il leur a plu d'entendre les explications que j'ai fournies sur la matière, et le vrai sens dans lequel il convient de prendre l'anarchie; cela sous forme didactique, sans passion et sans violence. Mais, au sein d'une institution qui a précisément pour clef de voûte le principe d'autorité, allez donc faire concevoir la possibilité d'une société basée sur la libre entente! Mon esquisse de la conception libertaire n'a donc pas remporté tout le succès qu'elle méritait...

J'ai trouvé une large compensation sur le terrain militariste et patriotique. La courtoisie la plus élémentaire m'empêchait d'aborder cette question brûlante, et je m'étais confiné dans un mutisme de bon goût. Messieurs les sous-officiers ont ouvert eux-mêmes le feu, et je n'ai jamais ouï plus sévère critique du militarisme que celle formulée devant moi par les professionnels, par les rengagés. Je buvais du lait. Là-dessus le scepticisme est général, la déception est totale. Ils déclarent avec amertume qu'ils sont rentrés à la caserne nourris d'illusions, l'oreille emplie du claironnement des cuivres, les yeux éblouis par la soie des drapeaux et le cliquetis des épées, l'âme exaltée des mots d'honneur et de patrie, mais depuis!... Ils en sont revenus, bien revenus. Ils ont vu de près les faits et gestes des supérieurs; ils ont touché du doigt les bassesses, les rancunes, les bas calculs, *les bêtises et les méchancetés*. Ça ne vibre plus. Ils ne demandent qu'à s'en aller.

D'après l'état d'esprit des professionnels, jugez de celui des pauvres troubades. J'ai bien ri des paroles d'un gros fils à papa qui déclarait *gober* les socialistes et les anarchistes sur un seul point : la suppression du militarisme. Il en souffrait, parbleu! Nul doute que s'il avait eu à subir les avanies et les misères du salariat, il eût également condamné le salariat...

* * *

J'ai essayé de révéler un coin de la mentalité du soldat et du sous-officier; ces notes seraient *incomplètes si* je ne touchais un mot du vrai professionnel, de l'officier. D'abord chacun sait le mépris instinctif de ce dernier pour tout ce qui demeure étranger au métier des armes. L'esprit de caste chez lui est féroce, et je ne vois guère que la magistrature et le monde des souteneurs qui défendent avec tant d'âpreté l'abstraction collectivité. Il serait injuste pourtant de ne pas convenir de la présence de quelques esprits indépendants et distingués fourvoyés dans cette ambiance.

Le hasard m'a mis en présence d'un jeune lieutenant qui laissait deviner, sous des réticences transparentes, ses déceptions et ses regrets.

— « Nous abnégons! » me disait-il avec un sourire amer.

Nous causâmes des rigueurs de la discipline à propos de cette effroyable affaire Chedel. Il convint facilement de l'atrocité du crime :

— J'avoue que ces choses sont répugnantes; l'existence d'une discipline sévère n'en est pas moins indispensable. Vous riez? Mais alors il n'y a plus d'armée possible.

— Le gros malheur! insinuai-je.

— C'est un restant de barbarie, je vous l'accorde; mais qui sait si la fin des guerres et du militarisme ne marquerait pas le signal d'une dégénérescence nationale?

— Permettez, mon lieutenant, n'est-ce pas plutôt la vie de caserne, d'après les spécialistes compétents, qui serait surtout propice au développement des maladies contagieuses et, conséquemment, cause principale de dégénérescence?

— Vous poussez les choses au noir, et je devine la transparente allusion que vous faites, en ce moment, au livre de Descaves. Evidemment, ce travail au microscope ne laisse pas d'être juste par endroits, mais les mœurs paraissent beaucoup s'améliorer...

— J'admire votre optimisme, répliquai-je, mais les événements de ces jours-ci, dans le quartier...

Notre entretien en resta là. La manœuvre touchait à sa fin, il dut rassembler la compagnie pour le départ, et je l'entends encore me dire avec un sourire singulier : « En attendant la fin probable du militarisme, veuillez aligner votre section. »

Henri Dagan.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Carmaux. — Bességuier fait les délices d'Yves Guyot qui voit en lui un vaillant champion de la liberté du travail. Du travail de qui? c'est ce qu'il se garde d'ajouter. Toute une population ouvrière, qui ne demande qu'à travailler comme auparavant et aux mêmes conditions, et qui ne le peut par suite de l'entêtement de baudet d'un patron froissé dans sa vanité politique, il me semble qu'il y a là, tout au contraire, une entrave bien caractérisée à la liberté du travail. Mais, pour les bourgeois, le mot « travail » est un habile euphémisme dont ils se servent pour signifier « exploitation »; liberté du travail veut dire liberté d'exploitation. Qu'une population de travailleurs refusent de se laisser exploiter et se mettent en grève, ils portent atteinte à la « liberté du travail », c'est-à-dire de « l'exploitation » du patron; qu'un patron ferme son usine malgré le désir de ses ouvriers, parce qu'il espère un plus grand bénéfice ultérieur lorsque, pense-t-il, la faim les amènera à accepter une plus grande exploitation, alors il assure la « liberté du travail » ou de « l'exploitation » plus grande qu'il se propose d'exercer à l'avenir. Question d'appréciation dans les *termes*.

* * *

Donc, ce vieux mulet vient une fois de plus de refuser tout essai de conciliation. Parbleu! Il est une loi autorisant les ouvriers à s'unir en syndicats, il est une loi admettant la possibilité de trancher par un arbitrage tout différend entre patron et ouvriers. *Mais bien naïfs ceux qui s'imaginent que* ces lois pourront être utilement invoquées par les travailleurs quand elles seront violées à leur préjudice! Tandis que lorsqu'ils oublient ou négligent une des formalités spécifiées dans ces lois et dont l'importance est *d'ordre purement administratif*, oh! c'est différent, on requiert la troupe de tous les environs pour fermer la Bourse du Travail. Et ces procédés d'une injustice révoltante, ces applications à deux tranchants de ces lois dites « ouvrières », ne donnent pas à réfléchir à ceux qui comptent encore sur l'efficacité des réformes législatives! Ont-ils donc le crâne aussi dur que Bességuier?

* * *

Lille. — Nous voudrions savoir si réellement la vente des *Temps Nouveaux* est interdite en France et tolérée seulement dans quelques villes. Il le semblerait; à chaque instant nous recevons des lettres de nos vendeurs, se plaignant des procédés dont ils sont victimes de la part des policiers de leurs localités. La semaine passée, le commissaire de police de Lille ne s'est-il pas avisé de faire arrêter, fouiller notre dépositaire, le camarade Mauduit, chez lequel il a ensuite perquisitionné et tout mis sens dessus dessous pendant deux heures.

On nous informe d'autre part que la vente des *Temps Nouveaux* est interdite — par qui et pourquoi? — dans les kiosques de la gare à Creil et à Chantilly. C'est pousser un peu loin l'arbitraire.

* * *

Liard-Courtois, dont on se rappelle l'inique condamnation aux travaux forcés, est depuis trois mois environ à Saint-Laurent du Maroni (Guyane française), où il figure sous le numéro 27.023. Il prend patience dans l'espoir de revoir un jour les camarades.

André Girard.

* * *

Louise Michel a Paris. — Il y a déjà près de cinq ans que notre amie Louise Michel, victime des basses manœuvres de Constans et de sa magistrature, est allée se réfugier en Angleterre.

Avant de partir pour l'Amérique, où elle va faire une tournée de conférences, elle vient à Paris faire avec Sébastien Faure, au Tivoli Waux-Hall, le samedi 16 courant, à 8 h. 1/2 du soir, une conférence publique et contradictoire, à l'occasion de la formation et au bénéfice du journal *Le Libertaire*.

Le sujet de la conférence sera : *Ce que nous voulons*. Entrée : 50 centimes.

Allemagne.

La tension entre le gouvernement et le peuple, entre les capitalistes et les prolétaires, s'accentue visiblement et à un degré qui fait supposer qu'une crise s'approche. Nous subissons une réaction formidable dénotant un véritable affolement. En voici d'ailleurs quelques exemples caractéristiques.

Depuis quelque temps, quiconque propage un boycott est poursuivi et condamné, ce qui menace de rendre désormais impossible ou fort difficile l'emploi de cette arme économique, qui avait rendu souvent d'excellents services en Allemagne.

* * *

L'imprimeur Bading (social-démocrate) avait publié, à l'occasion du 18 mars dernier, un numéro spécial ne contenant que des articles *reproduits* d'après d'autres journaux social-démocrates, et qui, tout en ayant été l'objet de poursuites judiciaires, n'avaient, à l'époque, encouru aucune condamnation. Ce qui n'empêcha pas le moins du monde Bading, *imprimeur* du journal, ainsi que le gérant, d'être sévèrement condamnés pour ces mêmes articles, malgré les preuves fournies par Bading, et admises par les juges, de son ignorance absolue du contenu du journal. La cour d'appel confirma le jugement.

C'est le premier exemple d'un imprimeur condamné en sa simple qualité d'imprimeur. On avait bien auparavant frappé plusieurs imprimeurs, lorsqu'on voulait, par exemple, faire disparaître un journal comme *Der Sozialist*, mais, chaque fois, on avait essayé d'établir que ceux-ci étaient les directeurs réels (*spiritus rector*) du journal. Mais à présent tout imprimeur est perdu d'avance, si un procureur général s'offre la fantaisie de le poursuivre.

***

Récemment l'organisateur connu du mouvement minier, Schrœder, fut expulsé d'une réunion populaire organisée par une société d'ouvriers catholiques, et dans laquelle il avait pris la parole. En quittant la salle, il fut maltraité par un gendarme. Un journal social-démocrate, ayant raconté cette affaire, fut poursuivi pour « calomnie ». Au cours du procès, Schrœder et six autres social-démocrates vinrent affirmer sous la foi du serment l'exactitude des faits publiés par le journal. Le gendarme et quelques autres témoins nièrent, sous serment aussi, les mauvais traitements infligés à Schrœder. Malgré ces dépositions contradictoires, le gérant du journal fut condamné et Schrœder et ses camarades furent poursuivis pour parjure. A l'issue de ce nouveau procès, ils furent condamnés respectivement à deux années et trois années et demie de réclusion, quoiqu'une cinquantaine de témoins de bonne réputation eussent déposé en faveur de Schrœder et de ses amis. Et tout cela sur les affirmations d'un gendarme et d'après quelques témoignages contradictoires! Et notez que ce fut un jury qui prononça ce verdict. Le procès avait été présenté comme étant dirigé spécialement contre la social-démocratie, qui compte dans cette partie de l'Allemagne (Rheinprovinz) des éléments assez révolutionnaires — au moins de tempérament — malgré les chefs. Le procureur général manifesta en outre l'intention de poursuivre encore les cinquante témoins de Schrœder pour parjure! Les protestations de la presse social-démocrate contre ces brutalités et ces procédés inouïs d'arbitraire sont d'une modération qui frise la lâcheté.

Depuis plusieurs années, il existait à Berlin deux grands théâtres populaires (Freie Volksbühnen). Tous les deux avaient été fondés par le littérateur anarchiste Bruno Wille. Les deux sociétés organisatrices, comptant huit mille membres et plus, avaient pour but d'y faire représenter à bon marché des œuvres vraiment artistiques. En tant que sociétés privées, elles pouvaient représenter des œuvres interdites aux théâtres publics. La propagande faite par ces sociétés et principalement par « Die Neue Freie Volksbühne » était excellente, non seulement au simple point de vue de l'éducation, mais aussi au point de vue libertaire. On y jouait surtout Ibsen, Tolstoï, Anzengruber et les jeunes littérateurs révolutionnaires allemands, tels que Halbe, Hartleben, Hauptmann et autres. Irritée par des représentations telles que celle des *Tisserands* de Hauptmann, la police crut nécessaire d'intervenir et ordonna que les pièces fussent soumises à la censure. La première cour de justice confirma cette décision. L'œuvre de ces sociétés nullement politiques est rendue par cela presque impossible.

***

Les dernières poursuites intentées contre *Vorwärts* sont connues. Elles sont simplement grotesques. L'article visé et poursuivi pour « lèse-majesté » ne dit pas un mot de l'empereur. Un autre article qui avait publié un fait absolument exact, l'inscription d'un bas-relief de l'église bâtie en mémoire de Guillaume Ier, qui qualifiait les membres du conseil municipal de Berlin de « chameaux » pour n'avoir pas voulu accorder une somme de 350.000 francs pour cette église, fait confirmé par l'architecte, est poursuivi pour calomnie.

***

Voici une situation qui promet de devenir critique, d'autant plus que la bourgeoisie allemande est plus jeune et plus « parvenue » que les autres et que le gouvernement a des allures nettement autocratiques.

***

Quelle sera l'influence de cette réaction sur le mouvement révolutionnaire? Et quel sera surtout son résultat en ce qui concerne la social-démocratie? Faut-il espérer que ce mouvement deviendra plus révolutionnaire. Il ne faut pas se laisser tromper par la récente propagande antipatriotique. Si les chefs en avaient prévu les conséquences, ils se seraient tenus bien tranquilles. D'ailleurs ils ne sont pas d'accord entre eux dans leur antipatriotisme, car s'il faut en croire une correspondance, Vollmar, le grand chef socialiste de l'Allemagne méridionale, décora, pendant la fête du 3 septembre, sa maison avec un drapeau bavarois auquel était joint un drapeau roux.

Mais il paraît qu'il se prépare une révolte contre les chefs. L'opposition est considérable contre le programme agricole récemment publié et élaboré sous l'inspiration de Bebel et de Vollmar; ce programme, plus pitoyable encore que celui des guesdistes, constitue une nouvelle étape dans l'évolution de ce parti vers l'étatisme.

Si cette opposition ne s'attaque qu'à un ou quelques points, une opposition plus générale s'élabore dans les cercles intellectuels et parmi les étudiants social-démocrates. En vue d'une propagande spéciale parmi les étudiants et au sein du prolétariat intellectuel en général, un groupe d'étudiants a fondé un journal: *Der sozialistische Akademiker*. Ce journal est bien écrit, il fait preuve d'une tolérance tout à fait inconnue à la social-démocratie en général envers les anarchistes, et contient, notamment dans les derniers numéros, d'excellents articles de critique à l'adresse de la tactique et des vieux dogmes théoriques du parti. Il y a à espérer que ce mouvement sera bientôt entraîné plus loin, grâce aux brutalités dont il aura certainement à souffrir de la part des chefs.

***

Les anarchistes de Berlin ont récemment édité un nouveau journal (ou mieux ont repris la continuation du journal supprimé il y a une année), *Der Sozialist*. Il se fait l'organe de l' « anarchisme socialiste ». La publication d'un journal anarchiste en ce moment nécessitait un grand courage.

B. K.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante de la compagne Henry. Pour que le lecteur puisse se former une opinion, nous l'insérons, mais on comprendra que nous n'avons pas le loisir de prolonger cette discussion. Nous nous contenterons de répondre le plus succinctement possible.

La compagne Henry nous reproche: 1° « de suspecter la bonne foi des députés. N'étant pas anarchistes, ils ne pouvaient pas tenir le même langage que nous. »

Il est de fait que, dans toute discussion, on n'a pas à s'occuper si son contradicteur est sincère, mais seulement des arguments qu'il vous fournit. Ici, il ne s'agissait pas d'une polémique avec les députés socialistes, mais d'actes publics que nous avons le droit de discuter.

Or nous disons que tout individu qui affirme que la révolution sociale seule peut émanciper les travailleurs, et qui va, lorsque se crée une situation révolutionnaire, endormir les colères des travailleurs, cet homme n'est pas dans son rôle: il ment, ou est un imbécile. Or, dans le groupe parlementaire, il y a des hommes qui se réclament de la révolution.

Parmi les députés socialistes, il y en a qui pensent arriver à une solution par des réformes graduelles, et alors ils sont sincères dans leur rôle. Seulement, comme tous les faits démontrent que cette transformation sociale pacifique est une pure utopie, le rôle de ces hommes n'en est pas moins néfaste et, comme le disait l'auteur de l'article de notre dernier numéro, *Extraits d'un Carnet*, en venant se mêler de ce qui ne les regardait pas, se poser en intermédiaires entre les travailleurs et la bourgeoisie, consciemment ou non, ils se font les auxiliaires de cette dernière en empêchant les premiers de voir directement leurs ennemis.

2° « User de violence, continue la compagne Henry, ce n'est pas faire œuvre d'anarchiste, c'est s'ériger en maître! »

Cela est une vieille ineptie servie, autrefois, par Guesde contre les anarchistes, et que nous regrettons de nous voir resservie par une camarade.

User de la force pour contraindre plus faible que soi à vous obéir, c'est, en effet, faire œuvre de maître; mais, user de la force pour résister à la force, il nous semble que c'est faire œuvre de liberté, ou bien alors les mots n'ont plus aucune signification.

3° « Notre idéal, ajoute la compagne Henry, étant un idéal d'amour de nos semblables, nous avons tort de reprocher aux socialistes d'endormir les colères. »

En effet, nous voudrions voir tous les hommes solidariser leurs efforts, vivre en paix, en harmonie et, pour régler leurs différends, n'avoir recours qu'à la seule raison. Mais, ce n'est là, pour le moment, qu'un idéal. Et, dans la société actuelle, faire appel à la raison et à la générosité des bourgeois pour leur demander quelques concessions, serait faire œuvre de complet imbécile. Nous voulons notre émancipation complète envers et contre tous ceux qui voudraient l'empêcher, nous acceptons toutes les conséquences de la lutte.

4° « Nous saurions bien, d'après la camarade Henry, que la révolution n'est pas proche, et que c'est un tort de reprocher aux socialistes d'avoir empêché une tentative qui aurait avorté. »

Nous ignorons absolument si la révolution est proche ou lointaine, la camarade Henry ne le sait pas plus que nous, et personne n'en sait rien.

Après toutes les révolutions passées, lorsqu'on en a fait l'histoire, il s'est trouvé tout plein de gens qui les voyaient s'annoncer dans les événements les plus insignifiants, mais la vérité vraie est que toujours elles ont surpris et déconcerté, non seulement ceux qu'elles précipitaient du pouvoir, mais aussi ceux qu'elles y hissaient. Les événements les plus tragiques n'auront aucune influence sur la foule et l'incident le plus anodin pourra donner lieu à une conflagration générale. N'essayons donc pas de jouer aux prophètes.

Nous n'avons pas convaincu la camarade Henry, nous dit-elle, mais le contraire nous aurait surpris. Dans des discussions semblables, parmi les contradicteurs il n'y a jamais personne de convaincu; chacun reste avec son idée. Cette discussion ne peut être profitable qu'au lecteur, qui en tire la moralité qu'il lui plaît.

Ceci dit, voici la lettre de la camarade Henry:

« Je ne sais pas si, de l'article du camarade Guy, le bourgeois le plus ignorant des idées anarchiques tirerait les mêmes conclusions et opposerait les mêmes objections que moi, mais je sais que la réfutation du camarade Grave n'est pas convaincante et que, si l'on veut être sans passion, on tirera toujours de l'article de Guy les conclusions que j'en ai tirées.

« Qu'ai-je dit? qu'il s'en prenait aux députés socialistes qui ont pris un rôle actif dans la grève, qui ont, pour une part, grossi, enflé le conflit.

« Or, que lisons-nous dans l'article de Guy? que les députés du social-radicalisme sont des bouffis d'orgueil, de tragiques bavards, risibles s'ils n'étaient déplorables, des Bobèches, — j'en passe et des meilleurs! Il me semble que c'est là s'en prendre aux députés, à des personnalités. Mais même dans la réponse de Grave, ce même esprit se montre, car notamment il qualifie les députés de « pitres de politique, ne voyant dans les souffrances endurées par les grévistes qu'un tremplin électoral qui doit les faire rebondir au pouvoir ». Qu'en sait-on? Pourquoi suspecter la bonne foi de ces gens? Sur quel principe scientifique peut-on se baser pour estimer la sincérité des gens? Comment connaître si des personnes sont sincères ou non? Vraiment, je me demande en vain où est le criterium de la sincérité: si Grave ou un autre peut l'indiquer, j'en serai charmée. Quant à moi, jusqu'à ce que je le possède, en déterministe convaincue, je considérerai seulement les actes, les jugerai bons ou mauvais, les approuverai ou réprouverai, et je laisserai les hommes hors du débat sans perdre mon temps ni à les injurier ni à les applaudir. Peu m'importent les motifs, car je ne veux pas connaître ceux qui les ont fait agir, si les actes sont bons.

« Le titre que vous avez donné à ma lettre et à votre réponse est erroné; je ne m'explique pas que vous puissiez confondre la résignation avec la non-violence, la protestation obstinée, énergique, mais pacifique, avec l'acceptation placide. Si en France on fait cette confusion, en Angleterre, en Ecosse nous ne la faisons pas, et nous autres, anarchistes d'outre-Manche, tout en prêchant la non-violence, nous prêchons la révolte.

« Vous déplorez que la grève se soit effondrée en une simple question de tarifs. Nous nous en félicitons, car cet effondrement a été une suite d'événements qui ont montré l'esprit de conciliation des ouvriers, l'arrogance du patron. De cette opposition est résultée inévitablement une attention de l'opinion publique, une sympathie pour les ouvriers, et une antipathie pour le patron ; sympathie et antipathie pour les idées et les intérêts représentés dans ce conflit. En outre, cette arrogance patronale, en soulevant l'opinion publique, conduit insensiblement celle-ci à justifier les violences ouvrières.

« La propagande d'une idée consiste à amener des gens à avoir cette idée. Or je ne pense pas qu'on amène des gens à avoir une idée en provoquant la répulsion par des actes ou des paroles. La violence est acte de révolte, elle n'est pas acte anarchiste. Entre nos doctrines toutes d'amour et une brutalité quelconque il n'y a point de rapport. Un anarchiste peut être violent en sa révolte, mais il ne fait pas là œuvre anarchique. La violence est un procédé pour obliger autrui à obéir à celui qui use de violence ; cela est s'ériger en maître, et nous, anarchistes, nous ne voulons pas de maître.

« Le camarade Grave écrit : « C'est tromper les travailleurs en essayant d'endormir leurs colères. » Semblable phrase nous étonne grandement chez un anarchiste, car nous ne pensions pas qu'un anarchiste puisse regretter qu'on « endorme les colères ». C'est là un regret de révolutionnaire violent, mais non d'un homme qui veut « au gouvernement de la force violente substituer le gouvernement de chacun par sa propre raison ». La propagande anarchiste a pour but, selon moi, de développer en l'homme la raison, de lui donner la notion de sa dignité, de diminuer en lui l'animalité ancestrale. Or la colère est absence momentanée de raison, diminution de la dignité, retour à l'animalité.

« Nous devons éduquer les hommes à avoir de la volonté; comme le constate le camarade Grave, la colère est la destruction de la volonté. Nous devons, anarchistes, blâmer les actes de colère en même temps que nous devons les comprendre, les expliquer et par suite disculper leurs auteurs.

« Selon le camarade Grave, la propagande virile aurait consisté à ne pas arrêter l'action guerrière, à laisser agir les foules, à dire aux grévistes ce qu'il leur dit si bien dans la seconde colonne de la page 2 de son article. Nous sommes de son avis; c'est même cela, plus ou moins longuement expliqué, qui eût dû être dans le premier article, et non la déclamation plus ou moins vide du camarade Guy. C'est là de la bonne propagande anarchiste, cela exprime, *pour l'anarchiste communiste*, la vérité. Pour le social-démocrate ou pour les autres fractions du socialisme non anarchique, cela n'est pas la vérité; donc, les députés socialistes ne peuvent pas dire cela. C'était à des anarchistes à agir parallèlement aux députés socialistes, et il n'était pas besoin du tout d'injurier ceux-ci, d'approuver — en apparence, je le veux bien — l'ennemi, le patron.

« Le camarade Grave reproche aux députés socialistes d'avoir employé tous leurs efforts à arrêter la guerre. Nous ne comprenons pas ce reproche, car il sait très bien que ce n'est pas aujourd'hui que peut éclater la révolution salvatrice. Il sait très bien que les esprits ne sont pas encore éduqués suffisamment pour cela, que la solidarité n'est pas assez développée ; il le sait si bien que son œuvre entière a pour but cette éducation. Or, d'une action guerrière à Carmaux ne pouvait pas, logiquement, résulter une révolution utile sociale. Il pouvait en résulter des émeutes, une révolution politique : je ne pense pas que ce soit là un résultat que le camarade Grave puisse désirer. Il y aurait eu des tués, des blessés, et nécessairement les ouvriers auraient été battus; ils auraient compris qu'ils étaient faibles et n'auraient pas saisi qu'ils pouvaient être forts.

« Vaincre apprend à vaincre; il est donc utile que dans tous les conflits les prolétaires triomphent, même fort peu. Ils apprennent à vaincre, ils apprennent à résister, à vouloir se solidariser et à marcher ensemble au combat. Cela seul suffit pour que nous, anarchistes, nous ne venions pas jeter le trouble parmi eux, pour que nous préconisions l'entente, pour que nous aidions au combat, quelque forme qu'il revête, afin de conduire la masse prolétarienne à avoir conscience de sa force, de sa dignité. Ce qui s'est passé à Carmaux a agi, nul n'en peut douter, dans ce sens, et pour ce nous l'approuvons, quels que soient les motifs réels des députés, motifs que nous ne pouvons pas connaître, que peut-être eux-mêmes ne connaissent pas.

« A. Henry. »

COMMUNICATIONS

Le premier numéro du *Libertaire* paraît le samedi 16 courant.

Il contient, entre autres articles : *Lettre ouverte*, par Sébastien Faure ; *L'Affaire de Nayve*, par Constant Martin; *Individualisme et solidarité*, par André Veidaux ; *Empoté*, par Fèvre ; *Rességuier et Jaurès*, par Henri Dhair ; *Interview d'un cambrioleur*, par Constant Martin ; *Les Coulisses des Beaux-Arts*, par E.-C. Homo ; *Pour les enfants*, par André Girard ; *Instruction gratuite, obligatoire et laïque*, par Scola ; *Aux Maîtres*, poésie par Théodore Jean ; *Brave ouvrier*, poésie par Paul Paillette, etc., etc.

∴

Nous avons reçu de Liège un paquet de la brochure : *La Peste religieuse*, de Most. Nous la tenons à la disposition des camarades au prix de 0 fr. 05 (0 fr. 10 franco).

∴

Je prie les auteurs, éditeurs de tous imprimés relatifs au socialisme, ou toute autre personne, de bien vouloir m'en envoyer un exemplaire au moins à mon domicile, 132, avenue de Clichy, à Paris. Ces livres, brochures, journaux, placards, affiches, feuilles volantes quelconques, chansons, dessins, etc., se rattachant au collectivisme, au communisme, à la social-démocratie, à l'anarchisme, au mouvement ouvrier, etc , en toutes langues, seront utilisés pour des études sociologiques.

A. Hamon.

∴

Vient de paraître l'*Almanach du Père Peinard*, illustré de nombreux dessins. Adresser 0 fr. 35 à la *Sociale*, 15, rue Lavieuville, pour le recevoir franco.

∴

Genève. — Lundi 18 novembre, à 8 heures précises, causerie par les *Pionniers du Bien-être immédiat* : « Comment pouvons-nous cultiver le bien-être matériel entre nous? »

Salle, rue de l'Evêché, 5.

AVIS

Il nous manque dans notre collection du Révolté *de Genève, les numéros suivants :*

2me année, nº 20 ;
3e année, nos 2, 3 et 4.

Nous offrons un franc *de chaque numéro que l'on voudra bien nous procurer.*

∴

Plusieurs de nos lecteurs se sont plaints à nous de ne pas trouver les *Temps Nouveaux* chez tous les libraires et dans tous les kiosques de Paris. En conséquence, nous prions les camarades de vouloir bien nous signaler les endroits où le journal manque, afin que nous puissions adresser les réclamations nécessaires à qui de droit.

∴

Nous avons un certain nombre de collections des années 4, 5, 6 et 7 de La Révolte. *A titre de propagande, nous les laissons au prix de 1 fr. 50 l'année à nos lecteurs.*

PETITE CORRESPONDANCE

B. M., à Bordeaux. — Reçu votre article sur le socialisme, mais manque d'arguments, et les objections ne sont pas toutes fondées.

B., à Paris — Lu votre article *La Charité*. Nous sommes d'accord avec vous sur le fond, mais la forme laisse à désirer.

X. de C. — Reçu *O Paiz*. Merci.

M., à Reims. — Nous trouvant avoir des volumes, je vous envoie; mais, à l'avenir, tenez compte de notre avertissement : joindre le montant à la commande.

B., à Nîmes. — C'est un oubli alors, s'il ne vous a pas été accusé réception de la collecte de 3 fr. 50, expédiée en septembre.

Aux camarades de Tremiti. — Avons expédié la lettre à la *Questione Sociale*. Nous avons inséré la première, c'était bon, mais la place nous manque pour éterniser cette question. Regrets.

F. P. — *Conseils pratiques aux camarades*, pas mauvais, mais pas bien saillants non plus.

Martial Sirven. — Bien reçu la ballade: mais nous sommes encombrés de copie et, ma foi, les vers restent un peu en arrière

F. F., à Giulianello. — Reçu mandat. L'abonnement de trois mois pour l'extérieur est de 2 fr.

L'Enclos. — Pouvez-vous envoyer votre numéro 3 qui nous manque?

Denis F. — Excellent l'extrait de l'*Instituteur* de Th. Chèze, mais nous l'avons publié dans les numéros 18 et 19 de la 6e année de la *Révolte*.

A. — Reçu 5 fr. par A. C. de Saint-Germain.

P., à Menetou-Couture. — Reçu abon. Nous n'avons pas le numéro dont vous parlez, envoyons brochures en place.

C., à Arcis. — Reçu mandat. Faisons passer au *Libertaire*.

V., à Bruxelles. — Avons expédié le nº 27 qui vous manquait.

Louis W., rue de l'A. — Certainement; ça sert toujours.

J. J., à Bouderille. — En effet, Mme Leroy a fait cesser les envois.

R., à W. — Reçu abon. et 1 fr. pour le journal.

J. B., à Panama. — Reçu lettre. Bon.

M. P., à Thuir. — Reçu abon. et 0 fr. 30 pour le journal.

A. C., à Lyon. — Reçu abon. et 0 fr. 30 pour le journal.

G., à Paterson. — Reçu mandat. — Reçu également la somme envoyée à la *Sociale*.

J. M. Coffin, à Bordeaux. — Notre réponse à la compagne Henry répond à votre lettre.

Un socialiste indépendant. — Lisez le paragraphe de notre réponse à la compagne Henry, concernant la sincérité des députés, et vous aurez notre réponse à votre lettre.

F., à Reims. — Reçu le livre.

D., à la Haye-Descartes. — Nous avons expédié les *Primitifs* d'Elie Reclus.

V. B., à Puget-Ville. — N., à Toulouse. — D., à Granville. — G. et S., à La Palisse. — H., à Saint-Nazaire. — C., à Reignac. — P., à Trélazé. — L., à Amiens. — D., à Marcq-en-Barœul. — J. D., à Roubaix. — G., à Châlons. — B., à Lisbonne. — Riska. — D., à San-Francisco. — B., boulevard de Belleville. — E. P., à Moncoutant. — D., à Montluçon. — D., à Jailleu. — D., à Vallon. — L., à Epernay. — G., à Istres. — B. B., à Hauteville. — J.-G., à Edimbourg. — C., à Toulon. — G., à Apt. — J. V., à Weir City. — A. L., à Chambois. — E. R., à Bordeaux. — Grenoble, par la *Sociale*. — Cercle de Cuers. — R., à Lisbonne. — M., à Troyes. — A. d'A., à Villa Nova de Gaïa. — L., à Londres. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Liste des signataires des articles inédits parus dans les *Temps Nouveaux* et son supplément depuis leur apparition :

Adrien. — Ch. Albert. — R. d'Angiò. — B.-K. — J. Charpentier. — R. Chaughi. — C. T. — C. X. — Dechape. — J. Degalvès. — Delsalle. — Dénéchère. — H. Duchmann. — Pauline Dupont. — G. Enguerrand. — A. Gauthey. — G. G. — A. Girard. — J. Grave. — L. Guérineau. — F. Guy. — A. Hamon. — Th Jean. — P. Kropotkine. — L. Leclerc. — Ch. Legrand. — Methofer. — Nemo. — Nicolet. — Nour. — F. Pelloutier. — G. Pernet. — P. G. — Vox Populi. — P. R. — V. Prajoux. — E. Reclus. — A. Retté — Tcherkesoff. — Van der Voo. — Verax. — Vindex. — Vulgus.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Roanne

Chez Rimaud, 70, rue de Clermont. On y trouve également toutes les brochures anarchistes. Le camarade porte à domicile.

à Saint-Etienne

Chez Frankinet, rue de la Bourse. — *On y trouve de même toutes les brochures anarchistes.*

à Lyon

Chez Mme Evrard, 23, rue Thomassin, et dans les kiosques.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 30

DIX CENTIMES

DU 23 AU 29 NOVEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

ART ET SOCIÉTÉ

Il y a quelques semaines, une brochure se chargeait de répondre à la campagne entreprise par G. Geffroy en faveur d'un Musée du soir, cette institution devant raviver, chez l'ouvrier d'art, la force créatrice dont justement il lui parait dépourvu. Le titre de la brochure : *Les Marges d'un carnet d'ouvrier*, nous attira, le praticien devant savoir mieux que tout autre où s'émousse son effort et quels éléments lui manquent pour faire, en son métier, œuvre réelle d'artiste. Il doit mieux que personne aussi connaître, pensions-nous, les remèdes à cette décadence des arts mineurs dont on commence à s'alarmer.

Or une déception nous attendait. Jean Baffier, le signataire de la brochure, est un de ceux-là, nombreux à notre époque en tous ordres d'idées, qui voient très juste les inconséquences, les gaspillages, les vandalismes, les injustices, les cruautés de notre vie moderne, qui les dénoncent et les combattent courageusement, mais sont pris d'étrange couardise, d'inconcevable illogisme dès qu'il s'agit de dire le remède après le mal, de reconstruire après avoir démoli. Ils ne comprennent pas que leur critique des institutions présentes les enchaîne à une conclusion, à celle-là seule, et qu'en adopter toute autre, c'est contredire implicitement ce qu'ils ont d'abord affirmé.

Jean Baffier sait que musées du soir et semblables efforts éducateurs sont à peu près inefficaces tant que d'autres conditions, plus générales et plus hautes, ne sont pas réalisées. Il sait que l'œuvre belle a sa source en une croyance commune à l'artiste et aux hommes de son groupement social, croyance en laquelle il puise le désir de manifester sa pensée à ceux de même foi et aussi l'assurance qu'il sera compris d'eux. Il sait qu'après cette condition morale il en est d'autres matérielles, et qui sont au pouvoir de l'ouvrier : le temps, la matière première, les outils de travail. Il constate qu'en France, par exemple, ces conditions sont irréalisables presque toujours. Cette agglomération hétérogène, qu'on appelle nation française, n'a pas en effet de volonté commune vers un but. Les individus la composant, loin de se prêter main-forte pour une tâche consentie et de vibrer ensemble des mêmes aspirations, sont contraints de vivre en un complet isolement moral, sans autre idéal qu'un triomphe momentané dans la lutte homicide pour le pain.

Quant à l'impuissance *matérielle* où se voit acculé de nos jours l'homme qui sent en lui la force et le besoin de créer, Jean Baffier la raconte avec une émouvante simplicité. Il nous dit l'histoire d'ouvriers de talent réduits à fabriquer leur vie durant du vieux neuf pour la brocante; d'autres exécutant au secret les fantaisies ridicules signées par de riches désœuvrés à prétentions d'art; tous tués, avant d'avoir pu donner leur mesure, par le commerce et la finance, ces broyeurs de talents, ces avorteurs d'intelligences. Lui-même, « après 25 années de labeur opiniâtre et de ténacité constante dans une idée et vers un but, n'est arrivé à conquérir ni l'outillage, ni les moyens d'action, ni la matière première nécessaire à la pratique rationnelle de son métier ».

Or celui élevé à si dure école ne réclame pas, pour tous ceux capables de la façonner, cette matière première, et ces instruments de travail et ces loisirs et cette liberté! Il ne comprend pas qu'une fois disparue la propriété individuelle — qui propose aujourd'hui à l'ambition de l'artiste l'engraissement laborieux d'une poignée d'exploiteurs — naîtrait, par le communisme, la conscience pour chacun d'accomplir une œuvre utile et la satisfaction de connaître, quels que soient son rôle et sa puissance créatrice, le but de son effort et la portée de son œuvre; — qu'autrement dit du même coup seraient possibles les conditions matérielle et morale de l'œuvre d'art.

Pour ce sculpteur, dont l'honnêteté semble profonde et grande la bonne volonté, nous avons honte de répéter, après lui, que la renaissance de l'art tient « au respect des traditions nationales », à l'amour de la France d'avant 89, à notre « déférence vis-à-vis les pouvoirs publics, vis-à-vis nos supérieurs et nos patrons ». Les maîtrises et les jurandes lui semblent des « groupements sympathiques d'hommes cherchant à s'élever par l'effort noble vers les grandes aspirations ». C'est aux pouvoirs publics, c'est aux gens riches qu'il demande, pour l'ouvrier capable d'invention, les ressources nécessaires. Voyez-vous les pouvoirs publics, ces souteneurs avérés de la finance et du lucre, prêter main-forte à l'art qui, lui, fut de tout temps leur victime et leur ennemi!

Jean Baffier connaît peut-être son métier, mais, bien sûr, pas son époque, et sa brochure est nuisible, répandant telles erreurs.

Jamais aucun temps, c'est vrai, ne fut plus indigent que le nôtre d'invention décorative. La toute-puissance du commerce et les spéculations des fabricants d'antiquités ont tué l'initiative originale. Nos édifices, nos maisons, nos meubles, nos étoffes, nos moindres bibelots sont de plates imitations. Les objets d'usage journalier qui ne valent pas la peine de chercher au musée d'archéologie le modèle à copier ont une forme quelconque et ridicule faite pour désapprendre à nos yeux et à nos mains la pureté des lignes et le galbe des contours. Aux siècles futurs, les chercheurs d'antiquités nous prendront tour à tour pour des *contemporains* de Louis XIII, des Chinois ou des sauvages. Tous les siècles et tous les pays sont en train d'y passer. Nous en sommes, je crois, pour le moment, à la coquille Louis XV.

Or, qu'il s'agisse d'art décoratif ou d'autre chose, on souffre de ne pas vivre de sa vie propre, de ne pas se sentir chez soi.

Les artistes surtout, dont ce régime de plagiat commercial condamne à l'inaction les facultés créatrices, doivent ardemment souhaiter la résurrection de leur art. Mais ils doivent se rendre compte aussi, par l'étude du milieu où ils se meuvent, d'où elle peut venir cette rénovation, et ne pas l'attendre d'un retour en arrière ni de circonstances exceptionnelles ou antisociales. Les préoccupations de notre devenir social sont trop dans l'air qu'ils respirent, pour leur être permis d'ignorer que leurs efforts seront vains s'ils ne procèdent à la mise-bas de nos institutions vieillies.

Il fut des époques comme celle de Périclès, où l'injustice sociale fut la raison précisément d'une exceptionnelle prospérité des arts et des lettres. Se déchargeant sur les esclaves des travaux pénibles et grossiers, les citoyens libres d'Athènes eurent tous loisirs pour constituer l'aristocratie intellectuelle que l'on sait.

Il en fut d'autres comme le moyen âge, où le progrès, à peine sensible pour quelques esprits d'élite s'effectuait dans une nuit profonde. En proie à l'ignorance, aux superstitions, l'humanité se débattait contre les horreurs de la guerre, de la famine, de l'oppression, sans espoir d'issue, ni d'un mieux possible, sauf après la mort, dans la vie céleste. Et l'artiste, comme tous, se jetait aux bras de la religion assez puissante pour lui assurer la vie matérielle en même temps que lui dispenser le pain spirituel.

Plus tard, au dix-septième siècle par exemple, l'artiste ne se sent pas encore solidaire de la foule qui ne s'est pas encore affirmée comme une volonté allant à son but. Le souverain, la cour, les nobles ont remplacé l'Eglise dans sa mission protectrice des arts. Les artistes œuvrent pour le roi et les grands, à leur gloire, à leur usage. Bien qu'exerçant une influence réelle sur la marche des idées qui va s'accélérant de plus en plus, ils n'ont pas encore pris conscience de leur valeur sociale, pas plus que la masse ne se doute qu'elle doit s'organiser socialement.

Aujourd'hui des découvertes scientifiques et des complications industrielles, nées d'un désir de mieux-être, ont amené à la lumière la vraie conception de la vie sociale.

Il suffit, en effet, de réfléchir au nombre énorme d'individus dont l'activité quotidienne est nécessaire à l'entretien d'un seul, pour comprendre que le corps social est un ensemble d'efforts humains dont chacun est indispensable et dont aucun ne peut se détacher, s'isoler sans perdre en même temps sa raison d'être et sa récompense. Chacun de nous a besoin de l'activité de tous et la nôtre profite à tous. Cette constatation en exige *une autre* : la morale humaine n'étant que notre volonté mise au ser-

vice de notre propre adaptation à l'évolution matérielle du monde, la solidarité sociale, ce fait plus fort que toutes nos volontés, doit passer du *domaine des faits* dans celui des intentions. Notre devoir est de la dégager de son masque de haines, de luttes, de jalousies superficielles, qui l'empêche d'éclater en plein jour et d'épandre, tel un soleil ses chauds rayons, la vertu moralisatrice qu'elle porte en elle. Notre devoir est de faciliter, en attribuant à tous la même valeur, l'échange des services que les hommes se doivent sous peine de mort.

Le désir de mettre cette logique en notre existence travaille aujourd'hui les intelligents et les bons. Deux puissances adverses — qui ont eu leur mission peut-être à l'époque d'une moindre complexité de la vie — la propriété et l'autorité, retardent son avènement. Mais l'évolution lentement les désagrège et des révolutions se préparent qui les *détruiront*.

Devant ce nouvel état de choses, les artistes ne peuvent plus, comme jadis, se vouer à une minorité intellectuelle, à une religion, à une caste, lui consacrer leurs efforts, lui demander leurs ressources. Ils se sentent intégrés dans la grande synthèse sociale ; ils n'ont pas de raison d'être en dehors de la masse, doivent produire pour elle et tenir d'elle les moyens de produire, trouver l'enthousiasme créateur en prenant conscience d'eux-mêmes comme parties d'elle-même. C'est de la solidarité, de l'égalité sociales enfin délivrées *de leurs adversaires*, l'argent et la hiérarchie, qu'ils doivent attendre, en échange de leurs efforts, la paix et l'insouciance matérielle dont ils ont besoin. Et ils ne peuvent douter de les obtenir, car la beauté de la vie, dont le souci leur est dévolu, est aussi nécessaire que le pain et le toit.

A ce tournant de l'histoire sociale, en cette veillée d'armes où déjà s'engagent les escarmouches d'avant-garde, l'artiste est trop informé pour se tailler dans la tourmente et à la faveur de contingences heureuses un abri commode où il satisfasse égoïstement son goût pour le beau.

D'ailleurs, à regarder l'art de ces dernières années, on se convainc que bon nombre de ses représentants — et non les moins glorieux — ont, plus ou moins consciemment, observé cette dignité et rempli la tâche à eux imposée par les circonstances. En littérature, par exemple, l'œuvre à la fois de valeur et de pur agrément, de pur délassement esthétique fait à peu près défaut. Seuls les odieux bénéficiaires des misères sociales auraient pu la goûter dans leur criminelle satisfaction : l'artiste préoccupé de pensées plus hautes n'a pas su ni voulu l'écrire. Son vers, sa prose, est le symbole d'une vérité sociale. Logique dans son orientation nouvelle, l'art contribue largement aux transformations prometteuses de sa définitive quiétude. Les pages qui resteront de notre temps sont d'ardents plaidoyers pour les humbles, des exhortations à la dignité, d'exaspérées révoltes, des glorifications hautaines de l'individu. Tolstoï, Ibsen, Verhaeren, Dostoïewsky sont à la fois de grands artistes et les promoteurs infiniment précieux de l'ordre nouveau.

On connaît les dessinateurs dont les mordantes satires guerroient contre l'iniquité présente et qu'il ne faut pas confondre avec la verve des simples caricaturistes, affaire de métier, non de conviction.

Certes, tous ceux capables de produire de belles choses ne peuvent pas, du moins en tant que tels, combattre efficacement pour la société meilleure. Il en est toute une catégorie, ceux qui s'emploient aux industries d'art et à l'ornementation dont l'œuvre, surtout de forme, ne comporte pas la traduction claire de la pensée. En outre, ayant besoin du trafic pour écouler leurs productions et du capital pour acquérir la matière première, ils sont moins indépendants que d'autres. Contraints, pour vivre, à exercer leur métier dans les seules conditions offertes, ils se voient forcés de gâcher eux-mêmes leur talent sous l'exploitation du commerce et de l'industrie.

Mais ne sont-ce pas ceux-là précisément qui devraient souhaiter le plus voir disparaître l'esclavage du travail et, comme hommes, sinon comme artistes, entreprendre sa libération de toute leur énergie?

Qu'ils essayent de concevoir dans quelle large mesure leurs aptitudes se trouveront sollicitées par la vie nouvelle.

Le communisme ne s'impose pas seulement, en effet, comme l'unique moyen de pourvoir aux satisfactions de tous les ventres. Il a des conséquences morales, intellectuelles, sur lesquelles nous devons justement compter pour démontrer victorieusement, à mesure de la pratique, l'excellence de cette économie sociale.

La disparition du patron, indifférent aux intérêts réels du métier et presque toujours incompétent ou du contremaître entendu comme aujourd'hui — c'est-à-dire l'homme-lige du patron, et non pas le travailleur plus habile et plus expérimenté — rendra à l'ouvrier sa liberté d'action. Délivré du souci matériel et de la crainte, ces deux paralysies, il osera se livrer aux études, aux observations, aux méditations que nécessite la conception, puis l'exécution d'une œuvre belle.

Donc le talent aura tout loisir de se produire. De plus, il s'éveillera chez beaucoup à qui ne serait jamais venu le désir de se perfectionner en leur travail.

L'artisan occupé, aujourd'hui à la fabrication d'une table, par exemple, n'est pas déterminé dans son labeur par les conditions que doit réaliser un meuble de ce genre, solide et élégant. La table qu'il exécute représente pour lui une certaine somme, son salaire ou le prix de vente s'il est à son compte. Dès qu'elle sera suffisamment travaillée pour valoir cette somme, il s'arrêtera, ayant atteint le but. Il s'opposera même à ce que d'autres fassent mieux, pour le même prix; c'est ce qu'il appelle, par une étrange métaphrase, gâter le métier. La préoccupation du salaire une fois disparue, il restera plus de place, chez l'artisan, pour le souci de son œuvre et le désir de la réaliser conforme à la fin qu'elle doit remplir ; — pour le souci du beau, si c'est une œuvre de pur ornement.

Et ces habitudes nouvelles peu à peu prenant racine en notre vie porteront leurs fruits dans toutes les branches, même les plus humbles, de la production. Si la division du travail exige, par exemple, que l'exécution d'une pièce très simple et toujours la même d'une machine soit confiée au même ouvrier, si cet ouvrier, ce qui sera possible alors, connaît et comprend le fonctionnement de la machine et la fabrication, au moins théorique, des autres pièces composantes, il trouvera un intérêt réel à exécuter le mieux possible ce dont il est chargé, à y apporter même des modifications heureuses.

Il n'est donc pas exagéré de dire que le travail, réhabilité par la disparition du salaire, ce grand corrupteur moderne, ouvrira la porte toute grande à l'art, au talent, à la faculté créatrice et jusqu'en des domaines où l'on ne soupçonnait pas leur venue.

En conséquence, à quoi tout homme épris de beau peut-il s'employer plus utilement qu'à hâter la transformation prochaine de notre vie sociale, puisqu'elle doit permettre à la faculté artistique, comme à toutes les facultés humaines, son maximum d'intensité créatrice ?

CHARLES-ALBERT.

DES FAITS

Je veux signaler aujourd'hui un fait tellement extraordinaire que si je ne l'avais vu, de mes propres yeux vu, je ne le croirais pas moi-même.

A l'hôpital Necker, comme dans tous les autres hôpitaux du reste, l'administration reçoit à l'entrée de l'hiver la provision de bois nécessaire au chauffage des calorifères, bureaux, salles de garde, etc.

L'hiver dernier, les approvisionnements furent considérables, si considérables même que la direction put réaliser des économies de bois très importantes, et que le garde-magasin put mettre en réserve sous ses hangars, pour cet hiver, plusieurs milliers de kilogrammes de bois.

Il y a quelques semaines, la provision annuelle arriva et le chantier fut encombré. Le garde-magasin s'en fut trouver le directeur et lui tint à peu près ce langage :

— Monsieur le directeur, nous avons trop de bois, je ne puis le loger.

— Donnez le bois de l'année dernière aux internes.

— Ces messieurs n'en veulent pas et, le règlement en main, exigent du bois de l'année.

— C'est, en effet, leur droit. Eh bien! alors, brûlez la réserve.

— Mais je n'ai pas de cheminée assez vaste.

— Alors, brûlez le bois dans la cour du chantier!

Et depuis samedi dernier jusqu'à hier (1) encore, on a pu voir un énorme bûcher flamber au milieu de la cour du chantier; les stères succédaient aux stères, sans interruption.

J'ai vu moi-même des milliers de kilogrammes de bois ainsi gaspillés et j'ai songé avec tristesse à tous les pauvres gens qui, dans quelques jours, eussent été si heureux de réchauffer leurs membres engourdis en brûlant utilement le bois que le directeur de l'hôpital Necker a depuis une huitaine dissipé en fumée.

JULES RATEAU.

(*Echo de Paris*, 17 novembre 1895.)

Retour au servage.

Trois cents mineurs des houillères de Spring Valley (Illinois) ont, dit le *New-York Herald*, causé une vive sensation en offrant aux propriétaires de signer un contrat de travail par lequel ils renonceraient à tout salaire pourvu qu'on leur garantît à eux et à leurs familles une habitation confortable, la nourriture, les vêtements et le chauffage. Pour justifier cette proposition qui implique le retour du salariat au servage, ces trois cents mineurs, qui représentent le meilleur élément de la population minière de la région et qui sont étrangers à toutes les tentatives de grève dont les houillères sont menacées, déclarent que dans ces trois dernières années ils ont manqué des choses les plus nécessaires à la vie et que, plutôt que de continuer à vivre dans ces conditions, ils préfèrent devenir serfs. Le *New-York Herald* ajoute que, si tous les rapports sur la condition misérable des mineurs de l'Illinois sont exacts, ceux-ci vivent déjà dans un état qui n'est guère au-dessus du servage et qui pourrait justifier l'organisation d'un nouveau parti abolitionniste dans le pays.

(*D'un journal bourgeois.*)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — La question de l'abrogation des lois scélérates est encore revenue sur l'eau, l'eau trouble où l'on pêche, au Palais-Bourbeux. Les radicaux aujourd'hui au pouvoir, et qui s'élevèrent jadis avec tant de véhémence contre ces lois telles qu'il n'en existe pas de semblables chez les Bourra-Bourras et les Kamilarois, avaient une excellente occasion de se montrer une fois conséquents avec leurs paroles. Mais il y a loin de l'extrême gauche au banc des ministres; et les opinions de député opposant sont menus et fragiles bibelots qui ne sauraient résister à un emménagement au ministère. Les opposants de la veille se sont donc prononcés pour le maintien du *statu quo*.

Ils ont été secondés en cela par les socialistes, ces pitres d'un autre genre, qui, alléchés par l'accentuation vers la gauche de la nuance politique ministérielle, aspirent vraisemblablement à rivaliser avec le centre en formant à leur tour le groupe des « socialistes de gouvernement ». C'est ce qui résulte des déclarations de Millerand et Jules Guesde. Ils sont venus expliquer que tout en restant adversaires

(1) C'est-à-dire pendant cinq jours.

déclarés des lois en question, ils voteraient contre leur abrogation, *pour ne pas faire tomber le ministère!*

Voilà où mène la politique. On en arrive à sanctionner toutes les injustices pour éviter un changement ministériel.

⁂

Arton est arrêté! Quoi! dira-t-on, serait-ce le commencement du nettoyage? Et le ministère animé de louables intentions...? Que les 104 et autres se rassurent; à peine appréhendé, Arton, à qui, d'ailleurs, on ne demandait rien, a promis de ne rien dire. On sait que le silence est d'or.

⁂

Carmaux. — La grève de Carmaux prend une tournure inattendue. On est arrivé à réunir les fonds nécessaires pour monter, en concurrence à la verrerie de Rességuier, une autre verrerie dont les grévistes actuels seront propriétaires. Etant donné l'état de la société présente, c'est ce qu'il y avait de plus profitable à tenter. Cette solution vient à propos pour soulager la conscience des socialistes qui, avec leur rage d'intervention des pouvoirs publics et les conseils soporifiques prodigués aux grévistes, devaient commencer à trouver lourde la responsabilité de cette grève paraissant jusqu'ici sans issue.

Que cet exemple serve d'enseignement aux grévistes à venir et leur fasse comprendre qu'ils n'ont à compter que sur l'initiative privée pour les aider à faire prévaloir leurs revendications.

Le chômage.

CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES MINES.

Dans notre précédent article sur le chômage et la durée du travail dans les différentes industries, nous avons, avec intention, réservé les conditions du travail dans les mines. Voici, puisées à la même source (1), le résultat de nos recherches.

Nous examinerons d'abord, pour la clarté du présent travail, les mines de houille; puis nous diviserons en quatre les diverses autres exploitations minières, à savoir : 1° les mines de fer; 2° les mines métallurgiques autres; 3° substances diverses; 4° les mines de sel.

L'exploitation houillère proprement dite se répartit en sept centres principaux appelés bassins houillers : 1° régions du Nord et Pas-de-Calais; 2° Saint-Etienne; 3° Alais; 4° le Creusot et Blanzy; 5° Aubin et Carmaux; 6° Commentry; 7° les lignites de Tuveau (Provence).

L'on compte environ 132.700 ouvriers employés à l'extraction de la houille : 93.700 travaillent à l'intérieur de la terre; ce sont ce que l'on appelle les *ouvriers de fond*. Sur ces 93.700, il y a environ 5.500 jeunes gens de 16 à 18 ans et 4.400 enfants; 39.000 ouvriers travaillent à l'extérieur, dont 27.900 hommes, 2.800 jeunes gens de 16 à 18 ans, 4.200 femmes et 4.100 enfants.

Nous examinerons, bassin par bassin, dans l'ordre sus-indiqué, la situation faite à l'ouvrier de chacune de ces régions. Nous ne donnerons pas le pourcentage du chômage; l'ouvrier de la mine étant stable dans le pays où il travaille, les chefs d'exploitations houillères font travailler suivant les besoins; c'est ainsi que, par moment, l'on ne travaille que 5 jours sur 7 dans certains centres, et quelquefois moins.

Dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, le plus important en France, les ouvriers n'ont travaillé qu'environ 5 jours par semaine, exactement 264 jours dans l'année (2); le salaire moyen est d'environ 4 fr. 70 pour les ouvriers de fond et de 3 fr. 27 pour les ouvriers du jour. Le salaire des jeunes gens est de 2 francs environ, celui des enfants ne dépasse pas 1 franc par jour au maximum. Cette moyenne de 5 jours par semaine n'est pas toujours atteinte; il y a des époques où, dans certaines exploitations minières, l'on ne travaille pas plus de 3 jours par semaine; le travail se fait alors par équipes qui se relayent les unes les autres.

Dans le bassin de Saint-Etienne, le travail est peut-être un peu plus régulier et accuse 296 jours de travail dans l'année. Le salaire journalier est d'environ 4 fr. 79 pour les ouvriers de fond et 3 fr. 25 pour les ouvriers du jour; il y a continuellement de 2 à 3 0/0 de chômeurs; là aussi, malgré le total de 296 jours de travail, il arrive que certaines compagnies ne font pas travailler plus de 5 jours par semaine.

Dans le bassin d'Alais, la statistique accuse 279 jours de travail dans l'année, ce qui donne environ un peu plus de 5 jours par semaine; le travail des mines marche de pair avec les usines métallurgiques, pour qui elles travaillent presque exclusivement. Le salaire moyen est d'environ 4 fr. 72 pour les ouvriers de fond et de 3 fr. 02 pour les ouvriers du jour. Nous signalerons dans cette région les mines de la Grand'Combe, où le travail est réduit à 4 jours par semaine, la moitié du temps.

Le Creusot et Blanzy, ou bassin du Centre, ont travaillé environ 270 jours dans l'année, soit au maximum 5 jours par semaine; le salaire moyen est d'environ 4 fr. 78 pour les ouvriers de fond et de 3 fr. 56 pour ceux du jour; l'on compte 3 0/0 de chômeurs.

Aubin et Carmaux, cette région qui a été agitée ces temps derniers par les grèves, n'est pas des plus brillantes pour le prolétariat. On y travaille environ 298 jours par an; mais il faut en excepter les mineurs de Graissessac qui ont un bon tiers des leurs sans travail; les mineurs de l'Orb ne font guère plus de 48 heures de travail par semaine. Les salaires sont aussi plus bas que dans les autres bassins, environ 4 fr. 54 pour les ouvriers de fond et 2 fr. 94 pour les ouvriers du jour.

On voit que la situation est précaire, et l'on comprend aisément que la grève, cette arme inutile en elle-même (1) du prolétariat, soit l'apanage de cette région minière.

Dans le bassin de Commentry et de l'Allier, les ouvriers ont travaillé environ 280 jours dans l'année; le gain moyen est à peu près de 3 fr. 72 pour les ouvriers de fond et 2 fr. 97 pour les ouvriers du jour. Les conditions du travail pour les mineurs sont assez mauvaises en général. L'exploitation minière est subordonnée à la marche des usines métallurgiques, forges, tôlerie, ajustage; les mines de schistes bitumineux et de houille à pétrole sont en pleine décroissance aussi.

Les lignites de Tuveau (Provence) sont un peu moins importants, par le nombre d'ouvriers employés. Le travail n'est que d'environ 4 jours 1/2 par semaine, exactement 233 jours dans l'année; l'on voit que la situation n'est pas très brillante. La moyenne des salaires est d'environ 4 fr. 75 pour les ouvriers de fond et de 3 fr. 08 pour les ouvriers du jour.

L'on constate par la présente statistique que la situation de l'ouvrier mineur en France est loin d'être satisfaisante. Cette importante catégorie de travailleurs, qui, dans le mouvement social et dans l'industrie, joue un rôle si prépondérant, est en même temps une des corporations qui a le plus à souffrir du régime capitaliste que nous subissons.

Les conditions du travail dans les autres exploitations minières dont nous avons parlé au commencement du présent article feront l'objet de notre prochaine étude sur les conditions du travail en France.

P. Delesalle.

(1) Bulletin de l'Office du Travail.
(2) Notre statistique, comme la précédente, part de juillet 1894 à juillet 1895.

(1) Nous considérons cette arme du prolétariat (la grève) comme inutile, en tant qu'elle ne se produit que partiellement; seule, la grève générale aurait quelques chances de jeter le trouble dans la bourgeoisie.

Allemagne.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* se rappellent sans doute l'emprisonnement de notre jeune ami Gumplowicz, condamné en Prusse à vingt-sept mois de prison cellulaire pour avoir, dans une réunion d'ouvriers sans travail, développé les idées anarchistes qui, chez lui, sont une conséquence toute naturelle de ses idées scientifiques. Il supporte la privation de sa liberté avec un héroïsme tranquille; son courage et sa confiance ne l'ont pas abandonné un instant, et il utilise ses loisirs forcés à préparer une œuvre capitale : *De l'influence du milieu sur l'individu*. Prenant pour base les preuves déjà obtenues dans la série zoologique, il passe à l'étude de l'humanité, et ses conclusions nous font entrevoir un avenir meilleur pour l'humanité quand elle sera parvenue à se débarrasser de la misère et de l'autorité.

Comme la parole du jeune savant est déjà celle d'un homme écouté, les découvertes faites par lui dans le domaine médical ayant attiré l'attention sur son sérieux labeur, nous sommes sûrs que son livre aura du retentissement et sera, aux jeunes qui savent voir et vouloir, un salutaire et précieux encouragement.

Alsace-Lorraine.

Mulhouse, la grande cité manufacturière, a toujours été présentée comme un modèle d'organisation industrielle. Rapports officiels, comptes rendus, enquêtes, larbins du capital, tout et tous exaltent à l'envi les institutions fondées pour le bien-être de l'ouvrier; la Société Industrielle appelle l'attention du monde entier sur sa puissante et intelligente activité, et d'éminents économistes rendent publiquement hommage aux magnifiques résultats obtenus.

Le tableau est riant, il n'a ni ombre ni faux jour et la compagnie de bourgeois patentés, millionnaires et philanthropes, continue à augmenter sa fortune, car à Mulhouse plus que partout les conditions patronales sont inflexiblement dures, là plus que partout l'ouvrier travaille — par faveur — à vil prix et doit donner sa vie, contre un salaire dérisoire, à qui veut l'exploiter.

La vérité est que, pour s'enrichir, les fabricants de Mulhouse ont surtout pressuré la main-d'œuvre et que leurs richesses sont faites de la misère du prolétariat.

Leur œuvre, c'est la destruction de la famille ouvrière, l'ivrognerie des hommes, la prostitution des femmes, la démoralisation des enfants, la décadence de la moralité, de la vie, c'est l'esclavage dans de funestes usines, bâtiments d'aspect sombre occupés par des industries insalubres et où de lents assassinats se commettent auprès de machines qu'on graisse mieux que les ouvriers qui doivent respirer, se mouvoir, sentir comme elles, les suivre, en faire leur société, leur modèle. Etonnez-vous de leur abrutissement! Est-ce vivre que de devenir l'instrument d'autres instruments, un automate qui maigrit et dépérit à cette triste besogne, condamné aux travaux forcés à perpétuité dès le berceau ou à mort s'il n'a pas d'ouvrage?

Et lorsqu'un « intellectuel, un ouvrier, *las de vivre* », renaît à la conscience de sa valeur; lorsqu'il se demande pourquoi on dépouille le pauvre, pourquoi on le saigne, pourquoi on le détruit légalement; lorsqu'il se dit qu'il devrait avoir sa part des multiples jouissances prodiguées aux riches; lorsqu'il sait que s'il veut se révolter, échapper au joug séculaire, l'Etat l'y contraindra de force... alors, quelle amertume ne lui monte pas au cœur! et si l'idée du suicide vient hanter son esprit, un regret le trouble et le rend plus acerbe à l'aspect de ces hommes, auteurs de ses maux, dont la prospérité, faite de son bonheur, de sa vie, insulte à sa souffrance, ouvertement, sans vergogne, sans remords.

L'acuité de sa douleur, son renoncement forcé à toutes les joies de la vie dont il voit d'autres profiter sans souci de sa misère, la conscience de l'injustice qui l'atteint, le spectacle des innombrables injustices identiques qui l'entourent, le déchaînement intérieur et la clameur de tous les désirs, de tous les besoins jamais satisfaits, l'impérieuse protestation de la nature, si longtemps, mais en vain, comprimée, étouffent en lui la voix d'une humiliante résignation; il voit rouge et avant que, prise en ce vertige, sa raison d'homme paisible ait pu se ressaisir, oublieux du respect de la vie humaine que d'autres, ses ennemis sociaux, lui enseignèrent si souvent à dédaigner... il a frappé!... Sa vengeance assouvie, tournant son arme contre lui, il dit adieu à la vie, à cette vie qui lui fut si ingrate, à lui, aux siens, à ses semblables.

Tel fut André Meyer, 30 ans, ouvrier fileur, qui tua dernièrement d'un coup de poignard Henry Schwartz, le plus important filateur de Mulhouse.

Crime bête, odieux... s'écrient les organes de la presse locale!

Et pourtant?... A la nouvelle de l'attentat, les bourgeois de la contrée, le gouvernement d'Alsace-Lorraine, l'empereur lui-même s'empressèrent d'exprimer leurs condoléances à la famille du patron frappé. Que voir en cette participation solennelle au deuil des Schwartz,

sinon une manifestation de solidarité de toute une classe atteinte dans l'un de ses membres? N'atteste-t-elle pas le symbolisme de ce meurtre et n'en fait-elle pas un épisode de la lutte des classes? Ne *dit-elle* pas qu'elle voit en cet acte personnel la symbolisation de la révolte du misérable à la merci de l'ordre social dont la sécurité et la propriété exigent qu'il soit dépouillé de sa part des biens communs, de ses droits naturels? N'assimile-t-elle pas ce meurtrier au régicide qui tue le roi parce que le roi l'a tué dans sa liberté, au déshérité qui engage la lutte contre la société et qui — expression potentielle des masses déshéritées, rebelles, qui subissent l'injustice sans l'accepter jamais — devient, de par le raisonnement et la force des choses, un instrument de vengeance?

BIBLIOGRAPHIE

L'Homme selon sa destinée, par T. Funck-Brentano; 1 volume chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

M. Funck-Brentano est un de ces philosophes qui essaient de concilier les données actuelles de la science avec les mythes religieux qu'ils sont désolés de voir disparaître.

Mais il a une façon à lui de traiter la science et l'histoire qui ne laisse pas d'être un peu cavalière.

Voyons pour la science :

« Descartes a fait des animaux de simples machines. On n'a point de cesse à le lui reprocher. Pourtant il ne s'est point fait une découverte en physiologie, un progrès en anatomie comparée, qui ne lui aient donné raison ! »

Et en histoire :

« Les moralistes du siècle dernier ont fondé leur morale sur l'indépendance individuelle et sur l'intérêt bien entendu. A peine la doctrine fut-elle proclamée qu'on vit cesser l'entente de l'ouvrier et du patron, du maître et du serviteur, du gouvernement et des sujets, et surgir les révoltes des classes moyennes contre les classes supérieures ! » (page 148).

Ainsi, selon M. Brentano, c'est depuis le siècle dernier seulement qu'ont eu lieu les révoltes serviles. Jusqu'à présent, on se figurait que Vindex et Spartacus avaient fait trembler l'empire romain; les historiens s'étaient trompés de dates. Les insurrections des Jacques, les soulèvements des paysans d'Allemagne, les révoltes communales, autant de racontars ne méritant aucune créance. Si les philosophes du dix-huitième siècle n'étaient pas venus proclamer l'indépendance individuelle, les peuples n'auraient jamais pensé à se révolter. M. Brentano est professeur à l'Ecole libre des sciences politiques. Est-ce que, à cette école, la liberté va jusqu'à ignorer les sciences et l'histoire?

Est-ce à dire que M. Brentano est de mauvaise foi? Nous ne le pensons pas. Il est, tout simplement, comme tous ceux qui acceptent notre société comme un fait logique, immuable, et qui veulent à toute force la justifier. Ils ne voient que ce qui appuie leur argumentation et traitent de sophisme ce qui les gêne.

M. Brentano ne va pas jusqu'à trouver parfaite la société actuelle, il ne se gêne pas pour en faire des critiques assez mordantes, mais ce n'est qu'aux questions de détail qu'il s'en prend, la propriété individuelle et les institutions qui en découlent sont, à son avis, très légitimes. Pour lui, la société est un organisme parfaitement indépendant, qui, si son développement l'exige, a le droit de sacrifier les individualités à son évolution.

Il tonne contre le militarisme, mais à côté de cela il glorifie les castes et croit que les groupements humains doivent lutter entre eux jusqu'à ce que l'un d'eux ait établi sa suprématie !

La femme est inférieure; on doit, dans la famille, lui enseigner le dévouement, l'abnégation, pour qu'à son tour elle les enseigne à ses enfants : de là à une glorification de la morale de l'Eglise, il a vite franchi le pas. C'est elle qui a apporté les notions de morale. Avant la venue de Jésus-Christ, il n'existait, paraît-il, aucune notion d'idées morales ! Gautama et Confucius, pour ne parler que des plus connus, sont ainsi rayés d'un coup de plume. M. Brentano ferait pas mal de nous expliquer alors comment des groupements et des nationalités ont pu se former !

Mais, si M. Brentano demande qu'on enseigne la patience, l'abnégation, la résignation et l'humilité aux classes déshéritées, il veut par contre que l'on enseigne le « désintéressement » aux capitalistes. Dans les échanges, l'un des contractants ne doit pas chercher à exploiter l'autre, pour que celui-ci ne cherche pas à l'exploiter à son tour. Voilà toute sa réforme et toute sa morale. C'est en effet la morale du Christ : nous en avons usé pendant près de dix-neuf siècles. Nous en avons suffisamment.

∴

Journal d'un anarchiste, par Augustin Léger; 1 vol. chez Savine.

Ce titre n'est qu'une tromperie de l'auteur pour mieux écouler sa marchandise. C'est un ramassis d'inepties bourgeoises et bondieusardes qui n'ont rien de commun avec l'anarchie.

∴

Nous avons reçu aussi le n° 3 de *Sur le Trimard*, transformé en revue mensuelle. Administration : Octave Veret, 7, rue des Plâtrières.

Dès son premier numéro, *Sur le Trimard* s'est proclamé l'organe des « sans travail ». Sa rédaction, qui se réunit au café Procope, est recrutée principalement dans le monde des étudiants.

Le numéro que nous recevons, dans un premier article, semble faire table rase de tout le travail d'évolution qui les a précédés et, selon l'auteur :

« Nulle part ne se lève la voix hautaine, nulle part ne plane l'aigle de l'humanité ! » Cela est un peu confus, mais, si nous ne nous trompons, semble dire que, pour se réveiller, l'humanité avait besoin de l'apparition de *Sur le Trimard*.

D'autre part, de l'ensemble des articles, il nous a semblé comprendre que, selon notre nouveau camarade de lutte, l'idée anarchiste se serait fourvoyée jusqu'ici dans l'erreur, et que lui nous apporte la formule nouvelle.

Nous qui cherchons la vérité et ne prétendons pas avoir la science infuse, nous attendons avec impatience cette démonstration.

VINDEX.

Nous avons reçu :

Purification (roman), par Reepmacker; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, galerie du Théâtre-Français.

Les Tenailles (pièce en 3 actes), par P. Hervieu; 1 plaquette, 2 fr. 50, chez Lemerre, 23-31, passage Choiseul.

Sur la Guerre, propos d'un jeune homme et de M. F. Coppée, notés par Urbain Gohier; 1 plaquette, chez Chamuel, 79, faubourg Poissonnière.

Les Idées en marche (critique), par Léon A. Daudet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Almanach de la Question Sociale pour 1896, par P. Argyriadès; 1 fr. 50, à la *Question Sociale*, 5, boulevard Saint-Michel.

Salons de 1895 (critique), 1 plaquette, par Roger Marx.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Salle du Moulin de la Galette

à Montmartre.

Le samedi 23 novembre, à 8 h. 1/2 du soir.

CONFÉRENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

par

LOUISE MICHEL et SÉBASTIEN FAURE

au bénéfice des journaux :

Les Temps Nouveaux et *La Sociale*.

Prix d'entrée : 50 centimes.

Le samedi 30 novembre, aura lieu une seconde conférence par Louise Michel et Sébastien Faure, au bénéfice de la *Sociale* et des *Temps Nouveaux*. La salle sera ultérieurement désignée.

∴

PARIS. — *Jeunesse socialiste révolutionnaire internationaliste du XVe*. — Vendredi soir, 22 novembre, à 8 h. 1/2, salle Baron, 83, boulevard de Grenelle, réunion d'étude. Sujet traité : *Peut-on définir la somme de liberté de l'homme dans la société ?*

Dimanche, 24 novembre, soirée familiale : conférence sur le même sujet, causeries et chants.

Le Secrétaire,
PENAUILLY.

Mercredi prochain, 27 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, *salle d'Arras*, rue d'Arras (près la rue Monge), sur la demande du Groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, Jean Allemane parlera sur *la Conquête des pouvoirs publics et la Grève générale*.

∴

Nos amis Louise Michel et Sébastien Faure se proposent de faire, sous peu, une tournée de conférences en province.

Au point de vue matériel, cette tournée aurait pour objet d'organiser notre système de *chroniques régionales* et de se procurer les moyens de faire paraître *LE LIBERTAIRE deux fois* par semaine, ce qui serait un acheminement vers le *quotidien*.

Voici les villes dans lesquelles s'arrêteront les conférenciers : Dijon, Lyon, Saint-Etienne, Nîmes, Marseille, Toulon, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Limoges, Tours, Rouen, Le Havre, Lille, Roubaix, Amiens, Reims.

Les camarades de ces diverses villes sont priés de s'occuper immédiatement d'une salle.

Celle-ci devra être, autant que possible, la plus vaste et la mieux située de la ville.

Prière de donner les indications suivantes :

1° Nom et adresse exacte de la salle;
2° Sa contenance approximative (sans exagération) et sa description;
3° Ses dispositions intérieures ;
4° Son prix de location;
5° Les jours où elle est libre.

∴

Un camarade nous a donné, pour être vendus au profit du journal, les 5 vol. de Leverdays : *Assemblées parlantes*. — *Organisation de la Nouvelle République*. — *Centralisation*. — *L'Effondrement économique*. — *Politique et Barbarie*. — Les 5 vol. seront expédiés franco pour 10 francs à la première demande qui nous parviendra accompagnée du montant.

AVIS

Divers de nos dépositaires se plaignent de recevoir leur colis en retard. Jusqu'à présent, le journal a été expédié *très régulièrement* le jeudi après-midi. Ceux de nos dépositaires qui recevraient plus tard que le vendredi *soir* sont priés de réclamer auprès de leurs gares respectives.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Marseille. — Reçu 5 francs pour le journal.

Jeunesse S. R. I. du XVe. — Communication arrivée trop tard. Mardi matin au plus tard.

L'abonné qui nous a écrit de la Dordogne pour réclamer des numéros non reçus est prié de nous envoyer son nom et celui de la localité écrits plus lisiblement.

J., à Nancy. – C'est fait.

T. V., au Puyblin. — Reçu ab. et 0,50 pour le journal.

A., à Airipl. — Excusez-nous, il y aura eu erreur. — Envoyons les numéros.

H., à St-Brieuc. — *Entre Paysans* épuisé.

B., à Roncegno. — Bien reçu timbres. Le numéro se sera perdu à la poste. Réexpédions.

Le camarade qui, dimanche dernier, est venu nous acheter les 4e et 5e années de la *Révolte*, est prié de regarder s'il ne lui manque pas le n° 51 de la 4e. Nous le tenons à sa disposition.

Zo d'Axa. — Un de nos abonnés demande s'il y a moyen de se procurer la collection de l'*Endehors* et quel en est le prix?

L'Errant à travers la vérité. — Reçu le *Mensonge Social*. Bonnes idées, mais vers médiocres.

L. L. — Lu *Fruits de l'Epoque*. — Pas mal, mais un peu trop phrases. Sort de notre cadre.

M., à Vienne. — Mme H., à Alais. — M., à Annecy. — H., à Saint-Nazaire. — J. E., à Daumazan. — D., à Bourg-Lévêque. — P., à Trélazé. — G., à Cette. — D., à Nouzon. — L. F., à Liège. — O. H., rue M. le P. — Z., à la Plata. — D., au Havre. — G., à Montpellier. — B., à Nantes. — K., à Gand. — Groupe *Libertador*, Porto. — B., à Mirepoix. — R., à Turin. — L. V., à Percy. — M., à Roustchouk. — J. M., à La Tour-du-Pin. — B. et O., à Toulon. — R., à Nîmes. — P., à Montluçon. — P., à Millau. — M., à Reims. — F., à Amiens. — S., à Cransac. — C., à Torino. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE. N° 31 — DIX CENTIMES — DU 30 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PATRIOTISME ET COSMOPOLITISME

I

Je suis citoyen du monde, disait Socrate. Plus tard Cicéron proclame : La patrie est partout où l'on se trouve bien.

Omne solum forti patria est. Ces mots sont de Ludlow, ils signifient : La patrie du fort est partout.

En Allemagne, Lessing déclare n'avoir aucune notion de l'amour de la patrie. Herder et Schiller, eux aussi, se qualifient : citoyens du monde. De bonne heure, raconte Schiller, j'ai perdu ma patrie pour l'échanger contre le genre humain que je connaissais à peine en imagination.

Herder estime le patriotisme indigne de l'homme.

Fichte revendique les droits du cosmopolitisme contre les prétentions du sentiment national.

Gœthe et Wieland firent servir leur gloire à orner le triomphe de Bonaparte ; leur conduite à Erfurt humilia profondément les patriotes allemands.

Henri Heine a houspillé sa patrie germanique de la façon la plus impitoyable.

Et maintenant passons les Vosges.

Voltaire n'a jamais dissimulé son indifférence à l'endroit de la « patrie ». C'est peut-être, remarque un publiciste, l'unique sujet sur lequel il n'ait pas consacré sa vie à mentir et à se démentir. C'est toujours la France amoindrie qu'il semble rêver : agrandissement de la Prusse, débordement de la Russie, suppression de la Pologne, les Russes à Constantinople. Voilà sa politique extérieure, cent fois exposée.

Selon Saint-Just, la patrie n'est point le sol, elle est la communauté des affections.

Pour Saint-Simon : L'amour de la patrie n'est que l'égoïsme des nations ; même perfectionné, dit-il, il ne nous apparaît que comme *provisoire*, car c'est dans sa base même que se trouve le vice dont il est atteint.

Le patriotisme, confesse Ballanche, a quelque chose d'injuste et de factice, outre qu'il est intolérant, terrible et trop souvent cruel.

Joseph de Maistre a très bien vu que « le patriotisme est une comédie en démocratie ».

Le prolétaire, — s'écriait le savant et napoléonien ministre Chaptal, — le prolétaire n'a pas de patrie. Il ne reste fixé sur un point que par habitude. Ses moyens d'existence sont partout où il peut occuper ses bras. Les lois ne sont pour lui qu'un mode d'oppression ; le désordre, l'insurrection lui présentent des chances pour améliorer son sort, et il est toujours à la disposition de celui qui le paie le mieux.

En disant : La nation entière, moins le citoyen qu'elle opprime, est usurpatrice et factieuse, en gênant cet unique citoyen dans sa conscience, — le très protestant Benjamin Constant aspire à l'abolition de la patrie.

« Les diverses patries ont été fondées sur des hypothèses : légitimité dynastique ou autre, honneur national, gloire nationale, nationalité de personne, de territoire, ou simplement d'un mot. Ce ne sont que des patries figurées, des illusions de patrie, des chimères. Il y a un pays natal, il n'y a pas de *patrie naturelle.* » Ainsi parle le philosophe de Potter dans son *Dictionnaire rationnel* (1848). Et il conclut :

« La conséquence de la division de l'humanité en patries, qui est elle-même la conséquence de l'ignorance sociale de la vérité, est la guerre... Le fanatisme pour la patrie implique la haine qui est nécessairement inspirée par chaque société contre toutes les autres. La véritable expression du patriotisme est la *Marseillaise*, ce chant de cannibales qui signala la fin du XVIII[e] siècle et le commencement du XIX[e]. Quelle différence y a-t-il entre les patriotes qui abreuvent leurs sillons du *sang impur* de ceux qui sont nés au delà de leurs frontières et les sauvages... Pour qu'il n'y ait plus de pauvres chez les nations, il faut qu'il n'y ait plus de nations dans l'humanité... »

Au prolétaire antipatriotique portraituré par Chaptal, on peut ajouter le capitaliste peint par de Potter : « Faites à n'importe quel capitaliste des conditions suffisamment meilleures dans un autre pays que celui où il est né, et il s'empressera d'y transporter son portefeuille. Et dès lors il épousera (s'il ne les fait naître) les querelles du peuple chez lequel il a trouvé son bien-être. »

Lamartine renchérit sur les professions de foi de ces hommes illustres. Jugez plutôt :

De frontières au ciel, voyons-nous quelques traces ?
La voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu ?
Nations..... mot pompeux, pour dire barbarie.
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent nos pas ?
Déchirez ces drapeaux ! une autre voix nous crie :
« L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie ;
La fraternité n'en a pas. »

Moins énergiques sont les vers de Victor Hugo :

Le monde, en s'éclairant, s'élève à l'unité ;
Chacun est du climat de son intelligence.
Je suis concitoyen de toute âme qui pense :
La vérité..... c'est mon pays.

Plus concis est Ernest Cœurderoy : Là où est l'écu, là est la patrie.

Flaubert, lui, ne ménage pas ses expressions : Tous les drapeaux ont été tellement souillés de sang et d'ordure, qu'il est temps de ne plus en avoir du tout.

L'opinion du célèbre auteur de *Dieu et l'Etat* ne saurait manquer d'être intéressante ; la voici :

Cette négation flagrante de l'humanité qui constitue l'essence même de l'Etat est, au point de vue de l'Etat, le suprême devoir et la plus grande vertu, elle s'appelle *patriotisme* et constitue toute la morale *transcendante* de l'Etat. Nous l'appelons transcendante parce qu'elle dépasse ordinairement le niveau de la morale et de la justice humaines, connues ou privées, et par là même se met le plus souvent en contradiction avec elles.

Ainsi, « offenser, opprimer, spolier, assassiner ou asservir son prochain, selon la morale ordinaire des hommes, est regardé comme un crime. Dans la vie publique, au contraire, au point de vue du patriotisme, lorsque cela se fait pour la plus grande gloire de l'Etat, pour conserver ou bien pour élargir sa puissance, tout cela devient devoir et vertu. Et cette vertu, ce devoir sont obligatoires pour chaque citoyen patriote ; chacun est censé devoir les exercer non seulement contre les étrangers, mais contre ses concitoyens eux-mêmes, membres ou sujets comme lui de l'Etat, toutes les fois que le réclame le salut de l'Etat. Ceci nous explique pourquoi dès le commencement de l'histoire, c'est-à-dire dès la naissance des Etats, le monde de la politique a toujours été et continue d'être encore le théâtre de la haute coquinerie et du sublime brigandage — brigandage et coquinerie d'ailleurs hautement honorés, puisqu'ils sont commandés par le patriotisme, par la morale transcendante et par l'intérêt de l'Etat. »

Tolstoï ne comprend pas le patriotisme chez [illegible] Français, les Allemands, les Belges et autres [illegible]ples qui ont une même civilisation.

Mably et Chevreul s'étaient exprimés dans le même sens. Fourier et Henri Beyle ne sont pas des patriotes. T. Funck-Brentano ne l'est guère.

Le philosophisme fait des cosmopolites, constate Boiste. *Ubi bene, ibi patria !...*

La nationalité est une fiction non seulement absurde, mais dangereuse. L'idée patriotique ainsi que l'idée religieuse sont des superstitions inventées pour conduire et mater le peuple, a écrit Klemich.

Le patriotisme, dernier refuge des coquins ! Cette apostrophe de Spiess rappelle celle du célèbre Johnson : Le patriotisme est le dernier refuge d'un scélérat !

« La patrie est un être fictif, une idée antinaturelle et forcée, dès qu'elle s'étend plus loin que le rayon des choses que vous aimez intimement, une conception antihumaine dépendante des conventions et des hasards de la guerre, une erreur dont on imprègne tout individu depuis la naissance jusqu'à la mort. »

Ces paroles de Jules Simon, citées par un homme marquant du radicalisme genevois, sont accompagnées des réflexions suivantes : « Ce qui est grotesque, c'est le patriotisme chez les fils d'émigrés ! Ne trouvez-vous point d'un très haut comique l'étalage de patriotisme, n'importe lequel, chez un fils d'étranger ? Ce qu'un produit de Belges, de Français ou de Suisses, transplanté même, devient Allemand et *vice versa* en sa patrie de hasard, est inimaginable. De célèbres capitans prussiens portent les noms français de Verdy du Vernois et de Bronsart ; il n'y a pas d'outrecuidance à assurer que les Alsaciens, dans un demi-siècle, seront d'excellents sujets allemands.

« Que m'importe à moi l'endroit où je suis né, si je m'y suis trouvé à l'étroit ; si j'y ai durement souffert ; si je n'y ai rencontré que despotisme et néant ? Toute terre de liberté est ma patrie et, Allemand en 1793, j'aurais certainement déserté la terre natale pour la combattre dans les rangs de ceux qui défendaient les droits de l'homme contre la meute des coalisés.

« Nous sommes, en définitive, les bernés d'un petit groupe de vésaniques déroulédiens et d'ambitieux inutiles traîneurs de sabre.

« Le socialisme avancé reniant toute patrie et toute religion, je me range sous sa bannière. »

Ecoutons maintenant Henry Bauer, de l'*Echo de Paris :*

« Il y a longtemps qu'il n'existe plus de divisions, de frontières entre les hommes et l'on ne saurait concevoir qu'il puisse durer haine ou antagonisme de peuple, du Turc à l'Anglais, de l'Allemand au Français, de l'Américain à l'Espagnol.

« Le sentiment *patriotique* fut un progrès sur l'état monarchique, puisqu'il substitua au caprice, à l'intérêt du prince héréditaire, le culte et la défense du bien public, le symbole de la fortune et de la propriété nationale. Mais cet altruisme, réduit dans l'*enceinte* des frontières par des désignations particulières de province et de pays, se développe, s'élargit au profit de tous les hommes dans la patrie humaine. Et la patrie humaine, c'est partout où je m'accorde avec un être de mon humeur, de mêmes sentiments, de *même* disposition que moi. Que m'importe qu'il soit Anglais, Allemand, Turc,

Polonais ou Cosaque! Il n'y a que les sots de positivement haïssables; encore ai-je la chance de ne point les entendre lorsqu'ils s'étalent dans un idiome étranger. »

« La civilisation — est-il besoin d'un mot? — ainsi s'exprime Bruno Wille dans le *Mercure de France*, est internationale. La pensée scientifique ne connaît ni logique nationale, ni suprématie spécialement française ou allemande.

« L'humanité supérieure qui s'élève triomphalement sur les différences nationales, unit toujours plus étroitement, sur le domaine artistique, économique et social, les deux grands peuples voisins en une communauté organique, qui se rit des entraves que les langues et l'autorité peuvent maintenir encore pendant un temps. »

« Le développement d'une idée sociale commune mène naturellement à un internationalisme où les civilisations nationales disparaîtront. »

« Il est utile, assure Engerrand, que nous nous débarrassions de deux acquisitions dangereuses : je veux parler, dit-il, des idées de religion et de patrie. Rien n'est plus capable d'arrêter l'essor intellectuel que ces deux mythes. »

Jacques Mesnil a raison : la science est par essence internationale et les universités tendent de plus en plus à se libérer de tout programme fixe.

Augustin Thierry avait remarqué que des hommes réunis par le seul instinct de sociabilité, groupés sans avoir conscience de ce qui les rapproche, ne forment point une société; mais relevons quelques-unes de ses pensées :

« Les nations sont des partis. Tel homme, vivant où il est né, a ses concitoyens loin de lui, et les étrangers à sa porte.

« Est-ce que le gouvernement serait la nation? est-ce que la nation serait l'étranger?

« Le jour que tout le genre humain sera convaincu que le seul but de l'union sociale, que le seul objet des hommes rassemblés est le plus grand bonheur de chacun, ce jour-là il n'y aura qu'une nation, et cette nation ce sera tout le genre humain. En effet, selon la belle expression de Guizot : Les croyances qui unissent les peuples, effacent bientôt les limites qui les séparent. »

Ludovic Marchand, dans la *Revue Blanche*, résume ainsi l'idée du grand historien disciple de Saint-Simon :

« L'idée de patrie ne saurait se fonder sur la tradition, puisque la tradition est une idée générale dont le contenu a disparu avec l'objet primitivement poursuivi. Le but actuel lui-même n'existe pas en dehors des volontés individuelles qui le conçoivent; la nation ne peut, sans se supprimer elle-même, offrir en holocauste les individus qui la composent.

« Les hommes de gouvernement s'efforcent de confondre la superstition : patrie, avec la superstition : autorité. Il n'y a pas un siècle que l'un d'eux, portant la santé des divers gouvernements qui oppriment le monde, ajoutait : les gouvernements, c'est-à-dire la patrie.

« Tous les grands assassins se réclament de la patrie, très fière de ces fils qui l'assassinent en grand.

« Les intérêts opposés annulent l'idée d'enfants d'une même mère — mère sans entrailles qui, pareille à Saturne, les mange pour pouvoir vivre, c'est-à-dire faire vivre ceux qui exploitent cette malfaisante idée... La patrie! les hasards de la guerre ou de la diplomatie l'ont créée, les gouvernants l'ont rétrécie, les préjugés l'ont déformée.

« L'on ne peut considérer comme sien un pays dont on a divisé les habitants en deux parts : ceux qui ont beaucoup et ceux qui n'ont rien, ceux qui courbent la tête et ceux qui la font courber. »

Un dimanche de janvier, un gendarme emmenait deux enfants, de dix et de onze ans, de Lausanne à Saint-Livres (Vaud). Arrivés au village, le gardien de la loi et les petits entrèrent dans l'auberge communale pour y attendre la venue du crieur public.

La foule qui s'était attachée aux pas des arrivants se demandait : Quel crime ont commis ces enfants?

Le crieur parut; après un roulement de tambour, il annonce la *mise* des enfants pour le lendemain. En effet, le lundi, les enfants étaient alloués aux preneurs qui avaient *misé* au plus bas prix.

Quelques années plus tard, encore au son du tambour, ces enfants, devenus hommes, seront obligés de donner leur temps et même leur vie pour leur chère patrie.

Que pensent de ce suggestif récit les docteurs ès patriotisme?

(*A suivre.*) PHIL. JAMIN.

MATÉRIALISME ET RELIGION

« Je ne puis me dispenser de protester d'avance contre l'ambiguïté de cette épithète de « *matérialiste* » et contre la perfidie avec laquelle on en use dans certain côté pour frapper d'interdit notre doctrine.

« Par l'expression *matérialisme* on mêle et confond généralement ensemble deux choses qui n'ont en réalité rien de commun, c'est-à-dire le matérialisme des sciences naturelles et le matérialisme moral. Quelle est au fond la prétention du matérialisme des sciences naturelles? C'est simplement que tout marche dans le monde par des raisons naturelles, que tout effet ait sa cause et toute cause son effet.

« Le matérialisme des mœurs, ou éthique, est tout autre chose que ce matérialisme scientifique avec lequel il n'a absolument rien de commun. Celui-là, le matérialisme éthique, le « vrai matérialisme », a pour but unique le plaisir sensuel raffiné. Enivré par une déplorable erreur qui lui montre, dans la jouissance matérielle, le seul moyen pour l'homme d'arriver à une vraie satisfaction, et ne trouvant pourtant cette satisfaction dans aucune forme de volupté sensuelle, il court de l'une à l'autre, en se consumant dans cette poursuite. Que la valeur vraie de la vie ne consiste pas dans le plaisir matériel, mais dans le fait moral; que la vraie félicité ne réside pas dans les biens extérieurs, mais uniquement dans une conduite vertueuse, c'est là une vérité inconnue au matérialisme éthique. C'est donc bien vainement que l'on essayera de trouver ce matérialisme chez des naturalistes, des philosophes, dont la jouissance suprême est la contemplation intellectuelle de la nature, dont le but suprême est la connaissance des lois naturelles. Veut-on le rencontrer? Qu'on le cherche dans les palais des princes de l'Eglise, et chez ces hypocrites qui s'abritent derrière le masque d'une austère piété, visant seulement à exercer une tyrannie hiérarchique et à exploiter leurs contemporains. Trop blasés pour comprendre l'infinie noblesse de ce qu'on appelle « la vile matière », et aussi la splendeur du monde des phénomènes qu'elle engendre, insensibles au charme inépuisable de la nature, ignorant ses lois, ils fulminent contre la science naturelle tout entière, contre les progrès intellectuels qu'elle enfante, taxant le tout de matérialisme coupable, et ce sont eux-mêmes qui se plongent dans la forme la plus repoussante du matérialisme. Ce n'est pas seulement la papauté infaillible avec son enchaînement sans fin de crimes horribles, mais aussi l'histoire morale si honteuse des orthodoxes dans toutes les formes de religion, qui peuvent prouver ce que nous avançons. » (Hæckel, *La Création naturelle*.)

⁂

On ne saurait mieux répondre aux attaques des adeptes de l'obscurantisme religieux, que la vérité scientifique trouble dans l'exercice de leur industrie. Il est certain que les grandes vérités naturelles ne prêtent guère à l'exploitation de la crédulité publique, tandis qu'il est facile de se donner aux yeux de la foule ignorante et prédisposée au merveilleux, comme le mandataire d'une force supérieure. Le pouvoir du prêtre cesse où commence celui de la science, et c'est pour cela qu'on a vu de tout temps le prêtre être l'adversaire acharné de l'instruction des masses. Il est moins opposé à l'émancipation scientifique des hautes classes, car il tient celles-ci par l'intérêt qu'elles ont à le protéger, la religion ayant été, à toutes les époques et chez toutes les nations, le moyen de domination le plus efficace.

De ce que dit Hæckel, il ressort qu'au point de vue impartial et scientifique des faits, le philosophe et l'historien reconnaîtront qu'il n'est rien qui pousse plus au matérialisme moral, c'est-à-dire à l'abus du plaisir des sens, qu'une vie oisive, exempte de toutes les charges individuelles et sociales qui pèsent si durement sur le commun des hommes.

A toutes les époques et chez tous les peuples, c'est sous le manteau religieux que l'égoïsme humain, et tous les vices qu'il entraîne, se sont développés avec le plus d'énergie.

Partout le clergé a su se soustraire aux devoirs naturels de la famille.

Partout il a su se soustraire à la loi du travail, et prélever la dîme sur la production générale.

Partout il s'est fait habilement exempter des devoirs sociaux, qui pourraient l'obliger à sacrifier sa vie ou sa fortune dans l'intérêt de tous.

Partout, enfin, il a su se faire du temple l'asile sacré de son égoïsme, de sa paresse et de ses vices.

Il n'y a pas d'histoire plus honteuse, au point de vue moral, que celle des différentes sectes sacerdotales qui, à toutes les époques, se sont arrogé le droit de parler au nom de Dieu. C'est parmi elles qu'on trouverait les vrais matérialistes, et non dans les rangs de ces savants, philosophes, naturalistes, zoologistes, chimistes et physiologistes dont parle Hæckel, qui passent leur vie dans l'étude et la contemplation des admirables lois de la nature.

Rien n'élève plus l'intelligence, n'agrandit plus l'horizon moral, rien ne développe mieux tous les sentiments que le commerce des choses de la nature, et c'est par la science que l'homme arrive à cette conception, source de toutes les vertus individuelles et sociales : le respect de lui-même et des autres.

L. J.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

On avait annoncé à tort que Trarieux, assez embarrassé de sa loi sur les coalitions des ouvriers de l'Etat et des chemins de fer, s'était enfin résigné à la retirer. Il n'en est rien, paraît-il, et cette bonne petite loi *patriotique* est toujours à l'étude. Le ministre Bourgeois aurait même déclaré ces jours-ci qu'il ne s'y opposait pas, mais qu'il n'en voyait pas l'utilité, car, à son avis, le gouvernement est suffisamment armé pour parer à une pareille éventualité.

Parbleu! n'a-t-il pas ces excellents Lebel qui n'attendent qu'une occasion d'expérimenter leur force de pénétration dans les chairs prolétariennes? M'est avis cependant que la bourgeoisie aurait tort de trop se fier à la puissance persuasive d'un pareil argument. Elle pourrait bien, au moment suprême, éprouver de désolantes déceptions.

⁂

Les 104 et consorts sont dans les transes. Les bruits les plus contradictoires circulent sur les intentions d'Arton. Parlera-t-il? Parlera-t-il pas? Si vous croyez que c'est une vie d'être constamment suspendu dans une pareille alternative! Et cette situation n'est pas près de finir. Car le ministère saura la prolonger à son gré aussi longtemps qu'il lui faudra l'appoint d'un tel nombre de voix pour se maintenir une majorité favorable. Le spectre d'Arton remplace avantageusement celui quelque peu démodé de l'Anarchie.

C'est la politique du chantage qui continue.

⁂

La famille est une de ces institutions que la société actuelle a la prétention de sauvegarder et qu'elle nous accuse, entre autres calomnies, de vouloir détruire.

Etrange prétention, si l'on en juge par les quelques chiffres suivants que publie un rapport récent du directeur de l'Assistance publique.

Il résulte de ce document que le nombre des enfants abandonnés en 1894 s'est élevé à 4.878, en augmentation de 179 sur l'année précédente. Cette progression est d'ailleurs constante; elle s'est élevée pour la période décennale 1885-94 de 3.137 à 4.878.

D'un autre côté, d'après les tableaux de la préfecture de police, il y aurait eu en 1894 : 53 infanticides, 33 avortements de nouveaux-nés et 103 de fœtus.

Ces abandons et ces crimes, tous dus à l'état social présent, seraient inconnus dans une société libertaire, où chacun serait assuré de pourvoir à tous ses besoins et où l'amour et ses conséquences ne seraient pas considérés comme une honte ne méritant que réprobation.

⁂

A citer un exemple de solidarité... patronale : une grève de quelques ouvriers constructeurs s'étant produite à Belfast, tous les patrons de la Clyde ont suspendu le travail dans leurs établissements. Ils n'avaient aucun sujet de désaccord avec leurs ouvriers, mais ils ont arrêté la production pour soutenir les patrons de Belfast.

Que les ouvriers méditent cet exemple et sachent à l'occasion en profiter pour faire aboutir leurs revendications.

* * *

Le service de la poste est bien fait, « chacun sait ça ». Cependant il ne se passe pas de semaine que nous ne recevions des réclamations de quelqu'un de nos abonnés ou de nos dépositaires auquel l'envoi qui lui était destiné n'est pas parvenu.

Ces choses-là peuvent se présenter, dira-t-on, et dans toute administration, la meilleure soit-elle, des erreurs peuvent se produire.

Mais ce qui nous semble dépasser les bornes les plus administrativement permises est ce qui vient d'arriver à un de nos dépositaires de Suisse, lequel, sous la bande qui enveloppait son envoi, a trouvé, au lieu des exemplaires qu'il attendait, des prospectus d'un hôtel de Nice et... un patron de jupe!

Ce patron, comme beaucoup d'autres, nous semble superflu.

André Girard.

* * *

Le suffrage universel vient de se distinguer une fois de plus. On se rappelle le scandale causé, il y a quelques mois, par la révocation du sieur Merry, maire de Gien.

L'ami de Portalis avait, par-dessus tout, le souci de la santé de ses administrés; aussi s'adjugeait-il la fourniture des médicaments et denrées pharmaceutiques.

Il faut cependant croire que les bornes avaient été dépassées, car le gouvernement se vit dans la nécessité de le révoquer et de le poursuivre pour malversations, abus de pouvoir, etc., d'où condamnation du susdit maire.

Ces bons électeurs, sanctionnant le fameux « Mais s'il me plaît à moi d'être battue », viennent, comme un seul homme, de le réélire conseiller municipal, avec quelques-uns de ses coreligionnaires, qui vont, eux, le choisir à nouveau pour... administrer les finances de cette bonne ville de Gien.

Nous adressons ici tous nos compliments aux électeurs giennois, qui nous donnent l'occasion de constater une fois de plus la valeur sociale et morale de cette institution chère à J. Guesde et consorts.

P. Delesalle.

La dette communale en France.

L'on a souvent dit que la dette publique en France était d'environ 36 milliards, mais l'on a omis de dire qu'à côté de cette dette d'Etat il y avait aussi une dette communale.

Le chiffre total de celle-ci, qui était de 2.745 millions en 1877, atteint en 1886 3.020 millions, et au 31 mars 1893, 3.297 millions. Avec les emprunts en cours, la dette atteindra quatre milliards à la fin de l'année 1895.

La ville de Paris, à elle seule, compte pour 1.875 millions (1894) et a augmenté sa dette de 72 millions en 3 années. Dans certaines communes, l'augmentation a été de 50 0/0 dans le même laps de temps. L'Algérie, en plus de ce qu'elle coûte à la métropole, est endettée d'environ 47 millions.

Cet état financier des communes en France, que vient de publier le ministre de l'intérieur, nous fait espérer que, du train où vont les choses, la faillite n'est pas loin, et c'est ce qu'a de mieux à espérer le prolétariat.

P. Delesalle.

* * *

Nombre de camarades nous écrivent tous les jours qu'ils seraient désireux de lire tous les livres intéressants qui paraissent, mais que leur situation pécuniaire ne leur permet pas ce luxe. D'autre part, s'adresser aux bibliothèques constituées n'avance à rien, vu que, pour la plupart, elles ne contiennent que les vieux fonds de magasin des Hachette, Hetzel ou Calmann Lévy.

Nos camarades ont raison, mais ce que l'un ne peut pas faire, plusieurs peuvent le réussir. Qu'est-ce qui empêche ceux qui ont à cœur d'étudier, de rechercher dans ceux qu'ils connaissent une douzaine de camarades ayant le même désir qu'eux? A eux, dix ou douze, en versant seulement 0 fr. 25 chacun, ils peuvent, en moyenne, acheter un volume par semaine, quitte à doubler la somme, quand il y a emplette urgente à faire.

A dix ou douze on peut se réunir chez l'un ou l'autre des adhérents, on peut encore économiser ainsi les frais de consommation que l'on ferait chez le marchand de vin et l'utiliser à l'achat de livres.

La bibliothèque ainsi formée peut rester indivise entre tous, ou bien, au gré des participants, quand tout le monde a lu les volumes, être partagée au prorata de la mise de chacun.

Nous émettons *grosso modo* l'idée : ceux qui la mettront en pratique peuvent la modifier au gré des circonstances.

Hollande.

La correspondance parue dans le n° 24 des *Temps Nouveaux* me porte à faire quelques remarques au sujet de l'expression citée de Voltaire, « pays de canaux, canards, canaille », et du jugement que votre correspondant émet sur le mouvement socialiste en général et le mouvement anarchiste en particulier.

L'esprit hollandais, notre histoire et notre situation sociale sont si peu connus à l'étranger, qu'il vaut la peine d'y jeter quelque lumière.

Quelquefois nos historiens ont appelé la Hollande : le pays classique de la liberté! Nous autres, socialistes, nous en rions, et non sans raison. Il y a peu de différence entre la bourgeoisie et le gouvernement hollandais et ceux de tout autre pays. Mais ce serait une erreur de croire que notre histoire et notre esprit autorisent les paroles de Voltaire (j'écris cela sans aucune espèce de chauvinisme; je veux seulement détruire la fausse idée qu'on se fait presque toujours du peuple hollandais).

Le Hollandais n'est pas vif et passionné comme le Français, mais il aime la liberté — pas assez, c'est vrai — mais néanmoins il ne supporterait jamais une discipline comme celle de l'Allemand. On peut dire que, comparé aux citoyens de tous les autres pays — excepté peut-être à ceux de l'Angleterre — le citoyen hollandais jouit de la plus grande liberté.

Son passé est une lutte incessante contre toute sorte d'oppression (la guerre de 30 ans contre l'Espagne, les guerres contre Louis XIV, etc.). Le citoyen a toujours eu beaucoup de liberté. On sait qu'aux seizième et dix-septième siècles, tous les livres défendus à l'étranger étaient imprimés en Hollande.

Chez nous, le système féodal avait été bouleversé longtemps avant la grande Révolution de 1789. Les principes des Droits de l'homme avaient été prononcés en Hollande avant que Montesquieu eût écrit son *Esprit des Lois*. Et pour prouver que les relations entre noblesse et paysan étaient tout autres qu'ailleurs, je veux citer un auteur français, Louis Auberi, qui avait voyagé en Hollande, et qui écrit dans ses Mémoires :

« Il (Frédéric du Palatinat, roi de Bohême) était à la chasse, et, par hasard, il entra, en suivant un lièvre avec des chiens et des chevaux, dans un petit champ attenant à cette maison. On avait nouvellement ensemencé ce champ de *knolles* (qui sont ces gros navets dont on fait les *kachepots* si renommés. Le fermier du lieu, nommé Florus, accourant avec son grand valet à la rencontre du prince, munis tous les deux d'une grande fourche ferrée, s'écria sans le saluer : « Roi de Bohême! Roi de Bohême! pourquoi viens-tu perdre mon champ de *knolles*, que j'ai eu tant de peine à semer? » Le roi se retira tout confus, en s'excusant, et lui expliquant que ses chiens, lancés à la poursuite d'un lièvre, l'avaient mené là malgré lui. »

Et cela se passait en 1625.

En comparaison avec celles des corps de métiers de France et d'Allemagne, les règles de ces corps en Hollande étaient bien plus libérales, etc.

J'irais trop loin en désignant les causes de liberté du Hollandais, mais d'après ce que j'ai dit, on comprendra que la correspondance précédente donne une idée moins juste de notre pays et de ses habitants.

Il en est de même des mouvements socialiste et anarchiste, mal jugés par v. d. Voo. Du mouvement anarchiste il dit :

« Il est plus passif, moins conscient, et n'offre que peu de différence avec les courants les plus avancés et progressistes du socialisme. »

Mais ce qu'il oublie de dire, c'est que ces courants avancés du socialisme en Hollande sont presque anarchistes (sans le nom!).

Le parti ci-devant social-démocrate s'est intitulé, au dernier Congrès, parti socialiste, pour se distinguer d'un autre petit parti parlementaire, le « parti ouvrier hollandais ». Par les articles parus dans la *Société Nouvelle*, on connaît les idées de Domela Nieuwenhuis, rédacteur à *Recht voor Allen* (Droit pour tous), l'organe officiel du parti socialiste. On sait qu'il dit adhérer au communisme libertaire, autrement dit : anarchiste.

Il prétend seulement que notre anarchisme ne peut plus porter ce nom, mais doit s'appeler communisme libertaire!

Et la plupart des socialistes hollandais pensent comme lui; d'ailleurs ils sont presque tous assez avancés.

On comprendra que, dans ces conditions, un organe purement anarchiste ne peut se maintenir qu'à grand'peine, surtout quand un petit groupe de sectaires, comme le dit v. d. Voo, néglige la propagande de nos idées pour perdre son temps en critiques plus ou moins intelligentes à l'adresse de quelques prétendus « chefs ».

Le mouvement socialiste fait de bons progrès, et je crois qu'en peu de pays le révolutionnarisme a pris racine comme en Hollande. F. Drios (1).

Roumanie.

Roustchouk. — En Roumanie, il s'est produit, au sein du parti social-démocrate, le même phénomène que partout ailleurs. Les deux chefs du parti, Const. Mille et Joan Nadejde, après une longue rivalité, nous ont donné le spectacle d'une rupture solennelle. Le parti a un organe quotidien : *Lumea Noua* (le Monde nouveau). Ce fut Joan Nadejde qui fut désigné comme directeur du journal. Froissé dans son amour-propre, C. Mille acheta la propriété d'un journal bourgeois : *Adeverul* (la Vérité). Alors, dans une réunion du comité général, Nadejde demanda l'exclusion de Mille, sous prétexte que celui-ci, au lieu de faire bénéficier son parti de l'argent dont il pouvait disposer, l'a donné à la bourgeoisie en achetant un de ses journaux. D'où une polémique entre les deux organes social-démocrates, échange d'injures, etc., si bien que les journaux bourgeois tournent maintenant en dérision, non pas seulement les socialistes, mais le socialisme lui-même.

Depuis cette rupture, le parti social-démocrate a entrepris une campagne en faveur du suffrage universel. Les républicains, les radicaux, et les démocrates simples, quoique partisans du suffrage universel, n'adhèrent pas à cette campagne parce qu'elle a été entreprise par la social-démocratie. Ils reprochent, en outre, aux social-démocrates d'avoir admis dans leurs rangs des libéraux et des conservateurs réactionnaires, partisans du suffrage universel.

La polémique entre les deux organes socialistes se poursuit et dernièrement Nadejde a été sommé par le journal adverse *Adeverul* de publier le bilan financier du parti, en l'accusant de vol. Cette publication a fait reconnaître des erreurs, des irrégularités et la disparition d'une forte somme.

Ces querelles ont occasionné la dissidence d'un petit groupe d'ouvriers qui ont fondé à Jassy un journal intitulé *Lumina* (la Lumière), d'ailleurs assez mal rédigé.

Il est assez curieux de faire remarquer que C. Mille et J. Nadejde ont été tous les deux, jusqu'en 1881, collectivistes anarchistes. M.

Etats-Unis.

Paterson. — Quoique nous ne soyons qu'une infime minorité, nous ne restons point inactifs. Outre les camarades de langue italienne, qui font paraître la *Questione Sociale*, les camarades C. Gori et Agresti ont fait une très grande agitation parmi leurs compatriotes de New-York et de différents autres centres où se trouvent des Italiens. Vous connaissez le *Firebrand* de l'Oregon, avec son noyau de vaillants agitateurs, qui sèment de bonnes idées sur les bords du Pacifique; voici maintenant un autre organe qui apparaît sur les bords de l'Atlantique : je veux parler du *Rebel*, qui remplace *Solidarity*. Le journal a été lancé par le groupe de Boston qui a déjà fait une bonne propagande chez les Américains de l'Est.

Les rédacteurs en sont les mêmes; l'un d'eux, C. Mowbray, a entrepris à cet égard une tournée au travers des Etats-Unis. Notre ami parlait le 23 septembre à Chicago; dans l'auditoire se trouvaient un grand nombre d'agents en bourgeois, plus une cinquantaine en uniforme, et parmi eux le fameux inspecteur de police Shaack, qui interrompit tout

(1) Nous sommes en retard pour publier cette correspondance, ainsi que beaucoup d'autres; la faute en est au manque de place. Nos correspondants voudront bien nous excuser.

à coup Mowbray, au moment où celui-ci disait qu'un jour le peuple saura vivre et agir sans gouvernement. Grâce à la brusque intervention des policiers, la presse capitaliste a beaucoup parlé des anarchistes et de leurs théories. Ils nous ont fait, somme toute, une excellente propagande. Inutile d'ajouter que ce ne sont pas les interventions de ce genre qui nous empêcheront de propager nos idées, loin de là! Elles ne sont qu'un stimulant.

COMMUNICATIONS

La *Jeunesse Révolutionnaire du XVIIe arrondissement* (Groupe des Egaux) se réunit tous les mercredis, salle Heral, 68, rue Demours (angle de la rue Rennequin), à 9 heures du soir.

***

Le groupe *La Garantie du pain* se réunit tous les mercredis, salle Heral, 68, rue Demours (angle de la rue Rennequin), à 9 heures du soir.

***

On nous demande l'insertion suivante :

Nous apprenons que le camarade Dodot est à l'hôpital Beaujon, salle n° 2.

Nous pensons qu'un peu de visites et de solidarité lui feront plus de bien que tous les souhaits que nous pouvons lui envoyer.

(On visite tous les jeudis et dimanches, de 1 heure à 3 heures.)

***

Les cours de l'Ecole d'anthropologie ont recommencé depuis le 4 novembre. Pour nos camarades que cela intéresse et qui peuvent disposer de temps, voici la liste des cours et des heures.

ECOLE D'ANTHROPOLOGIE

15, rue de l'Ecole-de-Médecine, 15

1895-1896 (20e année)

Lundi, à 4 h., G. de Mortillet : Anthropologie préhistorique.

Lundi, à 5 h., Capitan : Géographie médicale.

Mardi, à 4 h., André Lefèvre : Ethnographie et Linguistique.

Mardi, à 5 h., Georges Hervé : Ethnologie.

Mercredi, à 4 h., J.-V. Laborde : Anthropologie biologique.

Mercredi, à 5 h., P.-G. Mahoudeau : Anthropologie zoologique.

Vendredi, à 4 h., Franz Schrader : Géographie anthropologique.

Vendredi, à 5 h., L. Manouvrier : Anthropologie physiologique.

Samedi, à 4 h., Ch. Letourneau : Sociologie (Histoire des civilisations).

Samedi, à 5 h., A. de Mortillet : Ethnographie comparée.

***

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Vendredi soir, à 8 h. 1/2, salle Baron, 83, boulevard de Grenelle, réunion d'étude. Sujets traités : « Communisme libertaire et communisme égalitaire. »

Dimanche soir, 1er décembre, même salle, soirée familiale : conférence par le camarade Brunet. Sujet : « Socialisme autoritaire et socialisme libertaire. »

Entrée libre et gratuite.

Nota. — Ces conférences ne sont contradictoires que le vendredi seulement.

Le Secrétaire, PENAULLE.

***

Jeunesse socialiste révolutionnaire internationaliste du XVe arrondissement. — Vendredi, 29 novembre, conférence contradictoire par les camarades Gaillart et Brunet, à 8 heures du soir, salle Baron, 83, boulevard de Grenelle.

Entrée gratuite. ALBERT.

***

NANCY. — Un groupe d'éducation vient de se former dans cette ville : il se propose d'organiser dans cette localité une série de conférences. A cet effet, il fait appel aux orateurs de bonne volonté, à quelque groupe qu'ils appartiennent, pour venir apporter parmi eux la parole de vérité.

Pour tous renseignements, correspondre avec le secrétaire du groupe, Charles Jacques, rue Jeanne-d'Arc, 69.

Les adhésions au groupe se font tous les samedis, au café du Marché, place du Marché, de 8 heures à 10 heures du soir.

***

REIMS. — Dimanche, 1er décembre, réunion du groupe à 4 heures après-midi, au local habituel, au sujet de la tournée de Faure et de L. Michel.

***

WEIR CITY (Kansas). — Le groupe *L'Emancipation* se réunit tous les quinze jours.

Tous les ouvriers qui veulent améliorer leur sort sont invités à aller y discuter les questions sociales.

***

Le *Libertaire* (5, rue Eugène-Sue) de cette semaine commence la publication d'une étude d'Elisée Reclus sur son projet de construction d'un globe terrestre à l'échelle d'un cent-millième. Cette étude comprendra deux articles. Le premier sera consacré à la partie théorique et le second à la partie pratique de ce projet.

***

BÉZIERS. — La *Jeunesse libertaire*, groupe d'études sociales, se réunit les premier et troisième dimanches de chaque mois. Les travailleurs soucieux de leurs intérêts sont invités à y assister.

CONFÉRENCES

de Louise Michel et Sébastien Faure

au bénéfice des journaux *Les Temps Nouveaux* et *La Sociale* et de la revue *Sur le Trimard :*

1° Le samedi 30 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle d'Arras, 3, rue d'Arras (près la rue Monge). Sujet traité : *L'esprit révolutionnaire.*

2° Le dimanche 1er décembre, à 2 heures après-midi, salle du Commerce, 94, rue du Faubourg-du-Temple.

Sujet traité : *La peine de mort; Bagnes et prisons; Le cas de Girier-Lorion.*

3° Le lundi 2 *decembre*, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle Chayne, 12, rue d'Allemagne. Sujet traité : *La République et l'Empire.*

Prix d'entrée : 50 centimes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu, traduits en flamand et publiés en brochure : *L'Anarchie*, les articles d'Elisée Reclus que nous avons publiés dans nos premiers numéros. S'adresser : Van Doesclaer, Loostraat, 9, Anvers.

***

Similitudes. Ce livre de notre ami et collaborateur A. Retté vient de paraître à la Bibliothèque artistique de la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Nos lecteurs en ont lu le fragment que nous avons donné dans les numéros 25 et 26.

L'auteur nous en ayant remis 10 exemplaires pour être vendus au profit du journal, nous les tenons à la disposition de nos lecteurs au prix de 2 fr. 75.

***

Sur la guerre — propos d'un jeune homme et de M. François Coppée, notés par Urbain Gohier; une brochure chez Chamuel, 79, faubourg Poissonnière.

M. Urbain Gohier doit être un monarchiste puisqu'il écrit dans le *Soleil*, et ce n'est qu'avec méfiance que nous avons ouvert sa brochure, craignant que son jeune homme ne fût aussi ratapoil que M. Coppée; aussi n'avons-nous pas été peu étonné en lisant un admirable plaidoyer contre la guerre, et un plaidoyer assez virulent, qu'un anarchiste n'aurait peut-être pas signé sans qu'on relevât contre lui le délit d'une foule de provocations.

Il n'y a qu'un passage, sur l'instruction obligatoire « fautrice de déclassés et de révoltés », qui laisse percer les opinions réactionnaires de l'auteur, mais ce dernier s'y appesantit si peu qu'il se trouve noyé dans le reste, et que l'on peut qualifier sa brochure d'anarchiste.

***

Notre ami Pelloutier, en collaboration avec Henri Girard, vient de publier une brochure : *Qu'est-ce que la grève générale?*

Les auteurs y démontrent que la *grève générale* n'a qu'un aboutissement logique : la *Révolution sociale*. C'est aussi notre avis.

Cette brochure est en vente, au prix de 10 centimes, à la *Librairie Socialiste*, 51, rue Saint-Sauveur.

***

Nous avons reçu :

Causes criminelles et mondaines de 1894. — Les procès anarchistes, par A. Bataille; 1 vol., 3 fr. 50, chez Dentu, 3-5, place de Valois.

Les Requins de la Mer Rouge, satire politique en vers, par E. François; 1 brochure, 1 fr., chez Savine, 12, rue des Pyramides.

VINDEX.

AVIS

Nous avons un certain nombre de collections des années 4, 5, 6 et 7 de La Révolte. *A titre de propagande, nous les laissons au prix de 1 fr. 50 l'année à nos lecteurs.*

***

Nous avons bien reçu les numéros du *Révolté* manquant à notre collection. Merci au camarade qui nous les a expédiés. Pouvons-nous lui envoyer quelque volume qui lui fasse plaisir?

Seulement, dans le *numéro 3* de la *troisième année*, il nous manque la feuille supplémentaire formant les pages 5 et 6 : quelqu'un pourrait-il nous la procurer?

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Annecy

Chez Claudius Gruffaz, 22, rue Filaterie.

à Montpellier

Chez Coursier, au bas de la Grande Rue et boulevard de l'Observatoire.

Kiosque de l'Esplanade.

Kiosque de la Place de la Comédie.

Kiosque Plan Cabane.

Au coin de la rue Saint-Guilhem, boulevard Rollin.

Bibliothèque de la Gare.

Place de l'Observatoire, au coin du café des Négociants, — et tous les vendeurs de journaux.

A LIRE

Changement à vue, article de Paul Boso dans le *Petit Marseillais* du 11 novembre 1895.

PETITE CORRESPONDANCE

Pionniers du bien-être immédiat, Genève. — Trop tard votre convocation. Le mardi matin au plus tard.

Les libertaires de Levallois. — Même observation.

L. S., à Bloye. — Brochure expédiée. Ai fait passer à la *Sociale*.

Reçu de Dénéchère 2 fr. 20, produit d'un excédent d'écot à la sortie du Tivoli Vaux-Hall.

J. L., au Havre. — Nous comprenons que cette dépense de 0 fr. 40 pour retourner le volume n'a rien d'agréable pour vous; c'est la faute de l'éditeur et non la nôtre. Comment voulez-vous que nous vous dédommagions? Nous avons 0 fr. 10 de bénéfice pour notre course, et comme ça nous coûte exactement 0 fr. 40 en plus pour vous le retourner, nous sommes de 0 fr. 30 en retour.

Buenos-Ayres. — Reçu la *Prensa*. Merci.

Nemo. — Reçu copie.

D., à Apt. — Egalement.

B. H., à Montluçon. — Ai fait passer votre lettre à Faure.

Un compagnon, Marseille. — Bien reçu le *Petit Marseillais*. L'article est intéressant; je ne crois pas qu'il soit à reproduire. mais l'indiquons dans les articles *à lire*.

Jeanne Peuple. — Reçu la réponse à Henry des Houx. Mais si nous ne sommes pas de son avis à lui, nous ne le sommes pas non plus du vôtre.

R., à Nîmes. — Reçu timbres. — Pas encore reçu ce que vous dites.

Lys. — Lu *Sur l'anarchie*. Pas mal, mais ce n'est pas de notre cadre. Trop phrases, pas assez d'arguments.

Enguerrand. — Reçu manuscrit, le lirons.

Un jeune libertaire, Villefranche. — Volumes expédiés.

N., à Toulouse. — M., à Nonancourt. — V., à Renazé. — H., à St-Nazaire. — B., à Roubaix. — M., à Lille. — V., à Marseille. — S., à Bloye. — L. B., Iseghem. — G., à Gué d'Hossus. — B., à Brest. — F., à St-Etienne. — Mme E., à Lyon. — L. D., à Lausanne. — A., Genève. — M., à Morlanwelz. — V. F., à St-Claude. — C., à Saliès. — G., à Beaucaire. — P., à St-Marcellin. — V., à Sarlat. — M., à Faënza. — M., à Bressey. — T., à Sophia. — F., à New-York. — Groupe *Emancipation*, à Weir-City. — F. V., à Coalgate. — M., à Tours. — G., à Cognac. — M., à Avignon. — G., à Annecy. — M., à Reims. — D., à Angers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 32 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 DÉCEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES POURSUITES EN ALLEMAGNE

En vingt-quatre heures, la plus formidable organisation socialiste qui existât, l'organisation de la démocratie socialiste allemande, a été frappée par le gouvernement à son centre. En vertu d'une loi qui date de 1850, tous les clubs et comités électoraux démocrates-socialistes à Berlin ont été fermés par la police.

Après avoir fait plus de quatre-vingts perquisitions en province, la police de Berlin a fermé, le 29 novembre, onze comités comprenant : six clubs électoraux, le comité de la presse démocrate-socialiste, le comité d'agitation, le comité berlinois du parti, le club des députés du parti et le comité central de la démocratie socialiste. Liebknecht est condamné à un an de prison, et le docteur Fœrster, éditeur d'un journal très honnête et très modeste, *Ethische Kultur*, va subir trois mois de prison, tous deux pour crimes de lèse-majesté.

Le coup porté par le gouvernement est si fort que le parti annonce déjà que l'organisation centrale étant détruite, les députés au Parlement se saisissent de l'administration de toutes les affaires du parti. Ils constituent ainsi la dictature des députés.

Il est vrai que le gouvernement n'a pas procédé aux arrestations en masse comme cela s'est fait en France et en Italie; mais, pour un parti centralisé comme la démocratie allemande, le coup est presque équivalent.

Ce qui frappe surtout dans ces hauts procédés absolument inconstitutionnels du gouvernement, — procédés qui risquent fort d'être désapprouvés même par les juges bourgeois, puisque le droit de fermer des comités électoraux menace les partis bourgeois aussi bien que les travailleurs, — ce qui frappe surtout dans ces procédés, c'est qu'ils tombent comme un coup de massue, sans provocation aucune de la part des démocrates-socialistes: jamais ils n'ont été plus modérés, jamais ils n'avaient aussi bien réussi à endormir les colères du peuple et à prévenir tout acte de révolte individuelle et collective de la part des travailleurs...

C'est probablement pour cela même que le gouvernement, se sentant sûr de ce côté, leur a cherché querelle sur une question de minime importance.

Le triste de l'affaire, c'est que la lutte entre les socialistes et le gouvernement s'est engagée sur une question qui n'a rien à voir avec l'exploitation des masses ouvrières. C'est une question purement politique, presque une querelle personnelle entre l'empereur et les chefs du parti.

Le jeune Guillaume s'attendait-il à une certaine tendresse de la part des chefs, après qu'il leur avait fait quelques mamours à son avènement, et que certains d'entre eux lui avaient répondu par de douces œillades ? A-t-il été froissé de ce que Vollmar, qui a tant de velléités césariennes, ait été battu au dernier congrès du parti ?

Toujours est-il que la lutte s'est engagée en dehors du socialisme. Elle porte sur une question de dignité républicaine. L'empereur a menacé le parti, et les chefs du parti ont répondu vivement au petit ambitieux : sur quoi les condamnations ont plu et la suppression des comités a eu lieu.

C'est comme sous l'Empire, lorsque Napoléon III voulait bien tolérer l'Internationale, à condition qu'elle lui adressât quelques compliments. Et comme Malon, Varlin, Pindy et tous les autres refusèrent net de se faire des suppôts du césarisme, des poursuites retentissantes eurent lieu. Ces poursuites, on le sait, grâce à l'attitude des accusés, tous ouvriers, furent le point de départ du grand mouvement de l'Internationale.

Voyons maintenant si les chefs démocrates-socialistes auront assez gardé de leur socialisme d'antan pour remettre la question sur son vrai terrain et si, méprisant l'appui des bourgeois, ils auront le courage de s'afficher carrément socialistes, en guerre contre l'exploitation capitaliste, comme l'ont fait Varlin et Malon en 1869. Voyons s'ils resteront républicains, ou s'ils sauront enfin reparaître socialistes, fidèles aux enseignements de leurs maîtres, Engels et Marx?

C'est le moment.

VINDEX.

ART ET SOCIÉTÉ

Notre article paru sous ce titre, dans le numéro 30, nous a valu la lettre suivante :

« Ce 25 novembre 1895.

« Camarades,

« Nous cherchons la vérité, n'est-ce pas? Permettez-moi donc de vous exposer les réflexions que me suggère l'article *Art et Société* du dernier numéro des *Temps Nouveaux*. Ainsi que vous, je crois qu'il ne peut y avoir de développement intégral de l'individu artiste que par le communisme libertaire. Nous sommes d'accord sur ce point, mais je trouve que vous êtes dans l'erreur quant à votre conception de la production artistique.

« La distinction que vous établissez entre « l'Art pour l'Art » et l'Art à tendance sociale n'existe pas. Toute production qui est réellement une œuvre d'art est sociale (que l'auteur le veuille ou non), parce que celui qui l'a produite fait partager à ses semblables les émotions plus vives et plus nettes qu'il a ressenties devant les spectacles de la nature.

« Suivant les idées que vous exprimez, vous semblez établir des hiérarchies d'œuvres, hiérarchies basées sur leur utilité directe de propagande. Je ne crois pas que cela soit vrai. Telle œuvre conçue exclusivement en vue de la pure Beauté fera plus pour l'intellectualité humaine que nombre d'autres qui ont la prétention d'enseigner, parce que cette œuvre de pure beauté aura élargi la conception esthétique d'autres individus.

« Je crois aussi que ces idées sont contraires à la théorie de l'autonomie individuelle. En effet, je puis être gêné moralement dans mes conceptions si je puis croire qu'il est mieux de produire dans telle tendance que dans telle autre. Vous admettez bien cette absolue liberté pour l'artiste dans la société future. Alors pourquoi ne pas l'admettre dans tous les temps ? Le vrai est toujours le vrai. Il ne faudrait donc pas peindre de paysages? car je ne vois guère le paysage anarchiste! Du moins je le vois clairement, mais pas pour le choix du sujet. Corot, Monet, Pissarro, etc., en ont fait en l'interprétant de façon nouvelle et démolissant par cela même les conventionnelles esthétiques en honneur.

« Grave, dans son dernier et beau livre, dit que le vrai savant n'est pas celui qui étudie pour acquérir honneurs et argent, mais bien celui qui étudie pour savoir toujours davantage sans autre préoccupation. C'est très juste, mais l'est-ce moins pour l'artiste? Sa constante recherche ne doit-elle pas tendre vers le Beau?

« D'ailleurs, l'homme étant le produit du milieu, ses productions en sont influencées, mais suivant la nature de l'homme, d'une façon plus ou moins tangible. Tel, dont on connaît les opinions réactionnaires, n'en laissera pas moins une œuvre de critique amère contre la société actuelle; tel autre, conservateur, par ses œuvres d'où s'exhale une poésie d'une mélancolie heureuse, vous fait regretter davantage le manque d'harmonie de l'état social actuel.

« Produire pour la masse, dites-vous ? La masse actuelle ayant été maintenue dans une ignorance presque complète, il y a de trop grandes inégalités entre les hommes. Ceux qui ont pu cultiver leurs facultés intellectuelles ne doivent donc pas s'en servir? ou les amoindrir pour se faire comprendre du plus grand nombre? C'est donc de l'abnégation, du dévouement que vous leur demandez. Ne vaut-il pas mieux produire ce qui est vérité pour soi, quitte à n'être compris que de dix individus qui aideront la compréhension d'autres, et ainsi de suite? N'est-ce pas ainsi que s'accomplit le progrès?

« Ce malentendu entre les écrivains révolutionnaires et les artistes dure depuis longtemps, il a donné lieu du côté artiste aux « tour d'ivoire », « aristocratie intellectuelle » et autres fariboles. Est-il permis à un artiste anarchiste d'essayer (oh! bien imparfaitement) de le dissiper? Oui, n'est-ce pas? c'est encore du communisme.

« A vous,

« L. P. »

Le signataire de cette lettre n'a pas bien saisi, croyons-nous, l'idée maîtresse de notre premier article. Cela tient — sans préjudice d'un défaut de clarté de notre part — à ce qu'il a pris comme l'exposé d'idées générales sur l'art un travail conçu à un point de vue très spécial.

En réponse au sculpteur Baffier, nous voulions

établir que l'artiste, aujourd'hui, ne peut pas plus demander l'enthousiasme créateur à la résurrection de formes sociales mortes, que l'indépendance matérielle à la protection d'hommes politiques ou à la vente de ses œuvres, impossible en notre milieu bourgeois.

Aux artisans de l'ornementation, qui surtout étaient en cause, nous voulions faire comprendre que la rénovation de leur art ne serait possible et définitive qu'en une société communiste et libre. Et nous réclamions leur concours pour l'instauration de cette société plus clémente à leurs aptitudes.

Pour les inciter à ne pas méconnaître ce haut devoir, nous faisions remarquer que l'art de plus en plus affecte ce caractère de propagande, qu'il a toujours eu d'ailleurs, à quelque degré, soit par la volonté de l'artiste, soit par le simple reflet en son œuvre, des aspirations contemporaines. Ce n'était pas un ordre, ni l'établissement d'une hiérarchie des productions, basée sur leur valeur enseignante, mais la constatation d'un fait, et d'un fait restreint à la littérature. Nous ne disions pas que l'œuvre à tendance sociale soit supérieure à telle autre, mais que les plus robustes de notre époque s'y sentaient inclinés.

Pourrions-nous méconnaître la haute mission, à la fois morale et sociale, de la Beauté, indépendante de toute lutte pour le mieux, de toute thèse; et l'influence, tout idéale, du Beau sur le Bien?

Moins que personne. Puisque notre grief contre la société présente, c'est qu'elle nous fait indifférents à la Beauté, et notre espoir en la société future que l'artiste et son public, débarrassés ensemble du souci de la lutte pour vivre comme du devoir révolutionnaire, une de ses formes transitoires, pourront s'élever ensemble, pour la première fois peut-être, — sans que leur plaisir soit fait du malheur d'autrui — à la contemplation de la Beauté pure, aux nobles jouissances de l'art.

Nous ne prétendîmes jamais que l'artiste ne devait, tant que durerait l'injustice sociale, essayer de s'élever, et nous avec lui, à la joie du Beau.

Empoignés par le génie, nous ne regardons même pas d'où procède l'inspiration. L'œuvre de Wagner, cette source si pure de joies esthétiques, n'exalte-t-il pas le sentiment religieux que, redevenu propagandiste, nous combattons comme le plus grand obstacle à la libération de l'esprit humain?

Sous peine de ridicule, on ne peut demander à l'artiste que l'affirmation de sa libre personnalité dans l'interprétation de la nature. Cette indépendance et cette révolte contre les dogmes routiniers constituent déjà un précieux exemple.

L'artiste se préparerait, plus qu'il ne le croit, les joies d'une saine et réconfortante solidarité en faisant un effort, sinon pour se mettre à la portée de la foule, du moins pour l'élever jusqu'à lui par l'éducation. C'est à lui que logiquement cette tâche incombe. Méditez l'exemple de ces paysans de Hongrie apprenant d'un jeune écrivain, *devenu leur frère*, à comprendre, à admirer, à jouer les pièces d'Aristophane, de Plaute, de Shakespeare, de Molière (1). Mais il y a, je le sais, des obstacles plus graves à cette communion que l'inaptitude, trop exagérée, des travailleurs à la vie esthétique. Ce sont les soucis matériels, les préoccupations de la lutte quotidienne pour le pain. Aussi ne voulons-nous pas imposer à l'habitué de la vie supérieure un amoindrissement de ses facultés au contact et au service des moins cultivés. « Œuvrer pour la masse » — il nous étonne qu'on ait pu s'y tromper — ce n'est pas le devoir actuel de l'artiste, mais la désignation de son rôle dans la conception nouvelle et vraie de la vie sociale qui de plus en plus hante nos désirs. La société basée sur l'égalité des personnes et des fonctions ne se concevant pas sans, du même coup, l'affranchissement de tous et sans l'accès de tous aux joies de la pensée, on ne voit pas comment il pourrait déplaire à l'artiste de trouver, avec plus de compréhension autour de son œuvre, la possibilité de rendre à ses frères, en plaisir esthétique, tout ce qu'il a reçu d'eux sous tant d'autres formes.

L'attitude de l'artiste en face de la Révolution, cette question déjà tant discutée se résout, il nous semble, en un dilemme simple.

Ceux pour qui l'art n'est que le reflet du milieu, la condensation, sous une forme saisissante, des idées éparses en l'ambiance, doivent bien lui reconnaître une portée sociale, puisque les préoccupations sociales sont la caractéristique de notre modernité. L'artiste est, à ce point de vue, l'homme de son temps élevé à une puissance plus haute, si l'on me permet cette façon algébrique de dire. Donc il est aujourd'hui le porte-parole des aspirations confuses de la masse, comme, dans la société meilleure, il sera le chantre et le peintre des harmonies rêvées.

L'art, pour d'autres, est la réalisation d'une entité, le Beau, qui, toujours pareil à soi-même et restant à soi-même sa propre fin, est supérieur à toute contingence, inaccessible à toute influence. Quand ceux-là ont constaté qu'il n'y a guère de place, en le ramassis de tâcherons, de marchands et de banquiers qu'est la société contemporaine, pour l'art entendu ainsi, ne doivent-ils pas, sous peine d'illogisme, travailler à l'avènement d'une société nouvelle, comme hommes sinon comme artistes? Autrement, plus d'un risquerait de demeurer à lui-même son seul public. Or, dans la genèse de l'œuvre, le passage de la conception à la réalisation n'indique-t-il pas clairement, dans la volonté créatrice, le besoin de voir avec nous d'autres individus communiant à notre rêve objectivé?

Donc, en remerciant notre contradicteur de nous avoir engagé à dissiper les probables obscurités de notre précédent travail, nous lui proposons cette conclusion :

Si la propagande directe d'une idée, sans être mortelle à l'art, comme disent quelques-uns, ne saurait faire partie intégrante de l'œuvre d'art et dépend de la nature du talent comme du genre auquel on s'adonne, dans tous les cas, en dehors de son labeur spécial, comme tout autre et plus que tout autre peut-être, l'artiste doit poursuivre de toute son énergie la transformation de la société présente. Ce sera tout de même, quoique d'une autre façon, œuvrer pour la masse qui, de plus en plus, s'impose le vrai public, le public désirable, le public idéal sinon réel.

CHARLES-ALBERT.

(1) *Szabad Szentz Tornya*. — Antonine de Gérando, *Société Nouvelle*, octobre 1894.

PATRIOTISME ET COSMOPOLITISME

(*Suite*)

II

« Les Juifs — qui ont fourni *leur* Jésus-Christ aux catholiques et aux protestants — sont la négation vivante de la patrie. »

« Quelle est votre patrie? » Ainsi interpellé par un psychologue, un natif espagnol répond : Étant cosmopolite, non seulement je n'ai pas de patrie, mais je les hais toutes et spécialement celle où je suis né. Posée à deux autres Ibériens, la même question obtient les réponses suivantes : Je n'ai d'autre nationalité que l'univers sans frontières, et : Ma patrie est très grande et n'a d'autres frontières que la nature.

A Saint-Etienne, M. Chapoton crie : Le patriotisme est le dernier refuge d'un bandit! Vivent les peuples frères!

A Grenoble, M. Murmain, dans un interrogatoire de cour d'assises, déclare que le drapeau tricolore cache un amoncellement de cadavres.

A Saint-Denis, dans la salle même de la mairie, un conscrit refuse de tirer au sort et s'écrie : A bas la patrie!

Tous ces incidents sont tirés du dernier ouvrage de Hamon.

Rappelons Faberot venant dire à la tribune: La patrie? Un mot. Et comme la Chambre le huait : « Mais, sacrebleu! je l'ai défendue, ma patrie! J'ai eu ma peau trouée pour elle! ajouta le député. Le cosmopolite Saint-Simon n'avait-il pas lui aussi, dans sa jeunesse, combattu pour sa patrie? Léon Bloy n'était-il pas franc-tireur en 1870?

Sur les bords du Rhin, nous avons entendu chanter :

> Amis, vouloir au même endroit
> Rester tous pour passer la vie,
> C'est vain désir et folle envie,
> Le pays serait trop étroit.
> Le bonheur n'est pas dans la gêne :
> Sachons donc, afin d'être mieux,
> Nous exiler sous d'autres cieux
> Et chantons sans regret ni peine :
> Une charrue, un champ,
> Une femme, un enfant,
> Voilà le bien suprême.
> L'homme est heureux avec ces trésors-là,
> N'importe où son pied va;
> La patrie est aux lieux où l'on vit et l'on aime.

C'est ce que pensent nombre de ceux qui, fixés dans un pays étranger, en acquièrent la nationalité moyennant une certaine somme d'argent.

En vue d'obtenir un poste dans une ambassade, un fils abandonne la nationalité de son père. Dans le but de faire bénéficier leurs enfants de privilèges scolaires, des parents se font naturaliser. Afin de pouvoir se faire élire par la bêtise moyenne, ou entrer dans une administration, on voit des étrangers acheter une bourgeoisie.

Pour se soustraire au service militaire, chaque année des milliers d'hommes changent de nationalité.

Combien d'Européens se font musulmans pour épouser plusieurs femmes?

Un Bavarois, le peintre Herkomer, s'était fait naturaliser Anglais; devenu veuf et voulant épouser sa belle-sœur — mariage défendu par la loi anglaise — l'artiste part pour la Bavière et s'y renaturalise. Marié, il revient en Angleterre et se *rerenaturalise* afin d'être reçu membre de l'Académie des Beaux-Arts.

M. Say, l'un des fils de Léon Say, voulait se divorcer (la loi Naquet n'existait pas encore), il se fit naturaliser Suisse. Un avocat d'Interlaken, député bernois, chargé de faire les démarches nécessaires, réclama pour son salaire trente mille francs: un seul plaidoyer de ce mandataire du peuple au sein du Grand Conseil était coté six mille francs!!! dans la note adressée à M. Say.

A la nouvelle que ses ouvrages venaient d'être brûlés par la main du bourreau, J.-J. Rousseau adressa aux magistrats de Genève une lettre dans laquelle il répudie son titre de citoyen et stigmatise leur esprit de haine et d'injustice.

Gaussen, citoyen des Etats-Unis, était de Genève; en quittant le sol natal, il s'était écrié : A Genève, il faut être tyran ou esclave!

Le Danois de Moltke, devenu Prussien, pour obtenir honneurs et richesses, a versé à flots le sang de ses anciens compatriotes.

Cherbuliez, l'auteur de *Paule Méré*, a renoncé à sa nationalité pour se faire Français. Et M. Rod, enfant de Nyon, l'auteur de *Côte à Côte* et de *Palmyre Veulard*, n'en fera-t-il pas autant?

Karl Vogt, de Giessen, et le Russe Wassilieff ont été conséquents avec leurs théories les plus chères lorsqu'ils ont changé de nationalité. Il serait facile de confectionner une longue liste d'hommes connus, qui n'ont pas voulu conserver la nationalité que leur avait conférée le hasard.

MM. Bartholoni et de Candolle n'ont-ils pas renoncé à leur citoyenneté genevoise?

Le loyal adversaire de James Fazy, le savant Alphonse de Candolle, dans son *Histoire des sciences et des savants*, nous donne les enseignements suivants : Pendant les premières années de sa vie, l'enfant n'est ni chrétien, ni mahométan, ni Français, ni Anglais, ni dévoué à un roi, un empereur ou une république. Le patriotisme et le dévouement à un chef sont une amplification de l'instinct qui porte les individus d'une même famille à se croire d'une race supérieure.

De Candolle fait dépendre les sentiments patriotiques et religieux de « l'action renouvelée des mères,

des écoles, des prédications et d'autres influences sociales. Quand ces actions et influences se modifient ou cessent d'agir, les sentiments des générations suivantes changent ou disparaissent : — preuve qu'ils étaient artificiels plutôt que naturels. »

« Les sentiments patriotiques sont tout aussi variables que les sentiments religieux, malgré leur pression pendant plusieurs générations.

« Les caractères acquis (sentiments patriotiques et religieux) résultent souvent d'une sorte d'épidémie ou contagion. Il suffit d'un prédicateur, ou d'un agitateur politique ou religieux, pour déterminer un mouvement d'opinion évidemment factice. Les hommes sont entraînés dans ce cas par imitation et par un effet sur le système nerveux. »

De Candolle a voulu savoir si le patriotisme est héréditaire et il conclut : « Nos recherches minutieuses n'en ont pas fourni la preuve. La plus grande probabilité est que ces caractères s'appuient sur des bases faibles, comme la sociabilité pour le patriotisme, la crainte et la curiosité pour la religion. »

A propos des exploiteurs du patriotisme, de Candolle signale que : « dans un système républicain, c'est le triomphe des ambitieux, des intrigants, qui parviennent à gouverner parce qu'ils profitent d'usages despotiques.

« Chacun a le sentiment que, s'il a encore le droit de voter, il ne peut pas plus influer sur la marche des affaires dans son pays que sur celles du vent ou de la marée. »

« De nombreux Genevois ont émigré dans ce siècle, beaucoup sans esprit de retour. Et cette émigration de nos meilleurs jeunes gens (contraints de faire place à l'élément étranger dont on ne redoute pas l'opposition politique) continue, pour ne pas dire qu'elle augmente. »

Ne nous en étonnons pas, Sismondi a écrit : « Je crois qu'on peut affirmer que de tous les lieux de la terre, Genève est celui où l'on a le moins d'indulgence, et où l'on encourage le moins le talent; à moins qu'on ne se passionne, et quelquefois mal à propos, pour un étranger ou un passant à l'élocution facile, mais pour ses compatriotes on est glacé. »

Le *Genevois* appuie ses réflexions des chiffres suivants : En 1888, le nombre des électeurs genevois était de 12.594. En 1895, le nombre est tombé à 12.551. Et pourtant, pendant ces sept années, Genève a reçu plus d'un millier de nouveaux citoyens. Certes, il est dur de penser que des patrons et des ouvriers de Genève ont installé à Buenos-Ayres une industrie florissante, celle des boîtes à musique, et que c'est notre industrie nationale qui émigre à l'étranger, avec nos meilleures forces, faute de trouver chez nous des moyens d'existence.

Rapprochons cet aveu des paroles de Saint-Just à la Convention : Un peuple qui n'est pas heureux n'a pas de patrie.

Seul, un tribun révolutionnaire, croira-t-on, est capable de prononcer pareille phrase ? Eh bien, non! La Bruyère était aussi affirmatif et le procureur d'Aguesseau tenait, en 1715, un langage peu différent : Combien y a-t-il de citoyens qui vivent et meurent sans savoir s'il y a une patrie ! Quel étrange spectacle... un grand royaume et point de patrie; un peuple nombreux et presque plus de citoyens !...

Quelques années plus tard, Diderot ténorisait ainsi sa pensée : « Il n'y a plus de patrie : je ne vois d'un pôle à l'autre que des tyrans et des esclaves. »

Des paroles à peu près semblables sont de Voltaire.

En 1887, le départ d'ouvriers horlogers suisses demandés en Allemagne provoqua de la part des patrons une protestation dans laquelle ils reprochèrent aux émigrants leur manque de patriotisme. Voici la réponse qui leur fut faite : « S'il y a peut-être absence de sens moral chez quelques-uns de ceux qui voudraient empêcher les ouvriers de la fabrique d'améliorer leur sort, on ne peut certes reprocher à ces patrons l'absence de préoccupations concernant leurs intérêts personnels. Peut-on, oui ou non, en s'inspirant du patriotisme, demander à un ouvrier soumis à de longs chômages forcés et gagnant, lorsqu'il travaille, à peine de quoi vivre, de rester quand même dans un pays où son existence devient de plus en plus précaire ? »

Nous lisons dans Karl Marx : Dans son intérêt, la classe capitaliste employait la contrainte légale pour faire valoir son droit de propriété sur le travailleur libre. C'est ainsi que, jusqu'en 1815, il était défendu, sous de fortes peines, à un ouvrier de la machine d'émigrer d'Angleterre.

A la fin du XVIII[e] siècle, 15.000 paysans expulsés du comté de Sutherland furent forcés, grâce à la loi d'émigration, d'aller peupler les fabriques de Glasgow et d'autres villes manufacturières d'Ecosse.

Dans la partie du Jura qui traverse le département de l'Ain, notamment du col de la Faucille au sommet du Crêt d'Oz, les bergers du pays ont disparu, les propriétaires des pâturages les ont remplacés par des pâtres italiens venus des environs de Bergame; la plupart d'entre eux ne parlent pas français. Aujourd'hui, sur ces montagnes de la vieille France, on se croit dans quelque coin des Abruzzes.

Est-ce que de Potter et Cœurderoy ont tort?

Les gouvernants, de notre siècle, ne prisent guère la tactique de Charles I[er] empêchant Cromwell de quitter les bords de la Tamise. C'est par fournées, remémorant celle de la comtesse de Sutherland, qu'on procède à l'émigration forcée. Les Bonaparte et les Thiers font école : Cayenne et Nouméa.

Novicow envisage que les populations doivent être libres de se retirer de l'Etat qui administre mal. Avec autant de raison, on peut considérer que les ouvriers ont le droit d'abandonner un pays impuissant à leur assurer le vivre et le couvert en échange de leur travail.

« Voulons-nous que les peuples soient vertueux? — c'est-à-dire ne végètent pas dans la misère, — commençons donc par leur faire aimer la patrie : mais comment l'aimeront-ils, si la patrie n'est rien de plus pour eux que pour les étrangers, et qu'elle ne leur accorde que ce qu'elle ne peut refuser à personne?

« Citoyens soumis aux devoirs de l'état civil, sans jouir des droits de l'état de nature, et sans pouvoir employer leurs forces pour se défendre, ils seraient par conséquent dans la pire condition où se puissent trouver des hommes libres, et le mot de patrie ne pourrait avoir pour eux qu'un sens odieux ou ridicule. »

Impossible de ne pas partager le jugement de Rousseau : Liberté politique, égalité politique; mots creux, mots vides de sens pour un homme dénué des ressources indispensables à l'entretien normal de sa famille et de sa personne.

« Périsse la patrie, si nous n'avons pas la liberté! » Beaucoup de nos contemporains sont de cet avis, mais pour eux le mot liberté revêt un sens économique qu'il ne revêtait pas encore à l'époque où Blanchenet, le conseiller d'Etat vaudois, faisait entendre ces paroles.

Certains individus blâment avec affectation ceux de leurs ex-concitoyens qui ont troqué leur citoyenneté contre une autre. — Cela ne les regarde pas, la liberté de chacun finit où celle d'autrui commence. Néanmoins ces censeurs trouvent fort bien qu'un Cosaque ou qu'un Chinois établi dans leur contrée — quand il a une brillante position — devienne leur concitoyen. Dame!... vous comprenez...

Survient-il dans leur cité un heimatlose dont l'administration centrale voudrait régulariser l'état civil? Il faut voir comment ces mêmes individus se démènent pour éviter que le pauvre hère devienne leur concitoyen, et comment, en pareille occurrence, ils savent déployer mille ressources aussi hardies que honteuses, afin d'évincer le sans le sou.

Si, au lieu de citoyenneté conférant les droits politiques, il s'agit du droit de bourgeoisie dans une commune possédant de riches biens communaux, alors c'est une autre question. Fussiez-vous Urbain Olivier en personne, c'est-à-dire : bon propriétaire et entouré d'une grande notoriété locale, jamais vous n'obtiendrez le droit de bourgeoisie, parce que ce droit de bourgeoisie signifie : droit au partage des revenus communaux.

Un Suisse ne peut habiter indifféremment dans n'importe quelle localité suisse. Un Zurichois arrivant à Genève est obligé de se pourvoir d'un *permis*, qu'il doit renouveler et payer pendant toute la durée de son séjour.

La nationalité se refuse aux candidats à cause de leurs croyances religieuses; à Genève, par exemple, au boucher de la Madeloine. Par contre, la nationalité s'octroie — et à la quasi-unanimité — à un mouchard moscovite, à un homicide, à n'importe qui pourvu qu'il paye et soit nanti de recommandations goûtées par la coterie dominante.

Le patriotisme n'en est plus réduit, comme au temps de Pascal, à une seule manifestation. Tuer autrui, parce qu'autrui demeure de l'autre côté de l'eau, fait toujours partie de tout programme patriotique bon teint, mais de nos jours le cadre du programme s'est élargi, et les patriotes ont cent manières de prouver leur dévouement à la patrie.

M. Thiers, pour avoir contracté l'emprunt des milliards, fut coté patriote sublime, et la bourgeoisie française (c'est-à-dire les porteurs de titres de rentes par patriotisme) profita de l'opération financière.

Remplir une fonction gouvernementale ou du moins en toucher régulièrement le traitement pendant des années, c'est, selon le langage du politicien, être patriote. Un gratte-papier, un juge, un rond-de-cuir, un douanier, remplit une tâche patriotique.

Souffler dans une trompette avec succès, surtout si la fanfare résonne dans un concours hors frontières, constitue — voire pour des personnages officiels — un acte de haut patriotisme.

Bien que son travail « patriotique » se réduisît à zéro, un consul suisse, pour une affaire d'héritage, a demandé, en janvier 1886, cinquante-cinq mille francs d'honoraires.

Le *Monde* a observé que le patriotisme sert d'enseigne aux divertissements les plus grossiers, que certaines fêtes patriotiques ne doivent leur prestige qu'aux scandaleuses ripailles qu'elles provoquent.

Dans l'opinion d'un doyen de la presse, le patriotisme se convertit en patriolâtrie. Certes, on souscrit volontiers à ce jugement, quand on voit tant de gens se servir du patriotisme comme d'un tremplin, pour arriver, n'importe comment, à la possession du pouvoir et des places, et tant de gogos hisser au pouvoir les politicastres auxquels ils tirent les marrons du feu. Les uns et les autres sont des patriolâtres.

A ceux qui ont toujours plein la bouche du mot « patrie », demandons pourquoi ils ont toujours attiré, favorisé et retenu dans leur pays des étrangers qui manquaient cependant de patriotisme?

Le patriotisme! les classes dirigeantes en font grand cas, mais pour se soustraire aux obligations qu'elles dictent en son nom, lorsque ces obligations ne sont pas pour elles une source de profits.

Rappelons le passé aux descendants suisses des mercenaires anoblis : les Suisses ont servi les rois de France, le pape, le roi Bomba et d'autres sires, et c'est par légions qu'ils auraient accouru servir le Grand Turc et l'empereur de Chine, si ces derniers avaient eu la fantaisie de se payer les services de ces garnisaires.

Les contingents genevois ont grossi l'armée de Charles le Téméraire pour combattre les Confédérés. A la bataille de Saint-Jacques, toute la noblesse suisse sabrait côte à côte avec les Armagnacs.

A Frauenfeld et sous les murs de Zurich, commandés par Masséna et Lecourbe, les Vaudois versèrent leur sang pour les envahisseurs de leur patrie; et, actuellement, de gros porte-galons rappellent de pareils faits sans la moindre vergogne.

Dans la journée de Marignan, le patriotisme a reçu un sanglant démenti.

La révolution neuchâteloise a augmenté le nombre des mercenaires à la cour de Prusse. Même dans les salons de Neuchâtel, les portraits des Hohenzollern sont... à la place d'honneur.

Le commandant Guerre qui, au profit de la France, s'empara de Genève en 1798, était un Genevois.

Le premier uhlan qui entra à Paris en 1871 était un fils de Genevois.

Le capitaliste Mercier, pour se soustraire à l'impôt, quitta Lausanne en 1888 et se fixa en France.

En 1870, alors que des cohortes de paysans savoyards traversaient Genève pour se rendre à la boucherie, les somptueux hôtels de cette ville regorgeaient de jeunes hommes valides, tous appartenant à la haute bourgeoisie française.

(*A suivre*.) PHIL. JAMIN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Alexandre Dumas est mort et enterré. L'art dramatique a fait une perte, la société point. Bien que doué d'un esprit éminemment bourgeois, Alexandre Dumas a combattu certains préjugés sociaux, tels, notamment, que la réprobation qui suit presque partout l'enfant naturel. Etant lui-même enfant naturel, il en souffrit et s'éleva contre cette souffrance. On lui reproche d'avoir surtout écrit des pièces à thèse, et Louis de Gramont, dernièrement, dans l'*Eclair*, ajoutait à ce propos que les pièces à thèse sont d'ordre inférieur, car elles sont surtout des pièces de circonstance et deviennent sans objet quand l'idée qu'elles préconisent est enfin admise dans la pratique.

En réalité, la valeur et la durée d'une pièce ainsi conçue dépend moins de ce qu'elle soutient une thèse que de l'importance et de la portée philo-

sophique et humaine de la thèse soutenue. Celles pour lesquelles Alexandre Dumas rompit des lances furent de second ordre, comme d'ailleurs son esprit. Niera-t-on la haute portée morale des œuvres d'Ibsen, par exemple, qui cependant sont des pièces à thèse? Seulement, la grandeur dont elles sont empreintes est due au génie de leur auteur. Ce ne fut pas le cas pour Alexandre Dumas.

De l'homme, nous ne dirons qu'un mot. Nous croyons que la disparition d'un homme qui fut assez vil pour prodiguer, en pleine persécution, des injures à l'adresse des vaincus, et pour outrager des femmes enchaînées et livrées au bourreau, ne peut être considérée comme un deuil pour l'humanité.

⁂

Suicides. — Dernièrement un huissier, accompagné d'un commissaire de police, procédait à l'expulsion d'un locataire qui n'avait pas payé son loyer. Après avoir, en pleurant, réclamé sans succès un délai pour s'acquitter de sa dette, le locataire a tiré un revolver de sa poche et s'en est déchargé plusieurs coups dans la poitrine.

Shylock doit être content.

— Deux gardiens de la paix trouvaient l'autre matin, couché sous le péristyle du palais des Beaux-Arts, au Champ de Mars, un individu âgé d'une vingtaine d'années et paraissant en état de vagabondage.

A la vue des gardiens de la paix, l'individu prit la fuite, mais, se voyant poursuivi, il se tira un coup de revolver au cœur et se tua sur le coup.

⁂

Saint Chamond. — Un fait qui donne la mesure de la moralisation engendrée par le système capitaliste s'est produit dernièrement dans cette ville.

Dans un atelier d'ouvrières en lacets, une jeune fille de quinze ans, depuis longtemps en butte aux sarcasmes de ses camarades, parce qu'elle ne prenait aucune part aux récréations indécentes fort en usage dans cet atelier, fut saisie par plusieurs d'entre elles, couchée sur une table et, après avoir subi « l'opération en honneur chez les femmes turques », dit la presse locale, elle fut littéralement violée par l'une d'elles, qui pour cela s'était armée d'un fuseau!

Toute cette scène avait causé quelque tapage, et le lendemain, après enquête de la contremaîtresse, la victime fut congédiée pour le vacarme dont elle avait été l'auteur, bien involontairement.

Voilà où mène l'abrutissement intellectuel et moral dans lequel sont maintenus les prolétaires par le régime bourgeois.

Monaco.

Monte-Carlo. — Ici, tout porte à la réflexion, la mer, les sites montagneux, l'absence de distractions, la « cagoterie » des naturels du pays, la bestialité des argousins et surtout la désinvolture avec laquelle nos seigneurs et maîtres jettent sur le tapis vert l'existence d'un nombre incalculable de malheureux.

Quel livre il y aurait à écrire! De tous les pays que j'ai eu l'occasion de visiter, c'est sans contredit celui qui m'a le plus frappé. Les salles de jeu de Cabourg ne sont rien à côté de celles d'ici et les plus beaux jardins de Paris ne peuvent soutenir la comparaison avec ceux du casino de Monte-Carlo; la beauté naturelle s'allie à la beauté artificielle; chaque jour de nouvelles pousses, de nouveaux dessins imaginés par les jardiniers d'ici qui sont de véritables artistes.

Hors de là, plus la moindre distraction; le moindre forain qui se hasarde à planter sa tente dans la principauté est expulsé séance tenante; pas de théâtre, pas de concerts; dans la rue, défense de chanter; gare même à celui qui a le verbe haut, la bêtise des agents leur fait croire à une altercation, d'où arrestation, amende et la plupart du temps expulsion immédiate. Les agents en uniforme pullulent; si l'on en croit les habitants, les agents en civil sont encore plus nombreux.

La population est composée en grande partie d'Italiens, travaillant tout l'été par une chaleur accablante et pour un salaire dérisoire; l'hiver, il n'y a rien à faire. Cette saison est réservée aux repus et aux rastaquouères dont il ne faut à aucun prix troubler la digestion, ne serait-ce que par la vue d'un va-nu-pieds. En effet, il est des endroits et notamment dans les jardins publics où l'on ne peut pénétrer en habits d'ouvrier.

Encore un bienfait de ce bienheureux pays : il est permis de travailler le dimanche jusqu'à 11 heures du matin, à la condition d'en faire la demande au gouverneur le vendredi au plus tard. Cette condition ne s'applique qu'à l'été; car en hiver il n'est accordé aucune permission de cette nature. Celui qui, le dimanche, n'a pas de quoi manger, a le droit d'aller pêcher à la ligne pour tromper sa faim.

X.

COMMUNICATIONS

On nous demande l'insertion suivante :

« Le Comité général de la Bourse du travail de Nantes, après avoir entendu le rapport de la commission d'enquête, convaincu de la trahison du nommé Mathurin Le Tessier, délégué de la Chambre syndicale des ouvriers du port, vote à l'unanimité, moins deux voix, l'exclusion de ce lâche qui, pour 600 francs par an qu'il touchait de la police, vendait les travailleurs nantais ;

« Décide que le présent ordre du jour sera affiché dans la grande salle de la Bourse du travail de Nantes et communiqué à toutes les Bourses du travail de France. »

De la lettre qui accompagnait cet ordre du jour, nous extrayons le passage suivant :

Des camarades de la Bourse du travail voudraient voir dans les *Temps Nouveaux* l'ordre du jour voté au sujet de Le Tessier, de façon à garder les camarades qui pourraient rentrer en rapports avec lui. Il est parti de Nantes vendredi ou samedi. C'est d'ailleurs un pauvre malheureux que la misère a jeté dans cette méprisable profession de mouchard. Il était avec les siens dans une misère atroce, malgré les 600 francs de la préfecture. A la séance d'exclusion, il a pleuré et est parti sans essayer de justification.

⁂

Le camarade Delesalle, désirant continuer son étude sur « le Chômage » et « les Conditions du travail en France », prie les camarades de bien vouloir lui envoyer les renseignements sur leur corporation respective; principalement en ce qui concerne les progrès du machinisme, le chômage, le gain, etc., etc.

⁂

Amiens. — Les camarades s'intéressant à la question sociale sont invités à venir la discuter tous les dimanches, chez Edmond, rue Basse-des-Tanneurs.

⁂

Les lecteurs de l'*Ami des Ouvriers* et les divers journaux faisant l'échange sont avertis que sa nouvelle adresse est : Box 329, Charleroi, Washington Co., Pa. (U. S.). Conséquemment, ne plus rien adresser à Hastings.

A partir du 1er janvier, l'*Ami des Ouvriers* paraîtra tous les quinze jours, au lieu de tous les mois. Le prix d'abonnement restera le même.

(Les journaux anarchistes sont priés de reproduire.)

Tout à vous et à la cause.

Louis Goaziou,
Box 329, Charleroi, Washington Co., Pa. (États-Unis).

⁂

Jeunesse révolutionnaire du XVe arrondissement. — Vendredi 6 décembre, à 8 heures 1/2, salle Baron, 83, boulevard de Grenelle, réunion d'étude; lecture de la pièce d'Ibsen : « Un ennemi du peuple. »

Dimanche, à 8 h. 1/2, même salle, soirée familiale et conférence par le camarade Brunet. Sujet : « Communisme et individualisme. »

Entrée libre et gratuite.

Nota. — Ces conférences ne sont contradictoires que le vendredi.

⁂

Groupe d'études sociales *Les Libertaires.* — Jeudi 12 décembre 1895, à 8 h. 1/2 du soir, réunion publique contradictoire, salle Mezerette, 86, rue Granel.

Sujet traité : « Les iniquités sociales. »

Entrée gratuite.

⁂

Cette semaine, voici quelles sont les conférences faites par Louise Michel et Sébastien Faure :

1° Le samedi 7 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Genti, place du Trône.

Sujet : *Agiotage et pots-de-vin.*

2° Le lundi 9 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Rocher Suisse, à Montmartre.

Sujet : *Le péril religieux.*

3° Le mercredi 11 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Centenaire, 48, rue des Entrepreneurs, à Grenelle.

Sujet : *Le Salariat. — Les Grèves.*

⁂

C. A. B. V.

Grafton Rooms, 55, Grafton street, Fitzroy square, à 8 h. 1/2 du soir, conférence donnée par P. Kropotkine, au profit du journal de propagande *les Temps Nouveaux*.

Sujet : « Le rôle historique de l'État. »

Tickets, 6*d*. On doit se procurer des tickets d'avance : 30, Goodge street, Tottenham Court Road, W.

⁂

Angers-Trelazé. — Les camarades désireux de collaborer à l'organisation d'une conférence à Angers sont priés de le faire savoir au vendeur. Une lettre d'invitation leur sera distribuée, donnant le lieu de rendez-vous, l'objet et la date de ladite conférence.

⁂

Conférences de Victor Barrucand sur *le Pain et la Liberté* :

Troyes, le 8 décembre, à 2 heures, au Cirque;

Nancy, le 11 décembre;

Saint-Étienne, le 14 et le 17 décembre, salle du Prado, à 8 h. 1/2 ;

Roanne, le 21 et le 22 décembre, salle de Venise, à 8 heures du soir;

Lyon, le 28 et le 29 décembre.

⁂

Penhoet. — Soirée à la *Buvette lyonnaise*, dimanche 8 décembre, à 6 heures du soir.

AVIS

Nous envoyons, cette semaine, le relevé de compte à nos dépositaires. Nous les prions d'en tenir compte dans le plus bref délai, ayant un besoin urgent de rentrer dans nos fonds.

⁂

Les camarades auxquels nous avons prêté *Casques et Sabres* de Châteauvieux, *Biribi* de Darien et *En Auvergne* de J. Ajalbert, sont priés de nous les rapporter : nous en avons besoin.

PETITE CORRESPONDANCE

E. H., à Penhoët. — Il y a maintenant un camarade qui fait le vendeur à Angers.

G., à Langon. — L'abonnement au *Libertaire*, 5, rue Eugène Sue, est de 1 fr. 50 pour trois mois.

P. G., à Limoges. — Vous envoie le numéro 25 qui avait été expédié. Quant à l'article, je croyais vous avoir répondu. Ne rentre pas dans notre cadre.

G. E. — Lu *En prison*. Sans intérêt pour nos lecteurs.

P. A., à Valréas. — Reçu abonn. — Fais passer 6 fr. 65 au *Libertaire*.

P., à Brieulles. — L'*Almanach du Père Peinard* se vend à la *Sociale*, 15, rue Lavieuville.

R. L. — Lu *Sans Patrie*. Nous sommes à peu près de votre avis, mais ce sont des discussions où nous n'avons pas à intervenir.

J. L., à Genève. — Toujours la même chose; convocation arrivée trop tard : le mardi matin, dernière heure.

A., à Caudebec. — Reçu 3 fr. pour le journal et abonnement.

C. W., à Ashwell. — Reçu abonnement et 4 fr. 25 pour le journal.

Haulstoul, à Bruxelles. — Charles-Albert vous a renvoyé la brochure corrigée.

W. — Reçu papier. Merci.

E. P., à Saint-Claude. — De journaux anarchistes italiens, il y a : *La Questione Sociale*, 183, Bleecker street, New-York, et *La Questione Sociale*, calle Corrientes, 2039, Buenos-Ayres, République Argentine.

G., à Coalgate. — Avons touché le mandat de 19 fr. 25 dont nous n'avions pas reçu l'avis.

Nous avons reçu par Pouget la somme de 23 fr. 35, le tiers des bénéfices de la réunion tenue le 1er décembre à la salle du Commerce.

A. S., à Tunis. — H., à Penhoët. — D., à Amiens. — A. P., rue P. — M., à Bourg-de-Péage. — D., à Bruxelles. — B., à Bourges. — G., à Sotteville. — P., à Sainte-Savine. — M., à Troyes. — P., au Mans. — A. D., à Mistic Appanoose. — V., à La Haye. — D., à St-Chamond. — N., à Rio-de-Janeiro. — C., à Dijon. — Riska. — P. G., à Valence. — L. F., à Camerino. — H. E., à Gap. — V., à Montfort. — L., à Calais. — Jean Misère. — G., à St-Denis. — N. L., à Montauban. — L., à Jemmapes. — S. D., à St-Étienne. — P., au Buisson. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIERE ANNÉE. N° 33 DIX CENTIMES DU 14 AU 20 DÉCEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

EXTRAITS D'UN CARNET

Le 23, Debbs est sorti de prison. Les amis disent qu'il s'est bien conservé et n'a pas rabattu de son ardeur.

Les bourgeois l'avaient emprisonné à Chicago, pour sa grandiose agitation parmi les sans-travail et pour sa marche avec l'armée des sans-travail sur Washington — ce nid de guêpes des législateurs.

C'était un mouvement grandiose que cette marche des sans-travail! Tandis que tous les mouvements ouvriers s'appuient sur l'aristocratie du travail, lui avait pris en main la cause des parias — des *tramps*, de ceux qui n'ont appris aucun métier, ou qui aiment encore assez la liberté pour préférer une croûte de pain et l'abri sous la haie au harnais de l'usine capitaliste. Celui-là a agi en vrai révolutionnaire : à la révolution, il a cherché appui chez ceux qui en sentent le plus le besoin et qui, lors des grandes grèves de Pittsburg et autres, ont toujours rompu les rangs et marché carrément contre l'ordre bourgeois ; ceux qui brisent les bastilles, laissant aux autres le soin d'en empêcher la reconstruction.

A propos de Debbs, il est bon de rappeler un fait. Ces choses s'oublient malheureusement. Lors de la dernière grande grève des chemins de fer, des bourgeois de Chicago — oui ! des bourgeois, touchés par l'anarchie de nos martyrs — étaient venus trouver Debbs et Sovereign, le meneur de la grève, en leur proposant ceci : Faites appel à tous les hommes d'action, retironsnous tous dans un Etat de l'Ouest, par exemple l'Orénoque, où le gouvernement est plus ou moins Bellamiste. Là, proclamons la nationalisation de la terre, des usines. Armons-nous; et quand la Fédération enverra contre nous ses troupes, combattons, comme la Commune de Paris.

Bonne idée! Quel dommage qu'on n'ait pas essayé de la mettre à exécution... Il est vrai que la plupart des socialistes sont tellement imbus de leur idéal étatiste — de ce spectre de révolution réduite à des évolutions de troupes aux grandes manœuvres — que le plan risquait fort de ne pas trouver d'adhérents.

C'est vrai. Mais quel dommage tout de même! Comment démolir cet idéal sans montrer la possibilité d'un autre mode d'action?

⁂

Le *Reynolds Newspaper*, le journal républicain de Londres qui a toujours été bien plus socialiste que tant de socialistes attitrés, annonce une campagne à la Debbs.

Deux des amis de la rédaction, Charles Cooper et Charles Williams, ont pris, chacun, une sacoche et un bâton, et ils se sont mis en route, à pied. Nous parcourrons, disent-ils, tout le pays en long et en large ; et nous mettrons le courage aux cœurs des sans-travail. Bonne besogne, et bons trimardeurs.

⁂

Samedi passé, un grand meeting a été tenu à Londres pour protester contre les résolutions prises par les deux derniers congrès des trade-unions anglaises, par lesquelles ces congrès demandaient au gouvernement une loi contre l'immigration des étrangers en Angleterre. Les unions ouvrières juives de Londres avaient organisé ce meeting, auquel trois à quatre mille hommes étaient venus, remplissant comble l'immense Assembly Hall de Whitechapel. Trade-unionistes anglais, social-démocrates et anarchistes y ont pris la parole, et se sont tous trouvés d'accord pour condamner violemment la résolution et pour affirmer la solidarité ouvrière dans l'univers entier, ainsi que la haine, la guerre contre les exploiteurs du monde entier, sans distinction de race et de nationalité. Quel dommage que les antisémites français n'aient pas assisté à ce meeting. On leur en aurait dit de belles!

Deux choses ont été prouvées dans ce meeting. Que les juifs, misérables, pauvres, exploités, qui arrivent à Londres, sont encore ceux qui prennent la part la plus active dans les trade-unions. Sur dix mille hommes qui travaillent comme tailleurs à Londres, plus de trois mille sont syndiqués. Dans les grèves de tailleurs, ce sont eux qui sont les premiers à se révolter contre l'exploitation. Dans les grèves des autres métiers, ce sont encore eux qui envoient, proportionnellement, les plus forts secours. Dans les groupes socialistes et anarchistes, ce sont eux encore qui donnent les plus forts contingents.

Et puis, il a été prouvé que la résolution des congrès trade-unionistes a été l'œuvre de *trois* meneurs anglais, *aux gages du parti conservateur*, qui ont fait voter cette résolution, sans discussion, à la dernière heure, le pied levé pour le départ. Le « très sérieux » des congrès trade-unionistes, le « très sérieux » des délégations, on le voit, n'empêche en rien la bêtise des résolutions; et, plus tard, les ennemis de l'ouvrier s'en servent contre l'ouvrier lui-même.

⁂

En Angleterre, comme partout, la réaction cléricale sévit. L'union des propriétaires fonciers, de l'Église, des banquiers et des brasseurs, soutenus aux élections par le parti ouvrier indépendant, fait son chemin. Il ne s'agit de rien moins que de livrer toutes les écoles au clergé, et de payer encore les noirs pour cette conquête. Et, quand on gratte l'agitation antisémitique, dirigée en Angleterre bien ouvertement contre les travailleurs israélites (la loi serait faite contre les miséreux israélites, tandis que les riches banquiers seraient reçus les bras ouverts), quand on gratte cette agitation, ce sont toujours les chers conservateurs et le clergé catholique et protestant que l'on retrouve au fond.

Ah! ils savent bien, les coquins, que quand ils ont réussi à pousser une partie des travailleurs contre les autres, une nation contre une autre, c'est alors qu'ils font leurs affaires! Partout, toujours les mêmes! Les travailleurs français feraient bien de se garer, eux aussi, contre leurs antisémites. Ils y découvriraient bientôt la bonne main de Rome.

VINDEX.

PATRIOTISME ET COSMOPOLITISME

(*Suite et fin*)

III

« Le clergé est-il patriote? Le pape et l'autorité, voilà le fond de son patriotisme. — En 1313, l'ordre des Franciscains n'admettait ni la loi ni la propriété, ni par conséquent la patrie. »

Les fonctionnaires et les gens en place sont-ils patriotes? Voici ce que l'historien Lanfrey a publié : Au milieu de l'unanimité extraordinaire de ce soulèvement (de l'Espagne contre l'armée de Napoléon), deux catégories d'hommes seulement se montrèrent disposées, non pas à ratifier ce qui s'était fait, mais à transiger avec un état de choses qu'elles considéraient comme inévitables; ce sont celles que, dans tous les temps et dans tous les pays, on a vues se plier le plus docilement aux circonstances : les fonctionnaires et les gens de cour.

Le clergé espagnol, raconte Lanfrey, se montra d'abord hostile au soulèvement, mais il y fut entraîné, malgré lui, par la puissance du mouvement.

L'internationalisme, qu'on nous représente, en des discours déclamatoires, comme le développement d'une doctrine perverse, une aberration d'esprits faux, est uniquement le résultat de faits économiques. Qui réfutera Drumont? Déjà Béranger avait mis dans la bouche de son *Vieux Vagabond* cette plainte significative : Le pauvre a-t-il une patrie? Que me font, à moi, vos vins et vos blés! Tous ces orateurs assemblés, etc.

Léon Bloy se demande : Quel est donc l'ennemi public? Est-ce la France, l'Angleterre, ou bien la faim, le froid et le dénuement?

« Ce qui fait le plus de bruit dans le monde, ce sont les révolutions des empires, les changements de gouvernements, qui passent d'une nation à une autre, l'empire des Assyriens devenu l'empire des Mèdes; de là celui des Babyloniens, enfin celui des Perses, etc., etc. — Mais, en bonne foi, qu'est-ce que cela veut dire? — Qu'un tel homme, qu'un tel pays a cessé d'y commander, et qu'un homme d'un autre pays y est devenu le maître. Mais qu'est-ce que cela fait à tous les peuples de ces empires? Quelques-uns sans doute *ont perdu les premières places qu'ils occupaient, d'autres ont été dépouillés de quelques possessions*, mais tout ne s'est-il pas passé d'ailleurs comme à l'ordinaire, dans ces empires?

« Le laboureur a continué de *semer et a recueilli* sans savoir peut-être qu'il avait changé de maître; les charrettes n'en ont pas moins été sur les grands chemins pour porter les provisions aux villes voi-

sines. *L'ouvrier qui travaillait pour Balthazar a travaillé pour Cyrus.* »

Mme Necker s'arrête en bon chemin, mais nous la comprenons. En Europe, en Amérique, la situation de l'ouvrier est la même qu'en Asie; sous Wilhelm II comme sous Cyrus, règnent les mêmes iniquités économiques; partout le salaire de l'ouvrier, quelles que soient les richesses produites par son travail, est calculé de manière que sa moyenne ne dépasse jamais le coût de la stricte subsistance du travailleur.

Cinq ans après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, un voyageur français, qui parcourt annuellement ces provinces deux fois par an, avouait tristement que les paysans alsaciens préféraient être Allemands. Pourquoi? Simplement parce que ces paysans ont procédé à deux additions : l'une, celle des charges imposées par les gouvernants allemands ; l'autre, celle des charges qui seraient imposées par les gouvernants français. Dans la première addition, le pétrole est tarifé 0 fr. 20 le litre, le café 0 fr. 90 la livre, le sucre 0 fr. 40 le kilog. Dans la seconde, l'addition *française*, majorée par un gouvernement républicain, le pétrole atteint 0 fr. 55 le litre, le café 3 fr. la livre, le sucre 1 fr. 20 le kilog. Avec ces différences de chiffres éloquentes, un père de famille établit la comparaison suivante : Service militaire en Allemagne : deux ans; ni Sénégal, ni Tonkin. En France : trois années et la perspective des fièvres paludéennes.

Le paysan conclut que l'agglomération politique la moins mauvaise est celle dans laquelle son fardeau est le moins lourd.

A des points de vue différents, ces préoccupations économiques et d'autres envahissent les ouvriers des villes.

En 1848, les gardes nationaux accoururent en nombre des villes avoisinantes de Paris pour massacrer les combattants de Juin, mais en 1871, malgré les appels réitérés de M. Thiers, pas un seul garde national ne se dérangea pour vaincre la Commune. Cette abstention n'a pas eu d'autre cause que la constatation, devenue générale, de certains faits économiques.

Enfin les non-possédants s'aperçoivent — J.-B. Say l'avait noté — que dans leur pays comme dans les pays qu'on regarde comme les plus riches, nombre d'individus vivent dans une disette perpétuelle! nombre de ménages, dans les villes comme dans les campagnes, dont la vie entière se compose de privations, et qui, entourés de tout ce qui est capable d'exciter les désirs, sont réduits à ne pouvoir satisfaire que leurs besoins les plus grossiers, comme s'ils vivaient dans un temps de barbarie, au milieu des nations les plus indigentes.

Proche est l'avenir où, parmi les classes ouvrières, la question économique étouffera toutes les autres.

Au dire de l'auteur des *Caractères*, l'antipatriotisme naît *ou* de sentiment froissé *ou* d'une réaction contre les excès d'un patriotisme inintelligent *ou* d'idées générales « très élevées, un peu prématurées seulement ». Hamon n'admet pas, comme Paulhan, l'alternative en cette question. Pour Hamon, les causes efficientes de l'antipatriotisme sont l'agrégat de causes précédemment énumérées : froissement de sentiments, réaction contre le chauvinisme, idées générales. Ces causes s'ajoutent entre elles, se composent et leur résultante est l'antipatriotisme.

Est-il besoin d'un pareil concours de causes pour produire l'antipatriotisme? Non. L'amour du prochain suffit.

Si nous en croyons l'un de nos amis : habiter et travailler dans divers pays pendant quelques années, posséder une (ou plusieurs) langue en plus de sa langue maternelle ; contracter avec quelque étrangère une union maritale en vue de créer une famille, voilà trois conditions qui, réunies, assagissent le patriote le plus zélé. Pas de plus actifs agents du cosmopolitisme ; ils sont invincibles sur tout homme sans attaches vénales avec son pays natal.

On l'a dit : Changez de milieu et l'horizon s'élargit, la compréhension devient plus grande.

— Que pensent du patriotisme les hommes de votre classe? demandait un publiciste à un ouvrier suisse.

Nous avons reproduit ce que deux auteurs suisses, le conservateur de Candolle et le radical Vogt, pensent du patriotisme, à titre de curiosité, mentionnons la réponse de l'ouvrier suisse :

— Voyez un peu partout, sur le sol de ma chère patrie, les logements où s'entassent les ouvriers.

Peut-être estimez-vous, comme moi, le domicile une sorte de patrie réduite, circonscrite, où s'abrite le citoyen sur le sol natal?

Eh bien! informez-vous du prix de location du moindre taudis où gîte quelque famille de travailleurs et n'oubliez pas qu'ici la moyenne du salaire journalier n'atteint pas trois francs.

Faites lecture des rapports — celui du Dr Figuière entre autres — publiés sur l'état des immeubles dans les quartiers populaires. Après cela, vous commencerez à comprendre ce que peut être le patriotisme chez des hommes — je parle de ceux qui réfléchissent, et leur nombre augmente chaque jour — qui ne possèdent rien, rien que leur force de travail, force toujours insuffisamment rétribuée, souvent sans emploi, et disparaissant avec l'âge d'autant plus rapidement, que les conditions d'hygiène les plus indispensables sont refusées aux sans le sou.

Ah! parlons-en de ces appartements ouvriers! leur création a été l'objet de congratulations intéressées si émues... Pour se convaincre des intentions politico-religieuses qui président à ces fructueuses entreprises, ne suffit-il pas de constater à leur tête la présence de certains faiseurs?

Six cents francs pour quatre chambrettes. Et pas d'enfants, surtout pas d'enfants! — si par hasard vous êtes le *rara avis* qui peut payer six cents francs; — car les enfants, c'est prohibé. Un chien, deux chiens, six chiens même si les autres locataires les tolèrent, — mais pas d'enfants.

Croissez et multipliez, vocifèrent à l'envi des prêtres; mais eux, mais ceux qui nous forcent de les entretenir, confortablement logés eux-mêmes, s'inquiètent-ils de savoir où nous logeons nos enfants? Cependant, je le répète, le logement, c'est la portion de patrie louée où le citoyen abrite sa famille.

Soyez Prussien, Valaque ou Hottentot, pourvu que vous ayez de l'argent, vous pouvez acquérir de *mon* sol natal autant de kilomètres carrés qu'il vous plaira; mais moi, si je suis, par le chômage ou la maladie, mis dans l'impossibilité de payer le propriétaire, je serai expulsé de mon logis, et si, pour m'abriter, je m'avise de faire une hutte en feuillage sur les grèves abandonnées du Rhône, les gendarmes me conduiront en prison. Vous hochez la tête en signe de négation, monsieur? Eh bien! apprenez que deux de mes camarades ouvriers ont été incarcérés pour ce fait-là, c'est-à-dire, — ne le niez pas! — pour avoir usé d'un droit naturel imprescriptible.

La patrie... La patrie! Ça, c'est très bon pour ceux qui possèdent des revenus, des traitements nationaux, des situations politiques.

Seulement, nous, si nous y regardons de près... dame! c'est plus ça.

Jugeons la patrie par la patrie.

Bonne patrie, n'est-ce pas? où une jeune femme de dix-neuf ans n'a d'autre alternative que de se pendre parce qu'elle ne veut pas se prostituer! Et pour quoi? Recevant seize francs pour tout un mois de salaire, elle a disposé de vingt centimes appartenant à ses patrons.

Bonne patrie!... où un vieillard de septante ans demeure 17 jours en prison pour avoir mis en plan une pioche qui ne lui appartenait pas, aux fins de pouvoir dîner, et où le parquet laisse volontairement filer un fonctionnaire qui a dérobé 30.000 francs!

Bonne patrie, n'est-ce pas, où, parce qu'il est pauvre, on incarcère pendant 3 jours un ouvrier boucher coupable d'avoir dérobé trois côtelettes de mouton... Vous m'entendez bien, trois côtelettes! mais où — toujours dans cette bonne patrie — celui qui fait périr dans des souffrances atroces 26 personnes, n'est pas même condamné à un jour de prison — parce qu'il est riche!

Bonne patrie! où le sort des déshérités est l'objet d'une solidarité si patriotique, qu'un malheureux, surpris par les flammes dans le galetas où il gîte, préfère y attendre la mort, mort affreuse, et au lieu de s'empresser de fuir, répond à de suprêmes appels : Mieux vaut en finir maintenant. Sauver ma misérable existence de crève-faim? Non!

Bonne patrie où... Mais, monsieur, j'abuserais de votre patience si je vous exposais en quoi consiste la justice gouvernementale envers les hommes de ma classe.

S'occupe-t-on de nos intérêts dans les parlements, dites? Les gens de cette espèce — comme nomme les élus l'un des membres les plus éminents du conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur — se moquent pas mal de nous, pourvu qu'ils se casent, eux et les leurs. Que sommes-nous pour ces parasites? Du bétail à voter.

A Paris, des non-lieu intéressés cherchent à blanchir la gigantesque escroquerie des « Chemins de fer du Sud », pendant qu'à Rome on enterre hâtivement tout ce qui est « Banque romaine ».

A Berne, le rachat des chemins de fer J. S., tripoté de concert avec des financiers berlinois, nous a suffisamment éclairés sur ce qu'on peut attendre de nos faiseurs de politique.

A Washington, l'affaire des « Pensions des soldats de la guerre de Sécession », et cent autres, compléteraient notre instruction sur la valeur du parlementarisme, si cela était encore nécessaire.

Pas un parlement indemne de trafics, de marchandages, de pollutions. Pas un qui n'en soit réduit aux expédients économiques. Partout le producteur est pressuré. A lui seul de payer le tribut du sang, les impôts directs et indirects. Qui produit paye : si copieusement renté que soit un contribuable, il n'est qu'un intermédiaire entre les travailleurs et le fisc.

Pressurés pour le présent, nous le sommes encore pour le passé; aux travailleurs de fournir les intérêts d'emprunts contractés par les élus des générations disparues. Et, en compensation, que récoltons-nous? Des bavardages patriotiques.

Le patriotisme!..... Tenez, monsieur, parlons d'autre chose.

Phil. Jamin.

DES FAITS

Sait-on ce que coûte aux contribuables parisiens le maintien du bon ordre dans la rue, ou, autrement dit, quel est le coût de la police municipale? Quinze millions, en chiffres ronds, pour huit mille trois cents fonctionnaires et agents, ayant à leur tête M. le directeur de la police municipale, aux appointements de 14.000 francs.

Les gardiens de la paix, au nombre de huit mille environ, touchent à eux seuls près de 13.000.000 de francs; les sous-brigadiers, 1.750.000 francs; les brigadiers, 163.000 francs, et les officiers de paix, 100.000 francs.

L'habillement et l'équipement de ce corps, sous-officiers et simples gardiens, a, en 1894, coûté 1.075.000 francs, depuis le képi du gardien, qui est coté 2 fr. 64, jusqu'à ses bottes resplendissantes, qui valent 22 francs la paire.

Nous trouvons dans ces comptes, curieux à compulser, qu'en 1894 il a été acheté pour 2.599 fr. 83 de crêpe destiné à permettre aux gardiens de la paix de porter le deuil de M. le Président de la République, et pour 377 fr. 67 de poudre insecticide pour les préserver des punaises.

(*Le Matin*.)

∴

Victimes du phosphore blanc.

On se souvient qu'il y a quelques jours les allumettiers grévistes, à la suite de la séance où la Chambre avait approuvé les déclarations de M. Ribot, avaient décidé d'envoyer au Palais-Bourbon une délégation composée de quatre nécrosés, trois femmes et un homme.

Le premier de ces délégués se nomme Billau et est âgé de 42 ans.

L'intérieur de sa bouche est hideux à voir. A droite, la mâchoire inférieure est percée de trous violacés; à gauche, il n'y a ni dents, ni gencives : la mâchoire a été enlevée depuis l'oreille jusqu'au menton. Depuis deux ans, le syndicat fait démarches sur démarches auprès de l'administration pour obtenir qu'on remplace par un appareil la mâchoire absente.

L'administration refuse : « L'appareil, dit-elle, coûte trop cher. »

Marie Herf, déléguée, est une ouvrière âgée de 29 ans qui, il y a quelques années seulement, était une des plus belles filles d'Aubervilliers.

Toutes les dents de la mâchoire supérieure droite ont été arrachées : la gencive et l'os troué par la nécrose sont garnis de charpie. Lorsqu'elle met sa gencive à nu, on y aperçoit avec effroi un large trou noir, qui s'enfonce profondément dans la mâchoire.

Chaque jour, elle souffre de migraines atroces. Il lui semble qu'au fond du trou de sa mâchoire, il y a une griffe qui lui tire l'œil et la cervelle.

La seconde déléguée, Elisa Magard, est âgée de 32 ans. Elle n'a plus de dents, plus de gencives à la mâchoire supérieure.

Enfin la figure de Marguerite Lanz, troisième déléguée, âgée d'une cinquantaine d'années, est atroce, tant la malheureuse ouvrière a été torturée par le phosphorisme et les opérations chirurgicales qu'elle a dû subir. Dans la bouche, on n'aperçoit ni dents, ni gencives; sous l'œil droit, une large cicatrice,

profonde de quatre centimètres environ, marque l'endroit par lequel ont été enlevés des morceaux de mâchoire.

Ajoutons que ces quatre victimes du phosphore blanc ne peuvent manger autre chose que de la bouillie.

(*Justice*, 9 avril 1895.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Nous avons toujours prétendu que la caserne est un lieu de délices auquel ne saurait se comparer le jardin des Hespérides, l'armée une école de moralisation grâce à laquelle, chaque année, devient plus difficile, par l'embarras du choix, l'attribution du prix Montyon; nous avons toujours soutenu que dans cette vaste société d'encouragement au bien, l'esprit de justice, si sujet à des défaillances, hélas! dans la magistrature civile, affectait au contraire sous l'uniforme une rigidité et une inflexibilité de principes dignes des âges héroïques.

Les quelques faits suivants semblent s'être accumulés ces jours derniers pour venir corroborer nos assertions réitérées.

Durant la nuit de vendredi à samedi, dans un hôtel de Beauvais, où il venait de prendre une chambre, un conscrit de la classe 1894, incorporé la veille au 51e d'infanterie, M. N. Kahn, originaire de Paris, s'est tiré deux coups de revolver dans la poitrine.

A Nice, un jeune soldat, Paul Long, originaire d'Aix, arrivé depuis quatre jours au corps, s'est suicidé en se précipitant d'une fenêtre du troisième étage dans la cour de la caserne.

A Angers, un jeune soldat nommé Delaunay, arrivé depuis quelques jours au 25e dragons, exaspéré par les brimades et les plaisanteries d'un goût douteux dont il était l'objet de la part de ses camarades, a profité d'un moment où il était seul pour se frapper d'une dizaine de coups de couteau. Son état est des plus graves.

Un soldat indigène du 7e régiment d'infanterie à Bombay (Indes Anglaises), après avoir tué deux officiers indigènes et un lieutenant anglais, s'est fait sauter la cervelle à l'aide de son fusil. Il paraît que les Ramollots de l'endroit se perdent en conjectures sur les motifs de ce drame. Il me semble pourtant que le meurtre des trois officiers qui ont précédé ce suicide est assez explicatif.

Voilà pour le lieu de délices. Passons à la moralisation :

Un lieutenant au 16e d'artillerie allemande vient de se suicider pour se soustraire aux conséquences d'un attentat commis dans un hôtel de Metz sur un enfant de dix ans, actuellement en traitement au dispensaire de cette ville.

Un autre lieutenant, menacé de poursuites pour un crime contre nature, aurait déserté, et un troisième officier du *même* grade se trouverait, d'après la *Presse Lorraine*, en détention préventive pour une affaire analogue.

A Oran, l'autre soir, à la suite d'une querelle avec un marchand maure, sept zouaves ont dégainé et se sont élancés dans la rue remplie de marchands, renversant tout et blessant plusieurs passants, parmi lesquels des femmes et des enfants. Chemin faisant, les zouaves ont été rejoints par une quarantaine de militaires et tous se sont rués en masse dans un café maure qu'ils saccagèrent, non sans blesser divers consommateurs attablés dans l'établissement.

Au tour de la justice maintenant :

Le 19 novembre, a comparu, devant le conseil de guerre d'Alger, le sergent Vag, du 2e bataillon d'Afrique, accusé d'avoir, au mois d'août dernier, à Laghouat, blessé grièvement d'un coup de revolver le soldat Millet, mis en cellule pour ivresse. Il a été acquitté. Les débats avaient établi que, dans son ivresse, Millet avait levé la main sur son supérieur.

Oh ! alors, tout s'explique!

Le même conseil de guerre d'Alger vient de juger une affaire analogue à celle de Chédel. Au mois de juin dernier, le sergent Henin s'étant aperçu que plusieurs soldats frappés de peines disciplinaires avaient fumé, fit supprimer l'eau, déclarant que les prisonniers n'auraient à boire que lorsque le soldat qui avait passé du tabac aux autres se serait déclaré.

Plusieurs prisonniers, dont Pinon et Schneider, protestèrent. Ces deux derniers furent aussitôt passés à la crapaudine et exposés en plein soleil, avec les raffinements habituels, eau versée sur les cordes pour les faire rétrécir, etc. Au bout de trois heures, on les délia et on les obligea à faire le peloton de punition. Pinon, exténué, s'évanouit trois fois et dût être transporté à l'hôpital. Là, on lui creva les ampoules que les cordes avaient produites sur ses poignets. Le soir, la gangrène se mit dans les plaies et Pinon est aujourd'hui estropié.

Le sergent Henin et l'adjudant Morisson, en vertu des ordres duquel le premier avait agi, ont été acquittés.

***

CARMAUX. — Les socialistes se chamaillent autour des 100.000 francs donnés aux verriers de Carmaux. Les uns veulent les employer à faire une verrerie ouvrière à laquelle participeraient tous les prolétaires français; les autres veulent fonder une simple coopérative. Bien qu'il eût été logique de demander au préalable l'avis des principaux intéressés, ceux à qui est destinée cette somme, la première combinaison, qui eût été une tentative de communisme et qui eût eu pour résultat d'écarter tous ces politiciens qui n'ont rien à voir avec la question, nous paraît la meilleure, parce qu'elle tendrait à resserrer les liens de solidarité entre les travailleurs et à établir entre eux une certaine communauté d'intérêts.

ANDRÉ GIRARD.

Belgique.

En Belgique, toutes les doctrines sociales se heurtent, depuis le collectivisme le plus autoritaire jusqu'à l'anarchie; à côté de l'agitation sociale se manifeste un mouvement littéraire et artistique très original dont nous avons déjà entretenu et dont nous entretiendrons encore les camarades en parlant de la *Société Nouvelle* et du *Coq Rouge*. Nous sommes trop souvent obligés de nous borner et par suite nous avons à regretter de trop fréquentes omissions. Ainsi nous nous trouvons en retard pour dire tout le bien que nous pensons du *Plébéien* de Verviers (rue Beaujardin, 2, à Ensival). Cet organe bimensuel donne un choix de faits qui caractérisent le mouvement social en Europe et à l'étranger; il y a beaucoup à prendre dans cette revue et nous lui avons déjà fait plusieurs emprunts très utiles. La partie théorique du journal est curieuse. Dans plusieurs numéros, Flaustier a analysé le symbolisme et le pessimisme des littérateurs. « La littérature, dit-il, devient désespérante dans les rares affirmations qui puissent émerger de son limon; contradictoire dans ses effets, elle charrie fréquemment des dogmes plus âpres que les dogmes théologiques ; gravitant du déisme au nihilisme, ricochant du déterminisme au fatalisme, atrophiant la volonté d'agir, ne laissant ni espoir, ni certitude, ni regret, bizarre, poissarde, cahotante, elle réduirait nos consciences anarchistes à de simples appareils enregistreurs constatant des faits sans réagir contre eux. . »

Que le pessimisme littéraire soit un reflet de la pourriture capitaliste, pas de doute! La banqueroute sociale se manifeste et il semble vraiment qu'avec elle coïncide une banqueroute universelle de l'esprit humain: banqueroute de la science physique qui dégénère en mysticisme; banqueroute de l'art gravitant de l'idéal le plus transcendant à la fange la plus pestilentielle; banqueroute du socialisme dégénérant en une nouvelle servitude de l'Etat, faisant frémir les amis de la liberté; banqueroute de la littérature devenue aussi indécise que vulgaire, prête à déposer son bilan, balayée par un vent de scepticisme soufflant de par le monde, « depuis les steppes glacés de la Russie et les forêts vierges de l'Amérique jusqu'au cœur même de notre vieille Europe! » Bref, la banqueroute universelle!!!

C'est la matrice sociale qui est atteinte; c'est là qu'il faut porter le remède et non dans les manifestations secondaires de cette maladie interne...

C'est l'occasion de citer, d'après le *Plébéien*, une très belle évocation de l'idéal libertaire, tirée du discours prononcé par Elisée Reclus à l'ouverture des cours de l'Université libre de Bruxelles.

« On se rappelle, dit Reclus, que lors des grands événements de la Révolution du dernier siècle, alors que tant d'hommes intelligents étaient menacés par le couteau de la guillotine, le langage des vaillants n'en devenait que plus fier à mesure que croissait le danger: ceux qui voulaient rester libres quand même avaient fait un « pacte avec la mort ». A leur exemple, chacun de nous doit avoir une si haute idée de son labeur que, pour l'accomplir, il fasse un pacte avec tous les désastres possibles et impossibles: c'est ainsi qu'il restera sûr d'un bonheur qui ne trompe jamais, planant au-dessus de toutes les misères de la vie. Et surtout que pour ses études il ne compte sur aucune récompense, sur aucune dette que la société aurait contractée envers lui : celle-ci ne lui doit rien et lui donne suffisamment en lui assurant la joie d'apprendre et d'utiliser son savoir pour le service d'autrui.

« Mais s'il attend que la science le rémunère comme un rentier de l'Etat, qu'il ne s'en prenne qu'à lui-même si elle vient à le tromper, si elle n'élève pas son cœur et ne lui donne pas la sérénité d'une existence heureuse. Plus il sait, c'est-à-dire plus il a reçu, et plus il doit donner en échange, plus son œuvre doit prendre un caractère de dévouement et même de sacrifice; il ne peut s'acquitter envers ses frères qu'en devenant apôtre. — Vivifier la science par la bonté, l'animer d'un amour constant pour le bien public, tel est le seul moyen de la rendre productrice de bonheur, non seulement par les découvertes qui accroissent les richesses de toute nature, mais surtout par les sentiments de solidarité qu'elle évoque entre ceux qui étudient et par les joies que suscitent les progrès dans la compréhension des choses. Ce bonheur est un bonheur actif; ce n'est pas l'égoïste satisfaction de garder l'esprit en repos, sans troubles ni rancœurs; au contraire, il réside dans l'exercice ardu et continuel de la pensée; il n'est pour nous de repos que dans la mort. »

***

Pour avoir imprimé et distribué le livre de Grave, *La Société mourante et l'Anarchie*, le camarade Tordeur vient de comparaître devant la cour d'assises d'Anvers (Belgique), qui l'a condamné à un an de prison et 100 francs d'amende. Aussitôt après le prononcé du jugement, le jury a signé un recours en grâce! On n'avoue pas plus naïvement sa bêtise. Ce n'était guère la peine de le faire condamner, pour se déjuger ainsi quelques minutes après. La Justice est partout aussi logique.

Ajoutons que cette affaire dure depuis deux ans. Tordeur avait été condamné primitivement à deux ans par la cour d'assises du Brabant, et l'arrêt avait été cassé.

Italie.

Le dogme marxiste.

Dans la *Critica Sociale* du 1er octobre (Milan, in-8), une note intéressante d'A. Grazadei, intitulée « Surtravail et plus-value », propose l'abandon de la théorie de la valeur dont Marx a fait la base du premier volume de son *Capital*.

Pour Marx, la valeur est égale au travail. Le travailleur devrait profiter de toute la valeur de l'objet qu'il produit. Or, par suite de la concentration des capitaux et des instruments de travail dans les mains de quelques individus, le travailleur n'a que le salaire, lequel représente la valeur de son travail moins le bénéfice retenu par le patron. Les patrons tendent naturellement à réduire au minimum la fraction salaire qu'ils paient et à porter au maximum la fraction bénéfice qu'ils encaissent. Ainsi, par cette addition de plus-values s'aggrave l'accumulation des capitaux par quelques individus, de sorte que l'iniquité économique s'accentue de jour en jour.

A. Grazadei accepte cette exposition; mais il juge inutile de la faire précéder de la théorie d'après laquelle la valeur est égale au travail. J'ajouterai même : A quoi bon s'épuiser à bâtir des théories de la valeur, qui sont toutes sujettes à la critique et qui ont le grave inconvénient de rentrer dans une métaphysique économique inutile à l'action ? Ne suffit-il pas de constater que le producteur fait un surtravail pour procurer au capitaliste une plus-value, et d'établir sur ce fait la critique de la société à propriété individuelle et la nécessité de la révolution qui aura pour conséquence l'établissement de la civilisation communiste ?

Dans le numéro suivant de la même revue, encore un article de Plechanow contre les anarchistes. En voici le début: « Les anarchistes sont des utopistes. Leur point de vue n'a rien de commun avec celui du socialisme scientifique moderne. » Il est facile de condamner les gens en se donnant d'avance raison: c'est le procédé des curés. On ne répond pas aux sectaires orthodoxes ; on se borne à montrer au public que leurs raisonnements commencent toujours par cette pétition de principe : « Nous avons la vraie religion, les autres sont des hérétiques. » C'est ce que nous avons voulu faire.

Maintenant pourquoi les socialistes marxistes prennent-ils l'épithète de scientifique? Est-ce parce que leur système repose sur la métaphysique de la valeur? Or, en bon français, scientifique s'applique aux recherches qui ont pour but: 1° d'établir des faits par la critique; 2° de les grouper méthodiquement. Les statistiques, les rapports sont plus ou moins scientifiques. L'action révolutionnaire, et les conceptions qui la dirigent, s'inspirent parfois de faits établis scientifiquement. Mais elles ne sont pas scientifiques. Nous ne leur donnerons jamais ce titre, préférant en laisser le ridicule à d'autres.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE [1]

Science et Philosophie.

31° *L'individu contre l'Etat*, par Herbert Spencer; 1 vol., 2 fr. 50, chez F. Alcan, éditeur, 108, boulevard Saint-Germain.

Dans ce livre, l'égoïsme affreusement étroit du bourgeois s'y étale sans vergogne. Pour l'auteur, quand il y a misère chez l'ouvrier, elle est méritée par son inconduite. Mais à côté de ces expectorations de gavé, il y a des pages admirables en faveur de l'autonomie de l'individu contre l'ingérence de l'Etat. Et ces lignes écrites, dans l'esprit de l'auteur, pour sauvegarder l'égoïsme bourgeois, sont des armes admirables contribuant à démolir son système.

Economie politique et sociale.

32° *Les Ouvrières de l'aiguille à Paris*, par Ch. Benoist; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chailley, 8, rue Saint-Joseph.

Ce sont des chroniques parues dans le *Temps* que l'auteur a réunies dans ce volume.

Un de nos amis — qui nous soutient cela sans rire — prétend que, pour qui sait le lire, le *Temps* est le meilleur organe de propagande anarchiste; ce volume lui donnerait presque raison.

M. Benoist, qui est conservateur et catholique, est bien certain, pourtant, d'avoir travaillé contre l'anarchie: il sera stupéfait d'apprendre à quel point son œuvre est subversive.

Il s'est pourtant contenté de relever la moyenne de ce qu'une ouvrière des métiers de l'aiguille, chômages déduits, peut gagner à Paris. Il a noté, à côté de cela, ce qu'il lui fallait pour vivre, et, si on laisse de côté ses appels à la charité, ses bondieuseries, son travail se trouve un réquisitoire des plus probants contre notre « belle société ».

33° *Les Assemblées parlantes*, par E. Leverdays, 1 vol. in-8°, chez Carré, 3, rue Racine.

Livre admirable pour la critique du suffrage universel et du parlementarisme. Style clair et plein de vigueur. La fausseté du système représentatif actuel, la pourriture morale qui se développe dans les assemblées y sont magistralement indiquées. Ce livre de Leverdays restera comme une œuvre durable à côté de l'idée générale de la Révolution au XIXe siècle de Proudhon (2).

Romans.

34° *Robes rouges*, par Paul Adam; 1 vol., 3 fr. 50, Ernest Kolb, éditeur, 8, rue Saint-Joseph.

Satire contre la magistrature démontrant son esprit de corps. Ceux qui ont embrassé cette profession n'y voient plus qu'un gagne-pain et un moyen d'arriver; puis ils ne tardent pas à faire du zèle, à fabriquer, pour se soutenir, des criminels, lorsqu'ils ne peuvent les découvrir.

35° *Sébastien Roch*, par O. Mirbeau; 3 fr. 50, chez Charpentier, 13, rue de Grenelle.

Dans ce livre, les idées sociales de l'auteur ne sont pas encore définies, mais il y a de bons passages sur le crétinisme bourgeois et contre le militarisme. On y sent des velléités de révolte.

36° *Bas les Cœurs!* de G. Darien; 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Où l'auteur met à nu le soi-disant patriotisme dont se targuent les bourgeois et qu'ils voudraient élever à la hauteur d'une religion dont ils seraient les prêtres.

Théâtre.

37° *La Fille Elisa*, pièce en trois actes, tirée par J. Ajalbert du roman de Ed. de Goncourt; une plaquette chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

A lire surtout pour le deuxième acte, où l'auteur a su, avec un réel talent, transformer la plaidoirie du défenseur d'Elisa en un réquisitoire écrasant contre notre mauvaise organisation sociale.

Le troisième acte démontre les effets déprimants du système pénitentiaire.

(*A suivre.*) VINDEX.

(1) Voir les numéros 2, 5, 9 et 22.

(2) L'œuvre de Leverdays se compose en outre de : *L'organisation de la nouvelle République; La Centralisation; Les Causes de l'effondrement économique; Politique et Barbarie*, tous intéressants à lire.

AVIS

Il nous manque le numéro 2 de l'*Egalitaire* qui a paru en 1885 à Genève. Un camarade peut-il nous le procurer?

*
* *

Les *Egaux du XVIIe arrondissement* se rencontrent chaque mercredi, à 9 heures, chez M. Héral, marchand de vin, 68, rue Demours (angle de la rue Rennequin).

Samedi 14 décembre 1895, grande soirée familiale organisée par les *Egaux du XVIIe arrondissement*, salle Héral, 68, rue Demours, à 8 h. 1/2 du soir.

*
* *

Le Socialiste, 4e année. — Organe socialiste communiste cosmopolite, rédigé en français et en grec, paraissant à Athènes deux fois par mois.

Ce journal, qui a paru depuis le commencement de l'année 1890 jusqu'en novembre 1894, et qui a cessé sa publication lorsque M. Kallergis partit d'Athènes pour la France, reparaîtra le 1er janvier 1896. Il publiera, en dehors des articles d'actualité et du mouvement socialiste international, les œuvres suivantes : *Dieu et l'Etat*, de Michel Bakounine; *Le Capital*, de Karl Marx; l'*Histoire du socialisme*, par Benoît Malon, et les différentes œuvres de F. Lassalle, Blanqui, Proudhon, etc.

Pour toutes les demandes s'adresser au journal *Le Socialiste*, à Athènes (Grèce).

Abonnement annuel, *Grèce, Turquie, Egypte* : 4 francs.

Pour les autres pays : 5 francs.

*
* *

Conférences faites au bénéfice des *Temps Nouveaux*, de la *Sociale*, du *Trimard* :

RECETTES :

1re conférence	261 50	
2e —	343 50	
3e —	321 75	
Versé à Pouget : bénéfice de la salle du Commerce.	70 »	
	996 75	996 75
Dépenses		828 50
		168 25
Versé déjà		70 »
Reste		98 25

Résultat général : 98 fr. 25 à partager entre trois, soit 32 fr. 75 pour chaque journal.

*
* *

BORDEAUX. — Les camarades sont priés de se réunir désormais au débit faisant le coin de la rue Leyterre et de la rue Causserouge.

*
* *

GENÈVE. — Dimanche 15 décembre, causerie par les *Pionniers du bien-être*, à 8 heures précises, rue de l'Evêché, 5.

*
* *

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Vendredi soir, 13 décembre, à 8 h. 1/2, salle Baron, 83, boulevard de Grenelle, réunion du groupe : causerie sur les faits de la semaine et lecture littéraire.

Dimanche 15, à 8 h. 1/2, même salle, grande soirée familiale : conférences par des camarades. — Sujets traités : 1° La révolution et les partis socialistes; 2° La prochaine période électorale et le rôle des libertaires en cette période. Causerie et chants. — Entrée libre et gratuite.

Nota. — La contradiction se fera le vendredi.

*
* *

Les Libertaires du XIVe arrondissement. — Tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, maison Reymond, 52, rue de Vanves, causerie par un compagnon. — Tous les révolutionnaires sont invités à y assister.

*
* *

CONFÉRENCES

LOUISE MICHEL - SÉBASTIEN FAURE

Pour appuyer la campagne entreprise par le *Libertaire* en faveur de Cyvoct, Louise Michel et Sébastien Faure feront, cette semaine, les réunions suivantes :

Le samedi, 14 courant, à 8 h. 1/2 du soir, *Salle du Pré-aux-Clercs*, 85, rue du Bac;

Le lundi, 16 courant, à 8 h. 1/2 du soir, *Salle Chayne*, 12, rue d'Allemagne;

Le mardi, 17 courant, à 8 h. 1/2 du soir, *Salle des Mille-Colonnes*, rue de la Gaîté, à Montparnasse.

Sujet traité : *L'affaire Cyvoct. — La Liberté de pensée.*

Entrée : 50 centimes.

A LIRE

Brutes et scélérats, article de Rochefort dans l'*Intransigeant* du 8 décembre.

Vers les gémonies, article de Séverine (*Libre Parole* du 8 décembre).

PETITE CORRESPONDANCE

N., à Rio-de-Janeiro. — Reçu coupure et traduction. Merci. Avons pris note de tout.

E. L. D. — Nous n'avons pas le numéro 2 de la brochure des *Temps nouveaux*. Je vous envoie le 3. Nous n'avons pas non plus les numéros 1 et 2 de *Sur le Trimard*. Adressez-vous à l'administration de ce journal.

M. Chanu aux Charpennes. — Le journal expédié à l'adresse que vous nous avez donnée nous revient avec la mention « inconnu ».

B., à Iseghem. — L'affranchissement : 0 fr. 25.

B., à Agen. — Nous n'avons pas encore de nouvelles du mandat.

B., à Seraing. — Vous nous envoyez 10 fr. et nous avons 12 fr. 20 d'affranchissement... Où voulez-vous que nous prenions pour payer le papier et l'imprimeur?

V., à La Haye. — Les années sont complètes. Les numéros qui manquent n'ont jamais paru. Consultez les dates et l'avis en tête du premier numéro de la cinquième année. — Pas de réponse pour l'*Endehors*.

Au partisan qui préfère la propagande de la brochure à celle du journal. — Reçu 20 francs pour publication de brochures. — Nous en avons trois à l'étude, mais ce sont les fonds qui ont manqué jusqu'à présent.

R., Chaux-de-Fonds. — Pour les *Almanachs*, je fais passer la réclamation à la *Sociale*.

M., à Vienne. — La commission est faite.

N., à Hodimont. — Connais pas l'ouvrage *l'Amour libre*.

B., à Denain. — Reçu mandat. — Employez les invendus à la propagande.

E. P., à Saint-Claude. — Dans notre dernier numéro, nous nous sommes trompés pour la *Questione Sociale* des E.-U. Son adresse est : 325, Straight street, Paterson, N. J.

D., à Bruxelles. — D., à Montluçon. — N., à Toulouse. — S. P., à Bordeaux. — A., à Boudes. — F., à Amiens. — T., à Mâcon. — H., à Nancy. — J., à Montpellier. — B., à Roubaix. — B., à Brest. — B., à Marseille. — C., à Apt. — B., à Seraing. — B., à Annonay. — L., à Montceau. — B., à Limoges. — G., à Limoges. — S., à Paris. — Agence, Genève. — B., à Agen. — R., à Deville. — G., à Cavaillon. — E. C., à Dinant. — P., à Millau. — D., à Barneboro. — N., à Alger. — C., à Marseille. — C. S., à Londres. — R., à Romans. — A., à Estagel. — L., à Cambrai. — T., à Nouzon. — M., à Reims. — J., à Châlons. — D., à Angers. — C., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 34

DIX CENTIMES

DU 21 AU 27 DÉCEMBRE 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'AGONIE DU MILITARISME

Le militarisme, c'est-à-dire le pire des maux présents, touche à sa fin; il meurt de son excès même. Comme tous les êtres, comme tous les phénomènes monstrueux et anormaux, il disparaîtra aussi vite qu'il est né; car son maintien est, comme le leur, inconciliable avec les lois de la vie.

Dû à une série de malheurs sociaux mal compris et habilement exploités, il prit il y a vingt-cinq ans cette forme suraiguë qui confine maintenant au délire. La folie est si évidente qu'on défend de la discuter, d'en parler même : « Ne touchez pas à l'armée ! » est le *sine qua non* du présent régime. Si l'on y touche, en effet, si la raison l'effleure, la voilà par terre, et après elle, que restera-t-il ? Drumont n'affirme-t-il pas qu'elle est le seul organe resté sain dans le putride corps moderne ?

Pourtant, on a beau faire, les mirages se dissipent et l'on ne bâillonne pas éternellement la raison. Les gens ne disent rien encore, mais, fidèles au proverbe, ils n'en pensent pas moins. Un mécontentement sourd est déjà perçu par les oreilles subtiles. Malheureusement pour l'armée et ceux qui en vivent, il lui est arrivé ces temps-ci de fâcheux avatars; plus nous allons, plus ils se multiplient.

Le doute, tout d'abord, commence à se faire sur l'utilité d'un armement aussi colossal, tout le monde, en Europe, ne parlant que de paix et, au fond, ne souhaitant qu'elle. La guerre, en effet, devient de plus en plus un mythe; elle a tellement servi comme épouvantail qu'il la faut remiser aux vieux accessoires. Ce ne sont pas les peuples qui la veulent, oh non ! et encore moins les souverains, qu'ils soient *un* numériquement en Allemagne et en Russie, cinq cents en France. Ils savent bien que la guerre aboutirait à ceci : précipiter la révolution; aussi se garderont-ils de cette aventure désespérée. S'ils l'avaient voulu, ils l'eussent faite cent fois pour une, depuis vingt ans. Sont-ce les prétextes qui ont manqué ? Allons donc ! Si on ne l'a pas faite en 1887, par exemple, c'est qu'on ne la fera jamais.

Pour rien, donc, le milliard annuel; pour rien les trois ans d'obéissance passive, la série des vexations et des misères qui s'y rattachent. Or, en même temps que l'inutilité en devient plus flagrante, ces dernières empirent. Faut-il insister ? Ne voit-on pas chaque jour, les journaux ne sont-ils pas pleins d'accidents mortels dus à la brutalité, à l'ignorance, à l'incurie des chefs ? Dernièrement encore, deux soldats sont morts à la suite d'exercices de manège, l'un dragon, à Vienne, l'autre hussard, à Valence. Malgré le soin qu'on a pris d'envoyer des délégations, porteuses de couronnes hypocrites, suivre leur cercueil, les parents ne se sont-ils pas cognés à l'horreur des faits : « On nous a pris nos fils sains et vigoureux : voilà comme on nous les ramène ! » Cela, quand le *pourquoi* de la chose échappe de plus en plus.

Croit-on, en haut lieu, que les morts de Madagascar et le retour, pire encore, des convalescents fassent une heureuse impression ? De tous côtés, morts, maladies, surcroît d'impôts. Le militarisme s'affirme ainsi le fléau véritable de l'époque.

En contradiction avec toutes les tendances modernes : accroissement pacifique du bien-être, progrès industriel, diffusion des connaissances, en un mot, développement individuel, il paraît de plus en plus un attirail barbare et démodé. Les revues militaires ne réjouissent la foule que parce qu'elle manque d'autre spectacle : elle s'amuse bien plus aux cortèges du carnaval. L'enthousiasme, d'ailleurs, se refroidit, quand on est l'acteur forcé de semblables pantomimes : je ne sais rien de plus triste qu'un défilé de régiment.

Mais le militarisme n'est pas seulement en contradiction avec la vie moderne, il l'est aussi avec lui-même. De l'avis des gens compétents, si répugnant qu'il soit de les consulter, il n'est pas de chimère plus colossale que la « nation armée ». L'armée ne fut jamais, historiquement et socialement, qu'un composé de professionnels aimant leur métier (souvent à défaut d'autre), tout à fait en dehors de la vie justement nommée civile; et salariés. A faire bien leur service, c'est-à-dire la guerre ou la police, ils risquaient l'avancement, un salaire plus élevé, les blessures et la mort. Les armées de l'ancien régime, celles du premier Empire, en furent de parfaits exemples. Après chaque bataille, l'Empereur distribuait croix, dotations et pensions. Le secret de sa popularité n'est pas autre. Les maréchaux vivaient alors sur le pied de plusieurs millions; la plupart ont laissé d'énormes fortunes; c'est ce qui explique qu'une fois riches, n'attendant plus rien de lui, ils « lâchèrent » Napoléon à qui mieux mieux.

L'armée était alors solidaire et homogène, du dernier soldat au maréchal. Cela se conçoit : si l'on veut un ouvrage bien fait, il faut le confier à des gens qui aient goût et intérêt à le bien faire. De soldats convaincus, bien payés, désireux d'avancer, les gouvernants obtinrent toujours tout ce qu'ils voulurent : actions dites d'éclat, victoires, répressions, etc. Forcément, ces armées étaient peu nombreuses, au moins en comparaison de celles d'aujourd'hui : cinquante ou quatre-vingt mille hommes en moyenne. Car il se trouvait relativement peu de gens pour faire ce métier, et, ensuite, il aurait été coûteux d'en entretenir davantage. Mais c'étaient là des armées ! se lamentent les gens de la carrière ; ce que nous avons aujourd'hui n'en est plus une. Tout le monde, à part les officiers, qui sont les seuls professionnels, y va à contre-cœur; tous les exercices, marches, manœuvres, etc., sont faits sans conviction, parce qu'on y est forcé; on ne peut compter sur personne; on n'ose même pas prévoir ce qui se produirait dans l'invraisemblable hypothèse d'une guerre.

Il n'est pas douteux qu'une armée de 50.000 soldats professionnels ne mette en déroute les millions d'hommes arrachés aujourd'hui à leurs foyers et de par l'obéissance passive, toute initiative individuelle étant tarie, personne ne voulant et ne sachant plus rien faire sans ordre, si cet ordre vient à manquer, si quelque rouage est rompu dans l'énorme machine, des centaines de mille hommes sont immobilisés, incapables même de se défendre.

Des poignées de brigands résolus, se dérobant sans cesse, ne faisant qu'escarmouches et surprises, en viendraient à bout sans peine. Faut-il parler de l'impossibilité, reconnue par tous, de nourrir des masses pareilles (aux grandes manœuvres déjà, on arrive à grand'peine à faire subsister 25.000 hommes); de l'âge des officiers supérieurs, incapables de supporter les fatigues d'une campagne (Masséna, en 1809, était notoirement traité de vieux et déclaré mûr pour la retraite : il avait quarante-neuf ans. Napoléon, à quarante-cinq ans, est en pleine décadence) ? Ce simple examen ne suffit-il pas à démontrer l'inanité absolue, l'impuissance parfaite de l'armée au point de vue de la défense ? Tous, ou presque tous les officiers le savent : ils se gardent certes bien de le dire, car ils en vivent : demandez donc aux prêtres de renverser l'autel ?

Voici donc qu'on s'en rend compte : à quoi l'armée sert-elle, sinon à entretenir 300.000 oisifs, à soutenir la gouvernance, à faire réintégrer l'usine aux ouvriers en grève ? Le grossier trompe-l'œil de l'ennemi extérieur n'abuse plus : on l'emploie trop abondamment dans chaque pays.

La seule réalité qui se fasse jour est celle-ci : l'armée ne sert que contre nous-mêmes. Or cette utilité dernière peut-elle se maintenir longtemps ?

P. Dechape.

LA "DISCIPLINE"

ET LA TACTIQUE SOCIALISTE

Il nous est donné, à l'heure actuelle, de procéder à une étude intéressante sur la psychologie des élections, et, par là même, sur la tactique de lutte, non pas socialiste, mais bien des socialistes, tant à cause des différentes écoles (?) antagonistes, que des personnalités en vedette.

De l'impression de ces dernières années, où l'agitation politique fut cultivée presque exclu-

sivement par les socialistes, émane un fait saillant, qui, affirmé par tous, peut être considéré comme l'essence de leur morale pratique : l'assujettissement à la discipline.

La rectitude dans le domaine des déductions n'est pas leur propre, nous savons cela, mais dans cette donnée dogmatique particulière, leur défaut de large et belle conception devient plus choquant encore.

Non seulement la discipline est un principe comme une conclusion antiphilosophique, mais elle est avant tout une démonstration antinaturelle et en opposition incontestable avec les tendances de tous les hommes, si avilis soient-ils. Il est évident que tout être humain tente invinciblement à s'affranchir de la tutelle exercée sur lui, si peu oppressive qu'elle se manifestât.

La discipline est la recherche de la moyenne, l'élimination de toute progression sous un autre aspect, et ce résultat serait-il atteint, — ce qui humainement est impossible à réaliser — qu'il renverserait toutes les propositions expérimentales admises et établirait la situation la plus déplorable et désespérante que puisse rêver un misanthrope bilieux. L'initiative individuelle, ou plutôt l'essor individuel se trouverait entravé dans son besoin de libre exercice, subordonné qu'il serait au mouvement évolutif et fatalement lent de la majorité; ce serait l'anéantissement de la personnalité — le germe du génie — et de toute tendance caractéristique; l'adaptation au rang, à la fonction collective et la soumission et l'effacement du « moi » au nombre et à l'expression générale.

La discipline étant donc un obstacle à la loi d'évolution, toute société, subissant son ingérence, conduit logiquement et inévitablement son action intellectuelle et transcendentale dans la voie de la dégénérescence.

Toute discipline est une atteinte à longue portée au développement de l'individu, lequel devient son jouet aveugle; érigée en principe, pour quelque mouvement d'actualité que ce soit, elle est aussi condamnable, et l'appoint qu'apportent les socialistes dans sa défense est donc simplement complémentaire à l'œuvre de soumission à laquelle s'est vouée l'éducation néfaste, mais instructive pour nous, des siècles antérieurs.

Ce mode d'organisation, qui est leur cri de ralliement et la forme la plus pure de l'autoritarisme, régissant leurs groupements, n'est point pour nous étonner. Tel le catholicisme ayant pour unique souci de former des croyants et non des penseurs, tels les socialistes recherchent des *votants* en premier lieu, pour ne placer qu'au second plan l'éducation de théoriciens. Les chefs se trouvent ainsi avoir la mission de conduire en vue de leur élection, consciemment ou non, des cadres électoraux disciplinés et contraints d'obéir sous peine de l'exclusion de leurs membres insoumis, lesquels à leur tour formeront un autre groupe dissident, quoique alimenté des mêmes principes.

Quelques individus, donc, pensent, se concertent, répandent des formules, impriment à l'extension des idées socialistes la direction conforme à leur avantage, et des milliers d'autres, échos des premiers, subissant leur influence mécanique, agissent dans les milieux et manœuvrent le bulletin de vote.

Or, que constatons-nous dans les partis socialistes? Une division profonde des différentes écoles, que l'on avait prévue bien avant.

Dans cette chasse aux mandats, les appétits particuliers devaient se déchaîner fougueusement et susciter la lutte des personnalités marquantes. — Et, comment eût-il été possible d'assujettir à la même règle tant d'individus aux tempéraments si divers et aux idées diamétralement opposées, parfois, y compris les politiciens, tout court, s'affirmant socialistes, voire même révolutionnaires, et dont l'idéal s'élève jusqu'à la nationalisation des mines, banques et chemins de fer? Aussi de chaque grand centre peut-on dire qu'il y a autant de groupes antagonistes que de personnalités importantes et les rapports de ces groupes sont si tendus que certains candidats refusent de se désister en faveur des autres socialistes briguant le même mandat.

En somme, les résultats qu'ils ont acquis, c'est-à-dire les scissions multiples et les luttes intestines suffisent amplement à condamner leurs systèmes sociaux comme leur tactique actuelle, profondément imprégnés, ainsi que je le disais plus haut, et j'appuie, du principe de discipline qu'ils ont tant prêché, pour faire que nous puissions nous enthousiasmer à la pensée des cures merveilleuses que détermineraient, dans leur phase d'épanouissement, ces groupements, obéissant à un mot d'ordre.

Et je me plais à reconnaître le contraste frappant des doctrines socialiste et anarchiste.

Alors que les partisans de la première s'égarent dans le dédale de leur système équivoque, où s'amalgament dans la même synthèse les idées les plus contradictoires; alors que chaque socialiste envisage, selon son degré d'évolution, un socialisme personnel et plus ou moins scientifique, quelle large et saine conception, philosophique toujours, soumet à la critique l'exposé de l'anarchisme, défini par ce mot : LIBERTÉ!

CHARLES DACTYL.

Bordeaux, 5 août 1895.

DES FAITS

On s'est beaucoup occupé ces derniers temps, dans la presse, de l'horrible situation des « poudreuses » de Limoges, si douloureusement tuées par leur meurtrier travail; mais il en est tant d'autres femmes rendues malades et hâtivement frappées de mort par un travail non moins assassin que celui des poudreuses! Les ouvrières en vert-de-gris, qui ne durent pas plus de trois à cinq ans et meurent dans des souffrances épouvantables; les cardeuses, dans les filatures, qui travaillent de six heures du matin à sept heures et demie du soir, pour un salaire de 13 à 14 francs par semaine et qui, pour pouvoir durer plus longtemps, se couvrent la bouche d'un tampon d'étoupe et d'un linge appelé *muselière*. Malgré ces précautions, des crachements de sang et des congestions pulmonaires ne tardent pas à les emporter...

(*Le Travailleur syndiqué* du 1er décembre 1895.)

* *

Il a été décidé que le 10e escadron du 1er chasseurs d'Afrique sera maintenu à Madagascar, où il constituera le noyau de la cavalerie malgache que l'autorité militaire a l'intention d'organiser.

Mais on peut dire que cette décision concerne simplement une unité fictive et un numéro de régiment.

Nous apprenons, en effet, que 30 hommes seulement de l'escadron, sur 150, ont pu être rapatriés.

Les 130 autres, terrassés par les fièvres, *ont tous succombé aux fatigues du retour!*

(*Petite République*.)

* *

La paperasserie bureaucratique.

Un officier se trouvait cet été dans un fort des Alpes. Il avait à payer à l'Etat une somme de 0 fr. 31. Il les envoya par lettre en timbres-poste à la trésorerie de son département où devait être effectué le versement. Mais, à la trésorerie, on ne peut rien encaisser sans bordereau ni paperasses. Les 31 centimes furent donc retournés à l'expéditeur avec une lettre l'invitant à faire établir en personne, suivant le règlement, un mandat de même somme sur le Trésor, à la recette particulière de l'arrondissement dans lequel il résidait momentanément.

Je vous laisse à penser si notre officier fut surpris des formalités qu'il avait à remplir pour acquitter une dette aussi minime. Il se consola cependant assez vite de la peine qui lui était imposée, car de l'endroit où il se trouvait au chef-lieu de l'arrondissement — siège de la recette particulière — la distance étant de 15 kilomètres, on lui paya comme indemnité de route 26 fr. 40.

Ainsi, l'Etat, pour encaisser six malheureux sous, avait déboursé 26 fr. 40. Et ce qu'il y a de plus fantastique, c'est que, dans la commune où est situé le fort en question, il y a un percepteur! Mais le sacro-saint règlement exige que tous les versements soient effectués à la recette, et, bien entendu, nul n'y peut contrevenir.

(*Justice* du 6 novembre 1895.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — M. Georges Lefèvre dont, à propos d'Arton, le linge sale fut lavé ces jours-ci avec celui de nos ministres, est joué à l'Odéon comme à la Comédie-Française, deux théâtres subventionnés. Pour qui connaît les dessous du monde politico-artiste, nul doute que les pièces de ce drôle, sans valeur, furent imposées à l'oreille du public parce que d'avisés politiciens le prévoyaient apte aux louches besognes policières. Et il se trouve ailleurs qu'aux hôpitaux de fous des gens pour accuser l'anarchie d'être mortelle aux arts!!

* *

LE MANS. — Un soldat du 102e de ligne, Jules Gontaudier, a été condamné à deux ans de prison par le conseil de guerre du 4e corps pour refus d'obéissance. Gontaudier a déclaré à ses chefs et maintenu devant le conseil que Dieu et sa conscience lui défendaient de coopérer en quoi que ce soit à la destruction de ses semblables.

Dieu était superflu. La conscience seule répugne à la guerre comme au militarisme. Mais n'importe! Si quelques-uns tenaient ce langage et montraient cette fermeté, la fin des boucheries serait prochaine.

CH. ALBERT.

* *

PARIS. — Sur l'initiative de notre camarade Sébastien Faure, une nouvelle campagne vient de s'ouvrir dans la presse en faveur de Cyvoct. Celle-ci sera-t-elle enfin couronnée de succès? Nous le souhaitons de tout cœur, car il est grand temps de mettre un terme à cette abominable dérision : le maintien au bagne depuis onze ans, et *par mesure de clémence*, d'un homme primitivement condamné à mort pour un article de journal, au grand ébahissement du jury lui-même qui, cette fois comme bien d'autres, avait jugé sans savoir. Toutefois, Cyvoct ne doit pas faire oublier tous les autres tels que Villisse, dont parlait lundi matin Louis de Gramont dans l'*Eclair*, Liard-Courtois, condamné à quatre ans de travaux forcés pour avoir pris un pseudonyme, Monod, Lorion et toutes les victimes de la venette bourgeoise.

* *

SAINT-NAZAIRE. — Dimanche dernier a eu lieu à Saint-Nazaire une réunion publique. Le commissaire spécial, sorte de brute alcoolique, a pris à part un de nos camarades, et lui fit quelques ouvertures pour l'embaucher dans sa brigade d'argousins. Le camarade H..., à ces propositions, résolut de s'amuser à ses dépens et, sous le prétexte de réfléchir, il donna rendez-vous au commissaire pour le lendemain. Il alla ensuite recruter un certain nombre de ses amis pour recevoir ce magistrat comme il le méritait. Mais malheureusement celui-ci ne se rendit pas au rendez-vous. Il était soûl, sans doute.

* *

APT. — Le député Jules Guesde, chef (?) du parti collectiviste marxiste français, dont il ne reste plus guère que quatre hommes et un caporal, a daigné, ces jours-ci, honorer la ville d'Apt de son inviolable présence. Interpellé, au café où il est descendu, par quelques camarades, il a réitéré les âneries maintes fois débitées sur les anarchistes et qui traînent un peu partout, à tous les coins de rue : « Les anarchistes sont des rêveurs, des religiosâtres, et se paient de mots; leur grand défaut, c'est le manque d'organisation; ils se contentent de se plaindre des maux endurés sans aviser aux remèdes; ils subissent la pluie, sans chercher à se couvrir d'un parapluie. »

M. J. Guesde ne rêve pas, lui; il ne se paie pas de mots. Il se paie... vingt-cinq francs par jour, sans compter probablement les petits bénéfices réalisés

par la vente du chocolat, du savon et du papier à cigarettes des Trois-Huit. Quant à la pluie dont nous nous plaindrions sans aviser, que M. Guesde n'imagine-t-il le parapluie des Trois-Huit ? S'il est « joli, bien fait, commode et pas cher », peut-être verrions-nous à nous en procurer pour les porter au Mont-de-Piété.

A signaler cependant un aveu qui lui a échappé : « Les députés, a-t-il dit, ne pourront faire aucune réforme sérieuse. »

Alors que fait-il à l'usine du Palais-Bourbon ? Qu'il retourne à sa chocolaterie ! Il rendra plus de services à la gastronomie socialiste.

* *

Béziers. — Samedi dernier, le garde Roquefeuille faisant une tournée sur les vastes propriétés confiées à sa surveillance, y a surpris un braconnier. Après quelques instants de lutte, celui-ci, se sentant le plus faible, fracassa l'épaule du garde d'un coup de fusil. Une enquête est ouverte.

(*D'après une correspondance locale.*)

* *

Bourghelles. — Un gamin de quatorze ans, nommé François Brice, fils d'un honnête ouvrier, eut la malheureuse idée d'arracher une carotte dans un champ. Le propriétaire, Henri Delcourt, qui passait armé d'un fusil, épaula, visa l'enfant en lui criant : « Ne te sauve pas, ou je tire! » Effrayé, le gamin prit la fuite; Delcourt lâcha la détente et l'enfant reçut des plombs dans le dos, à la tête et aux bras.

La propriété est une belle chose!

André Girard.

Suisse.

Genève anarchiste (1).

La lecture des feuilles genevoises (1890-1895) donne l'impression d'une anarchie dans les faits beaucoup plus efficace que les théories dites extrêmes. Avant Calvin, il y avait des Genevois. Il y a eu des calvinistes jusqu'à Carteret, qui en a fait des libéraux! Un bref interrègne de pédagogues sous la régence de Savard, puis 1889 voit triompher le piétisme. Cette syphilis tertiaire empoisonne aujourd'hui la magistrature, l'école, l'armée, la presse, la librairie et l'administration. La décomposition est arrivée à un tel degré que les hygiénistes fondateurs de la *Goutte*, des *Potins genevois*, de la *Cravache* et du *Cri* ont été asphyxiés. S'ils ressuscitaient, les anarchistes gouvernementaux recommenceraient à fourrer en prison les éditeurs, à infliger la question à d'inoffensifs imprimeurs, et à interdire arbitrairement les feuilles qui essaient de revenir aux traditions de franchise et de gaieté antérieures à Calvin. Il paraît que ça nuirait « au bon renom de Genève ». Malgré son allure réclamière, l'aveu est notable. Mensonge, du reste. En dépit de l'excrémentiel héritage Brunswick, la ville de Bonivard et des Berthelier est encore belle et riche. Pour les ramollis cosmopolites qui se font doucher dans l'Arve, l'argent ni l'eau n'ont d'odeur. Un magistrat peut même exploiter et compromettre son titre dans les compagnies de chemins de fer ou de mines, dans les tripots et les maisons de tolérance, sans que la réputation climatérique de sa ville en souffre. Mais laissons les gens de mauvaise foi se prêcher entre eux. Il suffit de montrer que personne n'est leur dupe. Philip Jamin et quelques autres ont entrepris cette démonstration avec un réel stoïcisme. Les petits bourgeois qui ont eu le courage de renoncer, pour quelques heures, aux histoires de brigands et aux racontars de concierges évangéliques rédacteurs du cru, en ont été récompensés. Ils ont compris, enfin! que la politique est le droit du plus fort. Pour le faire valoir, les politiciens usent de la violence directe — arrêtés d'expulsion et interdictions de vente, violations de domicile, espionnages domestiques et suppressions de pièces, etc. — ou de la violence indirecte qui a pour moyen le parlementarisme — cette Bourse où chacun spécule sur le patriotisme. Des syndicats d'appétits se constituent. Le budgétivore et sa bande de beaux-frères, cousins et acolytes se ruent sur la caisse de l'Etat. Caissiers poltrons et infidèles, les magistrats se servent d'abord, puis autorisent la curée pour leurs alliés. Lorsque le vol est consommé, les parlementaires le qualifient de Dette publique et s'en vantent. N'allez pas reprocher aux « soutiens de l'ordre social » leurs iniquités et leurs désordres, ils vous serviraient cette insulte historique : « *Nous ferons ce que nous voudrons!* » De même gardez-vous de réclamer contre les corruptions électorales ; l'organisateur des élections vous répondrait par ce mensonge quotidien : « *Nous maintiendrons!* » Les intelligences les plus rétives ont fini par comprendre que le patriotisme est la poule aux œufs d'or des politiciens aux abois et des conseillers d'Etat en disponibilité. Dans les banquets officiels, le toast à la patrie est toujours porté par le plus crétin ou le plus canaille des goinfreurs. Un spermatozoïde discernerait l'absurdité du vocable « patriotisme » s'il pouvait voir, dans un même pays, le millionnaire protestant voler au catholique ses églises pour en faire des temples ; le dignitaire catholique traiter le protestant d'« idiot » et de « canaille »; le juif accaparer l'or et les places au dam du catholique et du protestant, et le franc-maçon s'acoquiner avec ces fanatiques pour nuire au libertaire qui n'aurait qu'à se vendre ou même à se taire pour être admis au bord de l'auge. Cette situation n'est pas le privilège des fausses républiques où des nabots lascifs, d'insolents décavés, des bourgeois fourbes et traîtres, de vieux histrions de table d'hôte dont les mauvaises actions ne se comptent plus, se drapent risiblement dans la toge magistrale pour nous faire oublier qu'ils sont au dernier rang de la domesticité, bien loin du souillon qui, pour un mot vif, vous flanque ses huit jours à la face du patron. Ce n'est plus seulement au Danemark qu'il y a quelque chose de pourri, c'est aussi en Amérique. Jamin a fort bien signalé cette pourriture dans son étude *Les Assemblées représentatives aux Etats-Unis*. Nous y relevons ce trait qui, pour être lancé en douceur dans un des organes du parlementarisme, ne manque pas de bravoure :

« Aurions-nous raison si nous comparions l'atmosphère des assemblées à celle des hôpitaux ? Quel est l'homme sain qui, en franchissant leur seuil, peut avoir la certitude de ne pas être contaminé ? Et si ce *rara avis* en réchappe, quelle sera son influence dans un pareil milieu ? » A M. Jaurès de répondre.

Pour saisir la portée du coup, il faut savoir que grâce au *Genevois* et à la *Cravache*, les turpitudes, les infamies, les stupidités et jusqu'aux scandales de sacristie, qui peuvent se commettre dans les hôpitaux, les institutions de bienfaisance ou d'utilité publique, ont été en partie dévoilés. Restait à signaler les chefs-d'œuvre de la magistrature et de la police. La *Cravache* allait en entreprendre l'affichage lorsque, en prévision des élections de novembre et d'une culbute possible, les autorités n'osant coffrer une seconde fois — au nom de la fameuse liberté de la presse et de la non moins fameuse liberté individuelle — les dénonciateurs, ces autorités ont interdit, sans motif, la vente et le colportage des feuilles révélatrices. Cet aveu public, daté du 4 octobre et doublé d'un nouvel acte de césarisme républicain, a inspiré un versificateur chargé de la vente des mirlitons à l'Exposition projetée pour 1896. Quelque lecteur de l'*Echo de Paris* lui aura dicté l'épigraphe de sa chosette intitulée :

La Cravache et la Justice.

> « Quel grouillement de vipères
> sous l'hermine et la toque! »
> Edouard Conte.

La « Cravache » ayant sifflé
Quelques T (.·.)
L'estimèrent beaucoup *trop lue*.
Ils font bâillonner l'élue
Qui, sans pitié pour l'hermine,
L'étrilla de sa vermine.
Richard, Ador et Vautier (1)
Voulurent briser le fouet
Manié par l'héritier
Qui fit choir Henri Binet (2).
Alors Burgy, Léchet, Maunoir (3)
Offrirent tous leur homme noir.
La Justice n'est pas prêteuse,
Mais elle a l'autre défaut.
— Que faisiez-vous au temps chaud ?
Dit-elle à cette frondeuse.
— Nuit et jour, Albert Dunant (1),
Je filais, ne vous déplaise.
— Vous filiez ? j'en suis fort aise.
Eh bien ! casquez *maintenant*.

Il semble que Jamin ait prophétisé cet acte d'arbitraire, si préjudiciable au « bon renom » légendaire, lorsqu'il écrivait, il y a longtemps, cette phrase de son article sur le *Traité d'extradition et la presse américaine* :

« Ils — les élus — en sont arrivés à ne plus calculer judicieusement la portée de leurs actes, ils croient encore pouvoir disposer de tout, même de la Liberté! » et, en homme qui peut avoir eu affaire aux Clavel, aux Gosse et aux Dufour, il ajoute comiquement : « Ils ressemblent en cela à ces concierges qui, en parlant d'un bâtiment public confié à leur garde, disent : Mon musée, ma bibliothèque ; rapidement ils finissent par se persuader qu'ils en sont les maîtres. »

Une des préoccupations évidentes de Jamin est d'établir, sans réfutation possible, l'impuissance humanitaire du système social, et son irrémédiable nocuité. A ses risques et périls — visites domiciliaires, injures, agressions nocturnes, tout est à craindre en pareil cas — il y est parvenu. Les camarades qui ont séjourné à Genève apprécieront la difficulté de l'entreprise. Prouver à d'orgueilleux républicains que le plus servile des esclaves allemands les surpasse pour l'indépendance de la pensée et la liberté de l'expression. Montrer que l'individu qui, au lieu de se former une conception personnelle du monde, laisse déformer sa pensée et corrompre ses sentiments par les politiciens et les prêtres, est un lâche qui préfère mentir que travailler, et voter que réfléchir. Enseigner que le bourreau de l'humanité c'est l'Etat et que ses aides sont les fonctionnaires, qu'une perversion dans les mots a fait du vol le commerce, de l'injustice la loi, de la prostitution domestique le mariage, que l'école et le temple préparent l'enfant à haïr et à tuer; prouver que la police est une association de maîtres chanteurs, que les administrations philanthropiques, les sacristies, le théâtre, les concerts, les conservatoires, certaines pensions, concurrencent les maisons suspectes, tolérées et exploitées par les défenseurs de l'ordre moral et du respect des autorités. Telle est, en chaque pays, une partie du programme libertaire. Tout en menaçant les anarchistes, la presse exécute ce programme, inspirée par un désir féroce de blesser, ruiner, d'affoler si possible des adversaires politiques et religieux. Et si la question nationale des gros sous ne primait pas, pour certains meneurs, celle des principes, nous assisterions à une véritable boucherie. Une fois la bourse garnie et les ventres pleins, on s'occupera des miséreux et on fera leur affaire à ces gêneurs. Ainsi s'expriment les matamores du capital. Bravo! Mieux vaut la menace d'un bourgeois suppurant, que l'onctueuse compassion du socialiste qui conseille de nous fusiller comme des chiens.

Toutes ces rodomontades n'ont jamais fait reculer un libertaire, et Jamin moins qu'un autre. Pour lui, en pays de langue française :

« La société est représentée par ceux qui disposent en maîtres souverains de la vie et du salaire de l'ouvrier, ceux qui envoient ses frères périr des fièvres paludéennes, qui l'obligent de payer quinze sous un produit alimentaire qui, sans leur souveraineté, en coûterait trois, pour parfaire des revenus à une légion d'inutiles; de ceux qui ne lui laisseront, quand il sera vieux, quelque productive et honorable qu'ait été sa carrière, d'autre ressource que d'aller implorer les fonctionnaires de l'assistance. »

Passe encore pour une jolie femme résolue à subir la Fourche Caudine d'un directeur galantin, mais malheur aux vieux! Ailleurs Jamin constate que « tandis que la faillite du gouvernement et de l'Eglise s'accentue, les populations gagnent en indépendance morale ». Conséquence : « L'ouvrier qui n'aura aucun repos avant d'avoir rapporté à un travailleur la somme que ce dernier aura perdue, ce même ouvrier *considère le* portefeuille d'un capitaliste, dont le hasard l'aura rendu possesseur, comme une *restitution*. » La sexualité n'est pas esquivée dans les études de Jamin. Question délicate pour qui a l'épiderme sensible. Un homme indépendant peut, d'un mot imprudent, s'attirer l'animadversion des impuissants et des libidineux, sans préjudice des haines policières, des fureurs des propriétaires de maisons à lanterne, et des compromissions piétistes. Car la plaie propagandiste s'étend jusque-là et, si l'objectivité de notre point de vue ne nous interdisait les digressions bordelières, nous pourrions conter l'édifiante aventure de certain mouchard albinos, venu d'Alsace pour être Suisse, qui, sous couleur de catéchiser les marchandes d'amour, s'offrait des passades *gratis pro Deo*. Pour en revenir aux relations sexuelles, il y aurait — sans recommencer les arabesques psycho-littéraires de Stendhal — une étude pratique à consacrer au sujet. En dehors des riches et de quelques artistes, peu d'ouvriers connaissent la

(1) Voir le n° 23 des 5-11 octobre.

(1) Conseillers d'Etat.
(2) Rédacteur de la *Cravache*.
(3) Membres du parquet.

femme et l'amour. Parents, maîtres, prêtres et légistes rivalisent d'imbécillité ou d'astuce pour travestir le sentiment et l'acte les plus nobles en un délit chirurgical dont les auteurs sont mis aux fers rivés par le mariage. Seuls les riches peuvent s'évader impunément de l'anneau fatal et pratiquer sans risques la polygamie naturelle, aux dépens des pères, frères, amis et domestiques. Et tel évangélique prompt à *jeter sur le pavé* une malheureuse bonne enceinte de ses œuvres, salue jusqu'à terre le capitaliste libertin qui paie les vitraux de la chapelle, l'immonde satyre qui abritait sa lubricité sénile sous les dehors d'une philanthropie ancillaire, le magistrat galantin dont la presse raconte les flirts, le pasteur et l'avocat sodomites à qui l'on pardonne « puisque Dieu leur a pardonné », et tant d'autres exemples qu'il faut taire pour éviter la nausée. Des faits cités par Jamin dans l'étude : *L'Anarchie et la presse radicale aux Etats-Unis*, à laquelle les précédentes citations ont été empruntées, il faut encore reproduire celui-ci : « Dans le Nottinghamshire et le Derbyshire, il y a des cités où plus des trois quarts des chefs de famille figurent comme célibataires sur les registres civils; en France également, l'appréciation morale regardant l'union de l'homme et de la femme a subi un changement indéniable; l'on tend à accepter à titre d'épouse toute compagne reconnue; le respect s'accorde et s'attache au caractère privé de la femme, pourvue ou non d'un casier matrimonial. »

Et — pour le bon renom de Genève — ajoutons que cette belle coutume libertaire, qui atténue un peu la crapulerie masculine des « ordre moral », fut implantée à Genève par un irréductible communard français qui n'a pas craint d'annoncer dans les feuilles le décès de sa compagne. Une notabilité influente l'a imité, et si un très haut magistrat n'est pas ici traité sévèrement, c'est pour avoir accompli à l'égard de sa compagne d'élection, sous les yeux de l'austère Genève, cet acte d'anarchiste.

BECK.

Espagne et pays de langue espagnole.

Ici, comme partout ailleurs, nous ne pouvons que signaler chaque journal à sa naissance, et relater ensuite, parmi les nouvelles ou les articles qu'il donne, les faits les plus importants ou les théories les plus intéressantes.

Nous savons d'après les journaux bourgeois eux-mêmes, d'après le *Temps*, par exemple, que l'appel des réservistes pour Cuba n'a pas été écouté avec enthousiasme. Tous les départements français de la frontière sont pleins de déserteurs. A Perpignan seulement, on en comptait plus de 600 au moment de la levée. Ceux qu'on a emmenés bon gré mal gré à Cuba ne se résignent pas à attendre là-bas les blessures ou les fièvres. Il y a quelques semaines, un grand nombre d'entre eux ont essayé de s'emparer d'un croiseur espagnol stationné à la Havane, et de s'en servir pour passer à l'étranger. Leur tentative a échoué, mais après une bataille assez vive entre les révoltés et les troupes de marine. *El Porvenir social* (Barcelone) publie la traduction espagnole du manifeste adressé aux conscrits par les internationalistes de Gand. A Saragosse se publient deux nouveaux organes, *El Communista* et *El Invencible*. Les Italiens de Buenos-Ayres ont publié un journal spécial à numéro unique, intitulé *Le 20 Septembre*, en commémoration de l'arrestation et de la condamnation des anarchistes de Chicago. Un nouveau journal communiste-anarchiste en langue espagnole, *El Opprimido*, paraît à Lujan (province de Buenos-Ayres). Il est édité par souscriptions volontaires et se publie irrégulièrement.

Portugal.

Dans ce pays, comme en Espagne et dans plusieurs parties de l'Italie, tous les révolutionnaires se massent contre une monarchie cléricale, de sorte que le but immédiat de l'opposition est seul bien clair. Cependant deux groupes de Lisbonne s'intitulent communistes-anarchistes. L'un est *A propaganda*, l'autre *A boa nova*. Nous avons déjà signalé plusieurs brochures du premier groupe. Il vient de faire paraître un exposé succinct, mais très clair, de ses convictions, sous le titre de *As nossas convicções*. Le second groupe édite une traduction portugaise de l'*Anarchie* par Malatesta. Enfin, nous avons reçu de Lisbonne le journal ouvrier *A obra*, qui paraît s'occuper surtout de questions de métiers et d'intérêts corporatifs. Sa lecture nous a montré que les travailleurs portugais n'ont pas de terme dans leur langue pour exprimer l'idée de grève, et qu'ils ont pour cet usage adopté le mot français.

BIBLIOGRAPHIE

Le Débutant, par Baudry de Saunier; 1 vol., 2 fr. 50, chez Dentu, place de Valois, 3.

C'est une satire contre l'enseignement universitaire, cet enseignement tortionnaire qui, aux patients que lui livre l'incurie familiale, bourre la tête de connaissances superficielles ne pouvant être, pour eux, d'aucune utilité à leur entrée dans la société, pendant que, systématiquement, elle leur laisse ignorer les exigences de la vie réelle.

Ce livre, selon nous, est loin d'avoir la vigueur de précision de l'*Instituteur* de Chèze et de *Fabrique de pions* de Raganasse; mais toute œuvre qui tente de démolir l'une des bastilles qui défendent l'erreur et le préjugé est bonne à noter à son passage.

VINDEX.

* *

Nous avons reçu :

Sous la fenêtre, par Paul Brulat (recueil de nouvelles); 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

De chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain :

La Femme devant la science contemporaine, par Jacques Lourbet, 1 vol., 2 fr. 50; *Le Darwinisme*, par E. Ferrère, et *De l'Education*, par Herbert Spencer, 2 vol. à 0 fr. 60 de la *Bibliothèque utile*.

La Frise du Temple (poème en prose), de Henri Mazel, 1 vol., 3 francs, *Bibliothèque artistique et littéraire* de la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Histoire des Hébreux, par Constant A. Caloyanni, 1 vol., 4 francs, chez A. Dracopoulos, rue de l'Eglise Grecque « l'Annonciation », à Alexandrie (Egypte).

Le Dossier des propriétaires, une brochure, par Gallus, rue Claude Pouillet, 15.

COMMUNICATIONS

Les Libertaires du XIVe arrondissement. — Réunion du groupe tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, maison Le Rolland, 144, avenue du Maine.

Ordre du jour : « Sur l'action progressive dans la société future. » — Les naturiens sont convoqués.

Entrée libre.

* *

ENSIVAL. — Le dernier numéro du *Plébéien* nous annonce qu'il disparaît pour faire place à la *Débâcle sociale* qui doit paraître le 4 janvier prochain.

Administration : 2, rue Beau-Jardin, Ensival (Belgique).

Abonnements :

Belgique : un an, 2 fr. 50; six mois, 1 fr. 25; trois mois, 0 fr. 75.

Etranger : un an, 3 fr. 50; six mois, 1 fr. 75; trois mois, 1 franc.

Le numéro : 5 centimes.

* *

Nous avons reçu le premier numéro du *Riflard*, administration provisoire 5, rue de Pontoise. Abonnement : 6 francs par an. Le numéro, 0 fr. 10.

Le *Riflard* se propose de faire de la propagande parmi les ébénistes et les menuisiers. Bonne chance à ce nouveau camarade, qui fait appel au concours des camarades de ces corporations, de Paris et de province.

* *

Trois nouveaux journaux communistes-anarchistes viennent de paraître à Buenos-Ayres : *L'Avvenire*, en italien (Casilla del Correo, 739; souscription volontaire); *Le Cyclone*, en français (Casilla Correo, 1120; prix chacun selon ses forces), et *La Voz de Ravachol*, en espagnol (J. Vasquez, Calle Colon, 823; souscription volontaire).

Le *Perseguido*, l'*Opprimido* et la revue *Questione Sociale* continuent aussi à paraître. La bienvenue et bonne chance de vie aux nouveaux confrères.

* *

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Vendredi, 20 décembre, à 8 h. 1/2, salle Baron, 83, boulevard de Grenelle, réunion du groupe : causerie et lectures littéraires.

Dimanche, à 8 h. 1/2, même salle, conférence par des camarades de la *Jeunesse socialiste des étudiants;* causerie et chants.

Entrée libre et gratuite.

Nota. — La contradiction se fait le vendredi.

* *

MONTPELLIER. — Avis aux camarades! Une liste de souscription est ouverte au Bar Français, place de l'Observatoire, pour venir en aide au camarade Dodot, à l'hôpital Beaujon, salle n° 2.

E. J.

* *

PARIS. — Salle du Centenaire, 48, rue des Entrepreneurs, à Grenelle, le lundi 23 décembre courant, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire par Sébastien Faure.

Sujet traité : *Le forçat Cyroct. — Les anarchistes au bagne.*

* *

REIMS. — Salle du Bal Français, rue Fléchambault, le samedi 21 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, Louise Michel et Sébastien Faure feront une conférence publique et contradictoire.

* *

AMIENS. — Salle du Bal de la Jeunesse, faubourg du Hem, le dimanche 22 décembre, à 3 heures après-midi, conférence publique et contradictoire par Louise Michel et Sébastien Faure.

A LIRE

Dans l'*Intransigeant :*

Incendies et Razzias, article de H. Rochefort, 15 décembre 1895;

Attentats aux mœurs, de H. Rochefort, 17 décembre 1895.

Machinations et artifices, de H. Rochefort, 18 décembre 1895.

De l'*Eclair :*

L'olivier croît, article de Séverine, 5 décembre 95.

Giovanni Caserio, de Georges Montorgueil, 15 décembre 1895.

Misère des lettres, par Jean Ajalbert, 16 déc. 1895.

Une vieille histoire (au sujet de Villisse), de L. de Gramont, 17 décembre 1895.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu de Dénéchère, excédent d'écot entre camarades : à la sortie de la salle d'Arras, 2 fr. 55; à la sortie de la salle Genti, 1 fr. 80, en tout 4 fr. 35.

L. M., à Nantes. — Ce que vous nous dites au sujet de l'affaire Letessier est peut-être vrai. Mais la note nous a été transmise par notre collaborateur Hamon. Or, entre lui que nous connaissons et votre lettre qui est anonyme, vous comprenez que nous ne pouvons hésiter. Des preuves? dites-vous. Vous savez bien que dans ces choses-là, la preuve palpable on ne l'a jamais; sans cela, bien d'autres encore seraient déjà exécutés. Bien souvent, le manque de preuves n'empêche pas la certitude.

O. R., à Saint-Louis. — Reçu 1 fr. 50 pour le journal. Envoyons *Germinal*.

J., à Montpellier. — Le numéro en question est bien paru le 7, mais l'*Intransigeant* antidate d'un jour, et c'est la date marquée sur le numéro que nous avons donnée.

B., à Iseghem. — Cette fois-ci, c'est notre faute. Votre fiche n'étant pas dans le service, nous avions oublié. Notre réponse est dans le dernier numéro.

A celui qui signe l'Ouvrier. — Nous n'avions pas encore lu ce que vous appelez des vers. Nous sommes toujours avec ceux qui cherchent à s'émanciper et à élever leur esprit, mais il n'y a rien qui nous fasse rire comme la fausse modestie qui transpire de votre lettre. On peut dire de fort bonnes choses et les écrire incorrectement, mais lorsqu'on ne connaît pas une langue littéraire, on se sert de celle de tout le monde. Vos vers ne sont même pas de la prose rimée et ne renferment que des banalités.

Jean Stellé. — Lu *Vers le Bonheur;* morceau littéraire passable, mais accessoire à l'ordre d'idées que nous défendons. Bon pour un recueil seulement littéraire.

D., à Tunis. — Reçu mandat. Merci, faisons passer votre lettre à la *Sociale*.

M., à Reims. — Les camarades de Bruxelles préparent une nouvelle édition de : *Aux anarchistes qui s'ignorent*.

R., à Lausanne. — F., à Liège. — S., à Cette. — L. L., à Roubaix. — D., à Amiens. — H., à Saint-Nazaire. — G., à Orléans. — M., à Lille. — N., à Verviers. — W., à Haren. — B., à Toulon. — *Ciencia social*, à Barcelone. — C., à Béziers. — S., à Zurich. — K., à Angoulême. — P., à Poitiers. — F., à St-Denis. — P., à Pise. — B., à Bourges. — D., à Dijon. — D., à Tunis. — B., à Nantes. — C., à Bosse. — B., à La Machine. — L., à Bordeaux. — Vve D., à Montluçon. — Van S., à Rotterdam. — D., à Bruxelles. — C., à Argenteuil. — Z. R., à Haine-St-Pierre. — B., à Marseille. — V. F., à Chicopee. — V., à New-York. — W., à Lausanne (dont 4 fr. pour la *Sociale*). — R., à Roanne. — D., au Havre. — R. L., à Toulouse. — F., à St-Etienne. — D. D., à Marq-en-Barœul. — H., à Framerie. — H., à St-Brieuc. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 35

DIX CENTIMES

DU 28 DÉCEMBRE 1895 AU 3 JANVIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous allons expédier, cette semaine, le bordereau à nos dépositaires qui sont en retard. Nous les prions d'en tenir compte le plus vite possible.

Cela est d'autant plus pressant, que, cette semaine, nous n'avons pu faire paraître le numéro que grâce au « concours efficace » d'un de nos amis.

L'ÉTAT MEURTRIER

L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, a hérité des anciennes monarchies leur caractère divin d'absolutisme et d'infaillibilité. Qu'il s'agisse d'un Pharaon déifié dès son vivant et s'adorant lui-même ou d'un empereur romain apothéosé après sa mort; d'un roi sacré par l'huile de la sainte ampoule ou d'une république recevant son sacre du suffrage universel, c'est toujours le même Pouvoir, identique à travers ses avatars, planant très haut au-dessus de la foule prosternée, se dérobant, alors même qu'il paraît les provoquer, aux profanes examens.

Une des attributions les plus importantes léguées à notre Etat par l'antique despotisme, c'est évidemment le droit de mort sur ses sujets. Ce droit, il l'a imprescriptible et inaliénable, dans sa triple incarnation de pouvoir militaire, de pouvoir économique et de pouvoir judiciaire : à tel point que, l'en désarmer, ce serait, du même coup, le décapiter et le faire périr. Et qu'on ne parle pas d'égalité devant la loi : il ne saurait être question d'une telle égalité entre l'individu et l'Etat : l'Etat s'est fait la part du lion; il défend son autorité avec des griffes puissantes contre le simple particulier, dont il a, au préalable, rogné les ongles.

Tout d'abord, l'article 327 du Code pénal excuse en bloc toutes les violences et tous les homicides commis au nom de la Loi : il est entendu qu'elle a toujours raison, quand elle bouscule ou tue les gens : c'est un axiome.

Voilà pour l'ensemble : voyons le détail. Comme organisme militaire, l'État m'impose de défendre son territoire, ses flottes, ses arsenaux, ses forteresses, en un mot, ses organes essentiels, et même ceux de ses alliés s'il en a. C'est pour cela que, instrument aveugle de l'Etat, je dois tuer, et, au besoin, me faire tuer. Je m'avise malencontreusement d'éveiller mon sens critique, et je trouve que les cartes ont été bien souvent remaniées et les alliances nouées et dénouées, pour que je puisse avec sûreté reconnaître ma patrie ou ses amis. J'estime que les puissances belligérantes en présence ont également tort : car, dans l'écheveau embrouillé des querelles internationales, bien fin serait qui pourrait saisir le bout; et, entendant l'hypocrite : Désarmez les premiers, messieurs les Anglais, je soupçonne des intentions perfides à qui ne veut pas donner l'exemple. Je réfléchis qu'après tout le jeu n'en vaut pas la chandelle, que l'unique question en litige est celle-ci : Quels seront mes maîtres, demain? A qui devrai-je obéissance et tribut ? ou : Combien, par la conquête, me donnerai-je de compagnons d'esclavage ? Je juge que je serai bien aussi avancé en restant les bras croisés : je veux donc être neutre. Point, on ne me demande pas mon avis : il faut marcher quand même. Je désire, du moins, alors, choisir mon camp, d'après mon intérêt, — et pourquoi pas ? pourquoi, puisqu'il s'agit d'une lutte d'intérêts, les miens, à moi réalité vivante, ne balanceraient-ils pas ceux de l'Etat abstrait ? — ou bien, d'après les impulsions du sentiment, si, plus scrupuleux que l'Etat, je cherche un plus beau mobile. Je me tournerai donc, selon que je céderai à l'une ou à l'autre de ces attractions, vers le plus fort, fût-il allemand, ou vers le plus faible, fût-il hova. Et je leur livrerai, si je puis, les clefs de nos places, je tâcherai de les introduire dans nos ports : je ferai pour eux et volontairement tout ce qu'on veut me contraindre de faire contre eux : j'espionnerai à leur service, au lieu d'espionner à leur détriment; je violerai en leur faveur nos secrets diplomatiques, comme on s'efforce de dérober les leurs. Mais quelles énormités je viens de proférer là ! Et ne sais-je pas que l'exécution de ces beaux projets pourrait me valoir la mort, la déportation à perpétuité ou d'autres pénalités horrifiques (1) ? Allez avoir du sentiment après cela, ou vous mêler d'avoir un intérêt personnel autre que celui de l'Etat. On ne saurait mieux vous dire que vous n'existez pas, vous, pauvre individu-atome, sinon peut-être pour la balle qui vous emportera, victime docile, à moins que ce ne soit pour le bourreau-pékin ou le bourreau-soldat qui, à tout jamais, domptera vos velléités de révolte. Non, vous n'êtes rien : l'Etat seul a le droit de faire la paix ou la guerre, à son gré, de déclarer, à volonté, le meurtre juste ou injuste. Vous, simple citoyen, vous risquez l'échafaud, en tuant quelqu'un, si ce n'est en cas de légitime défense. Mais l'Etat, même quand il attaque, est toujours censé être en cas de légitime défense contre un autre Etat, et même contre vous, pygmée, si vous ne l'aidez à satisfaire ses rancunes ou ses ambitions meurtrières. Des lois répriment sévèrement les associations de malfaiteurs attentatoires à la vie et à la propriété (2) : vous pensez bien que l'Etat gardien et apostilleur attitré du Code n'ira pas en appliquer les dispositions aux brigandages perpétuels qu'il exerce par les bandes armées qu'il racole de force. D'autres articles, non moins soucieux apparemment de la tranquillité publique, défendent aux particuliers de fabriquer et de détenir des armes et des munitions de guerre (1) ; mais l'Etat fait pour lui une exception unique, supposant qu'entre ses mains les matières explosibles ou les engins homicides ne sauraient être dangereux.

(1) Code pénal, 75-85.
(2) *Ibid.*, 265-268.

Cependant, l'Etat ne vous assassine point sans prétendre nous en avoir demandé la permission : on n'est pas plus correct. Ne sont-ce pas nos représentants, en définitive, qui votent la guerre ou la paix? De quoi donc avons-nous à nous plaindre? Les ministres proposent et les Chambres disposent. Il est vrai que les ministres peuvent disposer, et même un simple résident colonial, en rendant, par leur politique, les hostilités inévitables : qui scrutera tous les agissements souterrains de la diplomatie? Et la Chambre des députés, elle aussi, qui s'autorise de mon mandat pour m'expédier à la frontière, n'échappe-t-elle pas d'une façon flagrante à mon contrôle, quand elle prend sur elle de déclarer une guerre, deux ou trois ans après mon vote, qui, à moins d'être sorcier, n'a rien prévu et ne pourrait rien prévoir de pareil? Et si mon député m'a représenté à un moment quelconque (ce qui est plus que douteux), sais-je si les complications nouvelles qui se sont produites l'ont modifié exactement dans le même sens que moi? Bien plus, je le tiens *à priori* en suspicion : car enfin, logiquement, il doit être le défenseur de cette armée, qui veille sur lui aux portes du Palais-Bourbon, et qui, au besoin, assurera l'exécution des lois qu'il aura confectionnées, si absurdes et si injustes qu'elles puissent être.

Comme une des principales fonctions du budget est de maintenir le pouvoir militaire de l'Etat, nous arrivons ainsi naturellement à son pouvoir économique, qui n'est pas moins arbitraire et meurtrier. C'est, en effet, ce gouffre insatiable du trésor public qui dévore, pour des fins éminemment antisociales et stériles, comme la guerre et l'autorité policière et hiérarchique, les fruits du travail de tant de malheureux. Sans compter l'immense déperdition d'activité utile qui se fait à parader dans ce cirque sanglant de l'Etat. Si donc l'on meurt de misère, — et de nombreuses générations d'hommes, de femmes et d'enfants en meurent, peu à peu anémiées ou salies, d'autres fois soudainement emportées par le suicide, — on peut dire que l'Etat, fauteur de misère, est un grand égorgeur. L'Etat s'applique-t-il ses lois contre l'empoisonnement, l'infanticide, l'avortement, la castration (2) ? Non, et pourtant il commet journellement tous ces crimes à la fois. Pour subvenir à ses folles dépenses, il se fait fabricant; et, pourvu qu'il gagne gros, peu lui importe d'inoculer à ses nombreux ouvriers la nécrose phosphorée. Outre les populations présentes, il empoisonne ainsi dans l'œuf celles qui vien

(1) Code pénal, loi du 24 mai 1834.
(2) *Ibid.*, 301, 302, 316, 317.

dront, à moins que ces produits mal formés de parents débilités ne meurent avant terme. A moins encore que,

« Découragés de mettre au jour des malheureux »

et ne voulant plus faire de la chair à canon et à impôts, à bagnes industriels ou administratifs, à ivrognerie ou à débauche, les *prolétaires ne se châtrent eux-mêmes*, oh! par n'importe quel moyen, par le malthusianisme orthodoxe des *économistes, par* la monstrueuse infécondité de toutes les luxures. Et tout autour de l'Etat-patron *et de l'Etat-capitaliste*, les autres patrons et les autres capitalistes répètent à l'infini ce *refoulement* et cette trituration de la vie humaine comme d'une matière vile. C'est qu'ils comptent sur le pacte qui garantit aide et protection à leur trafic, à la seule condition qu'ils se fassent les percepteurs de *l'Etat, qu'ils prélèvent*, sur la sueur du pauvre diable, de quoi alimenter la caisse publique.

(*A suivre.*) J. Degalvès.

ÉVOLUTION COLLECTIVISTE [1]

Le dernier congrès des collectivistes qui s'est tenu, ces temps derniers, à Romilly, vient encore de nous montrer où peut en arriver un parti qui, après s'être réclamé de la Révolution, est tombé dans le marasme du parlementarisme.

De discussion de fond sur le collectivisme et les théories de K. Marx dont ils se prétendent les apôtres, aucune. A peu près seule, au milieu de questions secondaires, la conquête des pouvoirs publics, qui leur est si chère, a été discutée.

Les décisions prises ont toutes porté sur ce chapitre : Elections municipales de 1896; de l'action du Parti dans les élections départementales; protestation contre la gratuité des fonctions, etc., etc.

Il nous a paru intéressant de remonter un peu plus haut et de juger de l'évolution accomplie par ces opportunistes du socialisme depuis leur entrée en scène, c'est-à-dire depuis 1878.

J. Guesde, dans un article : « Ni contradiction ni variation », s'est défendu d'avoir rien changé au programme du parti dont il est le chef. Nous allons essayer de lui prouver le contraire.

* *

Dans une brochure parue à Lille en 1882 et intitulée : *Programme du Parti ouvrier, son histoire, ses considérants, ses articles*, de J. Guesde et P. Lafargue, nous trouvons, page 28 : « Le Parti entre dans les élections, non pour s'y tailler des sièges de conseillers ou de députés qu'ils abandonnent aux hémorrhoïdes des bourgeois de tout acabit... etc., etc. »

Il faut croire que les hémorrhoïdes des bourgeois les ont gagnés, car, en 1892, les mêmes, dans l'*Almanach* du Parti, écrivent, page 29 (2) : « Le Parti ouvrier vise à envoyer de ses membres dans la Chambre des députés où se forgent les lois, où se discutent les intérêts généraux de la nation... etc. »

(1) La maison de commerce Guesde, Chauvin et Cie, qui débite aussi bien les discours des trois-huit que le savon et le chocolat, voire même l'eau de Cologne des trois-huit, trouve à propos de nous prendre à partie dans une des feuilles de chou destinées à la propagation des susdits produits. Nous ne nous abaisserons pas jusqu'à relever la petite saleté du préposé à la calomnie dans ledit torchon et laisserons ces pîtres du socialisme à leur « bedide gomerce ». P. D.

(2) Nous citons, avec intention, le titre, la page, l'éditeur de l'ouvrage pour qu'il ne puisse y avoir aucune contestation.

Il nous semble que la *démarcation est bien faite*. Mais voici qui est *mieux*. Dans une autre brochure sur les *Congrès du Parti* par Dormoy, et parue en 1887, celui-ci écrit : « Repoussant comme une trahison l'idée seule de parlementarisme,... le Congrès maintient que, pour l'expropriation de la classe capitaliste, qui est notre but, il n'y a qu'un moyen : l'action révolutionnaire... »

En 1892, *changement de tactique*; et le député Guesde de s'écrier : « Je répudie l'action révolutionnaire comme contraire au succès du prolétariat. »

Le programme municipal, qui a fait les frais de plusieurs séances du récent congrès tenu à Troyes, était ainsi jugé en 1887 :

« Le Parti ouvrier n'espère pas arriver à la solution du problème social par la conquête du pouvoir administratif dans la commune. » (Page 49.)

Toujours dans l'*Almanach* pour 1892, à la page 27, sous la signature de Lafargue :

« Le Parti ouvrier se propose comme but immédiat la conquête des pouvoirs publics; ceux qui doivent être conquis *les premiers* sont les conseils municipaux des villes et des villages. » L'on ne peut pousser plus loin la pitrerie.

Nous pourrions citer encore longtemps les exercices d'acrobatie auxquels se livrent messieurs les guesdistes pour arriver à la réalisation du programme : « Conquête des pouvoirs publics. »

Le programme agricole du parti collectiviste porte au plus haut point la contradiction. Ils oublient que K. Marx, dont ils se réclament, a écrit, dans le *Capital*, chap. XV, paragr. 10, que le progrès « fait disparaître le paysan, ce rempart de l'ancienne société ». Voilà, il nous semble, qui est catégorique; cependant J. Guesde, au congrès de Roanne, en 1882, avait déjà tempéré son ardeur et, pour éviter de froisser les électeurs à venir, il dit : « Seules, les grandes propriétés seront expropriées. »

Au congrès du Centre, en 1880, le programme agricole débute ainsi : « Considérant que la propriété ne saurait être individuelle pour deux raisons... »; ce qui n'a pas empêché le collectiviste Jaurès d'écrire dans le journal *La Dépêche* du 25 septembre 1893 : « Ce n'est pas nous qui sommes les destructeurs de la propriété individuelle; nous en serons au contraire les restaurateurs. »

Puis, plus loin : « éliminer dans la propriété ce qu'elle a de mal, pour confirmer ce qu'elle a de bien... » etc., etc.

Nous nous arrêterons là, car nous pourrions citer un nombre incalculable de ces contradictions, du jour où la doctrine scientifique de Marx a fait place aux vulgaires préoccupations électorales du parti collectiviste. Voilà pourquoi, comme l'a si bien démontré Kropotkine dans son récent article : *La Crise du socialisme*, tout parti socialiste qui, pour une cause ou pour une autre, entrera dans le parlementarisme est condamné à disparaître en tant que parti socialiste, à s'embourgeoiser de plus en plus et à en arriver à ne plus être qu'un parti politique conservateur.

P. Delesalle.

DES FAITS

Gaspillages policiers.

En analysant le rapport général du citoyen Pierre Baudin, nous avons constaté les diminutions de crédits qu'il propose pour la préfecture de police.

Nous voulons revenir aujourd'hui sur certains articles du budget de M. Lépine. On y verra quel gaspillage il fait des deniers des contribuables.

Pour le mobilier de ses appartements, il demande la modeste somme de 14.000 francs. Ce qu'il doit casser de cuvettes pour arriver à ce total!

L'entretien de sa machine à coudre — oui, ne riez pas! il a une machine à coudre, probablement ses mensonges... de fil blanc — nous coûte 130 francs; le nettoyage de ses couvertures : 360 francs; ses balais et ses plumeaux : 600 francs. Les produits désinfectants sont portés pour 170 fr. 70. Cela, constatons-le, c'est peu. Il use encore pour 200 francs de quincaillerie. Il paraît que les casseroles lui coûtent cher.

Le mobilier de ses bureaux est porté pour 23.000 francs. Ses voitures nous coûtent 14.400 francs. Il peut entretenir des pur sang. Son chauffage monte à 86.000 francs. Il n'a pas froid aux yeux.

Quoiqu'il ne boive jamais d'eau, il en dépense pour 4.140 francs.

Il a pour 29.000 francs de frais de téléphone, ce qui ne l'empêche pas de dépenser 22.000 francs de timbres — 3.000 francs de plus qu'en 1894.

On pourrait rire de ces dépenses policières, si nous étions assez riches pour jeter l'argent par les fenêtres.

Mais, vraiment, les plumeaux qui n'ont pas encore réussi à enlever les toiles d'araignée qui tapissent le plafond de M. Lépine coûtent trop cher aux malheureux Parisiens.

D. M.

(*L'Intransigeant.*)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — La Bourse du Travail va être rouverte, le décret autorisant sa réouverture vient d'être promulgué. Parmi les divers articles qui le composent, il faut signaler les articles 10 et 11, relatifs à la création d'une commission consultative et à ses attributions. Ces articles renferment certaines clauses dont les travailleurs feront bien de se méfier : d'après l'article 10, la commission consultative sera composée de vingt membres, dont dix délégués par les syndicats admis à la Bourse, six membres du conseil municipal de Paris nommés par cette assemblée, deux représentants de la Préfecture de la Seine, désignés par le préfet, et deux représentants de l'Office du travail désignés par le ministre du commerce.

La moitié, donc, de cette commission sera formée par des membres du pouvoir politique ou ses représentants. Elle pourra, à égalité de voix, contre-balancer les avis des délégués ouvriers, dans les questions présentant un antagonisme entre les intérêts gouvernementaux et les intérêts syndicaux. Par cet équilibre de suffrages, les désirs formulés par les ouvriers grâce à l'intermédiaire de leurs délégués pourront, à l'occasion, rester sans effet. En cas de conflit, il pourra déterminer une intervention politique dans des questions d'ordre administratif qui ne le regardent nullement.

Plus loin, l'article 11 stipule, entre autres attributions à cette commission, « l'initiative d'émettre des avis sur l'admission et l'*exclusion* des syndicats ». Il est à prévoir que les syndicats dont les tendances trop indépendantes auraient tort de les rendre plus ou moins suspects ou gênants, seront victimes de cette sorte de dictature.

Il est donc bien difficile de laisser les ouvriers faire leurs affaires eux-mêmes sans que le Pouvoir vienne fourrer son nez à tout propos et hors de propos dans la gestion de leurs intérêts!

* *

Encore une famille qui vient de se suicider par suite de la misère. Le cocher Schramm, âgé de cinquante-huit ans, après avoir vainement cherché du travail, s'est asphyxié avec sa femme et son fils, âgé de onze ans.

Nous avons eu souvent l'occasion de dire ce que nous pensions de ces actes de désespoir engendrés par un préjugé absurde, et nous ne pouvons que renouveler à ce sujet notre anathème à une société où, malgré toute sa bonne volonté, un travailleur encore robuste en est réduit à mourir de faim ou à se suicider, parce qu'aucun patron ne consent à l'exploiter.

* * *

Marseille. — Les ouvriers monteurs de la cordonnerie Desloyal se sont mis en grève, le 11 décembre, par suite d'une diminution de 10 centimes, équivalant à 20 0/0 de leur salaire.

Il en est de même pour les ébénistes de la maison Dusserd, qui ont cessé le travail pour ne pas subir une nouvelle diminution de salaire. Ils réclament, en outre, le renvoi du contremaître, qui a trop oublié qu'il n'était, comme eux, qu'un ouvrier.

* * *

Rambouillet. — Un acte de brutalité, comme il s'en produit journellement dans l'armée, vient d'être commis au 5ᵉ régiment de chasseurs. Le lieutenant Faré a frappé de sa cravache un jeune soldat qu'il a pris sans doute pour un cheval. Le capitaine, témoin du fait et n'admettant pas une si grossière méprise, a puni cette brute de huit jours d'arrêts qui ont été convertis par le général commandant le corps d'armée en soixante jours de forteresse.

Si l'inverse se fût produit ou même que le soldat eût bousculé son lieutenant, il eût été condamné à mort ; car n'oublions pas que depuis vingt-cinq ans nous vivons sous le régime de l'égalité, une de ces nobles conquêtes de la révolution de 1789.

André Girard.

Autriche-Hongrie.

Si la situation politique de l'Autriche a subi de nombreuses modifications superficielles, elle demeure la même au fond ; le despotisme gouvernemental, l'avilissement de tous les partis devant ce despotisme, l'exploitation économique et l'oppression des adversaires politiques et nationaux subsistent toujours.

A l'insuccès de la coalition formée par les partis cléricaux, polonais-ruraux et libéraux a succédé une période d'interrègne durant laquelle les fonctions de ministres furent remplies par les chefs de bureaux. Puis vint le « grand ministère » du comte polonais Badeni, l'ancien gouverneur de la Galicie, homme brutal et despote, qui d'une « main de fer » étouffait toutes les tentatives d'émancipation des paysans polonais et oukraniens. Sa rigueur bien connue s'exerça d'abord contre le parti de la réaction par excellence, le parti antisémite-clérical. Le chef de ce parti, le Dʳ Lueger, ayant été nommé maire de Vienne, le ministère refusa de ratifier cette nomination ; le conseil municipal s'entêta, et le réélut ; sa dissolution fut prononcée. Cet événement ne vaut que comme exemple de la lutte de l'autonomie communale contre le pouvoir central. Cette lutte est aussi soutenue par le parti social-démocrate qui, pour ce motif, ménage jusqu'à un certain point le parti clérical, bien que l'Etat socialiste agirait comme le gouvernement actuel contre toute tentative d'émancipation locale. Mais la logique n'est pas leur fort.

L'opposition contre l'antisémitisme est surtout entretenue par la Hongrie. Ce pays, dont l'administration intérieure est indépendante de celle de l'Autriche, a conquis son autonomie par la longue résistance passive dans laquelle elle se maintint après la défaite de sa révolution républicaine de 1848-49. La réaction autrichienne ne saurait le lui pardonner. C'est ainsi que le ministre hongrois Wekerlé, pour avoir fait voter quelques lois fortifiant la position de l'Etat vis-à-vis de l'Église, a dû démissionner. Les Hongrois ont répliqué en faisant tomber le ministre clérical autrichien Kalnoky. D'où fureur de la réaction cléricale et de sa fraction la plus violente, le parti antisémite.

Il ne faut pas croire que l'opposition qui résulte de cet antagonisme soit bien sérieuse. La tactique de la plupart des partis d'opposition en Autriche est de se proclamer plus monarchistes, plus fidèles serviteurs de la dynastie que le parti au pouvoir ; c'est une rivalité en prosternations et en dénonciations à l'égard du parti adverse.

Voici maintenant quelques signes d'un progrès bien relatif. En Bohême, l'état de siège de Prague a été levé et une amnistie partielle accordée. En Galicie, les paysans polonais de l'Ouest et oukraniens de l'Est ont élu, aux dernières élections provinciales, quelques paysans députés, en partie socialistes; ces élections se sont faites malgré la présence des baïonnettes des gendarmes, des gourdins des argousins et les manœuvres de corruption. C'est évidemment un signe de courage de la part des paysans. Mais quelle foi aveugle dans la justice impériale ont ces paysans qui viennent souvent à pied jusqu'à Vienne implorer le secours de l'empereur pour remédier à leur misère, ou qui espèrent encore une amélioration, des réformes gouvernementales !

En Hongrie, le gouvernement, qui a fort à faire pour lutter contre la réaction féodale et cléricale, étouffe toutes les tentatives de réformes en faveur des paysans, ainsi que les efforts des populations non hongroises vers une autonomie décentralisatrice. Il est à remarquer que ces tentatives d'émancipation présentent le même caractère de rivalité servile qu'en Autriche. Les chefs du mouvement roumain, amnistiés cet été, s'empressèrent de protester de leur loyauté et d'aller remercier leurs geôliers. C'est ainsi, en outre, que les étudiants croates criaient dernièrement plus fort que tout autre : « Vive le roi! » et brûlaient un drapeau hongrois devant la maison du bourreau Jellacic.

* * *

Donc l'agitation populaire s'épuise en démonstrations stériles au profit des partis ambitieux. Quant aux social-démocrates, ils prônent toujours le suffrage universel; et ils ont fait preuve d'un tel manque d'initiative depuis 1893, qu'on cesse de les prendre au sérieux.

Le mouvement corporatif est de plus en plus centralisé. Par ordre du « gouvernement » socialiste, les sociétés ouvrières locales se sont dissoutes, pour s'enrégimenter dans les organisations « autorisées ». La social-démocratie compte des partisans dans les diverses nationalités, allemande, tchèque, polonaise, italienne, etc., mais leur seul point commun est la réforme électorale.

Le parti hongrois reste en dehors. Il possède une caisse de secours en cas de maladie, laquelle caisse sert à procurer de bonnes places. De temps en temps une polémique a lieu dans le parti, à la suite de laquelle les mécontents sont admis à profiter un peu de l'assiette au beurre, et le calme est rétabli pour quelques années. Cependant, de 1881 à 1884, les idées anarchistes de la *Freiheit* de Londres exercèrent une certaine influence qui aboutit à la création du journal *Radikal*. Puis le gouvernement intervint brutalement, et, depuis 1884, l'idée anarchiste est morte en Hongrie et le mouvement socialiste se perd en querelles intérieures au sujet de la caisse.

* * *

Pour ce qui est du mouvement anarchiste, les quelques faits qui suivent suffiront à faire comprendre les difficultés qu'il rencontre à son expansion.

En Autriche, quiconque donne à lire à autrui un livre, une brochure ou un journal est responsable des délits d'opinion que cet écrit peut contenir. Ainsi, deux ouvriers boulangers de Styrie s'étant envoyé mutuellement des brochures, publiées pourtant à Berlin avec l'assentiment de la censure, furent poursuivis pour haute trahison, blasphème, crime de lèse-majesté, etc., et, après dix mois de prévention, condamnés à 18 mois de prison, quoique les témoignages dont ils furent l'objet fussent tellement favorables que plusieurs des témoins à *charge* furent arrêtés en pleine cour pour parjure.

En Bohême, il se produisit en 1894 une petite explosion de poudre occasionnant des dégâts minimes. Aussitôt on échafauda une grande affaire de société secrète, à la suite de laquelle G. Wolf fut condamné à sept ans de bagne. En entendant sa condamnation, il répliqua : « Ça m'est égal, je suis esclave partout. »

A Prague, au mois d'avril, W. Korber et seize autres passèrent en jugement pour société secrète. Ils se déclarèrent socialistes indépendants, mais réprouvèrent l'emploi de la violence. Ils furent acquittés, sauf l'un d'eux qui avait chanté une chanson glorifiant la dynamite, et qui fut condamné à dix-huit mois pour ce seul motif.

En mai, un ouvrier tchèque, Nydrle, fut condamné à quatre ans de bagne pour avoir écrit l'adresse d'un paquet qui, en 1891, avait été envoyé de Paris à Vienne! Ce paquet contenait des journaux de modes dans lesquels étaient cachées des publications anarchistes.

Cet été, un ouvrier de Styrie est sorti du bagne après avoir purgé une condamnation à dix ans pour avoir écrit dans la *Freiheit* en 1885.

Dans ces conditions, la propagande ouverte de nos idées, sans concessions ni réticences, est impossible. On peut se maintenir, en ses écrits, dans des considérations générales, mais toute appréciation historique tombe sous le coup de la loi sur l'apologie de crimes, toute critique de l'autorité est assimilée à la haute trahison, au blasphème, etc.

* * *

Le 12 octobre, on a pendu à Prague un ouvrier, Anton Hoffmann, mineur de Prozibram, âgé de vingt-deux ans, qui, après avoir travaillé pendant huit ans pour 45 centimes par jour, avait, ces temps derniers, obtenu d'être payé 1 fr. 15. En juin, comme il était encore en vêtements d'hiver, il demanda une avance pour pouvoir acheter d'autres vêtements. Mais, sous le prétexte qu'il avait chômé le 1ᵉʳ mai, il fut renvoyé. Il se vengea en tuant l'inspecteur de la mine et en blessant un contremaître. Il fut condamné à mort. Devant sa prison, des ouvriers criaient : « A bas la peine de mort! Vive Hoffmann! » Il est mort en criant : « Vive l'anarchie! »

Un autre acte de révolte s'est produit en Galicie : quinze soldats ont coupé en morceaux à coups de sabre un sergent qui les avait poussés à bout par sa cruauté. Depuis sept mois l'affaire traîne en longueur. On dit que onze d'entre eux seront exécutés, mais la presse garde le silence et ne cherche même pas à savoir s'ils vivent encore.

Le 5 novembre, une amnistie a libéré quelques prisonniers politiques tchèques. Mais cette amnistie est aussi incomplète que la vôtre de janvier dernier. Pendant les deux dernières années, le tribunal de Prague avait condamné de cent soixante-dix à cent quatre-vingts accusés, à deux cent cinquante-huit ans de prison en tout. Parmi eux se trouvaient deux apprentis de seize à dix-sept ans, qui eurent chacun douze ans de bagne — ils ne sont pas amnistiés pas plus que d'autres condamnés à dix et onze ans. Des condamnés du procès de l'Omladina, trois sont morts en prison, un est devenu fou, un s'est suicidé depuis sa libération.

En somme, ici, si les idées libertaires se développent, c'est bien lentement, car elles sont entravées par le despotisme, le cléricalisme, la bureaucratie, la corruption économique et politique — le tout renforcé des superstitions et des préjugés du socialisme autoritaire.

Nemo.

Russie.

On écrit aux « Feuilles volantes » (publiées en russe à Londres) de *Noukha*, gouvernement d'Elisabethpoi (Caucase) :

Tout le monde s'occupe ici de l'histoire des *doukhobortzi* (1) et de leur refus de faire le service militaire. Pour les « mettre à la raison », les autorités ont d'abord essayé non seulement de les menacer de peine de mort, mais même de simuler les préparatifs d'une exécution : des potences ont été construites, des linceuls préparés, et l'on a amené les réfractaires, disant qu'ils allaient être exécutés. On est même allé jusqu'à leur mettre les linceuls, mais tous les efforts sont restés sans résultat. Les *doukhobortzi* ont persisté dans leur refus et, à la fin, il a bien fallu abandonner l'expérience.

Alors tous les *doukhobortzi* du district d'Akhalkalak, y compris les femmes et les enfants, sont allés en corps déposer leurs armes dans un champ; là, ils les ont entourées de bois, arrosées de pétrole et y ont mis le feu. Le tas brûla pendant toute une nuit et les sectaires, placés autour, chantaient des psaumes. Au bout de plusieurs jours, le gouverneur de Tiflis a envoyé des Cosaques pour les soumettre. Les *doukhobortzi* se sont mis en cercle, les femmes et les enfants au milieu, et se sont tenus ferme, sans combattre, ne s'occupant qu'à porter au milieu du cercle les morts et les blessés. Les attaques des Cosaques restant ainsi sans aucun résultat, leur chef lui-même a fini par en comprendre l'inutilité et les a fait cesser.

Mais tout n'était pas fini. On a fait venir les *doukhobortzi* au village pour se présenter devant le gouverneur, qui les accueillit par des injures, criant et trépignant de rage. Les sectaires ne répondaient pas un mot. Alors, retrouvant l'usage du langage articulé, il s'adressa d'abord aux plus vieux, demandant s'ils voulaient faire le service militaire. Ceux-ci répondirent que leur âge était trop avancé pour que personne pût l'exiger d'eux. La même question fut adressée ensuite à trois

(1) Secte religieuse caractérisée par la négation de tout rite et de toute autorité, ecclésiastique ou laïque.

réservistes qui, également, firent une réponse négative. Le gouverneur, furieux, donna ordre de les battre. Ils persistaient, malgré tout, dans leur refus. Alors tous les réservistes, au nombre de 60, sortirent de la foule et déposèrent aux pieds du gouverneur leurs billets de soldats. Le gouverneur, hors de lui, ordonna de les battre tous et partit aussitôt, remettant ses pouvoirs au chef du district. Pendant six jours, les réservistes furent martyrisés; de plus, les autorités ont secrètement autorisé les Cosaques à commettre des violences sur les femmes des *doukhobortzi*. A cet effet, tous les hommes furent arrêtés; les Cosaques, pendant leur absence, firent irruption dans leurs maisons, enfonçant portes et fenêtres, et violèrent les femmes.

Mais, à la fin, les Cosaques eux-mêmes ont eu honte de leurs actes et les autorités, ne trouvant plus en eux des serviteurs aussi zélés, ont été obligées de les remplacer par la milice *lezguine* (peuplade mahométane du Caucase), plus obéissante encore. Au bout de quelques jours, 35 familles ont été choisies dans les sept villages habités par les sectaires et envoyées on ne sait où, si précipitamment qu'elles ont pu à peine emporter les effets les plus nécessaires. Leur aspect était si pitoyable que les Arméniens, venus pour acheter leurs biens, pleuraient à leur vue. Mal leur en prit de leur pitié, car les autorités les ont fait chasser du village à coups de cravache.

Quant aux familles exilées, le gouverneur a poussé la férocité jusqu'à leur dire, en les accompagnant, que pendant le voyage on ne leur donnerait ni ne vendrait rien « pour les laisser crever de faim ».

En ce moment, tous les villages sont entourés de troupes; on ne laisse personne ni entrer ni sortir. Ce qui embarrasse le plus les autorités, c'est qu'il n'y a en somme aucune révolte, aucune manifestation violente qu'on pourrait réprimer par la force armée. Perdant complètement la tête, elles dispersent les *doukhobortzi* par tout le Caucase, et avec eux se répand le mécontentement...

« La conduite des *doukhobortzi* s'explique d'une façon très simple, conclut le correspondant des « Feuilles volantes », ils ne veulent pas prendre les fusils pour accompagner par les routes, en qualité d'escorte, ou garder en prison leurs propres frères. Ce désir me semble très compréhensible, et je pense qu'il existe un grand nombre d'hommes qui consentiraient plutôt à supporter le martyre eux-mêmes que d'être obligés, par la situation où ils se trouvent, de martyriser des hommes qui ne leur ont rien fait. »

ÉCHOS ET NOUVELLES

Un honnête homme.

M. Gendre, député socialiste de la deuxième circonscription de Sarlat (Dordogne), vient d'adresser à un journal de cette ville une lettre dans laquelle il annonce qu'il ne se représentera pas aux prochaines élections.

Il dit qu'en abandonnant la vie publique il « cède tout bonnement à l'écœurement profond que lui causent les dessous de la politique, si répugnants et si éloignés de l'idéal conçu et espéré ».

Il y a longtemps que les anarchistes ont dit qu'il n'y avait que deux partis à prendre pour l'homme sincère qui se fourvoyait au Parlement : ou s'y corrompre, ou s'en retirer.

*
* *

Un magistrat comme il en faudrait... peu.

Dans une des dernières audiences correctionnelles du tribunal de Mayenne, M. Lecarpentier, procureur de la République, — jadis à Senlis, où il fut l'un des fondateurs de la loge maçonnique — occupait le siège du ministère public. Il s'agissait d'un détournement commis au préjudice de son patron.

En terminant son réquisitoire, et sans doute pour obtenir l'indulgence du tribunal en faveur de l'accusé, M. Lecarpentier laissa entendre qu'après tout, l'employé ayant aidé à établir la fortune de son patron, et ne se trouvant pas aussi rétribué qu'il aurait dû l'être, s'était peut-être cru autorisé à prendre dans la caisse ce qu'il estimait lui être dû!

On juge de la stupéfaction du public. L'avocat de l'accusé, lui-même, Me Chaulin-Servinière, député de Mayenne, ne put s'empêcher de demander à ce singulier procureur si les paroles qu'il venait de prononcer n'avaient pas trahi sa pensée. Un silence significatif fut la réponse de M. Lecarpentier.

Le procureur de la République à Mayenne attend de l'avancement.

(*Figaro* du 21 décembre 1895.)

Nous ignorons jusqu'à quel point est exacte la note du *Figaro*. Mais si M. Lecarpentier a prononcé la phrase incriminée, cela prouve qu'il commence à prendre conscience de l'indigne métier qu'il fait. Nous espérons qu'il ne tardera pas à venir avouer en plein tribunal qu'il est des métiers qu'un honnête homme ne fait pas.

*
* *

Paul Adam, qui, au moment de l'apparition des *Temps Nouveaux*, nous avait promis sa collaboration, vient d'entreprendre dans le *Journal* une campagne en vue de former une armée coloniale avec tous ceux ayant encouru des condamnations dans leur jeunesse. Il vient même de se former une commission ayant pour membres, entre autres : le père La Pudeur, Passy, Leroy, Beaulieu, etc.

Divers camarades nous ont écrit pour nous demander si Paul Adam n'avait pas perdu la tête d'intituler cela : *Réhabilitation par l'armée*.

Que nos camarades se rassurent : notre ami ne voulant pas effrayer les membres de la nouvelle commission, et se priver de leur concours, leur a laissé prendre ce titre anodin, mais il ne tardera pas à donner sa véritable opinion dans une série d'articles qu'il doit intituler : *Relèvement moral de l'armée par le bagne*.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

CETTE. — Quelques camarades ont pris l'initiative de former un groupe. Tous les camarades connus ou inconnus sont donc invités à se réunir, tous les samedis, café Montmartre, rue de Garenne.

*
* *

Conférence donnée à Londres le 13 décembre :

Recette.	44 sh. 6 d.
A déduire :	
Frais de prospectus. .	17 sh. 6 d.
Reste	27 sh. 0 d.
A ajouter :	
Collecte.	2 sh. 1 d. 1/2
Vente de deux serre-joints donnés par Fernand P.	8 sh. 0 d.
Total . . .	37 sh. 1 d. 1/2
	(en francs : 46 25)

*
* *

NANTES. — Les copains Nantais sont priés de se rencontrer tous les dimanches à 3 heures, à la *Botte de Jonc*, rue de la Boucherie.

*
* *

On nous demande d'insérer la note ci-après :

La Revue Rouge, de littérature et d'art, tel est le titre d'un recueil mensuel dont l'apparition est annoncée pour le 20 décembre.

Des proses et des vers de Laurent Tailhade, Henry Bauër, Paul Verlaine, Stuart Merrill, Adolphe Retté, Francis Norgelet, Gustave Langlet, Jules Heyne, Manuel Devaldès, Solness, Henry Paillette, Jules Germain, figureront au sommaire.

Une superbe estampe originale de Steinlen, sur papier de luxe et sans lettre, sera encartée dans ce numéro dont le prix est fixé à 1 fr. 25 chaque.

Malgré le caractère luxueux de la *Revue Rouge*, le prix d'abonnement n'est fixé qu'à 12 francs pour la France et à 15 francs pour l'extérieur. On est prié de s'adresser aux bureaux de la revue, 90, rue d'Assas, Paris.

Nous ignorons quelle sera la ligne de conduite de la *Revue Rouge*. Certains noms, en tous cas, nous font espérer qu'elle mènera le bon combat.

*
* *

Les Egaux (Jeunesse révolutionnaire du 17e arrondissement), 68, rue Demours (angle de la rue Rennequin). — Réunion tous les mercredis à 8 h. 1/2 : causerie littéraire et philosophique. — Entrée libre et gratuite.

Les Egaux font appel à l'initiative de tous : aux jeunes gens qui cherchent à orienter leur vie morale, à s'émanciper des préjugés et des fausses idées qui leur ont été données par l'éducation.

Les socialistes du 17e arrondissement sont spécialement invités à venir prendre part aux discussions.

*
* *

CONFÉRENCE SÉBASTIEN FAURE. — Le lundi 30 janvier 1896, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Harmonie, 94, rue d'Angoulême, Sébastien Faure fera une conférence publique et contradictoire sur le sujet suivant : *Ni bagnes ni prisons*.

*
* *

BEAUVAIS. — Sébastien Faure fera deux conférences publiques et contradictoires au théâtre de cette ville.

La première aura lieu le samedi 28 décembre 1895, à 8 h. 1/2 du soir. — Sujet traité : *La Société actuelle*.

La seconde aura lieu le dimanche 29 décembre 1895, à 2 heures de l'après-midi. — Sujet traité : *La Société future*.

Prix des places : Loges, fauteuils et premières, 1 fr. 50; parquet et parterre, 1 franc; secondes et troisièmes, 50 centimes.

*
* *

PANTIN. — Réunion tous les samedis des *Libertaires* des Quatre-Chemins, 99, route de Flandre, salle Jacquemin.

Et soirée familiale le 4 janvier. On compte sur le concours des compagnons.

*
* *

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Vendredi soir 27 décembre, à 8 h. 1/2, salle Mas, 103, rue du Théâtre, réunion d'étude et causerie sur la « Disparition de la petite propriété » par un camarade de la *Jeunesse socialiste des étudiants*.

Dimanche 29 décembre, à 8 h. 1/2, même salle, soirée familiale et conférence par le camarade Alasluquetas. Sujet : « Les religions. » Causerie et chants.

Entrée libre et gratuite.

Nota. — La contradiction se fait le vendredi.

AVIS

Nous avons un certain nombre de collections des années 4, 5, 6 et 7 de La Révolte. *A titre de propagande, nous les laissons au prix de 1 fr. 50 l'année à nos lecteurs, le port en plus pour la province, c'est-à-dire le prix d'un colis postal, 0 fr. 60 en gare, 0 fr. 85 à domicile. Les quatre années rentrent en un colis de 5 kilos : 0 fr. 80 en gare.*

*
* *

Un de nos amis auquel il manque les numéros 3, 11 et 15 de la 5e année du *Révolté* de Genève, en offre 1 franc pièce au camarade qui pourra les lui procurer.

PETITE CORRESPONDANCE

V., à Montfort. — L'abonn. a été remis au *Libertaire* Lui faisons passer la réclamation.

L. G., à Cette. — Les quatre collections, 6 fr. 80 en gare; 7 fr. 05 à domicile.

J. G. — Reçu l'article du *Peuple*. Le lirons.

W., Paris. — Reçu papier. Merci.

F. C., à Bruxelles. — Votre avis passera semaine prochaine.

P. G., à Limoges. — Enverrions le numéro, mais nous n'avons pas votre adresse. De quelle revue voulez-vous parler?

Agen et Marcel Suzach. — Reçu articles.

C., à Lyon. — Le supplément ne va pas sans le journal. 3 fr. les 30 numéros.

C., à Anvers. — C'est que le numéro s'est perdu en route. Le réexpédions.

M., à Carmaux. — V., à Marseille. — L., à Chemnitz. M., à Vienne. — B., à Angers. — N., à Toulouse. — B., à Nîmes. — G., à Villefranche. — G., rue du Cirque. — B., à Roubaix. — F., à Amiens. — E., à Montpellier. — B., à Iseghem. — A., à Niort. — B., à Brest; C., à Dunkerque; C., à Genève; C., à Mystic, et L. à Chaux-de-Fonds, par la *Sociale*. — G., à Paterson, par le *Libertaire*. — G., à Bordeaux.

L., Chaux-de-Fonds. — M., à Reims. — C., à Anvers. — R. V., à Brooklyn. — G., à Tarare. — B., à New-York. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 36

DIX CENTIMES

DU 4 AU 10 JANVIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS, CONNUS ET INCONNUS

Dans notre dernier numéro, nous avions été forcés d'insérer une note faisant appel à nos dépositaires. Cette semaine encore, nous ne paraissons que grâce au concours d'un autre camarade qui a bien voulu combler le déficit de 200 francs qui nous aurait empêchés de paraître.

Partis avec 800 francs, à peine, nous sommes arrivés au trente-sixième numéro sans encombre : nous voici arrivés à l'instant où les petits déficits insignifiants de chaque semaine deviennent gênants, étant accumulés.

La vente, aidée des quelques dévouements qui se sont déjà groupés autour de notre organe, couvrirait nos frais, si, à chaque règlement, quelque dépositaire n' « oubliait » de nous payer. Ce sont ces pertes qu'il faudrait couvrir.

Nous avons reçu nombre suffisant d'attestations d'amitié et d'encouragements pour nous faire espérer qu'en exposant la situation, ces encouragements se transformeront en « concours efficace ». En dehors de l'aide déjà existante, il suffirait d'une vingtaine de camarades, consentant à se fendre d'une pièce de 5 à 10 francs par mois, pour nous sortir d'embarras.

Si des camarades croient réellement que notre organe réponde exactement à un ordre d'idées bien défini, à eux de voir s'ils doivent le soutenir.

L'Administration.

NOUVEL AN

Une année de plus qui s'en va, chargée, comme les autres, de douleurs et de luttes, une de plus, au tombereau des choses passées.

Par le vieux monde, les hypocrisies coutumières se vont déployer.

Partout les compliments appris par cœur, le mensonge des souhaits, l'indifférence stricte des petits morceaux de carton et des paroles cordiales. Entre gens qui se détestent, entre concurrents, entre ennemis, fleuriront les venimeux sourires et les visqueuses poignées de mains. Sur tout ce monde bas un grand souffle de lâcheté, une fois de plus, passera.

Les fonctionnaires de tout poil, l'innombrable armée des parasites, s'iront mutuellement congratuler, rendre grâce au dieu de la gouvernance, à la précieuse rogne de l'Etat, dont ils ont la garde et sur quoi, purulents et replets, ils vivent. Ce sera fête et joie dans les postes de police, où les bons sergots trinqueront, sous l'œil tutélaire de Carnot-martyr, du doux Casimir et du Tanneur magnanime. Ces messieurs en robe rouge fraterniseront avec ceux pantalonnés de même; la toge taquinera le sabre; et les vieux cuistres de l'Université serreront les phalanges confraternelles des gardes-chiourme. Du gendarme à l'archevêque, tous, solidaires, iront présenter leurs déférents hommages aux préfets chamarrés, comme des ordonnateurs de pompes funèbres; aux préfets manieurs de poignes, représentants de l'autorité.

Au cirque du Palais-Bourbon, radicaux, socialistes et droitiers se feront des courbettes; chacun flairant, sournois, l'assiette au beurre et décrivant autour des voltes habiles.

Les rues montreront la foule ahurie et béate, les gamins bourrés de sucreries, l'éternelle cohue, inconsciente, toujours poussée elle ne sait où et sans qu'on puisse voir la main qui la pousse. Le malheureux peuple de labeur et de servitude se réjouira encore, libéré pour un jour, malgré les impôts, l'exploitation et la misère : il est si aboli qu'une chère un peu meilleure et les alcools suffisent à le satisfaire. Comme de coutume, les hoquets finiront la fête.

Cependant, solitaires, dans le silence du logis, ceux qui pensent, ceux qui luttent, regarderont éructer le siècle agonisant. Ils seront seuls à vraiment se réjouir de l'an nouveau, pour lui-même. Plus les jours passent, en effet, plus ils emportent des défroques anciennes; l'odieux présent se change à mesure en passé. Il est bon de humer l'avenir, l'air qu'on respirera; se plonger dans le temps futur est consolant et salutaire, car il porte en lui l'espoir et l'essence des jeunes forces inconnues.

Chaque jour, en attendant, le temps fait œuvre. C'est notre collaborateur le plus sûr, et je n'hésite pas à le dénoncer à la vigilance des magistrats : oui, garrottez le temps, chargez-le de chaînes; car, beaucoup mieux que nous tous, il sape votre édifice, il ronge la charpente. Regardez, vous n'êtes plus que cirons et vermine .. nous n'avons, nous, qu'à le laisser faire : frappe-t-on de la hache l'arbre moisi? nous nous bornons à montrer la moisissure. Quand l'heure sera venue, un coup de pied suffira, et ce sera, sans doute, le fumier sur quoi fleurira la fleur nouvelle.

Ce qui importe, c'est de savoir ce que nous ferons alors. Rassurez-vous, nous le savons. Persécutés, disséminés, solitaires, inconnus les uns des autres, néanmoins nous pensons de même, de par l'immuable vérité. Nous n'avons besoin ni d'organisation, ni de programme, ni de mot d'ordre. Nous allons chacun de notre côté, la bonne parole en nous, libres autant que le permet votre géhenne. L'idée, de toutes parts, travaille le vieux monde. Elle bout; un feu souterrain arde sous vos scories. Nous avons avec nous toutes les forces et les anciens Hellènes eussent vu la main des dieux sur nos têtes. Il n'est de livre, à présent, que par l'Idée inspiratrice; elle est dans la pâte même des couleurs, dans la glaise des maquettes, dans le ciseau et le burin, dans la vibration des musiques, dans la tragique noblesse des vers. Les chanteurs et les peintres de tous côtés l'annoncent au monde.

Quoi que vous fassiez, partout se dressent des hommes libres. Vous ne les connaissez pas, nous les ignorons aussi, mais, chaque jour, un nouveau se révèle et ce n'est à chaque pas, pour nous, que surprise, espoir et joie.

Nul lien ne nous rattache, hors la conscience propre et la volonté d'être libres. Comment nous le serons? nous le savons clairement et nul leurre ne nous saurait abuser. Quand l'heure sera venue, quand le temps aura fait son œuvre et qu'à point vous serez pourris, nous ne nous étonnerons pas de nous retrouver, calmes, pour commencer la vie nouvelle.

Aussi, ce premier jour de l'an, sans effort, nous unissons-nous tous en pensée. Oui, de Barcelone, de Buenos-Ayres, de Chicago, de New-York et de Londres, de Rome, de Bruxelles et de Paris, de Pétersbourg et de Berlin, nous tous qui portons dans le monde l'idée libre, malgré les barrières et les chaînes, nous nous embrassons fraternellement!

Paul Dechape.

L'ÉTAT MEURTRIER [1]

Or, ce même Etat qui avoue exiger l'impôt *du sang*, et qui ne peut parvenir à dissimuler l'empreinte sanglante de tous les impôts en général, s'est arrogé le droit, lui meurtrier et criminel, de juger et de tuer, dans les formes légales, les autres meurtriers et les autres criminels. Ceux qui commettent un *homicide*, quel qu'en soit le mobile, vol, vengeance, révolte, empiètent évidemment sur les droits de l'Etat; et, l'estampille officielle leur manquant, c'est bien fait si la *veuve* ou le peloton d'exécution les réclament. Ils ne savaient point que l'Etat est seul tout-puissant, comme Dieu; seul impeccable, comme la Vierge; seul infaillible, comme le pape. Ce qu'il édicte devient article de foi; les juges eux-mêmes, qui, *pris à part*, sont de simples individus, n'y peuvent rien changer : tout leur rôle est d'appliquer, *machines passives*, le texte inexorable. Si leur *conscience* crie : Pitié et justice! pour un être intelligent que la société brutale a façonné en brute et qu'elle veut maintenant punir de trop ressembler à sa mère, tant pis! ils n'ont qu'à passer outre : on ne s'est pas fait juge pour rester homme. L'Etat veut bien juger; mais lui, le grand coupable, il ne s'assied jamais sur la sellette. Et pour que l'iniquité s'accomplisse plus sûrement, l'Etat délègue sa judicature à ceux dont les intérêts se confondent avec les siens : à des gradés, à des magis-

(1) Voir le numéro précédent.

trats-fonctionnaires, à un jury aristocratique et bourgeois. C'est devant ces conservateurs-nés de l'*ordre établi* que va se jouer la tête du révolté; c'est devant ces messieurs classés, titrés, rassis, ces privilégiés du rang, de la fortune, de l'éducation, que vont comparaître tous les enfants du hasard, tous les parias à qui la vie fut un malheur incessant et une éducation à rebours. Toutes leurs habitudes de correction seront certainement déroutées par ce phénomène, un transgresseur de lois, et le monstre n'a qu'à se bien tenir.

Nous voyons que l'Etat, dans l'exercice de ses multiples pouvoirs, fait, comme en se jouant, de nombreuses victimes : il a donc, à ne lui appliquer que sa propre législation, mille fois mérité la mort. Mais il ne faut point espérer qu'il en convienne ; et, s'il a l'air de protéger la vie des simples citoyens, combien plus âpres et plus violentes seront ses répressions, lorsqu'il croira la sienne directement menacée! Sans considérer que les gouvernements s'établissent en général par la force, comme ils se conservent d'ailleurs, et que les républiques ne font pas exception à la règle, il proclame *insurrection* ou *guerre civile* la résistance à cette force par lui appelée droit (1). Le seul fait de l'entreprendre ou d'y inciter les autres est un crime spécial qui doit être puni, indépendamment des autres qui auront pu être commis en même temps. Il est évident que cette entité abstraite, l'Etat, s'attribue une réalité, et qu'il est telles circonstances où une blessure vaut plus qu'une blessure, un vol plus qu'un vol, etc., parce qu'il est présent en tiers, lui, l'omnipotent invisible et immanent, et qu'il se sent atteint par contre-coup. Il y a, en France, outre un nombre déterminé d'individus en chair et en os, exerçant une profession ou occupant une situation distincte, une personnalité quasi-métaphysique, mais d'une action fort tangible et envahissante, de caractère fort pointilleux, et qu'il faut bien prendre garde de léser: c'est l'Etat.

Si jamais vous avez affaire à ses plus humbles représentants, à de vulgaires sergots, par exemple, et qu'ils vous ordonnent de les suivre, je vous conseille d'obéir sans regimber. Vous ne savez pas pourquoi, vous n'avez sur la conscience aucun méfait : qu'importe? passez, comme un criminel, à travers la curiosité malveillante des gens, laissez-vous diffamer provisoirement : vous vous expliquerez au poste. Elles sont un peu longues, quelquefois, ces explications au poste, sous le nom de préventions ou d'erreurs judiciaires. Mais il vaut mieux s'exposer à toutes ces petites mésaventures que de porter seulement la main sur un policier qui attente à votre liberté; car ce policier est plus qu'un homme ordinaire : c'est un agent de l'autorité (2). Si vous êtes plus de vingt à tenter une pareille rébellion, quand même vous n'auriez pas d'armes sur vous, ce qui suppose des intentions relativement pacifiques et peu dangereuses, vous serez condamnés à la réclusion. Bien plus, pour mieux montrer qu'on ne vise nullement la matérialité de tels ou tels sévices, mais l'injure adressée à l'autorité et le danger qui en résulte pour son prestige, de simples menaces proférées contre l'administration par une réunion non armée de plus de vingt ouvriers, hospitalisés ou prisonniers, sont frappées exactement de la même peine. Or, vous pouvez, pour ce prix-là, vous payer le luxe de tendre un guet-apens à un simple mortel comme vous et moi et de le mettre mal en point, si bien qu'il soit incapable de travailler plus de vingt jours durant.

Quant à la peau de ces gens du pouvoir, du plus bas au plus haut de l'échelle, elle est aussi tarifée : tant pour une égratignure, tant pour une blessure plus grave, etc. Et vous découvrez avec stupéfaction que votre pauvre carcasse non brevetée, S. G. D. G., ne vaut pas bien cher, en comparaison de leurs ventres officiels. Il y a mieux : M. le juge a ôté sa robe, il n'est plus qu'un quidam quelconque; il va entrer chez lui, lorsque, pour des démêlés de voisin à voisin, vous lui administrez quelques vigoureuses torgnoles : vous vous en tirez avec six jours de prison au minimum et deux ans au maximum, plus une amende. Mais cela monte d'un cran, si c'est le juge que vous avez voulu frapper, et non le simple pékin : alors, vous risquez d'en avoir pour la valeur de deux à cinq ans. Rentré dans la vie privée, le bonhomme a pourtant des mœurs assez paisibles : il ne revêt sa férocité de commande qu'avec son hermine, pleine de pouvoirs formidables. Il s'ensuit que sa personne est d'autant plus précieuse qu'elle est plus menaçante pour notre sécurité. Il arrose tranquillement les fleurs de son jardin : vous lui cherchez une querelle d'Allemand et, voulant le rosser d'importance, il se trouve que vous avez la main un peu lourde; vous le *tuez raide* : *travaux forcés à temps*. Il vient de condamner à mort votre meilleur ami ou votre fils, peut-être pas même coupable légalement, — en tout cas, plus malheureux que coupable, — vous infligez une correction à son assassin : il n'en meurt que *dans les quarante jours : travaux forcés à perpétuité*. Et le reste à l'avenant. L'estime que le Code fait de votre tête se gradue selon la quantité de pouvoir que vous détenez : mieux les poupées sont habillées, plus ça coûte cher pour les abattre. Coût d'un soufflet à cet homme en blouse et en paletot : c'est pour rien, six jours à deux ans de prison; cet huissier tout noir et chargé d'exploits vaut déjà davantage : un mois à trois ans; mais vous ne toucherez pas à ce magistrat rouge comme un homard pour moins de deux à cinq ans. Que si, votre ambition ne connaissant aucune borne, vous osiez aspirer à débusquer ce grand personnage constellé de croix et enrubanné, escorté de panaches qui font cercle autour de lui, le chef de l'Etat, en un mot, votre coup serait vraiment hors de prix (1). Avoir simplement *attenté* à sa vie ou à *sa personne* est réputé crime contre la sûreté de l'Etat; et, pour ce fait à limites imprécises, vous seriez conduit à la mort comme un parricide, en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir. C'est l'Empereur qui, par cette loi paternelle, se déclare le père de ses sujets. Comme son nom est resté ici et ailleurs, je suppose que rien ne sera changé si j'y substitue mentalement celui du Président de la République. Mais cela va me jeter dans un embarras étrange : car je rencontre plus bas des dispositions qui, à côté de l'Empereur sacré, érigent en autant de fétiches les membres de la famille impériale; et je me demande si elles sont applicables à celle de notre honorable Président, et si, par hasard, sans qu'on le soupçonnât, il serait, lui aussi, chef de dynastie. Et pourquoi pas? Les textes sont là, dans leur imposante immutabilité; et l'on sait que nous sommes régis par des textes. C'est, tout au moins, un symbole significatif.

Oh! éternité du privilège dans les Etats divers en apparence! On n'a eu qu'à laisser subsister intégralement les lois de marbre et de bronze du premier Empire, en y ajoutant par-ci par-là quelques substructions des monarchies plus récentes, et l'on a eu les fermes assises sur lesquelles repose, avec son pouvoir de tuer, notre Etat républicain. Il ne serait même point malaisé de lui trouver des origines plus anciennes. Pourquoi ne remonteraient-elles pas jusqu'au droit aristocratique des Francs, qui estimait la vie d'un barbare libre à 1.800 sols, tandis qu'elle taxait celle d'un porcher à 30 sols; jusqu'au Manava-Dharma-Sastra, code hindou vieux de deux mille ans, qui considérait comme un délit fort léger le meurtre d'un Soudra, tandis qu'il menaçait de châtiments effroyables, en ce monde et en l'autre, le meurtrier d'un Brahmane? Malgré notre prétendue égalité devant la loi, nous en sommes au même point : là où il y a autorité, l'égalité n'est qu'un leurre; l'Etat met sa lourde épée dans la balance de la Justice et la fait terriblement pencher de son côté.

J. Degalvès.

(1) Code pénal, 91-101; loi du 24 mai 1834.
(2) Code pénal, 209-233.

(1) Code pénal, 86-90.

BRAVES ENFANTS!

Chaque jour, des signes non dubitables nous en informent. La mission de la classe bourgeoise est accomplie. Parachevée l'éducation vénale de l'âme humaine. Où que se portent nos regards, l'argent est maître, l'or est dieu.

Superflues aujourd'hui les suggestives grimaces mimées par le bohème Rameau, un louis en main, devant son fils, afin de lui inculquer que cette rondelle brillante est l'hostie sainte de la religion humaine.

La chose enseigne mieux que le discours. Or, en nos cités, tout parle d'agio, de trafic, de marchandage. Par les yeux ne peuvent venir en nous qu'idées de lucre et de commerce. Toutes relations se résolvent en chiffres et calculs. Nulle crainte que de généreuses et folles maximes désapprennent aux jeunes comment on se pousse dans la vie. Ils ont vu trop de malheureux méprisés pour compatir aux infortunes, trop d'artistes trafiquer de l'art pour aimer le beau, trop de penseurs bâillonnés pour chercher le vrai.

Les Rastignac modernes n'ont pas besoin même d'observer l'époque, comme ceux de Balzac, et d'interpréter le milieu. Pris dès le ventre, élevés loin de l'exemple, les petits bourgeois iront du groin vers la galette comme les cochons aux truffes. La pièce de cent sous, ils ont ça dans le sang. Sous la peau, la vérole du gain. Les femelles vêlent maintenant selon l'intérêt de la caste. La semence du mâle véhicule les sales appétits.

Cela fut attesté — il y a peu de jours — par un fait divers qui eût envahi les feuilles publiques, si les évènements se commentaient à la mesure de leur valeur. Inaperçu des gazetiers, il n'en demeure pas moins document rare pour l'histoire de notre époque.

Le 20 décembre, vers 6 heures du soir, cinq ou six cents jeunes gens recrutés dans le monde des Ecoles débouchèrent rue Monge et entreprirent le siège de la pharmacie située au numéro 54. Des cris retentissent : « A bas le potard!... Enlevez-le!... » Les glaces des devantures s'écroulent. Flacons et bouteilles volent en éclats. Des projectiles divers, pommes, cailloux, morceaux de bitume parcourent la boutique.

La scène dura cinq minutes. Après quoi, rien ne restant à démolir, les assaillants se retirèrent fort tranquilles.

Nul doute que, s'il se fût montré, le patron de céans eût été mis à mort, sans phrases, sous l'œil atone des agents. Le « bandit » avait affiché la baisse des pilules, vendu à perte les onguents!

Nous savions déjà les méfaits cachés sous la concurrence commerciale, vocable honnête. Après l'attentat Carnot, aidés de l'autorité et sous couleur de civisme, des marchands rancuneux pétrolèrent les épiceries italiennes et, par mégarde, quelques-unes aussi de compatriotes trop prospères.

Le boycottage de ceux qui ravalent le profit a fait, comme on a vu, quelque progrès. Plus délurés que leurs pères, les enfants surveillent le métier avant d'en être et vérifient la caisse à leur façon.

Le fait n'a tout son relief qu'aux yeux de qui pratiqua la jeunesse nauséeuse des Ecoles, trop flagornée des clichés connus par la servilité journalistique. Ces petits messieurs, d'ordinaire, sont peu susceptibles, rarement emballés. Repus déjà et bedonnants, la boufflissure et

la morgue les préservent des colères comme des enthousiasmes. La leçon finie, pendant laquelle furent serinées les formules précieuses, à fin de rapide fortune, ils se répandent aux lupanars spéciaux où les filles ont licence, à leur intention, de gueuler davantage et de lever la jambe plus qu'ailleurs.

Parfois, quand elle gêne la brutalité de leurs ébats, ils font mine de se brouiller avec la rousse. Ça ne tient pas. Si, voulant leur faire honneur, des naïfs soutiennent qu'ils ont combattu un peu pour la liberté, ah! comme ils relèvent l'insulte... Nous commerçants, propriétaires et juges de demain, nous rebeller contre ces bons gardiens de l'ordre et du capital! quelle farce!

Certains, qui voudraient tous les jeunes à l'avant des idées, les fouaillent parfois et dénoncent leur égoïsme de vieillards, leur lamentable stupidité, leurs débauches crapuleuses où n'est même pas l'excuse des spirituelles fantaisies. Alors ils grognent: « Quoi? Qu'est-ce qu'on nous veut?... Est-ce que nous savons, nous autres?... Nous sommes là pour faire la noce et gagner de bonnes places... Nous nous soûlons tout en prenant nos diplômes... Va-t-on nous foutre la paix?... » Et ils retombent dans leur bock, sur la peau flasque de leur maîtresse.

Mais on s'attaque, cette fois, aux revenant-bon de la profession convoitée. Du coup, les énergies se retrouvent. La couvée bourgeoise s'esbrouffe, besognant du bec et de la griffe. Ah! tu te mêles de toucher aux traditionnelles prébendes... Tu rognes les pitances à nos jeunes voracités... Tu gâches le gai commerce où, pour ruiner le miséreux, sont complices la peur de mourir et la superstition de la drogue! Attends un peu! Ohé, les gars! à l'assaut!...

Le soir de la croisade, ce dut être gala dans les arrière-laboratoires. Le fils fut congratulé par le père, l'élève par le patron. Ne t'inquiète plus de l'avenir, si tu n'as pas de quoi, mon brave. Désormais, tu es des nôtres. Tes quartiers de bourgeoisie sont prouvés. Le fonds t'appartient et la fille avec.

Charles-Albert.

HUMANITÉ ET RELIGION

Les néo-croyants qui, sincèrement, demandent à un retour vers la foi le remède et l'oubli des tristesses présentes, ne méditent pas assez l'étroitesse révoltante du mobile religieux. Pour l'homme d'une confession, l'Humanité s'arrête aux gens de son credo. Vient-il au secours des autres? ce n'est pas le devoir de solidarité humaine qui le guide, mais l'espoir de recruter. Sa charité est un placement dont les intérêts se payent en conversions.

A cet égard, le passage suivant est instructif d'un entretien que M. Jules Simon eut avec un Père en mission depuis dix ans sur les bords de l'Oubanghi.

Celui-ci raconte des scènes d'anthropophagie et comment avec ses deux compagnons ils arrachent aux sauvages les enfants destinés aux repas de chair humaine.

— « Je suis surpris, objecte son interlocuteur, que vous puissiez vous emparer de ces jeunes négrillons et surtout qu'on vous les laisse conserver quand vous les avez pris.

— « Nous avons réussi à soustraire à la mort plus de 150 enfants, répond le prêtre. Ils nous les laissent parce qu'ils ont à chaque instant besoin de nous. Nous n'en sommes pas moins à leur merci et, de plus, nous ne savons plus comment nourrir tout ce monde. *Quand nous n'aurons plus de manioc à leur donner, ils iront chez nos concurrents européens; ils apprendront l'anglais, ils deviendront protestants et le travail que nous faisons depuis dix ans sera perdu.* »

Ces hommes ont préservé d'un supplice affreux plus de 150 enfants et ils estiment leur œuvre inutile parce que ces enfants seront protestants au lieu d'être catholiques.

Et voilà ce que la religion peut nous offrir de plus pur. Car celui qui vient de parler n'est pas un pitre de cathédrale, un aigrefin de sacristie, un marchand d'eau bénite. Sa foi n'est pas une grimace. Pour elle il risque la mort chaque jour.

Charles Albert.

DES FAITS

Le tombeau.

Quand nous disons qu'il ne reste plus un seul homme valide des malheureux envoyés à Madagascar, on nous taxe de parti pris. Voici des renseignements fournis ces jours-ci par le ministère de la guerre. Nous les reproduisons tels quels d'après l'*Eclair* :

« A la date du 15 septembre, un bataillon, le 1er du 200e régiment, était réduit à 12 hommes! Tous les autres étaient morts ou encombraient les hôpitaux.

« Le 40e bataillon de chasseurs n'avait plus personne : il n'a même pas pu être représenté dans la colonne volante qui est partie le 15 septembre d'Andriba pour Tananarive. »

A la même date du 15 septembre, les hôpitaux établis aux différents points de l'île accusaient les chiffres suivants :

	Malades
Hôpital de Majunga	987
Transport-hôpital *Vinh-Long*	400
Sanatorium de Nossi-Comba	480
Dépôt des convalescents de Majunga	400
Dépôt des Kabyles	1.100
Dépôt des isolés de la 1re brigade	500
Dépôt des isolés de la 2e brigade	220
Hôpital d'Ankaboka	1.100
Hôpital d'Ambato	350
Hôpital de Marololo	800
Hôpital de Suberbieville	800
Au total	7.137

En outre, la mortalité y est d'environ 60 à 70 par jour.

« A ce chiffre déjà si formidable de 7.137 malades sérieusement éprouvés, il faut ajouter 2.000 convalescents ou moribonds rapatriés au 15 septembre par des transports et les affrétés que l'on sait.

« A la même date, il était mort près de 1.500 hommes au bas mot, sans compter ceux qui sont décédés à Tamatave ou à bord des transports qui les ramenaient en France, sans compter non plus ceux, plus nombreux encore, qui sont décédés parmi les convoyeurs kabyles, somalis ou autres.

« La colonne volante qui a été à Tananarive n'ayant pu disposer que de 3.500 hommes, on voit qu'en tenant compte d'un millier d'hommes répartis sur la ligne d'étapes, nous arrivons à peu près au chiffre du corps expéditionnaire. »

« L'hôpital de campagne n° 1 dispose de 250 lits et il a 987 malades. Les hommes n'ont qu'un infirmier pour 80 malades et la surveillance n'est pas assurée.

« Les malades meurent dans la brousse, et le soir, dans les promenades à cheval que font les officiers, l'odeur nauséabonde qui se dégage sur leur route révèle la présence de quelque cadavre. »

Qu'ajouter à des chiffres aussi éloquents par eux-mêmes? Allons, messieurs les bourgeois, réjouissez-vous! le drapeau français flotte sur Tananarive, 15.000 prolétaires ont payé de leur vie la possession de ces affreux marécages, mais les Suberbie sont contents, les actions montent en bourse, il y a du vol à l'horizon, la période de civilisation commence!

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Des messieurs très réputés, très décorés enseignent, en de luxueuses écoles, que la dignité humaine et le respect du prochain datent de 1789.

Or voici de quoi s'éjouissent les gazettes vénales :

« Le baron E. de Rothschild entre, chaque jour, au Bois de Boulogne par la porte de Passy. Puis il s'avance suivi d'un valet de pied qui, chargé d'une lourde escarcelle, sème littéralement les monnaies de billon et d'argent, les jetant à quiconque l'approche.

« On juge quelle cohue de miséreux accourt non seulement de Paris, mais de Boulogne et autres points, décidés à camper dans le Bois jusqu'à l'arrivée du valet. »

Connaissez-vous, parmi les fastes de l'ancien régime, un geste plus méprisant pour la « canaille »?

Ch.-Albert.

* * *

Paris. — Les journaux mènent grand train autour de la mort, au régiment, du « Petit Sucrier ». On s'indigne, on déblatère contre l'autorité militaire qui, par crainte du qu'en-dira-t-on, n'a pas osé réformer le phtisique millionnaire. Une question a été posée au ministre de la guerre, qui n'a pas perdu l'occasion de vanter l'esprit de justice, d'abnégation, de dévouement patriotique, etc., qui distingue les « grosses légumes » de l'armée. Certains même s'en prennent au socialisme dont les revendications égalitaires ont intimidé les médecins militaires dans l'accomplissement de leur devoir. Au milieu de tout ce tapage, on oublie trop facilement que, chaque jour, des décès semblables se produisent sans que personne songe à récriminer. Qu'un pauvre diable succombe aux pantalonnades anti-hygiéniques de ce métier grotesque, il n'y faut voir qu'un de ces accidents, regrettables sans doute, mais que la raison supérieure de la défense nationale doit faire considérer comme malheureusement inévitables. Mais qu'un jeune millionnaire, commanditaire ou subventionneur possible, usé jusqu'à la corde par ses frasques antérieures, vienne, par sa disparition, décevoir les appétits en éveil, halte-là! La presse s'émeut et verse des larmes de crocodile sur le triple cercueil frangé d'argent du martyr de l'esprit démocratique!

Dans l'un et l'autre cas, cependant, le métier des armes n'est-il pas également haïssable?

* * *

Bar-le-Duc. — Une épidémie de fièvre typhoïde vient de se déclarer au 94e régiment d'infanterie. La cause doit en être attribuée à l'eau de certains puits contaminés par les infiltrations provenant de fosses d'aisances voisines.

Parions que les victimes de cette épidémie feront verser moins de pleurs que Max Lebaudy.

* * *

Nancy. — On vient de saisir à Nancy cinq vaches atteintes de tuberculose, dont la chair était destinée à l'alimentation de la garnison. Elles ont été immédiatement abattues. Il en est une sixième que l'on se gardera d'abattre : la vache à lait des fournitures militaires.

A. Girard.

Suisse.

Zurich. — La lutte entre le travail et le capital prend dans chaque pays un caractère particulier, correspondant au développement de l'industrie, de la technique et surtout au mode d'exploitation mis en œuvre par les capitalistes. C'est ainsi qu'en Angleterre, en France, en Belgique et même en Hollande et en Allemagne, depuis quelques années, à une organisation productive par grands établissements, comprenant des centaines et des milliers de travailleurs, répond une organisation analogue en grands syndicats ou groupements corporatifs; à la centralisation capitaliste répond la centralisation prolétarienne.

En Suisse, l'industrie est plus morcelée. Sans doute on y trouve de grands établissements de filature, de tissage ou autres; mais, comparés à ceux des pays voisins, ils sont de dimensions restreintes. Ici le capital n'est pas centralisé en si peu de mains qu'à l'étranger. On y trouve beaucoup de petits patrons. On peut donc dire qu'en Suisse le capital est fédéralisé. Il en est de même du mouvement syndical ouvrier, ce qui lui donne une plus grande variété dans son mode d'organisation et dans sa tactique.

Le capital décentralisé fait tous ses efforts pour arriver à la centralisation, malgré la résistance opposée par les petits patrons et leur fédération. Le

mouvement ouvrier suit cette tendance à centraliser sa direction entre les mains d'un comité fédéral des syndicats ouvriers.

C'est dans le mouvement des grèves que ces tendances se constatent. Elles sont à noter dans la grève des ouvriers du bâtiment qui eut lieu au printemps de l'année 1894 et dans celle des vitriers qui vient de finir ces jours-ci.

Dès l'automne de 1893, le comité des ouvriers du bâtiment entreprit une propagande en faveur d'un mouvement au printemps suivant, afin d'obtenir la journée de 9 heures et un salaire minimum. Ces revendications devaient être soumises aux patrons et, en cas de refus, on tenterait la grève générale du bâtiment. La première réunion eut lieu le 21 février 1894, mais de nombreuses défections se firent et on ne put obtenir aucun résultat.

La grève des brasseurs qui suivit s'était produite inopinément à l'encontre de celle du bâtiment. La grève fut courte et fut couronnée de succès. Leurs revendications — 10 heures de travail, salaire minimum de 6 francs, etc. — furent acceptées.

Ce succès donna confiance à d'autres corps de métiers et suivirent les grèves des ferblantiers, des maçons, des manœuvres, des charpentiers.

Dans tous les syndicats, une grande agitation se propagea. Le 12 mars, les peintres se mirent en grève, puis les menuisiers. Cette grève fut remarquable. Les patrons qui avaient fait venir des ouvriers de l'étranger durent les faire protéger par la police comme de véritables prisonniers.

La solidarité manifestée par les ouvriers servit d'exemple aux patrons, qui oublièrent leurs rivalités et leurs rancunes pour former une contre-fédération. Ils s'engagèrent à n'employer aucun gréviste sous peine d'amende, repoussèrent toute tentative de conciliation, et, après trois mois, vinrent à bout de la grève.

L'issue de cette grève donna lieu à bien des critiques. Ne vit-on pas par exemple des collectivistes, partisans de la journée de 8 heures et prêchant le repos du 1er mai pour l'obtention de cette journée de 8 heures, tourner en dérision les grévistes qui réclamaient la journée de 9 heures? En tout cas, ce fut une leçon pour les organisations ouvrières, qui en profitèrent pour se fortifier.

De leur côté, les patrons sont unis, dans la lutte contre la classe ouvrière, par la plus étroite solidarité. Dans certaines villes, à la moindre tentative pour la formation d'un syndicat d'ouvriers, ils répondent par une ligue opposée. Entre eux circulent des listes noires signalant les ouvriers à éliminer.

Chez les peintres et les menuisiers, toutefois, les ouvriers réussirent à se procurer du travail sans passer par l'intermédiaire des patrons et, par ce procédé, rendirent nul l'effet de ces listes.

Il n'en fut pas de même dans les autres corps de métiers. C'est ainsi qu'au mois de septembre dernier les vitriers se sont mis en grève, réclamant l'abolition de ces listes et que l'entreprise du travail soit confiée aux ouvriers, sous le contrôle des patrons. Trente-trois patrons acceptèrent ces conditions. Mais les autres formèrent une coalition, à l'instigation d'un des leurs, ancien ouvrier et jadis fondateur du syndicat des vitriers, contre lequel, à présent, il combat. Les menuisiers ont, en cette circonstance, montré une grande solidarité avec les vitriers : ils se sont engagés à ne toucher en rien au travail de ceux-ci.

Récapitulons. Ici, le capital est plutôt fédéralisé, avec une tendance à la centralisation. Quels sont les moyens à opposer à cette coalition? La grève générale assurément, car la fédération des patrons ne saurait durer bien longtemps, attendu que parmi ceux-ci les gros mangent les petits qui, eux, ne peuvent supporter un long chômage. Le moyen d'arriver à un tel résultat serait de répondre à l'organisation patronale par une organisation analogue de syndicats étroitement liés par la solidarité et par la réorganisation de l'« Arbeiterverein » et du comité fédéral des syndicats en une sorte de « parlement du travail » sous le contrôle de tous (1).

SLOVACK.

Russie.

SAINT-PÉTERSBOURG. — Les ouvriers d'une importante fabrique de tabacs et de cigarettes se sont mutinés à la suite de certaines innovations que l'administration de la fabrique voulait introduire dans le travail..

La police, ayant à sa tête le préfet, a « rétabli l'ordre » en procédant à plusieurs centaines d'arrestations.

Les ouvriers arrêtés ont été conduits en masse à la prison, entourés par les agents.

(1) Le parlementarisme n'a-t-il pas donné assez de preuves d'impuissance en politique, pour ne pas tenter de l'introduire dans le monde du travail?

République argentine.

BUENOS-AYRES. — Le dernier courrier nous a apporté la nouvelle de la mort de Piette. C'était un ancien camarade de Verviers. La cause perd un bon compagnon et un excellent propagandiste.

BIBLIOGRAPHIE

Le Rut pour la vie, de Marcel Mouton, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

L'auteur se réclame de son maître, François Coppée, mais nul doute que son « maître » a dû lui donner de la férule s'il a lu les passages où il traite de l'armée.

Comment! vous vous intitulez le disciple de celui qui se proclame le « plus grand cocardier » de France et vous écrivez des pages qui laissent supposer que l'armée ne serait pas le réceptacle de toutes les vertus, de l'honneur et de la chevalerie! Monsieur Mouton, votre maître vous désavouera.

C'est étonnant comme tous les livres où l'on parle de l'armée, même ceux qui veulent la réhabiliter, s'accordent pour nous en faire un tableau qui n'est pas des plus beaux!

La Gamelle, de J. Reibrach, *Sous-off cassé*, de Ed. Gachot, sont évidemment écrits pour réagir contre le discrédit dans lequel tombe, tous les jours, l'armée; tous les auteurs ont, certainement, voulu faire la contre-partie de : *Au Port d'armes*, de Fèvre, de *Sous-offs*, de Descaves, de *Biribi*, de Darien, et alors que l'on a fermé leur volume, on constate que, si ceux qui défendent l'armée avouent tant de saletés, on en peut conclure que les auteurs en question n'avaient pas exagéré.

Le 4e d'artillerie, de O. Méténier (1), lui, n'a d'autre prétention que de servir de prétexte à raconter quelques historiettes se passant dans le cadre militaire; mais, au fond, c'est la même note qui s'en dégage : le dégoût d'une institution où ceux qui sont dotés de la moindre parcelle d'autorité peuvent faire tant de mal à ceux qui doivent leur obéir.

VINDEX.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A la suite de différentes discussions, une scission s'est produite au sein du groupe de la Jeunesse socialiste de Saint-Denis, entre les autoritaires et les libertaires; ceux-ci, devant le parti pris de ceux-là, se sont retirés du groupe après avoir fait la déclaration suivante :

Las de toutes les iniquités de la société actuelle, du joug de la société autoritaire qui nous exploite, sachant que l'homme ne peut obtenir d'elle que ce qu'il prend, nous étions venus au groupe pour combattre l'organisation actuelle, pour lui ravir ce qu'elle nous avait pris, le bonheur et la liberté. Nous croyant dans un milieu révolutionnaire, dont le but était le nôtre, sans préjugés ni parti pris, notre conception aurait été vite réalisable. Au lieu de cela, qu'avons-nous vu? Une société qui ne reconnaissait pas la loi, en faire pour ses membres; des hommes qui voulaient leur liberté, suivre des chefs jusque dans leurs absurdités, pour combattre quoi? « non pas le capital », mais l'idée libertaire de quelques-uns de leurs camarades.

Devant cet état de choses, attendre le bon vouloir des vôtres serait une reculade pour notre but et une lâcheté de notre part. Il faut, à votre contraire, prendre le chemin droit qui mène à l'émancipation de l'homme, c'est-à-dire la révolution; mais la révolution complète, celle qui ne laissera pas de bâtards et qui ne construira pas ce que nombre d'entre vous cherchent : la suprématie du cerveau.

Nos penseurs de sociétés futures, étant débarrassés des préjugés qui influent encore sur les systèmes préconisés par certains réformateurs sociaux, sont arrivés à concevoir un idéal sociologique entièrement basé sur la liberté de tous les individus.

Quoi de plus beau, en effet, qu'une société entièrement harmonieuse, où la recherche du beau, du vrai pousserait tous les êtres à se grouper librement par pures affinités, pour la satisfaction de tous leurs besoins physiques et moraux?

Devant une telle hardiesse, devant l'allure franchement révolutionnaire et libertaire des nôtres, et devant le geste de vos chefs, vous ne répondez à ces questions que par des clameurs affolées, effrayés d'un idéal que votre faible structure cervicale vous empêche de comprendre.

Notre idéal est assez développé dans ces quelques lignes.

Que voulons-nous? La liberté pour tous et le bonheur pour tous. Anarchie, nous la voulons, car sans elle il n'est pas de liberté assez grande pour le bonheur de l'humanité.

La Jeunesse libertaire.

(1) Chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.

Les membres dissidents du groupe socialiste de la Jeunesse de Saint-Denis ont décidé, avec quelques-uns de leurs amis, de fonder un groupe libertaire d'études sociales.

Ils font appel à tous les camarades dans ce but.

Réunion du groupe le samedi 4 janvier, chez Valet-Drecq, place aux Gueldres, à Saint-Denis.

* * *

Un camarade de Bruxelles offre :

Les neuf années du *Révolté* (Genève-Paris). — Les quatre premières années de la *Révolte*. — *La Révolution Sociale*. — *Le Droit Social* (Lyon). — *L'Etendard Révolutionnaire* (Lyon). — *L'Alarme* (Lyon). — *L'Audace* (Lyon). — *Le Drapeau Noir* (Lyon). — *La Lutte Sociale* (Lyon). — *Le Forçat du Travail* (Bordeaux). — *L'Egalitaire* (Genève). — *L'Insurgé* (Bruxelles). — *Ni Dieu ni Maître* (Bruxelles). — *Drapeau Noir* (Bruxelles). — *La Liberté* (Verviers). — *De Opstand* (Anvers-Gand), ainsi que tous les procès, placards, manifestes et affiches. — Le tout complet et en bon état.

Le produit de la vente est destiné à appuyer un acte de solidarité.

S'adresser au compagnon Cardinal, 22, rue de Bavière, Bruxelles.

* * *

On nous annonce, pour le 1er janvier, l'apparition de l'*Avvenire Sociale*. Il sera hebdomadaire; abonnement : 4 francs par an.

Adresser les communications à D. Francesco Thommaso, Corso Cavour, 24, Messine (Sicile), Italie

PETITE CORRESPONDANCE

A. L., à Bapaume. — La *Morale* est épuisée.
A. Hamon prie les camarades du *Firebrand* de lui envoyer les numéros 7, 8, 9, 10, et la *Questione Sociale* de Paterson de lui envoyer le numéro 9, qui lui manquent.
P. G., à Valence. — Le morceau en question a été publié dans un des suppléments de la *Révolte*.
Des Essarts, à Charleroi. — Votre adresse complète?
F., au Mans, et aux camarades auxquels nous devons envoyer *Biribi*. — Le volume est en réimpression.
C., à Saint-Etienne. — Reçu argent, brochures et 4 fr. 50 de souscription. Merci.
C., à Grenoble. — M., à Armentières. — H., à Cholet. — B., à Brest. — M., à Anvers. — B., à Narbonne et T., à Pertuis (par le *Libertaire*). — S., à Cransac. — D., à Amiens. — C., à Marseille. — Constantinople. — G., à Malines. — P., à Rozainvillers. — T., à Droiturier. — L., à Poitiers. — A., à Pont-Audemer. — C., à Saint-Etienne. — D., à Paterson. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 37

DIX CENTIMES

DU 11 AU 17 JANVIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS CONNUS ET INCONNUS

Merci à ceux qui ont répondu à notre appel. Leur promptitude est une approbation à la ligne de conduite que nous suivons. D'autres sur lesquels nous comptions n'ont pas encore donné signe de vie; peut-être n'est-ce que différé. Quoi qu'il en soit, merci à tous. Nos lecteurs peuvent compter sur nous.

Du reste, voilà dix ans que nous nous débattons dans des conditions semblables, et le journal a toujours survécu, le concours des amis n'ayant jamais fait défaut. Espérons que nous saurons toujours mériter la confiance de ceux qui s'intéressent « sérieusement » à l'idée.

Débordés de copie, nous avons cru bon de donner, cette semaine, huit pages de texte au journal et de supprimer notre Supplément. Que les lecteurs de ce dernier se rassurent, la semaine prochaine ils l'auront comme par le passé.

SERGE STEPNIAK

Le 23 décembre, Stepniak a été tué à Londres par un train, à 100 mètres de sa maison. Il était sorti à dix heures et demie du matin, voir des camarades à Shepherds Bush. Des ouvriers en bâtiment, qui le connaissaient bien, l'ont vu passer, plongé dans la lecture d'un livre.

Il avait à traverser, à niveau, le petit chemin de fer à une voie qui relie Hammersmith avec South Acton. Mauvais passage, où il faut traverser la voie très en biais; on croit pouvoir sauter par-dessus les rails, mais il faut faire sept grands pas avant d'être dégagé du train, qui vous prend par derrière, s'il vient du côté droit. La ligne faisant une courbe, le train n'est aperçu que lorsqu'il est tout près. Un ami russe et sa femme, ainsi que deux de leurs enfants, avaient déjà manqué d'être écrasés à ce passage.

Stepniak, homme de force physique extraordinaire, courageux au point de ne jamais avoir connu la peur, plaisantait ce petit train de trois wagons, — un train-bébé, comme il disait quelquefois.

Le mécanicien siffla dès qu'il aperçut quelqu'un qui allait traverser la voie. Stepniak ne recula pas; il se lança en avant : c'était sa nature. Il avait déjà le pied sur l'autre rail, lorsque le train fut sur lui. Il tourna probablement la tête vers le monstre, et la boîte à outils du mécanicien (la machine marchant à reculons) le frappa à la tête. Il fut renversé sur la voie, tué sur l'instant. Un ouvrier en bâtiment courut vers sa maison avertir la femme — la veuve — de Stepniak...

La crémation du corps a eu lieu samedi, au crématoire de Woking.

Des centaines d'amis étaient venus à sa maison, et suivirent la procession à pied jusqu'à la station de Ravenscourt Park. A la station Waterloo, où l'on prend le train pour Woking, des milliers de travailleurs, drapeaux rouges en tête, s'étaient réunis. Les compagnons hébreux de Whitechapel, les unions ouvrières d'un peu partout étaient là. On aurait été bien plus nombreux encore si l'enterrement avait pu avoir lieu deux ou trois heures après la sortie des ateliers. Sous une pluie battante, en face de la station, des amis russes, anglais, italiens, allemands, arméniens ont parlé, la voix coupée par des sanglots.

La manifestation était imposante. Ensuite, environ deux cents amis prirent le chemin de Woking, où la crémation a eu lieu vers cinq heures.

* * *

Dans ce mouvement russe, qui a produit tant de héros, Serge Stepniak était des plus marquants.

A l'âge de vingt ans, il avait déjà quitté sa position d'officier d'artillerie et faisait partie du cercle de Tchaïkovsky, où je l'ai connu pour la première fois vers la fin de 1872, avec Sophie Perovskaya et tant d'autres, morts en prison, exécutés, ou se mourant à l'heure actuelle en exil. Là déjà il était aimé de tous pour son courage, son dévouement, son caractère d'une admirable simplicité et d'une rare pureté.

Dans le mouvement « vers le peuple », il fut un des premiers à parcourir les campagnes comme ouvrier d'un gros métier. Et lorsque commença le mouvement terroriste, il en fut encore un pionnier et un héros. L'histoire dira un jour ce qu'il a fait pour ce mouvement. Il lui imprima son vrai caractère.

Il n'avait que quarante-trois ans. Il est mort, plein de forces, de vigueur, d'espoir, de foi dans l'avenir. Ce jour même, son rêve de longtemps se réalisait. Il avait réussi à secouer la torpeur en Russie, et une revue, qui devait devenir un centre de ralliement pour les révolutionnaires et les mécontents en Russie, allait être fondée à Londres : il en avait rédigé l'article programme.

Les centaines de lettres et télégrammes reçus montrent ce qu'il était pour le mouvement russe. Il en était le vrai centre.

Ses écrits anglais sur la Russie — et ils font sept gros volumes — étaient imbus d'un amour profond pour le paysan surtout, de haine contre les oppresseurs. Sa *Russie souterraine*, son livre sur les paysans russes, ont exercé ici une influence profonde. Il croyait au mouvement populaire, et si le désespoir le prenait en voyant la soumission du paysan, il revivait, jeune et plein d'audace, dès qu'il apprenait les actes de révolte du paysan. Il croyait à la révolution populaire, mais il voyait aussi la nécessité de créer un mouvement dans les classes instruites qui rencontrât ce mouvement et lui donnât la main, au lieu de l'écraser. C'est à créer ce courant qu'il travaillait surtout.

Il ne supportait l'oppression nulle part. C'est pourquoi il prenait le fusil pour se joindre à l'insurrection des Balkans, à l'insurrection anarchiste de Bénévent, en Italie. Et quelques jours avant sa mort il eût été prêt à se lancer dans l'insurrection arménienne, si cela pouvait se faire. Il haïssait l'oppression de l'homme où qu'il la rencontrât, dans la vie des peuples, dans la famille, ou bien encore dans un parti. La tactique jacobine centraliste lui était détestable.

En Angleterre, ses écrits ont eu une immense influence. Il a su faire aimer en Angleterre le révolutionnaire russe, la femme russe, le paysan russe.

Ce qu'il a vécu pour son œuvre, sa compagne — qui a tout supporté avec lui depuis 1878 — pourrait, seule, le dire. Il avait raison de dire l'autre jour : Le difficile n'est pas de mourir pour la cause, c'est de savoir *vivre* pour elle.

Il ne connaissait absolument pas le sentiment de la peur, pas plus qu'un aveugle ne connaît les couleurs. Sa vie, il pouvait la donner à chaque instant.

L'amour-propre, ou encore le sentiment étroit de parti, lui étaient également inconnus. Il comprenait que pour renverser les oppresseurs, il *faut* une variété de partis. Que chaque parti, que chaque nuance de parti, fassent *leur* œuvre, celle qui leur est propre, disait-il. Le résultat sera bien meilleur que l'unité factice qui pourrait s'acheter par des alliances qui paralysent les forces. Mais il ne comprenait pas non plus qu'ils se fassent la guerre, quand il y a l'ennemi commun à renverser.

Cela venait chez lui d'un sentiment de *justice* invétéré. J'ai connu peu d'hommes l'ayant au même point. Il pouvait se tromper, faute de connaître toutes les circonstances des faits; mais du moment où il connaissait les motifs de telle ou telle action, il la comprenait; il en saisissait les mobiles les plus délicats. En cela, il comprenait l'homme comme le comprenaient les grands poètes.

S'il entendait parler d'une injustice, il était prêt à écraser de ses mains puissantes l'oppresseur. Jamais je n'oublierai son visage quand je lui parlai de *Biribi* et du traitement de nos camarades en France, en Italie...

Et à côté de cela, comme toujours, c'était la douceur même. Les meilleurs moments qu'il avait passés en Amérique, c'était dans une école de nègres, entouré d'enfants nègres ! Les enfants russes l'adoraient. Tous ceux qui l'ont connu, l'ont *aimé* profondément.

Aussi l'on a vu des enterrements plus imposants comme nombre : mais en verra-t-on où un sentiment de *douleur* plus profond se dégageât de la foule ? Toute la presse l'a senti et l'a signalé.

PIERRE KROPOTKINE.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

I

Deux dates historiques.

(A propos du congrès de Zurich.)

Le monde socialiste fut bien surpris par l'attitude de la majorité légalitaire du congrès soi-disant de l'Internationale en 1893. Mais personne n'a soulevé une question bien intéressante à résoudre : — la conduite de la majorité était-elle une simple bévue, commise par les délégués, ou était-ce un résultat logique de tout ce qu'on prêche depuis des années sous le nom du socialisme « scientifique » ? une confirmation éclatante d'une tactique de légalisme, de réformes mesquines et de groupements purement politico-électoraux ?

Heureusement pour nous, Engels lui-même nous a donné la réponse.

« Il y a juste cinquante ans, disait-il à la dernière séance du congrès, que Marx et moi avons fait nos premières armes. C'était à Paris, en 1843, dans une revue qui s'appelait les *Annales franco-allemandes*. A ce moment, le socialisme n'était représenté que par de petites sectes... Cette année-ci marque encore un autre anniversaire : celui du congrès socialiste tenu il y a vingt ans et dans lequel *nous avons arrêté le plan de campagne poursuivi jusqu'ici sans changement et sans défaillance*. C'était en 1873 (1). Nous nous sommes recueillis, nous avons arrêté un plan de conduite, et vous voyez où nous en sommes aujourd'hui... Restons fermement unis dans notre ligne de conduite générale, et la victoire sera à nous (2). »

C'est bien clair, n'est-ce pas? Il est évident que le monde socialiste ne fut surpris que grâce à son ignorance au sujet de la ligne de conduite de la majorité, et que le chef du « socialisme scientifique » se glorifie justement de cette attitude prévue depuis cinquante ans et arrêtée depuis vingt ans. Alors, voyons ce que Marx et Engels ont apporté de nouveau dans la conception socialiste et quel fut le caractère du congrès de 1872.

Avant tout, je tiens beaucoup à établir que Marx, révolutionnaire et défenseur du prolétariat, Marx, polémiste incomparable, qui mit toute sa science économique au service du peuple, reste une grande figure dans l'histoire du développement du socialisme moderne. Et ce n'est pas pour diminuer les services rendus par lui à l'émancipation de la classe ouvrière que je tiens à donner un bref aperçu de ses idées socialistes en 1843-48. Non, je veux tout simplement voir si les prétentions monstrueuses d'Engels ont quelques confirmations dans le passé et quel était l'ensemble de leur doctrine à l'époque indiquée.

Nous savons, d'après l'histoire, qu'en France, à cette époque, de 1839 à 1848, il existait un large mouvement révolutionnaire avec tendance bien socialiste. Les publications socialistes inondaient le pays. P. Leroux, V. Considérant, Proudhon, G. Sand, Auguste Comte, Lamennais, Barbès et Blanqui, mais surtout L. Blanc, prêchaient des doctrines socialistes bien différentes les unes des autres, mais qui toutes étaient goûtées par la masse ouvrière. L. Blanc surtout était populaire. C'est pour son projet d'*Organisation du travail* que le peuple le porta en triomphe comme membre du gouvernement provisoire du 24 février 1848. Dans son journal *Revue du Progrès*, fondé en 1839, L. Blanc commença la publication de son système de socialisme d'Etat, doctrine toute neuve à cette époque. Il disait que la question sociale serait résolue par un Etat démocratique seulement; que le peuple doit, avant tout, conquérir le pouvoir politique, prendre dans ses propres mains le pouvoir législatif, *mais que la lutte politique doit être subordonnée à l'émancipation économique et sociale du peuple. La dernière est le but, la première un simple moyen*. Une fois l'Etat conquis, on doit abolir tout privilège, toute organisation sociale capitaliste, et les remplacer par une organisation des ateliers nationaux, et par le crédit gratuit aux associations autonomes. Les ateliers organisés, le « crédit aux pauvres » mis en pratique, l'Etat n'avait pas le droit de s'immiscer dans la vie autonome des associations, qui devaient s'organiser sur la base communiste avec la devise : *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*. Voici en quelques mots la doctrine de Louis Blanc. On voit que la social-démocratie de nos jours... mais laissons Engels lui-même nous faire connaître ce qu'avec Marx ils prêchèrent après L. Blanc.

Quelques mois avant la révolution du 24 février 1848, la Ligue communiste allemande publia le fameux « Manifeste communiste » rédigé par Marx et Engels. Les moyens pratiques recommandés au peuple étaient formulés comme suit (1) :

1. L'expropriation de la terre et l'emploi de la rente pour les dépenses de l'Etat.
2. Un lourd impôt progressif sur les revenus.
3. L'abolition du droit d'héritage.
4. La confiscation des biens des émigrés et des révoltés.
5. La concentration du crédit entre les mains du gouvernement par le moyen d'une banque d'Etat et par un *monopole exclusif*.
6. La centralisation des moyens de transport dans les mains de l'Etat.
7. L'augmentation du nombre des fabriques de l'Etat et des instruments de travail ; la *culture* et l'amélioration de la terre *d'après un plan général*.
8. Le travail obligatoire pour tous; l'organisation d'une armée du travail, spécialement pour l'agriculture.

C'est avec ce programme que Marx et Engels commencèrent leur propagande socialiste et révolutionnaire. Que les gens impartiaux jugent chez qui les idées humanitaires et sociales ont été conçues plus largement : ou chez L. Blanc, avec sa devise : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », et avec les associations autonomes, ou chez Marx et Engels, avec leur « monopole exclusif », la « culture de la terre d'après un plan général » et l' « organisation d'une armée du travail spécialement pour l'agriculture » ?

Et de quoi se vante Engels? Pourquoi l'humanité doit-elle glorifier une date rétrograde? Je comprends que l'on fête l'anniversaire de la publication du Manifeste de Robert Owen en 1813, parce qu'il proclamait des idées socialistes autrement humanitaires et autrement larges. Mais fêter la date d'apparition sur l'horizon politique d'Engels avec ses idées rétrogrades et sa tactique maintes fois néfaste!... Excusez du peu.

Etudions à présent l'autre date glorieuse, celle de 1872-73, quand on « arrêta un plan de conduite » qui aboutit à Zurich en déclarations venant appuyer le système gouvernemental actuel, basé qu'il est sur l'exploitation capitaliste et sur un militarisme inconnu dans le passé.

Il faut dire que nous sommes un peu surpris qu'Engels mette leur gloire dans les derniers congrès de l'Internationale. La gloire réelle de Marx, c'est la rédaction des considérants et des statuts généraux de la grande Association, c'est-à-dire dans la période qui s'écoule, de 1864 à 1869, jusqu'au congrès de Bâle — l'apogée de Marx. Autant que l'on sait, les congrès de 1872 et 1873 laissèrent des souvenirs amers chez Marx, qui vit bien que leur résultat était une condamnation à mort de sa fraction centraliste-étatiste. En vérité, depuis cette époque, la fraction marxiste de l'Internationale cessa d'exister et les congrès tenus jusqu'à 1882 le furent exclusivement par les fédéralistes - bakounistes, connus sous le nom d'anarchistes. Mais si Marx ne fut pas content du résultat du congrès de 1872, Engels, au contraire, triompha, car depuis longtemps il méditait de provoquer une scission dans l'Internationale. Imbu des idées rétrogrades que nous avons citées plus haut, Engels avait voué une haine implacable au parti fédéraliste-bakouniste, surtout aux membres de l'« Alliance socialiste internationale ». Les fédéralistes dominaient dans l'Internationale, en Suisse, en Belgique, en Espagne, en Italie.

Engels, en sa qualité de membre du Conseil général de l'Internationale et comme membre correspondant pour l'Espagne, écrivait, le 24 juillet 1872, au conseil fédéral espagnol une lettre incroyable, dans laquelle il réclamait : « une liste de tous les membres de l'Alliance » et qui se terminait par cette phrase : « *A moins de recevoir une réponse catégorique et satisfaisante par retour du courrier, le Conseil général se verra dans la nécessité de vous dénoncer publiquement...* » etc. (Voir *Mémoire de la Fédération Jurassienne*, page 250.) Engels écrivit cette lettre sans demander l'opinion des autres membres du Conseil. Quand Jung et Marx apprirent cette ridicule menace, le Conseil ne donna pas suite à cette lettre, fameuse désormais.

La place me manque pour donner les détails des intrigues menées par Engels, Lafargue, Outine et tant d'autres contre les fédéralistes et contre Bakounine et James Guillaume spécialement. Disons seulement que ces intrigues amenèrent la scission dans l'Internationale qui eut lieu au congrès de triste mémoire de 1872. En général, on ne connait pas beaucoup la manière dont ce congrès fut convoqué. Il suffit de dire que Marx et Engels donnèrent l'ordre au délégué Sorge, de la section allemande de New-York, d'apporter des mandats en blanc en aussi grande quantité qu'il pourrait. Sorge en apporta réellement beaucoup. Ils furent distribués à droite et à gauche aux partisans de Marx et d'Engels. Mais ce qui fut un comble, c'est que ces messieurs amenèrent avec eux comme membres du Conseil général de l'Internationale des hommes qui n'avaient jamais fait partie d'aucune section, et même le fameux ami intime d'Engels, Maltman Barry, le correspondant du *Standard* et l'agent des conservateurs. Avec une majorité composée de la sorte, ils exclurent Bakounine, Guillaume et avec eux les fédérations jurassienne, espagnole, italienne, belge, anglaise. Avec Marx, Engels, M. Barry et autres restèrent seulement les Allemands et quelques groupes isolés dans les différents pays. Tous les éléments actifs et révolutionnaires se rallièrent aux fédéralistes-bakounistes et ce sont eux qui continuèrent jusqu'en 1882 à convoquer les congrès de l'Internationale.

Quelles dates glorieuses évoqua Engels! Qu'est-ce qu'il y a d'étonnant à ce qu'une majorité légalitaire, issue de bases aussi glorieuses, pactisât à Zurich avec les gouvernements, battît les indépendants et prêchât la guerre?...

Une autre fois, nous essayerons d'analyser l'influence néfaste qu'ont exercée la méthode *dialectique* et la *métaphysique* introduites par les Allemands dans la sociologie en général et dans les recherches socialistes en particulier.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

---

(1) Le congrès de 1873 fut sans signification aucune pour le mouvement socialiste. Mais celui de la Haye de 1872, où Marx et Engels triomphèrent, fut réellement d'une grande importance historique. Ces messieurs chassèrent les fédéralistes de l'Internationale et, par le même acte, tuèrent la grande Association. Par conséquent, nous parlerons ici seulement du congrès de 1872 qui marque beaucoup dans l'histoire.

(2) Nous citons d'après le *Journal des Economistes*, page 328, n° 9, 1893.

(1) Je cite d'après le texte de la première édition de 1848.

RÉFORMES OU RÉVOLUTION?

Définitions préliminaires.

On dit que la Révolution française a été le triomphe de la raison sur la tradition. Elle a bien, il est vrai, substitué à la monarchie de droit divin le gouvernement représentatif; mais comme la propriété et la famille ont été maintenues, les Chambres, les ministères, les administrations ne sont en réalité que les instruments des riches et des moyens commodes d'établir leurs enfants et leurs clients. Le développement de l'industrie a créé le prolétariat urbain et amené la formation de nouvelles classes — les possesseurs et les travailleurs — dont les intérêts sont antagonistes. L'évolution de la société capitaliste a créé dans son sein des contradictions qu'il faut résoudre. Les moyens qu'elle emploie pour se maintenir, Etat, justice, armée, famille, morale, religion, empêchent la partie la plus importante de cette société, les travailleurs, de tirer tout leur profit de l'état économique actuel. Le rationalisme n'est plus représenté que dans une partie de l'opinion, par ceux qui n'ont pas voulu être les clients des bourgeois, et par les prolétaires révolutionnaires dont il traduit les intérêts. Ces opposants réclament qu'on reprenne complètement la lutte contre la tradition. Ils veulent qu'on change l'état social lui-même avec la fraternité comme seul idéal. Ce sont les *révolutionnaires*.

D'autres veulent maintenir l'état actuel, soit sous sa forme brutale, soit avec une toilette qui le rende plus présentable : ce sont les *conservateurs*.

D'autres enfin réclament des réformes réelles et quelques-uns d'entre eux se déclarent même décidés à les continuer jusqu'à ce que leur somme constitue la révolution sociale : ce sont les radicaux et les socialistes *réformistes*.

Nous allons examiner ces trois tendances et essayer de montrer pourquoi et comment nous sommes révolutionnaires.

I. Conservateurs.

Ceux qui profitent de l'état de misère actuel s'acharnent à le défendre, mais leur cause paraît si évidemment mauvaise qu'ils sont obligés d'y mettre des formes.

Le conservatisme naïf et brutal n'a plus guère d'adhérents, et le lendemain de Fourmies, M. de Cassagnac a fait scandale même parmi ses amis avec le fameux jugement : « En matière de question sociale, nous ne transigeons pas. »

Maintenant, les catholiques se déclarent démocrates, voire même socialistes, et les conservateurs s'affirment, à l'exemple des disciples de Le Play, « partisans de la paix sociale. »

Les uns et les autres avouent qu'il y a une *question sociale* et se prétendent tout disposés à la résoudre. Mais, à les en croire, cette question est toute superficielle, et, suivant leur langage, c'est une *question morale*. Ils disent aux patrons : « Apprenez à n'être point orgueilleux et avides »; aux ouvriers : « Pratiquez la résignation et la pauvreté; ainsi, concluent-ils, l'accord se fera. »

Nous ne nous arrêterons point à discuter cette théorie, car l'examen des systèmes radicaux et socialistes va nous amener à affirmer et à prouver que la question sociale est *non pas en totalité*, mais en premier lieu une question matérielle et qu'elle ne commencera à être résolue que le jour où l'iniquité économique sera supprimée.

Au reste, nous serions trop naïfs de ne pas voir que sous les promesses des partis conservateurs honteux se cache l'intention bien nette de maintenir l'état économique et la hiérarchie actuels. Par exemple, les soi-disant socialistes catholiques se prétendent partisans des syndicats et ne sont en réalité partisans que des *corporations*, sociétés où les ouvriers et les patrons sont réunis, les premiers étant dirigés par les seconds comme les apprentis et les compagnons l'étaient par les maîtres et les jurés sous l'ancien régime.

On comprendra donc que nous n'insistions point sur les théories. Si dans le programme des socialistes chrétiens et des Le Playens se trouve quelque réforme ayant réellement une utilité pratique, on pourra pour la critique se fonder sur l'examen que nous allons faire des projets des radicaux.

II. Réformistes.

Aux partis conservateurs s'oppose le parti qui porte le nom de radical. Les radicaux sont caractérisés par une sentimentalité démocratique; ils veulent le gouvernement du peuple, le bien-être du peuple, mais ils n'indiquent jamais de but défini. Ils proposent une série de réformes sans lien entre elles, auxquelles manque une conception directrice. Nous allons le montrer. Tout d'abord les radicaux, ne sachant pas très bien où ils vont, présentent parfois des projets qui, en apparence favorables aux humbles, sont en réalité rétrogrades et nuisibles à la majorité des citoyens.

LA DÉFENSE DU PETIT COMMERCE.

Dans cet ordre rentre une des promesses que répètent le plus volontiers les candidats aux fonctions électives : c'est la lutte contre les grands magasins en faveur des petits boutiquiers. A première vue, rien de plus démocratique que cette guerre, rien qui paraisse mieux fait pour défendre un grand nombre de petits contre une minorité de riches. Mais il ne faut pas seulement considérer les boutiquiers et les grands magasiniers, car les consommateurs et les employés qui forment le plus grand nombre des gens intéressés dans cette question doivent en premier lieu attirer notre attention. Or un ouvrier, un vendeur, un garçon au Bon Marché ou au Louvre travaillent à une besogne déterminée, un nombre d'heures fixe, et reçoivent un salaire constant : sans doute, le travail est trop long et la rétribution peu équitable! Pourtant, cette situation est l'ambition de tous les employés du petit commerce. Forcés de faire toutes les besognes, depuis l'emballage et le chargement des colis jusqu'aux longues stations sur le trottoir, sujets aux périodes de chômage, ils ont une existence aussi malheureuse que le manœuvre qui trimarde de chantiers en chantiers. Quant à leurs patrons, ils sont ruinés par le crédit, harcelés par les dettes qu'ils contractent envers propriétaires et fournisseurs, et s'ils font souvent, suivant le terme consacré, *suer* du travail à leurs employés, c'est-à-dire s'ils poussent à la limite maximum l'effort et le temps qu'ils exigent d'eux, et au point le plus bas la rémunération qu'ils leur donnent, c'est qu'ils ne trouvent pas d'autres moyens de se faire un revenu; la vente ne produit presque pas de bénéfices directs, si bien que les boutiquiers protégés par les radicaux vivent de l'exploitation d'autrui, exploitation étendue à peu de personnes, mais répétée sur tant d'individus qu'elle fait souffrir une partie très nombreuse de la population urbaine.

A présent, si nous considérons les consommateurs, nous verrons que leurs intérêts les écartent de plus en plus du petit boutiquier pour les faire clients du grand magasin. Et cependant le premier fait crédit! C'est vrai, mais il a des prix si élevés et des marchandises de si mauvaise qualité! De plus, son carottage, son avidité détournent de lui la pratique. Par exemple, savez-vous à qui les Parisiens, répandus pendant l'été dans les villages voisins de la capitale, achètent leur lait, leur beurre, leurs œufs? — C'est à la maison Potin, qui, tirant ces denrées de provinces éloignées, les centralisant à Paris et les distribuant par ses voitures, arrive à les vendre dans la banlieue à un prix inférieur à celui que font les producteurs suburbains.

Nous savons bien que cette maison contribue à la répartition des subsistances dans l'intérêt de ses propriétaires et nous n'approuvons pas les bénéfices que ceux-ci réalisent. Si même on veut nous énumérer tous les griefs qu'on peut réunir contre les grands magasins, nous les connaissons et d'avance nous les approuvons. Ainsi, nous savons bien que les administrations du Louvre et du Bon Marché, pour éviter des frais supplémentaires, ne font travailler les ouvriers que par l'intermédiaire d'entrepreneurs parasites qui, sans rien faire, prélèvent une grosse part des salaires. Mais nous sommes convaincus que ces inconvénients existent parce que la concentration des vêtements, des aliments, etc., est faite par des particuliers. Que la communauté s'en empare et tout ira bien pour le consommateur et pour l'employé. En somme, les grands magasins, produits d'une évolution moderne, sont des instruments d'avenir. Actuellement, accaparés par des individus, il faut les leur prendre et les employer exclusivement au bénéfice commun; et, pour ce résultat, le moyen n'est pas de faire vivre les négociants du quartier.

Après cet examen détaillé, il suffira d'indiquer que les explications et les conclusions précédentes s'appliquent à la défense de la petite industrie et de la petite agriculture comme à celle du petit commerce.

(*A suivre.*) UN GROUPE D'ETUDIANTS.

PROPRIÉTAIRE

Il paraît que je suis « propriétaire ». C'est du moins l'épithète que je m'entends décerner de temps à autre et que j'accueille, d'ailleurs, avec un parfait scepticisme.

« Propriétaire! » titre illusoire qui ne rime à rien, ne répond à aucune idée précise, mais sert pourtant à gonfler d'orgueil des milliers d'individus qui croient encore à cette fiction. Je « possède » donc, au milieu de quelques arpents de terre, une gentille maison encadrée de verdure, qui domine toute la plaine et dont le toit rouge éclate au soleil, vrai nid d'amoureux ou solitude exquise de poète... Par respect pour la vérité, je dois ajouter que sa couverture se complète de quelques hypothèques, dont l'usage se répand de plus en plus, par ces temps de prospérité générale...

J'aime la terre avec la passion du paysan poète qu'a chanté George Sand; je me dis que la beauté de la vie, le charme du travail même purement manuel, résident dans la quantité de pensée abstraite, de rêve qui s'y mêlent, que la vie matérielle est peu de chose, que la vie morale est l'idéal suprême... Or, grâce à cette évolution naturelle qui s'impose aux libres esprits, voilà qu'un beau jour je me réveille tout à fait guéri du « propriétarisme », cette ridicule manie qui fait tant de victimes; que je ne comprends plus rien, mais rien du tout, à cette frénésie, à cette passion d'une possession illusoire et temporaire pour laquelle nous nous disputons comme des chiens. Et j'ai éprouvé comme un soulagement énorme. Dans quelle mesure, me suis-je demandé, cette idée de « possession » augmente-t-elle la somme de nos jouissances, l'acuité de nos sensations? Quelle différence, à ce point de vue, entre le propriétaire et le locataire? Mais aucune, parbleu! La belle affaire, je vous demande, pour un bourgeois goutteux et rhumatisant, de se dire « propriétaire » d'un parc de cent hectares où il ne peut même se promener! Est-ce que mon émotion, ma joie d'artiste augmenteraient devant les chefs-d'œuvre d'un musée, si j'en devenais subitement le « propriétaire »?

Pas le moins du monde. Non, « posséder » n'est pas jouir, mais plutôt émousser le sentiment de la jouissance par l'habitude et la satiété.

D'autres raisons, *moins* philosophiques, expliquent ma complète indifférence pour cette fameuse « propriété individuelle » d'où vient tout le mal. La première, c'est qu'on ne la respecte pas du tout et qu'il me répugnerait d'invoquer une protection aussi légale qu'inefficace pour la défendre. Malgré la pratique d'une large hospitalité, des drôles ont dérobé des fruits, mutilé les arbres, culbuté des ruches, endommagé les murs, les haies, commis toutes sortes de méfaits contre lesquels je suis absolument désarmé. Cela ne peut surprendre, après tout, est bien dans la logique des choses. Etre « propriétaire » au milieu de gens ne possédant absolument rien, c'est s'exposer immanquablement à tous ces désagréments. Il faut voir humainement les choses. Si tout le monde avait des fruits ou l'aisance permettant de s'en procurer, je ne crois pas qu'il puisse venir à l'idée de quelqu'un de briser des arbres, faire le mal pour le mal. Ce serait, en tous cas, bien exceptionnel.

La seconde, toute d'ordre moral, c'est qu'on la jalouse atrocement, cette « propriété » qui n'est le lot que d'un petit nombre, justifiant ainsi la stupide maxime : « Mieux vaut faire envie que pitié. » Ah! ce que j'en ai essuyé, d'avanies, d'humiliations, d'insinuations blessantes, de piqûres d'épingles, de tout ce qui aigrit le cœur de l'homme tourmenté de cette passion vile : la jalousie, si bien entretenue par nos séculaires préjugés!

Les voilà, ces beautés de la « petite propriété » que des économistes nous présentent comme un idéal infiniment désirable. Avec tant d'égoïsme, des idées si étroites sur le tien et sur le mien, une insolidarité navrante, elle condamne ceux qui la détiennent à une vie misérable. Ce travail individuel n'est-il pas autre chose qu'une des formes de ce féroce égoïsme contre lequel doivent se tourner tous les efforts de l'éducation nouvelle? N'est-ce pas lamentable, voir les piètres résultats de ce système? Ces deux voisins (je ne les invente pas) qui se regardent de travers, se rendent à regret de petits services pour aboutir à de si maigres récoltes : quels superbes produits n'obtiendraient-ils pas s'ils mettaient en commun leurs efforts? N'est-il pas honteux, par ces temps de machinisme à outrance, de voir des malheureux battre encore en grange pour un salaire dérisoire? Faire tant de métiers indispensables qui ne donnent ni profit, ni considération, étant rétribués, semble-t-il, en raison inverse de leur utilité sociale.

On ne saurait trop répéter que le travail individuel est du travail relativement stérile. Routine, ignorance, manque d'initiative, outillage défectueux, voilà la caractéristique de l'ouvrier isolé. Que la sécheresse diminue ses récoltes, que la gelée détruise sa vigne, et voilà une somme énorme de travail qui ne sera pas payé. Bien mieux, comme on ne fait pas face à ses obligations avec l'espérance d'une meilleure récolte, il est fort probable que Jacques Bonhomme reçoive du papier timbré, l'ignoble papier timbré, *ultima ratio* du capital, reste d'un passé mort qu'il nous tarde de voir flamber en un magnifique feu de joie. Est-ce à cela que tu songeais, pauvre Jacques, en fouillant « ta terre » avec tant de passion?

La « société » ne doit rien à cette victime des fléaux naturels inévitables et d'une organisation économique absolument vicieuse. Et ce qui est odieux, c'est que personne ne songera à s'en étonner. On paye seulement le résultat, mais non l'effort. C'est simplement épouvantable. Et dire qu'ils appellent ça une « société »! Oui, de jolis monstres... Comme si une société véritable pouvait être autre chose qu'une étroite solidarité d'intérêts, une fraternité organisée!

Donc, le travail individuel a fait son temps, est condamné par une longue et douloureuse expérience. L'avenir est au travail collectif basé sur la nécessité de l'appui mutuel.

Il s'agit maintenant de pénétrer les travailleurs de la vérité de ce principe. Or, on ne pourra y parvenir (et combien rude sera la tâche) qu'en guérissant le paysan de la superstition du lopin de terre. Sauf de rares exceptions, ce mode de culture n'a plus sa raison d'être. Il faut que Jacques Bonhomme en fasse son deuil. Et l'argument décisif, il me semble, c'est que le « lopin » produit avec une peine énorme ne donne qu'un maigre rendement, tandis que la vaste plaine travaillée à la vapeur nous donnerait le double.

Hélas! nous avons tous, par notre éducation faussée et surannée, par l'âpreté de notre cher « moi », par nos traditions, été imprégnés, si on peut dire, d'un désir effréné de « possession ». Il faut nous en débarrasser à tout prix, en comprendre le néant, avoir le sens des réalités. Il n'y aura rien de fait, et la Révolution que nous espérons sera sans lendemain si les travailleurs ne se pénètrent bien de ces vérités primordiales.

C'est l'intime conviction d'un « propriétaire » qui a dépouillé le vieil homme, secoué d'antiques préjugés et qui vous souhaite cordialement d'en faire autant, amis lecteurs.

SÉVERIN.

QU'EST-CE QUE LA PATRIE?

Pour justifier l'idée de patrie, on émet généralement trois principaux arguments : la communauté de race, celle de langage, l'intérêt économique.

Si l'on s'en réfère à l'étymologie, la patrie serait la « terre des pères », c'est-à-dire le sol où vécurent les ancêtres, le domaine de la race. Or cette définition ne peut convenir, pour la raison qu'il n'existe plus — au moins dans les pays dits de civilisation — de représentants indubitables des anciennes races, lesquelles ont subi et subissent tant de croisements de toutes sortes, qu'il est de plus en plus malaisé de les distinguer. Qui peut savoir aujourd'hui où ont vécu ses aïeux et quels ils furent? Cela était possible chez les anciens, cantonnés dans leurs cités ou parqués dans leurs tribus; mais avec le progrès des sociétés, les migrations, les envahissements, le commerce, les rapports de plus en plus fréquents de peuple à peuple, l'homogénéité des races primitives s'effrite et disparaît de jour en jour. Il n'y a plus véritablement que les peuplades sauvages qui soient encore fondées à réclamer, de ce point de vue, la propriété de leur sol. Et l'ironie des choses veut que ce soient précisément les civilisés dépourvus de patrie, lamentables revanchards de je ne sais quelles Alsaces-Lorraines imaginaires, qui contestent et arrachent aux infortunés Malgaches leurs très authentiques territoires.

Ainsi, ce qu'on entend par patrie n'est nullement le domaine inaliénable d'une race quelconque. Le fût-elle, nous pourrions encore nous demander en quoi nous sommes tenus de nous faire égorger quand les individus qui gouvernent notre race ont querelle avec ceux qui en gouvernent une autre. Mais cela n'est pas; et il nous faut chercher ailleurs à quoi répond l'idée de patrie.

Abandonnant l'argument de la race, on s'est rejeté sur celui du langage, et l'on a voulu entendre par patrie la région où s'est développé et où règne tel idiome particulier. Je ne nie pas qu'il doive y avoir, entre gens s'exprimant dans la même langue, plus de sujets d'entente qu'entre individus réduits à se faire comprendre par gestes : encore faudrait-il savoir s'il y a là logiquement motif à armements et à massacres; mais nous nous bornerons à chercher, pour le moment, si cette nouvelle signification du mot patrie répond à la réalité. Prenons la France pour exemple : tous les habitants y emploient-ils le même langage? Non, puisqu'un Breton aura autant de difficulté à se faire entendre d'un Provençal que d'un Chinois. Au moins, les divers dialectes parlés dans l'intérieur de la patrie française sont-ils totalement différents de ceux des pays limitrophes? Non plus, puisque les Français du Nord parlent flamand, ceux de l'Est allemand, ceux des Pyrénées espagnol, puisque les Bruxellois et les Genevois se servent des mêmes mots que les Parisiens. Alors? Le chaos des langues est aussi grand que celui des races, et ce n'est pas encore là qu'on peut trouver la raison d'être de la patrie.

Reste l'intérêt économique. Si l'on réclame de nous une grande solidarité (oh! relative) avec les hommes de notre nation, et l'indifférence — sinon l'inimitié — à l'égard des autres (à moins qu'il n'ait plu à nos gouvernants de s'allier avec ceux d'un autre peuple, auquel cas nous sommes tenus envers lui à de la fraternité), c'est, dit-on, qu'il existe des intérêts communs entre les citoyens d'un même Etat, mais que ces intérêts disparaissent — ou du moins s'atténuent considérablement — passé les frontières. Voyons cela. D'une manière générale, l'intérêt des hommes est d'échanger leurs richesses; c'est un intérêt commun à tous indistinctement, et l'on ne voit pas qu'il doive être plus vif entre gens justiciables d'un même code qu'entre personnes passibles de lois différentes. Ayant besoin d'un objet, je m'enquiers du lieu où on le vend; que ce lieu soit à telle ou telle distance du siège de mon gouvernement, en deçà ou au delà de telle ou telle frontière, peu m'importe, mon intérêt n'a rien à y voir. Si l'objet se vend dans plusieurs endroits, je n'ai d'autre souci que de choisir celui où on le livre à meilleur compte, ou de meilleure qualité. Je ne vois là rien qui sollicite ma solidarité vers telle partie des hommes plutôt que vers telle autre, et qui l'enferme en des limites quelconques. S'il y a communauté d'intérêts, ce ne peut être qu'entre moi et le vendeur étranger; et si de cet échange naît en moi quelque animosité, ce ne peut être qu'à l'égard du gouvernement mon compatriote qui s'est interposé entre nous pour interdire notre marché ou pour en prélever sa part — tels ces bandits de grandes routes qui ne laissent passer les voyageurs qu'après qu'ils leur ont payé tribut. On voit donc que la justification de la patrie par l'intérêt économique est une bonne blague.

La patrie n'est ni la communauté de race, ni la communauté de langage, ni la communauté d'intérêts. Qu'est-ce donc? *C'est la communauté d'obéissance.* La patrie, dit-on, est un lien (ne pas oublier d'ajouter sacré) entre tous les citoyens d'un Etat; c'est donc quelque chose qui leur est commun à tous. Or il n'y a qu'une seule chose — une seule! — qui leur soit commune : l'obéissance à un même gouvernement. Je défie qu'on nous montre entre les contribuables d'autre lien que la feuille du percepteur. La patrie n'a pas de réalité en dehors de l'Etat, elle n'est pas autre chose que l'Etat, mais l'Etat idéalisé, spiritualisé — pourrait-on dire — pour les besoins de la cause. Qui consentirait à se faire massacrer pour l'Etat tout court et tout sec? Aussi lui substitue-t-on une image vague et mystérieuse, une sorte d'impalpable déesse qui fait battre les cœurs d'un amour religieux, et qu'on songe d'autant moins à nier qu'on ignore plus ce que c'est. *La patrie, c'est l'idéalisation de l'Etat.* Le registre de l'état civil, c'est où se résout, en définitive, l'idée de patrie.

Ainsi, entre citoyens d'une même nation, il n'y a d'autre lien que l'obéissance à un même gouvernement. Il n'y a communauté ni de race, ni de langage, ni d'intérêts; seul le gouvernement est identique, et c'est la seule chose qui distingue véritablement un peuple d'un autre. Les différentes patries ne sont donc pas autre chose que les lots en lesquels les gouvernements se sont partagé le globe, les circonscriptions où chacun d'eux veut être seul à prélever son butin, — telles ces prostituées qui réservent à leurs évolutions une exacte portion de trottoir,

et n'entendent pas qu'aucune autre y empiète, soldant, elles aussi, une héroïque et coûteuse armée : le souteneur.

René Chaughi.

LES RENTES DES TRAVAILLEURS

Chaque jour, la classe ouvrière apporte son contingent de tués ou de blessés à l'avidité capitaliste. Ces temps derniers ont été fertiles; nous relèverons dans la presse quotidienne quelques accidents de ce genre.

Au Creusot, lundi 16 décembre, le nommé Jacquecon, ouvrier aide-lamineur au mill 3 de la grande forge, recevait un coup de crochet sur la tête, qui l'étendait raide sur les plaques.

Il fut transporté aussitôt au prétendu Hôtel-Dieu. Les médecins chargés du service ne trouvèrent, paraît-il, rien de mieux que de faire conduire directement le corps du malheureux infortuné à la Morgue, alors qu'il ne rendait le dernier soupir que vers 11 heures du soir, c'est-à-dire plus de quatre heures après.

Pendant cet intervalle, la direction des usines, qui était informée du fait, s'empressait de téléphoner à l'Hôtel-Dieu pour qu'on l'enlevât de dessus les dalles glacées et qu'on le déposât sur un lit.

La vie du travailleur ne vaut pas cher, c'est entendu; mais, n'est-ce pas un comble cet envoi direct à la Morgue, sans même examiner l'ouvrier blessé ?

Quand nous disons que les trois quarts des accidents sont le fait de la rapacité patronale, nous n'exagérons rien; témoin à Montceau-les-Mines, où, samedi dernier, 16 courant, le jeune Gonachon, âgé de seize ans, a été tué au puits Sainte-Marie. C'est encore une victime du « boni » : ce jeune homme conduisait un convoi dans un passage où les bois sont en très mauvais état; au lieu de remplacer ces bois, comme l'on doit faire quand l'on a souci de la vie des ouvriers, le maître mineur avait fait mettre ce que dans la mine on nomme une chandelle, c'est-à-dire un support en bois placé sans entaille afin de soulager les autres bois en supportant une partie de la charge, mais le passage étant étroit dans cet endroit, le pauvre petit a été pris entre un chariot et cette chandelle, il a poussé un cri, puis un râle, et ce fut tout.

Moins l'on emploie de bois, plus le maître mineur a de boni, et les ouvriers occupés aux réparations, il faut les payer; si ce n'était ces deux raisons, les réparations auraient été faites, et le pauvre enfant serait encore de ce monde.

Quels commentaires ajouter à des faits aussi probants?

A Lens, accident de même nature; manque de boisage par économie aussi, pour procurer de fortes rentes aux actionnaires et du « boni » aux ingénieurs. L'ouvrier Edmond Sévin était occupé à couper un mur dans la veine Amée de la fosse n° 5 des mines de Lens, lorsque tout à coup un énorme bloc de pierre se détacha de la voûte et vint écraser le malheureux ouvrier.

Sévin a eu l'épine dorsale brisée en plusieurs endroits et la tête écrasée. La mort a été instantanée.

A Nîmes, le 17 courant, vers cinq heures, le nommé Ernest Reverger, mécanicien à l'usine de Tamaris, Compagnie de Rochebelle, a été pris dans un engrenage et a eu les deux pieds coupés. La mort a été immédiate.

Reverger laisse une veuve et un fils de dix-huit ans.

Les causes? toujours les mêmes : le manque, devant les engrenages, comme il devrait, de « garde-fous », mais cela coûte, et la vie d'un ouvrier coûte si peu. Quant à la veuve et à l'orphelin, ils peuvent aller plus loin subir le même sort si le cœur leur en dit.

A Paris, le 18, un homme d'équipe, Claude Voilos, âgé de quarante ans, demeurant 2, passage Brunoy, a eu les jambes coupées par une locomotive en manœuvre.

Le malheureux a été transporté mourant à l'hôpital Saint-Antoine.

Le surmenage que les richissimes Compagnies imposent à leur personnel est ici encore la cause première.

Nous n'en finirions jamais s'il nous fallait enregistrer au jour le jour tous les accidents du travail dont la cause primordiale est, comme nous le disions au commencement, l'avidité capitaliste.

P. Delesalle.

DES FAITS

Les victimes du phosphore blanc.

Bordeaux. — Dans un précédent article des *Temps Nouveaux* intitulé *Les victimes du phosphore blanc*, vous donnez un récit très exact des terribles effets que peut produire sur l'organisme humain ce redoutable poison.

Les manufactures d'allumettes de Pantin, Aubervilliers ne sont pas des foyers exceptionnels du mal phosphorique : nous avons à la manufacture de Bègles une ouvrière, *Amélia Blède*, actuellement à l'hôpital, qui se trouve à son tour atteinte de nécrose.

A ce propos il faut vous faire connaître quel est l'empressement de l'Administration à aider au soulagement de ses ouvriers quand ils sont dans le malheur. L'ouvrière, étant bien reconnue atteinte de nécrose phosphorée, fut mise en observation à l'hôpital; là il lui fut ordonné de n'absorber en fait de nourriture que du lait. « Le lait devait lui être fourni aux frais de l'Administration à raison d'un litre par jour. » Or huit jours s'étaient écoulés et notre amie attendait toujours le litre de lait de l'Administration; si elle n'avait pas eu recours à autrui, que serait-elle devenue?

Mais chez nous, allumettiers, la solidarité n'est pas un vain mot; nous allons, chacun à notre tour, à l'heure de la visite quotidienne, nous informer de son état, et nous apprenons — ô comble d'insouciance! — que le concierge de l'hôpital refuse de laisser entrer le lait prescrit, parce qu'il ignorait qu'il y eût une malade atteinte de nécrose, faute d'une déclaration de l'Administration des allumettes.

Aujourd'hui un mieux sensible semble se produire, mais, hélas! dans quel état la voyons-nous : la figure disparaît sous des bandes de toile et nous paraît comme tuméfiée ; trois trous au menton, que ferment des tampons d'ouate sans cesse renouvelés, bouchent l'orifice de suppuration. La mâchoire s'émiette peu à peu et l'opération, cette dernière resssource, ne pourra se faire que lorsqu'une grande partie des os se seront détachés.

Un allumettier.

* *

Population de l'Angleterre : 36 millions.
Revenu annuel : 1250 millions de livres.
Dépense :

Rente	200 millions de livres
Intérêts	250 —
Traitements des employés	350 —
Salaire des ouvriers. .	450 —
Total . .	1250 —

Donc les 24 millions d'ouvriers qui sont les véritables producteurs de la fortune publique n'en touchent que le tiers, tandis que les deux autres tiers vont aux oisifs et aux non-producteurs.

De plus, si l'on distinguait entre travaux utiles et travaux inutiles, on serait forcé de constater que tout producteur de travaux utiles fournit à lui seul à la consommation de vingt personnes.

Merrie England.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Samedi dernier, a eu lieu la remise aux Invalides du drapeau du 200e régiment de marche qui a tant souffert de l'expédition de Madagascar. « Cérémonie émouvante », rapportent les journaux gobeurs.

Au cours de l' « imposante » mascarade, le général Saint-Germain, commandant de la place de Paris, a prononcé une pathétique apostrophe à la loque tricolore, dont les deux phrases suivantes méritent d'être propagées :

« Ton histoire n'a pas été longue, mais *elle a été brillante*. Ceux de nos camarades qui ont eu l'honneur de te suivre dans ta marche victorieuse, ont su montrer au monde entier ce dont est capable le soldat français, guidé par l'amour de la patrie.

« Grâce à leurs brillantes qualités militaires, grâce à leur esprit d'abnégation et de sacrifice, malgré les difficultés de toute nature, malgré les intempéries d'un climat meurtrier, tu as pu flotter triomphant sur les murs de la capitale d'une île immense, soumise par une poignée de héros. »

Un peu de pudeur, général! Le souvenir des 15.000 familles plongées dans le deuil par cette campagne, d'après vous, si *brillante*, imposait quelque réserve à la boursouflure de votre patriotique éloquence. On évite de parler de corde dans la maison d'un pendu et de vanter l'esprit d'abnégation et de sacrifice de malheureux que l'incurie de vos pareils a décimés.

C'est affaire de tact; de l'hébreu, sans doute, pour vous, sacrongnieugnieu !

* *

Carmaux. — Bien que l'idée de la « Verrerie ouvrière » ait prévalu sur celle de la « Verrerie aux verriers », un nouveau conflit vient de s'élever sur l'emplacement de l'usine, entre les verriers et les mineurs de Carmaux. Les premiers, pour éviter la concurrence de la verrerie de Rességuier, voudraient l'installer à Albi, les autres à Carmaux même. Les délégués de chacune de ces deux corporations n'ayant pu parvenir à trancher le différend, en ont appelé à un tribunal arbitral composé, on ne sait trop pourquoi, de députés dont la compétence en cette matière me paraît très problématique. Une première entrevue n'a pas abouti et l'affaire reste pendante.

Naturellement, les adversaires du socialisme triomphent et prétendent tirer de ce dissentiment un argument irrésistible contre l'harmonie qui résulterait de l'établissement du communisme. Ils ne voient pas, ces myopes d'esprit, que ce conflit a pour cause une question d'intérêt capitaliste. Dans une société d'où serait banni le capital et où la production aurait pour but non la réalisation de bénéfices, mais la satisfaction des besoins de la consommation, verriers et mineurs ne consulteraient pour l'emplacement de la verrerie que la seule commodité de la production et cet antagonisme d'intérêts ne saurait se produire.

Ce dissentiment n'est-il pas, au contraire, un argument saisissant contre l'impraticabilité des réformes partielles, toujours condamnées à l'avortement parce qu'elles devront compter avec l'état de choses existant, et ne prouve-t-il pas qu'une modification fondamentale des conditions économiques est la seule solution possible qui, par la suppression du capitalisme, favorisera l'esprit d'entente entre les producteurs par l'identification de leurs intérêts?

* *

Dijon. — Le vendredi 27 décembre, le nommé Barré comparaissait devant le tribunal correctionnel de Dijon pour avoir coupé et emporté chez lui une brassée de bois mort. Cette grave atteinte à la propriété a été punie de deux francs d'amende et de *quinze centimes* de restitution.

On ne dira pas que c'est nous qui ridiculisons la magistrature.

* *

Le *Rappel des Travailleurs*, de Dijon, signale la détresse dans laquelle se trouvent la femme et les cinq enfants du malheureux Monod, condamné, comme on sait, à cinq ans de travaux forcés et *à la relégation* pour avoir formé, *à lui tout seul*, « une association de malfaiteurs », et que l'amnistie de janvier 1895 s'est gardée de libérer.

Nous faisons appel à la solidarité des camarades.

* *

Grenoble. — Il est question de fonder à Grenoble une mégisserie ouvrière, analogue à la verrerie ouvrière qui s'organise actuellement à Carmaux. Les statuts ont été élaborés, un appel va être fait aux mégissiers de France pour réunir un capital de vingt mille francs nécessaire à la fondation de la mégisserie.

André Girard.

Les grèves.

Les ouvriers mégissiers de la maison Chouipe, de Paris, sont en grève depuis un mois, réclamant le renvoi d'un mouchard de leur atelier.

* * *

Pendant le mois d'octobre 1895, 20 nouvelles grèves ont été déclarées : 8 dans l'industrie textile, 3 dans les cuirs et peaux, 3 dans les métaux et les 6 autres dans diverses industries. La plupart de ces grèves ont été provoquées par des questions de salaires; cinq ont été occasionnées par des questions de personnes, de principes, de solidarité ou d'association ouvrière.

Il est à noter que le nombre des grèves va en diminuant. Il ne faudrait pas en conclure que les conditions du travail s'améliorent. Car, d'autre part, l'idée de la grève générale se propage de plus en plus. Cette double constatation permet de conclure que la classe ouvrière, prenant chaque jour davantage conscience de l'injustice de sa situation sociale, comprend de mieux en mieux que le but à viser est plus haut qu'une simple question de salaires.

A. G.

Australie.

Nous recevons de Carlton (Etat de Victoria, Australie) la lettre suivante que nous publions en retranchant seulement quelques détails personnels sans intérêt pour nos lecteurs.

Le mouvement pour l'impôt unique (single tax) sur la propriété terrienne, que l'auteur considère comme insuffisant, est l'effet des théories du radical américain Henry George. L'idée de George est de remplacer tous les impôts actuels par une *taxe unique* qui serait égale chaque année au loyer ou à la rente que rapporte chaque propriété foncière, urbaine ou rurale, bâtie ou non bâtie. Il n'est question, dans ce projet, ni d'exproprier les industriels, banquiers, etc., que George considère comme d'honnêtes travailleurs, ni d'empêcher l'Etat de dépenser la taxe unique en armées, flottes, colonisations; bref, en faisant autant de mal qu'avec les impôts actuels. Ce mouvement fait de rapides progrès dans les pays de langue anglaise, car dans ces pays il n'y a presque que des grands propriétaires, de sorte qu'il est facile d'exciter la masse contre les possesseurs du sol. On voit pourquoi les camarades anglais sont amenés à se préoccuper de cette propagande et à montrer combien elle est insuffisante. Après cette explication, voici la lettre :

191, Cardigan Street, Carlton (Victoria), Australia
17 novembre 1895.

« Compagnons,

« Après avoir subi deux procès et l'enlèvement de ma presse et de tous mes biens — 3.000 brochures en cours de publication, collections de la *Révolte*, manuscrits inédits et même jusqu'à des vêtements, par le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud, en plus de deux condamnations à la prison, — je suis revenu dans Victoria, où, pour le moment, j'ai été tout accablé de dégoût en voyant comment le mouvement, né, pour l'Australie, dans cette colonie-ci, est tombé presque dans l'anéantissement. En effet, il n'est plus aujourd'hui qu'une déclamation hebdomadaire de deux individus contre l'autorité; ils n'ont pas su exposer nos théories, et tandis que l'un se borne à dire qu'il faut employer la violence, l'autre entremêle avec ses dénonciations des gouvernants et avec ses constatations que tout gouvernement est un mal, d'absurdes réclamations en faveur de l'impôt unique sur la propriété terrienne!... Mais il y a quelques rayons d'espoir dans ces milieux ténébreux; ici, sans propagande extérieure, la question sociale s'est éveillée dans *presque tous* les esprits, et elle se discute partout, non pas selon les écrits d'un tel ou d'un tel écrivain, mais selon les impressions spontanées qu'a fait naître le système actuel dans la pensée de la masse. Il y a deux courants d'idées populaires : l'un vers le socialisme réglé par l'Etat; l'autre vers un plus grand individualisme, vers l'abolition des lois secondaires, vers la réalisation des idées de Herbert Spencer, avec plus ou moins de la coopération industrielle et la nationalisation du sol (bien entendu que son moyen de le nationaliser n'est qu'une bêtise).

« Le compagnon H. E. Bach, qui est à présent dans l'Australie occidentale, va revenir ce mois-ci afin de s'unir avec moi pour faire paraître un organe mensuel, qui se nommera *Reason* (La Raison), dont l'objet sera l'exposition de nos idées aux yeux des gens intelligents et amis de la vérité, sans préventions de classe; c'est-à-dire que nous chercherons à faire accepter les vues anarchistes, non pas seulement parce qu'elles sont bonnes pour le travailleur, mais parce qu'elles sont bonnes, parce que c'est au moyen d'elles que les choses deviendront bonnes en général. Nous voulons avoir la coopération de nos camarades des pays étrangers qui peuvent nous envoyer leurs appréciations sur la question sociale, ses mouvements, etc., et surtout sur la possibilité, sur les conditions, sur les limites et sur les moyens d'une évolution consciente vers l'anarchie, celle qui commencerait dans le milieu actuel sans attendre, et sans dépendre complètement et absolument de la révolution dans ses aspects de révolution violente — tout en étant vraiment anarchiste. Bref, comment l'association pourrait-elle se substituer à la lutte actuelle?.....

« Le premier numéro devra paraître le 1er janvier.

« Fraternellement,

« J.-A. Andrews. »

Nous avons reçu les brochures du camarade Andrews. Ce sont deux expositions élémentaires, mais très claires en même temps, de la conception libertaire opposée au socialisme d'Etat.

Andrews montre qu'il n'y a pas d'autre réalité que l'individu : toute conception telle que loi, Etat, police, etc., est un prétexte destiné à donner à un groupe de malins le moyen de mener les autres. Il faut laisser les individus choisir et changer eux-mêmes les motifs qui les portent à se grouper.

Etats-Unis.

La propagande libertaire continue à se faire aux Etats-Unis, surtout grâce aux émigrants. En Californie, C. Lynch, né en Patagonie et obligé de quitter ce pays à cause de ses opinions, et J. Lally, ont tenu des meetings au port de Los Angeles. Dans cette ville, un journal local hebdomadaire, *The Non-Partisan* (le Sans-parti), fait dans ses colonnes une part à la propagande et aux nouvelles révolutionnaires. Dans l'Est des Etats-Unis, à Paterson (New Jersey), paraît depuis juillet la *Questione Sociale*, bimensuel, en italien. A Boston, *The Rebel*, revue mensuelle consacrée à l'exposition des théories communistes-anarchiques, paraît depuis le mois de septembre. Il paraît *informé d'une manière très exacte des événements européens*. A Charleroi (Pensylvanie), paraît depuis trois mois l'*Ami des ouvriers*, organe des travailleurs de langue française.

Les socialistes autoritaires s'opposent par tous les moyens au développement des idées libertaires. Le *Firebrand* cite deux camarades, l'un de Pensylvanie, l'autre de Coalgate (Territoire indien), qui ont été désignés à la haine des patrons par des groupes de social-démocrates.

Le *Firebrand* répond à Tucker, éditeur de *Liberty*, à propos d'un article où ce dernier, suivant les théories de la morale utilitaire, semble faire de l'égoïsme la base de toutes nos actions. Au fond, ces chicanes sont de la métaphysique sentimentale. Que l'on appelle intérêt bien entendu ou amour d'autrui le mobile qui nous fait agir, peu importent les mots et la théorie, si l'on va au même but.

* * *

Voici quelques notes précises sur la situation des travailleurs étrangers aux Etats-Unis, d'après des correspondances publiées par le *Plébéien* (Verviers). — Coalgate (*Territoire indien*). Le travail va à peine assez pour ne pas mourir de faim. Je n'ai pas encore vu la couleur de l'argent ici. Je ne sais s'il existe encore. Tout le mois les ouvriers sont obligés d'aller avec des chèques au store (1). A la paye, à celui à qui il revient plus de 10 dollars on donne un chèque sur la banque qu'il faut encore changer au store pour des produits ou pour de l'argent, si par hasard il y en a. — Midway (*Kansas*). Ici on est affreusement volé sur le poids et à moitié payé pour les dérangements (horsebacks, rolls, slips), qui sont si nombreux dans ces mines; et le directeur dit que si ces dérangements n'existaient pas, l'ouvrier n'aurait qu'à se coucher dans la mine. Le prix change quatre fois dans une année. Tantôt on travaille au gros, puis au fin, des fois à tout venant. Et on voudrait que les anarchistes ne deviennent pas plus forts! — Weir City (*Kansas*). Le travail ne va pas fort dans le Kansas. On fait à peine deux jours par semaine. Le tiers de la journée va pour les frais, et le restant, il faut le prendre dans les magasins de la Compagnie, sous peine de renvoi. Venez au groupe, compagnons, pour étudier la question sociale. N'ayez pas peur, c'est le seul moyen de gagner la liberté. — Chicopee (*Kansas*). En septembre 1893, nous avions signé un contrat jusqu'au mois de mai 1895 à 1 dollar la tonne pour le gros, et nous n'avons pour ainsi dire pas travaillé depuis. Au mois de mai, profitant de la misère, la Compagnie diminua le prix à 4 fr. 35. Ça alla bien jusqu'à la fin de mai, quand la Compagnie offrit de faire signer un contrat pour deux ans à 4 fr. 25 en été et 4 fr. 75 en hiver, 2 fr. 50 pour gros et fin ensemble et le droit de retenir 1 dollar par mois pour docteur à tous les ouvriers. Alors on se rebuta un peu, et la mine fut fermée. Mais, pour le 1er juillet, tous les mineurs étaient prêts à signer, et recommencèrent. — Rock Creek (*Texas*). Quand je suis arrivé ici, le travail allait assez bien et on pouvait gagner de 2 à 2.25 dollars. Maintenant on ne peut plus faire 1.75 dollar. On avait 1.25 dollar de la tonne et on nous a diminués de 15 sous. Le charbon a de 12 à 14 pouces de haut et on charge 7 cars pour arriver à faire deux malheureux dollars. Le poids est dégoûtant, les cars faisant de 4 à 500 livres. On est volé pire que dans un bois. Le surintendant ayant souffleté un Français qui demandait à se faire payer pour avoir nettoyé un chantier plein, ce dernier, pas en retard, lui fit faire une culbute qui manqua de le briser en deux. Bonne leçon. — Alderson (*Territoire indien*). On travaille environ un jour et demi par semaine, et encore on n'a guère plus de 2 ou 3 cars pour deux hommes. Les cars font 40 sous. On est toujours en dette à la Compagnie, et au magasin on ne peut rien avoir à l'avance. Aussi il y a de la misère. Le pire, c'est que les malheureux se volent entre eux au lieu de prendre là où il y en a de trop. — Carbonado (*Iowa*). Ici on travaille tous les jours. Malgré cela, on a dernièrement enterré un ouvrier qui est mort de faim. Je travaillais à côté de ce pauvre diable, et les deux dernières semaines qu'il a travaillé il n'avait que du pain sec dans sa marmite. Il ne pouvait rien avoir d'autre au store, car il était en arrière, ne gagnant, lui et son gamin, que 1 à 1.40 dollar par jour. Il avait cinq enfants, et sa femme lui coûtait beaucoup, car elle était malade. Une petite maladie l'a emporté, car il avait l'estomac vraiment usé de travail et de faim. N'est-ce pas révoltant? Je ne dis pas ceci pour empêcher qui que ce soit de venir à Carbonado. Pour avoir une belle place, il faut savoir bien chanter à l'église, être bon méthodiste et surtout une bonne pratique au store, où on paie de 25 à 30 pour cent plus cher qu'en ville. Les journées sont petites, le travail mauvais, et on est volé sur le poids. C'est un vrai trou d'ours qu'on ne peut voir à vingt-cinq mètres en arrière, plein d'ignorants qui ne pensent qu'à l'église, et d'où, une fois arrivé, il est difficile de sortir. La seule chose que je demande à présent, c'est l'inspection des bascules et le renversement des stores de compagnie.

(1) Magasin alimentaire de la Compagnie.

* * *

Les documents publiés par le service de santé de New-York et par des sociétés particulières sont étudiés par M. Tricoche dans le *Journal des Economistes* de juillet et d'août 1895. Voici quelques faits tirés de cet article :

Environ 70 pour 100 des habitants de New-York logent dans les *tenement houses*, c'est-à-dire les grandes maisons à petits logements. Une suite de trois pièces sur le devant, dans un des plus abominables *tenements* de New-York, se paie 50 francs par mois; une mansarde, de 19 à 25 francs. Dans la partie de la ville habitée par les ouvriers, on découvrit, en 1894, un pâté de maisons où les constructions occupaient les 93/100 du sol, alors que la loi exige qu'elles ne couvrent pas plus des 65/100 du terrain au maximum. Dans un grand nombre d'autres pâtés, la proportion dépasse 80/100. « Le nombre moyen d'étages étant de quatre et demi, il en résulte que, dans ces quartiers où les pâtés sont à peu près tous bâtis sur le même modèle, chaque maison a une moyenne de trois étages sans ventilation suffisante. Certains de ces pâtés ont une population de 2.300 personnes, et l'étroit espace par lequel la plupart des locataires sont supposés recevoir l'air et la lumière est encombré de cordes où sèchent des quantités invraisemblables de linges plus ou moins odoriférants. »

Voici maintenant le récit d'une visite faite dans

un de ces logements par des membres de l'Armée du Salut : « La porte est ouverte par un amoncellement de haillons de dessous lesquels sort la voix éraillée d'une femme, nous priant d'entrer. Cette femme a la grippe. Nous sommes obligés de nous serrer les uns contre les autres, car la chambre est petite et contient déjà trois femmes, un homme, un enfant, un lit, un poêle, et une quantité d'immondices. L'homme est mourant : il a eu la grippe et est maintenant à la dernière phase de la pneumonie. La salvationiste a essayé de le persuader de se laisser transporter à un hôpital, mais il persiste à vouloir mourir tranquille et confortable dans son lit. Confortable!... Son lit est un cadre de bois sur lequel sont empilés des chiffons. Une femme dort étendue sur le plancher fangeux, la tête sous la table. »

New-York occupe le premier rang dans le monde en ce qui concerne le nombre moyen d'habitants par immeuble. Il s'élève à 16,37. Londres ne vient qu'au quatrième rang, avec 7,9 habitants par immeuble, après Brooklyn (9,11) et Boston (8,26). New-York a également la densité moyenne la plus considérable que l'on connaisse dans une portion de ville, 24,6 habitants en 100 mètres carrés, dans le XI[e] district. Ensuite, la plus haute densité connue existe à Bombay, où un district possède 18,9 habitants pour 100 mètres carrés. « Toutefois il ne faudrait pas croire que c'est à New-York que l'on relève la plus grande densité de locataires par chambre. La palme, en cette matière, semble appartenir à Glasgow, où environ 18 pour 100 de la population vit à raison d'une seule chambre pour une famille. »

Dans les autres villes du nouveau monde où affluent les émigrants pauvres, ils s'entassent dans des logements de la même espèce. A Buenos-Ayres, les classes pauvres sont entassées au centre de la cité, dans ce qu'on appelle les *Conventillos*, « ces horribles constructions couvertes en zinc et en fer qu'on voit près de la rivière, entre la station centrale et le faubourg de la Boca. » Un recensement de 1887 a montré qu'à Buenos-Ayres il existait déjà 2.835 *conventillos* avec une population ouvrière de 116.167 personnes vivant 12 et plus par chambre (1).

Dans ces conditions, la mortalité est énorme. A New-York, les statistiques fournissent 202 morts sur 1.000 individus dans une année. Il y a des pâtés de maisons où plus de 50 0/0 des enfants meurent dans leur première année. Mais ce n'est pas là le seul danger auquel soient exposés les habitants des *tenements*. Le feu éclate souvent dans ces maisons bondées de la cave au grenier. « Du 1[er] juin 1893 au 1[er] juin 1894, on compte 2.415 feux de *tenements* avec un total de 15 tués et 72 blessés ; et une évaluation approximative faite à la fin de l'année dernière donne 15 nouveaux accidents mortels pour le second semestre de 1894. »

« Le mal, dit l'auteur, est dans le *tenement* lui-même. » « Il est triste, écrit-il, de constater que ces logements ouvriers sont pour la plupart la propriété de rentiers riches, habitant les quartiers élégants de New-York. On relève même dans les statistiques du service de santé pour 1889 que bon nombre de ces propriétaires vivent en Europe, confiant leurs intérêts à des agents dont les instructions se résument en deux mots : recueillir les loyers et ne pas faire de réparations. » Ce qui nous donne l'occasion de répéter encore une fois que le mal est dans la propriété individuelle.

(1) Nous ajoutons aux renseignements ci-dessus la statistique sommaire qui suit, empruntée à l'*Etudiant Socialiste* (Bruxelles) : « Voici les chiffres que nous fournissent MM. Ch. Lagasse et Ch. De Quéker sur l'état de choses qui subsiste à Bruxelles, la ville de luxe, la capitale d'un royaume riche et florissant... pour les détenteurs du capital. Il y a dans la capitale, sur 19.284 familles, 1.371 ménages qui occupent trois chambres; 8 058 occupent deux chambres ; 6.798 occupent une *seule* chambre; 2.186 occupent *une mansarde* et 200 occupent une cave. Parmi les 6.798 familles qui n'occupent qu'une chambre, il y en a 1.511 composées de *cinq* personnes; en outre, il y a 2.895 familles où garçons et filles adultes doivent coucher *dans la même chambre* et 400 dans le *même lit*. »

BIBLIOGRAPHIE

La Propriété, origine et évolution, par P. Lafargue : réfutation par Yves Guyot, 1 vol., 3 fr. 50, chez Delagrave, 15, rue Soufflot.

Le livre de M. Lafargue n'apporte rien de neuf sur l'idée de la propriété, mais on y retrouve tous les faits racontés dans les divers travaux qui ont été écrits sur le même sujet.

Quelle idée a eue M. Lafargue d'accepter de voir son nom accolé à celui de M. Guyot? On accepte de discuter avec n'importe qui, mais pas avec un Yves Guyot, ce farceur qui, au lendemain de 71, écrivait dans le *Radical* de Mottu des articles qu'il signait de son nom, et, sous le pseudonyme de Veranneau, des articles réactionnaires dans le *Bien Public* de Ménier.

***

La Question d'Alsace-Lorraine, critique du point de vue allemand, 1 brochure, par J. Novicow, 1 fr., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

M. Novicow est adversaire de la guerre et sa brochure est une vigoureuse satire contre les imbécillités militaires ; il voudrait opérer un acheminement vers le désarmement général, en vidant définitivement la question de l'Alsace-Lorraine, et, pour cela, il propose... une consultation des provinces annexées !

La proposition de M. Novicow part, évidemment, d'un bon sentiment; mais elle prouve seulement qu'il ne suffit pas de traiter les autres d'utopistes pour être soi-même préservé de se forger de ces petites illusions.

Car c'est une utopie de croire que l'Allemagne consentira à consulter ceux qu'elle retient en son pouvoir par la force depuis vingt-cinq ans, mais c'en est une plus grande encore de croire que ces mêmes capitalistes, dont M. Novicow est l'ardent défenseur, vont, bénévolement, se dessaisir de cette dernière arme — l'armée — qui leur reste pour se défendre contre la réalisation des « utopies ouvrières »; démolir, de leurs propres mains, le dernier rempart qu'ils ont réussi à maintenir à peu près intact contre les attaques de leurs exploités.

VINDEX.

Nous avons reçu :

Determinismul, par Panaite Zosin, 1 broch., 20 bani, tipografia Lambru, 2, strada Lipseani, Bucarest.

L'Alsace-Lorraine et la Guerre — Une parole de paix, par A.-H. Fried, texte allemand et traduction française en regard, une plaquette chez Louis Westhausser, 4, rue de Lille, Paris.

Fouillis, 1 broch. de E. Darnaud, à Foix.

Etats d'âme, par G. Sautarel, 1 broch., chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Rede van Etiévant, traduction flamande des *Déclarations d'Etiévant*, Handelsdrukkerij, Loosstraat, 9, Anvers.

Le Socialisme français et le Collectivisme allemand, par P.-E. Laviron, brochure chez Allemane.

Socialisme libertaire et Socialisme autoritaire, l'excellente étude de Domela Nieuwenhuis et dont notre ami Kropotkine demandait la mise en brochure, édition de la Société Nouvelle, à Bruxelles.

Le Problème monétaire et la Question sociale, par Ch. Limousin, 1 broch. à la Société Nouvelle, 32, rue de l'Industrie.

De chez Chailley, 41, rue de Richelieu : *Erimah*, 1 vol., 3 fr. 50, par J. H. Rosny. — *Démagogues et socialistes*, 1 vol., 3 fr. 50, par Joseph Reinach.

Les Sciences sociales en Allemagne, 1 vol., 2 fr. 50, par C. Bouglé, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Nous avons reçu la traduction roumaine de l'*Idéal de la Jeunesse*, d'Elisée Reclus.

Prix de la brochure : 20 bani. Cette traduction a été faite par Panaite Zosin, 15 *bis*, strada Triumfului, Bucarest.

***

En bouquinant, ayant trouvé à bon compte des exemplaires de chacun des ouvrages suivants, nous avons cru bon de les acheter afin d'en faire profiter les camarades qui désirent se monter une bibliothèque.

Inutile de dire que ce sont des ouvrages dont la lecture est intéressante pour les camarades :

Au Palais, par Floridor Dumas..........	1.50
— par la poste..................	1.90
Le Grand Trimard, par Zo d'Axa, édition de Bruxelles..........................	1.50
— franco........................	1.90
La France politique et sociale, par Hamon (année 90), 2 vol.....................	2.50
— franco.....................	3.25
(année 91), 1 vol., au lieu de 6 fr.........	2 »
— franco.....................	2.75
Le Travail et l'argent, par Tolstoï	1.25
— franco	1.65

Comme nous n'avons que deux ou trois exemplaires de chacun, nous ne prenons l'engagement de fournir que les premières demandes qui nous arriveront accompagnées de leur montant.

A LIRE

Courrier de Paris, de A. Scholl, dans l'*Echo de Paris* du 3 janvier 1896.

Précurseurs et Educateurs (articles sur les socialistes anglais), *Revue Blanche* des 15 décembre 1895 et 1[er] janvier 1896.

Pauline ou la Liberté de l'amour, roman de Dumur, commencé dans le *Mercure* de décembre 1895.

La Complainte du Veau d'or, article de Tybalt (Laurent Tailhade) dans l'*Echo de Paris* du 8 janvier 1896.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Sur les places, au coin des rues, les chanteurs ambulants postichent, sous l'œil malveillant des sergots.

Ce n'est plus, comme les autres années, des belles-mères, des poivrots, des cocus et de la France qu'il s'agit ; mais de messieurs nos maîtres, qu'une chanson de Jules Jouy, *Un bal chez le ministre*, bafoue en compagnie de leurs bons-votards. Et c'est plaisir d'entendre le populo chanter en chœur :

De tous ces jolis mangeurs
J'sons les électeurs.
Regardez-les boulotter :
C'est nos députés !

Comprend-il au moins l'ironie de cette chansonnette — qui n'est pas l'une des meilleures de Jules Jouy, loin de là, mais qui est toujours bien préférable aux écœurantes niaiseries pour lesquelles il s'engoue d'ordinaire?

En tout cas, cette vogue est un bon signe. Si ça pouvait — au rebours de la phrase connue — commencer par des chansons !

RENÉ CHAUGHI.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A cause de la fermeture de l'imprimerie pour les fêtes du jour de l'an, nous avons dû avancer le tirage du dernier numéro, c'est ce qui fait que nombre de communications n'ont pu être insérées.

***

A Madame Séverine,

14, boulevard Montmartre, Paris (1).

30 décembre.

Madame,

La solitude d'esprit et de cœur au fond de laquelle je me suis énergiquement muré fait que ne me parviennent presque jamais les rumeurs de ce Landerneau épileptique où se démènent les boulevardiers.

Je viens d'apprendre aujourd'hui, toutefois, que s'exerçait contre vous la férocité sentimentale du bourgeois français.

La mort d'un millionnaire inutile est incontestablement regrettable, mais pas plus, à coup sûr, que celle des cent mille victimes dont fument, chaque année, les respectables autels dressés par la servitude humaine à l'adoration de l'Argent.

La grande meurtrière du Pauvre, la Nation-Armée, a, par aventure, frappé un Riche.

Et c'est alors seulement que de nobles cœurs se prennent à tressaillir.

Ah ! qu'il est curieux de contempler la vie du fond du silence...

Pour moi, Madame, à l'écart du monde, et heureux de m'être évadé, par un sursaut de mon orgueil, hors des marais nauséabonds où coassent les crapauds de la moderne littérature, je veux profiter de l'occasion pour vous envoyer le témoignage de mon entière sympathie.

En dépit des quelques passes d'armes courtoises que nous échangeâmes naguère sur le propos de nos libres coutumes, vous savez bien que je suis pleinement avec vous pour activer la disparition de nos Etats en décrépitude, — et pour susciter, dans les Communes à venir, le relèvement de la foule par le triomphe de la beauté.

En lumière et joie,

Votre

JEAN CARRÈRE.

(1) Cette lettre aurait dû être insérée dans le dernier numéro; le retard provient de ce qu'il nous a fallu avancer le tirage à cause des fêtes du nouvel an.

PARIS. — Salle du Commerce, 94, rue du Faubourg-du-Temple, conférence publique et contradictoire par Elie Murmain et Sébastien Faure, le lundi 13 janvier 1896, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : *Le peuple et la Révolution prochaine.*

∴

École libre des Petites Études.

Nous avons ouvert, rue Lauters, 36, près du bois de la Cambre, une école pour enfants, — garçons et filles, — dont nous esquissons ici les tendances.

A la base de l'enseignement nous mettons l'hygiène, la promenade, les jeux et les exercices physiques. Nos « petites études », aussi concrètes que possible, appuyées sur l'observation et l'expérimentation directes, seront fondées sur un enseignement complet de travail manuel, avec tous les matériaux qui se trouvent à la portée des enfants, et dans un esprit à la fois pratique et artistique. D'ailleurs, les cours n'entreront pas en général dans des cadres strictement séparés; tout l'enseignement se tient et s'harmonise, et, par exemple, une leçon de construction, présentée dans l'enseignement du travail manuel, sera en même temps une leçon de science et d'art.

Notre but est d'écarter tout dogmatisme, de sauver l'enfant des livres pour lui ouvrir les yeux aux choses, de lui donner sur les phénomènes des explications précises et simples — de lui apprendre à chercher et à découvrir lui-même ces explications — de poser dans son esprit des bases scientifiques solides et de lui donner de fortes habitudes de travail et de réflexion, pour qu'il puisse plus tard aborder sans difficultés les études vers lesquelles le pousseront ses aptitudes personnelles ou la force des circonstances. Nous avons pensé d'ailleurs que ce n'était là qu'une partie de l'éducation, qu'elle devait attacher au développement physique une importance plus grande qu'on ne le fait d'ordinaire, et comprendre en outre, et dès l'abord, pour être harmonique, tout un côté d'art, absolument négligé dans l'enseignement actuel.

De plus, nous voulons réagir contre la tendance à spécialiser l'enseignement dès les débuts de l'éducation, à donner par exemple très tôt aux petits bourgeois une éducation spécialement scientifique et aux petits ouvriers une éducation surtout matérielle — et nous voulons, en appuyant tout l'enseignement sur le travail manuel, donner aux enfants, quelles que soient les différences que les circonstances actuelles mettent entre leurs familles, un sentiment de fraternité réelle, qui les prépare à la grande fusion des hommes.

Enfin, la meilleure chose peut-être que nous puissions dire de notre école, est que nous nous efforcerons de sauvegarder et de développer l'originalité et l'esprit d'initiative de chacun des élèves, originalité que, dans l'organisation actuelle, on semble au contraire vouloir étouffer dans le germe.

Nos ressources sont très modestes, mais nous apportons à la réalisation de notre œuvre beaucoup de courage et de foi. Au reste, nous ne sommes pas livrées à nos seules forces; grâce à l'appui matériel et moral de personnes intelligentes et dévouées, nous avons obtenu la collaboration de professeurs distingués. Et nous faisons appel, non seulement aux parents qui auront assez de confiance dans la sincérité de nos efforts pour nous envoyer leurs enfants, mais à toutes personnes de bonne volonté qui nous comprendront; et nous leur serons reconnaissantes de nous aider de leurs conseils ou de leur collaboration effective.

Les cours se donneront le matin de 8 h. 1/2 à 11 h. 1/2, et, pour les enfants qui apprendront le flamand, jusqu'à midi.

L'après-midi, de 1 h. 1/2 à 4 h. 1/2.

Cours en français et en anglais.

Le minerval est fixé à 15 francs par trimestre.

(*Bruxelles.*) MARIE MULLE.
MARIE CLOSSET.

∴

La *Jeunesse socialiste de la Maison du peuple*, réunie à son siège social, 4, impasse Pers, envoie ses félicitations aux jeunes camarades de Bruxelles qui viennent d'être condamnés par la réaction belge pour avoir dit ce qu'ils pensaient du militarisme et avoir mené une campagne énergique contre la bourgeoisie capitaliste en général dans leur vaillant organe *La Caserne*.

La *Jeunesse socialiste de la Maison du peuple* déclare se solidariser entièrement avec ses amis de Belgique et du monde entier, et lève sa séance aux cris de : « Vive la jeunesse socialiste! Vive l'Internationale! »

Pour le groupe : E. DAUPHIN, secrétaire.

Les Libertaires du XIVe arrondissement. — Réunion le samedi 11 janvier 1896, à 8 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans. Conférence par des camarades. Les *Naturiens* sont convoqués.

Le groupe fait un pressant appel à tous les camarades, afin qu'ils assistent régulièrement aux réunions.

∴

Jeunesse révolutionnaire internationaliste du XIVe arrondissement. — Dimanche, 12 janvier 1896, à 2 heures de l'après-midi, 106, rue Denfert-Rochereau, matinée familiale et conférence par des camarades. Causerie, chants et poésies révolutionnaires.

Les dames sont spécialement invitées.

Sont convoqués les *Libertaires du XIVe arrondissement*, les *Naturiens* et *Naturiennes*.

La *Jeunesse révolutionnaire du XVe arrondissement* est priée de prêter son concours.

Entrée libre et gratuite.

Jeudi, 16 janvier 1896, à 8 h. 1/2 du soir, même salle. Conférence par des camarades. Les *Naturiens* sont priés d'y assister. Les groupes socialistes sont convoqués pour la contradiction.

Entrée libre et gratuite.

∴

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Vendredi 10 janvier, à 8 h. 1/2, salle Mas, 103, rue du Théâtre, conférence par un camarade. Sujet : *Les précurseurs du communisme.*

Dimanche 12 janvier, même salle, à 8 h. 1/2, conférence par un camarade. Sujet : *Les préjugés politiques.* Causerie et chants révolutionnaires.

Entrée libre et gratuite.

Nous remercions le camarade qui a envoyé les deux brochures à la bibliothèque.

∴

La *Jeunesse révolutionnaire du XVIIIe arrondissement* fait un chaleureux appel à tous les jeunes travailleurs du quartier pour qu'ils viennent mener le bon combat pour la République sociale et universelle.

Les adhésions seront reçues à la réunion qui aura lieu le 7 janvier 1896, à 8 h. 1/2, salle de l'Etoile d'Or (au premier), 36, rue Clignancourt (au coin de la rue Poulet). A cette réunion, une conférence sera faite par le citoyen Nodvoc, membre du groupe, sur le sujet suivant : *Le socialiste du néant.*

∴

LYON. — Samedi 11 janvier, salle Laroche, rue de l'Arquebuse, conférence publique et contradictoire donnée par le camarade Barrucand.

Sujet traité : *Le pain gratuit.*

Dimanche 12 janvier, grande soirée familiale; l'heure et le lieu seront donnés à la conférence du samedi.

∴

SAINT-ETIENNE. — Tous les libertaires sont priés de se rendre, dimanche 12 janvier 1896, à 2 h. 1/2 du soir, salle de l'*Alcazar*, place Marengo, afin de s'entendre pour l'organisation d'une grande soirée familiale.

∴

Les camarades Cettois se rencontrent tous les samedis soir, à 8 heures, au café Montmartre, rue Garenne.

Les amis connus ou inconnus voudront bien s'y rendre.

∴

AMIENS. — Les camarades soucieux de s'instruire sur la solution de la question sociale par le communisme anarchiste peuvent venir prendre part à la discussion tous les dimanches, à 4 heures du soir, chez Edmond, rue Basse-des-Tanneurs.

∴

Nous avons un certain nombre de collections des années 4, 5, 6 et 7 de La Révolte. *A titre de propagande, nous les laissons au prix de 1 fr. 50 l'année à nos lecteurs, le port en plus pour la province, c'est-à-dire le prix d'un colis postal, 0 fr. 60 en gare, 0 fr. 85 à domicile. Les quatre années rentrent en un colis de 5 kilos : 0 fr. 80 en gare.*

∴

Un de nos amis auquel il manque les numéros 3, 11 et 15 de la 5e année du *Révolté* de Genève, en offre 1 franc pièce au camarade qui pourra les lui procurer.

Nous renouvelons notre appel, pour trouver les pages 5 et 6 du numéro 3, 3e année.

PETITE CORRESPONDANCE

Si des camarades ont, sans que cela leur soit utile, des numéros des journaux *L'Ordine* (Turin), *Sempre Avanti* (Livorno), *Il Proletario* (Marsala), *La Facilla* (Mantova), *Il Pensiero*, *La Plebe*, *L'Uguaglianza sociale*, *L'Operaio* (La Spezia), *The Altrurian*, *The Alarm*, *The Altruist*, *Solidarity* (New-York), *El Despertar* (les quatre premières années), *Freedom*, *L'Idée*, *L'Homme Libre*, etc., etc., ils sont priés de les envoyer à A. Hamon, 132, avenue de Clichy, Paris, qui d'avance remercie de ces envois, devant être utilisés pour des études sociologiques.

B., à Roubaix. — Oui. — Reçu mandat.

L., à Londres. — Reçu mandats et timbres. — Jusqu'à présent, la note était restée sur le marbre.

Montpellier. — Aux camarades souscripteurs qui ont répondu à l'aimable invitation des *Temps Nouveaux* parus du 20 au 27 décembre pour la liste du camarade Dodot. Merci. (E. J.)

Dodot. — Nous avons un mandat de 3 fr. 70 à vous remettre. Où faut-il vous l'adresser?

D., à Lyon. — Reçu 20 francs pour le journal. Merci.

L., à Elbeuf. — Nous n'avons pas les brochures portugaises, demander aux adresses que nous donnons lorsque nous les annonçons. — *L'Etat et la Révolution* a été édité par les groupes de Genève, n'est pas en librairie, épuisé.

N., à Paris. — Reçu 5 francs pour le journal. Merci.

P., à Millau. — Reçu abon. et 1 fr. pour le journal.

C., à Pleynefaye. — Lisez notre avis du n° 36 et vous comprendrez pourquoi nous ne pouvons servir indéfiniment des abon. gratuits.

R., à T. — Reçu abon. et 4 fr. pour le journal. Merci.

L., à Bapaume. — Avons fait passer la lettre à Faure, nous ne pouvons pas davantage.

S., à Cette. — Reçu 1 fr. 05 pour le journal. Merci.

A. W., à Paris. — Vous pourrez prendre les collections quand vous voudrez.

Jean Misère. — Reçu 50 francs.

L., à Roubaix. — Reçu 5 fr., collecte des Jeunes Libertaires.

G.-J. — Reçu 5 fr. pour le journal.

M., à Reims. — C. A., à Pont-Audemer. — F., à Amiens. — E. R., à Sciez. — Z., à La Plata. — M., à Rennes. — H., à Nancy. — B., à Puget. — L., à Jemmepe. — R.-V., à Pont-en-Royan. — A., à Estagel. — Riska. — T., au Fromenthal. — E. B., à Pise. — P., à Bordeaux. — V. P., à Levallois. — D., à Gaugis. — E. P., à Montcoutant. — P., rue de M... — L., à Bapaume. — L. G., à Camerino. — G., à Paterson. — G., à Charleroi. — F., rue R... — A. S., à Bruxelles. — M., à Nonancourt. — P., à Liège. — M., à Reims. — R., à Nimes. — C., à Djerba. — D., à Saint-Etienne. — L., à Londres.

Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Le Salariat	» 10
Le 11 novembre (*eau-forte*)	1 75
Bakounine (*burin*)	» 50
Proudhon, *id.*	» 50
La loi et l'autorité	» 10
L'anarchie dans l'évolution socialiste	» 10
Esprit de révolte	» 10
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*	» 60
— — — *avec portrait*	1 »
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 10
Défense d'Etiévant	» 10
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*	» 25
Un siècle d'attente —	» 10
L'agriculture —	» 10
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	» 60
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 25
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	» 10
La Conquête du pain, *par Kropotkine*, **franco**	2 75
Œuvres *de Bakounine*, **franco**	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*, **franco**	2 75
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*, **franco**	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *par Kropotkine*, **franco**	1 25
De la Commune à l'anarchie, *par Malato*, **franco**	2 75
Révolution sociale et révolution chrétienne, *par Malato*, **franco**	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*, **franco**	2 75
La Société future, *par J. Grave*, **franco**	2 75
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75

Tous ces ouvrages sont vendus 0 fr. 25 de moins pris dans nos bureaux.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 38

DIX CENTIMES

DU 18 AU 24 JANVIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A TRAVERS LA SEMAINE

Les amis de Dumas fils se sont émus des insolences recueillies par le *Mercure* contre ce fabricant de comédies. Leur colère se conçoit. Invités à dire leur avis, les jeunes écrivains maltraitent seulement le styliste malhabile. Or Dumas jouait au penseur et se targuait de morale. Au dire de ses admirateurs, il fut celui qui porte la lumière dans les consciences troubles et montre aux foules le chemin de vérité. Lui-même n'a-t-il pas écrit : « Je cherchai le point sur lequel ma faculté d'observation pouvait se porter avec le plus de fruit pour moi et *pour les autres*. Je le trouvai tout de suite. Ce point, c'était l'amour. »

N'insistons pas sur la fatuité du propos. Voyons les trouvailles de l'observateur. La rapacité capitaliste est depuis longtemps la dominante iniquité, explicative presque de toutes misères : Dumas insulta l'amour sans se demander une fois ce que pouvait être au fond ce sentiment ni sa place dans nos sociétés de tâcherons et de banquiers. A quoi bon remonter aux causes! Les journaux relatent l'adultère et ses drames. Donc, l'amour est une sale passion, un détraquement qu'on guérit à coups de revolver. Mise à part la *Dame aux Camélias*, paradoxe de jeunesse, trouvez autre chose dans l'œuvre de cette brute sentimentale? Personne n'attira sur la noble loi des attractions sexuelles tant de haine et de mépris.

A ce titre, la bourgeoisie a quelque raison de l'honorer et de le pleurer. En affirmant l'indignité native et la laideur de l'être humain, en trompant l'individu sur la cause de ses maux et de ses passions, il a retardé l'heure de la justice sociale. Et il ne prêcha pas dans le désert, car aux thèses justificatives d'autorité et de violence les larges publicités sont acquises et les tribunes d'où la voix porte loin.

.˙.

Du démêlé des Boers avec la *Chartered Company* et le flibustier Jameson, son mercenaire, se dégagent, il nous semble, de curieux enseignements.

En dépit de leur réputation d'austère loyauté, les républicains du Transvaal civilisent autour d'eux selon la méthode chère à la vieille Europe. D'après un voyageur, frais revenu du pays d'or, « ils font de temps à autre des razzias contre les Cafres et, quand il devient dangereux de s'avancer dans le maquis, ils y jettent comme des chiens les Zoulous, auxquels ils donnent une vache par tête après la campagne. Alors on se massacre tant et plus, de part et d'autre, jusqu'à la victoire. C'est ainsi que l'on vit, il y a trois mois, arriver entre deux haies de cavaliers boers une lamentable file de cinq mille Cafres, tout nus, mourants de faim, traînés ainsi pendant plus de 400 kilomètres, et que l'on allait répartir dans les fermes à titre de *travailleurs libres*. » Toutes exactions dûment légalisées par un minuscule Parlement, frère des nôtres.

Quand ils apprirent les richesses cachées dans leur sol, ils se ruèrent à l'aubaine non moins âprement que ceux venus d'Europe. Mais, par une combinaison très digne des mœurs républicaines, ils refusèrent le droit de citoyen — électeurs et éligibles — aux nouveaux arrivés, tout en se débarrassant sur eux des charges fiscales.

Or voici que les uitlanders, poussés par les Compagnies anglaises, réclament des conditions politiques plus douces, entre autres le droit d'entrer au Parlement. Les nouveaux venus étant les mieux armés pour la lutte industrielle, leur démarche est conforme aux maximes sociales de l'époque. En Afrique comme en France, n'est-il pas dans l'ordre que le soin de promulguer telles lois avantageuses à l'exploitation du pays soit strictement confié aux exploiteurs les plus habiles — quelle que soit d'ailleurs leur origine? Il ferait bon voir, chez nous, qu'on interdise les fonctions publiques à tel représentant d'un syndicat de financiers internationaux!

Donc pure malice de voisins jaloux, la France et l'Allemagne s'éjouissant de la défaite du docteur Jameson.

Quant au triomphe par force ou par ruse de la Compagnie anglaise, ce n'est que partie remise. Les Boers peuvent se gendarmer d'indépendance, quémander l'appui du plus belliqueux des empereurs, ils ne vaincront pas l'or de l'Angleterre. Tôt ou tard, cette même loi du plus riche qu'ils imposèrent aux indigènes, ils la subiront. Et ce sera justice. S'ils ne s'étaient pas corrompus aux parlementarismes dont meurent les bourgeoisies d'Europe, s'ils étaient restés des hommes égaux entre eux et libres, occupés aux seules besognes d'agriculture et d'industrie utile, s'ils n'avaient creusé la terre de leur plateau qu'à fin de semailles, ils n'auraient pas aujourd'hui à prendre les armes contre des aventuriers.

.˙.

Les gazettes de la dernière semaine sont encore pleines du soldat Lebaudy. Hier c'étaient les larmes des commandités et des invectives contre ceux qui ne voulaient pas voir la différence des millions entre les victimes ordinaires du médecin-major et celle-ci. Aujourd'hui c'est le déballage des malins qui vidèrent le jeune michet si proprement. Dans ce joli monde, un peu de tout : financiers véreux, journalistes tapeurs, officiers roublards...

Donc la bonne galette s'en est allée en escroqueries. Personne ne songe qu'elle était venue de même. Et voilà pourquoi la chose nous intéresse peu.

Ce qui nous plait, par contre, c'est ce long vacarme autour du milliardaire mort à la caserne. Où meilleur aveu que la tueuse s'est trompée, son rôle étant d'assommer le pauvre pour le compte du riche?

Et puis la mort de ce tringlot, en soi petit événement, fut le prétexte d'une phrase qui semble aussi être une date : « Il n'y a pas d'égalité pour le riche », a dit M. Say. A mesure que les colères s'amassent contre l'âpreté capitaliste, voyez comme la Banque change sa tactique. Froidement cruelle du temps de môssieur Thiers, elle devient pleurnicheuse et dolente avec môssieur Say. La richesse victime! Le passe-droit en faveur du pauvre! Thémis inclinant ses balances vers le loqueteux! Telle est la guitare nouvelle des avocats de Bourgeoisie.

CHARLES-ALBERT.

LA VERRERIE OUVRIÈRE DE CARMAUX

On s'expliquera aisément la diversité des opinions suggérées par l'œuvre de la *Verrerie Ouvrière* de Carmaux, si l'on observe que le Comité chargé de l'accomplir n'a lui-même que depuis peu la conscience nette de son rôle. Pendant plusieurs semaines, il a eu tant d'obstacles à vaincre, tant de surprises à déjouer et (pourquoi ne pas dire ce que tout le monde soupçonne?) tant d'indélicates manœuvres à éviter que, ne sachant si ses efforts aboutiraient à un résultat heureux ni même si les trahisons de la politique ne l'obligeraient pas un jour ou l'autre à se dissoudre, il ne put initier le public à son programme, exposer son but, faire connaître ses moyens d'action. Comme, en outre, les verriers de Carmaux, sans dénoncer d'ailleurs aucune des promesses faites par eux, évitaient de se prononcer catégoriquement entre le Comité et l'extraordinaire mandataire de Mme Dembourg, que la presse amoncelait des articles de nature à obscurcir la question plutôt qu'à l'éclairer, le moment vint où l'opinion publique n'eut plus la moindre idée de l'œuvre pour l'accomplissement de laquelle on réclamait son concours.

En déclarant donc, il y a huit jours, que le Comité de la Verrerie Ouvrière, siégeant 110, rue Vieille-du-Temple, est le seul qualifié pour recueillir le capital nécessaire à l'édification de leur usine, les verriers de Carmaux ont plus fait pour le succès de leur cause qu'en cherchant à ménager les intérêts contraires et irréductibles; car leur déclaration, en même temps qu'elle dissipe les incertitudes du Comité, lui permet de dire enfin à la classe ouvrière *du monde entier* ce qu'il attend d'elle et comment seront utilisés les fonds qu'elle lui aura remis.

Le Comité, en prenant à tâche d'affranchir les verriers de l'exploitation patronale par l'édification d'une Verrerie ouvrière, avait à résoudre cette première question : *La Verrerie sera-t-elle une application nouvelle du système coopératif*, autrement dit : *Les verriers en seront-ils les propriétaires et, par conséquent, les bénéficiaires ?*

Sur ce point il n'y eut et il ne pouvait pas y avoir l'ombre d'une hésitation. Le Comité se trouvait composé à la fois d'hommes hostiles à la coopération, parce qu'ils savent qu'en la société présente les améliorations, ne pouvant être que partielles, créent dans le prolétariat une hiérarchie de misère, et que si, par impossible, tout le monde (le système capitaliste subsistant) devenait coopérateur, l'amélioration générale produite par la diminution du prix des choses serait immédiatement neutralisée par un abaissement correspondant du taux des salaires ; le Comité comptait, d'autre part, des coopérateurs demeurés convaincus que l'appétit de lucre inspiré par la coopération est un obstacle à la solution révolutionnaire du problème social. Il déclara donc dès la première heure, et, pour ainsi dire, sans débats, que la future usine de Carmaux ne serait pas une entreprise coopérative, au sens commun du terme. Il aurait été d'ailleurs surprenant que les négateurs du droit de propriété s'employassent à créer un groupe de propriétaires qui, à ce titre, auraient eu des intérêts différents de ceux de leurs anciens compagnons de labeur.

Le Comité résolut donc d'abord de faire de la Verrerie une propriété collective, indivisible et, si ses opérations lui assuraient l'existence, inaliénable. Mais quelle rémunération recevraient les hommes chargés de l'exploiter ? Fallait-il et pouvait-on leur appliquer la formule : *A chacun le produit intégral de son travail* (1) ? On le pouvait, sans doute, mais alors on créait un groupe de travailleurs privilégiés, que l'élévation de leur gain rapprocherait autant de la classe bourgeoise qu'elle les éloignerait de la classe ouvrière ; par suite, on supprimait fatalement un certain nombre d'unités révolutionnaires et (nul ne gagnant qu'un autre ne perde) on aggravait la misère du reste du prolétariat. Alors ?... Alors il fallait concilier tout ensemble l'interdiction de créer des privilégiés et l'obligation de montrer à la classe bourgeoise que les ennemis du parasitisme savent honorer le travail en lui attribuant la plus haute rémunération compatible avec les exigences économiques ; et c'est ce que fit le Comité en fixant la rémunération du travail des verriers au taux des salaires les plus élevés de l'industrie verrière.

A qui donc ou à quoi seraient affectés les bénéfices de l'exploitation ? Iraient-ils grossir l'épargne des actionnaires ? Non, car si la crainte d'affaiblir le sentiment révolutionnaire des verriers conduisait le Comité à les frustrer de ces bénéfices, eux qui, en principe, devaient en être les seuls propriétaires, à plus forte raison son refus d'admettre la rente de l'argent devait-il le conduire à refuser au capital la plus minime part des dividendes. La question ne comportait qu'une solution. Comme la Verrerie elle-même, les bénéfices réalisés devaient constituer une propriété collective et, par conséquent, ne pouvaient être affectés qu'à une œuvre collective, d'intérêt évidemment révolutionnaire et déterminée, non pas par tels ou tels individus, mais par l'ensemble des propriétaires de l'usine.

C'est ici surtout qu'un conflit était à craindre entre les hommes, divers de tempérament et de doctrines, qui composaient le Comité. Il y avait en nombre à peu près égal des partisans et des adversaires également résolus de l'action politique, et en plus grand nombre des ouvriers qui, sans être hostiles à l'action électorale, ont cessé de croire à la possibilité de la révolution sociale par la conquête systématique du pouvoir et ne considèrent les périodes de scrutin que parce qu'elles permettent de placarder des affiches sans timbre et d'organiser des réunions sans frais. Qu'allait entendre le Comité par œuvre d'intérêt révolutionnaire ?

Or, dès le début des discussions engagées à ce sujet, les partisans de l'action politique acquirent la conviction (et ce fut pour certains d'entre eux une leçon sérieuse) que personne n'admettrait comme œuvre révolutionnaire la participation aux luttes électorales et ne songerait, par conséquent, à y affecter une part des dividendes de la Verrerie. A la surprise générale, les sociétés coopératives elles-mêmes déclarèrent que leur concours, comme commanditaires et comme clientes des verriers, restait subordonné à la « condition que les bénéfices éventuels « ne pussent en aucun cas, sous aucun pré- « texte, servir à *fabriquer des députés* ». Dès lors l'élément politicien du Comité avait cause perdue. De l'assentiment même de Jaurès, obligé de faire à mauvaise fortune bon cœur, il fut convenu que « les dividendes seraient consacrés « à une œuvre générale d'intérêt *économique* et « social déterminée par l'ensemble des organes « intéressés ».

Ceci admis, il ne restait plus qu'à assurer la liberté et la protection des verriers : devoir important puisque, faute d'être connu, bien qu'accompli, des amis libertaires ont fait au Comité le grief prématuré de despotisme. Le Comité entendait prouver à l'opinion publique qu'en se déclarant « propriétaire » de l'usine projetée, le prolétariat ne songeait pas à affranchir les verriers d'un joug pour leur en imposer un plus insupportable encore. Il voulait, en outre, que dans l'intervalle des assemblées générales les verriers fussent protégés contre l'arbitraire possible des hauts employés de l'usine. Il arrêta donc 1° que directeur et ingénieurs seraient choisis par les ouvriers eux-mêmes ; 2° que le droit de renvoi n'appartiendrait qu'au conseil d'administration ; 3° que ce conseil, fixé à neuf membres, serait composé de six membres choisis par les ouvriers parmi les verriers appartenant à la Fédération nationale, et de trois délégués de syndicats et de sociétés coopératives actionnaires nommés par l'assemblée générale ; 4° qu'enfin le renvoi par décision du conseil d'administration serait toujours susceptible d'appel devant l'assemblée générale. Peut-on dire, après cela, que les ouvriers de Carmaux n'aient secoué l'exploitation individuelle que pour subir l'exploitation collective ?

Ces divers points réglés, le Comité avait à résoudre une seconde question, aussi grave d'ailleurs que la première, puisqu'elle devait en constituer la sanction : *Par quel moyen pouvait-on faire appel à toutes les épargnes sans permettre l'entrée dans le sein de la société d'hommes ou de groupes capables de modifier les statuts dans un esprit contraire à celui des associations ouvrières fondatrices de la Verrerie ?*

On conçoit la difficulté qu'il y avait à résoudre ce problème, puisque chacun de ses termes violait la loi de 1867 sur les sociétés. Néanmoins, et après bien des études, le Comité imagina le moyen suivant : ouverture d'une souscription par tickets de 20 centimes, ces tickets donnant à tous les porteurs indistinctement les avantages du billet ordinaire de tombola, mais ne pouvant être convertis en une valeur égale d'actions libérées de la Verrerie qu'au nom de syndicats ou de sociétés coopératives qui s'engageraient à abandonner leur part des dividendes au profit de l'œuvre d'intérêt économique arrêtée par les statuts.

Par ce moyen le Comité, tout en ne repoussant aucun appui, sollicitait surtout la solidarité ouvrière, qu'une émission d'actions aurait écartée, et assurait son œuvre contre la mainmise du capital individuel.

Cette précaution ne parut pas encore suffisante. Comme les sociétés ouvrières (syndicales et coopératives) se renouvellent constamment et que, par suite, l'engagement pris par les fondateurs de la Verrerie de n'employer les dividendes qu'à une œuvre d'intérêt économique collectivement déterminée pourrait dans l'avenir être violé par leurs successeurs, cet engagement fut inscrit non pas dans les statuts toujours revisables, mais au frontispice du statut général, comme une convention souveraine et définitive. De plus, et dans la crainte que les trafics d'actions pussent un jour éliminer soit les syndicats au profit des coopératives, soit les coopératives au profit des syndicats, le Comité décida que la vente des actions n'aurait jamais lieu que de syndicat à syndicat et de coopérative à coopérative. Ce sont là des marques de défiance dont s'offensera peut-être la théorie de la liberté absolue ; mais ce sont des mesures de précaution amplement justifiées par les surprises que permet et les appétits que favorise la société capitaliste.

L'œuvre de la Verrerie Ouvrière de Carmaux mérite donc, on le voit, tous les concours. Les hommes qui s'y sont consacrés ont, au delà même de la mesure permise par les lois économiques actuelles, respecté les droits des verriers et les nécessités de la révolution. Ils ont encore (et il y paraît bien à la colère des quelques marxistes qui n'avaient pas pour s'incliner devant la volonté des travailleurs les raisons tout électorales de leurs coreligionnaires), ils ont encore écarté de leur entreprise tout ce qui pouvait lui donner le caractère d'une application du système collectiviste. A ceux donc qui luttent contre toutes les formes de la tyrannie de leur prêter aide, sans oublier, nous le répétons à dessein, que l'état économique où nous vivons leur interdisait de faire plus qu'ils n'ont fait pour assurer aux verriers tout ensemble le pain — et la liberté.

2 janvier 1896.

FERNAND PELLOUTIER.

(1) Il est bien entendu qu'à nos yeux cette formule n'est même pas un progrès sur celle qu'applique la société présente. Nous voulons dire que c'était la seule à laquelle pût songer le Comité. (F. P.)

AU SUJET DE L'AFFAIRE LEBAUDY

On se rappelle la campagne que mena Séverine au sujet de ce pschutteux qui, du haut de ses millions, prétendait faire la loi à toute l'organisation sociale, et, sans le scandale soulevé par notre amie, y serait arrivé sans peine, puisque notre société est constituée pour la défense de ceux qui possèdent contre les réclamations des dépossédés.

La presse, dite grande, à l'instar de certains numéros, qui a dû défiler, en partie, dans le cabinet du juge d'instruction, en la personne de ses membres les plus en vue, exulte aujourd'hui, parce qu'une personne de l'entourage de Séverine, M. Georges Labruyère, vient d'être arrêté. Jusqu'à Rochefort qui, selon son habitude, profite de l'occasion pour « faire de l'esprit » sur le dos de notre amie.

Nous ignorons ce qu'a pu faire M. Labruyère. Il n'est pas des nôtres. Son arrestation est-elle motivée par ses agissements, ou n'est-elle qu'une revanche de Toutée, qu'en bon collègue M. Meyer, l'homme lige de toutes les réactions, ne pouvait manquer d'ordonner pour faire pendant à celle de M. Jacques Saint-Cère, du *Figaro* ? Nous l'ignorons. Ce qu'il y a de certain pour nous, c'est que s'il y a tripotages, Séverine n'y est pour rien.

Nous n'avons pas pour habitude d'intervenir dans ces affaires de presse ; entre la presse quotidienne et nous, il n'y a rien de commun, mais nous ne pouvons oublier que chaque fois qu'un des nôtres succombait sous les coups de la persécution, la voix de Séverine s'élevait en sa faveur.

Au plus fort de la terreur, au moment le plus fort de la réaction de 94, alors qu'il y avait quelque danger à prendre la défense des anarchistes, Séverine fut un des rares écrivains qui restèrent sur la brèche et élevèrent la voix en faveur des traqués.

Certains de nos amis lui reprochent de s'être confinée dans cette campagne de charité, disant, avec raison, que la charité affaisse les caractères de ceux qui en vivent, et est loin de préparer à la révolution. Mais nous ne devons pas oublier que chacun combat avec son tempérament.

D'ailleurs nous croyons Séverine sincère jusque dans ses erreurs, et nous étions sûrs de la trouver chaque fois que nous avions à faire élever la voix dans la presse en faveur d'un des nôtres, que, sans cela, la justice aurait froidement étouffé dans l'ombre.

Nous avons applaudi Séverine dans sa campagne contre Lebaudy, nous n'avons rien à retrancher à notre approbation.

J. GRAVE.

SOUS LE BAILLON

Les réchappés de Madagascar ne sont pas seuls à trembler la fièvre. Nos bons gouvernants se sentent mal au cœur devant le tas grossissant des cadavres. Ils craignent un réveil de la conscience publique et qu'on leur mette le nez dans le sang où ils pataugent. Bêtes comme toujours, ils pensent tarir les indignations en clouant les bouches.

Le 7 décembre dernier, notre ami Péjot, ouvrier tisseur à Lyon, passait vers l'hôpital militaire au moment où y entraient deux cents rapatriés. Devant le bataillon des décharnés quelques mots lui échappèrent, ne s'adressant à personne et prononcés si bas qu'ils purent être difficilement entendus. Quelqu'un de la police, dissimulé dans la foule afin de chauffer l'enthousiasme, requit un sous-brigadier de la sûreté et deux gardiens qui arrêtèrent notre ami. Il fut écroué pour outrage au gouvernement.

On n'osa pas, après réflexion, retenir un délit fabriqué par une complaisance de mouchards et ce fut sous prévention d'outrage à un agent qu'il comparut en correctionnelle.

L' « agent » : un de ces répugnants individus qui pourchassent les travailleurs d'atelier en atelier jusqu'à ce qu'on leur coule cent sous dans la main. L'outrage : avoir mis dehors cette fripouille. En raison de sa parfaite honorabilité, le tribunal ne condamna notre camarade qu'à 25 francs d'amende.

Mais le procureur irrassasié rappelle ses collègues au devoir judicatif et réclame en cour d'appel un supplément de peine.

Si cette troisième tentative ne réussit pas, les chats-fourrés chercheront autre chose. A voix basse, le tisseur Péjot a plaint les victimes de la haute pègre commerçante. Il a trouvé que les succès coloniaux et l'avancement du général coûtaient trop cher au simple soldat. A tout prix, il faut qu'il sache ce qu'il en cuit de toucher — si peu soit-il — au dieu sabre et au dieu argent.

Profitons de l'occasion pour apprendre à ceux qui espéraient avec le ministère Bourgeois plus de propreté dans les mœurs gouvernementales, que le règne de la police continue. A Lyon et ailleurs fleurit toujours le procédé qui consiste à priver un honnête homme de ses moyens d'existence parce qu'il ne pense pas conforme à messieurs de la rousse.

CHARLES-ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Depuis quelques jours, on croirait être à Guignol. Ce théâtre, qui m'a paru toujours présenter beaucoup d'attraits parce que tout ce qui est, dans la vie, réputé respectable y est burlesquement tourné en ridicule, semble avoir prêté sa scène à la réjouissante comédie qui se déroule actuellement sous nos yeux. Toutes les institutions imposées jusqu'ici à notre vénération la plus profonde, « écopent » ferme en ce moment, à la grande joie de la galerie dont le rire bienfaisant la revanche du respect si longtemps commandé.

Nous avons un ministère radical et, dès son apparition, on a dit la société sauvée. Le règne, tant et si vainement souhaité jusqu'ici, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité allait s'ouvrir enfin! Les socialistes eux-mêmes, ces perpétuels hargneux, se frottaient les mains et brûlaient leur vierge encens aux pieds de la nouvelle Providence. Bon! c'est eux que, les premiers, caresse le gourdin de maître Polichinelle. Se fiant aux promesses chattemiteuses de compère Raminagrobis, ils ont cru pouvoir y aller en toute sécurité de leur petite manifestation habituelle au Père-Lachaise, et quand ils y pensaient le moins, griffes et crocs les ont échaubouleés. On n'est jamais trahi que par ses amis. Quoi! les gouvernements seraient donc tous les mêmes, et malgré les risettes les plus engageantes, l'autorité ne désarme-t-elle jamais?

D'autre part, le Panama s'éternise. La boue soulevée, il y a deux ans, monte toujours, éclaboussant une foule de gens très bien, fort prisés au « temple de la Représentation nationale ». Les dessous de l'affaire nous montrent ces « mandataires du peuple », des journalistes select fraternisant et complotant de petites combinaisons avec de louches policiers, et, la mèche éventée, protestant, se contredisant, s'accusant réciproquement au complet ahurissement du public qui n'y voit goutte à travers cette bouteille à l'encre, mais qui en estime l'odeur bien nauséeuse.

Puis, c'est la Presse, la grande, l'incorruptible Presse prise la main dans le sac aux écus du « Petit sucrier ». Le chantage, l'escroquerie, se montrent les mœurs habituelles de ces messieurs qui se donnaient jusqu'ici pour éclairer l'opinion publique alors que c'est à eux qu'allait « l'éclairage ».

Enfin, dans ce marécage dont les grenouilles, sous la volée des pierres lancées, s'esquivent à qui mieux mieux, voilà le duc d'Orléans, autre fantoche, qui prétend repêcher une couronne que son aïeul y dut perdre jadis.

Tout est bien qui doit finir bien; et cette décomposition précipitée de la société bourgeoise, loin de nous laisser inactifs, doit nous encourager à redoubler de propagande pour la diffusion de nos idées, afin qu'au jour de l'écroulement qui semble prochain le nouvel édifice s'élève sur des bases solides, garantissant à l'humanité une ère durable de bonheur.

A. GIRARD.

République Argentine.

On a prétendu que le terrain de l'Argentine était impropice à la germination de la semence anarchiste. Mais ici, comme partout ailleurs, la graine a germé, a poussé une belle plante qui porte aujourd'hui de beaux fruits sains et nullement impropres à la reproduction. Tel est l'avis du procureur général lui-même, qui demande des mesures répressives pour enrayer le développement de cette plante dangereuse.

Prenant modèle sur leurs alliés d'Europe, ils s'illusionnent sur l'efficacité des lois d'exception, se proposant d'assimiler les anarchistes aux malfaiteurs de droit commun, de leur appliquer la relégation, etc. L'histoire n'enseigne rien à ces imbéciles. Les gouvernements d'Europe n'ont obtenu, avec toute leur répression, qu'un accroissement de la propagande; n'importe! les dirigeants d'ici donnent dans le même travers.

Au fond, c'est l'égoïsme qui les mène. Nous allons, se disent-ils, enrayer le mouvement pendant que nous sommes en place; nos successeurs s'arrangeront des événements. Ils se figurent pouvoir étouffer une idée! Autant tenter d'arrêter le vent qui souffle!

Un meeting de protestation contre l'horaire de la municipalité, et dont tout le succès a été remporté par les anarchistes contre les socialistes, a été le prétexte de ces mesures. Les anarchistes seuls sont visés. C'est ainsi que dernièrement, à la suite d'une conférence dans laquelle ceux-ci voulurent prendre la parole et en furent empêchés par les socialistes, ce qui fut l'occasion d'une bagarre, 80 arrestations furent opérées et celles des anarchistes furent seules maintenues. En cette circonstance, la conduite des socialistes fut particulièrement ignoble. Leur chef, un certain Patroni, accompagnait les policiers et leur désignait les anarchistes.

Malgré toutes ces manœuvres et leur alliance avec les gouvernants, ces jocrisses n'arriveront pas à arrêter la marche de l'idée. Il est très difficile de prévoir jusqu'où pourra aller la persécution dans ce pays où l'arbitraire républicain ne le cède en rien à l'autocratie russe, où, sous le prétexte le plus futile, un homme peut être maintenu emprisonné pendant des années, c'est-à-dire jusqu'au jour où le rapport qui le concerne passera sous les yeux des juges qui peuvent, en outre, selon leur humeur ou leur caprice, prolonger jusqu'à une date illimitée la durée de sa détention.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A la suite de la note parue dans les *Echos et Nouvelles* de notre numéro 35, notre ami Paul Adam nous écrivit une lettre pour nous dire que nous avions eu tort de prendre le ton de l'ironie pour parler de son projet, qui était une tentative de réalisation d'une part de bien-être pour quelques-uns, et que cela valait mieux que d'attendre la réalisation de nos aspirations jusqu'à l'année 3904.

Nous répondîmes à Paul Adam, en essayant de lui prouver que son projet n'était qu'une œuvre réactionnaire qui consacrait la société dans ce qu'elle avait de plus mauvais, et n'aurait qu'un effet: éloigner de nous cette année 3904 qu'il traite si dédaigneusement.

Il nous répond par la lettre suivante :

« 1er janvier 1896.

« Mon cher ami,

« Permettez-moi de répondre encore à vos objections. D'abord, et bien entendu, ce projet n'est défendable qu'en admettant, comme je crois devoir le faire, l'impossibilité de la révolution prochaine et la nécessité de subir le phénomène social tel qu'il se manifeste sous le pouvoir actuel; car, en théorie pure, vous auriez entièrement raison de me blâmer.

« 1° Certes, l'armée est une école de démoralisation, mais elle me semble néanmoins valoir beaucoup mieux que la prison. Les statistiques démontrent, et toutes les observations des époques affirment que l'homme ayant séjourné dans les prisons, parmi ceux du droit commun, en sort avec de seuls appétits de conquête, une fâcheuse tendance à s'approprier, au détriment du plus faible, ses nécessités. Le voleur est par excellence le conquérant, ou le *re*conquérant, si vous préférez. Le temps passé dans les maisons centrales accroît, dans l'esprit des individus, le désir du rapt, et les contingences sociales font, qu'à la sortie, ils ne trouvent plus d'ouvrage et sont condamnés à la série de ces reconquêtes bonnes pour les vouer de nouveau à la geôle.

« C'est un paradoxe trop évident de soutenir que, pour moraliser l'humanité, la prison l'emporte sur la caserne. J'ai vécu quelques mois au régiment, j'ai fait de grandes manœuvres, j'ai connu des brutes et des imbéciles en grand nombre et une multitude de résignés, les immenses troupeaux des résignés, mais pas tant de crapules qu'on se plaît à le redire. On généralise volontiers des cas plutôt rares.

« 2° Il est très amusant de voir que vous, *La Révolte*, qui à maintes reprises avez judicieusement attaqué la grande propriété à chasses, et les veneurs de l'Angleterre, pour démontrer avec maîtrise combien ces sols rendus à l'agriculture donneraient d'aise au pays, il est amusant de vous voir renier ces déductions lorsqu'il s'agit des indigènes, aux colonies. Vis-à-vis du prolétariat européen capable de mettre en valeur la friche incommensurable des deux tiers du globe, pour l'aise des multitudes civilisées, les populations sauvages qui détiennent ces terres sont exactement dans le cas des grands propriétaires anglais. Songez un peu à la diminution du prix de la nourriture, si Madagascar tout entier devenait une énorme exploitation agricole destinée, par la main-d'œuvre pénale, à fournir de denrées indispensables nos grands centres industriels.

« Nous portons la guerre, dites-vous, à ces populations-là. Oui, et c'est un mal. Mais nous portons la guerre chez des gens dont l'état de guerre est l'habitude. Croyez-vous donc, en toute sincérité, que si brutal et sot que soit le militaire gouvernant à cette heure au Dahomey, les indigènes souffrent moins de sa présence que de l'autorité d'un roi nègre joyeux de faire couper des têtes pour jouir d'un vermillon frais?

« Nous ne nous installons pas chez eux à leur détriment. Il faut en rabattre de ces déclamations. L'Annamite actuel est certes plus heureux qu'avant la prise du Tonkin, et il suffit de connaître un peu l'Algérie pour savoir comme les Arabes se sont acoquinés à nos usages. S'ils pâtissent encore, ils pâtissent moins sous les nouveaux maîtres.

« Enfin, ce demeure une contradiction admirable, dont vous ne vous délivrerez pas, d'attaquer avec justice la propriété ici, pour la défendre là-bas, où, vu le mauvais état des cultures, elle ne rend rien d'utile pour l'humanité en général.

« Je propose qu'on envoie sur les terres incultes de ces pays-là ceux de chez nous ayant montré, par leurs actes, un appétit de conquête indéniable : les voleurs. Je demande qu'on emploie leurs forces à conquérir là-bas la friche, et non à léser ici d'aussi misérables qu'eux, le plus souvent.

« 3° Crever des fièvres, de l'anémie ou de la dysenterie!... Mais ils crèveront aussi bien d'alcoolisme, d'anémie et de misère, dans nos grandes villes. Et puis, quoi? Nous sommes contraints d'accepter la loi qui règne; car, tout ce raisonnement que je vous sers, perdrait sa valeur s'il voulait être théorique; mais il s'adresse à l'heure d'aujourd'hui.

« Sous cette loi, il s'organise — à tort — des expéditions coloniales. Ne vaut-il pas mieux en faire courir les risques à ceux qui prouvèrent, par le vol, leur aptitude à la conquête, qu'aux misérables enfants pacifiques enlevés aux familles des champs, et n'ayant jamais

marqué d'inclination pour l'acte militaire? Le voleur est le militaire par excellence. Alexandre, César et Napoléon *furent* des brigands admirables. Le marquis de Galliffet a toujours prétendu qu'avec une armée de larrons, il ferait des *choses merveilleuses*.

« Je ne me déclare donc pas convaincu le moins du monde par vos objections. Je désire enlever à la prison des hommes de conquête, les soustraire à la fatalité de la maison centrale qui accroîtrait chez eux ce désir de conquête, et les envoyer réaliser ce désir, selon leur nature, là où il ne lésera point, mais où, au contraire, il engendrera de l'aise certaine pour beaucoup, même pour les autochtones. C'est l'*emploi des forces mauvaises*.

« Quant au mot de *réhabilitation par l'armée*, vous me concéderez cependant que l'accomplissement d'une œuvre de défrichement et d'installation agricole rendra plus de moralité, de sûreté de vie aux condamnés que les besognes de la maison centrale, grâce auxquelles, en faisant travailler à vil prix, certains entrepreneurs acquièrent la fortune, tandis que, battus par cette concurrence, tant d'ouvriers libres luttent mal contre la faim.

« PAUL ADAM. »

(Notre ami Ch. Albert ayant publié, dans la *Société Nouvelle* de janvier, une réfutation complète du projet d'Adam, que nous recommandons à nos lecteurs, nous abrégeons donc notre réponse.)

1. L'armée vaut mieux que la prison, cela n'est pas prouvé, et nombre de ceux qui y ont passé avec des idées, hésiteraient s'ils avaient à choisir. Certains autres n'hésiteraient pas, ils choisiraient... la prison.

La prison développe l'esprit de conquête : pour éviter cela, que trouve Paul Adam ? Mettre des armes entre les mains des prisonniers, et les envoyer massacrer, pour leur enlever leur territoire, ceux que l'on est convenu d'appeler des « sauvages ». Singulier moyen de susciter l'esprit de renonciation !

2. Nous, contempteurs de la propriété, nous prenons la défense de celle des « sauvages » qui « gâchent » des terrains immenses que l'Européen pourrait utiliser.

Paul Adam fait ici confusion : nous défendons le « droit de vivre » des sauvages et non leur droit de propriété. Ces terrains qu'il regrette auraient pu être à la disposition des Européens, s'ils avaient su se faire les éducateurs des peuplades en retard, s'ils avaient su s'en faire des amis. On a préféré entrer en relation avec eux à coups de fusil, et en faire des ennemis; nous subissons la peine des crimes de nos exploiteurs et gouvernants, puisque nous sommes assez bêtes ou assez lâches pour le subir. Les « sauvages » ont le droit de vivre, et de vivre à leur guise, et nous faisons œuvre d'exploiteurs en usant de la force pour les plier à notre manière de vivre.

Le Dahoméen, le Tonkinois actuels sont plus heureux qu'avant la conquête... Cela, c'est Paul Adam qui l'affirme, tandis que le Dahoméen et le Tonkinois affirment le contraire, en se débarrassant des Européens chaque fois qu'ils en trouvent la possibilité.

3. Si ceux que Paul Adam propose de former en armée coloniale sont susceptibles de crever de fièvre, de l'anémie, ils pourraient, ici, crever d'alcoolisme, d'anémie et de misère; il y a, paraît-il, compensation. Il oublie d'ajouter que toute la population est passible aussi d'être écrasée par un omnibus, ou sous la chute d'une cheminée : pourquoi ne demande-t-il pas que nous fassions tous partie de son armée pour nous soustraire à ce sort ?

Galliffet a affirmé qu'avec une armée de voleurs il ferait des choses merveilleuses. — Il n'a pas attendu cela pour nous le prouver en 71. Seulement nous ne nous serions jamais imaginé que Paul Adam trouverait cela merveilleux un jour.

Il veut enlever des hommes aux fatalités de la maison centrale pour les envoyer à Biribi — sous un nouveau nom — autrement dit, il veut leur enlever la rougeole pour les doter du *comito negro*. C'est le résultat, du reste, de toutes les tentatives d'amélioration que l'on base sur les institutions actuelles.

Paul Adam est mûr pour la décoration.

J. GRAVE.

*
* *

Mon cher Grave,

Deux mots :

Ne reconnaissant pas comme un journal d'idées — et encore moins d'idées anarchistes, malgré son exergue copieusement libertaire — celui où une place est faite aux réclames des lupanars et aux polissonneries des bureaux de rédaction, je serais très fâché qu'on pût me soupçonner d'écrire à la *Renaissance*.

En conséquence, j'informe les lecteurs des *Temps Nouveaux* que je n'ai rien de commun avec le monsieur qui signe *Charles Albert* dans le quotidien sus-dit.

Merci et cordialement vôtre,

CHARLES-ALBERT.

*
* *

Notre ami Janvion nous communique la lettre suivante qu'il adresse à Clovis Hugues :

A Monsieur Clovis Hugues, député, Palais-Bourbon.

Monsieur,

Dans l'éloquente réponse faite par vous aux quelques paroles que je prononçais *tout à fait à l'impromptu* à la réunion de la salle Chaynes, samedi dernier, vous me fîtes l'honneur de me convier (je ne sais si le terme a outrepassé votre pensée) à une prochaine réunion contradictoire « dans laquelle, disiez-vous, nous pourrions nous expliquer plus longuement ».

Les occasions de discuter avec les PROPRIÉTAIRES D'ÉTAT sont si rares que je m'empresse de saisir au bond .. la balle de votre défi courtois et vous prie de me fixer la date qu'il vous plaira pour un rendez-vous oratoire.

Si je n'ai pas votre talent, monsieur le député, vous trouverez, je l'espère, dans ma conviction inébranlable et ma bonne foi seulement, les qualités suffisantes pour être un adversaire... digne de votre écharpe et de votre notoriété.

En toute courtoisie et loyauté,

EMILE JANVION.

Rédaction des *Temps Nouveaux*.

COMMUNICATIONS

Les copains d'Angers se rencontrent tous les samedis soir, à 8 heures, chez Blain, place du Pélican (café Saint-Michel). Tous ceux qui s'intéressent à la question sociale sont priés de s'y rencontrer.

*
* *

Samedi 18 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle Genti, rue des Colonnes du Trône (place de la Nation), conférence publique et contradictoire par Sébastien Faure, sur le *Droit au bonheur*.

*
* *

Le *Libertaire* organise dans les salons du restaurant Coquet, 80, boulevard de Clichy, une soirée familiale qui aura lieu dans la nuit du 25 au 26 janvier. Au programme : conférence par Laurent Tailhade, chants, poésies et bal.

*
* *

ESSIVAL (Belgique). — Souhaitons la bienvenue à la *Débâcle Sociale*, qui remplace le *Plébéien*. A lire surtout son article-programme.

S'adresser 2, rue Beaujardin.

*
* *

A la liste des bouquins que nous avons annoncés dans notre dernier numéro, ajoutons :

Casque et Sabre, par Chateauvieux . . . . 1 fr. 25
— *franco* . . . . 1 fr. 65

*
* *

PARIS. — Réunion du groupe libertaire du Ve arrondissement, samedi soir, 18 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Artisans, rue Mouffetard, 24, au premier.

Causerie sur l'*Initiative individuelle*.

*
* *

VIENNE. — Les camarades sont invités à se réunir dimanche 19 courant, au café Garnier, rue Victor-Faugier, à 10 heures du matin, en vue d'une soirée familiale. — Urgence.

*
* *

SAINT-DENIS. — *Jeunesse Libertaire.* — Tous les samedis, à 8 h. 1/2, réunion du groupe chez Valet-Drecq, place aux Gueldres.

Samedi 18 janvier, causerie par un camarade sur les *Préjugés*.

Tous les camarades et lecteurs du *Libertaire*, de la *Sociale* et des *Temps Nouveaux* sont invités.

Adresser tout ce qui concerne le groupe et la propagande au compagnon Louis Grandidier, 91, rue de Paris, à Saint-Denis.

*
* *

SAINT-ETIENNE. — Grande soirée familiale, organisée par les *Libertaires* de la région, le dimanche 26 janvier 1896, à 2 h. 1/2 du soir, salle de l'Alcazar, place Marengo.

Causerie, concert, tombola, bal.

Prix du billet de tombola donnant droit d'entrée : 30 centimes.

*
* *

Jeunesse libertaire du XIVe arrondissement. — Dimanche, à 1 h. 1/2 après-midi, 11, avenue d'Orléans, matinée familiale et conférence par des camarades.

Les Jeunesses libertaires sont convoquées.

A LIRE

L'Évolution, article de Clémenceau dans la *Justice* du 8 janvier 1896.

Une bonne œuvre, par Jean Jullien, *Echo de Paris* du 10 janvier 1896.

La Pourriture, par Gramont, *Eclair* du 14 janvier 1896.

La lettre de *Henry Bauer* à la *Revue Rouge* de janvier 1896.

Sapor, Kanouy, Bertagna, d'Ernest Judet, *Petit Journal* du 21 décembre 1895.

La Leçon des faits, par Maurice Allard, *Lanterne* du 15 janvier 1896.

La Misère, par Maurice Allard, *Lanterne* du 9 janvier 1896.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu pour le journal : B., à Agen, 0 fr. 50. — J., à Montpellier, 3 francs. — Sespred, 5 francs. — D., à Amiens, collecte, 3 francs. — T., à Reims, 5 francs. — M., à Saint-Aubin, 5 francs. — Un groupe d'étudiants de Bruxelles, 5 fr. 50. — T.-J., à Marseille, et Dick, chacun 5 francs (par le *Libertaire*). — H. V., à Genève, 5 francs. — B., à Brest, 1 franc. — X., 4 fr. 80. — Dick 2e envoi, 4 francs. — Mme H.-M., à Paris, 5 francs. — Reliquat de la conférence Kropotkine, 3 fr. 75. — Un libertaire lyonnais, 2 francs. — P. G., à Reims, 2 francs. — J., à Messimi, 0 fr. 60. — Quelques-uns de ces camarades ont promis de renouveler ces envois mensuellement. — Merci à tous.

Doran-Nédy. — Impossible de vous répondre avant d'avoir lu.

D., à Namur. — Ai fait passer la commande à la *Sociale*. Notre papier pèse plus lourd, c'est ce qui fait la différence d'affranchissement.

C., à Apt. — Reçu timbre. Employez les invendus à la propagande.

H. V., à Genève. — Poignée de mains.

Un compagnon d'Apt. — Les brochures ont été expédiées à R.-V. — *A mon frère le paysan* est épuisé. Nous en avons mis d'autres.

A. P. — Nous n'insérons dans la petite correspondance que les communications de l'administration.

L. C. — Lu le *Triomphe de l'anarchie* : trop faible comme poésie. Quant à corriger, il faudrait que je sache faire des vers, et je l'ignore absolument.

Le camarade Dodot remercie les compagnons de Montpellier.

L., à Elbeuf. — M. Louis Colas, 23, rue Paul-Bert, à Lyon, a un exempl. de l'*Etat et la Révolution* d'Arthur Arnould dont il demande 3 francs.

Nous avons reçu pour la famille Monod :

J., à Boudeville, 1 franc. — Syndicat fédéral des ouvriers chapeliers de Bourg-de-Péage et Romans, 6 fr. 35, produit d'une collecte faite à la conférence des citoyens Coursier et Dejante. — L., à Epinal, 3 francs.

P. D., à Ganges. — L'argent a été remis la semaine passée à la *Sociale* pour les almanachs et le bordereau au *Libertaire* avec 4 fr. 80.

H., à Alais. — J., à Montpellier. — D., à Bruxelles. — M., à Anvers. — E., à Cette. — B., à Brassac. — H., à Angers. — B., à Nantes. — P., à La Chapelle. — F., à Liège. — N., à Toulouse. — A., à Cognac. — B., à Bourges. — R., à Romans. — R., à Valence. — B., à Mirepoix. — S. D., à Montluçon. — M., à Morlanwelz. — M., à Saint-Just-en-Marais (par le *Libertaire*). — V., à Lille. — B., à Angers, et D., à Saint-Chamond (par la *Sociale*). — E., à Montpellier. — Des E., à Charleroi. — O. B., à Toulon. — K., à Gand. — O. D., à Namur. — C., boulevard B. N. D., au Havre. — M., à Reims. — D. — L., à Poitiers. — M., à Trélazé. — M. N., à Verviers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 39

DIX CENTIMES

DU 25 AU 31 JANVIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

RÉFORMES OU RÉVOLUTION? (1)

Nationalisation et services publics

Il est vrai que certains progressistes sont, comme nous, partisans de la socialisation des instruments de répartition, mais ils proposent un remède que nous croyons à peu près aussi dangereux que le mal. Il faut, disent-ils, *transformer en services publics* les magasins, les banques, les chemins de fer, c'est-à-dire en donner la direction à un gouvernement central ou aux cités. Ce sont les partisans de la *Nationalisation* ou de ce qu'on appelle le *Socialisme municipal*. Tel est, en France, le programme des radicaux extrêmes ou des radicaux socialistes comme M. Pelletan; tel est aussi, mais en partie seulement, le programme des possibilistes. Le pays où de semblables théories ont le plus d'adhérents est l'Angleterre : c'est là que nous allons examiner ces programmes et leur application, afin de les juger sur des faits précis.

Nous résumerons sous les deux chefs suivants le programme de réformes municipales que les progressistes de Londres ont rédigé :

1° *Attribution de la rente du sol à la Commune, qui l'appliquera aux dépenses de l'instruction et du service de santé publics;*

2° *Pour la fourniture du gaz et de l'eau, pour l'exploitation des tramways, pour la location des marchés publics et des docks de la Tamise, substitution aux compagnies particulières de la Commune qui paiera bien les ouvriers et servira mieux les clients.*

Beaucoup de ces réformes ont été réalisées et l'Angleterre monarchique, plus heureuse que la France républicaine, a dans plusieurs villes des pharmacies municipales, et surtout des tramways, des omnibus, des fabriques de gaz dirigés par les municipalités. Le résultat n'a pas été toujours une déception. A Londres, le gaz fourni par la municipalité ou par des coopératives coûte 1/3 du prix auquel la Compagnie monopoliste le maintient à Paris. Vous croyez peut-être que les progressistes sont énergiquement soutenus par la majorité des électeurs? C'est une erreur; en 1893, ils avaient les 3/4 du Conseil de comité de Londres : aux élections de février de 1895, ils ont eu bien du mal à garder dans cette assemblée la moitié des sièges. C'est qu'en effet ils ont été abandonnés par leur clientèle ouvrière, qui ne bénéficiait point de ces réformes. Les salaires n'ont pas monté, le nombre des sans-travail s'est accru énormément; les petites réformes utiles aux bourgeois étaient trop courtes pour effleurer seulement la cause profonde de la misère qui est la hiérarchie capitaliste.

Ainsi donc la pratique a montré que les réformes des partisans des services publics ne profitent pas à la masse. Nous ajouterons une critique, plus forte encore, car elle porte contre l'intervention de l'Etat. En réalité, *l'intervention de l'Etat n'est pas celle de la communauté, mais celle d'un groupe de politiciens* qui conservent soigneusement toutes les traditions des monarchies. La République nous a-t-elle débarrassés des armées, des conquêtes coloniales, des diplomates? Non, elle a augmenté les charges qui en résultent. En 1793, les Jacobins reprochaient à Danton de s'être laissé éblouir par l'exercice du pouvoir. « Il nous méprise, disaient-ils, il ne vient plus parmi nous, il nous préfère la société des généraux et des ambassadeurs! » Ce reproche ne s'applique-t-il pas exactement à tous les charlatans des dernières foires électorales, si radicaux et si progressistes qu'ils soient? Ceci est pour montrer l'usage que fera l'Etat de l'argent que lui rapporteront les nationalisations. Il en mettra beaucoup dans les dépenses de cour et de conquêtes et fort peu dans les travaux d'utilité générale.

Assurément, il faut reconnaître qu'il paiera mieux les ouvriers et diminuera les heures de travail de manière à fatiguer moins les employés et à diminuer la réserve des sans-travail. Mais cette amélioration matérielle serait compensée par la perte totale de l'indépendance; car les ouvriers nationaux seraient les clients et les électeurs dociles des gouvernants; ceux-ci les mèneraient à leur fantaisie et les empêcheraient de s'organiser et de régler eux-mêmes leurs intérêts. Pour préciser les idées, nous rappellerons que récemment on a présenté aux Chambres des propositions tendant à interdire aux ouvriers de la voie ferrée de former des syndicats, sous prétexte qu'ils prenaient, dans une certaine mesure, part à la défense nationale; si les compagnies étaient remplacées par les gouvernants, on verrait bientôt les ouvriers caporalisés et menés militairement.

Pour les raisons que nous venons d'indiquer, nous ne sommes point partisans des nationalisations, parce que nous ne voulons point passer de la forme d'*oppression économique patronale* dans la forme d'*oppression économique étatiste*. Nous estimons qu'à la place des bénéficiaires actuels de la production doit se placer la communauté tout entière, débarrassée des ministres, des généraux, des prêtres, des parasites politiques et administratifs aussi bien que patronaux, et la communauté organisée seulement pour fabriquer et pour répartir.

Creusez les réformes radicales, vous aboutirez au communisme.

D'ailleurs, c'est le communisme qu'appellent sans le vouloir les mieux avisés des réformateurs radicaux et possibilistes. En effet, nous pourrions tenir aux partisans de l'impôt sur le revenu, — le clou du dernier programme ministériel — le raisonnement suivant : « Vous proposez de répartir les charges sociales d'une manière plus équitable en frappant le revenu d'un impôt *proportionnel*, c'est-à-dire en demandant, je suppose, 10 francs pour 1000 francs de rentes, 20 pour 2000, 30 pour 3000, et ainsi de suite. C'est une conception qui s'est à peu près réalisée dans l'income-tax anglais, sans amener dans le Royaume-Uni, nous ne disons pas la justice, mais même la diminution de la misère. Aussi les plus avancés d'entre vous réclament-ils l'établissement d'un impôt sur le revenu *progressif* en même temps que proportionnel. Ils entendent par là que si l'on paie 10 francs pour 1000 francs de rentes, on devra payer plus de 20 francs pour 2000, et ainsi de suite, c'est-à-dire que l'impôt ira en proportion géométrique, tandis que le revenu monte en progression arithmétique. » — Une taxe de ce genre a été établie dans quelques cantons suisses, dans la Nouvelle-Zélande, dans la Nouvelle-Galles du Sud (Australie). En outre, les gouvernants radicaux de ces deux pays océaniens ne cachent pas leur intention d'arriver à absorber complètement les gros revenus; ils se déclarent partisans de la formule de la *taxe unique* (single tax) proposée par Henry George. La taxe unique est un système qui remplace tous les divers impôts par un seul, égal au revenu de chaque propriété foncière; le propriétaire de terrain à bâtir ou de sol cultivable serait ainsi transformé en un simple percepteur. Le procédé révolutionnaire des *single taxers* n'a rien qui nous déplaise; mais nous avons deux restrictions à leur présenter ou plutôt deux mesures complémentaires à leur réclamer.

(*A suivre.*) UN GROUPE D'ETUDIANTS.

(1) Voir le numéro 37.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

II

Dictature et prétention scientifique.

Le 3 avril 1871, le Conseil général de l'Internationale de Londres écrivait à Paris : *Les citoyens*, membres du bureau de Paris, *sont invités*, vu l'état des choses, *à adresser au bureau central à Londres des rapports journaliers.*

Demander des rapports à des gens qui se battent! Mais pourquoi des rapports?

Du 9 avril : *Nous attendons le résultat pour vous donner nos instructions.*

Au moins Bismarck et Guillaume, qui prétendaient commander, étaient présents sur le champ de bataille! Mais le Comité général, dirigé par Marx et Engels, aimait mieux rester en sécurité, les pieds sur les chenets, et donner des instructions. Et quelles instructions!

(1) Voir le numéro 37.

Du 4 avril : *Ne créez pas d'agitations inutiles en province.*

Du 9 avril : *D'ici là, laissez agir les républicains et ne vous compromettez en rien.*

Ou bien : *La lutte est définitivement engagée. Nous comptons sur* VOUS *pour la soutenir.*

Mais le comble de l'absurdité, c'est que ces gens, avides de pouvoir et de tranquillité personnelle, voulaient aussi contrôler le mouvement de chaque combattant socialiste. Ainsi :

Du 23 mars : *Gardez Gobert à Lyon, Henriet avec vous et envoyez Estein à Marseille.*

Du 24 mars : *Envoyez Cluseret à Paris* (beau cadeau, ma foi! qu'ils lui faisaient).

Du 20 mars : *En présence des difficultés qui entravent le départ pour Lyon des citoyens Assi et Mortier, le citoyen Landeck est délégué à Marseille et à Lyon avec* PLEINS POUVOIRS (1).

Suivant les statuts de l'Internationale, son Comité général n'avait que des fonctions purement administratives et ne devait servir que comme bureau central pour la correspondance des différentes organisations nationales. Le Conseil n'avait en rien à intervenir dans les affaires intérieures de chaque pays. Pourtant, sous la direction de Marx et d'Engels, il s'arrogea peu à peu d'autres droits, comme de guider les organisations ouvrières et il en arriva en folie de dictature à envoyer des ordres comme ceux que nous venons de lire : Pleins pouvoirs sur Marseille et Lyon à un illustre inconnu! (Et quel tact! Deux Allemands déléguant un laquais à nom allemand pour diriger le socialisme français, tandis que Guillaume était à Versailles!)

Dès 1870, des membres intelligents de l'Internationale, comme Guillaume et Bakounine, avaient déjà vu percer cette tendance dangereuse et ridicule à vouloir s'ériger en dictateurs internationaux. Ils formèrent un courant contraire qui peu à peu se dessina; les protestations s'élevèrent de plus en plus nombreuses et violentes : de là date la haine que la coterie marxiste voua aux fédéralistes, surtout à Guillaume et Bakounine. Cette coterie employa toute son énergie et toute l'autorité dont elle put se saisir; elle ne s'en tint pas aux menaces. Nous avons vu dans notre premier article comment elle s'assura de la majorité au congrès de 1872, à la Haye, et leur pamphlet : *L'Alliance internationale*, paru à cette époque, est un exemple unique de calomnies et d'absurdités.

Après la scission au congrès de la Haye de l'Internationale, les deux fractions suivirent deux tactiques bien différentes. Tandis que les fédéralistes accentuaient de plus en plus la lutte sur le terrain économique et révolutionnaire, les partisans d'un Etat centralisé, qui en 1873 avaient arrêté un programme d'action légale et parlementaire, étaient entraînés par les événements politiques et par la lutte électorale dans la voie de modération et des compromissions que l'on connait. On sait jusqu'à quel point, au congrès de Gotha, la social-démocratie allemande poussa l'esprit de conciliation entre les revendications socialistes et l'ordre social actuel et l'État (2); aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que l'ancienne qualification de « socialiste-révolutionnaire » fût devenue gênante pour tous ces messieurs, députés et législateurs. Il fallut trouver un autre qualificatif, mieux adapté à leur nouvelle conception du socialisme, à leur récente et si distinguée situation de législateur.

Le mot voulu se trouva : au lieu de « socialisme révolutionnaire », on commença à employer l'expression « socialisme scientifique », tout comme s'il existait un socialisme des ignorants : probablement celui de Saint-Simon, d'Owen, de Proudhon et de Tchernichevsky. Malheureusement, l'adjectif « scientifique » se prête à un malentendu, car ce sont justement les défenseurs des iniquités de l'organisation capitaliste qui ont toujours le mot de « science » à la bouche; d'un autre côté, depuis longtemps en Allemagne une certaine classe de réformateurs à l'eau de rose, endormeurs patentés, se sont fait connaître sous le nom de socialistes de la chaire — *Katheder Sozialist*.

Il fallait absolument se distinguer de ces savants officiels. Alors commença la création d'une légende sur leur science à eux, exclusivement à eux, et basée sur les découvertes spéciales dues aux fondateurs de la social-démocratie. Au lieu de dire tout simplement que le développement colossal de la culture intellectuelle en Europe nous oblige à accomplir un changement radical dans notre organisation capitaliste, et que la science *tout entière*, dans les recherches des hommes indépendants, condamne le mode de production et de consommation individuelle, ils voulurent s'attribuer tout le mérite d'une science spéciale : la science de la social-démocratie. Seulement ces vantards oubliaient qu'une science de parti — si une telle chose pouvait exister — ne serait science que pour le parti et non pour l'humanité — et ses prescriptions ne lieraient que les membres du parti, tandis que la science réelle se rattache à toutes les vérités connues et agit dans toutes les branches du savoir humain en entraînant par une pression irrésistible tous les esprits indépendants...

Est-ce que réellement les doctrines de la social-démocratie peuvent contenir des lois et des principes ignorés par la science en général et par les socialistes *ignorants?*

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) Voir *Histoire de l'Internationale par un bourgeois républicain* (Fiaux).

(2) Au congrès de Francfort en 1894, un délégué dit : « La médecine du socialisme doit être administrée à petites doses. »

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Mossieu Floquet est mort. Gourmé, solennel, sentencieux, ampoulé, grandiloquent, bouffi d'un orgueil démesuré et infatué superlativement de ses prétendus mérites, il fut la vivante incarnation du type de Joseph Prudhomme. Sa vie entière, il l'occupa à enfler, à boursoufler son style, ses paroles, ses manières. La piqûre du Panama suffit à faire éclater cette baudruche.

Depuis lors, échoué au Sénat, il se consuma en efforts infructueux, dans le silence de cette nécropole politique, pour reconquérir son primitif ballonnement. Il se congestiona tant qu'il en est mort.

Comme toujours, ses détracteurs d'antan, fidèles au cabotinage conventionnel qui s'épand en louanges outrées sur le cercueil de tout politicien jadis influent, font chorus aujourd'hui pour vanter ses qualités d'honnête homme, après l'avoir autrefois vilipendé et traîné dans la boue.

Il est même question de l'ensevelir aux frais de l'Etat. Naturellement, le budget, trop obéré pour venir en aide aux sans-travail, trouvera l'argent nécessaire à ces pompes reconnaissantes. Et les trois cent mille francs du Panama, à quoi serviraient-ils donc?

*
* *

La nouvelle de la réouverture de la Bourse du Travail, à Paris, avait été d'abord reçue avec satisfaction par les divers groupements ouvriers. Mais les clauses du décret ministériel concernant l'administration intérieure de la Bourse ont jeté quelque froid. Les syndicats ont parfaitement vu le piège qui leur était tendu, grâce à cette ingérence de l'administration préfectorale dans la gestion de leurs intérêts et ils se soucient peu maintenant de se placer sous le contrôle, c'est-à-dire sous la surveillance de l'autorité. Cette répugnance se comprend facilement. Les ouvriers prétendent être maîtres *chez eux* de discuter *leurs* affaires. On ne saurait les en blâmer.

Mais la manie qu'a le pouvoir de toujours intervenir en toutes questions relatives aux rapports entre le capital et le travail est telle que les soi-disant défenseurs du prolétariat n'en sont pas exempts. C'est ainsi que le député Vaillant a préparé un projet de réglementation du travail, en ce moment à l'examen de la commission. Est-ce qu'en ces questions la compétence de M. Vaillant surpasse celle des ouvriers directement intéressés, et n'est-ce pas à ceux-ci de s'unir et de s'organiser pour imposer aux patrons les conditions qui leur sont le plus favorables, en attendant qu'ils réalisent leur affranchissement définitif? Le rôle des socialistes, même députés, ne devrait-il pas être de développer chez leurs « protégés » cet esprit d'initiative et de confiance en soi, au lieu de perdre leur temps et de berner leurs électeurs d'un faux espoir, en quémandant auprès du gouvernement des réformes dont l'efficacité est loin d'être démontrée ?

*
* *

Un jeune homme de dix-huit ans, sans domicile et sans travail, a lancé son couteau dans la devanture d'un restaurant, pour se faire arrêter.

— Enfin, s'est-il écrié, quand on l'a appréhendé, je vais être envoyé au Dépôt et je pourrai manger!

Voilà à quoi la société capitaliste réduit l'homme de bonne volonté qui cherche en vain du travail : à préférer la prison à la vie libre, pour pouvoir satisfaire sa faim!

*
* *

On a arrêté la semaine dernière, sur la réquisition de sa mère, un jeune garçon de quatorze ans qui avait dérobé à celle-ci quelque argent pour « faire la noce ». Sa mère demande sa mise en correction. La malheureuse s'imagine que cette correction améliorera son fils.

Elle ignore donc que les maisons de correction ne font que pourrir plus sûrement les enfants qui y sont enfermés ?

*
* *

ALBI. — Les travaux sont commencés pour l'édification de la Verrerie ouvrière. Deux équipes de terrassiers, travaillant chacune six heures par jour, font les travaux de nivellement.

Nous souhaitons bonne chance à ces braves et énergiques travailleurs.

*
* *

TONNERRE. — Dimanche dernier a eu lieu à Tonnerre un congrès de travailleurs agricoles. Les congressistes y ont discuté les moyens à employer pour faciliter le groupement du prolétariat agricole.

Comme on le voit, les travailleurs des champs ne sont pas si réfractaires qu'on a bien voulu le dire aux idées socialistes. Qu'ils sachent se débarrasser de l'idolâtrie gouvernementale, qu'ils ne comptent que sur eux-mêmes pour traiter leurs affaires et ils feront de bonne besogne.

ANDRÉ GIRARD.

Les grèves.

Il y a eu, dans le courant de novembre 1894, 29 grèves nouvelles. Le nombre des ouvriers engagés dans ces grèves s'est monté à 2.548.

La plupart de ces grèves (plus de la moitié) se sont produites dans l'industrie textile; 20 d'entre elles ont eu pour cause une question de salaires, 5 une question de personnes, 4 divers motifs.

Les réussites et les échecs ont été en nombre égal.

Belgique.

AU BIRIBI BELGE. — Le ministre de la guerre pressent probablement et craint des interpellations gênantes de la part des députés socialistes. La peur de ce galonnard nous a valu, samedi 30 novembre, la visite d'une commission composée de quatre gros bonnets de notre belle armée. Ces pantins sont venus nous voir à la caserne de la correction à Vilvorde. Cet établissement, plutôt un bagne qu'une caserne, est le Biribi belge.

Il aurait fallu voir la suffisance étalée par ces paons en uniforme.

Il n'est pas nécessaire de visiter le bagne militaire de Vilvorde pour savoir qu'il faut le supprimer. Il suffit de demander combien de soldats sont à la correction parce que le régime de la caserne leur a été insupportable; parce qu'on les a mis sous les ordres de chefs dont la moralité bien souvent est plus que discutable.

Combien de malheureux soldats, victimes du tirage au sort, sont allés dans une compagnie de discipline parce que le dernier mot de tout conflit doit rester à l'autorité!

A-t-on jamais recherché, avant de punir un homme, si le chef, quel qu'il soit, est toujours incapable de mentir?

Les choses sont telles, dans notre beau pays, que

le supérieur, sachant qu'il sera toujours cru, peut, en mentant faire envoyer à la correction tout soldat qui ne lui est pas sympathique.

Voilà le régime militaire de Belgique. Il est comme partout : obéissance aveugle à des gens qu'on méprise, anéantissement de toute énergie et de toute initiative.

Ajoutons que dans les armées il y a un homme que l'on doit détester à l'égal du chef hautain et injuste, c'est l'inférieur, humble et craintif, qui se laisse malmener sans relever la tête et s'accommode facilement du rôle de victime innocente.

AU THÉATRE

Elle nous a gâtés, « l'Œuvre » : quatre pièces, huit actes. C'est beaucoup ; c'est trop. Nous eussions été satisfaits à moins. Mais il y avait une raison à cela. On verra tout à l'heure laquelle.

Et d'abord : *Une mère*, trois actes de Mlle Ellin Ameen, traduits par le comte Prozor. Encore que sa réalisation manque de la grandeur surhumaine qu'il faudrait à un pareil sujet, l'idée du drame est audacieuse et belle : c'est une mère qui s'arroge le droit, qui s'affirme le devoir de tuer son enfant venu au monde infirme, voué à une existence de malheur et de désolation. L'acte accompli, elle le revendique sans crainte et sans honte devant les siens effarés, qui ne comprennent pas et s'entêtent à qualifier crime ou folie ce qui ne fut qu'héroïsme et amour. Oui, il y avait là une idée grande et noble, la révélation d'un douloureux problème humain, quelque chose de plus intéressant que les éternels cocuages théâtraux ou que les déshabillages d'actrices par quoi se rehausse, à la sortie, la prospérité des lupanars d'alentour. Saluons donc cette pensée hardie, qu'il eût fallu un talent superbe pour rendre dans toute sa farouche beauté.

Disons tout de suite que les vers de Jean Lorrain ne sont pas sans grâce et sans charme souvent, plus beaux certes que ceux de M. Charles Quinel. J'avouerai pourtant que *Brocéliande* m'a assommé, et je crois bien qu'on n'y a pas compris grand'chose, outre une mise en scène défectueuse et qui prêta à rire. Oh ! ces légendes mornes et fastidieuses autre part que dans les très anciennes chroniques naïves ! Qui nous en délivrera ? Un tas de choses grimaçantes ou radieuses grouillent autour de nous, soulèvent notre colère ou notre enthousiasme ; c'est, autour de nous, la chute grotesque de tous les vieux plâtras, la catastrophe de tout ce qu'on révérait jusqu'alors ; c'est le heurt lamentable de nos idées, de nos sentiments, de nos intérêts dans les premiers tourbillons d'une tempête naissante, l'arc-boutement de nos volontés en dérive ; c'est la lutte de l'homme contre les conventions hypocrites et féroces. Oh ! la belle et grandiose dramaturgie qu'il y a à faire avec tout cela ! Nous sommes hantés de trop fortes préoccupations pour prendre un grand intérêt à l'histoire d'un enchanteur, fût-il Merlin, et d'une fée, fût-elle Viviane, qui se font des niches. Mais qu'attendre de ce Pall-Mall-Weckist qui prodigue son encens et sa réclame à ces dames dont, comme dit l'autre, le foie secrète une huile réconfortante... — à propos, comment va cette chère Liane ? — et qui réserve le venin de ses morsures à ceux-là qu'il sait être d'une moralité supérieure... j'allais ajouter : à la sienne ; mais ce serait vraiment trop peu dire.

Les Flaireurs de Charles van Lerberghe distillent, en trois scènes de cauchemar, toute l'épouvante dont est capable le cœur humain. C'est l'effroi de la Mort qui vient, qu'on sent là tout près, derrière la muraille, dont on entend le souffle et le frôlement, qui heurte à la porte et s'impatiente, et finit quand même par entrer. La vieille mère moribonde et la jeune fille sont couchées dans le même lit ; la Mort frappe et crie qu'on lui ouvre ; elle prend la voix des flaireurs de cadavres, l'homme à l'eau, l'homme au linge, l'homme au cercueil. Et tandis qu'agonise la vieille sur le grabat, marmonnant de vagues prières, la fille est dressée contre la porte, les yeux hagards, les dents qui claquent, pleurant et suppliant, et s'efforçant de barrer le passage à celle qui veut entrer, et qui entre ! On ne peut, sans l'avoir vue, se faire une idée de l'abîme de terreur inouïe où vous plonge cette œuvre saisissante, à qui l'on peut tout de même reprocher d'être prodigue de sensations plus que de sentiments. Je pense que cela fut joué trop bruyamment, dans la coulisse ; le silence n'est-il pas plus effrayant que tout ? Mais il faut dire combien Mlles Barbieri et Suzanne Auclaire furent parfaites en leurs rôles.

... Il était alors minuit passé, et une quatrième pièce restait dont les coupons ne portaient aucune mention : *Des mots ! des mots !* par Charles Quinel et René Dubreuil, et en vers, ce qui ne disait rien qui vaille. Néanmoins quelques intrépides demeurèrent. Et je compris, à la fin, pourquoi cette abondance inusitée de spectacle : c'est que la direction de « l'Œuvre » espérait jouer devant des banquettes vides cette facétie dont elle avait quelque honte. Il y a de quoi. Jugez-en. Ça se passe en 1925, au lendemain d'une révolution. Nous sommes en anarchie. Dame ! il faut bien le croire, puisque tout le monde là-dedans s'appelle « compagnon » (jusqu'à Jaurès et Guesde qu'on nomme ainsi), et qu'on nous sert une bible de la société nouvelle en trois ouvrages : *La Société mourante, La Conquête du pain et...* (sans doute un trait d'esprit prodigieux se cache là-dessous) *Les Trois Mousquetaires !* Et cependant j'hésite encore à croire que ce feu roulant d'une verve qui ferait recette à la Scala, fût dirigé contre nous. Entre autres choses réjouissantes, les révolutionnaires susdits n'ont-ils pas décrété le port d'un costume identique pour tous ? Alors, de qui s'agit-il ? Et pourquoi nous donner des ridicules qui ne sont pas les nôtres ?

Mais cela ne serait rien. Au rebours des autoritaires, nous permettons qu'on nous raille, et la critique — même maladroite — ne nous offusque pas. A charge de revanche ! Seulement il y faudrait quelque talent. S'il y en avait dans cette pièce, nous serions les premiers à nous en réjouir. Or elle est inepte. Ses auteurs ont peut-être entendu parler de *Solness?...* Solness le constructeur... Halvard Solness... C'est ça, vous y êtes. On déprécie fort, là-dedans, les bâtisseurs de systèmes sociaux (pas nous : nous ne sommes point maçons, quoique francs, et préférons la pioche à la truelle ; il faut bien vous en avertir, puisque vous nous confondez avec nos voisins). Et c'est une œuvre d'art. Je sais bien que tout le monde n'est pas forcé d'être génial ; mais c'est égal, la distance est par trop grande, la chute par trop profonde. Et si, à propos de l'œuvre scandinave, nous prononçons le mot Art, comment qualifierons-nous la petite trouducuterie qui nous occupe ? J'ai dit que l'humour y était scalariforme. Quant aux vers (j'emploie le terme spécifié par le programme bon enfant), le langage de Casimir Delavigne est, auprès d'eux, hurlant de lyrisme.

Maintenant, une question. Comment se fait-il que ceux de « l'Œuvre », qui se proclament sans cesse à l'avant-garde de la bataille littéraire, et y sont en effet la plupart du temps, consentent à laisser jouer sur leur théâtre, sous leur patronage, des choses aussi plates, aussi sottes, auxquelles — je m'empresse de le reconnaître — ils ont d'ailleurs le bon goût de ne mêler aucun de leurs protagonistes habituels ? Car ce n'est pas la première fois. On se souvient d'une féerie, et de cette ponsardisante *Ecole de l'Idéal* dont le jeune renom de « l'Œuvre » se vérola. Oui, je sais, il est malaisé de faire vivre telle entreprise dispendieuse, et qu'importe après tout si, à la faveur des uns, les autres triomphent ? Joignons l'utile au beau. L'Art reconnaîtra les siens.

Sans doute, sans doute. N'empêche toutefois qu'en son Théâtre-Libre, l'attitude de l'Autre était plus fière.

René Chaughi.

Nous aurions dû parler aussi du *Cuivre* de Paul Adam, joué il y a une quinzaine au Théâtre-Libre, mais vu le manque de temps et faute d'avoir le texte sous les yeux, nous ne l'avons pas fait. Notre ami nous annonce qu'elle sera imprimée d'ici un mois. Nous ne pouvons que la recommander à nos lecteurs. Il y a un troisième acte qui est une satire virulente de la guerre et des tripoteurs.

J. Grave.

BIBLIOGRAPHIE

De Ravachol à Caserio, par H. Varennes ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Garnier frères, éditeurs, 6, rue des Saints-Pères.

C'est le compte rendu de tous les procès anarchistes depuis 1892. Le livre débute par l'histoire de l'échauffourée de Clichy, qui entraîna la condamnation des camarades Decamps et Dardare et fut, pour ainsi dire, le point de départ de toute la série d'actes individuels qui aboutirent à l'essai de terrorisation judiciaire de 93-94.

Les camarades y trouveront les comptes rendus des procès de Ravachol, Meunier, Bricoud, Fangoux, Vaillant, E. Henry, Moore, Wilisse, Caserio et des Trente, ainsi que divers délits d'apologie, et les débats parlementaires qui aboutirent aux fameuses lois de répression, dont l'ensemble donne bien la véritable physionomie de cette période de terreur, terreur qui était encore plus grande chez les persécuteurs que chez les persécutés.

Ce sont les comptes rendus qu'il publia dans l'*Intransigeant* que l'auteur nous donne sans retouche, afin de leur conserver, dit-il, leur impression première. Et, au milieu de l'affolement général, l'auteur sut rester impartial ; il fut un des rares qui osèrent tenir tête aux clameurs de cette presse payée qui défile aujourd'hui dans les cabinets des juges d'instruction, — pas pour délits d'opinion, certes.

Il ne vit peut-être pas toujours juste ; ainsi, au sujet de Ravachol, il lui reproche d'être un vaniteux, un fanfaron qui pose pour la galerie. Ce n'est certes pas ce qui ressortit des débats, où Ravachol parut, au contraire, de la plus grande simplicité, sut dire des choses émouvantes en peu de mots et sans phrases. Mais ceci est affaire d'appréciation, et il est permis à chacun d'apprécier selon sa vision. Seulement où M. Varennes sort, il nous semble, de son impartialité et se laisse influencer par le parti pris de ne voir dans Ravachol qu'un assassin vulgaire, c'est lorsqu'il accepte comme paroles d'Evangile les racontars de l'accusation, mettant sur le dos du terroriste tous les différents crimes de droit commun accomplis dans la région de Saint-Etienne dont la police n'avait pu découvrir les auteurs, et dont Ravachol nia jusqu'au bout en être l'auteur ; accusation que le ministère public, du reste, ne fit qu'alléguer sans oser la soutenir, n'ayant pu produire même un semblant de témoignage.

Ravachol en avait assez d'avoué et de prouvé sur son compte, pour que quelques crimes de plus changeassent rien à son sort. S'il avait été le fanfaron du meurtre que dit M. Varennes, il les eût avoués, même sans en être l'auteur, tandis qu'il s'en défendit avec énergie, jusqu'au bout. Mais la police avait intérêt à créer sur Ravachol une légende et à le présenter comme un « monstre » assoiffé de sang : M. Varennes a eu tort d'accepter cette légende.

A part cela, le livre est à lire pour ceux qui veulent se refaire une idée à peu près des derniers événements.

* *

Causes criminelles et mondaines de 1894, par Albert Bataille ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Dentu, place de Valois, 3-5.

Ici, l'auteur n'a pas fait de sélection, il ne nous donne que les procès les plus sensationnels de 1894,

anarchistes ou non. Ces comptes rendus sont encore assez impartiaux, *malgré* les petits coups de patte réactionnaires dont *ils sont* parsemés, ce qui s'explique, étant données les opinions défendues par le *Figaro*, où ils parurent d'abord.

J. Grave.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Jeunesse révolutionnaire du XVIIIe. — Réunion tous les mardis, à 8 h. 1/2, salle de l'Etoile d'Or, 36, rue Clignancourt.

Le groupe fait appel à tous les jeunes qui s'intéressent à la cause.

Causerie par un des membres.

Toutes les réunions sont contradictoires.

* *

Les *Egaux* font appel à l'initiative de tous. — Aux jeunes gens qui cherchent à orienter leur vie morale, à s'émanciper des préjugés et des fausses idées qui leur ont été donnés par l'éducation.

Réunions salle Héral, 68, rue Demours.

Les *causeries* sont contradictoires le mercredi.

* *

Les *Egaux* font un pressant appel à l'initiative de tous les camarades qui voudraient les aider à fonder une bibliothèque sociologique. D'une grande utilité morale pour les assidus de nos réunions, elle compléterait *les causeries du mercredi*, auxquelles nous adjoindrons *prochainement celles du samedi*.

* *

Les Egaux du XVIIe arrondissement. — Mercredi 22 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle Héral, 68, rue Demours, causeries scientifiques et philosophiques par la *Jeunesse révolutionnaire du XVIIe arrondissement.* — Les socialistes sont invités.

* *

Une erreur s'est glissée dans la nomenclature que nous avons donnée, dans le numéro 36, des collections mises en vente par le camarade Cardinal, 22, rue de Bavière, Bruxelles. Dans cette collection, il n'y a pas de *Révolté* de Genève : ce n'est que le *Révolté* de Paris.

Le camarade Cardinal nous demande de répondre à ses divers correspondants qu'il demande du tout la somme de 150 fr.

Séparément, les collections des journaux belges valent 25 fr. pièce, et les autres selon leur rareté. La plupart de ces collections sont, en effet, introuvables.

* *

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Vendredi 24, à 8 h. 1/2, salle Mas, 103, rue du Théâtre, réunion d'étude et lecture littéraire.

Dimanche 26, soirée familiale et conférence par un camarade. Sujet traité : Babeuf. Causerie et chants révolutionnaires.

Entrée libre et gratuite.

* *

Le *Libertaire* organise dans les salons du restaurant Coquet, 80, boulevard de Clichy, une soirée familiale qui aura lieu dans la nuit du 25 au 26 janvier. Au programme : conférence par Laurent Tailhade, chants, poésies et bal de nuit.

Entrée : 1 franc par personne.

* *

Les Libertaires du XIVe arrondissement. — En raison de la fête familiale donnée par le *Libertaire*, le groupe informe les camarades qui désirent suivre ses séances, qu'il se réunira le dimanche 26 janvier 1896, à 7 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans.

Nota. — M. Bariol, président du Cercle des Harmoniens, est spécialement invité.

Entrée libre.

* *

Une nouvelle revue, *Cosmopolis*, vient de paraître (Armand Colin, éditeur, rue de Mézières). Cette revue est écrite en trois langues : anglais, français et allemand. Déjà, avant elle, la revue *Pan* s'était fondée sur un programme analogue d'internationalisme. N'est-ce pas un signe des temps, ce besoin commun à tous, même aux classes dites dirigeantes, de percer l'enveloppe trop étroite de la patrie, pour aller vers l'humanité? Car cette revue, par son prix élevé (3 fr. 25 le numéro), ne s'adresse pas au peuple. On éprouve donc aussi, en haut, le désir de connaître les hommes d'au delà le fleuve ou la montagne, d'apprécier leurs œuvres, de fraterniser en pensée avec eux? Allons, voilà qui va bien. L'évolution se fait en dépit de tout, à l'insu de la plupart. Ça ne les empêche pas de crier sus aux sans-patrie; mais ceci prouve que les mœurs sont toujours en avance sur les préjugés.

* *

Paris. — *Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe*, samedi 25 janvier, 8 h. 1/2 du soir, au local convenu.

Ordre du jour : Reconstitution du groupe, tactique à suivre.

* *

Saint-Denis. — *Jeunesse libertaire.* Réunion du groupe tous les mardis, salle Mayoussier, 1, rue Samson, près du square.

Causeries par différents camarades, chants, poésies révolutionnaires.

Toutes les écoles socialistes sont invitées, ainsi que les lecteurs du *Libertaire*, de la *Sociale* et des *Temps Nouveaux*.

Ayant l'intention de former une bibliothèque d'études sociales, nous faisons appel aux camarades qui pourraient disposer de brochures, journaux, chansons.

* *

Cognac. — Les lecteurs du *Libertaire*, des *Temps Nouveaux* et de la *Sociale* se rencontrent, tous les dimanches, à 5 heures du soir, place François Ier, café du Chalet.

* *

Reims. — Nous invitons tous les camarades qui comprennent que nos idées sont justes et qui doivent, par conséquent, travailler à en étendre la vulgarisation, à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 26 janvier, à 4 heures du soir, au café du Cruchon d'Or, rue de Cernay.

* *

Marseille. — La conférence faite, dimanche, salle des Francs-Cœurs-Belle-de-Mai, a produit 17 francs d'entrée et 13 fr. 20 de collecte, ce qui fait 30 francs, tous frais levés.

Je vous envoie par la présente la somme de 20 fr., gardant 10 francs pour un camarade besogneux et ayant souffert pour la cause, cela après entente entre quelques camarades.

Veuillez l'annoncer sur votre journal pour éviter tout soupçon.

* *

Lyon. — Tous les camarades lyonnais sont invités à se voir le samedi 25, à 8 heures du soir, et le dimanche 26, à 6 heures, au café Bourdon, angle de la rue du Noir et de la rue Voltaire.

* *

Saint-Etienne. — Tous les libertaires de la région sont convoqués pour le samedi 25 janvier au *Bon Coin Stéphanois*, à 8 heures du soir. Urgence.

La grande soirée familiale organisée par les *Libertaires* de la région, qui devait avoir lieu le 26 janvier, est renvoyée au dimanche 2 février, à 6 heures du soir, à la Grande Brasserie Magand, au premier. Même programme.

A LIRE

Au sujet des derniers événements, et sur la presse :

L'article de Faure dans le *Libertaire* du 18 janvier. *Sociale*, même date.

La Police et la Presse, par O. Mirbeau, *Gaulois* du 31 janvier.

Interview, par O. Mirbeau, *Journal*, 19 janvier.

Malpropreté de l'argent, par L. Descaves, *Echo de Paris*, 19 janvier.

Un joli métier, par Séverine, *Journal*, 19 janvier.

Sujets divers :

Ingénue, par Jean Jullien, *Echo de Paris*, 20 janvier.

Les Persécutions en Russie, par L. Tolstoï, *Revue Blanche*, 15 janvier.

Le 21 janvier, par E. Drumont, *Libre Parole*, 21 janvier.

La Liberté individuelle, par M. Allard, *Lanterne*, 22 janvier.

Comme nous ne pouvons lire tous les canards, prière aux amis de nous faire parvenir les articles qu'ils jugeront pouvoir entrer sous cette rubrique.

AVIS

Ceux de nos dépositaires qui posséderaient encore des numéros 1 qui leur soient inutiles, sont priés de nous les réexpédier.

* *

Nous avons un certain nombre de collections des années 4, 5, 6 et 7 de La Révolte. *A titre de propagande, nous les laissons au prix de 1 fr. 50 l'année à nos lecteurs, le port en plus pour la province, c'est-à-dire le prix d'un colis postal, 0 fr. 60 en gare, 0 fr. 85 à domicile. Les quatre années tiennent en un colis de 5 kilos : 0 fr. 80 en gare.*

* *

Nous venons de faire tirer en brochure la série d'articles de notre collaborateur Hamon : *Patrie et Internationalisme.* Nous la tenons à la disposition de nos lecteurs au prix de 0 fr. 10 l'exempl., 0 fr. 15 franco.

Selon le désir de l'auteur qui nous a avancé les frais d'impression, cette brochure est mise en vente au profit du Comité d'action pour l'édification de la « Verrerie ouvrière ».

PETITE CORRESPONDANCE

L. F., à Camerino. — Avez-vous reçu tout ce que vous demandiez? Il a fallu un peu de temps pour traduire votre lettre. Si le Lombroso est bon, envoyez, mais je m'en défie.

E. L., à Saint-Ouen. — Les exemplaires seront expédiés.

D., à Marcq-en-Barœul. — La somme a bien été remise au *Libertaire*; c'est qu'il a oublié de l'inscrire. Nous transmettons celle-ci à la *Sociale*.

L. M. Estèves. — Avons réexpédié le numéro 30 qui s'était égaré en route.

Enguerrand. — Lu *Lex et Lux*; pas mauvais, mais pas assez saillant.

S., à Nîmes. — Nous vous envoyons le volume dans le paquet de Brémond.

P. F., à New-York. — Reçu 12 fr. 50, produit de la vente du journal. Merci.

Jeunesse du XVe. — Votre communication de la semaine dernière a été oubliée sur le marbre.

H. R., à Neuchâtel. — Remis 9 francs au *Libertaire.*

L. L., à Roubaix. — *Les Primitifs* sont dans le paquet de B.

D., à Bordeaux. — Faisons passer votre lettre à P. — Les documents arrivés trop tard pour ce numéro; tâcherons d'utiliser dans le prochain.

V., à Utrecht. — *Les Primitifs* ne sont pas *Le Primitif d'Australie.*

Reçu pour le journal : N., à Frontenac, 0,50. — H., à Levallois, 2 fr. — Robertson, 10 fr. — Jean qui marche, 25 fr. — Un vieux Savoyard anarchiste, 25 fr.; du même pour brochures, 10 fr. — Marseille, collecte entre camarades par R., 6,70. — P. M., à Saint-Mandé, 7 fr. — B., à Loulay, 1 fr. — J., à Paris, 5 fr. — T., à Paris, 0,50. — Nîmes, souscrip. par S., 7 fr. — M. M. M., à Cette, 3,10. — M. M., Colombes, 5 fr. — M., 20 fr. — X., 2 fr. — Un bourgeois anonyme, 10 fr. — Un ami éloigné, 10 fr. — C. L., à Paris, 5 fr. — Merci à tous. Si la bonne volonté de nos camarades se continue, nous aurons non seulement les petites difficultés budgétaires d'évitées, mais nous pourrons peut-être reprendre la publication de nos petites brochures.

Anarchon Doubnitza. — Votre adresse complète?

Reçu pour différents détenus, d'un vieux Savoyard anarchiste, 50 fr.

Reçu pour la famille Monod : Toulouse, collecte faite par Narcisse, 4 fr. — A. W., rue d'A., 5 fr. — P., 2 fr. — A. T., à Paris, 5 fr. — Nous avons fait un premier envoi à la femme de Monod.

Collecte faite à l'enterrement du compagnon Senagel, de Romans : 8 francs.

C., à *La Seyne.* — M. N., à Verviers. — J., à Châlons. — M., à Oullins. — D., à Angers. — F., à Amiens. — C., à Marseille. — F., à Saint-Denis. — A. W., rue d'A. — A. R., à Saint-Lubin. — B., à Roubaix. — F., à Saint-Etienne. — E. M., à Oyonnax. — M., à Montpellier. — V., à Lille; G., à Bougival et V. A., reçu par la *Sociale.* — Vve D., à Montluçon. — Dick. — M., à Villeurbanne. — G. P., à Apt. — P., à Anvers. — B., à Seraing. — F., à Amsterdam. — V. F., à Saint-Claude. — V., à Percy. — R., à Lisbonne. — D., à Beauvais. — B. K., à Chaumont. — G. V., à Ath. — Doub. G. B., A. B. C. — M., à Reims. — L. L., à Roubaix. — L., à Epinal. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Château, près Izieu

Chez Dardet, libraire.

Le Gérant : Desfechère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 40

DIX CENTIMES

DU 1er AU 7 FÉVRIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — [illegible] »

Les abonnements peuvent être p[illegible] en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

NOTES D'UN PROFESSIONNEL

SUR LE MILITARISME

Un article de P. Dechape, paru dans un des derniers numéros des *Temps Nouveaux*, clame l'agonie du militarisme, qui, paraît-il, *meurt de son excès même, et disparaîtra aussi vite qu'il est né.*

L'optimisme du camarade me paraît un peu prématuré. Nous avons, au contraire, encore beaucoup à faire avant d'avoir suffisamment ébranlé les solides murailles de cette citadelle protectrice de la société bourgeoise, et vers cet objectif doivent tendre les efforts de tout homme désireux de provoquer l'effondrement de l'antique principe d'autorité.

Néanmoins, si nous devons avouer que le militarisme n'agonise pas encore, il faut reconnaître qu'une fissure s'est produite dans l'édifice, symptôme précurseur d'ébranlements plus considérables, menaçant avant-coureur de la ruine définitive.

L'esprit libertaire a déjà poussé des racines dans l'armée ; j'entends dans le clan des professionnels, dans le corps d'officiers lui-même. Bien étonnés seraient les gros bonnets, s'ils se doutaient que MM. le lieutenant X., le capitaine Y., ont perdu, sinon à la surface, du moins dans leur for intérieur, cet *esprit militaire*, ce sentiment de la discipline qui, dit le règlement, fait la force principale des armées, et suivent avec intérêt le mouvement anarchiste.

Eh! oui, parbleu ! la discipline fait la force principale des armées... mais elle commence à péricliter, la discipline : il ne bat plus que d'une aile, l'esprit militaire. Et les véritables auteurs de cet état de choses, naïvement inconscients, ne sont-ils pas les chefs eux-mêmes, les fusilleurs de grévistes, les organisateurs d'expéditions désastreuses, les gros bouffis d'orgueil et d'incapacité, comme nous n'en sommes plus à les compter à la tête de la *première armée du monde :* c'est ainsi que les puissances intitulent volontiers leurs armées respectives.

L'évolution anarchiste se fait lentement, mais sûrement : mais il faut que chacun de nous s'y emploie de toute son intelligence, de toute son énergie, que chacun dans sa sphère aille de l'avant, de façon que cette multiplicité de petits efforts individuels, concourant au même but, arrive à démolir pierre à pierre le monstrueux édifice qu'il s'agit de renverser et de niveler.

Mon but, en écrivant ces notes, est celui-ci :

Diffuser autant que possible l'idée anarchiste dans le monde militaire, — et le monde militaire embrasse actuellement l'ensemble de la société, puisque chacun doit à son tour revêtir la capote et porter le sac, — et surtout éclairer les individus, soit militaires actifs, soit jeunes gens prêts à être appelés pour le service, sur les vilenies, les hontes, les atrocités de ce service, de façon que les intelligences et les cœurs, déjà préparés par cette semence que nous nous efforçons de répandre, soient plus tôt aptes à se débarrasser, à un moment donné, de l'immense fardeau des préjugés qui constituent les fondements de l'édifice militaire.

En effet, il est un fait indéniable : l'esprit militaire, même chez les officiers, est fortement atteint. « Les militaires de profession, dit Urbain Gohier « dans une récente brochure (1), sont souvent raisonnables. S'ils réfléchissaient à ces choses, je « suis sûr que ceux qui veulent le plus ardemment « la guerre cesseraient de la vouloir. »

Eh bien ! il y en a, de ces professionnels, qui réfléchissent en effet à ces choses. Henri Dagan, parlant de l'état d'esprit libertaire dans l'armée, raconte avoir eu affaire, dans une période de vingt-huit jours, à « un jeune lieutenant qui laissait deviner, « sous des réticences transparentes, ses déceptions « et ses regrets. » Il s'en trouve plus qu'on ne croit, de ces jeunes officiers, intelligents, instruits, l'âme ouverte et le cœur chaud, qui, au bout de peu de temps de régime soldatesque, voient peu à peu crouler toutes leurs illusions, s'effriter toutes les espérances qu'ils avaient fondées sur une carrière qui ne se présentait d'abord à eux que sous des dehors flatteurs et séduisants. Ces jeunes gens, nourris dans le sérail, n'ont pas tardé à en connaître les détours, et à sonder la profondeur de sang et de boue que recouvre cette écorce de clinquant.

Ces officiers n'ont pas l'*esprit militaire*. Ils sont bons, pitoyables à leurs inférieurs et accordant à leurs supérieurs une obéissance ironique et narquoise ; ils font tous leurs efforts pour atténuer, autant que possible, à l'égard des hommes de mentalité inférieure qu'ils sont chargés d'instruire et de commander, les stupides brutalités de la discipline et de la hiérarchie.

Je connais personnellement l'un d'entre eux, fervent adepte des doctrines libertaires, qui considère et traite ses hommes comme des camarades, et dont l'arrivée au milieu d'eux n'est accueillie que par des figures épanouies : « Ah ! disent-ils, s'il y en avait beaucoup comme ça ! »

S'il y en avait beaucoup comme ça, braves gens?... S'il y en avait beaucoup comme ça, le régime militariste aurait tôt fait de sauter le pas, car ils se sentiraient en force pour refuser carrément l'obéissance aux gros bonnets, et pour provoquer tout bêtement la grève, la véritable grève sérieuse, utile et profitable : *la grève des soldats!*

Gouvernants énergiques, ministres à poigne, qui donc enverriez-vous pour fusiller et mitrailler ces grévistes-là ?...

(*A suivre.*) MARCEL SUZACH.

22 décembre 1895.

RÉFORMES OU RÉVOLUTION? (2)

D'abord, pourquoi donner le revenu des terres aux politiciens *réunis en* bandes de gouvernement, au lieu de chasser ces gens-là et de les remplacer par une organisation communiste ? Nous apprenons que les gouvernements australiens et zélandais distribuent de gros traitements, subventionnent des journaux, vendent leur influence à des spéculateurs, enfin qu'ils font en ce moment construire des vaisseaux cuirassés. En vérité, si c'est pour que les instruments d'oppression soient alimentés d'une autre manière qu'auparavant, il n'est pas très utile de changer l'assiette des impôts.

En second lieu, pourquoi socialiser seulement le revenu des propriétaires fonciers et laisser intact celui des capitalistes, des banquiers, des rentiers? C'est là un vieux reste de fétichisme industriel et ploutocratique que nous ne saurions tolérer. Donc, nous nous mettrions du côté des georgistes, s'ils consentaient à déclarer propriété de la communauté tous les revenus sans exception, et s'ils voulaient les appliquer exclusivement aux besoins de chacun sans faire la part des frais de gouvernement, d'administration ou des ci-devant dépenses nationales. Mais alors c'est le communisme le plus parfait; à ce terme aboutissent en effet les divers degrés de l'impôt sur le revenu que nous avons remontés en allant des conceptions les plus ordinaires aux plus avancées.

Sur la route du communisme marchent aussi, sans le savoir, ceux qui veulent transformer en services publics les assurances et les retraites ouvrières, les habitations populaires, l'assistance et en général toutes les précautions hygiéniques. S'ils refusent de reconnaître le but où ils tendent, s'ils s'arrêtent dans ce chemin, leurs réformes ne donnent rien ou parfois même font le mal; un exemple va le faire sentir. Les chantiers de constructions navales et les arsenaux maritimes de Greenwich et de Woolwich, sur la rive droite de la Tamise, occupent des milliers de manœuvres et d'ouvriers. Ceux-ci logent sur la rive gauche, dans les quartiers voisins des docks (Whitechapel Hounditsch), où les loyers sont moins chers que sur la rive où l'on travaille. Chaque matin et chaque soir, ils traversaient le fleuve sur un bac dont le tarif était de 0 fr. 10 par traversée. Il y a quelques années, le Conseil de comté de Londres, composé de possibilistes, crut bien faire de racheter le bac à son concessionnaire, et de le mettre gratuitement à la disposition du public. Le résultat fut que les propriétaires des logements ouvriers élevèrent les loyers dans une proportion telle, que les passagers quotidiens perdirent autant qu'ils gagnèrent à *cette intervention*. Or, si le Conseil avait été persévérant dans son intention d'améliorer la situation des pauvres, il aurait été amené à acheter ou à prendre toutes les maisons à louer de la rive droite, à les aménager, à les rendre saines, pour les donner moyennant une rétribution équitable aux ouvriers. Supposons qu'il y ait réussi dans l'est de Londres. Mais alors les ouvriers des autres quartiers, puis ceux des autres villes auraient réclamé les mêmes avantages ! Les revenus municipaux n'y eussent pas suffi, et on aurait vu que la communauté devait prendre tous les logements habitables des cités pour les répartir entre ses membres sans leur demander de redevances.

(1) *Sur la Guerre, propos d'un jeune homme et de M. François Coppée.*

(2) Voir les numéros 37 et 39.

Nous n'entrerons pas dans le détail pour d'autres réformes, certains d'avoir suffisamment établi que nos affirmations sont fondées. Toutefois il nous reste à tirer du dernier fait encore un argument contre les nationalisateurs et les partisans des services publics. Nous voudrions en effet insister sur l'insuffisance des mesures générales prises par les municipalités et à plus forte raison des lois votées dans les Parlements. Le rachat du bac n'a servi que les intérêts des propriétaires. Combien d'autres tentatives de ce genre ne profitent qu'à certaines catégories d'habitants et souvent aux moins intéressants! Par exemple, à Paris, le dégrèvement d'impôt des loyers au-dessous de 400 francs est agréable à beaucoup de célibataires passablement aisés et force au contraire des familles nombreuses à s'entasser dans un espace étroit et à acquitter des contributions dont le dégrèvement partiel a fait monter le total. Les dispenses des lois militaires renvoient au bout d'un an, comme soutiens de famille, des fils de veuves, de septuagénaires, ou des aînés de sept enfants dont les parents sont millionnaires, tandis qu'elle met pour trois ans dans l'impossibilité de travailler des malheureux dont les familles ont besoin pour vivre, mais qui se trouvent en dehors des cas légaux.

Nationalisateurs, étatistes, de semblables inconséquences seront l'effet des lois que vous rêvez. Cette certitude s'ajoute à toutes les raisons que nous avons données pour refuser toutes ces mesures que vous proposez. De ces raisons, la plus forte est que ces réformes ne peuvent être continuées, car, nous l'avons vu pour la « single tax », elles aboutiraient à la suppression de la propriété individuelle, du régime bourgeois. La classe riche et gouvernante s'opposera de tout son pouvoir à ces réformes : nous ne pouvons espérer la déposséder par une addition de petites reprises successives, mais seulement par la conquête révolutionnaire.

III

Programme minimum et Conquête des pouvoirs publics.

Au cours des explications précédentes, nous avons paru pénétrer dans le domaine que la plus grande partie du public s'imagine être celui des socialistes. C'est qu'en effet beaucoup de socialistes ont cru devoir rédiger des « programmes minimum », dans lesquels ils reprennent tous les projets des radicaux. Du reste, ils *diffèrent de ces derniers en ce qu'ils affirment le communisme comme une espèce de programme maximum*. Aussi avons-nous cru qu'il était juste de leur faire une place à part.

Nous n'allons point recommencer la critique des réformes proposées par les « programmes minimum », puisqu'elle a déjà été faite sur quelques exemples caractéristiques, au chapitre des radicaux. Seulement nous examinerons si un programme minimum est utile ou non et quels sont les avantages ou les inconvénients de la propagande faite trop exclusivement sur un programme minimum.

Le Parti ouvrier, en France, a publié, dès le début, un programme minimum précédé de considérants dans lesquels il affirmait la *nécessité du communisme comme but et de la révolution comme moyen définitif*. Au début, les considérants étaient presque seuls matière à propagande et article de croyance, le reste ne formant que des hypothèses ironiques destinées, semble-t-il, à montrer que la société bourgeoise laissait désirer même les réformes qu'elle aurait pu faire sans se détruire. A cette époque, le nom de possibiliste était une injure lancée contre ceux qui parlaient trop sérieusement de nationalisation, de services publics, enfin de remèdes par le moyen des lois et par la voie des gouvernements. Alors les principaux socialistes préparaient les masses à la révolution. Aujourd'hui ils sont dans les Chambres, où ils parlent rarement du but à atteindre et plus ordinairement de réformes. Le programme minimum est passé au premier plan; il s'est augmenté, gonflé de nouvelles tranches du programme radical, si bien que pour le public la différence entre M. Pelletan, radical pur, et M. Millerand, socialiste tout court, est aussi subtile et imperceptible que la distinction entre la transsubstantiation des théologiens catholiques et l'impanation des luthériens.

(*A suivre.*) UN GROUPE D'ÉTUDIANTS.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

D'après les affirmations des « *penseurs* » et des publicistes officiels du parti, il paraît que oui. Écoutez plutôt :

« Les lois de la production capitaliste découvertes par Marx, lisons-nous dans la biographie d'Engels (*Neuen Zeit.*, IX[e] année, n° 8), sont aussi stables que celles de Newton et de Kepler pour le mouvement du système solaire. »

« C'est à Marx, dit Engels, que nous sommes redevables de deux grandes découvertes :

« 1° La divulgation du secret de la production capitaliste par l'explication de la *plus-value;*

« 2° La conception matérialiste de l'histoire (Engels, *Le Développement du socialisme scientifique*).

« ... En 1845, nous avons (Marx et Engels) décidé de nous adonner aux recherches nécessaires pour élaborer l'explication matérialiste de l'histoire, *découverte par Marx* (Préface de *Ludwig Feuerbach*, par Engels). »

Dans une polémique contre Dühring, nous trouvons chez Engels : « ... Si Dühring entend dire que tout le système économique de nos jours... est le résultat de l'antagonisme entre les classes, de l'oppression..., alors il répète des vérités devenues lieux communs depuis l'apparition du « Manifeste Communiste » (rédigé par Marx et Engels). »

Racontant l'histoire de l'évolution de leur jeunesse, Engels dit bien naïvement : « Ce qui est bien remarquable, c'est que nous ne fûmes pas les seuls à découvrir la dialectique matérialiste. L'ouvrier Joseph Dietzgen a fait la même découverte... (*L. Feuerbach*). » Après une pareille outrecuidance, il semble que l'on puisse tirer l'échelle. Mais non, les adeptes de ces deux penseurs vont beaucoup plus loin. Ils affirment que leurs maîtres furent les premiers à appliquer la méthode dialectique aux recherches et études historiques, économiques et sociologiques, grâce... à quoi ils ont trouvé la loi de concentration capitaliste, — une sorte de fatalisme économique. C'est encore eux qui « ont créé un parti socialiste, le plus *révolutionnaire* que l'histoire ait jamais connu » (la social-démocratie). Il faut étudier la brochure d'Engels : *L. Feuerbach*, parce qu'elle est le plus complet exposé de la philosophie de ces demi-penseurs (*Plekhanoff*, préface) ; il faut que l'humanité s'occupe sérieusement des moindres faits et gestes de leur jeunesse, car « *elles sont les premiers pas du socialisme scientifique* » (*Neuen Zeit.*, Biographie d'Engels).

Ces citations sont assez claires, mais il y a mieux. Nous savons à présent que ce furent Engels et Marx qui découvrirent les lois éternelles de la vie sociale. Et personne avant eux ne soupçonnait même l'existence de ces lois? — Personne, nous affirment les social-démocrates.

« L'Allemagne, dit Bebel, a entrepris le rôle d'un guide dans la lutte gigantesque de l'avenir. Elle est même prédestinée à ce rôle par son développement et sa position géographique... Ce n'est pas un simple hasard que ce soient les Allemands qui aient découvert la dynamique du développement de la société actuelle, et aient jeté les bases scientifiques du socialisme. Parmi ces Allemands, la première place appartient à Marx et à Engels; après eux vient Lassalle, comme organisateur de la masse ouvrière (*La Femme*, Conclusion). »

Par cette admirable citation d'un caractère complètement social-démocratique, par sa vantardise, nous apprenons enfin sur quoi Marx et Engels fondaient leur prétention à une dictature universelle : l'Allemagne est à la tête de l'humanité, eux sont deux gloires de leur pays, par conséquent ils étaient au-dessus de l'humanité toute ignorante...

Mais est-ce vrai que l'humanité ignorât, soit la méthode dialectique, soit l'idée de plus-value? Vico, Volney et les encyclopédistes, Augustin Thierry, Buckle, A. Blanqui, Quételet et tant d'autres n'ont-ils pas eu la moindre idée de l'influence des facteurs économiques sur l'histoire de l'humanité? Est-ce que T. Rogers n'a pas écrit son grand ouvrage : *Six siècles de travail et de salaire*, et comme résumé n'a-t-il pas publié son volume : *L'interprétation économique de l'histoire?* Et si les vérités poursuivies par les hommes indépendants, si la science des penseurs qui n'aspiraient ni à la dictature, ni à la papauté, si cette science existait réellement avant l'arrivée en scène de Marx et d'Engels, alors comment faut-il qualifier les auteurs de toutes ces citations? Tous ces Bebel, Bernstein, Kautsky, Plekhanoff, Engels, etc., ont-ils écrit les passages cités par simple ignorance, ou sous l'influence de moteurs complètement étrangers aux recherches scientifiques?

III

Méthode dialectique. — Plus-value.

Par les citations précédentes (1), nous savons que l'humanité est redevable à Marx et à son ami Engels de :

1° L'application de la méthode dialectique aux recherches sociologiques;

2° La découverte de la plus-value ignorée par la science avant eux;

3° L'explication matérialiste de l'histoire;

4° Et, comme couronnement de l'édifice, la loi sur la concentration du capital, « *l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit.* » (Voir *Capital*, p. 342.)

Avant tout, je demande pardon aux ouvriers, surtout aux socialistes-internationalistes, de mon excursion involontaire et peu attrayante dans le domaine des légendes et des prétentions soi-disant « scientifiques ». Mais cette tâche, peu agréable, s'impose à nous. Quand au nom du socialisme scientifique on prêche de nos jours l'adoration de l'État tout-puissant, l'autorité, l'ordre, la discipline, la subordination et autres qualités en honneur dans les casernes; quand on ridiculise l'idée d'émancipation, d'affranchissement et de solidarité par l'étiquette d'utopie, et que chaque exposé des idées humanitaires et socialistes est taxé d'ignorance, il faut bien se rendre compte et chercher où se trouve la vérité...

* * *

La science, cette grande science des naturalistes avec ses systèmes d'évolution, de transformisme et de matérialisme monistique qui répugnent à Engels (2), cette science est créée et développée d'après la méthode inductive, et tous les grands esprits scientifiques ignorèrent et même condamnèrent la méthode dialectique. Je défie tous les social-démo-

(1) Voir les numéros 37 et 39.

(1) Voir chapitre II : « Dictature et Prétention scientifique. »

(2) Dans sa brochure *L. Feuerbach*, il traite le matérialisme des sciences naturelles de « vulgaire », par opposition au sien.

crates de me nommer un seul savant de notre siècle qui se soit servi de la méthode dialectique dans les recherches scientifiques, à moins que ce ne fût dans la métaphysique allemande.

Est-ce que Lamarck, Geoffroy-Saint-Hilaire, Lyell, Darwin, Hœckel, Helmholtz, Huxley et autres ont élaboré la grande philosophie évolutionniste d'après la méthode dialectique?

Quételet et J. S. Mill, Morgan et Buckle, Main et Tylor, H. Spencer, Guyau et Bain ont-ils fait leurs généralisations de sociologie de logique, d'éthique et de philosophie moderne autrement que d'après la méthode inductive? Qui connaît un peu l'histoire du développement de la science moderne doit reconnaître que tous les grands esprits ont répudié la méthode dialectique.

« La méthode de généralisation dialectique « de ces philosophes (métaphysiciens), — dit le « professeur W. Wundt (1) — sur laquelle ils « basèrent l'infaillibilité de leur doctrine, nous « apparaît comme une enveloppe artificielle et « répulsive qui dénature toute idée. » Une autre autorité, une vraie gloire de l'Allemagne et de l'humanité, Gœthe n'était pas favorable non plus à la méthode si chère à Engels et à ses disciples (2).

L'esprit scientifique de Gœthe ne pouvait évidemment s'accorder de cette fameuse méthode avec laquelle le pour et le contre sont prouvés avec égale facilité. Il comprenait qu'il n'y a qu'une méthode de recherche : la méthode scientifique.

Une hypothèse est faite, elle est vérifiée par la méthode inductive et devient théorie lorsque la cause rationnelle des rapports établis par induction a été démontrée par la méthode déductive.

Pour comble, cette méthode de raisonnement n'est pas neuve. Engels lui-même dit quelque part que Descartes et Spinoza, Rousseau et Diderot, et que le contemporain de Hegel, Charles Fourier, s'en servaient *admirablement bien*. Tous ces philosophes, surtout le dernier, ont sacrifié leurs travaux à des recherches dans les domaines de la philosophie sociale et du socialisme. Comment donc est-il arrivé que Marx, Engels et l'ouvrier allemand Dietzgen ont été obligés de la découvrir à nouveau?

Que les députés, philosophes et publicistes du socialisme scientifique l'expliquent aux ignorants...

(*A suivre.*) W. Tcherkessof.

---

(1) W. Wundt : « Relation de la philosophie de notre siècle et de la vie », discours prononcé à l'université de Leipzig, 1889. (Nous citons d'après une traduction russe.)

(2) Voir *Conversations* d'Eckerman, 3e partie.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — On ne saurait trop se réjouir d'avoir un ministère qui ait quelque prétention de marcher en avant et qui promette pour la durée de ses fonctions tout un déballage de réformes destinées à sauver la société de la révolution menaçante. Un si méritoire exemple excite une émulation très marquée au sein des divers autres partis réputés jusqu'ici par leur somnolence.

C'est ainsi que l'opportuniste André Lebon va prochainement proposer une loi sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse des travailleurs. La caisse d'assurance sera alimentée par les cotisations des patrons et des ouvriers. Pour garantir ceux-ci contre la misère qui les attend, s'ils parviennent à atteindre une vieillesse problématique, on imposerait de nouvelles charges à leur misère présente. C'est très ingénieux. En outre, la mise en pratique de cette loi occasionnerait un surcroît de dépenses d'environ 30 millions à ajouter au budget écrasant que nous avons déjà. Comme cette somme sera payée par les travailleurs eux-mêmes, on voit tout l'avantage qu'ils pourront retirer de cette mesure.

C'est toujours le cercle vicieux d'où ne peut sortir tout projet de réforme hésitant à modifier radicalement les rapports économiques existant entre le travail et le capital. Ces demi-mesures ne sauraient être appliquées sans la création de nouvelles charges qui, directement ou indirectement, finissent toujours par être supportées par la classe ouvrière seule.

J'ai dit plus haut qu'on ne saurait trop se réjouir d'être doué d'un ministère réformateur; je le répète sans ironie. Plus tôt on aura, dans la pratique, épuisé la liste des prétendues réformes, plus tôt on se sera convaincu de leur inefficacité, et plus tôt se reconnaîtra la nécessité de la révolution.

* *

Le soi-disant Dr Bertillon — docteur ès mouchardise est son seul titre — est sur la sellette. Cet intime ami de De Clerq, le maître chanteur, dont il rédigeait les articles apologétiques de son génie mensurateur, est, comme on le sait, chef du service anthropométrique à la Préfecture de police. Je n'apprendrai pas à bon nombre de nos camarades en quoi consiste ce service dégradant. Tant que des anarchistes ou des pauvres diables furent soumis à cette humiliante inquisition, nul ne broncha. Mais aujourd'hui que la fine fleur de l'aristocratie boulevardière et journalistique doit prendre contact avec l'attirail policier de ce Torquemada au petit pied, les chers confrères qu'épargna la dernière charrette et que guette sans doute la prochaine, s'émeuvent et s'épandent en protestations énergiques contre de tels abus « absolument attentatoires à la dignité humaine ».

Qui s'attendait à voir la dignité dans cette affaire?

On invoque la loi, muette à l'égard de pareils procédés et le respect dû à tout prévenu, supposé innocent jusqu'à sa condamnation.

Cette indignation est louable; mais qu'elle eût été mieux à sa place, il y a deux ans, lors des arrestations en masse d'une foule d'honnêtes gens, victimes de la venette bourgeoise et de l'hydrophobie d'un Puybaraud!

* *

La série des suicides causés par la misère continue. Après Mme S... et son fils, c'est un cocher-livreur, M. Louis Th..., qui a tenté de s'asphyxier dans sa chambre, rue du Four.

Hâtez-vous de pousser vos réformes, monsieur Bourgeois.

A. Girard.

BIBLIOGRAPHIE

Les camarades de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* de Bruxelles, 1, rue du Nieuwmolen (rue de France), viennent de faire tirer la quatrième brochure sous le titre : *Un anarchiste devant les tribunaux*, par G. Etiévant. C'est celle que nous avons en vente sous le nom de *Déclaration* de G. Etiévant.

Ils ont également réimprimé leur numéro 1 : *Aux anarchistes qui s'ignorent*, par Ch.-Albert.

* *

Vient de paraître chez l'auteur, 11, rue Vieille-du-Temple, *Etats d'âme*, par Jacques Sautarel; prix : 0 fr. 15.

Après avoir examiné les « principes synthétiques des philosophies positives et rationnelles, l'égoïsme, le libre arbitre, les lois des affinités », l'auteur nous montre son héros, Rolland, qui, dégoûté de la société dans laquelle il évolue, ne voit que « la saine révolte » et arrive à cette conclusion : « La révolte, c'est la vie qui bouleverse tout et édifie tout. »

Nous n'avons que quelques petites restrictions à y faire : « Aimer, c'est s'aimer », dit l'auteur; cette phrase, qui n'a l'air de rien, rapprochée de nombre d'autres éparses dans la brochure, nous fait craindre que le héros de l'auteur ne soit encore un de ces aristocrates intellectuels qui, « pour développer leur « Moi », considèrent les individualités de leur entourage comme le simple fumier qui doit faire croître « leur génie ».

D'autre part, le ton de la brochure nous fait craindre aussi que toute cette envolée en faveur de la révolte ne soit qu'un feu de paille, destiné à faire bien peu de cendre. Nous nous méfions de l'outrance. Brochure à lire, pourtant.

P. D.

Nous avons reçu :

L'Anneau de Çakuntala, traduit par A.-F. Hérold, 1 vol., édition du *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain.

Poèmes, par E. Verhaeren, 1 vol. au *Mercure*.

Acte de Foi, par E. de la Queyssie, librairie Plon, 10, rue Garancière.

L'Engrenage, comédie en 3 actes, par Brieux, plaquette chez Stock, place du Théâtre-Français, 8-10.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Mon cher Grave,

A ma lettre insérée aux *Temps Nouveaux* samedi dernier, Clovis Hugues m'adresse la réponse suivante :

Monsieur,

Excusez le silence d'un discoureur affolé qui n'a pas encore repris la pleine autonomie de ses bronches.

Je pourrais vous répondre : Chacun chez soi, et la Révolution pour tous. Je vous réponds simplement que vous trouverez toujours en moi un contradicteur respectueux de toutes les croyances et de tous les enthousiasmes, chaque fois que vous viendrez croiser le fer avec nous dans les réunions du parti socialiste. C'est d'abord à lui que je me dois; j'ai déjà toutes les peines du monde à parler aussi souvent qu'il me le demande et vous me permettrez, si appréciable que soit la courtoisie de votre invitation, de vous attendre chez nous, sur notre terrain.

Bien à vous..... sans l'écharpe.

Clovis Hugues.

Très bien, c'est entendu, monsieur Clovis Hugues; puisque vous ne voulez pas venir à nous, nous irons à vous.

Si *les autorités constituées de vos réunions daignent me le permettre*, je m'empresserai de saisir aux cheveux, puisse-t-elle en avoir autant que vous, monsieur le député, la première occasion qui me sera fournie.

Je me contenterais, par exemple, dans ce cas, de commenter cette pensée si juste et si mordante de Henri Heine : « En France, tout le monde est comédien; les plus mauvais sont ceux qui sont sur la scène »;

De démontrer comment et pourquoi l'humoristique poète, s'il avait pu assister de son vivant à la pleine éclosion de l'Idée, aurait pu songer à faire une exception, une seule, pour ceux qui, jugeant que la comédie a assez duré, non seulement ne veulent plus d'acteurs, mais veulent siffler la pièce, toute la pièce, et démolir la scène.

Allons, *par grâce d'* « Évolution », et en attendant, monsieur le député,

Soyez ministre, et..... sans police.

Emile Janvion.

* *

Nous avons reçu la lettre suivante :

Chers camarades,

Un autre camarade qui est à la Nouvelle avec Cyvoct mérite, je crois, que nous nous occupions un peu de lui.

Je veux parler d'Edouard Granger, condamné d'une façon monstrueuse, en mai 1891, à douze ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour pour les faits qui suivent.

Granger, après être passé en Belgique pour se soustraire au service militaire, ayant laissé sa compagne avec ses trois petits enfants à Paris, pris d'ennui de ne plus être parmi eux, voulut venir les embrasser; dénoncé par un lâche, notre ami, pour conserver sa liberté, tira trois coups de revolver sur les policiers qui venaient l'arrêter et n'atteignit personne.

Le soir du *jugement*, l'avocat général, trouvant lui-même le verdict excessif, disait à un ami que si Granger voulait signer sa grâce, il se faisait fort de lui faire commuer sa peine en cinq ans; mais notre énergique copain ne voulant pas se plier devant l'autorité, il n'en fut rien fait. Il est donc grand temps aujourd'hui de rappeler à nos maîtres que quatre ans de bagne pour n'avoir tué personne sont bien *suffisants*.

Comptant, chers camarades, que vous tirerez profit de cette petite note, je suis à vous et à l'idée.

Nous nous rappelons en effet l'énergie de ce brave compagnon, et nous sommes heureux d'avoir à le signaler. Mais à quoi bon demander quelque chose à nos gouvernants?

Le 31 de ce mois paraîtra un nouveau journal hebdomadaire : *L'Action*, dirigé par Bernard Lazare (Rédaction et administration, 24, rue Chauchat).

* *

*Les Libertaires du XIV*e. — Samedi 1er février, à 7 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans, soirée familiale.

Causerie par un camarade. Sujet traité : « Les partis politiques et la prochaine campagne électorale. »

Chants, récits et poésies révolutionnaires.

—

Jeudi 6 février, à 8 heures, même salle, réunion d'études. Les socialistes du XIVe sont spécialement invités.

Entrée libre et gratuite.

* *

*Les Libertaires du VI*e. — Réunion le lundi 3 février, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue Mabillon (Marché Saint-Germain).

* *

Paris (*XIIIe arrondissement*). — Des camarades discutant la question sociale et débarrassés de toute école politique et de visées électorales se rencontrent le samedi, maison Bénétaud, 50, avenue des Gobelins.

* *

*Les Égaux du XVII*e, salle Héral, 68, rue Demours. — Comme nous l'avions annoncé précédemment, les Égaux, jeunesse révolutionnaire du XVIIe, se réuniront dorénavant tous les mercredi et samedi de chaque semaine. Les socialistes sont invités.

Donc, mercredi 5 février, à 8 heures et demie du soir, causerie scientifique et philosophique sur divers sujets.

Samedi 8 février, causerie par un membre des Égaux sur le suffrage universel. Après la causerie : chants, poésies, monologues, etc., par la jeunesse.

L'entrée de nos réunions est absolument libre et gratuite.

Bibliothèque.

* *

*Jeunesse révolutionnaire du XV*e. — Vendredi 31, à 8 h. 1/2, salle Mas, 103, rue du Théâtre, réunion d'étude et causerie sur la prochaine période électorale.

Dimanche, 2 février, soirée familiale, causerie et chants révolutionnaires.

Entrée libre et gratuite.

Nota. — La contradiction se fait le vendredi.

* *

Un de nos amis demande à se procurer le no 90 de l'*Endehors*; il fait appel aux camarades qui pourraient disposer de ce numéro.

* *

Patrie et Internationalisme, par Hamon, la nouvelle brochure que nous venons de tirer, est tenue à la disposition des camarades à 6 francs le cent; 0 fr. 15 l'exemplaire par la poste.

* *

Plusieurs camarades de Romans et Bourg-de-Péage ont décidé de se réunir chaque samedi, de 8 heures à minuit, pour l'étude des questions philosophiques et sociales.

A ceux qui ont à cœur la libre discussion et la vulgarisation des idées libertaires de se joindre aux initiateurs et d'en venir grossir le noyau. Comptant que beaucoup répondront à notre premier appel, nous leur disons d'avance merci.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au camarade Michard, 50, rue Bistour, Romans.

En cas d'absence : 3, rue du Mouton, Romans.

* *

Reims. — Samedi 1er février, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale publique donnée par la *Jeunesse libertaire rémoise*, salle du Cruchon d'Or, rue de Cernay, café Rouy.

Causerie par plusieurs camarades sur *l'Autorité et la Liberté et les différentes formes de socialisme*.

Poésies et chants révolutionnaires.

Entrée gratuite.

—

Même soirée, même heure, le samedi 15 février, salle Darsonval, faubourg de Laon, rue des Romains, en face le bal.

* *

Levallois-Perret. — Dimanche, à 2 heures, salle Mezerette, rue de Gravelles, réunion des iconoclastes.

Ordre du jour : Les élections des 3e et 4e circonscriptions de l'arrondissement de Saint-Denis.

* *

Angers. — Les camarades se rencontrent tous les samedis, à 8 heures du soir, chez Blanc, café Saint-Michel, place du Pélican.

* *

Béziers. — Grande soirée familiale organisée par la *Jeunesse libertaire* au bénéfice du journal *Les Temps Nouveaux*, dans la salle du café Fonté, 66, route de Bédarieux, le samedi 1er février 1896, à 8 heures du soir.

Causerie par le camarade Andrieux. Concert, tombola, bal de nuit.

Nota. — Le produit de la tombola sera versé à la compagne du camarade Monod, de Dijon.

La Bourse du travail et les groupements ouvriers sont invités à cette fête humanitaire.

(A la suite d'un arrangement avec le limonadier, la soirée aura lieu le samedi 1er au lieu du dimanche 2.)

* *

Amiens. — Les travailleurs s'intéressant à la question sociale sont invités à venir la discuter tous les dimanches, à 4 heures, chez Edmond, rue Basse des Tanneurs.

* *

Marseille. — Les camarades du quartier Belle-de-Mai et environs se rencontrent au Bar Dravet, rue Bleue, 53, les mardi, jeudi et dimanche, à 8 h. 1/2 du soir, ainsi que tous les dimanches et jours de fête, entre 4 et 7 heures du soir.

—

Les camarades de Marseille organisent une soirée familiale au bénéfice de la *Sociale* pour le mardi 4 février, à 8 h. 1/2 du soir, au bar Isnard, plaine Saint-Michel.

Prix d'entrée : 0 fr. 30 en consommation.

* *

Saint-Denis. — Salle Guidé, Cours Benoist, 25, le samedi 1er février, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire par Sébastien Faure.

Sujet traité : « La décomposition du monde bourgeois et l'avènement d'une société libertaire. ».

* *

En présence du succès obtenu par la soirée familiale du 25 janvier, et sur la demande d'une foule de camarades, le *Libertaire* organise une seconde fête de famille pour le samedi 8 février, dans une grande salle. Nous en ferons connaître les détails dans notre prochain numéro.

* *

Vient de paraître la première édition d'une traduction italienne de la *Psychologie du militaire professionnel* de A. Hamon, publiée par la « Tipografia editrice sociale », piazza Sforza-Cesarini, 27, Rome. Prix : 1 franc.

* *

Le camarade Slovak informe les camarades de tous les pays qu'il se propose de créer un bureau international de traduction destiné à concentrer tous les documents, communications, etc., intéressant le mouvement social du monde entier, qui, une fois reproduits en langue anglaise, hollandaise, allemande, française, espagnole et portugaise, seraient transmis aux journaux anarchistes de ces diverses langues. En conséquence, il les prie de vouloir bien lui communiquer les documents de cette nature à l'adresse suivante :

A. SANFTLEBEN,
1, Stapferstrasse,
Oberstrass-Zurich, Suisse.

Les ouvriers socialistes internationaux et le Congrès des « Trades Unions » de 1896.

Le comité ci-dessus ayant été formé à la suite d'une conférence organisée par les anarchistes de Londres, tenue le 26 décembre 1895, au *York Minster Music Hall*,

Ils se proposent d'entrer en relation avec les camarades de l'étranger pour concerter une action sûre contre la clique des marxistes qui ont décidé de fermer leur congrès aux délégués anarchistes.

Les communications doivent être adressées au secrétaire, James Tocchatti, Carmagnole House, Hammersmith, London. Les souscriptions destinées à couvrir les dépenses doivent être adressées au trésorier, W. Weiss, 42, Cressy Houses, Stepneys, London.

A LIRE

La Chronique, par Paul Marrot, *Lanterne* du 16 janvier 1896.

Le Gouffre du Tonkin, E. Drumont, *Libre Parole* du 25 janvier 1896.

La Bastille, Jean Richepin, *Journal* du 25 janvier 1896.

Soyez raisonnables, E. Drumont, *Libre Parole* du 27 janvier 1896.

Dans un récent numéro du *Charivari*, voir un superbe dessin de Draner : une pile d'ossements humains et un monceau de sacs d'or. Légende : *Du haut de ces pyramides, la politique coloniale vous contemple!*

L'Omerta, par Séverine, *Journal* du 25 janvier 1896.

Scrupules, par O. Mirbeau, *Journal* du 26 janvier 1896.

AVIS

Nous prévenons encore une fois les camarades que les différentes communications de la dernière heure doivent nous être remises le mardi matin avant 10 heures au plus tard.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu pour la famille Monod : Souscription faite à Trélazé, 18 fr. 75.

Nous avons fait un deuxième envoi à Mme Monod, maison Ehrard, rue Hugues Aubriot.

M., à Troyes. — Reçu mandat. Ne connaissons pas ce journal.

L. N. T — Expédié les numéros, 0 fr. 30.

P., Marseille. — L'abonnement sera servi.

F. T., à Toulouse. — Lu *A propos de Renan*. Pas mauvais, mais pas assez saillant. Et puis, que nous importe que le christianisme ait été ou non dévoyé? c'est de l'histoire ancienne, et nous n'avons pas à y revenir.

N., à Chaux-de-Fonds. Remis la lettre au *Libertaire*. Merci pour le fait signalé. Vous voyez, on nous l'avait déjà envoyé.

A. W., rue d'A. — Ai expédié le volume. — Pour ceux de Stepniak, ça c'est l'affaire de l'éditeur, nous n'y pouvons rien.

B., à St-Amand. — Vous pouvez écrire la même chose.

Buenos-Ayres. — Reçu la *Prensa* et la *Nacion*. Merci.

D., à Cherbourg. — Malon épuisé, avons envoyé une autre en place.

G., à St-Denis. — Reçu mandat. — Oui, no 3, et 4 aussi.

D., à Bordeaux. — Parsons nous charge de vous dire que son adresse est 39, rue Brochant.

X. Y. — Vous pourrez prendre le 31 quand vous voudrez.

B., à Clermont. — Vous vous trompez; si nous avons pu faire paraître le no 36, c'est grâce à Faure qui nous a versé 400 fr.

Les compagnons de Valence préviennent le compagnon Petit que sa mère est décédée depuis le 8 janvier, et que sa famille a besoin de lui.

Reçu pour le journal : D. à V. par M., 5 fr. — L. L., Roubaix, 0 fr. 90. — Les camarades Aptésiens, 5 fr. — B., à St-Amand, 4 fr. — S., 20 fr. — X., 0 fr. 50. — D., à Nouzon, 0 fr. 75. — L., à Cambrai, 0 fr. 85. — Merci aux amis.

A. D., à Amiens. — H., à Angers. — L., à Bruxelles. — V., à Marseille. — M., à Montpellier. — H., à Paris. — J. B., à Molières (par le *Libertaire*). — M., à Antibes. — B., au Mans. — D., à Paterson. — F., à Giulianello. — B., à Marseille. — R., à Lausanne. — L., au Mans. — M., à Reims. — O., à Beauvais. — L., à Paris. — A. B., à Mc Donald. — M., à Vic-le-Comte. — F., à Amiens. — Groupe Humanitaire, à Scatonville. — B., à Sturgeon. — C., à Brooklyn. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desséchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 41

DIX CENTIMES

DU 8 AU 14 FÉVRIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Nous rappelons à nos amis que le service du journal est fait dans les gares, où pourront le trouver ceux des localités où nous n'avons pas de dépôt. Prière à ceux qui voyagent d'insister auprès des libraires des gares pour leur forcer la main à le tenir.

NOTES D'UN PROFESSIONNEL

SUR LE MILITARISME (1)

II

Le mouvement anarchiste, au bout d'un laps de temps plus ou moins éloigné, aboutira fatalement à une révolution, à un cataclysme. Les possédants sont trop attachés à leurs biens, à leurs privilèges, pour les abandonner de plein gré : il faudra donc les leur arracher de force. Et alors, ma foi ! il y aura de la casse : on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

Le but poursuivi par tout anarchiste doit donc être celui-ci :

Rendre cette révolution aussi caractéristique qu'il sera possible, pour qu'elle soit d'autant plus brève et d'autant plus efficace.

Par conséquent, pour mettre le plus d'atouts dans notre jeu, nous devons *avant tout* éliminer le principal obstacle que nous avons en ce moment devant nous : l'armée. — Les forces policières, la gendarmerie, ne sont pas à craindre, si elles ne sont pas appuyées, soutenues, renforcées par la troupe, par les petits fantassins en pantalon rouge. Les professionnels appellent l'infanterie la Reine des batailles : c'est parfaitement vrai, mais nous pourrions aussi la surnommer la Reine des émeutes. Une émeute qui aurait avec elle la troupe ne serait même plus une émeute ; ce serait une simple promenade triomphale à travers les rues, et il n'y aurait pour ainsi dire pas d'effusion de sang. Sauf quelques enragés, quelques têtus qui se jetteraient sur les baïonnettes pour sauver leurs pièces de cent sous, tous les richards s'inclineraient bien bas, et apporteraient, tremblant et embrenant leurs chausses, les clefs de leur secrétaire sur un plat d'argent.

Il faut donc, pour atteindre la société, viser à la tête, et s'attaquer à l'armée. Mais *s'attaquer à l'armée* ne signifie pas, comme l'ont pu croire quelques camarades, bien intentionnés mais maladroits, jeter des pierres aux soldats, et s'amuser à poser des bombes aux portes des casernes. Ceci me fait à peu près l'effet d'un amoureux qui, pour obtenir les faveurs de la fille qu'il aime, commencerait par la rouer de coups de matraque.

Le soldat n'est pas pour nous un ennemi : il est un camarade, un frère. Il est le premier à souffrir du régime militariste : il voudrait bien s'en aller, mais il n'ose pas. Il n'ose pas, parbleu ! Il a peur de tout : de la salle de police, de la prison, du conseil de guerre, de Biribi, des travaux publics. Il a peur de ce petit refrain monosyllabique qui ponctue, à presque chaque ligne, le code de justice militaire qu'on lui lit tous les samedis : « Mort... mort. »

(1) Voir le numéro 40.

L'anarchiste doit donc, au lieu d'insulter le soldat, de le provoquer et de lui montrer les dents, le mettre en confiance, et lui prouver qu'il est un ami, qu'ils sont tous les deux de la même farine, tous les deux victimes d'un état de choses mauvais, d'un système oppressif qu'il est de l'intérêt de tous de faire disparaître, d'anéantir.

Comme je le disais dans ma précédente étude, le ver est dans le fruit : le corps d'officiers est lui-même atteint par l'idée libertaire : il y a des officiers anarchistes. Peu, j'en conviens ; mais il y en a. Autour de ce petit noyau d'hommes intelligents et dévoués à l'Idée, une propagande bien faite, et surtout faite à propos, peut grouper d'autres éléments, de plus en plus nombreux à mesure que quelque iniquité nouvelle, émanant des régions supérieures de la hiérarchie, viendra faire des victimes dans les rangs des subalternes, et démolir le peu d'illusions qu'ils pourraient avoir conservées sur les entités qui sont leur raison d'être : honneur, patrie, etc.

Le soldat, sa conquête est facile à faire ; car, pour ce qui est des entités susnommées, patrie, honneur... il s'en fout comme de Colin-Tampon. Il faut les voir, ces braves truffards, bayer aux corneilles pendant les théories *morales* sur l'abnégation, le dévouement au drapeau..., théories, du reste, qui sont faites par les gradés à la *va-te-faire-fiche*, et qui ne trompent plus personne.

Le premier résultat qu'il faut obtenir du soldat, c'est qu'il ne quitte pas sa caserne en cas d'émeute. Et on l'obtiendra d'autant plus facilement, que le soldat sentira derrière lui tels ou tels de ses officiers qui seront enchantés de ce contretemps, et qui ne demanderont pas mieux que de rester les bras croisés en laissant faire la bonne besogne aux camarades civils.

Pour le moment, je ne crois pas qu'il faille demander davantage aux soldats, je parle de la moyenne ; certains contingents parisiens, lyonnais, marseillais ne s'en tiendront pas là, et descendront dans la rue pour donner un coup de main aux camarades : mais ce sera l'exception.

Il faut arriver à mieux.

Comment y arriverons-nous ? C'est ce qui fera l'objet d'une prochaine étude.

(*A suivre.*) MARCEL SUZACH.

RÉFORMES OU RÉVOLUTION ? (1)

Inconvénients certains de la conquête des pouvoirs publics. — Exemples.

Le mélange des idées radicales et des souvenirs du communisme est caractérisé par le mot de *sozial-démocratie*, que les collectivistes parlementaires acceptent et même revendiquent dans tous les pays. Cette éclipse du communisme vient, nous l'avons dit, de ce que les révolutionnaires ont voulu entrer dans les Parlements et procéder, suivant leur expression, « par la conquête des pouvoirs publics ». Depuis le succès apparent des socialistes allemands, la *conquête des pouvoirs politiques est devenue le dogme de la « Sozial-démocratie »*. Voyons ce qui en est résulté.

Pour entrer dans les Chambres et pour y former un parti, il faut avoir des alliés et il faut n'effrayer ni ses électeurs, ni ses amis ; en termes parlementaires, il faut opérer une CONCENTRATION et pratiquer l'OPPORTUNISME : voilà deux sources de compromission que les députés de l'extrême gauche reprochent violemment à ceux du centre, sans leur donner l'exemple d'une politique plus franche. En effet, recueillir l'aile gauche du parti boulangiste et les radicaux avisés, est-ce donc se mettre en dehors des *concentrations ?* Voter pour un Président de la République, prêter ainsi de la façon la plus évidente son appui au personnage le plus inutile d'une organisation monarchico-républicaine et agir ainsi lorsqu'on a promis la revision, la suppression de la présidence et bien d'autres changements encore, n'est-ce point être *opportunistes ?* Et tout cela pourquoi ? Pour augmenter d'une unité appelée socialiste le nombre des partis parlementaires et pour former un des éléments du cartel qui donne la majorité à M. Bourgeois. Que d'efforts pour ce résultat ! Que devient dans toutes ces intrigues la propagande socialiste ?

Nous le ferons sentir en montrant ce qu'est devenue l'une des tendances les plus essentielles du socialisme moderne, nous voulons dire l'internationalisme.

Personne n'a osé l'affirmer à la Chambre par crainte du scandale. Nous nous trompons. Un des rares révolutionnaires du Palais-Bourbon, le député Fabérot, déclara en 1895 que l'on faisait beaucoup mieux de préparer l'affranchissement du peuple dans des congrès internationaux que de se faire tuer pour ce mot qu'est la patrie. Il fut interrompu par l'extrême gauche comme par la droite et la *Petite République*, « journal socialiste », déclarait le lendemain que les paroles de ce représentant n'exprimaient la pensée d'aucun député socialiste et ne trouvaient en effet parmi ces derniers aucun contradicteur. Peut-être, dira-t-on, ne faut-il pas tirer de trop graves inductions d'un incident imprévu. Soit. Eh bien ! la discussion du budget de la guerre en mars 1895 était certes un débat très important, attendu depuis longtemps, et pour lequel les leaders ou les spécialistes de chaque parti avaient apprêté des discours. Qu'ont dit alors les socialistes ? Vaillant a demandé la suppression des armées permanentes dans un discours dont les journaux, même socialistes, ne donnèrent qu'un informe sommaire. Toute la place fut réservée à la harangue éloquente, mais assez indécise, dans laquelle Jaurès paraît réclamer le service de deux ans ! Dans tous les cas où les élus socialistes ont voté d'une manière satisfaisante, par exemple quand ils se sont prononcés contre l'expédition de Madagascar, ils n'ont fait que suivre l'exemple des radicaux. Jamais ils n'ont pris l'initiative d'une réclamation *proprement socialiste*.

1. Voir les numéros 37, 39 et 40.

Hors de la Chambre, nous assistons aux manifestations de l'opportunisme le plus pénible. Pour citer des exemples, nous n'avons que l'embarras du choix. C'est la municipalité socialiste de Marseille préparant une réception solennelle aux amiraux et officiers du tsar! Ce sont les candidats aux conseils cantonaux déclarant à Roubaix qu'ils sont meilleurs patriotes que les bourgeois. On se demande vraiment pourquoi tant d'injures contre le député mineur Basly, qui a quitté le parti et qui déclare publiquement qu'il est nationaliste? Ne lui reproche-t-on pas sa défection plus que ses palinodies?

Si l'on nous objecte qu'il ne faut pas inquiéter les électeurs, nous répondrons qu'à l'origine le programme des partis ouvriers recommande de prendre part aux élections *pour la propagande plutôt que pour le succès*. Or cette maxime est invérsée aujourd'hui. Parce qu'on a préféré l'action parlementaire, on s'est soucié d'avoir des électeurs, toujours des électeurs, surtout des électeurs; s'ils sont radicaux ou boulangistes, on s'occupera de les décider, non de les corriger; si bien qu'on arrive à ce résultat surprenant que plus on a de votes, moins le communisme révolutionnaire fait de progrès dans les esprits.

Les avantages de la conquête des pouvoirs publics sont-ils réels?

La propagande s'abâtardit, c'est un fait, mais au moins a-t-on la certitude de conquérir le Parlement? Pas du tout. L'on n'est même pas sûr d'y maintenir sa minorité. Il ne faut pas s'abandonner aux illusions et aux espérances, parce que l'on voit tout d'un coup en France ou en Belgique des socialistes élus dans la plupart des centres industriels. Rappelons-nous que la fraction socialiste du Reichstag, le plus ancien groupe parlementaire socialiste, se conserve avec effort, compensant ses gains par ses pertes, et, s'il s'accroît, c'est avec une désespérante lenteur. La raison est bien simple. Lorsqu'on a pris les grandes villes où la pression officielle est impuissante, on trouve en face de soi, dans le reste du pays, c'est-à-dire dans l'immense majorité des circonscriptions, la coalition des fonctionnaires et des patrons qui a mille moyens de vous barrer le chemin. Voyez Carmaux. Deux propagandistes dévoués sont nommés l'un maire et conseiller général, l'autre conseiller municipal et conseiller d'arrondissement. Au premier prétexte, une sentence rendue par les tribunaux les rend inéligibles. Ensuite, c'est la dernière grève, résultat d'un accord entre le ministère Ribot et l'opportuniste M. Rességuier pour chasser les meneurs, c'est-à-dire, en bon français, pour expulser ceux qui décident les autres à voter pour Jaurès. Ce député l'a bien vu et, dès les premiers jours, il déclarait à un interviewer du *Temps* que la grève avait des causes politiques plutôt qu'économiques et qu'il s'agissait de le déraciner de son siège. Ailleurs, dans l'Allier, les bourgeois n'ont pas eu besoin de faire grand effort. Deux organisations socialistes, dont la rivalité est aigrie par les ambitions des individus qui veulent être députés, se sont si bien injuriées pendant plusieurs années, qu'au moment de nommer le successeur de Thivrier, leur réconciliation tardive et momentanée n'a pas réussi à amener l'élection d'un socialiste.

Ainsi la conquête des pouvoirs publics non seulement est funeste à la diffusion des conceptions socialistes, mais encore elle est incertaine; nous dirons même qu'elle est impossible un peu à cause des disputes des socialistes ambitieux et beaucoup à cause des résistances coalisées des patrons avec leur argent et des gouvernants avec leurs fonctionnaires.

Certains nous accordent, un peu malgré eux, cette vérité « Mais, ajoutent-ils, il est bon de faire la poussée à la fois dans la Chambre et dans le peuple. Les députés donnent aux idées une portée très étendue, puisque leurs discours sont reproduits par les journaux. En second lieu, ils peuvent nous être très utiles un jour de grève ou de révolution. Ils sont inviolables, etc... » Dernièrement, Lafargue rectifiait un éloge trop confiant de la conquête des pouvoirs publics présenté par Deville en ajoutant : « Mettez-nous seulement deux cents dans la Chambre et vous verrez que la Révolution se fera. » Il nous reste à répondre à ces deux arguments.

Pour le premier, nous avons apprécié déjà les idées que les députés ou les candidats à la députation expriment dans les Chambres. Nous résumons d'un mot notre jugement. Qui dit parlementarisme dit constitution de parti politique, dit lutte politique, c'est-à-dire substitution d'un gouvernement à un autre : nous allons le voir par l'exemple qui nous servira pour répondre au deuxième argument (utilité des députés un jour de révolution). Prenons le 4 septembre 70. Ce jour-là, Paris est à prendre; il y a à la fois des révolutionnaires dans la rue et au Corps législatif, des représentants des partis avancés. Les premiers se laissent mener par les derniers. Au lieu de faire la Révolution, on proclame la République et, suivant le mot de M. Clémenceau, « *la monarchie continue*. »

Le triste, c'est que les électeurs se croient au comble de leurs vœux, car, en voyant les révolutionnaires se présenter aux élections, ils s'habituent à penser que le but à poursuivre est tout simplement un déplacement de majorité dans les Chambres. Ainsi la conquête des pouvoirs publics a ce double effet de gâter les candidats par l'opportunisme et d'empêcher les électeurs de voir la portée de l'effort. Rien de plus contradictoire que la conduite des socialistes parlementaires, affirmant, en théorie, qu'ils maintiennent la lutte sur le terrain économique, qu'ils veulent une révolution économique, mais, en réalité, portant toute leur action dans la bataille politique et entraînant leurs électeurs dans cette routine.

Un groupe d'Étudiants.

DES FAITS

Les accidents dans l'industrie en 1894 (1).

Le *Bulletin de l'Office du Travail* vient de publier une intéressante statistique sur les accidents industriels en 1894.

D'après ce rapport, il y a eu 14.954 accidents *déclarés*, car, comme le fait observer ledit rapport, « les déclarations sont encore loin de représenter l'ensemble des accidents ». Sur ce total, 378 accidents ont entraîné la mort. Dans le dénombrement par industries, la métallurgie, comprenant tout ce qui concerne le travail des métaux, arrive en première ligne, avec un total de 6.184 accidents, dont 80 ont été suivis de mort. Viennent ensuite les industries du transport (chemins de fer, etc.), avec 3.427 accidents, dont 9 mortels. Puis les industries textiles, avec 1.155 accidents et 35 cas de mort. Ensuite les industries du bâtiment, constructions, etc., avec 867 accidents, dont 127 mortels, formant la plus haute proportion. Viennent après : l'alimentation, 666 accidents, dont 30 mortels; les industries du bois, 224 accidents, 18 mortels; les produits chimiques, assurément au-dessous de la réelle moyenne, car, dans le rapport où nous puisons ces chiffres, il n'est tenu aucun compte des maladies auxquelles sont sujets les ouvriers employés à ces industries, 484 accidents, dont 19 mortels. Industries concernant l'eau, le chauffage, l'éclairage, etc. : 293 accidents, dont 13 mortels; l'imprimerie, 97 accidents, dont 2 mortels; les moulins, 64 cas, dont 8 mortels; les industries du papier et du carton, 283 accidents, 14 morts; les industries des pierres et terres, 431 accidents, 19 mortels; enfin les industries diverses, 849 accidents et 11 cas mortels.

Les causes sont aussi très diverses. Nous relèverons les principales : les chutes sont les plus fréquentes, 3.001 cas; viennent ensuite les éboulements, chutes d'objets sur l'ouvrier, 2.423 cas; les machines-outils, les métiers, etc., 2.248 cas; puis la manipulation des fardeaux, 1.779 accidents; les matières incandescentes, brûlantes, corrosives, 1.227 cas; les accidents produits par les divers outils à main (scies, marteaux, haches, rabots, etc.), 1.100 cas; les appareils de levage, grues, ascenseurs, 309 cas; les transmissions, 310; les accidents de voitures, 259; les accidents dus aux explosions de moteurs, 161 cas; les explosifs, fabrique de poudre, dynamite, etc., 44 cas. Enfin 2.083 accidents sont de causes diverses ou indéterminées.

Ces chiffres représentent une moyenne d'environ 6 personnes atteintes par 1.000 ouvriers employés. Seuls les accidents ayant occasionné une incapacité de travail d'au moins 4 jours sont ici comptés.

On voit, d'après ces quelques données, assurément au-dessous de la vérité, comme nous l'avons dit au début, le tribut important payé de sa vie ou d'une partie de son existence par la classe ouvrière à l'avidité capitaliste. Car, et nous le déclarons en connaissance de cause, au moins 50 0/0 des accidents sont le fait de l'avarice patronale.

Que ce soit dans les industries métallurgiques, où les accidents ont surtout pour cause la surproduction réclamée à l'ouvrier et l'absence d'appareils de garantie, dans les industries du bâtiment, construction, le manque ou le mauvais état des matériaux servant aux échafaudages ou au boisage, ou dans les industries de produits chimiques, le trop long séjour dans une atmosphère délétère, etc., etc., partout et de toutes façons on constate que la responsabilité principale des accidents du travail dans l'industrie doit être imputée à la rapacité capitaliste.

P. Delesalle.

(1) Les accidents des mines ne sont pas compris dans la présente statistique.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Le camarade Pouget est arrêté. Il a à purger une amende à laquelle il a été condamné pour avoir dit quelques vérités trop dures au sieur Patin, potentat de Montceau-les-Mines.

A cette occasion, notons le grotesque de la « contrainte par corps ». L'Etat, par l'intermédiaire d'un de ses organes, la magistrature, vous condamne à verser une somme au Trésor; puis, si vous êtes dans l'impossibilité de vous exécuter, le même Etat vous fait appréhender pour vous fournir un logement et vous entretenir durant une période de temps proportionnée à l'importance de l'amende, aux frais du même Trésor. Sublime organisation!

* *

Nous avons reçu le premier numéro de l'*Action*, dirigée par Bernard Lazare, et nous avons lu avec grand plaisir sa déclaration nettement antiparlementaire. Toutefois le système d'une vaste organisation ouvrière qu'il préconise nous paraît très critiquable. La concentration des groupements d'opinions diverses n'a jamais produit de résultats pratiques. Elle entraîne forcément des concessions de la part des groupes les plus énergiques et ne profite en définitive qu'aux groupes les plus rétrogrades et les plus timorés.

* *

Une nouvelle qui n'a pas été pour nous sans surprise! Le ministre des finances vient de déposer un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 975.000 francs.... Pour les chômeurs ou pour les victimes de l'hiver, pensez-vous? Que nenni! A seule fin d'envoyer quelques galonnés aux fêtes du couronnement de l'autocrate russe, Nicolas.

Quel knout d'honneur vont donc lui offrir ces messieurs? Franchement, c'est dépasser les bornes de l'impudence, et il faut être atteint d'une rude couche de russomanie pour oser demander une pareille somme pour un si sot emploi.

* *

La Révolution de 89 a supprimé les seigneurs! c'est entendu, voyez plutôt. Le capitaine des gardes du duc de La Rochefoucault se fait aider dans sa chasse aux braconniers et aux ramasseurs de bois mort par de véritables molosses.

Un braconnier vient-il à être aperçu, un simple coup de sifflet et aussitôt un énorme chien s'élance et happe fortement le chasseur. Ces chiens sont dressés spécialement à cet exercice sur des mannequins.

Les choses ne se passaient pas autrement au moyen âge.

Heureusement que nous sommes en République. Quel malheur que je ne sois pas de par là, je vous le promets, à la première alerte je ne raterais pas le molosse! Ni le maître non plus. P. D.

* * *

Bordeaux. — Les journaux ont peu parlé d'un attentat qui s'est produit il y a déjà près d'une quinzaine de jours à la Bourse de Bordeaux, et qui cependant, ajouté à plusieurs autres analogues, a son importance quant aux réflexions qu'il suggère.

Un ouvrier, depuis quelque temps sans travail, malgré toute sa bonne volonté pour en chercher, poussé à bout par la misère, a pénétré à la Bourse, après s'être armé d'un énorme gourdin, et a tapé dans le tas des financiers, agents de change, agioteurs, etc., dans l'exercice de leurs flibusteries. Arrêté aussitôt, il avait déclaré d'abord se nommer Giovannoni; mais, grâce à un journaliste, — la police, on le sait, compte ses meilleurs auxiliaires dans la presse, — il fut reconnu pour un nommé Gravius, marié et père de famille, estimé de ses voisins.

Ces actes de révolte deviennent de plus en plus fréquents. Ne nous montrent-ils pas que les victimes de l'ordre capitaliste comprennent de mieux en mieux que la responsabilité de leur misère incombe à la société tout entière et en particulier aux parasites qui absorbent le produit du travail de la classe ouvrière?

* * *

Montpellier. — Dernièrement, un chef de division à la préfecture de l'Hérault, M. Quet, était assailli dans le couloir de la maison dont il est le propriétaire et frappé de nombreux coups de couteau par un individu d'abord resté inconnu. Celui-ci, dans la lutte, avait laissé tomber son chapeau. Les soupçons s'étant portés sur un ancien locataire du sieur Quet, Casimir Tournemire, le parquet, toujours en veine de procédés délicats, a fait reconnaître le chapeau de leur père par les trois fils de Tournemire, qui ignoraient pourquoi on les interrogeait à ce sujet. La presse locale présente comme il suit la cause de l'inimitié de Tournemire à l'égard de son propriétaire. Ce dernier, ayant besoin de l'appartement occupé par son locataire, l'avait prié, il y a deux ans, de le lui laisser, et lui aurait même offert de l'indemniser en lui faisant cadeau de six mois de loyer; alors, Tournemire, s'emportant, aurait proféré des menaces et le propriétaire, en présence de cette attitude, lui aurait purement et simplement donné congé. D'où le ressentiment du locataire.

Mais, d'après une correspondance particulière, l'affaire ne se serait nullement passée ainsi. Tournemire aurait été bel et bien expulsé par son propriétaire et jeté dans la rue avec ses enfants malgré la température rigoureuse.

* * *

Villeneuve-lez-Maguelonne. — Dimanche 26, des amis libertaires se sont réunis à la villa Divorçon (la plage); pendant le repas, quelques amis ont fait retentir d'une voix vibrante des chansons révolutionnaires et, à la fin du dîner, le citoyen Paul Tinel a fait une causerie libertaire sur *le bonheur de la société*. Notre ami a pris pour point de départ cette vérité, qu'il existe chez tous les humains un énorme besoin d'activité. Or, dans la société où nous vivons, il y a beaucoup d'inactifs, parce que le travail est considéré comme humiliant; mais lorsque chaque homme sera libre d'embrasser le métier qu'il lui plaira, la société par elle-même sera meilleure. Alors tous les vices que la société actuelle possède disparaîtront : plus de fourberie, plus de corruption, et plus d'exploiteurs; les bras de l'ouvrier n'appartiendront plus au patron, qui détermine le taux du salaire, et qui peut à lui seul faire souffrir un grand nombre de familles; l'Etat ne prendra plus l'ouvrier pour l'envoyer périr au loin : la société actuelle, dit-il, est une immense prison dont nous sommes tous les détenus.

Il fait une charge rapide sur les vilenies cléricales et conseille à tous les amis de ne pas se laisser entraîner par ces escamoteurs, parle et félicite beaucoup l'article de Sébastien Faure du 19 : « Revanche des anarchistes ». Il termine en levant son verre à la santé de l'anarchie et de la propagande, et propose de faire une collecte au bénéfice des *Temps Nouveaux*, laquelle a produit la somme de 2 fr. 60.

(E. J.)

Suisse.

La plupart des étrangers ont sur l'état social de la Suisse des idées complètement fausses. Depuis 1308, leur a-t-on enseigné, la Suisse jouit de toutes les libertés; partant ils s'imaginent que depuis l'expulsion des baillis autrichiens par les montagnards des Waldstætten, le sort des prolétaires a subi une transformation telle que la libre Helvétie est pour la famille du travailleur un vrai pays de Cocagne.

A peine débarqué sur le sol de cette patrie fortunée, l'étranger s'écrie en vous abordant : Vous êtes bien heureux d'être citoyen d'un pays libre. Ah! si nous possédions la République seulement depuis cinquante ans, combien serait différent le sort de nos travailleurs... et patati et patata!

Hélas! quelques semaines ne sont pas écoulées, que le nouveau venu, s'il n'est pas un imbécile, s'aperçoit que cette colossale différence entre la situation économique de ses compatriotes ouvriers et celle des ouvriers suisses n'existe que dans son imagination; puis, un beau jour, des faits semblables à ceux que nous allons reproduire complètent son édification, et bientôt il ne tarde pas à s'avouer que, dans les plus importantes circonstances de sa vie, le travailleur est plus à plaindre en Suisse que dans maintes monarchies. L'ouvrier anglais — l'étranger se le rappelle alors — n'a pas à redouter qu'après son décès, ses enfants soient *mises* aux enchères publiques; en Angleterre, point de service militaire. En Espagne même, les *mises* des orphelins pauvres sont inconnues; cette ignoble institution ne fleurit qu'en Suisse.

Les politiciens de tous les partis s'efforcent de faire croire à la disparition des *mises*, et ils y parviennent quelquefois, car nombre de ces enchères publiques n'ont pour témoins que des intéressés se gardant bien de livrer à la publicité ces scènes de la vie... républicaine.

Un journal de Genève, dans son numéro du 11 janvier, exprime au contraire la crainte que cette « honteuse coutume » ne soit imposée, grâce à la centralisation, aux communes suisses où elle n'est pas encore pratiquée.

On lit dans l'*Oberaargauer Tagblatt* du 9 janvier 1896 : « A Langeten, village du canton de Berne, il y avait l'autre jour une assemblée pour placer les pauvres. Une petite vieille paraît avec une fillette de treize ans, bien habillée et ayant toutes les apparences d'une santé florissante. La vieille personne l'avait prise chez elle dès l'âge de sept semaines et lui avait servi de mère. La bonne femme recevait 60 francs de pension par an. On lui annonça que c'était trop, qu'on ne donnerait plus que 50 francs. La mère adoptive dit : « Donnez-moi au moins 55 francs. » Le président (1) réplique : « Nous voulons partager la différence. » La petite vieille espère que pour 2 fr. 50 on ne lui prendra pas l'enfant; elle compte du reste que 15 centimes par jour ne sont pas de trop pour une fillette de treize ans, à qui, outre une pension convenable et le logement, elle fournit les vêtements.

Mais la petite mère avait compté sans son hôte. Un miseur obtient l'enfant à 14 cent. 1/2 par jour! La fillette, témoin de toute la scène, s'accroche en pleurant au cou de la vieille femme et cria : « Mère, mère, je veux venir avec toi, prends-moi. » La respectable femme s'en retourna seule au logis, toute bouleversée et se repentant de n'avoir pas subi l'avarice de la commune.

Les citoyens suisses exempts du service militaire pour cause d'infirmité doivent payer une taxe; la maladie, le chômage, empêchent chaque année des ouvriers de payer leur taxe d'exemption.

En ce moment, quelques-uns de ces malheureux sont incarcérés à Colombier (canton de Neuchâtel), parce qu'il leur a été impossible de payer leur taxe militaire de l'année 1895. Ces prisonniers sont occupés à divers travaux dans l'intérieur de la caserne où se trouve leur geôle.

Un d'eux, raconte le *Neuchâtelois*, était occupé, mardi après-midi, à un déchargement d'anciennes cartouches. Les projectiles enlevés, il se servait d'un morceau de bois pour sortir la poudre contenue dans les douilles et le détenu avait devant lui une caissette contenant environ deux livres de poudre déjà extraite, lorsque, avec le morceau de bois employé à cet effet, il vint frotter le fulminate placé dans le culot de la douille qui, faisant explosion, communiqua le feu à la poudre de la caisse. L'air du local, comprimé par l'explosion, fit éclater portes et fenêtres. Celles-ci, au nombre de quatre, eurent toutes leurs vitres enlevées et projetées en miettes sur la route; les panneaux de la porte, arrachés, furent lancés au fond du corridor; par un heureux hasard, aucun des prisonniers ne fut atteint, sauf celui qui manipulait les cartouches et qui a reçu au visage quelques blessures peu graves.

(1) S'il s'agissait d'un pauvre hère, son nom, sa profession et son âge seraient ici en toutes lettres, mais un président de commune bernoise n'est pas un pauvre hère.

* * *

Genève. — Il y a dix jours est mort ici, à vingt-six ans, un excellent camarade, Kœrner, l'étudiant allemand du procès anarchiste de Rome. Répétiteur à Cempuis, il a été, quoique déjà très souffrant d'une endocardite du cœur, expulsé brutalement de France.

C'était une noble, forte et douce nature unie à un esprit robuste et lucide. Dans la profession qu'il embrassait, il aurait trouvé l'emploi de ses belles qualités d'éducateur.

Kœrner était très sympathique à tous et c'est vraiment une perte pour la cause. Ces derniers jours, il achevait la traduction allemande de la *Servitude volontaire*. (La Boëtie est inconnu en Allemagne.) Toujours par la parole et la plume, il a mené une propagande infatigable.

Belgique.

Liège. — Les amis se rappellent sans doute le compagnon Moineau, condamné à vingt ans de prison. Des amis nous signalent la situation précaire de sa compagne.

Ceux qui pourraient faire quelque chose peuvent adresser directement à Mme Moineau, place Saint-Sevrin, à Liège.

Hollande.

Dans le numéro 24 des *Temps Nouveaux* j'ai fait, dans une correspondance sur la Hollande, quelques observations peu encourageantes sur notre mouvement anarchiste et qui sont le fruit de l'expérience.

Je disais entre autres qu'en Hollande on est, en général, très lent à accepter de nouvelles idées et que les Hollandais méritent à bon droit le surnom peu flatteur de « Chinois de l'Europe ». De plus, je citais le calembour de Voltaire qui, en parlant de la Hollande, dit « pays de canaux, canards, canaille », tandis que je relevais que chez nous, à peu d'exceptions près, le mouvement anarchiste diffère bien peu du mouvement socialiste avancé. En outre, je démontrais qu'on y rencontre de soi-disant anarchistes qui font ou feront partie des organisations socialistes et qu'il en est encore qui délaissent la propagande pour tourner leur haine implacable contre tel ou tel démagogue. Ni les uns ni les autres n'ont d'importance pour le progrès de l'idée anarchiste. Pour marcher plus vite et plus sûrement vers le but, auquel nous pouvons donner le nom d' « Idéal anarchiste », il vaut bien mieux que nous propagions individuellement et qu'avant tout nous ne fassions aucune concession à ceux (les socialistes) qui, de leur côté, nous ont fait quelques minimes avances. Voilà qu'on veut déjà nous engager à sacrifier le nom d'« anarchistes » et à le remplacer par celui de « communistes libertaires ». A quoi bon? Quand les anarchistes ou plusieurs d'entre eux consentent à accepter ce nom, ne sommes-nous pas en droit de les accuser de renier les principes qu'ils prêchaient autrefois?

Jadis les anarchistes se déclaraient ennemis de toute autorité, même de celle de la majorité. Aujourd'hui, il y a en Hollande des anarchistes qui, non seulement, approuvent l'autorité de la majorité, mais la défendent de toute leur force. Je connais même un groupe anarchiste où l'on vote!

N'est-ce pas aller à reculons? Il me semble que oui. Et qu'on ne me reproche pas de tenir trop à la forme! cette forme est un des caractères les plus saillants de notre principe, une des questions les plus importantes, sinon la plus importante.

Dans sa critique, F. Drion nous cite, dans l'histoire des siècles passés, des exemples de l'amour de la liberté chez les Hollandais. Je ne fais pas grand cas de cet esprit libertaire, car je n'ai qu'à citer les noms de Busker Huet, Alma Tadema, Multatuli, Moleschot, Roorda van Eysinga et d'autres qui, ayant tous eu le malheur de naître entre l'Escaut et le Dollard, quittèrent, ou mieux se virent forcés de quitter leur patrie.

F. Drion faisait de plus remarquer que les frac-

tions les plus avancées du socialisme sont, au nom près, presque anarchistes.

C'est malheureux, mais je dois confesser humblement que je ne comprends pas du tout comment cela se fit, car nous nous rappelons tous les rapports moins amicaux, mais plus corrects entre les socialistes et les anarchistes.

Plus loin, mon contradicteur dit que, lors de l'avant-dernier congrès, la ci devant confédération social-démocrate adopta le nom de *fédération des socialistes* pour qu'on les distinguât *d'une petite fraction parlementaire*. Jusqu'à présent j'ai toujours cru que la fédération social-démocrate avait changé de nom parce que le gouvernement hollandais l'a portée sur la liste des fédérations ou associations interdites par la loi, à cause de la motion bien connue du congrès de 1893. Mais cette question serait trop désagréable à discuter. Nos opinions diffèrent surtout au sujet de l'état florissant du mouvement anarchiste. On ne voit que trop bien par nos deux correspondances dans ce journal que chacun de nous a une idée différente de l'anarchisme.

On peut sans doute dire que l'anarchie a progressé s'il s'agit de l'anarchie de la fédération des socialistes, qui pourtant a peur d'en porter le nom et qui, pour l'avenir, réclame l'autorité; en tous cas, elle a manqué de se déclarer nettement et franchement.

L'anarchie pure et simple, telle qu'elle se révélait au temps de notre lutte contre les socialistes autoritaires, languit; plusieurs que l'on voyait autrefois toujours dans les premiers rangs, ont quitté leurs places ou ont même cessé de faire la propagande des idées auxquelles ils tenaient tant. S'il en est qui désirent de l'autorité, qui aiment une organisation réglementée, rien ne les empêche de se joindre à telle ou telle fédération qui l'a mise dans son programme.

Si, à un moment donné, une fédération quelconque aspire au but auquel nous aspirons aussi, rien ne nous empêche de coopérer avec elle, mais une telle coopération ne doit jamais amoindrir la propagation de *nos* principes.

Je me méfiais de ce relâchement de nos principes, car tout ce que je vois arriver me dit trop bien, malheureusement, que ce relâchement met le mouvement anarchiste en Hollande dans un grand danger, auquel tant ont déjà succombé; voilà ce qui me rendait pessimiste.

Que celui qui pense avoir lieu de se réjouir se réjouisse; moi, je n'y trouve aucune raison.

Van der Voo.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Vu le nombre de convocations qui nous arrivent, nous prions les camarades de les rédiger aussi succinctement que possible, étant donné le peu de place dont nous disposons.

Paris. — Dimanche prochain 9 février, à 2 heures de l'après-midi, Victor Barrucand fera une conférence sur *la nécessité d'agir et les bases d'une action efficace*.

Cette conférence importante aura lieu salle Octobre, 48, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Entrée : 0 fr. 30.

Le samedi soir 15 février, à 8 h. 1/2, Victor Barrucand fera une conférence à Marseille. (Consulter les annonces de la semaine prochaine.)

D'autres conférences suivront à Toulon, Nîmes et Montpellier.

Paris. — *Grande soirée familiale* organisée par le *Libertaire*, dans la salle du Libre-Echange, à l'angle de l'avenue de Clichy et de la rue Brochant, le samedi 8 février, à 8 h. 1/2 du soir.

Chants et poésies.

Causerie par Sébastien Faure et bal.

Entrée : 1 franc.

Lundi 10 février 1896, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle des Sociétés savantes, rue Serpente (près l'Ecole de Médecine, boulevard Saint-Germain), Bernard Lazare fera une conférence organisée par le groupe des *Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes*.

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Vendredi 8 février, à 8 h. 1/2, salle Mas, 103, rue du Théâtre, causerie par un camarade. Contradiction admise.

Dimanche 10 février, à 8 h. 1/2, même salle, causerie par E. Lecoq. Chants, récits, poésies révolutionnaires.

Tous les camarades sont priés d'assister à cette réunion.

Lundi 10 février, à 8 h. 1/2 du soir, salles Rives, 1, rue de Charonne (coin du faubourg Saint-Antoine), réunion du groupe libre *Le Riflard*. Entrée facultative au bénéfice du journal.

Ordre du jour : Le salaire intégral.

Les Libertaires du VIe. — Réunion le lundi 10 février, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue Mabillon (Marché Saint-Germain).

Les camarades qui pourraient disposer de livres, brochures, etc., pour former une bibliothèque, sont priés de les adresser au camarade Guyard, 17, rue des Canettes.

Saint-Denis. — A peine organisé, notre petit groupe a déjà eu le don d'embêter dame police, qui fait ce qu'elle peut pour entraver la propagande. Peine perdue : cela ne nous effraie pas, au contraire.

Messieurs les policiers, malgré vos canailleries, nous marcherons quand même, dussions-nous changer chaque semaine de salle.

Jeunesse Libertaire. — Tous les samedis, à 8 h. 1/2, causeries par divers camarades, chez Pavoine, 28, rue Samson.

Pré-Saint-Gervais. — Les camarades de la Villette, Pré-Saint-Gervais-les Lilas, qui désireraient former un groupe de jeunesse révolutionnaire, sont priés de s'adresser au compagnon Jacquemin, 64, rue de la Villette, au Pré-Saint-Gervais, tous les soirs, de 7 heures à 9 heures, et le dimanche toute la journée.

Estagel. — Le groupe d'études sociales invite tous les amis de la localité à assister à ses réunions.

Lyon. — Tous les vendredis, à 8 heures du soir, au *Palais Saint-Pierre* (entrée rue de la République), cours de sociologie par le professeur Bertrand.

Ces cours, très intéressants et très instructifs, les camarades y sont invités.

Entrée libre.

Le groupe d'études sociologiques donnera sa première réunion samedi 8 février, à 8 heures du soir, local convenu.

Un jeune camarade causera sur la nécessité d'un groupe d'études.

Afin de rendre ces réunions intéressantes, de jeunes camarades y prendront tour à tour la parole tous les samedis.

Angers. — Notre camarade Sébastien Faure fera, à Angers, des conférences sur la question sociale, les 10, 12 et 14 février courant. Elles auront lieu au cirque de cette ville.

Entrées : 1 franc et 50 centimes.

Reims. — Nous invitons tous les camarades désirant travailler à propager nos idées à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 9 février, à 4 heures du soir, au Cruchon d'Or, en vue d'organiser une soirée familiale pour le samedi 15 février, au café Darsonval, faubourg de Laon, rue des Romains, en face le bal.

Entrée libre et gratuite.

Beauvais. — Soirée familiale, le samedi 29 février, au local habituel. Les lecteurs des journaux anarchistes y sont invités.

Béziers. — La soirée familiale organisée le 1er février par la *Jeunesse Libertaire* a produit 15 francs, dont 5 francs pour la famille Monod.

Résultats excellents pour la propagande.

Saint-Etienne. — Tous les libertaires stéphanois sont convoqués d'urgence à la réunion qui aura lieu, le samedi 8 février, à 8 heures du soir, au café Talon, rue d'Annonay, près la place Bézillan.

Dumas est spécialement invité.

Nous avons reçu la communication suivante, que nous insérons, connaissant les signataires, mais dont nous leur laissons toute la responsabilité, étant trop loin pour juger des faits.

Londres, 2 février 1896.

Pour des raisons que nous sommes prêts à exposer à n'importe qui, en privé ou en public, nous avons acquis la conviction que A. Lapie, libraire à Londres, est à la solde de la police et, par conséquent, nous prévenons les camarades de tous les pays de se tenir sur leurs gardes.

Guérineau, E. Delebecq, C. Gallo, Soulage, J. Renaud, Angelo Jorrot, Varlet, E. Malatesta, J. Mattaini, J. Cini, V. Bertrand, E. Rozier, L. Durand.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Notre ami Retté a repris ses chroniques à la *Plume* depuis le 1er janvier, sous ce titre : *Aspects*. A lire celle parue dans le dernier numéro et qui est la première de la série.

A LIRE

Un discours incomplet, par E. Drumont, *Libre Parole*, 29 janvier.

Lambros Telonis, G. Clémenceau, *Journal*, 31 janvier.

Le Tirage au sort, L. Descaves, *Echo de Paris*, 2 février.

PETITE CORRESPONDANCE

D., à Nouzon. — C'est par oubli que le n° 38 vous est arrivé en retard.

F. B. M., à Mahon. — Oui, en tenant compte du change.

H., à Nancy. — Encore un tour de la poste.

H. K. — Reçu l'article de Maret. Merci. Le lirons.

L. D., au Manoir. — Nous avons vu la gravure, mais pas le numéro. En tout cas, c'est un des trois ou quatre derniers parus.

F., à Amiens. — Reçu mandat. — Le *Mémoire*, 3 francs.

Paria, Saint-Denis. — Un peu pâlotte la machine sur le tirage au sort. Nous avons mieux dans l'article de Descaves à l'*Echo de Paris*.

Alex. — N'ayant pas assisté à ladite réunion, nous ne pouvons rien en dire.

G. B., à Paris. — Collection envoyée à Bruxelles.

L., à Bruxelles. — Volumes expédiés.

E. J., Bellune. — Encore un tour de la poste, probablement.

V. D. B., Hollande. — Reçu votre lettre, mais ce sont questions de détail de peu d'importance, et la place nous est mesurée, comme vous pouvez le voir.

D., à Cherbourg. — *Evolution et Révolution* épuisé. — Du reste, votre lettre ne contenait que 0 fr. 75 de timbres et vous demandez pour 1 fr. 05.

B., à Brest. — Nous ne disposons plus que de quelques exemplaires isolés des *Travailleurs des Villes*.

Z. X. K. — Si notre camarade a cru bon de faire insérer la note en question, sans tenir compte des considérations que vous citez, c'est qu'apparemment il avait ses raisons pour cela.

F., à Toulon. — Colis expédié.

H. K., à Berlin. — Quelques brochures épuisées, avons remplacées par d'autres.

V., à Tarrassa. — Reçu timbres. — Avons expédié *Peste*.

S. est toujours à la même adresse.

N. C., à Moissac. — L'envoi par lettre aurait exigé 0 fr. 30 d'affranchissement.

Reçu pour la famille Monod : Quelques camarades de Genève, par S., 11 fr. — Un groupe de cordonniers de Toulouse, 2 fr. — Par B. d'Annonay, 4 fr. 50.

Reçu pour le journal : G., 50 fr. — Montpellier, collecte, 2 fr. 60. — L., à Anvers, 3 fr. — X., 0 fr. 50. — T., à Moret, 0 fr. 25. — R., à Nîmes, 2 fr. — Un groupe de copains de Nantes, 10 fr. — Jean Misère, 51 fr. — Gj., à Paris, 5 fr. — Un ami, 5 fr. — L., par L., 10 fr. — J., à Nogent, 10 fr. — Malgré les rentrées, cette fin de mois a été dure; c'est, du reste, le cap le plus difficile à passer dans le mois : il y est. Merci à tous.

E., à Daumazan; C., au Havre; A. V. (par la *Sociale*). — B., à Weir City (par le *Libertaire*). — S. P., à Bordeaux. — D., à Combrée. — R., à Argenton-Château. — B., à Nîmes. — M., à Avignon. — B., à Port-Saint-Louis. — M., à Montpellier (par le *Libertaire*). — B., à Alger. — G., à Beauvais. — M., à Reims. — F. V., à Coalgate. — D., à Reims. — Mme R., à Bruxelles. — F., à Liège. — M., à Claveysson. — C., à Argenteuil. — B., à Argemières. — D., à Constantinople. — H., à Angers. — C., à Houssaye. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Beauvais

Chez Léveillard, libraire, rue Saint-Jean, et Goullencourt, 4, rue Sénéfontaine.

Les deux vendeurs ont également la *Sociale* et le *Libertaire* et portent à domicile.

Le Gérant : Dr Échère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7

PREMIÈRE ANNÉE, N° 42

DIX CENTIMES

DU 15 AU 21 FÉVRIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Notre ami P. Kropotkine, ayant accepté de venir à Paris faire une conférence au profit du journal, cette conférence aura lieu dans les premiers jours de mars. Le sujet sera : « L'anarchie : sa philosophie, son idéal. »

Afin de réaliser quelques fonds pour parer aux premiers frais, nous venons de faire imprimer des cartes donnant droit à l'entrée de la salle, et que nous tenons à la disposition de nos lecteurs, au prix de 0 fr. 50. Prière aux camarades de faire tous leurs efforts pour en placer.

NOTES D'UN PROFESSIONNEL

SUR LE MILITARISME (1)

III

Le propagandiste antimilitaire qui s'adresse à l'armée se trouve en présence de deux éléments, absolument distincts : le corps d'officiers et la troupe.

Dans le corps d'officiers il faut considérer, d'une part, les subalternes, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants; de l'autre, les officiers supérieurs et généraux.

Nous n'avons nullement à compter sur ces derniers : leur cérébralité est trop atrophiée et trop profondément gangrenée par la pratique, ascendante et descendante, de la discipline; ils ont trop d'intérêt au maintien de l'état de choses actuel, pour que l'idée libertaire puisse trouver en eux un terrain convenablement préparé pour y germer et se développer normalement.

Celui qui a tant soit peu vécu dans ce milieu sait fort bien que le quatrième galon fait s'épanouir, définitivement et irrémédiablement, chez le professionnel, les sentiments d'orgueil, de morgue, de brutalité envers l'inférieur, de platitude, de bassesse et de servilité vis-à-vis du supérieur, de dédain et de mépris pour tout ce qui ne touche pas à l'armée.

L'officier supérieur appartient désormais, corps et âme, au *métier*, au *noble métier* des armes. C'est bien le type complet du professionnel qu'a dépeint Hamon.

Il y a encore des indisciplinés parmi les capitaines : au-dessus, non.

Je ne m'occuperai donc que de la catégorie inférieure de la caste, qualifiée par les militaires eux-mêmes : officiers subalternes.

Ceux-ci sont relativement jeunes, et beaucoup d'entre eux ne sont pas encore abrutis par la pratique journalière, constante, du métier. En outre, s'ils commandent, ils obéissent bien davantage, et obéissent à des gens dont, la plupart du temps, l'intellectualité est bien inférieure à la leur. Ils sentent peser de tout son poids sur leurs épaules le lourd fardeau de la hiérarchie, et ceux d'entre eux qui pensent, qui lisent, qui se tiennent au courant du mouvement intellectuel et social de leur époque, sont encore fort susceptibles d'éprouver des révoltes intimes à l'aspect des iniquités et des absurdités dont ils sont journellement témoins, victimes ou auteurs contraints et forcés.

Ce qui empêche ces irritations sourdes de porter fruit, c'est que ceux qui les éprouvent se sentent isolés : ne pouvant communiquer à personne leurs impressions, ils sont obligés de ravaler leurs nausées sans pouvoir s'en soulager par une manifestation extérieure quelconque. Ils ne se doutent pas de leur nombre; ils en seraient étonnés, s'ils se comptaient et la confiance que leur donnerait cette constatation doublerait leur force.

J'évalue à une moyenne de deux à trois par régiment le nombre des jeunes officiers qui se trouvent dans ces conditions.

Ce n'est guère, me direz-vous ! C'est beaucoup, étant donnée la puissance de l'étau dans lequel la discipline resserre et comprime toutes ces intelligences et ces volontés. C'est beaucoup, étant donnés le milieu social dans lequel est recruté le professionnel, l'éducation qui prend ce professionnel dès le berceau, et l'amène par une savante gradation, par la famille, le lycée, le régiment ou l'école militaire, jusqu'à la déformation intellectuelle et morale sans laquelle il n'est pas de *bon officier*. C'est beaucoup, étant donnée l'influence du milieu dans lequel vit le jeune officier, milieu qui ne lui laisse pas un jour, une heure, un instant pour se reconnaître, réfléchir et étudier.

C'est beaucoup, car il faut une solide intelligence et un caractère rudement trempé pour résister aux influences déprimantes de ce milieu et de cette éducation.

Eh bien ! si ces 3 ou 400 jeunes gens se donnaient la peine d'étudier sérieusement le mouvement libertaire (et il y en a qui le font), s'ils entraient en relations, je ne dirai pas avec les *chefs* du parti, car nous n'avons pas de *chefs*, mais avec les militants en vue, journalistes et orateurs anarchistes, ils arriveraient à se connaître, à se compter, à prendre le contact les uns des autres; peu à peu ils coordonneraient leurs efforts, et par une propagande bien entendue, ils feraient à l'anarchie, dans l'armée, plus de prosélytes que n'en pourraient faire ces militants eux-mêmes.

Il ne faut pas cependant se leurrer de vaines illusions : au début, les prosélytes seront relativement peu nombreux. Pour de multiples raisons, la masse du corps d'officiers restera longtemps réfractaire aux idées libertaires, et je sais fort bien que les professionnels ne viendront pas à l'anarchie comme les alouettes au miroir. Mais il ne faudra pas se décourager pour cela, car il ne s'en produira pas moins un sourd travail moléculaire, qui lentement, mais sûrement, désagrégera les principes fondamentaux de toute armée, discipline, obéissance passive, hiérarchie.....

A la première occasion, au premier soulèvement populaire, l'instrument de répression se brisera comme verre entre les mains des gouvernants terrifiés.

Et la révolution sera faite.

(*A suivre.*) MARCEL SUZACH.

(1) Voir les numéros 40 et 41.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

III (*suite*)

Armés de cette méthode, rejetée par la science, ces élèves de l'école réactionnaire et métaphysique de Hegel (2) ont découvert la plus-value.

Qu'est-ce que la plus-value? Était-elle ignorée par les économistes et surtout par les socialistes avant l'apparition du *Capital* en 1867?

« Il nous fut — dit Engels — démontré (par Marx) que la forme fondamentale de la production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier est l'appropriation de travail non payé; c'est-à-dire, l'ouvrier reçoit pour son travail moins que le patron ne reçoit en en vendant le produit. Voyons s'il est vrai que les socialistes et l'économie politique aient ignoré que la richesse de la bourgeoisie est due au travail non rétribué.

Déjà au siècle dernier, nous trouvons des définitions bien exactes de cette part retenue par le patron sur le salaire du travailleur.

« Les physiocrates, dit H. Denis (*Histoire des systèmes socialistes*), désignaient bien nettement la partie retenue par le patron, le propriétaire et tous les exploiteurs. Ils l'appelaient, comme Adam Smith, le *produit net*. Ce grand fondateur de l'économie politique démontre incomparablement mieux que Marx que *toute la richesse est le produit du travail*, et jamais il n'a approuvé, au point de vue moral, que le producteur fût ainsi privé de son produit net.

Au commencement de ce siècle, S. de Sismondi, dans son ouvrage célèbre : *Nouveaux Principes d'économie politique*, a démontré que si l'on déduit les frais de production de la valeur d'échange d'un produit, il en restera un *excédent approprié* par le capitaliste. Cet excédent du travail, Sismondi l'appelle le *surplus-value*. Traduit en allemand, ce sera le *mehr-werth* de Marx, c'est-à-dire la plus-value du texte français du *Capital*. L'ouvrage de Sismondi apparut en 1819, c'est-à-dire un an avant la naissance d'Engels. Sismondi, quoique un homme d'opinion avancée et libérale, n'était pas socialiste, et cette définition de surplus-value fut faite par lui comme un résultat de recherches vraiment scientifiques.

(1) Voir les numéros 37, 39 et 40.

(2) Que le lecteur se souvienne de la définition immortelle de la métaphysique faite par Voltaire. En ce qui concerne Hegel, M. Wundt, plus haut cité, dit :
« Hegel est un vrai philosophe de la Restauration. Il « est plein de la conviction que *l'individu doit servir...* « l'État avec une soumission absolue à une volonté unique. « Dans une forme absolue, il glorifie le constitutionnalisme bureaucratique... L'idée générale de sa philosophie de l'histoire est subordonnée et sert en même « temps à la tendance philosophique de l'époque de la « Restauration. » (Voir le même discours.)

IV

Plus-value et utopisme.

Mais combien fut supérieure la conception de la plus-value et de la vraie cause de la misère du peuple chez les socialistes de l'époque de Sismondi! Et surtout chez Robert Owen et son ami William Thompson... Les blagueurs du socialisme scientifique répètent d'après Engels que Robert Owen était un utopiste, une sorte de rêveur illuminé. C'est complètement faux. D'abord chez Thomas More lui-même, chez cet utopiste classique et l'auteur de l'*Utopie*, il n'y a pas de place pour la fantaisie. Un des plus remarquables savants de son époque, l'ami intime d'Erasme de Rotterdam, l'homme de génie positif, T. More indique le premier que dans la société, basée sur le principe d'exploitation et de la propriété individuelle, il y a à peine un cinquième de la population qui travaille utilement, et que si l'humanité savait s'organiser sur le principe de la solidarité, — un *travail de dix heures* par jour serait plus que suffisant pour créer le bien-être et l'abondance. Les gens de bonne foi ont reconnu depuis longtemps que son ouvrage est « *le premier monument du socialisme moderne* ».

Moins fantasque, si c'est possible, fut le fondateur du socialisme et du mouvement ouvrier de notre siècle, Robert Owen (1771-1858). Le premier, il conçut et établit que puisque le savoir humain est le résultat des impressions du milieu extérieur sur les nerfs (1) et qu'il n'y a pas d'idées innées ou préconçues, le caractère de l'homme doit être aussi le résultat des influences du milieu et des conditions sociales dans lequel l'individu naît et vit. « Alors, dit-il, ce n'est pas l'homme qui est responsable, mais la société et les conditions extérieures. Il faut changer l'ordre social actuel pour alléger les souffrances de l'humanité. » Et pendant toute sa longue vie, il travailla à ce changement des conditions économiques. Dans son usine de New-Lamarck, il organisa pour les ouvriers une existence qui, de nos jours encore, serait considérée comme heureuse; il soutint dans leurs premiers pas Bell et Lancaster et leurs écoles d'enfants, Fulton et son bateau à vapeur; il attira l'attention, éveilla la compassion de Ricardo, de Bentham et de beaucoup d'autres sur l'esclavage des enfants et des femmes dans les fabriques et provoqua en 1802 la première loi de législation du travail. En 1815, alors que l'ouvrier travaillait 14, 16 et 18 heures par jour, il organisa le comité des 10 heures, lequel, aidé par des hommes de cœur comme Oastler, lord Ashley et autres, finit par aboutir en 1847 au vote de la loi des 10 heures. (Cette loi n'est pas encore votée en Allemagne où fleurit le socialisme scientifique.)

Athée, communiste et fédéraliste, R. Owen propageait l'idée que la société *elle-même* doit organiser la production, la consommation et l'éducation intégrale. Ce fut lui qui, en 1836, fut le fondateur de la « Société de toutes les classes et de toutes les nations » — devancière de l'Internationale — dans les séances de laquelle le mot socialisme (pas scientifique) fut employé pour la première fois. En même temps, comme moyen de propagande, il organisa des sociétés coopératives et des marchés libres d'échange avec bons de travail. « Le travail, disait-il aux ouvriers, le 5 décembre 1833, est la source de la richesse et elle pourra rester dans les mains de l'ouvrier lorsque ceux-ci s'entendront à cet effet. Il déploya une activité surhumaine pour créer cette entente, surtout dans les Trades-Unions. En 1833, il réclamait « 8 heures de travail et le minimum de salaire ». La même année, il organisa l' « Union générale des classes productives ». En quelques semaines, on compta plus de 500.000 membres, parmi lesquels il y avait des *ouvriers des campagnes* et des groupes de femmes. Ceci lui permit de créer en 1834 la fédération de tous les métiers avec le titre « Grand National Trade-Union ». Et réellement grand était le mouvement, aussi grand était son initiateur. « L'expansion du mouvement trade-unioniste entre 1830 et 1834, autant qu'il est à notre connaissance (1), surpassait même le mouvement de 1871-75. »

Cet organisateur, homme incomparable en modestie, en dévouement à l'émancipation des déshérités, cet esprit positif, on voulut le faire passer pour un rêveur!... et qui? — les gens qui se disent socialistes, qui répètent quelques formules, quelques revendications isolées, des fragments insignifiants de ses larges conceptions socialistes, de sa noble carrière d'agitateur...

Un autre « utopiste », connu de Marx, un « owenist », W. Thompson, dans son ouvrage: *Social Science, Inquiry*, etc. (1824), développa la plus-value (surplus en anglais) d'une manière saisissante. Après avoir établi que « la richesse est créée par le travail de l'ouvrier » (p. 3-4), il demande: « Pourquoi alors l'ouvrier ne possède-t-il pas le produit tout entier sans aucune réduction (p. 32)? — Parce que, répond-il, sous la forme de « rent », profit, etc., on lui enlève son *surplus*. » Ensuite il pose la question: « Cette spoliation se fait-elle volontairement ou par force? — La force brutale, répond-il, a toujours été employée pour arracher aux pauvres le produit de leur travail, toute l'histoire nous démontre cette vérité; il faudrait des milliers de pages pour en citer des exemples... Si on admet cette retenue d'une part de produit du travail (surplus) sans le consentement du producteur... on sera disposé à justifier la retenue de n'importe quelle autre part (p. 34-35). » « Sans l'emploi de la force, le monopole ne pourrait pas exister (p. 106). » « Aussi longtemps qu'existera le capitalisme, la société restera dans son état pathologique (p. 449). » Dans son ouvrage: *Travail récompensé* (1826), Thompson énumère différentes réformes proposées, et dit qu'elles sont toutes des palliatifs, y compris l'assurance et la pension pour les travailleurs; même le trade-unionisme n'est pas, selon lui, une solution au problème social. Comme ami et disciple d'Owen, il prêche le communisme autonome.

« Travail libre, jouissance absolue du produit de son travail, et échange volontaire », formule Thompson à la page 253.

Découvrir en 1845 le « surplus », si clairement exposé par Thompson en 1824, n'était pas chose bien difficile, surtout quand on connaissait l'ouvrage de Thompson, que Marx cite dans son *Capital*. De cette façon, ma foi! je me charge de découvrir la loi de la gravitation ou la loi périodique de la chimie, ou l'équivalent mécanique de la chaleur. Pourquoi pas? Et après, toujours en imitant Marx et Engels, je réclamerai mes droits à la dictature universelle... Pourvu que Maudsley ou quelque autre psychiâtre ne m'invite pas à pratiquer ma dictature à Charenton, ou à Bedlam.

Pour finir, je dois citer l'opinion de Proudhon, qui est traité par Marx et par ses très scientifiques disciples comme un sophiste ignorant. Tant pis pour Marx si cet « *ignorant* » formula lui-même, en 1845, avec sa franchise habituelle, « l'excédent » ou la plus-value de production. Dans les *Contradictions économiques*, nous lisons:

« Dans la science économique, nous l'avons dit après Adam Smith, le point de vue sous lequel toutes les valeurs se comparent — est le travail (p. 86)...: Dans le sens de l'économie politique, le principe *que tout travail doit laisser un excédent* n'est autre que la consécration du droit constitutionnel que nous avons tous conquis par la révolution de *voler le prochain* (p. 91). »

Proudhon a bien raison de dire qu'au fond des choses, c'est le droit de voler le prochain, car mieux-value, *plus-value*, excédent du travail, surplus, *mehr-werth* signifient la même chose: la part de la valeur d'un produit du travail appropriée par la bourgeoisie. Quelque dénomination qu'on donne à cette part de la valeur, source de l'accumulation capitaliste, son accaparement est toujours en réalité un vol. Toute la sagesse, toutes les lois prétendues du capitalisme se résument comme suit:

1° Acheter la force et l'habileté de l'ouvrier au-dessous de leur valeur;

2° Acheter le produit au prix le plus bas possible chez le producteur;

3° Revendre le même produit au même producteur au plus haut prix possible.

De longue date, le peuple a compris la nature du commerce et du capitalisme, car, dès l'antiquité, les sages grecs avaient choisi le dieu des voleurs, Mercure, comme patron du commerce.

Ces deux chapitres sont peut-être longs et ennuyeux à lire. Mais, je le répète, il est obligatoire pour nous, pour les anarchistes, de se rendre compte de la prétendue science de ceux qui aspirent à la dictature universelle. Nous savons, à présent, à quoi se réduit la valeur de la découverte de la plus-value. Quant à la méthode dialectique, si admirablement cultivée par les sophistes au temps de Socrate (voir *Gorgias* de Platon), nous reconnaissons volontiers que Marx et Engels s'en servaient dans toutes leurs spéculations métaphysiques.

Et c'est justement parce qu'ils s'en servaient que leurs recherches ont abouti à des erreurs formidables. Nous montrerons dans un prochain article que la fameuse loi de concentration du capital, produit par « l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit » est une erreur. La méthode inductive nous montre que le nombre des capitalistes, de ceux intéressés à tenir le peuple en laisse, a triplé depuis l'apparition sur la scène de Marx et d'Engels.

(*A suivre.*) W. TCHERKESSOF.

(1) Locke, Condillac, les Encyclopédistes, Bichat, Magendie, Claude Bernard et autres.

(1) S. Webb, *History of Trade-Unionism*, 1894, p. 314.

DES FAITS

Baisse du militarisme.

. . . .

La disparition déjà menaçante des sous-officiers rengagés serait fatale à la force de l'armée de première ligne, de celle qui subirait le choc de l'invasion et l'épreuve foudroyante de l'attaque.

Malheureusement l'implacable statistique accuse un déchet croissant qui appelle l'attention des hommes responsables et une solution pratique.

Chaque année fait descendre d'un cran le niveau indispensable à l'entraînement de nos régiments.

La loi du 18 mars 1889 fixait le chiffre des rengagés et commissionnés avec prime à 27.593; la circulaire du 29 avril 1892 abaissait ce maximum à 22.469; une autre circulaire du 29 avril 1892 le ramenait, avec une différence insignifiante, à 22.566; mais les circulaires décrètent et les individus disposent.

En 1893, nous avions seulement 21.962 rengagés, 507 de moins que le nombre adopté par le ministre, 5.631 de moins que les prévisions de la loi.

En 1894, nous tombions à 20.566, soit 2.103 au-dessous de la limite ministérielle, et 7.027 de la limite légale.

Au 1er novembre 1895, par un recul continu, nous arrivons à 19.015, c'est-à-dire un total inférieur de 3.551 à celui du ministère, de 8.578 à celui de la loi.

Quant aux rengagés sans prime, ils passent de 637, en 1893, à 376 en 1894 et seulement à 275 en 1895.

. . . .

E. JUDET.

(*Petit Journal*, 28 janvier 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — La loi Merlin-Trarieux, interdisant le droit de grève aux ouvriers de l'État et des chemins de fer, bien que retirée par le présent gouvernement et malgré son opposition, a été adoptée en première délibération par le Sénat. Le précédent ministère, assez inquiet sur les conséquences de cette loi, avait fait tâter en sous-main, par les préfets, sous-préfets et maires, l'opinion des corporations visées et leurs intentions pour le cas où la loi serait votée. Cette enquête avait été, il faut le croire, peu rassurante, car le dépôt du projet avait été indéfiniment ajourné et le bruit avait même couru à diverses reprises que le ministère y renonçait. Mais les barbons du Sénat, avec toute l'obstination qui caractérise les vieillards en enfance, s'y sont cramponnés, histoire de se montrer — telle est du moins leur illusion — utiles à quelque chose ou à quelqu'un.

Ces gens-là courent, de gaieté de cœur, au-devant des plus graves complications dont ils rejetteront ensuite la responsabilité sur les « fauteurs de désordre », les « excitateurs » et leurs « dangereuses utopies ».

Cependant, si, comme cela pourrait arriver, les trois cent mille employés des chemins de fer restaient, un beau matin, chacun chez soi, au lieu de se rendre à leur poste, il serait curieux de voir comment on s'y prendrait pour les obliger à retourner à leur travail. Enverrait-on au domicile de chacun d'eux un piquet de soldats pour les y conduire, de gré ou de force, individuellement?

On objectera qu'une telle grève ne saurait être réalisée, faute d'une entente suffisante entre les ouvriers intéressés. A ces derniers de voir s'ils entendent continuer, par leur manque de cohésion, à entretenir chez les capitalistes une si belle confiance en la durée de leur règne.

*
* *

Le lâche insulteur de femmes, le fusilleur de vieillards et d'enfants, — j'ai suffisamment désigné Galliffet, — va, dit-on, publier ses mémoires.

Est-ce inconscience ou cynisme?...

Nous penchons pour la dernière hypothèse.

*
* *

Dimanche dernier, plusieurs camarades sont allés rendre visite à la tombe de Vaillant. Des précautions extraordinaires avaient été prises comme si le terrible dynamiteur allait surgir de dessous terre et se mettre à la tête des manifestants pour monter à l'assaut de la société bourgeoise. Toutefois, la police s'étant tenue tranquille, « l'ordre » n'a pas été troublé.

*
* *

Dombasle. — Un individu aurait été au violon de Dombasle, commune voisine de Nancy, *toute une semaine sans boire ni manger*. C'est par hasard qu'on l'a découvert dans un état effrayant.

L'oublié avait vainement poussé des hurlements de désespoir durant les six jours de son horrible séquestration. Des passants purent obtenir enfin qu'on ouvrît le cachot. Le malheureux était devenu fou. Il est en ce moment à l'hôpital de Nancy; il a les deux pieds gelés.

Une enquête minutieuse est menée, paraît-il, pour découvrir les auteurs responsables de cette atrocité. Jusqu'ici elle n'a pu aboutir. Cependant un agent de police nommé Denis aurait été destitué.

On ne fera jamais croire à personne qu'il est impossible de savoir qui a enfermé ce malheureux et l'a laissé en pareil état. Et puis, si un agent de police a été révoqué, c'est donc que l'enquête aurait abouti?

*
* *

Carmaux. — Les verriers rentrés à l'usine de l'ineffable Rességuier constituent un syndicat et déposent à la mairie les noms des administrateurs. Aussitôt, Rességuier prévient ceux-ci qu'ils sont renvoyés. Là-dessus, les socialistes parlementaires s'indignent et réclament une sanction pénale à la loi de 1884.

Malheureusement toutes les sanctions imaginables, même les plus sévères, ne feront pas mieux qu'un cautère sur une jambe de bois. En admettant que ces dispositions pénales soient appliquées aux patrons, ce qui est fort douteux, surtout s'ils possèdent la fortune et l'influence d'un Rességuier, ceux-ci n'ont-ils pas mille moyens détournés d'évincer les syndiqués qui leur porteraient ombrage? Croit-on qu'ils auraient la naïveté de les renvoyer parce qu'ils font partie d'un syndicat? Il est ou ne peut plus aisé de trouver un prétexte dans le travail de l'ouvrier, dans sa tenue, son attitude à l'égard de ses chefs, etc., pour s'en débarrasser; et si l'ouvrier congédié invoque la loi, ne sera-t-il pas de la plus grande facilité au patron de lui répondre : « Je ne vous renvoie pas parce que vous êtes syndiqué, c'est votre droit et je le respecte, mais vous ne faites pas mon affaire et je vous remplace; ceci est mon droit de patron et aucune loi ne peut me forcer à vous garder. » Qu'y pourront tous les tribunaux, même les mieux intentionnés, s'il en est?

Ce qu'il faut donc, c'est non pas renforcer la loi de 1884 qui est, à l'occasion, un véritable piège pour les syndicats, mais la détruire et laisser aux ouvriers toute liberté de se grouper comme ils l'entendront pour la défense de leurs intérêts, sans les obliger à une déclaration officielle dont, le cas présent le démontre, un patron peut tirer parti grâce à on ne sait quelle complicité.

André Girard.

*
* *

Montpellier. — Il est, à Montpellier, une usine — un bagne serait mieux — où, pour 49 sous, les ouvriers qui y travaillent sont enfermés de 6 heures du matin à 7 heures du soir, avec défense de sortir de toute la journée, même pour acheter un morceau de pain oublié. Ils sont là six cents, hommes, femmes ou filles, qui, on le pense, sont d'un bon rapport. Les vampires qui les exploitent peuvent faire la noce à leur gré ou bien encore la charité, avec les millions sués par ces malheureux. La presse locale exalte la charité de ces messieurs, mais se tait sur leurs vols et leurs assassinats.

Si l'on demande cependant que faire pour améliorer un régime si criminel, je répondrai que les petites réformes n'amélioreront pas le sort des travailleurs et qu'il n'y a qu'à démolir toutes les usines bourgeoises et à reconstruire le tout sur un terrain communiste-anarchiste pour que chacun puisse manger à sa faim et boire à sa soif.

E. J.

*
* *

Algérie. — Dernièrement, au village de Bouzaria, un habitant, pris de boisson, fut appréhendé par un gendarme qui voulut l'enfermer dans la geôle. La résistance du pochard occasionna un rassemblement. Tout à coup survient le brigadier qui, voulant prouver son zèle, lâche la détente de son revolver et laisse sur le carreau un homme de vingt-huit ans, enfant du pays, fils d'une honnête famille.

Respect à l'autorité.

(*D'après une correspondance locale.*)

Suisse.

Joli monde. — Il n'est pas sans intérêt d'apprendre à connaître les qualités des hommes qui se sont mis à la tête du parti social-démocrate, surtout quand il s'agit d'un meneur étant — comme le sont la plupart des élus socialistes — fonctionnaire public.

Fischer, commissaire de police à Zurich, l'un des meneurs du parti socialiste étatiste, avait été arrêté, mais comme les loups ne se mangent pas entre eux, le conseil d'État l'a fait élargir sous caution. Le substitut du procureur général, qui n'est pas en très bons termes avec le policier Fischer, apprenant la mise en liberté de l'inculpé, a immédiatement envoyé sa démission au conseil d'État et l'a motivée ainsi : « Contrairement à la loi, le parquet qui doit être entendu avant de procéder à l'élargissement d'un prévenu, ne l'a pas été. A la manière dont la justice judiciaire est faite, il m'est impossible de continuer à remplir mes fonctions. »

A son tour le procureur du district chargé de l'instruction de l'affaire Fischer, voulant ménager la chèvre et le chou, a demandé à être déchargé de cette affaire. Enfin, le gouvernement, pour rassurer ses ouailles, a fait la promesse qu'il ne commettrait plus de si flagrante illégalité.

Pendant une séance fort agitée du grand conseil, le commissaire de police Fischer a été qualifié de héros de la galanterie, de paladin de brasserie, d'alcoolique; et il a été accusé d'avoir, dans ses fonctions de chef de la police zurichoise, fait preuve d'une moralité personnelle douteuse, etc., etc.

Quant aux amis du policier, ils font courir le bruit que ce Fischer s'en tirera avec une simple amende. Rien n'est plus probable.

Trois mouchards russes, surpris en flagrant délit de vol d'une malle dans la gare de Zurich, furent arrêtés; aussitôt leur identité établie, ils furent relâchés. L'affaire Fischer fait comprendre bien des choses, y compris la non-poursuite des trois mouchards.

*
* *

A ceux qui croient au progrès dans la machine judiciaire, racontons ce triomphe de la *fôorme* alliée à la duplicité; digne exploit des juges du Tribunal fédéral; tribunal d'organisation récente et dont la réputation est grande parmi les juristes.

Le tribunal des prud'hommes de Genève avait donné gain de cause à M. Landwing dans son différend avec M. Georg et Cie; le Tribunal fédéral a cassé ce jugement.

M. Landwing, après avoir été pendant douze ans l'employé de M. Georg et Cie, libraires à Genève, a été renvoyé en mai 1895, par pure raison d'économie. En entrant chez M. Georg et Cie, il avait pris l'engagement de ne s'établir ni comme commis, ni comme employé dans une librairie du canton de Genève pendant quatre ans, à dater de sa sortie de chez M. Georg et Cie. Les prud'hommes avaient admis — ce que le bon sens indique — que, étant donnée la cause du départ de M. Landwing, cette clause ne pouvait lui être applicable.

Pour le Tribunal fédéral siégeant à Lausanne, l'équité n'existe pas; il y a le droit — pas le droit naturel, mais le droit écrit.

L'employé, M. Landwing, n'a pas usé ses fonds de culottes sur les bancs des facultés à ouïr les Pandectes; il a demandé au tribunal, comme chacun de nous l'eût fait à sa place, de déclarer la *nullité de l'engagement* contracté avec les libraires Georg et Cie, tandis qu'en langage juridique, il devait demander que *cet engagement ne ressortit aucun effet*. Cette ignorance... coupable, disons le mot, du glossaire juridique a causé la perte de son procès.

Connaître le code et le jargon des professionnels du prétoire, n'est-ce pas là le premier de nos devoirs?

La partie adverse et le Tribunal fédéral, en gens convenables, se sont bien gardés d'aviser M. Landwing.

Le tribunal a jugé, puis déclaré d'abord : « Qu'il était certain que l'engagement ne pouvait déployer aucun effet, étant données les circonstances dans lesquelles Landwing avait quitté Georg et Cie. »

Pour tout homme parlant français, la lecture de ces lignes annonce que Landwing a gagné son procès.

Seulement il y a un mais : « mais le tribunal a ajouté : Landwing n'a pas soumis aux juges prud'hommes la question de savoir si, étant données les circonstances, *l'engagement ne pourait déployer aucun effet*; il a conclu à la *nullité* de cet engagement; *ergo*, ses conclusions ne peuvent être admises! »

M. Landwing ne devait pas réclamer la *nullité*: il devait demander que *l'engagement devînt lettre morte* — alors il aurait gagné son procès. Question de mots! Rouerie bien digne de la basoche! M. Landwing a dû payer une centaine de francs de frais, et le voilà dans l'impossibilité d'exercer sa profession à Genève pendant une durée de quatre ans.

Oh! que c'est beau la justice helvétique!!!

Lux.

Etats-Unis.

Chicago. — Encore un de ces drames de la misère comme il s'en produit trop souvent. Une famille entière vient de se suicider. Hougaard, sa femme et ses cinq enfants ont été trouvés asphyxiés. Par quelles angoisses ont dû passer ces malheureux pour recourir à cet acte désespéré, pour entraîner dans la mort les jeunes êtres qu'ils devaient tant chérir!

Dans toutes nos grandes villes, un grand nombre d'infortunés, jeunes et encore robustes, ne demandent qu'à travailler, fût-ce à n'importe quel prix, et ne réussissent pas à trouver le moindre travail. Celui-ci se fait de plus en plus rare, à mesure qu'augmente la production, et ces malheureux se voient réduits à l'alternative ou de se suicider ou de voler, jusqu'au jour où une troisième solution leur apparaîtra, celle de la révolte.

Les grands journaux citent ces faits laconiquement, sans aucun commentaire. Ils se gardent de montrer ce contraste : superflu chez les uns, dénuement chez les autres. Et cela après plus d'un siècle de suffrage universel ! Il est temps pour les travailleurs américains d'ouvrir les yeux, de regarder en face la réalité et de ne plus se laisser berner par une fausse croyance dans une liberté qui n'existe que dans les programmes électoraux, dans un laisser-aller qui, petit à petit, nous mène à un état de choses pire que l'esclavage dont souffraient les nègres et qui étouffe en nous tout sentiment de dignité.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

Les camarades de langue allemande sont prévenus que le livre de A. Hamon : *Psychologie des Berufssoldaten*, vient de paraître à Leipzig, chez l'éditeur Aug. Dieckmann.

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XII*e. — Dans le courant de l'année 1893, nous avions jugé utile de fonder une bibliothèque sociologique et littéraire.

Cette bibliothèque fonctionnait déjà, quand les persécutions de 1894 dispersèrent ses membres et les obligèrent à abandonner leur projet.

Depuis, sans être restés inactifs, la plupart de nos camarades se trouvaient sans cohésion et la propagande qu'ils espéraient faire s'en trouvait amoindrie.

Aussi estimons-nous plus que jamais nécessaire de reconstituer sur les mêmes bases cette bibliothèque, car nous considérons que le livre est d'un grand secours pour l'éducation des masses, quand il renferme des vérités incontestables.

Le but que nous nous proposons sera donc de faire connaître aux travailleurs par la lecture et aussi par des causeries les véritables causes de leur exploitation, cette autorité qui les broie et qu'ils respectent encore, ces religions en qui ils ne croient plus, mais qu'ils acceptent par routine, le tout formant un ensemble d'injustices et d'erreurs que l'homme libre de préjugés doit saper dans la base.

Nous avons compris que les hommes que nous voulons amener à nos idées, il faut les rechercher parmi ceux qui aiment lire et faire dans les lectures à leur offrir une bonne sélection.

En dehors des ouvrages traitant de la psychologie et de la sociologie, nous intéresserons nos camarades à la littérature moderne, cette littérature attaquant les convenances, la routine, critiquant nos mœurs et nos coutumes actuelles, susceptible de relever chez l'individu le sentiment de sa dignité personnelle et de réveiller en lui les sentiments révolutionnaires depuis si longtemps étouffés.

Tel est notre but. Puissions-nous être encouragés par l'activité et le dévouement de nos camarades et aussi par des dons de brochures.

Adresser les envois au compagnon Lafond, cordonnier, 193, avenue Daumesnil.

Pour le groupe : A. Denéchère.

*Les Libertaires du XIII*e, maison Bénétaud, 50, avenue des Gobelins. — Samedi 15, conférence par le compagnon Guyard, sur *le Communisme dans l'antiquité.*

*Jeunesse libertaire du XIV*e. — Dimanche 16 février, grande matinée familiale et causerie par le camarade Jules Bard, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, salle Marius Bois, 106, rue Denfert-Rochereau.

Entrée libre.

*Les Libertaires du XIV*e. — Samedi 15 février, soirée familiale et causerie sur *le Suffrage universel*, à 8 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans.

Entrée libre.

Réunion de la *Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XII*e, samedi 15 février, à 8 h. 1/2, au local habituel.

Ordre du jour : Organisation d'une réunion au profit d'un local. — Causerie.

*Les Libertaires du VI*e. — Réunion le lundi 17 février, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue Mabillon (Marché Saint-Germain).

*Jeunesse anarchiste du XV*e. — Réunion d'étude le vendredi 14 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Mas, 103, rue du Théâtre.

Dimanche 16 février, même salle, soirée familiale. Causerie par un camarade, chants, poésies.

Nous avons reçu trop tard, pour ce numéro, une lettre de Lapie, que l'impartialité nous oblige à insérer. Ça sera pour le prochain numéro.

Paris. — Dimanche 16 février, à 2 heures, dans les salons du restaurant Coquet, Victor Barrucand parlera sur *l'émancipation économique.*

Entrée : 50 centimes.

Les conférences qu'il doit faire à Marseille et à Toulon sont reculées de huit jours à cause du carnaval.

Aux *Egaux du XVII*e *arrondissement*, 68, rue Demours, salle Héral, grande réunion publique samedi 15 février, à 8 h. 1/2 du soir. Sujet : *L'abstention et le suffrage universel.*

Après la conférence, chants et poésies.

Entrée facultative.

Tous les mercredis et samedis, causeries sur divers sujets.

Le compagnon B. d'Annonay a fait une souscription pour les *Temps Nouveaux* et va en faire une pour la *Sociale;* il engage tous les copains, palissonneurs et mégissiers, qui veulent voir l'avènement de la liberté, à en faire autant. Personne n'ignore que rien ne se fait sans l'argent — en attendant qu'on le supprime.

Un de nos amis possédant une collection du Révolté *de Genève, années 1879 à 1885, la met en vente au prix de 100 fr., au profit de la propagande.*

Boulogne-sur-Seine. — La *Jeunesse révolutionnaire libertaire* se réunit 1, route de la Reine, maison Cantillon, tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir. Les copains qui pourraient disposer de brochures et bouquins pour la bibliothèque peuvent les envoyer au camarade Lévêque, 10, rue Thiers, à Boulogne-sur-Seine.

Cette. — Les camarades cettois se rencontrent tous les jeudis et tous les samedis au café Ysoir, rue Nationale.

Un appel chaleureux est fait à tous les amis connus et inconnus pour assister à ces réunions.

Saint-Etienne. — Les camarades qui désirent se cotiser pour prendre connaissance des différentes revues libertaires qui paraissent, sont invités à se rendre au « Bon Coin Stéphanois », le samedi 22 février.

Reims. — Samedi 15 février, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale publique donnée par la *Jeunesse libertaire rémoise*, salle Darsonval, rue des Romains, en face le bal. Causerie par plusieurs camarades sur l'Autorité et la Liberté et les différentes formes de socialisme.

Poésies et chants révolutionnaires.

Entrée gratuite.

Troyes. — Dimanche dernier, rue de la Grande-Courtine, a eu lieu, au profit des *Temps Nouveaux*, une soirée familiale organisée par les libertaires troyens qui n'ont rien de commun avec les érecteurs imbéciles et sectaires du monument patriotique de Sainte-Savine. Cette soirée, qui s'est passée gaiement avec une entente parfaite devant une nombreuse assistance, malgré la présence de deux sergots qui ont stationné toute la soirée devant la porte dans l'espoir de *travailler* et de troubler l'ordre, nous a démontré une fois de plus que les anarchistes sont capables de s'entendre librement, et sans autorité.

En effet, tous ont chanté des chansons comiques, romances, duos, poésies et chœurs, avec un entrain remarquable.

AVIS

Nous prévenons les camarades de province que nous tenons à leur disposition, au prix de 6 fr. le cent, la nouvelle brochure de Hamon : Patrie et Internationalisme.

L'exemplaire seul, 10 centimes dans nos bureaux, 0 fr. 15 par la poste.

A NOS DÉPOSITAIRES

Nombre d'entre eux n'ont pas répondu à l'envoi de leur bordereau mensuel. Nous les prions d'avoir à en tenir compte le plus vite possible, car nous avons besoin de rentrer dans nos fonds. Nous cesserons tout envoi après un deuxième avis resté infructueux.

A LIRE

A la recherche du clou, par Léon de Rosny, *La Paix*, 13 janvier.

L'Honnête homme, par J. Richepin, *Journal*, 8 février.

Chair à expériences, par L. Descaves, *Echo de Paris*, 9 février.

Lettres d'un capitaine en retraite, *La Sociale* du 9 février.

PETITE CORRESPONDANCE

Mme Petit, à Valence. — Lisez la petite correspondance du n° 40.

Bruxelles. — Reçu le n° 90 de l'*Endehors.* Merci.

M. C., à Saint-Henri. — *Entre paysans* épuisé.

B., à Victor la Coste. — Avions marqué « fin » janvier et non le 9 janvier.

C., à Reignac. — Le *Potager Gressent*, 7 francs chez Gouin, édit., rue des Ecoles, 62. — *Culture maraîchère* de Pons, je ne sais pas.

L. R., à Buenos-Ayres. — Lu les *Instincts;* à notre avis, vous êtes à côté de la question. Vous considérez les instincts comme une chose innée, tandis que, d'après la science actuelle, ils sont une adaptation à des conditions extérieures, devenus inconscients par leur répétition, mais certainement acquis au cours de l'évolution.

X. — Reçu l'extrait de l'étude de Paul Olive. Intéressant, mais en dehors de l'ordre d'idées que nous défendons.

D., à Londres. — Nous n'avons pas la brochure en question.

X. — Lu *Le Préau*, de Maret. — Pas mauvais, mais il y aurait des restrictions à faire. Il ne faut prendre que les morceaux de choix.

L'Avvenire Sociale, à Messine. — Pouvez-vous nous envoyer votre numéro 1 que nous n'avons pas reçu ?

S., à Nîmes. — J'ai bien lu l'article de Coppée, mais n'ayant pas lu le livre dont il parle, j'ignore à qui il fait allusion. — Oui, il paraît en ce moment beaucoup de bons articles, c'est pourquoi nous ne pouvons les reproduire tous. — Bientôt, j'espère.

H., à Nancy. — La brochure de Gohier coûte 0 fr. 75 pièce.

A. L. — Lu *Aux repus.* — Les vers que vous nous envoyez sortent de la moyenne de ceux que nous recevons, mais ils n'ont rien de révolutionnaire, malgré leur violence voulue. Au fond, ce n'est que de la mendicité avec menace.

Reçu pour la famille Monod : Béziers, 5 fr. — P., à Nîmes, 5 fr. — Amiens, 3 fr. — Nous avons fait à la compagne de Monod un troisième envoi. Nous lui en ferons un quatrième cette semaine. Prière aux camarades d'adresser directement à son nom, maison Ehrard, rue Hugues-Aubriot, Dijon.

Reçu pour la compagne de Moineau : Genève, L. B., 3 fr.

Reçu pour le journal : C., à Houssaye, 0 fr. 50. — F. V., à Coalgate, 20 fr. — P. M., 5 fr. — Béziers, 10 fr. — Une camarade, 1 fr. — V. P., à Levallois, 5 fr. — V., à Bourges, 1 fr. — Deux amis de Reignac, 1 fr. 50. — E. J., Italie, 2 fr. — Riska, 5 fr. — Troyes, collecte remise par la *Sociale*, 3 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 60. — G. G., à Langon, 0 fr. 25. — Genève, souscription ouverte le 22 janvier : L. B., 2 fr.; L. A., 2 fr. 50; E. A., 2 fr.; Un groupe, 5 fr.; L. B., 13 fr. 50. En tout : 25 fr. — C. par H., à Nancy, 0 fr. 50. — De Troyes, 3 fr. 50. — F., au Mans. — D., à la Haye, 1 fr. — Merci à tous.

A. A., à Estagel. — D., à St-Quentin. — R., à Ortobello. — L., à Montceau. — R., à Deville. — C., à Arcis. — L., à Bruxelles. — T., à Thiers. — B., à Annonay. — M., à Nonancourt. — S., à Cette. — V., à Perpignan. — Mme A., à Elbeuf. — N., à Alger. — S., à Lyon. — Mme R., à Villiers. — C., à Marseille. — C., à Nice. — D. et M., à la Haye. — C. P., à Lisbonne. — B., à Nantes. — G., à Cette. — C., à Dijon. — R., à Tours. — A. L., à Chambois. — Flacdal. — B., à Roncegno. — P., à Thuir. — Ciencia, à Barcelone. — D., à Ganges. — P., à Brieulles et W., à Lausanne (par la *Sociale*). — B., à Toulon. — T., à Nouzon. — R., à Romans. — E., à Montpellier. — T., à Dresde. — G., à Langon. — C., à Apt. — L., à Jemmepes. — D., à Angers. — J. B., à Weir City. — G., à Charleroi. — M., à Reims. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 43

DIX CENTIMES

DU 22 AU 28 FÉVRIER 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Nous allons faire tirer quelques affiches pour annoncer la conférence de notre ami Kropotkine; nous en mettrons, dès la semaine prochaine, à la disposition des camarades qui voudraient en afficher dans leur quartier.

NOTES D'UN PROFESSIONNEL

SUR LE MILITARISME (1)

IV

Comment arriverons-nous à inoculer au troupier le virus anarchique? Telle est la question que se posent souvent les camarades qui comprennent de quelle importance est, pour le succès de la révolution, l'adhésion de l'armée à la cause libertaire.

Deux moyens de propagande se présentent à nous :

1° Les conférences;

2° Le livre (journal ou brochure).

Le premier de ces procédés serait d'un grand effet sur certaines natures : mais il est, dans la pratique, d'une application difficile, presque irréalisable.

Dans les grands centres, Paris, Marseille, Lyon... il est relativement facile au troupier de fréquenter les réunions anarchistes : il n'est pas connu, peut se perdre dans la foule, et pour peu qu'il ait quelques relations, quelque copain en ville, il lui est aisé d'emprunter des effets bourgeois et d'entraîner quelques camarades, également déguisés en *électeurs*.

Mais, dans la plupart des garnisons de province, le soldat se heurterait à des difficultés matérielles insurmontables, et ce n'est qu'exceptionnellement que notre ami Sébastien Faure, dans sa prochaine tournée, pourra compter au nombre de ses auditeurs quelque troupier égaré, et qui risquera gros, le pauvre diable !

La propagande par les conférences est donc à écarter, ou du moins, tout en ne manquant pas de l'utiliser chaque fois qu'on le pourra, il ne faut en attendre que des résultats de minime importance, et pour ainsi dire négligeables.

La propagande par le journal et la brochure (surtout la brochure) rendra des services incontestablement plus considérables. Une brochure de deux sous, ça se met dans la poche : ça se prête aux camarades; ça se lit le soir, à la chambrée, en dehors de la surveillance du sous-officier (je ne compte pas le caporal, plus persécuté que persécuteur).

Le troupier intelligent, forte tête, vaguement lettré, est généralement écouté de ses camarades, et son influence sur eux est quelquefois très grande.

Nous devons utiliser cette influence pour la propagation de l'idée anarchiste, et, pour cela, il faut répandre à profusion nos brochures dans les casernes.

Ah ! je sais bien que ce n'est pas commode : les colonels ouvrent l'œil, et l'adjudant, le chien du quartier, ce représentant militaire de la rousse, fait généralement bien son service d'espion et de mouchard. Mais le soldat, ce grand enfant, aime le fruit défendu, et est souvent expert dans l'art délicat de tromper la surveillance de l'autorité. Une fois franchi le poste de police, la brochure fait en catimini son petit bonhomme de chemin, et exerce sur l'*esprit militaire*, déjà bien malade, des ravages plus sérieux qu'on ne pourrait le croire.

Et quelle portée considérable peut acquérir cette propagande, lorsque le soldat sait que tel ou tel de ses chefs est un fervent adepte des doctrines exposées dans ce petit bouquin de deux sous, tout crasseux, qui court de main en main dans les chambrées !

Aussi serait-il bon que cette propagande par le livre eût comme auxiliaire une propagande muette faite par les quelques amis que nous pouvons avoir dans les rangs des professionnels. L'officier peut, de tant de manières, laisser entrevoir à ses subordonnés qu'il « en est »... L'ordonnance n'est pas sans avoir remarqué, sur la table de son « patron », tel journal, telle brochure dans lesquels, curieux par nature et par fonction, il n'aura pas manqué de mettre son nez. De là à raconter le soir à la chambrée que « le capitaine (ou le lieutenant) lit des journaux anarchistes », il n'y a qu'un pas qui est vite franchi.

Pour peu que l'officier soit aimé de ses hommes, ce qui arrive toujours lorsqu'il a des idées libertaires et qu'il traite ses subordonnés en camarades, le résultat ne se fait pas attendre : la propagande est amorcée, et les occasions ne manqueront pas qui lui permettront de s'étendre et de se préciser.

C'est alors le moment venu pour la brochure de faire son apparition dans les chambrées. Elle trouvera des cervelles toutes préparées, par le seul fait que l'officier *Un tel*, qui est un « bon bougre », partage les idées qui y sont développées.

Le type de ces brochures destinées aux casernes est encore à trouver. Elles doivent être conçues dans un langage vulgaire et très clair : pas de grossièretés, pas de mots orduriers, pas de violentes attaques contre le militarisme; mais surtout des narrations simples de faits arrivés et portant en eux-mêmes leur conclusion et leur morale; des conseils pratiques aux soldats sur la manière dont ils doivent se conduire au cas où ils seraient mis en présence de leurs frères révoltés.

Le dialogue, la scène à deux ou trois personnages, sont des formes excellentes à adopter, et tout à fait à la portée de la mentalité simpliste du troupier.

Le *Catéchisme du soldat*, de Maurice Charnay, pourrait servir de modèle à quelques-unes de ces brochures, mais il y a mieux à faire. Il ne manque pas de jeunes écrivains libertaires, qui, ayant reconnu que si nous gagnons le soldat, la révolution sera faite, s'empresseront de mettre au jour quelques productions *ad usum militis*.

Mais il y a un troisième mode de propagande dont je n'ai pas encore parlé, et vers lequel doivent tendre tous nos efforts, car il est le plus sérieux et le plus efficace. La propagande faite *avant l'incorporation*, exercée sur des esprits jeunes et ardents, sur des caractères non encore émasculés par la compression disciplinaire, fournira à l'armée des contingents d'avance rebelles à toute soumission.

Il faut, en outre, qu'elle arrive à augmenter dans de fortes proportions le nombre des *insoumis*, de façon à mettre sur les dents la gendarmerie et les conseils de guerre, et à provoquer dans les familles de ces insoumis, par les condamnations de plus en plus nombreuses, la haine et l'horreur du régime militariste.

L'idée anarchiste fera ainsi son chemin dans l'armée et arrivera à réduire à néant tous les préjugés basés sur les monstrueuses entités de discipline, de gloire et de patrie.

L'armée sera alors mûre pour jouer son rôle futur : prêter son concours au peuple insurgé et tourner ses armes contre les gouvernants et les possédants qui l'entretiennent pour leur sécurité; dernière et grandiose mission qu'elle aura à accomplir avant son définitif licenciement, et qui assurera d'une façon complète et inéluctable le triomphe de la Révolution sociale.

MARCEL SUZACH
(*officier de l'active*).

(1) Voir les numéros 40 à 42.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

V

Superstition fataliste sur la concentration du capital.

Chaque époque historique, chaque parti politique ont été entichés de telle ou telle idée fausse et souvent nuisible, admise pourtant par tout le monde comme une évidence. Des hommes de grande capacité et de grand talent subirent l'influence de pareilles idées, aussi bien que les esprits de second ordre qui acceptent les opinions d'autrui sans s'inquiéter de leur valeur. Et si, par hasard, l'une de ces fausses appréciations vient à être, après discussion, formulée sous une forme scientifique et philosophique, sa domination néfaste s'étend alors sur plusieurs générations.

Il est une formule, une loi erronée, en laquelle nous tous, les socialistes sans distinction d'écoles ni de fractions, avons une foi aveugle. Je parle de la loi de concentration du capital formulée par Marx et admise par tous les écrivains et orateurs socialistes du monde entier. Entrez dans une réunion publique, prenez la première publication socialiste, — vous y entendrez ou lirez, que, d'après la loi spécifique du capital, ce dernier se concentre entre les mains d'un nombre de capitalistes de plus en plus restreint, que les grandes fortunes se créent aux dépens des petites, et que le gros capital s'accroît par l'expropriation des petits capitaux. Cette formule si répandue est la base fondamentale de la tactique parlementaire des socialistes

(1) Voir les numéros 37, 39, 40 et 42.

d'Etat. Avec elle, la *solution* de la question sociale, conçue par les grands fondateurs du socialisme *moderne comme* une complète régénération de l'individu ainsi que de la société au point de vue économique et moral, devenait si simple et si facile... Pas besoin d'une lutte économique de chaque jour entre l'exploiteur et l'exploité, nulle nécessité de pratiquer dès aujourd'hui la solidarité entre les hommes... rien de semblable. Il suffit que les ouvriers votent pour les députés qui se disent socialistes, que le nombre des derniers augmente jusqu'à devenir une majorité au Parlement, et alors on décrétera un collectivisme ou communisme d'Etat et tous les exploiteurs se soumettront paisiblement au vote du Parlement. Les capitalistes seront obligés de se soumettre sans tenter la moindre résistance, car leur nombre, selon la loi de concentration capitaliste, sera *infiniment* diminué.

Quelle belle et facile perspective! Pensez donc! sans effort, sans souffrance, une loi fatale de concentration du capital nous prépare un avenir de bonheur. Il est si attrayant d'envisager les difficultés insurmontables d'un problème ardu au travers des couleurs les plus riantes, surtout quand on est illusionné au point d'avoir la profonde conviction que la science elle-même, la philosophie moderne nous enseignent cette vérité si consolante. Et justement cette prétendue loi présente, dans l'exposé de Marx, tous les attributs d'une vérité absolue de la science et de la philosophie modernes.

« L'appropriation capitaliste, lisons-nous « dans le *Capital*, page 342, édit. française, conforme au mode de production capitaliste, « constitue la première négation de cette pro- « priété privée qui n'est que le corollaire du « travail indépendant et individuel. Mais la « production capitaliste engendre elle-même sa « propre *négation avec la fatalité qui préside* « *aux métamorphoses de la nature*. C'est la né- « gation de la négation... » (*triade* absurde de la dialectique métaphysique!) « L'expropria- « tion s'accomplit par le jeu des lois imma- « nentes de la production capitaliste, *lesquelles* « *aboutissent à la concentration des capitaux*. « Corrélativement à cette centralisation, à « l'EXPROPRIATION DU GRAND NOMBRE DE CAPITA- « LISTES PAR LE PETIT, se développent... A me- « sure que *diminue* le nombre des potentats « du capital *qui usurpent* et *monopolisent* tous « les avantages de cette période d'évolution « sociale, s'accroît la misère. » (*Capital*, p. 342, édition française.)

Oui, la misère s'accroît, mais non chez la bourgeoisie, non chez les petits capitalistes, mais bien chez les ouvriers, chez les producteurs.

Depuis la publication du *Capital*, il s'est écoulé trente ans; depuis que Marx formula cette loi qui doit agir « avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature », cinquante ans pleins se sont écoulés. Selon toute probabilité, la loi devrait être justifiée au moins par quelques phénomènes économiques. Durant ce temps-là, la production et l'échange ont pris un élan inouï, les immenses fortunes privées, des milliards ont surgi, des compagnies colossales se développèrent... selon cette loi, il faudrait que le nombre des petits capitalistes ait diminué. En tout cas, *aucun accroissement dans leur nombre ne devrait avoir eu lieu*... n'est-ce pas? Essayons de voir ce que nous dit la statistique d'Angleterre. Je me borne à ce pays, parce qu'il est renommé pour un pays de production capitaliste par excellence, et parce que Marx lui-même basait toutes ses spéculations dialectiques sur l'analyse de la vie économique d'Angleterre, sans tenir compte du restant de la terre.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

A rectifier une erreur qui s'est glissée dans l'article du dernier numéro. Ce n'est pas *dix* heures de travail que demandait T. More, mais *six*.

DES FAITS

Les conditions du travail dans les mines (1).

(*Suite*)

Dans un précédent article sur les conditions du travail dans les mines, nous avions divisé les exploitations, autres que les houillères, en quatre parties, savoir : 1° les mines de fer; 2° les mines métallurgiques autres; 3° les minerais bitumeux et de substances diverses; 4° les concessions de sel gemme.

On compte environ 12.500 ouvriers employés à ces différentes exploitations, dont 8.621 ouvriers, 177 jeunes gens et 76 enfants employés à l'intérieur et 2.977 ouvriers, 263 jeunes gens, 343 femmes et 231 enfants employés à l'extérieur.

Les mines de fer, les plus importantes, emploient 4.231 ouvriers de fond et 889 de jour; les centres les plus importants sont les départements de Meurthe-et-Moselle, de l'Aveyron, du Gard, de Saône-et-Loire, de l'Isère, etc., etc. Le salaire moyen est d'environ 4 fr. 32 pour les ouvriers de fond et 3 fr. 28 pour les ouvriers de jour. La durée moyenne du travail ne dépasse pas 5 jours par semaine.

Pour les mines métallurgiques autres que le fer, l'on compte environ 3.512 ouvriers de fond et 2.561 de jour. La durée du travail ne dépasse guère 5 jours par semaine, environ 250 à 260 jours dans l'année. Le gain moyen est de 3 fr. 66 pour les ouvriers de fond et de 2 fr. 76 pour les ouvriers de jour. Nous citerons cependant un cas presque unique dans la métallurgie : dans l'Aveyron, le gain des ouvriers de jour ne dépasse pas 1 fr. 30 pour dix heures de travail.

Les centres les plus importants sont les départements de l'Aveyron, du Rhône, de la Loire, d'Ille-et-Vilaine, du Puy-de-Dôme, du Var et de la Corse.

Pour les minerais bitumeux et autres substances diverses, on compte environ 690 ouvriers de fond et 135 de jour, dont la durée de travail est d'environ 275 jours dans l'année. Le salaire journalier est d'environ 3 fr. 99 pour les ouvriers de fond et de 2 fr. 79 pour les ouvriers de jour. Les centres les plus importants sont les départements de l'Allier, du Gard, du Puy-de-Dôme, de Saône-et-Loire et de Vaucluse.

Les concessions de sel gemme, qui ne sont en France qu'au nombre de six, n'occupent que 178 ouvriers pour le fond et 130 de jour. Le salaire est d'environ 4 fr. 45 pour les premiers et 3 fr. 41 pour les seconds. Le travail est d'à peu près 270 jours par an.

Ici se termine notre étude sur les conditions du travail dans les mines.

Comme on a pu le constater, la situation d'une des plus importantes fractions du prolétariat est loin d'être brillante.

Travail des femmes et des enfants, salaires de famine, tout ce que la bourgeoisie capitaliste peut trouver de plus ignoble en fait d'exploitation pèse sur toute cette classe si intéressante de travailleurs. Pour faire suite à ce travail, nous étudierons dans un prochain article les conditions du travail dans les différentes branches de la métallurgie qui, avec les exploitations minières, sont les plus considérables.

P. DELESALLE.

(1) D'après le *Bulletin* de l'Office du Travail.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Le ménage parlementaire est en bisbille. Monsieur — le Sénat — veut renvoyer son personnel domestique que Madame — la Chambre — tient à conserver. Situation grave, disent quelques-uns, et grosse, peut-être, de conséquences! Les partis soi-disant avancés se frottent les mains, car cette querelle peut nous conduire ni plus, ni moins à la révision de la constitution!

Et après?... Quand on réviserait vingt fois la constitution, est-ce là ce qui portera remède à la situation économique? Est-ce cela qui empêchera la surproduction et l'encombrement des produits en magasin d'occasionner le chômage? N'y aura-t-il plus d'exploiteurs ni d'exploités? Et toutes les lois protectrices du travail que l'on nous fait espérer après la disparition du Sénat, empêcheront-elles un Lességuier d'affamer toute une contrée de par son droit de propriétaire et de détenteur des instruments de production?

Quand donc disparaîtra ce préjugé de l'influence politique sur la vie économique? Que l'on comprenne donc que ces dissensions ont tout juste la valeur de querelles de ménage!

* * *

Il se prêche en ce moment à Sainte-Clotilde et ailleurs une croisade contre la traite des noirs encore en usage au centre de l'Afrique. Des détails épouvantables sont donnés sur les mœurs des peuplades faisant ce commerce. C'est ainsi, par exemple, que dans certaines contrées la vente ne se fait pas en vue de se procurer des esclaves pour le travail, mais c'est un véritable marché de boucherie. Les esclaves sont exposés et l'amateur qui ne peut se payer un homme entier choisit un membre qui est marqué ensuite à la craie. Un second client vient qui choisit un autre membre, et ainsi de suite jusqu'à ce que le corps entier ait été acheté. Alors, on décapite purement et simplement le malheureux, on le dépèce et chacun emporte le morceau qu'il a choisi.

C'est horrible, n'est-ce pas?... Mais ces pratiques abominables ont au moins le mérite de la franchise et l'excuse de l'inconscience. Chez nous, les malheureux qu'une industrie délétère tue à petit feu, au su de tous, pour l'enrichissement d'un patron, ceux que la misère use lentement durant des années, alors qu'il y a assez de richesses pour tous, aimeraient certes mieux la mort rapide de ces noirs que l'agonie lente dont ils souffrent. Et quelle différence y a-t-il entre un patron qui fait crever des légions d'esclaves blancs pour arrondir son magot, et un consommateur qui vient au marché acheter un gigot d'homme, comme c'est la coutume dans son pays? Le second me paraît, à coup sûr, moins criminel que le premier.

Mais il n'y a, certes, aucun danger que les prêtres, amis des riches et flatteurs des puissants, s'efforcent de soulever l'indignation générale contre la traite des blancs en usage chez nous. Non, aux esclaves d'ici, ils prêchent la résignation et leur promettent une ample compensation dans l'autre monde.

* * *

TOULON. — Le soldat Pierre Dumas a été trouvé mort dans sa cellule à la prison maritime, au fort de Lamalgue. Rengagé au 4e d'infanterie de marine, Dumas avait déserté, et après avoir été arrêté, il avait été condamné à trois ans de prison.

A la suite d'un pari stupide fait avec ses codétenus, il s'enivra avec de l'alcool non rectifié servant à vernir les chaises. Son état devint tel qu'on l'enferma en cellule. Le lendemain, en lui portant son déjeuner, on le trouva mort. L'examen du corps démontre qu'il a dû endurer d'horribles souffrances.

Enfermer en cellule un homme atteint d'une crise mortelle d'alcoolisme, au lieu de l'envoyer soigner à l'hôpital, on reconnaît bien là l'intelligence et la férocité militaires!

ANDRÉ GIRARD.

* * *

ROMANS. — Les menées policières continuent comme par le passé : elles sont naturellement moins opportunistes et plus radicales, mais pas moins dégoûtantes. En voici la preuve. Le compagnon Blanchet recevait, samedi 15 courant, une lettre du commissaire spécial à Valence, l'invitant à un rendez-vous. Blanchet, surpris autant que peu flatté de l'invitation, se rendit néanmoins au rendez-vous afin de connaître l'énigme de l'entrevue sollicitée par le personnage en question; il n'eut pas à attendre longtemps, car aussitôt abordé par le policier qui a la spécialité de surveiller les anarchistes, ce dernier lui fit connaître sans préambule qu'il voulait faire de lui un de ces ignobles personnages que l'on nomme mouchards. Tout d'abord Blanchet resta stupéfait devant une proposition aussi canaille; après une courte réflexion, il fit mine d'acquiescer à la proposition, afin de laisser vider le fond du sac du policier : il accepta donc un verre au plus proche café, et là, tout en fumant un bon *londrès*, le M. Paulus (car c'était le nom convenu d'emprunt du policier, tandis que Blanchet s'appellerait du doux nom de Salvator) essaya de convaincre le copain que le réel

bonheur est d'être policier : il lui fit un aveu précieux et surtout bon à retenir. Le voici. Si l'on pouvait découvrir des matières ou engins explosibles chez quelques anarchistes, il y aurait une bonne prime, et de l'avancement pour tous les deux. (Nous trouvons-nous en présence d'un faux prince Sternberg russe, ou d'un Cordel de Saint-Etienne? C'est du propre! Les camarades sont avisés. Merci, brave Paulus!) Il lui laissa en outre comprendre que des mesures exceptionnelles étaient en voie de préparation, concernant le voyage de Félisque à Lyon et dans le Midi : à cette occasion, Blanchet aurait été envoyé dans la ville qui reçut le dernier souffle de feu Carnot... brr! brr! brr! triste souvenir, hélas! Pauvre Félisque, comprendra-t-il par ces détails que ceux qui sont chargés, et bien rétribués, pour veiller à la sécurité de son *auguste* personne peuvent être cause inconsciemment des malheurs qui pourraient lui arriver? Ainsi, supposons que le camarade eût accepté la proposition d'entrer dans la police, il était envoyé à Lyon pour veiller sur la vie de Félisque; si, lui qui fut une des victimes des arrestations de 1894 et fit une station de 40 ou 50 jours en prison, avait rêvé (en acceptant de jouer le rôle de policier) d'accomplir un acte pareil à celui qui conduisit Caserio à l'échafaud, il aurait pu, grâce à ses nouveaux titres, facilement approcher sa personne de celle du Président. Le monsieur Paulus aurait donc tout simplement introduit le loup dans la bergerie. A la place de Félisque, je ne voyagerais pas dans l'absolue tranquillité, et parions que le Paulus, à l'occasion du voyage présidentiel, sera décoré : il en est digne, et certes le mérite bien, après avoir fait montre d'un tact, d'un flair, et surtout d'une pareille tactique!

Nous n'avons cessé de répéter que tous les gouvernements, quels qu'ils soient, usent des mêmes moyens et des mêmes procédés; le gouvernement radical Bourgeois n'y manque pas : avoir, en apparence, supprimé les visites domiciliaires, pour chercher à corrompre en sourdine de braves ouvriers, est un système moins apparent, mais plus répugnant. Le Paulus ne réussira pas dans son entreprise. (*D'après une correspondance locale.*)

P.-S. — Nous avons en main la lettre du policier, plus un modèle pour les rapports qu'aurait faits Blanchet.

Suisse.

L'expérience du : Tout à l'Etat, commencée il y a peu d'années, porte des fruits. Jusqu'à ces derniers temps, le parti démocrate-socialiste avait marché comme un seul homme en tant qu'il s'agissait d'étatisme. Aujourd'hui un vent nouveau souffle; ce n'est pas sans un vif étonnement que les meneurs socialistes (étonnement partagé par tous ceux qui s'occupent du mouvement socialiste) ont vu se produire dans le sein du parti une levée de boucliers tout à fait inattendue et avec laquelle il leur faudra compter dans un délai plus ou moins rapproché.

A l'assemblée générale du parti démocrate-socialiste à Berne, le rapporteur de la section d'Oberwyl a prononcé un discours fort intéressant et d'où nous détachons les passages suivants : La section d'Oberwyl, considérant que le programme de 1888, en certains de ses détails, n'est plus conforme aux points de vue sociaux et politiques auxquels l'expérience nous a amenés; que l'idée de l'accaparement par l'Etat de tous les moyens de production est insoutenable et contraire à la marche du développement social...

Le parti démocrate-socialiste d'Oberwyl fait la proposition suivante : Le nouveau programme doit restreindre, dans sa partie économique, le postulat tendant à l'accaparement des moyens de production par l'Etat ou la commune, à la nationalisation des moyens de communication, et de la propriété foncière.

Ce qui fait le socialisme, c'est l'effort pour supprimer l'exploitation de l'homme.

On ne voit même pas par quelles transformations l'Etat pourrait arriver tout d'un coup à devenir un directeur pratique et habile de l'activité économique populaire. Il est beaucoup plus probable que nous lui attribuons là une tâche sous le fardeau de laquelle il succombera.

On arrive à cette conviction lorsqu'on voit combien peu l'Etat se modifie et s'améliore quand des socialistes déclarés arrivent à faire partie des conseils et des corps administratifs. Nous nous plaignons journellement de l'Etat, de ses autorités, de ses fonctionnaires, et nous devons le combattre, parce que le peuple se sent lésé par lui, parce qu'il le hait même du plus profond de son âme, et a appris, par des milliers et des milliers d'expériences, à le haïr. C'est contre l'Etat qu'a été inventé ce proverbe populaire, qu'il prend les petits et laisse courir les gros. Et cette institution qui ne peut pas même aider le peuple à obtenir son bon droit, nous la lui recommanderions comme le salut? nous lui montrerions dans l'Etat un père, un tuteur auquel il devrait confier toute son existence économique?

Notre peuple aime trop sa liberté et son indépendance pour donner jamais son assentiment à de pareilles utopies. Quand donc avons-nous le peuple avec nous? Quand nous prenons parti pour des projets de nationalisation, ou quand nous prenons une attitude agressive à l'égard de l'Etat? La votation sur le monopole des allumettes et les jugements défavorables que l'on porte aujourd'hui sur le monopole de l'alcool nous donnent une réponse absolument claire.

Nous le voyons tous les jours, l'Etat démocratique lui-même ne peut empêcher l'exploitation de l'homme, même là où il est lui-même producteur. Les capitalistes dominent aussi dans la démocratie, bien qu'ils n'aient pas plus de droits politiques que le dernier prolétaire. Si le socialisme pouvait être introduit par le pouvoir politique, il y a longtemps que notre peuple se serait débarrassé de l'exploitation capitaliste. Si, malgré nos institutions démocratiques, nous avons encore un Etat capitaliste, cela vient de ce que les capitalistes dominent dans notre société, tandis que les prolétaires et les petits paysans sont exploités. La puissance sociale des capitalistes leur donne le pouvoir de dominer l'Etat.

* * *

En Suisse, le commerce est libre, c'est la constitution qui le déclare. Seulement, les taxes perçues sur le colportage sont si élevées qu'elles équivalent à une quasi-prohibition. Cette prohibition a pour but d'assurer le monopole de la vente au détail aux boutiquiers, mais elle a surtout sa raison d'être pour les propriétaires qui louent leurs locaux aux boutiquiers.

Malheur au colporteur surpris sans patente! Une femme qui gagne le pain de ses enfants en colportant dans les environs de Genève n'avait pas sur elle la paperasse officielle obligatoire; rencontrée à Genève par un gendarme, ce dernier voulut l'emmener; alors commença une scène des plus pénibles, la malheureuse résistait aux efforts du gendarme qui s'obstinait brutalement après sa proie, la pauvresse s'attachait aux passants qu'elle rencontrait et faisait entendre des plaintes déchirantes, elle cherchait à se réfugier dans une boutique de tabac lorsqu'un renfort d'hirondelles de potence arriva.

La malheureuse mère de famille a été incarcérée pour « rébellion envers la police ».

Le surlendemain, les policiers ont encore procédé à de nouvelles arrestations pour « rébellion aux agents de la force publique ». « Le nommé Jules B., s'écrie naïvement un journal conservateur courroucé, est même allé jusqu'à faire du scandale sur la voie publique; le nommé R. a injurié W., maréchal des logis chef de gendarmerie, et le nommé Jean I. s'est laissé aller aux mêmes inconvenances à l'adresse du gendarme S. » Décidément, le respect de l'autorité est en baisse.

* * *

Dans le canton du Valais, la fièvre électorale ne sévit pas avec une grande intensité. A Martigny, une élection au grand conseil n'a réuni autour des urnes que 850 électeurs, alors que la circonscription électorale en compte plus de 3.000 sur ses registres. Le bétail à voter diminuerait-il, même dans le Valais?

BIBLIOGRAPHIE

L'Empreinte, par Ed. Estaunié, 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin et Cie, 35, rue des Grands-Augustins.

C'est l'histoire d'un enfant élevé chez les jésuites que nous raconte l'auteur. Ses maîtres le trouvent intelligent; ils s'occupent spécialement de son éducation, espérant en tirer profit plus tard.

L'élève croit d'abord tout ce qu'on lui enseigne. Il lui prend des élans de dévotion qui, habilement cultivés par les maîtres, lui font croire à la vocation religieuse. Mais lui vient l'esprit critique; il ne tarde pas à se rendre compte que les faits ne sont pas toujours d'accord avec ce qu'on lui a enseigné. Le doute lui vient et l'incite davantage à l'esprit d'analyse, et, homme, il se sépare de ses maîtres.

Mais il n'a pas subi en vain une éducation préparée en vue d'en faire un instrument aux mains de ceux qui le façonnèrent. Livré à lui-même, il ne sait pas équilibrer sa vie; deux ou trois échecs ne tardent pas à le ramener — toujours incrédule — mais prêt à tout pour le plus grand bien de l'institution, afin qu'on l'aide en retour à être quelque chose.

Certes, Léonard Clan (le héros du roman) est loin d'être le génie qu'il croit être, et il a peu de ressort dans la lutte, car il est vite découragé; mais, en dehors de son cas, il est bien évident que la première éducation laisse une empreinte ineffaçable dans le cerveau, et, plus ils sont pris jeunes, plus l'empreinte est durable. C'est pourquoi les prêtres ont lutté si longtemps pour en garder le monopole; c'est pourquoi aussi la bourgeoisie, en se substituant au clergé, en a gardé les vieilles formules et essaie de déformer les cerveaux des jeunes générations en leur serinant, dans les leçons dont elle les abreuve, patriotisme, commerce, bénéfice, épargne, intérêt, etc.

L'Almanach de la Question sociale pour 1896, 1 vol., 1 fr. 50, 5, boulevard Saint-Michel.

Nous sommes un peu en retard pour en parler, — comme de beaucoup d'autres ouvrages, du reste — mais la faute en est au temps qui nous manque.

C'est la sixième année de son existence. Comme les précédents, il contient divers articles — inédits ou reproduits — signés de différents noms connus en littérature ou dans le monde socialiste.

Comme les années précédentes aussi, il contient une liste des « journaux socialistes du monde entier », mais le lecteur fera bien de ne l'accepter que sous toutes réserves; c'est tout simplement sa liste d'échanges que reproduit le directeur de la *Question sociale*. Pour l'Amérique centrale et du Sud, entre autres, la plupart des journaux cités sont de simples journaux d'annonces, ou même les organes officiels des gouvernements de ces régions.

Sous la fenêtre, par P. Brulat, 1 vol., 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

Recueil de nouvelles où nous avons remarqué entre autres : *En fiacre*, *Le Bon Sauvage*, *La Confession*, comme donnant bien le ton de notre société hypocrite et mercantile.

La Superstition socialiste, par le baron Garofalo, 1 vol., 5 francs, chez Alcan, éditeur.

Ceux qui veulent se rendre compte jusqu'à quel degré un aristocrate bourgeois peut pousser le toupet dans la mauvaise foi et l'altération des faits, même les plus connus, n'ont qu'à lire le livre de M. Garofalo. Ils seront fixés dès les premières pages.

Sa mauvaise foi n'est même pas rachetée par une seule idée originale.

J. Grave.

Nous avons reçu :

De l'or, de la boue, du sang, par E. Drumont, 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Mythes, cultes et religions, par A. Lang, 1 vol., 10 francs, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Drapeaux ennemis, par E. Daudet (roman), 1 vol., 7 fr. 50, chez Plon, Nourrit et Cie, 10, rue Garancière.

De chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle :

Lourdes, 1 vol., par E. Zola; *Le Voyage de Shakespeare*, par Léon Daudet, 1 vol., 3 fr. 50.

La traduction allemande de la *Conquête du pain*, en vente chez le camarade Sanftleben, 1, Stapferstrasse, Oberstrass-Zurich. Prix : 2 marks 50 pfg.

Il s'en fait également une édition portugaise qui paraît par fascicules.

La Force du Mal (roman), par Paul Adam, 1 vol., 3 fr. 50, chez Armand Colin, 5, rue de Mézières.

La Civilisation primitive, par E. B. Tylor, 2 vol., 20 francs, chez Reinwald, 15, rue des Saints-Pères.

Les Cités futures, par A. Ibels, 1 volume de poésies, 3 fr. 50. Bibliothèque de l'*Association*, 17, rue Guénégaud.

Banque de France, par J. Demachy, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 14, rue des Pyramides.

Sous les galons, par Jean Rolland, roman, 3 fr. 50, chez A. Colin, 5, rue de Mézières.

La Foi et la Raison dans l'étude des sciences, par G. de Mortillet, brochure extraite de la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*.

La Liberté spirituelle, brochure par le Dr Audiffrent.

La Musique à travers les âges, par le Dr Lux.

Nous avons reçu *La Protesta Humana*, revue de scienze sociali, éditée par le Dr N. Converti, à Tunis. Abonnement : 7 francs l'année; 4 francs, 6 mois; 2 fr. 50, 3 mois. Le numéro : 0 fr. 25.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Certains camarades de Londres nous accablent de correspondances touchant le cas du libraire Lapie et veulent susciter à ce sujet une polémique. Pour plus d'un motif, nous ne les suivrons pas dans cette voie.

Jusqu'ici les feuilles anarchistes se sont imposées aux esprits honnêtes, parce que vierges de toute personnalité, pures de tout cancan, elles se sont consacrées à la seule Idée. Il est regrettable que certains ne comprennent pas quel préjudice ce nous serait de déroger à cette règle. Veulent-ils emboîter le pas à la presse bourgeoise?

Aurons-nous chaque semaine notre affaire Lapie, comme elle a chaque jour son affaire Arton ou Lebaudy?

Qu'importe à notre œuvre de critique et d'éducation sociale que tel ou tel soit convaincu d'accointance avec la police ou que d'autres se traitent de mouchards à bon ou mauvais escient? Ce sont là démêlés personnels où la doctrine anarchiste n'a rien à voir. Ceux qui la cherchent en nos publications ne sauraient donc y prendre nul intérêt. Notre désir est de prouver que nous possédons la vérité sociale, non pas que le titre d'anarchiste — dès qu'il plaît de se l'offrir — vous est une cuirasse contre toute défaillance.

Que soient fondés ou non les griefs articulés contre le libraire Lapie, il ne serait pas, hélas! le seul ni le premier ayant battu monnaie de notre cause. Pourquoi, dès lors, se mettre martel en tête de celui-ci, quand on ne prêta aux autres nulle attention? Si, comme nous disons volontiers, il n'est pas parmi nous d'homme nécessaire — l'Idée seule valant — on s'étonne que la défection de Pierre ou Paul puisse tellement importer.

Adeptes, en réalité, de la plus large et de la plus accueillante des philosophies sociales, on nous représente malignement dans les milieux réactionnaires comme une sombre franc-maçonnerie de terroristes et l'on éloigne ainsi de nous nombre de bonnes volontés. Allons-nous prêter le flanc à cette manœuvre et nous passionner, d'une façon ridicule, sur le cas d'un camarade plus ou moins suspect?

Ces sortes d'inquisitions et de recherches complaisamment détaillées — qu'elles veuillent innocenter un camarade ou le confondre — sont d'ailleurs, il nous semble, des procédés peu libertaires. Laissez donc aux hypocrisies bourgeoises le soin de « faire la lumière ». Si vous avez des raisons pour conserver votre estime à tel ou tel, marquez-le-lui comme bon vous semblera. Si vous l'en croyez indigne, tenez-le à l'écart. Mais n'encombrez pas de sa personnalité la feuille dont vous disposez pour la propagande.

Les *Temps Nouveaux* ont, sur cette affaire, consacré six lignes à une lettre signée par quelques camarades de Londres. Ils ont laissé aux signataires toute la responsabilité de leur démarche, et aujourd'hui, au même titre, ils enregistrent ci-dessous la protestation de l'intéressé. En ce qui nous concerne, l'affaire ne comporte pas d'autre suite, et nous déclarons, en conséquence, une fois pour toutes, qu'elle n'existe plus pour nous. Si des camarades, par suite de leurs relations avec le libraire soupçonné, se croient compromis et ont des raisons spéciales de vouloir tirer la chose au clair, c'est à eux de le faire pour leur propre compte et de mener à bien cette œuvre de salubrité locale. A chacun d'assurer comme il l'entend sa sécurité et de choisir à sa guise ses confidents et ses amis. Nul besoin, pour cela, de recourir à des violences peu dignes d'hommes raisonnables.

Voici la protestation de Lapie :

« Des individus que je ne saurais qualifier se sont livrés, sans raison, contre moi aux plus dégoûtantes manœuvres. Après m'avoir invité à venir me disculper en réunion publique, ils m'ont empêché de parler; ils ont envoyé au *Journal* une note m'accusant, sous mes initiales, d'être de la police; ils ont envahi ma boutique et pris ce qui leur convenait — injurié lâchement ma compagne qui se trouvait seule — distribué, placardé dans ma rue des manifestes ignobles.

« Je vous demande d'insérer ma protestation.

« ARMAND LAPIE. »

Aux camarades du *Firebrand*. — A. Hamon leur serait reconnaissant s'ils pouvaient lui envoyer les 7 brochures de la *Firebrand Library*, dont il a besoin pour des études sociologiques.

Nous avons reçu de Genève une caisse contenant un petit nombre d'anciennes brochures. Nous les tenons à la disposition des camarades :

Le Mémoire de la fédération jurassienne, 3 francs.

L'Internationale, son histoire, ses principes, par B. Malon, 0 fr. 25.

Les Chants du Peuple, 0 fr. 10.

Le 6e Congrès de l'Internationale, 1 fr.

De cette dernière nous n'avons qu'une dizaine d'exemplaires environ.

La famille du vieil éditeur internationaliste Coulon, de Bruxelles, vient de retrouver au milieu d'un tas de vieux papiers une centaine d'exemplaires de la brochure d'Hector Morel, *Les Nationalités*, qu'on croyait épuisée depuis longtemps.

Les lecteurs de la *Révolte*, dans le supplément de laquelle elle fut reproduite, se rappelleront certainement cette étude d'autant plus remarquable qu'elle date de 1862, et fait ainsi de Morel l'un des précurseurs marquants de notre mouvement actuel.

Des exemplaires sont en vente au prix de 30 centimes aux bureaux des *Temps Nouveaux*.

Si des camarades ont, sans que cela leur soit utile, des numéros des journaux : *L'Idée* (Belgique), *L'Homme Libre* (Bruxelles), *La Débâcle* (Belgique), *La Critique Sociale* (Genève), *L'Avenir* (Genève), *Le Plébéien* (Belgique, 1re année), *La Plebe* (Terni et Florence), *The Alarm* (Chicago), *The Solidarity* (New-York), *Freedom* (London), *Commonweal* (London), etc., ils sont priés de les envoyer à A. Hamon, 132, avenue de Clichy, Paris, qui d'avance remercie de ces envois devant être utilisés pour des études sociologiques.

Prière aux journaux de reproduire.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe. — Samedi 22 février, à 9 heures précises.

Ordre du jour : Causerie sur *l'influence des milieux*.

Les camarades qui voudraient compléter leurs collections de la *Révolte* doivent s'empresser de nous faire savoir les numéros qui leur manquent; car, ayant besoin de faire de la place, nous allons être forcés de nous débarrasser de tous les vieux numéros que nous avions en réserve.

Nous ne promettons pas de satisfaire à toutes les demandes, car il nous manque nombre de numéros dans chaque année, mais dans la quantité il y a de quoi en satisfaire un bon nombre.

Les Egaux du XVIIe. — Tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Héral, 68, rue Demours.

Divers sujets sont discutés.

Les Libertaires du XIVe. — Le samedi 22 février, à 8 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans, soirée familiale précédée d'une causerie sur *la Propagande*.

Entrée libre.

Jeunesse libertaire du XIVe. — Le dimanche 23 février, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, 11, avenue d'Orléans, matinée familiale, précédée d'une conférence par le camarade Jules Bard sur *les Religions*.

Entrée libre.

Les camarades qui pourraient faire don de livres pour la Bibliothèque de la *Jeunesse libertaire du XIVe* sont priés de les adresser au compagnon Jules Bard, 200, rue d'Alésia.

Les Libertaires du VIe. — Réunion le lundi 24 février, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue Mabillon (Marché Saint-Germain). — Causerie par un camarade, chants, poésies. — Les contradicteurs sont admis.

Les Libertaires du XIIIe, salle Bénétaud, 50, avenue des Gobelins. — Le samedi 22 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade sur *le Droit du premier occupant*.

Des groupes de la rive gauche organisent pour le samedi 7 mars une grande fête familiale, avec tombola et bal de nuit; les personnes qui pourraient disposer de lots pour la dite tombola sont priées de les adresser ou d'en avertir les camarades Guyard, 17, rue des Canettes, ou Jules Bard, 200, rue d'Alésia.

Le deuxième banquet des *Naturiens* aura lieu le 29 février, au restaurant Bernard, 11, rue Lepic.

Après le banquet, discours, chants et poésies libertaires.

Prix du banquet : 2 francs.

Les cotisations doivent être remises, avant le 26 courant, au camarade Bariol, 41, rue Fontaine.

AMIENS. — Les *Libertaires* organisent pour le 1er mars, à 3 h. 1/2, une fête familiale, dans la salle Cardon, rue Cardon. Chants, poésies, causerie par plusieurs camarades, bal et tombola.

Prix d'entrée : 30 centimes. Entrée gratuite pour les femmes.

BOULOGNE-SUR-SEINE. — Réunion de la *Jeunesse révolutionnaire libertaire*, le jeudi, à 8 h. 1/2 du soir, 1, route de la Reine, maison Cantillon. — Causerie par un camarade, chants, poésies.

MARSEILLE. — Le samedi soir 22 février, à 8 h. 1/2, Victor Barrucand donnera une grande conférence publique et contradictoire sur *le pain gratuit et la liberté*.

Consulter les affiches.

SAINT-DENIS. — *Jeunesse libertaire.* — Tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, chez Pavoine, 28, rue Samson.

Causeries, chants révolutionnaires.

Toutes les écoles socialistes sont invitées.

TOULON. — Le samedi 29 février, salle Marchetti, à 8 h. 1/2 du soir, Victor Barrucand fera une conférence sur *le pain gratuit et la Révolution*.

Entrée : 25 centimes.

TOULOUSE. — Les *Libertaires* invitent tous les révolutionnaires à venir discuter tous les samedis à 8 h. 1/2 du soir, café Morin, boulevard de Strasbourg, 26.

A NOS ABONNÉS

Maintenant que nous avons commencé à faire imprimer les bandes, nous prions les abonnés de nous envoyer la dernière à chaque renouvellement, afin de nous faciliter la besogne.

PETITE CORRESPONDANCE

Alph. Jean, à Alger. — En fait d'élection, le meilleur choix ne vaut rien; par conséquent, inutile de s'occuper de cela.

Lux regnabit. — Nous n'avons pas les numéros 2 et 4 des brochures de Bruxelles. S'ils ne vous répondent pas, nous n'y pouvons rien. Ces deux brochures sont : *L'Anarchie dans l'évolution socialiste* et les *Déclarations* d'Etiévant que nous possédons de notre édition si vous les voulez.

Jeanne. — Nous n'insérons pas de communications particulières.

E. L., au Havre. — N'en avions pas connaissance, sauf des brochures qui ont été expédiées. La lettre ne contenait pas la somme annoncée.

D., à La Haye-Descartes. — Employez les numéros en plus à la propagande.

A. C., à Paris. — Reçu adresses. Merci.

Réd. Tebat, Roustchouk. — Brochures expédiées.

G. M., à Roustchouk. — Réexpédions 39 et 40 qui se seront probablement perdus à la poste.

J., à Châlons. — C'est une erreur du camarade qui avait fait le bordereau. Bien.

S., à Varna. — Volume expédié. — 2 fr. 75, plus 0 fr. 25 de recommandation.

Reçu pour la famille Monod : Groupe de Weir City, 25 fr. — J., à Rouen, 0 fr. 25. — Grenoble, par C., 6 fr. 60. — J., à Messimy, 0 fr. 25.

Reçu pour la famille Moineau : J., à Rouen, 0 fr. 25. — Week, 5 fr.

J., à Messimy. — Chacun a sa façon d'envisager sa propagande, et, par conséquent, travaille dans le sens qui lui paraît le meilleur. Vouloir canaliser toutes ces forces serait les entraver. Quant à un journal quotidien, la question est tout au moins prématurée.

Reçu pour le journal : N. M. (par le *Libertaire*), 5 fr. — L. et G., à Epinal, 2 fr. — J., à Rouen, 0 fr. 50. — P. P., 10 fr. — Agen, un jeune, 0 fr. 25. — P. S., Bulgarie, 10 fr. — A. D., à St-Imier, 0 fr. 25. — E. R. et L. D., 20 fr. — Bercy, 1 fr. 75. — Excédent, 0 fr. 45. — Grenoble, souscription par C., 1 fr. 50. — V. B., à Puget-Ville, 1 fr. 50. — A. B. G., à Reims, 7 fr. — J., à Messimy, 0 fr. 70. — M., à Bagnolet, 2 fr. — Merci à tous.

G., à Bordeaux. — V., à Lyon. — S., à Carmaux. — N., à Toulouse. — H., à Angers. — G., à Sotteville. — K., à Tacoma. — J., à Nogent. — B., à Agen. — L., à Cambrai. — D., à Dijon. — B., à Roubaix. — D., au Havre. — C., à Béziers. — M. N., à Londres. — N. et P., à St-Louis; B., à Hope Church, et C., au Havre (par la *Sociale*). — G., à Villefranche. — C., à St-Imier. — V., à Lille (par le *Libertaire*). — N., à Hodimont. — D., à St-Etienne. — F., à St-Etienne. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 44

DIX CENTIMES

DU 29 FÉVRIER AU 6 MARS 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

La conférence de notre ami Kropotkine aura lieu le vendredi 6 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle du *Tivoli Waux-Hall*, rue de la Douane. Sujet : *L'anarchie, sa philosophie, son idéal.*

Entrée : 0 fr. 50.

Nous avons fait tirer quelques feuilles volantes pour distribuer, nous les tenons à la disposition des camarades, ainsi que quelques affiches qui nous restent.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

V (*suite*)

Les richesses nationales de l'Angleterre se sont accrues depuis le commencement de ce siècle comme il suit :

En millions de francs :

	1812	1840	1860	1888
Maisons	6.375	7.000	8.750	10.350
Chemins de fer. .	—	525	8.700	21.625
Flotte	375	575	1.100	3.350
Marchandises. . .	1.250	1.550	4.750	8.600
Ameublement, objets d'art, etc. .	3.250	9.250	14.500	30.300
Totaux.	11.250	18.900	37.800	74.225

Ces chiffres nous indiquent bien clairement la véritable origine de la formation des grandes fortunes. En prenant la somme totale des richesses, *sans compter la valeur des maisons*, nous voyons que la somme modeste de 4.875 millions de 1812 s'est élevée en 1888 à 63.875 millions; autrement dit, les richesses, de nos jours, sont 13,1 fois plus grandes que celles de nos grands-pères, et sont accaparées par 158.600 familles riches et par 730.500 familles de la classe moyenne, sur 37.888.153 habitants que compte le Royaume-Uni.

Le même progrès dans l'accroissement des richesses s'observe dans tous les pays civilisés. Pour la France, d'après les tableaux de Fournier de Fleix et Yves Guyot, les chiffres correspondants sont les suivants :

En millions de francs :

	1824	1840	1873	1888
Maisons	7.750	18.000	28.950	42.602
Chemins de fer. .	—	250	6.750	13.300
Flotte	175	175	300	325
Marchandises. . .	475	575	3.000	3.875
Ameublement, objets d'art, etc. .	6.375	9.000	16.875	21.300

Pour mieux en connaitre le mode de distribution, il faut consulter les chiffres d'impôt de testaments, d'héritages et de successions.

D'après les rapports officiels pour les années 1886-1889, il y avait à cette époque :

Classes des possesseurs.	Nombre de familles.	Propriété évaluée par famille.	Somme générale de possession.
Millionnaires .	700	21.750.000	14.962.000.000
Très riches . .	9.650	4.750.000	45.850.000.000
Riches	141.250	662.500	98.200.000.000
Moyennes. . .	730.500	80.000	58.400.000.000
Nécessiteuses .	2.008.000	8 500	14.000.000.000
Pauvres. . . .	3.916.000	—	—

Les chiffres sont bien instructifs : 882.100 familles possèdent 217 milliards! tandis que les 2.008.000 familles des propriétaires à 8.500 francs de possession ont seulement 14 milliards.

Mais poursuivons notre argumentation.

C'est un tableau sommaire de la répartition contemporaine. Voyons de combien ont varié les chiffres depuis 1845-1850, époque à laquelle la loi de Marx a été formulée.

Années.	Propriété laissée en moyenne par chaque décédé.
1837-1840	2.325 francs.
1841-1850	2.475 »
1861-1870	4.000 »
1871-1880	5.250 »
1881-1885	6.775 »

En évaluant la moyenne d'accroissement à 125 francs par an, nous trouvons que, cette année, chaque sujet de Sa Majesté britannique pourrait disposer d'une fortune moyenne de 7.000 francs, ou chaque famille ouvrière de 38.500 francs. Et l'on voudrait nous persuader qu'en Angleterre, de nos jours, il ne serait pas possible de réaliser le bien-être pour tous!... Mais revenons à nos chiffres. D'après le rendement de l'impôt sur les successions, nous avons les chiffres suivants :

	Annees	Nombre
Fortunes au-dessus de 125.000 francs en	1840	1.989
» » » »	1877	4.478
Fortunes au-dessus de 2.500 francs, jusqu'à 125.000 francs.	1840	17.936
Fortunes au-dessus de 2.500 francs, jusqu'à 125.000 francs.	1877	36.438

A partir de 1877, l'accroissement de l'impôt sur les successions ainsi que celui sur le revenu progressent comme il suit :

Années	Revenu de l'Etat. Héritages	Impôt sur le revenu
1876-1877	126 millions	125 millions
1880-1881	151 »	251 »
1884-1885	176 »	300 »
1888-1889	160 »	316 »
1890-1891	175 »	331 »
1892-1893	230 »	245 »

(Ces chiffres sont un peu au-dessous de la réalité.)

Il ne faut pas oublier que les fortunes au-dessous de 100 livres sterling (2.500 fr.) sont libérées d'impôt de succession. Les richesses s'étant accrues, il n'y a rien d'étonnant à ce que les revenus de l'Etat aient aussi augmenté. Mais quel changement s'observe dans les nombres des contribuables? Quels sont les favorisés de notre civilisation moderne? Il paraît que c'est la bourgeoisie tout entière.

En 1840, il y avait seulement 5,4 0/0 de toute la population payant 500 francs et plus d'impôts par an; en 1880, ce nombre monte jusqu'à 14,5 0/0. Depuis 1850, l'accroissement du nombre des contribuables gagnant plus de 5.000 francs par an suivit la progression suivante :

Années.	Nombre de contribuables.	Par 10.000 habitants.
1850	65.389	23
1860	85.530	30
1870	130 375	42
1880	210.430	63
1886	250.000	70

On voit que durant TRENTE-SIX ANS, *le nombre des contribuables ayant un revenu annuel supérieur à 5.000 francs s'est triplé*, et la population augmente seulement de 40 0/0. Il nous reste à voir si cet accroissement ne s'est pas accompli au profit des riches par la ruine des petits capitalistes. Pour éviter de donner la moindre prise aux objections, je me bornerai exclusivement aux données fournies par le trafic de banque... bref, par la catégorie de l'impôt sur le revenu. Comparons les chiffres à vingt ans de distance pour que l'influence de la prétendue loi puisse mieux se manifester. Prenons le nombre des contribuables en 1868-1869, et celui de 1889.

Revenu annuel en francs.		Nombre des contribuables 1868-1869	1889	Accroissement pour 100.
De 3.750 à .	5.000	92.593	162.714	
Jusqu'à . . .	7.500	57.650	106.761	
»	10.000	24.854	45.133	
»	12.500	12.421	18.462	
		187.518	333.070	72
»	15.000	9.528	11.964	
»	17.500	5.485	7.423	
»	20.000	3.410	4.671	
»	22.500	3.059	3.961	
		21.482	28.019	29
»	25.000	1.222	1.831	
»	50.000	8.959	11.850	
»	75.000	2.666	3.562	
»	100.000	1.320	1 692	
		14.167	18.935	28
»	250.000	1.360	1.859	
»	1.250.000	740	969	
Au-dessus de	1.250.000	52	79	
		2.152	2.907	28

(Un seul des nombres ci-dessus ne se rapporte pas à l'année 1869, mais à 1875-76. C'est celui de 92.593 représentant le nombre de contribuables ayant un revenu de 3 750 à 5.000 francs.)

Il résulte de l'examen de ce tableau une constatation qui ne s'accorde guère avec la prétendue loi. Tout au contraire.

Ni le nombre des « potentats » du capital, ni celui des petits capitalistes n'ont diminué. Le nombre des derniers a augmenté beaucoup plus vite que celui des premiers. Tandis que chez les riches nous trouvons un accroissement de 28 0/0, chez la petite bourgeoisie l'accroissement est de 72 0/0. Cela veut dire que pendant que les endormeurs bernaient le peuple en lui chantant

(1) Voir les numéros 37, 39, 40, 42 et 43.

que le nombre de ces exploiteurs diminuait, en réalité ce *nombre* augmentait si bien qu'il a *triplé* de 1840 à nos jours. On s'est trompé, alors, sur l'effet de cette loi de la métaphysique allemande? cette loi « *d'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit?* » Comment s'est-il fait qu'une loi qui agit « *avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature* » se manifeste dans la vie réelle par des résultats tout contraires à ses prescriptions?

Mais tout simplement parce que jamais une loi pareille n'exista, et que notre jugement de la méthode dialectique est faussé par l'influence néfaste, aussi bien en morale et en art qu'en socialisme, par la méthode dialectique de cette métaphysique répandue par Marx et Engels.

Et dire que, pendant quarante ans, on a répété aux ouvriers du monde civilisé ce néo-fatalisme métaphysique aussi beau que celui des musulmans!... Non seulement les ambitieux ignorants composant le parti marxiste français ainsi que la nouvelle aristocratie allemande, connue sous le nom de « députés soi-disant socialistes », mais encore des hommes de grande valeur et de grand courage, de large instruction et de haut talent, répètent la même erreur...

Si seulement on savait quel tort cette loi fataliste porta au socialisme moderne! C'est grâce à elle que dans le « Manifeste du parti communiste » Marx et Engels formulèrent que l'émancipation de la classe ouvrière *doit se faire par* une lutte de classes et que la lutte des classes est *toujours une* LUTTE POLITIQUE; c'est elle qui fait la base de la tactique social-démocratique; c'est à elle que nous sommes redevables du non-sens qui fait de la question sociale une simple question de réformes politiques; enfin, c'est elle qui a donné aux ignorants de la nouvelle aristocratie allemande l'audace de présenter au Congrès socialiste international une résolution socialiste ainsi conçue:

« La lutte contre la domination et l'exploitation des classes l'*une par l'autre doit être politique* et avoir pour but la *conquête du pouvoir politique*. »

Cette formule est une négation complète du socialisme.

La puissance des classes dirigeantes s'appuie sur les richesses produites par le peuple et détenues par elles. Par conséquent, pour s'émanciper de leur domination, il faut que le peuple cesse de se laisser dépouiller par ces classes du produit de son travail. Il faut, comme disaient Owen et Thompson, que l'ouvrier retienne pour lui la plus-value. C'est non par une lutte politique qu'on la retiendra, mais par la lutte économique; non par le bulletin de vote, mais par les grèves; non par une comédie parlementaire, mais par une grève générale bien organisée et triomphante que le peuple pourra inaugurer une ère nouvelle, — l'ère de l'égalité économique et sociale, de solidarité éclairée par la lumière de l'instruction intégrale réellement scientifique et non métaphysique.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

MIETTES D'ANARCHIE

UNE TRAHISON

Le bruit courait que le capitaine Dreyfus était un traître. Les patriotes voulurent d'abord douter, mais il fallut se rendre à l'évidence. Dans tout le pays, d'éloquentes indignations se manifestèrent, et dans presque tous les journaux il y eut au moins un chroniqueur qui vint dire au public combien l'affreuse certitude le faisait souffrir.

Triste spectacle!

L'accusé répétait qu'il était innocent, ce qui était bien possible. (Car depuis longtemps, n'est-ce pas, quelques héros, — des militaires, sans doute, — ont rayé le mot « impossible » du dictionnaire?)

Il était peut-être coupable tout de même. Mais pourquoi tout ce bruit? Les vertueux — il y en avait énormément! — demandaient avec insistance si vraiment le traître ne pouvait pas être fusillé. Il paraît qu'il n'y avait pas assez de lois, à cette époque. On en fit une nouvelle, mais elle ne pourra servir que la prochaine fois. Les vertueux, déçus, révèrent alors d'écharper le misérable dans la rue et de *laver dans son sang* le drapeau déshonoré par lui. Un académicien, que chacun reconnaîtra, aurait voulu *cracher à la face du monstre*. Il fut un des plus éprouvés par la commotion; mais il est en pleine convalescence, merci.

Encore une fois, pourquoi tout ce bruit? Est-ce que l'apparition d'un coquin doit tellement émouvoir? La trahison est une chose assez commune.

Après la lecture d'un beau livre, ou après une causerie avec un ami, on s'exalte parfois. On rêve une existence où il y aura de l'héroïsme et, fiévreux, on prépare déjà la véhémente plaidoirie qu'on fera pour le Pauvre. On s'enthousiasme pour de belles choses vagues et lointaines et l'on ne trouve pas ridicules les grands mots: Justice, Liberté.

Mais le lendemain on calcule, on oublie avec habileté, — et l'on ne laisse pas ses sympathies et ses haines se préciser.

On trahit, on déserte. Seulement tout le monde ignore la désertion.

On rencontre parfois des sincères qui parlent de leur « idéal ». Ils protestent, ceux-là, et supportent plus facilement le désordre dans leurs petites affaires que l'injustice des Maîtres. Des gendarmes viennent bouleverser leur existence. Mais dix ans plus tard on retrouve les désintéressés de jadis occupés à arrondir leur petite pelote. Dans l'intervalle il y a eu trahison.

Il y a des spécialistes qui répondent, quand on leur parle de justice et de lutte:

— « Ce sont des choses qui ne m'intéressent pas. Je suis incompétent. » Ont-ils toujours été tels, ou bien ont-ils aussi trahi un peu?

— Tous ceux qui, un instant, ont rêvé de vivre en intransigeants, et qui ensuite *ont reconnu leur erreur*, sont des traîtres.

En somme, la trahison du capitaine Dreyfus ne se distingue que par le décor exceptionnellement imposant de la scène.

— Il y a une autre raison pour laquelle l'indignation des vertueux aurait dû paraître louche.

Si, envoyé par son gouvernement, M. Dreyfus était parti pour l'Allemagne; s'il s'était fait une tête d'homme loyal; si, par dix ans de bonnes manières, de chaleureuses poignées de main et de fidélité à toute épreuve, il avait gagné toutes les confiances; et qu'enfin, ayant mis la main sur *le précieux document intéressant la sûreté de l'État*, il l'eût rapporté à son ministre, on l'aurait décoré pour avoir rempli avec tant de finesse sa mission délicate.

Et pourtant c'eût été la même infamie. Repentant, — pourquoi pas? — il se serait jugé également ignoble dans les deux cas, et les mêmes souvenirs gênants eussent pour toujours rempli ses veilles.

Oui, c'eût été le même crime: la trahison. Mais combien différemment la presse eût jugé la conduite du traître!

Seuls ont le droit de s'indigner ceux qui ne font pas de ces distinctions entre les ignominies.

Dreyfus était peut-être un misérable et il y avait peut-être parmi ceux qui l'ont hué de vrais honnêtes gens. Mais quand les vertueux blâment les méchants, ils devraient du moins le faire sans rage.

C'était navrant ce que disaient les journaux:

« Lorsqu'on a conduit le capitaine Dreyfus à « l'île de Ré, la foule a renouvelé ses manifesta- « tions hostiles. »

Vous savez, mes petits, ça ne suffit pas pour être honnête, cela!

« ... Un officier a frappé violemment Dreyfus « du pommeau de son épée, en pleine face. Le « sang a jailli immédiatement, inondant les vê- « tements du prisonnier... » Etc.

C'était l'indignation, *dira-t-on*. Oui, l'indignation ressentie par une ignoble brute. Dans cette triste journée, l'indignation en a suffoqué beaucoup qui, le lendemain, sont retournés à leurs sales besognes.

. . . .

« Punir! un droit que Dieu lui-même n'aurait pas! »

— Si j'avais commis le pire des crimes, je subirais le châtiment des autres comme le choc exaspérant de quelque chose d'*étranger* qui viendrait jeter le désarroi dans mes pensées, dans mes regrets, dans mes espoirs.

W. JOHNSON.

DES FAITS

L'ivrognerie est, au dire des bourgeois, le défaut par excellence de la classe ouvrière. M. James White vient de publier un travail, résumé de 30 années d'expérience, sur l'alcoolisme. Dans sa statistique générale (1), il compte parmi les décès dus à l'intempérance habituelle: 10 pour 100 d'ouvriers, 13 pour 100 de commerçants, 17 pour 100 de commis-voyageurs et 20 pour 100 de rentiers et d'hommes du monde.

Cette conclusion assez imprévue, que l'ivrognerie est du double plus élevée dans la classe bourgeoise que dans la classe ouvrière, est tout à fait faite pour nous plaire et pour nous donner bon espoir.

PAUL D.

***

Respect aux chefs!

A Libourne, à la caserne du 57e d'infanterie, le 31 janvier dernier, le caporal Bribet faisait dans son escouade une distribution de pain.

Son *ami* le soldat Théophile-Ludovic Bouyer l'ayant injurié, devant ses camarades, *histoire de « rigoler un brin »*, a été condamné pour ce fait, par le conseil de guerre, à *cinq ans de travaux publics*.

C'est le tarif de l'article 224 du code de justice militaire, invoqué par le lieutenant Morache.

Brave homme, va! et la *grrrande muette* reste toujours muette; mais sourde? oh! que non pas.

EMILE RAYMONDI.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Dans le grrrand conflit entre la Chambre et le Sénat, celui-ci a fini par mettre les pouces, par esprit de modération, dit-il, et pour ne pas « compromettre l'intérêt du pays ». C'est au moins de la modestie que de se juger si indispensable!

Enfin, voici le Sénat, la Chambre et le ministère d'accord. Cette fois-ci, enfin, le commerce va marcher, et les sans-travail vont trouver de l'ouvrage.

***

L'autre soir, un journalier, Henri Frank, âgé de cinquante-neuf ans, né à Sedan, se présentait à l'Hôtel-Dieu, affirmant qu'il ne pouvait plus se tenir et qu'il se sentait perdu. On refusa de le recevoir. Il alla donc au chauffoir de la rue Rubens, où, le lendemain matin, on s'aperçut qu'il était mort.

Le médecin appelé à constater le décès déclara que Henri Frank était mort de privations de toutes sortes et qu'en tout cas, *quelques secours auraient pu le sauver*.

Un assassinat de plus à l'actif de l'Assistance publique.

(1) *La Médecine moderne*.

On nous avait pourtant annoncé que cette mirifique administration venait, dans le service des admissions dans les hôpitaux, d'opérer de démocratiques réformes au mieux des intérêts du public. Qu'était-ce donc alors, auparavant?

* * *

Les étudiants en médecine s'agitent et pétitionnent. Ils protestent contre les avantages dont jouiraient les étudiants étrangers qui, étant exempts de certaines obligations imposées aux étudiants français, auraient plus de facilités pour acquérir leur diplôme de docteur.

C'est absolument ridicule. Si le nombre des étudiants étrangers faisant leurs études dans les Facultés françaises est relativement élevé, celui des docteurs étrangers exerçant en France est restreint. Les mesures qu'ils réclament ne diminueraient pas d'une façon appréciable la concurrence qu'ils doivent soutenir et qui est due à l'encombrement qui se produit dans cette profession comme dans la plupart des autres professions libérales, en raison de la généralisation de l'instruction. Quant à ce qui concerne la présence dans les Facultés de France d'étudiants étrangers, il n'est là rien qui puisse mettre obstacle aux études des étudiants français. Cette agitation n'est, au fond, qu'une question de jalousie.

A. Girard.

* * *

Lyon. — Excellente journée, dimanche, pour la propagande; plusieurs camarades s'étaient donné rendez-vous à une réunion publique électorale.

Après un débat contradictoire où le beau rôle n'a pas été pour les socialistes partisans de la conquête des pouvoirs publics, la soirée s'est terminée par des chants et des poésies révolutionnaires et libertaires. Les personnes présentes ont vivement engagé les camarades à revenir.

On le voit, malgré les provocations de l'autorité, l'idée marche.

A ce propos, tous les camarades protestent énergiquement contre les mesures vexatoires dont ils sont l'objet.

Quel que soit l'établissement où l'on se donne rendez-vous, il est toujours impossible d'y retourner; aussitôt, la police, usant de ses procédés habituels d'intimidation, oblige moralement le propriétaire de l'établissement à user d'un subterfuge pour nous refuser à nouveau sa salle.

De même, les mesures individuelles fleurissent de plus belle; les visites n'ont d'ailleurs jamais cessé, en dépit des protestations gouvernementales. Un camarade vient-il à s'absenter une journée, immédiatement un m...onsieur se présente chez le patron pour connaître la cause de cette absence. Nous ignorons si c'est là un ordre ministériel ou bien une simple fantaisie préfectorale. Mais MM. les roussins de tout grade et de tout acabit peuvent être persuadés que ce ne sont pas ces procédés qui nous arrêteront dans notre tâche, au contraire.

Nous engageons une dernière fois les camarades à se rendre au cours de sociologie, palais Saint-Pierre, le vendredi de chaque semaine, à 8 h. 1/2: c'est une excellente occasion de se voir, et en même temps de connaître les arguments officiels de la bourgeoisie sur la sociologie.

(Correspondance locale.)

États-Unis.

Tacoma (Wash.). — Depuis deux ans nous avons eu, dans le Nord-Ouest des États-Unis, la manifestation des sans-travail se rendant à Washington, la capitale des États-Unis, pour mendier les réformes préconisées par les meneurs radicaux et socialistes étatistes.

Les pétitionnaires furent largement déçus quand ils se sont trouvés devant la fabrique législative; Coxey, un des meneurs des sans-travail, fut arrêté et emprisonné pour avoir voulu lire la déclaration de l'indépendance devant le Capitole.

Depuis le mouvement des sans-travail et la grève des employés des chemins de fer transcontinentaux, avec quelques camarades de Portland (Ore.), nous avons fondé, pour la propagation de nos idées, *The Firebrand*.

La conception anarchiste fait ici un grand progrès; nous avions organisé des réunions contradictoires avec le collectiviste Pronlund et Povnor Feats, un des meilleurs orateurs radicaux de l'État de Washington. Tous les deux se sont montrés insuffisants en leur argumentation contre l'anarchiste Addis.

Quelques socialistes étatistes ont aussi fondé une colonie à cinq lieues d'ici; ils se sont complètement embourbés dans leurs lois et réglementations. Dernièrement ils ont déclaré dans une réunion publique, à Tacoma, que le meilleur moyen de prouver l'impossibilité du socialisme autoritaire est d'essayer de le mettre en pratique, et que la rude expérience les a tournés vers le communisme anarchiste.

Nous avons aussi dans la ville plusieurs associations de production et de consommation où j'ai les meilleures occasions de montrer la nécessité de la propriété commune des moyens de production.

J'ai mis tous ces palliatifs en pratique avec l'intention de montrer l'inefficacité de tout ce que lesdits socialistes autoritaires présentent comme de grandes réformes.

A Seattle, une ville voisine de Tacoma, une dizaine de nos amis plus ou moins anarchistes ont fondé une fabrique de boîtes et de paniers.

A Spokane, une autre ville importante dans l'État, il n'y a pas encore de propagandistes, mais ça viendra bien avec le temps.

Aussi, à Portland (Ore.), l'anarchisme commence-t-il à se propager grandement. La plus grande partie des anarchistes militants sont de nouveaux convaincus.

Bref, nos idées ont plus de chances de réussir ici qu'en nulle autre part du monde où j'ai eu l'occasion de voyager, car la population est très intelligente et se trouve à présent dans une misère noire, spécialement dans le Nord-Ouest américain.

Suisse.

Zurich. — Pour faire suite à ma dernière correspondance, je veux tâcher de vous donner une idée du mouvement anarchiste et socialiste indépendant à Zurich, dans ces derniers temps.

Le 26 mai 1893, la réunion générale de l'*Arbeiterbildungsverein Eintracht* de Zurich décida à une forte majorité de refuser aux socialistes indépendants l'accès de leurs locaux. Les motifs de cette exclusion sont typiques :

Les indépendants portent la confusion dans les syndicats et les réunions; par leur agitation et leur tactique, ils font les affaires de nos adversaires et de la police; ils occasionnent partout des querelles parmi les membres de l'association; parmi eux il est des mouchards et beaucoup sont suspects; en outre, consciemment ou inconsciemment ils font le plus grand tort au mouvement ouvrier, et enfin nous voulons les écarter pour n'avoir pas de démêlés avec la police.

Plus de 50 membres furent exclus à la suite de cet ordre du jour.

En juin 1893, une scission se produisit à Berlin entre les anarchistes et les indépendants. Ceux-ci avaient tenté de s'emparer de l'imprimerie de l'organe commun et furent surpris. Il s'en suivit une polémique très vive entre eux (Wildberger, Victor Buhr, etc.) et le journal *der Sozialist*. Cette scission occasionna une assez grande agitation et de toutes parts suscita des déclarations dont la grande majorité fut en faveur des anarchistes. Le mouvement suisse se ressentit de cette agitation. Le débat portait sur la ligne de conduite du *Sozialist*. Les camarades de Lucerne se déclarèrent, eux, en faveur des social-démocrates indépendants. A Zurich, il y avait deux partis bien tranchés: l'un, le plus nombreux, composé des camarades Paul Pawlowitsch, W. Kühnel, E. Pietzsch, etc., l'autre de F. Blei, Kœster, Feist, Schœffer, etc. Ces derniers avaient envoyé en Allemagne une déclaration blâmant la ligne de conduite du *Sozialist*, au nom des camarades de Zurich. Cette façon d'engager dans l'expression de l'opinion personnelle de quelques membres la totalité des camarades de Zurich provoqua de la part du *premier* groupe une contre-déclaration en faveur du *Sozialist*. Cette contre-déclaration fut signée par 31 membres sur 48.

Alors le groupe Blei, Fœrster, etc., adressa au *Sozialist* une nouvelle déclaration dans laquelle il lui était reproché, ainsi qu'aux anarchistes en général, de tenir un langage trop élevé pour l'ouvrier, de ne pas subordonner la possibilité de la révolution aux seules conditions économiques (destruction du petit patronat, organisation en syndicats, etc.) et de trop compter sur l'énergie individuelle. Cette déclaration concluait en préconisant l'émancipation économique avant tout, non *par des lois et des parlements*, mais par la force que le prolétariat possède en lui-même.

Ce fut le dernier signe de vie des démocrates de Zurich, qui continuèrent ensuite leur propagande dans les syndicats professionnels.

Mais venons-en à la période fiévreuse qui précéda le congrès de Zurich et aux nombreuses discussions qui la marquèrent. Il était question, on le sait, d'exclure du congrès les indépendants et les anarchistes. Tel fut pendant longtemps le thème de nos discussions, aux réunions de la « Eintracht », chaque jeudi.

Cette période est fréquente en réunions publiques. C'est ainsi que le 20 juillet eut lieu une réunion où Kabane prononça un discours sur les moyens de lutte du prolétariat. Quelques jours après, le gouvernement fédéral crut nécessaire d'opérer quelques arrestations. Je dois signaler l'étonnement des policiers de rencontrer une association de 60 membres n'ayant ni statuts, ni règlements. Après avoir saisi nos cachets et la liste des abonnés du *Sozialist*, que, d'ailleurs, ils restituèrent après en avoir pris copie, ils relâchèrent tous les arrêtés.

Le 27 juillet, réunion publique avec, pour ordre du jour : « De la conception matérialiste de l'histoire. » Le 1er août, réunion privée pour l'élection des délégués; ce fut Pawlowitsch qui fut élu.

Puis viennent les incidents bien connus de l'expulsion des indépendants du congrès. Les expulsés provoquèrent une réunion le 8, dans laquelle on résolut de faire une conférence internationale portant sur ces points :

1° Notre position envers la société bourgeoise et la social-démocratie.
2° La fête du 1er mai.
3° La grève générale.
4° La guerre.
5° Le parlementarisme.
6° La lutte économique.
7° La propagande révolutionnaire.

Sur le premier point, la confraternité de tous, socialistes, révolutionnaires, anarchistes, admettant que toute servitude et toute misère a pour cause l'exploitation de la masse par une minorité, et que la destruction de la société actuelle doit être poursuivie par tous les moyens, fut reconnue à l'unanimité.

La fête du 1er mai fut considérée par Molinari comme le commencement de la grève générale.

Ensuite, diverses propositions sont discutées; l'une de G. Landauer, tendant à soutenir toutes grèves et à profiter d'elles pour éclairer la masse ouvrière, à favoriser le développement des syndicats qui « doivent être les germes de la société socialiste », et considérant la grève générale comme le commencement de la révolution; une autre de Gumplowicz préconisant l'organisation économique, les grèves et la propagande révolutionnaire comme moyens de lutte du prolétariat.

Le parlementarisme est ensuite reconnu comme contraire à la propagande des idées libertaires et comme un élément de corruption. En conséquence, il doit être combattu.

Enfin, à propos de la propagande révolutionnaire, est adoptée la résolution de Nicolet disant qu'il faut imprégner de l'esprit révolutionnaire les organisations économiques du prolétariat, favoriser le plus possible le développement de l'esprit d'initiative individuelle, et démontrer l'inutilité de la politique et du parlementarisme, ainsi que des réformes.

L'effet était produit. Et quelques jours plus tard, dans une réunion, le socialiste Wichers von Gogh, parlant du congrès et de ses conséquences, devint, de légalitaire enragé qu'il était, fanatique libertaire. Cette réunion se termine par une protestation contre l'exclusion, du congrès, des socialistes indépendants et des anarchistes.

Une fois l'agitation occasionnée par l'incident du congrès un peu calmée, les réunions publiques n'en demeurent pas moins fréquentes.

A mentionner une réunion houleuse où Bebel, serré de près par les arguments de nos amis, ne trouva rien de mieux que de se répandre en invectives grossières à l'égard de quelques assistants. Sa conduite lui attira de Wichers une verte réponse que publia le *Sozialist* et dans laquelle notre camarade releva les contradictions et le changement de tactique des marxistes à l'égard du parlementarisme.

(A suivre.) Slovacs.

Italie.

Tremiti. — En commençant une série de correspondances de Tremiti, je dois, avant tout, expliquer la brusque interruption des lettres que j'envoyais de Naples aux *Temps Nouveaux*. Le 22 septembre dernier on perquisitionna chez moi, et je fus arrêté.

On me vola une centaine d'imprimés, brochures et journaux, et on me transféra en Pouille. Après quatre mois de prison, sans autre procès que celui de *renitenza alla leva* (pour lequel je fis 25 jours de détention), j'ai su enfin qu'on m'avait condamné à deux ans de *domicilio coatto* pour propagande anarchiste. Je néglige de raconter les canailleries qu'on m'a faites; les camarades les imaginent très facilement.

Le 22 janvier, j'arrivai donc ici, à S. Nicola de Tremiti. La veille, le *Giovanni Bausan*, navire cuirassé, avait emmené quatre-vingt-huit compagnons pour le motif que voici. En raison de la rigueur de l'hiver, les *coatti politici* — anarchistes, socialistes et républicains — avaient, quelque temps auparavant, télégraphié au ministère, pour qu'on s'occupât d'eux et de leurs familles. Ils ne demandaient que du travail. N'ayant pas reçu de réponse, ils télégraphièrent de nouveau. Mais comme le ministère continuait à se taire, le peu de compagnons (une trentaine, sur plus de trois cents) qui travaillaient se mirent en grève. Cette preuve de solidarité, ou mieux cette situation parut menaçante au directeur de la colonie, qui en informa aussitôt par télégramme le ministère.

Ce fut ainsi que le jour suivant on vit apparaître à l'horizon le *Giovanni Bausan*, sur lequel étaient embarqués cent carabiniers avec plusieurs sacs de menottes et de chaînes. C'était la réponse de Crispi à la demande de travail. Et 88 compagnons furent pris et obligés de partir pour d'autres îles, comme un inspecteur de prison, venu sur le navire, l'assurait *sous serment* à tous les *coatti*. Et il affirmait, en outre, qu'on les faisait partir, parce qu'en d'autres îles ils trouveraient les moyens de travailler. Il prétendait aussi que leurs familles respectives rejoindraient les *coatti* qui partaient. Notez que toutes ces affirmations furent faites en présence du directeur.

Cependant... de toutes ces promesses pas une n'a été tenue. Nous avons su, en effet, que les compagnons se trouvent maintenant en d'autres îles. Mais nous avons su aussi qu'ils n'ont pas de travail et que leurs familles, ainsi que les nôtres, souffrent du froid et de la faim sur le continent. Outre cela, quelques-uns de nos camarades ont été traduits à Lucera pour les faire passer en jugement.

Qu'en sera-t-il ?

La situation est désormais trop tendue. Une nouvelle protestation a été publiée par la presse. Nous avons fait entendre au gouvernement que lorsque tout moyen de protestation sera épuisé, c'est nous qui pourvoirons nous-mêmes à nos besoins. Nous voulons « *qu'on nous rende la liberté, ou qu'on nous mette en des lieux et dans des conditions où nous puissions vivre avec nos familles, de manière à pouvoir travailler pour nous et pour elles. Le silence serait violence et au silence nous répondrons avec tous les moyens que notre situation nous laisse* ».

Cette protestation a été imprimée et distribuée par milliers d'exemplaires. Au moins, le public saura de quel côté se trouve la loyauté.

Roberto d'Angiò.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Les Libertaires du VI*e. — Réunion le lundi 2 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue Mabillon (Marché Saint-Germain). — Discussion sur *la prochaine révolution*. — Les contradicteurs sont invités.

* *

*Les Libertaires du XIII*e, salle Bénétaud, 50, avenue des Gobelins. — Le samedi 29 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade sur *le droit du premier occupant*. — Les contradicteurs sont invités.

* *

*Jeunesse anarchiste du XV*e, salle Mas, 103, rue du Théâtre. — Le vendredi 28 février, à 8 h. 1/2 du soir, réunion d'étude où la contradiction est admise. — Le dimanche 1er mars, même heure, soirée familiale : causerie par le camarade Guyard sur *La Fontaine anarchiste*. Chants, poésies.

* *

La grande fête familiale qui devait avoir lieu le 7 mars, rue de Vanves, salle du *Moulin de la Vierge*, est, à cause de la conférence Kropotkine, remise au 14. Les personnes qui pourraient disposer de lots pour la tombola sont priées de les adresser aux camarades Guyard, 17, rue des Canettes, ou Jules Bard, 200, rue d'Alésia.

* *

Groupe artistique. — Réunion, le jeudi 5 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans.

* *

*Les Libertaires du XIV*e. — Samedi 29 février, 11, avenue d'Orléans, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale. Causerie par le camarade A. Fallier sur *la tactique révolutionnaire*. Chants, poésies.

* *

*La Jeunesse libertaire du XIV*e. — Dimanche 1er mars, à 2 h. 1/2, 11, avenue d'Orléans, matinée familiale. Causerie : *Les fanatiques de l'anarchie*.

Entrée libre.

* *

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XII*e. — Samedi 29 février, à 9 heures très précises, au local habituel.

Ordre du jour : Le relèvement moral de la classe ouvrière par le communisme libertaire; organisation définitive de la réunion projetée.

* *

Avis. — Les camarades qui nous envoient des communications pour transmettre à la *Sociale* et au *Libertaire*, sont priés de nous les envoyer en autant de copies qu'il y a de communications à faire.

* *

Liège. — La compagne de Moineau nous fait savoir que les amis se sont alarmés à tort à son sujet; sa situation est difficile, mais elle espère en sortir par ses propres forces. Elle engage les amis qui étaient disposés à lui venir en aide, à reporter leur bonne volonté sur les familles Marcoty et Petit, composées de sept et huit enfants, et dont les pères sont également condamnés aux travaux forcés.

Continuer d'adresser les souscriptions à Mme Moineau, place Saint-Séverin, à Liège.

* *

Les *Libertaires* d'Amiens organisent une fête familiale, le dimanche 1er mars, à 3 h. 1/2, rue Cardon, salle Cardon. Concert, conférence, bal, tombola.

Entrée : 0 fr. 30. — Les citoyennes ne paient pas.

* *

Bruxelles. — L'administration de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* est transférée de la rue du Nieuwmolen, 1 (rue de France), à la rue des Eperonniers, 51, à Bruxelles. Les camarades qui voudraient des brochures pour la propagande, n'ont qu'à s'adresser à cette nouvelle adresse.

Nous prévenons aussi les camarades que nous avons un grand nombre de bonnes brochures que nous serions heureux de voir en circulation.

* *

Marseille. — Les camarades d'Endoume et des environs se rencontrent les jeudis, à 8 heures du soir, et les dimanches, à 5 heures, au Bas de la Liberté, chemin d'Endoume, n° 200.

* *

Clichy. — Tous les samedis, à 8 heures du soir, 123, boulevard National, les *Libertaires* de Clichy et les *Iconoclastes* de Levallois-Perret se réunissent.

Causeries par un camarade.

* *

Reims. — Les deux soirées familiales organisées par la *Jeunesse Libertaire Rémoise*, le 1er et le 15 février, ont produit 11 francs, dont 6 francs pour la brochure *Patrie et internationalisme*, et 5 francs pour les *Temps Nouveaux* et la *Sociale*.

Les camarades sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 1er mars, à 4 heures du soir, au *Cruchon d'Or*, en vue d'organiser une soirée familiale pour le 21 mars.

Les camarades qui pourraient disposer de livres et brochures, etc., pour former une bibliothèque, sont priés de les adresser au camarade Foudrinier, rue de Metz, 30, Reims (Marne).

* *

Saint-Etienne. — Il vient de se créer ici le groupe de l'*Inéfait*, dont le but sera de s'occuper exclusivement de chercher les moyens les plus faciles pour passer de la théorie à la pratique, sur le terrain industriel, et d'implanter les principes libertaires dans la société actuelle, ou de la transformer par l'évolution matérielle.

Tous les camarades, spécialement les passementiers, veloutiers et caoutchoutiers, qui voudraient prêter leur concours, sont invités à se rendre au *Bon Coin Stéphanois*, en face le théâtre, le samedi 7 mars.

* *

Boulogne-sur-Seine. — La *Jeunesse révolutionnaire libertaire* se réunit tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 1, route de la Reine, maison Cantillon.

* *

Nancy. — Les camarades sont priés de se trouver les dimanches, de 5 à 7 h. du soir, au café du Marché, place du Marché. Les socialistes de toutes les écoles sont invités à venir discuter avec nous. — E. Humbert, A. Joubert.

A LIRE

Dans le *Magazine International* de janvier 1896 : *La Guerre et les littérateurs*, par Bernard Lazare. *La Revue sanglante en 1895*. *La Grande Famille*, par Elisée Reclus. *Société Nouvelle*, de février. *La Future abondance*, par P. Kropotkine.

La Réponse de Ch.-Albert au sujet du projet de Paul Adam.

Lettre inédite de Bakounine à Celso Ceretti.

Les Frères ennemis, par B. Lazare dans l'*Action* du 15 février.

Les Idées reçues, par L. de Gramont, *Eclair* du 14 février.

La Jeunesse, par B. Lazare, *Echo de Paris*, 15 février.

La Protection des mères, par Mme Hudry-Menos, *Revue féministe* du 15 février.

Et le Char du 200e? par Séverine, *Eclair* du 20 février.

Ibsen et Mistral, par Jean Carrère.

Le Tout Bordeaux, 22 février.

Ballade électorale, par J. Richepin, *Journal*, 22 février.

La Maison d'aliénés et l'Asile des vieillards, par les Veber's, *Journal*, 24 février.

A voir : *Le Veau d'or*, dessin de Steinlen, *Echo de Paris*, 18 février.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Paris. — La carte est expédiée à M. B.

R., à Lyon. — Brochures expédiées. *Procès de Chicago* totalement épuisé, ai remplacé par d'autres.

R. V., à Pont-en-Royan. — Réexpédions les numéros. Le service avait été fait toutes les semaines.

R., à Nîmes. — Bien reçu lettres, mais n'ayant rien de particulier à vous dire, à quoi bon écrire? Lu les articles; la place manque pour publier tout.

A. T., à Lyon. — Brochures expédiées. Quant aux affiches, nous n'en avions qu'un nombre restreint; préférable de les garder pour Paris, où a lieu la conférence.

L. — Reçu le *13 mars 1881*. Cela nous semble pécher comme poésie. Les remets à un camarade plus compétent. Nous rendrons réponse au prochain numéro.

F. M., à Sérignac. — Lu *Au Séminaire*. Exacts mais trop relâché comme style. Travaillez-le davantage.

Reçu pour le journal : A. C., 1 fr. — Liste d'Apt, 7 fr. 75. — D., à Romans, 3 fr. 50. — L. L., à Paris, 4 fr. 50. — B., à Paris, 0 fr. 35. — P., 5 fr. — B., à Pontarlier, 1 fr. 25. — C. W., à Ashwell, excédent et ab., 10 fr. — L. D., 20 fr. — T., au Fromenthal, 2 fr. 50 (par la *Sociale*); D. L., X. X. et deux ouvriers, 32 fr. — J., 5 fr. — S. et L., à Berlin, 1 fr. — V., à Salon 1 fr. 50. — Dr R., 2 fr. — Un lecteur, 1 fr. — Liste de Camerino, 1 fr. 70. — Liste de Roncegno, 3 fr. — D., à Beauvais, 0 fr. 50. — Collecte à la soirée familiale de Reims, 2 fr. 50. — Merci à tous.

D., à Amiens. — H., à Angers. — M., à Bressey. — R., à Roanne. — Benoit, pour Lallemand, New-York. — G., à Mâcon. — P., à Senlis. — M., à Nonancourt. — C., au Havre; G., à Paterson (par la *Sociale*). — A., à Genève. — V., à Marseille. — B., à Marseille. — B., à La Machine. — L., au Havre. — G., à Bourgoin. — G., à Tarare. — M., à Vienne. — B., à Brest. — M., à Marmirolo. — J. B., à Weir. — E., à Gap. — A : à Béziers. — F., à Amiens. — Tabaconist, à Londres. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 45 — DIX CENTIMES — DU 7 AU 13 MARS 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

VI

L'opinion des spécialistes sur la concentration du capital.

Nous avons vu qu'en dépit de la loi imaginaire de la métaphysique allemande le nombre des exploiteurs augmente. Par conséquent, le nombre des défenseurs de l'ordre actuel, avec tous ses résultats de misère et d'ignorance, au lieu de se réduire à un « nombre décroissant de potentats du capital », a triplé de 1850 à 1889, tandis que l'accroissement de la population n'a pas atteint le rapport de 40 0/0. Telle est la constatation qui résulte de l'examen des chiffres officiels fournis par les « Livres bleus ». Mais si nous consultons les ouvrages de spécialistes célèbres, tels que MM. Mulhall et Giffen, qui prennent une période de temps un peu plus longue, nous obtenons des résultats beaucoup plus frappants. Portons surtout notre examen sur les « ouvrages classiques » de ces auteurs, car, eux, ils donnent des chiffres précisément à partir de l'époque à laquelle Engels et Marx ont commencé à prêcher le fatalisme économique, l'émancipation sociale par la toute-puissance de l'Etat et le légalisme politique dans la vie économique (2).

D'après Mulhall (3) et R. Giffen (4), l'accroissement du nombre des propriétaires, de 1833 à 1882, donne le tableau suivant :

En	Nombre d'héritages.	Valeur générale.	Par chaque propriété.
1833	25 368	1.372.175.000 fr.	54.000 fr.
1882	55.359	3.508.000.000 »	62.000 »
Accroissement	29.991	1.135.825.000 fr.	8.000 fr.

« Nous voyons, dit R. Giffen (p. 396), que le « nombre de capitalistes augmente. Ils font une « minorité de la nation, pourtant, je crois, 55.000 « propriétés qui passent chaque année dans « une famille, représentant de 1.500.000 jusqu'à « 2 millions d'individus qui possèdent une pro- « priété soumise à l'impôt. (Les propriétés au- « dessous de 2.500 francs sont exemptes de « taxes.) »

On payait en impôt sur le revenu :

En	De 3.750 fr. à 12.500.	De 25.000 et au-dessus
1843	87.946 hab.	7.923 hab.
1889	333.070 —	21.842 —
Accroissement :	370 0/0	228 0/0

A partir de 1840, l'accroissement des classes possédantes, selon M. Mulhall (*50 years of national Progress*, p. 24), fut quatre fois plus rapide que celui de la population en général. On constate qu'en 1840 sont morts 97.675 individus possédant moins de 2.500 francs, tandis qu'en 1877 ce nombre tombait à 92.447; cependant la population augmentait dans un rapport supérieur à 26 0/0.

Le nombre de magasins et de boutiques (Mulhall, *Dictionary*, etc.) s'élevait comme il suit :

Années.	Nombre des boutiques.	Rentes en francs.
1875	295.000	357.500.000 fr.
1886	366.000	472.000.000 »
Accroiss. en 11 ans.	71.000	115.000.000 fr.

Il parait que Whiteby, Maple, Shulbread (*Armée, marine*, etc.) n'ont pas décimé ces marchands parasites, ces petits capitalistes que J. S. Mill atteignait avec tant d'énergie et sur le sort desquels les orateurs marxistes pleurent si souvent, pauvres victimes dévorées, d'après leur prétendue loi, par les grands magasins.

Dans le nombre des établissements capitalistes par excellence, les banques, nous voyons le même accroissement. « Il y avait en Angleterre (1886) 140 banques actionnaires avec un capital de 2 milliards 500 millions de francs et appartenant à 90.000 actionnaires. Nous ne comptons pas les 47 banques des colonies. » (Mulhall, *50 years of national Progress*, p. 66.)

De n'importe quel côté que nous envisagions la question, toujours et partout le nombre des exploiteurs augmente. Il faut être plus que naïf pour répéter l'absurdité que, le nombre de possesseurs du capital étant réduit par la loi fataliste à une minorité infime, la bourgeoisie se soumettra gentiment à l'expropriation votée par un parlement. Si en 1848 ils ont ensanglanté Paris en combattant les revendications socialistes du peuple, nous pouvons être certains d'avance de leur conduite future, car leur nombre a triplé depuis. La semaine sanglante de 1871 est d'un augure assez peu favorable pour les optimistes et les parlementaires...

* *

Si la loi fataliste détourna beaucoup de socialistes de la lutte économique et poussa les masses exclusivement vers l'agitation électorale, ce fut un mal, mais un mal partiel. En Allemagne, par exemple, où le parti social-démocrate se vante d'un succès inouï, les conditions du travail sont très inférieures, non seulement à celles de l'Angleterre, où la masse lutte toujours sur le terrain économique, mais à celles de la France (1). Et pourtant le mal reste partiel, car la majorité des travailleurs, instinctivement, s'en tient à la lutte économique par les grèves. Mais si nous assistons de nos jours à un développement néfaste et nuisible de la toute-puissance de l'Etat qui centralise tout, qui paralyse les forces productives, la vie intellectuelle des nations, qui enchaîne la population européenne et dévore les peuples par ses millions de fonctionnaires, par des millions dépensés pour l'entretien d'armées permanentes, et si la masse populaire se soumet au despotisme de l'Etat, de la police et de n'importe quelle autorité, la responsabilité en incombe en grande partie, sinon entièrement, à l'école social-métaphysico-autoritaire et démocratique allemande.

Avant que la doctrine social-démocratique prît un développement important, tous les esprits indépendants, tant dans la bourgeoisie que dans le peuple, tâchaient par tous les moyens de réduire, d'amoindrir le plus possible l'influence de l'Etat dans la vie sociale, le nombre de ses fonctionnaires et de ses moyens financiers. Sous l'influence de la révolution dans l'Amérique du Nord et de la fondation des Etats-Unis, les idées d'autonomie et de fédéralisme commencèrent à gagner les sympathies des masses. Les libéraux-politiciens aussi bien que les socialistes avant 1848 étaient tous partisans de la pleine autonomie des groupes productifs. Louis Blanc, lui-même, cet admirateur des Jacobins de la Convention et de leur devise : « République une et indivisible », reconnait dans son projet d' « organisation du travail », au sujet des « ateliers nationaux », que « le crédit aux pauvres étant organisé, l'Etat n'aurait plus aucun droit de s'immiscer dans la vie autonome des associations ». Mais la social-démocratie s'étant mise à prêcher qu'il faut tout sacrifier à l'Etat, qu'il faut lui laisser tout absorber, tout centraliser, car, grâce au fatalisme économique, un beau jour, au lieu des Hohenzollern et de Bismarck, ce seront des Liebknecht, des Engels et des Bebel qui organiseront un paradis terrestre avec l'armée du travail, spécialement pour l'agriculture (2), toute idée d'autonomie est tournée en ridicule, le fédéralisme fut poursuivi dans l'Internationale, et

(1) Voir les numéros 37, 39, 40, 42 à 44.

(2) Les marxistes prétendent que c'est leur maître qui donna le premier l'explication matérialiste de l'histoire. Nous verrons plus loin comment les idées de Vico, de Locke, de Saint-Simon, de Quételet, de Buckle, de Rod-gers furent attribuées à Marx. Je veux seulement indiquer ici la contradiction de ceux qui affirment la prédomi-nance de la lutte et du développement économique dans l'humanité, et qui veulent, en conséquence, astreindre les ouvriers à adopter avant tout, en vue de leur éman-cipation économique et sociale, la lutte... politique et légale.

(3) *Dictionary of statistics : 50 years of national Progress.*

(4) *Essays on finance.*

(1) Il est très intéressant de comparer les résultats du mouvement socialiste (ou plutôt ouvrier) dans les différents pays. Le camarade qui voudra faire un travail là-dessus trouvera des renseignements remarquables dans les Blue-Books (livres bleus) de 1893, dans les rapports consulaires.

(2) Il paraît que ces messieurs se proposent sérieusement pour le commandement de l'armée du travail. Bebel assistait au dernier congrès de social-démocrates à Vienne, non comme un simple délégué, mais comme un général, une tête couronnée, venant faire une revue, selon ses propres expressions.

Liebknecht déclara avec un orgueil bien risible : « *Je suis l'adversaire de toute république fédérative* (1). »

Leur théorie fondamentale en économie, nous la connaissons déjà suffisamment. Voyons un peu si leur amour pour l'Etat est mieux justifié que leur fatalisme économique. Dans l'analyse qui suit, je me bornerai exclusivement à la France, avec son Etat centralisé et tout-puissant.

Tout le monde sait bien que chaque événement de la vie sociale et organique est le résultat d'une force dépensée, de la matière usée. Si les dépenses surpassent les profits d'une entreprise, les hommes de bon sens abandonnent cette entreprise. Il en est de même dans la vie sociale : une institution nuisible finit toujours par être rejetée. Du temps de nos pères, quand la métaphysique allemande avec ses lois et ses hypothèses *fantaisistes* n'avait pas encore envahi le socialisme, tout le monde se révoltait contre les dépenses inutiles de l'Etat, contre la charge écrasante de l'impôt. Et que prenait donc l'Etat, que nos braves pères et grands-pères se révoltaient? Le tableau suivant nous l'indique :

	Accroissement de dépenses de l'Etat en millions de francs.				Accroissement de 1750 à 1889.
Années :	1750	1810	1850	1889	—
Allemagne.	175	287	695	3.867	22 fois
France. . .	355	1.000	1.275	3.045	9 »
Russie. . .	40	275	975	2.220	55 »
Italie. . . .	37	113	300	1.800	48 »

Ils étaient bien ignorants les gens de la grande Révolution, en se révoltant contre les charges d'Etat! Le socialisme « scientifique » enseigne aux peuples qu'il faut supporter avec joie des dépenses 22, 48 et 55 fois plus fortes qu'autrefois. Mais moi, anarchiste ignorant, j'approuve la révolte de nos grands-pères et je signale l'état de ruine complète du peuple en Russie, où les charges sont 55 fois plus lourdes, la misère de l'*Italie* avec une augmentation de charges 48 fois plus grande, et l'Allemagne, où fleurit la social-démocratie et où les ouvriers travaillent 13, 15 et souvent 18 heures par jour pour un salaire de 2 francs.

Mais, dira-t-on, si les dépenses d'Etat sont augmentées, c'est le peuple qui en profite. Vraiment?Essayons de voir cela de près.

Le budget de la France en 1892 nous montre que l'Etat prenait 3.780.077.692 francs par an.

De cette somme énorme, on donnait à la bourgeoisie en intérêts sur

la Dette publique. . . .	1.284.191.374 fr.
A la même bourgeoisie pour l'administration des finances, pour perception d'impôts, pour gouvernement, etc.	1.193.494.440 »
A la même bourgeoisie pour fournitures de l'armée, au moins un tiers des dépenses militaires, soit . .	285.142.000 »
Allocation totale de la bourgeoisie	2.762.827.814 »
Si nous ajoutons les dépenses militaires qui sont destinées à la protection de la même bourgeoisie . . .	570.282.000 »
Il reste une somme bien modeste de	446.967.878 »

pour l'instruction, les postes et les travaux publics, qui sont aussi en majeure partie pour la bourgeoisie.

Au budget de l'Etat, il faut ajouter 500 millions de budgets municipaux dont un tiers est distribué aussi entre les gouvernants et les exploiteurs... Nous constatons que l'Etat, si adulé et si prôné par les métaphysiciens allemands, dépouille, chaque année, le peuple français, au profit de la bourgeoisie, de trois milliards et demi! C'est une jolie somme à distribuer. Elle représente un tiers de tout ce dont la bourgeoisie tout entière spolie le peuple par l'exploitation directe. Car, d'après les calculs de Leroy-Beaulieu, le revenu annuel de toute la France est égal à 25 milliards de francs, lesquels sont partagés à peu près comme il suit :

A l'Etat reviennent . . .	4.000.000.000 fr.
A la bourgeoisie, en comptant 9 millions de producteurs gagnant, pour les patrons, 2 fr. 50 par jour. . .	8.212.000.000 »
Consommation nationale, en comptant 0 fr. 50 par jour et par tête	7.300.000.000 »
Frais de la production. .	5.488.000.000 »

Trois milliards et demi donnés par l'Etat, huit milliards 212 millions arrachés sous la protection du même Etat, soit onze milliards 712 millions que les exploiteurs de France peuvent partager entre eux chaque année.

D'ordinaire on déclame beaucoup contre l'exploitation accomplie par les plus petits entrepreneurs privés et en même temps on chante la gloire et les bienfaits de l'Etat, ce Moloch des temps modernes, à qui on sacrifie l'individu, le bien-être, la liberté et l'honneur de tous. On oublie que ce fétiche impose ses propres conditions, ses besoins aux masses subjuguées... Et, quelle que soit la forme du gouvernement, il épuise les forces productives et la vie sociale d'une nation. Un des besoins les plus immoraux de l'Etat — soit sous la monarchie despotique, constitutionnelle, ou sous la République — est d'augmenter le nombre de ses fonctionnaires, c'est-à-dire d'augmenter le nombre de parasites vivant sur l'ouvrier. La statistique française est bien éloquente à ce sujet.

En 1855, quand les idées du « Manifeste communiste » n'étaient pas répandues dans les masses, tout le monde traitait de bandits et de gaspilleurs les *Napoléon*, Morny, Persigny et autres héros du coup d'Etat de 1852. Quelles étaient les sommes dépensées pour les fonctionnaires à cette époque? Elles étaient énormes : 241 millions pour le traitement, et 30 millions pour les pensions. Depuis lors jusqu'à 1870, l'augmentation pour les besoins du parasitisme national fut toujours en accroissement, et les hommes et les partis de progrès ne cessaient de protester.

Mais voici que l'empire est tombé. Le peuple espérait que la République, cette Marianne si chère, le soulagerait de ces charges écrasantes, diminuerait le parasitisme national. En vain il se berçait de pareilles espérances. L'Etat républicain se montra encore plus gaspilleur. Qu'on en juge par ce tableau :

Années.	Traitements.	Pensions.
1855	241 millions	30 millions
1870	296 —	30 —
1880	440 —	47 —
1893	517 —	81 —

et le nombre de fonctionnaires a monté jusqu'à 806.000 individus!

Il ne faut pas croire que c'est une maladie spéciale aux républicains français. En Russie, en Allemagne, en Italie, partout, l'accroissement du parasitisme est encore plus rapide. Il en est de même aux Etats-Unis, où les pensions aux fonctionnaires font la plus grande charge publique et sont toujours en progression. Si on examine les dépenses d'administration, de dettes nationales et de pensions, on aura pour l'année 1892 :

Administration.	100	millions de dollars
Intérêts dette publique	23	—
Pensions	125	—
Total . . .	248	—

Le budget tout entier est de 409 millions de dollars; autrement dit, plus de la moitié des dépenses est employée directement pour ceux qui ne produisent rien.

Et on prône l'Etat, qu'on croit pouvoir conquérir! (*Kinder Glauben!*)

A présent, lecteurs, comprenez-vous pourquoi le nombre des capitalistes augmente sans que les millionnaires dévorent la petite bourgeoisie? Avec cette énorme somme on peut créer par an 11.712 millionnaires, 23.424 fortunes de 500.000 francs; ou bien, comme cela se passe dans la vie réelle, cette somme se répartit plus partiellement et la bourgeoisie tout entière, qui nous gouverne et fait les lois à son profit, prospère et se multiplie.

Mais avez-vous observé que l'Etat joue non seulement le rôle de protecteur de l'exploitation capitaliste, mais que lui-même et directement contribue pour un tiers à cette exploitation? Et l'on prêche au peuple qu'il faut laisser à l'Etat un monopole absolu dans la vie économique!...

Que diriez-vous, lecteurs, si je vous conseillais, pour la solution de la question sociale, de laisser aux exploiteurs la pleine liberté de ruiner le peuple, de vous soumettre avec une joie sans bornes à cette misère et au déshonneur que les exploiteurs imposent au peuple? Que penserez-vous de ma sincérité, si je vous conseille la soumission et l'esclavage sous prétexte qu'un beau jour toutes les richesses accumulées et gaspillées par vos oppresseurs pourront, grâce au miracle d'une loi fantaisiste, devenir la possession de vos arrière-petits-enfants?...

Tel est justement le cas de ces beaux messieurs qui vous prêchent la bienfaisance de l'Etat, sans se rendre compte de son exploitation dans l'économie de la vie sociale.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

(1) .. *dass ich Gegener jeder Fœderativ-Republik bin Folksstaat*, March 1872, p. 2 (*Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 284).

LES EMPLOYÉS

Dans le mouvement remarquable qui entraine l'humanité vers l'idéal social entrevu, une classe de salariés semble s'immobiliser parmi l'effort général. Je veux parler des employés.

Lorsque les travailleurs de toutes les catégories commencent à comprendre que leur condition misérable est la résultante monstrueuse d'une erreur vingt fois séculaire maintenue par les lois et qu'il s'agit non plus de modifier celles-ci, mais de les détruire afin de détruire aussi l'erreur, l'employé reste essentiellement conservateur. Il joue aux courses, fréquente les cafés-concerts et s'intéresse à la dernière coupe des pantalons.

Cependant, entre l'ouvrier et lui, il existe des similitudes que le faux-col et les manchettes ne suffisent point à désavouer. Comme l'ouvrier, autant, sinon davantage, les employés, soumis à la sujétion patronale, sont des victimes du régime capitaliste. Encore, à la table de la vie où les fringales s'exaspèrent sur des miettes, la place qui leur est faite se resserre-t-elle de plus en plus en raison de l'affluence sans cesse grossissante des infortunés convives. Et les dangers qui les menacent sont tellement semblables à ceux qui menacent tous les travailleurs, qu'ils ont été naturellement contraints d'utiliser la même arme défensive : le syndicat.

Mais, pour que leur groupement produise des résultats appréciables, les syndiqués ne doivent pas négliger l'enseignement qui se dégage de l'état de servitude dans lequel les tient le salariat. Cet enseignement condamne l'épuisement des volontés à la conquête exclusive de réformes anodines. S'il faut préciser, le syndicat actuel dont l'unique désir paraît être l'obtention des pouvoirs publics, de la juridiction des prud'hommes étendue aux différends entre patrons et employés, le syndicat actuel, dis-je, méconnaît complètement son véritable intérêt en bor-

nant ainsi ses aspirations. Lorsqu'au-dessus des soucis immédiats elle ne place pas la préoccupation plus élevée de l'avenir, l'union syndicale nuit moralement à ceux qu'elle a pour mission non seulement de défendre, mais surtout de prémunir. Et, relativement aux employés, une autre considération s'impose.

Au point de vue social futur, l'employé accomplit une tâche inutile. Rouage indispensable dans l'engrenage des intérêts en opposition, son labeur est vain quant à la communauté des intérêts. En effet, *l'employé ne produit pas; c'est un appareil contrôleur, enregistreur et distributeur des produits.*

Il est difficile de déterminer exactement les transformations que l'instauration d'un milieu nouveau provoquera. Du moins peut-on en concevoir dès à présent les grandes lignes. Et il apparaît clairement que la société future utilisera ailleurs l'énorme somme d'activités humaines gaspillées et dilapidées aujourd'hui.

Peut-être les employés devraient-ils fixer leurs regards sur ce nouvel horizon et se préparer comme leurs frères les ouvriers à la révolution dont nul ne peut préciser l'heure, sans doute, mais que nous hâtons de toutes nos forces et qui viendra. D'autant plus brutale pour ceux qui ne l'attendent point qu'ils n'auront pas su s'identifier de longue date avec elle.

GABRIEL PERNET.

DES FAITS

SAN SALVADOR, 19 décembre 1895. — A Sonsonate, le colonel Rivera ayant fait fouetter jusqu'à ce qu'il expirât un soldat qui avait laissé tomber son fusil, le régiment se révolte et passe par les armes le colonel avec vingt-quatre officiers.

(Extrait de la Revue encyclopédique Larousse, numéro du 11 janvier 1896 : *Chronique universelle*, page 7.)

Les grèves en janvier (1).

35 grèves ont été déclarées en janvier dernier. On n'en avait compté que 28 en janvier 1894 et 20 en janvier 1895. 18 de ces grèves se sont produites dans les industries textiles, 3 dans la métallurgie, 3 chez les ouvriers en chaussures, 2 grèves de chapeliers et 2 de bûcherons et enfin 1 grève dans chacune des professions suivantes :

Lithographes, décalqueuses sur porcelaine, mégissiers, ouvriers en diamants (imitation), terrassiers, typographes, vignerons.

Le nombre des grévistes connu pour 33 grèves a été de 2.651.

15 de ces grèves avec 1.300 ouvriers ont eu lieu dans le département du Nord (industries textiles); cette région est toujours la plus atteinte.

2 grèves ont trait à des questions de salaires; les questions de personnes se trouvent à l'origine de 8 grèves, 3 au renvoi d'ouvriers et 3 à la réintégration d'ouvriers; 2 grèves tendent à la suppression des amendes, etc., etc.

Signalons aussi une coalition des bouchers de la Châtre (Indre), commencée le 10, finie le 13 janvier sans avoir abouti.

PAUL D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Les journaux se sont émus, la semaine dernière, de la fermeture brusque et de la démolition brutale des chauffoirs publics, au moment où sévissait la température la plus basse de l'hiver. Sans doute, l'acte inopportun de l'administration est révoltant; il a, d'ailleurs, déjà porté ses fruits : dès le lendemain, un miséreux est mort de froid dans la rue Saint-Médard, et a été transporté à la Morgue. Cette fois-ci, il n'y a pas à chercher un biais, une échappatoire quelconque; cette mort est directement imputable à l'administration qui a refusé un abri aux malheureux sans domicile. On nous dit que c'est pour ne pas les exposer plus longtemps à être dévalisés par les malandrins qui peuplaient ces chauffoirs. Evidemment, ce n'est pas la fine fleur de la haute banque qui s'y rendait; ces gens-là portent plus haut leur ambition qu'à un dégringolage de sans-le-sou.

Mais voyez-vous la logique de l'administration qui, pour trois loques et deux chapeaux crasseux dérobés, fait mourir de froid ceux qu'elle prétend préserver des voleurs. Le pavé de l'ours est éternel!

*
* *

Le député-poète Clovis Hugues est décidément l'introducteur attitré auprès des pouvoirs publics de tous les projets saugrenus. Le voici, en ce moment, emballé pour la proposition d'accorder à la reine des reines de la Mi-Carême le droit de grâce sur les condamnés à mort. Ce n'est pas que nous trouvions une blanchisseuse moins apte que le président de la République à exercer ce droit; au contraire, étant femme, et n'ayant pas l'esprit faussé par une foule de considérations de castes ou de partis, elle en userait certainement avec plus d'humanité et moins de préjugés que lui. Mais ce que nous ne pouvons admettre, c'est que l'on fasse dépendre ainsi la vie d'un homme du caprice de tel ou tel, président ou reine, même de carnaval.

Au lieu de se préoccuper d'accorder aux uns le droit de gracier, il vaudrait mieux chercher à enlever aux autres le droit de punir.

*
* *

CARMAUX. — Encore Carmaux! On se rappelle que Rességuier avait intenté contre divers journaux qui s'étaient montrés favorables aux verriers une action en dommages et intérêts. Devant le tribunal de Toulouse, le procureur de la République a conclu favorablement à la demande de Rességuier. C'est phénoménal, mais c'est comme ça. Si les verriers, à leur tour, introduisent une demande analogue contre les Yves Guyot et autres hommes liges de la ploutocratie, le procureur Gensoul conclura-t-il encore en faveur des demandeurs? C'est peu probable et ce serait peu s'exposer que parier le contraire. Cependant on nous a toujours dit, et très récemment encore répété, que la justice est égale pour tous.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

NIMES. — La semaine dernière, réunion publique et contradictoire, organisée par les socialistes Alexandre Zévaès et Sicard ; six ou sept cents personnes y assistaient.

Zévaès s'est efforcé d'expliquer que la société actuelle ne peut engendrer qu'exploitation et misère; il a critiqué la propriété individuelle et démontré la nécessité de la Révolution sociale. Pour arriver à cette révolution, il a conseillé, quoi?... l'emploi du bulletin de vote pour faire progresser l'idée socialiste, le parlementarisme étant, selon lui, l'évolution nécessaire devant amener la Révolution sociale, qui précédera, elle, l'établissement de la société collectiviste ou quatrième état.

Après lui, le camarade Marcellin a démontré que le collectivisme ne saurait résoudre le problème social actuel. Dans la société collectiviste, a-t-il dit, l'Etat existera toujours, et qui dit Etat dit autorité, c'est-à-dire négation de la liberté. Or, le bonheur de l'individu ne sera véritablement complet qu'alors qu'il possédera la liberté tout entière ; au précepte « à chacun selon ses œuvres » il a opposé celui bien plus logique de « à chacun selon ses besoins ».

Zévaès, ne trouvant aucun argument pour réfuter les critiques de notre ami, a jugé prudent de déplacer le terrain de la discussion pour le ramener à un cas absolument particulier : M. Sébastien Faure, a-t-il dit, a été candidat aux élections de 1885, et, s'il s'est depuis retiré de la lutte, c'est parce qu'il avait été blackboulé.

Le camarade Marcellin a énergiquement protesté contre ces paroles, disant : Si Faure a pu être entiché de parlementarisme en 1885, c'est qu'il n'était pas encore anarchiste ; mais depuis, son cerveau ayant évolué, il a reconnu l'inefficacité de ce remède et l'a combattu, contrairement à Jules Guesde qui, aujourd'hui député, proclame salutaire ce même suffrage universel qu'il a, pendant dix ans, critiqué.

Un détail à noter : Zévaès, qui demandait instamment qu'on lui expliquât le fonctionnement d'une société libertaire, n'a pu faire une esquisse du régime collectiviste. Il a seulement affirmé que l'Etat et la propriété individuelle y auraient disparu. A quoi un auditeur avisé a répliqué : « Mais c'est la société libertaire que vous décrivez là! »

Les visites domiciliaires chez les anarchistes ont, dit-on, cessé. Cependant, à Nîmes, elles continuent. Le commissaire central ne donne à cette surveillance abusive et arbitraire d'autre raison que « c'est parce que nous sommes anarchistes et hors la loi, et qu'avec nous il n'y a pas à se gêner ». Le plus amusant, c'est que, ces jours derniers, afin que *tous* les policiers connussent de vue tous les militants de la ville, pendant une semaine et deux fois par jour, une paire de sergots, *différents chaque fois*, ont visité les anarchistes à domicile.

(*Correspondance locale.*)

*
* *

MONTE-CARLO. — « Si Paris avait une Canebière, ce serait un petit Marseille », fait-on dire au légendaire Marseillais. Hé bien, je dirai, moi : Si Paris n'avait plus d'octroi, ce serait une petite, oh! mais toute petite, principauté de Monaco.

Je dis toute petite, car quand bien même l'octroi de Paris serait supprimé, il y aurait encore beaucoup à faire pour pouvoir rivaliser avec ladite principauté.

Ici, dans ce pays de Cocagne, où fleurit la roulette et le trente et quarante, pas de douane, pas d'octroi, pas de cote personnelle, pas de cote mobilière, ni immobilière, pas de patente pour le commerçant; en un mot, aucun impôt d'aucune sorte.

Pour tenir un commerce quelconque, il suffit d'en faire la demande à M. le gouverneur, et, s'il l'accorde, tout est dit : il n'y a qu'à marcher et aucun droit à payer.

Et lorsqu'on pense que des farceurs politiques font leur tremplin électoral depuis au moins une quinzaine d'années avec cette promesse au populo : « suppression des octrois », on ne sait pas trop ce qu'on doit le plus admirer du puffisme de ceux-ci ou de la bêtise de ceux qui les suivent.

Quand nous disons aux socialistes autoritaires : Toutes les réformes que vous pourrez préconiser ne serviront jamais à rien; il n'est pas possible de faire payer l'impôt par le capitaliste, tout au plus s'il consentira à en faire l'avance, et quand bien même arriveriez-vous à tout lui faire payer, le sort de l'ouvrier n'en serait pas meilleur, l'exemple qui nous en est offert par la principauté de Monaco nous donne entièrement raison.

Comme il est dit plus haut, il n'y existe aucun impôt, la caisse de la roulette payant tout. Donc les capitalistes payent tout et, qui plus est, c'est que ce ne sont pas ceux du pays qui font les frais des salles de jeu, l'entrée du Casino étant formellement interdite à tout Monégasque ou habitant de la principauté et du département des Alpes-Maritimes. Donc, chose qui n'arrivera jamais en France, sous quelque gouvernement que ce soit, serait-ce Guesde, Brousse, Jaurès et *tutti quanti* qui tiendraient en main les rênes du fameux char, il est absolument impossible que les capitalistes consentent à payer tout impôt, ainsi que cela se passe ici.

Les ouvriers de ce pays doivent donc être bien heureux? me dira-t-on. Hélas! c'est triste à dire, mais ici comme ailleurs les exploiteurs accordent en salaire juste de quoi ne pas mourir de faim. Voici quelques prix dont je garantis l'authenticité : un typographe, 4 fr. 50 par jour; un graveur lithographe, 6 francs; un électricien au mois, 140 francs; maçons, menuisiers, serruriers, forgerons, de 3 fr. 50 à 4 francs; journaliers, manœuvres, aides, de 2 fr. 25 à 2 fr. 55. Voilà avec quoi doivent vivre les familles ouvrières! Si nous ajoutons à cela que les vivres sont d'une extrême cherté, on comprendra tout de suite qu'il nous est donné tous les jours de voir des hommes peinant très fort déjeuner avec une tomate crue ou une tranche de pastèque et du pain sec.

De tout ceci nous pouvons en déduire que c'est perdre son temps que de le passer à chercher la meilleure parmi les meilleures des réformes qui, dussent-elles aboutir du jour au lendemain, ne nous avanceraient pas d'un iota; que seul le communisme libertaire pourra permettre à l'homme de satisfaire tous ses besoins et que, dussions-nous n'y arriver qu'au bout de plusieurs siècles de lutte (ce qui n'est pas démontré), c'est ce à quoi nous devons travailler chacun dans la mesure du possible.

(*Correspondance locale*, 24 fév. 1896.)

(1) D'après le *Bulletin de l'Office du travail*.

AVIS

Vendredi 6 mars, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique par P. Kropotkine sur l'Anarchie, sa philosophie, son idéal.

BIBLIOGRAPHIE

Origine du mariage dans l'espèce humaine, par Westermarck, 1 volume de la « Collection d'auteurs étrangers contemporains » de chez Guillaumin, 14, rue Richelieu, 7 fr. 50, broché; 9 francs, cartonné.

Se débarrassant des conceptions métaphysiques imaginées sur le mariage, l'auteur en recherche la définition dans le processus de l'évolution humaine. Il étudie ce qu'il est chez les animaux; ce qu'il est, ce qu'il a pu être dans les peuplades actuelles ou disparues; il groupe tous les faits observés, les compare, et des déductions qu'il en tire il conclut que :

« ... Le mariage a donc été soumis à l'évolution en plusieurs manières, bien que le cours de l'évolution n'ait pas toujours été le même. La tendance dominante de ce processus en ses phases récentes a été l'extension des droits de la femme. La femme n'est plus la propriété de l'homme, et, selon les idées modernes, le mariage est, ou devrait être, un contrat sur le pied d'une égalité parfaite entre les sexes. L'histoire du mariage est l'histoire d'une relation dans laquelle les femmes ont graduellement triomphé des passions, des préjugés et des intérêts égoïstes des hommes. »

Et nous acceptons la conclusion de l'auteur, en y ajoutant toutefois, que, après avoir subi les contrariétés et les empêchements d'une réglementation exigée par l'organisation économique, politique et religieuse, il est déjà débarrassé aux trois quarts de cette dernière et commence à secouer le joug des deux autres pour en venir à la plus entière liberté, ne reconnaissant aucune autre sanction que la volonté libre des contractants.

M. Westermarck a suivi la méthode, dite scientifique : grouper des faits, en faire l'analyse, en suivre la transformation et en tirer des déductions pour l'avenir.

C'est, en effet, la meilleure façon de procéder si on veut approcher de la vérité, et si nous faisons une restriction, c'est à cause de la manie qu'ont les auteurs, y compris M. Westermarck, après avoir ainsi procédé rationnellement, de s'écarter des données scientifiques, en voulant, des quelques faits qu'ils ont pu grouper, en tirer aussitôt des lois dites naturelles sous lesquelles ils veulent tout faire passer. C'est tout au moins prématuré, étant donnée l'ignorance où en est encore la science positive en face de tous les problèmes qui attendent encore leur solution.

En suivant son étude, l'auteur est amené à rechercher quelles ont pu être les causes qui ont amené l'espèce de répulsion qui s'est généralement fait sentir, dans les différentes races, pour les unions consanguines. Cette répulsion, selon M. Westermarck, résulterait des mauvais effets qu'amèneraient ces unions qui, à la longue, engendreraient le dépérissement physique et moral de la race.

Mais comme on retrouve cette répulsion jusque dans les races les plus primitives, avant que les individus aient été à même de constater ces soi-disant mauvais effets, il s'ensuivrait donc que, pour l'auteur, l'instinct serait un sentiment inné que les individus apporteraient en eux en naissant et qui serait placé là sans qu'on sût comment, ni par qui ?

Or, d'après la doctrine déterministe, hors de doute aujourd'hui, les instincts ne sont que des actes qui, conscients à leurs débuts, mais à force d'être répétés par nos ancêtres, seraient devenus automatiques chez leurs descendants qui, les accomplissant sans en avoir conscience, les ont décorés du nom d'instinct.

Mais, quoi qu'en dise M. Westermarck, la nocuité des unions consanguines n'est nullement un fait démontré, et cadre mal du reste avec un autre passage du volume (page 260) où l'auteur semble donner créance à la théorie monogéniste qui n'aurait pu donner lieu qu'à des unions consanguines.

L'auteur accumule nombre de preuves pour justifier sa thèse, mais justement un des derniers numéros de la *Revue de l'Ecole d'Anthropologie* nous apporte une étude sur la population de l'île de Sein, où, paraît-il, les habitants descendent d'un très petit nombre de familles parentes, ne s'étant toujours alliées qu'entre elles, population qui, loin de décroître et de s'étioler, augmente graduellement, tout en restant saine et vigoureuse au moral et au physique.

La vérité ne serait-elle pas que, si on fait procréer ensemble des êtres maladifs, ils n'engendreront, en effet, que des dégénérés, mais que des êtres parfaitement sains, sans aucune tare, engendreront des êtres également sains, exempts de toute tare ?

Somme toute, livre un peu aride à lire, mais utile à consulter pour quiconque veut parler sainement de l'union des sexes.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Histoire d'un chien de garde ou Paul Michon devant la 8e chambre correctionnelle, une brochure chez l'auteur.

Aventures de ma vie, par H. Rochefort, 1er vol., 3 fr. 50, chez P. Dupont, 4, rue du Bouloi.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe artistique. — *Notre but.* — Quelques camarades ont pensé qu'il était utile de développer dans tous les cerveaux l'idée du beau et du vrai. Aussi viennent-ils de créer le Groupe artistique, qui aura comme but d'organiser dans chaque quartier des fêtes familiales et des soirées artistiques dont les bénéfices seront spécialement réservés à la propagande. Le groupe se propose aussi à chaque soirée de jouer une petite pièce révolutionnaire afin de relever le moral des individus qui, souvent, pour se distraire, vont aux cafés-concerts, où ils n'entendent que d'indigestes rengaines.

Nous faisons donc appel à tous les camarades qui, comme nous, trouvent cette propagande utile de venir nous aider.

A cet effet, le Groupe artistique se réunira jeudi 12 mars, à 8 h. 1/2, 11, avenue d'Orléans.

A. Fallier.

Les camarades qui posséderaient, sans que ça leur soit utile, des pièces révolutionnaires, sont priés de bien vouloir les adresser au lieu de réunion.

* * *

Les Libertaires du XIIIe. — Réunion le samedi 7 mars, salle Bénétaud, 50, avenue des Gobelins, à 8 h. 1/2 du soir. Causerie par un camarade sur *Autorité et Liberté*. Les contradicteurs sont invités.

Jeunesse libertaire du XIVe. — Dimanche 8 mars, à 2 heures de l'après-midi, 11, avenue d'Orléans, matinée familiale. Causerie sur *le Patriotisme* par le camarade Jules Bard. Chants. Entrée libre.

Les Libertaires du XIVe. — Samedi 7 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans, soirée familiale. Causerie et chants. Entrée libre.

Le *Groupe artistique* se réunit tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 11, avenue d'Orléans. Tous les artistes libertaires sont convoqués. Entrée libre.

Les Libertaires du VIe. — Réunion le lundi 9 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 14, rue Mabillon (Marché Saint-Germain).

Question à l'étude : *La Propagande abstentionniste*. Les contradicteurs sont invités.

Jeunesse anarchiste du XVe. — Salle Mas, 103, rue du Théâtre. Par suite de la conférence Kropotkine, il n'y aura pas de réunion le vendredi 6 mars.

Dimanche 8 mars, à 8 h. 1/2, soirée familiale : causerie par un camarade, chants, poésies.

Samedi 14 mars, salle du *Moulin de la Vierge*, 102, rue de Vanves, grande fête familiale au profit de la propagande : concert, conférence, tombola et bal de nuit.

Prix d'entrée : 0 fr. 75, donnant droit à un billet de tombola.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe. — Samedi 7 mars, à 9 heures précises, réunion au local habituel.

Boulogne-sur-Seine. — La *Jeunesse révolutionnaire libertaire* se réunit tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 1, route de la Seine, maison Cantillon.

Clichy. — Les *Libertaires* de Clichy et les *Iconoclastes* de Levallois-Perret se réuniront le dimanche 8 mars, à 3 heures de l'après-midi, 123, boulevard National.

Causerie par un camarade.

Les camarades de Reims sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu dimanche 8 courant, à 4 heures du soir, au *Cruchon d'Or*.

Saint-Etienne. — Par suite du mauvais vouloir des propriétaires de l'*Alcazar*, la réunion qui avait été annoncée pour le 1er mars n'a pu avoir lieu. Les camarades sont convoqués pour le dimanche 15 mars, à 3 heures de l'après-midi : ils recevront des lettres d'invitation leur donnant le lieu de la réunion.

* Autant que possible, venir exactement à l'heure.

Saint-Etienne. — Il vient de se créer ici le groupe de l'*Inéfait*, dont le but sera de s'occuper exclusivement de chercher les moyens les plus faciles pour passer de la théorie à la pratique, sur le terrain industriel, et d'implanter les principes libertaires dans la société actuelle, ou de la transformer par l'évolution matérielle.

Tous les camarades, spécialement les passementiers, veloutiers et caoutchoutiers, qui voudraient prêter leur concours, sont invités à se rendre au *Bon Coin Stéphanois*, en face le théâtre, le samedi 7 mars.

PETITE CORRESPONDANCE

Gouzion. — Trois paquets de brochures sont partis à votre adresse.

X ? — *La Fille Elisa*, la pièce d'Ajalbert, chez Charpentier; elle doit coûter 2 fr. ou 2 fr. 50.

P. A., à Valréas. — Reçu 6 fr. et même somme pour la *Sociale*.

Le camarade de Saint-Denis, auquel nous avons expédié plusieurs fois des brochures, voudrait-il passer chez Fouché ramasser 90 invendus, du 36 au 39 ?

Librairie Nilsonn. — Numéros expédiés.

Bassi. — Nous avons fait passer votre réclamation au *Libertaire*, en lui rappelant le versement de votre abonnement. Nous lui renouvelons une troisième fois.

J. C., à Houssaye. — La révolution demandée par le *Réveil* n'est qu'une révolution politique qui n'a rien de commun avec celle que préparent les véritables événements.

L. V., rue de l'Aqueduc. — Ai expédié carte, prospectus, et affiches.

R., à Nimes. — Reçu lettre et article.

Question Sociale, à Buenos-Ayres. — Reçu les 20 fr. Merci. Expédions les almanachs. Distribuez les invendus pour la propagande.

M., à Reims. — Ecrivez à l'adresse que nous avons donnée. Je n'en ai pas.

Rio d'Arin. — Reçu articles. Les lirons.

X. — Reçu les vers de F. M., *Déclaration* et *Séparation*. — Mais de ce qu'il a l'air d'ériger en principe, nous ne l'acceptons que comme une conséquence de la liberté, ce qui n'est pas du tout la même chose.

A. V., à Paris. — Reçu timbres. J'ignore. Peut-être chez les bouquinistes autour de l'Odéon.

H. K. — Reçu l'article de Maret. Bon, en effet.

L. — Comme nous le pensions, ce *13 mars* est faible comme poésie. Envoyez de la bonne prose plutôt.

Margerand. — Nous connaissons le défaut de la salle, et il y sera remédié.

Reçu pour les familles Marcotty et Petit : S., à Saint-Prix, 0 fr. 50.

Reçu pour la famille Monod : Tarare, collecte par J. G., 2 fr. 50; S., à Saint-Prix, 0 fr. 50; Saint-Etienne : les camarades du Soleil, 7 fr. 70. Nous avons fait un cinquième envoi à Mme Monod.

Reçu pour le journal : Nimes : sousc. M., 3 fr. — Deux garçons de recette, 5 fr. — P., à Paris (en timbres), 0 fr. 80. — V. B., au Puget, 0 fr. 55. — S., à Saint-Prix, 1 fr. — M., à La Tour-du-Pin, 0 fr. 50. — Beaucaire : Ga., 0 fr. 50. — Gr., 0 fr. 25. — Dey, 0 fr. 25. — O. L., 0 fr. 25. — R., 0 fr. 25. — M., 0 fr. 10. — Dey, 0 fr. 25. — C., 0 fr. 90. — L., 0 fr. 50. — S., 0 fr. 30. — F., 0 fr. 30 : en tout, 3 fr. 85. — Gj. 5 fr. — Cette, liste Gros-Louis : Inconnu, 0 fr. 50. — Ernest, 0 fr. 50. — Paroy et Pierre, 0 fr. 25. — Baille, 0 fr. 50. — Jean Santerre, 0 fr. 25. — Paros, 0 fr. 25. — Gustave, 0 fr. 50. — L'Anarchie, 0 fr. 25. — Un typo, 0 fr. 25. — Un chaudronnier, 0 fr. 25. — Anonyme, 0 fr. 25. — Moi, 1 fr. 25. — Lui, 0 fr. 25. — Darcier, 0 fr. 25. — Lui, 0 fr. 50. — Liardeur, 0 fr. 50. — Elle, 0 fr. 50. — L'hirondelle, 0 fr. 10. — Castan, 0 fr. 50. — Petit Pierre, 0 fr. 40 : en tout, 8 fr. 50. — S. C., à Houssaye, 0 fr. 30.

New-York : *Les Cosmopolites libertaires* (cercle philosophique de langue française) : Jules Bouet, 2 fr. 50; Bidard, 2 fr. 50; Benoit, 2 fr. 50; Cotisation mensuelle, 2 fr. 50 : en tout, 10 fr. — Austerlitz, 1 fr. — C., à Saint-Etienne, 0 fr. 30. — Beauvais : G., 0 fr. 50; D., 0 fr. 25; C. R., 0 fr. 25; B., 0 fr. 25; Dieu, 0 fr. 20; H., 0 fr. 20; P., 0 fr. 25; G., 0 fr. 20; J. A., 0 fr. 20; X., 0 fr. 30 : en tout, 2 fr. 60. — J., à Nogent, 10 fr. — Jean Misère, 10 fr. — Collecte entre amis de St-Brieuc, 8 fr. — Merci à tous.

V., à Roubaix. — B., à Roubaix. — T., à Courtrai. — N., à Toulouse. — M., à Rennes. — M., à Nonancourt. — V. F., à Saint-Claude. — S., à Genève. — B., à Narbonne. — M., à Tours. — L., à Chaux-de-Fonds. — M., à Reims. — H., à Angers. — H. C., à Nancy. — H., à S. B. — S. P., à Bordeaux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 46 DIX CENTIMES DU 14 AU 20 MARS 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Le bénéfice intellectuel des conférences que devait faire Kropotkine ne sera pas perdu, car notre ami va publier en brochure ce que la brutalité gouvernementale l'empêcha de nous dire.

Les deux sujets traités dans ce travail seront : 1° L'Anarchie, sa philosophie, son idéal; 2° L'Etat, son rôle historique.

Si les souscripteurs de nos cartes veulent nous accorder un peu de crédit, cette nouvelle brochure leur sera remise gratuitement à titre de compensation.

A NOS AMIS

Le journal était tiré lorsque nous parvint la nouvelle de l'arrestation de Kropotkine à Dieppe.

Nous aurions voulu tenir, en place de la conférence annoncée, un meeting de protestation. Bien qu'aux *Temps Nouveaux*, où nous nous efforçons d'écrire notre pensée, aucun de nous n'ait l'habitude de la tribune, nous pouvions compter sur le concours de certains camarades, Sébastien Faure entre autres. Des difficultés matérielles nous ont empêchés de cracher notre mépris à la face des gouvernants. Nous le regrettons.

D'ailleurs, peut-être, est-ce mieux ainsi. Des protestations seraient naïves venant de ceux convaincus déjà que toute politique est inconciliable avec la plus stricte honnêteté.

Une feuille semi-officielle proclame avec cynisme :

« *Le gouvernement ne pouvait pas agir autrement qu'il l'a fait. A l'heure même où, à Nice, le Président de la République s'entretenait avec le frère du tsar, il était impossible que celui-ci fût violemment attaqué à Paris. Or, l'on sait que le prince Kropotkine est, avant tout, l'adversaire impitoyable de l'autocratie russe et que jamais il ne laissa passer une occasion de dire ce qu'il pensait du souverain du pays allié de la France. Le ministre de l'intérieur eût fait preuve d'une rare maladresse s'il avait permis qu'une seule personne au monde pût s'imaginer que les pouvoirs publics s'associaient, même dans la plus infime proportion, à une conférence nuisible aux intérêts de la nation russe et de la patrie française.* »

Quoique préjugeant à l'aventure des intentions de notre ami, ce valet de pressé a dit vrai pour le compte de ses maîtres. Le ministère radical et quasi-socialiste que flagornent les conquérants du pouvoir ne pouvait dédaigner si belle occasion de s'aplatir devant le sabre d'un empereur. Que dans une conférence de philosophie sociale pussent intervenir des invectives à l'autocratie russe, c'était improbable. Ce qu'il ne fallait pas, c'était qu'un révolutionnaire slave mît le pied sur le sol de France, tandis que des platitudes s'échangeaient du président Faure au tsarewitch.

Et pourquoi eût-on lésiné sur cette coquetterie nouvelle d'une nation déjà toute prostituée à son impérial amant? Les gouvernants actuels n'ont risqué, en gage de la sainte liaison, que la liberté d'un homme, chose mince. N'y a-t-il pas longtemps déjà que fut immolé au régime oppresseur de nos frères russes le glorieux passé d'une nation fait, tout entier, de fraternelle sympathie aux peuples opprimés!

Donc, sans récriminer vainement, instruisons-nous de cette infamie nouvelle et travaillons de toutes nos forces à jeter bas l'ordre social où les hommes de pensée sont traqués comme bêtes fauves pendant que triomphent brutes et soudards.

LA RÉDACTION.

LA PRODUCTION LIBRE

Nous avons vu dans un précédent article (1) que, contrairement à l'opinion généralement répandue, l'intervention d'une autorité quelconque n'est nullement nécessaire pour déterminer l'homme à rechercher, par le travail, la satisfaction de ses besoins. Nous avons vu que le travail, cette mise en œuvre du besoin d'activité inhérent à tout être vivant, aussi bien végétal qu'animal, et résultant du désir conscient ou inconscient de l'être vers son développement intégral, ne répugne qu'autant qu'il est imposé ou qu'il n'a pas pour but la satisfaction des besoins de qui y est astreint. L'être vivant, ai-je dit, placé dans l'alternative ou d'agir ou de renoncer à la satisfaction de ses besoins, ne recule pas devant l'effort qu'il suppose devoir lui procurer la jouissance enviée. En outre, l'homme, en raison de la complicité de la société actuelle, n'a pas les moyens de réaliser isolément tous ses désirs; il a forcément recours à ses semblables qui, dans la mesure de leurs aptitudes, peuvent concourir à assurer son bonheur. Il a été expliqué aussi que, si au lieu d'intervertir, comme il se fait généralement aujourd'hui, le rapport qui doit exister entre la production et la consommation, on subordonne celle-là à celle-ci, il s'établira naturellement un équilibre autrement stable que s'il est réglé par une autorité forcément ignorante des besoins et aussi des fantaisies de chacun. Cette vérité surprend bien des esprits prévenus; cependant une comparaison en montrera le bien fondé. Si vous intervenez pour fournir à autrui une somme quotidienne de vivres, vous risquez de vous méprendre, soit en plus, soit en moins, en vos prévisions. Si, au contraire, vous laissez à sa libre disposition les moyens de se pourvoir lui-même, n'aurez-vous pas atteint bien plus sûrement le but proposé, qui est la satisfaction de ses besoins?

Cet exemple suffit à confirmer ce qui a été dit, c'est que l'individu est seul juge en ce qui concerne la réalisation de son bonheur, et que toute intervention autoritaire ne peut, en cette matière, être que maladroite, nuisible ou inutile.

. . .

Une question se pose maintenant. Comment, dans une société libertaire, pourraient *pratiquement* s'organiser la production et l'échange des produits, de manière à satisfaire à toutes les demandes, avec le moins possible de gaspillage, c'est-à-dire d'efforts perdus?

Une parenthèse est ici nécessaire.

Il serait téméraire de prétendre déterminer à l'avance quels seront, dans une société autrement organisée, les rapports économiques entre les hommes. Vouloir être trop précis en cette matière serait s'exposer à se lancer dans l'utopie et dans le roman. Les socialistes étatistes sont tombés dans ce travers. Partant de cette idée, juste du reste, que dans la société future l'effort devra être réduit à sa plus simple expression, tout en visant à la plus grande productivité possible, ils ont craint de laisser à la libre initiative le soin de chercher les moyens de parvenir à ce résultat et ils ont prétendu fixer d'ores et déjà, jusque dans les moindres détails, l'organisation à venir. Aussi, que leur est-il arrivé? C'est que leur conception, élaborée à une certaine époque, n'a pas prévu les modifications à intervenir dans la suite et leur programme social, aujourd'hui démodé, est peu à peu délaissé au fur et à mesure du développement croissant de l'esprit d'initiative.

De jour en jour apparaît davantage l'impuissance de l'Etat à organiser la production d'une manière rationnelle et pratique. On a remarqué que tout se fait dans la vie sociale par l'initiative privée et rien par l'intervention du gouvernement. L'action de ce dernier se borne à réglementer et à imposer, alors que l'initiative privée a tout préparé et organisé. Chargez donc l'Etat d'élaborer un plan pour assurer l'approvisionnement de Paris ou de toute autre grande ville; laissez-lui le soin de recueillir en quantité suffisante dans les campagnes ou sur les côtes les aliments nécessaires à la consommation journalière, de veiller à leur transport, ainsi qu'à leur apport sur la place de Paris, et vous verrez quel gâchis! Si, six jours par semaine, la capitale n'est pas affamée, si, neuf fois sur dix, les produits ne parviennent pas hors d'état d'être consommés par suite de retards, d'avaries occasionnés par la négligence, l'impéritie, les fausses directions, etc., c'est qu'il existe au ciel une providence spéciale pour les gouvernements. Tandis que la chose se fait naturellement, sans encombre, par l'initiative privée. Supprimer l'intervention gouvernementale en matière économique, c'est se débarrasser de la cinquième roue du carrosse.

Cette conviction se propage de plus en plus et sa diffusion est une des causes du vide qui va s'élargissant autour des socialistes d'Etat.

(1) Voir le numéro 21.

Le socialisme (1) moderne ou, si l'on veut, le *néo-socialisme* élague de plus en plus son programme politique qui tend, comme celui de l'anarchisme, à se réduire à une simple négation, pour, au contraire, concentrer toute son action sur la réalisation de son programme économique.

Voyez les questions débattues, les vœux émis, les propositions votées au cours des derniers congrès corporatifs, et vous constaterez que l'idée du rejet de toute intervention gouvernementale, de toute action politique est en beau chemin. Ne voit-on pas déjà la grande majorité du parti socialiste ne plus considérer l'usage du suffrage universel que comme un moyen d'agitation et la tribune parlementaire que comme une tribune retentissante d'où est plus aisée la propagation des idées nouvelles, grâce à la publicité dont elle bénéficie? Le socialisme en revient donc au *principe* de la lutte des classes, c'est-à-dire à la lutte sur le terrain économique, en dehors de toute action politique. Cet abandon de l'action politique le conduit insensiblement à l'anarchisme. Dès lors, la partie politique de la question sociale paraît avoir trouvé sa solution, qui se résume, je le répète, dans une négation, celle de tout principe d'autorité, et le remplacement de ce dernier par toute latitude laissée à l'initiative individuelle ou collective dans l'organisation de la vie sociale.

⁂

Il importe donc, plus que jamais, de se préoccuper de la solution économique; il importe de rechercher quels devront être, dans les grandes lignes, les rapports sociaux dans une société libertaire, afin, quand le moment viendra, de ne pas être pris au dépourvu et d'éviter le plus possible les tâtonnements et les hésitations sur la route à suivre et les moyens à employer.

Nous n'avons pas la prétention, dans ce travail, d'émettre des oracles, ni de tirer l'horoscope infaillible de la société à venir. En telle matière, toute prophétie est fort problématique. Nous nous bornerons, après avoir étudié les tendances qui se dessinent dans l'ensemble des conditions présentes, à rechercher, en nous appuyant sur nos constatations, *comment il serait possible* d'organiser le plus avantageusement la production dans une société dégagée de toute autorité.

Sans doute, un rien peut dès demain déjouer toutes nos probabilités. Une invention en apparence insignifiante ou même un seul de ses détails peut inopinément, par ses applications, révolutionner de fond en comble le mode de production actuel et engager l'avenir dans une voie tout à fait imprévue. Ainsi firent la vapeur et l'électricité. N'importe! La société présente est comparable à un malade pour qui un changement de régime a été reconnu indispensable. C'est par l'étude de sa maladie, de son organisme, de son tempérament, en un mot de son état général, que l'on peut parvenir à se former une opinion sur le régime qui lui est favorable. Sans doute, une complication peut surgir, la maladie peut prendre un cours imprévu; mais il est des conditions physiologiques et même pathologiques qui demeureront et dont l'étude restera acquise indépendamment des modifications à apporter en présence des changements survenus.

⁂

Deux choses sont à envisager:

Comment pourra s'organiser logiquement la production, au mieux de la satisfaction des besoins généraux et individuels et comment pourront, entre les hommes, s'établir, au point de vue économique, les rapports sociaux dans une société sans autorité.

De nos jours, l'industriel produit à l'aveuglette et offre ses produits à la consommation sans savoir si la quantité des demandes balancera la quantité des produits offerts et si la nature des objets fabriqués répond à un besoin des consommateurs. L'expérience seule, cruelle parfois et désillusionnante, lui apprend s'il a fait ou non fausse route. Les puissants moyens dont dispose l'industrie moderne la conduisent à créer rapidement une accumulation de produits surpassant souvent de beaucoup l'ensemble des demandes, soit qu'il ait été produit au delà des besoins de la consommation, soit que la possibilité manque à un certain nombre de consommateurs de satisfaire leurs besoins. Il en résulte un arrêt forcé dans la production, la faillite pour l'industriel et le chômage pour l'ouvrier.

Il y a donc lieu: 1° de restreindre la production dans la limite de la somme des besoins; 2° de procurer à tous la possibilité de satisfaire leurs besoins.

⁂

Ce n'est pas avec des lois, avec une intervention de l'autorité, ignorante des besoins de la masse, qu'il est possible de restreindre la production à des proportions convenables. Il est impossible de s'enquérir des besoins de chacun et, après en avoir fait le total, de décréter qu'il sera fabriqué, transporté et réparti sur les divers marchés, telle quantité de tels ou tels produits. Cette intervention du pouvoir ne serait qu'une complication inutile, occasionnerait une déperdition de forces sociales, fournirait un prétexte à la création d'une foule de sinécures et à l'entretien d'une bureaucratie rien moins que nécessaire.

L'initiative privée, émanant directement des intéressés, sera autrement apte à mener à bien cette tâche complexe, par l'emploi des moyens rapides de communication et de publicité dont elle pourra disposer.

Pour restreindre la production dans la limite de la somme des besoins et éviter par cela le gaspillage des forces, il importe de la subordonner entièrement aux demandes de la consommation. Et rien n'est plus logique; à l'origine, le besoin précéda l'acte productif. L'homme primitif ne produisit que pour satisfaire ses besoins, soit physiques, soit intellectuels et artistiques, quelque rudimentaires que fussent ces derniers. Dans une société logiquement organisée, la production ne doit pas surpasser la consommation, sous peine de gaspillage. Sans doute, pourront se produire des approvisionnements des produits que n'altère pas un long emmagasinement. Même cette réserve aurait un heureux résultat; elle permettrait, à l'occasion, le repos des industries ainsi en avance sur la consommation. Il n'y aurait pas là gaspillage, mais accumulation préventive de richesses. Si la production se traduit par un excès sur les besoins de la consommation, l'excédent des produits non consommés est perdu. L'économie la plus élémentaire exige donc que la différence existant entre la production et la consommation se réduise à zéro.

(*A suivre.*) André Girard.

(1) Par socialisme, j'entends toute doctrine tendant à la *socialisation* du sol, des moyens de production et de toute propriété en général. Et c'est là, je crois, la véritable acception du mot. C'est à tort que l'épithète de socialiste est revendiquée par certains politiciens dont le programme ne renferme que des réformes sans efficacité, replâtrages plus ou moins déguisés de la société actuelle.

L'ANARCHIE ET LES ARTISTES

A la différence des socialistes, nous ne réduisons point nos revendications à réclamer le remplacement de l'autorité bourgeoise par l'autorité populaire. Nous demandons, nous voulons pour tous une liberté sans contrôle, une égalité sans régie, une fraternité réellement vivace et qui nous soit, pour ainsi dire, permise et imposée à la fois par la reconnaissance de nos droits et par la conscience de nos devoirs. Il est donc fort explicable que notre idéal sollicite immédiatement l'attention d'esprits qui, pour n'être pas dégagés de toute convention antinaturelle, ont néanmoins le souci d'une indépendance relative, et qui sont tout à fait incapables de s'associer, fût-ce une heure, aux partisans des « petits progrès » et des « petits moyens ».

Parmi ces esprits encore à mi-côte, mais auxquels il suffira bientôt d'un élan pour que leur ascension soit achevée, on peut compter nombre d'artistes, peintres, sculpteurs, écrivains, etc. C'est faire une remarque superflue que de rapporter qu'il ne s'agit aucunement d'artistes en situation, gens dont le siège est établi, ou qui ont trop à recevoir des Académies et de la Légion d'honneur pour oser mettre en doute l'utilité d'un gouvernement. Il s'agit des artistes jeunes, des débutants, et des artistes malheureux, de ceux qui se savent inconnus, de ceux qui se jugent méconnus. La plupart sont venus à nous sous le coup des dégoûts ressentis au spectacle des misères humaines et des iniquités sociales, et par enthousiasme à l'endroit de principes généreux; les autres, parce qu'ils avaient souffert eux-mêmes dans leurs besoins et dans leurs illusions, à cause de l'indifférence du public à leur égard, à cause de l'insuccès de leur labeur. Tous se croient volontiers anarchistes, et tous le seraient en effet si ces natures sensibles et fières se rendaient un compte plus exact du rôle possible de l'artiste dans le mouvement des idées libertaires.

Suivant un préjugé persistant dans le monde des arts et des lettres, le poète, le sculpteur, le peintre représenteraient des êtres à part, quelque chose comme les desservants d'une église ésotérique, c'est-à-dire d'une église ouverte seulement à une élite de fidèles. L'erreur, ici, est manifeste. Sous l'ancien régime, les artistes en renom étaient pensionnés par les rois et par les seigneurs. Sous le régime actuel, les artistes « reconnus de nécessité publique » subsistent moyennant des professorats dans les écoles de l'Etat, ou par la cession de leurs œuvres à l'administration des Musées. Mais la majorité de ces travailleurs de luxe vivent, ou essaient de vivre, par la vente de leurs productions à quiconque en est l'amateur. Ajoutons que les écrivains, de leur côté, sont à la merci de l'engouement et du dédain du public, et que, pour les arts comme pour les lettres, il y a presque toujours, entre le producteur et l'acquéreur, un intermédiaire, le marchand, l'éditeur. Y a-t-il lieu de parler des poètes qui, eux, sont sans cesse contraints à payer de leur bourse les frais d'impression de leurs ouvrages, et qui, lorsqu'ils s'obstinent à vouloir vivre de leur plume, ne le font qu'à la condition de remplir un emploi dans les journaux, sinon dans les bureaux de commerce?

Il n'existe donc rien qui distingue des travailleurs ordinaires ceux qu'on a appelés les « ouvriers de la pensée », si ce n'est que certains de ces derniers n'ont pas à subir la tyrannie patronale à laquelle les premiers sont soumis, et si ce n'est aussi que, dans la généralité, on témoigne plus de considération envers l'écrivain ou l'artiste qu'à l'égard de l'artisan. Sur ce point assez spécieux, il semble que le sentiment des artistes eux-mêmes soit d'accord avec l'opinion répandue. C'est de quoi nous ne disputerons pas aujourd'hui, nous bornant à examiner par où ces individualités, pourtant anarchiques de tendance, nous paraissent s'écarter de la véritable ligne de l'évolution humaine.

On est plus que jamais enclin à railler la science, dans les milieux artistiques, où il est de coutume de s'attribuer à tout propos une intuition qui prévaudrait sur l'expérience et le raisonnement. Des lois naturelles, que nous ignorerions, établiraient-elles une démarcation infranchissable entre les savants et les « imaginatifs »? Nous nous permettons d'en douter. Pour si dissemblables que soient les aptitudes des uns et des autres, il n'en faudrait point conclure que les

hommes de science, qui ne sont pas non plus sans orgueil ni partialité, ne pourront un jour vivre en paix avec les artistes. « Que chacun fasse son devoir! » dit Tcharoudalta dans le *Chariot de terre cuite*. Et que chacun fasse son œuvre! Mais nous nous étonnons quand nous voyons, par exemple, les jeunes écrivains envelopper de rêveries mystiques leurs aspirations vers le Beau et vers la Fraternité. Et tout autant, quand les jeunes artistes, sous le prétexte de symboliser nos passions et nos espérances, en arrivent à tomber dans une confusion puérile et dangereuse. L'essence même de l'art, c'est la clarté, la lumière; son expression la plus haute, c'est la simplicité, mais une simplicité forte et virile, qui rende la parole poétique intelligible à toutes les âmes enthousiastes et à tous les cœurs souffrants. Et ce qui est nécessaire à la poésie l'est aussi à la musique, à la peinture, à la sculpture. Laissons les tempéraments exceptionnels se produire à leur guise; somme toute, on en rencontre assez peu, et s'il serait ridicule de nier que leur étrangeté, souvent maladive, s'allie quelquefois à du talent, il serait encore plus ridicule de les vouloir imiter, attendu que, surtout en art, l'esprit d'imitation est nuisible, et que, d'ailleurs, on ne les pourrait imiter que dans les côtés faibles de leurs œuvres. Renonçons à l'art des cénacles, aux livres déchiffrés à grand'peine par quatre ou cinq lecteurs de bonne volonté. Travaillons, et restons sincères en restant vivants.

Les temps sont révolus des religions et du mysticisme. En anarchistes que nous nous disons et que nous sommes, songeons à nos frères de misère qui, leur dure journée de labeur terminée, trouvent encore la force de consacrer à l'étude quelques-unes des heures du sommeil. Et tandis que ces vaillants tâchent à conquérir une intellectualité, tâchons, nous, à leur préparer une littérature et un art qui soient dignes d'eux, dignes de nous, et dignes de notre commun idéal.

ANTOINE MORNAS.

DES FAITS

Quelques salaires féminins en Italie.

Fermo. — Le salaire, sans la nourriture, est de 35 centimes en hiver, de 50 centimes en automne et de 75 centimes en été.

Messine. — Les ouvrières ont 60 centimes et elles pourvoient elles-mêmes à leur nourriture, et 30 centimes si le patron s'en charge.

Pérouse. — Les salaires journaliers sont les mêmes que dans la province de Messine. Les femmes payées à l'année ont le logement, la nourriture et de 35 à 45 francs.

Ascoli. — Les ouvrières des champs ont 50 centimes par jour; celles qui sont payées au mois reçoivent la nourriture, une pièce de vêtement et 2 francs par mois.

Avelino. — Les journalières qui ne sont pas nourries touchent 45 centimes, celles qui contractent un engagement d'un an ont la nourriture, le logement et 30 francs pour toute l'année.

Reggio. — Les ouvrières ont 25 ou 50 centimes par jour, suivant qu'elles sont ou ne sont pas nourries par ceux qui les emploient.

Et de ces « salaires de famine » les femmes doivent se contenter, périr lentement de misère et de faim... ou chercher dans la débauche, dans la location de leur corps le moyen de vivre... Mais il faut bien que cela soit ainsi, n'est-ce pas, pour que ces beaux messieurs soient en liesse... Si les femmes pouvaient vivre du produit de leur travail, ils n'auraient pas si facilement tant de maîtresses à choisir, donc....

(Le *Réveil des Verriers*, d'après la *Revue féministe*.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

GRAULHET. — Un grand nombre de mégissiers se trouvent sans travail par suite de l'introduction des machines dans dix-sept des usines de cette localité. Le syndicat ouvrier vient de prendre une décision interdisant aux ouvriers employés aux outillages mécaniques de continuer le travail à la machine. A la suite de cette décision, cinq ou six maisons viennent de fermer leurs portes.

Naturellement, comme partout en pareil cas, la gendarmerie est sur les lieux, et se livre à toutes sortes de provocations à l'égard des grévistes malgré eux. Défense de stationner, de circuler, de passer même en courant dans les rues; tout comme dernièrement à Carmaux. La population ouvrière de Graulhet, qui ne s'est pas départie de son calme et qui n'a rien fait pour troubler ce qu'on est convenu d'appeler l'*ordre* et qui n'est que le désordre organisé et légalement sanctionné, ne s'est expliqué la présence de tant de gendarmes que lorsqu'elle a vu débarquer à la gare, sous la protection de ces derniers, des ouvriers d'ailleurs, amenés là pour remplacer les grévistes. Toujours le même système d'exploitation qui consiste à mettre les travailleurs en antagonisme afin de les obtenir ensuite au rabais.

Quelle belle organisation sociale que celle où l'emploi des machines qui, par la substitution de la force inerte du métal à l'effort de l'homme et par l'accroissement de la production à durée égale, semblerait devoir être un avantage général, tourne cet avantage en véritable calamité pour les travailleurs qui, remplacés par la machine, et en raison de la détention de ces moyens de production par des patrons qui en retirent tout le bénéfice, se trouvent chassés de l'atelier et privés de leur gagne-pain!

* * *

AIX-EN-PROVENCE. — Depuis bientôt deux ans l'idée de la création d'une Bourse du Travail est à l'étude dans la classe ouvrière d'Aix. Ces efforts vont être sous peu couronnés de succès. Nous croyons savoir que l'emplacement de la Bourse est déjà arrêté. A bientôt son fonctionnement.

* * *

REIMS. — Ces jours derniers, la *Fédération socialiste de la Marne*, groupe guesdiste, la *Chambre syndicale de l'industrie lainière* et le *Syndicat rémois* se sont réunis pour faire choix de deux candidats aux prochaines élections de prud'hommes. Les deux syndicats proposaient les deux conseillers sortants, dont l'un est le président du *Syndicat rémois*. Ce dernier n'est pas en odeur de sainteté auprès de la *Fédération*, depuis qu'il y a trois mois, il s'est permis, un jour que le député Chauvière donnait une conférence à Reims, de convoquer, le même jour, le syndicat qu'il préside, enlevant ainsi cent quatre-vingts auditeurs au susdit député. Aussi la *Fédération* s'opposa-t-elle à sa candidature, malgré l'insistance des deux syndicats faisant valoir que l'ouvrier nommé conseiller prud'homme est désigné d'avance à la vengeance patronale et qu'il est préférable de ne pas multiplier les victimes et de maintenir dans leur poste les conseillers sortants. La raison était bonne, mais la *Fédération*, qui a des ambitions à satisfaire, ne voulut rien entendre.

Alors les deux syndicats organisèrent une réunion pour inviter les ouvriers à maintenir les deux conseillers en question. A peine le secrétaire eut-il formulé l'invitation qu'il fut assailli par une grêle d'injures dont les moindres étaient : salaud, vendu, mouchard, etc. Enfin un des candidats de la *Fédération*, à bout d'arguments, ne trouva rien de mieux que de lui cracher au visage; d'où échange de coups de poings. La réunion se termina dans le tumulte sans qu'il fût pris aucune décision et sur l'intervention du « bistrot », qui rappela tous ces énergumènes au sentiment de leur dignité.

(*Correspondance locale.*)

* * *

ANGERS. — L'usinier Bessonneau, le grand philanthrope d'Angers, vient de faire don à la ville de deux superbes couples de cygnes.

Quelle générosité! On voit bien que ce n'est pas lui qui sue pour gagner l'argent ainsi dépensé. Il a environ 1.800 esclaves dans son usine, et il trouve toujours qu'ils gagnent trop. Il vient, en effet, de rogner encore leur maigre salaire.

Les peloteuses sont en grève depuis huit jours.

Ce bon patron avait défendu à ces esclaves de dire en ville qu'il les diminuait, *sous peine de renvoi*. Ça aurait porté un coup à son renom de grand philanthrope.

Mais la grève étant survenue, tout le monde est fixé sur sa générosité.

* * *

Continuons à collectionner les infamies policières :

TOULOUSE. — Les procédés policiers mis en pratique à l'époque des lois scélérates reprennent de plus belle. Serions-nous à la veille de nouvelles proscriptions, arrestations et déportations? Tout tendrait à le faire croire.

Les compagnons de Toulouse, qui se réunissaient chaque samedi, se sont vu, par ordre de la police, interdire le local de leur réunion. Ordre de la police n'est qu'une expression consacrée, car on devine bien derrière les bourgeois ventrus, décorés et panamés. Il faut qu'ils se sentent bien près de la fin pour avoir recours à de pareils moyens; mais ils ont beau faire, ils roulent dans le précipice et rien ne les arrêtera. Qu'ils arrivent au fond la tête la première ou les pieds devant, peu importe, car ils seront brisés. A nous, anarchistes, d'activer le mouvement : nous n'y faillirons pas, nous souvenant de notre devise : « Toujours en avant! »

(*Correspondance locale.*)

Italie.

ITALIE. — Nous avons reçu la correspondance suivante que nous publions telle quelle. Il importe de faire connaître au public les persécutions infâmes dont, en tous pays, sont victimes les anarchistes et sur lesquelles la presse s'obstine à garder le silence le plus plat.

S. Nicola di Tremiti, 2 mars 1896.

J'écris sous l'impression d'un de ces faits qu'on qualifie d'*incroyables*.

Le 1er mars, à neuf heures moins un quart du soir, la cloche annonça l'heure de la retraite, pour la dernière fois, comme à l'ordinaire. Un groupe de compagnons se promenaient pacifiquement dans la rue et chantaient — le chant étant notre unique consolation, à nous autres relégués.

Çà et là on voyait des gardes et des carabiniers en des attitudes suspectes, mais que nous ne supposions pas si menaçantes que les événements le montrèrent.

Au moment où les compagnons finissaient de chanter leur dernier hymne, le maréchal des carabiniers, M. Bartoli, accompagné de ses *inferieurs*, se présenta au groupe et, le sabre levé, lui ordonna de rentrer.

Les anarchistes répondirent : « A bas les armes! »

Le maréchal, au contraire — certainement pour donner l'exemple à ses hommes — déchargea son revolver contre eux et donna aux siens l'ordre de faire feu.

Ce fut le signal d'une des plus lâches agressions. Un feu nourri commença aussitôt. Les gardes et les carabiniers semblaient ivres de sang. Ils tiraient en toute direction avec un acharnement sauvage. Les balles sifflaient horriblement.

Les *coatti*, sans armes, cherchaient à se défendre comme ils le pouvaient et criaient : « Vive l'anarchie! »

Les gardes et les carabiniers, tout en continuant le feu meurtrier, répondaient : « Vive le roi! »

Quelques compagnons étaient déjà blessés. Un d'eux, Arganti, tomba mort, en prononçant d'une faible voix les paroles : « Compagni... viva l'anarchia. . »

Et alors on vit un spectacle bien plus ignoble encore — un spectacle qui rappelle le Maramaldo de Florence à Gavinana. Tandis que les compagnons portaient dans leurs bras le mort, les gardes et les carabiniers continuaient le feu dans cette direction. Un autre, B. Pappini, qui venait de porter un blessé à l'infirmerie, reçut l'ordre de s'éloigner. Mais, dès qu'il eut tourné le dos, il devint la cible de plusieurs revolvers et fusils. Il fut blessé par derrière. C'est un heureux hasard qu'il n'ait pas été tué.

Les coups tirés contre les *coatti*, contre les *malfaiteurs*, contre les *assassins*, qui tous, *sans armes*, étaient descendus dans la colonie, ont été de plus de *deux cents*. Outre le mort, il en est dix qui, presque tous, sont gravement blessés.

Nous avons déjà fait une protestation par la voie de la presse.

Il faut faire remarquer que cette fusillade était préméditée. Il est vrai que les gardes et les carabiniers sont enragés par la vie... sans femmes, qu'il faut mener ici, et qu'ils nous insultaient et nous menaçaient sans cesse. Mais la cause de ce massacre remonte bien plus haut.

Déjà l'enquête de l'inspecteur Doria, venu ici il y a une semaine, nous fit entendre que nous vivions *trop à notre aise à Tremiti*. Pourquoi point de rigueur? Soixante centimes par jour, pour se promener, un espace de quelques mètres carrés, des cabarets où il faut manger avec les yeux fermés pour en sortir à jeun après avoir complètement vidé ses poches; une eau fétide et fangeuse fourmillant de microbes, facilement visibles sans microscope; nul travail, la pensée constante des familles qui meurent de faim... Pourquoi point de rigueur?

Et la rigueur est venue. Et elle est venue si vite que, tandis que le règlement prescrit qu'il faut rentrer à neuf heures, le feu commença *douze minutes* avant neuf heures. Ils avaient trop de hâte de tirer, ces gens-là! Ils ne se servirent pas non plus de la trompette, comme le règlement même le prescrit, avant de tirer! Il s'agissait de *malfaiteurs!*

Gredins! croyez-vous que cela durera toujours ainsi? Croyez-vous que les larmes de la mère d'Arganti ne seront pas vengées?

C'est hier que ce massacre a été consommé. Je laisse aux lecteurs le soin de juger comment on nous traite, et s'il est possible que des hommes, coupables seulement de penser tout autrement que les gouvernants, doivent se trouver à chaque instant exposés aux balles de leurs lâches adversaires!

Roberto d'Angiò.

Suisse.

Lausanne. — On annonce la mort de Mme Fournier, dont le mari, impliqué dans les révolutions successives de France, a toujours souffert, s'est toujours dévoué. Sa maison de Pally, quoique bien modeste et bien pauvre, était connue de tous les proscrits, de tous les malheureux. Gambon, le plus ancien ami des Fournier, l'a longtemps habitée.

Belgique.

Il a été longuement question, dans les milieux socialistes de Bruxelles, d'une conférence scientifique qu'un de nos plus dévoués propagandistes a donnée, le samedi 8 février, au local de la *Mutualité*.

Deux heures durant, le camarade, après avoir magistralement démoli l'état social actuel et montré l'esclavage qu'entraînerait le collectivisme, a fait ressortir la portée philosophique, morale et artistique de l'Idée libertaire.

Cette conférence a servi à réveiller l'activité des copains; de nouvelles réunions seront organisées à bref délai par la *Jeunesse libertaire*.

Ajoutons que la *Débâcle sociale* réussit à merveille; elle va devenir hebdomadaire, aura un supplément littéraire et entreprendra prochainement un mouvement de propagande en faveur de la grève générale.

Les camarades organiseront aussi un vaste mouvement en faveur de la libération de Moineau, resté si justement aimé parmi les ouvriers liégeois; plusieurs journalistes nous aideront dans cette œuvre.

Cuba.

Depuis le temps que chaque jour, et quelquefois deux fois par jour, les troupes espagnoles, au dire des dépêches officielles, mettent en déroute les insurgés cubains après « leur avoir fait subir des pertes considérables », il ne devrait plus rester dans l'île que des soldats espagnols. Tout au contraire, l'insurrection gagne tous les jours du terrain. C'est pour cela qu'on y a expédié le tigre Weyler, qui extermine tout ce qu'il trouve et édicte des peines terribles contre les habitants qui n'apporteront pas ouvertement à son armée un appui empressé.

Le Sénat des Etats-Unis vient de prendre une décision par laquelle il reconnaît la qualité de belligérants aux insurgés cubains et invite le président de la République à intervenir auprès de l'Espagne pour que celle-ci reconnaisse l'indépendance de Cuba.

Les motifs de cette décision ne sont sans doute pas purement humanitaires et probablement s'y mêle-t-il quelque question d'intérêt. Mais cette intervention n'en produira pas moins un bon effet moral. Qu'en pense la France, qui, s'il faut l'en croire, détient le record des initiatives généreuses et des interventions humanitaires? Avachie dans la fange panamiste, elle s'inquiète plus d'Arton et de Cornélius Herz que des héroïques Cubains.

A. G.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe. — Samedi 14 mars, à 8 h. 1/2 précises, au local habituel. — Urgence.

* * *

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes anarchistes du XIIe. — Lundi 16 mars 1896, à 8 h. 1/2 précises, salle Genti, 16, rue des Colonnes-du-Trône (place de la Nation), grand meeting public et d'indignation contre l'expulsion de Pierre Kropotkine, avec le concours assuré de Sébastien Faure et Tortelier.

Ordre du jour : 1° L'expulsion du compagnon Pierre Kropotkine; les gouvernants républicains devenus les valets du czar russe.

2° Les événements d'Italie et d'Espagne; la guerre sociale à Cuba.

3° Le 18 mars 1871 et la décadence de la bourgeoisie française en 1896.

Entrée : 50 centimes, au profit du journal *Les Temps Nouveaux*.

Les cartes de la conférence du Tivoli Waux-Hall, n'ayant pu servir par suite de l'expulsion de notre ami, serviront d'entrée à cette réunion.

* * *

Amiens. — La fête familiale que nous avons donnée dimanche a pleinement réussi. Quatre à cinq cents personnes sont venues écouter les chansons et les poésies révolutionnaires que plusieurs compagnes et compagnons ont chantées et récitées avec entrain. Le camarade Morel, dans sa conférence, a traité de la famille et de l'amour libre, et a été vivement applaudi. Le bal a été très animé. Enfin, tout s'est passé dans le calme le plus complet.

(*Correspondance locale.*)

* * *

Poitiers. — On rencontre des lecteurs des *Temps Nouveaux*, du *Libertaire* et de la *Sociale* au café du Jet d'Eau, place d'Armes, de 4 à 6 heures du soir.

* * *

Saint-Denis. — Réunion tous les samedis, chez Pavoine, 28, rue Samson.

* * *

Reims. — Samedi 21 mars 1896, 8 h. 1/2, salle *Vanny, Esplanade Cérès*, grande soirée familiale publique, organisée par la *Jeunesse libertaire Rémoise* à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars, avec conférence-concert.

Sujet traité : *L'Anarchie dans l'économie sociale*.

A 11 heures, bal de nuit; 0 fr. 30 pour les hommes, entrée gratuite pour les femmes.

Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux*, de la *Sociale* et du *Libertaire* sont spécialement invités.

Distribution gratuite de brochures.

* * *

Groupe Artistique. — Vendredi 20 mars, à 8 h. 1/2, réunion, 11, avenue d'Orléans. — Les camarades qui posséderaient, sans que ça leur soit utile, des pièces révolutionnaires, sont priés de bien vouloir les communiquer au groupe.

* * *

Samedi 14 mars, à 8 h. 1/2 du soir, grande fête familiale organisée par les groupes de la rive gauche au profit de la propagande, salle du Moulin de la Vierge, 102, rue de Vanves. Concert, conférence, bal de nuit.

Prix d'entrée : 75 centimes, donnant droit à un billet de tombola.

* * *

Cette. — Les camarades se réunissent les jeudis et les samedis, café Isoir, route Nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Précis de sociologie, par L. Gumplowicz, 1 vol. 8 fr., chez Chailley, éditeur, 41, rue Richelieu.

Manette Salomon, pièce en 9 tableaux, par E. de Goncourt, 4 fr., chez Charpentier et Fasquelle, rue de Grenelle, 11.

Le Théâtre vivant, tome II, par Jean Jullien, 1 vol., 3 fr. 50, chez Tresse et Stock, galeries du Théâtre Français.

Comment se résoudra la question sociale, par G. de Molinari, 1 vol., 3 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Dégénérescence de l'espèce humaine, 1 broch., par Paul Robin.

La Révolution nécessaire, par Carladès, 1 broch., 0 fr. 50, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Les Lundis de Caran d'Ache : album pour les enfants de quarante ans et au-dessus, recueil de charges à 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

La Philosophie du Déterminisme, par J. Sautarel; 1 vol. chez Stock.

De chez Savine, de la *Bibliothèque cosmopolite* : *Un gant. — Au delà des forces. — Leonarda. — Une faillite*, 2 vol., par B. Bjornson.

A LIRE

Chronique, par Henry Bauer, *Echo de Paris*, 2 mars 1896.

Giù le armi, par Séverine, *Journal*, 7 mars.

Chronique, par H. Bauer, *Echo de Paris*, 7 mars.

Brelan de Belges, par L. Descaves, *Echo de Paris*, 8 mars.

A voir :

Bals de Nez, dessin de Steinlen, *Echo de Paris*, 5 mars 1896.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Bourges. — Reçu pour *Sociale* et *Libertaire*. Ça va bien.

B., à Reims. — Connais pas Aubert.

D., à Bordeaux. — Bon.

B., à Alger. — Ceux qui s'amusent à cancaner ainsi ont probablement du temps à perdre.

S., à Varna. — Volume expédié. Redevez 1 fr.

L. B., à Lausanne. — Volume expédié.

Le camarade qui nous a envoyé de Londres 3 fr. de timbres est prié de nous donner ses nom et adresse, s'il veut recevoir ce qu'il demande.

Rio d'Arix. — Faisons passer les vers à la *Sociale*, dont le genre convient mieux à la forme adoptée.

Reçu pour le journal : G. D., 2 fr. — Mme G. D., 1 fr. — Mme S., 1 fr. — L., 2 fr. 50. — Mystic : A. Duez, 0 fr. 50; O. Monier, 0 fr. 75; Mme Duez, 0 fr. 50; H. Hocq, 1 fr.; Mme Hocq, 0 fr. 50; A. Vathier, 1 fr. 25. En tout, 4 fr. 50. — Biska, 5 fr. — B., à Alger, 1 fr. 35. — Brest : un phtisique, 0 fr. 10; un dessinateur, 0 fr. 25; autre dessinateur, 0 fr. 10; un qui n'ira pas à Madagascar, 0 fr. 05; un partisan du tout gratuit, 0 fr. 10; un de Keranfurust, 0 fr. 10. En tout, 0 fr. 70. — M. C., 0 fr. 50. — P., à Levallois, 5 fr. — P. A. Narsac, 0 fr. 50. — Morel : un prolo, 0 fr. 30; O. R., 0 fr. 30 (par la *Sociale*). — R., à Bruxelles, 20 fr. — Mlle D., 5 fr — L. R. et D., à Lausanne, 2 fr. — Mahon, liste par F. R., 6 fr. 50. — M. H. T., 5 fr. — P., à Paris, 5 fr. — Reims : un camarade, 2 fr. — Merci à tous.

P., à Marseille. — C., à Marseille. — A. A., à Estagel. — J., à Montpellier. — D., à Amiens. — H. G., à Jailleu. — L. C. G., à Quito. — D., à Jeumont. — M., à Cambrai. — V., à New-York. — P., au Mans; C., au Havre; D., à Saint-Chamond; G., à Paterson (par la *Sociale*). — M., à Troyes. — T., à Le Perron. — E., à Montpellier. — C., à Toulon. — R., à Roanne. — A. G., à Gué d'Hassus. — F., à Amiens. — V., à Roubaix. — C., au Havre. — H., à Angers. — M., à Avignon. — M., à Reims. — E., à Migennes. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

au Havre

Chez Cleroux, 1, rue Kléber. — Le camarade porte à domicile.

à New-York

Chez S. Vanni, 532, West Broadway.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 47

DIX CENTIMES

DU 21 AU 27 MARS 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nombre de dépositaires n'ont pas encore répondu à l'envoi de leur bordereau. S'ils voulaient bien comprendre que nos ressources étant des plus limitées, il nous est très dur d'attendre au 31 du mois le règlement d'un bordereau envoyé le 1er, ils nous éviteraient bien des tracas et des frais inutiles.

POURQUOI SE DIMINUER?

Lorsque l'idée du pain gratuit fut émise par Barrucand et commencée la campagne en sa faveur, notre ami Kropotkine montra, ici même, combien dangereux serait, pour la liberté de l'action populaire, ce pouvoir acquis par l'État — ou la commune sa féale — d'alimenter ou de suspendre à son gré la vie quotidienne. En cas de grève, par exemple, l'intervention coutumière de l'État en faveur du capital serait rendue plus facile par ce moyen si simple de couper les vivres aux grévistes. Plus ne serait besoin alors de mettre en branle gendarmes et soldats, mesures qui ne laissent pas de mal impressionner l'opinion. En période calme, l'État y gagnerait le prestige de nous dispenser la vie matérielle, comme il nous dispense déjà la vie civile.

Or les avantages de cette réforme sont trop problématiques pour en risquer les nuisances. On ne conçoit pas en effet d'autre expédient pour réaliser le pain gratuit qu'un impôt sur la richesse. Or les pauvres ne peuvent pas vivre de pain seulement. Et les riches, commerçants, propriétaires, employeurs de toutes sortes, rattraperaient vite sous forme d'augmentation des loyers, élévation de prix des vivres ou diminution des salaires, les centimes additionnels par eux consentis. D'où il se pourrait que, *donné*, le pain revînt un peu plus cher que *vendu*.

Mais ces craintes sont plutôt théoriques, car le projet dût-il aboutir, ce ne pourrait pas être sous forme d'une large institution offrant à chacun et sans contrôle le pain nécessaire à sa subsistance. Sous les amendements des discussions et les retouches des bureaux, cet essai de communisme partiel demandé au Parlement français se muerait en une œuvre de philanthropie destinée à soulager la seule faim dûment estampillée par quelque fonctionnaire. Ce serait comme le bureau de bienfaisance ou la tente-abri, la honte gratuite et non plus le pain gratuit. La naïveté d'un littérateur égaré dans le socialisme ou la roublardise de politiciens experts aux réclames peuvent seules affirmer que l'exploitation capitaliste représentée par l'État se départira, sans coup férir, du plus sûr moyen qu'elle ait aujourd'hui de s'imposer aux masses : la crainte de la faim. Les bourgeois de la majorité n'accepteront pas non plus la dépréciation du travail sur quoi ils vivent et spéculent. Assurés même de l'innocuité de la proposition touchant leurs finances, ils en craindraient le préjudice moral.

Admettons pourtant ce projet actuellement réalisable tel que formulé et de nature à soulager les plus souffrants. Ce n'est pas une raison pour que des anarchistes l'accueillent et le préconisent; leur adhésion à ce palliatif, indicatrice de concessions nouvelles, laisserait supposer que la conscience de la nécessité anarchiste s'affaiblit en ceux qui se chargèrent de l'affirmer. Or, aujourd'hui comme hier, les mêmes raisons subsistent, justifiant notre intransigeance caractéristique à l'égard des réformes partielles.

Du jour où la certitude apparut que l'homme était assez riche pour remplacer par la libre et fraternelle consommation des fruits de son labeur le pillage et l'exploitation en honneur présentement, le communisme anarchiste sollicita de profondes convictions. Alors une propagande commença, différente de toutes celles osées encore, en ce sens qu'irréductible à toute concession, indifférente aux contingences, elle revendiquait non pas la liberté et le communisme actuellement possibles, mais toute la liberté et tout le communisme.

Aujourd'hui beaucoup de socialistes partagent notre croyance que le communisme libertaire est la définitive formule de la paix sociale. Mais très peu comprennent l'utilité de quelques-uns, les yeux toujours fixés sur cet idéal, l'étudiant et l'exposant sous tous les jours susceptibles d'éveiller les attentions et les sympathies, le montrant conforme à la science et à la nature, le préservant des atteintes par quoi il pourrait être diminué, l'élaborant, l'épurant et l'éclairant sans cesse. Parmi ceux-là même qui s'appellent anarchistes, certains éprouvent des doutes sur l'utilité d'une intégrale propagande. Et ces doutes se manifestent sous forme d'adhésion aux réformes partielles.

Or telles défaillances sont puériles, car la propagande spéciale adoptée par les anarchistes est rigoureusement déduite de l'idée anarchiste, elle-même simple résultat d'une constatation scientifique. Si les anarchistes assument uniquement le souci du point d'arrivée sans jamais se laisser distraire par les épisodes et les accidents de la route, c'est que les premiers ils ont pris une conscience nette du but où il faut et où l'on peut atteindre. Et si jamais, avant eux, la conviction de notre destinée d'absolus libertaires et communistes n'avait été assez forte pour alimenter, en ce sens précis, une propagande, c'est que des certitudes manquaient que seule pouvait fournir la connaissance exacte de notre actuelle puissance de production.

Et la légitimité de notre effort spécial parmi l'action socialiste en général doit être admise, quelle que soit l'idée que l'on se fasse touchant les péripéties de la transformation sociale. En effet, si le communisme anarchique doit naître de la prochaine révolution, la propagande intégrale peut seule faire que la conviction et le désir anarchistes se trouvent en un grand nombre de cerveaux et d'énergies, le jour où les circonstances nous mettraient en face d'une possibilité de vie nouvelle. Si, au contraire, nous devons connaître une ou plusieurs sociétés intermédiaires, la propagande intégrale, dans ce cas encore, est nécessaire pour susciter, dès à présent, à ces formes sociales, condamnées d'avance puisque défectueuses, un noyau d'adversaires résolus à en hâter la dissolution.

On ne saura jamais, sans doute, suivant quelles lois une idée fait son chemin à travers le monde; car la volonté humaine joue là son rôle et n'est pas susceptible de mesure. Il semble cependant que depuis le moment où cette idée apparaît en le cerveau des précurseurs jusqu'à celui où elle devient familière aux masses, c'est-à-dire pendant le stage où elle est contrainte avant d'obtenir droit de cité, il soit nécessaire qu'une minorité se charge de l'affirmer sans cesse avec toute la netteté et l'énergie possibles en cette période précédant la réalisation.

Si notre propagande hostile aux concessions a, comme nous croyons l'avoir montré, une portée certaine et répond à d'indiscutables nécessités, cela, d'ailleurs, ne veut pas dire qu'en l'actuel effort vers le mieux il n'y ait place pour d'autres initiatives de moindre envergure, quoique aussi sincères. Mais, encore une fois, ce n'est pas à nous, anarchistes, d'y condescendre. Ce *moins* étant inclus dans le *plus* que nous poursuivons, il serait inutile et puéril de nous y attarder. Dangereux aussi en raison du nombre fatalement restreint de ceux comprenant l'importance de notre poste spécial de combat et résolus à s'y tenir.

On croirait à tort, également, qu'en face des palliatifs et des demi-mesures nous puissions rester neutres et silencieux. Pourquoi, en effet, mépriser ces occasions d'illustrer notre dire et de l'asseoir sur une démonstration de plus en plus solide? Libre à d'autres de voir en ces initiatives — en admettant que cela y soit — quelques individualités moins souffrantes. Nous n'y pouvons trouver, nous autres, qu'une raison nouvelle d'affirmer nécessaire la transformation complète de nos conditions d'existence pour atteindre le bien-être auquel nous avons droit dès aujourd'hui de par l'évolution matérielle du monde.

Cela n'ira pas, bien entendu, sans que soient malmenés un peu ceux dont l'idéal se résout en la gratuité — réelle ou factice — du pain, du médicament, du lavoir, du repas scolaire ou encore en la substitution du régiment au bagne. Et ceux-là qui prétendent « s'arranger avec le mal social pour le pallier par des remèdes imparfaits, certes, mais immédiats » nous accuseront de troubler la fête et de maintenir, pour la gloire de nos

théories, des malheureux en leur détresse. Ne nous laissons pas émouvoir, car la note humanitaire de ces récriminations sonne faux. Notre hardiesse est au moins aussi profitable que la modération à l'obtention des réformes. Les améliorations immédiates de la société présente doivent être arrachées, comme faveurs, au pouvoir bourgeois par les différentes fractions d'un socialisme édulcoré. Nos *hommes pratiques* ont beau se démener, c'est le capitalisme bourgeois, tout-puissant, qui décide en dernier ressort de l'opportunité de se laisser faire ou de résister. Or, soutenues par les seuls révolutionnaires réputés dangereux que nous nous honorons d'être, toutes réformes paraîtraient subversives alors même que timides en réalité. Et si, comme certains prétendent, notre attitude visait l'avortement des réformes, nous n'aurions, pour y réussir, qu'à les prôner. Notre critique railleuse des lénitifs est, au contraire, pour les politiciens bourgeois le meilleur gage qu'ils peuvent y souscrire, sans se précipiter, tête basse, dans le gouffre révolutionnaire. Ce n'est pas d'ailleurs chose nouvelle que ce rôle stimulateur des partis d'avant-garde. L'histoire est là qui en témoigne.

Nous avons donc le droit, semble-t-il, de conclure, en toute logique et sérénité, que déserter si peu que ce soit, sous quelque prétexte, le point de vue d'intégrale liberté et d'absolu communisme où l'anarchisme se plaça d'abord, serait mal interpréter les nécessités de la lutte.

CHARLES-ALBERT.

Derniers échos de l'expulsion de Krepotkine

Nos lecteurs connaissent l'attitude piteuse de l'*Intransigeant* en cette affaire, Rochefort essayant d'expliquer l'attitude ministérielle en invoquant des raisons d'ordre diplomatique. Nous aussi avions cru à cette fable. Un ami bien renseigné nous dit tenir de source certaine que le ministère Bourgeois, en expulsant notre ami, a voulu tout simplement donner des gages à la droite.

Autre détail : lorsqu'on apporta la nouvelle dans les bureaux de la *Petite République*, tous les rédacteurs présents, sauf un, laissèrent percer leur satisfaction de cette mesure prise par leur allié.

Nous enregistrons cet état d'esprit, car il vient à l'appui de ce que, du reste, nous savions déjà : que plus on est avancé — en théorie, alors qu'il s'agit de dégringoler un adversaire, — plus on est réactionnaire, lorsqu'on détient le pouvoir.

J. G.

QUELQUES CHIFFRES SUR LA MISÈRE en 1895

Que d'enseignements dans les chiffres et quel triste sujet à philosopher que les documents officiels sur la situation actuelle!

L'année 1895 n'est pas restée en arrière sur les précédentes. La situation, loin de s'améliorer, empire de plus en plus; les quelques chiffres suivants convaincront plus du mauvais état de cette situation que de longs discours.

Il a été déclaré exactement du 1er janvier au 31 décembre 1895 : 1.500 faillites, plus 202 liquidation judiciaires (1), par le tribunal de commerce de Paris. Le Mont-de-Piété, cet antre par excellence de la misère, a prêté dans le courant de l'année, sur 3.663.722 objets, la somme de 98.747.704 francs et il restait en magasin, au 31 décembre, 1.671.851 articles représentant un prêt de 46.376.131 francs, plus une somme de 5.843.665 francs sur des valeurs mobilières. Les chiffres concernant la caisse d'épargne viennent confirmer la marche ascendante de la misère; les quelques malheureux qui avaient, au prix de leur santé, pu épargner quelques sous à force de privations, ont vu s'évanouir leur rêve de petits capitalistes.

Ainsi, pour 13.610.679 francs de dépôts, il y a eu 23.755.730 francs de retraits, soit 10.145.051 francs en plus, et cela pour le mois de décembre 1895 seulement.

L'Assistance publique a accordé des secours réguliers à 48.024 personnes dans le seul mois de décembre, plus 18.540 à des nécessiteux irréguliers. Cette démarcation entre nécessiteux réguliers et irréguliers peut paraître bizarre, mais ainsi le veut dame Assistance et nous n'y pouvons rien changer. Les asiles de nuit donnent aussi la note la plus pitoyable : c'est l'individu, n'ayant même plus, dans notre société dite civilisée, la tanière qui n'est pas refusée par la nature aux bêtes fauves.

Nous n'avons pu nous procurer que les chiffres relatifs aux 6 premiers mois de l'année. Les asiles de nuit ont secouru pendant cette période : 88.789 hommes de moins de 60 ans, 7.303 de plus de 60 ans, 12.716 femmes, et 4.149 enfants.

Combien en pourrions-nous ajouter, à ces chiffres officiels, qui n'ont même pas eu le toit de l'asile de nuit! Quelle triste société que celle qui permet de pareilles choses, et comme nous avons raison d'appeler son prompt effondrement!

Pour terminer cette énumération de chiffres, voici les prix comparatifs de quelques denrées et matières de première nécessité. Pendant que les farines, qui valaient 42 fr. 25 les 157 kilog. en 1894, diminuaient de 1 franc en 1895, le sucre, dans le même espace de temps, montait de 25 fr. 75 à 30 fr. 75 pour le plus grand profit de quelque Lebaudy. L'huile, qui valait 49 fr. 75 les 100 kil., vaut aujourd'hui 54 fr. 50; le pétrole, de 31 francs, est monté à 37; la viande a augmenté aussi : 2 fr. 10 le kil. au lieu de 2 fr. 02 pour le mouton et 1 fr. 64 au lieu de 1 fr. 60 pour le bœuf.

Les matières premières nécessaires à l'habillement accusent aussi une augmentation considérable; ainsi le coton a sauté de 33 fr. 87 les 100 kil. à 49 fr. 50; de même pour la laine qui vaut 117 fr. 50 au lieu de 93 francs.

Malgré ces augmentations successives, le gain de l'ouvrier est loin de monter; bien au contraire.

Les denrées augmentent, la faillite guette le commerçant, forcé de céder la place, de par le régime économique, aux grandes entreprises. L'ouvrier, victime de la machine, lui qui en devrait être le maître, connaît de plus en plus le chemin des monts-de-piété, puis des asiles de nuit. Les prisons regorgent; la société capitaliste se désagrège de toutes parts. A nous de redoubler d'énergie.

P. DELESALLE.

(1) *Bulletin de l'Office du travail.*

DES FAITS

Le travail des femmes dans les filatures de Belgique.

Dans de grandes salles basses, où règne une chaleur de 28 à 35 degrés, 50 à 60 métiers à filer sont en mouvement. Une vapeur intense, provenant des bassins pleins d'eau chaude nécessaire pour assouplir les fibres de lin, emplit la salle. Le travail commence à six heures moins dix pour se terminer à sept heures du soir, avec une heure et demie pour les repas. Pendant onze heures et demie, la fileuse tient les yeux fixés sur 240 broches tournant avec une vitesse vertigineuse. Elle va, court, saute de l'une à l'autre, surveillant le travail, rattachant un fil ici, en ajoutant un là, et toujours dans une atmosphère surchauffée et imprégnée de débris, de détritus de toutes sortes.

Les fileuses sont obligées de se déshabiller, ne conservant qu'une chemise, une jupe très courte et une espèce de tablier de toile, avec un corsage très décolleté, découvrant, au moindre mouvement penché, les seins des femmes qui ne connaissent plus ni pudeur, ni réserve, mais seulement les nécessités d'un travail absorbant.

Et c'est alors que les maîtres passent, lorgnant les plus belles, jetant leur dévolu sur les plus fraîches.

Après une heure de travail, la femme transpire, ses vêtements sont mouillés par la sueur du corps et par la vapeur de la salle qui les pénètre.

Les jambes, la figure, la poitrine sont éclaboussées par la boue qui se détache des fils par le rapide mouvement de rotation des broches.

Ses sabots s'emplissent d'une matière grasse, puante, qui ronge les doigts de pied et provoque ce que les fileuses appellent le cancer d'eau.

Le sol est glissant, couvert d'eau, de boue, de déchets que de temps en temps l'ouvrière balaie dans une conduite, longeant les métiers et répandant une odeur infecte, nauséabonde.

Au milieu de ce travail on voit peu et on n'entend plus rien, à cause du bruit des milliers d'engrenages, de poulies, de broches, de courroies, des grandes roues commandant les transmissions, etc.

A peine distingue-t-on de temps en temps la voix des contremaîtres jurant, insultant les femmes, menaçant d'amendes et de renvois; ou l'on entend la voix grêle d'une femme surveillant les petites bobineuses et rattachantes, suivant ces pauvres filles pas à pas, les excitant à travailler plus vite, pour la rapide remise en mouvement des métiers dont on vient de retirer les bobines pleines.

(*Le Peuple*, de Bruxelles.)

Les loups s'humanisent.

Décidément, et grâce au ministère radical, nous revenons à l'âge d'or. Sans doute, l'impôt sur le revenu n'a pas encore fait couler des ruisseaux de lait dans les campagnes, mais cela viendra : et, en attendant, les loups eux-mêmes s'humanisent.

Nous avons vu, hier, M. Basly, qui fut autrefois l'infatigable et dangereux promoteur de plusieurs grèves qui ne se sont pas terminées toutes sans effusion de sang, prêcher la sagesse, la modération, presque la résignation, et déconseiller le chômage aux ouvriers des mines d'Ostricourt. Ces braves gens étaient décidés, sous nous ne savons quel prétexte, à abandonner leur travail. Et M. Basly, dans un discours fort sage, leur a fait entendre raison!

Cette constatation ne comporte chez nous aucune arrière-pensée de blâme personnel. Les actes valent par eux-mêmes, et comme celui que vient d'accomplir le député de Béthune implique un certain courage, et se trouve conforme au bon sens, nous ne recherchons pas si le passé de M. Basly s'accorde bien ou mal avec son attitude présente.

Mais la remarque d'ordre général que motive cette conversion de M. Basly aux idées de modération est que, quand les révolutionnaires s'approchent de la pratique du pouvoir, quand ils se trouvent aux prises avec les réalités et avec les responsabilités du gouvernement moral des masses, ils sacrifient volontiers leurs principes à leur intérêt. Cela s'est vu, non seulement dans le cas qui nous occupe, mais dans la mesure d'expulsion prise par le ministère Bourgeois à l'égard du prince Kropotkine, par l'oubli que semblent faire les publicistes radicaux des revendications qu'ils produisaient en faveur de Cyvoct, et dans plusieurs autres circonstances de moindre importance, mais de même signification.

Est-ce à dire qu'il suffise de laisser le pouvoir aux radicaux pour assurer la paix aux bourgeois? L'expédient ne serait pas d'une efficacité très sûre. Les radicaux d'aujourd'hui deviendraient promptement les réactionnaires de demain.

Mais il est certain que toute prise de possession du pouvoir par un parti comporte un déchet sensible sur son programme intégral. M. Bourgeois n'appliquera certes pas le sien, pas plus que ne le feraient du leur M. Millerand et M. Jaurès, s'ils devenaient « ministrables ».

Les loups deviendraient sans doute d'excellents bergers, à la condition qu'on leur laissât croquer un mouton chaque jour. Mais nous ne voyons pas la nécessité de sacrifier les moutons, c'est-à-dire les contribuables.

(*Le Figaro*, 12 mars.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — « L'autre soir, un peu avant 10 heures, « la directrice du patronage des jeunes détenues « libérées, boulevard de Vaugirard, 4, venait re- « quérir des gardiens de la paix sur la voie publique, « en déclarant qu'une de ses pensionnaires, Blan- « chette Dellenserve, dix-sept ans, venait de se tuer « en cherchant à s'évader. Les agents accoururent, « et, en effet, trouvèrent la jeune fille, non morte, « mais dans un état très grave. La malheureuse, « pour s'échapper d'une pièce du cinquième étage, « avait noué ses draps à la fenêtre, mais la corde « s'était rompue, elle était tombée sur le grillage « d'une véranda, d'où elle avait rebondi sur le ter- « rain voisin. »

Tel est le fait divers qu'ont publié les journaux, sans y ajouter aucun commentaire. Ce fait cependant est toute une révélation. Il laisse entr'apercevoir ce que sont ces officines qui, sous couleur de philanthropie, vont recruter des esclaves au rabais parmi les malheureux que la société a jetés entre les griffes de la police. On connait peu ce trafic, cette traite de blancs ou de blanches, que la tache d'une condamnation ou d'une arrestation jette au ban de la société. Ces « patronages » ont des agents chargés de se tenir à l'affût du gibier et qui vont, rôdant à l'entour du dépôt et de la préfecture de police, en quête d'une proie fructueuse; la police non seulement tolère, mais encourage, favorise cette exploitation. Qu'un malheureux, arrêté pour vagabondage ou pour tout autre motif, ne justifie pas de moyens d'existence à sa libération, on lui fait entendre que, s'il le désire, on le conduira à une société qui lui fournira du travail. Si, naïf et crédule, il accepte, on l'expédie à une de ces interlopes agences où les attend une situation tellement enviable que ces « libérés » peuvent en arriver, comme tel est le cas pour la jeune Dellenserve, à braver la mort pour... *s'évader!* Tel est le terme de l'information provenant, selon toute vraisemblance, d'une source officielle.

On s'évade d'une prison, d'un bagne. Il paraît qu'on s'évade aussi du « patronage des libérés », œuvre philanthropique, charitable et humanitaire!

⁂

De Nanterre, où l'on interne par « mesure administrative », pendant un, deux, trois mois, selon le caprice du préfet de police, les mendiants libérés dont on prolonge ainsi arbitrairement la détention, sous prétexte de leur faire amasser par leur travail un pécule qui les mette à l'abri de la récidive; de Nanterre, où l'on « hospitalise » aussi les sans-travail et les sans logis, de Nanterre on ne s'évade pas. On vous met gentiment à la porte quand on considère que le pécule amassé est suffisant pour parer aux éventualités multiples de la vie de trimardeur. Il n'en faut pas lourd pour être classé au rang de capitaliste. N'a-t-on pas renvoyé dernièrement de cet asile hospitalier un vieillard de soixante-douze ans qui avait amassé la somme énorme de 10 francs!

Et encore n'avait-il pas à se plaindre, celui-là. On estimera que son hospitalisation avait dû être de longue durée quand on saura que la moyenne du salaire dans ce philanthropique établissement est de 12 centimes pour 10 heures de travail!

⁂

Nous avons reçu, trop tard pour les insérer dans notre dernier numéro, deux protestations contre l'expulsion de Kropotkine, l'une émanant du « groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes », du groupe « des étudiants collectivistes » et du groupe « d'études économiques du Ve », et l'autre de « l'union socialiste des originaires de Normandie et de Bretagne ». Ces protestations constatent que le gouvernement actuel, malgré son prétendu libéralisme, ne le cède en rien au plus réactionnaire de ses prédécesseurs.

⁂

Lundi dernier, 16 mars, a eu lieu à la salle Genti, rue des Colonnes-du-Trône, un meeting au sujet des derniers événements.

Les camarades Tortelier, Sébastien Faure et Fortuné Henry ont successivement pris la parole pour exposer que tous les gouvernements, quels soient-ils, par le fait qu'ils sont gouvernement, ne peuvent qu'agir autoritairement et violer à tout instant la liberté individuelle quand celle-ci est une menace à leurs privilèges. Ils ont conclu que le bonheur de l'individu ne peut être réalisé que dans une société sans autorité, laissant à chacun la faculté de développer sa personnalité en tous sens. De chaleureux applaudissements ont accueilli les discours de nos amis.

La soirée s'est passée dans le plus grand calme.

André Girard.

Justice.

J'ai tantôt assisté avec une profonde mélancolie au défilé devant la 9e chambre correctionnelle d'une interminable théorie de pauvres diables que la fermeture des abris-chauffoirs au moment de la reprise du froid contraignit de s'aller faire arrêter dans les postes de police et poursuivre pour vagabondage.

En un clin d'œil, une centaine de mois de prison a été distribuée avec une révoltante libéralité.

— Un tel! cinquante-quatre ans, ouvrier maçon... jamais condamné?...

— Si, monsieur le président!

Le tribunal compulse vivement le dossier et, au milieu des rires imbéciles de l'auditoire, relève trente-neuf condamnations!

Pour vol, sans doute?... Du tout! trente-neuf condamnations pour vagabondage!

Quinze jours de prison.

Ah! les canailles!

Être puni de prison pour avoir trente années durant vécu sans autre asile que la rue et ne s'être jamais approprié quoi que ce soit au préjudice des repus et des voleurs de la haute! Mais c'est le prix Montyon qu'il lui fallait donner!

Et n'allez pas croire que celui-ci est une exception:

Un homme paraissant quelque soixante-quinze ans se lève: Votre âge? — Soixante et un ans! — Et le président, se faisant bonhomme, interroge: Comment, vous n'avez jusqu'à l'âge de cinquante-neuf ans subi aucune condamnation, et depuis deux ans vous avez été condamné trois fois pour vagabondage!

Quinze jours de prison.

A un autre: Jamais condamné — officier de mobiles pendant la guerre de 1870 — sans travail depuis un mois.

Trois jours de prison et un bon de travail pour deux jours à raison de 75 centimes par jour!

Un autre encore:

Arrêté à la sortie de l'Opéra, alors *qu'il se livrait à la mendicité en vendant des journaux et ouvrant les portières des voitures!*

Voilà où nous en sommes un siècle après la Révolution: le seul refuge offert aux miséreux est la prison pour quelques jours avec, il est vrai, la quasi-certitude d'y revenir sous peu!

Et les bourgeois à petites rentes, spectateurs ordinaires des représentations gratuites de cette troupe ridicule de cabotins-magistrats, de donner au tribunal leur approbation traduite par des rires stupides.

Une folle envie me vint de gifler ces cochons!

Il ne leur suffit pas de faire crever de faim de pauvres bougres qui valent mieux qu'eux, il faut encore qu'ils dansent sur leurs cercueils!

Le cœur débordant de tristesse et de colère, je quittai ce palais d'injustice, comprenant que la crapule humaine ne changerait point et qu'il en serait toujours ainsi jusqu'au jour béni où le vent de la révolution sociale, déchaîné sur le monde, nous emportera dans son souffle vainqueur vers les libertés nouvelles et nous ouvrira, victorieuse, l'ère bénie de la fraternité des peuples!

Rio d'Arix.

27 février 1896.

⁂

Montpellier. — Dernièrement on a créé à Montpellier l'assistance par le travail: on peut, sans crainte d'exagération, dire l'exploitation la plus ignoble des sans-travail. Moyennant quatre heures de travail par jour, l'individu a droit à un salaire de *cinquante centimes*, qu'il ne touche pas, car ces philanthropes retiennent sur ce salaire dérisoire 0 fr. 30 centimes pour le couchage. Chose plus incroyable encore, le pauvre hère doit aller se reposer dans l'asile de nuit, qui pourtant est gratuit. Par conséquent, il est littéralement volé de six sous.

(*Correspondance locale.*)

Italie.

La guerre d'Afrique. — On envoie continuellement des troupes en Afrique; les soixante mille hommes qui y sont déjà ne suffisent pas. Parmi ceux-ci, trois mille sont morts dans les combats qui, de décembre 1895 à fin février 1896, eurent lieu principalement à *Amba-Alagi*, à *Makallé* et au col d'*Alequa*. Mais le plus terrible désastre eut lieu le 1er mars à *Abba-Garima*, près d'*Adoua*; les pertes de cette seule journée montent pour l'armée italienne seule à onze mille, ce qui, en ajoutant les pertes « ennemies », nous fait un total de *20 à 30.000 victimes!*

Crispi pensait par une victoire rétablir sa popularité compromise et raffermir sa dictature chancelante. Mais c'est le gouvernement tout entier qui a surtout voulu faire le jeu des financiers, dont les affaires ne marchaient, hélas! plus, et il a fallu cette guerre pour que le taux du change montât de 5 à 13 0/0 et qu'il eût besoin d'emprunts, afin d'employer les capitaux restés jusque-là enfermés dans les caisses, faute de placements fructueux.

Qu'importent les conséquences, les milliers d'hommes massacrés, les centaines de millions dépensés inutilement, le chômage et la misère, pourvu que les affaires des capitalistes marchent!

⁂

Et, dans son ivresse de sang, le gouvernement fait tuer par ses *carabinieri* quatre des paysans qui s'étaient révoltés à *Sala Biellese* (dans le Piémont) contre les nouveaux impôts que, du reste, trop pauvres et sans travail, ils ne pouvaient payer. Dans les manifestations qui eurent lieu pendant huit jours après le désastre d'Abba-Garima, nombre d'hommes ont été blessés et un est mort à Milan, son corps ayant été traversé par la baïonnette d'un garde. On crie dans toute l'Italie: « *Abbasso Crispi!* » « Nous voulons le retour des troupes d'Afrique! » A Turin, le drapeau national est arraché par la foule et on crie: « Assez avec les généraux soûlards! » (*Basta colli generali ubbriachi.*)

Les affamés demandent du travail et, à Parme, ils se soulèvent en masse. Les soldats déclarent qu'ils feront cause commune avec le peuple manifestant contre la guerre, s'ils sont requis contre lui. Les foules empêchent dans les gares les soldats de partir à la guerre, et dans plusieurs endroits on fait embarquer ceux-ci à des stations voisines.

⁂

Sur ces entrefaites, Crispi est remplacé par le marquis di Rudini, dont le cheval de bataille, pendant qu'il était de l'opposition, était la cessation de la guerre d'Afrique; mais, pour arriver au pouvoir, di Rudini a dû rabattre de ses « opinions », si bien que mardi 17, à l'ouverture de la Chambre, il débutera par une demande de crédits pour l'Afrique: c'est à ces conditions que le roi Humbert lui a donné le pouvoir, et, plus même, pour qu'il n'oublie pas un instant *l'honneur du drapeau*, il l'a flanqué du général Ricotti. Car si, au commencement, c'est Crispi qui a entraîné le roi dans cette guerre, plus tard ils se sont excités et exaltés mutuellement et à présent le roi y tient autant qu'à sa couronne.

D'un autre côté, on nomme commandant suprême des troupes italiennes d'Afrique le général Baldissera, qui, étant déjà en Afrique, s'y est distingué par l'empressement et la cruauté qu'il a mis à exécuter les nègres. Les patriotes reprochent à leur tour à Baldissera d'avoir pris, comme officier autrichien, les armes contre l'Italie en 59, ce qui lui valut avancements et décorations.

Quant à l'ancien commandant d'Afrique, le général Baratieri, il est mis en disponibilité; il s'est embarqué déjà pour l'Italie, où un conseil de guerre est tout prêt à le recevoir.

Enfin Crispi se retirera paisiblement à son palais de Naples où, contre des appointements inouïs, il recommencera à défendre comme « avocat » les affaires louches des grandes compagnies financières qui, sans lui, seraient perdues.

⁂

Mais quel honteux spectacle nous a donné, à l'occasion de cette guerre, la presse bourgeoise des deux côtés des Alpes: les journaux italiens rendaient la France responsable d'avoir fourni des armements aux Abyssins, alors que le gouvernement italien leur en avait fourni lui-même, pendant qu'ils étaient dans d'excellents termes. Les journaux français, spéculant sur le chauvinisme, applaudirent aux défaites des Italiens, surtout après Abba-Garima.

⁂

Afin d'empêcher que le public connaisse la vérité sur les péripéties de la guerre, le gouvernement a fait installer des cabinets noirs, a empêché l'armée d'Afrique de recevoir les journaux pour qu'on ne sache pas combien impopulaire était, en Italie, la guerre. On a expulsé de l'Erythrée les correspondants de tous les journaux, sauf celui de l'officieuse de Crispi, la *Tribuna*.

Andréa d'Angelo.

Australie.

Richmond. — En attendant la revue des revues, que doit nous faire un camarade, annonçons l'apparition de *Reason*, de notre camarade Andrews, 4, Rule street, Richmond (Victoria), 0 fr. 30 le numéro, paraissant tous les mois.

Le premier numéro contient des articles inédits et des traductions ou reproductions des livres allemands, anglais et français.

Grèce.

Athènes. — Nous avons reçu également le *Socialiste*, imprimé en grec, et qui reproduit de nombreux articles anarchistes. Adresse : Athènes, derrière le Stade, maison Kallergis.

Bienvenue à ces nouveaux camarades.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Résultat de la réunion tenue lundi dernier, 16 mars, à la salle Genti, 16, rue des Colonnes-du-Trône, au bénéfice des *Temps Nouveaux*.

Recette générale.	132 fr. 65
A déduire : Location de la salle. .	30 »
— Affiches et frais. . . .	37 »
Reste.	65 fr. 65

112 cartes de la conférence du Tivoli Waux-Hall ont été utilisées à cette réunion.

*
* *

Les *Egaux du XVIIe arrondissement* convoquent, pour mercredi 18 mars et mercredi 25 suivant, tous les libertaires de Montmartre, du VIIIe, du XVIe, de Neuilly et Levallois à venir s'entendre chez Sautot, 11, rue Poncelet (angle de la rue Saussier-Leroy, bureau de tabac). Sujet : Les élections municipales ; propagande abstentionniste.

Les orateurs libertaires qui voudront nous prêter leur concours sont invités à venir nous dire quand et comment nous pourrions les trouver pour organisation de réunions publiques.

Les *Égaux du XVIIe* se réuniront maintenant tous les mercredis chez Sautot, 17, rue Poncelet, au coin de la rue Saussier-Leroy.

*
* *

La *Sociale* commence la publication d'une série de croquis de Luce d'après Constantin Meunier, qui seront ensuite tirés à part.

La planche sera vendue 10 centimes.

L'album complet, avec préface et notice : 1 franc.

Un tirage à part à petit nombre sur japon, 5 francs l'album.

*
* *

A. Hamon remercie les divers camarades qui lui ont envoyé des journaux et brochures.

*
* *

Reims. — Sébastien Faure faisant à Reims une série de conférences qui commenceront le 21 courant, notre soirée familiale annoncée pour cette date est de ce fait renvoyée à une date ultérieure.

*
* *

Clichy. — Soirée familiale, le 21 mars, par les *Libertaires* de Clichy et de Levallois, à 8 h. 1/2 du soir. Des affiches locales donneront le lieu de réunion.

Tous les samedis soir, réunion des *Libertaires*, 123, boulevard National.

*
* *

Marseille. — Dimanche 22 mars, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale organisée par les camarades de la *Belle-de-Mai*. Concert, conférence, suivis de bal. Le piano sera tenu par un camarade et la petite Juliette, âgée de huit ans.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Grandes amoureuses, par J. Richepin ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Correspondance de M. Bakounine (lettres à Herzen et à Ogareff), avec préface par Dragomanow ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin et Cie, 35, quai des Grands-Augustins.

Amour et Géographie. Les nouveaux mariés, par B. Bjornson ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 14, rue des Pyramides.

De chez Guillaumin, 14, rue Richelieu :

La Décentralisation, par le comte de Luçay ; 1 vol.; *L'Évolution sociale*, par B. Kidd ; 1 vol., 7 fr. 50 ; *Problèmes d'économie politique et de statistique*, par G. Rumelin ; 1 vol. 7 fr. 50 ; *Le Principe de l'Evolution* (réponse à lord Salisbury), par H. Spencer, 1 brochure.

Le Fléau de la France, par Louis Pagèze ; 1 broch., chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Des bases classiques allemandes, par L. Riotor ; 1 broch., 0 fr. 75, librairie de la *France scolaire*, 17, rue Guénégaud.

Le Nouveau Guide de la Presse, premier fascicule, 0 fr. 60, 21, quai Saint-Michel.

La Foi des successions : Le Positivisme et la Revue des Deux-Mondes, deux broch. par le Dr Audiffrent, chez P. Ritti, 76, avenue du Maine.

Conférence sur la réorganisation de la bienfaisance publique, par Alice Bron ; 1 broch., 0 fr. 05, au journal *le Peuple*, 35, rue des Sables, Bruxelles.

Chants humanitaires (méthode Galin-Paris-Chevé), première livraison, 0 fr. 05 ; Joseph Milot, 35, rue des Sables, Bruxelles.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE [1]

Romans.

38° *L'Honneur*, par Henry Fèvre, 1 vol. 3 fr. 50, chez Kolb, 8, rue Saint-Joseph.

Livre contre le préjugé bourgeois qui tend à considérer comme déshonorée la femme enceinte en dehors du mariage, démontrant implicitement que les relations sexuelles étant un acte physiologique, elles n'ont pas à être réglementées par aucune loi, ni aucun code.

39° *La Gamelle*, par J. Reihrach, 3 fr. 50, chez Charpentier.

La Gamelle est un livre fait pour la défense de l'armée, mais l'auteur, qui était officier, emporté par la vérité de ce qu'il a vu, ne trouve rien de mieux à nous présenter que des ivrognes et des maquereaux. Le prototype de l'officier travailleur, le héros du livre, séduit une jeune fille qui l'aime et qui meurt de son abandon ; il court après les tendrons ; son colonel, — le seul personnage sympathique du livre, — il le fait cocu, lâche ensuite la mère pour la fille. De sorte qu'en dernière analyse du livre il ne fait que confirmer ce qu'ont dit les livres auxquels il a la prétention de répondre.

40° *L'Homme qui tue*, par Hector France, 1 vol., 3 fr. 50, dernier éditeur, Edinger, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève (maison n'existant plus).

Moitié souvenirs personnels et moitié roman, c'est l'histoire d'un jeune sous-officier de spahis, et le récit de scènes de meurtre et de viol par quoi l'administration française se révèle aux indigènes.

On y voit les bureaux arabes fomentant sous main de bonnes petites révoltes pour se donner le plaisir — et le profit — de les étouffer dans le sang ; la fierté et la loyauté des peuplades vaincues forment un contraste amer avec la cruauté et l'ignominie des galonnards et des fonctionnaires civilisés. *L'homme qui tue*, c'est le soldat qui assassine par métier, pour ne pas désobéir à des chefs ou pour se procurer de l'avancement.

41° *L'Ennemi des lois*, par Maurice Barrès, 1 vol. 3 fr. 50, Perrin et Cie, éditeurs, 35, quai des Grands-Augustins.

L'anarchie présentée dans ce livre n'est qu'une anarchie à l'usage des millionnaires ; pour s'affranchir des lois, il faut posséder cent mille francs de rente ou épouser une femme qui les ait, quitte à compléter la somme par une maîtresse riche ; néanmoins c'est une œuvre intéressante à lire, puisqu'elle proclame l'individu indépendant de la société et seul juge de son bonheur.

Sociologie.

42° F. S. Merlino, *Socialismo o monopolismo?* [2].
Napoli, J. Merlino, via Pazzi a Foria, 14.
London, J. Couporti, 19, Mabledon place, Euston road, W. C.

Histoire détaillée et complète du monopole et de son évolution. Exposition scientifique du socialisme, esquisse du système communiste anarchiste suivie d'une réponse aux objections des adversaires.

43° *L'Italie telle qu'elle est*, par Merlino, 1 vol. 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Dans ce livre, l'auteur raconte l'origine spoliatrice de la propriété bourgeoise italienne — ce qui est, du reste, l'histoire de toutes les propriétés — et démontre que la bourgeoisie, si féroce envers les voleurs, n'a pas reculé devant des moyens pires, pour s'enrichir.

44° (*bis et ter*). *La France politique et sociale*, année 1890, par Hamon et Bachot, 2 vol., 7 fr. ; année 1891, 1 vol. 6 fr., chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Livre très bon à consulter par ceux qui veulent se rendre compte de la marche des idées, contenant une foule de documents sur les faits politiques et sociaux de l'année.

Des mêmes auteurs, à la même librairie, l'*Agonie d'une société*, 1 vol., 3 fr. 50, est, pour l'année 89, ce que les précédents sont aux années 90 et 91.

(1) Voir les numéros 2, 5, 9, 22 et 33.

(2) Les *Temps Nouveaux* étant un journal internationaliste, nous donnons la liste de tous les ouvrages que nous croyons utile de consulter, quelle que soit la langue dans laquelle ils sont publiés.

Théâtre.

45° *Arlequin Sauvage*, par Delisle de La Drevetière, chez les bouquinistes.

Comédie où, sous une forme fantaisiste et légère, l'auteur attaque spirituellement tous nos préjugés sur l'amour, la propriété, le gouvernementalisme, etc.

46° *Les Chapons*, pièce en un acte, par Lucien Descaves et Georges Darien, 1 plaquette, 1 fr. 50, chez Tresse et Stock, éditeurs, galeries du Théâtre-Français, 8-11.

Tirée du roman de Darien, *Bas les Cœurs !* cette pièce met en scène une famille bourgeoise et — cela va sans dire — patriote, pendant l'occupation de Versailles, en 1870. La peur fait commettre à ces bourgeois vantards toutes les lâchetés et toutes les infamies. Au Théâtre Libre où elle fut jouée, cette pièce fut sifflée et huée — cela va de soi — par le public élégant.

Livres de polémique.

47° *Sur la Guerre (propos d'un jeune homme et de M. F. Coppée)*, notés par Urbain Gohier, 1 brochure, 0 fr. 75, chez Chamuel, 79, faubourg Poissonnière.

Excellent plaidoyer contre la guerre et ce que l'on peut appeler le... patrouillotisme. L'auteur y fait le panégyrique de l'initiative individuelle pour paralyser les efforts des gouvernants et des rapaces de la finance.

*
* *

Errata. — Dans notre numéro 5, *Force et Matière* est annoncé 7 fr. 50, il ne coûte que 7 fr.

L'Homme selon la science, même prix.

Au numéro 22, *Histoire de la création des êtres organisés*, par Hæckel, annoncé 20 francs, ne coûte que 12 fr. 50.

Science et Matérialisme, de Letourneau, annoncé à 5 francs, ne coûte que 4 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

L. G., à Val St-Lambert. — Le journal est expédié régulièrement à B. — En effet, les paiements ont été, jusqu'ici, très irréguliers, et surtout peu en rapport avec le chiffre d'exemplaires expédiés, mais ça commence à aller un peu mieux.

C., à Pleynefaye. — Reçu mandat. Gauthey va bien, est à la *Sociale*.

Collet, à Bruxelles. — Bien reçu les 6 fr. 75, mais attendons toujours votre adresse pour connaître la destination de la somme.

P. E. — Votre idée de reproduire dans un supplément séparé les articles indiqués *à lire* est très pratique ; il ne nous manque que l'argent pour pouvoir la réaliser. Des numéros parus nous ne gardons que pour nos collections et ne pouvons les échanger contre des vieux.

Rio d'Arix. — L'*Orgueil de galon*, bien ; mais notre format est insuffisant à insérer de si petits faits.

L'Effort. — Ferons l'échange avec plaisir. Le numéro reçu ne contenait pas le dessin annoncé sur la couverture ?

D., à Paterson. — Numéros réclamés expédiés.

M., à la Haye. — C'est par erreur que l'abonnement n'avait pas été inscrit, mais le journal a toujours été expédié. Réexpédions le dernier numéro.

S., à Buenos-Ayres. — Reçu 150 fr. pour les T. N. Remis 50 fr. au *Libertaire*, autant à la *Sociale*.

H., à Angers. — Les deux *Paroles d'un révolté* ont été expédiés.

O. — Avons expédié votre lettre à B.

Jules Bard et Guyard. — Veuillez nous rapporter les cartes que vous aviez en dépôt. Nous avons besoin de régulariser nos comptes.

Reçu pour le journal : B., à Reims : 0,50. — Les camarades de Cette, pour venir en aide aux journaux de l'idée : 2 fr. — Beauvais : A. D., 1 fr. ; F., 0,50 ; un purotin, 0,25 ; un exploité, 0,25 ; un crève-la-faim, 0,25 : en tout, 2,25. — Cherbourg : 4 jeunes copains anarchistes, chacun 0,25 ; Broussouloux, 1 fr. : en tout, 2 fr. — Nantes : un groupe de copains, 2,50. — Bruxelles : une abonnée pour remboursement des frais de la conférence Kropotkine ajournée, 20 fr. — Par la *Sociale* : Bernarding, 0,75 ; L. Bonhivert, 1,25 ; H. Evez, 0,50 : en tout, 2,50. — Brooklyn, Chev. (par la *Sociale*), 14,35. — Alais (par la *Sociale*), 5,75. — *Vente de vieux timbres*, 15 fr. — H., à Paris, 2 fr. — Etudiants bruxellois, 6,75. — Groupes d'Elemmes et de Marcq-en-Barœul, 3,25 (par la *Sociale*). — O., à Paris, 0,60. — Marseille, liste par C., 14 fr. — Salle Genti, 65,65.

Mme B., à Rochefort. — S., à Ensival. — F., à Saint-Denis. — S., à Zurich. — P., à Bédarieux. — G., rue du Cirque. — B., à Port-Saint-Louis. — B., à Seraing. — S., à Alexandrie. — P., à Gérandot. — D., au Havre. — Groupe des *Affamés*, Spring Valley. — G., à Sotteville. — Dick. — P. A., à Valréas. — Mme H., à Alais. — C., à Peyrelevade. — N., à Hodimont et B., au Mans (par le *Libertaire*). — G., à Malines. — F., à Saint-Etienne. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Aux camarades qui nous avaient payé des *Biribi*. — L'éditeur nous ayant dit que la réimpression de cet ouvrage était ajournée momentanément, quel volume désirez-vous recevoir en place ?

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 48 DIX CENTIMES DU 28 MARS AU 3 AVRIL 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

VII

L'explication matérialiste de l'histoire.

Nous connaissons déjà la valeur des « grandes découvertes » qu'Engels attribua à Marx et à lui-même indirectement; nous connaissons aussi le rôle d'exploiteur et d'oppresseur dévolu à l'Etat si cher aux disciples d'Engels. Il nous reste à étudier la troisième découverte, celle de « l'explication matérialiste de l'histoire ». Ecoutons la définition qui en est faite par Engels (2) :

« La conception matérialiste de l'histoire se « base sur cette idée : que la production et « l'échange des produits, valeurs, etc., forment « le fondement de toute organisation sociale ; « dans chaque société humaine, la répartition « des richesses et la formation des classes ou « des états dans la société sont le résultat du « mode de production et d'échange pratiqué par « la société. »

L'idée elle-même, sauf quelque exagération dans l'affirmation, est juste : le mode de production nous indique l'état de la culture et de la civilisation de telle société, de telle période historique. Mais cela était connu bien avant 1845 et même avant le 28 novembre 1820, jour de naissance de F. Engels. Seulement, on appelait cela le rôle, l'influence des facteurs économiques dans l'histoire. Mais l'ensemble des facteurs économiques, que nous appelons économisme, n'est pas encore le matérialisme. Le mode de production est seulement *un* facteur, ou plutôt un élément parmi beaucoup d'autres qui servent aux généralisations évolutionnistes, connues sous le nom des doctrines matérialistes. La partie ne peut contenir le tout ; l'économisme ne constitue pas la doctrine matérialiste. Nous connaissons beaucoup d'auteurs qui admettaient l'influence des conditions et des relations économiques sur le développement de l'humanité, et qui, en même temps, étaient non seulement idéalistes et métaphysiciens, mais déistes accomplis, chrétiens fervents. Voici *Guizot*, qui traçait l'histoire de l'antagonisme des classes en Angleterre au dix-septième siècle et qui était bigot comme un trappiste; voici Niebuhr, le grand fondateur de l'école historique allemande, dont Mommsen est un des plus brillants représentants. Niebuhr, encore au commencement de ce siècle, déclara que la légende de Tite-Live sur l'origine de Rome doit être rejetée et qu'il faut étudier l'histoire d'après les conditions et les institutions économiques et sociales du peuple romain. De là datent les études classiques de la législation agraire de Licinius Stolon et des Gracchus; de là les recherches minutieuses de Mommsen... Mais Niebuhr, Mommsen et toute l'école allemande étaient bien loin du matérialisme...

Même, si nous remontons jusqu'au premier historien qui ait indiqué l'influence des conditions cosmiques et économiques sur le progrès et le développement de l'humanité, si nous allons consulter Vico (1668-1744) et son traducteur français Michelet, qui à son tour, dans ses recherches sur l'origine du droit français, insistait volontiers sur l'état économique, nous trouverons qu'eux non plus n'avaient aucune prétention au matérialisme. Adam Smith, un autre homme de génie, fondateur de l'économie politique, celui qui donna en 1776 les deux formules fondamentales : *a)* que le travail est la seule source de la richesse sociale, *b)* et que l'augmentation des richesses dépend des conditions économiques et sociales du travail et du rapport entre le nombre des producteurs et celui des non-producteurs, — eh bien, ce modeste philosophe n'a jamais prétendu au matérialisme. — Un autre économiste, A. Blanqui, moins profond et moins original que A. Smith, formulait en 1825 comme il suit le rôle des éléments économiques dans l'histoire :

« ... Je ne tardais point à m'apercevoir qu'il « existait entre ces deux sciences (l'histoire et « l'économie politique) des rapports tellement « intimes qu'on ne pouvait les étudier l'une « sans l'autre, ni les approfondir séparément... « La première fournit les faits ; *la seconde en « explique les causes*... Je suivis pas à pas les « grands événements... il n'y a jamais eu que « deux partis en présence : celui des gens qui « veulent vivre de leur travail et celui des gens « qui veulent vivre du travail d'autrui... Patri-« ciens et plébéiens, esclaves et affranchis, « guelfes et gibelins, roses rouges et roses « blanches, cavaliers et têtes rondes, libéraux « et serviles — ne sont que la variété de la « même espèce. »

L'économie politique *explique* les causes des événements historiques, dit Blanqui ; ses contemporains Mignet, Augustin Thierry, etc., disent de même. En Angleterre, J. S. Mill, dans son analyse du premier volume de l'*Histoire de France* par Michelet, en faisant la classification des écoles historiques, définit, avec sa lucidité habituelle, que l'histoire, comme science moderne, s'occupe des causes et des lois sociales et cosmiques qui régissent le développement de l'humanité (*Dissertations et Discussions*). — H. T. Buckle, dans l'admirable tentative qu'il fit de tracer l'influence des lois cosmiques, des conditions sociales et même de la nourriture dans l'histoire, dit que « l'accumulation de la richesse est un des premiers « facteurs, et, sous beaucoup de rapports, un des « plus importants » (p. 38). Voir aussi pages 48, 50 à 53.) Un contemporain de Marx et Engels, mais qui les ignorait complètement, J. Rodgers, l'auteur du grand ouvrage : *Six siècles de travail et de salaire*, publia son volume de l'*Interprétation économique de l'histoire*, où il analyse toute l'histoire d'Angleterre au point de vue économique. — Est-ce que tous ces savants de nationalités différentes ont eu la moindre prétention au matérialisme ? Certainement non. Ils furent des savants, des chercheurs de la vérité ; ils appliquèrent la méthode des recherches scientifiques à l'étude de l'histoire et ne purent donner aux résultats de leurs travaux que le nom d'explication économique de l'histoire.

Alors comment est-il arrivé qu'Engels, qui écrivait spécialement pour les ouvriers, pour des gens écrasés par un travail surhumain, qui n'ont ni le temps ni les moyens de vérifier ces assertions, comment se fait-il qu'Engels appelât « matérialisme » ce que les savants appelaient économisme? Pourquoi, au lieu de dire aux ouvriers : « Mes amis, la science *tout entière* dans les recherches des savants de toutes les nations européennes nous démontre que le bien-être et le développement du genre humain est créé par votre travail, que l'avenir de l'humanité dépend de notre bonheur et des conditions favorables à notre activité productive (A. Smith), que, par conséquent, il est obligatoire pour la classe ouvrière de détruire *au plus tôt* l'organisation de l'Etat et des classes exploitrices et oppressives... » pourquoi, je le demande, au lieu de faire un exposé purement scientifique, a-t-il caché la vérité aux braves et honnêtes gens qui le croient sur parole? Et quel résultat obtient-on par cette méthode plus qu'étrange? Les politiciens, les hommes sans aucun scrupule, qui, grâce à leur ignorance complète, sont incapables du moindre travail intellectuel, qui apprennent par cœur deux petites brochures d'Engels et une vulgarisation de Marx, puis se posent comme hommes de science, une fois envoyés par hasard au Parlement par les ouvriers, abusés dans leur bonne foi, déclarent, comme Engels pour la science, que jamais avant eux le socialisme n'a été représenté au *Parlement*... Comme si jamais L. Blanc, Proudhon et autres n'avaient existé!

Mais quelle déception pour les gens honnêtes d'apprendre la mystification dont ils ont été victimes de la part du « chef » du socialisme scientifique...

W. TCHERKESOFF.

(*A suivre.*)

(1) Voir les numéros 37, 39, 40, 42 à 45.

(2) Tous les compilateurs social-démocrates de tous pays déclarent que l'exposé de ce matérialisme dans l'histoire a appartenu à Engels, et que Marx en formula seulement le principe. Nous verrons plus bas que l'auteur de cet exposé quelque peu étrange est en pleine contradiction avec Marx. Ce dernier, révolutionnaire de conviction, n'a jamais nié le rôle de la force et de la lutte dans l'histoire; aussi jamais n'affirma-t-il que les sciences inductives « sont connues sous le nom de métaphysique ».

LA PRODUCTION LIBRE [1]

(Suite et fin.)

De tous temps, les efforts de l'homme ont tendu à l'économie des forces dépensées. Produire le plus possible avec le moins d'effort musculaire fut toujours le but poursuivi. Un obstacle capital s'oppose actuellement à ce que ce but soit atteint. C'est la détention, par droit de propriété, par un certain nombre d'individus, des moyens de production. Cette appropriation dissémine sur des points multiples les organes de la production et occasionne par cette dispersion un surcroît de dépense dans la mise en œuvre des forces productives. Ce morcellement produit un gaspillage énorme de forces et se traduit par une élévation exagérée dans le prix des denrées. La crise dont souffrent actuellement les agriculteurs français n'a guère d'autre cause. La subdivision très grande de la propriété terrienne augmente dans une forte proportion les frais de main-d'œuvre, et les agriculteurs français s'obstinant à produire, chacun sur l'espace restreint dont il est propriétaire, ne peuvent lutter contre la concurrence que leur font, par exemple, les Etats-Unis où la culture, s'effectuant sur de grands espaces et au moyen de machines dont la petite propriété ne peut se servir, diminue considérablement les frais de production. C'est ainsi que l'hectolitre de blé venant d'Amérique revient, tous frais compris, main-d'œuvre, transport, etc., à un maximum de 14 à 15 francs, tandis que l'hectolitre de blé français coûte de 20 à 22 francs.

Ce n'est là qu'un exemple entre mille, servant à démontrer les mauvais résultats de l'éparpillement sur des points divers des forces productives, et l'avantage, au contraire, de leur concentration la plus intense possible.

L'industrie, plus en avance que l'agriculture, l'a compris. Les industriels, saisissant l'avantage de cette concentration des forces, réunissent, associent leurs capitaux, se groupent en sociétés. Ce mode de production, favorisant l'emploi d'un matériel plus perfectionné et facilitant la concentration sur un petit nombre de points des forces que la dissociation disperserait désavantageusement, réalise une économie notable. Cette tendance à la mise en commun, pour l'économie des forces dépensées, des éléments de production est à noter. Elle est une tendance à l'adaptation du mode de production à l'état actuel de l'outillage.

Quelle conclusion en tirer? C'est que la propriété individuelle est à son déclin, par la force même des choses, par les nouvelles conditions créées par les applications des dernières découvertes scientifiques.

*
* *

La propriété ou, si l'on préfère, l'usufruit de la propriété — ce qui, en fait, conduit au même résultat — tend à devenir collectif; et cela forcément, parce que, je le répète, l'adaptation du mode de production à l'état actuel de l'outillage l'exige. Les financiers, les premiers, ont donné l'exemple de cette mise en commun de leurs éléments d'action, leur capital, en raison sans doute de sa plus grande mobilité. Les industriels ont suivi le mouvement. Quant aux producteurs agricoles, quand ils comprendront l'avantage de cette action collective, de cette concentration des forces, ils réuniront, eux aussi, leur capital, la terre, pour la cultiver en commun et, par ce moyen, diminuer leurs frais de production.

Cette évolution est inéluctable. Elle est imposée par le perfectionnement toujours croissant du machinisme qui, en mettant la production individuelle dans un état d'infériorité par trop considérable, la rend de plus en plus impossible. Pour l'instant, elle crée un malaise profond; car, tout l'avantage de la lutte étant pour la grande production, la petite production avec tout ce qui s'y rattache subit une crise cruelle.

Il ne saurait en être autrement. Tant que la propriété individuelle s'obstinera à lutter individuellement contre la propriété collective, elle sera d'avance vaincue. Car la propriété collective, par l'*économie des forces dépensées*, qu'elle est plus à même de réaliser, produit à meilleur compte et, par le bon marché de ses produits, l'emporte sur sa rivale.

*
* *

Il y a donc incompatibilité, au point de vue social, entre la propriété individuelle et l'économie des forces productives. Or, comme nous l'avons vu, la recherche de la plus grande économie des forces est la tendance constante de l'humanité. Lorsque, donc, la propriété individuelle aura disparu — et elle disparaîtra forcément parce qu'elle est un obstacle à cette tendance économique, — lorsque la société actuelle basée sur la propriété individuelle aura fait place à une société communiste, la production, libre d'obstacle, prendra un essor inouï. Rien ne s'opposera plus à cette rigoureusement stricte économie des forces productives et à sa réalisation par une grande concentration des éléments de la production. L'industrie aura alors intérêt à concentrer dans de vastes locaux la plus grande somme possible de force motrice, pouvant être utilisée par des fabrications de natures diverses. Au lieu d'avoir, comme aujourd'hui, dix, vingt usines en une même contrée, possédant chacune leur outillage particulier, et exigeant ensemble un personnel considérable, il y aura avantage et économie de forces à posséder un seul outillage moteur, puissant en proportion, répartissant la force motrice aux diverses industries ainsi groupées en un même point. Tous les perfectionnements pourront être sans obstacle adoptés au fur et à mesure de leur invention, en raison précisément de cette tendance à l'économie des forces, à la diminution de l'effort.

Que deviendra-t-il alors cet effort humain? A quoi se réduira-t-il? On peut en juger dès aujourd'hui même, d'après l'état actuel du machinisme. A la dernière Exposition de Chicago (1893), la force motrice nécessaire à toute l'Exposition était produite par 52 chaudières juxtaposées en une même galerie et fournissant ensemble une force de 25.000 chevaux. L'entretien et la surveillance de ces 52 chaudières étaient assurés par trois hommes seulement. L'un d'eux, installé tout en haut de la galerie dans une sorte d'observatoire, avisait ses camarades, au moyen de touches électriques correspondant à un tableau bien en vue des deux autres chauffeurs, que telle ou telle chaudière avait besoin de leurs soins. L'un des deux hommes, alors averti, se dirigeait vers la chaudière signalée et, pour faire tout rentrer dans l'ordre, n'avait que la peine de tourner plus ou moins un robinet. Car la chaleur nécessaire au fonctionnement des chaudières était produite non par du charbon, mais par du pétrole amené de Lima, par une canalisation de 385 kilomètres et arrivant sous pression à raison de quatre brûleurs par chaudière. Un robinet commandant chaque brûleur permettait de régler la chaleur à volonté.

Voilà donc, avec les moyens dont peut actuellement disposer l'industrie, une force de 25.000 chevaux-vapeur n'exigeant pour fonctionner que la surveillance de trois hommes, dont l'effort se trouve réduit à presque rien. Si ces 52 chaudières, par suite d'intérêts propriétaires divers, s'étaient trouvées réparties dans des emplacements ou des établissements différents, la dépense de forces humaines eût été considérablement accrue, en raison du plus grand nombre de chauffeurs que leur entretien eût nécessité, sans compter tout le surcroît de travail occasionné par autant d'installations isolées, l'apport du combustible sur chaque point, etc., etc.

*
* *

De même en agriculture. Les méthodes de culture encore usitées sont on ne peut plus primitives et rudimentaires. Nos descendants souriront en apprenant qu'au siècle des chemins de fer, du télégraphe et du téléphone, l'homme peinait sur une bêche pour retourner la terre. Cependant les machines agricoles ne manquent pas. Il en est de toutes sortes et pour tous usages. Pourquoi ne sont-elles pas plus répandues?

Le grand propriétaire travaillant — ou plutôt faisant travailler — sur de grands espaces peut utiliser les machines existantes, autant que le comporte le genre de culture qu'il réalise sur son terrain. Mais allez donc demander au propriétaire d'un demi-hectare ou d'un hectare d'avoir défonceuse, laboureuse, batteuse, faucheuse, etc., etc. Il ne le peut. L'exiguïté relative de son terrain l'en empêche. Il est donc réduit à faire ou à faire faire à la main et en plusieurs journées les travaux que ces machines exécuteraient en quelques heures. Quelle dépense inutile de forces et d'argent! Voilà pourquoi la culture en grand, réalisant par la concentration en un même terrain la production d'une même denrée, production disséminée çà et là par le morcellement de la propriété, présente des avantages qui lui permettent de sortir facilement victorieuse de la lutte contre la culture circonscrite sur de petits espaces.

Là encore, la propriété est un obstacle à l'économie des forces, parce qu'elle s'oppose à la concentration des éléments productifs. Là encore, elle devra disparaître *fatalement* en raison de la tendance à l'économie des forces.

Dans une société communiste, cette économie des forces productives aura pour conséquence la culture pratiquée sur de vastes étendues de terrain, parce que ce mode de culture permettra l'emploi des machines substituées à l'effort musculaire humain. Outre les avantages incommensurables qu'en retirera la production agricole, une foule de travaux très utiles et salutaires à l'agriculture, aujourd'hui impossibles en raison de la subdivision de la terre en propriétés privées, deviendront réalisables.

Par exemple, durant les années de sécheresse, les agriculteurs se lamentent et pétitionnent auprès des pouvoirs publics, rappelant ces peuplades sauvages implorant en pareil cas l'assistance des faiseurs de pluie. Cependant, l'eau manque-t-elle sur terre? Celle que les fleuves, les rivières, les cours d'eau de toute sorte roulent sans profit vers la mer, pourquoi ne cherche-t-on pas à l'utiliser, à l'amener par des canalisations combinées et à la répandre sur les terrains desséchés? Parce qu'une canalisation pareille coûterait des sommes énormes, parce que sa réalisation exigerait une entente préalable de tous les agriculteurs intéressés; parce que, en un mot, la subdivision de la propriété y met obstacle.

Le déboisement des collines, *œuvre des intérêts particuliers dissociés, insoucieux de l'intérêt général*, a livré sans atténuation les récoltes des plaines aux intempéries et aux ouragans. La propriété privée se dresse encore là en travers de toute tentative d'amélioration de ce côté. Elle est la cause primordiale et permanente d'une perte d'efforts, d'un gaspillage de richesses, en subordonnant l'intérêt social à la fantaisie égoïste et bornée de quelques-uns. Ce gaspillage est constaté; *on sait* que le reboisement des hauteurs y remédierait, mais on se butte à un système social qui interdit l'emploi du remède. Le premier soin d'une société communiste sera très certainement de l'appliquer.

(1) Voir le numéro 46.

Nous remarquons donc que la société présente en est arrivée à un point évolutionnel où la tendance à l'économie des forces productives se trouve en tel antagonisme avec la propriété privée que celle-ci est forcée de se transformer. Elle recherche dans l'association, dans la *mise en commun*, une manière d'être plus en rapport avec le perfectionnement actuel des éléments producteurs.

Mais cette manière d'être est encore loin de l'idéal qu'on peut rêver. La propriété, pour de *privée* devenir *collective*, n'en demeure pas moins propriété. Elle recule l'obstacle à l'économie, mais sans le supprimer. Qu'un perfectionnement plus grand se réalise — et il se réalisera, — cette forme collective devra au fur et à mesure s'élargir de plus en plus pour s'adapter aux perfectionnements survenus. Cette adaptation se fera complète quand toute forme de propriété aura disparu, quand la propriété se sera fondue dans le communisme.

Au communisme répondra alors un système productif ayant réduit l'effort humain à sa plus simple expression. Dès lors, cet effort ainsi amoindri demeurera-t-il répulsif? Quand il suffira à l'homme, pour assurer sa subsistance, de « tourner un robinet » ou de « presser sur un bouton », peut-on croire qu'il se refusera à cet effort si mince et qu'il sera nécessaire qu'une autorité intervienne pour l'y obliger? Il faudrait être de bien mauvaise foi pour le soutenir.

Tout cela n'est pas un rêve, une fantasmagorie optimiste. L'examen des progrès accomplis depuis moins d'un siècle dans le fonctionnement des moyens de production, progrès se multipliant par eux-mêmes au fur et à mesure de leur accomplissement, fournit des données certaines sur les conditions économiques de demain. Il nous permet de présager la disparition fatale — et prochaine, peut-être — de la propriété, entrainant comme conséquence inéluctable la disparition de l'Etat, devenu rouage inutile, onéreux et oppressif.

André Girard.

DES FAITS

. . . .

— N'y a-t-il pas autre chose que cette question de prélèvement sur les traitements des élus, entre vous et la Fédération?

Ici, M. Dejeante hésite à répondre. Enfin, lentement il articule :

— Oui, certainement, il y a autre chose. Il existe actuellement dans tous les groupes ouvriers un courant que nous voudrions remonter et qui paraît vouloir rompre toutes les digues, en dépit de nos efforts : la haine du parlementarisme, de la représentation législative.

Ce n'est pas, comme on le croit, le cri : « Sus au Sénat! » qui sort des poitrines d'ouvriers, mais « Sus aux parlementaires! » à tous les parlementaires sans distinction.

L'Union fédérative, à l'heure actuelle, poussée par certains groupes plus avancés, n'est pas pour tel ou tel candidat; elle n'est au fond pour aucun. L'obstruction sans but paraît devoir être son futur programme : c'est la doctrine anarchiste dans toute sa beauté.

Dans ces conditions, nous ne pouvions nous entendre plus longtemps, et aujourd'hui la guerre est allumée. L'avenir dira qui l'emportera.

(*Gaulois*, 15 mars 1896. — Interview de Dejeante.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Vendredi dernier, trois cents Italiens, tous âgés de dix-huit à vingt ans, débarquaient à Paris, venant du Tessin pour se soustraire au service militaire et à l'envoi possible en Abyssinie. D'intelligents patriotes ne trouvèrent rien de mieux que de les accueillir, à leur arrivée à la gare, par des railleries plus ou moins spirituelles, leur reprochant leur manque de patriotisme.

Idiots! Parce que ces trois cents jeunes gens ont mieux aimé sauvegarder leur vie et leur indépendance que d'aller se faire massacrer en Afrique au profit de la politique d'un Crispi quelconque ou des tripotages meurtriers des loups-cerviers du négoce, cette nuée de dindons a cru de bon ton d'assourdir ces réfractaires de ses gloussements de bêtes domestiquées.

Les leçons du Tonkin et de Madagascar ne vous ont donc servi de rien, imbéciles?

∴

Par contre, les camarades Oreste Boffino, Ettore Bonometti et Rodolfo Gianni, qui, venant d'Angleterre, se rendaient en Italie, ont été arrêtés à leur passage à Paris, et expulsés aussitôt. Les deux premiers — histoire sans doute de leur faire recommencer le trajet ou de leur faire faire, ô logique! le tour de l'Europe pour rentrer chez eux — ont été ramenés à Dieppe et dirigés sur l'Angleterre. Le dernier, relativement plus heureux, a été transféré à la frontière italienne.

J'estime comme peu probable que l'intention des trois camarades fût d'accourir au secours de leur patrie en danger, mais l'intellect croûteux de nos redresseurs de patriotisme eût pu s'y tromper. Ils ont perdu une bonne occasion de donner au gouvernement français une leçon de patriotisme comparé.

∴

Le Figaro du collectivisme a fait savoir dernièrement en réunion publique que le premier soin des socialistes, une fois parvenus au pouvoir, serait de fusiller les anarchistes.

Nous avions le chocolat et le papier à cigarettes des Trois-Huit, le savon et l'eau parfumée du 1er mai; le Chauvin *peluquero* se propose, dit-on, à cette intention, d'ouvrir prochainement en la boutique dont il a la gérance, un nouveau rayon spécial à l'usage des récalcitrants à l'Etat collecto-gendarmique, celui des « pruneaux des pouvoirs publics ».

Un peu de quinine — d'eau de quinine, veux-je dire! pour calmer la fièvre de ce grotesque.

André Girard.

∴

MM. Groussier et Dejeante ayant refusé de se soumettre à la décision de l'Union fédérative du Centre, qui enjoignait aux députés du Parti ouvrier de verser 5.000 francs pour la propagande (et aux conseillers 2.000), l'Union a fait parvenir à la Chambre leur démission en blanc. Interviewé par le *Figaro*, Dejeante se répand en récriminations amères. « Avec 4.000 francs, dit-il, il m'est impossible de faire face à toutes les dépenses qu'exige la vie d'un homme politique... Nous avons agi presque avec servilité jusqu'ici. Nous en avons assez... La Fédération finissait par me faire une situation ridicule, indigne d'un homme libre. Elle vient de décider, par 20 voix contre 8, qu'un député était une véritable bête de somme. — Fabérot et Toussaint acceptent les nouvelles exigences de la Fédération, c'est leur affaire; mais comment arriveront-ils à joindre les deux bouts? Je le leur ai demandé. Ils m'ont répondu qu'au lieu de 1.200 francs qui leur sont alloués à chacun pour leurs déplacements, ils comptent 2.000 francs... Si j'admets le mandat impératif au point de vue politique, je n'admets pas qu'on intervienne dans mes dépenses. Il ne manquerait plus maintenant qu'une fédération quelconque voulût voir ce qu'il y a dans mon pot-au-feu!... Quelques-uns nous reprochent de n'avoir rien fait à la Chambre : mon Dieu! *nous n'avons pas la prétention d'être des aigles!*... Mais, en dehors des Chambres (1), nous n'avons pas ménagé notre propagande... Il se manifeste dans les masses ouvrières un dégoût profond du parlementarisme, et des politiciens, dont Allemane, ont des tendances anarchistes et ne considèrent plus que le premier but à atteindre pour les socialistes soit la conquête des pouvoirs publics... Et, pendant ce temps, on oublie les principes politiques qu'il est du devoir des représentants du peuple de faire triompher. »

Ces jérémiades de bouffe-galette évincé en disent long. Brave public, à toi de conclure!

(1) Alors, à quoi bon y entrer?

∴

Égalité devant la loi. — Un acte administratif vient de se passer qui nous démontre, une fois de plus, combien l'égalité devant la loi est une immense fumisterie.

Un sieur Poubelle, préfet de la Seine de son état, méditant le rétablissement de la taxe du pain (??) et voulant se donner raison aux yeux du public, vient de faire un coup qui, pour être audacieux, en ce qu'il est nouveau, n'en est pas moins la démonstration absolue que le gros voleur ne risque rien, que le petit, seul, est pris.

Il y a quelques jours, le susdit Poubelle fit prendre du pain dans une très grande quantité de boulangeries pour s'assurer que le poids demandé et payé était bien servi par les boulangers; or il lui fut prouvé et il eut la certitude que ses argousins furent *tous* volés et que *toutes* les boulangeries ainsi visitées *volaient* de 30 à 150 grammes de pain *par kilog*. Il y avait donc *flagrant délit* de vol, le fait est indiscutable. Or, aucun des boulangers ne fut arrêté, pas même inquiété par un tout petit procès-verbal. Cependant voyons : 150 grammes de pain à 0 fr. 40 le kilog. représentent 6 centimes volés à chacun des nombreux malheureux qui achètent au kilog. et si, renversant l'ordre des... voleurs, l'un de ces malheureux avait pris pour le même prix de pain à la devanture des mêmes boulangers, que fût-il advenu? Immédiatement le flagrant délit eût été constaté et le voleur arrêté eût été conduit devant le même Poubelle ou un sous-ordre, et les rigueurs de la « lôa » et la justice immanente lui eussent appris qu'il ne faut pas voler, quand on ne possède rien, ce méfait ne pouvant être pratiqué que par ceux qui ont honneur et pignon sur rue.

Mais, dira-t-on, l'agent envoyé à la recherche du pain n'avait pas mandat d'arrêter le ou les boulangers? C'est possible; mais en a-t-il davantage pour arrêter celui qui vole ce même boulanger? Non; alors pourquoi arrête-t-il celui-là et non celui-ci dans le même cas de flagrant délit?

X.

∴

Nancy. — L'armée continue de nous donner l'exemple de toutes les vertus. L'autre nuit, six hussards pris de boisson frappèrent à coups de sabre deux passants inoffensifs; ils furent arrêtés par une ronde d'agents de police qui furent, eux aussi, blessés par les soldats.

Il n'est pas étonnant qu'un régime qui cherche à étouffer dans l'esprit de l'homme tout germe d'intelligence et qui, en outre, lui donne l'exemple permanent de la brutalité, pousse ceux qui y sont soumis à rechercher, comme distraction, des plaisirs grossiers et à se livrer, une fois surexcités, à des actes de brutes.

Italie.

A peine accouché, après dix jours de tourments, le nouveau ministère annonce à grands fracas suspendre l'envoi des troupes pour l'Afrique, où l'on ferait, paraît-il, la paix, ce qui n'empêche du reste pas que des batteries d'artillerie y soient parties encore cette semaine-ci...... pour *la défense*; il amnistie les 120 condamnés siciliens, parmi lesquels quelques députés sont déjà venus prêter à la majorité leur concours plus ou moins déguisé et on ordonne par contre l'embarquement de bataillons de *bersaglieri* (chasseurs) pour *Palerme*. Les journaux italiens rapportant ce fait sont muets quant à la cause, que nous retrouvons cependant dans un entrefilet d'un numéro antérieur de l'un des officieux, qui dit, afin de tranquilliser (?) ses lecteurs :

« On est surpris ici (à Palerme) de la nouvelle publiée par certains journaux du continent, relative à de possibles troubles en Sicile. Malgré la crise du soufre, à cause de laquelle plusieurs milliers d'ouvriers sont privés de travail, malgré l'extrême misère des populations agricoles de l'île entière, la plus absolue tranquillité y règne, jusqu'en ce moment du moins. » (*Corriere de la Sera*, n° 58 du 28-29 février 1896.)

Il faut croire qu'en dépit de la confiance du *Corriere*, l'*extrême misère* que lui-même constate a fait venir à bout de patience la population sicilienne; on désarme donc en Afrique pour pouvoir faire mieux la guerre en Italie, car le gouvernement actuel, « régime de modération », trouve que ce n'est certainement pas la peine de massacrer des hommes dans des terres si lointaines, alors qu'il peut le faire tout aussi bien et mieux dans la « patrie » même.

Andrea d'Angelo.

Suisse.

20 mars. — Grand émoi à Genève. On vote dimanche sur la question de la prostitution officielle. L'Etat y est le souteneur des souteneurs, partageant avec eux les bénéfices.

De pieux mômiers, suant le vice, proposent d'autres lois, sous le prétexte pudibond de faire cesser cet état de choses.

Ces messieurs sont tous riches, donc faiseurs de pauvres et de prostituées, pas un dont l'argent n'ait poussé de malheureuses filles dans la fange, pas un qui, sachant que l'autorité et la propriété engendrent la prostitution de tous, travailleurs compris, voulût faire cesser cet état de choses, voulût attaquer la propriété : — prostitueurs eux-mêmes, ils ont mauvaise grâce à venir plaider un pur déplacement de la fange.

La note comique est donnée par les socialistes qui, d'un côté, sont partisans de la prostitution officielle — service public! — de l'autre, sont tout émus à l'idée que les agents de mœurs peuvent se corrompre avec les prostituées. (Authentique.)

Belgique.

Une seconde conférence scientifique organisée sous les auspices du Cercle « *Aidons-nous* » mit aux prises les socialistes du Parti ouvrier et les camarades libertaires.

La discussion, soutenue de part et d'autre avec une parfaite courtoisie et une grande modération, aboutit à faire constater ce fait important que *personne* n'avait rien à objecter ni contre les bases de l'Idéal libertaire, ni contre la nécessité d'abolir l'Etat, ni même contre la nécessité d'une propagande anarchiste; aussi nos contradicteurs, d'ailleurs peu d'accord entre eux sur les bases du collectivisme qu'ils prônent, se sont-ils rabattus sur des questions de minime importance, telles que .. l'architecture en anarchie ou la législation du mariage (!), sans oublier naturellement la question sempiternelle du « Que fera-t-on des assassins? ».

En somme, nos idées se propagent et la jeunesse se rallie manifestement à nous.

La *Débâcle sociale* vient d'entamer la propagande annoncée en faveur du condamné Moineau; un meeting monstre se tiendra à Liège et un mouvement pétitionnaire sera organisé.

BIBLIOGRAPHIE

L'Evolution dans les races humaines. — *La Guerre dans les diverses races humaines*, par Ch. Letourneau, tomes XV et XVI de la *Bibliothèque anthropologique*, 9 fr. le vol., chez Bataille et Cie, éditeurs, place de l'Ecole-de-Médecine.

Nous sommes en retard pour parler des livres de M. Letourneau, mais nos lecteurs savent que nous ne courons pas après l'actualité, et, avant de parler d'un livre, nous tenons à le lire.

Nos lecteurs connaissent les livres précédents de M. Letourneau sur l'évolution de la *Propriété*, de la *Morale*, de la *Famille*, du *Droit*, etc. Pour le supplément de la *Révolte*, nous y avons largement puisé.

Ce sont les mêmes procédés d'observation appliqués à des sujets différents qu'emploie l'auteur dans ses deux nouveaux volumes: on peut même dire que ce sont les mêmes notes qui lui servent à traiter de l'évolution humaine sous ses divers aspects.

C'est d'abord chez les animaux qu'il va chercher les premiers rudiments de ce qu'il veut étudier; il passe ensuite par les populations les plus primitives, actuelles ou disparues, pour aboutir ensuite à ce que l'on est convenu d'appeler les « civilisés »! Puis, de l'évolution accomplie, il cherche à prévoir ce que pourra devenir l'évolution future.

Tous les ouvrages de M. Letourneau sont bons à lire, puisqu'ils nous font connaître qu'aucune institution n'est immuable; nous recommandons principalement son dernier sur *La Guerre*. Il est à ajouter à la liste de ceux qui contribueront à la destruction de cette survivance des périodes barbares.

* *

La Femme devant la science contemporaine, par Jacques Lourbet, 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Dans ce petit livre, M. J. Lourbet passe en revue les arguments des apôtres de l'infériorité féminine, et y répond par les travaux de ceux qui ont étudié la question, sans idée préconçue, au seul point de vue scientifique.

La réponse est que la femme est, en effet, différente de l'homme. Si elle lui était semblable en tout point, elle serait alors homme; chaque sexe a ses aptitudes particulières qui les différencient, mais sont équivalentes et nécessaires dans le développement de l'être humain.

La femme a donc droit, en tant qu'être humain, au complet développement de son individu et à la liberté la plus absolue, sans laquelle elle ne peut se développer intégralement. C'est aussi notre avis.

J. Grave.

Nous avons reçu de chez Charpentier et Fasquelle, éditeurs, 11, rue de Grenelle :

Quelques tranches de vie, superbe album en couleur, contenant des dessins de Bac, Couturier, Guillaume, Guydo, Léandre, etc., etc. Prix : 3 fr. 50.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Les Egaux du XVIIe*. — Réunion mercredi 1er avril, à 8 h. 1/2 du soir, au bureau de tabac, 17, rue Poncelet (angle de la rue Saussier-Leroy).

Sujet : *L'abstention, et moyens de faire cette propagande.*

* *

Bernard Lazare fera le 4 avril prochain une conférence aux *Egaux du XVIIe* dont le sujet est : *Le rôle social de l'écrivain.*

* *

Réunion publique et contradictoire le samedi 28 mars, salle Mazard, 59, rue de la Glacière.

Ordre du jour : *Les élections municipales.* — *Autorité et liberté.*

* *

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe*. — Samedi 28 mars, à 9 heures précises, au local habituel.

Ordre du jour : 1° De la propagande abstentionniste dans le XIIe; 2° Organisation d'une réunion.

* *

*Les Libertaires du XIVe*. — Réunion tous les samedis, 11, avenue d'Orléans, à 8 h. 1/2 du soir. Soirée familiale. Causerie.

* *

*Jeunesse anarchiste du XIVe*. — Matinée familiale et causerie tous les dimanches, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, 11, avenue d'Orléans.

* *

*Les Libertaires du VIe*.— Réunion tous les lundis, 14, rue Mabillon, à 8 h. 1/2. Causerie.

* *

*La Jeunesse anarchiste du XVe* se réunit vendredi 27 mars, à 8 h. 1/2, salle Mas, 103, rue du Théâtre.

La Campagne électorale et organisation d'une réunion publique, par un camarade.

Dimanche 29 mars, à 8 h. 1/2, soirée familiale. Causerie par un camarade. Chants révolutionnaires.

* *

Saint-Etienne. — Les camarades sont invités à se rendre à la réunion qui aura lieu le 29 mars, même local que la dernière. Ceux qui n'auraient pas de lettre en trouveront à la porte.

La réunion aura lieu à 3 heures précises.

* *

Saint-Etienne. — Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux*, de la *Sociale* et du *Libertaire* sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le samedi 4 avril, à 8 heures du soir, au café Bonnefoy, rue Vignette.

Les socialistes sont invités.

* *

Clichy. — Les *Iconoclastes* se réunissent tous les dimanches, à 2 h. 1/2, 123, boulevard National.

* *

Marseille. — On nous demande d'annoncer que la brochure : *La Guerre de Madagascar*, est en vente à la *Librairie Marseillaise*, *Librairie des Allées*, et chez l'auteur Marius Brémond, 119, boulevard National. Prix : 0 fr. 15.

Dans cette brochure, qui est une critique des mobiles de la guerre de colonisation, l'auteur a sans doute fait montre de plus de bonne volonté que d'art, mais comme toutes les bonnes volontés sont à encourager, nous en insérons volontiers l'annonce.

* *

Marseille. — Dimanche 29 mars, à 3 heures, causerie par le camarade B. Romani, sur *la Jeunesse et le Patriotisme*. Les journaux quotidiens feront connaître le lieu de la réunion. Les jeunes gens sont spécialement invités.

* *

Vient de paraître : *Le Père Duchêne*, organe anarchiste des XIe, XIIe et autres arrondissements de Paris.

Bienvenue à ce nouveau camarade de lutte.

* *

Un de nos amis possédant une collection du Révolté *de Genève, années 1879 à 1885, la met en vente au prix de 100 fr., au profit de la propagande.*

A LIRE

Une Gaffe, par Henry Maret, *Radical*, 9 mars.

Le Vaincu, par Georges Montorgueil, *Eclair*, 15 mars.

Echo de Paris du 21 mars :

Chronique, par H. Bauer. — *Autour de l'affaire Lebaudy*, par P. Ciais.

L'Envers d'une donation, par Gaston Calmette, *Figaro*, 15 mars.

Collectivistes policiers, lettre de Boucher, ex-gérant du *Cri du Travailleur*, au *Roubaisien* du 15 mars.

A voir : *L'Argent*, dessin de Steinlen, pour l'idée, sinon pour l'exécution, *Echo de Paris*, mars.

PETITE CORRESPONDANCE

N., à Londres. — Réexpédions les *Nationalités*.

M., à Saint-Etienne. — Brochures expédiées.

C., à Porto. — Volume expédié.

L'Enclos. — N'avons pas reçu le numéro 6. Voulez-vous nous l'expédier ?

X., à Londres. — Avons expédié 7e année *Révolte*, et le 6e *congrès*. Avec le port, cela fait pour la somme reçue. Il ne nous reste que quatre collections des premières années de la *Révolte* que nous réservons pour collection complète au prix de 150 francs. Nous n'avons pas l'*Insurgé* de Lyon.

P. V., à Pittsburg. — Votre abonnement est expiré depuis fin février. — Dites-nous quels numéros vous manquent, vous les enverrons.

J. B., à Cherokee. — Prenons note de la nouvelle adresse. Les 3 abon. sont servis.

Guérineau, Londres. — Reçu.

Guyard. — Nous attendons toujours le règlement de nos cartes ?

Bard. — Bon, attendrons.

H., à Angers. — *Ravachol à Caserio*, 3 fr.

Reçu pour le journal : Famille Sauva, 15 fr. — M., à Saint-Etienne, 0 fr. 60. — G. D., à Winterthur, 1 fr. — Etudiants de Bruxelles, 6 fr. 75 (mensuel). — W., à Genève, 20 fr. — J., à Paris, 5 fr. (mensuel). — M., à Faënza, 1 fr. — Pittsburg : F. Variot, 0 fr. 75; P. Verdier, 1 fr. 25. — Merci à tous. Nous renouvelons notre appel à ceux qui nous avaient promis leur concours mensuel : nous en avons besoin plus que jamais.

Reçu pour la famille Monod : Grenoble, par C., 0 fr. 75.

V., à Marseille. — D., à Amiens. — M., à Troyes. — Mme D., Montluçon. — B., à Marseille. — C. B., à Turin. — M. J., à Auveilhan. — C., au Havre. — V., à Roubaix. — R., à Pont-en-Royan (par le *Libertaire*). — C., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

PREMIÈRE ANNÉE. N° 49

DIX CENTIMES

DU 4 AU 10 AVRIL 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Beaucoup de camarades nous demandent quand paraîtra la brochure contenant les conférences que devait faire Kropotkine. Notre ami qui était malade déjà, et n'avait qu'à force de volonté surmonté la maladie pour tenir la promesse qu'il avait faite de venir, a eu besoin de repos en retournant à Londres. Mais il vient de se mettre à revoir ses notes, et nous pourrons bientôt remettre le manuscrit à l'éditeur qui pourra la lancer de suite.

A PROPOS DE GRÈVES

Des ouvriers se mettent en grève : ils réclament le droit de vote, une augmentation de salaire, peu importe la cause. Par le seul fait de leur cessation de travail ils deviennent suspects; ils n'ont pas encore bougé, mais on ouvre l'œil en haut lieu. Qu'est-ce qu'ils veulent encore, ces misérables? Enfermés tout le jour dans l'usine ou dans la mine, on n'est pas habitué à les voir se promener par les rues : positivement ils gênent. L'ouvrier n'a de raison d'être qu'attelé à sa tâche! Dès qu'il cesse son labeur, qu'on le voit hors du joug habituel, dès que, machine vivante, il cesse de produire, il devient inutile à ceux qui jouissent de son travail. Sa présence incommode, intimide aussi, car n'étant plus préoccupé par son travail, il pourrait réfléchir... Si, par hasard, il s'avisait de penser qu'il n'est peut-être pas uniquement sur terre pour travailler, s'il allait trouver étrange que les uns s'exténuent à toutes les besognes pour voir toujours leur échapper l'ouvrage de leurs mains destiné à ceux qui ne font rien — tisserands vêtus de mauvais habits, houilleurs ayant froid l'hiver, paysans obligés de vendre toute leur récolte sans pouvoir en garder de quoi se nourrir convenablement, maçons habitant des masures, etc. — Et l'on envoie les gendarmes, autre catégorie de miséreux, hommes du peuple ayant cru plus avantageux de gagner un très misérable salaire en se faisant les chiens de garde de ceux qui possèdent. Tristes êtres haïs de leurs frères et méprisés de ceux-là même qu'ils servent (1). On envoie aussi la troupe, les pauvres diables qu'on a arrachés à leur foyer pour les abrutir à la caserne, dans l'unique but de leur apprendre à tuer au commandement. Cette fois, c'est contre leurs proches qu'on les envoie, comme dans un an ou deux on enverra contre eux les nouvelles recrues, si, de retour au village et redevenus ouvriers, ils songent à quitter le travail pour revendiquer quelque droit. Ah! ceux qui font ces choses savent bien l'œuvre qu'ils accomplissent. Ils ont eu l'art de diviser les malheureux, profitent de leur ignorance pour les faire combattre les uns contre les autres à leur bénéfice et, quoi qu'il advienne, ce ne sont jamais eux qui attraperont les coups. Ils savent bien que des deux côtés il y a beaucoup de faiblesse, bien peu de raisonnement. Les têtes se monteront; qu'une pierre soit lancée, qu'un coup de fusil parte et le massacre commencera...... On emportera les morts ou les blessés, d'autres seront enfermés dans les prisons, la misère viendra, la faim, la lassitude aussi; et le bétail humain rentrera dompté s'enfouir dans la mine ou dans l'usine. Soldats, gendarmes, les chiens seront réattachés dans leurs chenils jusqu'à la prochaine occasion. Il y aura quelques maisons endeuillées : un père tué, un fils estropié (1), beaucoup de misère en plus, moins d'argent : c'est-à-dire plus d'asservissement en perspective. Et après... toujours la même chose en attendant que cela recommence.

Pourquoi? Voilà ce qu'il est intéressant d'examiner attentivement.

On ne peut pas dire que les grèves n'ont donné absolument aucun résultat. Devant les pertes considérables occasionnées aux actionnaires par la fermeture des usines, des mines ou des fabriques, les dirigeants se sont parfois résignés à faire quelques concessions aux ouvriers : on leur a octroyé quelques francs de plus par semaine ou l'exercice d'un droit politique. Mais le plus souvent, quelque temps après les salaires ont de nouveau été rognés sous un prétexte quelconque. Quant au droit politique, on s'est arrangé pour qu'il ne soit qu'un hochet entre les mains de la foule en enfance et ne puisse rien changer à l'état social établi. Et cela, c'était encore la chance heureuse, le triomphe que les ouvriers célébraient avec enthousiasme. Combien de fois, sans avoir rien obtenu, ont-ils dû rentrer chez le maître, tête basse, amaigris par les privations, suppliant qu'on les reprenne, car souvent aussi, « pour faire un exemple », c'est-à-dire pour terroriser leurs compagnons, le patron refusait de reprendre quelques-uns d'entre eux, ceux qui avaient parlé le plus haut, « les meneurs ».

Cela n'est pas seulement vrai pour un pays, mais pour tous, quel qu'y soit le mode de gouvernement. En république, avec le suffrage universel, le sort du travailleur n'est pas meilleur. Le peuple a beau envoyer des représentants au Parlement, à quoi cela lui sert-il? Ce sont de beaux parleurs, petits avocats sans clientèle, journalistes vendus d'avance à toutes les causes, beaux messieurs à la bourse plate désireux d'arrondir leur sacoche ou dévorés d'ambition, souhaitant jouer un rôle dans le monde et voir leur nom imprimé dans les gazettes. Ou bien si un ouvrier va s'asseoir à la Chambre, fût-il sincère en y entrant, le milieu néfaste dans lequel il se trouvera aura vite fait d'agir sur lui. Il rougira de son manque d'éducation, il cherchera à faire oublier son origine. Il est pauvre... quelle figure fera-t-il parmi des confrères opulents? Il ne faut pas s'imaginer que c'est un misérable, ce peut être souvent un pauvre brave homme succombant sous la faiblesse humaine. Il a une femme à qui la « gloire » de son homme a tourné la cervelle. Ses fils ne peuvent pas s'enfouir dans la fosse ou s'éreinter dans l'atelier; ils n'auront pas les mains noires, eux, elle connaît trop bien toutes les misères de cette existence de parias. Ses fils « étudieront », seront à leur tour des « messieurs », mais il faut de l'argent... Comment le père pourra-t-il résister aux sollicitations? Il n'y a pas seulement que les votes qui se vendent; un parlement est une sorte de laboratoire où s'élaborent perpétuellement des affaires plus ou moins véreuses, des coups de Bourse, de louches combinaisons financières. Surtout dans les grands pays (les proportions étant plus grandes, la chose se voit d'autant mieux), les Chambres sont-elles autre chose qu'un vaste tripot? Comment blâmerions-nous celui qui succombe; autant vaudrait s'étonner qu'un homme enfermé dans une maison de prostitution n'ait pas su se conserver chaste. Qui donc oserait jurer d'être capable de résister aux tentations, aux excitations d'un milieu corrompu, pendant les quatre années que dure un mandat législatif? Mais si l'on fait bien de s'abstenir de juger sévèrement, ce n'est pas une raison pour se leurrer éternellement des mêmes illusions et pour tolérer les mêmes abus.

Cependant, dans les classes dirigeantes, on s'étonne des exigences des travailleurs. — « Sont-ils jamais satisfaits, ces gens-là! Qu'aujourd'hui on leur donne le suffrage universel dans les pays où ils ne l'ont pas encore, demain ils réclameront la journée de travail de huit heures, après-demain le partage peut-être, ou la lune! On ne les écoute que trop; ils ne seront jamais contents. »

Et c'est vrai. Jamais ils ne seront contents avec ce qu'on leur donnera, avec ce qu'ils mettent tant d'ardeur à désirer, car sitôt la chose obtenue ils s'aperçoivent qu'elle ne change rien à leur situation. Toutes les lois, toutes les réglementations du monde ne sauraient la modifier en aucune façon.

MYRIAM.

(A suivre.)

(1) Dans un pensionnat fréquenté par des enfants de la haute bourgeoisie, un jour, comme l'aumônier parlait du respect dû aux représentants de l'autorité : souverains, ministres, juges, etc., on demanda si l'on devait quelque respect aux agents de police ou gendarmes en tant que représentants de l'autorité. Ah! le fou rire qui agita toutes les petites têtes d'enfants! Un gendarme? mais c'est l'amoureux de la cuisinière qui lui passe les reliefs du dîner comme à un chien familier... Et l'aumônier trancha la question en assimilant les agents de police, gendarmes, gardes champêtres, etc., aux inférieurs qu'on doit traiter sur le pied des serviteurs de toute espèce... sur le pied des gens à qui l'on donne la pièce pour aller boire un verre.

(1) Parfois même des enfants, des jeunes filles, comme à Fourmies.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

VII

L'explication matérialiste de l'histoire.

(Suite.)

Je me souviens d'une discussion avec un social-démocrate, jeune homme possédant une bonne instruction et ayant beaucoup lu, mais, malheureusement, depuis quelques années complètement plongé dans les brochures et publications médiocres du parti, publications *censurées* par Engels ou par Auer. Mon interlocuteur m'avait lu sur un air triomphant, comme une chose toute nouvelle et complètement « matérialiste », un passage de la polémique d'Engels contre le professeur Dühring.

« Issue d'une origine animale, l'humanité est « apparue dans l'histoire en un état semi-ani- « mal : sauvages impuissants devant la nature, « sans aucune idée de leur propre force et de « leurs capacités, les hommes étaient pauvres « et misérables comme les animaux, et ne pro- « duisaient pas plus que ces derniers. »

Au lieu de répondre, j'ai pris les *Ruines* de Volney et j'ai lu :

« Dans l'origine, l'homme formé nu de corps « et d'esprit se trouva jeté au hasard sur la terre « confuse et sauvage : semblable aux autres ani- « maux, sans expérience du passé, sans pré- « voyance de l'avenir, il erra au sein des forêts, « guidé seulement et gouverné par les affections « de sa nature ; par la douleur de la faim, il fut « conduit aux aliments ;... par les intempéries « de l'air, il désira couvrir son corps, et il se fit « des vêtements ; par l'attrait d'un plaisir puis- « sant, il s'approcha d'un être semblable à lui « et il perpétua son espèce. » (*Les Ruines*, Paris, l'an VII de la République.)

Il fallait voir la déception du jeune homme...

Si, chez Volney, il manque les deux mots « issu d'animal », c'est que l'ouvrage de Darwin apparut en 1859, et Engels, quoique, ainsi que nous le verrons plus loin, opposé au matérialisme des naturalistes, pour se faire lire, admet la descendance de l'homme, prouvée par eux. A part cela, on croirait qu'Engels ait copié Volney... Mais est-ce que Volney fut l'initiateur des idées citées? Pas du tout. Esprit éclairé et d'un talent littéraire hors ligne, il propagea les idées de *son temps*, et, si je cite Volney et Blanqui, c'est justement pour prouver que l'explication économique n'était pas, depuis le commencement du siècle dernier, une conception connue seulement des hommes d'un génie exceptionnel, mais qu'au contraire elle était une doctrine adoptée par tous les gens éclairés. Et si Engels crut qu'en s'assimilant les idées élaborées et répandues depuis longtemps chez les gens éclairés, il faisait une découverte et devenait un bienfaiteur de l'humanité, il se trompa étrangement. Mais ce n'est pas la faute de Vico, ni celle des encyclopédistes, ni encore celle d'Adam Smith et des philosophes anglais, ni celle de Niebuhr et de la brillante école historique allemande...

La science n'est pas coupable non plus si Engels a fait un méli-mélo de toutes choses, s'il a amalgamé la métaphysique avec la science, le matérialisme avec l'économisme, et si ce prétentieux personnage se prononce contre le matérialisme des naturalistes, le seul que la science affirme... comment cela s'est-il produit? Je ne veux pas toucher à cette question pour beaucoup de raisons ; mais le fait existe, et les ouvriers allemands, qui ont eu le malheur de lire les brochures d'Engels, sont persuadés que la métaphysique de Hegel c'est la science avec ses systèmes de transformisme, d'évolution et de monisme, tandis que la science inductive de Bacon, de Locke, de Lamarck, de Darwin et de Helmholtz n'est que de la métaphysique. La science désignait sous le nom de métaphysique une vieillerie scolastique qui prêcha cette absurdité que la nature et tout ce qui nous entoure n'est rien d'autre qu'un reflet de nos idées innées, et que, pour connaître le monde physique, il faut étudier non la nature, mais les faits et les phénomènes de l'esprit surnaturels ; de là dériva le mot métaphysique (*méta physika*, au-dessus de la physique, de la nature) — ceci à l'adresse des *scientistes*.

Le coup mortel à cette stupidité théologique et surnaturelle fut donné par Bacon et Locke, par Voltaire et les encyclopédistes, par toute la philosophie anglaise. Ces glorieux précurseurs de la science de notre temps ont établi que notre savoir, nos idées sont le résultat de l'observation et de l'étude de la nature et que, par conséquent, il faut étudier la nature et ses phénomènes dans leurs manifestations et leur origine d'après la méthode inductive.... Savez-vous ce qu'enseigna Engels aux ouvriers?

« Transportée dans la philosophie par Bacon et Locke, cette méthode (conception inductive de la nature) produisit l'étroitesse intellectuelle bien caractéristique des siècles derniers (?), et créa la méthode rationnelle métaphysique (1). »

Cette affirmation d'Engels, plus cette autre également de lui que les doctrines évolutionnistes et transformistes, c'est-à-dire la science des naturalistes, dérivent de la philosophie de Hegel, ne sont ni plus ni moins qu'erreurs flagrantes et contraires à toute la terminologie scientifique. C'est Marx lui-même qui lui donne un démenti solennel :

« Dénoncée et renversée par le matérialisme « français, la métaphysique du dix-septième « siècle a eu sa revanche et sa restauration dans « la philosophie spéculative allemande du dix- « neuvième siècle. Depuis que *Hegel a fondé « son empire métaphysique universel*, les attaques « contre la théologie, analogues à celles du dix- « huitième siècle, se sont renouvelées et sont « dirigées en général contre toute la philosophie « spéculative, contre toute la métaphysique. » (K. Marx, *Sur le matérialisme français au dix-huitième siècle*.)

La science n'est pas non plus coupable si Engels, plongé dans les absurdités métaphysiques, crut, jusqu'en 1842, que le monde, que la nature, cette belle nature vivante et vivifiante, était une expression de ses idées baroques. Aussi, c'est à cette croyance métaphysique, que tout ce qu'il voyait ou lisait devait être un reflet de ses propres idées, qu'il faut attribuer son étrange manie de revendiquer la paternité pour toutes les idées et systèmes élaborés par la science longtemps avant sa naissance.

Nous ne pourrions pas autrement expliquer ses prétentions ridicules, ses exposés fort peu *scientifiques*. Faut-il supposer qu'il ne soupçonnait même pas l'existence de toute cette littérature historique? Dans ce cas... quel étrange « chef » de la science d'un parti scientifique !... Il faut alors supposer que, même dans la philosophie, il lui manquait quelques connaissances très élémentaires... Par exemple, il ignorait complètement que l'idée principale de la doctrine athéiste de Feuerbach — que l'homme divinisa sa propre nature humaine dans ses divinités — était un lieu commun chez les philosophes et les publicistes français plus d'un demi-siècle avant la publication de l'ouvrage de Feuerbach. Dans les *Ruines* de Volney, nous lisons : « ... Ainsi que le « monde dont il fait partie, l'homme est régi par « des lois naturelles, régulières dans leur cours, « conséquentes dans leurs effets, immuables « dans leur essence (p. 39)... *Ce n'est point « Dieu qui a fait l'homme à son image ; c'est « l'homme qui a figuré Dieu sur la sienne* ; il lui « a donné son esprit, l'a revêtu de ses pen- « chants, lui a prêté ses jugements. » (P. 85.)

Sans aucun doute, Engels savait tout ça, dira-t-on. Soit! mais, dans ce cas, pourquoi a-t-il déployé tant de mauvaise foi et s'est-il efforcé de créer une confusion plus que déplorable dans la conscience du prolétariat? et dans quel but détournait-il l'opinion du lecteur? Certainement pas au profit de la vérité, ni du socialisme.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

(1) Voir les numéros 37, 39, 40, 42 à 45 et 48.

(1) Dans la presse russe, où la polémique avec les marxistes est engagée depuis deux ans, on a déjà indiqué ce passage unique dans l'histoire littéraire; mais personne n'avait confronté Engels avec Marx. Cette polémique russe est bien intéressante. Tandis que les meilleurs publicistes russes et tous les gens de bien se prononcent contre Engels, les réactionnaires le défendent. Un de ses apologistes invita les gens honnêtes à se faire les disciples du capitalisme; un autre, réactionnaire sans foi ni loi, osa appeler Tchernychevsky, ce noble martyr, du despotisme russe, que Marx admirait beaucoup, « un soutien *abject* (*gnousny*) du capitalisme ».

DES FAITS

Chômage productif.

Une dizaine de gros maîtres de verreries américaines viennent d'organiser un chômage qui doit durer un mois.

Le but de cet arrêt de travail est, en sacrifiant les produits, de provoquer une hausse des prix de vente.

Cette manœuvre patronale fera perdre quatorze ou quinze millions de salaires aux ouvriers, lesquels n'auront d'autres moyens de les rattraper que d'exiger pendant une année 12 0/0 d'augmentation, c'est-à-dire faire succéder un grève ouvrière à la grève patronale.

Car il faut remarquer que le capital a toujours cet avantage sur le travail de trouver le moyen de couvrir ses pertes.

Pour les travailleurs, au contraire, ce qui est perdu est perdu, temps ou argent.

Ainsi, dans le cas présent, que font les capitalistes possesseurs de verreries? Avec ce chômage d'un mois ils préparent une hausse de 10 0/0 qui, pendant les derniers mois de la saison, les compensera simplement du chômage.

C'est généralement ainsi que compte d'ailleurs le capital lorsqu'il réduit la production.

Quand les capitalistes se coalisent pour un chômage, ils se mettent en somme en grève contre le public ; quand les travailleurs refusent de travailler, ils devraient jouir de la même somme d'indulgence qui est accordée aux capitalistes par la grande masse de l'humanité.

Mais, en société capitaliste, les patrons ont seuls tous les droits, y compris celui de grève; ils disposent en maîtres du travail et des travailleurs. L'acte des patrons verriers américains rend plus éclatante encore cette vérité.

L'ouvrier syndiqué de Marseille.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Quelle chance d'avoir un gouvernement progressiste, animé d'intentions réformatrices! Nous allons voir défiler devant nos yeux toutes les prétendues réformes, les palliatifs, les mesures d'amélioration, tant promis par les opportunistes et toujours conservés par eux prudemment comme amorces électorales. Mais voilà que le ministère radical tente de les réaliser! c'est vouloir tuer la poule aux œufs d'or.

Voici l'impôt sur le revenu, « la plus importante réforme fiscale du siècle », dit-on. Nous avons déjà démontré que le bien attendu de cette réforme est absolument illusoire ; car capitalistes, propriétaires, commerçants, sinécuriers, etc., savent toujours s'arranger de façon à faire payer par les autres l'impôt qui les frappe. Cependant, voyez la résistance que le projet du gouvernement rencontre partout. Ça ne va pas tout seul à la Chambre, et, si le projet est voté, nul doute que le Sénat le repousse. Jugez donc de ce qu'il en serait si la réforme devait réellement atteindre les riches au profit des pauvres!

Néanmoins, ces tentatives sont intéressantes. Elles

contribueront à démontrer, mieux que n'importe quels raisonnements, l'impuissance du parlementarisme.

⁂

Marseille. — Les persécutions stupides et mesquines continuent. Notre vendeur à Marseille a été arrêté et condamné à trois mois de prison, sous prétexte qu'il aurait crié en vendant les *Temps Nouveaux* : « Mort à la bourgeoisie ! »

⁂

Saint-Claude. — Cette semaine ont eu lieu les funérailles du compagnon Lançon, enlevé à l'âge de 33 ans. Quelques camarades ont exprimé sur sa tombe, en quelques mots, le regret que leur causait la perte de cet ami. Une collecte faite au cimetière a produit une somme de 10 francs qui a été remise à la compagne du défunt.

⁂

Suresnes. — Dernièrement, dans les ateliers du mont Valérien, un chef d'équipe à qui une jeune ouvrière faisait remarquer que les balances dont elle devait se servir pour son travail fonctionnaient mal, se mit à invectiver la jeune fille et finalement la frappa au visage. Le capitaine présent pensa très équitable — on fait ce qu'on peut quand on est officier ! — de les condamner *tous les deux* à un jour de mise à pied. La jeune fille, peu satisfaite de cet arrêt, cita le chef d'équipe devant le juge de paix. Quand ce dernier reçut la citation, il la montra au capitaine qui, furieux de voir qu'on s'était permis d'en appeler de sa haute juridiction, manda la jeune fille, la menaça de la renvoyer si elle persistait dans sa plainte, et, finalement, comme elle ne se laissait pas intimider, la mit à la porte. Ce qu'il y a de plus ignoble, c'est que le père de la jeune fille, qui, lui aussi, travaille au fort, est menacé de la même mesure.

André Girard.

Suisse.

Aarau. — Un mouvement social, le plus important en son genre, vient de se terminer. On savait déjà depuis des mois que les vingt-cinq mille employés des chemins de fer suisses, soit la totalité du personnel des cinq principales compagnies, s'apprêtaient à entamer une sérieuse partie avec les directions des compagnies. Une grève s'organisait, mais on était loin de s'attendre à une levée de boucliers aussi unanime. Qui, parmi les actionnaires, à la veille de l'imposante assemblée des employés et ouvriers de chemins de fer à Aarau, aurait supposé que sur les douze mille employés de la ligne *Nord-Est*, treize employés seulement obéiraient aux sommations de la direction ?

L'événement a surpris les classes dirigeantes; l'inquiétude a pénétré jusque dans les hautes sphères gouvernementales.

Cette mise en demeure des employés et des ouvriers fortement organisés pour la grève, à la tête desquels se trouve Zourbech, a en quelques jours arraché diverses concessions à de puissantes compagnies, et cela sans le concours des politiciens et élus socialistes; quelques-unes de ces concessions avaient été en vain mendiées par le personnel pendant plusieurs années. Toujours les compagnies avaient fait la sourde oreille en se contentant de congédier les employés soupçonnés d'être les instigateurs des demandes adressées aux directions.

La réussite d'un tel mouvement ouvrier aura d'heureuses conséquences. C'est désormais du côté des grèves générales, de la perfectibilité de leur organisation et des résultats que les travailleurs sont en droit d'en attendre, que se tourneront les regards de la partie la plus saine et la plus éclairée des ouvriers.

Une fois de plus, et dans des circonstances de la plus haute importance, l'inutilité de la représentation ouvrière dans les conseils a été démontrée. L'aigreur jalouse dont ont fait preuve les élus socialistes vis-à-vis des organisateurs de la grève a eu pour cause la mise en évidence de l'inutilité du représentarisme pour les intérêts ouvriers.

⁂

Schaffouse. — Les conseillers municipaux du village d'Oberhallen, dans le canton de Schaffouse, se sont mis en grève — mais, prudemment, n'ont pas donné leur démission — parce que l'assemblée communale a réduit à 90 centimes le salaire accordé à chaque conseiller pour une séance. Les hommes d'Oberhallen comprendront-ils qu'ils peuvent, sans avoir besoin de conseillers, décider de la création ou de la réparation d'un pont, d'une fontaine, d'un chemin ?

⁂

Berne. — Depuis fort longtemps, la Compagnie du *Jura-Simplon* et la Compagnie de *navigation sur le lac Léman* obligeaient les voyageurs qui désiraient utiliser leurs billets délivrés pour aller et retour combiné à les échanger contre d'autres billets pour le retour. Si le voyageur omettait cette formalité, il devait payer une seconde fois.

L'an passé, un voyageur français — un homme, celui-là — ayant négligé de remplir la formalité imposée, fut requis d'avoir à payer un second billet. Il refusa en disant : « J'ai payé mon parcours, je ne le paierai pas une seconde fois ! » Comme le voyageur paraissait appartenir à une classe sociale élevée, les agents de la compagnie épuisèrent d'abord vis-à-vis de lui tous les moyens de persuasion, puis le menacèrent de le fourrer en prison. Mais, calmement, le voyageur se borna à refuser purement et simplement de subir la mesure arbitraire de la compagnie. On se contenta alors de le retenir pendant un certain temps, puis, ne sachant que faire de lui, on dut enfin le laisser partir sans avoir pu le faire payer une seconde fois. Ce mâle voyageur avisa la presse des procédés de la compagnie. Bref, grâce à cette résistance individuelle et unique, les compagnies, craignant qu'elle ne se renouvelle, et craignant pour leurs intérêts les appréciations de la presse étrangère, ont dû mettre les pouces, et maintenant un voyageur peut, avec le même billet, aller en chemin de fer sur les rives du lac et revenir avec le bateau ou *vice versa*.

A combien de sujétions, et à de plus graves que celle d'échanger un billet, n'échapperait-on pas, si nous voulions suivre l'exemple de ce voyageur ?

Portugal.

A la suite d'un attentat dont fut l'objet le roi, contre qui des pierres furent lancées, une nouvelle loi a interdit formellement aux journaux de s'occuper d'anarchisme. Ils ne doivent même pas, sous peine de suspension ou d'amende, donner à ce sujet la moindre information. En conséquence, on arrête, on délivre, on condamne, on déporte, sans que le public, surtout en province, le sache le moins du monde.

Vous êtes révoltés en France par la loi de 1894, qui, cependant, admet le jury, n'interdit pas absolument la publication de la procédure, de l'examen, des jugements ou des arrêts, ne punit pas de déportation celui qui professe des théories anarchistes, ni ne laisse la liberté des condamnés à la merci des caprices du gouvernement (1).

Telle n'est pas la loi portugaise, qui a provoqué dans la presse la plus vive indignation, mais qui a été votée presque à l'unanimité dans les deux Chambres composées de gens que le gouvernement a fait élire sans opposition.

D'après cette loi, la lettre que je vous écris, si elle était interceptée, pourrait bien fournir le prétexte d'une procédure. Une simple dénonciation, quoique fausse, si elle est appuyée du témoignage de deux personnes, suffit pour déterminer une poursuite et presque infailliblement une condamnation.

⁂

Loi du 13 février 1896 contre les anarchistes :

Don Carlos, par la grâce de Dieu roi de Portugal et des Algarves, Nous faisons savoir à nos fidèles et loyaux sujets, etc., etc.....

Article I. — Tous ceux qui par discours ou paroles proférées publiquement, par écrits publiés de quelque nature que ce soit, ou par quelque autre mode de publication, auront approuvé, applaudi, conseillé ou provoqué, bien que la publication ou la provocation n'ait eu aucun effet, des actes subversifs de l'ordre social, soit contre la sécurité des personnes, soit contre le maintien de la propriété, et tous ceux qui professent des doctrines d'anarchisme conduisant à la pratique de ces actes, seront condamnés jusqu'à six mois de prison correctionnelle, et, après cette peine, livrés au gouvernement qui les transportera dans une colonie d'outre-mer, en vertu de l'article X de la loi du 21 avril 1892, et qui les soumettra à la surveillance et aux mesures fiscales des autorités compétentes.

. . . .

Article III. — Dans tous les cas prévus par cette loi, les accusés seront emprisonnés d'office, sans qu'on puisse admettre de caution, jusqu'au jugement définitif.

Article IV. — Il est interdit à la presse de s'occuper des faits ou des attentats anarchistes et de donner la moindre information sur les perquisitions de police et sur les débats qui auront lieu à propos des procès intentés contre les anarchistes.....

Paragraphe III de l'article IV. — En cas d'infraction, les écrits seront saisis par l'autorité policière et leur auteur ou, à défaut, l'imprimeur sera condamné à une amende de 500 mille reis (2.500 fr.).

Article VI. — Le gouvernement s'autorise à augmenter le corps de police civil de sûreté de Lisbonne d'un commissaire, de sept chefs de brigade, de trente-trois chefs de section et de trois cents gardes.

⁂

Des anarchistes qui sont en prison — 70 personnes — j'ai su qu'on ne leur a pas épargné les bastonnades, la faim, le froid et les poux; il paraît qu'un membre du Parlement a interpellé à ce sujet le ministre de l'intérieur; mais le gouvernement a le plus profond mépris pour les deux Chambres, qu'il a faites, et que personne ne prend au sérieux.

Italie.

La comédie parlementaire. — La Chambre a été ouverte pendant quelques jours et le nouveau ministère a déclaré par la bouche de son président, le marquis di Rudini, de ne pas nier qu'entre lui et l'extrême gauche n'ait pas eu de consentement... (ce style au négatif paraît se prêter mieux au langage diplomatique), ou encore : « Nous voulons la *paix*, mais pour la faire... nous devons nous préparer à continuer la *guerre* », a demandé en conséquence 140 millions — un acompte — et dit, afin de tranquilliser son monde : Quant à l'équilibre du budget, ce n'est que l'avenir qui y soit engagé... enfin, il a la haute mission, ce ministère, de veiller « à défendre contre toute embûche les institutions monarchiques ».

Les socialistes s'associent à ces déclarations du gouvernement, acceptent son programme et applaudissent aux 140 millions demandés pour les dépenses de la guerre, somme qu'ils déclarent ne pas trouver exagérée. Cavallotti et Imbriani — le terrible socialiste — rendent un salut au présent ministère, auquel Cavallotti, chef de l'extrême gauche, reconnaît le mérite de la franchise ! Nous citons enfin textuellement ces autres paroles du célèbre chef socialiste : « Il est temps que nous soyons *conservateurs*, afin de conserver et de sauver ce que « nos ancêtres nous ont laissé de plus sacré. »

Si en France les socialistes se sont alliés aux *républicains radicaux*, desquels, disent-ils, ils se rapprochent le plus, en Italie ils s'allient aux *monarchistes conservateurs*, desquels ils... ne s'éloignent pas davantage. Les socialistes forment dans tous les pays cet élément flottant, qui s'engage au service du parti le plus offrant.

La situation paraît critique pour le gouvernement : la caisse des fonds secrets est trouvée pas seulement vide, mais même endettée pour quelques mois; les 140 millions serviront à liquider des dépenses presque toutes déjà faites, d'où rien ou peu à gagner là-dessus. Mais, d'un autre côté, la paix ne réussit pas, Ménélik, le négus abyssin, demandant 25 millions et la réduction des limites italiennes à celles du traité d'Uccialli.

— A la bonne heure, de s'écrier nos gouvernants, c'est la guerre ! Ils pourront au moins, eux aussi, *spéculer* là-dessus et, comme leurs prédécesseurs, ils feront annoncer telle fausse nouvelle ou bien séquestrer telle autre vraie, selon que certains gros bonnets de la finance et eux-mêmes auront intérêt à provoquer la hausse ou la baisse à la Bourse, tirant d'énormes profits sur la rente et sur l'or. Ils ne regrettent qu'une chose, les capitalistes italiens, c'est que les Africains ne s'adresseront désormais plus à eux pour la fourniture de leurs armements.

Et pour le cas échéant où la paix réussirait, — ces Abyssins nous ont surpris plus d'une fois par leur bon vouloir — ils y ont déjà pourvu : ils provoqueront des troubles sur le continent et surtout en Sicile, forcés et habitués qu'ils sont à pêcher toujours dans de l'eau *trouble*.

(1) Notre correspondant paraît ignorer que cette loi permet l'interdiction de la publicité des débats.

A noter encore une scène de cette comédie : Villa, président de la Chambre actuelle élue par Crispi et où celui-ci a eu une si forte majorité, est chargé de choisir dans cette même Chambre les neuf députés qui formeront la commission pour la mise en accusation du ministère Crispi.

A qui veut-on faire croire qu'il y ait là autre chose qu'une fumisterie ?

A Vienne (Autriche), un éboulement a enseveli les ouvriers travaillant à un tunnel des chemins de fer de l'Etat pour le compte d'une compagnie d'exploitation (de construction). On y employait principalement des Italiens ; trois d'entre eux y perdirent la vie et les autres s'écrièrent : « Nous devons risquer notre vie pour un florin par jour. »

ANDRÉA D'ANGELO.

Havane.

L'armée est l'école de l'honneur, chacun sait ça. Voici un extrait d'une dépêche publiée par le *New-York Herald* :

« Un citoyen sans armes a été tué par un soldat, hier, à midi, rue de Havana, recevant 79 coups de baïonnette dont plusieurs avaient complètement traversé le corps. Le soldat, du corps des « ingénieurs », était dans un état d'ivresse manifeste. C'est à grand'peine qu'il a été désarmé par la police et mis de force dans une voiture pour être emmené. Il s'écriait : « J'ai tué un insurgé dans la rue Havana ! Télégraphiez à la reine ! » Chemin faisant, il arracha un revolver à un de ses gardiens et en déchargea deux coups sur un capitaine de police qui passait. Pour ce dernier acte, il passera en cour martiale. » Une simple réflexion : il sera fusillé pour avoir manqué un capitaine ; s'il s'était contenté de larder des citoyens sans armes, il aurait été cité à l'ordre du jour.

BIBLIOGRAPHIE

La Philosophie du Déterminisme, par Jacques Sautarel, 1 vol. de la *Bibliothèque sociologique*, 3 fr. 50, chez Stock, éditeur, place du Théâtre-Français.

« Compilation des preuves en faveur du déterminisme » serait, selon nous, le vrai titre du travail de M. Sautarel. Il semble que l'auteur ait voulu plutôt faire œuvre d'érudition que tirer vraiment une philosophie, car il fait défiler devant nous une foule d'auteurs et de citations qui pourrait être moins prolixe et tout aussi précise.

Le volume est fait de deux parties indépendantes. La première a donné le titre au travail entier ; la seconde, intitulée *Réflexions sociales*, se compose de divers morceaux écrits sur différents sujets. Ici, l'auteur s'est contenté de nous donner sa propre pensée, tout en trouvant, pourtant, le moyen d'y introduire ce que nous avons déjà lu dans Büchner et les ouvrages de sciences spéciales.

Il traite, en passant, de l'amour libre, affirmant que l'homme, comme la femme, a besoin, dans la satisfaction de ce besoin, d'en varier les objets qui doivent le satisfaire. Pour faciliter cette variété, les enfants doivent être mis en commun, dit-il.

Nous avons, sur ces questions, une opinion différente de l'auteur, mais comme nous ne pensons pas qu'il y ait là-dessus de règle à établir, persuadé que nous sommes que toutes les théories devront tomber devant les faits, lorsque les individus seront affranchis des entraves sociales, nous ne nous y attarderons pas davantage.

Relevons seulement, en passant, le passage (pages 232-233) relatif au suffrage universel. Comme nous, l'auteur le répudie, mais avec ce petit air « d'aristocratisme intellectuel » qui nous fait cabrer chaque fois que nous le rencontrons mêlé avec les idées d'individualisme.

Cet individualisme, pour nous, est de mauvais aloi, car poussé ainsi à l'outrance, il n'est pas motivé par la conception que l'individu doit se faire de la véritable valeur individuelle en reconnaissant que tout individu est virtuellement l'égal de son voisin. Ceux qui méprisent les foules, qui raisonnent des « droits de l'individu » comme si cet individu était une entité abstraite, ceux-là ne veulent plus d'autorité que parce que, actuellement, ils devraient la subir, et qu'ils se croient en état de commander aux autres, leur étant supérieurs.

J. GRAVE.

.·.

Nous avons reçu deux brochures éditées par la « Liberty Library », à Columbus Junction (Ja.), Etats-Unis :

1° *God and the State* (Dieu et l'Etat), de M. Bakounine, avec une préface des éditeur et traducteur Carlo Cafiero et Elisée Reclus ;

2° *The Commune of Paris*, par Pierre Kropotkine, et *An anarchist on Anarchy* (Un anarchiste sur l'anarchie), par Elisée Reclus.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe artistique. — Tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, réunion, 11, avenue d'Orléans.

Les camarades qui posséderaient, sans que ça leur soit utile, des pièces révolutionnaires sont priés de bien vouloir les communiquer au groupe.

.·.

*Les Egaux du XVII*e (Jeunesse libertaire et Jeunesse révolutionnaire). — Samedi 4 avril 1896, à 8 h. 1/2 du soir, au Chalet, 1, rue Cardinet (angle de l'avenue de Wagram), conférence publique par Bernard Lazare sur le rôle social de l'écrivain. — Entrée : 50 centimes.

.·.

Mercredi 8 avril et samedi 11 suivant, à 8 h. 1/2 du soir, chez Sautot, 17, rue Poncelet (Bureau de tabac, à l'angle de la rue Saussier-Leroy).

On parlera des élections et de l'abstention.

Les libertaires des VIIIe et XVIe arrondissements sont invités.

.·.

Salle des fêtes de la Ligue fraternelle de Montmartre, rue Sainte-Isaure, 17, le samedi 4 avril, grande fête de nuit, organisée par le journal *le Libertaire*. Bal, concert. Conférence par Sébastien Faure.

Prix d'entrée : 1 franc par personne.

.·.

*La Jeunesse anarchiste du XV*e. — Samedi 4 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle Allilaire, 33, rue Blomet, grande conférence publique et contradictoire sur l'individualisme, l'inefficacité du suffrage universel, les fausses idées du socialisme, la campagne électorale.

Nota. — Les députés et conseillers municipaux socialistes, ainsi que tous les candidats, ont été invités par lettre personnelle à y venir discuter contradictoirement.

Entrée : 0 fr. 20.

Vendredi 3 avril, à 8 h. 1/2, salle Mas, 103, rue du Théâtre, causerie par un camarade sur la Révolution.

Dimanche 5 avril, même salle et même heure, causerie, chant, soirée familiale.

.·.

*Les Libertaires du XIX*e. — Tous les libertaires sont priés de se réunir le lundi 6 avril, à 8 h. 1/2 du soir, au bureau de tabac, 36, rue d'Allemagne. Il s'agit de s'entendre à l'effet de mener la campagne abstentionniste pendant la période électorale.

.·.

Le camarade Bernier, cour Testelin, 8, rue du Duc, Roubaix, demande si quelque compagnon ne pourrait pas, contre payement, lui procurer deux ou trois exemplaires de la brochure : *Les Préjugés et l'anarchie*, de F. Guy.

.·.

LEVALLOIS-PERRET. — Matinée familiale par les *Iconoclastes* et les *Libertaires* de Clichy, et conférence par un camarade, le dimanche 5 avril, à 2 h. 1/2, salle Mézerette, 86, rue de Gravel. Entrée : 0 fr. 25.

Le camarade Fortuné Henry est invité.

.·.

LE HAVRE. — Le groupe *l'Avant-Garde havraise* vient de décider de former une *bibliothèque libérale*. Les compagnons qui auraient des volumes et des brochures à lui faire parvenir peuvent s'adresser, ainsi que pour les renseignements, au camarade J. Cleroux, 1, rue Kléber.

A LIRE

Dans l'*Écho de Paris* du 29 mars : *Pauvres Riches !* de Descaves ; *Trente-deux ans de guigne noire*, par Francisque Sarcey.

Du 31 mars :

Chronique, par Colomba.

Dans la *Revue des Revues*, un article de M. Krezschmar sur l'internement des prétendus aliénés en Allemagne.

A voir : *Sous l'œil des Morticoles*, dessin de Steinlen.

AVIS

En bouquinant, ayant trouvé à bon compte des exemplaires de chacun des ouvrages suivants, nous avons cru bon de les acheter afin d'en faire profiter les camarades qui désirent se monter une bibliothèque.

Inutile de dire que ce sont des ouvrages dont la lecture est intéressante pour les camarades :

La France politique et sociale, par Hamon.	
— (année 90), 2 vol.	2.50
— (année 91), 1 vol., au lieu de 6 fr.	2 »
— — franco.	2.75
Le Travail et l'Argent, par Tolstoï.	1.25
La Russie souterraine, par Stepniak.	1.50
L'Effondrement économique, par Leverdays.	1.50
Nouvelle organisation de la République, par Leverdays.	1.50
L'Elève Gendrevin, par Robert Caze.	1.50
Kerkadec, par Léon Cladel.	1.50

Ajouter 0 fr. 40 par volume pour recevoir franco.

De la *France politique et sociale*, nous avons 3 exemplaires ; des autres nous n'avons qu'un exemplaire.

PETITE CORRESPONDANCE

P. D., Paris. — Tous les numéros que vous voudrez, à 0 fr. 10.

A. G. — Reçu les vers : *Eveil*, *Apothéose*, etc. Nous ne pouvons que répéter ce que nous disons à beaucoup : la poésie étant un langage spécial que rien ne force à employer, nous ne devons, si nous l'employons, insérer que des pièces absolument impeccables.

C., à Anvers. — La brochure contenant la conférence de Kropotkine coûtera 0 fr. 50. Sitôt parue, elle vous sera expédiée. Dans une quinzaine, je pense.

Delisle. — Reçu 5 fr.

Les camarades italiens et espagnols qui nous écrivent en leur langue sont priés de le faire lisiblement, le camarade qui fait nos traductions ayant plus de bonne volonté que de science.

Revue Rouge. — Reçu. Merci.

T., à New-York. — Faisons passer au *Libertaire*, en lui renouvelant le premier envoi.

Lux Regnabit. — L'*Action* a cessé au numéro 5. Adressez-vous à elle pour le numéro. Ce numéro vous donne la réponse à votre deuxième question. Pour la troisième, adressez-vous à la *Sociale*. — 4° Oui.

S. E. P. — Lu *A travers Patrie et Religion*. — De bons passages, mais gagnerait à être condensé. Où pouvons-nous vous retourner le manuscrit ?

Rétine. — *Groupe communiste*, tous les dimanches, à 2 h., route du Hasard.

R. D., rue C. — B., à Agen. — B., à Brest. — F., à Amiens. — B., à Roubaix. — Z. R., à Haine-Saint-Pierre. — E. B., à Pisa. — M., à Anvers. — P., à Anvers. — Tobaconist, Londres. — H., à Nancy. — B., à Limoges. — M., à Morlanwelz. — V., à Lyon. — S., à Nîmes. — F. D. R., à Turin. — P., à Moncoutant. — V. G., à Ath. — C., à New-York. — T., au Fromenthal. — G., à Beauvais. — Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : M., à Nonancourt, 0.65. — N., à Cette, 0.45. — C., à Anvers, 0.25. — Tourcoing, liste 5 : Joseph et Célina, 1 fr. ; un comte et Marie, 0.50 ; V., 0.50 ; D., 0.50 ; D., 0.50 ; P., 0.25 ; V., 0.25 ; T., 0.25 ; H., 0.25 ; H., 0.25. En tout, 4.25. — C. Le Locle, 2 fr. ; L., 2 fr. ; R., Neuchâtel, 1 fr. En tout, 5 fr. — Krebs, collecte par J. D., 5 fr. — Marseille : produit de la soirée familiale, salle Jouard, à l'occasion du 18 mars, 8 fr. — Gj., 5 fr. (mensuel). — R. R., Turin, 20 fr. — Tremiti : les anarchistes (relégation politique), 3 fr. — Jean Misère, 50 fr. — Rennes : un déshérité, 0.25 ; un naturien, 1 fr. ; un compagnon, 0.20 ; un prolétaire, 0.20 ; un anti-votard, 0.50. En tout, 2.15. — Merci à tous.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 50 DIX CENTIMES DU 11 AU 17 AVRIL 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous traversons en ce moment une période difficile. En beaucoup de localités, la vente du journal n'est pas en proportion du nombre d'amis que nous y comptons; en beaucoup d'autres, où il pourrait se vendre un certain nombre d'exemplaires, nous n'avons même pas de vendeur.

Or, un journal n'a de la vie qu'à condition de prendre de l'extension, et nous n'avons pas les moyens de faire de la réclame. Nous comptons donc sur la bonne volonté de tous pour nous aider à traverser cette période de sommeil; nous battons le rappel auprès de nos anciens lecteurs pour qu'ils nous aident à en trouver de nouveaux.

Nous avons nombre d'abonnés dans des localités où le journal ne se vend pas et où il pourrait certainement se vendre. Que ceux qui s'intéressent à notre propagande nous cherchent des libraires qui veulent bien prendre le dépôt. Nous tenons à leur disposition des invendus pour distribuer, afin de faire connaître le journal.

Que ceux qui voyagent ou sont à proximité d'une gare ne se lassent pas d'aller réclamer le numéro du samedi auprès de la libraire du chemin de fer, afin de lui forcer la main à le tenir.

Pour ceux qui pourraient faire la dépense du timbre d'affichage, il nous reste deux ou trois cents affiches illustrées que nous tenons à leur disposition. Ce sont tous ces petits efforts répétés qui, à la longue, donnent des résultats tangibles.

Enfin, pour ceux qui ne peuvent faire ouvertement de la propagande en notre faveur, et dont la situation financière permet quelques sacrifices pécuniaires, nous avons notre souscription permanente.

*
* *

A ce propos, nous rappelons que nous avons chez l'imprimeur la brochure L'Anarchie, *par E. Reclus; mais il nous manque l'argent pour le papier. Cette brochure coûtera 0 fr. 10 et sera laissée aux groupes à 6 francs le cent. Si quelques-uns pouvaient nous en souscrire quelques centaines d'avance, cela nous faciliterait les moyens de la faire paraître.*

*
* *

D'autre part, nous préparons la publication d'un album qui contiendra 30 planches et un frontispice.

Le choix du sujet des dessins sera laissé à l'artiste, sous cette seule condition qu'il ait trait à l'ordre d'idées que nous défendons.

Nous avons déjà le concours assuré de Pissarro père et fils, Luce, Steinlen, Signac, Rysselbergh, Cross, etc. Cette liste s'augmentera certainement par la suite et nous est une promesse que l'œuvre que nous projetons sera intéressante.

Les dessins pourront être exécutés en lithographie, gravure, pointe sèche ou eau-forte, selon le choix de l'artiste.

Comme nous voulons faire une œuvre vraiment artistique, qui reste, nous serons forcés de vendre les planches à un prix relativement élevé, quoique le dessin nous soit donné gratuitement, et nous borner, par conséquent, à de petits tirages; par contre, cela nous permettra de ne donner que des choses véritablement belles comme exécution.

A la fin du mois, nous ferons paraître la première planche, en lithographie, dessinée par Luce, d'après des vers de Verhaeren. Nous la mettrons en vente, prise dans nos bureaux, à 1 franc (1 fr. 15 par la poste). Ce prix est pour nos seuls abonnés et lecteurs. Aucune remise ne sera faite aux marchands. Pour les amateurs, il sera fait un tirage de 20 épreuves de choix, qui seront vendues 3 francs l'exemplaire.

Les autres planches paraîtront au fur et à mesure que nous le pourrons, tout en tâchant de ne pas dépasser un an à dix-huit mois pour la publication complète de l'album. Le prix de chaque planche sera établi d'après le coût de son exécution.

L'ADMINISTRATION.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

VIII

Matérialisme et esclavage.

Pour quelle raison Engels et ses très scientistes disciples s'efforcèrent-ils de faire passer chez les braves travailleurs de l'atelier et de l'usine la métaphysique, niée et anéantie par la science, pour la science elle-même? Surtout, pour quelle raison dénoncèrent-ils comme *vulgaire* le matérialisme des naturalistes, c'est-à-dire toute la science inductive elle-même? Existe-t-il une autre sorte de matérialisme à l'usage des élus et des privilégiés? — Oui, déclarent-ils, il existe un matérialisme dialectique inventé par nous, et ce matérialisme n'a rien de commun avec celui des naturalistes.

Nous avons entendu dire par une grande autorité en philosophie, le professeur W. Wundt, que la méthode dialectique est « une enveloppe artificielle et répulsive » de la métaphysique.

Qu'y a-t-il de commun entre cette dernière et le matérialisme? La métaphysique, cette fille chérie de la théologie et du Talmud hébraïque, possède encore d'autres méthodes d'argumentation: la syllogistique, l'hypothétique, entre autres; sommes-nous donc exposés à voir un beau jour ces savants enseigner aux ouvriers le matérialisme syllogistique, ou hypothétique, ou sophistique? Mais c'est une monstruosité! Le matérialisme, à notre époque, est la science inductive elle-même. C'est la base générale de tout le *savoir* positif, de toute la philosophie évolutionniste de notre temps, et il n'existe aucune *science*, sauf le mélange sophistique, connu sous le nom de social-démocratie, qui ne soit basée sur le matérialisme *vulgaire* des naturalistes. Je rappellerai aux sophistes de l'école d'Engels ce qu'en 1845 Marx disait à ce sujet :

« Le matérialisme (2) est l'enfant de l'Angleterre... Le vrai *fondateur du matérialisme et* « *de la science inductive* des temps modernes « *est Bacon*. Pour lui, la science se compose seu- « lement des sciences naturelles... la science, « c'est l'expérience... Induction, analyse, obser- « vation sont les éléments principaux de la « méthode rationnelle. Le mouvement est la « propriété inséparable de la matière... et la « force qui crée même les êtres animés... On « ne peut séparer l'idée de mouvement de la « matière qui l'engendre... L'homme est soumis « aux mêmes lois que la nature. »

Parlant de l'influence de la philosophie matérialiste et sensualiste anglaise en France, Marx dit : « On sentait dans ce pays la nécessité d'un « système positif et *antimétaphysique*... L'ou- « vrage de Locke apparut juste à propos. »

Comment s'est-il fait, demanderai-je encore aux disciples d'Engels, que Bacon et Locke, les dateurs « du matérialisme, de la science inductive et du système antimétaphysique », soient qualifiés par Engels de fondateurs de la métaphysique? Et comment osent-ils dire aux ouvriers qu'il existe un autre matérialisme que celui des sciences naturelles? Et de quel droit eux, élevés à l'école réactionnaire et métaphysique de Hegel, s'attribuent-ils l'invention du matérialisme, en combattant le vrai matérialisme des naturalistes? Comment peuvent-ils dire aux ouvriers que l'explication économique de l'histoire, élaborée par toute la science, fut découverte par eux et que justement cette découverte est le vrai matérialisme?

A quoi faut-il attribuer cette tactique inconnue jusqu'alors dans l'histoire littéraire? A l'ignorance ou à la mauvaise foi? Malgré leur prétention scientifique, je crois qu'Engels et ses disciples ont agi ainsi par ignorance seulement. Qu'ils écoutent alors ce que dit un grand naturaliste allemand sur le matérialisme « vulgaire » des sciences inductives. Peut-être apprendront-ils que les idées de Bacon et de Locke, adoptées par Marx, alors que ni lui ni Engels n'aspiraient à une dictature internationale, que ces idées, dis-je, enrichies et développées, forment la base de toute la science et de la philosophie contemporaine.

« Notre conception du monisme, ou philosophie unitaire, — dit Haeckel (1) — est excessivement claire et ne comporte pas la moindre équivoque. Pour nous sont également inadmissibles et l'esprit vivant hors de la matière, et la matière morte; ils sont combinés inséparablement dans chaque atome... Les éléments simples de la chimie analytique... sont les résultats de différentes combinaisons d'un nombre variable d'atomes primitifs... L'atome de carbone (le vrai créateur du monde organique) est, d'après toute probabilité, la combi-

(1) Voir les nos 37, 39, 40, 42 à 45, 48 et 49.

(2) Voir son article sur le matérialisme français (1845), reproduit par la *Neue Zeit*.

(1) *Monisme*, conférence tenue le 9 octobre 1892 à Altenburg, devant la Société d'Histoire naturelle de l'Est.

naison en tétraèdre de quatre atomes primitifs... Dès que notre globe se refroidit (selon l'hypothèse de Laplace) et que la vapeur se condensa en eau, les atomes de carbone commencèrent leur activité créatrice, s'unirent avec les autres éléments en combinaisons plasmodiques et capables de développement... et pendant une longue période, notre globe fut habité seulement par les Protozoaires ou organismes composés d'une simple cellule... L'histoire de la descendance animale nous mène pas à pas depuis les êtres les plus primitifs, à travers les Métazoaires, jusqu'à l'homme... Notre corps humain fut bâti très lentement, peu à peu, par une longue série d'ancêtres vertébraux; le même procédé construisit notre âme... L'âme humaine est tout simplement la somme de nos sensations, volitions, pensées, de ces fonctions physiologiques qui ont pour organe élémentaire les microscopiques cellules-ganglions de notre cerveau... Chaque homme de science est persuadé positivement que les Protozoaires possèdent aussi une âme, et que cette âme-cellule se compose aussi de sensations, de perceptions et de volitions, les sensations, les pensées et les volitions humaines ne différant que par la quantité de celles des Protozoaires... A présent, nous savons définitivement que la vie organique se développa aussi en harmonie avec des « lois éternelles », les mêmes que celles de l'évolution du monde inorganique, formulées par Lyell en 1830. » Parlant de la morale humaine, Haeckel dit : « Fais aux autres ce que tu veux qu'ils te fassent. Cette prescription morale, la plus élevée qu'on connaisse, fut enseignée et adoptée durant des milliers d'années avant le Christ... Nous en héritâmes sous le nom d'instinct, les mammifères nos ancêtres, vivant en société, l'ayant déjà pratiquée entre eux. »

L'homme-animal, l'homme produit d'évolution organique au point de vue physiologique et moral, voilà la base de la science de notre temps. Tous les savants, même catholiques fervents, comme Secchi et l'abbé Moigno, ont adopté la doctrine à peu près en les mêmes termes que Haeckel... En fait, à notre époque, personne ne parle du matérialisme comme d'une doctrine à part. Je le répète, matérialisme est devenu synonyme de science. Au temps des encyclopédistes, alors que la science était envahie par la théologie et par la métaphysique, ou au commencement de notre siècle, quand la doctrine des cataclysmes dominait la géologie et que Cuvier combattait la doctrine de Lamarck et de Geoffroy-Saint-Hilaire, à cette époque la controverse sur le matérialisme avait grande importance. Mais depuis cinquante ans, se dire matérialiste signifie tout simplement ne pas être un ignorant qui nie la science, ne pas être un théologien, talmudiste ou métaphysicien. Pour Engels, qui s'émancipait de l'absurdité métaphysique sous l'influence de Feuerbach, les doctrines scientifiques apparurent comme une sorte de révélation. Mais ce ne fut pas la faute de l'humanité s'il avait été jusqu'alors ignorant et il n'y avait aucune raison pour attribuer à Marx et à lui-même l'invention de ces vérités élémentaires de la science moderne.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

A PROPOS DE GRÈVES

(*Suite*) (1)

Examinons plutôt. La journée de huit heures : un peu moins de fatigue peut-être, mais en revanche une diminution de salaire ou une plus grande cherté des produits nécessaires à la vie. Et quand même, en dépit de toute vraisemblance, le sort de l'ouvrier travaillant au dehors s'améliorerait un peu, cela toucherait-il en quelque chose cette masse d'ouvriers et surtout d'ouvrières travaillant chez eux pour le compte d'un patron? Cela empêcherait-il la misère pendant les longs mois de chômage? Cela permettrait-il à l'ouvrier, souvent chargé d'une nombreuse famille, d'amasser des rentes pour sa vieillesse? Serait-il par là délivré de la crainte de crever de faim le jour où, l'âge ou l'infirmité lui enlevant la possibilité de travailler, il se verrait rejeté des ateliers comme une machine usée qu'on jette au rebut, sans se soucier que cette machine est un être vivant dont l'existence jour par jour, heure par heure, a contribué au bien-être général? — Le service personnel : la satisfaction idéale d'un sentiment de justice et d'égalité. Mais cela empêchera-t-il le travailleur d'être enlevé à son apprentissage, aux vieux dont il est parfois le soutien? Et pendant son service militaire pense-t-on qu'il sera traité de même que le fils de famille répandant autour de lui le trop-plein de son gousset toujours bien garni? — Le droit de vote : on a vu plus haut en quelle amère dérision il pouvait dégénérer. Ainsi pour toutes les autres réformes. Mais les travailleurs se plaisent à compliquer eux-mêmes une question fort simple. Ils écoutent volontiers les phrases ronflantes, ils s'attachent à des chimères au lieu de se recueillir, de remonter jusqu'à la source du mal et de porter leur sape à la racine au lieu d'abattre brindille par brindille quelques branches bientôt repoussées.

. . . .

Avant 1789, la grande ligne de démarcation était la naissance. Au fils de nobles tout était ouvert, presque tout était permis. Le roturier, au contraire, né de bourgeois ou de paysans, demeurait à jamais un rustre qu'on daignait tolérer par grâce, mais dont rien, ni la science, ni le génie, ne pouvait effacer l'infériorité originelle.

La bourgeoisie ne s'est pas contentée de réformes, elle n'a pas seulement désiré que quelques-uns des siens fussent admis à plaider sa cause dans les assemblées de la noblesse. Devenue forte et riche, elle voulut avoir accès partout, elle voulut qu'une pleine égalité régnât entre elle et les nobles et pour cela fit table rase de tous les droits et privilèges seigneuriaux (1).

Le remède était radical, il avait porté juste et l'on en voit les résultats dans la prospérité acquise depuis par la bourgeoisie (2).

Le privilège du nom détruit, quelle est actuellement la cause des inégalités sociales? — Il n'y en a qu'une seule : l'argent. L'argent devenu aussi indispensable à la vie de l'individu que le sang qui coule dans ses veines. Avec de l'argent on dispose du bonheur, de l'existence de ses semblables. On en fait ses esclaves, car ils doivent manger et ne peuvent se rassasier que s'ils possèdent le numéraire nécessaire à l'acquisition de leur subsistance. A part quelques très rares exceptions où un homme pauvre est parvenu à acquérir une fortune, que peut faire celui qui, dès ses plus jeunes années, est obligé de vendre son temps, sa force, tout son pauvre petit être d'enfant à ceux qui lui donnent quelques sous, pas même de quoi manger à sa suffisance (3), tandis qu'ils s'enrichissent par son travail? N'est-il pas inouï de voir le travail persévérant, l'habileté dans un métier procurer si peu de bien-être? Impossible au travailleur de profiter lui-même de son labeur, d'embellir sa vie en s'entourant des produits de son travail. Avant de jouir, il faut manger, nourrir sa famille, et tout est vendu à ceux qui ont de l'argent pour l'acheter. C'est une dérision amère de prétendre qu'on s'enrichit en travaillant. Est-ce que jamais par son labeur *personnel* un homme a conquis une fortune? On s'enrichit en ayant une idée qu'on fait exécuter par les bras des autres et dont on recueille seul le profit, n'en abandonnant qu'une très faible part aux travailleurs. Et la fortune une fois acquise ne s'amoindrit pas, malgré la dépense journalière. L'argent se reproduit, se renouvelle par lui-même sans aucun travail de son propriétaire. On a des actions, des terres ou des maisons qu'on loue, on place, on prête à intérêt et l'argent revient, revient toujours, et on le lègue de génération en génération aux nouveaux venus, aux enfants se trouvant ainsi riches avant d'avoir ouvert leurs yeux à la lumière.

Qui le croirait, ce n'est pas seulement parmi les favorisés que cet état social trouve des défenseurs! Non, la majorité des souffrants, tout en désirant quelque petite amélioration à leur sort, le trouvent excellent, parfait, seraient bien désolés d'en changer et se ruent d'un commun accord sur ceux qui leur parlent de bonheur possible pour tous, pour les insulter, bien heureux si ce n'est pas pour les tuer. Quel empressement à honorer les puissants, à les acclamer, à se courber devant eux, même lorsqu'il n'y a aucun profit à en tirer! Quelle admiration le peuple a pour eux et de quelles clameurs indignées il poursuit celui qui ose les attaquer! La mort d'un chef d'Etat met la multitude en émoi... y en a-t-il beaucoup qui songent au pauvre garçon tué dernièrement par un garde tandis qu'il ramassait, pour se chauffer, du bois mort dans la forêt (1)? Qu'est-ce que cela? un banal fait divers dans les colonnes d'un journal. Le misérable ne compte pas même pour ses semblables. Ne voient-ils donc pas qu'eux-mêmes créent la majesté qu'ils admirent ensuite, que sans eux elle n'existerait pas, que tout son prestige est emprunté au contraste formé par leur misère? Privé de sa cour, de ses officiers, de ses gardes, de ses valets, du concours de la foule niaise payant des impôts pour lui fournir annuellement des millions et contempler ensuite son faste, un empereur serait un homme aussi peu important que le plus commun des mortels (2).

(*A suivre.*) MYRIAM.

(1) Voir le numéro précédent.

(1) On prononce parfois avec une sorte de crainte le mot d'expropriation. C'en était une celle-là, une formidable! Les privilèges des nobles n'étaient pas purement honorifiques, c'étaient de belles rentes qu'on leur enlevait : droit de percevoir des dîmes et autres impôts, d'exiger des journées de travail gratuites (droit de corvée) et mille autres encore.

(2) Il s'agit de la haute bourgeoisie, qui est bien réellement la reine de cette époque. Le petit bourgeois est généralement sorti depuis peu, une ou deux générations, des couches inférieures.

(3) On sait ce qu'est payé le travail des enfants, et les corvées dont on accable la plupart du temps les petits apprentis des deux sexes à un âge où ils ne devraient que jouer, s'instruire et se développer au grand air.

(1) Il eut encore la force de regagner sa demeure et mourut dans les bras de sa vieille mère en arrivant.

(2) Qu'est-ce qui rend un tyran formidable? disait un philosophe stoïcien. Ce sont ses huissiers, ses satellites, ses gardes armés d'épées, tout son entourage. (*Maximes d'Epictète.*)

DES FAITS

Les piqueurs de sels.

Les piqueurs de sels ne sont pas précisément des métallurgistes, mais du moins ils travaillent d'un bout de l'an à l'autre avec eux, ce qui fait qu'ils ont quelque droit aux revendications de la métallurgie.

Cent fois plus malheureux et plus mal partagés que nous, les piqueurs de sels ont un travail qui consiste à s'introduire dans les chaudières par des ouvertures qu'on appelle « trou d'homme » et qui donnent juste le passage à un homme, — encore faut-il qu'il ne soit pas trop gros. Ainsi, les chaudières munies de « virants » transversaux empêchent souvent l'homme de se rendre jusqu'à la partie où il doit opérer; mais, dans ce cas, c'est un enfant de douze à quatorze ans qui le remplace. Et quand nos exploiteurs embauchent ces pauvres enfants, ils ont le soin de choisir les plus maigres pour qu'ils puissent s'introduire avec plus de facilité

dans ces endroits où même des chats hésiteraient à passer.

Arrivés à leur poste, et dans des positions plus ou moins critiques, ils détachent les dépôts incrustés aux parois de la chaudière. Ces dépôts, provenant de l'eau de mer, prennent corps avec la chaudière, et c'est à coups de marteau tranchant que les hommes ou les enfants employés à ce travail les détachent des parois. Il arrive très souvent que les yeux supportent les conséquences du chlorure de sodium ou sel marin ; mais ça n'est rien à côté de l'humidité des chaudières qui vous glace les chairs en hiver et vous conduit à la phtisie. Il est vrai qu'on peut *se chauffer* à une lampe qu'on a toujours avec soi. Cette lampe, contenant ce qu'il y a de plus mauvais comme huile, dégage une fumée puante et malsaine pour les poumons. Aussi ces malheureux sont-ils rouges (?) comme des citrons...

Pour se faire une idée exacte des ravages que produisent les conséquences de ce terrible travail — de ce supplice, — voici ce que racontait un camarade qui avait été congédié des mines de Bessèges parce qu'il avait fait son devoir d'honnête ouvrier mineur dans un différend survenu entre patrons et ouvriers. Le camarade Rouvière, tel est son nom, fut obligé, pour ne pas crever de faim, lui et sa famille, de quitter le pays et chercher du travail ailleurs. Il vint s'installer à Marseille et le malheur voulut qu'il s'embauchât comme piqueur de sels — et bien heureux encore !

Savez-vous ce que m'a dit ce camarade ? Qu'il préférait cent fois travailler dans une mine que de faire cette triste besogne.

Un autre, un enfant du nom de Sabatier, me disait qu'ayant perdu son père, il fut obligé de travailler à l'âge de douze ans, se trouvant l'aîné de quatre frères. « J'ai servi les maçons, continuait-il à dire ; j'ai fait le cordier ; j'ai travaillé comme garçon charbonnier et maintenant je suis piqueur de sels ; eh bien, le plus dur que j'ai trouvé de tous ces travaux, c'est assurément le garçon maçon ou manœuvre ; mais celui qui me fatigue davantage, qui m'affaiblit la poitrine, c'est le piquage des sels. Et pourtant je suis obligé de le faire si mes frères veulent manger un morceau de pain. »

Pauvres enfants, quelle différence avec les fils des capitalistes qui ont tout à souhait ; qui se bercent dans leur paresse, et vous qui, manquant de tout, même de nourriture, prenez votre courage à deux mains et faites votre devoir envers votre famille, même en sachant que les 2 fr. 50 par jour que nos exploiteurs vous donnent, sont le prix tout juste d'une heure de ce travail qui tue la vigueur et l'intelligence.

(*L'Ouvrier syndiqué de Marseille.*)

***

Un pasteur, M. Louis Combes, a fait une enquête sur ce sujet : *L'ouvrier peut-il économiser?* Et il arrive à ce résultat que, pour pouvoir économiser, les ouvriers doivent être favorisés par le concours de toutes les circonstances suivantes :

1° Qu'ils n'aient pas eu à soutenir leurs vieux parents ; 2° Que le service militaire ne les prenne pas ; 3° Que le chômage forcé ne les laisse pas sans travail ; 4° Que leur santé soit robuste et que les accidents leur soient épargnés ; 5° Que le nombre de leurs enfants ne dépasse pas deux ou trois et qu'ils soient de bonne constitution ; 6° Que la femme ne soit jamais malade ; 7° Que leur salaire soit assez élevé pour mettre de côté une somme égale à celle qu'ils dépensent en pain.

En un mot, que dans ce siècle d'exploitation à outrance l'ouvrier soit un vrai veinard.

(*Le Gantier*, de Bruxelles.)

LES PÉRIODIQUES

(*Langue française*) (1).

LE MOIS DE MARS

Dans la *Revue Blanche*, un article de J. de Gaultier, bellement pensé, pour contribuer à la réfutation de ce terrible préjugé du libre arbitre individuel, si funeste en ses conséquences : responsabilité, mérite, démérite, récompense, punition, etc...

« Ce n'est pas parce que tel motif existe dans l'intellect que tel acte va être accompli ; c'est au contraire parce que la volonté est décidée à accomplir un certain acte qu'elle projette dans l'intellect tous les motifs propres à agir sur elle-même comme des causes extérieures et à la diriger dans le sens qu'elle a *choisi*. »

Le mot « choisi » indique un phénomène de sensibilité, un fait physiologique transmettant le mouvement moléculaire dans la substance cérébrale ; mouvement dont les différents moments ont été, pour la commodité, dénommés sensations, volonté, acte ; il n'y a pas place pour le libre arbitre.

Il n'y a pas de *motifs* dans la nature, il n'y a que des *causes* et l'homme n'est pas hors la nature ; telle est la tranquillisante conclusion.

***

Jean Baffier, artiste et poète, publie le *Réveil de la Gaule* où se lit en bons termes l'éloge de l'art et de la poésie tels que la nature les enseigne aux hommes.

« Un bon sabotier vaut mieux qu'un ministre et le laboureur qui s'applique à tracer droit un sillon dégage plus d'art qu'un peintre soucieux du goût de l'acheteur », dit Louis Lumet.

— Parfaitement !

***

L'*Effort*, revue toulousaine, parallèlement au *Réveil de la Gaule*, mais avec moins de précision, rappelle les artistes à leur mission sociale.

***

Le *Coq Rouge*, toujours vaillant et bon à lire, donne, en son numéro de février : *Hors des lisières*, de Charles Ghislain, et une chronique d'Edmond Pilon.

***

Le Rêve et l'Idée propage une théorie nouvelle de la nature, le Naturisme (rien des Naturiens). L'inventeur, M. S. G. de Bouhelier, est, dit-on, un très jeune homme à qui « la nature apparut comme l'image éternellement changeante de l'Eden sublime des Idées et des formes divines, la matière l'emblème sacré du mystère, et les hommes comme des représentations symboliques et actives de forces fatales, aveugles et inconscientes ».

Une telle conception, dit un commentateur, décidera les jeunes à moins cultiver leur « moi », à ne pas être que des artistes qui comprennent, mais des hommes qui aiment, souffrent, s'exaltent de toute la puissance, de toute la beauté de leurs instincts naturels et intacts.

***

Il nous reste à parcourir encore maintes revues qui trouveront leur place dans le prochain article sur les *Périodiques*.

(1) Nous recommençons, avec cet article, notre revue des publications. Il nous manque des traducteurs pour l'espagnol, l'italien, le portugais, le juif allemand et l'anglais. Nous faisons appel aux camarades.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Pour Paul Adam.

Nous ne saurions trop engager les *chaouchs* et autres assassins officiels de Biribi et d'ailleurs à veiller à ce que leurs victimes soient bien expédiées dans l'autre monde, dont on ne revient jamais ; ils éviteront ainsi que l'un de leurs martyrs ne vienne, après une miraculeuse libération, raconter les atrocités subies et renseigner l'opinion sur les abominations de là-bas. Sans doute, la mort d'un Chédel peut, d'aventure, leur occasionner une petite comparution en conseil de guerre, mais l'acquittement certain qui les réhabilite et les félicitations ultérieures de leurs chefs les dédommagent de ce léger désagrément. S'ils manquent leur coup, au contraire, et que l'un des suppliciés parvienne à se tirer de leurs griffes, le scandale peut éclater et les démentis intéressés s'épuisent en vain contre les affirmations probantes et catégoriques du libéré.

Le *Bourguignon Salé* reproduit le récit d'un de ces « échappés au carnage », récit qui confirme tout ce que l'on sait déjà des mœurs cannibalesques des troupes coloniales. Le nommé Baudoin, né à Mâcon, en 1871, actuellement domicilié à Dijon, ancien disciplinaire à Bougie, raconte qu'ayant été puni de prison, il ne put s'empêcher, quand le sergent Pérar voulut le faire mettre aux fers pour agrémenter sa peine de quelques tortures supplémentaires, d'esquisser un geste instinctif de protestation. Alors, le sergent commanda à huit tirailleurs de se placer en face du prisonnier et de le coucher en joue, simulant ainsi pour l'intimider le peloton d'exécution. Tout à coup un coup de feu partit à bout portant et une balle Lebel fracassa le bras de Baudoin. L'amputation fut immédiatement jugée nécessaire. Le sergent Pérar fut, pour la forme, puni de quinze jours de prison. Quant à Baudoin, *il fut traduit en conseil de guerre* pour rébellion ! Par extraordinaire, il fut acquitté.

Ces faits se passaient en 1894. Depuis, quoique amputé d'un bras, le malheureux Baudoin fut maintenu aux *travaux publics*, d'où il ne fut libéré qu'en *mars 1896*, malgré le cas de réforme dont il devait bénéficier. En outre, à sa libération, il ne lui fut délivré qu'un congé de réforme numéro 2, ne lui donnant droit à aucune indemnité ni pension.

Voilà un homme estropié pour la vie par la férocité d'une brute galonnée, elle-même instrument aveugle de l'odieuse discipline militaire ; par suite de son infirmité, cet homme se trouve dans l'incapacité de gagner sa vie. Et, sans plus de souci, l'AUTORITÉ MILITAIRE, cette ignoble déité à qui il fut sacrifié, le renvoie dans la vie civile tel quel, jugeant vraisemblablement qu'il doit s'estimer très honoré du sacrifice et bien heureux de n'y avoir laissé qu'un seul bras. Elle se montre, il est vrai, parfois plus exigeante, et ce n'est pas trop, souvent, des quatre membres et du reste pour calmer l'appétit de cette goule insatiable.

***

Passons maintenant en Cochinchine. Là-bas, s'il faut en croire le *Courrier de Saïgon*, la guillotine se distingue particulièrement. Les jacobins « fin du XIXe siècle » copient leurs ancêtres d'il y a cent ans ; mais, lâchement, sournoisement, ils font au loin ce que ceux-ci osaient, au moins, ici même. On exécute *collectivement*, et c'est en ces termes que notre confrère raconte l'exécution de neuf Annamites :

« La sinistre besogne commence : l'un des condamnés est couché sur la bascule par les deux aides annamites, un bruit sourd, la chute du couperet, deux jets de sang rendus plus écarlates encore par le soleil levant qui les éclaire : le corps du premier supplicié roule dans le panier : six fois le couperet se relève, six fois il retombe avec la même rapidité.

« Alors s'écoule un instant de poignante émotion, le septième condamné est appliqué contre la bascule pour expier son crime. On s'aperçoit alors que le panier est trop petit pour contenir neuf cadavres ; il est plein des restes des six premiers suppliciés ; douze pieds émergent nus et sanglants, des cous sans têtes expulsant les dernières gouttes de sang ; il faut faire de la place aux trois autres. »

Puis, plus loin :

« Ce n'est pas fini. La hotte est pleine des neuf têtes qui viennent d'être tranchées ; au hasard, la distribution en est faite entre les neufs cercueils sanglants ; l'un des prisonniers qui accomplissent cette corvée, cinglé par les coups de rotin du gardien de la prison, semble s'égarer, il va d'un cercueil à l'autre, tenant entre ses mains la tête sanglante : chacun d'eux est complet, il ne trouve pas immédiatement où la placer ; dans sa précipitation, il la laisse même échapper et elle roule à terre, laissant derrière elle une trace rouge. »

Nous demandons maintenant où sont les malfaiteurs, de ceux qui s'élèvent avec indignation contre un ordre social pareil, ou de ceux qui tolèrent, approuvent même, de semblables ignominies.

***

Jeudi dernier, à la salle du Commerce, le camarade Mesmard a donné une *conférence* sur les chemins de fer et la question sociale.

Nous en donnerons une analyse dans le prochain numéro.

ANDRÉ GIRARD.

Angleterre.

Depuis le mois d'août de l'année dernière, quelques camarades ont formé une colonie agricole dans le nord de l'Angleterre, près de Newcastle. Ils sont pour le moment cinq travailleurs, soit dix per-

sonnes avec les familles de ceux qui sont mariés. Ils ont loué pour vingt ans un terrain de 12 hectares pour 1.500 francs par an; de plus, ils ont acheté pour 2.500 francs de produits et instruments à leur prédécesseur. Depuis, ils ont acheté une vache, une chèvre, deux cochons, et ont une basse-cour assez complète. Ils ont construit une serre de 30 mètres de long sur 4 m. 50 de large, pour la culture intensive des légumes. Ils ont planté des arbres fruitiers en assez grande quantité, et pour une première année ont bien tiré profit de tout leur terrain. Ils ont débuté sans argent leur appartenant, et les premiers frais ont été couverts par des souscripteurs, dont un petit nombre seulement sont anarchistes. La plus grande partie des sommes a été prêtée seulement, mais ne porte pas intérêt. Pour la première année du moins, il serait nécessaire d'aider les camarades de cette *colonie communiste libertaire et coopérative*. A ceux qui le peuvent de s'adresser à *W. Key, Tavistock House, Sunderland* (Angleterre), qui enverra sur demande la déclaration de principes, laquelle est fort bien faite. De nombreux travailleurs sont déjà sur les rangs pour augmenter les rangs de la colonie, dès que la production le permettra.

L'objection la plus sérieuse qu'on puisse adresser aux camarades leur est faite par l'organe de la Société pour la nationalisation du sol. Que deviendrez-vous dans vingt ans, quand le propriétaire reprendra ses droits?

BIBLIOGRAPHIE

L'attitude de M. Paul Adam, avec son projet de « réhabilitation par l'armée », l'a suffisamment éloigné de nous pour que, sans violer la promesse que nous fîmes dans notre premier numéro, nous puissions parler de ses livres.

Nos lecteurs connaissent Paul Adam, ses qualités et ses défauts. Ayant commencé à être pas mal brumeux, mystique même, il s'était graduellement affranchi des influences de milieu des débuts, était arrivé à une langue claire, précise et colorée, qui en avait fait, parmi les jeunes écrivains, un des plus remarqués.

S'étant de suite rangé du côté des revendications sociales, à l'avant-garde des plus outranciers, cela ne lui nuisit pas — quoi qu'il en dise — pour se mettre en relief, et nombre de ses articles compteront parmi les œuvres de propagande anarchiste, et des meilleures!

Dans ses œuvres de longue haleine, par exemple, le polémiste cède le pas au littérateur pur et simple, l'ensemble est plutôt neutre, et si, au travers, quelques phrases, quelques passages nous rappellent le démolisseur social, l'idée y est moins nette, moins précise.

Mais, s'il s'est débarrassé de ses obscurités de langage, de ses vocables décadents, de ses bistournures de phrases, il y a une chose dont ne s'est pas débarrassé Paul Adam : c'est de son mysticisme. Non plus le néo-mysticisme d'autrefois, mais une espèce de croyance à des forces occultes imprécises, supra-terrestres, qui impulsent ses personnages et qui font que quelques-uns nous incitent à croire qu'il n'a étudié l'humanité qu'à travers les expériences de Charcot. Névrosés, hystériques, hallucinés, tels sont certains personnages du *Mystère des Foules* (1).

Et c'est cette vision maladive de l'auteur qui l'amène à écrire *La Force du Mal* (2), où les personnages sont moins détraqués, mais s'agitent dans une atmosphère de souffrances, où la déception est au bout de chaque effort et où ils ne deviennent tranquilles qu'à la condition de se cuirasser contre les déceptions, de ne plus se former aucun idéal.

Cela nous semble poussé au noir, et la vie, si elle a ses déceptions, a aussi de belles heures de jouissance lorsqu'on sait les choisir.

(*A suivre.*) J. Grave.

La famille du vieil éditeur internationaliste Coulon, de Bruxelles, vient de retrouver au milieu d'un tas de vieux papiers une centaine d'exemplaires de la brochure d'Hector Morel, *Les Nationalités*, qu'on croyait épuisée depuis longtemps.

Les lecteurs de la *Révolte*, dans le supplément de laquelle elle fut reproduite, se rappelleront certainement cette étude d'autant plus remarquable qu'elle date de 1862, et fait ainsi de Morel l'un des précurseurs marquants de notre mouvement actuel.

Des exemplaires sont en vente au prix de 30 centimes aux bureaux des *Temps Nouveaux*.

(1) Chez Ollendorff, rue Richelieu, 2 vol., 7 francs.
(2) 1 vol., 3 fr. 50, chez Armand Colin, 5, rue de Mézières.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Lyon, 6 avril 1896. — Afin de rendre plus faciles au peuple les moyens d'étudier les sciences, quelques camarades créent la « Bibliothèque scientifique pour tous », par le communisme des livres. Pour ce faire, nous faisons un pressant appel à tous les camarades qui pourront nous aider dans notre tâche en nous adressant les livres qu'ils pourront mettre à notre disposition. A cet effet, nous nous adressons particulièrement à ceux qui seront à même de nous faire don de livres traitant de sciences (biologie, psychologie, sociologie, etc.).

La Bibliothèque sera ouverte à tous aussitôt que nous aurons recueilli un certain nombre d'ouvrages.

Voici comment fonctionnera l'abonnement à la Bibliothèque :

Sera abonnée toute personne moyennant un cautionnement de 2 francs, remboursable au gré de l'abonné. Toute personne qui fera don d'un ouvrage à la Bibliothèque sera exempte de tout cautionnement. Il sera perçu en outre 0 fr. 25 de location par volume; ces versements seront réservés à l'achat de nouveaux ouvrages; il sera délivré contre cette somme un bon à l'abonné. Plusieurs bons réunis donneront droit à un volume de la valeur des bons présentés. Conséquemment, la Bibliothèque offrira cet avantage à tous, de pouvoir se procurer, avec quatorze bons de 0 fr. 25, par exemple, un livre de la valeur équivalente à ces bons réunis, soit un volume de 3 fr. 50, et de lire en même temps quatorze volumes pour rien. De cette façon, toute idée de spéculation doit être écartée. Nous espérons que notre appel sera entendu de tous les amis du peuple, de la science et de la vérité.

Pour tous renseignements, s'adresser tous les jours, de midi à 2 heures, et les dimanches, de 10 heures à midi, chez P. Desgranges, rue du Bœuf, 14. Adresser les ouvrages à la même adresse.

Il sera accusé réception, par lettre, de tous les envois reçus.

* *

Tous les camarades partisans d'une opposition électorale sérieuse sont invités à se réunir le vendredi 10 avril, à 8 h. 1/2 du soir, chez le marchand de vins, 52, rue des Abbesses.

Les libertaires qui prennent l'initiative de cette convocation espèrent que les camarades sortiront pour une fois de leur apathie coutumière.

* *

Bernard Lazare fera le 25 avril, salle Genti, rue des Colonnes-du-Trône, une conférence au profit de la Bibliothèque sociologique du XIIe.

Sujet traité : *Le mysticisme et la Révolution.*

* *

*Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XIIe* — Samedi 11 avril, à 9 heures très précises, au local habituel. — Urgence.

* *

Comité abstentionniste révolutionnaire du XIIe. — Un Comité vient de se former dans le but de faire une active propagande en faveur de l'abstention révolutionnaire consciente; le lieu de ses réunions est 208, rue de Charenton, salle Périlliat, tous les lundis, à 9 heures. Tous les abstentionnistes de l'arrondissement y sont invités.

* *

Groupe artistique. — Vendredi 10 avril, à 8 h. 1/2, réunion, 11, avenue d'Orléans.

* *

Saint-Denis. — *Jeunesse libertaire*, groupe d'études sociales, tous les samedis, à 8 heures, salle Boyer, place de l'Hôtel-de-Ville.

Causeries par divers camarades.

Toutes les écoles socialistes sont invitées ainsi que les lecteurs des *Temps Nouveaux*, de la *Sociale*, du *Libertaire*.

* *

Réunion publique et contradictoire vendredi 10 avril, salle Prével, rue Saint-Hippolyte.

Entrée gratuite.

* *

Saint-Chamond. — Ayant été forcés de renvoyer la réunion du 4, les camarades convoquent les lecteurs des journaux anarchistes, ainsi que tous les socialistes, à celle du dimanche 12 avril, à 7 h. 1/2 du soir, au *Café du Nord*, rue Vignette, 4.

* *

Cette. — Les camarades se rencontrent tous les jeudis et samedis chez Isoir, route Nationale, 1.

* *

Saint-Etienne. — Les camarades sont invités à se rendre le plus nombreux possible à la réunion qui aura lieu le dimanche 19 avril, à 3 heures du soir, au local convenu; ceux qui n'auraient pas de cartes d'invitation en trouveront à l'entrée.

Ordre du jour : Dernières mesures à prendre pour le manifeste.

* *

Nous avons un certain nombre de collections des années 4, 5, 6 et 7 de La Révolte. *A titre de propagande, nous les laissons au prix de 1 fr. 50 l'année à nos lecteurs, le port en plus pour la province, c'est-à-dire le prix d'un colis postal, 0 fr. 60 en gare, 0 fr. 85 à domicile. Les quatre années tiennent en un colis de 5 kilos : 0 fr. 80 en gare.*

PETITE CORRESPONDANCE

J. V. G. F. — La place me manque pour vous répondre par la voie du journal. Vous pouvez sans crainte me donner votre adresse, je correspondrai volontiers avec vous. A. G.

Un mineur, à Alais. — J'y songerai et tâcherai de le faire.

Reçu pour les camarades de Liège : X., 1 franc.

Toulon. — Avons perdu votre convocation, renvoyez-la-nous.

Nîmes. — Convocation égarée.

S., *Buenos-Ayres.* — Reçu 50 francs.

G., à Paterson; D., à Bourg-de-Péage; D., à Paterson; R., à Sciez. — Passons au *Libertaire* et à la *Sociale*.

F. L., à Toulon. — *Douleur* expédié.

Rio d'Arix. — Faites-vous connaître. Nous avons une lettre à vous remettre.

Nizet. — Entendu. — *Les Hommes et les Théories de l'anarchie*, *Evolution et Révolution* épuisés. Que désirez-vous en place?

X., à Cette. — Peut-être bien. Rectifions.

F. B., à Loulay. — Le livre de Malvert, 2 fr. 50, à la Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine Dubois.

Reçu pour le journal : Liste d'Albi (par le *Libertaire*) : K. le Révolté, 0.10; Rickers, 0.10; E. l'Insurgé, 0.10; anarchiste, 0.10; L. l'anarchiste, 0.10. En tout, 0.50. — D., à Paterson, 7.50. — N. M., 5 fr. — Reims, 4 fr. — Riska, 5 fr. — A. N., à Frontenac, 1 fr. — E. J., 5.60. — G. M., 10 fr. — F. G., à Arras, 0.50.

H., à Angers. — B., à Genève. — L., à Toulon. — G., à Cette. — S. P., à Bordeaux. — D., à Saint-Etienne. — M., à Reims (par le *Libertaire*). — D., à Amiens. — D., à Bourg-de-Péage. — G. à Paterson. — L., à Jemmapes. — M., à Bourg-de-Péage. — G., à Montpellier. — R., à Sciez. — K., à Bruxelles. — S., à Ensival. — Mme A., à Elbeuf. — G., à Cavaillon. — S., à Cette. — N., à Alger. — F., à Barcelone. — F., à Amiens. — R., à Deville. — P., à Saint-Etienne. — S., à Chaumont. — S., à Lootcha. — G., à Roustchouk. — *Groupe humanitaire*, à Seatonville. — N., à Hodimont. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 51 — DIX CENTIMES — DU 18 AU 24 AVRIL 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

L'abondance de copie nous force encore une fois à supprimer le Supplément pour cette semaine, afin de donner toute la place au mouvement social. Nous le reprendrons la semaine prochaine.

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous envoyons, cette semaine, un deuxième bordereau aux dépositaires qui n'ont pas tenu compte du premier. Nous supprimerons tout envoi à ceux qui n'auront pas répondu dans la semaine. Nous sommes fatigués à la fin de nous user ainsi en correspondance.

LES PROFESSEURS DE L'ÉTAT

On n'achète plus aujourd'hui sur la place du marché, comme un bibelot de luxe ou comme un cheval de prix, un esclave rhéteur, grammairien, poète ou pédagogue. Les mœurs se sont affinées; et, si les hommes de pensée sont encore, autant que jamais, objets d'échange et de trafic, on y met plus de formes. Le professeur de l'Etat, par exemple, moyennant un traitement (c'est le pécule et le paiement en nature que recevaient les anciens esclaves), devient la chose d'une administration anonyme qui en dispose à son gré : ce n'est plus un seul maître qu'il subit, mais une grande quantité de maîtres, reliés entre eux par une sorte de solidarité despotique. S'il ne redoute plus le fouet brutal, ni le supplice sanglant de la croix, ni le coup de mâchoire bref des murènes, il est incessamment harcelé par les lancinantes tracasseries de ce monstre collectif auquel il appartient; il est étroitement muselé, cœur, esprit et chair, mais avec d'hypocrites égards et presque avec des caresses. Et, s'il était trop obstiné à vouloir briser sa muselière, on le prierait — oh! *sans passion, sans scandale et sans bruit, de vider les lieux* (V. *Tartuffe*), c'est-à-dire peut-être de mourir de faim : mais pourquoi diable aller chercher les gros mots, lorsqu'on a de si doux vocables et de si jolis euphémismes?

Je voudrais, spécialement, montrer le joug qui pèse sur ce produit bâtard de notre civilisation, sur ce prolétaire-bourgeois, le petit professeur de l'enseignement secondaire. On pourra voir que l'Etat ne donne rien pour rien, et que, s'il lui assure un bien-être supérieur à celui de l'ouvrier, il le lui fait acheter bien cher.

Il serait difficile de déterminer, dans la vie courante, quelque domaine qui n'ait pas été envahi par l'Etat. Domination intellectuelle, domination morale, domination matérielle, il les exerce toutes à la fois et sur tous sans exception. On se doute bien que ce triple sceptre n'effleurera point avec aménité les professeurs-fonctionnaires, sur lesquels, justement, il compte pour disposer les autres à l'accepter : pour faire des esclaves, il faut des esclaves.

C'est au nom de la liberté (quoi d'étonnant à cela?) qu'on escamote la liberté de penser du professeur. En effet il y a la sienne, il est vrai; mais il y a aussi celle de ses élèves et celle de leurs parents, également respectable. Il doit donc être *neutre* sur les questions brûlantes et discutées, en politique aussi bien qu'en religion. Vous m'arrêtez avec un sourire, et vous trouvez que toute idée converge plus ou moins vers ces deux centres, et qu'il est bien difficile, quand on parle d'une chose, de n'émettre sur cette chose aucune opinion. Nos subtils Escobars ne sont pas embarrassés pour si peu. Eh! parbleu, reprennent-ils, exprimez des opinions, si vous y tenez, nous ne pouvons vous le défendre, mais que ce soient des opinions *moyennes*. On cherche à éclaircir cette formule mirifique, et voici ce qu'elle donne à l'analyse : un vague résidu de spiritualisme, mis sous le nom de principes larges et tolérants, et sursaturé de rances théories étatistes et autoritaires étiquetées : Devoirs. Servez chaud, aux élèves d'abord, au public ensuite.

Il s'agit, en un mot, non d'initier à la libre recherche du savoir des esprits curieux et avides, mais de ne pas effaroucher les gens bien digérants et bien pensants, pour tout dire, ceux qui paient. Car, si nous vidons jusque dans les derniers dessous ces grandes phrases gonflées d'air, c'est à cette piètre question de cuisine qu'en fin de compte elles se réduiront. Vous entendez : Ces belles études classiques, cette gymnastique fortifiante, cette culture désintéressée de l'esprit ; traduisez : Nous sommes quelques heureux mortels qui possédons influence et argent : nous trouvons que tout est pour le mieux dans notre société, et nous prétendons que, avec votre grec, votre latin et votre philosophie, vous nous fassiez des hommes prêts à l'admettre en bloc et à la continuer pour notre plus grand bonheur et celui de nos arrière-petits-neveux. C'est ainsi que M. Prudhomme, ou le banquier Z., et finalement l'Etat, leur fondé de pouvoir, ont créé un enseignement à leur image et sont devenus les grands maîtres de l'Université. *Ils paient!* Et si on leur démontrait que c'est avec les dépouilles du pauvre cultivateur dont le fils a été, par grâce, admis comme boursier, à suivre leurs cours aristocratiques; avec celles du malheureux ouvrier, père du professeur même qu'ils veulent emprisonner dans sa chaire officielle; avec celles de tant d'autres, attelés par la misère au labeur ingrat, et dont de riches incapables tiennent peut-être la place sur les bancs du collège! Si on leur disait que, par suite, tous ces deshérités auraient quelque peu le droit d'établir un enseignement conforme à leurs aspirations! Vous voyez d'ici comment la thèse serait accueillie! Mais ce ne serait pas la peine d'être le Pouvoir, pour ne pas abuser et violenter : il ne sert même guère qu'à cela.

Donc, voilà notre pédagogue condamné aux ânonnantes redites sur l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, auxquelles il ne croit point, par des pères qui n'y croient pas davantage, mais qui pensent qu'il faut une religion pour les enfants et les femmes et aussi, peut-être, pour le peuple. Et si son rôle n'est pas d'enseigner le catéchisme, qu'il se garde, du moins, de le contredire : car il est un professeur, au collège ou au lycée, un seul, qui a la prérogative de l'infaillibilité : c'est l'aumônier, puissance sociale à laquelle il ne faut point toucher. Allez, après cela, expliquer les pages religieuses de Bossuet ou de Pascal, les *Provinciales* antijésuitiques, le poème matérialiste de Lucrèce, ou raconter l'Inquisition et le Protestantisme, ou faire les rapprochements inéluctables entre la mythologie chrétienne et la mythologie païenne! Il n'y a pas à dire, si le professeur biaise, gauchit, cherche des détours : en philosophie, c'est du scepticisme, opinion encore répréhensible au point de vue des doctrines dites orthodoxes; en littérature et en histoire, c'est une véritable reculade, qui les tronque et les fausse, séparant, dans l'une, la forme du fond, évitant de parti pris, dans l'autre, de juger certains hommes et certains faits.

Mais où il ne lui est plus même permis d'hésiter, c'est quand il arrive « *aux éternels principes sur lesquels repose la société* »! Ici commence pour lui la région sereine de la foi. Le dogme de la propriété est indiscutable, et c'est un devoir évident de voter, de payer l'impôt, de défendre la patrie, et en général d'obéir aux lois. Quant aux contradictions, il faut ne s'en point soucier, tout bon logicien qu'on puisse être, et, après avoir déclaré que c'est un crime de tuer, hors le cas de légitime défense, soutenir imperturbablement qu'on le doit, si le pays le commande. En général, quelques sentimentalités pleurardes au sujet des misères poignantes et des guerres fratricides suffisent pour s'exonérer de la philanthropie qu'il sied de montrer. Mais il convient, pour ne pas faire de politique et pour rester neutre, de s'en tenir à des conseils de charité et à d'imprécises formules de vœux qu'un avenir très lointain se chargera peut-être de réaliser.

Bon nombre de poètes classiques, poètes de cour, sont des instruments merveilleux pour une telle éducation, parce qu'ils ont su s'arranger une vie très douce et se mettre au mieux avec les puissants, chantant tout ensemble, sur le mode élégiaque, les horreurs des combats, et sur le ton lyrique, les exploits des conquérants; reculant, en des perspectives fuyantes d'impossibles rêves et d'irréels âges d'or, ces indéracinables aspirations de l'homme, le bonheur et la liberté. D'ailleurs, si au cours de ces lectures il se rencontrait quelque aphorisme gênant, comme celui-ci : « Notre ennemi, c'est notre maître », le mot d'ordre est de ne le point trop creuser. Traiter Rousseau de grand écrivain, mais de paradoxal sophiste, parce qu'il conte à sa façon les origines déprédatrices et les conséquences mauvaises de la propriété. Rendre cependant un hommage

impartial (oh! combien!) à tous ceux qui ont courageusement combattu, par la parole ou par les actes, contre les abus de leur temps; mais laisser nettement entendre que tout cela n'existe plus maintenant, que c'est de l'histoire ancienne. Il est beaucoup moins dangereux de s'acharner sur les morts que de s'attaquer aux vivants.

Les sciences mathématiques, physiques et naturelles ont, évidemment, le privilège d'offrir des constatations moins débattues et qu'on envisage d'un œil plus tranquille et plus détaché. Encore ne faudrait-il point trop presser les conséquences philosophiques qui en découlent : la Bible et la géologie ont quelque peine à s'accorder, le spiritualisme et le darwinisme font assez mauvais ménage ensemble. Mais, quand leur harmonie serait parfaite, nos professeurs de sciences devraient-ils s'en féliciter? Un peu de réflexion leur décèlera vite, sous ce calme trompeur, l'agitation, et, sous ces franchises apparentes, l'oppression très réelle : car le monstre social s'empare de ces vérités qu'ils sèment, pour les souiller, comme tout ce qu'il touche, et en faire sortir des maux innombrables. Quel désastre et quel avortement! le savoir mathématique aboutissant à diriger la parabole d'un boulet de canon! la chimie servant à perfectionner les moyens de s'entre-tuer! toutes les branches de connaissances mises par l'industrie au service des appétits jouisseurs de quelques-uns et ne créant, le plus souvent, pour le grand nombre, que des besognes plus écrasantes et des formes nouvelles de débilitation! Monsieur le professeur, vous allez donner à vos élèves un aperçu des récentes découvertes, et vous leur parlerez des étonnants rayons Rœntgen qui permettent de photographier une balle à l'intérieur du corps et, par suite, de l'extraire avec plus de facilité. Que ne leur apprenez-vous plutôt à ne pas loger de balle du tout dans la poitrine de leurs semblables? Vous leur exposez, à grand renfort de chiffres précis, les plus savantes théories de la chaleur : à quoi bon, si, néanmoins, une foule de misérables doivent manquer de feu durant les longs hivers?

Se sentant à l'étroit dans cet enseignement factice, stérile et nuisible, le professeur voudra sortir du moins de l'enceinte exiguë de sa classe, où on l'empêche de respirer. Oh! ses chefs n'y voient pas d'inconvénient : ils l'y encouragent, au contraire. On fait plus : on met à sa disposition, gratis, un théâtre pour y conférencier et des projections lumineuses pour illustrer ses leçons. Mais c'est à une condition, une toute petite condition, c'est qu'il acceptera d'être présenté au public par M. le préfet ou M. le sous-préfet, qui veilleront paternellement à ce que sa verve débridée ne fasse point trop d'écart ?

Pourquoi, du reste, se dérober à ce contrôle, qui se présente plutôt comme un honneur? Car s'il n'y consent de plein gré, il le subira de force, et incessamment, et jusque dans ses conversations les plus intimes. Il lui arrivera de rencontrer des familiers de la sous-préfecture même parmi ses collègues. Mouchards salariés, mouchards volontaires s'attacheront à lui comme une gale tenace : et, toujours, à point nommé, par on ne sait quelles voies ténébreuses, ses chefs seront avertis des propos *« séditieux »* qu'il aura tenus au café ou dans une réunion publique, des amis compromettants qu'il fréquente ou qu'il reçoit à sa table. Malheur à lui, surtout, s'il aime à coudoyer des blouses : cela est suspect et fort mal porté. On fera feu sur lui, de tous les côtés à la fois, par deux armes également perfides et meurtrières : les officieux, par la lettre anonyme; les officiels, par le rapport secret. Et il sera frappé avant d'avoir bien pu se reconnaître, et avec des façons si doucereuses qu'il sera presque obligé de dire : Merci!

Voilà comment, pour ligotter les idées, on en vient, logiquement, à garrotter l'homme tout entier et à exercer sur tous les actes de sa vie l'inquisition la plus minutieuse. Les mœurs, comme on pense bien, n'échappent pas à ce crible subtil. La chose du monde la plus délicate à juger, la plus variable, la plus compliquée par les circonstances extérieures ou intimes, est celle aussi qui rencontre le plus de juges, et les plus sévères, et parmi ceux qui ont le moins le droit de l'être. Nos pauvres professeurs de sciences ou de lettres, qui sont par surcroît, comme éducateurs, ou même expressément, professeurs de morale, subissent plus que d'autres ce joug suranné : ils doivent avoir de la conduite et prêcher d'exemple. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de milieu pour eux entre l'amour vénal et la cohabitation légale : car c'est cela, la morale! A condition, bien entendu, que le premier genre de fornication, qui n'est que toléré, comme les maisons de ce nom, soit environné de certaines précautions prudentes. Pas de scandale, surtout, pas de scandale! (V. *Tartuffe*). Eviter, particulièrement, d'être rencontré dans l'escalier clandestin par un potache en rupture de ban ou par quelque notable considéré. Pour ce qui est d'avoir une maîtresse librement choisie et librement aimée à la face de tous, *proh pudor!* vous n'y pensez pas, déshonorer une fille honnête! Ne savez-vous donc pas que, dans notre temps de spécialisation à outrance, l'amour est un métier comme un autre? Adressez-vous donc aux professionelles de la chose. Oh! bien certainement, dans les coins, en se cachant bien, et pourvu qu'il n'y ait pas de conséquences révélatrices, on peut se livrer à de petites polissonneries rapides, dont on dit que certains gros manitous ne se privent point avec leurs jolies subordonnées (c'est morceau de roi!).

Mais pas d'amour tranquille et sûr sans le visa de M. le maire : la mairie est la douane de l'amour : il faut y passer, pour être en règle. Et comme on est fonctionnaire, comme on est tenu de garder son rang et qu'on est malgré tout un gagne-petit, on fait des calculs, on cherche une dot, si mince soit-elle. Le marché est ouvert : une position de tant par an contre un sac d'écus de tant! qui en veut? Avis aux chalandes! Voilà, au moins, qui est remplir son devoir. Ah! il y a encore un autre moyen : c'est de prendre une fille pauvre pourvue d'un métier autant que possible en harmonie avec celui du conjoint. Etre tous les deux serviteurs de l'Etat, par exemple, n'est-ce pas l'idéal? Monsieur est professeur et madame est institutrice ou employée des postes. Seulement, alors, il faut marcher droit de part et d'autre : sans quoi, l'administration pourrait bien expédier l'un au nord et l'autre au midi, pour leur apprendre : car cette intimité, toute précaire qu'elle soit, et coupée par des services mal concordants, est encore une faveur qu'ils lui doivent et qu'il dépend d'elle de leur enlever.

Mais aussi, au prix de ces légers ennuis, on inspirera de la confiance aux pères et aux mères de famille, et l'on pourra, d'une voix autorisée, seriner les airs vieillots de devoir, d'amour du foyer à ces éphèbes, dont plus d'un, déjà sceptique, sait bien que tout cela, c'est pour plus tard, et, pour le moment, donne une issue quelconque au flot montant de sa puberté, en attendant de perfectionner son éducation morale à la caserne et de faire quelque jour un *bon mariage* tempéré par l'adultère.

Avec ces mœurs décentes, il ne faut plus, pour faire un fonctionnaire correct, qu'une mise soignée, des fréquentations, un logis, et, s'il y a lieu, un restaurant convenables; car aucun de ces détails n'est à négliger : ils concourent tous à le modeler sur le type bourgeois (la complète ressemblance au point de vue pécuniaire importe beaucoup moins) et à le transformer en une sorte d'appeau pour les oisillons de l'espèce susdite. Ainsi, toute sa personne sera parlante; tout en lui, jusqu'à ses habits, devra dire à ces jeunes fils de famille ou aux fils de prolétaires égarés parmi eux que tous les hommes ne sont point pétris de la même pâte, qu'il y en a qui se contentent d'une instruction et d'une toilette sommaires, tandis que quelques-uns, plus favorisés, accordent aux deux plus de temps et plus de soins; qu'il est des habitudes et des milieux patriciens, et d'autres, fi donc! qui sentent leur peuple. Et puis, à de certains jours solennels, il devra monter sur une estrade, pour offrir au public des gens comme il faut un de ces spectacles qu'il aime, et parader, écoutant ou disant des phrases creuses, togé, toqué, palmé, orné d'hermine, figurant l'autorité.

Il va de soi que ces différentes tyrannies, celle du cerveau, celle du cœur et de la conduite, demeureraient sans effet, si elles n'étaient consacrées par des sanctions matérielles. Aussi est-ce là que va particulièrement éclater la science astucieuse du despotisme administratif. Toute une échelle de peines habilement graduées tient en respect l'indépendant qui s'aviserait de regimber, du simple blâme à la suspension, au déplacement arbitraire et à la révocation. L'Etat, ayant en mains les cordons de la bourse, n'a qu'à les serrer pour qui lui déplaît. Mais il n'a garde de le faire toujours d'une façon ouverte et brutale : il aime mieux être quelquefois bon prince. Il accorde, par exemple, des suspensions avec traitement : voyez un peu la générosité! le délinquant ne fait rien et il émarge. Seulement, voilà, cela n'est que sur le papier, et le pauvre homme en est pour ses frais d'espérance : d'argent, point; de sorte que l'Etat s'est donné le mérite facile d'une magnanimité peu coûteuse. Un autre moyen détourné de mater l'indiscipliné est de l'expédier à tout bout de champ, comme un vulgaire colis, vers des destinations nouvelles. Or, ici, au rebours de ce qui arrive d'ordinaire, c'est le colis qui paie ses voyages, et même, d'aventure, l'inactivité forcée d'un jour ou de plusieurs jours qu'ils ont pu occasionner. Sans compter que l'Etat fait d'une pierre deux coups, en arrachant, comme bon lui semble, le professeur à toutes ses affections, et en le jetant tour à tour, au hasard des caprices administratifs, dans les ordres d'enseignement les plus disparates. En tout cela, naturellement, pas le moindre souci de la prospérité des études : ce n'est là qu'un prétexte pour donner une belle couleur aux empiètements du pouvoir.

Oh! je ne dis pas qu'il n'y ait pas un recours contre la sévérité de ces arrêts ou leurs conséquences abusives. Le pardon et la munificence sont des prérogatives royales; mais encore faut-il faire quelque chose pour en obtenir l'effet et, si l'on n'use ses genoux en prières, on risque fort de ne rien avoir. La politique du gouvernement à l'égard des fonctionnaires de l'enseignement est exactement la même que celle du bon Dieu chrétien : comme celui-ci, de ses serviteurs fidèles, il exige surtout la soumission : « Demandez, leur dit-il, et vous recevrez. » Et, de fait, leur vie se passe à demander : ce sont des mendiants perpétuels. Pas de droits précis, rien que d'incertaines faveurs. Pour que telle irrégularité dans le paiement soit rectifiée, pour qu'ils obtiennent telle légitime indemnité ou une retraite conquise par de longues années d'esclavage, ils doivent payer au Trésor le tribut d'une feuille de papier timbrée de douze sous, s'y prosterner dans un protocole bien humble et bien plat, et puis attendre, attendre une réponse qui peut-être ne viendra point. Bien plus, cette mendicité a été organisée et rendue périodique, pour le plus grand triomphe de la paperasserie indiscrète et policière.

Tous les ans ou même plusieurs fois par an, et, en outre, à chaque mutation de poste, le professeur est tenu de fournir, à triple expédition, une notice individuelle, où il est minutieusement recensé, et où, respectueusement, il consigne ses vœux. Est-il marié? A-t-il des enfants? A-t-il des charges quelconques de famille? L'administration veut tout savoir, afin d'agir en conséquence et, au besoin, de trouver dans ces renseignements des armes.

Cette attitude constamment expectante et suppliante a engendré dans l'esprit de la plupart des professeurs l'idée qu'il n'y a pas d'autre voie pour faire aboutir leurs revendications. D'ailleurs, les déceptions fréquentes qu'ils ont

essuyées les ont engagés, non à rengainer toutes ces lâches prières, mais à les diriger vers les ministres et les députés ou sénateurs. Leurs chefs directs, pour sauvegarder le fameux principe hiérarchique, se sont toujours opposés à ce genre de réclamations, si platonique qu'il soit. Ils ont, autant qu'ils ont pu, résisté à tout mouvement d'association, capable de multiplier les uns par les autres les efforts individuels. En particulier, la forme du groupement syndical, qu'il est loisible aux ouvriers et aux patrons d'adopter, leur a été rigoureusement interdite, comme susceptible, sans doute, de propager l'indiscipline et la révolte.

On sait aussi que le Code, en défendant toute coalition de fonctionnaires, ne leur laisse pas le droit qu'ont les autres travailleurs (droit, du moins, inscrit dans la loi) de se mettre en grève. La liberté du contrat n'existe donc pour eux à aucun degré.

Mais s'associeraient-ils et se coaliseraient-ils, qu'il leur faudrait encore, pour ne point rendre illusoire et instable cette agrégation, s'élever au-dessus des causes multiples de dissociation habilement semées parmi eux. L'art de diviser pour régner ne fut jamais aussi bien pratiqué que dans cette organisation savante, faite d'un fractionnement à l'infini en ordres, en classes, en compétiteurs échelonnés à des distances diverses de ces classes et de ces ordres, tous d'intérêts différents et antagonistes. Et cette harmonie partielle ne saurait être conçue que comme liée à l'harmonie générale des éléments divers de la société: or, les différences dans l'instruction et le genre de vie tendent certainement à isoler ces pseudo-bourgeois de la classe ouvrière et peuvent donner à pas mal d'entre eux l'illusion d'une dualité d'intérêts, là où ne devrait être qu'un but commun: l'affranchissement intégral.

Car il est visible, d'une part, que le despotisme de l'Etat pèse sur tous; et, d'autre part, qu'il se fait spécialement sentir à ses sujets immédiats, à ses salariés. Pour les professeurs-fonctionnaires, c'est le socialisme d'Etat qui fleurit dans toute sa splendeur. Or, l'essai n'est pas du tout encourageant : les privilèges inquisitoriaux de l'Etat, comme Grand Policier et Affameur en chef, ne méritent nullement d'être appliqués sur une plus vaste échelle.

Plus de fonctionnaires tenus en laisse ou bridant les autres, l'enseignement libre, ainsi que tous les modes de l'activité: telle est la vraie formule de l'avenir.

DEGALVÈS.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE [1]

VIII

Matérialisme et esclavage.

(Suite)

Et même je doute fort qu'Engels se soit réellement émancipé de la domination de la métaphysique scolastique et des doctrines surnaturelles. Nous avons déjà vu que Marx a formulé sa loi de la concentration du capital d'après la dialectique « répulsive ». Engels ne se révèle ni matérialiste ni scientifique quand, dans sa polémique avec Dühring, il dénie toute influence à la force et à la résistance dans l'histoire, ou quand il glorifie l'esclavage comme un bienfait pour l'humanité.

« En général, lisons-nous chez Engels, la propriété privée ne fut pas dans l'histoire le résultat du pillage ou de la violence... Elle provient de causes économiques. La violence n'a aucune part dans sa création... Toute l'histoire de l'origine de la propriété privée est basée sur des causes exclusivement économiques, et pas une fois il n'est besoin pour l'expliquer de recourir à la violence, au pillage, à l'Etat (pourquoi, alors, vouloir conquérir l'Etat?) ou à n'importe quelle autre intervention politique... La propriété doit être créée par le travail avant qu'on puisse l'approprier par la force... Avant que l'esclavage devînt possible, il faut que la production et l'inégalité de la distribution aient déjà existé. »

(1) Voir les nos 37, 39, 40, 42 à 45 et 48 à 50.

Pas de violence, pas d'intervention de la force ni de l'Etat... C'est la production elle-même qui engendra l'inégalité, l'oppression, l'esclavage... Dans ce cas, quelle abomination, quelle malédiction pour l'humanité que la production et le travail, qui sont les seules sources de toutes les iniquités sociales!

Mais, demanderai-je alors, quelle industrie, quelle production provoquaient les hommes primitifs quand ils se tuaient les uns les autres, pour se régaler de chair humaine? Sur quelle théorie s'appuyait le robuste sauvage, quel capital lui était nécessaire pour forcer plus faible que lui à plonger et à pêcher huîtres et coraux?

Engels, en vrai sophiste, triomphalement enseigne à Dühring que Robinson captura Vendredi parce que le premier était un représentant de la haute culture et était mieux armé que ce dernier. « Les producteurs des armes plus perfectionnées triomphèrent toujours des producteurs inférieurs, » ajoute-t-il. Mais Robinson sauvait Vendredi de la peu agréable perspective d'être mangé par ses nobles concitoyens. Ces derniers avaient triomphé de Vendredi avant Robinson. Avaient-ils triomphé par leur éducation supérieure ou par la force? Ménélik et les Abyssins ont-ils battu les Italiens parce qu'ils sont plus avancés en civilisation et en forme de production, ou parce qu'ils ont été les plus forts? Et les barbares ont-ils détruit la civilisation gréco-romaine parce qu'ils étaient plus développés, plus industrieux et plus civilisés? Non, c'est la force, la brutalité, la violence, qui triomphaient avec eux.

Où Engels a-t-il trouvé sa doctrine néfaste qui légalise l'oppression et l'esclavage? Il a dit maintes fois qu'il exprimait les idées de Marx. Mais ce dernier n'a jamais nié le rôle de la force et de la violence, ni dans la vie économique, ni dans la politique.

« ... L'unité des grandes nations a été *créée par la violence*, et de nos jours elle est devenue un facteur puissant de la production sociale. » (Marx, *Guerre civile en France en 1870-71*.)

Qui a raison, Marx admettant, conformément à l'histoire, le rôle de la violence, ou Engels en prêchant aux ouvriers qu'ils sont exploités, opprimés, d'après leur bonne volonté d'esclaves?

Et puis, sur quoi se base-t-il quand il enseigne que « sans l'esclavage, la Grèce antique n'aurait pu se développer, ni elle, ni son art, ni sa science... » ou que « l'esclavage à cette époque était un grand pas progressif »? Si l'esclavage fut un facteur progressif dans l'histoire, pourquoi la même Grèce tomba-t-elle dans un état barbare sous la domination turque? L'esclavage fleurit par là jusqu'au commencement de notre siècle. Comment est-il arrivé que, durant vingt siècles, la même Grèce, le même peuple avec le même esclavage, au lieu de continuer son incomparable civilisation, tomba de plus en plus dans un état sauvage?

Je ne connais d'exemple pareil dans aucune littérature, sauf parmi les défenseurs de l'esclavage. Les apologistes du despotisme et de l'esclavage disent au moins qu'ils sont les représentants du pouvoir armé et que le peuple, la « canaille », doit leur obéir. Mais voici le chef du socialisme scientifique qui prêche aux ouvriers que leurs pères se soumettaient volontairement aux riches, qu'ils se vendaient, vendaient leurs filles, et même qu'ils poussèrent la lâcheté jusqu'à volontairement vendre aux riches le droit de la première nuit de noces!

Jamais personne n'avait outragé le prolétariat de la sorte. Pour avancer une pareille assertion, il faut être un falsificateur avéré dans le domaine scientifique. Pauvre science, que de stupidités et de monstruosités prêcha Engels en ton nom!

Et l'on veut imposer aux ouvriers allemands tout ce ramassis d'obscurantisme et d'abrutissement comme un socialisme scientifique... Mais l'ouvrier allemand est trop intelligent, trop solidaire et trop cordial pour rester longtemps sous l'empire d'une doctrine pareille. Et les ouvriers ont déjà commencé à se révolter.

Seulement, les pygmées qui se posent en élèves scientistes de ce grand maître de la falsification des idées vont lui rester fidèles: ils sont trop ignorants, trop effrontés et trop égoïstes pour comprendre et aimer la vérité. Eux aussi, comme leur maître, appartiennent à cette catégorie d'hommes condamnés par Dante à errer en enfer en dehors de l'humanité souffrante, car ils ont été trop égoïstes sur terre.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

A PROPOS DE GRÈVES

(*Suite*) (1)

. . . .

« Les pauvres sont heureux qu'il y ait des riches, le spectacle même de cette opulence les réjouit, et puis ils gardent l'espérance que dans un lointain avenir un de leurs petits-fils aura peut-être en partage ces biens dont eux-mêmes se sont résignés à ne jamais goûter la douceur. »

« Il faut encourager l'épargne de l'ouvrier (il ne faut pas s'imaginer que c'est uniquement dans le désir d'améliorer son sort), parce que du jour où il possédera un rudiment de capital, fût-ce seulement une obligation de 100 francs donnant 2 fr. 50 cent. de rente par an, ce petit avoir remplira sa pensée, il deviendra moins turbulent, plus sage (comprenez : moins hardi dans ses revendications). Il ne cherchera qu'à conserver et à augmenter ce qu'il a déjà. »

Des tirades de ce genre se débitent tous les jours, s'impriment dans les gazettes, et, ce qu'il y a de malheureux, c'est qu'elles sont profondément vraies. Le déplorable instinct de la propriété égoïste sévit avec le plus de fureur peut-être chez ceux qui n'ont presque rien. Dans le chimérique espoir d'arriver à leur tour à sortir des rangs de leurs compagnons de travail, de voir leur fils gratte-papier dans une administration, ou petit boutiquier, ils désirent le maintien de l'organisation actuelle. Ils seront arrivés à leurs fins si un jour ils peuvent se rengorger devant leurs ex-camarades moins habiles ou moins chanceux, fiers d'une rente mesquine, trop mince pour payer le quart seulement de l'entretien des chiens de chasse du banquier X... ou de l'industriel Z... Pour se convaincre, il suffit de regarder le sort misérable de la petite bourgeoisie. Là, la pauvreté ne s'étale pas au grand jour comme chez l'ouvrier, elle se cache comme une honte. La vie se passe à essayer de dissimuler à son entourage le réel état de ses finances. Tout est hypocrisie. Et la porte fermée aux regards indiscrets, quelle parcimonie, quel constant contrôle des dépenses journalières! On tamise les cendres pour les rebrûler, on se couche tôt pour épargner l'éclairage, on dîne d'un rogaton de viande, etc. — La crainte sotte de devoir partager avec d'autres une bribe de cette médiocrité dont nul ne songerait à leur demander une part, en fait les plus acharnés défenseurs de l'ordre social actuel.

Chacun ne cherche que son bonheur per-

(1) Voir les numéros 49 et 50.

sonnel; et il faut avouer, à voir tant d'exemples, que l'homme se contente à peu de frais. Quand donc comprendra-t-on que le bonheur isolé est chose fragile, s'il existe? Le seul bonheur durable doit se goûter dans un milieu heureux où nulle circonstance défavorable ne puisse détruire le bonheur individuel. La vraie richesse, la possession sans inquiétude ne peut se rencontrer que dans un milieu où rien ne puisse détruire la possession de l'individu: où sa richesse, c'est-à-dire la satisfaction de ses besoins, puisse toujours s'alimenter à nouveau (1).

. . . .

L'argent crée les différences d'éducation, différences devenant par l'âge impossibles à effacer et mettant un abîme entre les hommes, les divisant en « bien élevés » et en « mal élevés ». Par là deux hommes en arrivent à être aussi étrangers l'un à l'autre, aussi incompréhensibles l'un pour l'autre, que pourrait l'être un éléphant pour un poisson. L'entraînement différent qu'ils ont subi dans leur enfance en fait, au point de vue moral et intellectuel, des êtres qui n'ont presque plus de commun que la forme du corps. Certes, pour qui va au fond, l'homme reste toujours le même. Mêmes passions, mêmes désirs s'agitent des deux côtés, mais l'éducation reçue a mis un masque à la nature et, de la meilleure foi du monde, on se croit autre que son semblable et, trop souvent, malgré une grande bonne volonté de part et d'autre, on se sépare, ne pouvant se comprendre, tels que des étrangers parlant des langues diverses.

On peut encore parfois acquérir l'argent, s'enrichir, mais jamais on ne sera considéré, par les nés riches, comme leur égal. Qui ne connaît le terme de « parvenu » appliqué avec dédain à l'homme issu de la classe inférieure?

Tant que l'on voudra corriger l'œuvre de la nature qui fait naître tous les hommes nus pour leur attribuer, dès leur entrée dans la vie, aux uns des sacs d'écus d'inégale grosseur et aux autres rien, on ne changera rien à la misère actuelle. La nature a créé assez de distinctions entre les hommes en les douant d'aptitudes diverses pour que nous n'ayons pas à intervenir en gâchant son ouvrage par nos divisions factices. Ces différences naturelles (si elles n'étaient pas entravées), s'affirmant avec l'âge des individus, produiraient l'harmonie parmi l'humanité et assureraient la pleine satisfaction de tous les besoins par la libre expansion de toutes ces volontés diverses, s'exerçant sur des champs d'action différents.

Mais les travailleurs, les humbles sont loin, très loin d'avoir compris cela. Parce que s'ils l'avaient compris, ils verraient que là est la vérité et le bonheur et voudraient réaliser cet idéal. Et s'ils le voulaient, ce serait fait. Ne sont-ils pas la force, le nombre?

Un jour, à la campagne, deux chiens grognaient l'un devant l'autre, séparés par la grille d'une villa, l'un à l'intérieur de la propriété, l'autre sur la route. Un passant fit cette humoristique remarque: « Sont-ils bêtes, pourtant! S'ils étaient malins, au lieu de chercher à se mordre, ils iraient ensemble au buffet et mangeraient le rôti. Si les chiens s'entendaient, ils nous dévoreraient. Oui, mais ils ne s'entendent pas; c'est comme les ouvriers! »

Hélas! cette amusante boutade est bien vraie. Parmi les petits, chacun tire de son côté. L'ouvrier veut devenir contremaître et flatte son patron; le soldat veut devenir sergent et se plie sans murmure à toutes les corvées; le petit boutiquier veut devenir rentier et fait toutes les bassesses imaginables dès qu'il s'agit de conquérir un client de marque; le plumitif veut devenir chef de bureau, il quémandera, sollicitera, sera heureux de la dédaigneuse protection de ses chefs, et ainsi de suite. Tous, par leur aplatissement, par l'abdication de leur dignité, consolident la force des puissants, quitte à se venger ensuite en rendant à plus faible qu'eux les insultes reçues et le mépris qu'on leur a témoigné. Tous ne voyant qu'eux veulent « devenir » quelque chose, sans s'apercevoir que, pris dans un engrenage infernal, ils ne « seront » jamais rien.

MYRIAM.

(1) Nous voici loin des coups de Bourse manigancés par les gros bonnets de la finance dépouillant en un jour une masse de pauvres gens de leur épargne de toute une vie. Bien loin aussi de la crainte des voleurs. Qui donc songerait à pénétrer par escalade, chez son voisin, au risque de se casser le cou, pour y prendre ce qu'il peut se procurer sans courir aucun danger?

MŒURS MILITAIRES

Pour Paul Adam.

Nous détachons d'un rapport lu, le 3 mai 1893, au 132e de ligne, l'extrait ci-dessous que nous croirions déflorer, en y ajoutant un commentaire. Le signataire de cet ordre du jour était le colonel Hartschmidt, aujourd'hui général.

« Le thème de jeudi sera dicté au rapport. Mêmes mesures que les fois précédentes pour le café et le repas du matin. Le 1er bataillon sera fondu; la 1/1 figurera l'ennemi.

« *Punitions*. — Le soldat Binet de 4/3, secrétaire auxiliaire au recrutement, sera traduit en conseil de guerre pour s'être livré à des outrages et à des voies de fait sur le caporal Desjardins, de la 6e section de secrétaires d'état-major et de recrutement.

« Binet est encore un *de ces fricoteurs parisiens* qui, pour ne pas tirer au sort et aller dans quelque mauvais poste, préfèrent s'engager pour quatre ans, à Reims, où il y a moyen de rigoler et d'où l'on peut aller à Paris en moins de trois heures. Le colonel a déjà dit qu'il en avait assez de cette *fichue clique*. Ils vont successivement disparaître du régiment sans pardon ni rémission. C'est le sixième qui fait la culbute depuis l'automne dernier.

« Huit jours de prison au soldat Miaux de 4/3 pour avoir traité un de ses camarades de *« sale Prussien »* parce que ce soldat n'avait pas, comme lui, *l'accent des voyous parisiens*. »

DES FAITS

La propriété.

A Washington, une jeune fille a été condamnée à trois heures de prison et 500 dollars d'amende, pour avoir tué un nègre qu'elle avait surpris dans son jardin, en train de voler quelques pommes.

Aussitôt après le prononcé du jugement, elle s'est fait conduire dans sa voiture à la prison centrale, et son équipage a stationné devant la porte durant les trois heures qu'a duré son incarcération.

(*Gil Blas*, numéro du lundi 6 avril 1896.)

*
* *

Chinoiseries administratives.

Toutes les administrations se ressemblent. On dirait qu'elles n'ont été inventées que pour embêter le contribuable.

La *Gazette du Palais* nous racontait hier une histoire assez jolie, qui donne une singulière idée de la façon dont l'Administration de l'enregistrement se comporte vis-à-vis du public.

M. V..., directeur d'une importante société commerciale de Paris, passait avec certaines fabriques de Dijon, à la date du 15 mai 1894, un traité sous seings privés.

Lors de la présentation de cet acte à la formalité de l'enregistrement, le receveur de Dijon a perçu le droit de marché, à 1.25 0/0 (décimes compris), au lieu du droit de 0.25 0/0 qui avait été perçu jusqu'alors sur les actes similaires, en conformité d'une solution de l'Administration de l'enregistrement, en date du 20 avril 1893, dont il lui fut donné connaissance et qu'il refusa de prendre pour règle.

Par suite, il exigea le paiement de 2.250 francs au lieu de 450 francs qui étaient dus réellement, soit une différence en trop de 1.800 francs encaissés par le Trésor, puisque la loi exige que le redevable se soumette, sans discussion possible, à la volonté du receveur.

Cette perception paraissant à bon droit excessive, M. V... adressa, sous pli recommandé, au directeur de l'enregistrement au département de la Côte-d'Or, le *29 avril 1895*, une demande en restitution motivée, sur une feuille de timbre à 0 fr. 60, accompagnée des pièces justificatives, et attendit la décision de ce haut fonctionnaire.

Trois mois s'écoulèrent sans réponse. M. V... écrivit à nouveau. Un mois après cette nouvelle réclamation, le 17 août 1895, il reçut enfin un avertissement lui annonçant que la restitution des 1.800 francs indûment perçus était ordonnée.

Mais le malheureux commerçant n'en avait pas fini avec toutes ces tribulations administratives. Pendant cinq nouveaux mois, il attendit en vain la réalisation de la promesse contenue dans la lettre du 17 août 1895.

Le 1er février 1896 seulement, il fut averti que le receveur de Dijon était possesseur d'un mandat délivré à son profit pour la restitution des 1.800 francs.

Cette fois, M. V... crut sérieusement qu'il allait rentrer dans ses fonds. Et pourtant le pauvre homme n'était pas au bout de ses peines.

Sans tarder, il écrivit à son correspondant à Dijon en le priant de se rendre au bureau du receveur, place de la Banque, 4, pour s'enquérir des formalités à remplir pour toucher.

C'est à Paris, lui fut-il répondu, que M. V... devra se présenter en personne au receveur, qui habite 134, rue de Rivoli. Dès le lendemain, M. V... se rend à l'adresse indiquée. « Ce n'est pas ici, monsieur, lui répond-on, que vous pourrez toucher la somme qui vous est due, c'est au bureau de M. le receveur de l'enregistrement près la Cour de cassation qu'il faut vous transporter; M. le receveur de Dijon s'est trompé, en vous faisant dire que je suis chargé de payer ces sortes de dépenses. »

M. V... se remit donc en courses. Deux fois il se rendit au bureau indiqué, où il ne rencontra pas le receveur.

Il y retourna une troisième fois, et put enfin lui faire sa demande. Mais le receveur lui répondit *qu'il n'avait pas d'argent et que, s'il voulait être payé, il devait l'en prévenir vingt-quatre heures à l'avance.*

En même temps, il lui donna la longue énumération de toutes les pièces justificatives qu'il devra fournir, *sur timbre et à ses frais*, pour encaisser le montant de la restitution ordonnée à son profit, ces pièces devant non seulement être représentées au receveur, ainsi que M. V... offrait de le faire, mais encore être déposées au bureau et annexées au mandat de restitution.

L'affaire en est là et M. V... n'a pas encore touché son argent.

On avouera qu'il est impossible de se moquer plus délibérément du bon contribuable.

Le plus triste, c'est que toutes les administrations françaises, que l'Europe nous envie bien à tort, ne procèdent jamais autrement.

(*Lanterne*, 17 mars 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

RADICALISME. — Depuis que nous sommes dotés d'un ministère radical, c'est, dans la presse soi-disant avancée, libérale, etc., un parti pris de silence obstiné sur tous les attentats contre la liberté commis par le gouvernement. Après l'expulsion de Kropotkine qui, loin de soulever la réprobation que cette stupide mesure méritait, fut enregistrée purement et simplement comme un menu fait divers et même envisagée par certains comme une preuve de tact et de savoir-vivre à l'égard de notre cher allié le czar, voici un nouveau fait plus révoltant encore et sans précédent dans l'histoire de toute nation civilisée qui se respecte tant soit peu. Il existe en Turquie un parti révolutionnaire connu sous le nom de « Jeune Turquie ». Quelques membres de ce parti s'étaient réfugiés en France, confiants dans l'hospitalité de cette République qui prétend donner au monde entier l'exemple du libéralisme le plus large et le plus tolérant. Le gouvernement radical-socialiste, « désirant être agréable au sultan » — tels sont les propres termes du Puybaraud à tout faire dont les anarchistes gardent un si aimable souvenir, — viendrait, si les renseigne-

ments qui nous sont communiqués sont exacts, d'*extrader* plus de vingt « Jeunes Turcs » et de les livrer au gouvernement ottoman, lequel se dispose, suivant l'usage, à s'en débarrasser en leur faisant piquer une tête dans le Bosphore. De cela, nul n'a soufflé mot, car il ne faut pas créer de difficultés au ministère. Celui-ci aurait tort vraiment de se gêner et l'on ne voit pas très bien pourquoi, par exemple, il n'applique pas les fameuses lois scélérates sur les anarchistes. Après l'extradition politique, — politique de la main ouverte, s'il en fut — tout ne pourra paraître qu'anodin.

* * *

Les chemins de fer et la question sociale (*Résumé de la conférence faite le 2 avril, par le camarade Mesmard, à la salle du Commerce*). — Après avoir mentionné les immenses travaux effectués pour l'établissement des chemins de fer, l'orateur pose la question : A-t-il été fait, au point de vue social, tout ce qu'on aurait pu faire ? Non, dit-il. L'accaparement des chemins de fer par les financiers a été le principal obstacle. Les chemins de fer sont devenus un instrument de lucre, au préjudice des services qu'ils devaient rendre à la société.

La vie sociale comprend quatre éléments principaux : 1° l'alimentation, 2° l'habillement, 3° l'habitation, 4° le transport. Ce quatrième élément, qui sert à assurer les trois autres, au lieu d'être utilisé comme moyen de maintenir l'équilibre dans les éléments matériels nécessaires à la vie, est au contraire une industrie à part, ayant pour but exclusif de produire des *bénéfices*. Telle a été la pensée qui a guidé les fondateurs de cette industrie. Tenir la clé de la production, de la consommation, de la circulation, de tout, afin de s'en réserver le bénéfice exclusif.

Certains républicains veulent le rattachement des chemins de fer à l'Etat. Ce système existe en Allemagne et ne donne pas de résultats meilleurs. Il suffit, du reste, de jeter les yeux sur le réseau de l'Etat, en France, pour juger de l'inefficacité de cette réforme.

Le remède ? Plus de monopole ; pas même celui d'une corporation unique, quoique plus directement intéressée que toute autre. L'industrie des chemins de fer, dans la société communiste anarchiste, prendra un essor analogue à celui des diverses autres productrices de la richesse sociale. Le capitalisme supprimé, on pourra créer des moyens faciles de transport partout où besoin sera ; on ne verra pas les chemins de fer faire concurrence à la navigation sur les fleuves, rivières et canaux. Ces diverses industries de transport se suppléeront au contraire, et le progrès sera d'autant plus rapide que les mercenaires n'existeront plus. Le travail sera la collaboration aux choses utiles, selon les goûts, les aptitudes et les besoins de chacun.

* * *

Militarisme. — Les assassinats de disciplinaires continuent en Algérie.

On lit dans l'*Intransigeant :*

« Le 10 mars dernier, vingt-cinq soldats, appartenant à la 4e compagnie de discipline, partaient d'Aïn-Oussera à destination d'Aumale (province d'Alger), sous la conduite d'un peloton de spahis que commandait le sous-officier Perrin.

« Les malheureux étaient libérables : ils avaient terminé leur temps de martyre à Biribi et allaient être rapatriés.

« Cependant, un d'eux, nommé Schomol, plus faible que les autres, peut-être plus éprouvé par les tortures, se trouva bientôt incapable de suivre le détachement et finit par tomber au bord d'un fossé, se tordant sous d'atroces tiraillements d'estomac.

« Ses plaintes eussent attendri tout autre qu'un garde-chiourme : le sous-officier Perrin, lui, donna l'ordre à un des spahis d'attacher Schomol à la queue de son cheval.

« En vertu des grands principes qui subordonnent l'humanité à la discipline passive, l'homme commandé pour être bourreau obéit.

« La torture infâme dura deux heures. Pendant ces mortelles cent vingt minutes, qui semblèrent une éternité aux spectateurs indignés mais silencieux, on vit et entendit Schomol rugir, pleurer, demander grâce.

« Puis les cris du malheureux cessèrent et, loque inerte, Schomol balaya la route d'Aïn-Oussera à Aumale.

« Bien que la vie d'un homme n'eût aucune valeur pour lui, Perrin se sentit un peu inquiet. Il fit arrêter le spahi et délier le disciplinaire : celui-ci ne bougeait plus, et pour cause.

« Il était mort! »

Quinze jours de prison *pour la forme* au sous-off Perrin et les galons de chef à la fin de l'année, et la farce sera jouée.

* * *

Marseille. — On se souvient du nommé Santoro, l'ancien directeur de la colonie des *coatti* italiens, l'homme de Crispi et l'exécuteur de ses lâches persécutions sur les anarchistes de Porto Ercole. Cet individu, qui entretenait des mouchards parmi les coatti, put ainsi renseigner son maître sur chacun d'eux. Puis, la chose faite, il demanda la liberté de ses favoris. Crispi la lui refusa, lui laissant la responsabilité de son espionnage, et finalement le renvoya. Pour se venger, Santoro offrit ses services au député Cavallotti pour lui fournir des révélations sur les persécutions de Porto Ercole; puis il quitta l'Italie et vint à Marseille. Là, il chercha à s'immiscer dans les groupes anarchistes en se prétendant lui-même un libertaire très *avancé*. Ses allures mielleuses et sournoises le rendirent suspect. Tous les jours, il recevait d'Italie de nombreuses lettres et en expédiait, lui aussi ; c'étaient des rapports de police. Pendant son séjour à Marseille, il trouvait très lucratif d'emprunter de l'argent aux camarades et de ne pas le leur rendre. Enfin, un jour, il envoya un de ses acolytes nous demander le nom du président de notre société, car « il voulait se procurer des explosifs pour faire la peau des bourgeois ». Inutile de dire qu'il lui fut répondu que nous n'avions ni société, ni président, ni explosifs. Bref, il partit pour l'Italie où, en arrivant, il fut lardé de trente-trois coups de poignard ; au trente-troisième coup, la lame resta dans la plaie. La presse gouvernementale italienne attribua ce meurtre à une rixe entre ivrognes.

(*Correspondance particulière.*)

Italie.

La guerre d'Afrique. — Dans une lettre de son correspondant, la *Tribuna* relate les paroles suivantes du général Albertone — on y voit quelles étaient les hautes préoccupations qui l'ont déterminé à livrer sa troupe au massacre d'Abba-Garima :

« Que voulez-vous ! il y a si longtemps que je commande quatre ou cinq mille hommes... sur la carte, que j'ai éprouvé le désir impérieux d'en commander un peu moins, mais dans une *vraie guerre*. — Puis regardez, mon père est mort à cinquante-huit ans, ma mère avant, personne de ma famille n'a dépassé cette limite. Moi, j'ai à présent cinquante-six ans : qu'importent deux ans de plus ou de moins pourvu que ce soit pour le bien de notre pays! »

On croit rêver et c'est pourtant un document quasi officiel que ce propos rapporté par le journal de Crispi. Après s'être exalté comme il le déclare lui-même et lassé de ne commander que sur la carte, Albertone livre ses hommes à la boucherie. Mais ce n'est pas tout, il faut croire que tous les autres généraux et colonels se trouvaient dans le même état d'exaltation, car dans le conciliabule tenu sous la présidence de Baratieri, ils ont décidé à l'unanimité de jeter contre les quatre-vingt mille Abyssins les dix-huit mille Italiens, ceux-ci étant au surplus exténués de fatigue après toute une nuit de marche forcée ; il ne leur fut même pas permis de prendre un peu de repos et de nourriture avant la rencontre ! Quant au terrain sur lequel ils devaient se battre, il leur était inconnu, et en guise de plans on se servit de croquis dressés en toute hâte et de mémoire par quelque rare officier ayant tant soit peu parcouru la région.

Fou à cause de l'excès d'alcoolisme, poussé continuellement au combat par Crispi et surexcité par contre de se voir remplacé au dernier moment, le général Baratieri escompta et sacrifia tous les hommes qui lui restaient, pour sauvegarder ce qui lui était autrement précieux : l'honneur. Cette fois-ci ce n'était plus l'honneur de la patrie en danger, ou du drapeau menacé... dont il avait cure, mais c'était bien son ambition, son intérêt propre, car de lourdes responsabilités pesaient déjà sur lui, et passer en conseil de guerre, ne fût-ce que pour la frime, ce n'est guère agréable.

* * *

Les loups ne se mangent pas entre eux et si parfois ils se montrent les dents, ce n'est que pour mieux se jouer des crédules et des imbéciles. A peine feint-on de poursuivre Baratieri qu'on se trouve déjà entouré de gros empêchements : l'immunité parlementaire (le général est, paraît-il, député)... et que sais-je encore! Mais on peut sûrement invoquer pour tous ces galonnés qui paraissent responsables, leur irresponsabilité même, leur démence.

On parle de poursuites comme si Crispi en partant eût été si bête de laisser des traces : il a vidé au contraire les caisses de leurs fonds et les casiers de leurs paperasses, en emportant tous les documents qui auraient pu compromettre lui et ses copains. Les journaux ont même parlé de plusieurs balles de papiers déménagés par les soins de l'ancien président du conseil, et en tout cas son successeur a déclaré aux Chambres que, manquant de documents, il ne pouvait pas reconstituer, à l'occasion de cette guerre, le fameux *livre vert* — c'est, paraît-il, de cette couleur qu'on fait brocher les documents qu'on distribue aux parlementaires. — Choses inutiles, du reste, que ces documents : il a été prouvé qu'on acquittait très bien malgré tous les documents (rappelons-nous seulement les plis de Giolitti établissant les trafics de Crispi avec la Banque romaine, Cornélius Herz, etc.) et si par contre on manque de documents, alors on acquitte tout de même, du moment que c'est quelqu'un de la classe dirigeante.

* * *

Les populations africaines ne peuvent plus avoir la paix! Les troupes de quelques grandes compagnies financières anglaises ont subi des défaites au Transvaal, mais ces compagnies ne s'en partageront pas moins les bénéfices des mines d'or. Les Anglais, cette fois-ci officiellement, tombent à bras raccourcis sur les derviches ; ils ont déjà pris pied à Dongola, afin de conquérir le Soudan, et en gens pratiques qu'ils sont, ils ont trouvé le moyen de prélever les millions nécessaires à l'expédition sur la caisse égyptienne, ajoutant que c'est là une preuve de leur désintéressement (?) dans cette conquête! Bref, Anglais et Italiens, peut-être les Belges aussi, se donnent la main pour massacrer les nègres, les rendre esclaves... C'est ce qu'ils appellent les *civiliser!*

* * *

En Sardaigne, — raconte le *Secolo* (numéro du 5-6 avril) d'après un journal de cette île, — hommes et femmes s'offrent à travailler rien que pour le pain qui leur est personnellement nécessaire ; quant au reste de leurs familles, il doit *se nourrir d'herbes*. Misère sur le continent. Quant à la Sicile, les craintes d'une formidable insurrection en masse tourmentent de plus en plus les gouvernants, qui y ont envoyé déjà des troupes et, afin de mieux faire tuer ouvriers et paysans insurgés, ils ont dès à présent nommé un commissaire royal, secrétaire d'Etat sans portefeuille, investi de pouvoirs discrétionnaires... ce que les bourgeois appellent, dans leur jargon politique, *relier l'île à la mère patrie!* (*Corriere della Sera*, numéro du 7-8 avril).

* * *

Après sa sortie de prison, le député socialiste de Felice déclare à Catania, dans un élan de franchise : « Sorti d'un trou sans air et sans lumière, j'entrerai dans un autre sans conscience : le Parlement. » (*Tribuna* du 31 mars.) Mais il y entre tout de même pour perdre, lui aussi, sa conscience au point de soutenir avec ses amis le ministère.

Andréa d'Angélo.

* * *

S. Nicola di Tremiti. — Le camarade Roberto d'Angiò a été arrêté à la suite des faits du 1er mars, révélés par lui dans les *Temps Nouveaux*. Il est inculpé d'outrage au directeur de la colonie. Cet individu, qui semblerait être au-dessous de tout outrage, cherche tous les prétextes pour nous provoquer. C'est ainsi que, le 20 mars, il nous a chassés de la salle où nous faisions la classe aux enfants de l'île, sous le prétexte que nous faisions de la propagande anarchiste. Il en a été pour sa stupide mesure, car nous faisons maintenant la classe aux enfants dans leurs familles. Celles-ci nous montrent de la sympathie à cause de notre conduite réglée et de nos idées. Cela, le directeur ne pourra pas l'interdire.

Suisse.

Genève. — La superstition Etat a remplacé la superstition Eglise ; sur les bancs de l'école commence l'ingurgitation malsaine ; un amalgame où l'éloge à jet continu des institutions et des magistrats est indissolublement dosé avec l'idée de

souveraineté exercée par l'électeur. Ce tout mal défini forme une sorte de Credo, contenant tous les éléments propres à faire de l'enfant, devenu adulte, une proie certaine des politiciens.

Pour ces votards, un mot remplace l'idée absente, et avec un mot bien approprié s'adaptant au moment donné à certaine tournure de l'état d'esprit général du bétail électoral, il suffit aux meneurs de crier haut et sans repos le mot magique devenu le mot d'ordre, pour que les urnes se remplissent à leur complète satisfaction.

A cet égard, jamais campagne électorale n'a été aussi instructive que celle qui a précédé la votation du 22 mars. A Genève comme à Paris, les gouvernants, depuis le séjour des soldats de Bonaparte, ont continué à se constituer les pourvoyeurs d'esclaves blanches.

Hygiène, décence de la rue, les prétextes ne manquent pas aux gouvernants pour justifier pareille besogne. Religion officielle, prostitution officielle. Les lieux de culte protestant, les lieux de culte catholique et les lieux de prostitution, tous sont officiels.

Les sanglantes tragédies dont les maisons de tolérance de Genève avaient été le théâtre à plusieurs reprises engagèrent une réunion d'hommes à demander la suppression de la réglementation. Mais aussitôt les clameurs intéressées des gouvernants se firent entendre.

On estime à un millier le nombre des individus dont les intérêts sont liés à l'existence des maisons de tolérance. Telle masure située dans une cour obscure rapporte vingt mille francs à son propriétaire et ne lui rapporterait pas mille francs, si l'établissement officiel quittait l'immeuble. Des fournisseurs, marchands de vin, de comestibles, de meubles, de lingerie, etc., etc., font de fructueuses affaires avec les proxénètes patentés, puis sans l'officialité de ces derniers, tout un monde de fonctionnaires aurait sa raison d'émarger au budget fort diminuée, et les gouvernants n'entendent pas qu'une seule officine du ménage gouvernemental soit menacée dans son existence. Ce qu'il leur faut, au contraire, c'est la multiplication des fonctions, l'extension du fonctionnarisme permettant de caser le ban et l'arrière-ban de leurs créatures. Ainsi se recrute une sorte de garde prétorienne, dangereuse aristocratie parce qu'elle constitue l'un des plus sûrs remparts de la ploutocratie.

Quant aux élus ouvriers, et ils viennent de le prouver, que leur importe la mise en œuvre cynique du droit du mâle sur un sexe privé des droits les plus imprescriptibles? Eux d'abord, et les principes après. Avant tout, ne faut-il pas qu'ils se maintiennent dans les bonnes grâces des chefs de l'un des partis bourgeois? car ils le savent, sans ce concours, jamais ils n'arriveront aux places convoitées.

Proxénètes, gouvernants, fournisseurs, clients des maisons, c'est tout ce joli monde qui a entraîné le bétail électoral; chose presque incroyable, on a persuadé à ces électeurs qu'il s'agissait au fond d'un conflit entre l'autorité religieuse et l'autorité issue de la souveraineté populaire.

Pendant la période qui a précédé la votation, l'état d'esprit malaxé par les gouvernants s'est manifesté à plusieurs reprises. Plusieurs assemblées à la ville et à la campagne ont été violemment interrompues, et cela malgré cette garantie à bien plaire qui s'appelle la garantie constitutionnelle. Les orateurs hostiles aux vues gouvernementales ont été poursuivis à coups de pierres sur la voie publique.

Le soir de la votation, un cortège à la tête duquel se trouvaient, avec de nombreux souteneurs, une quarantaine de porteurs de lanternes vénitiennes rouges — patriotique emblème des falots indicateurs des maisons de tolérance officielles — a parcouru la ville en chantant à tue-tête :

> Enfants de cette cité,
> Nous serons toujours fidèles
> A la cause la plus belle,
> Celle de l'égalité.

Et c'est par 8.000 contre 4.000 que les électeurs genevois ont sanctionné la fonction de l'Etat maquereau. Jusqu'au 22 mars, l'institution des maisons de tolérance n'était qu'un héritage de l'invasion armée; aujourd'hui, grâce au bétail à voter, la maison de tolérance de Genève est devenue une institution nationale!

Portugal.

Beaucoup de bruit dans la presse bourgeoise, il y a quelques jours, à cause d'une brochure parue la semaine dernière et signée d'un ex-ministre de la monarchie, socialiste-collectiviste à ses débuts dans la politique. Chez nous, cela va sans dire, les socialistes d'élite finissent par cirer les souliers de Sa Majesté le roi *torrero*.

Il y a deux ans en est mort un autre, M. Oliveira Martins, qui débuta dans la littérature et la politique par une brochure, très remarquable d'ailleurs : *Portugal e o socialismo*, et a fini sa carrière comme celui-là, en ministre, tout en fermant les yeux entre deux sœurs du Sacré-Cœur, avec un crucifix sur le ventre et deux cierges à ses côtés.

La brochure dont on fait tant de bruit porte le titre de *Liquidations politiques* et ne manque pas d'intérêt, surtout en ce qu'elle dévoile des secrets très amusants.

L'auteur, M. Fuschini, un ambitieux et aussi un vaniteux sans bornes, après la chute du ministère dont il portait le portefeuille des finances, en revanche du coup de pied dont le roi lui a fait cadeau, tombe à bras raccourcis sur ses compères au ministère et sur le roi lui-même, qu'il dit s'amusant à déplier les télégrammes adressés aux journaux de l'opposition politique. Tout en frappant le roi et ses ministres, l'auteur tombe sur les républicains en les appelant lâches et sur les socialistes qu'il nomme imbéciles.

Du linge sale, voilà tout.

Les dernières élections ont porté au Parlement un troupeau de moutons, tout ce qu'il y a de plus bête; jamais Parlement au monde n'est tombé plus bas que chez nous; avec ce troupeau, le gouvernement a fait une loi d'exception tout exprès pour les anarchistes, le seul ennemi que la bourgeoisie craigne en Portugal, comme partout, d'ailleurs.

Les républicains sont toujours à l'assiette au beurre et les socialistes ne font que des promenades aux cimetières avec des bandes de musique en tête ou à la queue.

Enfermés aux cachots policiers, les anarchistes sont hors la loi et la presse ne souffle mot à ce sujet.

Beaucoup de bruit aussi à propos d'une prétendue campagne en Afrique, où un capitaine et vingt-trois soldats ont capturé un petit roi nègre et ses sept femmes; cet événement n'a pas la moindre importance, mais la presse bourgeoise, monarchiste et républicaine a battu la grosse caisse du patriotisme et le peuple, l'éternel mouton, est tombé à genoux devant l'armée, ce qui a permis au gouvernement d'étrangler toutes les libertés.

Etats-Unis.

Charleroi. — Samedi 21 mars, les compagnons du groupe *Les Déshérités* de Charleroi (Etats-Unis) fêtaient l'anniversaire de la Commune.

Plus de trois cents personnes se trouvaient présentes et écoutèrent attentivement les chansons et les discours anarchistes, de 7 h. 1/2 jusqu'à 10 h. 1/2. Puis on se mit à danser jusqu'à minuit, et tout le monde se retira satisfait. Pas un mot de querelle, ni tumulte, ni désordre, bien que tout se passât anarchiquement, sans comité ni président.

* * *

Baltimore. — Grande grève générale des tailleurs de Baltimore. Depuis quatre semaines, la lutte dure, animée par quelques manifestations. Dans une des dernières, les grévistes ont tenté de déloger les ouvriers renégats; la police, selon son habitude, s'est montrée fort brutale : après avoir assommé à coups de bâton quelques-uns des grévistes, elle a mis en état d'arrestation une demi-douzaine d'autres, non toutefois sans avoir reçu de la part des grévistes quelques horions. Trois sergots ont été surtout fort malmenés.

* * *

New-York. — Le 18 mars a eu lieu ici, au « Germania Hall », un meeting organisé par les camarades allemands à l'occasion de l'anniversaire de la Commune. La salle était comble. Des discours sur la Commune et sur les enseignements qu'on en peut tirer ont été très écoutés. Un chœur antipatriote, très bien chanté, en allemand, avec composition musicale et accompagnement d'orchestre, a eu un grand succès.

Arménie.

Les *Nouvelles d'Orient*, du 16 mars, publient la lettre suivante, contenant des renseignements intéressants sur l'état des esprits en Orient et principalement en Arménie :

« Constamment, les chrétiens, à quelque condition qu'ils appartiennent, sont maltraités par les musulmans, leurs droits sont méconnus et foulés aux pieds.

« L'Islam, c'est l'ennemi implacable du christianisme; le chrétien en Orient, c'est l'apôtre de la civilisation, c'est le champion de la vérité et de la justice, c'est l'avenir avec ses progrès intellectuels et scientifiques! Le musulman, c'est le fanatisme aveugle et destructeur, c'est l'ennemi de tout progrès et de toute civilisation!

« Lorsque les musulmans de Syrie ont vu que les massacres des Arméniens restaient impunis par suite de l'alliance monstrueuse de deux nations chrétiennes avec leur sultan usurpateur et assassin, ils n'ont pas hésité à assassiner deux chrétiens de Beyrouth.

« Le 28 février dernier, vers 11 heures du soir, un Grec ottoman du nom de Osta Baouli, et un Maronite nommé Joseph Ayoub, se promenaient sur le quai de Beyrouth et prenaient le frais lorsqu'un nommé Mohamed Eytané, batelier musulman, heurta brusquement du coude Joseph Ayoub.

« Ce dernier eut à peine le temps de se retourner qu'il recevait un coup de revolver et tombait en s'écriant : « On m'a tué! » Osta voulut secourir Joseph Ayoub, mais au même moment un nommé Smeismé lui donna un coup de poignard et aussitôt un groupe de musulmans cachés derrière un monticule de charbon déchargèrent leurs revolvers sur les victimes.

« La nouvelle de ces deux assassinats se répandit bien vite dans le quartier musulman, et comme on était en plein Ramazân, les fanatiques dirent que c'étaient deux chrétiens offerts au mont Sinaï, deux infidèles égorgés à la place des béliers.

« Le lendemain, l'assassin Smeismé, protégé par la police, s'enfuyait à Jaffa, tandis que le meurtrier d'Ayoub venait tranquillement occuper son poste de gardien dans le port de Beyrouth. Les musulmans s'empressèrent de le féliciter de son action de la veille.

« A la suite de ces deux assassinats, les musulmans, à l'instigation du gouverneur, homme hypocrite et lâche, adressèrent au sultan une pétition pour être protégés contre les chrétiens, dans la crainte que ceux-ci ne vinssent à exercer des représailles, et aujourd'hui on arrête tous ceux qui sont dénoncés comme ayant manifesté leurs regrets lors de l'enterrement des victimes.

« On nous dira peut-être que partout il se commet des assassinats; à quoi nous répondrons que cela dépend du motif qui pousse les assassins. Les musulmans assassinent les chrétiens pour l'unique raison que ce sont des chrétiens.

« C'est ici le règne de la force. Il n'existe pas un musulman qui n'ait sur lui un poignard et un revolver. Il sait qu'il peut s'en servir impunément.

« La France et la Russie ont regardé d'un œil impassible le massacre de la nation arménienne. Quelle honteuse politique ces deux nations entendent-elles suivre? La France suit servilement la politique de la Russie! La France, autrefois la reine de l'univers, notre protectrice adorée, devient aujourd'hui le jouet de la diplomatie russe. Notre désespoir est immense, car nous ne savons plus à qui nous adresser, en qui placer notre confiance et notre espoir. »

LES PÉRIODIQUES

La *Revue Rouge*, franchement révolutionnaire, d'enthousiasme raisonné, met sa satisfaction « à contribuer à l'œuvre de destruction qui s'impose et à participer à l'instauration de la société en l'harmonie que nous osons rêver ».

Et c'est plaisir d'y lire des chroniques sociales comme celle que Manuel Devaldès consacre au rampant esprit qui dirige la *Revue Socialiste*, à M. G. Renard, auteur d'une *Lettre aux militaires*.

M. Renard comprendra-t-il que sa lettre est une mauvaise action et qu'il est mûr pour la députation?

* * *

Cueillons dans la *Société Nouvelle* de mars ce passage de l'*Histoire sociale de l'Eglise*, de Victor Arnould; le lecteur comparera l'idée que l'auteur se fait des bouleversements humains anciens avec l'idée qu'il a lui-même sur la rénovation future :

« Ah! sans doute, c'est un sujet d'éternel étonnement que de voir dans les sociétés les plus raffinées et les plus délicates, quand le moment des

grands renouvellements est venu, la violence et la grossièreté des événements et des hommes qui renversent l'ordre ancien pour en établir un autre. Il semblerait que de si beaux résultats, obtenus après de si longs travaux, ne dussent être écartés qu'avec une sorte de décence que devrait observer même l'histoire. Mais les mouvements féconds de l'histoire, les mouvements générateurs, sont des convulsions, et la nature est brutale. Elle l'est étonnamment. C'est là sa première loi, et qui, mieux que toutes les autres, montre à quelles profondeurs repose son éternité. Quand la mort frappe autour de nous un être cher, quand une femme aimée, charmante, est prise des tortures de l'enfantement et qu'on voit la nature elle-même faire son œuvre avec l'indifférence d'une boucherie, l'être nouveau se poussant à la vie cyniquement comme s'il fracturait le sein maternel, quelque chose nous apparaît tout à coup de cette brutalité des lois naturelles.

« Mais qu'est ceci auprès d'une société, d'un monde tout entier, retournant au néant pour se refaire et se transformer? Comme toute convention, tout acquis disparaissent alors, et brusquement! Il n'y a plus que des instincts abominables, monstrueux, mais ils sont tels, éternellement, à l'origine de toute chose vivante. On peut tirer le voile, faire les ténèbres, mais il n'y a de conception que dans la brutalité animale et la propension organique. »

*
* *

De Remy de Gourmont, dans le *Mercure de France* de ce mois, une analyse juste souvent du principe de la charité ; nous en extrayons :

« Le principe d'un acte, ou sa cause génératrice et maîtresse, importe plus que l'acte lui-même, car c'est par son principe que l'acte acquiert son degré de valeur esthétique, c'est-à-dire morale. Que l'effort des muscles se résolve en un sauvetage ou en un meurtre, les deux actes sont les mêmes, et pour les différencier il faut avoir compris leur principe initial.... un meurtre apparaîtra vêtu de toute la sanglante beauté du désintéressement (renvoyons le lecteur pour la compréhension de ce mot à l'analyse qu'en a faite J. Izoulet dans son livre *La Cité*) (1) et un sauvetage sali de toute la vase du fleuve et de toute la boue de la récompense.

« Les actes charitables ne sont le plus souvent que des actes commerciaux, vente, achat, échange. Tous ces actes obéissent au principe du gain, atténué çà et là par le principe du plaisir. Ce dernier principe est seul en cause quand la charité, acte d'amour ou acte de pitié, prend un caractère noblement égoïste et conforme à la destinée de l'homme, qui est de s'affermir dans sa vie et de s'affirmer dans l'exercice des sentiments qui lui font éprouver fortement la joie de la supériorité personnelle.

« La véritable charité est l'acte de l'homme conscient qui vit selon sa propre personnalité et d'après les règles de sa logique intérieure et individuelle. Cet homme donne ce qu'il a et donne ce qu'il est. Pour fleurir il n'emprunte pas, chardon, la sève du lys. Il n'est ni le lierre, ni le miroir : il ne plante pas ses griffes dans la tige plus forte d'autres intelligences, ni ne vole la grâce d'autres âmes ; il n'offre à la prairie des êtres et des choses que l'opulence naturelle d'un généreux égoïsme. L'égoïsme pense l'amour, et, pensé, l'amour se vivifie et s'épand en ondes sur le monde. »

BIBLIOGRAPHIE

De Herbert Spencer : *Le principe de l'évolution. Réponse à Lord Salisbury ;* Guillaumin et Cie, édit., 1895.

Cette brochure nous intéresse surtout au point de vue de la servilité humaine. Lord Salisbury, grand seigneur, premier ministre de l'Angleterre, véritable souverain constitutionnel du plus vaste empire du monde, se croit par cela même en droit de parler à tort et à travers et il trouve autour de lui assez de badauds pour que toute une assemblée de savants, dont pas un ne lui est inférieur par l'intelligence et dont tous le dépassent par le savoir, lui demandent la faveur de les présider et de prononcer un discours qui fasse époque dans l'histoire. Lord Salisbury n'hésite pas un instant, et de même qu'il résout la question d'Égypte et celle de l'Afrique australe, discute sans la connaître la loi de la « sélection naturelle » et s'attaque, lui le pauvre pygmée, au géant Darwin. Dans sa discussion imprudente, il lui arrive même de faire de fausses citations, non sans doute par mauvaise foi, mais par pure ignorance du sujet. Herbert Spencer a daigné condescendre à répondre aux divagations du noble lord, triste preuve de l'influence qu'un titre et la richesse exercent encore sur le monde et même le monde savant. R.

*
* *

Notre collaborateur A. Retté vient de faire paraître à la *Bibliothèque artistique et littéraire* de la *Plume* 31, rue Bonaparte, un excellent volume de vers : *La Forêt bruissante*, 1 vol., 3 fr. 50. En plus de la facture des vers, les camarades y trouveront développée l'idée de l'individu s'exerçant à s'affranchir lui-même, et de lui-même, pour conquérir l'indépendance complète.

*
* *

La Bande opportuniste (Mœurs et tripotages du monde politique), par Lajeune-Vilar (1).

M. Lajeune-Vilar a déjà publié un volume : *Les Coulisses de la Presse*, que nous n'avons pas lu, mais qui doit être intéressant s'il ressemble à celui qui nous occupe aujourd'hui.

L'auteur l'a intitulé *La Bande opportuniste*, mais son sous-titre : *Mœurs et tripotages du monde politique*, serait mieux en situation; si M. Lajeune-Vilar ne vise, en effet, que les tripoteurs de la nuance qu'il indique, il suffit de lire son livre pour conclure tout de suite que si tous nos dirigeants : opportunistes, radicaux, monarchistes, bonapartistes ou socialistes, se classent ainsi aux yeux des électeurs, au fond, ils n'en forment qu'une, celle de « l'assiette au beurre », qu'ils s'arrachent mutuellement des mains, pour y barboter à leur aise, chacun leur tour; car les choses qu'il nous raconte se sont passées trop ouvertement au su de tout le Parlement, et du moment qu'aucun de ses membres n'est monté à la tribune pour stigmatiser des agissements semblables et mettre des noms dans le débat, c'est que, si tous n'ont pas un fil semblable à la patte, ils sont tout au moins tenus par des considérations de camaraderie ou de parti. Si l'on voulait faire un nettoyage, c'est dans toutes les fractions du monde politique qu'il faudrait passer le balai. Et c'est pourquoi nous assistons depuis quelque temps à tous ces recommencements d'instruction qui tournent en eau de boudin.

Mais il fallait en terminer, le monde politique perd de sa considération à traîner derrière lui cette clameur de corruption que tous les partis se jettent mutuellement à la tête. C'est ce qu'a compris le ministère Bourgeois. Arton en fuite, la question restait toujours en litige : on l'a arrêté ; on va donc pouvoir tripatouiller les dossiers, et enterrer définitivement l'affaire par un procès de comédie qui renverra tout le monde absous, quitte à sacrifier, contre promesse de dédommagement, quelques comparses assez brûlés pour n'avoir rien à redouter d'une condamnation.

Et ce rôle de la Justice — avec un grand J — est nettement défini dans le livre de M. Lajeune-Vilar. Selon les hommes au pouvoir, elle instrumente contre les concussionnaires ou apporte l'éteignoir sur l'affaire de ceux qu'elle poursuivait la veille ; elle agit passivement au gré du ministre du jour. Elle finit par n'être elle-même qu'un instrument de chantage contre les chanteurs que le gouvernement a intérêt à paralyser.

Nous voyons défiler toute la liste : l'Union générale, les Chemins de fer algériens, ceux du Sud, la campagne de Tunisie, celles du Tonkin et de Madagascar, les conventions postales et le Panama. Quand il n'y en a plus, il y en a encore. C'est tout ce qu'il y a de plus édifiant.

Somme toute, le livre de M. Lajeune-Vilar est un bon livre de démolition contre le parlementarisme, l'autorité et la magistrature. Si, après l'avoir lu, il y en a qui conservent des illusions sur ces institutions, c'est qu'ils sont indécrottables.

J. Grave.

*
* *

Les *Lettres de Bakounine à Herzen*, 1 vol. chez Perrin. — *Le Primitif d'Australie*, et *Le Trimardeur*, de G. Bonnamour, 2 vol. chez Dentu, tous volumes à 3 fr. 50. Les éditeurs ayant bien voulu nous faire quelques concessions, nous pourrons les laisser à nos lecteurs, à titre de propagande, à 2 fr. 50 pris à notre bureau, 2 fr. 75 par la poste.

Nous avons reçu :

De chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle : *Gog*, roman par Catulle Mendès, 2 vol., 7 francs. — Le numéro 2 du *Musée Galant du dix-huitième siècle*, reproduction de dessins de Boucher, Fragonard, Greuze, etc.; 0 fr. 60 le fascicule. L'album complet en 10 fascicules.

De chez P. Dupont, 4, rue du Bouloi, le tome II des *Aventures de ma vie*, par H. Rochefort, 1 vol., 3 fr. 50.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la communication suivante :

Sous le titre *La Clameur*, des camarades s'occupent activement de la création d'un journal quotidien libertaire, grand format, à cinq centimes, — qu'ils espèrent faire paraître d'ici quelques semaines.

Pour compléter la somme nécessaire à la publication de la *Clameur*, les camarades mettent en vente cinq cents *parts d'intérêt* de la « Société des Journaux et Publications populaires », à cent francs chaque part.

Pour l'achat des parts ou tous autres renseignements, s'adresser à E. Pouget, aux bureaux de la *Sociale*, 15, rue Lavieuville (Montmartre), Paris, ou à F. Pelloutier, 80, rue de Bondy (Bourse Indépendante du Travail), Paris.

Nous avons reçu de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles, la cinquième brochure qu'elle vient d'éditer : *Burch Mitsu*, excellente petite nouvelle de Georges Eekhoud, extraite des *Communions*.

Les quatre précédentes sont : 1° *Aux anarchistes qui s'ignorent*, par Ch.-Albert ; 2° *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, P. Kropotkine ; 3° *L'Evolution légale et l'anarchie*, E. Reclus ; 4° *Un anarchiste devant les Tribunaux*, G. Etiévant.

Nous rappelons que les camarades de Bruxelles tiennent gratuitement leurs brochures à la disposition de ceux qui leur en demandent pour la propagande.

D'autre part, comme il faut des fonds pour pouvoir en éditer d'autres, ils reçoivent les souscriptions que l'on veut bien leur envoyer.

Sous ce titre : *Philosophie de l'Anarchie, 1888-1896*, Charles Malato va faire paraître très prochainement à la librairie Savine une édition revue, corrigée et très considérablement augmentée de l'ouvrage qu'il publia en 1888. Ce volume, d'environ 180 pages, sera mis en vente au prix de 2 francs.

Les camarades du Centre sont invités à se rendre le plus nombreux possible à la réunion qui aura lieu le dimanche 26 avril, à 5 heures du soir, chez Eugène Wasterlain, près de la gare de Morlanwelz.

Ordre du jour :

Manifeste à faire imprimer pour distribuer le 1er mai en faveur du camarade Moineaux.

Les Malfaiteurs, groupe anarchiste du faubourg Saint-Antoine. — Tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, au local convenu.

Samedi 25 avril, à 8 h. 1/2 précises, salle Gentil 16, rue des Colonnes-du-Trône (place de la Nation), conférence publique par Bernard Lazare, sur le mysticisme et la Révolution. — Entrée : 30 centimes.

Réunion des *Libertaires du VIe*, rue Mabillon, 14, lundi 20 avril.

Ordre du jour :

Le travail improductif et les produits perdus dans la société bourgeoise.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 18 avril, à 8 h. 1/2 précises, au local habituel.

Les Libertaires du XIVe. — Tous les camarades sont priés de ne plus envoyer aucune communication ni journaux au lieu de réunion, 11, avenue d'Orléans, attendu que la police a eu l'amabilité de venir donner l'ordre au patron de nous refuser sa salle, ce qu'il a fait. Cela ne nous étonne nullement de la part de ces messieurs ; quand ils veulent bien se déranger, ce n'est que pour agir de cette façon. Rien n'empêchera cependant les camarades de se réunir et de faire une propagande plus active que jamais, et nous avons le plaisir d'annoncer à ces honorables policiers que nous nous réunirons cette semaine comme les autres.

(1) Nous avons le projet de parler longuement de ce livre.

(1) 1 vol., 3 fr. 50, chez A. Charles, 8, rue Monsieur-le-Prince.

Les *Libertaires du XIV*e *se réuniront provisoirement*, 74, rue des *Fourneaux* ; tous les camarades sont priés d'y venir.

Groupe Artistique. — La salle nous étant refusée, les camarades sont avertis qu'il n'y aura pas de réunion cette semaine.

Aux *Libertaires* du XVIe. — Cette semaine s'ouvre la période électorale municipale, les socialistes vont y prendre une part active ; il est utile que les libertaires de tous les arrondissements de Paris se montrent partout dans leurs réunions, démontrent par les arguments en notre possession que le suffrage universel est une fumisterie, bien plus le moyen le plus sûr de conserver les privilèges de la classe bourgeoise.

Donc, que tous les camarades du XVIe sortent cette fois de leur apathie ; que nombreux nous nous trouvions vendredi, salle Janton, avenue Kléber, à 9 heures du soir, afin de s'entendre pour une vigoureuse campagne abstentionniste.

Les Libertaires du XVIe arrondissement. — Grande réunion, salle Janton, 118, avenue Kléber (près la place du Trocadéro), vendredi 17 avril, à 8 h. 1/2 du soir.

Les *Egaux* du XVIIe et les *Libertaires* du XVIIIe se réuniront samedi 18 et mercredi 22 courant, à 8 h. 1/2 du soir, 51, rue Rennequin et 1, rue Poncelet (à l'angle de ces deux rues).

Ces deux groupes se sont entendus pour mener de front la campagne abstentionniste. Les copains du XVIe sont invités à venir s'entendre avec nous pour la campagne à mener dans leur arrondissement. E. M.

Comité de propagande abstentionniste indépendant. — Les *Libertaires du XVIII*e *arrondissement*, qui prennent l'initiative d'organiser une campagne abstentionniste sérieuse, préviennent les camarades qu'ils n'ont jamais donné mission à Georges de faire une causerie dans leur groupe. Ceux qui voudraient nous aider dans cette propagande n'ont qu'à nous écrire à cette adresse, où se tiendra une réunion samedi, à 8 h. 1/2 du soir, pour la distribution du manifeste aux candidats : *Comité de propagande abstentionniste indépendant*, 11, rue Lepic, Café des Artistes.

CLICHY. — Les *Iconoclastes* se réunissent le dimanche à 2 h. 1/2, boulevard National, 123.

TOULON. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux*, du *Libertaire* et de la *Sociale* se rencontrent les jeudi et samedi de chaque semaine, de 8 heures du soir à minuit, au Bar des Jardiniers, rue de Lorgues.

MARSEILLE. — Les camarades se rencontrent au Bar du Grand-Orient (ancien Eden Japonais), quai du Port.

Mercredi 22 courant, grande soirée familiale, à 8 h. 1/2 du soir, au Bar Isnard, plaine Saint-Michel. — Concert, causerie.

Entrée : 30 centimes en consommation, au bénéfice des manifestes abstentionnistes.

Dimanche 26 courant, grande soirée familiale, à 8 h. 1/2 du soir, à la Brasserie Noailles (entrée rue Thuboneau). Concert, causerie et bal.

Entrée : 50 centimes, au bénéfice des manifestes abstentionnistes.

BRUXELLES. — Le cercle « Aidons-nous », désirant donner une goguette monstre (soirée familiale) au profit de la *Débâcle sociale*, fait un pressant appel aux camarades pour l'organisation de cette fête.

Elle permettra aux amis de se voir et en outre de participer à une œuvre vraiment libertaire.

Les camarades qui pourraient et voudraient bien prêter leur concours sont chaleureusement invités à assister à la réunion préparatoire, qui se fera chez Wageneer, rue d'Or, 3, le lundi 20 avril, à 8 h. 1/2 du soir, à Bruxelles.

Qu'on se le dise !

A LIRE

Dans l'*Echo de Paris* :

Chronique, par H. Bauer (4 avril) ;

Les « Madagascars » au Val-de-Grâce, Jules Rateau (7 avril) ;

Le Blanc et le Noir, par J. Reibrach (9 avril) ;

Le Droit de perquisition, H. Maret, *Radical* (11 avril) ;

L'Assassinat réglementaire, Rochefort, *Intransigeant* du 13 avril ;

Lamentations contre l'Etat, O. Mirbeau, *Journal* (12 avril) ;

Réformes, J. Richepin, *Journal* (13 avril).

JOURNAUX ANARCHISTES [1]

De langue française :

Temps Nouveaux, 140, rue Mouffetard, Paris.

La Sociale, 15, rue Lavieuville, Paris.

Le Libertaire, 5, rue Eugène Sue, Paris.

La Débâcle sociale, 2, rue Beaujardin, Ensival (Belgique).

Le Cyclone, casilla del Correo, 1120, Buenos-Ayres (République Argentine).

De langue espagnole :

El Corsario, Orzan, 110-2°, La Coruna (Espagne).

La Idea Libre, Feijoo, 1, 3, Madrid (Espagne).

Ciencia Social, 45, Asalto, Barcelone (Espagne).

El Porvenir Social, Princesa, 35, Barcelone (Espagne).

El Despertar, 196, Fulton street, Brooklyn, New-York (Etats-Unis).

El Perseguido, casilla del Correo, 1120, Buenos-Ayres (République Argentine).

El Oprimido, calle Progreso, 71, Lujan (République Argentine).

La Voz de la Mujer, casilla Correo, 1277, Buenos-Ayres (République Argentine).

La Anarquia, calle 7, n° 576, La Plata (République Argentine).

De langue italienne :

L'Avvenire Sociale, Messina (Italie).

Protesta Humana, Tunis.

Question Sociale, Paterson, New-York (Etats-Unis).

Question Sociale, calle Corrientes, 2039, Buenos-Ayres (République Argentine).

De langue anglaise :

Freedom, 7, Lambs Conduit street, London, W.C. (Angleterre).

Liberty (J. Tocchati), Carmagnole House, Hammersmith, London, E. C. (Angleterre).

The Anarchist, 7, Broomhall street, Sheffield (Angleterre).

The Torch, 127, Ossulston street, Easton road, London, N. W. (Angleterre).

The Firebrand, 128 1/2, Third street, Portland (Oregon), Etats-Unis.

De langue allemande :

Der Sozialist, Frankfurter Allée, 105, Berlin (Allemagne).

La Freiheit, P. O. Box 346, New-York (Etats-Unis).

De langue hollandaise :

Anarchist, 116, Westerstraat, Amsterdam (Hollande).

An-Archie, Spaarndammerplein, 9, Amsterdam (Hollande).

De langue grecque :

Le Socialiste, maison Kallergis, derrière le Stade, Athènes (Grèce).

De langue danoise :

Proletaren, Montergade, 27.3.5. Sideb. Kobenhvan (Danemark).

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu pour les familles de Liège : Groupe des *Déshérités* de Charleroi (E. U.) : 48 fr. 70.

Reçu pour la famille Monod : V. à Montfort, 0 fr. 50.

C., au Havre. — Faisons passer à la *Sociale*.

B., à Brassac. — Employez les invendus pour vous créer de nouveaux acheteurs.

C. S., Marseille. — Numéro expédié. Inutile de renvoyer l'autre. En avons toujours de reste.

B., à Poitiers. — Prenez 35 invendus chez Poyard.

Le comp. Ravina Lorenzo, actuellement interné à S. Nicolas di Tremiti, demande l'adresse de Gros Louis ?

G., à Châlons. — Et les 50 brochures expédiées ? Nous aurions bien besoin de rentrer dans nos fonds.

G., à Roustchouk. — N° 48 expédié.

S., à Lootcha. — Reçu carte. Merci.

Reçu pour le journal : Sch., 7 fr. — E., à Cette, 0.50. — P., 3 fr. — C. S., Marseille, 1 fr. 05. — V., à Montfort, 0 fr. 50. — P. Menu, 1 fr. — M., à N., 0 fr. 30. — E. P., à Bruxelles, 2 fr. — X., 2 fr. 50. — C., rue M., 1 fr. 25. — P. R., 20 fr. — Merci à tous.

V., à Roubaix. — E. S., à Lootcha. — H., à Angers. — M., à Avignon. — M., à Nantes. — P., à Londres. — N. B., à Bivolari. — F., à Liège. — B., à Sotteville. — R., à Romans. — B., à Bourges. — Agence, Genève. — B., à Seraing. — E., à Montpellier. — C., à Apt. — P., à Poitiers. — K., à Genève. — R., à Turin. — R. D., à Paris. — C., à Béziers. — C., à Argenteuil. — P. S., à Bordeaux. — P., à Tunis. — J., à Châlons. — D., à Angers. — B., à Brest. — R., à Roanne. — L., à Poitiers. — M., à Reims. — P., à Ougrée. — S., à Lens (par le *Libertaire*). — B., à Toulon. — B. et C., à Spring Walley. — D., à St-Chamond. — D., à Morez. — N., à Hodimont. — S., à Albi. — C., au Havre. — Marcq-en-Barœul (par la *Sociale*). — L., à Montceau-les-Mines. — D., à Cherbourg. — C., au Havre. — N., à Londres. — M., à Annecy. — Reçu timbres et mandats.

(1) Nous commençons aujourd'hui la publication de cette liste. Nous comptons sur le zèle des camarades pour nous signaler les omissions.

A NOS LECTEURS

Quelques-uns de nos lecteurs nous ont écrit de les considérer comme souscripteurs de notre album. Nous engageons vivement ceux qui ont l'intention d'y souscrire à nous le faire connaître, afin que nous puissions nous guider sur ces renseignements pour le tirage. Comme ce dernier sera forcément restreint et qu'il n'en sera pas fait un deuxième, les premiers arrivés seront les seuls servis.

* * *

Nous prévenons les camarades de province que nous tenons à leur disposition, au prix de 6 fr. le cent, la nouvelle brochure de Hamon : Patrie et Internationalisme.

L'exemplaire seul, 10 centimes dans nos bureaux, 0 fr. 15 par la poste.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Le Salariat	» 10
Le 11 novembre (*eau-forte*)	1 75
Bakounine (*burin*)	» 50
Proudhon, *id.*	» 50
La loi et l'autorité	» 10
L'anarchie dans l'évolution socialiste	» 10
Esprit de révolte	» 10
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*	» 60
— — — *avec portrait*	1 »
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 10
Défense d'Etiévant	» 10
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*	» 25
Un siècle d'attente. —	» 10
L'agriculture. —	» 10
Patrie et Internationalisme, *par A. Hamon*	» 10
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	» 60
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 25
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	» 10
La Conquête du pain, *par Kropotkine*, franco	2 75
Œuvres *de Bakounine*, franco	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*, franco	2 75
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*, franco	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *par Kropotkine*, franco	1 25
De la Commune à l'anarchie, *par Malato*, franco	2 75
Révolution sociale et révolution chrétienne, *par Malato*, franco	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*, franco	2 75
La Société future, *par J. Grave*, franco	2 75
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »
Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus*, franco	2 75
Correspondance de Bakounine, franco	2 75
La Forêt bruissante, *par A. Retté*, franco	2 75
La Révolte, *collection complète* (il n'en reste plus que 4)	150 »

Tous ces ouvrages sont vendus 0 fr. 25 de moins pris dans nos bureaux.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

PREMIÈRE ANNÉE, N° 52 — DIX CENTIMES — DU 25 AVRIL AU 1er MAI 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

La période électorale étant ouverte, nous rappelons que nous tenons des invendus à la disposition de ceux qui voudraient aller en distribuer dans les réunions.

∴

Nous informons nos lecteurs que nous mettrons en vente cette semaine la première feuille de notre album. L'épreuve, 1 fr. 15 par la poste.

RETOURNONS A LA SIMPLICITÉ

Le dernier argument où se retranchent ceux que n'anime pas un mauvais vouloir systématique, lorsqu'on les presse sur la réalisation d'un idéal d'harmonie et de liberté, est celui-ci : « Vos idées sont belles, mais elles ne sont pas réalisables. Il faudrait, pour leur réalisation, une humanité trop parfaite. »

C'est que l'humanité a été tellement menée en laisse, tellement asservie, tellement habituée au mensonge, à l'illusion, qu'elle croira plutôt au monde des fées, à la puissance des génies, qu'à la possibilité de pouvoir, un jour, marcher sans entraves. L'habitude des choses compliquées est tellement ancrée dans nos cerveaux, qu'il ne nous est plus possible de penser de prime abord aux choses simples, qui nous paraissent des enfantillages à première vue.

Cette aberration est portée dans toutes les branches de notre activité. Ainsi, en mécanique, lorsque se fait une invention nouvelle, cela débute d'abord par une machinerie compliquée, des rouages multiples, pour ne produire, le plus souvent, qu'un travail médiocre, grâce, justement, à la complexité de la machine. Mais, peu à peu, lorsqu'elle est entrée dans la pratique, lorsque l'usage en a fait connaître les défauts, quand chacun y a apporté sa petite modification, la débarrassant des rouages inutiles, nous la voyons prendre une marche plus régulière, produire un travail d'autant plus parfait, qu'elle est moins compliquée.

Il en est ainsi de notre cerveau; il ne conçoit plus les raisonnements simples. Il va d'abord à l'abstrait, au confus; ce n'est que par un travail énorme de pensée qu'il se débarrasse des aberrations, des entités.

∴

C'est qu'il est très difficile à l'homme de voir les choses telles qu'elles sont, sous leur véritable aspect; de saisir les rapports qu'elles ont entre elles. Jadis, à l'aurore de son intelligence, alors qu'il voyait les phénomènes de la nature s'accomplir sous ses yeux, son cerveau trop faible ne pouvant lui en expliquer le mécanisme, il lui fallut inventer des explications saugrenues, amplifier les choses, chercher des causes supra-naturelles. Il ne conçut les choses qu'au travers du merveilleux, et n'arriva à les comprendre qu'après les avoir identifiées à son être, après leur avoir prêté un corps, une volonté. Son intelligence s'élargissant, il arrivait à concevoir plus scientifiquement les choses, et à leur trouver une explication plus rationnelle; les entités s'évanouirent graduellement, dans l'explication matérielle des faits, mais pour renaître sous d'autres noms; dépouillées — en partie, car il est impossible à l'homme de ne pas créer à son image — de leur personnalité anthropomorphique, avec des attributions moins nettes, moins précises, mais toujours flottantes en l'imagination humaine.

Pour l'organisation sociale, il n'en est pas autrement. Les sociétés ont commencé, il est vrai, par les formes les plus primitives; l'autorité s'est montrée d'abord, sous l'aspect du pouvoir personnel; ce n'est qu'au fur et à mesure du développement humain que le gouvernement s'est compliqué, que les fonctions se sont spécialisées en exécutive, législative, judiciaire, que la pieuvre a développé ses innombrables tentacules, qui ont nom : armée, police, enseignement, bureaucratie, etc.; c'est que, à l'origine, le cerveau de l'homme était trop pauvre de notions pour imaginer une organisation semblable. Mais n'était-ce pas, déjà, une complication sur la simplicité primitive que de se donner des maîtres?

Une fois déviée de son évolution naturelle, par l'intrusion de l'autorité en son sein, la société devait continuer fatalement à se hérisser de complications; une institution devait en amener une autre; les hommes ayant pris l'habitude de ne croire qu'aux choses compliquées, naissant au milieu d'une société compliquée, chaque génération a ajouté quelque rouage à ceux déposés par les générations précédentes.

De plus, les sociétés étant allées toujours en englobant une plus grande quantité d'individus, l'autorité centrale se vit forcée de déléguer ses pouvoirs à des sous-ordres qui ne tardaient pas à s'ériger en institutions constitutives de l'ordre social; nous en sommes arrivés à ne plus voir de société véritablement constituée que si les individus ne peuvent correspondre entre eux que par les soins de mille et un intermédiaires; nous ne pouvons plus concevoir un ordre social où les individus établiraient leurs rapports entre eux, directement, sans contrôle.

Au seul énoncé d'une société où il n'existerait plus de légiférants, plus d'autorité, ni gendarmes, les plus sincères poussent des cris effrayés, rêvant les cataclysmes les plus épouvantables.

Tout le monde souffre du mauvais fonctionnement du système social actuel, tous s'accordent à en accuser la complication de ses rouages, mais une société où personne n'aurait à obéir, où chaque être pourrait développer son initiative sans avoir à en rendre compte à personne, n'ayant à accepter d'autres limites que celles qu'il s'imposerait lui-même, s'abstenant d'empiéter sur le droit de ses voisins pour sauvegarder les siens, cette société-là reste un rêve pour la plupart, — un beau rêve lorsqu'on veut vous faire des concessions, — mais rien qu'un rêve, hélas! Nous avons trop longtemps léché le fouet qui nous châtiait, pour reprendre si vite le sentiment de notre propre dignité.

∴

« Votre idéal est beau, mais n'est pas réalisable! » et quand on a dit cela, on croit avoir constaté une réelle impossibilité, tandis que l'on ne fait qu'affirmer son apathie.

Le plus grand obstacle à la vision nette des choses, c'est que, par suite de l'oppression séculaire qui pèse sur eux, les individus ne peuvent comprendre ce que peut la volonté individuelle quand elle est entière.

Est-ce que les mœurs ne se transforment pas sous la poussée des individualités qui, progressivement, abandonnent la manière de vivre des ancêtres? Est-ce que les plus grandes transformations sociales ne sont pas le produit de tous les petits changements individuels qui s'opèrent chaque jour? Alors, pourquoi se retrancher derrière cette formule : « Ce n'est pas possible », quand il est démontré que cette possibilité ne dépend, justement, que de la volonté de chacun?

Écrasés par l'omnipotence de l'État, les individus n'ont pas encore compris que la force de ce dernier est faite de l'abdication de leur volonté; que sa toute-puissance n'est faite que de la force qu'ils lui prêtent, qu'il ne sera rien du jour où ils voudront être, eux!

On a tellement masturbé le cerveau des individus que l'on a tué chez eux l'esprit d'initiative. Lorsque quelqu'un a trouvé une façon d'agir plus conforme à ses désirs, au lieu de la mettre résolument en pratique, il s'inquiétera d'abord de ce que pourront en penser ses voisins; ce n'est plus sa volonté qui dicte sa conduite, mais l'opinion de ceux dont il ne devrait avoir à s'inquiéter que pour obtenir leur concours, s'ils veulent le lui donner, tout en marchant sans eux, s'ils ne veulent pas agir. Toujours, au lieu de chercher à réaliser une chose juste, on veut savoir si l'on sera imité ou blâmé.

Hé! bonnes gens, qu'avez-vous à vous inquiéter de ce que les autres veulent ou ne veulent pas? Que doit vous importer l'opinion de ceux qui se cantonnent dans les choses du passé? Lorsqu'une idée vous paraît belle, travaillez donc à la réaliser, dans la mesure de vos moyens.

Hé! certainement, si vous êtes seuls, vous ne transformerez pas la société, mais, par vos efforts, vous pouvez en convaincre d'autres; agissez comme vous pensez, selon la possibilité de vos moyens; transformez vos propres mœurs,

et le peu que vous ferez dans votre milieu en entraînera d'autres; et vous serez tout étonnés, par la suite, de voir se réaliser ce qui, auparavant, vous semblait le plus irréalisable.

J. GRAVE.

INTELLIGENCE ET BONTÉ

Chez certains penseurs hardis, à la conviction indiscutable, se manifeste, très souvent sans affectation, le mépris le plus transcendant pour la masse, passive et fatalement ignorante, des individus qu'ils croient vouée à un irrémédiable esclavage. Cette condamnation sans appel les amène à négliger de causer à cette masse, et à limiter la propagande des théories novatrices à la minorité privilégiée qui constitue le monde de la littérature et de l'étude. A notre sens, il y a dans cette *forme* d'appréciation une grave erreur et un danger pour la cause révolutionnaire.

Sans nier l'immense valeur de la grandeur intellectuelle, est-il indispensable d'être l'hôte de la science ou le familier des lettres pour concevoir l'accentuation extrême prise, à notre époque, par le développement de l'esprit humain, et aider à la réalisation d'une forme sociale à qui l'on ne peut dénier une confirmation historique et naturelle?

Bien au contraire, dans les lettres par exemple, si on réserve son estime à la minorité d'écrivains dont la plume n'est pas esclave, on demeure, hormis la collectivité figurante, en présence d'un grand nombre de talents et d'intelligences incontestables, qui, malgré leur rare qualité, donnent chaque jour, dans le journal ou le livre, l'exemple de la plus stupéfiante incompréhension touchant le développement des sociétés.

Retenons seulement les erreurs caractéristiques et récentes qui furent le plus longuement répercutées. Lors de la dernière réception d'un élu à ce ministère de la littérature communément nommé Académie, la coutume du lieu mit en présence deux cardinaux de cette autre très sainte église politique et littéraire, essentiellement conservatrice des institutions par l'innocuité de ses dogmes et le modérantisme de ses doctrines. Dans le cours de leurs éloges et oraisons, ils apprécièrent incidemment la Commune de 1871, à propos d'une monographie que lui avait consacrée l'académicien défunt. L'un, analyste patenté de l'âme féminine et mondaine, qualifia cet événement à jamais fameux de « lamentable attaque de fièvre »; l'autre, voulant sans doute donner un aspect scientifique à sa pensée, le jugea comme « un accès douloureux de fièvre obsidionale et alcoolique ». Déjà, le récipiendaire de la réception précédente n'avait considéré qu'en tant que « bande d'assassins frénétiques » les révolutionnaires de 1793 qui servirent ce régime, alors inéluctable, désigné sous le nom de Terreur, avec une insistance particulièrement intéressée, par les contempteurs de la Révolution.

Telle est l'outrance réactionnaire des jugements portés par des représentants les plus écoutés de l'expression écrite, dont les idées font école, sur les phases socialement intéressantes de l'évolution humaine! Telle est la faiblesse de leur entendement historique!

Doit-on mécroire en leurs dons intellectuels, ou n'admettre comme cause de leurs appréciations que l'influence d'un fougueux égoïsme et conséquemment approuver Bakounine écrivant: « L'homme croit toujours facilement à ce qu'il désire et à ce qui ne contredit pas ses intérêts. Qu'il soit intelligent et instruit, c'est même chose. Par son amour-propre et par son désir de vivre avec ses prochains et de profiter de leur respect, il croira toujours à ce qui lui est agréable et utile. »

Maintenant, si nous observons les travailleurs qui, chaque jour plus nombreux, s'émancipent moralement, quelle hauteur de vues et quelle émotion ne les voyons-nous pas apporter à l'étude des mouvements émancipateurs! Si le plus intéressant, la Commune, tient une si large place en leur cœur, c'est autant parce qu'il recéla des germes d'organisation libre et qu'il fut, selon la très juste expression de Bakounine, « une négation audacieuse, bien prononcée de l'État », que parce qu'il eut une fin particulièrement tragique. En parlant de la hauteur d'esprit que beaucoup de philosophes audacieux mettent à se séparer d'une importante partie de l'humanité, nous avons dit: « Cette attitude est un danger. »

En effet, nous croyons un savoir étendu et une intelligence supérieure moins nécessaires à l'individu, pour son affranchissement, que des sentiments simples, généreux, fortifiés encore par la notion de la solidarité. Servir la cause de la Révolution, c'est vouer à la justice et à la liberté un amour qui n'est désintéressé qu'autant que l'homme possède cette vertu.

Le poète a compris combien, en l'absence de toute bonté native, l'individu pouvait être mauvais, et il est exact lorsqu'il caractérise ainsi, dans *Claude Gueux*, la cause de l'insensibilité presque inconsciente de M. D..., le directeur de la prison: « pas méchant, mauvais. »

Ainsi, nous, anarchistes, appelons au combat tous ceux dont les aspirations généreuses, pour n'être pas en leur cerveau positivement formulées, n'y vagissent pas moins latentes.

Si dans leur cœur, suivant l'image poétiquement énergique de Saint-Just, « la vérité brûle comme la lampe dans un tombeau », ils sont les défenseurs naturels de l'Idée, quel que soit le degré de leur intelligence.

Evitons que beaucoup de ces précieuses énergies se persuadent ne rencontrer, comme compagnons de lutte, que des supériorités indifférentes au sort de qui n'est pas incomparable ou glorieux. Ce trop d'absolutisme les pourrait éloigner de nos principes, et contribuer ainsi à rendre perdurable la solidité de l'ordre bourgeois.

JEAN LARUE.

DES FAITS

Les grèves en février 1896.

32 grèves ont été déclarées en février 96; l'on n'en avait compté que 10 en 1895 et 22 en 1894.

19 de ces grèves se sont produites dans les industries textiles; viennent ensuite 3 grèves de mineurs, 2 de cordonniers et 1 grève dans chacune des corporations suivantes: bûcherons, chaisiers, galochiers, jardiniers, maçons, menuisiers, ouvriers en balais, smileurs de pavés, fabricants de chicorée, porcelainiers.

Le département du Nord se distingue, comme toujours. Il compte 13 grèves, dont 8 dans la seule ville d'Halluin.

Les causes principales sont toujours les mêmes et se répartissent comme il suit: 18 ont pour cause une augmentation de salaires, 6 s'opposent à une réduction, 2 à la diminution de la durée de travail, 3 au renvoi de chefs d'atelier; enfin 6 grèves ont eu des causes diverses: règlement d'atelier, amendes, remplacement du travail aux pièces par le travail à la journée.

Les résultats sont bien faibles: 4 réussites, 10 transactions, 8 échecs; les autres grèves n'étaient pas finies à la fin de février.

2.338 ouvriers environ ont pris part à ces différentes grèves.

P. D.

Civilisation.

On sait comment le gouverneur de la Côte d'Or, M. Maxwell, et les officiers de la reine Victoria chargés de commander l'expédition contre les Achantis ont cru devoir traiter le roi de ce peuple, qui ne tira pas contre eux un seul coup de fusil. Nous avons vu, par les dessins du *Daily Graphic* et par les descriptions écrites de ses confrères, le roi Prempeh baisant les pieds des envahisseurs de son pays, et le *Star* a exprimé courageusement sa honte et son indignation de pareils procédés. Mais il est réservé au *Daily Telegraph* de nous apprendre comment les soldats anglais se sont comportés dans ce pays aisément conquis. Nous laissons la parole à son correspondant, M. Bennett Burleigh, le *war correspondent* et le socialiste bien connu:

« Je ne veux pas dire que les porteurs ou même que nos alliés indigènes aient été hors de tout contrôle, ni qu'ils aient agi comme ils l'ont fait avec la sanction officielle. Mais d'une manière ou d'une autre, après que le roi eut été fait « prisonnier », mot que notre censeur, le major Belfied, crut devoir remplacer par celui d' « otage », ils prirent le mors aux dents et commencèrent de piller à droite et à gauche. Ce ne sont pas eux seuls, d'ailleurs, qui s'adonnèrent à cette honteuse opération, car il y eut des blancs et même un bon nombre d'officiers qui se joignirent au vol et qui en profitèrent. Pendant deux jours, cependant, tous les indigènes coupables de vol qu'on put saisir furent flagellés, leur butin confisqué, puis vendu aux plus offrants. L'argent passait je ne sais où, mais en attendant d'avoir trouvé ses destinataires, il restait en des mains officielles. On nous dit qu'il servirait à augmenter le montant des récompenses à distribuer entre les troupes. »

(*Justice*, 29 février.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

RÉHABILITATION PAR L'ARMÉE. — Maintes fois, quand un écho des tortures infâmes en usage constant dans les troupes coloniales venait émouvoir l'opinion publique de la métropole, les ministres de la guerre interpellés ont successivement promis que de pareils faits ne se renouvelleraient plus, et que des ordres sévères venaient d'être donnés. Voici quelques détails sur la vie qui est faite, au Sénégal, aux soldats des compagnies coloniales. Ces faits sont récents, ils datent de janvier dernier, alors que florissait déjà le ministère libéral que nous possédons encore actuellement.

« Je suis arrivé, dit notre correspondant, le 30 décembre 1895, au Sénégal. Notre détachement était commandé par un fourrier, un sergent et un caporal; ce dernier est un pédéraste invétéré. Quand nous entrâmes dans la chambrée, je fus frappé par la vue de deux hommes, couchés sur leur lit, ayant sur leur visage décharné le masque de la mort: ces malheureux étaient rivés l'un à l'autre par la *barre de justice*. Ils étaient atteints des fièvres paludéennes et avaient été ainsi enchaînés par ordre du sous-officier F... Ce misérable, un Corse encore, est d'une férocité inouïe. Son divertissement favori est de mettre les *poucettes* à ses victimes, et de les serrer au moyen d'un clou jusqu'à ce que le sang jaillisse. Si le patient se plaint, F... le frappe à coups de clef ou de nerf de bœuf en lui criant: « Mais défends-toi donc, fainéant! » Ici les malades sont très mal soignés. Il n'y a pas de major à... Celui de Dakar ne vient qu'une fois tous les quinze jours et même tous les mois. Avec 40 degrés de fièvre, nous sommes obligés de travailler; nous n'avons pas un seul jour de repos, pas même le dimanche. »

On peut interpeller, si l'on veut, le ministre de la guerre. Nous ne croirons que celui-ci désire fermement la disparition de telles abominations que quand il aura supprimé ces compagnies disciplinaires où les hommes sont ainsi traités, ou tout au moins fait détruire une fois pour toutes ces instruments de supplice dont il prétend réprouver l'usage et que les brutes qui les emploient ne feront probablement pas fabriquer de nouveau à leurs frais.

C'est, hélas! tout ce qu'on peut espérer pour le moment. Mais la fréquence de ces faits et le niveau moral qu'ils décèlent peuvent prouver à quel point s'illusionnent ceux qui pensent moraliser les criminels par leur envoi aux compagnies coloniales en question.

* *

ADMINISTRATION. — Le 23 janvier dernier, à l'hôpital de Douéra (Algérie), Mme Deschamps, âgée de 87 ans, fut trouvée morte dans un réduit infect *qui sert de cachot*. Elle avait été incarcérée là *sur la plainte des bonnes sœurs* qui trouvaient que la vieille *se mouillait trop*. Cette pauvre octogénaire avait été

vue à plusieurs reprises, par une infirmière, couchée *sous* son grabat, et sur le carrelage de son cachot pour se garantir de la pluie qui traversait la toiture. Cette situation était ignorée du médecin de l'hospice; il ne l'apprit que quand il dut constater le décès de Mme Deschamps. Sur le bulletin de décès il inscrivit la mention : *Séquestration*, mention qui *passa inaperçue* du maire et de l'adjoint. L'affaire ne fut ébruitée que parce que le médecin en question la raconta au juge de paix de Boufarik, de passage à Douéra. Celui-ci fit alors procéder à une enquête.

Un peu tard maintenant pour réparer le mal !

*
* *

Agonie de huit mois. — On se souvient du camarade Girier-Lorion, dénoncé et vendu autrefois par les marxistes et expédié ensuite à la Guyane. Là-bas, impliqué à tort dans la fameuse « révolte des anarchistes » où furent assassinés Simon, Marpeau et d'autres, il fut, quoique son innocence fût nettement établie au cours des débats, condamné à mort. Ce malheureux est resté *huit mois* dans l'attente de son exécution ou d'une commutation de peine. Dans les deux derniers numéros parus, la *Sociale* publie les lettres adressées au jour le jour par Lorion à son avocat. Ces lettres révèlent le supplice moral qu'il endura pendant tout ce temps, supplice qui surpasse en horreur celui du « pendule » raconté par Edgar Poë. Pendant huit mois, chaque soir, notre camarade se couchait en se disant : « C'est pour demain ! » Enfin une décision fut prise et sa peine fut commuée en cinq ans de réclusion cellulaire, peine terrible, paraît-il, et à laquelle la réclusion subie en France est à peine comparable. La *Sociale*, en publiant ces lettres, rappelle aux marxistes et notamment à Jules Guesde, leur pontife, qu'ils ont un devoir à remplir : de réparer leur infamie en intervenant pour faire mettre Lorion en liberté. Cet appel est resté sans écho. Justice, humanité... vieilles guitares, n'est-ce pas, monsieur Guesde, et qui ne valent pas les trente deniers?

André Girard.

Belgique.

Nous détachons le passage suivant d'une lettre écrite à un ami :

13 avril.

« Lundi dernier j'allai à Charleroi avec l'intention d'assister au congrès socialiste. Ayant la naïveté de croire que l'on ne tient pas à tenir secrètes les choses justes et bonnes que l'on peut avoir à dire, je fus très étonné d'apprendre que plusieurs des séances n'étaient pas publiques. Force me fut, pour passer le temps, de me promener par les rues et j'assistai, sur une place publique, à des jeux de toute sorte qu'on donnait en divertissement au populaire et dont quelques-uns étaient tellement grossiers qu'on souffrait de voir la foule des ouvriers s'en amuser.

« J'appris ensuite que les députés socialistes avaient demandé à être exonérés du prélèvement qu'on exerce sur leur traitement en faveur de la caisse du parti, et qu'on avait proposé entre autres choses d'interdire aux jeunes orateurs trop zélés de faire de la propagande antimilitariste. Bref, je n'emportai de ce congrès qu'une assez mauvaise impression, me disant que quand on a fait la sottise de se donner des chefs, il n'est que juste de s'attendre à les voir bientôt défendre, censurer, moucharder, etc. »

Hollande.

Le Congrès international des Travailleurs et des Trades-Unions de 1896. — Nous avons reçu une circulaire relatant la correspondance échangée entre le *Comité exécutif de la Fédération socialiste hollandaise* et le Comité d'organisation du Congrès international des Travailleurs socialistes et des Trades-Unions, qui se tiendra prochainement à Londres, au sujet de la prétention des organisateurs d'exclure du congrès tout délégué adversaire de « l'action politique ». Le Comité hollandais avait rappelé au Comité organisateur que si les conclusions du Congrès de Zurich ont fait mention de partis ou de groupes *partisans d'une action politique*, il a été ajouté une déclaration, signée : Bebel, Edward, Kautsky, Otto Lang et Adler, dans laquelle se trouve ce paragraphe :

« L'addition proposée n'entend nullement que quiconque viendra au congrès sera obligé de prendre part à une action politique en toutes circonstances et suivant tous les détails faisant l'objet de notre définition. Elle affirme seulement la reconnaissance du droit qu'ont les travailleurs d'user pleinement des droits politiques que leur confère leur pays et suivant leur opinion pour la défense des intérêts des classes laborieuses et pour se constituer en un parti politique ouvrier indépendant. »

Le Comité organisateur répondit qu'il avait été décidé que les délégués qui n'acquiesçaient pas aux résolutions du Congrès de Zurich devraient, pour être admis, s'adresser au congrès lui-même, qui déciderait s'il y a lieu de modifier la résolution susdite.

En conséquence, le Comité hollandais, déclarant qu'il ne sollicite aucune faveur, mais l'observance stricte des résolutions de Zurich et de la déclaration additionnelle, engage les socialistes de tous les pays à l'aider à empêcher l'exclusion des communistes du Parti ouvrier hollandais et à faire prévaloir l'opinion que non seulement les réformateurs parlementaires, mais aussi les révolutionnaires communistes doivent être admis au Congrès de Londres.

Italie.

Depuis le terrible désastre d'Abba-Garima, nous avons à signaler, relativement à la guerre d'Afrique, les deux combats qui eurent lieu du côté de Kassala (au mont Mocram et à Turcuf, les 2 et 3 avril). Encore quelques milliers de victimes à enregistrer.

Il paraît qu'on ne pourra plus se battre avant l'automne, vu la saison des pluies qui approche ; la plus grande partie de l'armée abyssinienne se serait déjà retirée vers le Choa. La température augmente sans cesse et devient insupportable ; l'*Esercito italiano* (journal ultra-militaire) enregistrait 40° à l'ombre, il y a déjà trois semaines. En attendant les balles, ce sont les fièvres paludéennes qui, selon la feuille ministérielle l'*Italie*, font les « vides les plus cruels » dans la garnison.

*
* *

Une conséquence générale de toutes les conquêtes entreprises par les Européens, c'est la *révolte engendrée par la guerre*, — révolte pas seulement contre ceux qui tentaient de les subjuguer, mais contre tous ceux même, blancs ou nègres, qui ne voulaient que continuer l'ancien esclavage. C'est ainsi que Ménélik exigeant des Gallas l'ancien tribut, ceux-ci se sont révoltés contre les Abyssins. De même, dans l'Afrique australe, tout le Matabeleland est en révolte, les forces anglaises étant impuissantes à dompter l'insurrection; troubles à Madagascar... On parle, enfin, d'un attentat contre Ménélik.

*
* *

En Italie, la *Tribuna* nous apprend qu'à Senigallia eurent lieu de « très graves désordres » ; la Caisse d'épargne et la Société commerciale ayant fermé leurs guichets, « des faillites en dérivèrent et la population se débattait entre la disette et le mécontentement général. » Une imposante manifestation populaire envahit les locaux de ces établissements, une épaisse pluie de pierres en brisa les vitres, ainsi que celles des maisons habitées par les ex-administrateurs. Après qu'un délégué de police fut blessé à la tête et qu'un lieutenant fut frappé à la poitrine, la démonstration fut dissoute avec l'aide de la cavalerie, pendant que les manifestants se préparaient à faire des barricades. Quinze arrestations eurent lieu, parmi lesquelles un vieillard de soixante-dix ans, qui, par suite de l'émotion, fut atteint de paralysie. Les établissements menacés sont gardés par la troupe.

Les conscrits de Cinisello s'étant révoltés contre les *carabinieri*, les paysans ont fait cause commune avec eux ; on a dû faire venir les gardes à cheval pour les disperser.

*
* *

Après de Félice, voici un autre député socialiste, Barbato, lui aussi sorti récemment de prison, qui déclare perdre son temps à siéger à la Chambre et préférer la propagande active parmi les paysans.

Si ces gens étaient conséquents avec eux-mêmes, ils seraient parmi nous.

Andréa d'Angélo.

BIBLIOGRAPHIE

La Lutte des races, par Gumplowicz, 1 vol. de la « Collection des auteurs étrangers contemporains », de chez Guillaumin, 14, rue Richelieu, 7 fr. 50, broché; 9 fr., relié à l'anglaise.

« L'humanité n'est qu'un composé de races multiples, sans cesse en lutte les unes contre les autres; luttes où disparaissent les races moins douées, où s'affirment les supérieures; » telle est la donnée de l'auteur qui, plus loin, affirme que : « l'exploitation est toujours opérée par une race sur une autre », et qui, sans doute, pour affirmer cela, ne s'est pas rendu compte de l'état économique de nos sociétés, où ceux qui possèdent absorbent le produit du travail de ceux qu'ils ont dépossédés.

Pour l'auteur, cela n'est pas de l'exploitation; partisan, lui aussi, d'une aristocratie intellectuelle, il considère cela comme un fait naturel, en affirmant que : « Pour qu'ils s'élèvent (les hommes) au-dessus de l'état animal, il *faut* que *certains* d'entre eux soient soustraits, par le travail des *autres*, aux soucis les plus absorbants, aux travaux les plus écrasants ! »

D'autre part, et ce ne lui est pas une conception particulière, l'histoire évoluerait selon des lois immuables; l'histoire de notre époque ne serait que la répétition de l'histoire ancienne. L'humanité ne recule ni ne progresse; elle ne fait que déployer, sous une autre forme, l'activité de l'homme de l'âge de pierre.

Il existait autrefois une théorie de « l'emboîtement des germes », c'est-à-dire que l'on croyait que les premiers êtres qui parurent sur la terre contenaient en eux, à l'état de germe, toute leur descendance future; absolument comme ces sphères creuses en ivoire de grosseurs graduées que l'on enferme l'une dans l'autre, en en faisant contenir ainsi une vingtaine dans la même.

C'est ainsi que M. Gumplowicz envisage l'histoire. Les premiers actes des hommes contenaient en germe les actes à venir de l'humanité future, et, quels que soient nos efforts, nous ne pouvons rien pour changer l'inéluctable avenir, notre destin a été décidé par nos ancêtres. C'est, sous un vêtement scientifique, le « *fatum* » des anciens, la fatalité des Arabes.

Depuis que la théorie de l'évolution s'est implantée dans l'histoire naturelle, tous ceux qui veulent baser leurs théories sur la science se sont empressés de fabriquer des « lois naturelles » où ils essaient d'enfermer les faits qu'ils discutent, et de mettre de l'évolution partout. L'évolution est le « Sésame, ouvre-toi ! » qui doit déblayer le passage à toutes les explications.

Lorsqu'il s'est agi de l'évolution des espèces végétales ou animales, on avait sous la main des faits matériels qui servaient de points de repère, vous permettant d'éliminer les causes d'erreur. Mais lorsqu'il s'agit de cataloguer des faits psychologiques, non pas d'un individu, mais de millions d'êtres, dont la volonté répercutée des uns sur les autres peut produire des combinaisons incalculables, on nous permettra d'être sceptique quant aux affirmations de ceux qui prétendent plier l'évolution de la société sous les mêmes lois que l'évolution d'un organisme vivant. Et c'est la maladie des économistes actuels de vouloir concréter en « lois naturelles » aussi absolues que celles qui régissent la matière plastique, les faits d'ordre psychologique.

On nous objectera que la volonté humaine n'étant déterminée que par des faits matériels extérieurs, ce sont ces derniers qui la régissent et que, par conséquent, il n'y a nulle hérésie à vouloir en déterminer l'évolution.

Les actes de l'homme sont déterminés par les circonstances extérieures, cela est exact; mais la passivité de l'individu n'est pas absolue : selon son éducation, selon son état de santé, selon la température, l'homme agira différemment, sa volonté réagit aussi sur le milieu, et sa résistance aux choses extérieures, tout arbitraire, dépendant d'un tas de choses imprévues, il s'ensuit que c'est, selon nous, perdre son temps à vouloir rechercher des lois immuables dans l'évolution intellectuelle de l'humanité, et on ne peut plus prétentieux d'essayer déjà de les codifier.

Nous sommes de ceux qui ne croient pas aux hommes supérieurs préparant les événements au gré de leur stratégie; mais puisque l'humanité a été assez bête pour subir le pouvoir de certaines individualités, il s'ensuit que son évolution normale est entravée, dans une certaine mesure, par ces individualités. Qu'elles soient plus ou moins entraînées par les événements, cela est certain; que leur rôle aille s'amoindrissant, cela encore est exact; mais, si minime qu'elle soit, leur volonté n'en agit pas moins dans l'évolution sociale et contribue à la hâter ou la ralentir, la pousser à droite ou à gauche.

L'action des foules est, certainement, plus prépon-

dérante; c'est elle qui fait l'histoire; mais qui pourra jamais dénombrer les causes de leurs actes, faire la part de chaque mobile?

Un événement en engendre un autre, mais comme cette répercussion doit se faire à travers des cerveaux humains, il en résulte des déviations qu'il est impossible de calculer. Quels que soient les rapprochements que l'on ait tenté de faire entre les époques de l'évolution humaine, on y retrouvera des ressemblances, des similitudes, mais jamais l'identification ne sera complète; il y aura toujours des faits qui échapperont à l'assimilation.

Ce qui fait l'erreur des auteurs, c'est qu'ils veulent que les lois qu'ils recherchent ou prétendent avoir trouvées, aient été établies dès les débuts de l'apparition de la vie; d'après leurs raisonnements, la nature serait un être anthropomorphique doué de raisonnement et de volonté, qui aurait décrété que l'évolution se ferait suivant telle ou telle règle, et non selon telle autre.

Or, il n'en est rien. La nature est l'ensemble de ce qui existe, sans personnalité aucune, sans volonté préconçue. Les matériaux qui forment l'univers ont des propriétés qui les font s'associer dans certaines conditions, repousser dans certaines autres; c'est ce que l'on nomme des lois naturelles; mais ces « lois » ne créent pas les circonstances, elles se contentent d'agir sous leur pression; et, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit de l'évolution de l'intelligence humaine.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

De chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain : *L'Individu contre l'Etat*, par H. Spencer, 1 vol., 2 fr. 50; — *Essais de morale, de science et d'esthétique : Essais sur le Progrès*, par H. Spencer, 1 vol., 7 fr. 50 ; — *La Science sociale*, par H. Spencer, 1 vol. de la *Bibliothèque scientifique internationale*, relié, 6 fr.

De chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle : *Le Grand Pan*, de G. Clémenceau, 1 vol., 3 fr. 50.

Le 3e fascicule du *Musée Galant*, 0 fr. 60, paraissant le 1er et le 15 de chaque mois.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le camarade Bazin, au nom de qui avait été faite la convocation parue, dans notre dernier numéro, sous le titre *Les Malfaiteurs*, est venu nous avertir qu'il avait été victime d'une fumisterie.

Nous avions reçu cette convocation par la poste. Il faut croire qu'il y a des imbéciles qui ont du temps et des timbres-poste à perdre. Cela aura pour effet de nous faire éplucher davantage les communications que nous recevrons.

* * *

Les camarades qui posséderaient les publications ci-dessous sont priés de les envoyer, s'ils veulent s'en dessaisir, à la *Nouvelle Humanité*, angle des rues Ramey et Flocon, à Paris, qui enverra aussitôt prix demandé :

Revue Anarchiste, nº 8, Paris 1893.
Revue Libertaire, nº 2, Paris 1894.
Mistoufe, nºs 3 et 4, Dijon 1893.
Guerre aux abus, de Francis Laur, nºs 92, 95, 107, 113, Paris.
Insurgé, 2e série, Paris, nºs 3, 4, 5, 7 et 12, 3e série.
Essais d'art libre, revue nº 6, 1892, Paris.
Citoyen de Montmartre, de Maxime Lisbonne, nº 2.

* * *

Samedi paraîtra, sous le titre de *Gueules noires*, la première série de l'album de dessins de Luce, d'après l'œuvre de Constantin Meunier.

Elle comprendra 5 planches, plus une préface de Charles-Albert et sera vendue 50 centimes.

La deuxième série de cinq autres planches, et du même prix, sera vendue une quinzaine après.

L'album complet franco, en tube, sera expédié contre 1 fr. 30.

L'album complet sur japon, 5 francs; par la poste 5 fr. 55.

Adresser les demandes dans nos bureaux ou au dépôt général, 11, rue du Croissant.

* * *

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe. — Comité abstentionniste révolutionnaire du XIIe, samedi 25 avril, à 8 h. 1/2 précises, salle Genti, 16, rue des Colonnes du Trône (Place de la Nation).

Conférence publique, par Bernard Lazare, sur *le Mysticisme et la Révolution*.

Après la conférence, le camarade Tortelier parlera sur le suffrage universel et l'abstention révolutionnaire consciente.

Entrée : 30 centimes.

* * *

Le Groupe du XVe invite celui du XIVe à se rendre salle Mas, rue du Théâtre, pour s'entendre pour les élections municipales.

* * *

Le *Comité abstentionniste* et les *Egaux du XVIIe*. — Tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 heures, permanence chez le marchand de vins, angle de l'avenue des Ternes et de la rue Poncelet. Tout spécialement le mercredi, réunion des *Comités indépendants du XVIIIe*, de celui du *XVIe* et des *Egaux du XVIIe*.

Etre exact.

* * *

Les anarchistes des Quatre-Chemins et des environs se réunissent le dimanche, après-midi, chez Jacquemin, 99, route de Flandre.

* * *

Groupe de propagande abstentionniste indépendant. — Réunion de tous les camarades tous les mardis et samedis, pendant la période électorale, au local habituel, rue des Abbesses, 52, chez le marchand de vins.

Que les camarades réfléchissent bien qu'il y a utilité incontestable à ce que l'on soit le plus nombreux possible.

* * *

LYON. — Nous rappelons aux lecteurs des *Temps Nouveaux* que quelques camarades ont pris l'initiative de créer une Bibliothèque ouverte à tous. Nous faisons un pressant appel à tous les camarades qui pourront nous aider dans notre tâche en nous adressant les livres qu'ils pourront mettre à notre disposition. A cet effet, nous nous adressons à tous ceux qui seront à même de nous faire don de livres traitant de sciences et particulièrement de sociologie.

L'abonnement à la Bibliothèque sera des plus simples : sera abonnée toute personne moyennant un cautionnement très minime remboursable au gré de l'abonné. Toute personne qui fera don d'un ouvrage à la Bibliothèque sera abonnée de droit.

Nous comptons sur toutes les bonnes volontés pour seconder notre initiative et espérons que notre appel sera entendu de tous les camarades partisans de la création d'une Bibliothèque et convaincus de son utilité.

Pour de plus amples renseignements s'adresser, tous les jours de midi à 2 heures, et les dimanches de 10 heures à midi, chez P. Desgranges, rue du Bœuf, 14.

* * *

LYON. — Conférence de Sébastien Faure, le jeudi 23 et le samedi 25, salle des *Folies-Gauloises*, rue de l'Arquebuse.

* * *

SAINT-ETIENNE. — Conférence de Sébastien Faure, le lundi 27 et le mercredi 29, salle de l'Alcazar.

* * *

MARSEILLE. — Grande soirée familiale organisée par les *Libertaires*, à la brasserie Noailles. Entrée rue Thubonneau. Concert, causerie et bal, au profit des manifestes abstentionnistes.

* * *

Nous informons ceux de nos lecteurs qui ne trouveront pas le journal chez leurs marchands habituels, que c'est faute d'avoir fait leur règlement avec nous que lesdits marchands ne sont plus à même de le leur fournir.

ÉCHOS & NOUVELLES

Moderne Revue, à Prague, publie une traduction en tchèque de *Réflexions sur l'anarchie*, par Adolphe Retté.

A LIRE

A Saint-Lazare, par Mlle de Sainte-Croix, *Eclair* du 13 avril. Même sujet : *La Prison des femmes*, par Savioz, *Patrie* du 16 avril.

Les Hommes de feu, par F. Veuillot, *Univers* du 14 avril.

Double suicide, par J. Jullien, *Echo de Paris* du 17 avril.

Chronique, par Henry Bauër, *Echo de Paris* du 18 avril.

Dans le numéro 1 de l'*Aube*, nouvelle revue, 69, rue Blanche, *L'Ile*, par Bernard Lazare; *Changement de mœurs*, par L. Malquin.

A NOS LECTEURS

Nous prévenons les camarades de province que nous tenons à leur disposition, au prix de 6 fr. le cent, la nouvelle brochure de Hamon : Patrie et Internationalisme.

L'exemplaire seul, 10 centimes dans nos bureaux, 0 fr. 15 par la poste.

PETITE CORRESPONDANCE

Ravina Lorenzo, à Tremiti. — Gros Louis de Vienne est toujours à Marseille, rue Guérin, 26.

E. P. — Oui, c'était pour fixer le tirage que nous désirions connaître le nombre des souscripteurs à l'album.

Merci au camarade qui nous a envoyé la revue *Le Mouvement social*.

Securis. — Vers passeront prochainement.

A. R. — Reçu *Rêverie positive*. Excellent.

J. E. — Je vous envoie ce que nous avons en fait de musique, mais je ne connais rien se rapportant à ce que vous demandez.

L'Enclos. — Reçu numéro. Merci.

E. B., à Chiaravalle. — Nous avons perdu 0.75 sur le change des lires.

P. D., à Paris. — Reçu carte postale. Merci.

M., à Pise. — Faisons passer votre observation à notre correspondant.

Camarade de St-Denis. — Veuillez prendre 121 invendus chez M. Fouché.

D., à Cherbourg; S., à Annonay. — Collections et vol. expédiés.

M., au Cabot. — Vol. expédié. Devez 1 franc.

H., Z. — Insérons votre première communication; quant à la seconde, malgré toute notre bonne volonté, nous ne pouvons admettre comme théorie anarchiste de vouloir retourner vivre à l'état sauvage, par conséquent n'insérons pas. — Votre article trop bistourné de style.

B., à Mauziat. — Quand c'est une somme un peu importante, il est préférable par mandat, mais pour les petites vous pouvez envoyer en timbres.

Le camarade Anarcho, qui nous a envoyé le montant de son abonnement sans nous rappeler son adresse, est prié de nous la faire parvenir. Prière aux camarades de Bulgarie qui connaîtraient le camarade de lui faire part de cet avis.

Reçu pour le journal : J., Italie, 1 fr. — Jean qui marche, 25 fr. — L., 0 fr. 95. — Bruxelles, liste E. Chapelier, 2 fr. 90. — 3 camarades en visite, brochures et souscription : 15 fr. — P., par R., à Genève, 10 fr. — V., 0 fr. 50. — H. Z., 0 fr. 25. — C. B., 1 fr. — E. R. et E. S., Espagne, 7 fr. 25. — L. S., à Saint-Maurice, 0 fr. 50 pour la brochure *l'Anarchie*, 0 fr. 50 pour le journal. — B., à St-Didier-la-Seauve, 2 fr. — Liste de l'*Association ouvrière* : Barré, 2 fr.; Avila, 2 fr.; Hébrard, 1 fr.; L'*Association ouvrière*, 2 fr.; Maujean, 2 fr.; Pasquin, 2 fr.; E. Villaret, 2 fr. En tout, 13 fr. — Merci à tous.

N., à Sens. — H., à Angers. — F., à Toulon. — P., à Dijon. — N., à Toulouse. — D. N., à Magnée. — D., à Amiens. — Vve D., à Montluçon. — C., à Marseille. — V., à Marseille. — G., à Bordeaux. — F., à St-Etienne. — G. P., à Londres. — B., à Annonay. — V., à Percy. — L., au Mans. — L., à Chaux-de-Fonds. — Z. R., à Haine-St-Pierre. — C., à Grenoble. — C., à Nice. — F., à St-Denis. — R., à Pont-en-Royan. — M., à Troyes; D., à Ganges (par le *Libertaire*); H., à Angers. — F., à Amiens. — T., à Roustchouk. — L., à Jemmeppes. — Reçu timbres et mandats.

Faisons passer à la *Sociale* et au *Libertaire* : E., à Daumazan. — C., à Genève. — C., à Grenoble. — G., à Dijon.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Angers

Chez Dron, 23, rue Bodinier; — chez Duvivier, 26, rue Plantagenet; — chez Hamelin, 85, faubourg Saint-Michel.

Ce dernier camarade porte à domicile.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 1

DIX CENTIMES

DU 2 MAI AU 8 MAI 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous avons reçu le manuscrit de la conférence que notre ami Kropotkine devait donner à la salle du Tivoli Waux-Hall.

Nous informons les camarades que d'ici une quinzaine de jours elle pourra être mise en vente.

LES ANARCHISTES ASSOCIÉS [1]

Il vient de se fonder, sous le titre de « The Associated Anarchists », une société d'anarchistes-socialistes dont le but est de former des groupes acceptant certaines règles déterminées et considérées comme nécessaires à l'expansion de l'Idée. Un groupe est déjà en fonctionnement; c'est le groupe n° 1 : « L'anarchie, c'est l'ordre. » Il a publié un manifeste où sont exposées les raisons de cette action commune, collective; nous en donnons ci-après d'importants extraits, car il nous semble intéressant de faire connaître au public de langue française les tendances nouvelles du mouvement communiste-anarchique en Grande-Bretagne.

Substantiellement, le manifeste s'exprime ainsi :

« Mêlés depuis fort longtemps au mouvement anarchiste en Angleterre, nous avons vu faire une énorme propagande et répandre largement nos idées, mais nous sommes obligés d'avouer que l'acceptation de nos idées ne correspond nullement à l'agitation faite et à la dissémination de nos principes... Le mouvement aujourd'hui est stagnant, apathique. Cela provient de la mauvaise politique adoptée par les anarchistes en général, politique qui consiste à se séparer quand survient une non-entente, la minorité prenant un chemin et la majorité un autre. Il faut prévenir d'aussi désastreuses séparations par des conventions non obligatoires, de manière que la minorité et la majorité puissent continuer à travailler harmonieusement ensemble, côte à côte, la main dans la main... A beaucoup de meetings de nos camarades anarchistes où nous avons assisté, nous avons constaté que chaque fois qu'il n'y avait pas parfaite unanimité, il était impossible de décider quelque chose. De violentes altercations avaient lieu, le plus grand désordre régnait et tous les meetings, au point de vue de l'organisation, ont été d'absurdes farces et de ridicules fraudes. Nous voulons guérir cette plaie ouverte de l'anarchisme, et cela ne peut être fait que par un changement complet de politique, mauvaise jusqu'ici à cause des fausses idées relativement au vote. Il était admis que d'accepter la décision de la majorité était une abdication de sa propre liberté... Quelquefois, la minorité a volontairement décidé de suivre la majorité plutôt que de se séparer. Considérant ceci comme le principe de l'harmonie collective, nous pensons qu'il est important que la politique de la minorité, choisissant volontairement d'aller avec la majorité, soit un principe avoué et suivi parmi les anarchistes qui désirent organiser et montrer un front uni à l'ennemi. »

Pour organiser les anarchistes sur cette base, ces camarades ont imaginé de créer une société : « The Associated Anarchists » avec des conventions non obligatoires. D'après icelles, les associés conviennent que : « La société étant basée sur la complète autonomie de l'individu, le droit de se séparer, quand un associé le trouve convenable, est éternel. En toute matière, aucun associé ne vote à moins qu'ils ne veuillent agir collectivement. La direction de l'action de ceux qui ont voté est guidée par la majorité. » Diverses autres règles intérieures figurent encore dans ces conventions, mais elles n'ont point l'importance de principes et nous n'en parlerons pas.

La tentative de ces anarchistes anglais a soulevé des critiques même avant qu'elle prit forme; aussi ils y répondent dans leur manifeste. On leur a objecté que ce qu'ils veulent faire était fou et ils ripostent : « Au contraire, la folie est de maintenir la tactique ordinaire. S'efforcer d'obtenir une entente unanime sur chaque objet, à chaque meeting, avant qu'une action collective de toute l'assemblée soit décidée, est, selon nous, tout à fait impraticable. C'est pour obvier à cette erreur que nous avons imaginé ces conventions et, dans notre opinion, il n'y a pas folie à s'efforcer de faire disparaître une absurdité. »

D'aucuns avaient dit que c'était un abandon du principe anarchique. Eux de répondre : « C'est une erreur. L'anarchisme, en tant que doctrine, enseigne que chacun doit agir physiquement et corporellement comme il lui plaît et qu'il ne sera employé aucune agression légale ou illégale envers un membre quelconque de la société ou de la communauté. Notre proposition ne viole pas du tout ce principe... En effet, c'est un accord de la part de la minorité d'aller avec la majorité, parce que la minorité pense qu'il est avantageux de faire ainsi. Ce n'est pas une majorité gouvernementale *obligeant* la minorité à agir avec la majorité parce que celle-ci le croirait avantageux. Ce n'est pas règle de la majorité, mais bien consentement de la minorité. »

Quelques-uns avaient objecté à la méthode des anarchistes associés qu'elle était dangereuse comme les méthodes employées par la S. D. F. et le I. L. P. (1). « Nous déclarerons catégoriquement, dit le manifeste, que ces deux groupements ont actuellement (1896) une organisation essentiellement anarchique, basée sur les seuls principes anarchiques, puisque chaque individu n'est pas forcé d'en faire partie et peut s'en retirer quand il lui plaît... D'ailleurs les moyens employés par ces groupes ne sont pas anarchiques, puisqu'ils désirent la conquête des pouvoirs publics pour *contraindre* les gouvernements, pour abolir le droit et la puissance de sécession. Une fois que des lois obligatoires pour tous auront été passées, personne ne pourra se retirer sans être puni, et alors la base de l'organisation de ces groupes aura été renversée; ce ne serait pas anarchisme, mais gouvernementalisme. L'organisation anarchique que nous établissons n'a pas pour but de devenir obligatoire et ceci, pensons-nous, suffit pour déterminer une grande différence — la différence entre archistes et anarchistes. Il y a d'autres différences. Ainsi la S. D. F. et le I. L. P. ont accepté que la majorité déciderait en *toute* matière. Nous, nous acceptons seulement que la majorité *guidera* l'action collective *pour ceux qui désirent l'action collective* sur chaque affaire en particulier. Un individu qui ne veut pas d'action collective ne vote pas... »

Pour les initiateurs de ce mouvement anarchique, nombreux sont les avantages résultant de cette politique. Cela prouverait la capacité d'organisation des anarchistes qui est déniée par les adversaires. Cela permettrait une extension considérable du mouvement, car « cette organisation serait un point lumineux dans l'actuel mouvement anarchique si chaotique et inorganisé ». Elle deviendrait un centre d'attraction pour ceux qui se convertissent à leurs idées. « En anarchie, l'industrie nécessitera une organisation et celle-ci est impossible sans contrats mutuels entre individus et individus. Montrons dès aujourd'hui que nous sommes prêts à contracter l'un l'autre. »

On perçoit donc le but poursuivi par ces anarchistes associés en même temps que les règles élaborées par eux pour les groupes qu'ils comptent établir en Grande-Bretagne.

Il est intéressant de noter que c'est là une œuvre entreprise par des anarchistes anglais, écossais, irlandais. Il ne semble point qu'il y ait dans ce mouvement d'anarchistes italiens, français, russes ou allemands réfugiés en Angleterre. En effet, le bref historique qui accompagne le manifeste nous apprend que l'initiateur fut C. T. Quinn. Il eut en octobre 1895 des entretiens avec T. Reece, qui acquiesça à l'idée. Elle fut communiquée aux camarades des groupes de South London et du West End; la majorité l'accepta ainsi que le camarade W. Banham, qui arrivait du nord de l'Angleterre. Un meeting eut lieu à King's Cross le 16 décembre 1895. L'idée se formula. D'autres meetings suivirent; l'organisation se précisa et, en février 1896, des acquiescements nombreux étaient parvenus au premier

(1) Nous rappelons ici que les articles insérés étant signés, chaque opinion émise n'engage que le signataire.

(1) Il s'agit de la *Social-democratic Federation* et de l'*Independant Labour Party*. Les tactiques de ces partis sont sensiblement analogues à celles du Parti ouvrier (guesdiste) et du parti dit allemaniste. Consulter les études de A. Métin dans la *Revue Blanche* sur les socialistes en Angleterre.

groupe londonien. Il en vint de divers points de la métropole : Canning town, Deptford, Clerkenwell, Hammersmith, etc., puis de la province et de l'Ecosse : Walsall, Dundee, Liverpool, Bandon, etc.

Le secrétaire correspondant des anarchistes associés est le camarade C. T. Quinn, 2, Mabledon place, Euston road, N., London.

Il nous a semblé utile de signaler cette tendance nouvelle du mouvement anarchiste anglais, tendance qui trouve des opposants dans *Liberty* et dans *The Torch*. L'avenir nous dira ce qu'il résultera de cette tentative qui ne doit point étonner, car en France, et ailleurs, on pourrait mettre en lumière des indices révélant des tendances analogues dans les milieux anarchistes ouvriers.

A. Hamon.

BOUFFE-YOUPINS?

M. de Boisandré, critique subtil et influent de la *Libre Parole* (*Demandez le portrait de notre Directeur!...*), papillon de la chronique accouru en toute hâte autour de l'astre de l'antisémitisme naissant au firmament de la politique et du succès, est, s'il faut l'en croire, très perplexe en ce moment.

Ce gendelettre qui a compulsé toutes les œuvres anarchistes depuis Bakounine jusqu'à la *Société future*, se demande, au sujet d'un livre nouvellement paru, et que nous ne saurions trop recommander aux camarades (Correspondance de Bakounine, *librairie Perrin*), avec une frénésie antisémite, que diable peut bien vouloir dire le mot *anarchie*.

Je cite :

Qu'est-ce que l'anarchie?

A ce point d'interrogation souvent posé, je me garderai de répondre par une définition, car les protestations pleuvraient dru comme grêle...

Comment, vous, monsieur de Boisandré, grand crâneur pour dames (soixante-cinq minutes de duel!), qui avez l'air fatal d'un homme qui porte déjà toute la race juive sur son estomac, vous craindriez les protestations... oh! shocking!

Continuons :

Bien qu'infiniment moins complexe et moins dogmatique que le socialisme (je vous crois!), l'anarchisme en effet n'est guère moins que lui ondoyant et divers; *il s'offre à nous sous des formes multiples et les incarnations les plus contradictoires.*

L'anarchisme n'est pas plus la bombe de Vaillant ou d'Henry qu'il n'est l'éloquence insinuante et subtile de Sébastien Faure...

(Je n'ose plus m'aventurer dans la suite des noms cités.)

Ainsi donc, l'anarchisme, ce grand mouvement de révolte qui emporte l'univers vers des horizons nouveaux, d'abord petit souffle rasant les murailles, balayant les rues des bourgades et des cités, apportant un peu d'air dans l'atmosphère lourde du bagne ou de la geôle et, crescendo, s'enflant, sifflant, soufflant en tempête, menaçant de bouleverser le vieux monde, pourrait être capté, que dites-vous! *incarné* par un Eole du cabinet, du bouquin ou de la réunion publique, histoire de gonfler un peu le biniou de la réclame...?

Et vous vous exclamez devant les *formes multiples* de l'Idée. L'Idée prime-sautière et contempteuse de la force et des iniquités, dédaigneuse d'obstacles, jaillissant des bas-fonds pour escalader les cimes, magnifique d'ampleur et de bonté, *diverse* comme les races avec toutes leurs aspirations multiples vers l'idéal du renouveau, leurs cris de colère, leurs désirs et leurs révoltes, ondoyante comme peut l'être l'océan, aux rives accessibles à toutes les bonnes volontés, mais dans lequel seront englouties toutes les infamies et les scélératesses de l'heure présente?

Et c'est dans l'individu que vous cherchez le reflet de cette immensité!

Quel est celui qui oserait draper ses maigres épaules d'une pareille étoffe qui enveloppe les deux pôles?

Les individus ne sont que des forces, des valeurs positives ou négatives quant au progrès social. Ils ne peuvent être que des truchements entre les parties et le grand Tout du bonheur humain et ne peuvent incarner que des personnages à leur taille. Si l'âne d'Esope a pu se couvrir de la peau du lion, la fourmi serait bien embarrassée de revêtir celle de l'éléphant.

Si vous persistez, idolâtres du succès, à voir dans les individus des symboles vivants, vous ne pourrez les apercevoir à les juger que sous l'angle différent et multiple de leurs multiples variétés. L'anarchisme est un..... et mille. Chacun, sincère, comprend, lutte selon son entendement et sa volition, *avec le tempérament qui lui est propre*. D'où diversité, contradiction peut-être dans les moyens, mais même but final, soyez-en sûr.

Et M. de Boisandré termine ainsi :

Bakounine, d'ailleurs, ne les aimait point ces socialistes, bien qu'il s'intitulât socialiste lui-même, et il donnait, il faut en convenir, une synthèse assez juste de leurs doctrines en disant qu'elles étaient la négation, au nom de l'Etat et de ses intérêts, de tout ce qui est humain, du droit, de la liberté de l'individu et des populations.

C'est peut-être pour cette énergique revendication de l'autonomie individuelle, méconnue et foulée aux pieds par les collectivités oppressives, que les anarchistes ont réclamé Bakounine comme ancêtre...

Mais non, ce n'est pas possible, et je dois me tromper; car si l'anarchie c'était vraiment la protestation de l'individu opprimé par des autorités sans mandat et sans droit, écrasé sous le fatras de lois venues on ne sait d'où, que de gens, sur ce point au moins, seraient anarchistes sans le savoir!

Vous y êtes! C'est cela l'anarchisme et plus encore! C'est la protestation de l'individu opprimé, réprimé, puni, limité dans ses besoins, réglementé dans ses appétits, soumis dans ses volontés, émasculé dans ses énergies. C'est la puissante aspiration à la dégringolade de ce tréteau vermoulu qui porte tous ces « après moi le déluge », rois, présidents, gardes champêtres, rastaquouères, francs-maçons, capuciniers ultramontains et antisémites.

Que de gens sont anarchistes sans le savoir! Vous l'avez dit!

Et dire que pour la plupart ils ne sont séparés de nous que par l'épaisseur subtile, ténue de la fumée d'une *bombe*.

N'est-ce pas, monsieur de Boisandré, que la bombe manque de chic? Le fer et le bûcher des capucins antisémistes! Voilà!

Il y aura peut-être un peu plus de victimes, n'est-ce pas? mais combien plus de décors, d'orphéons, d'alléluias, d'ovations escortant la montée au pouvoir de tous les rédacteurs de la *Libre Parole*... (*Demandez le portrait de notre Directeur!*)

Emile Janvion.

LES PÉRIODIQUES

Langue française.

A Lyon paraît un nouveau journal socialiste, *Le Combat*.

« Asile pour la pensée libre, dit le programme, le *Combat* contribuera à l'élaboration des vérités supérieures, par la recherche désintéressée et l'investigation libre. »

Un des rédacteurs, L. Dutreuil, concède cependant que la conquête des pouvoirs publics peut servir la révolution, à condition expresse de rester le moyen, non le but.

Notre confrère ne voit-il pas que sa restriction est jésuitique, et puisqu'il est convaincu de l'impuissance réformatrice du parlementarisme, sa concession manque de logique.

Plus d'un des articles qui remplissent le *Combat* a d'ailleurs fière allure et semble animé d'esprit libertaire.

Le *Journal des Economistes* a publié une étude sur le *Communisme en action*, qui n'est qu'une énumération des tentatives des Owen, des Fourier, des Cabet et surtout des organisations de sectes religieuses aux Etats-Unis d'Amérique.

La conclusion que le lecteur peut faire de cette étude, c'est que les sociétés ou plutôt embryons de sociétés communistes reposaient sur des théories étroites, antilibertaires, antinaturelles, avec des idées d'ordre, de fixité paralysantes. Elles vécurent d'une vie factice et artificielle, persistèrent plus ou moins paradoxalement, suivant ce que leur fondateur avait d'énergie et de ressources.

Il n'y a d'ailleurs aucun argument à tirer de l'insuccès des tentatives communistes contre la théorie même du communisme telle que la comprennent les anarchistes et qui n'est en définitive que la forme normale de la société.

La malheureuse société actuelle ne vit encore sa pauvre vie que par ce qu'elle a de communisme en elle, et si la force arbitraire de l'Etat ne mettait pas obstacle aux groupements libres par un système de lois, d'impôts, de droits, d'autorisations, etc., la production et la consommation se feraient naturellement par un système de sociétés alliées qui n'enrichiraient pas les agioteurs.

La moindre maison de commerce est une communauté quant au travail et à l'intelligence du personnel; il y a collaboration, association dans toute entreprise; ne voit-on pas que les ouvriers ne sont pas seulement guidés, dans le choix d'un métier, par l'attrait du salaire, mais aussi par leur goût, leurs aptitudes, leurs affinités?

Une usine est une communauté, mais injuste et autoritaire.

Que l'inégalité ou différence de capacité entraîne inégalité ou différence de fonction, c'est juste; l'injustice gît dans le rapport qu'on a voulu arbitrairement établir entre l'homme et la fonction en donnant pour conséquence à une différence de fonction une différence dans la satisfaction des besoins et désirs de l'individu.

Nous touchons là à l'erreur fondamentale dont profitent cyniquement les privilégiés.

Dans une récente étude sociologique parue dans la *Société Nouvelle*, notre érudit camarade A. Hamon a examiné la question d'un *anarchisme* fraction du socialisme.

Longuement il démontre par une analyse serrée le caractère socialiste du communisme anarchique, une doctrine étant socialiste dès qu'elle comprend la socialisation des moyens de production.

« Du fait que dans le socialisme il ne peut exister et il n'existe pas de fossés infranchissables entre les écoles, il résulte que sans cesse ces écoles évoluent, se modifient. Les adeptes se transforment, changent, allant de l'autoritarisme à l'anarchisme ou *vice versa*. »

Au fond, il semble que l'essence de l'anarchisme étant la liberté totale, les hommes qui l'auront conquise s'organiseront économiquement au mieux de leurs intérêts et de leurs goûts; ce qui, étant ajoutées les différences de circonstances, de milieu, de climat, donnera naissance à des organisations variées dont il est d'ailleurs inutile de prévoir dès aujourd'hui la forme et les rouages : — il est seulement probable que les mille sociétés que la liberté fera éclore auront toutes des différences et des ressemblances à l'infini et évolueront encore avec le temps.

Ludovic Malquin.

Langue italienne.

Une révolte sanglante à Sala Biellese. — Sous ce titre nous trouvons, dans la *Cronaca dei Tribunali*, des détails sur le massacre du mois de février; Crispi a été à Sala tout aussi glorieux que Constans à Fourmies. Sala est une commune de quinze cents habitants de la province de Biella (Piémont) :

« Dans les mois d'été, une partie des hommes (de Sala) émigrent vers les grandes villes, ou bien en France, ou en Suisse, pour y exercer le métier de maçon. Ce sont des montagnards brûlés par le soleil, travailleurs assidus, graves et taciturnes à l'œuvre. Les hommes qui restent dans le pays s'adonnent, ainsi que les femmes, à la culture des champs.

« Une vingtaine d'années auparavant, ce pays vivait content, prospère dans son travail; celui qui par-

court aujourd'hui les rues muettes et désertes, se croit arrivé dans un village ravagé par la guerre et dépeuplé par la panique d'une invasion ennemie. A cette époque, que les pauvres habitants se rappellent avec regret, dans chaque maison battait avec un rythme joyeux un métier de tisserand, et la femme retirait du travail de la navette un gain passable, tout en retenant le tissu de lin et de chanvre nécessaire à l'usage domestique. L'industrie en grand concentra bon nombre d'ouvriers sous les amples toits des manufactures, qui remplirent bientôt toute la province. Le métier mécanique remplaça généralement celui à pédales, mais le salaire ne compensa qu'en partie le produit du travail libre, et ce pays de tisserands fut réduit à la misère.

« Restèrent cependant à Sala une centaine d'anciens tisserands, primitifs et imparfaits, incapables de lutter avec l'outillage moderne. »

Le journal raconte ensuite comment la *giunta* (commission du conseil communal) « plia l'échine » devant les exigences de l'office domanial et finit par faire inscrire aussi dans le rôle des contribuables les femmes exerçant le métier de tisserand, quoique travaillant à leur propre compte : elles avaient donc à payer désormais une taxe de 50 centimes par métier.

« L'irritation fut générale à l'annonce de la nouvelle taxe qui menaçait le travail, et, un jour de fête, les paysans rassemblés devant la maison communale protestèrent avec des cris et des sifflets contre l'impôt injuste.

« La démonstration se renouvela le lendemain plus menaçante ; trois cents paysans armés de bâtons et précédés de la musique y prirent part. Cette fois-ci encore, tout se termina pacifiquement. »

L'assesseur du maire eut beau afficher la révocation du nouvel impôt, la population n'y prêta pas foi et de nouveaux mécontentements vinrent s'ajouter aux anciens.

« Armés de bâtons et de pierres, les manifestants tentèrent d'envahir la municipalité et en enfoncèrent les portes, derrière lesquelles quelques conseillers épouvantés se barricadèrent. »

Un certain avocat prit en qualité d'inspecteur de police le commandement de quinze *carabinieri*, que les conseillers avaient requis.

« A un moment donné (vers le soir), une pluie épaisse de cailloux tomba sur les fenêtres du premier ; une pierre lancée retomba sur le képi d'un *carabiniere* et en déchira le panache. On prétend encore — sans que ce soit bien établi — qu'un des manifestants ait fait partir un coup de pistolet. »

En tout cas, les *carabinieri* firent feu, les uns tirant dans le vide, les autres sur la foule.

« Avec un hurlement de douleur, de terreur et de rage, la foule se dispersa alors en courant, et dans le large cercle formé rapidement *six* corps gisaient à terre, quelques-uns dans l'immobilité de la mort, les autres se tortillant dans des spasmes, avec une violence désespérée. »

Trois jeunes gens de 28, 26 et 17 ans étaient morts. Une femme et un homme, ayant tous deux des enfants, reçurent des coups mortels. Un jeune homme de 20 ans fut blessé. Les cadavres furent ensevelis clandestinement, car on craignait que les paysans ne vengeassent les victimes des autorités.

* *

Sur la façon de traiter la science économique. — Non, je ne crois pas que l'économie politique soit une nouvelle casuistique qui enseigne aux riches à jouir en paix des fortunes bien ou mal acquises. Il faudrait un autre Pascal pour écrire de nouvelles *Provinciales* et dévoiler les sophismes de cette littérature qui usurpe le nom de science. Je ne crois pas que les exagérations pseudo-morales du luxe aient à voir quoi que ce soit avec la science. Je ne crois pas que le langage dogmatique ait lieu alors qu'on ne recherche que la vérité. A celui qui use d'élégants écrits pour satisfaire l'oisiveté de la riche bourgeoisie et regretter le moindre remords de l'âme du riche seigneur qui, avec l'argent volé à force de profit sur le blé, achète les colliers de brillants à l'entretenue ; celui qui tend à cela, je lui dis de suivre la voie que beaucoup d'économistes lui montrent. Quant à moi, je me plais à en suivre une autre. Je m'enorgueillis du blâme de ceux qui prostituent la science pour servir les buts plus ou moins honnêtes d'une classe sociale, et ce n'est que leurs louanges, si par malheur je les méritais, qui m'affligeraient. VILFREDO PARETO.

(*Idea liberale*, Milan, 12 avril 1896, n° 15, 5e année.)

A. D'A.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

TOULON. — Les *exclus* de l'armée — ainsi nommés sans doute parce qu'ils sont les plus reclus de tous les soldats — viennent de donner à toute l'armée un exemple à noter. Comme on venait les prendre à la prison qui leur tient lieu de caserne, pour les conduire au travail, ils opposèrent à toutes les injonctions l'immobilité la plus complète. Ce ne fut que sur l'assurance d'un officier que leurs réclamations seraient examinées, qu'ils se décidèrent à obéir. Il est à craindre, maintenant qu'ils ont fait ce qu'on attendait d'eux, que leurs réclamations ne soient jetées au panier — disciplinairement.

Cependant si une pareille façon d'agir se généralisait dans l'armée, nos gouvernants seraient vraisemblablement fort embarrassés ; et, de fait, je ne verrais pour eux aucun moyen pratique d'en sortir.

* *

DRÔME. — Dans les grandes villes, on connaît peu les paysans et les populations rurales. Ah ! c'est là qu'il y a de la besogne à faire, qu'une substantielle propagande s'impose. Depuis que je suis au milieu des terriens, j'ai acquis cette intime conviction que, dans l'avenir, tout mouvement révolutionnaire qui se fera sans eux est fatalement un mouvement avorté. La bourgeoisie gouvernante l'a si bien compris que son impôt sur le revenu n'est qu'un nouveau moyen de capter l'attachement de l'homme de la terre au dieu Etat, et pour ancrer encore plus profondément dans le cœur de la classe moyenne rurale le stupide égoïsme de la possession individuelle de la terre. « Les gros riches vont payer l'impôt à présent ; nous autres, petits propriétaires, nous ne paierons presque plus rien ; nous allons être heureux... » Ils ne savent pas, les ignorants, que c'est eux qui paieront tout comme devant. Bien que les gendarmes me signalent partout où je m'arrête, cela n'empêche pas que partout j'ai eu les sympathies des populations que je traverse. Tout cet hiver, pendant les longues veillées, trois ou quatre fois par semaine, j'étais invité par les ruraux à aller passer la soirée dans une ferme quelconque où il m'est arrivé de compter jusqu'à trente-huit paysans ou paysannes, tous réunis là autour du grand foyer pour causer avec le « voyageur anarchiste ». J'ai constaté que ces gens-là ne sont pas plus réfractaires à s'assimiler nos idées que nos frères des usines et des ateliers.

(*Correspondance locale.*)

Italie.

LA GUERRE D'AFRIQUE. — Parmi les blessés, beaucoup sont châtrés, les morts le sont presque tous. Le spectacle du champ de bataille devient horrible à la vue de ces cadavres mutilés et en putréfaction. Les Ascaris prisonniers éveillent un sentiment de très grande pitié, ayant tous la main droite et le pied gauche amputés. Beaucoup ont succombé à l'hémorragie ou à la gangrène ; ceux qui sont saufs, 300 environ, soit la moitié de ceux qui ont subi la cruelle opération, le doivent à des pauvres négresses. Les mutilés sont des jeunes gens au printemps de leurs forces, réduits à l'impuissance et condamnés à la misère pendant toute leur vie. (*Tribuna* du 21, *Corriere della Sera* du 21-22 avril.)

Dans l'Agamé et le Tigré, la vie est devenue impossible. La misère est à son comble. Beaucoup de vieillards sont déjà morts, ne pouvant, comme les jeunes gens, se nourrir d'herbes et de racines. Les habitants de l'Agamé surtout en sont réduits à vagabonder presque nus dans les bois, et à chercher des herbes spéciales qui forment une nourriture nauséabonde et indigeste. (Le journal russe *Viedomosti*, cité par l'*Italie* du 20 avril.)

* *

On envoya, pour on ne sait depuis combien de fois, un messager — le commandant Salsa, cette fois — pour traiter de la paix avec le Négus et celui-ci, paraît-il, ne fit pas grande cérémonie pour le recevoir ; il le retint même en otage pour deux lettres adressées à Baldissera et dont celui-ci refusait la restitution : aussi la presse bourgeoise italienne, l'*Italia Militare* notamment, toujours soucieuse de cacher les vrais coupables, de s'écrier que la faute en était aux Français. C'est honteux cette haine que les journaux, défenseurs des capitalistes, propagent entre les deux pays ! Quant aux traités de paix qu'on fait semblant de toujours négocier, ils n'aboutissent jamais ! Pourtant le peuple ne réclame que trop cette paix, que les survivants des soldats envoyés en Afrique attendent avec d'autant plus d'anxiété que les chaleurs y sont plus suffocantes, parant la sécheresse plus complète, et le manque de vivres et d'eau plus ressenti.

* *

L'AGITATION EN SICILE. — A Paterno (province de Catane), la population, révoltée à cause des nouvelles taxes, tenta de saccager la mairie ; elle eut une collision avec les *carabinieri*, où deux soldats y furent blessés ; les arrestations opérées ne suffisant pas, on requit l'infanterie. (*Tribuna* du 21 avril.)

D'autres « désordres » sont signalés par un journal ministériel duquel nous traduisons :

« A Grotte (province de Girgenti), le matin du 22, une grande quantité de pionniers, à cause du *salaire dérisoire* qu'ils reçoivent dans les soufrières, ayant abandonné le travail, se dirigèrent bruyamment vers la ville avec l'intention de se porter à des excès. La troupe, avertie à temps, se rendit aux portes du pays, où elle barra le passage au flot populaire. » Et ce n'est qu'après avoir obtenu la promesse de la diminution du prix de la farine et de l'augmentation du salaire que la foule se dispersa. Mais les femmes, ne prêtant pas foi aux déclarations officielles, se réunirent sur la place et lancèrent des cailloux contre la maison du propriétaire, en en brisant les vitres. Et le journal gouvernemental dont nous tenons ces détails ajoute : « A Grotte, la situation est *très tendue*, la *misère est extrême* parmi la population, et le bilan communal se trouvant en déficit, il est difficile de le combler sans de nouvelles taxes. » (*Corriere della Sera* du 23-24 avril.)

Et sur le continent la tranquillité ne règne pas davantage : à Rossiglione (province de Ligurie), les paysans exaspérés crièrent aux *carabinieri* : « Assommons cette canaille-là ! » et, de fait, une épaisse grêle de pierres blessa les militaires, qui tirèrent sur la foule (*Secolo* du 22-23 avril). A Ortone (province de Naples), la population se rua contre la caserne et, après quelques dégâts, elle en délivra un des siens qui y était enfermé.

* *

LE 1er MAI. — Une feuille social-démocrate (*Grido del Popolo* du 18 avril) nous apprend que la *fête* du 1er mai ne manquera pas d'attraits. Les manifestants trouveront à se procurer des médailles, il y en aura pour tous les goûts, de toutes les couleurs, voire même à la portée de toutes les bourses : les riches que la fantaisie prendrait de fêter ce jour-là, pourront se procurer des médailles en *argent* (garanties) à trois francs pièce, les pauvres, en bronze à 35 centimes, et enfin les tout misérables auront pour deux sous une cocarde rouge à l'effigie de K. Marx !

C'est à un pareil avortement qu'a abouti cette manifestation grâce aux manœuvres des chefs socialistes : rendre soi-même ridicule l'idée que l'on propage est certainement la meilleure manière de la tuer.

ANDRÉA D'ANGÉLO.

BIBLIOGRAPHIE

L'Alsace-Lorraine et la guerre. — *Une parole de paix*, par A.-H. Fried, une plaquette éditée en allemand avec la traduction française en regard, chez Aug. Dieckmann, Leipzig, et L. Westhausser, 4, rue de Lille, à Paris.

C'est encore une brochure contre la guerre ; l'auteur y invoque plutôt des raisons sentimentales que des raisons logiques et une réelle argumentation ; mais on a tellement abusé du sentiment — en exaltant les plus faux — pour justifier la guerre, qu'il n'est que juste qu'on l'emploie à réagir contre. Et quand les imbéciles de chaque côté de la frontière qui s'intitulent patriotes nous écorchent journellement les oreilles de leurs clameurs féroces, encouragés, en cela, par les gouvernants et les marchands de papier qui visent avant tout le succès de leurs « canards », c'est du courage de venir dire : « Fran-

çais ou Allemands, nous n'avons aucun intérêt à nous égorger, tendons-nous les mains. » A ce titre, la brochure de M. Fried mérite d'être signalée.

* *

L'Engrenage, comédie en 3 actes par Brieux; une plaquette, 2 francs, chez Stock, Galerie du Théâtre Français.

L'Engrenage, c'est le milieu parlementaire et sa corruption. Un honnête homme, M. Remoussin, de par la volonté de son entourage et aussi parce que ça le flatte également, s'est laissé porter candidat. Déjà, pour se faire élire, il ferme les yeux sur les entorses que donnent à la vérité ceux qui travaillent à son élection; en plein aquarium, son honnêteté de « probe » industriel ne tient pas longtemps, la dégringolade va vite : oubli des promesses, retournage de veste, empochage de pots-de-vin, toutes les herbes de la Saint-Jean parlementaire y passent, et rondement! si bien, qu'à la fin, il ne lui reste rien à envier au plus vulgaire chéquard.

Cela va si vite même, que l'on ne peut s'empêcher de remarquer que ledit monsieur devait avoir de belles prédispositions, et c'est ce qui rend un peu invraisemblable la réhabilitation qu'il entreprend au dernier acte.

* *

Science et Religion, par Malvert; une plaquette, 2 fr. 50, à la *Société d'éditions scientifiques*, 4, rue Antoine Dubois.

Excellente brochure de propagande antireligieuse, plutôt de compilation et de vulgarisation que de vraie science. On pourrait, par exemple, reprocher à l'auteur de donner comme faits acquis de simples hypothèses non encore vérifiées; mais qui, aujourd'hui, n'a pas l'ambition de découvrir des « lois naturelles »?

Ainsi, page 14, on lit :

« C'est dans un but analogue que les sources, les fontaines et les eaux minérales ayant quelque propriété thérapeutique étaient divinisées et que les populations y étaient attirées par des pèlerinages et des cérémonies religieuses dont le double but était de préserver ces eaux bienfaisantes de toute souillure et d'en généraliser l'usage. »

Accepter l'hypothèse de l'auteur serait conclure que le culte et le sacerdoce s'établirent avant la superstition, tandis qu'il est plus logique de croire que la superstition s'implanta d'abord dans le cerveau humain et que les rites, les cultes, les devins et les prêtres ne naquirent qu'après.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Heures de travail et salaires, par Maurice Ausiaux, 1 vol., 5 fr., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

L'Eternel mari, par Dostoïewsky, roman; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Le Grand Galeoto, pièce en 3 actes de Echegarray; 1 plaquette, 2 francs, chez Charles, 8, rue Monsieur-le-Prince.

L'Evolution du sexe, par Geddes et Thomson; 1 vol. de la *Bibliothèque évolutionniste*, chez Battaille et Cie, 23, place de l'Ecole-de-Médecine.

Souvenirs d'un matelot, par G. Hugo; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Nous reviendrons sur ce dernier volume; en attendant, nous pouvons le recommander aux camarades : ils y trouveront de belles pages de révolte contre le militarisme et l'autorité.

A LIRE

Chronique, par Colomba, *Echo de Paris*, 28 avril.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe de propagande abstentionniste indépendant — Le groupe rappelle aux camarades qui lui ont prêté leur concours jusqu'à ce jour, que pendant la période électorale il y a réunion tous les mardis et samedis, 52, rue des Abbesses, chez le marchand de vins.

Vendredi, 1er mai, à 8 heures 1/2 du soir, grande réunion publique au préau de l'école, rue Foyatier, n° 1.

* *

Le groupe abstentionniste indépendant du XVIIIe ayant pris l'initiative de faire de la propagande contre le suffrage universel, tant par la parole que par l'écrit, convie les camarades désireux de se joindre à lui pour l'aider dans cette rude tâche, car plus que jamais l'entente doit se faire entre tous pour la période électorale. Réunion du groupe tous les jours chez Bourre, marchand de vins, rue des Abbesses, 52.

* *

Ligue démocratique des Ecoles. — Lundi 27 avril, à 9 heures du soir, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, conférence de M. Robin sur le *Néo-malthusianisme*.

* *

Comité abstentionniste révolutionnaire du XIIe. — Réunion des camarades, le jeudi 30 et le samedi 2 mai. Permanence le 3 toute la journée, et le lundi 4, à 8 h. 1/2 précises, salle Périlliat, 208, rue de Charenton.

Les camarades étant disposés à faire respecter leurs affiches invitent les abstentionnistes de l'arrondissement à ne pas manquer à la réunion du samedi, où des mesures seront prises pour éviter le recouvrement des manifestes abstentionnistes par les afficheurs patentés.

* *

Aubervilliers. — Vendredi, à 8 heures du soir, salle Lafont, route de Flandre, 53, réunion des camarades.

* *

Marseille. — Les Libertaires du groupe humanisphérien se rencontrent au bar Imbert, boulevard de Paris, quartier du Lazaret.

* *

Béziers. — *Jeunesse libertaire*. Le groupe se réunira, désormais, tous les samedis soir, café des Voyageurs, square des Balances.

Causeries, chants et poésies révolutionnaires.

* *

Montpellier. — Samedi 2 mai, les Libertaires se réuniront au café de l'Esplanade (promenade Esplanade) pour s'entendre au sujet des manifestes abstentionnistes.

L'habitude des choses réellement vraies est tellement ancrée dans nos cerveaux que nous invitons les votants de toutes les écoles à venir prendre part à la contradiction.

* *

Trelazé. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont invités à se réunir, le vendredi 8 mai, à 8 heures du soir, au local de la Chambre syndicale.

Ordre du jour : Mesures à prendre pour faciliter l'apparition et l'existence du quotidien *La Clameur*. — Urgence.

* *

Bruxelles. — Lundi 4 mai, à 8 heures du soir, chez Wageneer, rue d'Or, 3, réunion du groupe *les Libertaires*.

Ordre du jour : 1° La presse anarchiste ; 2° Congrès de Londres.

Les camarades de l'agglomération bruxelloise sont invités à assister à cette réunion.

Le cercle *Aidons-nous* organise pour le dimanche 17 mai, à 7 heures et demie du soir, une goguette monstre (soirée familiale) au bénéfice de la *Débâcle Sociale*, en la salle de la Mutualité, rue des Pierres, 38. Après le bal il y aura une tombola : livres, dessins, peintures, etc. Prix d'entrée : 0 fr. 20.

P. S. — Les camarades qui désirent des cartes n'ont qu'à s'adresser aux compagnons Pierre Andries et Paul L'Hoste.

* *

Un camarade demande à acheter la collection de l'*Endehors* — complète si possible, ou numéros dépareillés. Adresser les conditions au journal.

* *

Les camarades qui publient des manifestes ou placards abstentionnistes sont priés de nous en faire parvenir deux ou trois exemplaires.

* *

Pour compléter nos collections de journaux anarchistes, nous désirerions retrouver :

La Misère (Bruxelles), nos 5 et 6.
L'Homme libre (Bruxelles), 1re année : de 1 à 12, 28, 29; 2e année : 1, 2, 4 et 9.
La Liberté (Bruxelles 1886), nos 8 et 16.
L'Avenir, de Suisse : du n° 5 inclus à la fin.
Terre et Liberté, de Paris, n° 18.
L'Egalitaire (Genève), n° 2.

* *

La première série de *Gueules Noires*, l'album de dessins de Luce, d'après Constantin Meunier, vient de paraître.

Elle comprend 5 planches, plus une préface de Charles-Albert, et est vendue 50 centimes.

La deuxième série de cinq autres planches, et du même prix, sera mise en vente dans une quinzaine.

L'album complet franco, en tube, sera expédié contre 1 fr. 30.

L'album complet sur Japon, 5 francs; par la poste, 5 fr. 50.

Adresser les demandes dans nos bureaux ou au dépôt général, 11, rue du Croissant.

JOURNAUX ANARCHISTES (1)

De langue espagnole :

El Corsario, Orzan, 110-2°, La Coruna (Espagne).
La Idea Libre, Feijoo, 1, 3, Madrid (Espagne).
Ciencia Social, 45, Asalto, Barcelone (Espagne).
El Porvenir Social, Princesa, 35, Barcelone (Espagne).
El Despertar, 196, Fulton street, Brooklyn, New-York (Etats-Unis).
El Perseguido, casilla del Correo, 1120, Buenos-Ayres (République Argentine).
El Oprimido, calle Progreso, 71, Lujan (République Argentine).
La Voz de la Mujer, casilla Correo, 1277, Buenos-Ayres (République Argentine).
La Anarquia, calle 7, n° 576, La Plata (République Argentine).
El Esclavo, P.-O. Box 335, Tampa (Fla.) (Etats-Unis).
El Derecho a la vida, casilla del Correo, 305, Montevideo (Uruguay).
La Revolucion social, casilla del Correo, 15, Buenos-Ayres (République Argentine).
La Luz, casilla del Correo, 305, Montevideo (Uruguay).

PETITE CORRESPONDANCE

F., au Mans. — Avant de réimprimer les anciennes brochures, nous voudrions en faire de nouvelles, et, pour les unes comme pour les autres, c'est l'argent qui manque.

B., à Annonay. — Brochure expédiée : 1 fr.

D., à Cherbourg. — Vous avez le volume maintenant?

D. N., à Amsterdam. — N° 47 expédié au *Recht Voor allen*.

S. P., à Bordeaux. — Trop en purée en ce moment pour faire imprimer les prospectus demandés.

B., à Iseghem. — Les deux brochures épuisées.

C. J., à Urtica. — Chaque fascicule de la *Société Nouvelle* coûte 1 fr. 25. Nous ne sommes pas assez riches pour en faire l'avance.

M., à Reims. — C'est Bellamy que vous voulez? — Vous l'enverrons la semaine prochaine. L'argent nous manque en ce moment.

D., à Lyon. — Expédions volumes.

Un camarade de Lyon. — Oui, 1 franc. — Notre *Bibliothèque anarchiste* répond à votre question, vous n'avez qu'à la consulter.

C. C., rue M. — Numéros expédiés. Devez 0 fr. 10 chaque.

Reçu pour le journal : M., 1 fr. — F., au Mans, 3 fr. 50. — E. R., à Paris, 4 fr. — G., à Domarain, 1 fr. — G. B., à Paris, 0 fr. 35. — Un groupe d'étudiants à Bruxelles, 6 fr. 75. — M., à Saint-Aubin, 1 fr. 50. — L., à Saint-Louis, 15 fr. — D., à Bruxelles, 0 fr. 75. — Merci à tous.

M., à Reims; V., à Grigny (par le *Libertaire*); V., à Roubaix. — Mme M., à Antibes. — D., à Dinant. — M., à Vienne. — E., à Cette. — C., au Havre. — B., à Annonay. — L., à Bruxelles. — *Der Socialist*, à Berlin. — Dick. — P., à Tunis. — D., à Villefranche. — W., rue A. — D., à Tunis. — L., à Toulon. — G., à Paris. — L. W., à Roubaix et B., à Narbonne (par le *Libertaire*). — B., à Weir City. — V., à Spa. — A. M., à Bing Band. — B., à Argenteuil. — D., à Bordeaux. — E. P., à Peyrins. — E. D., à la Haye. — P. V., à Pittsburg (par la *Sociale*); M., à Reims. — H., à Angers. — B., à Nancy. — Securis. — D., à Reims. — A., à Caudebec. — P., à Montluçon. — B., à Port Saint-Louis. — Reçu timbres et mandats.

(1) Nous publions, rectifiée, la liste des journaux anarchistes espagnols. Nous serons reconnaissants des omissions que voudront bien nous signaler les camarades.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 2 DIX CENTIMES DU 9 MAI AU 15 MAI 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Avec le numéro de la semaine passée nous avons commencé notre deuxième année. Malgré de fortes difficultés, nous avons pu paraître régulièrement et arriver à l'heure. Ce qu'il en sera de l'année qui commence? La même chose, sans doute : mais nous comptons de plus en plus sur le concours de tous.

La majeure partie des abonnements souscrits ayant expiré avec le numéro 52, nous faisons un pressant appel à ceux qui s'intéressent à notre propagande pour qu'ils s'empressent de le renouveler : cela nous ferait une rentrée de fonds très utile en ce moment.

KROPOTKINE & LA COLONISATION

Quelques-uns de nos camarades du nord de l'Angleterre ayant formé le projet de fonder une colonie de communistes, soit à Tyneside, soit à Wearside où ils cherchent à acquérir les terrains nécessaires à cette entreprise, ont invité Kropotkine à faire partie de l'association en qualité de trésorier. Notre camarade leur a répondu par la lettre suivante (1) :

Mille fois merci de votre confiance et de votre exposé si lucide, mais permettez-moi de vous dire tout de suite qu'en aucun cas je ne pourrais accepter d'être votre trésorier, n'en ayant pas le temps et étant la personne du monde la moins faite pour tenir des comptes, pas plus les miens que ceux des autres.

De plus, je n'ai, dans les conditions actuelles, que peu de foi au succès de ces entreprises et regrette de voir des amis se dérober momentanément à l'œuvre de propagande et à celle de l'affranchissement définitif, pour se donner tout entiers à une tentative souvent infructueuse, peut-être même aboutir à une désillusion certaine.

Je dois dire cependant que votre projet contient en soi plus d'éléments de réussite que la plupart de ceux qui ont été précédemment mis en pratique. Du reste, on a toujours raison de faire une expérience quand on est décidé à tout tenter pour la mener à bien, et voici les quelques observations que votre projet me suggère.

Je pense, en premier lieu, qu'il vaudrait mieux se fixer dans le voisinage des grandes villes et non dans un pays lointain, vu les difficultés et les dépenses du voyage, les différences de climat et les obstacles de tout genre contre lesquels les pionniers auraient à lutter (et dont mes amis et moi pouvons parler en toute connaissance de cause), tandis que, près des villes, on bénéficie de toutes les ressources de la civilisation, on ne rompt pas forcément avec la vie intellectuelle, scientifique et artistique de ses semblables; le combat pour la vie est moins âpre, car on profite de l'expérience accumulée de nos pères et de celle de nos concitoyens; de plus, il serait plus facile de reprendre son train de vie individuel si l'on renonçait, temporairement ou pour toujours, à l'association.

Nous n'avons pas besoin d'imiter l'exemple de nos grands-pères défrichant des terres vierges par un travail souvent au-dessus de leurs forces, à l'aide d'instruments grossiers. Une communauté moderne doit ouvrir de nouvelles voies à la production comme de nouveaux débouchés à la consommation, en s'aidant de la culture intensive, du jardinage perfectionné, de la culture sous verre des fruits et primeurs, qui assure les récoltes, grâce à la variété des produits et aux procédés employés, et permet à la communauté d'utiliser les aptitudes de chacun de ses membres, même des plus faibles; or on sait combien la plupart des travailleurs des villes sont débilités par les conditions homicides de l'organisation industrielle.

Il est indispensable aussi, à une communauté digne de ce nom, d'en finir avec l'ancienne conception monastique et célibataire en se fondant sur le principe de l'association entre familles indépendantes les unes des autres, et combinant leurs efforts en vue du bien-être moral et matériel de tous. La théorie d'après laquelle la vie de famille est absolument désorganisée sous prétexte de quelque économie de combustible, de comestibles et d'espace, est absolument fausse, et les paysans d'Anama, la jeune Icarie et d'autres associations ont eu raison de l'écarter en se formant le plus possible en nombreux groupements de familles et d'amis, même dans la manière de prendre leurs repas.

Il me semble prouvé jusqu'à l'évidence que les hommes n'étant ni des anges, ni des esclaves comme paraissent le croire les utopistes autoritaires, les principes anarchistes sont les seuls à l'aide desquels on puisse fonder une communauté avec quelque chance de réussir. J'ai remarqué dans l'histoire des nombreuses associations communautaires que l'élection d'une autorité quelconque a toujours été le signal de la ruine, tandis que celles que l'on a réussi à établir solidement ou partiellement n'étaient soumises à aucun autre contrôle que la volonté unanime, et préféraient, comme le font encore des millions de paysans slavoniens et les communistes allemands d'Amérique, discuter les questions aussi longtemps qu'elles n'obtenaient pas l'adhésion commune. On comprend que, dans un cercle restreint, la lutte pour la direction prend vite un caractère aigu. Nous conseillons donc à ces partisans de l'élection à la majorité de s'incliner devant la réalité mise en pratique depuis des siècles dans des milliers de communautés villageoises et de se rappeler que le système d'élection à la majorité a toujours désorganisé, jamais assuré le succès. Il me paraît démontré, d'après mes propres études et celles de nombreux auteurs russes et occidentaux, écrivant sans théories préconçues, sans systèmes à faire prévaloir, que la misère, l'ennui et surtout le développement de l'esprit d'intrigue pour s'emparer de l'autorité, sont presque toujours les causes réelles de la ruine des communautés.

Mais autant que j'en juge par votre lettre, vous vous proposez d'éviter cet écueil fatal, et j'en augure pour votre entreprise une première chance de succès.

Vous partagerez peut-être aussi ma manière de voir sur la nécessité de réduire au strict minimum dans la naissante communauté les travaux du ménage. Mainte association n'y a pris garde : les femmes et les jeunes filles y sont esclaves du travail domestique, travail qui, joint à l'élevage des enfants, est tout aussi fatigant et non moins important que les travaux des champs et toutes autres occupations masculines. Mais tandis que tous les efforts de la communauté tendent à perfectionner la culture au moyen des meilleures machines agricoles, personne ne songe à épargner la moindre peine à la femme. Peut-être a-t-on fait quelques tentatives dans ce sens au Familistère de Guise, mais ce n'est qu'un commencement.

Même indépendamment de cette grave considération, que de difficultés à surmonter pour ceux qui cherchent les bases d'une association féconde!

L'absence de l'esprit communautaire n'en est pas la moindre, assurément; mais tandis que les traits essentiels du caractère ne changent qu'insensiblement par une lente éducation, les différentes combinaisons de l'élément individualiste et de l'élément altruiste dans l'homme peuvent modifier profondément sa nature, et comme ils procèdent tous deux du développement antérieur, ces modifications se produisent chez l'individu aussi bien que dans la société, si facilement et si promptement, que le sociologue en serait frappé certainement s'il prenait seulement la peine de les étudier.

Un des principaux obstacles est dans les proportions exiguës de l'entreprise. Dans une association considérable, les aspérités des caractères sont moins saillantes, les défauts de chacun sont moins vite remarqués, ne prennent jamais autant d'importance. Dans un cercle restreint, ils acquièrent plus de portée relative et deviennent odieux. Les rapports sont plus directs avec le prochain, le contact plus intime; les traits particuliers du caractère s'exagèrent aux détails de la vie journalière.

L'exemple familier des vingt prisonniers enfermés dans une salle, ou des vingt passagers d'un vapeur qui en viennent à s'entre-haïr à l'occasion de défauts puérils, n'est que trop justifiable.

Donc, cette expérience devrait être faite sur une vaste échelle, et l'on n'en aura pas le dernier

(1) Cette lettre date déjà de plus d'un an, mais les vérités qui y sont exprimées sont toujours d'actualité.

mot avant qu'une grande ville d'au moins 20.000 habitants se soit organisée en vue d'une distribution appropriée des nécessités de la vie : logement, meubles, nourriture, vêtements, ait formé de libres groupements veillant à la satisfaction des besoins artistiques, scientifiques et littéraires, même des fantaisies d'un chacun. Alors, seulement, nous saurons si nos contemporains sont ou ne sont pas faits pour la vie en commun, et il ne nous semble pas que cette expérience soit si difficile à essayer qu'on veut bien nous le dire.

Autre cause d'insuccès : nous ne sommes pas des sauvages pouvant recommencer la vie de nomades, sous les tentes, munis d'arcs et de flèches. Quand même la loi sur le port d'armes n'existerait pas, il nous faut aujourd'hui d'autres satisfactions que quelques gouttes d'eau-de-vie en échange de peaux de bêtes. Mais dans la plupart des cas, au lieu de bénéficier du capital commun consistant dans le travail accumulé des générations précédentes, une association naissante commence avec moins que rien, obérée déjà par l'achat du terrain d'installation, et regardée de mauvais œil par ses voisins, propriétaires ou industriels. La misère est là qui la guette et finit par la disperser. Je ne saurais donc trop insister sur la sagesse de votre décision à faire tout de suite de bonne et sérieuse culture intensive sous la direction de bons horticulteurs, de toutes les industries la plus rémunératrice.

Vous aurez aussi à lutter contre la grande fatigue des premiers travaux d'aménagement, de terrassement, d'irrigation et de construction; peu d'hommes y sont faits parmi les ouvriers des villes, et cependant c'est par là que vous devrez commencer.

Si la colonie prospère, de nouveaux venus ne tarderont pas à en faire le siège : pauvres hères qui n'ont réussi dans la vie, n'ont pu supporter le chômage, les privations de toute sorte, se sont laissés aller à la dérive, chose que comprennent difficilement les gens qui jamais ne manquèrent de rien. Avant d'être remis à l'ouvrage, ces malchanceux auraient besoin de se restaurer par une bonne alimentation, à moins qu'il ne soit déjà trop tard. Voilà l'écueil sur lequel échouèrent nombre d'associations américaines; d'aucunes l'esquivèrent en se disant individualistes — bourgeois qui ont réussi et gardent pour eux les avantages de la position : — c'était renier d'emblée le principe même de l'association et se condamner à périr en conséquence de l'élément social que l'on a introduit; d'autres acceptent les nouveaux venus, non sans une certaine malveillance, sous le prétexte qu'ils n'ont pas été avec eux à la peine, mais finissent par être débordés sous le flot montant des envahisseurs; c'est peut-être le plus sérieux obstacle à l'établissement des colonies communistes, périssant par cela même qu'elles ont réussi.

C'est pourquoi quelques chefs socialistes américains suivis de nombreux adhérents des classes moyennes étaient décidés, à la suite des dernières grèves de Chicago, à se retirer dans un Etat éloigné de l'Union, où il leur aurait été plus facile qu'à de petites colonies communistes de se défendre contre l'intrusion du dehors.

Loin de moi la pensée de décourager les camarades, mais un homme bien averti vaut un homme bien armé. Plus on connaît les difficultés, mieux on peut les combattre; et si l'expérience vous tente, n'hésitez pas à la faire maintenant que les dangers vous en ont été signalés ; il y a toujours quelque chose à apprendre et à enseigner aux camarades dans ce que l'on fait sérieusement.

Suivez cette voie, si elle vous attire. Vous avez quelque chance d'y réussir mieux que vos prédécesseurs. En tout cas, les sympathies ne vous manqueront point, et la mienne vous suivra. Je vous autorise à publier cette lettre si vous croyez qu'elle puisse attirer quelques collaborateurs à votre entreprise ou être de la moindre utilité aux camarades qui veulent s'associer pour fonder une colonie communiste.

Fraternellement vôtre,

P.

AU THÉATRE

L'une des trois pièces composant le dernier spectacle du *Théâtre-Libre* intéresse spécialement les lecteurs des *Temps Nouveaux*. C'est la *Nébuleuse* de M. Louis Dumur, un acte en prose déjà publié par le *Mercure de France*.

Le rideau se lève sur un intérieur de paysans pauvres, les époux Combal, tandis que leur fille est en proie aux douleurs de l'enfantement. Leur vieille mère, tombée en enfance, regarde, au coin du feu, les estampes d'une Bible dont elle énonce de temps à autre les légendes. Tout à l'heure, Pierre, le plus jeune fils du fermier, partira pour le régiment avec les conscrits du village sans avoir vu le nouveau-né. Au moment des adieux, nous apprendrons qu'il laisse enceinte de ses œuvres la servante de la ferme.

L'heure donc est solennelle. Et tout l'intérêt du drame réside en les réflexions qu'elle inspire à ces humbles, en les discussions qui s'engagent entre le père Combal, son fils l'abbé Jean, et son gendre, André, revenu en hâte d'une foire voisine où il est allé vendre du bétail pour parfaire l'argent du fermage.

Le père Combal, c'est la lâche résignation au sort, la crainte du maître — propriétaire ou gouvernant, — l'épargne sordide, c'est le cerveau étroit, l'âme fangeuse, tels que les façonne aujourd'hui l'or tout-puissant. Les pauvres sont des chiens, avoue-t-il, mais sans vouloir admettre qu'un jour *ils seront* des hommes.

Jean et André, au contraire, crient leur haine des ignominies présentes et leur foi en l'avenir meilleur. Ils rougissent de ne pas oser secouer le joug. Mais en le petit enfant qui va naître ils saluent l'artisan des prochaines révoltes.

Le contraste, précisé par les opinions des trois hommes, entre l'humanité ancienne et l'humanité nouvelle s'affirme encore en l'impression sur eux produite par l'événement attendu. Tandis que faisant trêve aux préoccupations quotidiennes, les jeunes sont anxieux de plus en plus à mesure qu'ils sentent proche l'éclosion de la vie humaine, le vieux reste terrorisé par l'idée que, faute d'un écu, le fermage pour la première fois ne sera pas payé à l'heure dite.

L'ordinaire défaut de la pièce à thèse, c'est la tirade quand même et la scène érigée en tribune. M. Dumur sut éviter l'écueil en justifiant par la gravité de circonstances habilement groupées la surexcitation des cerveaux et leur propension à philosopher. Là, selon nous, réside l'intérêt réel de sa tentative d'où se dégage une formule heureuse pour un art dramatique de propagande sociale.

Une seule critique, mais très grave. Pourquoi ce contresens : de hautains appels à la dignité, des vœux révolutionnaires en la bouche du prêtre, le tueur, par excellence, des énergies? Pour tous ceux qui pensent, non seulement le culte catholique, mais le christianisme lui-même n'est-il pas mort aujourd'hui et capable seulement d'amoindrir l'idée où il s'accole?

Malgré cette tache, l'acte de M. Dumur eût pu produire grand effet à la scène à condition d'être joué intelligemment. Or l'interprétation du Théâtre-Libre fut pitoyable. L'esprit de la pièce indiquait des paysans plus beaux et plus grands que nature. Des attitudes dignes, un jeu sobre s'imposaient afin de rendre les personnages plus adéquats aux idées élevées, tout au moins sérieuses, exprimées par eux. Au contraire, les interprètes de la *Nébuleuse* ont exagéré dans le sens d'un réalisme trivial d'ailleurs inexact.

Pour les bourgeois, devant qui joue le Théâtre-Libre, l'erreur des comédiens fut un heureux prétexte à rire, à peine jaune, et comme une revanche des invectives proférées sur la scène contre l'antique morale de l'argent.

∴

A ce propos, quelques réflexions s'imposent.

La pièce de M. Dumur est, avant tout, nous l'avons vu, une œuvre d'idées. Elle vaut par les revendications que formulent les personnages, et tout dans la fable est combiné de façon que ces thèses jaillissent de la scène sans trop d'invraisemblance. Quoi que l'on pense, par ailleurs, de cette formule dramatique, il faut reconnaître qu'en notre époque d'ardente pensée et de révolte, elle en devait séduire quelques-uns, de même que d'autres devaient recourir au symbole pour formuler — sous une forme saisissante — les aspirations présentes vers une humanité plus harmonique.

Mais de tels efforts d'art sont presque inconcevables sans un effort parallèle pour assembler devant l'œuvre ainsi conçue le seul public en qui elle puisse produire une impression profonde, et aux aspirations duquel elle réponde, c'est-à-dire un public de travailleurs.

L'écrivain n'est pas quitte, dans ce cas, par la production de sa pensée au hasard des moyens ordinaires de publicité. Il semble que lui incombe, s'il veut réellement achever son œuvre, d'appeler vers elle ceux pour qui, logiquement, moralement, elle fut conçue, ceux qui peinent et qui luttent, et qui espèrent.

Si, comme le font espérer la *Nébuleuse* de Louis Dumur et l'*Errante* de Pierre Quillard, jouée récemment à l'*Œuvre*, — ainsi que nombre d'autres pièces antérieures conçues dans le même esprit, — de jeunes écrivains cherchent et trouvent leur voie dans un art dramatique à haute signification sociale, il faut de toute nécessité que l'énergie concertée des révolutionnaires et des artistes s'emploie à jeter ces semences de pensée en le seul terrain où elles puissent germer.

Mais à supposer qu'une tentative réussisse, dirigée vers ce but d'un théâtre social, est-ce à dire qu'il y ait place seulement pour ceux résolus à certaines œuvres de claire propagande? Bien que celles-là, évidemment, semblent devoir être mieux acceptées des intelligences vierges de toute éducation artistique, pourquoi l'art, dans l'acception la plus large, la plus pure, la plus élevée du mot, serait-il mal accueilli du peuple? Il faudrait en finir avec la légende de l'inaptitude des simples à goûter le Beau. Le cas ne s'étant pas encore présenté, nous ne savons ce qu'il adviendrait si un artiste voulait pour son œuvre le seul suffrage populaire. Il nous semble difficile, toutefois, de réaliser chez des travailleurs un public plus fermé à toute émotion sincère que celui — très oisif et très élégant — convié d'ordinaire aux spectacles d'art.

Cette défiance du goût populaire, quand elle ne dissimule pas une honteuse impuissance à œuvrer clairement, cache une répugnance à instruire les travailleurs, à les guider, à seulement les approcher. On dit : A quoi bon! Ils ne comprendraient pas. Mais avant de comprendre, il faut qu'ils voient, qu'ils lisent, qu'ils entendent. Or, je vous le demande, — jeunes artistes, écrivains nouveaux qui, si aisément, vous prétendez révolutionnaires, — quel effort sincère avez-vous jamais fait pour montrer votre œuvre à vos frères de l'atelier et de l'usine? Presque toujours elle est acquise aux lieux d'exhibition où le snobisme riche a seul accès. Et vous suffit la gloriole malsaine de ne pas sentir le bourgeois trop rétif sous l'insulte qu'est pour lui toute beauté pure et toute pensée profonde.

Quelle logique! Chaque jour on crie aux morts : « Vous êtes des cadavres », au lieu d'aider ceux qui vivent à prendre conscience de la vie plus intensément. Chaque jour des hommes de talent s'adressent par le théâtre, la conférence, l'exposition, le livre aux représentants d'une classe effondrée en travers du progrès, tandis que sont oubliés ceux-là seuls de qui l'avenir dépend et qui, nécessairement, le feront meilleur selon que sera plus large leur compréhension, plus cultivé leur cerveau, plus affiné leur goût.

Et pourtant, il semble qu'en tous les domaines d'activité, s'impose et s'affirme la loi d'intégrale solidarité. De plus en plus l'artiste et l'écrivain doivent comprendre que cette loi les oblige comme tous et se sentir intégrés dans la synthèse sociale en voie de formation. Or, tendre la main aux exilés de la vie supérieure, les élever avec soi jusqu'aux sommets du Beau et du Vrai, n'est-ce pas la meilleure façon d'adhérer par avance à l'ordre nouveau? Et ne craignez pas de vous diminuer au contact des moins cultivés. Il ne s'agit pas de vous abaisser jusqu'à eux, mais de les élever jusqu'à vous. Loin de s'amoindrir, vos facultés créatrices ne peuvent, ainsi, que se fortifier et s'accroître de toute la saine compréhension survenue à leur entour.

Cela, nous ne l'ignorons pas, est un appel au dévouement, à la patience. Pour dégager les secrètes concordances qui unissent — idéalement — le travailleur intellectuel au travailleur manuel, il faut, dans la pratique de la vie, que l'un s'affirme réellement le frère et le compagnon de l'autre. Il faut qu'il prenne personnellement contact avec lui et se fasse son éducateur s'il veut créer ce courant de sympathie nécessaire à la communion des esprits. Et cet apostolat de beauté ne devrait pas, semble-t-il, être méconnu. Car n'est-ce pas logiquement à ceux capables de créer le Beau qu'il appartient de faciliter, parmi les hommes, sa mission bienfaisante?

On objectera les difficultés multiples de l'entreprise, la question d'argent, l'hostilité des gouvernants, amis, par principe, d'ignorance et de laideur. Sans doute, il faudra lutter! Mais qu'importe? Avant tout, soyons convaincus, et les obstacles, alors, n'auront d'autre effet que stimuler mieux les énergies.

Charles-Albert.

P. S. — Comme sanction pratique aux lignes qui précèdent, nous sommes heureux de signaler aux lecteurs des *Temps Nouveaux* le groupe *L'Art Social*, formé grâce à l'initiative de notre camarade Gabriel de la Salle. Publication d'une revue, organisation de conférences et de représentations théâtrales, tel est le triple but que se proposent les adhérents déjà nombreux et pour lequel ils sollicitent le concours des volontés.

C. A.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le 1er Mai. — Chaque année la manifestation du 1er mai perd de son importance. Les marxistes doivent en exulter. C'est à eux, en effet, que l'on doit de voir ce mouvement de solidarité internationale dégénérer en queue de morue. On se rappelle l'enthousiasme avec lequel la classe ouvrière accueillit cette idée de manifester sa puissance par une grève générale d'un jour. La terreur que la bourgeoisie laissa percer, les premières années, prouvait que les promoteurs de cette manifestation avaient touché juste. Mais cette action spontanée, en dehors de toute direction politique, ne faisait pas l'affaire des marxistes, qui ne visent qu'un but, la conquête du pouvoir, et qui prétendent que la question sociale sera résolue quand ils auront acquis un certain nombre de sièges dans les divers parlements. Comme si un pouvoir politique était capable, même avec la meilleure volonté du monde, de décréter du jour au lendemain le bouleversement des rapports du travail et du capital! Ils mirent donc tout l'acharnement dont ils sont capables à enrayer ce mouvement, dont le tort était, à leurs yeux, de ne s'être pas placé sous leur direction. Car ces gens-là prétendent tout mener, tout réglementer, tout gouverner. Ne parvenant pas à étouffer la manifestation, ils s'attachèrent à la ridiculiser par des processions et des monômes aux alentours des monuments législatifs. Le peuple, dégoûté de toute cette pitrerie, reste chez lui, maintenant, désillusionné, et refuse de s'associer plus longtemps à ces parades grotesques. La journée de huit heures, qui ne fut qu'un prétexte à se sentir les coudes et à mesurer sa force le jour du 1er mai, se débite aujourd'hui en pains de savon et en tablettes de chocolat dans la boutique — la maison n'est pas au coin du quai — que gère le merlan du parti.

⁂

L'Autorité paternelle. — Quel exemple saisissant nous donne l'affaire Vasseur, des maux qu'engendre ce préjugé de l'autorité paternelle! Ce père se considérant atteint dans son honneur par ce qu'il appelle l'inconduite de son fils, et, torturé par cette idée, s'arrogeant le droit d'intervenir dans l'existence de celui-ci et de l'assassiner, n'est-il pas un beau spécimen de l'étroitesse et de l'imbécillité entretenues en nos esprits par les principes d'une éducation absurde? Notez en outre que s'il n'avait pas brusqué le dénouement de son affaire en se suicidant, il n'aurait pas été très vraisemblablement condamné à mort; peut-être même eût-il été acquitté. Les jurés et les juges, gens prudhommesques, et eux aussi pères de famille, l'eussent excusé d'avoir cédé à la « revolte de son honneur outragé ». Mais si, par contre, c'eût été le fils qui, pour des motifs analogues, eût attiré son père en un guet-apens et l'eût assassiné, il n'y aurait eu pour lui nulle pitié, car le Code est formel : *Le parricide n'est jamais excusable.*

Telle est la force de ce préjugé stupide, véritable survivance des notions confuses et barbares des premiers âges. Quand donc entrera-t-il en nos mœurs un peu d'égalité — de cette égalité pour laquelle a été versé tant de sang?

⁂

Exemple. — A Saint-Ouen, l'autre jour, une foule considérable avait pris parti contre deux agents qui voulaient conduire au poste un marchand des quatre saisons qui avait commis le crime affreux de stationner sur la voie publique.

Les deux agents, impuissants à se défendre, ont été bousculés, frappés et enfin complètement déshabillés. La foule s'est ensuite dispersée tranquillement. Les agents ont dû être reconduits en voiture à leur domicile.

Si l'autorité, dont ces deux agents n'étaient que les instruments, laissait les gens travailler en paix et ne gênait pas par tous ses règlements plus ou moins idiots la liberté du travail, de pareils faits n'arriveraient pas. Les agents malmenés ne peuvent s'en prendre qu'à leurs supérieurs qui font les lois et les règlements.

André Girard.

⁂

A propos des élections de dimanche, on a constaté une notable diminution dans le nombre des abstentions habituelles. Le chiffre de 161.000 est descendu cette fois-ci à 131.000. Ces 30.000 nouveaux suffrages ont-ils été exprimés en faveur du Pain gratuit? Si oui, quel succès!...

A. G.

Belgique.

Verviers. — La population ouvrière de notre ville est presque entièrement occupée aux diverses branches de l'industrie textile et notamment à la fabrication des draps et étoffes. Verviers a pour concurrents différents centres industriels d'Angleterre et comme la concurrence se fait toujours au détriment des plus pauvres, il s'en suit des réductions de salaires amenant inévitablement des grèves. La grève actuelle des 2.400 tisserands verviétois n'a pas d'autres causes.

Depuis deux ans, certains patrons d'usines de tissage retournent leurs machines de façon à faire diriger deux métiers par un seul tisserand. Si le procédé se généralisait, au lieu de 3.000 tisserands que compte la région, ils seraient réduits à 1.500. Les 1.500 autres iraient grossir l'armée des sans-travail. Tel serait le résultat du « progrès ». Car, dit-on, deux métiers à un seul ouvrier, c'est un progrès devant lequel il faut s'incliner. C'est possible et ce remplacement de l'homme par la machine peut être sans doute un progrès au point de vue industriel; exemple : la machine à confectionner les allumettes qui préservera les ouvriers de la nécrose; mais, par contre, cette nouvelle invention en affamera un grand nombre par manque de travail.

Ici la question est autre. Peut-on considérer comme un progrès industriel que deux métiers soient accouplés sans avoir subi aucune transformation et doivent marcher cependant avec même vitesse et n'être conduits que par un homme au lieu de deux? Cela, nous le nions, car un progrès se signale par une modification ou une transformation du mécanisme en vue de diminuer l'effort de l'homme. Est-ce le cas ici? Non. C'est pourquoi la résistance sur ce terrain est juste et la grève légitime.

Pour nous, les patrons, en agissant ainsi, n'ont d'autre objectif que l'intérêt de leur coffre-fort; car le salaire payé au tisserand à deux métiers n'est pas supérieur à celui que reçoit le tisserand à un seul métier. Le capitaliste y trouve donc son compte, puisqu'il empoche la différence. Cependant la presse, qui toujours est au service du capitalisme, parle de progrès et s'efforce de fausser l'opinion du plus grand nombre, incompétent en matière d'industrie textile.

Il n'y a pas qu'à Verviers que se pratique le tissage par deux métiers. A Gand, où l'on travaille la toile et le coton, il en est ainsi et même les tisserands activent jusqu'à quatre métiers. Mais les deux industries de la toile et du drap ne se peuvent comparer. L'Angleterre, voilà le point de mire. Les Anglais tissent les articles de Verviers, et, disent les patrons, notre devoir est de les devancer sur les marchés d'Amérique.

Peut-être tisse-t-on en Angleterre sur deux métiers par homme. Mais les Anglais travaillent seulement cinquante-six heures par semaine; les matières premières sont supérieures et l'ouvrage lui-même en ses détails : nombre de lame, quantité de fils, vitesse du métier, etc., varie aussi. C'est pourquoi, avant de se laisser imposer une telle façon de travailler, il fallait lutter contre l'introduction, à Verviers, du tissage à deux métiers à grosse armure, pour déterminer plus tard les conditions nécessaires pour le tissage des articles faciles, légers et moins compliqués.

(*A suivre.*) Jules Charpentier.

Turquie.

Les dessous de l'expulsion d'Ahmed Riza. — On se souvient de la tentative d'expulsion dont fut dernièrement l'objet M. Amed Riza, rédacteur du journal *Mechveret*. Un de nos correspondants nous a communiqué à ce sujet des renseignements dont il nous a garanti la rigoureuse exactitude.

D'après notre correspondant, toute la responsabilité de cette affaire incombe au policier Puybaraud, le féroce persécuteur des anarchistes, l'homme de toutes les viles besognes, l'ex-protégé d'Isaïe Levaillant. Ce triste sire prit sous son bonnet de faire venir à son cabinet M. Ahmed Riza auquel, ainsi qu'on l'a raconté, il intima l'ordre de quitter la France dans les quarante-huit heures, en lui offrant *mille francs* pour le dédommager des frais de voyage. Le ministère Bourgeois ignorait complètement cette mesure arbitraire et absolument illégale, qui avait été concertée entre Puybaraud et le gouvernement turc. « Vous vous demanderez, ajoute notre correspondant, quel intérêt pouvait avoir ce mouchard à agir ainsi de son propre mouvement et à s'exposer à un blâme de la part de son supérieur hiérarchique, le ministre de l'intérieur qui seul a le droit de prendre un arrêté d'expulsion. Il est très difficile, dans un pays où la liberté de parler est fort restreinte, de mettre les points sur les i; toutefois je peux vous affirmer que les mille francs ont été offerts. Si l'on avait eu à cœur d'éclaircir cette affaire, on aurait pu avoir quelques indications en compulsant les talons de chèques du Crédit Lyonnais. Mais l'enquête ainsi poussée à fond aurait eu pour conséquence de forcer le ministère à révoquer un auxiliaire précieux sur lequel on peut compter pour l'exécution des basses œuvres par trop répugnantes. On a mieux aimé éviter le scandale et conserver un collaborateur si utile à l'occasion. D'autant plus que la presse socialiste et avancée se taisait « pour ne pas créer de difficultés au ministère radical » devant lequel elle se traînait à plat ventre. Faites-lui savoir que le ministère

n'était pour rien, cette fois-là, dans cet attentat à la liberté, afin qu'elle puisse se soulager en donnant libre cours à l'indignation que, par des motifs de haute politique, elle a dû refouler, j'en suis sûr, à son plus grand regret.

. . . .

« A propos de cette intervention du gouvernement de la Porte dans les actes des Turcs réfugiés en France, je dois vous faire connaître quels sont en général ses procédés à l'égard de ses réfugiés dans les divers pays de l'Europe. Le gouvernement turc entretient dans les capitales européennes une nuée de mouchards chargés de le renseigner sur les faits et gestes des réfugiés. Chez nous, pas de budget. Le sultan dispose à sa guise de l'argent que ses sujets lui paient sous forme d'impôts et dont la majeure partie s'emploie à l'entretien de sa police, soit intérieure, soit extérieure. Si, parfois, quelque réfugié politique vient à porter ombrage au sultan, celui-ci fait confectionner, avec des pièces fabriquées tout exprès, une accusation de crime ou de délit de droit commun, afin d'obtenir l'extradition du gêneur, extradition qu'il n'aurait pu obtenir en se plaçant uniquement sur le terrain politique. Vous avez dernièrement parlé d'une vingtaine de « Jeunes Turcs » livrés par la France à la Turquie; je ne sais si le fait est exact, mais il est possible, et nul doute que le gouvernement turc ait obtenu cette extradition par le procédé que je vous signale et dont il est coutumier. C'est une honte pour la civilisation européenne de voir la France et la Russie entretenir des relations amicales avec un pareil gouvernement. »

Notre correspondant oublie que tous les gouvernements se valent et qu'aucun d'eux ne le cède en infamie à son voisin quand ses intérêts politiques sont en jeu.

Angleterre.

LONDRES. — Le 1er mai et le dimanche qui suit, Londres a un aspect inaccoutumé, les fanfares se font entendre, les drapeaux et les bannières se sortent, et les Anglais endimanchés se dirigent en grandes processions vers Hyde-Park, pour y exposer leurs désirs réformateurs. Cette habitude, ancrée dans les mœurs britanniques, surprend toujours le Latin, qui s'étonne d'aussi populeuses manifestations, pensant qu'avec pareille masse, chez lui, on ferait quelque chose de moins platonique.

Cette année, dans les ateliers, on sentait comme un vent libertaire souffler chez les travailleurs; chacun disait son mot et discutait sur la mauvaise foi des chefs de la social-démocratie, sur l'évolution vers l'anarchie de l'*Independant Labour Party* et sur les idées anarchistes. Cela tient-il au soleil, qui a brillé toute la semaine dernière sur Londres? — Ses rayons ont-ils eu le don de faire germer les cerveaux, tout comme il fait sortir les pousses? C'est à le croire, car l'anarchie était sur le tapis partout où était un anarchiste, et comme on ne donne pas sa part aux chiens, on s'échauffa, on afficha même dans les ateliers des manifestes anarchistes sur le 1er mai.

Cette fois, au 1er mai, les socialistes crurent de leur devoir, pour y exposer leurs griefs, d'accorder aux anarchistes une plate-forme dans le giron de la grande manifestation d'Hyde-Park; on accepta; et la plate-forme n° 6 fut celle des compagnons, où les orateurs se succédèrent, soulevant d'enthousiastes approbations.

La plupart des orateurs anglais sont jeunes, posés et instruits, ils savent d'avance ce qu'ils doivent traiter, et s'écartent rarement de leur sujet. Ils furent écoutés dans un parfait silence par plusieurs milliers de personnes avides de savoir ce que veulent les anarchistes. Je fis le tour des autres tribunes et je remarquai avec plaisir que celle des anarchistes avait le plus grand nombre d'auditeurs.

***

Le 1er mai, toutes les corporations du bâtiment se sont mises en grève pour une diminution des heures de travail et une augmentation de salaire. L'entente est unanime entre les terrassiers, maçons, briquetiers, cimentiers, plâtriers, décorateurs, charpentiers et menuisiers. Cette grève sera une des plus formidables que Londres aura vues, si on y ajoute les ébénistes et agenceurs qui demandent seulement une diminution des heures de travail.

Quelques camarades anarchistes en profitent pour démontrer dans leur corporation que c'est le capital qu'il faut abattre, et leur propagande ne tombe pas dans l'eau.

***

Les camarades de l'*Independant Labour Party* se joignent aux anarchistes pour flageller les social-démocrates, au sujet de l'exclusion qu'ils préparent aux libertaires qui iront au congrès.

Les anarchistes anglais qui seront envoyés par leurs corporations veulent y aller quand même et protester contre ce titre de *Congrès international des travailleurs*, qui ne sera, s'ils expulsent leurs adversaires, qu'un *Congrès social-démocratique*.

Faut-il tout de même que ces pauvres Basiles soient à bout d'arguments, pour n'admettre aucune idée contradictoire? Ça sera leur fin.

GUÉRINOT.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Comité abstentionniste révolutionnaire du XIIe et Bibliothèque sociologique. — Réunion samedi 9 mai, à 8 h. 1/2 précises, salle Périlliat, 208, rue de Charenton.

Les camarades des deux groupes sont invités à être exacts pour l'affichage du nouveau manifeste abstentionniste.

***

Un camarade désire acheter le numéro 1 de la *Revue Anarchiste*. Il en offre 0 fr. 50.

***

Groupe de propagande abstentionniste indépendant. — Réunion des camarades dimanche 10 mai, à 8 h. 1/2 du soir, 52, rue des Abbesses, chez le marchand de vins.

Affectation du reliquat des sommes versées pour la propagande abstentionniste, et reddition des comptes aux camarades. Extrême urgence.

***

CLICHY. — Les *Iconoclastes* se rencontrent tous les dimanches à 2 h. 1/2, 123, boulevard National.

***

SAINT-DENIS. — Soirée familiale par la *Jeunesse Libertaire*, le samedi 9 mai 1896, à 8 h. 1/2 du soir, salle Boyer, place de l'Hôtel-de-Ville.

Causerie par Jules Bard; chants et poésies.

Entrée libre.

***

SAINT-OUEN. — Grande réunion publique et contradictoire pour le samedi 9 mai, à 8 h. 1/2, salle de la Maison Blanche, 66, boulevard Victor-Hugo (Saint-Ouen).

Orateurs inscrits : Tortelier, Brunet, Janvion.

Ordre du jour : Les élections.

***

BRUXELLES. — Nous avons reçu l'*Insurgé*, organe anarchiste, 41, rue de la Samaritaine. L'*Insurgé* se vendra 2 centimes, il a 8 pages du format d'une de nos petites brochures. Il paraît tous les 15 jours. Malgré son format et son prix modestes, l'*Insurgé* annonce qu'il a l'intention de devenir quotidien.

Il y a fort longtemps que notre opinion est faite sur les quotidiens, mais il ne faut pas décourager les enthousiasmes, et nous souhaitons bonne chance à ce nouveau camarade.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître :

En Espagne, par Georges Lecomte, 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Nos lecteurs se rappellent sans doute le fragment que nous avons donné de cette œuvre de notre collaborateur dans le *Supplément* du numéro 47 de la première année.

***

Nous avons reçu :

Les Engrais chimiques, par Georges Ville, tomes II et III, en vente à la Librairie agricole, 26, rue Jacob, ou chez Masson, 120, boulevard Saint-Germain.

La Cité de l'Egalité, par Olivier Souêtre, 0 fr. 50, chez l'auteur, 2, rue Pascal.

De chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle, le numéro 4 du *Musée Galant*.

RÉUNION PUBLIQUE

Samedi 9 mai, à 8 heures 1/2 du soir, au préau de l'école, rue Lepic, 62, grande réunion publique et contradictoire.

Sujet traité : Le suffrage universel et le suffrage restreint.

A LIRE

Leur crime, Séverine, *Echo de Paris*, 1er mai.

Les Pères et les Fils, L. Descaves, *Echo de Paris*, 3 mai.

Dialogue philosophique, H. Maret, *Radical*, 6 mai.

Les Elections municipales, E. Drumont, *Libre Parole*, 5 mai.

BOITE AUX ORDURES

Joli 1er mai, dessin par Hermann Paul, texte de Pierre Soulaine, du *Journal* du 4 mai.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade désirerait acheter le *Réveil du lion* de Roussel de Méry?

Langlois. — C'était une erreur, c'est fin août que finit l'abonn.

B. C., à Marseille. — Merci de votre proposition, mais nous avons exclu la métaphysique de nos conceptions.

R., à Nîmes. — Oui, c'est bien de notre ami qu'il est question dans le livre de Stepniak.

Perronnet, à St-Etienne. — Reçu mandat. 70 invendus. C'est bien.

G., à Reims. — Les épreuves étant expédiées en tube, pas de danger qu'elles s'abîment. D'autre part, comme nous mettons 30 épreuves en réserve pour faire relier, vous êtes toujours sûr d'en avoir.

Dick. — Excusez-moi, je croyais l'avoir expédié. — Comme vous voudrez.

P. F., New-York. — Reçu numéro 1. Merci.

A. W., rue d'A. — A quoi bon s'inquiéter de ces ordures?

L. P., à Barcelone. — Reçu journaux. Merci.

J. Bernarding. — *Arlequin sauvage* n'est plus en librairie. Cela ne se trouve que par occasion chez les bouquinistes.

Un camarade de l'Est. — Bien reçu les deux lettres. L'abon. est servi, et les brochures expédiées aussitôt parue.

Pacault. — Hamon, 132, avenue de Clichy.

F., à Recanati. — Excusez-nous, c'est par erreur que votre fiche avait été enlevée du service.

Reçu pour les verriers de Carmaux : héritage d'un juif, 100 fr.

Reçu pour le journal : Un groupe de camarades par Z, 6 fr. 25. — G. H. Deux amis à Lak.-S., 10 fr. — J. B., à Ste-F. la G., 4 fr. — J., à Paris, 5 fr. — J. M., à Marseille, 3 fr. — Gj., 5 fr. — Les compagnons de St-Ouen, 2 fr. — E. M., à Paris, 20 fr. — J., à Nogent, 10 fr. — P., rue des A., 2 fr. — G., à Reims, 2 fr. — F., rue Rivoli, 4 fr. — Jean Misère, 50 fr. — B., à Courbevoie, 1 fr. — D., à St-Chamond (par la *Sociale*), 0 fr. 50.

Collecte faite au groupe la *Ligue démocratique* par le camarade Delesalle, 1 fr. 60.

A. Hamon remercie les camarades qui lui ont envoyé des journaux, etc.

Les camarades qui ont publié des affiches ou manifestes pour les élections sont priés d'en envoyer à A. Hamon, 132, avenue de Clichy, Paris.

St-Brieuc. — L., à Epinal. — Café de l'Union. — E. D., à St-Justin. — N., à Toulouse. — B., à Brest. — D., à Amiens. — A. W., à Paris. — B., à Carmaux. — D., à St-Quentin. — Patay. — E. B., à Bruxelles. — K., à Spa. — R., à Turin. — R., à Grenoble. — D., à Foix. — P., à Mons. — P., à La Chapelle-lez-Herlaumont. — B., à Azay-sur-Cher. — F. J., à Paris. — D. S., à Bollène. — O., à Courtrai. — D., à Namur. — J., à Montpellier. — V. D., à Amsterdam. — F., à Ste-Tulle. — B., à McDonald. — B., à Béziers. — L. M., à Trélazé. — G. B., à Paris. — P., à Brieulles; S., à Albi; B., à Bourg-de-Péage; C., au Havre (par la *Sociale*). — G., à Bordeaux. — H., à Angers. — T., à Nouzon. — M., à Metz. — F., à Amiens. — D., à Gray. — P., à Londres. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente à Paris

Chez Mme Fayet, 85, rue du Temple.

On y trouve également la *Débâcle Sociale*, l'organe des amis d'Ensival.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 3 DIX CENTIMES DU 16 MAI AU 22 MAI 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

On dit que les chiffres ont leur éloquence : c'est pour cela que nous croyons bon de donner le bilan de notre année.

Nous avons reçu :

Abonnements	*2.107 »*
Vente au numéro	*15.957 35*
Brochures et cotisations d'amis s'intéressant à nos publications	*10.746 80*
En tout	*28.811 15*

Nos dépenses se montent à un peu plus de 32.000 fr. C'est ce retard qui nous gêne dans les entournures. N'ayant pas de capitalistes parmi nos amis, nous ne pouvons guère compter que sur les gros sous des camarades; nous en profitons pour demander à ceux qui nous ont aidés jusqu'ici de redoubler d'efforts pour essayer de faire augmenter la vente et les abonnements.

Encore un coup d'épaule et ça ira.

DES DROITS ET DES DEVOIRS

On ne saurait, dans l'analyse critique des vices fondamentaux de la société présente, ainsi que dans l'élaboration d'une conception sociale meilleure, le plus possible conforme aux lois de la nature, on ne saurait être trop radical dans l'exclusion successive de tout prêtée du principe qui ne découle pas directement d'un ou de plusieurs faits réels.

L'esprit de contrôle le plus rigoureux doit inspirer le sociologue et le pousser à rechercher, en remontant le plus haut possible, le pourquoi du pourquoi, afin, en reculant de solution en solution, choisir comme point de départ de sa conception le postulat le moins discutable.

Il est à prévoir que les efforts des penseurs et les idées par eux semées dans les masses exerceront leur part d'influence sur la direction que pourra adopter la prochaine révolution.

Ainsi donc, avant de commencer la série des déductions, il importe de s'assurer qu'elle ne dérive pas d'une proposition dont la démonstration est elle-même nécessaire, afin que l'édifice à construire repose sur des bases les plus solides et durables qu'il se pourra.

Ce n'est pas qu'un changement soit jamais à redouter quand il s'opère dans le sens d'une amélioration, et une société qui modifierait fréquemment son organisation serait, certes, désirable, si ces modifications successives se traduisaient par un accroissement du bien-être général.

Les époques les plus troublées de l'histoire ne furent pas les moins fécondes en progrès; au contraire! Et si, dans l'avenir, peu après l'établissement d'une nouvelle organisation sociale meilleure que la nôtre, le principe fondamental de cette organisation supérieure venait à être mis à son tour en question, et qu'un nouveau bouleversement fût reconnu indispensable, il n'y aurait pas lieu de s'en affliger. Telles sont les nécessités de toute évolution progressive.

Toutefois, il serait préférable, remontant de causalité en causalité, de ne prendre comme base qu'un principe assez général pour se prêter aux multiples transformations dont, par la suite, le besoin pourra se faire sentir.

Ces transformations ne se trouvant plus en opposition avec la loi fondamentale de la nouvelle société, mais reflétant un de ses aspects divers, s'opéreraient sans commotion, sans violence, par *évolution*. Et quel immense avantage! Car si une révolution est parfois bienfaisante, elle est toujours précédée d'une période de malaise, de souffrances suscitant des révoltes, des tyrannies, des persécutions et des représailles sans fin.

Tandis que si le principe capital duquel dérivent les principes secondaires régissant la société, est lui-même la conséquence immédiate de l'ensemble des faits scientifiquement observés et contrôlés, les transformations se succéderaient insensiblement, comme par stratification; elles pourraient même suivre, dans des régions voisines, des voies très diverses, sans que le principe initial en fût le moins du monde violé.

Le principe qui sert de base à la société capitaliste actuelle est — politiquement et économiquement — le principe de *dépendance*.

Politiquement, le gouvernement, disposant de toutes les forces de l'État, tient l'individu sous sa dépendance et le contraint à obéir à la majorité. Car, comme le fait remarquer Duhring (1), ce n'est pas la minorité qui gouverne, mais la majorité; tout état politique, quelque autocrate soit-il, n'existe que par la volonté ou du moins le bon vouloir de la majorité. Même en Russie, le czar ne demeure sur le trône que parce qu'il plaît à la majorité des Russes de l'y laisser.

L'individu dépend donc entièrement de la majorité qui l'assujettit à sa volonté. Tant mieux si elle a raison, tant pis si elle se trompe! Dans les deux cas, chacun doit s'incliner et supporter les conséquences des erreurs ou des sottises de la majorité.

La légitimité de cette dépendance a été et est encore plus que jamais l'objet de vigoureuses attaques. L'esprit de la majorité représente une moyenne et se trouve par conséquent inférieur à l'esprit de certaines minorités d'avant-garde. C'est cependant l'opinion de la majorité qui prévaut sur celle de ces minorités. Favorable, malgré toutes ses imperfections, à l'état politique et social existant et dont l'évolution est accomplie, elle s'oppose de toutes ses forces à la réalisation des vœux des minorités et met par cela obstacle à tout progrès. Si bien que l'on peut affirmer, avec le docteur Stockmann, que la majorité a *toujours* tort.

L'individu est encore dépendant économiquement. Chacun est à la merci d'un plus riche qui, dans une société dont l'âme est la concurrence, peut à prix d'or causer la ruine de son compétiteur. Le pauvre dépend entièrement du plus riche qui l'occupe et peut, s'il semble s'efforcer de diminuer cette dépendance, le condamner à mort par la faim. Plus encore, le commerce n'est-il pas une dépendance réciproque? Le sort du vendeur dépend du bon plaisir des acheteurs qu'à son tour il s'efforcera d'exploiter au mieux de ses intérêts. Le caprice du client peut par l'abstention causer la ruine du commerçant et celui-ci a la faculté, s'il lui plaît, de concert avec ses confrères, d'affamer le public par une surélévation du prix des produits. Le fait, quoique rare, s'est présenté. Le fermier, le locataire dépendent du propriétaire sans lequel ils ne peuvent trouver un lieu pour exercer leur commerce ou leur industrie. Faute de locataires, le propriétaire voit son immeuble lui venir à charge. L'ouvrier est à la merci du patron qui l'emploie, mais, soit par la grève, soit par une mauvaise exécution des travaux, il peut causer la ruine de ce dernier.

Cette action réciproque de l'homme sur l'homme est donc générale; elle est le principe fondamental de la société actuelle; car celui qui tenterait de s'y soustraire ou de l'enfreindre, tomberait sous le coup de la loi.

Il en résulte que l'homme, non seulement *peut*, mais *doit*, pour se conformer à *cette loi*, être en antagonisme avec ses semblables, qu'il doit être à l'homme un ennemi, nuire à son développement, à son bonheur, à sa vie! L'application du principe de dépendance mène à cette conclusion : le bonheur des uns est fait du malheur des autres, la vie de l'un ne s'entretient que par la mort d'autrui.

De tous temps, les sociologues et les critiques furent frappés de cette anomalie. Mais, hésitant à en attribuer la cause au principe fondamental présidant à l'organisation sociale, ils cherchèrent des correctifs et reconnurent à l'individu ce qu'ils appelèrent des *droits*. Ces droits différèrent suivant l'angle sous lequel chacun d'eux envisageait la question. Ainsi furent imaginés le droit de propriété, les droits à l'assistance, au travail, à la vie, etc.

La reconnaissance de ces droits n'apporta aucun remède à la situation. Il n'en pouvait pas être autrement.

En effet, ils n'avaient pas remarqué, ces prétendus réformateurs, que la notion du droit découle directement du principe de dépendance dont elle n'est qu'une extension.

Qu'est-ce qu'un droit, en effet, sinon la légitimation d'une action de l'homme sur l'homme, de la mise de l'individu sous la dépendance de son semblable? L'existence d'un droit implique l'exis-

(1) *Histoire critique de l'économie nationale et du socialisme.*

tence corrélative d'un devoir; qui dit devoir, dit contrainte, obligation, partant sanction, et la sanction appelle le châtiment.

Quelle singulière logique que de vouloir combattre la nocuité d'un principe par les corollaires qui en découlent!

Telle est cependant l'erreur de tous ces empiristes qui proposent des remèdes à tel ou tel ordre de phénomènes sans vouloir remonter à la cause première.

Telle aussi est l'erreur des socialistes, même révolutionnaires, partisans d'une réédification de la société, conçue d'après une réciprocité de droits et de devoirs. La question ainsi posée, la nécessité suit d'une *organisation, plus* ou moins autoritaire suivant les écoles, ayant pour mission de sanctionner l'observance de ces devoirs, d'assurer l'exercice de ces droits. Quelque réduite, quelque déguisée soit-elle, cette organisation, elle n'en existerait pas moins, elle serait l'inévitable conséquence du problème ainsi envisagé. Ce serait un retour, par une autre voie, au principe actuel de dépendance réciproque.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

LE CONGRÈS DES MARXISTES

A l'occasion du prochain Congrès international ouvrier qui doit se tenir à Londres en 1896, la Commission provisoire adresse cet appel aux compagnons espagnols:

Compagnons de toutes les sociétés ouvrières d'Espagne,
Travailleurs de toutes catégories:
Salut et fraternité!

Il est de fait que la société actuelle nous opprime et nous ravale au-dessous des bêtes, quoique notre travail lui fournisse abondamment jouissance et bien-être;

Il est aussi vrai que cette triste et inhumaine condition a été celle des travailleurs de tous les temps,

Et que le prolétariat militant qui se rend compte de cette terrible injustice s'est donné pour tâche de transformer le monde barbare d'aujourd'hui en une plus noble humanité où il n'y aura ni maîtres ni esclaves, ni riches ni pauvres.

Mais de grands efforts sont nécessaires de notre part pour réaliser cette émancipation sociale, efforts qui seraient inutiles s'ils n'étaient œuvre collective de tous les travailleurs dans tous les pays.

C'est dans ce but qu'un congrès des sociétés ouvrières du monde entier doit se réunir à Londres les 27, 28, 29, 30, 31 juillet et 1er août prochains et qu'une circulaire, nous invitant à y envoyer des délégués, nous a été adressée.

Devons-nous, ouvriers espagnols, rester indifférents à cet acte de confraternité universelle? Nous ne le croyons pas. Bien plus, il faut l'encourager. Tous les hommes sont frères, et les ouvriers de tous les pays, frères de misère, le sont doublement. Qu'ils se réunissent donc, s'expliquent, s'entendent et se convainquent pour une action commune et la victoire définitive!

Cependant un paragraphe de cette circulaire nous inquiète. Il serait question de n'admettre au congrès que les délégués des seules associations préconisant l'action politique et parlementaire. En d'autres termes, on exclurait tous ceux qui, fidèles à la vieille formule que « l'émancipation des travailleurs ne se fera que par les travailleurs eux-mêmes », sont antipoliticiens, antiparlementaires, ne reconnaissent ni les lois, ni le gouvernement, résistent à toute espèce d'autorité, et ne comptant que sur leurs propres efforts, combattent l'Etat qu'ils considèrent comme l'éternel ennemi.

Si elle était suivie d'effet, cette menace serait la négation même du but que se propose de poursuivre le congrès: il ne s'agirait plus alors de l'émancipation de *tous* les travailleurs; il y aurait là un manque de tact, un désaveu de l'entente qui doit unir les opprimés, tous les esclaves qui ont à s'affranchir de la servitude, à rendre mépris pour mépris aux jouisseurs qui les narguent; ce serait une atteinte à la justice supérieure à toutes les défaillances humaines et aux passions d'un moment.

Pour faire quelque chose d'utile, élevons-nous au-dessus des petitesses de l'esprit de caste et du fanatisme qui n'auraient d'autre résultat que d'aigrir contre nous le cœur de nos frères. Ceux qui luttent pour la vérité se doivent à la haute raison, non aux vaines colères. Rien n'est plus grand et plus fraternel que la sérénité. Laissons-nous guider par elle!

Travailleurs, réfléchissez-y.

Convaincus qu'il est de notre devoir d'assister au congrès de Londres, espérant fermement qu'aucun exclusivisme n'y sera prononcé, qu'on y admettra également les ennemis et les partisans de l'action politique, ceux qui luttent sur le terrain économique comme ceux qui luttent sur le terrain légal, qu'on y accordera à toutes les collectivités mêmes droits, même intérêt, même considération;

Et confiants qu'en cette importante circonstance vous saurez agir avec *réflexion*, jugement et justice, nous vous souhaitons ainsi qu'à nous

Une prompte Révolution Sociale!

LA COMMISSION.

Voilà la traduction de la circulaire de laquelle les compagnons espagnols nous demandent de nous occuper « franchement ». Le camarade qui nous l'a traduite s'exprime ainsi:

« Quant à moi, j'entrerais avec la plus profonde répugnance dans un lieu où l'on croirait me faire charité en m'accueillant. Ils veulent « conquérir les pouvoirs publics », c'est-à-dire le droit de faire des lois, le droit de les appliquer et le droit d'en punir la violation par gendarmes et policiers. Qu'ils suivent *leur voie*! La nôtre est toute différente. »

D'un autre côté, des camarades envisagent la question sous le côté que voici:

« Les marxistes, disent-ils, annoncent un congrès international des travailleurs. Or, ce sont les anarchistes qui sont dans la voie logique de l'*Internationale*: de quel droit les marxistes les excluraient-ils des congrès qui ont la prétention de continuer l'*Internationale*? En nous rendant en masse à ce congrès, ou nous forcerons les marxistes à nous accepter, et à reconnaître ainsi notre filiation avec tout l'ancien mouvement révolutionnaire, ou bien alors, en nous excluant, nous les forcerons à avouer que leur congrès n'est qu'un congrès de marxistes: alors ils auront, en effet, le droit de s'enfermer chez eux et de n'y accepter que les leurs, mais nous en aurons fini avec leurs prétentions. »

Nous pensions d'abord comme le premier camarade, mais la question envisagée à ce point de vue mérite certainement attention. Aux camarades qui pourront faire le voyage de Londres à réfléchir là-dessus.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ÉVOLUTION DES SYNDICATS. — La Fédération des Bourses du Travail vient d'envoyer aux membres d'un congrès des organisations syndicales allemandes qui se tient ces jours-ci à Berlin, le manifeste suivant, qui vient confirmer ce que nous avons souvent soutenu, c'est que le prolétariat français poursuit son évolution vers l'anarchie:

La Fédération des Bourses du Travail n'a pas voulu laisser échapper l'occasion d'envoyer aux travailleurs d'Allemagne l'expression de ses sentiments fraternels. Nettement antipatriote, ne connaissant d'autre ennemi que le capital, son plus vif désir est de voir le prolétariat international tout entier s'élever contre l'existence des frontières et, pour en accomplir la suppression, mener la guerre, non seulement contre les expéditions continentales et coloniales, mais aussi contre les intérêts gouvernementaux qui les inspirent, et surtout contre le chauvinisme qui les autorise.

Les travailleurs conscients doivent en effet se persuader que le plus sérieux obstacle à la transformation qu'ils poursuivent, c'est l'antagonisme de race, le culte étroit du sol national que les dirigeants ont substitué au culte mourant des dieux et que trop d'exploités pratiquent, servant ainsi la cause de la société bourgeoise, dont l'union universelle du prolétariat déterminerait l'immédiate ruine.

Le devoir des opprimés est donc de combattre avec la plus grande énergie tout ce qui est de nature à entretenir les stupides haines nationales qui séparent et parfois poussent les uns contre les autres les prolétaires... Pour cela montrons, chaque fois qu'il se peut, — et l'occasion s'en présente chaque jour — que l'existence des frontières n'empêche point la communauté des intérêts capitalistes; que les gouvernements n'hésitent jamais à se concerter pour prendre de communes mesures de défense contre le prolétariat; que, par conséquent, les ouvriers, à l'exemple des bourgeois, doivent se grouper suivant leurs intérêts, qui partout sont identiques, et non suivant leur nationalité. Ne craignons pas non plus d'étonner les cerveaux, de frapper l'attention publique, en remplaçant ce mot bâtard, expression d'une idée plus bâtarde encore: internationalisme, par celui-ci, qui a le mérite de la netteté: antipatriotisme...

Tandis qu'elle lutte contre le patriotisme, la Fédération des Bourses du Travail de France, révolutionnaire, communiste et hostile à l'Etat, préconise l'organisation ouvrière professionnelle dans le double but: 1° de préparer les voies à une grève générale des industries essentielles à l'existence des nations, grève qui, tout en ne laissant plus à la classe capitaliste d'autre ressource que l'emploi exclusif de la force, lui en ôte le moyen en plaçant la Révolution partout et nulle part; 2° de permettre aux travailleurs — la Révolution accomplie — d'organiser la production sans avoir besoin d'un pouvoir central qui, sous le couvert d'un « contrôle purement administratif », reconstituerait insensiblement l'autorité déjà détruite.

Les Bourses du Travail de France, camarades, n'ont pas dressé ce programme dès le jour de leur création. Elles ont cru longtemps que l'unique moyen d'opérer la transformation sociale était la conquête systématique des pouvoirs publics. Aujourd'hui encore, quelques-unes (quatre ou cinq) professent à demi cette opinion. Mais la grande majorité, instruite par les perpétuelles faillites du suffrage universel, s'est enfin résolue à la lutte économique et, tout en continuant d'arracher à l'Etat, pour l'affaiblir, les réformes possibles, elles se préparent à la bataille qui vaincra les parasites du travail par l'arrêt du travail.

Nous terminons, camarades, en renouvelant le témoignage d'amitié et de solidarité que nous vous avons donné tout à l'heure. Efforçons-nous les uns les autres d'instruire la foule, de lui faire connaître et aimer nos principes, et le jour viendra où, toutes ensemble, crouleront les sociétés qui nous tiennent depuis tant de siècles dans la servitude.

Guerre à l'autorité!
Vive le communisme universel!

Antipatriotisme, communisme révolutionnaire et suppression de l'Etat, n'est-ce point là l'Anarchisme communiste pur et simple? Quant aux « réformes possibles arrachées en attendant à l'Etat », les syndicats en reviendront, espérons-le, en constatant bientôt l'inanité des palliatifs.

* *

ILLOGISME. — Un de nos compatriotes, Pierre Quillard, l'auteur de l'*Ame errante*, a été dernièrement arrêté arbitrairement à Constantinople, où il habite. Sur l'intervention de l'ambassadeur français, le chef de la police turque a fait remettre en liberté M. Quillard et lui a présenté des excuses. En relatant le fait, l'*Evénement* termine comme suit:

« Il convient d'ajouter que ce poète est un fervent de l'anarchie et de l'internationalisme. Gageons qu'il a pensé l'autre jour que la patrie avait du bon et que les pouvoirs publics pouvaient être, à certains moments, les meilleurs garants de la liberté. »

L'auteur de ces quelques lignes est un imbécile. Sans patrie et sans pouvoirs publics, M. Quillard n'eût pas été privé un instant de sa liberté. Il ne doit donc nulle reconnaissance à ceux-ci de lui avoir occasionné ce désagrément, tant passager soit-il. La tracasserie dont il a été victime ne peut que le confirmer dans son dégoût de l'autorité.

ANDRÉ GIRARD.

* *

APT. — Le 6 mai courant, au café des Variétés, Sébastien Faure a donné une conférence devant un public d'environ 200 personnes; bien qu'une partie de l'auditoire fût hostile à ses idées, la chaleur communicative de son éloquence a soulevé des applaudissements unanimes. Les réactionnaires les plus endurcis, présents dans la salle, n'ont pu s'empêcher de participer à l'ovation qui a été faite à notre ami.

(*Correspondance locale.*)

* *

TRIPATOUILLAGES ÉLECTORAUX. — A Saint-Ouen, les conseillers sortants (blanquistes) étaient en ballottage avec les radicaux associés avec l'abbé Garnier. Les premiers avaient 1.900 et quelques voix, les seconds 2.000 environ. Les possibilistes, qui en avaient à peu près 400, ont proposé aux blanquistes de leur céder 13 candidats sur 27; quant au 14e, qui fait la majorité, il devait être tiré aux dés — au zanzibar, sans doute. Les blanquistes ont refusé. En même temps, les mêmes possibilistes faisaient proposer aux radicaux leurs voix, à condition qu'on leur donnât 8 candidats; cette dernière combinaison a été acceptée.

A. G.

Saint-Denis. — Encore une fois, grâce aux policiers, il nous faut changer de salle. Nous avions organisé samedi une soirée familiale qu'ils ont cherché à empêcher en intimidant le marchand de vins; nous sommes restés malgré tout et nous pûmes écouter la causerie du camarade Bastard. L'idée marche malgré les efforts des socialistes qui, eux aussi, cherchent à influencer notre marchand de vins pour qu'il nous refuse sa salle. La propagande abstentionniste a bien marché, au point que les socialistes nous rendent responsables de leur défaite, qu'ils attribuent aux 4 à 500 abstentions qui se sont produites.

Nous désirons un camarade pour faire une conférence au profit du journal.

Paria.

* * *

Port-Saint-Louis. — Le camarade Marcellin a fait ici une conférence qui a eu un grand succès. Il a démontré que les causes du malaise social sont dues à l'esprit religieux et au préjugé patriotique dont sont imbus les cerveaux et qui faussent toutes nos idées. Nous espérons que ce camarade reviendra ici avec Sébastien Faure faire de nouvelles conférences qui ne manqueront certainement pas d'être très suivies.

(*Correspondance locale.*)

Italie.

A Palerme, un soldat irrité par un caporal qui lui imposait un service, malgré qu'il fût malade, tira un coup de fusil sur le caporal et deux autres sur le lieutenant-colonel, sans atteindre ni l'un ni l'autre; mais ce dernier commanda au piquet de faire feu sur le soldat, qui tomba blessé de plusieurs balles. (Télégrammes de Palerme des 25 et 26 avril publiés par les divers journaux.)

A Paterno (Sicile), la population s'est révoltée de nouveau, a détruit le bureau d'octroi et fait des dégâts à la mairie et à l'habitation du maire. Celui-ci s'est sauvé. (*Tribuna* du 27 avril.) La population lança des pierres contre les soldats, qui chargèrent la foule; un officier, quelques soldats et un cocher furent grièvement blessés. Les émeutiers tentèrent ensuite de délivrer les prisonniers. (*Tribuna* du 28 avril.)

« Personne ne peut se faire une idée de la misère qui sévit dans ce pays (en Sardaigne). Il suffit de dire que depuis un mois les trois cinquièmes de la population se nourrissent d'herbes sauvages à l'égal des brebis et des chèvres! On ne se rappelle pas une année plus terrible, ni de plus grandes détresses. Ce sont des choses incroyables, mais trop vraies. » (*Corriere della Sera* du 27-28 avril, d'après la *Nuova Sardegna*.)

Le professeur Celli a fait une conférence à Rome démontrant l'insuffisance de l'alimentation du paysan italien. (*Italie* du 5 mai.)

A la Chambre, on constate que cette année-ci la dépense s'est accrue de 118 millions et demi, contre une augmentation de 20 millions dans les recettes, dont 18 proviennent des taxes sur l'importation du blé, ce dont un journal officiel se montre un peu inquiet. « Mais qui peut s'en réjouir? Si nos campagnes ne produisaient plus un épi, les entrées sur le grain rendraient 300 millions. Quelle abondance! — Mais qui en voudrait? » (*Corriere della Sera* du 6-7 mai.)

En attendant, le gouvernement se félicite de ce que, dit-il, « les finances du pays sont très satisfaisantes ». (*Italie* du 6 mai.)

L'important est de faire remarquer que les bourgeois trafiquent de la misère du peuple.

Andréa d'Angélo.

Palermo, 26. — Cette nuit, une bombe a fait explosion à la porte du consul français. Tous les voisins sautèrent du lit en proie à une vive panique.

Ce matin, sur plusieurs points de la ville, on trouva beaucoup de manifestes collés excitant à la révolte.

Un ouvrier connu comme socialiste, Michele Sciurca, fut trouvé assassiné d'un coup de revolver au cœur.

De graves faits sont arrivés la nuit et ce matin à Paterno. (*Corriere della Sera*, du 27-28.)

Belgique.

Verviers (*suite*).—Verviers compte trois mille tisserands sur une population de cinquante mille habitants. Les ateliers de tissage sont nombreux et il en est qui comptent trois cent cinquante métiers en activité, et un nombre de 1.300 ouvriers appartenant à différents métiers qui se rattachent à l'industrie textile.

Chaque profession a son syndicat de fabrique dans la section du tissage; le nombre des ateliers peut se chiffrer à 40, ce qui fait 40 syndicats qui nomment chacun deux délégués au conseil fédéral, lequel nomme son comité. La Fédération des tisserands est neutre, c'est-à-dire que ni politique ni dogme religieux n'y sont l'objet de discussions; et je dois dire en passant que les trois plus nombreuses associations : tissage, laine peignée et laine cardée, ont la même ligne de conduite et bannissent de leurs débats toute politique. C'est donc sur le terrain économique et purement professionnel que les ouvriers s'unissent.

Depuis 1893, les grèves se sont multipliées, tantôt sur des questions de salaire, tantôt sur la question des deux métiers; ces grèves partielles venaient épuiser les ressources de la Fédération, aussi les syndicats décidèrent-ils de faire un mouvement général; préalablement un referendum fut organisé, qui donna une majorité pour la grève, et c'est ainsi que depuis le 17 avril les ouvriers tisserands de Verviers font la grève des bras croisés.

Comme dans toute grève, les ouvriers ont cherché des moyens de conciliation, tels que la convocation du conseil de conciliation formé au sein du conseil communal; celle du conseil d'industrie et du travail; enfin tous intermédiaires qui viennent compliquer les choses et leur donner un semblant de solution, mais qui au fond sont autant de rouages inutiles et dont les effets sont aussi bienfaisants qu'un bon emplâtre sur une jambe de bois.

Les prétentions des grévistes sont celles-ci :

Suppression du tissage à deux métiers;

Tissage sur un métier, vitesse des articles faciles fabriqués par des jeunes gens de 16 à 20 ans, avec un minimum de salaire de 3 fr. 50 par jour, et une journée de travail pour tous en général de 10 heures par jour.

Jusqu'à ce jour, les patrons se sont montrés intransigeants; dans plusieurs établissements, les patrons ont envoyé à leurs ouvriers, par la poste et par lettre recommandée, s.v.p.! le salaire qui leur était dû sur des pièces inachevées; 300 ouvriers sont dans ce cas. Les patrons entendent être les maîtres chez eux : ils sont logiques. Puisque les ouvriers respectent la légalité en respectant les droits du patron, pourquoi s'en plaindre? Car en réalité nous voyons aujourd'hui qu'un seul individu peut en affamer des centaines d'autres qui, comme lui, doivent manger et vivre et qui, par suite de la mauvaise organisation sociale, sont à la merci d'un être tout aussi nuisible qu'inutile.

Parlons maintenant des politiciens.

Le Parti ouvrier belge (socialiste-collectiviste) organise chaque année des congrès; à leur dernier congrès, qui s'est tenu à Charleroi, Anseele, l'autoritaire que l'on connaît, somma les délégués de Verviers de faire affilier la Fédération des tisserands au Parti ouvrier. Notez que ce n'était pas une proposition, c'était un ordre. Or l'entrée de la Fédération dans le Parti ouvrier est quasi impossible et cette impossibilité est bien reconnue aujourd'hui, puisque jusqu'alors aucune proposition n'a été faite, dans ce sens, à la Fédération, et du jour où la proposition en sera faite, c'en serait fait de la Fédération neutre des tisserands, car elle croulera plutôt que de subir la contrainte et de s'annihiler complètement dans le Parti ouvrier. Les ouvriers amis de la liberté se souviendront des paroles d'Anseele à un de leurs congrès : « Plus les organisations seront fortes et disciplinées, moins l'individu pourra disposer de son moi. » C'est pourquoi nous serons toujours les adversaires de cette discipline qui remplacera l'armée avec ses abus et ses vices. Si les tisserands verviétois de la Fédération neutre n'ont absolument aucun engagement avec le Parti ouvrier, on subit en ce moment le mauvais vouloir du conseil général du Parti ouvrier, qui, dans sa presse, sauf les correspondances locales, ne souffle mot en faveur de la grève : bien plus, comme secrétaire international des ouvriers textiles, c'est un Gantois, Hardyns, un collectiviste, administrateur du Wooruit de Gand, qui est chargé des rapports nationaux et internationaux entre les fédérations de la même industrie. Eh bien, le croirait-on? du 17 avril au 7 mai, le secrétaire à qui on avait envoyé lettre sur lettre, télégramme sur télégramme pour le convoquer à une séance à Verviers, a fait le mort; c'est seulement le 7 mai que Hardyns s'est rendu à l'appel des ouvriers verviétois pour renseignement! et notez qu'il est payé pour le travail qu'il exécute. Mais voilà : il subit l'influence d'Anseele, et la Fédération n'est pas affiliée au Parti ouvrier!

L'indignation est à son comble, à Verviers, et on parle même de le casser aux gages... mais on n'a jamais que les maîtres que l'on se donne.

J. Charpentier.

P.-S. — Un compagnon voudrait se mettre en rapport avec un camarade tisserand d'Angleterre. S'adresser à :

Jules Charpentier, rue de Hodimont, 59, Verviers (Belgique).

LES PÉRIODIQUES

Langue anglaise.

La mauvaise foi des marxistes n'est ignorée de personne, et il paraît naïf de s'y attarder. Je ne puis cependant résister au plaisir de signaler le mirifique raisonnement tenu par leur organe de Londres, *Justice*, pour justifier l'exclusion des anarchistes et socialistes ennemis de l'action politique, du prochain Congrès international de Londres. D'après ces professeurs de logique, les anarchistes, adversaires de tout système représentatif, n'ont rien à voir avec un congrès composé de délégués, c'est-à-dire de représentants des groupes ouvriers. « Puisqu'ils ne croient pas dans la délégation, la représentation, le vote, la loi de la majorité, — toutes choses devant prévaloir dans un congrès — ni même dans aucun congrès, pourquoi sont-ils si désireux d'être admis au Congrès international? » A cette question, ils ne trouvent d'autre réponse que celle-ci : « C'est pour créer le désordre et rendre impossibles les délibérations du Congrès. » Et voilà! le tour est joué. Les anarchistes ne veulent venir au congrès que pour y faire entendre des cris d'animaux, puisqu'ils sont en théorie adversaires de tout congrès; donc nous avons raison, il est même de notre devoir, dans l'intérêt de la classe ouvrière, de les tenir à l'écart. L'auteur de cette trouvaille raisonne comme un boulanger qui, voyant un communiste entrer chez lui pour lui acheter un pain, lui tiendrait ce langage : « Vous êtes communiste, il est contraire à vos principes de faire usage de la monnaie; si donc vous prétendez m'acheter un pain, ce ne peut être que dans l'intention d'en faire un mauvais usage : en conséquence, je vous consigne ma porte. » Les anarchistes seront reconnaissants à ce rédacteur de *Justice* de ce rappel à la logique.

En réalité, ces gens-là voient leur parti coulé. Ils ont une peur terrible de la contradiction, car ils ont conscience que leurs billevesées économico-scientifiques ne résisteraient pas à dix minutes de discussion sérieuse; aussi entendent-ils être entre eux, s'entr'admirer, se congratuler, votailler entre compères et se donner ensuite des airs de représenter à eux seuls tout le prolétariat du monde entier. La question sociale, les intérêts de la classe ouvrière, que leur importe tout cela? Avant tout, le prestige aux yeux des ignorants de leur funambulesque congrégation.

André Girard.

BIBLIOGRAPHIE

Lombroso y los anarchistas, de R. Mella.

Cet opuscule est une réfutation de l'ouvrage de Lombroso sur les anarchistes. Le grand médecin criminologiste, entraîné par le parti pris, a trouvé tout naturel de classer les anarchistes parmi les criminels : il est si naturel et si agréable aux yeux des savants de faire des divisions et des subdivisions, de classer chaque individu exactement à sa place comme variété, espèce et genre. Nous voici donc dûment étiquetés, tout prêts à entrer dans des vitrines, à prendre place dans un musée d'anthropologie. Malheureusement le célèbre médecin de Turin se plaint de n'avoir pas eu assez de documents à sa disposition : les livres, les journaux lui ont manqué — par sa propre faute, ajoutons-nous, car il existe une bibliographie anarchiste que nous nous donnerons un jour le malin plaisir d'envoyer à l'éminent personnage pour le renseigner complètement à ce sujet. Quoi qu'il en soit, M. Lombroso, de son aveu même, n'a travaillé que sur des matériaux insuffisants et, par conséquent, des erreurs

assez nombreuses se sont glissées dans sa critique. Notre compagnon Mella en relève quelques-unes : ainsi, d'après Lombroso, le premier article du programme anarchiste serait « l'établissement d'une domination de classe par tous les moyens possibles ». C'est nous attribuer purement et simplement le programme du Parti ouvrier. L'anarchie est par définition même la négation de tout gouvernement; elle repousse donc toute domination de classe; elle n'admet pas plus la tyrannie du quatrième état que celle du tiers état, n'obéit à aucune loi, ne tolère aucune restriction à la liberté de l'individu : elle a pour idéal l'association de toutes les personnalités humaines. Le point de départ de Lombroso est donc absurde et contradictoire et, par cela même, notre ami Mella aurait pu se dispenser de discuter le reste de l'ouvrage. Cependant, parmi les reproches que nous fait Lombroso et qu'il considère comme suffisants pour nous classer parmi les types pathologiques, il signale chez nous la sensibilité exagérée que les anarchistes éprouvent pour toute offense faite à leur dignité personnelle et collective; il est scandalisé de l'altruisme enthousiaste, fanatique qui transforme les anarchistes accusés en orateurs admirables. Il raconte, comme si c'était un crime ajouté aux autres, que l'anarchiste Pallas, se trouvant avec un camarade sur une île abandonnée et ayant été sauvé seul par une chaloupe de passage, se jeta à l'eau pour forcer le capitaine à revenir afin de sauver son camarade ou bien à garder sur la conscience le crime de les avoir laissés périr tous les deux.

Jamais éloge plus grand ne nous fut décerné par des amis, mais nous aurions tort de ne pas accepter les hommages de nos ennemis. S'il est vrai que nous, anarchistes, nous sachions nous aimer les uns les autres avec tant d'ardeur que cet amour même nous soit reproché comme un crime, nous pouvons dire avec confiance que notre œuvre n'a pas été vaine et que nous sommes vraiment « le sel de la terre ». Que l'honorable M. Lombroso nous permette de le comparer au prophète Balaam. Il sort de ses tentes monté sur une ânesse et se préparant à nous maudire, mais de sa bouche, et malgré lui, ne sortent que des bénédictions.

⁂

Zo d'Axa vient de faire paraître en volume, sous le titre *L'Endehors*, un choix de ses articles parus dans le journal de ce nom. N'ayant pas encore eu le temps de lire ce livre, nous y reviendrons, mais tous ceux qui en ont lu les chapitres dans l'*Endehors* se rappelleront la verve avec laquelle d'Axa appliquait les étrivières aux institutions sociales et seront heureux de les retrouver réunis.

⁂

Nous avons également reçu de la *Débâcle Sociale* la plaidoirie de Me Royer prononcée au cours du procès de Jules Moineaux. Nous en avons une centaine d'exemplaires à la disposition des camarades, au prix de 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.

Nous avons, en outre, reçu :

Rome, par Zola, 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

L'Angleterre suzeraine de la France par la franc-maçonnerie, par L. Marthin-Chagny, 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

L'Assistance par le travail, par Louis Cortès, 1 brochure, chez L. Sauvion, 11, rue de la Paix, Marseille.

Le Cycle patibulaire, de G. Eekhoud, 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Les fascicules 1, 2 et 3 de la *Révolution Française*, album à 0 fr. 60 le fascicule, publié par M. Dayot, d'après 2.000 peintures, gravures, médailles et objets du temps; chez Flammarion, 26, rue Racine.

Les Tribulations de M. Faubert, par Y. Guyot, 1 plaquette chez Flammarion.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 23 courant, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale dans la grande salle de la Brasserie Noailles (entrée rue Thubaneau), organisée par les *Libertaires*.

Concert, causerie, bal.

Entrée : 50 centimes, au bénéfice de la propagande.

Les compagnons de la *Bibliothèque sociologique du XIIe*, ainsi que ceux qui ont fait partie du Comité abstentionniste de l'arrondissement, sont invités à assister à la réunion qui aura lieu samedi 16 mai, à 8 h. 1/2 précises, chez Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat.

La police ayant influencé le propriétaire de la salle où les deux groupes se réunissaient, les camarades se réuniront *provisoirement* dans cette nouvelle salle, en attendant qu'ils aient trouvé un autre local.

La jeunesse révolutionnaire du XIIe est spécialement invitée.

Jeunesse anarchiste du XVe. — Vendredi 15 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Mas, rue du Théâtre, 103, réunion d'étude.

Sujet traité : *Des moyens révolutionnaires.*

Les socialistes sont spécialement invités pour la contradiction.

Dimanche 17 mai, à 9 heures du soir, même salle, soirée familiale précédée d'une causerie sur le *rôle de la femme dans l'évolution libertaire*, par Jules Bard.

Chants et poésies.

Entrée libre.

Les Libertaires du XIVe. — Réunion samedi 16 mai, à 8 h. 1/2 du soir, rue de Vanves, 9.

Ordre du jour : *De l'utilité de la propagande.*

Chants et poésies.

Entrée libre.

Jeunesse révolutionnaire du XVe. — Camarades, aujourd'hui que la période électorale est finie, le groupe se réunira comme par le passé tous les vendredis et tous les dimanches. Par la même occasion, nous faisons appel à tous les camarades du quartier, ainsi que de la rive gauche, afin d'assister en nombre à la réunion qui aura lieu vendredi 15 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Mas, 103, rue du Théâtre.

Ordre du jour : Le congrès de Londres, l'attitude des libertaires à ce congrès.

Dimanche 17 mai, à 8 h. 1/2 du soir, même salle, grande soirée familiale. Causerie par un camarade.

Sujet : *Evolution et Révolution.*

Chants, récits et poésies révolutionnaires.

Mercredi prochain et suivants, les *Égaux du XVIIe* se rencontrent chez le bistrot du coin de la rue Poncelet et de l'avenue des Ternes, à 8 h. 1/2 du soir.

Les *Libertaires du Ve* invitent les camarades dégoûtés de la politique électorale à se réunir le samedi 16 courant, 58, rue Daubenton, chez Mélignon.

Le groupe du VIe, qui avait interrompu ses causeries du lundi, pendant la période électorale, les reprendra le lundi 18, rue Mabillon, 14, à 8 h. 1/2.

Sujet de la prochaine causerie :

« Des conséquences que pourrait avoir la mise en pratique d'une organisation libertaire pour une nation isolée au milieu des autres restant dans l'état actuel. »

Un camarade exposera la question; après, chacun pourra faire de la controverse.

La soirée se terminera par des chants révolutionnaires.

Tous les copains sont invités.

Nous avons reçu nombre d'affiches et manifestes publiés à l'occasion des élections municipales. Beaucoup d'entre eux sont fort intéressants, mais le peu de place dont nous disposons nous empêche d'en reproduire même les passages les plus saillants.

Saint-Denis. — *Jeunesse Libertaire*, samedi 16, causerie, chez Pavoine, 28, rue Samson.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux*, de la *Sociale* et du *Libertaire* sont invités.

Saint-Ouen. — La réunion organisée par les camarades de Saint-Ouen, samedi dernier, salle de la *Maison Blanche*, a produit 52 francs. Frais : 18 francs; remis aux *Temps Nouveaux* : 30 francs; pour la Bibliothèque des camarades, 4 francs.

Troyes. — Les Libertaires Troyens se réunissent tous les dimanches chez Protat, marchand de vins, rue Charbonnet, 6. L'ordre du jour de la réunion du 17 mai portera sur « la fondation d'une bibliothèque libertaire » et sur la fondation du quotidien *La Clameur*.

Nous faisons appel à tous ceux qui pensent que l'étude est le meilleur moyen de parvenir à l'émancipation pour qu'ils nous aident de leur appui moral et matériel, afin de pouvoir bientôt mettre à la disposition de tous, sans obligation ni cotisation, les livres de philosophie libertaire.

Les camarades de tous pays sont priés d'envoyer à Mortperrin, 46, Mail des Charmilles, les livres, brochures, etc., dont ils pourraient disposer.

La *Revue Rouge* fusionne avec le *Livre d'Art*. Comme dans la première de ces revues, notre camarade Manuel Devaldès tiendra la Chronique Sociale de la seconde dans le sens le plus résolument anarchiste.

AVIS

Nous prévenons nos lecteurs que le tirage de la première feuille de notre album commence à s'épuiser et qu'il n'en sera pas fait de réédition.

Elle est encore en vente au prix de 1 fr. 15 par la poste, l'édition ordinaire, et de 3 fr. 15 l'épreuve de choix.

La deuxième paraîtra prochainement, et sera de Pissarro père. — La troisième qui viendra ensuite sera de Steinlen.

La première série de *Gueules Noires*, l'album de dessins de Luce, d'après Constantin Meunier, vient de paraître.

Elle comprend 5 planches, plus une préface de Charles-Albert, et est vendue 50 centimes.

La deuxième série de cinq autres planches, et du même prix, sera mise en vente prochainement.

L'album complet franco, en tube, sera expédié contre 1 fr. 30.

L'album complet sur Japon, 5 francs; par la poste, 5 fr. 50.

Adresser les demandes dans nos bureaux ou au dépôt général, 11, rue du Croissant.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Saint-Ouen. — Volumes expédiés.

Paria, à Saint-Denis. — Nous avons un ami qui veut bien aller faire une conférence. Votre adresse ?

H. N., à Cette. — La 101e livraison du Supplément sera la table des matières du premier volume. Pour le journal, cela demanderait trop de travail pour la faire sérieusement.

Saint-Etienne. — Reçu affiches. Merci.

Bruxelles, Cercle des autonomistes. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin dernière limite.

S. Faure. — Les camarades d'Apt demandent à entrer en relation avec toi pour conférences.

P., à Ougrée. — Entendu.

Mme H., à Alais. — Reçu mandat. Le dessin expédié n'est pas réglé. Tenez-en compte au prochain règlement.

R., à Roanne. — Oui, 2 *Société future*. — Les deux épreuves de l'album expédiées.

Lux Regnabit. — Nous avons fait expédier le numéro demandé.

A. M. — Nous n'insérons que les communications anarchistes, et il nous est impossible de considérer le « Naturisme » comme de l'anarchie.

Le camarade qui proposait d'acheter des numéros de l'*Endehors* est prié de nous renouveler son nom ; nous avons reçu différents exempl., pas de collection complète.

A. S., à Buenos-Ayres. — Reçu 65 francs pour le journal.

Les camarades de Suresnes-Puteaux ayant pris l'initiative de faire circuler des listes de souscription en faveur des journaux anarchistes : *Temps Nouveaux*, *Sociale* et *Libertaire*, qu'ils se proposent de renouveler de temps à autre, voici le résultat de la première : J. P., 2 fr. 25; H. T., 2 fr. 25; L. B., 2 fr.; S. L. 1 fr.; H. J. T., 0 fr. 50; J. L. B., 0 fr. 50; A. Teuvenin, 2 fr.; Gaudray, 0 fr. 50; X., 0 fr. 50; Z., 0 fr. 50. En tout 12 fr., dont 4 fr. pour chacun des journaux.

Dans la liste du dernier numéro, une erreur typographique a fait indiquer 1 fr. 60 versés par le compagnon Delesalle, produit de la collecte à la *Ligue Démocratique*: c'est 7 fr. 60 qui nous ont été versés.

Reçu pour les familles de Liège : X., 1 fr.

Reçu pour le journal : Riska, 5 fr. — B., à Valréas, 1 fr. — J.-B. M. C., 0 fr. 50. — B., à St-Amand, 2 fr. — Torino, 20 fr. — Produit de la réunion de St-Ouen, 30 fr. — Collecte faite par le compagnon Delesalle à la *Ligue Démocratique*, 2 fr. — D., à San-Francisco, 5 fr.; du même, excédent de 2 abonn., 2 fr. — Collecte faite par le compagnon R. au Groupe des étudiants internationalistes, 2 fr. 20. — P. M., à St-Mandé, 4 fr. — A. C., à Lyon, 4 fr. — L. L., à Roubaix, 1 fr. — X. Z. Y., à Bordeaux, 1 fr. 05.

H. G., à Port-Elisabeth. — J. J., à Marainviller. — R., à Croixmare. — G., à Apt. — G., boulevard Péreire. — E. A., à Beaucaire. — L., à Bruxelles. — B., à Agen. — M., à Anvers. — P. Z., à Bucarest. — B., à Argemières. — R., à Villiers. — B., à Roubaix. — M., à Nonancourt. — C. C., à Paris. — A. A., rue B. — D. et M., à La Haye. — C., à Genève. — R., à Valence. — B., à Roncegno. — T., à Londres. — D., à Nouzon. — Me T., à Thiers. — C., à Cherbourg. — R., à Gmund. — B. et G., à Nantes. — P., à Lisbonne. — A. L., au Chambois. — B., à Saint-Victor-la-Coste. — R., à Argenton. — E., à Montpellier. — R., à Nîmes. — G., à Ystres. — P., rue Saint-Maur. — M. et B., à Thuir. — Un libre Comtois. — V. F., à Saint-Claude. — S., à Nîmes. — M. à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 4

DIX CENTIMES

DU 23 AU 29 MAI 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Ceux dont l'abonnement est expiré depuis le n° 52, et qui veulent que le service leur soit continué, sont priés de nous expédier le montant de leur nouvelle souscription, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

A NOS LECTEURS

Encore une fois, débordés par la copie, le Supplément *est forcé de faire place au mouvement social; nos lecteurs le retrouveront la semaine prochaine. Cela prouve qu'il serait désirable d'agrandir notre format ou de paraître deux fois par semaine. Mais nous ne pourrons le faire que lorsque la vente couvrira les frais. Peu de chose, en somme, si tous ceux qui s'affirment anarchistes voulaient s'y mettre.*

DES DROITS ET DES DEVOIRS

(*Suite*) (1)

Sans doute, la nature des droits réclamés varie suivant les diverses écoles socialistes. Mais il en est un, commun à tous, formant la base de toute revendication, et par toutes admis comme le plus indiscutable. Je veux parler du droit à la vie.

C'est pour assurer à l'individu l'intégrité de ce droit qu'elles préconisent divers plans d'organisation, d'ailleurs assez dissemblables, quoique conçus d'après un même principe. Ces divergences me paraissent provenir de la relativité encore trop grande du postulat initial. En effet, en raison du caractère tout hypothétique, comme je le démontrerai tout à l'heure, de ce point de départ, la voie à parcourir, quant aux déductions subséquentes, est bien plus indécise et l'application du principe fondamental peut s'envisager suivant une foule de points de vue fort différents et conduisant à des conceptions exclusives les unes des autres.

L'absolu n'est pas du domaine humain, soit; mais il est la limite vers laquelle tend l'ensemble des connaissances humaines; en matière d'organisation sociale surtout, il est le but à viser, sinon à atteindre. La société à venir sera d'autant plus durable que les données philosophiques qui lui serviront de base auront le plus dépouillé leur relativité pour se rapprocher de l'absolu.

Le droit à la vie, point de départ de toute doctrine socialiste, n'offre-t-il aucune prise à cet égard? En un mot, peut-on le considérer comme un axiome indiscutable, comme l'expression d'une loi de la nature?

En anthropologie, comme d'ailleurs en toute autre science, le criterium infaillible est toujours la nature. C'est en elle qu'il faut chercher les points de comparaison pour arriver à démêler quelle est, dans la complexité des facultés humaines, l'œuvre artificielle et conventionnelle de la civilisation.

Voyons donc ce qu'est ce droit à la vie, considéré chez l'individu pris isolément aussi bien que dans ses rapports avec les autres créatures vivantes.

Du bas en haut de l'échelle vitale — végétale et animale — la loi naturelle semble au contraire être la négation du droit à la vie. Tout être vivant est condamné par la nature même à se désagréger à un moment donné, à perdre, soit accidentellement, soit normalement, cette force agglomérative de ses éléments constitutifs que nous appelons la vie.

Il est vrai que si l'individualité disparaît par la mort, les éléments qui la constituent sont impérissables et que la mort, considérée au point de vue scientifique, n'est que la transformation d'un groupe d'éléments réunis pour un temps et non un anéantissement. L'agrégat qui compose l'individu se dissémine après la mort, et les cellules dont il était formé se dispersent pour se grouper à d'autres cellules et participer à la formation de nouveaux individus. Seule la cellule est indestructible.

Mais là n'est pas la question. Par droit à la vie, on entend la liberté reconnue à l'individu d'exiger la jouissance, pendant la durée de son existence, du fonctionnement simultané et harmonique des éléments qui constituent son individualité.

Mais l'individu est périssable par la volonté de la nature et cette mortalité est une des conditions normales garantissant le renouvellement continu, quant à son aspect, de la masse matérielle qui constitue l'univers, et son évolution vers un but que nous ignorons.

Donc le droit à la vie est dénié par la nature à l'individu pris en soi, puisque la loi qui le régit le conduit fatalement à la mort.

Poussant plus loin cet examen, voyons comment s'affirme ce droit dans les rapports des êtres entre eux. Or ne voit-on pas, et surtout au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'échelle vitale, des espèces entières dont les individus n'ont leur existence assurée que par la mort des individus appartenant à des espèces moins armées pour la lutte? Ne voit-on pas l'animal ne tirer sa subsistance que de la destruction, soit de végétaux, soit d'animaux? Et cet ordre de choses n'est-il pas une nécessité naturelle, une loi de la nature? Alors, que devient le droit à la vie si l'existence de l'un a pour conséquence fatale la mort de l'autre? N'est-on pas obligé alors de le nier, en présence de cet antagonisme indiscutable et de cette exclusion de la vie des uns par celle des autres? Bien plus, cet antagonisme n'est-il pas une garantie du perfectionnement des espèces, puisque les plus forts et les mieux constitués résistent et demeurent pour la reproduction?

Faut-il alors restreindre ce prétendu droit dont on veut faire une loi de la nature aux rapports existant entre individus d'une même espèce et déclarer que si le droit à la vie disparaît dans l'antagonisme ou la lutte pour l'existence d'espèces contre espèces, il subsiste néanmoins et sert de sauvegarde mutuelle en ce qui concerne, dans une même espèce, la conduite de l'individu à l'égard de son semblable? Ce serait rétrécir considérablement la portée d'une loi naturelle que d'en limiter le champ d'influence à chaque espèce considérée isolément.

D'ailleurs cette règle n'est pas absolue: on voit en effet des animaux de même espèce s'entretuer sans y être poussés par la nécessité de l'instinct de conservation et dans des conditions normales. Chez les abeilles notamment, dont on nous jette toujours l'exemple à la tête, à la fin de l'été, les mâles sont massacrés en masse par les ouvrières, parce que leur rôle social est terminé. Bouches inutiles désormais, ils sont supprimés. Si le droit à la vie était un principe, une *volonté* de la nature, ces massacres n'auraient pas lieu et les abeilles ouvrières trouveraient certes un autre moyen que le meurtre pour empêcher ces parasites de restreindre plus longtemps les ressources de la communauté. Comme tant d'autres animaux qui cessent de vivre quand leur mission est accomplie, c'est-à-dire quand ils ont assuré leur reproduction, ces mâles pourraient aussi mourir de leur belle mort au lieu d'être assassinés par leurs semblables.

Voilà un exemple d'une violation de ce prétendu droit, perpétrée en dehors de la loi naturelle et d'une façon régulière, normale. S'il existait, ce droit à la vie, s'il était l'expression d'une loi de la nature, il serait inviolable, car une loi naturelle n'admet pas d'exception, sauf, bien entendu, dans le cas tout à fait fortuit de l'intervention d'un facteur anormal, ou de l'absence d'une des conditions indispensables à son exécution; et l'on ne verrait pas des animaux de même espèce s'occire périodiquement, alors que la nécessité n'en est pas absolue. On ne verrait pas non plus l'*anthophore*, sorte d'abeille solitaire, se jeter avec fureur et percer de son aiguillon toute autre anthophore qui approche imprudemment de sa demeure, alors qu'elle tolère le parasitisme chez elle d'une espèce voisine, celle des *mélectes*, qui abusent de l'hospitalité offerte pour massacrer en partie les larves de leur hôtesse, au profit de leurs larves propres.

Les exemples abondent, mais il suffit de ceux-là, il suffit d'un seul pour détruire ce préjugé du droit à la vie, de même qu'il suffit pour réduire à néant toutes conclusions prétendant rattacher un ensemble de phénomènes à une loi de la nature.

Vouloir faire dériver toute une série de déductions sociologiques de la notion d'un *droit*, c'est

(1) Voir le numéro précédent.

faire reposer toute une conception sociale sur une pétition de principes. Il y a là une faute capitale de méthode.

La notion d'un droit est tout ce qu'il y a de plus relatif. Tel droit paraissant aujourd'hui inattaquable peut, dans un siècle, être rejeté comme suranneité. Car c'est là une notion toute subjective qui peut varier suivant les conditions de milieu et de civilisation. Une science, même sociale, ne saurait être édifiée sur une subjectivité. Le socialisme prétendu scientifique — parce qu'il se hérisse de chiffres, comme l'antique astrologie s'ornementait de charlatanesques reptiles empaillés — n'échappe pas à cet écueil.

Il faut donc, en raison de sa relativité et de sa subjectivité, rejeter absolument cette notion de droit, dans la recherche des remèdes au mal social présent. Puisque la société est basée sur le principe de dépendance, puisque là gît la cause du malaise général, c'est donc à lui qu'il faut s'en prendre et l'annihiler.

Donc point de droits, point de devoirs, puisqu'ils entraînent une dépendance réciproque entre les membres de la société. Scientifiquement, vous n'avez aucun droit sur moi, je n'ai aucun devoir envers vous, et réciproquement.

Mais alors, dira-t-on, plus de société possible; si vous récusez tout devoir de l'homme envers autrui, si vous niez le droit de punir, le droit à la vie et même celui de « légitime défense », chacun peut impunément molester son semblable, le tuer, sans que quiconque ait le droit de châtier le coupable; bien plus, de s'opposer à son crime.

L'humanité ainsi déchaînée aurait tôt fait de disparaître dans un massacre général de l'homme par l'homme...

C'est ici, qu'après avoir fait œuvre de démolition en rejetant successivement, suivant la méthode cartésienne, tout postulat dont l'évidence est elle-même à démontrer, il importe, pour la reconstruction de l'édifice abattu, de rechercher une base ferme indiscutable, un point de départ, ne laissant nulle prise à la critique.

Ce point de départ réside dans les faits. Un fait est indiscutable, il a une existence objective que chacun peut contrôler. C'est donc en eux qu'il faut chercher la formule de cette proposition primordiale d'où découleront toutes les autres. L'observation des faits seule fournira une base inébranlable à la conception d'une société parfaite que nous cherchons à élaborer.

La société est composée d'individus, qui en sont les unités. Lorsque les individus souffrent, c'est qu'ils s'adaptent mal à l'état social dans lequel ils vivent; c'est que son organisation est défectueuse, qu'elle ne répond pas aux besoins des individus qui la composent. Puisque tel est le cas pour l'état social actuel, il faudra donc faire de l'individu l'objectif de nos observations, pour arriver à définir, en étudiant sa manière d'être, l'état social qui lui convient.

Or, que suis-je?

Je suis un groupe de molécules passagèrement organisé et soumis à de certaines exigences de renouvellement auxquelles je dois pourvoir sous peine de désagrégation. Ces exigences se traduisent en moi sous forme de besoins. Ces besoins sont de trois sortes : 1° ceux que j'ai de communs avec tout être vivant; 2° ceux qui sont spéciaux à mon espèce; 3° ceux qui me sont personnels.

De la première sont les besoins matériels, tels que manger, boire, dormir, etc., besoins impérieux entre tous et qui, s'ils n'étaient satisfaits, occasionneraient promptement la mort.

Les deux autres catégories comprennent les besoins sociaux et intellectuels. Il m'est commun avec les autres hommes de penser, d'aimer converser, de rechercher la société de mes semblables. Il m'est particulier, au contraire, d'avoir tel goût, telle préférence pour telle ou telle branche de connaissances, pour telle ou telle vocation; tel tempérament, tel caractère, tel genre d'esprit me sont propres; ils apportent avec eux divers besoins en harmonie avec leur nature. Que les besoins appartenant à ces deux dernières catégories ne soient pas satisfaits, il en résultera pour moi, sinon la mort, du moins un affaiblissement de mon énergie vitale, une langueur, une consomption susceptible de hâter le dénouement fatal de la vie.

Je ne sais si mon passage dans la vie a une raison d'être, une destinée quelconque; ceux qui l'affirment ne le savent pas plus que moi, ils posent en principe une hypothèse de leur imagination, ils acceptent comme vérité indiscutable une notion métaphysique qu'aucun fait ne vient corroborer.

Mais je sais que je ressens des besoins, des désirs qui demandent satisfaction et que mon bonheur dépend de leur assouvissement. Je suis donc porté à régler ma vie, à disposer mon existence en vue de la réalisation de mon bonheur, et, en agissant ainsi, je croirai avoir rempli, s'il en est un, le but de ma présence en ce monde.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

COMMUNISME ET ANARCHIE

Il existe un grand nombre de bons camarades très ardents contre l'autorité, qui n'ont pas encore compris, ni accepté, l'idée du communisme.

Cependant le communisme est toute l'anarchie, et pour nous appuyer sur les idées et non sur l'étymologie, il suffirait que nous nous nommions communistes, sans parler de l'anarchie.

Car cette idée : « A chacun selon ses besoins », implique fatalement la liberté parfaite. L'homme qui a à sa disposition toutes les choses matérielles dont il peut avoir à se servir, mais qui n'a pas la liberté d'agir suivant sa propre initiative, de répondre selon les impulsions de sa nature à toutes les impressions qu'il reçoit du monde qui l'entoure, n'a pas selon ses besoins. Il n'a pas même ces choses matérielles selon ses besoins, car si un Russe possédant, par exemple, tout le sol et toute la richesse de son pays, ne pouvait voyager d'un lieu à un autre sans obtenir un passeport, nécessité qui pourrait être absolument incompatible avec ses intentions, il ne pourrait se servir ni de la terre, ni des chemins, ni des voitures, ni de ses souliers selon ses besoins. Moi, j'ai une presse et des caractères; il me conviendrait bien de publier un organe paraissant toutes les semaines, mais le trop grand nombre de conditions exigées en Australie pour cela me rend la chose impraticable, et bien que le système social me donne le droit exclusif de me servir de cette imprimerie, je ne peux m'en servir selon mes besoins.

Egalement, l'anarchie signifie le communisme, car le but de chacun étant en réalité la satisfaction de ses besoins, celui qui dit : « Fais ce que tu veux », n'a dit autre chose que : « Prends la satisfaction de tes besoins. »

Tous les systèmes sociaux proprement dits — je ne parle pas des systèmes d'agression et de spoliation organisées — ont pour but une seule chose : empêcher la confusion et les maux qui pourraient résulter de la poursuite non coordonnée des besoins individuels, dans le cas où certains voudraient, pour la satisfaction de leurs besoins, s'emparer des moyens nécessaires à la satisfaction de ceux d'autrui.

Jusqu'à présent, le moyen adopté pour établir l'ordre social a toujours été la restriction. On a cru que chacun doit subir la limitation de sa liberté naturelle d'action en vue de la satisfaction de ses besoins. « Tu ressens le besoin de te servir de telle ou telle chose — tu ne t'en serviras pas; elle est prohibée en faveur des besoins actuels ou possibles de tel voisin. Tu as le besoin de te venger — tu ne te vengeras point; tu pourrais envahir les besoins sociaux des autres gens; tu porteras ta plainte aux gouvernants, et, s'ils le croient bon, ils feront punir ton adversaire. »

Nous savons que ces restrictions n'ont d'autre effet que d'accroître les maux qu'elles prétendent combattre, et voici pourquoi :

Les bancs, dans un parc public, sont en commun, et ils peuvent servir à la satisfaction presque complète des besoins qu'en ont tous les individus. Mais si on les répartit en propriétés particulières, personne ne pourra s'y asseoir, car la partie « équitable » de chacun n'aura pas la largeur d'un pouce. Ferait-on même une répartition suivant les opportunités de s'en servir, chacun n'aurait le droit de s'asseoir que sur un banc désigné, à une heure désignée, pendant une durée désignée, et de l'inconvénient de ce système il ressortirait que chacun se mettrait en lutte contre les autres afin de s'emparer de leurs droits; non parce qu'il voudrait avoir un monopole, mais parce qu'il voudrait obtenir le droit de s'asseoir sur le banc qui lui plaira, quand et pendant le temps qu'il lui plaira. La liberté ayant été limitée, chacun va tâcher de l'élargir pour lui-même en en reculant les bornes sur le terrain d'autrui.

Et nous disons que l'harmonie ne peut être établie que par le concours des volontés individuelles. Mais les adversaires du communisme ajoutent : « sauf sur le terrain économique. » Là, ils veulent un système qui réglementera d'une façon ou d'une autre le droit des individus à jouir des choses. Pourquoi?

Tant que leurs raisonnements ne sont pas de sottes répétitions des bêtises débitées par les étatistes contre l'anarchie, ils s'appuient sur un prétendu droit qu'a l'individu sur les produits de son travail. Mais ce sentiment prend son origine dans ce fait que chacun ne travaille que pour satisfaire à quelque besoin qu'il sent, soit consommer ses produits, soit les tenir à la disposition de quiconque peut vouloir s'en servir. Le communisme ne soumet pas l'individu à une autorité qui lui confisquerait les moyens de satisfaire aux besoins d'autrui, il ne lui impose la nécessité de contribuer à la satisfaction d'aucun besoin que lui ne désire pas voir satisfait.

J'ai parlé des bancs dans un parc. Ils sont en commun. Cette communauté ne m'impose la nécessité de restreindre la jouissance que j'en peux avoir, en faveur de qui que ce soit. Il ne me faut restreindre mon occupation ni à une largeur ni à un temps déterminés. Et quand il se présente devant moi un autre individu désirant s'asseoir, ou qui prétend avoir besoin d'un espace double de celui qui suffirait à un homme ordinaire, je n'ai pas le devoir de me lever ou de me faire écraser les côtes pour lui convenir. Ma volonté peut être excitée en sa faveur, je peux consentir à subir quelque inconvénient ou à me lever, ou bien je peux me refuser à accéder à sa demande; mais, ce qui est important, c'est que je n'ai pas le *privilège* de l'exclure, et que lui non plus n'a pas le *privilège* de s'y asseoir ou de s'emparer de l'espace. C'est-à-dire que le reste du monde n'a pas embrassé un *système* lequel garantirait d'avance son adhésion à ma volonté ou à la sienne, quelle qu'elle puisse être.

De ce que j'ai cette liberté à l'égard du banc, personne ne tirera la conclusion que je possède un droit de propriété ou sur le banc (ou une partie du banc) ou sur l'opportunité de m'y asseoir. Il est donc absurde de s'imaginer que cette liberté ne peut exister qu'en présence et à l'aide d'un tel droit de propriété.

Mais le communisme n'est pas une simple négation. Il a quelque chose de positif. « De chacun selon ses forces. » Là, ses adversaires cherchent à voir la coercition. « Si quelqu'un ne voulait pas donner selon ses forces? »

Le communisme n'impose rien, mais la nature même des choses impose cet aspect du communisme sous peine de ne pouvoir établir les relations sociales non basées sur la restriction. Il reste loisible à chacun de décider s'il

peut entrer en relation avec tel autre et jusqu'à quel point. Mais il faut toujours agiter la question de savoir si la poursuite, par quelques individus, de leurs besoins ne porte pas obstacle à la satisfaction des besoins d'autres individus. Et la seule solution, excepté l'atteinte du but par le moyen de restrictions, est, si nous ne voulons pas une anarchie d'ermites, que chacun contribue selon ses forces à réaliser la satisfaction des besoins de ses semblables aussi bien que celle des siens.

A chaque degré d'évolution des esprits doit répondre un caractère arrêté dans les institutions sociales, ou bien le caractère des institutions s'imprimera sur les esprits. C'est par une nécessité physiologique que nous sentons les bonheurs et les malheurs de nos semblables et que, par conséquent, nous voulons voir leurs besoins satisfaits. Mais devant les conditions qui imposent une radicale contrariété des intérêts de tel ou tel, une action nerveuse fait inhiber, par une autre nécessité physiologique, cette susceptibilité, et nous livre à l'impulsion de l'intérêt que nous avons. Et j'ai déjà démontré comment la propriété crée fatalement, par une espèce de malthusianisme artificiel, cet antagonisme des intérêts. Il est inutile pour les adversaires du communisme de nous dire que leurs systèmes sont basés sur l'équité, le système actuel ne l'est pas moins et ses abus sont fondés sur le principe essentiel qu'il a de commun avec eux, celui de la réglementation du droit à la consommation. S'il n'en avait pas été ainsi, le mal économique d'aujourd'hui se bornerait aux impôts ou à l'exploitation féodale.

Dans ces systèmes, la volonté individuelle n'influe pas directement sur la conduite, en terrain économique; elle s'attache au système et laisse à celui-ci la disposition des relations entre les hommes. C'est pourquoi le système s'impose fatalement aux esprits, et tant qu'il admet l'antagonisme mutuel, les individus deviennent ennemis les uns des autres. Ce n'est que dans le communisme que l'opération simple des volontés individuelles *est* le système et ne peut rien imposer ni rien diminuer à l'individualité. Alors ce sera évidemment l'individualisme parfait dans le sens le plus propre, et voilà ce qu'est le communisme.

Je crois avoir démontré que l'anarchie sans le communisme est le monde sans l'univers.

J.-A. ANDREWS.

DES FAITS

Civilisation.

La *Gazette officielle hova*, qui vient de nous arriver par les paquebots, publie, sous la rubrique « Revue du Marché », l'abominable mercuriale suivante :

VENDREDI A TANANARIVE :

Esclave petite fille, 175 francs.
Esclave petit garçon, 100 francs.
Esclave femme faite, 110 francs.
Esclave homme fait, 75 francs.

On nous disait que nous allions à Madagascar pour civiliser la grande île africaine.

Si ce sont les bienfaits de notre civilisation qui se manifestent de telle sorte, nous aurions aussi bien fait de rester chez nous.

Comment peut-il se faire qu'après l'occupation française, de telles ventes, officielles en quelque sorte, puissent se produire, et que le représentant de la France tolère ce commerce de chair humaine!

Avons-nous perdu six mille de nos enfants, pour permettre à des négriers malgaches de se livrer à ce honteux trafic qui déshonore le drapeau français flottant sur Tananarive?

Il faut que des ordres soient immédiatement donnés pour arrêter ce scandale.

A.-H. M.

(*L'Intransigeant*.)

La baisse des salaires.

Un des faits caractéristiques du mouvement économique actuel est assurément la tendance générale à la baisse qu'ont les salaires; aussi nous a-t-il paru intéressant de faire un relevé et un aperçu d'ensemble de tous les renseignements que nous avons pu nous procurer (1).

Comme on le verra, les causes de la baisse des salaires sont multiples; toutes les raisons sont bonnes à diminution; l'employeur ne s'occupe pas de savoir si l'ouvrier pourra vivre avec le salaire qu'il lui accorde, c'est à prendre ou à laisser, et, comme il y a abondance de bras et que le chômage sévit toujours, l'ouvrier est bien obligé de prendre ce qui lui est offert.

Pour plus de clarté, nous avons groupé ensemble les industries de même nature ou similaires, en commençant par les plus importantes et celles où la crise se fait le plus sentir.

Les industries des tissus sont de beaucoup les plus atteintes; les cas fréquents de grèves (15 dans le seul mois de janvier 1896) en sont une preuve. A Pourru-Saint-Remy, dans les Ardennes, le gain est descendu pour la plupart des tisseurs à 1 fr. 50 par jour, et cela pour 72 à 80 heures par semaine. A Paris, le salaire des coupeurs-chemisiers a baissé de 10 0/0; de même chez les teinturiers d'Amiens (Somme). A Saint-Didier-la-Seauve (Haute-Loire), diminution de 20 0/0 sur le gain hebdomadaire chez les chefs d'ateliers rubaniers; cette réduction atteint plus de 600 ouvriers. A May-sur-Evre, l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier, mais les prix de façon ont une tendance à la baisse. A Carcassonne (Aude), chez les ouvrières de l'habillement, les salaires sont généralement inférieurs de 10 0/0 à ceux de l'année précédente. A Flers (Orne), dans l'industrie cotonnière, diminution de 30 0/0 sur les prix de façon de certains articles. Chez les tisseurs d'Elbeuf (Seine-Inférieure), 10 0/0 des ouvriers sont sans travail; le gain journalier a été diminué de 25 0/0.

Mais voici qui est mieux et qui montre jusqu'où peut être poussée la rapacité patronale. A Nancy, une maison fabriquant l'article confectionné s'est installée récemment; elle distribue du travail à des prix de façon de 60 0/0 inférieurs aux prix courants et les ouvriers en chômage viennent s'y procurer tout de même du travail.

Les différentes branches de la métallurgie sont atteintes dans les mêmes proportions; les salaires de famine y sont aussi fréquents. A Bordeaux, une réduction de salaire de 20 0/0 est signalée chez les mouleurs sur métaux; à Lyon, un atelier de construction mécanique a renvoyé, puis repris — voyez l'hypocrisie patronale : renvoyer les ouvriers, puis leur offrir un salaire moindre — 40 ouvriers avec une diminution de salaire de 20 à 25 0/0. Chez les métallurgistes d'Aiglemont (Ardennes), la majeure partie travaille à domicile, de 10 à 11 heures par jour, pour un gain de 2 fr. 50 à 3 francs.

Dans le bassin de Maubeuge, dans un établissement très important, les salaires des premiers puddleurs, métier qui brise l'homme le plus robuste en quelques années, ont été réduits d'un seul coup de 10 fr. à 7 fr. Dans d'autres maisons, le prix du travail à l'heure des ouvriers mécaniciens n'est plus que de 0 fr. 25 pour 70 0/0 des ouvriers et de 0 fr. 30 pour les autres; la journée est de 10 heures. A Amiens (Somme), les serruriers ont peu de commandes : la journée de travail a été réduite et les salaires hebdomadaires diminués de 15 0/0.

De même que chez les ouvriers des industries des tissus et de la métallurgie, il y a une forte tendance à la baisse des salaires pour les ouvriers du bâtiment et des parties similaires.

A Nancy, chez les tailleurs de pierre et maçons, les salaires ont été diminués de 25 0/0; de plus, la plupart des maisons ont renvoyé la moitié de leur personnel.

A Saint-Etienne, les quatre cinquièmes des maçons sont inoccupés; le tarif du travail à l'heure est réduit de 20 0/0. A Marseille, pour les tailleurs de pierre, le tarif du travail à l'heure a été abaissé de 0 fr. 60 à 0 fr. 55. A Carcassonne, les terrassiers chôment pour la plupart; un tiers des ouvriers gagnent 2 fr. 25 et les autres 1 fr. 50. A Poitiers, le chômage atteint le quart des menuisiers, avec, en outre, une diminution du tarif de travail à l'heure, offert à 0 fr. 35 au lieu de 0 fr. 45. A Bordeaux aussi on constate une diminution du tarif de l'heure : 0 fr. 45 au lieu de 0 fr. 50. Les peintres en bâtiments sont aussi fortement atteints à Armentières : le salaire est descendu à 18 et 20 francs pour environ 50 heures par semaine. A Tarbes, diminution de 9 0/0 sur les salaires des peintres. A Tours, on a réduit le personnel d'un tiers; la journée a été diminuée d'une heure. A Vichy, il y a 8 0/0 de chômeurs chez les plâtriers et peintres; la journée est de 9 heures, et le gain varie de 4 francs à 4 fr. 50.

A Paris, notons un fait très significatif dans l'industrie des cuirs et peaux. Les peaux étant exportées en plus grande quantité, à l'état brut, à cause de l'augmentation des droits frappant les peaux préparées, les patrons ont fait supporter ce droit par la main-d'œuvre, au moyen d'une réduction des prix de façon de 0 fr. 50 par 104 peaux.

On signale aussi, par suite de la hausse sur les cuirs, une réduction de 10 0/0 sur le gain hebdomadaire des cordonniers de Calais. A Toulouse, les harnacheurs ont vu leur gain diminuer de 25 0/0 pour la même cause.

Chez les mineurs, forte tendance à la baisse des salaires. Ainsi, les manœuvres des mines de Decazeville éprouvent une diminution de 25 0/0; cette mesure s'étend aussi aux piqueurs. A Graissessac et au Bousquet-d'Orb, la diminution des heures de travail entraîne une diminution des salaires de 10 à 20 0/0. Aux mines de Simonette-Sainte-Florine (Haute-Loire), dans une exploitation, un tiers des ouvriers ont été congédiés, et le salaire des autres a été réduit de 0 fr. 50 par jour.

Dans les industries diverses, nous signalerons particulièrement les bûcherons de Mornay (Cher), qui comptent un tiers des leurs sans ouvrage, et dont le gain journalier ne dépasse pas 1 fr. 25 à 1 fr. 50. A Paris, les ébénistes ont vu leur gain diminuer de 10 0/0. A Pagny-le-Château, le gain hebdomadaire des bûcherons est de 9 à 12 francs pour 10 heures de travail par jour. A Lyon, diminution de salaire de 20 0/0 pour les cuisiniers. Chez les pêcheurs de Martigues (Bouches-du-Rhône), la durée de travail est d'environ 96 heures par semaine, pour un salaire qui varie de 16 à 24 francs.

Les renseignements d'Algérie ne sont pas meilleurs. Pour les maçons, le gain vient d'être réduit de 10 0/0; les tonneliers sont peu occupés : une diminution de 0 fr. 25 par fût amène une réduction de gain de 0 fr. 50 par jour. Les employés limonadiers estiment à 12 0/0 le nombre des leurs sans emploi; les salaires sont en baisse par suite de l'augmentation des consommations — les clients donnent moins facilement des *pourboires* qui constituent le plus clair du salaire des garçons limonadiers.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir donné ici un exposé des salaires dans les différentes industries (ce que nous essaierons de faire prochainement); nous avons seulement voulu démontrer que chaque fois que l'employeur peut rogner sur le salaire de l'ouvrier, il n'y manque pas, toutes les raisons sont bonnes. Cette baisse continuelle des salaires n'en reste pas moins un fait très caractéristique. Où cela s'arrêtera-t-il? Comme elles le prétendent, les associations syndicales y peuvent-elles quelque chose? Nous ne le croyons pas : dans la question de salaire gît la question sociale tout entière et, du jour où l'ouvrier l'aura bien compris, c'en sera fait de cette dernière forme de l'esclavage qu'est le salariat et du régime capitaliste tout entier.

P. DELESALLE.

(1) D'après les journaux corporatifs et le Bulletin du travail de 1896.

Ad-mi-nis-tra-tion!

A Jussey, un propriétaire de pré vient de se faire adresser un avis de réclamation ainsi conçu :

Curage pour 15 centiares. . . 0.01 (un centime).
Coût de l'avertissement. . . . 0.05 (cinq centimes).
Total. . . . 0.06

(*Nouvelliste de la Haute-Saône*.)

* *

Le 20 mars, le *Journal officiel* promulguait un décret autorisant l'admission temporaire des blés tendres. Deux jours après, le même *Journal officiel* publiait un second décret rapportant le premier. Voici ce qui s'était passé. C'est le compte rendu d'une séance du Conseil des ministres, communiqué aux journaux, qui va nous l'apprendre :

« A la fin de la séance, le Conseil a décidé qu'il y avait lieu de rapporter le décret promulgué avant-hier au *Journal officiel* et qui avait pour objet d'admettre les blés tendres en admission temporaire pour la fabrication de l'amidon. Ce décret, en effet, *n'avait pas été communiqué préalablement au ministre de l'agriculture*, dont l'adhésion et le contre-seing étaient nécessaires. Un décret a donc été signé qui rapporte celui du 18 mars. »

Doux pays, doux ministère! On colloque un décret au *Journal officiel* et l'on n'y oublie que la signature du ministre compétent. C'est un rien, évidemment, mais c'est à ces petits riens que l'on reconnaît qu'il est heureux d'avoir un gouvernement!

Il y en a qui prétendent que l'on ne peut s'en passer!

*
* *

Du journal *Le Soir*, de Bruxelles :

Le Dr Burggraeve n'est ni un socialiste ni un anarchiste. C'est un royaliste et un conservateur convaincu. Ce n'est pas un cerveau brûlé d'étudiant; il a écrit son livre : *Choses de notre temps*, à la veille de ses quatre-vingt-dix ans; il est né en 1806. Longtemps médecin des hôpitaux, il a vu, noté et raconté sincèrement.

L'exemple est peu commun; il n'en mérite que davantage d'être connu.

D'après les expériences de Dumas et les calculs de Liebig contrôlés par Payen et rapportés par M. Burggraeve, l'alimentation de l'homme n'est suffisante que si elle restitue à l'homme toutes les vingt-quatre heures 20 grammes d'azote et 310 grammes de carbone.

La ration moyenne pour atteindre ce résultat est celle-ci :

Pain, 1 kilo;
Viande, 286 grammes.

Combien de travailleurs suivent ce régime?

*
* *

M. Burggraeve ne se contente pas d'énonciations en l'air; il apporte toujours des chiffres à l'appui de ses dires.

Après avoir posé en principe que l'alimentation de l'ouvrier des fabriques — pour ne parler que de celui-là — est chimiquement et physiologiquement insuffisante, il nous fournit — démonstration irréfutable — le tableau comparatif de la taille moyenne de l'homme normal et de celle de l'ouvrier de fabrique, et le tableau comparatif du poids de l'homme normal et de celui de l'ouvrier de fabrique.

A huit ans, la taille de l'enfant normal est de 1 m. 162; le fils de l'ouvrier des fabriques n'atteint que 1 m. 130; à quatorze ans, le premier mesure 1 m. 493 et le second 1 m. 367 seulement. A dix-sept ans, la différence s'accentue : le premier mesure 0 m. 105 de plus que le second!

La taille, le poids de l'ouvrier de fabrique sont inférieurs à la taille et au poids de l'homme normal.

A l'âge de huit ans, la différence de poids est de 18 grammes. L'homme (l'enfant) moyen pèse 20 k. 76; le fils d'ouvrier de fabrique, 20 k. 58.

A treize ans, l'homme normal pèse 34 k. 38 et l'ouvrier de fabrique 29 k. 35; différence : 4 k. 93. A seize ans, la différence atteint 10 k. 57!

Le tableau comparatif s'arrête entre quarante et cinquante ans.

« La différence en moins du poids des ouvriers de fabrique avec le poids normal de l'homme moyen va donc en augmentant jusqu'à l'âge de cinquante ans, conclut le docteur Burggraeve. Si là s'arrête le tableau, c'est qu'à cet âge l'ouvrier, en général, est mort. »

Nous n'ajouterons rien, mais on aurait tort de prendre cela pour un mot de la fin.

PICCOLO.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

VAR. — On lit dans le *Petit Parisien* :

Deux gendarmes de Montmeyan conduisaient à la maison d'arrêt de Brignoles deux Italiens arrêtés pour vol.

A mi-chemin de cette dernière ville, les deux malfaiteurs parvinrent à briser leurs liens. Sautant sur les deux gendarmes, ils réussirent à les faire tomber de cheval et à les terrasser, puis les ficelèrent soigneusement et les attachèrent à un tronc d'olivier.

Ils montèrent ensuite sur les chevaux et rebroussèrent chemin.

Un paysan qui rentrait à la ville aperçut les deux gendarmes et les détacha. Les deux représentants de l'autorité, confus, comme on le devine, durent raconter à leurs chefs la mésaventure dont ils avaient été victimes.

On envoya immédiatement d'autres gendarmes à la recherche des deux fugitifs, qu'on ne parvint pas à rattraper.

Les deux chevaux volés furent retrouvés errant dans la campagne.

Les fontes de la selle avaient été soigneusement débarrassées de leurs revolvers.

(*L'Éclair.*)

*
* *

MARSEILLE. — Un procès émouvant a été jugé, hier, par le conseil de guerre du 15e corps, siégeant à Marseille.

Le soldat Martinet, du 40e de ligne, se trouvait depuis le mois de janvier 1895 au pénitencier militaire d'Avignon, où il purgeait une condamnation à deux ans de prison pour outrages et menaces à des supérieurs.

Engagé volontaire, parti à dix-huit ans de chez lui, il ne put se plier à la discipline de la caserne et surtout du pénitencier, où le régime est presque aussi sévère que dans les maisons centrales.

D'un caractère indépendant et altier, il n'eut pas la force de se résigner, et préféra en finir avec la vie. A deux reprises différentes, il essaya de se suicider dans sa cellule; mais on arriva à temps pour le sauver.

Bientôt son attitude lui valut un surcroît de punition : il fut mis aux fers, enfermé, aux prises avec le froid et les souffrances physiques. Ses pieds enflèrent, sa santé s'altéra.

Résolu à mourir, il fit un nouveau coup de tête. Il exposait, hier, l'affaire en ces termes : « J'attendis la venue du sergent de semaine, un beau matin, et je lui jetai au visage ma modeste poterie. Le contenu seul l'atteignit. Comme je voulais recommencer de plus belle, mes codétenus me retinrent; et c'est bien fâcheux, car si je m'étais livré à des actes de violence sur ce gradé, il se serait servi de son revolver et m'aurait cassé la tête; c'est ce que je voulais... »

Le gardien chef, qui a le grade d'adjudant, vint à son tour, attiré par le bruit; il fut pris à partie par le jeune soldat qui lui prodigua les injures les plus sanglantes.

Puis, profitant du moment où ses camarades lui rendaient la liberté de ses mouvements, il se précipita tête baissée sur l'adjudant et lui porta un coup terrible en pleine poitrine.

Devant le conseil de guerre, il a reconnu tous ses torts : « J'ai essayé de me suicider après cette scène, dit-il, l'on m'a empêché. Je sais ce qui m'attend, n'hésitez pas à me condamner... »

Au cours de l'instruction, les médecins ont été appelés à se prononcer sur le cas de Martinet. Ils ont déclaré qu'il jouissait de la plénitude de ses facultés et qu'il était entièrement responsable de ses actes.

A l'unanimité, le conseil de guerre a répondu affirmativement aux cinq questions posées. En conséquence, Martinet est condamné à la peine de mort.

Dame! la discipline avant tout!

(*Journal local.*)

*
* *

BORDEAUX. — Pour le deuxième tour de scrutin ici, sous prétexte de chasser les opportunistes de la municipalité, les radicaux et les socialistes guesdistes, ainsi que les socialistes révolutionnaires (dits allemanistes), se sont alliés aux royalistes et ont conquis la municipalité si enviée par eux; 20 radicaux, 10 royalistes et 6 socialistes ont été élus.

*
* *

ROUBAIX. — C'est les oreilles encore retentissantes du bruit de cette grande fumisterie appelée la foire électorale que je vous écris. En fait de politique, nos guesdistes sont devenus de première force. Ils ont dansé sur toutes les cordes et, pour atteindre à l'assiette au beurre, ils ont fait un potage à la « julienne » de toutes les opinions. Ils ont fait appel aux pires réactionnaires, en même temps qu'aux plus fervents révolutionnaires, allant jusqu'à approuver les paroles d'un certain personnage, ex-député, affirmant que ceux qui ne voudraient pas se soumettre aux lois collectivistes seraient mis à la raison par les Bebel et autres polichinelles. C'est avec un certain plaisir que j'ai constaté le nombre d'abstentions qui se sont produites par toute la France, et qui nous font bien augurer de l'avenir.

(*Correspondance locale.*)

Jonzac, le 16 mai 1896.

ÉVOLUTION DE LIBERTAIRES. — Pendant que le prolétariat des syndicats poursuit son évolution vers l'anarchie, certains anarchistes, sous prétexte de pain gratuit, évoluent à rebours.

A Cognac, plusieurs camarades entortillés par la propagande de Barrucand ont, au premier tour de scrutin, formé avec quelques guesdistes une liste dite du « Parti ouvrier ». Malgré un appel de Barrucand à la réaction, ils n'ont obtenu qu'un nombre dérisoire de voix. Au ballottage, malgré une affiche de désistement, quatre d'entre eux, *dont trois connus jusqu'à ce jour pour leurs idées abstentionnistes*, se sont résolument portés sur la liste réactionnaire. Cette fois, ils ont obtenu plus de 1.000 voix, restant en arrière de quelques centaines seulement.

Si des camarades trouvent dans ces faits matière à succès, moi pas; la campagne du pain gratuit est appelée à devenir une nouvelle farce électorale que, d'après ce qui vient de se passer à Cognac, il est temps de signaler.

DUBOBIN.

Australie.

Dans votre numéro 39, je lis sous le titre *Réformes ou Révolution* : « Une taxe de ce genre (impôt progressif) a été établie dans quelques cantons suisses, dans la Nouvelle-Zélande, dans la Nouvelle-Galles du Sud. En outre, les gouvernants radicaux de ces deux pays océaniens ne cachent pas leur intention d'arriver à absorber complètement les gros revenus; ils se déclarent partisans de la formule de la taxe unique proposée par Henry George. »

Cela n'est pas exact, et votre gouvernement de M. Bourgeois serait *« anarchiste »* avec la même justesse s'il tenait à lire nos journaux. Le seul gouvernement un peu « radical » de l'Australie continentale orientale est celui de la Victoria, qui suit à peu près le programme des « socialistes » modernes. Nous avons une loi qui défend au propriétaire de saisir les meubles du locataire en retard pour le paiement de son loyer, jusqu'à une valeur de 480 francs. Une grande partie des sans-travail est placée sur le sol, qui doit appartenir à ces hommes au bout de vingt ans; ils ont reçu de l'argent du gouvernement pour s'y établir. Le gouvernement cherche à fournir l'argent à bas prix aux fermiers et peut-être aux autres membres de la communauté; il veut de bonne foi légiférer sur le travail, et même fixer un salaire minimum. Cela provient de ce que notre population fut, à son origine, très libre et très égalitaire.

Grâce aux frais élevés du voyage, nos colons ne furent d'abord que des hommes instruits, intelligents et indépendants, et les gens de la classe ouvrière qui arrivèrent peu à peu, plus tard, furent disséminés dans cette masse égalitaire dans les conditions les plus favorables. Aussi n'avons-nous pas eu pendant longtemps de *classe* ouvrière dans ce pays. En outre, nous eûmes beaucoup de réfugiés de 1848. Cela explique comment le peuple victorien et tout gouvernement victorien qui n'a pas été un nid de panamistes a toujours été plus ou moins socialiste. Mais, dans les autres pays, les institutions du vieux monde furent transplantées tout entières dès le début. Les gouvernants de ces autres pays, imbus des idées qu'ils ont acquises, ne représentent que les idées du passé. Celui de la Nouvelle-Galles du Sud n'est qu'un gouvernement libre-échangiste, mais son devancier fut *protectionniste* et un gouvernement de « terreur ». C'est pourquoi les partisans de l'impôt unique, et le parti ouvrier, s'associèrent avec le gouvernement actuel pour se débarrasser du précédent, d'où il provient que les ennemis de ce gouvernement et les partisans de la terreur, avec tous les mécontents de la classe propriétaire, l'accusent d'être tel que vos collaborateurs l'ont représenté, mais à tort.

J.-A. ANDREWS.

Roumanie.

VIOLENCE ET RÉSISTANCE. — Des actes d'une féroce brutalité ont été commis par le chef de police de la ville de Bacau et ses acolytes. A la suite d'une provocation faite par les agents mêmes, plusieurs israélites ont été enfermés dans les cachots du poste de police, mis à nu et frappés cruellement; ce n'est que lorsque le sang jaillissait par le nez et les oreilles que la torture était interrompue, mais pour être reprise de plus belle. Quelques-uns en sont restés sourds ou idiots; à deux autres on a fait prendre en cachette, et à une autre station de

chemin de fer que celle de Bacau, le train pour les envoyer à Bucarest, où ils se trouvent à présent en traitement et dans un état pitoyable; enfin un garçon de café, qui se refusait à faire le mouchard, a été aussi frappé.

Le principal auteur de cette inquisition médiévale est le sieur Goutzâ Taljano, voleur dès son enfance et qui, encore imberbe, se distinguait déjà comme tricheur aux cartes et autres aptitudes; il était donc tout désigné à jouer un rôle dans la société bourgeoise.

***

Cette torture est forcément un fait exécrable et révoltant, mais il est, hélas! loin d'être isolé. En Roumanie, la torture s'exerce sur une grande échelle sur les hommes du peuple, qu'ils soient domestiques, laboureurs ou soldats, tziganes, chrétiens ou israélites; seuls les procédés employés diffèrent quelquefois : ainsi, les policiers emploient de petits *sacs de sable*, confectionnés spécialement dans ce but et dont les coups, paraît-il, ne laissent point de traces; les postes de police y possèdent des emplacements aménagés pour ces cruautés et placés dans les sous-sols afin que le bruit ne parvienne pas au dehors; dans l'armée, ce sont des *courroies* comme celles, par exemple, qui supportent les étriers; à la campagne, c'est le *fouet*, et ces *instruments spéciaux de torture* ne sauraient toutefois pas exclure d'autres moyens, tels les coups de poing, de pied, de cravache, de sabre... Ce sont enfin les officiers, les sous-off, les caporaux, — les fermiers, leurs intendants et domestiques qui font pratiquer et pratiquent eux-mêmes les coups et la torture.

Souvent c'est l'infirmité qui s'en suit, mais quelquefois c'est la mort, et tout ceci au su et au vu de tout le monde. C'est là un état de choses incroyable pour le lecteur de l'Occident, mais en Roumanie ce n'est ni exception ni hasard, c'est la *règle*.

***

Pourtant, tout comme en France, les droits du peuple, l'égalité sont inscrits dans les lois de Roumanie, et les représailles n'y manquent certainement pas contre les actes de férocité : c'est là un *vernis*, un *luxe* dont le bourgeois roumain ne s'enorgueillit que trop. Mais le peuple *sait* par expérience que la loi n'est qu'un vain mot; aussi, en dehors de quelques rares cas de litige, n'a-t-il jamais recours à la justice, qui ne donne raison qu'au riche et n'est faite que pour ce dernier; la plupart du temps, en effet, le paysan est trop pauvre pour pouvoir en faire les dépenses. En confectionnant leurs lois, les bourgeois roumains ont très adroitement semé partout des timbres fiscaux, et rien que pour ouvrir une action judiciaire les taxes sont bien élevées. Et, en fin de compte, le résultat en serait invariablement au désavantage du prolétaire plaignant, il n'aboutirait qu'à le faire condamner lui-même à payer amende et exciterait la furie du riche, qui le maltraiterait à nouveau et pis encore, cette fois-ci par vengeance.

***

Pris comme individu isolé, le peuple roumain supporte paisiblement cet état de choses : *il est rare que, dans l'armée ou à la campagne, un prolétaire maltraité se rebiffe, quand même on lui ferait subir les plus grandes cruautés, les plus grandes injures à lui et à sa famille, car il sait bien qu'il ne peut rien, que le bourgeois peut tout.* Mais, par contre, le peuple roumain se révolte facilement *en masse*, c'est alors qu'il se sent fort et en état de résister contre les usurpateurs, de se venger de leurs crimes : rappelons-nous seulement l'imposant mouvement insurrectionnel des paysans en 88, dont nous avons parlé à temps dans la *Révolte*.

***

Quant aux social-démocrates de ce pays, ils se fichent pas mal de tout ceci. Comme ils ont besoin d'une contenance, ils se bornent à crier après le *suffrage universel*, à coup sûr parce que, longtemps pratiqué ailleurs, il a été reconnu comme n'étant nullement nuisible au capitalisme; ils crient aussi, mais moins fort et les jours de grande fête surtout — comme au 1er mai — après les 8 heures, réforme qui avant tout serait absolument impraticable pour le pays qui nous occupe, où l'élément travailleur est principalement le paysan. Le traître Nadejde, lorsqu'il était député, ne s'amusait qu'à demander chaque jour, au milieu de l'hilarité de la Chambre, toutes sortes de projets de loi et d'amendements; aussi a-t-il abouti au ridicule et mené le parti, dont il s'était chargé d'être le grand chef, au démembrement, les autres têtes de colonne y ayant contribué également, il faut le reconnaître : le parti social-démocrate se trouve aujourd'hui être remplacé par autant de groupes qu'il y avait de chefs, et même comme le nombre de ceux-ci était relativement trop grand, il s'est produit ce fait assez curieux que quelques chefs se sont trouvés être seuls, n'ayant plus personne à commander!

Aux dernières élections législatives, ils ont trouvé un nouveau moyen pour se rendre ridicules : *le plébiscite*. Ce traître Nadejde, qui a causé plus de mal au socialisme roumain que le pire des mouchards n'en aurait pu causer, a fait mettre à la fois dans plusieurs collèges électoraux la candidature des mêmes croûtes; chacun se trouvait ainsi être candidat jusqu'à sept ou huit fois. Il y avait parmi ces social-plébiscitaires les pires ambitieux : le grand traître Nadejde, le petit traître Atanassio, le fanfaron Diamandi, une nullité; Tzarano, un ouvrier qui, ayant honte de l'être, singe le bourgeois; Jonesco, etc... et ils ont piteusement échoué. D'autres se sont retirés du mouvement, tel Anghel qui s'imposa le silence, espérant que, grâce à l'appui du préfet de police, il pourra tremper dans le budget, un hypocrite qui spécule sur les sentiments sans même rougir! Un autre enfin, et c'est le cas le plus édifiant, Morzun, a figuré sur la liste des candidats du gouvernement et a été élu député par la police!

***

Ce n'est pas en inscrivant de nouveaux paragraphes dans les lois, qui tombent en désuétude dès qu'elles semblent apporter la moindre restriction aux excès des bourgeois contre le peuple, qu'on pourra aboutir à quoi ce que soit. Nous autres, anarchistes, nous prenons acte au contraire de la méfiance du peuple contre la loi, de son indifférence pour les élus, et pour le premier pas à faire nous nous identifions à lui, appuyant sa *résistance solidaire* contre la *violence* du capitaliste, contre ses usurpations. Et comme ils ne peuvent le faire isolément, que les paysans se révoltent en masse chaque fois qu'un des leurs est frappé, que leur jeune femme ou leur fille encore enfant sont violentées par le bourgeois, chaque fois que celui-ci, pire que les plus infâmes des usuriers, lui fait prendre « librement », dit-il, dans les moments de la plus noire misère et contre de petites avances en argent ou en produits alimentaires, des engagements pour du travail à des prix dérisoires, rendre conscient l'esprit de révolte du paysan roumain devrait être le pivot de la propagande en Roumanie. Voilà ce que nous opposons aux balivernes des social-démocrates.

NELLY.

Suisse.

LAUSANNE. — Encore un élu ouvrier de gavé : 3.000 francs par an avec adjonction de voyages gratis, et les votards, eux, continueront à peiner pour une journée moyenne n'atteignant pas 3 francs!

Herbert Spencer nomme les élus d'un corps électoral : les élus de la bêtise moyenne. Quel nom méritent les ouvriers assez... aveugles pour nourrir la trahison d'individus auxquels tous les moyens sont bons pour devenir des bourgeois?

Quand donc le travailleur comprendra-t-il qu'en donnant ses suffrages aux harangueurs de brasserie en rupture d'atelier, il n'est plus qu'un marchepied digne des moqueries que lui prodiguent *en aparté* ceux qui ont mendié ses suffrages?

Commissaires de police, directeurs de prison, juges, assesseurs, etc., sont recrutés de préférence par les gouvernants parmi les meneurs que les ouvriers tolèrent au milieu d'eux.

« Un secrétariat ouvrier a été créé pour la préparation de statistiques et pour l'étude des propositions faites concernant la législation du travail. Tout cela évidemment pour contenir la classe ouvrière et parer aux idées révolutionnaires. » Des années se sont écoulées depuis que ces lignes ont paru dans la *Critique Sociale*, et la marche du mouvement social a confirmé ce jugement.

Le secrétaire ouvrier au salaire de 20.000 francs par an se promène de canton en canton, patronne publiquement un projet de loi de sa propre confection et surveille les associations ouvrières.

La complicité du gouvernement à l'égard des fonctions du secrétaire s'est si visiblement manifestée qu'un journal conservateur s'est cru obligé de la blâmer.

Le besoin de grossir le personnel de cette officine fédérale s'est fait sentir, paraît-il, dans les sphères gouvernementales — il y a tant d'appétits à assouvir — et grâce à l'aide des gros bonnets du parti radical, un élu ouvrier au conseil cantonal de Genève a pu décrocher l' « assiette au beurre ». C'est à notre ville qu'échoit ce parasite.

Quant à l'utilité de ce secrétariat, le public peut en juger : qu'un publiciste, qu'un travailleur quelconque aille demander de consulter la collection des renseignements adressés au bureau, et bien vite repoussé avec perte, il saura à quoi s'en tenir. Enfin, s'il réclame en haut lieu, un conseiller fédéral lui prouvera, par A plus B, que ses bureaucrates ont raison.

Aux naïfs qui douteraient qu'un pareil sans-gêne soit possible, rappelons ce qui vient de se passer à Berne. Les ronds-de-cuir du bureau fédéral des assurances ont refusé de communiquer à des intéressés la collection des documents officiels, et au nombre des motifs invoqués à l'appui de ce refus, figure en première ligne : la tranquillité des employés! Et le Conseil fédéral, interrogé au sujet de ce refus, a fait la sourde oreille à toutes les demandes.

A quoi bon alors ces coûteux bureaux! A quoi bon? ..A masquer par de prétendus services le but réel que les gouvernants requièrent de leur organisme.

***

On n'a pas oublié la terrible explosion du vapeur le *Mont Blanc* où 26 personnes, par le fait de la rapacité de la Compagnie de navigation, furent littéralement bouillies vivantes. La Compagnie, obligée de payer des indemnités aux familles des victimes, a évalué à 80.000 francs la vie d'une hirondelle de potence triplement galonnée, à 30.000 francs la vie d'un artisan, et à 50.000 francs la vie d'un agronome. Les parents de ce dernier refusent et demandent le double. Un procès est entamé devant la cour civile vaudoise.

Sur quoi, diable! peuvent se fonder des capitalistes pour établir de pareilles différences dans l'évaluation de la vie de ces trois hommes? Les privilégiés n'assurent-ils pas que les hommes sont égaux devant la loi?

Fidèle expression des idées qui ont cours au sein des classes dirigeantes, ce tarif différentiel appliqué à la vie humaine est vraiment suggestif.

***

BERNE. — Un gros propriétaire de Steffisbourg, près de Thoune, a fait abattre une vache gravement malade; un boucher consulté déclara la viande invendable, vu la nature de la maladie. Mais l'inspecteur du bétail en autorisa la vente.

Une femme du village blessée à la main, ayant touché de cette viande, a succombé à un empoisonnement du sang. Il semble que l'inspecteur aurait dû être congédié. Pas du tout : il s'en tire avec 50 francs d'amende et, comme la propriété est sacrée, y compris la propriété de la viande corrompue quand on la vend à de pauvres gens, le propriétaire n'a été frappé que d'une légère amende, et d'indemnité à la famille de la personne empoisonnée, il n'en a pas même été question.

Mais qu'il s'agisse de protectionnisme aux bondieuseries, par exemple, et ces mêmes tribunaux suisses ne plaisantent pas. Le tribunal criminel du canton de Lucerne a condamné à dix mois de détention un homme prévenu d'avoir blasphémé Dieu. Et dans le canton d'Argovie, un jeune homme de dix huit ans a été puni de la prison par un tribunal de district pour n'avoir pas assisté à l'enseignement religieux.

***

GENÈVE. — En théorie ou plutôt constitutionnellement, le domicile est inviolable; en réalité, pour la garantie de cette inviolabilité, il ne faut compter que sur soi-même.

Le prétexte le plus futile suffit à un policier pour forcer les portes d'un domicile. Des étudiants étrangers — ces faits sont avérés — ont eu leurs chambres fouillées de fond en comble pendant qu'ils assistaient aux cours universitaires, et les mouchards fouillaient ces chambres sans en avoir vraisemblablement reçu l'ordre puisqu'ils n'étaient pas accom-

pagnés d'un commissaire de police, supérieur hiérarchique qui doit assister à toute violation officielle d'un domicile.

Un gendarme ayant aperçu, vers les 11 heures du soir, un peu de fumée s'échapper d'une fenêtre de la rue Sismondi, a tenté de pénétrer dans l'appartement.

Outrée de voir un individu s'introduire chez elle à pareille heure, Mme X..., interrogée par le pandore, lui ferma la porte au nez en s'écriant : Cela ne vous regarde pas. Le policier n'osa pas insister, mais, voulant satisfaire sa curiosité, il revint le lendemain matin et de nouveau fut mis à la porte avec ces mots : Ce que je brûle chez moi ne regarde pas la police.

Quand donc des actes du genre de ce dernier seront-ils devenus assez fréquents pour qu'à titre d'exemple il ne soit plus nécessaire au chroniqueur de les signaler ?

* *

Une grève de plâtriers-peintres a commencé au milieu d'avril et vient de se terminer par la non-réussite des grévistes.

Certes, leurs demandes étaient bien légitimes ; cependant les patrons ont refusé d'y souscrire. Un appel au patriotisme des ouvriers indigènes et des menaces indistinctement adressées à tous les grévistes, voilà en quoi a consisté la réponse des patrons.

Qu'est-ce que le patriotisme peut avoir de commun avec une question de salaire ? Si, comme les patrons l'assurent, le salaire et le patriotisme se trouvent si étroitement liés, alors pourquoi leur patriotisme, à eux patrons, ne leur fait-il pas débourser les quelques sous d'augmentation demandés ?

Avant de se mettre en grève, les corporations ouvrières doivent y regarder à deux fois. Qu'elles n'écoutent pas les élus ouvriers venant leur prêcher la solidarité, le dévouement, et le sacrifice pour la réussite de la grève. Alors que ces faiseurs ont de bons lits, et dînent régulièrement, de malheureux grévistes sont obligés de coucher à la belle étoile et ne dînent pas.

Que les ouvriers remarquent que ces meneurs débitent beaucoup de paroles, mais n'en viennent jamais aux actes. Quand a-t-on vu l'un de ces élus se faire l'initiateur des mesures sans lesquelles toute grève est mort-née ?

Brrr ! ces faiseurs s'en gardent bien.

A Genève, pour qu'une grève ne soit pas d'ores et déjà condamnée à l'insuccès, il faut, et c'est là une condition *sine qua non*, que les ouvriers agissant au nom de leurs camarades soient tous du pays et qu'un fort contingent des grévistes soient des Suisses.

Qu'arrive-t-il quand cette condition n'est pas remplie ? Les uns après les autres, les ouvriers étrangers dénoncés comme les plus capables de diriger la grève sont expulsés; et ce n'est pas long : père, mère et enfants, dans quarante-huit heures il faut franchir la frontière.

Puis les expulsions se suivent jusqu'à ce que la corporation, désorganisée, succombe. Il y a quelque part, dans les paperasses constitutionnelles, un article en vertu duquel « nul ne peut être expulsé du territoire, sans avoir été jugé préalablement ». Mais n'est-il pas superflu de le rappeler ? Les gouvernants ne sont pas embarrassés pour si peu.

Etats-Unis.

La *Capitale* publie le télégramme suivant :

« New-York, 8 avril 1896. On a découvert qu'un grand nombre de membres du Parlement ayant voté en faveur de la belligérance de Cuba sont en relation intime avec un syndicat de banquiers anglo-américains qui défrayent la guerre de Cuba. Le sénateur Hull fait partie du syndicat. Ce syndicat a passé avec les chefs de la révolution un contrat aux termes duquel Cuba, une fois son indépendance reconnue, sera annexée aux Etats-Unis. »

Ainsi, Cuba se proclamera indépendante, ô ironie ! et sera ensuite annexée aux Etats-Unis ; les députés empocheront leur pourboire et les chefs révolutionnaires leurs deniers de Judas. Puis, le scandale apaisé, l'exploitation de Cuba et de ses habitants prendra toute l'envergure que l'aigle nord-américain sait déployer en pareilles circonstances. Et cela par la volonté du dieu Dollar.

Il en sera ainsi tant qu'il y aura par le monde des banquiers tripotant dans le sang humain leurs ignobles négoces, des députés se prostituant au plus offrant, des chefs aussi intéressés que vaillants et de jeunes écervelés se laissant prendre aux grands mots sonores et vides servant d'étiquette à une marchandise avariée.

Portugal.

Le premier mai à Lisbonne. — Une tradition païenne. — Les « maios ». — Les social-démocrates. — Encore un jour saint. — Soumission et respect. — La fin des beaux garçons.

Parmi les populations paysannes du Portugal, il existe encore une vieille habitude de fêter le mois de mai. Le premier jour de ce mois, les familles parent les jeunes enfants de guirlandes de fleurs éclatantes et célèbrent l'entrée de la belle saison par des danses et de la musique. Ces enfants sont appelés, dans le pittoresque langage du peuple, les « maios ». Cette coutume est, nous le supposons, un des vieux symboles du paganisme.

Les social-démocrates, à l'instar des maios, ont *sanctifié* le jour que ceux-ci fêtaient seulement. Car, pour la plupart des ouvriers, le premier mai est déjà un jour sacré. Il n'y manque que le nom d'un saint. Des inconscients ont dit « que les ouvriers avaient aussi le droit de faire à eux seuls un jour saint ». En sorte que les grandes conquêtes des social-démocrates se résument à imiter les prêtres.

Et quelle palinodie, ce jour-là ! Musique, drapeaux, fleurs, feux d'artifice, etc. Les socialistes, parés de rubans rouges, semblaient être les maios de la tradition païenne. Pour que rien ne manquât à leur fête, ils avaient à leurs ordres — ô revendications des travailleurs ! — un peloton d'agents de police ! Le ministre, du reste plein d'éloges à leur égard, et les traitant en « beaux garçons », leur avait octroyé ce peloton de police que les socialos commandaient gaillardement. On les croirait arrivés au terme tant souhaité de leurs aspirations : le pouvoir politique.

On sait que le premier mai fut, au début, un jour dont le peuple profitait pour se réunir de sa propre volonté, sans aucune autorisation, soit des patrons, soit de qui que ce soit, dans le but de protester contre l'exploitation capitaliste et les exactions gouvernementales. Alors, les industriels, les patrons, les gouvernements se sentaient mal à l'aise à l'approche de ce jour. Maintenant, chez nous, la manifestation a été tournée au profit du gouvernement et des patrons qui se réjouissent d'une telle fête.

Voici comment. Le gouvernement a une occasion de se montrer l'ami du peuple travailleur en lui accordant la permission de faire de ce jour un jour de fête et, trompant les imbéciles, se fait ainsi une réputation de générosité. Quant aux patrons, les chefs du parti social-démocrate, pour prouver que le capital n'a rien à redouter de la manifestation, s'en vont, la veille, humbles et respectueux, solliciter chapeau bas ces Excellences d'avoir la complaisance d'accorder à leurs ouvriers la permission de chômer ce jour-là. Ces Excellences ne sauraient rien refuser à tant de courtoisie, d'autant plus qu'elles y voient l'économie d'une journée de salaires, économie qui n'est pas à dédaigner en raison de la crise cruelle qui sévit chez nous depuis cinq ans.

Après cela, les socialos, supposant qu'on ignore leur manège, mènent leur grand tapage en nous assourdissant du bruit de leurs exploits.

Voilà ce qu'est ici le premier mai : un jour saint, organisé par les social-démocrates et que le pape fera introduire certainement dans le calendrier chrétien.

Nous comptons, l'an prochain, contempler ces paillasses revêtus des oripeaux des confréries catholiques, portant les bannières de leurs paroisses respectives, et chantant les litanies et les hymnes du bréviaire chrétien, au milieu de la plus édifiante dévotion, les yeux au ciel qui les attend. Telle sera la fin des « beaux garçons ». Amen !

* *

Lisbonne. — Depuis les derniers événements survenus à Lisbonne et concernant le mouvement anarchiste, nous avons été l'objet de poursuites acharnées.

Sur les soixante-dix ou quatre-vingts camarades environ qui ont été emprisonnés à Lisbonne parce que des pierres avaient été jetées au roi pendant qu'il se promenait en voiture, et à la suite de la bombe placée chez le médecin qui avait déclaré fou celui qui avait jeté ces pierres, nous ne savons guère combien sont encore sous les verrous; ce qu'on sait, c'est que beaucoup sont expédiés au delà des mers !...

La loi contre les anarchistes est une loi de fer et de sang ; la presse est tout à fait réduite au silence sur tout ce qui concerne les affaires révolutionnaires. Cette loi, qui a un effet rétroactif, n'admet pas de défense devant le tribunal, qui condamne sans témoins et sommairement.

Malgré cela, il y a quelques jours, une autre bombe éclata et mit en lambeaux un bourgeois, gros capitaliste, vautour industriel des faubourgs de Lisbonne. Voiture, chevaux et cocher, tout sauta.

Voilà le résultat !

Brésil.

Pelotas. — Ici, les salaires sont, quant au chiffre, plus élevés qu'en Europe ; mais comme les denrées et objets de première nécessité sont d'un prix beaucoup supérieur, l'on arrive à être à peu près aussi malheureux. La seule différence est que nous ne souffrons pas encore du chômage. Cela viendra, et alors les bourgeois rogneront les salaires avec une férocité qui égalera celle de leurs pareils d'Europe et de l'Amérique du Nord. Il en est un, ici, patron de la plus grande fabrique de chaussures, dans l'usine duquel il ne manque que la prison. Les amendes de mille reis et au-dessus pleuvent pour des futilités sur ces ouvrières gagnant douze mille reis par mois, en sorte qu'au bout du mois, elles ont gagné en somme cinq ou six mille reis. Or le moins qu'il faille pour vivre est de cinquante mille reis par mois. Impossible de former ici le moindre groupement, quoique la plupart des ouvriers soient européens. Ils y viendront peut-être quand il ne sera plus temps !

G. V.

LES PÉRIODIQUES

Le *Journal des Economistes* rend ironiquement compte d'un bouquin étatiste sur la question sanitaire du Dr J. Pioger. L'auteur assure que la santé et la maladie ont des causes sociales bien plus qu'individuelles... donc l'Etat doit édicter un code sanitaire !

Citons : « Les chefs de peuples, comme les chefs d'usines, ont pour premier devoir comme pour premier intérêt d'assurer et de sauvegarder l'état sanitaire de *leurs producteurs* en reconnaissant et en protégeant le plus sacré des droits de l'homme, le droit de vivre et de vivre sainement, puisque c'est la meilleure et la plus sûre façon de ménager la *poule aux œufs d'or*. »

— Nous sommes les poules aux œufs d'or de nos chefs ! enregistrons l'aveu en passant et notons les suivants que nous fait le rédacteur du *Journal des Economistes*.

« Supposons néanmoins que les médecins et les chimistes soient compétents et que nous puissions, à ce point de vue, leur confier la charge de notre santé, de notre vie ; seront-ils impartiaux dans l'application de leur code ? C'est demander si leurs prédécesseurs, les prêtres et les légistes, l'ont été ; c'est demander si les gouverneurs de la santé cesseront d'être des hommes.

« Supposons, dit-il encore, que le corps sanitaire, au lieu d'être faillible et peccable comme le sont les corps législatifs, judiciaires, etc., seront de véritables anges gardiens, même alors il ne serait pas désirable que leur code sanitaire voie le jour et soit mis en vigueur.

« L'espèce humaine sort à peine de l'animalité, la personnalité ne fait que commencer à se dégager de l'animalité. Pour que la personnalité continue à se développer, il faut que les individus exercent leur activité propre, leurs diverses facultés physiques, intellectuelles et morales ; il faut que tous leurs actes, qui se rapportent précisément au développement de leur personnalité, soient autonomiques et non automatiques.

« Or, toutes les codifications, et le code sanitaire plus que tous les autres, tendent à entraver le développement de la personnalité, en empêchant les uns, en dispensant les autres d'exercer bien et dûment chacune de leurs facultés dans la mesure voulue pour que l'équilibre se maintienne entre elles. Tout ce qui tend à scinder la société en deux camps nettement marqués : gouvernants et gouvernés, législateurs et légiférés, a pour effet de désé-

quilibrer non seulement la société, mais chacun des individus qui la composent. »

Voilà qui est franc!

Langue italienne.

Un bien médiocre bourgeois roumain (V.-J. Radu) a publié, dans la dernière livraison de la *Riforma Sociale* (3e année, 5e vol., 8e fasc.), un article sur *le paysan roumain et la propriété rurale en Roumanie*. Il réclame l'intervention de l'Etat, à moins que l'initiative privée sous forme de « sociétés de tempérance » y fasse merveille! Ce sont là les vues les plus larges (?!) de l'auteur. C'est maigre, sans doute, mais nous enregistrerons cependant dans la suite certaines constatations qu'il fait sur la question : si elles ne sont ni originales, ni neuves, elles ne nous serviront pas moins de documents.

L'insurrection des paysans de 1888 a donné, paraît-il, le trac aux bourgeois, qui, « pour faire cesser en partie le mécontentement des classes agraires », créèrent la loi de 1889. Mais, alors que les uns reçurent des parcelles de 5 hectares, on en distribua de 10 à certains autres, et enfin on réserva à quelques-uns des propriétés de 25 hectares, car « le législateur avait à cœur de former une bourgeoisie de paysans ».

Il passe ensuite en revue l'habitation, le vêtement et l'alimentation du paysan roumain.

Toute une famille de quatre ou cinq personnes habite une maisonnette, consistant généralement en une seule pièce, sans air, ni lumière, à moins qu'elle ne vive dans des grottes et, en été, dans des huttes, et enfin « la partie la plus misérable de la population ne possède pas même une maison si misérable. »

Il manque de vêtements, ses hardes sont en loques. Le nombre de ceux qui manquent du strict nécessaire est au-dessus de 75 pour 100, estime l'auteur.

Il travaille jusqu'à seize heures par jour et son alimentation est tout à fait mauvaise et insuffisante, d'où la nécessité de l'alcoolisme; « tout le monde est épouvanté de la grande mortalité qui règne dans les campagnes. » Leur gain est en moyenne de 65 à 75 centimes par jour, et ceci pour toute une famille, sans compter les contributions si élevées...

Il y a des omissions voulues dans l'article dont nous nous occupons, sur lesquelles notre journal reviendra. Un de nos amis parle plus haut, dans ce même numéro, des tortures de la classe pauvre.

* * *

Dans cette rubrique, nous citons, pour la langue italienne, les passages qui nous paraissent intéressants pour nos lecteurs, sans que pour cela les périodiques qui les publient le soient nécessairement : dans ce dernier cas, nous le dirons expressément.

Une intéressante revue de sciences sociales, c'est *La Protesta Umana*. S'adresser à N. Converti, 31, rue Aldjazira, Tunis (Afrique).

ANDRÉA D'ANGÉLO.

BIBLIOGRAPHIE

L'Evolution du sexe, par Geddes et Thomson, traduit de l'anglais par H. de Varigny (Bibliothèque évolutionniste); Battaille et Cie, 23, place de l'Ecole-de-Médecine.

Notre incompétence en biologie nous interdit de porter un jugement sur ce livre au point de vue strictement scientifique. Nous regrettons par exemple de ne pas être en possession des connaissances voulues pour mieux apprécier la discussion si intéressante des théories récentes de Weismann sur l'hérédité, discussion qui revient plusieurs fois au cours de l'ouvrage. Disons seulement que dans toute la partie technique l'interprétation des faits semble très judicieuse et les discussions des théories qui partagent la science biologique conduites avec beaucoup d'impartialité et de logique.

Mais ce qui classe ce livre bien au-dessus d'une simple contribution scientifique, c'est le souci constant des auteurs à appliquer — dans de remarquables généralisations — les résultats de l'étude du monde organique aux questions intéressant le progrès et le bonheur humain. Aussi ils affirment et ils illustrent cette idée, — soigneusement étouffée par les savants officiels — à savoir que la science ne serait rien si elle ne permettait à l'homme de marcher plus sûrement vers l'avenir meilleur.

Et nous sommes heureux de constater que, d'accord avec nous par l'intention, ils le sont encore par le résultat de leur recherche.

A propos de l'étude spéciale des processus principaux destinés à la continuation de la vie de l'espèce, ils sont amenés, d'après leur propre expression, « sur le seuil d'une étude bien plus considérable, la première des sciences organiques, celle des facteurs de l'évolution ». Or voici, à ce sujet, leur conclusion :

« Chacun des plus grands pas du progrès est, en réalité, associé à un accroissement de subordination de la concurrence individuelle à des fins reproductrices ou sociales, et de la concurrence interspécifique à l'association coopérative. Le progrès correspondant, dans le monde historique et individuel, depuis le sexe et la famille jusqu'à la tribu ou la ville, la nation et la race, et enfin jusqu'à la conception de l'humanité elle-même, devient aussi de plus en plus apparent. La concurrence et la survivance du plus apte ne sont jamais entièrement éliminées, mais reparaissent à chaque phase nouvelle pour y produire la prédominance du type supérieur, c'est-à-dire le plus intègre et le plus associé, la phalange étant victorieuse jusqu'au moment où elle rencontre la légion. Mais, ce service ne nous oblige plus à considérer ces actions comme le mécanisme essentiel du progrès, à l'exclusion pratique des facteurs associés desquels dépend la victoire, ainsi que l'économiste et le biologiste se sont souvent induits réciproquement à le faire. Car nous voyons qu'il est possible d'interpréter l'idéal du progrès moral, par l'amour et la sociabilité, la coopération et le sacrifice, non comme de pures utopies que contredit l'expérience, mais comme les expressions les plus élevées du processus évolutif central du monde naturel. L'idéal de l'évolution est, à la vérité, un Edén; et bien que la concurrence ne puisse jamais être entièrement éliminée et que le progrès doive ainsi toujours approcher de son idéal sans l'atteindre, c'est déjà beaucoup pour notre histoire naturelle de reconnaître que la loi finale de la création n'est pas la lutte, mais l'amour. »

A signaler, outre ce dernier chapitre en son entier, dans le chapitre XIX, une très belle page sur l'amour humain, et surtout le paragraphe 4 : Différences intellectuelles et matérielles entre les sexes. Selon nous, ces quelques pages dominent de très haut toutes spéculations sur les rapports de l'homme et de la femme en une société rationnelle, et d'une façon saisissante rappellent au sens commun ceux qui s'obstinent à traiter la question au seul point de vue économique.

CH.-ALBERT.

* * *

Le Transformisme social, par Guillaume de Greef, 1 vol., chez Félix Alcan, 108, boulevard Saint-Germain, 7 fr. 50, broché.

Cet ouvrage est une étude sur le progrès et l'idée de progrès dans les sociétés humaines. L'auteur passe d'abord en revue les diverses évolutions des croyances religieuses et autres dans les civilisations successives, depuis les primitives jusqu'à celles d'aujourd'hui, et montre la corrélation existant entre ces croyances et le degré d'évolution générale de chacune de ces civilisations.

M. de Greef, qui, d'accord avec certains sociologues tels que H. Spencer, Schaeffle, etc., pose en principe que la société est un organisme,— opinion très discutable en ce sens qu'elle ne repose que sur une pure analogie — croit reconnaître, au cours de cette étude de philosophie historique, le développement croissant d'une intelligence et d'une conscience collectives. Il est curieux de noter que la sociologie, science encore à ses débuts, tombe dans le travers où est tombée longtemps la psychologie, de faire intervenir, pour l'explication de certains phénomènes, l'action d'un principe distinct, d'une *entité logique*. Les spiritualistes ont imaginé l'existence d'une âme distincte du corps par laquelle ils ont pensé expliquer les phénomènes dont la physiologie, alors qu'elle ne possédait encore que des données insuffisantes, était, à leur avis, impuissante à fournir une explication satisfaisante. Le spiritualisme sociologique admet de même l'existence d'une âme collective et déduit de ce postulat des conséquences dont l'exactitude est forcément mise en danger par le caractère tout hypothétique de la proposition première. Cette conscience collective que de Greef croit reconnaître n'est, en somme, que le fruit de l'éducation peu à peu réalisée grâce aux observations successives de la science, et contribuant à développer en chaque individu une notion plus exacte des causes et des effets naturels. La prétendue hérédité de cette intelligence et de cette conscience collectives n'est que la transmission traditionnelle des vérités acquises, aidant, par la superposition d'un plus grand nombre de notions scientifiques, au développement cérébral de chaque individu, développement légué successivement de génération en génération en vertu des lois du transformisme, mais sans autre facteur que l'hérédité individuelle.

Toute l'étude de l'auteur repose sur cette assimilation de la société à un organisme. Toutefois, il nous fait grâce d'un organe directeur et d'organes dirigés; de cellules supérieures et de cellules inférieures, etc., conséquences familières à la plupart des sociologues qui prétendent tirer de l'analogie une légitimation de l'autorité et du parasitisme. Certains aperçus même, en dépit de l'inexactitude du point de départ, offrent un vif intérêt. Il admet le progrès et le progrès indéfini de l'humanité, auquel il ne croit pas qu'il soit possible d'assigner une limite. Mais il s'égare dans la recherche du *mètre* du progrès qui consiste, d'après lui, dans une différenciation de plus en plus marquée dans les diverses fonctions de l'organisme social. Cette spécialisation extrême ne nous paraît pas être un progrès et nous croyons au contraire que le progrès réside dans le développement plus grand des aptitudes de chaque individu, aptitudes dont le perfectionnement et l'exercice doivent être une source de bien et une condition de progrès pour la société.

De Greef observe que dans l'évolution d'une société les formes les plus anciennes sont les plus fixes, tandis que les formes les plus récemment acquises sont les moins stables et les plus susceptibles de modification et même de disparition. Le regrès d'une société s'opère en sens inverse du progrès, c'est-à-dire par la disparition successive des formes les plus récentes vers les formes les plus anciennes. Il en conclut que le retour aux formes primitives est, sauf régression complète, impossible et que si, dans les théories communistes et anarchistes, se manifeste une tendance vers certaines formes primitives de la propriété, ce retour ne serait qu'apparent, et que nous serons amenés au contraire vers un état social qui, tout en étant issu de l'état actuel, en différera d'une façon générale, de manière à constituer un type nouveau. Sa critique des théories communistes-anarchistes porte à faux, car il s'agit moins, dans la conception que nous défendons, d'un *retour* que de l'*avènement* d'un état social ayant peut-être quelque analogie de structure générale avec les états primitifs, mais en différant foncièrement en tous ses détails de par toutes les acquisitions successives dues à la civilisation.

ANDRÉ GIRARD.

* * *

Reçu le 5e fascicule du *Musée Galant*, album de peintures du dix-huitième siècle, 0 fr. 60, chez Charpentier et Fasquelle, éditeurs.

Une Conversion, compte rendu par le Dr Andiffrent, brochure chez Ritti, 76, avenue du Maine.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

(*Suite*) (1)

Sciences et philosophie.

48° Pierre Kropotkine, *Paroles d'un Révolté*, avec préface par E. Reclus, nouvelle édition (1 fr. 25 dans nos bureaux), Paris, Marpon et Flammarion, rue Racine, 26.

Livre capital dont la première édition a paru en 1885. Plus que tout autre ouvrage anarchiste, il a contribué à propager les idées et à transformer en révolutionnaires conscients tous ces vagues « révoltés » qui se bornaient à trouver que la société bourgeoise est à détruire. Dans aucun livre on ne trouvera de résumés historiques plus clairs, exposés avec des accents plus généreux.

49° *La Conquête du pain*, du même, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, galerie du Théâtre Français.

Dans ce volume, l'auteur combat la théorie collectiviste et essaie de dégager ce que sera la formule de la révolution qui se prépare.

50° *L'Esprit des bêtes*, par A. Toussenel, 1 vol., chez Hetzel, 18, rue Jacob.

Livre curieux à lire, non pas pour les rapprochements — pas toujours justes comme analogie — que fait l'auteur entre l'homme et les animaux, mais pour les réflexions socialistes qu'il sait en tirer. En faisant, bien entendu, abstraction de ses idées un peu brdienesardes.

(1) Voir les numéros 2, 5, 9, 22, 33 et 47.

51° *Les Mensonges conventionnels de la civilisation*, de Max Nordau.

Ouvrage excellent pour démontrer combien la société dans toutes ses institutions aboutit à l'absurde et se sauve par l'hypocrisie et le mensonge. Ajoutons que l'auteur lui-même nous paraît coupable d'un « mensonge conventionnel » en attaquant les anarchistes pour faire accepter son livre par les lecteurs bien pensants.

51 *bis. Le Menzogne convenzionali della civiltà moderne*, Milano, Brigola Alfredo, Via Mauzoin, 5.

51 *ter. Die conventionnellen Lügen der Kulturmenschheit*, von Max Nordau. — Leipzig, Verlag von Bernhard Schlicke (1884).

52° *L'Ecole de Yasnaïa Poliana*, par Léon Tolstoï, 1 vol. à 3 fr. 50; Albert Savine, éditeur, 14, rue des Pyramides.

Tolstoï raconte l'essai qu'il fit, en 1862, d'une école basée sur la liberté la plus absolue des élèves et le respect le plus profond de leur personnalité. C'est une véritable expérimentation anarchiste (déduction faite des idées religieuses de l'auteur) qui nous montre l'ordre sous le désordre apparent, et dont il faudra tenir compte dans les tentatives futures d'enseignement anarchiste. Lecture d'un puissant intérêt.

53° *La Mêlée sociale*, de G. Clémenceau, 1 vol. 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Formidable réquisitoire contre la mauvaise organisation sociale, ses abus, ses privilèges et ses crimes. Navrant exposé de la misère qu'elle engendre.

54° *Le Grand Pan*, du même.

L'auteur y passe en revue presque tout ce qui concerne la vie sociale avec une telle indépendance d'esprit que ce nouveau livre est une nouvelle secousse imprimée aux institutions qui nous régissent.

Livres de polémique.

55° *La Bande opportuniste* (*Mœurs et tripotages du monde politique*), par Lajeune-Vilar, 1 vol. 3 fr. 50, chez Charles, 8, rue Monsieur-le-Prince.

Ouvrage excellent pour achever de détruire le peu qui reste de respect des gouvernants, des lois et de la magistrature.

VINDEX.

Nous avons reçu de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles, la sixième brochure qu'elle vient d'éditer : *L'Inévitable anarchie*, par P. Kropotkine.

Les cinq précédentes sont : 1° *Aux anarchistes qui s'ignorent*, par Ch.-Albert; 2° *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, P. Kropotkine; 3° *L'Evolution légale et l'anarchie*, E. Reclus; 4° *Un anarchiste devant les Tribunaux*, G. Etiévant; 5° *Burch Mitsu*, par G. Eekhoud. — La septième est sous presse.

Nous rappelons que les camarades de Bruxelles tiennent gratuitement leurs brochures à la disposition de ceux qui leur en demandent pour la propagande.

D'autre part, comme il faut des fonds pour pouvoir en éditer d'autres, ils reçoivent les souscriptions que l'on veut bien leur envoyer.

A LIRE

Passé, présent et avenir de l'éducation, par Ch. Letourneau, *Revue de l'Ecole d'anthropologie*, numéro du 15 mai.

Le Régicide sur les bancs, Tybalt, *Echo de Paris*, 19 mai.

Le Banquet de Saint-Mandé, E. Drumont, *Libre Parole*, 15 mai.

Du pain! Bruant, *Echo de Paris*, 18 mai.

Une exécution, par H. Bauer, même numéro.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A bout de ressources, la *Débâcle* suspend momentanément sa publication.

Elle espère reparaître en automne avec un format plus grand et des moyens de lutte supérieurs à ceux dont elle a disposé jusqu'à présent.

En attendant, la *Débâcle Sociale* publiera, mensuellement, une brochure de propagande à 10 centimes. La première paraîtra le 1er juin.

En vente à la *Débâcle* :

L'Anarchie en cour d'assises, 5 centimes;

Plaidoirie de Me Royer, le cent, 3 fr. 50;

Pour Jules Moineau, plaidoirie de Me Royer, 10 centimes; le cent, 6 francs;

La Peste religieuse, 5 centimes; le cent, 3 francs;

Portraits en groupe de 18 anarchistes ou révolutionnaires qui ont sacrifié leur vie à la révolution sociale, 1 franc.

Envoi franco contre timbres ou mandat.

L'Editeur-Gérant, H. SEVRIN.

Le 26 mai, le camarade Sevrin passe en cour d'assises.

Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 23 mai, à 8 h. 1/2 précises, salle Arnaud, 35, rue du sergent Bauchat.

Ordre du jour : Des moyens les plus pratiques pour arriver au fonctionnement et à l'installation de la bibliothèque.

Conférences du *Groupe de l'Art Social*. — Samedi 30 mai, à 8 h. 1/2, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple.

L'Art et la Révolte, par F. Pelloutier.

Entrée : 0 fr. 30.

Le *Groupe de l'Art Social* se réunit tous les samedis, à 8 h. 1/2, Brasserie, 20, rue du Louvre.

CLICHY. — Les *Iconoclastes* de Clichy et Levallois se réunissent le dimanche, à 2 h. 1/2, 123, boulevard National.

Les *Iconoclastes* de Levallois et les *Libertaires* de Clichy ayant l'intention de créer un organe pour la banlieue, invitent les camarades de Puteaux, Suresnes, Courbevoie, Boulogne, Neuilly, Asnières, Gennevilliers, Saint-Ouen et Saint-Denis, pour s'entendre sur l'extension à donner à ce journal. Réunion le 23 mai, à 8 heures du soir, 123, boulevard National, à Clichy. Le premier numéro paraîtra le 4 juillet.

Rendez-vous des *Iconoclastes* et *Libertaires* de Clichy et de Levallois au tombeau de la princesse russe, à la Pyramide, cimetière du Père-Lachaise, dimanche 24 mai, à 2 h. 1/2.

SAINT-DENIS. — La *Jeunesse libertaire* se réunit tous les samedis au « Rendez-vous des travailleurs », rue du Square.

Causeries par divers camarades.

Tous les travailleurs sont invités.

NIMES. — Jeudi 21 et samedi 23, dans la salle de la chapelle de l'ancien lycée, à 8 h. 1/2 du soir, deux grandes conférences publiques et contradictoires par S. Faure.

AMIENS. — Tous les camarades sont invités à la réunion du dimanche 24 courant, à 4 heures du soir, chez Edmond, rue Basse-des-Tanneurs.

Sujet : Le journal quotidien *La Clameur*.

Extrême urgence.

LYON. — Samedi 30 mai, à 8 h. 1/2, une conférence sur l'*Emancipation* sera faite au cercle de l'Egalité, rue Saint-Augustin, 6 (Croix-Rousse), par Paul Ballaguy. Les camarades sont invités à s'y rendre.

SAINT-CHAMOND. — Tous ceux qui s'intéressent à la question sociale sont invités à se réunir tous les samedis soir, à 8 heures, au local convenu, à seule fin de s'entendre sur la création d'une bibliothèque sociologique.

Les camarades qui pourraient disposer de livres, brochures, journaux, sont priés de les faire parvenir à Chapoton, 10, rue des Trois-Frères, Saint-Chamond (Loire).

Tous les journaux de langue française peuvent en expédier un exemplaire qui sera payé.

SAINT-ETIENNE. — Tous les libertaires sont convoqués pour le dimanche 24 mai, à 4 heures du soir, au « Bon Coin stéphanois », en face le Grand-Théâtre.

Prière de s'y rendre aussi nombreux que possible et d'arriver à l'heure.

Ordre du jour :

1° Formation d'un groupe;

2° Présentation d'un local pour le groupe;

3° *La Clameur* quotidien;

4° Organisation d'une grande soirée familiale.

MARSEILLE. — Les camarades de la Belle-de-Mai et environs ne se rencontrent plus au Bar Dravet, mais au Bar de la *Renaissance*, rue Belle-de-Mai, 30; entrée : traverse des Victimes, 1, au 1er étage, sous le titre : Groupe *Les Temps Nouveaux*.

Réunions tous les dimanches et jeudis soir, à 8 h. 1/2.

Ils doivent incessamment faire paraître : *Entre ouvriers*, dialogues.

Samedi 23 courant, à 8 h. 1/2 du soir, brasserie Noailles, grande soirée familiale organisée par les Libertaires au profit de la propagande. Concert, causerie, bal. — Entrée : 0 fr. 50.

ANGERS. — Samedi 23 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Jouet, place des Arts, réunion publique et contradictoire sur *la question sociale et le pain gratuit*.

Entrée gratuite.

Alliance Scientifique. — M. Léon de Rosny ayant été renommé président, cette grande association internationale, qui prend de jour en jour un plus grand développement, conservera son siège central au moins cinq ans encore dans notre pays; car, suivant l'acte constitutif, c'est dans le pays où réside le président élu que siège le conseil directeur de l'Œuvre.

Dans un de nos numéros, nous avons dit quel était le but de cette œuvre, qui, sauf ses présidence et vice-présidence, a une organisation anarchiste.

L'Anarchie, *par E. Reclus, brochure à dix centimes, (0 fr. 15 franco) vient de paraître. Nous la tenons à la disposition des camarades au prix de 6 francs le cent.*

PETITE CORRESPONDANCE

S., à Béziers. — *La Société Future*, brochures expédiées.

J. des E., à Charleroi. — Numéros expédiés.

Lux Regnabit. — Ecrivez vous-même au *Monde Nouveau*. Nous nous sommes dérangés une fois; nous ne pouvons indéfiniment nous user en frais de correspondance Pour l'album, nous mettons en reserve 25 exemplaires qui ne seront vendus qu'en album complet, et au prix qu'atteindra l'œuvre. Pour les épreuves isolées, nous ne pouvons les garantir qu'autant qu'il nous en restera. Nous le répétons encore une fois, nos moyens ne nous permettent de faire que des tirages restreints et il ne sera pas fait de réimpression.

F., à Ste-Tulle. — Je n'avais pas saisi votre lettre précédente.

P., à Toussais. — Vous êtes encore abonné jusqu'à fin juin.

Mercier, à Sénéchas, ayant refusé l'exemplaire adressé, prière au camarade qui a payé l'abonnement de nous dire à quel nom il faut le reporter.

F. Méric. — Comme ceux précédemment reçus, votre article a du bon, mélangé à des banalités; travaillez-y.

Xamianika. — Faible votre nouvelle.

S., à Saint-Prix. — La première feuille de l'album expédiée.

Jean d'Antan, Bruxelles. — Reçu carte trop tard. Encore une fois, c'est le mardi matin au plus tard qu'il nous faut les communications.

Le camarade Dehay, 518, Valencia Street, San Francisco (Cal.), Etats-Unis, demande des nouvelles des camarades Sauva, Dereure et Tanguy, qu'il a connus autrefois à la colonie de Iowa.

Lecloux. — Reçu manifeste. Merci.

J., à Marseille. — *Richesse et Misère* et *Procès de Chicago* épuisées, avons remplacé par d'autres. Prière aux camarades de ne nous demander que ce que porte notre catalogue publié dans nos derniers numéros.

F., à Chicopee. — Ferons attention aux bandes. Quand un numéro vous manque, avertissez-nous, renverrons.

V., à Montfort. — Quand nous avons reçu le dernier abonnement, il était expiré depuis deux mois, c'est ce qui fait que l'on vous réclamait sitôt celui-ci.

H., place d'Anvers. — Nous avons fait notre album spécialement pour offrir une œuvre d'art au plus bas prix possible à nos lecteurs, nous ne le mettons pas en librairie.

E. S., à Barcelone. — Réexpédions le 52. Il se sera perdu à la poste. — Rectifions l'autre adresse.

C. H., à Bruxelles. — Volume expédié.

Reçu pour le journal : M., à La Tour-du-Pin, 0 fr. 50. — J., à Marseille, 0 fr. 25. — Un pauvre diable, 0 fr. 50. — R., à Wasigny, 1 fr. 50. — Produit du bal donné par le groupe des « Affamés » et « Germinal » de Spring Walley, 10 fr. 15. — N., 20 fr. — V., à Montfort, 0 fr. 50. — Deux vieux et un jeune (pour combler le trou), 3 fr. — Un groupe de lecture de portefeuilliste anarchiste, 2 fr. — Un pas content, 0 fr. 50. — X., 50 fr. — Pelotas (Brésil) : Boussard, 5.000 reis; L. Bertin, 5.000; Aug Cousseau, 5.000; M. Herchevin, 1.000; P. Bonnel, 5.000; J.-B. Bronol, 1.000; Couailler, 1.000; Verschoore, 25.000; G. Verschoore, 6.000; A. Gontier, 2.000; Gaston, 2.000; Ch. Verschoore, 1.500. En tout : 56.500 reis; change déduit : 58 fr. Merci à tous.

H., à Angers. — K., à Angoulême. — D., à Amiens. — V., à Roubaix. — A. A., à Estagel (par le *Libertaire*). — M., à Roustchouk. — G., à Moyeuvre. — G., à Cette. — C., à Toulon. — R., à Mornas. — B., à Mirepoix. — F., à Saint-Etienne. — C., à Béziers. — J., à Nogent. — G. B., à Lisbonne. — M., à Rennes. — B., à Sotteville. — L. L., à Saint-Pierre. — C., au Havre. — C., à Marseille. — B., à Marseille. — R. J. D. — G., à Grenoble. — F., à Amiens. — S., à Tunis. — H., à Angers. — M., à Reims. — S. D., à Montluçon.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 5 — DIX CENTIMES — DU 30 MAI AU 5 JUIN 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA PATRIE DES PAUVRES!

De temps en temps, les gros manitous éprouvent le besoin de redorer cette vieille auréole du patriotisme qui commence à se ternir. Et c'est en grande pompe, devant les foules ébahies et volontiers gobeuses, que l'on procède au badigeonnage et à la restauration de l'idole encrassée qu'elles auraient peut-être oubliée sans cela.

Mais comme, sous leur solennité voulue, tous ces rites sentent le truc ! Et certes, les pontifes de ce culte laïque doivent avoir de la peine à se regarder sans rire. Bonne affaire pour eux, néanmoins, tant que leurs grimaces prennent auprès du bon populo.

Voici venir le grand lama, le Président de la République, « portant à sa boutonnière la rosette de Saint-André, *qui n'est conférée qu'aux souverains* » (1). Il arrive royalement, en wagon-salon, pour présenter ses hommages à une personne également auguste, l'impératrice douairière de toutes les Russies.

Et comme ces gens-là se disent bonjour autrement que le commun des mortels, et que sans cesse ils officient (d'où leur nom d'officiels), il leur faut des acolytes décoratifs et un public de fidèles, une galerie.

Autour des deux centres lumineux, sous l'admiration béante et adorante des badauds, évoluent, richement ornés, les archanges punisseurs à l'épée flamboyante, les suisses hallebardiers, tous appareils de compression sociale, princes, généraux, ministres et même hauts dignitaires de la police. Et cet entourage n'est pas sans couleur locale, une couleur locale légèrement ironique, par exemple. En effet, n'est-on pas venu pour resserrer les liens de l'alliance franco-russe, « le plus sûr garant de la paix européenne », et célébrer, comme il convient, la force sous le nom de droit?

Accorde qui pourra les dissonances qu'il y a dans ces accouplements de mots. Mais l'oreille y est faite depuis si longtemps! On pourrait peut-être hasarder une explication. Les aménités princières échangées de part et d'autre, les corbeilles de fleurs offertes, les mamours à toute la nichée impériale, cela signifierait paix. Le décor militaire, à la sanguine, rehaussé de passementerie et d'armes reluisantes, cela voudrait dire guerre. C'est plus subtil que satisfaisant.

Pour moi, je suis stupéfait en entendant ces braves ouvriers des forges de Pompay acclamer avec conviction l'impératrice, et tant d'autres, un peu partout, sur le parcours, y aller aussi de leur : Vive la Russie! Vive F. Faure! Ces bonnes gens s'imaginent donc, sincèrement, que ces porteurs de sabres, de décorations ou de couronnes, ces sinécuristes grassement entretenus à leurs frais, sont les génies pacificateurs de l'Europe et de la France!

Mais les microbes de la putréfaction, qui vivent de la pourriture, l'entretiennent et la développent. Il n'en va pas autrement de ces brillants parasites carnassiers : ils sont nés de la guerre, ils s'en nourrissent, et, lorsqu'elle n'existe pas, ils savent bien l'inventer. Ils représentent, avec un relief violemment accusé, toutes les divisions : divisions de classes, puisqu'ils sont les chefs; divisions de patries, puisqu ils sont les chefs de ce territoire déterminé et non pas d'un autre.

Ils savent fort bien, eux, les prestigieux charlatans, qui font luire un mirage lointain de désarmement progressif, tombé d'en haut comme une manne céleste, qu'ils mentent avec impudence, qu'ils n'auraient qu'à ne plus gouverner, et que cette chose, qu'ils n'ont pu faire en des siècles, serait faite demain par ceux d'en bas. Mais le moyen de ne plus gouverner quand on est le gouvernement? Aussi, est-ce à coups de police correctionnelle, de prison et de Biribi, de tortures épouvantables ou d'exécutions sanglantes, qu'ils maintiennent cette institution dite sacrée, sans laquelle leur pouvoir s'effondrerait. Car les deux réciproques sont vraies : ils ne sont rien sans l'armée, l'armée n'est rien sans eux.

Oh ! ce sont d'habiles politiques, j'allais dire incantateurs. Ils sentent bien que, s'ils réussissaient à fanatiser quelque peu ceux qu'ils terrorisent, leur action serait plus complète et plus sûre. Et ils essaient aussi de ce moyen. Et même, ils choisissent merveilleusement le cadre de leur petite comédie. C'est sur ce terrain de l'Est, si bien préparé par les tragédies récentes, qu'ils vont donner leur patriotarde représentation. Le scénario a ici l'avantage d'être *tout fait* et de s'évoquer spontanément dans l'imagination des spectateurs : l'Alsace-Lorraine arrachée à la France, les villages pillés et livrés aux flammes; des cargaisons de vivres qu'on dut jeter, lors de la reddition de Belfort, pour n'en point faire profiter les Prussiens; partout, les habitants durement rançonnés, ou même, ceux d'entre eux qui résistaient (des plaques commémoratives le rappellent), fusillés sans pitié « contre le droit des gens ».

Avec de tels souvenirs présents à toutes les mémoires, le travail du suggestionneur de foules devient singulièrement facile, surtout quand il se propose de ne provoquer en elles que le superficiel enthousiasme et l'héroïsme peu périlleux qui se répandent en vivats et en clameurs.

Bien sûr qu'il ne faudrait pas venir rompre le charme par une brusque illumination de faits précis. Tout est perdu, naturellement, si vous laissez entrevoir qu'aucun de ces soldats, tant d'un côté que de l'autre, ne savait pourquoi on se battait, et que, seuls connaissaient la raison de l'immense tuerie, les gens considérables qui, des hauteurs, braquaient sur le champ de bataille leurs lorgnettes curieuses.

Avez-vous pénétré ce mystère, que l'Allemagne est notre ennemie, sans que les Allemands soient nos ennemis? Avez-vous entendu dire que, au cours de leur promenade sanglante à travers les bourgades, plusieurs serraient la main aux Français, en pleurant sur leurs femmes et leurs enfants laissés là-bas au fond de la Prusse ou de la Bavière ?

Avez-vous, avec surprise, lu dans l'histoire que nous, Français, condamnés par un devoir absurde à détester les Allemands, nous sommes leurs parents assez proches, étant descendus des Francs, peuplade germaine; et que cette Lorraine et cette Alsace, dont ils nous auraient dépouillés en 1870, nous les leur avions volées nous-mêmes il n'y a pas si longtemps (1) ? Croyez-moi : gardez tout cela pour vous : toutes vérités ne sont pas bonnes à dire; et puis, vous pourriez faire rater cette scène de haute fantasmagorie et magie si bien machinée et si artistement jouée.

Si cependant nous avions cette audace, et si, nous glissant dans les coulisses, nous débinions quelques-unes des ficelles les plus grossières de ces sinistres bateleurs, nous découvririons aisément que leur déesse Patrie, qu'ils font tant resplendir aux rais de leurs crachats étoilés, est une vulgaire poupée remplie de son.

(*A suivre.*) DÉGALVÈS.

(1) Voir le *Journal* du 17 mai 1896.

(1) La majeure partie de l'*Alsace* nous appartenait depuis 1648; mais Strasbourg, seulement depuis 1767, plusieurs fiefs depuis 1789, et Mulhausen depuis 1798.

Quant à la *Lorraine*, elle n'avait été définitivement réunie à la France qu'en 1766.

Le patriotisme rétrospectif des chauvins réclame la limite du Rhin, qui était celle des Gaulois; mais alors, pourquoi ne pas revendiquer aussi la Suisse (Helvétie) et la Belgique, qui étaient gauloises également? et même tout le nord de l'Italie, occupé par les Gaulois (Gaule Cisalpine)?

SCIENCE ET RÉVOLUTION

Avant notre époque d'essor industriel, une grosse fortune représentait déjà nombre de malheureux dépouillés du nécessaire au profit d'un accapareur. Aujourd'hui, la richesse signifie cela encore, mais de plus, aux mains de qui la possède, un monopole, c'est-à-dire une arme terrible d'exploitation. Quand les industries et les métiers exigeaient seulement de la force et de l'habileté servies par des outils simples, l'artisan n'était que dans une mesure restreinte sous la dépendance du plus riche. Mais en même temps que la machine est apparue dans l'industrie et que les procédés agricoles se sont com-

pliqués, le sort des travailleurs s'est trouvé remis au bon plaisir d'une minorité possédante. Plus l'outil se perfectionne, plus diminue le nombre de ceux assez riches pour l'acquérir. Que demain, en telle branche d'industrie, une machine ou un agencement soient découverts, plus coûteux que ceux employés jusqu'à présent, et cette industrie appartiendra corps et biens à quatre ou cinq capitalistes, pas davantage.

Mais en revanche, du jour où assez développée pour s'appliquer utilement à l'industrie, la science a forcé la richesse — par l'appât du gain — à s'adonner aux spéculations industrielles, la richesse — entendue au sens de capitaux accumulés — s'est trouvée par là même virtuellement anéantie. Tant que cette richesse a représenté seulement des jouissances raffinées et stériles, la masse, trop vaine pour les désirer, n'y a pas pris garde. Maintenant qu'elle la voit indispensable à la production des objets de première nécessité, des vivres et des vêtements, elle la veut. En temps d'émeute, les insurgés vont aux boulangeries plutôt qu'aux caves des banques où l'or s'entasse. De même le travailleur révolutionnaire s'emparera de la machine, de la richesse qui travaille, méprisant l'argent, la richesse qui dort. En créant un emploi du capital qui nous fait mieux sentir le dommage et l'iniquité de cette erreur sociale, la science a déjà suscité la haine de la propriété. De là au communisme il n'y a qu'un pas.

*
* *

Des remarques analogues doivent être faites touchant l'autorité. De même que d'immenses progrès dans le domaine industriel et agricole ont apporté à la richesse des moyens d'exploitation qui aggravent, vis-à-vis du pauvre, sa puissance nocive, de même les plus grandes des découvertes modernes, celles à qui l'on doit l'extrême rapidité et la minutie des investigations de toutes sortes — vapeur, électricité, etc., etc. — ont mis le gouverné en une étroite dépendance du gouvernant, ce dernier ayant eu, de par la force qu'il détient, le bénéfice immédiat et absolu de toutes améliorations.

C'est dans le domaine judiciaire que se manifeste clairement cette sanction nouvelle apportée par le progrès scientifique aux volontés de la minorité gouvernante. On comprend sans peine, par exemple, l'avantage du télégraphe pour organiser dans un même pays ou à travers le monde, si besoin est, la chasse au délinquant. L'anthropométrie réalisa un nouveau progrès de l'inquisition judiciaire. On sait en quoi consiste le système. Les mesures les plus variables de l'un à l'autre, c'est-à-dire les plus caractéristiques de chacun, sont relevées soigneusement. Un portrait du détenu, du prévenu ou simplement du suspect est joint au dossier. Le moyen est plus sûr que l'antique marque au fer rouge.

Le malheureux contraint jadis d'enfreindre un contrat social, pour lui trop désavantageux, était promis aux pires châtiments. On pâlit au seul énoncé des tortures moyenâgeuses. Du moins, les chances qui lui restaient d'échapper aux juges et aux bourreaux étaient innombrables : elles sont à peu près nulles aujourd'hui. Si la répression du même délit est moins cruelle, elle est en revanche plus fréquente. La loi frappe moins fort, elle atteint plus sûrement.

Telle mesure qui peut paraître modérée à première vue s'aggrave des procédés minutieux que le pouvoir répressif emprunte aujourd'hui aux diverses branches du progrès scientifique. Un exemple lumineux de ce fait nous est fourni par les mesures de surveillance prises en France, après des événements mémorables, contre telles catégories de révolutionnaires. Il y a quelque vingt ans le dommage de telles décisions n'était pas excessif à l'endroit des intéressés. La difficulté de signaler d'une façon un peu précise aux gens de police en chaque localité chaque individu coupable d'un délit d'opinion atténuait dans une large mesure cet attentat à la liberté de croire. De nos jours, grâce aux procédés anthropométriques, le nouveau service de surveillance fut rapidement et minutieusement organisé. En quelques semaines « fut dressé un dictionnaire illustré des personnalités anarchistes de Paris et de la province, rangées par ordre alphabétique et d'après leur type de physionomie ». Un exemplaire de l'ouvrage fut transmis à chaque commissariat. Chaque agent dut l'étudier afin d'apprendre les traits de ceux qu'il fallait reconnaître et surveiller. A partir de ce moment, aucun des individus rangés, à tort ou à raison, parmi cette nomenclature n'eut le droit d'être seul avec lui-même ni inconnu quelque part. C'est, comme on voit, le dernier cri de la guerre à la pensée avec la dernière tactique de la chasse à l'homme.

Contre les révoltes collectives, les procédés de la guerre moderne et les raffinements obtenus dans les engins de meurtre sont pour le pouvoir autant de garanties contre l'individu. A l'heure actuelle, un mouvement dans la rue n'a chance de succès qu'entrepris dans de colossales proportions et facilité par des intelligences avec l'armée. L'histoire des siècles passés, au contraire, est pleine de petites émeutes spontanées et victorieuses.

Pour s'apercevoir que jamais, à aucune autre époque, n'exista telle mainmise de l'Etat sur le citoyen, pas n'est besoin de contrevenir d'intention ou de fait aux volontés d'en haut. Si l'on étudie le mécanisme d'information et de surveillance dont dispose chacune des administrations où nous ressortissons au point de vue militaire, civil, fiscal, etc... on a la sensation très nette de vivre à toute heure sous l'œil et le contrôle d'un maître. L'expérience d'ailleurs est aisée. Terrez-vous incognito dans le plus petit village : avant quelques semaines, pour ceci ou cela, vous devrez prendre contact avec un représentant de la force publique. Si dans vingt-quatre heures on a besoin sur vous de tel renseignement, vous serez découvert et visité au bout des vingt-quatre heures.

Les intentions tyranniques des absolutismes révolus furent souvent tenues en échec par des obstacles matériels impossibles à vaincre, en première ligne l'extrême difficulté de communications. Des protections naturelles défendaient les personnes contre les entreprises du pouvoir, si scélérates fussent-elles. Et longtemps il fut vrai que l'on était plus libre selon que plus loin du maître.

Aujourd'hui, en chaque pays, les plus infimes agglomérations sont pourvues d'un fonctionnaire en relation quotidienne avec l'autorité supérieure et centrale par le jeu hiérarchique de nombreux intermédiaires. Or, jusqu'à la vapeur et jusqu'au télégraphe, furent impossibles les centralisations formidables par lesquelles, aujourd'hui, une décision du pouvoir en quelques heures atteint effectivement plusieurs millions d'hommes.

Et non seulement l'Etat pour le rôle qu'il poursuit, d'asservir et diminuer l'individu, use largement des innovations introduites par la science dans la vie moderne, mais encore les monopolise, les centralise à son profit, de sorte que l'individu, pour réagir contre l'autorité son ennemie, ne profite des mêmes moyens que d'une façon partielle et très imparfaite.

Nous avons donc fort peu gagné à ce que le pouvoir se manifeste de nos jours d'une façon moins brutale que par le passé, offrant même au citoyen certaines garanties contre lui-même, puisque des moyens de coercition nouveaux et très perfectionnés nous livrent à lui plus sûrement. Et voilà pourquoi il fut remarqué si souvent que jamais peut-être l'individu ne fut moins libre, au vrai sens du mot, qu'à notre époque de libre examen, de presse libre et de suffrage libre.

C'est ce que n'aperçoivent pas ceux occupés de bonne foi à célébrer la disparition des servitudes anciennes. Les libertés acquises sont à peine des compensations suffisantes au surcroît de despotisme inhérent à l'exercice de l'autorité dans les conditions de la vie moderne, et des garanties morales remplaçant les défenses naturelles tombées peu à peu devant l'ingéniosité humaine.

Il semble qu'on doive enregistrer là une de ces grandes lois dominant l'évolution des sociétés et d'après laquelle le pouvoir nominal de l'homme sur l'homme tendrait vers zéro, tandis que progresserait vers l'infini le développement scientifique conférant seul la puissance réelle, la puissance qui affranchit au lieu d'asservir. Aux époques où l'effort humain se brisait contre les résistances adverses de la nature inanimée, ceux parvenus au pouvoir prétendaient aux absolues dominations. Aujourd'hui où l'évolution scientifique nous confère sur les forces naturelles une puissance plus vraie que celle attestée par les insignes et les formules du commandement, l'autorité commence à nous paraître illégitime et nous la répudions ou tout au moins la dissimulons à l'aide de subterfuges, tel le parlementarisme.

Malheureusement, cette sorte de balancement et d'équilibre est lent à s'établir et, cela va sans dire, au détriment de l'individu, car l'autorité n'abandonne qu'à regret quelques-unes de ses prérogatives, tandis que se succèdent rapidement les innovations dont elle use pour rendre plus oppressifs et vexatoires les droits si nombreux encore qui lui demeurent.

Mais l'incompatibilité du pouvoir réel de l'homme sur la nature avec celui conventionnel et factice de l'homme sur l'homme n'en reste pas moins démontrée. Et il nous suffit de constater ce rapport entre l'accroissement de l'un et la diminution de l'autre, pour comprendre que la disparition prochaine et complète de l'autorité est présagée très clairement par l'état avancé où nous sommes du développement scientifique; puisque les protections naturelles — vaincues successivement — ne nous défendent plus contre les entreprises des plus ambitieux, il importe que l'indépendance et l'égalité s'affirment en nos mœurs, telles des barrières morales en place des barrières matérielles disparues.

Et bientôt, les inconscients, dociles encore aux gouvernements et aux hiérarchies, apercevront le danger de concentrer les forces terribles domptées par le savoir humain entre les mains et au bénéfice de quelques-uns.

*
* *

L'humanité est trop puissante aujourd'hui pour que cette puissance demeure, sans troubles graves, l'apanage d'un petit nombre de dominateurs politiques ou économiques. La période d'accumulation et de sacrifice touche à sa fin, celle de répartition et de jouissance doit commencer. Riches de la vraie richesse, possesseurs de la puissance réelle, seule l'obstination d'une classe nous oblige à vivre selon le temps où le plus puissant et le plus riche était au regard d'aujourd'hui faible et pauvre. Le grand malaise qu'on sent peser sur notre époque durera autant que notre hésitation à bannir de nos mœurs ce contresens.

Mais pour admettre la nécessité d'un nouvel arrangement à intervenir entre les hommes, il faut le pouvoir déduire — comme nous avons fait — du bilan exact de notre actuelle puissance sociale. Or la masse est très mal placée pour procéder à cette évaluation, et s'apercevoir qu'autorité et propriété sont de plus en plus incompatibles avec les conditions de la vie moderne. La minorité capitaliste et gouvernante, en effet, accapare les plus clairs bénéfices du progrès, ce qui a pour résultat de masquer à la foule le rôle libérateur de la science. De plus, elle déprécie, d'apparence tout au moins, et falsifie le taux de notre pouvoir social en faisant obstacle à l'usage complet et rationnel des forces acquises.

Aussi serait-il dangereux de s'en remettre uniquement — comme certains préconisent —

au progrès scientifique pour amener les transformations sociales nécessaires. Sans doute, chaque accroissement de la puissance humaine porte en soi une invite à lui rendre nos mœurs adéquates. Mais cela ne veut pas dire que les ordres ainsi notifiés par la science parviennent directement à ceux qui ont seuls intérêt à les exécuter. En admettant même que ce progrès puisse continuer sans être sustenté et encouragé par une atmosphère sociale moins étouffante, — ce qui nous paraît improbable — il ne semble pas que cette leçon de choses, si éloquente soit-elle, puisse, toute seule, éclairer l'individu et l'induire à l'action. Et cela précisément à cause du régime de propriété et d'autorité dont il s'agit de sortir.

En une société libre et communiste, — ce qui ne veut pas dire, remarquons-le, une société définitive — il est évident que toute heureuse modification de la vie matérielle serait suivie naturellement et sans secousse d'une amélioration équivalente dans les rapports sociaux, parce qu'il y aurait alors entre le milieu et l'individu correspondance rigoureusement exacte. Mais il ne saurait être question, pour le moment, d'une telle identification, puisque autorité et capital n'ont d'autre rôle que dérober à l'individu la connaissance du point de l'évolution où il se trouve et, par suite, des ressources dont il dispose. De toute nécessité, jusqu'à la disparition de ces deux principes d'isolement et d'ignorance, et pour hâter cette disparition, il faut donc, afin de remédier à l'insuffisance de l'éducation normale de l'homme par la réalité, créer artificiellement, en quelque sorte, une adéquation de la volonté morale à la réalité matérielle. Et c'est à cette tâche précisément que l'action révolutionnaire trouve son emploi comme sa justification.

CHARLES-ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Rappelant l'anniversaire de l'assassinat d'Emile Henry, le *Libertaire* avait publié dans son dernier numéro diverses pensées inédites, écrites, pendant son séjour à la Roquette, par le jeune révolté. Comme tous les gens intolérants et couards, la bourgeoisie n'aime pas qu'on lui reproche ses vilenies. Aussi s'est-on empressé de saisir le numéro jugé séditieux. Comme si la saisie d'un journal empêchait le fait accompli, effaçait le sang versé!

Le spectre de leur victime les fait encore trembler!

⁂

Mardi, 26 mai, grand aplatissement de notre « fière patrie » aux pieds de l'autocrate russe. Durant la semaine précédente, toute la valetaille journalistique, candidats porte-queue, aspirants « vidous de pots » de quiconque détient pouvoir et fortune, ont rivalisé de platitude, s'évertuant à imaginer quelque somptueuse bassesse pour mieux honorer le pendeur de toutes les Russies. Tel propose un pavoisement général de la France entière, un licenciement universel des écoles; la fermeture de tous les établissements publics, etc. Tel autre émet le vœu qu'un grade dans l'armée soit conféré au tsar. Ce dernier vœu — et c'est dommage — ne sera pas exaucé. Songez donc! Après un tel précédent, l'empereur d'Allemagne, roublard, n'aurait qu'à agir de même avec notre Président de la République, et force serait alors, par politesse, de lui rendre la pareille! Horreur!...

Eh! il est un moyen bien simple: qu'on nomme le tsar président de la République; comme il n'en peut y avoir qu'un, Guillaume se tiendra coi.

⁂

Le *Figaro* s'indigne de ce que des employés de la régie aient perquisitionné chez un monsieur très bien, soupçonné de faire usage de cigarettes de contrebande. Nous sommes loin, certes, d'approuver ces mesures vexatoires; mais quand, il y a deux ans, la police déchaînée se ruait en délire chez d'inoffensifs travailleurs, sur un vague soupçon d'anarchisme, leur faisant perdre leur gagne-pain et même les traînant en prison pour des mois, le *Figaro* s'est tu; bien mieux, il approuvait! L'arbitraire n'est il répréhensible que lorsqu'il frappe les « gens du monde »?

⁂

Ces messieurs du Palais se lamentent. Point d'affaire sensationnelle, point de beau petit crime, point de cause croustillante et grasse à déguster dans la pénombre des cours d'assises. Point d'adultère retentissant, point de viol alléchant, point de guillotinade en perspective! C'est à désespérer de la criminalité publique!

⁂

Dimanche dernier a eu lieu au Père-Lachaise la manifestation habituelle au mur des Fédérés. Les mesures de police avaient été plus importantes qu'à l'ordinaire. Mais comme aucun de tous ces chiens enragés n'a éprouvé le besoin de mordre quelqu'un, il n'y a eu aucun trouble.

⁂

L'*Eclair* de mardi matin parle d'une manifestation qui aurait eu lieu dimanche, à Brévannes, à l'occasion de l'anniversaire de la mort d'Emile Henry. D'après ce journal, une collision aurait été sur le point de se produire entre les gendarmes et les manifestants, qui auraient sorti leurs revolvers pour se défendre contre les Pandores. Devant l'attitude des camarades, le brigadier a compris qu'il était plus sage de laisser faire.

N'étant pas partisans de ces petites processions à date fixe, nous ne nous y étions pas rendus. Mais si nous devons en croire l'*Eclair*, il se trouvait dans le nombre des manifestants des gens qu'il nous aurait plu de voir les bons camarades présents renvoyer à la Préfecture de police, où leur place se trouve mieux que dans une manifestation anarchiste.

⁂

Une réunion organisée par différents groupes doit avoir lieu mardi soir pour protester contre l'avachissement franco-russe. Les nécessités de la mise en pages nous forcent à en renvoyer le compte rendu à la semaine prochaine.

⁂

LE HAVRE. — Les ouvriers sans travail ont manifesté devant la mairie contre la suppression des bons de fourneaux qui leur étaient précédemment distribués. Le maire étant absent, on les envoya au diable. Ils ont alors jeté des pierres dans les vitres de l'hôtel de ville. Aussitôt la distribution des bons de fourneaux a recommencé.

Quand le peuple se fâche, il obtient tout ce qu'il veut.

⁂

LE MANS. — A signaler, aux dernières élections municipales, 6.696 abstentions sur 15.713 électeurs inscrits, soit près de la moitié.

ANDRÉ GIRARD.

Russie.

PEUR DE LA BOMBE. — Voici l'ordonnance de police qui est affichée sur tous les édifices publics ou exposée derrière les vitrines des grands magasins :

I. Le 9 mai, jour de l'entrée triomphale de Leurs Majestés Impériales, l'entrée des maisons et autres édifices situés sur tout le parcours du cortège, depuis l'Arc de triomphe jusqu'au Kremlin, n'est permise qu'aux personnes munies de billets délivrés d'avance par un membre d'une Commission spéciale.

II. La liste des personnes admises dans ces édifices le jour de l'entrée solennelle sera imprimée en trois exemplaires et présentée, avant le 20 avril, aux membres de la Commission spéciale.

III. Les billets seront *au porteur, sans droit de transmission.*

IV. Le jour de l'entrée solennelle, chaque propriétaire est tenu de contrôler les billets présentés par les personnes auxquelles l'entrée de la maison est permise. Le propriétaire est responsable si une personne non pourvue de billet pénètre dans la maison.

V. Les propriétaires, les portiers, les concierges sont tenus d'exécuter les ordres suivants :

1° Depuis l'heure de minuit, la veille du 9 mai, les portes et les entrées de toutes les maisons situées sur le parcours du cortège doivent être verrouillées et cadenassées.

2° Les clefs de toutes les entrées doivent être remises au portier en chef qui doit garder son poste près des portes donnant accès sur la rue, pendant toute la durée de la cérémonie.

3° Personne n'est admis dans les maisons indiquées à l'exception de leurs locataires et des autres personnes munies de billets spéciaux. Aucune personne étrangère n'est admise sans un *permis* de la police.

4° Les portes et les fenêtres des appartements situés au rez-de-chaussée doivent être hermétiquement fermées.

5° Défense est faite aux spectateurs de se placer devant les maisons.

6° Il est absolument interdit aux propriétaires ou aux gérants des maisons de permettre aux spectateurs l'accès des mansardes ou des toits.

7° La veille du jour solennel, les scellés seront apposés à l'entrée des mansardes par un membre de la Commission spéciale.

8° Tous les escaliers extérieurs qui donnent accès aux mansardes (escaliers de sauvetage) doivent être cloués de planches jusqu'à une certaine hauteur, afin d'empêcher l'entrée des spectateurs.

9° Il est permis cependant d'ouvrir les fenêtres et de se mettre aux balcons; mais le nombre des occupants sera fixé par un membre de la Commission spéciale.

(*Rousskiya Wédomosty* du 2 mai 1896, n° 120.)

Italie.

Le compagnon Roberto d'Angio est en prévention dans l'île de Ventotenne. Cela vient de ce qu'il a été arrêté le 20 mars, avec le compagnon Gavilli, pour avoir protesté contre le directeur de la colonie pénitentiaire de Tremiti. Il pense être bientôt jugé avec vingt-deux autres camarades accusés de rébellion.

Hollande.

ROTTERDAM. — Il vient de se produire une grève importante à Rotterdam.

A la suite du conflit avec la maison Muller et Cie qui avait fait usage de grues électriques pour le déchargement de ses navires, mesure ayant pour effet de réduire l'équipe de trois ouvriers, les déchargeurs ont créé une association très puissante et exposé aux courtiers du port (cargadoors) leurs réclamations concernant les salaires. Aucune entente ne put d'abord s'établir; et à la suite d'une réunion de 3.000 ouvriers environ, la grève générale fut décidée.

Aussitôt l'autorité prit une foule de précautions exagérées : un vaisseau de guerre, *Dufa*, croisait sur la Meuse, pendant que les grenadiers, les marins, la garde civique et la police sont sur pied. Samedi, 9 mai, des centaines de compagnons se sont rendus à Wageningen et à Schiedam pour exercer une pression sur leurs camarades de ces deux ports. La manœuvre réussit et les navires pour le compte de maisons rotterdamoises durent se diriger vers d'autres ports pour être déchargés. Aujourd'hui tout est fini; les ouvriers ont obtenu satisfaction et le travail a repris.

LES PÉRIODIQUES

Langue française.

Lu dans le *Devenir Social* du mois de mars 1896 (page 226) :

« Ces auteurs (les auteurs anarchistes) construisent le monde avec des abstractions et se donnent « beaucoup de mal pour dessécher et momifier les « choses qu'ils étudient, pour n'en retenir que des « formules sans vie. MM. Kropotkine et Reclus *ont « été, d'ailleurs, particulièrement préparés à cette « œuvre par la nature de leurs études; le premier est « surtout un géologue, le second un géographe; il « n'existe pas de systèmes de connaissances plus sèches « que ces deux-là.* »

Parler de la sorte de la géologie et de la géographie, cela uniquement pour dire quelque chose de désagréable à nos amis, c'est raide. M. G. Sorel ne connaît peut-être pas d'autre géographie que celle qu'on lui apprit à l'école. Ainsi tout s'expliquerait. Pauvre potache!!

BIBLIOGRAPHIE

Souvenirs d'un matelot (1), par Georges Hugo.

C'est un recueil de notes recueillies au cours du temps que l'auteur, engagé volontaire, a passé dans les équipages de la flotte. Et, cela est fatal, à son premier pas dans la hiérarchie, il semble au nouvel engagé qu'il met les pieds dans un bagne; son premier contact avec les galonnés lui fait éprouver la sensation d'une déchéance de son individualité.

Oh! ce militarisme sous lequel on essaie d'étouffer les générations présentes, cette monstrueuse machine à broyer les caractères, heureusement qu'il porte son remède en lui-même, et qu'il répugnera toujours aux hommes de *cœur*.

Sa brutalité féroce et grossière, son insconcience de la dignité humaine, la stupidité de ses règlements, sont, heureusement, les antidotes qu'il porte en même temps que le virus que l'on essaie d'inoculer, dès l'école, aux jeunes générations présentes.

Tous ceux qui pensent, et ont le respect d'eux-mêmes, qui ont eu à passer par les étamines de l'armée, en sont sortis révoltés. Meurtris par la discipline, cela les a fait se demander de quel droit on disposait de leur liberté, de leur intelligence, de leur existence. Ceux qui se dénomment eux-mêmes « des intellectuels » ne sont pas allés plus loin que cela: ils se sont cabrés contre la discipline, parce que l'on essayait de « l'appliquer à des hommes de leur valeur ». Si on s'était contenté de continuer à l'appliquer à la seule « vile multitude », ils n'auraient rien eu à dire. Ceux-là ne nous intéressent pas.

Mais en d'autres, sous la pression du fait brutal, le cerveau s'est éveillé à des conceptions nouvelles. Réfractaires à l'horrible pression morale et matérielle qu'on leur faisait subir, ils en sont venus à discuter la légitimité de l'institution et à la trouver absurde et illégitime. C'est au nom de la dignité humaine qu'ils ont protesté contre l'arbitraire; c'est au nom de tous qu'ils ont jeté l'anathème à cette broyeuse de cerveaux et d'individus.

C'est à ce titre que nous saluons le livre de M. Georges Hugo. C'est au nom de la conscience humaine qu'il proteste contre la tyrannie et l'arbitraire. Son livre peut prendre place dans notre bibliothèque anarchiste, à côté de l'*Homme qui tue* de H. France, *Au port d'armes* de Fèvre, *Sous-offs* de Descaves et *Biribi* de Darien. C'est le meilleur éloge que nous puissions en faire.

J. Grave.

*
* *

Nous avons reçu :

L'Enfance malheureuse, étude sociale, par P. Straus; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Devoir socialiste, par Serge Fidelis; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Esprits logiques et esprits faux, par Fr. Paulhan; 1 vol., 7 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Le Bien et le Mal, par E. de Roberty; 1 vol., 2 fr. 50, même librairie.

Une grande lutte d'idées dans la Chine antérieure à notre ère, par L. de Rosny; une brochure chez E. Leroux, 28, rue Bonaparte.

La Voix des choses, par E. de Saint-Auban; 1 vol., 3 fr. 50, chez Pedone, 13, rue Soufflot.

Le Pain gratuit, par Barrucand; 1 vol., 1 franc, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Nous avons aussi reçu de Buenos-Ayres, de la maison Tonini, éditeur, 1200 Piedad, l'édition espagnole, petit format, de la *Société future*, traduction du Dr Louis Marco.

La même traduction est parue à Madrid, à la *España Moderna*, cuesta de Sto Domingo, 16. Mais elle n'est pas à la portée de toutes les bourses, car elle se vend 8 francs.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 30 mai, à 8 h. 1/2 précises, salle Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat.

Dans sa dernière réunion, le groupe a décidé que pour mieux hâter l'installation de la bibliothèque dans un local pour y faire des causeries, des listes de souscription seraient mises à la disposition des camarades qui s'intéressent à cette œuvre.

*
* *

Samedi 30 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Belle Polonaise, rue de la Gaîté, grande réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : 1° Les causes de nos souffrances; 2° La révolution de demain.

Entrée facultative.

*
* *

Troyes. — Les Libertaires Troyens se réunissent tous les dimanches chez Protat, marchand de vins, rue Charbonnet, 6.

Ils font appel à tous ceux qui pensent que l'étude est le meilleur moyen de parvenir à l'émancipation pour qu'ils les aident de leur appui moral et matériel, afin de pouvoir bientôt mettre à la disposition de tous, sans obligation ni cotisation, les livres de philosophie libertaire.

Les camarades de tous pays sont priés d'envoyer à Mortperrin, 46, Mail des Charmilles, les livres, brochures, etc., dont ils pourraient disposer.

*
* *

Marseille. — Les copains se réunissent tous les jours chez Vidal, marchand de vin, 40, rue du Musée.

*
* *

Lyon. — *Bibliothèque Sociologique.* — Beaucoup de camarades ont répondu à notre appel, mais beaucoup aussi qui nous avaient promis leur concours n'ont pas encore donné signe de vie; que ceux-ci se hâtent donc et sous peu la Bibliothèque fonctionnera.

Il faut que les camarades se pénètrent bien de cette idée que la création d'une bibliothèque, qui aurait pour but l'éducation du peuple en dehors de la routine officielle, en mettant à sa disposition des ouvrages combattant les préjugés et l'erreur, est de la plus grande utilité.

Rappelons-nous que la bastille de l'ignorance est la plus dure à démolir. Et n'est-ce pas à nous qui luttons aussi pour le triomphe de la vérité qu'appartient d'entreprendre cette tâche?

Pour cela, que faut-il? — un peu de bonne volonté de la part des camarades. Faisons donc preuve enfin d'initiative, et nous verrons bientôt le succès couronner nos efforts, car ils sont légion les travailleurs qui ne demandent qu'à savoir. Aussitôt que nous aurons recueilli un certain nombre d'ouvrages, nous louerons un local. La Bibliothèque sera ouverte deux ou trois jours par semaine à tout le monde.

Les camarades qui en bouquinant trouveraient à acheter des ouvrages sociologiques ou ayant tout au moins une portée sociale sont priés d'en aviser le camarade Desgranges, rue du Bœuf, 14 : ils le trouveront tous les jours, de midi à 2 heures et les lundis, de 7 heures à 9 heures du soir.

*
* *

Reims. — Les turpitudes et les compromissions qui viennent d'avoir lieu ici lors de la dernière période électorale semblent disposer beaucoup de travailleurs à abandonner les formes légales et à se rallier à nos idées. Un certain nombre de camarades ont pensé qu'il y avait lieu de former un nouveau groupe d'études, ainsi que de prendre une nouvelle ligne de conduite vis-à-vis la propagande. En conséquence, ils ont décidé de convoquer tous les camarades de Reims, ainsi que tous ceux qui sont sympathiques à nos idées, à se trouver à la réunion qui aura lieu le vendredi 6 juin prochain, salle Vanny, à 8 h. 1/2 du soir, où il leur sera donné connaissance des nouveaux projets en vue, ainsi que de la nouvelle ligne à adopter.

Pour le groupe :
Emile Liénard.

*
* *

Pour compléter nos collections de journaux anarchistes, nous désirerions retrouver :

La Misère (Bruxelles), nos 5 et 6.

L'Homme libre (Bruxelles), 1re année : de 1 à 12, 28, 29; 2e année : 1, 2, 4 et 9.

La Liberté (Bruxelles 1886), nos 8 et 16.

L'Avenir, de Suisse : du no 5 inclus à la fin.

Terre et Liberté, de Paris, no 18.

L'Egalitaire (Genève), no 2.

*
* *

Croyant posséder un plus grand nombre de 5e année de la Révolte, *nous nous en sommes dégarnis; or, il nous en faudrait* deux *que nous avions promis à la* Verrerie Ouvrière. *Les camarades qui pourraient nous les céder nous rendraient service, et nous leur remettrions en place soit une 4e, 6e ou 7e année, soit à choisir dans les 1re, 2e ou 3e année incomplètes.*

*
* *

La semaine prochaine paraît la seconde feuille de notre album : Femmes ramassant du bois, *dessin de Pissarro père, 1 fr. 15 franco. Epreuve de choix, 3 fr. 15.*

BOITE AUX ORDURES

« Voici la lettre que j'ai reçue hier matin :

« Mon cher ami,

« Comment fêter en France le couronnement du Tsar? C'est bien simple.

« Quand un peuple est en fête, son premier mouvement est de pavoiser ses maisons.

« Pavoisons les nôtres le jour où l'empereur Nicolas II sera sacré à Moscou.

« Jamais nous ne trouverons d'occasion meilleure. Sans médire de celle que nous offrit la réception de l'escadre russe, l'allégresse de cent millions d'hommes est sans doute un fait plus rare que la visite d'une centaine de marins.

« Voilà l'idée. Je vous la livre, ne trouvant pas pour elle de meilleur patronage que celui de tous les journaux et d'abord du vôtre, toujours au premier rang quand il s'est agi de servir la cause de l'alliance franco-russe.

« Faites-en part à vos confrères. Il n'en est pas un, j'en suis sûr, qui ne s'empresse de vous aider à en propager l'écho. La presse a un pouvoir magique. Qu'elle en fasse l'épreuve une fois de plus.

« Chaque maison française a ses drapeaux français et ses drapeaux russes. Qu'elle les arbore le 26 mai, pour Dieu, pour le tsar, pour la patrie, — celle d'ici comme celle de là-bas.

« Bien affectueusement à vous,

« X... »

« Qu'en pensent mes confrères?

« Sans doute ce que j'en pense moi-même : que nous trouverons rarement plus belle occasion de nous unir dans un même élan de patriotisme, dans une même démonstration de sympathie pour le grand et vaillant peuple dont nous avons conquis et dont nous saurons garder l'amitié. — Arthur Meyer. »

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Saint-Denis. — Bon. Entendu, ayez l'obligeance de passer tous les mois chez le vendeur.

E., à Halle. — La *Bibliographie* dont il est parlé dans le numéro 3 est une brochure que préparent les amis de Bruxelles et qui contiendra la liste de toutes les œuvres anarchistes. Non, Guyau n'était pas anarchiste, mais son œuvre l'était.

Holland, à Rotterdam. — 1 fr. à notre administration. Reçu mandat.

L'Effort, Toulouse. — Pas reçu le numéro 2.

B., à Port-Saint-Louis. — Reçu mandat. N'avons pas la brochure en question.

N., à Toulouse. — Par erreur nous avons réexpédié une épreuve de l'album.

Merci au camarade qui a expédié le numéro 1 de la *Revue anarchiste*.

E., à Cette. — Envoyez encore 0 fr. 75 et vous nous aurez souscrit pour 5 feuilles de l'album.

Reçu pour la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* de Bruxelles 1 franc de P. E., à Halle.

Reçu pour le journal : F., au Mans, 10 fr. — L., rue Saint-Maur, 1 fr. 25. — R., 1 fr. — Spring Walley, souscription par B., 16 fr. 20. — Johnson, à Lausanne, 15 fr. — Securis, 2 fr. — Sanoy, 5 fr. — Bénéfice de la soirée familiale donnée le 23 à Marseille : 34 fr. 50. Merci à tous.

C., à Como (par le *Libertaire*). — H., à Bucharest. — S., à Lyon. — M., à Troyes. — G., à Maçon. — M., à Saint-Uze; D., à Morez; S., à Albi (par la *Sociale*); F., à Saint-Denis; C., à Lavandou. — V., à La Haye. — L., à Bruxelles. — N., à Toulouse. — Mme D., à Montluçon. — B., à Brest. — G., à Roustchouk. — G., à Tarrasa. — B., à Seraing. — G. R., à Aiglemont. — S. V., à New-York. — G., à Tarare. — S., à Albi. — F. F., à Velletri. — V., à Marseille. — C., à Grenoble. — G. G., à Edimbourg. — G., à Beaucaire. — P. E., à Halle. — E., à Cette. — J. M., à Reims. — J. H., Rotterdam. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente
à New-York
Chez S. F. Vanni, 532, West Broadway.

(1) 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 6 — DIX CENTIMES — DU 6 AU 12 JUIN 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Jusqu'à présent nous avons fait tout ce qu'il nous était possible pour paraître à l'heure et éviter une interruption. Nous sommes à bout. Cette semaine encore nous ne paraissons qu'en empiétant sur le budget à venir. Pour pouvoir paraître la semaine prochaine, il faut que nous trouvions, au bas mot, 400 francs en plus de nos recettes ordinaires. Comme rien ne nous fait prévoir une telle rentrée, nos lecteurs ne seront donc pas étonnés si le prochain numéro ne leur arrivait pas à l'heure habituelle.

LA VOIX DES CHOSES [1]

Saint-Auban est connu comme avocat, mais, contrairement à beaucoup d'avocats et autres orateurs en renom, ce n'est pas une machine à parler. Ce qu'il dit, il le sent, et lorsqu'il s'avise de les écrire, ses paroles ne perdent rien de leur saveur. C'est que, ici, l'orateur est doublé d'un fin lettré, d'un artiste et d'un convaincu.

Mais, — cela tient à des influences de milieu et d'éducation sans doute — Saint-Auban n'est pas de notre époque. Aux temps jadis, il aurait endossé le froc pour évangéliser les populations, ou endossé la cuirasse pour aller conquérir le tombeau du Christ. Saint-Auban est chrétien : il croit à la nécessité du « Maître » aussi bien sur la terre que dans le ciel. Pour lui, les hommes, de par la tare originelle, sont mauvais et ont besoin d'un pouvoir tutélaire pour les guider dans la voie de l'harmonie et de la vertu. O illogisme ! pour lui, les hommes seraient des loups entre eux, s'ils étaient laissés libres, et il croit pouvoir trouver parmi eux les anges qu'il faudrait pour remettre entre leurs mains cette arme redoutable : l'autorité !

Il fréquente les Palais, dits de « Justice » ! et, s'il en sort écœuré, cela n'ébranle nullement sa foi en la possibilité de trouver un jour des hommes assez forts, assez intègres, à l'esprit assez droit, pour distribuer cette chose si subtile, si ténue, que l'on nomme la justice et qui varie avec les degrés d'éducation, se transforme selon le point de vue où se place celui qui se croit apte à décider !

Il voit l'ignominie de nos gouvernants, il les attaque sans merci, et il espère en la venue « d'élus » qui sauraient exercer l'autorité, sans passion, sans faiblesse, pour le bien de tous !

Il ne nie pas les défauts, la cupidité et l'ambition du clergé actuel, et il ne cesse de nous vanter la charité, l'esprit de renonciation, l'humilité des « hommes de Dieu », tels qu'il les voit, — dans le passé, et les désire — pour l'avenir !

∴

C'est que Saint-Auban est un poète, un rêveur, un mystique. Les choses du passé, il ne les voit qu'à travers les légendes, à travers ses illusions. Le catholicisme ne lui apparaît qu'au travers de l'Evangile tel qu'il l'a compris ; pour lui, les « crimes de l'Eglise » ne sont que des accidents dus à l'imperfection humaine et n'entachant en rien la pureté du principe, ou ne sont que des contes inventés par les Homais et les frères trois points.

De la royauté, il ne connaît que la gloire et sa mission prétendue divine ; de la noblesse, il ne connaît que la légende chevaleresque. Aussi, avec une vision semblable des choses, inutile de dire s'il est écœuré des infamies journalières qu'il voit se dérouler à nos yeux, et s'il sait les frapper d'estoc et de taille. Ce sont des coups dignes du paladin Roland qu'il assène au géant social qui nous étouffe, mais, hélas ! ce n'est qu'au nom du passé qu'il guerroie ; s'il combat les maîtres actuels, ce n'est que pour nous chanter les mérites de ceux du passé. Il a bien un avenir, mais cet avenir, il faudrait rebrousser chemin pour l'atteindre.

Et en cela, il est sincère. Il croit ainsi, on ne peut lui en vouloir. Les croyances ne se discutent pas. On croit ou on ne croit pas ; le raisonnement ne peut rien contre la foi, tant qu'elle n'a pas été entamée par le doute.

∴

Le matérialisme, voilà l'ennemi. Comme tous ceux qui croient en un Créateur, l'auteur reproche à la science de ne pas avoir d'explication pour tous les phénomènes dont elle recherche la cause.

Pour lui, l'évolution ne dit rien, mais il trouve très rationnel que la baguette magique du Créateur réponde à tout. Avec une explication semblable, on peut, en effet, *ne pas être embarrassé* d'explication. Lorsqu'il n'a pas trouvé de réponse à ses recherches, le savant — non la science qui n'est qu'une abstraction — s'arrête et avoue son ignorance ; ce qu'il n'a pas trouvé, d'autres le trouveront sans doute, et cela arrive de temps à autre ; le croyant, lui, a une réponse toujours prête : « l'intervention divine » ! Mais nous ne croyons pas que les fées et les enchanteurs des contes populaires aient jamais fait autorité, même pour ceux qui, comme Saint-Auban, croient à la Providence. Que ne s'aperçoit-il que sa Divinité découle des mêmes sources ?

Mais ici, la haine du croyant est doublée de celle du rêveur, de l'artiste. Pour lui, le matérialisme est une chose grossière, froide, mathématique, sans idéalité. Eloigné de la philosophie évolutionniste de par son éducation sans doute, il n'en connaît que ce qu'en ont dit les spiritualistes et il s'imagine que, pour prendre de la poésie, les choses ont besoin d'être vues au travers d'une fantasmagorie d'âme, de ciel, d'immatérialité, et toute sorte d'autres choses tout aussi vagues.

Ainsi, pour lui, la solidarité est inférieure à la charité parce qu'elle « n'implique pas l'amour de son semblable ».

Comment, s'il n'était aveuglé par la foi, Saint-Auban qui est un intelligent pourrait-il avancer une énormité pareille !

Que m'importe que celui qui me fait la charité ait le cœur débordant d'amour, s'il continue à profiter d'une situation sociale qui me fait, moi, exploité, et lui exploiteur ! Que peut la charité avec ses largesses, si multipliées soient-elles, contre une organisation sociale qui exige que, pour qu'il y ait des gens en puissance de faire la charité, il y ait des exploités dont ils absorbent le travail ?

La solidarité une œuvre froide ! une charité sans yeux ! Et où donc a-t-on pris cela ? Nous ne voulons plus de l'aumône, si exubérante d'amour soit-elle, parce qu'elle avilit celui qui reçoit et trompe celui qui donne, en lui laissant croire qu'il se rachète du crime d'exploitation en abandonnant un peu de son superflu ! Sèche l'idée de solidarité, alors qu'elle proclame que tous ont droit au développement intégral de leur individualité sans avoir à l'attendre de la bonne volonté d'un maître ! Sans amour la philosophie qui affirme que le cœur de l'être vraiment humain doit saigner de douleur lorsque, dans l'abondance, il peut se dire qu'il existe d'autres êtres qui manquent du nécessaire, attendant, de sa charité, le morceau de pain qui doit amortir leur faim ! Sans poésie cette même philosophie qui propose à l'homme cet idéal : ne pouvoir être heureux, tant qu'il n'aura pas rendu les autres capables de réaliser l'intégrité de leur individualité !

C'est ce que veut aussi la charité, nous dira-t-on ? — Oui, avec cette seule différence que le « charitable » veut conserver les inégalités sociales pour pouvoir développer *son amour*, tandis que le « solidariste », lui, veut instaurer un état social qui permette à chacun de développer ses aptitudes affectives sans dépendre de personne. Quelle est donc la philosophie la plus belle et la plus large ?

∴

Mais, cette réserve faite, et je la devais d'autant plus à Saint-Auban que la divergence d'idées qui nous sépare n'empêche pas la profonde estime que j'ai pour l'homme, — entre gens qui

(1) 1 vol. par E. de Saint-Auban, chez Pedone, 13, rue Soufflot.

s'estiment, on se *doit la vérité*, et n'est-ce pas la meilleure preuve que l'on puisse s'en donner? — il y a des pages qui se recommandent à la lecture de nos camarades : dans *Ce que dit la Forêt*, entre autres et dont nous avons autrefois donné un extrait dans notre supplément, il cingle vertement les tripoteurs, les accapareurs, les rois de la finance, et il nous démontre que tous les privilèges enlevés, en 1789, à la noblesse féodale ont repoussé plus drus et plus serrés au profit — du juif, dit-il — de la bourgeoisie, dirons-nous avec plus de justesse, sans distinction de race ni de religion. En matière de finance et d'exploitation, le catholique vaut le protestant et ils égalent le juif.

Si notre période est troublée, si les passions se déchaînent, c'est que l'on a enlevé la foi des cerveaux, c'est que le matérialisme a enlevé tout idéal à l'activité des foules.

Ici, Saint-Auban discute avec sa foi, et non avec la réalité.

Lorsque les pauvres, les exploités, les pressurés avaient la foi, il se peut que l'espérance d'une récompense céleste ait pu amollir leurs colères, qu'elle leur ait soufflé la résignation, fait accepter avec soumission la misère et l'oppression en cette vie pour mériter d'aller s'asseoir à la droite de Dieu en une vie meilleure. Sans complètement annihiler les revendications populaires, l'histoire des révoltes paysannes nous le prouve : il a pu se faire, cela a dû être certainement, que l'espoir d'une récompense céleste ait contribué à maintenir les foules dans le respect des maîtres; mais alors le croyant qu'est Saint-Auban dresse lui-même, contre la Religion, le réquisitoire le plus écrasant, en démontrant qu'elle ne fut, en réalité, qu'un moyen d'oppression au service des privilégiés.

⁂

Page 332, il nous fait bien parler ainsi la Cathédrale :

« Lorsqu'on l'examine de près, l'œuvre politique de l'Eglise n'est pas moins populaire que son œuvre d'art. Toujours, partout, aux heures de la lutte, elle fut Guelfe contre les Gibelins. Elle défendit le village contre la tour féodale, et, quand la mesure fut comble, elle aida le village à démolir la tour. »

Et plus loin, page 133 :

« Qui donc souleva les vilains? Qui donc les organisa? Qui les ligua contre les nobles? Qui détruisit le manoir insolent? L'esprit de l'Eglise! Les moines! »

Certes, il a pu se faire que l'Eglise armât, quelquefois, le bras des vilains pour combattre le temporel, mais ce n'était que pour servir son ambition et sa politique envahissante; il a pu se produire que des prêtres, des moines, se mêlassent aux insurrections paysannes; c'est au nom de l'Evangile que se révoltèrent les paysans allemands; mais, loin d'être animés par l'esprit de l'Eglise, ces prêtres, ces moines, se révoltaient contre lui. Pressurés par les seigneurs de l'Eglise comme les paysans l'étaient par ceux de la chevalerie, c'est comme exploités qu'ils se soulevaient, eux aussi, s'appuyant de l'interprétation qu'ils donnaient à l'Evangile, mais les seigneurs tiarés, mitrés et crossés, qui, eux, représentaient bien l'esprit de l'Eglise, c'est avec les nobles qu'ils étaient, bénissant le carnage de la racaille. Parmi ces burgs démantelés de la vallée du Rhin dont parle Saint-Auban, combien appartenaient aux princes de l'Eglise, qui n'étaient pas moins féroces ni moins rapaces que les séculiers? Et lorsque la Révolution éclata, ne fut-ce pas dans l'Eglise, chez les moines, qu'elle rencontra les derniers serfs?

⁂

Trop longtemps on nous a bercés avec les Evangiles, où les théories les plus libertaires peuvent trouver leur ample justification aussi bien que l'autorité la plus outrée. Il ne s'agit que de savoir les interpréter.

Oui, elles débordent de belles maximes! Mais que nous importent les maximes de charité, d'amour qu'elles nous prodiguent, si elles restent toujours stériles en fait, et ne servent qu'à engourdir le cerveau des individus, en leur prêchant l'humilité, la résignation, la macération de la chair au profit de l'esprit, la soumission aux volontés des maîtres, leur faisant accepter une vie de souffrances, de misère, d'exploitation et d'oppression pour mériter une éternité de félicités dans une vie qui n'existe pas; faisant ainsi, de chaque génération présente, un obstacle à l'émancipation des générations futures?...

Ah! certes, il est consolant de voir les choses en poète, de ne chercher que la beauté de chaque chose, de l'embellir de tous ses rêves, de toutes ses aspirations! Mais lorsqu'il s'agit de la vie et du bien-être de milliards d'êtres, lorsqu'il s'agit de l'évolution de toute l'humanité, ce serait un crime de se laisser leurrer par des mirages et des fictions, et, sous prétexte que les choses ne sont pas ce qu'elles devraient être, refuser de les voir, dans leur ensemble, telles qu'elles sont.

L'Eglise n'a toujours été, aux mains des puissants de la terre, qu'un instrument d'asservissement et d'émasculation de la pensée humaine. Quelle que soit la foi, quels que soient la sincérité et le talent de ceux qui ne la voient que selon ce qu'ils la désirent, la Religion a, aujourd'hui, fait son temps. Elle est jugée : la plus grande charité qu'on puisse lui faire, c'est de ne pas trop remuer sa poussière.

J. Grave.

DES DROITS ET DES DEVOIRS

(Suite et fin) (1)

Je ne puis admettre, en effet, que la souffrance soit ma destinée. S'il en était ainsi, la loi suprême qui l'aurait fixée, aurait tout disposé sur la terre pour mon malheur. Bien plus, si cette loi m'était hostile, pourquoi, un seul instant, laisserait-elle subsister mon espèce? — Tout, dans la nature, ne se liguerait-il pas, ne s'organiserait-il pas en vue de mon écrasement? L'humanité, soumise à cette loi et plus faible par conséquent, aurait-elle pu lutter jusqu'ici, et, de conquête en conquête, arriver à pressentir comme prochain l'épanouissement de son bonheur?

Non! depuis le premier être infime, doué de vie, jusqu'au plus perfectionné, la loi fut toujours la même : un effort constant vers une somme plus grande de bonheur. C'est cette force latente au sein de tout être vivant qui entretient la lutte contre les ambiances impropices, favorise l'adaptation aux milieux divers et garantit l'évolution vers un degré supérieur de perfectionnement. C'est par elle que le primitif agrégat informe est parvenu progressivement, de transformation en transformation, à la coordination harmonique que présente l'animal supérieur. C'est le désir, expression du besoin, qui fait la perfectibilité; c'est son assouvissement qui assure le perfectionnement de l'être. Par la contrainte, au contraire, l'être s'épuise, dégénère et meurt.

Or le besoin est un *fait*. L'état moral ou physique, soit bonheur, soit souffrance, qui résulte de sa satisfaction plus ou moins complète est également un fait pour l'individu. D'un autre côté, puisque la souffrance est un manque ou une insuffisance d'adaptation à l'état social qui, dans ce cas, n'est pas conforme aux besoins individuels; puisque, après tout, une société n'est autre chose que la somme des individus dont elle est composée, le but à viser est la satisfaction des besoins de ces individus, autrement dit : leur bonheur.

Que l'on ne m'accuse pas de proclamer le *droit* au bonheur après avoir nié la réalité de toute notion de droit. Non!

Proclamer ce *droit* serait imposer à autrui le *devoir* de participer à la réalisation de mon bonheur et ce serait porter atteinte au bonheur d'autrui, ce que je ne puis faire sans voir s'écrouler tout mon raisonnement.

Je constate seulement que, dans l'échelle vitale, chaque être applique ses forces à la satisfaction de ses besoins, c'est-à-dire à l'accroissement de ses facultés; je constate que si des forces extérieures viennent contrarier cet effort de l'être, celui-ci dépérit et que son individualité se désagrège si cette contrainte subsiste; je constate, en outre, que la société actuelle est basée sur le principe de dépendance, que cette dépendance est un obstacle à la réalisation du bonheur de l'individu, et je conclus ainsi :

J'appliquerai toutes mes forces à la satisfaction intégrale de tous mes besoins, car je ressens un impérieux, irrésistible désir de vivre. Consciemment ou inconsciemment, tous mes actes auront pour mobile la recherche du bonheur; et mon bonheur, je ne le conçois pas ailleurs que complet dans l'épanouissement de mon individualité. Toute force qui tenterait de s'opposer à la réalisation de ce bonheur serait aussitôt par moi combattue et, si possible, brisée. D'ailleurs, de l'épanouissement complet de mon être dépend le bonheur de la société, qui n'est qu'une multiplication de moi-même; plus il me sera donné d'accroître mes facultés, plus grands, plus nombreux seront les bienfaits que recevra de moi la société, ensemble de mes semblables, tandis que ceux-ci, profitant des mêmes conditions de libre développement, ajouteront, en retour, à ma prospérité. La société présente, basée sur le principe de dépendance, ne peut que m'être nuisible; elle doit être remplacée par une société dont le principe sera l'indépendance intégrale de l'individu, seule garantissant l'accroissement indéfini de ses facultés, c'est-à-dire la réalisation de son bonheur.

Les notions de droit et de devoir, je les repousse, parce qu'elles entraînent une dépendance de mon individualité par rapport aux autres individualités et réciproquement, et que cette dépendance est l'origine de tous nos maux. Je brise avec elle et je me déclare libre de toute attache, de toute obligation envers mes semblables, lesquels, de leur côté, ne sont assujettis à aucun devoir envers moi. Et ce principe de *non-dépendance* est la conséquence de ces faits : que j'ai des besoins, que mon être n'est heureux qu'autant qu'il les satisfait, et que rien, dans la nature, ne me prouve que je dois mettre obstacle à la satisfaction de mes besoins.

Une objection se pose : Si chacun poursuit la satisfaction intégrale de tous ses besoins, que faire si les besoins de l'un sont en opposition avec les besoins d'autrui? Si l'un et l'autre des antagonistes refusent de céder le pas, n'est-il pas nécessaire qu'une réglementation des droits et des devoirs de chacun ait au préalable prescrit la conduite à tenir en semblable occurrence? Sinon, n'est-ce pas le retour pur et simple au règne de la force brutale? Des deux compétiteurs, le plus fort contraindra l'autre au sacrifice de son bonheur, et cela impunément, puisque nul n'aura « *le droit d'intervenir* ».

Nullement!...

Pour satisfaire la plupart de mes besoins, l'aide de mon semblable m'est indispensable. La vie est actuellement trop complexe pour que je ne sois obligé de spécialiser mes efforts. Il n'est qu'un très petit nombre de besoins auxquels je puisse subvenir à l'aide de mes propres forces. Si donc je me confinais dans l'isolement, si je limitais mon champ d'activité aux seuls besoins qui se puissent satisfaire sans le secours des autres hommes, il s'ensuivrait un tel amoindris-

(1) Voir les numéros 3 et 4.

sement de ma vie, une telle altération de mon bonheur, que l'état social actuel, malgré tout son despotisme, vaudrait mieux, certes, qu'une condition vitale si chétive.

Je suis donc dans l'obligation d'avoir recours à mes semblables afin que ceux-ci suppléent à l'insuffisance de mon activité. Mais si j'ai besoin de mes semblables, ceux-ci ont en retour besoin de moi. Chacun d'eux, pas plus que moi, n'est capable de réaliser à lui seul son bonheur. Mon concours lui est nécessaire et je contribuerai, dans la mesure de mes forces et de mes facultés, à la satisfaction de ses besoins, comme il en agit avec moi pour la satisfaction des miens. Il s'établit entre lui et moi une réciprocité d'intérêts qui entretient entre nous des relations bienveillantes.

La conscience de cette réciprocité d'intérêts crée l'esprit de solidarité. Cet esprit de solidarité est un fait. Il est la conséquence de la faiblesse de l'homme en lutte avec les forces naturelles, et du besoin qu'il a de l'appui de ses semblables. Dans les peuplades primitives, il existe aussi bien que dans nos sociétés complexement civilisées. Il est même antérieur à l'humanité. On le constate chez tous les animaux vivant par groupes. Inhérent pour ce motif à la nature humaine, puisqu'il est le fruit de l'évolution du règne animal, il n'a pu être éteint par l'immémorial antagonisme qui préside à nos sociétés civilisées. C'est lui qui, joint à l'effort vers un plus grand bien-être, aida l'individu à lutter contre les obstacles extérieurs et facilita son développement et son progrès. Il est un des deux facteurs indispensables de la perfectibilité.

En outre, il est le régulateur grâce auquel l'homme est retenu sur la pente du mal où l'entraîne, en l'incitant à la destruction de son espèce, l'antagonisme social dans lequel il se débat. Supprimez les causes de cet antagonisme, son adversaire, il reste seul. Devant lui, tombent les haines, s'apaisent les inimitiés; il tempère les rivalités, aplanit les différends.

Donc, dans une société libertaire, où l'homme ne serait soumis qu'aux lois de la nature, et ne serait pas, vis-à-vis de son semblable, dans un rapport de dépendance, cause de tout antagonisme, la règle serait la solidarité, parce que cette qualité est essentielle à la nature humaine, parce qu'elle lui a été léguée par toute la série animale qui a précédé l'homme sur la terre. Si donc, accidentellement, un conflit venait à se produire, c'est lui qui rétablirait l'accord, parce qu'il n'aurait à lutter en l'âme humaine contre aucun autre élément de discorde. Les notions de droits et de devoirs n'auraient plus rien à voir en ces différends; l'intérêt seul, cet intérêt non prémédité, mais passé chez l'animal humain, comme chez ses prédécesseurs, à l'état d'instinct, dicterait l'entente cordiale entre les parties, par des concessions réciproques bénévolement consenties.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Colonisation. — Il nous arrive des nouvelles navrantes du Tonkin. Là-bas, dans ce pays qu'on disait si fertile et qui le serait en effet, si la civilisation, au lieu de porter, comme toujours, la dévastation et l'exploitation la plus effrénée chez les peuples retardataires, y avait enseigné les moyens puissants dont elle dispose pour accroître le bien-être général, là-bas, règne une disette lamentable. Les malheureux Tonkinois, qui vivaient jadis tranquillement du produit de leurs récoltes, assiègent les mairies en implorant de maigres aumônes insuffisantes à les garantir du dénuement le plus complet et à les empêcher de mourir littéralement de faim. Le *Journal d'Hanoï* constate que la responsabilité de cette disette incombe à l'incurie de l'administration française.

C'était bien la peine de railler les Italiens sur leur manie de colonisation pour ne pas faire mieux qu'eux. Sous prétexte d'ouvrir des débouchés au « commerce national », autrement dit, sans phrases, pour favoriser les spéculations et les tripotages d'une bande de pirates autrement malfaisants que les pirates tonkinois et annamites, on sème la mort de toutes parts. Combien de vies humaines aura coûtées la conquête du Tonkin, combien celle de Madagascar? Et pourquoi? Pour enrichir quelques brigands pour qui la vie d'un homme a moins de prix qu'une pièce de cent sous.

Et notez que tout à côté du Tonkin, se trouve la Cochinchine, également possession française, dont la production annuelle est de beaucoup supérieure à sa consommation. Le surplus de cette production, direz-vous, pourrait être utilisé à soulager les affamés du Tonkin. Dans une société libre et communiste, sans doute, les produits en excédent en un lieu seraient immédiatement expédiés dans les pays où il y aurait insuffisance; mais, sous le régime capitaliste et propriétaire, il n'en est pas ainsi : les Tonkinois crèveront de faim, tandis que tout près d'eux il y a surabondance de denrées.

*
* *

Encouragés par de tels succès, nos gouvernants vont décréter Madagascar colonie française. Usant du droit du plus fort, le gouvernement français, après avoir parlé simplement de « protectorat » aux Malgaches, c'est-à-dire d'un système qui leur laisse encore — combien peu cependant! — une certaine autonomie, avec une mauvaise foi à laquelle « la plus perfide de toutes les Albions » n'a plus rien à envier, va déclarer sans autre forme de procès aux vaincus : « La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir. »

Quand on fait preuve d'aptitudes colonisatrices aussi évidentes, c'est le moins qu'on puisse faire.

Quand donc nous déciderons-nous à nous débarrasser de tous ces oiseaux de proie?

*
* *

Pitreries. — Les collectivistes se congratulent et banquettent à ventre déboutonné pour célébrer leurs derniers succès électoraux. L'autre soir, entre la poire — j'allais dire les poires — et le fromage — sans doute celui dont la cloche est au quai d'Orsay,— leur pontife a bu à la gloire du seul, du vrai, de l'unique Parti ouvrier, défiant toute concurrence. S'inspirant de la phraséologie charlatanesque des Mangin et des Bornibus, le roi barbu s'est écrié : « Notre internationalisme n'est plus contesté (supériorité reconnue), il est imposé et adopté par ceux qui hier étaient encore nos plus farouches ennemis (l'essayer, c'est l'adopter)! »

C'est pour cela sans doute que vous avez voté les crédits pour Madagascar.

Plus loin : « Nul ne peut être socialiste sans être collectiviste. » Hélas! moi qui me croyais socialiste! Mais, à propos, de quel collectivisme s'agit-il? De celui de 1878, répudiant le suffrage universel, ou de celui de 1893, préconisant la conquête des pouvoirs publics? Le doute! le doute! exhalait Pécuchet... j'aimerais mieux le néant!

A. Girard.

*
* *

La campagne électorale que mène actuellement le sous-Guesde Deville nous donne un riche exemple des platitudes que peuvent faire ces ex-révolutionnaires réduits à quémander des mandats.

Voici en quels termes le candidat Deville brûlait ce qu'hier encore il adorait :

« Jadis, dit-il, j'ai pu croire à l'efficacité de la violence, j'ai pu avoir confiance dans la force brutale. Mais, comprenant que l'affranchissement du prolétariat devait être l'œuvre, non d'une minorité en révolte, mais d'une majorité consciente, je reviens sur ces écrits qu'on veut me reprocher (lesquels sont vieux de plus de sept ans), et je me renferme dans ce que j'ai écrit il y a trois mois, alors qu'il n'était pas question de ma candidature. »

A cette même réunion, quelques-uns de nos camarades, manifestant leur opinion aux cris de : A bas les parlementaires! A bas Jaurès! se sont vu signaler à la police par MM. les étudiants collectivistes, remplissant le rôle de mouchards qui sied si bien à leur chef de file, Guesde, et qui s'est fait pourvoyeur du bagne en dénonçant Lorion. Jésuite et mouchard, tel est le bon collectiviste.

Paul D.

Russie.

Il y a eu dix-huit cents personnes de tuées à Moscou le jour du couronnement du tsar. La ventripotence bourgeoise n'a pas manqué d'exhaler son mépris pour cette « vile populace » se ruant, « tous appétits déchaînés », à l'assaut de la mangeaille. Sans doute le spectacle en devait être peu ragoûtant. Mais lequel des deux est le plus répugnant, ou de cette fringale de la foule de tous temps affamée, ou de ces « largesses à la multitude », avilissante aumône, où se traduit tout le dédain du monarque envers la tourbe de ses sujets?

Il est de fait qu'un peuple conscient de sa dignité eût renvoyé les pommes cuites distribuées, à la tête de l'insolent autocrate.

A. G.

BIBLIOGRAPHIE

De l'or, de la boue, du sang (1), par E. Drumont, dessins de Goindre.

C'est la sélection des articles que publia M. Drumont de 1892 à 1894.

Il est toujours curieux de relire ces articles, écrits au jour le jour, et d'y retrouver les impressions perdues ou effacées.

Dans la page relative aux anarchistes, il y a un parallèle que semble particulièrement affectionner M. Drumont, c'est lorsqu'il les compare aux Jacobins de 93. Il prend un malin plaisir à affubler ces derniers du vocable d' « anarchiste », en démontrant qu'à cette époque, les bourgeois d'alors, ancêtres de ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui, ne répugnaient pas aux moyens violents, et que, même, ils auraient pu, en fait de violence, donner des leçons aux anarchistes actuels.

Des rapprochements semblables sont, sans doute, très piquants dans des articles de combat; ils font rire aux dépens de ceux auxquels ils s'appliquent, mais lus après coup, en un livre, ils perdent de leur saveur et nous prouvent que « faire de l'esprit », c'est brûler un feu d'artifice dont il ne reste qu'une charpente informe après qu'il est éteint.

Ce rapprochement entre anarchistes et jacobins que fait M. Drumont n'est et ne peut être que très superficiel et peut se faire de tous les partis qui ont lutté pour conquérir le pouvoir : les royalistes sous l'empire, les catholiques en Angleterre; aucun n'a reculé devant les moyens extrêmes lorsqu'il s'est agi de conquérir le pouvoir ou de le garder — lorsqu'ils avaient, bien entendu, assez d'énergie pour lutter. Mais là s'arrête la similitude, et déjà, dès le premier rapprochement, la similitude n'existe pas, puisque tous les partis ont lutté pour la conquête de l'autorité, pour substituer leur propre autorité à celle qu'ils voulaient renverser; quels que fussent leur désintéressement et leur sincérité, il s'y mêlait quand même une part d'ambition, puisque eux et leur parti devaient bénéficier des prérogatives du pouvoir. Les anarchistes, eux, luttent pour la disparition complète du pouvoir, pour l'émancipation de tous, la disparition de tous les privilèges, sans attendre, individuellement, rien de plus que ne puisse espérer le dernier venu. La différence est en leur faveur.

Cette réserve faite, le livre de M. Drumont est à lire, et nous n'oublions pas qu'il fut un des rares qui prirent la défense des anarchistes persécutés, qu'il a contribué à faire dégringoler le régime de terreur que voulaient instaurer les repus troublés dans leur digestion.

Grave.

*
* *

Sociologia anarquista, par J. Montseny, Biblioteca de *El Corsario*, 1er vol., 1 franc, impr. El Progreso, à la Corogne (Espagne).

En cette forte brochure et dans un style vibrant où se déploie toute l'éloquence de la phrase espagnole, J. Montseny, au risque, comme il le dit luimême, de choquer ceux qui, incapables de penser eux-mêmes, reçoivent des savants à la mode les idées qu'il est de bon ton de professer, examine la société bourgeoise et constate sa décrépitude. Il montre quelle est l'influence mauvaise d'un aussi détestable milieu sur le cerveau humain et expose d'irréfutable façon quelles transformations néces-

(1) 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

saires amèneront inéluctablement un avenir où les individus trouveront dans la liberté et par la liberté le bien-être matériel et les satisfactions morales qui en feront des bons et des heureux.

Nous félicitons particulièrement le camarade Montseny de s'être rendu compte que les bonnes raisons ne suffiront pas pour cette transformation et nous redirons avec lui : « Nous avons la raison, nous aurons la force par elle ! »

***

Nous avons reçu : *La Commune et la Révolution*, par G. Lefrançais, brochure à 0 fr. 15; 20 centimes, franco. En vente aux *Temps Nouveaux*.

C'est la réédition d'un article paru en 1874 dans la *Commune* de Genève. Sans être absolument de nos idées, l'auteur y fait une vigoureuse critique du suffrage dit universel et de l'Etat.

***

Nous avons reçu le nº 4 de la *Liberty Library*, de Columbus Junction (Iowa), Etats-Unis; il a pour titre : *The True Aim of Anarchism* (le véritable but de l'anarchisme). E. Steinle, l'auteur de cette brochure, après avoir constaté que les maux dont souffre l'humanité résident dans la privation de la liberté et dans la propriété privée, pose comme conditions indispensables du bonheur : 1º que toute liberté soit laissée à l'individu pour la jouissance des biens existants; la liberté entière, explique-t-il, empêche le désir du plaisir de dépasser les bornes naturelles, et 2º que les fruits du travail soient à la disposition de tous, et alors les hommes travailleront volontiers et le bien-être de l'humanité sera accru puisque la production sera dès lors augmentée en grande proportion. *Tel est le véritable but de l'anarchie.*

La *Liberty Library* publie une brochure chaque mois. Elle annonce pour le mois de juin un numéro qui présentera un intérêt exceptionnel. Les doctrines des deux fractions du parti anarchiste (individualisme et communisme) y seront exposées, la première par Francis D. Tandy et la deuxième par E. Steinle. Ce ne sera pas une controverse, ni une discussion, car chacun des deux auteurs aura écrit son étude sans prendre connaissance des arguments exposés par l'autre.

A. G.

***

Nous avons reçu :

Le Crime et l'Ecole, par J. Bouzon, 1 vol., Guillaumin, éditeur, 14, rue Richelieu.

Berthille d'Haegeleere, par S. Pierron, au *Coq Rouge*, Bruxelles.

Le Sage Empereur, vers par L. Riotor, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Contre ce temps, par L. Lumet, préface de J. Baffier, 1 vol., *Bibliothèque de l'association*, 17, rue Guénégaud.

Brochures : *L'Assurance sociale*, Louis Fière, tip. Golio, via Agnello 9, Milan.

La Religion y la Cuestion social, par Montseny. — *A las Proletarias*, Soledad Gustavo; toutes deux à la *Questione Sociale*, Buenos-Ayres.

La Moderna Lucha de clases, par F. Turati. — *La Tactica revolucionaria*, J. Plecanow; à la *Vanguardia*, Buenos-Ayres.

Entre ouvriers, 0 fr. 40, franco 0 fr. 45, à l'*Imprimerie Méridionale*, 119, boulevard National, Marseille.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Il ne faudrait pas, semble-t-il, que, la période électorale finie, maintenant que sont élus les candidats contre lesquels nos camarades ont lutté, l'énergie et l'activité se rendorment; il ne conviendrait pas de reprendre les parlottes de groupes, les discutailleries habituelles entre gens de même avis, intéressantes, mais stériles; mais qu'au contraire, nous opposions partout, dans toutes les réunions adverses, la vérité et — au besoin — la force à la force et au mensonge.

A ce sujet, quelques camarades du XVIIe proposent que chaque groupe étudie telle ou telle question spéciale, — anticléricale, antipatriotique, antiélectorale, — qu'il s'entoure de tous les documents relatifs à chacune de ces questions, et qu'il la traite partout où il sera utile, — les autres groupes venant, au moment opportun, le soutenir de toutes leurs forces. Il semble que, de cette façon, chaque groupe se spécialisant en une question déterminée, et les autres groupes venant l'entourer lorsqu'il en sera besoin, la tâche commune sera utile et féconde.

C'est ainsi que nos camarades du XVIIe se proposent d'attaquer, dans toutes ses manifestations, la « Religion ».

Ce sujet paraît particulièrement intéressant, en ce sens qu'il amènera à discuter et connaître nos idées beaucoup d'individus qui, sans être anarchistes, sont cependant athées et matérialistes.

Ils font donc appel à tous ceux à qui la justice divine répugne, que dégoûtent les vertus et la résignation chrétienne, à tous ceux enfin qui sont las de tendre perpétuellement la joue gauche, lorsque la droite vient d'être frappée.

Que chacun vienne nous apporter, soit des documents étrangers, soit des idées personnelles; le concours de tous nous est indispensable.

Ces camarades se réunissent habituellement le mercredi et le samedi, au coin de la rue Poncelet et de l'avenue des Ternes.

Les Libertaires du XIVe. — Réunion tous les samedis, à 9 heures du soir, 9, rue de Vanves. Causerie.

Nous donnons l'ordre du jour accepté dans la réunion dont nous parlions dans notre dernier numéro :

« Les groupes soussignés :

« Industrie florale; Groupe d'études économiques du XIe; En Avant, de Pantin; Jeunesse internationaliste révolutionnaire de Pantin; Groupe du Nord; Groupe de Clignancourt; Union socialiste révolutionnaire de l'arrondissement de Sceaux; Groupe d'études sociales et de fraternité du IVe; Groupe d'études sociales du Ve, 2e circonscription; Groupe d'études sociales du IIIe; Groupe central du XVe; Groupe du XIIIe; Précurseurs de Clichy; Groupe central du IXe; Cercle d'études sociales de Plaisance; Groupe du Ve, 1re circonscription; Groupe d'études sociales du Xe; Groupe central du XXe; Groupe d'études économiques du Ve; Groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes,

« Réunis le 26 mai, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, pour protester contre les fêtes du couronnement du pendeur de toutes les Russies,

« Envoient leur salut révolutionnaire aux martyrs du monde entier morts pour la défense des droits populaires. Ils se souviennent que ce jour est l'anniversaire des révoltés de tous pays.

« Ils adressent leur souvenir aussi bien aux massacrés de la Pologne qu'aux martyrs de la Sibérie, aux fusillés de la Sicile qu'aux crève-de-faim de l'Italie et de l'Irlande. Ils envoient également l'hommage de leur respectueux souvenir aux garrottés de Madrid et de Xérès, comme aux pendus de Chicago et de Londres, aux fusillés de la Semaine sanglante et aux guillotinés de la Roquette.

« Vive la Révolution sociale! »

Bibliothèque sociologique du XIIe. — Samedi 6 juin, à 8 h. 1/2 précises, salle Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat.

Un camarade, propriétaire de 10 hectares de terrain en Roumanie, désirerait pratiquer le communisme sur ce terrain avec un compagnon français ou italien, soit seul, soit accompagné de sa famille. S'adresser à Nastase Badarau, à Bivolari, district de Jassy, Roumanie.

Suresnes-Puteaux. — Les camarades qui désirent, le dimanche, prendre l'air, peuvent aller faire une promenade au bois de Boulogne, et, de là, pousser jusque chez Baumont, coiffeur et marchand de vins, au rond-point des Bergères, et 3, avenue de Saint-Germain, à Puteaux, où, de 2 à 6 heures, ils rencontreront des camarades.

Reims. — Les turpitudes et les compromissions, plus nombreuses que jamais, qui viennent de se produire ici, au cours de la dernière période électorale, ont disposé beaucoup de travailleurs à abandonner les formes légales et à se rallier à nos idées. En conséquence, un certain nombre de camarades se sont décidés à former un nouveau groupe d'études sociales et à adopter une nouvelle ligne de conduite vis-à-vis de la propagande.

Ces camarades organisent une grande réunion, qui aura lieu le samedi 6 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Vanny.

Les camarades de Reims sont invités à y venir, ainsi que tous ceux qui sont sympathiques à nos idées; à cette réunion, il leur sera donné connaissance des nouveaux projets en vue et de la ligne de conduite à prendre.

Quant aux camarades dont l'activité s'était ralentie vis-à-vis la propagande, ils sont spécialement priés d'y assister, la réunion étant on ne peut plus urgente et intéressante. *Le groupe initiateur.*

Domarin. — Dimanche 7 juin, à 5 heures, soirée familiale, chez Guillot, menuisier, avec le concours de camarades de Lyon. Chants et poésies. — Avis aux camarades de la région.

Saint-Nazaire. — Jeudi 11 juin, à 8 h. 1/2, salle de la Jeunesse, rue Ville-ès-Martin, réunion publique et contradictoire sur « la question sociale et le pain gratuit ».

Entrée : 0 fr. 20.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont invités à assister aux réunions du *Groupe d'études sociales* qui ont lieu chez Tellier, coin de la rue Gambetta et de la rue aux Chevaliers, tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir. — (Caudebec.)

Amiens. — Tous les camarades désireux de s'instruire sont invités à la réunion qui aura lieu le samedi 13 juin, à 8 h. 1/2 du soir, chez Edmond, rue Basse des Tanneurs.

Sujet : Formation d'un groupe sociologique et littéraire.

***

En vente, en nos bureaux, les deux premières lithographies de notre album : L'Incendiaire, *de Luce ;* Femmes portant du bois, *de Pissarro père. Prix : 1 fr. pièce, 1 fr. 15 franco. Epreuve de choix : 3 fr. pièce, 3 fr. 15 franco.*

PETITE CORRESPONDANCE

J. P., à Paris. — Je n'ai rien lu de Kant, et on peut se passer de sa lecture, à mon avis. Chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain, vous trouverez la liste des principaux ouvrages de Spencer, ainsi que de Wundt et Ribot. Guillaumin, 14, rue Richelieu, a édité, de Spencer, *Justice* et deux autres dont le nom nous échappe.

C., à Pleynefaye. — Ils laissent à désirer, vos vers.

L., à Epinal. — Employez le numéro à la propagande. Quand je verrai Breton A., je ferai votre commission.

J. M., à Reims. — Bellamy est arrivé trop tard pour entrer dans le paquet de la semaine passée.

A. A., à Estagel. — Bien reçu les 3 fr. 20 au *Libertaire*.

Maurice. — Trop tard votre communication pour le dernier numéro : mardi matin, nous l'avons assez répété pourtant.

G., à Domarin. — Même observation que ci-dessus.

G., à Marseille. — Reçu du *Libertaire* 6 francs à votre compte.

G., à Bourgoin. — *La Débâcle*, 2, rue Beaujardin, Ensival, Belgique.

Cherbourg. — Reçu extraits, vont bien, merci, mais une autre fois ne fermez pas la lettre, elle nous est arrivée taxée, et mettez dessus : « Papiers d'affaires. »

Fourchambault. — Numéros expédiés. — Merci.

A. A., à Bordeaux. — Reçu extraits. Merci.

M. P., à Creissels. — En français, oui.

L. B., à Puteaux. — Vous n'avez laissé aucun dessin à la maison. — Précisez l'objet de la communication aux camarades de Levallois.

A. G., à Londres. — Malon est si rasoir que je ne l'ai jamais lu. Même raison en ce qui concerne Leroy-Beaulieu. — Proudhon n'était pas un économiste, au sens que donnent à ce mot les économistes « officiels ».

Reçu pour le journal : G., à Beauvais, 0 fr. 50. — E. J., Alano, 1 fr. 50. — P. S., Bulgarie, 10 fr. — B., à Genève, 5 fr. 25. — A. B., Pont-en-Royan, 0 fr. 25. — A. G., à Londres, 2 fr. 50. — A. G., à San-Francisco, 7 fr. — Une amie, 1 fr. — L. F., Paris, 5 fr. — J., à Paris, 5 fr. — Collecte faite à la conférence Pelloutier, 2 fr. — M., à Nonancourt, 0 fr. 75. — Fourchambault, 0 fr. 60. — Gj., 5 fr. — Merci à tous.

D., à Lyon. — B., à Angers. — B., à Port-Saint-Louis. — G., à Jailleu. — P., à San-Paulo. — D., à Amiens. — M., à Marseille. — S., à Alexandrie. — C., K. et G., Nancy. — T., à Droiturier. — B., à La Machine. — G. E., à Bordeaux. — L. et P., rue de Beaune. — H. E., à Gap. — L. L., à Jemeppes. — M., à Cambrai. — C., à Bosse. — C., à Frognal. — D., à Vascœuil. — E. N., à Philadelphie. — L., à Caudebec. — Un égo-altruiste. — F., à Amiens. — E. H. D., au Manoir. — L., à Angers. — H., à Saint-Nazaire. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente **à Port-Saint-Louis.**

Les camarades Barrat, Gazanhes et Félix Barrême le crient dans les rues, avec la *Sociale* et le *Libertaire*.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 7 — DIX CENTIMES — DU 13 AU 19 JUIN 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Grâce à la solidarité de divers amis qui ont tenu à contribuer, selon leurs moyens, à conjurer la crise, nous pouvons lancer ce numéro à l'heure. Avec les rentrées du mois qui commencent à s'opérer, nous voici, relativement, rassurés pour deux ou trois numéros.

Combien de crises pareilles, depuis onze ans, nous avons surmontées grâce à la solidarité des camarades qui ne nous a jamais fait défaut! Merci à tous au nom de l'idée.

LA PATRIE DES PAUVRES!

(*Suite*) (1)

Ils ont ici, à dessein, multiplié les ambiguïtés. Cette patrie, qu'ils montrent si radieuse, et qui, effectivement, les éclabousse d'or et d'honneurs, est-elle aussi celle des miséreux qui pourrissent en des taudis?

Tels ouvriers en chaussures touchent 15 francs par mois, outre l'entretien; mais ils mangent fort mal, et travaillent onze ou douze heures par jour dans des sous-sols sans air et sans soleil. Les cantonniers, cependant employés de l'Etat ou du département, ont 2 francs par jour (à prélever 24 francs par an pour la retraite (2), plus 9 francs pour une caisse de secours mutuels, plus 4 fr. 50 de cote personnelle, plus quelquefois 8 francs pour exemption de service militaire, etc.). Par quel prodige leur cause pourrait-elle se confondre avec celle du chef de l'Etat, pourvu d'une liste civile de 1.200.000 fr., sans compter les avantages afférents? Et les sans travail? Récemment, au Havre, cent vingt de ces misérables ont été réduits à mendier des bons de pain à la mairie. Franchement, si la ressemblance des situations crée un lien entre les hommes, n'est-ce pas au delà des Alpes, chez « ces ingrats, ces gallophobes » d'Italiens, qu'ils iront chercher leurs amis et leurs frères? Ils n'en sont pas encore à brouter de l'herbe comme les habitants de la Sardaigne : simple nuance! Et, malgré la distance géographique qui sépare leurs lieux d'origine, ils se sentiront bien près de ces pauvres moutons qu'on a tondus et décimés à plaisir, et que, à cette heure, on fait paître littéralement; plus près, à coup sûr, que de ces ministres, auxquels on paie leurs pompeux mensonges 60.000 francs par an.

A qui fera-t-on accroire que, spontanément, et sans y être excités, ou mieux, forcés, ces traîne-misère iront fusiller ou bombarder ces crève-de-faim? Comment leur démontrer qu'ils pourront tirer de pareille besogne un profit quelconque?

Et, puisque la patrie est, de sa nature, expansive, qu'elle est, en quelque sorte, un produit d'exportation, la richesse coloniale de la France peut-elle les toucher davantage, s'ils n'en sont pas moins pauvres pour cela, si, à leurs dépens, l'impôt suit une marche ascendante? Se faire tuer pour augmenter les revenus d'un Suberbie ou pour solder des appointements de 120 000 fr. par an à un gouverneur, est médiocrement tentant. Que s'ils éprouvaient le besoin de rouler leur bosse et de faire changer de place leur douloureuse indigence, les colonies anglaises, italiennes, etc., ne leur seraient pas plus inhospitalières que celles où flotte le drapeau français, mais tout juste autant. Car on a dit avec raison que la patrie est là où l'on est bien : le prolétaire n'a donc pas de patrie.

Ah! quel symbole d'ironie cruelle que ce tableau de F. Faure, flanqué des hauts fonctionnaires de la Compagnie de l'Est et lançant ce speech à la tête de leurs très humbles employés : « Vous êtes ici à un poste délicat et difficile : croyez que j'apprécie votre zèle. *En servant la Compagnie, vous servez la patrie : elle vous en sait gré!* » Il faut croire que ces messieurs du Conseil d'administration, et en général les barons de la banque ou du négoce et *tutti quanti*, la servent beaucoup mieux, puisqu'elle reconnaît leurs services, non par de simples paroles, mais par des *actions*, au sens commercial du mot.

Nous aurons encore plus de peine à trouver une patrie aux sans-le-sou qui occupent dans la pauvreté un étiage plus bas : je veux parler des errants, des vagabonds. Ceux-là, ce ne sont pas les foules ouvrières, dans lesquelles, exceptionnellement, aux jours de grève, on fait des trouées sanglantes : ce sont les hors-la-loi, que l'on traque partout et sans relâche, comme des bêtes dangereuses.

Leur crime? C'est précisément d'être misérables, et à un degré qui n'est pas permis. C'est de n'avoir ni domicile, ni moyens d'existence, ou, s'ils ont tourné la difficulté en se logeant dans une roulotte, domicile économique et transportable, de n'en avoir, préalablement, demandé l'autorisation. Car ces trois conditions sont requises de qui ne veut pas être tenu pour un chien enragé, dans notre société correctement hydrophobe : une seule manquant, on est à la merci des officiels lanceurs de lasso, qui vous le font bien voir.

MM. les préfets, qui habitent des palais confortables et luxueux grâce à la contribution forcée des producteurs, n'aiment pas ces gens dépouillés par notre belle patrie au point d'être obligés de coucher sous des ponts ou dans des voitures. Pensez un peu! Mais, s'ils ne soumettaient pas à un contrôle sévère toute cette racaille, elle échapperait, au moins, à deux espèces d'impôts, chose horriblement anormale : point de proprio payé par eux et associant à son larcin la caisse du percepteur; point de patente acquittée pour leur métier de chanteurs, de colporteurs, de raccommodeurs de faïences et poteries, de vanniers, etc.

Qu'est-ce que ces inclassables qu'on ne pourrait ranger ni parmi les locataires ni parmi les propriétaires, ni parmi les ouvriers ni parmi les patrons? Le pays, avant d'adopter quelqu'un pour sien, lui inflige une relation nettement déterminée avec le Trésor public.

Qu'ils y émargent, du moins, comme indigents, s'ils n'y peuvent rien verser. Mais alors, que leurs papiers soient toujours en règle, qu'ils s'apprêtent à subir de fréquents interrogatoires de la police, et qu'ils ne redoutent pas de faire des kilomètres, et puis encore des kilomètres.

Ah! c'est que, parfois, ce monde-là fait main basse sur des poules, sur de l'argent : c'est une engeance dangereuse. Je vous crois! Ceux qui ne possèdent pas et qui ont faim sont toujours dangereux pour les riches et les repus : ceux qui n'ont pas eu la chance d'apprendre un métier, nés on ne sait où, élevés à la diable; ceux qui ne trouvent pas de travail, ou que les avanies et les déboires ont dégoûtés d'en chercher, sont, évidemment, les ennemis naturels de ceux à qui des rentes solides, d'un bon rapport, donnent le droit de ne rien faire. Ceux que la misère a conduits ou doit conduire à la prison ou au bagne sont, à coup sûr, les bêtes noires des privilégiés à qui l'argent et le pouvoir permettent la carrière infiniment moins hasardeuse du crime légal.

Oui, mais alors pourquoi dire à ces guenilleux, invraisemblablement et irrévocablement infortunés, qu'ils ont une même patrie que ces Crésus, voués, dès leur naissance, à un bien-être pléthorique? Pourquoi, bon gré, mal gré, les revêtir d'une défroque dérisoire, et désigner, comme point de mire, à leurs flingots, peut-être quelque va-nu-pieds de Naples ou de Berlin, à moins que ce ne soit un camarade français, coupable d'avoir collé un atout à quelque infâme brute de sergent? Et, s'ils ne méritent pas cet honneur de tuer leurs semblables (il paraît que c'en est un!), pourquoi les oblige-t-on à faire quand même du patriotisme sous clef, dans un pénitencier militaire? Pourquoi, quand ils ont bien servi la patrie, tout comme les bourgeois, rend-elle les uns à leurs haillons et à la garde vigilante de la police, et les autres aux calmes douceurs d'un gras parasitisme?

D'ailleurs, les arrêtés préfectoraux indiquent, d'une façon très nette, que l'ennemi, pour le possédant et pour le gouvernant qui agit en son nom, ce sont les pauvres en bloc, sans distinction de race et de nationalité. Ils enveloppent dans la même proscription les vagabonds français et les nomades ou bohémiens étrangers. Seulement, ils n'admettent pas, en faveur de ces derniers, la circonstance atténuante d'une pro-

(1) Voir le numéro 5.
(2) Une retraite qui se monte à 100 fr., 130 fr., 150 fr. par an.

fession exercée. L'unique avantage dont se puissent targuer nos compatriotes mal nés, c'est d'être filés avec plus de patiente sollicitude par les autorités françaises, qui, au besoin, les cueillent et les hébergent. Elles se lassent plus facilement d'avoir sur les bras cette lie venue du dehors, et si pressurée qu'il semble qu'on ne puisse plus rien en extraire. Et elles les reconduisent, de proche en proche, jusqu'à la frontière, les priant d'aller, chez eux, exercer leurs métiers de rencontre. Que diable! il y a une police, dans votre pays, et des violons: ne venez donc pas nous embêter et nous encombrer ici.

Il est vrai qu'on vous accueillerait avec plaisir si vous consentiez à entrer dans l'armée régulière des crève-de-faim, à tuer de votre concurrence l'ouvrier français et à enrichir quelque exploiteur patriote en lui vendant vos bras à vil prix. Ou encore, que n'êtes-vous banquiers allemands, princes italiens ou autrichiens, rastaquouères cosmopolites? Vous trouveriez alors, en France, champ libre pour vos spéculations louches et vos sales débauches, et les plages les plus renommées se disputeraient l'honneur de votre présence.

De tout cela ressort cette vérité banale que, pour les travailleurs et pauvres diables de toute espèce, les cordons de douanes protectrices, les poteaux-frontières, les limites prétendues naturelles (Alpes, Rhin, Pyrénées) sont chose absolument négligeable. Toute la poudre qu'on voudrait nous jeter aux yeux ne saurait nous le dissimuler. Au contraire, cette parfaite entente d'une République avec un autocrate pourvoyeur des glacières sibériennes, souligne, on ne peut mieux, l'identité de tous les pouvoirs, quelle qu'en soit la forme. Le Kremlin, aux jours de sacre, cousine avec l'Elysée. D'une façon moins bruyante, mais non moins réelle, toutes les cours du monde, tous les souverains en titre ou au petit pied, monarque élyséen ou monarques couronnés, rois parlementaires ou rois de la finance, conspirent contre tous les malheureux de toutes les latitudes. Ils s'entendent comme larrons en foire: leurs débats ne sont que de surface: ce sont des attrape-nigauds, qui servent merveilleusement à entretenir ces divisions entre misérables dont ils vivent et s'engraissent.

J. Degalvès.

DES FAITS

Gaspillages.

Dans le rapport de M. Maurice Faure sur le budget des beaux-arts, il y a un passage très intéressant sur les gaspillages qui résultent de l'organisation de nos divers services d'architecture, actuellement dispersés et discordants: « Allez-vous-en à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, etc., vous découvrirez que le même jour, si le hasard s'y prêtait, vous pourriez vous rencontrer avec sept architectes, inspecteurs généraux, venus de Paris afin d'examiner sept affaires pour lesquelles un seul d'entre eux eût suffi.

Nous disons sept, suivez plutôt: le premier est venu pour l'école vétérinaire, il représente les bâtiments civils; le second pour la restauration d'une église, il est envoyé par les monuments historiques; le troisième pour une autre église, peut-être pour la même, il est le délégué de la direction des cultes; le quatrième vient savoir à quoi attribuer le dépassement qui se produit dans la construction du lycée, il est le mandataire de la direction de l'enseignement secondaire; le cinquième est chargé de recevoir au nom de la direction de l'enseignement primaire une école qui vient de s'achever; le sixième vient visiter les travaux de la prison, c'est le ministère de l'intérieur qui l'envoie; enfin, le septième doit rendre compte au ministre du commerce d'une réparation entreprise dans une école d'enseignement technique.

C'est incroyable, mais c'est vrai, et ne confondez pas; il ne s'agit pas de sept architectes dirigeant les travaux de sept édifices différents, ce qui pourrait s'expliquer dans une certaine mesure, mais bien de sept architectes délégués de l'Etat venant inspecter sept confrères architectes en chef et recevant pour cela un traitement annuel et des indemnités de déplacement; ces dernières varient suivant les ministères; elles peuvent être en moyenne évaluées au double du prix du voyage en chemin de fer augmenté d'une vingtaine de francs par jour; multipliez par sept les quelques centaines de francs alloués pour chaque mission à chaque délégué, vous aurez un joli total au bout de l'année.

(*Justice*, 5 décembre 1895.)

Les rentes des travailleurs.

Depuis quelque temps, on remarque, rue de la Fontaine ou rue Gambetta, un aveugle, marchand de journaux. Nous engageons nos lecteurs à lui acheter, de préférence, leurs journaux. Ce brave homme est un ancien ouvrier boulanger; il a perdu la vue à la suite d'une maladie occasionnée par la fatigue et le travail de nuit. D'après le docteur qui l'a soigné, la vue a été particulièrement brûlée par le rayonnement du four en retirant le pain. Jusqu'à présent, la femme de ce malheureux avait pourvu à ses besoins, mais elle est tombée malade elle-même et il espère vendre des journaux, suffisamment, pour pouvoir élever sa famille. Nous le recommandons vivement à nos lecteurs.

(*Le Réveil*, Cherbourg, 16 mai 1896.)

Les victimes du mariage.

Du *Journal* (25 avril):

« Ils avaient commencé par être amant et maîtresse: lui, très bon peintre décorateur, vaillant au travail; elle, excellente ouvrière. Il s'appelait Morando, était venu d'Italie, voilà longtemps. Installé à Paris, ses affaires avaient vite prospéré. Ils étaient donc heureux. Dans leur quartier, il n'y avait qu'une voix pour dire leur bonheur, parler de leurs amours, de leurs caresses qui, en ce temps-là, ne tarissaient pas. *Pour leur malheur, ils se marièrent.*

Les baisers, comme par un triste enchantement, se glaçaient sur leurs lèvres, et ils en arrivaient à des discussions, à des colères que l'audience d'hier a dévoilées. »

Le 4 octobre dernier, Morando tuait sa femme.

— Une voisine, « Mme Campion, vient déposer. Une question de Me Félicien Paris l'oblige à confesser qu'elle n'est, elle, que la maîtresse du voisin Campion, et qu'elle se trouve, du reste, parfaitement heureuse. »

C'est que le mariage transforme la femme en une propriété pour l'homme. Il est donc logique que l'affection lasse place à des sentiments de propriétaire, et que le mari se reconnaisse le droit de vie et de mort sur ce que la loi lui adjuge comme son bien.

John Robinson, de l'Afrique du Sud, possède une fortune évaluée à 1.750.000.000 francs et l'*Italie* (du 4 mai) nous apprend qu'en 1878 il fit avec sa femme une route de 300 milles en mendiant. Les 1.750 millions sont sans doute le produit de leur travail fait depuis!

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Liberté de la presse. — Les camarades Matha et Lephay, du *Libertaire*, seront poursuivis pour les articles parus dans ce journal à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat d'Emile Henry. Le « sympathique » Meyer, bien connu des anarchistes, a fait savoir à Lephay que les poursuites seraient exercées en vertu des lois « scélérates », et que le procès se déroulerait *en police correctionnelle*. Etant donnée l'indépendance de la magistrature, c'est une condamnation certaine.

Et après? Cela nous empêchera-t-il de dénoncer les crimes journaliers de la bourgeoisie et de penser que le nombre incalculable de ses victimes devrait lui imposer quelque réserve à l'égard de qui se révolte contre elle?

* * *

Les rentes des travailleurs. — Une explosion d'acide carbonique vient de faire vingt-quatre victimes au puits Fontanes (Gard). Cette mine était considérée comme très dangereuse, à cause des dégagements considérables d'acide carbonique qui s'y produisent. Mais comme la vie des ouvriers importe moins que la réalisation de beaux bénéfices, l'exploitation de la mine et des mineurs se poursuivait sans remords. Depuis quelques jours, dit-on, les dégagements du gaz étaient plus intenses, mais « rien ne faisait prévoir un accident ». Comme si un accident pouvait généralement se prévoir!

La mine occupe environ huit cents ouvriers, qui se trouvent continuellement exposés à la mort. Cent cinquante d'entre eux se trouvaient quelques instants auparavant sur le lieu du sinistre et c'est un hasard s'ils n'ont pas subi le sort de leurs camarades. Les économistes qui, pour justifier les bénéfices réalisés par les capitalistes sur les travailleurs et les spoliations dont ceux-ci sont couramment l'objet, font sonner si haut les risques que court le capital dans toute entreprise commerciale ou industrielle, feraient bien de réfléchir sur les risques autrement grands que courent le plus souvent les travailleurs.

Quant à la compagnie de Rochebelle, elle s'estimera quitte envers ses ouvriers en payant les frais d'inhumation des victimes. Et les actionnaires continueront en toute quiétude à toucher leurs dividendes.

* * *

Bordeaux. — A la suite du refus par M. Poggi, expert du gouvernement, de certaines fournitures militaires, la maison Chabrat avait dû fermer ses portes; deux cents ouvriers se trouvaient, de ce fait, privés de travail. Ceux-ci, ayant rencontré M. Poggi, voulurent lui demander s'il était toujours dans l'intention de refuser ces fournitures et de les empêcher par là de gagner leur vie. M. Poggi, qui n'aime pas les ouvriers, qu'il considère sans doute comme de la « canaille », tira pour toute réponse son revolver, et, comme un jeune homme présent tentait de désarmer ce forcené, l'expert déchargea cinq coups de son arme dans le tas. Des arrestations ont été opérées, mais non pas celle de M. Poggi, qui sans nul doute sera complimenté par le gouvernement et recevra de l'avancement en raison de son attitude énergique.

* * *

Les grèves. — Les ouvrières de la Compagnie générale des lampes à incandescence se sont mises en grève, refusant d'accepter une diminution de salaire de 30 0/0. La compagnie a proposé une transaction qui a été acceptée et le travail a été repris aux nouvelles conditions.

La grève des chantiers de la gare d'Arras est terminée; le travail a repris.

Par contre, une autre grève a éclaté parmi les herscheurs de la Compagnie houillère de Drocourt, lesquels déclarent ne pas accepter le travail à la tâche substitué par la compagnie au travail à la journée. Ils réclament le retour à l'ancien système. La grève est restreinte aux seuls herscheurs et ne paraît pas devoir gagner le reste du personnel.

* * *

Limoges. — Le mouvement de grève des journaliers de porcelaine de l'usine Guérin s'est étendu à toute la corporation.

A la suite de ce commencement de grève, l'affiche suivante a été apposée sur les murs des ateliers de *toutes les fabriques* de porcelaine de Limoges:

Union des fabricants de porcelaine.

En raison des difficultés créées à la maison Guérin par son personnel, les ouvriers porcelainiers et manœuvres sont informés que la fabrique sera fermée le jeudi 11 du courant.

Immédiatement, les ouvriers de la corporation, mis en grève par l' « Union des fabricants », se sont réunis à la Bourse du Travail et ont décidé qu'eux aussi devaient s'unir pour la résistance.

La grève comprend plus de 15.000 ouvriers.

A. Girard.

* * *

Saint-Brieuc. — Ce matin, à 4 h. 1/2, ils ont assassiné Dagorne. C'était un malheureux descendant de fous qui, rendu fou lui-même par la faim, pénétra dans une ferme pour y prendre du pain et tua deux enfants qui s'étaient mis à crier. Le docteur Guibert avait démontré à l'audience, d'une façon claire et scientifique, l'irresponsabilité de ce pauvre diable au moment où il commit son crime. Peine perdue! Il fallait, paraît-il, « un exemple ». L'im-

monde individu qui fait métier de procureur de la République devait démissionner si l'autre était gracié. La perte eût été sans doute irréparable; aussi condamna-t-on le fou qu'on accusa au surplus d'être anarchiste, et c'est à son exécution que j'ai assisté ce matin. Quel spectacle! Ce malheureux, ligotté, se traînant à peine, gardé par 200 hommes de troupe et 15 brigades de gendarmerie, saisi par quatre coquins, jeté sous le couperet, égorgé méthodiquement, par une machine *ad hoc*, c'est la quintessence de la lâche férocité bourgeoise. — Lâcheté! lâcheté!! Ceux-là qui l'ont condamné n'ont seulement pas osé affronter le spectacle de son supplice... Ah! monstres, cette mer de sang que vous faites et qui grossit tous les jours, tardera-t-elle longtemps encore à vous suffoquer?

3 juin 1896. X.

* * *

Hospitalité française. — Six « coatti » italiens avaient réussi ces jours derniers à s'évader de l'île de Favigna où ils étaient confinés. Après une traversée heureuse, la petite embarcation dans laquelle s'étaient jetés les six condamnés politiques put aborder sur le littoral africain, à Soliman, près de Tunis. Ces malheureux avaient confiance en l'hospitalité légendaire de la France à l'égard des réfugiés politiques. Mais cette réputation que notre pays s'est faite jadis sous la monarchie et l'empire, nos républicains d'aujourd'hui s'acharnent à la détruire. De même que, dernièrement, les radicaux au pouvoir ont livré à la Turquie plusieurs « Jeunes Turcs » réfugiés en France, de même nos opportunistes détenteurs actuels de l'assiette au beurre se seraient empressés de restituer ces trop confiants évadés au gouvernement italien.

Actuellement deux camps seuls sont en présence sur la surface du globe : d'une part, sans distinction d'opinion, opportunistes, radicaux, monarchistes, impérialistes, etc., les défenseurs du hideux ordre bourgeois désormais en décomposition et, d'autre part, les précurseurs de l'ère nouvelle de justice et d'égalité dont les rayons naissants affolent les chats-huants du régime à l'agonie. A. G.

* * *

Constitution d'une Bourse indépendante du travail. — Réunion tenue le mardi 2 juin, à laquelle assistaient les représentants de dix-neuf syndicats, dont ceux des ouvriers des chemins de fer, des polisseurs sur métaux, des outils à découper, des mécaniciens des Bateaux-Parisiens, de la Solidarité lithographique, le Cercle corporatif des mécaniciens, etc.

Décisions : louer un immeuble d'une vingtaine de mille francs. Pour éviter la loi, l'acte de location sera fait au nom d'une *société civile* composée d'un représentant par syndicat.

Nulle déclaration de *constitution légale* ne sera exigible pour l'admission.

Les sociétés coopératives n'y seront pas admises, tant que les principes qui les régissent actuellement ne se seront pas modifiés.

Plusieurs syndicats qui occupent un bureau à la Bourse municipale, et qui ne l'ont demandé que par *mesure d'économie* ou plutôt pour ne pas être obligés de siéger chez un marchand de vins, ont adhéré à la future Bourse indépendante.

La décision *définitive* (fixation du prix de location et recherche de l'immeuble) sera prise le 20 juillet. Pelloutier.

* * *

Le Congrès des Chemins de fer. — Si, parmi les hommes libres qui pensent, il pouvait s'en trouver encore qui ne fussent pas convaincus que les *syndicats ouvriers* sont la réaction du mouvement social, ils n'auraient qu'à se reporter aux échos du Congrès des chemins de fer, qui vient de tenir ses assises à Paris.

D'un mot, on peut résumer les interminables débats de bonshommes venus de tous les coins du territoire avec la certitude qu'ils tiennent en leur jugeotte étroite la clé de la question sociale. Rien que ça de prétention?

Eh bien! ce sont des opportunistes élevés à l'école d'autres opportunistes et qui se réunissent pendant de longues séances pour discuter quoi? L'opportunité de l'embrigadement, de la honteuse *discipline* volontaire, de la réglementation, des statuts, et pour apprendre la manière d'*étouffer* la vérité, comme au gouvernement, quand un camarade a eu le courage de la dire, cette vérité!

Peut-il en être autrement avec des syndicats livrés pieds et poings liés aux politiciens ambitieux, aux journalistes en rupture de copie, et enfin à une bande de vautours rapaces qui s'est abattue sur des travailleurs qui méritent un meilleur sort? Mais ils ne savent pas, les malheureux! On les trompe et ils se laissent bénévolement mener par le bout du nez.

Cependant les faits commencent à parler, le truc s'use, et, dans les rangs des syndiqués, il y a beaucoup plus d'entêtement que de conviction sincère. C'est que voilà cinq ans que ce syndicat existe et qu'*il n'a rien obtenu, mais absolument rien* pour justifier sa raison d'être.

Leurs chiffres en disent assez. En 1894, 12.449 adhésions; en 1895, 6.301 seulement. Dépenses en 1894 : 73.400 fr. 75, et en 1895, 94.299 fr. 35, soit 14.898 fr. 60 de plus en dépenses, alors qu'il y a eu 1.742 fr. 60 de recettes en moins. Sur ces dépenses, un secrétaire général émarge pour au moins 6.000 francs à lui seul. C'est assez dire que cet individu tient à son « fromage » et met de côté *tout scrupule* pour le conserver, bien que personne ne lui envie sa place; mais j'ai depuis longtemps expliqué aux camarades l'utilité de *supprimer* cette fonction onéreuse et *dangereuse*. Et voilà comment ils ont osé m'accuser de l'avoir enviée!...

Mesnard.

* * *

Gray. — Gray est un des rares endroits où l'on processionne encore publiquement : on y processionne même à outrance.

Un jour, c'est pour fêter une Sainte Vierge volante qui, mécontente, paraît-il, du séjour qu'on lui avait assigné, aurait, à plusieurs reprises, et avec ténacité, déménagé d'elle-même. Une autre fois, c'est pour les Rogations; aujourd'hui, c'est pour la Fête-Dieu; dimanche, ce sera pour je ne sais quoi.

Les femmes sont contentes d'étaler leurs toilettes, et les marchands ne le sont pas moins de les leur vendre. Tout va donc pour le mieux. Aussi la porte de tel Israélite était-elle décorée de fraîches verdures, tout comme celle des meilleurs chrétiens.

On n'a pas vu, cette année, se reproduire les faits des années précédentes : un prêtre bousculant un enfant, et faisant déplacer un fonctionnaire qui l'en avait repris; un autre, poussant l'insolence jusqu'à ôter de dessus la tête d'un homme son chapeau pour le forcer à saluer le saint-sacrement.

Un assez grand nombre d'hommes étaient sur le passage, qui sont restés couverts, et qui ont subi, debout, et avec des railleries, la bénédiction.

Il y en avait, même, qui émettaient des propositions assez irrévérencieuses (il est vrai que ce n'étaient que des propositions) : renverser tout le bazar (le reposoir), entonner quelque chant, pour faire diversion aux *Alleluia* et aux *Ave verum*.

Mais après cela, qui accusent-ils de cette mise en scène grotesque et surannée? La faiblesse de la municipalité, qui ne supprime point les processions par arrêté!

Comme si on devait gagner grand'chose à ce que toute cette antiquaille d'ostensoir, de croix, de bannières, de génuflexions et de cantiques s'aère un peu moins, et reste remisée dans l'église, au lieu de sortir quelquefois! En verra-t-on moins les enfants, ces pauvres petits, surtout les filles, livrés dès la naissance à l'influence déformatrice de la religion; et les hommes, même sceptiques et incrédules, capitulant entre les mains de leurs femmes superstitieuses, lorsqu'il s'agit de l'éducation des enfants?

Et si même l'Eglise était séparée de l'Etat, ce que celui-ci ne se hâte certes pas de faire, en seraient-ils plus avancés? Leurs compagnes ne persisteraient-elles pas à élever de la même façon la famille, à porter spontanément aux curés le budget supprimé, en quoi elles seraient aidées grandement par la classe riche? Et seraient-ils pour cela moins dépendants des patrons cagots par politique, qui les enrôlent dans les cercles catholiques ou autres confréries pieuses? Se débarrasser du pouvoir sous toutes ses formes me semble donc fort nécessaire pour s'affranchir de ce pouvoir qu'est l'Eglise.

J. D.

* * *

Arras. — *Le congrès de Londres.* — Le *Travailleur du bâtiment*, parlant de l'intention qu'ont les organisateurs du congrès d'exclure les adversaires de l'action politique et parlementaire, fait ressortir tout le danger de cet exclusivisme, et exprime l'avis que l'intérêt des travailleurs doit passer au-dessus des questions de parti. Il conclut ainsi :

« De quel droit un congrès qui se tiendrait dans de telles conditions se réclamerait-il du prolétariat universel?

« Ce n'est pas par l'exclusivisme que l'on arrive à l'entente, même et surtout internationale.

« En excluant les antipoliticiens et les antiparlementaires, on aboutirait, non à un congrès de travailleurs libres, mais à un congrès des partisans de l'action politique et parlementaire, ce qui n'est pas du tout la même chose.

« Nous souhaitons que cela soit compris de ceux qui accepteront la responsabilité de se prononcer sur cette grave question.

« L'acheminement vers la Révolution sociale ne doit pas être entravé par des préoccupations que nous nous permettons de trouver bien mesquines, si on les compare au but à atteindre. »

Cette argumentation venant d'un journal corporatif ajoute un poids important aux protestations déjà exprimées.

Espagne.

Les journaux bourgeois de cette semaine nous apportent la nouvelle qu'une bombe lancée au milieu d'une procession aurait tué dix personnes et blessé une quarantaine. D'après ces mêmes journaux, les auteurs de l'attentat visaient le général Despujols; mais, comme toujours, la bombe n'a pas atteint son but, tuant et blessant des femmes et des enfants.

Arrestations d'anarchistes par toute l'Espagne, mise de Barcelone en état de siège, clameurs des journaux bourgeois, voilà le bilan de cet acte, et, chose plus grave, affolement de la foule qui ne voit, dans les anarchistes, que des forcenés agissant à tort et à travers, ratant toujours le but.

Mais avant de jeter la pierre, il faudrait bien se rendre compte de l'état des esprits. Il faudrait se rappeler les arrestations en masse de 93-94. Des hommes gardés des mois entiers en des prisons infectes, à bord des pontons, pour le seul crime de désirer un ordre social meilleur, pendant que femmes et enfants crevaient de faim dans leurs taudis. Les journaux bourgeois nous ont raconté les tortures endurées : le régime de morue salée qu'on faisait subir aux prisonniers en les privant de boisson, l'eau qu'on faisait miroiter à leurs yeux, dans le cabinet du juge d'instruction, pour leur arracher une parole qui justifiât la répression. L'acte est sauvage! nous crie-t-on. Oui, mais en fait de férocité, c'est la bourgeoisie qui a commencé. La violence engendre la violence, la haine engendre la haine. L'ordre social actuel basé sur la violence ne peut engendrer l'amour. Nous ne blâmons ni ne justifions, n'ayant pas à nous poser en juges, au reste. Nous étudions, nous cherchons à nous rendre compte et à comprendre.

J. Grave.

Angleterre.

Le militarisme en Angleterre. — Hier, 28 mai, à Aldershot, Edward Smith, soldat, 19 ans, a tué le caporal Payne, de propos délibéré, d'un coup de carabine.

Smith s'était absenté de la parade le matin, et en conséquence le caporal, par ordre du sergent, l'avait averti qu'il était puni. Smith, après avoir répondu avec colère, entra peu après à la caserne et visant délibérément le caporal, il le tua raide sans prononcer une parole.

Smith avait un an de service et était assez bien noté dans son régiment, quoique réputé comme très emporté.

A Devonport, un soldat condamné à trois jours d'emprisonnement pour une infraction insignifiante à la discipline s'est suicidé en se faisant sauter la cervelle. Il avait dit à un camarade que c'était la dernière fois qu'il paraîtrait à la parade des consignés.

A Portsmouth, un artilleur, ayant 25 ans de service, s'est pendu dans une écurie.

Un caporal du 4e bataillon du Manchester Regiment vient de se précipiter d'un wagon de chemin de fer. Il est mort sur le coup.

(*Daily Chronicle* du 29 mai.)

Hier, Thomas Siggins, soldat, 35 ans, du Royal Marine, Light Infantry, s'est tué d'un coup de fusil dans le corps de garde.

Cela fait le dixième suicide ou tentative de suicide en sept jours, par des soldats, en diverses parties du royaume.

(*Daily Chronicle* du 2 juin.)

* * *

Londres. — Les grèves que nous signalions, il y a quatre semaines, sont en partie terminées.

Dès le premier jour, les patrons ébénistes et agen-

ceurs acceptèrent les nouvelles conditions (le gain de 9 pence 1/2 l heure (1), et par semaine 52 heures et demie de travail, les heures en plus payées suivant le tarif d'augmentation).

Il n'y eut donc aucun chômage, si ce n'est chez quelques patrons étrangers qui ont l'habitude d'exploiter les arrivants, Italiens, Allemands, Français, etc.

Dans le bâtiment, l'arrêt du travail fut de quinze jours chez les menuisiers-charpentiers, qui obtinrent entière satisfaction (10 pence et 50 heures par semaine). Il est utile de noter que dans ce dernier métier on n'accepte aucun étranger, pas même dans les sociétés corporatives.

Les plâtriers, briquetiers, décorateurs, etc., ont également obtenu ce qu'ils désiraient.

La grève fut plus dure pour les plus bas de l'échelle. Seuls, ceux qui fatiguent beaucoup, les maçons et les hommes de peine, dans bien des endroits n'ont pas encore eu satisfaction.

Ici comme partout, ce sont les faibles et les plus accablés par la besogne qui sont les moins bien traités.

Enfin, nul doute qu'avec la solidarité des corporations favorisées, ils ne réussissent ; c'est tout ce que nous pouvons souhaiter en attendant la suppression des classes et des salaires.

GUÉRINEAU.

(1) 0 fr. 95 environ.

LES PÉRIODIQUES

Langue italienne.

« Toutes les *psycho-pathies* : le sentimentalisme maladif, l'incessante convoitise de nouveaux et d'étranges plaisirs et de sensualités spasmodiques dissimulant de vrais et propres crimes, sont occasionnées en grande partie par l'oisiveté qu'assure une opulence due à l'épuisement du prochain et qui existent grâce à la cruelle répartition de la substance sociale.

« Seul le travail utile, qui, fatiguant corps et âme, ramènerait l'homme à des goûts et habitudes simples et normaux, peut régénérer tant de calamités et tant de perversions. »

Tant que l'état social actuel durera, « les crimes provenant de la corruption de la classe riche ne disparaîtront pas, comme ne disparaîtra la protestation des basses couches sociales, qu'elle s'appelle brigandage, ou bien *maffia* ou *camorra*. »

FRANCESCO DE LUCA.

(*Rivista di politica e scienze sociali*, Rome, 1re année, n° 18.)

* *

Les taux dans les banques populaires italiennes. — En dehors de la preuve fournie par les données, la conclusion à laquelle arrive l'auteur de l'article, M. le professeur Valeriano Valeriani, est affermie par les aveux ingénus de Luzzatti, un fervent défenseur des banques populaires, à savoir que le taux maximum d'intérêt est exceptionnel et, grâce à la sagesse bourgeoise, appliqué aux plus pauvres clients de ces banques. C'est ainsi qu'au somptueux banquet des anticipations et subsides à crédit personnel, les places d'honneur sont réservées aux gros bonnets : pour eux l'échéance est longue, le renouvellement facile, quoique entier et périodique, et le taux est de 6 et même de 5 0/0 ; on prélève 6 ou 7 sur la bourgeoisie moyenne, qui représente les neuf dixièmes des clients actionnaires de ces banques. Et peu d'ouvriers, qui, comme les Lazare, restent à quatre pattes sous la table, reçoivent les miettes de ce festin, malgré qu'ils les payent le plus chèrement sous tous les rapports : le taux que l'on réclame aux pauvres va jusqu'à 10 0/0 ; mais généralement et même à ces conditions ils ne trouvent d'avances et ont recours au crédit privé. Afin de justifier l'usure de ces banques prétendues populaires, on invoque la solvabilité douteuse ; mais, selon l'auteur, ce n'est là qu'un prétexte, car en faisant bien le calcul des pertes, on trouve d'un côté un total énorme pour les forts emprunts non remboursés, tandis que les petits crédits ouverts aux pauvres n'apportent qu'une perte bien insignifiante. (*Rivista di politica e scienze sociali*, Rome, 1re année, n° 20.)

Dans ce même numéro, la revue, qui est loin d'être anarchiste, commence l'étude de Kropotkine : « La faillite du système industriel. »

ANDRÉA D'ANGÉLO.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Notre amie Louise Michel arrive cette semaine à Paris. Son intention est de donner une conférence au profit des trois journaux anarchistes : *Les Temps Nouveaux*, *La Sociale* et *Le Libertaire*. Nous annoncerons la salle et le jour ultérieurement.

Les Libertaires du XIIIe, désireux d'étendre leur propagande, profitent à cet effet de la période électorale.

Réunion le samedi 13, préau de l'Ecole, rue Daviet (anciennement François de Sales).

Lundi 15 et jeudi 18, rue Damesme.

Avis aux copains.

Les Egaux du XVIIe se réunissent tous les samedis, à 9 heures, à l'angle de l'avenue des Ternes et de la rue Poncelet.

Les Egaux font un pressant appel aux camarades du quartier ayant réellement à cœur la vulgarisation de nos idées libertaires. Des bouquins et brochures sont mis gratuitement à la disposition des copains désireux de s'instruire.

Les Libertaires du VIIIe sont spécialement invités.

La Jeunesse libertaire des Ternes. — Tous les samedis, à 9 heures, réunion chez le marchand de vins, avenue des Ternes, 12.

Ce groupe se préoccupe tout spécialement de la propagande antipatriotique. L'armée étant le principal appui de l'autorité, nous invitons les jeunes à se joindre à nous pour la destruction de cette plaie sociale.

Les socialistes, de toutes écoles, sont invités.

SAINT-DENIS. — *Jeunesse Libertaire.* — Tous les samedis, au *Rendez-vous des travailleurs*, place du Square, causeries.

Toutes les écoles socialistes sont invitées à la contradiction.

ROANNE. — Les camarades sont informés que le 20 juin, à 8 h 1/2 du soir très précises, il sera donné une causerie-conférence chez le camarade Rimaud, cafetier, rue de Clermont, 70.

Sujet traité : La philosophie de l'anarchie.

A la fin de la réunion, on discutera l'utilité d'un groupe de propagande à Roanne.

CROISMARE. — Des jeunes gens viennent de fonder un groupe libertaire, qui a pour but d'étudier la sociologie libertaire. Tous ceux qui veulent connaître leurs droits, voudraient défendre leurs intérêts communs, et seraient désireux d'en faire partie, sont priés de s'adresser pour tous renseignements à E. Richert. On reçoit les adhésions tous les samedis, depuis 7 h. 1/2 du soir jusqu'à 9 heures, au siège.

ANGERS. — Dimanche 14 juin, à 3 heures du soir, salle Jouet, place des Arts, fête familiale. Chants, causerie et tombola.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le baccarat, c'est le vol, par A. Bertezène, une plaquette à la *Voix de Paris*, 12, rue Grange-Batelière.

Le Droit de vivre, analyse socialiste, par A. Chirac ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 14, rue des Pyramides.

La Société idéale, par Adrien Foray ; 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

La brochure *Entre Ouvriers*, que nous avons annoncée dans notre dernier numéro, ne se trouve pas à l'imprimerie, mais chez l'auteur, Adrien Berard, coiffeur, rue Belle-de-Mai, 38, Marseille.

A LIRE

Les Rothschilds assassins, E. Drumont, *Libre Parole*, 29 mai.

La Ration sociale, E. Bergerat, *Journal*, 2 juin.

Dans le *Radical* du 1er juin : *Bavardage*, Un Parisien. — *Association*, E. Lesigne.

La Poudre aux yeux, H. Maret, *Radical*, 3 juin.

Prison préventive, L. de Gramont, *Eclair*, 4 juin.

La République des argousins, H. Rochefort, *Intransigeant*, 9 juin.

Aspects, par A. Retté, *La Plume* du 1er juin.

Chronique, H. Bauer, *Echo de Paris*, 8 juin.

L'Errante, vers de P. Quillard, dans le *Mercure de France*, de juin.

A voir : *Rothschild dort*, dessin de la *Libre Parole* du 11 avril 1896.

A NOS LECTEURS

L'Anarchie, sa philosophie, son idéal, *la brochure de notre ami Kropotkine, vient d'être mise en vente cette semaine chez Stock. Cette brochure, dont le prix en librairie est de 1 franc, sera, par arrangement spécial avec l'éditeur, laissée à 0 fr. 50 à nos lecteurs, 0 fr. 60 franco.*

Elle sera en outre remise gratuitement aux souscripteurs des cartes de la conférence qui nous la réclameront.

BOITE AUX ORDURES

« Nous ne pouvons agir avec les anarchistes, vu que ceux-ci n'admettent pas les méthodes parlementaires qui sont les seules auxquelles nous croyons devoir recourir à l'heure actuelle pour réaliser nos projets.

« Ils sont une masse amorphe, sans cohésion, sans volonté, arrière-train du libéralisme expirant, se croyant, par une étrange illusion d'optique, les gens les plus avancés du monde et n'étant, au fond, que les pires des réactionnaires. »

(*La Petite République*, 4 juin.)

« Voici les paroles, les actes qu'il nous faut méditer si nous voulons comprendre le vrai sens des cérémonies dont nos yeux ont été éblouis. Certes, le Tsar nous a donné pour son couronnement d'inoubliables spectacles. Le destin a voulu y ajouter cet épisode plus inouï, plus instructif que tous les autres : le moujik russe montant sur le corps des siens afin de se hausser plus haut vers l'Empereur, afin de faire plus près du Père son acte de foi. »

HUGUES LE ROUX.

(*Le Figaro*, 5 juin 1896.)

PETITE CORRESPONDANCE

H., à Nancy. — Pas reçu le livre de Fugairon.

Un typo. — Etant données les conditions de la société actuelle, nous faisons comme nous pouvons et non ce que nous voudrions.

Obrero Panadero, Buenos-Ayres. — Poisson est mort depuis quelques années déjà.

R., à Ploesti. — La *Société Future* est de 2 fr. 75, vous redevez 0 fr. 50.

P., à Saint-Etienne. — Reçu mandat. — 98 invendus.

G., Reims. — Je vous envoie la brochure *Aux anarchistes qui s'ignorent.*

Reçu pour le journal : P., par D., 1 fr. — A., à Caudebec, 3 fr. — Jean Misère, 40 fr. — E. H., à Andrimont, 1 fr. — F., au Mans, 20 fr. — L. Saxe, 0.85. — J. D., 100 fr. — De divers camarades en visite, 3 fr. — Collecte au groupe de l'*Art social*, 8 fr. — D., à Amiens, 2 fr. — G., à Londres, 2 fr. 50. — L. M. B., 5 fr. — Turin, 20 fr. — P. G., Reims, 2 fr. — Groupe *La Jeunesse Libertaire de Saint-Denis*, 5 fr. — P. S., Saint-Tropez, 2 fr. — Un anonyme, en timbres, 5 fr. 10. — Jeanquimarche, 25 fr. — H. F., à Chauvigny, 2 fr. — *Les Jeunes Libertaires de Roubaix*, 7 fr. — J. A. N., Bordeaux, 0.60. — M., à Bordeaux, 2 fr. — Un turbin qui a les pieds nickelés pour le « pain gratuit », 1 fr. — Riska, 5 fr. — Une gueule noire, collecte faite entre amis à la campagne, 4 fr. — Merci à tous.

C., à Turin. — E., à Cette. — M., à Cette. — V. à Roubaix. — B., à Bourges. — M., à Bourg-de-Péage. — G. S., Ploesti. — G., à Orléans. — S. P., à Bordeaux. — M., à Anvers. — B., à Roubaix. — A. A. C., à Estagel. — V. à Marseille. — N., à Londres. — H., place d'Anvers. — N., à Alger. — E. S., rue Pierre-le-Grand. — S., à Varna. — B., à Puget-Ville. — G., à Maline. — H. G., à Port-Elisabeth. — B., à Nantes. — Mme B., à Fère-en-Tardenois. — N., à Hodimont. — F., à Liège. — M., à Patras. — L., à Angers. — R., à Roanne. — C., au Havre. — B., à Keranfurust. — D., à La Haye-Descartes. — M., à Marseille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE N° 8 — DIX CENTIMES — DU 20 AU 26 JUIN 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DOUBLE JÉSUITE ET TRIPLE GUEUX

(*Châtiments*, V. Hugo.)

On vient d'enterrer le Jules Simon officiel, avec tous les honneurs habituellement rendus aux bons bourgeois gouvernementaux, toujours prêts à mitrailler le prolétariat au bénéfice de ses exploiteurs de tous poils et de toutes couleurs... — C'est dans l'ordre et nous ne sommes pas assez naïf pour nous en étonner.

Les journaux les plus radicaux et les plus socialistes même n'y ont point trouvé à redire : ils ont été « corrects » et « comme il faut ».

Il nous paraît pourtant utile, dans le seul intérêt de la vérité historique et de la vraie morale publique, de retracer en traits rapides ce que fut cet homme, non, bien entendu, d'après notre jugement personnel, mais d'après la seule morale bourgeoise, dont il faisait tant de fracas dans ses livres et dans ses discours. — Nous nous contenterons de rappeler seulement les faits eux-mêmes.

Dès son entrée dans la carrière des lettres et du professorat, il commet la lâcheté de renier le nom de son père, nom sans tare, ni ridicule ou obscène, comme celui, par exemple, des « de Bonnechose » en France — ou des « Plantamour » à Genève.

Voilà pour l'homme si respectueux de la famille!

En 1845, — il a à peine 31 ans — il se fait décorer, en récompense de sa servilité — comme professeur — envers le gouvernement d'alors.

Voilà pour l'homme indépendant!

En 1847, aux dernières élections législatives sous Louis-Philippe, il se présente comme candidat de la *gauche dynastique*, décidé à combattre résolument le « gouvernement corrupteur » dont il demeure d'ailleurs le fidèle et obéissant fonctionnaire, comme le lui rappelle très justement un « électeur breton ».

Voilà pour la délicatesse du professeur!

Le 24 février, la République est proclamée. — Jules Simon s'affirme « républicain radical et libre penseur ». — Il conspue Louis-Philippe « déshonoré et chassé de France, sans laisser ni un ami, ni un regret ». — Voilà pour le tact de l'homme qui acceptait, trois ans avant, d'être décoré par ce roi *déshonoré*. — Les morts vont vite, chez ce grand cœur!

Député des Côtes-du-Nord à l'*Assemblée Nationale*, comme républicain radical et libre penseur, Jules Simon vote constamment, avec la droite, toutes les lois de réaction. — Il vote l'état de siège et la transportation en masse et sans jugement des *insurgés de Juin*, qu'il traite de « brigands ». — Il avait fondé préalablement et avec son ami de collège, Amédée Jacques, la *Liberté de penser*; il vote avec la droite — toujours — toutes les lois *contre* la presse; il fait partie du célèbre « Comité de la rue de Poitiers », où se brassent toutes les conspirations contre la République et se prépare le coup d'Etat... de Changarnier, au profit du rétablissement des d'Orléans. — Il appuie les mesures prises par Barthélemy Saint-Hilaire contre ses anciens amis politiques, Amédée Jacques et Deschanel, chassés de l'Université; il applaudit à la fermeture du cours de Michelet et à la réintégration au *Collège de France* du célèbre péd... non... *esthète*... Lherminier!

Voilà pour la fidélité aux principes et pour la moralité du célèbre auteur du *Devoir* et de la *Conscience!*

Grâce aux menées réactionnaires du Comité de la rue de Poitiers, arrive le coup d'Etat... au bénéfice, il est vrai, de Louis Bonaparte et non de l'illustre général Bergamote. — Désappointement de l'honnête Simon, obligé par pudeur, et surtout par calcul en vue d'un avenir possible encore, de donner sa démission... sauf à se récupérer de ses appointements plus tard. — Ce qu'il fit d'ailleurs, au lendemain du 4 Septembre, alors qu'il venait d'être nommé ministre de l'Instruction publique.

En 1857, les électeurs étant convoqués à de nouvelles élections législatives générales, l'Empire impose le *serment préalable* aux candidats. — Par une lettre à tout jamais célèbre et datée du *2 avril*, Jules Simon décrit son « état d'âme » à son ami Charras, alors en exil. — Il est écœuré de l'ambition malsaine des « jeunes » qui ne répugnent point à prêter ce serment et s'apprêtent ainsi à vendre la République à son ennemi. — Le 27 mai, moins de deux mois après, il prête ce même serment, au dégoût unanime de tous ses amis. — Voilà pour la sincérité, la loyauté et la dignité du susdit Jules Simon!

Pour être réélu en 1863, il s'affirme de nouveau radical et même socialiste. — Le 19 janvier 1864, aux applaudissements de la majorité et de son président *De Morny*, il propose, appuyé de la signature des plus avérés réactionnaires, d'interdire aux associations ouvrières de s'occuper de toute question politique. — Voilà pour le libéralisme et la sincérité de celui qui, un peu plus tard, s'affiliait, sous le numéro 606, à l'Internationale des Travailleurs!

En 1868 — à Saint-Etienne — il approuve dans son discours les efforts dignes d'éloges de l'empereur, pour l'extension qu'il a donnée jusqu'alors à l'instruction primaire.

Voilà pour l'adversaire acharné de l'Empire!

En 1870, dès le lendemain du 4 Septembre qui l'a nommé membre du gouvernement de la Défense Nationale (?), il emploie toute son énergie en intrigues abominables, ayant pour but avéré d'énerver la population parisienne, résolue à ne se point rendre à l'envahisseur. — Il partage d'ailleurs ce rôle de traître avec tous ses collègues à la Défense, ainsi qu'on en trouve la preuve et l'aveu dans son livre : *Deux années du gouvernement de Thiers*.

Voilà pour le grand et fidèle patriote!

Devenu chef de cabinet en 1877, sous le macmahonat, il abandonne lâchement la situation aux auteurs du « Seize-Mai », en remettant sa démission entre les mains de Mac-Mahon, alors que la majorité de la Chambre était disposée à le soutenir.

Voilà pour la fermeté et la dignité du parlementaire!

Entré au Sénat, il se roule aux pieds de la droite, dont, comme autrefois à la *rue de Poitiers*, il se fait l'agent le plus vil des menées cléricales et orléanistes. — Voilà pour le ferme républicain, qui « chantait, lui aussi, la *Marseillaise* étant jeune... et alors qu'il y avait du danger! » — comme il l'écrivait avec impudence tout dernièrement au *Temps*, dans « Mon Journal »!

Telle est la *noble* existence de celui dont l'empereur d'Allemagne — *lui-même* — déplore la fin! — de ce *libre penseur* « profondément respectueux des droits de l'Eglise » — entre les bras de laquelle il vient de mourir si dignement!

Combien mieux, n'est-il pas vrai, lui conviendrait ce vers de l'auteur des *Châtiments*, appliqué à Veuillot :

« Double Jésuite, et triple gueux! »

G. Lefrançais.

LE POINT CRITIQUE

Chacun de nous sait qu'il a eu dans sa vie un certain moment, où, du choix qu'il allait faire entre deux façons d'agir sur un tel point, devait dépendre la direction qui serait désormais imprimée à toute sa vie subséquente, — le caractère que ses actions, ses pensées, son développement allaient prendre désormais.

Agir de telle façon sur tel point spécial, ou bien agir de telle autre façon, — semble, en des moments pareils, presque indifférent. A peine en voit-on la différence, et c'est pourquoi on hésite. Et cependant, c'est un *point critique* de la vie. Et dès que la vie passée, l'éducation précédente, les pensées conscientes et inconscientes et enfin les accidents du moment ont porté l'homme à agir de telle façon — et non pas de telle autre, — toute sa vie subséquente s'est trouvée déterminée par cet acte même. Sans s'en apercevoir, peut-être, il a fait son choix, au point de séparation, entre deux routes qui doivent le mener dans deux directions absolument différentes, — très souvent des directions absolument opposées.

***

Ce qui arrive à l'homme, arrive aussi aux partis, aux nations.

Lors de la grande *Révolution*, il y eut en 1790 un moment d'*hésitation*. La Révolution allait-elle prendre parti pour les paysans révoltés, qui brûlaient châteaux et terriers, reprenaient la terre aux maîtres, abolissaient dîmes et redevances? Ou bien allait-elle légiférer contre eux, chercher à mettre un frein à leur élan, les fusiller pour faire rentrer la Révolution dans un chenal plus ordonné?

Allait-elle empiéter sur la propriété *établie*, ou bien déclarer la propriété sacro-sainte?

Allait-elle se déclarer elle-même fédéraliste, favoriser le développement *libre de chaque* municipalité et de chaque commune, faire jaillir la vie libre et révolutionnaire dans chaque hameau? — Ou bien serait-elle centraliste, « République une et indivisible », jacobine, tenant à Paris toutes les ficelles du pouvoir, étouffant de Paris toute la vie locale de la France?

Elle hésita *un moment*, mais, guidée par des légistes bourgeois, elle finit par prendre cette deuxième direction.

Les hommes qui inspiraient les masses pendant la Révolution, avaient puisé leur éducation dans des livres de droit romain. Ils s'étaient nourris de traditions des républiques de l'antiquité, telles que les étatistes romains les avaient racontées. Ils admiraient Rome. Ils connaissaient les livres qui parlaient de liberté, sans connaître la vie des villages français.

Le livre l'emporta sur la vie du village, sur le droit coutumier; et la Révolution s'affirma jacobine, déclamatoire, autoritaire, centraliste, ignorante des aspirations libertaires et communistes des masses.

*
* *

Elle assomma la commune du village et livra ses terres au pillage. Elle menaça de mort les ouvriers qui avaient voulu s'associer pour lutter contre leurs patrons. Elle imposa le droit romain de propriété individuelle sur le sol aux paysans, qui vivaient encore dans la possession communale du droit coutumier. Elle détruisit la vie provinciale; elle centralisa tout, elle lutta à mort contre toute espèce de fédéralisme. Elle créa le fonctionnaire omniscient et omnipotent de la Rome impériale qui fleurissait en 1793 et fleurit encore jusqu'à nos jours.

Et, pour cent ans, la France, et après elle l'Europe entière, furent lancées dans la phase de l'Etat centralisé, omnipotent, omniscient, fourrant son nez et son fonctionnaire dans tout, empêchant les hommes de se connaître, de se grouper, de s'associer, traitant toute union, toute association paysanne, ouvrière, voire même intellectuelle, comme un crime contre l'omnipotence de l'Etat et de l'Eglise.

Le choix qui fut fait en 1790 entre le communisme, le fédéralisme et la liberté d'une part, et d'autre part l'individualisme et le centralisme gouvernemental, détermina toute l'évolution du siècle que nous venons de traverser.

*
* *

Eh bien, en ce moment, le parti socialiste, pris dans son grand ensemble, se trouve absolument dans la même situation.

Il traverse une phase d'hésitation, il cherche sa voie, et une question immense — formidable pour l'avenir — se décide en ce moment dans les esprits des ouvriers socialistes des deux mondes.

Le socialisme versera-t-il dans le jacobinisme gouvernemental, réglementateur, centraliste?

Va-t-il chercher à s'affirmer *dans* l'Etat, *par* l'Etat?

Va-t-il essayer de refaire ce qui fut tenté lors de la grande Révolution, — c'est-à-dire la Liberté, l'Egalité et la Fraternité sous la férule de l'Etat?

Ou bien veut-il, au contraire, rompre définitivement avec la tradition de la Rome antique et de la théocratie chrétienne?

Cherchera-t-il à réveiller l'esprit constructif, créatif des masses, pour travailler à réaliser la liberté dans chaque village, dans chaque hameau, en les provoquant à l'*élaboration libre* de l'*entente* et de l'*union libre* entre les hommes?

Cherchera-t-il à réveiller dans chaque usine, dans chaque mine, dans chaque village, dans chaque pâté de maisons des grandes *villes* cet esprit *révolutionnaire* qui, *seul*, pourra pousser les hommes à prendre, un jour, possession eux-mêmes de ces usines, mines, terres, maisons habitées, etc., pour en faire le patrimoine commun de tous?

Cherchera-t-il à constituer la société nouvelle en l'affranchissant du double joug de l'Etat et du capital, ou bien travaillera-t-il à simplement améliorer le sort du *salarié*, en diminuant la tyrannie du capital, mais en augmentant d'autant celle de l'Etat, de la centralisation, du fonctionnaire?

Le révolutionnaire socialiste prêtera-t-il serment de rester fidèle à la tradition centraliste, absorbante, législative de l'empire *romain* et de l'Eglise chrétienne, — ou bien se décidera-t-il à avoir confiance aux masses, à les appeler, elles, à l'insurrection, à la révolution, à la reconstruction de la société sur un principe nouveau?

*
* *

Voilà la question que la marche des événements nous impose, et dont la grande masse socialiste semble comprendre vaguement l'importance, sans cependant l'approfondir.

Nous sommes arrivés à un moment critique. Les socialistes, la grande masse ouvrière socialiste des deux mondes ne peut plus rôder à tâtons dans l'obscurité. Elle est forcée de se poser ces questions et elle est forcée d'y répondre.

— Veut-elle *ceci*, ou veut-elle *cela*?

Veut-elle l'Etat centralisateur, ou veut-elle la liberté?

Veut-elle la révolution ordonnée d'en haut, ou bien la révolution populaire d'en bas?

Veut-elle la férule gouvernementale, ou bien la liberté, l'Anarchie?

Dans un sens ou dans un autre elle doit se décider. Hésiter davantage, et laisser à quelques-uns le soin de répondre à ces questions immenses, — ne se peut plus.

Le socialisme en est arrivé à un point, où il doit se décider pour ou contre l'Etat.

Et de cette décision dépendra — nous en sommes fermement persuadé — le succès ou l'échec de la Révolution dont tous nous sentons l'approche.

VINDEX.

DES FAITS

Un être sordidement vêtu de haillons dépenaillés s'affaissait, hier, sur la chaussée, rue de Clichy.

Des passants s'empressèrent autour de lui, et des agents le transportèrent au poste du commissariat de la rue de La Rochefoucauld.

C'est à peine s'il put répondre aux questions qu'on lui posa, tant sa faiblesse était extrême.

On démêla qu'il se nommait Louis Lebrun et avait trente-deux ans. Il fallut le croire sur parole; car, à son aspect, il était de toute impossibilité de mettre un âge sur son visage rongé par des ulcérations cancéreuses qui en avaient effacé toute apparence humaine.

Le reste du corps était également couvert de plaies purulentes, et, à l'hôpital Saint-Louis, où le pauvre fut conduit, les médecins diagnostiquèrent : la lèpre.

A côté du diagnostic, ils annotèrent ces mots comme indication originelle du mal : Misère! cette lèpre aussi. On peut méditer ce dernier détail, par notre temps de haute philanthropie : Louis Lebrun a déclaré ne pas se souvenir d'avoir jamais couché dans un lit! A trente-deux ans!

Elle ne doit pas être compliquée, l'histoire de ce vagabond, de ce trimardeur; mais combien elle est triste, dans sa simplicité même!

(*Journal*, 10 juin.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Un pétard a été placé à deux heures du matin dans une maison du boulevard Haussmann. Tout s'est borné à une alerte un peu vive parmi les locataires de l'immeuble. Cette affaire, venant aussitôt après la bombe de Barcelone, a pris tout de suite plus d'importance qu'elle n'en méritait. Les mots d' « entente internationale » ont même été prononcés par les M. Lafrousse du journalisme. Là-dessus, les imaginations ont travaillé et les souvenirs de 1894 se sont ravivés. Samedi, au coin des rues Gérard et du Moulin-des-Prés, la foule s'est ruée sur un passant qui avait jugé à propos de faire sur la voie publique l'apologie de cette pétarade et a failli l'écharper. On reconnaît bien là l'intolérance et la stupidité de la foule, qui se montre toujours le jouet des instincts les plus féroces et des élans les plus irréfléchis. Eh! bonnes gens, quel mal vous faisait ce bavard? Bien moins, certes, qu'un tas de pantins officiels devant qui vous vous prosternez ou que vous acclamez à l'envi.

*
* *

Encore une chaudière de cuirassé qui a sauté, faisant une dizaine de victimes, dont six morts à l'heure qu'il est. L'accident est dû, comme toujours, à un défaut de construction. Pour gagner quelques sous de plus, on économise sur la *qualité* des marchandises, sur la main-d'œuvre, surtout, on « bouzille » le travail, sans souci des accidents ultérieurs. Les explosions de chaudières mal construites ou mal vérifiées ont fait plus de victimes que n'en firent jamais les bombes dites anarchistes, mais personne ne s'en émeut et la foule ne songera pas à lyncher les auteurs responsables de ces crimes. Bien mieux, elle reste en extase béate devant leurs chamarrures et leurs passementeries de carnaval.

*
* *

Le gouvernement nous fait savoir par l'intermédiaire des journaux officieux que si les six révolutionnaires italiens réfugiés en Tunisie ont été livrés à l'Italie, il n'y peut rien. Cette lâcheté s'est perpétrée conformément à de vieilles conventions légales datant du XVIe siècle, conclues entre les nations d'Europe et les pays d'Orient en vue de protéger les chrétiens contre la barbarie. Dès qu'on les savait sous le coup de poursuites graves sur les territoires musulmans, on s'empressait de les réclamer pour les faire échapper aux traitements barbares, quitte à les punir de leurs méfaits suivant les lois de leur pays.

Comme mesure de protection, celle qui a été prise à l'égard des réfugiés italiens est réussie. Echappés au bagne où ils endurent toutes sortes de tortures et où on les fusille sommairement quand ils réclament, ils devenaient libres sur le territoire étranger. Mais ces hommes sont des révolutionnaires, ennemis de l'abominable société présente; alors — ô tartufferie bourgeoise! — on déterre de leur poussière tri-séculaire ces capitulations protectrices des nationaux européens, et sans doute pour les soustraire aux cruels inconvénients de la liberté, on replace ces évadés sous le paternel régime du *domicilio coatto*. Sous un ministère Méline, on ne saurait s'étonner de ce comble de protection.

A l'heure qu'il est, la France est à plat ventre devant l'Europe entière. Ce n'est pas notre patriotisme, mais notre esprit de justice qui s'en indigne.

*
* *

Dans la réunion publique tenue samedi dernier à la salle Chayne, nos amis Louise Michel et Sébastien Faure ont fait ressortir tout l'odieux de cet acte de platitude, aux applaudissements unanimes d'un public de 600 personnes environ.

*
* *

LIMOGES. — Une collision s'est produite le 11 juin entre les grévistes porcelainiers de la maison Haviland et les ouvriers qui n'ont pas adhéré à la grève générale. Les peintres céramistes ont été l'objet de huées quand, le même jour, dans l'après-midi, ils sont venus toucher leur paie. Des scènes analogues ont eu lieu devant diverses fabriques.

Comme les intérêts capitalistes sont menacés, toute la gendarmerie et toute la police sont sur pied.

⁂

MADAGASCAR. — La révolte des Fahavalos continue. Les dernières nouvelles apprennent que, le 7 mai, ils ont envahi le village de Vordivondroa, à sept heures de marche de Tananarive. Les habitants se sont enfuis; leurs biens ont été pillés; l'école catholique a été détruite. La veille, un village voisin avait subi le même sort.

Nous adressons tous nos vœux de réussite à ces braves défenseurs de leur liberté contre les envahisseurs français.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

VIENNE (Isère). — Depuis que la crise mécanique sévit dans notre ville, et que les bras inoccupés sont nombreux, les patrons en prennent tout à fait à leur aise. Après avoir tenté de rogner sur le tarif de misère que subissent les tisseurs de draps, et n'osant y parvenir d'une façon directe, ils se rattrapent sur des retenues sous prétexte de fautes.

Or il est d'un usage constant dans la localité de montrer les fautes avant de les faire payer, mais les patrons n'y prennent plus garde et, quand l'ouvrier va pour se faire régler, on lui fait des retenues qui varient suivant le caprice des patrons.

Cela commence à se gâter : il y a environ trois semaines, un ouvrier, ayant subi une retenue, attendit le patron dans la rue — le sieur Louis Isérable, plus connu sous le nom du Bombé — et après s'être fait payer ce qui lui était dû, lui administra une belle paire de gifles, aux applaudissements de tous.

Mais une chose plus grave pour le patronat vient de se passer et qui démontre bien à quel degré de misère on a acculé les travailleurs. Un de nos amis, Mignot, travaillait chez le nommé Astier, avec son fils âgé d'une vingtaine d'années. Mignot a quarante-huit ans, c'est un bon ouvrier, mais il y a tant de jeunes qui n'ont pas de travail qu'il n'y a pas longtemps il était resté deux mois et demi sans place. Très heureux d'être placé avec son fils, cela ne dura pas beaucoup. Le mardi 10 juin, son patron, le sieur Astier, déclarait au jeune Mignot qu'il le renvoyait parce qu'il y avait des fautes à sa pièce, fautes provenant du métier mécanique et dont l'ouvrier n'est nullement responsable. Mignot, le père, s'en fut trouver le patron chez lui pour avoir une explication.

Que se passa-t-il? On ne peut le dire, il n'y avait pas de témoins, mais étant donné le caractère brutal et insolent du patron Astier, et devant sans doute une insulte et un deuxième renvoi, Mignot tirait un couteau de sa poche et pratiquait une ouverture dans le ventre du patron. La femme de ce dernier, en entendant des cris, accourut et, voulant arracher le couteau des mains de Mignot, elle se blessa à la main, puis à la lèvre, sans doute dans le mouvement que fit l'ouvrier pour lui faire lâcher prise.

Mignot, alors, se réfugia à travers la campagne, parmi des bois, des coteaux presque inaccessibles, mais toute la meute policière, gendarmes, sergots et mouchards, était lancée à sa poursuite et, le soir même, il était arrêté par un policier amateur, le nommé Vial, courrier de Luzinay, et le sieur Dupont, ex-sergot qui cumule aujourd'hui les triples fonctions de cafetier, place de la Halle, de gérant des minoteries Crozet et de mouchard.

L'arrestation fut opérée dans des conditions de brutalité inouïes. Les deux mouchards, tremblants de peur à la vue de Mignot qu'ils connaissaient, ameutèrent les paysans aux cris de : « A l'assassin! » et ceux-ci, croyant qu'il venait d'attaquer le courrier, sortirent de leurs maisons, armés de fusils, et firent même feu sur Mignot qui, se soutenant à peine, exténué de fatigue, s'était fait une entorse au pied. On le ligotta et triomphalement on l'amena aux gendarmes, qui le firent écrouer à la prison.

Le lendemain matin, dans une voiture fermée, escortée de douze sergots, entre trois gendarmes, la camisole de force, Mignot était conduit pour une confrontation avec son patron: Malgré toute cette mise en scène, le camarade accepta son acte sans défaillance et le parquet ne put lui arracher une parole de regret.

Puis on le réintégra à la prison, blessé à la figure, aux jambes.

Le sieur Astier est mort le jeudi soir.

⁂

En attendant, Mignot, qui est arrêté, est veuf, et a trois enfants : l'aîné, cause indirecte de l'acte, trouvera difficilement à se placer de quelque temps; un autre a quinze ans, en apprentissage comme pot-à-colle; la dernière, une fillette de douze ans. Au nom de la solidarité ouvrière, il ne faudrait pas qu'ils endurent la faim; au nom de la solidarité sociale, il ne faut pas leur apprendre à mépriser leur père en laissant aux bourgeois le soin de leur venir en aide.

Il faut absolument que tous les camarades nous aident à donner la miche à ces enfants et nous les prions d'envoyer quelques gros sous aux *Temps Nouveaux*, qui nous les fera parvenir.

TRISOTIN.

⁂

ALAIS. — Une explosion d'acide carbonique s'est produite au puits Fontane, appartenant aux houillères de Rochebelle, le 2 du courant. Vingt-quatre esclaves, blancs le matin et noirs le soir, ont trouvé la mort dans cette hécatombe humaine, due, comme toujours, à l'insatiable rapacité capitaliste. Car, si le danger du travail des mines est difficile à conjurer complètement, on pourrait parfaitement éviter ces terribles catastrophes au moyen d'une forte ventilation. Mais pour avoir une forte ventilation, il faudrait de puissantes machines, et celles-ci coûteraient et diminueraient d'autant le chiffre des dividendes.

M. le préfet, M. le procureur de la République et le commissaire central de police se sont transportés sur les lieux (!!!). Le ministre des travaux publics a accompagné à leur « dernière demeure » les vingt-quatre cercueils qui se succédaient; il a « prononcé un beau discours » au cimetière; les hommes noirs ont fait leurs grimaces habituelles et la foule s'est retirée silencieuse et la tête basse. Les survivants iront demain ou après-demain reprendre le collier de misère, en attendant leur tour d'être carbonisés ou asphyxiés par l'acide carbonique, le grisou ou tout autre gaz délétère.

Et le jour où ces survivants voudront se mettre en grève pour réclamer un peu d'amélioration à leur triste sort, ce même préfet et ce même procureur de la République les feront égorger par les soldats, leurs propres frères de misère, leur montrant ainsi qu'*au besoin* le Lebel peut avantageusement remplacer le grisou ou l'acide carbonique.

Cette catastrophe a déjà donné prétexte à une foule d'escroqueries décorées du nom de « fêtes de charité ». Les bourgeois se gargariseront dans l'orgie et les veuves et orphelins pleureront et crèveront de faim. Voilà les résultats de notre belle organisation sociale.

THÉOPHILE LEBOURGEOIS.

⁂

COGNAC. — D'après une correspondance que nous recevons de cette ville, la campagne de Barrucand pour le *Pain gratuit* y a eu son résultat logique. Des camarades anarchistes, abstentionnistes! se sont portés candidats — pas pour la forme, vraiment candidats — plus ou moins mêlés avec des bourgeois. Et voilà comment sous prétexte d'être plus pratiques, d'être plus accessibles aux masses, on se laisse noyer par ces dernières.

Il y a longtemps que nous savions qu'une idée ne progresse qu'en restant pure de toute compromission. Les gens « pratiques » appellent cela du « sectarisme ». Sectaires, soit! nous préférons notre sectarisme à l'opportunisme.

G. J.

Italie.

La grève des tresseuses a commencé dans une bourgade de la Toscane, et comme le mécontentement couvait partout, elle s'est répandue avec une rapidité remarquable dans les communes environnantes. Des milliers de femmes sont en grève; elles vont de village en village propager le chômage. Spontanément de nouvelles recrues viennent grossir leurs rangs, et ces gaillardes ont quelquefois raison de l'autorité qui leur oppose résistance; la grève devient révolte. Elles assaillent les tramways qui portent des pailles et des tresses, ou bien, si les wagons sont vides, elles les occupent de force et se font conduire gratuitement dans d'autres localités répandre la grève. Elles reçoivent à coups de pierres les carabiniers; ceux-ci sont impuissants à réprimer la foule, et aux détachements militaires requis pour les renforcer les insurgées crient « préférer se faire massacrer plutôt que de céder à la force ». Des gardes sont désarmés et frappés. Un journaliste, pris pour un mouchard, était sur le point de passer un mauvais quart d'heure, s'il n'eût été reconnu. Ailleurs, elles parcourent les rues, brûlant pailles et tresses. « A S. Piero a Ponti, on est en pleine révolution, dit un journal florentin, duquel nous tenons principalement ces informations (*Fieramosca*, n° du 22 mai et les suivants) : tous les habitants, vieillards et enfants compris, sont descendus dans la rue et crient à tue-tête : « A bas la police! A bas les carabiniers! » Des foules de femmes qui voulaient pénétrer dans Florence sont refoulées. Et le journal bourgeois déjà cité trouve un symptôme un peu alarmant dans le fait que le mouvement gagne même les pays qui s'étaient tenus calmes primitivement.

La misère est à son comble. Les femmes et les enfants, en groupes compacts, demandent l'aumône. Des boulangers et de riches bourgeois distribuent du pain gratuitement, des souscriptions publiques sont ouvertes. Mais les manifestations pacifiques sont plutôt rares, et, surtout lorsque la force publique s'en mêle, la révolte devient inévitable. A Impruneta, un officier et un brigadier de carabiniers furent blessés par les femmes. Des commerçants de chapeaux sont entourés par le peuple qui les fait promener dans les pays au milieu de hurlements et de sifflements; on leur crie : « A bas les exploiteurs! » A Empoli — dit le *Corriere della Sera* — « les manifestants, irrités à cause de la fermeture de la mairie, mirent le feu aux tableaux de publications de mariage... ne pouvant faire autre chose. » Le délégué remplaçant le maire et un carabinier furent blessés; un garde qui dégaina fut couvert d'ordures. Enfin, déclare la *Fieramosca* (numéro du 27 mai) :

« Les tresseuses, pour dire la vérité, n'eurent d'autres instigateurs que leur misère et l'équité de leur cause, partagée indistinctement de tous. »

⁂

Le *Corriere della Sera* (numéro du 26-27 mai), s'occupant de l'industrie de la paille, nous apprend qu'elle commença en Toscane, il y a plus d'un siècle et demi. Les tresseuses en tiraient un profit raisonnable, mais plus tard, en 1871 — il cite à l'appui les écrits à cette date de M. Fancelli — les tresseuses arrivaient à grand'peine à gagner une journée de 50 ou 60 centimes.

Et aujourd'hui elles gagnent 20 centimes: on leur en a *promis* 30 (1). Mais c'est là un gain exceptionnel; oyez la conversation suivante qu'a eue au sujet des tresseuses, dans un de ces villages, le rédacteur du journal officieux et conservateur :

D. — « On dit que leurs gains sont véritablement mesquins?

R. — « Figurez-vous qu'elles en étaient réduites à accepter 8 à 15 centimes par jour, et les plus habiles!

D. — « Huit centimes!

R. — « Paraît impossible, n'est-ce pas?

D. — « Et pourquoi si peu?

R. — « Parce que les *fattorini* (les intermédiaires fournissant la paille et faisant la commande) disent que la concurrence est terrible, les prix en baisse... Mais ces femmes observent que, malgré toutes leurs souffrances, fattorini et négociants se font de la galette et se bâtissent maisons et villas. » (*Corriere della Sera*, numéro du 27-28 mai.)

⁂

A un député qui, dans les couloirs de la Chambre, lui parlait de la terrible misère de la Sardaigne, di Rudini se contenta de répondre que plusieurs régions de la Péninsule sont dans les mêmes conditions; à quoi de s'écrier le *Messaggero* : « Et dire que certains parlent encore de conquérir des roches arides en Afrique, alors que les plus belles régions de l'Italie sont condamnées à la famine! »

⁂

Là où le travail a été repris, les tresseuses sont au même point qu'avant la grève, si ce n'est dans un état pire; les promesses se sont évanouies comme le brouillard au vent (*Fieramosca*, numéro du 5 juin); mais en général l'agitation continue et les patrouilles parcourent les campagnes.

Parmi les anarchistes arrêtés à Signa et poursuivis pour excitation des tresseuses « au pillage et au massacre », furent condamnés : Andreini et Vivarelli à neuf mois, et Lazzeri à sept mois et demi; les autres compagnons ont été acquittés. Quant aux social-démocrates, à en croire leur organe (*Grido del Popolo*, numéro du 30 mai), ils ont brillé par leur absence : à quoi un de leurs élus, Andréa Costa, de répondre (numéro du 6 juin du même journal) qu'ils n'y ont pas été invités!!

---

(1) Elles doivent fournir de plus le fil et la cire nécessaires.

On signale d'autres désordres :

En Toscane, à Brozzi, femmes et fillettes prennent d'assaut la municipalité, réclamant du pain; à Arezzo, les sans-travail se déclarent solidaires des ouvriers du monde, ayant les mêmes idées et aspirations de classe (*Fieramosca*, numéro du 2 juin). En Sicile, plus de mille ouvriers des mines de soufre sont en grève, le mouvement se propage, on s'attend à des désordres. Déjà les mineurs et leurs femmes font des démonstrations.

Les six camarades : Bergamosco, Fibbi, Melinelli, Palla, Pezzi et Servi se sont évadés de l'île de Favignana et une vive agitation règne parmi les *coatti* y restant. Nos amis avaient réussi à se rendre en Tunisie, mais là ils furent arrêtés, à ce que rapportent les dernières dépêches.

Un autre anarchiste, le soldat Repetto, comparait devant le tribunal militaire de Naples pour excitation à la désertion.

⁂

Pendant que nos amis, les six *coatti* évadés de l'île de Favignana, se trouvaient réintégrés dans les *Carceri Grandi* de Palerme, une imposante manifestation de sympathie eut lieu sous les murs de la prison; on a crié : Vive la révolution sociale! Vive l'anarchie! Mais les portes de la prison s'ouvrirent brusquement, et la troupe, qui y était consignée, se rua sur les manifestants et opéra de nombreuses arrestations.

Selon une lettre de Massana en date du 25 mai et publiée par les journaux italiens, un soldat réprimandé par un officier jeta à la mer son supérieur, qui réussit à se sauver.

On signale encore cette semaine des désordres dans nombre d'endroits, en Sardaigne et sur la Péninsule. A Serra di Falco (dans la Caltanisetta, en Sicile), 800 mineurs réclament pain et travail.

Selon le tableau publié par l'inspection du port, sont partis de Gênes pour l'Amérique, dans le seul mois de mai, plus de 11.500 émigrants.

ANDRÉA D'ANGÉLO.

Grèce.

GRÈCE. — Paraît à Patras le journal *En Avant*, organe des travailleurs communistes cosmopolites, ayant pour devise : Ne pas faire beaucoup, mais bien.

Le numéro qu'un camarade a bien voulu nous traduire contient des articles anarchistes, et un appel à tous pour fonder une bibliothèque de propagande.

Nous souhaitons la bienvenue à ce nouveau camarade de lutte.

Russie.

Il y a à Saint-Pétersbourg plus de 200.000 ouvriers sur lesquels la police a toujours l'œil à cause de leurs tendances anarchistes.

Un de ces derniers soirs, de forts groupes d'ouvriers se plantèrent le long de la grande avenue Newski, bousculant et insultant le monde élégant, arrachant les drapeaux, et forçant les équipages à rebrousser chemin; les capitalistes reçurent principalement de solides horions.

La foule grossit jusqu'au nombre de 15 ou 20.000, jetant des pierres contre les policiers, et enfonçant portes et fenêtres. Plusieurs policiers tombèrent blessés; les plus malmenés furent les concierges, qui sont les auxiliaires de la police.

La foule, furieuse, envahit les palais, dont les habitants hurlaient de peur et d'angoisse, détruisant tout sur son passage; plusieurs bourgeois furent jetés par les fenêtres, et de splendides magasins furent dévalisés.

Lorsque les cosaques accoururent, la foule ne s'éloigna qu'après avoir tenté de les jeter à bas de leur selle, et après leur avoir lancé des cailloux.

On ignore le nombre des morts et des blessés; on le dit être de plus de 200 pour cette soirée-là.

Le lendemain soir, les désordres recommencèrent, mais la police avait pris des mesures. Il y eut cependant environ 100 nouvelles victimes et plus de 800 arrestations. Les révoltés chantaient des hymnes révolutionnaires. Deux policiers furent jetés du haut du pont Nicolo et noyés. Dans les poches des incarcérés on trouva des proclamations révolutionnaires dont des exemplaires avaient été affichés sur les murs des fabriques.

(*Secolo* du 12-13 juin.) A. D'A.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les 100 francs que nous avions reçus pour les verriers victimes de la grève de Carmaux ont été expédiés au citoyen Bruyas, secrétaire de la Chambre Syndicale des anciens ouvriers verriers et similaires.

⁂

Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 20 juin 1896, à 8 h. 1/2 précises, salle Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat.

Les camarades du groupe sont priés de faire rentrer les listes de souscription.

⁂

Jeunesse révolutionnaire de la Madeleine. — Réunion tous les vendredis soir, 24, rue de la Boëtie.

⁂

Groupe de la Jeunesse antipatriote du XIIe arrondissement. — Réunion le lundi 22 juin, salle Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat. — Le groupe, toujours progressant, a pour but, soit par lectures ou par causeries, de détruire les idées de patriotisme qui germent dans le cerveau des jeunes conscrits.

⁂

A la sortie de la réunion de lundi de la salle d'Arras, une camarade a perdu un fichu de dentelle noire. S'il est tombé entre les mains d'un camarade, on est prié de le rapporter au Journal.

⁂

MARSEILLE. — Dimanche 21 courant, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale, salle de la brasserie Noailles (entrée rue Thubaneau), au profit du journal *Les Temps Nouveaux*, organisée par les Libertaires.

1re partie : Concert.

2e partie : Causerie. Sujet traité : *L'Art musical et la Sociologie*.

3e partie : Bal.

Entrée : 50 centimes.

Le piano sera tenu par un camarade.

⁂

Le *Groupe d'études sociales d'Elbeuf* rappelle aux amis et camarades qui s'intéressent à la propagande que le groupe se réunit tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, salle du café Tellier, à l'angle de la rue Gambetta, et « aux Chevaliers », à Caudebec-lès-Elbeuf.

Etude de la question sociale et causerie par un camarade.

⁂

Les camarades de Troyes remercient les amis qui leur ont envoyé des volumes pour leur Bibliothèque sociologique.

⁂

REIMS. — Tous les camarades sont invités pour le samedi 28 juin, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle Saint-Maurice, rue du Barbastre, 145, à une grande réunion qui aura pour ordre du jour :

1° *La Clameur* quotidienne;

2° Pour avoir un vendeur de journaux définitifs.

Les camarades Disengremelle et Courtois sont spécialement invités. (Urgent.)

⁂

SAINT-ETIENNE. — Tous les camarades partisans de la formation d'un Cercle sont priés de se rendre dimanche 28 juin, à 3 heures du soir, au café Loste, place de la Croix, 2.

Ordre du jour :

1° Compte rendu de la soirée familiale;

2° Présentation d'une combinaison pour la création du Cénacle Plébéien.

⁂

LYON. — *Cercle de l'Egalité.* — Rue Saint-Augustin, 6 (Croix-Rousse), samedi 20 juin, à 8 h. 1/2 du soir, causerie sur l'utilité de la diffusion de l'instruction, par le camarade Jean Collet. Les camarades sont instamment priés d'y assister.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Plan des Jésuites, 1 brochure, par Gallus, 15, rue Claude Pouillet, Paris.

Le Retour, vers, par Maurice Magre, une plaquette, 1 franc, à l'*Effort*, 8, rue des Puits Creusés, Toulouse.

Une Histoire de brigands, 1 brochure, par Louis Guétand, chez Storck, 78, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.

Le Petit Eyolf, par Ibsen, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

A LIRE

Le Cor, L. Descaves, *Echo de Paris*, 14 juin.

Qu'est-ce que la moralité? par A. Herzen fils, *Suisse universitaire*, n° 4.

Attentats anarchistes, de Rochefort, *Intransigeant*, 13 juin.

A voir :

L'Equitable Justice, dessin de Donville, *Libre Parole* illustrée du 13 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu pour le journal : B., à la Haye, 0 fr. 35. — Reims, par M., 5 fr. — P., à St-M., 0 fr. 50. — Marseille, souscr par A. B., 12 fr. 35. — Pervenche, 6 fr. 25. — L. L. et M., Bruxelles, 40 fr. — Laon, 5 fr. — Emile du Panthéon, 2 fr. — Camarades de Cette, 2 fr. — Marseille, quelques camarades, par G., 5 fr. — R., à Nîmes, 4 fr. 70. — Un copain de Passy, 1 fr. — Hellenus, 0 fr. 50. — P. E., Allemagne, 10 fr. — D., à Winterthur, 0 fr. 50. — B., à Montpellier, 5 fr. — Séverin, 2 fr. — Etudiants bruxellois, 16 fr. — L. B. J., 1 fr. — M., par G., Londres, 6 fr. 25. — Nîmes, collecte par R., 5 fr. — Toulon, Var (liste) : Le *Pot à colle de la Révolution*, 1 fr.; Dupuy, 1 fr.; Colas, 0 fr. 50; Fouque, 0 fr. 30; Copain, 0 fr. 30; Coq, 0 fr. 40. En tout, 3 fr. 50. — Montpellier, liste par J. : E. Jouvenel, 2 fr.; un pharmacien, 2 fr.; Arnal, 2 fr.; Lentric 1 fr. 50; Devir, 0 fr. 50; Querelle, 0 fr. 50; Charron, 1 fr.; Chary, 1 fr.; Trouzellier, 1 fr. En tout : 11 fr. 50. — E. L., rue d'Allemagne, 5 fr.

R., Londres, 50 fr. — J. A. N., Bordeaux, 0 fr. 60. — X., 500 fr. — Merci aux camarades qui ont répondu à notre appel, nous espérons qu'ils voudront bien nous continuer leur appui. Nous profitons de la rentrée inespérée des 500 francs signalés à la fin de notre liste, — versés par un camarade qui désire garder l'anonyme le plus strict — pour mettre en brochure les articles de notre ami Tcherkesoff, *Pages d'histoire socialiste*, publiés dans les *Temps Nouveaux* et dont nous donnerons la fin bientôt.

T., à Dijon. — R., à Ploesti. — E., à Montpellier. — C., à Toulon. — C., à Apt. — J., à Bousquet-d'Orb. — J., à Toulon. — F., à Saint-Etienne. — C. W., à Ashwell. — G., à Roustchouk. — H. M., rue N.-D.-C. — P., à Dijon. — D., à Ganges. — Ber., Italie. — R., Lausanne. — D., à Angers. — R., à Lisbonne. — B., à Marseille. — Par la *Sociale* : G., à Paterson; L., à Rio-de-Janeiro; D., à Saint-Chamond; S., à Lens; V., à Lille; D., à Morez; G., à Charleroi. — A., à Hodimont. — K., à Gmund. — L., à Chaux-de-Fonds. — M., à Reims. — L., à Angers. — F., à Amiens. — H., à Saint-Nazaire.

Reçu timbres et mandats.

Reims. — Convocation arrivée trop tard.

S., à Varna; G. R., à Ploesti. — Volumes expédiés. Ajoutez donc, à l'avenir, 0 fr. 25 pour la « recommandation » à la poste, si vous ne voulez pas qu'ils « s'égarent » en route.

Un camarade demande à emprunter : *Le Réveil du lion*, de Roussel de Méry?

F. D., ouvrier tailleur. — Lu votre article, imprégné de bonnes idées, mais pour être inséré demanderait à être refait complètement.

B., à Montpellier. — Merci de vos encouragements.

R., à Nîmes. — Oui, l'*Etat et son rôle historique* fera une seconde brochure.

Séverin. — L'article est bon, mais nous voudrions bien effacer la direction paternelle de l'intelligence?

Trisotin, Vienne. — Où faudra-t-il expédier les fonds? — Envoyez-nous des journaux locaux.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Nancy

Chez Claude, rue Saint-Georges.

à Angers

Chez Duvivier, 26, rue Plantagenet;
Dron, 23, rue Bodinier;
Leduc, 18, rue de Reculée.

Le camarade Leduc porte à domicile.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE N° 9 — DIX CENTIMES — DU 27 JUIN AU 3 JUILLET 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SUPERSTITION " PATRIE "

En sa *Chronique de la littérature et des arts* (*Société Nouvelle* de juin), M. G. Lecomte émet sur le militarisme et la patrie des opinions dignes de remarque.

Après avoir affirmé qu' « avant longtemps le militarisme aura disparu comme un mauvais rêve et que plus tard l'idée de patrie s'écroulera », M. Lecomte ajoute : « Mais pour l'instant nous sommes environnés de pouvoirs rapaces et réactionnaires tout de même par rapport aux idées de liberté que la France représente. Et ce sont ces idées-là qu'il ne nous faut pas laisser sombrer. La patrie ce n'est pas la terre, c'est l'âme d'un peuple. Or, il est nécessaire que l'âme de ce peuple qui a eu une grande influence pour l'affranchissement de l'humanité subsiste intacte, avec son culte de la raison et du libre examen. Aussi longtemps qu'elle sera guettée par des pouvoirs religieux ou royaux qu'elle inquiète ou menace, nous devons la défendre parce que nous croyons qu'elle représente des idées utiles au libre développement humain. »

Eh bien, non! Même sous ces couleurs flatteuses, le patriotisme n'est plus un sentiment raisonnable et qu'il faudrait seulement réduire à de justes proportions pour en faire un moyen utile de progrès. Le patriotisme, dès aujourd'hui, est nuisible. C'est une superstition au sens étymologique du mot, une croyance qui *persiste*, qui *survit* à sa nécessité.

Il y a un siècle, lorsque le progrès consistait en le passage d'une forme de gouvernement à une autre moins oppressive et que la grande affaire était d'instaurer un code d'égalité politique, il pouvait être important que le peuple le plus libre demeurât puissant en face des autres, comme un permanent exemple et un stimulant vers le progrès. Quand l'idée de justice et de liberté s'exprimait par une formule politique, une nation pouvait, à l'exclusion des autres, représenter cette idée et la maintenir en force en se gardant forte elle-même. Une nation s'identifie aisément avec une forme gouvernementale.

Mais nous sommes loin de tout cela. Les transformations politiques ne peuvent plus rien pour le progrès. L'œuvre urgente, telle que — dans l'Europe entière et sur tous les points civilisés des autres continents — elle s'impose aux pensées et aux consciences modernes, c'est une nouvelle organisation sociale de solidarité, de communisme, d'égalité.

Or cette forme sociale n'a pas d'ennemis plus redoutables que les gouvernants, quels qu'ils soient. Et si l'on prend garde que le sentiment de nationalité et de patrie est un des derniers prétextes à l'existence des gouvernements, leur dernier refuge, on comprendra que ce même patriotisme ne puisse guère servir notre actuel effort vers une société sans maîtres.

Aussi est-il faux que le patriotisme — même français — ait encore quelque chose de commun avec « *l'affranchissement de l'humanité* ». La lutte mondiale entre la classe possédante et la classe productrice n'en continuera pas moins, que les armes françaises soient victorieuses ou vaincues. Citoyens de l'Empire allemand ou sujets de la République française, les Français soucieux du « culte de la raison et du libre examen » — c'est-à-dire les vrais patriotes d'après M. Lecomte — pourraient, dans des conditions à peu près identiques, faire preuve de patriotisme et se dévouer à leur culte. La lutte d'où naîtra le progrès désormais est indépendante de toute idée de gloire nationale, parce que les deux adversaires — adversaires économiques — se trouvent en chaque pays, en nombre à peu près égal, animés des mêmes intentions. Et aussi parce que des groupements sociaux plus rationnels et plus équitables ne naîtront pas sans une entente internationale des travailleurs, entente difficile tant que nous traînerons au pied le boulet de la revanche.

S'il y eut des heures, en Europe, où les soldats français furent les soldats d'une idée plus que d'un pays, ces heures ne semblent donc pas devoir reparaître.

La vraie patrie, c'est l'âme d'un peuple. Soit! A ce sens, nous sommes patriotes. Mais l'âme d'un peuple se modifie à travers les siècles. Et au moment où nous sommes de cette évolution, l'âme de notre peuple, incarnée en des hommes de foi hardie et de pensée neuve, se manifeste en dehors de toute restriction nationaliste et s'exprime en une langue où le vieux mot de patrie n'a plus de sens. En raison même des traditions françaises de raison, d humanitarisme et d'indépendance, ceux qui prétendent les continuer devraient s'apercevoir qu'aujourd'hui le patriotisme supérieur et vrai consiste, en France surtout, à ne plus être patriote.

Des faits sensationnels confirment notre dire. Faute d'avoir interprété sainement le devoir actuel, ceux qui persistent en l'ancien chauvinisme se salissent, de nos jours, aux pires aventures.

L' « âme » d'un peuple affranchisseur d'humanité, ami « de la raison et du libre examen », se retrempe en l'amitié d'un prince adorateur d'images, tueur de pensée, fouetteur de vieillards, affameur de son peuple! Et quelle joie pour le libéralisme français — vrai patriotisme, — notre vieil hymne de révolte prostitué aux gémissantes mesures du chant qui signifie cent millions d'hommes aux genoux d'un seul!

J'oubliais que des pouvoirs *religieux* ou *royaux* nous guettent contre quoi nous défend sans doute le *prêtre-roi*.

Dans la légende populaire, un certain Gribouille se jette à l'eau pour éviter la pluie, et, dans la fable, un ours chasse les mouches sur la figure de son maître à coups de pavés.

Entre la patrie et l'homme, poursuit M. Lecomte, un pacte intervient. « Celui-ci consent, *de sa propre volonté*, à faire à la patrie le sacrifice de quelques années de sa liberté et de sa vie pour contribuer à sa sauvegarde et il veut bien déléguer à quelques fonctionnaires spéciaux, instruits dans le métier des armes, le soin de diriger ses efforts. » Délicieux! Seulement, il y a une ombre à l'idylle. Les hommes qui ont signé ce contrat — sous le revolver du gendarme et non pas de leur propre volonté — « ne savent bientôt plus pourquoi ils sont réunis là, si durement, en dehors de la vie. » Jamais on ne leur parle de l'idée. « Ils n'aperçoivent qu'une série d'exercices, de corvées; ils n'entendent que la nomenclature des codes menaçants et des théories. »

Comment parler d'une idée en laquelle on ne croit pas? Ce silence indique très nettement que notre patriotisme est une frime pour la masse, dont les dirigeants — officiers et autres — ont fait, quant à eux-mêmes, bon marché. Si la patrie répondait à quelque réalité, il en serait question un peu plus parmi ceux préposés à sa défense.

M. Lecomte voudrait un salut au drapeau un peu plus digne, quelque chose de senti, d'ému, avec musique, larmes et trémolos. Ce conseil de mises en scène combinées afin de surprendre la foi nous semble émaner d'une morale douteuse. La caserne brutale où l'on violente le corps nous paraît préférable à celle où l'on force la conscience. Les jurons d'ivrognes galonnés suffisent d'ailleurs pour aboutir aux combinaisons financières, telles Madagascar, ou aux basses besognes de police comme Fourmies. Et pourquoi des êtres jeunes, naïfs et droits, telles les recrues, seraient-ils voués aux enthousiasmes militaires et aux roublardises sentimentales, pendant qu'un chroniqueur exhalerait bruyamment son mépris de l'armée? Si le militarisme, même perfectionné, reste un danger « *vouant les peuples au malheur, à la paralysie, à la décrépitude* » (je cite toujours M. Lecomte), pourquoi endiguer le flot montant des haines par des suggestions malhonnêtes? Sublime chez l'écrivain, la révolte le serait-elle moins chez le paysan et l'ouvrier?

M. Lecomte, il est vrai, possède des aphorismes très propres aux transactions. Il parle volontiers de « mal nécessaire », et nous confie, entre deux parenthèses, « que, si médiocre que soit une idée, elle garde tout de même une beauté supérieure. » Et puis le sort actuel des gouvernements le préoccupe : « Combien d'êtres entrés à l'armée *dociles et résignés à toute l'organisation actuelle de la vie* en sortirent aigris par l'injustice, par l'abus du pouvoir et passionnés d'affranchissement! » M. Lecomte trouve cela mauvais, sans doute, et il indique les « réformes justes qui provoqueraient une détente ».

De telles opinions, flottantes et contradictoires, retardataires sous des apparences libérales, sont émises chaque jour sur les grandes questions de notre temps, capital et travail, socia-

lisme et politique. Inconséquences, tâtonnements, réticences et compromissions, voilà où tombent ceux qui persistent à vouloir être des deux côtés à la fois. Et c'est inévitable. Il est des moments, dans l'évolution des sociétés, où de toute nécessité il faut choisir entre le passé et l'avenir.

CHARLES-ALBERT.

LE CONGRÈS DE LONDRES

Certains camarades ayant l'intention de se rendre au prochain Congrès international ouvrier qui doit se tenir à Londres à la fin du mois de juillet prochain, peut-être serait-il intéressant de relater ici les différentes questions qui doivent être mises en discussion.

Le congrès, qui prend le titre de « Congrès international socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières », s'ouvrira à Londres le lundi 27 juillet, à 9 heures du matin; les séances auront lieu à l'hôtel de ville du district de Saint-Martin, à Londres. Le congrès durera cinq jours.

Une démonstration en plein air aura lieu à Hyde-Park, le dimanche 26 juillet, en faveur du maintien de la paix internationale.

Sont admis au congrès « toutes les chambres syndicales et aussi les partis et organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'organisation politique ». Dans cet article de la circulaire tient tout l'esprit du congrès, qui, dans l'espérance de certains, serait plus un congrès de politiciens qu'un congrès de travailleurs. Il importe donc que les anarchistes se fassent déléguer le plus nombreux possible afin de déjouer la tactique des marxistes et leur montrer qu'il existe une grande part de travailleurs qui rejettent toute action politique et parlementaire.

Déjà les Hollandais avec Domela Nieuwenhuis se rangent avec les anarchistes et rejettent toute action parlementaire. On a lu ici même la lettre que nos camarades d'Espagne adressent à toutes les sociétés ouvrières et à tous les travailleurs; les Trade-Unionistes anglais rejettent aussi toute action politique; il y a donc lieu d'espérer que, malgré le désir qu'ont les social-démocrates d'exclure qui il leur plaira, ils en seront empêchés par la majorité.

Chaque nationalité vérifiera et examinera les mandats de ses délégués et préparera une liste de délégués dont les mandats auront été acceptés ou refusés. *Le Congrès seul, en dernière instance*, a le droit de refuser des délégués; il importe donc que les camarades qui ont l'intention d'aller à Londres soient bien en règle pour éviter toutes contestations qui ne manqueraient pas de se produire.

Voici maintenant les principales questions qui doivent être discutées au congrès; l'on verra par là qu'il est nécessaire, de par l'importance de ces questions, que les anarchistes soient le plus nombreux possible, car il s'agit pour nous d'affirmer que le socialisme marxiste ne représente pas à lui seul toute la classe ouvrière.

La première question de la circulaire est celle-ci: Guerre et arbitrage, à laquelle doit s'ajouter la « grève militaire ». Comme on le voit, cette question ne manque pas d'être très importante pour nous; 2° émigration d'étrangers dépourvus de moyens d'existence; 3° la journée de huit heures, à laquelle doit être ajoutée celle du « minimum de salaire »; 4° le travail des enfants; 5° la grève générale, question aussi de première importance, si l'on considère que la grève générale n'est autre chose que la révolution; 6° la question agraire; 7° le travail aux pièces; 8° la politique coloniale; 9° les conflits entre le capital et le travail. A ces différentes questions de la circulaire, et sur la proposition des Belges, l'on a ajouté celle-ci: « les coopératives » de production et de consommation. De plus, le Comité central (blanquistes) a déposé une proposition tendant à faire une manifestation en faveur du suffrage universel dans les pays où il n'existe pas, et à demander « la législation directe du peuple » dans les pays où il existe.

Comme on le voit, le Congrès de Londres ne manquera pas d'être intéressant pour nous; c'est pourquoi nous croyons qu'il y a tout intérêt à ce que nous y soyons représentés en plus grand nombre possible. Car, comme je l'ai dit plus haut, il s'agit pour nous d'affirmer que le collectivisme marxiste ne représente pas à lui seul la classe des travailleurs, et qu'il faudra continuer de compter avec « les anarchistes, qui seuls ne sont pas sortis de la voie tracée par les premiers congrès de l'Internationale ».

P. DELESALLE.

DES FAITS

Les grèves en avril 1896.

14 grèves atteignant 220 établissements ont été déclarées en avril. Le nombre des ouvriers connu pour 12 de ces grèves a été de 3712. Près d'un tiers, exactement 14, ont eu lieu dans le département du Nord. Les causes sont toujours les mêmes: 31 pour des discussions relatives aux salaires, 5 pour s'opposer à une réduction, 29 tendant à une augmentation, 5 à une diminution du temps de travail, 5 pour des questions de personnes, etc.

Sur ces 44 grèves, 18 n'étaient pas terminées le 1er mai; les 26 autres ont abouti à 5 réussites, 6 transactions, 15 échecs. Les 30 grèves terminées en avril ont duré: une, 17 semaines; une, 18 jours; deux, 14 jours; les autres, de 1 à 12 jours.

Les industries textiles sont les plus frappées: 17. On compte ensuite 6 grèves de maçons, 3 de menuisiers, 2 d'ébénistes, 3 de typographes, 2 de bûcherons et enfin une seule grève dans les industries suivantes: mécaniciens, chapeliers, couvreurs, constructeurs de navires, cordonniers, manœuvres, plâtriers, *tanneurs*, tapissiers, tonneliers.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

A PROPOS DU CONGRÈS DE LONDRES. — Dans sa séance du 5 juin, la Fédération des Bourses du Travail s'est occupée du Congrès de Londres. Elle a décidé d'organiser, le 24 juillet prochain, une réunion de tous les délégués d'organisations ouvrières de province qui passeront par Paris pour se rendre en Angleterre; le but de cette réunion est d'échanger des vues sur la tactique à suivre par les travailleurs français au Congrès international et d'établir entre le Comité de la Fédération et les délégués des Bourses du Travail une communion de sentiments nécessaire.

Puis, divers représentants de Bourses de province ont appelé l'attention de l'assemblée sur « les projets d'exclusion que médite la commission du Congrès à l'égard d'une fraction de socialistes-communistes ». *Tous les orateurs ont protesté contre ces projets d'exclusion*. Le camarade Bourderon (Lyon) exprime l'avis que toutes les conceptions sociales doivent être étudiées et qu'il n'est permis à personne d'imposer un *Credo*. Le camarade Pelloutier (Saint-Nazaire) déclare qu'il y a lieu d'exiger qu'il ne soit créé aucun « délit d'opinion » dans un congrès qui s'intitule: Congrès de travailleurs. Le camarade Guérard (Amiens) flétrit la campagne d'ostracisme que fait en ce moment à Londres, contre les communistes libertaires, le député Liebknecht. Parlant de l'exclusion déjà prononcée des camarades de Hollande, il dit qu'il y a là un parti pris qu'il faut combattre. « Si, ajoute-t-il, les libertaires ne sont qu'une masse « amorphe » dépourvue de sens pratique, n'y a-t-il pas intérêt à le faire constater au prolétariat par leurs propres discours? et si, au contraire, il y a dans leur conception de la lutte sociale ne fût-ce qu'un atome de sens, ne serait-on pas coupable de les proscrire sans les entendre? » En terminant, il dépose une proposition tendant à ce que le Congrès admette les délégués de toute organisation ouvrière valablement constituée et n'exclue que les perturbateurs.

Cette proposition est acceptée à l'unanimité.

Et maintenant, que vont faire les marxistes du Congrès? Car l'avis de la Fédération des Bourses du Travail ne doit pas être une quantité négligeable auprès d'un congrès qui s'intitule Congrès international des travailleurs.

Il est fort douteux qu'ils reviennent sur leurs précédentes résolutions. Ces gens-là, se sentant débordés par la masse ouvrière, jouent leur va-tout. Dans la crainte d'une défaite éclatante, ils prétendent exclure de leur congrès tous ceux qui ne penseront pas comme eux, voter ensuite contre eux des résolutions conformes à leur tactique absurde de la conquête des pouvoirs publics et tromper enfin le public et le monde des travailleurs en présentant ces décisions votées en petit comité comme l'expression de la volonté du prolétariat tout entier. Ils auront fort à faire, je le crains pour eux; et cette façon de procéder, dont ils ont déjà usé en divers congrès partiels et locaux, est destinée, vu les intentions partout manifestées par les groupements ouvriers, à tourner entièrement à leur confusion. Ils sont, à mon avis, en train de se confectionner la plus belle veste qu'ils aient jamais endossée.

Le faux nez socialiste dont ces autoritaires se sont affublés jusqu'ici ne trompe plus personne, et puisqu'ils se déclarent maintenant le rempart de la bourgeoisie, qu'ils restent bourgeois, et cessent de s'occuper des travailleurs avec qui ils n'ont rien à voir ni à faire.

*
* *

LIMOGES. — Rességuier trouve des imitateurs. Les patrons porcelainiers de Limoges ont fermé leurs ateliers parce que l'un d'eux refusa de s'entendre avec ses ouvriers sur une question d'augmentation de salaires. Cette nouvelle tactique de la bourgeoisie est à noter. Dix mille ouvriers se trouvent actuellement sans travail par la volonté de quelques riches patrons à qui leurs capitaux permettent d'attendre que leurs esclaves soient réduits par la famine à accepter leurs conditions. Ces conflits doivent faire comprendre aux travailleurs combien est nuisible le système de la propriété individuelle, qui permet d'affamer toute une population par le bon plaisir des détenteurs des moyens de production. Ils doivent contribuer à faire ressortir à leurs yeux la nécessité de la révolution économique.

*
* *

TOULOUSE. — Les ouvriers chapeliers approprieurs de la maison Bert et Cie, à Toulouse, se trouvent en chômage à la suite d'une tentative de réduction de salaire de 60 à 70 0/0 qu'ils n'ont pas voulu accepter. Les ouvrières garnisseuses se sont solidarisées avec eux et ont quitté le travail. Le syndicat des chapeliers adresse un appel aux camarades pour que ceux-ci secondent leurs efforts.

Les fonds devront être adressés au camarade Cassan, trésorier, à la Bourse du Travail, à Toulouse.

ANDRÉ GIRARD.

Angleterre.

LE VRAI GASPILLAGE. — Mardi matin, 9 juin, deux hommes ont été pendus à Newgate pour le meurtre de Mushill.

L'un des hommes, Fowler, s'est trouvé entre les mains de la police quand il était encore écolier. L'autre, Milsom, avait dix ans lorsque la même chose lui arriva.

Tous les deux ont passé leur vie presque entièrement en des prisons diverses jusqu'à mardi dernier, jour où ces tristes existences se sont terminées sur l'échafaud; l'un avait 31 ans, l'autre 33.

Milsom était un homme faible et timide. Son existence pénible et avilissante l'avait tant ravalé qu'il déposa contre son camarade dans le vain espoir de sauver sa propre vie.

Fowler, au contraire, fit preuve d'une énergie et d'un courage remarquables. Pendant qu'il était à Wormwood Scrubs, il organisa une révolte des prisonniers, et à son instigation un féroce combat se livra. Il refusa constamment de déposer quoi que ce soit contre ses complices. Même sur l'échafaud, il ne manifesta aucune peur. Les souffrances de sa vie l'avaient aguerri. — Même en pleine salle d'audience, il fit une dernière tentative de violence contre Milsom, pour se venger de sa trahison.

N'est-ce pas le vrai gaspillage que ces deux vies consumées en prison, tranchées sur l'échafaud sans avoir apporté leur contribution soit de travail, soit de joie au bien commun?

*
* *

SORTIE DE PRISON. — Le Queen's Hall, à Londres, est une immense salle, en laquelle d'habitude se donnent des auditions de musique et de chant, salle parfaite pour l'acoustique, s'il en est.

Mardi dernier (1), le programme était changé, et quoiqu'il ne concordât pas avec l'aménagement du lieu, on joua tout de même un opéra-bouffe en deux actes avec apothéose.

Il y avait des places pour toutes les bourses, et, afin que les torchons ne se mêlassent pas aux serviettes, les premières étaient à 5 francs, les secondes à 3 francs, et démocratiquement ainsi de suite jusqu'au poulailler qui était gracieusement offert au peuple; c'est là que j'étais, content d'avoir une place, mais tout de même maugréant contre les rupins du parterre qui ne se talaient pas les fesses et n'allongeaient pas le cou comme des oies que nous étions.

La scène n'ayant pas de rideau, avant le commencement du premier acte le public assista à l'arrivée des artistes. Ils étaient reçus par l'imprésario-manager-barnum Marx-Aveling (le gendre au vieux); ils se placèrent dans un ordre parfait suivant leur rôle dans le premier hémicycle de la scène; au centre était la table du barnum, et à sa droite s'asseyait le pitre principal nommé Liebknecht (Wilhelm pour les dames), député allemand de son vrai métier, pour l'instant en tournée de comédie à Londres pour réchauffer le zèle des croyants, inspirer et faire répéter la troupe Aveling sur la comédie bouffonne qui se jouera au congrès du mois de juillet.

Le grand comédien Liebknecht avait choisi son moment pour s'exhiber à Londres. Il venait de faire cinq mois de prison pour crime de lèse-majesté. (Qu'a-t-il-fait? — Mon voisin m'a dit qu'il faillit poignarder l'empereur.)

Il ne venait pas exposer une maigreur contractée par cinq mois de détention, non, puisqu'il paraît que les démocrates allemands avaient obtenu l'autorisation de lui porter chaque matin un plat de choucroute; c'est dit, tout en chauffant pour le prochain succès de la troupe il vient ici battre la grosse caisse pour la faire monter.

Le premier acte s'ouvre par des applaudissements qu'interrompt d'un geste forain l'impresario Aveling (complètement rasé comme l'exige le métier).

Suivant l'usage usité dans les foires, il remercie le public d'être venu aussi nombreux; et la claque et l'arrière-claque applaudit.

Ce succès de l'époux ne déplut pas à Mme Marx-Aveling (la fille du vieux), qui se frottait le postérieur sur son siège, comme la chienne de ma concierge quand on lui passe la main sur le dos. Ce que je gobais le plus, c'était le gracieux sourire qu'elle prodiguait à des gentlemen du second hémicycle. Coquine... va!

Après ce premier speech, successivement il annonce les artistes de la troupe, noms, rôles, qualités: grâce à ce coup de pommade, chaque acteur prend son rôle au sérieux et chacun à son tour fait l'apologie du grand Tabarin-Liebknecht, lequel se laisse pommader et repommader; ah! le corps... il n'est pas en pierre comme Molière à son centenaire; car il acquiesçait de la tête à chaque coup d'encensoir. Je me suis bien amusé de le voir faire aller la tête: il me rappelait à s'y méprendre les chevaux et les ânes dressés de chez Corvi, c'était admirable, aussi les applaudissements continuaient formidables.

Quand les cinq premiers apologistes eurent fini, le manager Aveling annonce que le grand comédien Liebknecht va parler. En prenant son rôle de Paillasse, celui-ci cesse ses mouvements de tête. Il s'est levé. Les spectateurs du cirque se crispent les nerfs, des femmes se trouvent mal, elles lèvent les bras en l'air comme dans l'enlèvement des Sabines avec un mouchoir à la main; et, tout en prodiguant du vinaigre aux malades, les applaudissements redoublent.

Liebknecht se mouche, tousse, et quand la fatigue épuise les battoirs, il commence.

Remerciant les Anglais de leur chaleureuse ovation, ceux-ci, mêlés aux Allemands, rebiffent au tapotement.

Il fait l'historique de sa vie et de la social-démocratie en disant qu'il n'y a que ce parti de vital au monde.

Un mécréant (probablement un anarchiste) ne s'avise-t-il pas de lancer un cri d'indignation!

Est-il possible de contredire le tabarinage de l'éminent Liebknecht? — Non.

Le manager Aveling est debout et, avec un geste supérieur à celui de Mirabeau, il dit: Messieurs les commissaires! mettez impitoyablement à la porte le premier qui fera un signe négatif! Les commissaires marxistes, apprentis sergots du quatrième état, se précipitent sur le trouble-fête; celui-ci leur tient tête et reste à sa place.

A l'aide des notes d'un vieux professeur salarié, il passe en revue les différents partis politiques et dit que les socialistes qui ne sont pas partisans de l'action de l'Etat ne sont pas des socialistes, qu'ils sont des ennemis que l'on écrasera s'ils sont sur notre passage. C'était clair comme du jus de boudin, aussi les applaudissements continuaient.

Après trois quarts d'heure d'un magnifique déblocage qui convint beaucoup au moutonnesque auditoire, un entr'acte de cinq minutes fut décidé pour faciliter une petite quête pour l'entretien de la propagande de l'église marxiste.

Pendant cet intermède, le grand orgue joua un air de musique religieuse très écouté.

Au deuxième acte, plusieurs pitres continuèrent de pommader le grand comédien; sans lui, disaient-ils, le socialisme mourrait en Allemagne; c'est sur lui seul que le monde entier a les yeux fixés et attend les ordres pour la délivrance. Et le futur sauveur continuait de mouvementer la tête pour dire humblement: Oui, c'est vrai, c'est moi!

Le programme étant épuisé, nous crûmes la comédie terminée. Un geste de l'impresario Aveling nous fit comprendre qu'il fallait s'asseoir. Et, de la grosse voix d'un saltimbanque enroué d'une si longue parade, il épilogua pour l'apothéose, et tout en cherchant quelque chose sous un papier gris comme celui dont Richard enveloppe ses chandelles, il en sortit un énorme livre rouge, comme un prix doré sur tranches à l'usage des écoliers.

Ebahis, nous regardâmes dans la salle si nous voyions des enfants, croyant à une distribution de prix. Je ne vis tout de vert habiliée que Mlle Marx-Aveling (la petite-fille du vieux).

Je bâillais comme une carpe à l'électricité. Quand soudain, avec un air d'inspecteur de l'enseignement primaire, le barnum fit savoir qu'il offrait ce prix au mirobolant Paillasse, au comédien Liebknecht.

Dans ce livre, dit-il, toutes les autorités (non les purées) du parti de l'adoration perpétuelle du sacro-saint Marx ont écrit quelque chose pour la vénération de son successeur saint Liebknecht.

(*P. S.* — Ce livre doit être d'une haute philosophie, nul doute que l'administration des *Temps Nouveaux* n'en reçoive une copie; nous supplions Grave de ne pas la mettre aux Poubelles, et surtout de ne pas insérer dans la petite correspondance: *S. D., à Londres.* — C'est bon pour le *Journal des Abrutis*, il convient de la feuilleter pour en faire un utile usage.)

C'était presque fini quand Liebknecht, la tête baissée et le dos cintré comme un vieux menuisier retraité à Nanterre, reçut le prix, au milieu des bestiaux applaudissements généraux.

L'orgue joua son plus bruyant morceau, et tous les artistes en scène, sans en excepter Mme la manageresse, s'enlacèrent en chantant: c'était assez réussi comme apothéose et coup final.

A ce moment l'organiste, ayant peur pour le cerveau en ébullition de la troupe et du public, changea immédiatement d'air et l'on sortit aux sons de la *Marseillaise*.

En revenant, mes deux copains me disaient: Nous avons tout de même bien rigolé.

Guérineau.

---

(1) Cette correspondance est vieille de trois semaines.

Allemagne.

La Fête de la paix; l'Etat en danger; persécution acharnée des anarchistes (traduit du *Sozialist* pour les *Temps Nouveaux* par Wo-Lo). — Pour l'anniversaire du traité de paix auquel on ajouta l'inauguration du monument de Guillaume Ier, le couple impérial séjourna à Francfort le 10 mai. La vieille ville démocratique, ou plutôt MM. les délégués municipaux votèrent d'avance — *tempora mutantur!* — quatre-vingt-dix mille marks pour décorations, etc. On dit pourtant que la somme atteignit après coup le double. Naturellement les journaux assurent que la joie de la population a été unanime et qu'aucun incident n'a interrompu les grandes fêtes. Quant au grand nombre de personnes arrêtées ce jour-là pour crime de lèse-majesté, on ne le mentionne que par hasard — ou on le nie. Lorsque, les jours précédents, je regardais mille bras s'agiter pour élever des arcs de triomphe, des tribunes, des décors, etc., je supputais combien de produits on pourrait fabriquer, avec tant de force active, pour diminuer la disette et la misère, et combien de sueur et de pleurs répandus par les ouvriers pour produire un capital qui est prodigué pour les délices d'un seul jour. Mon enthousiasme patriotique cependant ne fut éveillé qu'à six heures et un quart du grand jour de fête, quand la main de Thémis vint m'arracher de mon lit. Le « gardien de la paix » me conduisit au poste de police en me disant que le commissaire voulait me demander quelque chose, et que, comme celui-ci devait sortir bientôt, il me fallait venir sur-le-champ. Cependant je ne vis pas le commissaire, mais après que la police eut téléphoné, on exigea de moi des renseignements sur deux personnes, dont je n'en connais qu'une. Je restai donc jusqu'à huit heures, et je fus alors congédié gracieusement. Sur ma remarque que je me plaindrais de cette arrestation frivole, le chef de poste me répliqua: « Vous pouvez le faire, mais cela ne vous servira rien; soyez heureux que nous ne vous emprisonnions pas. » Ma plainte n'aura pas de succès, je le crois, car je n'ai plus beaucoup confiance dans nos organes de sûreté; mais qu'on doive être heureux de ne pas être enfermé à l'occasion d'une fête de la paix — cela me dépasse!

Si j'étais placé sous la surveillance de la police, le contrôle ne pourrait être pire. Mais toutes ces tracasseries, j'en suis sûr, ne serviront point à ces messieurs. Eh bien! l'Etat est sauvé de nouveau, les grandes fêtes de Francfort se sont passées sans trouble, le monument de l'empereur est sain et sauf et... les prolétaires dans la riche ville financière endurent toujours la faim comme devant. Le lundi après le jour de fête, un père de famille étant sans travail s'écroula sur une des places ornées pompeusement. La joie de la fête l'avait-elle à ce point ému? — Non: la faim, la fatigue, les conséquences de son manque de travail l'ont abattu au milieu de tant de richesses et de prodigalité.

Mais ma conviction anarchiste reste ferme malgré toutes les persécutions, et aujourd'hui je désire plus ardemment encore que le peuple entier se délivre des fers pesants de l'Etat et de l'autorité.

Jean Wilquet.

(A cause de cet article de notre camarade Jean Wilquet, le dernier numéro du *Sozialist* a été saisi: il contient, a-t-on dit, une offense à la police de Francfort.)

*
* *

Le 7e congrès des ouvriers palatins. — Tout s'est passé comme on l'avait prédit; les choses devaient en venir là! On a dit beaucoup de bêtises et — bêché de l'eau! Ces mots, très vrais, ont échappé au meneur du parti démocrate-socialiste de Bade, présent au congrès. On s'est plaint que la célébration du 18 mars et du 1er mai laisse beaucoup à désirer, mais à qui la faute? et quelle caricature la démocratie sociale a faite du 1er mai! c'est ce qui a été passé sous silence. Un point sur lequel MM. les chefs ont insisté très longuement, c'est la caisse du parti. Car, cette année, ses revenus sont deux fois moindres que ceux de l'an dernier. On le voit par là, les ouvriers arrivent enfin à reconnaître peu à peu que les souverains de parti emploient souvent leur petit pécule d'une manière inexcusable. Quant à la presse, certains délégués demandèrent que les discours parlementaires fussent publiés dorénavant plus en détail; cela tombait à merveille pour M. Erhardt, l'ancien élève de Most, aujourd'hui député à la diète de la Bavière, qui se plaignit aussi que la *Pfælzer Post* ne mentionnât ses harangues à la Chambre que par quelques lignes! On blâma en outre la conduite tenue par ce fameux journal ouvrier à l'occasion du boycott des brasseries de Speyer. Car, quand le « boycottage » fut déclaré, en tête de ce journal se voyaient, en grandes lettres, ces mots: « Ouvriers, ne buvez pas de la bière de Speyer », tandis que sur l'autre page se trouvaient quelques magnifiques annonces de cabarets où se débite cette bière. Après ce reproche, le directeur dûment installé de l'imprimerie par actions, Dreesbach, vint déclarer qu'il faut considérer que les annonces rapportent de l'argent. Et c'est là l'essentiel pour les papes du parti, car alors au diable les principes! Le révolutionnaire d'autrefois, Erhardt, exprima le désir qu'on n'imprimât plus d'annonces. Une discussion s'engagea à ce sujet et dura si longtemps que le temps manqua finalement pour s'occuper de la question principale: celles des associations industrielles ouvrières et du boycott des brasseries. M. Erhardt dit: En ce qui concerne la première question, il sera temps encore de s'en occuper l'an prochain, et quant au deuxième point, nous pourrons en parler quand le boycott sera terminé.

Que les associations des ouvriers sachent donc qu'elles n'ont rien à espérer de tels chefs, car pour ces messieurs la lutte politique est ce qui importe avant tout. Ils savent bien que, en ce qui concerne la lutte économique, leur règne est fini, et c'est pourquoi ils négligent de toute façon les associations. Quant à vous, ouvriers organisés, vraiment il est temps que vous marchiez sans guides! Assez long-

temps vous avez été menés en laisse! Délivrez-vous de la servitude du parti et agissez seuls! Le succès ne fera pas défaut, seule la lutte économique peut vous mener à notre *but!*

(D'après le *Sozialist* de Berlin.) Wo. Lo.

Suisse.

Genève. — Proclamés d'utilité publique par les gouvernants et grâce à ces derniers sacrés par le vote de confiance du 22 mars, les trafiquants de femmes ont mis au rancart les précautions dont ils entouraient leurs expéditions de marchandise humaine.

Une jeune fille de vingt-deux ans, qui se trouvait dans un wagon de 3e classe d'un train marchant sur Bellegarde (Ain), a, près de Meyrin, brusquement ouvert la portière et se précipitait sur la voie, lorsque les voyageurs occupant le même compartiment se sont saisis de sa personne et, pour l'empêcher de renouveler cette tentative de suicide, ont fait stopper le train en usant du signal d'alarme. Remise à la gendarmerie de Meyrin, cette jeune fille a été ramenée à Genève.

Interrogée sur les mobiles de son action, elle a raconté qu'elle était sortie, le jour même, d'une maison de tolérance de Genève et qu'expulsée par la police, elle était emmenée à Bourg (Ain) dans une maison semblable. Ne voulant pas recommencer son triste métier, et ne sachant comment échapper au tenancier de la maison qu'elle quittait et qui était monté dans le même train qu'elle pour bien s'assurer que sa marchandise arriverait à destination et que le prix n'en serait pas perdu, la jeune femme a déclaré préférer la mort rapide sous les roues d'un train à la mort lente du bagne auquel la condamnaient des lois infâmes.

Définir où s'achève le rôle de l'agent de police et où commence celui de l'agent proxénète, est chose malaisée; mais si étroite est la camaraderie qui unit toute la séquelle mâle dont les fonctions officielles variées s'exercent dans le milieu de la prostitution, que nous pouvons nous expliquer comment il se fait qu'à la gare de Genève, la police ait fermé les yeux sur l'expédition faite à Bourg, bien que la jeune femme s'y soit refusée et ait été pourvue d'un billet pour Lyon, ville où habite sa famille. Nous nous expliquons pourquoi la jeune fille, au lieu d'être conduite de Meyrin à Lyon après sa tentative de suicide, a été réexpédiée à Genève et mise en prison. La mesure hypocrite de la destination fictive accordée pour empêcher les réclamations de ceux qui se permettent de contrôler les actes de la police dans le domaine de la prostitution ayant manqué son but, il fallait étouffer l'affaire, et la prison a reçu la victime.

Un homme tue une femme parce qu'il a cessé de plaire à cette femme, il s'en tire avec cinq ans de réclusion. Un banqueroutier, habile commentateur des textes juridiques, sauve la caisse en semant la ruine dans nombre de familles, il est acquitté.

Une fille pauvre qui n'a pas su ou pas pu résister indéfiniment aux embûches multiples du milieu trop souvent corrompu où l'a placée, presque encore enfant, la nécessité de gagner son pain, arrive fatalement et bien vite à être classée officiellement parmi les prostituées; ce jour-là, elle est condamnée à perpétuité; quand même elle voudrait sortir de la débauche, elle y sera refoulée à jamais, elle n'est pas marquée au fer rouge, mais elle est inscrite sur certain registre d'hôtel de ville, et le résultat produit est absolument le même; cette inscription, même biffée, constitue le contrat légal qui fait de la femme inscrite la chose des proxénètes et, dès lors, ceux-ci la livrent, la vendent, la rachètent, la revendent, et cela jusqu'au moment où, mise hors de la circulation comme marchandise avariée — les clients syphilitiques se chargent de la pourrir — la pauvre créature trépasse; encore un dernier profit à réaliser pour le proxénète : il encaisse le montant de la valeur du cadavre vendu à la table de dissection.

Un philanthrope observait qu'après tout la moyenne de la vie de prostitution n'atteignant pas trois ans — c'est exact — cette condamnation à vie était assez courte.

Il faut, au contraire, que ce soit épouvantablement long, pour qu'à vingt-deux ans, c'est-à-dire à l'âge où tout doit sourire dans la vie, une femme se décide à broyer son jeune corps entre les roues et les rails, plutôt que de continuer l'existence de prostituée à laquelle on l'a condamnée.

Aujourd'hui les proxénètes genevois sont pénétrés du caractère patriotique des fonctions que les gouvernants leur octroient moyennant finance.

Ce n'est pas en vain que les proclamations aux couleurs cantonales du comité protecteur des maisons mal famées, composé dans sa presque totalité de gouvernants et de fonctionnaires, ont fait ressortir l'utilité nationale de ces bouges. En termes émus, les tenanciers ont été présentés au peuple comme des serviteurs de l'ordre, de l'hygiène, de la décence. De l'ordre? Certes, ils sont les serviteurs de l'ordre genre Varsovie; mais de l'hygiène? nenni! car ces dos-verts vivent et s'enrichissent avec des établissements dont la mission reconnue est de se pourvoir de femmes jeunes et saines pour les pourrir en quelques mois. Quant à la décence, elle est propre vraiment! Jolie école de décence que celle tenue par des tenanciers! X.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A. Hamon (132, avenue de Clichy, Paris) prie de lui faire savoir si la *Débâcle* qui se publiait en 1893 à Saint-Josse-ten-Noode a eu plus de onze numéros? Si l'*Idée* qui se publiait aussi là en 1894 a eu plus de sept numéros de la 2e série? Si *El Comunista* qui se publiait à Zaragoza en 1895 a eu plus de trois numéros?

⁂

Nos camarades du groupe de « l'Art social », qui ont déjà organisé une conférence de F. Pelloutier sur « L'art et la révolte », donneront leur deuxième conférence le samedi 27 juin, à 8 h. 1/2, salle de l'Espérance, 22, avenue du Maine.

Notre collaborateur Charles-Albert parlera de « L'art et la société ».

⁂

Jeunesse antipatriote du XIIe arrondissement. — Réunion le lundi 29 juin, rue du Sergent Bauchat, 35, salle Arnaud.

Le groupe a pour but, soit par causeries ou par lectures, de détruire les idées de patriotisme qui germent dans le cerveau des jeunes conscrits.

⁂

Les Libertaires du XVe. — Vendredi 26 juin 1896, à 8 h. 1/2 du soir, salle Mas, 102, rue du Théâtre, réunion d'étude.

L'Evolution littéraire, par le camarade Jules Bard.

Organisation d'une réunion générale des groupes de la Rive gauche.

Dimanche 28 juin, à 8 h. 1/2 du soir, même salle, soirée familiale précédée d'une causerie sur l'*Amour libre*, par le camarade Jules Bard. Chants et poésies.

⁂

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — La salle du groupe n'étant pas disponible samedi 27 juin, les camarades sont invités à se rendre à la conférence Charles-Albert, 23, avenue du Maine.

⁂

Les *Libertaires* de Clichy et les *Iconoclastes* de Levallois-Perret invitent, pour le dimanche 28 juin, à 2 heures, tous les copains de Paris et de la banlieue à se réunir salle Mézerette, 86, rue de Gravelle, à Levallois.

But de la réunion : ballade à l'Ile de la Jatte.

⁂

Les *Libertaires* d'Albi font appel aux camarades qui s'intéressent à la cause libertaire et qui voudraient faire don de brochures pour pouvoir propager l'idée. Les envoyer au camarade Sirven Germain, au Rasque, par Albi.

⁂

Reims. — Tous les camarades sont invités pour le samedi 27 juin, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle Saint-Maurice, rue du Barbastre, 145, à une grande réunion qui aura pour ordre du jour :

1° *La Clameur* quotidienne;

2° Pour avoir un vendeur de journaux définitif.

Les camarades Disengremelle et Courtois sont spécialement invités. (Urgent.)

⁂

Lyon. — Il est un moyen que je crois bon à employer pour faire des adhérents à nos idées : il consiste à noter dans les syndicats ouvriers les camarades, les intelligents, à s'informer de leur adresse, et à leur faire parvenir le journal sous bande pendant quelque temps. Ce moyen, je l'ai employé et j'ai vu mes efforts couronnés de succès. Plusieurs de ceux auxquels j'avais ainsi envoyé le journal à leur insu, devenus enthousiastes de nos idées, me le donnaient à lire à leur tour quand ils me rencontraient. Une propagande continuelle parmi ces travailleurs est, selon moi, un des meilleurs moyens à employer. H. G.

⁂

Nîmes. — Les *Libertaires* sont invités à se réunir samedi soir, buvette Chaptal, en face l'église Saint-Charles. Présence de tous indispensable. Ordre du jour : Formation d'une bibliothèque sociologique et philosophique. Questions diverses.

⁂

Saint-Denis. — *Jeunesse Libertaire.* — Tous les samedis, à 8 h. 1/2, « Au Rendez-vous des travailleurs », place du Square, causeries.

Les lecteurs du *Libertaire*, de la *Sociale*, des *Temps Nouveaux* sont invités.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle : *Les Apparitions*, par Maurice Rollinat, 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Musée Galant*, album en couleurs, 7e fascicule, 0 fr. 60.

Pierre Leroux, socialiste, par J. Pioger, 1 brochure, 0 fr. 15, à la *Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.

L'Ordre social et le Contrat libre, par L. Parsons, 1 brochure, 0 fr. 30, Chamuel, 5, rue de Savoie.

La Propriété foncière à Java, par Rienzi, 1 broch., *Revue Socialiste*.

A LIRE

Repeuplons! L. de Gramont, *Eclair*, 18 juin.

La Société et son utilité (anonyme). — *Le High Life*, 27 octobre 1895. (Ce dernier est à lire comme échantillon de la bêtise des défenseurs de l'ordre social actuel.)

AVIS

Le camarade José Prat, de Barcelone, prie ses amis et camarades de tous pays de cesser toute correspondance avec lui, de cesser même les envois de journaux, la police interceptant tout.

Cet avis, du reste, s'applique à tous les amis d'Espagne, où le seul fait de recevoir un journal anarchiste peut être un motif d'arrestation.

Prière aux journaux anarchistes de reproduire.

⁂

Devant l'importance du nombre de volumes qui se perdent à la poste, nous prévenons nos correspondants que nous ne répondons plus des volumes expédiés, à moins qu'ils ne nous envoient, en plus du prix marqué, les 25 centimes de frais de recommandation.

PETITE CORRESPONDANCE

Louvigny, Bruxelles. — Versez à l'*Insurgé* le montant de l'abonnement pris au nom de Topancoff.

Topancoff. — Ne recevons plus l'*Etoile socialiste*, ni le *Cyclone*. Qu'est-ce que la *Société libre?*

Aux différents camarades qui nous avaient demandé la brochure de Kropotkine. — Elle n'a pas été prête au temps que nous l'avions annoncée; c'est pourquoi nous vous l'avons fait attendre. Tout est servi maintenant.

C., à Pleynefaye. — Un peu trop confus pour pouvoir être inséré.

I. M. — Vous trouverez les volumes en question à la maison. Vous m'y trouverez sûrement le mardi jusqu'à 3 heures, et ensuite à partir de 7 heures, le mercredi et jeudi toute la journée. Les autres jours, le plus souvent, mais c'est moins sûr.

XIVe. — Votre convocation n'était pas signée. En ignorant la provenance, n'avons pas inséré.

D., à Reims. — Reçu mandat et journal. Le lirons.

S., à Albi. — J'ai bien reçu et remis à la *Sociale*.

Reçu pour le journal : H. F., à Bucarest, 2 fr. — Reims, un camarade, 2 fr. — C. W., à Ashwell, 5 fr. — Roubaix, collecte par les *Libertaires*, 3 fr. 25.

P., à Romans. — G., à Lyon. — F. B., à Lozay. — B., à Annonay. — F. L., à Recanati. — G., à Domarain. — A. R., à Cavaignac. — C., à Bourg-Argental. — V. F., à Saint-Claude. — G., à Grenoble. — J. G., à Edimbourg. — C., à Dijon. — L., à Angers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 10 — DIX CENTIMES — DU 4 AU 10 JUILLET 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

ORGANISATION OU RÉACTION

Un phénomène regrettable se produit aujourd'hui dans le mouvement anarchiste. C'est une réaction complète de la part de certains camarades qui deviennent inconsciemment étatistes, et pourquoi? Dernièrement, ont eu lieu quelques conférences dans lesquelles on a proposé telle ou telle action « collective », et les assistants n'étant pas tous du même avis, le temps a été perdu en vaines discussions au cours desquelles chacun a voulu faire prévaloir son idée, et dont le résultat a été de créer autant de fractions dissidentes qu'il y a eu d'idées en présence — fractions qui, devenues ennemies ont perdu de vue l'ennemi commun pour se faire la guerre les unes aux autres.

De ce fait, certains bons compagnons ont cru pouvoir conclure que l'idée anarchiste a été poussée trop loin, et que pour l'action collective il faut que la minorité accepte la volonté de la majorité. Il s'est formé en Angleterre une société sous le nom de *The Associated Anarchists* (les anarchistes associés), désignation qui pourrait bien tromper le public sur la manière de voir des anarchistes en général, quand bien même ces compagnons ne voudraient que nous qualifier, nous autres, d'*anarchistes dissociés*, dans le but d'organiser le parti anarchiste sur ce principe. Cette société possède toute une constitution formelle dont les statuts essentiels sont les suivants :

Chaque adhérent versera toutes les semaines au fonds commun, selon ses forces. Ce fonds sera à la disposition de la majorité.

Pour le reste, chacun sera libre de s'associer ou non à l'action collective, mais, en s'y associant, il deviendra votant et les décisions seront prises à la majorité.

Chaque groupe aura ses règles particulières (appelées ententes volontaires) établies par la majorité et ses fonctionnaires élus par la majorité.

Mais ces sacrées ententes ne sont que le principe de toute la société que nous combattons. Ce sont des lois acceptées, qui ont toujours été les mères des lois sacro-saintes, des fétiches, et les grand'mères des lois émises par un gouvernement formel. Je ne dirai pas que le fait pour la minorité d'accepter la volonté de la majorité, serait œuvre autoritaire : il pourrait bien arriver que, tout en estimant le chemin de droite mauvais et celui de gauche préférable, je vous suivisse quand même à droite, soit afin de ne pas aller seul, soit pour un autre motif. Mais cela pourrait également arriver, moi étant « la majorité » et vous « la minorité », surtout si la majorité n'a qu'une vague et faible préférence, tandis que la minorité a une foi ferme dans sa manière de voir. Et ce fait se produirait le plus souvent, vu que les minorités comprennent ordinairement ceux qui sentent le plus vivement; car c'est la force de leurs sentiments qui les pousse à nager contre le courant. Mais encore, pour cela, il ne faut pas d'entente préalable, il faut au contraire la liberté de la volonté. Et toute entente qui déciderait la question *d'avance, avant que ne se soient présentées toutes les circonstances dont l'ensemble pourrait créer la volonté de prendre parti pour ceux-ci ou ceux-là*, n'est qu'une LOI acceptée, et la négation du principe en raison duquel nous combattons la loi, celui d'agir en vue des choses *telles qu'elles sont en réalité*.

Je n'ai jamais pu comprendre comment je serais moins mort en périssant par le suicide volontaire que par le meurtre contre ma volonté. Il me semble donc qu'en me destituant volontairement de ma liberté de choix par une entente quelconque qui réglerait d'avance ma conduite, je serais aussi esclave qu'en étant assujetti par la violence.

Le mal provient de ce que l'on a voulu réunir un nombre de compagnons pris au hasard, dans l'espérance de les associer en vue de tel ou tel but, ou appeler dans une nouvelle combinaison en vue de telle besogne, sans savoir s'ils en éprouvent le besoin, les compagnons d'un groupe existant formé en vue de la satisfaction d'un besoin ressenti par tous; et surtout de ce que l'on n'a su se débarrasser tout entièrement de la conception étatiste. On a voulu une action collective émanée de tous les assistants à la réunion, on a voulu parler ou agir au nom *d'une conférence*, ou *d'un groupe persistant* alors qu'on aurait dû *trouver* parmi les assistants *ceux tombant d'accord* et parlant ou agissant en leur propre nom. Loin que l'idée anarchiste ait été poussée trop loin, c'est au contraire qu'elle a été perdue de vue, et qu'à l'action collective des individus on a voulu substituer l'action individuelle d'une collectivité, c'est-à-dire d'une chose qui n'a qu'une existence métaphysique. On a voulu lire dans les journaux : « telle conférence a affirmé », mais on aurait dû pouvoir lire : « dans telle conférence, tant d'individus ont affirmé, d'autres ont nié, d'autres n'ont pas voulu formuler d'opinion ». On a voulu dire : « le groupe X (constitué afin de mettre en relation les libertaires de toutes les nuances d'opinion) s'est décidé à faire telle ou telle chose, à prendre telle ou telle attitude », tandis que l'on aurait dû pouvoir dire : « dans le groupe X, il s'est trouvé tant d'individus qui ont formé un groupe pour faire telle ou telle chose, qui ont pris telle ou telle attitude, etc. » On a voulu pouvoir dire : « tel groupe possède à l'heure actuelle un fonds disponible de la somme de cent francs », au lieu de dire : « une collecte fut faite en faveur de telle ou telle besogne. »

On a démontré certainement l'impossibilité de l'étatisme anarchiste, ce hochet de certains social-démocrates qui n'ont pu discerner la différence entre l'action collective et l'action conscriptionnaire. Mais parce qu'on a prouvé que telle chose qui n'est pas anarchiste est incompatible avec l'application des idées anarchistes, conclure de là que ce sont les idées anarchistes qui ont tort, est par trop absurde.

J.-A. ANDREWS.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

IX

Revendications social-démocratiques.

L'État centralisé et tout-puissant; les droits, les besoins des individus soumis à la discipline, subordonnés aux ordres des fonctionnaires d'État, la production organisée par l'État, les citoyens enrégimentés dans *l'armée du travail, spécialement pour l'agriculture* (Manifeste communiste)..., tel se révèle l'idéal baroque de ce socialisme répulsif qu'on tâche d'imposer aux ouvriers sous le nom de « socialisme scientifique ». La philosophie métaphysique et réactionnaire de cette école, nous la connaissons déjà. Examinons à présent ses conceptions socialistes, ses revendications d'aujourd'hui. Peut-être que de nos jours, sous l'influence du progrès général des sciences et de la culture intellectuelle, la social-démocratie modifie la conception soldatesque du Manifeste daté de 1840. Prenons l'ouvrage contenant le programme officiel de la social-démocratie scientifique, l'ouvrage de K. Kautsky : *Les Bases de la social-démocratie*.

Que professe aujourd'hui le parti au sujet de la production socialiste et sur le droit individuel dans la société future?

Dans le chapitre X sur « le socialisme et la liberté » nous lisons :

« La production socialiste n'est pas compatible avec la liberté du travail, c'est-à-dire « avec la liberté pour l'ouvrier de travailler « quand, où et comment il l'entend... C'est vrai, « sous le régime du capitalisme l'ouvrier jouit « encore de la liberté jusqu'à un certain degré. « S'il ne se plaît pas dans un atelier, il peut « chercher du travail ailleurs. Dans la société « socialiste (social-démocratique), tous les « moyens de production seront concentrés par « l'État et ce dernier sera le seul entrepreneur; « il n'y aura pas de choix. L'ouvrier de nos « jours jouit de plus de liberté qu'il n'en possédera dans la société socialiste (social-démocratique).

« Ce n'est pas la social-démocratie qui élimine « le droit de choisir le travail et le temps, mais le « développement (?) de la production même. »

(1) Voir les n°s 37, 39, 40, 42 à 45 et 48 à 51.

La production, mais non la violence, créa toutes les iniquités, et l'oppression dans le passé, nous disait Engels; la même production créera l'esclavage dans la société social-démocratique, nous assure l'ouvrage officiel du parti. S'il en est ainsi, pourquoi la même production créa-t-elle dans le passé comme aujourd'hui deux catégories d'hommes : les uns prêchant la discipline, la subordination, la soumission et l'esclavage; les autres la liberté, l'affranchissement, la révolte et la solidarité? Pourquoi la social-démocratie prêche-t-elle toujours les doctrines de ceux de la première catégorie, que l'histoire stigmatise des noms de réaction, d'obscurantisme, d'oppression? Bien que ces deux catégories fussent le résultat du mode de production, néanmoins l'humanité accomplissait son évolution progressive en combattant toujours les hommes et les institutions de la première catégorie et en acclamant les hommes et les institutions de la seconde. Je n'insiste pas sur la conception complètement erronée de l'influence exclusive de la forme de production dans l'histoire. Mais admettons qu'elle soit exacte. Je n'en vois pas davantage pourquoi la social-démocratie prêche aux opprimés, aux exploités, les doctrines de subordination et d'obscurantisme, et s'attache à ridiculiser les idées d'émancipation et de solidarité prêchées par R. Owen et autres amis ou bienfaiteurs de l'humanité. Les théoriciens et les chefs du parti trouvent-ils le peuple insuffisamment abruti par l'Eglise, l'Etat, l'exploitation, la magistrature, le militarisme, etc.?...

Il ne faudrait pas croire que les passages plus haut cités expriment les idées personnelles de Kuntsky, un écrivain assez médiocre : cet idéal d'une société subjuguée par l'Etat est la base fondamentale de la social-démocratie en tous pays. Un autre social-démocrate, un Anglais et de beaucoup supérieur à Kuntsky, S. Webb, dans sa brochure *Le Socialisme vrai et faux*, affirme à ses lecteurs que « rêver d'un atelier autonome dans l'avenir, d'une production sans règles ou discipline... n'est pas du socialisme » (1). Un troisième, un Russe cette fois-ci, très estimé des démocrates, est si scandalisé par l'idée que l'humanité pourra vivre dans une société solidaire, n'ayant d'autre guide que l'entente libre, qu'il ne trouve rien de mieux que de ridiculiser nos principes de solidarité en disant : « Dans la société future des anarchistes, on guillotinera par libre entente. »

Pauvre homme! ton cerveau est si encombré des notions de discipline, d'ordre, de subordination, d'exécution et autres beautés de la société esclavagiste et militaire, qu'il ne peut pas imaginer la peine de mort abolie par l'humanité éclairée.

Au nom de quel bien-être ces rêveurs de caserne, d'armée du travail, de discipline et de la subordination veulent-ils priver l'humanité social-démocratique de liberté, d'initiative et de solidarité? Peut-être pensent-ils réaliser un système communiste si parfait que l'individu se soumettrait volontiers à tous les ordres et à tous les commandements des fonctionnaires de l'Etat. Voyons comment les législateurs de la social-démocratie prétendent organiser la distribution des produits du travail ainsi discipliné.

Le même Kuntsky, dans le chapitre IX du même ouvrage: « Distribution des produits dans l'Etat futur », répondant aux objections des adversaires du socialisme, déclare :

« Nos adversaires devraient démontrer que « l'égale rétribution est une conséquence inévi- « table du socialisme. » Je crois que les adversaires peuvent démontrer bien facilement à Kuntsky et aux démocrates allemands que, hors cette égalité économique, il n'y a pas de socialisme et que le communisme, sous le drapeau duquel les élèves d Engels prétendent se ranger, accepte comme principe fondamental : « De chacun selon sa volonté, à chacun selon ses besoins. » Mais Kuntsky continue, au nom de la démocratie allemande, à enseigner aux ouvriers que dans leur Etat social-démocratique :

« Toutes les formes de salaire contemporain : « rétribution à l'heure ou aux pièces; primes « spéciales pour un travail au-dessus de la ré- « tribution générale; salaires différents pour les « genres différents de travail,...toutes ces formes « du salaire contemporain, un peu modifiées, « sont parfaitement praticables dans une société « socialiste. » Ici il est nécessaire de ramener à la vérité ce philosophe du « socialisme scientifique ». Le système du salaire pourra fonctionner dans leur Etat social-démocratique, comme il fonctionne dans l'Etat exploiteur et capitaliste actuel, mais *jamais* dans une société *socialiste*. L'auteur et ses amis se trompent du tout au tout en croyant que leur Etat démocratique, militairement organisé avec le système de rétribution par salaire et encore par salaire *qualificatif*, a quelque rapport avec le socialisme. Ce dernier, d'après la conception des premiers préconisateurs du socialisme, affirme les droits de l'individu à la liberté sans restriction, au développement complet et harmonieux; il nie l'exploitation de l'homme par l'homme, par la société, par l'Etat; il nie justement le système — si cher aux démocrates allemands — du salariat. Le salariat est la base du capitalisme; en l'admettant pour votre Etat, vous confirmez, messieurs, ce que les gens de bien disaient depuis longtemps à votre adresse : Vous avez dénaturé l'idée fondamentale du socialisme; vous avez substitué à l'émancipation la discipline et la subordination, à la solidarité l'ordre et l'obligation de la caserne, à l'égalité économique le privilège, et en cela vous avez trahi la cause du peuple, les revendications de l'humanité souffrante. C'est avec raison que notre ami Domela Nieuwenhuis, en parlant de vous, poussait ce cri : « Le socialisme est en danger! » C'est pour cela aussi que vous avez mérité des éloges de la bourgeoisie éclairée.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

(1) S. Webb dit que c'est de l'anarchie. Je suis bien reconnaissant de cette constatation à l'auteur de l'*Histoire des Trades-Unions*. Oui, c'est nous qui prêchons l'autonomie et la solidarité.

DES FAITS

Sait-on combien nous entretenons de fonctionnaires et combien nous coûte cette nuée de parasites? La *Démocratie rurale* donne le tableau suivant établi d'après les données officielles :

	Nombre.	Traitements.
Employés de l'Etat.........	400.000	517.000.000
Employés des départements.	9.000	16.000.000
Employés des communes...	118.000	104.000.000
Total.........	527.000	637.000.000

A ce chiffre de 637 millions, représentant le montant des traitements des employés en activité de service, il faut ajouter le montant des pensions de toutes sortes, civiles et militaires, payées aux retraités, soit : 201.500.000 francs.

Ainsi l'Etat paie chaque année aux fonctionnaires en activité ou retraités la somme de 838 millions 500 mille francs.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Haine bourgeoise. — Le conseil municipal de Paris avait voté 10.000 francs pour venir en aide aux grévistes porcelainiers de Limoges. Le gouvernement protectionniste Méline, qui n'entend protéger que les gens de sa caste, a jugé à propos d'annuler cette délibération. Ces tristes personnages qui reprochent aux révolutionnaires de provoquer « à la haine entre citoyens », alors que ceux-ci veulent instaurer une société basée sur la solidarité, ne perdent aucune occasion de manifester leur haine pour la classe ouvrière. Et ils s'imaginent qu'on les croira quand, la main sur le cœur et la bouche en cul de poule, ils viendront protester de leur « sollicitude pour les déshérités ». Pauvres pitres!

*
* *

La journée de huit heures. — On s'est occupé ces jours-ci, à la Chambre, de la réglementation du travail. La discussion a donné lieu à de nombreux discours. L'anarchophobe Jules Guesde s'y est particulièrement distingué; il n'a pas manqué de proposer une loi imposant la journée de huit heures, cette panacée universelle. Mais les raisons qu'il a données à l'appui de sa proposition ne brillent pas par la logique. La journée de huit heures, dit-il, ne sera pas une cause de diminution de salaires, et empêchera l'encombrement des marchés en réduisant la surproduction. Voyons! de deux choses l'une : ou bien, pour huit heures, les patrons continueront à donner un salaire égal à celui qu'ils donnaient pour dix, onze et douze heures et alors ils exigeront en huit heures une production égale à la production effectuée en dix, onze et douze heures. Dans ce cas, l'encombrement des marchés et la surproduction ne seront nullement empêchés. Ou bien effectivement la production sera diminuée et alors les patrons se refuseront à payer autant qu'auparavant pour un rendement moindre, et les salaires seront diminués.

*
* *

D'ailleurs toutes ces réglementations du travail, outre que les patrons qui aiment mieux risquer d'encourir une légère contravention que de se priver des bénéfices qui résultent de leur inobservance, ne s'y soumettent que quand il leur plaît, sont un véritable leurre. Non seulement elles ont pour effet de faire perdre de vue le but qui est l'affranchissement complet du prolétariat, mais elles ne font qu'endormir l'initiative des ouvriers. La classe ouvrière, qui depuis plusieurs années a appris à s'unir, à se grouper, et à organiser par son union la résistance contre les exigences patronales, est assez forte pour, si elle le veut, imposer sa volonté à ses exploiteurs, sans que l'Etat ait besoin de fourrer son nez dans ses affaires qu'il ne connaît pas et dont les conditions varient suivant les industries, les contrées, les milieux et les circonstances.

Mais les femmes et les enfants surtout, dira-t-on, ont besoin d'être protégés? Leur place n'est pas à l'atelier ou à l'usine, elle est, pour les femmes, dans leur intérieur, et, pour les enfants, à l'école. Dans la société capitaliste, si les femmes et les enfants doivent par leur travail suppléer à l'insuffisance du salaire que reçoit le père de famille, c'est une preuve de plus en faveur de la nécessité de la révolution.

*
* *

Les lois scélérates. — Le camarade Matha a été arrêté ces jours derniers à Bordeaux en raison des poursuites dont il est l'objet comme gérant du *Libertaire*. Il a été transféré à Paris et écroué à Mazas où il attend sa comparution en police correctionnelle et sa condamnation certaine en vertu des lois scélérates.

*
* *

Cette bonne justice! — Le journal *le Temps*, si favorable aux bourgeois, furieux de voir réussir la Verrerie ouvrière d'Albi, avait jésuitiquement insinué que les affaires de cette verrerie étaient très compromises et prédisait un insuccès. La Verrerie a assigné le *Temps* en réclamant des dommages et intérêts pour le préjudice que cette insinuation frauduleuse pouvait lui causer. Les magistrats, clients du *Temps*, ont débouté la Verrerie de sa plainte.

Pourquoi aussi les verriers ont-ils eu l'idée saugrenue de demander un appui à la magistrature? Ne savent-ils donc pas que les tribunaux ne sont institués que pour protéger les intérêts capitalistes et sont les ennemis par destination de la classe ouvrière? La leçon leur sera profitable et ils ne recommenceront pas, je l'espère.

*
* *

Une autre preuve en est dans le jugement rendu par le tribunal de Blidah au sujet de la catastrophe d'Adelia, due notoirement au surmenage du malheureux chef de la station d'Adelia, qui est astreint

à un travail de quinze à seize heures par jour. Celui-ci a été condamné à deux ans de prison et 300 francs d'amende; le mécanicien intérimaire Barbier et le chef de train Dillac ont été condamnés chacun à quatre mois de prison et 100 francs d'amende. Quant à la Compagnie qui, elle aussi, se trouvait en faute, pour n'avoir pas fait accompagner le train — comme elle le devait — par un fonctionnaire d'ordre supérieur, inspecteur, contrôleur ou sous-inspecteur de l'exploitation, nulle poursuite n'a été intentée contre elle. Elle a seulement été rendue civilement responsable, c'est-à-dire qu'elle aura à payer, à défaut des condamnés, 500 francs d'amende. Qu'est cela auprès de l'économie réalisée par l'insuffisance du personnel?

.·.

Limoges. — La grève des porcelainiers est terminée. Ceux-ci ont repris le travail sur la promesse que leurs réclamations seraient examinées. Puissent-ils n'être pas désabusés!

André Girard.

Suisse (1).

Genève (*suite*). — Aussi bien, l'argent n'a pas d'odeur pour les gouvernants. En effet, la plus aristocratique maison de prostitution de Genève a été fondée par un conseiller d'Etat; sa première directrice, de libidineuse mémoire, était servante dans le restaurant Baussant, en l'Ile; c'est là que le conseiller jeta les yeux sur elle et lui confia l'établissement de la rue Neuve.

Si tous les élus ne peuvent pas fonder de maison patentée, chacun peut faire appel au patriotisme des votards pour faire de la prostitution une institution nationale; ou offrir, aux cris répétés de : Vivent les p...! une garniture de cheminée à l'écrivain qui soutient l'existence des maisons de prostitution officielle.

.·.

Uri. — Le rédacteur du *Gotthard Post* a été condamné à 250 francs d'amende, et devinez pourquoi? Pour avoir parlé en termes vifs des gouvernants du canton d'Uri. Les amis du rédacteur ont ouvert une souscription et ont réalisé la somme nécessaire.

Et il y a, de par le monde, des gens qui pleurent d'attendrissement en parlant des libertés des cantons de la Suisse primitive!

.·.

Appenzell. — Décidément, les *landsgemeinden* se meurent. Dans le canton de Schwytz où elles étaient devenues de véritables farces, elles ont été supprimées en 1848; à Zoug, elles n'existent plus; à Glaris, le gouvernement vient d'édicter des mesures pour tenter de prolonger leur existence.

Depuis quelques années les Appenzellois égayent leurs *landsgemeinden* par des cris variés. A certains orateurs ils crient : « A l'eau! A l'eau! Ferme ta boîte! » etc., etc. Et, aux votations, quand la minorité lève la main, la majorité s'écrie: *Abe mit Hænde!* (à bas les pattes).

Les gouvernants ont bien adressé une patriotique proclamation aux électeurs, mais elle est restée sans effet. A la dernière *landsgemeinde* de Frogen, dans le demi-canton d'Appenzell, nommé Rhodes-Extérieures, un gai candidat au poste d'huissier a pris la parole, vanté plaisamment ses titres et célébré non sans adresse ses capacités; son patriotisme, a-t-il clamé d'une voix éclatante, était de telle nature qu'il ne consentirait jamais à avaler d'autres pilules que les pilules appenzelloises; enfin, il a terminé sa bouffonne péroraison par ces mots : « Avance-toi crânement, ouvre la gueule, et tais-toi bien vite. » Enchantés de tant de civisme, les électeurs ont décerné la place à repourvoir à ce joyeux compère.

Les ouvriers d'Appenzell désirent la suppression des *landsgemeinden* : dans ces assemblées, il leur est impossible de se prononcer librement. On s'explique malaisément un ouvrier prenant la parole pour attaquer un projet cher à son patron. Quel peut-être le degré de liberté d'un fermier sous l'œil de son propriétaire ou d'un débiteur sous l'œil de son créancier? Un paroissien observé par son curé osera-t-il, s'il lui en prend envie, enfreindre les ordres du puissant enjuponné?

L'historien Sismondi, un conservateur qui reconnaissait que le principe d'élection ne portait nulle part d'heureux fruits, s'exprimait ainsi en 1823 : « Nous voyons dans les petits cantons, dits démocratiques, en Suisse, que les vrais élus des masses ignorantes sont, même dans les pays les plus libres, rétrogrades, et non progressistes. Une moitié est élue par les curés, une autre par des gens de loi brouillons, les vrais amis du peuple sont écartés par les uns et par les autres. »

X.

(1) Voir le numéro 9.

Espagne.

Barcelone. — Il est curieux de constater combien est grande l'ignorance qu'a l'étranger du mouvement anarchiste de l'Espagne. Il y a dans ce Midi, si inconnu sous tous les rapports, deux régions où le mouvement socialiste-anarchiste a acquis une très grande importance. Ces régions sont la Catalogne et l'Andalousie. La première est la vivante image de l'Espagne du Nord, si laborieuse, où l'instruction est le plus répandue, et où la haine du pouvoir central est le plus accentuée. En ce siècle, la Catalogne compte dans son histoire une très brillante révolte, et depuis l'année 1835, lors du célèbre massacre de moines et de l'incendie des couvents, cette région a toujours entretenu le feu sacré de l'esprit révolutionnaire. Il y a plus d'un demi-siècle que Barcelone fait la continuelle préoccupation des gouvernements de Madrid, et jamais le pouvoir central n'a pu mater ce peuple, le plus révolté des peuples néo-latins. Maintenant, l'Espagne est en proie à une décomposition politique, dont les causes sont la faillite financière, la crise agricole et industrielle, et, en outre, la guerre de Cuba, qui précipitera la ruine de l'Espagne.

C'est un fait irréfutable que le succès de l'insurrection sur le sol de la « perle des Antilles » a trouvé un fort appui dans la propagande socialiste-anarchiste des révolutionnaires émigrés dans toutes les Amériques.

Quant à l'agitation chauviniste de la presse donquichottesque, dernièrement il y a eu en Espagne un contre-mouvement antipatriotique, vraiment internationaliste et révolutionnaire. Le peuple espagnol, accablé par toutes les exigences des pouvoirs politiques afin de maintenir la domination à Cuba, est maintenant préparé à recevoir ce mouvement avec grande faveur.

A l'occasion du dernier attentat, le gouvernement s'est aperçu que la « patria espanola » repose sur un volcan, et, pour enrayer le mouvement prolétaire, s'est empressé de faire présenter aux Cortès un projet de loi de répression de l'anarchisme. Le gouvernement a élaboré une loi digne des temps de Ferdinand VII; c'est une loi analogue aux prescriptions de Weyler lors de son arrivée à Cuba.

A la suite de l'attentat, les autorités administrative, militaire et judiciaire ont persécuté un grand nombre d'anarchistes, francs-maçons et libres penseurs.

Le retentissement universel qu'a eu l'attentat a réveillé l'esprit révolutionnaire de l'Andalousie, c'est-à-dire que l'effervescence anarchiste de Xérès et Cadix a préoccupé vivement le gouvernement central.

Peut-être la répression fébrile entreprise retardera-t-elle un peu le mouvement anarchiste, mais nous devons espérer que la décomposition politique, le désespoir des ouvriers industriels et paysans, et enfin des misérables exploités par les Espagnols abrutis et décadents qui veulent conserver la gloire guerrière de l'Espagne, amèneront une grande débâcle sociale.

Maintenant, dans toute la Catalogne et s'étendant dans les autres provinces, existe une tendance à l'organisation des forces prolétaires en vue de saisir l'occasion la plus favorable de faire une révolution.

Nous nous trouvons dans une situation analogue à celle qui faisait dire à Bakounine que l'Espagne et l'Italie seraient les deux premiers pays où éclaterait la révolution sociale.

Portugal.

Cap Vert.

Chers camarades,

Nous, anarchistes portugais condamnés à Lisbonne à la relégation d'après la nouvelle loi, du bord du transport de guerre l'*Afrique*, nous vous prions de donner à tous les camarades de l'univers l'assurance de notre énergie.

Loin de nous laisser abattre par ce revers, nous sommes armés d'un nouveau courage pour supporter cette tyrannie bourgeoise.

Un jour, nous tâcherons de vous envoyer quelques notes sur notre voyage.

Agréez, chers camarades, nos salutations cordiales.

Pour les camarades du bord.

X...

Belgique.

La cour d'assises de Liège vient de commettre à nouveau un crime de lèse-pensée en condamnant Sevrin à quatorze mois de prison et cent francs d'amende avec arrestation immédiate, pour insertion, dans le journal *La Débâcle sociale*, de la chanson « Le poignard à la main » et d'un autre article faisant le procès de la société actuelle.

La magistrature, croyant sans doute arrêter la propagande de l'idée anarchiste dans notre région par cette condamnation aussi inique qu'insensée, s'est fourré joliment le doigt dans l'œil, car sous peu paraîtra un nouveau journal intitulé : *La Vengeance*, remplaçant le journal confisqué. Une active et énergique propagande est commencée depuis le jour de la condamnation pour réunir les fonds à cet effet.

Donc, avis aux amis dévoués qui voudraient y contribuer, soit par leur obole, soit par la plume.

Pour tout ce qui concerne le journal en question, s'adresser à Jean Bosson, 3, rue de la Station, à Ensival.

Russie.

De grandes grèves viennent d'éclater à Pétersbourg dans les usines de fer, les fabriques de cotonnades et les tanneries; 7.000 ouvriers demandent la réduction des heures de travail de 14 heures à 12, et le paiement des trois jours qu'ils ont chômé forcément pendant les fêtes du couronnement. Mêmes grèves à Orekhovo-Zuéva, entre Moscou et Nijni-Novgorod.

En général, l'agitation a recommencé en Russie et nous signalons l'apparition d'un journal clandestin — œuvre commune des social-démocrates russes et des constitutionnalistes.

Angleterre.

Londres. — Par initiative d'un *Comité anarchiste et antiparlementaire* aura lieu à Londres, dans le Town Hall, le soir du 28 juillet, un grand meeting pour donner la bienvenue aux délégués au Congrès international. On est déjà assuré que dans ce meeting prendront la parole plusieurs socialistes connus, anarchistes et non anarchistes, qui sont d'accord *pour soutenir que les anarchistes* sont essentiellement des socialistes et que, par conséquent, ils ont le droit de se faire représenter dans un congrès qui prend le titre de Congrès des ouvriers socialistes. Tous les délégués sont cordialement invités.

Les délégués qui entendent défendre le droit qu'ont les anarchistes et les antiparlementaires de prendre part au Congrès rencontreront les camarades dans le local du *Club communiste, 57, Charlotte Street, Fitzroy Square, W. C.* Ceux qui ne pourront pas s'y rendre dès leur arrivée, sont priés de communiquer leur adresse à J. Presbery, 7, Lambs Conduit Street, W. C.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Paris. — Quelques camarades désireux de former un groupe dans le 1er arrondissement font appel à la bonne volonté des amis et de tous ceux qu'intéresse la question sociale et les prie de se réunir en plus grand nombre possible le samedi 4 juillet, à 8 h. 1/2, rue du Pont-Neuf, 22, café de la Tour Eiffel, sous-sol.

.·.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 4 juillet, à 8 h. 1/2 précises, salle Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat.

Les camarades du groupe sont instamment priés de faire rentrer les listes de souscription.

.·.

Les Libertaires du XVe. — Vendredi 3 juillet 1896, à 8 h. 1/2 du soir, salle Mas, 103, rue du Théâtre. Réunion d'étude : *L'Anarchie et la Science*, par le camarade Jules Bard.

Dimanche 5 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, même

salle, soirée familiale précédée d'une discussion sur la tactique révolutionnaire par deux camarades. Chants et poésies.

* * *

On nous demande l'insertion suivante :

Tous les camarades sentent combien devient de plus en plus nécessaire l'éclosion d'un quotidien *libertaire*. Les journaux hebdomadaires ont le défaut de s'adresser plutôt aux convaincus qu'à *la* grande masse; — pour atteindre celle-ci, lui parler, se faire écouter et comprendre d'elle, il n'y a qu'un moyen : le journal quotidien.

A ceux qui savent cela d'aider selon leurs moyens à la naissance de *La Clameur*. Le projet, en bonne voie, aboutira sous peu : plus promptement se manifesteront les initiatives et plus vite le but sera atteint.

Il y a double manière d'y concourir :

Soit en achetant, pour 100 francs, une « Part d'Intérêt de la *Société des Journaux et publications populaires*, payable par fractions de 20 ou 25 francs par mois;

Soit en souscrivant soi-même ou faisant souscrire ses amis à des *Bons d'abonnement* de 25 francs, payables par fractions de 2 fr. 50.

Des appels, des bulletins de souscriptions et des carnets de bons d'abonnement sont à la disposition des camarades. S'adresser (de même que pour plus amples renseignements) à E. Pouget, 15, rue Lavieuville (Montmartre), Paris, et à F. Pelloutier (Bourse indépendante du Travail), 80, rue de Bondy, Paris.

* * *

La Fédération du Bâtiment, ayant pris connaissance de la circulaire du comité d'organisation du Congrès international ouvrier de Londres, notamment du paragraphe annonçant que les délégués n'y seraient admis qu'autant qu'ils représenteraient des organisations préconisant l'action politique et parlementaire pour la conquête du pouvoir politique ;

Considérant qu'il n'y a rien à attendre des pouvoirs publics, quelle qu'en soit la composition, le propre du pouvoir étant d'avoir des intérêts opposés à ceux des travailleurs;

Que l'action des travailleurs organisés économiquement ne peut être que révolutionnaire et avoir pour but, non la conquête du pouvoir au bénéfice d'un parti, mais l'émancipation *intégrale* des travailleurs de tous pays ;

Que laissant les partisans de la conquête des pouvoirs publics libres de suivre telle tactique qu'il leur plaît, elle entend qu'il en soit fait de même à son égard;

Que l'ostracisme est la négation du but auquel doivent tendre les congrès internationaux, lesquels doivent être l'émanation, non de partisans, mais de travailleurs libres;

Regrette que les organisateurs du Congrès de Londres ou leurs mandants aient cru devoir recourir à des mesures d'exclusivisme contraires aux intérêts véritables du prolétariat universel;

Et émet le vœu que le Congrès, maître de statuer sur les admissions, prononce indistinctement celle de tous délégués régulièrement mandatés par des organisations ouvrières réelles, sans acception d'école.

Pour la Fédération du Bâtiment et par ordre :

L'un des Secrétaires,

L. Riom.

* * *

Saint-Etienne. — Tous les camarades sont invités pour le samedi 4 juillet, à 8 heures du soir, au café Loste, place Lacroix, n° 2.

Le *Cénacle Plébéien* fait un pressant appel à tous les camarades qui, ne voulant pas rester dans l'inertie, désirent venir fortifier le *Cénacle Plébéien*, groupe artistique, littéraire et scientifique du Forez, ayant pour but de créer un lien fraternel entre littérateurs et artistes prolétaires du Forez au moyen d'études, concerts, conférences, tout en faisant des prosélytes à la cause humanitaire par le développement intellectuel des enfants du peuple.

Dimanche 5 juillet, première sortie champêtre. On se réunira à Patroa, au café Cadier, où l'enseigne porte : Autant boire ici qu'ailleurs, à partir de 3 heures du soir.

Distribution à tous les camarades présents des chansons *Le Cénacle Plébéien*, et *La Disparition des anarchistes*.

* * *

Lyon. — Samedi 4 juillet, causerie par un camarade, au Cercle de l'Egalité, rue Saint-Augustin, 6 (Croix-Rousse).

Les camarades y sont invités.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* qui voudraient se procurer les brochures à 0 fr. 10 n'ont qu'à les réclamer dans les kiosques et librairies qui tiennent les journaux libertaires.

* * *

Reims. — Samedi 11 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Saint-Maurice, rue du Barbâtre, 145, grande réunion ayant pour ordre du jour :

Nécessité d'un journal quotidien; organisation d'une soirée familiale.

* * *

Marseille. — Nous avons reçu du camarade A. B. la somme de 45 francs se décomposant ainsi : 30 fr. de bénéfice net sur la réunion du 21, et 15 francs produit de la vente des billets de la tombola.

* * *

Clichy-Levallois. — Les *Libertaires* et les *Iconoclastes* invitent tous les camarades à venir en masse le dimanche 5 juillet, à 3 heures très précises, salle Mézerette, 86, rue Gravel, à Levallois, pour organiser une promenade à l'île de la Grande-Jatte.

* * *

Amiens. — Le *Groupe sociologique et littéraire* se réunira le mercredi 8 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel.

Les amis et camarades qui pourraient nous faire parvenir des ouvrages philosophiques traitant de l'évolution humaine ainsi que des lois naturelles sont priés de les adresser au camarade G. Morel, 89, rue Lapostole.

Nota. — Quant aux petites brochures ayant trait aux idées libertaires, nous en avons passablement entre les mains.

* * *

Anvers. — Les camarades d'ici étant en train d'organiser une bibliothèque de propagande, nous faisons un pressant appel auprès de ceux qui pourraient nous aider en nous envoyant livres et brochures.

Adresser les envois à Madoux, 26, rue des Gueux, Anvers, Belgique.

BIBLIOGRAPHIE

Les camarades de Bruxelles viennent de lancer leur septième brochure: *La Guerre et le service obligatoire*, par L. Tolstoï.

S'adresser, pour envoyer des fonds ou recevoir des brochures, à la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers.

* * *

Le volume de notre camarade J. Grave, qui devait se publier avec le titre *Sous l'uniforme*, vient de paraître avec celui de *La Grande Famille*, le premier titre existant déjà en librairie.

Nous le tenons à la disposition de nos lecteurs au prix de 2 fr. 75 franco ou 2 fr. 50 pris dans nos bureaux.

* * *

Nous avons reçu :

Les Apparitions (vers), par Maurice Rollinat, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle et Charpentier, 11, rue de Grenelle.

Tribulat Bonhomet, par Villiers de l'Isle-Adam, 1 vol., 3 fr. 50, nouvelle édition, chez Stock, Galerie du Théâtre-Français.

Les Amours errantes (vers), par Ch. Ténib, 1 vol., *Bibliothèque artistique et littéraire de la Plume*, 31, rue Bonaparte.

La fin des planches de l'*Enseignement professionnel du Menuisier*, par L. Jamin, chez l'auteur, 21, rue Jean-de-Beauvais, qui annonce aussi l'apparition du deuxième volume de texte pour le commencement de juillet.

Communismo e Anarchico, par P. Kropotkine, 1 brochure, 0 fr. 15, à l'*Avvenire Sociale*, à Messine.

* * *

A lire : *Harakiri*, Urbain Gohier, *Figaro* du 30 juin.

Hommes, voyez les horreurs du présent! L. Tolstoï, *Revue des Revues*, 15 juin.

BOITE AUX ORDURES

Cherbourg. — Au conseil municipal :

« M. Joublin (conseiller municipal) demande s'il « ne serait pas possible, comme cela a lieu à Toulon « et à Brest, d'installer au théâtre ce qu'on appelle, « dans ces localités... *un banc de Terre-Neuve (sic)*, « afin d'éviter aux familles le contact de certaines « irrégulières... à qui on ne peut interdire complè- « tement l'accès de la salle. M. le Maire dit qu'on « verra la suite qu'il est possible de donner à la « demande de M. Joublin quand le Conseil sera « appelé à se prononcer sur les questions de règle- « ment. »

(*Le Réveil de Cherbourg*, n° 690 du 10 juin 1896, p. 2.)

PETITE CORRESPONDANCE

G. G., à Edimbourg. — La plupart des ouvrages de Grandeau sont édités chez Gouin, 68, rue des Ecoles. — La maison Chailley en annonce un : *L'Agriculture*.

D., à Cherbourg. — Guy annonce la réimpression des *Préjugés et l'Anarchie*, mais je ne sais pas la date. De plus, le prix en est de 1 franc et non 0 fr. 25. — Quelles brochures voulez-vous pour ce prix ?

F., à Toulon. — Il n'y a pas d'autre *Supplément littéraire* de la *Révolte* que celui qui paraissait avec le journal. Il n'en reste plus que deux collections complètes que nous vendons 80 francs.

Tobaconist, Londres. — Il y avait 6 fr. 30 de brochures. Reçu 6, reste dû 0 fr. 30. Ai fait passer au *Libertaire* et à la *Sociale* ce qui leur revient.

G., à Beauvais. — Voulez-vous passer chez Oudaille relever 83 invendus?

E. R., à Tremiti. — Adler étant marxiste, il ne peut avoir publié de critique du marxisme. Connais que celle de Tcherkesoff, publiée dans les *Temps Nouveaux* et dont l'édition en brochure est en cours d'exécution.

Un camarade, Marseille, demande à acheter la brochure de Faure : *Le Machinisme et ses conséquences*, et une deuxième : *Les anarchistes et ce qu'ils veulent*.

D. P., à Ploesti. — Volumes expédiés. Nous avons mis la *Douleur universelle* avec une couverture sans titre, l'éditeur n'en avait pas d'autre.

J. B., à Ensival. — La brochure de Kropotkine : *L'Anarchie, sa philosophie*, 0 fr. 60 par la poste.

Reçu pour les enfants du camarade de Vienne : Les *Libertaires Nîmois*, 5 fr. — W. X., Paris, 2 fr. — Un groupe de lecture de portefeuillistes anarchistes, 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : D., à La Haye : 2 fr. — C. T., à Parana, 82 fr. 30. — L. J., 5 fr. — G., 1 fr. — X., 1 fr. — X., 0 fr. 50. — X., Alger, 0 fr. 50. — Collecte faite à la conférence de Ch.-A., à l'*Art Social*, 1 fr. 75. — Un groupe de lecture de portefeuillistes anarchistes, 0 fr. 50. — Marseille, bénéfice de la soirée, 30 fr. — A. A. de P., 40 fr. — Merci à tous.

Mme Vve Duvivier, Montluçon. — N., à Toulouse. — V., à Roubaix. — D., à Lille (par le *Libertaire*). — S., à Varna. — S., à Lootcha. — C., à Rome. — M., à Anvers. — B., au Mans. — M., à Nonancourt. — N., à Lyon. — P., à Gérandot. — E. C., à Pavia. — S., à Zurich. — K., à Bruxelles. — C., à Béziers. — J. T., Le Fromental. — D., à Reims. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Nancy

Chez Claude, rue Saint-Georges.

à Angers

Chez Duvivier, 26, rue Plantagenet;
Dron, 23, rue Bodinier ;
Leduc, 18, rue de Reculée.

Le camarade Leduc porte à domicile.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 11 — DIX CENTIMES — DU 11 AU 17 JUILLET 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Malgré des avertissements réitérés, nombre de dépositaires en agissent avec nos demandes de règlement absolument comme si on les priait de ne pas se presser. Nous sommes las, archi-las, de cette façon de procéder. Dorénavant, tout envoi sera supprimé après une lettre qui n'aurait pas été suivie d'une réponse satisfaisante. Il ne faut pas que la mauvaise volonté des uns annihile la bonne volonté des autres.

ROITELETS ADMINISTRATIFS

J'ai déjà eu l'occasion de toucher un mot des jésuitiques violences opposées par l'administration de l'enseignement à la simple liberté de parole, de pensée ou d'allure de ses subordonnés. Mais le thème est inépuisable, et l'on peut y revenir sans crainte de se répéter.

Quand le professeur atteint de la lèpre libertaire arrive dans un nouveau poste, muni du grelot avertisseur, il est tout d'abord mis par ses chefs en quarantaine d'observation. Précédé partout d'un dossier implacable, il a été, en outre, par écrit et oralement, confessé de ses péchés. Gare si son « curriculum » est panaché de peines disciplinaires, et si le tracé géographique en est quelque peu fantastique et capricieux! Gare surtout si son attitude ne paraît pas témoigner d'une contrition suffisamment parfaite!

Il est épluché avec une minutie quasi-micrographique; et, comme on y met de la bonne volonté, tout en lui devient subversif. Ses moindres gestes acquièrent la force de manifestations dangereuses pour l'ordre social : et ce qu'il ne fait pas, comme ce qu'il fait, est réputé révolutionnaire au suprême degré.

Il traite par l'indifférence l'arrivée solennelle de M. le Préfet dans son petit Landerneau, et il ne va point, roide, sanglé dans un habit noir, déposer un banal hommage aux pieds de ce représentant du pouvoir central. Anarchie condamnable et d'un funeste exemple! On déterre, pour sa confusion, je ne sais quel article de loi du Directoire ou du consulat, qui oblige les fonctionnaires à faire une visite au chef du département, lorsqu'il se montre dans une ville pour la première fois.

Le sous-préfet se plaint de n'être pas salué par cet affreux irrégulier, qui décidément ne respecte rien ni personne. Les mauvaises langues ajoutent qu'il ose passer devant leurs Majestés du conseil municipal, sans se reconnaître, par un coup de chapeau, leur homme lige et leur féal serviteur : et pourtant n'émarge-t-il pas au budget de la commune? L'aumônier du collège lui-même, comme représentant de Dieu sur la terre, attend que ses politesses le préviennent religieusement.

Mais ce pelé, ce galeux, ne va-t-il pas jusqu'à vouloir communiquer à ses élèves cette contagion d'irrévérence! Il est anarchiste en discipline, horreur! Ses élèves peuvent bavarder impunément; s'ils rient, serait-ce même de lui, il ne les punit point.

Où en arrive-t-on, bon Dieu, avec un pareil système? A obtenir peu à peu l'attention franche et volontaire, au lieu d'un silence tout matériel, qui serait le masque trompeur des résistances et des distractions intérieures. Faut-il leur faire un crime de trouver fastidieuse une besogne qui, plus d'une fois, l'est bien réellement, de par l'impérative volonté des programmes? Faut-il sévir contre ces braves jeunes gens, parce qu'ils arrivent imbibés des préjugés de leurs parents, et tout préparés, par les sots racontars dont on leur a farci la tête, à jouer de leur professeur comme de quelque monstre ridicule.

Tout ce qui lui est possible, c'est de faire filtrer quelques rayons de liberté dans ces couloirs sombres de la pédagogie scolastique; c'est de chercher, en ajourant de son mieux cette geôle, à gagner la confiance des jeunes prisonniers.

Or, si on lui reproche de ne pas toujours réussir dans cette tâche ardue, on ne lui sait pas meilleur gré de ses succès.

Vole-t-il à la routine quelques instants pour égayer d'une lecture la monotonie des classes, et pour élargir le cerveau de ses auditeurs? Le plaisir qu'ils y ont éprouvé lui est imputé à crime. Temps perdu! disent les uns. Lecture anarchiste! clament les autres. Car comment faire pour ne pas flétrir d'une telle épithète les pages de Rabelais sur les Thélémites, dont la devise était : Fais ce que veux? Et quelle autre pourrait convenir au drame de Maurice Barrès : *Une journée parlementaire*, qui ouvre des perspectives écœurantes sur la sentine de nos mœurs politiques?

Il est certainement très fâcheux que tant d'écrivains et d'époques si différentes aient été anarchistes sans le savoir, soit par leur œuvre de satire destructive, soit par la construction de quelque cité idéale incarnant leur rêve de justice. Et pour ma part, à la place de ces bons épiciers et de ces honorables boutiquiers, menacés par l'idée dans leur tranquille commerce, j'imiterais Omar, et je jetterais au feu absolument tous les livres, excepté celui qui est le Coran du saint négoce, le Grand-Livre aux chiffres symboliques.

Ainsi, les bonzes de l'*Université* livrent leurs subordonnés aux lâchetés de l'opinion publique et aux rancunes des autres pouvoirs outragés, tous les pouvoirs étant frères. Ils ne sont pas plus endurants, bien entendu, lorsqu'il s'agit de défendre leurs propres privilèges; et ils y sont merveilleusement aidés par la réglementation la plus tatillonne et la plus absurde qui puisse être.

Voici, par exemple, un professeur qui a terminé son engagement décennal, et qui, par suite, doit être, aux termes de la loi, libéré de tout service militaire. Mais cela ne marche pas tout seul : encore est-il obligé de prouver péremptoirement qu'il s'est, année par année, acquitté de tout ce qu'il devait à l'Etat. Rien ne vous semble plus simple, rien n'est plus compliqué. Il a noirci, plusieurs fois par an et à chaque mutation de poste, des monceaux de papiers, où il détaillait par le menu et chronologiquement toute sa carrière. Il paraît qu'on l'astreignait à cette besogne pour l'exercer à la calligraphie et à l'orthographe. Car, comme pièces probantes, toutes ces paperasses sont nulles et non avenues. Bien mieux, le chef de l'Académie, qui doit connaître son personnel, passé aussi bien que présent, et avoir à ce sujet des archives circonstanciées (autrement, en quoi consistent ses fonctions?), se défie extrêmement de ses propres lumières. Et il exige qu'on ramasse, chez les principaux qui dépendent de lui, des certificats attestant qu'on a bien réellement servi sous ses ordres. Voilà, au moins, une démonstration qui sera solidement établie, et qui, de plus, va rapporter à l'Etat : car, pendant les deux bons mois que dureront ces démarches ridicules, le pauvre patient, talonné par l'administration militaire, qui se fâche, qui envoie sommation sur sommation, qui expédie gendarme sur gendarme jusque dans sa classe, lancera en tous sens lettres et télégrammes, et s'il *en* est quitte pour 3 fr. 50 ou 4 francs de frais, ce sera presque pour rien.

Et surtout, ne pas murmurer en accomplissant ces rites de la plus haute importance; ne pas décocher de traits à l'adresse des idoles buveuses d'encre et rongeuses de papier, quand elles ne sont pas dévoreuses de chair. Et une fois rassemblés tous ces documents fort nécessaires, rien n'est fait si l'on n'y joint une humble supplique à l'adresse du *recteur-Bouddha*, pour le prier de daigner sortir de sa somnolence, et jeter un coup d'œil sur cet énorme amas de constatations, puis synthétiser et consacrer le tout par son paraphe souverain. C'est presque fini. Le faux conscrit n'aura plus qu'à rédiger (à *moins* qae, las enfin, il ne s'y refuse avec énergie) une toute petite lettre, dans laquelle il conjurerait le commandant de recrutement de le rayer des cadres où il a été indûment incorporé.

Ouf! et pour se reposer de ces ineptes tortures, des compositions de bambins à corriger, c'est-à-dire une hiérarchie artificielle à établir entre ces jeunes intelligences, qui ne sera peut-être nullement confirmée plus tard par la vie; qui, de plus, encourage le *succès même* sans effort, et *non* l'effort sans succès; outre qu'elle est souvent basée sur des nuances subtiles et fort discutables, et qui varieraient assurément d'un professeur à l'autre.

(*A suivre.*)

J. Degalvès.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE [1]

IX

Revendications social-démocratiques

(Suite).

A vrai dire, la bourgeoisie radicale pourrait non seulement adopter une pareille profession de foi, prétendue socialiste, avec le système de salaire qualificatif, mais encore observer que les revendications du parti social-démocratique, formulées par le chef et fondateur du parti, Liebknecht, sont plutôt modérées. Dans son article : *Le programme du socialisme allemand* (2), Liebknecht pose la question : « Qu'est-ce que nous demandons? » puis il déclare :

« Liberté absolue de la presse, liberté de « conscience absolue, suffrage universel pour « tous les corps représentatifs, pour tous les « services publics, soit nationaux, soit communaux; éducation nationale (?), les écoles ouvertes à tous, l'éducation et l'instruction « accessibles à tous avec la même facilité ; l'abolition de l'armée permanente et l'organisation « d'une milice nationale, de sorte que *chaque « citoyen* soit soldat, et chaque soldat, citoyen; « une cour d'arbitrage international; l'égalité « des sexes; les mesures de protection pour la « classe ouvrière (limitation des heures de travail, règlements sanitaires, etc.). »

Pour qu'il n'y ait pas de doutes, Liebknecht ajoute : « Ce sont des réformes déjà accomplies ou en train d'être réalisées dans les pays avancés, et elles s'accordent pleinement avec la démocratie. » Avec la démocratie, oui, mais pas avec le socialisme. Et puis, la démocratie et les libéraux des *pays avancés* ont déjà réalisé ou sont disposés à réaliser immédiatement le fédéralisme, le referendum, la législation directe, l'autonomie communale, — institutions niées et combattues par les social-démocrates. Nous savons déjà que Marx et Engels avec Multman Barry (l'agent des conservateurs anglais) ont exclu les fédéralistes de l'Internationale (3), que Liebknecht se déclara encore en 1872 (alors qu'il était encore révolutionnaire, ce qu'il n'est plus aujourd'hui), « l'adversaire de toute république *fédérative* »; que les social-démocrates anglais — heureusement leur nombre est insignifiant et, sauf Hyndman, tous sont des médiocrités — ont combattu le referendum et votèrent aux dernières élections pour les conservateurs, contre le ministère gladstonien qui avait introduit la journée de travail de huit heures dans tous les établissements et ateliers du gouvernement, obtenu l'autonomie communale, luttait en faveur du « home-rule », et pour l'abolition de la Chambre des lords.

Même en France, où la tradition de la Commune est si forte, les social-démocrates, sans soupçonner qu'ils font le jeu de l'école réactionnaire de Hegel, évitent d'employer les mots fédéralisme, fédération. Ils n'osent pas prêcher l'organisation de « l'armée du travail spécialement pour l'agriculture »; ils n'osent pas non plus, malgré leurs aspirations les plus chères, abolir des fédérations locales, mais ils évitent le mot détesté par Hegel, Bismarck, Engels, Liebknecht et autres et appellent leurs fédérations « agglomérations ». Ces *savants* du « socialisme scientifique » ignorent que le terme géologique aggloméral signifie amoncellement, entassement de divers minéraux et que les hommes et les sociétés solidaires s'unissent, pactisent, s'allient, se fédèrent. En parlant de leur groupe parlementaire, ils peuvent dire que ce groupe et ses doctrines forment un aggloméral bizarre des idées réactionnaires, qui permet à Millerand de se déclarer pour la sainte propriété individuelle, Guesde pour le collectivisme allemand, que nous venons d'analyser, G. Deville contre la révolution, et tous ensemble constituent un conglomérat archaïque, également bon pour un musée minéralogique et pour un parlement de panamistes.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

(1) Voir les nos 37, 39, 40, 42 à 45, 48 à 51 (1re année) et 10 (2e année).

(2) *The Programme of German Socialism*. Forum Library, New York 1895, April, page 28.

(3) Par cet acte ridicule, ils ont tué leur fraction ; car les fédéralistes, seuls, ont continué de tenir les congrès jusqu'à 1881.

Errata. — Dans notre dernier numéro, à la première page, *au lieu de* Manifeste daté de 1840, *lire* 1848. — Même phrase, *au lieu de* Kuntsky, *lire* Kautsky.

Dans le dernier *Mercure de France*, notre camarade Retté relève les inconséquences de M. Vielé-Griffin, qui déclarait ignorer tout de l'anarchie, bien qu'ayant dirigé pendant longtemps les *Entretiens politiques et littéraires*, où nos doctrines furent exposées et commentées à plusieurs reprises. En réponse à Retté, M. Vielé-Griffin se plaint d'avoir été traité de « poète bourgeois » jadis par la *Révolte*. Comment veut-il donc qu'on le qualifie? Du moment qu'il réprouve nos idées et les déclare « bonnes pour des électeurs », il y a tout lieu de supposer qu'il leur préfère le régime actuel, et l'appellation de *bourgeois* ne peut donc que lui plaire.

« Leur « liberté », ainsi termine-t-il, c'était notre asservissement; car, plus cruels que Platon, ils nous rejetaient de leurs cités couronnés d'épines, à moins que, bouffons modernes de la reine Multitude, nous n'acceptions de versifier Karl Marx ou Kropotkine. »

Cette petite phrase demande explication :

Il fut un temps où c'était de mode d'être anarchiste; cela posait dans le public et a été très utile à quelques-uns pour « se lancer »; on ne risquait pas grand'chose : six mois de Sainte-Pélagie, à la rigueur, n'avaient rien d'effrayant; ç'aurait été un titre de plus à la vente.

A cette époque, M. Vielé-Griffin ne crachait pas sur l'anarchie. Il lui était « très sympathique », il nous fit offrir — oh! rassurez-vous, en cela moins coupable que d'autres qui ne craignirent pas de contribuer de leurs fonds à la propagande, M. Griffin, riche et rentier, ne nous fit offrir que... sa collaboration. Et dans le *Supplément* au n° 30 de la 5e année de la *Révolte*, nous publiâmes un fragment de Shelley, traduit par Griffin, mais nous eûmes le malheur de refuser d'autres morceaux de sa main, prose ou vers, je ne sais plus; nous ne sommes pas une chapelle d' « encensement mutuel ». Voilà l'explication du recul d'un tas de ces « fougueux anarchistes littéraires » qui s'éloignent de l'anarchie lorsqu'elle menace de leur être plus nuisible qu'utile.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Dignité nationale. — Grande émotion, ces temps derniers, dans tout le clan patriotico-franco-russe. Il paraîtrait qu'aux fêtes de Moscou, l'ambassadeur a omis de baiser la main de la tsarine. Ce grave manquement au cérémonial a eu le don de mettre sens dessus dessous toute la presse européenne. Pendant plusieurs jours, on s'est évertué à rechercher la cause d'un si considérable incident diplomatique. Un organe de Berlin — admirez sa naïveté! — a émis la supposition que le représentant de la République française, dont les dirigeants se déclarent à tout propos et hors de propos les continuateurs des traditions révolutionnaires de 1789, avait cru de sa dignité de ne pas se conformer à cet usage humiliant. Fi! quelle réprobation cette insinuation n'a-t-elle pas provoquée dans la presse française. Comment! supposer un pareil sentiment de dignité chez le représentant de la République panamiste et cosaque? Ah! mais non! Messieurs de la triplice, sachez-le! La dignité est morte chez les bourgeois qui nous gouvernent. Il y a eu oubli, simple oubli, vous dis-je. D'ailleurs, notre petit père le tsar a fait savoir combien lui étaient désagréables tous ces potins et que toute sa confiance était conservée au duc de Montebello. Nous voilà rassurés, mais quelle alerte, doux Jésus!

⁂

Sans-gêne judiciaire. — Encore un exemple du sans-gêne avec lequel les magistrats traitent les paisibles contribuables qui les paient à ne rien faire de bon ni d'utile. M. Meinain, habitant à Aytré, village de la Charente-Inférieure, s'est vu, sans savoir pourquoi, arrêté et conduit, menottes aux mains, d'étape en étape jusqu'à Saintes. Là, n'en pouvant plus et les pieds en sang, il obtint l'autorisation de voir un médecin qui prescrivit son transfert par voie ferrée. Enfin, après huit jours de détention, on daigna l'interroger au sujet d'un prétendu vol qu'il était accusé d'avoir commis à Cognac. Au bout de cinq minutes d'interrogatoire, le juge d'instruction s'aperçut qu'il y avait erreur et que Meinain était complètement innocent du délit qu'on lui imputait. Celui-ci proteste avec raison contre cette arrestation et cette détention arbitraires, et sa protestation a été reproduite par quelques journaux. Mais, comme toujours, toutes les protestations n'auront aucun résultat et les arrestations arbitraires continueront.

Le seul remède serait la suppression complète de cette institution malfaisante et inutile qui se décore du nom de « Justice ».

⁂

Victime de la loi. — Le nommé Wassermann, en prévention de vol, s'est suicidé à Mazas. J'ignore ce qu'avait fait ce prisonnier, mais la condamnation qu'il aurait pu encourir n'aurait pas empêché le fait accompli; et si la « Justice » l'avait laissé tranquille, elle aurait un cadavre de moins sur la conscience.

⁂

L'affaire Matha. — Le camarade Matha a passé en police correctionnelle la semaine dernière. Il a prouvé qu'étant en voyage au moment de la publication du numéro du *Libertaire* incriminé, il ne pouvait être rendu responsable de ce qu'il contenait. L'affaire a été renvoyée à quinzaine, histoire d'allonger son séjour en prison, car, en présence de ses déclarations, il n'y a plus qu'à lui rendre la liberté.

⁂

Les grèves.

Moulins. — Trois cent cinquante mineurs des mines de Bert (Allier) viennent de se mettre en grève à la suite d'une diminution de salaires.

André Girard.

⁂

On sait que Matha a comparu devant la correctionnelle en exécution de la *loi scélérate*. Il n'est pas inutile, à ce sujet, de rappeler que, le 14 novembre 1895, la plupart des députés dits socialistes ont voté *contre l'abrogation* de cette loi. Seuls les allemanistes et les blanquistes, Baudin, Chauvière, Dejeante, Fabérot, Groussier, Toussaint, Vaillant et Walter, se sont abstenus de prendre part au vote. C'était décent, si ce n'était pas bien.

Les autres ont voté *pour* le maintien avec enthousiasme. La liste en est savoureuse :

Argeliès, Calvinhac, Carnaud, Cazes (Thierry), Charpentier, Chauvin, Compayré, Coutant, Desfarges, Franconie, Gendre, Gérault-Richard, Girodet, Goujat, Goussot, Grousset (Paschal), Guesde, Hugues (Clovis), Jaurès, Jourde, Laporte, Lavy, Millerand, Mirman, Paulin-Méry, Prudent-Dervillers, Richard (Pierre), Roche (Ernest), Rouanet, Sauvanet, Sembat, Turigny, Viviani.

Le prétexte de cette trahison? Millerand le donne lui-même : « Le gouvernement a déposé un projet de loi... qui constitue une mesure de salubrité publique réclamée par tous les honnêtes gens. » Ce projet visait les incompatibilités parlementaires et il faudrait être de la dernière intransigeance pour ne pas apercevoir là une réforme fondamentale.

Et puis il y avait une autre raison, supérieure : voter ce jour-là contre le ministère *radical*, c'était avouer qu'on était à jamais incapable de former un parti de gouvernement. Or, un grand pays comme la France a besoin d'un gouvernement, voyez-vous.

Autriche.

Comme il fallait s'y attendre (voir les correspondances dans les numéros 2 et 35 des *Temps Nouveaux*, 1re année), la question politique en Autriche, qui, en apparence, était brûlante, a reçu peu à peu une solution vraiment autrichienne, c'est-à-dire superficielle, arbitraire et invraisemblable.

La question du suffrage universel, par exemple, a été renvoyée à une époque indéterminée par la réforme électorale du comte Badeni qui consiste à établir un suffrage quasi universel à côté du suffrage censitaire et privilégié (des grands propriétaires, chambres de commerce et bourgeois), donnant au premier 72 places dans le nouveau Parlement et laissant au dernier ses quelque 350 places qu'il possède déjà. On peut même regarder cela comme une solution très ingénieuse : les social-démocrates ont leur hochet de suffrage universel et les chefs se partageront entre eux une partie des 72 mandats — quel triomphe! — le reste appartiendra au parti également démocratique des antisémites, aux cléricaux purs et simples et aux créatures des aristocrates polonais. En outre, les bourgeois gardent leur position privilégiée, leurs 350 mandats et tout ira comme auparavant. Les social-démocrates prennent des airs de condamner cette rusée supercherie; mais, au fond du cœur, s'ils en ont, les chefs jubilent. La preuve, c'est qu'au congrès du parti, tenu à Prague, bien que de divers côtés on critiquât l'attitude de l'organe central du parti, l'*Arbeiter Zeitung* du docteur V. Adler, qui avait presque passé dans le camp du ministre Badeni, en exprimant une vive satisfaction au sujet de cette farce de réforme, le congrès se refusa à voter une censure nette.

Après tout, on peut constater que de nombreux socialistes eux-mêmes se réjouissent de ce que cette lutte en faveur du suffrage soit finie; la lutte se borna à des résolutions votées par des assemblées populaires; jamais on n'a « parlé belge » comme on s'en vantait si souvent. On a toujours reculé et l'on s'étonne de n'avoir pour résultat qu'une « réforme électorale ».

***

L'antisémitisme, dont le nombre d'adeptes augmente toujours, a aussi fait un fiasco. Leur chef, M. Lueger, fut trois fois élu maire de Vienne et l'empereur refusa deux fois de le confirmer comme tel; le conseil municipal fut dissous et la ville administrée par un commissaire du gouvernement. A entendre les racontars, ça devait être une lutte à mort entre M. Lueger et l'influence polonaise et hongroise et celle de l'empereur lui-même : il se proclamait le régénérateur de l'Autriche; il allait libérer le peuple chrétien de la servitude juive, hongroise et polonaise et sa mégalomanie se manifestait dans chacun de ses discours.

Il finissait par être pris quelque peu au sérieux et on s'irritait de la violation de l'autonomie communale par le gouvernement; mais on a dû reconnaître qu'il n'était qu'un braillard affublé de « la peau du lion ». L'empereur le fit venir chez lui, *ad audiendum verbum*, et lui dit : « J'en appelle à votre patriotisme; » M. Lueger de répondre : « La volonté de Sa Majesté est pour moi un ordre » — et il donna sa démission de maire, *trois fois élu*. Telle est la manière patriarcale et primitive par laquelle on gouverne encore le peuple en Autriche — et, *mutatis mutandis*, est-ce mieux ailleurs?

M. Lueger est aujourd'hui vice-maire de Vienne et ses créatures remplissent les autres postes; l'administration antisémite va commencer. Les antisémites se divisent en une minorité chauviniste, nationale, anticléricale (soi-disant) et une majorité nettement cléricale. Les social-démocrates leur avaient fait de l'opposition aux élections municipales, mais cette opposition fut un four complet : une douzaine de votes dans la plupart des districts. La population les prit pour les agents du parti libéral.

Dans le reste de l'Autriche, tout est calme; les « Jeunes Tchèques » se rallient plus ou moins au ministère de Badeni, de même que les libéraux, les conservateurs et tous autres partis aspirant à quelques miettes de l'assiette gouvernementale.

***

Le 1er mai, à Vienne, comme tous les ans, des dizaines de milliers d'ouvriers allèrent passer l'après-midi au Prater (le Bois). Un restaurant, dont la propriétaire avait refusé en d'autres occasions la salle pour des réunions, fut boycotté. Cependant, par inadvertance et indifférence, un assez grand nombre d'ouvriers y entrèrent; la foule stationna devant le local et on demanda à grands cris que tout le monde sortît. Je passais par hasard et je regardais cette scène : au dehors la foule criant : Sortez! sortez! et ébranlant le grillage du jardin, mais sans le renverser, comme jadis les grilles de Hyde-Park ébranlées et vraiment culbutées en 1866. Au dedans du jardin il y avait la police qui paraissait interdire de sortir; puis les *modérateurs* (Ordner) social-démocrates, hommes de confiance du parti et défenseurs acharnés de l'ordre. Ceux-ci haranguaient la foule, la conjurant de rester tranquille. Cela se répéta une douzaine de fois : la foule prit son élan, la grille allait être renversée, les pierres commençaient à faire résonner les fenêtres, quand surgit « l'individu à la rosette rouge » qui débita sa harangue soporifique; la foule se tut, recula et l'élan fut perdu. Cela me dégoûta tellement, que je passai mon chemin. Durant tout ce temps, la police aurait été en nombre et en force impuissante à empêcher la foule de faire tout ce qu'elle voulait. Mais elle profita du temps gagné par les harangues pacificatrices de ces petits chefs socialistes, revint plus tard en masse et se livra à une attaque brutale sur la foule qui, sauf quelques pierres jetées, ne fit que s'enfuir.

Le lendemain, la *Arbeiter-Zeitung* (organe socialiste) prétendit que le trouble avait été l'œuvre de voyous et de souteneurs, imitant la tactique de son digne confrère le *Vorwærts* de Berlin, qui proféra la même insulte à l'égard des affamés de Berlin lors de leur révolte du printemps de 1892. Le journal de Vienne félicita même un des modérateurs social-démocrates d'avoir pris au collet celui qui avait jeté la première pierre pour le livrer à la justice — tandis que cet ingrat, en présence de cette attention fraternelle du gendarme socialiste, avait eu l'impudence de s'en débarrasser et de disparaître. Quelques jours plus tard, les exploits d'un autre social-démocrate furent racontés. Celui-ci ayant entendu un garçon de douze ans pousser des cris séditieux, le prit par les oreilles et lui dit quelques mots dans un langage assez peu relevé, mais reproduit fidèlement par le journal du « socialisme scientifique ». Il faudra proposer au Congrès de Londres de créer une décoration internationale social-démocrate pour de tels héros; mais la plupart d'entre eux sont déjà tellement encombrés d'images, etc., de Liebknecht, etc., qu'ils n'auront plus de place pour la mettre.

Cinquante ouvriers furent arrêtés et condamnés à près de vingt-cinq ans de travaux forcés et de prison, plusieurs à deux ans et demi, deux ans, etc., pour le crime d'avoir jeté des pierres — deux ans pour ceux-ci — ou d'être simplement tombés, mi-massacrés par les sabres, entre les mains de la police!

Les massacres se renouvellent. Près de Reichenberg, trois ouvriers sont tués par des gendarmes; à Pest, un cortège ouvrier est attaqué par la police, etc.

***

Les mineurs de Silésie — les propriétaires des mines sont des aristocrates et les Rothschild — se sont mis en grève et ont obtenu quelques concessions.

Les pompiers de la ville de Vienne se mirent en grève aussi, mais sans succès. Car l'administration les fit remplacer par les anciens pompiers pourvus de petits emplois municipaux. Voilà une conséquence à noter de la municipalisation des services publics : une classe d'employés fixes qui, pour ne pas perdre le droit à la retraite, doivent être prêts à toutes les vilenies qu'on leur demande. Plus il y en a, plus ils se neutralisent les uns les autres et l'union est infiniment plus difficile qu'entre des ouvriers libres qui ne risquent que d'être renvoyés d'un bagne pour aller trouver de l'emploi dans un autre, tandis que pour ces employés de services publics le renvoi est une ruine presque certaine. Donc, en créant des services publics, on crée des ennemis aux intérêts ouvriers, à la solidarité et l'esprit de lutte avant tout.

***

Il va sans dire que le congrès social-démocrate de Prague a adopté — sans discussion — une résolution, ordonnant aux délégués du Congrès de Londres de voter l'exclusion des anarchistes, etc. Pour cela, on s'empresse de se faire les fidèles laquais des Liebknecht et Bebel de l'Allemagne.

Du mouvement anarchiste il y a peu à dire. La *Zukunft* ne paraît même plus depuis décembre, sauf un numéro exceptionnel paru en mai. Quelques journaux tchèques soutiennent l'anarchie : *Proletar* de Reichenberg, *Pokrok* de Kolin, ce qui permet à la jeunesse de s'en occuper, tandis que celle de langue allemande y reste complètement étrangère. Un petit journal polonais, *Trzybun Ludowy*, de Lemberg, est aussi anarchiste.

NEMO.

République argentine.

L'idée anarchiste continue ses progrès dans l'Argentine en dépit de tous les obstacles. Il est seulement regrettable que l'activité des camarades se trouve éparpillée sur différents points, ce qui fait que nous avons une quantité de journaux paraissant très irrégulièrement au lieu d'en avoir deux ou trois qui paraîtraient tous les huit jours. Quelques-uns d'entre nous ont cherché vainement à réagir contre cette façon de faire. Cependant nos efforts combinés donneraient des résultats bien plus grands; la propagande ferait des progrès immenses, étant donnée la sympathie que nous rencontrons dans tous les groupements ouvriers.

En revanche, les socialistes, qui ont l'appui de quelques journaux bourgeois et de la police, cherchent depuis plusieurs années à former un parti et n'ont obtenu aucun résultat. Ils organisèrent, il y a quinze jours, une manifestation pour protester contre une loi qui permet au patron — particulièrement dans la province de Tucuman — d'employer la police pour ramener les ouvriers à leur besogne au cas où ils veulent s'en aller, changer de maître.

Les initiateurs avaient déclaré que les anarchistes ne parleraient pas; or, c'est le contraire qui eut lieu. La manifestation n'eut aucun succès, car, sous le prétexte de protestations, la politique, véritable but, avait été écartée; comme les groupements corporatifs ne veulent, sous aucun prétexte, s'occuper de politique, aucun d'eux n'y assista. De plus, les anarchistes formaient au moins la moitié des manifestants; ils entonnèrent des chants révolutionnaires et, arrivés au lieu de la réunion, plusieurs prirent la parole, non seulement contre cette loi barbare, mais l'élevèrent aussi contre le régime autoritaire tout entier.

S'ils ne sont pas forts, ces pauvres socialistes, ils ont en revanche de l'ambition à revendre. Aux dernières élections, il y a un mois, ils portèrent cinq des leurs à la députation. Le résultat fut stupéfiant : ils obtinrent à eux cinq le nombre de vingt-six voix. Il y a deux raisons à cela : la première est que ces soi-disant socialistes qui se débattent dans le vide de leur désert sont d'une ignorance dont rien n'approche; la seconde, plus importante, est que l'élément ouvrier se désintéresse, mais complètement, de la politique. Ce qui n'est pas surprenant, si l'on tient compte que, dans ce pays, la vénalité est admise par tous les rastaquouères de la politique, journalistes, hommes d'affaires, avocats, ministres, comme un moyen dont ils ne rougissent nullement.

En voici un exemple :

Tout récemment, une maison de construction d'Italie vendit à l'Argentine un navire de guerre pour 16 millions sur lesquels il y eut 4 millions de pots-de-vin à partager entre un journaliste argentin, un aventurier ex-mouchard italien, un officier supérieur de l'armée argentine, et un ministre.

Cette histoire de pot-de-vin nous donne la clef du conflit entre l'Argentine et le Chili, qui va dégénérer un de ces jours en coups de fusil, sous le fallacieux prétexte que les Chiliens ont empiété sur le territoire argentin.

C'est une question assez vieille, à laquelle personne ne pensait plus, quand l'année dernière, sans rime ni raison, la *Prensa*, le journal le plus répandu, entreprit une campagne à ce sujet. Les autres journaux résistèrent un moment, tant il est vrai que personne n'y songeait plus, mais l'emballement patriotique gagnait du terrain; ils firent bientôt cause commune, et alors, en deçà et au delà des Cordillères, on songea à s'armer pour la guerre. Ce à quoi personne ne songea, c'est que la cause véritable de tout ce bruit était l'achat projeté du fameux navire. Pour décider le gouvernement, il fallait un prétexte, les risques de guerre le fournirent.

Etant donnée la situation des pot-de-viniers, l'affaire sera étouffée sans aucun doute. Aussi faut-il avoir le caractère mal fait pour ne pas admettre la haute utilité des gouvernants, journalistes et de l'armée.

Dimanche dernier, les anarchistes firent une espèce de pique-nique en plein air. Environ un millier de personnes, hommes, femmes et enfants, s'y étaient rendues. Comme de coutume, la police est intervenue, accompagnée de soldats armés de remingtons; mais, à leur vue, les femmes, dans un élan superbe, les défièrent et les tueurs d'hommes

se retirèrent comme honteux de venir troubler des gens réunis pour se reposer des fatigues de la semaine.

Pour terminer, encore deux mots sur les socialistes. Ils organisèrent une réunion pour le premier Mai au Vorwærts, et voici ce qui se trouve dans *El Tiempo*, journal bourgeois :

« Le 18e commissariat fera le service de vigilance au local du club Vorwærts où va se commémorer l'anniversaire d'aujourd'hui. »

Que serait-ce s'ils étaient au pouvoir! Les anarchistes seraient dans de beaux draps!

Australie.

Les conditions sociales et économiques sont ici très mauvaises. En Victoria et, je crois aussi, en South Australia, la plus grande part de la population de toutes classes a des tendances avancées, mais suit malheureusement une fausse direction. En New-South-Wales, les ouvriers nomades se sont montrés quelque peu révolutionnaires, mais ceux des villes sont généralement d'un niveau moral très peu élevé. En Queensland, les ouvriers nomades et ceux des villes les plus récentes sont assez avancés et un peu révolutionnaires, mais subissent encore l'influence de nombreux préjugés. Sauf dans ces deux dernières provinces où les classes dirigeantes sont très arriérées, dans les autres provinces il y a de bons éléments avancés parmi les petits capitalistes.

Primitivement, la terre appartenait au gouvernement; la colonisation en fut retardée, car le peuple se concentrait alors dans les villes où il devenait la proie des landlords, des banquiers, des usuriers et des exploiteurs les moins scrupuleux.

Les salaires, qui étaient en moyenne de 72 francs par semaine pour les ouvriers professionnels et de 36 francs pour les hommes de peine, ont beaucoup diminué en divers endroits. C'est ainsi qu'à Melbourne ils sont tombés en un grand nombre de professions à 24 francs et même à 12 francs par semaine. A Sydney, ils se sont maintenus plus élevés. Quant aux ouvriers des campagnes, les tondeurs reçoivent, pour 100 brebis tondues, de 21 à 24 francs, et leurs aides, de 24 à 36 francs par semaine; les moissonneurs ont un salaire hebdomadaire de 36 francs. Mais les mortes-saisons sont fréquentes et il faut quelquefois, pour se rendre sur le lieu du travail, faire plusieurs centaines de milles. Il est assez difficile de trouver du travail et on peut rester cinq, six et même neuf mois sans trouver à s'occuper. La journée de travail est de huit heures pour les travaux industriels, de neuf heures pour les bureaux et de dix à douze heures pour les employés de commerce. En Victoria, le nombre d'heures de travail est limité par la loi dans plusieurs professions et il est probable qu'avant peu un salaire minimum sera fixé pour les femmes et les enfants. Il y a dans toutes les provinces des écoles où il est obligatoire d'envoyer les enfants jusqu'à ce qu'ils passent un examen spécial ou qu'ils parviennent à l'âge de quatorze ans.

⁂

Il n'y a pour ainsi dire pas de parti social-démocrate, quoique divers socialistes étatistes adaptent ce nom à des conceptions différentes. Les partis sont assez mélangés; dans les New-South-Wales, le parti ouvrier comprend des social-démocrates, des radicaux, des opportunistes et des possibilistes; à Victoria, le parti ouvrier est une clique d'individus qui doivent leur situation au parlement à ce qu'ils ont été autrefois employés dans les syndicats professionnels. En général, l'esprit de la population de Victoria, y compris le parlement, est empreint d'un certain radicalisme.

Il y a très peu d'anarchistes, sauf à Adélaïde où se trouve un petit groupe allemand qui nous aide dans la mesure de ses moyens à publier notre revue *Reason*.

(Réduit d'après J.-A. Andrews.)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les Libertaires du XVe. — Vendredi 10 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Mas, 103, rue du Théâtre, réunion d'étude : Lecture du chapitre *Production*, de Stuart Mill.

Dimanche 12 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, même salle, soirée familiale précédée d'une causerie sur *les origines de la patrie*, par deux camarades. Chants et poésies.

⁂

Le samedi 11 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, 59, rue de la Glacière, réunion publique et contradictoire.

Sujet traité : *Evolution et Révolution*, par le camarade Jules Bard.

Entrée gratuite.

⁂

Groupe de propagande libertaire du XVIIIe. — Vendredi 10 courant, à 9 heures du soir, réunion de tous les camarades, 11, rue Lepic, au 1er. Extrême urgence.

⁂

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 11 juillet, à 8 h. 1/2 précises, *au local convenu*.

Causerie sur l'Internationale, son origine et ses congrès. — Urgence.

⁂

Les Libertaires des 1er, 2e et 3e arrondissements se réunissent tous les samedis, à 8 h. 1/2, café de la Tour Eiffel, rue du Pont-Neuf, 22, sous-sol.

Causerie par un camarade.

⁂

Le camarade qui pourrait disposer d'un numéro 32, 2e année, de la *Révolte* est prié de l'expédier casilla 929, Buenos-Ayres (République Argentine).

⁂

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Je vois à la *Petite Correspondance* du numéro 10 votre réponse au camarade de Tremiti. Votre correspondant a évidemment en vue le livre du professeur de Bâle, Georg Adler : *Die Grundlagen der Karl Marx schen Critik der bestchenden Volkswirthschaft* (Les bases de la critique de Karl Marx de l'économie politique actuelle), livre allemand de polémique bourgeoise, publié à Tübingen (Allemagne du Sud) en 1887, 294 pages.

« Le politicien socialiste de Vienne est Victor Adler.

« On pourrait, en outre, mentionner la critique de Merlino, parue il y a quelques années, et celle des socialistes anglais adhérents de Jevons, contre la théorie de la valeur de Marx.

« Bien à vous,

« N. »

⁂

Les *Libertaires* de Clichy et les *Iconoclastes* de Levallois invitent les camarades à la réunion du dimanche, à 2 heures très précises, salle Mézerette, 86, rue Gravel, à Levallois. — Conférence sur le communisme.

⁂

Saint-Etienne. — Tous les camarades sont convoqués samedi 11 juillet, à 8 heures du soir, au café Poste, place Lacroix, 2.

Le *Cénacle Plébéien* organise pour le mardi 14 juillet une soirée familiale, qui aura lieu, à 3 h. 1/2 du soir, à la Grande Brasserie du Rond-Point, cours Fauriel.

Causerie par un camarade. Chants et poésies.

⁂

Reims. — Samedi 11 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Saint-Maurice, rue du Barbâtre, 145, grande réunion ayant pour ordre du jour :

Nécessité d'un journal quotidien; organisation d'une soirée familiale.

⁂

Cette. — Tous les camarades connus et inconnus sont invités à venir discuter les idées libertaires au café Isoir, 2, route Nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Charpentier et E. Fasquelle, 11, rue de Grenelle, le 8e fascicule du *Musée Galant du XVIIIe siècle*.

⁂

A voir : *France et Madagascar*, dessin de Pépin, n° 1316 du *Grelot*.

⁂

Nous avons reçu également :

A plea for anarchist communism, by H. Duncan, et *Anarchist Communism in ist relation to state socialism*, by Agnes Henry; deux brochures de la *Liberty Press*, Carmagnole House, Hammersmith, London, W.

AVIS

Il nous reste environ une cinquantaine de collections complètes des 4e, 6e et 7e années de la Révolte. *Nous offrons les trois années contre les seuls frais d'envoi — 0 fr. 60 en gare en France, 1 fr. 05 pour l'extérieur — à tous ceux de nos lecteurs qui nous feront un abonnement d'un an pour un tiers.*

⁂

La première feuille de notre album étant épuisée, nous ne pourons mettre à la disposition de ceux qui nous en demandent que celle de Pissaro père : Femmes portant du bois.

La troisième est sous presse et paraitra bientôt.

PETITE CORRESPONDANCE

L. B. I. — Ai fait passer à l'auteur.

Le camarade Denéchère ayant déménagé de la rue de la gare de Reuilly, prie ses correspondants de ne plus rien lui adresser à cette adresse, jusqu'à nouvel avis.

P., à Londres. — Etant donné le petit tirage de nos lithographies, nous n'en faisons pas de dépôt, ni remise.

J. B., à Ensival. — N'avons pas *Psychologie militaire* pour le moment et pas d'argent pour en prendre chez l'éditeur.

A. B., à Marseille. — N'insérons pas la convocation de la façon dont elle est formulée, cela a l'air de vouloir aller faire de la provocation chez les socialistes et non de la discussion; nous ne sommes pas partisans de ces façons de procéder.

E., à Cette. — Vous ne lisez donc pas le journal? Il n'y a encore que deux feuilles de l'album de parues. Quand la troisième sera tirée, elle sera annoncée.

V., à Porto-Alegre. — Bien reçu les 50 francs. — J'envoie les brochures et numéros. — Le papier brésilien se négocie bien ici; ce sont seulement certaines émissions qui n'ont pas cours.

Tobaconist, Londres. — Ai expédié les brochures. La *Peste religieuse* étant épuisée, je n'ai pu en mettre que six.

D., à Morlanwelz. — Reçu collections. Merci.

Mme M., rue de V. — Je vous ai renvoyé un exemplaire de la brochure, mais le paquet devait bien en contenir 20. Il faut alors qu'il ait été ouvert en route.

Canaglia, à Catane. — Voulez-vous nous envoyer vos numéros 1 et 2?

F. D. — La seule règle, c'est votre goût et d'y travailler.

T., à Roustchouk. — La *Lumea Noua* arrange cela à sa façon.

S., à Montpellier. — Bien reçu les articles, mais le peu de place dont nous disposons ne nous permet pas de nous étendre si longuement sur les faits et gestes des députés. Idem pour le second : vu le peu de place dont nous disposons, nous sommes forcés d'écarter ce qui ne traite que de questions accessoires.

Reçu pour les enfants de Mignot : Zizi, Violette et leur maman, 1 fr. — Liste de Londres : G., 2 fr. 50; C., 1 fr. 25; M., 2 fr. 50; C., 0 fr. 60; M., 1 fr. 25; en tout : 8 fr. 10. — Nantes, collecte entre camarades, 3 fr. 25.

Reçu pour le journal : B. et un camarade à Roncegno, 3 fr. — G., Mâcon, 0 fr. 50 — Gj., 5 fr. — Trouvé dans la rue par D., de Genève, 0 fr. 55. — A., à C., 50 fr. — F., au Mans, 7 fr. — E. S., Allano, 1 fr. 50. — Béziers, collecte par A. (par le *Libertaire*), 7 fr. — G., rue Bleue, 1 fr. — Groupe des affamés de Spring Walley, 15 fr. 20. — R., à Nîmes, 1 fr. 35. — G., à Reims, 2 fr. — Saint-Chamond : Jean le Trimardeur, 2 fr.; Un abruti, 1 fr.; Un inconnu, 1 fr.; Un dégoûté, 0 fr. 50; Dardel, 1 fr.; en tout : 5 fr. 50. — Bruxelles, liste Monier : le dépositaire des *T. N.*, 0 fr. 50; Chapelier, 0 fr. 20; Vve Louvigny, 0 fr. 20; Monier, 0 fr. 25; Vive l'anarchie, 0 fr. 20; Pierre Andraes, 0 fr. 50; en tout : 1 fr. 85. — Merci à tous.

L., à Angers. — B., à Brest. — R., à Turin. — R., à Ploesti. — J., à Montpellier. — V. L., Paris. — C., au Havre. — S. P., à Bordeaux. — M., à Avignon. — R., à Deville. — G., Apt. — V., à Lille. — D., à Saint-Chamond. — D., à Lille (par la *Sociale*). — B., à Northampton. — F. P., à New-York. — G. D., à Tunis. — P., à Londres. — H., à Saint-Nazaire. — D., à Reims. — L., à Angers. — R., à Neuchâtel. — F., à Liège. — L., à Jemmepes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 12 DIX CENTIMES DU 18 AU 24 JUILLET 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE (1)

X

Ethique social-démocratique.

En terminant, je devrais esquisser leur tactique d'agitation, leur mode de propagande et leur polémique contre les socialistes en général et spécialement contre nous, les anarchistes. Mais le courage me manque pour entreprendre un travail aussi désagréable. Et puis, à quoi nous servira-t-il de savoir comment peu à peu leur tactique d'action et d'agitation légale les amena vers cette étrange conception de socialisme qui les fait plus réactionnaires dans leurs revendications que les radicaux-socialistes français ou les simples libéraux et radicaux anglais?

De même, je ne crois pas très utile de raconter en détail comment Liebknecht et ses amis tentèrent de faire passer Bakounine pour un agent du gouvernement russe; comment le même Liebknecht calomniait Domela Nieuwenhuis, traitait de charlatans ou d'agents provocateurs des hommes d'une pureté de caractère notoire, comme le noble et généreux Cafiero; comment enfin le même Liebknecht publia dans son journal que Werner, arrêté à Berlin pour tenue d'une imprimerie clandestine, était « *le même avec qui comme quoi se consultait Hœdel* »!... Non, je ne veux pas, je ne peux pas m'occuper des exploits de tous ces nobles législateurs; en ce qui concerne spécialement Liebknecht, les épithètes de « calomniateur de profession » et d' « anarchisten-fresser » (mangeur d'anarchistes), que lui ont décernées nos amis d'Allemagne, lui suffisent.

Mais deux procédés de leur tactique sont trop caractéristiques pour que je ne les mentionne pas ici. L'un, c'est leur éthique individuelle; l'autre, leur conduite envers les révolutionnaires d'autre nationalité.

Fidèles à la métaphysique réactionnaire de Hegel, qui prêchait que l'individu doit se soumettre complètement à l'autorité de l'Etat et qu'il n'y a pas de questions de droit et de besoins individuels, les publicistes et les orateurs du parti prêchent aux ouvriers que l'individu n'a aucune signification dans l'histoire et dans la société, et que tous ceux qui pensent que la liberté individuelle et la satisfaction complète des besoins psychiques et physiques de l'individu seront garanties dans la société future, sont des utopistes. Par conséquent, l'ouvrier doit savoir qu'il n'a qu'à se soumettre aux ordres... de qui? — Ah! de ces deux hommes exceptionnels, fondateurs du socialisme « scientifique », qui ont découvert la loi de la concentration du capital, la plus-value, la méthode dialectique, le matérialisme, le monisme, l'explication matérialiste de l'histoire, la tactique révolutionnaire par les voies légales, le communisme avec une « armée du travail spécialement pour l'agriculture », etc., etc... L'individu en général n'a aucune signification, mais Marx et Engels sont les deux exceptions du genre humain. Font aussi exception leurs héritiers : les Aveling et les Lafargue, ainsi que leurs héritiers d'adoption, Liebknecht, Bebel, Auer, Guesde, Plekhanoff et autres. L'ouvrier ignorant, le troupeau humain, composé d'insignifiantes nullités, doivent se soumettre et obéir à tous ces « übermenschen », ces êtres supra-humains... C'est ce qu'on appelle l'égalité social-démocratique et scientifique...

Et dire que de pareilles monstruosités sont débitées devant la société européenne, qui possède déjà l'ouvrage de J. S. Mill : *Sur la Liberté*, celui de Guyau : *La Morale sans sanction ni obligation;* quand la philosophie moderne, d'après le professeur Wundt, demande à l'individu, non pas la soumission, mais bien la bonne volonté. Le comble est leur conduite en face des actes révolutionnaires dans les autres pays. Leur « Manifeste communiste » disait que « les communistes agissent partout d'accord avec les révolutionnaires ». Nous connaissons leurs « agissements d'accord » avec les révolutionnaires de la Commune de Paris. Voyons comment ils agirent avec les autres révolutionnaires.

En 1875-76, pendant la révolution serbo-bulgare, quand tout le monde sympathisait avec les insurgés, quand Gladstone et les hommes honnêtes de la bourgeoisie anglaise organisaient des meetings et des souscriptions au profit des insurgés, seuls les organes social-démocratiques firent une propagande nuisible à ceux qui combattaient pour leur liberté, en assurant aux ouvriers que la révolution était provoquée par le despotisme russe et au profit de ce dernier. La même infamie, ils l'ont lancée contre la malheureuse nation arménienne, massacrée par l'armée turque, laquelle est organisée et commandée par des officiers allemands (1).

Quand nos amis italiens ont organisé, en 1877, l'insurrection de Benevento, les social-démocrates à Berlin crièrent que Cafiero, Malatesta et leurs amis — parmi ces derniers se trouvait le héros de la révolution russe, Stepniak — étaient tous des agents provocateurs. La conduite de ces policiers amateurs de Berlin fut si révoltante, qu'un journal bourgeois observait que Liebknecht et Cie pourraient désapprouver l'acte, mais qu'il n'était guère honnête de traiter de malfaiteur et de provocateur Cafiero, qui, renonçant à une carrière brillante, sacrifia son immense fortune pour la cause de l'affranchissement social du peuple.

Ce fut surtout envers nous, les révolutionnaires russes, que leur conduite fut révoltante. De 1876 à 1881, à chaque attentat révolutionnaire, à chaque manifestation du parti de cette jeunesse héroïque, qui faisait l'admiration du monde civilisé, ces calomniateurs internationaux, avec une rage réactionnaire, vomissaient les plus stupides, les plus grossières injures.

Au commencement, nous, les proscrits russes, évadés de Sibérie et des prisons, nous protestions contre leurs attaques dans la presse socialiste; mais, bientôt, nous comprîmes que ce qui pouvait nuire au mouvement révolutionnaire russe n'était pas leurs attaques, mais au contraire leur sympathie et leur concours. Ceux d'entre nous, les socialistes russes, qui adoptaient les doctrines social-démocratiques et avaient les sympathies d'Engels, de Liebknecht et Cie, devenaient immédiatement les adversaires de la révolution et combattaient les révolutionnaires. Un de ces Russes, très estimé et protégé par la coterie d'Engels, Outine, se distingua par ses exploits contre les révolutionnaires et finit par implorer le pardon du tsar.

Un autre, protégé des social-démocrates, Plekhanoff, qui continue la « *triste besogne* » d'Outine, se vanta, dans son rapport au congrès social-démocratique de 1891, à Bruxelles, d'avoir eu, lui et ses amis, « à lutter pendant des an- « nées entières contre les différentes fractions « des doctrines bakounistes » (page 4).

A proprement parler, le rapport comprend, sous le nom de « bakounistes », les communistes-fédéralistes russes, qui furent les instigateurs du grand mouvement de propagande parmi les ouvriers et chez les paysans (1873-1878). Ce furent eux aussi qui inaugurèrent la lutte héroïque du Comité exécutif, et fondèrent le fameux parti socialiste révolutionnaire « Zemlia i Volia » (Terre et Liberté). Plekhanoff et ses amis ne se contentèrent pas de lutter contre les « bakounistes » proprement dits. Ces continuateurs de la « triste besogne » d'Outine combattaient toutes les fractions révolutionnaires.

« Remarquez bien, citoyens, écrit ainsi Plekhanoff, que ce ne sont pas les anarchistes seuls que nous entendons sous le nom de bakounistes. Feu P. Tkatcheff se croyait partisan de Blanqui (il l'était). Il combattait les anarchistes et polémisait avec Bakounine lui-même » (page 5). Il en est de même pour le parti de « la Volonté du Peuple » dirigé par le célèbre « Comité exécutif » (page 5).

Autrement dit, Plekhanoff et les social-démocrates russes, les élèves imitateurs et fidèles d'Engels, de Liebknecht et Cie combattirent toutes les fractions du parti révolutionnaire russe. Cela est parfaitement vrai; ils les combattirent! Et quand? Alors que la stupidité et

(1) Voir les nos 37, 39, 40, 42 à 45, 48 à 51 (1re année), 10 et 11 (2e année).

(1) Le « grand » Moltke fut l'organisateur; Halz-Pacha et autres en sont les commandants.

la cruauté proverbiales régnaient en Russie, sous le nom d'Alexandre III ; alors que Pobodonostzeff, ce Torquemada russe, que les mouchards, les gendarmes et les bourreaux pendaient, étranglaient, déportaient dans les mines de Sibérie les femmes sublimes de dévouement, les hommes héroïques dans leur lutte pour l'émancipation sociale du peuple russe, alors que la bourgeoisie éclairée et paisible admirait et glorifiait les martyrs du despotisme russe ; c'est alors que ces disciples de la caserne, de l'armée, du travail spécialement pour l'agriculture, les combattaient. Tandis que notre grand romancier Tourgueneff écrivait l'apologie de la modestie, du dévouement des jeunes filles révolutionnaires, — Plekhanoff les combattait ; tandis que le même Tourgueneff, sur son lit de mort, reconnaissait « les terroristes russes (Comité exécutif) pour des hommes de grand caractère » ; tandis que l'écrivain américain George Kennan publiait son volume admiratif des héroïques victimes d'Alexandre III, Plekhanoff les combattait ; tandis que l'ouvrage de Stepniak : *La Russie souterraine* — cette galerie de portraits si vivants et si attrayants des révolutionnaires russes — faisait son tour du monde en toutes langues, que les honnêtes gens de toute condition sociale et politique sympathisaient avec eux, que les femmes du monde entier s'attendrissaient devant ces portraits esquissés par un homme de cœur et de valeur comme Stepniak, Plekhanoff les combattait ; il combattait toujours, ce courageux socialiste russe...

Mais ce qu'il y a de plus révoltant, de plus vil, c'est qu'un pareil rapport pût être présenté, lu et approuvé dans un congrès d'hommes se disant socialistes et révolutionnaires.

Voilà jusqu'à quel point la propagande de légalisme, de discipline, de subordination, dut démoraliser la social-démocratie, pour que fût approuvée pareille malpropreté !

Pas une voix indignée ne s'éleva pour rappeler à la pudeur cet étrange révolutionnaire. Au contraire, le rapporteur est devenu un homme populaire chez les social-démocrates, justement grâce à ce rapport. Depuis l'apparition de Plekhanoff sur la scène social-démocratique *en Occident*, comme jadis Outine un peu avant qu'il implorât son pardon auprès du tsar, il était devenu *persona grata* auprès d'Engels, de Liebknecht et Cie pour ses attaques contre Bakounine et les révolutionnaires russes... Cette popularité chez les social-démocrates est bien digne d'un homme qui déclare dans le même rapport :

« Nous (Plekhanoff et consorts) pouvons nous féliciter maintenant d'avoir déblayé le terrain pour « le socialisme scientifique. » (Rapport, page 4.)

Au risque de déplaire à ce triomphateur et aux social-démocrates, en ma qualité d'historien, je dois constater que, comme toutes les prétentions scientifiques d'Engels, pures imaginations d'un esprit et d'une ambition maladifs, ce ne fut pas non plus Plekhanoff qui « déblaya le terrain » de toutes les fractions révolutionnaires en Russie. Non ; si seulement le déblaiement du terrain eut vraiment lieu — ce qui n'est pas prouvé — la gloire tout entière en revient au grand fétiche des patriotes français, à Alexandre III, à ses ministres pendeurs, à ses mouchards innombrables... Je crois pourtant que le rapporteur eut tort de triompher si tôt : d'après les récits unanimes publiés dans les journaux et les revues russes, d'après les sifflets que la jeunesse russe octroya à Plekhanoff lui-même, quand cette jeunesse honnête et généreuse connut le contenu de son rapport, — il semble, en somme, que, dans la Russie *proprement dite*, le terrain n'est pas déblayé pour le « socialisme scientifique » et que le monde socialiste russe a plus d'estime pour les « utopistes » comme Tchernychevsky et ses disciples...

*
* *

Faut-il en blâmer le monde socialiste russe ? Je doute fort qu'on puisse blâmer quelqu'un de ne pas ajouter foi aux absurdités métaphysiques et réactionnaires qu'Engels et ses disciples voulaient imposer aux ouvriers comme une science socialiste. En ce qui concerne « l'utopisme », selon la définition des social-démocrates, chaque socialiste convaincu, chaque ami éclairé de l'humanité pourront revendiquer hautement le titre d'utopistes accomplis. Dans une brochure : *Anarchism and Socialism*, si chaleureusement recommandée par Mme Marx-Aveling, nous lisons en caractères italiques :

« Utopiste est celui qui s'appuie sur un prin- « cipe abstrait, dans la recherche d'une orga- « nisation sociale *parfaite* (1). »

Lisez attentivement cette phrase et vous y découvrirez que les utopistes sont des hommes de principes et qu'ils veulent réorganiser la société actuelle, basée sur l'exploitation, l'ignorance et l'oppression, pour en faire une société solidaire et communiste, où l'*individu* aura liberté, *instruction* et bonheur, au milieu de ses semblables libres aussi, éclairés et heureux. J'avoue nettement que je suis utopiste, j'ai même peur de ne pas l'être, car on pourrait me soupçonner d'être un homme sans principes, comme Engels et ses disciples, et d'être comme eux capable de dénaturer la terminologie scientifique, la conception du socialisme, et enfin, au lieu de prêcher l'affranchissement, l'émancipation et la solidarité, de me déshonorer au point de prêcher « l'organisation de l'armée du travail spécialement pour l'agriculture », la discipline, la subordination, en un mot, la social-démocratie...

A vous aussi, ami lecteur, je souhaite de tout mon cœur que vous soyez toujours un homme de principes. Chaque honnête homme doit avoir des principes, et si cette qualité est le propre des utopistes, alors soyez utopiste. Dites hautement et répétez sans cesse que les grands utopistes, — Saint-Simon, Fourier, R. Owen, Tchernychevsky — étant des hommes de principes, furent en même temps les grands amis de l'humanité ; qu'ils sacrifièrent leur fortune et leur vie à l'émancipation de cette humanité souffrante, tandis que les hommes sans principes, Engels, Singer (2) et autres multiplièrent leur fortune en exploitant les ouvriers (3)... Ajoutez encore à cela qu'en qualité d'homme de principes socialistes, vous ne propagerez jamais l'exploitation et le salaire qualificatif, que vous ne calomnierez personne, et surtout jamais les hommes, les partis et les nations qui luttent pour la liberté ; qu'au contraire, vous soutiendrez toujours et partout les efforts des déshérités pour secouer le joug d'oppression et d'esclavage (4), et quand les événements réclameront l'action et le dévouement pour nos principes, vous saurez supporter, comme les autres utopistes célèbres, Campanella, Blanqui, Tchernychevsky, de longues années de persécution et d'emprisonnement, et serez même capable de monter à l'échafaud, aussi courageux, aussi tranquille que Jean Huss, Thomas Morus, Giordano Bruno, ou comme Varlen et Sophie Perovsky.

W. TCHERKESOFF.

---

(1) The utopian is one who, starting from an abstract principle, seeks for a perfect social organisation (page 4).

(2) Parmi les députés social-démocrates, on compte 7 fabricants, 2 rentiers, 3 négociants, etc.

(3) D'après les journaux, Engels laissa une énorme fortune, gagnée par son association à une fabrique de Manchester.

(4) Le même Liebknecht qui nie le fédéralisme, qui calomnia Bakounine, Domela Nieuwenhuis, Cafiero et autres, qui encourage toujours la police et l'oppression dans les persécutions des révolutionnaires et des anarchistes dans tous les pays, qui dénonça Werner, le même triste sire déclarait, en 1892, pendant les désordres des affamés à Berlin, qu'aucun social-démocrate ne devait secourir les malheureux fusillés et sabrés par la police et par l'armée. « Un social-démocrate, disait-il, déshonore le parti en sympathisant avec les victimes de Guillaume II » ; et il les appelait, ces affamés fusillés, « lumpen proletariat » — en français, « la canaille ». La bourgeoisie de la Cité de Londres, pendant les grandes émeutes populaires, en 1886, non seulement ne défendait pas de secourir les malheureux révoltés, mais elle avait souscrit une somme énorme au profit des émeutiers. Quelle leçon pour la social-démocratie !

ROITELETS ADMINISTRATIFS (1)

(Suite et fin.)

Il serait étonnant que ce pédantesque exercice n'eût pas été aggravé par des chinoiseries administratives. Ici encore interviennent les règles traditionnelles et immuables. Il faut asseoir le classement des compositions sur trois rangs de chiffres ; ni plus ni moins : un premier pour indiquer l'ordre linéaire (par 1er, 2e, 3e, etc.) ; un second pour marquer l'ordre relatif, c'est-à-dire par valeurs moyennes, un *maximum* de points étant pris pour *terme* de *comparaison* (16 sur 20, 13 sur 20, etc.) ; enfin, un troisième pour schématiser l'ordre *absolu*, chaque élève étant comparé avec « un élève idéal » qui aurait obtenu le maximum (le premier de sa classe, qui a 16, devient ainsi le quatrième ; le deuxième, qui a 13, recule au septième rang, etc.).

N'est-ce pas que c'est tout à fait beau et ingénieux ? Et vous vous demandez les conséquences inattendues qu'on peut tirer de tels *tableaux arithmétiques* patiemment dressés, et qui ressemblent fort à ces jeux de société, à ces casse-tête divers, mots en losange, en croix de Saint-André, etc., qu'on trouve à la quatrième page de nombreux journaux.

Il vous est bien permis, à vous profanes, d'en rire. Mais un professeur qui s'entêterait à ne pas remplir de point en point ce programme ennuyeux et bouffon, et à ne pas peser, avec une gravité méticuleuse, ces impalpables toiles d'araignée, se verrait menacé d'un déplacement onéreux par son inspecteur, et l'effet pourrait suivre de bien près la menace.

Un ministre ne croirait pas déchoir, en dérangeant pour ces vétilles ses foudres endormies, et en s'improvisant, par surcroît, professeur de civilité puérile et honnête. Quand vous écrivez à votre Inspecteur, dogmatiserait-il, dites : *Veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur, mes respectueuses salutations*, et non tout court : *Agréez, Monsieur l'Inspecteur, mes salutations.*

Et ma foi, tant vaut le bon Dieu, tant valent les plus petits saints. Les principaux, en bien des collèges, sont tout simplement des marchands de soupe. Aussi, il faut voir leur lésinerie.

Il y a des élèves qui sont censés avoir droit, *contre* un abonnement, à tous les livres classiques de l'année. Mais il arrive que les abonnés sont fort mal servis ; et nos commerçants scolaires supportent allègrement de les voir suivre sur les voisins, trouvant sans doute qu'un livre pour deux est fort suffisant.

Quant au professeur qui signalerait le fait avec une certaine insistance, il n'obtiendrait pas gain de cause, et il s'exposerait, par-dessus le marché, au ressentiment dangereux du *raboteur de ventres* et un peu d'intelligences.

L'hiver est une saison qui met en relief les hautes qualités de ces fonctionnaires spéculateurs. Mais aussi, c'est l'époque des grands tracas, celle où ils sont, à la lettre, sur les charbons ardents, de voir qu'on leur brûle trop de ce précieux charbon, transformable non en diamants, mais en bel or monnayé.

Ce sont des quarts d'heure ou des demi-heures de chauffage rognés, au commencement des classes ; à la fin, encore mieux, parce que la chaleur emmagasinée est censée suffire. Et surtout, le complice aimé c'est le soleil, s'il en apparait, d'aventure, quelque avare et timide rayon : immédiatement, extinction des feux sur toute la ligne, dût le thermomètre protester. Puis, il y a des dates inexorables, en deçà et au delà desquelles il n'est point permis à un poêle de trôner et de flamber au collège. Mais il fait froid, malgré l'almanach : « administrativement », il ne fait pas froid.

Si, au cœur de l'hiver, le personnel et les élèves se laissent malaisément persuader qu'un

---

(1) Voir le numéro précédent.

calorifère vide chauffe par sa seule présence, nos vendeurs d'orviétan se chargent de le leur suggérer par des mises en scène cocasses. Ils arrivent, ils trouvent tout de suite la température étouffante et anormale, et, malgré la bise qui geint dehors, ils font ouvrir toutes grandes portes et fenêtres, afin de pouvoir respirer.

Au besoin, ils donnent eux-mêmes l'exemple de la plus stoïque endurance. Et, s ils cumulent les fonctions de professeurs et de principaux, ils ne souffrent à leurs cours d'autre flamme que celle du travail, peu prompte à naître sans doute, l'autre manquant. Mais il est vrai qu'en compensation, quand ils ont bien péroré, drapés dans leur pardessus et leur avarice, ils vont rejoindre un brasier splendide, dissimulé pour eux seuls et les visiteurs de marque dans leur confortable cabinet.

Il n'est pas rare que les élèves soient obligés de se glisser en maraude au grenier ou au bûcher, pour compléter les trop parcimonieuses provisions de combustible. Et, ma foi, avec l'approbation tacite du professeur, enchanté de pouvoir se chauffer même au prix d'un larcin, ils accumulent des réserves, renouvelées de temps à autre, en quelque placard furtif.

A défaut de cette ressource, il n'en reste plus qu'une au grelottant pédagogue, c'est de déserter carrément son poste, de faire grève, ou bien de transporter chez lui, devant un foyer généreux, chaire et auditeurs. Mais vous jugez du scandale dans la ville, et, par ricochet, des terribles représailles qui vont pleuvoir sur le pauvre esclave en redingote.

Je me suis étendu à dessein sur les petites choses, pour montrer que ces tyrannies minuscules, sans cesse répétées, rendraient à elles seules intolérable l'Etat monopoliseur de l'enseignement, l'Etat marchand de grec et de latin.

J'ai, d'ailleurs, remarqué que ceux qui, pour complaire à l'Administration, ont l'air de les accepter, tout en maugréant par derrière, portent avec une égale passivité des chaînes autrement lourdes et importantes.

Aucune liberté, si mince soit-elle, n'est à négliger. Savez-vous bien que souvent l'esclavage résulte de ces mille petits liens imperceptibles, fins comme des cheveux, semblables à ceux avec lesquels les Lilliputiens avaient fixé Gulliver contre terre! Il faudrait, comme lui, avoir le courage de les briser.

Eh! mais, la réglementation intime, semée de chausses-trapes multiples, n'est-elle pas un instrument admirable à faire jouer contre le révolté?

Il est parfois gênant d'avouer des accointances avec les mouchards de bas étage, avec tels paysans lâches et ignares, qui, ayant reçu d'un fonctionnaire des journaux anarchistes, auraient dénoncé au préfet le distributeur.

On ne veut pas, non plus, avoir l'air d'écouter, en les faussant, toutes les conversations, par l'intermédiaire des bourgeois haineux et de la police zélée. Comme il est entendu que nous avons la liberté de parler et d'écrire, il ne serait pas séant aux chefs libéraux de l'Université d'en attaquer trop souvent et trop directement l'usage. Et puis, il y a certaines cabales bien accueillies en dessous, et avec lesquelles on aurait honte de fraterniser à découvert. Les inspecteurs libres penseurs saluent bien les processions et déplacent volontiers, sur les délations cléricales, ceux qui ne le font pas. Mais ils aiment mieux trouver à leurs exécutions, tant religieuses que politiques, quelque prétexte anodin.

Or, il existe à cette fin une petite formule, bien commode, bien innocente, qui fait tout passer sans esclandre, et qui a l'avantage de rapetisser le débat, de ne pas faire un piédestal à leur victime : « N'observe pas les règlements, manque constamment de respect à ses supérieurs. » Et le tour est joué : obscurément, une injustice de plus est commise : le colis vivant est expédié à ses frais en quelque dangereux nid à réaction, qui, espère-t-on, en aura bientôt assez.

Vous voyez bien la filiation qui rattache les petites chaînes aux grosses. Heureusement que, s'ils peuvent tourmenter et même quelquefois supprimer le révolté, ils ne sauraient tuer la révolte; et qu'elle se nourrit, précisément, de sa propre exaspération et de son propre sang.

J. Degalvès.

LA MORALISATION PAR L'ARMÉE

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* se rappellent la polémique qui eut lieu entre nous et M. P. Adam à propos de son idée plus ou moins originale de colonisation et de moralisation par l'armée.

M. P. Adam, qui prétend que « c'est un paradoxe par trop évident de soutenir que, pour moraliser l'humanité, la prison l'emporte sur la caserne », n'avait sûrement pas connaissance du travail du Dr Commenge sur « les Maladies vénériennes dans les armées française, anglaise et russe ».

Il ne faudrait cependant pas croire que nous fondions quelque espoir sur le régime pénitentiaire. La prison, comme la caserne, étant un des principaux soutiens de notre édifice social, il n'y a aucune raison pour retirer des hommes de l'une pour les mettre dans l'autre, quand les deux sont à démolir.

Les quelques renseignements que nous extrayons du livre du Dr Commenge pouvant aider à déconsidérer cette école du vice qu'est l'armée, il nous paraît intéressant de les livrer à l'appréciation de ceux qui peuvent encore penser qu'il est préférable de faire des soldats que des prisonniers et de montrer par là que retirer des hommes de l'un pour les mettre dans l'autre donne un même résultat, quoi qu'en pensent M. P. Adam et la Ligue de colonisation par l'armée.

Sur 196.000 hommes que compte environ l'armée anglaise, la moyenne annuelle des hospitalisations pour maladies vénériennes atteint 52.555, c'est-à-dire le quart de l'effectif; la moyenne journalière des vénériens hospitalisés est de 4.191. Le ministre de la guerre, M. Campell-Berneman, dans un rapport au Parlement, a fait l'aveu suivant : « Le chiffre total des admissions pour ces maladies est de 245 pour 1000. »

En France, quoique la moyenne ne soit pas aussi élevée, les chiffres n'en sont pas moins convaincants : ainsi, en 1892, sur un effectif de 524.719 hommes, les soldats atteints de maladies vénériennes sont au nombre de 32.107, ce qui donne une moyenne de 44 pour 1000. La division d'Alger voit monter cette moyenne à 98,6 pour 1000.

Le gouvernement militaire de Paris est, lui aussi, favorisé : 54,8 pour 1000.

Nos amis les Russes n'ont rien à nous envier; leur armée est de ce côté à la hauteur de la nôtre et, en bons alliés, la proportion est la même qu'en France, 44 pour 1000. En ce qui concerne la syphilis, nous trouvons les proportions suivantes : Angleterre 32, Russie 13, et France 9 pour 1000.

Nous ne suivrons pas M. le docteur Commenge dans ses conclusions et remèdes qui se bornent simplement à demander une meilleure réglementation de la prostitution; signalons seulement cette constatation : « En Algérie, comme à Paris, la prostitution clandestine est très répandue, et la proportion des soldats atteints est très grande. Il en est de même dans les corps d'armée qui occupent une région où les villes manufacturières sont très nombreuses et où les femmes se livrent facilement à la débauche par suite de la faiblesse de leurs salaires. »

En terminant, nous nous permettrons de faire remarquer à M. P. Adam qu'au moins l'homme qui a séjourné en prison n'en sort pas avec ces tristes maladies qui attaquent autant la santé que le moral; et il y aurait là un argument en faveur de la prison sur l'armée, en attendant la disparition de ces deux tristes résultats de notre belle civilisation.

P. Delesalle.

Nous lisons à la « Petite Poste » du numéro 2 de la *Tribune Libre* de Charleroi :

« De même qu'en France *Les Temps Nouveaux* refuse le titre d'anarchiste aux Naturiens et à tous ceux qui n'ont pas sa façon de voir, ici en Amérique la *Liberty* de Tucker le refuse à tous les communistes. C'est de l'exclusivisme tout aussi répréhensible que le « Hors de mon église point de salut. »

Si notre confrère de la *Tribune Libre*, au lieu de se fier aux imbécillités du correspondant auquel il répond, s'était rendu compte des faits, il se serait évité de dire, lui aussi, une ânerie.

Les Naturiens veulent revenir à l'état de nature, ils veulent vivre des produits de la terre, sans la cultiver, prétendant qu'elle peut produire sans travail. Il suffit d'avoir le simple bon sens pour savoir, que c'est une idiotie, et qu'à part de *très petites* régions pouvant produire de quoi vivre sans travail, partout la terre ne produit de quoi alimenter que si on la cultive. De même que les plantes cultivées abandonnées à elles-mêmes perdent leurs qualités acquises.

Or, nous considérons l'opinion des Naturiens comme très ridicule, et nous refusons d'insérer leurs communications en leur en disant le pourquoi. C'est absolument notre droit, comme c'est le leur de retourner à l'état de bêtes si ça leur fait plaisir. Chacun prend le sien où il le trouve, nous n'y voyons pas d'inconvénient. Mais notre camarade de la *Tribune Libre* pourrait-il nous dire s'il suffit au premier imbécile venu d'intituler « anarchie » toutes les insanités qui lui passeront par la tête, pour que tous les anarchistes conscients soient forcés de les endosser?

Nous nous faisons une idée de la liberté individuelle plus large que cela. Chacun peut professer les idées qu'il veut, mais chacun aussi a le droit de ne se solidariser qu'avec celles que bon lui semble.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Epinal. — Le nommé S. J. Jannet, soldat au 18e chasseurs à cheval, se sentant malade, s'était présenté à la visite. Comme le propre des médecins militaires est d'être ignares comme les talons de leurs bottes, celui du 18e insulta Jannet et ne le reconnut pas malade. Le lendemain, Jeannet, se sentant plus mal, se représenta devant le major. Même séance et le « fricoteur » dut coucher à la salle de police. Le jour suivant, le mal empirant, force fut de reconnaître malade le malheureux jeune homme. Mais il était trop tard, il mourut dans la journée.

Quand les mères seront lasses de faire assassiner leurs fils, peut-être cela changera-t-il?

* *

Chambon-sur-Voueze. — Les ouvriers maçons se sont mis en grève par suite d'une réduction du salaire journalier de 4 francs à 1 fr. 50. Les grévistes sont, comme toujours, envahis et provoqués de mille manières par les mouchards.

* *

Douarnenez. — La grève des sardiniers est terminée à la suite d'une entente entre patrons et ouvriers.

Italie.

« La guerre, qu'on la gagne ou qu'on la perde, est une nécessité impérieuse pour l'armée, comme l'air pour les poumons, le mouvement pour l'homme. Une longue paix la rendrait inutile et ferait proclamer son abolition. Une bataille, même perdue, exerce au point de vue militaire une fonction providentielle, parce qu'elle ressuscite les instincts d'orgueil, de haine que, dans l'homme civilisé, une longue paix finirait par atrophier. »

Ce langage, tenu par Baratieri à l'occasion de sa défense, comme celui d'Albertone que nous avons déjà cité (1re année, n° 51), n'est pas une exception; c'est un état d'esprit commun à presque tous les officiers, conséquence immanquable de leur longue éducation de carnage. Du reste, si on a envoyé Baratieri en Afrique, ce n'était pas pour des prunes, il me semble, mais bien pour disposer des vies humaines; il y a pourvu de son mieux, et lorsqu'il s'attendait à se voir glorifié pour avoir, au prix de 30.000 victimes, empêché que l'instinct de haine ne s'atrophiât, il s'est vu au contraire traduit devant le conseil de guerre. Mais il ne l'a nullement trouvée mauvaise; il savait bien qu'après les innombrables malheurs que le peuple a éprouvés dans les morts d'Afrique, on devait lui offrir cette petite comédie. Et, lorsque le général voyait politiciens et

journalistes de toutes couleurs se ruer sur lui et demander sa tête en holocauste, il ne leur a même pas crié : Lâches! car l'acquittement l'absolvait de tous les crimes commis, le purifiait, le réhabilitait.

Sur Crispi et ses compères, pour lesquels le marquis di Rudini a déclaré au Parlement s'opposer formellement à toute poursuite, Baratieri a l'avantage de la chose jugée; la presse ne s'en occupera plus, si ce n'est pour le présenter en victime, lui, le principal complice de tant de crimes, et dont on ne pense jamais sérieusement à poursuivre les auteurs, car ce sont des grands!

Par contre, la justice bourgeoise est inexorable pour les déshérités. Le même journal (*Messaggero* du 15 juin), qui nous annonçait l'acquittement du général à Asmara, nous apprenait que le tribunal militaire de Massouah avait condamné respectivement à vingt et quinze ans de réclusion les deux soldats Puddu et Liunitti, le premier pour avoir jeté à la mer un officier, qui en fut quitte pour quelques gorgées d'eau salée; le second pour avoir déchargé les cinq coups de son revolver contre un sous-off, qui n'en eut que le trac.

∴

Une récente dépêche du Caire nous apprend que le calife aurait décidé de dévaster toute la région entre Dongola et Abba-Hamed, de détruire les champs de céréales sur les deux rives du Nil, d'empoisonner les sources d'eau, de faire la razzia du bétail... afin de rendre impossible l'avancement des troupes anglo-égyptiennes (*Tribuna* du 21 juin). Et, selon les documents du *Livre vert*, cette expédition anglo-égyptienne n'est que la continuation de la guerre italo-abyssinienne. Cette dernière va cesser, paraît-il; c'est ce que vient de proclamer, du moins, le roi d'Italie.

Les troupes italiennes reviendront donc de l'Afrique, à l'exception pourtant de quelque douze mille hommes. Ceux qui y ont été jusqu'à présent ont eu à souffrir déjà d'une chaleur de 50 et 52 degrés. Il faut lire les lettres de ces malheureux, et les journaux en ont publié, pour se faire une idée de leurs souffrances. Je me bornerai à citer quelques lignes seulement d'une lettre qu'un commerçant quelconque envoie à un journal bourgeois.

« Si le vent ne souffle pas, on suffoque. Et dans le cas extraordinaire où souffle un peu de brise, celle-ci apporte une odeur tellement fétide et pestilentielle que l'on est obligé de retenir son haleine. » (*Messaggero* du 10 juin.)

Les cadavres et les charognes qui jonchent la terre, à cause de leur putréfaction et par une pareille chaleur, produisent toute espèce de maladies infectieuses, comme la malaria et le typhus, qui font de cruels ravages parmi ceux qui ont échappé aux balles.

∴

On signale dans la Biella la grève des tisserands. En Sicile, à Caltanissetta et Favara, des centaines de mineurs sont en grève. Les patrons ont déclaré qu'ils préféraient fermer boutique plutôt que d'augmenter le salaire. (*Corriero della Sera* du 24-25 juin.)

A Reggio Calabria, à la suite d'une dispute entre un prisonnier et un geôlier, les détenus firent cause commune avec leur camarade, une grave émeute s'ensuivit et ils mirent tout à sac avec des cris abasourdissants. Le procureur et la troupe sont intervenus. (*Messaggero* du 18 juin.)

∴

Le compagnon Gioveffi, poursuivi pour propagande, fut acquitté. Les compagnons florentins Innocenti et Biagi, *coatti* dans l'île d'Ustica, furent mis en liberté. Un autre compagnon, détenu dans l'Ustica, Bignoni Gaetano, fut condamné par les assises de Palerme à dix ans et demi de réclusion, pour avoir tué un autre détenu qui faisait fonctions de mouchard.

Le compagnon Luigi Invernizzi s'est suicidé pour mettre fin à ses souffrances causées par la phtisie qu'il avait contractée à Porto Ercole, où il fut relégué à la suite des lois d'exception; comme son état empirait, il fut envoyé dans sa famille à Milan, où la police ne cessait de le tracasser.

Le compagnon Giuseppe Zucca, qui était sous la surveillance de la police, en revenant de Sarzana où on lui avait permis d'aller chercher du travail, comme il faisait la route à pied et qu'il suivait la voie ferrée, il fut écrasé par le train.

Tous nos regrets pour les défenseurs que l'anarchie perd en Invernizzi et Zucca.

ANDRÉA D'ANGÉLO.

Etats-Unis.

CHARLEROI. — Les camarades de là-bas viennent de faire paraître le 1[er] numéro de la *Tribune Libre* en remplacement de l'*Ami des Ouvriers*. Bonne chance à nos camarades.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XII[e]. — Samedi 18 juillet, à 9 heures, au local convenu.

Souscription en faveur de la *Bibliothèque sociologique du XII[e]*.

Liste n[os] 1, 2 fr.; 3, 3 fr.; 5, 3 fr. 25; 6, 1 fr. 50; 13, 3 fr.; 16, 2 fr. 25; 44, 0 fr. 60; 58, 1 fr. 50; 9, 4 fr.; Jean Misère, 5 fr. Total : 26 fr. 10.

Les camarades sont invités à se hâter de faire rentrer les listes soit au journal *Les Temps Nouveaux*, soit au local du groupe.

∴

Les Libertaires du XIII[e]. — Réunion publique contradictoire, le samedi 18 juillet, salle Joanny, 13, rue Hippolyte.

∴

Les *Libertaires* de Clichy et les *Iconoclastes* de Levallois invitent tous les copains à la conférence qui sera donnée par un camarade sur le « communisme », salle Fournier, rue du Bac-d'Asnières, en face l'imprimerie Paul Dupont, à 3 h. 1/2; départ pour une promenade à la campagne.

∴

Les camarades de Bordeaux sont priés de se réunir désormais au café des Augustins, 3, place des Augustins.

Dimanche 19 juillet, à 3 heures précises de l'après-midi, petite causerie libertaire et scientifique. Un camarade traitera le sujet suivant : *Des fonctions de reproduction.*

∴

AMIENS. — Tous les libertaires sont invités à la réunion qui aura lieu le dimanche 19 juillet, à 4 heures du soir, chez Edmond, rue Basse-des-Tanneurs.

Sujets : 1° Résultats de la disparition de la Bastille en 89; 2° De l'utilité d'un journal quotidien.

On compte sur l'exactitude des camarades.

Les réunions du Groupe sociologique et littéraire auront lieu tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel.

∴

NIMES. — Les *Libertaires* sont priés de se réunir au local ordinaire, boulevard Gambetta.

∴

VIENNE. — On nous prie d'annoncer la mort du compagnon Auguste Moussier, âgé de 28 ans.

∴

MARSEILLE. — Les *Libertaires* se réunissent tous les jours Grand Bar Oriental, quai du Port, 8.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de :

Le Travail, association d'ouvriers peintres, 50, rue de Maistre, le compte rendu des opérations de la Société pendant l'année 1895.

A LIRE

L'Industrie au village, par P. Kropotkine, *Société Nouvelle*, juillet 1896.

L'Ecrivain et l'Art social, par Bernard Lazare, *L'Art social*, juillet 1896.

Maison de plaisance, par L. Descaves, *Echo de Paris* du 12 juillet.

Humanité coloniale, dans le *Temps* du 11 juillet.

Maroquinerie, par O. Mirbeau, *Journal* du 12 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Amiens. — Trop tard les convocations pour le dernier numéro. Le mardi matin au plus tard.

L., à Epinal. — Oui, la 101[e] livraison du *Supplément* sera la table des matières.

D., à Cherbourg. — Tout ce que vous demandez est épuisé. Nous avons déjà prévenu de ne plus se fier aux anciens catalogues.

A. B., à Ponliet. — Vous avez mal saisi l'intention des camarades qui veulent aller au Congrès de Londres. Ils y vont pour forcer les social-démocrates à se déclarer ce qu'ils sont, de purs politiciens; il ne s'agit pas d'y aller en mendiants pour s'y faire accepter. Certainement, au fond, nous nous moquons de toute espèce de congrès et de résolutions.

H., à Nancy. — Reçu le livre. Le lirons.

A. M., Allemagne. — Reçu votre mot. Merci. Vous avez tort quant à votre dernière réflexion.

L. B., à S. — La brochure de Robin : *Dégénérescence de l'espèce*, est en vente chez Stock, 0 fr. 25.

Hachel. — Passable *Gratte-Papier*, mais pas assez saillant.

G. R., à Riorges. — *Mes Paradis*, de Richepin, 3 fr. 50.

Séverin. — Vous avez raison, mais la phrase prêtait à équivoque.

J. T., à Bruxelles. — Je sais, l'ayant vu dans les annonces, que le *Cuivre* est paru, mais j'ignore où.

A. C., boulevard Henri IV. — Le camarade Jahn ayant été, l'année dernière, condamné à deux ans de prison, il est, actuellement, en train de purger sa peine à la prison de Nimes, « en cellule ».

P. M. — Reçu réponse de Kropotkine, dites-nous le jour et l'heure où vous viendrez la chercher.

F., à Amiens. — Toutes les communications qui ne sont pas arrivées le mardi matin, impossible de les insérer.

P., à Saint-Etienne. — Reçu mandat. 106 invendus, bien.

H. P., Nevers. — La *Revue Rouge* a fusionné avec le *Livre d'Art*.

D., à Amiens. — *Patrie et Internationalisme*, ainsi que toutes nos brochures à 0 fr. 10, 6 fr. le cent.

Reçu pour la famille Mignot : Un groupe de mégissiers de Paris, 3 fr. 50. — St-Etienne : E. P., 1 fr.; Cénacle, 4 fr. 10; G., 1 fr.; L., 1 fr.; Un menuisier, 0 fr. 50; en tout : 7 fr. 60. — St-Etienne, M., 1 fr. 40. — Marseille : M. V., quartier St-Mauron, 5 fr. 60. — Testaforta, 2 fr. — Les Libertaires de Mempeuty, par le camarade D., 5 fr.

Reçu pour le journal : R., à Sainte-Eulalie, 0 fr. 30. — Saint-Etienne : M., 1 fr. 90. — G., à Tourcoing, 0 fr. 40. — Riska, 5 fr. — Londres : W. Wess, 1 fr. 25; L. B., 0 fr. 75; Trumkem, 0 fr. 75. — X., 2 fr. — C., 2 fr. 50. — M., 3 fr. — Liste de Westville : E. Perrèt, 1 fr. 25; Louis Loeven, 1 fr. 25; Louis Dehesselle, 1 fr. 25; en tout : 3 fr. 75. — Liste de Reims : C. L., 0 fr. 30; H. D., 0 fr. 30; F., 0 fr. 30; B., 0 fr. 25; D., 0 fr. 20; F., 0 fr. 50; T., 0 fr. 15; Une copine, 0 fr. 25; C., 0 fr. 20; E. F., 0 fr. 25; Q. C., 0 fr. 15; C., 0 fr. 15; F., 0 fr. 10; S., 0 fr. 20; F., 0 fr. 25; en tout : 3 fr. 55. — Merci à tous.

A. A., à Estagel. — Y. J., à Lorient. — A. S., à Nimes. — L., à Monteeau-les-Mines. — G., à Tourcoing. — M., à Vienne. — De C., à Anvers. — A. N., rue V. — M., à Anvers. — N., à Hodimont. — R., à Romans. — E., à Montpellier. — H., à Alais. — C., à Marseille. — V., à Percy. — B., à Toulon. — L., à Nimes. — L. D., à Sotteville. — K., à Belgrade. — H. G., Port-Elisabeth. — C., à Toulon. — V., à Marseille. — M., à Patras. — D., à Villefranche. — Le B., à Nantes, et D., à Morez (par la *Sociale*). — Z. R., à Haine-Saint-Pierre. — L., à Chaux-de-Fonds. — M., à Saint-Etienne. — F., à Saint-Etienne. — G., à Bourgoin. — L., à Angers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 13 — DIX CENTIMES — DU 25 AU 31 JUILLET 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE PROCHAIN CONGRÈS

Je voulais, dans les *Temps Nouveaux*, exprimer mon opinion sur le prochain Congrès socialiste international des Travailleurs et chambres ouvrières qui va s'ouvrir à Londres le 27 juillet. Mais, dans *Liberty*, le journal qu'édite à Londres notre camarade Tochatti, je trouve un article de Domela Nieuwenhuis qui exprime complètement ma manière de voir. Je me borne donc à en donner la traduction suivante :

« Le congrès international va s'ouvrir. Sera-t-il un succès ou un insuccès? Là est la question. Ce congrès aura-t-il pour le mouvement international le même résultat que celui de 1872, à La Haye, a eu pour la vieille Internationale? Si l'esprit sectaire des soi-disant marxistes (modèle allemand) triomphe, le congrès sera un insuccès.

« Pour comprendre la question, nous devons en narrer les détails clairement et distinctement. Nous nous y efforçons.

« Au congrès de Zurich de 1893, la majorité adopta la résolution suivante : « Tous les syndicats seront admis au congrès; aussi les partis et organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et d'une action politique. Par « action politique » on entend que la classe ouvrière cherche, autant que possible, à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête du pouvoir politique. » Par cette résolution, tous les antiparlementaires étaient exclus. Si cette résolution seule était maîtresse, nous ne penserions pas à venir au congrès de Londres. Chacun a le droit de faire les conditions auxquelles il invite les autres et ces conditions étaient assez fortes pour limiter les frontières.

« Mais cela tomba qui avait été adopté avant! Le jour suivant, les auteurs mêmes de la proposition firent une déclaration qui, avec le consentement du congrès, fut écrite dans le protocole. Elle disait : « L'addition proposée ne veut pas dire que chacun de ceux qui viennent au congrès est obligé de prendre part à l'action politique en toute circonstance et dans tous les détails de nos définitions. Cela est seulement la reconnaissance du droit des travailleurs à employer les droits politiques de leur pays, qui, en leur opinion, sont pour promouvoir les intérêts de la classe ouvrière; à se constituer eux-mêmes en un parti politique indépendant. »

« La résolution fermait la porte; la déclaration l'ouvrait. Quelle est maintenant la position du congrès?

« Personne ne dénie le droit à ceux des travailleurs qui le veulent d'user des droits politiques, si nous ne sommes pas obligés d'en user. Cette déclaration donne liberté aux deux : à ceux qui veulent employer leurs droits politiques; à ceux qui refusent de s'en servir. Aussi, nous, socialistes antiparlementaires, avons le droit d'être au congrès. Nous ne demandons pas un privilège, nous ne demandons pas qu'on change les conditions; nous venons avec un appel du congrès qui a décidé en faveur de la libre action. Si nous sommes exclus, le congrès se placera au point de vue de la résolution seule et annihilera la déclaration; mais ce serait déshonnête de nous refuser et Bebel lui-même, comme un des auteurs de l'addition, doit plaider notre admission.

« Que fera le congrès? Aura-t-il l'esprit assez mesquin pour exclure les socialistes libertaires?

« C'est curieux comme l'histoire se répète — parfois comme une farce, parfois comme une tragédie. Nous verrons ce qui sera joué cette fois. Les vieux chrétiens ont eu la même lutte contre l'hérésie et nous pouvons voir comment l'hérésie d'aujourd'hui sera le dogme de demain. A cette époque, il y avait une grande différence dans une simple lettre. D'aucuns dirent que le fils (Jésus) était l'égal du père (*homoousios*) et d'autres disaient que le fils était uniforme avec le père (*homoiousios*). Le seul *i* était la cause de leur lutte et de leur tuerie, et le corps entier des chrétiens était divisé en deux parties. Arrivera-t-il la même chose, après quinze siècles? Hélas! pauvre humanité! Rendrez-vous le socialisme ridicule au lieu des hommes? Allez et excluez des socialistes qui ne pensent pas comme vous, mais qui sont aussi bons socialistes que vous-mêmes. Le dimanche avant le congrès, Hyde-Park aura le spectacle de socialistes fraternisant, qui peuvent tenir un meeting pour promouvoir la paix internationale de tous les peuples du monde. Le jour suivant, une dispute internationale commencera pour savoir quels seront les socialistes admis dans le temple sacré et ceux qui seront refusés. Et peut-être y aura-t-il lutte entre socialistes! Et qui rira? La classe capitaliste qui demandera : « Est-ce là l'application de l'avis de Marx : Prolétaires du monde, unissez-vous? »

« Honte à ceux qui excluront, à ceux qui diviseront au lieu d'unir. Le monde verra une répétition de la lutte entre Marx et Bakounine en 1872. Ce sera une nouvelle lutte entre l'autorité et la liberté.

« Imaginez de tels hommes comme Kropotkine, Reclus, Malatesta, Tcherkesoff, Cipriani et beaucoup d'autres exclus du congrès et vous devez admettre que ce ne serait plus un congrès socialiste, mais seulement un congrès parlementaire, un congrès réformiste des social-démocrates, — un congrès d'une secte.

« Choisissez ce que vous voulez être! — un congrès de socialistes sérieux qui discutent toutes les questions qui intéressent les socialistes, ou un congrès de sectaires qui ont exclu comme hérétiques beaucoup d'hommes qui ont combattu et souffert pour la cause du peuple. »

F. Domela Nieuwenhuis.

Tel est l'article que notre camarade hollandais a écrit. Nous convions tous les socialistes, qu'ils soient autoritaires ou libertaires, à le méditer. Nous espérons encore que les social-démocrates de tous pays se refuseront à exclure les socialistes opposés à la conquête des pouvoirs publics. Ils reculeront sans doute devant l'inévitable conséquence de cette excommunication : la scission définitive, profonde du socialisme mondial en deux fractions adverses : la social-démocratie, les révolutionnaires. En tout cas, s'ils excluent qui que ce soit, ce ne pourra être ni Kropotkine ni Reclus. Ils n'assisteront pas au congrès, n'ayant point voulu de mandat, bien qu'ils eussent pu en avoir.

A. Hamon.

L'ACTION POLITIQUE AU CONGRÈS

Dans la séance du 4 juin, les groupements d'étudiants et anciens socialistes de Belgique affiliés au Parti ouvrier, et, dans la séance du 16 juillet, la Fédération bruxelloise du Parti ouvrier, comprenant les délégués de tous les groupes socialistes de l'arrondissement de Bruxelles, ont donné mandat à leurs délégués au Congrès de Londres de voter pour l'admission des adversaires de l'action politique.

COMMENÇONS!

Il n'est pas dit que les fervents, les enthousiastes séduits par la justice et la grandeur de la cause, dussent garder indéfiniment une attitude expectante, et tout souffrir en silence en attendant les événements. Il y a une action possible, nécessaire, qui s'impose aux convaincus et dont les résultats seraient bientôt appréciables. Nous voulons parler des mille incidents de cette imbécile lutte pour la vie, de cette guerre d'homme à homme qui nous met aux prises dans l'admirable « société » qui nous régit. Il y a là pour chacun de nous, dans la mesure de notre organisation, selon le degré d'intensité de notre combativité, de notre aptitude militante, un vaste champ d'action qu'il ne faut pas laisser plus longtemps en friche.

Pour tout anarchiste digne de ce nom, soucieux de mettre d'accord les actes et les principes, c'est un devoir que de protester par tous les moyens contre les formes multiples de l'oppression. Par la fière et calme dignité de son attitude, le salarié protestera contre la tyrannie des exigences patronales. N'est-ce pas

l'humilité servile des misérables qui fait la morgue des puissants? Par une fermeté courageuse, simplement, sans bravade, comme il sied à un homme qui a le sentiment de sa dignité, le débiteur malheureux s'insurgera contre les procédés canailles et hypocrites de son créancier. Il accueillera comme il convient le marchand de papier timbré, le plat valet du capitalisme, l'exécuteur de toutes les rancunes bourgeoises, le fabricant de dynamite légale (qui fait bien plus de victimes que l'autre, celle-là), l'homme des plus répugnantes besognes, qui peut venir compter vos assiettes et « saisir » le lit d'un enfant qui dort!...

Il faut que les pauvres enfin se rassurent, qu'ils cessent de considérer leur détresse comme une déchéance sociale. Relevez la tête et reprenez courage, camarades. Nous voulons que bientôt on rougisse de la fortune, après avoir tant rougi de la pauvreté. On connaissait les pauvres honteux; il y aura un jour les riches honteux. Déjà, au milieu de ces grondements de révolte qui s'annoncent de toutes parts, sous la crainte de ces tendances égalitaires qui partout s'affirment, le coffre-fort n'est pas rassuré. Nous le voyons se dissimuler, s'effacer pour que cette enseigne, cette preuve tangible de richesse, n'éveille pas trop les convoitises. A ce propos, il est amusant de voir nos légiférants, si empressés à créer un tas d'impôts vexatoires et ridicules, oublier tout à fait l'armoire blindée où repose en sécurité le roi des rois, le dieu tout-puissant : l'argent.

Eh quoi! pas un honorable, en quête de facile réclame, qui ne veuille attacher son nom à une proposition d'impôt sur le coffre-fort? Il n'est pas possible que des gens qui veulent nous doter de la grrande « réforme » de l'impôt sur le revenu, se refusent à atteindre un peu d'abord la preuve certaine du revenu.

Oui, camarades, rassurez-vous! Assez longtemps, des milliers de timorés ont tremblé en songeant à l'épée légendaire qui pouvait leur tomber sur la tête. De telles craintes ne sauraient hanter que des âmes d'esclaves. Nous serons libres quand nous le voudrons sérieusement. Comme le sage antique, l'anarchiste ne doit craindre ni la prison, ni la pauvreté, ni la mort. Il doit s'affranchir de ces vaines terreurs, de ces préjugés qui font les lâches, alimentent la veulerie ambiante. Mais pas de haine contre les riches, contre les personnes. C'est au principe qui légitime la fortune qu'il faut nous en prendre. Hélas! combien cette sale monnaie en a-t-elle corrompus, et des meilleurs? Que de pauvres, candidats à la fortune, parmi ceux qui la décrient! C'est ce qui nous effraie et nous prouve éloquemment l'insuffisance de l'éducation libertaire. N'est pas anarchiste qui veut. Il y faut l'abnégation, l'esprit de sacrifice. La morale anarchiste est le plus haut idéal de justice, de désintéressement et d'effective bonté qui ait été offert aux hommes. Par elle s'établit le parfait équilibre du droit et du devoir. Par elle se prouve la vérité du principe admirable que le bonheur de chacun est intimement lié au bonheur de tous. L'égoïsme se meurt, parce qu'il n'a plus sa raison d'être.

Aux camarades de bonne foi qui s'attardent dans un socialisme étatiste, fortement hiérarchisé, qui prétend tout municipaliser, tout réglementer de façon excessive, paralyser l'individu, et qui atténuerait à peine les différences sociales si nettement tranchées, nous demandons d'oublier leurs préventions, renoncer au parti pris des esprits bornés, et ne pas perdre leur temps dans une expérience qui nous réserve tant de déceptions.

Le vieux monde s'en va. Le char de M. Prudhomme s'enfonce dans des ornières d'où il ne pourra sortir. La misère va s'aggravant par l'hypocrite férocité d'un capitalisme implacable. Cahin, caha, tout marche péniblement, grâce au fameux crédit, ce merveilleux expédient pour masquer l'étendue et la profondeur de la misère. Quand le salarié, réduit au minimum qui l'attend à brève échéance, sera acculé à l'obligation d'acheter au comptant, que fera-t-il? A moins d'être abruti par la résignation lâche, il grossira l'armée révolutionnaire, qui va reprendre l'œuvre interrompue par un siècle de militarisme, de ploutocratie et de parlementarisme.

Voulez-vous vivre dans une société meilleure harmonisée par la justice, où l'aide mutuelle remplacera l'ignoble exploitation de l'homme par l'homme? A la place de cette soi-disant société basée sur l'antagonisme des intérêts où l'homme vraiment bon ne peut goûter la douceur d'aimer, de ce monde artificiel où tout est faux, où tout est vain, où le mensonge est obligatoire, où les poignées de main sont des placements, où triomphe l'hypocrisie visqueuse fardant le hideux égoïsme, où les basses arrière-pensées de gain, de cupidité empoisonnent toutes les relations sociales, où tant d'énergies se consument dans l'inaction forcée, tant d'aptitudes ne se peuvent utiliser, où le travail et la vertu ne mènent à rien, quoi qu'ils disent, tandis que l'intrigue et le mercantilisme mènent à tout : à la place de toutes ces laideurs, unissons-nous, les souffrants, les conscients, les révoltés, les forts, pour bâtir la cité de l'avenir, la commune anarchiste où l'autorité ne sera plus qu'un mauvais souvenir et où les individus se guideront d'après la seule raison, par la seule intelligence.

Oui, commençons! Des actes, toujours des actes, sinon de caractère, au moins de tendance nettement anarchiste. Faisons la guerre des guérillas : harcelons l'ennemi. Que chacun, dans son milieu, fasse sa petite révolution dans les mœurs, et la grande en sera singulièrement préparée, facilitée. Quand ceux qui nous mènent verront que leurs menaces n'effraient plus personne, que tout l'arsenal des lois iniques s'abroge tout doucement, par la force invincible et mystérieuse des choses, par le lent travail de l'Idée, toutes les bastilles encore debout seront bien près d'être à terre.

Saluons l'aurore de ce beau jour, et travaillons dans la mesure de nos forces, avec une inlassable patience, à la réalisation de notre radieux idéal.

Séverin.

DES FAITS

Colonisation militaire.

Donc, nous voilà en route pour Madagascar.

Là-bas, à coups de fusil, à coups de canon, nous allons apporter, pour le plus grand honneur du drapeau de la France, une soi-disant civilisation.

Je ne veux pas discuter sur l'origine du différend entre nos coloniaux actuels et les Malgaches. C'est chose à laisser de côté.

Et puis n'importe, puisque nous sommes en route pour Madagascar.

Bref, pour coloniser, nous avons encore une fois de plus recours à la force brutale.

Là-dessus, il est inutile de discuter, il vaut mieux exposer. Exposons. Cela sera sujet à une série de petits tableaux intéressants.

Nous voici au Sénégal, en pleine colonisation militaire. Je ne citerai qu'un fait. Il vaut tous les autres, plus ou moins similaires.

« Un officier du corps des vétérinaires, dit le Dr Corre, m'a raconté qu'il avait vu nos auxiliaires noirs *scier* les articulations des blessés du parti ennemi et jouir des épouvantables souffrances de ces malheureux.

— Et vous laissiez faire?

— Que voulez-vous, c'est dans leurs habitudes : on aurait pu trouver *mon intention mauvaise*. »

Morale plus coloniale encore que militaire.

∴

D'Afrique nous voici à Taïti.

Dans une rixe entre Chinois, un des surveillants du bagne est tué. Huit Chinois sont pour ce fait traduits devant le tribunal de Papeete.

Quatre de ces Chinois sont condamnés à mort, et les autres acquittés ou attrapent des peines diverses.

Pour trois des condamnés à mort, le gouverneur daigne transmettre un recours en grâce. Mais comme il faut (?) un exemple immédiat, un malheureux, le quatrième, est choisi à titre d'exemple.

Inutile de dire qu'il n'était pas plus coupable que les autres.

La guillotine est dressée à Atimahoro, lieu du crime.

Simple détail : l'instrument était inconnu. On le construisit sur le *vu* de dessins de journaux illustrés. Alors on essaya la guillotine sur des troncs de bananiers, puis sur des chiens, enfin sur des moutons et des porcs.

Le grand jour de l'expiation arrive enfin; après un trajet d'une heure, le condamné se trouve en face de la guillotine. Ce Chinois est un catholique, l'aumônier s'en aperçoit. Il est un de ceux pour qui un recours en grâce a été demandé. Ce n'est pas la victime. On reconduit le guillotiné en herbe à sa prison. Histoire de ramener la victime expiatoire, ni plus, ni moins coupable que les autres.

Tous les indigènes sont là qui curieusement (?) regardent ce spectacle.

Trois heures après, celui qui va payer de sa tête arrive devant le primitif instrument de Guillotin, installé sur la place d'Atimahoro.

L'aumônier le happe au passage. En *deux heures* ce disciple de Confucius est converti au catholicisme et poussé sous la guillotine — sous une guillotine enduite de goudron le matin et dans les rainures de laquelle le couteau ne put fonctionner qu'après un travail de *quarante-cinq minutes* de charpentier.

Le Chinois impassible tendait toujours le cou. Les indigènes regardaient...

Voilà comment nous civilisons.

∴

Un voyage au Tonkin maintenant.

On se souvient de la stupeur résultant d'un article de Loti sur la prise de Hué, où était noté, entre autres, ce détail, saisi sur le vif, de matelots lancés au pas de course et piquant de leur baïonnette les Annamites tombés irrésistants sur lesquels « ils se frayaient un chemin ».

Le tableau n'est pas encore complet. Voici encore quelques lignes du contre-amiral Réveillère pour le bien placer en pleine lumière... nous sommes en pleine conquête de la Cochinchine :

« On exige des Annamites qu'ils trahissent leurs frères, on leur arrache des dénonciations par la torture, à coups de cadouilles; des gamins encore imberbes, aspirants de marine, commandant de lorchas, font la police des fleuves et des villages, pendent, fusillent à tort et à travers ralliés ou adversaires.

. . . .

« — Pendez, pendez toujours, que ce soient des innocents ou des coupables, nous atteindrons toujours le but par la terreur, répète le commandant X... »

Contre-amiral Réveillère (Paul Branda)
(Mers de Chine).

Au Tonkin on a recommencé les mêmes horreurs.

Dans les journaux de mai 1889, on lisait en effet ceci :

« Le capitaine R., sur le soupçon qu'il a devant lui des pirates, n'hésite pas à faire fusiller les mariniers annamites de douze embarcations arrêtées à son poste. Les pauvres diables avaient été requis pour le service de l'administration française. »

∴

Là-dessus il n'y a pas à philosopher. Le fait est assez éloquent. Celui qui va suivre l'est encore plus et donnera certainement le mot de la fin de la colonisation brutale, c'est-à-dire militaire.

Nous sommes au Tonkin. Un vieillard patriote, Tranly Nguyen Cao, après avoir vu d'un très bon œil notre protectorat, s'aperçut un jour de nos mœurs militaires. Alors il battit froid aux autorités françaises.

Il ne fallut pas d'autre prétexte pour l'arrêter. Connivence avec les rebelles est une accusation facile à trouver.

Traduit devant le vice-roi, il ne répondit aux questions posées que par un sourire gouailleur.

Pendant l'interrogatoire, sa voix demeurait ferme... Tout à coup l'on s'aperçoit qu'un filet de sang coulait sur sa chaise.

De ses ongles démesurés Tranly Nguyen Cao venait de s'arracher le nombril. Horrible mutilation.

Transporté à l'hôpital, il guérit à peu près. On se décide alors à reprendre l'interrogatoire. Silence farouche. Le lendemain on le trouva la bouche étoilée, bavante de sang, mâchant résolument sa langue qu'il avait fait sauter d'un coup de mâchoire. Le jour suivant, il était aveugle. Ses yeux, qu'il avait fouillés de ses ongles, giclaient du sang noir le long de ses joues.

Pendant que les serviteurs lavaient sa tête ravagée, il leur crachait au visage. Et sa salive était rouge encore.

Il attenta même à sa virilité, dans des conditions d'horrible qu'il est impossible de décrire. Il essaya aussi de mourir par la faim. Le coupe-coupe l'attendait, lui aussi, encore plus.

C'est comme cela que nous civilisons militairement!

PHILIBERT ROGER.

(*Justice*, 12 mars 1895.)

PROTESTATION

Nous avons reçu du groupe des Naturiens une longue protestation contre l'entrefilet paru dans notre dernier numéro sous la signature de Grave. Grave est absent de Paris pour quelques jours; nous lui avons fait parvenir la protestation en question pour qu'il y réponde s'il le juge à propos.

A. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Les nobles institutions dont la société capitaliste s'honore ont tenu, cette semaine, à l'occasion de la fête nationale, à multiplier, dans la mesure du possible, les exemples de ce qu'elles sont capables de produire. Ce zèle méritoire, manifesté aux environs de l'anniversaire glorieux de la prise de la Bastille, n'a rien, certes, qui nous étonne. L'armée, la magistrature, la police ont rivalisé d'activité pour rappeler dignement au public que, le 14 juillet, il y a 107 ans, le peuple insurgé prit et démolit la fameuse prison d'État, monumental symbole de l'arbitraire et de l'autorité.

⁂

L'ARMÉE. — A tout seigneur tout honneur. Lorsqu'il s'agit de prendre part à une grande manifestation patriotique, celle-ci ne détient-elle pas le record de l'empressement? Durant cette semaine, elle s'est particulièrement signalée.

C'est d'abord à Versailles. Plus de trois cents militaires ont occasionné une bagarre plus que bruyante dans la soirée du 14 juillet. Un soldat avait été expulsé, pour tapage, de chez un marchand de vins; nombre de ses camarades prirent fait et cause pour lui et se mirent à démolir l'établissement. Des agents du voisinage, par suite d'une erreur bien regrettable, prenant ces forcenés pour des anarchistes, accoururent, et une bataille commença entre les soldats et les policiers. Au bruit de la lutte, le poste qui se trouvait à proximité intervint et fit charger les militaires insurgés. Ceux-ci se dispersèrent aussitôt, sans qu'il ait été possible d'en arrêter un seul. Dame! un soldat ne s'arrête pas aussi aisément qu'un anarchiste. Depuis, une enquête est ouverte; car une enquête est comme une porte : il faut qu'elle soit ouverte ou fermée.

Ces incidents sont bien fâcheux, car ils ont pour effet de déconsidérer la grande famille. D'autant plus qu'il est assez surprenant que des hommes dressés à tuer, à piller et à détruire, éprouvent, par moments, le besoin de mettre en pratique les théories dont on leur rebat les oreilles.

⁂

A Avignon, le soldat Jean-Claude Magdinier, du 7e génie, enfermé au cachot depuis vingt jours et se trouvant malade, n'a pu se faire reconnaître souffrant par le major. Celui-ci, croyant à une « mauvaise plaisanterie », maintint le malheureux en cellule en le privant de tout aliment réconfortant. Si bien que Magdinier mourut dans sa cellule dans la nuit de samedi. Ses camarades affirment qu'il est mort de faim. Les chefs de la victime, par un sentiment de délicatesse tout à leur honneur, ont prévenu les parents de Magdinier qu'il était mort à l'hôpital d'une congestion cérébrale et d'une congestion pulmonaire, tout à la fois. Le père, qui nous paraît un bien mauvais patriote, dément cette affirmation, d'accord avec les camarades du défunt. Comme si, sacrongnieugnieu! un officier pouvait mentir! Magdinier est mort de congestion, un galonné l'affirme : que valent contre cette affirmation celles d'un simple troubade et d'un pékin? Aussi l'enquête, ouverte tout à l'heure pour faciliter l'évasion des militaires en goguette, se ferme-t-elle maintenant sur la tombe de ce cadavre encombrant.

⁂

Continuons. On a repêché l'autre soir dans la Seine le cadavre du cavalier Goin, du 27e dragons. On croit à un suicide.

Un sous-officier du 41e de ligne, cassé de son grade, nommé Alexandre David, s'est suicidé au fort Saint-Jean (Marseille), en se tirant un coup de fusil dans la région du cœur.

Le caporal Dervaux, du 33e de ligne à Arras, ancien *engagé volontaire*, s'est suicidé d'un coup de fusil.

Assez, n'est-ce pas?

⁂

LA MAGISTRATURE. — Le camarade Matha a passé mercredi, 15 juillet, en police correctionnelle, pour apologie de faits qualifiés crimes, etc. Bien qu'il ait prouvé que la signature apposée sur le numéro du *Libertaire* contenant des articles subversifs au premier chef, n'était pas la sienne et que, lors de l'apparition du numéro poursuivi, il n'était pas à Paris, il a été condamné à vingt jours de prison.

Nous avons le plus profond respect pour la chose jugée et ne l'aurions-nous pas, nous le devrions manifester, car la LOI l'ordonne. Cependant cette condamnation est stupide. S'il est prouvé que Matha n'a pas signé, c'est-à-dire n'a pas apposé un signe d'approbation sur le journal incriminé, il est innocent. Alors?...

Respectons sans comprendre, en attendant de comprendre sans respecter.

⁂

LA POLICE. — Si la magistrature, même debout, s'assied souvent sur la logique, sa sœur cadette, la police, se couche et se vautre dans l'imbécillité. L'illustre Puybaraud, le tombeur de l'Anarchie, l'organisateur de complots cousus de grosse ficelle de cuisine — de cette basse cuisine dont ses subordonnés ont toujours la bouche pleine — Puybaraud, le discret endosseur de chèques turcs pour l'expulsion hors de France des Orientaux portant ombrage au sultan, Puybaraud, le butor, le roi des roussins, a eu une idée géniale, pour célébrer dignement le 14 juillet. Spéculant sur le mécontentement d'un ancien fonctionnaire révoqué, qui réclamait en vain justice, il l'a fait circonvenir, *cuisiner*, exaspérer par ses dignes subordonnés, de manière à lui faire suggérer l'idée de simuler un attentat pour attirer l'attention du Président de la République. Le pauvre impulsif a effectivement agi comme on le désirait, et tout allait à souhait. Mais, patatras! voilà que l'affaire s'ébruite et que la mèche est éventée. Quant au malheureux François, victime des machinations de Puybaraud, il sera vraisemblablement enfermé dans une maison de fous. Car on l'a dit fou. Oui, certes, d'avoir compté sur la justice et d'avoir écouté la police!

⁂

Entre temps, les sergots n'ayant que rarement l'occasion de cogner sur les anarchistes, s'entretiennent la main en passant à tabac de paisibles citoyens.

C'est ainsi que le malheureux Jean Blazy a été assommé, puis dévalisé de 50 francs, sous prétexte que cette somme lui épargnerait des poursuites — des poursuites pour avoir été assassiné. Il est mort des suites de ses blessures. La Préfecture de police nie qu'il ait été frappé et, pour expliquer qu'il soit mort après sa visite au poste, elle tâche, comme toujours, de salir sa victime et de faire passer le malheureux pour un alcoolique qui se serait lui-même passé à tabac.

Les assassins ordinaires se contentent de nier leur crime et ne s'efforcent pas d'insinuer que leur victime avait des mœurs abominables qui l'ont conduite à la mort.

Plus cyniques, les policiers dament le pion aux Gamahut, aux Pranzini, aux Prado, qu'ils laissent loin derrière eux en lâcheté, en ignominie et en bêtise.

⁂

Comme on se sent fier, après tout cela, de faire partie d'une association de malfaiteurs!

ANDRÉ GIRARD.

Les grèves en Russie.

On sait que des grèves importantes ont éclaté dernièrement à Saint-Pétersbourg. Quoique le mouvement soit déjà près de sa fin, son importance n'en est pas moins grande au point de vue de l'agitation révolutionnaire et de l'éducation révolutionnaire du peuple russe. Depuis longtemps, il éclatait en Russie des grèves partielles et, depuis quelques années, elles devenaient toujours plus fréquentes. Mais les dernières grèves sont incomparablement plus importantes, non seulement par le nombre de grévistes (30 à 40.000), mais parce que, loin de se borner à une seule fabrique, elles se sont étendues à presque toutes les fabriques importantes de Saint-Pétersbourg — filatures et tissages de coton, usines métallurgiques et mécaniques.

Le mouvement a commencé par la fabrique d'Ekaterinhof (un des faubourgs de Saint-Pétersbourg). Il a eu pour cause le refus, par les patrons, de payer les trois jours de fête prescrits à l'occasion du couronnement. Les ouvriers ont envoyé des délégués à leurs camarades des autres fabriques, et, en commun, on a décidé de présenter des réclamations, dont la principale était la réduction de la journée de travail. Des tissages et des filatures, le mouvement a passé ensuite aux usines métallurgiques et mécaniques et à d'autres moins importantes. Dans les 40.000 grévistes étaient comprises 10.000 ouvrières.

La conduite de la police en cette occasion montre que le gouvernement a compris, lui aussi, l'importance du mouvement et n'a pas osé réprimer les grèves avec son sans-gêne habituel. Les grèves en Russie étant absolument défendues, tout mouvement en ce sens est par cela même un mouvement révolutionnaire, illégal. Et cependant la police a jugé nécessaire de *ménager* relativement les grévistes. Les appels qui leur ont été adressés par l'administration affectaient, à mesure de l'extension du mouvement, des formes de plus en plus modérées. Le chef de la police Kleigels est venu en personne dans une des fabriques et a supplié les ouvriers de reprendre le travail pour ne pas mettre le tsar dans une situation désagréable. Dans une conférence extraordinaire, tenue par les représentants de l'administration et ceux de l'Inspection des fabriques, le représentant de la police politique s'est prononcé dans un sens plus modéré que celui de l'Inspection des fabriques. L'explication en est peut-être dans ce que la longue expérience de la police politique lui permet mieux d'apprécier l'importance d'un mouvement et d'éviter le risque de trop exciter la population.

Les choses se sont passées ainsi, sans envoi de troupes — si l'on ne compte pas les cosaques qui entouraient les fabriques et les rassemblements ouvriers, plutôt, dit-on, en spectateurs tranquilles — et sans faire de ces massacres d'ouvriers, fréquents dans les grèves de moindre importance. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu des mesures répressives. De nombreuses arrestations parmi les ouvriers et parmi la « jeunesse intellectuelle » ont été opérées. La police tâchait surtout d'agir sur chaque ouvrier séparément pour le décider à reprendre le travail; cette manœuvre a réussi auprès d'un grand nombre. Les arrestations continueront certainement après la fin du mouvement, lorsque sera passée la crainte d'une opposition révolutionnaire immédiate. Certains journaux ont publié que les grévistes sont expulsés en masses de Saint-Pétersbourg et renvoyés dans leurs lieux d'origine.

Belgique.

Le journal *l'Insurgé* est saisi; Thonar, Chapelier et Monier passeront en cour d'assises; rien n'y fera, car la *Débâcle* va reparaître.

La conférence donnée par un copain contre les idées du renégat Berger, spiritualiste détraqué, a réussi à merveille; les colinsiens ont passé un mauvais quart d'heure; d'autres causeries seront organisées.

D.

Suisse.

Lausanne. — Les membres des conseils de la Confédération ont ripaillé à Lausanne. Dans le canton de Vaud comme chez ses voisins, on peut mourir de faim — la malheureuse jeune fille de vingt ans qui s'est jetée dans le lac à Cully, et d'autres victimes en sont la preuve — mais, et le cas n'est pas rare, on y voit des élus mourir de bombances trop répétées.

Lorsque les hôtes officiels venus de Berne ont pris gratuitement le train pour Genève, leurs wagons-salons étaient littéralement bourrés de bouteilles contenant les vins les plus renommés.

Consentants ou non, les contribuables vaudois paieront le fournisseur.

Un journal, *La Semaine religieuse*, a jeté un cri d'alarme, et discrètement, mais avec fermeté, a conjuré les élus d'être moins intempérants; mais, hélas! qui a bu boira; et la voix du journal est demeurée sans écho.

Toujours gratis, les députés de tous poils: conservateurs, radicaux, socialistes-ouvriers, continuent à ingurgiter patriotiquement vivres et liquides. C'est même en séance de conseil que s'inventent les prétextes à bombances et que ces bombances s'organisent, en ayant bien soin de les étiqueter de « fêtes nationales », fêtes tellement nationales que les pauvres diables en sont soigneusement évincés, et que pendant leur durée l'accès des plus belles promenades publiques et des plus beaux quais, gardés par des hirondelles de potence, est interdit à ceux qui ne peuvent pas payer la finance d'entrée.

Pendant la récente fête payée par les contribuables genevois, mais offerte à nos seigneurs de Berne par leurs compères, une quête faite pour les ouvriers parmi ces élus fédéraux a produit à peine cent francs! Et c'est devant ces 150 ladres, et en leur honneur, dans une promenade publique d'où les promeneurs non payants avaient été expulsés par la police, que les enfants des familles genevoises ont dansé.

*
* *

Genève. — Par voie d'affiches, le Comité de l'Exposition avait instamment prié les habitants de pavoiser leurs demeures pour l'arrivée des « hautes autorités fédérales ».

Malgré l'appui de la presse choyée par le Comité, la population n'a pas tenu à « s'associer à cette réception » et « les témoignages de sympathie » réclamés ont fait défaut; mais il y a eu des exceptions : le village suisse, ce *fesses-spiel* des plus *gemütlich* aux apparences pieusement sauvées; les hôtels, les cafés, les appartements des fonctionnaires avaient arboré toutes leurs bannières; toutefois le record de la décoration pendant les fêtes nationales reste toujours aux maisons patentées : les tenanciers de ces repaires n'ont pas failli à leur réputation de patriotisme; le Comité leur en saura gré.

Vainement les intéressés cherchent à faire participer le populo au succès des réjouissances où s'empiffrent gratuitement les élus, ils pressent les habitants de se mettre en frais de drapeaux et de girandoles, mais se gardent bien de faire participer les chers concitoyens à leurs boustifailles.

Or, on le sait, l'Exposition suisse, prétexte de tant de ribotes officielles, a causé et cause journellement la ruine de maintes familles. Le renchérissement des loyers a forcé des ouvriers, et combien! à quitter un logement déjà exigu pour se loger dans un plus exigu et plus éloigné de l'atelier. Les suites de la grève éprouvent durement d'autres travailleurs. Beaucoup d'habitants, surtout dans le voisinage de l'Exposition, escomptant d'avance le séjour des étrangers, avaient, avec de grands sacrifices, meublé des chambres, et ces chambres constamment vides se comptent par centaines. Egalement dans l'attente de nombreux visiteurs, des emplois avaient été créés; leur inutilité constatée, les patrons ont congédié les employés.

Aussi le Mont-de-Piété regorge.

Bien qu'exprimant, à Berne, le regret d'avoir organisé les forains à demeure dans l'Exposition, le Comité se garde bien de délier les malheureux des engagements qu'il leur a imposés; les forains sont pour lui des vaches à lait; en conséquence, le Comité de l'Exposition continue à être le patron de la danse du ventre et d'autres attractions édifiantes; pour avoir l'argent des forains, et pour en tirer le plus possible, il ne recule pas devant l'emploi des moyens les plus despotiques : tout est bon.

Tant pis si les baraques sont désertes, si les forains se ruinent, ils deviendront la proie de l'agent d'affaires; c'est légal.

*
* *

Soleure. — Décidément le parti socialiste ouvrier n'a pas de chance avec ses meneurs. La proportion des reconnus tarés est peu rassurante pour les ouvriers votards.

Les meneurs pêchent en eau trouble et ailleurs; à Zurich comme à Neuchâtel, à Soleure comme à Lausanne.

Il y a quelques mois, les *Basler Nachrichten*, commentant les conséquences de la grève de Granges, faisaient allusion à des détournements auxquels était mêlé le nom de M. Fürholz, avocat député socialiste au conseil cantonal de Soleure.

Le meneur ouvrier se fâcha tout rouge et porta plainte contre l'éditeur du journal bâlois. Or, l'exactitude des faits relatés par les *Basler Nachrichten* et le *Bieler Tagblatt* a été — bien à contre-cœur sans doute — reconnue par le tribunal, la plainte de M. Fürholz rejetée comme non fondée, et ce dernier condamné aux frais du procès.

Les considérants du jugement rendu énumèrent tout au long les... opérations aussi fructueuses que peu honorables auxquelles s'est livré l'élu de la bêtise moyenne-socialiste. Cet élu s'était fait de l'application de la loi sur les fabriques une spécialité vache-à-lait; c'est lui, Fürholz, qui encaissait les indemnités allouées aux ouvriers et qui... oubliait de les remettre aux indemnisés.

X.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 25 juillet, à 9 heures précises, au local convenu.

Ordre du jour : Causerie sur le Congrès international de Londres.

*
* *

Jeunesse antipatriote du XIIe. — Bien des jeunes gens ignorent le but réel du patriotisme. Nous voulons faire un grand effort pour leur faire comprendre que ce « grand mot » tant vanté par la bourgeoisie n'est qu'un leurre et que ceux des exploités qui s'y laissent prendre, ne font que le jeu de leurs exploiteurs. Réunion le lundi 27 juillet, salle Armand, 35, rue du Sergent-Bauchat.

*
* *

La *Sociale* publie cette semaine en brochure les *Variations Guesdistes* dont elle a déjà donné plusieurs extraits en articles. Prix : 10 cent., par la poste 15 cent.

*
* *

Aubervilliers. — Les camarades des Quatre-Chemins invitent les copains du 19e à une ballade à la campagne le dimanche 26 juillet. Rendez-vous chez Lafont, route de Flandre, Quatre-Chemins.

*
* *

Reims. — Samedi 1er août, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale organisée par les anarchistes de Reims.

Ordre du jour : 1° Causerie par le camarade Liénard; 2° chants, poésies révolutionnaires.

Entrée gratuite.

Une collecte sera faite à l'entrée au bénéfice de la *Clameur*, une autre à la sortie au bénéfice des enfants de Migniot, de Vienne (Isère).

*
* *

Roanne. — A la suite d'une conférence faite par un camarade sur « la philosophie de l'anarchie », conférence qui a été très écoutée et a eu beaucoup de succès, nous avons pensé qu'il était très utile pour l'éducation des masses et leur instruction, seul moyen de préparer leur affranchissement, de fonder une bibliothèque.

Les camarades soucieux de favoriser l'évolution des idées anarchistes, et qui reconnaîtront l'utilité de cette bibliothèque, sont invités à se trouver le samedi 1er août, à 8 h. 1/2 du soir, chez Rimaud, cafetier, rue de Clermont, 70, pour discuter sur son organisation.

*
* *

Saint-Étienne. — Le Cénacle Plébéien fait un pressant appel à tous les camarades désireux de sortir de l'inertie, et partisans d'un groupement, à se réunir samedi 25, à 8 heures 1/2 du soir, au siège provisoire, place Lacroix, n° 4.

Le Cénacle a pour but de créer un lien fraternel entre littérateurs et artistes prolétaires du Forez au moyen d'études, concerts, conférences et divertissements divers, tout en faisant des prosélytes à la cause humanitaire par le développement intellectuel des enfants du peuple.

Le Cénacle tient une réunion générale le dernier samedi du mois et organise des cours de sociologie, des conférences scientifiques, des concerts-tombola, des sorties champêtres.

Tous les camarades qui pourraient aider le Cénacle à augmenter sa bibliothèque sont priés d'adresser les ouvrages dont ils pourraient disposer à Reynard, rue du Chambon, 11, à Saint-Etienne (Loire).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Deuxième étude sur le Pithecanthropus erectus comme précurseur de l'homme, par le Dr Manouvrier (Extrait du *Bulletin* de la Société d'anthropologie de Paris, tome VI, 4e série).

Mineur et Soldat, drame par Tola Dorian et J. Malafægde, une plaquette chez Stock, galerie du Théâtre-Français.

*
* *

Le camarade A. Retté nous a donné, pour être vendus au profit du journal, quinze exemplaires de son nouvel ouvrage : *Promenades subversives*, édité par la Bibliothèque artistique de la *Plume*.

Prix : 70 centimes, pris dans nos bureaux.

PETITE CORRESPONDANCE

A. Marsy. — Si vous aviez quelques connaissances en physiologie, vous vous seriez aperçu que votre trait d'esprit au sujet de « la colonne vertébrale des bossus se redressant par persuasion » n'est qu'une ânerie. Ce qu'elle a de commun, du reste, avec la plupart des « traits d'esprit ».

J. C., à St-Imier. — Nos abonnements partent toujours du 1er du mois. Le premier ayant fini fin décembre, le second fin juin, celui en cours finira par conséquent fin décembre.

Plusieurs camarades, à Toulouse. — L'opinion que vous avez conçue sur S. F. est inexacte. Il n'agit pas dans un but de lucre, car, avec le talent qu'il a, il pourrait, s'il le voulait, atteindre à une belle situation; or, il est pauvre, et ce qu'il gagne passe à la propagande. En outre, il rend de grands services à l'idée anarchiste qu'il propage partout sans faiblesse et avec désintéressement. Le reste ne nous regarde pas.

B., à Marseille. — En quoi l'appréciation personnelle d'un camarade, à vous adressée particulièrement, peut-elle vous causer du tort? Vous vous en exagérez l'importance.

H. Z. — A l'appui de votre réclamation personnelle, vous faites allusion à un article de vous paru dans un journal que je ne nommerai pas. Nous n'avons rien de commun avec quiconque laisse traîner sa signature dans le journal-poubelle en question. Libre à vous de vous plaire en un pareil milieu. Mais les gens avec qui vous êtes en si bonne compagnie sont de ceux qu'on ne met pas au pied du mur parce que c'est défendu sous peine d'amende — A. G.

H., à Nancy. — J'avais mal vérifié; j'ai retrouvé l'abonnement dont vous parlez. Le camarade a été averti que son abonnement est fini. Il lui sera servi cependant jusqu'à la fin du mois.

Riska. — Vous avez oublié quelque chose chez nous. Viendrez-vous le chercher ou bien faudra-t-il vous l'envoyer? et, dans ce cas, à quelle adresse?

Reçu pour les enfants Mignot : 4 fr. 20, collecte faite par des camarades en partie de pêche; L., à Aubervilliers, 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : Myrial, 5 fr. — Combomor, 0 fr. 50. — H., Paris, 1 fr. — 25 fr., montant de la tombola de Marseille. — S., à Buenos-Ayres, 140 fr.

D., à Lyon. — L. M. E., Rio-de-Janeiro, 30 fr. — P., à Menetou Couture. — F., à Saint-Etienne. — F., à Saint-Denis. — L., à Bruxelles. — C., à Pleinefaye. — Mme C., à Argenteuil. — N., à Toulouse. — R., à Roanne. — V., à Ath. — R., à Croismare. — F., à Toulon. — N., à Toulouse. — M., à Faenza. — V., à Roubaix. — D., à Reims. — L., à Aubervilliers. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Lyon

Chez Mazoyer, 106, rue Mazenod. — Le camarade porte à domicile.

Le Gérant : Desréchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 14 DIX CENTIMES DU 1ER AU 7 AOUT 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

COMMUNISME ET INDIVIDUALISME

Dans le dernier numéro de *Liberty*, organe anarchiste individualiste de New-York, M. B. Tucker avance, à propos du communisme anarchiste, certaines assertions qui me semblent devoir être réfutées. Il affirme d'abord que le communisme anarchiste se meurt en France, comme en Angleterre et en Amérique. « Dans les cercles révolutionnaires français, dit-il, c'est le collectivisme qui est à l'ordre du jour. Les communistes devront choisir entre le socialisme d'Etat, pour lequel ils manifestent leur aversion, et l'anarchisme individualiste.... Les quelques communistes qui désirent réellement la liberté, la poursuivront en agissant de concert avec les individualistes, et celle-ci une fois obtenue, personne ne les empêchera de se livrer à leurs expériences de communisme volontaire. »

M. Tucker a été mal renseigné sur l'état du mouvement révolutionnaire en France. Sans doute, il se produit depuis quelque temps dans les diverses fractions du parti révolutionnaire une évolution intéressante que le camarade Kropotkine a déjà signalée ici même. Cette évolution aboutira vraisemblablement avant peu à une scission définitive qui aura pour effet de partager nettement les révolutionnaires en deux camps bien marqués: d'une part, les autoritaires, qui, s'écartant de plus en plus de la tradition révolutionnaire, ne visent plus qu'à la conquête du pouvoir politique; d'autre part, les libertaires, reconnaissant au contraire comme une nécessité l'abolition de l'Etat et comprenant l'œuvre révolutionnaire dans le sens de la libre entente, du groupement volontaire et spontané en vue de la satisfaction des besoins multiples et divers des individus. La première catégorie, la moins nombreuse, comprend les collectivistes et les blanquistes. La seconde se compose des communistes anarchistes, naturellement, des fédéralistes communistes révolutionnaires dits « allemanistes » et d'un grand nombre de groupements et de corporations ouvrières, sans dénomination spéciale. Et parmi ces derniers éléments révolutionnaires, l'évolution vers le communisme anarchiste est très marquée. Dernièrement encore, la Fédération des Bourses du Travail a publié un manifeste formulant comme programme l'abolition de l'Etat et de la propriété individuelle. Cet appoint nouveau apporté au communisme anarchiste dément par conséquent l'affirmation de M. Tucker que le communisme est mort en France et que le collectivisme y est à l'ordre du jour. Mais, comme beaucoup, l'éditeur de *Liberty* prend sans doute facilement ses désirs pour la réalité, et, adversaire du communisme, rien de surprenant à ce qu'il désire l'extinction de cette conception. Cela, du reste, n'a d'importance qu'au point de vue de la réalité des faits que toute assertion inexacte sera impuissante à modifier.

Ce qui est vrai, c'est que l'idée de communisme s'est épurée et complétée, en se dégageant peu à peu du sentimentalisme vague sur lequel elle s'appuyait au début. Le « Tout à tous », mieux entendu, s'est précisé dans un sens — quelque contradictoire que puisse paraître le rapprochement des termes — plus individualiste. Les communistes portés vers la liberté ont compris que l'objectif de leur conception doit être l'individu, qui, seul, représente une entité concrète, qu'il est absurde de sacrifier l'intérêt de l'individu à celui de la société ou de la communauté, entités abstraites n'ayant de réalité que par les individus qui les composent. Le but par eux reconnu est donc le bonheur de l'individu et ce bonheur ils n'en voient la réalisation que dans la liberté absolue, c'est-à-dire dans l'anarchie. Mais cette liberté absolue, garantie du bonheur de l'individu, ne peut être atteinte que si est laissée à l'individu toute facilité d'étendre en tous sens sa personnalité, de développer sans obstacle toutes ses aptitudes, de satisfaire entièrement tous ses besoins. Ce résultat ne saurait être obtenu qu'à la condition que l'individu puisse disposer à son gré de tous les moyens existants d'y parvenir. Or, quoi qu'on fasse, la détention par tels ou tels des moyens de production, avec le droit de prélever un tribut sur quiconque, non possesseur, a besoin de les utiliser, sera toujours un obstacle à cette libre disposition des moyens de réaliser son bonheur. Voilà pourquoi les anarchistes communistes sont conséquents avec leur théorie libertaire en soutenant que cet obstacle doit être écarté, au même titre que l'obstacle de l'autorité, en adjoignant au but commun à tous les anarchistes, l'abolition de l'Etat, son complément nécessaire, l'abolition de la propriété individuelle. Le bonheur de l'individu est la fin; le *seul* moyen d'y atteindre est la liberté, laquelle ne peut être pratiquement réalisée que par la libre disposition laissée à tous de tous les moyens d'action. Je me propose, d'ailleurs, de revenir sur ce sujet; ce que je veux aujourd'hui combattre, c'est ce reproche qui nous est adressé sans aucune raison plausible par les anarchistes individualistes d'être les ennemis de la liberté, alors qu'au contraire nous ne sommes communistes que pour assurer précisément à l'individu la plus grande somme de liberté.

M. Tucker, dans le numéro cité de *Liberty*, renouvelle cette accusation qu'il prétend baser sur ce que divers écrivains communistes, J. Most, Kropotkine, J. H. Morris, préconisent l'expropriation par la force, et il demande : « Peut-on considérer ces auteurs comme partisans de la liberté? » L'argument n'est pas sérieux. Et, à mon tour, je poserai une question à cet ami de la liberté. Si un voleur vient à s'emparer de divers objets appartenant à M. Tucker, et nécessaires à sa subsistance, quel moyen emploiera ce dernier pour se faire restituer ces objets? La persuasion? Mais si le voleur refuse de se laisser persuader? J'incline à penser que M. Tucker usera alors de la force pour rentrer en possession de son bien. Croira-t-il alors avoir attenté à la liberté de son voleur, ou bien est-ce plutôt celui-ci qui, le premier, aura violé le principe de liberté?

Les moyens de production, c'est-à-dire les moyens d'accroître le bien-être de tous, appartenant à tous en droit, ont été depuis un temps immémorial accaparés par une classe de privilégiés. Le vol, quoique très ancien, n'en constitue pas moins un vol, qui subsiste encore aujourd'hui. Et M. Tucker reconnaîtra avec moi que si la prescription est un subterfuge juridique quelquefois favorable aux criminels, au point de vue de la justice stricte, elle est un non-sens. Cette classe d'accapareurs se trouvent donc dans la situation du voleur dont je parlais tout à l'heure. Les tentatives de persuasion ont été épuisées sans résultat. Que reste-t-il donc à faire? Il semble qu'il n'y ait d'autre issue que celle à laquelle se résignerait M. Tucker vis-à-vis de son voleur, la reprise par la force. Cette reprise ne constituerait pas une atteinte à la liberté des voleurs, mais serait une rentrée en possession d'objets illégitimement détenus.

Au fond de la querelle que nous cherchent les individualistes, il n'y a qu'un malentendu. Les individualistes se font une très fausse idée de la façon dont les communistes vraiment libertaires comprennent le communisme et son établissement. Ce mot « communisme » éveille en nos contradicteurs des idées de caserne, de gamelle commune, de promiscuité universelle et obligatoire. Ils y voient la négation de la faculté, pour l'individu, de s'isoler, s'il le désire, d'avoir un chez soi, une famille distincte. Ils imaginent que le communisme implique comme conséquence forcée la consommation en commun des biens produits, et cette perspective n'est pas faite, je l'admets, pour leur paraître très séduisante.

En outre, entendent-ils parler d'expropriation, ils évoquent aussitôt des visions de carnage, de bandes armées, se ruant chez les propriétaires et les industriels, et les forçant, le couteau sur la gorge, de renoncer à leurs richesses au profit de tous. De pareils tableaux peuvent figurer avec avantage dans tel ou tel mélodrame romantique, mais ils paraissent puérils à quiconque sait combien sont lentes à s'effectuer les transformations économiques.

Une transformation de la forme de la propriété ne peut s'opérer en un jour, par un simple coup de force. Seuls, les socialistes d'Etat prétendent qu'il soit possible de décréter du jour au lendemain le retour à l'Etat de la propriété privée. Les communistes libertaires disent simplement ceci : De tous temps, c'est dans le sens le plus favorable à l'économie des forces que les modes de propriété ont été adaptés au degré de perfec-

tionnement des moyens de production. Si la propriété individuelle a rempli pendant une longue période de temps les conditions voulues et s'est trouvée être un mode de propriété en rapport avec le mode de production, il n'en est pas de même aujourd'hui. La production actuelle dispose de moyens trop puissants pour que la forme actuelle de la propriété soit celle qui permette de réaliser la plus grande économie des forces. Elle ne peut produire que concentration du capital et son absorption progressive au profit d'une minorité. Elle n'est plus la forme correspondant à l'état actuel de perfectionnement des moyens productifs. Sa transformation s'impose donc. Et la forme économique qui se trouve répondre à cette recherche de l'économie des forces est le communisme qui, en laissant à chacun, suivant ses besoins, la libre disposition des forces productives, assure un maximum de production proportionné à la somme des besoins.

Comment s'établira le communisme? Nul n'est prophète; et qui voudrait le prédire risquerait de se voir contredire par les *faits*. Toutefois, aucune transformation économique ne s'est opérée sans léser certains intérêts, sans occasionner une résistance acharnée de la part des bénéficiaires du régime mourant. Aujourd'hui, toute une organisation très puissante, l'Etat, dont la raison d'être est la sauvegarde de la propriété et le maintien des formes économiques existantes, organisation régie immédiatement ou médiatement par les bénéficiaires du régime présent, s'oppose par sa masse aux efforts des individus vers la transformation nécessaire. Il sera donc indispensable d'user de la force pour se débarrasser de cet obstacle. Le temps et la liberté feront le reste.

Quant à l'idée puérile et simpliste que beaucoup de gens se font de la conception communiste, il est nécessaire de la détruire. Les communistes n'ont jamais prétendu empêcher qui que ce soit de posséder, s'il lui plaît, une maison, un champ bien à lui, où ne viendrait pas, aux jours fériés, s'ébattre « la foule grossière et tumultueuse ». De même qu'il sera libre de suer sang et eau sur son champ, de peiner sur sa bêche, sa houe ou son fléau, tandis qu'à côté, la machine exécutera en quelques heures, sur de vastes étendues de terrain, ce qu'il mettra des semaines à faire sur son lopin, de même, en toutes choses, il pourra, s'il le juge à propos, vivre d'une vie primitive, rudimentaire, atrophiée; nul ne l'en empêchera, nul n'enviera son sort.

Mais, d'un autre côté, il ne faut pas s'imaginer une société communiste comme une bergerie, une étable, où les divers groupes ressembleraient plus à des troupeaux qu'à des associations d'êtres intelligents. L'indivision, l'indifférenciation primitives, n'auraient rien à voir avec la simple faculté laissée à chacun d'user ou de ne pas user, suivant ses besoins, des éléments d'action qui tous seront mis à sa disposition. Ce qui constitue le communisme, ce n'est pas la promiscuité obligée de la vie, mais cette libre jouissance des produits et la libre disposition des moyens de production, c'est la gratuité absolue, c'est la liberté pour chacun de profiter, sans être astreint de payer un tribut à tel ou tel, des avantages et des commodités de la civilisation. Sauf cela, et à cause de cela, l'individu pourra vivre de sa vie propre, jouir de l'intimité de son intérieur et de sa famille et ne sera nullement forcé, parce que vivant dans une société communiste, de vivre en caserne, de coucher en chambrée, de se nourrir à la marmite collective et fraternitaire. Nous laissons ces rêves idylliques aux imaginations simplistes des petits-fils de Florian.

André Girard.

LACHE AGRESSION

Samedi soir, une bande de voyous a assailli notre ami Denéchère au sortir de la réunion du Groupe des Travailleurs communistes du XII. Pendant que l'un lui tenait les bras après lui avoir relevé son vêtement sur la tête, un autre l'a frappé au visage avec un coup de poing américain. Attirés par le bruit de la lutte des camarades sont accourus, mais les braves assaillants, ne se trouvant plus plusieurs contre un, ont pris la fuite.

Ces individus, dont les accointances policières sont bien connues, publient, paraît-il, une immondice hebdomadaire dont la caisse est uniquement alimentée par le produit du chantage pratiqué sous l'œil bienveillant et protecteur de la police.

Les choses n'en resteront pas là.

DES FAITS

La misère est extrême en Sardaigne et le *Secolo*, d'après un journal de Sassari, donne les détails suivants :

« La situation est surtout désolante à Gairo et elle ne pourra certes pas être modifiée par la récolte des grains qui, à part un peu d'orge, est absolument précaire.

« On s'en fera une idée en apprenant que, le 29 mai dernier, sur 245 ventes forcées pour non-paiement des contributions, seize contribuables seulement ont pu, au dernier moment, acquitter leur dette. Tous les autres ont été expropriés au bénéfice de l'Etat.

« Le même jour, il y a eu à Jerzu 197 ventes par expropriation. Parmi les expropriés, il en est deux qui, pour une dette de *quinze ou seize centimes*, ont été dépouillés de leur lopin de terre. Dans cette seule perception de Jerzu, en trois ans de misère et de faim, *neuf cents* petits propriétaires ont eu le même sort. »

* * *

Le 5 juin dernier, le steamer *Thibet*, de la Compagnie Fraissinet, embarquait à Dakar une cinquantaine de Sénégalaises et leurs enfants, à destination de Madagascar, où ils rejoignaient leurs époux et pères, tirailleurs sénégalais.

Après douze jours de traversée, ils arrivaient à Marseille et étaient parqués au Frioul, dans l'attente du courrier de Madagascar, viâ Suez, qui partait le 25.

Mais on s'aperçut que le vapeur *Pérou*, qui partait le 20, allait également à Madagascar, viâ Capetown, il est vrai, c'est-à-dire par la côte occidentale d'Afrique.

— Pourquoi laisser cinq jours ici ces négresses et négrillons? se demanda l'administration. Puisqu'ils peuvent partir de suite, embarquons-les.

Ainsi fut fait.

Or, le *Pérou* faisait escale à différents points de la côte, notamment à Dakar, où avait eu lieu l'embarquement.

Vous pouvez juger de l'ahurissement de la bande noire quand on va la ramener à son point de départ, après 25 jours de promenade en mer, alors qu'elle croira voguer pour Madagascar.

Quelle opinion voulez-vous que ces gens-là conçoivent d'une civilisation qui se traduit par de semblables incohérences?

Je plains de tout mon cœur les pauvres noirs dont on va tourneboulér ainsi l'entendement; mais je plains surtout le contribuable français qui solde les notes de ces coûteuses fantaisies.

(*Libre Parole* du 26 juillet 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Justice. — Cette semaine, c'est la Justice qui tient le record de l'abracadabrance. Le déliquescent Rességuier avait trouvé très ingénieux, pour se dédommager de la grève que son entêtement sénile avait fomentée, entretenue et fait durer plusieurs mois, d'intenter une action en dommages et intérêts à Jaurès et aux deux journaux *la Dépêche* et *la Petite République*, pris au hasard dans le tas de ceux qui avaient soutenu les verriers de Carmaux. Cette grotesque prétention avait été rejetée en première instance. Mais la cour d'appel de Toulouse, dont le président est l'illustre Fabréguette, ami de Rességuier, a, dans sa haute sagesse, jugé parfaitement fondée la réclamation de ce gâteux. Dans un long, diffus et obscur exposé de considérants, elle a décidé, en dépit de toute logique, que le fait d'exprimer un avis favorable aux revendications des grévistes tombait sous le coup de la loi et a estimé le dommage causé à l'ami de son premier président à 15.000 francs que les journaux en question et Jaurès auront à payer pour immixtion dans les affaires d'autrui.

Si les verriers avaient du temps et de l'argent à perdre, il leur resterait à jouer la farce à la Justice de poursuivre à leur tour les journaux qui, comme l'organe d'Yves Guyot, et *le Temps*, par exemple, ont, pendant la durée de la grève, soutenu leur patron contre eux. Ce serait sans doute aller au-devant d'un échec certain, mais il serait curieux de bien montrer par un exemple aussi frappant que la Justice est faite contre les pauvres et pour les riches, contre les prolétaires et pour les possédants.

Maintenant, à ceux qui prétendent que pour la réalisation d'une société anarchiste, il faudrait que les hommes fussent des anges, ne peut-on pas retourner l'argument et démontrer par cet exemple que c'est au contraire dans la société actuelle que ces anges seraient indispensables. Les juges sont des hommes. Leur demander de faire, dans l'exercice de leurs fonctions, table rase de leurs intérêts, de toute préoccupation d'avancement, de toute solidarité de classe, etc., c'est les prier de faire descendre la lune sur la terre. Il faudrait qu'ils fussent des anges, et rien, hélas! n'est aussi peu angélique qu'un juge!

* * *

Police. — Une marchande des quatre saisons, Mme Buisson, brutalisée par un agent de son quartier et condamnée pour ce fait à une amende pour « outrages aux agents », avait réussi à faire mettre à pied un camarade de son persécuteur qui passait ses journées chez les marchands de vins. Alors tous les sergots du quartier se liguèrent contre la pauvre femme et l'un d'eux déclara même qu'il ne serait content que lorsqu'il lui aurait fait attraper de la prison. Effectivement il l'arrêta de nouveau, et la marchandise de Mme Buisson fut saisie et vendue sans profit pour elle. Mais les paroles de l'agent furent rapportées et une indemnité fut accordée à sa victime. Furieux, l'agent ne cessa de la harceler partout où il pouvait la trouver. Si bien que celle-ci, affolée, ayant reçu ces *jours derniers* une lettre de convocation de la Préfecture, aima mieux en finir avec la vie.

La Préfecture compte un assassin de plus. Cela n'a rien qui la puisse émouvoir ni surprendre.

* * *

Encore la Police. — Du fait suivant, j'ai été personnellement témoin, et je tiens à le relater ici, tel qu'il s'est passé devant mes yeux. Le propre de la police est d'altérer la vérité; or, comme pour pouvoir l'altérer il est nécessaire de la bien connaître, je m'empresse de la transmettre au préfet de police afin qu'il puisse en faire son profit et mentir à bon escient en cas d'une demande d'explication.

Samedi dernier, vers deux heures de l'après-midi, sur le boulevard Sébastopol, à la hauteur de la rue de Rambuteau, un gamin harcelait un porteur aux Halles qui, sans être dans un état d'ivresse manifeste, était ce qu'on appelle légèrement « éméché ». Celui-ci, impatienté, finit par allonger une taloche au gamin. Aussitôt, l'agent portant le n° 193 du premier arrondissement, qui depuis un moment guettait mon homme, intervint brutalement et chercha à l'éloigner en le bousculant. A chaque poussée, celui-ci se retournait et, *poliment* d'abord, cherchait à faire comprendre à l'agent qu'il dépassait la mesure permise même à un roussin. La brutalité de l'agent, à toutes ces observations, ne faisait que s'accroître. Enfin, en désespoir de cause, le porteur tira sa médaille et lui dit : « Je suis un honnête homme, puisque votre Administration a cru pouvoir me confier une médaille de porteur. » A ces mots, la fureur de l'agent redoubla et il se mit à injurier son interlocuteur, l'appelant « portaillon ! » etc. Ce dernier, poussé à bout, et, peut-être, un peu surexcité par la boisson, finit par s'emporter. L'agent alors se rua sur lui et avec une brutalité révoltante l'entraîna au poste, malgré les protestations du porteur. Chemin faisant, trois autres agents vinrent lui prêter main-forte. L'agent 193, bien que l'ouvrier fût, dès lors, dans l'impossibilité de résister, continuait à l'injurier, et, le tutoyant, ne cessait de lui répéter : « Oui, tu vas voir, tout à l'heure. » N'ayant pas mes entrées dans les postes de police, je n'ai pu constater si le malheureux a été passé à tabac, ce qui est probable, étant données les

promesses réitérées de l'agent. Un policier, on le sait, n'a qu'une parole.

Je m'empresse de signaler ce zélé serviteur à la bienveillance du préfet. Les galons de sous-brigadier et sa nomination dans les brigades d'assommeurs politiques seront la juste récompense d'une énergie pareille.

⁂

Guignol. — Les collectivistes ont tenu ces jours-ci un congrès dans leur bonne ville de Lille. A ce congrès sont venus prendre part les députés marxistes allemands. Cette présence de députés allemands sur notre noble sol français a eu le don d'exaspérer quelques patriotards lillois qui crurent de bon ton de siffler et de huer les Allemands. Si encore le motif de cette bruyante manifestation avait été les nombreuses palinodies des pantins en question, il n'y aurait rien eu à dire. Mais non! la manifestation fut patriotique et rien que patriotique.

Bobèche hué par Galimafré, le cas est rare et plaisant.

⁂

Grèves de Nantes. — La grève des galochiers-monteurs est terminée. Cette lutte, qui a duré huit semaines, s'est terminée par une augmentation d'environ 30 0/0 sur les anciens tarifs.

Celle des ferblantiers-boîtiers-soudeurs, qui protestent contre l'envahissement des fabriques par la femme et l'enfant, dure toujours. Les boîtiers demandent en outre la suppression de la boîte sertie qui, tout en étant un danger pour la santé publique, constitue pour eux une question de vie ou de mort de leur corporation.

André Girard.

Italie.

Le procès des vingt-trois anarchistes de Tremiti.

Foggia (Pouilles). — Le procès des vingt-trois anarchistes poursuivis pour avoir été mitraillés, le 1er mars dernier, à Tremiti, a été bâclé en cinq jours seulement, du 7 au 11 juillet, devant le tribunal de Lucera.

Il faut dire auparavant quelques mots sur ce tribunal. A Lucera, le tribunal traite les intérêts des accusés avec une légèreté et une insouciance phénoménales. Sa seule préoccupation est de faire vite et surtout de *condamner vite*, sans prendre le temps de se faire une idée nette des faits qu'il a à juger. Qu'importe en effet aux magistrats d'absoudre ou de condamner? Que leur importe à eux d'infliger 1 mois ou 1 an, 2 mois ou 2 ans de réclusion? Il faut se hâter, tout est là! La justice est toujours pressée.

Le 7 courant donc, les vingt-trois accusés furent traduits, bien emmenottés (1), par une trentaine de carabiniers devant le tribunal.

Le président s'attacha constamment à forcer les accusés à ne répondre qu'aux questions qu'il leur posait. A quelques-uns, comme à Binazzi, qui osèrent parler, la parole fut retirée.

Les vingt-trois carabiniers blessés par les pierres pendant la lutte vinrent déposer comme témoins. Leurs dépositions ne furent qu'un tissu de contradictions. Ce fut un spectacle ridicule et répugnant qui égayait et indignait à la fois le public. Celui-ci, dès le commencement, sympathisa avec les accusés : il avait bien compris de quel côté se trouvait la vérité.

Le long défilé des témoins, qui devait aggraver notre position, ne fut pas moins écœurant. Parmi eux cependant, il y eut le sous-lieutenant des grenadiers, M. Rossi, qui loua publiquement notre maintien à Tremiti. Cette déposition fit rougir les carabiniers et les pauvres gardes-chiourme blessés. A propos des blessures de ces messieurs, le médecin témoin, un jeune officier très timide et craintif (2), déposa que, quoique très légères, il fallut pour les guérir trente, quarante et cinquante jours! Au contraire, il déclara que celles des anarchistes, quoique graves et provenant toutes de coups de sabre, de revolvers et de mousquets, furent guéries en dix ou vingt jours. Il ajouta que pour tous ceux qui ne sont pas des savants — comme lui, sans doute, — ce fait paraît invraisemblable! Il va sans dire que cette assertion fut démentie par l'autre docteur expert, quoique le président lui ôtât la parole. Et il en fut toujours ainsi pour tous les témoins qui dirent la vérité. Ils n'étaient pas écoutés. Le tribunal écoutait avec attention les carabiniers, mais tous ceux qui déposèrent que les provocations étaient venues de ceux-ci, et que les anarchistes de Tremiti avaient fait preuve de modération, étaient sans cesse interrompus.

Cette attitude du tribunal nous fit comprendre, ainsi qu'à nos trois défenseurs et au public, que les juges avaient une consigne. Et, dès les premiers trois jours que dura l'interrogatoire des témoins, tout le monde fut convaincu que les condamnations avaient été préparées d'avance. Mais il fallait sauvegarder la *digne arme* des carabiniers royaux, qui sont le rempart des institutions.

Le réquisitoire du ministère public fut un long et fastidieux panégyrique des carabiniers. L'avocat du gouvernement termina en disant qu'il avait déjà absous les carabiniers et les gardes du meurtre d'Argante Salucci, ainsi que des blessures faites aux autres blessés, parce qu'ils avaient agi en cas de *légitime défense*. Il soutint la préméditation de la rébellion, et demanda, pour deux des accusés, 4 ans et 9 mois de réclusion et 4 mois de surveillance spéciale, et, pour les autres, 3 ans et 9 mois de réclusion et 3 ans de surveillance.

Nos défenseurs, les avocats Colasanto et De Palma, et le professeur Michele Longo démontrèrent toute l'absurdité des accusations en fait et en droit. L'avocat De Palma essaya aussi, malgré les interruptions du ministère public et du président, d'exposer les raisons d'être de l'anarchie. Le professeur Longo traita largement la question de droit et démontra clairement l'erreur judiciaire dont les anarchistes étaient les victimes. Mais leurs efforts ne purent être couronnés de succès.

Le tribunal, nous le répétons, avait son mot d'ordre. L'avocat De Palma le fit remarquer au tribunal même. Si le tribunal ne condamnait pas les anarchistes, il aurait dû condamner les carabiniers. Dans ce dernier cas, les institutions n'étaient pas sauves. Aussi condamna-t-il Poggiali et Tesserini à 19 mois de réclusion, Binazzi à 14 mois, Leombruni et Guidi à 12 mois, et Manfredi, Grassi, Tranini, Corsaletti, Del Lungo, Pappini, Cesari, Alari, Scopetani, Torrini et Tabacchi à 15 mois et tous seize à 1 an de surveillance spéciale. Il acquitta Musetti, Lodi, Scheggi, Ruocco, Bartolommei, Tonetti et moi. Les mains du président, tandis qu'il lisait la sentence, tremblaient. Le public, indigné, le remarqua.

Roberto d'Angio.

(1) Cette opération fut confiée aux carabiniers qui avaient pris part au conflit.

(2) Ce docteur, le soir du 1er mars, eut une telle peur qu'il se présenta à l'infirmerie (après y avoir été obligé par le directeur de la colonie), accompagné de dix carabiniers armés jusqu'aux dents. L'infirmerie était pleine des blessés anarchistes. Ceux-ci, bien que leur sang inondât le pavé, *protestèrent et ne voulurent pas le recevoir*. Lorsqu'il revint, il demanda la protection d'un compagnon, qui lui répondit : « Monsieur le docteur, la science n'a rien à craindre des anarchistes. »

Belgique.

Thonar, l'auteur des articles poursuivis du journal *l'Insurgé*, a comparu devant la cour d'assises de Bruxelles.

Après un grotesque réquisitoire d'un nommé Dens, substitut de l'avocat général, la défense de Thonar a été présentée par Me Salkin, jeune avocat d'Ixelles. Dans une brillante plaidoirie, celui-ci a réfuté les âneries et les méchancetés débitées par le sieur Dens et a discuté l'accusation avec un talent vraiment remarquable: il est parvenu à arracher un acquittement sur l'article relatif à l'apologie d'Emile Henry; quant à l'article relatif à la Commune, il a valu à Thonar la condamnation minimum de deux mois. Ce verdict a été accueilli par les cris de : Vive l'anarchie!

⁂

La foire électorale est terminée, législativement parlant : l'heure de la réflexion est donc arrivée.

Sans doute, le parti ouvrier belge ne faufile au Parlement qu'une médiocrité repoussante du nom de Defnet, grand perroquet du forum namurois; les personnalités marquantes comme De Greef et Debrouckère ne peuvent, en effet, percer d'aucune façon sous un régime de médiocratie comme celui de la Belgique. Il est néanmoins incontestable que le P. O. a le vent en poupe, que le courant est à la conquête des pouvoirs publics et que les masses laborieuses, surtout dans les centres industriels, suivent béatement les aspirants dictateurs du quart-Etat.

Quoi d'étonnant?

Les fautes énormes du parti clérical, la déconfiture du libéralisme, l'arrivée tardive et incohérente de la démocratie chrétienne, ainsi que l'exiguïté même d'un territoire où fermentent tant de haines : voilà autant de circonstances qui ont accéléré la marche du P. O.

Malheureusement, il y a le revers de la médaille : tout d'abord le socialisme du P. O. est un socialisme réduit à sa plus simple expression, saupoudré de bourgeoisisme, dirigé par des avocats autoritaires ou zwanzeurs, fait de compromis suspects, de transactions multiples, exploitant les griefs les plus mesquins, tel le grief du petit verre d'alcool! Puis, absorbé par les calculs électoraux, ce parti dédaigne visiblement les cimes élevées des principes, laisse dans l'ombre la lutte économique, devient la proie des flaireurs de mandats, étouffe les visées larges et généreuses de ses éléments jeunes et se transforme en une vraie ruche où bourdonnent les rivalités personnelles étalées au grand jour dans le journal *la Bataille*.

Numériquement il a grandi, mais moralement?

La conviction est-elle bien profonde chez ceux qui crayonnent dans les isoloirs électoraux?

L'avenir est certainement sombre de menaces et de désillusions ; le suffrage universel, longtemps attendu comme un messie, a trop vivement fasciné les ouvriers pour que ceux-ci ne se montrent terribles lorsque viendra l'époque des mécomptes.

De deux choses l'une, en effet : ou bien le P. O. deviendra sous peu majorité, grâce aux défigurations hideuses apportées par lui à l'idée socialiste ; dans ce cas, son impuissance à résoudre le problème de la misère sera étalée aux yeux des plus naïfs ; ou bien la conquête des pouvoirs publics ressemblera à la recherche de la pierre philosophale et alors les masses, blasées du bulletin de vote, reviendront à une conception plus saine du socialisme et à une notion plus claire de leurs véritables intérêts.

En tout état de cause, on les comprendra alors, les hommes clairvoyants de l'idée libertaire, aujourd'hui en infime minorité, mais sachant dire au peuple *toute la vérité* à une époque où la classe ouvrière est devenue l'objectif des flagorneries et des ambitions malsaines.

Gardant leur calme au milieu des folies universelles, démêlant dans les erreurs du présent de précieux enseignements pour l'avenir, les anarchistes doivent, plus énergiquement que jamais, refuser toute entente, toute transaction avec les politiciens de divers ordres; loin d'échafauder de nouvelles combinaisons de ralliement des « mécontents du P. O. », ils doivent maintenir l'intégralité absolue de l'Idée, dissiper les malentendus pesant sur nos conceptions, surtout *ne rien promettre* aux masses déjà trop bernées.

La portée scientifique de l'anarchie est d'ailleurs comprise par de nombreux intellectuels; écœurés de la politique devenue l'apanage des agents de bas étage et des fruits secs d'université, les jeunes gens sérieux et désintéressés étudient nos aspirations et veulent marcher de l'avant. C'est de bon augure.

Bref, le rôle des anarchistes n'était pas fini, malgré des trahisons notoires ; il était simplement interrompu ; bientôt notre vitalité s'affirmera puissamment.

P. Flaustier.

Suisse.

Berne. — Une troupe théâtrale est venue se fixer à Bienne. Le directeur de cette troupe monta une revue : *Bienne à vol d'oiseau*. Cette pièce renferme des allusions à quelques-uns des abus bureaucratiques qui caractérisent l'administration *bernoise*. Le public ouvrier vint en masse témoigner sa reconnaissance à l'auteur et lui prodigua ses frénétiques applaudissements.

Une quatrième représentation était annoncée, lorsque le préfet fit interdire la pièce ; ce fonctionnaire adressa à Berne un rapport dans lequel il ne craignit pas de mentir en assurant que cette pièce causait des troubles en ville; la vérité est qu'elle y avait provoqué un immense éclat de rire aux dépens de l'autorité et de ses amis.

Enfin, sous un prétexte quelconque, le préfet a fait arrêter le directeur de la troupe.

Le *Handels Courrier* est le seul journal de Bienne qui ait osé s'élever contre ces actes; il les a comparés à ceux d'un fonctionnaire moscovite.

Un facteur rural, le sieur Schnebeli, a été, par son oncle, le conseiller fédéral D..., nommé réviseur de l'administration des postes à Berne, place aux appointements de 3.600 francs. Décédé il y a quelques semaines, sa fille majeure a été pourvue d'une bonne situation dans les postes, et son fils, âgé de dix-huit ans — toujours par l'oncle D..., conseiller fédéral — extrait du gymnase et casé dans le palais fédéral aux appointements de 2.600 francs.

Le *Berner Tagwacht* et le *Zürcher Volksblatt* estiment que pareil népotisme rend inutile l'acquisition de connaissances spéciales pour postuler une

place dans les administrations officielles. « A quoi sert d'être docteur en philosophie ou en jurisprudence si, pour arriver aux plus hautes places, il importe seulement d'avoir un oncle conseiller fédéral? »

Ce protectionnisme, selon nous, est avantageux, il recrute le « prolétariat savant », ainsi nommé par les Allemands. Le nombre des pauvres diables pourvus de diplômes augmente dans une proportion réjouissante.

***

Trois demandes de referendum ont été lancées : la première, contre le code disciplinaire militaire, a réuni 69.810 signatures; la seconde, contre la comptabilité des chemins de fer, 60.388; et la troisième, contre la loi sur le commerce du bétail, 46.664.

Nous croyons que le nouveau code pénal militaire sera repoussé. Ce code est une honte : faire des milices suisses une « grande muette », telle a été la préoccupation des élus. Leur projet, tout farci de châtiments, a pour seule base la servilité humaine.

Avec ce code, l'autorité militaire pourrait punir disciplinairement un militaire même dans la vie civile « pour tout ce qui a trait à ses devoirs de service ».

Pour le coup, nous en verrions de belles.

Impossible de prédire le sort de la loi concernant la comptabilité des chemins de fer : ce projet a pour lui les actionnaires ferrugineux cherchant à sauver leurs actions; le troupeau des votards socialistes étatistes, auxquels les meneurs, flairant de grasses sinécures, présentent ce qu'ils appellent la nationalisation des chemins de fer comme un immense progrès; puis tous les partisans de la centralisation fédérale, très nombreux dans les grands cantons de langue allemande; enfin, les ouvriers et employés des lignes ferrées, qui se figurent que leur situation sera de beaucoup améliorée le jour où l'Etat remplacera le capital.

D'autre part, la puissance grandissante des pouvoirs fédéraux mécontente de gros contingents. Les piteux résultats obtenus avec le monopole de l'alcool voté il y a huit ans et demi ont ouvert les yeux de nombreux ex-partisans du rachat des chemins de fer par l'Etat, car cette loi sur la comptabilité n'est pas autre chose qu'un grand pas fait dans le rachat des lignes aux compagnies.

Le produit net annuel du monopole de l'alcool est inférieur de 4 millions aux prévisions, c'est-à-dire est de 43 0/0 moindre que la somme promise aux votards par les politiciens avant l'adoption du monopole.

Les frais du monopole sont énormes : 3 fr. 95 par quintal, c'est beaucoup plus du double du bénéfice brut maximum réalisé autrefois par le commerce intermédiaire. Avec le monopole, plus les recettes diminuent, plus les frais d'administration grossissent.

Depuis huit ans, impossible de se procurer de l'alcool de bonne qualité; depuis huit ans, la proportion des meurtres causés par l'alcool n'a pas diminué, au contraire.

En voilà assez pour faire réfléchir les partisans des monopoles sans parti pris, et beaucoup ont réfléchi.

***

Zurich. — Si les ouvriers veulent avoir un secrétariat, ils doivent le payer de leurs deniers. Un secrétariat ouvrier payé par la caisse gouvernementale n'est et ne peut être qu'une succursale du département de justice et police.

La corporation des ouvriers et employés des chemins de fer suisses, libre des liens politico-policiers, a obtenu, sinon tout ce qu'elle réclamait, du moins d'importantes concessions de la part de puissantes compagnies. Si ces ouvriers et employés, au lieu d'avoir leurs agents à eux, avaient compté sur des élus ou sur le Secrétariat officiel, ils n'auraient absolument rien obtenu, ou plutôt ils auraient obtenu des promesses.

C'est ce que comprennent fort bien nombre d'ouvriers et ce qui rend difficile et parfois impossible l'exécution des ordres donnés par les gouvernants au Secrétariat ouvrier. « Quiconque est magistrat (ou fonctionnaire), déclarait Saint-Just, n'est plus du peuple. »

Un tiers ou un quart seulement des ouvriers des districts zurichois, au centre desquels se trouve Winterthur, a daigné répondre au questionnaire adressé par le Secrétariat officiel aux ouvriers.

« Nous considérons, dit la *Feuille d'avis fédérale*, comme manqué l'essai de statistique ouvrière entreprise par le Secrétariat ouvrier. La principale cause de cet échec réside dans la répugnance qu'éprouvent nos ouvriers à déclarer leur salaire. Cette répugnance n'est — heureusement — pas l'apanage des ouvriers suisses. »

L'ouvrier sait que ce n'est pas pour ses beaux yeux que le gouvernement lui envoie des formulaires. Le formulaire rempli, vient la carte de nouveaux impôts à payer.

Il est intéressant de remarquer que c'est précisément après avoir constaté une fois de plus l'inutilité du Secrétariat ouvrier que les gouvernants ont créé une crèche de plus dans cette officine policière.

X.

Espagne.

Je n'ai pas besoin — je suppose — de vous expliquer combien est devenue difficile la situation des anarchistes en Espagne, surtout depuis les derniers événements de Barcelone, survenus au moment où la propagande était plus active, plus efficace et plus sérieuse que jamais.

En Catalogne, le centre anarchiste peut-être le plus important du monde, les camarades sont en prison ou en fuite; toute la région est soumise à l'état de siège, et la juridiction militaire poursuit activement, quoique sans résultat, le procès des anarchistes.

A Madrid et partout, les autorités militaires aussi bien que la police accablent les anarchistes de leurs poursuites et les Cortès se préparent à voter des lois contre nous et notre propagande.

Et cependant c'est le moment où la publication des journaux anarchistes devient plus nécessaire que jamais pour notre défense, pour celle des camarades arrêtés et pour lutter contre la police.

Il est très décourageant pour les camarades de ne pas avoir à lire nos journaux dans cette circonstance si critique. Je pense qu'il est absolument indispensable de faire paraître des journaux pour avoir de cette façon notre voix dans la discussion avec l'autorité, la société et la presse bourgeoise, et pour donner du courage à nos camarades d'Espagne. Depuis quelques jours la situation s'est quelque peu améliorée, hors de la Catalogne, bien entendu. Nous pensons publier la *Idea Libre* avant peu, si les camarades nous apportent l'appui nécessaire.

Allemagne.

Une concurrence épouvantable. — Les propriétaires silésiens, si l'on en croit le *Vorwærts*, ont résolu de remplacer par des coolies chinois les ouvriers de campagne indigènes, russes et polonais dont les exigences deviennent excessives. Un propriétaire foncier de Munsterberg a déjà conclu un arrangement avec un agent berlinois qui doit lui expédier prochainement tout un lot d'« hommes jaunes ». Les frais d'entretien des coolies s'élèveront, tout compris, à 1 marc par jour : leur nourriture consistera presque exclusivement en riz. Il est bien entendu qu'ils viendront seuls à Munsterberg, et que leurs femmes garderont le foyer conjugal, pendant l'absence de leurs maris.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Jeunesse antipatriote du XIIe. — Bien des jeunes gens ignorent le but réel du patriotisme. Nous voulons faire un grand effort pour leur faire comprendre que ce « grand mot », tant vanté par la bourgeoisie, n'est qu'un leurre, et que ceux des exploités qui s'y laissent prendre ne font que le jeu de leurs exploiteurs.

Réunion le lundi 3 août, salle Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat.

***

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 1er août, à 9 heures précises, au local convenu.

***

Saint-Denis. — Les camarades se rencontrent tous les jeudis soir, de 7 h. 1/2 à 10 heures, pour causer, lire ou discuter.

***

Les Libertaires de Clichy-Levallois se réunissent, 123, boulevard National, à Clichy, dimanche prochain, 1er août, à 2 heures très précises. Ils invitent les jeunes gens à venir écouter la conférence que fera sur les idées anarchistes le camarade Langlais. Ensuite promenade à la Grande-Jatte à 3 heures précises. Tous les naturiens et les socialistes sont cordialement invités à venir discuter avec nous.

***

Solidarité internationale. — Les camarades de la *Idea Libre* de Madrid, à bout de ressources par suite de la situation créée en Espagne aux anarchistes depuis les derniers événements de Barcelone, et dont correspondants et vendeurs sont pour la plupart en prison, désirent faire paraître de nouveau le journal dont la publication a été suspendue au numéro 111; mais, se trouvant sans argent pour le début, ils font appel à la solidarité des camarades de tous pays en les priant d'aider à cette œuvre de propagande.

Prière de faire les versements aux bureaux des *Temps Nouveaux*.

***

Le groupe de camarades allemands siégeant à Londres a envoyé 275 francs en Espagne pour secourir les familles des arrêtés à Barcelone.

***

Reims. — Samedi 1er août, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale organisée par les anarchistes de Reims.

Ordre du jour : 1° Causerie par le camarade Liénard; 2° chants, poésies révolutionnaires.

Entrée gratuite.

Une collecte sera faite à l'entrée au bénéfice de la *Clameur*, une autre à la sortie au bénéfice des enfants de Mignot, de Vienne (Isère).

***

Saint-Etienne. — Tous les camarades sont convoqués au siège provisoire du Cénacle Plébéien, place de la Croix, n° 4, au café Loste, samedi 1er août, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : Le *pain gratuit* est-il bon ou mauvais?

Dimanche 2 août, sortie champêtre du Cénacle. Rendez-vous des camarades, de 3 à 4 heures, au café Châtagnier, place Belleville. A 4 heures, départ pour la Jamaillière. Casse-croûte. Excursions et concert.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De la Vie et du Rêve, par Henry Bauer; Simonis Empis, éditeur, 21, rue des Petits-Champs.

Les Evénements crétois du 24 mai 1896, par la députation des musulmans de Crète; imprimerie et lithographie L. Lhen, 34, rue du Four.

La Sociedad, su presente, su pasado y su porvenir, par E. Z. Arana.

Le Communisme révolutionnaire, par Chrétien Cornelissen; édition de la *Société Nouvelle*, Bruxelles.

***

Vient de paraître : *The Alarm*, organe anarchiste, 60, Red Lion Street, Londres.

AVIS

Plusieurs camarades nous ont écrit pour nous demander si La Grande Famille, *de Grave, avait paru. Nous avons annoncé le livre de notre ami, lors de son apparition, dans le n° 10 de cette année.*

On le trouve au bureau des Temps Nouveaux *au prix de 2 fr. 50; par la poste, 2 fr. 75.*

PETITE CORRESPONDANCE

Heilig, à Londres. — Est-ce l'*Anarchie et son idéal* ou bien l'*Anarchie dans l'évolution*, de Kropotkine, que vous voulez? Votre adresse?

E. Alt., à Lisbonne. — Les deux francs envoyés représentent un abonnement de trois mois.

Reçu pour la famille Mignot : M., à Saint-Aubin, 1 fr.

Reçu pour le journal : E., à Cette, 1 fr. 10. — G., à La Palisse, 2 fr. 10. — J., à Messimy, 0 fr. 90. — C. M., à Nîmes, 2 fr. — V., à Nîmes, 1 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Roubaix. — V., à Roubaix. — M., à Troyes. — B., à Marseille. — J., à Montpellier. — J. M., à Marseille. — B., à Seraing. — R., à Orbetello. — M., à Antibes. — V., à Nîmes. — S., à Nîmes. — E. A., à Lisbonne. — H., à Angers. — F., à Amiens. — D., à Reims. — G., à Beauvais. — C., au Havre. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 15

DIX CENTIMES

DU 8 AU 14 AOUT 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

NE CRAIGNONS PAS LA VÉRITÉ

Ce qui a surtout contribué à ravaler l'individualité, ce sont toutes les entités sorties de l'imagination humaine.

Tous les phénomènes cosmiques, atmosphériques et physiques que l'homme voyait se dérouler sous ses yeux, sans pouvoir s'en expliquer la raison ni le mécanisme, lui donnèrent l'illusion d'une volonté cachée, supérieure à la sienne.

En butte à leurs effets, ils devinrent pour lui les actes d'un être supra-terrestre doué d'une grande puissance, puisque sa volonté se traduisait en actes d'une grandeur terrifiante, parfois.

Les éclairs, le roulement du tonnerre, la pluie, le vent, les tempêtes, furent les signes de l'activité d'êtres invisibles manifestant ainsi leur présence à l'homme terrifié. Ce ne dut être que plus tard que chaque élément fut anthropomorphisé et devint une entité abstraite, commencement d'une Divinité qui prenait place en l'Olympe qui se développait en l'imagination humaine.

Mais lorsqu'on attaqua l'idée de Dieu, l'esprit anthropomorphisateur de l'homme ne pouvait disparaître ainsi, brusquement. Dieu n'existait pas, cela fut entendu, mais la Nature, les Forces, la Matière, les Lois Naturelles, toutes les attributions de la Divinité défunte héritèrent de son omnipotence et devinrent autant d'entités, agissant et voulant, et se substituant aux autorités mortes dans le cerveau de l'homme qui se trouvait autant esclave que la veille, tout en croyant s'être libéré.

« La Nature veut ceci ! » — Les Lois Naturelles ont décrété cela ! » : les effets devenaient ainsi des causes, et, toujours, l'homme s'agenouillait devant les Dieux qu'il avait créés !

Oh ! cet esprit métaphysique, ce qu'il aura fait de mal à l'humanité ! Aujourd'hui encore, parmi ceux qui acceptent l'explication transformiste de l'univers, combien envisagent la Nature, l'Evolution comme des êtres vivants, ne marchant qu'avec une volonté réfléchie, vers un but déterminé. Pour combien encore, il suffit d'écrire la Loi, l'Humanité, la Société avec une capitale pour qu'ils les voient instantanément se transformer en bonnes femmes en robe grecque, la tête ceinte de laurier, conduisant l'homme par la main, vers un ciel que, seules, elles connaissent !

.˙.

Ils ont chassé du ciel le bonhomme à barbe blanche des anciennes croyances, mais ils ne peuvent accepter que l'évolution de la vie ne soit qu'une opération chimique due aux hasards des combinaisons; ne subissant d'autre impulsion que celles données par les conditions premières qui lui ont donné l'existence, modifiées par les combinaisons nouvelles qu'elle traverse. Evolution qui suit le cours que lui font les propriétés de la combinaison, mais où il n'y a rien de voulu, rien de préconçu, les forces agissant selon leurs propriétés, et non parce que cela serait agréable à un but donné.

« Il est absurde, nous dit-on, de penser que l'Humanité va ainsi au hasard, que nous naissons et disparaissons sans un but supérieur nous rattachant aux générations passées et futures; il serait peu consolant de penser que les hommes auront passé sur la terre pour disparaître un jour, sans laisser plus de trace, au milieu des mondes assistant indifférents à la dislocation du nôtre. »

Toujours la théorie des causes finales ! « Cela existe parce que cela a été créé en vue d'une utilité quelconque ! » La superbe de l'homme ne peut se faire à l'idée qu'il n'est qu'un accident de forces en mouvement; il lui faut, par-dessus tout, une théorie qui lui laisse l'illusion d'une survivance quelconque. Eh bien, non ! Quelque décevant que cela soit pour notre infatuation, il faut en rabattre de cette prétention qui veut, à toute force, faire graviter la création autour du genre humain; cela existe parce que des forces en contact ont donné naissance à tel ordre de phénomènes ayant trouvé des conditions d'évolution qui l'ont poussé dans telle direction, mais cet ordre de phénomènes aurait très bien pu ne pas avoir lieu, si les conditions d'évolution avaient été tout autres. L'humanité — sans grand H — n'est elle-même qu'un accident de l'évolution des forces naturelles, elle ne marche vers aucun but défini. Son évolution n'est que la composante des individualités qui la composent, et, pour celles-là, le but c'est de s'accommoder de leur mieux aux conditions présentes de la vie. Et la vie vaut assez par elle-même, pour que ceux qui en jouissent cherchent à se la rendre la plus agréable possible.

.˙.

« Alors, nous dira-t-on, c'est la lutte pour la vie dans toute son horreur que vous proclamez, c'est le déchaînement des appétits les plus grossiers, la mort de tout idéal ? »

Pas le moins du monde. La société actuelle, produit séculaire de l'égoïsme étroit qui ne cherche qu'à se satisfaire, au détriment d'autrui, s'il le faut, n'ayant en vue que la satisfaction immédiate, sans s'occuper des conséquences ultérieures, nous montre que les individus ont suivi une mauvaise voie pour trouver le bonheur sur la terre.

Elle nous démontre qu'un bien présent peut être la conséquence d'un plus grand mal futur; elle nous enseigne que la satisfaction égoïste, isolée d'un besoin, au détriment d'un semblable, peut en empoisonner le souvenir en notre mémoire, alors que le besoin est passé, et qu'alors, mécontents de nous-mêmes, nous n'y trouvons qu'amertume; que, pour être complet, le plaisir, au lieu d'être pris au détriment de nos semblables, doit se partager avec eux.

Anneaux d'une chaîne, les individus subissent l'impulsion de ceux qui les ont précédés, comme ils impulsent ceux qui leur succéderont. Notre activité, nos actes, voilà ce qui nous rattache au genre humain.

Si nous voulons nous survivre, faire que notre souvenir ne meure pas avec notre corps, faisons quelque chose d'utile à nos semblables. Apprenons que chacun de nos actes se répercute, dans notre milieu, sur les actes de ceux qui nous entourent, et ainsi de suite, dans l'espace et le temps, absolument comme les ondes que met en mouvement la pierre jetée à l'eau. Pour que les ondes se multiplient et que leur élargissement devienne de plus en plus grand à notre œil, il suffit de jeter à l'eau d'autres pierres.

Ainsi nous nous rattachons aux générations; plus nos actes utiles auront été répétés, plus vivace sera notre souvenir, plus d'espace il embrassera. Mais écartons donc une bonne fois pour toutes ces fantasmagories métaphysiques, produit de notre orgueil qui ne veut pas admettre que notre individualité disparaisse à jamais dans le grand tout pour former des combinaisons nouvelles qui ne seront plus « Lui ».

Pour donner satisfaction à ce sentiment, on avait inventé l'âme qui allait se réfugier, à notre mort matérielle, en un Paradis hypothétique; comme de juste, cette âme était faite à l'image de notre corps. — Pouvait-on la concevoir autrement?

Pour l'en différencier, expliquer son existence, on la supposa formée d'ombre, d'un fluide inconnu, on la baptisa immatérielle, mais ce n'était, et ne pouvait être, qu'une déformation de ce que nous avions sous les yeux.

Cette âme atteinte par les coups qui frappaient à mort la Divinité est en train, comme elle, de se transformer. Comme cette dernière, elle a subi toutes les transformations. De chose vague, d'abord, imprécise, confuse, elle était devenue une entité subjective aux contours arrêtés. Attaquées par la science qui démontre leur irréalité, elles s'atténuent, redeviennent flou, imprécises, sans contours, jusqu'à ce qu'elles s'envolent en la fumée dont elles sont formées.

.˙.

« Il était consolant pour l'homme, nous dit-on, d'espérer revivre en une autre vie où il retrouvait ceux qu'il avait aimés ! Pourquoi lui enlever cette illusion qui lui faisait accepter les misères de la vie sans murmurer, alors que nous n'avons rien autre à lui offrir en place ? »

Parce que le catholicisme nous a inculqué un effroi incompréhensible de la mort; parce que, trop infatués de l'importance de notre espèce,

nous ne voulons pas accepter ce que nous appelons notre déchéance : il nous faudrait donc respecter les illusions, œuvre de notre imagination?

Habituons-nous donc à envisager les choses telles qu'elles sont. Pourquoi se réfugier dans le mensonge? sous le fallacieux prétexte qu'il est plus consolant que la réalité? alors qu'en définitive, nous n'arrivons pas même à nous leurrer. Comme tout ce qui vit, l'homme naît et meurt, en tant qu'individu, et les matériaux qui le composent, se dissociant, se transforment et s'associent en de nouvelles *combinaisons*, ne laissant plus *trace* des combinaisons antérieures : telle est la vérité.

Et cela choque notre soif d'éternité! Nous voudrions perdurer, nous *survivre*, et notre cerveau a créé toute cette fantasmagorie de larves, d'ombres, d'âmes, d'esprits qui s'agitent derrière la mort, inventé des mondes inconnus où nous renaîtrions à l'immortalité, alors que le globe qui nous porte est lui-même condamné à la dissolution. Chimère!

Nous voulons de l'idéal? — La vie sociale ne comporte-t-elle pas assez de grands sentiments *pour* nous y tailler des idéaux assez grands encore pour dépasser nos forces, et que nous soyons pour longtemps *encore* au-dessous de leur réalisation?

Nous voulons que, après notre mort, il subsiste quelque chose de nous? — Sachons nous rendre *utiles à nos* semblables en la vie. Soyons grands par le cœur, soyons forts par notre action sur notre propre être pour l'être sur celle de nos semblables : soyons utiles par le peu de beau ou de bien que nous pouvons faire, et alors notre individualité ne disparaîtra pas entièrement, nous nous survivrons par l'influence de ce que nous aurons fait, par l'exemple donné.

Ceux qui viendront après nous, plus ou moins influencés de l'impulsion que nous aurons pu produire, nous rattacheront, par leurs œuvres, aux générations qui les suivront. N'est-ce pas là la véritable survivance de l'esprit, plus que ce grossier spiritualisme qu'à tort on qualifie ainsi, puisque, en fait, il n'est que la matérialisation de nos concepts, que l'on n'a jamais pu nous le représenter qu'habillé de cette « vile matière » tant conspuée!

Jean Grave.

LE CONGRÈS DE LONDRES

Le Congrès est fini. La comédie que les autoritaires se proposaient de jouer, pour donner le change à l'opinion et se faire accréditer par elle comme les seuls représentants du socialisme international, a tourné à leur confusion et s'est déroulée ainsi que nous l'avions prévu. Leur intolérance, leur étroit sectarisme, ainsi que leurs jésuitiques manœuvres, se sont révélés de la plus éclatante façon. En vertu d'une interprétation mesquine des décisions du Congrès de Zurich, ils ont prétendu exclure du dernier Congrès tout délégué n'acceptant pas dans son intégralité l'Evangile selon saint Marx. Ils ont heureusement trouvé à qui parler. Malgré toute l'agitation entretenue durant des mois avant l'ouverture du Congrès, ils n'ont pu, en France, en Hollande, et en Angleterre, tout au moins, réunir une majorité favorable à leurs visées. Leurs tentatives d'exclusion ont avorté dans ces pays, et l'on a même vu trois députés français, venus là, confiants dans le prestige de leur réputation personnelle, dépourvus de mandats, sur le point d'être à leur tour exclus d'une assemblée dont ils se prétendaient les maîtres. Mais ceux qu'ils pensaient excommunier leur ont donné un bel exemple de tolérance dont ils auraient dû, semble-t-il, profiter, et qui eût dû aussi les engager à quelque pudeur. Au lieu de cela, ces délégués sans mandats, bannissant toute reconnaissance — celle-ci n'a sans doute rien de commun avec l'action politique — ont fait montre d'un acharnement sans vergogne envers les indépendants munis de mandats réguliers. Ils allèrent même jusqu'à contester la validité de leurs mandats, les accusant d'avoir été obtenus par fraude! A tel point qu'un de leurs coreligionnaires, le délégué Vandervelde, de Belgique, ne put s'empêcher de les rappeler au sentiment de leur fausse situation. Cette loyale protestation lui valut, il est vrai, les gracieuses épithètes de « traître », de « jésuite » qui lui furent adressées par ceux qui l'acclamaient quelques instants auparavant. Tant la franchise et la sincérité sont considérées par ces fourbes comme traîtrise et hypocrisie!

On a vu aussi ces scrupuleux interprétateurs des décisions des congrès antérieurs jeter aux orties tout leur rigorisme quand il s'est agi de gagner une voix de plus. La délégation française étant opposée à l'exclusion des antiparlementaires, ces parlementaires qui préconisent avant tout le respect de la majorité, mais à la condition que celle-ci leur soit favorable, ont aussitôt fait œuvre de révolutionnaires, en réclamant pour leur minorité le droit de voter à part, contrairement à tous les usages, à toutes les traditions du parlementarisme dont ils se recommandent avec tant d'énergie. Cette réclamation souleva les protestations de tous les indépendants présents au Congrès et eût été rejetée, si le président, un marxiste, pour sauvegarder les intérêts de sa coterie, n'avait suspendu la séance. Dans l'intervalle, on parvint à décider les Anglais à s'abstenir, et la motion fut acceptée.

Enfin, certains d'entre eux allèrent jusqu'à vouloir qu'une enquête fût faite sur l'opinion personnelle de chacun des délégués des syndicats, afin de savoir s'ils étaient, oui ou non, partisans de l'action politique. Cet excès d'autoritarisme ne trouva aucun écho.

Toutes ces discussions oiseuses, toutes ces luttes mesquines durèrent trois jours. Ensuite on examina ou plutôt on vota au pas de course les questions importantes qui faisaient l'objet du Congrès.

Les travailleurs du monde entier, dont les intérêts étaient le but de cette réunion, ont pu voir combien ils étaient chers, leurs intérêts, à ces sycophantes qui emplirent le Congrès de leurs querelles personnelles, au détriment de l'examen des questions importantes concernant la classe ouvrière. Ils ont pu apprécier le dévouement à leur cause, la sincérité des protestations électorales de ces candidats au pouvoir souverain. Les préoccupations de boutique qui n'ont cessé d'animer ces soi-disant représentants du prolétariat international, les auront éclairés, espérons-le, sur le sort qui les attendrait s'ils se risquaient un jour à mettre la direction de leurs intérêts entre les mains de ces pseudo-socialistes.

Ils en concluront, nous le souhaitons, qu'ils n'ont rien à attendre de ces faux amis, pas plus que des bourgeois, et que le mieux pour eux est de faire leurs affaires eux-mêmes, de ne compter que sur eux-mêmes pour s'affranchir et pour sauvegarder leurs intérêts.

André Girard.

DES FAITS

Vous connaissez l'histoire du banc peint en vert et de la sentinelle... Elle est toujours d'actualité. Ecoutez plutôt :

Jadis le service des dépêches était fait au gouvernement de Paris par trois cuirassiers en permanence à la Place.

Il y a trois ans, on confia à titre d'essai ce service à des cyclistes militaires chargés de porter à travers Paris les lettres du vieux Saussier. Les plantons vélocipédistes remplirent leur office à la satisfaction générale, et de provisoire qu'il était leur service devint définitif : depuis trois ans, ce sont eux, eux seuls, qui servent de facteurs au gouverneur de Paris.

Mais n'allez pas croire que les cuirassiers ont cessé de venir prendre leur poste. Ils ne portent plus les lettres : mais tous les jours, à la même heure, ils arrivent astiqués et sanglés. Ils descendent de cheval, dessellent leurs bêtes... et jusqu'au lendemain attendent, sans rien faire, que trois autres cuirassiers viennent à leur place méditer pendant vingt-quatre heures sur les beautés du métier militaire.

Et comme il n'y a aucune raison pour que ça ne continue pas ainsi perpétuellement, ça continuera jusqu'à perpet.....

Oh! le banc peint en vert et la sentinelle!

(*Intransigeant* du 4 août.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Statistique syndicale. — L'*Office du Travail* publie une statistique sur le mouvement syndical en France depuis 1884. Il résulte de ce travail que le mouvement syndical a suivi la progression suivante depuis 11 ans :

En 1884, le nombre des syndicats professionnels était de 175; en 1888, il y en avait 2.123; en 1891, 3.253; en 1894, 4.965 et, en 1895, 5.146.

Quant au nombre d'adhérents, il était de 481.433 en 1891, de 933.228 en 1894 et de 979.098 en 1895.

Enfin les bourses de travail étaient au nombre de 37, avec 658 syndicats et 73.858 adhérents en 1894 ; l'année dernière, elles n'étaient plus que de 34, mais le nombre des syndicats adhérents était de 586, avec 199.382 ouvriers.

Les syndicats patronaux ont 124 journaux, 97 offices de placement, 73 bibliothèques, 64 caisses de secours mutuels, 16 écoles professionnelles et 9 caisses de retraite ; depuis 1884, il existe 102 syndicats médicaux qui ont pour but de sauvegarder leurs intérêts et d'établir un tarif minimum pour les visites et les consultations.

Les syndicats ouvriers ont aussi diverses institutions dont les plus importantes sont des bibliothèques 410, caisses de secours mutuels 297, offices de placement 295, cours professionnels 113, secours de routes 293, caisses de chômage 94, caisses de prévoyance 45, sociétés coopératives de consommation 36, caisses de retraite 30, sociétés de production 17.

Les syndicats mixtes réunissant patrons et ouvriers d'une même profession ont peu prospéré jusqu'ici; ils comprennent 173 syndicats et 31.126 membres, tandis que l'année précédente ils comprenaient 177 syndicats et 29.124 membres.

Les syndicats agricoles sont au nombre de 1.488 avec 398.048 membres.

Les départements qui comptent le plus de syndicats sont : la Seine, 776 : 383 patronaux, 346 ouvriers, 34 mixtes et 13 agricoles; le Rhône, 221, dont 71 patronaux et 123 ouvriers; les Bouches-du-Rhône, 221 dont 77 patronaux et 109 ouvriers; le Nord 175, la Gironde 165, la Loire 158, l'Isère 139, etc.

Ceux qui comptent le plus de syndiqués sont : la Seine 287.358, le Nord 36.434, le Pas-de-Calais 33.420, le Rhône 30.709, les Bouches-du-Rhône 29.492, la Loire, 23 220, etc.

Les industries contenant le plus de syndicats sont : l'agriculture 1.188, la viticulture 324, la boulangerie 222, l'imprimerie 174, la pharmacie 169, la métallurgie 148, le tissage et la filature 129, la menuiserie 120, les boissons 113, la chaussure, 107, la médecine 102, etc., etc.

Les professions représentées par les syndicats sont au nombre de 590.

Les grèves en juin 1896. — 69 grèves et 1 coalition de patrons (coalition de boulangers à Biskra) ont été déclarées en juin dernier. On avait compté 61 grèves en juin 1893, 37 en juin 1894 et 49 en juin 1895.

Les grèves du mois dernier n'ont affecté en général chacune qu'un seul établissement. Font exception : la grève des porcelainiers de Limoges qui en a atteint 27, celle des camionneurs de Lyon qui en at-

teint 9, celle des carrossiers de Castres et celle des ferblantiers-boîtiers de Penmarch qui en ont atteint chacune 6, celle des frappeurs de Nouzon, celle des ferblantiers-boîtiers d'Audierne et celle des moulineuses de soie de Vals et d'Asperjoc qui en ont atteint chacune 2. Au total, plus de 120 établissements ont été atteints par les grèves du mois de juin.

Plus des deux cinquièmes de ces grèves, exactement 31, se sont produites dans les industries textiles. On en trouve ensuite un peu plus d'un cinquième, exactement 16, dans les industries qui travaillent les métaux ordinaires. Puis on constate 3 grèves de terrassiers, 2 grèves de carriers, 2 grèves de mineurs, 2 grèves de monteurs en chaussures, 2 grèves d'ouvriers en voitures et enfin 1 grève dans chacune des professions suivantes : allumettiers, brossiers, camionneurs, chapeaux de paille (ouvrières en), coiffeurs, maroquiniers, maçons, plâtriers, pêcheurs de sardines, porcelainiers, typographes.

Le nombre des grévistes, connu pour 62 grèves, dépasse 12.200; ce nombre avait été de 14.961 en juin 1893, de 3.820 en juin 1894 et de 4.529 en juin 1895.

Il est à remarquer que sur 62 grèves, 22, soit un tiers, se sont produites dans le département du Nord, qui comprend à lui seul plus de 2.000 grévistes. Mais c'est dans la Haute-Vienne qu'a eu lieu le mouvement le plus intense : les ouvriers porcelainiers de Limoges sont restés en grève plus de trois semaines, au nombre de 6.000. Abstraction faite de ces deux départements du Nord et de la Haute-Vienne, on constate que 3.000 ou 4.000 grévistes se sont trouvés répartis dans 23 départements, parmi lesquels on remarque le Finistère où ont éclaté 9 grèves dont 7 de ferblantiers-boîtiers.

Ce sont toujours les questions de salaires qui donnent naissance au plus grand nombre de grèves : le mois dernier, on les rencontre dans les deux tiers des grèves, exactement 48 fois : dans 3 grèves, les ouvriers contestent simplement le montant du salaire; dans 10 grèves, ils s'opposent à une réduction et dans 35 grèves (y compris celle des porcelainiers de Limoges), ils réclament une augmentation de salaire. Il est vrai que parmi ces 35 dernières, il en est 6 à l'origine desquelles on trouve un autre objet : diminution du temps du travail, suppression des amendes pour malfaçons, modification du règlement d'atelier, renvoi d'un ouvrier non gréviste. Les demandes de diminution du temps de travail, qui se trouvent jointes 3 fois à des demandes d'augmentation de salaire, se rencontrent encore isolément à l'origine de 3 grèves. Les questions de personnes ont provoqué 11 grèves; 3 grèves ont eu pour but la suppression d'amendes, une la réduction d'une mise à pied infligée à un ouvrier, une autre la suppression du travail aux pièces, 4 grèves enfin sont nées soit de la réglementation du travail, soit de l'application de nouveaux règlements d'atelier.

Le mouvement des grèves, qui s'était ralenti pendant les quatre premiers mois de l'année, s'est accentué depuis lors. Ainsi, on avait compté 464 grèves et 101.714 grévistes pendant le premier semestre 1893, 221 grèves et 31.714 grévistes pendant le premier semestre 1894, puis 231 grèves et 26.737 grévistes pendant le premier semestre 1895. Or, le premier semestre de cette année accuse 314 grèves avec 30.000 grévistes environ.

*
* *

GRÈVE. — Les ouvriers cordonniers de la maison Gendron, passage des Favorites, à Vaugirard (chaussures militaires), viennent de se mettre en grève pour protester contre une diminution de salaires.

A. G.

Allemagne.

DE ZURICH A LONDRES

Ce rapport, présenté au Congrès international des travailleurs, à Londres, a pour but de donner, principalement aux socialistes des pays autres que l'Allemagne, une idée du mouvement ouvrier allemand tel qu'il se présente à nous, anarchistes, qui nous trouvons placés en plein mouvement ouvrier, en dehors cependant du parti social-démocratique.

Nulle part, dans nul autre pays que l'Allemagne, on ne voit un parti, une secte, se poser en seul représentant autorisé du prolétariat. Partout ailleurs, et surtout dans les deux pays — Angleterre et France — où, selon moi, le socialisme ainsi que la socialisation sont le plus avancés, on peut constater, subsistant côte à côte, des tendances différentes. La paix ne règne peut-être pas toujours entre elles, mais leur droit mutuel d'existence est toujours reconnu. Les velléités de présenter, en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne et en Hollande, à l'instar de l'intolérante et autoritaire social démocratie allemande, les théories de Marx ou de tel ou tel parti comme les seules dignes de considération, ont toujours pitoyablement échoué jusqu'à présent, et, grâce à la sagesse politique et au tempérament libertaire de ces nations, échoueront toujours. C'est seulement en Allemagne qu'il existe un semblable parti ouvrier, rigoureusement discipliné, et dont on voit la grande masse accoutumée à toujours danser docilement aux sons de la flûte qui se joue dans les régions supérieures du régiment du parti. Pour pouvoir le comprendre, il faut réfléchir, et reconnaître, avec grand regret, que l'Allemagne jouit de la triste renommée d'être le premier pays du monarchisme et du militarisme. Cet esprit militaire et césarien, cette dépendance et cette docilité des masses peuvent aussi s'observer à un degré très marqué parmi les populations les plus avilies, soumises à une extrême oppression, aux points de vue social, politique et économique. Et il faut malheureusement l'avouer ici sans détours, la social-démocratie allemande s'est entendue d'une façon très répréhensible à profiter de ce tempérament national et de cette dépendance des masses pour y établir une domination de parti extraordinairement pesante. Cette domination a bien souvent détruit les germes de liberté et de révolte.

Les chefs de la social-démocratie allemande, qui sont surtout des poseurs et des journalistes, ont très habilement su mettre leur parti en scène aux yeux de l'étranger, et faire passer le mouvement ouvrier allemand pour le plus considérable du monde. Pour moi, révolutionnaire et anarchiste allemand, je considère aujourd'hui de mon devoir, comme jadis à Zurich, d'arracher le masque ingénieusement bariolé, et de déclarer solennellement que l'éclat du mouvement ouvrier en Allemagne est tout extérieur et de surface; qu'en réalité, le nombre de ceux qui aspirent de toutes leurs forces et avec une conscience éclairée et nette à une rénovation totale de la société humaine, à l'établissement d'une *société socialiste libre*, est infiniment beaucoup moindre que le nombre des électeurs social-démocrates.

Electeurs : tel est le mot si imposant, surtout à l'étranger, et qui, en réalité, est devenu une fatalité, une véritable malédiction pour le mouvement ouvrier allemand. La tactique de la social-démocratie en Allemagne, qui a placé le parlementarisme au centre des intérêts politiques, a paralysé toute action indépendante du prolétariat, tout le travail d'éducation, la lutte pour les principes, et aussi surtout la lutte économique; elle les a littéralement submergés. Les principaux efforts de la social-démocratie n'ont qu'un objectif : gagner des voix, et durant les campagnes électorales, toute l'action consiste à utiliser par tous les procédés démagogiques possibles l'ignorance des masses pour leur faire donner secrètement leurs votes aux candidats des social-démocrates. Une propagande véritablement socialiste, une agitation contre la propriété individuelle et contre toute exploitation est le moindre de leurs soucis, en temps d'élections. On y parle presque exclusivement des lois d'impôt, et de tous les projets possibles de réformes susceptibles de soulager le petit bourgeois — qu'il soit travailleur, artisan, paysan ou fonctionnaire, — en se servant des lois actuelles de la société bourgeoise. Ces lois, à la formation desquelles la fraction social-démocratique prend part au Parlement et dans les diverses commissions avec beaucoup de persévérance, ont eu simplement pour effet de renforcer l'Etat et la police, notez-le bien, l'Etat, allemand-prussien, monarchico-capitaliste actuel. Il semble de plus en plus que la social-démocratie d'ici a la conviction qu'il ne suffit que d'un élargissement de notre Etat policier, centraliste et inquisiteur en tout et partout, pour opérer la transformation de l'empire allemand et réaliser l'avènement du fameux Etat futur.

Car non seulement la social-démocratie nie les principes du socialisme pendant la période d'agitation électorale, durant laquelle on fait appel aux passions sauvages des masses inéclairées, mais elle prend part aux travaux du Parlement absolument au point de vue de la société bourgeoise. Cela n'est même plus contesté. Bien souvent, et justement dans ces derniers temps, on a entendu les chefs de la social-démocratie déclarer qu'ils se contentent au Parlement de ne faire que des propositions radicalo-démocratico-bourgeoises, et qu'ils ne s'avisent point de prêcher à des sourds les théories du socialisme. Après cela, la question suivante surgit : Pourquoi donc ces messieurs jettent-ils leurs perles aux pourceaux? Pourquoi ne prêchent-ils pas plutôt à ceux qui accueilleraient avec avidité des paroles d'émancipation et de lumière, aux hommes et aux femmes de la classe opprimée?

Dans la quantité de documents dont je dispose, — et que, si l'occasion s'en présente, je suis prêt à mettre devant les yeux du Congrès, — je ne veux choisir ici qu'un exemple, de date toute récente. Depuis quelques années, c'est-à-dire déjà depuis la reconstitution de l'empire allemand, l'intention s'est manifestée, parmi les classes dirigeantes, de créer un code bourgeois complet, c'est-à-dire de codifier les lois relatives à la propriété individuelle, aux relations d'affaires, aux associations, au mariage, à la famille, etc., etc. Jamais une meilleure occasion n'eût pu se présenter de mettre en danger et d'ébranler les bases fondamentales de la société bourgeoise. Contre l'empire allemand, l'empire des riches, devait être affirmé l'empire mondial à venir, de liberté et de justice. On devait opposer le socialisme à l'idée véritablement ridicule de préparer un nouvel agencement des lois sur la propriété, aujourd'hui, à la veille d'une ère nouvelle, alors que les masses exploitées vont mettre fin à la propriété individuelle. Et quelles pensées grandes, nouvelles, vivifiantes et fertiles auraient pu être formulées à propos du mariage et de la famille! Avant tout, n'aurait-il pas dû être dit que le mariage, l'amour, la famille, sont des choses qui n'ont rien à voir avec l'Etat? qu'elles regardent exclusivement les individus eux-mêmes? — Mais, qu'ont fait les social-démocrates? Rien de tout cela! Rien concernant les bases de la société actuelle, rien contre la propriété individuelle telle qu'elle est, rien contre l'outrecuidante prétention de régler les affaires individuelles par les lois de l'Etat! Rien, rien, pas un mot de principes, pas un mot de socialisme en présence de cette occasion unique. Il ne faut pas croire cependant que les députés social-démocrates aient gardé le silence; non! Au contraire, prolixes et bavards superficiels, ils s'efforcèrent d'amender et de rapetasser ce projet pitoyable des classes possédantes. Ils ont disputé pendant des heures entières avec les orateurs bourgeois sur la facilitation du divorce, de la propriété particulière de l'épouse, etc. Ce fut un concours de juristes, mais non un tournoi entre deux conceptions entièrement opposées l'une à l'autre; entre le passé vermoulu et condamné à mort, et l'avenir jeune et n'aspirant qu'à prendre son essor. Il n'est, au Parlement, ni place, ni voix pour l'avenir et le socialisme. La démonstration en a été faite une fois de plus, éclatante; quant à ceux qui, d'après tout leur passé, auraient dû se montrer des socialistes, ils ont cessé de l'être, pour devenir des réformateurs bourgeois et des complices de la violence étatiste.

Les social-démocrates en Allemagne ont bien souvent donné la preuve, dans ces trois dernières années, qu'ils ont cessé de réveiller l'esprit de révolte engourdi au sein des masses, et de développer leur conscience et leur intelligence. Loin de là! ils ont tout fait pour mettre obstacle aux démonstrations énergiques des opprimés; ils n'ont su que dénigrer les tentatives de quelques-uns, de l'utilité desquelles on peut penser ce qu'on veut, mais dont il fallait du moins saisir la portée et qui, en raison des circonstances horribles dans lesquelles nous vivons, méritaient bien quelque excuse. Vaillant et Henry, qui ont, sans aucun doute, assumé la responsabilité de leurs actes avec courage, ont été jugés avec bien plus de sévérité et de haine par le *Vorwærts* (l'organe central de la social-démocratie allemande), que par leurs sanguinaires juges bourgeois. Combien de fois les ont-ils appelés, dans le *Vorwærts*, des maniaques, des fous, des frénétiques, quoiqu'il soit clair que s'ils furent sans doute passionnés et prêts à tout, ils étaient en même temps des socialistes nettement conscients, et d'une intelligence clairvoyante. Mais la haine contre les anarchistes et la crainte que de tels actes de violence pussent nuire à leur parti ont étouffé en ces hommes tout esprit de justice, toute bonne volonté, voire même tout jugement. Pourquoi le *Vorwærts* n'appelle-t-il pas des fous les criminels des sphères gouvernementales, militaires et bourgeoises? Pourquoi ne décoche-t-il ses flèches empoisonnées qu'aux malheureux et aux opprimés, qui, dans le débordement de leur compassion ou de leur rage extrême, armés de leur haine froide et destructive, se sont laissé entraîner à opposer à la violence autoritaire la violence illégale? Dans son jugement sur le Président Carnot qui a signé tant de sentences de mort, le parti social-démocrate n'a aucune hésitation, pas plus qu'en son jugement sur Bismarck et Moltke. Mais Caserio est appelé, par le *Vorwærts*, « un épileptique atteint de manie religioso-anarchiste ». C'est faire preuve d'une mesqui-

nerie de sentiment et d'une lâche perfidie, qu'on ne saurait condamner avec trop de sévérité.

Et quelle fut l'attitude de la social-démocratie à l'occasion du jubilé militaire, de la glorification officielle de la guerre franco-allemande, durant plus de six mois? D'abord on adhéra à la protestation générale des travailleurs. Mais dès que fut prononcée la déclaration par laquelle l'Empereur appela tous ceux qui se refusaient à participer aux fêtes militaires « une bande d'hommes indignes de porter le nom d'Allemand » et une foule coupable du crime de lèse-majesté, la social-démocratie a battu promptement en retraite. M. Auer, membre du Comité directeur de leur parti, a fait un discours dans lequel il s'est défendu contre de tels reproches. Il a expliqué qu'il est très possible qu'à charge de revanche, la social-démocratie soit fidèle à l'Empereur, que les social-démocrates puissent participer avec plaisir à la guerre; qu'il ne peut pas être question d'une restitution de l'Alsace-Lorraine; que les ouvriers allemands ont lutté et versé leur sang pour l'unité de l'Empire; et il ajoute textuellement : « Certes, ils auraient été d'étranges travailleurs ceux qui se seraient opposés à la formation d'un Etat National! » Il retourne nettement au gouvernement les reproches d'inimitié, et il signale comme les vrais ennemis de l'Empire les adversaires du suffrage universel. Ce sont des paroles dignes d'un candidat ministre que celle que prononça Auer, et non pas celles d'un homme qui parle au nom d'une classe de producteurs opprimés, et souvent gravement outragés.

(*A suivre.*) G. L.

Landauer

Belgique.

Procès de l'*Insurgé*. — Samedi dernier est venu devant la cour d'assises du Brabant le procès intenté aux camarades de l'*Insurgé*. Le compagnon Debohogne (Thomar) s'étant reconnu l'auteur des articles poursuivis, les camarades Mounier et Chapelier sont mis hors cause.

Les articles poursuivis ont paru dans le numéro 3. Dans le premier article, intitulé : *Remember*, et dans lequel étaient rappelées les scènes de la Semaine sanglante, les passages visés étaient une menace de représailles adressée à la bourgeoisie.

Le second article, intitulé : *Emile Henry*, contenait une apologie de l'auteur de l'explosion du café Terminus.

Invité par le président à fournir des explications au sujet des passages du premier article incriminé, le camarade Debohogne, après avoir, en quelques mots, fait le tableau de la société communiste-anarchiste, a paraphrasé sans restriction les déclarations contenues dans son article.

« Approuvez-vous, demande le président, les crimes commis par Emile Henry? » Le camarade répond : « Je n'ai ni à approuver, ni à désapprouver les actes d'Emile Henry, n'ayant pas à me poser en juge. Si des anarchistes ont commis ce que vous appelez des crimes, ce n'est pas à la bourgeoisie à les leur reprocher, car elle s'est toujours montrée féroce pour nous. La violence entraine la violence, la haine engendre et ne peut engendrer que la haine. J'ai pour Emile Henry l'admiration qu'éprouve tout homme de cœur pour celui qui, non content d'avoir sacrifié une situation brillante pour ses idées, n'hésite pas à lui donner aussi sa vie. »

Le président demande si notre camarade est partisan de la propagande par le fait. Celui-ci répond : « Je comparais ici pour répondre de ce que j'ai écrit dans l'*Insurgé*, vous n'avez donc qu'à vous en tenir à cela dans votre interrogatoire; d'ailleurs je vous ai dit ce que j'avais à dire, vous pouvez me condamner maintenant, cela m'est indifférent. »

Le réquisitoire le plus idiot que j'aie entendu, prononcé par un nommé Dens et dans lequel il fait surtout appel à la haine, peut se résumer ainsi : L'anarchie, c'est le retour à l'âge primitif! vivre pour l'anarchie, c'est fabriquer des bombes et les jeter dans un café!! — Thiers a fait une œuvre bonne et patriotique en faisant massacrer les 35 000 communards; les communards ont commis un crime féroce en fusillant les généraux Thomas et Lecomte!! etc.

Espérant arriver à faire condamner plus sûrement notre camarade, le baveur Dens donne lecture d'une partie de l'interrogatoire et de la défense d'Emile Henry. L'impression produite, par cette lecture, sur le public qui suit attentivement les débats est grande, et le résultat en a été absolument favorable à nos idées; en effet, plusieurs personnes nous ont demandé de venir les développer dans une petite réunion qui aura lieu cette semaine.

Quant à l'impression qu'elle a produite sur le jury, elle n'a pas été non plus ce qu'en espérait le procureur, car notre ami a été acquitté sur ce point.

Pour finir, relevons un aveu cueilli dans la réplique de l'avocat général à la brillante défense de notre ami présentée par Me Salkin : *La liberté de la presse finit là où commence l'anarchie.*

Nous nous doutions bien un peu que nous étions mis hors la loi, mais l'aveu est à signaler.

A la demande du président s'il n'avait rien à ajouter pour sa défense, Debohogne répond : « Quel que soit votre verdict, je continuerai à propager mes idées. Vive l'anarchie! »

Les jurés ne pouvant se faire à l'idée d'être peut-être un jour collés au mur répondent affirmativement à la première question.

La cour condamne notre ami à deux mois de prison et 50 francs d'amende.

Léon.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII*e. — Samedi 8 août, à 9 heures précises, au local convenu.

⁂

Un certain nombre de camarades croyant à la nécessité de beaucoup savoir pour bien dire et bien agir ont décidé de former un groupe d'Etudes sociologiques, comprenant sous ce terme : les arts, la littérature et la science dans toutes leurs manifestations sociales. Bien résolus à s'éloigner de tout esprit de parti, et de toute querelle mesquine de personnalité, pour se livrer à la recherche de toute la vérité, ils invitent tous les partisans de la libre discussion aux réunions du groupe *La Vérité*, qui auront lieu tous les mardis, à partir du mardi 11 août, salle du Trésor, 28, rue Vieille-du-Temple, au coin de la rue du Trésor, au sous-sol du café. Chaque mardi, une conférence sera faite par un camarade. Quiconque voudra parler pour un exposé préviendra le groupe huit jours d'avance. Il reste entendu que la contradiction pourra toujours se produire librement.

⁂

*Jeunesse antipatriote du XII*e. — La plupart des jeunes gens ne connaissant pas le but réel du patriotisme, nous voulons faire un effort pour leur faire comprendre que ce « *grand mot* » tant vanté par la bourgeoisie n'est qu'un leurre de la part des exploités qui s'y laissent prendre et qui ne font que le jeu de leurs exploiteurs.

Réunion le lundi 10 août, à 9 heures du soir, salle Arnaud, 35, rue du Sergent Bauchat.

Lundi, lecture par un camarade.

⁂

Saint-Etienne. — Tous les camarades sont invités par le Cénacle Plébéien à se rendre au café Thévenon, place de la Croix, samedi 8 août, à 8 h. 1/2 du soir.

1° Discussion sur le mode le plus régulier pour les ballades en campagne;

2° Organisation d'un concert.

Notre sortie champêtre de dimanche dernier, bien qu'elle n'ait pas compté avec nous les érudits dont nous lisons souvent les poésies dans les journaux libertaires, poésies que nous chantons avec plaisir pour égayer notre soirée, contribue à jeter cette semence dont plusieurs d'entre nous verront grandir et croître en gerbes les épis jeunes qui viennent après nous.

Le grand nombre de camarades qui ont répondu à notre appel nous fait espérer que la prospérité de notre entreprise ne pourra que porter ses fruits.

Un pressant appel est fait aux indécis pour venir fortifier le Cénacle Plébéien, qui, nous le pensons, sera bientôt constitué définitivement; avec un peu de bon vouloir de tous les camarades, on ne peut douter de la réussite.

⁂

Bordeaux. — *La Société anarchiste expérimentale*. Réunion du groupe le jeudi 13 août, à 8 h. 1/2 du soir, rue de Guyenne, 16, au premier.

Sujet traité : « Comment l'anarchie peut se réaliser; la formation des premiers groupes, leur développement au milieu de la société capitaliste. — Leur influence et leur force. »

Tous les camarades de Bordeaux sont invités à ces réunions qui auront lieu toutes les semaines.

Dans ces causeries hebdomadaires, toutes les questions intéressant la propagande anarchiste, la mise en pratique, la philosophie, la sociologie, etc., etc., seront tour à tour mises à l'étude.

⁂

Bordeaux. — Dimanche 9 août, à 2 heures, au débit de la Fraternité, 65, rue Leyteire, causerie par le camarade Antarès.

Sujet traité : *Pathologie et médecine sociales.*

Dimanche 16 août, au même débit, à 2 heures de l'après-midi, suite de la causerie sur la littérature.

Sujet déjà traité : *La Littérature latine.*

Sujet à traiter : *Les Littératures grecque et française.*

Réclamation.

Nous avons reçu de M. Octave Berger une protestation contre l'épithète de « renégat » accolée à son nom dans le « Mouvement social » de Belgique paru dans le numéro 13. « Si, depuis plusieurs années, je ne suis plus anarchiste, dit M. Berger, mais socialiste rationnel, ou socialiste de l'école de Colins, je n'ai fait en me décidant à cela qu'obéir à la seule loi que je reconnaisse, la voix de ma conscience. »

Personne n'a jamais dit le contraire et nous ne voyons pas en quoi l'appellation de renégat choque M. Berger. Renégat est celui qui abjure ses convictions. M. Berger déclare lui-même n'être plus anarchiste. Alors?...

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Revendications ouvrières en hygiène, par le docteur Pioger; Giard et Brière, éditeurs, et librairie de la *Revue socialiste*.

Ohé! les dirigeants! par Gyp; Chailley, éditeur, 41, rue Richelieu.

Le Travail, association d'ouvriers peintres, compte rendu des opérations de la Société pendant l'année 1895; Imprimerie Nouvelle, 11, rue Cadet.

Date la libertà alla Sicilia! publié par la *Critica Sociale*.

AVIS

Cette semaine paraîtra la troisième feuille de notre album : L'Errant.

Les dimensions de ce dessin étant presque doubles des deux précédents, le prix de l'épreuve ordinaire sera de 1 fr. 50, et celui de l'épreuve de luxe de 3 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

D., à Anvers. — Votre nom est illisible sur le coupon du mandat reçu. Prière de le faire connaître, ainsi que la destination de la somme.

V., à Nîmes. — Donne-nous l'adresse de la *Jeunesse Républicaine*.

Les camarades de *Cette* ont envoyé 5 francs à la famille Mignot.

P. G., à Limoges. — Les deux journaux en question paraissent toujours.

Reçu pour le journal :

E., à Cette, 5 fr. — J. B. C., à Montreuil, 0 fr. 50. — G., à Paris, 5 fr. — Dr., à Amiens, 0 fr. 40. — Anonyme, Paris, 5 fr. — J. Misère, 15 fr. — P. G., à Reims, 2 fr. — Les Insurgés du quartier de l'Abattoir, à Roubaix, 2 fr. — Merci à tous.

Reçu « pour nos martyrs », de J. B. C., à Montreuil, 6 fr. 50.

Ch., à Brooklyn. — G., à Marseille. — Cr., à Montreuil. — G., à Damarain. — M., à Anvers. — D., à Anvers. — L., à Nîmes. — S., à Alexandrie. — B., à Bivolari. — C., à Nice. — Est., Rio-de-Janeiro. — L., à Bordeaux. — F. F., Giulianello. — S., à Varna. — D., à La Haye-Descartes. — B., à Iseghem. — Vve L., au Mans. — J. Madou, Anvers. — D., à Reims. — L., à Maury. — T., à Fromental. — Gaud., à Paris. — D., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 16 — DIX CENTIMES — DU 15 AU 21 AOUT 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

ET

LE CONGRÈS DE LONDRES

I

Il est difficile de rester calme en parlant du Congrès de Londres. Les intrigues qui l'ont précédé, les prétentions qui s'y sont fait jour, le mépris hautain qui y fut affiché par rapport au mouvement *ouvrier*, — non seulement dans ce qui fut débité par cet ignorant vaniteux Jaurès, mais aussi dans l'ensemble du Congrès, — le gaspillage impardonnable du temps et de l'argent ouvriers par ces messieurs, — tout cela fait monter la rage au cœur.

Mais il faut tâcher de rester calme, puisqu'un enseignement profond se dégage de ce Congrès et qu'il faut le faire ressortir.

∴

Le Congrès de Londres — on le sait — s'est terminé par un fiasco complet.

Non seulement il n'a rien fait, non seulement il n'a pas affirmé une seule idée, ou même une seule pensée — sauf dans sa résolution concernant l'éducation, résolution rédigée par un de nos amis français, — mais il s'est terminé dans le dégoût général.

Après avoir mis trois jours et demi à discuter si « les anarchistes et les antiparlementaires » seraient admis dans l'auguste assemblée, si MM. Jaurès et Millerand pourraient y siéger, sans mandats, en vertu de leur « droit de députés », et si Guesde et Cie feraient une nation française séparée de la nation française ouvrière, il se trouva que les trade-unions anglaises, dégoûtées par la grande farce mise en scène par ces messieurs, quittèrent le Congrès en masse. Samedi, lorsque l'on arriva à bâcler à la hâte les résolutions sur la question fondamentale, — la question économique dans son ensemble — il ne restait plus que cinq trade-unionistes qui s'étaient imposé la tâche ingrate d'assister à la comédie jusqu'au dernier acte — celui d'encensement mutuel.

Et tous ont quitté ce Congrès, écœurés de la farce sinistre que l'on avait jouée devant eux.

Désormais un Congrès du même genre n'est plus possible. Aussi s'est-on empressé de désigner pour siège du prochain Congrès l'Allemagne, alors que les Allemands, mieux que nous, savent qu'aucun Congrès international n'est possible en Allemagne, où, jusqu'à ce jour, aucune organisation n'a le droit de déléguer personne à un Congrès international, et où Liebknecht et ses amis se font encore déléguer pour la forme seulement par de simples réunions publiques.

Au fond, le prochain Congrès est renvoyé... « à des temps meilleurs ».

∴

Les uns, et ce sera le grand nombre, s'expliqueront ce fiasco par les divisions qui existent entre socialistes, et regretteront ces divisions. D'autres chercheront à l'expliquer par l'*intrusion* des anarchistes. D'autres enfin y verront une faute de tactique de la part des socialistes parlementaires qui auraient dû, pensera-t-on, ne pas craindre de se déclarer nettement parlementaires ou social-démocrates, ne pas se cacher sous l'épithète de socialistes tout court — ou bien admettre toutes les nuances socialistes, sans en exclure aucune.

∴

Et cependant, tout cela n'explique rien. La cause de ce fiasco est bien plus profonde. Sa signification est infiniment plus étendue.

Un mouvement aussi vaste et profond que le socialisme *ne peut pas* ne pas donner naissance à des courants multiples, à des fractions diverses, à des nuances très prononcées de la pensée et de l'action. Des millions de têtes ne peuvent pas être coiffées du même bonnet. Ces diverses nuances — trade-unioniste ou de métiers, étatiste, antiétatiste, réformiste et révolutionnaire — *ne pouvaient pas* ne pas chercher à s'affirmer dans un Congrès universel.

Et la question n'était pas de trouver une formule qui permît de les éliminer toutes, sauf une seule, mais de savoir *comment faire pour que toutes puissent se produire au grand jour*, s'affirmer, s'exprimer, afin de familiariser l'esprit des masses ouvrières avec *tous* les courants réformateurs et révolutionnaires de la vie actuelle des sociétés, dont le socialisme doit être la synthèse.

Ayant agi précisément à rebours de cette nécessité, le Congrès *devait* être un fiasco, et il l'a été.

∴

Et quant à la signification de ce fiasco, disons-la tout de suite, quitte à reprendre ensuite, une à une, les graves questions qui s'en dégagent.

Le fiasco du Congrès de Londres, c'est le fiasco du *gouvernement socialiste* que l'on avait voulu imposer au mouvement socialiste international.

C'est la séparation du mouvement *économique ouvrier* d'avec le mouvement *politique semi-bourgeois*, qui, sous le nom de démocratie sociale ou de socialisme parlementaire, menaçait d'absorber le mouvement socialiste de notre siècle.

C'est enfin un coup — mortel serait peut-être trop dire — porté à la méthode parlementariste dans la prochaine révolution sociale. L'impossibilité de gouverner, ou même de gérer le grand réveil du prolétariat et de l'homme libre en général, par aucune forme de parlement, soit national, soit international, soit permanent ou temporaire, a été complètement démontrée. Tous ceux qui ne sont pas des aspirants à ce gouvernement — anarchistes ou non — l'ont compris. Beaucoup l'ont déjà dit dans la presse.

Et enfin, pour nous, c'est une affirmation de plus en faveur du principe anarchiste, — principe qui cherche à faire ressortir l'harmonie, non par la pression d'un « centre », mais par la libre éclosion de toutes les forces. Ce principe s'est affirmé, une fois de plus, comme *infiniment plus pratique* que le principe vieilli, émacié du jacobinisme gouvernemental.

Voilà, en peu de mots, l'enseignement qui se dégage du Congrès de Londres, et que nous allons analyser avec plus de détails dans un prochain numéro.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

LE CONGRÈS DE LONDRES

Il vient à peine d'être clos, il est donc encore temps de rechercher et de montrer l'enseignement qui se dégage de cette réunion si nombreuse. On connaît les diverses phases du congrès, ses préparatifs, les débats et les incidents graves qui se produisirent dans la section française.

La social-démocratie dont les chefs sont Singer, Liebknecht, Adler pour l'Allemagne et l'Autriche, P. Iglesias pour l'Espagne, P. Lafargue, J. Guesde, G. Deville pour la France, Hyndmann pour l'Angleterre, etc., semble victorieuse, et, en réalité, elle est la vaincue. Ses chefs ont régenté le Congrès, ils ont fait voter ce qu'ils ont voulu. Ils ont tronqué les textes, altéré les traductions. Ils ont décidé le mardi que le règlement était immuable, et le mercredi ils changeaient ce règlement. Toutes les règles de la logique et de la raison ont été foulées aux pieds. On a vu un délégué bulgare annihiler le vote de cinq cents délégués anglais. On a vu surgir des nationalités on ne sait d'où, en vertu d'on ne sait quel principe. On a vu la Bohême, la Hongrie, la Pologne et on ne voyait pas l'Ecosse, l'Irlande, le pays de Galles ; il est vrai que l'Australie était considérée comme nation. On a vu des nationalités telles que la Pologne voter contrairement à leur opinion, et cela pour obéir à la trinité Singer-Adler-Aveling. On a vu les orateurs de l'opposition dans l'impossibilité de se faire entendre ; le bureau ne leur

donnait pas la parole. On a vu la cuisine social-démocrate se faire publiquement, sur l'estrade, en des conciliabules longs et difficiles, car d'aucuns trouvaient qu'ils abusaient. On a vu la majorité française traitée comme chose négligeable. On a su les impolitesses dont le comité d'organisation avait abreuvé toute la délégation française non guesdiste. On a vu l'escamotage des votes et des motions gênantes selon l'évangile des héritiers de Karl Marx.

Toutes ces manipulations et modifications de la vérité, tous ces tripotages ont été vus par tous les délégués et il en est ressorti un écœurement profond chez tous ceux qui n'obéissent pas aveuglément aux socialistes bismarckiens, suivant l'heureuse expression de Keir Hardie. Les Anglais, les Belges ne cachaient pas la triste impression qu'ils eurent des agissements malhonnêtes et autoritaires des Allemands. Quelques Suisses et Italiens même trouvèrent que les social-démocrates dépassaient la mesure.

A ce congrès, la France et la Hollande seule se dressaient puissants adversaires de l'hégémonie social-démocrate allemande. Au prochain congrès, l'Angleterre, la Belgique seront avec nous et probablement l'Italie. Le trio Singer-Adler-Aveling en a si bien eu la perception qu'il a fait voter que le prochain congrès se tiendrait en Allemagne. Ils savent que là ne se rendront point foule de délégués français, anglais, belges, italiens, car l'Allemagne les expulserait aussitôt. Ce choix est l'aveu de leur défaite, défaite qui sera complète en 1900, quand, à Paris, les syndicats français auront fait leur grand Congrès international corporatif.

Le Congrès de Londres, au point de vue international, a eu cet immense avantage de créer des relations entre délégués divers, de se faire mutuellement connaître et apprécier, d'éclairer les délégués de chaque pays sur la situation du socialisme en les autres pays.

Au point de vue national, les avantages qui en résultent ne sont pas moins grands. Les incidents produits ont montré que les députés, sous l'instigation de M. Jules Guesde, voulaient se différencier du reste des mortels. Les votes contraires du Congrès les rappelèrent à la raison en même temps qu'ils se trouvèrent diminués, que leur influence était atteinte. Ce résultat devait plaire à M. J. Guesde, heureux d'affaiblir certains de ses collègues dont la renommée éclipsait la sienne. Sur les syndicats français, l'effet de l'autoritarisme guesdiste fut déplorable et il n'en peut résulter qu'un affaiblissement de la social-démocratie française (1) et un renforcissement des groupements corporatifs et des groupements politiques antiparlementaires.

Ces conséquences des incidents de Londres sont extrêmement heureuses et jamais les guesdistes n'ont mieux servi les antiparlementaires que dans cette occasion. Ils ont cru être les plus forts et ils n'ont rien ménagé, agissant sans esprit politique, alors que la majorité, pour mettre tous les torts de l'autre côté, poussait l'esprit de tolérance jusqu'à nommer des adversaires dans les commissions.

La besogne faite à Londres est donc bonne, très bonne pour le socialisme international, malgré les divisions produites qui n'altèrent en rien le but poursuivi par les socialistes de tous les pays.

A. Hamon.

LE CONGRÈS DE LONDRES

Le Congrès international de Londres a été particulièrement intéressant par suite de la scission de la délégation française en deux fractions bien distinctes. D'une part, les représentants des syndicats et associations ouvrières nettement antiparlementaires; de l'autre, des députés ou représentants de groupes politiques inféodés au collectivisme.

L'autoritarisme marxiste s'est une fois de plus montré ce qu'il est. Sous prétexte que certains syndicats étaient représentés par des camarades anarchistes, ces messieurs ne voulaient pas leur reconnaître le droit de siéger au Congrès.

Les résolutions du précédent congrès, tenu à Zurich en 1893, étaient cependant bien catégoriques et ne prêtaient à aucune équivoque. Ce fameux article 11, qui a été le sujet de discussions qui ont duré deux grandes journées, était ainsi conçu : « Toutes les chambres syndicales seront admises au Congrès, et aussi les partis et organisations socialistes. »

Il n'était aucunement question, dans la rédaction de cet article, d'interroger les délégués des organisations ouvrières sur leurs opinions personnelles à propos de la nécessité de la conquête des pouvoirs publics.

C'est cependant à quoi prétendait la minorité collectiviste de la section française représentée par ces purs parlementaires, les ministrables de demain, qui ont nom Jaurès, Millerand, Viviani, Guesde, etc. Vouloir imposer aux représentants de groupes corporatifs la reconnaissance de l'action politique et électorale, telle était l'intention de la minorité collectiviste présente. Mais leur tactique a été déjouée. Les mandats étaient bien catégoriques : rejeter toute action politique. De là, la scission préparée en dessous main depuis longtemps par les collectivistes.

Les deux premières séances de la section française furent particulièrement intéressantes : Deville, puis Guesde, voulaient à toute force donner à ce fameux article l'interprétation qu'il n'avait pas, à savoir que les syndicats reconnaissent la nécessité de l'action électorale.

Mais, au grand désespoir des marxistes, le bureau du Congrès lui-même déclara que les termes de l'article du règlement étaient formels et qu'il n'y avait pas lieu d'interroger les représentants des syndicats sur leur reconnaissance de l'action politique.

Les collectivistes étaient battus par les antiparlementaires. Toutes les opinions n'étaient cependant pas admises au Congrès. Les Hollandais, eux aussi, avaient des mandats formels, quoique représentant des syndicats ouvriers : ils ne devaient siéger au Congrès que si celui-ci était nettement une réunion d'hommes libres n'ayant rien à faire avec les politiciens professionnels.

C'est ce que Domela Nieuwenhuis, au nom de la majorité hollandaise, a si bien exprimé :

« Nommez-vous « Congrès des socialistes parlementaires », et nous ne viendrons pas. Mais cela n'a pas été dit; donc, nous croyons que les communistes-anarchistes et antiparlementaires ont le droit de venir discuter ici. Au Congrès de décider. » La majorité a été d'un autre avis, et les délégués hollandais ont quitté la séance.

Les trade-unionistes anglais ont aussi fait preuve d'une grande liberté lorsque Keir Hardie, puis Tom Mann, sont venus affirmer le droit, pour toutes les écoles socialistes, de venir exposer leurs idées.

En résumé, le Congrès de Londres aura, à part son attitude autoritaire, fait faire un grand pas au socialisme révolutionnaire et communiste-anarchiste, en montrant au prolétariat universel la démarcation bien définie qui existe avec les écoles inféodées au parlementarisme. De plus, il a montré la force grandissante qu'avait, en France, le parti révolutionnaire, puisque, dans la délégation française, il était en majorité.

En outre, il aura mis en lumière, une fois de plus, la mauvaise foi, la déloyauté, le jésuitisme des socialistes dits marxistes.

Il aura aussi retiré l'envie, pour longtemps, à tout véritable anarchiste, de se fourvoyer parmi ces soi-disant socialistes qui ne sont en réalité que de bons bourgeois plus ou moins libéraux.

P. Delesalle.

Je parlerai, dans un prochain article, des « travaux » proprement dits du Congrès, si travaux l'on peut appeler les manigances des commissions toutes préparées à l'avance.

* *

Comme il y avait eu le dimanche précédent une manifestation à Hyde-Park en faveur de la paix universelle, les camarades présents à Londres le 2 août avaient organisé une grande démonstration internationale en faveur des prisonniers politiques Charles, Cailles et Battola, condamnés à 10 ans de servitude pénale par la justice de Hawkins.

Trafalgar Square était trop petit pour contenir tous ceux qui étaient venus pour réclamer amnistie pleine et entière en faveur de nos camarades.

Domela Nieuwenhuis, Louise Michel, J. Macdonald, etc., ont pris successivement la parole. Souhaitons à nos amis que cela ne soit pas en vain.

DES FAITS

Procédés de colonisation.

Le procès Lothaire, qui se déroule à Bruxelles devant le Conseil supérieur de l'Etat du Congo, montre, avec un luxe de détails qui ne laisse aucun refuge au doute, de quelle façon certains prédicants anglais conçoivent et pratiquent l'évangélisation des contrées barbares. Le pasteur Stokes, que le capitaine Lothaire a fait pendre, s'était mis du côté des Arabes contre les Européens, afin de continuer un fructueux commerce d'armes et de munitions de guerre qui lui avait donné déjà de beaux résultats. De plus, il ne dédaignait ni le vol à main armée ni les razzias d'esclaves.

Au moment où la preuve de ces faits est apportée devant un tribunal européen, les Allemands, dont le cœur n'est pourtant pas trop sensible, s'émeuvent des atrocités imputées au représentant d'une de leurs sociétés de colonisation et qui dépasseraient en horreur les actes commis naguère par Peters et par Leist, fonctionnaires de l'Empire. Peters, contre lequel une instruction judiciaire est ouverte, est cet excellent « docteur tudesque » qui tua une jeune négresse, dont il avait abusé, parce qu'elle n'exécutait pas assez vite un ordre futile.

Que vous semble de la figure que fait notre « civilisation », usant de tels procédés, en présence de la barbarie des nègres? C'est nous, Européens, qui sommes les barbares, puisque nous apportons à ces malheureux déshérités de l'histoire et du progrès de nouveaux moyens de s'entre-détruire et que, quand ils ne s'en servent pas pour s'exterminer entre eux, nous nous en servons injustement contre eux-mêmes.

Nous savons que la méthode française est plus douce (1). Mais est-elle absolument exempte de sévérités sans excuse? Et n'est-ce pas un sujet de réflexions attachant et attristant que d'examiner si le droit de domination et de conquête que nous nous arrogeons sur les fractions de l'humanité plus arriérées que la nôtre est fondé sur d'autres sentiments que la convoitise et que l'orgueil? C'est le droit de la force, soit. Mais du moins faudrait-il épargner le sang inutile, alors surtout qu'il est aussi le sang innocent.

(*Figaro*, 6 août.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Verrerie ouvrière. — La verrerie d'Albi est près d'être terminée. Dans quelques jours, elle sera inaugurée. Malgré les imprécations des soutiens de la bourgeoisie, les aboiements forcenés des Yves Guyot, des Hébrard et de toute la meute capitaliste et panamiste, l'œuvre de solidarité aura été menée

(1) Il serait peut-être plus juste de dire que le Congrès de Londres « a fait ressortir la faiblesse des collectivistes et démontré le peu de consistance qu'ils ont dans les groupements ouvriers en France ».

(1) Il est bien entendu que l'on est toujours exempt des défauts que l'on reproche aux autres.

à bien. Moins d'un an a suffi au prolétariat pour prendre une revanche éclatante des persécutions féroces du vieillard entêté incarnant l'égoïsme rapace de la classe patronale. Les gros sous prolétariens ont eu raison des millions capitalistes.

L'utopie communiste va avoir un commencement de réalisation — bien imparfait, sans doute, car il faut encore compter avec les conditions de la société présente — mais le succès de cette première tentative n'en est que plus méritoire et plus marquant. Cet exemple suffit à montrer ce que peut l'initiative secondée par l'union.

⁂

Rafles. — Des rafles ont été opérées dans les bois de Saint-Cloud. Outre la police et la gendarmerie, on y a employé un escadron de dragons. Quand nous affirmons que l'armée n'a d'autre objet que de servir à la bourgeoisie de renfort à la police, nous n'avons pas tort et cet exemple vient à point pour confirmer nos assertions. Aussi la bourgeoisie n'est-elle pas près d'opérer le désarmement.

⁂

La Grande famille. — Pierre Noël, soldat du 39e de ligne, caserné à l'Ecole militaire, s'est suicidé en se tirant un coup de fusil dans la tête. Encore un qui n'avait sans doute pas l'esprit de famille.

⁂

Bourreaux amateurs. — La population de Montauban donne en ce moment un spectacle écœurant. Le président de la République a gracié le nommé Longueville, condamné à mort par la cour d'assises de Tarn-et-Garonne. Les habitants de Montauban, se voyant frustrés de l'exécution dont ils se pourléchaient déjà les babines, ont rédigé une protestation. Cette protestation, ajoute l'*Eclair* avec raison, soulève l'indignation du reste de la France, par la soif de sang et de vengeance qu'elle dénonce.

⁂

L'Affaire Mignot. — Mignot, qui avait tué son patron, vient d'être condamné par la cour d'assises de l'Isère à douze ans de travaux forcés. Nous avons reçu déjà plusieurs sommes destinées à secourir la misère de sa famille. Nous espérons que la solidarité des camarades ne se lassera pas.

⁂

Le tsar a Paris. — Notre « petit père » va venir à Paris. Depuis que la nouvelle s'en est répandue, les imaginations travaillent. C'est à qui renchérira sur son voisin en manifestations d'aplatissement. Attendons-nous à une riche orgie d'avilissement. Et vous, cantonniers, balayez bien les routes pour que la France puisse tout à son aise s'y vautrer à plat ventre.

André Girard.

République argentine.

Buenos-Ayres, 22 juin 1896.

A la suite d'un choc de trains dû à des causes fortuites, l'autorité considérant que les mécaniciens sont responsables de la vie des passagers et principalement de l'*axonge* des bourgeois, jugea convenable de faire arrêter le *criminel* supposé coupable de l'accident; le mécanicien Laws. Les chauffeurs et mécaniciens de toute la République argentine, émus de cette infamie, envoyèrent un ultimatum aux représentants des Compagnies, exigeant la liberté de Laws dans un délai de 24 heures. Les représentants en conférèrent avec les ministres des travaux publics et de la justice et leur réclamation fut considérée inadmissible : l'infaillibilité des *jugeurs* n'admettait pas d'ordres.

Néanmoins, le délai expiré, la grève commença et MM. les ministres revinrent sur leur décision en relâchant Laws. Cet acte de solidarité prouve une fois de plus que l'émancipation du travailleur n'émane pas du code des lois, mais bien de la conscience des travailleurs eux-mêmes.

⁂

Le dimanche 14 juin a eu lieu à La Plata, au Politeamo Olimpo, une conférence organisée par les anarchistes de la localité. Le sujet annoncé était : La Question sociale.

A l'heure indiquée, un libertaire espagnol débuta sur la scène et après avoir dépeint avec énergie les vices de la société actuelle et les déceptions des travailleurs sous le régime capitaliste, développa avec assez de facilité et de précision l'idéal anarchiste-communiste.

L'assistance, passablement nombreuse pour une réunion de ce genre, a applaudi frénétiquement l'orateur. Malgré la présence de la police, beaucoup plus nombreuse qu'elle n'avait de raison d'être, le camarade se déclara et s'affirma anarchiste-communiste malgré tout et contre tout.

Les soi-disant socialistes interrompirent pour faire entendre l'émissaire d'un répugnant journal qui paraît à Buenos-Ayres : *La Vanguardia*, organe des aspirants au *dulce far niente* et au *vampirat* par la politique.

Le jeune prétendant aux émoluments officiels fit la critique de l'état actuel, puis attaqua le communisme en lisant des feuilles manuscrites dont la plupart étaient une reproduction de *Anarchists*, de l'éminemment honnête socialiste dernièrement condamné à Rouen pour délit concernant la propriété littéraire : César Lombroso. La doctrine des voleurs a trouvé écho parmi les rédacteurs de la *Vanguardia*.

Parut ensuite *Alberto Herrera Manresa*, personnage important à en juger par les trois noms qu'il a pour lui tout seul. Ce travailleur (par le verbe) ex-employé de police fit aussi sa déclamation par une lecture attentive des théories socialistes en préconisant les prodiges mirobolants du bulletin de vote et n'hésita pas à affirmer que le jour où les travailleurs sauront voter pour lui et ses acolytes, toute misère sera conjurée.

Ces candidats en rupture d'électeurs ne se rendent pas compte que les travailleurs sont revenus des conseils de ces fourbes qui ont pour devise : Les promesses pour moyen, les appointements pour but.

(*Correspondance locale.*)

Italie.

Un malheureux coiffeur n'avait quitté que depuis trois jours la prison, et pour payer son auberge, force lui fut d'aller emprunter quatre sous à un camarade, mais comme il faisait déjà nuit, deux gardes l'appréhendèrent pour contravention à la surveillance. Il paraît que ceux-ci avaient particulièrement en haine ce malheureux, dit le *Secolo* (du 8-9 juillet), car ils lui serrèrent si fortement les menottes que le coiffeur cria au secours, se jeta par terre à bout de forces et fut traîné comme un chiffon. La population de Parme, où l'ignoble scène se passait, se rassembla bientôt en masse, jetant à la face des flics leur accoutumé cri de haine : *molla! molla!* Des coups de revolver furent tirés par les gardes et l'un d'eux, furieux de ce que la foule augmentait constamment, déchargea à bout portant deux coups dans la poitrine de leur malheureuse proie, la tuant raide ; après quoi, le brave sergot ainsi que son camarade se sauvèrent et se barricadèrent dans la caserne, pour se soustraire à la fureur du peuple.

Le premier moment de stupeur passé, la foule s'élança contre la caserne, les portes et les fenêtres en furent enfoncées en un clin d'œil, mais bien que la foule y eût pénétré, elle fut forcée de se retirer devant les coups de fusil qu'elle reçut et dont plusieurs firent des blessés. La population s'empara du cadavre de la victime policière et à la lueur des torches le promena dans les rues et sur les places de la ville aux cris de : Mort aux assassins! mort aux policiers! mort aux sbires!

Parme fut occupée militairement et on plaça des postes d'observation jusque sur les toits des maisons!... Mais cela ne fit qu'exciter davantage la population, qui manifesta ses sentiments de haine, tenaces et invariables : coups de pierres contre les autorités civiles et militaires, insultes envers les policiers; enfin, la foule résista contre la force jusqu'à ce que les soldats recussent l'ordre de se retirer.

Mais le calme n'est que relatif, la rébellion demeure intermittente, sinon permanente dans toute la région où elle a fait son apparition : c'est ainsi qu'en Toscane, à peine la révolte des tresseuses terminée — les bourgeois la représentaient du moins comme telle — de nouveaux signes de mécontentement se manifestent. Les *fattorini* avaient formé, selon le *Corriere della Sera* (du 18-19 juillet), une ligue ayant pour but de refuser le travail aux ouvrières et de les payer au-dessous du prix convenu; les tresseuses ont trouvé qu'elles pouvaient bien se passer de ces exploiteurs; elles en reconnaissent l'inutilité, et c'est un joli pas; les bourgeois en sont dans les transes, car, dit le *Corriere*, « l'indignation est à son comble et la misère afflige trop cruellement ces populations. »

⁂

Une société anglo-sicilienne s'étant fondée à un capital de 19 millions pour la monopolisation de l'exploitation du soufre de Sicile, le gouvernement, devant un si joli capital, promit d'accorder à la Société d'importants avantages et l'exemption de certaines taxes; mais la loi qu'il présenta ne passant pas au Parlement, la Société ne fonctionnera plus, car elle ne se contente pas des bénéfices qui lui restent. Du coup, de nombreux mineurs se trouveront sur le pavé; d'où une très vive agitation qui se manifeste parmi eux en Sicile.

Mais, au dernier moment, l'agitation de Sicile a pris fin ; le gouvernement, se moquant du refus du Parlement, n'a mis qu'une faible taxe de sortie sur les soufres, et la « Société anglo-sicilienne », devant les bénéfices qui lui souriaient à nouveau, a décidé de recommencer son exploitation.

⁂

Un jeune bourgeois de Rome a été condamné à vingt jours de prison pour avoir volé une première fois 100, une seconde fois 300 francs; ce qui fait ajouter à une feuille conservatrice : « Voilà ce qu'on appelle la justice! Il y a trois jours, la même section du tribunal condamna un enfant de 14 ans à sept mois de réclusion, pour avoir volé pour deux sous de fèves! Allez donc dire au peuple que la justice est égale pour tous! » (*Messaggero* du 16 juillet.

En Afrique, à Cheren, un soldat *ascaro* a été condamné et fusillé pour avoir tiré, sans atteindre personne, un coup de fusil *dans la direction* de l'habitation d'un lieutenant italien. (*Corriere della Sera* du 29-30 juillet.)

⁂

Dans la circonscription de Biella, sur 3.000 inscrits pour le tirage au sort, un peu plus de 300 ont été déclarés propres au service. « La plus grande partie ont été réformés pour faiblesse de constitution et imparfait développement corporel; mais on remarqua que tous ces ouvriers étaient occupés dans les nombreux ateliers de la région. Depuis quelques années, cette dégénérescence physique s'accentue toujours davantage, bien que la région de Biella compte parmi les plus salubres du royaume, au point qu'on y voit prospérer de nombreuses stations thermales. » (*Messaggero* du 16, *Secolo* du 18-19 juillet.)

⁂

Les émigrations se produisent en masse, les bourgeois même en sont alarmés. De toutes régions, les émigrants, vieillards, femmes et enfants, s'en vont n'importe où, jusqu'en Amérique, dans l'espoir d'y trouver une bouchée de pain, mais avec une chance égale d'y périr. (Nous donnerons ultérieurement les chiffres officiels des émigrations.)

⁂

En Sardaigne, à Gairo, sur 245 contribuables poursuivis pour non-payement d'impôts, 16 seulement purent s'acquitter; les 229 autres furent obligés de laisser vendre leurs propriétés aux enchères. Celles-ci furent adjugées à l'Etat ; parmi les expropriés, il y avait un débiteur de 27 centimes! Le même jour eurent lieu à Jerzu 197 enchères ; des dettes de 15 et 16 centimes y figuraient ! (*Secolo* du 20-21 juillet, d'après la *Nuova Sardegna.*)

Andréa d'Angelo.

Allemagne.

de zurich a londres (*Suite*).

Et quelle fut l'attitude des social-démocrates à propos de la manifestation du 1er mai? A Zurich, on résolut de proclamer, comme une démonstration, la cessation du travail. Quelques mois plus tard, il fut déclaré à la presque unanimité, par les délégués à la conférence du parti social-démocrate à Cologne,

qu'il est impossible de propager actuellement la cessation générale du travail dans les conditions économiques présentes et on admit que seuls doivent chômer ceux des travailleurs qui peuvent le faire « sans nuire aux intérêts du travail ». Tout cela n'est que couardise et insanité. Les conditions économiques en Allemagne sont exactement les mêmes qu'en Autriche : comment une chose possible en Autriche serait-elle impraticable en Allemagne? L'explication d'une attitude si pitoyable, la voici, tout simplement. Il s'agissait de dissimuler la distance qui sépare les électeurs soi-disant social-démocrates des manifestants du 1er mai. On pourra alors se convaincre fermement que la social-démocratie a, à la vérité, de nombreux électeurs, mais que ceux-là sont loin d'être des socialistes énergiques et actifs. Outre cela, les chefs redoutent en général toute action indépendante des masses. Car ces masses pourraient enfin arriver à cette conviction qu'elles doivent avant tout s'organiser et agir en toute indépendance et qu'il ne leur sert de rien d'avoir des « représentants » au Parlement. Tout ce qui vient d'en bas, ne convient pas aux social-démocrates; ils pensent résoudre la question sociale par la « table verte », la tribune, et l'attirail des lois.

Je ne veux pas entrer en ce rapport dans des détails, car il faut être bref, puisque aucun de nous n'a en ce moment le temps d'en composer un plus étendu. Mais je dois encore ajouter que cette même aversion pour l'action des masses peut se remarquer aussi au cours des *grèves*. Bien que non seulement la grève du 1er mai ne se fasse pas, que non seulement la grève générale soit traitée continuellement d'idée ridicule et — suivant Auer — d' « imbécillité générale », mais qu'en même temps, par exemple en France, presque toutes les sections du mouvement ouvrier adhèrent à la grève générale, les chefs de la social-démocratie allemande donnent des preuves très nettes, à l'occasion de toute grève d'importance, qu'ils ne les voient pas d'un bon œil, et ils emploient toujours tous leurs efforts pour les terminer. On a pu le constater d'une manière frappante et écœurante lors de la grande grève des manufacturiers, qui eut lieu au commencement du printemps 1896, principalement à Berlin, mais aussi dans d'autres villes. Comme il arrive d'ordinaire, en des occasions semblables, quand il fallait encourager les ouvriers, et préparer la grève, on ne pouvait voir aucun des chefs des social-démocrates. Mais, en Allemagne, on y est déjà habitué; au Parlement, à l'occasion de n'importe quelle proposition de loi, ces messieurs sont toujours là. Mais est-il question de luttes indépendantes, économiques de la classe ouvrière, on les cherche presque toujours en vain. On les a trouvés, cependant, dès le commencement de la grève des manufacturiers, mais parmi ceux qui, par toutes sortes de vagues insinuations, ont essayé de déconseiller la grève et de l'empêcher. Mais ils n'y ont pas réussi; la grève de ces manufacturières et manufacturiers recevant un salaire dérisoire a commencé néanmoins, et a pris des proportions que personne n'attendait. Rien qu'à Berlin, plus de 20.000 hommes prirent part à la grève, et, de jour en jour, le nombre s'agrandit. Mais, tout à coup, une terminaison tout à fait imprévue! Les chefs social-démocrates de la grève firent la paix avec les entrepreneurs, sans même consulter les ouvriers : aucune des réclamations modérées des ouvriers ne fut accordée. A ce moment, quelques anarchistes de Berlin entrèrent en ligne : ils distribuèrent un manifeste dans lequel ils conseillaient aux travailleurs de continuer la grève, et de ne pas mettre bas les armes au moment où leur mouvement était sur le point de prendre du développement.

En effet, plus de la moitié des participants décidèrent, dans 14 meetings, de continuer la grève. Alors, le *Vorwærts* commença une telle campagne de rapports mensongers, de soupçons et d'insultes sans nombre, qu'il ne fut plus possible de maintenir l'entente au sein des masses sans expérience et inorganisées, composées de femmes pour la plupart. Ce fut une désertion générale préparée et commandée par la social-démocratie allemande. Celui qui eut à supporter ces insultes misérables, simplement parce qu'il préconisait par des raisons bien fondées la continuation de la grève, eût pu vraiment alors connaître la haine, si son optimisme et sa confiance n'avaient pas été imperturbables. Les gens qui usent de leur autorité pour agir ainsi au détriment de la lutte des opprimés ont d'excellentes raisons pour prendre soin, avec un fanatisme furieux, que ceux qui sont résolus à les clouer au pilori international soient exclus des congrès internationaux. C'est parce que les social-démocrates nous redoutent, nous, les anarchistes allemands, qu'ils luttent avec tant de haine et d'intolérance contre l'admission des délégués allemands étrangers à la social-démocratie.

(*A suivre.*) G. L.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les délégués ouvriers au Congrès de Londres rendront compte de leurs mandats, vendredi 14 août, dans la grande salle de la Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau.

⁂

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 15 août, à 9 heures, au local convenu.

Les camarades détenteurs de listes de souscription sont invités à les faire rentrer au siège du groupe.

Si les sommes reçues demeurent insuffisantes pour l'achat d'un matériel et la location d'un local, l'argent sera utilisé pour une œuvre de propagande.

⁂

CLICHY. — Les *Libertaires* invitent les camarades à faire une promenade à la Grande-Jatte. Réunion à 3 heures, boulevard National, 123. Départ à 3 heures.

Les *Libertaires* de Clichy et de Levallois se réunissent tous les dimanches, à 3 heures, 123, boulevard National, à Clichy.

Dimanche prochain, causerie par un camarade sur l'organisation sociale.

⁂

Les camarades de Bruxelles sont instamment priés de se réunir le lundi 17 août, à 8 h. 1/2 du soir, chez Wageneer, rue d'Or, 3.

Ordre du jour : Création d'une bibliothèque, d'un nouveau groupe et ballade de propagande à la campagne.

SOLIDARITÉ

Nous renouvelons l'appel des camarades de l'*Idea Libre* publié dans notre numéro 14. Internationalistes et partisans de la solidarité, nous devons nous aider mutuellement. Que chacun fasse ce qu'il peut pour aider nos camarades espagnols à faire reparaître leur organe tué par la réaction bourgeoise.

N'oublions pas non plus qu'il y a des camarades arrêtés, des femmes et des enfants dans le besoin.

BOITE AUX ORDURES

Qu'est-ce que le socialisme?

M. Frère-Orban, ancien ministre libéral de Belgique, avait imaginé, pour résumer le socialisme, la conversation suivante entre deux ouvriers attablés au cabaret :

A. — Qu'est-ce que c'est que le socialisme?

B. — Eh bien!... c'est moi qui bois et c'est toi qui payes.

A. — Mais si, moi aussi, je suis du socialisme?

B. — Alors c'est le marchand qui paye.

A. — Mais si le marchand aussi en est?

B. — Alors on se cogne!

Parfaitement!

(*Echo des Communes.*)

AVIS

La troisième feuille de notre album vient de paraître. Elle a pour titre : *L'Errant*. Elle est en vente au prix de 1 fr. 50 et 1 fr. 65 par la poste.

Le camarade qui l'a dessinée, pour des raisons particulières désirant rester inconnu, elle ne porte pas de nom d'auteur, mais, pour être anonyme, elle n'en a pas moins de valeur aux yeux des artistes.

La quatrième, sous presse, porte le titre : *Le Démolisseur*, et est de notre ami P. Signac.

Nos modestes ressources ne nous permettant que le tirage restreint de 300 exemplaires de chaque feuille, c'est un véritable cadeau que nous offrons à nos lecteurs : elles ne tarderont pas à se faire rares et à faire prime, car il ne sera pas fait de tirages ultérieurs.

Notre première, *L'Incendiaire*, déjà tire à sa fin, et nous ne pouvons, dès à présent, la donner qu'à ceux qui nous prendront les trois feuilles à la fois. Les deux premières restent au prix de 1 franc chacune, 1 fr. 15 par la poste.

La deuxième, *Femmes portant du bois*, de Pissaro père, est encore vendue séparément, mais elle tire à sa fin également, et nous ne tarderons pas à la réserver pour les acheteurs de la collection.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Société Idéale, par Adrien Foray; 1 vol., 3.50, chez Savine, 14, rue des Pyramides.

La Banqueroute de l'amour, par Ed. Deschaumes; 1 vol., 3.50, chez Stock, Galeries du Théâtre-Français;

Méditations sentimentales sur Desbordes-Valmore, par A. van Bever; 1 plaquette, 1 franc, *Bibliothèque de l'Association*, 17, rue Guénégaud;

Le fascicule 10 et dernier du *Musée galant*, consacré à la caricature, prix 0.60, chez Fasquelle et Charpentier, 11, rue de Grenelle.

A LIRE

Humanité coloniale, *Le Temps*, 11 juillet.

La Lâcheté des foules, A. Boisandré, *Libre Parole*, 16 juillet.

En toute impunité, Séverine, *Echo de Paris*, 17 juillet.

Justice de Carmaux, Clémenceau, *Journal*, 24 juillet.

Le Mal militaire, H. Rochefort, *Intransigeant*, 30 juillet.

Monsieur Cassignol, A. France, *Echo de Paris*, 4 août.

Chronique, Henry Bauer, *Echo de Paris*, 8 août.

Question de propriété, A. Ranc, *Matin*, 4 août.

Sur l'union libre, L. de Gramont, *Eclair*.

Un jury extraordinaire, Maurice Allard, *Lanterne*, 10 août.

A voir : *Des petits à qui nos ministres ne parlent pas*, dessin de Forain, *Figaro*, 6 août.

PETITE CORRESPONDANCE

L. B., à S. M. — Le livre dont vous parlez a pour titre : *La Douleur universelle*. Nous pourrons vous l'envoyer contre 2 fr. 75.

R. E., à Croismare. — Ça va bien, reste 0.40 cent. pour le journal. Merci.

J. Maz., à Marseille. — Voudriez-vous nous faire connaître votre adresse?

Buenos-Ayres. — Reçu 28 fr. par S.

Reims. — Tous les camarades sont priés de se trouver à la réunion qui aura lieu dans quelques jours pour le compte rendu du délégué au Congrès de Londres.

Reçu pour la *Idea Libre* : Un *irréductible*, 2 fr. 50.

Reçu pour les enfants de Mignot : B., à Annonay, 5 fr. — Un groupe de lecture de portefeuillistes anarchistes, 2 fr. — Un camarade, 0 fr. 50. — Montpellier : N., 0 fr. 50; E G., 0 fr. 50; Ch., 2 fr.; T., 0 fr. 50; L., 0 fr. 50; M., 0 fr. 50. — Nantes, par M., 0 fr. 50.

D., à Nouzon. — J., au Bousquet d'Orb. — M., à Lyon. — L., à Paris. — B., à Agen. — V., à Lyon. — S. P., à Bordeaux. — L., à Bruxelles. — L. F., à Liège. — S., à Cette. — D., à Saint-Quentin. — P., à Bascoud. — C., à Apt. — R., à Tours. — C., à Marseille. — C., à Toulon. — E., à Montpellier. — F., à Saint-Denis. — B., à Brest. — F. G., à Arras. — V. F., à St-Claude. — J., à Châlons. — R. J. D. — S., à Montevideo. — B., à Annonay. — N., à Alger. — B., à Alger. — T., à Funchal. — V., à Percy. — S., à Nogent. — N., à Verviers. — E. R., à Sciez. — V., à Nimes. — D., à Foix. — F., à Amiens. — B., à Nantes. — H., à Angers. — P., à Dinant. — D., à Reims. — G., à Reims. — M., à Troyes. — M., à Constantine. — J., à Daumazan. — D., à Saint-Chamond. — L., à Saint-Nazaire. — M., à Nonancourt. — S., à Lille (par la *Sociale*). — B., à Roncegno. — Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : L., à Paris, 0 fr. 50. — E. R., à Croismare, 0 fr. 40. — Montal, 0 fr. 50. — Un irréductible, 2 fr. 50. — M. P., à Millau, 0 fr. 50. — Un groupe de portefeuillistes anarchistes, 1 fr. — L., 1 fr.

G. D. — Lu *A propos d'Etienne Dolet*. Bonnes intentions, mais manquez de l'habitude d'écrire.

T., au Fromental. — Volume envoyé; avons été un peu bousculés, c'est la cause du retard.

Le compagnon Andréa d'Angelo remercie le camarade qui lui a expédié les deux journaux.

Le camarade qui nous a envoyé *La Paix armée* est prié de nous dire dans quel journal il l'a découpée.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 17 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 AOUT 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An	Fr.	6 »
Six mois	—	3 »
Trois Mois	—	1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An	Fr.	8 »
Six Mois	—	4 »
Trois Mois	—	2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Les temps durs sont revenus. Nous en sommes encore une fois à ne plus savoir comment faire pour paraître. Nous pensons qu'il suffira de signaler la situation à ceux qui peuvent nous venir en aide pour qu'ils le fassent si notre propagande leur paraît utile.

D'autre part, l'argent que nous comptions mettre en réserve pour faire paraître la brochure Tcherkesoff ayant été absorbée par le journal, nous sommes arrêtés par le manque de fonds pour la faire paraître. Que ceux qui croient à son utilité nous souscrivent des exemplaires d'avance. Elle coûtera environ 0 fr. 25.

Enfin, il nous semble que si ceux qui jugent notre besogne utile se remuaient un peu, ils pourraient pousser à la vente et aux abonnements. Quelques exemplaires distribués adroitement parmi ceux de leurs relations capables de comprendre les idées aideraient à propager et l'organe et l'idée.

Parmi nos lecteurs, il y a bien mille camarades convaincus, et pouvant, chacun, faire le sacrifice de quelques sous par semaine à cette propagande : cela ferait tout de suite quelques milliers d'exemplaires de vendus, tandis qu'en se bornant à acheter l'unique exemplaire personnel, nous restons toujours dans notre même cercle.

A chacun de voir ce qu'il a à faire.

QUESTIONS DE TACTIQUE

Un camarade vient de m'envoyer la *Dépêche* de Toulouse (n° du 12 août), où Jaurès, dans un article intitulé *Fausse tactique*, fait le procès de l'abstention et des anarchistes. Cet article est curieux à lire, pour y constater le chemin que, depuis le Congrès de Londres, a fait le député du Tarn. Au Congrès de Londres, on se le rappelle, M. Jaurès refusait aux anarchistes l'épithète de socialistes ; ses amis de la *Petite République*, renchérissant sur le tout, déclaraient que Jaurès et ses amis avaient demandé à scinder la délégation française parce qu'ils ne voulaient avoir aucun contact, « même physique » avec les anarchistes.

Même physique ! c'était à rendre rêveurs tous les Oscar Wilde de la terre. Mais il est à présumer que, comme ses amis les délégués, la rédaction de la P. R., désarçonnée de voir son parti en minorité, bafouillait légèrement et que ce qu'elle voulait dire valait mieux que ce qu'elle disait.

* *

Mais, revenons à l'article de la *Dépêche*.

Cette fois-ci, les anarchistes ne sont plus les pelés, les galeux que l'on traite d'imbéciles et de mouchards faisant sciemment le jeu de la réaction. M. Jaurès admet qu'il puisse y en avoir qui soient sincères.

Je ne comprends pas, dit-il, que des hommes qui aiment sincèrement le peuple comme Kropotkine se prêtent à une pareille tactique de l'ennemi. Je lisais ce matin encore la belle conférence qu'il aurait faite sur l'anarchie, sa philosophie et son idéal, si le gouvernement n'avait pas eu la très fâcheuse idée de l'interdire. Je puis lui donner l'assurance, si ces lignes tombent sous ses yeux, que j'essaie, moi aussi, de garder mon esprit ouvert et libre, etc.

Donc, M. Jaurès admet que l'on peut être anarchiste, aimer le peuple et garder l'esprit ouvert et libre. Selon lui, les anarchistes font bien le jeu de la réaction, mais ce n'est plus par malhonnêteté, c'est par défaut de logique. Selon lui, les bourgeois ont peur du suffrage universel, ils voudraient bien l'abroger, et c'est le tort des anarchistes de faire le jeu, en préconisant l'abstention. Ecoutons :

Mais, si le suffrage universel se supprime lui-même, si la classe ouvrière, par l'abstention systématique, s'exclut elle-même en fait du droit électoral, de la France politique, quelle bénédiction! La classe ouvrière se sera suicidée, et le privilège capitaliste jouira de tout repos sans qu'on puisse lui imputer un attentat contre le peuple, le peuple ayant pris contre lui-même l'initiative de cet attentat.

Il semblerait, à lire M. Jaurès, qu'il ne connaît rien, d'abord, aux idées anarchistes, et, ensuite, que la vie d'un peuple ne se compose que d'élections, que, sorti du bulletin de vote, il ne reste plus rien à son activité.

Il y a des esprits ainsi faits qui ne voient jamais qu'un seul côté des choses à la fois; quand ils se sont consacrés à une des subdivisions de l'activité mentale, ils veulent, à toute force, faire de cette subdivision le moteur principal de toutes les facultés humaines, et lorsqu'ils ne nient pas ce qui n'est pas du sujet de leurs études, ils veulent, à toute force, l'y subordonner et n'y voir qu'une dépendance.

Pour un homme qui veut organiser l'affranchissement du prolétariat, le faire décréter par une assemblée d'élus, c'est un énorme défaut; car, pour faire œuvre viable, cette réunion d'hommes devrait posséder toutes les connaissances humaines, prenant les choses de haut, sachant les envisager dans leur ensemble. S'ils ne voient les choses que par un côté, quelle informe constitution seraient-ils capables de nous donner?

* *

Voyons! monsieur Jaurès, raisonnons un peu. Ecœurés par la politique, convaincus de la malhonnêteté de ce milieu, sachant que les lois sont inefficaces là où elles ne sont pas appuyées par les faits, les anarchistes ont dit aux travailleurs qu'ils n'avaient rien à gagner en se fourvoyant dans ce milieu corrupteur; que les quelques avantages qu'ils pourraient en retirer ne valaient pas la dépense d'efforts qu'absorberaient les campagnes électorales; que les individus qui venaient leur promettre leur émancipation économique au moyen de lois spéciales n'étaient que des ignorants s'ils croyaient eux-mêmes à l'efficacité de ce moyen.

Et les anarchistes se font forts d'en prouver l'impossibilité pratique.

Les anarchistes pensent cela, et ils le diront aux travailleurs, tant que les travailleurs ne l'auront pas compris. Mais où M. Jaurès a-t-il pris que les anarchistes en avaient conclu que les travailleurs n'avaient qu'à se croiser les bras, et laisser la bourgeoisie tripoter à son aise? C'est légèrement déformer la question, qu'en ne voulant la traiter que par un de ses petits côtés.

N'attendez rien des parlements, parce que les parlements ne peuvent rien faire pour vous, disent aux travailleurs les anarchistes. Tant que vous serez asservis économiquement, toutes les libertés politiques que l'on vous octroiera ne seront qu'un leurre ; parce que celui qui est payé ne peut être libre devant celui qui le paie.

Ne chargez personne d'agir pour vous, parce qu'en chargeant des tiers de faire des lois auxquelles vous serez forcés de vous plier, vous les faites vos maîtres, et vous tendez d'avance le cou à tous les jougs dont ils pourront vous charger par la suite.

Cela est le côté négatif de notre abstention, mais nous ajoutons :

Vous voulez être libres de discuter vos intérêts, de les défendre contre vos patrons ? Eh bien, ne l'attendez pas d'une loi ; affirmez vos droits dans votre manière de faire, par votre conduite, par vos actes, en les affirmant, au besoin, contre la loi elle-même.

Est-ce que, en règle générale, les lois ne sont pas la sanction du fait accompli, la reconnaissance d'une règle de mœurs ou de coutume? Est-ce que les lois venant appuyer un changement antipathique aux mœurs ont chance de s'implanter? N'est-ce pas un mouvement d'opinion publique, en dehors du Parlement, qui, en Angleterre, a forcé ce dernier à sanctionner la réduction des heures de travail?

Comme le camarade Tortelier le déclarait au Congrès, s'adressant aux parlementaires : Vous voulez que les ouvriers ne travaillent que huit heures, mais, nous aussi, en attendant la suppression du salariat, nous sommes partisans de cette réforme. Seulement, nous disons aux ouvriers : Au lieu de l'attendre de la bonne volonté de vos dirigeants, agissez dans vos syndicats, groupez-vous, organisez-vous, et lorsque vous serez en force, qu'avez-vous besoin d'une loi vous autorisant à ne travailler que huit heures? Agissez, ne restez que huit heures à l'atelier, et vos exploiteurs seront bien forcés de s'incliner devant votre volonté.

* *

M. Jaurès oserait-il affirmer que parler ainsi est faire le jeu de la réaction? Oserait-il nier que cette action soit moins efficace que de se

reposer sur les promesses d'un candidat qui, si sincère soit-il, n'en est pas moins soumis à toutes les fluctuations d'une individualité? Et, en tous cas, la façon de procéder des anarchistes n'est-elle pas la plus logique?

Raisonnons.

M. Jaurès nous accordera bien que l'émancipation politique des travailleurs est subordonnée à l'émancipation économique; que, pour être réellement libre, il faut ne dépendre, économiquement, de personne. Donc, ce qu'il faut, avant tout, obtenir, c'est la transformation économique de la société, et que ce qui est plus pressé, ce sont des changements dans les conditions du travail.

Avec l'action parlementaire, lorsqu'une corporation voudrait obtenir des transformations la concernant, il lui faudrait apporter ses questions spéciales dans un milieu que cela peut ne pas intéresser. Il lui faudrait obtenir la majorité, non seulement dans son sein, mais au milieu d'une foule d'intérêts divers qui, le plus souvent, seront opposés aux siens, puisque notre belle société est ainsi organisée, qu'elle ne repose que sur l'antagonisme de classes et d'individus.

On comprend qu'avec cette façon de procéder, les partisans d'une réforme, quelle qu'elle soit, ne sont jamais qu'une infime minorité parmi les députés; que lorsque la lutte est finie parmi les électeurs, elle recommence dans le Parlement; que les sessions se succèdent indéfiniment les unes aux autres, les réformes restant toujours à l'état de projet.

C'est pourquoi aussi les programmes électoraux sont féconds en réformes politiques; pourquoi les divisions politiques entre candidats, si elles ne sont pas bien nettes, sont en revanche peu nombreuses: monarchistes, opportunistes, radicaux et socialistes, et c'est tout. Les différences sont plutôt en l'étiquette qu'en les articles des programmes. Les opportunistes ne sont que des conservateurs ayant fait un pas en avant et des radicaux devenus conservateurs. Les socialistes sont les radicaux de demain, leurs programmes restent identiques, ils veulent tous les mêmes réformes politiques. Ceux qui sont au pouvoir prétendent seulement qu'il n'est pas encore temps de les appliquer, ceux qui veulent s'emparer du gouvernement prétendent que ce qu'ils veulent est immédiatement réalisable.

Mais les réformes économiques qui devraient être les plus nombreuses et les plus pressées, celles-là, par exemple, tous sont d'accord sur un point: c'est qu'elles ne sont pas réalisables immédiatement. Ceux du pouvoir avouant qu'il y a quelque chose à faire, sans préciser; ceux qui veulent le pouvoir en inscrivant quelques-unes bien anodines dans leur programme, tout en reconnaissant qu'elles ne seront réalisables que dans l'avenir.

Voilà l'œuvre parlementaire.

**

Comme l'entendent les anarchistes, au contraire, pas de complications, pas de surprises. Au lieu d'attendre la bonne volonté des législateurs, au lieu d'attendre la constitution de majorités toujours ondoyantes, toujours fuyantes, les individus se groupent, s'organisent en vue de propager le changement qui leur plaît le mieux. Lorsque leur idée a pris corps, ils essaient de la mettre en pratique, et, par leur façon de procéder, ils arrivent ainsi à entraîner la masse flottante qui se rangera toujours derrière le fait accompli, et sera toujours contre toute idée nouvelle qui attendra une sanction quelconque pour entrer dans la pratique.

Et, alors, c'est nous qui demandons à M. Jaurès de quel côté sont les endormeurs, de quel côté sont ceux qui, sciemment ou inconsciemment, font le jeu de la réaction.

Sont-ils du côté de ceux qui disent aux travailleurs: « Ne vous reposez sur personne du soin de vous émanciper; agissez vous-mêmes en tous lieux, en toute occasion; résistez passivement, lorsque vous ne pouvez pas mieux, activement lorsque vous le pouvez, à toute infiltration gouvernementale. Vous êtes assez forts, si vous le voulez, pour imposer vos volontés à ceux qui gouvernent: à vous de vouloir! »

Ou bien sont-ils du côté de ceux qui disent aux électeurs: « Votez pour moi, attendez que nous soyons en majorité au Parlement pour que nous puissions faire de bonnes lois. Mais, en attendant, n'écoutez pas ceux qui vous disent qu'il faut agir par vous-mêmes; nous ne pouvons vous assurer de réussir que si vous restez bien sages, les bras croisés, attendant, bien tranquilles, sous l'orme parlementaire, la réalisation de nos promesses? »

J. Grave.

LES CONFÉRENCES ANARCHISTES
DE LONDRES

Les camarades présents à Londres au moment du Congrès n'ont pas perdu leur temps. Profitant de l'état d'esprit, ils ont de suite organisé plusieurs réunions. La première, qui a eu lieu le mardi 28 juillet, a réussi au delà de tout espoir, car force a été aux organisateurs de louer une seconde salle à côté.

Plus de 3.000 personnes se pressaient dans Holborn Town-Hall pour entendre nos camarades P. Kropotkine, E. Reclus, Louise Michel, V. Gori, Keir Hardie, Tom Mann, Domela Nieuwenhuis, B. Lazare, P. Landauer, etc., etc.

Pendant plus de trois heures nos camarades ont affirmé la nécessité de la transformation de la société capitaliste en une société d'hommes libres. C'est assurément une des plus belles réunions et celle qui comptera le plus dans le mouvement anarchiste de ces dernières années. Le journal entier ne suffirait pas pour résumer les discours de nos amis. A la fin de cette première réunion, il fut décidé que tant que les camarades venus pour le Congrès seraient à Londres, il y aurait réunion tous les soirs; de plus, que les camarades exclus du Congrès social-démocrate se réuniraient tous les jours dans la salle de Saint-Martin's Town-Hall. Notre camarade Tcherkesoff a rappelé que c'est dans cette même salle que fut fondée l'Internationale des travailleurs, il y a 32 ans.

L'ordre du jour très chargé que les camarades se proposaient de discuter n'a pu être épuisé, faute de temps. Il comprenait:

1° Le mouvement anarchiste et antiparlementaire dans les différents pays;
2° L'anarchisme socialiste et le socialisme étatiste;
3° L'action parlementaire et son fiasco;
4° La grève générale;
5° La guerre et la grève militaire;
6° Le mouvement syndical et la coopération contre la législation ouvrière;
7° Réformes graduelles et Révolution;
8° La propagande dans les campagnes;
9° Crimes et criminels;
10° L'anarchisme et la violence.

Comme on le voit, les camarades s'étaient taillé de la besogne, et tous avaient à cœur d'échanger leurs opinions sur les différentes manières d'envisager la possibilité de donner une plus grande ampleur à la propagande. Malheureusement, le temps a manqué pour examiner toutes les questions.

La première soirée a été consacrée au mouvement proprement dit. Pelloutier a parlé du mouvement anarchiste dans les syndicats, Tortelier a ensuite parlé sur le mouvement en général, montrant celui-ci envahissant de plus en plus et gagnant jusque dans la classe bourgeoise.

La deuxième journée a été exclusivement consacrée à la discussion de la question agraire et de la propagande à faire chez les paysans.

Domela Nieuwenhuis, après avoir critiqué les social-démocrates qui ne voient dans la question agraire qu'une question électorale, a très clairement exposé qu'il fallait aller très franchement aux paysans et leur démontrer l'utilité et les avantages qu'ils retireraient d'une société communiste.

Après lui, Pouget a démontré clairement que les paysans avaient été et seraient encore l'appoint qui déciderait la victoire de la Révolution.

Malatesta a ensuite abordé la question sous un nouveau jour; après avoir fait une critique très serrée des théories marxistes en démontrant qu'une seule découverte pourrait changer de fond en comble les conditions économiques, il a exposé que nous, anarchistes, nous devions surtout combattre l'accaparement des instruments de travail, dans un but d'exploitation mutuelle.

Après lui, divers camarades anglais et hollandais, parmi lesquels C. Cornelissen, ont donné des renseignements intéressants sur la question et la manière dont elle se posait dans leurs pays respectifs.

La séance du vendredi, la dernière, malheureusement trop courte, a été consacrée à la critique de l'action parlementaire. Domela Nieuwenhuis a vertement tancé les organisateurs du congrès social-démocrate et a lu une résolution qui, après avoir répudié l'action parlementaire, préconise l'action révolutionnaire comme seule capable d'améliorer les conditions économiques et sociales du prolétariat.

Après lui, le camarade Gori a refusé au Congrès le titre de socialiste, rappelant avec beaucoup d'à-propos que dans ses longs discours le député italien Ferri n'a pas eu un mot pour les socialistes italiens qui souffrent du « domicilio coatto » dans les îles de la Méditerranée. Puis Gori lut une adresse de sympathie au Congrès envoyée par un groupe de coatti internés à Ustica.

L'ordre du jour n'était pas épuisé. Malheureusement, beaucoup de camarades quittaient Londres; force était donc d'en rester là, et de se séparer aux cris mille fois répétés de: Vive l'Internationale! Vive l'anarchie!

P. Delesalle.

P. S. — Au nom de tous les camarades, je tiens à remercier ici les traducteurs qui nous ont aidé de leur concours.

Lettre des anarchistes internés à Ustica, lue par le camarade V. Gori à la réunion du 31 juillet, à St-Martin's Town-Hall:

« Compagnons,

« Les coatti politiques relégués à l'île d'Ustica, en vertu des lois exceptionnelles de juillet 1894, suivent avec espoir les phases du mouvement révolutionnaire international, saluent les travailleurs réunis au Congrès et souhaitent le triomphe des idées antiparlementaires, afin que les multitudes ouvrières exigent directement et énergiquement leur intégrale émancipation, attendue inutilement jusqu'ici de l'agitation artificielle des prétendus représentants de la classe ouvrière.

« Salut et fraternité à tous.

« K. »

A UN ADVERSAIRE DE MAUVAISE FOI

M. G. Renard, dans la *Revue Socialiste* d'août, rendant compte du Congrès de Londres, affirme, page 169, que les *Temps Nouveaux* « *aurait déclaré que les anarchistes n'allaient au congrès que pour l'empêcher d'aboutir* ».

M. G. Renard serait bien aimable de nous citer le numéro des *Temps Nouveaux* où cela a été imprimé.

J. Grave.

MOUVEMENT OUVRIER

Le Congrès international des verriers.

Il a eu lieu à Londres, pendant l'autre congrès. Il y avait douze délégués anglais, de diverses parties de l'Angleterre, deux d'Irlande, trois de la Prusse, deux de Bavière, un de la Hollande, deux du Danemark et un d'Italie. L'inévitable Mme Aveling, cet obstructeur de tout ce que les travailleurs anglais essaient de faire, s'était introduite du moins comme traducteur infidèle. Malgré cela, des discussions très intéressantes ont eu lieu, et des rapports élaborés, venant d'Italie, de la Hollande, de l'Angleterre, du Danemark, ont été lus.

Il n'y avait malheureusement pas de Français ni d'Espagnols, mais les uns et les autres avaient envoyé des rapports sur diverses questions.

Quelque compagnon verrier ne nous donnera-t-il pas de plus amples renseignements sur ce congrès?

L'Union internationale des Travailleurs des Docks.

Un travail très sérieux se fait en ce moment pour arriver à constituer une Union internationale des Travailleurs des Docks, en vue d'une grève générale

dans tous les docks anglais, américains, belges et français, si possible.

Depuis trois ou quatre ans des pourparlers sérieux avaient été engagés entre les ouvriers des docks anglais avec les Américains dans ce but. A quoi bon faire une grève générale des docks en Angleterre, si les navires allaient se décharger en Belgique et que de là les marchandises seraient expédiées sur le continent par chemin de fer, ou que les *boss* (patrons) américains profitent de la grève pour faire dévier le commerce maritime dans leurs ports? Ce serait préparer une défaite certaine.

Aussi les Anglais, après avoir établi une entente dans les grands ports de l'Amérique, au moyen de délégués qui y furent envoyés, ont cherché à faire de même pour la Belgique, et les expulsions récentes d'agitateurs anglais de la Belgique n'avaient d'autre but que d'empêcher ce travail international.

Pour l'Allemagne, dont les ports sont aujourd'hui de puissants rivaux pour Hull et Liverpool, il est fort probable que l'entente n'aura pas réussi. N'y a-t-il pas en Allemagne les social-démocrates pour empêcher toute grève sérieuse qui, un jour, eût pu jouer le rôle de « l'imprévu » dans les petites combinaisons de tactique parlementaire de ces messieurs? Mais il paraît que l'entente progresse, malgré tout, en Belgique et en Hollande.

Aussi les bourgeois ont-ils le trac, et leurs journaux annonçaient récemment avec terreur que la grande grève internationale des docks allait éclater le 16 août, date fixée par le Conseil international de l'Union des Docks.

Ben Tillett, qui travaille à organiser ce mouvement, répond à cela, dans le *Daily Chronicle* du 7 août : « Le Conseil international (des ouvriers des docks), dit-il, n'a pas fixé ni pensé fixer le 16 août pour la date de la grève (internationale). Il n'a pas le pouvoir de le faire, puisque ce pouvoir appartient exclusivement aux unions elles-mêmes — le Conseil n'étant qu'un groupe de consultation pour aider à l'organisation et à l'amalgamation de toutes les unions des ouvriers des docks, chargeurs de navires et riverains (*riverside unions*). »

On comprend qu'au Congrès de Londres les parlementaires aient cherché à se séparer de gens si dangereux, et que le phénoménal Jaurès ait traité les unions ouvrières anglaises de « tombeaux d'un passé glorieux, taillés en pierre à l'abbaye de Westminster! » — Gênants camarades, n'est-ce pas, monsieur Jaurès ?

*
* *

Les télégraphistes et mécaniciens télégraphistes anglais, constitués tout récemment en Union (400 membres), ont tenu leur premier congrès pendant la première semaine d'août à Salford. Secrétaire : F. D. Naylor, Salford.

*
* *

De retour à Berlin, Liebknecht, Bebel, le brasseur Singer et autres rendirent compte de leur mandat dans une réunion publique. Les indépendants et les anarchistes berlinois ont vertement tancé ces messieurs pour leur attitude au Congrès. La réunion s'est terminée dans la confusion générale.

Parions que ce ne sera pas Berlin que ces messieurs choisiront pour leur prochain congrès.

VINDEX.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Depuis la clôture du Congrès de Londres, les membres de la minorité parlementaire de la section française s'escriment tant et plus pour donner le change à l'opinion et lui faire croire que non seulement les incidents du Congrès ont tourné à leur avantage, mais que leur succès aurait été encore plus éclatant sans un certain désordre occasionné à dessein par les anarchistes.

Le Parti ouvrier français — nuance marxiste — vient de publier un manifeste dans lequel la mauvaise foi et les insinuations calomnieuses s'étalent complaisamment. Les anarchistes et les antiparlementaires, d'après ce document, sont à la solde de la bourgeoisie dont ils font le jeu. « Ils se sont affublés du masque syndical, s'abritant derrière des groupes corporatifs — créés de toutes pièces pour la circonstance ou dont ils avaient surpris le mandat, etc. »

Parmi les signatures qui suivent ce tissu de mensonges, figure celle de Jules Guesde. Ce polichinelle qui n'en est pas à sa première contradiction, ni sans doute à la dernière, n'affirmait-il pas cependant dernièrement en pleine Chambre que le seul rempart qui protégeait la bourgeoisie contre l'anarchisme, c'est le socialisme parlementaire? Qui donc alors fait le jeu des bourgeois? Est-ce l'anarchisme qui, d'après M. Guesde, aurait vite fait de dévorer la société bourgeoise, sans le socialisme, ou ce dernier qui protège celle-ci avec tant de vigilance et fait l'office de parti-tampon? Comme on le voit, l'opinion exprimée varie suivant le public auquel on s'adresse.

Quant aux prétendues fraudes grâce auxquelles les anarchistes auraient obtenu des mandats, — outre que le parti qui intervint en faveur des députés venus à Londres sans mandat et en dénichant un au dernier moment devant la menace d'une exclusion, aurait dû garder à cet égard un silence prudent — on fera croire difficilement que les mandats décernés aux camarades Hamon, Delesalle, Pelloutier, Guérard, etc., par la Bourse du Travail de Nantes, par le Syndicat des ouvriers en instruments de précision, par la Fédération des Bourses du Travail, par le Syndicat des employés de chemins de fer, etc., aient été des mandats de complaisance. Il est difficile également de représenter ces groupes corporatifs comme ayant été créés pour la circonstance.

Mais que leur importe! Pour les besoins de la cause, que n'inventeraient-ils pas? Tout mensonge est bon pour sauver de la faillite la boutique des Trois-Huit.

*
* *

Nos amis du gouvernement bourgeois ont imaginé, en échange des gages d'attachement que leur prodiguent les anarchistes, de saisir le *Libertaire* de cette semaine. L'ordre de saisie a été donné avant que le ministère connût le contenu du numéro en préparation. La *Petite République* continue à paraître sans encombre. On ne peut qu'admirer un tel machiavélisme dans la façon de procéder envers ses amis et ses ennemis.

*
* *

PROCHAINS CONGRÈS. — Le 9 septembre aura lieu l'ouverture du cinquième Congrès des Bourses du Travail.

Le 10 septembre, s'ouvrira à Tours le cinquième Congrès du Bâtiment, lequel durera trois jours.

Le 14 du même mois, commencera, dans la même ville, le Congrès corporatif des Syndicats de France, qui durera jusqu'au 19 inclus.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

Dans les réunions.

Vendredi dernier, les délégués de syndicats devaient rendre compte de leurs mandats dans la grande salle de la *Bourse du Travail*. Mais, le petit homme qui trône à nos affaires intérieures en a décidé autrement en fermant la Bourse dès 6 heures du soir. De plus, espérant pouvoir troubler l'ordre, des gardes municipaux à cheval se tenaient prêts, non loin de là, à sabrer les travailleurs. Mais les ouvriers parisiens n'ont pas donné l'occasion au susdit ministre de se couvrir de gloire.

La commission d'organisation, qui avait eu vent de ce tour de coquin, avait retenu la *Salle du Commerce*, où la réunion eut lieu quand même. Allemane, délégué des typographes, Guérard, du Syndicat des chemins de fer, Darène, pour le Syndicat du gaz, Argyriadès, membre de la Commission d'éducation au Congrès de Londres, etc., sont venus tour à tour flétrir le gouvernement et expliquer au prolétariat leur conduite à Londres vis-à-vis des politiciens de métier.

Finalement, la réunion s'est close par un ordre du jour constatant que « tous les ministres gros ou petits se valent, et, déclarant continuer leur confiance à ceux qui, à Londres, ont eu la *dignité de se séparer nettement des politiciens qui ont injurié les syndicats ouvriers* par le dédain de leur mandat », donne ensuite mission à la délégation de provoquer pour le compte rendu de leurs mandats une grande réunion publique.

P. D.

Perse (1).

Les circonstances qui ont accompagné l'assassinat de Nasr-ed-dine Chah, *« le roi saint et martyr »*, comme l'ont déjà nommé les Persans, commencent à être connues. D'abord, sur la foi des dépêches persanes; on avait crié : « Haro sur les babys! » A si grande distance de Téhéran, en présence de télégrammes aussi laconiques que précis, il était audacieux de repousser l'accusation dont on les chargeait. Pourtant, ici même, au lendemain de l'événement, je les en disculpai. Depuis quelques années, les babys se désintéressent de la politique et reportent leurs efforts sur la propagande religieuse. Une pareille explosion de fanatisme succédant à un pareil calme me semblait bien étrange.

Aujourd'hui, quelle que soit leur source, les renseignements concordent, et nous n'en pouvons plus douter, le meurtrier du chah de Perse n'est pas un baby, mais un véritable anarchiste. Le sectaire qui, pour célébrer dignement le 1er mai, — la date est à retenir — a immolé un monarque, est un frère politique de Caserio.

Comment le souffle malfaisant a-t-il atteint la vieille Asie, cette terre d'élection du despotisme? Les causes de sa propagation sont multiples et complexes. Les unes restent extérieures, et le meilleur des princes n'eût pu en conjurer les effets : c'est la dépréciation de la monnaie d'argent et la concurrence désastreuse faite à l'ouvrier persan par l'outillage des fabriques européennes; d'autres sont purement locales, telles que l'introduction trop aisée des marchandises étrangères, les vices d'une administration corrompue, la manie de thésauriser qui s'était emparée du chah depuis qu'il vieillissait.

A la suite de la crise des tabacs survenue en 1892 et de la répression sanglante qui avait dompté la révolte, les Persans s'étaient détachés du souverain. Pourtant, un doute s'élevait dans leur esprit accoutumé à l'obéissance. Etait-ce bien le roi qui réclamait chaque jour de nouveaux impôts, tandis qu'il réservait à des étrangers, à des chrétiens, des monopoles ruineux pour ses sujets? Sans doute il régnait encore, mais il ne *gouvernait* plus. Il ignorait les iniquités commises; le *sadrazam* (premier ministre) était seul responsable.

Le roi connaissait ces bruits; à son instigation, la cour les propageait. Il espérait bénéficier ainsi de l'erreur populaire et se ménager le désaveu des actes dont il comprenait le danger. Cette année même, à l'époque du jour de l'an, le *valyat* ou prince héritier avait quitté son gouvernement de l'Azerbeidjan pour venir à Téhéran. Il descend de cheval, change de vêtements et se présente au palais. Le chah le reçoit et, sans le laisser asseoir :

— As-tu pris des nouvelles du sadrazam? Il est fort malade. Va de suite t'informer de sa santé; tu reviendras me trouver dans la soirée.

Et en voyant le prince accomplir cette démarche insolite, chacun de proclamer que le sadrazam était plus roi que le roi lui-même.

Dans ces derniers temps, le peuple reçut de nouveaux griefs dont il se plaignit avec amertume. Naïeb Saltané, troisième fils du roi, qui cumulait les charges de ministre de la guerre et de gouverneur de Téhéran, frappa la viande de boucherie d'une taxe exorbitante, destinée, prétendait-il, à l'entretien de l'armée. Bientôt la viande atteignit un prix tel que la population appauvrie ne put l'acheter. Comme il cesse de vendre, le paysan cesse d'approvisionner les marchés. A Téhéran, une véritable disette survient; le mouton, le bœuf même, abandonné d'habitude aux indigents, quintuplent de valeur. Puis, comme le roi a *retiré* de la circulation les pièces d'argent qui rentrent dans les caisses des gouverneurs, il fait frapper en quelques mois plusieurs millions de monnaie de cuivre, les met en circulation et en impose le cours. Mais les *chais* lourds, gênants, difficiles à compter, rendent peu de services; il faut un cheval pour porter l'équivalent de cinq cents francs, et Téhéran n'a pas les mœurs de Lacédémone. Dans certaines parties de l'empire, le commerce encore si prospère de la *soie*, de l'*opium* et du tabac est complètement paralysé. *L'agiotage* s'en mêle, l'argent très rare fait prime; le change s'élève à 120 et 130 0/0. Mais les marchands ne sont pas au terme de leurs vicissitudes. Du jour au lendemain, la monnaie de billon, n'étant plus acceptée par les gouverneurs en payement des impôts, est dépréciée d'un tiers. C'est un désarroi complet, un désastre pour le monde des bazars.

Tandis que ces événements agitent la Perse et bouleversent sa croyance dans la sollicitude et la bonté royale, un journal anarchiste, écrit en persan, attise le feu qui couve. Venue, tantôt de Londres, tantôt de Paris, cette feuille brave les interdictions de la police, entre dans le pays par les routes les plus diverses, arrive dans les villes, court de main en main. On se bat pour la lire. Elle cause un mal incalculable. Pour la première fois le monarque est pris à partie. Et ce peuple habitué aux communications de la gazette officielle rédigée de la main même du souverain, sans défense contre les utopies et les mensonges, se laisse séduire, fasciner.

A la cour, au palais, on s'émeut. Le sadrazam se décide enfin à parler :

---

(1) Il nous a paru curieux de reproduire une partie de cette correspondance parue dans le *Temps*. Des renseignements particuliers nous en confirment l'exactitude. Cela prouve une fois de plus la force de pénétration de l'idée anarchiste.

— J'ai toujours été l'humble serviteur de Votre Majesté et jamais mon dévouement ne lui fera défaut. Que Votre Majesté me permette de lui dire qu'elle est engagée dans une voie mauvaise. L'affaire des tabacs ne s'est pas finie à l'honneur du gouvernement. Je crains que l'impôt sur la viande n'occasionne de nouvelles révoltes.

Sachant que le sadrazam lui avait sacrifié sa popularité et était allé jusqu'à encourir la haine des opprimés, le roi ne pouvait mettre en doute sa sincérité. Le soir même, il fait mander son fils Naieb Saltanè.

— Le bazar va s'ameuter. L'impôt sur la viande est trop lourd ; qu'il soit levé dès demain.

— *Tchechme* « Sur mes yeux, » dit le prince en s'inclinant et en portant la main à ses yeux comme pour les offrir en gage de son obéissance. Puis, après un long silence :

— Avec quel argent entretiendrai-je l'armée et payerai-je les canons et les fusils achetés en Allemagne par Votre Majesté?

— L'armée!... Il y a longtemps que tu es mon ministre de la guerre; tu es assez riche maintenant pour prendre la solde sur tes économies!

Le roi revenait trop tard sur ses erreurs. Un complot anarchiste était déjà formé, et les conjurés avaient choisi pour exécuter l'attentat deux hommes, dont l'un était un fanatique bien connu de la police. A plusieurs reprises, et notamment à la suite de l'insurrection occasionnée par le fermage des tabacs et à laquelle ce dernier avait pris une part active, il avait été emprisonné. A ce moment, il était protégé par le parti religieux. Le roi le sut, et au lieu de l'envoyer au supplice, il l'exila. On dit même que, poussé par une sorte de pressentiment, il voulut se l'attacher et, après lui avoir fait grâce, lui attribua une pension annuelle de 200 francs. Quoi qu'il en soit, cet homme était revenu secrètement à Téhéran et cherchait une occasion de se rapprocher du monarque pour le frapper.

La veille du 1er mai, un avis parvenait aux conspirateurs. Il partait du harem royal. « Nasr-ed-dine, y disait-on, se rendra demain à la mosquée de Chah-Abdul-Azim. »

Elles sont toujours les mêmes, ces femmes de Perse que la polygamie pervertit et que l'esclavage rend féroces dans leur haine, terribles dans leurs vengeances! Quel facile retour vers la fille d'Otanès couchée entre les bras du faux Smerdis et qui n'a d'autre souci que de chercher les oreilles de son maître, reconnaître qu'elles sont coupées et avertir son père qu'on a donné la couronne à un imposteur! N'est-ce point Esther, la favorite d'Assuérus, qui, instruite des projets d'Aman, entretient avec son oncle Mardochée une active correspondance et, malgré les triples enceintes de l'acropole de Suse, l'informe des décisions du roi?

Cependant Nasr-ed-dine était sorti du palais en voiture découverte. Auprès de lui était assis le premier ministre. Une escorte peu nombreuse le suivait. Il arrive devant la porte de la mosquée, met pied à terre, reçoit les hommages du clergé et pénètre dans la cour qui précède le sanctuaire. Les fidèles y sont clairsemés, la visite du chah n'étant pas annoncée. Le monarque marche lentement suivant les règles de l'étiquette. Soudain un homme s'avance, sans hâte, un placet à la main. Quand il est devant le roi, deux coups de feu retentissent. Sous la supplique, l'assassin cachait un revolver.

— Je tombe... Soutenez-moi... dit seulement Nasr-ed-dine Chah.

Une balle lui a traversé le cœur ; l'autre s'est logée dans la jambe. La mort a été instantanée.

. . . .

(*Le Temps*.) JANE DIEULAFOY.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe de propagande libertaire du XIe. — Le groupe invite tous les révolutionnaires, sans distinction, à venir discuter la question ouvrière. Puisque nous souffrons des mêmes maux, nous devons tous poursuivre le même but afin de hâter le jour du triomphe de la justice et de la liberté.

Réunion tous les samedis, à 8 heures du soir, salle Julien Juge, avenue Philippe Auguste, 127 *bis*, au premier.

La *Jeunesse libertaire du XIXe* invite tous les copains de Paris et de la banlieue à assister à la soirée familiale qui aura lieu le samedi 22 août, à 8 heures précises, dans les salons de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette, près de la rue de Belleville et du faubourg du Temple, au profit de la compagne de Mignot et d'un camarade. — Chants et causeries.

Entrée : 50 centimes.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe, samedi 22 août, à 9 heures précises, au local convenu.

Ordre du jour : Discussion sur un manifeste.

Les Libertaires de Clichy et Levallois. — Réunion dimanche 23 août, à 2 heures précises, 123, boulevard National, à Clichy.

Causerie par le camarade Langlais sur les moyens pratiques d'arriver à l'anarchie.

A 3 heures, promenade au bord de l'eau.

Toutes les écoles sont invitées à venir exposer leurs idées.

Appel est fait à la jeunesse qui cherche la vérité.

BORDEAUX. — Dimanche 30 août, à 3 heures de l'après-midi, 65, rue Leyteire, au débit de la Fraternité, dans la salle réservée aux discussions, troisième causerie sur la *Littérature française*.

MARSEILLE. — Les *Libertaires* de Menpenti se réunissent le mardi, le jeudi et le samedi, de 6 heures à 8 heures du soir, au *Bar Barre*, Grand chemin de Toulon, 107.

Dimanche 23 août, grande ballade champêtre à la Barrasse, passes Saint-Marcel.

Départ à 2 h. 30 du soir, du bar du Grand Orient.

Aux journaux amis. — Le journal *En Avant*, qui paraît à Patras (Grèce), demande l'échange avec les organes de l'idée.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître, à *l'Art Social*, 5, impasse de Béarn :

L'Art et la Révolte, conférence faite par Pelloutier, brochure à 0 fr. 10 ;

A la *Sociale*, 15, rue Lavieuville :

Variations Guesdistes, annotées par E. Pouget, brochure à 0 fr. 10;

Deux bonnes brochures de propagande à recommander aux camarades.

Aussi :

Illustrated Report of the proceedings of the Workers' Congress held in London, July 96, 6 pence, au *Labour Leader*, 53, Fleet street, London, E. C.

Nous avons reçu :

Les Prisonniers politiques en Russie, par Georges Kennan, traduit de l'anglais par A. Testuz, 1 vol. in-12, 3 fr. 50, librairie Stapelmohr, 24, Corraterie, Genève.

Nous en recommandons la lecture à ceux qui se préparent à acclamer la venue du tsar à Paris.

A lire :

La Légende des 5 francs, E. Bergerat, *Eclair* du 10 août.

Le Triomphe de l'innocence, Graindorge, *Echo de Paris* du 18 août.

A toute personne qui nous enverra un abonnement de six mois pour un tiers, il sera expédié contre la somme de 0 fr. 40 représentant les frais de poste, les brochures suivantes :

***Dieu et l'Etat**, 0.60, par Bakounine. — **La Société au lendemain de la Révolution**, 0.60, par J. Grave. — **L'Ordre par l'anarchie**, 0.25, par D. Saurin. — **Aux Jeunes Gens**, 0.10. — **Un Siècle d'attente**, 0.10. — **L'Agriculture**, 0.10. — **Les Temps Nouveaux**, 0.25, ces quatre dernières par Kropotkine.*

En tout, pour 2 francs de brochures gratis.

A ceux qui nous enverront un abonnement d'un an, à servir à un tiers, il sera envoyé les collections complètes des quatrième, sixième et septième années, contre les seuls frais d'envoi : 0.60 en gare, 1.10 pour l'extérieur, représentant une valeur réelle de 18 francs.

L'abondance de copie nous force à renvoyer au prochain numéro la suite de l'étude de notre ami Kropotkine.

BOITE AUX ORDURES

En « Social-démocratie ».

« La première partie du Congrès a produit une impression profondément triste, grâce à l'intrusion des anarchistes. Toute la frivolité, la malhonnêteté, la duplicité des anarchistes, exigeait de recommander la participation au Congrès, dont ils étaient exclus par la résolution de Zurich, par la lettre d'invitation du comité d'organisation, et bien plus encore par leur polémique haineuse et ininterrompue contre tout ce qui est social-démocratique. Au moins, était-ce d'un goût extraordinairement mauvais de vouloir siéger comme « rrrévolutionnaire » à côté de gens qu'on se plaît à traiter, avec un parfait ensemble, de trompeurs du peuple, de traîtres aux principes, de réactionnaires, de défenseurs de la propriété privée, d'intrigants parlementaires, de soutiens de l'Etat, etc. Les anarchistes n'ont pas cherché une seule fois à conduire logiquement leur jeu. Avant même d'entrer à notre Congrès, ils ont organisé de leur côté une démonstration particulière. C'était reconnaître que la participation à notre Congrès n'était pas sérieuse de leur part, et qu'ils considéraient comme un devoir de troubler la réunion des social-démocrates de tous les pays. Vraiment, voilà un noble but pour des gens qui aiment à se donner comme les représentants des intérêts du prolétariat! Le rôle le plus triste était joué par les Domela Nieuwenhuis, Cornelissen et leurs suivants, qui, admis au Congrès grâce à un excès de tolérance que nous ne comprenons pas très bien, se sont retirés plus tard et ont, par là, formellement reconnu qu'ils croyaient avoir atteint leur but quand ils ont eu, par leur présence, qui, à chaque séance, devenait une honte, volé aux représentants du prolétariat, c'est-à-dire aux travailleurs conscients de tous les pays, la moitié du temps qui devait être consacré à d'importantes délibérations!...

« Si les anarchistes se flattaient, d'après ce qui s'était passé dans les premiers jours, d'avoir empêché le Congrès international de la social-démocratie de terminer ses travaux, d'avoir rendu impossible qu'ils eussent leur développement complet, ils se sont trompés le plus profondément du monde. Grâce au travail infatigable des commissions, l'excellence de l'organisation, la brièveté spontanée des orateurs, on a réussi à épuiser tout l'ordre du jour et à fixer et à élargir, en une série de résolutions, le terrain commun sur lequel les social-démocrates de tous pays travaillent. Pour les partis encore jeunes, qui ne sont pas complètement fixés, ces jalons seront d'une grande utilité, surtout contre l'intrusion de pseudo-révolutionnaires et de savants versés surtout dans la pratique de phrases énergiques. Anarchistes, socialistes d'Etat, petits bourgeois ne trouveront pas leur compte dans les résolutions prises; par conséquent, si le prolétariat conscient agit conformément aux décisions du Congrès international, il hâtera de beaucoup sa délivrance. »

(Extrait du *Worwærts*, organe central du parti social-démocrate allemand, du 4 août 1896.)

PETITE CORRESPONDANCE

D., à Paterson. — Reçu lettre. Bon.

R. P., à Alger. — Envoyez à nous, ferons parvenir en Espagne. Il n'y a pas d'autre moyen, pour les petites sommes, que les timbres.

P., à Saint-Etienne. — Reçu mandat, déduction des 74 invendus.

V., à Lille. — Reçu mandat. Je fais passer au *Libertaire* ta demande. *Entre paysans* à la *Sociale*.

H. R. — Merci pour les extraits, les lirons et utiliserons, s'il y a lieu.

D., à Reims. — Vraies vos réflexions ; mais pas assez générales pour être insérées.

L. B. J. — Ecrivez vous-même à l'auteur, 6, rue Haxo. De livre contenant l'exposé philosophique complet du matérialisme, cela n'existe pas ; il faut lire plusieurs auteurs si vous voulez vous faire votre opinion vous-même : Büchner, Hæckel, Letourneau, etc.

Louvigny. — Ai fait la commission à D. Pas vu le camarade qui devait prendre des brochures.

Reçu pour la famille Mignot : J. V. Royan, 0 fr. 60 d'Auguste et de Marianne, 0 fr. 50 ; P. L., 1 fr. — Liste d'Alais : Th. Lebourgeois, 1 fr. ; un esclave de la voie ferrée, 1 fr. ; Picardasse, 0 fr. 65 ; Monarque, 0 fr. 50 ; en tout, 3 fr. 15.

Reçu pour l'*Idea libre* : Un camarade, 0 fr. 30 ; un copain, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : M., à Nonancourt, 0 fr. 50. — Reignac : Un anonyme, 1 fr. 25 ; un bon vieux, 0 fr. 25 ; C., 0 fr. 50. — E. O., à Saint-Etienne, 0 fr. 60. — J., rue J. de B., 5 fr. — M., 5 fr. — M., à Saint-Etienne, 3 fr. 30. — Liste d'Alais : Th. Bourgeois, 0 fr. 50 ; Voilaing, 0 fr. 25 ; un esclave de la voie ferrée, 0 fr. 50 ; un casse-cailloux, 0 fr. 25 ; un vieux déserteur, 0 fr. 20 ; un amoureux de l'anarchie, 0 fr. 25 ; L'ange Gabriel, 0 fr. 30. En tout, 2 fr. 25. — L., rue D. d'A., 0 fr. 30. — H. R., 3 fr.

H., à Nancy. — R., à Argenton. — T. J., à Marseille. — V., à Marseille. — M., à La Haye. — B., à Victor-la-Coste. — G., à Beauvais. — A. R., à Eulalie. — N., à Toulouse. — D., à Angers. — C., à Lisbonne. — M., à Morlanwelz. — S., à Bergen. — A. L., au Chambois. — F., à Toulon. — G., à Tourcoing. — C., à Lyon. — J., à Nogent. — L., à Nimes. — C. C., à Liège. — B., Les Sablons. — M., à Chantenay. — G., à Grenoble. — S., à Varna. — D., à Reims. — E., à Biarritz. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 18 DIX CENTIMES DU 29 AOUT AU 4 SEPTEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous envoyons, cette semaine, le relevé mensuel de nos dépositaires. Prière à tous de régler le plus vivement possible.

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

ET

LE CONGRÈS DE LONDRES (1)

II

UNE PAGE D'HISTOIRE.

Les événements se pressent si rapidement de nos jours que l'on oublie facilement des faits de la plus haute importance de l'histoire contemporaine.

Parmi ces faits, il y en a un qui domine tous les autres. C'est le succès grandiose de l'Association internationale des Travailleurs à ses débuts, et la portée immense de ses quatre premiers Congrès, de 1866 à 1869.

Qu'est-ce qui a fait le succès de ces congrès? Qu'est-ce qui leur a donné leur portée historique — portée si grande que, quoi qu'en disent ceux qui se targuent de posséder le « socialisme scientifique », tout le socialisme moderne s'est trouvé résumé dans les comptes rendus de ces quatre congrès? C'est là, en effet, et non dans les écrits obscurs de Marx et d'Engels, que nous tous avons appris le socialisme, tel qu'il surgit dans sa phase moderne, à laquelle nous appartenons.

La réponse est simple. Les premiers Congrès de l'Internationale ne cherchaient pas à gouverner le mouvement socialiste : ils cherchaient à en trouver l'expression. Ils ne posaient pas comme « Parlements du Travail », ce nom absurde ayant été inventé plus tard. Ils étaient simplement des lieux d'échange d'idées entre les travailleurs des deux mondes.

⁂

Les initiateurs du socialisme moderne — du « quatrième réveil du prolétariat », comme disait Malon — ne cherchaient pas à devenir les maîtres de ce jeune mouvement. Ils cherchaient à *apprendre*. Apprendre des uns, enseigner aux autres.

La grande masse ouvrière, disaient-ils, est travaillée de courants nouveaux. Ce n'est ni le communisme de Fourier, de Cabet, de Robert Owen ou de Pierre Leroux, ni le gouvernementarisme de Louis Blanc, ni le mutuellisme de Proudhon, ni le néo-christianisme de Lamennais. Les idées modernes en tiennent, sans doute; mais aussi elles en diffèrent essentiellement. Il faut donc que ces courants d'idées se produisent, qu'ils s'affirment, qu'ils trouvent leur expression.

Ce n'est pas à la bourgeoisie — même la mieux inspirée — qu'il faut demander cette expression. Toute la tournure d'esprit de la bourgeoisie est faussée par sa science, son éducation, sa vie aux dépens du travailleur. C'est aux travailleurs eux-mêmes — aux plus actifs et aux plus intelligents d'entre eux, à ceux qui restent dans la masse ouvrière et vivent de sa vie, de ses joies et de ses douleurs, qu'il faut demander d'exprimer ces aspirations. Et il faut qu'ils le fassent, non en se plaçant sur le terrain des luttes politiques, où ils seront sûrs d'être envahis par la gent bourgeoise, mais en restant sur le terrain des luttes économiques, — des luttes au jour le jour contre la domination capitaliste.

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes — disait-on à cette époque. Et on comprenait cette formule *à la lettre*. Non pas pour y substituer (comme on l'a fait plus tard) cette supercherie qui consiste à dire que la pensée et le travail d'émancipation des masses doivent être remis à quelques élus de la loterie électorale.

Non. On comprenait alors que, pour que la révolution sociale puisse s'accomplir, il faut que l'esprit populaire *trouve des formes nouvelles de l'organisation sociétaire* — formes qui ne peuvent être ni le gouvernement représentatif, ni l'Etat tel qu'il s'est élaboré pour le triomphe de l'idée romaine et chrétienne, ni le jacobinisme gouvernemental de Louis Blanc, — mais quelque chose de parfaitement nouveau, surgissant des besoins de la production moderne et des échanges modernes.

Quelque chose aussi différent de ce qui existe, que les communes du douzième siècle, dépeintes par Thierry et Sismondi, furent différentes du monde féodal contre lequel elles s'insurgèrent. Quelque chose qui surgira *de la lutte des travailleurs contre le capital*, de leurs *unions* nationales et internationales, des *intérêts* qui existent entre les travailleurs des deux mondes, en dehors des formes politiques actuelles, des *idées* qui germent dans leur sein.

Voilà ce que cherchait l'Internationale, quand son œuvre fut interrompue par la guerre de 1870.

⁂

Mais tous les travailleurs ne pensent pas de la même façon. La grande masse, au contraire, ne voit rien en dehors des réformes ou des révolutions politiques. Beaucoup rêvent la dictature; un grand nombre adorent la terreur jacobine. La grande masse met sa foi dans le suffrage universel et croit aux candidatures ouvrières. D'autres encore ne voient pas du tout combien le servage économique domine les libertés politiques. Restés dans la tradition de 1793 et de 1848, ils ne remarquent pas que le serf de l'usine et le paysan resteront les serfs du riche et du seigneur, quels que soient leurs droits politiques, tant qu'ils ne seront pas maîtres de la terre, de l'usine et de tout l'héritage social.

Par conséquence, l'Internationale doit poursuivre un double but

Dans sa vie de tous les jours, elle établira l'union entre les hommes de divers métiers, dans chaque ville, dans chaque région, dans chaque nation, et entre tous les métiers internationalement.

Et par ses Congrès elle fera œuvre de propagande, — large, en dehors de ses rangs. Elle parlera à tous, à l'univers entier. Elle sèmera ses idées à pleines mains dans toute la population, — surtout celle qui se tient encore à l'écart de l'avant-garde révolutionnaire des travailleurs.

⁂

Dans ces Congrès, les travailleurs — toujours les travailleurs — de divers métiers et de diverses nations apprendront à se connaître. Ils s'entendront sur les moyens de faire réussir leurs grèves par l'appui régional et international. Ils apprendront à paralyser, à affoler la bête capitaliste par la force de l'attaque internationale. Ils s'entendront pour la réduire aux abois, la faire capituler devant les forces unies des travailleurs.

Ils étudieront en même temps les moyens de se passer de la bête pour produire, pour échanger leurs produits. Et, par cette entente continuelle, renouvelée chaque année par l'échange international des idées, devra s'élaborer la forme nouvelle d'organisation de l'industrie qui devra un jour remplacer la production capitaliste et l'échange marchand des produits.

Et en même temps les Congrès, régionaux et internationaux, serviront comme moyen puissant pour la propagande de l'idée socialiste, ainsi que pour l'élaboration des idées nouvelles.

⁂

On mettra à chaque Congrès deux ou trois questions importantes à l'étude pour le Congrès suivant. Ces questions seront posées et discutées entre deux Congrès dans les groupes ouvriers d'abord; dans les petits Congrès régionaux ou nationaux ensuite; et enfin dans le Congrès annuel international.

Des hommes de bonne volonté s'entendront pour préparer des rapports élaborés, résumant les discussions des groupes et des régions; et ces rapports serviront de base de discussion au prochain Congrès. Publiés ensuite dans les comptes rendus, ils donneront plus tard matière à discussion et à propagande dans les journaux.

Jamais Congrès scientifiques ne furent mieux

(1) Voir le numéro 16.

organisés, sous ce rapport, que les Congrès de l'Internationale — cette organisation étant non pas l'œuvre d'un quelqu'un, mais le fruit de l'esprit pratique collectif.

***

C'est pourquoi, dans le domaine de la *pratique* de tous les jours, chaque Congrès marquait un pas en avant pour établir l'entente entre divers métiers. On voyait des métiers qui autrefois se méprisaient réciproquement — tels les horlogers suisses et les ouvriers en bâtiment — s'unir pour l'action commune; on voyait des nations jadis ennemies s'unir pour tenir tête dans une grève.

Et, en même temps, chaque Congrès *marquait un pas en avant dans le domaine des idées*. L'Internationale battait en brèche les vieux préjugés. Lefrançais rédigeait son admirable rapport contre la dictature; Liebknecht lançait (en 1869) sa formidable critique contre l'action parlementaire et contre les chenapans qui essayaient d'entraîner les prolétaires dans les luttes électorales; on avait la libre discussion sur les services publics et le rôle de l'Etat au Congrès de Lausanne; tandis que dans le domaine économique, les rapports sur les grèves à Lausanne (1867), sur la question du sol à Bruxelles (1868) et sur la propriété en général à Bâle (1869) marquaient chacun une nouvelle étape parcourue dans l'évolution des idées — chacun de ces rapports représentant une œuvre magistrale, surgie du sein de l'Internationale.

***

Le Congrès de Bâle fut le dernier de ce genre.

En 1870 vint la guerre. La France leva le drapeau de la Commune et râlait sous la botte des massacreurs français bien plus encore que sous la botte de Bismarck. Les Allemands, épris de leurs succès *militaires* qu'ils attribuaient à l'« organisation gouvernementale » de Moltke et de Bismarck, à la « discipline », à l'Etat politique, se vouèrent corps et âme au gouvernementalisme, au politicanisme. De socialistes tout court ils devinrent « *démocrates* socialistes », jacobins, ultra-étatistes.

L'Allemagne ayant vaincu la France — n'était-ce pas une preuve en faveur du « gouvernement fort »? Il fallait donc un gouvernement fort au socialisme!

Dès lors, tous les Congrès, y compris le Congrès fiasco de Londres, furent des Congrès *pour établir un gouvernement socialiste*.

Qu'on ne dise pas que nous exagérons. Lisez seulement les invectives de la presse social-démocrate contre les anarchistes, qui empêchent la constitution de ce gouvernement. Etablir le gouvernement socialiste international devient dès lors le but de tous les Congrès internationaux.

A la Conférence de 1871, tenue à Londres, les marxistes de Londres, appuyés du fameux Outine, lançaient la formule de la « conquête politique des pouvoirs », en même temps qu'ils posaient les bases d'un gouvernement international.

A la Haye, en 1872, les marxistes, appuyés par les blanquistes français, préférèrent exclure la Fédération jurassienne et Bakounine, scinder l'Internationale en deux, et envoyer le Conseil général mourir à New York — « pour tuer l'Internationale » — plutôt que de voir une Internationale qui (en France, en Belgique, en Espagne, en Italie et en Suisse) ne reconnaissait pas l'autorité du Conseil général marxiste.

A Gand, en 1878, même tentative d'établir le gouvernement socialiste international, — tentative qui échoue encore, grâce à la résistance de la fédération embryonique de France (représentée par Brousse), de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse et, en partie, de la Belgique — échec que le *Vorwærts*, l'organe des social-démocrates allemands, reproche toujours, avec raison, aux neuf délégués anarchistes.

Enfin, à Paris et à *Zurich*, toute la lutte contre les anarchistes n'est qu'une lutte pour évincer du mouvement ouvrier *international* ceux qui ne veulent pas de gouvernement socialiste international.

Tout est sacrifié à cette lutte. Toutes les forces s'épuisent dans cette lutte.

***

Et quel en est le résultat?

Pendant que les anarchistes travaillent sans relâche à élaborer leurs conceptions de société sans gouvernement; pendant qu'ils entament toutes les questions de production, d'échange, de coopération, de but de la production, de morale, de philosophie, — l'autre parti reste *absolument* stationnaire.

Depuis le Congrès de Bâle, — c'est-à-dire depuis vingt-huit années — pas une seule idée, pas une seule pensée n'a été émise, dans les Congrès internationaux, qui marquât une seule étape nouvelle dans l'évolution socialiste. Car, dire : « Soyons nombreux au Parlement et faisons voter la loi des huit heures » n'est pas une idée. Ce n'est pas une contribution à l'immense question sociale. C'est énoncer un pieux désir, une pieuse velléité.

Et, pendant que des Congrès internationaux de divers métiers (tel le Congrès international des verriers, qui vient de se terminer), ou bien les conférences internationales tenues sans bruit par les travailleurs des docks anglais avec les travailleurs des docks en Amérique, et dernièrement avec ceux de la Belgique, préparent les grands mouvements ouvriers *internationaux* qui *réduiront* les heures de travail et amèneront aussi, très probablement, l'expropriation des docks, — pendant que cela se fait, les Congrès ouvriers socialistes internationaux restent depuis vingt-huit ans ce que fut le dernier Congrès : des luttes de personnalités et d'ambitions.

Voilà où nous en sommes.

Quant au Congrès de Londres et au but qui y fut poursuivi par les parlementaires, nous en parlerons dans un prochain numéro, avec tous les détails nécessaires.

(*A suivre.*) Pierre Kropotkine.

VOYAGES DE TSARS

Le 6 juin 1867, une brillante revue fut passée par Napoléon III, Alexandre II et le roi de Prusse au bois de Boulogne. Au retour, près de la grande cascade, un coup de feu fut tiré sur le tsar par un jeune Polonais de dix-huit ans, nommé Berezowski. Le tsar ne fut pas atteint. Et Berezowski fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il y est mort.

Le 23 juin 1867, Bakounine écrivait à Herzen qui blâmait l'attentat : « Berezowski est un vengeur, un des justiciers les plus légitimes de tous les crimes, de toutes les tortures et de toutes les humiliations subis par les Polonais et la Pologne. Est-ce que tu ne le comprends pas? Mais si de pareilles explosions d'indignation ne se produisaient pas dans le monde, on désespérerait de la race humaine. » (*Correspondance de Bakounine*, page 273, 1 vol. chez Perrin.)

Sans entrer dans la discussion des sentiments singuliers exprimés par Bakounine, on peut remarquer que le gouvernement français actuel semble craindre qu'un accident analogue n'arrive au jeune Nicolas qui a bien voulu consentir à se faire lécher les pieds à Paris. En effet, entre autres précautions prises, nous relevons celle-ci : « Tous les étrangers qui ne *paraissent* avoir aucun moyen d'existence légal seront expulsés. »

Comment, parmi tant de déclarations d'amour à Nicolas, le gouvernement ose-t-il supposer qu'il pourrait exister des Russes, échappés aux caresses anodines du knout ou revenus d'un voyage d'agrément en Sibérie, et assez dénués de tout sens moral pour offrir une balle au tsar au lieu de la garniture de cheminée qui s'impose?

Ces craintes sont exagérées et injurieuses au premier chef. Il est monstrueux de supposer qu'un individu malveillant — Russe, Français ou autre — pourrait surgir qui troublerait le voyage du tsar. Cela, *pour le principe*, sans même de rancune personnelle. Cette hypothèse est par trop invraisemblable. Le doux Nicolas ne trouvera en France que de loyaux sujets, de bons citoyens et pas un homme — pour déranger la génuflexion universelle.

Adolphe Retté.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le voyage du tsar. — La « Presse française » donne vraiment un spectacle très ragoûtant. Depuis que la nouvelle de la venue du tsar a été confirmée, c'est à qui imaginera et conseillera à la population de manifester les marques d'aplatissement les plus viles.

Que les journaux monarchistes se réjouissent de la venue en France d'un empereur-pape, c'est jusqu'à un certain point compréhensible; mais on a pu voir, entre autres, un journal républicain se prétendant *absolument indépendant*, se réjouir, dernièrement, de ce que le tsar restera en France un jour de plus qu'en Allemagne!

La foule, elle, dont l'enthousiasme aura été surchauffé, recommencera les écœurantes manifestations produites lors de la venue des marins russes : — songez donc! c'est le Maître lui-même, cette fois-ci, qui daignera nous honorer de sa présence! Et pendant ce délire d'esclaves et de courtisans, le gouvernement perpétrera en toute tranquillité les petits attentats à la liberté qu'il rumine déjà. Le peuple et la presse, vautrés aux pieds du soudard étranger, ignoreront tout, approuveront tout. Expulsions d'étrangers, emprisonnement de nationaux, tout leur sera égal. Ivre-morte, la révolutionnaire et républicaine France ne donnera signe de vie que pour éructer en hoquets béats son abjection aux pieds du tyran.

Les Russes vont finir par nous mépriser!

***

Libéralisme gouvernemental. — Les professeurs de l'enseignement secondaire voudraient fonder une association de secours mutuels. Comme ils sont fonctionnaires, il leur faut l'autorisation du gouvernement. Celui-ci est très perplexe. Il voudrait bien refuser; car il craint que cette association ne devienne « un instrument d'insubordination! » Les professeurs, étant payés par l'Etat, doivent s'abstenir de tout acte d'initiative et rester à l'état de cadavres entre les mains de leurs supérieurs hiérarchiques. Aussi leur tentative est-elle mal vue. Mais, paraît-il, les maîtres répétiteurs ont une association semblable. Comment faire pour refuser aux professeurs? Ah! le cas est grave!

Que penser de ces ministres prétendus libéraux pour qui cette petite parcelle de liberté paraît un danger?

***

Congrès de Tours. — Le conseil municipal de Paris avait voté une subvention de 5.000 francs aux organisations ouvrières, afin de leur permettre d'envoyer des délégués au Congrès de Tours qui doit s'ouvrir le 14 septembre prochain.

Le ministre de l'intérieur a annulé cette délibération.

Ah! s'il s'était agi d'offrir au tsar un knout d'honneur!...

***

Les grèves. — Les ouvriers du tissage Larue, à Senones (Vosges), se sont mis en grève au nombre de 200. Ils réclament le renvoi de leur directeur.

Les ouvriers boulangers de Lyon se sont mis en grève sur le refus des patrons de faire droit aux revendications de la corporation, qui sont : 1° suppression de la huitaine; 2° suppression du portage du pain le dimanche; 3° journée de dix heures (non compris les levains); 4° salaire de 5 fr. et 5 fr. 50 par jour; 5° liberté du couchage; 6° liberté de la

nourriture. Adresser les secours au citoyen Bret, trésorier du comité de la grève, Bourse du Travail, 39, cours Morand, Lyon.

* * *

Congrès. — Sur l'initiative du conseil d'administration du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, un congrès de mineurs se tiendra à Lens, dimanche 30 août prochain.

André Girard.

* * *

Cette. — Les personnages dégoûtants qui forment ce qu'on appelle la police secrète se distinguent ici particulièrement.

Chaque fois que passe un camarade qui cherche à faire quelques journées sur le port, ces bons mouchards s'empressent d'aller trouver l'exploiteur pour le faire renvoyer. On pourrait se demander quel intérêt a la police à agir ainsi. Aucun : elle ne fait qu'exercer simplement ses instincts malfaisants.

(*Correspondance locale.*)

Allemagne.

De Zurich a Londres (*fin*).

Enfin, il est nécessaire de compléter ce triste aperçu par quelques faits plus encourageants. En dépit de tous ces tuteurs et de toute cette discipline, l'esprit des masses qui toutefois perce de temps en temps est fait pour nous réconforter. Malgré toutes les calomnies des social-démocrates, les ouvriers ont commencé néanmoins à se désaccoutumer de leur fanatisme envers nous autres, anarchistes, aussi bien qu'envers d'autres sections indépendantes. Dans la plupart des centres d'industrie, on nous écoute maintenant avec calme et avec un intérêt évident. Les sentiments et les pensées révolutionnaires que l'on ne réussira jamais à supprimer entièrement, commencent de nouveau à sourdre puissamment. Généralement on se prend à douter de la valeur du parlementarisme; on comprend qu'il est nécessaire d'éclairer les masses, que ces masses doivent lutter sur le terrain économique, et que l'organisation en de nouveaux groupements économiques s'impose afin d'atteindre au socialisme. Les luttes des trade-unions, les grèves sont devenues en dernier lieu plus vives et plus nombreuses. Aussi, l'intérêt pour l'organisation de coopératives ouvrières de production basées sur des coopératives de consommation atteint son plein développement, — quoique cette tendance n'ait encore trouvé, même chez un certain nombre d'anarchistes, que peu de faveur. Les anarchistes allemands eux-mêmes sont divisés sur cette question. Mais il faut bien le faire remarquer ici, ce fut avant tout des anarchistes qui ont recommandé — comme antithèse au socialisme étatiste, et à la participation à l'action parlementaire — cet appui économique procuré à soi-même, cette conjonction solidaire des intérêts de consommation, comme une voie vers l'émancipation, comme le germe de la socialisation de l'humanité. A ce propos, nous citons les coopérations anglaises, ainsi que les grands succès obtenus par les coopérations de la social-démocratie belge. De la part des social-démocrates allemands, certainement, nous n'avons reçu que railleries. Ils se contentent, en tant que parti conservateur auquel tout ce qui est nouveau fait horreur, de prétendre que les conditions chez nous sont autres que dans les autres pays. Voilà, certes, une manière très commode de convaincre et de réfuter! Cependant nous avons l'intention de montrer — même à nos amis encore opposants — qu'en Allemagne également un mouvement coopératif peut marcher de pair avec le mouvement des trade-unions, et que tous les deux seront les principaux soutiens du socialisme libre, anti-autoritaire et anti-étatiste.

Mais je dois appeler encore l'attention sur quelques autres signes en Allemagne du réveil d'un esprit plus libre et plus énergique. Il ne s'agit pas seulement de la classe ouvrière, mais aussi de quelques fractions de la classe bourgeoise. Le nombre augmente de plus en plus de ceux qui, renonçant finalement et radicalement à tous leurs préjugés, préconisent la rénovation de la société humaine. Ces tendances, dont l'ancien lieutenant-colonel von Egidy commence à devenir le centre, doivent être considérées comme importantes. Bien des gens longtemps embarrassés de tous les préjugés de religion, de monarchisme, de militarisme et de capitalisme, des savants, des artistes, des soldats et des cléricaux commencent à les élaguer de leur esprit, et à entreprendre à côté de nous la lutte pour la liberté de pensée et d'action, et pour l'abolition des antagonismes politiques, sociaux et économiques. J'aurais bien désiré qu'un homme d'une aussi vivace énergie que M. de Egidy fût présent à Londres; nos amis étrangers n'auraient pas eu de peine à constater que ses pensées et ses actions sont beaucoup plus radicales que la tactique de la social-démocratie allemande, qui, — dans ses efforts vers le gouvernement du parti, — ne peut souffrir qu'il existe à côté d'elle une autre section.

Or, en Allemagne aussi, malgré toute cette oppression des libres tendances de deux côtés différents, on voit très nettement que le vieux monde s'effrite et menace ruine; que quelque chose de nouveau, de grand, de splendide, veut naître de l'énergie solidaire de l'humanité jusqu'à présent contenue : une vie libre des individus, basée sur les intérêts communs, la solidarité, le socialisme. Nous, les anarchistes, en Allemagne, nous nous considérons tous comme des socialistes, et ceux qui nous refusent le titre de socialistes altèrent la vérité. Ce que nous combattons, c'est le socialisme étatiste, l'égalisation venant d'en haut, le bureaucratisme : ce que nous propageons, c'est le groupement et l'association libre, l'absence d'autorité, la liberté de l'esprit, l'indépendance et le bien-être pour tous. Mais, avant tout, nous prêchons la *tolérance* envers chaque tendance, qu'il s'agisse à nos yeux d'opinions fausses ou d'opinions correctes; ce n'est pas par la force que nous voulons les supprimer ni autrement. Mais cette tolérance, nous la demandons aussi pour nous; et là où les socialistes révolutionnaires, où les ouvriers de tous les pays s'assemblent, là nous voulons assister et participer aux discussions; nous sommes des hommes aussi sensés que les autres : si nos convictions sont erronées, alors que ceux qui ont raison nous en inculquent de meilleures. Mais, autant que nous sommes dans le vrai, autant que notre conviction profonde est que le chemin de l'avenir est l'anarchie, autant, alors, nous vous persuaderons de la vérité de nos idées, tôt ou tard, que vous le vouliez ou non. Et quand bien même vous vous boucheriez les oreilles, d'autres viendront qui nous écouteront et nous comprendront; et la puissance des faits entraînera enfin aussi les plus récalcitrants.

G. L.

Italie.

Foggia (Pouilles). — Je reçois la nouvelle qu'à Tremiti il se passe encore des faits très graves. C'est pour moi une occasion de parler d'un barbare cruel, nommé Michele de Rosa.

Après les fusillades du 1er mars, le directeur Caruso fut mis à la retraite (1), et à sa place fut envoyé par Crispi, pour diriger la colonie, un certain De Rosa. Celui-ci venait d'une prison italienne, dont il était le directeur : il n'avait jamais été à la tête d'une colonie de *coatti* : c'est à Tremiti qu'il devait faire ses premières preuves.

A son arrivée, il nous promit d'être notre frère, il dit avoir été envoyé par le gouvernement pour réparer les maux dont on nous avait accablés jusqu'alors; il chercherait à nous contenter tous, en donnant du travail encore à d'autres camarades tour à tour; il ferait toujours des rapports favorables au ministère, il nous aiderait et nous ferait recouvrer notre liberté, etc., etc.

Voici comment ces promesses furent tenues :

Il commença par ôter le travail à plusieurs camarades. Auparavant, on travaillait huit heures par jour : il ordonna qu'on travaillât dix, douze, quatorze heures par jour en disant que, comme il s'agissait de travaux matériels, il ne savait pas comment les anarchistes pourraient passer le reste de la journée. Il donna aussi l'ordre de diminuer les salaires. Auparavant, on travaillait pour 1 fr. par jour. M. Michele voulut que les anarchistes travaillassent pour 0 fr. 70 ou 0 fr. 80, sous prétexte que la main-d'œuvre ne pouvait pas valoir à Tremiti ce qu'elle valait sur le continent.

A l'infirmerie, se trouvaient alors les blessés du 1er mars : M. Michele lésina sur leurs vivres les plus indispensables, parce que, disait-il, les malades doivent manger peu. Outre cela, il supprima le cuisinier et ordonna au garde-malade de le remplacer tout en continuant à faire le garde-malade, parce que, disait-il, dans une infirmerie, l'observance de l'hygiène était impossible (1).

Nous lui fîmes comprendre qu'on ne pouvait pas continuer ainsi. Il répondit qu'il fallait se soumettre à lui, car il avait la force, et il s'en servirait sans miséricorde à l'occasion. Nous lui repartîmes qu'avec les anarchistes il devait venir à des accommodements, parce que les anarchistes ne se soumettaient à la volonté de personne, encore moins à celle de la force. Mais ce langage, que nous avions tenu toujours avec Caruso, lui porta sur les nerfs. D'un caractère brutal, d'une intelligence très bornée, d'une ignorance supérieure, — non content de toutes ces vexations, il voulut nous provoquer encore davantage.

Un jour, plusieurs compagnons licenciés de leur travail, ne sachant que faire, s'étaient mis à labourer une pièce de terre pour en faire un petit jardin. Aussitôt M. Michele envoya ses gardes et ses carabiniers pour leur enlever leurs instruments de travail.

Un autre jour, le 20 mars, il se présenta dans l'école (2), accompagné des gardes et d'un délégué de la sûreté publique — il avait laissé sur la porte les carabiniers — et intima à un des coadjuteurs de Gavilli — celui-ci n'y était pas — de sortir immédiatement, car il devait fermer l'école. Aux vives protestations de notre camarade, qui s'opposa à sa bestiale injonction, il répondit : Si vous ne sortez pas, je renouvelle avec vous les faits du 1er mars (3). Et il fit chasser par ses gardes les enfants, qui eurent — pauvres petits! — grand'peur, sortirent de dessous les bancs tout tremblants, et allèrent se cacher, en pleurant et criant tout épouvantés, sous les robes de leurs mères! Cette tragédie — incomplète grâce à la prudence des anarchistes — se termina par l'arrestation, au château, du camarade qui avait dit à M. Michele ce qu'il méritait, et de Gavilli qui, aussitôt qu'il sut ce qui arrivait à l'école, était accouru, et avait, lui aussi, vivement protesté (4). Mais le directeur — voyant que toutes ces provocations étaient accueillies avec dédain, et qu'elles n'avaient pas pour effet de faire essayer de nouveau les mousquets sur les anarchistes — lança, le soir du même jour, les carabiniers et les gardes dans la colonie dans une attitude menaçante (5).

Depuis ce jour, je suis absent de Tremiti. Mais en prison, à Lucera, je sus que les protestations continuaient encore. M. Michele infligea trois mois de prison à un camarade, seulement parce que celui-ci avait chanté dans la chambrée. Aussitôt que Gavilli fut retourné à Tremiti, il le jeta pour trois mois et demi en cellule de rigueur, uniquement parce que les magistrats de Lucera l'avaient acquitté du délit d'outrage pour l'affaire de l'école.

J'ai dit que ces jours-ci d'autres faits graves se passent à Tremiti, provoqués par Michele de Rosa. Je ne manquerai pas d'en informer nos lecteurs, aussitôt que je les apprendrai.

Cependant nous demandons pourquoi le gouvernement italien, tout en sachant ces faits, n'a voulu jamais y pourvoir. De Rosa fut envoyé à Tremiti par Crispi. Pourquoi le ministère di Rudini, qui a changé toute la politique de Crispi, ne change-t-il aussi celle des îles où se trouvent les anarchistes? Nous ne saurions imaginer d'autre motif que, comme Crispi avait éventé en Michele de Rosa un lâche de la pire espèce, le marquis di Rudini hésite à le remplacer,

---

(1) Cette retraite n'eut pas pour cause *les faits du 1er mars*. Ceux-ci en furent le prétexte. Caruso, à Tremiti, faisait *de bonnes affaires*, ou mieux, il faisait bien *ses affaires*. Le gouvernement le sut enfin et..... prétexta l'assassinat du *1er mars*..... pour le mettre à la retraite.

(1) Nous ne savons pas si le docteur A. de Mauro — le médecin peureux du 1er mars, dont j'ai parlé dans ma précédente correspondance — était du même avis. Certes, comme officier sanitaire, il aurait dû parler, mais il se tut.

(2) Cette école fut *fondée par le camarade* Gavilli, aveugle. Avant que les anarchistes y arrivassent, il n'y avait pas d'école à Tremiti. Les enfants vivaient, comme les chèvres, dans la rue. Leur intelligence n'avait d'autre nourriture que la *camorra* des *coatti pour crimes de droit commun*. Il est vrai qu'un prêtre, le curé, faisait leçon dans la sacristie; mais les enfants n'y allaient pas, parce qu'il les battait.

L'école des anarchistes était fréquentée par près de soixante enfants des deux sexes, et les inscriptions augmentaient tous les jours.

Je reparlerai de cette école.

(3) C'était un coup prémédité. Tous les gardes et tous les carabiniers étaient dans la colonie. Au château, le piquet des grenadiers se tenait prêt.

(4) Nos camarades étaient allés au château — où se trouvait le bureau télégraphique — pour envoyer une protestation au ministère. Mais M. Michele rattrapa nos camarades et les arrêta en vue de les empêcher de télégraphier.

(5) Ce fut à la suite de *l'affaire de l'école* que les anarchistes de Tremiti télégraphièrent, le 20 mars, au ministère, de vouloir *leur laisser terminer* leur peine dans les prisons plutôt qu'au *domicilio coatto*.

car il sait bien que ce sont précisément les gens lâches, brutaux et *ignorants tels que* le directeur De Rosa, qu'il faut lancer contre les anarchistes.

Dans ma *prochaine correspondance*, je parlerai aussi de la prison judiciaire de Foggia, une desplus horribles de l'*Italie méridionale*, où il se passe souvent des faits tout ce qu'il y a de plus répugnants.

ROBERTO D'ANGIÒ.

Crète.

Nous avons reçu la lettre suivante nous engageant à faire entendre un cri de protestation contre l'attitude de l'Europe en présence des événements de Crète.

Nous n'aurions pas *attendu* pour cela d'y être sollicités, car la cause des révoltés, quels soient-ils, est toujours la nôtre; il est toujours légitime de s'insurger contre l'autorité. Mais nous avons l'habitude aussi de ne parler que de ce que nous connaissons. N'ayant jusqu'ici reçu aucune information particulière relative à l'insurrection crétoise, nous nous sommes tenus dans l'expectative :

« Lecteur, dès leur apparition, des *Temps Nouveaux*, et ami depuis longtemps des idées que ce journal représente, j'ose faire appel à vous en faveur d'une cause qui me semble juste.

« Je veux parler des malheureux Crétois. Leur sort me fait pitié, et la conduite de l'Europe en cette occasion me fait horreur. Bien que les événements actuels d'Orient aient un caractère essentiellement religieux et nationaliste, il me semble qu'il appartiendrait aux anarchistes d'intervenir dans cette question *au point de vue de l'humanité*. Aussi ai-je été un peu peiné de n'y voir faire aucune allusion par les organes libertaires qui ont si loyalement pris la défense des indigènes du Dahomey et de Madagascar, victimes de la sauvagerie de nos troupiers « civilisés ». J'espère que vous trouverez bon de réparer cette lacune regrettable. En effet, ce n'est pas là une question politique (et je vous approuve entièrement de détourner votre attention des fadaises parlementaires pour la porter sur les problèmes sociologiques); ce qui est en jeu là-dedans, c'est le droit à l'existence, c'est la liberté de religion, c'est-à-dire le commencement de la liberté de penser; c'est la résistance contre les atrocités soldatesques... en un mot, les premiers jalons de notre idéal libertaire. Qu'en cette occasion, « les puissances » agissent comme elles le font, qu'elles poussent hypocritement le sultan à rétablir l'« ordre », qu'elles diffament lâchement toute tentative d'intervention généreuse, elles ont raison. Ce qui s'est passé là-bas pour les Jeunes-Turcs, les Arméniens, la Crète, c'est ce qui s'est fait auparavant en Russie, c'est ce qui s'est fait, c'est ce qui sera essayé sans doute bientôt en France vis-à-vis de tout penseur libre.

« Mais à nous, anarchistes, il convient de protester et de flétrir cette politique honteuse qui fera bientôt regretter Charles X et Badinguet.

« Au risque même de suivre en cela quelques feuilles réactionnaires, faisons-le.

« Il faut montrer à tous ces politiciens la hauteur de nos aspirations, et leur contraste avec leurs mesquines préoccupations. Il faut réveiller de sa torpeur cette pauvre France si fertile en révolutionnaires, en internationalistes, en humanitaires malgré tous les efforts de notre bourgeoisie inintelligente et ploutocratique. Cela est d'une grande importance, à la veille du voyage en France d'un autocrate et des platitudes qui en résulteront. »

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

THÉATRE MONCEY, 50, avenue de Clichy. — Le samedi 29 et le lundi 31 août 1896, à 8 h. 1/2 du soir, le journal *le Libertaire* organise deux conférences publiques et contradictoires que fera Sébastien Faure sur : *L'Anarchie, sa raison d'être, son but.*

Prix des places : 1 franc et 50 centimes.

∴

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII*e. — Samedi 29 août, à 9 heures précises, au local convenu.

Causerie sur les syndicats.

∴

Les *Libertaires* de Clichy et de Levallois-Perret invitent tous les citoyens à venir étudier la question sociale. Plusieurs compagnons traiteront des différents sujets intéressant l'évolution sociale. — Rue du Bac-d'Asnières, salle Fournier, à Clichy.

∴

BORDEAUX. — Dimanche 6 septembre, à 3 heures de l'après-midi, au groupe de la rue Layteire, 65, causerie par le camarade Antarès sur « l'Individu et la Société » (essai de socialisme *synthésiste*).

∴

TARARE. — Quelques camarades ayant décidé de faire une ballade en campagne invitent les copains qui voudraient en profiter à se rendre le dimanche 6 septembre, à 2 heures du soir, en haut de la rue Montagny.

AUX CAMARADES

On cherche à étouffer le *Libertaire* sous le poids des saisies et des condamnations.

Le bruit court d'arrestations imminentes : la visite du czar en serait le prétexte.

Le gouvernement de combat que soutient une majorité servile réserve ses sourires et son appui aux monarchistes cléricaux et aux réactionnaires opportunistes

La pensée libre est plus entravée que jamais dans sa possibilité d'expression.

Camarades,

Plus on s'efforce de nous intimider, plus il importe de nous affirmer. Les gouvernants auraient trop beau jeu s'il leur suffisait de mettre en circulation des bruits d'arrestations en masse et de recourir à la saisie de nos journaux pour nous imposer silence.

Les menaces et les persécutions ne détournent de leur route que les faibles, les indécis.

Or, nous sommes forts et savons ce que nous voulons.

Les deux conférences que nous organisons sont une excellente occasion de donner à tous le spectacle de notre virilité.

Il est à désirer que la foule des auditeurs qu'attireront la curiosité et la sympathie soit augmentée de tous les convaincus, lecteurs des journaux anarchistes, acquis à nos conceptions.

Le Théâtre Moncey est une salle fort vaste ; mais, si vous répondez à notre appel, camarades, elle sera trop, beaucoup trop petite.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Déroute, 1 volume de vers par Léopold Selme, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Brichanteau comédien, par Jules Claretie, roman, 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Etude de sociologie pratique, par de Masquard, brochure, 0 fr. 30, chez l'auteur, à Saint-Césaire-lès-Nîmes (Gard).

La Comédie de l'amour, par Ibsen, 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 11, rue des Pyramides.

A toute personne qui nous enverra un abonnement de six mois pour un tiers, il sera expédié contre la somme de 0 fr. 40 représentant les frais de poste, les brochures suivantes :

***Dieu et l'Etat**, 0.60, par Bakounine. — **La Société au lendemain de la Révolution**, 0.60, par J. Grave. — **L'Ordre par l'anarchie**, 0.25, par D. Saurin. — **Aux Jeunes Gens**, 0.10. — **Un Siècle d'attente**, 0.10. — **L'Agriculture**, 0.10. — **Les Temps Nouveaux**, 0.25, ces quatre dernières par Kropotkine.*

En tout, pour 2 francs de brochures gratis.

A ceux qui nous enverront un abonnement d'un an, à servir à un tiers, il sera envoyé les collections complètes des quatrième, sixième et septième années, représentant une valeur réelle de 18 francs, contre les seuls frais d'envoi : 0.60 en gare, 1.10 pour l'extérieur, où existe le service des colis postaux; autrement, par la poste, c'est 3 francs d'affranchissement.

BOITE AUX ORDURES

Les branches d'un même tronc, soit encore. Mais à un même arbre, on trouve souvent à côté des branches saines, couvertes de feuillages et riches de fruits, des branches mortes et pourries. Et le devoir de l'arboriculteur est de les abattre impitoyablement. Je dis que l'anarchie est une de ces branches pourries, que la hache des congrès doit détacher du tronc, pour qu'il ne gâte pas le tout.

LÉO.

(*La Bataille* de Bruxelles, 13 août.)

PETITE CORRESPONDANCE

H., à Angers, et Jean d'Anton, à Bruxelles. — Convocations arrivées trop tard. — Mardi, avant 10 heures.

J. V., à Alger. — C'est bien l'auteur de la brochure.

Dèche, à Marseille. — Reçu abonn., seront servis.

H., à Rotterdam. — Reçu abonnement. Recommence avec ce mois-ci?

Gualbert, à Dijon. — Nous avons égaré votre adresse, ne pouvons vous écrire. Quand réglerez vous les numéros pris *chez Carillon?* — Avons besoin de rentrer dans nos fonds. Nous attendons réponse cette semaine.

J. M., Lecloux. — Ce n'est pas la suppression d'une loi que nous voulons, c'est de « toutes » les lois.

L. B. I. — La brochure de Digeon n'existe plus en librairie. — Comme nous ne sommes pas assez riches pour immobiliser de l'argent, je préférerais que vous m'envoyiez la somme en mandat au lieu de timbres. Pour échanger ceux-ci, nous sommes forcés de les retourner au pays d'origine et d'attendre que la somme en vaille la peine.

P., à Denain. — Nous n'avons pas de chansons.

X. — Reçu l'*Union Socialiste*. Ils pourraient citer l'origine quand ils reproduisent, mais à quoi bon chicaner là-dessus

C., à Tarare. — Colis de journaux expédié en gare.

V., à Roubaix. — Reçu.

T. J., à Marseille. — Veuillez prendre 295 invendus chez Blancard.

Aigues-Mortes. — Souscription faite par B pour envoi de brochures : Barra, 2 fr.; Sabit, 0.40; Fillol, 0.50; Lancier, 1 fr.; Alfred M., 2 fr. En tout, 5 fr. 20. — Moitié pour la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, de Bruxelles.

Nous avons reçu, par le camarade Matha, 25 fr. 35, produit d'une collecte faite jeudi dernier à la réunion de la salle du Commerce. Merci aux camarades qui en ont pris l'initiative.

Reçu pour la Brochure *Pages d'histoire* : P., 0.25. — D., à Reims, 0.30.

M., à San Francisco. — J., à Darnetal. — F., à Sainte-Tulle. — G., à Tarare. — P. S., à Lyon. — S., à Nimes. — B., à Nancy. — P., à Denain. — G., à Mâcon. — Agence Genève. — A., à Beaucaire. — N. K., à Belgrade. — E., à Migennes. — L., à Elbeuf. — B., à Verberie. — E. C., à Béziers. — V., à Nimes. — F., à Saint-Etienne. — P., à Grenoble. — D., à Niort. — C., à Dijon. — G., à Cette. — J. H., à Rotterdam. — L., à Jemmepes. — S., à Lootcha. — C., au Havre. — D., à Villefranche. — G., à Beaucaire. — D., à Lyon. — G., à Nantes.

Reçu pour le journal : N. M., 5 fr. — M., à Nonancourt, 0 fr. 50. — Dr L., 2 fr. 05. — G. G., à Marseille, 1 fr. 05. — Pour vendre le journal dans la rue, 4 fr. — B. J., à Valréas, 0 fr. 75. — M., à la Tour-du-Pin, 0 fr. 50. E. S., à Genève, et son ami, 2 fr. — Collecte faite à la réunion du 20 à la salle du Commerce, 25 fr. 35. — F. G., 1 fr. 50. — H., à Paris, 2 fr. — Un ami de Janvion, 10 fr. G. F., à Paris, 1 fr. 35. — Un irréductible, 5 fr. — J. V., à Alger, 0 fr. 75. — A. G., 1 fr. 35. — R. et E., 10 fr. — E. V., à Nimes, 5 fr. — Un copain, Toulon, 0 fr. 30. — S., à Villers-Cotterets, 10 fr. — C., à Houssaye, 0 fr. 60. — Par D., collecte faite au groupe de Bordeaux, 9 fr. — C., à Tarare, 1 fr. — D. et F., à Reims, 0 fr. 90. — Le groupe *les Indomptables* de Roubaix : Pollet, 0 fr. 50; Prévot, 0 fr. 25; Alphonse, 0 fr. 25; Mastroquet, 0 fr. 25; Vercruysse, 0 fr. 50; Un nouveau, 0 fr. 25; Jean Ex, 0 fr. 25; Albert, 0 fr. 25; Stoorm, 0 fr. 25; Bouquin Achille, 0 fr. 50; Claeys, 0 fr. 25; Un ennemi de la police, 0 fr. 25; Un homme noir qui n'aime pas la carotte, 0 fr. 40; Georges sans maître, 0 fr. 30; Jules, 0 fr. 25; Un anarchiste, 0 fr. 25; Bénéfice sur des gravures de Chicago, 1 fr. 50; Lyonnais L., 0 fr. 50. En tout, 6 fr. 95.

Merci aux camarades qui ont répondu à notre appel. Que ceux qui n'ont pas encore répondu se remuent un peu et ça ira.

Pour répondre aux craintes exprimées par divers camarades, il est bien entendu que si nous manquions de paraître une semaine, ce ne serait qu'un trou d'un numéro. Nous pensons avoir assez de sympathies autour de nous pour que le journal reparaisse la semaine suivante. C'est un trou que nous voudrions éviter, et que l'on peut éviter si chacun y met du sien.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente
à Tarare
chez Gaynon, libraire, rue Pêcherie.
On y trouve également la *Sociale* et le *Libertaire*.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 19 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 SEPTEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA SOCIÉTÉ ET L'INDIVIDU

Deux choses qui, pour avoir été mal comprises, ont vécu ensemble en complet antagonisme. Celui-ci se révoltant de temps à autre contre celle-là, mais retombant toujours écrasé sous le poids formidable des institutions qu'il contribuait à développer et à défendre.

Pareil, en ceci, au magicien de la légende qui devient en butte à la méchanceté du monstre qu'ont animé ses incantations, chaque progrès de l'intelligence humaine, chaque perfectionnement élaboré par des individualités, ont servi à ceux qui s'étaient faits les guides de la collectivité, pour resserrer les chaînes de l'individu.

Pauvre être social! voilà des siècles et des siècles qu'il lutte pour le bonheur; qu'il fait des révolutions pour s'émanciper; qu'il s'ingénie à transformer les rouages qui le broient. Mais il n'a pas sitôt fait l'expérience de ses nouvelles combinaisons, qu'il est pris entre les dents de la machine et ne s'en arrache qu'en y laissant un peu de sa chair pantelante, un peu de ce que les métaphysiciens ont appelé son « âme » et que, pour ne pas avoir à fabriquer de mot nouveau, nous pouvons continuer à appeler ainsi, en la dépouillant de toute idée métaphysique, nous contentant de l'envisager comme un mode particulier de vibration de la matière dont nous sommes composés et qui peut se définir ainsi : « la conscience de soi ».

*
* *

La lutte se poursuit à travers l'histoire, non seulement entre races, entre nations de même race, mais encore entre individus de la même nation, et aussi entre l'individu et l'Etat social. Partout, à tous les degrés de formation des collectivités, les intérêts de l'individu, du groupe, se dressent antagoniques les uns contre les autres.

Pourtant, lorsqu'ils se rapprochèrent les uns des autres, les individus, cela est de toute évidence, ne le firent que poussés par l'espoir d'y trouver un avantage sur leur état antérieur. Besoin d'unir leurs forces pour vaincre un obstacle naturel, nécessité de s'entr'aider pour capturer la proie qui défiait leurs efforts isolés, urgence de se sentir les coudes pour résister à un ennemi plus puissant, quelle que soit la raison qui motiva l'association des individualités humaines — ou de l'ancêtre humain, si l'association se fit avant que l'anthropopithèque eût élargi ses facultés *en raison humaine*, — toutes impliquent qu'en associant leurs efforts, ce n'était pas une abdication de leur liberté que faisaient les individus, mais une coordination de leurs facultés, ayant pour but d'acquérir une plus grande puissance d'effets; de liberté, par conséquent.

Cette association s'est faite, certainement, sans débats préalables, sans discussions ni contrats, sous la pression du besoin et des circonstances, chacun réservant implicitement sa liberté d'agir; nul doute que ces premières associations ne durèrent qu'autant que dura l'effort à donner, pour se dissoudre le résultat une fois obtenu. Ce ne dut être que progressivement que les familles, réunies en vue d'un effort à accomplir, continuèrent de vivre côte à côte, une fois l'effort passé.

Au sein de ces associations temporaires, certains réalisèrent d'insensibles avantages au détriment de leurs associés. Librement consentis sans doute par ces derniers, ils finirent par devenir un droit pour ceux qui se les étaient appropriés, étendus ensuite, entraînant d'autres privilèges à leur suite. Et l'étude des peuples primitifs nous retrace cette évolution, en nous montrant depuis le groupement de quelques individus seulement, sans l'ombre de la plus petite différence entre eux, en passant par celles où l'autorité du chef est toujours subordonnée à la volonté d'obéir de ceux qui la reconnaissent, pour aboutir à nos organisations politiques les plus compliquées.

Pour pouvoir s'établir, l'autorité a dû s'insinuer. Et encore non, ce n'est pas là le mot propre; car cela laisserait supposer que toute la théorie était déjà formulée en le cerveau de ceux qui en profitaient, tandis que la réalité doit être tout simplement que l'autorité et l'exploitation se développèrent au fur et à mesure que ceux qui furent investis des premiers avantages, s'aperçurent que la ruse et la force étaient d'excellents moyens pour tromper les imbéciles, mater les récalcitrants.

Si l'autorité et l'exploitation avaient voulu entrer, armées de toutes pièces, dans les premières associations rudimentaires, elles y auraient échoué, puisque, sitôt que leur effet y devint sensible, les révoltes se sont fait jour contre cette déviation de l'évolution sociale.

*
* *

Elevés sous la tutelle gouvernementale, les individus ont, par la suite, accepté *le fait comme* une « loi naturelle ». Les empiétements des privilégiés, jusqu'à ce que la force leur fût assurée, ont dû être insensibles au cours d'une existence individuelle. Les générations passaient sans s'apercevoir que leurs liens s'étaient multipliés. Quand ils s'aperçurent de l'oppression, les individus se soulevèrent contre, mais trop tard. L'autorité avait pris racine, s'était créé, autour d'elle, des intérêts disposés à la défendre. Et ceux-là même qui se révoltaient, s'insurgeaient bien contre *les hommes* au pouvoir, mais sans oser mettre en doute la légitimité de l'autorité. Habitués déjà à l'entrave, il semblait impossible aux hommes de s'en passer.

Quand on eut bien changé les hommes au pouvoir, on s'aperçut enfin que cela ne changeait rien à l'oppression; on s'en prit alors aux institutions; mais l'esprit humain est borné, peu variées sont ses conceptions, et les changements qu'apportèrent les esprits les plus hardis, n'allaient pas plus bas que la surface, quand ce n'était pas qu'un simple changement de nom le plus souvent.

« Avant de détruire, il faut savoir quoi reconstruire » est un axiome courant en sociologie comme en politique. « Avant de détruire sa bicoque qui tombe en ruines et le laisse exposé aux intempéries, le propriétaire s'avise d'un logis provisoire tout au moins. » Aussi, avant de se débarrasser des liens dont on les chargeait, la principale préoccupation de ceux qui voulaient s'émanciper, fut de dire : « Ces liens nous gênent, par quoi pourrions-nous bien les remplacer? » — « Le gouvernement d'un tel nous gêne, qui mettrions-nous bien à sa place? » — Ce furent des avisés ceux qui allèrent jusqu'à rêver de changer la forme de gouvernement.

On n'en était pas encore à se dire : « Le gouvernement nous gêne, ne soyons plus gouvernés! » Cela était trop simple pour des cerveaux déformés par le préjugé. Il n'y eut que de rares esprits d'élite qui osèrent l'avancer, sans oser cependant en tirer toutes les conséquences.

Mais, ayant eu beau changer, les hommes au pouvoir d'abord, les formes de l'autorité elle-même ensuite, et se trouvant toujours opprimés, l'évolution de l'idée se fit peu à peu; à chaque déception nouvelle, les individus devenaient plus sceptiques quant à la nécessité du Pouvoir; aujourd'hui, le pas a été franchi, et après avoir semblé un paradoxe, le « Plus d'autorité! » a pris droit de cité, ne semble plus aussi absurde. Au lieu de l'écraser sous le rire et le dédain, on accepte de le discuter. L'idée se formule et se précise, on n'est plus arrêté que par l'ignorance où l'on est de savoir « comment ça marcherait », du jour où il n'y aurait plus d'autorité pour maintenir les individus dans le respect mutuel de leur liberté.

*
* *

Bien mieux, le doute! le doute qui empêche tout élan; le doute qui désarme ceux qui ne sont plus certains de défendre une cause juste; le doute ferment destructeur de toute croyance, de toute virilité, lorsqu'il n'est pas provoqué par une idée supérieure, a pénétré dans le cerveau des privilégiés!

Ils ne sont plus certains de la légitimité de leurs privilèges; ils ne sont plus assurés de la nécessité de leur pouvoir; l'exploitation qu'ils font peser sur les masses ne leur semble plus aussi juste — il n'y a que les économistes et ceux qui se croient « intellectuels », pour affirmer aujourd'hui la nécessité de l'asservissement d'une classe servile au profit d'une élite. — Et du moment qu'ils

ont perdu *la foi* en leur mission, nos maîtres ont perdu la force de se défendre.

La peur, l'égoïsme, l'avidité leur feront bien faire par à-coups des massacres comme en 71, des lois idiotes comme en ces dernières années, mais sans avoir l'énergie de continuer leur œuvre de défense de caste, sans qu'ils osent continuer ouvertement et avec continuité leur œuvre de réaction. Comme tous les gens faibles, ils passent de la violence la plus outrée à l'avachissement le plus complet. Ils ne croient plus en leur rôle social.

Ils n'osent plus apporter la même assurance dans l'affirmation de *leurs prétendus* droits; certains en sont arrivés à consentir à reconnaître « qu'il peut y avoir quelque chose de vrai » dans le nouvel idéal, ne discutant plus que sur le plus ou moins d'éloignement de sa possibilité. Ce qu'ils cherchent avant tout, c'est de sauver l'heure présente, faisant abandon de l'avenir!

Quand on en arrive à douter de la justice de sa propre cause, on n'est plus apte à la défendre et à lui recruter des défenseurs. Aussi, à l'heure actuelle, l'ordre social est frappé à mort; il se tient encore debout, par l'effet de la vitesse acquise, par la puissance et la multiplicité des institutions et des intérêts qu'il a su créer autour de lui; d'autre part, par suite de cette peur de l'inconnu que l'on a appelée le misonéisme, ou horreur du nouveau, mais expression pas tout à fait juste, car ce n'est pas le nouveau que l'on abomine, mais tout simplement l'incertitude de ce qu'il apportera, ce qui fait que les foules se cramponnent aux mœurs et idées du passé, ne les abandonnant que progressivement, sous l'influence des circonstances, plus fortes, elles, que la volonté individuelle.

Les jours de l'état social actuel sont donc comptés; l'idée de l'autonomie complète de l'individu, de sa libre expansion, se dégage insensiblement des aspirations vagues qui l'embrumaient; elle se précise, se formule, apparaît de plus en plus lumineuse. L'instant s'approche où elle deviendra le moteur initial de la minorité agissante qui impulse les foules, les arrachant malgré elles aux étreintes du passé, les rudoyant, parfois, pour les forcer à progresser.

L'idée maintenant est lancée, elle entraînera le monde.

J. Grave.

Le coup de main à Constantinople

La saisie de la Banque ottomane par les Arméniens marque un pas nouveau dans la guerre des rues, lors d'une insurrection. Armés de bombes, vingt-cinq hommes ont pu défier une cité populeuse, pénétrer dans la banque et s'en emparer.

On sait déjà les détails. Le directeur anglais de la banque, — Sir quelque chose, — se sauva par les toits et, voyant la banque en possession d'hommes résolus, prêts à faire tout sauter, il n'eut rien de plus pressé que de courir vers le sultan et les ambassadeurs, les supplier de ne pas toucher les assaillants, de ne pas oser tirer dessus, mais de les prier au contraire, à genoux s'il le faut, de s'éloigner, avec sauf-conduits pour sortir sous l'escorte des cuirassés français et anglais de Constantinople.

La banque prime tout, et ce fut fait.

On reconduisit les insurgés — presque avec honneur — jusqu'à ce qu'ils fussent en sûreté en dehors des eaux ottomanes, à bord d'un bateau français en partance pour Marseille.

Lorsqu'ils capitulèrent, *ils étaient quinze!* Cinq avaient été tués, cinq étaient blessés. Et les quinze déposèrent *dix-sept kilos de dynamite, quatre-vingt-sept bombes et une quantité de cartouches!*

On comprend la terreur des maîtres de la banque.

⁂

Comme coup de main, *c'était parfaitement réussi.*

Mais ce qui suivit, prouva une fois de plus que cent hommes et cent bombes ne font pas une révolution.

Un coup de main — soit! Mais si la population n'est pas avec eux — rien ne s'en suit.

En effet, la population de Constantinople n'ayant aucune sympathie avec les assaillants — le massacre général des Arméniens, des plus pauvres, cela va sans dire, commença.

Deux à trois mille Arméniens ont été assommés à coups de hache et de bâton dans les rues, mercredi passé. Samedi, le massacre recommençait. Des chars pleins de cadavres sont amenés et déchargés à la mer. Le carnage fut terrible — les musulmans étant décidés à ne pas livrer *leur* ville aux Arméniens ni aux Européens.

Sans le peuple, sans l'action des masses, on ne fait pas de révolution!

Mais si le peuple se soulève, le caractère des conflits futurs changera, sans aucun doute.

Vindex.

Gérault-Richard, dans la petite R. F., prend fait et cause pour notre camarade Guyard contre l'application des lois scélérates.

Serait-il indiscret de demander au susdit député pourquoi il a jadis voté pour le maintien des dites lois, sous prétexte qu'il valait mieux « voter les lois scélérates que de mettre les scélérats au pouvoir », suivant la belle expression de son ami Guesde? P. D.

UNE LEÇON

Guyard vient d'être condamné par la police correctionnelle à un an de prison, non pas pour « apologie de faits qualifiés crimes » selon l'expression du nouveau texte de loi, l'avocat général ayant lui-même reconnu que l'article poursuivi ne contenait aucune apologie, mais tout simplement parce que cela *ressortait de ses intentions!* Ce verdict est la meilleure illustration de ce que nous avons toujours pensé.

Les juges appartenant à la bourgeoisie sont, de par leur situation, les ennemis de ceux qui sont déférés à leur omnipotence.

Payés par le gouvernement, leur avancement étant à la discrétion de ceux qui les emploient, on peut se faire une idée de leur indépendance.

De plus, l'interdiction des débats étant à leur disposition, il en résulte qu'un procès de presse n'est plus qu'une exécution pure et simple.

Certes, nous ne nous sommes jamais fait d'illusions sur ceux qui s'adjugent le pouvoir de juger les autres. Entre un jugement et une exécution sommaire, il n'y a qu'un peu d'hypocrisie en plus. Seulement, quand on était déféré au jury, lorsqu'il y avait la publicité des débats, on pouvait espérer trouver parmi les jurés des hommes refusant de se prêter aux fantaisies du pouvoir. Aujourd'hui, la condamnation est assurée. Essayer de se défendre, c'est prêter son appui à la comédie qui se joue sur votre dos.

La réponse de Barbès à ses juges est de plus en plus juste :

« L'Indien attaché au poteau de torture ne répond à ses ennemis que par le dédain. »

La conscience de nos juges est cuirassée contre cela, mais s'il y a, dans le public, encore quelques hommes de cœur, peut-être finiront-ils pas comprendre toute l'infamie de nos institutions sociales.

J. Grave.

DES FAITS

Le *Scientific American* publie, à propos de l'impôt sur le revenu, un long article d'où nous extrayons les chiffres vraiment extraordinaires des plus grandes fortunes de l'Allemagne :

Krupp, le trop fameux fabricant de canons, possède un revenu estimé à 8.500.000 francs.

Le baron de Rothschild, de Francfort, 7.000.000 fr. de revenu.

Le comte Huttin de Czaphia, capitaine au 14e hussards, 3.856.000 francs.

Sept personnes ont des revenus de plus de 2.500.000 francs.

Treize personnes ont des revenus entre 2.500.000 et 1.250.000 francs.

Le nombre des sujets de Sa Majesté Guillaume soumis à l'impôt sur le revenu comme ayant un revenu supérieur à 1.125 francs ne forme qu'environ 3/10 de la population; les autres n'ont même pas le nécessaire et ils ne se révoltent pas. Pourquoi?

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Dans les réunions. — Samedi soir, les délégués au Congrès de Londres, continuant leur propagande antiparlementaire, ont rendu compte de leur mandat à la salle Chaynes, rue d'Allemagne.

E. Guérard a rappelé à l'assemblée les incidents qui avaient eu lieu au sein de la section française, à Londres; après une critique de la section collectiviste et de son attitude, il a montré que, seule, l'organisation économique du prolétariat, contre toute ingérence des politiciens, pouvait amener une action révolutionnaire par la grève générale.

Allemane a parlé plus spécialement sur la question agraire; il dit qu'il ne faut pas endormir les paysans comme le font certains socialistes. La petite propriété comme la petite industrie doit disparaître, et il préconise la « société communiste, où il n'y aura plus de salariants ni de salariés ».

Vaillant essaie ensuite de parler de l'action politique, mais Tortelier, délégué aussi à Londres, dans cette même commission d'action politique, en fait le procès et explique que les ouvriers seuls, maîtres d'eux-mêmes, peuvent arriver à en imposer à leurs exploiteurs sans avoir besoin de lois, et que, du jour où ils le voudront fortement, c'en sera fait du régime capitaliste qui les écrase.

Pelloutier relève ensuite l'accusation des politiciens qui ont accusé les syndicaux à Londres de ne pas se conformer à l'esprit de leurs mandats; il lit à cet effet les résolutions du Comité fédéral des Bourses du travail, qui démontrent qu'au contraire les syndicats représentés à Londres ne devaient s'incliner devant « aucun dogme socialiste, alors que l'expérience seule pourra dire laquelle des théories est la meilleure ».

Après quelques paroles de Boicervoise, délégué à la commission de la guerre, et d'Argyriadès, à la commission d'éducation physique, l'assemblée se déclare pour l'action économique et révolutionnaire contre l'ingérence des parlementaires.

⁂

La semaine de dame Thémis. — L'on jugeait, ces jours derniers, deux individus qui, soi-disant, avaient jeté un homme par-dessus un pont, il y a six mois; affaire en elle-même assez banale.

A l'audience, il nous a été révélé ceci, c'est que le pont en question n'avait été livré à la circulation que quinze jours après le soi-disant crime.

Pour étayer l'accusation, le juge d'instruction n'avait rien négligé, témoin cet extrait de la défense des prévenus présentée par M. Paris :

« Notez au passage que cette fois la justice admet les agents en faute, bien qu'ils aient déposé sous serment, alors qu'en correctionnelle l'affirmation de ces mêmes agents suffit à entraîner la condamnation de n'importe quel prévenu. »

L'aveu de la part de dame Thémis, que ses larbins, représentés par nos bons sergots, mentent plus souvent qu'ils ne disent la vérité, était bon à enregistrer : nous saurons nous en servir à l'occasion.

A signaler aussi l'arrestation de cet ex-jugeur Rabaroust, condamné jadis pour son amour envers les petits garçons : ses compères du palais l'ont fait remettre en liberté, faute de charges suffisantes. A charge de revanche. P. D.

* *

ELBEUF. — Le Congrès de Londres a fait du bien dans la région; la conduite des endormeurs a produit une impression déplorable pour eux dans les syndicats et la plupart des groupes. Il semble même que leurs partisans, pour la plupart bourgeois ratés, se soient donné la tâche de se faire passer pour des agents provocateurs. Lors de la conférence Guérard organisée par la fédération des syndicats, ils interrompaient l'orateur tous les dix mots en lui criant de s'expliquer sur la propagande par le fait; finalement, les huées de l'auditoire et la réplique de Guérard, leur disant que les anarchistes étaient des travailleurs, tandis que dans leur Parti ouvrier l'on voyait des gens possédant 800.000 francs de rente, qu'il était plus honorable d'être en contact avec des anarchistes qu'avec des bourgeois tels que leurs députés, les forcèrent à se taire.

Le secrétaire du Parti ouvrier rouennais, ayant pris sous son bonnet de rédiger une protestation contre les assertions de Guérard sans consulter les autres membres, provoqua une scission dans le groupe.

Enfin le journal hebdomadaire l'*Union Socialiste* de Rouen se déclara antiparlementaire et antiétatiste. Depuis, il publie de bons articles contre les endormeurs et la centralisation, des articles et coupures pris dans les *Temps Nouveaux*, etc.

(*Correspondance locale.*)

* *

L'ARMÉE. — Le général Poilloüe de Saint-Mars vient d'adresser aux corps d'infanterie placés sous ses ordres une circulaire que nous regrettons de ne pouvoir, faute de place, reproduire ici pour la plus grande gaieté de nos lecteurs. Dans ce charabia laconique, mi-sentimental, mi-impératif, qui caractérise le vieux grognard, dur à cuire, se prétendant un « père » pour ses soldats, il prescrit que chaque officier soit accompagné d'un « soldat-tender » — « qui doit être à l'officier comme le tender est à la locomotive » — et chargé de porter en son havresac les vivres et les effets du gradé. Il paraît que l'officier est en général d'une essence trop fine pour porter lui-même ses effets et son manger. Le soldat-tender devra être aux petits soins pour son officier, ne le laisser manquer de rien, le panser, en cas de blessure en temps de guerre, et s'occuper de le faire transporter à l'ambulance; si l'officier est pris d'un certain besoin pressant, pour hâter son retour dans le rang, le tender l'aidera à se reculotter, etc., etc. Il sera robuste, alerte et le *plus sympathique* à son officier qu'il suivra comme s'il était son ombre, etc.

Il me semble que si j'étais officier, je serais écœuré de voir ainsi ravaler la dignité d'un homme en lui faisant remplir ce rôle avilissant.

* *

LA MAGISTRATURE. — Outre l'affaire du *Libertaire*, dont il est parlé plus haut, la magistrature a montré une fois de plus que, quand elle tient un malheureux entre ses griffes, il faut littéralement le lui arracher pour qu'elle le laisse partir. L'autre jour venait en cour d'assises une affaire d'assassinat dans laquelle étaient impliqués les nommés André Lourtel et son oncle François Lourtel.

Ce dernier n'avait été arrêté, il y a quatre mois, que sur les indications de son neveu, l'accusant formellement d'avoir été son complice. Dès la première audience, l'attitude et l'incohérence des propos d'André Lourtel ont démontré, aussi clair que le jour, ou qu'il mentait ou qu'il est fou. Au lieu de mettre aussitôt en liberté François Lourtel dont l'innocence se révélait si visiblement, on a jugé à propos de renvoyer l'affaire à une autre session pour examen mental du neveu. Ainsi, voilà un innocent qui, par l'entêtement criminel du juge d'instruction, a fait déjà quatre mois de prévention et auquel on va encore faire subir trois mois supplémentaires, au bout desquels il sera certainement relâché, sans excuses ni indemnité. On lui conseillera même sans doute de ne pas recommencer!

Ineffable justice!

* *

POLICE. — Les chacals de Puybaraud ont déjà commencé leur chasse. L'*Intransigeant* affirme que des perquisitions ont été opérées parmi les Russes réfugiés à Paris, en vue de la venue du tsar. Puybaraud nie, comme il nierait, sans doute, si on l'accusait d'avoir touché mille francs de la part du sultan pour expulser Ahmed-Riza.

Attendons-nous à toutes sortes de tracasseries et de persécutions sous prétexte de calmer la venette de Nicolas durant son séjour en France. Que les camarades prennent leurs précautions pour ne rien laisser traîner dans leurs tiroirs qui puisse compromettre leurs amis. Car on profitera de la diversion opérée pour accomplir sournoisement les viles besognes que l'on n aurait osé tenter en temps ordinaire.

ANDRÉ GIRARD.

* *

LES GRÈVES EN JUILLET 1896. — 57 grèves ont été déclarées en juillet dernier. Les industries textiles sont toujours celles où l'on rencontre le plus grand nombre de grèves; elles en comptent 18. Les 41 autres se sont produites dans les industries les plus diverses. Le nombre des grévistes connu pour 49 grèves est d'environ 9.000. Ce sont les questions de salaires qui ont donné naissance au plus grand nombre de grèves : 31 fois; 4 occasionnées par une réduction; 26, par une demande d'augmentation, et 1, par un retard de paiement. Les autres causes sont : diminution du temps de travail, 4; réglementation du travail, 1; demande de renvoi d'un contremaître, 6; demande de réintégration d'un ouvrier congédié, 2; d'autres enfin sont dues à des demandes de suppression du travail aux pièces, de changement de mode d'établissement des tarifs, de diminution des amendes, de tolérance à l'heure des entrées, etc.

On constate une certaine recrudescence du mouvement gréviste comparativement aux années précédentes, pendant les sept premiers mois de cette année :

En 1893 : 497	grèves	et	105.802	grévistes.
En 1894 : 257	»	et	34.773	»
En 1895 : 268	»	et	33.707	»
En 1896 : 351	»	et	40.000	»

Arménie.

Jusqu'à présent, ignorants de la vérité, nous n'avons pas parlé des événements d'Arménie. Le *Mercure* de septembre nous apporte un historique détaillé des faits, nous nous empressons de le reproduire.

> « Les choses se sont considérablement apaisées en Turquie et aucun événement récent ne justifie la présomption que les efforts du sultan pour rétablir l'ordre demeureront infructueux. »
>
> (*Paroles du prince Lobanoff, ministre des affaires étrangères de Russie, à M. Goschen, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, 16 janvier 1896.*)
>
> D'après les rapports consulaires, plus de deux mille Arméniens ont été massacrés à Orfa du 28 décembre 1895 au 1er janvier 1896.
>
> (*Tableau des massacres dressé par les soins des six ambassades de Constantinople, inséré dans le Blue Book présenté au Parlement anglais en février 1896. Pièce annexe 534.*)

Un livre vient de paraître : *Les Massacres d'Arménie* (1), recueil de lettres écrites, sous l'impression même des événements, dans diverses villes et villages d'Anatolie, au cours des massacres organisés ou tolérés par le gouvernement turc et autorisés en fait par l'atttitude des « grandes puissances européennes », pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1895. Selon les évaluations les plus modestes, environ 60.000 HOMMES, A PEU PRÈS SANS DÉFENSE, ONT ÉTÉ ÉGORGÉS, PENDUS, BRULÉS, ÉCORCHÉS, DÉPECÉS, ÉCARTELÉS. Des documents officiels qui seront analysés plus loin en témoignent, avec l'impartiale concision des procès-verbaux. Mais dans les tragiques feuilles rassemblées ici, et dont les auteurs si divers de condition et d'âge ne songeaient guère à la publicité, c'est le cri même de la détresse, la clameur de la chair souffrante qui surgit des pages muettes et obsède les oreilles. Écoutez le catholicos d'Akhtamar énumérant au seuil du tombeau, trois jours avant sa mort, plus de 140 villages incendiés et détruits, et tenant comme au-dessus des forces humaines de « relater un à un tous les actes de férocité qui ont été commis »; écoutez le récit d'un enfant de quatorze ans, à Arapghir, qui voit du haut des toits tout un quartier de la ville s'effondrer dans l'incendie, fuit de maison en maison, se cache dans les jardins et se terre enfin dans l'église, pleine de réfugiés; écoutez ce maître d'école d'Erzeroum enfermé avec deux professeurs, deux institutrices et trois domestiques, avec cinq cents enfants dont quelques-uns seulement ont plus de dix ans, tandis que l'on tue au dehors, pendant toute une journée et une nuit pire où l'on endort les petits en leur chantant « à voix très douce des chansons tristes ». Lisez ensuite un épisode, pris au hasard, comme celui-ci : « Après avoir déchargé leurs pistolets sur le boucher Adam et son fils Karékine, « les assassins entrèrent dans la boutique, tombèrent sur les blessés, se mirent à les dépecer; ils « arrachèrent les jambes, les bras, la tête, mirent « en pièces les deux corps, en suspendirent les « morceaux à des crochets, et les montrant aux « passants, ils criaient : *Que demandez-vous? des bras? des jambes? des pieds? des têtes? Achetez! c'est à bon marché!* » (Trébizonde, 8 octobre.)

Ainsi, à chaque page, apparaissent, lamentables et hideux, les martyrs et les tortionnaires. Nulle monotonie dans l'horreur, si ce n'est qu'elle excède toujours l'imagination. Et cependant cela est vrai, d'une authenticité si indéniable que, malgré le désir qu'elles eurent de les taire, les chancelleries européennes ont été obligées d'avouer les massacres. Elles connurent en effet, jour par jour, heure par heure, les détails de la fête sanglante que se donnait à soi-même le sultan Abdul-Hamid Khan, surnommé Ghazi, c'est-à-dire le Victorieux, grâce au prestige de ses défaites, de ses capitulations et de l'indicible lâcheté qui le tient, perclus de terreur, en son palais d'Yldiz. Mais elles les divulguèrent sournoisement et laissèrent au gouvernement anglais seul, suspect à tort de ténébreuses machinations, le soin de publier un *Livre Bleu* dont la provenance même infirme la valeur aux yeux des vrais patriotes gaulois, germains ou moscovites. On ne voit pas que la presse française, si curieuse d'ordinaire d'offrir à ses lecteurs le récit de beaux crimes, ait accordé une attention autre que dédaigneuse à ces assassinats en masse, où ne manquent ni le pittoresque horrible ni le doux fumet d'exotisme qui valut à M. Pierre Loti des admirations si élégantes. On ne voit pas non plus que la philanthropie du Parlement français se soit émue ou ait été au moins sollicitée par des informations officielles. Mais ce n'est point pour le vain plaisir de démontrer trop facilement la vénalité loqueteuse des feuilles publiques et la cruelle ineptie de députés et de ministres transitoires qu'il siérait d'évoquer ici la douloureuse passion de tout un peuple disparaissant de la face du monde dans le silence presque universel, sans qu'aucune voix consolatrice leurre son agonie. Ces faits ont pour nous plus qu'un intérêt sentimental; ils servent à illustrer d'une manière très significative quelques-unes des fictions fondamentales des sociétés modernes : bienfaisante nécessité d'un gouvernement toujours tutélaire par définition et dont la sollicitude protège surtout les faibles; vertus éminentes des diverses mythologies qui incitent les fidèles aussi bien à la résignation stupide qu'à la férocité; valeur des traités et actes diplomatiques internationaux qui sont, dans notre Europe hérissée de baïonnettes, la sauvegarde de la paix, et assurent à ceux qui les respectent ou y sont simplement mentionnés une félicité édénique; à quoi il faut ajouter un autre axiome dont la vérité est comprise de tous les Français par une grâce spéciale du cœur plutôt que par l'inutile usage de l'intelligence : mission providentielle de l'Alliance franco-russe.

(*A suivre.*) M. L. ROGUE.

(1) *Les Massacres d'Arménie. Témoignages des victimes.* Préface de G. Clémenceau, édition du *Mercure de France.*

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le Comité fédéral des Bourses du travail n'a délégué un de ses membres au Congrès de Londres qu'après consultation et assentiment des quarante-cinq Bourses fédérées. Le délégué s'est rendu au Congrès avec le mandat — publié en temps utile pour que les Bourses pussent y faire les observations qui leur auraient paru nécessaires — 1° de combattre toute exclusion motivée par une divergence d'opinion politique avec la majorité du congrès; 2° de substituer à l'arbitrage, en cas de conflits européens, le refus du service militaire par les socialistes; 3° de se prononcer relativement à la question agraire dans le sens socialiste le plus radical, la révolution devant exproprier tous les propriétaires, quelle que soit l'importance de leur pro-

priété; 4° d'appuyer, conformément à la décision du IV° Congrès des Bourses du travail, la grève générale; 5° de déclarer qu'il n'y a qu'un moyen de résoudre les conflits entre le capital et le travail : c'est de supprimer au plus tôt le capital.

Le Comité fédéral constate que son délégué a rempli ce mandat dans la mesure où le lui a permis l'intolérance du bureau du Congrès.

Le délégué s'est prononcé, comme il le devait, contre toute exclusion et a gardé sa place à côté des représentants des syndicats ouvriers français.

En présence des incidents inattendus qui se sont produits, le Comité fédéral des Bourses du travail, ne voulant pas que son attitude prête le moins du monde à équivoque, déclare qu'il ne s'inféode pas plus aux fractions socialistes de la délégation régulière qu'à celles de la minorité; que, représentant des Bourses du travail d'opinions différentes, le rôle qui lui convenait était de rester en dehors de toute action politique, se conformant ainsi au vœu expressément émis par toutes les Bourses du travail qui, en outre de la délégation collective de la Fédération, se firent représenter directement.

La Fédération reste donc, en tant qu'union fédérative des syndicats français, indifférente aux débats purement politiques qui se sont élevés pendant le Congrès entre les fractions socialistes de la majorité et de la minorité du Congrès. Elle n'exprime qu'un regret : c'est que le Congrès de Zurich ait opposé des conditions particulières à l'admission des délégués, et que ces conditions, le Congrès de Londres les ait maintenues; car c'est vouloir imposer un dogme socialiste, alors que l'expérience seule pourra dire laquelle des théories diverses est la meilleure, et c'est encore vouer les congrès et la lutte prolétarienne à l'avortement, en déterminant les socialistes proscrits à combattre les socialistes proscripteurs.

F. Pelloutier.

⁂

Les camarades du X° et du XI° arrondissement se réunissent tous les dimanches, 93, faubourg du Temple, à 8 h. 1/2 du soir.

⁂

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII°. — Samedi 5 août, à 9 heures, au local convenu.

Compte rendu des fonds; organisation d'une réunion.

⁂

Les Égaux du XVII° (Cercle d'études sociales, scientifiques et philosophiques). — Réunions libres, tous les mercredis, à 9 heures du soir, maison Leroy, 12, avenue des Ternes (angle de la rue Poncelet).

Nous invitons toutes les personnes soucieuses de leurs intérêts et à la fois de l'émancipation sociale, à suivre assidûment nos causeries contradictoires du mercredi.

Le meilleur accueil sera fait aux contradicteurs et conférenciers qui voudront bien nous aider à développer les différents sujets ci-dessous.

Sujets à traiter pendant les réunions d'automne :

2 septembre : Les grèves et les politiciens. — Les Congrès.

Le 9 : Les lois de répression contre l'anarchie. — Leurs conséquences.

Le 16 : Physiologie de l'homme et de la femme.

Le 23 : Les différentes formes du salariat.

Le 30 : L'amour libre. — L'union libre.

7 octobre : Le machinisme et ses conséquences.

Le 14 : Mariage et prostitution.

Le 21 : Le collectivisme et l'anarchie.

Le 28 : Patrie et internationalisme.

Le 4 novembre : Le cléricalisme, ce qu'il engendre.

Le 11 : Le militarisme.

Le 18 : Le mouvement communaliste de 1871.

Le 25 : Qu'est-ce que l'anarchie?

Une bibliothèque en formation permettra à l'avenir d'étudier plus amplement les questions posées.

⁂

Reims. — Les camarades sont invités à la réunion de samedi 12 août 1896, à 8 h. 1/2 du soir, chez Darsonval, rue des Romains.

Ordre du jour : Fondation d'un groupe dans le quartier du faubourg de Laon.

Nous engageons les militants à assister à cette réunion.

Causerie par des camarades sur ce que doit être l'action anarchiste. — Urgence.

⁂

Marseille. — Dimanche 6 septembre, à 9 heures du soir, aura lieu à la grande brasserie Noailles, entrée rue Thubaneau, une grande soirée familiale organisée par les Libertaires pour aider à l'apparition de la *Clameur*.

1° Concert. — 2° Causerie par le camarade Gros. Sujet traité : « Les ficelles du Congrès de Londres. » — 3° Grand bal, sauterie.

Prix d'entrée : 0 fr. 50.

⁂

Bordeaux. — *Société anarchiste expérimentale.* — Réunion du groupe le jeudi 10 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, rue de Guyenne, 16, au 1er étage.

Le camarade Smith, étudiant, membre du groupe, traitera le sujet suivant : *L'Idée anarchiste.*

Tous les anarchistes de Bordeaux sont invités à cette causerie; ils sont priés, en outre, d'amener les personnes susceptibles d'évoluer vers l'Idée.

⁂

Boulogne-sur-Seine. — Samedi 5 septembre, conférence par Sébastien Faure, salle Coullette, 57, Grande Rue.

A NOS AMIS

Merci à tous ceux qui ont répondu à notre appel cette semaine. Le numéro a marché sans encombre et nous avons pu liquider quelques petites dettes criardes.

Croyant faire œuvre générale, nous ne craignons pas de faire appel à la bonne volonté de tous, chaque fois que nous nous voyons près de sombrer.

Merci à ceux qui nous comprennent. Ils peuvent compter sur nous comme nous comptons sur eux.

AVIS

La troisième feuille de notre album vient de paraître. Elle a pour titre : *L'Errant*. Elle est en vente au prix de 1 fr. 50 et 1 fr. 65 par la poste.

Le camarade qui l'a dessinée, désirant, pour des raisons particulières, rester inconnu, elle ne porte pas de nom d'auteur, mais, pour être anonyme, elle n'en a pas moins de valeur aux yeux des artistes.

La quatrième, sous presse, porte le titre : *Le Démolisseur*, et est de notre ami P. Signac.

Nos modestes ressources ne nous permettant que le tirage restreint de 300 exemplaires de chaque feuille, c'est un véritable cadeau que nous offrons à nos lecteurs : elles ne tarderont pas à se faire rares et à faire prime, car il ne sera pas fait de tirages ultérieurs.

Notre première, *L'Incendiaire*, déjà tire à sa fin, et nous ne pouvons, dès à présent, la donner qu'à ceux qui nous prendront les trois feuilles à la fois. Les deux premières restent au prix de 1 franc chacune, 1 fr. 15 par la poste.

La deuxième, *Femmes portant du bois*, de Pissaro père, est encore vendue séparément, mais elle tire à sa fin également, et nous ne tarderons pas à la réserver pour les acheteurs de la collection.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Congrès de Londres, par E. Guérard, du Syndicat des travailleurs des chemins de fer. Prix : 0 fr. 20, franco 0 fr. 25, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

D'autre part, quelques camarades, délégués, eux aussi, au Congrès de Londres, viennent de publier leurs impressions, sous le titre : *Les Révolutionnaires au Congrès de Londres. — Conférences anarchistes.* Prix : 0 fr. 10, franco 0 fr. 15. En vente aux *Temps Nouveaux*.

A LIRE

Tout de même des hommes, Séverine, *Eclair*, 27 août.

Visites domiciliaires, Drumont, *Libre Parole*, 1er septembre.

A voir :

Fondation d'une école nationale pour la magistrature, dessin de A. Willette, *Journal*, 31 août.

BOITE AUX ORDURES

L'article intitulé *Chute de l'anarchie*, signé Jérôme Henry dans l'*Avenir social* de Marseille du 29 août.

PETITE CORRESPONDANCE

J. P., à Perpignan. — Expédié à l'adresse. Merci.

Le camarade qui a expédié *Patrie et Internationalisme* à M. Praince, à Pontoise, est averti qu'elle nous est revenue avec la mention « inconnu ».

Y. J., à Lorient. — Vous avez mal compris notre annonce : les brochures sont pour celui qui paie un abonnement de propagande à faire servir à une autre personne, et non pour celui qui s'abonne lui-même; mais étant donné que vous versez à la propagande, les expédions tout de même.

Reçu pour la famille Mignot : V., à Grigny, 0 fr. 50 ; — R., à Roanne, 1 fr. 35.

Reçu pour l'*Idea Libre* : J., à Lorient, 0 fr. 60; — N. M., 2 fr. 50; — P. R., Alger, 1 fr.

P. T., à Andritsaina. — Reçu lettre. En effet.

Reçu pour le journal : L., 0 fr. 50; F., au Mans, 10 fr.; Nîmes : trois camarades qui se sont fouillés, 1 fr. 25; Montal, 0 fr. 50; Dr L. G., 20 fr.; A. B., à Marseille, 1 fr. 05; P. M., 25 fr.; un anonyme, 200 fr.; T., à Paris, 0 fr. 50; X., 2 fr.; J., à Lorient, 0 fr. 90; L., 1 fr. 25; un homme libre, 2 fr.; N. N., 2 fr. 50; Jeanquimarche, 25 fr.; M., à St-Aubin, 2 fr.; L. D., 10 fr.; Gj., 5 fr. — Brest, par T. : L. G. T., 0 fr. 20; F. P., 0 fr. 20; un plombier, 0 fr. 10; S. G., 0 fr. 10; C. A., 0 fr. 10; Flimion, 0 fr. 10; B. H., 0 fr. 20. En tout, 1 fr. — P. G., à Reims, 2 fr.; vente de vieux timbres, 70 fr. (1); les Libertaires de Menpenti, 5 fr.; G., à Tourcoing, 1 fr.; C., à St-Chamond, 2 fr. 50.

Un dégoûté de la société, 0 fr. 25 ; Une révoltée, 0 fr. 25 ; Un qui voudrait pendre tous les bourgeois, 0 fr. 25 ; Tellondesoifran, 0 fr. 25 ; Un pas content, 0 fr. 15 ; Un peinard, 0 fr. 50 ; Un qui n'aime pas Carette, 0 fr. 40 ; Vercruysse, 0 fr. 25 ; Un bourgeois en dèche, 0 fr. 25 ; Un qui voudrait voir Guesde juge d'instruction, 0 fr. 25 ; Claeys, 0 fr. 25 ; Verdicht Jean, 0 fr. 20 ; Sac à charbon, 0 fr. 25 ; Ne parle pas, 0 fr. 25 ; Demesy, 0 fr. 25 ; Lamreau, 0 fr. 25. En tout, 4 fr. 25.

Camarades métallurgistes de Marseille, par J. F., 2 fr. — St-Etienne : M., 0 fr. 60; Cénacle, 3 fr.

J. F. C., 0 fr. 50 ; Q. B., 0 fr. 50; Anonyme, 1 fr.; O. B. B. F., 0 fr. 60 ; J. Mallranque, 0 fr. 30; Vve Leverdays, 1 fr; J. Mallranque, 0 fr. 20; G. Paris, 0 fr. 50; J., 0 fr. 50. En tout, 5 fr. 10.

P. T., à Cette. — D., à Montluçon. — F., à Amiens. — G., à Lyon. — M., à Anvers. — L. L., à Baugy. — L., à Bruxelles. — M. A., à Caudebec. — V., à Pittsburg. — G., à Beauvais. — F., à Chicopee. — Un qui veut. — E. B., à Pise. — B., à Roubaix. — M., à Nancy. — J., à Montpellier. — L., à Epinal. — Lux Regnabit. — K. G., à Châlons. — J., à Villeneuve. — P., à Brieulles ; — G., à Béziers ; — D., à Morez ; — B., à Vivier-au-Court ; — S., à Lille (par la *Sociale*). — V., à Reims. — G., à Marseille. — N., à Toulouse. — V. P. — B., à Bourges. — P., à Denain. — G. D., à Tunis. — H., à Angers. — B., au Mans. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

L'Anarchie, *de Reclus*	» 10
Le 11 novembre (*eau-forte*).	1 75
Esprit de révolte	» 10
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*.	» 60
— — — *avec portrait*.	1 »
La Grande Révolution, *par Kropotkine*.	» 10
Défense d'Etiévant.	» 10

(1) C'était un stock de timbres oblitérés envoyés par divers camarades que nous avions laissé s'amasser faute de débouchés; aujourd'hui nous avons un acheteur, les camarades qui ont l'occasion d'en ramasser peuvent nous les envoyer.

Le Gérant : Dexéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 20 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 SEPTEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

ET

LE CONGRÈS DE LONDRES (1)

III

A LONDRES.

Le Congrès de Londres aurait pu être un des meilleurs congrès socialistes qui se fussent jamais tenus. Par l'importance de ses délibérations il pouvait surpasser tous les congrès précédents — y compris ceux de l'Internationale.

Alors, en 1867-69, le socialisme ouvrier, prolétarien était à ses débuts.

Maintenant, il y a des millions de socialistes de par le monde. Tous ils ont lu, beaucoup ont pensé sérieusement sur le problème social. Les premiers pas en socialisme leur ont coûté beaucoup de réflexions, de lettres, de discussions. Et le résultat est qu'en ce moment il y a des centaines de mille — probablement des millions — d'hommes et de femmes, fermement persuadés que la reprise de la terre et des usines — du capital social, en un mot — par les travailleurs *doit* s'accomplir; que ce n'est pas un idéal lointain; que cela doit être fait, ou essayé du moins, à la *prochaine* révolution, laquelle — tous ces millions en sont persuadés — est proche.

∴

Mais, parmi ces millions de socialistes, il y a — comme nous l'avions dit dans la série d'articles : *Un temps d'arrêt* — divers courants qui travaillent les esprits.

Et pour que le socialisme ait prise sur les esprits de ceux qui sentent la nécessité d'un changement, mais ne sont pas encore socialistes, — pour que le socialisme puisse envahir les hésitants — il faut, il est d'absolue nécessité, que les socialistes eux-mêmes se rendent bien compte sur la forme de société qu'ils désirent, qu'ils chercheront à réaliser.

Que l'on dise ce qu'on voudra dans le camp marxiste, mais on ne dira que des bêtises, si l'on ne veut pas comprendre cette *vérité*, cette généralisation *vraie* du mouvement de notre époque et de ses besoins.

∴

Le socialisme allemand a pris une direction étatiste, centralisatrice. Ses adhérents en France, en Italie, en Angleterre (très peu nombreux) et encore moins nombreux aux Etats-Unis, conçoivent la révolution sociale comme une extension des pouvoirs de l'Etat, de son organisation centralisée, sur le domaine économique. Ils tiennent à la tradition jacobine, la tradition de Louis Blanc.

Etendre les pouvoirs de l'Etat, mettre la main de l'Etat sur les moindres manifestations de la vie humaine, — voilà leur idéal.

L'expropriation par une Convention nationale, — voilà ce qu'ils veulent.

La poste partout, les chemins de fer dans beaucoup de pays, l'éducation presque entièrement partout, sont déjà organisés par l'Etat. — Ce sera — disent la plupart des social-démocrates — ce qui nous servira de modèle pour organiser la production dans la société socialiste.

On peut ne pas y arriver du coup par une seule révolution; mais ce sera le but, l'idéal que l'on visera.

Cela va sans dire qu'ils ajoutent à cela que l'Etat sera *démocratique;* que ce sera un Etat *populaire*, dans lequel le gouvernement central sera élu par le peuple; dans lequel le *plébiscite* populaire ou le *referendum* donneront au peuple toutes les possibilités de contrôler son gouvernement. Un Etat, enfin, dans lequel l'*esprit* sera populaire au lieu d'être monopoliste, privilégié, comme il l'est aujourd'hui.

Voilà donc le programme d'une grande masse de socialistes, et nous défions M. Liebknecht qui aime à dire que les anarchistes le calomnient et qu'il n'est pas, lui, pour le socialisme d'Etat — nous défions M. Liebknecht de nous dire que ceci n'est pas un résumé fidèle du programme social-démocrate.

∴

Eh bien! le fait est qu'une immense masse de travailleurs ne veulent pas de cette organisation.

Que ce soit bon ou mauvais, que ce soit intelligent ou bête de leur part, — le fait est là : ils n'en veulent pas. Ils se méfient de la centralisation gouvernementale ; ils ne veulent pas du bonheur socialiste imposé par l'Etat, alors même que tous les moyens par lesquels on espère démocratiser l'Etat fussent employés pour enrayer le mal.

Remarquons bien que si les anarchistes sont l'expression de ce courant d'idées, s'ils travaillent à le propager et à le baser sur l'étude des sociétés, — ils sont bien loin d'en être les seuls représentants.

Une masse énorme de travailleurs en Europe et aux Etats-Unis ne veulent pas de cette absorption par l'Etat ; ils la craignent ; ils la craignent aussi bien pour l'avenir que pour le présent. Ils ne veulent pas, dès aujourd'hui, se lancer dans les voies de la démocratie sociale, parce que, dès aujourd'hui, ils voient que — sans parler de l'avenir, de la révolution — chaque « bienfait », obtenu de l'Etat par la voie législative, amène avec lui une soumission de plus de l'ouvrier à l'Etat, *une entrave de plus à son émancipation*.

∴

Il y a, dans l'histoire des trade-unions anglaises, un fait frappant.

En 1867, lorsque plusieurs secrétaires d'unions ouvrières avaient fiché le camp en emportant la caisse, et que la loi, ne reconnaissant pas les unions comme unités juridiques, ne pouvait être invoquée pour poursuivre ces messieurs, une agitation fut commencée pour forcer l'Etat à reconnaître les trade-unions, à les prendre sous sa protection à l'égal de toute autre personne, citoyen, sujet ou société d'actionnaires.

Eh bien, il y eut dans les trade-unions un fort contre-mouvement, opposé à celui-ci. « La grande masse des trade-unionistes », dit Sydney Webb dans son *Histoire des Trade-Unions* (pages 256-257), ne comprenait pas la nécessité pour leurs sociétés d'être légalisées. Il y avait même beaucoup d'hommes expérimentés parmi les secrétaires, etc., des unions, surtout en province, qui blâmaient les meneurs de Londres pour l'initiative qu'ils avaient prise, — parce que, disaient-ils, ils étaient contraires à la législation. « Moins les ouvriers auront affaire avec la « loi, mieux cela vaudra. »

Ces discussions furent très vives aux Congrès de 1868 et de 1869, et il fallut tout le talent de Frédéric Harrison, qui prêchait dès lors « la conquête des pouvoirs » (Voy. la *Bee-Hive* du 26 janvier 1867), pour vaincre cette résistance.

Maintenant, Sydney Webb a beau traiter cette tendance comme une erreur, en la nommant « unionisme vieux type », et les prétentieux de la social-démocratie ont beau se moquer de ces travailleurs et insulter leur manière de voir, — leur attitude hautaine à l'égard d'une tendance prononcée chez une masse considérable de travailleurs anglais est simplement absurde. C'est un fruit de l' « étatisme ».

D'autant plus absurde qu'il suffit de parcourir le programme des conservateurs qui, avant d'arriver au ministère, exposaient leurs idées sur la question ouvrière (Voy. le programme de Sir John Gorst dans le *Nineteenth Century*), pour comprendre combien cette résistance à l'envahissement de l'Etat est raisonnable et intelligente de la part des ouvriers anglais.

La législation sur le travail est un palliatif — les social-démocrates le savent; — eh bien, l'intervention de l'Etat crée déjà, tout en accordant ces palliatifs, des conditions qui doivent stériliser ou du moins fortement paralyser les efforts des travailleurs pour l'émancipation complète.

∴

Eh bien! cette tendance existe de nos jours, comme elle existait, il y a trente ans, et si la

(1) Voir les numéros 16 et 18.

social-démocratie n'a pas de prise parmi les travailleurs anglais, c'est qu'un grand nombre de travailleurs anglais craignent l'intervention de l'État : ils voient, dans chaque loi faite à leur intérêt immédiat, *un obstacle à leur émancipation complète*. Ils veulent les huit heures, ils veulent un salaire raisonnable, et depuis cinquante ans ils luttent pour cela. Ils réduisent les heures de travail, ils gagnent leur indépendance à l'atelier, ils haussent leurs salaires par leurs grèves, — mais ils préfèrent obtenir tout cela eux-mêmes par leurs luttes directes, en dehors de l'État.

Ils ne veulent pas de *la tutelle* de l'État.

* *

Eh bien! il faut toute la présomption d'un social-démocrate, et toute son ignorance — il faut bien dire les choses ce qu'elles sont — pour traiter cette tendance de haut en bas. Elle a, au contraire, ses racines dans toute l'histoire du peuple anglais, dans son esprit même. Et si nous, anarchistes, la croyons très juste, il faut être... social-démocrate pour ne pas admettre, au moins, qu'il y a du vrai dans cette tendance.

Mais mettons, enfin, qu'elle soit fausse... il fallait la discuter!

Et quelle occasion plus belle pour pareille discussion pouvait se présenter que le Congrès de Londres!

Il fallait provoquer cette discussion. La mettre à l'ordre du jour six mois à l'avance. En faire le point dominant du Congrès. Provoquer la contradiction. Inviter, prier les trade-unionistes du Nord, où cette tendance domine, de venir apporter leurs arguments. Inviter, prier les anarchistes de prendre part à cette discussion pour y apporter le poids de leurs arguments d'ordre général. Faire tout pour que ceux précisément qui diffèrent sur ce point de la social-démocratie viennent exposer leurs arguments.

Écouter et s'instruire.

Chercher à comprendre, à deviner le sens des tendances qui se font jour dans le mouvement ouvrier.

Ne pas faire l'humble, mais, du moins, ne pas faire l'arrogant. Admettre une bonne fois pour toutes que les patrons brasseurs et les fabricants de cigares, qui représentent la social-démocratie allemande au Parlement, ne sont pas les porteurs de *la* vérité, qu'ils ont à apprendre quelque chose chez les travailleurs.

Mais va-t'en, fichtre, te promener!

Est-ce qu'un social-démocrate qui a avalé Marx — digéré ou non — et qui est l'élu de tant de cent mille voix, peut *apprendre* quoi que ce soit chez les travailleurs? Il sait tout! Il est l'os blanc qui dominera l'os noir. S'il daigne venir à un congrès, c'est pour *faire reconnaître* sa domination, jamais pour discuter.

Et tout le Congrès de Londres est là : — congrès convoqué pour faire reconnaître la domination des social-démocrates et de leur fraternité; l'imposer aux travailleurs du monde entier.

Tout le reste n'était qu'une mise en scène dans ce but.

(*A suivre.*) P. Kropotkine.

Nous avons reçu de notre ami Tcherkesoff un article en réponse à Liebknecht; nous le publierons la semaine prochaine.

Le camarade Descamps, dont tous les camarades se souviennent, est sorti depuis une quinzaine de Poissy où il a terminé les cinq ans auxquels on l'avait condamné pour avoir résisté énergiquement à la tentative d'assassinat que voulurent opérer sur lui les séides de M. Lépine.

En prison, l'administration voulut essayer sur lui le régime qui vous débarrasse d'un individu sans en avoir l'air. Mais le camarade n'était pas de ceux qui se laissent tuer sans rien dire. L'administration comprit que l'homme ne se laisserait pas supprimer sans scandale. Et le camarade obtint de finir son temps tranquillement.

D'un bout de l'échelle à l'autre de l'administration, tous lâches : il suffit de leur montrer les dents, pour qu'ils n'aient pas le courage de leurs canailleries.

POURQUOI LES ANARCHISTES SONT ALLÉS

AU CONGRÈS DE LONDRES

Nous recevons la lettre suivante :

A M. Jean Grave.

Shanklin, 31 août 1896 (Ile de Wight).

« Monsieur et cher confrère,

« Je fais appel, non pas aux bonnes relations littéraires que nous avons eues, mais à votre simple loyauté, pour vous prier d'insérer cette lettre.

« On me signale dans le numéro 17 des *Temps Nouveaux* l'entrefilet suivant à mon adresse :

« A un adversaire de mauvaise foi. « M. G. Renard, dans la *Revue Socialiste* d'août, rendant compte du Congrès de Londres, affirme, page 199, que les *Temps Nouveaux* auraient déclaré que les anarchistes n'allaient au Congrès que pour l'empêcher d'aboutir, etc. »

« Je me borne à deux observations :

« 1° Ce n'est pas moi, c'est Millerand qui, dans son discours au Congrès, a mentionné la déclaration de ce qu'il a nommé le journal officiel de l'anarchisme. La protestation ci-dessus devrait donc s'adresser à l'orateur, qui ne sera pas en peine de répondre, et non à celui qui a relaté ses paroles.

« 2° J'ignore à quel article il faisait allusion; mais il me paraît avoir eu le droit de dire ce qu'il a dit; car voici un passage qui a paru dans le numéro 12 des *Temps Nouveaux* à la date du 24 juillet et qui prouve suffisamment les dispositions que les anarchistes apportaient au Congrès :

« Petite correspondance. — A. P., à Pouliet. « Vous avez mal saisi l'intention des camarades « qui veulent aller au Congrès de Londres. Ils y « vont pour forcer les social-démocrates à se « déclarer ce qu'ils sont, de purs politiciens. Il « ne s'agit pas d'y aller en mendiants, pour s'y « faire accepter. *Certainement au fond nous nous « moquons de toute espèce de congrès et de résolutions.* »

« Agréez, je vous prie, mes salutations empressées.

« Georges Renard,

« Directeur de la *Revue Socialiste*. »

* *

Deux mots seulement de réponse à M. G. Renard.

Il dit que ce n'est pas à lui que devait s'adresser notre protestation, mais à Millerand qui a lu au Congrès les déclarations du « Journal officiel » de l'anarchie.

J'étais au Congrès lorsque Millerand a lu le morceau de « Petite correspondance » que cite M. G. Renard, et si Millerand avait glissé les insinuations que lui prête M. Renard, j'aurais, en plein congrès, relevé M. Millerand, comme j'ai relevé M. Renard.

M. Millerand a parlé d'anarchistes « qui ne cachaient pas leur intention de se présenter au Congrès comme anarchistes et d'y développer leurs idées anarchistes ». — Ce qu'affirmait Millerand était vrai, il n'y avait rien à lui dire. M. Renard a donc traduit la pensée de Millerand comme il traduit la nôtre en trouvant la confirmation de « ce qu'aurait dit Millerand » dans le dernier alinéa du morceau qu'il cite!

Oui, nous croyons que les congrès ne sont que des petits parlements où l'on bavarde beaucoup et où l'on ne fait rien. Oui, nous croyons qu'il est absurde de voter des résolutions qui ne sont pas applicables, puisqu'il n'existe aucune force pour en imposer l'obligation à ceux qui les repoussent, et qu'il serait bien plus logique d'en faire des réunions libres où chacun viendrait librement exposer ses idées, sans vouloir en tirer des conclusions prématurées que l'on est impuissant à ériger en articles de foi.

C'est pourquoi il aurait été absurde, de notre part, d'aller dans un congrès uniquement pour l'empêcher d'aboutir, quand nous avons la conviction, démontrée juste par l'expérience, qu'il aboutira au même résultat sans nous.

Mais le commencement du passage cité donne les raisons de notre présence au Congrès, et M. G. Renard n'a nullement le droit de tirer, d'une réponse nécessairement écourtée, des conclusions qu'elle ne contient pas.

Les social-démocrates auraient franchement avoué organiser un congrès de social-démocrates, nous ne serions pas allés les déranger. Ils ont le droit d'être chez eux.

Mais, au lieu de cela, ils ont bruyamment affiché la prétention de parler au nom du socialisme entier, au nom du prolétariat universel : nous avons voulu leur faire voir que nous avions tout autant qu'eux le droit de nous présenter dans une réunion d'hommes qui veulent parler d'intérêts généraux, et nous y sommes allés.

Il est vrai que la seule présence des anarchistes au Congrès de Londres a suffi pour affoler les hommes du quatrième état, au point qu'ils n'ont rien pu faire de quatre jours, et cela sans que les anarchistes aient ouvert la bouche, ni rien fait. Est-ce la faute de ces derniers, si, par leur désarroi, les politiciens ont fait montre du peu de fond qu'ils reconnaissent à leurs doctrines, puisqu'ils craignent à ce point la discussion?

Les anarchistes revendiquent le droit à l'épithète de socialistes; les anarchistes affirment leur droit d'aller discuter partout où on aura la prétention de réunir les assises des idées sociales et d'émancipation prolétarienne : voilà ce que signifiait notre présence au Congrès de Londres, voilà ce que disait notre réponse à un camarade citée par M. G. Renard. Il n'est pas content de l'épithète que nous lui avons décernée? Cela lui apprendra à vouloir, — pour les besoins de sa thèse, — faire dire aux gens ce qu'ils n'ont pas dit.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Diplomatie. — Quelqu'un de fort embêté, c'est à coup sûr le ministre des affaires étrangères, Hanotaux. Cet homme, qui, jusqu'ici, a fait *tout ce qu'il a pu* pour qu'il ne soit pas parlé des affaires d'Arménie par la presse officieuse, voit non seulement l'opinion s'émouvoir des abominations qui se commettent là-bas, mais encore va avoir, pour répondre à une question que lui adressera un député, à rendre compte de l'attitude du gouvernement français dans les affaires d'Orient. Sans doute, l'interpellation elle-même n'est pas ce qui le trouble le plus, car, avec quelques tirades patriotiques, on s'en tire toujours; mais tout le bruit créé autour de ces massacres doit bien importuner un homme qui recommandait sans cesse à sa presse reptilienne de faire là-dessus le silence le plus absolu.

* *

Nos farouches conseillers municipaux de Paris, socialistes irréconciliables, ont décidé à l'unanimité moins deux voix que la capitale prendra part aux fêtes données en l'honneur du tsar. On était inquiet, paraît-il, sur l'issue de la délibération et on craignait de la part du conseil mi-révolutionnaire quelque « bêtise ». Voilà tout le monde rassuré. C'est qu'il n'y a pas comme le pouvoir pour civiliser les plus réfractaires.

*
* *

L'Armée. — C'est vraiment bien là peine de ruiner un pays d'impôts, sous prétexte de défense nationale, pour avoir un matériel qui se détraque au moindre usage. Les accidents se multiplient. Chaque jour on a à constater des explosions d'obus, de chaudières, de culasse de canon, etc., faisant des victimes parmi les malheureux jeunes gens que l'on force à aller passer les plus belles années de leur vie dans les bagnes militaires. Le député Sautumier doit, dit-on, interpeller le ministre de la guerre. Et puis après? Cela empêchera-t-il la rapacité des fournisseurs militaires de ne vendre que de la camelote, et cela forcément, car, sur le prix des fournitures militaires, il faut payer une foule de tripoteurs de tous grades? Non, certes. C'est la suppression de tout cet attirail et des guerres qui est la seule solution.

*
* *

Récompense honnête. — Il est question de créer une médaille destinée à récompenser les gardiens de prison comptant au moins vingt-cinq ans de services; mais on est embarrassé pour le choix de la couleur du ruban. La médaille étant une médaille commémorative des services rendus, la couleur *tabac* s'impose.

A. Girard.

*
* *

Dans les réunions. — Jeudi dernier a eu lieu la première réunion publique de protestation contre la venue en France de l'autocrate russe.

Les orateurs ont été unanimes à tancer comme il le méritait notre soi-disant gouvernement républicain, prêt à toutes les bassesses pour plaire à son soi-disant allié.

L'alliance du prolétariat a été préconisée contre l'alliance des gouvernements. Après avoir rappelé comment sont traités les révolutionnaires russes, un des orateurs a envisagé les différents moyens de protestation lors de la venue du knouteur à Paris. Il a été décidé d'organiser des réunions publiques aussi nombreuses que possible.

L'organisation d'une contre-manifestation a été aussi envisagée. L'assemblée a été unanime pour protester contre un pareil avachissement et engager tous les ouvriers parisiens à recevoir cet ami de la bourgeoisie comme il le mérite.

*
* *

Les délégués de syndicats et de groupes antiparlementaires au Congrès de Londres, devant le succès des différentes réunions, avaient décidé d'en organiser une sur la rive gauche de la Seine. Elle a eu lieu vendredi soir, dans la salle des Mille-Colonnes. Comme dans les précédentes réunions, le procès du parlementarisme et de la conquête des pouvoirs publics a été fait.

Les différents orateurs ont rétabli les faits, dénaturés par la presse et les politiciens, qui, selon leurs intérêts égoïstes, trompent continuellement le peuple pour le mieux diriger. Il était donc urgent de rétablir les faits et de démasquer les menteurs.

Un camarade anarchiste répondant à une objection a ensuite expliqué quel a été le but des compagnons qui sont allés à Londres.

Un collectiviste ayant voulu expliquer la conduite de ses maîtres n'a pas pu parvenir à se faire entendre, tant le prolétariat parisien est monté contre ces fantoches de la politique.

Paul D.

*
* *

Nantes. — Mercredi 26 août, le camarade Broussouloux a fait à la Bourse du Travail une conférence organisée par le syndicat des tourneurs, ajusteurs et raboteurs. Il a traité de l'action économique des syndicats. Les syndicats, fortement et savamment organisés, seront un levier puissant pour la Révolution. Ils commencent à comprendre qu'ils doivent se guérir des personnalités et des politiciens qui ne cherchent à utiliser l'influence qu'ils acquièrent dans les syndicats que pour satisfaire leur ambition. Il a expliqué que de l'énergie des syndicats dépendaient le bonheur et le bien-être du peuple ouvrier et a engagé les camarades à se syndiquer, à s'unir pour être plus forts dans la lutte économique. La politique doit être exclue des syndicats parce qu'elle n'a jamais servi qu'à désunir les travailleurs.

Ce n'est pas seulement qu'à Londres que les autorités font leurs coups de Jarnac. Lors du premier voyage de Broussouloux, celui-ci était allé à Couëron, centre industriel situé à trois lieues de Nantes, et s'était entendu avec le secrétaire du syndicat pour l'organisation d'une conférence. Le lendemain, le secrétaire reçut la visite d'un individu, ex-candidat malheureux aux dernières élections municipales, qui lui fit de Broussouloux un portrait féroce et lui conseilla d'empêcher la conférence. Celle-ci eut lieu, toutefois, mais elle n'eut pas le public qu'elle aurait eu sans cette pression. Au cours de la conférence, le secrétaire du syndicat avoua à notre camarade la visite et l'intimidation dont il avait été l'objet. Broussouloux stigmatisa cette manœuvre et en traita l'auteur comme il le méritait.

(*Correspondance locale.*)

Grèce.

Patras. — Mercredi 31 juillet (11 août), les travailleurs occupés à clouer les caisses de raisins secs de la fabrique de Papanicolaou se sont mis en grève, demandant une augmentation de salaires. Cette grève n'a duré qu'un seul jour, parce que le fabricant a été contraint de faire droit à la réclamation des grévistes.

*
* *

La réussite de cette grève détermina, le 5-17 courant, une grève de tous les ouvriers cloueurs de caisses pour raisins secs dans toutes les fabriques de cette ville. Les grévistes demandent une diminution des heures de travail et une augmentation des salaires. Leurs réclamations sont bien justes, mais les fabricants qui ont déjà assuré leur premier envoi de caisses ne veulent rien entendre; d'ailleurs, sachant bien que les grévistes ne peuvent rester en grève plus de dix à quinze jours, ils attendent la reprise du travail.

Cependant le nombre des grévistes augmente de jour en jour. Mercredi passé, il est monté à quatre cents.

A 5 heures après midi, une grande réunion des ouvriers cloueurs de caisses a eu lieu dans l'école publique Saint-Georges. Les assistants étaient plus de quatre cents. Un membre de la commission chargée de s'entendre avec les fabricants a pris d'abord la parole et a expliqué les motifs de la grève, tout en déclarant la marche à suivre pour sa réussite. Après lui, le camarade Jean M. Manganaras a pris la parole et engagé les grévistes à rester fermes et unis dans la lutte qu'ils viennent d'entreprendre. Il a prouvé, en peu de mots, que ce sont eux qui sont les seuls maîtres des fabriques, et qu'ils doivent, pour la pleine réussite de leur but et le triomphe de la part du travail, s'en emparer, et, en cas de résistance de la part des fabricants, ne pas hésiter à opposer la force à la force. Il a montré que les opprimés doivent se révolter enfin contre l'injustice et ceux qui la commettent. « Il n'y a rien à espérer de l'autorité, parce qu'elle ne sait que sauvegarder les intérêts des riches, et diriger les fusils contre les ouvriers, le peuple. Les soldats, ajouta-t-il, ne savent point qu'ils doivent protéger les intérêts du peuple, parce qu'eux-mêmes sont des enfants du peuple. Et s'ils ont fait le serment pour obéir à la patrie et à ses lois, qu'ils sachent bien que le serment imposé par les lois de la société n'a nulle validité. » Notre camarade a de plus touché plusieurs autres questions sociales.

Cette réunion a été dissoute à 6 heures après midi.

Les fabricants ont dû consentir à toutes les réclamations des grévistes, et, jeudi dernier, cette grève a fini, sauf celle des ouvriers de la fabrique de Papanicolaou, qui, ayant des raisons légitimes pour de plus grandes réclamations, continuent à chômer, parce que ce fabricant n'a pas voulu accéder à leurs demandes.

Jean M. Manganaras.

Cuba.

Pour ceux de nos lecteurs qui ont suivi le mouvement insurrectionnel de Cuba, nous reproduisons la proclamation suivante adressée aux révoltés cubains par leur chef Maceo. Les insurgés sont las de jouer le rôle de dupes. Ils commencent à voir clair dans les menées de ceux qui se disent leurs amis, et, d'un coup, rejetant ces sympathies intéressées, ils envoient au diable la diplomatie et l'opinion et déclarent n'avoir à rendre compte de leur conduite à aucun pouvoir constitué. Les moyens extrêmes qu'ils préconisent peuvent être critiqués, mais il faut songer qu'ils ont sur le dos la dernière levée de 40.000 soldats espagnols.

Voici donc la proclamation que publie le journal républicain espagnol *Las Dominicales de Libre Pensamiento* du 21 août 1896 :

« Compagnons d'armes!

« Détruire — détruire — détruire toujours — à toute heure du jour et de la nuit — couper les ponts — culbuter les trains — brûler les habitations — ruiner les semailles...! Détruire à Cuba, c'est vaincre l'ennemi.

« Il est tenace et valeureux, nous le savons; aussi nous faut-il recourir aux moyens extrêmes.

« *Nous n'avons à rendre compte de notre conduite à aucun pouvoir constitué. La diplomatie, l'opinion et l'histoire n'ont pas de valeur pour nous.*

« Il est fou de chercher la gloire sur les champs de bataille. Combattre sans artillerie pour embellir la carrière des chefs et des officiers de l'armée espagnole? Quelle absurdité!

« Il faut convaincre l'Espagne que Cuba ne sera plus qu'un monceau de ruines... et alors, quelles compensations à ses sacrifices immenses la campagne peut-elle offrir?

« Il faut brûler et détruire partout.

« Il est insensé de combattre comme si nous étions une armée européenne.

« Là où les fusils ne peuvent porter, que parle la dynamite.

« A. Maceo. »

Le journal républicain *Las Dominicales* est navré.

« Cette proclamation, dit-il, document précieux entre les mains de la diplomatie espagnole, est le suicide moral de Maceo et le déshonneur de l'insurrection.

« Les hommes qui s'engagent dans le chemin de la barbarie perdent le nom de républicains.

« La République, pouvoir créateur et non destructeur, maudit les Attilas, etc.

« Les pouvoirs constitués, la diplomatie, l'opinion et l'histoire, contre lesquels proteste Maceo, tout cela porte un nom synthétique : la civilisation!... »

Nous croyons inutile de reproduire les autres commentaires, mais nombreux sont ceux qui, comme les républicains espagnols, exploitaient le mouvement insurrectionnel de Cuba, et qui lâcheront pied lorsqu'ils verront que la tournure nouvelle des événements peut être préjudiciable à leurs intérêts particuliers ou de parti.

République Argentine.

Le congrès socialiste ouvrier. — Les démagogues autoritaires nous ont fourni un spectacle piteux avec le congrès socialiste tenu à Buenos-Ayres, le 28 juin dernier.

Fidèles à leurs traditions, ils se sont occupés en premier lieu de la manière d'effectuer le recouvrement des appointements de leurs députés, si toutefois ils parviennent à obtenir des députés et s'il n'est pas insensé d'émettre de pareilles prétentions. L'assiette au beurre a donc préoccupé tous les esprits *socialistes*, si *socialistes* il est permis d'appeler ceux qui débutent en escomptant les œufs dans le ventre des poules.

Il convient aussi de faire remarquer que les travailleurs brillaient par leur absence, sans doute pour mieux affirmer leur espoir en les trafiqueurs de la politique. Le résultat des délibérations du congrès sur les questions économiques, loin d'être un attractif pour les travailleurs, sera plutôt un répulsif à en juger par la compétence dont ses membres ont fait preuve relativement aux questions vitales des revendications ouvrières : telle est la fameuse proposition, acceptée à l'unanimité du congrès, de demander une loi interdisant le travail aux femmes enceintes durant la dernière période de gestation. O sarcasme! où ont donc puisé leurs connaissances en économie sociale ces panurgiens de Marx?

A la misère, à la nécessité ils suppléent par l'interdiction forcée du travail, comme si les malheureuses contraintes de s'y donner ne subissaient pas le supplice d'un carcan implacable!

S'il leur prenait la fantaisie de consulter celles qui seraient atteintes par cette loi, n'auraient-elles pas raison de leur répondre : Vous vous êtes attendris sur le ventre, mais vous êtes restés durs pour l'estomac? Les socialistes qui partout s'arrogent l'épithète complémentaire de *scientifiques*, sans qu'il fût jamais possible de retrouver l'origine ou l'authenticité de ce titre, n'ont-ils pas en cette occasion

laissé entrevoir qu'il leur fut décerné par la *Faculté des matrones?*

Le projet de création de prud'hommes a, de même, trouvé bon accueil auprès de la science éclairée de ces *élus*, bien qu'à l'examen le plus superficiel il ne puisse avoir d'autre effet que celui d'un cautère sur une jambe de bois; en effet, une grande partie des syndicats ouvriers ont aboli le travail à la tâche et implanté la journée de huit heures avec salaire minimum; d'autres luttent pour obtenir ces mêmes conditions et il n'est pas téméraire de croire que ce régime deviendra unique avant peu pour toutes les corporations. Eh bien, pour l'ouvrier qui travaille à la journée, quels différends peuvent surgir entre lui et son patron? Un seul, le défaut de paiement. Or, dans ce cas, actuellement il a recours au syndicat qui revendique par la grève partielle ou limitée auprès du patron fripon, moyen infaillible pour la satisfaction du travailleur lésé.

Or donc, l'établissement d'un prud'homme ou tribunal composé moitié de patrons, moitié d'ouvriers, quels avantages pourra-t-il apporter à la classe ouvrière?

Il serait regrettable d'occuper le format restreint de ce journal en énumérant et analysant un à un tous les actes du congrès socialiste, mais il suffit d'une simple lecture de leur compte rendu pour rester édifié sur les agissements de ces pseudo-réformateurs qui, par inconséquence ou incompétence, s'érigent en défenseurs du *statu quo*.

Aussi toute la presse bourgeoise a-t-elle prodigué unanimement les éloges les plus chaleureux dans ses appréciations des délibérations de ce congrès embryonnairement socialiste.

L. P.

Arménie (*suite*)

I

Depuis bientôt cinq siècles qu'ils sont maîtres de Constantinople, les Turcs en général sont demeurés à peu près au même point de développement intellectuel qu'à l'époque lointaine où ils quittaient les régions avoisinant la Grande Muraille de Chine pour parcourir sur leurs chevaux aventureux les hauts plateaux de l'Asie centrale. Toutes les habitudes des nomades ont persisté chez eux, et, roulant dans des tapis les quelques meubles qu'ils possèdent, les plus riches pachas abandonnent leur maison en flammes ou qui s'effondre de vétusté pour camper ailleurs, aussi aisément qu'ils transportaient autrefois leurs tentes d'un steppe à l'autre. Ils tirent des pays où ils passent en conquérants tout ce qui leur convient et les ruinent systématiquement, la période de destruction variant, suivant les époques, de la durée d'un pillage ou d'un incendie à plusieurs siècles de rapines fragmentaires et périodiques. Héréditaires pour les Turcs d'origine, ces survivances proviennent de mœurs acquises pour les fractions des différents peuples convertis à l'islamisme, chez qui la différence de religion et, par suite, de coutumes a produit, à la longue, de véritables différences ethnographiques, si on les compare à leurs congénères restés chrétiens: c'est le cas, par exemple, des Grecs et des Albanais devenus musulmans. En même temps, une lutte curieuse persiste entre l'indépendance assez noble de l'individu spontanément agrégé autrefois à un clan et la servilité obéissante de sujets soumis au plus sauvage des despotismes, pour qui le chef politique est aussi le chef religieux. Toute la machine administrative ottomane, si compliquée qu'elle paraisse, n'obéit en effet qu'à l'autorité personnelle du sultan, ombre de Dieu sur la terre et jouet docile le plus souvent de toute la racaille domestique du palais. Le reste, grand vizir, Sublime Porte, ministres, ne sont que masques de théâtre et marionnettes éphémères, derrière lesquels parle et dont tire les fils le seul véritable auteur du drame, le souverain.

En vain, jusqu'ici, quelques hommes ont essayé de s'affranchir du joug impérial. Ceux que l'on appelle *les Jeunes-Turcs* ont connu par l'emprisonnement, par l'exil dans l'Yemen, par la pendaison anonyme, ce qu'il en coûte pour penser librement. Ceux d'entre eux qui ont pu sortir de Turquie ne sont même plus en sécurité à l'étranger: Mourad-bey dut quitter l'Egypte et peu s'en fallut que la très hospitalière République française n'expulsât Ahmed-Riza pour le crime de publier à Paris le journal *Mechveret*, qui déplaisait au sultan. Les Jeunes-Turcs sont coupables de réclamer justice égale pour tous, sans distinction de race ou de religion, à l'encontre du maître qui veut entretenir parmi son peuple la fainéantise, l'ignorance et le fanatisme religieux, comme les meilleures garanties de son autorité caduque. Aussi toute l'énergie productive, art, agriculture, industrie, se répartit entre les Grecs et les Arméniens, auxquels sont venues s'adjoindre, depuis environ un demi-siècle, des bandes européennes fort rapaces. De l'architecte qui construit les mosquées jusqu'au dévideur de cocons dans les fabriques impériales de soie, c'est parmi les « raïas » des diverses communautés chrétiennes que se recrutent les hommes capables de faire œuvre de leur cervelle ou de leurs mains: ainsi, lors du traité de Berlin, la Turquie fut représentée par un Grec, Karathéodori-Pacha; le ministre de liste civile, administrateur de la fortune personnelle du sultan, Mikhaïl-Pacha Portocal, est Arménien, et Arméniens aussi, chargés de fonctions plus spécialement infamantes, mais qui requièrent quelques connaissances superficielles, Nichan-efendi, censeur de la presse étrangère, et nombre des plus avisés mouchards de la police politique; il est vrai que parmi ces derniers plusieurs ont été assez heureusement supprimés à coups de couteau par de louables compatriotes qui gardèrent l'anonymat.

En Anatolie, les Arméniens, agglomérés dans des centres importants, labourent la terre, élèvent les troupeaux, font le commerce et la banque. Rendus paisibles, voire timorés, par les diverses servitudes qui pesèrent sur eux depuis des siècles, — ils ont subi toutes les invasions, et c'est miracle qu'ils aient survécu; isolés parmi des races hostiles et dominatrices: Turcs, Kurdes, Persans et Bédouins, ils ont dû accepter le joug ottoman et s'y plièrent même avec assez de souplesse pour être appelés longtemps par leurs maîtres « la nation fidèle ». Mais tardivement les souverains turcs se sont aperçus que la relative tolérance religieuse, faite de mépris et d'insouciance, dont ils usèrent, lors de la conquête, à l'égard des populations vaincues, a eu pour résultat de créer, entre musulmans et chrétiens, un antagonisme qu'ils travaillent à rendre irréductible. (*A suivre.*)

(*Mercure de France.*) M. L. Rogre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Groupe d'études sociales révolutionnaire du XII*ᵉ. — Dimanche 13 septembre, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, grand meeting public et contradictoire contre *l'impôt du sang*. — Orateurs: Tortelier, Janvion, etc. — Entrée: 30 centimes, pour couvrir les frais.

***

*Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XII*ᵉ. — Samedi 12 septembre, à 9 heures, au local convenu. — La présence de tous les membres du groupe est urgente.

***

*Les Egaux du XVII*ᵉ. — Dimanche 13 septembre, ballade familiale à Puteaux. Chez Baumont, coiffeur-marchand de vin, rond-point des Bergères, n° 3, avenue de Saint-Germain. — De 4 à 6 heures, concert et tir à la carabine dans les jardins. Tous les copains sont invités. Se rendre directement à l'adresse ci-dessus, à 3 heures.

***

Reims. — Les camarades sont invités à la réunion du samedi 12 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, chez Darsonval, rue des Romains.

Ordre du jour: Fondation d'un groupe dans le quartier du faubourg de l'eau.

Nous engageons les militants à assister à cette réunion.

***

Saint-Etienne. — Estimant que de la théorie ne se dégage souvent que la confusion, et que notre idéal est diamétralement opposé à l'état social existant, on invite tous les copains qui auraient quelque nouvelle idée à venir discuter le samedi soir 12, au café Monier, place Chavanelle, de la construction d'un édifice anarchiste du sein duquel pourrait surgir un ensemble assez harmonieux pour que tous ses mouvements soient en conformité avec les principes, à seule fin de pouvoir arriver à refondre notre éducation.

***

Marseille. — Les membres du groupe *Les Temps nouveaux*, ainsi que les camarades de la Belle-de-Mai et des environs, sont convoqués pour le dimanche 13 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, bar de la Renaissance, rue Belle-de-Mai.

Communication importante.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Les Massacres d'Arménie, avec préface de Clémenceau. 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

La Vérité sur Madagascar, par Lux. 1 brochure, 1 fr., chez Stock, galeries du Théâtre-Français.

Un Episodio de amor en la colonia socialista Cecilia, par J. Rossi, 1 brochure; et *Emilio Henry, Su discurso ante los tribunales*. Ces deux brochures à la *Biblioteca de la Questione Sociale*, Buenos-Ayres.

Compte rendu du troisième Congrès international des gantiers, tenu à Paris, publié par le secrétariat général de la fédération, 79, rue Hôtel des Monnaies, Bruxelles.

L'Ecrivain et l'Art social, par B. Lazare, à l'*Art Social*, 5, impasse de Béarn, 1 brochure, 0 fr. 10, franco 0 fr. 15.

A LIRE

La Philosophie de la bombe, par Ivan Dietschine, *Nouvelle Revue Internationale* du 1ᵉʳ septembre 1896.

La Semaine, par Piccolo, *Le Soir* (de Bruxelles), 31 août.

Le Sang des Arméniens, H. Rochefort, *Intransigeant*, 3 septembre.

L'Affaire de la rue Fontaine, L. de Gramont, *Eclair*, 3 septembre.

Chronique, H. Bauer, *Echo de Paris*, 5 septembre.

L'Enfer social, G. Clémenceau, *Justice*, 7 septembre.

PETITE CORRESPONDANCE

Arcis-sur-Aube. — *Prise de possession*, *La Morale*, *Richesse et Misère* épuisées. Avons remplacé par d'autres du même prix.

Avis général à ceux qui nous demandent des brochures. — Toujours consulter la dernière liste publiée.

L. B. I. — 51, rue Saint-Sauveur.

Reçu le numéro de la *Croix*, mais pas assez intéressant pour reproduire.

G. G., à Rouen. — Faisons passer votre lettre au camarade que ça concerne.

G., à St-Denis. — Bien reçu les coupures, mais il y a tant de choses plus intéressantes. — *La Morale* épuisée, j'envoie les autres. — Les *H. et T.* épuisés aussi.

A. B. — Bien reçu votre discussion sur « l'âme », mais notre journal est trop petit pour ouvrir une discussion sur une question qui n'est que très accessoire pour nous. Qu'il y en ait une, qu'il n'y en ait pas, de cela peu nous chault, et n'a rien à voir avec la transformation sociale que nous poursuivons.

Reçu pour les enfants de Mignot: S. P. Bordeaux, 1 franc.

Reçu pour le journal: G., à Domarain, 1 fr.; L., à Charleville, 3 fr. 50; D., à Paris, 4 fr.; E. B. à Pont-de-Braye; de la part d'Auguste et Marianne, 0 fr. 75. — Marseille: liste par le camarade Vincent, 5 fr. 05; liste par le plus jeune compagnon, 4 fr. 25; par le camarade Rebuffa, 4 fr. 45; par des camarades L. C., 3 fr. En tout, 16 fr. 75. — Riska, 5 fr.; G. M., 5 fr.; H. F., 2 fr.; V., à Montfort, 0 fr. 50; J. V., à Alger, 2 fr.; C. P., 20 fr.; L. B. S., 0 fr. 60; D., à Amiens, 1 fr.

G. Verschoore, 8.000 reis; Charles Verschoore, 2.000; Marrocco Guillaume, 3.000; Marrocco Jules, 1.000; Galeazzi Attilio, 1.000; Marsiglia Gennaro, 1.000; Mazzafeno, 1.000; Paim Luis, 1.000; De Rosa, 1.000; Del Jaime G., 1.000; Mattioli P., 1.000; Largesse, 5.000; A. Cappellaro, 25.000; Gaëtano-Pelonza, 2.000; Rossi, 10.000; Aubin Doublot, 7.000. En tout: 70.000 reis; au change, 65 fr. 80, dont moitié pour la *Sociale*.

Merci à tous ceux qui veulent bien nous continuer leur appui.

H. E., à Gap. — F. M., à Bourg-de-Péage. — V. L., à Paris. — Arcis-sur-Aube. — D., à Lyon. — C. F., à Milan. — M. P., à Thuir. — T., à Nouzon. — B., à Brest. — P., à Londres. — G., à Cavaillon. — G., à Malines. — D., à Namur. — N. S., à Varna. — B., à Valence. — R., à Tours. — D., à Nouzon. — G., boulevard P. — M., à Anvers. — M., à Lyon. — P., à Denain. — F., à Saint-Maurice. — V., à Reims.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Brest

Chez les camarades Bizien et Marion, à Kerranfurust-Yzella.

Ces deux camarades portent à domicile. Ils tiennent également la *Sociale* et le *Libertaire*.

Le Gérant: Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 21 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 SEPTEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Pour une raison que nous ne connaissons pas (la mauvaise volonté des tenanciers sans doute), la vente en les librairies des gares va dégringolant. Nous renouvelons notre appel auprès des camarades qui voyagent ou sont à proximité d'une gare pour talonner lesdits libraires, et leur forcer ainsi la main à tenir le journal.

Les dépositaires qui n'ont pas répondu au 2e envoi de leur bordereau ne seront pas étonnés de ne pas recevoir le journal la semaine prochaine.

L'abondance de copie pour le journal nous force encore une fois à paraître sans supplément cette semaine.

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

ET

LE CONGRÈS DE LONDRES (1)

IV

Ce qu'il fallait surtout faire au Congrès de Londres, et à quoi un congrès convoqué en Angleterre se prêtait admirablement, — c'était profiter de toutes les intelligences réunies pour reviser le corps de doctrines et d'aspirations qui passe en ce moment pour socialisme et aider à déterminer la position du socialisme vis-à-vis des nombreux mouvements qui l'entourent.

Quel est le socialiste qui n'en sente pas le suprême besoin?

. .

Autrefois, quand le socialisme était à ses débuts, on pouvait dire qu'il n'y avait qu'une idée générale dans le socialisme — l'expropriation, pour laquelle on aurait profité du premier moment favorable. Notion très vague, il est vrai, mais qui unissait toutes les socialistes.

Mais, à mesure que le socialisme a grandi et qu'il a pénétré dans les idées du siècle, il s'est précisé chez les uns et a donné origine à ses deux branches — la branche autoritaire ou étatiste (conquête des pouvoirs et révolution par l'Etat), et la branche libertaire ou anarchiste.

Et, d'autre part, une foule de mouvements ont surgi à côté, très variés, poursuivant des vues très différentes — les mouvements corporatif, coopératif et syndical, — politique et gréviste — communaliste, dictatorial, voire même impérialiste — doctrinaire et scientifique — et ainsi de suite — qui, tous, en subissent plus ou moins l'empreinte. Et il est d'urgente nécessité de considérer la portée de tous ces mouvements et leur rapport — appui ou opposition — au mouvement principal.

Ces mouvements existent. Leur variété même fait l'extension et la force du socialisme. Compter sans eux eût été absurde; les ignorer est un crime. Imaginer, comme le font les social-démocrates, que, lors de la révolution, il suffira de la dictature social-démocrate, — c'est-à-dire de la dictature des « hommes de confiance » de ce parti — pour briser tous les mouvements qui ne rentrent pas dans le programme étroit social-démocrate (lequel? le grand? le petit? le tout petit?), c'est tout bonnement faire de l'enfantillage. Cela se dit par des hommes âgés et autrement sérieux dans leur parti, je le sais bien; ils le répètent même souvent; mais c'est bon seulement pour des écoliers qui rêvent gouverner le monde, parce qu'ils ne savent pas ce qu'est le monde.

Les Robespierre de la démocratie sociale auront aussi bien à compter avec les Marat, les Danton et les « enragés », et encore plus avec les foules anonymes, que l'eurent les Robespierre de 1793. Bien plus encore, car les foules ne sont plus ce qu'elles étaient, il y a cent ans.

. .

Enfin, il y a tout un corps de doctrines abracadabrantes qui ont surgi autour du socialisme — telles que l'innocuité de l'Etat dans la création des fortunes bourgeoises, la prétendue diminution progressive du nombre des exploiteurs, la nécessité d'abolir toutes les formes de la production (le commerce de village, la petite industrie) qui empêchent au capital d'asservir toute la masse des paysans et des ouvriers, et autres absurdités, qui se prêchent sous le nom de marxisme et qui faisaient déjà dire à Marx (c'est son ami Engels qui l'a raconté) qu'il « est tout ce que l'on voudra, seulement pas marxiste », mais qui aujourd'hui l'auraient fait crier sur les toits, pour protester contre le marxisme.

. .

Toutes ces discussions devaient et pouvaient être portées avec avantage devant le Congrès de Londres.

Dans le domaine de l'élaboration des idées, un congrès peut faire, en effet, ce qu'il serait très difficile de faire autrement.

Les articles de journaux passent souvent inaperçus. Chacun, d'ailleurs, n'a pas le temps de les écrire. Encore moins ceux qui travaillent à la propagande des idées ont-ils le temps d'écrire des livres.

Mais chacun de ceux qui prennent une part active au mouvement socialiste, a des idées sur le mouvement, sur ses principes fondamentaux, sur les moyens de propagande, sur l'aide à trouver dans les mouvements voisins et le reste. Il peut les énoncer — avec suite, dans un mémoire — ou bien sans suite, séparées, s'il n'a pas le temps de les mettre en système.

Et, dans un congrès, on a surtout l'avantage de mettre en présence et en contact les hommes de théorie avec les hommes de la pratique — les premiers puisant chez les seconds leurs meilleures idées.

. .

Eh bien, imaginez ces huit cents intelligences socialistes qui étaient venues de tous les côtés du monde animées d'une intention sérieuse de discuter le socialisme en général, ses divers courants, ses tendances, ses chances de réalisation dans un avenir prochain. Imaginez ces intelligences variées, avec leurs caractères personnels et nationaux divers, avec leur expérience de dix, quinze, vingt ans de propagande active au sein des travailleurs. Imaginez-les, préparées plus ou moins à la discussion qui devrait avoir lieu, s'organisant librement pour les discussions de détail de petits groupes, et pour les questions générales dans des assemblées plénières... Imaginez-les, avec tous leurs défauts personnels, mais venues avec l'intention de s'entr'instruire — et dites si *jamais un congrès* scientifique a eu de pareilles chances pour produire quelque chose de grand qui fasse époque dans le progrès de telle branche de savoir ou d'action?

En pleine connaissance de ce que sont les congrès scientifiques, je me permets d'affirmer que jamais pareille réunion d'intelligences et pareille chance de progrès ne s'est produite dans aucun congrès scientifique ou autre.

Mais non! Tout, tout a été sacrifié aux ambitions de la petite famille des « hommes de confiance » de la social-démocratie. Tout a été jeté aux vents pour renouveler encore une fois ce qui fut tenté à La Haye, à Gand, à Zurich — *l'imposition au mouvement socialiste d'un gouvernement socialiste, concentré dans les mains de la famille.*

. .

Quinze jours avant le Congrès, on écrivait déjà de Paris à Londres que le plan des social-démocrates (disons d'une partie des meneurs, ce sera peut-être plus juste) était d'*abolir les congrès ouvriers actuels, et d'y substituer des congrès des représentants social-démocrates aux parlements européens.*

Jusqu'à quel point l'idée fut goûtée par la majorité des meneurs social-démocrates, nous ne le savons pas. Qu'elle fut goûtée par quelques-uns, c'est certain.

La proposition, qui nous a paru si étrange, de Jaurès et de Millerand, de se faire accepter délégués au Congrès parce que députés, s'explique à ce point de vue. C'était un ballon d'essai.

La relégation du prochain congrès en Allemagne, qui nous rappelle l'exil du Comité fédéral de l'Internationale en Amérique après le Congrès de la Haye — pour tuer l'Internationale — s'explique encore à ce point de vue. Cela équivaut à l'abolition des congrès ouvriers socialistes inter-

(1) Voir les numéros 16, 18 et 20.

nationaux, et il y a, évidemment, une arrière-pensée dans ce choix.

Enfin, puisque gouvernement on voulait, ce congrès des députés socialistes eût été un coup de maître en politique de la part des députés socialistes français pour constituer ce gouvernement tout naturellement et pour l'arracher des mains de la petite famille allemande.

Mais, si tel était leur but, pourquoi ne l'ont-ils pas fait? Par déférence pour les députés allemands qui, de par la loi allemande, n'auraient pu assister à un pareil congrès? Ou bien par déférence pour les « patriotes » français?

***

En tout cas, le but avoué du Congrès, auquel tout le reste fut sacrifié, était, comme à la Haye, comme à Gand, comme à Paris et à Zurich, de constituer le gouvernement central du socialisme européen.

Voilà pourquoi les anarchistes devenaient gênants : voilà pourquoi, au risque de sacrifier le Congrès, il fallait les exclure.

Voilà pourquoi il fallait toutes ces intrigues pour avoir une majorité, créer des nations nouvelles, dédoubler la France, et tout le reste.

Aussi, lorsqu'il devint connu que le Parti ouvrier indépendant anglais (Independent Labour Party) serait pour l'admission des anarchistes, le parti social-démocratique anglais poussa-t-il jusqu'au ridicule pour avoir une délégation plus nombreuse que la précédente.

Personnellement, j'ai le plaisir de connaître la plupart des ouvriers social-démocrates anglais en province. De très braves gens, dévoués entièrement à la propagande socialiste. Mais enfin, sont-ils mille? J'en doute. — Ils avaient, néanmoins, plus de cent délégués qui avaient été poussés à s'imposer de lourds sacrifices, uniquement pour faire nombre et compter dans « les voix », sans aucun espoir, soit d'entendre quoi que ce soit d'intéressant à ce congrès, soit de pouvoir dire, — eux, qui ont quelque chose à dire, — sur le mouvement ouvrier.

La délégation russe était composée de même, — tout cela pour pouvoir exclure un délégué qui n'appartenait pas à la petite église et pour fermer la bouche à Seribry Akoff qui tenait à dire une chose — c'est que le parti du Comité exécutif de la *Volonté du Peuple* n'était pas mort, qu'il prend une part active au mouvement ouvrier, qu'il a pris une part active dans la dernière grève!...

En Bohême, on voyait deux délégués — un social-démocrate et un député de la jeune Bohême, l'*Omladina*, dont on a tant parlé récemment, qui a ses racines dans le peuple, et dont le député était anarchiste. Et, aux rires de tout le Congrès, le social-démocrate faisait majorité pour exclure le député de l'*Omladina* (un excellent socialiste, nous l'apprenons maintenant).

Et ainsi de suite à l'infini...

C'est trop écœurant d'en parler en détail. Assez! Nous ne raconterons jamais toutes les ignominies, toutes les petites saletés policières de ce Congrès. Assez.

Passons plutôt à l'avenir.

Pierre Kropotkine.

(*La fin au prochain numéro.*)

SOYONS JUSTES

(Lettre à M. Liebknecht.)

Monsieur,

Vos deux articles *Justice*, numéros des 15 et 29 août 1896) sur le Congrès socialiste de Londres, s'occupent beaucoup des anarchistes. De tout ce que vous affirmez, en votre qualité de connaisseur de notre parti, j'ai compris que « les anarchistes n'ont pas plus le droit de siéger dans un congrès socialiste que le tsar ou Rothschild », qu'il n'y a rien de commun entre l'anarchie et le socialisme », que « les anarchistes sont caressés, dorlotés (petted) par la bourgeoisie du monde civilisé », qu'ils sont vos ennemis, qu'ils vous calomnient »... aussi, pour cela, vous faites un appel énergique à vos amis, en disant : « Nous devons combattre l'ennemi! Ne laissons pas l'ennemi pénétrer dans notre armée! »

Vous êtes indigné!... Il y a de quoi, si les anarchistes sont des monstres pareils. Seulement je ne peux pas bien saisir à qui vous adressez vos épithètes? Dans vos articles, vous parlez de Stirner et de son élève, votre collègue Eugène Richter. Je vous assure, monsieur, que ces personnages et leurs ouvrages sont étrangers à notre parti. Vous, qui connaissez les anarchistes aussi bien dans le vieux monde que dans le nouveau, pouvez-vous indiquer au public quelle fraction de l'anarchie représente votre collègue Richter au parlement? Depuis quand les anarchistes ont-ils adopté la tactique mesquine du légalisme parlementaire? Et puis, pourriez-vous m'indiquer dans quel journal anarchiste votre collègue collaborait? A quel congrès international il se présentait comme délégué anarchiste? Surtout, monsieur, je vous serais bien redevable, si vous m'indiquiez quelques ouvrages de Stirner et de son élève, votre collègue Richter, dans lequel ils développèrent le communisme autonome et révolutionnaire, c'est-à-dire l'anarchie?

Vous n'indiquerez rien dans ce genre. Stirner-individualiste, Richter « destructeur du socialisme » sont mentionnés par vous seulement pour démontrer à vos amis que les anarchistes ne sont pas des socialistes. Peut-être, pour vos amis, c'est clair, mais j'ai peur, monsieur, que les gens de bonne foi ne trouvent vos argumentations quelque peu illogiques. D'après votre méthode d'argumentation, j'aurais le droit de dire : « Liebknecht et les social-démocrates combattent toujours les communistes-anarchistes; d'un autre côté, ces derniers sont persécutés par Crispi et autres gouvernements; *ergo* Liebknecht et Crispi, les gouvernements oppresseurs et la social-démocratie font même parti. » — C'est monstrueux! dites-vous. Oui, monstrueux, mais pas plus que votre propre argumentation; j'imite seulement votre méthode...

***

Vous voulez démontrer que les anarchistes ne sont pas socialistes? Il existe une méthode bien simple, la démonstration : il suffit de comparer les formules, les professions de foi des *vrais* socialistes et des anarchistes. En voulez-vous? Prenons les communistes de la grande Révolution, les socialistes de 1848, l'Association internationale, et comparons avec les professions de foi des anarchistes; ajoutons aussi votre programme à vous.

Vous savez, monsieur, que la Convention, contre qui Babeuf, Buonarotti et les « Egaux » ont conspiré, proclama toutes sortes de *libertés politiques*, et les édifices nationaux portaient la devise « Liberté, Egalité, Fraternité ». Mais le peuple restait dans le même état de misère. Où en était la cause? demandèrent les gens honnêtes. — « La cause, dit Buonarotti, se trouvait « dans *l'inégalité des fortunes*... dans la pro- « priété individuelle. » C'est pour obtenir égalité économique que les Egaux ont conspiré contre la Convention.

« Il n'y a pas liberté, — lisons-nous dans la « proclamation de Blanqui, en 1848, — pour qui « manque de pain!

« Il n'y a pas d'égalité, quand l'opulence « s'étale à côté de la misère!

« Il n'y a pas de fraternité quand la femme « du peuple se traîne affamée avec ses enfants « aux portes des riches!

« La tyrannie du capital est plus impitoyable « que celle du sabre et de l'encensoir; il faut « la briser.

« Point de formules stériles! »

« L'émancipation *économique* de la classe ou- « vrière est le but principal, auquel doit être « subordonné tout mouvement politique », adopta le premier Congrès de l'Internationale en 1866.

***

Vous voyez, monsieur, que l'égalité économique, l'émancipation économique, « briser la tyrannie du capital », font la base des revendications socialistes; les droits politiques sans l'égalité économique sont « des formules stériles » pour les socialistes révolutionnaires. Et vous, en qualité de chef suprême du socialisme « scientifique », comment formulez-vous vos revendications?

Dans votre article : « *The Programme of German Socialism* » (*Forum Library*, New-York, April 1893, page 28), vous dites :

« Qu'est-ce que nous demandons?

« Liberté absolue de la presse, liberté de « conscience absolue, suffrage universel pour « tous les corps représentatifs, pour tous les « services publics, soit nationaux, soit commu- « naux; éducation nationale (?), les écoles ou- « vertes à tous, l'éducation et l'instruction ac- « cessibles à tous avec la même facilité; l'abo- « lition de l'armée permanente et l'organisation « d'une milice nationale, de sorte que *chaque* « *citoyen* soit soldat, et chaque soldat, citoyen; « une cour d'arbitrage international; l'égalité « des sexes; les mesures de protection pour la « classe ouvrière (limitation des heures de tra- « vail, règlements sanitaires, etc.).

« Ce sont des réformes déjà accomplies ou en « train d'être réalisées dans les pays avancés, « et elles s'accordent pleinement avec la démo- « cratie. »

Toutes ces libertés ou abolitions sont splendides et ce n'est pas nous, les anarchistes, qui serons contre. C'est justement pour garantir à l'humanité la jouissance complète de la liberté que nous voulons détruire l'Etat qui vous est si cher. Mais, dans vos revendications, on ne trouve pas un mot sur « l'égalité économique », sur « l'émancipation économique », proclamées par les socialistes. De sorte que votre formule répète celle de la Convention, qualifiée par les socialistes de « formule stérile ».

Et les anarchistes?

Pendant que vos très loyaux amis, Will Thorne et le D[r] Aveling s'apprêtaient à mettre les anarchistes à la porte du Congrès avec le concours des agents de police, les anarchistes ont tenu leur conférence et rédigèrent entre autres cette déclaration :

« La Conférence antiparlementaire et anarchiste, considérant que l'assujettissement de la classe ouvrière aux classes possédantes se base sur l'exploitation et la soumission économique des travailleurs et que cette exploitation économique est la source de toute iniquité et de l'oppression politique, morale et intellectuelle, déclare que le but principal du mouvement ouvrier doit être l'émancipation économique et sociale et que toute action politique doit lui être subordonnée.

« Considérant que la voie d'action légale et parlementaire ne constitue pas exclusivement l'action politique, la Conférence se prononce contre toutes les tentatives de transformation du mouvement socialiste en simple mouvement électoral et légal, qui ne peut que diviser les travailleurs.

« Considérant enfin que c'est par la lutte révolutionnaire que, de tous temps, les peuples sont parvenus à améliorer leurs conditions économiques et sociales, la Conférence se déclare pour l'action politique révolutionnaire contre l'Etat qui est l'incarnation de toutes les injustices économiques, politiques et sociales. »

Comme un homme honnête, vous avouerez, monsieur, que, dans cette résolution, ils répètent

les revendications de Babeuf, de Blanqui, de l'Internationale. Ils ont encore élargi les revendications de ces braves prédécesseurs. Dans ce cas, pourquoi vous, qui les connaissez si bien, déclarez-vous que les anarchistes sont ennemis du socialisme? Je suis bien désireux de connaître vos raisons.

Pas moins désireux je suis d'apprendre de vous, qui, parmi les anarchistes connus, calomniait votre parti, vos amis ou vous-même? Est-ce Bakounine, avec qui vous eûtes dans le temps une affaire d'honneur? Dans vos articles, vous nommiez seulement E. Richter qui est aussi anarchiste que Crispi est social-démocrate. Il nous reste à examiner votre affaire avec Bakounine. Peut-être était-ce lui qui vous calomniait.

Dans le « Mémoire » présenté par la Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs, nous lisons :

« Nous ne pouvons pas passer sous silence, à « propos du Congrès de Bâle (1869), un incident « personnel d'une grande importance. Bakou-« nine avait appris que Liebknecht, parlant de « lui, l'avait représenté comme un agent du « gouvernement russe... Le jury fut composé « de dix membres... de Paepe, Palix, Sentinon, « Fritz Robert, Moritz Hess, Eccarius et autres. « Le jury déclara à l'unanimité que Liebknecht « avait mal agi en répétant d'infâmes *calomnies*. « Liebknecht, tendant la main à Bakounine, dé-« clara qu'il le tenait pour honnête homme et « bon révolutionnaire. « Je me suis trompé sur « votre compte, dit-il. J'ai contribué à propager « des accusations *calomnieuses*, je vous dois « une réparation. » (P. 84). Comme réparation, « vous vous chargerez de publier dans votre « journal un article de rectification. « Bakounine, « continue le « Mémoire », lui remit en propres « mains l'article. Que fit Liebknecht? *Il ne le pu-« blia jamais!* » (P. 85.)

Vous dites, monsieur, que les anarchistes calomnient les social-démocrates, « jettent de la boue à leurs têtes »; alors il faut supposer qu'en 1869 Liebknecht, l'anarchiste, calomniait Bakounine, le social-démocrate!... Vous êtes un homme honnête et impartial, expliquez-moi cette flagrante contradiction...

Une dernière question, monsieur. Que signifie votre phrase : « Dans tous les pays, les anarchistes sont chéris (petted) par la bourgeoisie?» Sommes-nous « chéris » individuellement par les bourgeois isolés, ou sommes-nous « chéris » comme parti par l'organisation capitaliste de l'Etat, ce défenseur de la bourgeoisie? C'est évident, vous parlez de nous comme d'un parti « chéri » par la bourgeoisie comme classe entière et par son Etat. Et vous pouviez écrire ces lignes? vous, un journaliste, un homme politique?

Comment! monsieur, vous ne savez pas que les prisons et les bagnes d'Italie, de France, d'Espagne, du Portugal sont remplis d'anarchistes? Que même en Angleterre, aux Etats-Unis, il y a des anarchistes dans les travaux forcés? Et en Allemagne, où la réaction stupide vous poursuit, vous et vos amis, est-ce que ce n'étaient pas les anarchistes Landauer, Dr Gumplovicz, Grunan et autres qui subirent dix-huit mois de réclusion? Prenez, monsieur, n'importe qui parmi mes amis anarchistes et vous verrez que tous, eux, ont été « *chéris* » dans les *prisons* et la déportation : Cipriani seize ans, Louise Michel quatorze ans, Borda cinq ans, Kropotkine cinq ans, Martin cinq ans, Merlino, Malato, Faure, Grave, Pouget, Reclus, Malatesta, Nicoll, tous, absolument tous, ont subi de longues années d'emprisonnement, déportation, exil... et vous appelez ça être « chéri »!

Peut-être ne saviez-vous pas cela? Admettons. Mais vous saviez parfaitement bien que, durant ces derniers vingt ans, la peine de mort pour les affaires politiques, dans les pays civilisés, fut appliquée *seulement* aux anarchistes.

Vous saviez l'exécution de Reinsdorf et de Caserio, car, sinon vous personnellement, en tout cas votre journal excitait contre eux la haine du gouvernement et de la bourgeoisie.

Vous connaissiez très bien les exécutions de Parson, Spies et autres anarchistes de Chicago, de Vaillant, de Pallas, d'Henry...

Vous savez parfaitement bien que c'est le parti anarchiste qui est persécuté, martyrisé...

Et vous pouviez écrire que les anarchistes sont chéris par la bourgeoisie?... Que les honnêtes gens, que les braves ouvriers allemands, au nom de qui vous aimez parler, jugent vos procédés littéraires.

W. Tcherkesoff.

A CONSTANTINOPLE (1)

L'insurrection arménienne de Constantinople fait couler beaucoup d'encre. Je ne crois pas qu'il se trouve personne en Europe pour approuver l'attaque de la Banque ottomane, et la dynamite, et les bombes, et la menace de faire tout sauter. La cause des Arméniens ne pouvait rien gagner à cette aventure, et nul ne saurait contester qu'elle y ait, pour l'heure, notablement perdu. Ceci dit, jugeons l'affaire de sang-froid, puisque aussi bien, à part l'assassinat d'un sujet russe par les Turcs, tout s'est passé sans que les intérêts d'un seul Européen aient été à aucun moment lésés. On a même eu ce spectacle bizarre d'une bande d'insurgés aidant à mettre en ordre les rouleaux d'or et travaillant méthodiquement à les installer en lieu sûr.

Je ne prétends point rendre tout le peuple arménien responsable des actes d'une petite troupe assez mêlée. Il est certain toutefois que, si les fauteurs du coup de main sont, en réalité, peu nombreux, d'autres personnages de la nationalité arménienne ont concouru à la préparation de l'entreprise, ou y ont pris part, au second plan, tout au moins pour porter aux ambassades la note comminatoire. Le plan ne me paraît point mal conçu. On s'enferme dans la Banque. On y soutient un siège en règle, et l'on menace de faire tout sauter si l'on n'obtient certaines satisfactions. C'est simple et même assez pratique, si l'on a le courage d'aller jusqu'au bout. Malheureusement, il ne dépend pas de l'Europe de redresser d'un mot les griefs de l'Arménie. A cet égard, le succès de l'entreprise était radicalement impossible. Il faut avoir une imagination d'Orient pour rêver que les armées européennes vont se mettre en mouvement contre le Grand Turc par la seule raison que vingt-cinq fanatiques enfermés dans les bâtiments de la Banque ottomane annoncent qu'ils vont se faire sauter en l'air au milieu d'une volcanique éruption de billets de banque et de louis d'or.

Cependant la preuve que l'argument n'était pas si mauvais, c'est qu'il a produit un effet décisif, et que le sultan, sur les instances du directeur de la Banque, a dû se résigner à traiter avec les insurgés et à leur accorder la vie sauve, aussitôt qu'ils sont arrivés à comprendre que la partie était fatalement perdue. S'ils avaient vraiment été les hommes qu'annonçait le début de l'aventure, s'ils avaient fait sans retour le sacrifice de leur vie, et qu'ils eussent osé exécuter leur menace, je me demande, non sans effroi, ce qu'il fût advenu. De tels troubles, suivant toute vraisemblance, eussent éclaté dans l'empire, que le sultan, pris entre les sommations de l'Europe et l'anarchie déchaînée, n'eût eu d'autre ressource, au cas où le poignard ou la bombe l'eussent épargné, que d'invoquer l'appui des armées étrangères. C'était la fin de la Turquie, avec la guerre générale peut-être inévitable.

Cette catastrophe nous a été évitée par la concession heureusement arrachée au sultan de la vie sauve aux rebelles. Mais fut-il jamais plus éclatant aveu d'impuissance?

Ce qui s'en est suivi, tout le monde le sait, c'est une honte plus grande encore pour ce que nous avons l'insigne faiblesse de dénommer le gouvernement ottoman. L'immonde populace de Constantinople, armée par les soins de la police *qui avait fait d'avance fabriquer des matraques pour cet usage* (le correspondant du *Temps* le déclare), s'est répandue par les rues de la capitale et, pendant deux jours, sous les yeux des soldats complices des assassins, a massacré plusieurs milliers d'Arméniens inoffensifs. On fouillait les maisons, on égorgeait tout ce qui s'y trouvait de la race. Des vieillards, des femmes, des enfants, tirés des boutiques défoncées, étaient poignardés ou tailladés sur le trottoir. L'armée regardait ou, au besoin, barrait la route aux fuyards pour donner aux assassins le temps d'arriver. A Thérapia, les gendarmes eux-mêmes ont massacré des Arméniens sous les yeux des soldats impassibles.

Ce n'est pas assez de dire que le sultan laissait faire. Il faut proclamer que cette Saint-Barthélemy n'avait lieu que par son ordre, puisque c'est la police qui avait distribué les armes, accumulées en prévision de la première occasion de massacre. Si l'on en veut d'ailleurs une preuve officielle, il n'y a qu'à prendre acte de l'incident de Thérapia. L'amiral anglais ayant fait débarquer ses marins, ceux-ci, en se rendant aux jardins de l'ambassade, rencontrèrent une troupe d'Arméniens fuyant devant une bande d'assassins. Ils s'empressèrent, bien entendu, de prendre ces malheureux sous leur protection. Croirait-on que le chargé d'affaires anglais reçut à ce sujet *une plainte officielle* de Yildiz-Kiosk? Il se borna à répondre qu'il approuvait la conduite des matelots. Mais nous avons ainsi l'aveu officiel de la complicité d'Abdul-Hamid avec les assassins.

Pendant ce temps, que faisaient les deux stationnaires français? Rien du tout. Et d'abord, il n'y en avait qu'un. Vous vous souvenez de tout le tapage qu'a fait la ridicule diplomatie des puissances pour obtenir deux stationnaires au lieu d'un. Nous n'avons pas eu plutôt le droit d'envoyer un second vaisseau devant la Corne-d'Or, qu'après l'avoir fait apparaître, pour la forme, nous l'avons expédié à la Canée, où je reconnais qu'il était fort nécessaire de montrer le pavillon français. En sommes-nous là que nous n'ayons pu détacher un navire spécial pour un office dont l'utilité s'imposait?

Quant aux ambassadeurs, ils sont en congé. Seulement, sir Philippe Currie retourne à son poste. Nos journaux ne disent rien de M. Cambon. C'est M. Maximof, premier drogman de l'ambassade de Russie, qui, avec sir Edgard Vincent et M. Auboyneau, de la Banque ottomane, ont heureusement négocié la convention de paix.

Il y a, dit-on, quatre ou cinq mille Arméniens massacrés. Sur le langage menaçant des représentants des puissances, le sultan a bien voulu donner l'ordre qu'on s'en tînt là pour cette fois. Il a suffi d'avertir MM. les égorgeurs que la boucherie était finie. Sur l'invitation des soldats qui venaient de leur donner un coup de main, ils sont tranquillement rentrés chez eux!

Maintenant est-ce fini? Bien fou qui le croirait. Les comités arméniens, naturellement fort surexcités, annoncent qu'ils exerceront des représailles. On avait eu soin, pour les provoquer, de nommer au patriarcat un *locum tenens* qui leur est parfaitement odieux et l'on avait fait défiler dans Constantinople la troupe barbare des Kurdes qui leur rappelaient les égorgements et les viols d'Anatolie. C'était comme l'annonce d'un nouveau carnage. La tuerie de Constantinople n'est point pour les calmer.

(1) Nous avions l'intention de revenir sur les événements dont il est question dans cet article. Notre ami Vindex, il y a quinze jours, n'avait traité qu'un des côtés de la question : l'impossibilité de faire une révolution sans la foule. Mais il y avait à faire ressortir aussi que ceux qui avaient fait le coup de la Banque n'avaient eu pour but que d'amener l'Europe à sortir de son avachissement, en forçant son attention par un coup d'éclat, et qu'ils y avaient réussi. Ce qui prouve une fois de plus que l'on n'obtient quelque chose qu'en montrant les dents, et non par la résignation. (N. D. L. R.)

Ce qu'il y a d'admirable, c'est que les journaux français qui prétendent leur faire la leçon s'épuisent à leur répéter que, s'ils ne se laissent pas massacrer en paix, ils vont perdre *les sympathies de l'Europe*. Quelle ironie! Pourrait-on nous dire comment se sont montrées ces *sympathies* et à quel jour elles se sont manifestées? *Quoi!* pendant des semaines et des mois, on a organisé le massacre de cinquante mille Arméniens, — certains disent cent mille; on a violé les femmes par centaines et par milliers, égorgé les enfants, détruit des églises, brûlé des prêtres, et l'Europe n'a pas soufflé mot, et une importante partie de la presse s'est trouvée même frappée du plus étrange mutisme. Et l'on est étonné que les Arméniens soient poussés à bout! Ce qui me surprend, moi, c'est la patience de la race. Ils ont appelé à *leur aide*, crié, pleuré, prié. On leur a tourné le dos. Aujourd'hui, ils menacent de tout casser. C'est merveille qu'ils aient attendu si longtemps.

La France, qui avait tant de raisons pour protéger les Arméniens de son influence, a laissé faire, hypnotisée par la Russie, dont ce n'était pas le jeu. Et, maintenant, je vois certains de nos journaux essayer d'excuser le sultan, comme les *Débats*, ou le gourmander, comme le *Temps*. Tout cela se vaut. Le sultan n'est qu'un jouet aux mains des puissances. Si l'Europe était intervenue à temps, le mal pouvait être enrayé, tandis qu'il s'est aggravé dans des proportions que nous commençons seulement à soupçonner. A ceux qui pouvaient mettre l'Europe en demeure d'intervenir, la responsabilité des maux dont leur inertie sera cause. Car, on a beau nier l'évidence, une ville où l'on peut massacrer impunément quatre mille hommes inoffensifs est un danger permanent pour l'Europe tout entière, et un gouvernement qui se console d'avoir pu capituler devant trois douzaines d'insurgés, en poussant des bandes d'assassins aux tueries, est un gouvernement tombé, condamné, fini.

Seulement, cette fin suppose un litigieux héritage. Il est fâcheux que les Arméniens n'aient pas pris le parti de se laisser égorger indéfiniment pour éviter à nos hommes d'Etat l'ennui de s'occuper des difficultés qui les pressent. Mais, puisque les moutons sont devenus enragés et que nous n'aurons plus même la paix de la boucherie, les temps paraissent proches où messieurs de la diplomatie devront aviser.

G. Clémenceau.

(*Justice*, 11 septembre 1896.)

DES FAITS

Dans certains régiments, la manie des commandements et de leur exécution en temps et mouvements est poussée tellement loin que celui de « Repos » donne encore lieu à une manœuvre en deux mouvements : 1° mettre la main à plat sur la bretelle; 2° porter le pied droit en avant en s'appuyant sur la pointe, et fléchir légèrement le jarret gauche. Et on entend les instructeurs crier : « Au temps, au temps, ce n'est pas cela! » Les pauvres conscrits ne savent pas encore se reposer suivant les règles.

Colonel F. Robert.

(*Assouplissements*, dans la *France militaire*, 3 septembre 1896.)

⁂

L'*Intransigeant* publie un document un peu ancien, mais curieux tout de même. C'est un télégramme officiel adressé par l'administrateur chef de service à Karikal au directeur de l'Intérieur (préfet) de Pondichéry, et dont copie lui est parvenue de source absolument sûre.

« Karikal, 18 juin 1894.

« Bien qu'il n'y ait pas eu plus de *trois cents votants*, j'ai la satisfaction de vous annoncer qu'il n'y aura pas de second tour de scrutin, *7082 voix* ayant été attribuées par documents officiels aux candidats : Soupraven, secrétaire mairie Karikal, et Vayaloury Poullé, consul agréé, proclamés.

« Signé : Troupel. »

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Bon apôtre. — Hanotaux, ministre des affaires étrangères, fait distribuer 10.000 francs aux Arméniens survivants de la ville d'Haskeui. Le même Hanotaux, avant qu'un tolle général ne s'élevât contre les massacres d'Orient, recommandait instamment à sa presse officieuse de ne pas souffler mot des affaires d'Arménie. Aujourd'hui il fait distribuer à nos frais des secours aux survivants du carnage. Il eût été plus humain et plus économique, dès le début de ces horreurs, d'intervenir et d'obliger, par une attitude énergique, le sultan d'empêcher leur continuation. Mais la diplomatie et la logique font deux.

⁂

Cette justice! — La déliquescence de la magistrature s'accentue. Nous avions déjà le jugement de la cour de Toulouse condamnant à des dommages et intérêts envers Rességuier certains journaux qui avaient soutenu les grévistes de Carmaux. La Cour de cassation a fait mieux. Des ouvriers, ayant à se plaindre d'un chef d'équipe, déclarent au patron que, s'il ne le renvoie pas, ils cesseront de travailler pour lui. Le chef d'équipe visé assigne devant le tribunal civil un des signataires de la lettre adressée au patron — celui sans doute contre lequel il avait le plus de rancune — et réclame des dommages et intérêts. Le tribunal lui donne tort, mais la Cour de cassation condamne l'ouvrier poursuivi.

Voilà ce que la classe ouvrière a à attendre de la bourgeoisie. Chaque fois que celle-ci pourra entraver l'exercice des quelques libertés péniblement conquises par le prolétariat, elle n'en manquera pas l'occasion. Aucun accommodement n'est possible avec elle. Elle est l'ennemie née de la classe travailleuse.

Quand celle-ci le comprendra-t-elle et se décidera-t-elle à agir en conséquence?

André Girard.

⁂

Chambon-sur-Voueize. — Les ouvriers chapeliers de Chambon-sur-Voueize (Creuse), en grève depuis deux mois déjà, ont entrepris de suivre l'exemple des verriers de Carmaux et de créer un atelier ouvrier de chapellerie.

Voici l'appel qu'à ce sujet ils adressent aux syndicats, aux fédérations corporatives et aux sociétés de production :

« Nous appelons tout particulièrement votre attention sur la constitution définitive de notre association ouvrière.

« Il est de notre devoir d'en référer aux organisations ouvrières; le principe nous dicte de solliciter vos efforts moraux et pécuniaires pour nous permettre de faire mouvoir cette vaillante institution qui est appelée à assurer l'intégralité de nos salaires.

« Tous ceux qui contribuent en commun à propager des groupements de production, n'obéissent qu'à des inspirations qui sont en conformité des conceptions des rénovations sociales et impliquant, de ce fait, la fin du règne patronal qui est la plaie la plus douloureuse de la société actuelle que nous subissons.

« Allons! camarades, encore un effort, prenez *une* ou plusieurs obligations, la verrerie ouvrière est presque achevée; bientôt, si vous le voulez, la chapellerie aux chapeliers sera un acte accompli.

« Les motifs de notre intervention sont de vous renseigner exactement sur la situation financière : le capital de 30.000 francs indispensable pour l'édification de l'atelier social n'est pas encore atteint. Si vous croyez devoir sanctionner notre œuvre avec tout l'intérêt qu'elle comporte, il vous appartient, à vous *collectivité*, de prendre notre défense et d'intervenir pour sauvegarder les principes d'association ainsi que la dignité des travailleurs soucieux de leurs devoirs et de leurs intérêts. »

Nous souhaitons de tout notre cœur la réussite à ces braves qui ne craignent pas de tenter par leurs propres forces ce que les verriers ont réalisé avec un premier secours de 100.000 francs.

⁂

Arcis-sur-Aube. — Les intimidations policières et patronales redoublent ici. Le commissaire déploie beaucoup de zèle pour faire de la pression et menacer les jeunes gens qui sont quelquefois en contact avec nous. Le patron qui imprime la *Revue blanche*, l'Almanach socialiste d'Argyriadès et les brochures de Bernard Lazare interdit à ses typos, sous peine de renvoi, la pension où l'on s'occupe de revendications populaires. Et le conseiller municipal socialiste, arrivé au ballottage dernier, *veut interdire l'entrée des réunions électorales* qui vont avoir lieu, par suite de la mort du maire, aux électeurs abstentionnistes qui combattent le suffrage universel. Sont-ils doux et charmants, ces candidats ouvriers? Comme ils devancent les partis réactionnaires!

(*Correspondance locale.*)

Grèce.

Patras. — Par suite de poursuites intentées en vertus des lois scélérates que la Grèce s'est payées pour ne pas rester en arrière « de la civilisation », le vaillant petit journal *En avant* est forcé de suspendre sa publication. Mais les camarades de Patras, aidés de ceux d'Athènes, préparent l'apparition du *Vengeur* qui paraîtra bientôt.

Les journaux amis sont priés de continuer l'échange à l'adresse du compagnon Jean Manganaras.

Suisse.

Genève. — Un élu du peuple, président du consistoire de l'église protestante officielle, président de la commission administrative de l'hôpital cantonal, membre de diverses commissions de surveillance et fonctionnaire de l'Etat, avait reçu, il y a un an, un legs de 2000 francs pour l'hôpital. Cette somme n'ayant pas figuré dans le compte rendu de l'hôpital, la famille du légataire a signalé l'omission.

Le président du consistoire, président de la commission de l'hôpital, etc., etc., etc. — toutes les places et fonctions salariées ou octroyant quelque influence, notamment celles où il y a des fonds à manier, toutes se partagent entre les mêmes individus; on est député, conseiller municipal, juge, colonel, diacre, directeur d'établissement public, président, vice-président de plusieurs administrations; « plus il y en a, moins ça pèse. »

Donc, le président du consistoire déclara avoir envoyé les 2000 francs par la poste au directeur de l'hôpital, « mais malheureusement sans avoir recommandé son envoi ». Des recherches furent faites, toutefois elles n'aboutirent à aucun résultat. Enfin, le président consistorial a fait savoir qu'il versait la somme égarée.

Nous ne rééditerons pas les accablants commentaires parus dans certaines feuilles; disons seulement que dès que notre attention est attirée sur l'un de ces établissements qualifiés de charitables, établissements tous créés et entretenus avec le produit du travail de ceux que l'on prétend secourir, nous nous rappelons ces paroles de Le Sage :

« J'espère me mêler des affaires des pauvres. Je ferai peut-être fortune aussi, car je me sens autant d'amour que n'importe qui pour leur bien. »

L'affaire des 2000 francs est agrémentée d'une autre encore obscure, une sorte de coup du père François, concernant le chapelain calviniste : ce pasteur, pour se blanchir, éprouve le besoin de publier que, depuis des années, sa vie est un long dévouement; il oublie que d'innombrables ouvriers exerçant une profession dangereuse, exigeant des aptitudes spéciales et des connaissances difficiles à acquérir, ont un salaire bien inférieur à celui qui lui est alloué à titre de distributeur de boniments, métier que tout Gascon peut pratiquer avec succès du jour au lendemain.

Un journal a raconté ce qui suit : une jeune femme contaminée est venue échouer à l'hôpital; se voyant méprisée des infirmières et des médecins, elle s'indigna et prouva que c'était en cardant un matelas de pasteur qu'elle avait contracté la honteuse maladie dont elle était atteinte, quoique vierge. Renseignements pris, il se trouva que l'homme de Dieu avait reçu, pour être distribués aux pauvres, le linge et la literie d'un syphilitique, mais que, trouvant le matelas trop bon pour un pauvre, il se l'était adjugé et l'avait fait carder par la malheureuse ouvrière.

Rien d'étonnant à ce que les affaires de l'hôpital — il y en a d'autres encore et de salées — soient actuellement un sujet de conversation parmi les ouvriers. Les travailleurs savent qu'un jour ils seront fourbus, et alors il leur faudra tirer et retirer les sonnettes de messieurs de la commission de l'hôpital pour en obtenir, de guerre lasse, dix ou vingt francs par mois, à moins qu'ils ne soient expédiés dans l'hospice-prison de Corsier; dans cet établissement national, la vie est telle, qu'après s'en être échappés, plusieurs vieillards ont préféré souffrir la faim plutôt que d'y être enfermés à nouveau; récemment,

l'un de ces désespérés s'est noyé dans le lac : il ne pouvait plus supporter le régime imposé, a-t-il déclaré avant de se suicider.

Il existe à Saconnex un hospice de vieillards, également entretenu par l'Etat, mais réservé aux anciens mouille-pouces recommandés; c'est là que sont aussi reçus les vieillards pouvant payer quelques mille francs; les sans-le-sou — touchante égalité patriotique — sont expédiés à l'hospice-prison de Corsier.

Tout à l'heure, un ouvrier travaillant depuis des années chez un fabricant jadis pauvre et aujourd'hui millionnaire estimait que, puisque les épargnes des riches se font aux dépens des pauvres, il n'y a que des imbéciles qui puissent parler de legs, de dons, de charités; il fut brusquement interrompu par un camarade qui s'écria : « Oui, l'aumône est une restitution partielle, faite à l'amiable. »

Un troisième ouvrier, expulsé avec sa femme et ses enfants d'une promenade publique, a remarqué que ce qu'ont écrit J.-B. Say et C. Nodier était prouvé depuis longtemps; « la charité, a-t il ajouté, est souvent le commencement et l'excuse, et toujours le prétexte de grandes usurpations ».

« C'est au nom de la bienfaisance que nous avons été f... à la porte des promenades de la ville; les élus voulant les réserver exclusivement aux riches, ont d'abord inventé les concerts de charité au bénéfice de l'hôpital cantonal, et aujourd'hui il suffit au premier rastaquouère venu d'être bien en cour auprès des gouvernants pour accaparer à discrétion les promenades et les voies publiques. »

Véritables mises au point, ces conversations ont pour résultat de réduire à leur non-valeur intégrale les élus, les présidents, les fonctionnaires, et les institutions exaltées par les dirigeants.

* * *

Neuchatel. — Le gouvernement, « considérant que par leurs allures, notamment par les bruits nocturnes dont ils sont les auteurs, les salutistes troublent la tranquillité des habitants de Bevaix », vient d'interdire les réunions de l'armée du Salut à Bevaix dès la tombée de la nuit.

Ainsi, si les allures d'un homme déplaisent aux gouvernants, la police sévira contre cet homme.

Dès maintenant, il existe des allures illégales.

Alors, quelles allures sont autorisées et quelles allures sont défendues?

Il est urgent de le savoir; sinon, quelle allure prendre?

Quant aux bruits, la mention est précise; après l'hypocrisie officielle, le mensonge officiel, il est flagrant.

La vérité est que : 1° la tente dans laquelle les salutistes se livrent à leurs pratiques religieuses est plantée au milieu d'un champ; 2° les habitants de Bevaix sortent de leur village, et, en présence des gendarmes, poussent des hurlements en assaillant à coups de pierres les salutistes; ils se munissent même des cloches de leurs vaches, pour carillonner autour du lieu de culte improvisé.

Cependant le tribunal de Bevaix a acquitté quinze de ces carillonneurs, poursuivis pour charivaris nocturnes.

Juges et gouvernants ménagent la gent votarde de Bevaix en vue des prochaines élections.

A Genève, devant l'université, des apprentis en théologie et autres jeunes gens se sont rués à coups de cannes sur des musiciens salutistes; l'un de ces derniers était tout ensanglanté.

Quelques passants prirent la défense des salutistes et la fanfare put se reformer, mais sur tout son parcours et jusqu'à son local elle fut insultée; des cris répétés de : A l'eau! à l'eau! se faisaient entendre parmi les individus qui poursuivaient les musiciens.

La fameuse protection de la police vaut à Genève ce qu'elle vaut à Neuchâtel et ailleurs.

Les salutistes sont des anémiés, des névrosés; tristes produits de parents usés par un travail excessif et de nombreuses privations. Ces déséquilibrés sont heureux à leur manière et tout à fait inoffensifs. Leur musique, qui a le don d'exaspérer catholiques et protestants, est certes — pour toute personne non prévenue — beaucoup plus agréable à entendre que de somnifères psaumes ou que des messes nasillardes.

Seulement, les religieux salutistes ne grossissent pas de leurs effectifs un troupeau chrétien ayant acquis droit de cité, ils constituent une concurrence confessionnelle; c'est un tort et ils ont encore un tort plus grave : ils n'appartiennent à aucun des partis politiques.

* * *

Zurich. — La presse gouvernementale cherche à nier l'origine des événements de Zurich des 28 et 29 juillet; selon elle, c'est aux coups de couteau donnés par les Italiens qu'on doit l'émeute, et, à l'entendre, il n'y aurait aucune ressemblance entre les événements de Berne et d'Aigues-Mortes et ceux de Zurich.

Si la quantité des actes criminels avait été la cause de l'explosion populaire, il y a longtemps que cette dernière se serait produite contre la police.

Que sont les actes des Italiens mis en parallèle avec ceux consommés par la police? Des peccadilles. Pourtant les maisons habitées par les policiers n'ont pas encore été mises à sac.

Le policier est méprisé, il est vrai, les journaux avouent que la police renferme des éléments fâcheux et suspects. — Vraiment! Assommer les gens; enfermer n'importe qui, pendant 30, 40 jours, et davantage, sans pouvoir fournir de motif plausible pour ces arrestations arbitraires; se saisir de prétendus coupables sur territoire étranger; expulser du canton une jeune femme parce qu'elle est sans fortune, à seule fin d'empêcher son mariage avec le fils d'une famille riche, famille riche qui soudoie la police pour en obtenir des infamies, et autres nombreux actes de ce genre.

Appliquer ensuite à des individus qui commettent de tels crimes les termes de suspect, c'est être modéré, mais enfin, du mépris et des épithètes les plus viles à l'émeute, il y a de la marge.

Les ouvriers de Zurich, il faut le reconnaître, se sont rués sur les Italiens, parce que ces derniers leur font une concurrence redoutable. Les coups de couteau ont été le prétexte; le vase était plein, quelques Italiens l'ont fait déborder. Voilà tout.

Il est triste de voir des ouvriers se disant socialistes ne pas regarder plus haut avant de tourner leur fureur contre leurs égaux. L'existence du travailleur est de plus en plus précaire; elle le deviendra encore davantage. Un jour, les Italiens seront remplacés par des Chinois, et ce jour n'est pas aussi éloigné qu'il paraisse. Aux ouvriers de savoir ce qu'ils ont à faire et surtout qu'ils ne comptent que sur eux-mêmes.

Heureusement, les événements démontrent que l'influence des élus sur les votards se brisera comme un fétu lorsque le souffle des grandes journées animera la masse.

Rien ne vaut de semblables événements pour nous renseigner sur les élus social-démocrates. Le conseiller national Vogelsanger, chef de la police de la ville de Zurich, s'est montré d'une nullité tout à fait rassurante; sa seule préoccupation et celle des élus zurichois, pendant l'émeute, a été de se désolidariser d'avec les ouvriers aux yeux de la classe dirigeante. Gageons qu'ils feront peau neuve.

Un mot maintenant sur les ouvriers italiens, au nombre de 6000. La plupart sont sobres, mais ceux d'entre eux qui rompent temporairement avec leurs habitudes de sobriété sont sujets à de véritables accès furieux. La violence de ces accès s'explique : ces Italiens sont fort mal nourris, plus mal que les Allemands, et ce n'est pas peu dire; de là leur faible résistance aux effets de boissons alcooliques exécrables. Or, la plupart des boissons vendues aux ouvriers contiennent de l'alcool éthylique. Cet alcool est un réel poison; jamais l'alcool de bonne qualité ne cause de *delirium tremens* ni autres maladies enfantées par l'alcool éthylique.

Fréquents sont les meurtres commis sous l'influence de ces boissons dangereuses : aujourd'hui, à Porrentruy, pour un motif futile, deux hommes se poignardent et meurent; hier, à Neuchâtel, autre meurtre, et demain, ou après-demain, il y aura encore de nouveaux meurtres à enregistrer.

Assistons maintenant à la comédie du patriotisme. De nouveaux quartiers ont été construits à Zurich : pour les habiter, les propriétaires ont appelé des étrangers, surtout des Italiens.

Une grande maison de deux étages, habitée par 77 Italiens, a été complètement démolie en quelques heures. Quelle qu'ait été la fureur des assaillants, on juge que la maison était bien une maison de pauvres, de celles qui rapportent de gros intérêts. Les propriétaires déclarent qu'ils garderont leurs maisons désertes plutôt que de les louer derechef à des étrangers. Ce zèle patriotique ne durera pas longtemps; avant peu, les Zurichois retrouveront dans les chantiers et ateliers les mêmes concurrents; et les maisons abandonnées les mêmes locataires, rappelés par les propriétaires.

Une chose surprenante, c'est le petit nombre d'inscriptions recueillies pour la formation d'une garde civique : cinquante! C'est maigre, car Zurich a 150.000 habitants.

La police, à coups de revolver, a tiré sur la foule : un jeune agriculteur a été tué, un voiturier a eu le crâne fracassé; beaucoup sont dangereusement blessés; mais pourquoi parler de vies humaines? Dans la balance légale, la propriété pèse le poids de l'or; la vie ne pèse pas même le poids du sang!

Pendant les 28 et 29 juillet, la propriété, le droit sacré de la propriété a bel et bien été anéanti. Alors pourquoi les privilégiés ne se sont ils pas enrégimentés en nombre pour former la garde civique? Est-ce parce que les travailleurs paieront les cent et quelques mille francs de dégâts causés? Non, il y a d'autres causes; mais il serait intéressant de les connaître.

X.

Etats-Unis.

Conférences de P. Gori. — Notre ami, le camarade P. Gori, a fini une tournée de propagande, qui a duré neuf mois.

Parti de Paterson vers la fin d'octobre 1895, il est allé du sud des Etats-Unis au Canada et des rives de l'Atlantique au Pacifique, s'arrêtant dans toutes les villes et tous les villages où il crut utile de porter la bonne parole. Sans tenir compte des obstacles presque insurmontables qui lui barraient la voie, aidé par quelques amis disséminés à travers cet immense continent, secondé par sa jeunesse et son amour pour notre cause, il réussit à atteindre son but, électrisa les foules qui l'entendirent, dirigea sans forfanterie aucune de vigoureuses attaques contre l'autorité, l'oppression, la lâcheté morale, ne marchanda ni son temps ni sa peine, eut la vive satisfaction de faire penser et réfléchir ses auditeurs et en même temps créa un grand nombre de groupes. Malgré le silence intéressé de la presse capitaliste, nombre de ses discours furent traduits en langue anglaise et publiés par les journaux indépendants. Sa croisade contre le régime actuel porte déjà ses fruits; beaucoup de jeunes néophytes venus à nous lisent nos journaux et répandent à leur tour nos idées dans les milieux ouvriers. La plupart de ses conférences eurent un grand succès.

Sa biographie, reproduite par les journaux de toutes langues, racontait comment il était proscrit de la monarchique Italie, de la Suisse républicaine, et de la France, foyer classique des révolutions, de la France, dont il n'a jamais foulé le sol; il n'en fallut pas davantage pour faire une sorte d'auréole autour de son nom, d'où le succès de son agitation. Le passage du conférencier dans nombre de villes permit aux camarades de diverses langues de se voir, de s'unir et fut un moyen de rapprochement entre eux. A San-Francisco, où il resta deux mois, il fonda un groupe qui est très actif, répandit nos théories par la parole et la plume, à tel point que la presse finit par s'intéresser aux allées et venues du jeune agitateur. Il eut alors une polémique avec un socialiste américain, qui lui proposa un débat public sur la valeur de leurs idées respectives. Gori accepta, et soutint la discussion avec l'aide d'un interprète anglais; quoique cette façon de discuter lui fût peu favorable, il réussit à acculer son adversaire par une argumentation serrée. Pour se venger de son insuccès, notre socialiste fit publier dans l'organe officiel du S. L. P. une note invitant les socialistes à se tenir en garde contre P. Gori, ajoutant certaines insinuations malveillantes auxquelles les pitres du 4e état nous ont habitués. Inutile d'ajouter que l'effet produit par cette conférence contradictoire a été tel que de toutes parts les sincères sont venus à nous, persuadés de la futilité de la conquête des pouvoirs publics et de toutes les promesses des charlatans de la politique dite scientifique qui ne cherchent que la conquête des sinécures pour eux et les leurs.

Dans le Sud, même résultat : la riche argumentation du camarade, sa parole facile et agréable, son geste même, l'ensemble de sa personne faisant ressortir la beauté de son langage, les faits apportés à l'appui de son argumentation, la clarté avec laquelle il fit sentir à son auditoire le mal, sa cause et son remède, tout cela fit une impression qui n'est pas près de s'effacer. Retournant sur ses pas, il s'arrêta à nouveau à Saint-Louis où nous avons quelques bons camarades qui, par leurs efforts, aidèrent Gori à faire de l'agitation dans la classe ouvrière.

De là, il pénétra dans le pays minier de la Pensylvanie. Il avait vu les mineurs de Spring Valley, parmi lesquels nombre de camarades, et il fut heureux de se trouver au milieu de ceux de la Pensylvanie où il était sûr de recevoir un bon accueil. C'est dans ces parages qu'il lui advint un léger désagrément avec dame Police, qui en tout pays tient à faire sentir sa puissance. On l'arrêta avec quelques amis; puis ils furent relâchés moyennant finance, soit 95 dollars pour une chanson.

C'est à Philadelphie qu'il fit la meilleure impression avant que d'entreprendre sa tournée. Gori était en polémique avec Calvi, le leader des socialistes italiens; les voyages de Gori l'empêchèrent de la continuer par la plume; mais, lorsqu'il fut de retour, la dis-

cussion reprit. Elle eut lieu le dimanche 12 juillet; la salle était trop petite pour contenir tous ceux qui désiraient y assister. Le débat dura six heures, chacun des combattants prit la parole trois fois : enfin, à bout d'arguments, le socialiste s'avança la main tendue vers son antagoniste, vaincu par la logique serrée de notre camarade. Le 13, conférence à New-York; grande foule, le 14 juillet, à Paterson, où toute la colonie de langue italienne avait tenu à assister à notre réunion. L'orateur parla pendant trois heures. Quoique visiblement fatigué, il tint son auditoire sous le charme de son éloquence.

Le 15, réunion à Passaix : c'était la première fois que nos idées étaient développées dans cet endroit; elles y furent appréciées. Le 16, dans le Connecticut et, le 17, à Boston, où les adeptes sont nombreux. Le 18 juillet, notre camarade partit pour aller assister au Congrès de Londres : il eût été préférable qu'il restât ici, pour continuer la besogne si bien entreprise. A lui seul, Gori a fait un travail de géant, il a laissé derrière lui un grand nombre d'amis, fait beaucoup penser et réfléchir les inconscients, et surtout multiplié le nombre de nos adeptes; il a aussi développé en eux l'esprit d'initiative.

L'énergie, l'activité dépensées par lui ne l'auront pas été en vain.

A ceux qui restent de continuer son œuvre. Ce ne sera pas trop des efforts collectifs de tous, il y a place pour toutes les bonnes volontés et pour tous les dévouements.

RÉSOLU.

Arménie (*suite*).

Avec l'instinct brutal et puéril de barbares, déchus même de leurs primitives vertus militaires, qui sont incapables de rien concevoir au delà du présent immédiat, ils ont pensé que la plus sûre méthode était de finir le différend par l'extermination pure et simple des mécréants. Bien que cette méthode ait abouti en Bulgarie à une révolte qui élimina la domination turque, le sultan Abdul-Hamid jugea, non sans une certaine intelligence un peu grossière de l'heure présente, qu'il lui serait possible d'anéantir la plupart des Arméniens perdus au fond de l'Asie Mineure et de réduire, selon une parole auguste de sa bouche, ceux qui subsisteraient, définitivement terrorisés, au rôle semi-servile d' « aïvaz », c'est-à-dire d'intendants des cuisines ottomanes, tant privées que publiques. Depuis plusieurs années, dans un pays où l'on s'ingénie à prévenir et à deviner à demi-mot les désirs que le souverain ne peut pas formuler ouvertement, des mesures habiles écartèrent tacitement les Arméniens des écoles supérieures et des fonctions importantes, tandis qu'en Asie la masse des paysans était livrée aux vexations combinées des autorités administratives, des troupes régulières et autres, et même de leurs coreligionnaires devenus musulmans, pour qui la profitable malfaisance envers les infidèles se rehaussait, à propos, d'une édifiante et méritoire piété.

Cependant l'article 61 du traité de Berlin semblait assurer aux Arméniens la protection de l'Europe; il est ainsi conçu : « *La Sublime Porte s'engage à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Tcherkesses et les Kurdes. Elle donnera périodiquement connaissance des mesures prises à cet effet aux Puissances, qui en surveilleront l'application.* » Le texte est clair et le mandat formel : pendant dix-huit ans, on en a miraculeusement oublié l'existence, et quand les massacres de Sasounkh, en août-septembre 1894, arrivèrent par hasard à la connaissance des journaux anglais — des faits analogues étaient restés jusqu'alors parfaitement inconnus — on se souvint qu'il y avait eu autrefois une convention de ce genre, et les Puissances, Angleterre, France et Russie, demandèrent humblement ce qu'elles pouvaient exiger d'après le traité.

Dans l'intervalle, la situation des Arméniens s'était considérablement aggravée. La perception des impôts se faisait de la plus extraordinaire façon, et le *tahsillat* (collection des taxes) ressemblait plutôt à une razzia qu'à une mesure fiscale régulière. Voici par exemple ce qui se passait dans les villages de la plaine de Moush en août 1895. Le collecteur des taxes vint accompagné de *zaptiehs* (soldats de police). Pendant le séjour de la bande, les hommes étaient rossés et mis en prison; on leur barbouillait la figure d'excréments humains, par jeu; la nuit, on arrachait de leurs lits les femmes, les jeunes filles ou les petits garçons qui pouvaient agréer à la soldatesque. Quant à la perception même des impôts, elle consistait à saisir le bétail et à le vendre au quart de sa valeur : les veaux, 30 à 40 piastres (6 à 8 fr.); les moutons, 10 à 15 piastres (2 à 3 fr.). Le percepteur avait un arrangement avec les bouchers de Moush pour leur livrer la viande à bon marché (1). Après chacun de ces exploits, les zaptiehs disaient aux Arméniens : « Et maintenant allez vous plaindre aux consuls étrangers! »

Tel est le régime fiscal auquel les Arméniens sont soumis. Quant à les défendre contre les Tcherkesses et les Kurdes, la Sublime Porte n'en eut cure. Loin de là, estimant que ces tribus pillardes n'étaient pas assez bien armées, le magnanime sultan Abdul-Hamid, sur le conseil de Chakir-Pacha, les équipa et les organisa en régiments auxquels, par une faveur très haute, il voulut bien donner le nom de *Hamidiehs*.

Les Arméniens supportèrent en général les pires traitements avec une patience qui paraît incompréhensible. Cependant, il y a une dizaine d'années, des comités révolutionnaires furent institués en Angleterre et en Grèce, et çà et là on fit quelques tentatives de résistance, sauvagement réprimées. Le journal *Hntchak* (*La Cloche*), publié à Londres, relatait toutes les pirateries, tous les meurtres commis par les autorités ottomanes, et engageait les Arméniens à sortir de leur torpeur. Une échauffourée eut lieu à Stamboul dans le quartier de Koum-Kapou, et l'agitateur Damadian gagna le pays des Sasounkh et tâcha vainement d'en soulever la population.

II

C'est dans cette même région des Sasounkh que se produisirent en août-septembre 1894 les premiers massacres en grand, qui, divulgués en novembre, obligèrent l'Europe à une apparence de commisération. Les paysans de quelques villages, las de payer, outre les impôts, des redevances énormes à plusieurs tribus kurdes du voisinage, et réduits d'ailleurs à la plus complète misère, eurent l'audace de se défendre contre leurs agresseurs et en tuèrent quelques-uns. Le gouvernement turc, au lieu de les protéger contre les déprédations et les méchefs de tout ordre dont ils étaient victimes, envoya à la rescousse, d'Erzinghian et d'Erzeroum, des troupes régulières et des hamidiehs. Et ce fut la complète dévastation : mille quatre-vingt-huit maisons formant vingt-deux villages furent détruites, plusieurs milliers d'hommes massacrés avec des raffinements de cruauté, tels que la mutilation du nez et des oreilles, ou, comme on fit pour le prêtre Ohvannès de Semal, l'excoriation du crâne, et sur la figure le masque rouge de la peau révulsée. On violait les femmes, et c'était un jeu coutumier que de lancer en l'air pour les recevoir avec adresse sur la pointe des yatagans les enfants en bas âge. Après s'être ainsi égayés, les Turcs jetèrent en prison une grande partie des hommes qui survivaient, tandis que dans la campagne ruinée des troupes de femmes, d'enfants et de vieillards erraient lamentablement, à l'approche de l'hiver et de la famine.

Après de longues tergiversations, une enquête sur ces événements fut menée par les autorités turques, auxquelles on adjoignit comme délégués MM. Vilbert, Shippley et Prezwalski, drogmans des ambassades de France, d'Angleterre et de Russie. L'enquête, commencée trop tard et malgré les répugnances de la Russie (2), menée en plein hiver dans des pays très rudes, où l'on entendit seulement les témoins désignés par les Turcs, aboutit néanmoins à établir le massacre d'au moins 900 personnes, sans distinction d'âge ni de sexe, par les soldats réguliers, les hamidiehs, les zaptiehs et les Kurdes, la dévastation totale des Sasounkh et l'absence complète de motifs plausibles à d'aussi féroces représailles, puisque les Arméniens — et cela dans un très petit nombre de cas — n'avaient fait que se défendre contre les Kurdes. Là se bornait « leur révolte ».

Le rapport des drogmans envoyés dans les Sasounkh fut terminé en août 1895. Dans l'intervalle, une très vive agitation était soulevée en Angleterre en faveur des Arméniens, et les trois puissances, France, Angleterre et Russie, feignaient de désirer obtenir du sultan les réformes promises dix-huit ans auparavant, lors du traité de Berlin. Les négociations furent conduites avec la lenteur accoutumée, et d'un projet présenté par les trois ambassadeurs le 11 mai, il ne resta plus que de dérisoires fragments dans l'acte impérial qui fut donné le 20 octobre, après de nouveaux massacres à Constantinople même. Aussi bien ce décret n'a-t-il qu'un intérêt de curiosité : il n'a pas été exécuté et ne le sera jamais, non plus qu'une promesse quelconque du sultan, sans l'intervention de quelques cuirassés de haut bord; cinq ou six suffiraient d'ailleurs pour que ce souverain terrifié consentît à tout.

La seule nouvelle de réformes futures avait éveillé les plus naïves espérances chez les Arméniens, pendant que, d'autre part, on répandait dans la population musulmane le bruit que le sultan allait être obligé de sacrifier son peuple aux exigences des infidèles étrangers. Le 30 septembre 1895, les Arméniens voulurent faire une manifestation pacifique pour hâter la publication de l'acte désiré : ils prétendaient remettre à la Sublime Porte une requête très modérée, dont le texte a été communiqué aux ambassades. Le gouvernement était d'ailleurs prévenu depuis longtemps de leurs intentions, et le grand vizir d'alors, Kutchuk Saïd-Pacha, avait demandé au sultan de lui permettre de disposer de deux régiments pour maintenir l'ordre par des mesures préventives. Le sultan promit les deux régiments, puis, affolé à l'idée que c'était désorganiser les troupes qui défendent le palais, envoya au ministre de la guerre des instructions lui enjoignant de ne pas distraire un seul homme de ses quartiers ordinaires. Ainsi, par la faute de sa terreur ou de son astuce, les quelques centaines d'Arméniens qui vinrent manifester devant la Sublime Porte se trouvèrent en présence de troupes de police : un coup de revolver fut tiré par un des manifestants, semble-t-il, et tua le major turc Servet-bey. Alors commença une bagarre qui se termina en massacre. Les Arméniens, quels qu'ils fussent, qui se trouvaient dans les rues, furent traqués par la police, par les *softas* (étudiants en théologie), armés de triques pour la circonstance, et par les simples laïques. On cite, entre autres, l'histoire d'un vieux Turc, d'aspect vénérable, qui rencontra une patrouille emmenant un prisonnier soigneusement ligotté; il s'approcha des gens de police et leur demanda en grâce, « au nom de Dieu », la permission de tuer ce *ghiaour*; sa prière fut accueillie avec le respect que l'on doit aux vieillards : le « saint » homme brisa le crâne du pauvre diable avec le bâton qui soutenait sa marche un peu hésitante, et continua sa promenade.

La tuerie se poursuivit dans la nuit et le lendemain 1er octobre ainsi que les jours ultérieurs; certains meurtres prirent un caractère inattendu et se compliquèrent d'une violation de l'hospitalité jusque-là presque inouïe chez les Turcs : égorgement des ouvriers arméniens à l'usine à gaz de Dolma-Bagtché par leurs compagnons de travail, assassinat du cuisinier arménien de Djevad-Pacha, ancien grand vizir, par les domestiques turcs. Puis, comme la Sublime Porte l'avait trop malheureusement prévu, dans une note du 8 octobre, pour n'être pas au courant des intentions du Palais, la folie de tuer, inspirée de très haut, gagna les provinces. Dans plusieurs villes d'Anatolie, des sociétés s'étaient formées parmi les Turcs, pour s'opposer par la force aux réformes que les puissances pourraient arracher à la trop grande bonté du sultan (1). On n'attendit même pas la publication de l'acte du 20 octobre pour leur donner libre carrière et leur prêter l'aide officielle des troupes quand la sauvagerie privée ne suffisait pas. Presque partout le prétexte donné par les Turcs fut l'attitude menaçante des Arméniens, alors que toutes les menaces de ceux-ci se réduisirent le plus souvent à se laisser tuer, disent les lettres particulières et le rapport des ambassades, « comme des moutons ».

Le 3 octobre, à Ak-Hissar, sur la ligne d'Haïdar-Pacha à Angora, à 170 kilomètres de Scutari, dans une partie de l'empire en relations directes avec la capitale, comme c'était jour de marché et qu'il y avait affluence d'Arméniens, on leur persuada de livrer les armes qu'ils pouvaient avoir, sous couleur d'éviter toute rixe avec les musulmans, et aussitôt les Tcherkesses des environs les massacrèrent, sans avoir à craindre de résistance. Les cadavres jetés dans le fleuve Zakharia et dans les puits furent découverts plus tard. Le 8, après plusieurs jours d'agitation, massacre et pillage à Trébizonde : le signal, comme en nombre d'autres endroits, fut donné officiellement par une sonnerie de clairon du haut d'un minaret (*600 morts*). Le 16, attaque du village Chahr, près d'Hadjin, par les Kurdes. A partir du 20 octobre, on applique à l'extermination une véritable méthode, et, à des dates apparemment fixées ou tout au moins prévues à quelques jours près, on procède à des massacres régionaux. Du 21 au 30, le pays situé entre Trébizonde, Kara-Hissar et Erzeroum, ainsi

---

(1) Cf. *Blue Book*, Février 1896. Pièce annexe au n° 25.

(2) Cf. *Blue Book* de Septembre 1895 : Correspondance de sir Frédéric Lascelles, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, et du comte de Kimberley, ministre des affaires étrangères, nos 91 et 119.

(1) *Blue Book* de Février 1896 : Lettre du vice-consul Hampson (Moush) au consul Graves en date du 26 août 1895. Pièce annexe 2 au n° 26.

que la ville de Bitlis isolée en cette circonstance, est mis à feu et à sang; 21 octobre, Erzinghian (*plusieurs centaines de morts*); 25, Bitlis (*800 morts*); Gumuch-hané (*100 morts*); 27, Baibourd (*700 morts dans la ville, chiffre inconnu dans les villages voisins, dont toute la population mâle a été massacrée*); 27-28-29-30, région de Chabin-Kara-Hissar (*plus de 3.000 morts*); 30, Erzeroum (*400 morts*). Du 1er au 15 novembre, les massacres s'étendent de Diarbékir à Mersevan, traversant en diagonale l'Asie Mineure depuis les confins de la Mésopotamie presque jusqu'à la mer Noire, avec deux centres isolés, Van d'une part (*chiffre inconnu*), et d'autre part Aïntab, 15-17 novembre (*1.300 morts*) et Yenidjekallé, 17-18 novembre (*plus de 600 morts, dont plusieurs Franciscains*); 1-4 novembre, Diarbékir (*1.191 morts, dont plus de 1.000 Arméniens, les autres des diverses églises chrétiennes*); 1-5 novembre, Arapghir (*2.800 morts*); 4-9 novembre, Malatia (*3.000 morts*); 8 novembre, Gamaragh, près d'Eghin, et région d'Eghin (*chiffre inconnu*); 10-11 novembre, Kharpouth (*500 morts*); soixante villages avoisinants (*chiffre inconnu considérable*); 12, Sivas (*1.500 morts*); 13, Gurun (*1.000 morts*). Puis il se fait une sorte de rémission. Le 30 novembre, Kaisarieh (*1.000 morts*). Mais les pillages et les massacres continuent dans toute l'Anatolie, et à la fin de décembre *119 villages du vilayet de Diarbékir sont détruits*. Enfin, du 27 décembre au 1er janvier, Biredjik (*chiffre inconnu*) et Orfa (*plus de 2.000 morts*) sont le théâtre d'événements analogues.

Le cas d'Orfa semble tout à fait significatif; cette ville de 65.000 habitants comptait 20.000 Arméniens et 7 à 8.000 chrétiens d'autres rites. Pendant deux mois, du 26 octobre au 26 décembre, sous le commandement de Nazif-Pacha, qui en 1876 s'était distingué en Bulgarie et se vantait de savoir comment il faut traiter les « raïas », le quartier chrétien fut investi et séparé du monde, les conduites d'eau coupées comme pour un siège. Le 27, on commence le massacre. Ordre avait été donné aux chrétiens autres qu'Arméniens de se réfugier dans les églises, sous promesse de la vie sauve pour eux à condition qu'ils ne donneraient pas asile aux réprouvés.

(*A suivre.*) M. L. R.

Angleterre.

Unions de métiers et coopérateurs. — Le Congrès annuel des Trade-Unions anglaises, qui vient d'avoir lieu à Edimbourg, n'est pas beaucoup sorti, dans sa besogne courante, de la routine ordinaire.

Il a chargé son comité parlementaire de veiller à ce que telles et telles lois soient passées au Parlement pour la supervision des mines et des ateliers; il a admonesté le gouvernement parce qu'il continuait à faire ses commandes chez des firmes qui ne paient pas les salaires fixés par les trade-unions, et il a sommé ces messieurs de ne plus le faire; il a chassé le délégué d'une société ouvrière (lancée par les conservateurs, à ce qu'il paraît) qui avait remplacé des grévistes dans une grève, et il a chassé trois journalistes représentant trois journaux qui ne paient pas les salaires fixés par les unions.

Enfin il a confirmé, avec peu d'opposition, — plutôt d'opportunisme que de principe — la résolution qui affirme ses tendances socialistes, notamment :

« Le Congrès est d'opinion qu'il est essentiel pour le maintien des industries anglaises de nationaliser la terre, les mines, les carrières, les *royalties* (argent prélevé par les propriétaires du sol sur le passage des minerais extraits, etc.), *les rentes* et les chemins de fer; ainsi que de municipaliser toutes les entreprises du service de l'eau, de la lumière artificielle et des tramways, dans chaque localité respective; et que le Comité parlementaire des trades-unions doit prendre l'initiative de la législation dans ce sens. »

Plus des trois quarts des délégués ont accepté cette résolution d'emblée.

Notons seulement que la discussion de détail concernant telle et telle industrie a été, comme toujours, très instructive; et que, dans la discussion concernant les mines, le Congrès affirme, dans sa résolution, ce fait terrible, entièrement dû à la cupidité des patrons :

Sur 300.000 ouvriers des mines environ, il y a chaque année plus de mille « tués et *considérablement plus de cent mille blessés !* » C'est une affirmation en pleine connaissance de cause.

Ceci pour la besogne routinière. Mais voilà où le Congrès est sorti de la routine.

Deux délégués de la Fédération Américaine du Travail (les Trade-unions réunies des Etats-Unis) ont été reçus — et acclamés comme de raison. L'un a fait un bon rapport sur la condition générale du travail aux Etats-Unis. On a fraternisé, et il est certain que dans les conversations il sera question de la grève internationale.

Un premier pas a été fait ainsi vers l'internationalisation des congrès des métiers.

Il est aussi venu un délégué d'Allemagne. Mais, comme celui-ci appartenait à « la famille », il a évidemment profité de l'occasion pour dire que lui est des *vraies* trade-unions, tandis que les autres (celles qui ne donnent pas leur argent pour les élections de social-démocrates) ne le sont pas. Enfin, passons! Ces procédés sont dans la famille.

Ce qui nous intéresse le plus dans ce Congrès d'ailleurs, c'est que le premier pas a été fait pour amener à fraterniser les trade-unions et les coopérateurs.

Jusqu'à présent, ces deux mouvements étaient séparés : ils se combattaient plutôt que de se soutenir. Les coopérateurs, dans leurs usines et leurs magasins, refusaient souvent de payer les salaires fixés par les unions; jamais ils n'aidaient les unions dans leurs grèves. De là la discorde.

Aujourd'hui, cela change. Comme nous l'avons déjà dit (dans *Un Temps d'Arrêt*), la coopérative en gros de Manchester avait donné 125.000 francs pour la grève des mineurs du Yorkshire et elle avait ouvert un crédit de près de 1 million de francs aux coopératives locales dans les districts en grève — ce qui était un crédit aux grévistes; et, en général, l'esprit du siècle entre dans les coopératives.

D'autre part, les coopératives de Glasgow, qui suppléent déjà un tiers du pain mangé dans cette ville de 600.000 habitants, sont en butte aux attaques des patrons ligués contre les coopérateurs. Les patrons boycottent tout bonnement, non seulement les coopératives, non seulement ceux qui travaillent dans les coopératives, mais il y en a parmi les gros épinards qui renvoient les ouvriers dont les sœurs travaillent dans les coopératives.

A Gateshead, près de Newcastle, les coopérateurs ayant introduit la journée de huit heures, entre autres, on comprend aussi la haine des patrons.

Ces haines ont suffi pour enlever le Congrès des métiers. A l'unanimité, moins six voix, il a voté :

« Le Congrès est d'opinion que le trade-unionisme et la coopération, distributive et productive, ont été d'un grand avantage pour les travailleurs et devraient recevoir leur sérieuse attention et appui matériel; et que si des disputes surgissent entre trade-unionistes et coopérateurs, elles devraient être référées de suite à une commission mixte d'unionistes et de coopérateurs, ou à des arbitres impartiaux acceptés par les uns et les autres.

« Le Congrès condamne violemment le boycottage des ouvriers coopérateurs qui est fait par certains patrons à Edimbourg et à Glasgow. »

Nous voyons dans cette union nouvelle les germes d'un avenir qui peut devenir grand et riche en conséquences.

Nous avons fait ici même une franche critique de la coopération anglaise et de son esprit bourgeois. Mais l'esprit des temps fait son chemin. Ouvriers eux-mêmes, les coopérateurs frayent le socialisme ouvrier. L'idée d'expropriation de toute la richesse sociale par les travailleurs pénètre dans leur sein. Les acheteurs des coopératives sont *un million d'ouvriers* et ces ouvriers, après avoir eu un rêve d'émancipation par l'élimination du marchand et l'économie, se trouvent aujourd'hui face à face avec le patron-exploiteur, qui profite, comme nous l'avons montré, des économies du travailleur réalisées dans la coopérative, soit pour réduire son salaire, soit pour le faire travailler trois jours par semaine et tenir ainsi une armée de réserve d'affamés.

Force est à l'ouvrier qui fait ses emplettes à la coopérative comme consommateur d'entrer dans une union de métier comme producteur. Mais l'union de métier est déjà une armée ennemie liguée contre le vautour capitaliste. Elle essaie les palliatifs, cela va sans dire; mais elle finit par reconnaître que rien n'est à faire tant que la mine, l'usine, la terre et le capital restent aux mains des privilégiés.

L'unioniste devient socialiste et entraîne le coopérateur. C'est fatal.

Et voilà que, tout à fait en dehors de l'Etat, en opposition complète à l'intervention étatiste, se constitue l'organisation de la distribution et l'organisation de la production par les travailleurs eux-mêmes.

Cette organisation se bute cependant toujours et partout contre la misère qui est faite au travailleur, d'une part par le capital, la propriété privée, l'accaparement de tout ce qui est nécessaire à la production, et d'autre part par l'Etat — le fidèle serviteur et l'instrument du capitaliste.

La reprise de possession du capital et l'organisation de la production et de la consommation par ceux-mêmes qui produisent — en dehors de l'Etat — viennent ainsi se poser nécessairement.

Et voilà comment la vie réelle s'y prend pour résoudre le problème économique, que les étatistes bourgeois ne savent résoudre que par l'Etat, l'autorité.

Que les unions *doivent* arriver à exproprier — c'est évident; qu'elles le feront, par la force, s'il le faut — impossible d'en douter. Quand elles sont en grève, les unions ne plaisantent pas : elles envoient leurs hommes, avec de la dynamite, faire sauter les trains ennemis : on l'a fait dans ces dix dernières années, à Pittsburg, à Chicago, à Londres... La révolution est inévitable et rien ne saura l'éluder.

Mais l'expropriation faite, ou seulement commencée, ils n'iront pas demander à un Parlement, ni au *Volkstaad* (l'Etat ouvrier des Allemands) de les organiser.

L'usine ou la mine saisie, ils produiront. Ils sont déjà organisés pour cela.

Et, les produits faits, il les échangeront. Ils ont déjà l'organisation nécessaire pour cela dans leurs coopératives : ils n'auraient qu'à l'étendre.

L'union de métier et la coopérative ont été trop bourgeoises jusqu'à nos jours — c'est vrai. Elles marchaient vers la constitution d'une « bourgeoisie ouvrière ». Mais les bourgeois — les vrais — se chargent de leur ouvrir les yeux.

Et nous, de notre côté, nous n'avons qu'à y travailler aussi.

Ajoutons, pour finir, que dans les congrès des trade-unions anglaises, le Congrès *n'émet que des vœux*. Libre à chaque union de métier de suivre le conseil donné par le Congrès, ou non. Chacune le discute, chez soi.

P. K.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu du camarade Lumet 10 exemplaires de son ouvrage *Contre ce temps*, à vendre au profit du journal. Il sera envoyé franco contre la somme de 3 francs.

* *

Nous avons également reçu de l'auteur, Louis Guétant, 25 exemplaires de la brochure *Histoire de brigands*, franco 0 fr. 30.

* *

Les camarades des Xe et XIe arrondissements se réunissent tous les dimanches soir, à 8 h. 1/2, 93, faubourg du Temple, au 1er. Causerie par un camarade.

Jeudi 17 septembre, organisation définitive de la soirée familiale.

* *

Les Egaux du XVIIe. — Tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, 40, rue Gaugier, salle du fond, causerie. Sujet du mercredi 23 courant : *Les différentes formes du salariat*.

Dimanche 20, deuxième ballade familiale à Puteaux, chez Beaumont, coiffeur-marchand de vin, au rond-point des Couronnes, n° 3, avenue de Saint-Germain. — De 2 à 6 heures, concert et tir à la carabine dans les jardins. — Tous les copains sont invités.

* *

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe. — Samedi 19 septembre, à 9 heures très précises, au local convenu.

Urgence.

* *

Un camarade désirerait acheter *De l'autre rive* et *Lettres écrites de France et d'Italie*, de A. Herzen. Envoyer les propositions au journal.

* *

Saint-Nazaire. — Jeudi 17 septembre, à 8 h. 1/2, conférence publique et contradictoire, salle Fleury, par le compagnon Julien Sacquet, sur *la Révolution et l'Esprit nouveau*. Entrée : 0 fr. 20.

— Vendredi 18 septembre, à 8 h. 1/2, deuxième conférence, à la salle Brisset, sur *la Classe ouvrière et la Révolution*. Entrée : 0 fr. 20.

— Le samedi 19 septembre, à Trignac, salle Crinlinion, à 8 h. 1/2, troisième conférence, sur *le Mal social et ses remèdes*. Entrée : 0 fr. 20.

* * *

Le camarade qui pourrait disposer d'un numéro 4 du *Falot cherbourgeois* serait bien aimable de nous le faire parvenir. Il manque à notre collection.

* * *

Les compagnons Elie Lemanceau et Evariste Laurent vont faire une tournée en province; ils iront à Reims, Troyes, Dijon, Chalon-sur-Saône, Mâcon, Lyon, Saint-Etienne, Romans, Avignon, Marseille, Toulon, Montpellier, Cette, Béziers, Toulouse, Montauban, Agen, Bordeaux, Angers, Trélazé.

Jeudi 17 septembre 1896, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 96, faubourg du Temple, grande conférence publique et contradictoire avec le concours de Sébastien Faure, Elie Lemanceau, Evariste Laurent.

Sujet traité : *Patriotisme et Militarisme*.

Entrée : 50 centimes.

Les dames sont admises.

* * *

Amiens. — Les citoyens s'intéressant à la question sociale sont invités à venir la discuter tous les dimanches, à 5 heures, chez Edmond, rue Basse-des-Tanneurs.

Les Libertaires d'Amiens organisent une grande soirée familiale pour le dimanche 4 octobre. Concert; pièce sociologique en 1 acte; conférence; bal; tombola. Salle Cardon, rue Cardon, 11, Amiens.

* * *

Reims. — Les camarades qui comprennent le bien fondé de nos idées, et qui voudraient en voir la vulgarisation, sont invités à se réunir tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Darsonvalle. Causerie par des camarades.

* * *

Charleroi (Hainaut). — Voilà à peine quatre mois que la propagande anarchiste est menée sérieusement dans le bassin de Charleroi; de nombreuses et utiles conférences y ont été données; quantité de journaux anarchistes ont été mis en circulation. L'idée libertaire est tombée sur du bon terrain et n'a pas tardé à germer.

La création d'un journal y est devenue indispensable; aussi c'est avec plaisir que nous vous annonçons le premier numéro du *Cri des opprimés*, organe communiste-anarchiste à 5 centimes, paraissant tous les dimanches, à partir du 27 septembre; rédacteur, Emile Chapelier, ancien gérant de l'*Insurgé*.

Le *Cri des opprimés* aura comme format les trois quarts du *Libertaire*; il sera un journal de combat où les personnalités seront soigneusement écartées.

Le *Cri des opprimés* sera une tribune libre où toute idée sérieuse sera discutée impartialement.

Le *Cri des opprimés* insérera gratuitement toutes les crapuleries patronales et militaires dont seront victimes l'ouvrier et ses fils.

Le *Cri des opprimés* sera le vrai journal populaire, car les intérêts de la classe ouvrière y seront discutés par des ouvriers mêmes, tout à fait désintéressés, ne cherchant aucune place ni aucun mandat.

Les camarades sont priés de nous faire savoir le nombre d'exemplaires qu'ils désirent.

Envoyer toute communication au bureau provisoire du journal : Emile Chapelier, 28, rue de Montigny, Charleroi.

* * *

Chalon-sur-Saône. — Samedi 3 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale. Conférence par Henri Dhow sur la *Société future;* concert vocal et instrumental; bal de nuit.

Entrée : 0 fr. 50.

Pour les cartes, s'adresser à Guillon, 149, rue Saint-Georges.

* * *

Bordeaux. — Samedi soir 19 septembre, au débit de la Fraternité, rue Causserouge, causerie faite par deux camarades :

1° *Anarchiste ou collectiviste?*

2° *De l'influence napoléonienne sur le mouvement socialiste.*

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Cycle Berlioz, essai historique et critique sur l'œuvre de Berlioz, par J.-G. Prodhomme, *Bibliothèque de l'Association*, 17, rue Guénégaud, 1 vol., 3 fr.

Théâtre chimérique, par J. Richepin, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

A LIRE

Juge et Partie, Séverine, *Eclair*, 10 septembre.

La Visite des bagages, E. Zola, *Figaro*, 12 septembre.

La Grève des Ventres, Séverine, *Journal*, 12 septembre.

Au Congrès d'anthropologie criminelle, Clémenceau, *Justice*, 13 septembre.

Sunt Lacrymæ, Descaves, *Echo de Paris*, 13 septembre. Même numéro : *Oh! les honnêtes gens!...* Montjoyeux.

Douanes et Octrois, H. Maret, *Radical*, 14 septembre.

JOURNAUX ANARCHISTES

et antiparlementaires.

La Tribune libre, français, Box 82, Charleroi, Washington (Pa.), Etats-Unis.

Recht voor Allen, hollandais, 3 fois par semaine, organe de l'Union Socialiste hollandaise (antiparlementaire), Damrak, 100a, Amsterdam.

An-archie, hollandais, hebdomadaire (Spaarndammerplein, 9, Amsterdam, 1re année

El Corsario, espagnol, hebdomadaire (Rastro, 7, La Coruna), 7e année.

El Esclavo, journal ouvrier, espagnol, hebdomadaire, (P. O. Box 254, Fort Brook, Floride, Etats-Unis), 2e année.

La Revolucion Social, espagnol, parait irrégulièrement (Roguera, casillo 15, Buenos-Aires), 1re année.

La Questione Sociale, italien, hebdomadaire (Paterson, New Jersey, Etats-Unis), 2e année.

L'Avvenire Sociale, italien, hebdomadaire (Francesco Tommaso, Messina, Sicile), 1re année.

Delnicke Listy, tchèque, hebdomadaire (266, avenue B, New-York City, Etats-Unis), 3e année.

Volné Listy, tchèque, mensuel (43, Johnson Avenue, Brooklyn E. D., New York), 5e année.

Proletaren, danois, bimensuel (Montergade, 27, Copenhague), 1re année.

Ontwaking, flamand, hebdomadaire (Kouingstraat, 4, Anvers), revue de l'art, science et sociologie, sympathique à nos idées.

PETITE CORRESPONDANCE

K. O. — L'idée se répand d'abord, parce que tout contribue à la développer, et notre propagande doit contribuer à accélérer ce mouvement; 2° ce n'est pas à nous qu'il faut adresser cette question, mais aux écrivains que vous citez; 3° chacun ayant bien du mal à mener la propagande à laquelle il s'est consacré, il est évident qu'il s'arrange d'abord à mener son œuvre à bien, les autres font de même.

Reçu le *Petit Rouennais*. — A quoi bon relever? Ignorant ou de mauvaise foi, ce M. Jean Quivote ne vaut pas la peine d'une réponse.

Un irréductible. — Bien reçu les 3 exemplaires, c'était bien d'elle qu'il était question.

J. L., au Havre. — *Entre paysans* épuisé; j'en ai mis d'autres.

Z. A. — Stepniak n'était pas anarchiste, mais cela ne l'empêchait pas de mériter la sympathie de ceux qui l'ont connu.

J. P., à Ixelles. — Le sujet de vos vers n'entre pas dans le genre du supplément.

C., à Fleinefaye. — Vers trop mauvais.

G., à Châlons. — Convocation arrivée trop tard. Le mardi matin au plus tard.

A. Miherre, Bordeaux. — Même réponse.

Tortelier. — Le camarade Million demande que tu lui envoies la chanson « Travailleurs de la pensée ».

S'il y avait un camarade qui possède *Sophismes politiques* de Bentham, prière de nous copier une superbe définition de l'anarchie que contient le volume, paraît-il.

Tous et Moi. — Brochures expédiées à R. V.

F., à Toulon. — C'est une erreur en effet, tâchez de vendre la feuille que vous avez en plus.

Anonyme. — On sent percer le réactionnarisme dans l'extrait de Saint-Alveydre, mais les aveux n'en sont que plus précieux. Quel en est l'éditeur? Utiliserons. Merci.

J. E., à Daumazan. — Brochure et lithographie expédiées. Redevez 0 fr. 75.

A. M. — Entendu.

H. V. — Vous me trouverez à la maison à l'heure et au jour indiqués.

A. S., à Nîmes. — Merci pour l'adresse. La brochure *Définition du crime*, de Hamon, est épuisée.

Reçu pour l'*Idea libre* : J. K., Genève, 2 fr.

Reçu pour le journal : Lyon, un serrurier, 0 fr. 50; X., 1 fr.; E. J., 2 fr.; M., à Berck, 2 fr.; F. Y., 1 fr.; Jean Misère, 10 fr.; L. J., rue J.-de-B., 5 fr. — *Vente de vieux timbres*, 5 fr. 15; B., à Migennes, 0 fr. 30; Valan, 1 fr.; X., 0 fr. 50; Liste de Lille, par V., 2 fr. 55; Un irréductible, 2 fr.

Le groupe d'études sociales du faubourg de Laon : Deverly, 0 fr. 25; Arthur, 0 fr. 20; Des compagnons en goguette le 6 septembre, 0 fr. 50; Grimbert, 0 fr. 20; François, 0 fr. 25; Pour pendre mon patron, 0 fr. 20; Un anarchiste, B. R., 0 fr. 20; Lécot, 0 fr. 10; Nouveau anarchiste L. A., 0 fr. 20; L'iconoclaste, 0 fr. 10; Tordeux, 0 fr. 10; Désumeur, 0 fr. 20; Un antipatriote de la classe 95, 0 fr. 25; Carrion, 0 fr. 40; Adia, 0 fr. 25; un convaincu, 0 fr. 10; Un pour que la bourgeoisie tombe dans la mé...lasse, 0 fr. 25; Et un pour qu'elle y reste et en crève, 0 fr. 25. Total, 4 fr. — Merci à tous.

R., à Romans. — F., à Amiens. — B., à Rochefort. — M., à Saint-Aubin. — M., à Cambrai. — M., à Nonancourt. — B., à Nantes. — M. N., à Genève. — E., à Montpellier. — Mme D., à Montluçon. — B., à Bar-le-Duc. — L., à Bruxelles. — C., à Montereau. — P., à Dinant. — B., à Toulon. — V., à Marseille. — P., à Lyon. — B., à Brassac. — D., à Angers. — L., à Poitiers. — V., à Tulle. — Auteuil. — Mme R., à Villiers. — C., à Arcis-sur-Aube. — M. F., à Rennes. — B., à Ars-en-Ré. — D., à Saint-Chamond; M., à Perpignan; S., à Albi (par la *Sociale*). — C. M., à Turin. — P., à Denain. — V., à Reims. — K., à Angoulême.

Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Le 11 novembre (*eau-forte*), . **Franco.**	1 75
Bakounine (*burin*)	» 50
Proudhon, *id.*	» 50
Esprit de révolte	» 15
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*	» 70
— — — *avec portrait*	1 »
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 15
Défense d'Etiévant	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*	» 25
Un siècle d'attente —	» 15
L'agriculture —	» 15
Patrie et Internationalisme, *A. Hamon*	» 15
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	» 70
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	» 15
La Conquête du pain, *par Kropotkine*	2 75
Œuvres *de Bakounine*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 75
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*	1 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato*	2 75
Révolution sociale et révolution chrétienne, *par Malato*	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	0 60
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »
Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus*	2 75
Correspondance de Bakounine	2 75
La Forêt bruissante, *par A. Retté*	2 75
La Révolte, *collect. compl.* (il en reste 4)	150 »
En Dehors, *par Zo d'Axa*	1 30
Temps Nouveaux, 1re année	7 »
Promenades subversives, *par A. Retté*	0 80
Mémoire de la Fédération Jurassienne	3 »
L'Internationale, *par Malon*	0 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	0 15
Les révolutionnaires au Congrès de Londres	0 15
L'Incendiaire, *lithog. de Luce*	1 15
Porteuses de bois, *lithog. de Pissaro*	1 15
L'Errant, *lithographie*	1 65

Les ouvrages à 2 fr. 75 sont vendus 0 fr. 25 de moins pris dans nos bureaux.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente **à Brest**

Chez les camarades Bizien et Marion, à Kerranfurust-Ygzella.

Ces deux camarades portent à domicile. Ils tiennent également la *Sociale* et le *Libertaire*.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 22 — DIX CENTIMES — DU 26 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

RÉFORMES ET RÉVOLUTION

Quand donc ceux qui discutent les idées anarchistes voudront-ils enfin se donner la peine de les étudier? Quand donc, au lieu de prêter aux anarchistes tel ou tel raisonnement, voudra-t-on condescendre à s'informer de leurs propres conceptions?

Que les bourgeois, conservateurs ou socialistes autoritaires, parlent de l'anarchie sans en connaître un seul mot, cela n'a rien qui nous étonne. Ce qu'ils savent pertinemment, c'est que l'idée anarchiste dérange leur système, et comme il faut avant tout que le leur prévale, ils combattent à tort et à travers ce qui les dérange. Plus ils prêteront de bêtises à leurs adversaires, plus belle posture cela leur donnera devant la galerie. Le principal n'est pas d'avoir raison, mais de paraître l'avoir.

Mais s'il y avait une classe de gens qui auraient dû, croyions-nous, échapper à ce procédé, ce sont ceux qui, sans accepter nos idées, les côtoyaient d'assez près, et avouaient avoir de la sympathie pour elles, sympathie mitigée de réserves, sans doute, mais enfin sympathie avouée.

Eh bien! non, même parmi ceux-là, nous sommes forcés de constater que le fond même de ce que nous voulons leur est resté totalement étranger. Ils ignorent l'anarchie, mais cela ne les empêche pas de la discuter tout de même!

Cela vient d'arriver à M. Georges Lecomte, dans sa critique littéraire de la *Société Nouvelle* de septembre, où, ayant à parler de projets de réformes et de l'intransigeance anarchiste, il accouche de l'énormité suivante :

> Bourgeois! grinceront aussitôt les stoïciens de l'anarchie. Vous ne songez qu'à prolonger l'ordre social actuel, en l'allégeant de ses iniquités trop exaspérantes. Cette idée, pour nous, est exécrable, car elle est susceptible de retarder la révolution!
>
> C'est toujours le même argument : la révolte pour la révolte. Nous répondrons seulement que nous cherchons à économiser des existences, aujourd'hui, demain, tout de suite, à diminuer la somme éparse de malheur et d'injustice.

∴

Or, soit dit sans l'offenser, notre camarade Lecomte vient de parler de l'anarchie comme les aveugles parleraient des couleurs. Sans s'en apercevoir, sans doute, il s'est tenu le petit raisonnement suivant : « Les anarchistes trouvent rétrogrades mes idées sur le patriotisme, ils repoussent les plus belles réformes qu'on leur présente; c'est parce qu'ils sont révolutionnaires; ce qu'il leur faut à eux, c'est une bonne révolution; ils ne connaissent que cela, et, de parti pris, ils repoussent toute réforme qui aurait pour but de l'éviter. »

Et ce raisonnement paraissant très logique, s'emballant là-dessus, s'imaginant sincèrement combattre la théorie anarchiste, le voilà parti combattre les moulins à vent de sa propre imagination.

Si, au lieu de se demander pourquoi ils repoussent telle ou telle réforme, le camarade Lecomte s'était demandé « pourquoi les anarchistes sont révolutionnaires », cela l'aurait peut-être amené à fouiller tout un ordre d'idées, qui l'aurait sans doute fait raisonner autrement. Il aurait vu que les raisons qu'ils donnent pour ne pas s'embrigader à la suite des politiciens qui font miroiter aux yeux des travailleurs les bienfaits des lois réformatrices, sont tout autres qu'il se les donne à lui-même.

Il aurait vu que les anarchistes ne sont pas les partisans de « l'art pour l'art » qu'il s'imagine; que leur conception va plus loin que l'admiration du « beau geste », et ne sont nullement des fanatiques rêvant d'égorger les trois quarts de l'humanité pour rendre le reste heureux.

Certes, ils n'ont pas de sensibleries inutiles. Ils ne s'effraient nullement de la disparition des parasites qui, par leur égoïsme, voudraient maintenir l'état de choses actuel. Les privilégiés de l'heure actuelle peuvent être très satisfaits de ce qui existe et chercher à le défendre, mais la grande masse qui souffre et qui peine, elle, a bien plus de raison encore de vouloir le modifier, et, s'il y a conflit, tant pis pour ceux qui veulent perpétuer leur satisfaction personnelle aux dépens des autres. Mais il n'y a là nul dilettantisme révolutionnaire, et il ne dépend pas plus de nous d'éviter la catastrophe que de l'amener. Nous subissons des fatalités économiques, et rien de plus.

∴

Les anarchistes, et bien d'autres avant eux, ont démontré que les classes possédantes n'abandonnaient jamais, de leur plein gré, les prérogatives qu'elles possèdent. L'expérience nous enseigne que lorsqu'elles étaient forcées de faire une concession, l'exercice de leur autorité, tant qu'elles étaient au pouvoir, n'avait pour but que d'annuler les concessions faites et de faire rendre aux institutions nouvelles le contraire de ce qu'en attendaient ceux qui les avaient obtenues.

Est-ce que le régime que nous subissons n'est pas le produit de réformes qui nous étaient proposées jadis comme les plus capables d'assurer notre émancipation, d'assurer le bien-être à tous? N'a-t-il pas fallu nombre de révolutions pour obtenir celles qui assuraient un changement réel? — L'œuvre des législatures, ensuite, n'a-t-elle pas été d'en atténuer les effets, au profit des privilégiés?

Si nous avions des siècles à vivre devant nous, nous pourrions consacrer quelques années de notre existence à expérimenter les panacées que l'on nous présente; mais, hélas! ce ne sont que des années que nous avons à vivre, et l'expérience du passé nous démontre que voilà des milliers d'années que l'humanité perd son temps en des essais semblables. C'est pourquoi, au lieu de réformer, nous voulons détruire pour reconstruire sur des plans nouveaux.

Lorsqu'on vient inviter les travailleurs à tourner leurs forces vers la réalisation d'une réforme, on est coupable de tromperie, lorsque, lors de son application, elle ne rend pas tous les effets promis. Vous êtes convaincus de son excellence, cela se peut. Mais combien d'autres étaient excellentes avant leur mise en pratique et sont devenues, depuis, entre les mains des possédants, de nouveaux moyens d'exploitation!

C'est qu'il ne suffit pas d'être animé des meilleures intentions pour faire que le mécanisme social produise un travail autre que celui pour lequel il est construit.

C'est très généreux de vouloir éviter les effusions de sang, de chercher à diminuer la misère, l'injustice et le nombre des victimes, mais encore faudrait-il que la suppression de ces victimes... hypothétiques ne masque pas la disparition d'un plus grand nombre tout aussi intéressant, qu'écrase tous les jours l'organisation sociale existante (1).

Une réforme ne s'applique pas sur un système social, comme un emplâtre sur le ventre d'un malade, avec cette consolation philosophique de ce paysan qui, crachant au cul de sa vache malade, lui disait : « Tiens! pauvre bête, si ça ne te fait pas de bien, ça ne te fera toujours pas de mal! »

En sociologie, quand le bien annoncé ne s'est pas produit, c'est du mal que ça engendre.

∴

Telle réforme, dites-vous, apportée à notre état social, doit améliorer la situation des travailleurs, calmer telle ou telle de leurs souffrances. Bon! cela est très bien et part d'un bon cœur. Nous sommes avec vous, si vous nous prouvez que le résultat espéré découlera forcément de l'application de la réforme.

Mais, malheureusement, lorsque vous vous évertuez à nous montrer les bienfaits de votre dictame, vous raisonnez absolument comme si le capital n'existait pas avec toutes ses institutions. Vous oubliez que, tant qu'il y aura des exploiteurs, leur rôle sera d'exploiter, et que les rouages gouvernementaux n'ont qu'une fonction: assurer la bonne marche de cette exploitation.

— Mais, ma réforme doit améliorer ceci, empêcher cela!...

— Oui, mon brave homme. Vous êtes con-

(1) A ce sujet, nous renvoyons M. Lecomte à l'extrait de Spencer que nous donnons dans le supplément qui accompagne le présent numéro.

vaincu de la chose, je n'en disconviens pas; mais en admettant, chose peu probable, que votre réforme soit appliquée telle que vous l'avez conçue, vous oubliez que c'est par les institutions existantes qu'elle doit être mise en pratique et que leur rôle, encore une fois, est d'empêcher de porter atteinte aux pseudo-droits du capital.

Votre réforme vous paraît admirable en théorie, parce que vous avez oublié de la comparer avec toutes les contingences qui doivent la modifier en la pratique; mais une réforme, pour améliorer, réellement, le sort matériel du travailleur, devrait rogner sur les bénéfices du capitaliste; or c'est une chose que celui-ci n'acceptera jamais de bonne volonté...

— Cependant!...

— Il n'y a pas de cependant. Ou bien votre prétendue réforme ne réformera rien, elle ne touchera pas aux bases essentielles de la société capitaliste; alors soyez sans crainte, on l'appliquera en toute sa teneur, en ayant l'air de vous faire une concession énorme; ou bien, si, vraiment, elle modifie en bien quelque chose, soyez certain que ce ne sera qu'au détriment d'une autre.

En sociologie comme en physique, rien ne se crée de rien. Votre amélioration ne sera qu'apparente. Vous aurez déplacé le mal, vous n'aurez réussi qu'à créer un trompe-l'œil. Et, par conséquent, le résultat sera tout aussi négatif avec un mensonge de plus.

Tant que les riches vivront sur le travail des pauvres, il faudra bien que ce soient ceux-ci qui peinent.

∴

Certes, nous aussi, nous ne demanderions pas mieux que l'organisation sociale s'améliorât graduellement, et nous évitât — à nous ou à nos descendants — l'effort d'une révolution et la nécessité de milliers de victimes. Et puis, notre rôle ne serait-il pas plus agréable de nous adapter à la société actuelle, en proposant aussi nos petits projets de réforme et en demandant aux électeurs de nous envoyer les proposer à la Chambre.

Est-ce que, à nous aussi, le cœur ne saigne pas à la pensée des victimes que nécessitent les conflits armés? Croit-on que c'est de gaieté de cœur et par amour de voir couler le sang que nous proclamons la nécessité de la lutte?

Nous n'avons pas, du reste, la prétention de croire que ce sont nos prédications plus ou moins enflammées qui vont soulever la foule; nous n'avons pas l'outrecuidance de croire que c'est à notre voix que vont se lever les combattants. Nous sommes plus modestes. Nous sommes révolutionnaires, parce que nous avons la conviction raisonnée, parce que tout, dans les faits, nous démontre que l'organisation sociale actuelle nous mène à un cataclysme, et notre rôle se borne à vouloir faire que les travailleurs y voient clair comme nous et soient prêts, lorsque les événements se présenteront, à profiter de la lutte où ils se trouveront entraînés.

Et, certes, autant que vous, nous déplorons les victimes, mais cela ne nous empêche pas de penser que notre état social, par le fait de sa mauvaise organisation, tous les jours en broie des centaines et des milliers, tout aussi intéressantes que celles que vous pleurez avant qu'elles soient à terre; que des cris de souffrance s'élèvent à chaque instant sans que rien ne soit fait pour atténuer le mal; que, à chaque minute de la vie, des cœurs et des cerveaux sont broyés par l'inconscience de ceux qui nous dominent, sans que nous, qui souffrons de ces souffrances, entendons leurs cris, puissions leur venir en aide, liés que nous sommes par les institutions, les lois et les fatalités économiques. Et alors nous disons que, victime pour victime, il vaut encore mieux être tué en se défendant que de périr passivement de faim et de misère.

∴

Lorsqu'on nous présente un projet de réforme, nous le discutons, nous le comparons avec les institutions existantes et cherchons à prévoir ce qu'il deviendra après avoir passé par leurs étamines. N'est-ce pas notre droit? Est-ce que, par hasard, nos idées seules seraient à discuter, et les idées de réforme jouiraient-elles, seules, du droit de se présenter sans qu'il fût permis de les éplucher?

Si nous nous apercevons que l'on nous leurre, que l'on amuse les travailleurs avec des sornettes, pourquoi n'aurions-nous pas le droit de le crier bien haut? Même quand l'auteur de la réforme serait parfaitement convaincu de sa perfection, sa conviction la ferait-elle meilleure? Est-ce notre faute, à nous, si la mécanique sociale est ainsi faite, que, ne tenant aucun compte des intentions, elle poursuit aveuglément sa marche, réglant à la sienne celle des engrenages nouveaux, ou les brisant lorsqu'ils résistent.

Etablie pour assurer la bonne marche de l'exploitation capitaliste, notre société fait tourner au plus grand profit de son organisation toute amélioration qui lui est apportée. Pour que les travailleurs, dans la société actuelle, profitent d'une amélioration matérielle, il faudrait porter atteinte à ce que les capitalistes nomment leurs droits. Essayez donc de le faire sans révolution.

La plus grande critique que l'on ait faite à notre idéal, c'est qu'il n'était réalisable qu'en l'an 3000, qu'il était discutable sur tel ou tel point, mais, jusqu'à ce jour, nous nous sommes aperçus que les projets de ceux qui repoussaient notre idéal, parce qu'il serait trop long à réaliser, souffraient encore moins la discussion, et que ce qui était encore le plus pratique, c'était de s'attaquer aux causes et non aux effets, chose qu'oublient toujours les réformistes qui ne voient que les effets et oublient toujours les causes.

J. Grave.

Grand arrivage...

On l'annonce, pour le mois prochain, l'arrivée à Paris d'une troupe d'indigènes des bords de la mer d'Azov. Outre l'intérêt ethnographique que présentera cette exhibition, on compte sur un grand mouvement de curiosité de la part de la population parisienne. Souhaitons au barnum de rentrer dans ses frais qui, paraît-il, seront énormes. La troupe a déjà parcouru la plupart des capitales de l'Europe; et nous pourrions nous plaindre, à bon droit, de n'avoir jamais que la rincure des autres peuples.

On parle de promener plusieurs jours dans nos rues (heureux Parisiens!) cette curieuse peuplade, souverains en tête. On les présenterait en liberté. Malgré tout l'attrait de ce spectacle, il est légitime de tenir compte des craintes de la population parisienne, qui ne se soucie pas d'être mordue, ou scalpée, ou knoutée; mais on assure que des mesures efficaces seront prises pour mettre les passants hors de leurs atteintes. Tout est donc pour le mieux.

Une dernière remarque. Il est question de loger ce Béhanzin du Nord et sa suite dans une ambassade. Pourquoi? Jusqu'à présent, c'est toujours au Jardin d'Acclimatation qu'on mettait cela.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Simagrées patriotiques. — Quelle comédie que toute cette affaire Dreyfus dont les journaux de ces derniers temps sont remplis! Certes, rien de plus répugnant qu'un traître et son acte.

Mais il est fort plaisant de voir les simagrées de tous ces fantoches dirigeants et co-dirigeants, se ruant avec acharnement sur Dreyfus dont le seul tort est de s'être laissé prendre, comme Baïhaut, par exemple. La caractéristique des gens de gouvernement c'est la couardise; l'un d'eux vient-il à tomber? tous alors le piétinent, l'insultent, lui crachent au visage, alors que la veille ils lui pressaient les mains avec effusion. C'est une façon de donner le change, de détourner d'eux l'attention par le bruit fait autour du délinquant, et de conserver intacte la fausse réputation de vertu qu'ils s'entretiennent sur les fonds secrets. Dreyfus s'est fait pincer; haro sur lui! Et tous de renchérir de dégoût avec ostentation, alors qu'entre temps ils se vautrent à plat ventre aux pieds des Rothschild et autres qui savent si bien profiter des désastres d'un pays pour arrondir leur magot. Et le peuple les prend au sérieux!

∴

Ils ont donné la mesure de leur patriotisme, de ce patriotisme « qui saigne encore et saignera toujours de la douloureuse amputation de nos deux chères provinces », quand deux des députés protestataires d'Alsace-Lorraine, Bebel et Büb, ont voulu venir en France rendre compte de leur mandat. Toutes les considérations patriotiques se sont tues, tous les regrets cuisants du territoire perdu se sont envolés devant un fait : Bebel et Büb sont socialistes! Etre socialiste, c'est être l'adversaire de la bourgeoisie, c'est prétendre abolir ses privilèges. Aussi est-on bourgeois avant d'être patriote; au diable les protestataires d'Alsace-Lorraine et l'Alsace-Lorraine avec eux, s'ils en veulent à notre bourse!

C'est la lutte des classes. Bebel et Büb, ainsi que les socialistes de leur parti, se convaincront-ils par cet exemple qu'elle a son importance?

∴

Une alerte. — On vient d'avoir une rude alerte! Un grand complot vient d'être découvert, complot de dynamiteurs, s'il vous plaît, dirigé... ah! on en tremble encore! car on crut un moment qu'il visait notre auguste Nicolas, le clown à la mode — dirigé contre l'Angleterre seulement. A la première nouvelle, alors qu'on croyait encore le czar menacé, on s'est empressé d'arrêter, sans plus d'enquête, Tynan, patriote irlandais, débarqué récemment à Boulogne. Mais quand on a eu constaté que l'Auguste n'avait rien à craindre pour sa petite personne, on a paru regretter l'arrestation, et on laisse dire que l'extradition demandée par l'Angleterre ne sera pas accordée, d'autant plus que Tynan se défend d'opinions anarchistes. Pour une fois, la France sera généreuse et s'efforcera de retaper à bon marché sa vieille réputation d'hospitalité, puisque le czar n'y voit aucun inconvénient.

∴

L'Armée. — Les journaux de la semaine racontent le fait suivant, dont ils donnent une version évidemment arrangée et altérée en haut lieu.

« Le jeune soldat Surrel, de la classe 1894, en garnison au 158e de ligne à Lyon, qui s'était fait remarquer depuis son incorporation par son insubordination, subissait à la prison de la caserne une peine disciplinaire. Le jeudi 17 septembre, le capitaine Granvaux se rendait auprès de lui et le « sollicitait de revenir à de meilleurs sentiments », lorsque Surrel qui, depuis un moment, l'écoutait sans rien dire, se rua sur lui et le frappa à deux reprises d'un couteau qu'il tenait dissimulé. Une lutte s'engagea au cours de laquelle le capitaine aurait eu le dessous si un autre prisonnier n'était venu à son secours. »

Toute cette narration signifie que Surrel, ne montrant aucun goût pour l'avachissant métier militaire, avait vu s'acharner sur lui son capitaine Granvaux, lequel, abusant de l'immunité garantie par ses galons, avait trouvé très brave de venir insulter sa victime emprisonnée. Car nous savons comment les gradés « sollicitent leurs subordonnés de revenir à de meilleurs sentiments ». Surrel exaspéré, poussé à bout, s'est vengé. A qui la faute? et si le conseil de guerre le condamne à mort, ce qui est probable, ce jugement n'ordonnera-t-il pas un véritable assassinat, même au point de vue le plus bourgeois?

Je ne veux pas finir sans adresser toutes mes félicitations les plus sincères au co-détenu qui a pris avec tant d'empressement la défense du bourreau de son camarade. Il peut être fier de son acte. Policier amateur, il a des titres suffisants pour être admis, à sa libération, dans la meute de Puibaraud.

∴

La Justice. — Un nommé Béard a, paraît-il, été ruiné par les agissements d'un huissier de Saint-Etienne. Depuis longtemps il n'a cessé de pétitionner auprès de tous les pouvoirs publics pour obtenir

qu'une enquête fût faite par le ministre de la justice sur les opérations de cet huissier. A la suite d'une pétition adressée à la Chambre des députés, une commission se prononça en faveur de Béard et conclut à ce que le ministre fit droit à ses doléances. Une enquête fut faite, qui eut pour résultat d'autoriser le requérant à assigner en responsabilité l'officier ministériel. Béard introduisit alors une instance au tribunal. Mais, au bout de deux ans, il n'avait pu obtenir aucune solution. Les gens de loi s'entendent comme larrons en foire.

Exaspéré, Béard adressa une lettre au président de la Chambre des députés, dans laquelle il déclarait que si on ne se décidait pas à lui rendre justice, si le tribunal s'obstinait à ne pas vouloir se prononcer sur l'instance introduite, il brûlerait tout simplement la cervelle à ses ennemis.

L'austère Brisson transmit solennellement cette lettre au parquet de Saint-Etienne qui fit arrêter aussitôt Béard et le traduisit devant le tribunal pour menaces de mort. Cette fois, ça a moins traîné que pour poursuivre l'huissier.

A l'audience, il a renouvelé ses menaces, mais le parquet, ayant sans doute conscience de sa responsabilité en cette affaire, ne lui donna que six jours de prison imputés sur la prévention, de telle sorte que Béard était libre au sortir de l'audience. Néanmoins, c'était trop, et le condamné, au prononcé du jugement, sortit une pêche de sa poche et la lança à la tête du président, qu'il n'atteignit pas. Aussitôt le tribunal, avec l'impassibilité que donne la conscience d'être le plus fort, condamna Béard à 18 mois de prison.

Voilà la justice! On pousse un homme à bout, on l'exaspère par une mauvaise volonté évidente à lui rendre justice, et quand il se fâche — avec juste raison, certes, — on le condamne froidement, mécaniquement. Quelle estime ne mérite-t-elle pas, cette justice aveugle et partiale!

André Girard.

* *

Depuis longtemps déjà, un certain nombre d'individus des plus suspects prenaient à tâche de troubler les réunions anarchistes, non pas par des discussions théoriques, mais par des questions de personnalité. Encouragés par la longanimité des camarades qui, sous prétexte de liberté, se laissaient ainsi embêter, ils ont tenté, jeudi dernier, d'aller plus loin en rééditant une fois de plus les accusations tant de fois portées contre Sébastien Faure.

Cet incident, qui a donné lieu à quelque tumulte, a eu pour résultat une rupture définitive entre ces personnages et les camarades qui avaient encore la bonté de les supporter.

Italie.

Foggia. — Voici le résultat de l'appel interjeté par les camarades poursuivis pour les faits du 1er mars à Tremiti.

La cour d'appel de Trani a condamné les blessés à 5 mois de réclusion, sauf Leombruni qui n'eut que 4 mois, et les autres à 6 mois, excepté Poggiali à 7 et Tesserini à 9 mois. Nos amis se sont pourvus en cassation. Nous devons constater que l'arrêt de Trani équivaut à celui de Lucera. La réduction de peine, tout en étant une reconnaissance de l'exagération de la peine prononcée en première instance, n'en corrige pas le caractère inique, car elle est comme une sanction que le tribunal ne s'était pas trompé. Les loups ne se mangent pas entre eux, dit le proverbe, les juges de Trani ne pouvaient désavouer leurs collègues de Lucera, qui d'ailleurs avaient condamné par ordre du ministère di Rudini. Acquitter nos camarades, n'était-ce pas reconnaître que les gardes et les carabiniers sont des assassins?

Il me faut, avant d'en finir avec ce procès, parler de l'attitude de nos *honorables* députés socialistes. Ces messieurs, à qui nos avocats — mais non pas nous, croyez-le — avaient fait un appel, avaient fait savoir publiquement qu'ils viendraient au procès. Mais, ni à Lucera ni à Trani, ils ne jugèrent à propos de se montrer.

Alors, pourquoi promettre? Pourquoi le faire annoncer par la presse? Sinon pour ne pas se montrer ouvertement les soutiens de la bourgeoisie, qui peut avec raison les considérer comme la soupape de sûreté du mouvement révolutionnaire.

* *

Voici ce que m'écrit un camarade de Tremiti. « Je voudrais te faire une description détaillée de ce qui se passe ici, mais mon esprit est trop bouleversé et je m'en tiens pour le moment à ces quelques faits.

« L'autre soir, le directeur de Rosa voulait nous faire rentrer une heure plus tôt qu'à l'ordinaire; la plupart de nous ayant refusé, le directeur en fit arrêter un grand nombre qu'il condamna disciplinairement à deux et trois mois de cellule et qu'il fit transférer dans les divers établissements cellulaires d'Italie pour leur faire subir leur peine. »

Cela nous montre que Michele de Rosa continue ses exploits et que le ministère di Rudini est son complice. Ce directeur a des imitateurs.

A Lipari, les camarades Ortolani, Marzoni, Tartagni, Talini et d'autres furent, aussitôt leur arrivée, jetés en prison. Aux protestations des autres *coatti*, le directeur ne répondit que par des provocations et des insultes grossières.

A la Favignane, le camarade Bocchi fut mis en cellule de punition. A Ustica, à la suite de désordres provoqués par le directeur, cinquante coatti furent arrêtés et envoyés dans les grandes prisons de Palerme.

Je suis las d'enregistrer ces lâchetés.

* *

Venons-en à la prison judiciaire de Foggia; je connais toute la férocité de la discipline qui y règne, car j'ai vu de mes yeux commettre des cruautés inouïes, mais pour ne pas abuser de l'espace qui m'est dévolu, je raconterai seulement ce qui se passa l'été dernier.

Il existe dans cette prison, outre la cellule de rigueur où l'on déverse chaque jour les eaux d'égout et les immondices afin de la rendre plus humide et plus puante, il existe une autre cellule, appelée la *cellule des morts*. C'est la plus étroite, la plus humide, où sont amoncelés de grossiers cercueils. Si un détenu meurt dans la journée, il y est déposé jusqu'au lendemain. Si, le même jour, un autre détenu y est enfermé par punition, il lui faut passer la nuit à côté du cadavre, et dormir côte à côte avec lui, en raison de l'étroitesse du lieu.

Un soir de l'été dernier, à une heure assez avancée, un enfant de dix ans est pris de vive force de son grabat, entraîné et laissé par les gardiens dans la *cellule des morts*. Le pauvre enfant crie, appelle: nul ne lui répond; le garde, en s'en allant en fredonnant, l'a averti que s'il persistait à faire du bruit, la camisole de force, le « lit de force » et la « bavette » sauraient le faire taire. Il reste donc seul, dans l'obscurité la plus complète.

Enfin, épuisé, hors d'haleine, l'enfant a dû céder à la fatigue et tâcher de s'étendre pour dormir. Il se hasarde dans la nuit pour chercher à tâtons sa paillasse. Ses jambes s'entravent dans le cercueil, il avance les mains qui rencontrent le cadavre déposé là depuis le matin, et tombe sans connaissance.

A minuit, la ronde le trouva agonisant. Transporté à l'infirmerie par ses assassins, le petit martyr y expira quelques instants après.

Ce crime nous l'avons su, mais combien nous sont restés inconnus!

* *

A Ancône, les camarades qui publiaient la *Lotta Umana* ont été arrêtés. Naturellement le journal ne paraît plus. Il faut croire qu'à l'occasion du mariage de ce crétin estropié, fils de Humbert de Savoie, la police italienne recommence ses canailleries qui font le pendant de celles qui se commettent en France pour la réception du knouteur en chef de Russie.

Nous nous en sommes doutés dès que nous apprîmes que le ministère avait averti d'arrêter le plus d'anarchistes possible et de surveiller étroitement ceux qu'on n'arrêterait pas.

Roberto d'Angiò.

Grèce.

Nous vivons dans un milieu d'anarchistes, qui opèrent à Pyrgos, malgré la surveillance incessante de la police. Aujourd'hui nous enregistrons le deuxième attentat anarchiste, dont le but était de faire sauter le palais du gros négociant Metropoulos, situé très près du tribunat.

L'anarchiste Panos Conzias a jeté dans les bureaux de Metropoulos une bombe de dynamite dans l'intention de faire sauter l'habitation avec ceux qui y travaillaient. Les employés, ayant compris, parvinrent à éteindre la mèche allumée et, par suite, tout danger disparut. La nouvelle, annoncée dans la ville de Pyrgos, a répandu une panique dans le monde industriel et commercial. La police a cherché à opérer l'arrestation de cet anarchiste, mais sans résultat. Auparavant, l'anarchiste avait envoyé une lettre de menaces à Metropoulos.

(Extrait d'*Acropole*, journal d'Athènes.)

Arménie (*suite et fin*).

Plusieurs milliers de personnes campaient depuis longtemps dans la cathédrale arménienne; les musulmans installés sur le maître autel fusillèrent de là les hommes massés dans la nef; puis, comme cela durait trop longtemps, on arracha les nattes, on entassa la literie, et trente-deux bidons de pétrole versés par-dessus firent bientôt un vaste brasier; de même, on incendia les galeries où s'étaient réfugiés les femmes et les enfants. On tua aussi un grand nombre de jeunes gens enchaînés les uns aux autres, comme les moutons aux fêtes du baïram, en récitant les prières spéciales de l'égorgement du mouton. Nazif-Pacha, à cheval, activait le zèle de ses subordonnés.

Là s'arrêtent les documents officiels recueillis, à la honte de l'Europe, sur la proposition de M. Cambon, ambassadeur de France. Ils portèrent à *25.000* le chiffre des morts connu, et laissent entendre qu'un nombre au moins égal peut être évalué pour des régions entièrement dévastées, sans qu'on ait de détails précis sur les événements. Une analogie élémentaire permet de présumer ce que l'on ignore par ce que l'on sait. Si l'on y ajoute les victimes indirectes des troubles, mortes de faim et de misère, on atteint facilement *60 à 80.000 morts*. Il y faudrait ajouter les personnes tuées depuis janvier; car le gouvernement turc, sûr de l'impunité, n'aurait garde de s'arrêter en si beau chemin.

Le sultan d'ailleurs n'est pas seul responsable; les puissances européennes, signataires du traité de Berlin, qui l'eussent mis à la raison, après les affaires des Sasounkh, par la venue de quelques navires de guerre, furent complices par lâcheté ou par on ne sait quels calculs. L'Angleterre même, qui montra en général plus d'énergie, eut le grave tort de ne pas faire passer les Dardanelles, le 30 septembre, aux dix-huit cuirassés réunis alors dans les eaux de Lemnos. Les autres marines eussent suivi, de bon ou de mauvais gré; et Abdul-Hamid ne se fût jamais permis le langage ironique qu'il tint à l'ambassadeur anglais, dans l'après-midi du 29 novembre 1895, quand il lui fit observer que « pas un étranger, ni à Constantinople ni dans les provinces, n'avait seulement saigné (1) du nez » pendant ces jours fâcheux. La moindre menace précise suffisait, le cas échéant, pour montrer à la fois que les massacres étaient préparés du Palais même et qu'il était possible de les faire cesser. Ainsi, à Diarbékir, 700 personnes s'étaient réfugiées au consulat de France; l'ambassadeur prévint au Palais que, s'il leur advenait le moindre mal, il demanderait la tête du vali. Des ordres expédiés dans la nuit interrompirent immédiatement la tuerie.

Mais un gouvernement entre tous s'opposa à toute action utile: déjà, lors des Sasounkh, le tsar avait refusé de rien faire qui pût seulement laisser soupçonner une « arrière-pensée politique » (2). Dans la période ultérieure, il ne cessa de donner au sultan sa protection cachée, ainsi qu'il sied entre autocrates contre des révolutionnaires. Le titre du journal *Hntchak* (*La Cloche*) suffisait peut-être à établir aux yeux du despote moscovite la sédition arménienne, simplement pour rappeler la *Cloche* de Bakounine, Herzen et Ogareff. Fort de ce désaccord secret que cachait l'entente apparente des ambassades, Abdul-Hamid put se jouer impunément de toutes les simagrées diplomatiques. Pour ajouter à la dérision, c'est à la suite d'une visite personnelle de l'ambassadeur de Russie qu'il promulgua l'acte déjà oublié des réformes. Mais quand, après les massacres, l'Angleterre proposa des mesures plus effectives pour rétablir l'ordre (11 décembre 1895) (3), on se heurta à un refus formel du gouvernement russe. La conversation tenue entre M. Goschen, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, et le prince Lobanoff, ministre des affaires étrangères, mérite d'être relatée comme un parfait modèle de cynisme diplomatique. Elle eut lieu le 16 janvier 1896, quelques jours par conséquent après les massacres d'Orfa. Le prince déclara d'abord que rien n'autorisait à penser que

(1) *Blue Book* de février 1896: Lettre de Sir Philippe Currie au marquis de Salisbury, n° 385.
(2) *Blue Book* de septembre 1895, n° 119 et passim.
(3) *Blue Book* de février 1895, n° 420.

les efforts du sultan demeureraient infructueux. Son interlocuteur rappela Orfa et dit que des événements analogues étaient à craindre. Le Russe le voulut bien reconnaître, mais point que cela permît de douter de « la bonne volonté du sultan ». Après quoi, il convint que la situation lui semblait très grave et qu'il avait donné des instructions à ses agents de Bucharest, Belgrade, Athènes, pour que ceux-ci invitassent Roumains, Serbes et Grecs à se tenir cois au printemps de 1896, et qu'il avait également fait connaître à Sofia les vues du gouvernement impérial. Il refusait d'ailleurs d'engager aucune action à Constantinople, parce que, disait-il : « La Turquie ne change jamais » (1).

Ainsi, avec l'assentiment plus ou moins déclaré de l'Europe, reniant les engagements solennels et ridicules des traités, des milliers de créatures humaines auront été exterminées en Anatolie, et des milliers d'autres, selon toute probabilité, subiront le même sort sans que les nations dites civilisées interviennent. Elles y auraient presque mauvaise grâce et Abdul-Hamid paraît avoir assez élégamment dit pourquoi. L'ambassadeur d'Angleterre faisait observer que les régiments hamidiehs s'acquittaient du meurtre, du pillage et de l'incendie avec une férocité plus que soldatesque : « Ce sont mes cosaques à moi », lui repartit le padischah. Ses cosaques, oui; comme ses juges sont ses juges et ses valis ses préfets ou ses directeurs de cercle. Tout au plus peut-il revendiquer, pour sa manière d'entendre l'autorité et le gouvernement, le mérite de donner au monde le schéma même de toute autorité et de tout gouvernement, et d'atteindre ainsi, hors des voiles hypocrites, la gloire lumineuse et révélatrice d'un symbole. Ce cas particulier, par ce qu'il a de démesuré et de presque invraisemblable, décèle assez manifestement l'état universel des choses établi sur la destruction méthodique des plus faibles, pour des motifs d'ordre économique, ethnographique ou religieux; et les massacres d'Arménie ne diffèrent que par le degré d'horreur d'infamies analogues, plus spécialement européennes. Si l'on veut bien omettre les tueries de noirs et de jaunes que les races supérieures civilisent à la turque, il suffit de rappeler l'Irlande, vouée à la perpétuelle famine pour le profit de quelques landlords, les tortures infligées aux *coatti* en Italie et aux prisonniers politiques en Espagne, l'oppression des Roumains de Transylvanie et des Slovaques par les Hongrois, les déportations administratives en Russie, et la conversion des uniates polonais poussés dans les lacs par des régiments cosaques jusqu'à ce qu'ils aient ainsi reçu le baptême orthodoxe par « immersion » ou par noyade (massacres de Kroje), les brutalités allemandes en Alsace-Lorraine et l'essai triomphal des fusils Lebel institué à Fourmies par les ministres et les fonctionnaires de la tierce République française; toutes ignominies allègrement acceptées par le troupeau ou saluées même d'élogieux bêlements, sans que l'abjecte et imbécile couardise des foules justifie outre mesure les bergers qui les conduisent à l'abattoir par la vertu de la houlette, de la matraque ou du sabre.

(*Mercure de France.*) M. L. ROGRE.

P.-S. — De documents officiels encore inédits (CORRESPONDANCE DE M. FITZ-MAURICE, DÉLÉGUÉ ANGLAIS EN CILICIE ET DE SIR PHILIPPE CURRIE, AMBASSADEUR D'ANGLETERRE A CONSTANTINOPLE), il résulte qu'il faut porter à *8.000 le nombre des morts à Orfa.*

Selon une lettre adressée de la frontière le 19 juillet et publiée le 19 août dans le journal *Arménia* de Marseille, des massacres ont eu lieu à Van et dans la région avoisinante, du 15 au 26 juin. Le général Saadi-Pacha a fait bombarder la ville (*20.000 morts*). Les dépêches officielles ont annoncé 400 morts. Des télégrammes de Tiflis confirment la lettre insérée dans l'*Arménia*.

M. L. R

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Les Egaux du XVII*e, cercle d'études sociales philosophiques et scientifiques. — Réunion libre tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, 40, rue Laugier, salle du fond.

Ayant été plusieurs fois obligés de changer de salle, par suite des tracasseries policières, nous prions les camarades de se fixer sur les derniers numéros des journaux, pour l'indication de nos réunions.

— Mercredi 30 septembre, les sujets à discuter seront : *L'amour libre et l'union libre*, auxquels sera adjointe une conférence sur les lois malthusiennes par le citoyen Bariol. — Les dames sont spécialement invitées.

— Dimanche 27, troisième promenade à Puteaux, chez Baumont, coiffeur-marchand de vin, rond-point des Bergères, n° 3, avenue de Saint-Germain. — De 2 à 6 heures, concert et tir à la carabine, au profit de la propagande. — Tous les camarades sont invités.

Le groupe la *Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII*e et la *Jeunesse libertaire du XII*e se réuniront le samedi 26 septembre au nouveau local. — Urgence.

Les camarades qui veulent aider à la fondation d'une *Bibliothèque anarchiste* dans les Pouilles, sont priés d'envoyer brochures et journaux à Roberto d'Angiò, Via Civitella, 22, Foggia (Italie).

Les *Libertaires des X*e *et XI*e se réunissent tous les jeudis et dimanches soir, à 8 h. 1/2, 93, faubourg du Temple, au premier.

Les *Libertaires des X*e *et XI*e organisent une soirée familiale au profit de la propagande et des détenus politiques, le 3 octobre, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple.

Nous invitons les camarades à y assister en grand nombre, afin d'en assurer le succès, car les *Libertaires des X*e *et XI*e se proposent d'en organiser d'autres pour propager l'idée libertaire et hâter l'avènement de la société anarchiste qui, seule, peut assurer le bonheur intégral aux individus.

Appel est fait aux camarades qui voudront prêter leur concours.

Le Théâtre Libre nous apprend qu'il se met dans ses meubles; 50, avenue de Clichy.

Les travaux d'aménagement tout spécial de la nouvelle salle sont activement poussés; M. Larochelle fixera sous peu la date de réouverture.

En conséquence, à partir du 1er octobre prochain, toutes les communications concernant le Théâtre Libre devront être adressées : 50, *avenue de Clichy*.

Espérons que le Théâtre Libre, en sa nouvelle métamorphose, nous fera applaudir d'aussi bonnes pièces que nous en avons eu parfois à applaudir, les années précédentes.

LE CHAMBON. — Les camarades se rencontrent le dimanche, à 3 heures, chez Prachon, buvetier, rue du Moulin-Descours.

TROYES. — Réunion publique et contradictoire, salle Fraillery, café de la Mairie, à Sainte-Savine, par les compagnons Lemanceau et Evariste Laurent.

Entrée : 20 centimes.

BORDEAUX. — Dimanche 4 octobre, à 3 heures, 65, rue Leyteire, au coin de la rue Causserouge, *Analyse du Contrat social de J.-J. Rousseau. Réponse aux Quatrième-Etatistes.*

Le camarade Antarès est invité.

REIMS. — Les camarades qui comprennent le bien fondé de nos idées, et qui voudraient en voir la vulgarisation, sont invités à se réunir tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Darsonvalle. Causerie par des camarades.

CHALON-SUR-SAONE. — Dimanche 27 septembre, à 8 h. 1/2, au local habituel, réunion des amis de la liberté. Causerie par un camarade. Chants et poésies.

— Samedi 3 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale. Conférence par Henri Dhow sur la *Société future*; concert vocal et instrumental; bal de nuit.

Entrée : 0 fr. 50.

Pour les cartes, s'adresser à Guillon, 149, rue Saint-Georges.

A LIRE

Employé fidèle, Henry Fèvre, *Echo de Paris*, 17 septembre.

Peuplier, Jean Jullien, *Echo de Paris*, 18 septembre.

En République, Léon Millot, *Justice*, 19 septembre.

A NOS LECTEURS

Nous mettons en vente, cette semaine, la brochure de Tcherkesoff : *Pages d'histoire socialiste*, 0 fr. 30 franco l'exemplaire; 15 fr. le cent pour les groupes et les libraires.

Nous ne sommes arrivés à lancer cette brochure qu'en augmentant notre dette chez le marchand de papier et chez l'imprimeur. En plus, ce dernier vient de nous prévenir qu'il avait atteint la limite du crédit qu'il pouvait nous faire et qu'il fallait, par conséquent, penser à payer l'arriéré, au lieu d'espérer de nouveaux crédits.

Nous espérons donc que les camarades nous aideront à écouler le plus vite possible la brochure, afin de faire rentrer de l'argent, de façon à éviter l'interruption dans l'apparition qui nous menace.

⁂

Le Démolisseur, la lithographie de Signac, est en vente dans nos bureaux au prix de 1 fr. 25; franco, 1 fr. 40. — La suivante sera *Misère*, de Lucien Pissaro.

PETITE CORRESPONDANCE

H. R., à Grenoble. — Avisons la maison Hachette.

V., à Nîmes. — Nos brochures ne sont pas augmentées. Nous avons tout simplement ajouté les frais de poste que beaucoup oubliaient d'envoyer avec le montant de la commande.

A. D. — Loin de nous gêner, nous voudrions que vous puissiez nous écrire quinze fois par jour comme cela. L'abonnement sera servi.

H. K. — Merci de l'extrait. Tâcherons de nous procurer la *Revue de Paris*.

D., à La Plata. — Brochures expédiées chez Z..., n'ayant pas votre adresse.

D., à Morlanwelz. — Numéro 40 de la troisième année de la *Révolte* manque. Ai expédié les autres.

Géricauld. — Le public est habitué à acheter les journaux le samedi. Beaucoup, dans la semaine, n'ont pas le temps de lire.

H., à Bâle. — Brochures demandées épuisées. Avis général : toujours consulter notre dernière liste. Envoyons le *Procès de Chicago* en allemand, un exemplaire des autres, et avons remplacé le reste par d'autres.

Reçu le *Franc Parleur* et le *Réveil*. Merci aux envoyeurs.

L. B. I. — Le *Congrès de Londres*, par Guérard, vous a été expédié avec les *Révolutionnaires au Congrès*. Vous renverrons aussitôt que nous aurons pu aller en prendre.

Auguste et Marianne. — Quels numéros? J'ai perdu la lettre. *Les Temps Nouveaux*, 0 fr. 10 l'exemplaire.

Un camarade. — Reçu le journal *La Toilette*. — L'article de A. Bérard est très bien pour un journal corporatif, mais serait faible dans un journal de propagande d'idées où doivent être précises les revendications.

Un de nos lecteurs désire acheter la collection complète des chansons anarchistes. Adresser les propositions au journal.

M., à Troyes. — Vous ne nous avez pas donné la date de la réunion.

P., à Denain. — Pas de chansons.

F., à Amiens. — 1 franc.

C., à Marseille. — Nous avons donné la substance de cette proclamation dans notre numéro 20.

H., à Nancy. — Et la *Dépêche*, elle-même, l'a reproduit de la *Justice*. C'est celui que nous avons signalé à lire dans notre numéro 20.

Reçu pour la famille Mignot : E. D., à M., 3 fr. — D'Auguste et de Marianne, 1 fr. 40.

Reçu pour le journal : H. K., 1 fr. 50; Apprentis anarchos de la Plata, 6 fr. 85; A. L. D., à San Francisco, 18 fr. 65; J. V., à Alger, 0 fr. 90; G. R., à Riorges, 0 fr. 35; V. H., 1 fr. 50; X., 1 fr.; Géricauld, 1 fr.; 2 copains de Levallois, 3 fr. 50. — Marseille : Métallurgistes des Forges et Chantiers, 6 fr. — Merci à tous.

H., à Angers. — L. L., à Turin. — L., à Chaux-de-Fonds. — D., à Lyon. — G., à Tourcoing. — V. P., à Levallois. — Z., à La Plata. — S., à Genève. — A., à Beaucaire. — D., à Dijon. — L. W., à Chalon-sur-Saône. — C., à Béziers. — H., à Aix-en-Othe. — G. Altier. — M., à Troyes. — H., à Nancy. — P., à Londres. V., à Reims.

Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente **à Brest**

Chez les camarades Bizien et Marion, à Kerranfurust-Yzella.

Ces deux camarades portent à domicile. Ils tiennent également la *Sociale* et le *Libertaire*.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

(1) *Blue Book* de février 1896, n° 405.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 23 DIX CENTIMES DU 3 AU 9 OCTOBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous envoyons, cette semaine, le bordereau mensuel. Ceux qui n'ont pas répondu le mois passé sont prévenus que tout envoi leur sera supprimé à partir de ce numéro. Nos dépositaires voudront-ils comprendre, une bonne fois pour toutes, que la régularité de l'apparition du journal est attachée à leur exactitude à payer?

Si nous avons, jusqu'à ce jour, réussi à paraître régulièrement, nous en sommes arrivés à n'en plus pouvoir répondre. A chacun maintenant de voir ce qu'il a à faire.

ÉGOÏSME ?

En la *Revue Rouge* de septembre, Manuel Devaldès assène de grands coups de porte-plume sur le monstre Altruisme « qui étreint l'homme et l'étouffe »; il eût été plus difficile de prouver l'existence du monstre. Ce jeu d'esprit qui consiste à abstraire son *moi* de l'univers, à faire de *soi* l'antagoniste d'*autrui*, c'est créer une dualité dans le genre de celle de l'âme et du corps, de l'esprit et de la matière. Où localiser le moi? Si nous ôtions de nous tout ce qui n'est pas nous essentiellement, il ne resterait rien.

Par *moi* exprimez-vous seulement la conscience de votre corps, agglomération d'individus-cellules, associés, solidarisés momentanément, venant d'autrui-extérieur, et y retournant? Comment délimiterez-vous le moment précis où l'air et les aliments sont votre moi et ne le sont plus?

En quoi votre main est-elle plus votre moi que la main amie que vous serrez? Est-ce que vous ne ressentiriez rien si cette main d'autrui était coupée? N'aimeriez-vous pas mieux une égratignure à la vôtre?

Le moi, est-ce plutôt l'association de cellules de votre corps ou l'association de vos amis et de vous?

C'est être dupe d'une illusion que de croire que le corps finit à l'épiderme; il est en contact intime avec l'extérieur, il se continue; il va jusqu'où porte le regard, jusqu'où va la pensée, jusqu'où s'étend la force affective; le moi de chacun de nous est une part d'univers, et participe à la vie générale. On dit qu'aimer, c'est se donner un peu et c'est prendre un peu d'autrui; mais l'image est inexacte : c'est unir, souder, confondre les *moi*. « Solidarité-Amour? s'écrie M. Devaldès, folie! La solidarité ne peut être un amour. »

Il ne voit pas que se solidariser avec ceux qu'on aime, c'est partager leurs joies et leurs bénéfices; ce qui leur arrive de bon nous réjouit, de même que nous sympathisons dans leurs maux. La Solidarité-Amour fait communiquer les moi, elle les enrichit et les fait fleurir.

Un exemple : imaginez un individu seul, isolé; constatez son impuissance, sa fragilité, sa pénurie morale et physique.

Selon son cœur, selon ses affinités, laissez-le s'associer : voyez quelle fécondité surgit, quelle abondance de joies et de biens l'environne, son moi peut jouir des opulences de la science et des arts.

Soit! peut-on dire, mais c'est là de la solidarité intéressée. Parfaitement! L'individu ne se développe et ne progresse que par l'association, et ajoutez l'Association-Amour qui est la plus intéressée parce qu'elle est la plus profitable.

L'Association-Nécessité, celle que chérit Manuel Devaldès, est stérile et nuisible : si chacun des membres se défie des autres, si tous se suspectent, se surveillent, craignent de faire plus les uns que les autres, ne se prêtent pas aide gratuite, ça ne marchera pas, l'arrière-pensée commune étant la peur d'être dupe; or de là au désir d'être dupeur, il n'y a qu'un pas... intéressé, et vous avez réédité la société actuelle!

L'ensemble de l'article de Manuel Devaldès, dont nous estimons le caractère et le talent, nous fait croire que ce qu'il a voulu dire est peut-être presque le contraire de ce qu'il a dit, car ses virulentes invectives s'adresseraient plus justement à la Solidarité-Nécessité qu'à la Solidarité-Amour. Il me semble que nos opinions peuvent se concilier sur le terrain que voici :

L'individu ressent l'univers, dont il est partie indistincte, de deux façons : en *bien* et en *mal*, et il réagit naturellement de deux façons aussi, qui sont : *aimer* et *haïr*.

Pour cet être qui a le désir de vivre, est le bien ce qui favorise sa vie; le mal, ce qui la contrarie.

Il se meut comme la nature l'émeut.

Ses sentiments, ses énergies se réduisent par dernière analyse en désirs-aversion et désirs-attraction, en amour et haine.

Ceux qui lui sont bons, utiles, favorables, l'individu les aimera, avec eux s'unira et ainsi croîtra en force et en joie.

Ceux qui lui sont mauvais, nuisibles, hostiles, l'individu les haïra, se séparera d'eux, les fuira ou les détruira, s'il ne peut se les adapter.

Le problème n'est pas dans l'antagonisme du moi et du non-moi, distinction arbitraire, mais dans la lutte entre ce qui favorise ma vie et ce qui la menace, entre le bon et le mauvais, le bien et le mal dont la distinction est toute la science.

Au nom de notre idéal commun bannissons du vocabulaire libertaire ces mots fallacieux d'Égoïsme et d'Altruisme.

Ils ont pour conséquence, dans la conduite, l'isolement ou le sacrifice, choses très chrétiennes, mais qui, toutes deux, sont des mutilations de l'individu. Or nous voulons la vie intégrale.

Voudrions-nous d'ailleurs ne songer qu'à nous et nous désintéresser d'autrui que nous serions la première victime de notre erreur.

On peut dire : Qu'importe ce que fait autrui? et croire que cela ne nous regarde pas, mais la réalité démontre le contraire.

J'ai beau faire, il ne m'est pas indifférent que mes voisins soient ou ne soient pas intelligents et bons; j'ai besoin de leur bienveillance, et l'augmentation des fous, des alcooliques et des bourgeois me gênerait beaucoup; à part mon agrément, j'ai le plus grand intérêt à être aimé de ceux que j'aime; je suis content même de trouver aimables *à priori* les inconnus que les mille petits hasards de la vie nous font rencontrer; je sais les conséquences qu'auront pour *moi* une grève à Chicago, ou la découverte d'une étoile nouvelle.

Je peux ignorer mon inter-dépendance avec l'humanité et le monde, mais j'en subis les effets : l'invention de la vapeur a révolutionné l'existence de paysans qui mourront sans avoir vu une locomotive et l'or méprisé par les Boërs n'en a pas moins bouleversé leur pays.

Reconnaître que notre bonheur dépend pour une certaine partie des actions d'autrui, c'est reconnaître en même temps que nos actes influent aussi sur l'univers et ses habitants, c'est dire que nous sommes tous liés par une inter-responsabilité.

Par le fait que nous sommes, nous sommes en quelque sorte solidaires de tout ce qui est. Le total de ce qui nous est bon, la somme de nos biens, varie sans cesse par la faute de nos coexistants et de nos ancêtres; est-ce être égoïste ou altruiste de vouloir que cette somme s'enrichisse?

J'ai tout à gagner au bonheur et à l'amélioration des autres, tout à craindre de leur abrutissement et de leur malheur. D'autre part, est-il indifférent à autrui que ce soit la colère ou la bonté qui inspire mes actes?

Que chacun sache et recherche son bien avec passion et de toutes ses forces et l'univers sera meilleur pour nous.

LUDOVIC MALQUIN.

DISCOURS DE RÉCEPTION

L'indiscrétion d'un ami, obscur employé de l'Hôtel de ville, nous permet de donner à nos lecteurs la primeur du discours que le président se propose de prononcer, au nom de tous ses collègues du Conseil municipal de Paris, pour souhaiter au tsar Nicolas II la bienvenue du peuple parisien.

« Majesté!

« C'est avec la plus vive émotion et le plus légitime orgueil que je viens, au nom de mes collègues du Conseil municipal de Paris, tous unis dans un même sentiment de platitude, déposer à vos augustes pieds l'assurance de notre adulation la plus vile et la plus empressée.

« Peut-être la lecture de certains de nos historiens vous a-t-elle donné cette fâcheuse impression que le peuple français en général et le peu-

ple parisien en particulier était en proie depuis plus d'un siècle à la folie de la liberté et toujours prêt à donner son sang pour affranchir les opprimés — à s'insurger constamment contre les exacteurs de tous pays. — Détestable préjugé, malheureusement entretenu par les Michelet, les Louis Blanc et autres historiens de même calibre qui n'ont pas craint de diffamer leur patrie, en éternisant, par leurs abominables écrits, le souvenir de quelques années de folie qui, à la fin du dernier siècle, ont obscurci la gloire rayonnante et pure de quatorze siècles de gouvernement monarchique.

« Nous espérons bien, ô Majesté, que les trop courts instants que vous allez passer parmi nous effaceront à tout jamais de votre esprit cette malencontreuse légende, réfutée d'ailleurs victorieusement par les journées de juin 1848 et de mai 1871, durant lesquelles les vrais républiblicains ont prouvé à vos vénérables ancêtres, Nicolas Ier et Alexandre II, qu'ils pourraient leur donner d'utiles leçons en fait de férocité et d'inexorables mitraillades, lorsqu'il s'agit de refréner la révolte des opprimés contre leurs oppresseurs.

« Ah! croyez-le bien, Votre Majesté, c'est encore plus au nom de la République qu'en celui du despotisme que les peuples se peuvent mater, que l'ordre pourra régner définitivement, non seulement à Varsovie, mais dans le monde entier, et qu'enfin l'on se pourra plus facilement encore débarrasser des abominables révolutionnaires que vous ne nous débarrassez de nos milliards.

« S'il m'était permis de vous donner un conseil, au nom surtout de mes collègues les plus socialistes et les plus radicaux, je vous dirais, ô le plus illustre des tsars : Faites-vous républicain ; vous n'en mitraillerez que plus aisément et sur une plus grande échelle vos sujets mécontents.

« Comme nous alors, dans cette sublime journée dont nous conserverons à jamais la mémoire, ces sujets aujourd'hui, peut-être, rebelles se presseront autour de vous et, comme nous tomberont à vos genoux, se disputant l'honneur d'effleurer de leurs lèvres indignes le bout de vos bottes sacrées!

« Permettez-moi donc, Sire, ainsi qu'à tous mes collègues du Conseil municipal, de pousser ce cri d'un sincère enthousiasme : « Vive à jamais le tsar de toutes les Russies, président honoraire de la toujours glorieuse République Française !

(Certifié conforme à la dictée qui m'en a été faite.)

G. Lefrançais.

MOUVEMENT OUVRIER

Le *Bulletin de l'Office du travail* du mois de mai signale quelques baisses de salaires très importantes, tant par le nombre d'ouvriers atteints que par la réduction considérable de ces salaires. Voici les principaux cas :

Dans les fabriques de tissus de la région de Saint-Etienne, les prix ont baissé de 25 0/0 par rapport au trimestre précédent; cette réduction atteint 70.000 ouvriers.

On fait de grands efforts en vue de la transformation de l'outillage. Dans les tissages mécaniques de Lyon et du département du Rhône, l'outillage tend aussi à se transformer par l'adjonction de métiers en grandes largeurs et de métiers à plusieurs navettes.

A Privas (Ardèche), pour les ouvriers (30.000) employés au moulinage de la soie, le travail est de moins en moins rémunérateur; les prix de vente, en baisse de 10 0/0, sont supportés par les ouvriers. A Fouilleuse (Loire), la diminution du gain hebdomadaire est descendue des deux cinquièmes du taux ordinaire; elle est encore plus considérable chez les rubaniers de Saint-Etienne.

A Angers, chez les ouvriers de l'industrie textile, diminution du gain hebdomadaire de près d'un tiers, atteignant 200 ouvriers. A Marseille, la journée des menuisiers a augmenté d'une demi-heure, et les salaires ont diminué de 20 0/0 sur le gain journalier; 1.000 ouvriers environ sont atteints par cette mesure. De même chez les vanniers : deux cinquièmes des membres sont sans travail, et une diminution de 25 0/0 sur le gain atteint 300 ouvriers.

Signalons encore quelques cas spéciaux dans l'histoire du travail et de l'exploitation capitaliste. A Nîmes (Gard), les ouvriers en fauteuils ont dû renoncer à leur industrie, par suite d'une concurrence faite par un ébéniste parisien. Cet ardent patriote est allé s'établir dans un village du Piémont où le bois de noyer est très abondant et où les ouvriers sont payés au maximum de 1 franc pour 12 heures de travail. Malgré les droits de douane, les fauteuils reviennent à moitié prix.

A signaler dans la même région l'installation de deux modestes industries, aussi modestes que les salaires. Une fabrique de chaises occupe 50 ouvriers et ouvrières avec des salaires variant de 0 fr. 75, 1 franc à 3 francs par jour.

Une fabrique de sandales occupe une centaine d'ouvrières, jeunes filles ou femmes, dont le salaire varie de 1 franc à 1 fr. 50.

Comme on peut le constater, les salaires ont une tendance générale à la baisse, quoi qu'en disent nos économistes bourgeois. Si cependant, dans quelques centres industriels, les salaires ont parfois augmenté, on peut être certain que les conditions d'existence : nourriture, entretien, logement, etc., augmentent dans des proportions plus grandes et que, par conséquent, cette hausse n'est que fictive, l'exploiteur n'ayant l'habitude de donner à l'ouvrier que ce qui est juste nécessaire à son existence.

P. Delesalle.

DES FAITS

Le nombre des émigrés italiens s'est élevé en 1895, d'après une statistique administrative récemment publiée, à 169.513 personnes qui quittaient leur pays sans espoir de retour, et 123.668 qui abandonnaient momentanément leur patrie. En somme, le nombre des émigrants s'est élevé en 1895 à 293.181 contre 225.323 en 1894, soit une augmentation de 67.858. Les émigrants se répartissent de la façon suivante : Piémont, 25.826; Ligurie, 4.073; Lombardie, 20.468; Vénétie, 112.825; Emilie, 13.454; Toscane, 14.323; Marches, 5.878; Ombrie, 335; Latium, 314; Abruzzes, 17.760; Campanie, 32.097; Apulie, 5.503; Basilicate, 10.440; Calabre, 8.378; Sicile, 11.307; Sardaigne, 150. La plus grande partie des émigrants se rendait dans l'Amérique du Sud (Argentine, Uruguay, Brésil).

(*Neue Zeit*.)

∴

Ce que pèse l'hygiène pour les actionnaires.

Un Membre. — En ce qui concerne le cyanure en lui-même, tout le monde est d'accord. *Il s'agit de savoir dans quelles conditions la Société le produit et combien elle le vend ou peut le vendre.*

M. le Secrétaire général. — Ce sont bien les questions à examiner; je les aborde immédiatement.

Sans entrer dans des explications techniques, je puis vous dire que la « Standard Cyanide Manufacturing C° » vient substituer des combinaisons chimiques absolument inoffensives à d'anciens procédés de fabrication essentiellement insalubres, ou plutôt dangereux.

Mais ce n'est là qu'une considération d'hygiène publique, et je n'insiste pas.

Les avantages de la méthode mise en œuvre par la Standard Cyanide, et dont elle possède les brevets, sont de deux sortes; ils se résument en deux mots : *la rapidité, l'économie.*

(*Bulletin officiel du Syndicat général des porteurs de titres*, n° 38, 10 septembre 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Un nommé Vigerie, poursuivi pour détournements de fonds, avait été arrêté au mois de janvier dernier. Le juge d'instruction devant lequel il comparut lui déclara que, n'ayant plus son dossier, il n'avait pas à l'interroger, mais qu'il allait prévenir le parquet de son arrestation. Ce juge étrange négligea cette formalité; on a mieux à penser, n'est-ce pas, qu'à hâter, s'il y a lieu, la libération des gens. Cependant, la procédure marchait toujours, comme une machine bien remontée dont le spectacle des souffrances humaines n'entrave pas le fonctionnement automatique, et Vigerie fut condamné *par contumace*, alors qu'il était en prévention à Mazas, à dix ans de réclusion. Comme il fallait lui notifier le jugement et *qu'on ignorait où il se trouvait*, on se rendit ces jours derniers à son ancien domicile, où la concierge apprit aux agents que leur *contumax* était entre leurs mains!

L'affaire s'étant ébruitée, chacun s'en lave les mains. « Ce n'est pas du ressort de mon administration! » Telle est la réponse faite par tous ces Bridoisons. Toujours la fôôôrme! L'histoire du pendu est éternelle :

« *Peut-être bien qu'il n'est pas mort!* »

∴

Arrestations. — La police prétend qu'il ne s'est fait aucune arrestation parmi les étrangers réfugiés en France sur la foi de sa vieille — oh! très vieille — réputation d'hospitalité. La police a menti. En effet, le 14 septembre dernier, le camarade Michele Angiolillo a été arrêté à Marseille, sans qu'il pût savoir pour quel motif. Ecroué à la prison Chave, il ne put obtenir aucun renseignement, si ce n'est qu'il était l'objet de poursuites. Pourquoi? C'est ce qu'il n'a pu savoir, ou, du moins, c'est ce dont il ne se doute que trop : le motif, c'est qu'il est anarchiste et qu'il suffit de croire que la solution de la question sociale consiste dans l'abolition de l'Etat, pour être persécuté et emprisonné comme le pire des malfaiteurs.

Il faut bien complaire au plus Auguste des Augustes en lui montrant que la France se russianise.

∴

L'Armée. — Le 22 juillet dernier, Louis Marignac, soldat au 6e régiment d'infanterie de marine, puni pour une réponse « inconvenante » à un caporal, faisait le peloton de punition. Après *une heure et demie* de pas gymnastique et de pas accéléré sans discontinuer, Marignac demanda au sergent Dumontier, un de ces aimables bouledogues appréciés en haut lieu pour leur « *énergie* », de vouloir bien lui laisser quelques minutes de repos, car il avait au pied une ampoule le faisant beaucoup souffrir. Refus du sergent. Sur quoi le soldat répondit : « Je ne refuse pas de marcher, mais je ne puis plus. » Après les sommations d'usage, il fut mis en cellule « avec le motif » : *refus d'obéissance*. Malgré le certificat du médecin-major qui, le lendemain, le dispensait de service; malgré la plaidoirie de l'avocat qui a fait ressortir que Marignac a fait comme volontaire la campagne de Madagascar, où, atteint des fièvres, il est resté trois mois à l'hôpital de Majunga, les Ramollots constituant le conseil de guerre l'ont condamné à un an de prison en refusant de signer un recours en grâce.

Attendons-nous à apprendre que le sergent Dumontier est décoré et nommé sergent-major. C'est le moins qu'on puisse faire pour le dédommager du petit désagrément de sa comparution en conseil de guerre.

∴

Perpignan. — Une manifestation vient de se produire devant un magasin de chaussures dont le patron, après avoir pris, comme ses confrères, l'engagement de fermer son magasin à partir de 7 heures du soir, n'avait pas tenu sa parole. Deux mille employés environ ont fait pleuvoir sur ses vitrines une grêle de tomates. Des sous ont en outre été jetés au patron et des huées accueillaient les clients.

La police est intervenue pour disperser les manifestants; mais, devant l'attitude énergique de ceux-ci, le commissaire central a dû ordonner au patron de fermer son établissement.

Hein? S'ils avaient pétitionné auprès des députés socialistes, auraient-ils obtenu un résultat aussi immédiat? Et la conquête des pouvoirs publics est-elle donc nécessaire pour imposer ses conditions aux patrons?

André Girard.

Espagne.

Détails rétrospectifs. — De l'attentat de Pallas contre le maréchal Martinez Campos (25 septembre) à la bombe du théâtre du Liceo (7 novembre 1893), il y eut trente arrestations toutes déférées à la justice militaire. Celle-ci ne s'occupa que de Pallas qu'elle

fusilla. Nous fûmes renvoyés à la justice civile. L'affaire du 7 novembre eut pour effet de nous mettre entre les mains d'un juge d'instruction nommé Pablo Garcia, le même qui se fit une réputation de férocité sans égale lors de l'affaire de la *Mano negra*, en 1884. On raconte, en effet, que ce tigre fit mourir dans la même journée jusqu'à trois inculpés, dans son cabinet même. Ce juge avait pour le seconder le lieutenant de gendarmerie Porta, qui était chargé de préparer les inculpés, — ce qu'en France on appelle « cuisiner ». Les Espagnols arrêtés étaient tout d'abord déposés à la Préfecture où on les gardait à volonté. C'est ainsi que l'un d'eux, que l'on croyait disparu, fut retrouvé dix jours après à l'hôpital de Prot-de-Luisanès, à 80 kilomètres de Barcelone, où il avait été transporté mourant et la langue coupée. Il mourut peu après sans avoir recouvré connaissance. Les camarades de Barcelone le connaissaient bien.

Un deuxième, un Italien arrêté à Perpignan et livré aux autorités espagnoles, fut un instant accusé d'être l'auteur de l'explosion du Liceo. Mais cet individu, que j'avais connu en 1892, dans la prison de Barcelone, d'où il avait dû sortir en janvier 1893, n'était même pas anarchiste; c'était un vulgaire escroc. Néanmoins, comme on n'en pouvait tirer, et pour cause, aucun renseignement, il fut livré par le juge entre les mains des gendarmes qui le passèrent à tabac, ce dont il mit un mois à se remettre; puis, de guerre lasse, n'ayant aucune charge contre lui, on le transféra à Tarragone pour une affaire d'escroquerie.

Vers le 10 ou le 15 novembre, on arrêta Cerezuela, de qui je tiens le récit suivant. Transféré de l'Aragon à Barcelone, il fut conduit à la Préfecture. Une demi-heure après son arrivée, à 8 h. 1/2 du soir, on entreprit de l'interroger, et on lui soutint qu'il devait connaître l'auteur de l'explosion. Sur sa réponse négative, l'interrogatoire prit fin brusquement. Puis, vers minuit, les gendarmes, après l'avoir fortement enchaîné, l'emmenèrent à deux kilomètres de là, sur la plage. Là, dans une baraque où tout est disposé pour écrire, se trouve le lieutenant Porta qui, s'adressant à l'inculpé, l'exhorte à dénoncer l'auteur de l'attentat. Sur le silence du camarade, deux gendarmes, obéissant à un signe de leur lieutenant, s'approchent de lui, rabattent son pantalon, et l'un d'eux, lui saisissant les testicules, les passe dans une sorte de pince faite d'un nœud de roseau fendu d'un côté. Au bout d'un moment, la douleur l'oblige à se jeter à terre dans le sable. Nouvelles menaces, nouveau silence; alors, comme il s'est relevé, un gendarme le pousse dans une vague de la mer. Enfin, on s'en retourne; mais, comme le malheureux, brisé de fatigue et de douleur, marche à grand'peine, c'est à coups de crosse qu'il est accompagné jusqu'à la Préfecture, où il est enfermé de nouveau sans être débarrassé de ses chaînes qui lui ensanglantent les poignets. Là, on lui ordonne de marcher sans relâche; mais, après quelques instants, comme ses forces le trahissaient, on le roua de coups et, pour l'empêcher de crier, on le bâillonna. Le lendemain, vers midi, sur sa demande d'un peu de nourriture, on lui donna de la morue sèche avec du pain dépourvu de sa croûte. Ces aliments ne firent qu'exaspérer sa soif. Ce supplice dura trois jours et trois nuits, durant lesquels il n'eut que quelques heures de répit; car les deux gendarmes de faction auprès de lui, l'ayant cru mort, ne s'occupèrent pas de lui. Mais leurs successeurs s'empressèrent de le faire revenir à lui à coups de ceinturon et de crosse, si bien qu'il finit par s'évanouir si profondément que les coups furent insuffisants à le faire revenir. Force fut d'aller chercher un médecin qui lui donna quelques soins et mit fin à son martyre. Durant ce court espace de temps, ses cheveux avaient complètement blanchi. Jusqu'au jour où, en mai 1894, il fut fusillé avec cinq autres à Monjuich, il urina le sang.

Dans toute cette affaire, il y eut 24 morts, 26 blessés, 300 arrestations, 30 inculpés, dont il ne resta en fin de compte que 3, que le jury réduisit à un seul. Mais comme il fallait à la bourgeoisie une revanche, on inventa de toutes pièces un complot contre Martinez Campos, dans lequel on impliqua quelques-uns de ceux qui, dans l'affaire du Liceo, avaient été les plus martyrisés par le juge d'instruction. On parvint à trouver six boucs émissaires, qui étaient Archs, Sabas, Bernat, Cerezuela, Codina et Sogas. Sauf ce dernier, qui n'était, d'ailleurs, nullement anarchiste, tous marchèrent à la mort sans vouloir se confesser et en chantant et en s'excitant mutuellement au courage.

Salvador, l'auteur de l'explosion du Liceo, dont l'attitude avait été un moment affaissée, se ressaisit quelques jours avant son exécution. Il eut une attitude tellement « cynique » que l'aumônier ne voulut plus le revoir et qu'il marcha à l'échafaud sans être accompagné. Arrivé sur la plate-forme, il dit au bourreau : « Toi, au moins, tu vaux mieux que tes maîtres, tu as plus vite fait. »

X...

Etats-Unis.

Depuis quelques semaines, les ouvriers des immenses ateliers de la Brown Hoisting Cy sont en grève, et les directeurs ont essayé d'embaucher des ouvriers pour remplacer les mécontents. Cette tentative a donné lieu à quelques batailles rangées entre la police et la milice d'une part et les grévistes de l'autre. La population sympathise avec les ouvriers et manifeste son mépris pour les soldats qui accomplissent journellement des actes de violence et dont la brutalité habituelle n'a cessé de se manifester de toutes façons. Il m'est impossible de citer toutes leurs exactions; qu'il me suffise de vous en signaler quelques-unes. Le 7 août, une compagnie dont la plupart des membres étaient ivres, se rendait à son poste. Sur le trajet, ils aperçoivent un établissement de marchand de vin; il n'en fallut pas davantage pour exciter tous ces braves qui, comme un seul homme, quittèrent les rangs et, en vrais sauvages, se jetèrent sur le patron de l'établissement et s'emparèrent de tout ce qui était à leur portée. Ils insultaient les femmes qui avaient le malheur de passer près d'eux et, qui plus est, menaçant de tout jeunes enfants jouant aux soldats et pourchassant à la baïonnette les habitants des environs du poste.

De paisibles et inoffensifs citoyens furent victimes de ces actes brutaux.

Il y eut, en dernier lieu, un conflit sanglant entre les grévistes et les ouvriers qui les ont remplacés. La police de Cleveland (Ohio), ainsi que la troupe, était sur les lieux du combat. Il y eut échange de coups de revolver, plusieurs tués et quelques blessés.

Les ouvriers et ouvrières en confections de New-York sont également en grève. Chaque année, la même lutte se renouvelle avec les mêmes hommes et la même scène se reproduit. Pourtant cette fois-ci, les ouvriers, au lieu de faire une grève de bras croisés, ont résolu de créer quelques coopératives et de se passer ainsi d'intermédiaires entre eux et les marchands.

Grève, aussi, des peintres en bâtiment; mécontentement sur toute la ligne; la situation s'assombrit : faillites commerciales et industrielles; les ateliers se ferment; la confiance disparaît; une crainte, un doute se manifestent; partout, ce sont tous les signes d'une société en décadence. Les camarades de langue anglaise savent profiter de cette situation troublée; tout peu nombreux que nous sommes, nous faisons une agitation incessante. C'est Jean Turner de Londres, qui, après Mowbray, fait une superbe tournée de propagande; il est dans l'Ouest et tout fait espérer qu'il atteindra les côtes du Pacifique. L'accueil qu'il reçoit indique que le terrain est bon pour la semence.

Italie.

La liberté conditionnelle des coatti. — Le gouvernement italien a voulu donner à nombre de *coatti politici* la liberté conditionnelle. Cette fameuse liberté est, sous certains rapports, pire que la relégation aux différentes îles. Et pour cette raison plusieurs compagnons l'ont refusée, mais on les oblige à l'accepter ensuite, moyennant des promesses jamais tenues et de petites concessions sans importance faites par la police du lieu — concessions que les anarchistes ne demandent même pas : car, ce qu'ils demandent, c'est d'être renvoyés au *domicilio coatto* plutôt que d'être soumis à des prescriptions odieuses et très humiliantes. Ces prescriptions nous font passer pour des *camorristi* et des *mafiusi*. Il faut : 1° se mettre immédiatement au travail; on n'admet pas qu'on ne puisse pas trouver à travailler; 2° ne pas abandonner l'habitation choisie sans en avertir au préalable la police; 3° ne pas rentrer le soir après le coucher du soleil, ni sortir, le matin, plutôt que le lever du soleil; 4° ne garder chez soi ni porter des armes ou autres instruments offensifs; 5° ne pas fréquenter des maisons de tolérance, les cabarets, etc.; 6° ne pas fréquenter les réunions publiques, les spectacles ou réjouissances publics; 7° ne pas s'associer à des « préjudiciés »; 8° tenir une bonne conduite et ne pas faire naître de soupçons (*lesquels?*); 9° se présenter à l'autorité locale de la police dans la matinée de chaque dimanche et toutes les fois qu'on y est appelé; 10° *ne pas s'associer à des personnes « préjudiciées » politiquement et notoirement reconnues comme adversaires de l'ordre de choses actuel*; 11° porter toujours dans sa poche le livret de la surveillance, et l'exhiber à chaque requête des officiers ou agents de police.

Ce qu'on sous-entend dans ces prescriptions, c'est que les *ex-coatti* doivent supporter que les gardes viennent chez eux tous les soirs et toutes les nuits deux, trois, quatre fois... à la discrétion des gardes eux-mêmes. Par conséquent, toute la famille chez laquelle on loge se réveille et l'*ex-coatto* endure les insultes et les injures, surtout si cette famille n'est pas la sienne, et s'il a été recueilli pour n'être pas laissé sur le pavé.

Ainsi nous devons changer continuellement de domicile, être chassés de partout pour jouir de la liberté infâme que donna aux anarchistes l'hypocrite marquis Starabba à la veille du hideux mariage savoyard!

⁂

A Ancône, on poursuivra pour *association de malfaiteurs* les cinquante anarchistes arrêtés il y a quelques semaines.

Et pourtant on parle d'amnistie!

Roberto d'Angiò.

Allemagne.

Nos camarades d'Allemagne viennent de réussir à fonder un nouvel organe anarchiste à Berlin, *Le Pauvre Conrad*. Laissant de côté les discussions purement théoriques, employant une langue plus populaire, cherchant à répandre les idées sous une forme plus gaie et plus amusante, il complète agréablement le *Sozialist*.

En tête de la première page, une gravure représente « le pauvre Conrad », un solide travailleur allemand qui, un pic à la main, se tient prêt à frapper un ennemi que l'on ne voit pas, mais que l'on devine facilement à lire le journal.

Pour tout ce qui concerne le *Pauvre Conrad*, s'adresser à Wilhelm Spohr, Berlin, Frankfurter Allee, 105, Hof 1 Treppen.

⁂

Le *Sozialist* annonce aussi l'apparition de *der Eigene*, journal à tendances individualistes de la nuance de Stirner, Nietzsche, etc., chez Adolf Brand, Berlin-Neurahnsdorf.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante :

Thourout (Flandre), 22 septembre 1896.

Chers compagnons,

Permettez-moi deux remarques critiques relatives au numéro 21 des *Temps Nouveaux*.

1° Le compagnon X... de Zurich écrit :

« Or, la plupart des boissons vendues aux ouvriers contiennent de l'alcool éthylique. Cet alcool est un réel poison; jamais l'alcool de bonne qualité ne cause de *delirium tremens* ni autres maladies enfantées par l'alcool éthylique. »

Or, il faudrait surtout dire *amylique*; sans doute, c'est cette sorte d'alcool extrêmement vénéneuse à laquelle le compagnon X... pensait, tandis que « alcool éthylique » est justement le nom scientifique de l'alcool commun. En outre, la prétendue innocuité de l'alcool commun n'est qu'une fable; il est vrai que l'alcool amylique est seize fois plus vénéneux, mais il est aussi prouvé (voyez les brochures très importantes sur la question de l'alcool qu'a écrites et que propage le professeur Auguste Forel, Zurich-Riesbach, Irrenanstalt Burgholzli) que l'alcool amylique ne se trouve, même dans l'eau-de-vie la plus mauvaise, que dans des quantités très petites et insignifiantes. Le principal malfaiteur, c'est l'alcool « de bonne qualité » lui-même. La preuve est facile, car les pires maladies alcooliques se trouvent non seulement chez des prolétaires, mais aussi chez des riches, qui ne boivent que des vins exquis et des liqueurs et cognacs de première qualité.

2° Notre vaillant ami Tcherkesoff adresse à Liebknecht les mots suivants :

« Dans vos articles, vous parlez de Stirner et de son élève, votre collègue Eugène Richter. Je vous assure, monsieur, que ces personnages et leurs ouvrages sont étrangers à notre parti. »

ple parisien en particulier était en proie depuis plus d'un siècle à la folie de la liberté et toujours prêt à donner son sang pour affranchir les opprimés — à s'insurger constamment contre les exacteurs de tous pays. — Détestable préjugé, malheureusement entretenu par les Michelet, les Louis Blanc et autres historiens de même calibre qui n'ont pas craint de diffamer leur patrie, en éternisant, par leurs abominables écrits, le souvenir de quelques années de folie qui, à la fin du dernier siècle, ont obscurci la gloire rayonnante et pure de quatorze siècles de gouvernement monarchique.

« Nous espérons bien, ô Majesté, que les trop courts instants que vous allez passer parmi nous effaceront à tout jamais de votre esprit cette malencontreuse légende, réfutée d'ailleurs victorieusement par les journées de juin 1848 et de mai 1871, durant lesquelles les vrais républi-blicains ont prouvé à vos vénérables ancêtres, Nicolas Ier et Alexandre II, qu'ils pourraient leur donner d'utiles leçons en fait de férocité et d'inexorables mitraillades, lorsqu'il s'agit de refréner la révolte des opprimés contre leurs oppresseurs.

« Ah! croyez-le bien, Votre Majesté, c'est encore plus au nom de la République qu'en celui du despotisme que les peuples se peuvent mater, que l'ordre pourra régner définitivement, non seulement à Varsovie, mais dans le monde entier, et qu'enfin l'on se pourra plus facilement encore débarrasser des abominables révolutionnaires que vous ne nous débarrassez de nos milliards.

« S'il m'était permis de vous donner un conseil, au nom surtout de mes collègues les plus socialistes et les plus radicaux, je vous dirais, ô le plus illustre des tsars : Faites-vous républicain ; vous n'en mitraillerez que plus aisément et sur une plus grande échelle vos sujets mécontents.

« Comme nous alors, dans cette sublime journée dont nous conserverons à jamais la mémoire, ces sujets aujourd'hui, peut-être, rebelles se presseront autour de vous et, comme nous tomberont à vos genoux, se disputant l'honneur d'effleurer de leurs lèvres indignes le bout de vos bottes sacrées!

« Permettez-moi donc, Sire, ainsi qu'à tous mes collègues du Conseil municipal, de pousser ce cri d'un sincère enthousiasme : « Vive à jamais le tsar de toutes les Russies, président honoraire de la toujours glorieuse République Française !

(Certifié conforme à la dictée qui m'en a été faite.)

G. Lefrançais.

MOUVEMENT OUVRIER

Le *Bulletin de l'Office du travail* du mois de mai signale quelques baisses de salaires très importantes, tant par le nombre d'ouvriers atteints que par la réduction considérable de ces salaires. Voici les principaux cas :

Dans les fabriques de tissus de la région de Saint-Etienne, les prix ont baissé de 25 0/0 par rapport au trimestre précédent; cette réduction atteint 70.000 ouvriers.

On fait de grands efforts en vue de la transformation de l'outillage. Dans les tissages mécaniques de Lyon et du département du Rhône, l'outillage tend aussi à se transformer par l'adjonction de métiers en grandes largeurs et de métiers à plusieurs navettes.

A Privas (Ardèche), pour les ouvriers (30.000) employés au moulinage de la soie, le travail est de moins en moins rémunérateur; les prix de vente, en baisse de 10 0/0, sont supportés par les ouvriers. A Fouilleuse (Loire), la diminution du gain hebdomadaire est descendue des deux cinquièmes du taux ordinaire; elle est encore plus considérable chez les rubaniers de Saint-Etienne.

A Angers, chez les ouvriers de l'industrie textile, diminution du gain hebdomadaire de près d'un tiers, atteignant 200 ouvriers. A Marseille, la journée des menuisiers a augmenté d'une demi-heure, et les salaires ont diminué de 20 0/0 sur le gain journalier; 1.000 ouvriers environ sont atteints par cette mesure. De même chez les vanniers : deux cinquièmes des membres sont sans travail, et une diminution de 25 0/0 sur le gain atteint 300 ouvriers.

Signalons encore quelques cas spéciaux dans l'histoire du travail et de l'exploitation capitaliste. A Nîmes (Gard), les ouvriers en fauteuils ont dû renoncer à leur industrie, par suite d'une concurrence faite par un ébéniste parisien. Cet ardent patriote est allé s'établir dans un village du Piémont où le bois de noyer est très abondant et où les ouvriers sont payés au maximum de 1 franc pour 12 heures de travail. Malgré les droits de douane, les fauteuils reviennent à moitié prix.

A signaler dans la même région l'installation de deux modestes industries, aussi modestes que les salaires. Une fabrique de chaises occupe 50 ouvriers et ouvrières avec des salaires variant de 0 fr. 75, 1 franc à 3 francs par jour.

Une fabrique de sandales occupe une centaine d'ouvrières, jeunes filles ou femmes, dont le salaire varie de 1 franc à 1 fr. 50.

Comme on peut le constater, les salaires ont une tendance générale à la baisse, quoi qu'en disent nos économistes bourgeois. Si cependant, dans quelques centres industriels, les salaires ont parfois augmenté, on peut être certain que les conditions d'existence : nourriture, entretien, logement, etc., augmentent dans des proportions plus grandes et que, par conséquent, cette hausse n'est que fictive, l'exploiteur n'ayant l'habitude de donner à l'ouvrier que ce qui est juste nécessaire à son existence.

P. Delesalle.

DES FAITS

Le nombre des émigrés italiens s'est élevé en 1895, d'après une statistique administrative récemment publiée, à 169.513 personnes qui quittaient leur pays sans espoir de retour, et 123.668 qui abandonnaient momentanément leur patrie. En somme, le nombre des émigrants s'est élevé en 1895 à 293.181 contre 225.323 en 1894, soit une augmentation de 67.858. Les émigrants se répartissent de la façon suivante : Piémont, 25.826; Ligurie, 4.073; Lombardie, 20.468; Vénétie, 112.825; Emilie, 13.454; Toscane, 14.323; Marches, 5.878; Ombrie, 335; Latium, 314; Abruzzes, 17.760; Campanie, 32.097; Apulie, 5.503; Basilicate, 10.440; Calabre, 8.378; Sicile, 11.307; Sardaigne, 150. La plus grande partie des émigrants se rendait dans l'Amérique du Sud (Argentine, Uruguay, Brésil).

(*Neue Zeit.*)

∴

Ce que pèse l'hygiène pour les actionnaires.

Un Membre. — En ce qui concerne le cyanure en lui-même, tout le monde est d'accord. *Il s'agit de savoir dans quelles conditions la Société le produit et combien elle le vend ou peut le vendre.*

M. le Secrétaire général. — Ce sont bien les questions à examiner; je les aborde immédiatement.

Sans entrer dans des explications techniques, je puis vous dire que la « Standard Cyanide Manufacturing Cº » vient substituer des combinaisons chimiques absolument inoffensives à d'anciens procédés de fabrication essentiellement insalubres, ou plutôt dangereux.

Mais ce n'est là qu'une considération d'hygiène publique, et je n'insiste pas.

Les avantages de la méthode mise en œuvre par la Standard Cyanide, et dont elle possède les brevets, sont de deux sortes; ils se résument en deux mots : *la rapidité, l'économie.*

(*Bulletin officiel du Syndicat général des porteurs de titres*, nº 38, 10 septembre 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Un nommé Vigerie, poursuivi pour détournements de fonds, avait été arrêté au mois de janvier dernier. Le juge d'instruction devant lequel il comparut lui déclara que, n'ayant plus son dossier, il n'avait pas à l'interroger, mais qu'il allait prévenir le parquet de son arrestation. Ce juge étrange négligea cette formalité; on a mieux à penser, n'est-ce pas, qu'à hâter, s'il y a lieu, la libération des gens. Cependant, la procédure marchait toujours, comme une machine bien remontée dont le spectacle des souffrances humaines n'entrave pas le fonctionnement automatique, et Vigerie fut condamné *par contumace*, alors qu'il était en prévention à Mazas, à dix ans de réclusion. Comme il fallait lui notifier le jugement et *qu'on ignorait où il se trouvait*, on se rendit ces jours derniers à son ancien domicile, où la concierge apprit aux agents que leur *contumax* était entre leurs mains!

L'affaire s'étant ébruitée, chacun s'en lave les mains. « Ce n'est pas du ressort de mon administration! » Telle est la réponse faite par tous ces Bridoisons. Toujours la fòòòrme! L'histoire du pendu est éternelle :

« Peut-être bien qu'il n'est pas mort! »

∴

Arrestations. — La police prétend qu'il ne s'est fait aucune arrestation parmi les étrangers réfugiés en France sur la foi de sa vieille — oh! très vieille — réputation d'hospitalité. La police a menti. En effet, le 14 septembre dernier, le camarade Michele Angiolillo a été arrêté à Marseille, sans qu'il pût savoir pour quel motif. Ecroué à la prison Chave, il ne put obtenir aucun renseignement, si ce n'est qu'il était l'objet de poursuites. Pourquoi? C'est ce qu'il n'a pu savoir, ou, du moins, c'est ce dont il ne se doute que trop : le motif, c'est qu'il est anarchiste et qu'il suffit de croire que la solution de la question sociale consiste dans l'abolition de l'Etat, pour être persécuté et emprisonné comme le pire des malfaiteurs.

Il faut bien complaire au plus Auguste des Augustes en lui montrant que la France se russianise.

∴

L'Armée. — Le 22 juillet dernier, Louis Marignac, soldat au 6e régiment d'infanterie de marine, puni pour une réponse « inconvenante » à un caporal, faisait le peloton de punition. Après *une heure et demie* de pas gymnastique et de pas accéléré sans discontinuer, Marignac demanda au sergent Dumontier, un de ces aimables bouledogues appréciés en haut lieu pour leur « énergie », de vouloir bien lui laisser quelques minutes de repos, car il avait au pied une ampoule le faisant beaucoup souffrir. Refus du sergent. Sur quoi le soldat répondit : « Je ne refuse pas de marcher, mais je ne puis plus. » Après les sommations d'usage, il fut mis en cellule « avec le motif » : *refus d'obéissance*. Malgré le certificat du médecin-major qui, le lendemain, le dispensait de service; malgré la plaidoirie de l'avocat qui a fait ressortir que Marignac a fait comme volontaire la campagne de Madagascar, où, atteint des fièvres, il est resté trois mois à l'hôpital de Majunga, les Ramollots constituant le conseil de guerre l'ont condamné à un an de prison en refusant de signer un recours en grâce.

Attendons-nous à apprendre que le sergent Dumontier est décoré et nommé sergent-major. C'est le moins qu'on puisse faire pour le dédommager du petit désagrément de sa comparution en conseil de guerre.

∴

Perpignan. — Une manifestation vient de se produire devant un magasin de chaussures dont le patron, après avoir pris, comme ses confrères, l'engagement de fermer son magasin à partir de 7 heures du soir, n'avait pas tenu sa parole. Deux mille employés environ ont fait pleuvoir sur ses vitrines une grêle de tomates. Des sous ont en outre été jetés au patron et des huées accueillaient les clients.

La police est intervenue pour disperser les manifestants; mais, devant l'attitude énergique de ceux-ci, le commissaire central a dû ordonner au patron de fermer son établissement.

Hein? S'ils avaient pétitionné auprès des députés socialistes, auraient-ils obtenu un résultat aussi immédiat? Et la conquête des pouvoirs publics est-elle donc nécessaire pour imposer ses conditions aux patrons?

André Girard.

Espagne.

Détails rétrospectifs. — De l'attentat de Pallas contre le maréchal Martinez Campos (25 septembre) à la bombe du théâtre du Liceo (7 novembre 1893), il y eut trente arrestations toutes déférées à la justice militaire. Celle-ci ne s'occupa que de Pallas qu'elle

fusilla. Nous fûmes renvoyés à la justice civile. L'affaire du 7 novembre eut pour effet de nous mettre entre les mains d'un juge d'instruction nommé Pablo Garcia, le même qui se fit une réputation de férocité sans égale lors de l'affaire de la *Mano negra*, en 1884. On raconte, en effet, que ce tigre fit mourir dans la même journée jusqu'à trois inculpés, dans son cabinet même. Ce juge avait pour le seconder le lieutenant de gendarmerie Porta, qui était chargé de préparer les inculpés, — ce qu'en France on appelle « cuisiner ». Les Espagnols arrêtés étaient tout d'abord déposés à la Préfecture où on les gardait à volonté. C'est ainsi que l'un d'eux, que l'on croyait disparu, fut retrouvé dix jours après à l'hôpital de Prot-de-Luisanès, à 80 kilomètres de Barcelone, où il avait été transporté mourant et la langue coupée. Il mourut peu après sans avoir recouvré connaissance. Les camarades de Barcelone le connaissaient bien.

Un deuxième, un Italien arrêté à Perpignan et livré aux autorités espagnoles, fut un instant accusé d'être l'auteur de l'explosion du Liceo. Mais cet individu, que j'avais connu en 1892, dans la prison de Barcelone, d'où il avait dû sortir en janvier 1893, n'était même pas anarchiste; c'était un vulgaire escroc. Néanmoins, comme on n'en pouvait tirer, et pour cause, aucun renseignement, il fut livré par le juge entre les mains des gendarmes qui le passèrent à tabac, ce dont il mit un mois à se remettre; puis, de guerre lasse, n'ayant aucune charge contre lui, on le transféra à Tarragone pour une affaire d'escroquerie.

Vers le 10 ou le 15 novembre, on arrêta Cerezuela, de qui je tiens le récit suivant. Transféré de l'Aragon à Barcelone, il fut conduit à la Préfecture. Une demi-heure après son arrivée, à 8 h. 1/2 du soir, on entreprit de l'interroger, et on lui soutint qu'il devait connaître l'auteur de l'explosion. Sur sa réponse négative, l'interrogatoire prit fin brusquement. Puis, vers minuit, les gendarmes, après l'avoir fortement enchaîné, l'emmenèrent à deux kilomètres de là, sur la plage. Là, dans une baraque où tout est disposé pour écrire, se trouve le lieutenant Porta qui, s'adressant à l'inculpé, l'exhorte à dénoncer l'auteur de l'attentat. Sur le silence du camarade, deux gendarmes, obéissant à un signe de leur lieutenant, s'approchent de lui, rabattent son pantalon, et l'un d'eux, lui saisissant les testicules, les passe dans une sorte de pince faite d'un nœud de roseau fendu d'un côté. Au bout d'un moment, la douleur l'oblige à se jeter à terre dans le sable. Nouvelles menaces, nouveau silence; alors, comme il s'est relevé, un gendarme le pousse dans une vague de la mer. Enfin, on s'en retourne; mais, comme le malheureux, brisé de fatigue et de douleur, marche à grand'peine, c'est à coups de crosse qu'il est accompagné jusqu'à la Préfecture, où il est enfermé de nouveau sans être débarrassé de ses chaînes qui lui ensanglantent les poignets. Là, on lui ordonne de marcher sans relâche; mais, après quelques instants, comme ses forces le trahissaient, on le roua de coups et, pour l'empêcher de crier, on le bâillonna. Le lendemain, vers midi, sur sa demande d'un peu de nourriture, on lui donna de la morue sèche avec du pain dépourvu de sa croûte. Ces aliments ne firent qu'exaspérer sa soif. Ce supplice dura trois jours et trois nuits, durant lesquels il n'eut que quelques heures de répit; car les deux gendarmes de faction auprès de lui, l'ayant cru mort, ne s'occupèrent pas de lui. Mais leurs successeurs s'empressèrent de le faire revenir à lui à coups de ceinturon et de crosse, si bien qu'il finit par s'évanouir si profondément que les coups furent insuffisants à le faire revenir. Force fut d'aller chercher un médecin qui lui donna quelques soins et mit fin à son martyre. Durant ce court espace de temps, ses cheveux avaient complètement blanchi. Jusqu'au jour où, en mai 1894, il fut fusillé avec cinq autres à Monjuich, il urina le sang.

Dans toute cette affaire, il y eut 24 morts, 26 blessés, 300 arrestations, 30 inculpés, dont il ne resta en fin de compte que 3, que le jury réduisit à un seul. Mais comme il fallait à la bourgeoisie une revanche, on inventa de toutes pièces un complot contre Martinez Campos, dans lequel on impliqua quelques-uns de ceux qui, dans l'affaire du Liceo, avaient été les plus martyrisés par le juge d'instruction. On parvint à trouver six boucs émissaires, qui étaient Archs, Sabas, Bernat, Cerezuela, Codina et Sogas. Sauf ce dernier, qui n'était, d'ailleurs, nullement anarchiste, tous marchèrent à la mort sans vouloir se confesser et en chantant et en s'excitant mutuellement au courage.

Salvador, l'auteur de l'explosion du Liceo, dont l'attitude avait été un moment affaissée, se ressaisit quelques jours avant son exécution. Il eut une attitude tellement « cynique » que l'aumônier ne voulut plus le revoir et qu'il marcha à l'échafaud sans être accompagné. Arrivé sur la plate-forme, il dit au bourreau : « Toi, au moins, tu vaux mieux que tes maîtres, tu as plus vite fait. »

X...

Etats-Unis.

Depuis quelques semaines, les ouvriers des immenses ateliers de la Brown Hoisting Cy sont en grève, et les directeurs ont essayé d'embaucher des ouvriers pour remplacer les mécontents. Cette tentative a donné lieu à quelques batailles rangées entre la police et la milice d'une part et les grévistes de l'autre. La population sympathise avec les ouvriers et manifeste son mépris pour les soldats qui accomplissent journellement des actes de violence et dont la brutalité habituelle n'a cessé de se manifester de toutes façons. Il m'est impossible de citer toutes leurs exactions; qu'il me suffise de vous en signaler quelques-unes. Le 7 août, une compagnie dont la plupart des membres étaient ivres, se rendait à son poste. Sur le trajet, ils aperçoivent un établissement de marchand de vin; il n'en fallut pas davantage pour exciter tous ces braves qui, comme un seul homme, quittèrent les rangs et, en vrais sauvages, se jetèrent sur le patron de l'établissement et s'emparèrent de tout ce qui était à leur portée. Ils insultaient les femmes qui avaient le malheur de passer près d'eux et, qui plus est, menaçant de tout jeunes enfants jouant aux soldats et pourchassant à la baïonnette les habitants des environs du poste.

De paisibles et inoffensifs citoyens furent victimes de ces actes brutaux.

Il y eut, en dernier lieu, un conflit sanglant entre les grévistes et les ouvriers qui les ont remplacés. La police de Cleveland (Ohio), ainsi que la troupe, était sur les lieux du combat. Il y eut échange de coups de revolver, plusieurs tués et quelques blessés.

Les ouvriers et ouvrières en confections de New-York sont également en grève. Chaque année, la même lutte se renouvelle avec les mêmes hommes et la même scène se reproduit. Pourtant cette fois-ci, les ouvriers, au lieu de faire une grève de bras croisés, ont résolu de créer quelques coopératives et de se passer ainsi d'intermédiaires entre eux et les marchands.

Grève, aussi, des peintres en bâtiment; mécontentement sur toute la ligne; la situation s'assombrit : faillites commerciales et industrielles; les ateliers se ferment; la confiance disparaît; une crainte, un doute se manifestent; partout, ce sont tous les signes d'une société en décadence. Les camarades de langue anglaise savent profiter de cette situation troublée; tout peu nombreux que nous sommes, nous faisons une agitation incessante. C'est Jean Turner de Londres, qui, après Mowbray, fait une superbe tournée de propagande; il est dans l'Ouest et tout fait espérer qu'il atteindra les côtes du Pacifique. L'accueil qu'il reçoit indique que le terrain est bon pour la semence.

Italie.

LA LIBERTÉ CONDITIONNELLE DES COATTI. — Le gouvernement italien a voulu donner à nombre de *coatti politici* la liberté conditionnelle. Cette fameuse liberté est, sous certains rapports, pire que la relégation aux différentes îles. Et pour cette raison plusieurs compagnons l'ont refusée, mais on les oblige à l'accepter ensuite, moyennant des promesses jamais tenues et de petites concessions sans importance faites par la police du lieu — concessions que les anarchistes ne demandent même pas : car, ce qu'ils demandent, c'est d'être renvoyés au *domicilio coatto* plutôt que d'être soumis à des prescriptions odieuses et très humiliantes. Ces prescriptions nous font passer pour des *camorristi* et des *mafiusi*. Il faut : 1° se mettre immédiatement au travail; on n'admet pas qu'on ne puisse pas trouver à travailler; 2° ne pas abandonner l'habitation choisie sans en avertir au préalable la police; 3° ne pas rentrer le soir après le coucher du soleil, ni sortir, le matin, plutôt que le lever du soleil; 4° ne garder chez soi ni porter des armes ou autres instruments offensifs; 5° ne pas fréquenter des maisons de tolérance, les cabarets, etc.; 6° ne pas fréquenter les réunions publiques, les spectacles ou réjouissances publics; 7° ne pas s'associer à des « préjudiciés »; 8° tenir une bonne conduite et ne pas faire naître de soupçons (*lesquels?*); 9° se présenter à l'autorité locale de la police dans la matinée de chaque dimanche et toutes les fois qu'on y est appelé; 10° *ne pas s'associer à des personnes « préjudiciées » politiquement et notoirement reconnues comme adversaires de l'ordre de choses actuel;* 11° porter toujours dans sa poche le livret de la surveillance, et l'exhiber à chaque requête des officiers ou agents de police.

Ce qu'on sous-entend dans ces prescriptions, c'est que les *ex-coatti* doivent supporter que les gardes viennent chez eux tous les soirs et toutes les nuits deux, trois, quatre fois... à la discrétion des gardes eux-mêmes. Par conséquent, toute la famille chez laquelle on loge se réveille et l'*ex-coatto* endure les insultes et les injures, surtout si cette famille n'est pas la sienne, et s'il a été recueilli pour n'être pas laissé sur le pavé.

Ainsi nous devons changer continuellement de domicile, être chassés de partout pour jouir de la liberté infâme que donna aux anarchistes l'hypocrite marquis Starabba à la veille du hideux mariage savoyard!

* * *

A Ancône, on poursuivra pour *association de malfaiteurs* les cinquante anarchistes arrêtés il y a quelques semaines.

Et pourtant on parle d'amnistie!

ROBERTO D'ANGIÒ.

Allemagne.

Nos camarades d'Allemagne viennent de réussir à fonder un nouvel organe anarchiste à Berlin, *Le Pauvre Conrad*. Laissant de côté les discussions purement théoriques, employant une langue plus populaire, cherchant à répandre les idées sous une forme plus gaie et plus amusante, il complète agréablement le *Sozialist*.

En tête de la première page, une gravure représente « le pauvre Conrad », un solide travailleur allemand qui, un pic à la main, se tient prêt à frapper un ennemi que l'on ne voit pas, mais que l'on devine facilement à lire le journal.

Pour tout ce qui concerne le *Pauvre Conrad*, s'adresser à Wilhelm Spohr, Berlin, Frankfurter Allee, 105, Hof 1 Treppen.

* *

Le *Sozialist* annonce aussi l'apparition de *der Eigene*, journal à tendances individualistes de la nuance de Stirner, Nietzsche, etc., chez Adolf Brand, Berlin-Neurahnsdorf.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante :

Thourout (Flandre), 22 septembre 1896.

Chers compagnons,

Permettez-moi deux remarques critiques relatives au numéro 21 des *Temps Nouveaux*.

1° Le compagnon X... de Zurich écrit :

« Or, la plupart des boissons vendues aux ouvriers contiennent de l'alcool éthylique. Cet alcool est un réel poison; jamais l'alcool de bonne qualité ne cause de *delirium tremens* ni autres maladies enfantées par l'alcool éthylique. »

Or, il faudrait surtout dire *amylique*; sans doute, c'est cette sorte d'alcool extrêmement vénéneuse à laquelle le compagnon X... pensait, tandis que « alcool éthylique » est justement le nom scientifique de l'alcool commun. En outre, la prétendue innocuité de l'alcool commun n'est qu'une fable; il est vrai que l'alcool amylique est seize fois plus vénéneux, mais il est aussi prouvé (voyez les brochures très importantes sur la question de l'alcool qu'a écrites et que propage le professeur Auguste Forel, Zurich-Riesbach, Irrenanstalt Burgholzli) que l'alcool amylique ne se trouve, même dans l'eau-de-vie la plus mauvaise, que dans des quantités très petites et insignifiantes. Le principal malfaiteur, c'est l'alcool « de bonne qualité » lui-même. La preuve est facile, car les pires maladies alcooliques se trouvent non seulement chez des prolétaires, mais aussi chez des riches, qui ne boivent que des vins exquis et des liqueurs et cognacs de première qualité.

2° Notre vaillant ami Tcherkesoff adresse à Liebknecht les mots suivants :

« Dans vos articles, vous parlez de Stirner et de son élève, votre collègue Eugène Richter. Je vous assure, monsieur, que ces personnages et leurs ouvrages sont étrangers à notre parti. »

Or évidemment, si Tcherkesoff sait bien qui est Eugène Richter, il ne sait guère qui était Max Stirner. Car, en vérité, Stirner était un grand penseur anarchiste, quoique pas communiste dans le sens propre du mot — ce que, d'ailleurs, Bakounine n'était pas plus. Moi-même, je suis communiste, mais je suis obligé de reconnaître, que l'influence de Stirner (ou plutôt du docteur Kaspar Schmidt, ce qui était son vrai nom) sur l'anarchisme allemand est d'une assez grande importance. Nombre d'anarchistes allemands, et parmi eux le brillant poète révolutionnaire John Henry Mackay, se professent exactement comme élèves de Stirner, et peut-être pour la majorité des compagnons allemands la question : « Communisme selon Kropotkine ou individualisme selon Stirner » n'est-elle pas encore résolue d'une manière définitive. Quant à Bruno Wille, il a établi (dans sa *Philosophie de la délivrance par le moyen pur*) une sorte de formule intermédiaire entre Stirner et Kropotkine.

Donc, si Liebknecht nomme Eugène Richter un élève de Stirner, il me semble que c'est là un des mensonges les plus effrontés de ce vieil imposteur. Si même Eugène Richter, un représentant du libéralisme parlementaire et manchestérien, a jamais lu Stirner (ce qui me paraît fort problématique), il est sûr qu'il n'a pas accepté ses opinions; autrement il ne serait resté ni manchestérien ni parlementaire.

J'ajoute à ma lettre la traduction d'une page du chef-d'œuvre de Stirner : *L'Unique et sa propriété*, page qui prouve suffisamment que Stirner mérite d'être estimé et étudié par chaque socialiste libertaire.

Avec saluts anarchistes, le vôtre,

LADISLAS GUMPLOWICZ.

∴

Nous avons reçu d'Amérique une lettre du camarade Decamps qui nous annonce qu'il est arrivé là-bas en bonne santé avec sa famille. Ne pouvant écrire à tous ses amis, il nous charge d'envoyer à tous le bonjour.

∴

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII*e. — Samedi 3 octobre, à 9 heures très précises, au nouveau local.

La jeunesse libertaire est invitée. — Urgence.

∴

Les camarades du XIIe et des environs se réunissent dimanche 4 octobre, salle Mathieu, 8, place Daumesnil, au premier, à 2 heures, pour aller en ballade. Tous les copains et copines sont invités; aucune dépense.

Réunion du groupe, samedi à 8 h. 1/2 et lundi à 9 heures, même salle.

∴

Les *Egaux du XVII*e invitent tous les camarades à venir chez Baumont, coiffeur, rond-point des Bergères, à Puteaux, près la Défense, dimanche 4 octobre. Dans l'après-midi, tir à la carabine, chant et divertissements divers dans les jardins.

Mercredi 7 octobre, les *Egaux du XVII*e auront comme sujet de causerie : *Le machinisme et ses conséquences*. — Prière aux camarades d'être exacts, à 8 h. 1/2, 40, rue Laugier, salle du fond.

∴

Samedi 3 octobre, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, à 8 h. 1/2 du soir. — Grand concert-conférence organisé par les *Libertaires des X*e *et XI*e *arrondissements* au profit de la propagande et des détenus politiques, avec le concours assuré d'artistes des concerts de Paris et chanteurs libertaires. — Causeries par les camarades Tortelier et Murmain.

Prix d'entrée : 0 fr. 50.

∴

REIMS. — Les camarades qui comprennent le bien fondé de nos idées, et qui voudraient en voir la vulgarisation, sont invités à se réunir tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Darsonvalle. Causerie par des camarades.

∴

CETTE. — Les camarades se réunissent tous les jeudis et samedis au café-débit Isoirt, route Nationale, 2, à 8 heures du soir.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Villes tentaculaires, par Verhaeren, 1 vol. chez Deman, à Bruxelles.

Lettre à Mgr Ireland, par Juan Enrique Lagarrigue, imprinta et libreria Ercilla, Bandera 21-K, Santiago, Chili.

A LIRE

A Sainte-Hélène, Séverine, *Eclair*, 24 septembre.

A M. le Garde des Sceaux, Nestor, *Echo de Paris*, 24 septembre.

Chronique, J. M. Gros, *Lanterne*, 25 septembre.

Les Iniquités, Séverine, *Echo de Paris*, 25 septembre.

Le Malfaiteur et le Magistrat, H. Rochefort, *Intransigeant*, 26 septembre.

Oiseaux plumés, Descaves, *Echo de Paris*, 27 septembre.

Le Droit au meurtre, L. Millot, *Justice*, 27 septembre.

Un Nouveau coup de Bourse, A. Rochefort, *Intransigeant*, 27 septembre.

Contes du Dimanche, Paul Heusy, *Radical*, 28 septembre.

En attendant l'omnibus, O. Mirbeau, *Journal*, 27 septembre.

A voir :

Le dessin du *Grelot* de cette semaine, intitulé, je crois : *Préparatifs de fête*, dessin de Pepin.

LES PÉRIODIQUES

Langue anglaise.

Le journal marxiste *Justice* a publié deux articles de Liebknecht, où la mauvaise foi et l'intolérance s'étalent complaisamment. Notre camarade Tcherkesoff ayant répondu comme il convient à ces insinuations calomnieuses, je ne crois pas nécessaire de m'y étendre. Du reste, s'il fallait relever les attaques et les injures dont les anarchistes sont l'objet dans ce journal depuis le Congrès de Londres, il faudrait un rédacteur spécial.

∴

On trouve dans *Justice* du 12 septembre quelques chiffres instructifs sur l'accroissement du nombre des aliénés en 1895. Dans l'espace d'un an, il s'est élevé de 94.080 à 96.446, soit 2.366 d'augmentation. Sur ce dernier nombre de 2.366, la classe pauvre fournit 2.328 aliénés, c'est-à-dire *62 fois plus* que la classe riche.

Depuis 1859, le nombre des aliénés s'est accru dans la proportion de 1.867 à 3.138 par million.

∴

The Clarion, du 12 septembre, raconte qu'il existe à Chicago une usine où l'on confectionne des boîtes d'étain pour emballer les produits fabriqués dans l'usine. Le travail est fait par des jeunes filles qui sont payées à raison de 22 cents par mille. Quand une ouvrière a fait 1000 boîtes dans un jour, le soir elle a les doigts en sang. Dans les moments de presse, elles font jusqu'à 3000 boîtes dans une journée. Alors non seulement la peau, mais la chair de leurs doigts est emportée.

The Clarion ajoute : « Pour 1000 boîtes, 22 cents et les doigts en sang; pour 3000 boîtes, 66 cents et les doigts déchirés jusqu'à l'os. Et les milliers de dollars fournis par le travail fait sur ces bancs et dans cette usine servent à entretenir une actrice ! »

A. GIRARD.

AUX LECTEURS RICHARDS

*Un de nos camarades nous a remis, pour être vendues au profit du journal, les 7*e, *8*e *et 9*e *années du* Révolté, *la collection complète de la* Révolte *et son* Supplément. *Nous les offrons au plus fort enchérisseur.*

PETITE CORRESPONDANCE

Bordat. — Le dernier numéro réglé était le 4. C'est donc au numéro 17 inclus que s'arrête le présent règlement.

G., rue du C. — Utilisons la coupure.

X., Maubeuge. — Les volumes vont être expédiés à Louvigny.

J. V., à Alger. — Faisons la commission à la *Sociale*.

C. B., 240. — Vos vers laissent à désirer.

E., à Cette. — 0 fr. 10 l'exemplaire. La brochure de Guérard, 0 fr. 20. — J'en attends. Enverrai ces jours-ci.

Reçu 2 fr. 85 provenant de 11 fr. 50 d'une collecte faite le dimanche 27 septembre à l'enterrement civil du compagnon Gustave Depean, mort à l'hôpital de la Charité.

Les camarades qui ont accompagné son corps au cimetière envoient leurs regrets aux deux camarades de langue flamande venus de Belgique de n'avoir pu arriver à se comprendre et dans ce fait puisent de la persévérance pour combattre le système social actuel qui, par la diversité de l'enseignement du langage, empêche les hommes d'échanger leurs bons sentiments entre eux.

Reçu pour le journal : N. M., 5 fr. — Vente de vieux timbres, 2 fr. 50. — S., à Lootcha, 10 fr. — X., 0 fr. 50. — Y., 0 fr. 50. — Un étudiant, 0 fr. 75. — J. M. Marseille, 0 fr. 60. — A. H., 20 fr. — J. S. et son copain, 0 fr. 50. — G., à La Membrolle, 1 fr. 10. — Un *irréductible*, 1 fr. — B., à Courbevoie, 1 fr. 05. — Merci à tous.

R., à Pontoise. — C., au Havre. — M., à Anvers. — L. M., à Mantoue. — E. C., à Saint-Clair. — L., à Bruxelles. — M., à Faënza. — M., à Nonancourt. — V., à New-York. — G., rue du C. — L., à Nîmes. — E. S., à Nîmes. — V., à Lille. — S., à Albi. — C., à Saint-Chamond (par la *Sociale*). — Tobaconist, Londres. — V., à Alger. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

Le 11 novembre (*eau-forte*), . **Franco.**	**1 75**
Bakounine (*burin*)	**» 50**
Proudhon, *id.*	**» 50**
Esprit de révolte	**» 15**
Dieu et l'Etat, *de Bakounine*	**» 70**
— — *avec portrait*	**1 »**
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	**» 15**
Défense d'Etiévant	**» 15**
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*	**» 25**
Un siècle d'attente —	**» 15**
L'agriculture —	**» 15**
Patrie et Internationalisme, *A. Hamon*	**» 15**
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	**» 70**
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	**» 30**
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	**» 15**
La Conquête du pain, *par Kropotkine*	**2 75**
Œuvres *de Bakounine*	**2 75**
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	**2 75**
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*	**2 75**
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*	**1 25**
De la Commune à l'anarchie, *Malato*	**2 75**
Révolution sociale et révolution chrétienne, *par Malato*	**2 75**
La Douleur universelle, *par S. Faure*	**2 75**
La Société future, *par J. Grave*	**2 75**
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	**2 75**
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	**» 60**
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	**2 75**
Similitudes, *par A. Retté*	**2 75**
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	**3 »**
Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus*	**2 75**
Correspondance de Bakounine	**2 75**
La Forêt bruissante, *par A. Retté*	**2 75**
La Révolte, *collect. compl.* (il en reste 4)	**150 »**
En Dehors, *par Zo d'Axa*	**1 30**
Temps Nouveaux, 1re année	**7 »**
Promenades subversives, *par A. Retté*	**» 80**
Mémoire de la Fédération Jurassienne	**3 30**
L'Internationale, *par Malon*	**» 15**
L'Anarchie, *par E. Reclus*	**» 15**
Les révolutionnaires au Congrès de Londres	**» 15**
L'Incendiaire, *lithog. de Luce*	**1 »**
Porteuses de bois, *lithog. de Pissaro*	**1 15**
L'Errant, *lithographie*	**1 65**
Le Démolisseur, *lithographie de Signac*	**1 40**

Les ouvrages à 2 fr. 75 sont vendus 0 fr. 25 de moins pris dans nos bureaux.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 24 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 OCTOBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

ET

LE CONGRÈS DE LONDRES (1)

V (*fin*).

Nous avons vu le passé des Congrès internationaux. Jetons maintenant un coup d'œil sur l'avenir.

Prenant le socialisme dans tout son ensemble, constatons d'abord qu'*aucun parti ne peut plus l'englober dans son entier*. Essayer de le faire, s'acharner à y arriver, comme le font les social-démocrates, c'est peine perdue; c'est trahir la cause que l'on prétend défendre.

Il faut d'abord reconnaître — reconnaître avec bonheur — que le mouvement d'idées qui a *nom socialisme* a dépassé la période où l'on pouvait espérer de le faire rentrer dans les cadres d'un seul parti. Aucun parti ne peut plus l'englober dans son ensemble. C'est déjà un flot que l'on ne peut plus endiguer.

Comme la pensée humaine elle-même, comme la société, il a pris une variété d'aspects et de nuances qui répondent aux mille nuances de l'esprit humain, aux mille tendances qui se font jour dans une société qui vit, qui croît, qui se développe.

Cette variété d'aspects fait sa force. C'est elle qui lui permet de s'universaliser, de pénétrer dans toutes les classes de la société — d'entamer le paysan-propriétaire et le paysan dans la commune, l'ouvrier de la grande usine et l'ouvrier du petit métier parisien ou campagnard, le penseur, le littérateur, l'artiste. C'est elle qui leur permet de s'unir, tous, dans une même aspiration d'égalité et de liberté, par la socialisation, sous une forme ou sous une autre, du capital social — héritage de l'humanité — mis au service de tous.

Tous les grands mouvements ont eu ce caractère d'universalité et de variété. Heureux que le socialisme ait enfin atteint cette phase, qu'il ait dépassé la période embryonnaire de parti, qu'il se soit généralisé au point d'envahir la société. C'est preuve qu'il ne sera plus étouffé.

Essayez donc de faire rentrer ce vaste mouvement dans un seul parti, de le ranger sous un programme unique, ainsi que le font les social-démocrates, c'est peine perdue. Il faut reconnaître la variété : c'est la vie même.

∴

Ceci étant donné, reconnu, avéré, — quel peut être le rôle des futurs Congrès socialistes internationaux?

Il doit être reconnu hautement que toute tentative d'imposer une gouverne, une tutelle générale à ce mouvement est aussi criminelle que le fut, que l'est encore la tentative de la papauté de vouloir gouverner le monde.

Passe encore de croire à l'utilité d'un gouvernement au sein d'un parti. Ce n'est, après tout, qu'une erreur d'appréciation. — Mais croire que l'on peut imposer une gouverne à un mouvement qui tend à devenir aussi universel que la société civilisée elle-même, — c'est simplement de la folie criminelle, digne de l'Eglise catholique, mais indigne d'un socialiste.

Voilà ce qui devrait, tout d'abord, être compris dans le mouvement; ce que les autoritaires socialistes eux-mêmes doivent être amenés à reconnaître.

∴

Prenez, en effet, une nation quelconque — la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie, peu importe ! et tâchez de vous rendre compte de cette immense cohue d'intérêts, de pensées, d'aspirations, que représente une nation.

L'Angleterre est le pays dans lequel l'industrie domine et où une moitié déjà des travailleurs du pays est enrégimentée dans les grandes fabriques. C'est immense, en comparaison du continent. Mais est-ce que l'on peut dire que les intérêts de la nation se résument dans les intérêts de ces deux ou trois millions de travailleurs? qu'il suffirait de les rendre maîtres de leurs usines pour résoudre la question sociale? que celui qui parle en leur nom, et demande, pour eux, la socialisation des usines, parle au nom de l'Angleterre ouvrière? — Et les ouvriers du sol? Et la forme de possession elle-même du sol qui, au fond, prime toutes les questions économiques? Et le commerce qui fait vivre plus de monde que le sol lui-même dans ce pays de marchands? Et ces autres millions qui vivent du travail dans les mille petites industries qui pullulent en Angleterre comme ailleurs?

Combien plus compliquée devient la question sociale, lorsque vous allez en France, où la moitié de la population vit des produits du sol? En Allemagne, où les deux tiers, sinon plus, sont dans ce cas? En Russie, où les neuf dixièmes de la population sont agriculteurs? En Italie et en Espagne, qui tiennent une position intermédiaire entre la Russie et la France?

Eh bien, représentez-vous ces millions, disséminés dans les bourgs et hameaux et la multitude de leurs intérêts, de leurs conflits, de leurs rapports mutuels, de leurs rapports aux mille ficelles de l'Etat, — et l'homme sincère dans sa pensée doit reconnaître qu'il y a mille et mille intérêts auxquels le socialisme, tel qu'il est aujourd'hui, non seulement n'a jamais réfléchi, mais dont il ne s'est même pas douté.

Personne — aucun individu au monde, fût-il archi-génie universel — ne peut parler au nom de ces mille et mille intérêts. Personne, excepté *la somme* de tous ces intéressés, parlant, *et surtout agissant*, eux-mêmes, apprenant leurs intérêts dans leur action même.

∴

Puisque les conditions actuelles de la vie économique et politique ne répondent pas aux besoins de la société, nous voyons surgir et germer, sur tous les points de la société, mille mouvements, qui cherchent à démolir ces conditions, en s'inspirant vaguement de cette idée fondamentale du socialisme : « Les richesses déjà produites et les moyens d'en produire de nouvelles devraient appartenir à la société — non à l'individu. » Des mouvements qui cherchent, chacun dans son domaine, les moyens d'arriver à ce but, et dont le but même se détermine et se précise à mesure que l'on travaille pour y arriver.

∴

Aujourd'hui déjà, nous voyons se dessiner quatre ou cinq groupes de mouvements divers.

Nous avons le mouvement social-démocratique, représentant dans nos sociétés la tradition romaine, catholique, plus tard jacobine, de l'Etat centralisé, discipliné, concentrant en ses mains la vie politique, économique, sociale des nations. Cette tendance existe dans la société, elle a son passé, et dans le socialisme — image de la société — elle est représentée par la démocratie plus ou moins sociale, avec les mille nuances qui lui sont propres.

Nous avons ensuite le mouvement anarchiste, qui s'est affirmé franchement communiste, et vise la démolition de l'Etat pour y substituer la libre entente directe des groupes consommateurs, producteurs, groupés pour satisfaire tous les besoins infiniment variés de la nature humaine. Il représente la tradition populaire des sociétés.

Dans ce mouvement même, nous avons encore le groupe qui, jaloux de sauvegarder les droits de l'individu, appuie surtout sur l'individualisme, faisant bon marché de la socialisation (base première, selon nous, pour l'éclosion de l'individualité); un mouvement qui a encore sa raison d'être, pour contre-balancer les tendances autoritaires du Communisme.

Nous avons ensuite un immense, colossal mouvement ouvrier corporatif, qui, sous des allures modestes de salaires et de réductions d'heures de travail, a déjà fait plus, peut-être, que tous les autres mouvements pour affirmer les droits et le rapport de l'homme dans l'ouvrier, et qui ne vise rien moins que de chasser le maître de l'usine, de la mine, des voies de transport, par la guérilla qu'il lui fait tous les jours.

(1) Voir les numéros 16, 18, 20 et 21.

Vient ensuite un autre grand mouvement — très grand en Angleterre — le mouvement coopératif, dévié de ses origines, mais tendant néanmoins à verser aujourd'hui son courant dans le grand flot socialiste, qui finira par l'emporter. Un mouvement qui vise à supprimer cet immense nombre d'entremetteurs qui se placent entre le producteur et le consommateur, et s'essaie à remplacer le patron par les producteurs associés.

Viennent ensuite tous ces mouvements d'entente entre paysans qui, sous le nom de syndicats, se produisent dès que la loi a cessé de les punir comme criminels; mouvements variés et profonds qui forgent des liens d'entente directe entre cultivateurs et qu'il serait d'absolue nécessité de faire remonter au grand jour et de mettre en contact avec le flot général du socialisme. Le mouvement de coopération dans les petits métiers, qui se produit surtout en Russie sous l'initiative de quelques pionniers, vient se ranger à côté des deux précédents.

Puis viennent tous ces mouvements qui, soit sous la forme de révolte consciente, comme en France, ou religieuse, comme en Russie, travaillent profondément les masses populaires pour produire la révolte contre l'Etat dans ses deux manifestations principales — le service militaire et l'impôt. Mouvements que l'on ne peut négliger que si l'on veut rester absolument ignorant du rôle immense joué par des mouvements semblables dans l'histoire de tous les soulèvements populaires des époques précédentes.

En outre, nous voyons se dérouler un profond mouvement communaliste, dont on a déjà vu les effets dans le soulèvement des communes à Paris, au Midi, en Espagne. Un mouvement qui a profondément travaillé les esprits, depuis 1871, en France et en Espagne, et qui, en Angleterre, a fait dernièrement une forte poussée, non seulement dans la voie de ce que l'on a voulu nommer « socialisme municipal », mais encore plus dans tout un corps d'idées qui germe dans les masses ouvrières.

Et enfin il est impossible d'ignorer les mouvements divers qui se produisent dans les meilleurs éléments de la bourgeoisie elle-même et qui se traduisent, soit par toute une série d'institutions plus ou moins philanthropiques, soit par des mouvements vers le travail manuel, « vers le peuple », « vers la terre », et ainsi de suite, ainsi que par une tendance accentuée tous les jours dans la littérature, l'art et la science, et qui dénotent que la bourgeoisie perd déjà, dans ses meilleurs représentants, la foi dans son droit à l'exploitation.

Une foule d'autres petits mouvements devraient être mentionnés — tels que l'affranchissement de l'individu des mœurs, l'affranchissement de la femme, les mouvements éthiques, etc., etc. Mais, passons outre!

Enfin il y a toute cette foule de révoltés qui, ici personnellement, là en groupes, se révoltent contre toutes les iniquités sociales et politiques, qui se sacrifient pour réveiller la société endormie et, par leurs actes, entament tout : l'exploitation, la servitude sous tous ses aspects, la morale hypocrite.

* * *

Et l'on veut que tous ces mouvements, dans lesquels des milliers d'hommes et de femmes s'essaient, d'une façon ou d'une autre, à la transformation *directe* de la société, s'acheminant par des voies plus ou moins efficaces vers la socialisation des richesses, — on veut que tous ces mouvements variés cessent d'exister et se résument en un seul mode d'action : celui de nommer des candidats aux parlements ou aux municipalités!!

On veut absorber toutes ces énergies dans les luttes électorales — pour quoi faire? Pour que les députés qui, eux, *ne font pas* ce travail de transformation directe des mœurs, des institutions et des idées, trouvent — par intuition, je suppose — le moyen d'opérer toute cette transformation au moyen de lois?

On veut que ceux qui préparent la révolution sociale *dans les faits et les idées concrètes* abandonnent cette tâche à des faiseurs de lois. Comme s'il suffisait de devenir législateur pour comprendre tout ce que ces millions d'individus apprennent dans leurs luttes journalières contre le patron, l'autorité, le prêtre, le gendarme, l'instituteur de l'Etat, l'égoïsme étroit de l'ignorance, la paresse d'esprit!...

Entendre dire et prêcher ces absurdités, c'est presque suffisant pour faire désespérer de la nature humaine qui semble ne jamais vouloir s'affranchir de cette idée de sauveurs, de papes découvrant la vérité par intuition d'en haut et faisant miracle!

* * *

Eh bien, puisqu'il est certain que le contact personnel des intelligences et la contradiction stimulent les intelligences, et que ce contact s'obtient dans les Congrès mieux que par la presse, il ne faut pas un Congrès, il en faut cent, mille.

Bon nombre s'en tiennent déjà. Il ne manque pas de Congrès régionaux et nationaux, corporatifs, coopératifs, quoiqu'il manque encore des syndicats agricoles, concernant le travail des petits métiers, etc. Mais ce n'est pas tout.

Tous ces courants, forcément, seront amenés à verser dans le socialisme. L'époque le veut. — Est-ce une raison, cependant, pour attendre, les bras croisés, que « la négation de la négation » marxiste se fasse d'elle-même? Il faudrait, au contraire, que dans *chacun* de ces congrès, la voix du socialiste, surtout de l'anarchiste, se fasse entendre. Qu'il y parle, non en maître qui vient faire la leçon aux enfants ou vient leur dire que tout leur travail est inutile, — mais en homme qui comprend que *tous ces courants ont leur raison d'être;* que, sans eux, la révolution sociale serait impossible; que tous ils apportent leur petite pierre à la reconstruction de la société, qui doit se faire sur lieu et place, par ceux-là mêmes; que tous doivent finir par s'inspirer de l'idée du siècle; — en homme qui comprend cela *et qui vient leur apporter cette inspiration.*

Le social-démocrate ne pourra pas le faire; il ne saurait que leur dire : « Votez! » Force est donc à l'anarchiste d'y aller, de lutter, de parler, là où l'on se doute à peine de la révolution à accomplir; de leur parler — non de l'inutilité de leur travail, mais de l'utilité nouvelle à lui donner si ce petit courant est versé dans le grand flot de la reconstruction sociale. D'autre part, un besoin impérieux se produit en ce moment. La discussion du socialisme, même dans son entier, fut interrompue en 1870, et n'a jamais été reprise depuis. Tout un flot de théories abracadabrantes circule en ce moment sous le nom de « socialisme scientifique », et, sous ce couvert, on débite des énormités qui auraient fait dresser les cheveux à ce pauvre Marx.

Il est temps que la discussion du socialisme reprenne, qu'une révision complète de la marchandise qui circule sous la marque « breveté S. G. D. G. » se fasse — et non seulement dans la presse, comme l'ont entrepris nos amis D. Nieuwenhuis et Tcherkesoff, mais en pleine lumière, en face des socialistes des deux mondes.

Le journal, la brochure, le livre prépareront le terrain. Mais il faut que cela se fasse aussi avec éclat, dans des congrès, de grands congrès, — préparés par les discussions dans les groupes — auxquels seraient invités tous ceux qui tiennent à cœur d'éclaircir les idées ou de se renseigner eux-mêmes.

C'est dans cette direction qu'il faudra, évidemment, travailler.

P. Kropotkine.

LE SUICIDE (1)

Un excellent thermomètre pour juger du degré de fièvre ou de santé du *corps social* (le mot est à la mode) est assurément la statistique des suicides. Qui oserait persister dans son optimisme aveugle, si les chiffres brutaux le défendent? Et qui ne serait dérangé de sa veulerie indifférente, en voyant autour de lui, à leur clarté, l'envahissement progressif du dégoût de vivre?

Or la marche du fléau est sûre, rapide, générale, depuis un siècle, dans tous les Etats européens. La Norvège, pour laquelle le savant criminaliste Tarde faisait une exception, n'en avait pas moins à sa charge, dans la période 1866-73, ses 74 suicides par année et par million d'habitants. Et ce n'est point là, certes, une quantité négligeable, à moins que, endurcis par la complicité du meurtre social, nous ne haussions les épaules en poussant un : C'est bien la peine!

Quant à la France, c'est avec une accélération affolée qu'elle s'est précipitée dans la mort volontaire.

Il ne lui a fallu que 60 et quelques années (1827-1893) pour atteindre une vitesse plus que quadruple de la vitesse initiale : et, partie de 54 suicides par million, elle est arrivée à 234,54. Au commencement de la période, elle se contentait, en chiffres absolus, de 1.739 victimes; à la fin, elle en dévore, pour assouvir son insatiable désespérance, 9.030.

Pour treize pays d'Europe réunis, Legoyt trouvait en 1881 l'énorme contingent annuel d'à peu près 28.000 suicides ou tentatives de suicide (27.952); et, depuis, le nombre a dû grossir considérablement.

La jeune et riche Amérique n'est pas restée en arrière de notre vieille Europe : l'Etat du Massachusetts est arrivé de 60,5 suicides par million (1866-1870) à 82 (1871-1875).

Voilà le mal, il n'est pas niable. Mais quelle en est la cause?

Est-ce un phénomène naturel et fatal, comme la mort elle-même? Faut-il y voir un salutaire avertissement de la nature, qui nous indiquerait, par cette évacuation spontanée, qu'il y a pléthore d'hommes sur un point précis? « En Danemark, le suicide diminue année par année, à mesure que l'émigration augmente. L'émigration est très forte en Angleterre, le suicide très faible (70 par million, 1871-1876). En France, c'est justement l'opposé. En Allemagne, l'accroissement des suicides de 1872 à 1878 a coïncidé avec la diminution progressive de l'émigration (2). »

Le malheur est que nos pauvres émigrants sont comme des voyageurs atteints d'une maladie infectieuse, à qui on refuserait l'entrée d'un port, et qu'on enverrait se faire pendre ailleurs : ils portent avec eux les germes délétères qui feront tout aussi bien leurs ravages sous une autre latitude.

Vous, Etat abstrait, vous expédiez votre convoi encombrant et suspect sur l'Australie méridionale, et vous éprouvez un soulagement; et votre statistique, bulletin médical imposteur, signale en effet un mieux. Mais ce sont vos malades qui n'ont pas guéri, eux; ils sont allés crever plus loin, voilà tout; et ils n'y ont gagné que de contaminer l'Australie.

Est-il péremptoirement prouvé qu'il y aura un suicide de moins, parce que la France, l'Espagne, l'Italie auront déversé un certain nombre de colons en Algérie? Ce qui l'est davantage, c'est que nous y avons exporté et cultivé avec plein succès ce microbe, auparavant très rare chez les

(1) Maudsley, *Le Crime et la Folie; Le Suicide ancien et moderne*, par Legoyt; *Revue philosophique*, 1886; *Questions de criminalité*, Tarde; *Ibid.*, 1888; *Suicide et Natalité*, Durkheim; *Archives d'anthropologie criminelle*, 1893; *Le Suicide dans l'armée*, Dr J. Arnould; *Ibid.*, divers 15 juillet 1896; *Annuaire de statistique*, les dernières années.

(2) Tarde.

musulmans. En 1868, l'Algérie a une moyenne de 65 à 67 suicides, qui monte à 91 pour la période 1873-1877, et à 213 pour les trois années plus récentes 1887, 1888, 1893.

N'est-ce pas qu'il faut coloniser à outrance, et semer à pleines mains les bienfaisants progrès de la civilisation?

A New-York, les hommes de couleur, qui n'y connaissent pas malice, n'ont pu encore se faire à cet usage raffiné d'en finir avec la vie, et ils le pratiquent quinze fois moins que la population blanche. Ils sont si arriérés! il est évident qu'ils ont encore besoin de quelques leçons.

Que vient-on nous chanter qu'en France les gens s'asphyxient ou se font sauter la cervelle, parce qu'ils y sont trop à l'étroit, et que cela n'arriverait pas, s'il y était pratiqué quelques issues opportunes et quelques dégagements habiles?

Mais, au contraire, ce sont d'interminables jérémiades, parmi les officiels, sur la dépopulation croissante. Il a été d'ailleurs établi, avec un grand luxe de preuves très précises, que, loin d'être trop, nous ne sommes pas assez, et que c'est justement une des raisons qui assombrissent notre humeur et nous rendent l'existence de plus en plus intolérable.

« Le croît physiologique moyen (c'est-à-dire l'excédent annuel des naissances sur 1.000 décès) s'élève d'une manière progressive et régulière à mesure que le chiffre des suicides s'abaisse (1). » Les départements qui en ont le plus (39 à 28 par 100.000 hab.) sont ceux qui, comme la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, etc., ont le croît moyen le plus faible (1,9). Ceux qui en ont le moins (4 à 2 par 100.000 hab.) sont ceux qui, comme la Corse, la Creuse, l'Aveyron, ont le croît le plus fort (4,8).

La même antithèse existe entre les campagnes et les villes. En celles-ci, l'énergie de repeuplement est bien inférieure; mais aussi la tendance au suicide y est bien plus accentuée.

Cela ne fait donc pas mourir d'être assis nombreux autour de la table commune; cela paraît, bien plutôt, aider singulièrement à vivre.

Mais, pour que ces deux formes d'un même instinct, la joie d'être et le désir de se multiplier, soient ainsi refoulées d'une façon continue, il faut qu'il y ait une cause profonde agissant à la fois sur l'une et sur l'autre.

Serait-ce l'influence corrosive de l'incrédulité religieuse, qui aurait attaqué à sa racine l'existence, la flétrissant peu à peu et en déflorant tout le charme?

Cette explication est celle de pas mal de criminalistes et de sociologues. Tarde pense que les conditions de la vie ne sont pas devenues pires, mais que les hommes, plus affranchis du joug des dogmes consolants, se résignent de moins en moins à la douleur. Là où persiste encore un reste de foi traditionnelle, il serait un antidote efficace contre la contagion générale.

C'est parfait. Mais cela peut se traduire ainsi: Voulez-vous prévenir le suicide matériel, recourez au suicide moral. Etouffez en vous tout désir, toute plainte, toute ambition, tout élan d'indépendance; ensevelissez-vous dans un cloître, ou vivez dans le monde claustralement. Et alors vous ne serez point tentés de vous tuer, parce que votre vie ne sera pas autre chose qu'un long suicide et qu'une longue immolation.

Non, une illusion ne supprime pas une réalité, elle ne fait que la masquer.

Et les désespérés qui se jettent dans le tombeau pour échapper au mal qu'ils sentent n'ont que le tort de choisir un mauvais remède. Leur suicide doit être imputé, non à leur irréligion clairvoyante, mais tout d'abord au malaise très véritable qu'ils endurent, et ensuite à la débilitation des caractères qui en résulte naturellement. Il ne manque qu'un peu plus de logique à leur acte, qui s'acharne contre le patient lui-même, au lieu de s'en prendre virilement aux agents de sa souffrance.

Or, pour qui ne regarde pas à côté et qui ne biaise pas, un des principes les plus actifs de cette soif morbide d'auto-destruction réside dans notre système économique, et, d'une façon plus générale, dans la concurrence meurtrière, le *struggle for life*, qui est la base de toute notre société.

Il faut qu'il y ait des pauvres, pour qu'il y ait des riches. Il arrivera donc que beaucoup de misérables n'auront pas le courage de supporter le dénûment au delà de certaines limites, et se tueront avant qu'il les tue.

Une récente statistique lue au *Congrès de médecine légale* à Londres (1), sur 7.190 suicides, en accusait 1.416 dus à la misère. C'est le chiffre le plus fort après celui qui est attribué aux cas dont on n'a pu établir les causes.

Plus anciennement (1852-1861), dans le grand-duché de Bade, pour 100 suicides, 33,73 pouvaient être assignés au même motif (*misère, perte d'emploi*).

C'est au titre vague et cependant suggestif de *professions inconnues* que la statistique française de 1876 rapporte la plus grosse proportion de suicides: pour 1 million, 7.158,75. Il est sûr que ces inclassables, errant d'une besogne à l'autre, ne sachant jamais au juste ce qu'ils pourraient bien faire pour ne pas crever de faim, étaient les plus malheureux d'entre les malheureux.

Bien moins instable est la situation des agriculteurs. Néanmoins, pour 100 suicides, Legoyt en signalait encore parmi eux 8,15 motivés par la misère. Et les professions libérales, où, semble-t-il, on jouit d'une aisance et d'une sécurité encore plus grandes, dépasseraient un peu ce chiffre (8,87), si, en même temps que de l'indigence, on tient compte des pertes d'emploi et des revers de fortune, qui souvent y équivalent.

(*A suivre.*) J. DEGALVÈS.

(1) Durkheim.

(1) *Archives d'anthropologie criminelle*, 15 juillet 1896.

Au milieu de l'avachissement général, il y avait une canaillerie à commettre. Nos gouvernants ne l'ont pas manquée. Martin, Matha sont arrêtés. Pouget ne l'a pas été parce que, voyant venir les argousins, il s'était mis à l'abri.

D'autre part, les vexations policières dont se plaint le camarade Romans-Ville sont générales. De partout nous recevons des lettres de camarades se plaignant d'avoir perdu leur travail à cause des menées policières.

Et ces gens-là pousseront des cris d'orfraie lorsque quelque malheureux, poussé à bout, refusera de supporter plus longtemps ces tracasseries sans nombre!

Au milieu de tout cela, il n'y a qu'une chose qui nous console, c'est que cette foule bête, stupide, qui se vautrait hier aux pieds des puissants, sera la même qui, dans les jours troublés, sera envers eux la plus féroce et la plus impitoyable.

***

La *Dépêche* de Toulouse, du 26 septembre dernier, contenait une lettre d'un M. Lavigne, collectiviste, affirmant que moi, Malatesta et Pouget, nous n'avions été délégués au Congrès de Londres que par des groupements ouvriers n'existant pas.

J'avais écrit à la *Dépêche* pour lui envoyer le nom des groupes qui nous avaient délégués: Les *Métallurgistes d'Amiens*, pour moi et Malatesta, les *Ardoisiers de Trélazé* et *Métallurgistes de Beauvais* pour Pouget, afin que ceux que ça pouvait intéresser pussent se rendre compte de l'existence des dits groupes. Je demandais à la *Dépêche* de me faire parvenir le numéro contenant ma lettre. Je n'ai rien reçu, non plus que d'un camarade auquel j'avais adressé la même demande. D'où j'augure qu'elle ne l'a pas insérée. Ce qui prouve que collectivistes et bourgeois, tout en faisant semblant de se manger le nez, s'entendent très bien lorsqu'il s'agit de propager un mensonge contre les anarchistes.

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LES CONGRÈS DE TOURS. — Dans le courant du mois de septembre, ont été tenus à Tours le Congrès des groupes corporatifs et celui de la Fédération des Bourses du Travail.

Les discussions qui se sont produites au cours de ces congrès, ainsi que les résolutions qui y ont été votées, ont permis de constater une fois de plus que les travailleurs se détachent tous les jours davantage des politiciens même socialistes, pour maintenir leur action sur le terrain purement économique et révolutionnaire. Le Congrès des groupes corporatifs, notamment, a adressé blâme sur blâme aux politiciens de la *Petite République*, qui, à les entendre, dirigeraient au doigt et à l'œil le mouvement socialiste en France.

Quant au Congrès de la Fédération, une discussion intéressante s'y est engagée sur l'organisation future de la société. L'idéal communiste anarchiste a semblé le plus rationnel, car les camarades ont conclu à la mise à la disposition de tous des produits et des moyens de production et à une organisation des producteurs telle que tout gouvernement deviendrait inutile.

Notons aussi que le Congrès a décidé d'organiser en 1900, à Paris, un Congrès international des Bourses du Travail.

Etant donnée la rapidité avec laquelle les idées communistes et libertaires se développent parmi les syndicats, il est à présumer que ce congrès offrira un intérêt capital.

***

UN EXEMPLE. — Un exemple à suivre est celui du maire de Roquefixade, près de Foix (Ariège). Ce maire, laissant de côté l'autorité que lui confère la LOI, se borne à faire appel aux habitants et à leur bonne volonté pour exécuter les travaux nécessaires à la commune. Voici un extrait typique d'une circulaire adressée par lui à ses administrés:

« ... Je m'adresse aux hommes et je leur dis:

« Vous êtes obligés de faire chacun trois journées de travail sur les chemins vicinaux. Eh bien! je demande que chacun de vous fasse, en outre, VOLONTAIREMENT, chaque année une demi-journée de travail pour la commune.

« Ainsi il faut arranger le chemin du cimetière. Que celui qui en aura le temps et la bonne volonté aille y travailler une demi-journée et, au retour, il dira au secrétaire de la mairie de lui marquer faite cette journée.

« Autre exemple: Il faut aller chercher du plâtre à Nalzen pour faire une réparation à l'école des filles; il faut aller chercher à Foix des poêles pour les écoles. Ceux qui feront ces transports auront accompli la tâche gratuite de l'année.

« Il faut réparer un chemin rural. Ceux qui y seront intéressés y feront la demi-journée gratuite et le chemin sera réparé sans frais.

« Il faut chercher une source pour avoir de l'eau en abondance. Même système de travail volontaire.

« Rien par la force, tout librement.

« Voyons! une demi-journée chacun... et vous serez étonnés des résultats obtenus. »

Certes, voilà un maire, *un gouvernant*, qui comprend son rôle, qui consiste à gouverner le moins possible. Un travail est il nécessaire? bien qu'ayant à sa disposition gendarmerie, garde champêtre, et toute la force publique pour le faire exécuter, il laisse de côté tout cet attirail et s'adresse à la bonne volonté *de tous*. Si tous s'y mettent, quelques heures suffiront.

Je suis, pour ma part, convaincu que les habitants de la commune, ainsi sollicités, doivent mettre plus d'empressement à exécuter ces travaux qu'à aller payer leurs contributions. A. GIRARD.

Belgique.

L'INCIDENT ANSEELE-DE WITTE. — La presse politicienne picore de plus en plus dans l'affaire du *Vooruit* pour trouver les éléments nécessaires à la réussite de ses tirages quotidiens.

Des abus graves, des actes de tyrannie, des retenues sur les salaires, toutes les irrégularités commerciales d'une maison digne de la sacro-sainte concurrence, tout en un mot a été découvert à la Coopérative gantoise; de là, grand concert d'injures et de fanfaronnades dans les officines journalistiques.

Avec leur lâcheté habituelle, les cléricaux tonnent contre Anseele devant lequel ils tremblaient jadis;

d'autre part, les socialistes ont trouvé le joint naturel : il y a complot entre anarchistes et bourgeois pour couler le *Vooruit* et ses administrateurs (!?) ; seuls, les libertaires, les terribles « destructeurs » du P. O., *tirent* de l'incident Anseele-De Witte les conclusions dignes d'une philosophie dédaignant le limon des basses personnalités pour s'adonner à la recherche impartiale des *causes* du mal, des *racines* de l'imbroglio coopérativiste. Certes, il ne leur serait pas difficile de « *juger* » entre M. Anseele et M. De Witte, le dénonciateur des abus; car les défauts et les qualités de ces hommes s'équivalent parfaitement; on peut les mettre sur les plateaux opposés d'une même balance sans provoquer de rupture d'équilibre. Anseele est un beau tempérament de lutteur et en sait long sur l'ingratitude des foules; mais aussi, quel autoritaire! quel tyran! quel roublard lorsqu'il est au pied du mur! O. de Witte, d'autre part, est, autant qu'Anseele, un aboyeur aux anarchistes; mais comme il connaît à fond les actes tyranniques du tribun de Gand!

Foin donc d'une querelle personnelle! La véritable portée de cet incident, grossi à dessein par les feuilles cafardes, c'est qu'il est bien difficile de concilier les inconciliables, d'amalgamer le socialisme et la coopération.

Bâtie de toutes pièces sur le principe capitaliste, la société actuelle permet difficilement, par sa constitution même, que l'on greffe sur l'organisme capitaliste une société à tendances socialistes; le *Vooruit*, en tant qu'institution, cherchait la fameuse synthèse de deux organismes inconciliables : le capitalisme et le socialisme; les abus constatés sont donc avant tout imputables à une *erreur de tactique* et les anarchistes peuvent, avec plus d'énergie que jamais, « crier » qu'il est impossible de *réformer* quoi que ce soit, que la révolution est donc une nécessité historique qu'accepteront fatalement les masses, éclairées sur la profondeur du malaise social.

FLAUSTIER.

Italie.

Le *Secolo* du 5 septembre fait savoir que le camarade Paolo Lega vient de mourir à la prison de Lassari.

Paolo Lega est ce compagnon qui avait tiré, le 16 juin 1894, un coup de pistolet sur Crispi, alors président du conseil des ministres. Crispi, on s'en souvient, ne fut pas atteint, ce qui lui valut les congratulations empressées de son « grand adversaire » l'ultra-rouge Cavallotti. Les journaux libéraux bourgeois, et parmi eux le *Secolo*, présentèrent, à l'époque, Lega comme un agent du gouvernement dont l'attentat aurait eu pour but de justifier la réaction et d'amener un temps d'arrêt dans la lutte contre Crispi. C'était une calomnie. Paolo Lega était un anarchiste convaincu; exaspéré par les incessantes persécutions de la police, il avait résolu de se venger par un acte retentissant et de frapper en même temps le représentant le plus en vue de la corruption bourgeoise. Il fut condamné à 20 ans de réclusion.

C. F.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Libertaires du XIII*e. — Conférence par le camarade Georges Butaud. Il démontrera comme quoi la veulerie populaire actuelle est le résultat du mensonge politique. — 59, rue de la Glacière.

***

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII*e. — Samedi 10 octobre, à 9 heures précises, au local convenu.

***

Les *Libertaires des X*e *et XI*e *arrondissements* sont priés de se réunir provisoirement Salle du Commerce, 94, faubourg du Temple.

Jeudi 8 octobre. — Sujet traité : *L'assimilation au milieu; les lois ataviques.*

Dimanche 11 octobre. — Sujet : *Qu'entend-on par victime de la société?*

Produit de la soirée familiale et des quêtes pour la femme de Guignard remis à un camarade du XII*e*, 4 fr. 45; 2 fr. 10 à camarade sans travail; 3 fr. pour le *Libertaire*, les *Temps Nouveaux* et la *Sociale*; 2 fr. pour détenus politiques.

*Egaux du XVII*e *arrondissement.* — Mercredi 14 octobre, 40, rue Laugier, salle du fond, à 8 h. 1/2 du soir. — Sujet traité : *Le mariage et la prostitution.*

Les camarades qui ont des livres sont priés d'en apporter la liste.

***

AVIGNON. — Les camarades désireux de s'entendre sur la question du groupement se rassemblent au bar du Palais, place de l'Horloge.

***

SAINT-ETIENNE. — Tous les camarades sont convoqués le samedi 10 octobre, à 8 heures du soir, au *Bon Coin Stéphanois*, pour s'entendre sur la location d'une salle pour les conférenciers qui doivent se rendre à Saint-Etienne.

Dimanche 11 octobre. — Sortie champêtre, lieu désigné Saint-Genest-Lerpt; on décidera l'heure du départ le samedi.

***

REIMS. — Nous avons un camarade chargé d'une assez nombreuse famille qui est dangereusement malade. Prière aux camarades de remettre leur petite obole au vendeur Vatel (Emile).

***

ROUBAIX. — Les camarades de Roubaix viennent d'avoir la douleur de perdre Louis Legrand, l'un des plus vaillants camarades de Roubaix. Orphelin de bonne heure, il ne connut jamais que les privations. Appelé à faire son service militaire, il lui arriva, sur la fin de son temps, d'envoyer promener un brigadier qui était venu l'embêter un matin au réveil. D'où 60 jours de prison et 7 jours de cellule durant lesquels il contracta une bronchite, dont il ne se rétablit jamais. A sa libération, sans famille, sans le sou, il erra par-ci par-là, couchant la plupart du temps à la belle étoile; si bien qu'il fut réduit, après avoir eu plusieurs hémorragies, d'entrer à l'hôpital. A sa mort, il laissa une somme de 27 francs qu'il nous pria de remettre aux *Temps Nouveaux*. Le jour de son enterrement, le camarade Mauduit fut arrêté pour avoir terminé son discours par « Vive la Révolution sociale! Vive l'Anarchie! » Nous avons donc prélevé 5 francs sur les 27 francs pour les enfants de Mauduit.

En outre les camarades de Roubaix versent 10 francs pour les enfants de Mauduit et 3 francs pour ce dernier, espérant que cette petite somme pourra alléger leurs souffrances.

***

BRUXELLES. — Groupe d'études sociales : réunion lundi 12 octobre 1896, à 8 heures précises, au local, place du vieux Palais de Justice, à la vue du vieux Palais de Justice.

Ordre du jour : L'individualisme pur et le communisme anarchiste.

La réunion sera contradictoire.

***

Le camarade Romans-Ville, de Sainte-Eulalie, informe les camarades que, dégoûté de chercher en vain un travail que les tracasseries idiotes de la police lui font partout refuser, a résolu de partir sur le trimard et de vendre dans les campagnes des brochures et des ouvrages anarchistes. Sa propagande échappera beaucoup plus aux persécutions de l'autorité et elle s'adressera plus spécialement aux paysans qui ne connaissent de l'anarchie que les caricatures qu'en font les journaux gouvernementaux.

Prière donc aux camarades qui pourraient disposer de brochures ou d'autres ouvrages, ou de moyens quelconques pour lui venir en aide, de les adresser au camarade Romans-Ville, à Sainte-Eulalie-en-Royans (Drôme).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Chair, vers de P. Verlaine, frontispice de Rops; 1 vol., 2 fr., *Bibliothèque artistique et littéraire* de la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Dieu, par V. Mauroy; 3 fr. 50, chez Savine.

Propos d'un entrepreneur de démolitions, par L. Bloy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Le Spiritisme et l'Anarchie devant la science, par Bouvery; 1 vol., 3 fr., chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Musée social, circulaire n° 3, relative au *Congrès de Londres*, 5, rue Las Cases.

Rapport pédagogique de Mlle Pauline Dupont (lu au Congrès féministe de Berlin); brochure chez Paul Dupont, 5, rue du Bouloi.

La Muse des déshérités, n° 2, placard contenant *Le Lion Populaire*, de Claudius Marcheval; *Apothéose du tsar Nicolas II* et *La Raison des Libertaires*, par J.-F. Gonon.

Stinta sociala, par Panaïte Zosin; 1 brochure, tip. Goldner, Jassy.

Aos Jovens (traduction portugaise de *Aux jeunes gens*), *Biblioteca Libertaria*, rua da Pena Ventosa, 5, Porto.

Worte in eines Rebellen (traduction allemande de *Paroles d'un Révolté*), 5e fascicule, chez Otto Mathias, 20, Little Pulteney Street, Soho, London, W.

A LIRE

La Magistrature, Maurice Talmeyr, *Figaro*, 30 septembre.

La Morale qui tue, Henry Fèvre, *Echo de Paris*, 1er octobre.

La Toilette de nos toutous, Paul Mégnin, *Illustration*, 26 septembre.

Les Réflexions d'un ouvrier bonnetier, Turnus, *Justice*, 8 octobre.

AVIS

Nous avons en vente :

La nouvelle brochure de Tcherkesoff, *Pages d'histoire socialiste*, 0 fr. 25, franco 0 fr. 30, ou 15 fr. le cent.

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres, 0 fr. 10, franco 0 fr. 15.

***

Notre quatrième dessin d'album : *Le Démolisseur*, lithographie de Signac, vient également de paraître; 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

Le premier, *L'Incendiaire*, de Luce, tirant à sa fin, n'est plus donné qu'aux acheteurs de la collection.

PETITE CORRESPONDANCE

W. S., à Berlin. — Reçu timbres. Et les poésies de Herweg?

M., à Marseille; G., à Londres; E., à Cette; K., à Genève. — Avons expédié cette semaine le quatrième dessin.

G. D., à Tunis. — Les trois dessins sont expédiés.

B., à Rouen. — Impossible de trouver un vendeur à Rouen. — Dans la région, n'en avons un qu'à Sotteville, 31, rue Victor-Hugo.

B., rue des Moines. — Avons expédié le numéro contenant le *Baiser de la Chimère.*

P., à Marseille. — Avons envoyé l'exemplaire en Algérie. — Donnez-nous l'adresse du Syndicat. C'est à voir.

E. H., à Angers. — Lu le dialogue. Prendre part au vote, même pour rire; on compte parmi les votants. L'abstention n'a de valeur que lorsqu'elle est consciente, voulue et absolue.

C., à Grenoble. — Oui, voyez Perrin.

C., à Avignon. — Pas reçu les 6 francs en question; je n'ai reçu que les 2 fr. 50 publiés dans le n° 19 et qui nous ont été remis par la *Sociale.*

H., à Nancy. — Claude a eu cinq *Anarchie et son idéal.* Les a-t-il vendues?

Cri des opprimés. — Envoyez-nous deux exemplaires du premier numéro.

N., à Verviers. — N'avez pas vu M. Warimont?

G., à Lyon. — Il reste 1 fr. 25 à votre avoir.

Reçu pour le journal : Gj, 10 fr. — H. S., 0 fr. 25. — Du camarade Legrand, 22 fr. — P. G., 2 fr. — F. W., Paris, 2 fr. — Des *Libertaires* des Xe et XIe, 1 fr. — B., au Mans, 6 fr. 05. — Un membre de la Bourse du travail de Perpignan, 2 fr. — Merci à tous.

G., à Marseille. — G., à Jaillen. — M., à Anvers. — J., à Millau. — V., à Nîmes. — S. P., à Bordeaux. — J., à Montpellier. — B., à Brest. — D., à Londres. — G. D., à Tunis. — B., à Brest. — Jeanquimarche. — V., à Reims. — H., à Nancy. — B., à Nîmes. — T., au Fromental. — R., à Roanne. — V., à Nîmes. — M., à Lyon. — T. A., à Beaucaire. — R., à Deville. — V., à Alais. — C., à Apt. — M., à Mirepoix. — M., à Caudebec. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 25 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 OCTOBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nombre d'entre eux n'ont pas encore répondu à la demande de règlement qui leur a été adressée. Nous leur rappelons que nous avons besoin de rentrer dans nos fonds.

LENDEMAIN DE FÊTE

Pendant la récente apothéose qui scelle d'infamie notre république mourante, la parole fut moins que jamais à ceux que n'éblouissent pas les mises en scène, ayant résolu de juger les choses par ce qu'elles signifient réellement et ce qu'elles comportent de bien ou de mal. La raison n'a que faire aux heures où sévit l'étrange folie du nombre, où les sens sont violés par l'éclat des couleurs et des fanfares. Elle n'a chance de retenir l'individu qu'aux instants de calme où chacun, rendu à soi-même, se lave un peu des influences extérieures. Et cette heure, il faut l'attendre, quand on ne veut pas violenter les attentions en sens contraire.

Certains, à de tels moments, frémissants d'impuissance, exaspérés d'inaction, insultent la foule, vouant aux éternelles déchéances la moutonnière bêtise des hommes en troupeau. Non. Les crimes des collectivités s'expliquent par l'analyse des individualités composantes plus que par la vertu magique des entraînements, et les aberrations de l'âme collective cesseront quand l'âme individuelle se sera modifiée.

Et puis, dans cette multitude vautrée aux pieds de l'autocrate, que d'innocents! De temps à autre les hommes ont besoin d'oublier les duretés de l'existence et de voir aux yeux de leurs frères d'autres lueurs que celles des quotidiennes luttes pour le pain. Alors ils vont aux fêtes chercher cet oubli et cette sympathie mutuelle, insoucieux de l'étiquette collée sur leur joie. Mais qu'ils la remarquent ou non, cette étiquette y est. Dominateurs politiques ou religieux ne permettent, ne soldent de réjouissances qu'en l'honneur des principes sur quoi ils fondent leur richesse et leur pouvoir. Puis, très habiles, ils découvrent en l'enthousiasme populaire une nouvelle consécration de ces principes. Et naturellement ceux-là exploités ainsi et dupés jusque dans leurs plaisirs sont les plus malheureux, ceux à qui manquent tout moyen et toute occasion de s'éjouir pour leur propre compte, c'est-à-dire les plus nombreux.

Combien aussi n'apportèrent à ces fêtes du déshonneur français que le concours du commerçant appâté par l'espoir d'une recette exceptionnelle? Sous le régime de l'or, tout est matière à trafic, surtout les choses réputées saintes. Telle est, pour une large part, la source des « élans spontanés », des « manifestations imposantes ».

Restent ceux-là, en petit nombre, qui furent conscients de leur initiative en ce monstrueux agenouillement d'un peuple devant un empereur lointain, et se figurèrent, en cimentant de leur attitude adoratrice la fameuse alliance, rendre au pays le plus éminent service. Ceux-là seuls nous intéressent — ou plutôt les mobiles de leur acte — car ils furent à demi responsables et ce fut à eux que la foule versatile emboîta le pas.

Or des brutes qui poursuivent le rêve sanglant de la revanche, ou des calmes alliancistes qui croient sincèrement œuvrer pour la paix, on ne sait les plus aveugles et les plus fous?

Par sa nature même, un équilibre entre deux groupes de puissances signifie aussi bien levain de discorde que gage de paix. L'établir, c'est appeler les conflits autant que les conjurer. Car, également chargés, les deux plateaux de la balance s'immobilisent, c'est vrai, mais seulement jusqu'au grain de poussière imprévu. Prise d'un certain point de vue, l'histoire européenne depuis de longs siècles n'est pas autre chose qu'une constante recherche d'équilibres. Cela empêcha-t-il l'Europe d'être périodiquement ensanglantée?

L'occurrence d'une nation isolée suscitant les convoitises n'est pas d'ailleurs l'unique source des conflits. Cette forme brutale de la guerre en vue de la seule conquête semble même, entre Européens, de moins en moins compatible avec le degré actuel de civilisation. Plus que jamais les causes des guerres prochaines, s'il en est, seront intranationales. Provoquer l'orage au dehors pour le conjurer au dedans, fut d'une pratique constante chez les maîtres des nations. Ils ne semblent pas près d'y renoncer. Et nous ne voyons pas comment l'influence d'un autocrate dans les affaires d'Europe pourrait ruiner une tactique d'origine monarchiste.

L'alliance franco-russe ne fera pas, j'imagine, que les gouvernants un peu partout cessent de se cramponner au pouvoir. Or pour prouver la nécessité des gouvernements forts, il faut prouver celle des nations distinctes. Et dans ce but on les rue l'une contre l'autre de temps en temps.

Et que vaut enfin cette paix armée plus meurtrière encore que la guerre, plus préjudiciable aux labeurs féconds, aux arts ennoblissants?

Donc, en échange d'avantages imaginaires, improbables, il vient d'être commis des crimes, des lâchetés, précis ceux-là, immédiats.

Les adorateurs du prêtre-roi ont insulté le plus misérable des peuples en flagornant de leurs bassesses l'homme responsable de cette misère et responsable sans équivoque, puisqu'il est le maître unique, absolu.

De par notre nature plus accessible peut-être aux compassions, un pacte, pacte tacite existait entre nous autres Français et les victimes trop sanglantes des tyrannies d'ailleurs. Ce pacte, les hystériques de l'alliance russe l'ont piétiné! Et ce reniement de tout un glorieux passé a lieu parmi des circonstances qui le rendent spécialement ignoble. Tandis que la France festoie en l'honneur du tsar, par la volonté de ce même homme, l'Arménie achève de râler, faute non pas même d'un peu de sang français, mais d'énergie et de droiture, simplement. Une aumône du moins eût adouci les souffrances des fugitifs sans compromettre l'opportunisme. Personne n'y songe et aux quatre coins de Paris les millions s'envolent en claquements de drapeaux, en feux d'artifice. En pleines orgies russes, trois cents Arméniens, déguenillés, ont fait route pour l'exil à travers la France. Il est vrai, remarquait un bas valet de presse, que ces malheureux parurent réconfortés à la simple vue de nos fêtes.

Voilà ce que j'appelais tout à l'heure des crimes et des lâchetés. Ce ne sont pas les seuls où nous contraint le hideux accouplement d'une démocratie — si peu le soit-elle — avec l'autocratie russe. Afin de bien saisir le dommage moral d'un tel contact et la déchéance qu'il implique, il faut se représenter exactement la barbarie policière de l'empire des tsars. Si le knout et le fouet furent abolis, les verges subsistent et cette peine entraîne d'ordinaire la mort du supplicié. Récemment un livre tout de documentation, écrit sans haine et sans colère, révélait au public français les traitements réservés par le pouvoir à la pensée libre. A chaque instant, là-bas, des hommes honnêtes, intelligents, paisibles sont arrêtés, jetés en prison, puis déportés en Sibérie sans jugement et sans connaître même le délit qu'on leur reproche.

Tout dernièrement, très à point, forçant par hasard la consigne imposée au servilisme de la presse, ce fait nous parvint : Un grand journal russe venait d'être supprimé pour *avoir suggéré qu'un général de l'armée russe pouvait, comme quiconque, tomber en proie aux infortunes conjugales!* — cet officier n'étant d'ailleurs qu'un simple héros de roman.

Telle est la hauteur de vues, le génie politique, le libéralisme de notre très noble, très chevaleresque et très doux allié.

Et des hommes, qu'on continue d'appeler socialistes, ont plié le genou devant lui! A peine quelques timides et vagues protestations.

Seuls les anarchistes ont osé, en motivant les leurs, troubler le concert des platitudes. Ils les renouvellent une fois de plus et envoient leur salut fraternel aux victimes de Nicolas II.

CHARLES-ALBERT.

Le dernier numéro était paru quand j'ai reçu la *Dépêche* du 1er octobre, contenant ma réponse à M. Lavigne.

L'attitude de la *Dépêche* a donc été correcte et ce que je disais d'elle dans le précédent numéro n'avait pas de raison d'être.

J. G.

d'autre part, les *socialistes* ont trouvé le joint naturel : il y a *complot* entre anarchistes et bourgeois pour couler le *Vooruit* et ses administrateurs (!?); seuls, les libertaires, les terribles « destructeurs » du P. O., tirent de l'incident Anseele-De Witte les conclusions dignes d'une philosophie dédaignant le limon des *basses personnalités* pour s'adonner à la *recherche* impartiale des *causes* du mal, des *racines* de l'imbroglio coopérativiste. Certes, il ne leur serait pas difficile de « *juger* » entre M. Anseele et M. De Witte, le dénonciateur des abus; car les défauts et les qualités de ces hommes s'équivalent parfaitement; on peut les mettre sur les plateaux opposés d'une même balance sans provoquer de rupture d'équilibre. Anseele est un beau tempérament de lutteur et en sait long sur l'ingratitude des foules; mais aussi, quel autoritaire! quel tyran! quel roublard lorsqu'il *est au pied* du mur! O. de Witte, d'autre part, est, autant qu'Anseele, un aboyeur aux anarchistes; mais comme il connaît à fond les actes tyranniques du *tribun* de Gand!

Foin donc d'une querelle personnelle! La véritable portée de cet incident, grossi à dessein par les feuilles *cafardes*, c'est qu'il est bien difficile de concilier les inconciliables, d'amalgamer le socialisme et la coopération.

Bâtie de toutes pièces sur le principe capitaliste, la société actuelle permet difficilement, par sa constitution même, que l'on greffe sur l'organisme capitaliste une société à tendances socialistes; le *Vooruit*, en tant qu'institution, cherchait la fameuse synthèse de deux organismes inconciliables : le capitalisme et le socialisme; les abus constatés sont donc avant tout imputables à une *erreur de tactique* et les anarchistes peuvent, avec plus d'énergie que jamais, « crier » qu'il est impossible de *réformer* quoi que ce soit, que la révolution est donc une nécessité historique qu'accepteront fatalement les masses, éclairées sur la profondeur du malaise social.

FLAUSTIER.

Italie.

Le *Secolo* du 5 septembre fait savoir que le camarade Paolo Lega vient de mourir à la prison de Lassari.

Paolo Lega est ce compagnon qui avait tiré, le 16 juin 1894, un coup de pistolet sur Crispi, alors président du conseil des ministres. Crispi, on s'en souvient, ne fut pas atteint, ce qui lui valut les congratulations empressées de son « grand adversaire » l'ultra-rouge Cavallotti. Les journaux libéraux bourgeois, et parmi eux le *Secolo*, présentèrent, à l'époque, Lega comme un agent du gouvernement dont l'attentat aurait eu pour but de justifier la réaction et d'amener un temps d'arrêt dans la lutte contre Crispi. C'était une calomnie. Paolo Lega était un anarchiste convaincu; exaspéré par les incessantes persécutions de la police, il avait résolu de se venger par un acte retentissant et de frapper en même temps le représentant le plus en vue de la corruption bourgeoise. Il fut condamné à 20 ans de réclusion.

C. F.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Libertaires du XIII*e. — Conférence par le camarade Georges Butaud. Il démontrera comme quoi la veulerie populaire actuelle est le résultat du mensonge politique. — 59, rue de la Glacière.

∴

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII*e. — Samedi 10 octobre, à 9 heures précises, au local convenu.

∴

Les *Libertaires des X*e *et XI*e *arrondissements* sont priés de se réunir provisoirement Salle du Commerce, 94, faubourg du Temple.

Jeudi 8 octobre. — Sujet traité : *L'assimilation au milieu; les lois ataviques.*

Dimanche 11 octobre. — Sujet : *Qu'entend-on par victime de la société?*

Produit de la soirée familiale et des quêtes pour la femme de Guignard remis à un camarade du XIIe, 4 fr. 45; 2 fr. 10 à camarade sans travail; 3 fr. pour le *Libertaire*, les *Temps Nouveaux* et la *Sociale;* 2 fr. pour détenus politiques.

*Egaux du XVII*e *arrondissement*. — Mercredi 14 octobre, 40, rue Laugier, salle du fond, à 8 h. 1/2 du soir. — Sujet traité : *Le mariage et la prostitution.*

Les camarades qui ont des livres sont priés d'en apporter la liste.

∴

AVIGNON. — Les camarades désireux de s'entendre sur la question du groupement se rassemblent au bar du Palais, place de l'Horloge.



SAINT-ETIENNE. — Tous les camarades sont convoqués le samedi 10 octobre, à 8 heures du soir, au *Bon Coin Stéphanois*, pour s'entendre sur la location d'une salle pour les conférenciers qui doivent se rendre à Saint-Etienne.

Dimanche 11 octobre. — Sortie champêtre, lieu désigné Saint-Genest-Lerpt; on décidera l'heure du départ le samedi.

∴

REIMS. — Nous avons un camarade chargé d'une assez nombreuse famille qui est dangereusement malade. Prière aux camarades de remettre leur petite obole au vendeur Vatel (Emile).



ROUBAIX. — Les camarades de Roubaix viennent d'avoir la douleur de perdre Louis Legrand, l'un des plus vaillants camarades de Roubaix. Orphelin de bonne heure, il ne connut jamais que les privations. Appelé à faire son service militaire, il lui arriva, sur la fin de son temps, d'envoyer promener un brigadier qui était venu l'embêter un matin au réveil. D'où 60 jours de prison et 7 jours de cellule durant lesquels il contracta une bronchite, dont il ne se rétablit jamais. A sa libération, sans famille, sans le sou, il erra par-ci par-là, couchant la plupart du temps à la belle étoile; si bien qu'il fut réduit, après avoir eu plusieurs hémorragies, d'entrer à l'hôpital. A sa mort, il laissa une somme de 27 francs qu'il nous pria de remettre aux *Temps Nouveaux*. Le jour de son enterrement, le camarade Mauduit fut arrêté pour avoir terminé son discours par « Vive la Révolution sociale! Vive l'Anarchie! » Nous avons donc prélevé 5 francs sur les 27 francs pour les enfants de Mauduit.

En outre les camarades de Roubaix versent 10 francs pour les enfants de Mauduit et 3 francs pour ce dernier, espérant que cette petite somme pourra alléger leurs souffrances.

∴

BRUXELLES. — Groupe d'études sociales : réunion lundi 12 octobre 1896, à 8 heures précises, au local, place du vieux Palais de Justice, à la vue du vieux Palais de Justice.

Ordre du jour : L'individualisme pur et le communisme anarchiste.

La réunion sera contradictoire.

∴

Le camarade Romans-Ville, de Sainte-Eulalie, informe les camarades que, dégoûté de chercher en vain un travail que les tracasseries idiotes de la police lui font partout refuser, a résolu de partir sur le trimard et de vendre dans les campagnes des brochures et des ouvrages anarchistes. Sa propagande échappera beaucoup plus aux persécutions de l'autorité et elle s'adressera plus spécialement aux paysans qui ne connaissent de l'anarchie que les caricatures qu'en font les journaux gouvernementaux.

Prière donc aux camarades qui pourraient disposer de brochures ou d'autres ouvrages, ou de moyens quelconques pour lui venir en aide, de les adresser au camarade Romans-Ville, à Sainte-Eulalie-en-Royans (Drôme).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Chair, vers de P. Verlaine, frontispice de Rops; 1 vol., 2 fr., *Bibliothèque artistique et littéraire* de la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Dieu, par V. Mauroy; 3 fr. 50, chez Savine.

Propos d'un entrepreneur de démolitions, par L. Bloy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Le Spiritisme et l'Anarchie devant la science, par Bouvery; 1 vol., 3 fr., chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Musée social, circulaire n° 3, relative au *Congrès de Londres*, 5, rue Las Cases.

Rapport pédagogique de Mlle Pauline Dupont (lu au Congrès féministe de Berlin); brochure chez Paul Dupont, 5, rue du Bouloi.

La Muse des déshérités, n° 2, placard contenant *Le Lion Populaire*, de Claudius Marcheval; *Apothéose du tsar Nicolas II* et *La Raison des Libertaires*, par J.-F. Gonon.

Stinta sociala, par Panaïte Zosin; 1 brochure, tip. Goldner, Jassy.

Aos Jovens (traduction portugaise de *Aux jeunes gens*), *Biblioteca Libertaria*, rua da Pena Ventosa, 5, Porto.

Worte in eines Rebellen (traduction allemande de *Paroles d'un Révolté*), 5e fascicule, chez Otto Matthias, 20, Little Pulteney Street, Soho, London, W.

A LIRE

La Magistrature, Maurice Talmeyr, *Figaro*, 30 septembre.

La Morale qui tue, Henry Fèvre, *Echo de Paris*, 1er octobre.

La Toilette de nos toutous, Paul Mégnin, *Illustration*, 26 septembre.

Les Réflexions d'un ouvrier bonnetier, Turnus, *Justice*, 8 octobre.

AVIS

Nous avons en vente :

La nouvelle brochure de Tcherkesoff, *Pages d'histoire socialiste*, 0 fr. 25, franco 0 fr. 30, ou 15 fr. le cent.

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres, 0 fr. 10, franco 0 fr. 15.

∴

Notre quatrième dessin d'album : *Le Démolisseur*, lithographie de Signac, vient également de paraître; 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

Le premier, *L'Incendiaire*, de Luce, tirant à sa fin, n'est plus donné qu'aux acheteurs de la collection.

PETITE CORRESPONDANCE

W. S., à Berlin. — Reçu timbres. Et les poésies de Herweg?

M., à Marseille; G., à Londres; E., à Cette; K., à Genève. — Avons expédié cette semaine le quatrième dessin.

G. D., à Tunis. — Les trois dessins sont expédiés.

B., à Rouen. — Impossible de trouver un vendeur à Rouen. — Dans la région, n'en avons un qu'à Sotteville, 31, rue Victor-Hugo.

B., rue des Moines. — Avons expédié le numéro contenant le *Baiser de la Chimère.*

P., à Marseille. — Avons envoyé l'exemplaire en Algérie. — Donnez-nous l'adresse du Syndicat. C'est à voir.

E. H., à Angers. — Lu le dialogue. Prendre part au vote, même pour rire; on compte parmi les votants. L'abstention n'a de valeur que lorsqu'elle est consciente, voulue et absolue.

C., à Grenoble. — Oui, voyez Perrin.

C., à Avignon. — Pas reçu les 6 francs en question; je n'ai reçu que les 2 fr. 50 publiés dans le n° 19 et qui nous ont été remis par la *Sociale.*

H., à Nancy. — Claude a eu cinq *Anarchie et son idéal.* Les a-t-il vendues?

Cri des opprimés. — Envoyez-nous deux exemplaires du premier numéro.

N., à Verviers. — N'avez pas vu M. Warimont?

G., à Lyon. — Il reste 1 fr. 25 à votre avoir.

Reçu pour le journal : Gj., 10 fr. — H. S., 0 fr. 25. — Du camarade Legrand, 22 fr. — P. G., 2 fr. — F. W., Paris, 2 fr. — Des *Libertaires* des Xe et XIe, 1 fr. — B., au Mans, 6 fr. 05. — Un membre de la Bourse du travail de Perpignan, 2 fr. — Merci à tous.

G., à Marseille. — G., à Jaillen. — M., à Anvers. — J., à Millau. — V., à Nîmes. — S. P., à Bordeaux. — J., à Montpellier. — B., à Brest. — D., à Londres. — G. D., à Tunis. — B., à Brest. — Jeanquimarche. — V., à Reims. — H., à Nancy. — B., à Nîmes. — T., au Fromental. — R., à Roanne. — V., à Nîmes. — M., à Lyon. — T. A., à Beaucaire. — R., à Deville. — V., à Alais. — C., à Apt. — M., à Mirepoix. — M., à Caudebec. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 25 DIX CENTIMES DU 17 AU 23 OCTOBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nombre d'entre eux n'ont pas encore répondu à la demande de règlement qui leur a été adressée. Nous leur rappelons que nous avons besoin de rentrer dans nos fonds.

LENDEMAIN DE FÊTE

Pendant la récente apothéose qui scelle d'infamie notre république mourante, la parole fut moins que jamais à ceux que n'éblouissent pas les mises en scène, ayant résolu de juger les choses par ce qu'elles signifient réellement et ce qu'elles comportent de bien ou de mal. La raison n'a que faire aux heures où sévit l'étrange folie du nombre, où les sens sont violés par l'éclat des couleurs et des fanfares. Elle n'a chance de retenir l'individu qu'aux instants de calme où chacun, rendu à soi-même, se lave un peu des influences extérieures. Et cette heure, il faut l'attendre, quand on ne veut pas violenter les attentions en sens contraire.

Certains, à de tels moments, frémissants d'impuissance, exaspérés d'inaction, insultent la foule, vouant aux éternelles déchéances la moutonnière bêtise des hommes en troupeau. Non. Les crimes des collectivités s'expliquent par l'analyse des individualités composantes plus que par la vertu magique des entraînements, et les aberrations de l'âme collective cesseront quand l'âme individuelle se sera modifiée.

Et puis, dans cette multitude vautrée aux pieds de l'autocrate, que d'innocents! De temps à autre les hommes ont besoin d'oublier les duretés de l'existence et de voir aux yeux de leurs frères d'autres lueurs que celles des quotidiennes luttes pour le pain. Alors ils vont aux fêtes chercher cet oubli et cette sympathie mutuelle, insoucieux de l'étiquette collée sur leur joie. Mais qu'ils la remarquent ou non, cette étiquette y est. Dominateurs politiques ou religieux ne permettent, ne soldent de réjouissances qu'en l'honneur des principes sur quoi ils fondent leur richesse et leur pouvoir. Puis, très habiles, ils découvrent en l'enthousiasme populaire une nouvelle consécration de ces principes. Et naturellement ceux-là exploités ainsi et dupés jusque dans leurs plaisirs sont les plus malheureux, ceux à qui manquent tout moyen et toute occasion de s'éjouir pour leur propre compte, c'est-à-dire les plus nombreux.

Combien aussi n'apportèrent à ces fêtes du déshonneur français que le concours du commerçant appâté par l'espoir d'une recette exceptionnelle? Sous le régime de l'or, tout est matière à trafic, surtout les choses réputées saintes. Telle est, pour une large part, la source des « élans spontanés », des « manifestations imposantes ».

Restent ceux-là, en petit nombre, qui furent conscients de leur initiative en ce monstrueux agenouillement d'un peuple devant un empereur lointain, et se figurèrent, en cimentant de leur attitude adoratrice la fameuse alliance, rendre au pays le plus éminent service. Ceux-là seuls nous intéressent — ou plutôt les mobiles de leur acte — car ils furent à demi responsables et ce fut à eux que la foule versatile emboîta le pas.

Or des brutes qui poursuivent le rêve sanglant de la revanche, ou des calmes alliancistes qui croient sincèrement œuvrer pour la paix, on ne sait les plus aveugles et les plus fous?

Par sa nature même, un équilibre entre deux groupes de puissances signifie aussi bien levain de discorde que gage de paix. L'établir, c'est appeler les conflits autant que les conjurer. Car, également chargés, les deux plateaux de la balance s'immobilisent, c'est vrai, mais seulement jusqu'au grain de poussière imprévu. Prise d'un certain point de vue, l'histoire européenne depuis de longs siècles n'est pas autre chose qu'une constante recherche d'équilibres. Cela empêcha-t-il l'Europe d'être périodiquement ensanglantée?

L'occurrence d'une nation isolée suscitant les convoitises n'est pas d'ailleurs l'unique source des conflits. Cette forme brutale de la guerre en vue de la seule conquête semble même, entre Européens, de moins en moins compatible avec le degré actuel de civilisation. Plus que jamais les causes des guerres prochaines, s'il en est, seront intranationales. Provoquer l'orage au dehors pour le conjurer au dedans, fut d'une pratique constante chez les maîtres des nations. Ils ne semblent pas près d'y renoncer. Et nous ne voyons pas comment l'influence d'un autocrate dans les affaires d'Europe pourrait ruiner une tactique d'origine monarchiste.

L'alliance franco-russe ne fera pas, j'imagine, que les gouvernants un peu partout cessent de se cramponner au pouvoir. Or pour prouver la nécessité des gouvernements forts, il faut prouver celle des nations distinctes. Et dans ce but on les rue l'une contre l'autre de temps en temps.

Et que vaut enfin cette paix armée plus meurtrière encore que la guerre, plus préjudiciable aux labeurs féconds, aux arts ennoblissants?

Donc, en échange d'avantages imaginaires, improbables, il vient d'être commis des crimes, des lâchetés, précis ceux-là, immédiats.

Les adorateurs du prêtre-roi ont insulté le plus misérable des peuples en flagornant de leurs bassesses l'homme responsable de cette misère et responsable sans équivoque, puisqu'il est le maître unique, absolu.

De par notre nature plus accessible peut-être aux compassions, un pacte, pacte tacite existait entre nous autres Français et les victimes trop sanglantes des tyrannies d'ailleurs. Ce pacte, les hystériques de l'alliance russe l'ont piétiné! Et ce reniement de tout un glorieux passé a lieu parmi des circonstances qui le rendent spécialement ignoble. Tandis que la France festoie en l'honneur du tsar, par la volonté de ce même homme, l'Arménie achève de râler, faute non pas même d'un peu de sang français, mais d'énergie et de droiture, simplement. Une aumône du moins eût adouci les souffrances des fugitifs sans compromettre l'opportunisme. Personne n'y songe et aux quatre coins de Paris les millions s'envolent en claquements de drapeaux, en feux d'artifice. En pleines orgies russes, trois cents Arméniens, déguenillés, ont fait route pour l'exil à travers la France. Il est vrai, remarquait un bas valet de presse, que ces malheureux parurent réconfortés à la simple vue de nos fêtes.

Voilà ce que j'appelais tout à l'heure des crimes et des lâchetés. Ce ne sont pas les seuls où nous contraint le hideux accouplement d'une démocratie — si peu le soit-elle — avec l'autocratie russe. Afin de bien saisir le dommage moral d'un tel contact et la déchéance qu'il implique, il faut se représenter exactement la barbarie policière de l'empire des tsars. Si le knout et le fouet furent abolis, les verges subsistent et cette peine entraîne d'ordinaire la mort du supplicié. Récemment un livre tout de documentation, écrit sans haine et sans colère, révélait au public français les traitements réservés par le pouvoir à la pensée libre. A chaque instant, là-bas, des hommes honnêtes, intelligents, paisibles sont arrêtés, jetés en prison, puis déportés en Sibérie sans jugement et sans connaître même le délit qu'on leur reproche.

Tout dernièrement, très à point, forçant par hasard la consigne imposée au servilisme de la presse, ce fait nous parvint : Un grand journal russe venait d'être supprimé pour *avoir suggéré qu'un général de l'armée russe pouvait, comme quiconque, tomber en proie aux infortunes conjugales!* — cet officier n'étant d'ailleurs qu'un simple héros de roman.

Telle est la hauteur de vues, le génie politique, le libéralisme de notre très noble, très chevaleresque et très doux allié.

Et des hommes, qu'on continue d'appeler socialistes, ont plié le genou devant lui! A peine quelques timides et vagues protestations.

Seuls les anarchistes ont osé, en motivant les leurs, troubler le concert des platitudes. Ils les renouvellent une fois de plus et envoient leur salut fraternel aux victimes de Nicolas II.

CHARLES-ALBERT.

Le dernier numéro était paru quand j'ai reçu la *Dépêche* du 1er octobre, contenant ma réponse à M. Lavigne.

L'attitude de la *Dépêche* a donc été correcte et ce que je disais d'elle dans le précédent numéro n'avait pas de raison d'être.

J. G.

LE SUICIDE [1]

(Suite)

Mais ce n'est que par une abstraction voulue qu'on peut isoler les unes des autres les victimes de l'or et du pouvoir des possédants sur les non-possédants, des puissants sur les faibles.

Voici, pour ajouter aux premières, toutes celles des procès où l'on se dispute avec âpreté, par la voie tortueuse de la chicane, les lopins et les titres qu'on n'a pu s'arracher autrement: comme conséquence, souvent, pour l'une des parties, la ruine désespérante et affolante, condamnation à mort dissimulée.

Et combien grossiront ce martyrologe: la spéculation, avec son long cortège de faillites; le jeu, amusement naturel d'une société mercantile; les ambitions déçues, d'autant plus poignantes que sont plus surexcités les appétits, dans ce combat universel, proclamé légitime, qui arme l'homme contre l'homme!

Si nous embrassons d'un seul coup d'œil ce monceau de cadavres tombés dans la même grande bataille stupide des intérêts, nous le voyons s'élever à des hauteurs effrayantes. C'est par 1.274 sur 8.884 suicides (Statistique française de 1891) et par 2.759 sur 7.190 (Congrès de Londres) qu'il nous faut les compter.

Bon nombre de ces victimes ont été autrefois des bourreaux. Qu'importe? leur place est néanmoins bien marquée à côté des autres. Ils ont péri en jouant avec le Tien et le Mien, cette redoutable guillotine à double tranchant. Mais ce n'était pas eux qui l'avaient inventée, et elle doit survivre à l'accident causé par leur maladresse ou leur malchance. Quand éclate, dans un immense krach, le coup de revolver final qui fait jaillir la cervelle de quelque irréductible exploiteur, la tentation d'applaudir est forte; et l'on dirait volontiers de tels suicides ce qui a été dit du suicide en général (2) : « C'est un procédé de sélection, l'élimination des natures égoïstes, déséquilibrées. C'est, comme l'émigration, un modificateur de la criminalité. »

Mais c'est un modificateur qui modifie si peu! La fructueuse succession a été recueillie par tant de forbans disposés aux mêmes scélératesses! Aucune signification n'est incluse dans cette niaise auto-destruction d'un homme de proie aux abois, sinon celle-ci : Réussissez. Ou tout au moins, s'il y en a une, autrement instructive, la dénonciation de cette vaste boucherie à l'enseigne menteuse de *Civilisation*, il n'a pas voulu l'y mettre, et il faut se donner la peine de la dégager.

Mais il n'est pas temps de clore cette liste déjà bien chargée des attentats de la propriété et du pouvoir. Ces deux poisons subtils se sont infiltrés si profondément dans la vie contemporaine qu'ils en ont corrompu toutes les manifestations.

L'amour, ils l'ont formé, ou plutôt déformé, à leur image. Entre les deux amants ou les deux conjoints l'argent joue le rôle d'entremetteur obligé. Est-il présent, c'est, avec le soupçon ou la certitude de l'insincérité, la désunion à bref délai; est-il absent, c'est également la discorde par une voie non moins sûre, la misère.

De plus, entre l'homme despote de par la loi et les tolérances de l'opinion, et la femme, son esclave hypocrite ou résignée, pourrait-il exister quelque amour confiant? Ce n'est guère mieux, si c'est la femme qui s'arme contre l'homme d'une jalousie tyrannique, ou qui, par son humeur impérieuse, prend sa revanche de la séculaire oppression du mâle.

Autre barrière qui s'oppose au beau jaillissement de l'amour spontané : la volonté incompréhensive et têtue de parents âgés, rapaces et calculateurs.

Aussi peut-on s'attendre à ce que cette compression artificielle produise des éruptions tragiques.

Le législateur a imaginé le divorce pour sauver au moins quelques débris des anciens foyers. Digue impuissante, qui, en voulant enrayer le mal, l'aggrave encore par le scandale de la discussion judiciaire. Le nombre croissant des divorces et des séparations de corps ne fait que constater la profonde lassitude qu'inspire de plus en plus aux contemporains le mensonge matrimonial.

Mais cela, sans détriment pour le suicide, auquel les chagrins domestiques offrent un sol très propice (1.252 sur 7.190 : Congrès médical de Londres).

Si, à ce nombre, on ajoute ceux qui sont expressément rapportés à l'amour (254), c'est en tout 1.506 désespérés, qui ont préféré la mort glaciale à la vie sans affection, plus réfrigérante encore, que leur faisait la mortelle ambiance.

Je sais qu'il n'y a pas toujours harmonie parfaite entre les cœurs, et que de là peuvent naître, chez les natures aimantes, de profonds désespoirs. Mais la tyrannie absurde et criminelle des préjugés et des lois a certainement armé contre elles-mêmes un bien plus grand nombre de victimes.

En vain dirait-on, pour essayer une apologie du mariage légal, qu'il constitue une immunité relative (oh! très relative!) contre le suicide, d'après les statistiques, les gens mariés, surtout avec enfants, y étant moins exposés que les célibataires.

Quoi d'étrange à cela? C'est que la société crée à ceux-ci des conditions d'existence encore plus anormales qu'aux premiers. En dehors des impossibles et fétides continences, elle ne leur permet que les vénales promiscuités hérissées de risques physiques, rebutante corvée pour la femme, pour l'homme peu ragoûtant régal; ou l'amour en maraude, avec ses tragiques aléas; ou les unions déconsidérées, mises à l'index par le clan des gens comme il faut. Elle leur fait plutôt craindre comme un danger, que désirer comme un bonheur, la naissance de l'enfant.

L'antagonisme monstrueux qui existe, dans le mariage légal, entre l'homme, la femme et l'enfant, cette trinité naturelle, est poussé au maximum d'acuité dans ces amours que quelques-uns affectent de dénommer *libres*. C'est la vengeance de la loi, mauvaise fée qui ne fut pas invitée à les sanctionner, et de l'opinion, cette hypocrite courtisane de la légalité et de l'apparence.

Cette putréfaction qui a dissocié les affinités les plus logiques et les plus irrésistibles a été si essentielle, que l'enfant lui-même, cet innocent, cet être fait par excellence pour la joie, a été atteint par le virus du désespoir et du suicide.

La période 1861-1875 nous en offre 482 qui se sont donné la mort : 203 de 15 ans, 117 de 14, 75 de 13, 39 de 12, 26 de 11, 11 de 10, 5 de 9, 4 de 8, 2 de 7. Bien plus, on signale en 1866 un suicide d'un enfant de 5 ans!

Et cela ne s'est pas arrêté depuis. Pour les années 1887, 1888 et 1891, nous avons 68, 65, 73 suicides d'enfants au-dessous de 16 ans. C'est le plus écrasant verdict qui puisse être prononcé contre notre infâme organisation sociale. Car ici on ne peut soupçonner les juges d'être des gens de parti, des hommes imbus de théories pernicieuses, et, en fait de vices, ils n'avaient que ceux dont on avait imprégné leurs moelles et leurs cerveaux.

Ce sont des victimes, dans l'acception la plus complète et la plus évidente du mot.

Qu'avaient-ils donc fait, pour que l'hostilité universelle ait monté, à leur sortie, une garde moins sévère, ait daigné les laisser naître, ayant pris soin auparavant de les fabriquer avec toutes les dégénérescences d'une race surmenée, foulée, abêtie, et ensuite, afin que ces germes pussent venir à bien, leur préparant un merveilleux bouillon de culture dans le milieu de désaffection et de mensonge où elle les a immergés?

La servitude générale a empoisonné jusqu'à l'enfance, qui, elle aussi, se libère par la mort volontairement choisie.

Plus la chaîne est lourde, plus vif est cet attrait morbide. Tels sont les effets parallèles de ce double emprisonnement, le service militaire et l'incarcération légale (je demande pardon aux chauvins de ce rapprochement irrespectueux; mais ce sont les chiffres qui le veulent).

(A suivre.) J. Degalvès.

(1) Voir le numéro précédent.
(2) A. Lacassagne, *Les Suicides à Lyon* (*Archives d'anthropologie criminelle*, 15 mai 1896).

VALETS GRINCHEUX

Les domestiques qui ont été de près ou de loin en contact avec les souverains russes paraissent tous très contents de leur générosité. Le plus humble gâte-sauce de l'ambassade a reçu d'impériales étrennes. Seuls, les valets de presse ont lieu de se plaindre. Ils furent, paraît-il, trop mal placés par leurs maîtres pour que Sa Majesté les remarque. A en croire les doléances de Mentor, porte-parole de la corporation, les sales besognes qu'ils avaient accomplies docilement avant l'arrivée des souverains méritaient pourtant plus d'égards. « Comment se fait-il, proteste le sieur Mentor dans le *Journal*, que pas une fois pendant ces fêtes officielles désormais historiques, la Presse n'ait été associée directement à la célébration d'un événement national? Notre rôle n'a pas été cependant si effacé; cette alliance que vous avez faite, nous le voulons bien, n'y avons-nous pas contribué dans une certaine mesure? N'est-ce point un peu nous encore qui avons *entretenu la population dans cet état d'excitation fiévreuse* qui devait aboutir aux inoubliables manifestations d'enthousiasme dont les souverains russes ont emporté le souvenir? » C.-A.

A UN "INTELLECTUEL"!

A l'article de notre ami Malquin, M. Devaldès, dans le dernier numéro de la *Revue Rouge*, répond par des injures à la foule, aux anarchistes en général, à Faure et à moi en particulier.

Injurier n'est pas répondre et cela ne prouve pas grande « intellectualité ».

Faure étant assez grand garçon pour se défendre, je ne retiendrai que ce qui est à mon adresse.

Croyant formuler contre moi une injure sanglante, M. Devaldès m'accuse de détester « l'élite intellectuelle » dont il fait partie.

M. Devaldès emploie de bien gros mots pour une petite chose. Ils sont comme cela un tas de petits jeunes gens qui, parce qu'ils réussissent à aligner quelques phrases les unes au bout des autres, se sont vite décerné un brevet d'intellectualité, et éprouvent le besoin de le proclamer à l'univers.

N'ayant rien dans la peau qu'une immense vanité, ils sont venus à l'anarchie y tirer quelques petites fusées qui avaient la prétention d'être d'énormes pétards. Vexés de ne pas voir la foule se prosterner à leurs pieds, ils crachent dessus, ne la déclarant bonne qu'à être exploitée.

Fils de concierges, peut-être, — ce qui n'a rien de mortifiant en soi, si ces pataudsn'avaient pas l'insolence de se donner des airs de talon rouge et de se proclamer d'une nouvelle aristocratie, — ils ont la prétention de travailler à la reconstitution d'une république athénienne où une minorité d'oisifs seraient entretenus par une population d'esclaves.

Ces « intellectuels », je ne les « déteste » pas, ce serait une dépense en pure perte : je me contente de les mépriser pour leur absolue nullité alliée aux prétentions les plus outrecuidantes.

Il y a, dans l'anarchie, une idée puissante, énorme, qui doit changer l'évolution humaine lorsqu'elle se sera bien ancrée dans les cerveaux. C'est le redressement de l'individu, la conquête de son indépendance, la subordination de ses relations sociales à sa propre évolution, la connaissance de sa propre valeur, et de celle des

autres; l'affranchissement de lui-même par lui-même. Ces avortés-là ne savent quoi faire pour amoindrir cette idée, la rapetisser selon l'étroitesse de leurs conceptions en en faisant une chose inepte et ridicule, avec leurs prétentions aristocratiques.

Vous vous prétendez des intellectuels? Allons donc! des ratés tout simplement.

J. Grave.

Nous apprenons la mort de William Morris, le révolutionnaire anglais bien connu. William Morris fut un poète et un artiste très estimé; il fut de ceux, malheureusement peu nombreux, qui ne se considèrent pas d'une autre essence que le vulgaire, mais il s'efforça au contraire de faire servir son talent à l'affranchissement de l'humanité. Nous avons eu l'occasion de reproduire des extraits de ses œuvres dans la *Révolte* et dans les *Temps Nouveaux*.

Dans la *Société Nouvelle* d'octobre, le camarade G. Lecomte, répondant à mon article, dit « qu'il ne lui apprend rien qu'il ne sache très nettement », et qu'il reste avec son idée première.

En lui disant que, moi, je reste convaincu qu'il ne m'a pas compris, cela ne le surprendra pas non plus, ni ne peut le formaliser, puisque cela peut être de ma faute.

Au surplus, je n'avais pas la prétention de le convaincre. On ne retourne pas l'opinion de quelqu'un comme une omelette, en un tour de main.

Ces discussions, orales ou écrites, entre individus d'idées différentes, n'ont qu'une utilité — et elle est grande — c'est de fournir, à ceux qui lisent ou écoutent, des matériaux pour se former une idée particulière, en faisant défiler devant eux les divers côtés de la question en litige.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Paris. — Il est de ces moments où, si l'on n'avait une conviction inébranlablement chevillée au cerveau, la constatation de la lenteur avec laquelle marchent les idées d'indépendance, manquerait de nous décourager et de nous faire jeter le manche après la cognée. L'écœurant spectacle que, ces jours derniers, nous a donné la foule bayant béatement aux lampions et aux décorations de carnaval exhibés en l'honneur du César de Russie, ses acclamations enthousiastes à l'égard d'un homme qui a déjà, dans la courte durée de son règne, ordonné ou autorisé cent fois plus de crimes que d'autres dont la même foule a acclamé la déchéance, voire même la décapitation, — tout cela doit nous montrer combien doivent se multiplier nos efforts pour propager au sein de la masse des sentiments de dignité et le dédain de tous ces charlatans qui n'aspirent qu'à la pressurer de toutes façons.

Le patriotisme? beau prétexte, ma foi, pour nous gruger, pour nous dévaliser, nous mener à la ruine complète. C'est en son nom, en effet, que chaque année on nous fait verser tant de millions pour préparer une guerre qui n'aura peut-être jamais lieu. C'est en son nom que sept milliards ont été drainés en France au profit de la bancocratie franco-russe. D'autres prendront le même chemin, sans doute. Le voyage du czar et le succès qu'il a trouvé chez nous le font prévoir.

Quand le peuple sera las de payer la note que coûtent ces pantalonnades, il le dira: mais malheureusement il ne paraît pas en être près.

* *

Que les gouvernants se soient évertués à ce qu'il fût donné le plus grand éclat à la réception de LL. MM. Impériales (style républicain), rien d'étonnant. Participant eux-mêmes à la parade dont ils n'étaient pas les pitres les moins grotesques, il est naturel qu'ils aient désiré qu'elle fût la plus brillante possible. Ces gens-là, quelque républicains, voire même socialistes, soient-ils, quand ils sont parvenus au pouvoir, se figurent être de petits potentats auxquels est due la vénération publique.

Mais ce qui fut au-dessous de tout, c'est l'attitude de la presse. Sauf « quelques révolutionnaires inconscients » — le mot a été dit — nul n'éleva la voix pour rappeler à la pudeur ses confrères et ses lecteurs. L'unanimité dans la platitude a été touchante. Aussi le gouvernement, toujours au guet de quelque canaillerie à commettre, n'a pas manqué de profiter de cette léthargie des consciences pour commettre une série d'attentats contre la liberté. Dès le lundi, une vingtaine de Russes réfugiés ont dû quitter la France. Pendant que le peuple criait à tue-tête : « Vive la Russie! » pensant affirmer sa solidarité avec le *peuple* russe, l'association de malfaiteurs qui s'est emparée de la République affirmait la sienne avec le czar en expulsant les républicains russes confiants en notre hospitalité. Le lendemain, mardi, la police arrêtait Constant Martin, Matha, perquisitionnait chez Pouget, qui s'était esquivé, chez Denéchère, qui avait déménagé, etc., etc.

De tout cela la presse n'a pas soufflé mot. Aucun journal, même le plus « absolument indépendant » — sauf cependant l'*Intransigeant* — n'a cru devoir, non pas s'indigner, mais même signaler ces infamies. Il aurait pu en résulter quelque manifestation irrévérencieuse, quelque cri malsonnant, susceptibles de froisser l'auguste susceptibilité du Romanoff. Mais comme journaleux et gens de lettres sont aussi gens du monde et du meilleur, que leur importe la justice? Les convenances avant tout.

Le gouvernement aurait grand tort de se gêner avec ses ennemis. En sachant bien s'y prendre, il peut être assuré du concours de cette presse vendue ou à vendre.

André Girard.

* *

Marseille. — Jeudi, 1er octobre, eut lieu l'enterrement civil du compagnon Raphaël, ce camarade si connu pour la propagande infatigable qu'il faisait ici parmi les jeunes gens. Depuis dix ans, il était atteint d'une cruelle maladie qui l'empêchait de gagner sa vie. La police d'ici avait imaginé, en voyant cela, de tenter de l'attirer à elle et d'en faire un mouchard. Cette proposition, faite par lettre, reçut l'accueil qu'elle méritait. Aussitôt les persécutions s'abattirent sur lui sans relâche. Lorsque, à bout de forces, il se présenta à l'hôpital, il lui fut répondu que le grand air lui ferait plus de bien. Il ne faut pas oublier que notre municipalité est socialiste. Le camarade Gros a signalé ces faits au cimetière devant de nombreux assistants, parmi lesquels s'étaient glissés pas mal de mouchards.

* *

Alais. — Nos bourgeois omnicolores se sont payé, dimanche dernier, un gueuleton monstre, aux applaudissements des badauds, qui, eux, dansaient, le ventre vide, devant le buffet. Le prétexte de cette soulographie officielle était l'inauguration des monuments Pasteur, Florian et celui de l'abbé Sauvage. Connaissez-vous ce dernier? Il a écrit quelques lignes patoises dont les derniers mots riment; mais ce qu'il a de particulier, c'est qu'en dehors des heures où il prêchait la morale à ses ouailles, il écrivait des poèmes orduriers. Voilà jusqu'où mène cette statuomanie qui fait à tout propos et à nos frais gueuletonner nos dirigeants pour des gens de ce calibre.

(*Correspondance locale.*)

* *

Amiens. — Le 5 septembre avait eu lieu, à Amiens, une conférence organisée par les quelques guesdistes que compte cette ville. Au cours de son speech, le nommé Devernay, conseiller général, éprouva le besoin de baver sur le malheureux Lorion que ses amis ont envoyé au bagne et dont ils auront sans doute bientôt à se reprocher la mort. Rappelé à la pudeur une première fois, il réitéra ses calomnies; une bagarre s'en suivit au cours de laquelle il reçut quelques horions. Après la réunion, il fit rédiger un procès-verbal constatant qu'il avait été maltraité et désignant pour son agresseur le camarade Dumont. L'affaire est venue devant le tribunal le 26 septembre. Là, l'attitude de Devernay fut piteuse. Il n'osa plus maintenir l'accusation contre Dumont, disant ne plus bien se rappeler, si bien que le président lui fit remarquer l'étrangeté de sa conduite. Dumont n'en fut pas moins condamné à 30 francs d'amende.

Les libertaires d'Amiens provoquent Devernay dans une réunion dont ils le laissent libre de fixer la date ; dans cette réunion, ils *prouveront* que ce Devernay est un mouchard.

* *

Troyes. — Depuis sept semaines, les ouvriers et ouvrières en bonneterie de la maison Rabanis sont en grève pour s'opposer à une tentative de réduction de 25 0/0 sur les salaires de dix ouvrières bobineuses de la maison. Après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, transaction, arbitrage, etc., les cent cinquante ouvriers et ouvrières de la maison se sont déclarés solidaires des ouvrières visées et ont voté la grève à l'unanimité.

L'Association syndicale des ouvriers et ouvrières de toutes les professions se rattachant à la bonneterie font un appel à la solidarité ouvrière pour faire réussir cette grève.

Adresser les fonds au citoyen A. Stab, trésorier de l'Association syndicale, à la Maison du Peuple, à Troyes.

* *

Haute-Savoie. — Le 15 écoulé, le train venant d'Annecy est arrivé à Annemasse à minuit; il avait deux heures de retard. Aussitôt en gare, les employés crient : « Tout le monde descend! » Les voyageurs, dont le plus grand nombre se rend à Genève, demandent ce que cela signifie; on leur répond : « Le train de Genève est parti, il n'y a plus d'autre train. »

Alors les voyageurs entourent le chef de gare et le somment de les faire partir pour Genève. « La Compagnie nous a délivré des billets pour Genève, nous avons payé ces billets, disent-ils, et nous voulons être rendus à Genève : faites le nécessaire de suite. » Le chef de gare regimbe, prétend que la ligne peut être obstruée, qu'il n'a pas d'ordres, etc., etc. Tout à coup, un des voyageurs déclare reconnaître dans la personne du chef de gare d'Annemasse un ex-employé de la compagnie de navigation compromis dans la catastrophe du vapeur *le Mont-Blanc*; alors le tumulte augmente, les menaces éclatent et la manifestation prend un caractère des plus inquiétants; de nombreux touristes anglais quittent la station, après avoir notifié au chef de gare qu'ils se rendent dans un hôtel où ils logeront aux frais de la Compagnie P.-L.-M.; d'autres voyageurs, malgré la résistance des agents, prennent d'assaut des vagons de première classe et s'y installent pour passer la nuit; des Piémontais, eux aussi, refusent de quitter la gare et établissent leur dortoir dans une salle d'attente.

Le chef de gare, assailli de tous côtés et craignant des voies de fait, malgré la présence de Pandore, se décide alors à annoncer aux voyageurs qu'il va téléphoner à Genève afin que des omnibus viennent prendre les voyageurs pour les conduire à destination.

Et ainsi fut fait. Ces voyageurs n'ont pas été assez naïfs d'inscrire leur plainte dans le registre mis à la disposition du public ou d'aller importuner Mossu le maire d'Annemasse; ils ont agi eux-mêmes. C'est ce qu'il faut toujours faire.

A Berlin, défense était faite aux femmes de monter sur les impériales des omnibus. Cet été, des femmes sont montées quand même sur les impériales, et, malgré toutes les sommations des policiers, ont refusé de descendre. Maintenant, les femmes occupent l'impériale à leur gré.

* *

Ain. — Depuis l'arrivée à Genève de deux des Arméniens ayant pris part à l'affaire de la Banque ottomane, tous les Arméniens et Arméniennes se rendant en France par la ligne de Lyon sont arrêtés par la police de Bellegarde (Ain) et tous sont réexpédiés en Suisse.

Une jeune demoiselle russe qui se rendait à Montpellier, d'où elle était venue passer ses vacances dans le Faucigny, a été également arrêtée et a dû rester trois jours à Bellegarde.

Comme elle insistait pour connaître le motif de la mesure prise contre elle, le policier, après avoir télégraphié à Paris et consulté une liste de noms, lui a dit : « On vous a vue à Sonzier (petit village du Faucigny) en compagnie d'un socialiste; désormais il vous est interdit d'entrer en France. »

Ainsi, si vous prenez quelque repos à la campagne, évitez soigneusement les personnes qui habitent la pension où vous vous êtes installé. Prenez vos repas, bien seul, dans votre chambre; ça vous coûtera un peu plus, mais la prudence vous l'ordonne si vous êtes étranger à la France et si vous avez l'intention de vous rendre dans cette fière république.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Libertaires des Xe et XIe arrondissements. — Le dimanche 25 octobre, grande ballade dans les environs de Paris. Jeux divers. Le soir, banquet suivi de bal; fête de nuit. Les dames sont admises. Aller et retour en voiture. Banquet et voiture, le tout compris, 3 fr. 50 par personne. On peut dès aujourd'hui prendre des cartes aux *Temps Nouveaux*, au *Libertaire*, à la *Sociale*, et chez le camarade Lafont, 264, avenue Daumesnil.

∴

Les *Libertaires des Xe et XIe* se réunissent le jeudi et le dimanche. — Jeudi prochain, causerie sur « la Patrie et le Militarisme », par le camarade Roger Sadrin. Dimanche, sujet traité : « La Prostitution. »

∴

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires et *Jeunesse libertaire du XIIe*. — Réunion samedi 17 octobre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu. — Urgence.

∴

Les *Libertaires du XIIIe* se réuniront samedi 17 octobre, 59, rue de la Glacière.

Sujet traité : « L'Anarchie et l'Evolution littéraire. »

∴

La *Fédération Nationale des Travailleurs du verre* nous communique un appel adressé aux journaux corporatifs et que le format restreint de notre journal nous empêche de reproduire en entier. Dans cet appel, la Fédération fait ressortir que chaque fois qu'un conflit surgit entre capitalistes et ouvriers, la presse s'acharne presque unanimement contre les ouvriers, publiant sur eux mensonges et calomnies, accusant les militants d'être des « meneurs », et s'efforçant de dénaturer les faits au désavantage des grévistes.

Contre les lâchetés de ces domestiques du capital, la Fédération préconise l'union en une Fédération des journaux corporatifs :

« Lorsqu'une corporation devra recourir à la grève, qu'elle aura épuisé tous les moyens pour l'éviter, elle en référera au comité central de la Fédération des journaux corporatifs, qui dressera un manifeste établissant les causes, les conséquences du conflit, à l'adresse des travailleurs de toutes les corporations relevant de cette fédération, suivi d'un *questionnaire* aux syndicats, qui auront à se prononcer et à s'engager à soutenir les grévistes, à faire en tout lieu la plus active propagande. Pendant la période de résistance, un délégué serait sur les lieux en permanence, si c'est une petite localité, et un comité, si c'est une ville qui compte plusieurs *organes*. Ils surveilleront les événements, établiront les communiqués et les articles de polémique à engager contre la presse vénale et corrompue. Ces communiqués et ces articles devront être rigoureusement publiés dans les journaux ouvriers.

« Les travailleurs fédérés seront ainsi chaque jour mis au courant des événements et des moyens employés par les patrons et leurs suppôts.

« Tous verront où sont les vrais ennemis; si on entrave leurs revendications, ils comprendront alors que leur salut ne sera plus que dans la Révolution sociale et émancipatrice.

« Voilà notre pensée, voilà notre but. »

Nous ne pouvons que nous associer à l'initiative prise par la Fédération des Travailleurs du verre. C'est en opposant l'union aux persécutions, que la classe ouvrière aura raison de la rapacité capitaliste. Au lieu de perdre son temps à pétitionner auprès des pouvoirs publics et des députés socialistes, que les travailleurs s'accoutument à agir par eux-mêmes et ils seront surpris du résultat obtenu.

Les adhésions, correspondances et observations doivent être adressées à Ph. Clausse, secrétaire de la rédaction du *Réveil des Verriers*, 34, rue de Condé, Lyon.

∴

La résurrection du Père Peinard. — Le dimanche 25 octobre, reparaîtra le *Père Peinard*.

Comme devant il sera hebdomadaire, coûtera *deux ronds* et aura huit pages, dont sept de texte et une de dessin.

Il sera en vente dans tous les kiosques et chez tous les marchands de journaux, aussi bien de Paris que de province.

La *Sociale* lui cède gentiment la place et suspend sa publication; ses abonnés seront servis par le *Père Peinard*.

A cette occasion paraîtra une affiche du *Père Peinard au Populo*; il en sera affiché en tous lieux un assez grand nombre.

Pas assez pourtant!

Pour remédier à ce mal, les camarades qui ont le *Père Peinard* à la bonne et qui voudront placarder des affiches en question pourront, dès lundi, s'en procurer à la *Sociale*, 15, rue Lavieuville, Montmartre, Paris. Les affiches leur seront délivrées à l'œil et ils n'auront à payer que le timbre exigé par le gouvernement, soit six centimes par affiche.

Les camarades de province qui voudront en placarder dans leur patelin, afin que le nez des pleins-de-truffes de la région s'allonge, n'ont qu'à envoyer à la même adresse la galette pour le nombre d'affiches qu'ils désirent, en calculant au même taux, soit, pour 10 affiches, 60 centimes; pour 50, 3 francs; pour 100, 6 francs.

En outre, les vendeurs sont priés de faire connaître le plus rapidement qu'il y aura mèche le chiffre d'exemplaires qu'ils désirent recevoir.

Les bureaux du *Père Peinard* restent 15, rue Lavieuville, Montmartre, Paris.

∴

Vient de paraître : *Le Cri des Opprimés*, organe libertaire hebdomadaire, à 5 centimes le numéro; 15, rue du Comptoir, à Charleroi, Belgique. Nous souhaitons la bienvenue à ce nouveau camarade.

∴

Le Chambon. — Soirée familiale le dimanche 18 octobre, chez Prachon, rue Limouzin-Descours. Causerie par le camarade Dumas.

Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux*, du *Libertaire* et de la *Sociale* sont invités.

∴

Puteaux. — Les libertaires de Puteaux organisent pour le samedi 17 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Paulus, rue de Paris, 71, une grande conférence publique et contradictoire.

Ordre du jour : « L'Eglise et l'Anarchie. »

Orateurs inscrits : A. Thénevin, Tortelier et Murmain.

Entrée : 30 centimes.

∴

Clichy. — Les libertaires de Clichy et de Levallois-Perret se réunissent le dimanche 18 octobre, à 2 h. 1/2 du soir, 123, boulevard National.

∴

Lyon. — Quelques camarades ont décidé la création d'une revue mensuelle d'études sociales dans cette ville.

Elle aura pour titre : *La Jeunesse Nouvelle*.

Donner à l'Idée une nouvelle expansion en s'adressant à des milieux jusqu'à présent non directement visés; fournir à la propagande une manière plus locale et plus autonomique de se développer; permettre aux activités de se produire plus facilement et plus utilement en agissant sur des éléments connus, tel est, en ses grandes lignes, le but dont se sont inspirés les initiateurs.

Une revue mensuelle, mieux que tout autre moyen, a paru susceptible de satisfaire à ces désirs, son existence modeste ne pouvant nullement gêner celle des organes déjà en fonctionnement.

La tâche est difficile, ardue, mais digne d'être tentée; pour être menée à bien, tous les concours, toutes les bonnes volontés sont nécessaires. Il est à souhaiter que ceux qui s'intéressent aux tentatives hardies et persévérantes veuillent bien le comprendre et que, moralement et matériellement, ils ne restent pas sourds à l'appel qui leur est adressé.

N. B. — La date de l'apparition prochaine de la revue sera ultérieurement fixée.

Des listes de souscription sont à la disposition des camarades qui voudront bien en faire la demande.

Pour cela, écrire au camarade Desgranges, 14, rue du Bœuf, à Lyon.

On demande des correspondants et des dépositaires régionaux.

Pour tous renseignements et communications, écrire à l'adresse ci-dessus.

∴

Roanne. — Samedi 17 courant, à 8 h. 1/2 du soir, une causerie sera faite par un camarade.

Sujet traité : « La propriété individuelle. »

Amiens. — Les camarades sont invités à la réunion qui aura lieu dimanche prochain 18 octobre, à 5 heures du soir, salle Butiaux, 74, rue Saint-Leu.

Sujet traité : *La Clameur*. — Urgence.

∴

Saint-Etienne. — Réunion samedi 17 octobre, à 8 heures du soir, au « Bon Coin », pour s'entendre sur les conférences Broussouloux. — Très urgent.

∴

Marseille. — *Les Libertaires*. Grande soirée familiale, dimanche 1er novembre, à 9 heures précises, au bénéfice des *Temps Nouveaux*. Concert; poésies et chants révolutionnaires. Causerie par un jeune camarade sur « le Militarisme ». Sauterie intime. — Salle de la Brasserie Noaille, rue Thubaneau, 49; 40 centimes par personne.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Théâtre complet de Henry Becque, 2 vol., 7 francs, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

De chez Stock :

N'importe, par M. Reepmaker, roman, 1 vol., 3 fr. 50. — *La Raison passionnée*, recueil de nouvelles, par Joseph Caraguel, 1 vol., 3 fr. 50. — *Contre et pour le néo-malthusianisme*, par P. Robin, une brochure, 1 franc.

Socialismo libertario e Socialismo autoritario, di F. Domela Nieuwenhuis, une brochure, 0 fr. 25, *al Circolo di studii sociali*, via Cialdini, 10, Ancône.

PETITE CORRESPONDANCE

V. de M., à Ixelles. — Dessins expédiés.

P., rue G. — *Entre paysans* épuisée. Avons remplacé par une autre.

B., à Annonay. — Le dernier numéro réglé était le numéro 4. Vous réglez seize envois; cela ne règle donc que jusqu'au 20.

Eliot, à Montpellier. — Reçu règlement des numéros. Redevez un *Endehors*.

F. C. — Reçu les coupures. Merci. Les lirons; utiliserons ce qu'il y aura de bien.

L., à Laon. — Voyez ci-dessous.

Les camarades du Brésil qui sont embarrassés pour l'envoi de leur souscription peuvent, pour les petites sommes ne dépassant pas 10 francs, nous régler avec des timbres de 700 reis et au-dessus; en avons le placement.

Séverin. — Un peu faible *Avez-vous vu le Président?*

V., à Reims. — Et les 7 br. *L'Anarchie?*

J., à Châlons. — En devez 2?

C., à Moutier. — Le paquet se sera perdu à la poste.

R., à Roanne. — *Freedom*, 7, Lambs Conduit street, London, W. C. Les volumes de Richepin, 3 fr. 50, chez Charpentier, 11, rue de Grenelle.

Durobin. — Les timbres français oblitérés ne se vendant que 2 fr. le kilo, je les ramasse bien tout de même, mais il ne faut pas que leur envoi coûte quelque chose.

L. B. I. — Oui, par erreur nous avons marqué à tous les abonn. ne finissant que fin octobre, qu'ils finissaient avec le dernier numéro.

D., à Lyon. — Oui pour Ch.-A. — Oui pour les brochures. — 15 francs le cent les brochures à 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : Alais : Th. L., 1 fr.; L. V., 1 fr.; L'ange Gabriel, 0 fr. 50; Un spirite, 0 fr. 50; P., 0 fr. 50; Lou boffi, 1 fr.; Un ennemi de Guesde, 0 fr. 50. En tout, 5 fr. — D., à Winterthur, 1 fr. — S., à Villers-Cotterets, 5 fr. — Neuchâtel : R., 0 fr. 50; C., 0 fr. 50. — A. M. O., 5 fr. — D., 2 fr. — L., à Laon, 1 fr. — Jean Misère, 11 fr. 95. — Merci à tous.

V., à Marseille. — E., à Cette. — B., à Alger. — P., à Bédarieux. — F., à Toulon. — H.-C., à Tonnerre. — M., à Vienne. — B., à Nantes. — C. L., à Charleroi. — B., à Annonay. — T., à Thiers. — C., à Anvers. — J. L., à Marchiennes. — H., à Rotterdam. — J., à Châlons. — E. A., à Lisbonne. — G., à Saint-Sylvestre. — L., à Passage d'Agen. — S. L., à Luri. — J. M., à Cornimont. — V., à Reims. — F., à Amiens. — D., à Tourcoing. — P., à Saint-Etienne. — D., à Reims. — R., à Croixmare. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

A Vienne

Chez Moussier, 25, rue Cuvière. — Le vendeur porte à domicile.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 26 — DIX CENTIMES — DU 24 AU 30 OCTOBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous avons fait faire un nouveau lancement dans les gares. Prière aux camarades qui voyagent ou sont à proximité d'une gare d'aller y acheter le journal pendant quelques semaines de suite, afin d'habituer les libraires à le prendre.

L'ÉDUCATION DE LA VOLONTÉ

Le plus grand obstacle à la réalisation de l'affranchissement individuel que nous rêvons, c'est que, même chez ceux qui arrivent à en comprendre la beauté, à en vouloir la réalisation, les idées ne pénètrent qu'à fleur de peau, n'imprègnent point l'individu au point de l'impulser, en tous ses actes, vers le but désiré. C'est ensuite la difficulté que nous avons tous de nous abstraire du milieu en lequel nous vivons, qui fait que nous n'hésitons pas à nous perdre dans les spéculations philosophiques les plus hardies, et enfin notre timidité excessive lorsqu'il s'agit d'essayer de les mettre en pratique.

« Pour que la société, telle que nous l'envisageons, fût possible, — nous dit-on — il faudrait qu'il n'y eût que des êtres parfaits en son sein. »

Erreur énorme. Il faudra, cela est vrai, des individus ayant évolué, ayant acquis une mentalité un peu différente de celle que nous inculque la société actuelle, mais ne différant pas essentiellement des êtres actuels. Dans notre conception d'une société humaine, nous n'avons pas la naïveté de rêver une vie supra-terrestre, ne comportant que des êtres immatériels. Plus positifs, c'est sur le libre jeu des besoins et des passions de l'être humain que nous voyons reposer la bonne marche de l'organisation sociale entrevue.

∴

Une société où chaque être serait son propre gouvernement, son propre juge, son seul guide, peut, en effet, sembler impossible aux cerveaux saturés de l'enseignement officiel. Voilà des milliers de siècles qu'ils prêchent que la morale doit pousser l'individu vers la perfection, ils ont toujours travaillé à mater l'individu, aidés en cela par l'enseignement moral, mais aussi par la coercition des lois et de la force armée, exécutant, torturant, emprisonnant, châtiant ceux qui étaient réfractaires aux prescriptions de leur morale. Ils ont élevé institution sur institution, entassé lois sur lois pour forcer l'être moral à entrer dans le moule par eux préparé, et, malgré la coercition, malgré les lois, malgré les institutions, malgré les châtiments, l'être ne s'est pas plié à leur nivelage intellectuel et moral, toujours il y a eu des réfractaires qui faisaient crouler, sous leurs coups, conceptions morales préconçues, institutions solidement assises, lois aux apparences les plus vertueuses.

« Alors que l'être humain ne peut être moral que quand on l'y force, comment voulez-vous qu'il y ait apparence de raison d'espérer qu'il le devienne alors qu'il sera livré à lui-même? » disent les partisans de l'autorité. Et leur argument leur semble irréfutable.

Une nouvelle société ne demandant ni lois, ni institutions, ni force armée; un état social où l'individu ne serait sollicité d'agir que par des mobiles qui, tout en lui étant profitables, concourraient en même temps au bien général, au plus grand profit de l'espèce! voilà bien l'abomination de la désolation! Cela exigerait trop de temps, répond-on, quand on veut bien nous faire une concession, et l'on ne s'aperçoit pas que voilà des milliers de siècles que l'on continue d'employer la force sans en être plus avancé; que tous les résultats acquis ne l'ont été que malgré la morale officielle, malgré et contre l'autorité, et, chose plus caractéristique encore, que ces résultats ainsi obtenus convergent tous à l'acheminement vers l'état social réputé irréalisable. Quand donc aura-t-on des yeux pour voir, des oreilles pour entendre?

∴

Que l'être devienne conscient de sa valeur, de sa dignité; que, perdant cette sotte vanité qui pousse la plupart à se croire aptes à tout, il agisse selon l'impulsion de ses aptitudes, apprenant à s'évaluer selon ses facultés, s'imprégnant bien de cette idée que, pour être différentes de celles d'un autre, ses aptitudes n'en sont pas pour cela au-dessous, moindres en valeur sociale; que c'est justement cette variété d'aptitudes, de tendances et d'adaptations caractérisant l'individualité, qui doit faciliter la marche d'une société harmonique.

Beaucoup des nôtres, impatients de réaliser leurs conceptions, ne visent qu'à acquérir le nombre pour un coup de force qui culbuterait l'état social actuel. Ils se trompent, croyons-nous.

La société actuelle, nous l'avons constaté ailleurs, ne cédera la place que par force, c'est vrai; mais, nous l'avons constaté aussi, sa mauvaise organisation elle-même nous conduit à la révolution salvatrice, par ses propres vices, ses propres fautes. Les faits eux-mêmes se chargent de préparer les événements. Ce qu'il nous faudrait réaliser, nous, ce sont les initiateurs de la société future; ce sont ceux qui peuvent, consciemment, jeter à la foule les vérités entrevues, l'entraîner par leur propre exemple.

C'est dans les cerveaux, d'abord, qu'il nous faut faire la révolution; c'est en nos habitudes, en nos actes, qu'il faut faire table rase des préjugés. Aidons l'individu à se transformer lui-même dans ses conceptions, dans ses manières de faire. Faisons pénétrer en le plus possible de cerveaux cette volonté d'auto-transformation, ce sera un pas de plus vers la révolution: ce sera une chance de plus de réussite, car si le milieu transforme l'homme, l'homme aussi transforme le milieu, et il n'y a de transformation durable que celle qui est amenée par un changement dans les façons d'agir.

Changeons une façon de penser aujourd'hui, abattons une erreur demain, faisons-la suivre, par la suite, d'une façon plus adéquate à notre nouvelle manière de voir. Démontrons aux timorés que la vraie morale consiste à agir d'accord avec ses propres conceptions, et non, par hypocrisie, aux prescriptions d'une morale courante arbitrairement établie que nous réprouvons intérieurement, et, petit à petit, nous aurons amené les individus à un degré d'évolution où tout leur être étant en désaccord complet avec l'ordre de choses existant, la rupture sera rendue inévitable, et où le nouvel état de choses s'établira de lui-même, après le renversement de l'ancien, sans qu'il y ait besoin de coercition pour y contraindre qui que ce soit.

∴

Il y a, certes, un grand travail intellectuel à accomplir. Mais si nous parvenions à nous rendre compte de ce que peuvent la volonté et la ténacité, de la force qu'est l'individu soudé à d'autres individus, on sentirait que c'est là que se trouve la solution la plus sûre. L'éducation de la volonté, quel rêve! Si les individus savaient vouloir, ce que l'on accomplirait de miracles! Et dire que cela dépend du plus ou moins de tonicité dans les tissus!

« Connais-toi toi-même » est un premier axiome dont devrait s'imprégner chaque être. « Affranchis-toi toi-même » devrait être le second. En effet, combien veulent, sincèrement, l'affranchissement de l'être, reconnaissent la nécessité de l'initiative individuelle et qui, malgré tout, attendent encore l'impulsion de quelqu'un ou de quelque chose? On fait la guerre aux préjugés, et à combien de pratiques vicieuses on se laisse aller dans la vie courante, par considération de l'opinion publique, malgré qu'on la sache faussée; pratiques dont il serait si facile, pourtant, de se débarrasser, et dont la chute nous aiderait à nous débarrasser d'autres!

C'est par répercussion que se *transforment* les mœurs; c'est parce qu'il y en a qui commencent à agir sans s'occuper de ce que dira l'opinion publique que, peu à peu, se transforment les relations, les façons de voir et d'agir; le milieu, en un mot. Comme la plante qui a germé dans la crevasse d'un mur et a grandi insensiblement, élargissant peu à peu la place qu'elle occupe, jusqu'au moment où, sous la poussée

interne de la sève en mouvement, elle disjoigne violemment les pierres qui la gênent dans son élan vers le soleil; ainsi doit agir l'action individuelle, préparant le terrain à la société future, hâtant la ruine et la décomposition de la société actuelle.

De tous temps on a prêché à l'homme la discipline, l'abnégation, l'effacement de sa personnalité, l'abaissement de sa volonté devant des volontés supérieures.

Il est temps qu'il comprenne qu'il n'a rien à attendre de qui que ce soit; que tout doit venir de lui, et que la transformation qu'il rêve d'accomplir dans le milieu, doit, au préalable, être accomplie en lui.

Il nous faut transformer notre cerveau, nos pensées, nos façons d'agir, et, avec des façons nouvelles d'envisager les relations individuelles, ne pas garder une façon de procéder découlant de nos préjugés antérieurs, de notre éducation faussée, servile et autoritaire.

Donner à l'être pleine conscience de sa dignité, de sa force, de sa vraie valeur; redresser les caractères, n'est-ce pas la besogne qui doit hâter la révolution, en assurer le succès et rendre ses effets durables?

J. Grave.

LE SUICIDE [1]

(Suite et fin)

En 1876, on relève dans l'armée un excès de 98 suicides par million sur la population civile masculine de 21 à 24 ans; de 1862 à 1867, elle avait été de 239. En Italie, d'après Morselli, on constaterait un nombre de suicides militaires dix fois plus fort que ceux de la population totale; et, par rapport à ceux de tous les hommes réunis, ce serait le quintuple, le quadruple par comparaison avec ceux des hommes de 20 à 30 ans.

Legoyt croyait trouver, pour la période quinquennale 1873-1877, une diminution notable des suicides militaires, en France, contrairement à ce qui arrivait en Italie, où la progression était continue. Et il pensait pouvoir expliquer ce fait par un certain adoucissement de la discipline et surtout par la réduction du service de sept ans à cinq.

En supposant que des observations qui portent sur un laps de temps si court soient absolument probantes, il ne reste qu'à en tirer la seule conclusion logique. S'il est vrai qu'une légère amélioration apportée au régime de ce bagne patriotique ait eu une influence favorable sur cette horrible plaie du suicide dans l'armée, pour la guérir tout à fait, il ne reste qu'à supprimer complètement la caserne.

D'ailleurs, un écrivain plus récent, à qui ses fonctions ont permis de bien voir ce qui se passait au régiment (2), arrive à un résultat beaucoup moins optimiste, en choisissant, il est vrai, un autre terme de comparaison. Pour lui, l'importance numérique des suicides dans l'armée, relativement au chiffre total de sa mortalité, ne tendrait nullement à décroître. Et nous savons qu'on y meurt plus que dans la population civile, comme on s'y tue davantage.

Tarde ne veut pas convenir que les conditions d'existence y sont plus mauvaises. Il s'ingénie donc à trouver dans l'émancipation plus complète de l'esprit du soldat à l'égard des préjugés religieux la principale cause de son penchant plus accusé pour le suicide. Mais serait-ce aussi l'irréligion plus grande de l'armée qui accroîtrait sa mortalité? Pas moyen de l'admettre, à moins que le doigt de Dieu ne s'en mêle.

Mais si c'est quelque défectuosité dans la façon de vivre qui engendre cette épidémie inquiétante, ne sévira-t-elle pas avec plus de force sur les simples soldats, qui pâtissent davantage, que sur les officiers, plus privilégiés?

Or c'est le contraire qui arrive. Morselli donne, pour 1 million d'officiers, 565 suicides, et seulement 276 pour 1 million de soldats (1871-1875).

La raison en est sans doute que l'action délétère du milieu, s'exerçant plus longuement sur les professionnels, parvient à les entamer dans de plus vastes proportions. Car il ne s'agit pas ici seulement des corvées plus ou moins fatigantes, du pain plus ou moins noir et plus ou moins rationné; mais aussi et surtout de la dépression et de la déliquescence que doit produire à la longue la répétition incessante des mêmes exercices bêtes, qu'on les commande ou qu'on les exécute; des mêmes brutalités et des mêmes humiliations subies ou infligées, d'ailleurs souvent subies et infligées tour à tour; des mêmes heures de désœuvrement ennuyé, mal remplies par les soûleries et les débauches crapuleuses.

Ce n'est pas le plus ou moins de galons qui prédispose plus ou moins au suicide, mais bien l'influence plus ou moins prolongée du militarisme. Cela est confirmé par les chiffres. De 1862 à 1867, en France, pour un million de militaires ayant trois ans de service, ou au-dessous, on trouve 300 suicides; mais le rapport est plus que triple pour ceux qui en ont quatorze ans (910). Or ce nombre est bien supérieur à celui que la statistique italienne donnait pour les officiers.

La prison, comme la caserne, semble faite tout exprès pour dégoûter l'homme de la vie. Tandis que la population libre donne 150 suicides par million (1874-1878), celle des maisons d'arrêt en a une proportion plus que décuple, à ne considérer que les hommes (1.032 hommes) : restent les femmes, qui en ont pour leur compte 462 par million.

Plus est dur le régime de l'internement, plus la maladie s'accentue. Grâce aux tortures de la prévention, l'horrible moisson est plus abondante dans les maisons d'arrêt que dans les maisons centrales. Mais c'est encore la prison cellulaire qui a la palme sur toutes, étant le dernier mot du progrès en fait d'incarcération; soumettant l'homme au plus cruel des supplices, la privation de toute société.

Maison d'arrêt	1.084 par million.
Cellule.	3.006 —

C'est une manière d'exécution capitale, seulement plus sournoise. C'est ce qu'on peut appeler : tuer les hommes pour leur apprendre à vivre.

En résumé, si l'existence est lourde à nos contemporains, c'est parce qu'elle manque d'air; c'est parce que, de toutes les façons, nos géhennes antisociales l'ont empuantie et rendue artificielle.

Nos organes s'y étiolent; les souffrances et les vices s'acharnent contre nos pauvres charpentes débilitées, et, en nos cerveaux, par des fissures de plus en plus larges et de plus en plus nombreuses, entre la folie. Nouvelles sources de suicides.

Les maux physiques sont certes aussi anciens sur la terre que la vie animale. Mais on ne peut nier qu'ils ne se soient exaspérés en notre siècle de surexcitation et de fièvre. Parallèlement au progrès de la médecine, et comme pour en narguer l'impuissance, se développe la série ascendante des suicides qu'il faut leur attribuer : sur le nombre total des suicides, 14,11 pour 100 (1873-1878), et en 1891, près de 20 pour 100.

L'alcoolisme progresse également : le rapport officiel de 1880 accuse une augmentation de 483 pour 100. Et le congrès récent de médecine légale à Londres présentait 495 cas de suicide dont l'alcool était responsable, sur 7.190 qu'il examinait.

Quant à dire que l'alcoolisme n'a pas d'autre cause qu'un amour immodéré de l'alcool, c'est une vieille tautologie usée depuis longtemps. Et l'on sait qu'il est, en grande partie, le résultat d'une déperdition excessive de forces, qui cherchent vainement, dans un excitant factice, les moyens de se réparer.

L'alcoolisme produit souvent la folie chez celui qui en est atteint et chez ses descendants. Mais la folie peut aussi, sans passer par cette forme, surgir directement du foyer commun de toutes les dégénérescences.

« L'anxiété et l'inquiétude de l'esprit » sont, d'après Maudsley, des facteurs importants de déséquilibration cérébrale.

Plus de caractères, dit-il avec raison les hommes usent toutes leurs énergies à la poursuite de buts entièrement personnels : l'ambition et la routine du travail et des affaires les absorbent, corps et âme : plus de place pour le développement propre de l'intelligence et de la volonté. Dans cette lutte sans merci d'égoïsmes exclusifs, hyperesthésiés, souvent blessés à mort, il est facile de perdre la tête et malaisé de la ressaisir.

Aussi les maladies mentales (*aliénation, mélancolie, hypocondrie, monomanie, imbécillité, faiblesse d'esprit*) figurent-elles dans la statistique des suicides pour un apport considérable.

Allemagne (grand-duché de Bade), 1852-1861 :

50,77 pour 100 suicides de femmes.
30 pour 100 du total des suicides.

Belgique :

41,22 pour 100 suicides d'hommes.
51,94 — — de femmes.

France (1891) : pour 8.884 suicides, 1.692.

Exposer le mal, c'est juger les insignifiants palliatifs que l'on propose comme remèdes.

Ni les caisses de retraite pour les ouvriers, ni la participation aux bénéfices patronaux n'auront la vertu de supprimer la misère, puisqu'elles supposent justement la source qui l'alimente, le parasitisme de l'État et des patrons. A mettre au même panier les taxations et les réglementations de toute sorte, simples invitations à la fraude habile.

Le rétablissement des anciens tours, où les pauvres filles venaient, furtivement, en criminelles, déposer leurs beaux poupons, ne saurait rien faire pour relever de leur ignoble servage l'amour et la maternité. Les hypocrisies de l'adultère, aussi bien que les scandales du divorce, sont, pour les mauvais ménages gâtés par le légalisme, les calculs de convenances ou d'intérêts, des soupapes de sûreté décidément insuffisantes.

On veut améliorer l'éducation de l'enfant : tâche impossible, si l'on ne commence par modifier les inéluctables suggestions de son milieu, et par changer le cours de ses hérédités funestes. On parle de le protéger contre l'abandon : qu'on fasse d'abord qu'il ne soit pas une charge ou un péril, et il ne sera pas abandonné.

Quant à la prison et à la caserne, malgré le patronage des prisonniers libérés, malgré quelques superficiels adoucissements de régime, on ne fera jamais que le séjour en soit agréable. Et il sera malaisé de démontrer que la paix sociale et le bonheur puissent sortir de ces institutions oppressives, nécessaires seulement pour la sauvegarde des privilèges, sans cesse inquiétés dans leurs usurpations par les inévitables concurrences ou les justes représailles.

Afin de barrer la route à l'alcoolisme, vous ne trouvez rien de mieux qu'un impôt exorbitant qui frapperait l'alcool. Mais, si vous ne supprimez les causes qui créent ce besoin factice, on fera de la contrebande pour en avoir, ou on cherchera quelque autre excitant tout aussi pernicieux pour le remplacer.

Je veux bien, comme l'assure Maudsley, que l'étude des sciences naturelles soit un efficace préservatif de la folie : mais à une condition, c'est qu'elles nous aident à reconnaître que la vie contemporaine est foncièrement mauvaise et contre nature; c'est qu'elles nous donnent une ample provision d'énergie, pour conquérir les saines régénérations.

En un mot, dans le domaine économique, comme dans celui de l'amour, comme dans celui de l'éducation, dans tous les rapports entre hommes

(1) Voir les numéros 24 et 25.
(2) Dr J. Arnould, directeur du service de santé de corps d'armée pendant dix ans

d'un même pays ou de régions différentes, toute espèce de servitude engendrera toujours la haine et la souffrance, recruteuses de meurtres et de suicides. La liberté, qui ne peut s'élever que sur les ruines des pouvoirs asservissant l'homme à l'homme, est seule capable de faire fleurir, avec l'harmonie, la joie de vivre.

J. Decalvès.

UNE QUESTION

Lorsque les malheureux *coatti*, évadés de Pantelleria, commirent, dans leur ignorance bien excusable des conventions internationales, l'erreur de croire que la Tunisie, sous le protectorat des républicains de France, était devenue une terre de liberté et donnèrent ainsi dans le plus abominable des pièges, le très décoré Hanotaux répondit aux quelques-uns qui s'indignèrent que c'était la faute des fugitifs, qu'ils avaient mal choisi leur temps. « Au mois de septembre, déclarait cet ami du tsar, expire la convention qui règle les rapports entre la Tunisie et l'Italie: que n'ont-ils attendu jusque-là? Mais ces gens n'ont pas la moindre patience! il leur en a cuit: que voulez-vous que j'y fasse? » Et les quelques-uns qui, dans le monde parlementaire, s'étaient indignés, s'en retournèrent en répétant: « C'est vrai, tout de même, il a raison; la convention est là; que voulez-vous qu'il y fasse? »

Or, le mois de septembre est passé, l'ancienne convention italo-tunisienne est morte avec lui, une nouvelle dûment paraphée par le superbe habit brodé qui se nomme Hanotaux va être mise en vigueur. L'occasion est excellente, pour ceux qui s'étonnèrent il y a quelques mois, de demander si le nouveau régime exigerait encore la livraison aux gardes-chiourme d'Umberto des condamnés politiques dont la plupart ne sont que des déportés par mesure administrative.

Auront-ils la hardiesse de cette indiscrétion?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le Budget. — Ça va bien, très bien. On nous annonce pour le budget de 1897 un déficit de vingt millions, sans compter les dépenses pour le commencement des travaux de l'Exposition de 1900 que l'on évalue à cinq millions et qui ne sont pas encore inscrites au budget. Nous avions bien besoin d'un déficit! Déjà écrasés d'impôts de toutes sortes, nous allons voir nos gouvernants s'évertuer à trouver une nouvelle matière imposable, afin de boucher le trou du déficit. C'est tâche ardue, car tout ou à peu près, sauf le luxe et la richesse, est imposé — il n'est pas jusqu'aux certificats médicaux délivrés aux indigents sortant de l'hôpital qui ne soient soumis à un droit de 0 fr. 60. Un contribuable écrivait l'autre jour au *Rappel* pour protester contre l'augmentation constante de ses contributions annuelles, dont le taux s'est élevé, dans ces cinq dernières années, d'un treizième. Le correspondant du *Rappel* n'est pas au bout de sa peine. Le nombre des appétits à contenter augmente chaque année, et si l'on trouve fort naturel d'établir des impôts sur la misère, comme celui des certificats médicaux, il paraît exorbitant et parfaitement subversif de réaliser des économies sur les traitements des gros bonnets de la République et des « grosses légumes » de l'administration. Ce sont là des dépenses sacrées que l'on ne saurait songer même à réduire.

Il faudrait cependant bien comprendre que de tout l'argent que l'Etat nous arrache sous prétexte d'administrer les affaires du pays, une faible, très faible partie passe aux services publics; que ceux-ci, dès lors, nous coûtent extrêmement cher et que nous aurions un intérêt capital à les organiser nous-mêmes, directement, par la libre entente, parce qu'alors ils le seraient le plus économiquement possible et fonctionneraient autrement mieux; qu'il nous faut avant tout nous débarrasser de cette pieuvre, l'Etat, et que nous n'en aurons raison qu'en lui coupant les vivres. L'Etat ne vit que par nous qui lui fournissons des subsides; organisons contre lui *la grève générale de l'impôt*, et il s'en ira d'inanition. Il nous sera dix fois plus avantageux de gérer directement nos affaires, car nous n'aurons pas une nuée de parasites à entretenir par-dessus le marché.

***

Les Parents. — Au nº 21 de la rue du Cherche-Midi, vivait une veuve Parisi avec ses deux fils, dont le plus jeune n'était âgé que de 15 ans. D'un caractère indépendant, incapable de se plier à aucun joug, ce dernier ne pouvait supporter les rebuffades grossières de ses successifs patrons d'apprentissage. Ses goûts le portaient vers l'étude, mais, dans notre belle société, les pauvres n'ont pas le droit d'étudier; ils doivent, dès que leurs forces leur permettent de tenir un outil, vivre d'une vie de bête de somme et dire adieu à toute satisfaction intellectuelle. Pour le gamin, la vie était devenue un enfer; à tout propos, on lui reprochait le pain qu'il mangeait. Enfin sa mère le menaça de le faire enfermer dans une maison de correction, et, aussitôt sa menace faite, elle sortit pour, dit-elle, aller avertir le commissaire de police. L'enfant s'enferma dans sa chambre et se tua d'un coup de revolver. Dans une lettre adressée à sa mère, il avait tracé ces quelques lignes pleines de fierté:

« Ah! tu as voulu me faire enfermer dans une maison de correction avec des voyous et des goujats. Tu n'auras pas cette peine. Je ne suis pas à cette hauteur-là, » etc.

Sa mère peut gémir maintenant sur le résultat de son inintelligence. Si, au lieu d'intervenir avec sa prétendue « autorité » et de molester constamment son fils, elle l'eût laissé libre de suivre la carrière qui lui souriait, elle n'aurait pas à déplorer ce suicide dont elle est responsable.

***

L'ami de Bességuier, l'illustre Fabreguette, premier président de la cour d'appel de Toulouse, qui, sous son inspiration, a, par l'étrange arrêt que l'on connaît, déclaré délictueux de la part d'un journal de donner son appui à des grévistes, vient d'être nommé, en récompense de ses services à la classe bourgeoise et capitaliste, conseiller à la Cour de cassation.

Heureux les justiciables qui auront à faire l'épreuve de son impartialité!

***

République bourgeoise. — Outre les arrestations ou tentatives pour « affiliation à une association de malfaiteurs » dirigées contre nos amis C. Martin, Matha, Pouget et Denéchère, par un magistrat sans nul doute fraîchement débarqué de Pontoise, puisqu'il ignorait qu'il n'y a pas longtemps nos camarades ont été acquittés de ce chef d'accusation, il faut signaler encore d'autres exploits à l'actif de notre aimable République.

Le 9 octobre dernier, M. D..., professeur, rentrant de vacances, a été arrêté à Asnières parce que sa rentrée chez lui *coïncidait avec l'arrivée du tsar à Paris!* Quand on s'aperçut que M. D... était un fort tranquille opportuniste, on le relâcha.

Espérons que cet incident l'éclairera sur les mérites de la République qu'il défend.

Celle-ci est plus forte.

M. Stanislas Pacewicz, qui, malgré son nom, est Français né en France et ayant servi durant la guerre de 1870, a été arrêté et interné à l'infirmerie spéciale du Dépôt avec des fous, où, pendant *neuf jours*, il dut entendre les hurlements affreux de ses voisins de cellule. Au bout de ce temps, on le relâcha sans explication ni excuses.

N'est-ce pas qu'elle est propre, la République bourgeoise?

André Girard.

***

Cette. — Nous devons signaler à tous les groupes de la région un individu qui s'était faufilé parmi nous et qui n'est autre qu'un mouchard. Il se dit mécanicien, parlerait trois langues, l'italien, l'espagnol et l'anglais. Des camarades d'ici, le soupçonnant, l'ont surveillé et ont constaté ses accointances avec la police. C'est lui qui a fait arrêter le camarade Bovard, citoyen suisse, prévenu de n'avoir pas fait sa déclaration d'étranger et de fréquenter des anarchistes. Bovard a eu le tort de donner asile à cet individu, qui a introduit dans sa malle un tube quelconque. Voici le signalement de ce personnage: taille 1 m. 80, pied gauche légèrement tourné, paraît âgé de 28 ans, cheveux blond cendré, petites moustaches rousses avec « fer à cheval ». Il dit s'appeler Meton.

(*Correspondance locale.*)

***

Les Grèves. — Il semble qu'il y ait en ce moment une recrudescence dans les grèves. De tous côtés on signale des cessations de travail.

A la Grand'Combe, plusieurs milliers de mineurs se sont mis en grève pour résister à une baisse déguisée de salaires. Ces trop loyaux ouvriers ont eu la naïveté de promettre aux autorités d'assurer l'aérage des mines. Autant dire qu'ils s'enlèvent d'avance toute chance de réussite.

A Marseille, les mouleurs ont cessé le travail, réclamant que la prime d'assurance contre les accidents fût payée par les patrons et non par eux.

A Pouilly-sur-Saône, les ouvriers réclament la réintégration d'un des leurs, renvoyé parce qu'il était secrétaire du syndicat. Ce n'est pas le motif avoué, sans doute, mais c'est le véritable.

A. G.

***

Perpignan. — On signale de Perpignan que les déserteurs espagnols réfugiés dans cette ville sont mis par le gouvernement français dans l'obligation de quitter la ville.

Décidément, jamais aucun gouvernement n'a égalé en bassesse le gouvernement de la République française.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les Libertaires des Xe et XIe arrondissements. — Le dimanche 25 octobre, grande ballade en voiture aux environs de Paris. Jeux divers. Le soir, banquet suivi de bal; fête de nuit. Les dames sont admises.

Aller et retour en voiture, banquet et voiture, le tout compris, 3 fr. 50 par personne.

Pour faciliter les camarades de divers arrondissements, il est fixé deux rendez-vous.

Premier rendez-vous: boulevard de Belleville, 110, angle de la rue Ramponeau, à midi; départ à 1 heure précise.

Deuxième rendez-vous: salle Mathieu, 8, place Daumesnil, à midi 1/2; départ définitif à 1 heure 1/2 précise.

On trouve des cartes aux *Temps Nouveaux*, au *Père Peinard* et au *Libertaire* jusqu'au dimanche matin, à 10 heures.

Les camarades qui n'auraient pas pu prendre leurs cartes d'avance en trouveront au lieu de rendez-vous.

***

Les *Libertaires des Xe et XIe* se rencontrent chez le bistrot, 94, faubourg du Temple, les jeudis et dimanches, à 8 h. 1/2 du soir.

***

On nous demande l'insertion suivante:

Solidarité. — Une compagne italienne, récemment arrivée à Paris, a été dépouillée, *le jour de la fête*, de son porte-monnaie.

Il s'agit de venir en aide à cette camarade qui est sans ressources à Paris. Les amis qui sont à même de faire quelque chose peuvent envoyer au *Libertaire*, 5, rue Briquet.

***

A la Bibliothèque nationale. — Savez-vous que ce n'est pas commode de lire à la Bibliothèque nationale? Si l'on ne montre patte blanche, c'est-à-dire carte rouge, on est condamné à la salle commune, où, en fait de sociologie et d'anthropologie, on trouve tout juste de vieux rossignols, tels qu'une *Etude sur l'homme*, de Dufour, d'un moralisme au jus de guimauve, et qui vous endort au bout de la seconde page. Il paraît que c'est assez pour le bon populo.

Mais si l'on tient à être de la caste des initiés, on adresse une demande au bibliothécaire, on va soi-même le lendemain chercher la réponse au secrétaire de M. le conservateur, qui fait d'abord quelques difficultés. Dans votre lettre, vous dites que vous désirez lire: c'est que, dans les salles spéciales, on n'y va pas pour *lire*, mais pour *travailler*.

Enfin, après quelques pourparlers, on obtient, comme étranger de passage, une carte *valable pour quelques jours*.

On peut donc entrer dans les *salles de travail!*

Mais on n'en a pas fini avec les petits papiers.

Un larbin, qui est à la porte, vous donne un bulletin imprimé, où il y a des blancs à remplir; il faut indiquer son nom, son adresse. Puis on va à l'autre bout de la salle, où siègent ces messieurs du bureau. Autre bulletin à prendre : cette fois, c'est du vert (on passe par toutes les couleurs). On en prend autant que de volumes, et, outre son nom et son adresse qu'il faut écrire de nouveau sur chaque bulletin vert, on a soin d'inscrire le numéro de la place qu'on choisit dans la salle, puis le titre du volume, le nom de l'auteur, l'endroit où il a été imprimé, la date de la publication, etc.

Après cela, on remet son stock de papiers à ces messieurs du bureau, et l'on va tranquillement à sa place. Et l'on attend, et l'on attend. Demi-heure se passe; certaines fois, trois quarts d'heure, et enfin vous voyez arriver un employé qui vous apporte obséquieusement les livres demandés, à moins que ce ne soit pour vous dire qu'il est impossible de les avoir.

Et alors, c'est à recommencer.

Pendant ce temps, que font messieurs les employés? Il y en a un et même deux, à la porte, exclusivement occupés à regarder les cartes d'admission et à distribuer des bulletins blancs; un autre, au bureau, qui, minutieusement, classe les bulletins, une fois remplis, un autre, également au bureau, qui, *une fois les livres arrivés*, s'attache à inscrire, dans les vides laissés par les lecteurs sur les bulletins, des indications très utiles, telles que : le format des volumes, le chiffre de classement (place occupée sur les rayons).

D'autres messieurs, à fonctions très vagues, m'ont paru être là pour donner de loin en loin quelques indications pouvant aider les employés dans leurs recherches.

Aussi, vous comprenez, ces messieurs ont beaucoup de loisirs; et, pendant qu'on se fait du mauvais sang à attendre, eux, ne s'en font pas du tout, et ils se gaudissent, et ils lisent leur journal.

Ah! un autre habitant de la salle que j'oubliais, parce que je n'ai pas pu arriver à établir exactement ses fonctions. On dirait assez un vieil invalide, avec des décorations plein la poitrine. Il se ballade, il s'arrête, puis il se ballade encore.

Dans tout cela, vous ne voyez pas beaucoup le rôle des *employés actifs*, de ceux *qui cherchent les volumes*. C'est qu'en fait, il se réduit au strict minimum. Combien y a-t-il de *chercheurs?* Peut-être un pour dix : je ne dois guère me tromper, sans doute. Et c'est ce qui explique qu'on attende tant.

Pourquoi donc toutes ces chinoiseries? A la Bibliothèque de Marseille, que je ne veux certes pas citer comme réalisant encore l'idéal de la simplification, pas d'autorisation à présenter, pas de bulletins à remplir; vous vous adressez directement à un quelconque des employés du bureau, qui va vous chercher le volume et vous l'apporte au bout d'une minute ou deux. La seule formalité consiste, une fois le volume reçu, à en inscrire le titre sur un registre laissé à cette fin sur la table.

Je n'ai pourtant pas entendu dire qu'à la Bibliothèque de Marseille, il se fût commis plus de vols qu'à la Bibliothèque nationale.

D'ailleurs, je défie bien tous les bonzes et les larbins de la Bibliothèque nationale, malgré le temps qu'ils y mettent, de pouvoir contrôler toutes les indications des petits papiers : le nom est-il exact? l'adresse juste? est-il tout à fait impossible de quitter adroitement sa place pendant la séance, pour en prendre une autre?

Puis, à la fin, tout le monde à la fois rapporte des livres qui s'empilent. A la hâte, un employé, appose, avec un tampon : *Rendu*, sur le bulletin blanc, qu'il faut présenter à la porte, pour pouvoir sortir. Je doute bien que, dans ces conditions, la vérification puisse être complète.

J. Degalvès.

⁂

Saint-Denis. — Tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales et tous ceux qui sympathisent aux idées libertaires et ont à cœur leur vulgarisation, sont priés de venir samedi soir, à 8 heures, chez Valet-Drecq, place aux Gueldres.

Fondation d'un cercle d'études. — De l'orientation à donner à la propagande.

⁂

Agen. — Les *Libertaires* se réunissent tous les samedis soir au café Dilland, place du Poids-de-la-Ville. Ils invitent tous ceux qui se sentent attirés vers le problème social à venir échanger amicalement avec eux leurs idées.

On y trouve les journaux anarchistes.

⁂

Nîmes. — Les *Libertaires* se trouvent tous les samedis et dimanches au Café du Gard, boulevard Gambetta.

⁂

Chalon-sur-Saône. — Tous les dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, réunion des amis de la liberté. Causerie, chants et poésies.

—

Salle du Colisée, samedi 24 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire par Evariste Laurent et J. Rocher.

Sujet traité : *Patriotisme et militarisme*.

Entrée : 25 centimes; gratuite pour les dames.

Les notabilités chalonnaises sont spécialement invitées.

⁂

Amiens. — Le *Groupe sociologique et littéraire* se réunira désormais le samedi de chaque semaine, à l'heure et au local habituels. En conséquence, les camarades du groupe sont convoqués pour le samedi 31 octobre.

Nous ne saurions trop engager les jeunes militants studieux, recherchant la vérité, à suivre exactement les études du groupe, afin d'acquérir la plus grande somme de connaissances utiles et nécessaires, dans la lutte que nous avons à soutenir contre des adversaires de toutes catégories.

⁂

Reims. — Nous avons un camarade chargé d'une assez nombreuse famille qui est dangereusement malade. Prière aux camarades de remettre leur petite obole au vendeur Vatel (Emile).

⁂

Le Havre. — Salle du Cercle Franklin, cours de la République, conférences publiques et contradictoires par Sébastien Faure, les samedi 24, lundi 26 et mercredi 28 octobre, à 8 h. 1/2 du soir.

⁂

Rouen. — Au Tattersall, 13, rue des Fossés-Saint-Yves, conférences publiques et contradictoires par Sébastien Faure, les jeudi 29 et samedi 31 octobre, à 8 h. 1/2 du soir.

⁂

Saint-Étienne. — Samedi 24 courant, à 8 heures du soir, Grande Brasserie de Bellevue, conférence sur la *République cléricale, Mensonges sociaux, Pourriture bourgeoise*.

Lundi, à 8 heures du soir, rue du Soleil, salle Tacheix, conférence sur la *Question sociale*.

Ces deux conférences seront faites par le camarade Brousouloux.

NÉCROLOGIE

Encore un bon qui s'en va. Vendredi dernier, plusieurs camarades ont suivi jusqu'au cimetière de Bagneux le convoi civil du camarade Georges Guillemard, mort le 14 octobre, à l'Hôtel-Dieu, d'une hypertrophie au cœur, à l'âge de 36 ans.

C'était un militant, et un bon propagandiste des idées libertaires, qu'il répandait avec chaleur et conviction parmi les groupes.

Tous ceux qui connurent Guillemard regretteront le bon camarade et l'ardent libertaire qu'il était.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Les Mystères de Constantinople*, par P. de Regla; 1 vol., 3 fr. 50. — *La Future Débâcle*, par Gustave Nercy, ex-commandant de cavalerie; 1 vol., 3 fr. 50.

Poèmes (nouvelle série), par Verhaeren; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Échaudé.

Le Socialisme et la Science sociale, par Gaston Richard; 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Ethicky anarchismus, napsal Vilém Korber; 1 brochure à la *Volny Duch*, à Prague.

Perchè siamo anarchici? par S. Merlino; 1 brochure à la *Questione Sociale*, Buenos-Ayres.

Almanach de la Question Sociale illustré pour 1897 (7e année), 1 vol. de 270 pages, par Argyriadès; 1 fr. 50, à la *Question Sociale*, 5, boulevard Saint-Michel.

A LIRE

Les Usines de mort en Allemagne, E. Lacordaire, *Revue des Revues*, 15 octobre.

Article sur le même sujet, *Justice*, 17 octobre.

Un mois dans les prisons d'Espagne, par Marmol, *Revue Blanche*, 15 octobre.

PETITE CORRESPONDANCE

Manuel Devaldès. — Votre chronique n'était pas une réponse à Malquin, c'est entendu. En quoi cela atténue-t-il les imbécillités qu'elle contenait contre les anarchistes et justifierait-elle l'insertion d'une lettre qui ne rectifie rien? Du reste, je vous ai déjà donné dans le dernier numéro. Je ne peux plus rien faire pour vous.

D., à Beauvais — Collections expédiées.

J. D., à Winterthur. — Avions bien reçu votre lettre.

E. H. — Lu *Comme nous allons;* trop incorrect comme prosodie.

Le camarade de Marseille qui a fait ses treize jours à Nîmes est prié de donner aux camarades de là-bas, par la voie du journal, l'adresse de l'éditeur des œuvres dont il leur a parlé.

Cri des Opprimés. — Envoyez-nous les numéros 1 et 2.

P., rue de Duras. — Le numéro avait été expédié. Avons réexpédié une deuxième fois.

R., à Grenoble. — Nous en tiendrons compte ultérieurement. J'avais oublié.

L. C., Maisons-Laffitte. — Demandez vous-même à la libraire de la gare, afin qu'elle le fasse venir.

E. G., à Montpellier. — Entendu.

C. F., à Milan. — Ai expédié brochures et *Gueules noires*. Pour l'*Anarchie et l'Evolution légale*, écrivez à Bruxelles; je n'en ai plus. La *Bibliographie* n'est pas encore prête; ce sera un volume de 3 fr. 50. Reçu mandat. Le reste est pour votre abonnement?

P., à Brieulles. — Oui, l'abonnement ne finit que fin octobre. Par erreur, l'avertissement a été marqué à tous.

G., à St-Denis. — Ai expédié les numéros.

M., à Nîmes. — Ai mis les trois exemplaires *Art* et la *Révolte* dans le paquet de V.

E., à Lescar. — Les deux *Paroles* et deux *Agriculture* expédiées.

E. R., rue C. — Reçu le mandat. Abonnement servi. Envoyez l'article. J'avais communiqué l'idée à d'autres camarades qui doivent s'en occuper aussi.

K., Lyon. — 15 fr. pour l'abonnement des deux années et 7 fr. 85 pour les volumes. Entendu pour le reste.

B., à Roubaix. — Ça sera bien, en effet. Les correspondances locales nous manquent.

Robin. — Avisons la maison Hachette.

M. — Vous pouvez passer chez Pouget prendre le dessin de Signac.

Reçu pour le journal : R., à Nîmes, 1 fr. 20. — Chambon, par C., 6 fr. — K., à Spa, 1 fr. — Vente de vieux timbres, 1 fr. 50. — La machine élévatoire, 8 fr. — E. R., 4 fr. — R., à Wasigny, 2 fr. — Merci à tous.

H., à Angers. — B., à Puget-Ville. — C., à Toulon. — L., à Epinal. — V., à Saint-Nazaire. — M., à Nîmes. — O., à Courtrai. — B., à Marseille. — M., à Avignon. — A., à Niort. — F. B., à Loulay. — M., à Lyon. — L., à Bruxelles. — A. S. — V., à Nîmes. — M., à Troyes. — P., à Grenoble. — H. V. — C., à Nancy. — V., à Percy. — M., à Azaruja. — G., à Tarare. — B., à Mirepoix. — C., à Turin. — G., à Langon. — V., à Reims. — R., à Courtenay. — M., à Nonancourt. — K., à Hussigny. — F., à Amiens. — D., à Pont-Audemer. — B., à Roubaix. — R., à Roanne. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Nîmes

Chez Brémond, 21, rue Saint-Pierre, et par le camarade Villemejeanne, qui les vend dans les rues, ainsi que la *Sociale*, le *Libertaire* et toutes nos brochures.

à Angers

Chez Duvivier, 26, rue Plantagenet.

Chez Dron, 23, rue Bodinier.

Chez Constant Bruon, 21, place de la République. — Ce dernier camarade porte à domicile.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 27 DIX CENTIMES DU 31 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous envoyons, avec ce numéro, le bordereau mensuel à nos dépositaires. Nous les adjurons encore une fois de ne pas nous forcer à leur écrire à plusieurs reprises, et de nous régler au plus vite. Il y va de la régularité dans l'apparition du journal. Ceux qui n'ont pas répondu à nos demandes réitérées du mois passé, ne devront pas s'étonner s'ils ne reçoivent pas l'envoi de la semaine prochaine.

DES ORIGINES DE L'AUTORITÉ

On a toujours prêché aux individus le renoncement de leur personnalité, toujours on leur a dit que leur volonté devait s'annihiler devant les besoins sociaux que représentaient plus ou moins — ou avaient du moins cette prétention — ceux qui sont au pouvoir. Il faut voir sur quoi repose cette prétention; si elle est bien conforme, non seulement à l'intérêt de l'individu, mais aussi à celui de l'état social au nom duquel on a l'intention de parler.

On se perd en discussions pour savoir qui est antérieur : la société à l'individu? ou l'individu à la société?

A quelle époque les hommes se sont-ils groupés?

Etait-ce alors que commençait à leur venir la parole? Cela remonte-t-il plus haut, alors que pas encore débarrassés de leur gangue animale, rien ne les distinguait encore des grands singes dont notre espèce ne serait qu'une ligne collatérale? ou, datant de plus loin encore, l'esprit de sociabilité nous vient-il des espèces ancestrales des mammifères, ou de plus haut encore? puisque les êtres organisés ne sont, eux-mêmes, qu'une association de la cellule primitive.

Question difficile à résoudre, et ne présentant, selon nous, qu'un point de science, intéressant peut-être à élucider, mais dont la solution n'est nullement nécessaire à celle de la question sociale, les individus — nous y reviendrons plus loin — n'étant pas des cellules plastiques ayant à s'adapter à un fonctionnement vital coordonné, mais étant des êtres agissants, mobiles et pensants qui peuvent délibérer et choisir leur mode de fonctionnement.

Liberté du choix très relative, nous le savons, puisque ce choix est subordonné à des conditions de développement, de circonstances et de milieu, mais supérieure à celle de la cellule, puisqu'elle est privée de cette délibération, et que son adaptation à des conditions de vie n'est déterminée que par des réactions mécaniques ou chimiques pures et simples.

* *

La sociabilité, tout le monde le sait, n'est pas l'apanage de la seule espèce humaine. On rencontre l'état de société à tous les degrés de l'évolution végétale ou animale. En minéralogie même, on trouve toujours certains corps associés à d'autres, toujours les mêmes, jamais avec un quelconque. Depuis l'association parasitaire, — image de notre bourgeoisie — où l'hôte se nourrit de celui auquel il s'est imposé, jusqu'à celles où il y a échange de services, comme dans l'association de la mousse qui entretient l'humidité au pied du chêne, alors que celui-ci lui donne l'ombrage; depuis l'association provoquée par simple réflexe jusqu'aux associations conscientes, compliquées comme celles des fourmis, des abeilles, pour aboutir à nos sociétés humaines, si compliquées comme rouages, lois et institutions, partout le groupement est la loi générale, puisque c'est le groupement des atomes de la matière primordiale qui donne naissance aux formes multiples que nous lui voyons prendre pour être visible.

Mais, quoi qu'il en soit, on pourrait suivre dans leurs recherches ceux qui veulent établir l'antériorité de la société sur l'individu; il y a un fait positif : à n'importe quel stade de son évolution que se soit produit chez l'homme le besoin d'association, l'individu n'en est pas moins antérieur à la société.

Plus nous remontons haut dans l'échelle de l'évolution, de moins en moins importants sont les groupements humains. Depuis les agglomérations comprenant des millions d'hommes des sociétés plus ou moins civilisées, pour aboutir aux groupes ne comprenant pas plus de quatre à cinq individus des Pécherais, pour tomber à moins encore, la simple association de l'homme et de la femme des Boschimen.

Mais puisque l'on veut remonter à l'origine de l'évolution, pour quelle raison s'arrêterait-on en chemin? Pourquoi ne pas remonter aux origines de la vie? Et nous arrivons ainsi à l'être primordial, la cellule, expression première de l'individualité. C'est de l'association de cellules que sont sortis les êtres organisés, dont l'homme! La réponse est donc nette et précise : l'individu, de par son origine, est bien antérieur à toute société.

Et puis, on s'imagine bien les individus vivant isolés; vivant très mal, cela se conçoit, revenant à l'état de barbarie, perdant une à une toutes les acquisitions de leur cerveau qui les affranchissent de la sujétion du milieu ambiant, mais, enfin, continuant d'exister, tandis que l'on s'imagine mal une société sans individus! Ici encore, la réponse est des plus catégoriques : la société n'existe que par les individus qui la composent. Elle n'a de raison d'être que par l'utilité que ceux-ci peuvent en tirer. Elle doit donc se modeler au gré de l'évolution individuelle. C'est la plus grande des inconséquences de vouloir que ce soit l'individu qui se plie aux exigences d'un être abstrait qui n'a et ne peut avoir d'existence propre que par une fiction absurde.

* *

Nous ignorons à quelle date de notre évolution se sont formés les premiers rudiments de nos sociétés humaines; nous ne savons pas davantage comment ils se sont formés.

En remontant à ce que nous pouvons augurer des périodes préhistoriques, en nous aidant de ce que nous savons des souvenirs historiques et de ce que nous racontent les voyageurs sur les peuplades primitives encore existantes, nous en avons pu augurer que ces premiers groupements ont été très restreints à leurs débuts, les individus étant, entre eux, sur le pied de la plus parfaite égalité, n'ayant ni chefs ni propriété individuelle. Comment, dans ces associations, prirent naissance ces deux pestes? voilà encore ce que nous ignorons, et où l'on ne peut faire que des conjectures. Mais elles sont faciles.

Quelques individus, plus forts, plus intelligents, plus adroits ou mieux servis par les circonstances, ayant rendu, à l'occurrence, quelques services à leur groupe, clan ou tribu, leurs coassociés s'habituèrent à les consulter de préférence lorsque, ayant à agir en commun, ils ne savaient à quel parti s'arrêter ou que, devant la multiplicité des opinions émises, il s'agissait de prendre l'avis de ceux que l'on considérait les plus aptes à résoudre un cas difficile.

L'habitude aidant, les membres du clan en vinrent graduellement à subordonner leur action, selon le degré de confiance qu'ils éprouvaient, aux avis de ceux qu'ils reconnaissaient plus aptes à leur en donner de bons.

L'homme est un composé de facultés diverses, contradictoires parfois. Ce n'est qu'en luttant — contre la nature, contre ses semblables — qu'il a développé son cerveau. Tout notre passé historique n'est qu'une lutte sans trêve contre l'autorité — spirituelle ou matérielle, — une longue aspiration vers la liberté, et il a une tendance à se reposer sur les autres du soin de l'initiative à prendre; il est continuellement porté à se faire l'adorateur de ceux qui lui semblent supérieurs, à annihiler son individualité en se mettant à leur remorque, en ne voyant, ne pensant que par eux, n'agissant que d'après leur volonté.

Ceux qui furent l'objet de cette confiance en profitèrent pour la faire dégénérer en subordination. Sans volonté préconçue de leur part peut-être; en se laissant aller au cours des choses, profitant seulement des avantages qui s'offraient, sans doute.

En se rendant utiles en des occasions répétées, leur influence s'en augmenta : ils s'en servirent pour en tirer des avantages matériels; du dévouement volontaire, ils firent une servitude imposée, et, progressivement, s'aidant l'une l'autre, l'Autorité et la Propriété firent ainsi leur entrée dans les sociétés primitives.

Les uns s'habituèrent à posséder et à commander; les autres, à obéir, à ne se servir qu'après que leurs maîtres avaient fait leur choix d'abord, ensuite à les voir accaparer les fruits de leur travail, ou la meilleure partie de leur butin de guerre. Quand plusieurs générations eurent passé là-dessus, les individus étaient habitués à accep-

ter cet état de choses comme une des conditions de l'ordre social!

Insensiblement, la subordination consentie s'était transformée en sujétion imposée, et ceux qui naquirent au milieu d'un état social ainsi organisé purent croire qu'il en avait toujours été ainsi, que cela marchait selon l'ordre naturel des choses. N'ayant jamais connu un autre état, il leur sembla légitime que les uns possédassent cette terre que, eux, cultivaient. Payer une redevance pour obtenir de féconder de leur sueur et de leur travail cette glèbe dont ils étaient issus, leur sembla un progrès immense. Les individus s'étaient habitués à se contenter de peu.

(*A suivre.*) J. Grave.

CORRESPONDANCE ANARCHISTE[1]

Il me semble que jusqu'à présent tous ceux qui se sont occupés d'études sociales et psychologiques ont négligé une étude des plus importantes: celle de l'enfance. Il y a là certainement un champ d'investigations d'un intérêt supérieur, qui a été, tant que je sache, jusqu'à présent, peu ou point exploré.

Nous nous lançons à corps perdu dans des discussions en prenant pour étalon l'homme actuel, c'est-à-dire l'être faussé, dénaturé, déformé que nous sommes, n'ayant d'humain que l'étiquette mensongère que nous y mettons; car il faut bien se convaincre que l'homme n'est actuellement que le produit de la société qui, par des organisations barbares et contre nature, a tenté de tous temps à dévier sa destinée; en effet, l'observation et le raisonnement nous démontrent directement que toute organisation, toute institution ont eu pour but unique et absolu, si ce n'est avéré, du moins pratique quant au résultat, de non seulement vouloir retenir l'humanité en un point fixe, mais encore de tenter de lui faire rebrousser chemin, cela en favorisant le développement anormal des vices primordiaux et en cherchant à détruire avec une désolante énergie tout instinct de perfectibilité en germe en l'univers entier.

Nous sommes donc dans une profonde erreur en basant mal nos observations: de là ces discussions stériles, en voulant adapter à notre état psychologique du moment un nouvel état social. Je vous citerais, par exemple, cette interminable discussion entre camarades au sujet de la morale. Quoi! pas de morale? s'écrient les uns, mais il faut quelque chose lubréfiant (pardonnez la trivialité du terme) les relations entre humains, angoissés par la pensée de retomber dans les luttes bestiales des âges préhistoriques; tandis que d'autres, avec l'intuition de l'action néfaste sur leur cérébralité produite par toutes les morales imposées proclament: Pas de morale! aucune, ni anarchiste ni d'aucune espèce! — Certainement les deux peuvent avoir raison, comme aussi ils peuvent avoir tort: le tout est de savoir comment ils démontrent leur pensée car ni une affirmation, ni une négation toute simple ne peut être une démonstration rationnelle.

Pour moi, je n'y vois que le produit d'une équation mal établie et, dans la plupart des cas, une mauvaise interprétation des termes. Nous n'avons aucune illusion à nous faire: tout farouches que nous soyons dans notre révolte, peu ou prou nous gardons le pli, la fausse direction, l'empreinte laissée en nos cerveaux par l'organisation sociale que nous combattons; dès le berceau nous sommes marqués de cette tare et nous voudrions, plus ou moins, adapter à notre individualité une société nouvelle, sans songer qu'en cela nous faisons acte de réactionnaire.

La question à résoudre est de se reconstituer, de redevenir soi-même, de se débarrasser de tous les agrégats dont est déformé l'individu, déposés là par des siècles de fausse sélection, par l'éducation, l'instruction, le milieu, puis plus tard par la lutte inévitable pour la vie dans des conditions barbares et inéluctables où il est enfermé par une monstrueuse organisation, pesant la vie durant de tout son poids colossal sur ce pauvre organisme; certes cette œuvre de régénération intime n'est pas aussi simple et facile que cela l'est au politicien retournant casaque ou au prêtre jetant sa soutane aux orties de dire tout à coup: Je suis anarchiste!

La pierre fondamentale d'une société future est là dans ce petit être, vers lequel trop rarement nous nous baissons pour suivre l'évolution de son intelligence, occupés que nous sommes comme l'astronome à regarder en l'air, tandis que la vérité est à nos pieds; nous nous croyons quittes envers l'enfant après quelques caresses, sans songer qu'il pourrait être notre maître en bien des choses, si nous nous donnions la peine de l'étudier.

J'ai lu bien des pages d'admirable critique sur l'éducation de l'enfant, mais personne que je sache ne s'est livré à une étude psychologique, étude minutieuse et de longue haleine, nécessitant une mentalité pure, dépouillée de préjugés, avec toute la sincérité et la bonne foi d'un véritable savant; ce serait un travail énorme, mais aussi je suis certain qu'il aurait une puissante influence sur la conception claire et nette d'une société anarchiste.

⁂

L'article que *El Oprimido* a publié sous le titre de: «Disciplina», traduction des *Temps Nouveaux*, est assez d'actualité ici dans ce pays de liberté!! — Cela me remet en mémoire des faits analogues dont je fus témoin oculaire.

En 1888, faisant le mesurage d'un terrain au Chaco, je fus forcé, à la suite d'une chute de cheval, de séjourner deux longues semaines dans un fortin de la frontière, le fortin Républica. Les tortures infligées à ces pauvres soldats (le 11e de ligne) pour la moindre faute, un caprice du jeune lieutenant ou du sergent, étaient épouvantables. Les gravures de la *Sociale*, les descriptions ne peuvent que donner une pâle idée de ces atrocités; il faut avoir vu cela pour se sentir le cœur plein de haine contre une organisation où pareilles barbaries sont possibles.

Pour ne parler que de la punition la plus anodine, j'ai vu un homme robuste puni de planton: cela consiste simplement à se tenir debout, avec défense de faire le moindre mouvement; une sentinelle, baïonnette au canon, réprime le plus léger changement de posture par un coup de pointe ou de crosse, lorsque ce n'est pas l'officier lui-même qui le fait en administrant des coups de plat de sabre; généralement, sans doute par un raffinement sadique, l'homme puni était placé devant la véranda du lieutenant, celui-ci se plaisant à lui adresser de sanglantes injures; moi-même j'étais étendu sous cette même véranda et, bon gré, mal gré, j'assistais à ces spectacles profondément odieux et révoltants.

Au premier abord, cela ne semble pas trop barbare, mais il faut suivre graduellement sur le masque du supplicié toutes les phases de la souffrance, jusqu'au moment où l'homme, brisé, à bout de forces, s'effondre sur lui-même comme une chose, une loque, sans énergie, préférant les coups brutaux à cette position qui le tue et l'idiotise. — Comme je vous le disais, c'est là le supplice le plus doux; il y en a d'autres qui sont des raffinements inouïs de cruauté, comme le « *cepo de cabeza* » où le malheureux a le cou pris entre deux blocs de bois échancrés, le « *cepo de lazo* » où il a les pieds liés au moyen d'une corde de cuir tendue entre deux piquets, le « *cepo de campana* » en lui passant aux jarrets un fusil et en lui attachant les mains aux genoux; puis enfin l' « *estaqueada* » où on l'attache à des piquets par les quatre membres, ce qui équivaut à un écartèlement

Des choses horribles, stupéfiantes, qui me poursuivaient la nuit en un cauchemar horrible, ce qui, je crois, hâta ma guérison, car la compagnie de ces galonnés m'était devenue insupportable.

Ce qui me causa toujours un étonnement douloureux, c'est la résignation de ces hommes torturés: ils avaient cependant tant d'occasions d'acquitter leur dette de haine envers leurs bourreaux. — Il faut bien que le jeune lieutenant eût quelque peu raison, lorsque, lui ayant communiqué ma pensée, il me dit en riant: « Voyez-vous, pour mater un homme, il n'y a rien de tel que le « cepo »; je suis plus tranquille au milieu de ceux que j'ai punis que des autres. »

⁂

Puisque j'en suis à ces souvenirs, laissez-moi vous conter un fait qui m'impressionna fortement et resta gravé dans ma mémoire à tout jamais.

Au retour du Chaco, nous nous arrêtâmes deux jours à la Laguna Verde, quartier général des forces militaires de la frontière; un major était le tout-puissant de ce petit village militaire; aimable, très correct, il nous fit tout visiter, nous montra les armes prises aux Indiens, des armes de gamins, des morceaux de ferrailles attachées au moyen de lanières de cuir à des bâtons, des flèches dont la pointe ne dépassait pas un pouce, des boléadoras, armes de jet terribles, au dire du major, dans les mains de ces sauvages, et tandis que ces armes éveillaient en lui le souvenir de « hauts faits » qu'il nous contait avec complaisance, je ne pouvais m'empêcher de le regarder, non avec l'étonnement béat que pouvait causer la vue d'un héros, mais bien avec un sentiment répulsif et pitoyable en voyant la contradiction ironique où il s'enferrait sans même s'en apercevoir, lui, droit dans sa tunique bleue au col constellé d'étoiles d'or, un bon revolver au côté, un grand sabre battant ses mollets, tandis que par la porte grande ouverte l'on voyait briller les faisceaux des fusils à répétition, tandis qu'il nous passait les pauvres engins de guerre de ses primitifs ennemis; j'avais une envie folle de rire comme si j'eusse écouté le récit de monstrueuses tartarinades.

Ce n'était pas suffisant à sa gloire, paraît-il, car il nous mena visiter les prisonniers, ou plutôt les prisonnières, puisque sur une trentaine d'individus il n'y avait que quatre hommes. Ces pauvres créatures étaient pêle-mêle sous des tentes, en loques, dans un désordre affreux, étalant leur sexe en une impudeur de bête; cela n'avait certes rien de bien édifiant, et nous allions sortir, pris à la gorge par l'odeur âcre de ces corps, quand le major, nous désignant dans un coin une masse informe d'où surgissaient, puis disparaissaient deux petites têtes aux cheveux plats, nous regardant de leurs grands yeux noirs pleins de curiosité et d'effroi, sentit le besoin de nous conter une prouesse de plus. Qu'avait-il donc dans le cœur et le cerveau, cet homme, pour ne pas se taire? cela lui eût été si facile.

Cette masse, qu'il nous désignait du doigt, était la femme d'un cacique très connu pour ses actes de pillage: pas un vol de chevaux dans toute l'étendue de la frontière où il ne fût mêlé, ce qu'on reconnaissait à sa piste, pour la petitesse extraordinaire de son pied, paraît-il; il avait nom Juan el Petizo, mais toujours insaisissable; dans une expédition poussée très avant dans l'intérieur, la troupe parvint à surprendre la « tolderia » (campement) de ce cacique; les hommes, comme presque toujours, parvinrent à s'échapper, les femmes et les enfants furent faits prisonniers et emmenés au quartier général. La femme (*hembra*, femelle) du cacique put s'échapper à plusieurs reprises, malgré la vigilance des sentinelles; la dernière fois, on ne parvint à la retrouver qu'après plusieurs jours de recherches actives et grâce aux chiens dressés à la chasse à l'homme, à une vingtaine de lieues au milieu d'un fourré impénétrable. — « Los muchachos » (terme familier), conte le major sur le ton d'un père indulgent racontant une gracieuse espièglerie de ses enfants,

(1) Cette série d'articles est tirée de la correspondance échangée par deux camarades de l'Argentine, laquelle nous a semblé intéressante à reproduire pour nos lecteurs.

« los muchachos », pour s'éviter de nouvelles punitions et des recherches pénibles, la « desgarronaron » (lui coupèrent les tendons d'Achille). — Cette phrase atroce tinte encore à mes oreilles; je regardais tour à tour ce major cynique, au geste aimable et gracieux, bien sanglé dans son uniforme, les mains soignées, la moustache relevée martialement et il me parut ignoble, lâche, plus hideux qu'une brute malfaisante, et cette femme, effondrée, lamentable, cette créature qui, malgré les dangers de la forêt, le péril plus certain d'une balle de ses gardiens, cette femelle farouche emportant sur son sein deux enfants dont l'un tette encore, cherchant malgré tout à rejoindre son mâle, s'éleva à mes yeux en une forme grandiose et héroïque; le cœur étreint de sentiments si opposés, si vifs, si douloureux, je dus sortir, ne pouvant supporter pareil spectacle.

(*A suivre.*) A. Achard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Verrerie ouvrière. — Dimanche, la verrerie ouvrière d'Albi a été inaugurée. Malgré toutes les manœuvres, les attaques, les insinuations malveillantes mises en batterie dès le début par tout le parti bourgeois, cette grande œuvre de solidarité a été menée à bien. En moins d'un an, on a pu voir cette chose grandiose : d'une part, l'union des petits réunissant sou à sou le capital nécessaire pour la construction et la mise en marche de l'usine projetée; d'autre part, le dévouement, l'abnégation soutenus de ces travailleurs, s'improvisant maçons, charpentiers, terrassiers, etc., pour l'édification de la verrerie modèle, celle qui doit les affranchir et les venger des rapacités de tous les Rességuiers, et, en même temps, servir d'exemple et d'enseignement au prolétariat du monde entier. Dimanche, en l'inaugurant, les verriers ont posé la première pierre du communisme à venir.

***

Une réserve cependant doit être faite. L'on a pu voir, dimanche, paradant et festoyant en l'honneur de la grande œuvre ouvrière, ceux qui, au début, s'étaient élevés contre elle, cherchant à rétrécir l'idée communiste qui guidait les travailleurs de Carmaux et de la ramener aux proportions mesquines d'un simple projet de coopérative. Auraient-ils, touchés par la grandeur de l'œuvre, trouvé leur chemin de Damas? Ou bien auraient-ils simplement fait contre mauvaise fortune bon cœur?

***

Le lendemain, lundi, a eu lieu, à Carmaux, une fête socialiste en l'honneur de l'inauguration de la veille. Naturellement, le gouvernement de valets du capitalisme que nous avons le bonheur de posséder a cherché à venger le vieux hibou de Rességuier de sa déconvenue. Des charges ont été faites, la salle de réunion envahie, et toutes sortes de brutalités commises par la gendarmerie et les policiers qu'on avait eu soin de munir de sifflets en vue de faire une contre-manifestation. Les gouvernants ont montré une fois de plus qu'ils étaient les ennemis-nés des travailleurs.

***

Jujurieux (Ain). — Rességuier fait école; et, comme toujours, les disciples vont plus loin que le maître.

A la suite d'une grève qui avait éclaté — c'était la première — parmi les ouvrières occupées aux tissages de soie que possède à Jujurieux la maison Bonnet, le *Peuple* entreprit une campagne au cours de laquelle il eut souvent l'occasion de dire de dures vérités à ces patrons cléricaux qui pratiquent si bien la charité chrétienne.

Ces messieurs, oublieux des préceptes d'abnégation que leur enseigne leur religion, intentent au *Peuple* une action en dommages et intérêts dont ils fixent le taux à 191.000 francs. Rességuier n'en demande que 100.000. C'est, d'ailleurs, dit-on, un si bon père pour ses ouvriers!

***

Logique collectiviste. — Dimanche 11 octobre, s'est tenu à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard) le congrès socialiste annuel. Dès le début, les guesdistes ont réclamé avec insistance et finalement obtenu l'exclusion de tous ceux des délégués qui refusent de croire que l'Etat gouverné par la férule des Guesde, Chauvin et consorts sera une réédition du Paradis terrestre. Les exclus ont organisé des réunions en dehors du congrès et ont préconisé la tactique révolutionnaire et la grève générale.

Dans le courant de la même semaine, au cours d'un congrès à Toulouse, des collectivistes de la même farine ont décidé de s'allier aux radicaux en vue des élections prochaines.

Les mêmes, qui refusent d'avoir toute espèce de contact, *même physique*, avec les anarchistes et les antiparlementaires, qu'ils accusent de faire le jeu de la bourgeoisie, contractent des alliances avouées avec le parti radical, lequel est bien nettement bourgeois.

***

Il n'y a que la vérité qui blesse. — La préfecture de police a fait saisir un journal illustré allemand, *die Lustige Blætter*, à la première page duquel se voyait un dessin représentant la France sous les traits d'une femme ivre, vautrée sur un divan devant le tsar, figuré par un satyre. Dans le fond, sur une écharpe, étaient inscrits ces mots : « Vive l'empereur! Cherbourg! Paris! Châlons! »

Il n'est pas toujours bon de dire la vérité, en notre démocratique république.

André Girard.

***

Roubaix. — La grève des mouleurs en fer vient de se terminer après quatre mois de lutte sans aucun avantage pour les ouvriers, qui ont dû reprendre le travail aux anciennes conditions.

Les grévistes demandaient une diminution des heures de travail, la suppression du travail aux pièces, une augmentation du prix des heures supplémentaires, etc.

Après quelques semaines, les petits patrons avaient accepté et les ouvriers avaient même repris le travail dans ces petits ateliers; mais alors les gros patrons intervinrent et imposèrent à leurs collègues l'obligation de fermer leurs ateliers jusqu'à ce que tous les ouvriers eussent repris le travail.

Inutile de faire observer que quand des ouvriers grévistes quelconques essaient d'intervenir auprès des camarades qui continuent à travailler, la police ne manque jamais de s'interposer pour les arrêter, et les magistrats de les condamner pour entrave à la liberté du travail; mais les patrons peuvent impunément affamer les travailleurs; lois, magistrats, police n'existent pas pour eux.

Pendant que les ouvriers mouleurs s'imposaient, à eux et aux leurs, toutes les souffrances de la misère et de la faim qu'entraîne fatalement toute grève qui se prolonge, les patrons faisaient faire leurs travaux à l'étranger. Ce fait démontre bien une fois de plus l'insuffisance de la grève partielle et locale et fait sentir pour les associations, syndicats, groupements ouvriers, la nécessité de se fédérer pour propager et faire la grève générale.

Disons en terminant que le syndicat des mouleurs de Roubaix était l'un des plus importants de la région du Nord; à part une ou deux exceptions, tous les mouleurs en font partie.

(*Correspondance locale.*)

***

Alais. — La grève de la Grand'Combe est terminée. Elle a duré treize jours; les ouvriers ont obtenu tout ce qu'ils demandaient, c'est vous dire s'ils étaient *raisonnables* dans leurs revendications; celles-ci étaient si anodines que le préfet, le procureur de la République et le juge de paix sont intervenus en leur faveur. Des félicitations ont été votées au commissaire de police; après celle-là, on peut tirer l'échelle.

Mais le succès obtenu par les grévistes est loin de plaire au fameux Graffin, sorte de seigneur à figure de fouine, qui a désormais perdu la grande confiance dont il jouissait auprès des ouvriers. Aujourd'hui cet exploiteur émérite est usé et aura de la peine à rattraper la confiance perdue.

Il est fort à craindre que plus tard les grévistes n'aient à regretter leur sagesse, car les quelques améliorations demandées et obtenues ne tarderont pas à disparaître sous un prétexte quelconque.

Cette grève aura eu pourtant pour autre résultat, non seulement de provoquer trois ou quatre autres grèves, mais, je crois, de déterminer la formation d'un syndicat monstre embrassant tous les ouvriers mineurs du bassin du Gard. Sans trop s'illusionner sur la valeur des syndicats, on voit toujours d'un bon œil les travailleurs s'associer pour combattre le capital. En outre, parmi les ouvriers groupés, notre propagande est beaucoup plus efficace que lorsqu'ils sont disséminés. (*Correspondance locale.*)

Belgique.

Anarchistes et faux monnayeurs (1).

« Anarchistes et faux monnayeurs »... Telle est la rubrique sous laquelle les feuilles bourgeoises rapportent, en les exagérant à l'évidence, les « exploits » de ce qu'elles appellent pontificalement « la bande Chapelier et Cie ». — Autres temps, autres mœurs! Jadis la dynamite était la compagne naturelle de l'anarchie; le public n'ayant plus manifesté de velléités de mordre à l'hameçon, il faut bien changer le précieux magasin de clichés et les braves gens qui commençaient à prendre au sérieux la philosophie libertaire, sont prévenus désormais que les définitions scientifiques de l'anarchie ne sont plus... de « monnaie courante »; Larousse est revisé; De Greef est revisé; Grave est revisé; anarchie signifiera « faux monnayage »; vogue donc la galère!

Loin de nous l'intention de vouloir examiner en détail les faits mis à la charge des détenus de Charleroi; c'est là une mission que le juge d'instruction accomplit avec d'autant plus de facilité que les accusés ne semblent pas pécher par excès de finesse; loin de nous aussi l'intention d'établir un parallèle entre la conduite de ces détenus et celle de l'Etat belge et en général des *Etats de l'Union latine* où le faux monnayage est en quelque sorte érigé en Code, puisque ces Etats frappent l'argent à une valeur *double* de celle que possède ce métal notoirement déprécié de moitié : ce sont là considérations à débattre entre gens de robe, et les disciples de Cujas ne manqueront pas ici, pour atténuer le fait réputé criminel du « faux monnayage ». — Lors même que les faits seraient lumineusement démontrés et qu'un avocat général serait assez roublard pour établir que les « vrais faux monnayeurs » ne sont pas les parasites de la gouvernance, la mission du libertaire ne peut, en tous cas, consister qu'à déduire des faits de Charleroi un ensemble de conclusions à portée sociale. — Tout d'abord, il ne peut y avoir, dans la propagande anarchiste, ni évangile, ni manuel doctrinal; mais cette considération, clamée à tous les vents par les enragés de l' « *individualisme pur*... » n'est-elle pas précisément celle qui nous porte aujourd'hui à dire, en toute franchise, et sous notre seule responsabilité, combien des actes de faux monnayage ne peuvent et ne pourront jamais être mis sous le couvert de l'anarchie que par des gens, bourgeois ou hallucinés, intéressés directement ou bénévolement à la ruine de nos idées!

Cela, de l'anarchie! Jamais, non, jamais! à moins que l'Etat bourgeois, également faux monnayeur, frappeur de pièces à taux surélevé, brasseur de banqueroutes, ne soit, lui aussi, par la même logique, proclamé l'anarchiste par excellence; cela dépend des goûts, n'est-ce pas?

Mais voici bien une autre théorie suintant l'individualisme échevelé : « Dans une société aussi pourrie que la nôtre, tout est bon pour ébranler l'édifice social. »

V'lan! ça y est et les « doctrinaires » de la « vieille école anarchiste » n'ont plus qu'à bien se tenir désormais, car ils sont dépassés par les « jeunes » qui ont assez de science pour... « marcher de l'avant... » et proclamer leur droit « à tout faire suivant leur guise »...

(1) Nous avons longtemps hésité à publier cette correspondance : il nous déplaît toujours d'intervenir dans des questions où la justice bourgeoise est appelée à instrumenter; mais, d'autre part, nous ne devons pas, par sentimentalisme, hésiter à dire franchement ce que nous pensons.

D'après ce que des camarades de Belgique nous ont écrit, le camarade Chapelier est un bon compagnon qui a fait beaucoup de sacrifices pour la propagande.

Pour ce qui est du faux monnayage, il n'a rien qui indigne notre « conscience »; mais il y a des moyens qui démoralisent ceux qui les emploient. Et ce que nous avons toujours vu nous confirme dans cette opinion.

Combien de bons camarades avons-nous vus arriver dans le mouvement, tout dévoués, et, une fois tombés dans ces théories du vol pour la propagande, devenir les pires des bourgeois!

Nous voulons une société où les relations sociales seront basées sur l'estime, la confiance, la réciprocité; on ne la préparera pas en faisant métier de tromperie et duperie. Les caractères s'abaissent à les pratiquer. C'est un sophisme d'affirmer que le vol est une reprise de possession; il n'est que de l'appropriation individuelle, une forme du capitalisme. — J. G.

Alors, messieurs, nous voilà en excellente compagnie avec le Tsar des Russies; lui aussi « fait tout suivant sa guise »; donnez également la main à Rothschild, à Leroy-Beaulieu, aux manchestériens les plus... « doctrinaires », car si votre « individualisme » n'aboutit pas au même résultat que celui de ces messieurs, c'est qu'on « ne s'y entend plus »; peut-être d'ailleurs est-ce pour vous la preuve « qu'on est d'accord ». — Pour que l'individualisme puisse s'épanouir librement, — c'est là notre rêve à tous! — ne sentez-vous pas qu'il *doit* d'abord se manifester dans une ambiance où les intérêts individuels s'équilibrent, s'harmonisent, au lieu d'être en antagonisme perpétuel; où les classes ont disparu, où la matrice sociale est complètement modifiée? Alors l'individualisme, s'épanouissant sur le champ fertile du communisme, loin d'aboutir au chaos, se résoudra dans la solidarité et l'ordre. Mais, en pleine ambiance capitaliste, au sein d'une société hiérarchiquement autoritaire, au beau milieu du désarroi économique, à la veille surtout d'une débâcle de la vieille orthodoxie manchestérienne, le bon sens indique que l'égoïsme pur, s'exerçant « par principe », ne peut que se résoudre dans la tyrannie et le bourgeoisisme, au même titre que l' « altruisme » — autre erreur philosophique — n'aboutit qu'à la duperie, sinon à l'esclavage. Il en résulte donc que le libertaire, conscient de sa mission, s'applique *avant tout* à signaler cette antinomie sociale, à montrer les profondeurs du désordre économique, à prouver l'urgente nécessité de hâter, par une propagande d'idées, la transformation radicale de l'*ambiance*, rôle qui, en définitive, se réduit à accélérer l'évolution d'un organisme social renfermant en lui-même les germes de sa propre dissolution.

*
* *

Si nous avons eu la franchise d'exprimer bien humblement la douleur que nous inspire, non pas l'invasion de l'individualisme dans l'anarchie, — le but, en effet, est là — mais la *fausse interprétation* donnée à l'individualisme, en tant que théorie, nous nous hâtons de dire que les accusés de Charleroi sont *avant tout* des victimes de la pourriture capitaliste rejaillissant sur les prolétaires eux-mêmes et que c'est la société actuelle qui pousse les plus doux à un tel degré d'exaspération qu'ils se réfugient vers des actes assez peu de nature à transformer les choses; lorsque ces accusés seront devant le jury, ils pourront dire aux représentants de la bourgeoisie que l'exemple est venu d'en haut; ils pourront établir les « responsabilités sociales » et notre cri de colère ne sera certainement pas dirigé contre eux, malgré le peu d'anarchie que renferme le faux monnayage. Au reste, le fait seul qu'un avocat démontrera, sans nul doute, que la fabrication « frauduleuse » n'est pas une application directe des théories libertaires, ne sera-t-il pas précisément de nature à servir les intérêts des accusés autant que ceux de l'Idée elle-même?

Que ceux-là surtout y réfléchissent qui, à première vue, seraient tentés de nous blâmer d'avoir écrit le présent article; si je ne connaissais les canailleries des tacticiens bourgeois et socialistes et si je ne voyais pas clair dans l'avenir, je n'aurais certes pas émis ces réflexions dont la lecture ne fera que servir la cause de mes détracteurs « individualistes purs » d'abord, de l'anarchie ensuite, du « doctrinarisme anarchiste... » en tout dernier lieu, d'autant plus qu'il n'a jamais existé.

FLAUSTIER.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le *Groupe de propagande libertaire du XIe arrondissement* invite tous les copains du XXe à venir discuter sur la question sociale. Pourquoi tant de divisions entre prolétaires, lorsque les exploiteurs sont si étroitement unis pour nous faire subir le joug patronal? Pourquoi cette différence d'opinions qui divise les groupes en une infinité de partis qui ne font que de la mauvaise besogne? Si nous voulons triompher, c'est avec l'idée libertaire que nous y arriverons. Or donc, camarades, du courage et de l'énergie, et ce sera bientôt fait.

Réunion du groupe tous les samedis, à 8 h. 1/2, salle Julien Juge, 127 bis, avenue Philippe-Auguste, au premier.

Dimanche 1er novembre, même salle, soirée familiale. Tous les révolutionnaires sans distinction sont invités.

Les compagnes sont admises.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 31 octobre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu.

Ordre du jour : Organisation d'une soirée familiale; entente sur l'organisation d'un grand meeting.

Les camarades du groupe sont priés de ne pas y manquer. — Extrême urgence.

Les Libertaires du XIIIe. — Samedi 31 octobre, 59, rue de la Glacière. Sujet : Comme quoi l'ignorance est le seul obstacle à l'affranchissement humain.

Jeunesse libertaire du XVe. — Réunion tous les jeudis, chez Béra, marchand de vins, boulevard de Grenelle, 116, et, tous les dimanches, causerie suivie d'une soirée familiale.

Les Egaux du XVIIe. — Réunions libres tous les mercredis, à 9 heures du soir, 40, rue Laugier, salle du fond.

Nous invitons toutes les personnes soucieuses de leurs intérêts et à la fois de l'émancipation sociale à suivre assidûment nos causeries contradictoires du mercredi.

Le meilleur accueil sera fait aux contradicteurs et conférenciers qui voudront bien nous aider à développer les différents sujets.

Ecole d'anthropologie. — Les cours recommencent le 9 novembre 1896.

Le lundi, à 4 heures : *Anthropologie préhistorique*, par G. de Mortillet; à 5 heures : *Anthropologie pathologique*, par le docteur Capitan.

Le mardi, à 4 heures : *Ethnographie et linguistique*, par A. Lefèvre; à 5 heures : *Ethnologie*, par G. Hervé.

Le mercredi à 4 heures : *Anthropologie biologique* docteur Laborde; à 5 heures : *Anthropologie zoologique*, par P. G. Mahoudeau.

Le vendredi, à 4 heures : *Géographie anthropologique*, par F. Schrader; à 5 heures : *Anthropologie physiologique*, Manouvrier.

Le samedi, à 5 heures : *Ethnographie comparée*, par A. de Mortillet.

Le cours de *Sociologie* de Letourneau sera ultérieurement annoncé.

PUTEAUX. — Les *Libertaires de Puteaux* organisent pour le samedi 31 octobre 1896, à 8 h. 1/2 du soir, salle Paulus, 73, rue de Paris, une grande réunion publique et contradictoire sur : *Le Socialisme collectiviste et l'Anarchie.*

Orateurs : A. Thenevin, Tortelier, Murmain, Lelieure, Julien Saquet.

Entrée : 0 fr. 25.

CLICHY. — *Les Libertaires de Clichy et de Levallois-Perret*, dimanche 1er novembre 1896, à 2 h. 1/2, 123, boulevard National.

Ordre du jour : « La propagande dans la banlieue. »

SAINT-DENIS. — Tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales et tous ceux qui sympathisent aux idées libertaires et ont à cœur leur vulgarisation, sont priés de venir samedi soir, à 8 heures, chez Valet-Drecq, place aux Gueldres.

Fondation d'un cercle d'études. — De l'orientation à donner à la propagande.

ROUBAIX. — Les *Jeunes Libertaires* du Pile, les *Indomptables* de Fontenoy, les anarchistes du Blanc-Sceau et les copains des Longues-Haies se réunissent tous les samedis.

Le groupe d'études sociales *Les Egaux* du Blanc-Sceau se réunira tous les dimanches dès 9 heures du matin.

REIMS. — Grande réunion samedi soir 31 octobre, pour un camarade de passage, salle d'Arsonvalle, rue des Romains. Prière aux camarades d'y assister. — Urgence.

CHALON-SUR-SAÔNE. — Les tailleurs libertaires se donnent rendez-vous tous les lundis, à 8 h. 1/2 du soir, chez Guillon, 49, rue Saint-Georges. — Cours de coupe gratuits pour les camarades.

Jeunesse antipatriote. — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel.

Les Amis de la liberté. — Tous les dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, causerie familiale, chants et poésies.

Toutes les brochures anarchistes sont en vente à Chalon-sur-Saône, chez Guillon, 49, rue Saint-Georges.

MARSEILLE. — Le groupe de la *Jeunesse Internationale*, ayant imprimé un petit recueil de huit pages contenant sept chansons libertaires, avise les groupes ou camarades qui en désireraient d'écrire au camarade Rampal (Emile), au Bar du Grand-Orient, quai du Port, 8.

Prix : l'exemplaire, 0 fr. 10 cent. ; le cent, 7 fr.

Les Libertaires. — Grande soirée familiale, dimanche 1er novembre, à 9 heures précises, au bénéfice des *Temps Nouveaux*. Concert; poésies et chants révolutionnaires. Causerie par un jeune camarade sur « le Militarisme ». Sauterie intime. — Salle de la Brasserie Noaille, rue Thubaneau, 49; 40 centimes par personne.

NÉCROLOGIE

Nous avons encore à enregistrer, cette semaine, la mort d'un bon compagnon, le camarade A. Sauva, qui fit partie de la communauté d'Icarie, et suivit les Jeunes Icariens quand le groupe se scinda. Depuis la disparition de la communauté, il habitait Paris, propageant l'Idée autour de lui.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Sylvie ou les émois passionnés, par E. de Montfort, préface de Saint-Georges de Bouhélier; 2 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

La Morale sociale, par B. Malon, à la *Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.

PETITE CORRESPONDANCE

Nous rappelons à ceux qui nous envoient des insertions pour la petite correspondance, que nous ne pouvons y insérer les communications étrangères au journal.

K., à Hussigny. — Je vous ai envoyé ce que j'avais de brochures italiennes.

Buenos-Ayres. — Reçu 20 fr. de la vente.

M., à Lyon. — Convocation trop tard.

X. — L'extrait de Bovio que vous nous avez expédié a été publié dans le n° 9 du *Supplément*.

F., au Mans. — La *Morale anarchiste* est de Kropotkine. Nous avons bien des épreuves pour l'impression, ce n'est que l'argent qui manque.

V., à Reims. — Procès de Chicago épuisé.

Ceux qui nous ont envoyé une convocation pour la rue de Maubeuge, maison Gravier, sont priés de se faire connaître, s'ils veulent que nous insérions la convocation.

C., à Pleynefaye. — Reçu mandat. Ne pouvons insérer des vers en patois, qui ne seraient pas compris de la plupart de nos lecteurs.

L. G., à St-Denis. — Veuillez prendre 46 invendus chez le vendeur.

B. B., à Hyères. — C'est que le paquet s'était perdu en route. Renvoyons à nouveau.

K., à Lyon. — Tout a été envoyé recommandé. J'avais oublié de vous dire : votre ami désire que le journal lui soit expédié par deux numéros recommandés. Il en reste 26 à servir sur l'abonnement de la 2e année; cela fait donc 13 envois à 0 fr. 25 à redevoir pour la recommandation, soit 3 fr. 25.

J. S., à Nîmes. — Le camarade de Marseille qui a fait ses 13 jours dit que vous trouverez les livres demandés chez tous les libraires, ou qu'ils pourront vous les procurer.

B., à Marseille. — *La Phil. de l'an.* n'est pas parue; *L'Association pour la lutte*, 1 fr. 50; *Le Transformisme*, 7 fr., de Guyau; *La Morale*, 5 fr.; *L'Irréligion*, 7 fr. 50; *La Société au lend.*, 0 fr. 60; br. Tcherkesoff, 0 fr. 25; les numéros 0 fr. 10, et le reste, 2 fr. 75. Envoyez le mandat au nom de Grave ou Administration des *Temps Nouveaux*, cela ne fait rien.

S., à Zurich. — N., à C. de F., a reçu.

Reçu pour les enfants de Mignot et détenus : Horvinex, 4 fr. — B., à Annonay, 5 fr.

Reçu pour le journal : C., à Lyon, 0 fr. 50. — B., à Annonay, 1 fr. 45. — Deux camarades de Reims, 3 fr. 30. — *Vente de vieux timbres*, 2 fr. — B., à Saint-Amand, 4 fr. — J. B., 2 fr. — De Buenos-Ayres, 56 fr. — F., au Mans, 2 fr. — Merci à tous.

L., à Jemmeppe. — A. A., à Estagel. — V., à Nîmes. — G. V., à Quevaucamps. — Mme D., à Montluçon. — — B., à Pontarlier. — G., à Tourcoing. — B., à Monnaie. — D., à Keranfurust. — G., à Paterson. — P., à Morlanwelz. — G., à Lyon. — Mme M., à Antibes. — G., à Orléans. — S., à Saint-Prix — P., à Poitiers. — C., à Garchizy. — S. D., à Montluçon. — B., à Agen. — L. F., Italie. — A. L., au Chambois. — C., à Marseille. — C., à Rabastens. — G. L., à Yohoghamy. — Groupe des affamés, à Spring Walley. — S., à Roubaix. — V., à Lille; D., à Lille (2); S., à Lille; M., à Perpignan; D., à Morez; C., à Saint-Chamond (2) (par la *Sociale*). — L., à Londres. — L., à Epinal. — W., à Dijon. — B., au Mans. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 28 — DIX CENTIMES — DU 7 AU 13 NOVEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DES ORIGINES DE L'AUTORITE [1]

(Suite)

La propriété établie, c'était l'autorité affermie; celui qui attend d'autrui la dispensation des moyens de travail n'est-il pas, de fait, l'inférieur et le sujet de celui qui peut le condamner à mourir de faim? D'autre part, celui qui possède n'a-t-il pas besoin d'une force matérielle pour défendre ce qu'il a usurpé? Il se créa donc autour de cela des castes intermédiaires entre ceux qui n'avaient rien et ceux qui possédaient, des échelons entre ceux qui commandaient et ceux qui obéissaient.

Certains — pour les justifier — prétendent que les classes seraient sorties de l'asservissement des vaincus aux vainqueurs; les races, multiples, se seraient éternellement fait la guerre, les plus fortes domestiquant et englobant les plus faibles. Cela a pu se faire, en certains cas; mais l'asservissement a certainement dû commencer par celui de la femme, des jeunes ensuite, puis des plus faibles de la tribu, pour s'épanouir ensuite en esprit de conquête. Et, quelle que soit son origine, l'exploitation de l'homme par l'homme n'en est pas moins une chose monstrueuse qui doit disparaître.

Quoi qu'il en soit, après avoir aidé à acquérir, l'autorité devint la servante fidèle de ceux qui avaient acquis. Une fois dévoyée en ce sens, l'évolution humaine devait nous conduire à la société d'aujourd'hui où autorité et propriété sont deux termes inséparables, se maintenant l'un l'autre; tellement identifiés que l'on ne peut combattre l'un sans attaquer l'autre.

Mais il n'est pas dans la nature humaine de se sacrifier inutilement; quelle que soit l'abnégation de celui qui se sacrifie, c'est toujours pour atteindre un but déterminé qu'il se dévoue : en vue d'un bien pour soi ou pour ses semblables, il attend toujours un résultat de son sacrifice.

Aussi, pour pouvoir s'étendre et durer, l'autorité, tout en usant de la force pour se faire accepter, dut-elle, aussi, employer la persuasion. En retour de la soumission qu'on leur demandait, les individus croyaient tirer avantage — de sécurité intérieure ou extérieure, par exemple — du ou des chefs qu'ils acceptaient.

Ceux-ci, en organisant des expéditions de pillage, donnaient à leurs subordonnés l'occasion de prendre chez les autres pour remplacer ce qu'ils leur avaient pris chez eux. Cet appât sans cesse présenté à la convoitise des individus assurait ainsi le pouvoir des chefs, en créant autour d'eux une classe de plus en plus nombreuse, d'autant plus intéressée à l'existence de leur autorité qu'ils espéraient, sous leur tutelle, en acquérir des parcelles.

∴

Parallèlement, se développait la religion. D'abord animisme grossier, inventant les fables les plus saugrenues pour expliquer les phénomènes naturels, sans coordination aucune, il ne tardait pas à émerger, en cet ordre d'idées, des individus qui, pour une raison ou pour une autre, furent considérés comme plus aptes à commenter les mythes reçus des générations passées, à les coordonner, à en inventer d'autres. L'habitude de les consulter les fit peu à peu considérer comme les intermédiaires entre les humains et les êtres anthropomorphiques, sortis de l'imagination humaine, et que l'on supposait devoir exister dans l'air, dans les nuages, dans l'eau, dans la terre, dans la foudre.

La caste religieuse se dressait ainsi à côté de la caste militaire, lui apportant le secours de sa force morale, prêchant aux populations, à condition qu'on lui fît la part large dans la distribution des richesses et de l'autorité, le respect des chefs, représentants sur terre de l'autorité divine.

Le cerveau de l'homme s'affinant, la religion abandonnait son enveloppe grossière pour s'immatérialiser de plus en plus. Codifiant les idées morales qui se faisaient jour dans les relations sociales, elle en inventait pour le plus grand profit des puissants.

A ceux qui auraient déployé le plus de vertus ici-bas, on en arriva à promettre une éternité de félicités... dans l'autre monde — après leur mort. Et les vertus qu'il fallait pratiquer c'étaient : le respect des dieux, de ses intermédiaires les prêtres; l'humilité la plus profonde, la soumission la plus absolue à l'égard des chefs terrestres!

Entre temps, les groupements se développant, l'évolution guerrière poursuivait aussi son cours. Les territoires des vaincus s'annexaient aux territoires des vainqueurs; les populations vaincues devenaient les esclaves des conquérants. L'asservissement, l'exploitation prenaient des formes nouvelles, la hiérarchie allait se compliquant. Le droit du plus fort, s'il n'avait pas encore ses théoriciens, était largement mis en pratique. De grands empires se constituaient, ajoutant, à chaque nouvel agrandissement, des rouages de plus en plus compliqués à l'autorité primitive.

∴

Mais ce qui se fonde par la force et repose sur la force n'a aucune stabilité. Les grands empires se disloquèrent, par suite de la décomposition intérieure qu'amenait une évolution dévoyée, par suite des guerres intestines amenées par des ambitieux, ou des peuples las de porter le joug. Les populations nouvelles, qu'attiraient les richesses extorquées aux vaincus, n'eurent qu'à se montrer pour triompher.

Révoltés ou nouveaux venus se taillèrent des patrimoines dans les morceaux arrachés, et, selon le degré d'évolution où ils se trouvaient, selon la force d'absorption des vaincus, ou la faculté d'assimilation des vainqueurs, des formes nouvelles de civilisation s'établirent.

Les formes d'autorité varièrent à l'infini, combinant les mœurs des vainqueurs avec les institutions établies déjà. Mais ce ne furent que les formes qui varièrent : l'autorité n'en fut pas moins l'autorité. Les populations vaincues, ceux des vainqueurs qui ne faisaient pas partie de la « trust » n'en eurent pas moins à peiner pour les maîtres, à lutter contre les empiétements du pouvoir cherchant à éluder les promesses lorsqu'il en avait consenti.

Et l'histoire se continua ainsi, semée de révoltes, de modifications, tantôt au profit des exploités, le plus souvent à celui des maîtres, mais l'évolution des esprits, si elle ne réussissait pas à s'accomplir dans le domaine politique, marchait toujours vers l'affranchissement de l'individualité. Il n'y avait guère que les sectes religieuses pour réclamer l'affranchissement économique, en réclamant le retour au communisme primitif ou le partage des richesses.

Puis, commence à surgir l'idée des nationalités. Une entité nouvelle se fit jour dans la phraséologie des dirigeants. Après avoir réclamé des populations la fidélité à la personne du maître, on la leur réclama au nom d'abstractions; après le bon plaisir du chef féodal, du roi ou de l'empereur, on commença à parler de la cité, vaguement d'abord, jusqu'à 1793 où la Loi et la Patrie devinrent les deux idoles devant lesquelles devaient dorénavant se sacrifier les populations.

La Patrie a besoin de ceci, la Loi dit cela; la Patrie a besoin de telle chose, la Loi exige telle autre : c'était un devoir pour les exploités de plier les épaules et d'obéir. Ceux qui s'étaient réservé le rôle de représenter la Patrie ou la Loi, se seraient chargés, autrement, de leur faire comprendre que, pour être exigée au nom de personnes fictives, l'obéissance n'en était pas moins assurée par des personnages réels.

Les économistes sont venus ajouter cette troisième entité, qu'ils n'ont pas inventée, mais qu'ils savent mettre en avant à tout propos, la Société! C'est au nom de cette Trinité que l'on nous prêche, aujourd'hui, la soumission à tout ce qui nous répugne, l'annihilation de notre individualité, l'amoindrissement de notre personnalité, la déchéance de notre être et de notre volonté!

Mais de tout ce que nous venons de voir, il ne faudrait pas en inférer que ce processus a suivi un plan déterminé, que toutes les phases ultérieures en avaient été prévues par ceux qui se firent les maîtres de l'humanité.

---

(1) Voir le numéro précédent.

Non, l'édifice ne s'est fait que de pièces et de morceaux, s'ajoutant les uns après les autres. L'impulsion première détermina bien des phénomènes ultérieurs; ceux qui s'étaient hissés au pouvoir essayèrent bien de canaliser l'évolution humaine, mais leurs conceptions ne pouvaient guère embrasser au delà de leur action immédiate, et plus d'un « fin politique » auquel on attribue, aujourd'hui, des visées à longue échéance serait fort étonné s'il pouvait avoir connaissance des « plans » qu'on lui attribue.

L'autorité, la propriété et toutes les institutions qui en découlent se sont traduites, d'abord, dans les associations humaines par des faits, suivant l'impulsion des événements. Les théoriciens et les apologistes ne vinrent qu'après coup, lorsqu'elles furent assises.

J. GRAVE.

LA RÉVOLTE

.... Certes, nous nous faisons une autre conception de la révolte. Las d'implorer un Dieu dont la miséricorde nous serait odieuse, nous réclamons le droit à l'existence, non à la pitié. Nous savons que ces appels désespérés vers les dieux ne sont que des convulsions d'impuissants, des balbutiements d'enfants malades, des désespoirs et des efforts d'infirmes, que le mysticisme n'est que l'expression du dégoût, de la lassitude de l'heure présente, pouvant momentanément exalter le cerveau, mais dont l'action dévirilisante déprime pour longtemps toute vie et toute impulsion.

La révolte, telle que nous la comprenons, impérieuse comme la vie elle-même, ne saurait se plier sous le joug d'une morale, ni subir l'humiliation d'une sanction. Elle émane de notre conscience seule; elle ne s'inspire point de sacrifice, elle ignore la résignation qui avilit. C'est la pensée qui germe dans le cerveau des masses, irrésistible, véhémente, aux effets éternellement changeants, selon les lois d'harmonieuse évolution. C'est le réveil des activités assoupies, la protestation instinctive et passionnée de l'être contre les platitudes, les douleurs et les hontes d'une existence misérable, c'est l'esprit de vie luttant contre l'esprit de mort, l'action, ennemie du rêve trop prolongé et bientôt stérile, qui précipite la déchéance du Présent en préparant ce que l'Avenir nous obligera à saluer. Sur quelles ruines et sur quel sang, hélas!... C'est Socrate qui brave l'Autorité et meurt pour ne pas s'être humilié devant elle. C'est Jésus apportant au monde la supplication d'une pitié et le dédain des lois établies. C'est l'apostrophe de Galilée au pape oppresseur de conscience. C'est Spartacus secouant la torpeur de brutes fidèles et résignées, et qui brise leurs entraves. C'est l'hérésie des Albigeois traqués par l'Inquisition dont l'action exterminatrice avorte devant leur foi. C'est Luther qui rejette la grâce et proclame la liberté de conscience. C'est Vanini et c'est Dolet à qui leur dignité valut le bûcher. C'est le sarcasme d'un Voltaire, l'indignation généreuse et véhémente d'un Rousseau, le génie d'un Diderot, complexe étrangement, exhaussé jusqu'à la divination, en qui l'esprit négateur de son siècle se résume et se personnifie. C'est Shelley qui crie à la vie ses mépris, Byron ses dégoûts et Gœthe son dédain. C'est l'âme ardente, profonde et libre d'un Proudhon, inquiète et tourmentée d'un Renan... le geste d'un Vaillant, le rire de Ravachol marchant au supplice.

Idéalistes, philosophes, ni savants n'enfantèrent la révolte. Jamais elle ne se plia au caprice de l'humanité, mais l'humanité toujours lui fut subordonnée : telle, la force impulsive, dans les règnes de la matière, fait se mouvoir les astres et pousser le liseron.

H. PERRENOUD.

(Extrait du *Patriotisme*, en préparation.)

DES FAITS

LES CANAILLES. — Il y a dix ans, la veuve Druaux comparaissait devant la cour d'assises de Rouen, sous prévention d'empoisonnement de son mari et de son beau-père, et, malgré ses protestations d'innocence, elle était condamnée à vingt ans de travaux forcés.

Les personnes qui habitèrent la maison de la veuve, après son départ pour le bagne, ne tardèrent pas à présenter tous les symptômes de l'empoisonnement.

La femme Druaux ne pouvant pas être rendue responsable de ces nouveaux méfaits, on ouvrit une enquête qui amena la découverte d'émanations d'acide carbonique se dégageant d'un four à chaux voisin de la maison.

On dut reconnaître que les premiers empoisonnements avaient la même cause, et, après démarches de son avocat, la veuve Druaux fut graciée et mise en liberté.

Elle avait fait sept ans de bagne!

Voià le fait dans toute sa simplicité.

Lundi prochain, la cour d'assises d'Amiens, trois ans après la mise en liberté, statuera sur le procès en revision.

Il serait bien intéressant de se reporter au procès qui aboutit à la condamnation de la malheureuse femme.

On trouverait tout d'abord un médecin légiste, quelque prince de la science qui, n'ayant rien compris au cas qui lui était soumis, a conclu, dans son infaillibilité incontestée, en phrases sentencieuses émaillées de mots étranges, à l'homicide volontaire par empoisonnement.

S'appuyant sur le témoignage de cet âne bâté, un juge d'instruction, ainsi nommé parce qu'il n'instruit rien et base son appréciation sur les rapports de louches agents de police corroborés par des sentences d'imbéciles grassement prébendés, sous prétexte qu'ils sont la science incarnée, un juge d'instruction, dis-je, sûr de l'impunité, conscient de son irresponsabilité, décrète l'envoi en cour d'assises.

Là, un procureur de la République a demandé la tête de la femme Druaux, le mérite de ces pourvoyeurs de la guillotine étant jaugé, par notre société civilisée et civilisatrice, d'après le nombre de têtes qu'ils ont fait rouler sous le couteau.

Ces gens-là sont habillés de rouge : le sang ne les tache pas...

On peut aisément reconstituer la scène.

— « Voyez cette misérable, aura tonné le ministère public, sa face patibulaire porte le stigmate de tous les vices, l'empreinte de tous les crimes.

— « Mais je suis innocente!... aura balbutié la pauvre.

— « Taisez-vous, malheureuse, et avouez donc votre abominable forfait; peut-être la justice vous tiendra-t-elle compte de votre sincérité; votre cynisme est révoltant.

— « Devant Dieu, je le jure.....

— « Ne blasphémez pas! ayez donc au moins la pudeur de vous taire! Vous sanglotez!... Vos larmes hypocrites n'impressionneront pas la cour ni le jury. Messieurs les jurés, vous saurez accomplir le devoir de justice qui vous incombe; vous vous montrerez impitoyable pour cette misérable, etc., etc. »

Et l'innocente était condamnée à vingt ans de travaux forcés.

Le procureur a dû recevoir de l'avancement.

Eh bien! si vous étiez le père, le frère ou le mari de la condamnée, que penseriez-vous — je ne vous demande pas ce que vous feriez, parce qu'on trouverait un article du Code pénal à m'appliquer — que penseriez-vous de la magistrature?

Moi, je pense, avec Delahaye, qu'on peut appliquer à ces gredins toqués et enjuponnés l'épithète dont Barrès cingle les parlementaires :

— Vous êtes tous des canailles!...

ALBERT MONNIOT.

(*Libre Parole*, 14 octobre 1896.)

⁂

Le millionnaire J. W. Mackay est en train de faire construire sur la tombe de son fils, à Brooklyn, un mausolée qui coûtera 400.000 dollars.

C'est beaucoup d'argent à mettre sur le dos d'un mort, alors qu'il y a tant de vivants qui crèvent de faim.

(*L'ami des ouvriers.*

MOUVEMENT SOCIAL

France.

SENS. — L'armée continue à se distinguer. Tous les jours il faut de nouvelles victimes à cette goule insatiable. Un soldat du 133e territorial, à Sens, fort souffrant depuis quelques jours, se trouvait à l'infirmerie régimentaire. Mercredi, pris d'un accès de fièvre chaude, il parvint à s'enfuir du quartier. Au pas de course, il gagna la gare la plus voisine et s'élança dans un compartiment. Les employés de la gare coururent après lui et parvinrent à le faire descendre. Une lutte s'engagea et, finalement, le territorial fut remis entre les mains des gendarmes présents. Il fut, malgré son état, écroué à la prison de la gendarmerie. Pendant toute l'après-midi, toute la soirée et toute la nuit, on le laissa dans ce local, sans secours d'aucune sorte, se plaindre, se lamenter et appeler, dans son délire, sa femme et ses enfants. Ce n'est que le lendemain matin que le maréchal des logis, sans doute triomphant d'être parvenu à lasser la fureur du prisonnier, se décida à ouvrir la porte. Le malheureux était mort. Ses genoux en sang attestaient qu'il s'était traîné sur le carreau, durant ses vaines supplications.

Oh! quand donc se décidera-t-on à imposer l'abolition de ce régime hideux!

⁂

On annonce de Madagascar que le ministre de l'intérieur Rainandrianampandry et le prince Ratsimamanga, oncle de la reine des Hovas, « convaincus de complicité dans la rébellion », ont été condamnés à mort et exécutés à Tananarive.

Ainsi, pour favoriser quelques intérêts commerciaux, nous envahissons par la force un pays, nous nous en emparons, nous l'annexons et quand les indigènes la trouvent mauvaise et protestent contre cette violation du droit des gens le plus élémentaire, nous les faisons décapiter.

Mais jamais, au grand jamais, les Allemands n'ont agi ainsi en Alsace-Lorraine, et pourtant on sait quelle sainte indignation les procédés germanisateurs ont soulevée. Qu'eût-on dit alors, si, devançant le général Galliéni, Guillaume II eût fait décapiter les députés protestataires des deux provinces annexées? Cependant, le cas eût été le même. Les Hovas sont nos Alsaciens-Lorrains.

Sans aller chercher trente-six euphémismes, disons la vérité.

Rainandrianampandry et Ratsimamanga, morts pour leur patrie, sont des martyrs et le général Galliéni un assassin.

⁂

ALAIS. — Dans ma correspondance sur la grève de la Grand'Combe, je disais, entre autres choses : Les grévistes ne tarderont pas à regretter leur calme, etc., etc. Mes prévisions ne m'ont pas trompé, hélas! Le quatrième jour après la reprise du travail, le hideux Graffin a voulu, avant de s'effacer, — ce qu'il n'a fait que par force — jeter un dernier défi aux velléités d'émancipation de ses mineurs désormais désabusés : il a fait courir le bruit que la Compagnie retirait sa parole, ne l'ayant donnée qu'y contrainte; aussi une seconde grève était-elle sur le point d'éclater, lorsqu'une dépêche du président du Conseil d'administration vint rassurer les mineurs.

Les mineurs de Champclauzon, qui n'avaient pas fait cause commune avec leurs camarades, voyant la victoire de ceux-ci, viennent de se mettre en grève à leur tour.

A Lajasse, la grève continue; trois ouvriers ont été condamnés à un mois de prison pour avoir enfoncé six côtes à un mouchard, nommé Villard, qui cherchait à faire échouer la grève.

⁂

On lit dans la *Justice* du 2 novembre :

Une grève partielle, à laquelle environ 200 ouvrières ont pris part, s'est produite hier à la manufacture d'allumettes du Prado, à Marseille. Les causes en sont édifiantes.

Le 22 octobre dernier, une ouvrière atteinte de nécrose dut quitter l'atelier et l'administration lui alloua, à titre de secours, une somme équivalente à trois quarts de journée de travail. Sur ses instances, l'administration dut la réintégrer et l'ouvrière fut placée hier matin dans la section de la mise en ba-

teau. Cet atelier comportait cinq ouvrières auxquelles l'administration trouva tout naturel de faire supporter une diminution de dix centimes en prenant la nouvelle recrue comme prétexte.

Cette incroyable décision ne fut pas du goût des ouvrières, qui quittèrent aussitôt le travail, et ne tardèrent pas à être suivies par les ouvrières de la mise en train, qui s'étaient solidarisées avec leurs camarades. Pendant quelques heures l'agitation a été très vive à la manufacture. Finalement, les ouvrières ont décidé de s'en rapporter à l'arbitrage de l'administration supérieure de Paris, et le travail a été repris à 3 heures de l'après-midi.

⁂

Pouilly-sur-Saone. — Cent quatre-vingt-trois ouvriers des Grès français sont en grève. Le directeur Jacob, émule de Rességuier, a appelé à son secours toute la gendarmerie et les autorités de la contrée. Les gendarmes ne trouvant pas à utiliser leurs armes, pour le moment, sont occupés à embaucher des traîtres qu'ils vont chercher jusqu'en leur domicile et qu'ils accompagnent jusqu'à l'usine. Quelques arrestations ont été opérées sans autre motif que de pousser les grévistes à quelques violences qui fourniraient un excellent prétexte pour les fusiller.

A. G.

⁂

Marseille. — M. Ferdinand Brunetière a fait, hier soir, dans notre ville, une conférence sur l'*idée de fondement de la patrie*, au bénéfice d'un monument devant être élevé à la mémoire des morts de Tombouctou.

Le prix des places était fixé à 2 francs. Aussi les bourses maigres n'ont pu se payer le régal de l'entendre; probablement ainsi fait à dessein pour se trouver en heureuse et élégante compagnie. En cela, ils ont pleinement réussi. D'après le compte rendu des journaux locaux, toutes les grosses têtes locales s'y sont rencontrées et les applaudissements n'ont pas manqué à cet académicien de marque.

Son argumentation toute métaphysique, confinant en maints endroits au mysticisme, n'était pas faite pour les esprits peu habitués à ces sortes de spéculations. Bon nombre de lettrés ou dilettantes des jeux de l'esprit n'ont pas, la plupart du temps, cela est certain, compris le conférencier.

Certes, nous comprenons bien les craintes de M. Brunetière et de ceux dont il prend la défense, en ce qui concerne la disparition de l'esprit religieux. Nous concevons d'autant plus cette crainte, nous, les propagateurs du renouveau, que chaque jour nous le répétons, qu'à tout instant nous nous efforçons de démontrer qu'en effet cet esprit, qui nous a été transmis par les siècles passés, est le seul fondement, l'unique base de notre société présente, toute construite de douleurs, de haines et de souffrances. Et c'est pour cela que bon nombre des nôtres auraient voulu assister à cet exposé, fait par un talentueux défenseur du mysticisme, base, nous l'avons dit, sur laquelle repose encore notre société chancelante.

D'après lui, il ne reste plus que deux religions: celle du patriotisme et celle des morts. Il faut relever les cœurs à la hauteur de ces deux nobles religions. Et si la nature ou la raison disait le contraire, tant pis pour la nature et c'est la raison qui aurait tort; le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas.

Bien malin qui y comprendra quelque chose. Nous pensons qu'il ne se comprend pas lui-même. En effet : « un raisonnement du cœur au-dessus de tout raisonnement », ne semble-t-il pas que les raisonnements autres que le sien partent d'une autre source? que son *moi* particulier diffère essentiellement des autres *moi* généraux? C'est à ne pas y croire! C'est vraiment vouloir trop paraître être pétri d'une essence supérieure!

Ah! monsieur Brunetière, toutes vos jérémiades ne sauront empêcher l'affranchissement de la pensée, la marche vers ce grand idéal de « fraternité universelle », qui est, quoi que vous disiez et fassiez, bien plus élevé que votre rétrécissement religieux, qui ne saurait être même comparé, puisque cet « individualisme » du savoir, cette conscience du *moi* est irréalisable tant que subsisteront vos dogmes, vos idoles spirituelles ou temporelles.

Vous dites aussi, en terminant la péroraison de votre conférence, que « la dernière démarche de la raison, sa suprême victoire est de se soumettre à quelque chose qui la dépasse ». Point n'est besoin d'une longue tirade pour renverser cette absurdité *élégante*. — Voyons, quoi de plus élevé que la raison elle-même? Qu'est-ce qui peut bien lui être supérieur? A quoi doit-elle se soumettre? — A « l'inexplicable », dites-vous dans ces termes : « Quand on a longtemps exploré la nature humaine, on s'aperçoit que ce qui fait peut-être sa véritable dignité, c'est ce qu'il y a d'inexplicable encore! » Mais nul n'a songé encore à le méconnaître. Seulement, il faudrait pourtant s'entendre et distinguer entre « inexpliqué » et « inexplicable ». — Que la raison se soumette à l'inexpliqué, très juste en tant que rationalisme ; mais si cette soumission doit empêcher la recherche, faire que l'inexpliqué ne devienne jamais explicable, oh! alors, nous nous retirons très humblement et préférons ne plus *raisonner* avec votre *raisonnement*, parce qu'il est au plus haut degré de l'*irraisonnement*.

Adrien.

Arménie.

Le comité révolutionnaire arménien vient d'adresser aux diplomates une proclamation dont nous extrayons les passages suivants que publie l'*Eclair :*

« Avez-vous, comme c'était votre devoir, cherché à arrêter le couteau de l'assassin? Non! Vous n'avez pensé qu'à sauvegarder les intérêts du tyran, à rendre vains les efforts du peuple écrasé, essayant de briser ses chaînes. Et pourquoi protéger le despote contre l'opprimé? Parce que c'était votre intérêt, parce que ces pertes causées par notre peuple, ces pertes subies par le tyran vous touchaient, vous aussi, Européens.

« L'intérêt l'a emporté sur la justice!

« Au lieu d'arrêter l'effusion du sang, au lieu de porter secours aux malheureux martyrs, vous vous êtes empressés d'accourir dans la nuit, à travers les mares de sang, auprès des héros, et grâce à vos menées diplomatiques, à vos promesses également diplomatiques, vous avez sauvé la Banque, c'est-à-dire la caisse.

« Cependant, le Turc accomplissait à son aise son œuvre de carnage, mêlant le plus pur sang des femmes et des enfants à celui de milliers d'innocents. Vous avez tout vu et vous avez toujours gardé le silence! Vous n'avez pas tenu compte de la parole d'honneur donnée à genoux, à nos héros, par Maximoff, le délégué des six soi-disant grandes puissances, qui promit à nos martyrs d'arrêter les massacres et de veiller aux intérêts de la nation.

« Soyez fiers de nous avoir trompés! »

La proclamation se termine sur ces paroles menaçantes :

« Si, cette fois encore, tant de sang est inutilement répandu, nous chercherons d'autres moyens plus efficaces. Nous préparerons un autre plan d'action mieux combiné, et qui atteindra plus sûrement son but, et nous n'en subirons pas seuls les conséquences...

« Quoi qu'il arrive, tant pis! Et cependant, devant notre conscience et notre esprit exaspérés, devant nos regards chargés de haine, se déroule un projet criminel, désormais moralisé, qui nous fait frissonner malgré nous... »

Le bruit court, en outre, que leur projet serait de faire sauter une ambassade et que cette ambassade serait celle de France. Voilà où les aura amenés la conduite on ne peut plus ignoble du gouvernement français dans les affaires d'Arménie. Et s'ils arrivent à mettre à exécution leur projet, on criera à l'assassinat, on pleurera « les victimes innocentes », etc., tandis que le silence le plus obstiné a été fait sur toutes les atrocités dont les Arméniens ont été victimes, tandis que le gouvernement français s'est fait en toute cette affaire le plat valet du czar qui, lui, est au mieux avec le sultan, son pareil.

A. G.

Italie.

Foggia. — Le numéro 25 de l'*Avvenire Sociale* de Messine a été saisi pour un passage de la brochure de Hamon : *Les hommes et les théories de l'anarchie*, dont ce journal publie la traduction italienne. Il fut saisi aussi pour avoir inséré la déclaration suivante :

« Les soussignés, anarchistes *coatti* à Pantelleria, tiennent à déclarer qu'à l'occasion du prochain mariage du prince de Naples avec la princesse de Monténégro, qui se fera aux frais et au préjudice du peuple, ils repoussent, indignés, toute mesure politique à leur égard, masquée de clémence.

« Cette clémence ils ne la demandent à personne et ils ne l'acceptent de personne.

« Un prince, fils de celui qui osa, contre tout droit, attenter à leur liberté, ne peut pas, à propos d'un acte naturel de sa vie, invoquer la clémence du roi son père, mais réclamer justice et réparation. »

C'est la cinquième saisie encourue par l'*Avvenire*. Il est certain que l'autorité espère ainsi, après avoir supprimé par la force la *Lotta Umana*, étouffer l'unique écho italien de toutes les protestations des *coatti* et de tous ceux qui souffrent. Réussira-t-on? Nous ne le croyons pas et de ces colonnes aussi nous envoyons l'expression de notre solidarité et nos encouragements à De Francesco ainsi qu'aux autres camarades de Messine qui publient l'*Avvenire Sociale*.

⁂

Le procès de Palerme contre les quarante-six compagnons relégués à l'île d'Ustica, accusés d'avoir refusé le livret de la surveillance, d'excitation à la haine entre les classes sociales et d'avoir chanté des hymnes révolutionnaires, est terminé comme se terminent tous les procès des anarchistes, c'est-à-dire par une condamnation générale à plusieurs mois de réclusion avec un supplément de 1.050 francs d'amende. Nos camarades, du reste, furent enchantés des débats, car ils purent non seulement exposer en peu de mots les idées libertaires au nombreux public qui remplissait la salle de l'audience, mais protester ouvertement contre l'ordre social actuel, l'autorité et la magistrature elle-même.

Le compagnon Raulli, après avoir confessé qu'il cria : *Vive l'anarchie!* ajouta en s'adressant aux magistrats : *Nous ne reconnaissons ni vos lois, ni vos règlements*.

Et comme le président ordonnait aux carabiniers de l'expulser de l'audience, tous les camarades se levèrent en protestant et crièrent : *Vive l'anarchie!*

Les carabiniers accoururent, mais ce furent seulement les avocats qui purent calmer les accusés.

Le compagnon Gnocchetti prit aussi la parole. Il fit un long exposé des tristes conditions faites aux anarchistes d'Ustica et déclara : « Puisque les lois exceptionnelles n'ont plus de vigueur, leurs effets doivent aussi cesser. Autrement, nous nous révoltons, sans crainte des baïonnettes ni des Wetterli. »

Ce procès a fait une grande propagande dans le milieu où nos idées ont été jetées.

⁂

C'est certainement pour éviter la propagande anarchiste qu'on n'envoie plus au continent ceux qui se révoltent à Tremiti contre les actes iniques de M. de Rosa. Celui-ci a formé avec le chapelain, le médecin et le chef des argousins un conseil de discipline pour condamner à des semaines et à des mois de cellule ceux qui réclament et protestent contre lui. Beaucoup de camarades se trouvent ainsi dans les humides cachots du château de Tremiti. Le pauvre Pappini, un des blessés du 1er mars, fut jeté en cellule peu de jours après son arrivée à Tremiti. Il faut remarquer à ce propos que tous ceux qui furent poursuivis pour l'affaire du 1er mars avaient écrit au ministère de ne pas les envoyer à Tremiti. Le ministère ne les écouta pas.

Pourtant, il y a une quinzaine de jours, M. de Rosa a fait circuler dans la colonie une supplique très humiliante à envoyer au ministère de l'intérieur pour obtenir la liberté conditionnelle. Les anarchistes doivent déclarer qu'ils auront une *conduite exemplaire, en se soumettant à toutes les prescriptions que, dans l'intérêt des garanties sociales, le gouvernement croira opportun d'adopter à leur égard*.

Il va sans dire que nos compagnons refusèrent de souscrire à cette infâme lâcheté.

Voilà les formalités exigées pour rendre la liberté à des hommes qui, pour elle, ont sacrifié leur avenir.

⁂

Foggia. — Dans une correspondance d'Ancône à la *Tribuna* du 23 octobre, on lit :

« Tandis qu'on croyait que les *coatti politici* seraient libérés à l'occasion du mariage du prince de Naples, aujourd'hui (21 octobre) partent des prisons, pour les îles, quinze de ces malheureux, à qui on n'accordera vraisemblablement pas la liberté conditionnelle.

« Parmi eux se trouvent l'anarchiste Recchioni d'Ancône et le socialiste Buttis, condamnés tous deux au *domicilio coatto*, en application de l'article 3 des lois exceptionnelles.

« Tout le monde se souvient qu'en ce qui concerne ceux qui furent atteints par ce dernier article, l'honorable di Rudini avait *formellement* promis — il y a plusieurs mois — à la Chambre de pourvoir à leur libération graduelle.

« Mais cela n'a pas eu lieu, et ceux qui auraient dû être les premiers à jouir de la fameuse amnistie,

partent aujourd'hui, le jour où la future reine d'Italie touche le sol de sa nouvelle patrie.

« Cependant tous les journaux ministériels affirment qu'il n'y a plus de *coatti politici* aux îles! »

*
* *

La municipalité de Foggia a dépensé 30.000 francs pour les *dix* minutes que les époux royaux se sont arrêtés dans cette gare. Remarquez que les époux ne voulurent pas descendre du train pour visiter la salle splendide que la municipalité leur avait préparée.

Cette municipalité a distribué ensuite 1.000 pains aux pauvres. Ainsi, pour orner une salle où des princes doivent demeurer quelques minutes, on gaspille 30.000 francs; pour contenter 1.000 affamés, on dépense 300 francs. Ce n'est pas mal, n'est-ce pas?

En poussant plus loin le calcul, il se trouve que si dans l'existence d'un prince dix minutes valent 30.000 francs, une heure vaudra 180.000 francs, une demi-journée 2.160.000 francs et une journée 4.320 000 francs. Or, si dans l'existence d'un affamé une journée vaut 30 centimes (le coût d'un pain), l'affamé représente le cent quarante-quatre millionième d'un prince.

Je ne suis pas fort en arithmétique, mais je crois que le compte y est.

ROBERTO D'ANGIÒ.

Australie.

Des travailleurs punis de prison pour leur travail, cela se voit à Sydney, en ce sens que leurs patrons leur imposent des détentions comme, dans d'autres cas, des amendes. Sans doute c'est l'exception, mais cela existe. Par exemple, pour les tondeurs, c'est une véritable prison préventive à laquelle ils sont astreints; il leur faut signer un contrat leur défendant de sortir des lieux de tonte, de recevoir de l'alcool, sous peine de perdre leur salaire qui ne leur est payé qu'à la fin de la tonte : le travailleur en général peut être condamné à plusieurs mois de prison pour le *délit* d'avoir abandonné son travail avant l'expiration du contrat, s'il y en a, ou sans avoir donné un avis préalable, une semaine, un mois ou même un an avant son départ. Cette loi est en vigueur surtout à la Nouvelle-Galles du Sud, contre les grévistes.

J. ANDREWS.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe*. — Samedi 7 novembre, à 8 h. 1/2 précises, au local habituel.

*
* *

L'ami Lefrançais nous a fait un nouveau dépôt de 200 exemplaires de sa brochure *La Commune et la Révolution*. Elle est en vente au prix de 0 fr. 15, franco 0 fr. 20.

*
* *

Nous avons reçu le premier numéro de l'*Idée Libre*, organe local des amis d'Agen, et qu'ils feront paraître chaque fois qu'ils pourront.

Les camarades d'Agen accepteront avec plaisir le concours de toutes les bonnes volontés qui voudront bien se manifester à eux sous forme de fonds ou de copie.

S'adresser chez Blouin, kiosque du Marché, à Agen.

Bonne chance à nos camarades!

*
* *

Ceux de nos dépositaires qui posséderaient encore des numéros 25 de la 1re année sont priés de nous les retourner. Il nous en manque une vingtaine pour compléter des collections.

*
* *

Des anarchistes se réunissent tous les vendredis, maison Gravier, 92, rue de Maubeuge, au coin de la rue de Rocroy.

Causerie par des camarades.

*
* *

Nous recevons la lettre suivante :

« Nombre de compagnons relégués dans l'île de Lipari, étant fort désireux de s'approfondir dans la question libertaire, afin d'être à même un jour de continuer plus fièrement que jamais la propagande révolutionnaire, et voulant rompre avec la monotonie et l'oisiveté forcée de l'exil, prient tous les amis de l'étranger de vouloir bien leur faire cadeau de quelques livres ou brochures traitant de sociologie libertaire, écrits en langue française, anglaise, espagnole ou allemande.

« Adresser tout ce qu'on voudra et pourra à l'adresse suivante :

« PAUL LUSANA,
« Coatto politico à l'île de Lipari,
« Prov. de Messine. »

*
* *

MONTREUIL-SOUS-BOIS. — Les camarades révolutionnaires et libertaires de Montreuil organisent un punch familial de protestation contre la « folie du militarisme », à l'occasion du départ de la classe.

Chants et poésies libertaires.

Le samedi 7 novembre, à 8 1/2, salle Brou, 57, rue de Paris.

*
* *

LYON. — La Revue annoncée dernièrement paraîtra le premier samedi de chaque mois, à partir de décembre.

Le prix en sera de 0 fr. 25 le numéro; l'abonnement, de 4 francs l'année.

Tout en s'occupant du mouvement général, la revue donnera une grande place au mouvement régional.

Adresser les demandes à Desgranges, 14, rue du Bœuf.

*
* *

ANGERS. — Les copains et copines d'Angers, Trélazé et des environs sont invités à assister à la réunion familiale qui aura lieu le dimanche 8 novembre, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, salle Jouet, place des Arts, à Angers.

Causerie par le camarade Bruon. Sujets : La *Clameur*. — Du rôle des anarchistes dans la société actuelle.

Poésies et chants. Entrée gratuite.

*
* *

PATRAS (Grèce). — Le camarade Jean Manganaras ayant été acquitté, le journal *En Avant* continue sa publication.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Ame effeuillée (vers), par H. Giraud; 3 fr. 50, chez Lemerre, 23-31, passage Choiseul.

Almanach socialiste pour 1897, par M. Charnay; 0 fr. 30, rue Saint-Sauveur, 51.

Le Monde socialiste, par Léon de Seilhac; chez A. Colin, 5, rue de Mézières.

La Grève de Carmaux et la Verrerie ouvrière, par L. de Seilhac; chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Les Massacres d'Arménie, par Urbain Gohier; 1 broch. chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Horia der Glanzende, pièce en cinq actes, par Odysseus; chez Imbach et Weber, à Lucerne.

A LIRE

Le Témoin, Séverine, *Echo de Paris*, 23 octobre.

Chronique, H. Bauër, *Echo de Paris*, 26 octobre.

Dans la *Revue Blanche* du 1er novembre : *Désobéir aux lois*, par Thoreau, et *Les Emigrés arméniens*, par Archag Tchobarnian.

L'Education politique, par Jean Jullien, *Echo de Paris* du 30 octobre.

Le Plat de polenta, par Jean Frollo, *Petit Parisien* du 28 octobre.

La Chasse aux Favahalos, par Georges Dulor (ce dernier pour se rendre compte de la complète inconscience des patriotards).

Dans notre dernier numéro, *Revue des Périodiques* (langue espagnole), il est dit que 1.625 hommes étaient en traitement à l'hôpital; c'est 9.625 qu'il faut lire.

AVIS

Nous sommes parvenus à compléter deux collections du *Supplément littéraire* de la *Révolte*. Ayant besoin de faire de l'argent, nous les mettons en vente au prix de 50 francs chaque. La collection comprend deux volumes et les numéros de la *Révolte* avec lesquels le *Supplément* a paru.

BOITE AUX ORDURES

Lors du mariage de Mme Maurice Ephrussi, née Rothschild, on vit figurer dans le cortège les deux terriers de la jeune mariée; ils étaient tous deux habillés de satin blanc garni de fleurs d'oranger. Depuis on a inauguré la cérémonie nuptiale des chiens : on invite les amis, les camarades de jeux; le marié offre une corbeille, merveilleuse toujours; on lunche, puis on laisse les mariés « enfin seuls! » Deux ou trois jours après, les conjoints retournent chez leurs maîtresses respectives. Dernièrement j'eus l'occasion d'assister à un de ces mariages canins. Oh! certes, l'attitude de la mariée n'était pas modeste, elle gambadait joyeusement. Sa robe était de faille blanche garnie de dentelles, dans la pochette un mouchoir *chiffré de diamants* - l'époux était Américain, — au cou un collier de lilas blanc et de fleurs d'oranger.

D'aucuns trouveront criminel et grotesque d'imposer ainsi des habitudes quasi-humaines à ces mignons toutous. Pourtant ils sont heureux, je vous le certifie; et si on leur met une serviette armoriée pour prendre leurs repas, c'est qu'ils ne mangent pas une soupe où dominent les vieilles croûtes de pain. Ils se délectent d'ailes de poulet et de biftecks bien saignants, le tout arrosé d'un verre d'eau de Vichy ou de la Bourboule, pour le bon fonctionnement de leur délicat petit estomac. A la vérité, ces « chiens du monde » ne sont que des poupées vivantes faites pour l'amusement et la distraction de ceux ou de celles qui les possèdent. S'il fallait juger sévèrement les petits ridicules de notre fin de siècle, on aurait trop à faire. PAUL MÉGNIN.

(*Illustration*, 26 septembre.)

*
* *

« Il est démontré (!?) que l'individu appartient de droit naturel au pays qui l'a vu naître. »

(Grand Conseil de Genève, séance du 3 octobre. — H. Fazy.)

PETITE CORRESPONDANCE

Turin. — Reçu carte postale. Merci.

L. M. Estèves. — Expédions le n° 19.

B., à Mauziat. — Je le crois comme vous. Dans les villes, l'on est pourri par la politique.

La Anarquia, à La Plata. — Avons expédié 1 ex. *Grande Famille*.

Nous avons reçu la somme ci-dessous pour être transmise à la Bibliothèque du XIIe :

Jules et Blanche, 2 fr.; Guillon, 1 fr.; Bürghan, 1 fr.; Paul A. E., 0 fr. 50; Jean, 0 fr. 50; Gressez, 0 fr. 25; Michel, 0 fr. 25; Vanhassel, 0 fr. 25; Bardey, 0 fr. 25; Guérin, 0 fr. 25. Total : 6 fr. 25.

Reçu pour le journal : Avila, 1 fr.; B. Barré, 1 fr.; André Saguier, 1 fr.; Liébrard, 1 fr.; Maujean, 1 fr.; Ladousse, 1 fr.; E. H., 1 fr.; Thuillier, 1 fr.; Machuron, 1 fr.; Un maçon maçonnant, 1 fr.; Flosseau, 1 fr.; en tout, 11 francs (Association ouvrière). — J., rue J. de B., 5 fr. — Des copains de Levallois, 1 fr. — E. M., 6 fr. — Jean Misère, 10 fr. — Un Irréductible, 3 fr. — Merci à tous.

F., à Liège. — P., à Peyrins. — D., à Villefranche. — L., à Brest. — T., au Puyblin. — C., à Genève. — D., à Troyes. — V. F., à Saint-Claude. — M., à Morlanvelz. — D., à La Haye. — D., à Nouzon. — C., à Saint-Chamond. — V., à Reims. — D., à Saint-Quentin. — A. C., à New-York. — E. V., à Nîmes. — C. W., à Ashwell. — B., à Roncegno. — B., à Angers. — B., à Nantes. — P., à Trélazé. — Reçu timbres et mandats.

J. H., à Rotterdam. — Bien reçu mandat du 10. — *Société future* expédiée.

G., à St-Sylvestre. — *L'Anarchie* réexpédiée.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Brest

Chez Tillemont, 32, Grande Rue.

Chez les camarades Bizien et Marion, à Kerranfurust-Yzella.

Lagnost, 3 *bis*, rue de la Communauté.

Ces trois camarades portent à domicile. Ils tiennent également la *Sociale* et le *Libertaire*, et toutes les brochures anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 29 DIX CENTIMES DU 14 AU 20 NOVEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Il nous est très désagréable de renouveler sans cesse des appels qui finissent par devenir périodiques, mais nous y sommes forcés par la situation.

Nous rappelons aux camarades que nous avons brochures, lithographies très bonnes à répandre et dont la vente pourrait nous procurer quelque argent.

Ceux qui peuvent se fendre de quelques sous, mais qui sont dans l'impossibilité de faire cette propagande eux-mêmes, peuvent nous envoyer les fonds avec les adresses où ils désireraient en faire parvenir. Nous nous chargeons de l'envoi.

CORRESPONDANCE ANARCHISTE [1]

(*Suite*)

Le mensonge de notre civilisation m'apparut là dans toute son horreur, et, bien que je n'eusse alors que des pensées vaguement socialistes, je puis dire que, dès ce jour, je pris en haine cette infâme hypocrisie.

Permettez que je vous communique les idées qu'éveille en moi cet article de *El Oprimido* : « L'école criminelle et l'anarchie » [2], et cette question : « Les vols et les homicides seront-ils possibles dans une société future, basée sur l'affection réciproque et sur l'altruisme supplantant le moderne égoïsme? »

L'auteur, si j'en déduis par le titre même, puis par le texte, me paraît un peu influencé par des études criminalistes dont le plus bel ornement est le célèbre Lombroso. Or je crois qu'il serait bon d'établir la valeur réelle de ces fameuses théories criminalistes. Lombroso, toutefois pas le premier, quoique ses admirateurs et ses continuateurs ne semblent pas s'en douter, imagina le criminel type, le criminel-né, l'individu qui forcément devait arriver à un acte, dit criminel, par le fait de la conformation de son crâne, de ses mains, que sais-je? par le fait de sa descendance généalogique, et là-dessus d'équilibrer une thèse ridicule et fantaisiste, sans paraître se douter que les romanciers de la vieille garde avaient déjà archi-exploité cette fantaisie, et une bande d'avocats et de jeunes médecins de se lancer dans une route, si facile et tant battue, où, pour arriver à acquérir gloire et autorité, il suffit d'entasser des lieux communs, sans nécessiter une intelligence hors ligne; cela ne serait guère préjudiciable, si des camarades de bonne foi ne se laissaient prendre aux mots qui n'ont de scientifique que leur résonance étrange, sans passer ces théories au crible de la logique, et qui, tout entiers à la première impression reçue, cherchent à s'en servir pour l'exposition de leurs idées.

Il est facile de voir que Lombroso et ses adeptes manquent de bonne foi ; leurs ouvrages ne sont donc rien moins que scientifiques. Voyez-les donc baser toutes leurs théories sur des êtres ayant subi de telles déformations artificielles de la pression exercée sur eux dès leur enfance par la société bourgeoise qu'il est impossible, absolument impossible de déduire avec un semblant d'exactitude si l'acte ou les actes commis ont été accomplis sous l'influence d'instincts mauvais propres à la nature de l'individu ou bien sous l'action suggestive du milieu, de l'éducation, de déformations accidentelles; or cela est impossible à prouver. Et puis leurs sujets d'étude, au lieu d'être pris dans les rangs d'une classe sociale échappant par sa position aux mille déformations psychologiques, n'étant pas aux prises avec l'atrophiante lutte pour la vie, pouvant jouir d'une liberté d'action infiniment plus grande, non! ils les puisent dans les maisons centrales, ils fouillent les bagnes en quête de gloire et ne parviennent qu'à grossir de niaiseries les stupidités du « maître ».

Donc, que nos théories, que les conclusions que nous tirons de nos raisonnements leur paraissent des utopies, cela nous est parfaitement égal. Nous n'avons à discuter qu'avec des gens de bonne foi.

A la question posée : Les vols et les homicides seront-ils possibles dans une société future, basée sur l'affection... etc.? je répondrai : Ils ne seront possibles ni les uns ni les autres.

Si nous considérons le vol, la cause disparaissant, le vice disparaîtra, même la folie kleptomanique, car la folie comme l'acte conscient procèdent d'une cause identique; on peut s'en convaincre facilement avec un peu de jugement. Pour confirmer cette proposition, je vous transcris ici un passage d'un vieux bouquin d'*Histoire naturelle de la santé et de la maladie*, par F. V. Raspail (Levavasseur, éditeur; Paris, 1845), page 353 : « *7e espèce :* Psychogénose du besoin. — « Se voir manquer de tout ce dont les autres « abondent, c'est une satanique tentation de « prendre... Voulez-vous supprimer le vol, fai- « tes que chacun ait amplement son nécessaire. « L'avarice n'est qu'une exagération de la crainte « du lendemain. »

C'est, ma foi, assez clair, surtout si nous remarquons que Raspail ne fut aucunement anarchiste; mais là, pas du tout. Le sol est donc le produit direct de notre organisation sociale, de tout système ayant pour base la propriété soit privée, soit collective, permettant aux uns d'accumuler des biens au détriment des autres : je crois inutile entre nous de pousser plus avant une démonstration d'un fait dont nous sommes convaincus.

Reste la question des homicides.

La plus grande partie ont pour mobile le vol, rentrant donc dans le cas du vol; d'autres que l'on a dénommés crimes passionnels, ceux dus à un détraquement cérébral ou folie criminelle. Quant à moi, je ne vois pas de différence entre l'un et l'autre cas; en effet, il est évident que l'un et l'autre sont dus à un manque d'équilibre; que celui-ci persiste après l'acte ou qu'il ne soit que momentané, cela importe peu : l'individu, au moment de l'acte, ayant perdu le contrôle cérébral de ses actes, est sous le coup d'une aberration.

Il y a, me direz-vous, les crimes ayant pour mobile une tare, un vice atavique : l'auteur de l'article semble y croire beaucoup dans sa parenthèse où il parle des maisons de santé nécessaires pour les premiers pas du socialisme anarchiste.

Je ne rappellerai ici que pour mémoire les crimes que j'appellerai volontiers légaux, car la loi semble leur accorder aide et protection : ce sont les crimes perpétrés par les maris sur leurs épouses infidèles; il est bien évident pour nous que ceux-là n'auront plus lieu dans une société anarchiste, la femme n'étant plus considérée comme une propriété.

Examinons donc la possibilité de crimes passionnels et ceux dus à la folie. Laissons pour ce qu'elles valent les méthodes dites scientifiques; après avoir réuni un plus ou moins grand nombre de faits à peu près identiques, il est décrété qu'il doit en être ainsi, manière d'établir des lois scientifiques aussi arbitraires que celles des législateurs; ne faisons pas comme le docteur qui déclare doctement un individu lésé dans tel ou tel de ses organes, puis va consciencieusement notant toutes les phases de la maladie sans rechercher les causes multiples qui ont occasionné la lésion; cela peut être suffisant à la science officielle; voyons donc ce qui se passe autour de nous.

Voilà un enfant, n'importe lequel, ni plus ni moins bien doué qu'un autre : à mesure que ce petit cerveau va se développant, on lui inculque des préceptes chrétiens ou autres, une morale enfin assez conforme avec ses instincts naturels, affinés par la sélection; dès qu'il peut juger, il voit tout autour de lui, au sein même de sa famille, pratiquer précisément le contraire de ce qu'on lui enseigne en paroles. D'où un choc produisant une première perturbation cérébrale. Que l'on ne dise pas que cet esprit de critique ne se fait jour que tard dans les fonctions intellectuelles de l'enfant; qui n'a noté de ces pensées, si naïvement exprimées, nous laissant songeurs, presque atterrés, devant la profonde lucidité de ces petits êtres? On le punira pour un vol et il verra le vol pratiqué autour de lui; on lui enseignera qu'il faut toujours dire la vérité et on lui apprendra à mentir pour le bon motif; on élèvera sa générosité, l'abnégation, on lui fera honte d'être mesquin, et si, n'écoutant que son

(1) Voir le numéro 27.

(2) « La escuela criminal » : l'auteur entend sans doute l'école criminaliste et l'anarchie; tout au moins, c'est ce qu'on peut déduire de l'article.

cœur, il lui arrive de donner la moindre chose à un camarade, on le punira, tout au moins sera-t-il grondé; il lui arrivera de surprendre des choses honteuses, qui, tout en révoltant ses instincts, le saliront à jamais; ainsi se continuera, durant toute son enfance, cette influence néfaste de sentiments opposés, incompatibles, torturant ce petit crâne, le faussant, le démoralisant; puis, cela sera continué par le stupide système scolaire d'aujourd'hui, ce débit en gros d'instruction à grands coups de maillet. Là, peut-être, son imagination s'enflammera au récit des prouesses d'audacieux révoltés, il s'indignera à la méchanceté des tyrans et la partialité du magister, sa férule brutale, les méchancetés de ses camarades de classe briseront douloureusement ce bel élan d'enthousiasme; et, plus tard, encore ardent de jeunesse et de vie, cette sève généreuse qui, malgré tout, a encore résisté à ces chocs atrophiants, frémissant d'impatience de se trouver dans la lutte que, malgré tout, il ne peut imaginer aussi barbare qu'on a pu la lui dépeindre, alors quand, livré à lui-même, il entre en lice, alors c'est fini! tout ce qui lui restait de fierté, de droiture, tous ses bons instincts se retournent contre lui et le font souffrir plus cruellement, il sent un grand vide en lui, il se voit isolé, perdu, sombrant dans un égout; il lui faut cacher ce qu'il sent bon, supérieur, comme une honte; sa raison lui montre sa force, son courage, son énergie comme des choses inutiles; il se débat quand même, s'use en efforts douloureux et vains pour retomber brisé, meurtri, découragé. La vie n'est donc pas ce qu'il pensait, ce n'était qu'un rêve, et son énergie, cette force de réaction, s'en va comme le sang d'une blessure béante. Il ne lui reste plus qu'à se laisser aller.

Et après cela, nous aurions l'audace de demander à l'homme un criterium sain, après avoir détraqué le cerveau de l'enfant par tous les moyens imaginables; quand, bien au contraire, *nous* devrions nous étonner de cette prodigieuse résistance cérébrale de l'humanité, si nous constatons qu'après avoir tout fait pour la faire couler dans la folie, c'est encore les détraqués qui sont en minorité!

(A suivre.) J. Achard.

JUSTICES COMPARÉES

Alors que la chasse aux anarchistes est plus ardente que jamais, il est piquant de voir les grands journaux bourgeois servir à leurs lecteurs de vieux articles de la *Plume*, de la *Révolte* et des *Temps Nouveaux*. L'effort part d'un trop bon naturel pour n'être pas encouragé. Et, à titre de récompense, voici quelques thèmes à développer qui ne nuiront pas à la bonne galette.

Justice française.

Le 7 août, gare Saint-Lazare, M. Lesur, de Rouen, éventre traîtreusement deux inoffensifs émigrants d'Italie. Coût: *Deux mois de réclusion*. C'est pour rien! Les motifs de ce jugement seraient intéressants à connaître.

Pauvreté, nationalité, guérison des éventrés? Titres de M. Lesur qui est bachelier ès lettres, bachelier ès sciences, membre d'une « très honorable » famille? Ou bien si c'est pour soustraire cet intellectuel aux justes représailles des pauvres macaronis?

Justice allemande.

Le 10 octobre, au restaurant Tannhæuser, de Carlsruhe, M. le lieutenant de Bruseuritz assassine le mécanicien Siebmann. Pour mieux sauvegarder la coûteuse existence des traîneurs de sabre, le code interdit le port d'armes au civil qui la paie. Vainement le pauvre mécanicien implora sa grâce, vainement il s'enfuit terrifié. Avec des ruses de Peau-Rouge, le civilisé parvint à le rejoindre et, sans risque, l'éventra. Est-ce pour le récompenser que la justice d'Allemagne lui octroie *quatre ans* de loisir dans les salons d'une forteresse (oisiveté, repas exquis, confort parfait, vie de famille, visites mondaines, etc., etc.), pour le libérer ensuite de tout service?

Justice suisse.

La Constitution fédérale garantit l'égalité devant la loi, la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, la liberté de la presse, la liberté d'établissement... Il suffit de lire les véridiques correspondances des *Temps Nouveaux* et de la *Libre Parole* pour apprécier la valeur de cette garantie. Le particulier, calomnié par un Conseil d'État conservateur, se voit débouté par le tribunal fédéral. En présence du juge qui n'ose piper mot, un commissaire de police menace impunément le prévenu de lui tirer les oreilles. La mise au secret d'un imprimeur dure jusqu'à ce qu'il ait livré le nom des collaborateurs du journal. Il suffit d'héberger un étudiant russe pour que les chiens de police franchissent *ad libitum* votre seuil. Lorsqu'on publiera la liste et les motifs réels des expulsions d'étrangers et d'étrangères, il y a des républicains qui ne riront plus. Le tsar a failli à ses devoirs de reconnaissance en évitant Genève, qui ne le cède pas à la Russie pour la contrainte par corps. Jugez plutôt.

Il y avait à l'Exposition de Genève de 1896 — comme dans toutes les expositions — de ces bordels qu'on baptise, suivant les localités, de *Caïro*, d'*Ancienne Ville*, de *Village suisse*, de *Village noir*, etc. A ce dernier appartenaient quatre jeunes hommes qui, se fiant à la « liberté d'établissement », prétendirent demeurer à Genève. Si les névralgies calvinistes aigrissent l'humeur, la fièvre sénégalienne est meurtrière. Puis, comment résister à l'amoureuse commandite des quatre dames! Lorsque le traitant sonna pour le départ, ils refusèrent de monter en wagon. Leur « liberté individuelle » n'était-elle pas garantie? Les malheureux comptaient sans leur hôte. Sans hésiter, le chef du département de justice et de police prêta au traitant ses gendarmes pour surveiller (!) la séquestration des récalcitrants. Et les wagons, solidement fermés, remportèrent au pays des fièvres, le 24 octobre, la viande humaine. La presse, qui sait comment sa liberté est garantie, n'a pas soufflé mot.

Justice anglaise.

Personne n'oublie le supplice infernal auquel est condamné le poète Oscar Wilde pour un acte malpropre qui n'est ni crime ni délit, pour un acte qui ne nuit à personne et que la loi ne peut atteindre. Or les juges qui furent implacables contre le poète se montrent aujourd'hui d'une faiblesse suspecte pour des flibustiers. Personne n'oubliera que Jameson et Willoughby furent d'abord condamnés à mort pour avoir, sans provocation, commencé à mettre un pays allié à feu et à sang. Il paraît que les santés de ces matassins sont mille fois plus précieuses que celle du poète. La *Saint-James Gazette* annonce triomphalement qu'elles ne supportent pas le régime exceptionnel (le juge mentait donc qui parlait de « régime ordinaire »?) dont ils sont favorisés.

Spix.

DES FAITS

A Hicksville (Ohio), il y avait dernièrement une grande noce. Au moment où les invités se mettaient à table, des « tramps » prirent possession de la maison, puis du souper, et ne partirent qu'après avoir bien bu et bien mangé.

(L'Ami des ouvriers.)

* * *

Le dernier *Bulletin municipal officiel* publie le tableau comparatif du nombre des emplois vacants dans les divers services de la préfecture de la Seine et du nombre des candidats inscrits pour les emplois.

Le nombre moyen des emplois vacants chaque année dans les divers services est de 1.288 et le nombre de candidats inscrits de 64.858, — soixante-quatre mille huit cent cinquante-huit.

A citer : 18 places de garçons de bureau et d'hommes de peine, dont les trois quarts sont réservées aux sous-officiers rengagés, qui ne comptent pas moins de 5.842 postulants.

375 places de cantonniers de la voie publique sont espérées par 21.582 citoyens et 68 de cantonniers des promenades et plantations par 5.634 autres; 3.645 aspirants égoutiers se disputent les 63 places qui peuvent être vacantes; 1.287 conducteurs de machines ou ouvriers électriciens espèrent obtenir un des 14 emplois de leur spécialité qui peuvent être vacants.

6.947 institutrices aspirent à être dans les 115 qui sont pourvues d'un emploi par an, et, au Mont-de-Piété, les 8 emplois de commis aux écritures sont l'objet de la compétition de 2.003 personnes, et les 10 d'employés à la manutention ont éveillé l'ambition de 2.205 autres.

Si l'on remarque que cette lamentable statistique doit exister proportionnellement dans toutes les grandes villes de France pour les emplois ci-dessus désignés, et sensiblement pareille pour toutes les autres parties, on se rend compte que la société actuelle est impuissante de plus en plus à tirer parti de toutes les activités et à nourrir tous les besoins.

C.-A.

* * *

« Avant la thèse du docteur Marvin, la Faculté avait reçu « à correction » une thèse de Mlle Scheintriss, portant pour titre : *Essai sur les conditions des femmes et des enfants dans les fabriques russes;* Mlle Scheintriss a dû supprimer tout un paragraphe qui aurait pu être désagréable à notre puissant ami et allié, S. M. le Tsar. »

(Chronique médicale, Dr Cabanès, rédacteur en chef, rue d'Odessa.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Dire qu'il est encore des gens qui pensent qu'il puisse sortir quelque chose de bon ou d'utile des parlottes parlementaires! Les deux récents débats qui se sont agités à la Chambre, sur les affaires d'Arménie et sur les provocations policières de Carmaux, ont cependant dû quelque peu les décourager. Dans le débat sur les massacres d'Arménie, Jaurès a reproché avec véhémence leur inaction aux gouvernements de tous les pays d'Europe, inaction qu'il a qualifiée avec raison de complicité. Le ministre des affaires étrangères, dans un discours terne et amphigourique, a laissé entendre qu'une intervention pour faire cesser ces atrocités est chose facile à conseiller, mais qu'il est certains intérêts à ménager et que ces intérêts, aux yeux des gouvernants, passent avant le droit à la vie de tout un peuple. Ces intérêts sont ceux des tripoteurs internationaux dont tous les gouvernements ne sont que les fidèles serviteurs, *parce qu'ils ont besoin d'eux*.

Les pathétiques périodes de Jaurès ont pu enthousiasmer quelques lecteurs naïfs. Un journal ministériel faisait observer très justement qu'à la place du ministre des affaires étrangères, Jaurès aurait parlé comme lui. En effet, étant au pouvoir, il se serait trouvé, lui aussi, en face de ces intérêts à ménager, et, comme le ministre opportuniste, il eût redouté de s'aliéner un appui sans lequel il n'eût pu subsister au pouvoir vingt-quatre heures de plus. C'est toujours ce que nous avons entendu dire en affirmant que le pouvoir gâte les hommes les mieux intentionnés, comme un milieu malsain pourrit le fruit le meilleur.

* * *

Quant aux brutalités policières à Carmaux, outre le parti pris qu'elles démontrent une fois de plus chez les dirigeants de troubler toutes les réunions ouvrières même les plus pacifiques, il a été prouvé clair comme le jour que, cette fois-ci, le gouvernement n'a même pas pris la peine de couvrir ses actes du manteau de la légalité. Cela n'a nullement empêché tous les crapauds de marais qui font profession de n'avoir d'autre évangile que le Code, d'approuver les illégalités commises, *pour ne pas faire tomber le ministère*. Quelles injustices, quelles infamies, quelles atrocités n'approuverait-on pas, pour éviter la chute d'un ministère? Nos bons socialistes nous en ont donné une excellente preuve quand ils repoussèrent l'abrogation des lois scélérates pour conserver un ministère cher à leur cœur... quoique bourgeois. Ce sont là les petites talures de la politique qui, répétées, pourrissent le fruit.

* * *

Grève des sanguins. — Les ouvriers « sanguins » de l'abattoir de la Villette se sont mis en grève, demandant que leur semaine fût portée de 28 à 35 francs. La grève s'annonçait bien, car elle menaçait de devenir générale à l'abattoir. Les patrons

bouchers, n'ayant plus d'ouvriers pour recueillir le sang des animaux et le transporter ailleurs, le laissaient écouler à l'égout, contrairement aux règlements de police, d'où de nombreux procès-verbaux qui leur furent dressés; alors, ils donnèrent l'ordre à leurs autres ouvriers de faire le travail des sanguins. Ceux-ci obéirent. Dès lors la grève fut perdue, et les sanguins reprirent leur travail le lendemain, aux conditions antérieures. Si leurs camarades avaient refusé de faire un métier qui n'était pas le leur et s'étaient solidarisés avec les grévistes, ils auraient assuré le succès de la grève.

***

Pouilly-sur-Saône. — La grève des ouvriers en grès continue. Comme en toute grève, les pouvoirs publics interviennent ouvertement en faveur du patron contre les ouvriers. Plusieurs d'entre eux viennent d'être condamnés à des peines diverses toujours sous ce vieux prétexte, tout aussi éculé que l'esprit d'équité de nos bons magistrats, « d'atteinte à la liberté du travail. »

André Girard.

***

Limoges. — Le 17 octobre dernier, les calibreurs céramistes de la maison Delinières et Cie refusèrent de payer des amendes que leurs exploiteurs voulaient leur retenir; de ce fait, ils quittèrent leur travail. Les autres fabricants de porcelaine, qui font tous partie du syndicat patronal, ainsi que M. Delinières, furent forcés par celui-ci de se déclarer solidaires avec lui. C'est alors que tous les calibreurs de Limoges reçurent un avis de leurs patrons, les informant que si les calibreurs de la maison Delinières ne réintégraient pas l'atelier, en acceptant de payer l'amende en question, il n'y aurait plus de travail pour eux sous un délai de trois jours.

Les trois jours se passèrent, et comme les ouvriers de la maison Delinières n'avaient pas repris le travail, tous les patrons tinrent leur promesse et mirent dehors leurs ouvriers calibreurs.

Le 2 novembre, le conseil des prud'hommes condamne M. Delinières à payer à ses ouvriers calibreurs, qui l'ont assigné, les sommes retenues par lui sur leurs salaires.

Le conseil condamne en outre M. Delinières aux dépens. Malgré leur condamnation, les patrons ne voulurent pas céder et tinrent leurs ateliers fermés.

Mercredi 4 novembre, les calibreurs se réunirent en assemblée générale à la Bourse du Travail et votèrent la continuation de la grève à une grande majorité de 75 pour cent des membres présents. C'est alors que le grand Manitou des syndicats, qui est secrétaire général de la Bourse, prit la parole et dit aux ouvriers que, malgré qu'il y ait une grande majorité pour la continuation de la grève, ils devaient, dans l'intérêt général, réintégrer l'atelier, et leur proposa, comme solution, de faire apposer sur les murs de la ville le manifeste suivant :

« Citoyens,

« A la première application du règlement imposé par l'union des fabricants de porcelaine, les calibreurs de la maison Delinières quittèrent le travail.

« Nos braves camarades ont préféré se mettre sans pain plutôt que de payer une indemnité qu'ils ne doivent pas.

« Lundi dernier, le conseil des prud'hommes a déclaré que les patrons n'avaient pas le droit d'opérer de retenues sur le salaire des ouvriers.

« Ce jugement est une flétrissure pour les hommes qui veulent s'arroger le droit de prendre à leurs ouvriers une part de ce salaire si péniblement gagné.

« M. Delinières a refusé de se conformer à ce jugement, invitant les ouvriers à travailler en attendant la décision du Tribunal de commerce.

« Le Tribunal de commerce est un tribunal composé exclusivement de patrons.

« Quelle que soit sa décision, elle ne devra en rien atténuer l'effet du jugement prononcé par un tribunal où les patrons et les ouvriers sont représentés.

« Forts de notre droit, forts de notre conscience, nous pourrions résister et obtenir ainsi par la force ce que nous ne pouvons obtenir par la raison.

« Pour cela, nous n'aurions qu'à rester grévistes.

« Néanmoins, mus par un sentiment humanitaire, nous préférons reprendre le travail plutôt que d'assumer la responsabilité d'une grève générale qui résulterait de notre lutte.

« Cette perspective de voir en plein hiver les femmes, les vieillards et les enfants mourir de faim et de froid, n'effraie pas les fabricants de porcelaine.

« C'est d'ailleurs le moyen qu'ils emploient pour amener les ouvriers à composition

« Moyen digne d'un régime capitaliste et bourgeois.

« Cependant, si nous rentrons pour éviter les souffrances à nos familles, que les patrons sachent bien que les calibreurs n'abandonnent aucun de leurs droits, aucune de leurs revendications et qu'ils sauront au moment favorable reprendre ce qui leur appartient.

« Tant que ce règlement ne sera pas aboli, les rapports entre patrons et ouvriers seront tendus.

« Si l'avenir est plein de menaces, la faute est aux fabricants.

« Camarades,

« Nous sommes des hommes libres et nous le resterons.

« A nos camarades qui s'apprêtaient déjà à nous soutenir, nous leur crions : Merci !

« Vive la solidarité ouvrière !

« Vivent les syndicats !

« Les Calibreurs. »

Se voyant ainsi délaissés par celui qui est payé pour les assister dans leur conflit, les ouvriers acceptèrent sa manière de voir et reprirent le travail. Il n'est pas à désirer que toutes les Bourses du Travail soient, de même que celle de Limoges, entre les mains d'un personnage comme ce collectiviste guesdiste qui insulte journellement les partisans de la grève générale et fait échouer à Limoges toutes les grèves partielles.

P. J.

Espagne.

Barcelone. — Nous avons su que, le 3 octobre, neuf cercueils avaient été portés au château de Montjuich pour y déposer les cadavres des camarades qui, le soir, avaient été martyrisés dans les conditions qui suivent. Le procédé de raffinement cruel (morue salée) que pratiqua l'Espagne pendant l'instruction qui suivit l'explosion du Liceo n'était pas assez fin de siècle ; les civils, jaloux de détenir le record de la monstruosité, n'ont rien trouvé de mieux, pour obtenir des aveux, que d'obliger les individus arrêtés à se tenir en chemise et à marcher sans cesse jusqu'à ce qu'ils consentent à dénoncer les coupables de l'attentat du 7 juin (procession de Barcelone). Etant donné que nul parmi eux ne connaît le coupable, nul ne peut fournir aucun renseignement. Il s'ensuit que quand vient l'heure du repos, les gardiens, véritables brutes requises pour la circonstance, sont là avec de grosses barres de fer, frappant les malheureux jusqu'à la mort plutôt que de les laisser s'endormir. Ils savent que la presse, toute à la disposition des dirigeants, dira au public que ces hommes se sont successivement reconnus coupables.

Nous apprenons, d'autre part, avec non moins de certitude, que le gouvernement espagnol, d'accord avec certaine compagnie de navigation, recherche les déserteurs de la péninsule ibérique pour les envoyer en Bolivie, en leur promettant la nourriture pendant le séjour en France jusqu'au départ du bateau, leur confortable à bord, et leur fait même entrevoir la fortune, une fois parvenus à destination. Mais, faisant escale à Cuba, sous un prétexte quelconque, les paquebots y déposent les déserteurs et, faute de voyageurs, s'en retournent rapidement en France recharger un nouveau bétail humain. Le prochain départ est présumé pour le 15 du mois prochain : avis à qui de droit.

(Correspondance locale.)

Hollande.

La Haye. — Nous avons fait reparaître l'*Anarchist*, dont la publication avait été interrompue pendant deux ans. Déjà, en 1893-94, on pouvait constater en Hollande divers courants anarchistes, tels que vous en avez en France : naturiens, individualistes, etc., la plupart composés de gens de bonne foi, mais dépourvus de toute idée scientifique et n'ayant pas la moindre vue pratique sur le mouvement ouvrier. La disparition de l'*Anarchist* a été accompagnée de celle de leur organe, *Licht en Waarheid* (Lumière et Vérité). Depuis quelques mois, ils font reparaître un petit journal, *An Archie ;* mais jusqu'à présent ils n'ont pas réussi à exercer quelque influence sur le mouvement ouvrier hollandais.

Néanmoins, le moment est venu d'appeler les choses par leur nom. Un vote de la Chambre vient d'être émis qui pourrait faire grand tort au mouvement ouvrier, jusqu'à présent nettement antiparlementaire. Aussi avons-nous résolu de faire reparaître l'*Anarchist*, en espérant que l'aide des camarades ne nous manquera pas et que ce journal contribuera à imprimer au mouvement ouvrier un caractère anarchiste. Les socialistes libertaires, comme Domela Nieuwenhuis, Cornelissen, etc., ont ici beaucoup d'influence ; notre pays est donc un bon terrain pour y faire germer la semence de l'anarchisme pur.

F. J. W. Drion.

Italie.

Le gouvernement des « hommes d'honneur » continue l'*honorable* système de Crispi : arrestations en masse en Sicile. La ministérielle *Opinione*, pour *défendre* ses patrons, publie que les arrêtés ne dépassent pas 450 (1)! De telles arrestations en masse de suspects politiques se font maintenant aussi à Rome, en vue des noces de cet imbécile qui a l'espoir de devenir roi d'Italie.

Le *Secolo* du 11 octobre publie une lettre des *coatti* de Lampedusa qui protestent, indignés, contre le meurtre de l'un d'eux. Celui-ci, le premier de ce mois, étant ivre, se querellait avec les soldats de la garde, et, bien que sans défense, ces derniers lui tirèrent dessus, le tuant par un coup en pleine poitrine. Les coups blessèrent aussi deux autres, l'un à l'aine droite et l'autre légèrement à la gorge.

Crions donc avec Cavallotti : « Vive le gouvernement des « hommes d'honneur » !

(D'une correspondance antérieure.)

Suisse.

Bale. — A Bâle, de nombreux ouvriers sont sans travail, surtout des tisseurs de rubans de soie. Les ouvriers des fabriques de rubans, émus de la triste situation faite à leurs camarades, ont adressé une pétition au Conseil d'Etat en demandant des secours pour les sans-travail.

La pétition a été écartée parce que « le nombre des ouvriers sans travail ne justifie pas un secours extraordinaire de l'Etat ».

Les gouvernants votent à chaque instant des sommes importantes pour des tirs et autres fêtes où se rencontrent invariablement les mêmes privilégiés ; à propos de bottes, ils allouent des sommes souvent considérables à telles et telles entreprises capitalistes, mais ils refusent d'aider de malheureux ouvriers chômant par force et dont beaucoup sont pères de famille.

Sans doute, selon l'estimation des gouvernants, le nombre de ceux qui ne dînent pas n'est pas encore assez considérable pour donner de l'inquiétude à ceux qui dînent pantagruéliquement.

« Ventre affamé n'a pas d'oreilles », soit! mais encore faut-il des dents; le jour où ces dents seront à craindre, les dîneurs s'occuperont des affamés — ou les affamés s'occuperont des dîneurs.

***

Saint-Gall. — La première assemblée des délégués des employés des postes et télégraphes a eu lieu en août à Wyss, dans le canton de Saint-Gall.

On y a exposé avec quel je-m'en-foutisme les gouvernants obéissent à leurs propres lois. Les gouvernants qui, grâce à la loi, sévissent contre les industriels exigeant des journées de plus de onze heures de travail, ont confectionné une loi pour imposer une journée de douze heures aux employés postaux. Néanmoins cette loi est violée comme les autres — les lois ne sont-elles pas faites pour être violées par ceux qui en sont armés? — c'est la journée de quatorze, de quinze et de dix-sept heures qui est souvent la règle. A la fin de décembre, c'est vingt heures!

Le *Démocrate* avoue que les premiers violateurs de la loi fédérale sur les fabriques sont les gouvernants fédéraux.

Les gouvernants exigent de l'industrie privée qu'elle paye les heures supplémentaires à un taux plus élevé que les heures normales, et non seulement ils ne payent pas l'heure un sou de plus, mais ils ne payent absolument rien !

Les gouvernants imposent aux compagnies de chemins de fer une stricte observance de la loi sur le repos du dimanche, mais violent la loi qu'ils ont promulguée sur le repos du personnel postal. Cette loi assure aux postiers 52 jours entiers de repos, dont 17 dimanches; or, pour des centaines et des centaines d'employés, cette prescription légale est lettre morte. Dans certains bureaux, l'employé n'a que 3 dimanches libres dans l'année et 28 demi-journées de repos! Dans d'autres, l'employé éreinté est obligé de payer son remplaçant.

Les postiers se plaignent amèrement de la façon dont les places sont réparties. Les employés ayant fait un apprentissage, connaissant deux ou trois langues, ayant subi avec succès les examens, voient constamment nommer aux plus hauts emplois des individus n'ayant aucune des connaissances nécessaires au service et ne possédant qu'imparfaitement leur langue maternelle. Pour obtenir les meilleures places de l'administration, il suffit au premier pignouf venu d'être apparenté ou d'être la créature

---

(1) Naturellement, il y en a davantage.

d'un élu au Conseil national, ou de quelque autre conseiller de la Confédération.

Si l'Etat prend possession des chemins de fer, voilà qui est de nature à rassurer les voyageurs. Gare alors les collisions et les déraillements!

Les représentants de la presse assistant à l'assemblée de Wyss furent priés de taire les noms des employés ayant pris la parole au nom de leurs sections. Les élus ont toujours plein la bouche du grand mot de liberté, mais chaque employé sait, par des expériences répétées, que parler librement c'est pour lui le renvoi à bref délai.

* *

Berne. — Un projet de loi sur l'organisation militaire, augmentant les charges de la population, avait été rejeté, l'an passé, avec une majorité de 74.573 voix. Le 4 octobre, la loi sur le code pénal militaire est refusée avec l'écrasante majorité de 227.000 votes — nous avions préru ce rejet — et la loi sur le commerce du bétail avec 30.000 voix de majorité; ce projet favorisait les gros vendeurs, les marchands de bestiaux et les maquignons au détriment des petits agriculteurs; cette loi consacrait, une fois de plus, ce principe: « La raison du plus gros, qui est évidemment le plus fort, est toujours la meilleure. »

La loi sur la comptabilité des chemins de fer a été acceptée par 221.222 *oui*, contre 171.641 *non*; cette dernière votation est une petite défaite pour le capital et une victoire pour l'Etat, c'est-à-dire pour le fonctionnarisme. Pour l'ouvrier, cette nouvelle loi le laissera Gros-Jean comme auparavant.

* *

Un employé de l'administration des postes et télégraphes, âgé de 25 ans, ayant transformé son bureau en atelier de photographie obscène, divers journaux en ont informé le public et lui ont fait connaître un peu de ce qui se passe dans le monde des fonctionnaires. Ces révélations ont obligé le Conseil fédéral à renvoyer l'employé amateur; ce dernier est le fils du directeur des télégraphes. Le *National Suisse* accuse l'administration fédérale d'être la proie du népotisme et de la corruption. On pourrait, dit-il, citer plus d'un bureau où fonctionnent des employés qui doivent leur place à leur famille. On pourrait dresser la liste, si besoin était, du personnel de fils à papa qui peuplent ces « bureaux de famille ».

(*A suivre.*) X...

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XII*e. — Samedi 14 novembre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu.

Les camarades sont tenus d'apporter des lots pour la tombola projetée.

* *

Paraîtra sous peu, à Roubaix, le journal *La Purée*, organe des purotins. Il paraîtra tous les mercredis et se paiera 1 rond pour les ouvriers, 2 ronds pour les bourgeois et les policiers.

* *

Marseille. — La *Jeunesse Internationale* de Marseille, qui édite les *Chants libertaires*, fait appel aux camarades qui pourraient lui envoyer des copies de chansons anciennes ou nouvelles.

Adresser au compagnon Rampal, Bar du Grand Orient, 8, quai du Port.

* *

Toulouse. — Samedi dernier, une assemblée nombreuse était réunie dans la salle de la Renaissance (Pré-Catelan), pour écouter le camarade Léon Parsons qui, deux heures durant, a fait le procès du *Parlementarisme* et de ceux qui croient résoudre la question sociale en envoyant au Sénat et à la Chambre des députés des hommes qui se servent des programmes *minimum* pour détourner le prolétariat de l'action révolutionnaire. On ne saurait lutter avec trop d'acharnement contre le parti collectiviste parlementaire, dont le succès nous conduirait à un coup d'Etat suivi d'une dictature qui serait plus oppressive pour le peuple que ne l'ont été tous les gouvernements antérieurs. Il faut que le prolétariat prenne conscience de ses intérêts, de ses véritables aspirations et du but idéal qu'il prétend réaliser. Ce but, c'est une société communiste, basée sur le travail productif et la consommation libre, une société dans laquelle ne seront réglementées ni la production ni la consommation, et où l'individu trouvera son bonheur dans le libre exercice de sa volonté.

* *

On nous demande l'insertion suivante :

Formation d'une colonie libertaire a New-York. — Quelques camarades de New-York et Paterson, qui viennent de fonder une colonie libertaire, basée sur les principes communistes anarchistes, nous communiquent à ce sujet les renseignements suivants :

La colonie « Free Initiative » — libre initiative — a acheté aux environs de Paterson 75 acres de terre cultivable (30 hectares). Des constructions qu'elle se propose d'agrandir sont déjà élevées.

Les compagnons adultes faisant partie de la colonie comptent vivre des produits de leur travail, librement et sans réglementation. La surproduction servira aux échanges et les bénéfices seront consacrés à l'agrandissement de la colonie.

Comme but, « Libre Initiative » se propose :

1° De faire œuvre de propagande en montrant aux indifférents et aux non-convaincus la possibilité de réaliser notre but, par la suppression du capital et seulement par l'échange des produits du travail des adultes, chacun dans ses moyens, selon ses forces, la liberté complète de ses goûts et de ses aspirations.

2° D'accueillir les compagnons de tous les pays, traqués dans leur existence matérielle par la féodalité bourgeoise et patronale.

3° De recueillir les enfants des compagnons emprisonnés pour la cause, et de les élever à sa charge tout en leur donnant l'instruction intégrale et selon les idées libertaires.

L'idée de la colonie « Libre Initiative » est due à plusieurs camarades. Ils ont déjà une première mise de fonds, mais pour mener à bien leur tentative, ils font appel aux camarades et aux groupes de tous les pays.

Des bons d'un dollar (5 francs), remboursables par quart et sans intérêts (dès que les ressources de la colonie le permettront), sont à la disposition de tous ceux qui désirent participer à cette œuvre libertaire appelée à rendre de très grands services à nos idées.

S'adresser au bureau de l'*Art Social*, 5, impasse de Béarn, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Les Temps sont proches, de Tolstoï, dont nous terminons la publication dans notre *Supplément* de cette semaine, vient de paraître en brochure chez Perrin et Cie, 35, quai des Grands-Augustins.

Faisant profiter nos lecteurs de province de la remise que nous fait l'éditeur, nous l'expédierons franco au prix de 0 fr. 50, comme elle est marquée.

* *

Nous avons reçu :

La Vérité sur l'affaire Dreyfus, par Bernard Lazare, chez la veuve Monnom, 32, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Vers la Justice, par L. Calvinhac; 1 vol., 3 fr. 50, Société libre d'éditions des Gens de lettres, 12, rue d'Ulm.

BOITE AUX ORDURES

Dimanche, à 2 heures de l'après-midi, en plein Paris, devant la Banque, un jeune homme a presque tué d'un coup de revolver un gardien de la paix, et, arrêté, a expliqué ainsi son crime : Je suis anarchiste. — Il se nomme Leymoric, a dix-neuf ans, de son état est laveur de vaisselle, se trouve actuellement sans ouvrage et flâne au hasard dans les rues. Son logeur déclare « qu'il allait et venait sans adresser la parole à personne »; fait de lui cette description : « Triste, comme abruti. » Dans la chambre qu'il habitait, on a trouvé un tas de brochures anarchistes, et les *Paroles d'un Révolté* de Kropotkine. Quand il a été au poste, on s'est avisé de lui offrir à manger. Il s'est jeté sur la nourriture. Depuis quarante-huit heures il ne s'était rien mis entre les mâchoires. Anarchiste? Peut-être. Simple « déséquilibré », dit-on. Soit. Une affirmation ne contredit pas l'autre; au contraire. Anarchiste parce que déséquilibré; déséquilibré parce qu'anarchiste.

. . . .

Je ne demande pas, certes, à propos du déplorable incident de dimanche, des lois restrictives de la liberté de la presse. Mais je ne puis m'empêcher de songer avec douleur que si un pauvre homme râle en ce moment sur un lit d'hôpital avec, dans la tête, une balle qu'on n'a pas pu extraire, cela vient directement de ce que ces lectures ont fait d'un adolescent, probablement un simple benêt avant, un fou assassin. Et je pense et je dis qu'au lieu de se consacrer à ces élucubrations essentiellement malsaines, les auteurs des brochures en question eussent mille fois mieux fait de se livrer, comme on le conseillait à Leymoric, à quelque occupation honnête et propre. Laver de la vaisselle? Pourquoi pas!

Lucien Victor-Meunier (1).

(*Le Petit Marseillais*, 4 novembre 1896.)

AVIS

Nombre de dépositaires de province, pour les volumes à 2 fr. 75, nous demandent une remise pour le motif que, marqués à ce prix sur notre catalogue, leurs clients ne veulent pas les payer davantage.

Nous rappelons que ce prix de 2 fr. 75 *franco* est une faveur que nous faisons à nos lecteurs qui s'adressent directement à nous, en les faisant profiter de la remise que nous fait l'éditeur. Ceux qui s'adressent à un libraire doivent, nécessairement, s'attendre à payer son entremise.

De même pour nos dessins, qui, dans le commerce, valent de 5 à 10 francs, selon le marchand, et sur les prix desquels nous ne pouvons faire aucune remise.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Anvers. — Demandez ce catalogue à la maison Flammarion, 26, rue Racine.

K., à Lyon. — Excusez-moi, j'avais oublié. — Reçu timbres.

G. V., à Quevaucamps. — Nous avions oublié de rayer l'autre adresse.

J. P. — Nous avons lu attentivement le *Cloutier* et notre appréciation n'a pas changé.

S., à Albi. — Affranchissez suffisamment une autre fois. — J'envoie quelques brochures.

C. D., Paris. — Nous n'avons pas ces deux ouvrages.

M., à Roustchouk. — Bon.

R., à Nîmes. — N'est-ce pas vous qui aviez demandé le dernier numéro de la *Revue Rouge?*

O. L. — Reçu *Un fou*. J'ai bien saisi votre allégorie, mais ce n'est pas par des fous que doit être faite la lumière. L'allégorie, à mon sens, est malheureuse.

Un compagnon qui croit en l'avenir, Verviers. — Sans doute, il doit y avoir de bonnes choses à dire sur l'affaire du *Vooruit*, mais ne connaissant de l'affaire que ce qu'en disent les journaux, nous ne pouvons nous mêler de ce que nous ne connaissons pas.

C. C., à Aubervilliers. — Nous ne pouvons nous charger de vendre vos collections, n'ayant pas de propositions pour celles que nous avons en vente nous-mêmes.

J. G., à Malines. — Entendu.

Reçu pour le journal : D., à Saint-Quentin, 2 fr. — A. C., à New-York, 5 fr. — N. M., 4 fr. — A. C., 3 fr. 20. — A. R., 3 fr. — Produit de la réunion du 1er novembre, à Marseille, 53 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 30. — V. L., 2 fr. 20. Gy., 5 fr. — J. M., Tour du Pin, 0 fr. 50. — Vente de vieux timbres, 1 fr. — A. M. O., 5 fr. — T., 1 fr. — G. V., à Quevaucamps, 1 fr. — Merci à tous.

R., à Romans. — F., à Manosque. — G., à Tarascon. — V., à Nîmes. — P., à Montluçon. — J., à Montpellier. — J., à Malines. — C., à Dunkerque. — S. P., à Bordeaux. — L., au Mans. — G., boulevard P. — S., à Roubaix. — J. G., à Edimbourg. — M., à Lyon. — R., à Nîmes. — G., à Beauvais. — P., à Thuir. — R., à Argenton-Château. — S., à Cette. — M., à Troyes. — V., à Lille; D., à Lille; M., à Perpignan (par la *Sociale*). — D., à Bollène. — G., à Malines. — K., à Bruxelles. — L., à Montceau. — E., à Montpellier.

B., à Nîmes. — T., à Oravitza. — L., à Chaux-de-Fonds. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente **à Malines**

Chez Jules Gilis, rue des Bateaux, 1, in Vooruit-waarts.

Et chez Jos. Gilis, bijoutier, rue des Pauvres Claires, 29. — On porte à domicile.

(1) Ce monsieur L. V.-Meunier qui conseille aux autres de laver la vaisselle, la lava jadis dans les journaux révolutionnaires. Dans la *Bataille* de Lissagaray entre autres, et c'est parce qu'il la lavait trop mal qu'il est réduit à s'oublier, aujourd'hui, le long des colonnes des journaux bourgeois.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 30 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 NOVEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

La catastrophe que nous craignions est arrivée. Aujourd'hui, nous paraissons sans supplément, ignorant si nous pourrons paraître même avec deux feuilles la semaine prochaine.

Tant que nous avons pu, nous avons frappé à la porte des camarades de bonne volonté, mais aujourd'hui c'est un plus grand coup d'épaule qu'il nous faut.

Nos dettes dépassent 3.500 francs et il nous faudrait donner dessus un sérieux acompte pour nous tirer d'embarras. C'est donc au concours de tous que nous faisons appel.

Si la besogne que nous accomplissons semble utile à ceux qui nous lisent, qu'ils nous le prouvent en nous aidant.

AU CONGRÈS D'ANTHROPOLOGIE (1)

Au dernier Congrès d'anthropologie criminelle tenu à Genève, du 24 au 29 août, le docteur J. A. van Hamel a lu un rapport sur *l'Anarchisme et le combat contre l'anarchisme au point de vue de l'anthropologie criminelle.*

Il admet qu'on laisse la plus complète liberté au développement des théories anarchistes; mais il appelle contre les propagandistes par le fait les plus énergiques répressions.

Néanmoins, il livre aux sévérités légales l'incitation même indirecte, telle que l'apologie de ces actes. Sur quoi, M. Enrico Ferri, professeur à l'Université de Rome, lui a répliqué que, avec ce système, on ne condamne que des délits d'opinion. « En Italie, la loi contre les anarchistes et la loi plus infâme encore du *domicilio coatto* n'ont été appliquées qu'aux socialistes (2). L'orateur lui-même a été condamné à plusieurs reprises à cause de ses doctrines scientifiques et politiques. »

M. Lombroso dit également : « Les lois d'exception faites pour les anarchistes en Italie ont été appliquées aux socialistes, aux républicains, aux hommes d'opposition, et *l'anarchie s'est prodigieusement développée.* »

Cette dernière conséquence n'a rien qui nous déplaise. Mais nous prenons acte de ces déclarations, et nous voyons que M. van Hamel se trouve amené par la logique des choses à respecter les franchises de la pensée beaucoup moins qu'il ne veut avoir l'air de le faire.

Or, le régime que propose le docte professeur est celui-là même sous lequel nous vivons en France, où des administrations sournoises et des patrons despotes, aussi bien que les policiers et les jugeurs de profession, se chargent de l'appliquer. C'est pourquoi j'admire l'étrange assertion d'un M. Garraud, de Lyon, juriste, qui prétend que, « dans notre pays, toutes les opinions sociales ont le droit d'être affichées ».

Maintenant, savez-vous le joli bouquet qu'offre aux auteurs ou complices d'actes préparatoires d'attentats anarchistes, comme aux simples apologistes, le doux M. van Hamel, qui, apparemment, pour échafauder ses preuves, fouille dans les correspondances et regarde derrière le mur de la vie privée, puisqu'il admet le délit *d'incitation secrète?*

Il les assimile aux récidivistes dès la première inculpation : on avance vite en grade dans l'armée des criminels, pourvu qu'on soit révolutionnaire. Et il voudrait, conséquemment, qu'on leur infligeât une « peine indéterminée ». C'est une voie bien plus commode et bien plus large ouverte à l'arbitraire.

Mais ce n'est pas fini; voici d'autres fleurons à la même adresse : « Puis le régime cellulaire dans les premiers temps et le régime d'un travail assidu et utile dans la prison même fourniront peut-être quelquefois l'occasion de remplacer un fanatisme criminel et dangereux par une énergie et un altruisme équilibrés, dont la société pourra profiter. » Parlez-moi de cet altruisme communiqué à coups de prison et de cellule, et qui doit indubitablement conduire le délinquant à entamer, aussitôt libéré, les louanges du Capital et du Pouvoir, au lieu de chercher à les démolir! Vive l'altruisme pondéré qu'inoculera sûrement au prisonnier un travail au rabais fait par force, qui enlève leur pain aux ouvriers libres!

C'est surtout contre les propagandistes par le fait que M. van Hamel est impitoyable, non par un sentiment bas de représailles (il est bien au-dessus de cela), mais par une espèce de devoir : car de tels actes, assure-t-il, « mettent en danger, je ne dis pas la société existante, mais l'*évolution paisible des institutions sociales* ». Vous la voyez, cette évolution paisible, qui se poursuit par les guerres coloniales et autres plus ou moins en préparation, par les meurtres industriels, par l'épidémie croissante des suicides, etc. Et, pour couronner cette pacifique et presque idyllique marche en avant de la civilisation, il ne reste plus qu'à écouter quelque peu le dynamiteur, coupable d'avoir manifesté d'une façon trop bruyante son mécontentement.

Que diable, on raisonne, on discute!

« Les questions, aussi les questions sociales ne doivent et ne peuvent pas se décider par la force brutale des armes ou l'explosion aveugle des bombes. »

Excepté, sans doute, lorsque ces armes sont tenues et ces bombes dirigées par des mains patriotiques ou officielles? Et quel est le tribunal que M. van Hamel compte organiser contre ces attentats autrement meurtriers?

Mais M. van Hamel, se faisant le pourvoyeur du bourreau (beau rôle pour un savant!), n'en a pas moins la conscience tranquille. D'abord, c'est la faute des anarchistes : si, par exemple, en Hollande, où la peine de mort a été abolie, on la rétablit à leur intention, « ils pourront se reprocher d'avoir fait reculer dans ce pays la marche de la civilisation. »

Ensuite, M. van Hamel se rend témoignage à lui-même qu'il travaille avec ardeur à la rénovation de notre société mauvaise. Je serais curieux, par exemple, de savoir comment. Lui qui exige qu'on marche armé de seule logique contre des gens armés de canons et de guillotines, trouvera-t-il, dans le silence de son cabinet, le secret de persuader aux détenteurs de privilèges d'en faire bénévolement l'abandon?

Du reste, il juge peu intéressants tous ces dynamiteurs, qu'il veut qu'on exécute ou qu'on enferme : tous des assassins *vulgaires* (les assassins de la haute, seuls, étant *distingués*), ou des cerveaux malades. Ces derniers, à partager en deux sections : les pathologiques et les passionnels. Les passionnels sont bien des « *natures déséquilibrées* », ayant agi, de plus, « sous l'influence de facteurs sociaux, tels que le manque d'un travail régulier ou la misère, etc. » Néanmoins, comme ils sont fort dangereux, à leur égard pas de pitié.

M. Lombroso, cité par M. van Hamel, avait également asséné sur la tête des anarchistes cette argumentation en triple coup de massue : « Parmi les anarchistes, plusieurs sont des criminels ou des fous, et souvent l'un et l'autre. » Ah çà! comment se fait-il que ce savant mesureur de crânes trouve les tares physiologiques du criminel-né chez l'anarchiste dynamiteur, et qu'il ne parle jamais de celles du général, grand tueur d'hommes, ou de l'industriel, grand exploiteur de chair humaine? Est-ce qu'il y aurait des taches à l'objectif de son microscope? Je lui conseille de le faire nettoyer.

Au fond, M. van Hamel ne me paraît pas bien rassuré sur l'efficacité de la guillotine contre les attentats anarchistes. Il affirme bien que, s'ils ont diminué d'une façon marquante ces derniers temps, on le doit au jeu ferme de cet indispensable rouage social. Mais il est obligé de faire un aveu qui contredit pas mal cette explication : il reconnaît que, bien souvent, tout cet appareil de répression sanglante n'a servi qu'à « étendre le culte des martyrs », et à susciter des vengeurs, par exemple Santyago vengeant Pallas.

M. E. Ferri lui a riposté avec raison : « Appliquer la peine pour réprimer les crimes politiques, c'est traiter le malade en chirurgien et non en hygiéniste. » Et M. Lombroso : « Il est honteux, en France, de voir condamner les anarchistes à la peine de mort. » Il est vrai que le traitement qu'il propose d'employer à leur égard, à l'exemple du roi d'Abyssinie, pour être moins radical, ne serait pas non plus très agréable : « Il exile les criminels politiques sur une haute montagne,

(1) Voir *Archives d'anthropologie criminelle*, numéro du 15 septembre 1896.

(2) Ceux qui lisent dans les *Temps Nouveaux* les correspondances d'Italie peuvent juger de la bonne foi de E. Ferri et se rendre compte que si les socialistes écopent par hasard, les anarchistes ne sont pas oubliés.

leur donne à boire et à manger, et les fait garder dans ce désert. » Dieu nous préserve aussi des jurés par lesquels il veut faire juger les anarchistes, et qui seraient choisis parmi les personnes *les plus respectables, telles que députés et sénateurs!* Il était parti d'un scrupule fort juste : « Les idées marchent si vite que celle qui peut paraître fausse aujourd'hui sera reconnue demain par la majorité. » C'est vraiment dommage qu'il n'ait abouti qu'à de pareilles demi-mesures.

J. DEGALVÈS.

CORRESPONDANCE ANARCHISTE (1)

(Suite et fin)

Je n'ai parlé jusqu'à présent que de l'influence désorganisatrice de l'éducation; mais il y a encore d'autres facteurs aussi puissants : l'existence elle-même, cet état de lutte impitoyable entre humains, l'âme de cette organisation bourgeoise, si bien synthétisée par cette phrase ironique et terriblement vraie que mon père m'écrivit en réponse à une lettre où je lui dépeignais mes luttes intimes : « Ce n'est pas assez de hurler avec les loups, mais il faut hurler comme eux! » Il y a la misère, les privations, une enfance dont le développement s'est accompli dans un manque journalier du nécessaire, un milieu déjà atteint de manque d'équilibre cérébral, les vices précoces, les lectures imbéciles et démoralisantes, l'alcoolisme, tant de causes enfin exerçant une pression désastreuse sur le cerveau humain! Quand les fonctions intellectuelles sont hachées, triturées, pas une main amie, pas un appui, pas une lumière dans cet horrible chaos, et l'on s'étonnerait qu'au premier choc la raison chavire?

Ce serait, ma foi, trop d'outrecuidance!

Alors que nous avons aidé cette désorganisation, et avons atrophié par tous les moyens possibles le développement des forces cérébrales, que nous avons brisé toute volonté, annulé toute individualité chez ces êtres appelés un jour à se trouver dans la pire des luttes, que nous en avons fait des fantoches sans tête et sans cœur, tout en nous ingéniant à développer en eux les appétits matériels, plagiant au moral le cynique Carageuz (2), pourquoi voudrions-nous que ces êtres fussent bien équilibrés? Nous crions notre ridicule désespoir et à la fin du monde, quand un sang ardent, brisant tout, se lance à corps perdu dans des jouissances bestiales ou des crimes; nous chaussons nos grandes lunettes de savant, nous allons chercher bien loin la cause du mal, dans les ascendants du sujet pathologique, nous palpons son crâne et nous voilà embarqués dans les nuages, lorsque le mal est en nous-mêmes, en cette soi-disant organisation sociale; comment voulons-nous qu'un individu en qui l'on a détruit toute initiative, toute raison, toute volonté, toute énergie, réagisse contre la poussée des instincts brutaux, que nous avons eu un soin méticuleux de laisser prospérer en lui?

Mais, archi-fous que nous sommes, un horloger met plus d'amour, de soins minutieux, d'excessive patience pour équilibrer le balancier d'un chronomètre, pour le soustraire aux influences extérieures des pressions atmosphériques, des variations de température, des chocs, que l'on n'en met actuellement pour équilibrer les facultés de nos enfants.

Reprenant la phrase citée plus haut à propos des maisons de santé nécessaires pour les premiers pas du socialisme anarchiste, je vous avoue que ce n'est pas sans effroi que j'envisage cette question troublante. Que seront ces maisons de santé? Comment décidera-t-on de la folie d'un individu sans arbitraire? Comment fixer ce point indéterminable de savoir où finit la raison, où commence la folie? Et puis, un fou étant un individu ayant perdu le contrôle cérébral de ses actes, inévitablement il faut l'intervention d'une autre individualité : de là un état de sujétion inévitable.

D'abord, qu'est-ce qu'un fou? Un individu qui agit, qui pense différemment au milieu où il vit; voilà, je crois, une définition qui en vaut une autre.

Selon sa phrase, l'auteur de l'article semble croire à une révolution possible dans les vingt-quatre heures, ce que je ne crois pas; la révolution sociale ne peut avoir lieu d'une manière décisive que soutenue par l'évolution; d'ailleurs cela n'a rien de désespérant, car nous voyons faire à cette dernière des progrès énormes.

Nous venons de voir rapidement l'influence néfaste de la société actuelle sur le cerveau humain, que loin de chercher à fortifier les sentiments d'un ordre élevé, on fait tout pour les annuler, pour maintenir l'homme au terre-à-terre bestial des âges préhistoriques; nous avons remarqué aussi que, malgré ces causes puissantes de déviation, l'humanité a résisté; à quelques exceptions près, nous en tirons donc comme conclusion logique que l'évolution rationnelle n'étant non seulement plus entravée dans sa marche progressive, mais favorisée de toutes façons, ces cas pathologiques disparaîtront rapidement.

Il me reste à vous parler des tares héréditaires ou ataviques.

Zola a été en quelque sorte le propagateur de cette légende, enfermant l'individu dans un cercle de fer, fatalement voué à une existence tracée par ses aînés, brisant sa volonté contre ce mystère fatidique; ces romans qui, à première vue, semblent fort documentés, ne changent guère que pour la forme la ligne tracée par la vieille école romantique; ils veulent avoir des allures scientifiques et n'arrivent qu'à être bêtement pédants, tout cela hautement épicé de saletés inutiles. Il n'en faut pas davantage pour arriver à la gloire et à la fortune.

Et voilà que si nous analysons cette question de l'atavisme, comme précédemment nous nous heurtons à notre état social présent; en effet, tout n'est-il pas combiné ingénieusement, non seulement pour retenir l'humanité à un point fixe, mais encore lui faire rebrousser chemin; ne trouvons-nous pas à chaque pas des institutions favorisant, aidant, préservant la survivance d'instincts propres aux premiers âges humains? Là encore nous devrions être étonnés de la puissance réfractaire de l'individu; prenons l'exemple le plus criant : « l'école militaire ». N'y favorise-t-on pas par tous les moyens imaginables, punitions et récompenses, l'épanouissement de tous les instincts féroces de l'homme? En voilà une, je crois, de survivance atavique! Malgré cela, elle décline de jour en jour, quoi que l'on fasse pour l'exalter, l'entourant d'une vaine gloriole, lui prodiguant de hautes protections, la faisant sainte, intangible, elle décline, nous le constatons avec joie; alors, puisque l'humanité suit quand même un cheminement progressif, il doit exister une force puissante chez l'homme, le poussant à l'amélioration de son individu, de ses instincts.

Je crois donc que l'on pourrait poser en règle générale : que l'humanité, comme tout organisme, évolue dans un sens constant et toujours le même, que les retours ataviques ne sont produits que par une compression morale et physique, par une organisation rétrograde, par une sélection factice et à rebours, mais que dans une société librement constituée, où les individus, se mouvant librement, puissent trouver leur milieu, se groupant suivant leurs affinités, ces retours n'auront absolument plus lieu, puisqu'ils sont contre nature.

Cette autre phrase de l'auteur : « L'enfant voit un jouet, etc. » et plus loin : « La mère légalise d'un sourire l'acte du petit, etc. » Je vous avoue ne pas saisir exactement la pensée : il y a là, à vouloir y faire remonter l'instinct du vol, un peu d'exagération, quand de la part de l'enfant il n'y a guère que le désir, si naturel, de connaître, de savoir. D'ailleurs l'auteur lui-même le dit un peu plus loin : « pour apaiser sa curiosité. »

Or là est toute une révélation : cette curiosité active, innée, est une des grandes forces du progrès, une force active commençant avec la vie même de l'individu, jusqu'au jour où, cessant d'aiguillonner le cerveau, il peut se dire fini, vidé, ayant rempli son rôle. Nous voulons savoir toujours et quand-même; sans cela, nous en serions encore aux dogmes absurdes et indiscutables; il a fallu une force bien active pour oser porter la main sur cet inconnu terrifiant et sacré, pour renverser un à un les mensonges barrant le chemin à la vérité; il y a donc tout un abîme entre cette précieuse curiosité et l'instinct du vol. Mais si nous observons froidement, nous voyons que les parents sont les premiers à inculquer à l'enfant cet âpre désir de possession qui, plus tard, se traduira par le vol, par l'exemple, leur morale à double face.

J'ai toujours considéré les grands bazars, ces amoncellements de merveilles féeriques, tout aussi démoralisants pour l'enfance que la maison de prostitution l'est pour le jeune homme.

S'est-on jamais demandé l'effet produit par tant de belles choses si variées, si richement colorées, dont la vue a ébloui, sans la fixer, la curiosité de l'enfant? C'est la tentation, le désir toujours inassouvi, jamais satisfait; rentré à la maison, même avec le jouet qu'il avait cru de son goût, il ne lui plaît qu'à demi, même pas du tout, il éveille en lui le souvenir des autres jouets innombrables accumulés dans ce palais merveilleux. A-t-on jamais pensé à ce qui devait se passer dans les petites têtes de ces pauvres petits, le nez collé aux vitres qui leur barrent brutalement ce paradis dont ils n'auront jamais que la vue? ils oublient là le soleil, le froid, la pluie, la correction inévitable dont ils devront payer ce moment d'extase, pour ne pas rentrer assez vite dans le misérable taudis. Non, personne n'y a songé, et il y a cependant là un puissant germe de démoralisation. Prenez ce gamin que son père vient d'envoyer acheter deux sous de tabac, voyez ces regards ardents de désirs : muet, béat devant la boutique corruptrice, lui qui n'a jamais vu que de loin ces belles choses — encore si ce paradis était fermé à tous, il n'en aurait qu'un éblouissement passager — mais voilà, il voit d'autres gamins sortir de ce temple, les bras chargés de ce qu'il désire depuis si longtemps, il les voit, la mine heureuse, riant clair, et il les suit d'un œil d'envie ces heureux. Il sent en lui un déchirement douloureux et fatal; c'est la vie, cette vie de chiens hargneux n'existant qu'à la condition de mordre, qui vient de lui broyer le cœur. Et que l'on ne croie pas sans conséquence cette première blessure : c'est à cet âge que les impressions sont les plus vives et les plus durables; l'individu oubliera peut-être la cause première de cette blessure qui saigne en lui, et si, plus tard, il est encore douloureusement meurtri par cette inique différenciation de classe, c'est que cela vient raviver la plaie qui ne se fermera plus.

Bien à vous et à bientôt.

J. ACHARD.

San Jorge, 10 novembre 1895.

(1) Voir les numéros 27 et 29.
(2) Polichinelle turc.

DES FAITS

Ce que coûte une guerre.

Nous extrayons de la *Nature* les renseignements suivants relatifs aux documents que M. Bodio a pu réunir sur ce qu'a coûté, en hommes et en capitaux, la guerre de 1870-71.

En France, d'après le Dr Jules Richard, les pertes

subies par l'armée française sont les suivantes :

	Hommes.
Morts en France de blessures..........	80.000
Morts en France de maladies, d'accidents, suicides, etc..........	36.000
Morts en Allemagne, prisonniers..........	20.000
Total des morts..........	136.000
Blessés sur les champs de bataille qui ont survécu..........	138.000
Blessés dans les marches, accidentellement, contusionnés, etc..........	11 421
Malades de maladies communes, d'exténuation, de froid, etc..........	328.000
Total..........	477.421

Le nombre de Français morts de blessures serait de 155.000, d'après le Dr Puget, et de 158.871, d'après le Dr Cheau.

En Allemagne, d'après les rapports officiels de l'Etat-major de Berlin, il est mort, du côté des Allemands, 40.877 hommes, dont 17.255 sur les champs de bataille et 21.025 dans les ambulances. 18.545 hommes ont été blessés, mais ont survécu.

Les chiffres ne sont pas moins édifiants sur ce qui concerne les capitaux.

Les pertes subies par la France sont les suivantes, d'après M. Bodet, ancien ministre des finances :

	Francs.
Dépenses militaires..........	2.386.412.558
Sommes payées à l'Allemagne..........	5.742.938.814
Emprunts et primes..........	1.156.327.955
Travaux publics occasionnés par la guerre..........	207.239.800
Indemnités payées par l'Etat aux départements et aux particuliers..........	604.622.425
Pertes subies par l'Etat..........	2.833.939.000
Dommages supportés par les communes et non remboursés par l'Etat..........	335.007.000
	12.666.487.552

Et, dans ce chiffre, ne sont pas comptées les pertes résultant de l'arrêt de production, de la perte du capital « homme » et de l'incapacité de travail des blessés ou malades !

En ce qui concerne les pertes pécuniaires subies par l'Allemagne, on est loin d'être d'accord. D'après M. Blenck, elles seraient inférieures aux 5 milliards versés. Pour M. Meitzen, au contraire, les frais auraient dépassé 8 milliards.

Et tout cela, pourquoi faire ?

(*Mémorial de la Librairie*, 22 octobre 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Infaillibilité judiciaire. — Le prestige de la justice abandonne décidément chaque jour aux ronces du chemin un lambeau nouveau de la peau de lapin qui orne son manteau. Les « erreurs judiciaires » se multiplient depuis quelque temps avec un empressement tout à fait réjouissant pour nous, qui dénions à qui que ce soit le droit de juger son semblable. Après l'affaire de la femme Druaux condamnée aux travaux forcés pour avoir, disait-on, empoisonné son mari et son beau-frère, morts tout simplement d'asphyxie, voici l'affaire du pharmacien Moreau, guillotiné jadis pour avoir empoisonné ses deux femmes, qui revient sur l'eau et l'innocence de ce décapité paraît devoir se reconnaître. Comme dans l'affaire Druaux, c'est sur les affirmations d'experts imbéciles que l'inculpé fut condamné. Ces bélîtres ne se sentant plus de vanité à se voir jouer un rôle dans la triste et ignoble comédie de la cour d'assises et à tenir entre leurs mains la vie d'un homme, se trouvent, par suite de leur collaboration momentanée avec les juges, atteints de la férocité partiale de ceux-ci et veulent à tout prix que le malheureux dont le sort est livré à leur discrétion soit un coupable.

Ce travail psychologique qui s'accomplit en eux est inévitable. Il s'est toujours produit et se produira toujours dans l'esprit de celui à qui l'on donnera pleins pouvoirs pour décider de la liberté et de la vie des gens. Comment, en effet, un homme d'intelligence moyenne, pourvu du redoutable droit de punir, ne sera-t-il pas porté à l'exercer, trop fier de se sentir quelque chose de plus que son voisin? Il faudrait des anges pour que la société actuelle pût marcher sans trop d'injustices, et, comme rien ne ressemble moins à un ange qu'un juge, retirons à quiconque le droit de punir.

* * *

S'il faut en croire une brochure que vient de publier Bernard Lazare, l'affaire du « traître Dreyfus » serait-elle aussi une erreur judiciaire? D'après l'auteur, jamais la culpabilité de Dreyfus n'a été prouvée ; même, il a été produit aux yeux des juges du conseil de guerre des documents falsifiés ou inventés et Dreyfus aurait été la victime d'un parti pris des plus révoltants et de machinations infâmes.

C'est fort possible ; nous n'avons aucune illusion sur la loyauté de nos dirigeants. Toutefois, il est un point qui ne ressort pas suffisamment des explications fournies par la brochure en question. Pourquoi se serait-on adressé à Dreyfus, riche et possédant de puissantes relations ? C'est généralement aux pauvres diables que ces sortes d'aventures arrivent. Est-ce parce qu'il est juif, comme semble le laisser entendre Bernard Lazare ? La raison ne paraît pas concluante, et, sans être taxé d'antisémitisme, je crois pouvoir dire que ce serait là plutôt une raison pour que le contraire eût eu lieu.

* * *

Les allumettiers. — Ces malheureux ouvriers allumettiers ont réellement les illusions tenaces ! Depuis le temps qu'ils sont bernés de promesses vaines, ils n'ont pas renoncé à pétitionner auprès des pouvoirs publics pour faire prévaloir leurs réclamations. L'autre jour encore, une nouvelle délégation du syndicat s'est rendue à la Chambre auprès de la commission du travail. C'est toujours contre l'emploi du phosphore blanc qu'ils protestent. Pensent-ils que leurs platoniques protestations décideront nos dirigeants à léser des intérêts « très respectables », uniquement pour leur éviter l'empoisonnement et la nécrose? Pensent-ils que les protestations non moins platoniques des députés socialistes, jointes aux leurs, obtiendront un meilleur résultat? Ils connaissent certes bien mal la froide et égoïste rapacité de la bourgeoisie! On daignera supprimer l'emploi du phosphore blanc pour celui du phosphore amorphe quand « les intérêts » en question y trouveront le leur.

* * *

Autun. — Les ouvriers marbriers des deux plus importantes maisons de cette ville se sont mis en grève pour résister à une diminution de salaire de 15 0/0.

* * *

Pouilly-sur-Saône. — La Fédération des Bourses du Travail et la Bourse du Travail de Dijon adressent à toutes les Bourses, syndicats et groupes corporatifs un appel pressant pour soutenir la grève des céramistes de Pouilly.

Adresser les secours au camarade Raymond, secrétaire de la Bourse du Travail de Dijon, ou au camarade Louis Goillot, secrétaire du syndicat de Pouilly-sur-Saône (Côte-d'Or).

André Girard.

* * *

Nîmes. — Toujours des suicides! Encore une fois l'expérience vient de démontrer que l'organisation autoritaire, qui étouffe les épanouissements de l'être, est seule coupable de tous ces suicides, et non l'absence de croyance en Dieu, comme le sanglote la vieille *Gazette de France*.

Un soldat, marié avec une charmante femme qui s'était absentée, avait demandé une permission de 48 heures pour aller la chercher, et comme il avait dépassé cette permission et qu'il sentait sa femme encline à se laisser aller à s'abandonner à un autre homme, poussé par le désespoir, il s'est suicidé en compagnie de celle-ci à qui il a fait absorber un poison violent dont il a pris ensuite lui-même.

(*Correspondance locale.*)

* * *

Cette. — Sur la dénonciation de l'individu qui nous avait été signalé et dont nous avons parlé dans un précédent numéro, le camarade Bovart a été expulsé de France et transféré à Genève dans un wagon-cellule de cinquante centimètres de large et enchaîné avec un anneau passé au pied. Arrivé à Genève, alors qu'il pensait être libre, il est de nouveau appréhendé à sa sortie de la gare et de nouveau expulsé de Suisse.

Comme on le voit, les deux républiques d'Europe rivalisent de libéralisme avec les monarchies, leurs voisines, et ne le cèdent en rien au pendeur de Russie.

(*Correspondance locale.*)

* * *

Alais. — La grève de La Jasse est terminée. Après 25 jours de démarches, de pourparlers, d'envois de délégations et autres calembredaines, les mineurs ont réintégré leur bagne.

Cette grève a eu un triple résultat : 1° le renvoi des plus énergiques des mineurs; 2° un surcroît de misère pour les grévistes et leurs familles; 3° un surcroît d'arrogance de la part du directeur qui n'aura plus à se gêner maintenant avec ses esclaves qu'il sait réduits à la dernière extrémité. Voilà à quoi aboutissent généralement les grèves des bras croisés.

(*Correspondance locale.*)

Suisse (1).

Zurich (2). — Le gouvernement de Zurich aurait, paraît-il, négocié avec les chefs de l'émeute; dans leur rapport au Conseil fédéral, les gouvernants zurichois nient cette accusation, mais la seule lecture de ce rapport autorise toute supposition.

Eh quoi! Après que les *Basler Nachrichten*, l'*Allgemeine Schweiz-Zeitung* et autres feuilles aux attaches gouvernementales ont reconnu que la terrible concurrence des Italiens était la cause réelle de l'émeute alors qu'il saute aux yeux que le refus des Italiens d'entrer dans les syndicats ouvriers — un septième d'entre eux seulement appartient aux associations ouvrières — et que leur non-participation au boycottage organisé par les ouvriers de Zurich contre certaines brasseries ont été les causes génératrices de l'explosion populaire de fin juillet, les gouvernants zurichois sont assez niais pour déclarer dans leur rapport que « les chants des Italiens et les sons de l'harmonica ont exaspéré les Zurichois » et ont été les causes de l'émeute !

Poursuivis comme des fauves, 6.000 individus fuient éperdus hors de la ville; 1.500 campent dans un bois éloigné de Zurich après avoir posté des sentinelles; là où la retraite leur est coupée, des fuyards, pour s'y cacher, pénètrent de force dans des caves et partout où cela leur est possible. Plusieurs personnes sont tuées, écharpées, un grand nombre de blessés gisent de tous côtés; sept maisons, dont l'une habitée par 77 Italiens, sont assiégées et démolies, etc., etc. Et des gouvernants en possession de la plus considérable autorité d'un canton de 360.000 habitants déclarent que les « sons de l'harmonica » et autres trouvailles tout aussi dindonnesques sont la cause de l'émeute!...

Inutile d'insister.

Etre à la hauteur dans de sérieuses circonstances, ou parader sur les tréteaux politiques à la veille d'élections, réciter des boniments électoraux et se remplir officiellement de victuailles dans de multiples banquets, sont deux choses fort différentes. Pour la première, il faut des hommes en possession d'une certaine sécurité intellectuelle; pour la seconde, de médiocres paillasses suffisent.

Que pensent des auteurs de ce pitoyable rapport, c'est-à-dire du conseil d'Etat zurichois, ceux qui croient à la valeur du suffrage universel? Ces conseillers sont cependant les élus d'un canton où le niveau de l'instruction est très élevé.

* * *

Vaud. — L'un des journaux socialistes-parlementaires de Paris publiait dernièrement, sur les délégués suisses au Congrès de Londres, un article qui dénoncerait l'ignorance de son auteur, si l'on ne pouvait aisément... soupçonner qu'il émane de l'un des encensés, habitant Lausanne.

Des élus vaudois, tous deux avocats, l'un est agent d'affaires, c'est-à-dire ce qu'on appelle ici un rongeur; l'autre, homme de stature ordinaire mais pourvu d'un abdomen énorme, est possesseur d'une fortune considérable; ses opérations de bourse sont fort prisées dans le monde de la finance : l'un de ses coups de bourse, aussi raisonné que fructueux, a occupé récemment les tribunaux de Lausanne et les journaux suisses. Il est inexact que cet élu ait fait voter plusieurs lois « d'un haut intérêt » pour la classe ouvrière; ceci, pour la simple raison que ces lois n'existent pas.

Un autre délégué, de langue allemande, un entretenu des contribuables qui, tout en étant député,

(1) Voir la première partie de cette correspondance dans le numéro précédent.

(2) Evidemment, dans le précédent article sur Zurich, c'est amylique qu'il faut lire et non éthylique. Au sujet de l'innocuité relative de l'alcool contenu dans le vin naturel, lire la *Revue encyclopédique*, janvier ou février.

occupe la place de secrétaire ouvrier, ne jouit pas d'un « crédit immense parmi les ouvriers » ; autrement, il n'aurait pas échoué piteusement dans ses tentatives de statistique sur le travail, lorsque, l'an passé, il s'est adressé aux ouvriers du canton de Zurich (1).

L'élu ouvrier de Genève, encore un autre fonctionnaire adjoint au secrétariat. Le prétendu mouvement hostile à l'hôtel de ville n'a jamais existé que dans l'imagination de celui qui a dicté l'article. On n'appelle pas mouvement une ridicule réclamation adressée par une dizaine d'ouvriers aux gouvernants et que ces derniers n'ont pas reçue.

Le parti ouvrier existait dans la Suisse romande avant l'apparition dans ses rangs de l'ex-serrurier et ex-anarchiste — voir le *Révolté*, n° 3, 3e année — et le chiffre de ses adeptes n'a pas augmenté depuis lors.

A Lausanne, comme à Genève, dans cette dernière ville surtout, le groupe ouvrier compte à peine mille électeurs, dont les neuf dixièmes sont des Suisses allemands connaissant peu ou pas la langue française, votant pour n'importe quel candidat pourvu qu'il se présente avec la qualité de socialiste, et Genève compte 20.000 électeurs.

Quant aux institutions dont parle le journal, elles sont dues au parti radical, car l'impuissance des meneurs ouvriers est chose notoire, ils ne peuvent que mendier l'assiette au beurre.

⁂

Tessin. — A en croire un jugement rendu par la cour pénale du canton du Tessin, le qualificatif « voleur » n'est pas délictueux, parce que ce fait « n'est pas déterminatif ». Quel charabia, hein?

Quelques mois après, le même tribunal, composé de robins en majorité francs-maçons, dit le *Pays*, condamne à quinze jours de prison, cinquante francs d'amende, aux frais et à des dommages-intérêts le gérant du journal *Credento cattolico*, pour avoir traité de « contrebandier » un franc-maçon précédemment condamné comme contrebandier par le tribunal de Milan.

Or, dans les contrées frontières, notamment dans le Tessin, la contrebande est non seulement une industrie honorable et honorée, c'est un sport.

Observateur des moins subversifs, Frédéric Soulié reconnaît que « d'honnêtes pères de famille, des fils respectueux, des hommes pleins de droiture et de bienfaisance se livrent à l'industrie de la contrebande ».

Dans une ville de Suisse, depuis des années, un bijoutier remettait à un contrebandier des colis de bijouterie pour être importés en France. — Sur chaque colis sont mentionnées sa destination et sa valeur; le contrebandier demeure responsable de la valeur indiquée. Après avoir effectué, il reçoit le 2 0/0 *ad valorem*.

Le contrebandier, soupçonnant l'inexactitude des déclarations du bijoutier, arrive un jour chez ce dernier et, déposant une liasse de billets de banque sur le comptoir, lui dit : « Votre colis de 3.000 francs est fichu, les douaniers me l'ont pincé, voici le montant de votre déclaration.

— Malheur! s'écrie le bijoutier, ce colis valait 5.000 francs : c'est 2.000 francs de perdu pour moi!

— Bien! répond le contrebandier en remettant les billets de banque dans sa poche. Vos bijoux sont arrivés à destination, mais « ne me la faites plus »!

Des marchandises de valeur considérable sont ainsi à chaque instant remises et sans aucun récépissé. Jamais un contrebandier n'a failli à ses engagements : il est vrai qu'un contrebandier n'est pas député; lorsque la marchandise est saisie, il la rembourse. X...

Angleterre.

Londres. — L'anniversaire de la pendaison des anarchistes de Chicago a été commémoré ici d'une façon magnifique.

La grande salle d'Holborn Town-Hall ne pouvait contenir tout le public qui se pressait, avide d'entendre de réconfortantes paroles de vérité.

J. Perry, Turner, de retour d'une grande tournée de propagande en Amérique, Kropotkine, Tom Mann, Louise Michel (en français), Carpenter, Touzeau, etc., etc., se succédèrent à la tribune, soulevant d'enthousiastes applaudissements en commentant et en expliquant les événements de Chicago et la future révolution.

La réunion fut coupée d'un intermède pendant lequel une chorale de jeunes filles de l'I. L. P. fit entendre deux superbes morceaux de son répertoire, entre autres l'hymne socialiste de William Morris; en même temps on faisait circuler des plateaux pour la collecte destinée à la propagande et à couvrir les frais : elle produisit 6 livres 4 shillings (155 francs).

Vers 10 h. 1/2, cette soirée se terminait au milieu de la satisfaction générale; il n'y avait que les nombreux mouchards internationaux qui faisaient un nez à rendre jaloux Jules Ferry. G.

(1) Voir le numéro 14.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe *L'Endehors* se réunit tous les lundis, salle du Trésor, rue Vieille-du-Temple, à l'angle de la rue du Trésor. Les jeunes camarades sont invités à y venir discuter les idées libertaires.

⁂

Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 21 novembre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu. — Urgence.

La jeunesse libertaire du XIIe est invitée.

⁂

Les *Egaux du XVIIe* se réuniront à partir du mercredi 18 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, *salle du Chalet, n° 1, rue Cardinet* (angle de la rue de Courcelles et de l'avenue de Wagram), tous les mercredis.

Si cela convient aux camarades, nous prendrons des dispositions pour l'organisation d'une « grande soirée familiale » qui inaugurera nos causeries d'hiver. — Prière d'être exact.

⁂

Les sans-travail. — Nous rappelons aux camarades qu'une grande réunion en faveur des sans-travail aura lieu dimanche, 22 novembre, à 2 heures de l'après-midi, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple. Tous les sans-travail, les crève-de-faim sont invités. Nous espérons que tous les compagnons répondront à notre appel, et viendront en grand nombre à cette réunion.

Les organisateurs.

Orateurs inscrits : Tortelier, Elie Murmain, Georges Gasquet, Buteaux, Roger Sadrin, Julien, Elie Lemanceau, Prost, Lafond, Girault.

Entrée : 0 fr. 15 pour les frais.

⁂

Lyon. — Les camarades sont priés de se rendre au local connu, dimanche 22 courant, à 7 heures du soir, pour s'entendre sur l'organisation d'une soirée familiale avec l'aide de Broussouloux.

⁂

Reims. — Le camarade Fourdrinier, rue de Metz, 30, invite tous les purotins du faubourg Cérès qui voudraient lire les brochures libertaires à se rendre chez lui. Il leur en prêtera pour au moins quinze jours.

⁂

Bruxelles. — Les camarades désireux d'aider à la propagation des *Temps Nouveaux* sont invités à se réunir le lundi 23 courant, à 8 heures du soir, aux Deux-Nègres, rue de la Colline.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le tome II de l'*Enseignement professionnel du menuisier*, par L. Jamin. L'ouvrage est ainsi complet : deux volumes de texte et un album de 200 planches. Prix : 100 francs, payables mensuellement. Chez l'auteur, L. Jamin, 21, rue Jean-de-Beauvais.

La Vérité sur l'affaire Dreyfus, deuxième édition de la brochure de Bernard Lazare, chez Stock.

Le 29e Congrès national des Syndicats ouvriers britanniques, circulaire n° 8, série A du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

A LIRE

La Sauterelle et le Socialisme par Louis Breton, *Journal* de Buenos-Ayres, 4 octobre 1896.

Pour M. Lépine, O. Mirbeau, *Journal*, 8 novembre.

M. Bergeret, Anatole France, *Echo de Paris*, 10 novembre.

Paysage parlementaire, O. Mirbeau, *Journal*, 11 novembre.

Le Suiveur, E. Conte, *Echo de Paris*, 12 novembre. — Même numéro : *L'Argent atroce*, par H. Fèvre.

Trois arrestations, par L. Descaves, *Echo de Paris*, 16 novembre.

Madame Bergeret, A. France, *Echo de Paris*, 17 novembre.

Les Allumettiers, E. Conte, *Echo de Paris*, 18 novembre.

AVIS

Nous avons une dizaine de collections du premier volume du *Supplément* de la *Révolte* auxquelles il ne manque que les numéros 34 et 36 de la 3e année. Le numéro du journal accompagne le supplément. Nous les offrons aux dix premiers camarades qui nous fourniront pour 6 francs d'abonnements de propagande à servir aux adresses qu'ils nous enverront, — plus le prix du colis postal.

⁂

Nous avons également réussi à compléter une dizaine de collections des années 7, 8 et 9 du *Révolté* parues à Paris. Nous les mettons en vente au prix de 10 francs les trois.

⁂

Il nous reste du *Révolté* un certain nombre d'exemplaires de la 9e année; de la *Révolte*, des années 4, 6 et 7 : nous les tenons toujours en vente au prix de 1 fr. 50 l'année, 2 fr. 10 en gare ou 2 fr. 35 à domicile; — pour l'extérieur, prix selon que l'envoi doit être fait par la poste ou par le chemin de fer.

PETITE CORRESPONDANCE

E. Heuten'a. — Lu *Comme nous allons*. Vers incorrects.

B. J., à Toulon. — La *Philosophie de l'anarchie* de Malato n'est pas encore parue.

E. S., à Cette. — Les quatre premiers dessins avec frais d'envoi coûtent 3 fr. 35; c'est donc 0 fr. 35 qu'il est redû. Expédie le numéro 17.

R., à Nîmes. — J'expédie. N'ai pas lu *Misère humaine*, de G. Bonnamour.

F., à Chicopee. — Envoyez tous les timbres que vous aurez; tout se liquide : seulement, que ça ne coûte rien d'affranchissement, car les timbres courants ne se vendent que quelques sous le mille, et il ne faudrait pas que leur envoi coûte plus cher qu'ils ne valent.

E., à Daumazan, et S., à Roubaix. — Dessins expédiés.

P., à Ougrée. — Numéro 7 expédié.

Jeunesse internationale, à Marseille. — Expédiez 3 exemplaires de vos chansons à Peyronnet, libraire, 10, rue de la Mulatière, à Saint-Etienne.

Père La Purge. — Passez donc à la maison, j'ai à vous parler.

L'Idée libre. — Envoyez-nous les trois numéros parus et deux à chaque fois, s. v. p.!

The man who laughs. — Je ne me rappelle pas avoir donné d'adresse à personne. Vous me direz les numéros qui vous manquent, je vous les prêterai.

Torino. — Reçu les deux cartes postales. Merci.

Reçu pour les victimes : Auguste et Marianne, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : B., à Marseille, 1 fr. — H. et L. G., 7 fr. — P. D., 5 fr. — F. G., 1 fr. — A. A. et W., 2 fr. — J. M., 1 fr. — M., à Nonancourt, 0 fr. 55. — Un camarade de Barcelone, 1 fr. — Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — G., à Cette, 0 fr. 50. — Thémis, 0 fr. 50. — P. A., à Valréas, 0 fr. 75. — V., à Montfort, 0 fr. 30. — P. P., 5 fr. — Bruxelles, un groupe d'étudiants, 38 fr. — Merci à tous.

D., à Reims. — R., à Haine-Saint-Pierre. — H. C., à Hussigny. — Mme H., à Alais. — J., à Millau. — G., à Charleroi. — E., à Daumazan. — L., à Maury. — S., à Roubaix. — L., à Bruxelles. — J. B., à Roanoke. — J. B., à Lisbonne. — B., à Marseille. — L., rue St-M. — H. — Mme D., à Montluçon. — P., à Saint-Etienne. — M. A., à San Nicola di Tremiti. — G., à Port-Elisabeth. — R., à Jemmapes. — B., à Seraing. — L., à Jemmeppe. — C., à Béziers. — P., à Trélazé. — H., à Angers. — G., à Daumarain. — V., à Reims. — C., à Marseille. — B., à Toulon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 31 — DIX CENTIMES — DU 28 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Merci à ceux qui ont répondu à notre appel. Avec ce qui nous a été envoyé et des engagements que nous avons contractés, nous aurons quelques semaines pour respirer.

Merci donc à tous ceux dont la sympathie pour les idées se manifeste autrement que par de simples protestations d'estime.

Si nous avions été réduits à ne pas paraître cette semaine, il est bien évident que ce n'aurait été que l'interruption d'un numéro : le temps de faire rentrer les quelques sous qui nous sont dus. Les Temps Nouveaux *ont la vie assez dure pour résister à pis que cela; mais disparaître, même pour une seule semaine, cela serait très désastreux; c'est pourquoi, pour l'éviter, nous n'hésitons pas, dans le péril, à faire appel à tous ceux qui pensent que nous faisons de la besogne utile.*

Pour nous sortir d'embarras, c'est une centaine de francs qu'il nous faudrait trouver, tous les mois, en plus de nos recettes habituelles, pour parer au léger déficit que la vente n'arrive pas encore à couvrir. Quelques camarades nous ont promis de s'occuper de trouver des cotisations régulières. Un peu de bonne volonté de la part de tous et ça ira.

ANARCHISTES ET FAUX MONNAYEURS

Si je n'ai pas répondu plus tôt à l'article de Flaustier et à la note de Jean Grave parus dans les *Temps Nouveaux* du 31 octobre, sous le titre : « Anarchistes et faux monnayeurs », c'est parce que je n'en ai eu ni le temps ni la force.

Partout où je me suis trouvé, aussi bien devant les tribunaux que dans les syndicats et les réunions publiques, j'ai toujours défendu l'Idée libertaire, et je le ferai encore devant les *tribunaux anarchistes* (!), car il paraît qu'il y en a maintenant.

« Tout d'abord, il ne peut y avoir dans la propagande anarchiste ni évangile, ni manuel doctrinal », nous dit le compagnon Flaustier : cela est très bien; mais alors il ne doit pas non plus y avoir d'évangélistes, et chacun de nous ne doit avoir d'autre ligne de conduite que celle qu'il veut bien se tracer lui-même. Je crois que c'est assez logique, et, par conséquent, que Flaustier et Grave n'ont pas le droit de condamner les moyens qui leur déplaisent. Moi non plus, je ne suis pas partisan du faux monnayage, mais comme il ne rentre pas dans le domaine des principes anarchistes, je n'ai pas à le discuter; je dirai seulement que s'il y a des faux monnayeurs, c'est parce qu'il y a de la monnaie, et qu'en la supprimant on supprimerait tout le mal qui en résulte.

Pour ce qui est « *des enragés de l'individualisme pur* », je n'ai pas à y répondre; Flaustier ne sait que trop bien que je suis communiste libertaire, et il est peut-être bon d'ajouter que Praet et André le sont aussi.

Le compagnon Grave dit que je suis un bon compagnon et que j'ai fait beaucoup de sacrifices pour la propagande; ce double compliment, me venant de lui, me fait beaucoup d'honneur; mais je dois dire la vérité avant tout : si j'ai toujours sacrifié mes intérêts matériels, ce n'était qu'en vue de mes intérêts moraux, ou, si l'on aime mieux : si j'ai partout et toujours propagé l'Idée libertaire, c'est parce que c'était pour moi une satisfaction, je n'ai donc à cela aucun mérite; je continuerai toujours à le faire et n'en aurai pas davantage.

Jean Grave termine en *affirmant* (mais l'affirmation ne suffit pas, il faudrait l'accompagner de preuves) que « c'est un sophisme d'affirmer que le vol est une reprise de possession; que c'est de l'appropriation individuelle, une forme du capitalisme ». Il faut alors tourner le dos à la logique ou bien conclure que la Révolution est une forme du crime, car elle ne peut se faire sans effusion de sang, et que, par conséquent, il ne faut pas la faire. Pour ma part, je ne fais aucune différence entre l'anarchiste qui vole pour s'enrichir et le premier bourgeois venu; mais il faut considérer autrement celui qui le fait parce qu'il a faim.

Quand on est, à cause de la propagande que l'on a faite, rebuté par tous les patrons, quand on n'a plus de pain, que faire? Mendier? Si le compagnon Grave me fait cette réponse, je lui dirai qu'il n'est plus révolutionnaire. Il est facile de faire de la morale quand on a le ventre bien rempli et le corps bien vêtu, mais tous les anarchistes ne sont pas aussi veinards.

Pour ce qui est de ceux qui volent pour la propagande, Jean Grave dit qu'ils deviennent souvent les pires des bourgeois! L'histoire de la propagande révolutionnaire nous montre le contraire pour la majeure partie des cas, sans compter *ceux dont on ignore ce qu'ils ont fait*. Quiconque aime l'idée ne l'abandonne pas. Ceux qui ont agi autrement n'avaient jamais été que des furieux, des enthousiastes ou des poseurs, mais des convaincus? jamais!

Maintenant, il est bon que je fasse remarquer que l'on a parlé de moi dans l'affaire des faux monnayeurs, comme si l'on avait des preuves irrécusables que j'en sois un; or je le nie; et j'ignore même ce qu'il y a de fondé dans l'accusation portée contre les compagnons Praet et André. Mais, comme ils sont anarchistes et qu'ils le crient bien haut, il leur sera difficile de se tirer d'affaire. Pour moi, la magistrature savait très bien que j'étais non seulement en relation avec eux, mais leur ami intime. On m'aurait sans aucun doute gardé deux ou trois mois en prévention et, vu l'état de ma santé, cela aurait suffi à me donner la mort; c'est pourquoi j'ai pris le large, ce qui me permet encore d'envoyer l'expression de mon plus profond mépris aux *zwanseurs* de toute espèce en criant avec toute la force qui me reste : Vive l'anarchie !

E. Chapelier.

Tant que l'idée du vol n'a été défendue dans les groupes que par des individus malpropres, nous nous sommes tus sur cette question, ne voulant pas faire aux soudoyés de la police l'honneur de les prendre au sérieux, mais nous avons profité de l'affaire de Charleroi pour dire ce que nous pensions là-dessus, au point de vue général, sans intervenir dans l'affaire, laissant les personnalités de côté.

D'autre part, ceux qui ont lu le *Révolté* (1) et la *Révolte* (1) connaissent déjà ce que nous pouvons dire sur ce sujet. Je me bornerai donc à le résumer pour ceux qui ne sont pas au courant de la question.

De la lettre du compagnon Chapelier, il n'y a que deux points à retenir :

1° Il n'y a pas de morale anarchiste; chacun agit comme il l'entend, personne n'a rien à y voir.

2° Le vol est une reprise de possession; l'histoire de la propagande révolutionnaire prouverait qu'il peut lui être utile. Voyons cela.

C'est étonnant la facilité qu'a le cerveau humain de se payer de mots, d'abstraction, et de courir droit à l'absurde chaque fois qu'il est forcé de réagir pour expulser des idées reçues.

De ce que la morale anarchiste ne comporte ni sanction sociale, ni coercition, pour beaucoup de camarades il s'ensuit que, tout ce qui leur passe par la tête, ils ont le droit de le baptiser anarchie, sans que personne puisse y trouver à redire et que, dans leurs actes, ils n'ont qu'à suivre leur fantaisie sans que nul au monde ait droit de s'en plaindre.

Je sais qu'il existe un aphorisme qui dit que « où il y a de la gêne il n'y a pas de plaisir »; il est exact, mais il ne faut pas oublier non plus que la théorie poussée à l'extrême peut aboutir à cet autre : « A force de ne pas se gêner, on finit par devenir gênant. » D'où je conclus que, pour être sociable, il ne faut être ni gêné ni gêneur et que, par conséquent, de chaque rapport individuel, il se dégage, quoi qu'on en dise, une moralité.

Qu'il n'y ait pas de morale absolue, qu'elle soit toute relative, variant avec le milieu, les circonstances, les individus, d'accord; mais à chaque fois que nous accomplissons un acte, nous n'en sommes pas moins affectés par ce qu'il peut nous apporter d'agréable ou de désagréable; les conséquences de cet acte, en dehors de nous, peuvent être également bonnes ou néfastes pour ceux qui sont en relations avec nous, et comme eux, nous sommes ainsi amenés à trouver cet acte bien ou mal, selon ce qu'il nous impressionne.

Celui qui l'aura accompli, s'il est satisfait de son « geste », peut le trouver admirable, mais ceux qui en auront été désagréablement affectés n'en continueront pas moins à le repousser. Peut-on leur enlever le droit de s'en plaindre?

Quoi qu'en dise le compagnon Chapelier, chaque fois qu'un acte me gêne, en mes actes ou ma façon de penser, sans me poser en juge, j'ai le droit de dire si cet acte est bon ou mauvais à mon sens; si je ne réclame ni sanction ni coercition, je n'en conserve pas moins mon droit de critique — comme les autres gardent ce même droit à l'égard de mes propres actes ou pensées exprimées — et la liberté de me séparer de ceux avec lesquels je suis en différence d'appréciation. Et c'est usant de ce droit que le camarade Flaustier et moi avons exprimé notre façon de penser sur le vol.

Certes, la morale est loin d'être constituée, elle est loin d'être la même pour tous, et ce serait de la prétention de vouloir la codifier selon la sienne propre. Mais si on enlevait aux individus le droit de critique, ce serait les condamner alors à ne penser ni agir.

La morale se façonne tous les jours, et c'est parce qu'elle ne fait que s'ébaucher que les différentes

---

(1) *Les Voleurs*, n° 6, première année, 2e série, Paris. — *La Morale*, n° 9, même année.

(1) *A propos de l'estampage*, n° 8, 5e année. — Encore la *Morale*, n°s 11, 12 et 13, même année, d'un autre collaborateur.

morales individuelles sont en conflit permanent entre elles. Mais c'est de ce conflit et de la critique que doit se dégager cette morale supérieure qui doit nous conduire à l'état harmonique que nous voulons réaliser et où les morales, tout en restant individuelles, sauront se faire place les unes aux autres.

⁂

Pour le vol, le compagnon Chapelier nous pose cette question qu'il croit être un dilemme : « Que doit faire l'individu sans ressource : voler ou mendier ? » Il y a autant de solutions que de morales individuelles.

Si celui qui se trouve en cette situation a le cerveau quelque peu farci des fariboles de morale bourgeoise sur le respect de la propriété, la légitimité des institutions existantes, la division naturelle en riches et en pauvres et que, par-dessus le marché, il ait du cœur au ventre et soit soucieux de la dignité de son être, celui-là va jusqu'à ce qu'il tombe d'épuisement au coin d'une borne, à moins qu'il n'en finisse par le suicide.

Moins fier et plus souple, il mendiera.

S'il est quelque peu débarrassé des préjugés bourgeois sur la propriété et le respect de la légalité, il volera. Je passe les nuances.

Mais, voler ou mendier, ce sont des adaptations à la société bourgeoise, c'est le fait de celui qui veut vivre quand même et qui, pour réussir, choisit la voie qui lui paraît la plus propice, et semble lui être la plus profitable ou lui faire courir le moins de risques.

En ce cas, chacun agit selon son tempérament, fait ce qu'il veut ou ce qu'il peut, d'accord; mais qu'est-ce que cela peut avoir de commun avec des idées de revendication sociale?

Et puisque Chapelier nous fait des comparaisons, à mon tour je vais lui en faire une.

Nos camarades ont lu, dans l'article de Tolstoï : *Les Temps sont proches*, l'admirable lettre de van Bever refusant de se laisser enrôler comme soldat.

Cette lettre est un véritable acte révolutionnaire, tout en ne comportant aucune violence; c'est une protestation catégorique contre la guerre et le militarisme.

A côté de van Bever, il y en a d'autres qui, pour ne pas être soldats, s'expatrient, refusant, eux aussi, de se laisser enrôler. C'est encore une protestation contre le militarisme, tout en ayant, cependant, moins de caractère que la précédente.

En dernier lieu, il y en a auxquels, pour une raison ou pour une autre, il déplaît souverainement d'aller passer quelque temps que ce soit au régiment, et qui, s'employant des pieds et des mains, soit en usant de protections et de patronage, soit en arrivant à simuler une infirmité quelconque, arrivent tout de même à se faire exonérer de tout service militaire. Le compagnon Chapelier voudrait-il nous dire quel degré de révolutionnarisme cela comporte?

Qu'ils se fassent exonérer du service militaire, ils ont raison, à leur point de vue, je n'en disconviens pas; mais, s'ils venaient me dire qu'ils ont fait acte de révolutionnaires, je leur répondrais que non, qu'ils se sont seulement adaptés au système bourgeois en en évitant les désagréments.

Eh bien! c'est ce que fait le cambrioleur. Il cherche à vivre dans la société bourgeoise, comme il peut, en cherchant à en éviter les désagréments, en usant de ruse et de mensonge. Je n'y vois pas de révolutionnarisme.

Quand, à l'égal de van Bever, l'individu acculé à la misère se dressera devant l'état social tout entier et lui dira : « Tu me refuses les moyens d'exister, mais j'ai le droit de vivre et je le revendique. » Quand, en plein jour, ouvertement, celui qui crève de faim se lèvera et ira s'asseoir à la table d'un riche bourgeois, en lui disant : « J'ai faim, tu as de reste, je me sers », celui-là aura fait acte de revendication et de révolutionnarisme.

⁂

« L'histoire de la propagande révolutionnaire, nous dit Chapelier, sans compter ceux que l'on ne sait pas, nous fournit la preuve que le vol peut lui être utile. »

Il serait temps d'en finir avec cette légende du « bon voleur » se dépouillant pour l'idée. En fait de « vol » ayant servi à la propagande, je ne connais que cet enlèvement d'une caisse de l'Etat par les révolutionnaires russes, mais cet acte, il n'y eut que les défenseurs de l'Etat pour le qualifier de « vol » et personne ne se trompa sur sa destination. En dehors de cet acte, je n'en connais pas un seul, — pas un seul — qui ait servi à la propagande. En revanche, j'en connais auxquels la propagande a servi de masque. Ce que j'ai vu aussi, c'est que la propagande, si elle s'est faite, ç'a été grâce aux sacrifices des plus misérables, le plus souvent. C'est l'argent ramassé sou à sou, prélevé sur des salaires mesquins, qui a été le plus sûr auxiliaire de la propagande.

Ce que j'ai vu encore, ce sont des camarades très sincères, très dévoués, devenir de sales bourgeois — quant aux instincts — une fois qu'ils étaient entamés par ces théories, ne pensant qu'à jouir lorsqu'ils avaient de l'argent, à estamper camarades et propagande lorsqu'ils étaient sans le sou.

C'est que, en employant la cautèle, la fraude et la duplicité, cela n'élève pas les caractères, et la Révolution ne se fera qu'en les élevant, qu'en les amenant à briser ouvertement avec le système social. Et ce n'est pas le briser que d'aller sournoisement fracturer une porte pour vider un local dont on suppose les habitants absents.

C'est avec ce système que, dans les groupes, il y a quelques années, on avait été amené à discuter, sans rire, « s'il était anarchiste d'estamper un camarade »? Quand un moyen amène de pareils résultats, il est jugé.

Nous voulons sortir de la société d'ignominie qui nous déprime. Ce n'est qu'en haussant nos pensées, notre volonté au-dessus d'elle que nous y réussirons. Laissons-lui ses moyens.

J. Grave.

MORSURES ET GRIFFADES

Un Diafoirus du *Figaro* vient de découvrir que les fous ont une opinion politique! C'est pourquoi la feuille des *sincères* publie cette perfidie : « Ainsi que nous le disions hier, le gardien de la paix Mirieux, blessé par le *fou-anarchiste* Leymarie, va de mieux en mieux. » Une balle hygiénique, alors? Eh bien! non, il n'y a même pas eu de balle, car : « On ne sait pas au juste et on n'a pas cherché à savoir où se trouve la balle. » Décidément la succession du calicot Villemessant est entre les mains de Basile, le barbier a rendu l'esprit.

⁂

Au conseil de guerre de Constantine, 3 novembre, le capitaine Martin, commissaire du gouvernement, au voleur Blois : « Souvenez-vous que le sang versé pour la patrie purifie toutes les souillures. »

Vous voliez? j'en suis fort aise... Eh bien! tuez maintenant.

⁂

Le 4 novembre, à l'inauguration des nouveaux locaux de l'Ecole coloniale, M. le ministre André Lebon : « Je définis le caractère : la possession d'une volonté tenace ayant confiance en elle-même, pour poursuivre toujours un but unique qui sera pour vous la *domination française dans les pays lointains*. » Que diriez-vous, Monsieur le Ministre, si les pays lointains réciproquaient?... Pauvres bougres de Madécasses!

⁂

A la suite d'une joyeuse collation ouvrière, Angelo Contario cause avec deux amis. Un policier rôdait autour des copains qui lui « paraissent » trop bruyants, et, l'occasion d'obtenir de l'avancement lui paraissant bonne, il leur intime l'ordre de le suivre au poste. Depuis l'affaire de Zurich, Contario se méfie et, comme il n'a commis aucun délit, il se défile pour esquiver le passage à tabac. Ça ne fait pas le compte de l'agent Dufaux qui, « pour effrayer le coupable (coupable de quoi?) », sortit son revolver. Singulier moyen pour se faire suivre! Depuis qu'on les assassine impunément, les Italiens prennent leurs précautions; Contario courut plus fort, ce qui lui valut une première balle. Dépité de sa maladresse, Dufaux lui envoya une seconde balle « qui traversa le corps depuis le dos jusqu'au cœur » et tua raide le trop bruyant convive. Le meurtre étant public, il fallut bien arrêter et révoquer l'agent Dufaux. Mais un ouvrier, un Italien, ça ne compte pas en Suisse, et surtout à Montreux. Ah! si Dufaux avait tiré sur Rochat, l'évangélique responsable de la catastrophe du vapeur le *Mont-Blanc*, ce serait différent. Mais un Contario qui se permettait de paraître bruyant causeur!... Bref, la presse helvétique a eu l'avantage d'informer ses lecteurs ravis de la solution de cette « fâcheuse affaire » que, le 9 novembre, le gendarme Dufaux (l'agent a passé gendarme), qui avait tué d'un coup de revolver un ouvrier italien dans une rixe, a été acquitté par le tribunal.

Dans « une rixe » est mis là pour faire accroire que Contario frappait le meurtrier. Lâcheté et mensonge.

⁂

Qu'un anarchiste s'associe discrètement avec une camarade, les gâteux de la bourgeoisie placardent de leur mépris le couple qui a le courage de refuser aux maires, pasteurs et ratichons ses pauvres sous. Mais qu'un des leurs étale publiquement sa masculinité, ces porcs exultent obscènement dans leurs feuilles subventionnées. Cette hypocrisie systématique est la seule chose qui nous révolte dans le cas de M. Béjambes. Qu'un maître répétiteur exige publiquement le droit de passer vingt-quatre heures par semaine dans les bordels voisins du lycée, rien de plus naturel. Nous souhaitons même cette franchise salace à ses collègues de province, d'Allemagne et de Suisse qui enjambent sournoisement la... frontière. Mais que signifie en cette affaire l'intervention de M. Gaston Deschamps qui prétend que les marins, les soldats, les gardiens de phare s'astreignent à des internats autrement rigoureux que ceux des répétiteurs? Faut-il en conclure que l'éminent critique du *Temps* n'a pas lu *Frère Yves*, l'*Amour à trois* de Ginisty-Bellamy, *Tous quatre* de Margueritte, *Sous-Off* ou les *Fellatores*? Et c'est dans le *Figaro* que M. Deschamps prétend jouer les Bérenger? Ah! mais non!

Un Fauve.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Pour un sou. — Mantes-la-Jolie est dotée d'un tribunal correctionnel qui se distingue entre tous par la largeur de son envergure intellectuelle, sa profonde compréhension de la responsabilité qui entre dans les actes humains et un sentiment sagace de la proportion à établir entre la faute et le châtiment, puisque « faute » et « châtiment » sont encore termes ayant cours.

Le jeune Terrier Octave, âgé de neuf ans, est accusé d'avoir tout fouillé et bouleversé chez la dame Charrier, âgée de soixante-douze ans. Il reconnaît le fait et avoue qu'il cherchait de l'argent.

— Pourquoi faire? lui demande le président.

— Pour acheter du chocolat et des bonbons.

Il n'a pu satisfaire qu'à moitié son désir, car il n'a trouvé qu'un sou.

Le tribunal, faisant une « large part » à l'irresponsabilité du gamin, déclare qu'il a agi sans discernement et l'envoie dans une maison de correction jusqu'à sa vingtième année.

Onze ans de prison effective pour avoir volé *un sou*! A combien donc ce tribunal puritain eût-il condamné alors les brigands du Panama qui volèrent un milliard et demi?

⁂

L'Armée. — Le 12 octobre, le soldat Josserand, du 2e régiment d'infanterie de marine, se sentait très-

souffrant; le sergent Senez refusa brutalement de le porter malade. Irrité, Josserand menaça Senez de sa baïonnette et lui sauta à la gorge. Les Ramollots du conseil de guerre maritime de Brest l'ont condamné à mort.

Puis, pour prouver leur intelligence et leur logique, ils ont signé à l'unanimité un recours en grâce. N'était-il pas plus simple de ne pas le condamner ? Ah! oui, mais la forme!...

∴

Encore l'Armée. — En ce moment, au Havre, les jeunes soldats appartenant à la catégorie de ceux qui, en raison d'une condamnation antérieure, sont destinés aux bataillons d'Afrique, sont victimes des brutalités de toutes sortes que leur fait endurer le galonnard chargé de les faire manœuvrer. Dernièrement, à la suite d'un « pas gymnastique » prolongé — comme savent les prolonger les alcooliques furieux qui font pivoter les soldats — quelques-uns tombèrent exténués. La brute les forçait à se relever à coups de pied dans les flancs. L'un d'eux qui osa protester — oh! crime de lèse-discipline! — fut mis immédiatement en cellule malgré son état de faiblesse.

Pour une famille, l'armée est bien une vraie famille; oui, certes!

∴

La Marine. — La marine aussi est une famille. A Bordeaux, ces jours-ci, un matelot anglais se trouvant ivre refusa d'obéir à son capitaine. Celui-ci, au lieu de le laisser tranquillement cuver son alcool ou de l'envoyer coucher, crut lui inculquer plus sûrement le respect de la discipline en le saisissant et, aidé de son second, en le martyrisant de telle sorte que le malheureux eut un bras déboîté et qu'il se trouve aujourd'hui en danger de mort.

Certainement, le capitaine ne sera pas, comme le soldat Josserand plus haut cité, condamné à la peine capitale.

∴

Echos des fêtes russes. — La police s'en est donné à cœur joie, durant la récente russification de la France. On fait ce qu'on peut, n'est-ce pas, pour honorer son hôte et chacun montre ses petits talents.

Mme Barsesca, tragédienne roumaine, se trouvait à Paris pendant le voyage de Leurs Augustissimes Majestés Impériales de Russie. Il paraît qu'elle offre quelque ressemblance avec une personne se trouvant en relation avec des nihilistes. Un soir, elle reçut la visite d'un policier russe, car depuis l'alliance (la Sainte Alliance), les policiers russes opèrent indistinctement en France comme en Russie. Ce policier, malgré ses protestations, la conduisit à la préfecture de police. Là, elle eut grand'peine à obtenir qu'on la conduisît au consulat roumain où, enfin, on la reconnut.

L'aplatissement de Paris aux pieds du massacreur des Russies a coûté à la ville 1.504 000 francs. Le Conseil municipal socialiste de la capitale a approuvé la dépense. Aussitôt après, le conseiller Chausse, voyant le Conseil en veine de générosité, a proposé de voter une somme de 500.000 francs pour être distribuée aux victimes du chômage. Mais ce fut une autre paire de manches; un million et demi pour le czar, soit! mais un demi-million pour des ouvriers dans la misère, bernique! La proposition a été renvoyée au comité du budget; c'est un enterrement de première classe.

André Girard.

∴

Jaillet. — Le camarade Broussouloux vient de faire une conférence ici; malgré les obstacles opposés par la police, l'autorité locale et la presse, elle a réussi. Les applaudissements ont été fréquents, et ont surtout porté sur la grève générale qu'on comprenait tout autrement.

∴

Vienne (Isère). — Le camarade Broussouloux a fait, samedi passé, dans la salle du Théâtre, une conférence devant plus de cinq cents personnes.

Les applaudissements ne lui ont pas été ménagés et les résultats en sont bons.

Cette réunion avait été organisée par la Fédération des groupes corporatifs de la ville et c'est la première fois depuis six ans que nous avons pu faire entendre nos idées par la parole.

Une collecte a été faite à l'issue de la réunion pour les grévistes de Pouilly-sur-Saône.

Le lendemain, un concert-causerie a eu lieu dans un établissement et la plus entière cordialité y a régné.

Bonnes journées de propagande.

∴

Alais. — La grève de la Jasse, que je vous avais annoncée terminée, a repris de plus belle. Les grévistes sont exaspérés contre leur directeur Bessard, qui ne veut rien entendre, bien qu'ils aient modéré leurs prétentions qui étaient pourtant bien anodines. Les gendarmes pullulent dans le pays, qui est désormais en état de siège; ils arrêtent les grévistes pour la moindre peccadille, les enchaînent comme des criminels, les traînent à Alais où les juges les condamnent à des peines excessives, leur démontrant ainsi que les gouvernements et toutes les institutions qui en découlent n'ont été créés et mis au monde que pour défendre les riches contre les réclamations des pauvres.

Les mineurs de Rochebelle sont en grève également depuis trois ou quatre jours. Leur Bésseguier, de Place, digne acolyte de son compère de la Jasse, est aussi intraitable que lui. Les grévistes avaient bien débuté; mais eux aussi ont dû rengainer de leurs prétentions, ce qui n'empêche pas que de Place n'exécute que sa propre volonté.

A l'occasion de cette grève, une foule de mineurs se sont fait inscrire au syndicat et je crois qu'ils ne tarderont pas à y être tous.

A la Grand'Combe, la Compagnie pousse ses ouvriers à travailler ferme pour entasser; mais ceux-ci refusent de charger plus que de mesure; et je crois que, là aussi, la grève ne tardera pas à éclater de nouveau; mais j'ai lieu de supposer même que les ouvriers finiront par s'entendre pour faire la grève générale dans le bassin du Gard.

(*Correspondance locale.*)

∴

Marseille. — La grève des mouleurs et noyauteurs qui sévit en ce moment parmi les ouvriers de cette même corporation aura eu l'heureux résultat de produire un mouvement très sérieux ici même, parmi la classe ouvrière.

En effet, dans les nombreuses réunions qui ont été organisées, quelques-uns de nos camarades ont pu prendre la parole, développer nos idées qui ont été très bien accueillies, en raison des sympathies et des tendances que ces grévistes ont vers nos idées.

Le dernier meeting qui s'est tenu à la Bourse du Travail a marqué pour nos idées un progrès très sensible; de 2 000 à 2.500 environ avaient répondu à l'appel des organisateurs de cette belle réunion, où un grand nombre d'orateurs ont pu développer leurs théories sur les grèves en général et tout particulièrement sur la grève générale.

Mais, de tous les orateurs, les plus applaudis ont été sans contredit les anarchistes; leurs déclarations nettes, précises et énergiques ont eu le bon effet de provoquer un mouvement très sensible en faveur de notre conception libertaire, si bien que le dernier orateur anarchiste s'est vu pour ainsi dire obligé de remonter à la tribune devant les applaudissements unanimes et prolongés des assistants.

Le meeting s'est terminé par des acclamations en faveur de la grève générale de tous les syndicats et corporations de Marseille pour soutenir les grévistes.

Les conclusions que nous devons tirer de ce mouvement ouvrier sont : 1° la constatation de la solidarité qui existe parmi les travailleurs; 2° la nécessité pour les camarades capables de prononcer quelques mots de se dévouer pour le faire; car la masse ouvrière, écœurée de tout ce qu'elle a vu faire par ses représentants dans ces dernières années, ne demande qu'à venir vers un idéal plus conforme à ses aspirations, serait-ce même l'anarchie. A nous de tirer parti de cet état d'esprit.

S. A.

Espagne.

Le procès contre les anarchistes. — Nous avons reçu des confidences très intéressantes sur l'odieux procès que les tribunaux militaires ont élaboré pour écraser la propagande anarchiste en Espagne et notamment dans la Catalogne. Nous avons lu des lettres effrayantes contenant des données sur les tortures infligées aux prisonniers *considérés* (?) comme les auteurs et complices du fameux attentat de la rue de Cambios Nuevos. On a pratiqué la torture comme au moyen âge. Avec un appareil de fer, on a opéré la compression des testicules. On leur a arraché les ongles et fendu les lèvres; on les a suspendus au toit du cachot, la tête en bas; on leur a brisé les poignets. Et tout ça pourquoi? Parce qu'il convenait au gouvernement avoir une douzaine de pauvres ouvriers avouant connaître les préparatifs de l'attentat. Qui n'avouerait pas, après avoir subi ces tourments criminels? Alors les juges se sont servis de ces malheureux pour faire le tableau imaginaire des auteurs et complices. Il y en a quatre-vingt-sept. Les journaux de Barcelone ont annoncé que peut-être on en fusillerait vingt-huit. Pour démontrer la culpabilité des complices, on a fait présenter devant eux les victimes des tortures. Quelle valeur peuvent avoir les déclarations de ces malheureux qui, au moment de les donner, étaient en proie aux plus cruelles souffrances?

On a fait enregistrer comme des complices tous ceux qui avaient assisté aux réunions secrètes célébrées dans le cercle des charretiers de la rue de Jupi où se donnaient des conférences publiques annoncées dans les journaux.

Est-il possible qu'il y ait quelqu'un qui croie qu'un complot s'organise dans un centre d'ouvriers en faisant cotiser beaucoup de monde pour acquérir de l'argent pour les explosifs et tout cela sans que la police ait aucun renseignement ?

Alors, en suivant la logique de leurs intentions criminelles, les juges militaires ont compris qu'il convenait de catégoriser comme complices tous ceux qui avaient assisté aux conférences données dans le susdit cercle.

On attend avec impatience le résultat du procès, quoiqu'il soit prévu pour la majorité du peuple.

Belgique.

La cinquième roue. — Il y a deux ans à peine que le suffrage universel fonctionne, et les hommes « sages et prévoyants » du Grrrand Parti Quart-Etatiste sont bien forcés de reconnaître que la tactique parlementaire qu'ils reprochaient aux anarchistes de combattre à outrance, produit, plus rapidement encore qu'en France, le résultat que nous avions tous prédit : Morcellement du parti socialiste, désagrégation des groupes, désorientation des forces ouvrières.

De même qu'en France c'est le système de conquête des pouvoirs publics qui a divisé les socialistes en tronçons multiples et dégoûté la masse à laquelle répugnent des tiraillements véreux entre politiciens, de même, en Belgique, l'émiettement auquel nous assistons, les blâmes entre-croisés, les « dégommations » à jet continu, les expulsions, bref! tout le potin quart-étatiste, découlent de la même source : fausse tactique suivie. Naturellement, plus d'un politicard se trouvera là pour rejeter pareil désarroi sur la lutte syndicale, sur la mauvaise foi cléricale, et patati et patata; les malins, dans les circonstances actuelles, sont encore ceux qui gardent les choses sous le boisseau, mais les ouvriers ne péchant pas par discrétion, tout s'ébruite, tout se manifeste, et les responsabilités les plus lourdes commencent à peser sur ceux qui, dédaignant la lutte économique et syndicale, ont poussé les masses dans l'engrenage de la politicaillerie.

Nous ne leur faisons personnellement aucun reproche, mais après avoir « fait leur chemin » dans la démocratie, les socialistes-députés du « premier bateau » ne doivent nullement s'étonner de voir surgir les gueulards du « second bateau », désireux, à leur tour, de « mordre au fromage ».

Car il est malheureux de constater que c'est en cela que gît, au fond, le différend : les citoyens qui mènent la campagne contre les « vieux » du P. O. n'obéissent qu'à des appétits de domination qui se manifesteront un jour avec d'autant plus de férocité que ces Messieurs sortent de couches sociales plus profondes : véritable ramassis de perroquets de tribune, de bookmakers *alcoolisés*, d'étudiants guibollards, les gens qui mènent la lutte contre l'élément « premier bateau » n'apportent dans leurs polémiques ni conceptions nouvelles, ni visées larges, ni orientation généreuse. Leurs articles et leurs discours suintent les rancunes privées, les appétits mal assouvis, et il faut avouer que ces ratés du puffisme, nouveaux venus pour la plupart, n'auront même pas le mérite de soutenir la comparaison avec leurs aînés.

Aussi les anarchistes comprennent-ils que la plus grande naïveté qu'ils pourraient commettre serait de soutenir en quoi que ce soit les gens qui rêvent

morales individuelles sont en conflit permanent entre elles. Mais c'est de ce conflit et de la critique que doit se dégager cette morale supérieure qui doit nous conduire à l'état harmonique que nous voulons réaliser et où les morales, tout en restant individuelles, sauront se faire place les unes aux autres.

∴

Pour le vol, le compagnon Chapelier nous pose cette question qu'il croit être un dilemme : « Que doit faire l'individu sans ressource : voler ou mendier ? » Il y a autant de solutions que de morales individuelles.

Si celui qui se trouve en cette situation a le cerveau quelque peu farci des fariboles de morale bourgeoise sur le respect de la propriété, la légitimité des institutions existantes, la division naturelle en riches et en pauvres et que, par-dessus le marché, il ait du cœur au ventre et soit soucieux de la dignité de son être, celui-là va jusqu'à ce qu'il tombe d'épuisement au coin d'une borne, à moins qu'il n'en finisse par le suicide.

Moins fier et plus souple, il mendiera.

S'il est quelque peu débarrassé des préjugés bourgeois sur la propriété et le respect de la légalité, il volera. Je passe les nuances.

Mais, voler ou mendier, ce sont des adaptations à la société bourgeoise, c'est le fait de celui qui veut vivre quand même et qui, pour réussir, choisit la voie qui lui paraît la plus propice, et semble lui être la plus profitable ou lui faire courir le moins de risques.

En ce cas, chacun agit selon son tempérament, fait ce qu'il veut ou ce qu'il peut, d'accord ; mais qu'est-ce que cela peut avoir de commun avec des idées de revendication sociale ?

Et puisque Chapelier nous fait des comparaisons, à mon tour je vais lui en faire une.

Nos camarades ont lu, dans l'article de Tolstoï : *Les Temps sont proches*, l'admirable lettre de van Bever refusant de se laisser enrôler comme soldat.

Cette lettre est un véritable acte révolutionnaire, tout en ne comportant aucune violence ; c'est une protestation catégorique contre la guerre et le militarisme.

A côté de van Bever, il y en a d'autres qui, pour ne pas être soldats, s'expatrient, refusant, eux aussi, de se laisser enrôler. C'est encore une protestation contre le militarisme, tout en ayant, cependant, moins de caractère que la précédente.

En dernier lieu, il y en a auxquels, pour une raison ou pour une autre, il déplaît souverainement d'aller passer quelque temps que ce soit au régiment, et qui, s'employant des pieds et des mains, soit en usant de protections et de patronage, soit en arrivant à simuler une infirmité quelconque, arrivent tout de même à se faire exonérer de tout service militaire. Le compagnon Chapelier voudrait-il nous dire quel degré de révolutionnarisme cela comporte ?

Qu'ils se fassent exonérer du service militaire, ils ont raison, à leur point de vue, je n'en disconviens pas ; mais, s'ils venaient me dire qu'ils ont fait acte de révolutionnaires, je leur répondrais que non, qu'ils se sont seulement adaptés au système bourgeois en en évitant les désagréments.

Eh bien ! c'est ce que fait le cambrioleur. Il cherche à vivre dans la société bourgeoise, comme il peut, en cherchant à en éviter les désagréments, en usant de ruse et de mensonge. Je n'y vois pas de révolutionnarisme.

Quand, à l'égal de van Bever, l'individu acculé à la misère se dressera devant l'état social tout entier et lui dira : « Tu me refuses les moyens d'exister, mais j'ai le droit de vivre et je le revendique. » Quand, en plein jour, ouvertement, celui qui crève de faim se lèvera et ira s'asseoir à la table d'un riche bourgeois, en lui disant : « J'ai faim, tu as de reste, je me sers », celui-là aura fait acte de revendication et de révolutionnarisme.

∴

« L'histoire de la propagande révolutionnaire, nous dit Chapelier, sans compter ceux que l'on ne sait pas, nous fournit la preuve que le vol peut lui être utile. »

Il serait temps d'en finir avec cette légende du « bon voleur » se dépouillant pour l'idée. En fait de « vol » ayant servi à la propagande, je ne connais que cet enlèvement d'une caisse de l'Etat par les révolutionnaires russes, mais cet acte, il n'y eut que les défenseurs de l'Etat pour le qualifier de « vol » et personne ne se trompa sur sa destination. En dehors de cet acte, je n'en connais pas un seul, — pas un seul — qui ait servi à la propagande. En revanche, j'en connais auxquels la propagande a servi de masque. Ce que j'ai vu aussi, c'est que la propagande, si elle s'est faite, ç'a été grâce aux sacrifices des plus misérables, le plus souvent. C'est l'argent ramassé sou à sou, prélevé sur des salaires mesquins, qui a été le plus sûr auxiliaire de la propagande.

Ce que j'ai vu encore, ce sont des camarades très sincères, très dévoués, devenir de sales bourgeois — quant aux instincts — une fois qu'ils étaient entamés par ces théories, ne pensant qu'à jouir lorsqu'ils avaient de l'argent, à estamper camarades et propagande lorsqu'ils étaient sans le sou.

C'est que, en employant la cautèle, la fraude et la duplicité, cela n'élève pas les caractères, et la Révolution ne se fera qu'en les élevant, qu'en les amenant à briser ouvertement avec le système social. Et ce n'est pas le briser que d'aller sournoisement fracturer une porte pour vider un local dont on suppose les habitants absents.

C'est avec ce système que, dans les groupes, il y a quelques années, on avait été amené à discuter, sans rire, « s'il était anarchiste d'estamper un camarade » ? Quand un moyen amène de pareils résultats, il est jugé.

Nous voulons sortir de la société d'ignominie qui nous déprime. Ce n'est qu'en haussant nos pensées, notre volonté au-dessus d'elle que nous y réussirons. Laissons-lui ses moyens.

J. Grave.

MORSURES ET GRIFFADES

Un Diafoirus du *Figaro* vient de découvrir que les fous ont une opinion politique ! C'est pourquoi la feuille des *sincères* publie cette perfidie : « Ainsi que nous le disions hier, le gardien de la paix Mirieux, blessé par le *fou-anarchiste* Leymarie, va de mieux en mieux. » Une balle hygiénique, alors ? Eh bien ! non, il n'y a même pas eu de balle, car : « On ne sait pas au juste et on n'a pas cherché à savoir où se trouve la balle. » Décidément la succession du calicot Villemessant est entre les mains de Basile, le barbier a rendu l'esprit.

∴

Au conseil de guerre de Constantine, 3 novembre, le capitaine Martin, commissaire du gouvernement, au voleur Blois : « Souvenez-vous que le sang versé pour la patrie purifie toutes les souillures. »

Vous voliez ? j'en suis fort aise... Eh bien ! tuez maintenant.

∴

Le 4 novembre, à l'inauguration des nouveaux locaux de l'Ecole coloniale, M. le ministre André Lebon : « Je définis le caractère : la possession d'une volonté tenace ayant confiance en elle-même, pour poursuivre toujours un but unique qui sera pour vous la *domination française dans les pays lointains.* » Que diriez-vous, Monsieur le Ministre, si les pays lointains réciproquaient ?... Pauvres bougres de Madécasses !

∴

A la suite d'une joyeuse collation ouvrière, Angelo Contario cause avec deux amis. Un policier rôdait autour des copains qui lui « paraissent » trop bruyants, et, l'occasion d'obtenir de l'avancement lui paraissant bonne, il leur intime l'ordre de le suivre au poste. Depuis l'affaire de Zurich, Contario se méfie et, comme il n'a commis aucun délit, il se défile pour esquiver le passage à tabac. Ça ne fait pas le compte de l'agent Dufaux qui, « pour effrayer le coupable (coupable de quoi ?) », sortit son revolver. Singulier moyen pour se faire suivre ! Depuis qu'on les assassine impunément, les Italiens prennent leurs précautions ; Contario courut plus fort, ce qui lui valut une première balle. Dépité de sa maladresse, Dufaux lui envoya une seconde balle « qui traversa le corps » depuis le dos jusqu'au cœur » et tua raide le trop bruyant convive. Le meurtre étant public, il fallut bien arrêter et révoquer l'agent Dufaux. Mais un ouvrier, un Italien, ça ne compte pas en Suisse, et surtout à Montreux. Ah ! si Dufaux avait tiré sur Rochat, l'évangélique responsable de la catastrophe du vapeur le *Mont-Blanc*, ce serait différent. Mais un Contario qui se permettait de paraître bruyant causeur !... Bref, la presse helvétique a eu l'avantage d'informer ses lecteurs ravis de la solution de cette « fâcheuse affaire » que, le 9 novembre, le gendarme Dufaux l'agent a passé gendarme, qui avait tué d'un coup de revolver un ouvrier italien dans une rixe, a été acquitté par le tribunal.

Dans « une rixe » est mis là pour faire accroire que Contario frappait le meutrier. Lâcheté et mensonge.

∴

Qu'un anarchiste s'associe discrètement avec une camarade, les gâteux de la bourgeoisie placardent de leur mépris le couple qui a le courage de refuser aux maires, pasteurs et ratichons ses pauvres sous. Mais qu'un des leurs étale publiquement sa masculinité, ces porcs exultent obscènement dans leurs feuilles subventionnées. Cette hypocrisie systématique est la seule chose qui nous révolte dans le cas de M. Béjambes. Qu'un maître répétiteur exige publiquement le droit de passer vingt-quatre heures par semaine dans les bordels voisins du lycée, rien de plus naturel. Nous souhaitons même cette franchise salace à ses collègues de province, d'Allemagne et de Suisse qui enjambent sournoisement la... frontière. Mais que signifie en cette affaire l'intervention de M. Gaston Deschamps qui prétend que les marins, les soldats, les gardiens de phare s'astreignent à des internats autrement rigoureux que ceux des répétiteurs ? Faut-il en conclure que l'éminent critique du *Temps* n'a pas lu *Frère Yves*, l'*Amour à trois* de Ginisty-Bellamy, *Tous quatre* de Margueritte, *Sous-Off* ou les *Fellatores* ? Et c'est dans le *Figaro* que M. Deschamps prétend jouer les Bérenger ? Ah ! mais non !

Un Fauve.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Pour un sou. — Mantes-la-Jolie est dotée d'un tribunal correctionnel qui se distingue entre tous par la largeur de son envergure intellectuelle, sa profonde compréhension de la responsabilité qui entre dans les actes humains et un sentiment sagace de la proportion à établir entre la faute et le châtiment, puisque « faute » et « châtiment » sont encore termes ayant cours.

Le jeune Terrier Octave, âgé de neuf ans, est accusé d'avoir tout fouillé et bouleversé chez la dame Charrier, âgée de soixante-douze ans. Il reconnaît le fait et avoue qu'il cherchait de l'argent.

— Pourquoi faire ? lui demande le président.

— Pour acheter du chocolat et des bonbons.

Il n'a pu satisfaire qu'à moitié son désir, car il n'a trouvé qu'un sou.

Le tribunal, faisant une « large part » à l'irresponsabilité du gamin, déclare qu'il a agi sans discernement et l'envoie dans une maison de correction jusqu'à sa vingtième année.

Onze ans de prison effective pour avoir volé un sou ! A combien donc ce tribunal puritain eût-il condamné alors les brigands du Panama qui volèrent un milliard et demi ?

∴

L'Armée. — Le 12 octobre, le soldat Josserand, du 2e régiment d'infanterie de marine, se sentait très

souffrant; le sergent Senez refusa brutalement de le porter malade. Irrité, Josserand menaça Senez de sa baïonnette et lui sauta à la gorge. Les Ramollots du conseil de guerre maritime de Brest l'ont condamné à mort.

Puis, pour prouver leur intelligence et leur logique, ils ont signé à l'unanimité un recours en grâce. N'était-il pas plus simple de ne pas le condamner? Ah! oui, mais la forme!...

*
* *

ENCORE L'ARMÉE. — En ce moment, au Havre, les jeunes soldats appartenant à la catégorie de ceux qui, en raison d'une condamnation antérieure, sont destinés aux bataillons d'Afrique, sont victimes des brutalités de toutes sortes que leur fait endurer le galonnard chargé de les faire manœuvrer. Dernièrement, à la suite d'un « pas gymnastique » prolongé — comme savent les prolonger les alcooliques furieux qui font pivoter les soldats — quelques-uns tombèrent exténués. La brute les forçait à se relever à coups de pied dans les flancs. L'un d'eux qui osa protester — oh! crime de lèse-discipline! — fut mis immédiatement en cellule malgré son état de faiblesse.

Pour une famille, l'armée est bien une vraie famille; oui, certes!

*
* *

LA MARINE. — La marine aussi est une famille. A Bordeaux, ces jours-ci, un matelot anglais se trouvant ivre refusa d'obéir à son capitaine. Celui-ci, au lieu de le laisser tranquillement cuver son alcool ou de l'envoyer coucher, crut lui inculquer plus sûrement le respect de la discipline en le saisissant et, aidé de son second, en le martyrisant de telle sorte que le malheureux eut un bras déboîté et qu'il se trouve aujourd'hui en danger de mort.

Certainement, le capitaine ne sera pas, comme le soldat Josserand plus haut cité, condamné à la peine capitale.

*
* *

ÉCHOS DES FÊTES RUSSES. — La police s'en est donné à cœur joie, durant la récente russification de la France. On fait ce qu'on peut, n'est-ce pas, pour honorer son hôte et chacun montre ses petits talents.

Mme Barsesca, tragédienne roumaine, se trouvait à Paris pendant le voyage de Leurs Augustissimes Majestés Impériales de Russie. Il parait qu'elle offre quelque ressemblance avec une personne se trouvant en relation avec des nihilistes. Un soir, elle reçut la visite d'un policier russe, car depuis l'alliance (la Sainte Alliance), les policiers russes opèrent indistinctement en France comme en Russie. Ce policier, malgré ses protestations, la conduisit à la préfecture de police. Là, elle eut grand'peine à obtenir qu'on la conduisît au consulat roumain où, enfin, on la reconnut.

L'aplatissement de Paris aux pieds du massacreur des Russies a coûté à la ville 1.504 000 francs. Le Conseil municipal socialiste de la capitale a approuvé la dépense. Aussitôt après, le conseiller Chausse, voyant le Conseil en veine de générosité, a proposé de voter une somme de 500.000 francs pour être distribuée aux victimes du chômage. Mais ce fut une autre paire de manches; un million et demi pour le czar, soit! mais un demi-million pour des ouvriers dans la misère, bernique! La proposition a été renvoyée au comité du budget; c'est un enterrement de première classe.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

JALLIEU. — Le camarade Broussouloux vient de faire une conférence ici; malgré les obstacles opposés par la police, l'autorité locale et la presse, elle a réussi. Les applaudissements ont été fréquents, et ont surtout porté sur la grève générale qu'on comprenait tout autrement.

*
* *

VIENNE (Isère). — Le camarade Broussouloux a fait, samedi passé, dans la salle du Théâtre, une conférence devant plus de cinq cents personnes.

Les applaudissements ne lui ont pas été ménagés et les résultats en sont bons.

Cette réunion avait été organisée par la Fédération des groupes corporatifs de la ville et c'est la première fois depuis six ans que nous avons pu faire entendre nos idées par la parole.

Une collecte a été faite à l'issue de la réunion pour les grévistes de Pouilly-sur-Saône.

Le lendemain, un concert-causerie a eu lieu dans un établissement et la plus entière cordialité y a régné.

Bonnes journées de propagande.

*
* *

ALAIS. — La grève de la Jasse, que je vous avais annoncée terminée, a repris de plus belle. Les grévistes sont exaspérés contre leur directeur Bessard, qui ne veut rien entendre, bien qu'ils aient modéré leurs prétentions qui étaient pourtant bien anodines. Les gendarmes pullulent dans le pays, qui est désormais en état de siège; ils arrêtent les grévistes pour la moindre peccadille, les enchaînent comme des criminels, les traînent à Alais où les juges les condamnent à des peines excessives, leur démontrant ainsi que les gouvernements et toutes les institutions qui en découlent n'ont été créés et mis au monde que pour défendre les riches contre les réclamations des pauvres.

Les mineurs de Rochebelle sont en grève également depuis trois ou quatre jours. Leur Ressеguier, de Place, digne acolyte de son compère de la Jasse, est aussi intraitable que lui. Les grévistes avaient bien débuté; mais eux aussi ont dû rengainer de leurs prétentions, ce qui n'empêche pas que de Place n'exécute que sa propre volonté.

A l'occasion de cette grève, une foule de mineurs se sont fait inscrire au syndicat et je crois qu'ils ne tarderont pas à y être tous.

A la Grand'Combe, la Compagnie pousse ses ouvriers à travailler ferme pour entasser; mais ceux-ci refusent de charger plus que de mesure; et je crois que, là aussi, la grève ne tardera pas à éclater de nouveau; mais j'ai lieu de supposer même que les ouvriers finiront par s'entendre pour faire la grève générale dans le bassin du Gard.

(Correspondance locale.)

*
* *

MARSEILLE. — La grève des mouleurs et noyauteurs qui sévit en ce moment parmi les ouvriers de cette même corporation aura eu l'heureux résultat de produire un mouvement très sérieux ici même, parmi la classe ouvrière.

En effet, dans les nombreuses réunions qui ont été organisées, quelques-uns de nos camarades ont pu prendre la parole, développer nos idées qui ont été très bien accueillies, en raison des sympathies et des tendances que ces grévistes ont vers nos idées.

Le dernier meeting qui s'est tenu à la Bourse du Travail a marqué pour nos idées un progrès très sensible; de 2 000 à 2.500 environ avaient répondu à l'appel des organisateurs de cette belle réunion, où un grand nombre d'orateurs ont pu développer leurs théories sur les grèves en général et tout particulièrement sur la grève générale.

Mais, de tous les orateurs, les plus applaudis ont été sans contredit les anarchistes; leurs déclarations nettes, précises et énergiques ont eu le bon effet de provoquer un mouvement très sensible en faveur de notre conception libertaire, si bien que le dernier orateur anarchiste s'est vu pour ainsi dire obligé de remonter à la tribune devant les applaudissements unanimes et prolongés des assistants.

Le meeting s'est terminé par des acclamations en faveur de la grève générale de tous les syndicats et corporations de Marseille pour soutenir les grévistes.

Les conclusions que nous devons tirer de ce mouvement ouvrier sont : 1° la constatation de la solidarité qui existe parmi les travailleurs; 2° la nécessité pour les camarades capables de prononcer quelques mots de se dévouer pour le faire; car la masse ouvrière, écœurée de tout ce qu'elle a vu faire par ses représentants dans ces dernières années, ne demande qu'à venir vers un idéal plus conforme à ses aspirations, serait-ce même l'anarchie. A nous de tirer parti de cet état d'esprit.

S. A.

Espagne.

LE PROCÈS CONTRE LES ANARCHISTES. — Nous avons reçu des confidences très intéressantes sur l'odieux procès que les tribunaux militaires ont élaboré pour écraser la propagande anarchiste en Espagne et notamment dans la Catalogne. Nous avons lu des lettres effrayantes contenant des données sur les tortures infligées aux prisonniers *considérés* (?) comme les auteurs et complices du fameux attentat de la rue de Cambios Nuevos. On a pratiqué la torture comme au moyen âge. Avec un appareil de fer, on a opéré la compression des testicules. On leur a arraché les ongles et fendu les lèvres; on les a suspendus au toit du cachot, la tête en bas; on leur a brisé les poignets. Et tout ça pourquoi? Parce qu'il convenait au gouvernement avoir une douzaine de pauvres ouvriers avouant connaître les préparatifs de l'attentat. Qui n'avouerait pas, après avoir subi ces tourments criminels? Alors les juges se sont servis de ces malheureux pour faire le tableau imaginaire des auteurs et complices. Il y en a quatre-vingt-sept. Les journaux de Barcelone ont annoncé que peut-être on en fusillerait vingt-huit. Pour démontrer la culpabilité des complices, on a fait présenter devant eux les victimes des tortures. Quelle valeur peuvent avoir les déclarations de ces malheureux qui, au moment de les donner, étaient en proie aux plus cruelles souffrances?

On a fait enregistrer comme des complices tous ceux qui avaient assisté aux réunions secrètes célébrées dans le cercle des charretiers de la rue de Jupi où se donnaient des conférences publiques annoncées dans les journaux.

Est-il possible qu'il y ait quelqu'un qui croie qu'un complot s'organise dans un centre d'ouvriers en faisant cotiser beaucoup de monde pour acquérir de l'argent pour les explosifs et tout cela sans que la police ait aucun renseignement?

Alors, en suivant la logique de leurs intentions criminelles, les juges militaires ont compris qu'il convenait de catégoriser comme complices tous ceux qui avaient assisté aux conférences données dans le susdit cercle.

On attend avec impatience le résultat du procès, quoiqu'il soit prévu pour la majorité du peuple.

Belgique.

LA CINQUIÈME ROUE. — Il y a deux ans à peine que le suffrage universel fonctionne, et les hommes « sages et prévoyants » du Grrrand Parti Quart-Etatiste sont bien forcés de reconnaître que la tactique parlementaire qu'ils reprochaient aux anarchistes de combattre à outrance, produit, plus rapidement encore qu'en France, le résultat que nous avions tous prédit : Morcellement du parti socialiste, désagrégation des groupes, désorientation des forces ouvrières.

De même qu'en France c'est le système de conquête des pouvoirs publics qui a divisé les socialistes en tronçons multiples et dégoûté la masse à laquelle répugnent des tiraillements véreux entre politiciens, de même, en Belgique, l'émiettement auquel nous assistons, les blâmes entre-croisés, les « dégommations » à jet continu, les expulsions, bref! tout le potin quart-étatiste, découlent de la même source : fausse tactique suivie. Naturellement, plus d'un politicard se trouvera là pour rejeter pareil désarroi sur la lutte syndicale, sur la mauvaise foi cléricale, et patati et patata; les malins, dans les circonstances actuelles, sont encore ceux qui gardent les choses sous le boisseau, mais les ouvriers ne péchant pas par discrétion, tout s'ébruite, tout se manifeste, et les responsabilités les plus lourdes commencent à peser sur ceux qui, dédaignant la lutte économique et syndicale, ont poussé les masses dans l'engrenage de la politicaillerie.

Nous ne leur faisons personnellement aucun reproche, mais après avoir « fait leur chemin » dans la démocratie, les socialistes-députés du « premier bateau » ne doivent nullement s'étonner de voir surgir les gueulards du « second bateau », désireux, à leur tour, de « mordre au fromage ».

Car il est malheureux de constater que c'est en cela que gît, au fond, le différend : les citoyens qui mènent la campagne contre les « vieux » du P. O. n'obéissent qu'à des appétits de domination qui se manifesteront un jour avec d'autant plus de férocité que ces Messieurs sortent de couches sociales plus profondes : véritable ramassis de perroquets de tribune, de bookmakers *alcoolisés*, d'étudiants guibollards, les gens qui mènent la lutte contre l'élément « premier bateau » n'apportent dans leurs polémiques ni conceptions nouvelles, ni visées larges, ni orientation généreuse. Leurs articles et leurs discours suintent les rancunes privées, les appétits mal assouvis, et il faut avouer que ces ratés du pafisme, nouveaux venus pour la plupart, n'auront même pas le mérite de soutenir la comparaison avec leurs aînés.

Aussi les anarchistes comprennent-ils que la plus grande naïveté qu'ils pourraient commettre serait de soutenir en quoi que ce soit les gens qui rêvent

morales individuelles sont en conflit permanent entre elles. Mais c'est de ce conflit et de la critique que doit se dégager cette morale supérieure qui doit nous conduire à l'état harmonique que nous voulons réaliser et où les morales, tout en restant individuelles, sauront se faire place les unes aux autres.

⁂

Pour le vol, le compagnon Chapelier nous pose cette question qu'il croit être un dilemme : « Que doit faire l'individu sans ressource : voler ou mendier? » Il y a autant de solutions que de morales individuelles.

Si celui qui se trouve en cette situation a le cerveau quelque peu farci des fariboles de morale bourgeoise sur le respect de la propriété, la légitimité des institutions existantes, la division naturelle en riches et en pauvres et que, par-dessus le marché, il ait du cœur au ventre et soit soucieux de la dignité de son être, celui-là va jusqu'à ce qu'il tombe d'épuisement au coin d'une borne, à moins qu'il n'en finisse par le suicide.

Moins fier et plus souple, il mendiera.

S'il est quelque peu débarrassé des préjugés bourgeois sur la propriété et le respect de la légalité, il volera. Je passe les nuances.

Mais, voler ou mendier, ce sont des adaptations à la société bourgeoise, c'est le fait de celui qui veut vivre quand même et qui, pour réussir, choisit la voie qui lui paraît la plus propice, et semble lui être la plus profitable ou lui faire courir le moins de risques.

En ce cas, chacun agit selon son tempérament, fait ce qu'il veut ou ce qu'il peut, d'accord; mais qu'est-ce que cela peut avoir de commun avec des idées de revendication sociale?

Et puisque Chapelier nous fait des comparaisons, à mon tour je vais lui en faire une.

Nos camarades ont lu, dans l'article de Tolstoï : *Les Temps sont proches*, l'admirable lettre de van Bever refusant de se laisser enrôler comme soldat.

Cette lettre est un véritable acte révolutionnaire, tout en ne comportant aucune violence; c'est une protestation catégorique contre la guerre et le militarisme.

A côté de van Bever, il y en a d'autres qui, pour ne pas être soldats, s'expatrient, refusant, eux aussi, de se laisser enrôler. C'est encore une protestation contre le militarisme, tout en ayant, cependant, moins de caractère que la précédente.

En dernier lieu, il y en a auxquels, pour une raison ou pour une autre, il déplaît souverainement d'aller passer quelque temps que ce soit au régiment, et qui, s'employant des pieds et des mains, soit en usant de protections et de patronage, soit en arrivant à simuler une infirmité quelconque, arrivent tout de même à se faire exonérer de tout service militaire. Le compagnon Chapelier voudrait-il nous dire quel degré de révolutionnarisme cela comporte?

Qu'ils se fassent exonérer du service militaire, ils ont raison, à leur point de vue, je n'en disconviens pas; mais, s'ils venaient me dire qu'ils ont fait acte de révolutionnaires, je leur répondrais que non, qu'ils se sont seulement adaptés au système bourgeois en en évitant les désagréments.

Eh bien! c'est ce que fait le cambrioleur. Il cherche à vivre dans la société bourgeoise, comme il peut, en cherchant à en éviter les désagréments, en usant de ruse et de mensonge. Je n'y vois pas de révolutionnarisme.

Quand, à l'égal de van Bever, l'individu acculé à la misère se dressera devant l'état social tout entier et lui dira : « Tu me refuses les moyens d'exister, mais j'ai le droit de vivre et je le revendique. » Quand, en plein jour, ouvertement, celui qui crève de faim se lèvera et ira s'asseoir à la table d'un riche bourgeois, en lui disant : « J'ai faim, tu as de reste, je me sers », celui-là aura fait acte de revendication et de révolutionnarisme.

⁂

« L'histoire de la propagande révolutionnaire, nous dit Chapelier, sans compter ceux que l'on ne sait pas, nous fournit la preuve que le vol peut lui être utile. »

Il serait temps d'en finir avec cette légende du « bon voleur » se dépouillant pour l'idée. En fait de « vol » ayant servi à la propagande, je ne connais que cet enlèvement d'une caisse de l'Etat par les révolutionnaires russes, mais cet acte, il n'y eut que les défenseurs de l'Etat pour le qualifier de « vol » et personne ne se trompa sur sa destination. En dehors de cet acte, je n'en connais pas un seul, — pas un seul — qui ait servi à la propagande. En revanche, j'en connais auxquels la propagande a servi de masque. Ce que j'ai vu aussi, c'est que la propagande, si elle s'est faite, ç'a été grâce aux sacrifices des plus misérables, le plus souvent. C'est l'argent ramassé sou à sou, prélevé sur des salaires mesquins, qui a été le plus sûr auxiliaire de la propagande.

Ce que j'ai vu encore, ce sont des camarades très sincères, très dévoués, devenir de sales bourgeois — quant aux instincts — une fois qu'ils étaient entamés par ces théories, ne pensant qu'à jouir lorsqu'ils avaient de l'argent, à estamper camarades et propagande lorsqu'ils étaient sans le sou.

C'est que, en employant la cautèle, la fraude et la duplicité, cela n'élève pas les caractères, et la Révolution ne se fera qu'en les élevant, qu'en les amenant à briser ouvertement avec le système social. Et ce n'est pas le briser que d'aller sournoisement fracturer une porte pour vider un local dont on suppose les habitants absents.

C'est avec ce système que, dans les groupes, il y a quelques années, on avait été amené à discuter, sans rire, « s'il était anarchiste d'estamper un camarade »? Quand un moyen amène de pareils résultats, il est jugé.

Nous voulons sortir de la société d'ignominie qui nous déprime. Ce n'est qu'en haussant nos pensées, notre volonté au-dessus d'elle que nous y réussirons. Laissons-lui ses moyens.

J. Grave.

MORSURES ET GRIFFADES

Un Diafoirus du *Figaro* vient de découvrir que les fous ont une opinion politique! C'est pourquoi la feuille des *sincères* publie cette perfidie : « Ainsi que nous le disions hier, le gardien de la paix Mirieux, blessé par le *fou-anarchiste* Leymarie, va de mieux en mieux. » Une balle hygiénique, alors? Eh bien! non, il n'y a même pas eu de balle, car : « On ne sait pas au juste et on n'a pas cherché à savoir où se trouve la balle. » Décidément la succession du calicot Villemessant est entre les mains de Basile, le barbier a rendu l'esprit.

⁂

Au conseil de guerre de Constantine, 3 novembre, le capitaine Martin, commissaire du gouvernement, au voleur Blois : « Souvenez-vous que le sang versé pour la patrie purifie toutes les souillures. »

Vous voliez? j'en suis fort aise... Eh bien! tuez maintenant.

⁂

Le 4 novembre, à l'inauguration des nouveaux locaux de l'Ecole coloniale, M. le ministre André Lebon : « Je définis le caractère : la possession d'une volonté tenace ayant confiance en elle-même, pour poursuivre toujours un but unique qui sera pour vous la *domination française dans les pays lointains*. » Que diriez-vous, Monsieur le Ministre, si les pays lointains réciproquaient?... Pauvres bougres de Madécasses!

⁂

A la suite d'une joyeuse collation ouvrière, Angelo Contario cause avec deux amis. Un policier rôdait autour des copains qui lui « paraissent » trop bruyants, et, l'occasion d'obtenir de l'avancement lui paraissant bonne, il leur intime l'ordre de le suivre au poste. Depuis l'affaire de Zurich, Contario se méfie et, comme il n'a commis aucun délit, il se défile pour esquiver le passage à tabac. Ça ne fait pas le compte de l'agent Dufaux qui, « pour effrayer le coupable (coupable de quoi?) », sortit son revolver. Singulier moyen pour se faire suivre! Depuis qu'on les assassine impunément, les Italiens prennent leurs précautions; Contario courut plus fort, ce qui lui valut une première balle. Dépité de sa maladresse, Dufaux lui envoya une seconde balle « qui traversa le corps depuis le dos jusqu'au cœur » et tua raide le trop bruyant convive. Le meurtre étant public, il fallut bien arrêter et révoquer l'agent Dufaux. Mais un ouvrier, un Italien, ça ne compte pas en Suisse, et surtout à Montreux. Ah! si Dufaux avait tiré sur Rochat, l'évangélique responsable de la catastrophe du vapeur le *Mont-Blanc*, ce serait différent. Mais un Contario qui se permettait de paraître bruyant causeur!... Bref, la presse helvétique a eu l'avantage d'informer ses lecteurs ravis de la solution de cette « fâcheuse affaire » que, le 9 novembre, le gendarme Dufaux (l'agent a passé gendarme), qui avait tué d'un coup de revolver un ouvrier italien dans une rixe, a été acquitté par le tribunal.

Dans « une rixe » est mis là pour faire accroire que Contario frappait le meurtrier. Lâcheté et mensonge.

⁂

Qu'un anarchiste s'associe discrètement avec une camarade, les gâteux de la bourgeoisie placardent de leur mépris le couple qui a le courage de refuser aux maires, pasteurs et ratichons ses pauvres sous. Mais qu'un des leurs étale publiquement sa masculinité, ces porcs exultent obscènement dans leurs feuilles subventionnées. Cette hypocrisie systématique est la seule chose qui nous révolte dans le cas de M. Béjambes. Qu'un maître répétiteur exige publiquement le droit de passer vingt-quatre heures par semaine dans les bordels voisins du lycée, rien de plus naturel. Nous souhaitons même cette franchise salace à ses collègues de province, d'Allemagne et de Suisse qui enjambent sournoisement la... frontière. Mais que signifie en cette affaire l'intervention de M. Gaston Deschamps qui prétend que les marins, les soldats, les gardiens de phare s'astreignent à des internats autrement rigoureux que ceux des répétiteurs? Faut-il en conclure que l'éminent critique du *Temps* n'a pas lu *Frère Yves*, l'*Amour à trois* de Ginisty-Bellamy, *Tous quatre* de Margueritte, *Sous-Off* ou les *Fellatores*? Et c'est dans le *Figaro* que M. Deschamps prétend jouer les Bérenger? Ah! mais non!

Un Fauve.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Pour un sou. — Mantes-la-Jolie est dotée d'un tribunal correctionnel qui se distingue entre tous par la largeur de son envergure intellectuelle, sa profonde compréhension de la responsabilité qui entre dans les actes humains et un sentiment sagace de la proportion à établir entre la faute et le châtiment, puisque « faute » et « châtiment » sont encore termes ayant cours.

Le jeune Terrier Octave, âgé de neuf ans, est accusé d'avoir tout fouillé et bouleversé chez la dame Charrier, âgée de soixante-douze ans. Il reconnaît le fait et avoue qu'il cherchait de l'argent.

— Pourquoi faire? lui demande le président.

— Pour acheter du chocolat et des bonbons.

Il n'a pu satisfaire qu'à moitié son désir, car il n'a trouvé qu'un sou.

Le tribunal, faisant une « large part » à l'irresponsabilité du gamin, déclare qu'il a agi sans discernement et l'envoie dans une maison de correction jusqu'à sa vingtième année.

Onze ans de prison effective pour avoir volé *un sou!* A combien donc ce tribunal puritain eût-il condamné alors les brigands du Panama qui volèrent un milliard et demi?

⁂

L'Armée. — Le 12 octobre, le soldat Josserand, du 2e régiment d'infanterie de marine, se sentait très-

souffrant; le sergent Senez refusa brutalement de le porter malade. Irrité, Josserand menaça Senez de sa baïonnette et lui sauta à la gorge. Les Ramollots du conseil de guerre maritime de Brest l'ont condamné à mort.

Puis, pour prouver leur intelligence et leur logique, ils ont signé à l'unanimité un recours en grâce. N'était-il pas plus simple de ne pas le condamner ? Ah! oui, mais la forme!...

*
* *

Encore l'Armée. — En ce moment, au Havre, les jeunes soldats appartenant à la catégorie de ceux qui, en raison d'une condamnation antérieure, sont destinés aux bataillons d'Afrique, sont victimes des brutalités de toutes sortes que leur fait endurer le galonnard chargé de les faire manœuvrer. Dernièrement, à la suite d'un « pas gymnastique » prolongé — comme savent les prolonger les alcooliques furieux qui font pivoter les soldats — quelques-uns tombèrent exténués. La brute les forçait à se relever à coups de pied dans les flancs. L'un d'eux qui osa protester — oh! crime de lèse-discipline! — fut mis immédiatement en cellule malgré son état de faiblesse.

Pour une famille, l'armée est bien une vraie famille; oui, certes!

*
* *

La Marine. — La marine aussi est une famille. A Bordeaux, ces jours-ci, un matelot anglais se trouvant ivre refusa d'obéir à son capitaine. Celui-ci, au lieu de le laisser tranquillement cuver son alcool ou de l'envoyer coucher, crut lui inculquer plus sûrement le respect de la discipline en le saisissant et, aidé de son second, en le martyrisant de telle sorte que le malheureux eut un bras déboîté et qu'il se trouve aujourd'hui en danger de mort.

Certainement, le capitaine ne sera pas, comme le soldat Josserand plus haut cité, condamné à la peine capitale.

*
* *

Echos des fêtes russes. — La police s'en est donné à cœur joie, durant la récente russification de la France. On fait ce qu'on peut, n'est-ce pas, pour honorer son hôte et chacun montre ses petits talents.

Mme Barsesca, tragédienne roumaine, se trouvait à Paris pendant le voyage de Leurs Augustissimes Majestés Impériales de Russie. Il paraît qu'elle offre quelque ressemblance avec une personne se trouvant en relation avec des nihilistes. Un soir, elle reçut la visite d'un policier russe, car depuis l'alliance (la Sainte Alliance), les policiers russes opèrent indistinctement en France comme en Russie. Ce policier, malgré ses protestations, la conduisit à la préfecture de police. Là, elle eut grand'peine à obtenir qu'on la conduisît au consulat roumain où, enfin, on la reconnut.

L'aplatissement de Paris aux pieds du massacreur des Russies a coûté à la ville 1.504 000 francs. Le Conseil municipal socialiste de la capitale a approuvé la dépense. Aussitôt après, le conseiller Chausse, voyant le Conseil en veine de générosité, a proposé de voter une somme de 500.000 francs pour être distribuée aux victimes du chômage. Mais ce fut une autre paire de manches; un million et demi pour le czar, soit! mais un demi-million pour des ouvriers dans la misère, bernique! La proposition a été renvoyée au comité du budget; c'est un enterrement de première classe.

André Girard.

*
* *

Jallieu. — Le camarade Broussouloux vient de faire une conférence ici; malgré les obstacles opposés par la police, l'autorité locale et la presse, elle a réussi. Les applaudissements ont été fréquents, et ont surtout porté sur la grève générale qu'on comprenait tout autrement.

*
* *

Vienne (Isère). — Le camarade Broussouloux a fait, samedi passé, dans la salle du Théâtre, une conférence devant plus de cinq cents personnes.

Les applaudissements ne lui ont pas été ménagés et les résultats en sont bons.

Cette réunion avait été organisée par la Fédération des groupes corporatifs de la ville et c'est la première fois depuis six ans que nous avons pu faire entendre nos idées par la parole.

Une collecte a été faite à l'issue de la réunion pour les grévistes de Pouilly-sur-Saône.

Le lendemain, un concert-causerie a eu lieu dans un établissement et la plus entière cordialité y a régné.

Bonnes journées de propagande.

*
* *

Alais. — La grève de la Jasse, que je vous avais annoncée terminée, a repris de plus belle. Les grévistes sont exaspérés contre leur directeur Bessard, qui ne veut rien entendre, bien qu'ils aient modéré leurs prétentions qui étaient pourtant bien anodines. Les gendarmes pullulent dans le pays, qui est désormais en état de siège; ils arrêtent les grévistes pour la moindre peccadille, les enchaînent comme des criminels, les traînent à Alais où les juges les condamnent à des peines excessives, leur démontrant ainsi que les gouvernements et toutes les institutions qui en découlent n'ont été créés et mis au monde que pour défendre les riches contre les réclamations des pauvres.

Les mineurs de Rochebelle sont en grève également depuis trois ou quatre jours. Leur Bésseguier, de Place, digne acolyte de son compère de la Jasse, est aussi intraitable que lui. Les grévistes avaient bien débuté; mais eux aussi ont dû rengainer de leurs prétentions, ce qui n'empêche pas que de Place n'exécute que sa propre volonté.

A l'occasion de cette grève, une foule de mineurs se sont fait inscrire au syndicat et je crois qu'ils ne tarderont pas à y être tous.

A la Grand'Combe, la Compagnie pousse ses ouvriers à travailler ferme pour entasser; mais ceux-ci refusent de charger plus que de mesure; et je crois que, là aussi, la grève ne tardera pas à éclater de nouveau; mais j'ai lieu de supposer même que les ouvriers finiront par s'entendre pour faire la grève générale dans le bassin du Gard.

(*Correspondance locale.*)

*
* *

Marseille. — La grève des mouleurs et noyauteurs qui sévit en ce moment parmi les ouvriers de cette même corporation aura eu l'heureux résultat de produire un mouvement très sérieux ici même, parmi la classe ouvrière.

En effet, dans les nombreuses réunions qui ont été organisées, quelques-uns de nos camarades ont pu prendre la parole, développer nos idées qui ont été très bien accueillies, en raison des sympathies et des tendances que ces grévistes ont vers nos idées.

Le dernier meeting qui s'est tenu à la Bourse du Travail a marqué pour nos idées un progrès très sensible; de 2 000 à 2.500 environ avaient répondu à l'appel des organisateurs de cette belle réunion, où un grand nombre d'orateurs ont pu développer leurs théories sur les grèves en général et tout particulièrement sur la grève générale.

Mais, de tous les orateurs, les plus applaudis ont été sans contredit les anarchistes; leurs déclarations nettes, précises et énergiques ont eu le bon effet de provoquer un mouvement très sensible en faveur de notre conception libertaire, si bien que le dernier orateur anarchiste s'est vu pour ainsi dire obligé de remonter à la tribune devant les applaudissements unanimes et prolongés des assistants.

Le meeting s'est terminé par des acclamations en faveur de la grève générale de tous les syndicats et corporations de Marseille pour soutenir les grévistes.

Les conclusions que nous devons tirer de ce mouvement ouvrier sont : 1° la constatation de la solidarité qui existe parmi les travailleurs; 2° la nécessité pour les camarades capables de prononcer quelques mots de se dévouer pour le faire; car la masse ouvrière, écœurée de tout ce qu'elle a vu faire par ses représentants dans ces dernières années, ne demande qu'à venir vers un idéal plus conforme à ses aspirations, serait-ce même l'anarchie. A nous de tirer parti de cet état d'esprit.

S. A.

Espagne.

Le procès contre les anarchistes. — Nous avons reçu des confidences très intéressantes sur l'odieux procès que les tribunaux militaires ont élaboré pour écraser la propagande anarchiste en Espagne et notamment dans la Catalogne. Nous avons lu des lettres effrayantes contenant des données sur les tortures infligées aux prisonniers *considérés* (?) comme les auteurs et complices du fameux attentat de la rue de Cambios Nuevos. On a pratiqué la torture comme au moyen âge. Avec un appareil de fer, on a opéré la compression des testicules. On leur a arraché les ongles et fendu les lèvres; on les a suspendus au toit du cachot, la tête en bas; on leur a brisé les poignets. Et tout ça pourquoi? Parce qu'il convenait au gouvernement avoir une douzaine de pauvres ouvriers avouant connaître les préparatifs de l'attentat. Qui n'avouerait pas, après avoir subi ces tourments criminels? Alors les juges se sont servis de ces malheureux pour faire le tableau imaginaire des auteurs et complices. Il y en a quatre-vingt-sept. Les journaux de Barcelone ont annoncé que peut-être on en fusillerait vingt-huit. Pour démontrer la culpabilité des complices, on a fait présenter devant eux les victimes des tortures. Quelle valeur peuvent avoir les déclarations de ces malheureux qui, au moment de les donner, étaient en proie aux plus cruelles souffrances?

On a fait enregistrer comme des complices tous ceux qui avaient assisté aux réunions secrètes célébrées dans le cercle des charretiers de la rue de Jupi où se donnaient des conférences publiques annoncées dans les journaux.

Est-il possible qu'il y ait quelqu'un qui croie qu'un complot s'organise dans un centre d'ouvriers en faisant cotiser beaucoup de monde pour acquérir de l'argent pour les explosifs et tout cela sans que la police ait aucun renseignement?

Alors, en suivant la logique de leurs intentions criminelles, les juges militaires ont compris qu'il convenait de catégoriser comme complices tous ceux qui avaient assisté aux conférences données dans le susdit cercle.

On attend avec impatience le résultat du procès, quoiqu'il soit prévu pour la majorité du peuple.

Belgique.

La cinquième roue. — Il y a deux ans à peine que le suffrage universel fonctionne, et les hommes « sages et prévoyants » du Grrrand Parti Quart-Etatiste sont bien forcés de reconnaître que la tactique parlementaire qu'ils reprochaient aux anarchistes de combattre à outrance, produit, plus rapidement encore qu'en France, le résultat que nous avions tous prédit : Morcellement du parti socialiste, désagrégation des groupes, désorientation des forces ouvrières.

De même qu'en France c'est le système de conquête des pouvoirs publics qui a divisé les socialistes en tronçons multiples et dégoûté la masse à laquelle répugnent des tiraillements véreux entre politiciens, de même, en Belgique, l'émiettement auquel nous assistons, les blâmes entre-croisés, les « dégommations » à jet continu, les expulsions, bref! tout le potin quart-étatiste, découlent de la même source : fausse tactique suivie. Naturellement, plus d'un politicard se trouvera là pour rejeter pareil désarroi sur la lutte syndicale, sur la mauvaise foi cléricale, et patati et patata; les malins, dans les circonstances actuelles, sont encore ceux qui gardent les choses sous le boisseau, mais les ouvriers ne péchant pas par discrétion, tout s'ébruite, tout se manifeste, et les responsabilités les plus lourdes commencent à peser sur ceux qui, dédaignant la lutte économique et syndicale, ont poussé les masses dans l'engrenage de la politicaillerie.

Nous ne leur faisons personnellement aucun reproche, mais après avoir « fait leur chemin » dans la démocratie, les socialistes-députés du « premier bateau » ne doivent nullement s'étonner de voir surgir les gueulards du « second bateau », désireux, à leur tour, de « mordre au fromage ».

Car il est malheureux de constater que c'est en cela que gît, au fond, le différend : les citoyens qui mènent la campagne contre les « vieux » du P. O. n'obéissent qu'à des appétits de domination qui se manifesteront un jour avec d'autant plus de férocité que ces Messieurs sortent de couches sociales plus profondes : véritable ramassis de perroquets de tribune, de bookmakers *alcoolisés*, d'étudiants guibollards, les gens qui mènent la lutte contre l'élément « premier bateau » n'apportent dans leurs polémiques ni conceptions nouvelles, ni visées larges, ni orientation généreuse. Leurs articles et leurs discours suintent les rancunes privées, les appétits mal assouvis, et il faut avouer que ces ratés du puffisme, nouveaux venus pour la plupart, n'auront même pas le mérite de soutenir la comparaison avec leurs aînés.

Aussi les anarchistes comprennent-ils que la plus grande naïveté qu'ils pourraient commettre serait de soutenir en quoi que ce soit les gens qui rêvent

un « cinquième parti »; ils n'aideront pas des politiciens nouveaux à frapper sur les politiciens vieux système; créer une cinquième roue au char politique serait de notre part bien piètre et bien détourné de nos idées.

Plus que jamais nos critiques porteront sur les bases mêmes du régime parlementaire, sur la fausseté de la tactique politique et les luttes qui vont continuer à surgir entre « individus » du P. O. ne nous serviront que d'occasion propice à inciter les masses à discuter une bonne fois les véritables sources du mal. — Une série de brochures antiparlementaires paraîtra sous peu.

Flaustier.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le camarade A. Hamon prévient les camarades qui lui adressent journaux, placards, brochures, etc., qu'il a changé de domicile. Il demeure maintenant 3, boulevard Berthier, Paris. Il prie de bien vouloir tout lui adresser là maintenant.

Le camarade Roberto d'Angiò a achevé la traduction italienne de la très intéressante brochure *Entre ouvriers*, par Adrien (Marseille, 1896).

Les camarades qui voudraient en faire la publication peuvent s'adresser au traducteur, 22, via Civitella, Foggia (Italie).

Paris. — La Chambre syndicale des machines élévatoires de la Ville de Paris vient d'ouvrir un cours de chauffeurs-conducteurs de machines à vapeur. Il est ouvert à tous ceux qui voudront le suivre, et a pour but de préparer à l'examen les chauffeurs-conducteurs-mécaniciens qui désirent se faire commissionner. Il est gratuit et a lieu tous les dimanches, à 2 heures de l'après-midi, à l'usine municipale, 4, quai de Billy, à Chaillot. Une machine locomobile servira à faire les démonstrations.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XII[e] et Jeunesse libertaire du XII[e]. — Dimanche 29 novembre 1896, de 2 à 6 heures, salle Mazin, 166, rue de Charenton (place Rambouillet), matinée familiale, littéraire et artistique avec le concours des camarades Tortelier, Buteaud, Père la Purge, Roger, etc.

Programme : Causerie, chants et poésies révolutionnaires; *Le Tréteau électoral*, comédie en un acte et en vers de Léonard, jouée par la jeunesse libertaire. Magnifique tombola.

Entrée : 25 centimes, donnant droit à un billet de la tombola.

— Samedi 28 novembre, à 8 h. 1/2 précises, au nouveau local. Classement des lots pour la tombola. — Extrême urgence.

—Réunion publique, le samedi 28 novembre, à salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : « La propriété individuelle et le communisme libertaire », par les camarades Elie Murmain, Tortelier, Buteaud.

Entrée : 25 centimes.

Amiens. — Les membres du groupe *Les Libertaires d'Amiens* sont invités à se réunir le dimanche 29 courant, à 5 heures du soir, salle Butiaux, 74, rue Saint-Leu. La présence de tous les camarades est indispensable, vu l'urgence de la question portée à l'ordre du jour : Location d'un local.

Reims. — Les compagnons partisans de la bonne besogne sont invités à venir se réunir le 5 décembre 1896, salle du Cruchon d'or, rue de Cernay.

Ordre du jour : Organisation d'une soirée familiale pour le réveillon.

Les camarades qui ont à cœur la vulgarisation de nos idées sont priés de venir prêter leur concours. — Urgence.

Lyon. — Tous les camarades de Lyon et de la banlieue et leurs familles sont invités à la soirée familiale privée qui aura lieu dimanche 29 novembre, à 8 heures du soir. Rendez-vous de 6 heures à 7 h. 1/2, rue Mazenod, 106, à l'effet de se rendre au local convenu. Présence certaine de Broussouloux pour la causerie.

La Plaine Saint-Denis. — Salle Egloff, 173, avenue de Paris, samedi 28 novembre 1896, à 8 h. 1/2 du soir, grande conférence publique et contradictoire.

Sujet : *L'Eglise et l'Anarchie*, par Tortelier, Prost, Péron.

Entrée : 30 centimes.

La *Lutte sociale* organise pour le samedi 28 novembre 1896, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Globe, 101, rue Cardinet, une grande conférence publique et contradictoire.

Sujet : *L'Eglise et l'Anarchie*, par Murmain, Janvion, Saquet.

Entrée : 30 centimes.

L'*Almanach du Père Peinard pour 1897* est en vente chez tous les libraires et dans les bibliothèques des gares. Prix : 0 fr. 25; par poste, 0 fr. 35.

Ecrire aux bureaux du *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville.

Mouscron (Belgique). — *Ligue socialiste révolutionnaire* : lieu de réunion chez Vanoverskelde-Tuquet, à 3 heures précises de l'après-midi.

Ordre du jour : 1° Propagande des journaux libertaires; 2° Questions diverses.

Les camarades de Roubaix et Tourcoing sont invités à la réunion.

Le groupe socialiste démocratique hollando-belge fondé à Londres, *Nederduitsche sociaale democratische Vereenigung*,

Considérant :

Que depuis quelques années la social-démocratie dégénère de plus en plus en des querelles de partis entre les influences parlementaires et coopératives d'une part et le mouvement anarchiste de l'autre part, querelles dans lesquelles l'idée est subordonnée à des questions plutôt individuelles;

Considérant que semblable tactique est nuisible à la propagation des idées nouvelles au sein de la classe ouvrière,

S'abstient strictement de toute rivalité et se place sur le terrain purement principal du socialisme : l'émancipation morale et économique du prolétariat par l'expropriation radicale des moyens de production et de consommation et leur utilisation sur les bases du communisme.

Pour atteindre ce but, le groupe s'efforce, par tous les moyens dont il dispose, d'accélérer le mouvement des idées rénovatrices, en évitant, autant que possible, de s'engager sur le terrain des questions de personnes, sources de discorde et de division, sans toutefois entraver le libre examen des principes des diverses écoles socialistes;

Et engage tous les compagnons sérieux à s'unir dans un esprit de fraternité et à concentrer tous leurs efforts vers l'idéal commun.

Le groupe invite les journaux de toutes les langues et de toutes les écoles à publier le présent manifeste et à envoyer un exemplaire à l'adresse du compagnon

Alp. Engels,
Secrétaire du N.S.D.V.
57, Charlotte street, Fitzroy square,
London, W.

A LIRE

La Perception de l'impôt, H. Maret, *Radical*, 23 novembre.

Chez M. Bergeret, A. France, *Echo de Paris*, 24 novembre.

Pour des Gueux, G. Clémenceau, *Journal*, 20 novembre.

AVIS

En vente à nos bureaux : *Les Temps sont proches*, par L. Tolstoï, 0 fr. 50 franco.

***

Nous avons également en vente :

La nouvelle brochure de Tcherkesoff, *Pages d'histoire socialiste*, 0 fr. 25, franco 0 fr. 30, ou 15 fr. le cent.

***

Notre cinquième dessin nous a été livré cette semaine. Il a pour titre : *L'Aube* et est signé Jehannet ; il mérite de prendre place à côté de ceux qui l'ont précédé. Nous le tenons à la disposition des camarades au prix de 1 fr. 25, ou 1 fr. 40 franco.

Le sixième est à l'impression, et sera prêt d'ici peu ; il aura pour titre : *L'Aurore*.

Le premier, *L'Incendiaire*, de Luce, tirant à sa fin, n'est plus délivré qu'à ceux qui achètent la collection des dessins parus.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Au Congrès socialiste international de Londres, par J. Bailhache, dans la *Science sociale* de septembre.

Le Nouvel Evangile ou Solution de la question sociale, par Dacopoulo, brochure, 0 fr. 50, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Anarchism and violence, par L. S. Bevington; *Let us be just*, par W. Tcherkesoff; *Agriculture*, par P. Kropotkine, trois brochures éditées par Liberty, Chiswick, London, W.

Les sept premiers fascicules de la traduction hollandaise de *Paroles d'un Révolté*, et les trois premiers de la *Société future*, également traduite en anglais par V. der Voo, à *An-archie*, Spaarndammerplein, 9, Amsterdam.

De chez Stock :

La Vérité sur les massacres d'Arménie, par un philarmène, brochure à 2 fr. — *Le Tapis vert*, roman par H. Beauclerc. — *L'Humanisme intégral*, par Léopold Lacour.

Jules César, par A. Lefèvre, extrait de la *Revue de l'Ecole d'anthropologie*.

***

Le camarade Hamon vient de faire paraître chez Stock, dans la Bibliothèque sociologique, *Le Socialisme et le Congrès de Londres*. C'est le recueil le plus complet qui soit paru sur le sujet. Les camarades y trouveront l'historique de la scission, et des notes sur tout ce qui s'y rattache.

PETITE CORRESPONDANCE

C. F., à Milan. — Vous ai envoyé trois des brochures. Le reste épuisé.

Achille, Turin. — Reçu carte postale. Merci.

Séverin. — Expédié les dessins, 2 fr. 15. *Beautés du propriétarisme* pas mal, mais vous avez oublié le point le plus important, c'est qu'au lieu de se cantonner chacun chez soi, les efforts se solidarisant, les catastrophes dont vous parlez pourraient s'éviter.

Leo Kady. — Lu *Au prêtre*. Bien comme facture, mais cela pourrait aller dans n'importe quel journal libre penseur. La question devrait être prise de plus haut que cela.

F. M. S. — Louise Michel est à Londres, mais je n'ai pas son adresse exacte. Ecrivez chez Richard, 67, Charlotte street, il lui remettra. — Je ne connais pas d'éditeur qui puisse se charger de cela. — Je ne connais pas la publication dont vous parlez. — Les vers que vous nous envoyez ne sont vraiment pas assez bons pour nous engager à vous demander les autres. Je regrette d'avoir à vous faire cette réponse, mais je ne puis vous tromper.

Reçu pour les enfants de Mignot : C., à Pleynefaye, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : Marseille, quelques compagnons anémiques, 3 fr. 90. — R., à Nimes, 3 fr. — D., à San-Francisco, 10 fr. — Un anonyme, 300 fr. — Collecte faite à la suite du chant du *Rêve d'un niveleur*, par le compagnon Médard Desmet, 4 fr. — Un camarade de Barcelone, 1 fr. — Chantiers et élévatoire, 1 fr. — Deux peintres en décor, 2 fr. — Un camarade, 5 fr. — Excédent d'achat de livres par deux camarades, 2 fr. — Jean Misère, 10 fr. — Un irréductible qui serait heureux de voir tous les camarades pouvant disposer d'un ou deux francs chaque mois pour assurer par leur concours régulier la vie du journal, 2 fr. — N. V. B., 1 fr. — Une anarchiste de Saint-Mandé désireuse d'aider à la propagation des *Temps Nouveaux*, 2 fr. — A., à Marseille, 1 fr. 05. — G. F., à Reims, 1 fr. 50. — C., à Pleinefaye, 0 fr. 50. — F., au Mans, 10 fr. — Les *Libertaires* d'Amiens, 10 fr. — B., à Argenteuil, 1 fr. — Jeanquimarche, 25 fr. — Chalon-sur-Saône, collecte versée par H. D., 14 fr. 60. — F. A., à Caudebec, 5 fr. — Merci à tous.

L., à Brest. — F., à Toulon. — M., à Faënza. — B., à Victor-la-Coste. — R., à Roanne. M., à Lyon. — S., à Roubaix. — P., à Londres. — B., à Macdouald; C., à Reignac; P., à Brieulles; P. au Mans; D., à Lille; D., à Béziers (par la *Sociale*). — D., à La Haye. — G., à Mitre. — P., au Grand Coin. — C., à Nice. — G., à Tourcoing. — N., à Alger. — V., à Nimes. — P., à Trélazé. — B., à Nantes. — V., à Reims. — B., à Angers. — P. R., à Londres. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 32 — DIX CENTIMES — DU 5 AU 11 DÉCEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA GUERRE OUVRIÈRE

On la croyait assoupie, enterrée pour le moment. Et la voilà qui se rallume à nouveau, s'étend, devient plus menaçante que jamais.

Après tant de grèves, on a voulu entrer à Carmaux dans la voie pacifique de la coopération. Mais...

— « A quoi bon vos tentatives pacifiques? — répond le bourgeois. — A quoi bon vos mois de privations, pour nous indiquer des solutions pacifiques de la question sociale? Nous n'en voulons pas. Nous voulons la guerre et vous l'aurez : *nous* vous y forcerons! »

Ah çà! Croit-on vraiment les bourgeois si bêtes que ça? On voulait leur prouver que les travailleurs peuvent gérer leurs affaires, — qu'ils peuvent produire du verre ou n'importe quoi, sans ces souteneurs de gros bénéfices, prélevés sur la chair humaine! Mais ils le savent à merveille, et c'est précisément pour cela qu'ils n'en veulent pas!

En Angleterre, plus roublards qu'en France, chaque fois qu'ils ont vu une coopérative marcher et réussir, — ils l'ont étouffée. Vendre à perte, en concurrence de la coopérative; faire travailler les chèques parmi les gérants; y engouffrer un million, s'il le faut; mais tuer la vermine! « Tue-la », c'était leur moyen. Ils l'ont pratiqué depuis cinquante ans, et aujourd'hui seulement, affolés par « l'hydre socialiste », ils laissent faire çà et là! Et encore!

En France, on n'a même pas besoin de millions. N'a-t-on pas, en effet, la cavalerie et l'infanterie, les préfets et la police aux ordres des grosses bourses et des gros chéquards? Et en avant l'écharpe rouge, la fanfare, la prêtraille, la franc-maçonnerie, — union touchante de tout ce qui aspire à « toucher », soutenue par les tambours et les fifres, les sabres et les baïonnettes!

Même chose à Hambourg. Là, c'est l'émeute ouvrière que l'on cherchera à noyer dans le sang, si l'on ne parvient pas à briser l'union internationale des chargeurs de navires, par la déroute des grèves partielles.

Des congrès internationaux, où tout ce qui rêve révolte et attaque sera conspué, excommunié, — de ces congrès, tant que vous voulez! Mais des unions internationales directes entre exploités; mais les chargeurs de navires de l'Angleterre, de l'Amérique, de la Belgique et de l'Allemagne, se donnant la main pour s'unir en une seule Fédération internationale; mais des centaines de mille travailleurs, décidés à s'opposer comme un seul homme aux réductions de salaire, voulant s'emparer des docks pour eux-mêmes, — prêchant le « Go-Canny » (l'allez-y doucement) écossais, et disant aux travailleurs : — « Mauvaise paye, mauvais travail; faites-leur vingt-cinq pour cent de pertes en travaillant mal, jetez leur marchandise à l'eau, abîmez-la, abîmez leurs machines, chaque fois que vous pourrez » — cela, jamais!

Jamais ils n'admettront que les travailleurs français et allemands, belges et italiens, anglais et américains se sentent le coude dans le monde entier. Car le jour où ils délaisseront les navires à Liverpool et à Hambourg, à Londres et à New-York — et ce jour viendra — ce sera la grève générale, et qui sait si ce ne sera pas la Révolution sociale!

— « Provoquez donc les grèves partielles, avant que l'entente fût devenue générale. Poussez-les, forcez-les à la grève! »

Tel fut le mot d'ordre.

Chaque militaire ne connaît que trop bien cette tactique.

Et voilà Hambourg en grève. Voilà treize mille hommes déjà admirant deux cents navires sur lesquels la marchandise pourrit. Et la Fédération Internationale accepte cette grève comme sienne, et à Londres, à Liverpool, à New-York, on se demande s'il n'est pas déjà possible de déclarer la grève dans tous les ports du monde entier — de sonner le cri de la grande guerre,

Grande ou petite, générale ou partielle, la guerre est acceptée. Il faut bien des escarmouches pour préparer les grandes batailles. Il faut réveiller les sympathies des travailleurs du monde entier. Il faut réveiller des haines dans leurs cœurs, avant que le lion endormi secoue sa crinière.

Et ils s'en chargent, les bourgeois! L'Allemagne se divise déjà en deux camps. Ici, — les chargeurs, les travailleurs des greniers à blé à Brême et ailleurs, faisant acte de solidarité avec leurs frères du bagne. Les tisserands, les mineurs aussi se réveillent au sentiment de solidarité ouvrière. Et là, dans l'autre camp, — les grosses bourses internationales accourent aux conciliabules.

Les soldats sont appelés à faire la corvée pour les riches, les gymnastes bourgeois s'assemblent — pour faire, cette fois-ci, de la bonne gymnastique, le sac de blé au dos, — conspués et haïs par les travailleurs au ventre creux.

Les haines commençaient à s'émousser. Il fallait les aiguiser à nouveau et les grosses bourses de Carmaux et de Hambourg s'en sont chargées.

La solidarité ouvrière internationale, si hautement affirmée en 1868-69, s'endormait aussi. Ils se chargent de la réveiller!

Seront-ils seuls à le faire? Les lueurs d'un grand mouvement s'annoncent dans cette grève internationale. On sait où il a commencé, — qui sait où il finira? Est-ce une raison pour rester les bras croisés?

Nous n'avons pas — heureusement — de Conseil de l'Internationale pour prendre l'initiative d'un grand mouvement de solidarité ouvrière.

C'est à nous, à chacun de nous de prendre cette initiative, de réveiller dans l'univers entier cette idée que tous les travailleurs sont solidaires contre tous les exploiteurs. Et que si chaque révolte ouvrière mérite nos sympathies, celle-ci les mérite entre toutes. C'est de ces exploités parmi les exploités qu'une fois déjà, à Londres, la grève générale fut sur le point de venir.

VINDEX.

UN POINT DE VUE

Mon article *Education de la volonté* m'a valu la lettre ci-dessous que je suis heureux de publier; car, outre qu'elle me fournit l'occasion de développer mon idée, elle résume à peu près les objections de ceux qui, envisageant la révolution comme un fait indépendant de l'évolution, croient qu'il est plus utile de travailler à sa préparation qu'à la diffusion d'une idée. Je reproduis la lettre aujourd'hui : j'y répondrai la semaine prochaine.

J. G.

Si l'évolution des individus pouvait s'accomplir dans la période qui précède la révolution, cette révolution serait facile et l'organisation d'une meilleure société non moins facile. Malheureusement il n'en est pas ainsi; car la société stupide où nous vivons nous ayant donné tel produit, nous ne pouvons pas espérer que ces produits se transforment avant que cette organisation même qui les a faits soit transformée; ceci est on ne peut plus clair et nous sommes à même de le constater tous les jours.

Les quelques hommes qui, doués d'une grande volonté et grâce à des circonstances diverses, sortent des rangs, sont une exception de nombre infime à côté de celui de la masse dont l'état moral ne changera que quand ses conditions sociales seront changées.

Cependant ce n'est pas cela qui empêchera la révolution de s'accomplir, comme ce n'est pas non plus cette masse de travailleurs que les journalistes, les économistes, les politiciens ont dite incapable de se passer d'autorité et de comprendre l'application des principes libertaires qui empêchera l'application desdits principes. Car enfin il s'agirait de s'entendre et de savoir quels sont ceux qui sont inaptes à vivre dans une société libre. J'avoue que j'ai toujours vu non sans surprise écrire par les malins de la presse bourgeoise que nos idées sont irréalisables par la classe ouvrière non éduquée. Ces gens-là ont toutes les audaces! Ils vivent de vol, d'exploitation, de meurtres, et ils vous disent que ce sont les autres, qui, eux, travaillent sans cesse, qui ne sont pas prêts. A les entendre, ce sont ceux qui travaillent actuellement qui ne voudraient plus travailler. Qu'ils commencent donc, eux, les aptes à vivre dans une société libre, à travailler dans la société actuelle; qu'ils

commencent donc à produire, à se rendre utiles, à nous donner des preuves de leur supériorité.

Il passe en ce moment sous ma fenêtre deux vieux, l'homme et la femme; ils n'ont pas moins de soixante-dix ans chacun; ils traînent une charrette de légumes; ils sont las, ces pauvres vieux; cependant ils travaillent, ils se rendent utiles, ils rendent service à la société, ils participent à l'apport social; eh bien, je suis convaincu qu'il n'y en a pas un, dans tous ces bourgeois qui défendent le régime actuel et prétendent l'ouvrier non prêt à son émancipation, capable d'en apporter autant.

Mais voyons, raisonnons un peu : Que faut-il pour vivre dans une société libre? Produire au moins pour faire face à la consommation des siens et ne pas porter préjudice aux voisins; ce sont les conditions principales, le reste vient au second rang. Eh bien, quels sont ceux qui actuellement ne sont pas prêts à remplir ces conditions? Sont-ce les ouvriers ou les bourgeois? Quand nous voyons l'ouvrier travailler 10 et 12 heures par jour, être payé de tant d'injustice et travailler quand même, produire pour les autres et subir tant de privations, nous pouvons dire que ces gens-là tiendraient leur place demain dans une société transformée, surtout si l'on tient compte qu'en travaillant beaucoup moins ils pourraient vivre dans des conditions satisfaisantes.

Ceux qui ne sont pas prêts, ce sont tous ceux qui vivent sans travailler : les députés, les ministres, les sénateurs, les journalistes, les commerçants, les souteneurs, les policiers, les magistrats, les propriétaires, le clergé, etc., etc. Non! tous ceux-là, produits complets de la société, ne sont pas prêts, sont impropres au travail, notre stupide organisation a tué en eux les sentiments de courage et d'honnêteté nécessaires pour vivre dans une société libre, quand ces sentiments d'honnêteté et de courage sont restés intacts aussi bien chez le paysan que chez l'ouvrier des villes.

Ce qu'il importe de faire pour assurer le libre fonctionnement d'une meilleure société, c'est une révolution assez profonde qui empêche la reconstitution de la société sur les bases où elle repose aujourd'hui; alors nous verrons qui des gens cités plus haut ou des travailleurs sera utile et prêt à vivre dans une société où tout le monde devra produire, où il n'y aura plus de place pour ceux qui actuellement ne font rien; nous verrons si l'ouvrier des champs et de l'usine, avec les simples connaissances de son métier, ne sera pas plus utile que ces gens soi-disant supérieurs, mais ne faisant jamais rien, incapables de tenir un marteau ou un rabot. Non! les mauvais produits de la société qui seront une entrave au libre fonctionnement de la société future n'appartiennent pas à la classe ouvrière, mais à la classe bourgeoise.

La révolution est possible, elle est possible demain; il ne s'agit pas, bien entendu, de faire une révolution comme celles qui ont été faites jusqu'ici, où l'on change le nom du pouvoir, ou bien les hommes à la tête de ce pouvoir. Nous devons partir de ce principe : que la société dans son ensemble, dans tout ce que nous voyons, symbolise l'inégalité des situations, l'oppression des individus par d'autres individus, toutes les monstruosités des régimes passés et que tous les symboles, à force d'exister, finissent par devenir sacrés aux yeux des hommes, au point qu'ils les croient inhérents à leur existence, et que, par conséquent, la révolution doit avoir pour but de les détruire.

Si cette révolution ne peut pas tout détruire, ce qui serait beaucoup mieux, — je ne parle pas des individus, mais des choses — qu'elle s'acharne au moins à faire disparaître les principaux, et l'on peut être certain qu'au fur et à mesure que les monuments, les églises, les repaires de nos ennemis disparaîtront, ils entraîneront avec eux le voile que nous avons sur les yeux, la lumière se fera dans nos esprits, et cette évolution dont on parle s'accomplira dans les cerveaux des hommes.

Pour mon compte, je considère la révolution comme une longue période de destruction; je considère que, si les individus disparaissent et que les choses restent, il se trouvera d'autres individus pour remplacer, entraîner, pousser à remplir les mêmes fonctions que les individus disparus. Si, au contraire, les choses disparaissent, l'on peut être certain qu'on les remplacera par des conceptions nouvelles et qu'elles seront un progrès sur celles qui auront disparu. Si un cyclone détruit une ville, l'on peut être certain que celle qui la remplacera sera mieux que celle détruite : ainsi doit être la révolution.

A. S.

DES FAITS

Notre justice.

M. Houel, dans une brochure qu'il vient de publier, nous dénonce les exploits des gens de justice, avec preuves et documents à l'appui.

Poursuivi par des ennemis politiques, M. Houel fut mis en faillite pour dix francs et par défaut — l'assignation ne lui étant pas parvenue.

Chose curieuse, il devait — frais compris — une somme de 310 francs. Ses représentants avaient en main 300 francs. Un huissier devait envoyer une somme de 100 francs dont il était débiteur. Il garde les 100 francs. Et le tribunal de commerce de Falaise prononce la faillite pour 10 francs.

Immédiatement on transforme la faillite en banqueroute. Justement exaspéré, Houel se livre à des voies de fait. Il est poursuivi pour banqueroute et coups et blessures.

Honteux, le tribunal correctionnel acquitte M. Houel du chef de banqueroute, condamnant ainsi les coupables manœuvres dont il était victime. Mais il le condamne à 15 jours de prison pour coups et blessures.

La cour de Caen applique la loi Bérenger à Houel — reconnaissant ainsi son innocence.

Cet honnête homme n'en est pas moins ruiné. La somme qu'il devait était de 310 francs. Savez-vous, trois mois après, à quelle somme elle était montée? A 1.380 francs!

Et voilà ce qu'en France on décore du nom de justice.

(*Justice*, 21 mai 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Carmaux. — Les gouvernements se succèdent et rivalisent de bêtise et d'intolérance. Dimanche, a eu lieu une manifestation socialiste à Carmaux, où Jaurès était venu rendre compte de son mandat. Un charivari analogue à celui qui se produisit le 26 octobre avait été organisé par les amis de Rességuier et du gouvernement. Des provocations, des brutalités de toutes sortes se produisirent. Calvignac, l'ancien maire de Carmaux, et le député Chauvin sont arrêtés. Les idiots malfaisants qui sont au pouvoir ne comprennent pas que toutes ces écœurantes violences n'ont d'autre résultat que de créer un mouvement de sympathie envers ceux qui en sont victimes et d'augmenter le nombre des partisans de leurs idées. L'expérience de tant de siècles d'histoire n'a pas encore pu éclairer à ce sujet les aveugles qui comptent sur les persécutions pour étouffer une idée!

Espérons cependant que la leçon ne sera pas perdue au moins pour l'irréductible autoritaire qui se trouve maintenant à même d'apprécier les bienfaits de l'autorité. M. Chauvin ne perd pas une occasion de proclamer partout que, s'il arrive jamais au pouvoir, il fera fusiller les anarchistes. Le gouvernement bourgeois, moins féroce que ce socialiste envers ses ennemis, se contente de l'emprisonner pour quelques jours. Puisse-t-il avoir réfléchi dans son cachot aux inconvénients d'un trop intolérant sectarisme et puiser en sa mésaventure quelque peu plus d'aménité envers ses adversaires! M. Chauvin ne voudrait certainement pas être plus bourgeois que les bourgeois en prenant, lorsqu'il sera « ministre de la social-démocratie », à l'égard des anarchistes, des mesures plus tyranniques que celle dont il vient de souffrir. Quoi qu'il en soit, plaçant leur amour de la liberté au-dessus de toute question de personnalité, les anarchistes unissent — sans rancune! — leurs protestations à celles des amis de M. Chauvin contre l'arrestation dont il a été victime.

***

Masnières (Nord). — *L'Intransigeant* raconte le fait suivant :

« A Masnières (Nord), on enterrait hier un jeune enfant, le fils Démaray, qui n'avait pas encore dix ans et qui, cependant, travaillait depuis plus d'un an à la verrerie de Masnières.

« Ce jeune Démaray, entré à la verrerie de Masnières *à huit ans et demi*, était occupé à la pénible besogne du transport des cannes et des bouteilles. Et il était non seulement occupé au travail du jour, mais aussi à celui de *la nuit*.

« Le 20 courant, ce pauvre enfant commença son travail *à trois heures du matin* et, après une dure et pénible journée de plus de *treize heures*, pendant laquelle il avait été employé à faire le travail d'un homme absent, il dut s'aliter en rentrant chez lui. Le 21 au matin, à 2 heures, on allait le réveiller pour qu'il allât reprendre sa rude besogne, mais le malheureux avait rendu le dernier soupir. »

Notre confrère fait ensuite observer que la loi sur le travail des enfants a été violée et exprime l'espoir que les autorités compétentes sauront faire leur devoir en infligeant au patron bourreau et à l'inspecteur du travail une peine sévère.

Une semblable naïveté est faite pour surprendre. Ce n'est guère avec des lois, des mesures répressives et tout un attirail d'inspecteurs, de contrôleurs, de sous-contrôleurs, etc., que l'on pourra éviter le retour de faits semblables. La cause en est dans le système capitaliste qui fait de l'ouvrier, homme, femme ou enfant, moins qu'un rouage, un numéro, dont le rôle consiste à suer de l'or pour le propriétaire des moyens de production. Des faits pareils ne cesseront que lorsque l'exploitation capitaliste aura pris fin par le retour à la communauté des moyens de production indûment détenus par quelques-uns.

***

Justice facétieuse. — Un père est frappé par son fils, âgé de dix-sept ans, qui lui envoie une lampe à la tête. Le père porte plainte et fait condamner son fils à un an de prison et *50 francs d'amende*. Le fils étant mineur, le père a été condamné comme civilement responsable à payer l'amende et les frais.

Cinquante francs d'amende plus les frais pour avoir reçu une lampe à la tête, la plaisanterie est de mauvais goût. J'ignore ce qu'en pense le père, mais il me semble qu'il doit, au fond, regretter de s'être fourré dans cette galère. Fallait pas qu'il eût recours à dame Justice!

***

L'Armée. — On a arrêté dernièrement à Paris un déserteur du 39e de ligne qui avait quitté son régiment en 1889. Marié et père de famille avant son appel sous les drapeaux, il n'avait pu supporter de savoir que sa femme et son enfant se trouvaient dans la misère. Il quitta tout et vint à Paris aider les siens par son travail. Depuis cette époque, il travailla régulièrement, lorsqu'il fut arrêté, ces jours derniers, sur une dénonciation.

L'impitoyable autorité militaire, qui ne connaît que la consigne, sacrongnieugnieu! va plonger de nouveau dans la misère cette famille qui s'est accrue, depuis 1889, de deux autres enfants. Celle-ci aura cependant la consolation de se dire que la patrie aura été sauvée une fois de plus!

***

Bordeaux. — La grève des gaziers de Bordeaux s'est terminée à l'avantage des grévistes, qui ont obtenu l'augmentation qu'ils réclamaient. Cette réussite, ils la doivent, non pas à l'attitude de la municipalité qui, ne sachant qui ménager, de la chèvre ou du chou, oscillait entre les deux comme l'âne de Buridan entre ses deux picotins, mais bien à leur attitude énergique et à l'appui que leur a prêté la majeure partie de la population bordelaise.

André Girard.

***

Alais. — La grève de La Jasse est bien terminée, cette fois, et plus lamentablement encore que je ne l'avais annoncé la première fois. Les grévistes ont dé-

légué l'un des leurs auprès des « pouvoirs publics »; le sieur Turrel a conseillé au délégué — j'allais dire à l'illusionné — d'inviter ses camarades à reprendre le travail au plus tôt pour éviter le délabrement de la mine, lui promettant que les « pouvoirs publics » s'occuperont d'eux (ne serait-ce que par l'intermédiaire du percepteur). Gai et content de la promesse et surtout d'avoir vu le ministre en personne, le délégué est revenu et, dans une réunion publique, a répété textuellement à ses camarades les paroles de M. le ministre; et la reprise du travail a été votée à l'unanimité pour le lendemain.

Arrivés à la lampisterie, les grévistes ont appris, là, qu'ils ne pouvaient recevoir leurs lampes *que munis* d'un billet signé de la main même de leur directeur. Ils sont allés alors tous en foule au château pour le passe-debout en question, mais là leur Rességuier, au lieu de leur délivrer le fameux billet, leur a tenu à peu près le langage suivant :

« Les pouvoirs publics, je m'en f... comme de mes premières chaussettes! Sachez, tas d'imbéciles, que tous les gouvernements, depuis les monarchies jusqu'aux républiques démocratiques, sont couchés à plat ventre aux pieds du veau d'or qui est le seul dieu que nous devons tous adorer, — qu'ils sont les très humbles serviteurs de *Mossieu* Capital, et qu'en ma double qualité de capitaliste et représentant de ce *Mossieu*, je donne des ordres au gouvernement (surtout quand il me faut des gendarmes pour vous faire traquer); mais je n'en reçois pas. Les grévistes sont allés demander aux « pouvoirs publics » de vous faire gagner votre vie; moi, je ne veux pas vous faire travailler. »

Les grévistes ont tenté une nouvelle démarche auprès de leur directeur pour essayer de l'apitoyer, décidés cette fois à accepter toutes les conditions qu'il lui plairait de leur imposer; mais le Bessard est resté impitoyable pour un grand nombre d'entre eux, et ceux-ci se trouvent maintenant sur le pavé, eux et leur famille, sans sou ni maille, les quelques économies étant parties pendant les 54 jours de grève.

La presse bourgeoise, qui a prêché le calme et le recalme, constate la défaite des grévistes et l' « envoyé spécial » d'un journal policier de Montpellier l'attribue à ce fait que les grévistes n'étaient pas tous syndiqués (triple buse, va!). Ce n'est pas tout. A La Vernarède, limitrophe de La Jasse, le bruit court que MM. les actionnaires vont abandonner l'exploitation des mines parce qu'ils trouvent qu'ils ne touchent pas d'assez gros dividendes. Cette terrible nouvelle a jeté la consternation dans ce pays; si elle reçoit son exécution, c'est 4.000 personnes jetées sur le pavé à l'entrée de l'hiver; mais ce qu'il y a de consolant, c'est que là aussi ils ont adressé une pétition aux « pouvoirs publics ».

La grève de Rochebelle tient bon encore, mais je crois qu'elle ne tardera pas à imiter sa sœur de La Jasse. Dans toutes leurs réunions, les grévistes, eux aussi, prêchent et crient : Vive la grève!

J'avais trop auguré de l'intelligence et de la solidarité des mineurs du Gard, en prédisant la grève générale dans tout le bassin. J'avais pris mon désir pour une réalité.

Th. L.

République Argentine.

Buenos-Ayres. — *Progrès de la civilisation.* — A l'instar des nations européennes, la République Argentine a vu se développer avec une rapidité vertigineuse la voracité bourgeoise. Dans ce pays *riche*, ou, du moins, si souvent nommé ainsi par ses législateurs au cours des débats parlementaires pour persuader ses membres de la possibilité de surélever les impôts, environ vingt mille ouvriers se sont déclarés en grève. Le mouvement débuta à Tolosa, faubourg de la Plata, par les ouvriers des ateliers de chemins de fer, demandant la suppression du travail à la tâche et la journée de 8 heures. Aux ouvriers de Tolosa se solidarisèrent ceux des autres ateliers de Rosario, Campana, Caballeto, Bronw, etc. L'exploitation des chemins de fer forme ici un monopole presque exclusif entre les mains des fils de John Bull. Comme il faut toujours s'y attendre en pareille circonstance, les gérants des compagnies firent la sourde oreille aux réclamations des grévistes et eurent recours aux ateliers particuliers pour le travail pressé de la traction, ce qui fit étendre la grève à tous les ateliers métallurgiques de la République. Jamais, ici, aucune grève ne revêtit l'importance de celle-ci et jamais propagande révolutionnaire ne fut plus active et plus énergique au sein des réunions des grévistes. Les théories de toutes les écoles socialistes s'inculquèrent quotidiennement et la révolution sociale est devenue le *desideratum* des révoltés contre l'inique régime capitaliste. Les boulangers, maçons, tailleurs, cordonniers adhérèrent au mouvement, mais ces derniers corps d'état ne firent qu'une résistance éphémère.

Dans les rues de Buenos-Ayres, des groupes se formèrent, drapeau rouge en tête, proclamant la grève générale et excitant à la révolution sociale. Quelques pugilats entre grévistes et policiers survinrent, puis cette tentative échoua grâce aux entraves des descendants de Karl Marx. Néanmoins les ouvriers des chemins de fer et ateliers métallurgiques de Buenos-Ayres, malgré les deux mois de grève déjà écoulés, restent fermes dans leurs prétentions et tout porte à croire que la grève ne restera pas stérile. Comme toujours et comme en tout pays, la presse bourgeoise, la presse prostituée a vomi toutes les exécrations imaginables en blâmant l'attitude des grévistes et invoqua le procédé si cher aux exploiteurs : la répression par les armes. Un journal ultra-bourgeois, effrayé par le mouvement ouvrier, conseilla l'interdiction de la publication des télégrammes d'Europe afin de laisser la classe ouvrière dans l'ignorance sur les progrès de l'anarchie, en accusant ce service d'être l'instigateur du mouvement. Tant de supplications et de platitudes ne pouvaient rester longtemps sans être écoutées et la police se signale aujourd'hui par un zèle farouche à entraver les réunions des grévistes, prouvant par ses procédés aux candides que, s'il est nécessaire de combattre le capitalisme, il n'est pas inutile d'attaquer ses bourreaux.

Le chef de la police de Buenos-Ayres, un tueur officiel, colonel de l'armée, déploie toute l'activité possible au service de la caste parasite. Jamais mercenaire à la solde de la bourgeoisie n'a témoigné plus de férocité, plus de haine, plus de soif de vengeance contre les travailleurs.

Comme échantillon de la valeur de ce *verdugo*, il suffirait de reproduire la note adressée au ministre de l'intérieur, demandant l'élaboration de lois d'exception pour la répression des grèves. Les prolétaires français qui liront ces lignes ignorent sans doute que la banque de la province de Buenos-Ayres s'est vu chaparder 300 millions de piastres par des voleurs en habit à queue de morue, sans compter tous les assauts portés aux autres banques officielles, et que le « zélé » chef de la police ne se distingue pas dans la recherche des voleurs; il trouvera plus doux, pour calmer son appétit farouche de cannibale, d'exercer ses instincts sur des travailleurs sans armes et sans pain.

Il est à souhaiter que ces faits servent à remonter le moral des prolétaires qui, voulant fuir la lutte sociale, cherchent à émigrer dans ces parages sud-américains où ils s'exposent à servir non seulement de chair à capital, mais aussi de chair à sergots.

Le Dr Albaracin a fondé ici une société de protection des animaux, qui remplit assez bien son but; la cruauté ne peut pas toujours s'exercer sur des êtres organisés sans châtiments et les chevaux maigres ou vieux sont mis en retraite par ceux qui autrefois ne les congédiaient que lorsqu'ils expiraient. Par contre, les travailleurs qui demandent du pain ou du repos sont gardés à vue par des *vigilants* et des troupes armées de remingtons et de maüsers. C'est la civilisation capitaliste qui fleurit!

(Correspondance locale.)

⁂

Nous assistons depuis quatre mois à un mouvement des plus significatifs. L'Argentine qui, au dire de certains, était le pays béni des ouvriers au point de vue économique, se trouve en proie aux convulsions réservées jusqu'ici à la vieille Europe et aux Etats-Unis. Le mouvement gréviste, qui est la continuation du mouvement auquel nous avons assisté il y a deux ans, a été cette année presque général. Les tailleurs, mécaniciens, garçons épiciers, boulangers, marbriers, peintres, constructeurs de voitures, typographes, maçons, employés de chemins de fer, cordonniers, cochers, ferblantiers, etc., etc., se sont mis en grève pour les raisons habituelles : augmentation de salaire, journée de huit heures, demande de renvoi d'un directeur crapuleux. A Rosario, il y a eu grèves également, ainsi qu'à Montevideo, soit pour les mêmes raisons, soit comme acte de solidarité envers les grévistes de Buenos-Ayres.

Tout ce mouvement a donné lieu à de nombreuses arrestations résultant de conflits provoqués par la police, toujours à la disposition du patron contre l'ouvrier; de là des commentaires qui ne peuvent être que profitables au mouvement des idées libertaires.

Creaghe et quelques camarades ont fait plusieurs conférences au Prado Espagnol qui ont eu une grande portée; il n'y avait pas moins de trois à quatre mille personnes, à chacune de ces conférences, qui manifestaient leur approbation au développement de nos idées. Dans toutes les réunions des grévistes, ce malgré l'entente de la police avec les socialistes pour écarter les anarchistes, des camarades ont pu y prendre la parole et ont rencontré beaucoup de sympathie.

Quelques-unes des corporations en grève ont obtenu gain de cause en partie; les autres ont dû reprendre le travail aux anciennes conditions. Les premiers ne s'apercevront bientôt plus des résultats obtenus, étant donnée la marche ascendante de l'augmentation des produits résultant des spéculations de bourse propres à ce pays du *national*; les seconds se trouveront naturellement dans des conditions encore plus critiques, et alors le conflit qui semble apaisé éclatera de nouveau avec beaucoup plus d'intensité.

La bourgeoisie reconnaît cependant la situation assez critique pour qu'un des siens lui ait consacré une brochure où il en cherche les causes et les moyens d'y remédier; mais si l'on tient compte de l'ignorance de ces gens-là. — car le bourgeois américain n'est pas plus intelligent que le bourgeois européen — il cherche le remède à côté, parce que, bourré de cette science imbécile qu'on appelle économie politique, il est incapable d'en connaître les causes; et ils ne s'aperçoivent pas les uns et les autres que cette situation qu'ils veulent avant tout maintenir avec leurs jongleries finira par les tuer.

Une des grèves les plus importantes a été celle de l'établissement Mollet, qui éclata dans les premiers jours de juin et est à peine terminée aujourd'hui.

Cet établissement fabrique des boîtes en fer-blanc destinées à des produits alimentaires fabriqués à Buenos-Ayres et imitant les marques des meilleures maisons d'Europe; il occupe environ 410 ouvriers sous la direction de M. Montaron, le blanquiste bien connu à Paris du monde socialiste il y a une dizaine d'années; la cause de la grève est due à ce directeur socialiste qui, à force de saletés, d'injustices, de vexations, a réussi à se mettre à dos la majorité des ouvriers, au point que ces derniers sont restés plus de trois mois à lutter pour ne plus avoir à subir l'autorité de cette crapule. Naturellement, M. Mollet a préféré sacrifier momentanément ses intérêts que d'accéder à la demande de ses ouvriers, tant un directeur de cette trempe est nécessaire à un patron.

Ce triste sire avait tellement conscience de ses infamies qu'on pouvait le voir tous les jours sortir de l'établissement accompagné d'un sergot, armé lui-même d'un revolver. Il en était de même le matin à la sortie de son domicile, de sorte qu'on ne voyait jamais M. Montaron sans son inséparable compagnon le sergot. Il savait la haine des ouvriers contre lui tellement justifiée qu'il craignait d'être watriné.

(Autre correspondance.)

Italie.

Foggia. — Avant de dire quelques mots sur la propagande que nous nous efforçons de faire dans cette région, je dois parler brièvement du milieu réfractaire où nous tâchons de jeter les idées libertaires.

Les Pouilles forment une région essentiellement agricole. Les paysans sont la majorité, car les ouvriers industriels se réduisent, dans cette ville, à quelques centaines seulement et à moins encore dans les autres villes des alentours. Il va sans dire que je parle des ouvriers occupés dans les grandes usines.

Ces paysans — les *cafoni* — vivent dans les champs qu'ils labourent. Ils travaillent des premières heures du matin jusqu'aux dernières du soir et même une partie de la nuit. De sorte que l'on peut dire qu'ils sont occupés de seize à vingt heures par jour. Il faut remarquer aussi que, dans ces contrées, le travail des paysans s'effectue presque partout dans les conditions les plus primitives. Le machinisme agricole fait ici un progrès très lent, parce que d'un côté les patrons de ces immenses fermes refusent de se procurer des machines en raison de leur prix élevé (ce sont des ignorants qui ne comprennent pas le bénéfice qu'ils en auraient); d'autre part, les paysans, même instruits par quelques expériences, haïssent les machines et les considèrent comme leurs mortelles ennemies. Ainsi le travail des champs est demeuré ici très fatigant et très dur non seulement pour ces raisons, mais encore à cause du salaire dérisoire que les paysans perçoivent. Les paiements ne se font en espèces qu'à la Noël, durant la semaine sainte et le 15 août de chaque année. A ces époques, chacun des paysans reçoit une quarantaine de francs chaque

fois. Le reste de l'année, il reçoit tous les jours un *parruozzo* de pain noir (600 grammes), fait de seigle et de son, 20 grammes d'huile et dix grammes de sel. Le paysan tranche ce pain et le cuit dans l'eau, l'assaisonne avec l'huile et le sel reçus et le mange. Tous les jours ainsi. Le samedi soir seulement, il va à la ville pour voir la famille et dans l'après-midi du dimanche il s'en retourne à la campagne.

Le paysan vit ainsi toute sa vie avec un salaire de 30 centimes par jour.

Leurs femmes et leurs filles, si elles ne se prostituent pas, se traînent par les rues de la ville, vendant des herbages, des champignons, de la chicorée, qu'elles récoltent. Elles vont sales et déguenillées, suivies de leurs enfants également très sales et vêtus de haillons.

Or, vous croyez peut-être que ces gens-là sont mécontents de leur sort? Non. Certes, ils sentent bien què leur santé s'en va; mais ils sont persuadés et vous disent toujours que *le monde doit aller ainsi, et que, s'il n'allait pas ainsi, ce ne serait pas le monde.*

Si vous manifestez à leur égard quelque compassion, si vous frémissez d'indignation à l aspect misérable de leur visage amaigri et déformé, ils ne savent interpréter ni votre compassion ni votre indignation. Ils vous regardent, hébétés, et si vous avez prononcé quelques mots sur leur condition abjecte, quand vous vous taisez, ils abaissent leur tête en souriant. Cela signifie qu'ils n'ont rien compris.

Comment s'y prendre pour faire entendre à ces humaines bêtes de somme que *le monde ne doit pas aller ainsi?* Si le seul obstacle était « l'analphabétisme » — vous savez que les Pouilles ont en cela la palme en Italie — ce ne serait pas grand'chose. L'obstacle presque insurmontable, c'est que la vie horrible qu'ils mènent a réduit ces hommes à un abrutissement des plus décourageants, d'autant plus que les prêtres ne font qu'entretenir cet écœurant état moral par leurs prêches, leurs conseils et leurs actes.

ROBERTO D'ANGIÒ.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XIIe* et *Jeunesse libertaire du XIIe*. — Samedi 5 décembre, à 8 h. 1/2 précises, au nouveau local : Organisation d'un réveillon révolutionnaire. — Urgence.

∴

La matinée familiale organisée par la *Bibliothèque sociologique du XIIe*, avec le concours de la jeunesse libertaire du même arrondissement, a eu lieu dimanche dernier. Pour une première organisée en peu de temps, les camarades se déclarent satisfaits du résultat obtenu, et se proposent d'organiser périodiquement des matinées ou des soirées sérieusement mûries et dont le bénéfice sera exclusivement réservé à des œuvres de propagande ou à des actes de solidarité révolutionnaire.

Une partie de la tombola qui a été tirée à la fin de la réunion a produit la somme de 13 francs, pour être remise à la compagne de Guyard, en ce moment malade à l'hôpital Saint-Antoine, salle Rostand, lit n° 5.

Avis aux compagnes et compagnons qui pourraient rendre visite et porter une consolation à cette femme qui se trouve délaissée par suite de la condamnation de notre ami.

A. D.

∴

On nous annonce la mort du camarade Cyr Toulet, connu des propagandistes d'il y a dix ans, sous le nom de Leclère.

Le camarade Toulet vivait depuis quelque temps retiré du mouvement, mais il y avait autrefois pris une part active. Nous saluons sa disparition définitive.

∴

Le *Magazine International*, qui commence au 1er décembre sa *Nouvelle Série mensuelle*, nous prie de vouloir bien informer nos lecteurs que l'adresse de ses bureaux, administration et rédaction, est désormais 156, rue de Courcelles (villa Monceau, 2), Paris.

∴

LE MANS. — Grande soirée familiale, dimanche 6 décembre, salle Gigon, rue Basse, à 8 h. du soir.

Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux*, du *Père Peinard*, du *Libertaire* y sont invités.

Chants et poésies.

∴

PONTOISE. — Les Libertaires se réunissent salle Aubossu, place Notre-Dame, à 8 h. 1/2, tous les samedis.

Les camarades sont priés d'assister à cette réunion.

∴

LYON. — En vente le 5 décembre, dans tous les kiosques et chez tous les marchands de journaux de Lyon et de la région : *La Jeunesse Nouvelle*, revue mensuelle d'études sociales ; le numéro, 0 fr. 25; pour les dépositaires, franco, 0 fr. 20, déduction faite des invendus.

Adresser les demandes à l'administration, rue de la Monnaie, 9 et 11.

∴

Grande réunion publique, au bénéfice des *Temps Nouveaux*, le jeudi 10 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Concert de Lyon, 18, rue de Lyon.

Ordre du jour :

Le machinisme et ses conséquences ;

Collectivisme et Anarchie.

Avec le concours assuré des camarades Malato, Murmain, F. Pelloutier, F. Prost, Buteaux, Girault, Ferdinand Guérard.

Nota. — Les députés socialistes sont spécialement invités à la contradiction.

Entrée : 25 centimes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Soliloques du Pauvre, par Jehan Rictus, 1 plaquette chez l'auteur, 59, rue Lepic.

Essai sur le Naturisme, par Maurice Le Blond, 1 vol., 2 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

L'Enfermé, par G. Geffroy, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Véhémentement, par A. Veidaux, volume de vers, *Bibliothèque artistique de la Plume*, 31, rue Bonaparte.

Les Joyeusetés de l'Exil, par Ch. Malato, 3 fr. 50, chez Stock.

Le Trade-unionisme en Angleterre, par P. de Rousiers, 1 vol., 4 fr., chez A. Colin, 5, rue de Mézières.

A LIRE

Les Chainiers de Cradley Heath, E. Lacordaire, *Revue des Revues*, 15 novembre.

A propos de toupies, E. Arène, *Eclair*, 21 novembre.

Le Poêle, H. Maret, *Radical*, 28 novembre.

L'Impuissante, J. Jullien, *Echo de Paris*, 28 novembre.

Vers Biribi, L. Descaves, *Echo de Paris*, 29 novembre.

BOITE AUX ORDURES

Un vieil auteur financier, Nebenius, a écrit que « *la guerre est le temps de moisson des capitalistes* »; c'est, sans doute, aller un peu loin et l'on peut supposer que l'on évitera toute guerre en Europe; *mais les temps troublés offrent toujours aux gens qui ont des disponibilités ou permettent des arbitrages fructueux.* Il va donc falloir suivre très attentivement les péripéties de ce qui se passe en Orient; même dans ce pays si délabré, *il semble qu'il y ait des valeurs qui puissent n'être pas définitivement affectées en revenu et capital...*

P. LEROY BEAULIEU.

(*L'Economiste français.*)

∴

... *Ce n'est pas* exactement M. Thiers, ni le bourgeois, ni le mufle : ce serait plutôt l'anarchiste parfait, avec ceci qui empêche que *nous* devenions jamais l'anarchiste parfait, que c'est un homme, d'où couardise, saleté, laideur, etc.

ALFRED JARRY.

(*Revue Blanche*, 1er décembre 1896.)

PETITE CORRESPONDANCE

M. M., à Marseille. — Sanftleben, 1 Stapferstrasse, Oberstrass, Zurich. *Der Sozialist.* — Et le volume de Herwegh que vous deviez nous envoyer?

Trois amis inconnus. — Quand nous aurons 500.000 francs à notre disposition, nous pourrons parler d'un quotidien.

J. P., à Ougrée. — Quand l'*Etoile socialiste* paraissait à Charleroi, nous la recevions, mais, nous ne savons pourquoi, il y a quelque temps déjà que nous ne la recevons plus. — Je n'ai pas le temps pour écrire ailleurs.

B., à Saint-Amand. — C'est dur, mais avec l'aide des camarades nous en sortirons. — La bande étant imprimée, nous continuons l'envoi comme par le passé.

Laon. — Reçu extraits. Merci.

Reçu pour le journal : B. J., Toulon, 0 fr. 50. — N. F. V., 10 fr. — L., à Epinal, 1 fr. — Un compagnon, 10 fr. — Trois amis inconnus, 2 fr. — Cinq camarades d'Ougrée, par J. P., 2 fr. — E. J., à Montpellier, 0 fr. 60. — Bordeaux : Un copain, 1 fr. 05. — Paul Lamy, Apt, 5 fr.; *Un révolté*, Apt, 2 fr. — B., Marseille, 1 fr. 50. — Anvers : Un youpin, 40 fr. — M. T., à Podensac, 0 fr. 60. — Roubaix, par D. : Deux purotins, 25 c.; Une libertaire, 20 c.; Une id., 20 c.; Pour la révolution, 20 c.; Pierre, 20 c.; Un fils de propriétaire devenu anarchiste ; 25 c.; Un nouveau libertaire, 25 c.; Un anarchiste, 25 c.; Le même, 25 c.; Tellonde, 25 c.; Un traqué des roussins, 20 c.; L'homme Noir, 35 c.; Meurs, société bourgeoise ! 15 c.; Une bonne cafetière, 15 c.; Les jeunes libertaires du Pil, 1 fr. 85 : total, 5 francs. — Roubaix, par S. : Sauvage, 4 fr.; Dontiévelle jeune, 50 c.; Bernier, 50 c.; Pollet, 25 c.; Delaire Alphonse, 50 c. ; Bauwens Albert, 30 c.; P. Bubus, 30 c.; P. Demeny, 30 c.; Dubut, 25 c.; Son frère, 25 c.; Langlet, 20 c. ; Charlier, 50 c.; Seivre, 20 c.; Prevot, 20 c.; Le Diable, 20 c.; Un peinard, 20 c.; Meuret, 50 c. — Marseille, collecte par M. M., 5 fr. 75. — Avignon, quelques compagnons, pour des numéros qu'ils se chargent de distribuer hebdomadairement, 2 fr. — Les *Libertaires de Menpenti*, 10 fr. — R., à Nîmes, 2 fr. — L. F., rue du Four, 0 fr. 45. — B., au Mans, 14 fr. — H. F., Billancourt, 2 fr. — B., à Saint-Amand, 4 fr. — S. et son camarade, Genève, 1 fr. 50. — Vulgus, 1 fr. — Excédent, 0 fr. 25. — Gj., 5 fr. — V. B., 5 fr. ; M. R., 1 fr.; S., 1 fr.; K. O., 1 fr.; R. S., 0 fr. 50 — Différents camarades, 3 fr. — M. A., Alger, 0 fr. 50. — T., à Salon, 0 fr. 50 — P. et sa famille à Tunis, 7 fr. — C., à Houssaye, 0 fr. 60. — A. M. O., 5 fr. — Un noir, 0 fr. 50; Un petit patron, 1 fr.; M. K., 1 fr.; Un juif K., 1 fr.; Un espérant, 1 fr.; X., 0 fr. 50. En tout, 5 fr. — S. F., 1 fr.; M., 0 fr. 50; K., 0 fr. 50; D., 1 fr.; B., 1 fr.; S., 0 fr. 50. En tout, 4 fr. 50. — Merci à tous.

L. F., à Liège. — C., au Havre. — M., à Troyes. — L., à Brest. — Tobaconist, Londres. — M., à Anvers. — N. F. V. — G., à Vienne. — F. F., à Velletri. — G., à Marseille. — S., à Varna. — P., rue de Duras. — M., à Perpignan; D., à Lille; P., au Mans (par la *Sociale*). — W., à Saint-Nazaire. — G., à Grenoble. — V., à Reims. — T., à Moutiers. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 15
Défense d'Etiévant	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*	» 30
Un siècle d'attente —	» 15
L'agriculture —	» 15
Patrie et Internationalisme, *A. Hamon*	» 15
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*	» 70
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*	» 15
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	» 60
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »
La Révolte, *collect. compl.* (il en reste 4)	150 »
En Dehors, *par Zo d'Axa*	1 30
Temps Nouveaux, 1re année	7 »
Promenades subversives, *par A. Retté*	» 80
Mémoire de la Fédération Jurassienne	3 »
L'Internationale, *par Malon*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	» 15
Les révolutionnaires au Congrès de Londres	» 15
L'Incendiaire, *lithog. de Luce*	1 15
Porteuses de bois, *lithog. de Pissaro*	1 15
L'Errant, *lithographie*	1 65
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
Le Démolisseur, *lithog. de Signac*	1 40
L'Aube, *lithog. de Jehannet*	1 40

Prises à nos bureaux, les lithographies sont vendues 0 fr. 15 et les petites brochures 0 fr. 05 en moins.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 33 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 DÉCEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous avons nombre de brochures, volumes ou dessins qui nous sont dus par différents dépositaires. Nous leur rappelons que, plus que jamais, nous avons un besoin urgent de rentrer dans nos fonds, et nous prions ceux qui nous doivent quelque chose de bien vouloir liquider leur compte, sans nous forcer à leur écrire.

LA PANACÉE-RÉVOLUTION

Le lecteur ayant lu dans notre dernier numéro les objections du camarade A. S., je n'ai qu'à résumer son argumentation avant d'y répondre. Elle se résume en cette idée : « Si nous attendions que chaque individu ait accompli son évolution, nous en aurions pour des siècles avant de voir s'opérer une transformation. Il est dans un milieu qui le rend mauvais, il faut changer le milieu pour lui permettre de devenir apte à comprendre notre idéal d'harmonie. »

Or, c'est retourner les termes de la question, mais ce n'est pas la résoudre.

Le milieu dans lequel nous évoluons rend les individus fourbes, insociables, rapaces, esclaves ou dominateurs, cela est vrai ; il faut le changer, cela est encore vrai ; et si nombre de nous autres avions en notre possession un de ces bons vieux talismans qui ont charmé les lectures de notre enfance, avec lesquels il n'y avait qu'à désirer pour que « cela fût », le vieux monde, cela est certain, aurait vécu.

Mais les fées ne sont, hélas! vivantes que pour la crédulité enfantine ; les sorciers, s'il en reste encore quelques spécimens, en quelque bourgade isolée, sont en train de disparaître devant l'instruction ; et les talismans, s'ils ont cédé la place aux tables tournantes, ces dernières n'ont pu hériter de leur puissance, il suffit d'un incrédule en leur présence pour les réduire à l'impuissance. C'est sur les seules forces qui se trouvent en ce milieu pourrisseur qu'il nous faut compter pour le changer.

Or, si le milieu fait l'individu, il est tout aussi vrai que c'est l'individu qui fait le milieu. Quelle que soit la puissance que fournisse notre état social au capitalisme, si ce dernier ne trouvait pas dans l'ensemble de ceux qui subissent ses effets un appui moral qui lui permet de perdurer, cette puissance lui coulerait dans les mains, car les forces dont il dispose refuseraient de le servir plus longtemps.

Si, après tant de révolutions, les anciens abus ont persisté, ou ont réussi à se faire jour, sous de nouveaux noms, de nouvelles formes, dans le nouvel état de choses, c'était, il faut bien le reconnaître, ou que les initiateurs du mouvement, trop en avance sur la foule, n'avaient pu réussir à l'entraîner dans leur marche en avant, ou, — ce qui est plus probable — en apparence plus en avance que la masse, leurs conceptions, en réalité, ne dépassaient pas la moyenne, et tout leur révolutionnarisme se bornait à des changements de noms. Mais, d'une façon ou de l'autre, l'état social revenait toujours au niveau des conceptions moyennes.

Le milieu agit sur l'individu, mais à son tour l'individu réagit sur le milieu : voilà le dilemme. Comment en sortir?

* *

Je comprends l'impatience qu'éprouvent nombre de camarades à voir les idées cheminer si lentement; comme eux, je voudrais voir se réaliser immédiatement cette ère de paix, de bonheur et d'harmonie pour tous, que nous évoquons en nos aspirations ; comme eux aussi, je voudrais enfin sortir de cette atmosphère qui étouffe les meilleurs sentiments, comprime nos aspirations vers le mieux, écrase les volontés les plus utiles.

Mais, quels que soient nos désirs, quelle que soit notre volonté ardente d'en finir avec un milieu corrupteur, il nous faut compter avec la réalité, et la réalité est que, quelles que soient les vertus bienfaisantes dont notre imagination ait doté la révolution, quelle que soit la puissance que nous lui attribuions en nos désirs, elle ne pourra être que ce que seront ceux qui l'accompliront.

La révolution n'est pas une entité dont la puissance agit par elle-même. Ce n'est pas un personnage métaphysique doué de toutes les vertus. C'est un fait qui s'accomplit sous l'impulsion d'individualités qui ne pourront opérer autour d'elles que les transformations qu'elles auront su, au préalable, déjà opérer en leur cerveau. Voilà pourquoi je concluais que les individus devraient, en leurs conceptions, en leurs actes, essayer de faire table rase des anciens préjugés dont ils ont compris l'absurdité, afin d'opérer déjà en eux, en leur petit cercle, la transformation qui doit s'opérer en l'état social. Celui qui ne sait pas se réformer lui-même, serait, du reste, toujours très mal venu à vouloir réformer les autres.

* *

Mais ici nous tournons dans un cercle vicieux, et le camarade A. S. me dit : « Comment voulez-vous que les individus deviennent francs, solidaires, dans un milieu qui les fait fourbes, égoïstes, rapaces et agressifs? » Si je lui réponds : « Comment pouvez-vous espérer changer un tel milieu avec des éléments qui n'en éprouvent pas le besoin? » je serais absolument dans la même logique, et nos deux arguments ont égale valeur.

Quelle que soit l'influence du milieu, il y a des organismes qui y sont plus ou moins réfractaires; quelle que soit l'ambiance, il y a des aptitudes acquises qui, en se transmettant d'une génération à l'autre, finissent par amener ceux qui en héritent en une voie évolutive différente de ceux qui, continuant à subir les influences premières, se modèlent passivement à leurs conditions.

Dans l'humanité il y a ceux qui, croyant l'autorité et le capital les deux assises nécessaires de l'ordre social, se plient docilement à leurs prescriptions, il y a ceux qui veulent les mitiger, et ceux enfin — dont nous faisons partie — qui veulent les détruire.

Nous sommes la minorité. Et si tous, en l'état social actuel, ont à se plaindre de l'autorité et du capital, il est un fait certain que nous avons un grand travail de propagande à faire avant de conquérir — non pas la majorité — mais la force suffisante pour détruire ces deux instruments d'iniquité.

Et c'est ici que le camarade A. S. fait erreur lorsqu'il écrit : « qu'il nous faudra des milliers de siècles, s'il faut attendre que chaque individu ait fait son évolution pour transformer l'ordre social ».

Je n'ai pas dit qu'il fallait attendre que tous soient transformés, ni même qu'il fallait attendre la majorité. J'ai dit, et je crois être dans le vrai, « que la révolution désirée, si nous voulons qu'elle produise tous les effets que nous en espérons, doit être précédée d'un travail de transformation préparatoire chez ceux qui en attendent la venue ».

J'ai dit que le changement que nous appelons de tous nos vœux ne devait pas, comme cela arrive trop souvent, se borner à de simples désirs, à de vagues formules que l'on répète, mais que chacun de ceux qui en avaient compris la portée devait, dans son entourage, dans sa sphère d'action, dans la mesure de ses moyens et selon l'intensité de ses convictions, chercher déjà à corriger, à supprimer ce qui lui semblait choquant avec l'idéal entrevu.

J'ai dit qu'en notre intérieur, en nos relations, nous devions essayer d'y apporter un peu de la façon de procéder de ce que devront être nos relations futures, de façon que, graduellement, insensiblement, une nouvelle manière d'agir amène ceux qui seront en contact avec nous à une nouvelle façon de penser.

Cette transformation s'accomplissant, tant qu'elle ne s'opère qu'au sein d'une fraction négligeable de la population, reste d'abord inaperçue, puis est bafouée, pour être ensuite traquée, persécutée. Puis, si elle grandit et s'opère au milieu d'une fraction importante, il arrive un moment où cette transformation des mœurs vient se heurter contre les institutions et les lois existantes et entre en conflit avec elles. C'est alors la révolution. C'est ainsi qu'elle se prépare.

* *

La révolution n'est pas une idée, ce n'est pas une conception sociale. C'est un fait, une néces-

sité, un moyen. Dire que l'on veut grouper les individus pour faire la révolution, c'est parler pour ne rien dire, car on n'est pas — sauf exception — révolutionnaire pour le plaisir de se battre ou de culbuter un gouvernement. On groupe des individus autour d'une idée, et si cette idée, pour sa réalisation, comporte les moyens révolutionnaires, ces individus se préparent pour la révolution.

Les autoritaires qui ont la prétention de s'emparer du pouvoir peuvent, eux, abandonner leurs idées de transformation sociale, pour grouper des individus désireux seulement d'une transformation, n'importe laquelle. Pourvu que les chefs sachent ce qu'ils auront à décréter au lendemain de la victoire, inutile de perdre son temps à fourrer des idées dans la tête de ceux qui ne marcheront que par leurs ordres.

Pour les anarchistes, il n'en va pas de même. Il faut que ceux qui participeront à la révolution aient la conscience claire de ce qu'ils veulent, et ce n'est que la compréhension nette de l'idée qui peut la leur donner. C'est donc à fourrer des idées dans la tête des individus que consiste notre besogne révolutionnaire.

En temps normal, c'est la masse ignorante qui impose ses volontés, retarde l'évolution et travaille au maintien des vieilles institutions. Le suffrage universel, ce recruteur des médiocrités, est bien l'instrument de règne approprié à cela.

Mais, au sein de cette masse, se créent des centres d'agitation qui, graduellement, arrivent à lui communiquer une partie de leurs trépidations, et à l'entraîner dans leur orbe. Et c'est là où la minorité intelligente, agissante, prend sa revanche sur l'ignorance en l'entraînant, malgré elle, au progrès et à l'affranchissement. Et c'est ainsi que se feraient normalement les révolutions, si des causes économiques, indépendantes du mouvement d'idées, ne venaient pousser la masse à la rue, avant que les idées aient fait leur travail.

En sera-t-il de même encore, pour la révolution qui se prépare? Oui, fort probablement. Notre travail consiste donc, dès à présent, à faire en les cerveaux le travail préparatoire qui les rendra aptes, au jour du conflit, à s'adapter l'idéal anarchiste.

J. Grave.

Les résultats ou les principes

La critique de la société présente a maintes et maintes fois été faite. Mon intention n'est donc pas de la renouveler. Mais il me semble qu'aux attaques éparses que les faits nous fournissent çà et là l'occasion de diriger contre l'organisation sociale que nous voulons détruire, il importe de chercher une base ferme, solide, indiscutable.

Un fait se produit, manifestation d'un des vices fondamentaux de l'organisation actuelle. Notre critique ne doit pas, à mon avis, s'arrêter à la cause immédiate du phénomène ni même se borner à remonter deux ou trois anneaux dans la chaîne des phénomènes antécédents. Elle doit s'en prendre à la cause première, à la source, c'est-à-dire s'efforcer de dégager le principe initial d'où découle toute la série des faits jusqu'à celui qui nous occupe. Ce principe, nous aurons alors à l'examiner, à en estimer le bien-fondé, et, suivant l'analyse, à l'accepter ou à le nier. Nous devons, en un mot, moins nous en prendre aux résultats, même secondaires, qu'aux principes.

C'est un tort, en effet, de ne juger de la valeur d'un principe que par les résultats que donnent ses applications. Tel principe excellent peut exceptionnellement, par suite de circonstances fortuitement défavorables, donner de mauvais résultats. Notre courte vue des phénomènes sociaux peut nous induire alors en erreur et nous faire rejeter un principe excellent en soi, mais dont les résultats ont trompé notre espérance, en raison d'une application défectueuse.

De même, il faudra nous garder d'accepter un principe mauvais, si ses applications viennent à donner de bons résultats; parce que l'excellence de ces résultats peut être due à un concours exceptionnel de circonstances favorables. On peut se féliciter de l'heureux hasard qui vient à grouper ces circonstances, mais de là à accepter définitivement le principe, il y a loin. Il suffirait, en effet, d'un revirement donnant à la série des faits un enchaînement normal pour que toute la malfaisance du principe s'exerçât pleinement.

⁂

Quelques exemples préciseront mieux.

Nous rejetons entièrement le principe d'autorité. Nous n'admettons pour qui que ce soit le droit d'imposer sa volonté à autrui. Comment sommes-nous arrivés à cette négation radicale? Est-ce simplement en constatant les mauvais résultats donnés jusqu'ici par l'exercice de l'autorité? Sans doute, ces mauvais résultats ont apporté à notre argumentation des armes que nous ne devions pas dédaigner. Mais parce que l'autorité a toujours donné de mauvais résultats, s'ensuit-il qu'appliquée différemment, elle soit incapable de résultats bienfaisants? Autrement dit, ne peut-on pas nous objecter — et les partisans des dictatures providentielles ne s'en privent pas — que l'autorité a toujours eu des conséquences néfastes parce que l'idéale organisation autoritaire qui doit régénérer le monde n'a pas, jusqu'à ce jour, été mise en pratique? Mettez au pouvoir, nous dit-on, tel homme exceptionnel dont la loyauté, le désintéressement, les hautes qualités morales et intellectuelles sont universellement reconnues, et la société, sous sa direction semi-divine, sera une reproduction terrestre du paradis. En vain répondrons-nous qu'un tel homme n'existe pas, qu'il est impossible. On nous le désignera, on nous le nommera, on nous en nommera même plusieurs, aspirant concurremment à faire le bonheur de l'humanité. On nous reprochera de nier avant d'avoir expérimenté, de condamner sans entendre.

Et cependant nous aurons raison de repousser toute autorité, de refuser une nouvelle expérimentation sur des bases nouvelles. Mais il nous faudra tabler notre refus, non sur les résultats défectueux du passé et ceux probables de l'avenir, mais sur la négation même du principe d'autorité, parce que le principe de la soumission de l'homme à l'homme est attentatoire au développement intégral de l'individu, et nuisible, par contre-coup, à l'intérêt de la société. Des exemples puisés dans l'histoire pourront venir corroborer notre argumentation, mais ils n'en vaudront ni plus ni moins que des exemples.

⁂

Nous nions également le principe de propriété. Les abus, les spoliations, les maux de toutes sortes auxquels l'appropriation individuelle des richesses naturelles ou créées par l'homme a donné naissance, sont innombrables. Les entraves que, de nos jours, la propriété oppose au développement de la fortune commune, les gaspillages qu'elle occasionne, son caractère anti-économique, ont été à diverses reprises mis en lumière. Cependant, ces arguments ne sont pas décisifs. En effet, les économistes viennent nous affirmer que l'appropriation individuelle des richesses communes fut à une époque une nécessité, qu'aujourd'hui même elle est la meilleure garantie de la liberté de chacun. Tout au plus admettent-ils la possibilité d'une répartition plus équitable. D'autre part, un souffle d'impôt sur la richesse parcourt les sphères ministérielles ou ministrables. Certains fondent grand espoir sur l'application de cette mesure « démocratique ». Ils y voient un mode de répartition de la richesse et de la propriété plus conforme à la justice (?)...

Nous pourrions demander aux économistes ce que devient la liberté de ceux qui ne possèdent rien. Nous pouvons aussi nous escrimer à convaincre les partisans de l'impôt sur le ou les revenus que leur « meilleure répartition » n'apportera aucune amélioration au malaise social. Ils nous répondront que nous errons, nous opposerons à leur réponse une affirmation contraire, et nous ne serons ensuite guère plus avancés.

Il nous est facile, encore, d'affirmer, contrairement aux socialistes qui, rejetant la propriété individuelle, la veulent remplacer par la propriété collective de l'Etat, que l'organisation qu'ils préconisent engendrerait la pire des tyrannies. Ils affirment le contraire et prétendent même être les champions de la liberté individuelle. Et quand nous nous épuiserions à opposer affirmation sur affirmation à leurs négations, nous n'aurions pas le moins du monde élucidé le problème.

Aussi, à ces théories, à ces propositions, à ces programmes, opposons-nous la négation du principe même de propriété — tant collective qu'individuelle. Faisant découler notre négation d'un ensemble de considérations philosophiques, économiques et sociologiques tirées de l'inextricable complexité du tissu social en raison de laquelle il devient impossible d'évaluer l'apport de l'individu ou du groupe, nous dénions à tout individu ainsi qu'à toute collectivité le droit de retirer un profit du simple fait de la possession du sol ou d'un instrument de production. Notre critique, dès lors, frappant au principe même, a autrement de portée qu'une ergoterie sans fin sur l'efficacité plus ou moins probable des palliatifs proposés.

⁂

Pourquoi se diminuer? demandait ici même Charles-Albert à propos du pain gratuit. En effet, discuter sur les résultats, sur les bienfaits possibles d'une mesure accessoire, c'est se diminuer; c'est entrer en accommodement avec la société que l'on veut détruire, c'est abandonner l'inexpugnable retranchement des principes pour engager un corps-à-corps dont l'issue est incertaine.

Telle est l'erreur des socialistes. Soi-disant adversaires de l'autorité, de la propriété, ils se trouvent les conserver, les renforcer même, pour n'avoir pas osé attaquer leur principe. Cet illogisme rejaillit sur leur tactique. S'en tenant aux contingences, ils se trouvent poussés forcément vers les demi-mesures, les petits moyens, et, de concessions en concessions, glissent vers la faillite de leur parti. Il y a loin, en effet, de l'abolition du capitalisme au maintien d'un ministère soi-disant « radical » et doublement bourgeois par l'acquiescement aux lois scélérates.

Voilà où conduisent non pas seulement les concessions, mais la prise en considération de palliatifs.

C'est pour la même raison, pour ne s'être bornés qu'à voir les résultats sans remonter au principe initial, que les socialistes prétendent conserver, sous la forme de bons de travail, le salariat existant en en remettant la direction à l'Etat. Ils pensent, par ce moyen, parvenir à rémunérer chacun selon les œuvres produites. Nous pouvons nous engager dans les détails d'une discussion sur l'impossibilité de répartir équitablement la masse des produits au prorata de l'effort de chacun, sur le mode d'évaluation de cet effort, sur l'étalon de la valeur, etc., etc.; il n'est même peut-être pas inutile, à l'occasion, de nous livrer à ces escarmouches. Mais notre argument décisif, celui qui, du coup, démolit toutes les conséquences secondaires de leur système, c'est notre négation du principe de propriété, qu'ils respectent.

Niant le droit d'appropriation, nous en rejetons nécessairement toutes les manifestations, toutes les applications. Le salariat en est une, car il

implique l'exercice de ce droit par celui qui salarie.

⁂

Donc, soit offensivement, soit défensivement, soit dans la critique, soit dans l'exposé d'une doctrine, il nous faut toujours remonter aux principes et nous y tenir. C'est eux qu'il nous faut, dans l'examen d'un ordre de phénomènes sociaux, rechercher, dégager, comme une analyse chimique rompt les combinaisons des corps pour en séparer et en isoler les éléments. C'est leur bloc irréductible qui sera la pierre angulaire de notre argumentation. Celle-ci en acquerra d'autant plus de force, de pénétration, et se gardera des fausses diversions, des vains débats ou des efforts perdus qui, en l'amoindrissant, nuisent à la propagation d'une idée et retardent son avènement.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'Armée. — La vénérable institution qui a pour but d'enseigner aux nations à s'entr'assassiner pour garnir les coffres-forts des loups-cerviers de la finance s'est particulièrement recommandée, cette semaine, à notre patriotique admiration. C'est d'abord à Brest où, le jour de la Sainte-Barbe, les artilleurs ont dignement fêté leur patronne poilue. Ne pouvant plus résister au désir de mettre en pratique les meurtrières théories qui, du matin au soir, leur sont ressassées, et n'ayant d'autres sujets d'expérience que le pékin méprisé ou leurs camarades des autres armes, ces zélés défenseurs de la patrie se sont rués dans la ville, sabre au clair, menaçant et frappant les passants, montrant ainsi leur aptitude toute particulière pour la guerre des rues. Ailleurs, d'autres artilleurs, plus portés vers la guerre d'assaillants, ont tenté, avec une *furia francese* digne des plus grands éloges, de prendre d'assaut... une caserne! Ah! si les Prussiens eussent été là! Quel mauvais quart d'heure ils eussent passé! Et quelle revanche, ô compatriotes depuis tant de temps endeuillés!

Ce qui me surprend, en cette affaire, c'est l'indignation des journaux les plus patriotes et le projet qu'on prête à l'autorité militaire de sévir avec rigueur. Il faudrait cependant être logiques! Voilà des jeunes gens dans toute la fougue de l'âge, débordant d'exubérance, ennemis avant tout de l'inactivité. Pendant trois ans, chaque jour, du lever au coucher, vous leur apprenez comment il faut s'y prendre pour tuer le plus possible de leurs semblables, pour faire autour d'eux le plus de mal possible, en outre leurs chefs leur donnent sans discontinuer l'exemple de la brutalité la plus sauvage, et vous vous étonnez que l'influence d'une pareille obsession se manifeste avec véhémence un jour de liesse où la surexcitation est accrue par quelques libations plus fréquentes! Autant s'étonner de voir un pommier donner des pommes ou la police ne faire autre chose que des saletés!

⁂

Les mêmes réflexions doivent être faites au sujet du fait qui s'est passé à Cambrai, ces jours-ci. Un jeune soldat vient de mourir à la suite d'odieuses brimades. Déjà malade, et non reconnu par le major, il fut forcé par ses camarades de monter la garde dans la cour de la caserne, en chemise, et n'ayant d'autre fourniment que sa cuirasse et son casque. Le lendemain, le malheureux entrait à l'hôpital et y mourait.

L'autorité militaire cherche à atténuer le fait. Pourquoi? Le soldat est fait pour tuer, il tue; à défaut d'ennemi, il tue son semblable, son camarade. C'est logique.

⁂

Aussi, l'on comprend qu'ils soient mal vus ceux qui, arrivant au régiment avec l'horreur de l'assassinat et de la violence, laissent apercevoir leur dégoût de cette école du meurtre, et tâchent d'y faire entendre des paroles de paix et de fraternité. Pour ceux-là, on est impitoyable. C'est ainsi qu'à Toulon on vient d'arrêter trois caporaux et un soldat, coupables d'avoir manifesté à diverses reprises des opinions anarchistes. Les caporaux ont été cassés et les quatre hommes seront envoyés aux compagnies de discipline. Là, tout doucement, on les expédiera dans l'autre monde, où ils pourront jouir de la paix universelle qu'ils préconisaient dans celui-ci.

Voilà ce qu'il en coûte d'être un homme pacifique qui voudrait voir la barbarie disparue du globe et de penser que le meilleur moyen d'y arriver, c'est d'abolir l'Etat et la propriété.

⁂

Cependant, tous ces incidents jettent un certain discrédit sur cette noble et grande famille qui fait l'honneur de notre civilisation. Aussi, le ministre de la guerre a-t-il trouvé un excellent moyen de tenir désormais secrets tous les événements analogues. Il propose une loi permettant à cette chère et estimée autorité militaire de punir disciplinairement tous militaires de n'importe quel grade *des différentes catégories de réserve* non présents sous les drapeaux. Ce sera le bouquet! Tout Français, du moment qu'il aura moins de quarante-cinq ans, sera exposé à se voir cueillir chez lui par deux gendarmes, sans savoir pourquoi ni comment, et précipiter dans quelque cul de basse-fosse, sous le prétexte qu'il aura tenu un propos désobligeant sur un Ramollot quelconque possédant un galon de plus que lui.

C'est réellement surprenant comme le progrès vers la liberté se fait sentir! Cette loi sera le digne pendant des lois contre les anarchistes en faveur desquelles les socialistes parlementaires de la Chambre ont si bien voté pour ne pas créer de difficultés au ministère Bourgeois. Désormais l'armée sera l'Arche sainte qu'on ne pourra toucher sans tomber aussitôt foudroyé.

⁂

La Police. — Le *Progrès socialiste* du Havre raconte que l'autre soir, un journalier qui, s'étant enivré, avait eu le tort de ne pas rentrer chez lui en fiacre, comme ces messieurs du Jockey-Club après une nopce au Rœderer, fut fourré au violon par un policier qui, sans plus s'inquiéter s'il y faisait froid ou chaud, s'en vint chauffer ses bottes auprès du poêle du poste. Plus tard, le brigadier, ouvrant le violon, s'aperçut que le malheureux râlait. On le porta aussitôt à l'hospice général, où l'interne de service refusa de l'admettre et de s'en occuper. Ramené au poste, il ne tarda pas à expirer.

Si la police avait laissé cet homme rentrer tranquillement chez lui, elle aurait un meurtre de moins sur ce qui lui tient lieu de conscience.

⁂

Avec le tact qui la caractérise, la police a encore arrêté à Paris, sans aucun motif, un parfait honnête homme qu'elle a conservé au violon pendant quinze heures. M. Specty, ingénieur civil, s'est vu arrêter à l'Hôtel des Ventes, où il était venu acheter quelques objets mobiliers. Conduit au poste de police sans avoir pu savoir pourquoi il était arrêté, il y fut fouillé et ce ne fut qu'alors qu'il apprit qu'on l'accusait d'avoir volé un porte-monnaie à une dame qui se trouvait, elle aussi, à l'Hôtel des Ventes. Du poste, il fut mené au commissariat d'où le commissaire était absent et où le secrétaire donna l'ordre de le maintenir en état d'arrestation. Ce ne fut que le lendemain matin, à 9 heures et demie, qu'il fut mis en liberté, mais en liberté provisoire.

⁂

Charité. — Les employés du Louvre ont fait don, comme tous les ans au 1er décembre, à diverses œuvres, d'une somme de 164.000 francs. Cette somme a été remise par l'intermédiaire du directeur des Grands Magasins. Le *Figaro*, qui nous apprend cette nouvelle, doit commettre une légère erreur en attribuant ces « splendides libéralités » à la générosité de M. Chauchard lui-même. Nous avons trop d'estime pour ce monsieur pour supposer un instant qu'il aurait disposé, pour se faire une réputation imméritée de charité, d'une somme aussi forte ne lui appartenant pas. M. Chauchard sait trop bien que cet argent, gagné par ses employés, est à eux, pour se permettre de lui donner une destination autre que celle que lui auront indiquée ceux-ci. Mandataire et non donateur. Nous l'espérons pour la probité bien connue de M. Chauchard.

André Girard.

⁂

Chalon-sur-Saône. — Jeudi 4 courant, une réunion était donnée, sous la présidence du cardinal Perraud. Quatre camarades ayant fait entendre, au cours de la réunion, quelques protestations, furent assaillis avec une charité toute chrétienne, maltraités à cent contre un et remis entre les mains de la police, cette auxiliaire de toutes les autorités, religieuse ou autre.

Chemin faisant, les quatre camarades n'ont cessé de chanter la *Carmagnole*.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'Internationale Scientifique. — Réunion tous les mardis, à 8 h. 1/2, salle Bonosblet, 281, rue Saint-Denis. Tous les libertaires sont invités.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe et *Jeunesse libertaire.* — Samedi 12 décembre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu. — Urgence.

— Salle Octobre, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, meeting-conférence contre la *Politique du pain cher*. Conférence par Victor Barrucand

Groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes. — Déclaration du groupe. — Le groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris, fondé au début de l'année scolaire 1891-1892, est le premier en date des groupes d'étudiants socialistes de Paris. Il est resté le seul jusqu'au développement du socialisme parlementaire pendant l'année 1893.

Il a eu l'initiative de toutes les manifestations de l'action socialiste dans le milieu des étudiants et il continue à les provoquer.

Il amène au quartier Latin des conférenciers appartenant à toutes les écoles socialistes; il prend part aux mouvements qui réunissent tous les partis révolutionnaires. Il publie des brochures.

Il est le seul groupe d'étudiants de Paris qui se soit fait représenter au Congrès socialiste international de Zurich (1893). S'il s'est abstenu de se faire représenter au Congrès socialiste international de Londres (1896), il a motivé son abstention en protestant contre l'exclusion systématique des socialistes révolutionnaires anarchistes.

Le groupe n'adhère à aucun parti, laissant à ses membres leur liberté d'action. Il n'a pas de statuts, ses tendances sont indiquées par les brochures qu'il publie régulièrement.

Les membres entendent par socialisme la civilisation communiste fondée sur l'égalité matérielle complète qui, seule, rendra supportables les inégalités physique et intellectuelle et sur toutes les libertés qui ne gênent pas cette égalité : en un mot, c'est la *communauté des biens, l'individualité des personnes*. Les membres du groupe ne s'intéressent à aucune espèce de socialisme d'Etat, qu'il soit démocratique ou conservateur.

Ils sont révolutionnaires, c'est-à-dire qu'ils veulent marcher à leur but directement en détruisant les contraintes de la société actuelle au lieu de les tourner à leur profit; c'est-à-dire qu'ils veulent réaliser leurs idées sans ambages en combattant les préjugés sans les flatter; en un mot, s'inquiéter de la *propagande efficace plus que du succès politique*. Le groupe ne se mêle pas d'élections.

L'internationalisme lui paraît l'un des efforts les plus immédiatement nécessaires, l'effort contre les armées, dont la force est au service des propriétaires, maîtres du gouvernement et des politiciens à leur service, progressistes ou conservateurs, contre le socialisme et contre la révolution.

Le groupe des E. S. R. I. accueille toutes les bonnes volontés qui acceptent les définitions précédentes. Il concourt, dans la mesure de ses forces, à l'action de tous les groupes et partis dont le programme s'accorde avec le sien, mais ne s'engage définitivement avec aucun d'eux. Le groupe n'a pas de dogmes et soumet volontiers ses doctrines à la discussion.

Le groupe se réunit pour causeries, préparation de brochures, communications de camarades, etc., tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Publications du groupe :

En brochures : *Le Socialisme et les Etudiants* (épuisé); *Pourquoi nous sommes internationalistes* (épuisé); *Les Révolutionnaires au Congrès de Londres*;

sité, un moyen. Dire que l'on veut grouper les individus pour faire la révolution, c'est parler pour ne rien dire, car on n'est pas — sauf exception — révolutionnaire pour le plaisir de se battre ou de culbuter un gouvernement. On groupe des individus autour d'une idée, et si cette idée, pour sa réalisation, comporte les moyens révolutionnaires, ces individus se préparent pour la révolution.

Les autoritaires qui ont la prétention de s'emparer du pouvoir peuvent, eux, abandonner leurs idées de transformation sociale, pour grouper des individus désireux seulement d'une transformation, n'importe laquelle. Pourvu que les chefs sachent ce qu'ils auront à décréter au lendemain de la victoire, inutile de perdre son temps à fourrer des idées dans la tête de ceux qui ne marcheront que par leurs ordres.

Pour les anarchistes, il n'en va pas de même. Il faut que ceux qui participeront à la révolution aient la conscience claire de ce qu'ils veulent, et ce n'est que la compréhension nette de l'idée qui peut la leur donner. C'est donc à fourrer des idées dans la tête des individus que consiste notre besogne révolutionnaire.

En temps normal, c'est la masse ignorante qui impose ses volontés, retarde l'évolution et travaille au maintien des vieilles institutions. Le suffrage universel, ce recruteur des médiocrités, est bien l'instrument de règne approprié à cela.

Mais, au sein de cette masse, se créent des centres d'agitation qui, graduellement, arrivent à lui communiquer une partie de leurs trépidations, et à l'entraîner dans leur orbe. Et c'est là où la minorité intelligente, agissante, prend sa revanche sur l'ignorance en l'entraînant, malgré elle, au progrès et à l'affranchissement. Et c'est ainsi que se feraient normalement les révolutions, si des causes économiques, indépendantes du mouvement d'idées, ne venaient pousser la masse à la rue, avant que les idées aient fait leur travail.

En sera-t-il de même encore, pour la révolution qui se prépare? Oui, fort probablement. Notre travail consiste donc, dès à présent, à faire en les cerveaux le travail préparatoire qui les rendra aptes, au jour du conflit, à s'adapter l'idéal anarchiste.

J. Grave.

Les résultats ou les principes

La critique de la société présente a maintes et maintes fois été faite. Mon intention n'est donc pas de la renouveler. Mais il me semble qu'aux attaques éparses que les faits nous fournissent çà et là l'occasion de diriger contre l'organisation sociale que nous voulons détruire, il importe de chercher une base ferme, solide, indiscutable.

Un fait se produit, manifestation d'un des vices fondamentaux de l'organisation actuelle. Notre critique ne doit pas, à mon avis, s'arrêter à la cause immédiate du phénomène ni même se borner à remonter deux ou trois anneaux dans la chaîne des phénomènes antécédents. Elle doit s'en prendre à la cause première, à la source, c'est-à-dire s'efforcer de dégager le principe initial d'où découle toute la série des faits jusqu'à celui qui nous occupe. Ce principe, nous aurons alors à l'examiner, à en estimer le bien-fondé, et, suivant l'analyse, à l'accepter ou à le nier. Nous devons, en un mot, moins nous en prendre aux résultats, même secondaires, qu'aux principes.

C'est un tort, en effet, de ne juger de la valeur d'un principe que par les résultats que donnent ses applications. Tel principe excellent peut exceptionnellement, par suite de circonstances fortuitement défavorables, donner de mauvais résultats. Notre courte vue des phénomènes sociaux peut nous induire alors en erreur et nous faire rejeter un principe excellent en soi, mais dont les résultats ont trompé notre espérance, en raison d'une application défectueuse.

De même, il faudra nous garder d'accepter un principe mauvais, si ses applications viennent à donner de bons résultats; parce que l'excellence de ces résultats peut être due à un concours exceptionnel de circonstances favorables. On peut se féliciter de l'heureux hasard qui vient à grouper ces circonstances, mais de là à accepter définitivement le principe, il y a loin. Il suffirait, en effet, d'un revirement donnant à la série des faits un enchaînement normal pour que toute la malfaisance du principe s'exerçât pleinement.

* * *

Quelques exemples préciseront mieux.

Nous rejetons entièrement le principe d'autorité. Nous n'admettons pour qui que ce soit le droit d'imposer sa volonté à autrui. Comment sommes-nous arrivés à cette négation radicale? Est-ce simplement en constatant les mauvais résultats donnés jusqu'ici par l'exercice de l'autorité? Sans doute, ces mauvais résultats ont apporté à notre argumentation des armes que nous ne devions pas dédaigner. Mais parce que l'autorité a toujours donné de mauvais résultats, s'ensuit-il qu'appliquée différemment, elle soit incapable de résultats bienfaisants? Autrement dit, ne peut-on pas nous objecter — et les partisans des dictatures providentielles ne s'en privent pas — que l'autorité a toujours eu des conséquences néfastes parce que l'idéale organisation autoritaire qui doit régénérer le monde n'a pas, jusqu'à ce jour, été mise en pratique? Mettez au pouvoir, nous dit-on, tel homme exceptionnel dont la loyauté, le désintéressement, les hautes qualités morales et intellectuelles sont universellement reconnues, et la société, sous sa direction semi-divine, sera une reproduction terrestre du paradis. En vain répondrons-nous qu'un tel homme n'existe pas, qu'il est impossible. On nous le désignera, on nous le nommera, on nous en nommera même plusieurs, aspirant concurremment à faire le bonheur de l'humanité. On nous reprochera de nier avant d'avoir expérimenté, de condamner sans entendre.

Et cependant nous aurons raison de repousser toute autorité, de refuser une nouvelle expérimentation sur des bases nouvelles. Mais il nous faudra tabler notre refus, non sur les résultats défectueux du passé et ceux probables de l'avenir, mais sur la négation même du principe d'autorité, parce que le principe de la soumission de l'homme à l'homme est attentatoire au développement intégral de l'individu, et nuisible, par contre-coup, à l'intérêt de la société. Des exemples puisés dans l'histoire pourront venir corroborer notre argumentation, mais ils n'en vaudront ni plus ni moins que des exemples.

* * *

Nous nions également le principe de propriété. Les abus, les spoliations, les maux de toutes sortes auxquels l'appropriation individuelle des richesses naturelles ou créées par l'homme a donné naissance, sont innombrables. Les entraves que de nos jours, la propriété oppose au développement de la fortune commune, les gaspillages qu'elle occasionne, son caractère antiéconomique, ont été à diverses reprises mis en lumière. Cependant, ces arguments ne sont pas décisifs. En effet, les économistes viennent nous affirmer que l'appropriation individuelle des richesses communes fut à une époque une nécessité, qu'aujourd'hui même elle est la meilleure garantie de la liberté de chacun. Tout au plus admettent-ils la possibilité d'une répartition plus équitable. D'autre part, un souffle d'impôt sur la richesse parcourt les sphères ministérielles ou ministrables. Certains fondent grand espoir sur l'application de cette mesure « démocratique ». Ils y voient un mode de répartition de la richesse et de la propriété plus conforme à la justice (?)...

Nous pourrions demander aux économistes ce que devient la liberté de ceux qui ne possèdent rien. Nous pouvons aussi nous escrimer à convaincre les partisans de l'impôt sur le ou les revenus que leur « meilleure répartition » n'apportera aucune amélioration au malaise social. Ils nous répondront que nous errons, nous opposerons à leur réponse une affirmation contraire, et nous ne serons ensuite guère plus avancés.

Il nous est facile, encore, d'affirmer, contrairement aux socialistes qui, rejetant la propriété individuelle, la veulent remplacer par la propriété collective de l'Etat, que l'organisation qu'ils préconisent engendrerait la pire des tyrannies. Ils affirment le contraire et prétendent même être les champions de la liberté individuelle. Et quand nous nous épuiserions à opposer affirmation sur affirmation à leurs négations, nous n'aurions pas le moins du monde élucidé le problème.

Aussi, à ces théories, à ces propositions, à ces programmes, opposons-nous la négation du principe même de propriété — tant collective qu'individuelle. Faisant découler notre négation d'un ensemble de considérations philosophiques, économiques et sociologiques tirées de l'inextricable complexité du tissu social en raison de laquelle il devient impossible d'évaluer l'apport de l'individu ou du groupe, nous dénions à tout individu ainsi qu'à toute collectivité le droit de retirer un profit du simple fait de la possession du sol ou d'un instrument de production. Notre critique, dès lors, frappant au principe même, a autrement de portée qu'une ergoterie sans fin sur l'efficacité plus ou moins probable des palliatifs proposés.

* * *

Pourquoi se diminuer? demandait ici même Charles-Albert à propos du pain gratuit. En effet, discuter sur les résultats, sur les bienfaits possibles d'une mesure accessoire, c'est se diminuer; c'est entrer en accommodement avec la société que l'on veut détruire, c'est abandonner l'inexpugnable retranchement des principes pour engager un corps-à-corps dont l'issue est incertaine.

Telle est l'erreur des socialistes. Soi-disant adversaires de l'autorité, de la propriété, ils se trouvent les conserver, les renforcer même, pour n'avoir pas osé attaquer leur principe. Cet illogisme rejaillit sur leur tactique. S'en tenant aux contingences, ils se trouvent poussés forcément vers les demi-mesures, les petits moyens, et, de concessions en concessions, glissent vers la faillite de leur parti. Il y a loin, en effet, de l'abolition du capitalisme au maintien d'un ministère soi-disant « radical » et doublement bourgeois par l'acquiescement aux lois scélérates.

Voilà où conduisent non pas seulement les concessions, mais la prise en considération de palliatifs.

C'est pour la même raison, pour ne s'être bornés qu'à voir les résultats sans remonter au principe initial, que les socialistes prétendent conserver, sous la forme de bons de travail, le salariat existant en en remettant la direction à l'Etat. Ils pensent, par ce moyen, parvenir à rémunérer chacun selon les œuvres produites. Nous pouvons nous engager dans les détails d'une discussion sur l'impossibilité de répartir équitablement la masse des produits au prorata de l'effort de chacun, sur le mode d'évaluation de cet effort, sur l'étalon de la valeur, etc., etc.; il n'est même peut-être pas inutile, à l'occasion, de nous livrer à ces escarmouches. Mais notre argument décisif, celui qui, du coup, démolit toutes les conséquences secondaires de leur système, c'est notre négation du principe de propriété, qu'ils respectent.

Niant le droit d'appropriation, nous en rejetons nécessairement toutes les manifestations, toutes les applications. Le salariat en est une, car il

implique l'exercice de ce droit par celui qui salarie.

* *

Donc, soit offensivement, soit défensivement, soit dans la critique, soit dans l'exposé d'une doctrine, il nous faut toujours remonter aux principes et nous y tenir. C'est eux qu'il nous faut, dans l'examen d'un ordre de phénomènes sociaux, rechercher, dégager, comme une analyse chimique rompt les combinaisons des corps pour en séparer et en isoler les éléments. C'est leur bloc irréductible qui sera la pierre angulaire de notre argumentation. Celle-ci en acquerra d'autant plus de force, de pénétration, et se gardera des fausses diversions, des vains débats ou des efforts perdus qui, en l'amoindrissant, nuisent à la propagation d'une idée et retardent son avènement.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'Armée. — La vénérable institution qui a pour but d'enseigner aux nations à s'entr'assassiner pour garnir les coffres-forts des loups-cerviers de la finance s'est particulièrement recommandée, cette semaine, à notre patriotique admiration. C'est d'abord à Brest où, le jour de la Sainte-Barbe, les artilleurs ont dignement fêté leur patronne poilue. Ne pouvant plus résister au désir de mettre en pratique les meurtrières théories qui, du matin au soir, leur sont ressassées, et n'ayant d'autres sujets d'expérience que le pékin méprisé ou leurs camarades des autres armes, ces zélés défenseurs de la patrie se sont rués dans la ville, sabre au clair, menaçant et frappant les passants, montrant ainsi leur aptitude toute particulière pour la guerre des rues. Ailleurs, d'autres artilleurs, plus portés vers la guerre d'assaillants, ont tenté, avec une *furia francese* digne des plus grands éloges, de prendre d'assaut... une caserne! Ah! si les Prussiens eussent été là! Quel mauvais quart d'heure ils eussent passé! Et quelle revanche, ô compatriotes depuis tant de temps endeuillés!

Ce qui me surprend, en cette affaire, c'est l'indignation des journaux les plus patriotes et le projet qu'on prête à l'autorité militaire de sévir avec rigueur. Il faudrait cependant être logiques! Voilà des jeunes gens dans toute la fougue de l'âge, débordant d'exubérance, ennemis avant tout de l'inactivité. Pendant trois ans, chaque jour, du lever au coucher, vous leur apprenez comment il faut s'y prendre pour tuer le plus possible de leurs semblables, pour faire autour d'eux le plus de mal possible, en outre leurs chefs leur donnent sans discontinuer l'exemple de la brutalité la plus sauvage, et vous vous étonnez que l'influence d'une pareille obsession se manifeste avec véhémence un jour de liesse où la surexcitation est accrue par quelques libations plus fréquentes! Autant s'étonner de voir un pommier donner des pommes ou la police ne faire autre chose que des saletés!

* *

Les mêmes réflexions doivent être faites au sujet du fait qui s'est passé à Cambrai, ces jours-ci. Un jeune soldat vient de mourir à la suite d'odieuses brimades. Déjà malade, et non reconnu par le major, il fut forcé par ses camarades de monter la garde dans la cour de la caserne, en chemise, et n'ayant d'autre fourniment que sa cuirasse et son casque. Le lendemain, le malheureux entrait à l'hôpital et y mourait.

L'autorité militaire cherche à atténuer le fait. Pourquoi? Le soldat est fait pour tuer, il tue; à défaut d'ennemi, il tue son semblable, son camarade. C'est logique.

* *

Aussi, l'on comprend qu'ils soient mal vus ceux qui, arrivant au régiment avec l'horreur de l'assassinat et de la violence, laissent apercevoir leur dégoût de cette école du meurtre, et tâchent d'y faire entendre des paroles de paix et de fraternité. Pour ceux-là, on est impitoyable. C'est ainsi qu'à Toulon on vient d'arrêter trois caporaux et un soldat, coupables d'avoir manifesté à diverses reprises des opinions anarchistes. Les caporaux ont été cassés et les quatre hommes seront envoyés aux compagnies de discipline. Là, tout doucement, on les expédiera dans l'autre monde, où ils pourront jouir de la paix universelle qu'ils préconisaient dans celui-ci.

Voilà ce qu'il en coûte d'être un homme pacifique qui voudrait voir la barbarie disparue du globe et de penser que le meilleur moyen d'y arriver, c'est d'abolir l'Etat et la propriété.

* *

Cependant, tous ces incidents jettent un certain discrédit sur cette noble et grande famille qui fait l'honneur de notre civilisation. Aussi, le ministre de la guerre a-t-il trouvé un excellent moyen de tenir désormais secrets tous les événements analogues. Il propose une loi permettant à cette chère et estimée autorité militaire de punir disciplinairement tous militaires de n'importe quel grade *des différentes catégories de réserve* non présents sous les drapeaux. Ce sera le bouquet! Tout Français, du moment qu'il aura moins de quarante-cinq ans, sera exposé à se voir cueillir chez lui par deux gendarmes, sans savoir pourquoi ni comment, et précipiter dans quelque cul de basse-fosse, sous le prétexte qu'il aura tenu un propos désobligeant sur un Ramollot quelconque possédant un galon de plus que lui.

C'est réellement surprenant comme le progrès vers la liberté se fait sentir! Cette loi sera le digne pendant des lois contre les anarchistes en faveur desquelles les socialistes parlementaires de la Chambre ont si bien voté pour ne pas créer de difficultés au ministère Bourgeois. Désormais l'armée sera l'Arche sainte qu'on ne pourra toucher sans tomber aussitôt foudroyé.

* *

La Police. — Le *Progrès socialiste* du Havre raconte que l'autre soir, un journalier qui, s'étant enivré, avait eu le tort de ne pas rentrer chez lui en fiacre, comme ces messieurs du Jockey-Club après une nopce au Rœderer, fut fourré au violon par un policier qui, sans plus s'inquiéter s'il y faisait froid ou chaud, s'en vint chauffer ses bottes auprès du poêle du poste. Plus tard, le brigadier, ouvrant le violon, s'aperçut que le malheureux râlait. On le porta aussitôt à l'hospice général, où l'interne de service refusa de l'admettre et de s'en occuper. Ramené au poste, il ne tarda pas à expirer.

Si la police avait laissé cet homme rentrer tranquillement chez lui, elle aurait un meurtre de moins sur ce qui lui tient lieu de conscience.

* *

Avec le tact qui la caractérise, la police a encore arrêté à Paris, sans aucun motif, un parfait honnête homme qu'elle a conservé au violon pendant quinze heures. M. Specty, ingénieur civil, s'est vu arrêter à l'Hôtel des Ventes, où il était venu acheter quelques objets mobiliers. Conduit au poste de police sans avoir pu savoir pourquoi il était arrêté, il y fut fouillé et ce ne fut qu'alors qu'il apprit qu'on l'accusait d'avoir volé un porte-monnaie à une dame qui se trouvait, elle aussi, à l'Hôtel des Ventes. Du poste, il fut mené au commissariat d'où le commissaire était absent et où le secrétaire donna l'ordre de le maintenir en état d'arrestation. Ce ne fut que le lendemain matin, à 9 heures et demie, qu'il fut mis en liberté, mais en liberté *provisoire*.

* *

Charité. — Les employés du Louvre ont fait don, comme tous les ans au 1er décembre, à diverses œuvres, d'une somme de 164.000 francs. Cette somme a été remise par l'intermédiaire du directeur des Grands Magasins. Le *Figaro*, qui nous apprend cette nouvelle, doit commettre une légère erreur en attribuant ces « splendides libéralités » à la générosité de M. Chauchard lui-même. Nous avons trop d'estime pour ce monsieur pour supposer un instant qu'il aurait disposé, pour se faire une réputation imméritée de charité, d'une somme aussi forte ne lui appartenant pas. M. Chauchard sait trop bien que cet argent, gagné par ses employés, est à eux, pour se permettre de lui donner une destination autre que celle que lui auront indiquée ceux-ci. Mandataire et non donateur. Nous l'espérons pour la probité bien connue de M. Chauchard.

André Girard.

* *

Chalon-sur-Saône. — Jeudi 4 courant, une réunion était donnée, sous la présidence du cardinal Perraud. Quatre camarades ayant fait entendre, au cours de la réunion, quelques protestations, furent assaillis avec une charité toute chrétienne, maltraités à cent contre un et remis entre les mains de la police, cette auxiliaire de toutes les autorités, religieuse ou autre.

Chemin faisant, les quatre camarades n'ont cessé de chanter la *Carmagnole*.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'Internationale Scientifique. — Réunion tous les mardis, à 8 h. 1/2, salle Ronosblet, 281, rue Saint-Denis. Tous les libertaires sont invités.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe et *Jeunesse libertaire*. — Samedi 12 décembre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu. — Urgence.

— Salle Octobre, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, meeting-conférence contre la *Politique du pain cher*. Conférence par Victor Barrucand

Groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes. — Déclaration du groupe. — Le groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris, fondé au début de l'année scolaire 1891-1892, est le premier en date des groupes d'étudiants socialistes de Paris. Il est resté le seul jusqu'au développement du socialisme parlementaire pendant l'année 1893.

Il a eu l'initiative de toutes les manifestations de l'action socialiste dans le milieu des étudiants et il continue à les provoquer.

Il amène au quartier Latin des conférenciers appartenant à toutes les écoles socialistes; il prend part aux mouvements qui réunissent tous les partis révolutionnaires. Il publie des brochures.

Il est le seul groupe d'étudiants de Paris qui se soit fait représenter au Congrès socialiste international de Zurich (1893). S'il s'est abstenu de se faire représenter au Congrès socialiste international de Londres (1896), il a motivé son abstention en protestant contre l'exclusion systématique des socialistes révolutionnaires anarchistes.

Le groupe n'adhère à aucun parti, laissant à ses membres leur liberté d'action. Il n'a pas de statuts, ses tendances sont indiquées par les brochures qu'il publie régulièrement.

Les membres entendent par socialisme la civilisation communiste fondée sur l'égalité matérielle complète qui, seule, rendra supportables les inégalités physique et intellectuelle *et sur toutes les libertés* qui ne gênent pas cette égalité : en un mot, c'est la *communauté des biens, l'individualité des personnes*. Les membres du groupe ne s'intéressent à aucune espèce de socialisme d'Etat, qu'il soit démocratique ou conservateur.

Ils sont révolutionnaires, c'est-à-dire qu'ils veulent marcher à leur but directement en détruisant les contraintes de la société actuelle au lieu de les tourner à leur profit; c'est-à-dire qu'ils veulent réaliser leurs idées sans ambages en combattant les préjugés sans les flatter; en un mot, s'inquiéter de la *propagande efficace plus que du succès politique*. Le groupe ne se mêle pas d'élections.

L'internationalisme lui paraît l'un des efforts les plus immédiatement nécessaires, l'effort contre les armées, dont la force est au service des propriétaires, maîtres du gouvernement et des politiciens à leur service, progressistes ou conservateurs, contre le socialisme et contre la révolution.

Le groupe des E. S. R. I. accueille toutes les bonnes volontés qui acceptent les définitions précédentes. Il concourt, dans la mesure de ses forces, à l'action de tous les groupes et partis dont le programme s'accorde avec le sien, mais ne s'engage définitivement avec aucun d'eux. Le groupe n'a pas de dogmes et soumet volontiers ses doctrines à la discussion.

Le groupe se réunit pour causeries, préparation de brochures, communications de camarades, etc., tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Publications du groupe :

En brochures : *Le Socialisme et les Etudiants* (épuisé); *Pourquoi nous sommes internationalistes* (épuisé); *Les Révolutionnaires au Congrès de Londres*;

Réformes ou Révolution : L'Individu et le Communisme (sous presse).

En volume : *Comment l'Etat enseigne la morale* (sous presse).

*Les Libertaires du XIII*e. — Samedi 12 décembre, causerie par un camarade. Sujet traité : *Optimisme et pessimisme.*

Le groupe fait appel à tous les compagnons désireux de réorganiser la propagande dans le quartier.

Lieu de réunion : chez le bistrot, 59, rue de la Glacière.

DISPARITION DE L'*Idée Libre*, d'Agen. — L'*Idée Libre* disparaît à son quatrième numéro.

Lancé par quelques compagnons plus riches en bonne volonté qu'en titres de rente, ce petit organe libertaire régional avait un besoin indispensable, pour vivre et se développer, de l'aide *morale* et *pécuniaire* de tous les camarades.

Cette aide lui a manqué : de là sa disparition.

L'*Idée Libre* remercie les amis — trop rares, hélas! — qui ont répondu à son appel.

Elle déplore profondément l'indifférence de ceux qui, se disant libertaires, ne font rien pour l'Anarchie, — si ce n'est décourager les initiatives des camarades. *L'Idée Libre.*

MARSEILLE. — Le groupe *La Jeunesse Internationale*, de Marseille, vient de prendre l'initiative de faire reparaître l'*Agitateur*, qui ne sera pas seulement un organe de combat : une large place sera faite au développement de l'idée anarchiste, ceci dans un style compréhensible pour tous.

L'*Agitateur* aura plusieurs éditions; de cette manière, les centres anarchistes assez importants pourront, s'ils assurent une vente d'au moins 500 exemplaires, avoir leur édition spéciale où la chronique régionale leur sera entièrement consacrée.

Des listes de souscriptions sont mises à la disposition de ceux qui en feront la demande au camarade Victor Rapalle, 8, quai du Port (au Bar).

— Vendredi 25 décembre, jour de Noël, le groupe *La Jeunesse Internationale* organise dans la grande salle de la Brasserie Noailles entrée rue Thubaneau, une grande soirée familiale au bénéfice de l'*Agitateur*, nouvel organe libertaire. La soirée sera divisée en trois parties : 1° Concert; 2° Causerie par un camarade; 3° Bal. — Prix d'entrée : 30 centimes.

— La *Jeunesse Internationale* a édité un recueil de six chansons libertaires. Prix : 7 fr. le cent; 10 centimes l'exemplaire. Adresser les commandes au camarade Emile Rampal, Bar du Grand-Orient, 8, quai du Port, Marseille.

— Les camarades du quartier Belle-de-Mai et environs se rencontrent les jeudis et dimanches soir au café Briant, 80, rue Bleue, salle du fond.

CETTE. — Les camarades se réunissent chez Isoir, 2, rue Nationale, tous les jeudis et samedis.

TOULOUSE. — Les *Libertaires* se réunissent au café de France, boulevard de Strasbourg, au premier.

Causerie et conférence par deux compagnons.

LYON. — Le premier numéro de la *Jeunesse Nouvelle* est en vente chez tous les libraires et marchands de journaux, à Lyon, Saint-Etienne, Roanne, Vienne, La Tour-du-Pin, Grenoble, Voiron, Mâcon, L'Arbresle, Thizy, Givors, Oullins, Bourg, Nantua, Saint-Claude, Annecy, Chambéry, Albertville, Montceau-les-Mines, Le Creusot, Rive-de-Gier, ainsi que dans les localités de la région où des camarades vendent les journaux libertaires.

Les bureaux de la revue sont ouverts tous les samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

Adresser les demandes à l'administration, rue de la Monnaie, 9 et 11.

TROYES. — Dimanche 13 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Croix d'Or, rue de la Cité, grande soirée familiale organisée par la Chambre syndicale des rebrousseurs.

— Dimanche 20 décembre, à 2 heures de l'après-midi, conférence publique et contradictoire par Tortelier sur l'action syndicale. Cette réunion est organisée par le syndicat des rebrousseurs et aura lieu, soit à la Halle à la bonneterie, soit à Sainte-Savine, salle Fraillery. Le numéro prochain des *Temps Nouveaux* indiquera la salle exacte.

AMIENS. — Le groupe *Les Libertaires d'Amiens* se réunira le dimanche 13 courant, salle Butiaux, au premier, rue Saint-Leu, 74, à 5 heures précises du soir. Ordre du jour : Causerie par un camarade sur l'utilité du groupement parmi les anarchistes; 2° distribution des rôles d'une pièce qui sera jouée dans une soirée familiale prochaine.

Vu le temps relativement court que nous consacrons à nos réunions hebdomadaires, les camarades sont priés d'être exacts et nombreux.

REIMS. — Les compagnons sont invités à se réunir salle du Cruchon d'Or, rue de Cernay, samedi 12 décembre 1896, à 8 h. 1/2 du soir, pour définir la question passée à l'ordre du jour samedi dernier. — Urgence.

Le dimanche 29 novembre, a eu lieu, salle Aubin, la réunion pour la formation du groupe de la *Jeunesse Libertaire* d'Angers-Trélazé.

Beaucoup de jeunes libertaires étaient présents et il est certain que le groupe fonctionnera bien.

Que les jeunes gens qui désirent y participer assistent aux réunions et à la soirée familiale qui seront annoncées ultérieurement.

MOUSCRON (Belgique). — Le groupe socialiste révolutionnaire de Mouscron, aidé des camarades de Roubaix et Tourcoing, réunis en assemblée, a émis le vœu suivant :

Considérant que depuis quelque temps et principalement depuis qu'on a fait voter les petits, des divisions se produisent au sein des groupes, entre les tendances parlementaires et coopératives d'une part et les tendances libertaires d'autre part, et que ces divisions portent la plupart du temps sur des questions de personnes;

Considérant que semblable tactique est nuisible à la propagande des idées nouvelles au sein de la classe ouvrière,

Le groupe décide de se placer sur le terrain strictement socialiste : l'émancipation morale et économique du prolétariat par l'expropriation radicale des moyens de production et de consommation et leur utilisation sur les bases du communisme.

Pour atteindre ce but, le groupe s'engage à propager l'idée libertaire par tous les moyens dont il dispose et notamment en soutenant autant que possible les journaux de cette nuance.

Il exprime l'espoir qu'un groupe belge prendra l'initiative de convoquer en un congrès toutes les forces libertaires pour arriver à créer, dans le plus bref délai, un journal *purement communiste*.

Les collectes faites pendant la réunion et la soirée chantante qui a suivi ont produit la somme de 31 francs, dont 20 francs pour un copain qui se trouve dans un besoin absolu, 5 francs pour les *Temps Nouveaux*, 3 francs pour le *Libertaire* et 3 francs pour le *Père Peinard*.

PATERSON (*Groupe de langue française*). — La *Libre Initiative* se réunit tous les dimanches, à 9 heures du matin, 429, Grand Street.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Tombouctou la mystérieuse, par F. Dubois, 1 vol., 10 fr., chez Flammarion, 26, rue Racine.

L'Emploi de la vie, par J. Lubbock, 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Le Lys rouge, A. France, 1 vol., 3 fr. 50, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

Contre l'argent, 1 brochure, 1 fr. 25, par U. Gohier, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Le Monde où l'on s'imprime, 1 vol., 3 fr. 50, L. Muhlfeld, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Mravouka anarchie, napsal Peter Kropotkine, une brochure au *Délnické Listy*, 226, avenue B, New-York.

Die Anarchie, von Elisée Reclus, une brochure au *Sozialist*, 105, Frankfurter Allées, Berlin.

En Marche..., par Séverine, un volume chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

Réformes ou Révolution, par le groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, une brochure, 0 fr. 15, franco 0 fr. 20. En vente aux *Temps Nouveaux*.

AVIS

Notre 6e dessin, L'Aurore, *dû au crayon d'un jeune dessinateur d'avenir, M. Willaume, vient de nous être livré par l'imprimeur. Nous le mettons en vente au prix de 1 fr. 25 ou 1 fr. 40 franco.*

Le 5e, L'Aube, *signé Jehannet, pseudonyme qui cache un de nos peintres de talent, est en vente aux mêmes prix.*

Il nous reste encore une demi-douzaine des collections du premier volume du *Supplément* de la *Révolte* que nous offrions en prime; collections auxquelles il ne manque que les numéros 36 et 40 de la 3e année. Le numéro du journal accompagne le supplément. Elles sont à la disposition des 6 premiers camarades qui nous fourniront pour 6 francs d'abonnement de propagande à servir aux adresses qu'ils nous enverront, avec le prix du colis postal.

Nous avons également réussi à compléter une dizaine de collections des années 7, 8 et 9 du *Révolté* parues à Paris. Nous les mettons en vente au prix de 10 francs les trois.

PETITE CORRESPONDANCE

Protesta Humana, Tunis. — Nous n'avons pas reçu le n° 6. Veuillez nous l'expédier. Le camarade chargé de la revue des périodiques italiens le réclame.

Achille, Turin. — Nous aurons oublié de rayer ladite bande, en établissant le service de la semaine.

Tourcoing. — Reçu l'*Egalité*. Ce M. Morreau est ou un idiot qui parle de ce qu'il ne connaît pas, ou de mauvaise foi.

Le camarade Chapoton qui recevait les *Temps Nouveaux* à Saint-Chamond, ayant quitté cette localité, cesser tout envoi à son adresse.

S., à Roubaix. — Convocation arrivée trop tard.

G., à Rhinebeck. — Si nous avions des capitaux, nous donnerions notre journal au lieu de le vendre. Et quand nous avons besoin d'argent, nous ne pouvons en réclamer qu'à ceux qui nous en doivent.

N., à Toulouse. — Le dessin est de 1 fr. 40, et non de 1 fr. 15.

J., à Montpellier. — Ai réexpédié le numéro 29.

L'Idée Libre, Agen. — Envoyez-nous les quatre numéros parus.

G., à Saint-Denis. — Veuillez prendre 23 invendus chez le vendeur.

Chapelier. — Nous ne voulons pas éterniser la question. Vous nous retournez vos mêmes arguments sous une autre forme; nous ne pourrions que vous resservir ceux que nous vous avons déjà donnés. Quant aux noms que vous citez et qui vous semblent concluants, il y aurait trop de petites saletés à remuer pour certains. Laissons donc cela tranquille pour le moment. Un jour peut-être nous chercherons ce qu'il y a sous la légende.

D., à Paterson. — Voici les titres des brochures de Manouvrier : *Genèse normale du crime*, sans nom d'éditeur; *Les aptitudes et les actes*, adm. des *Deux-Revues*, 111, boulevard Saint-Germain; *L'Anthropologie et le Droit*, Giard et Brière, rue Soufflot, 16. — Ces brochures ne portent pas d'indication de prix, ça doit varier de 0 fr. 75 à 1 fr. 25.

Sozialist, Berlin. — Reçu le volume. Merci. — Envoyons le *Mémoire*. — Devez rien. Echange de bons procédés.

Un anarcho. — C'est à l'éditeur Stock qu'il faut demander pour le livre de Sterne. Moi, je n'en sais rien.

Avignon. — C'était une erreur.

Reçu pour les famille des détenus : B., à Alfortville, 1 fr. 50.

Reçu pour le journal : P., rue M. B., 0 fr. 50. — Part de la collecte à la soirée de Mouscron, 5 fr. — J. J., à Bordeaux, 1 fr. 50. — Deux camarades, 2 fr. — D., à Bruxelles, 2 fr. — Un stein, 1 fr. — Deux compagnes et un compagnon de Dijon, 1 fr. 50. — Hyères : P., 1 fr.; C., 0 fr. 80; R., 0 fr. 50; R. et M., 0 fr. 50; J. M., 0 fr. 50 : en tout, 3 fr. 30. — Anonyme, Montpellier, 1 fr. 05. — S. Lootcha, 12 fr. — H., à Tacoma, 1 fr. — L. J., rue J.-de-B., 5 fr. — Sémite révolutionnaire, 5 fr.; Petite Drivette, 1 fr.; W. O., 1 fr.; A. A., 1 fr.; Un viejo, 1 fr.; S. L., 1 fr. : en tout, 10 fr. — D., rue du M., 2 fr. — Londres, 0 fr. 50. — Chantiers, 0 fr. 50. — Saint-Mandé, une anarchiste, 1 fr. — Un libertaire ardéchois, 1 fr. — Un camarade, 0 fr. 50. — B., à Alfortville, 1 fr. 50. — Twersky, 3 fr.; Dainow, 2 fr.; Jeonikoff (Mlle), 1 fr.; Morosoff (Mlle), 1 fr. : en tout, 7 fr. — Levallois, 3 camarades désireux de voir des temps meilleurs, 2 fr. — Un inconnu, 1 fr. — C. L., 0 fr. 50. — Un paysan de Romilly-les-Vaudes (Aube), 0 fr. 50, excédent d'écot à l'enterrement de Toulet. — Marseille, 5 anarchos, 3 fr. — Merci à tous.

D., à Namur. — S. P., à Bordeaux. — D., à Tunis. — J., à Montpellier. — J., à Cette. — K., à Tacoma; V., à Alger; G., à Carmaux (par le *P. P.*). — B., à Pont-de-Braye. — B., à Agen. — L. M., à Seraing. — M., à Nonancourt. — T., à Bourg-de-Thizy. — P. D., rue M.-A. — R., à Nîmes. — V. et M., à Bruxelles. — F., à Saint-Denis. — R., boulevard Saint-Germain. — E. L. D., au Manoir. — B., à Saint-Marcellin. — V., à Nîmes. — E. M., à Milan. — N., à Verviers. — E. C., à Nancy. — S. G., à Albi. — F., à Amiens. — B., à Angers. — P., à Trélazé. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 34 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 DÉCEMBRE 1896

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes) (1)

Citoyennes et citoyens,

En prenant pour sujet de cette conférence l'Etat et son rôle historique, j'ai pensé répondre à un besoin qui se fait vivement sentir en ce moment : celui d'approfondir l'idée même de l'Etat, d'étudier son essence, son rôle dans le passé et la part qu'il peut être appelé à jouer dans l'avenir.

C'est surtout sur la question de l'Etat que se trouvent divisés les socialistes. Dans l'ensemble de fractions qui existent parmi nous et qui répondent aux différents tempéraments, aux différentes manières de penser, et surtout au degré de confiance dans la prochaine révolution, deux grands courants se dessinent.

Il y a ceux, d'une part, qui espèrent accomplir la révolution sociale dans l'Etat : maintenir la plupart de ses attributions, les étendre même, et les utiliser pour la révolution. Et il y a ceux qui, comme nous, voient dans l'Etat, non seulement sous sa forme actuelle, mais dans son essence même, et sous toutes les formes qu'il pourrait revêtir, un obstacle à la révolution sociale : l'empêchement par excellence à l'éclosion d'une société basée sur l'égalité et la liberté, la forme historique élaborée pour prévenir cette éclosion — et qui travaillent en conséquence à abolir l'Etat, non à le réformer.

La division, vous le voyez, est profonde. Elle correspond à deux courants divergents, qui se rencontrent dans toute la philosophie, la littérature et l'action de notre époque. Et si les notions courantes sur l'Etat restent aussi obscures qu'elles le sont aujourd'hui, ce sera, à n'en pas douter, sur cette question que s'engageront les luttes les plus obstinées, lorsque — bientôt, je l'espère — les idées communistes chercheront leur réalisation pratique dans la vie des sociétés.

Il importe donc, après avoir fait si souvent la critique de l'Etat actuel, de rechercher le pourquoi de son apparition, d'approfondir la part qu'il a jouée dans le passé, de le comparer aux institutions auxquelles il s'est substitué.

⁂

Entendons-nous d'abord sur ce que nous voulons comprendre sous le nom d'Etat.

Il y a, vous le savez, l'école allemande qui se plaît à confondre *l'Etat* avec *la société*. Cette confusion se rencontre chez les meilleurs penseurs allemands et beaucoup de français, qui ne peuvent concevoir la société sans la concentration étatiste; et c'est pourquoi le reproche habituel, fait aux anarchistes, est de vouloir « détruire la société », de « prêcher le retour à la guerre perpétuelle de chacun contre tous ».

Cependant, raisonner ainsi, c'est entièrement ignorer les progrès accomplis dans le domaine de l'histoire durant cette dernière trentaine d'années; c'est ignorer que l'homme a vécu en sociétés pendant des milliers d'années, avant d'avoir connu l'Etat; c'est oublier que pour les nations européennes l'Etat est d'origine récente — qu'il date à peine du seizième siècle; c'est méconnaître enfin que les périodes les plus glorieuses de l'humanité furent celles où les libertés et la vie locale n'étaient pas encore détruites par l'Etat, et où des masses d'hommes vivaient en communes et en fédérations libres.

L'Etat n'est qu'une des formes revêtues par la société dans le cours de l'histoire. Peut-on les confondre?

⁂

D'autre part, on a aussi confondu *l'Etat* avec *le gouvernement*. Puisqu'il ne peut y avoir d'Etat sans gouvernement, on a dit quelquefois que c'est l'absence de gouvernement, et non l'abolition de l'Etat, qu'il faut viser.

Il me semble, cependant, que, dans l'Etat et le gouvernement, nous avons deux notions d'ordre différent. L'idée d'Etat implique bien autre chose que l'idée de gouvernement. Elle comprend non seulement l'existence d'un pouvoir placé au-dessus de la société, mais aussi une *concentration territoriale* et une *concentration de beaucoup de fonctions de la vie des sociétés entre les mains de quelques-uns ou même de tous*. Elle implique de nouveaux rapports entre les membres de la société.

Cette distinction, qui échappe, peut-être, à première vue, apparaît surtout quand on étudie les origines de l'Etat.

Pour bien comprendre l'Etat, il n'y a, d'ailleurs, qu'un moyen : c'est de l'étudier dans son développement historique, et c'est ce que je vais essayer de faire.

⁂

L'empire romain fut un Etat dans le vrai sens du mot. Jusqu'à nos jours, il en reste encore l'idéal pour le légiste.

Ses organes couvraient un vaste domaine d'un réseau serré. Tout affluait vers Rome : la vie économique, la vie militaire, les rapports judiciaires, les richesses, l'éducation, voire même la religion. De Rome venaient les lois, les magistrats, les légions pour défendre le territoire, les préfets, les dieux. Toute la vie de l'empire remontait au sénat — plus tard au César, l'omnipotent, l'omniscient, le dieu de l'empire. Chaque province, chaque district avait son Capitole en miniature, sa petite portion du souverain romain, pour diriger toute sa vie. Une seule loi, la loi imposée par Rome, régnait dans l'empire; et cet empire ne représentait pas une confédération de concitoyens : il n'était qu'un troupeau de *sujets*.

Jusqu'à présent encore, le légiste et l'autoritaire admirent l'unité de cet empire, l'esprit unitaire de ces lois, la beauté — disent-ils, — l'harmonie de cette organisation.

⁂

Mais, la décomposition intérieure, secondée par l'invasion des barbares, — la mort de la vie locale, désormais incapable de résister aux attaques du dehors et à la gangrène qui se répandait du centre, — mirent cet empire en pièces, et sur ses débris se développa une nouvelle civilisation qui est aujourd'hui la nôtre.

Et si, laissant de côté les civilisations antiques, nous étudions les origines et les développements de la jeune civilisation barbare, jusqu'aux périodes où elle donna naissance, à son tour, à nos Etats modernes, — nous pourrons saisir l'essence de l'Etat. Nous le ferons mieux que nous ne l'aurions fait, si nous nous étions lancé dans l'étude de l'empire romain, ou de celui d'Alexandre, ou bien encore des monarchies despotiques de l'Orient.

En prenant ces puissants démolisseurs barbares de l'empire romain pour point de départ, nous pourrons retracer l'évolution de toute civilisation depuis ses origines jusqu'à sa phase Etat.

(A suivre.) PIERRE KROPOTKINE.

(1) Avant de partir pour Paris, j'avais préparé des notes assez détaillées pour cette conférence. Aujourd'hui seulement j'ai pu mettre ces notes sous une forme plus ou moins présentable au lecteur.

MOUVEMENT OUVRIER

Les conditions du travail ne sont pas très favorables à l'ouvrier, témoin les quelques renseignements que nous extrayons de l'*Office du Travail*.

Ainsi, à Roubaix, 5.000 ouvriers teinturiers et apprêteurs ont vu leurs salaires diminués de 20 0/0; de plus, l'on chôme le lundi et même le mardi dans certaines maisons. Pendant ce temps, Guesde, le député du lieu, touche ses 25 francs par jour.

A Lyon, la situation est de plus en plus mauvaise; sur 8.000 métiers, les deux tiers, au plus, sont en service. On a été obligé de distribuer des secours aux ouvriers nécessiteux.

A Bordeaux, le quart des ouvriers lithographes sont inoccupés. Le salaire des ouvriers tonneliers a subi une forte diminution sur les prix de façon : 2 francs par barrique. Un tiers des garçons limonadiers sont sans place.

Dans les moulinages de Saint-Chamond, le travail a diminué de 50 0/0 depuis l'an dernier et les prix de façon ont baissé de 20 à 60 0/0. A Saint-Etienne, le gain est inférieur des deux tiers à celui de l'année; c'est ainsi qu'il est descendu à 1 fr. 25

pour le compagnon passementier et à 1 fr. 50 pour le chef d'atelier.

Dans le Tarn, l'industrie textile subit une crise affreuse : sur 78.000 broches existant dans le département, 47.000 à peine sont en service et les salaires sont en baisse.

Par suite de l'agiotage qui a eu lieu sur les blés à la Bourse du commerce de Paris, l'on signale des départements une hausse considérable sur le prix du pain, hausse qui atteint jusqu'à 0 fr. 10 par kilogramme. Principalement les départements suivants : Seine-et-Oise, Jura, Meurthe-et-Moselle, Indre, Eure-et-Loir, etc., etc.

* *

Les Grèves en octobre 1896. — 24 grèves se sont produites en octobre dernier; on en avait compté 22 en octobre 1895. Le nombre des grévistes est de 3.829, parmi lesquels sont compris les 2.000 mineurs de la Grand'Combe.

Les industries les plus atteintes sont les textiles : 7 grèves; les mines, 3; les métallurgistes, 4; les porcelainiers et céramistes, 3 grèves. Une seule à constater dans les corporations suivantes : allumettières, boyaudiers, camionneurs, typographes, comptables, déchargeurs et maçons.

Les causes sont les suivantes : 10 grèves provoquées par des demandes d'augmentation de salaires, 4 par des réductions de salaires imposées par le patron; 2 par des modifications aux règlements d'atelier; 3 pour des causes de solidarité entre ouvriers. Les autres causes ont provoqué chacune 1 grève : demandes de suppression des amendes, de travail aux pièces, de suppression de retenue d'assurance, retard dans le payement des salaires.

Signalons la grève des tôliers de Paris, commencée le 4 mai, qui a pris fin le 31 octobre.

Les résultats connus sont toujours piètres : pour 3 réussites partielles, il y a 8 transactions et 6 échecs.

En Belgique, 17 grèves ont eu lieu dans le courant d'octobre, entraînant le chômage de 1.926 ouvriers.

8 grèves de textiles et 5 de mineurs.

En Allemagne, 20 grèves en octobre dans quatre industries : l'imprimerie, la métallurgie, les textiles et le bâtiment. Signalons spécialement l'introduction du tissage sur deux métiers qui a occasionné de grandes difficultés dans la région d'Aix-la-Chapelle. A Berlin, 3.000 ouvriers lithographes sont en grève.

En Angleterre, 55 grèves nouvelles en octobre, avec 11.000 grévistes; 15 grèves dans les ateliers de construction. Les groupes du bâtiment, des mines et des textiles en comptent chacun 8.

21 réussites, 10 transactions et 17 échecs.

Pendant que nous sommes en Angleterre, signalons le fait suivant :

Dans une seule journée de la deuxième semaine d'octobre, l'assistance publique a eu à secourir 320.654 personnes, soit 207 pour 10.000 de la population totale dans 35 districts urbains *choisis* comme type. (D'après le *Labour Department*.)

Riche pays où s'épanouit la plus belle fleur du régime capitaliste : la misère.

P. Delesalle.

DES FAITS

C'est défendu !

Il existe à Rouen une exploitation patronale des ouvriers cordonniers où des apprentis qui gagnent 50 centimes par jour se voient infliger des amendes de 75 centimes.

Les enfants et les femmes travaillent onze heures par jour.

Dans un atelier de 15 mètres de long sur 4 mètres de large, sont entassées vingt piqueuses; grâce à la présence d'un fourneau à gaz, elles y étouffent l'été. On ouvre deux petites fenêtres, mais l'aération n'est pas suffisante — on est forcé d'ouvrir la porte. Les pauvres femmes sont alors empoisonnées par une odeur infecte qui vient des latrines.

A ces latrines puantes elles ne peuvent se rendre qu'à heures fixes; une brigade d'ouvrières doit être disposée de 8 à 9 heures, l'autre de 9 à 10.

Il faut solliciter du caissier l'autorisation de satisfaire à ses besoins naturels. A d'autres heures, c'est défendu! Quand le caissier est sorti... on attend son retour — comme on peut, — mais vaquer librement à ces affaires, c'est défendu!

L'atelier, trop chaud l'été, est glacial l'hiver. Cependant les femmes ne peuvent se servir de chaufferettes — c'est défendu!

Un jour, le patron eut un bon mouvement, il fit essayer un poêle mobile — il faillit axphyxier ses vingt ouvrières; trois d'entre elles furent dangereusement malades; depuis cette expérience malheureuse, plus de chauffage — c'est défendu!

Aux mécaniciennes, on retient chaque semaine une certaine somme pour payer leur machine; elles paient encore les réparations. La retenue continue toujours, l'ouvrière restât-elle quinze ans dans la maison de l'exploiteur; naturellement, cela ne plaît pas aux pauvres exploitées, elles voudraient se plaindre ou réclamer au patron; elles ne le peuvent pas — c'est défendu!

(*Union socialiste*, Rouen, 14 octobre 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — La politique est une bien triste chose et bien écœurante. Incalculable est le nombre de palinodies, de pitreries de toute espèce auxquelles elle donne lieu.

Voici, par exemple, les députés socialistes qui se sont élevés avec l'indignation la plus véhémente contre les lois scélérates, quand elles furent proposées par le ministère Dupuy. Il y a quelques mois, l'abrogation de ces lois ayant été demandée, le ministère d'alors, ministère radical ayant tous les sourires du groupe socialiste, déclara qu'il ne voyait pas la nécessité d'abroger ces lois pour le moment. Le groupe socialiste se rangea à cet avis, se déjugeant une première fois. Aujourd'hui que nous possédons un ministère opportuniste, les mêmes socialistes viennent de déposer une proposition de loi demandant l'abrogation de ces lois. Tout ce manège, incompréhensible pour les gens de bonne foi et noninitiés aux pantalonnades de la politique, signifie simplement ceci : les socialistes se soucient fort peu que ces lois soient ou non abrogées. Bien plus, ils ne détesteraient pas de les avoir à leur disposition pour le cas où, comme ils l'espèrent, ils arriveraient au pouvoir. Si, actuellement, ils en proposent l'abrogation, contrairement à l'avis qu'ils exprimèrent sous le ministère Bourgeois, c'est qu'ils comptent se donner le beau rôle de champions de la justice et de la liberté. Mais ils savent parfaitement que leur proposition n'aura aucune sanction, car il suffira au ministère présent de venir faire la même déclaration que fit jadis le ministère radical, si cher aux socialistes, pour qu'une majorité, tout aussi servile que l'était la majorité radicalo-socialiste d antan, réponde : Brigadier, vous avez raison. Les socialistes pourront s'épandre en protestations aussi éloquentes que bruyantes, et le tour sera joué. Ils retourneront déplorer par-devant leurs électeurs l'impuissance de leur bonne volonté, et cette impuissance même leur fournira un argument de plus en faveur de la nécessité — s'affirmant de plus en plus — de conquérir les pouvoirs publics.

* *

Cependant la politique a quelquefois ses bons côtés — bien rarement, c'est vrai, mais enfin quelquefois. Les députés ont donné, l'autre jour, à la classe ouvrière un exemple de propagande par le fait. A 7 heures un quart du soir, fatigués d'entendre un orateur bavard, ils demandent la levée de la séance. Le président déclare qu'il ne peut faire lever la séance et que l'orateur n'en a plus que pour un quart d'heure environ. A ces mots du président, tout le monde se lève et sort. Force fut de lever la séance, faute d'auditeurs.

Voilà une bonne leçon donnée aux ouvriers qui pétitionnent auprès des pouvoirs publics pour faire réduire à huit heures la journée de travail. Si, imitant leurs élus, les travailleurs s'en vont, avec ensemble, de l'atelier ou du magasin, au bout de huit heures de travail, force sera bien au patron de fermer boutique jusqu'au lendemain. Qu'ils y songent!

* *

Marseille. — La propagande en faveur de la conquête des pouvoirs publics n'a, décidément, pas de chance. Au congrès de Londres, déjà, les partisans de cette mirifique tactique avaient subi maints échecs fort désagréables pour eux et qui leur avaient fait imaginer d'inventer la légende des syndicats fictifs que l'achat d'un timbre en caoutchouc de vingt-cinq sous suffisait à fonder.

Depuis, de nouvelles manifestations se sont produites au sein de divers syndicats, démontrant que la farce a perdu la confiance des travailleurs. En voici une nouvelle : Il vient de se fonder à Marseille une « Fédération régionale de la métallurgie » comprenant toutes les chambres syndicales et groupes corporatifs adhérents aux statuts qu'elle publie.

L'article 6 des statuts en question est ainsi conçu :

« La Fédération se tient rigoureusement en dehors de toutes écoles politiques et religieuses; elle n'engagera l'action des syndicats et groupes adhérents qu'en vue des intérêts généraux pour les revendications *économiques* et *sociales* discutées et adoptées dans les séances ordinaires ou extraordinaires. »

Pends-toi, Basile! Rien à faire pour toi par là!

André Girard.

* *

Conférence faite par M. E. Fuster, le 8 décembre, au Musée social.

Le conférencier, qui a vécu quelque temps parmi les mineurs de Westphalie, en mission d'étude pour le Musée social, en a rapporté d'intéressants renseignements. Après avoir expliqué l'état patriarcal dans lequel les mineurs vivaient jusque vers 1840, M. Fuster a démontré comment, petit à petit, de gros capitalistes s'étaient emparés des concessions minières et comment le sort des ouvriers avait alors changé. Il a démontré comment la concentration des capitaux faisant le nombre des patrons de moins en moins grand, ceux-ci étaient arrivés à former un syndicat qui groupe 98 0/0 des mines de Westphalie. Les mineurs, qui étaient environ 14.000 en 1851, sont aujourd'hui 160.000 et extraient par an 45 millions de tonnes de houille, production du double de celle de la France.

L'ouvrier est peu sédentaire; ainsi, à peine 1 sur 100 possède une maison et 11 sur 100 seulement des ouvriers vivent en famille, les autres logent en pension.

Depuis 1889, date de la dernière grève, le socialisme a fait de grands progrès; mais, comme l'a fort bien démontré le conférencier, un socialisme plutôt religieux, idéaliste, où la prêtraille a encore beaucoup d'autorité.

A remarquer enfin que depuis que les social-démocrates allemands ont fait de la propagande dans ce milieu, les syndicats ont été en dépérissant; de 40.000 adhérents en 1889, à peine si 4.500 ouvriers sont aujourd'hui groupés. La politique a détruit l'organisation économique, mais, au dire du conférencier, celle-ci tend à se ressaisir. A signaler aussi l'intervention néfaste de l'Etat dans les conflits entre patrons et ouvriers.

P. Delesalle.

Belgique.

Dans une correspondance parue dans le numéro 24 de la première année des *Temps Nouveaux*, j'ai décrit la situation ouvrière en Belgique et je prie les lecteurs que cette correspondance intéresse de vouloir bien la relire, cela est utile pour mieux comprendre ce qui suit.

Depuis quelque temps, un grand changement s'opère dans l'esprit des masses et fait sentir son influence jusque dans le parti ouvrier, qui traverse en ce moment une terrible crise. Des mécontentements se produisent dans tous les centres socialistes tels que : Gand, Courtrai, Hodimont, Namur, etc. Cela ne fait que commencer; on veut secouer la discipline de fer qui pèse trop lourdement sur les épaules des affiliés. Ceux qui, jusqu'à présent, se sont tus, élèvent aujourd'hui la voix et divulguent les agissements peu corrects de certains chefs socialistes. Naturellement on exclut du parti ces audacieux, d'où déchirements et, par conséquent, désagrégation du parti lui-même. Mais peut-il en être autrement? Non : si le parti ouvrier commence à se désagréger, c'est par suite de son organisation autoritaire, car il est impossible que des milliers d'hommes (cent mille affiliés environ) puissent se laisser assujettir à une discipline comme celle que le Conseil général veut leur imposer.

Dans ce parti, on doit penser comme pense le Conseil général et on ne peut faire de propagande que celle qu'il indique. Et puis ces hommes qui jadis étaient des ouvriers, et qui sont maintenant,

soit administrateur, directeur, gérant, comptable de coopérative ou rédacteur de journal, secrétaire fédéral ou député, etc., etc., subissent l'influence du changement de leur condition sociale au point de devenir de véritables autocrates.

L'émulation et le réveil des appétits mal assouvis, les compétitions et les chicanes sont autant de causes de la crise socialiste : ajoutons que des ouvriers commencent à raisonner et à discuter, et du jour où l'ouvrier raisonnera sérieusement, alors c'en sera fait de l'autoritarisme et de la discipline du parti ouvrier.

Mais aujourd'hui, par le manque d'instruction, la plupart des ouvriers continueront à gober les beaux discours des chefs socialistes et dédaigneront les hommes qui osent critiquer ces meneurs. Que les camarades ne s'illusionnent pas trop vite : s'il y a des hommes qui se détachent du P. O., si des déchirements s'y produisent et s'il commence à se désagréger, il a encore pour longtemps du pain sur la planche, car sa force réside dans la forte organisation des caisses de secours et des syndicats et tout le monde sait que, dans ces organisations, on ne tient nullement compte des idées philosophiques et religieuses des affiliés, on ne cherche dans le parti ouvrier que le nombre et surtout des électeurs; ce qui fait de ce parti un parti factice, mais dans lequel, par contre, les chefs font faire ce qu'ils veulent. Pour prouver ce que j'avance, je tiens à relater ici un petit fait : à l'occasion de la Sainte-Barbe, patronne des houilleurs, une quantité de mineurs sont allés à Bruxelles uniquement pour voir la Chambre des représentants et pour entendre discourir, le cas échéant, un député socialiste. (Voilà de l'adoration et du fétichisme ou je ne m'y connais pas!) Quand les ouvriers en sont encore là, on comprendra la difficulté qu'ont les anarchistes à se faire comprendre, surtout lorsqu'ils n'appartiennent pas à une organisation ouvrière. Malato a constaté que, séparés du mouvement ouvrier, les anarchistes belges sont impuissants.

Il n'est nullement question d'une cinquième roue, mais il est question de mettre le char révolutionnaire sur ses quatre roues afin qu'il ne verse plus et puisse marcher convenablement.

Des mécontents, des désabusés voudraient faire de bonne propagande, mais sont réduits à l'impuissance et à l'isolement par le boycottage que leur fait le parti ouvrier. Ils demandent notre concours, non officiel mais moral et individuel, chacun conservant son autonomie et son indépendance. On formerait des groupes d'études sociales et des syndicats libres, on organiserait la distribution et la vente des journaux et brochures. Du reste, sous peu, nous organiserons à Bruxelles une réunion nationale, à laquelle nous invitons tous les camarades de Belgique; là nous nous expliquerons mieux et plus longuement, car il ne s'agit pas « d'aider des politiciens nouveaux à frapper sur les politiciens vieux système », il s'agit simplement de ne pas rejeter systématiquement des éléments nouveaux et surtout des bonnes volontés qui ne demandent qu'à lutter pour la bonne cause. De nouveaux milieux s'ouvrent pour nos idées où nous pourrons amplement semer la semence anarchiste; on aurait tort, par esprit de puritanisme, de ne pas vouloir en profiter. N'attendons pas que le peuple vienne à nous, nous attendrions encore longtemps; allons à lui, répandons nos idées partout et à chaque occasion : on hâtera ainsi l'avènement du communisme anarchiste.

Suisse.

Vaud. — Un jeune homme du Wurtemberg, âgé de vingt ans, M. Narr, cheminait sur la route qui longe le lac; surpris par la pluie, il chercha un refuge dans la maison ouverte d'un gardien de campagne : il y avait étendu ses vêtements trempés de pluie et attendait sans doute une éclaircie, lorsque, vaincu par la fatigue, il s'endormit.

Le garde revint, vit le dormeur et courut aviser la police de Coppet. Les gendarmes arrivèrent, arrêtèrent le pauvre garçon et le conduisirent jusqu'au poste; on le fouilla et, comme il n'avait que 2 pfennigs dans sa poche, il fut jeté en prison. Le lendemain, on le trouva pendu.

« Narr était fort bien mis, portait bague et montre en or. Il n'avait probablement aucune mauvaise intention, dit un journal conservateur; on peut, ajoute-t-il, supposer qu'il n'a pas osé demander l'hospitalité et n'a pu supporter la honte d'avoir été en prison. » — C'est tout. Pas un mot contre l'état de choses qui autorise et sanctionne de pareilles horreurs.

Oui, vraisemblablement, M. Narr savait par ouï-dire ce que vaut — la vie durant — ce boulet qui s'appelle un casier judiciaire. Certes, l'honnête jeune homme ne savait pas traverser un pays où Eiffel, grâce à ses millions volés, reçoit l'accueil le plus flatteur, mais où un sans-le-sou est traqué comme une bête fauve; il ne savait pas qu'il y a peu de mois, à quelques kilomètres de l'endroit où il se reposait pour la dernière fois, une hirondelle de potence avait tué à coups de fusil un homme inoffensif qui ne s'était pas empressé de répondre à son commandement.

Jugé, le meurtrier a été acquitté et sans doute depuis lors a monté en grade.

* * *

Genève. — Quand il s'agit de gens n'appartenant ni au monde officiel, ni au monde de la finance, les élus procèdent différemment, et, pour peu qu'ils soient hantés par quelque basse jalousie, ils violent même ce que les naïfs appellent nos garanties constitutionnelles.

Des Sénégalais auxquels aucun délit ne peut être reproché et qui ne peuvent être accusés du crime prévu par la loi : à savoir, d'être sans ressources — deux de ces noirs étaient engagés chez M. Catalan, négociant à Carouge — mais dont les succès auprès des femmes de la haute bourgeoisie genevoise rendront mémorable l'Exposition nationale, ont été victimes d'une infamie de la part des gouvernants de Genève : ils ont été incarcérés quelque temps et ensuite liés et expédiés à Marseille.

C'était le devoir du consul français à Genève d'intervenir et de faire respecter le droit des gens dans la personne de ses nationaux, mais il ne paraît pas qu'il s'en soit soucié. Ah! si M. Eiffel subissait quelque contrariété de la part d'un gouvernement cantonal, non seulement le consul, mais l'ambassadeur de France à Berne interviendrait immédiatement. Mais ce cas ne se présentera pas.

Les gouvernants ne marchandent jamais leurs humbles prières lorsqu'il s'agit de s'excuser auprès d'un des membres de la plutocratie. Obéissant à la loi, un policier avait donné l'ordre aux employés de Mme Rothschild d'ôter le drapeau de la baronne hissé sur son château de Pregny. Aussitôt avertie, cette dame fit savoir qu'elle quittait au plus tôt le canton de Genève pour n'y plus revenir. Que firent les gouvernants? Ils vinrent au château faire leur *mea culpa* et conjurèrent la baronne de ne pas donner suite à sa menace. Depuis lors, le drapeau des Rothschild flotte sans avoir à craindre qu'un pandore s'avise de piper un mot, et gageons que s'il prenait fantaisie à la milliardaire de s'offrir une douzaine de Don Juan nègres, ces mêmes gouvernants qui ont attenté à la liberté des Sénégalais du Parc de la Misère donneraient des ordres pour que les précieuses personnes de ces noirs soient l'objet de tous les respects officiels.

* * *

Ceux qui confectionnent les lois ne témoignent jamais assez d'égoïste sollicitude à leurs coûteuses personnes. Le 15 novembre, les élus du canton ont voté 23.000 francs pour l'Exposition nationale, dont 4.000 francs pour l'organisation de la journée vaudoise; en langage gouvernemental, organisation signifie : coût d'une des parties de plaisir offertes à Genève à la gent officielle.

Comme toujours, ce sont les pauvres travailleurs qui paient; ils ont payé les bouteilles de la Vaux et de la Côte dont furent remplis les wagons des élus de Berne, à leur passage à Lausanne, mainte et mainte boustifaille gouvernementale, et c'est encore eux, pauvres hères, qui payeront les prochaines « organisations ».

* * *

Grisons. — Le bataillon d'alpins en garnison à Firano, dans la Valteline, a reçu l'ordre de partir pour Rome. Supposant que des bords du Tibre leur bataillon serait expédié en Abyssinie, un certain nombre de soldats résolus à *ne pas* courir l'alternative de crever par les fièvres, sinon de revenir mutilés par les Africains dans le cas où ils seraient épargnés par les balles, ont passé la frontière. Arrivés à Poschiavo, dans le canton des Grisons, ils entrèrent dans une auberge, où, bientôt après, pénétrait à son tour un officier des alpins pour vomir à leur face un torrent d'injures naturellement fleuries de boniments patriotiques; heureusement pour eux, les jeunes hommes surent rester calmes, autrement la moindre algarade de leur part eût servi de prétexte à leur extradition.

Sur ces entrefaites, l'aubergiste s'approcha et invita le galonné, porteur de ses armes, à passer dans une autre salle, mais ayant essuyé un refus, il lui ordonna de vider les lieux immédiatement. — Tout penaud, l'insulteur se vit obligé de reprendre seul le chemin de Firano.

* * *

Berne. — Plus de 75.000 signataires ont demandé que la loi instituant la banque d'État soit soumise au *referendum*. Banques privées ou banque d'État, affaire à vider entre le monde financier et la gent gouvernementale.

Quoi de plus alléchant pour les gouvernants que la perspective de posséder la planche à tirer les billets de banque? Majoration de traitements, nouvelles sinécures pour les frères et amis, multiplication indéfinie du fonctionnarisme, tout cela ne rencontrerait plus que des empêchements négligeables. Et quelle source intarissable d'influence!

Le nombre des partisans de la banque d'État sera assez élevé pour qu'en cas de rejet, le projet, quelque peu modifié et surtout mieux paré, soit accepté des électeurs à une seconde épreuve référendaire. Plusieurs confections législatives, d'abord repoussées, retapées ensuite, ont fini par être acceptées.

Parmi les acceptants s'enrégimentent les socialistes étatistes, chaudement endoctrinés par leurs meneurs déjà au râtelier et par ceux qui y convoitent une place; tous voient dans la banque d'État la réalisation possible de leurs secrètes espérances. Quel avenir doré pour eux et leur progéniture!

Voteront aussi pour la banque d'État les petits paysans et industriels auxquels les banquiers prêtent à 7, à 8 et davantage, alors que l'argent rapporte 3 0/0. C'était déjà par haine de la bancocratie, personnifiée, pour de nombreux électeurs, dans le prêteur juif, qu'une majorité surprenante avait voté la suppression du mode d'abatage israélite.

De leur côté, tous les possesseurs du capital sont en éveil; brochures, articles de journaux, etc., sont prodigués aux *liebe Mitbürger* : ces chers concitoyens auront-ils assez de jugement pour s'écrier en se souvenant de l'âne de la fable : Que je porte sur mon dos un capitaliste ou un fonctionnaire, peu m'importe. Il est évident que l'acceptation ou le rejet du projet n'intéresse point ceux qui ne possèdent rien, rien que leur force de travail.

Une initiative avait été lancée en faveur du rachat des lignes ferrées par l'État. Jusqu'à maintenant 30.000 signatures ont été recueillies : c'est peu, étant donné le laps de temps écoulé depuis le commencement de la récolte.

Le 15 novembre, dans l'assemblée générale des employés des entreprises suisses de transport à Lucerne, après avoir entendu le rapport, et à l'unanimité, il a été décidé par cette assemblée très fréquentée, de se prononcer en faveur de la suspension du mouvement d'initiative populaire.

Les employés de chemins de fer se seraient-ils enfin aperçus que les employés des postes sont plus mal traités qu'eux, au point de vue des jours de repos, de la durée du travail et des caisses de retraite?

Si la loi sur la comptabilité a été acceptée, c'est surtout parce que le public est mécontent des compagnies; et il y a de quoi. Les tarifs pour les voyageurs et pour les bagages sont trop élevés; la plupart des salles d'attente de 3e classe sont malpropres, mal éclairées. Mais si le bon public s'imagine que les gouvernants prendront leurs intérêts en main, ils se trompent; l'expérience prouve que les pouvoirs accordés à l'État sont employés à son profit, et non en faveur de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Les gouvernants obligeront les compagnies à organiser des trains de nuit, à remanier les horaires, s'ils y trouvent leur convenance — cela s'est vu, — en même temps le public profitera de ces améliorations; mais pour ce qui concerne les intérêts immédiats de la classe ouvrière, il ne faut jamais compter sur les gouvernants. La *Vapeur*, organe des employés de chemins de fer, raconte ce qui suit : Lorsque le département des chemins de fer a platoniquement avisé la direction du Jura-Simplon que la journée de 13 h. 1/2 exigée des mécaniciens était trop élevée, les directeurs ont diminué la journée de travail proprement dite, mais leur ont imposé un service supplémentaire de « relevage » aux arrivées des trains, et comme ces heures supplémentaires ne sont pas indiquées sur les « feuilles de service » ou le sont irrégulièrement, les mécaniciens se sont trouvés avoir autant d'heures de travail, après comme avant l'observation du département fédéral. Il est cependant prouvé que le surmenage est, dans la plupart des cas, la cause des accidents. Sans doute, mais les loups ne se mangent pas entre eux.

Qu'un jour les voies ferrées soient rachetées par l'Etat — cette date n'est vraisemblablement que reculée — et il se passera en Suisse ce qui se passe en Prusse, où les recettes des chemins de fer fournissent 40 0/0 des besoins budgétaires. Pour accroître ce bénéfice net, dit l'*Economist*, le ministre des finances pratique un système d'économie exagéré, dont les conséquences sont l'empêchement des améliorations nécessaires et rendent impossible la réduction du tarif des voyageurs et des marchandises, si énergiquement réclamée par le public.

En Suisse, où le gouvernement possède le monopole postal, la taxe postale d'intérieur est maintenue à 10 centimes, c'est-à-dire plus du double de celle des Iles Britanniques; la surface des territoires en fait foi.

Les députés usent et abusent de la franchise postale et expédient jusqu'à du linge sale sous l'estampille « officiel ». Depuis des années, le public réclame la suppression de la franchise postale et la réduction à 5 centimes de la taxe des lettres pour l'intérieur, mais en vain. Pourtant, les postes suisses réalisent un bénéfice net annuel de deux millions.

* * *

Zurich, 19 novembre. — Les ouvriers forgerons et chaudronniers de la fabrique de machines Escher, Wyss et Cie se sont mis en grève à la suite du renvoi d'un ouvrier qui était en état d'ivresse. Ils réclament le renvoi du chef des travaux et d'un chef d'atelier. L'administration se refuse à faire droit à leurs demandes (20 novembre 1896).

X.

Espagne.

Le gouvernement espagnol fait démentir l'authenticité des lettres publiées par les journaux français et provenant des accusés de Barcelone. Nous pouvons affirmer, pour notre part, que les faits que nous avons reproduits émanent d'un de ces malheureux martyrisés par ordre du gouvernement très catholique de toutes les Espagnes.

Mais ce gouvernement n'en est pas à un mensonge près. Il est passé maître en cet art. Les prétendues victoires que, d'après lui, il a remportées quotidiennement depuis dix-huit mois sur les insurgés cubains, sans pouvoir les réduire, donne la mesure de la confiance que l'on peut accorder à ses démentis.

A. Girard.

Etats-Unis.

On lit dans le *Réveil des Verriers* :

« A Rochester, dans l'Amérique du Nord, des verriers en grève, avec l'aide de quelques citoyens de la ville, ont fondé une société ouvrière au capital d'un million, dont la moitié en argent et l'autre moitié en travail ou matériaux, à l'effet de construire une verrerie où seront occupés cinq à six cents ouvriers.

« Voilà encore un résultat de grève qui ne plaira guère aux patrons verriers. En attendant mieux, c'est une façon très intelligente de répondre aux exigences des Rességuiers de tous les pays. »

Afrique.

Egalité républicaine. — Le parlement du Transvaal vient de décider que les Cafres continueraient à porter au bras la plaque de fer-blanc; quelques membres du Conseil désiraient exempter de cette marque les instituteurs, les artisans et les prédicants cafres, mais le parlement des Boers en a décidé autrement : selon lui, il faut maintenir le port de la plaque de fer-blanc, cet insigne humiliant étant indispensable pour rappeler aux Cafres qu'ils ne sont pas égaux aux blancs.

Dans un pays où règne le capitalisme, où le président chef du pouvoir possède un domaine dont l'étendue est égale à celle de la Suisse, on doit bien s'attendre à ce que la liberté, l'égalité, et le reste, n'aient pas davantage de réalité que dans les républiques européennes et américaines.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque sociologique des travailleurs du XII*e *et Jeunesse Libertaire.* — Samedi 19 décembre, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu. — Urgence.

* * *

Roanne. — Les camarades sont invités à se réunir le 25 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, chez Rimaud, cafetier, rue de Clermont, 70, afin de fonder un groupe libertaire et organiser une bibliothèque sociologique. — *Urgence absolue.*

* * *

Marseille. — Les camarades désireux de venir en aide aux nombreux Espagnols que la férocité des dignes émules de Loyola oblige à s'exiler, sont priés d'adresser leur obole à Calazel Ferdinand, 8, quai du Port (Bar du Grand Orient), Marseille.

Que ceux qui, possédant une indépendance relative qui leur permettrait d'occuper pendant environ deux mois comme manœuvre ou cultivateur un homme désireux de se familiariser avec la langue française, veuillent bien nous le faire savoir.

Il est bien entendu que les camarades qui sollicitent un emploi pendant ce laps de temps ne demandent rien autre que la nourriture et le logement; de préférence, à la campagne.

Le nombre croissant des camarades que les gouvernements italien et espagnol nous envoient nous oblige à adresser cet appel.

S'il n'était entendu, la plupart de ces camarades se trouveraient exposés à l'extradition ou à l'expulsion.

* * *

Reims. — Tous les camarades qui veulent réveillonner anarchiquement sont invités à venir le 24 décembre 1896, à 8 h. 1/2 du soir, boulevard Carteret, 12, à la salle du siège social du syndicat ouvrier. Grande soirée familiale. Tous les antiparlementaires sont priés de venir prêter leur concours.

Causeries par des camarades. Chants et poésies révolutionnaires. — Entrée gratuite.

* * *

Avignon. — Tous les lecteurs du *Père Peinard*, des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire* sont invités à la réunion qui aura lieu le samedi 19 courant, à 8 heures du soir, au Comptoir Saint-Lazare, rue Carreterie, 195. — Fondation d'un groupe.

Extrême urgence. — La salle est entièrement indépendante.

* * *

Belgique. — Vient de paraître *La Vérité*, organe hebdomadaire de communisme libertaire, 3, rue de la Station, Ensival. La *Vérité* fait suite à la *Débâcle Sociale* qui avait suspendu dernièrement sa publication.

Bonne chance à notre nouveau camarade.

* * *

Bruxelles. — *Cercle l'Endehors.* — Dimanche 10 janvier 1897, à 8 heures, grande fête artistique organisée avec le concours du cercle *Le Rat peint*, dans la magnifique salle de la Mutualité, rue des Pierres, 38. — A 11 heures, bal. — Entrée : 0 fr. 50.

* * *

Tous les camarades de Bruxelles et de la banlieue sont invités à se réunir samedi prochain, 19 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, au Grand Verre, place du Vieux Palais de Justice. — Extrême urgence.

Ordre du jour : Le meeting du 22 courant.

* * *

Bruxelles. — Salle Rubens, rue des Brigittines, mardi 22 courant, à 8 heures du soir, grand meeting de protestation.

Ordre du jour : 1° L'inquisition en Espagne; 2° L'affaire de Barcelone.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

The old and the new ideal, par E. Fr. Ruedebusch; 1 vol., 2 fr. 50, broché, chez l'auteur.

La Question d'Orient et la politique personnelle de M. Hanotaux, par P. Quillard et L. Margery; 1 broch., 1 fr., chez Stock.

La Guirlande des jours, vers par Jean Viollis, *Bibliothèque de l'Effort*, 8, rue Ingres, Toulouse.

Poèmes et rêveries d'un païen mystique, par L. Ménard; 1 vol., 3 fr. 50, Librairie de l'*Art Indépendant*, 11, rue de la Chaussée-d'Antin.

Enquête sur la question sociale en Europe, par J. Huret; 1 vol, 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

L'Ile Vierge, par C. Lemonnier, illustrations de Cortazzi; 1 vol. chez Dentu, 78, boulevard Saint-Michel.

11 de novembro de 1887, par Edlitam; 1 brochure à la *Biblioteca emancipadora d'estudos sociologicos*, rua do Visconde de Setubal 86, Porto.

A LIRE

Un voleur de bonbons, G. Montorgueil, *Eclair*, 13 décembre.

Messieurs les chiens, F. Veuillot, *L'Univers et le Monde*, 10 août 1896.

Grève d'Henrichemont, H. Maret, *Radical*, 16 décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

Boursonne. — Reçu 15 fr. Ça va bien.

L., à Laon. — Ça devait être une erreur de ma part, j'envoie le dessin manquant.

C. F., Milan. — Numéro réexpédié.

Bizien. — Les volumes ayant été expédiés dans le même paquet, ne redevez que 0 fr. 50 pour les *Soliloques.*

R., à Nîmes. — Willaume est le nom du dessinateur. Pour les autres, du moment qu'ils ne signent pas, c'est qu'ils ont des raisons pour ne pas se faire connaître.

R., à Genève. — Le 1 fr. 40 remis par le *Libertaire*, pourquoi est-ce?

Achille. — Si l'acte de s'asseoir à la table du riche était un acte ne pouvant entraîner aucune conséquence pour celui qui le ferait, il ne serait pas révolutionnaire. Quand on voudra bien comprendre que « vivre malgré tout, et n'importe comment, dans la société actuelle » et « faire de la propagande, acte de revendication » sont choses distinctes, on s'apercevra de la nécessité de séparer les deux choses.

S., à Roubaix. — Convocation arrivée trop tard. Le mardi matin au plus tard.

X. — J'avais déjà vu le *défi* de M. Limousin, mais, outre que je n'admets pas une discussion courtoise proposée avec ce ton de suffisance, M. Limousin est bien trop rasoir pour discuter avec lui.

G., à Apt. — *Morale anarchiste* épuisée.

Biet, à Nantes. — Le volume n'ayant rien coûté d'envoi, nous pouvons vous le laisser à 2 fr. 50, mais c'est tout, car c'est ce que nous le payons à l'éditeur.

J., à Châlons. — Et les deux brochures?

C., au Havre. — Envoyez, nous les placerons.

Gerandot. — Pour les chansons, je vous ai envoyé quelques exemplaires retrouvés, mais il n'en reste plus. — Adressez-vous au camarade Rapal, 8, Quai du Port, à Marseille, qui en édite.

V. B. — Il y a comme cela une foule d'individus qui croient se réhabiliter en décorant leurs appétits du titre d'acte revendicateur. Au fond, ce sont les pires des bourgeois.

D., rue Michel-Ange. — Le n° 30 vous avait été expédié. Je vous le réexpédie à nouveau.

L. B. J. — La brochure n'existe plus.

B., à Nancy. — C'est par erreur que nous avions annoncé la fin de votre abonnement.

S., à Nîmes. — Connais pas l'adresse. Nous n'insérons pas de correspondances étrangères à l'administration du journal.

Genève. — Reçu le numéro de la *Gazette de Lausanne.* Mais l'ironie de San-Gil n'est que de la pure vantardise. les derniers scandales de la presse parisienne ont prouvé que certains journalistes parisiens travaillaient dans la saleté bien au-dessous des prix de M. Lutzow.

Brésil. — Reçu *A Reforma.* Merci.

La Vérité (Ensival). — Expédiez-nous encore un numéro 1 et 2 — et 2 exemplaires chaque semaine.

Reçu pour le journal : Avignon, 2 fr., pour numéros à distribuer. — Raymondi, 0 fr. 75. — Q., à Rouen, 0 fr. 50. — Lyon, par M., 0 fr. 30 et 0 fr. 25. — G., à Apt, 0 fr. 50. — Nantes : A. et M., 2 fr. — Un nouveau converti, 1 fr. 30. — M., à Saint-Aubin, 2 fr. — V. B., 0 fr. 50. — Produit de la réunion du jeudi 10 à la salle du Commerce, 11 fr. — V. B., 1 fr. 80. — T. J., 13 fr. — Liste de Saint-Denis, par R., 7 fr. — Buenos-Ayres, par S., 40 fr. — B., à Nancy, 2 fr. — Merci à tous.

J., à Saint-Léger. — H., à Angers. — G., à Cavaillon. — C., à Toulon. — E., à Montpellier. — P., à Pouzilhac. — E. P. — D., à Amiens. — T., à Podensac. — D., à Villefranche. — R., à Roanne. — M. F., à Rennes. — L., à Saint-Pierre-lès-Elbeuf. — V., à Marseille. — G., à Reims. — B.-J., Toulon. — B., à Angers. — V., à Reims. — B., à Nancy. — B., à Bourges. — G., à Grenoble. — T., à Oravicza. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 35 DIX CENTIMES DU 26 DÉCEMBRE 1896 AU 1er JANVIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

NAISSANCE DE L'ESPRIT CRITIQUE

Pendant que se développaient au sein des sociétés l'Autorité et la Propriété; pendant que s'élevaient, comme autant de forteresses de défense, les institutions venant se placer en intermédiaires entre ceux qui allaient être au bas de l'échelle sociale et ceux qui s'emparaient des hauts échelons, l'esprit critique des individus, lui aussi, se faisait jour, devenait de plus en plus envahissant, toujours plus conscient.

Dans les sociétés primitives, alors que la force brutale avait, seule, voix au chapitre; alors que le « bon plaisir » du chef était motif suffisant pour que les sujets eussent à obéir passivement, on n'avait à justifier ni l'oppression, ni l'exploitation qu'on leur faisait subir.

Mais en élargissant leurs conceptions de la vie, les individus en vinrent à se demander de quel droit on les faisait s'abaisser devant une autorité que repoussait instinctivement tout leur être. — La révolte, du reste, a dû naître avec l'Autorité. Après avoir été instinctive, elle est devenue de plus en plus consciente. Sans abandonner l'emploi de la force, les gouvernants durent descendre du pavois, et donner les raisons de leur utilité.

Des individus — les mieux intentionnés du monde, mais qui s'apercevaient que le char social ne marchait pas bien droit — se mirent à étudier le fonctionnement social. Sous prétexte d'améliorer les institutions existantes, ils se permirent, parfois, d'acerbes critiques contre les rouages qu'ils voulaient modifier.

Ayant commencé à essayer la justification de leur pouvoir, les gouvernants durent la continuer. Au fur et à mesure que se développait la critique, ils devaient trouver des justifications nouvelles; la force n'était plus suffisante pour contenir l'indiscipline, et une critique en amenant une autre, ce n'est plus, aujourd'hui, pour améliorer les institutions qu'on les critique, mais pour les détruire!

*
* *

Dans ces premières sociétés, sans nul doute, c'est d'abord de *la force* que se réclamèrent les chefs pour justifier leur toute-puissance. Le nombre de ceux qui leur donnaient leurs suffrages fut une justification qui ne dut venir qu'ensuite, et c'est beaucoup plus tard qu'ils se réclamèrent de l'intelligence — la ruse, la finesse et l'astuce seraient peut-être des termes plus exacts — et, selon que leur omnipotence était plus ou moins assise, l'assommage des récalcitrants devait alterner avec des promesses, des concessions et des privilèges accordés aux réclamants les plus osés. La diplomatie commençait à se faire jour!

Les sociétés se compliquant, une foule d'intérêts particuliers se greffèrent sur l'intérêt social, autour des détenteurs du Pouvoir, et devinrent intéressés à les soutenir, à les défendre, et, au besoin, — comme le sabre de Joseph Prudhomme — à les attaquer, pour s'emparer de la suprématie, lorsqu'ils devenaient assez puissants pour oser se mesurer avec eux.

Ceux qui espéraient tirer gloire ou profit des puissants se firent les apologistes des privilégiés dont ils espéraient tirer pied ou aile.

Cela commença par des louanges à outrance sur la personne du maître, puis on chanta la félicité sans bornes que devaient — que dis-je? — qu'éprouvaient les populations à être tondues par un maître si charmant, d'essence si divine! On chanta les bienfaits de l'état présent, on chercha ensuite ce que pouvaient bien être ces bienfaits : la « science » de l'économie politique était née!

Ce ne fut que très tard, lorsqu'on s'aperçut que les hymnes laudatives n'étaient pas des raisons, que l'on s'ingénia à trouver des raisons justificatrices de l'autorité et de l'exploitation.

Cette pseudo-science faisait bien trop l'affaire des gouvernants et des propriétaires pour qu'ils lui fissent la guerre. Tout en l'ayant tenue à l'écart, en les commencements, par dédain de gens qui ne condescendent pas à s'expliquer, ils n'étaient pas fâchés que l'on prît cette peine pour eux : aujourd'hui ils l'ont impatronisée dans leurs écoles, lui ont créé des chaires officielles.

*
* *

D'autre part, certains croyant mieux justifier l'autorité, s'appuyant sur le fait de l'individu actuel qui naît au milieu d'un état social tout constitué, prétendaient que la société était antérieure à l'homme, et que cette ancienneté était suffisante pour légitimer l'asservissement de l'individu.

L'homme naissant dans un milieu qui l'aidait à franchir le pas difficile de l'enfance, où, nu, faible et désarmé, il ne saurait ni subvenir à ses besoins ni se défendre, cet état social, en lui apportant le secours de ceux qui l'ont précédé, lui assurait encore la transmission des résultats des efforts des générations passées, le protégeait à toutes les époques de son existence.

En retour, l'individu devait donc tout sacrifier pour la défense de cette si bonne société. Il lui devait ses biens, sa vie, sa liberté; tout cela ne devait donc compter pour rien lorsque l'intérêt social était en jeu!

Nous avions reçu cet état social de nos pères — d'essence divine, selon d'autres. — nous devions le respecter et le garder tel quel. Vouloir en troubler le fonctionnement en essayant d'apporter des modifications dans le système était criminel au premier chef! Se taire et obéir, les droits individuels n'allaient pas au delà. C'est encore tout le fond de la discipline militaire, qui, sous le prétexte de conservation sociale, fait de l'individu, pendant un certain temps de sa vie, la chose de ceux qui gouvernent.

Or, il y a bien quelque chose de contradictoire dans cette affirmation de l'antériorité de la société sur l'individu. On ne s'imagine pas trop bien le fonctionnement d'un état social composé, sans individus; mais les économistes n'en sont pas à quelques contradictions près. Toute leur « science » n'est-elle pas basée sur des postulats semblables?

*
* *

Mais la théorie qui eut le plus de succès fut, sans contredit, la théorie du « contrat social ». — Les sociétés humaines s'étaient établies de toutes pièces. Un beau jour, les hommes qui, jusque-là, avaient vécu éparpillés, sans liens, sans rapports les uns avec les autres, s'étaient trouvés fortuitement rassemblés, mus par un besoin intense d'association, et un pacte social avait été élaboré, qui avait été ensuite accepté de tous.

Et cette théorie fit fortune.

« Puisque, disaient les défenseurs de l'ordre existant, c'est en vertu d'un pacte que vous vivez en société, vous devez l'exécuter en toute sa teneur. Vos pères ont pris des engagements en votre nom, ces engagements sont sacrés, vous devez les respecter. Obéissez aux maîtres que, dans leur sagesse, ils ont pris soin de vous donner! »

A quelle date s'était faite cette association? à quelle époque s'étaient conclus ces contrats? — « A l'origine des sociétés », répondaient les défenseurs de l'ordre social! Et, ce qu'il y a de mieux, c'est que cette calinotade fut acceptée pendant fort longtemps, comme explication valable.

On ajoutait : « La nature imparfaite de l'être humain ne lui permettant pas de vivre en bonne harmonie avec ses coassociés, sans autorité tutélaire qui réglât les rapports entre eux, il dut, pour assurer son bien-être, sa sécurité, se résigner à aliéner entre les mains de quelques-uns une partie de sa liberté, de son autonomie, leur assurer une situation prépondérante dans le nouvel état de choses pour que, en retour, ils fussent à même de lui assurer aide et protection.

D'autre part, il était inadmissible que les hommes, si stupides soient-ils, eussent consenti à signer un pacte qui faisait des uns les maîtres avec la libre possession du patrimoine social, des autres des esclaves n'ayant même pas la libre disposition de leur corps!

Et alors d'aucuns admirent que, peut-être bien, toutes les clauses du contrat n'avaient pas été respectées par ceux qui s'étaient faits les pas-

teurs des peuples, et que, sans doute, il y aurait possibilité de reviser la charte.

.˙.

Mais ceux-là, est-il nécessaire de le dire? étaient considérés comme d'abominables hérésiarques : ils furent les ancêtres du socialisme. Les partisans de l'autorité, cela va sans dire, considéraient, eux, que le pacte social, une fois établi, l'était pour toujours. Mais comme il fallait bien expliquer les transformations opérées sous la poussée des événements, ils les donnaient comme étant l'œuvre des dirigeants, les seuls aptes à le modifier, les seuls juges des modifications nécessaires, et des circonstances où ces modifications devaient se faire.

C'était une nouvelle contradiction, puisque la plupart des changements importants opérés dans la façon de procéder gouvernementale ne le furent que lorsque les gouvernants ne pouvaient les refuser sans danger pour leur personne ou leur autorité; mais cela fait toujours bien en politique, aux yeux des naïfs, d'avoir l'air de concéder ce qu'il ne vous est pas possible de refuser.

A cette conception de l'autorité, la morale religieuse vint prêter son concours. Elle vint enseigner aux individus qu'il fallait respecter les institutions existantes, œuvres de Dieu, obéir aux chefs choisis par la Divinité pour la représenter sur la terre, exécuter leurs moindres volontés sans chercher à les approfondir, sous peine d'encourir les peines éternelles de l'autre vie, sans préjudice de celles dont on était passible sur terre.

Le christianisme, et c'est là le côté néfaste de son œuvre, fut la réalisation la plus complète de cette œuvre d'avachissement, en y ajoutant ses prédications sur l'humilité, la résignation, le mépris de la chair, surtout. Oh! ce mépris du corps, de la « *vile matière* », comme disent les prêtres, que de turpitudes n'a-t-il pas engendrées, que de folies hystériques il a contribué à propager!

« Heureux! ceux qui auraient à souffrir ici-bas, une éternité de félicités devait les en récompenser dans le ciel! » — « Les derniers arrivés seront les premiers appelés! » — « Que le corps, cette vile loque, se vautre dans l'ordure, qu'il souffre les privations, misères, la faim, la souffrance, l'abjection et l'injustice, sur cette terre, sa part de récompense en serait d'autant plus grande en l'autre monde! »

Et pendant plus de quinze cents ans les populations chrétiennes furent écrasées sous cette chape de plomb, pendant quinze cents ans elles se vautrèrent dans l'ignorance la plus crasse, corporellement et intellectuellement, se courbant sous les talons du prêtre et du seigneur, faisant, sous prétexte de spiritualisme, fi de leurs corps, mais le payant d'accès de démence qui les jetaient aux pires turpitudes, croyant avec cela mériter cette vie supra-terrestre, où l'esprit, délivré de la matière, devait jouir indéfiniment en s'abîmant en la contemplation de la face de Dieu!

Et jusqu'à la renaissance du paganisme qui avait retrouvé sa vie dans les communes autonomes de l'Italie, les individus se plièrent à cette morale de l'abjection, sacrifièrent leur bien-être, leur dignité, amoindrirent leur cerveau sous cette philosophie déprimante et mensongère.

Aujourd'hui, la morale religieuse se maintient par suite de la force acquise, mais est d'un bien faible secours à la morale politique. L'économie politique officielle cherche à la remplacer en formulant des dogmes à son tour, mais si les esprits n'ont pas réussi à rejeter complètement toute idée religieuse, toute superstition, l'époque n'est plus aux dogmes; si les superstitions persistent encore, elles s'égrènent une à une sous les coups de l'instruction, et les tentatives de rénovation de l'esprit religieux qui se font sous le couvert d'un néo-christianisme, d'un néo-bouddhisme, ou même de satanisme, de spiritisme ou toute autre divagation, ne sont que les dernières lueurs d'un foyer agonisant. Chez les uns ce n'est qu'une pose, et les autres sont forcés de les accommoder aux données de la science moderne. « *Ceci tuera cela.* » Les religions agonisent, laissons-les mourir en paix.

J. Grave.

ENCORE LES " RÉFORMES "

Dimanche dernier, M. Barrucand a fait, à la salle Octobre, une conférence sur la *Politique du pain cher.*

Il a développé les idées suivantes :

L'augmentation du prix du pain constitue un impôt inversement proportionnel sur la misère : c'est le plus pauvre qui supporte le plus fortement cette augmentation.

Cette augmentation est la conséquence des tarifs protectionnistes qui doivent, soi-disant, protéger l'agriculteur français contre la concurrence étrangère, mais, en réalité, qui permettent aux accapareurs de faire hausser le prix des denrées; l'agriculteur ne vend pas son blé plus cher; ce sont les riches sociétés qui achètent les récoltes sur pied qui empochent le bénéfice.

Pour réagir contre cette augmentation, et l'enrayer, il suffit, dit M. Barrucand, que tous les travailleurs protestent, et alors, devant cette poussée de l'opinion publique, le gouvernement ne pourrait résister, il serait forcé d'agir et de donner satisfaction aux travailleurs.

Mais M. Barrucand le reconnaît (il y a 20 personnes dans la salle), l'opinion publique n'existe plus.

Il faut la secouer, la réveiller, la faire renaître, et cela *par* la *création* de clubs où les ouvriers viendront, une fois par semaine, discuter les questions qui les intéressent. Là, il faudra surtout ne pas leur faire de théorie. Non : les théories, les principes, voilà l'ennemi, dit M. Barrucand. Ce qu'il veut, c'est l'action immédiate. Que lui importe comment sera la société en 1950? La société actuelle est mauvaise, le corps social, comme il dit, est couvert de plaies; il montrera ces plaies, son médecin l'opinion publique les fera disparaître progressivement les unes après les autres, et après la dernière guérison, le corps social sera en bonne santé!

.˙.

Supposons un instant, avec M. Barrucand, que l'opinion publique s'émeuve, des réunions aient lieu, qu'enfin le gouvernement cède; je n'examine pas de quelle façon il pourra s'y prendre et s'y prendra; j'admets qu'il fasse baisser le prix du pain.

Et après? Est-ce que celui qui n'en a pas, de pain, en aura davantage? Est-ce que celui à qui certainement il est plus pénible de le payer huit sous que sept, mais à qui, cependant, il est déjà difficile de le payer, ce prix, sera soulagé d'une façon appréciable? Je ne le crois pas et je trouve que ce ne serait vraiment pas la peine d'avoir mis en mouvement l'opinion publique — ce qui n'est pas facile, M. Barrucand doit s'en apercevoir — pour aboutir à un résultat si peu en proportion avec la force employée.

Je dirai même plus, cette satisfaction platonique serait susceptible d'avoir des conséquences toutes différentes de celles espérées; car il faut, quand on entraîne des individus, comme M. Barrucand veut le faire, leur donner beaucoup, et cela immédiatement; sans quoi, lassés, ils retombent dans une indifférence auprès de laquelle celle dont on les a tirés ne compte pas.

C'est l'explication de ce qui se passe actuellement. Un formidable mouvement d'opinion a créé la République; la République installée, le peuple, croyant sa besogne terminée, a regardé venir le bonheur; il a attendu : au lieu de la liberté et de la justice sont venues la misère et l'oppression, et aujourd'hui, déconcerté, découragé, plus que jamais chargé de chaînes, il somnole; inconscient, il supporte tout. Mais, patience! le temps de bien voir l'erreur où elle est, de se rendre compte des véritables causes de la douleur universelle, et alors il pourra donner le grand effort, celui-là sûr et définitif, qui le débarrassera du coup de tous les maux qui lui rendent la vie si dure.

.˙.

Pour vouloir trop mettre le doigt sur la plaie, M. Barrucand ne la sent qu'à fleur de peau et glisse dessus; en ne s'occupant que des faits qui, différents et même contraires, parfois, tout en ayant la même cause, et semblables, en ayant des causes différentes, — et, dans ce cas, ceux qui croiraient aux palliatifs qu'il veut seraient déconcertés, — M. Barrucand ne peut espérer que des résultats infimes, quand encore il arriverait à des résultats, ce qui n'est pas certain, — et ces résultats ne contenteraient personne, comme je l'ai expliqué.

.˙.

S'attaquer aux principes mêmes, c'est, sans doute, plus difficile, plus long peut-être, mais c'est faire œuvre durable, et celui qui démolit un préjugé active l'évolution chez les individus sans crainte de recul possible.

M. Barrucand ne veut pas s'occuper de ce que pourra être la société future. Il constate que, dans la société actuelle, il y a des parties mauvaises; il faut les supprimer, — et c'est à cela qu'il réserve toute son action.

Il est incontestable qu'il faut commencer par démolir, mais, avec sa théorie, M. Barrucand est sans défense contre ceux, et ils sont nombreux, qui lui diront : « Nous sommes absolument de votre avis, la société actuelle est ignoble, nous nous passerions fort bien du militarisme et de tous les parasites qui nous dépouillent, mais, faute de concevoir une société où ils n'existeraient pas, nous les subissons. »

Et que répondrait-il aux économistes qui lui serviront lois naturelles sur lois naturelles?

Est-ce à dire qu'il faille formuler d'une façon précise et absolue comment sera la société future?

Pas le moins du monde, et les anarchistes qui ont parlé de la société future ont déclaré qu'ils n'entendaient pas décrire la société future telle qu'elle sera nécessairement, mais telle qu'ils la concevaient, eux, personnellement, et ils ont fait cela justement pour répondre à ceux qui leur disaient qu'ils ne pourraient pas édifier une société à la place de celle qu'ils voulaient détruire.

Ces réserves faites, il est juste de reconnaître que M. Barrucand a dit de bonnes choses sur le système représentatif, dont il a montré la faiblesse, de la presse et de l'indifférence d'individus qui n'ont d'opinion que celle des journaux qu'ils lisent, tout en affectant de ne pas y croire.

DES FAITS

L'Administration.

Pour annoncer un feuilleton, l'administration du *Radical* faisait apposer seize mille affiches sur les murs. Au bout de quelques jours, la Direction du Timbre signifiait à notre confrère une amende de vingt-cinq francs, à raison de l'apposition de cinquante affiches non timbrées et, en même temps, l'informait qu'il pouvait demander la remise de l'amende. Première bizarrerie!

En effet, le *Radical* réclama en prétendant que l'imprimeur avait un reçu de la Direction du Timbre, portant qu'il avait payé pour que seize mille affiches fussent timbrées et que si cinquante d'entre elles ne l'étaient point, la responsabilité en incombait à la Direction du Timbre et non à lui.

La réponse à cette réclamation s'est produite sans retard. Elle est admirable! Il y est dit : Il a paru démontré que les contraventions n'étaient que le résultat d'une erreur. La remise est accordée à condition que le directeur du *Radical* reproduira sa demande sur papier timbré et versera le montant des droits de timbre exigible, soit trois francs en principal et décimes.

Ainsi l'administration du Timbre se trompe, reconnaît son erreur et, malgré cela, voudrait qu'il lui soit versé une seconde fois une somme qu'elle a déjà encaissée!

N'est-ce pas typique!!

(*Justice*, 9 avril 1896.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

SYNDICATS ET PATRONS. — Le *Réveil des Verriers* signale une guerre sournoise que les patrons verriers semblent avoir résolu unanimement de faire aux syndicats. A Masnières, à Rive-de-Gier, à Courcy et dans plusieurs autres centres, les patrons imposent à ceux de leurs ouvriers qui occupent une fonction quelconque dans l'administration d'un syndicat — secrétaire, trésorier, etc. — l'alternative de donner leur démission ou de quitter la verrerie où ils travaillent. Ces tyranneaux, on le voit, n'y vont pas par quatre chemins. De semblables exigences ont eu pour résultat la dissolution de plusieurs syndicats. Dès qu'ils ont ainsi désuni leurs ouvriers, les patrons, ne se trouvant plus en présence que de résistances isolées dont ils ont facilement raison, peuvent donner libre cours à leur exploitation.

C'est ainsi que le nombre des « rebuts » prélevés sur la fabrication atteint des proportions révoltantes dans certains établissements où il n'existe plus de syndicats. Ces rebuts, qui ne sont pas payés à l'ouvrier, sont cependant mis en vente; c'est un vol, ni plus ni moins. Or, la Fédération des travailleurs du verre avait fait obtenir la casse des rebuts; elle avait, en outre, fait supprimer l'odieux système des amendes, des mises à pied, etc. Tous ces petits profits illicites réalisés par le patron sur chaque ouvrier et qui, en se multipliant, forment des sommes respectables, sont rétablis peu à peu dans tous les lieux où les syndicats sont morts.

* *

En outre, la solution de la grève de Carmaux, l'éducation que, depuis ces dernières années, ont faite les travailleurs, s'entraînant à la lutte économique par la pratique de la solidarité, la force de résistance — que la classe ouvrière a su, par l'union, acquérir et développer — aux exigences patronales de toutes sortes, ont donné à réfléchir à la classe patronale. Confiante en la puissance de son or, elle somnolait dans l'inconscience du réveil qui s'opérait parmi les producteurs de son bien-être. Aujourd'hui elle s'éveille, *mais trop tard*, et tente d'étouffer la lumière qui pointe à l'horizon. Les travailleurs ont appris à s'unir, à se soutenir mutuellement dans la lutte; cette expérience ne saurait leur être enlevée.

* *

Puisqu'il ne leur est plus permis, malgré la loi, — ah! le bon *billet* que les lois protectrices du travail! — puisqu'il ne leur est plus permis de se syndiquer *ouvertement*, ils s'arrangeront pour le faire sans que le patron le sache. La Fédération des travailleurs du verre vient de créer des timbres mobiles qui seront envoyés à ceux qui adresseront par la poste leurs cotisations au trésorier de la Fédération, le camarade A. Bigex, à Saulées d'Oullins, Rhône. Ainsi, tout en étant syndiqués, et pouvant compter le cas échéant sur l'aide de la Fédération, ils échapperont aux représailles de leurs patrons.

Cependant, bien que ce procédé puisse à la rigueur remédier à la perte des syndicats locaux, il ne faut pas que les travailleurs se laissent ainsi intimider par les injonctions patronales. Si, aux exigences, aux exactions les visant individuellement, ils répondent invariablement en se solidarisant *tous* avec les victimes, qu'ils soient assurés que les patrons y regarderont à deux fois avant de poursuivre leur système. Qu'ils prennent donc exemple sur ces oisillons qui, à l'approche d'un oiseau de proie, se groupent et, par leur attitude et leurs cris menaçants, le forcent à s'éloigner sans avoir osé les attaquer. Qu'ils comprennent, une fois pour toutes, que, seule, leur désunion fait la force de leurs maîtres. Ce que l'on peut contre un ou dix, est irréalisable contre mille. Voilà pourquoi la grève générale serait la fin du régime capitaliste tout entier, parce que ce mouvement de solidarité universelle serait inattaquable; se trouvant partout et nulle part, il serait insaisissable et tout l'attirail de répression dont dispose la bourgeoisie ne suffirait pas à la réduire.

* *

INITIATIVE. — Les ouvriers coiffeurs syndiqués d'Angoulême, après avoir vainement sollicité les patrons de cette ville pour l'amélioration de leur situation matérielle, ont décidé de fonder dans chacun des quartiers ouvriers de la ville où les patrons se sont montrés réfractaires, un salon de coiffure syndical dans lequel l'ouvrier syndiqué servira l'ouvrier client. Les bénéfices serviront à alimenter la caisse de secours des syndicats ouvriers.

La Chambre syndicale adresse un appel à tous les camarades pour l'aider dans cette création. Envoyer les fonds à l'administration de la Chambre syndicale, Bourse du Travail, rue de la Cloche-Verte, Angoulême.

* *

Les organisations ouvrières de Brest, au lieu de perdre leur temps à compter sur tel ou tel député pour faire aboutir leurs revendications, agissent elles-mêmes et trouvent leur force dans une union étroite. Elles viennent d'obtenir la réduction de la journée de douze heures à dix heures et demie, sans modification de salaire, et cela contre la volonté des patrons et du conseil municipal réunis.

Il suffit de vouloir.

* *

LA GRANDE FAMILLE. — Un soldat, Henri Dajon, d'Elbeuf, élève musicien au 129e d'infanterie, quoique grelottant de fièvre et presque mourant, a été forcé par le major du régiment de se lever pour une inspection. Il est mort deux jours après à l'hôpital.

* *

René Chenaux, ex-soldat à la 6e section des ouvriers militaires, a été arrêté à Paris, comme déserteur. Il habitait depuis six mois chez un ami, François Labouesse; il a opposé une telle résistance aux agents que ceux ci l'ont ligotté pour le transporter au Dépôt. François Labouesse, lui aussi, a été mis en état d'arrestation! Pourquoi pas, aussi, le concierge et le propriétaire de la maison?

ANDRÉ GIRARD.

* *

SIREUIL. — Les tanneurs de Sireuil (Charente) viennent de se mettre en grève; la mégisserie n'était installée que depuis trois mois à peine.

Le directeur de l'établissement avait fait placarder dans les pays éloignés du département de la Charente des affiches demandant des ouvriers tanneurs et palissonneurs, et promettant un salaire assez élevé : il en est venu une cinquantaine; quand la paye est arrivée, on n'a pas voulu leur donner ce qu'on avait promis sur les affiches. C'est ce qui a déterminé la grève, et comme on a refusé de faire droit à leurs réclamations, ils ont quitté le pays. Il ne reste à présent qu'une dizaine d'apprentis qui travaillent dans la tannerie.

(*Correspondance locale.*)

Cuba.

Les journaux annoncent la mort de Maceo qui, paraît-il, aurait péri empoisonné par un traître soldé par l'Espagne. Cela est fort possible. Ceux qui torturent leurs ennemis prisonniers peuvent bien faire empoisonner ceux qu'ils n'ont pas entre leurs mains.

Nos lecteurs se rappellent l'énergique proclamation, dont nous avons donné quelques extraits, qu'avait lancée Maceo.

Quelques journaux favorables à la cause des Cubains en avaient, paraît-il, nié l'authenticité.

Cette proclamation pourtant enseignait aux Cubains le seul moyen logique de vaincre leurs adversaires.

Si Maceo ne l'avait pas lancée, il aurait dû la faire, et, s'il était réellement partisan des moyens préconisés, c'est une grande perte pour les Cubains, car il est à craindre qu'il soit remplacé par de moins énergiques, — à moins que, ce qui arrive souvent dans les insurrections, les chefs ne soient poussés en avant par les soldats.

J. G.

Italie.

A la suite des incidents qui se sont produits dans les différentes universités russes, et qui ont provoqué l'arrestation en masse de nos camarades et la déportation et la condamnation à mort de plusieurs d'entre eux, une indignation générale s'est répandue parmi les étudiants de l'Université de Rome, et le suivant ordre du jour a été voté par acclamation :

« L'Université de Rome, sûre d'interpréter les sentiments des étudiants italiens, proteste contre la féroce persécution indigne de la civilisation moderne et elle envoie un salut fraternel et affectueux aux camarades russes en formant des vœux pour la prochaine libération du peuple russe. »

Amérique.

Un fait presque inouï vient de se passer à Washington. Le lieutenant J. B. Binns, du 2e régiment d'infanterie, vient de sortir de l'armée, parce qu'il craignait, a-t-il déclaré, qu'après les élections il puisse se produire des conflits entre l'armée et le peuple, et que quand il avait choisi son métier, il n'avait eu que l'intention de protéger son pays contre l'étranger, mais qu'il ne pourrait jamais laisser tirer ses soldats sur leurs concitoyens. Etrange affaire!

* *

De juillet 1894 à juillet 1895, 1.811 employés de chemins de fer ont été tués dans le service, et près de 26.000 ont été blessés. En d'autres termes, sur 155 employés un a trouvé la mort, et sur 11 un a été blessé. On a tué 170 voyageurs et on en a blessé 2.375. En un an, ce n'est pas trop mal.

* *

Deux hommes de couleur qui s'étaient enfuis de « West Camp », dans l'Arkansas, avaient été repris. Pour les punir, on les fouetta solidement et on mit à leur cou un collier de fer qui était relié au boulet que leurs pieds étaient obligés de traîner. Un autre collier leur passait autour du corps. La disposition de ces instruments était telle que les malheureux ne pouvaient lever la tête, c'était la tête courbée qu'ils étaient obligés de se livrer à leur dur travail.

Puis le surveillant et quelques gardiens s'étant enivrés organisèrent une espèce de tribunal qui condamna les nègres à une nouvelle flagellation qui fut immédiatement appliquée avec une brutalité extraordinaire. L'arrivée de l'auditeur Mills, en tournée d'inspection, mit fin à la scène.

Les Américains ont quelquefois violemment protesté contre les cruautés des bagnes sibériens.

* *

Les Chevaliers du Travail ont tenu leur assemblée générale. Ils ont su voter des résolutions en faveur d'un impôt progressif sur le revenu, de mesures restreignant l'immigration, de la nationalisation des chemins de fer et des télégraphes, etc. Ils n'ont pas hésité à se déclarer « argentistes ». Voilà de la bien bonne besogne!

Amérique du Sud.

Le *Courrier Suisse* du 10 octobre écoulé, qui paraît à Buenos-Ayres, raconte ce qui suit :

Dans la ville d'Esperanza, M. Joseph Lauber, dont la demeure était située en face du poste de police, a été assassiné au moment où il sortait de chez lui, vers les 11 heures du soir.

Le meurtrier, un agent de police, a tiré un coup de fusil sur Lauber immédiatement après avoir crié *alto!* (qui-vive!) La balle du remington a atteint le malheureux à la tête; à 2 heures du matin, il a expiré après d'atroces souffrances.

On assure que le chef de la police assistait en état d'ébriété à cette scène sanglante.

La population tout entière a assisté aux funérailles de la victime.

Cet empressement est louable, mais cette population n'a-t-elle pas d'autres moyens d'agir contre ce que le journal américain nomme « le règne de la terreur »?

Angleterre.

L'Union Internationale des Chargeurs de navires. — Voici ce que l'Union Internationale des Chargeurs de navires vient de lancer :

« Qu'est-ce que *Go canny* ?

« C'est un mot court et commode pour désigner une nouvelle tactique, employée par les ouvriers au lieu de la grève.

« Si deux Ecossais marchent ensemble et que l'un coure trop vite, l'autre lui dit : *Go canny*, ce qui veut dire : « Marche doucement, à ton aise. »

« Si quelqu'un veut acheter un chapeau qui vaut cinq francs, il doit payer cinq francs. Mais s'il ne veut en payer que quatre, eh bien ! il en aura un de qualité inférieure. Le chapeau est « une marchandise ».

« Si quelqu'un veut acheter six chemises de deux francs chacune, il doit payer douze francs. S'il ne paie que dix, il n'aura que cinq chemises. La chemise est encore « une marchandise en vente sur le marché ».

« Si une ménagère veut acheter une pièce de bœuf qui vaut trois francs, il faut qu'elle les paye. Et si elle n'offre que deux francs, alors on lui donne de la mauvaise viande. Le bœuf est encore « une marchandise en vente sur le marché ».

« Eh bien, les patrons déclarent que le travail et l'adresse sont « des marchandises en vente sur le marché » — tout comme les chapeaux, les chemises et le bœuf.

— « Parfait! répondons-nous, nous vous prenons au mot!

« Si ce sont des « marchandises », nous les vendrons tout comme le chapelier vend ses chapeaux, et le boucher sa viande. Pour de mauvais prix ils donnent de la mauvaise marchandise, et nous en ferons autant.

« Les patrons n'ont pas droit de compter sur notre charité. S'ils refusent même de discuter nos demandes, eh bien! nous pouvons mettre aux voix le *Go canny* — la tactique de « travaillons à la douce », en attendant qu'on nous écoute. »

Vous voyez d'ici la rage des bourgeois!

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

La *Bibliothèque sociologique* et la *Jeunesse libertaire du XIIe* organisent au profit du journal *Les Temps Nouveaux* et de la *bibliothèque du XIIe*, avec le concours assuré des orateurs libertaires, un *grand meeting d'indignation* contre les condamnations à mort et aux travaux forcés des camarades en Espagne.

Ce meeting aura lieu dans les premiers jours de janvier.

Un avis ultérieur fera connaître la date et le lieu de la réunion.

∴

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe et Jeunesse libertaire. — Samedi 26 décembre, à 9 heures précises, au local convenu. — Extrême urgence.

∴

Grand meeting organisé par l'*internationale Scientifique*, le lundi 28 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Pétrelle, 24, rue Pétrelle.

Tous les hommes de cœur viendront protester contre les crimes gouvernementaux, dont l'Espagne semble tenir le record.

Sur ce terrain, les divergences d'école disparaissent; socialistes révolutionnaires sincères et anarchistes doivent se trouver d'accord pour protester contre les crimes du gouvernement espagnol.

Ordre du jour : *La Révolution cubaine et ses conséquences. — L'Inquisition en Espagne.*

Avec le concours assuré des citoyens Cipriani, Malato, Achille Steens, Ernest Roche, député, membres du Comité Français de Cuba libre; Marcel Sembat, Vaillant, Fabérot, députés de Paris; Sébastien Faure, Tortelier, Louis Dubreuilh, Albert Goullé, Prost, Girault, Buteaud, etc.

Entrée : 30 centimes.

∴

Dimanche, 27 décembre, à 2 heures, aura lieu à la salle du Commerce (94, rue du Faubourg-du-Temple) une grande conférence sur la question : « La dépopulation et le capitalisme. »

A l'heure où la bourgeoisie exprime ses opinions sur la dépopulation (Congrès de la mairie Drouot), il est nécessaire que le prolétariat des non-professionnels, qui subit les effets désastreux du régime capitaliste, puisse se prononcer dans un débat public sur cette question.

Les camarades Dagan, Murmain, Parsons sont inscrits à l'ordre du jour.

∴

Grande réunion publique organisée par les *Libertaires du XIVe arrondissement*, le dimanche 27 décembre 1896, 2 heures après midi, salle de la Belle Polonaise, 21, rue de la Gaîté.

Ordre du jour : *Les Crimes d'Espagne.*

Entrée : 20 centimes.

∴

Jeunesse libertaire du XVe. — Chez Béra, 116, boulevard de Grenelle :

Jeudi 24 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion d'étude.

Dimanche 27 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale, précédée d'une causerie par le camarade Robineau, de Bordeaux, sur la patrie et la religion.

Pour cette discussion, nous faisons appel à la jeunesse sans distinction d'écoles ou d'opinions. Afin de donner plus d'intérêt à cette causerie, nous garantissons aux contradicteurs la complète liberté de la parole.

∴

Le camarade Evariste Laurent, ayant l'intention de partir en tournée de propagande vers la fin de janvier, se trouvant dépourvu de ressources pécuniaires, fait appel aux copains qui croient cette besogne nécessaire.

Il commencerait sa tournée par Bordeaux, Cognac, La Réole, Limoges, Agen, Toulouse et localités intermédiaires.

Ecrire à E. Laurent, chez M. Coujat, 3, imp. Jouvence, Paris.

Le camarade Evariste Laurent voudrait entrer en relation avec des copains d'Arcis-sur-Aube.

∴

Lyon. — Les camarades sont invités à assister à une grande soirée familiale privée, qui aura lieu le dimanche 27 décembre, à la Brasserie Nationale, cours Lafayette, 136.

Chants, poésies, déclamation et causerie par un camarade.

∴

Amiens. — La Bourse du Travail indépendante de cette ville, organisant une bibliothèque pour ses adhérents, fait appel à ceux qui pourraient lui faire parvenir journaux, livres et brochures. Adresser à *Bourse du Travail*, 1, Petite rue Croix-Saint-Firmin.

∴

Angers. — Les copains et copines de Trélazé, Angers et des environs, ainsi que le groupe *La Jeunesse Libertaire*, sont invités à assister à la réunion qui aura lieu, le dimanche 3 janvier 1897, à la salle Aubin, rue Samuroise, à 2 h. 1/2 après midi.

Ordre du jour : Organisation de la soirée familiale du 17 janvier.

∴

Amiens. — Les libertaires organisent pour le 9 janvier 1897, salle de l'Alcazar, un grand meeting de protestation contre les événements d'Espagne. Les ressources du groupe étant très restreintes, nous faisons un pressant appel à la solidarité des camarades qui ne suivent pas régulièrement nos réunions et qui se réclament de nos idées, pour nous aider pécuniairement à couvrir les premiers frais d'organisation : ils pourront remettre leur cotisation au camarade qui fait le service à domicile des journaux libertaires.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Poésies, par Anatole France; 1 vol., 6 fr., chez Lemerre, 23-31, passage Choiseul.

L'Orange, conte de Noël, 1 broch., Imprimerie commerciale, Neuchâtel.

La Révolte, 1 acte en prose de Villiers de l'Isle-Adam; 1 plaquette, chez Stock.

Musée Social : circulaire 9, série A : *Les Ouvriers des docks et entrepôts en Angleterre.* — Circulaire n° 5, série B : *L'Assurance obligatoire contre le chômage à Saint-Gall.*

L'Organisation corporative et l'Anarchie, par Pelloutier; broch. à 0 fr. 10 à l'*Art social*, 5, impasse de Béarn.

Les Bains de Bade, par René Boylesve; 1 vol. à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

A LIRE

L'Esclave, Nestor, *Echo de Paris*, 17 décembre.

Pour les Canaques, A. Humbert, *Eclair*, 20 décembre.

A voir : *Croquis*, dessin d'Alphonse Lévy, dans le dernier numéro de la *Plume*.

AVIS

Nous sommes parvenus à compléter deux collections du Supplément littéraire *de la* Révolte. *Ayant besoin de faire de l'argent, nous les mettons en vente au prix de 50 francs chaque. La collection comprend deux volumes et les numéros de la* Révolte *avec lesquels le* Supplément *a paru.*

∴

Il nous reste du Révolté *un certain nombre d'exemplaires de la 9e année; de la* Révolte, *des années 4, 6 et 7 : nous les tenons toujours en vente au prix de 1 fr. 50 l'année, 2 fr. 10 en gare ou 2 fr. 35 à domicile; — pour l'extérieur, prix selon que l'envoi doit être fait par la poste ou par le chemin de fer.*

PETITE CORRESPONDANCE

Planton, à Pouzilhac. — J'ai reçu vos critiques. Si j'ai le temps d'ici peu, j'y répondrai.

Protesta Humana. — Je passe votre lettre au camarade Angelo qui vous répondra.

Mazoyer. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin au plus tard.

S., à Roubaix. — Même réponse.

L., à Guerpont. — Je refais passer votre adresse au *Libertaire*.

Dr O. K., Bavière. — Les trois dessins payés, il reste 2 fr. 50 pour l'abonnement.

R., à Lisbonne. — Bon.

Prosper, Londres. — Avez-vous reçu le bouquin et le mandat?

A. B., Genève. — J'ai lu vos réflexions. Il y a de bonnes choses et aussi de fausses. Mais depuis longtemps la question coopération a été élucidée; nous ne voulons pas y revenir.

Reçu le *Mémorial d'Amiens.* — C'est le même article de Montorgueil : *Un Voleur de bonbons*, que nous avons signalé dans notre dernier numéro.

Marseille. — Je transmets votre proposition aux camarades E. S. I. R.

Jean Bte, Cette. — Ça, par exemple, vous nous demandez ce que nous ignorons. L'homme évolue, cela est certain. En quel sens? voilà ce que l'on ignore. Fort probablement, il gardera encore longtemps nombre de ses imperfections. Ce sera à lui de s'arranger de ne pas les rendre trop encombrantes pour ne pas être gêné par celles des autres.

F., à Amiens. — Je n'ai pas *Etat d'âme* et ne sais où me le procurer.

The man who laughs. — Voyez ci-dessus.

Sanfrèse. — Quand la somme en vaut la peine, nous préférons les mandats.

Reçu pour le journal : Un anarchiste, 0 fr. 50. — Un boucher, 0 fr. 25. — Economies d'un vieux gniaff, 0 fr. 50. — Saint-Etienne, par P. : G., 0 fr. 20; Gil, 1 fr.; plus 1 fr. — A., à Avignon, pour journaux à distribuer, 4 fr. — V. H., 3 fr. 05. — Bruxelles, le cercle *Aidons-nous*, 2 fr. 50. — R., à Genève, 1 fr. 40. — Quelques camarades de Lausanne, 5 fr. — Beauvais, collecte entre camarades, 2 fr. 25. — L. T., à Brest, 0 fr. 25. — Merci à tous.

L., à Marchiennes. — M., à Anvers. — L., à Brest. — H., à Rotterdam. — B., à Marseille. — C., à Marseille. — P., à Romans; L., à Brest; R., à Limoges; A., à Marseille; P., au Mans; D., à Morez; M., à Perpignan (par le *P. P.*). — M., à Troyes. — G., à Tarare. — S., à Roubaix. — M., à Morlanwelz. — G., à Apt. — E., à Cette. — R., à Gentilly. — G., à Edimbourg. — R., à Grenoble. — B., à Bar-le-Duc. — L., à Chaux-de-Fonds. — B., à Saint-Marcellin. — P., à Saint-Etienne. — F. M., à Palermo. — L., à Jemmeppes. — J., à Millau. — P., à Trélazé. — B., à Angers. — G., à Beauvais. — H., à Saint-Nazaire. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Domarain

Chez Guillot, menuisier. On y trouve également le *Libertaire*, le *Père Peinard* et toutes les brochures et publications anarchistes.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

Le Gérant : Denéchère.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 36 DIX CENTIMES DU 2 AU 8 JANVIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nombre d'entre eux ont encore négligé de régler leur bordereau mensuel. Ils sont cause que, cette semaine encore, nous avons eu du retard à l'imprimerie. Un deuxième avis va leur être envoyé avec le relevé de compte du mois de décembre. Ceux qui, en retard de novembre déjà, n'auront pas répondu dans la huitaine, sont prévenus que tout envoi leur sera supprimé la semaine suivante. Prière aux camarades dont le concours nous a toujours soutenus de bien vouloir nous le continuer.

LES INQUISITEURS DE BARCELONE

C'est fait. Huit ouvriers de Barcelone ont été condamnés à mort et seront fusillés en cachette au château de Montjuich. Soixante-sept ont été condamnés aux travaux forcés.

On les transportera quelque part; on les noiera, peut-être, en route, comme on fait à Cuba. S'ils débarquent aux Philippines ou ailleurs, on les torturera là-bas, on leur remettra les mains dans des étaux; on les re-fouettera là-bas avec des nerfs de bœuf. D'une manière ou d'une autre, on les tuera.

Il faut ça aux bourgeois! Il faut des tortures aux prêtres! Et ils trouveront assez de gredins pour les servir aux Philippines, comme ils en ont trouvé à Montjuich.

Lorsqu'il fut dit que l'on torturait les ouvriers arrêtés pêle-mêle, au nombre de soixante-dix, après la bombe de Cambios Nuevos, les satisfaits ont parlé d'exagération.

Mais si l'inquisition est abolie en Espagne par la loi, ses mœurs ont-elles jamais disparu des cachots espagnols?

A-t-on oublié les noyades des anarchistes dans le Guadalquivir?

A-t-on oublié les tortures après la bombe du théâtre? la transportation clandestine, à destination inconnue, de quarante anarchistes?

— Exagérations anarchistes! disait-on alors. Mais voilà que les journaux anglais publient des lettres de bourgeois résidant à Cuba et aux Philippines, et les mêmes faits s'y trouvent relatés. « On a payé tant pour assassiner Maceo »; « ce matin, des bateaux sont sortis dans le port pour noyer tant de prisonniers »; « on torture les insurgés prisonniers aux Philippines; on leur broie les doigts dans des étaux... des cris épouvantables viennent des prisons : qu'est-ce qui s'y passe là-bas? » Voilà ce que nous lisons dans les journaux anglais les mieux informés.

Oui, certainement, les soixante-dix travailleurs que l'on avait arrêtés à Barcelone, sous prétexte de bombe, mais simplement pour se débarrasser de tous les hommes actifs du mouvement ouvrier catalan, — oui, certainement, ILS ONT ÉTÉ MIS A LA TORTURE.

On les a fouettés avec des tiges de fer. On les a empêchés de dormir pendant des semaines entières. On les a forcés de boire leur propre urine, après les avoir nourris de morue salée et refusé l'eau; on leur a écrasé les parties génitales...

Et ce n'est pas la première fois qu'on l'a fait. Cela date de longtemps. C'est tout un *système*. L'inquisition est restée dans les mœurs.

Et, après cela, on s'étonne que des cris de guerre à couteau tiré, de guerre sans pitié pour personne, nous viennent d'Espagne?! Il a fallu moins que cela pour mettre en rage l'Assemblée de Versailles et y faire crier : « Tuez ces loups, ces louves et ces louveteaux! » en parlant des ouvriers parisiens. Qu'auraient crié les ruraux si on était venu leur dire que les gendarmes arrêtés par la Commune étaient mis à la torture?...

C'est une guerre d'extermination qui se prépare, et aucune force ne saura plus l'empêcher. Les cadavres mutilés de Montjuich se dresseront entre les combattants, et ils ensanglanteront les rêves de révolution, grande et généreuse, que rêvaient les travailleurs espagnols aux débuts de l'Internationale.

KROPOTKINE.

HONTES

C'est avec la plus profonde indignation que tous les gens de cœur ont appris les iniques condamnations prononcées, la semaine dernière, par le tribunal militaire de Barcelone contre les malheureux inculpés de l'attentat de la rue Cambios-Nuevos : huit condamnations à mort, quarante à vingt ans de travaux forcés et vingt-sept à huit ans de prison. L'indignation ressentie est venue s'ajouter à l'horreur des révélations antérieures sur les supplices infligés pour arracher de prétendus aveux. Les détails révélés, témoignant une férocité oubliée depuis les exécrables tortures de l'Inquisition, trouvaient de nombreux incrédules, en raison même de leur atrocité. En vain produisait-on des correspondances de détenus, de parents, d'amis et même de gardiens de ceux-ci : beaucoup se refusaient à croire à de pareils actes de sauvagerie qu'ils disaient exagérés ou même inventés à plaisir. Les condamnations prononcées viennent ébranler une telle incrédulité. Soixante-quinze complices du jet d'une bombe unique, la chose est trop invraisemblable et la réalité d'une diabolique machination trouve enfin plus de crédit.

Oui, les faits révélés sont authentiques. Nous avons reçu ici des lettres de la véracité desquelles il nous était impossible de douter. En vain le gouvernement espagnol oppose-t-il des dénégations intéressées aux faits articulés contre les bourreaux, ces faits sont exacts. Il est vrai, parfaitement vrai que, pour forcer les accusés à se déclarer coupables ou complices, ou bien à affirmer la culpabilité de leurs codétenus, on leur écrasait les testicules entre les deux branches d'un roseau fendu, on leur arrachait les ongles, on leur fendait les lèvres, on les suspendait dans leur cachot la tête en bas, ou on les obligeait, à coups de fouet et de barre de fer, à marcher jour et nuit, sans sommeil, simplement revêtus d'une chemise. Il est vrai encore que quelques-uns succombèrent à de telles tortures. Le gouverneur de Barcelone niera-t-il, par exemple, que, le 24 septembre dernier, les accusés Poujol et Arriaza furent tués dans les cachots de Montjuich et jetés à la mer pendant la nuit? Ce renseignement a été fourni au journal *El Pais* par un gardien de la prison. Niera-t-on aussi que le 3 octobre périrent encore neuf accusés, succombant aux tortures subies? Peut-être le nieront-ils, ces arrière-neveux de Loyola et de Dominique. De leurs dénégations on sait ce que vaut l'aune. Tout mauvais cas est niable; seul avoue l'assassin naïf, le criminel relativement honnête; le malandrin endurci, lui, n'avoue jamais.

Cependant, au conseil de guerre, les juges purent voir sur les accusés les traces encore fraîches des supplices infligés. Ascheri leur a montré ses mains dépourvues d'ongles; tous ont renié les aveux qui leur étaient imputés, et qui ne leur avaient été arrachés que grâce à des souffrances inouïes. *Mais la condamnation était préparée d'avance*; l'ordre était donné; les soi-disant juges, en soldats respectueux de la discipline, n'avaient qu'à obéir. Ils l'ont fait.

S'indigner? En appeler à l'opinion et à l'indignation publiques? Depuis longtemps, le public n'a plus d'opinion, n'est plus susceptible d'indignation. L'ignominie de ceux qui le gouvernent l'a peu à peu entraîné jusqu'au dernier degré de l'avilissement. Comment se révolterait-il au récit de pareilles horreurs, puisqu'il est prêt lui-même à les approuver ici? Se souvient-on de la crise de cannibalisme dont, il y a trois ans, la foule fut saisie et qu'attisaient alors avec joie les gouvernants et leurs valets de presse? Elle existe toujours, cette loi si infâme que, de tous ceux qui l'approuvèrent et la votèrent, nul, pas même son auteur, n'osa la venir défendre au grand jour contre les attaques indignées dont elle fut l'objet. Se souvient-on des encouragements publiquement donnés alors à la délation, à la lâcheté, à la répudiation de tous sentiments humains? Plus que les crimes, ces choses-là sèment la démoralisation au sein des peuples. La foule, aujourd'hui, ne sait plus s'enthousiasmer que pour les cavalcades du bœuf gras ou du Romanoff.

On l'a voulue abjecte, tout a été mis en œuvre : éducation, exemple, presse, législation. A l'école, on lui enseigne l'adulation envers les puissants,

le dédain des petits et des vaincus, l'amour de la force brutale, du clinquant, du galon, de l'assassinat, sous couleur de patriotisme; la presse l'entretient dans cette bassesse intellectuelle, sur laquelle, d'ailleurs, elle spécule avec profit, en lui offrant pour nourriture une littérature de bas étage, pornographique, policière ou patriotarde, un art grossier et mélodramatique, en l'incitant à se passionner pour des niaiseries, ou en donnant elle-même l'exemple de la platitude la plus courtisanesque. Loi, Patrie se partagent l'idolâtrie du jour. Tout est bien qui pour elles est fait, crimes, injustices, lâchetés. Toute initiative, toute tentative vers le mieux, tout essai d'éveil de la conscience populaire, tout cela est sévèrement réprimé, persécuté, calomnié, honni. Comment pareils enseignements pourraient-ils engendrer autre chose que platitude, bassesse et vulgarité?

S'indigner des horreurs espagnoles? Mais, demain, le gouvernement français peut opérer, s'il veut, les mêmes atrocités sur ceux qu'il ne cesse de calomnier ou de faire calomnier, les assimilant aux assassins, et l'opinion publique, cette courtisane depuis longtemps entraînée à l'abrutissement, ne s'émouvra pas davantage.

Votre tour aussi pourra venir, socialistes. Il est venu en Espagne; car parmi les victimes ne se trouvent pas seulement des anarchistes. Il est des socialistes, des républicains même. Votre tour donc pourra venir, et ce sera votre faute. Si, lors de certains actes individuels, vous ne vous étiez pas joints à la meute pour hurler la mort en bloc aux anarchistes; si vous n'aviez, par votre appui, encouragé ces procédés de justice sommaire englobant dans une même responsabilité tous citoyens pensant de même; si, au contraire, délaissant les questions de chapelle, vous aviez hardiment et énergiquement pris fait et cause pour tous les opprimés, de quelque opinion fussent-ils; si, quand sonnait l'hallali, vous aviez, vous, sonné la charge aux chasseurs et aux chiens que la peur, au fond, tenaillait, le résultat obtenu eût été grand pour la cause de la liberté. Bien des turpitudes, des exactions, des crimes légaux eussent été évités. La cause sociale et la moralité publique y eussent gagné.

Mais vous avez mieux aimé, flirtant avec la politique, dissoudre votre énergie et votre initiative dans des intrigues de toute sorte, perdant la tête au voisinage des portefeuilles ministériels, sanctionnant de vos voix de révoltantes iniquités, oubliant tout, votre but, vos promesses, votre dignité, ne voyant plus que la timbale à décrocher, l'assiette au beurre à torcher. Pendant ce temps, la réaction poursuit son œuvre. Les libertés péniblement acquises, quelquefois au prix du sang de certains des vôtres, s'en vont à vau-l'eau. Vous avez laissé, sans protester, l'autorité s'accoutumer à les violer aux dépens de certains de vos adversaires. Quand elles le seront aux vôtres, aurez-vous le droit de vous plaindre?

Les affaires d'Espagne doivent être pour vous un avertissement. Réfléchissez-y.

C'est en montrant sans cesse les dents à l'autorité, c'est en prenant toujours et quand même la défense des persécutés, quels qu'ils soient, qu'on lui impose le respect des libertés acquises. Il n'est avec l'autorité ni accommodements ni raccommodements.

André Girard.

CONCLUSION

Certainement nous sommes à une époque de transition.

Est-ce une religion nouvelle qui succède aux vieilles superstitions? — Non: les vérités de la science ont anéanti les absurdités du surnaturel.

Est-ce une souveraineté nouvelle qui succède à la souveraineté de droit divin et à la souveraineté du peuple? — Non: toute divinité étant imaginaire et par conséquent sans pouvoir réel, toute majorité n'ayant pour seul moyen d'imposer sa volonté que la force, il est évident qu'aucun prétendu droit de souveraineté ne saurait plus être inventé.

Les dieux s'en vont; et, avec eux, cette autre fiction qu'on appelle l'Etat.

Ainsi disparaît la morale autoritaire; et ce qui apparaît, c'est une morale libertaire conciliant l'indépendance individuelle et la solidarité générale.

Abdennour.

DU RESPECT

C'est un mélange de crainte et de veulerie soumise. Entré comme un virus dans les cerveaux déprimés par de longs siècles de sujétion, transmis comme une infirmité de génération en génération, nous le voyons intervenir, béat, myope, irraisonné, dans tous les rapports entre les hommes.

Il bride les idées, défend les violences, plie, égare et asservit la jeunesse chez qui il paralyse l'action, tue la spontanéité. Il nia toujours les vertus, les beautés, les grandeurs, dédaigna les savants et les philosophes pour réserver ses grâces à la force brutale des conquérants ou aux crimes des tyrannies. Car, et c'est ce qu'il y a de plus inconcevable, il semble n'avoir sanctionné dans l'histoire que des erreurs et n'être l'apanage exclusif que de la crapule.

Tel homme riche, à intelligence de plomb, que ne recommandent aucune espèce de dignité ou de savoir, tiendra sous l'omnipotence de son or une foule d'hommes sages et vertueux. Le pauvre depuis longtemps n'a plus le droit d'être fier, qui va sans révolte dans la vie, subissant l'avanie du maître à l'âpreté mauvaise, acceptant résigné des corvées de valet, essuyant toutes les variétés du joug, qui pâlit, grisonne et meurt dans l'ingratitude et l'isolement. Voyez ce gueux honteux comme une bête traquée, qui va crevant le long des chemins parmi les beaux blés nourrisseurs qui ne lui appartiennent pas: les greniers sont bondés, les palais larges et somptueux, des gîtes chauds, bien abrités, s'échelonnent dans les campagnes. Parées de fleurs éclatantes, de belles dames ont passé, telle une vision dorée... leur carrosse l'a éclaboussé de boue, l'a fait rouler dans le fossé. Il va crever, lamentable, hors de la loi commune, hors l'humanité, mais ayant conservé intacte sa respectabilité de gueux. Et ce gueux est légion!

Par quelles déformations douloureuses a donc passé le cerveau de cet homme pour accepter, complice, l'abjection de sa misère? N'a-t-il pas entrevu encore cette loi suprême, primordiale de la nature, que la vie est le premier et le dernier des biens, qui seule met en œuvre tous les autres, que la faim constitue l'infamie des infamies et n'entache de crime que celui qui l'a provoquée? Attend-il donc la mort pour espérer de vivre! Le bœuf en son étable ignore les sublimités de la métaphysique et les mensonges idéalistes; aucun Christ ne se sacrifia pour lui, mais le bœuf mange à sa satiété.

Et quand l'honneur (*sic*) de ses maîtres exige un bain de sang, une hécatombe de cadavres, une nuée de veuves et d'orphelins, qui marchera à l'abattoir avec des cris d'allégresse, qui hissera sur le pavois des renommées le héros barbouillé de sang, ce noble, ce grandiose, ce sublime meurtrier, qui baisera la croupe de son cheval, qui livrera à ses débauches le corps immaculé de ses vierges? C'est le peuple, l'éternel respectueux de l'Autorité, de la Propriété, de la Loi de Moïse ou du Code de Napoléon, de tout..... excepté de lui-même.

L'homme respectueux ne veut et ne peut se conformer qu'à la croyance vulgaire. A force de faire ce qui se fait, de dire ce qui se dit, de penser ce qui se pense, il arrive à n'être plus qu'un reflet de la bêtise ambiante, comme une expression générale de la lâcheté qui dort au fond de chacun de nos cœurs. Il agira en raison de l'optique que lui créeront le milieu, l'opinion ou le hasard, s'en remettant pour tout cas de conscience aux préceptes de morale courante et d'honneur établi. C'est chez lui le même néant de toute spiritualité, de toute synthèse morale, de tout aperçu philosophique, la négation absolue de cet esprit critique « en dehors duquel, écrivait Bakounine, il n'est point de pensée ». Si vous lui parlez d'une philosophie affranchie, individuelle, si vous émettez des doutes sur l'infaillibilité de tel dogme imposé par telle majorité, si vous refusez au nombre de s'ériger maître de conscience, il ne vous comprendra pas. Son âme est ainsi faite qu'elle ne laisse sorte de place au doute. La vérité sera patentée, ou elle ne sera pas. Et, impuissant à dégager sa personnalité des contingences du milieu, d'élever ses conceptions au-dessus des modalités reçues, il s'attachera, sans contrôle, à obéir à la loi, au prêtre, au gendarme, dépositaires, comme chacun sait, des *grands principes*.

Ceux qui bénéficient de cette dévotion ne voudraient pour rien au monde la voir disparaître. On concevrait mal de nos jours un financier ne pas se prévaloir de ses écus, ou un vieux juge de ses cheveux blancs. Ces choses-là en imposent. Aussi bien, si loin que remonte la connaissance humaine, ce souci du maître d'instituer le respect apparaît-il évident.

Le temps n'est plus où l'on consentait à souffrir en l'honneur d'un dieu, mais on admet encore la douleur quand l'assentiment de la masse se détourne de nos actes. Après avoir démoli les religions chrétiennes et bafoué leurs dogmes comme attentatoires à la liberté, des hommes ont surgi, fantômes dérisoires, qui se dirent *libres penseurs*. Or, ces gens qui méprisent très fermement les mystères de la foi, pour qui le primitif agenouillé devant une pierre apparaîtra une monstruosité, ces gens-là feront le serment de la plus aveugle obéissance à des pouvoirs qu'il leur faudra servir leur vie durant, en exigeant de plus qu'on vénère leurs idoles jusqu'à verser son sang pour elles. Le préfet d'estaminet triomphe! Les commis-voyageurs de l'athéisme sont dieux! Vous pourrez impunément blasphémer les déités défuntes; quelques insanités à leur adresse seront même déclarées « très chic ». Mais ne vous avisez pas de railler la casquette d'un garde-chiourme ou les galons d'un caporal. Il vous en cuirait!

Politiciens appointés, journalistes soudoyés, magistrats honorés, assassins galonnés, agioteurs décorés, les malfaisants, les parasites, le rebut des faillites de la vie, consacrés par l'universelle lâcheté, en ont décidé ainsi, ô peuple, arbitres de tes destinées, de tes espoirs, de tes enthousiasmes, de ton honneur... s'il t'en reste.

. . . .

H. Perrenoud.

(Extrait du *Patriotisme*, en préparation.)

DES FAITS

C'est beau, la justice!

Une marchande de porcelaine, qui tient une petite boutique dans l'une des rues les plus fréquentées du septième arrondissement, vient de faire la pénible expérience de ce qu'il en coûte aux miséreux de tomber sous la coupe des gens de loi.

Le fait qui nous est signalé est tellement criant que nous eussions douté de sa véracité, si nous n'avions entre les mains les pièces mêmes qui établis-

sent la rapacité procédurière et l'inhumanité des gens que le papier timbré enrichit.

Cette malheureuse femme, veuve et qui élève deux enfants, vendait, il y a sept mois, un verre dont le prix était de 1 fr. à un client devant lequel elle s'assura du parfait état de ce verre en cristal. Quatre jours après l'achat, le client rapportait le verre, prétendant qu'il était fêlé.

Sur son refus de reprendre le verre et de rembourser les vingt sous, la marchande est assignée devant le juge de paix, qui la condamne à cinquante francs de dommages-intérêts.

Cinquante francs pour un franc, c'est déjà bien. Le témoignage intéressé d'un garçon de courses n'aurait pas été étranger à la sévérité excessive du juge de paix.

La malheureuse femme veut faire appel et réclame l'assistance judiciaire. Par lettre du 5 août, son état d'indigence est reconnu; mais, par lettre du 20 août, on lui refuse l'assistance judiciaire.

Espérant mettre fin à ces tracas, la pauvre femme tente une revendication au nom de son fils. Peine inutile : le premier jugement est confirmé.

Après payement, il a fallu, il y a deux mois, que Mme X... — qui tient en dépôt des marchandises qui ne lui appartiennent pas — versât 25 francs pour éviter d'être vendue.

Mais la malheureuse n'est point au bout. Par une signification en date du 13 novembre courant, un huissier lui présente la note des frais à payer, dont voici le détail absolument scandaleux :

21 mai.	Signification de jugement.........	7 05
22 —	Commandement....................	6 20
28 —	Saisie............	14 80
4 juin.	Affiches............	14 60
	Revendication	
8 juillet.	Signification de jugement..	6 10
10 —	Commandement............ ...	6 20
13 —	Signification de vente.........	7 30
16 —	Affiches..........................	14 60
	Timbre du présent..	» 60
		77 45

Soit un total de soixante-dix-sept francs quarante-cinq centimes.

Et tout cela pour un verre d'un franc, rapporté fêlé par un client trois jours après l'achat!

N'est-ce pas fantastique? De quelles expressions qualifier cette animosité cruelle de gens chargés d'une mission de conciliation et qui déchaînent ces harpies d'huissiers contre une malheureuse commerçante, aujourd'hui menacée de la ruine et réduite à la misère avec ses deux enfants?

(*L'Intransigeant* du 16 novembre.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA VERRERIE OUVRIÈRE. — *Le Libertaire* a publié dans son numéro de la semaine dernière une lettre émanée de quatre ouvriers de la Verrerie ouvrière renvoyés pour avoir proféré des critiques à l'adresse de l'administration de la Verrerie. Les faits que cette lettre dévoile nous avaient, en effet, été déjà signalés, et nous attendions d'en avoir contrôlé l'exactitude pour les faire connaître au public. Nous ne nous en réjouissons pas, comme le prétendent certains quotidiens; non, loin de là. Nous avons ici, à diverses reprises, manifesté notre vif désir de voir réussir cette œuvre de solidarité et de revanche contre la rapacité patronale. Pour nous, la Verrerie ouvrière était un exemple, donné au prolétariat tout entier, de ce que peut l'esprit d'union et d'initiative. Certaines dispositions des statuts de la Verrerie nous avaient semblé dignes d'être notées particulièrement, car elles démontraient dans l'esprit de la classe ouvrière un progrès vers les idées de communisme.

Aussi, quand les abus signalés sont parvenus à notre connaissance, nous avons pensé aussitôt qu'ils compromettaient le succès de l'entreprise. Il nous a paru qu'il était de la première importance de les faire cesser, et, pour cela, de faire, s'il le fallait, une guerre acharnée à l'*autocratie* qui s'est emparée de la direction de cette œuvre de solidarité. Une tyrannie des plus lourdes pèse sur toute cette population de travailleurs, dans l'établissement qu'eux-mêmes ont construit et qu'ils peuvent considérer comme *leur*. Un homme néfaste, craint mais généralement haï, cause première, du reste, de la grève qui fut le prélude de l'édification de la Verrerie, a oublié la solidarité dont firent preuve jadis en sa faveur les ouvriers qu'il opprime aujourd'hui de toute sa brutalité. La reconnaissance lui est légère!

On n'a pas craint d'établir en l'usine qui pouvait, qui devait servir de modèle aux fondations ouvrières à venir, l'odieux système des amendes, des mises à pied, tant décrié chez les patrons. C'est au point qu'un grand nombre d'ouvriers de la Verrerie ont déclaré à un de nous que *s'ils avaient su, ils auraient mieux aimé retourner chez Rességuier!*

Voilà le résultat auquel ont abouti quelques autoritaires, grisés par ce qu'ils ont cru être les grandeurs. Pauvres sires! Ce n'est point de commander, d'opprimer, qui est grand. C'est, lorsqu'on est nanti d'une autorité, de l'atténuer, de la dissimuler, de l'oublier au profit d'une franche camaraderie et d'une mutuelle confiance. Vous avez fait de la Verrerie ouvrière un bagne pire que celui du Rességuier tant honni; par votre sectarisme étroit et tyrannique, vous, prétendus socialistes, vous en compromettez le succès, décourageant peut-être des tentatives analogues, comblant de bonheur les bourgeois dont la mauvaise foi ne manquera pas d'attribuer cet échec à l'impossibilité d'une entente entre prolétaires et d'une réalisation quelconque d'une société basée sur la solidarité. Soyez fiers de votre œuvre! Mais soyez assurés de nous avoir toujours contre vous, luttant sans relâche contre votre autoritarisme plus despotique que celui de n'importe quel régime bourgeois!

ANDRÉ GIRARD.

* * *

DIJON. — La municipalité socialiste de Dijon a décidé d'accorder des subventions aux syndicats ouvriers qui voudront alimenter d'une façon régulière une caisse de chômage.

L'initiative est généreuse, en ce sens qu'elle aura pour effet de soulager quelques souffrances. Mais il ne faudrait pas que la municipalité de Dijon s'imaginât avoir fait là une œuvre socialiste. C'est simplement un acte de solidarité qui n'influera en rien sur une plus prompte solution de la question sociale.

A. G.

* * *

On lit dans le *Rappel*:

Au mois de septembre dernier, un ouvrier jardinier, nommé Girard, âgé de cinquante-cinq ans, habitant Chelles (Seine-et-Marne), fut condamné, pour un délit commis étant en état d'ivresse, à 25 francs d'amende et aux frais du procès, ce qui le constitua débiteur envers le fisc d'une somme d'environ 60 francs.

Grosse somme pour lui! Il offrit de s'acquitter par acomptes, versa 20 francs le 1er décembre, 10 francs le 14. Dans l'intervalle, il avait payé ses contributions directes: 17 fr. 80. Il redevait 30 francs; il promettait de donner 17 francs (il devait ce jour-là toucher cette somme) le 19 décembre, et les 13 francs reliquat à la fin du mois.

Le 16 décembre, il était arrêté, conduit les menottes aux mains à la gare de Chelles, expédié par chemin de fer à Meaux, écroué à la prison de cette ville. Et l'émotion que lui causait ce traitement était telle que, le lendemain 17, il expirait.

* * *

Lundi soir a eu lieu, à la salle Pétrelle, un meeting au sujet des affaires de Barcelone et de l'insurrection cubaine, avec le concours de Sébastien Faure, Malato, Prost, Marcel Sembat, etc.

Les orateurs se sont successivement élevés contre les abominations commises à la prison de Montjuich; ils ont exprimé des vœux en faveur de la réussite de l'insurrection cubaine qui amènerait inévitablement une révolution en Espagne. Il n'est pas jusqu'aux députés présents qui n'aient senti s'éveiller en eux les ferments révolutionnaires d'antan, qui s'étaient quelque peu assoupis dans l'atmosphère du Palais-Bourbon.

Espagne.

Mon cher ami,

Voici ce qui m'est arrivé le jour des déclarations, après que j'ai été appelé devant le juge, auquel j'avais fait remarquer que je ne savais pas parler l'idiome castillan, encore moins le dialecte catalan. Pour cela, j'avais demandé un interprète, afin de ne pas confondre un mot pour un autre, pour ma sécurité personnelle et en plus pour la légalisation du juge.

Comme je croyais que l'esprit d'équité était un des devoirs du juge, je croyais être en face d'un officier supérieur, digne de l'instruction qu'il a reçue et, par suite, de son éducation et de sa parole de *caballero* qu'il m'avait donnée, en me promettant de faire droit à ma demande à la prochaine interrogation.

On me ramène à mon dormitorio habituel, pour n'y rester qu'un très juste quart d'heure à peine; la garde me rappelle et me conduit entre les mains (ou à la disposition) des gardes civils qui me font déposer mon maigre bagage dans un recoin du corridor conduisant à la grande descente de l'escalier qui mène au « Zéro ». On me fait attendre un léger instant au milieu de l'escalier, à la plate-forme qui communique avec les *calabosillos* (petits cachots); ensuite nous reprenons la marche pour le lieu indiqué et connu sous le nom de « Zéro ». (Notez que dans le parcours de l'escalier au dit lieu j'ai reçu une forte gifle.) Faites-vous une idée de l'aspect terrible d'un si grand local, à minuit, avec deux gardes civils qui vous suivent, et un qui vous précède tenant la bougie à la main; un escalier qui pue le phénol.

Arrivé à l'« Ante-zéro », on me ligotte comme un saucisson; un d'eux ouvre la porte et fait sortir une autre malheureuse victime qui ne soufflait mot et m'a passé devant comme un fantôme; le pauvre infortuné, dont je n'ai pas eu le temps de reconnaître les traits ni l'aspect, devait savoir à quoi servait ce triste réduit, bien approprié pour les choses qui s'y sont déroulées.

On me fait déshabiller; plutôt dire, on me déshabille; la veste, le gilet, le pantalon et le caleçon, tout à un coin et moi à un autre, les mains soigneusement liées aux deux poignets, les bras ramenés en arrière, par une forte corde, à hauteur des biceps, après une quantité de tours qui ont pénétré vivement dans les chairs.

Le garde civil, une forte cravache à la main, me dit : « Tu ne veux pas parler en espagnol? Je te ferai parler avant que tu sortes d'ici! »

Et hardi, Denis! il me pleut une quantité de coups de cravache par les mollets, par les jarrets, et enfin de toutes parts; au bout de cinq minutes, je ne savais de quel côté était la plus forte douleur. On me fait de nouveau la demande : si je suis décidé à me passer d'interprète? si je veux déclarer en espagnol? Je fais signe que je ne peux pas, puisque je ne sais pas parler. Alors, une autre fois recommence la séance : sur les deux côtés, sur les jambes, — à chaque coup c'était un nouveau sourire de l'officiant, — pendant cinq autres minutes. Voyant que je ne parlais pas, on me met le *mordazo* (le bâillon) à la bouche; une fois assujetti, d'une main la cravache, de la main gauche la corde qui me fixait le bâillon, la torture recommence une autre fois et on me dit que si cela ne suffit pas, ils ont d'autres moyens qui sont *infaillibles*, que je ne fais que commencer, que je ne sais pas ce qui m'attend. Et après un groupe de coups à tour de bras, on me débâillonne et l'on me demande si je suis décidé à obéir, que sinon il y a autre chose.

Alors je dis que je parle quelques mots avec difficulté, que je les prononcerai comme je saurai; un d'eux me dit que cela suffit.

Et en route pour voir M. le juge Marzo qui m'apostrophe : « Tu sais parler à présent! » Il me fait une quantité de demandes que je n'entendais presque pas et j'y répondais avec crainte de me confondre en compréhension.

Voici l'interprète (espagnol).

On amène Schiéry qui paraissait un spectre et qui ne me regardait même pas; un pressentiment a paralysé mes douleurs pour penser à celles qu'ont dû souffrir les autres pendant l'espace de deux mois et plus, entre les mains de ces bourreaux inquisiteurs.

La blouse et le pantalon neuf de Schiéry en disaient long à ce sujet; ça indiquait que ses vieux habits devaient être en lambeaux ou maculés de sang et sa voix paraissait sortir d'un tombeau.

Après que les demandes lui furent faites, d'une voix impérieuse, de la part du juge, s'il m'avait vu aux réunions publiques ou secrètes?

Il a répondu d'une voix morte ce triste et seul mot : « Publiques... »

Demande du juge : « Plusieurs *fois?* »

— Une !... répond Schiéry.

Il a signé et est parti aux ordres du juge. Cet homme paraissait un sujet hypnotisé. Il s'est en allé d'un pas tout contrefait, comme un homme qui a souffert d'une maladie vénérienne.

Le juge me dit : « *Sois una banda de pillos* (1) ! » Son secrétaire se mit à rire, tout content de cette insulte que j'ai soulignée par cette réponse : « *No se que entende usted para pillos* (2) ! » (Textuel.)

Depuis, le jour que l'on nous photographiait, le même garde civil qui m'avait meurtri de coups me dit ce jour-là : « *T'en recordaras... ya, ya!...* » Le jour que l'on nous a appelés pour demander un défenseur, ce même garde m'a demandé « si j'avais oublié de parler? » Un autre jour qu'on m'avait appelé devant le juge, je ne sais pourquoi, il y avait plusieurs médecins militaires, m'a-t-on dit. Je n'ai pas pu savoir à quoi servait cette formalité; j'étais avec Rogiero et j'ai cru que c'était parce que nous étions étrangers. On nous a demandé la profession, le pourquoi nous étions ici, l'âge, — que ces hommes paraissaient vérifier.

Ensuite, le jour de la lecture des charges, le juge a eu le cynisme de me demander, au-devant de quatorze ou quinze défenseurs, « si je me rappelais « qu'ils avaient les moyens de faire parler, que je « devais le savoir... Vous voulez plus de cynisme! »

Voilà, le plus bref possible, ma triste histoire et la complicité que je tiens dans ce monstrueux procès.

Votre compagnon d'infortune,

JOSEPH THIOULOUZE.

Italie.

FOGGIA. — Dans le numéro 33 de la *Questione Sociale* de Paterson, on lit une correspondance italienne qui, ce me semble, soutient des idées un peu erronées sur le mouvement anarchiste d'Italie.

Le camarade Insabato écrit qu'en Italie il y a des individualistes et des partisans de l'organisation. Cela est vrai, mais il est vrai aussi qu'il ne faut pas confondre ces camarades, qui, comme nous, reconnaissent dans l'individualisme un mode d'action, un moyen de tactique, avec les individualistes, dont parlait Merlino, il y a quelques mois, dans le *Pungolo Parlamentare* de Naples et qui ont l'individualisme pour *but*. Cette explication me paraît nécessaire depuis qu'Agrest, lui aussi, dans l'*Anarchia*, fit, je crois, la même confusion. Notre but, à nous, c'est aussi le socialisme anarchiste; mais les moyens d'y parvenir ne se réduisent pas, pour nous, à un seul, à l'organisation. Pour notre compte, nous n'avons pas de confiance dans l'organisation. Nous croyons qu'elle brise les initiatives individuelles, qu'elle fait des anarchistes inconscients, qu'elle maintient l'opinion bien répandue dans le peuple que nous sommes des sectaires lâches et féroces. Nous croyons que dès le premier moment qu'un nouveau compagnon se présente à nous, nous devons lui faire comprendre qu'il doit penser et agir par lui-même, comme il croit, pour le bien de la propagande, et qu'il ne doit pas attendre de voir les autres à l'action, avant d'agir lui-même. Nous admettons, en d'autres termes, qu'il faut espérer tout de l'action spontanée de l'individu. Ainsi il se peut faire un jour que tous les individus se trouvent d'accord, tout en agissant de différentes manières.

Cela — pour lesdites raisons — l'organisation ne peut pas le produire. Il ne s'agit pas de la crainte de créer des chefs: il s'agit plutôt de la crainte d'immobiliser des activités individuelles et de négliger par conséquent cette *éducation de la volonté*, dont parlait J. Grave dernièrement.

Du reste, si des camarades croient que, dans certains pays et dans certaines circonstances, l'organisation est utile, — laissons-les faire. Pour mon compte, je ne les appelle pas réactionnaires, comme Insabato le croit, et je peux affirmer que j'ai interrogé plusieurs compagnons sur ce fait, et ils m'ont répondu la même chose.

ROBERTO D'ANGIÒ.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe *L'Art Libre* organise une grande fête familiale, — avec concert-spectacle, conférence et bal de nuit à orchestre — qui aura lieu le samedi 2 janvier à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey, pour une œuvre de solidarité et de propagande libertaire.

Les camarades dont les noms suivent ont déjà promis leur concours: Spirus-Gay, Jehan Rictus, Gravelle, Louis Martin, Edouard Verdun, Jules Deblaive, Euredem, etc.

Le programme détaillé paraîtra prochainement.

Le prix d'entrée est fixé à 0 fr. 75 par personne pour toute la fête. (Pendant le bal, bataille de fleurs, confettis et serpentins.)

On peut se procurer des cartes au Café des Artistes, 11, rue Lepic; à l'Internationale scientifique, 281, rue Saint-Denis, et à la Maison du Peuple.

* * *

*Libertaires du XIII*e. — Réunion tous les samedis, chez le bistrot, 59, rue de la Glacière.

* * *

Dans notre dernier numéro nous avons inséré un appel signé Evariste Laurent. Des avis reçus depuis nous indiquent ce compagnon comme peu sérieux. Si nous avions su, nous n'aurions pas inséré.

* * *

Le groupe *Libre Initiative de Paris*, en correspondance avec celui de New-York, se réunit tous les lundis, à 9 heures du soir, 124, rue du Temple, maison Rimbault.

Renseignements aux camarades sur la Colonie libertaire en formation à New-York.

* * *

Grand meeting public organisé par le *Libertaire*, salle du Tivoli Waux-Hall, rue de la Douane, le mardi 5 janvier, à 8 heures 1/2 du soir.

L'Inquisition en Espagne, conférence par S. Faure et C. Malato. — Prendront également la parole : Buteaux, Girault, Murmain, Prost, Tennevin, Tortelier, etc. — Entrée : 0 fr. 50.

* * *

*Bibliothèque sociologique des travailleurs du XII*e et *Jeunesse libertaire*. — Samedi 2 janvier, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu.

Ordre du jour : *Le meeting projeté*.

---

(1) Vous êtes une bande de vauriens!
(2) Je ne sais ce que vous entendez par « pillos ».

JOURNAUX ANARCHISTES

OU SE RAPPROCHANT DE L'IDÉE

De langue française :

Temps Nouveaux, 140, rue Mouffetard, Paris.
La Sociale, 15, rue Lavieuville, Paris.
Le Libertaire, 5, rue Eugène Süe, Paris.
La Vérité, 3, rue de la Station, à Ensival (Belgique).
La Jeunesse Nouvelle, Lyon.
La Tribune libre, Box 82, Charleroi, Washington (Pa.), Etats-Unis.
L'Art Social, 5, impasse de Béarn, revue mensuelle, 0 fr. 25 le numéro, s'occupant spécialement d'art et de littérature.
La Société Nouvelle, 32, rue de l'Industrie, Bruxelles, revue mensuelle, 1 fr. 25 le numéro, contenant, à côté de trous profonds, des articles d'une réelle valeur littéraire ou sociale.
Magazine International, 156, rue de Courcelles, revue trimestrielle, s'occupant surtout de fraternité internationale.

De langue anglaise :

Freedom, 7, Lambs Conduit street, London, W. C. (Angleterre).
Liberty (J. Tocchati), Carmagnole House, Hammersmith, London, E. C. (Angleterre).
The Anarchist, 7, Broomhall street, Sheffield (Angleterre).
The Torch, 127, Ossulston street, Easton road, London, N. W. (Angleterre).
The Firebrand, 128 1/2, Third street, Portland (Oregon), Etats-Unis.

BOITE AUX ORDURES

Le type du malfaiteur parisien est des moins varié. Le cambrioleur, le cameloteur, le trimardeur, le voleur à la tire ou à l'américaine, le souteneur, tout cela se ressemble fort : même allure, même costume, même argot, même origine sociale, sauf de bien rares exceptions. L'étalage plus ou moins sincère d'idées ou théories anarchistes vient seul, de temps à autre, rompre cette glaciale monotonie.

Ajoutons que les lieux où se réunissent ces messieurs perdent de plus en plus tout caractère ou tout cachet. Les repaires les plus mal famés ressemblent absolument aux honnêtes établissements où de braves ouvriers ou de petits bourgeois irréprochables viennent, le plus paisiblement du monde, prendre leur apéritif et faire leur partie de dominos.

SIMON BOUBÉE.

(*La Jeunesse de Tartufe*, *Journal* du 2 décembre.)

* * *

Le superflu du riche n'est pas un vol fait au pauvre, c'est au contraire un fonds de réserve et d'épargne où il puise sans cesse.

C'est une propriété qui n'appartient qu'aux riches, mais dont le riche et le pauvre ont la jouissance en quelque sorte.

THIERS (*De la propriété*).

* * *

Le jour où on devient patron et où on a des intérêts à défendre, on est bien forcé de reconnaître que l'anarchie est peut-être une admirable doctrine, mais qu'elle a été inventée et qu'elle est propagée par ceux qui ne font rien et ne veulent rien faire.

(*Journal*, 23 décembre.)

PETITE CORRESPONDANCE

Albi. — Reçu lettre un peu tard; utiliserons la semaine prochaine.

S. V., à New-York. — Il y a 0 fr. 50 à votre avoir.

T., à Marseille. — Bon

Bien reçu l'extrait de Fléchier. — Je rétablis le texte, il ne faut pas se permettre de torturer les textes. Pas reconnu.

Syndicat des cuisiniers. — Les abonnements seront servis.

1896, à Marseille. — Le groupe E. S. R. I. n'est pas assez riche pour se permettre d'éditer des volumes.

J., à Saint-Etienne. — Buchner, chez Schleicher frères, rue des Saints-Pères : *Force et Matière*, 7 fr.; *Lumière et Vie*, 6 fr.

Reçu pour le journal : Sanfrâse, 3 fr. 60. — W. F., 1 fr. — Montal, 1 fr. — Vente de vieux timbres, 1 fr. 50. — Seraing, par B., 10 fr. — Clapotte, 0 fr. 30. — R., à Bordeaux (par le *Libertaire*), 1 fr. 25. — G., à La Palisse, 0 fr. 75. — J., à Saint-Etienne, 1 fr. 05. — Les camarades de Montreuil, 8 fr.

C., à Turin. — V., à Nimes. — S., à Roubaix. — C., au Havre. — S., à Bergen. — F., à Liège. — A. B., à Nivelles. — A. B. à Mc-Donald. — V., à New-York. — G., à Lyon. — M., à Lyon. — V., à Nimes. — V., à Reims. — T., à Bosse. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE DANS NOS BUREAUX

La Grande Révolution, *par Kropotkine*.	»	15
Défense d'Etiévant.	»	15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine*.	»	30
Un siècle d'attente. . —	»	15
L'agriculture. . . . . —	»	15
Patrie et Internationalisme, *A. Hamon*.	»	15
La Société au lendemain de la révolution, *par J. Grave*.	»	70
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*.	»	30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	»	30
Aux Jeunes Gens, *par Kropotkine*. . .	»	15
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine* .	»	60
La Révolte, *collect. compl.* (il en reste 4)	150	»
Temps Nouveaux, 1re année	7	»
Promenades subversives, *par A. Retté*.	»	80
Mémoire de la Fédération Jurassienne	3	»
L'Internationale, *par Malon*	»	30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	»	15
L'Incendiaire, *lithog. de Luce* (épuisée).	1	15
Porteuses de bois, *lithog. de Pissaro*. .	1	15
L'Errant, *lithographie*.	1	65
Le Démolisseur, *lithog. de Signac*. . .	1	40
L'Aube, *lithog. de Jehannet*.	1	40
L'Aurore, *lithog. de Willaume*. . . .	1	40
Commune et Révolution, *par Lefrançais*.	»	20
Réformes et Révolution, *groupe des Etudiants S. R. I.*	»	20
Les temps sont proches, *par L. Tolstoï*.	»	50

Prises à nos bureaux, les lithographies sont vendues 0 fr. 15 et les petites brochures 0 fr. 05 en moins.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 37 DIX CENTIMES DU 9 AU 15 JANVIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous paraissons encore cette semaine sans supplément. Nous en sommes navrés, mais nous préférons encore recourir à cet expédient, plutôt que de risquer de ne pas paraître du tout la semaine prochaine.

Fort probablement nous aurons besoin d'en user encore plus d'une fois.

Nos lecteurs ne nous en tiendront pas rigueur, ils comprendront que ce n'est qu'à la dernière extrémité que nous nous décidons à cette mesure.

REMORDS DE BOURREAU

« Le capitaine de cavalerie Juan Moralès, membre du conseil de guerre de Barcelone qui a jugé les anarchistes, vient de se suicider. »

Telle est la nouvelle que nous apporte, lundi 4 janvier, l'*Écho de Paris* (1). Et la feuille bourgeoise ajoute : « On ignore les motifs pour lesquels il s'est donné la mort. »

Non, ces motifs, vous ne les ignorez pas, journalistes-valets qui faites profession d'éclairer, de guider les consciences et qui vous taisez devant la pire cruauté de ce siècle!

Cet homme s'est suicidé, en proie aux remords de la besogne odieuse. Cet homme s'est suicidé parce qu'il a condamné à mort HUIT innocents et jeté au bagne SOIXANTE-SEPT innocents. Cet homme s'est suicidé parce qu'il a condamné sur des aveux arrachés aux prévenus par d'abominables tortures.

Il serait vain d'espérer que d'autres se feront justice. En celui-là seul, la brute de caserne n'avait pas étouffé l'homme tout à fait, et l'homme a abattu la brute.

Les autres resteront pour la vengeance des mères, des épouses et des fils.

Le suicide de ce bandit est le symbole d'un autre suicide plus grave.

Par ses crimes de Barcelone, ses crimes de Cuba et des Philippines, l'Espagne monarchique et catholique s'est suicidée moralement.

L'agonie, espérons-le, ne sera pas longue.

Puissent, aux souffrances de nos martyrs, s'attiser les haines, grandir les colères!

Puisse au fond des cœurs et des cerveaux, repaires inviolables ceux-là, s'accroître l'énergie nécessaire à la destruction de l'infamie présente!

CHARLES-ALBERT.

(1) Dépêche qu'il avait tirée du *Temps* de la veille.

LA VERRERIE OUVRIÈRE

Lors de la fondation de la Verrerie Ouvrière, il fut bien établi que toute question politique et électorale en serait exclue. Qu'on se rappelle les faits. Lorsque s'agita la question de savoir laquelle des deux solutions : verrerie aux verriers ou verrerie ouvrière, serait adoptée, la polémique fut vive. Deux partis se trouvaient en présence : d'une part, un groupe d'ambitieux, qui, prétendant restreindre la question sociale aux mesquines proportions d'une question électorale et concentrant, dans ce but, toute l'énergie de leur tactique à gagner le plus de suffrages possible, préconisaient la première des deux solutions, purement coopérative parce que, pensaient-ils, l'avantage immédiat, ainsi procuré aux verriers, d'un salaire plus élevé leur assurait, en retour, une reconnaissance pouvant se traduire par une augmentation dans le nombre des bulletins de vote socialistes. En face d'eux se trouvaient les sincères révolutionnaires, voyant là une occasion de faire, autant qu'il est possible en la société actuelle, un essai réduit de communisme, devant servir de modèle pour l'avenir à des tentatives analogues. Ces derniers proposaient de faire de la Verrerie une propriété collective de tout le prolétariat français, et d'affecter les bénéfices réalisés en surplus des salaires ordinaires, non à grossir l'épargne des actionnaires, mais à une œuvre d'intérêt général révolutionnaire, à soutenir la lutte *économique* du prolétariat contre le capitalisme. Ce dernier avis prévalut, surtout quand les sociétés coopératives vinrent déclarer qu'elles promettaient leur concours, comme commanditaires et comme clientes de la Verrerie, mais à la condition que les bénéfices ne pourraient en aucune façon servir à « fabriquer des députés ».

*
* *

C'était net. Mais cela ne faisait pas l'affaire des politiciens, qui voyaient leur échapper une source abondante d'agitation électorale. Ne se sentant pas les plus forts, ils se résignèrent néanmoins, se réservant de mettre en œuvre, par la suite, toutes les menées sourdes dont l'usage de la politique leur a donné l'expérience, pour arriver à s'emparer de la direction de cette œuvre qu'ils estimaient pouvoir si bien servir leurs convoitises politiques.

Malgré le soin apporté par le Comité d'action de la Verrerie à assurer par les statuts (1) la liberté des ouvriers et leur recours contre tout acte possible de despotisme, leurs manœuvres ont en partie réussi. Leur agent, Marien Baudot, celui-là même pour qui les ouvriers avaient quitté jadis le travail chez Rességuier, secrétaire du syndicat, véritable despote qui, par la crainte qu'il a su inspirer grâce à sa brutalité, a acquis un certain ascendant sur ses camarades, a commencé par vouloir astreindre tous les ouvriers de la Verrerie à faire partie du syndicat dont il est le secrétaire. Faisant s'immiscer le syndicat dans toutes les affaires de l'administration, il en est arrivé à subordonner en fait le Conseil d'administration à l'autorité du syndicat. Il caresse en outre le rêve de faire adhérer le syndicat des verriers à la Fédération du Tarn, groupement particulièrement politicien, de manière à forcer par contre-coup tous les ouvriers syndiqués à verser pour la propagande politique.

C'est au point qu'un membre du Comité d'action, également politicien et du bord de Baudot, a laissé échapper l'aveu « que s'il y avait eu deux Baudot, la Verrerie était f...ichue ».

*
* *

D'un autre côté, pressentant que toutes ces intrigues ne seraient pas du goût de l'élément sincèrement révolutionnaire, on s'entendait à Albi comme à Paris, au Comité, pour avoir l'œil sur ceux qui le composent. Le sieur Hamelin, membre du Comité et administrateur de la Verrerie, écrivait de Paris là-bas : « Surveillez les anarchistes de la Verrerie, nous nous chargeons de ceux du Comité. »

Les « anarchistes » sont tous ceux qui, refusant de laisser détourner l'Œuvre d'Albi de son véritable but, verraient d'un mauvais œil ces manigances politiciennes et y feraient opposition.

Cependant, questionnés à diverses reprises, les administrateurs ont déclaré n'avoir jamais eu aucun reproche à adresser aux anarchistes de la Verrerie, tant au point de vue du travail qu'au point de vue de leur attitude de travailleurs.

*
* *

Ce qui acheva de troubler la paix et l'ordre relatifs qui régnaient à la Verrerie fut l'institution d'un règlement stupéfiant de despotisme et qui laisse, certes, bien en arrière certains règlements patronaux qui ont soulevé parfois bien des réprobations.

Le voici :

ART. 2. — Tous les ouvriers sont prévenus qu'ils doivent tenir compte des observations qui leur seront faites par les syndics et les membres du Conseil d'administration et exécuter les ordres qui leur seront donnés par MM. les conducteurs de travaux. Tout refus ou insulte de leur part les rendront passibles *d'une mise à pied d'un à huit jours*; en cas de récidive, *renvoyés*.

ART. 3. — Tout ouvrier pris en état d'ivresse sur le chantier sera immédiatement remplacé dans son travail; en cas de récidive, il sera *mis à pied* pour une *période d'un à quatre jours*.

(1) Voir à ce sujet l'article de F. Pelloutier dans les *Temps Nouveaux* (1re année).

ART. 4. — Tous ceux qui provoqueraient des querelles ou des rixes sur le chantier seront *mis à pied d'un à huit jours;* en cas de récidive, *renvoyés.*

ART. 5. — Tout ouvrier qui se rendra coupable de vol d'outils, de bois ou autres matériaux de quelque nature que ce soit, sera renvoyé.

ART. 6. — Tout ouvrier qui, par *indiscipline, mauvaise volonté* ou par *toute autre manœuvre*, porterait atteinte au bon fonctionnement de l'usine, sera *mis à pied d'un à huit jours;* en cas de récidive, *renvoyé.*

ARTICLE ADDITIONNEL. — Tout ouvrier qui quittera le travail pour *un motif quelconque* ne pourra le reprendre que le lendemain; tous ceux qui arriveront *en retard de plus de cinq minutes perdront une demi-heure.* »

Ce règlement est odieux, étant donné qu'il émane de socialistes, c'est-à-dire de gens qui préconisent l'émancipation des travailleurs. Si les travailleurs, qu'ils prétendent ainsi placer sous une férule plus rigide encore que celle d'un Rességuier, se mettaient en grève, s'émancipaient contre eux, voilà, certes, qui serait d'un bel effet!

C'était bien la peine que la Fédération des travailleurs du verre ait obtenu dans un grand nombre de verreries patronales l'abolition des amendes et des mises à pied! Faudra-t-il voir la Fédération forcée d'intervenir pour défendre, dans une usine appartenant aux ouvriers, les intérêts de ces mêmes ouvriers? Ce serait étrange!

Il est encore plus étrange de voir ces courageux travailleurs, après avoir édifié cette verrerie au prix de tant de privations, se voir imposer, par un groupe d'ambitieux autoritaires, des conditions pires que celles auxquelles ils se sont soustraits jadis, espérant conquérir enfin leur liberté en se mettant chez eux.

⁂

Donc, toutes ces manœuvres, tous ces abus d'autorité excitèrent des mécontentements. Des verriers, se croyant, et avec raison, en droit de se méfier de la façon dont leurs affaires étaient dirigées, réclamèrent des explications.

Ces hobereaux du Conseil d'administration le prirent de haut, refusèrent tout éclaircissement, disant qu'ils n'avaient pas de comptes à rendre aux verriers. Cependant, si quelqu'un est intéressé à savoir comment fonctionne l'établissement industriel qu'ils ont construit et qui les fait vivre, c'est à coup sûr ceux-ci. C'est une manière de voir que les socialistes défendent quand les administrateurs sont des capitalistes; mais quand ils sont des socialistes, les ouvriers n'ont qu'à s'incliner et à dormir en toute confiance.

Les mécontents, voyant qu'il n'y avait rien à faire avec le Conseil d'administration tout entier sous la domination effective du conseil du syndicat, s'adressèrent au camarade Pelloutier, membre du Comité d'action. Pour ce fait, le camarade Guégnot se vit infliger une mise à pied de huit jours. Pour avoir dit que le bâtiment d'administration (et non le Conseil d'administration) coûtait 65.000 francs, alors que l'administration n'en avoue que 30.000, le camarade Valette Léon est puni de huit jours de mise à pied.

Huit jours également à Sirven Victor, pour avoir exprimé l'opinion que puisqu'il y avait un règlement, le sieur Marien Baudot devrait bien y être astreint et qu'il était juste qu'on lui fît au moins quelque observation pour ses retards, puisque les autres perdaient une heure pour dix minutes.

Et ainsi de suite. Ces mises à pied mal acceptées furent aggravées de renvois définitifs prononcés contre quatre d'entre eux.

Ces renvois furent votés au syndicat des verriers, par appel nominal, par 110 voix contre 22, sur 240 membres. Avant le vote, le seigneur Baudot, dans le but d'intimider le plus grand nombre possible de votants, déclara « que l'on reconnaîtrait ceux qui, en votant le renvoi, voulaient la prospérité de l'usine et ceux qui, en votant contre le renvoi, désiraient sa chute ».

A part cette mise en demeure déguisée, sans doute il laissait les ouvriers parfaitement libres de voter suivant leur conscience.

⁂

Tous ces faits soulevèrent l'indignation non seulement des ouvriers de la Verrerie Ouvrière, qui rédigèrent la protestation que nous publions d'autre part, mais encore celle d'un grand nombre de groupes ouvriers de la région.

« Le cercle d'études sociales de Carmaux (groupe collectiviste) et les mineurs, nous écrit un correspondant, ont voté des ordres du jour invitant l'administration à reprendre les quatre ouvriers sans condition. Les membres des bureaux des groupes constitués d'Albi ont invité les administrateurs de la Verrerie à venir discuter contradictoirement avec les quatre ouvriers renvoyés; ils s'y sont refusés. Une délégation de trois membres a été alors les trouver: ils n'ont pas été reçus comme délégation, mais simplement en qualité d'amis. Les administrateurs ont refusé de discuter sur les faits motivant le renvoi, et ils ont déclaré à ces trois membres qu'il y avait encore une trentaine d'ouvriers qui, à la moindre infraction au règlement, seraient impitoyablement congédiés. »

Les « meneurs », sans doute, dites, Baudot-Rességuier?

A la suite de cette démarche infructueuse, les membres des groupes constitués d'Albi votèrent un blâme aux administrateurs de la Verrerie et, en même temps, ouvrent une souscription en faveur des quatre ouvriers renvoyés.

Exactement comme il fut fait jadis à votre égard, Marien Baudot, quand renvoyé de l'usine de Sainte-Clotilde, vous pûtes voir ceux que vous opprimez aujourd'hui se cotiser pour subvenir à votre entretien. C'est vous qui maintenant jouez les Rességuier, mais les victimes sont malheureusement les mêmes.

⁂

Tout cela est triste, profondément triste. Cette œuvre de solidarité qu'est la Verrerie d'Albi, édifiée grâce au concours du prolétariat du monde entier réunissant sou à sou les cinq cent mille francs nécessaires, cette œuvre grandiose devait être non seulement une revanche éclatante contre un patron rapace et autoritaire, mais une perpétuelle menace à la classe capitaliste tout entière.

Pour que cette menace atteignît toute la portée voulue, il était indispensable qu'aucune critique ne fût possible contre son fonctionnement. Il fallait que les capitalistes de tous pays, les yeux fixés sur la Verrerie, y pussent constater l'esprit d'organisation, d'entente, d'harmonie de la classe ouvrière dont ils affirment à tout venant l'incapacité. Il fallait encore que son exemple décidât les timorés d'entre les travailleurs qui doutent encore de l'aptitude de la classe ouvrière à organiser, s'il le faut, la production au lendemain de la révolution; car il importait qu'elle fût en raccourci une expérience de ce que sera la société communiste.

La réussite de cette tentative eût été pleine d'enseignements et d'encouragements pour les hésitants, et un sujet de graves réflexions de la part des capitalistes.

Malheureusement, elle est devenue la proie de cette vermine politicienne qui semble destinée à porter le trouble et la désunion partout. Dans les congrès, au sein des syndicats, à la Verrerie, partout où on les laisse se glisser, ces intrigants, que l'ambition de l'autorité dévore, viennent stériliser tous les efforts faits en vue d'une œuvre utile.

Et les bourgeois de s'esclaffer, de triompher et, tout en faisant une part à une feinte pitié pour les travailleurs « dévoyés par de malsaines théories », de se féliciter entre eux de l'intervention providentielle de ces éléments de discorde reculant l'heure de leur culbute.

⁂

Travailleurs! comprenez donc une fois pour toutes que c'est *l'union*, et *l'union* seule, qui fera votre force, que de la politique, cette peste, rien, absolument rien ne peut sortir pour vous que discorde et oppression. Vous, travailleurs d'Albi, vous qui, par l'union, êtes parvenus à édifier cette Verrerie modèle, ne l'avez-vous donc pas compris? Qu'espérez-vous de la politique? Des lois? Des lois qu'il faudra des trentaines d'années — peut-être plus — à faire édicter, et qui, une fois promulguées, ne seront pas plus appliquées que les lois prétendues d'aujourd'hui? Des lois qui toujours se retourneront contre vous? Qu'espérez-vous? Un gouvernement socialiste? Les quelques exemples que les socialistes munis d'autorité vous donnent de tous côtés devraient suffire à vous désillusionner sur le bonheur et la liberté qui alors vous attendraient!

Grande est votre erreur, si vous pensez que la politique puisse apporter la solution à la question économique qui plus directement que quiconque vous intéresse. Que peut la politique sur les rapports du Capital et du Travail? C'est naïveté que de lui attribuer un pouvoir quelconque à cet égard.

C'est de vous, de votre initiative seule, que peut venir une amélioration de votre sort. Unissez-vous et agissez! Débarrassez-vous de ces exploiteurs d'un nouveau genre, qui, sous le prétexte de faire votre bonheur, n'en veulent qu'à vos suffrages. Une fois vos maîtres, ils sont pires que ceux dont ils ont pris la place.

Agissez! Partout où certains de vos camarades ont su parler haut et ferme, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Pesez vos revendications et posez-les hardiment. Votre force est en vous. C'est en l'exerçant que vous la développerez, jusqu'au jour où, la sentant suffisante, vous la déploierez tout entière pour la Révolution émancipatrice, qu'aucun pouvoir public n'est capable d'accomplir.

En attendant, ce n'est pas à changer de maîtres qu'il faut vous évertuer, mais à vous en passer. A ce seul prix est la liberté!

ANDRÉ GIRARD.

LES DÉSORDRES UNIVERSITAIRES
DE MOSCOU

Le *Messager officiel* russe du 17 décembre contient un document très important, sur ces « désordres », que nous voudrions traduire *in extenso*. En voici, en tout cas, des extraits. Nous ne saurions trop les recommander à l'attention des étudiants de tous pays.

« Depuis longtemps, commence le document officiel, les étudiants de l'Empire se groupaient en cercles, basés sur l'origine commune d'un nombre d'étudiants de telle localité, ou de telle nationalité peu nombreuse dans l'université. Les nouveaux-venus à l'université trouvaient leurs anciens camarades d'un même lycée, leurs « pays », et entraient dans un « pays » (*zemlyatchestvo*) qui généralement portait un nom local: « pays de Ryazan », « d'Orel », « sibérien », « oukrainien », « géorgien », etc.

« D'abord, les « pays » poursuivaient seulement des buts d'appui mutuel, et pour cela fondaient leurs caisses, faisaient des souscriptions, des loteries, des soirées familières pour prêts et secours à leurs camarades. Mais, peu à peu, ils élargirent leurs buts et introduisirent dans leurs programmes des buts d'instruction mutuelle. Des cercles de « développement » furent fondés et plusieurs « pays » prirent une direction unilatérale, en se dévouant exclusivement à l'étude

de la sociologie et des nouvelles théories d'économie politique (*lisez :* du socialisme).

« Tous les cercles ayant pris cette direction bientôt s'adonnèrent à l'étude des théories révolutionnaires dominantes, à la lecture des ouvrages défendus par la censure et des publications clandestines; et ensuite, eux-mêmes commencèrent à exprimer plus ou moins leurs sympathies au mouvement révolutionnaire : ils venaient, avec leurs caisses de « pays », en aide aux exilés politiques (la Croix-Rouge de la *Volonté du Peuple*); et enfin les membres de ces pays commencèrent à renforcer les rangs des révolutionnaires actifs. »

Bientôt, vers la fin des années 1885-86, les caisses des divers « pays » furent mises dans une caisse générale — la « Caisse centrale », à l'université de Moscou, — à laquelle presque tous les « pays » ont adhéré. Plus tard, un « tribunal d'étudiants » fut fondé auprès de la Caisse centrale, et ce tribunal non seulement décidait en cas de disputes entre étudiants et demandait quelquefois « l'exclusion de ceux qui n'étaient pas dignes de porter le nom d'étudiants » (*lisez :* les mouchards), mais aussi « accapara le droit de juger les professeurs et les autorités, publiant ses décisions dans des feuillets hectographiés ».

Il y a quelques années, la Caisse centrale fut remplacée par un « Conseil fédéral des pays réunis », auxquels 45 pays, avec 1.500 étudiants (plus de la moitié des étudiants de Moscou), ont adhéré.

« Ainsi le Conseil fédéral — continue le document officiel — commence et termine les désordres universitaires. Il y a quelques années, trouvant l'activité d'un professeur incompatible avec ses vues, il lui notifia la demande de quitter l'université. PENDANT LES FÊTES DE TOULON, LE CONSEIL FÉDÉRAL, AU NOM DE TOUS LES ÉTUDIANTS DE MOSCOU, EXPRIMA AUX ÉTUDIANTS FRANÇAIS « **son mépris à la vue de la servilité d'une nation libre vis-à-vis des représentants de l'absolutisme.** »

(Nous traduisons le document officiel littéralement.)

« En 1894 et en 1895, le Conseil fédéral commença une agitation, non seulement à Moscou, mais, par ses émissaires, dans toutes les universités, pour pétitionner à l'Empereur sur l'abolissement de la loi universitaire actuelle et le rétablissement de la loi (libérale) de 1863; sur l'admission des femmes; sur l'abolition de l'inspection (sorte d'inquisition policière à domicile), l'établissement d'un tribunal universitaire, etc. L'agitation créée par le Conseil fédéral força même à prendre des mesures contre cette institution.

« Au commencement de 1895, le Conseil fédéral fut arrêté, et ses documents saisis furent bien examinés, sur quoi il devint apparent que ce conseil poursuivait des buts politiques, n'ayant rien à voir dans des questions universitaires ou de secours mutuel.

« Au commencement de cette année académique, le Conseil fédéral, *qui s'était reconstitué*, crut utile de fomenter des désordres. »

(Suit la description des protestations contre un professeur, approuvées par 1.000 étudiants qui prirent part au vote).

« ... Ayant reçu la nouvelle d'une grève insignifiante à Kostroma, le Conseil fédéral lança immédiatement un appel aux étudiants, les invitant à venir en aide aux grévistes. Un chapeau, avec cet appel, circulait pendant les cours, et en outre deux « pays » versèrent 425 fr. pour les grévistes de leurs caisses séparées. »

Le 21 octobre (2 novembre), le Conseil fédéral lançait cet appel :

« 1° Le Conseil fédéral pense que le but des « pays » doit être de préparer des lutteurs pour l'action politique.

« 2° Le Conseil fédéral pense qu'une protestation active organisée aurait, à cette époque de réaction croissante, une grande portée éducatrice. »

Dans les paragraphes 3 à 6, le Conseil fédéral proposait une manifestation contre un professeur (X... dans le document officiel), comme moyen de soulever la question générale du régime universitaire, lequel est « une particule seulement de la politique réactionnaire générale du gouvernement ».

« Des désordres, placés sur un terrain de politique générale, — concluait le Conseil fédéral — amèneront à la vie active les meilleurs éléments qui en comprendront le sens et la portée. »

Le professeur X... fut cependant trouvé trop insignifiant par les universités. Alors il fut décidé de manifester, le 30 novembre, l'anniversaire de demi-année après le meurtre de 3.000 hommes lors du couronnement du tsar, au champ Khodynskoie. « Par notre présence ce jour-là, — disait l'appel — nous pourrons exprimer nos sympathies avec ces victimes de la nonchalance administrative, ainsi que, d'autre part, notre protestation contre le régime actuel, qui rend de pareils faits possibles. »

Le 28 et le 29 novembre, la police arrêtait les 56 membres du Conseil fédéral. Néanmoins, le lendemain, la manifestation eut lieu. Près de 1.000 étudiants (le document dit 500) marchèrent vers le cimetière où sont enterrés les massacrés du couronnement. La troupe leur fit rebrousser chemin et ils retournèrent vers l'université. Là, une manifestation imposante eut lieu.

Ajoutons que les bouchers des boutiques Okhotnyi Ryad, qui jadis prêtaient main forte à la police, cette fois-ci prêtèrent main forte aux étudiants contre la police. Et ajoutons aussi que la police ne voulait pas trop intervenir contre les étudiants qui avaient choisi un motif si populaire pour manifester. Ce fut le gouverneur général de Moscou, l'oncle du tsar, Serge Alexandrovitch, détesté à Moscou (sa vie privée est trop scandaleuse pour ne pas être bien connue à Moscou — et ailleurs), qui prit sur lui l'ordre d'envoyer la troupe et les cosaques contre les étudiants. On raconte que, la veille, on lui avait envoyé *un ordre impérial comique*, très bien imité, le nommant « Prince Khodynskiy » (d'après le lieu du massacre). Sur quoi, fureur du potentat.

Bref, pour en revenir au document officiel, les étudiants, étudiantes « et autres personnes n'appartenant pas à l'université » furent, au nombre de 403, cernés par les cosaques et poussés dans un grand manège à côté. De là, 36 personnes *furent* envoyées en prison.

Les trois jours suivants, nouvelles démonstrations très violentes à l'université; 662 étudiants furent arrêtés; 36 sont exclus pour toujours de l'université de Moscou, mais peuvent entrer après un an dans quelque autre université, et 636 sont exclus de Moscou pour un an.

L'agitation continue dans les autres universités.

Ce document ne demande pas de commentaire. « Pays » d'abord, caisses de secours mutuel, éducation mutuelle, agitation socialiste. — Les étudiants français feraient bien d'y réfléchir. Il fut un temps, avant 1848, où ils étaient avec le peuple. Resteront-ils toujours avec les exploiteurs, les exterminateurs?

KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA VERRERIE OUVRIÈRE. — Voici la protestation, dont nous parlons ailleurs, qu'ont rédigée et signée quarante-huit ouvriers de la Verrerie :

Albi, 11 décembre 1896.

Protestation des ouvriers verriers et similaires de la Verrerie Ouvrière.

Nous soussignés, ouvriers verriers et similaires de la Verrerie Ouvrière, déclarons protester énergiquement contre les mesures prises par le Conseil d'administration et appuyées par 40 voix contre 26 sur 230 membres qui composent le syndicat, contre les camarades Valette Léon, Guégnot Etienne, Sirven et Guéritat.

Signatures :

Renoux Henri (*frère d'un des administrateurs*); Valette Ch.; Jacquet Frédéric; Farges Francis; Dragne Ch.; Belin Louis; Leroux Joseph; Cuq Eugène; Lépron François; Armand Firmin; Valette Louis; Leroux Antoine; Jouvanel Elie; Blanc Firmin; Belon Charles; Valette Pierre; Valette Paul; Guégnot Laurent; Mouraisin; Trouillous Ant.; Vinay Jean; Huntsinger Victor; Bézard; Arnaud; Moliénier; Jacquet Pierre; Cadrien Elie; Filaquié Félix; Marc Auguste; Baudot Claudius (*neveu de Baudot Marien*); Chincholle; Cuissot Albert; Minois Louis; Dazy François; Bouteille; Bosc Henri; Villemin Louis; Ricord Adrien; Dragne Michel; Canazève; Minois; Develay Claude; Tissier Jules; Michel Poitevin; Peyrobe Abel; Meunier Zacharie; Soustelle Abraham; Passelard Gabriel; Bergougnou Camille.

⁂

TOULON. — Les ouvriers riveurs, chanfreineurs et des parties similaires des ateliers des Forges et Chantiers de la Méditerranée, à la Seyne, s'étaient mis en grève, réclamant le renvoi d'un contremaître et une augmentation de salaires.

Satisfaction leur avait été accordée précédemment sur la question des salaires; la direction vient de décider que le contremaître en question serait retiré des ateliers pour être employé dans un bureau.

En conséquence, la grève est terminée.

A. G.

⁂

BAZANCOURT (Marne). — Le comité fédéral de la Fédération du parti ouvrier de la Marne (?) avait choisi Bazancourt pour tenir son congrès annuel.

Une réunion publique, qui comprenait autant de bourgeois curieux que d'intéressés, a clôturé ce congrès. Le citoyen Pérot a dit de bonnes choses, sensées et pratiques, dans la forme qui convenait à son sujet. Le citoyen Zévaès lui a succédé et nous a littéralement étourdi par ses indignations véhémentes, ses violences à froid qui sentaient son professionnel d'une lieue. De tels procédés oratoires ne trompent pas tout le monde. Naturellement, sa conclusion fut que la question sociale serait résolue quand il y aurait beaucoup de socialistes au Palais-Bourbon. Toujours les politiciens!

(*Correspondance locale.*)

République Argentine.

BUENOS-AYRES (27 novembre 1896) : *La grève des ouvriers de chemins de fer. Police scélérate.* — La grève a atteint son déclin. Une débâcle a commencé à Tolosa, le 9 novembre, par la rentrée aux ateliers aux conditions antérieures. Résultats : trois mois d'inaction et de misère pour les grévistes ; néanmoins ceux-ci n'estiment pas au même taux le rapport de la grève pour le *directeur scientifique*.

Des pourparlers furent engagés entre le directeur de la grève d'une part et le gérant de la Compagnie, qui, assure-t-on, aurait manifesté l'intention de noyer la grève dans un pot-de-vin. Le *directeur scientifique* a lui-même déclaré avoir reçu la proposition de travailler à l'insuccès moyennant 2.000 piastres de rétribution; il a aussi prétendu avoir répondu à l'offre par le mépris. Personne jusqu'ici ne peut assurer si la négociation a été réalisée, mais ce qui est resté mystérieux, c'est la cause de la désertion du directeur, qui, apôtre virulent de la grève jusqu'au moment décisif, s'est ensuite dérobé *incognito*, au grand étonnement des grévistes.

Rappelons aussi quelques péripéties dignes de retentissement.

Au cours de la grève, les grévistes sollicitèrent la solidarité des mécaniciens et chauffeurs. Ceux-ci promirent leur concours et, après force réunions, ils décidèrent d'adresser une pétition aux compagnies en demandant une augmentation de salaire.

Les compagnies firent droit à une partie des réclamations et les grévistes restèrent abandonnés à leurs propres ressources. Les mécaniciens et chauffeurs en majorité professent la science socialiste propagée par Karl Marx. Il faut donc croire que la solidarité ouvrière n'est pas admise dans ses préceptes.

A Campana, la police s'est signalée par des procédés scélérats, en faisant éclater une *bombe!!* dans le bureau du gérant de la compagnie, puis procéda

en masse à l'arrestation des grévistes qui ignoraient le complot. Il est inutile d'ajouter que les dégâts furent simplement matériels et de peu d'importance.

A Rosario, une réunion de grévistes fut dissoute à coups de *crosse* de fusil, et par des charges de police à cheval. Il y eut plusieurs blessés.

A Junin, la compagnie invita les grévistes à retirer l'outillage qui leur appartenait. Une fois entrés à l'atelier, ils furent reçus à coups de trique par la police.

A Tolosa, la police plaça deux pétards sur une voie de tramway, aux approches de l'atelier; ces pétards furent reconnus identiques à ceux employés par la compagnie. Une simple détonation s'ensuivit, rien de plus. Néanmoins, ce fut suffisant pour donner un semblant de raison aux actes criminels de la police, qui traqua les grévistes jusque dans leurs domiciles. Quelques jours auparavant, 40 grévistes et environ 18 femmes étaient détenus pour avoir crié: *Vive la grève!*

Il ne reste, de cette grève, que 800 combattants appartenant aux ateliers de Sola qui, en dépit des trois mois et demi de chômage, refusent de fléchir sans obtenir d'amélioration. Aussi les assassins officiels, pour calmer l'inquiétude des *lords* et des *milords*, ont-ils déjà tenté une action d'éclat. Lundi dernier, la cloche de l'atelier battait le rappel, et les grévistes répondaient par les cris de: Vive la grève! Une vingtaine d'agents de la police secrète, déguisés en travailleurs, tentèrent de faire une pression sur les grévistes; heureusement, ils furent reconnus et soupçonnés de quelque complot, ce qui inspira aux grévistes la prudence de ne pas répondre à leurs provocations.

Il paraît que des ordres supérieurs étaient donnés pour un massacre de ventres vides, perpétrant ainsi un Fourmies argentin.

L'autorité paraît avoir compté les jours de résistance des ouvriers de Sola, et, dans les sphères officielles, on parle de la frappe d'une médaille avec solde devant être décernée aux sicaires les plus signalés. L'effigie représenterait un joug et une matraque, et porterait l'inscription suivante: Campagne contre les grévistes, 1896.

Voilà l'hospitalité des bourgeois d'Amérique. Voilà la terre promise à l'émigrant. Avis aux amateurs.

Z., gréviste à Sola.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Conférences du groupe l'*Art Social*, siège, 5, impasse de Béarn, Paris. — Le samedi 9 janvier 1897, à 8 h. 1/2, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple. — *Colonisation et Communisme*, par L. Marchand.

Entrée : 30 centimes.

∴

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XII[e] et Jeunesse libertaire. — Samedi 9 janvier, à 8 h. 1/2 précises, au local convenu, pour se rendre à la conférence de l'*Art Social*.

∴

Grande soirée familiale, organisée par les *Libertaires du XIV[e]*, le samedi 9 janvier 1897, à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Belle Polonaise, 21, rue de la Gaîté.

Conférence par le camarade Raubinau, de Bordeaux.

Sujet : *Patrie et Religion*, et *sur les crimes d'Espagne*.

Poésies et chants révolutionnaires. — Entrée facultative.

∴

Salle des Mille-Colonnes, 20, rue de la Gaîté, le mardi 12 janvier, à 8 h. 1/2, grand meeting public organisé par l'*Internationale scientifique*.

Ordre du jour : *Cuba libre.* — *Les Martyrs de Montjuich.*

Avec le concours de : Sébastien Faure, Ch. Malato, E. Girault, F. Prost, de l'Internationale Scientifique, Achille Steens, Létrillard, du Comité de Cuba libre, Baussoleil, du Comité des Jeunes défenseurs de Cuba, Tortelier, Lafond, Sadrain, Buteaud, Murmain.

Entrée : 30 centimes.

∴

Grand meeting, le lundi 11 janvier, à 8 h. 1/2, salle du Printemps, 74, boulevard Picpus (près la place de la Nation), sur l'*Inquisition en Espagne*, avec le concours de Charles Malato, Sébastien Faure, Buteau, Girault, Prost, Tertelier, etc.

Entrée : 30 centimes.

∴

Lyon. — Le deuxième numéro de la *Jeunesse Nouvelle* est paru le samedi 2 janvier. Voici le sommaire de ce numéro qui comprend 24 pages de texte au lieu de 16:

Le Congrès d'Anthropologie (A. Hamon). — Individualisme et Communisme (Lampol). — La Philosophie libertaire et l'Individu (G. P.). — Vers les Jeunes (Jean-Jacques). — Evolution et Progrès du Socialisme (Luis Gil). — Les Grèves (Joseph Bill). — Triptyque (Arthus Sigré). — Lettre d'Italie (Paul Lusana). — Espana (J. B.). — Bibliographie.

La *Jeunesse Nouvelle* organise une fête familiale privée pour le dimanche 10 janvier, Brasserie Nationale, cours Lafayette. On peut se procurer des cartes aux bureaux de la Revue, 9, rue de la Monnaie.

∴

Marseille. — Dimanche 10 janvier, à 2 heures de l'après-midi, il sera donné une grande réunion publique dans le local du Bar Isnard, rue des Trois-Mages, 54, salle du premier, à l'effet de protester contre l'inquisition espagnole. Les organisateurs font un pressant appel à tous les hommes de cœur, de quelque opinion qu'ils soient, afin qu'ils s'y rendent en masse.

Entrée libre et gratuite.

— Les camarades qui doivent faire reparaître l'*Agitateur*, font un pressant appel aux groupements anarchistes qui ont reçu les listes de souscription de les faire parvenir au camarade Victor Rapalle, 8, quai du Port, Bar du Grand-Orient.

∴

Dijon. — Dimanche 10 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, bar de l'Académie (salle du fond), 66, rue Monge, soirée familiale.

Causerie par un camarade : Organisation d'un meeting au sujet des assassinats de Barcelone.

∴

Chalon-sur-Saône. — Samedi 9 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Colisée, réunion publique de protestation.

Ordre du jour : L'Inquisition en Espagne. — Les mensonges religieux.

Entrée : 25 centimes.

∴

Roanne. — Le samedi 16 janvier, chez Rimaud, cafetier, rue de Clermont, 70, grand concert, au profit de la bibliothèque libertaire, par des artistes de Lyon.

∴

Bruxelles. — Samedi 16 janvier 1897, à 8 h. 1/2 du soir, aux Deux Nègres (distillerie Monico, rue de la Colline), conférence par le citoyen Lemaire, étudiant à l'Université nouvelle.

Sujet : *Les bases scientifiques de l'idée libertaire.*

∴

Le *Libertaire* a annoncé qu'il entreprend une vigoureuse campagne antireligieuse. Il a ouvert une souscription dans ses colonnes et la réunion qui inaugurera cette campagne à Paris aura lieu, le samedi 9 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au Trianon (ancien Elysée-Montmartre), 80, boulevard Rochechouart.

Charles Malato et Sébastien Faure feront une conférence sur « l'absurdité criminelle des religions ». Les camarades Buteaud, Girault, Murmain, Prost, Tennevin, etc., prendront également la parole.

BIBLIOGRAPHIE

L'éditeur Stock vient de rééditer, dans la *Bibliothèque sociologique : Biribi*, le livre de Darien. Nous le tenons à la disposition des camarades aux mêmes conditions que les autres volumes de la même série.

∴

Nous avons reçu :

La Nuit rédemptrice, vers, par Georges Ramaekers, collection de la *Lutte*, 15, place van Meyel, Bruxelles.

L'Internationale des poètes, conférence par Léon Bazalgette, au *Magazine International*, 156, rue de Courcelles.

Les Mensonges conventionnels de notre civilisation, par Max Nordau; 1 vol., 5 fr., chez Alcan, 118, boulevard Saint-Germain.

Des articles de plus d'actualité, nous forcent à renvoyer la suite de la conférence de notre ami Kropotkine sur l'*Etat*. Nous la reprendrons sans faute la semaine prochaine.

A LIRE

Gustave Geffroy, P. Quillard, *Mercure*, janvier 1897.

Noël en retard, J. Richepin, *Journal*, 26 décembre 1896.

Profils de révoltés, G. Montorgueil, *Eclair*, 27 décembre 1896.

Egalité, H. Maret, *Dépêche*, 25 décembre 1896.

Pour les Rois, J. Richepin, *Journal*, 4 janvier 1897.

BOITE AUX ORDURES

Pauvre, il m'advint de m'unir aux prolétaires. Anarchiste, j'ai mêlé les substances dangereuses au creux des cornues, et j'ai failli bêtement devenir député. Je ne pus répandre aucune pensée dans les âmes de sectaires éprises de sottes haines.

Paul Adam.

(*Le Brutal.* — *Journal*, 25 décembre 1896.)

PETITE CORRESPONDANCE

Un révolté, Marseille. — Votre idée est excellente et nous y avions déjà pensé. — Cela comporte bien quelques petites difficultés, mais elles ne sont pas insurmontables. Si, une, qui l'est absolument, c'est la question argent. Il faudrait un millier de francs. Une souscription donnerait 200 francs au bout de trois mois, ou plus exactement rien du tout, car les 200 francs auraient servi à boucher les trous que fait journellement le journal. Il nous faudrait 4.000 francs pour liquider notre situation, alors nous pourrions essayer la réalisation de différentes idées que la lutte quotidienne nous empêche de mettre à jour.

Emma, à Lyon. — Nous n'insérons aucune petite correspondance en dehors de l'administration.

Bordeaux. — *L'idée d'un cocher.* Nous avons lu votre article. Nous ne pouvons pas avoir, sur la société future, d'idées aussi absolues que vous les affirmez. L'évolution, peut-être, aura, d'ici là, indiqué d'autres modes de groupement que ceux que vous indiquez.

R. O., à Cherbourg. — Pour Buchner, voyez P. C., n° 36. — Manouvrier, P. C., n° 33. — Lanessan, *Lutte pour l'existence*, chez Doin, 8, rue de l'Odéon, 1 fr. 50. — *Transformisme*, même éditeur, 6 fr. — Letourneau, *Science et Matérialisme*, 5 fr. 75, chez Reinwald. — Guyau, chez Alcan : *Morale*, 5 fr.; *L'Irréligion*, 7 fr. 50. — Pioger, même éditeur, *La Vie et la Pensée*, 5 fr. — *L'Individu contre l'Etat*, même éditeur, 2 fr. 50. — *La Religion*, de A. Lefèvre, chez Reinwald, 5 fr. 75. — *Dictionnaire des sciences anthropologiques*, chez Doin, 30 fr.

E. F., à Salon. — Cela, ce sont des subtilités bonnes pour ceux qui ont du temps à perdre. Votre poète est un vieux blagueur.

F., au Mans; L. L., rue Saint-Maur. — Je vous ai expédié les *Biribi* que je vous devais.

P. L., café M., à Apt. — Votre adresse est-elle toujours bonne pour vous envoyer celui que je vous dois?

E. B., à Carmaux. — Bon. Merci.

G., à Vienne. — Nous avons expédié tout ce que nous avions reçu pour les enfants de Mignot.

R., à Nîmes. — *Réformes et Révolution* avait été expédiée. Je la réexpédie à nouveau. Il ne reste plus de *Grève des électeurs*. Quant à *Etat d'âmes*, puisqu'elle est au *Libertaire*, je leur fais passer 0 fr. 15 pour qu'ils vous l'envoient : je ne vais pas dépenser 6 sous d'omnibus et une course de deux heures pour une brochure de 3 sous. — Je n'ai plus votre lettre, et, du reste, je n'ai pas autre chose à dire sur cette question.

Achille. — Reçu. Journaux réexpédiés.

Reçu pour le journal : Collas, 0 fr. 50. — L., T. 2 fr. — A. M. O., 5 fr. — J., à Saint-Etienne, 1 fr. — Emma, 1 fr. 05. — R. G., à Mâcon, 1 fr. — Gj., 5 fr. — D., à Winterthur, 1 fr.

Bruxelles : Flaustier, 50 c.; Vive Cuba libre! 15 c.; Vive l'Anarchie! 25 c.; Vive l'Anarchie! 10 c.; Le Père Anarchiste, 25 c.; Vive Macéo! 10 c.; Vive Rochefort! 10 c.; F. Monier, 25 c.; Un Nivellois, 50 c.; Un ex-marchef, 10 c. En tout : 2 fr. 40 c. — Merci à tous.

L., à Brest. — O. B., à Haine-Saint-Pierre. — S. P., à Bordeaux. — S., à Roubaix. — J., à Montpellier. — L., à Guerpont. — S. P., à Bordeaux. — E. J. — F. F. — L., à Chaux-de-Fonds. — B., à Narbonne. — G., à Carmaux. — B. R., à Hyères. — M., à Avignon. — V., à Nîmes. — B., à Saint-Marcellin. — G., à Vienne. — P., à Trélazé. — R., à Valence. — V., à Reims. — H., à Sotteville. — P., à La Chapelle. — B., à Jolimont. — C., à Grenoble. — N., à Verviers. — S., à Cette. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 38 — DIX CENTIMES — DU 16 AU 22 JANVIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes*) (1)

II

La plupart des philosophes du siècle passé s'étaient fait une idée très élémentaire sur l'origine des sociétés.

Au début, disaient-ils, les hommes vivaient en petites familles isolées, et la guerre perpétuelle entre ces familles représentait l'état normal. Mais, un beau jour, s'apercevant enfin des inconvénients de ces luttes sans fin, les hommes se décidèrent à se mettre en société. Un contrat social fut conclu entre les familles éparses, qui se soumirent de bon gré à une autorité, laquelle, — ai-je besoin de vous le dire? — devint le point de départ et l'initiateur de tout progrès. Faut-il ajouter, puisqu'on vous l'aura déjà dit à l'école, que nos gouvernements actuels se sont jusqu'à présent maintenus dans ce beau rôle de sel de la terre, de pacificateurs et de civilisateurs de l'espèce humaine?

⁂

Conçue à une époque où l'on ne savait pas grand'chose sur les origines de l'homme, cette idée domina le siècle passé; et il faut dire qu'entre les mains des encyclopédistes et de Rousseau, l'idée de « contrat social » devint une arme puissante pour combattre la royauté de droit divin. Cependant, malgré les services qu'elle a pu rendre dans le passé, cette théorie doit être reconnue fausse.

Le fait est que tous les animaux, sauf quelques carnassiers et oiseaux rapaces, et sauf quelques espèces qui sont en train de disparaître, vivent en société. Dans la lutte pour la vie, ce sont les espèces sociables qui l'emportent sur celles qui ne le sont pas. Dans chaque classe d'animaux, elles occupent le haut de l'échelle, et il ne peut y avoir le moindre doute que les premiers êtres d'aspect humain vivaient déjà en sociétés.

L'homme n'a pas créé la société. La société est antérieure à l'homme.

⁂

Aujourd'hui, on sait aussi — l'anthropologie l'a parfaitement démontré — que le point de départ de l'humanité ne fut pas la famille, mais bien le clan, la tribu. La famille paternelle, telle que nous la connaissons, ou telle qu'elle est dépeinte dans les traditions hébraïques, ne fit son apparition que bien plus tard. Des dizaines de milliers d'années furent vécues par l'homme dans la phase tribu ou clan, et durant cette première phase — nommons-la tribu primitive ou sauvage, si vous voulez — l'homme développa déjà toute une série d'institutions, d'usages et de coutumes, de beaucoup antérieurs aux institutions de la famille paternelle.

Dans ces tribus, la famille séparée n'existait pas plus qu'elle n'existe chez tant d'autres mammifères sociables. La division au sein de la tribu se faisait plutôt par générations; et dès une époque très reculée, qui se perd au crépuscule du genre humain, des limitations s'étaient établies pour empêcher les rapports de mariage entre les diverses générations, alors qu'ils étaient permis dans la même génération. On découvre encore les traces de cette période, chez certaines tribus contemporaines, et on les retrouve dans le langage, les coutumes, les superstitions des peuples bien plus avancés en civilisation.

Toute la tribu faisait la chasse ou la cueillette en commun, et, leur faim assouvie, ils s'adonnaient avec passion à leurs danses dramatisées. Jusqu'à présent encore on trouve des tribus, très rapprochées de cette phase primitive, refoulées sur les pourtours des grands continents, ou dans les régions alpestres, les moins accessibles de notre globe.

L'accumulation de la propriété privée ne pouvait s'y faire, puisque toute chose qui avait appartenu en particulier à un membre de la tribu était détruite ou brûlée là où l'on ensevelissait son cadavre. Cela se fait encore, même en Angleterre, par les Tsiganes, et les rites funéraires des « civilisés » en portent encore l'empreinte : les Chinois brûlent des modèles en papier de ce que possédait le mort; et nous promenons jusqu'au tombeau le cheval du chef militaire, son épée et ses décorations. Le sens de l'institution est perdu : il n'y a que la forme qui survit.

⁂

Loin de professer le mépris de la vie humaine, ces primitifs avaient horreur du meurtre et du sang. Verser le sang était considéré comme chose si grave, que chaque goutte de sang répandu — non seulement le sang de l'homme, mais aussi celui de certains animaux — demandait que l'agresseur perdît de son sang en quantité égale.

Aussi, un meurtre au sein de la tribu est chose *absolument inconnue;* par exemple, chez les Inoïts ou Esquimaux — ces survivants de l'âge de pierre qui habitent les régions arctiques. Mais, lorsque des tribus d'origine, de couleur et de langage différents se rencontraient dans leurs migrations, c'était très souvent la guerre. Il est vrai que, déjà alors, les hommes cherchaient à adoucir ces rencontres. La tradition, ainsi que l'ont si bien démontré Maine, Post, Nys, élaborait déjà les germes de ce qui plus tard devint le droit international. Il ne fallait pas, par exemple, assaillir un village sans en prévenir les habitants. Jamais on n'aurait osé tuer sur le sentier suivi par les femmes pour aller à la fontaine. Et, pour conclure la paix, il fallait payer la balance des hommes tués des deux côtés.

Dès lors, une loi générale primait les autres. — « Les vôtres ont blessé ou tué un des nôtres — donc, nous avons le droit de tuer un d'entre vous, ou de porter une blessure absolument égale à un des vôtres » — n'importe lequel, puisque c'est toujours la tribu qui est responsable pour chaque acte des siens. Les versets si connus de la Bible : « Sang pour sang, œil pour œil, dent pour dent, blessure pour blessure, mort pour mort » — mais pas plus! ainsi que l'a si bien remarqué Kœnigswarter — tirent de là leur origine. C'était leur conception de la justice — et nous n'avons pas trop à nous enorgueillir, puisque le principe de « vie pour vie » qui prévaut dans nos codes n'en est qu'une des nombreuses survivances.

⁂

Toute une série d'institutions, vous le voyez, et bien d'autres que je passe sous silence — tout un code de morale tribale, fut déjà élaboré pendant cette phase primitive. Et, pour maintenir ce noyau de coutumes sociables, la vigueur, l'usage, la coutume, la tradition suffisaient. Point d'autorité pour l'imposer.

Les primitifs avaient, sans doute, des meneurs temporaires. Le sorcier, le faiseur de pluie — le savant de l'époque — cherchait à profiter de ce qu'il connaissait, ou croyait connaître de la nature, pour dominer ses semblables. De même, celui qui savait mieux retenir dans la mémoire les proverbes et les chants, dans lesquels s'incorporait la tradition, gagnait de l'ascendant. Et, dès cette époque, ces « instruits » cherchaient à assurer leur domination en ne transmettant leurs connaissances qu'à des élus. Toutes les religions, et même tous les arts et métiers, ont commencé, vous le savez, par des « mystères ».

Le brave, l'audacieux, et surtout le prudent, devenaient aussi des meneurs temporaires dans les conflits avec d'autres tribus, ou pendant les migrations. Mais l'alliance entre le porteur de la « loi », le chef militaire et le sorcier n'existait pas, et il ne peut pas plus y avoir question d'*État* dans ces tribus, qu'il n'en est question dans une société d'abeilles ou de fourmis, ou chez les Patagoniens et les Esquimaux, nos contemporains.

⁂

Cette phase dura cependant des milliers et des milliers d'années, et les barbares qui envahirent l'empire romain l'avaient aussi traversée. Ils en sortaient à peine.

(1) Voir le numéro 34.

Aux premiers siècles de notre ère, d'immenses migrations se produisaient parmi les tribus et les confédérations de tribus qui habitaient l'Asie centrale et boréale. Des flots de peuplades, poussées par des peuples plus ou moins civilisés, descendus des hauts plateaux de l'Asie — chassés probablement par la dessiccation rapide de ces plateaux — viennent inonder l'Europe, se poussant les unes les autres et se mélangeant les unes aux autres dans leur épanchement vers l'occident.

Durant ces migrations, où tant de tribus d'origine diverse furent mélangées, la tribu primitive qui existait encore chez la plupart des habitants sauvages de l'Europe devait nécessairement se désagréger. La tribu *était* basée sur la communauté d'origine, sur le culte des ancêtres communs; mais quelle communauté d'origine pouvaient invoquer ces agglomérations qui sortaient du tohu-bohu des migrations, des poussées, des guerres entre tribus, pendant lesquelles çà et là on voyait déjà surgir la famille paternelle — le noyau formé de l'accaparement par quelques-uns des femmes conquises ou enlevées chez d'autres tribus voisines?

Les liens anciens étaient brisés, et sous peine de débandade (qui eut lieu, en effet, pour mainte tribu, disparue désormais pour l'histoire), de nouveaux liens devaient surgir. Et ils surgirent. Ils furent trouvés dans la possession communale *de la terre*, — du territoire, sur lequel telle agglomération avait fini par s'arrêter.

***

La possession commune d'un certain territoire — de tel vallon, de telles collines — devint la base d'une nouvelle entente. Les dieux ancêtres avaient perdu toute signification; et les dieux locaux, de tel vallon, de telle rivière, de telle forêt, vinrent donner la consécration religieuse aux nouvelles agglomérations, en se substituant aux dieux de la tribu primitive. Plus tard, le christianisme, toujours prêt à s'accommoder aux survivances païennes, en fit des saints locaux.

Désormais, la commune de village, composée en partie ou entièrement de familles séparées, — tous unis, cependant, par la possession en commun de la terre, — devint, pour des siècles à venir, le trait d'union nécessaire.

Sur d'immenses territoires de l'Europe orientale, en Asie, en Afrique, elle existe encore. Les barbares qui détruisirent l'empire romain — Scandinaves, Germains, Celtes, Slaves, etc. — vivaient sous cette espèce d'organisation. Et, en étudiant les codes barbares dans le passé, ainsi que les confédérations communes de village chez les Kabyles, les Mongols, les Hindous, les Africains, etc., qui existent encore, il a été possible de reconstituer dans son entier cette forme de société, qui représente le point de départ de notre civilisation actuelle.

Jetons donc un coup d'œil sur cette institution.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

STERCORAIRES

Nous ne sommes plus courbés sous le poing pachydermique du butor Dupuy, la brute instigatrice des lois d'exception contre les anarchistes, l'odieux excitateur à la délation mutuelle entre meilleurs amis. Non, un haut-le-cœur général nous en a délivrés. Toutefois, cet homme, pour lequel notre haine et notre dégoût surpasseront toujours toute expression que nous en pourrons donner, fit preuve, en son abjection, d'une certaine crânerie. C'est au grand jour qu'il luttait.

Aujourd'hui, les stercoraires qui nous gouvernent fuient avec le plus grand soin la lumière et le bruit. C'est dans les profondeurs les plus ténébreuses de la boue où ils se délectent qu'ils perpètrent leurs excrémentielles infamies. Ombre et silence, tel est le mot d'ordre de ces gredins de bas étage, plus méprisables que l'escarpe qui, du moins, risque sa peau en *chourinant* son pante.

Rampant aux pieds du moindre principicule étranger, à plat ventre devant les spéculateurs internationaux de vies humaines, ces obséquieux laquais n'osent *même* pas encourir la responsabilité des basses besognes qu'ils accomplissent et des services qu'ils rendent aux gouvernants égorgeurs des autres pays.

Déjà, lors des massacres d'Arménie, le ministre des affaires étrangères, le même qu'aujourd'hui, déploya la plus grande *activité* pour empêcher la révélation des abominations commises là-bas. Plusieurs fois par semaine — nous l'avons su de source certaine — ce valet du sultan recommandait, ou faisait recommander, à la presse officieuse le silence le plus absolu sur les affaires d'Arménie.

Aujourd'hui, les infamies les plus révoltantes sont commises au delà des Pyrénées. Derrière les épaisses murailles d'une forteresse, on mutile, on torture des malheureux à qui l'on fait avouer, au milieu des souffrances, une prétendue complicité dans un attentat, peut-être bien perpétré par les bourreaux eux-mêmes. Puis, sur ces aveux ainsi arrachés, *huit innocents* sont condamnés à mort et plus de soixante autres au bagne; les scènes les plus impressionnantes se produisent au conseil de guerre, soulevant l'indignation même des gendarmes et des geôliers; malgré toutes les précautions prises, le bruit de ces faits parvient jusqu'ici; nous et quelques autres les signalons, comptant sur le concours de tous les gens de cœur pour pousser un tel cri d'horreur que les bourreaux en soient intimidés et renoncent à leur infernale besogne... Que fait la presse?... Les réceptions de l'Elysée, le parapluie et le burnous du député musulman, le dernier cri de telle horizontale de marque, voilà les questions qui au plus haut point excitent son intérêt.

Un meeting a lieu. A sa sortie, une manifestation se fait devant l'ambassade d'Espagne. Aussitôt, les vils larbins, ministres de France, le croupion tendu et la bouche en cul de dinde, de s'excuser auprès des fils de Loyola et, pour les venger de cette suprême inconvenance, font arrêter, pour être expulsés, les réfugiés espagnols connus à Paris. Laurent Portet, Jacques Brossa, José-Maria Carvajal, Andréa Protelli, Peretti Francesco, Antonio Jose Panzarolta, Juan Puig, etc., sont, sans raison, appréhendés et emprisonnés. D'autres viendront.

Cette fois, pense-t-on, la mesure est comble, et les protestations vont s'élever...

Rien ne bouge.

— Mais c'est infâme! Il y a là une violation ignoble du droit des gens...

— Ah! Monsieur, c'est affreux; la France n'aura bientôt plus d'écrevisses!..

Rien! Rien! La presse est muette, plus muette que la grande muette, l'armée.

Rue Saint-Jacques, il existe un institut où, grâce à une patience admirable, on rend la parole aux muets. Par contre, il en est un où l'on apprend aux bavards à se taire. Son siège est place Beauvau; sa méthode infaillible, l'éclairage secret. A ce prix, tout crime, toute lâcheté s'accomplira sans protestation. Car le silence est d'or!

Il n'est pas de boue, d'ordure, d'immondice plus nauséabonde que la domination bourgeoise. Faudra-t-il attendre l'asphyxie complète pour nous décider à nous en délivrer?

ANDRÉ GIRARD.

Merci aux camarades de l'*Enclos* qui ont mentionné notre appel aux camarades, en l'appuyant.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCIERS

Mardi dernier a eu lieu, dans la salle du Tivoli-Waux-Hall, une importante réunion de protestation contre la condamnation des anarchistes de Barcelone: plus de *deux mille personnes* avaient répondu à l'appel des organisateurs. Après avoir remercié l'assemblée, Malato rappelle l'attentat de Chicago, la condamnation à mort de Spies, Parsons, Engels Fischer. « Dix ans se sont écoulés depuis cette tragédie et l'histoire les a couronnés du nom de martyrs. » Il fait un parallèle avec ce qui se passe actuellement à la forteresse de Montjuich.

Aujourd'hui, ce qui se passe à Barcelone est identique; formulé par des anarchistes qui n'ont pas l'habitude de nier le fait accompli, il se peut que la bombe n'ait pas été jetée par eux, et, à l'appui de sa thèse, Malato explique que des anarchistes auraient de préférence frappé les généraux, les archevêques qui étaient en tête de la procession, tandis que la bombe n'a atteint que des gens du peuple.

En tout cas, à cet acte individuel on répondit par 380 arrestations et cependant la bombe ne pouvait avoir été jetée à la fois par 380 personnes. Et étant donné le tempérament des anarchistes, il est impossible de croire à un complot.

La moitié des anarchistes furent enfermés dans la forteresse de Montjuich et les autres à fond de cale de vieux navires. Malato explique ensuite les différentes sortes de tortures que nous avons décrites ici, et à l'appui de *ses dires* il lit de nombreuses lettres qui lui sont parvenues d'Espagne, quelquefois des torturés eux-mêmes.

Enfin, il termine en expliquant que, sur 28 condamnations à mort qui leur étaient demandées, les bourreaux érigés *en juges* n'en accordèrent que 8; les autres furent condamnés à vingt ans et à douze ans de travaux forcés.

Après Malato, notre camarade Faure fait un procès en règle au jésuitisme et à son corollaire l'inquisition et l'autorité; il dit de bien voir les responsabilités, c'est-à-dire au ministre Canovas (le Méline de là-bas), s'inspirant des ordres des jésuites qui commandent en chef.

Différents orateurs, parmi lesquels Gelez, Prost, Girault, lui succèdent. Enfin, sur la demande d'un camarade espagnol, il est décidé qu'on se rendra à la sortie à l'ambassade d'Espagne pour protester.

Les camarades du groupe « Freedom » de Londres avaient envoyé une adresse de sympathie aux organisateurs de la réunion.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA VERRERIE OUVRIÈRE. — Le conseil d'administration de la Verrerie a enfin daigné rompre le silence qu'il opposait à toutes les interventions des délégués des groupes d'Albi. C'est dans le gilet d'un rédacteur de la *Dépêche*, journal radical et bourgeois, que l'un d'eux s'est épanché. Naturellement, ils cherchent à faire dégénérer le débat en une querelle de personnes. Ils ne feront pas cependant que le règlement ne soit draconien, et que l'autoritarisme le plus despotique ne soit le propre de la majorité du conseil d'administration.

La preuve en est dans l'aveu échappé à M. Charpentier, administrateur, qui déclare au rédacteur de la *Dépêche* que les quatre ouvriers congédiés pourront être repris s'ils s'engagent à « reconnaître à l'avenir l'autorité du conseil d'administration ».

On les a renvoyés pour avoir usé d'un droit de critique que les socialistes revendiquent énergiquement en faveur de tout salarié, mais qu'ils dénient quand ce sont eux qui font fonction de patrons. On pose comme condition qu'ils renonceront à ce droit pour s'incliner désormais sans mot dire devant tout ordre du conseil d'administration, quelque dangereux puisse-t-il être pour le bon fonctionnement de l'usine.

Rességuier n'a pas mieux dit. Ce qui ne les empêchera pas de continuer à accuser ceux qui les engagent, dans l'intérêt de la Verrerie, à la tolérance et à la conciliation, de faire le jeu des Rességuier et de chercher à compromettre l'avenir de la Verrerie.

Cependant, ils eussent évité tous ces incidents regrettables s'ils avaient compris dès le début leur rôle de vrais socialistes, consistant, non pas à se targuer de leur autorité pour servir les intérêts d'un parti politique et satisfaire leurs rancunes, mais à se vouer, par un vigilant entretien de l'esprit de concorde, à la réussite de cette entreprise socialiste.

Ils n'ont pas su le comprendre et ont mieux aimé agir en gendarmes. Qu'ils ne s'en prennent qu'à eux des attaques dont ils sont l'objet.

* *

Les allumettiers. — La régie, pensant avec juste raison que la solution, si souvent réclamée, qui doit mettre les malheureux allumettiers à l'abri de la nécrose, se faisait bien longuement attendre, a éprouvé le besoin de nous faire parvenir quelques explications par l'intermédiaire du journal semi-officieux l'*Eclair*.

On s'était souvent demandé pourquoi la régie ne renonçait pas purement et simplement à l'usage du phosphore blanc pour le phosphore rouge, nullement toxique. La solution paraissait à tous simple et radicale. La régie nous répond que les allumettes au phosphore amorphe nécessitent un frottoir, « ce qui ne plaît guère au public. » Ah! la bonne blague! Ainsi, pour éviter de déplaire au public, on empoisonne et on empoisonnera encore des milliers d'ouvriers! Peut-on pousser plus loin l'inconscience du crime?

Mais alors, pourquoi les monopoles? L'Etat a le monopole de la fabrication des allumettes. Le public ne peut se servir que de celles que lui vend l'Etat. Or, si l'Etat ne lui vend que des allumettes amorphes, il faudra bien qu'il s'en contente, et il s'en contentera si, contrairement à celles d'aujourd'hui, il réussit à les enflammer. Avouez donc plutôt que votre inaction a pour véritable motif des questions d'intérêts à ménager ou à favoriser et que ces intérêts ne sont ni celui du public ni ceux des ouvriers!

* *

Le Protectionnisme. — Les tarifs sur les blés étrangers, dada de Méline et consorts qui prétendent nous persuader qu'augmenter le prix d'un objet c'est en diminuer la cherté, ont permis aux gros spéculateurs de farines de donner libre cours à leurs rapines. Dans quelques communes, le prix du pain est taxé. En raison de l'élévation récente du prix des farines, de nombreuses protestations se font entendre. A Lodève, les boulangers ont éteint leurs fours, parce que, disent-ils, il leur est impossible de fournir du pain au prix fixé par la taxe. La ville est sans pain.

Il reste aux habitants la consolation de méditer sur les bienfaits du protectionnisme.

* *

La Grande Famille. — Les sous-officiers et soldats impliqués dans les désordres du jour de la Sainte-Barbe, à Brest, ont passé au conseil de guerre. Ils ont tous été acquittés. Pour un peu, on les eût félicités.

Pourquoi donc nous accable-t-on d'injures et de condamnations quand nous disons que l'armée est une école de démoralisation? Les faits étaient patents; les soldats s'étaient rués en sauvages dans la ville, y avaient commis pendant plusieurs heures des actes de brutalité inouïs. Le conseil de guerre les approuve et les encourage à recommencer. Nous ne regrettons pas cet acquittement, car, pour nous, l'homme n'est que ce que le fait le milieu dans lequel il vit. Mais ce n'est pas là très vraisemblablement la considération qui a dicté la sentence des juges militaires.

* *

Un nommé Vilquint, Charles-Adolphe, sergent-fourrier au 4e d'infanterie de marine à Toulon, s'est tiré une balle de fusil Lebel dans la tête; malgré une blessure épouvantable, le malheureux a survécu une heure; il a expiré après d'horribles souffrances. Il était âgé de vingt-huit ans.

* *

Le nommé Bonneton, soldat au 30e de ligne, en garnison à Rumilly, a été trouvé pendu à un arbre du boulevard de la Roche-du-Roi.

Comme toujours, « on ignore » la cause de ces suicides. Qui sait? l'amour du métier militaire, sans doute.

André Girard.

* *

La réunion organisée au profit des *Temps Nouveaux* par la *Bibliothèque sociologique du XIIe* sur l'Inquisition en Espagne a eu lieu lundi, dans les salons du Printemps, au milieu d'une grande affluence.

Les camarades Faure, Buteaud, Tortelier, Girault, Prost, Sadrin et Stroobant ont pris tour à tour la parole et ont décrit les souffrances et les tortures infligées aux camarades du procès de Barcelone par leurs bourreaux inquisiteurs.

Les orateurs n'ont pas eu de peine à détruire certains bruits lancés par des journaux à la solde du gouvernement espagnol, dans l'intention évidente de nier les tortures qu'on fit subir à nos amis de la Catalogne.

Le chef des argousins avait tenu à conduire lui-même ses escouades d'agents, fort nombreuses.

A la sortie de la réunion, le jeune camarade Sadrin, de la *Jeunesse libertaire du XIIe*, fut arrêté par une bande de mouchards sans qu'aucune provocation de sa part motivât son arrestation. Nous ne savons de quoi peut bien être inculpé notre jeune camarade. Le sachant dépourvu d'argent, plusieurs d'entre nous, dans l'intention de lui faire remettre quelques secours, allèrent au poste où il avait été conduit.

Mais la vermine policière sortit brutalement de son antre et nous chassa avec sa violence habituelle.

Ceci doit démontrer à nos amis que la bourgeoisie ne tient debout que grâce à sa valetaille; que les révolutionnaires sont bien à la merci du premier gredin investi de fonctions policières. Et si nous ne devons pas perdre de vue que ce sont aux institutions qu'il faut s'attaquer, il ne faut pas oublier non plus qu'entre elles et nous il y a leurs défenseurs.

A. Desnéchère.

* *

La *Voix des Travailleurs*, d'Albi, publie la protestation suivante :

La Commission composée de citoyens investis par leur qualité de la confiance des Chambres syndicales et groupes politiques d'Albi, ayant nommé une délégation à l'effet d'obtenir, par une conciliation, la réintégration des quatre ouvriers renvoyés de la Verrerie Ouvrière, les délégués protestent énergiquement contre la manière d'agir du citoyen M. Charpentier, directeur de la Verrerie.

Ce citoyen ainsi que tous les membres du Conseil d'administration ayant refusé d'entrer en pourparlers, et de faire aucune communication à la délégation mandatée par la susdite Commission, ils regrettent que ces mêmes administrateurs n'aient pas tenu envers M. le correspondant du journal *la Dépêche* la même réserve.

Le citoyen Charpentier et ses collègues ont, de ce fait, placé au-dessous du correspondant d'un journal, soi-disant radical et bourgeois, les délégués de la classe prolétarienne, qui seule est de droit intéressée directement à la prospérité de la Verrerie Ouvrière.

Pour la délégation et par ordre :

Le Président : S. Grimal,
Trésorier du Syndicat du bâtiment.

Le Secrétaire : B. Serra,
Délégué du Cercle des Travailleurs.

* *

Le *Groupe libertaire* de Rouen s'associe aux protestations faites à Paris contre les tortionnaires d'Espagne.

Russie (1).

LES TROUBLES UNIVERSITAIRES.

Depuis longtemps les étudiants des universités russes se groupaient en cercles, formés par les originaires d'une même province, ayant terminé leurs études secondaires au même collège. Les nouveaux arrivés recherchaient les camarades du même pays arrivés à l'université avant eux et entraient dans ces groupes, qui s'appelaient habituellement du nom de la localité correspondante : groupe de Sibérie, groupe de l'Ukraine, groupe d'Orel, etc... Ils n'avaient, au commencement, d'autres buts que le secours mutuel : à cet effet, ils organisaient des souscriptions, des soirées, etc., dont la recette était destinée aux camarades nécessiteux. Avec le temps cependant leur programme s'est élargi : les groupes, ne se bornant plus aux intérêts matériels, sont devenus des groupes d'étude. Une fois dans cette voie, beaucoup d'entre eux s'occupèrent exclusivement de l'étude de la sociologie et des nouvelles théories économiques. Bientôt ils se sont tournés vers l'étude des théories révolutionnaires existantes, vers la lecture des livres prohibés par la censure et des publications de la presse clandestine. Puis ils ont commencé à exprimer eux-mêmes leur sympathie au mouvement révolutionnaire et à employer une partie de leurs fonds pour venir en aide aux prisonniers et aux déportés politiques (en versant les sommes à une organisation appelée « la Croix Rouge » du parti de la « Volonté du Peuple »). Des membres de ces groupes d'étudiants entraient dans les rangs des révolutionnaires militants. C'est à ce moment (c'est-à-dire, il y a dix ans environ) qu'ils ont eu l'idée de concentrer toutes leurs caisses en une seule caisse centrale, gérée par les délégués des différents groupes.

Ces délégués ne se bornaient pas aux affaires pécuniaires, mais prenaient, au nom de leurs groupes respectifs, des résolutions sur les affaires concernant les étudiants en général. Au bout de peu de temps, à côté de cette caisse centrale, s'est organisé un tribunal des étudiants, chargé non seulement d'examiner les différends qui naissent dans leur milieu et d'exiger l'éloignement des camarades indignes, mais aussi de discuter les actes des professeurs et de l'administration universitaire, en publiant ses décisions dans des feuilles imprimées à l'hectographe. Il y a quelques années, la caisse centrale a fait place à une nouvelle organisation qui a pris le titre de *Conseil de l'Union des groupes des différentes localités*. Dès le début, il a reçu l'adhésion de 24 groupes, et actuellement il dispose des voix de 45 groupes, représentant près de 1.500 étudiants. S'occupant de tout ce qui concerne les étudiants, le Conseil se considère comme représentant de tous les étudiants de Moscou et prend leur direction dans toutes les questions touchant à l'université et même à la vie sociale en général. Il y a quelques années, le Conseil, mécontent de la conduite d'un professeur, lui a envoyé sa décision, l'invitant à quitter sa chaire. Pendant les fêtes de Toulon, il a, au nom de tous les étudiants, exprimé aux étudiants français « leur indignation à voir une nation libre s'humilier devant les représentants du régime autocrate ». Il y a deux ans, il a suscité, non seulement parmi les étudiants de Moscou, mais aussi par l'intermédiaire de ses émissaires dans les autres universités, une agitation qui avait pour but de présenter au gouvernement une pétition demandant l'abolition des statuts universitaires actuels et leur remplacement par ceux de 1863 (qui, quoique si anciens, étaient beaucoup plus libres), l'accès des femmes aux universités, l'abolition de l'inspection universitaire, etc. Cette agitation a provoqué des mesures de rigueur de la police et au commencement de 1895 tous les membres du Conseil ont été arrêtés au cours d'une réunion.

Au commencement de l'année scolaire courante, le Conseil a cru bon de susciter des troubles à l'université de Moscou et de les étendre aux autres universités. Comme prétexte à une protestation générale, on a choisi d'abord la nomination à une chaire de la Faculté de médecine d'un professeur qui ne jouissait pas de la sympathie de ses auditeurs. Pendant ce temps, tout en s'occupant des affaires universitaires, le Conseil n'oubliait pas ses autres devoirs : ainsi, à la nouvelle d'une grève à Kostroma, il a aussitôt publié un manifeste, invitant les étudiants à venir en aide aux grévistes. Pour recueillir l'argent, un chapeau, avec ce manifeste au fond, circulait parmi les étudiants pendant les cours. De plus, deux groupes ont envoyé pour la même destination 170 roubles, pris dans *leurs caisses*.

Pour avoir une idée plus exacte de cette organisation, de ses moyens d'action, etc., il n'est peut-être pas inutile de donner ici le texte de quelques-unes des considérations générales exposées dans un appel, publié récemment par le Conseil, pour inviter les étudiants à émettre leur avis sur l'opportunité d'un vaste mouvement et sur l'élaboration d'un programme commun.

« Le Conseil de l'Union croit que le but principal de l'Union des groupes doit être de préparer des militants en vue de l'activité politique.

« Il considère qu'une protestation organisée et active aura, à cette époque d'une réaction toujours croissante, une large influence éducatrice.

(1) D'après une communication officielle du gouvernement russe, insérée d'abord dans son organe officiel, le *Messager du Gouvernement*, et reproduite ensuite par les autres journaux russes.

« Il trouve que le fait du professeur X. est un motif assez grave pour soulever des troubles en vue de combattre le régime universitaire actuel, comme une des manifestations de la politique gouvernementale en général, et il croit qu'il faut amener à prendre part à cette manifestation la masse des étudiants dans toutes les villes universitaires où ils sont organisés...

. . . .

« Pour justifier les vues exprimées, le Conseil croit devoir les motiver. Le régime universitaire actuel n'est qu'une manifestation partielle de la politique gouvernementale en général. En luttant contre l'oppression et l'arbitraire des autorités universitaires, les étudiants se fortifieront et se prépareront à la lutte contre le régime de l'Etat. Les efforts faits par le gouvernement pour faire pénétrer systématiquement dans la vie universitaire des principes réactionnaires ont eu pour effet de démoraliser complètement les professeurs et de faire baisser chez les étudiants le sentiment de leur dignité personnelle... Les troubles, placés sur un terrain de politique générale, soulèveront la masse des étudiants et appelleront à la vie active les meilleurs éléments parmi eux, en leur faisant comprendre le sens et l'importance de la protestation. Par une protestation énergique, les étudiants montreront qu'on ne les insulte pas impunément et qu'il y a des bornes à leur patience. . »

Le prétexte choisi, quoique accepté par les étudiants, n'a cependant pas provoqué un mouvement étendu. On a décidé alors de faire une manifestation dans la rue à l'occasion de la catastrophe du champ Khodinsky et, en profitant des mesures que la police ne manquerait pas de prendre, de soulever les étudiants en masse dans l'université même. Le Conseil a fait paraître une affiche, invitant tous les camarades à se rendre le 18/30 novembre au cimetière où se trouvent enterrées les victimes. En proclamant leur sympathie pour ces dernières, les étudiants voulaient protester d'un côté contre l'incurie administrative, et, de l'autre, contre l'ordre existant en général qui permet à des faits semblables de se produire. La police a appris le projet, et, deux jours avant, tous les membres du Conseil, au nombre de 56, ont été arrêtés. On a trouvé chez eux des documents touchant les actes de cette organisation et, de plus, chez plusieurs, des documents relatifs à un groupe révolutionnaire intitulé l'*Union ouvrière*, et des publications de la presse clandestine. Malgré ces arrestations, une foule de 500 personnes s'est dirigée, le jour désigné, vers le cimetière. Arrêtée par la police, elle a tourné vers l'université, où d'autres étudiants se sont joints à elle. Ensuite, ne voulant pas se disperser, cette foule a été refoulée par la police dans un manège situé près de l'université, et là les noms de tous les manifestants ont été pris. Puis, à l'exception de 36 personnes qu'on a gardées comme meneurs, tout le monde a été mis en liberté. Le lendemain, plus de 400 étudiants se sont réunis à l'université et ont envoyé vers le recteur 20 délégués pour demander l'élargissement des camarades arrêtés. Le recteur invita les étudiants à se disperser et, sur leur refus, l'administration universitaire s'est adressée à la police qui, entrant à l'université, a arrêté les étudiants, au nombre de 403. Les jours suivants, des réunions tumultueuses ont eu lieu de nouveau à l'université et 272 étudiants encore ont été arrêtés. Cela faisait en tout 711 arrestations. Sur ce nombre, 89, considérés comme meneurs, sont accusés de crime contre l'ordre de l'Etat et la tranquillité publique, c'est-à-dire regardés comme criminels politiques. (Il faut y ajouter aussi les 36 arrêtés avant.) Les autres (au nombre de 622) ont été jugés par le tribunal universitaire. Ce dernier les a divisés en plusieurs catégories : ceux qui appartenaient à la première (25 personnes) ont été exclus pour un an, période au bout de laquelle ils ont le droit de rentrer dans les autres universités, mais pas à Moscou. Les autres ont été condamnés aux différentes peines disciplinaires, avec avertissement qu'en cas de nouvelle participation aux réunions, ils seront exclus sans aucun ménagement.

. . . .

Le Conseil de l'Union ne s'est pas borné à susciter des troubles à l'université de Moscou ; il a envoyé des délégués aux autres universités et a aussi entraîné par son exemple les élèves de l'Ecole technique Impériale de Moscou. Des réunions tumultueuses, discutant les propositions du Conseil et réclamant les statuts de 1863, l'élargissement des étudiants arrêtés, etc., ont eu lieu, durant ces jours, dans les différents établissements d'enseignement supérieur.

Allemagne.

Rosa Bareiss, gérante responsable pour le *Socialiste* et le *Pauvre Conrad*, arrêtée avant Noël, a été relâchée, mais sera cependant poursuivie du chef d'outrages à la justice. Quant à l'anarchiste Landauer, il est maintenu en arrestation parce qu'il a essayé de s'enfuir. Il est accusé, avec son co-rédacteur Friedrich, d'avoir diffamé la police politique et d'avoir excité la population à des actes de violence.

Grèce.

Patras. — Tous les gouvernements se ressemblent. A la suite de l'attentat qui eut lieu contre un négociant de Patras il y a quelques mois, les camarades de cette ville qui faisaient paraître la petite feuille *En Avant* ont été incarcérés, et sont en prison depuis.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Reims. — Samedi 16 janvier, à 8 heures 1/2 du soir, salle Vanny, rue de Cérès, conférence contradictoire sur diverses questions.

Sujet : *Les crimes d'Espagne*.

Entrée gratuite. — Les dames sont admises.

*
* *

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIe. — Samedi 16 janvier, à 9 heures très précises, au local habituel.

La jeunesse libertaire est spécialement invitée.

Ordre du jour : L'arrestation de Roger Sadrin. — Urgence.

*
* *

Clichy. — *Appel aux antipatriotes.* — Dimanche 17 janvier 1897, à 2 heures, la municipalité de Clichy et les membres de la religion chauvine vont fêter le souvenir de leurs braves tombés pour la défense du pays sous les balles allemandes. Nous, les antipatriotes de Clichy et de Levallois, invitons tous les sans-patrie, tous les amis de l'humanité, tous les exploités et les crève-de-faim à se joindre à nous pour dire à la masse l'erreur dans laquelle les chenapans de la politique les bercent et montrer en même temps aux pourvoyeurs de champs de bataille que les hommes libres ne veulent plus de guerre.

Rendez-vous dimanche 17 janvier 1897, à 1 heure précise, salle Vallée, 2, rue Casteresse, au coin de la rue du Bois, à Clichy.

Les Antipatriotes de Clichy-Levallois.

*
* *

Romans. — Dimanche 17 courant, à 7 heures du soir, une grande soirée familiale privée aura lieu salle Galland, hôtel de la Couronne.

Chants et poésies révolutionnaires.

Présence certaine de Broussouloux pour la causerie.

On peut se procurer des cartes chez Belle, cafetier, 19, quai des Luzernes ; chez Pichon, cordonnier, quartier de la Pierrotte, et à la porte de la salle.

*
* *

Angers. — Tous les camarades sont invités, eux et leur famille, à assister à la soirée familiale qui aura lieu le dimanche 17 janvier, à 6 heures du soir, salle Aubin, rue Saumuroise, 133.

Programme de la soirée : à 6 heures, chants et poésies ; à 8 heures, conférence par le camarade Butaud ; à 9 heures, bal.

Prix d'entrée : 0 fr. 50. — Les dames et les enfants âgés de moins de douze ans entreront gratuitement.

*
* *

Rouen. — Le *Groupe libertaire* se réunit tous les samedis à 8 h. 1/2. Causerie par un camarade.

Demander le lieu de la réunion au vendeur.

*
* *

Troyes. — Il vient de se former un cercle d'études sociales, fondé par des camarades convaincus que l'étude est le seul moyen pour arriver à faire de bonne propagande. En effet, il arrive souvent qu'un copain, se trouvant en présence d'un adversaire, ne peut dans la discussion apporter des arguments suffisamment convaincants, ou que, par manque de netteté dans ses idées, il dénature les théories anarchistes. Nous invitons donc tous les camarades ainsi que les diverses écoles sociales à venir nous prêter leur concours. Point n'est besoin de cotisations ni de statuts. Nous nous bornerons à éviter que dans le Cercle d'études il soit fait des personnalités. Toutes les idées seront respectées, on les discutera et, s'il y a lieu, on les combattra sans s'écarter du sujet à traiter.

Les réunions ont lieu tous les samedis soir, à 8 heures, hôtel de la Croix-d'Or, rue de la Cité.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Un Guet-apens judiciaire, par A. Edouard Portalis ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 39-41, passage Choiseul.

Moyens d'éviter les grandes familles, brochure publiée par la Ligue néo-malthusienne, 6, passage Vaucouleurs.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Paris. — Vous pouvez passer chez Pouget. Je lui ai fait remettre 5 et 6 des lithographies pour vous, soit 6 fr. 50

J. C., à Saint-Imier. - Numéros de la *Révolte* expédiés, sauf le numéro 43 de la 5e année que nous ne possédons pas en réassortiment.

Namur. — Demandez à Paule Minck elle-même, *Petite République*, rue Montmartre. Je n'ai pas la brochure en question.

Lucien. — J'avais compris 5 sh. J'ai reçu le paquet avec la seconde lettre.

G. L., à San-Francisco. — La chanson demandée n'existe plus.

Un camarade résidant à Guerpont désirerait connaître un camarade à Bar-le-Duc.

M., à Nice. — Oui, il y avait deux mois.

T., à Cette. — Il n'y a pas de numéro 27 dans la 7e année de la *Révolte* et le numéro 24 n'est donné qu'avec l'année complète.

A. M. O. — Je voulais vous répondre, mais je ne sais plus le numéro de la rue.

M. K., Genève. — Volume expédié.

M., à Marseille. — Connais personne de ces métiers-là.

R., à Nîmes. — Si je n'ai pas répondu à votre lettre, c'est que je n'avais rien à y répondre. Quand j'ai traité une question dans un article, j'y ai mis tout ce que j'avais à dire ; malgré la meilleure volonté du monde, je ne puis pas reprendre la question pour chaque lecteur en particulier, les jours et les nuits n'y suffiraient plus.

W. F. V. — La commission est faite à Tortelier.

L. G., à Charleroi. — Volume expédié à D. B., mais pour les volumes il serait prudent d'ajouter 0 fr. 25 pour frais de recommandation.

Reçu pour les enfants de Mignot : B., à Annonay, 5 fr.

Reçu pour le journal : F., au Mans, 8 fr. 50. — Sanfrase, 10 fr. — H., rue de l'E., 2 fr. — P., à Genève, 2 fr. — H., à Bruxelles, 2 fr. — R., par R., 10 fr. — Amiens : B., 1 fr. ; T., 1 fr. ; Prurost, 1 fr. ; Longuet, 0 fr. 50 ; Malbranque, 0 fr. 20 ; Longuet, 0 fr. 50 ; Prurost, 1 fr. En tout, 5 fr. 20. — C., à Saint-Maxime, 1 fr. — B., à Annonay, 2 fr. — A., à Avignon, 2 fr. — M., à Alger, 1 fr. — Salut aux compagnons de la Cité de Bon-Accord, 11 fr. 15. — Wladimir, 2 fr. ; S. O., 1 fr. ; Wlad. Ts., 2 fr. ; A. A., 2 fr. ; Jean Misère, 24 fr. 60. — Marseille : A. B., 5 fr. ; J. M., 20 fr. — L., à Apt, 1 fr. 65. — R., à Nîmes, 2 fr. — N. F. V., 5 fr. — Montpellier, E. J., 0 fr. 50 ; Un jeune, 0 fr. 25. — Un irréductible, 2 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 60. — F., au Mans, 5 fr. — G. B., 5 fr. — Fs., à Levallois, 1 fr. 05. — D., 5 fr. — L. C., Marseille, 5 fr. — Produit de la réunion de lundi, Salon du Printemps, 20 fr. — Merci à tous.

T., à Cette. — Achille. — B., à Angers. — M., à Nantes. — J.-T., au Fromenthal. — T., à Nouzon. — M., à Seraing. — M., à Anvers. — P., à Romans. — G., à Lux. — V., à Krebs ; B., à Londres ; D., à Lille ; L., à Sannois ; G., à Carmaux ; R., à Nouzon ; P., à Saint-Chamond (par le *P. P.*). — Mme H., à Alais. — S., à Roubaix. — M., à Nonancourt. — F., à Toulon. — N., à Alger. — R., à Romans. — C., à Genève. — V., à Percy. — L., à Charleroi. — E. U. J. — C., à Saint-Junier. — B., à Jonzac. — B., à Rochefort. — G., à Marseille. — N., à Londres. — B., à Angers. — G., à Rouen. — H., à Rochefort. — R., à Villiers. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 39 DIX CENTIMES DU 23 AU 29 JANVIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes) (1)

III

La commune de village se composait, comme elle se compose encore, de familles séparées. Mais les familles d'un même village possédaient la terre en commun. Elles la considéraient comme leur patrimoine commun et se la répartissaient selon la grandeur des familles — leurs besoins et leurs forces. Des centaines de millions d'hommes vivent encore sous ce régime dans l'Europe orientale, aux Indes, à Java, etc. C'est le même régime que les paysans russes ont établi, de nos jours, librement, alors que l'Etat leur a laissé la latitude d'occuper l'immense territoire de la Sibérie comme ils l'entendaient.

Au début, la culture de la terre se faisait aussi en commun, et cette coutume se maintient encore dans beaucoup d'endroits — du moins, pour une partie des terres. Quant au déboisement, à l'éclaircissement des forêts, la construction des ponts, l'élévation des fortins et des tourelles, qui servaient de refuge en cas d'invasion — tout cela se faisait en commun, comme le font encore des centaines de millions de paysans, — là où la commune de village a résisté aux envahissements de l'Etat. Mais la consommation — pour me servir d'une expression moderne — avait déjà lieu par familles, dont chacune avait son bétail, son potager et ses provisions, — les moyens de thésauriser et de transmettre les biens accumulés par héritage.

Dans toutes ses affaires, la commune de village était souveraine. La coutume locale faisait loi, et l'assemblée plénière de tous les chefs de famille — hommes et femmes — était le juge, le seul juge, en matière civile et criminelle. Quand un des habitants, se plaignant contre un autre, avait planté son couteau en terre à l'endroit où la commune se réunissait d'ordinaire, la commune devait « trouver la sentence » selon la coutume locale, après que le fait avait été établi par les jurés des deux parties en litige.

∴

Le temps me manquerait si je voulais vous dire tout ce que cette phase offre d'intéressant. Il me suffira de remarquer que *toutes* les institutions, dont les Etats s'emparèrent plus tard au bénéfice des minorités, toutes les notions de droit que nous trouvons (mutilées à l'avantage des minorités) dans nos codes, et toutes les formes de procédure judiciaire, en tant qu'elles offrent de garanties pour l'individu, eurent leurs origines dans la commune de village. Ainsi, quand nous croyons avoir fait un grand progrès en introduisant, par exemple, le jury, nous n'avons fait que revenir à l'institution des barbares, après l'avoir modifiée à l'avantage des classes dominantes. Le droit romain ne fit que se superposer au droit coutumier.

Le sentiment d'unité nationale se développait en même temps par de grandes fédérations libres de communes de village.

∴

Basée sur la possession, et très souvent sur la culture du sol en commun; souveraine comme juge et législateur de droit coutumier, — la commune de village répondait à la plupart des besoins de l'être social.

Mais pas à tous ses besoins : il y en avait d'autres encore à satisfaire. Or, l'esprit de l'époque *n'était pas* d'en appeler à un gouvernement dès qu'un nouveau besoin se faisait sentir. *Il était*, au contraire, de prendre soi-même l'initiative, pour s'unir, se liguer, se fédérer, de créer une entente, grande ou petite, nombreuse ou restreinte, qui répondît à ce nouveau besoin. Et la société d'alors se trouvait littéralement couverte, comme d'un réseau, de fraternités jurées, de guildes pour l'appui mutuel, de « con-jurations », dans le village et en dehors du village, dans la fédération.

Nous pouvons observer cette phase et cet esprit à l'œuvre, aujourd'hui même, chez mainte fédération barbare, restée en dehors des Etats modernes, calqués sur le type romain ou plutôt byzantin. Ainsi, pour prendre un exemple parmi tant d'autres, les Kabyles ont maintenu leur commune de village avec les attributions que je viens de mentionner. Mais l'homme sent le besoin d'action ailleurs que dans les limites étroites de son hameau.

Les uns courent de par le monde, cherchant aventures en qualité de marchands. D'autres s'adonnent à un métier — « un art » — quelconque. Et ces marchands, ces artisans, s'unissent en « fraternités », alors même qu'ils appartiennent à des villages, des tribus ou des confédérations différentes. Il faut l'union pour se secourir mutuellement dans les aventures lointaines ou pour se transmettre mutuellement les mystères du métier, et ils s'unissent. Ils jurent la fraternité, et ils la pratiquent, d'une façon qui frappe l'Européen : *réelle et non pas* en paroles seulement.

Et puis, malheur peut arriver à chacun. Qui sait si demain, peut-être, dans une bagarre, tel homme, généralement doux et tranquille, ne sortira pas des limites établies de bienséance et de sociabilité? Qui sait s'il ne portera pas coups et blessures? Il faudra alors payer la compensation, très lourde, à l'injurié ou au blessé; il faudra se défendre devant l'assemblée du village et rétablir les faits sur la foi de six, dix ou douze « conjurés ». Raison de plus d'entrer dans une fraternité.

L'homme sent, en outre, le besoin de politiquer, d'intriguer peut-être, de propager telle opinion morale ou telle coutume. Il y a, enfin, la paix extérieure à sauvegarder; des alliances avec d'autres tribus à conclure; des fédérations à constituer au loin; des notions de droit intertribal à propager... Eh bien, pour satisfaire à tous ces besoins d'ordre émotionnel ou intellectuel, les Kabyles, les Mongols, les Malais ne s'adressent pas à un gouvernement : ils n'en ont pas. Hommes de droit coutumier et d'initiative individuelle, ils n'ont pas été pervertis par la corruption d'un gouvernement et d'une Eglise à tout faire. Ils s'unissent directement. Ils constituent des fraternités jurées, des sociétés politiques et religieuses, des unions de métiers — des *guildes*, comme on disait au moyen âge, des *çofs*, comme disent aujourd'hui les Kabyles. Et ces *çofs* franchissent les enceintes des hameaux; ils rayonnent au loin dans le désert et dans les cités étrangères; et la fraternité se pratique dans ces unions. Refuser d'aider un membre de son *çof*, même au risque d'y perdre tout son avoir et sa vie, — c'est faire acte de trahison envers la « fraternité », c'est être traité comme l'assassin du « frère ».

Ce que nous trouvons aujourd'hui chez les Kabyles, les Mongols, les Malais, etc., faisait l'essence même de la vie des ci-nommés barbares en Europe du cinquième au douzième, jusqu'au quinzième siècle. Sous les noms de *guildes*, d'*amitiés*, de *fraternités*, d'*universitas*, etc., les unions pullulent pour la défense mutuelle, pour venger les offenses faites à chaque membre de l'union et y répondre solidairement, pour substituer à la vengeance de « l'œil pour œil » la compensation, suivie de l'acceptation de l'agresseur dans la fraternité, pour la pratique des métiers, pour secours en cas de maladie, pour la défense du territoire, pour empêcher les empiétements de l'autorité naissante, pour le commerce, pour la pratique du « bon voisinage »; pour la propagande... pour tout, en un mot, ce que l'Européen éduqué par la Rome des Césars et des papes demande aujourd'hui à l'Etat. Il est même fort douteux qu'il y ait eu à cette époque un seul homme, libre ou serf — sauf ceux qui étaient mis hors la loi par leurs fraternités mêmes — qui n'ait pas appartenu à une fraternité ou guilde quelconque, en plus de sa commune.

Les *sagas* scandinaves en chantent les exploits : le dévouement des frères jurés fait le thème des plus belles poésies; tandis que l'Eglise et les rois naissants, représentants du droit byzantin (ou romain) qui reparaît, lancent contre elles leurs anathèmes et leurs ordonnances, qui restent heureusement lettre morte.

L'histoire entière de l'époque perd sa signification; elle devient *absolument* incompréhensible, si l'on ne tient compte de ces fraternités, de

(1) Voir les numéros 34 et 38.

ces unions de frères et de sœurs, qui naissent partout pour répondre aux besoins multiples de la vie économique et passionnelle de l'homme.

∴

Cependant, les points noirs s'amoncellent à l'horizon. D'autres unions, celles des minorités dominantes, se font aussi, et elles cherchent à transformer peu à peu ces hommes libres en serfs, en sujets. Rome est morte; mais sa tradition revit, et l'Eglise chrétienne, hantée par les visions des théocraties orientales, donne son appui puissant aux nouveaux pouvoirs qui cherchent à se constituer.

Loin d'être la bête sanguinaire que l'on a voulu en faire pour prouver la nécessité de le dominer, l'homme a toujours aimé la tranquillité, la paix. Plutôt batailleur par moments que féroce, il préfère son bétail et sa terre au métier des armes. C'est pourquoi, à peine les grandes migrations de barbares ont-elles commencé à faiblir, à peine les hordes et les tribus se sont-elles cantonnées plus ou moins sur leurs territoires respectifs, que nous voyons les soins de la défense du territoire contre de nouvelles vagues d'immigrants confiés à quelqu'un qui engage à sa suite une petite bande d'aventuriers, d'hommes aguerris ou de brigands, pendant que la grande masse élève son bétail, ou cultive le sol. Et ce défenseur commence bientôt à ramasser des richesses: il donne cheval et fer (très coûteux alors) au miséreux, et il l'asservit; il commence à conquérir des embryons de pouvoir militaire.

D'autre part, peu à peu la tradition, qui fait loi, s'oublie par le grand nombre. Il reste à peine un vieillard qui a pu retenir dans sa mémoire les versets et les chants dans lesquels on raconte les « précédents » dont se compose la loi coutumière, et il les récite aux jours de grandes fêtes devant la commune. Et, peu à peu, quelques familles se font une spécialité, transmise de père en fils, de retenir ces chants et ces versets dans la mémoire, de conserver « la loi » dans sa pureté. Vers elles vont les villageois pour juger les différends dans des cas embrouillés, surtout lorsque deux villages ou deux confédérations refusent d'accepter les décisions d'arbitres pris dans leur sein.

L'autorité princière ou royale germe déjà dans ces familles, et plus j'étudie les institutions de l'époque, plus je vois que la connaissance de la loi coutumière fit bien plus pour constituer cette autorité que la force du glaive. L'homme s'est laissé asservir, bien plus par son désir de « punir » selon « la loi » que par la conquête directe militaire.

Et, graduellement, la première « concentration des pouvoirs », la première assurance mutuelle pour la domination — celle du juge et du chef militaire — se fit contre la commune de village. Un seul homme revêt ces deux fonctions. Il s'entoure d'hommes armés pour exécuter les décisions judiciaires; il se fortifie dans sa tourelle; il accumule dans sa famille les richesses de l'époque — pain, bétail, fer, — et peu à peu il impose sa domination aux paysans des alentours.

Le savant de l'époque, c'est-à-dire le sorcier ou le prêtre, ne tarde pas à lui prêter appui et partager la domination; ou bien, joignant la lance à son pouvoir de magicien redouté, il s'en empare pour son propre compte.

∴

Il me faudrait un cours, plutôt qu'une conférence, pour traiter à fond ce sujet, si plein d'enseignements nouveaux, et raconter comment les hommes libres devinrent graduellement des serfs, obligés de travailler pour le maître laïque ou religieux du château; comment l'autorité se constitua par tâtonnements au-dessus des villages et des bourgades; comment les paysans se liguaient, se révoltaient, luttaient pour combattre cette domination croissante; et comment ils succombaient dans ces luttes contre les murs robustes du château, contre les hommes couverts de fer qui en tenaient la défense.

Il me suffira de dire que vers le dixième et le onzième siècle, l'Europe semblait marcher en plein vers la constitution de ces royaumes barbares comme on en découvre aujourd'hui au cœur de l'Afrique, ou de ces théocraties comme on en connaît par l'histoire en Orient. Cela ne pouvait se faire en un jour; mais les germes de ces petites royautés et de ces petites théocraties étaient déjà là; ils s'affirmaient de plus en plus...

Heureusement, l'esprit « barbare » — scandinave, celte, germain, slave, — qui avait poussé les hommes pendant sept à huit siècles environ à chercher la satisfaction de leurs besoins dans l'initiative individuelle et dans la libre entente des fraternités et des guildes — heureusement cet esprit vivait encore dans les villages et les bourgades. Les barbares se laissaient asservir, ils travaillaient pour le maître, mais leur esprit de libre action et de libre entente ne s'était pas encore laissé corrompre. Leurs fraternités vivaient plus que jamais, et les croisades n'avaient fait que les réveiller et développer en Occident.

Alors, la révolution des communes, préparée de longue date par cet esprit fédératif et issu de l'union de la fraternité jurée avec la commune de village, éclata au douzième siècle avec un ensemble frappant en Europe.

Cette révolution, que la masse des historiens universitaires préfère ignorer, vint sauver l'Europe de la calamité qui la menaçait. Elle arrêta l'évolution des royaumes théocratiques et despotiques, dans lesquels notre civilisation eût probablement fini par sombrer, après quelques siècles de pompeux épanouissement, comme sombrèrent les civilisations de Mésopotamie, d'Assyrie, de Babylone. Elle ouvrit une nouvelle phase de vie — la phase des communes libres.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

LA SOCIÉTÉ-ORGANISME

Plus les esprits se développaient, plus il devenait difficile de justifier l'état de choses présent. Les arguments présentés par les docteurs officiels ne tardaient pas à être mis en miettes, il fallait en produire de nouveaux. Ils les pêchaient un peu au hasard ; chez les ennemis comme chez les amis. Tout argument assez malléable pour s'adapter aux besoins de leur cause était confisqué sans vergogne. Il en est ainsi de la comparaison qui veut assimiler la société à un organisme. Cette comparaison n'est pas venue d'emblée. On commença par représenter la société comme un être abstrait dont les besoins devaient primer ceux des individus qui la composent! Pouvant réclamer d'eux l'obéissance la plus complète, la soumission la plus absolue, en exiger jusqu'au sacrifice de leur existence quand cela était nécessaire. C'est en ce sens que fut organisée l'éducation de l'enfance, et cela n'a pas changé de nos jours, bien au contraire.

Chaque fois qu'un déni de justice était trop dur à faire avaler aux « sujets », on avait soin d'ajouter que « c'était la société qui l'exigeait ». Cela avait remplacé, le royal « car tel est mon plaisir » de jadis. Les populations se contentèrent pendant longtemps de ce changement de formule.

Mais, pour ceux qui ne se contentent pas de mots, ni d'assimilation plus ou moins heureuse, cette comparaison ne pouvait suffire. Constatant l'état misérable de la plus grande partie des populations, ils demandèrent si, pareille au Cronos de la fable, cette société, qu'on leur présentait comme une mère, dévorait ses enfants; si, pour qu'elle soit grande, riche et puissante, il fallait que la majeure partie de ceux qui la composaient fussent misérables, ignorants, crevant de misère et de faim, d'excès de travail et d'insalubrité!

A cela on répondait que, si tous les hommes étaient riches, personne ne voudrait travailler; qu'il fallait donc des classes dont la mission était de produire pour des privilégiés qui, étant l'élite de l'humanité, la guidaient dans son évolution; que, si les travailleurs étaient misérables, c'était par leur imprévoyance et leur incapacité à se conduire. On comprendra que nous ne passions pas en revue toutes les énormités sorties à ce sujet, et que nous en revenions à la société elle-même.

∴

Etant reconnue insuffisante la comparaison de la société-entité, elle se transforma graduellement en celle de société-organisme. Cette comparaison, émise pour la première fois, paraît-il, par A. Comte, a fait fortune et aujourd'hui on ne peut plus ouvrir un manuel traitant des questions économiques sans y trouver l'affirmation que la société est un organisme ayant cerveau, membres et appareils, tout comme être vivant quelconque; que l'évolution de l'individu ne se fait qu'en vue de l'évolution supérieure de la société, et, par conséquent, doit s'y subordonner.

S'emparant de la théorie de l'évolution, ces physiologistes d'un nouvel ordre nous montrent la société comme un être positif, réel, vivant, agissant, se développant sous la poussée intérieure de sa volonté! Telle institution équivaut à l'appareil circulatoire, telle autre à telle fonction, et, comme on peut aller loin lorsqu'on lâche la bride à l'imagination, voilà la plus grande partie des « sociologues » courant à la recherche des analogies et identifications. Quelques comparaisons plus ou moins heureuses ont suffi pour lâcher la bonde aux assimilations les plus risquées.

D'après cette manière de voir, l'individu ne serait que la cellule de ce nouvel animal oublié dans les classifications zoologiques. Sa place dans ce pseudo-organisme lui étant assignée par les hasards de la naissance, son rôle lui est tracé par le cadre dans lequel il est appelé à se mouvoir. Il doit, par conséquent, se garder de se livrer à des évolutions trop brusques, capables de détraquer le tout dont il n'est qu'une infinitésimale partie.

Et alors, on voit d'ici les conclusions : la société, cette chose qui ne devrait être qu'un nom donné à un mode particulier, transitoire et modifiable de l'activité humaine, devient au contraire l'être unique qui vit, se meut, éprouve des besoins, a un mode de fonctionnement auxquels doit subordonner son activité la cellule-individu. Admirons la transformation, « l'évolution »: l'être abstrait, la société, prend forme et devient un être réel entraînant dans son orbe l'individu qui, subissant le contre-coup de cette déviation de la métaphysique sociologique, en arrive, de réalité absolue, à ne plus être qu'une entité dont on n'a plus à tenir compte que comme quantité négligeable. La société-organisme prime tout, l'individu-cellule n'a qu'à s'adapter... ou disparaître!

∴

Même en suivant nos pseudo-évolutionnistes sur ce terrain, il est facile de leur démontrer que leur comparaison ne justifie nullement la mauvaise organisation sociale qu'ils veulent à tout prix justifier, tant leur société est peu défendable.

Tout organisme vivant, que ce soit un cloporte, une vache ou un homme, est un composé de cellules : mais est-ce l'organisme qui a précédé la cellule, ou la cellule antérieure à l'orga-

nisme? Est-ce l'organisme qui a présidé à l'association des cellules qui l'ont formé, ou son évolution ne s'est-elle accomplie que sous le travail inconscient des cellules associées?

Pour tout esprit débarrassé du préjugé des causes finales, poser la question, c'est la résoudre. La cellule primitive en proliférant, en s'associant, a, par son travail d'auto-vitalité, donné naissance à un mode de vie plus compliqué; les cellules composant ce nouveau mode supérieur de vie se sont divisé le travail, en s'adaptant à une besogne spéciale de leur existence : assimilation, désassimilation, reproduction ou motricité.

L'association devenant plus complexe, les fonctions se spécialisaient encore davantage, se dédoublant à l'infini pour en former de nouvelles. Mais l'association, l'organisme, l'être résultant de l'association, se modifiait à chaque transformation de l'état cellulaire, acquérant une faculté nouvelle, sous la poussée interne des agrégats qui le composent, mais n'ayant que peu d'influence sur l'évolution suivie, subissant plastiquement la poussée initiale du travail accompli en dedans de lui, mais sans son intervention. N'étant, en définitive, qu'une résultante et non un créateur.

D'autre part, dans tout organisme fonctionnant normalement, le travail est divisé, c'est vrai, chaque genre de cellule se cantonne dans sa fonction, accomplissant la besogne à laquelle elle est adaptée, mais nos physiologistes de l'état social voudraient-ils nous dire ce qu'il en adviendrait si, comme dans nos sociétés, l'intérêt de chaque cellule était diamétralement opposé à celui des cellules voisines, ou si le cerveau, voulant faire acte de souverain, forçait les cellules à une besogne autre que celle à laquelle elles sont aptes? La dissolution de l'organisme ne tarderait pas à en résulter. Cela demande plus longtemps à nos sociétés humaines parce que leur organisation n'est pas comparable à l'association cellulaire, mais les individus qui les composent n'en souffrent pas moins, et le résultat ne tarderait pas à être identique, s'ils ne savaient réagir de temps à autre contre la trop grande compression.

* * *

Mais cet aplatissement de l'individu sous le pouvoir social n'a pas été sans soulever des protestations. Et ce nouvel avatar de l'idée autoritaire n'a pas de durée. Certains économistes, défenseurs du capital, le démolissent. Comme on s'était révolté contre le pouvoir personnel, on s'insurge contre l'autorité sociale. Les idées vont vite à notre époque. Et, après avoir épuisé tous les arguments, les partisans de l'autorité en sont acculés à revenir à l'affirmation pure et simple qu'étant l'aristocratie, la sélection intellectuelle de l'humanité, c'est à eux que revient le droit de la guider dans son évolution, et que, pour pouvoir tranquillement accomplir cette mission, il leur faut courber la masse sous leur exploitation.

Pour que les classes supérieures puissent se développer *intégralement*, il leur faut une masse condamnée aux viles besognes de l'humanité; pour que ces privilégiés puissent faire marcher l'humanité, il leur faut une classe servile leur servant d'instrument de domination, voilà ce que l'on affirme aujourd'hui au nom de la science; après avoir passé par toutes les formes de démocratie, voilà comment nous en revenons à l'absolutisme, au droit divin.

Artistes, littérateurs, poètes, dédaigneux de la « vile multitude » dont la raison d'être, selon eux, se borne à peiner et suer pour le « sel de la terre » — qu'ils ont la prétention d'être — se sont évertués à prôner cette idée sous toutes les formes. Il fallait, lorsque l'un d'eux ne mourait pas avec cent mille livres de rentes, les entendre vitupérer contre « l'immonde société » qui ne récompensait pas le talent! Ce sont eux qui ont commencé à se placer au-dessus des lois, au-dessus du pouvoir, de la morale courante et des mœurs.

Selon eux, le pouvoir devait se borner à refréner les appétits de la classe servile, se contenter de prélever les impôts pour les répartir en grasses rentes aux « intellectuels », afin de leur permettre de donner libre cours à leur imagination, à leur originalité, les mettre à même de n'avoir à s'occuper que de développer leur intelligence!

* * *

Mais tout cela n'allait pas sans donner de rudes coups aux institutions; en niant au pouvoir le droit d'opprimer « l'aristocratie intellectuelle », en réagissant contre l'oppression de l'individualité, en proclamant pour les siens le droit d'évoluer selon leur nature, cette aristocratie ouvrait la brèche à ceux qui, sans s'embarrasser « d'intellectualité », voulaient les mêmes possibilités pour tous.

La vérité ne s'est pas fait jour d'un coup; ce n'est que progressivement que, ce que l'on réclamait pour les uns, on est arrivé à comprendre qu'il fallait l'étendre à tous.

D'abord, tout en reconnaissant nécessaire l'existence d'un pouvoir salutaire, destiné à contenir les « mauvais instincts » de la nature humaine, à empêcher les conflits entre les individualités, on en est venu à lui contester toutes ses attributions, l'une après l'autre.

L'Etat est toujours allé se développant, empiétant de plus en plus sur la liberté de l'individu, mais, théoriquement, il est sapé de toutes parts; les économistes officiels eux-mêmes veulent transformer ses rouages en associations privées vendant leurs services à ceux qui en auraient besoin : l'armée et la police en bureaux de placements où l'on trouverait, pour son argent, des soldats et des mouchards pour réduire une grève, rechercher les voleurs; le Palais de Justice serait transformé en usine de société anonyme *où celui qui en aurait les moyens* trouverait de bons jugements tout faits contre ceux qui le gêneraient; simple changement, d'avec ce qui se passe aujourd'hui, sur le mode de fonctionnement, le résultat étant toujours le même.

Et cette réaction contre l'autorité, tentée d'abord au profit de ceux qui se croyaient les plus aptes à l'exercer, a servi à proclamer l'affranchissement de l'individu; mais non sans dépasser le but, parfois, car, en combattant l'entité-Etat, certains en sont arrivés à lui opposer l'entité-individu, autre non-sens, les faisant raisonner comme si cet être, l'individu, avait existé seul en l'univers, et armé, par conséquent, de tous les droits, de toutes les possibilités, n'ayant à tenir compte d'aucun autre être, d'aucun autre droit, d'aucune autre possibilité, ce qui est revenir à l'antagonisme que l'on veut détruire avec l'état social actuel.

Au fond, cette façon d'envisager la question n'est qu'une transformation de l'esprit aristocratique, dérivé lui-même de l'anthropocentrisme qui a toujours hanté l'imagination des hommes. C'est qu'il est bien difficile à l'homme d'avoir une perception nette des choses, de penser juste, de jauger les autres et lui-même à leur valeur respective.

Lorsqu'il ne s'aplatit pas devant les entités que crée son imagination, devant les idoles que dresse son ignorance, c'est pour se hausser sur les échasses que lui fournit son orgueil, son « moi »; il le dresse en toute circonstance, mais c'est alors un « moi » démesuré, augmenté de tous les moi qui, ayant leur valeur respective, font que la réalité sombre encore une fois devant l'entité.

Ce qu'il faut que l'individu arrive à comprendre, c'est que, s'il ne vaut pas moins qu'un autre, il ne vaut pas davantage, et que ses droits ne dépassent pas sa possibilité à les réaliser.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Verrerie Ouvrière. — Le conflit survenu entre les quatre ouvriers renvoyés et le conseil d'administration de la Verrerie paraît devoir s'apaiser quelque peu.

La commission chargée par les groupes et syndicats d'Albi d'obtenir la réintégration des quatre renvoyés vient, après entente avec ces derniers, d'adresser une demande de réintégration pure et simple au président du conseil d'administration. Cette démarche a été déterminée par l'intention qu'ont manifestée les ouvriers congédiés d'intenter un procès aux administrateurs. Lorsque la nouvelle de ce procès nous est parvenue, nous avons eu peine à y croire. Les quatre ouvriers en question sont, dit-on, anarchistes; s'il est vrai, nous les en félicitons. Mais ce dont nous ne saurions les féliciter, c'est d'avoir eu la malencontreuse idée de s'adresser à l'autorité bourgeoise pour trancher un différend où elle n'avait absolument rien à voir. La logique la plus élémentaire exige, quand on se dit ennemi de l'autorité, de ne pas solliciter son appui. Agir ainsi, c'est implicitement reconnaître la légitimité du pouvoir du juge.

* * *

Restera maintenant, si les quatre camarades sont réintégrés, la question du règlement et le droit de critique des ouvriers.

Espérons que cet incident aura servi de leçon aux administrateurs et que dorénavant ils comprendront que leur rôle consiste, non pas à prendre des airs d'avale-tout-cru, mais à maintenir la concorde au sein de la Verrerie en donnant eux-mêmes l'exemple de la cordialité et de l'esprit de conciliation. Qu'ils se pénètrent bien de cette idée : c'est que l'on obtient bien davantage d'une bonne et franche camaraderie que de menaces et de rigueurs intempestives. Qu'ils traitent leurs camarades non en subalternes, mais en collaborateurs égaux, et leurs bonnes relations n'auront pas à en souffrir, au contraire!

* * *

Militarisation. — La France deviendra bientôt un séjour bienheureux avec lequel l'Eden ou l'Eldorado ne pourront soutenir la comparaison. Le vieux colonial de Mahy va proposer une loi tendant à organiser l'instruction militaire préparatoire dans tous les lycées, collèges, écoles et autres établissements de l'enseignement primaire, secondaire, normal ou professionnel! Les examens pour l'obtention des brevets, certificats ou diplômes universitaires, y compris ceux du baccalauréat, comporteraient une partie militaire théorique et pratique; de même pour les examens d'admission aux écoles de l'Etat. Enfin, les jeunes gens de dix-sept à vingt ans qui n'appartiendraient à aucun des établissements d'instruction désignés seraient astreints à des séances d'exercices militaires qui auraient lieu les dimanches ou jours fériés et dont le nombre varierait de douze à vingt-quatre. En sorte, comme aurait dit Figaro, qu'il ne se donnera pas en France un coup de lancette, de rasoir ou de... piston qui ne soit donné militairement.

Le malheur est que cette loi stupide a de fortes chances de passer. Quand on met la question du patriotisme sur le tapis, les plus énormes âneries comme les plus révoltantes injustices sont approuvées. Beaucoup, afin de ne pas passer pour de mauvais patriotes, la voteront, d'autant plus qu'ils n'auront nullement à en subir les inconvénients. Quant aux socialistes de la Chambre, leur machiavélisme est si biscornu qu'ils sont capables de voir là un commencement à l'armement général des citoyens.

Pour nous, nous voyons dans cette militarisation à outrance de l'enfance et de l'adolescence un grand danger pour le développement de l'esprit d'indépendance et d'initiative qui nous fait tant défaut et dont nous avons tant besoin pour nous affranchir. *Cette loi aura* pour effet d'abaisser encore les caractères, cependant si avilis. C'est une calamité qu'il faut éviter à tout prix.

* * *

La Police. — Il n'est pas de parti politique, depuis les monarchistes les plus réactionnaires jus-

qu'aux socialistes les plus révolutionnaires, qui n'affirme la nécessité de la police. Il en faut, disent-ils, pour réprimer les actes antisociaux. Outre que l'on peut prouver que ces actes antisociaux ne se produiraient pas ou seraient une exception négligeable dans une société dont l'organisation assurerait à l'individu la plus grande somme de bonheur possible, rien ne démontre que, même en l'état social actuel, la police ne fasse pas plus de mal que de bien. De temps en temps, et fréquemment, une arrestation arbitraire est signalée, montrant le sans-gêne et la légèreté, pour ne pas dire pis, avec lesquels opèrent les policiers. Mais combien sont ignorées!

Ces jours-ci encore, malgré ses protestations, M. Georges Menu, dessinateur passementier, a été arrêté, bousculé, interrogé par plusieurs fonctionnaires successifs le confondant avec un nommé Brutel, inculpé d'espionnage. Ce n'est que lorsqu'il fut conduit au domicile de ce dernier, pour y assister à une perquisition dans son prétendu domicile, que, d'après les déclarations de la patronne de l'hôtel, on s'aperçut qu'on s'était trompé. M. Menu fut alors relâché, sans aucune excuse. Allez, dut-on lui dire, comme le loup de la fable,

Ne tombez jamais sous ma patte.

Les Allumettiers. — Une délégation des ouvriers allumettiers est venue réclamer une fois de plus, auprès de la commission du travail, la suppression du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes. Pour prouver que l'emploi de ce poison n'était pas indispensable, les délégués ont présenté à la commission des échantillons d'allumettes fabriquées sans phosphore blanc. Là-dessus, la commission leur a donné l'assurance qu'elle ferait « son possible » pour leur donner satisfaction, et les délégués se sont retirés, dit-on, gais et contents.

Il y a de quoi, en effet! Depuis dix-huit mois cette petite comédie se joue de temps en temps; les mêmes réclamations, d'une part, et les mêmes promesses, d'autre part, sont formulées, et la situation ne se modifie dans aucun sens; la nécrose continue ses ravages.

La confiance que les allumettiers témoignent dans le zèle de la commission pour faire cesser cet assassinat permanent, dépasse vraiment les bornes permises de la naïveté. Ils doivent bien savoir cependant que rien n'est plus facile que de renoncer du jour au lendemain à fabriquer des allumettes au phosphore blanc, puisqu'on en fabrique d'autres absolument inoffensives. Il suffirait de donner à la fabrication de ces dernières l'extension voulue pour satisfaire à la consommation. Mais on les berne d'une foule de prétendues difficultés qu'ils ont la bonhomie de croire réelles. La seule difficulté, et la vraie, c'est que la suppression radicale du phosphore blanc léserait les intérêts de quelques gros capitalistes bien en cour, et l'on veut gagner du temps pour permettre à ceux-ci de prendre les mesures financières nécessaires pour parer à cet inconvénient, soit en déplaçant des valeurs, soit autrement. Peut-être même ne va-t-on pas si loin et se borne-t-on à faire patienter les allumettiers jusqu'à ce que, ceux-ci se fâchant, il n'y ait plus moyen d'ajourner la réforme; ce serait toujours du temps de gagné pour la spéculation. Périssent des milliers de nécrosés plutôt qu'un Ephrussi ou un Rothschild ne perde cent sous!

Il me semble que si les allumettiers se fâchaient tout de suite, les choses seraient bien abrégées.

La Grande Famille. — Un soldat du 2e escadron du 4e hussards à Meaux, nommé Paillat, avait pris part avec son régiment à la revue passée au camp de Châlons par l'empereur de Russie.

Nous ignorons les circonstances dans lesquelles il eut le malheur d'être atteint au bas-ventre par un coup de pied de cheval, mais ce que nous savons, c'est qu'il ressentit depuis lors d'insupportables souffrances. Paillat se décida, paraît-il, à se faire porter malade dans les derniers jours de décembre, vers le 25. Non seulement il ne fut pas reconnu comme tel par l'aide-major, mais on le menaça d'une punition disciplinaire s'il se présentait de nouveau à la visite.

Cependant Paillat, très souffrant, avait le physique ravagé d'un homme dont la santé est visiblement altérée. Il se sentait s'affaiblir et il demanda une seconde fois à être soigné, mais fut encore éconduit. Pour comble, un maréchal des logis, aurait trouvé bon, pour le remettre sur pied, de lui faire monter un cheval qu'il aurait choisi parmi les plus rétifs. Ce détail, s'il est exact, est tout simplement révoltant. Paillat n'était pas capable de répondre à de telles exigences du service, et c'est pour y avoir commis une dérogation des plus futiles qu'il se serait vu infliger une punition le 7 janvier dernier.

Pourtant le pauvre garçon tâcha de subir avec résignation son douloureux sort et il n'osa plus tenter une troisième visite. Ses camarades de chambrée l'avaient pris en pitié; non seulement, le sentant froid et fiévreux dans la nuit du 7 au 8, ils lui firent boire du thé, mais ils s'opposèrent à lui laisser passer la nuit à la salle de police.

Cependant il entrait en agonie et l'aide-major, mandé aussitôt, opina pour son transport à l'infirmerie. Le major en premier, appelé, ne tarda pas à arriver et ordonna le transfert immédiat de Paillat à l'hôpital. Il y rendit le dernier soupir dimanche matin à onze heures. (*Correspondance locale.*)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Aux camarades. — Les camarades Ernest Girault et Francis Prost vont partir au commencement de février faire une tournée de propagande. Les villes qu'ils vont suivre sont les suivantes :

Nevers, Moulins, Montluçon, Commentry, Roanne, Saint-Etienne, Villefranche, Givors, Lyon, Valence, Romans, Avignon, Marseille, Aubagne, Toulon, Nice, Valleris, retour par les contrées de l'Isère et du Jura.

Les camarades de ces villes sont priés d'entrer en relation avec Prost pour l'organisation des réunions.

Les camarades qui pourraient envoyer des fonds assureraient la réussite de la tournée.

Ecrire à Prost au bureau du *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville.

L'Internationale scientifique. — Mardi 26 janvier, salle Bonosblet, 281, rue Saint-Denis, réunion du groupe. Causerie par un camarade de Bordeaux sur *Patrie et Religion.*

Nous prions les camarades de venir en nombre à cette réunion. — Les socialistes sont spécialement invités, ainsi que MM. les catholiques. La contradiction trouvera une large part dans la discussion.

Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XIIe. — Samedi 23 janvier, à 9 heures précises, au local habituel.

Solidarité. — Le comité d'action des *Jeunes défenseurs de Cuba-Libre* a remis à la suite de la réunion publique du mercredi 13 janvier, tenue à la salle du Commerce, la somme de 5 francs pour la compagne d'un camarade espagnol arrêté et 10 francs pour deux camarades français.

Le trésorier : Spirus-Gay.

Très prochainement, le *Groupe d'art social* donnera pour cinquième conférence : *L'Ame du peuple*, par Paul-Armand Hirsch. Nous indiquerons la date et le lieu de réunion.

Nous avons reçu du groupe des *Naturiens* une communication par laquelle le groupe déclare s'associer aux protestations des anarchistes contre l'inquisition d'Espagne et l'oppression dont Cuba est victime.

Jeunesse libertaire du XVe arrondissement (chez Béra, 116, boulevard de Grenelle). — Le jeudi 21 janvier, le groupe convie tous les copains à venir en nombre à la réunion organisée par le groupe socialiste du XVe, salle du Centenaire, 48, rue des Entrepreneurs.

Ordre du jour : *La réaction en France. — La révolution cubaine.*

Entrée : 25 centimes.

Dimanche 24 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, chez Béra, soirée familiale précédée d'une causerie sur *le rôle de l'anarchiste dans la société actuelle*, par Evariste Laurent. Chants et poésies révolutionnaires.

La jeunesse est spécialement invitée.

Salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, dimanche 24 janvier, à 2 heures de l'après-midi, grande réunion publique organisée par l'*Internationale Scientifique.*

Ordre du jour : « Ce qui se passe dans les asiles dits d'aliénés. — La liberté individuelle. »

Orateurs : Tortelier, Francis Prost, E. Girault, Elie Murmain, Raubineau, de Bordeaux.

Entrée (pour les frais) : 30 centimes.

Levallois-Perret. — Dimanche, à 4 h. 1/2, pour l'apéritif, tous les antipatriotes sont convoqués salle Martinet, rue du Bois, près la rue de Courcelles.

Marseille. — Les *Libertaires* (Groupe d'études sociales) organisent pour le samedi 23 janvier une grande soirée familiale en faveur de la campagne entreprise par le *Libertaire* et les *Temps Nouveaux.*

Ordre du jour : grand concert avec le concours de camarades et artistes, causerie sur la question sociale, et grand bal.

Entrée : 50 centimes.

Café d'Afrique, salle du premier étage, cours Belzunce, 14.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Labour annual, almanach édité by Joseph Edwards, 1 fr. 55 par la poste; Wallasey, near Liverpool.

La Viriculture, par G. de Molinari; 1 vol. chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Divagations, par Stéphane Mallarmé; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Parti de la justice sociale, par Willaey; 1 broch., 1 fr., Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

L'Art et la Société, conférence par notre collaborateur Charles-Albert, publication de l'*Art social.* En vente à nos bureaux, 0 fr. 15; franco, 0 fr. 20.

L'Ile Vierge, par C. Lemonnier, 1 vol., 3 fr. 50, chez Dentu, boulevard Saint-Michel.

BOITE AUX ORDURES (1)

Nous félicitons sans arrière-pensée M. Sébastien Faure d'avoir pu, grâce sans doute à son verbe charmeur, apprivoiser les brutaux collaborateurs de M. Lépine au point de pouvoir, sans coups de poings, de pieds, de sabres et de casse-têtes, traverser en colonne une grande partie de Paris, c'est-à-dire du Tivoli-Wauxhall à l'ambassade d'Espagne.

Cette conquête de la rue mérite à coup sûr nos sincères compliments, et nous sommes d'autant plus heureux de les adresser à M. Sébastien Faure, que nous nous souvenons de l'attitude de ces mêmes agents lors de notre dernière manifestation au Mur des Fédérés. (*Parti Ouvrier* du 8 janvier.)

Par contre, on connaît l'œuvre de Carmaux.

Pas tout à fait peut-être.

N'attendez pas de moi de me joindre à la campagne suspecte faite par les anarchistes : affiches, interviews, etc. Non. J'ignore qui en tient les ficelles, et me défends de toute accointance.

(*Parti Ouvrier*, 15-16 janvier.) Lavaud.

L'article, sans signature, inséré dans la « *Politique extérieure* » du numéro du 9 janvier du *Journal.*

Publication du groupe des étudiants collectivistes : *Anarchisme et Socialisme*, par G. Plekhanoff, broch., 0 fr. 30.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Roanne. — *Biribi*, même prix que les autres volumes.

Milan. — Bien reçu 1 fr. de timbres, mais votre nom?

A. A., à Estagel. — Les volumes, c'est 2 fr. 75 lorsqu'il faut les expédier.

A. R. D. — Voyez la Bibliothèque du XIIe ou bien à la Bibliothèque nationale, je n'en connais pas d'autres.

D., à Sturgeon. — Années 4, 6 et 7 expédiées à B. L.

M., à Rouen. — Tolstoï expédiés.

C., à Pleynefaye. — Le camarade en question est on ne peut mieux portant.

Duracuire. — Est prié de retourner les deux bouquins au camarade qui les lui a prêtés, ou, s'il désire les garder, d'en expédier le montant au journal qui en expédiera d'autres.

Reçu pour le journal : M. P., à Millau, 1 fr. 05. — Pittsburg : Clément Lallemand, 1 fr. 25; Léon Leblique, 0 fr. 50; Paul Yves, 0 fr. 50; François Variot, 1 fr. 25; Jean Charcoset, 1 fr. 25; P. V., 1 fr. 25. En tout, 6 fr. — E. J., à Alano, 0 fr. 50. — Presdes, 5 fr. — L., à Cognac, 0 fr. 30. — Les esclaves du rasoir, 6 fr. — Deux pauvres diables, 1 fr. 30. — P. G., à Saint-Etienne, 0 fr. 80. — Sanfrâse, 5 fr. — S., à Villers-Cotterets, 3 fr. — Anonyme pour imprimer une brochure, 250 fr. — B., à Londres (par *P. P.*) 2 fr. — Alphonse et sa copine, 1 fr. 05. — Merci à tous.

C., à Béziers. — D., à Bruxelles. — R., à Roanne. — P., à Saint-Etienne. — D., à Béziers. — G., à Tarascon. — J., à Châlons. — B., à Agen. — C., à Pleynefaye. — R., à Toulouse. — B., à Puget-Ville. — D., à Morez; L., à Sannois; R., à Nouzon; M., à Perpignan (par le *P. P.*). — E.-P., à Pont-de-Braye. — K., à Angoulême. — G., à Tourcoing. — D., à Roubaix. — S., à Ploesti. — P., à Tours. — G., à Langon. — K., à Bruxelles. — F. R., à Lazay. — M., à Lyon. — L., à Monceau. — V., à Nîmes. — S., à Roubaix. — V., à Reims. — B., à St-Marcellin. — Reçu timbres et mandats.

(1) Le défaut de place nous a obligés à renvoyer à ce numéro, une partie de la boîte aux ordures qui aurait dû figurer dans le précédent.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 40 — DIX CENTIMES — DU 30 JANVIER AU 5 FÉVRIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous expédions, avec ce numéro, le bordereau mensuel. Nous prions instamment nos dépositaires d'en tenir compte le plus vite possible, afin de nous éviter le désagrément de paraître encore une fois sans supplément, mesure à laquelle nous serions forcés d'avoir recours, si les fonds ne nous rentrent pas à temps.

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes*) (1)

IV

On comprend facilement pourquoi les historiens modernes, éduqués dans l'esprit romain, et cherchant à faire remonter toutes les institutions jusqu'à Rome, ont tant de peine à comprendre l'esprit du mouvement communaliste du douzième siècle. Affirmation virile de l'individu, qui arrive à constituer la société par la libre fédération des hommes, des villages, des cités, ce mouvement fut une négation absolue de l'esprit unitaire et centralisateur romain, par lequel on cherche à expliquer l'histoire dans notre enseignement universitaire. Il ne se rattache non plus à aucune personnalité historique, ni à aucune institution centrale.

C'est une croissance naturelle, anthropologique, appartenant, comme la tribu et la commune de village, à une certaine phase de l'évolution humaine, et non pas à telle nation ou telle région.

C'est pourquoi la science universitaire ne le saisit pas, et c'est pourquoi Augustin Thierry et Sismondi qui, eux, avaient compris l'esprit de l'époque, n'ont pas eu de continuateurs en France, où Luchaire est encore seul aujourd'hui à reprendre la tradition du grand historien des époques mérovingienne et communaliste. C'est pourquoi encore, en Angleterre et en Allemagne, le réveil des études sur cette période, et une vague compréhension de son esprit, sont d'origine toute récente.

∴

La commune du moyen âge, la cité libre, tire son origine, d'une part, de la commune de village et, d'autre part, de ces mille fraternités et guildes qui furent constituées en dehors de l'union territoriale. Fédération entre ces deux sortes d'unions, elle s'affinera sous la protection de son enceinte fortifiée et de ses tourelles.

Dans mainte région, elle fut une croissance naturelle. Ailleurs, — et c'est la règle pour l'Europe occidentale, — elle fut le résultat d'une révolution. Lorsque les habitants de telle bourgade se sentaient suffisamment protégés par leurs murs, ils faisaient une « con-juration ». Ils se prêtaient mutuellement serment d'abandonner toutes les affaires pendantes concernant les insultes, les batteries ou les blessures, et ils juraient, dans les querelles qui surgiraient désormais, de ne jamais plus recourir à un autre juge que les syndics qu'ils nommeraient eux-mêmes. Dans chaque guilde d'art ou de bon voisinage, dans chaque fraternité jurée, c'était depuis longtemps la pratique régulière. Dans chaque commune de village, telle avait été la pratique autrefois, avant que l'évêque ou le roitelet réussît à y introduire — plus tard à imposer — son juge.

Maintenant, les hameaux et les paroisses dont se composait la bourgade, *ainsi* que toutes les guildes et fraternités qui s'y étaient développées, se considéraient comme une seule *amitas*, nommaient leurs juges et juraient l'union permanente entre tous ces groupes.

Une charte était vite bâclée et acceptée. Au besoin, on envoyait copier la charte de quelque petite commune voisine (on connaît aujourd'hui des centaines de ces chartes), et la commune était constituée. L'évêque ou le prince, qui avait été jusque-là le juge dans la commune, et souvent en était devenu plus ou moins le maître, n'avait alors qu'à reconnaître le fait accompli — ou bien combattre la jeune con-juration avec les armes. Souvent le roi — c'est-à-dire le prince qui cherchait à se donner de la supériorité sur d'autres princes et dont les coffres étaient toujours vides — « octroyait » la charte, moyennant finances. Il renonçait ainsi à vouloir imposer *son* juge à la commune, tout en se donnant de l'importance vis-à-vis d'autres seigneurs féodaux. Mais ce n'était nullement la règle : des centaines de communes vivaient sans autre sanction que leur bon vouloir, leurs murailles, et leurs lances.

∴

En cent ans, ce mouvement se répandit, avec un ensemble frappant, dans toute l'Europe, — par imitation, remarquez-le bien, — englobant l'Ecosse, la France, les Pays-Bas, la Scandinavie, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Russie. Et quand nous comparons aujourd'hui les chartes et l'organisation intérieure des communes françaises, anglaises, irlandaises, écossaises, scandinaves, allemandes, polonaises, russes, suisses, italiennes ou espagnoles, nous sommes frappés par la presque identité de ces chartes, et de l'organisation qui grandit à l'abri de ces « contrats sociaux ». Quelle leçon frappante pour les romanistes et les hégéliens qui ne connaissent d'autre moyen, pour obtenir la similarité dans les institutions, que la servitude devant la loi!

De l'Atlantique jusqu'au cours moyen du Volga, et de la Norvège à l'Italie, l'Europe se couvrait de pareilles communes — les unes devenant des cités populeuses comme Florence, Venise, Nuremberg ou Novgorod, les autres restant des bourgades d'une centaine ou même d'une vingtaine de familles, et néanmoins traitées en égales par leurs sœurs plus prospères.

Organismes pleins de sève, les communes se différenciaient évidemment dans leur évolution. La position géographique, le caractère du commerce extérieur, les résistances à vaincre en dehors, donnaient à chaque commune son histoire. Mais pour toutes le principe est le même. Pskov en Russie et Brügge en Hollande, un bourg écossais de trois cents habitants et la riche Venise avec ses îles, une bourgade du nord de la France ou de la Pologne et Florence la Belle représentent la même *amitas* : la même amitié des communes de village et des guildes associées ; leur constitution, dans ses traits généraux, est la même.

∴

Généralement, la ville, dont l'enceinte grandit en longueur et en épaisseur avec la population, et se flanque de tours de plus en plus hautes, élevées, chacune, par tel quartier ou telle guilde et portant son cachet individuel, — généralement, dis-je, la ville est divisée en quatre, cinq ou six sections, ou secteurs qui rayonnent de la citadelle vers les murs. De préférence ces quartiers sont habités, chacun, par un « art » ou métier, tandis que les nouveaux métiers — les « arts jeunes » — occupent les faubourgs qui seront bientôt ceints d'un nouveau cercle fortifié.

La *rue*, ou la paroisse, représente l'unité territoriale qui répond à l'ancienne commune de village. Chaque rue, ou paroisse, a son assemblée populaire, son forum, son tribunal populaire, son prêtre, sa milice, sa bannière, et souvent son sceau, symbole de la souveraineté. Fédérée avec d'autres rues, elle garde néanmoins son indépendance.

L'unité professionnelle, qui se confond souvent, ou à peu près, avec le quartier ou le secteur, est la guilde — l'union de métier. Celle-ci a encore ses saints, son assemblée, son forum, ses juges. Elle a sa caisse, sa propriété foncière, sa milice et sa bannière. Elle a aussi son sceau et elle aussi reste souveraine. En cas de guerre, sa milice marchera, si elle le juge convenable, pour joindre son contingent à celui des autres guildes et planter sa bannière à côté de la grande bannière, ou *le carosse*, de la cité.

La cité, enfin, c'est l'union des quartiers, des rues, des paroisses et des guildes, et elle a son assemblée plénière au grand forum, son grand beffroi, ses juges élus, sa bannière pour rallier les milices des guildes et des quartiers. Elle traite en souveraine avec d'autres cités, se fé-

(1) Voir les numéros 34, 38 et 39.

dère avec qui elle veut, conclut des alliances nationales, ou en dehors de sa nation. Ainsi les « Cinque Ports » anglais autour de Douvres sont fédérés avec des ports français et néerlandais de l'autre côté de la Manche; la Novgorod russe est l'alliée de la Hansa scandinavo-germanique et ainsi de suite. Dans ses relations extérieures, chaque cité possède tous les attributs de l'Etat moderne, et dès cette époque se constitue, par contrats libres, ce qu'on connaîtra plus tard comme le droit international, placé sous la sanction de l'opinion publique de toutes les cités, et plus souvent violé que respecté plus tard par les Etats.

Que de fois telle cité, ne pouvant « trouver la sentence » dans tel cas compliqué, envoie « chercher la sentence » chez une cité voisine! Que de fois cet esprit dominant de l'époque — l'arbitrage, plutôt que l'autorité du juge — se manifeste dans le fait de deux communes prenant une troisième pour arbitre!

⁂

Les métiers agissent de même. Ils traitent leurs affaires de commerce et de métier par-dessus leurs cités et font leurs traités, sans tenir compte de la nationalité. Et lorsque, dans notre ignorance, nous parlons avec gloriole de nos congrès internationaux d'ouvriers, nous oublions que des congrès internationaux de métiers, et même d'apprentis, se tenaient déjà au quinzième siècle.

Enfin, la cité, ou bien se défend elle-même contre les agresseurs et conduit elle-même ses guerres acharnées contre les seigneurs féodaux des alentours, en nommant chaque année un ou plutôt deux commandants militaires de ses milices; ou bien elle accepte un « défenseur militaire » — un prince, un duc, qu'elle choisit elle-même pour un an, et renvoie quand bon lui semble. Elle lui livre, généralement, pour l'entretien de ses soldats, le produit des amendes judiciaires; mais elle lui défend de s'immiscer dans les affaires de la cité. Ou bien enfin, trop faible pour s'émanciper en entier de ses voisins, les vautours féodaux, elle gardera pour défenseur militaire plus ou moins permanent son évêque, ou un prince de telle famille — guelfe ou gibeline en Italie, famille de Rurik ou d'Olgerd en Lithuanie, — mais elle veillera avec jalousie à ce que l'autorité du prince ou de l'évêque ne dépasse pas les hommes campés au château. Elle lui défendra même d'entrer, sans permission, dans la ville. Vous savez, sans doute, que jusqu'à présent la reine d'Angleterre ne peut entrer dans la cité de Londres sans la permission du lord-maire de la cité.

⁂

Je voudrais vous parler longuement de la vie économique des cités du moyen âge; mais je suis forcé de la passer sous silence. Elle fut si variée qu'elle demanderait d'assez longs développements. Il suffira de remarquer seulement que le commerce intérieur se faisait toujours par les guildes — non par les artisans isolés — les prix étant fixés par entente mutuelle; qu'au commencement de cette période, le commerce extérieur se faisait *exclusivement* par la cité; que plus tard seulement il devint le monopole de la guilde des marchands et, plus tard encore, des individus isolés; que jamais on ne travaillait le dimanche ni l'après-midi du samedi (jour de bain); enfin, que l'approvisionnement des denrées principales se faisait toujours par la cité. Cet usage s'est maintenu, en Suisse, pour le blé, jusqu'au milieu de ce siècle. En somme, il est prouvé par une masse immense de documents de toute sorte que jamais l'humanité n'a connu, ni avant ni après, une période de bien-être relatif aussi bien assuré à tous qu'il le fut dans les cités du moyen âge. La misère, l'incertitude et le sur-travail actuels y furent absolument inconnus.

(A suivre.) PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA VERRERIE OUVRIÈRE. — L'assemblée générale des actionnaires de la Verrerie Ouvrière vient de voter la réintégration des quatre ouvriers renvoyés, à la condition que ceux-ci prennent l'engagement de reconnaître le conseil d'administration et de se soumettre aux règlements élaborés et votés en assemblée générale.

J'ignore encore ce que feront les quatre camarades, mais, s'ils acceptent, l'incident sera clos. Toutefois tous ces dissentiments et ces polémiques auraient été évités si, dès le début, l'esprit de tolérance et d'égalité avait animé les membres du conseil d'administration. Eux qui prétendent avoir à cœur le succès de la Verrerie, renonceront, il faut l'espérer, à la pression politique qu'ils prétendaient exercer sur leurs camarades; car cette affaire pourra leur servir d'avertissement. La Verrerie est une œuvre d'union socialiste et doit rester telle. Elle ne doit à aucun prix devenir une fabrique de députés, sous peine de voir la discorde se glisser en son sein et causer sa ruine.

La décision de l'assemblée des actionnaires va aussi, sans doute, déterminer les quatre renvoyés à abandonner leur malencontreux projet d'intenter un procès au conseil d'administration de la Verrerie. Ils comprendront aussi combien il eût été regrettable de fournir à la justice bourgeoise une si belle occasion de fourrer son nez dans des affaires qui ne la regardent pas.

Que diable! vous n'êtes donc pas capables de « faire vos affaires vous-mêmes », vous qu'on dit anarchistes, pour implorer ainsi le secours de l'autorité bourgeoise aux applaudissements de ses souteneurs? De quel poids seront alors vos paroles quand vous exhorterez vos camarades à l'initiative et à l'abstention politique? Il faut aussi prêcher d'exemple!

⁂

PLUS D'ENFANTS. — Triste! Horriblement triste! Dans un certain nombre d'années, assez considérable pourtant, il n'y aura plus de Français! C'est ce que gémissent sur tous les tons maints pessimistes patriotes qui voient avec effroi diminuer le nombre des victimes destinées au minotaure Patrie. Et ils se mettent l'esprit à la torture pour imaginer une foule de stimulants à produire le plus d'enfants possible.

Les moyens proposés sont saugrenus. Ils consistent généralement dans une répartition de l'impôt faisant tomber les plus lourdes charges sur les ménages sans enfants et dégrevant au contraire ceux qui en possèdent le plus. Mais ces dégrèvements atteindraient au plus, en mettant les choses au mieux, une centaine de francs environ. Le marché est vraiment tentant. L'Etat nous fera remise de cent francs si nous consentons à en dépenser des milliers. Il est vrai que l'on compte énormément sur le patriotisme des pères de famille éventuels pour inonder le sol français de leur progéniture lorsque, par l'intermédiaire de la feuille de contributions, on les aura informés de ce que la Patrie attend de leur dévouement. L'espoir me paraît bien fragile; car le patriotisme, c'est très joli comme sentiment de parade, mais à la condition qu'il ne soit pas, en son nom, exigé de trop grands sacrifices. La France se meurt, pleurent certains; les patriotes, pourtant si nombreux en France, la laisseront mourir, car aucun d'eux ne voudra faire le sacrifice nécessaire au prolongement de son existence. Voilà certes qui montre combien sont profondes dans le cœur humain les racines de ce sentiment prétendu naturel : le patriotisme.

⁂

D'ailleurs, ces larmes ne sont guère que des larmes de crocodile. Qu'importe, au fond, que la France ait peu ou beaucoup d'habitants? Le nombre de gens sans travail n'est-il pas déjà suffisant? Et les 70.000 malheureux qui meurent d'inanition chaque année se trouvent-ils en si rare compagnie? Non, ce qui les chagrine, ces patriotes larmoyeurs, c'est que le nombre des défenseurs de leurs privilèges va décroissant. Si la France, par suite de la rareté de ses habitants, devient une puissance militaire de second ordre, gare les nations voisines!...

Il faut cependant qu'ils en fassent leur deuil. La riante perspective, pour ceux qui n'arrivent déjà pas à joindre les deux bouts, de s'imposer des charges qu'il leur sera impossible de supporter, de mettre au monde des enfants qu'on ne pourra pas, ou mal, élever, dont on viendra grossir le nombre des malheureux, n'a rien d'attrayant, surtout s'il s'y ajoute celle de les envoyer, une fois à grand'peine élevés, mourir de fièvre à Madagascar.

Mais voilà précisément ce qu'ils craignent, les tartufes gémisseurs : c'est la provision de chair à canon qui s'épuise, et avec elle les bons petits bénéfices des entreprises coloniales et autres.

⁂

LA POLICE. — Je soutenais, dans le dernier numéro, que même en l'état actuel de la société, il y aurait plus d'avantage à se passer de police et à se garantir soi-même des criminels, que d'entretenir cette engeance coûteuse et malfaisante. Comme pour me donner raison, la police a tenu à multiplier, cette semaine, ses habituels exploits.

M. Louis Ancelin, soldat au 39e régiment de ligne, actuellement en congé de convalescence à Paris, a été, sous prétexte de passer une visite médicale, amené à la Préfecture de police, où on lui notifia un mandat du sieur Anquetil, juge d'instruction, visant un nommé Wuillaume. En dépit de ses protestations, il fut écroué à Mazas, où il resta cinq jours et cinq nuits. Le juge d'instruction, emboîtant le pas à la police, ne consentit à relâcher sa proie que sous la menace faite par le père de la victime de dénoncer les faits à la presse. Et encore M. Ancelin ne fut-il remis en liberté qu'à la condition qu'il ne raconterait rien de son arrestation. Alors, si le prisonnier de M. Anquetil avait formellement déclaré son intention de saisir les journaux de l'incident, le juge l'aurait, sans doute, gardé sous les verrous à perpétuité?

Et d'un.

⁂

L'autre jour, boulevard Saint-Germain, un ouvrier maçon, en état d'ivresse, traversait le boulevard en titubant. Il était parvenu au milieu de la chaussée, quand un gardien de la paix, le n° 297 du Ve, s'élança vers lui, et, sans aucun motif, le fit tomber d'un coup de pied dans les reins; puis, s'acharnant sur lui, il le frappa de plusieurs coups de pied. Plusieurs passants protestèrent. Comme toujours, l'agent fut grossier et, empoignant sa victime, la conduisit au poste. Là, plusieurs témoins, dont le *Radical*, qui raconte l'affaire, donne les noms et les adresses, déposèrent et firent enregistrer leur protestation. Mais, comme les loups ne se mangent pas entre eux, la préfecture fait répandre par les journaux à sa solde que l'ivrogne n'a nullement été maltraité, qu'il criait : à l'assassin! sans raison aucune et ne paraissait pas se rendre compte de ce qu'il faisait. D'ailleurs, au poste, une fois dégrisé, il aurait reconnu n'avoir été l'objet d'aucun mauvais traitement et aurait signé une déclaration en ce sens.

Ainsi donc, les témoins ont menti, histoire de faire une niche à la police, sans doute, et de se faire injurier par un sergot. En outre, l'ivrogne, qui était ivre au point de ne savoir ce qu'il faisait, a signé une déclaration par laquelle il reconnaît n'avoir pas été maltraité. Bien qu'au sortir d'une ivresse assez profonde pour ne pas avoir conscience de ses actes, on ne se souvienne généralement pas de ce qui s'est passé, nous devons avoir plus de foi dans la prétendue déclaration signée de l'ivrogne que dans les dépositions des témoins.

Ou les policiers nous prennent pour de fameux imbéciles pour nous supposer capables d'avaler de pareilles bourdes, ou ce sont eux qui dépassent les bornes permises de la stupidité pour s'imaginer que de pareilles versions peuvent être prises au sérieux.

Et de deux.

⁂

Il s'agit maintenant non pas de policiers, mais de douaniers, ce qui est tout comme. A Hazebrouck, les douaniers du poste, avertis qu'un contrebandier passerait dans les environs avec une voiture pleine de tabac de provenance étrangère, se rendirent, la nuit, sur la route par où le contrebandier devait passer. Le capitaine de douaniers, au bruit de la charrette, arrivant à fond de train, fit tendre une corde en travers de la route. Le cheval s'abattit, renversant la voiture, et le contrebandier fut projeté sur le sol. En même temps, le capitaine faisait feu

de son revolver et blessait le contrebandier à la cuisse gauche. Nous pensons bien apprendre un de ces jours que ce capitaine a reçu une récompense digne de cet assassinat avec préméditation.

Et de trois.

*
* *

A Troyes, une femme s'étant aperçue qu'on lui avait volé 80 francs, s'en alla consulter une somnambule pour savoir quel était son voleur. En sortant de chez la somnambule, elle alla tout droit chez le commissaire de police et lui fit part de la réponse de l'oracle. Le commissaire de police, sur la foi d'un pareil témoignage, se rendit chez d'honnêtes travailleurs, fouilla, bouleversa, compta, constata tout, terrorisant la famille dont le père est âgé de soixante-dix-neuf ans. Puis, sans avoir trouvé ni preuve, ni indice, il mit le fils de la famille en état d'arrestation. Celui-ci ne fut relâché que le lendemain matin, et encore le commissaire lui grogna-t-il, comme un bouledogue à qui on arrache un os : « *Vous avez de la chance* d'être lâché ce matin. » Belle chance, en effet, d'avoir été arrêté sans motif !

Et de quatre.

*
* *

Le camarade Broussouloux était, dernièrement, très malade à l'hôpital de Romans. L'autre jour, le commissaire de police a profité de ce qu'il était en délire pour le harceler de questions, espérant, sans doute, obtenir quelques renseignements sur la ténébreuse association de malfaiteurs qui met en danger la société présente. L'indignation des malades présents a forcé cet imitateur des bourreaux de Montjuich à quitter la salle.

Et de cinq ! Nous continuerons probablement la semaine prochaine.

André Girard.

Australie

L'effort volontaire, chose maudite. — Le dimanche 6 décembre 1896, j'ai fait une conférence, au local de la Melbourne Free Discussion Society, sur les méthodes coopératives. Le principe coopératif étant : Aidez-vous vous-mêmes entre vous, est en antagonisme avec le principe parlementaire; il faut cependant que les buts et les moyens coopératifs soient bien choisis, afin que des relations vraiment sociales soient établies dans la vie ordinaire en attendant l'effort qui anéantira les privilèges actuels, lequel effort est, lui aussi, un exemple de la voie coopérative. Car nous ne devrons guère espérer voir les hommes abandonner les principes de l'organisation actuelle, s'ils ne se trouvent pas en présence d'une organisation pratique du principe qui devrait opérer dans la société nouvelle; après la culbute en attendant que ce principe s'organise, l'individu s'inspirera du système passé, les intérêts urgents d'aujourd'hui rattacheraient à l'ancien principe les intérêts du lendemain et la révolution serait à refaire.

Après moi, M. E. M. Hughes, député socialiste dans le département de l'État voisin, la Nouvelle-Galles du Sud, a pris la parole, pour dire que :

« L'idée qu'on peut faire quelque chose par l'effort volontaire est un piège pour faire retomber les travailleurs dans les mains des capitalistes; c'est un fétichisme comme la « protection » tarifiste qu'il faut combattre jusqu'à la mort. Rien ne peut s'accomplir, dit-il, par l'action volontaire; il nous faut le pouvoir de la loi; en effet, il y a deux mille ans que nous avons la loi « Tu ne voleras point » et nous volons quand même — preuve certaine qu'il nous faut des lois supplémentaires ! » Et il fit appel aux gens conscients et progressistes pour qu'ils « répudient et abandonnent *cette chose maudite, l'effort volontaire!* » — phrase qui mérite, je crois, une renommée universelle comme résumant bien les idées des « socialistes » parlementaires.

L'union des travailleurs est donc une *chose maudite*. Les sociétés de bienveillance mutuelle, *choses maudites*. Maudites aussi les associations des producteurs et des consommateurs. Maudits les hommes dignes qui veulent agir socialement, les grévistes, les révoltés, ainsi que les actes de fraternité, l'émancipation par la révolte, le développement d'une morale pratique nouvelle par ceux qui agissent comme ils pensent. Bref, tout le mouvement social, toute la révolution sociale sont exécrables, le progrès est une superstition, toute l'humanité réelle et vivante est mille fois maudite! Voilà le dernier mot du « socialisme » parlementaire.

J. A. Andrews.

Italie.

Foggia. — Encore les faits du 1er mars. La justice bourgeoise n'est jamais satisfaite. Insultes, injures, coups de mousquet ou de revolver, le sang d'un mort et de dix blessés, un long emprisonnement préventif, l'inique procès de Lucera et les seize condamnations qui le clôturèrent, la cruelle sentence de la cour d'appel de Trani, rien de tout cela n'a eu le pouvoir d'apaiser sa soif de vengeance. A persécuter les malheureux, ceux surtout qui pensent, elle met un sang-froid dominicain, une férocité sans bornes. Il paraîtrait que l'unique devoir de la justice bourgeoise fût de n'abandonner sa victime qu'après l'avoir déchirée en morceaux.

C'est pour ce motif sans doute que la cour de cassation de Rome a accueilli le recours du ministère public et rejeté celui de nos camarades contre l'arrêt de Trani. La cassation, elle aussi, a voulu être complice du déni de justice qui fut préparé au château de Tremiti, et continué au tribunal de Lucera par un homme hypocrite et cruel, le procureur De Dato, fidèle serviteur du marquis di Rudini.

*
* *

Ce dernier a élaboré un nouveau projet de loi sur le *domicilio coatto* pour les « delinquenti politici »; Crispi avait fait à ce sujet une loi exceptionnelle. Starabba fait une loi régulière. Il y avait en faveur de Crispi cette circonstance atténuante qu'on se trouvait à l'époque en pleine chasse anarchiste. Contre Starabba, il y a, au contraire, les circonstances aggravantes de la tranquillité présente et de la récente amnistie.

L'unique progrès de tous les gouvernements est un progrès vers le mal.

*
* *

D'une part, le ministère Starabba persécute les cercles socialistes; d'autre part, la police se charge d'entraver le plus possible la propagande libertaire en semant la discorde dans les familles de nos camarades. Nous avons fait ici quelques conférences : aussitôt, la police a mandé les propriétaires des locaux où avaient eu lieu nos conférences et les a intimidés, car depuis lors nous ne pouvons plus trouver un local.

En outre, les policiers se présentent dans les maisons de nos camarades, et, en l'absence de ceux-ci, épouvantent leurs familles grâce à leurs procédés habituels.

On persécute les anarchistes dans tous les lieux où on pense les trouver et jusque sur la voie publique. En somme, les lâchetés recommencent contre nous. Nous espérons cependant que, même dans ce milieu réfractaire, nous pourrons continuer notre propagande.

Celle-ci s'étend tous les jours dans toute l'Italie. Deux nouveaux journaux viennent de paraître : *L'Ideale*, à Pise, et *Il Nuovo Verbo*, à Parme. C'est la réponse des anarchistes italiens aux canailleries policières.

Roberto d'Angió.

Allemagne.

Le *Pauvre Conrad* rapporte un curieux incident. Un paysan a été condamné à 30 marks d'amende pour insulte à des officiers, « non qu'il leur ait dit des injures, mais pour leur avoir manqué de respect par sa manière d'être et par son attitude, et cela en présence de soldats. » Le 9 juin dernier, deux officiers montés qui commandaient une compagnie du 4e régiment de la garde s'avisèrent de caracoler au milieu des champs du bonhomme, qui les pria de n'en rien faire parce que ces terres étaient cultivées. Etonnés de rencontrer aux environs de Berlin un aussi récalcitrant propriétaire, les gradés lui demandèrent son nom : « Et vous ? comment vous nommez-vous? leur répondit l'agriculteur; est-ce que je vous ai demandé votre nom ? » Il fut immédiatement placé au milieu de la troupe, flanqué de deux hommes la baïonnette au canon, conduit en prison, et la 4e chambre correctionnelle le condamna en y joignant les considérants que nous avons rapportés.

*
* *

Le camarade G. Landauer est toujours en prison. La demande de mise en liberté sous caution n'a pas été acceptée. Le camarade Friedrich a reçu une citation à comparaître à propos de la même affaire.

Autriche-Hongrie.

Il vient de paraître à Budapest une feuille hebdomadaire, *Ohne Staat*, organe anarchiste idéaliste, éditée par le docteur Eugène-Henri Schmitt. Il semble que ses rédacteurs soient exclusivement inspirés par les idées de Tolstoï : résistance passive, etc.

L'administrateur est G. Hrubik, Budpest, Szigony-g., 37.

Suisse.

Schaffouse. — Dans la nuit du 20 au 21 décembre, quelques jeunes gens de Merishausen ayant adressé quelques plaisanteries à un gendarme, ce policier déchargea son pistolet chargé de gros plomb sur l'un des irrévérencieux; atteint au cœur et aux poumons, le pauvre garçon est tombé mort devant sa maison.

Il n'y a pas que les gendarmes qui fassent le coup de feu sur des hommes désarmés; près de Nyon, à Bois d'Elys, un douanier a tiré sur M. Félicien Probt parce qu'il essayait de passer en contrebande quelques livres de sucre; la balle du revolver a pénétré sous le sein droit et est ressortie par l'omoplate. Le malheureux Probt a été relevé mourant.

X.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Jeudi 4 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, grande réunion publique et contradictoire sur les *Crimes du Diable*, par Paul Raubineau et Albert Létrillard.

Prendront également la parole : les camarades Girault, Sadrin, Tortelier, Prost, Marie Huchet.

Entrée : 30 centimes.

*
* *

Salle Octobre, 46, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, mardi 2 février, à 8 h. 1/2 du soir, grande réunion publique et contradictoire.

Plus de bagnes ! plus de prisons !

Ordre du jour : *Les asiles dits d'aliénés; La liberté individuelle*.

Orateurs : Francis Prost, Ernest Girault, la camarade Marie Huchet, Tortelier, Léon Barrier, Raubineau, Sadrin, Leboucher, etc.

Tous les hommes de cœur voudront connaître les infamies commises dans les bastilles modernes, dites asiles d'aliénés.

Entrée : 30 centimes. — Les dames sont admises.

*
* *

Les camarades de province qui auraient des communications à faire à Broussouloux sont priés de lui écrire au *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville, Montmartre, Paris.

*
* *

Vendredi 29 courant, à 8 heures du soir, salon Cloche (Coquet), au premier, 80, boulevard de Clichy, conférence publique et contradictoire par Broussouloux.

Sujets traités : *La révolte et ses causes; La grève générale*.

Entrée : 30 centimes.

*
* *

Dimanche, à 8 heures du soir, café des Artistes, 11, rue Lepic, au premier, des camarades s'y réuniront. On discutera, on chantera, un camarade fera une causerie.

*
* *

Conférence du groupe l'*Art social*, samedi 30 janvier, à 8 h. 1/2, salle du Commerce, 94, faubourg du

Temple. Sujet : *L'âme du peuple*, par le camarade Paul-Armand Hirsch.
Entrée : 30 centimes.

⁂

Merci à l'*Ami du Peuple*, de Marseille, qui, signalant notre situation à ses lecteurs, leur recommande notre publication.

⁂

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires et *Jeunesse libertaire du XII*e. — Samedi 30 janvier, à 9 heures très précises, au local habituel. — Ordre du jour : Organisation de réunions dans la banlieue de l'Est.

⁂

Un de nos amis prépare, sur les événements d'Espagne, un numéro spécial, intitulé *L'Incorruptible*, qui contiendra des articles de Reclus, Séverine, Kropotkine, Bauer, Descaves, Faure, Pouget, Girard, Grave, etc. Le numéro : 10 centimes. Les camarades qui en désirent peuvent nous adresser les demandes, et les dépositaires nous faire connaître le chiffre qu'ils désirent. Le numéro paraît cette semaine.

⁂

Le camarade J. Andrews nous communique l'idée suivante qui peut, en effet, rendre quelques services :
Que les camarades, dans les groupes anarchistes, dans les chambres syndicales, etc., affichent dans leur local deux listes.
Le compagnon qui aurait besoin d'un secours quelconque, fût-ce pour la propagande, fût-ce pour ses besoins personnels, et qui ne saurait à qui demander ce secours, écrirait sur l'une des deux listes ce qu'il demande, afin que le camarade qui se trouverait en état de l'aider puisse se mettre en relation avec lui.
Sur l'autre liste, celui qui posséderait quelque chose à lui inutile et qui pourrait servir à autrui, ou qui aurait des connaissances ou des loisirs, inscrirait l'aide qu'il pourrait donner.
Les demandes et les propositions qui resteraient sans réponse dans un groupement et qui auraient une importance suffisante, seraient rédigées pour les listes des autres groupes ou pour les journaux.

⁂

Un camarade nous a remis, pour être vendus au profit du journal, un exemplaire de *Quatre-vingt-treize*, édition illustrée, et un de l'*Homme qui rit*, également illustré. Nous les offrons à 6 francs le volume au lieu de 10 francs.

⁂

Levallois-Perret. — Dimanche, les Anti-Patriotes, salle Garde-chaux, rue du Bois, au coin de la rue Louis-Leblanc, à 4 h. 1/2.

⁂

Saint-Etienne. — Réunion le samedi 6 février, à 8 heures du soir, au café Monier, place Chavanelle. Envoi de la galette de la *Clameur*.

⁂

Amiens. — Tous les lecteurs du *Père Peinard*, du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* sont priés instamment d'assister régulièrement aux réunions des Libertaires ayant lieu tous les dimanches, à 5 heures du soir, au « Cent de Piquet », faubourg du Cours, au coin de la rue du Coq, au sujet de la brillante fête de nuit que l'on organise, le 20 février prochain, à l'Alcazar.
Dimanche 31 janvier, rédaction définitive du programme; réception et placement des billets pour la tombola; lots nombreux et magnifiques; principal lot : un Bon de l'Exposition.
Le compagnon Dumont, 15, rue Saint-Roch, reçoit en dépôt les lots offerts par les camarades.

⁂

Bordeaux. — *Groupe d'économie sociale.* — Il est fondé à Bordeaux un groupe spécial ayant pour but l'étude de la situation des travailleurs au triple point de vue des salaires, de l'hygiène et du nombre d'heures auquel les patrons les astreignent.
Ce groupe a aussi pour but, en s'entourant des documents nécessaires à cette œuvre et par des enquêtes sérieuses et parfois personnelles, de déterminer le plus exactement possible le nombre de prolétaires utilisés à tel ou tel métier et, par ricochet, le nombre de *sans-travail* que la société actuelle, par sa chaotique organisation, condamne à une oisiveté *non dorée* et voue aux maux engendrés par la misère.
Les résultats de ces travaux seront plus tard livrés à la publicité.
Les camarades désireux de collaborer à cet utile labeur d'élucidation, de clarté sociale, écriront à M. *Antarès*, 65, rue Leyteire, au débit de la Fraternité, ou à M. Antoine Antignac, 62, *place du 14 Juillet, au Bouscat (Gironde)*.

Antoine Antignac.

⁂

Marseille. — Dimanche 7 février, il sera donné une grande soirée familiale, au bénéfice de l'*Agitateur*, dans la grande salle de la brasserie Noailles, entrée : 46, rue Thiboneau. — Concert, causerie, bal.
Entrée : 50 centimes.
L'*Agitateur* paraîtra le jeudi 4 février 1897. Les camarades qui désireraient être les dépositaires dans leurs villes respectives n'auront qu'à le faire savoir par lettre, en ayant soin d'y joindre la demande de la quantité qu'ils veulent.
Nous devrons avoir ces renseignements avant l'apparition pour en fixer le tirage.
Pour l'administration, s'adressser au camarade Victor Rapalle, Bar du Grand-Orient, 8, quai du Port.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :
Le Trésor d'Arlatan, par A. Daudet; 1 vol. illustré de la Collection polychrome, 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
Almanaque illustrado de la Questione Sociale, para 1897, 50 centavos, 2039, calle Corrientes, Buenos-Ayres.
Emilio Henry, su discurso ante los tribunales, 5 centavos, à la *Questione Sociale*.
L'Antisemisto, par F.-M. Perina, 50 centesimi, chez Osvaldo Paggi, à Pitigliano.
Il fallimento del sistema industriale, par P. Kropotkine, 30 centesimi, même adresse.
L'Individu et le Communisme, brochure des Etudiants internationalistes, aux *Temps Nouveaux*, franco : 0 fr. 20.
L'Unique et sa propriété, premier fascicule de la traduction tchèque du livre de M. Stirner, Vratislavova, ul. 674, Zizkov, Autriche.
L'Orme au Mail, par A. France; 1 volume, 3 fr. 50, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

A LIRE

L'Anthropométrie, H. Depasse, *Echo de Paris*, 18 janvier.
Une bonne mesure, Graindorge, *Echo de Paris*, 21 janvier.
Trois cent mille tués, par Séverine.
L'Ennemie, Jean Jullien, *Echo de Paris*, 22 janvier.
Un nouveau diplôme, par L. Descaves, *Echo de Paris*, 24 janvier.

AUX CAMARADES

Depuis deux mois nous avions remis à l'imprimeur la copie de : **Entre Paysans**, *cette brochure de Malatesta, une des plus demandées de notre collection ; mais le manque de fonds nous empêchait d'en pousser l'impression. Le versement publié dans la souscription de notre dernier numéro nous met à même, aujourd'hui, d'annoncer aux camarades qu'elle sera prête la semaine prochaine.*
Toujours aux mêmes conditions : 0 fr. 10 dans nos bureaux ; 0 fr. 15 franco, — *6 francs le cent aux groupes et dépositaires.*

AVIS

Nombre de dépositaires de province, pour les volumes à 2 fr. 75, nous demandent une remise pour le motif que, marqués à ce prix sur notre catalogue, leurs clients ne veulent pas les payer davantage.
Nous rappelons que ce prix de 2 fr. 75 *franco* est une faveur que nous faisons à nos lecteurs qui s'adressent directement à nous, en les faisant profiter de la remise que nous fait l'éditeur. Ceux qui s'adressent à un libraire doivent, nécessairement, s'attendre à payer son entremise.
De même pour nos dessins, qui, dans le commerce, valent de 5 à 10 francs, selon le marchand, et sur les prix desquels nous ne pouvons faire aucune remise.

L'abondance de copie nous force à retarder la publication d'un grand nombre d'articles et de lettres sur le mouvement social. Nous prions nos correspondants de patienter un peu : chaque chose passera à son tour.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Marseille. — Il y a 407 invendus chez B., et 59 chez V.
Georges L. — Dans ces occasions-là, il est difficile de donner un avis. Chacun doit savoir ce qu'il a à faire. En l'un comme en l'autre cas, il faut y apporter une grande force de volonté. Nos journaux n'ont pas davantage d'argent; leur tirage n'augmente pas, mais, malgré tout, on sent que l'idée s'infiltre et pénètre dans tous les milieux. Si nous ne voulons pas avoir de déceptions, il faut considérer les choses sous tous leurs rapports : difficultés, fatalité d'évolution, et non au gré de nos désirs et de notre impatience.
Groupe du faubourg Antoine. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin au plus tard.
L., à Brest. — Nous supprimons Tillemont. Quant au placard, ce sont les policiers qui s'amusent. Ce serait s'amoindrir de relever cela.
P. L., à Apt. — Plus un seul exemplaire de la *Morale*.
El., au Havre. — La table du *Supplément* paraîtra avec le numéro 52 de la 2e année.
P., à Meneton. — Les *Temps Nouveaux* n'ont pas d'almanach. J'ai fait passer au *P. P.*
Merci au camarade qui m'a indiqué des corrections pour la *Société future*, j'en ferai mon profit.
L'ouvrier des Deux-Mondes. — Pouvez-vous nous renvoyer un exemplaire n° 1 et nous faire l'échange de deux exemplaires à l'avenir?
L., à Tourcoing. — Le prix de la brochure est 0 fr. 65 pour recevoir sous enveloppe fermée. Adressez-vous à la « Ligue de la Régénération humaine », 6, passage Vaucouleurs, Paris.
R. — Oui, je me rappelle le règlement de Dron. C'est par oubli que cela n'avait pas été inscrit à son compte.
R., à Marseille. — L'*Evolution socialiste* sera annoncée quand nous l'aurons lue.
Reçu pour le journal : L. J., rue J.-de-B., 5 fr. — Georges L., 2 fr. 10. — Apt : Un mort, 5 fr.; Un révolté, 1 fr.; Estelle A., 0 fr. 75; Paul Lamy, 1 fr.; Rey, 1 fr. 50; pour brochure, 1 fr. 50. En tout : 10 fr. 75. — Gust. F., 4 fr. — E., au Havre, 0 fr. 50. — P., à Meneton. — V., à Grigny, 1 fr. — Un régénérateur, 1 fr. — G., à Domarain, 0 fr. 60. — Un gratteur, 0 fr. 90. — Merci à tous.
Tobaconist, Londres. — M., à Troyes. — C., au Havre. — H., à Aix-en-Othe. — M. S., à Alessandria. — R., à Lisbonne. — C., à Argenteuil. — S. D., à Montluçon. — B., à Marseille. — V., à Marseille. — V. F., à Saint-Claude. — V., à Tulle. — D., à Villefranche. — G., à Domarain. — G., à Marseille. — Vve D., à Montluçon. — F., à Liège. — B., à Angers. — G., à Nice. — V., à Reims. — E., à Die. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Roanne

Chez Mme Meunier, kiosque aux Promenades.
Chez Mme Clair, près la barrière du faubourg Clermont.
Chez Rimaud, rue Clermont, 70.
On y trouve également le *Libertaire*, le *Père Peinard* et toutes les brochures libertaires.

à Londres

Bureau de tabac, 35, Charlotte street, Fitz-Roy Square.
On y trouve également le *Père Peinard*, le *Libertaire* et toutes nos brochures.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 41 DIX CENTIMES DU 6 AU 12 FÉVRIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

L'abondance de copie nous force à renvoyer encore au prochain numéro la suite de : *L'État, son rôle historique*.

Les sources de la morale à venir

Les morales sont des systèmes de règles proposés aux hommes, afin qu'ils y conformassent leurs actions.

Si d'ordinaire chaque individu ne peut mettre en pratique l'un ou l'autre de ces systèmes sans l'acquiescement de ses semblables, si même les sectateurs des diverses éthiques n'ont pas encore cette liberté de parler selon sa conscience qu'on accorde aux sectateurs des religions, il n'est pas en revanche d'obligation surhumaine qui puisse nous imposer le choix d'une morale.

Les systèmes moraux diffèrent en premier lieu par le but qu'ils assignent. Les uns louent le désir désintéressé de la satisfaction d'un dieu. La plupart se résolvent dans l'espérance de conduire l'homme au bonheur, et l'histoire nous enseigne que l'humanité eut toujours tendance à recevoir l'enseignement de ceux-ci. Est-il besoin de cette preuve historique à cette loi psychique : « L'immense majorité des hommes aspire au bonheur? »

Vers ce lumineux sommet on traça donc plusieurs sentiers. Sur les uns, l'aventurier de la vie n'avait d'autre étude que de plaire aux êtres supérieurs que son imagination évoquait, aux dieux dispensateurs des joies et des peines sur la terre et dans outre-tombe. Sur d'autres, se détournant des remords lovés dans la broussaille, il s'appliquait à ne point blesser une conscience que ses ancêtres lui avaient léguée, et goûtait, elle satisfaite, de petits plaisirs intimes à se complimenter. Sur d'autres encore, il voyait se dresser les fantômes de ses semblables, et, mesurant son contentement à leur estime, scrutait sur leurs visages le sentiment qu'y faisaient paraître ses actes. Enfin, au cours d'autres gravissements, il s'appliquait à diriger son évolution vers un idéal que son ingéniosité avait construit.

Au demeurant, c'est toujours aux trois mêmes sources que les systèmes moraux puisèrent :

1° A la religion ;
2° A l'empirisme psychologique ;
3° A l'empirisme sociologique.

L'un des premiers en date est celui du Rig-véda. Pour les Aryas de l'Inde védique, les plaisirs terrestres des hommes étaient au pouvoir des dieux. Aux dieux bons, ils demandent l'aumône des joies ; ils demandent aux dieux mauvais quartier du malheur. Pendant les jours de sécheresse, quand les limons du Sapta-Sindhou se craquelaient sous les flammes solaires, ils suppliaient Agni et Soma de délivrer les ondes des cinq rivières que des génies malfaisants retenaient à leurs sources ; ils suppliaient Roudra d'amener de la mer les épais nuages, « ces nourrices que les Marouts ont l'art de traire parmi les rugissements de la foudre ». Toute la morale consiste alors à réjouir les divinités favorables, à attendrir les divinités mauvaises, à jeter sur les bûchers les grains d'orge arrosés de beurre et les boissons fermentées. Les prêtres déclarent que servir les dieux est l'unique loi morale. Indra doit être préféré au père et au frère, « car le père peut abandonner son fils, le frère peut abandonner son frère, tandis qu'Indra, qui est pour l'Arya comme un père et une mère, n'abandonne jamais son fils. » Si les systèmes primitifs diffèrent, ce n'est que par l'être qu'on implore. Bientôt, pour ramener à la foi les premiers incrédules, qui s'étonnent des injustices du sort, les prêtres lanceront le dogme de la vie future qui recule l'échéance des dettes divines.

Ainsi la première morale aryenne fut le corollaire de la religion du Rig. Peu à peu un système empirique se fondra dans ce système religieux lors de la domination des brahmes. Mis en demeure de dire avec précision ce qui agrée et ce qui n'agrée pas aux dieux, ils consacreront, dans la définition de leurs sept péchés capitaux, les règles d'une hygiène et les conclusions d'une sociologie empiriques.

De même en Iran, à l'origine, la religion se confondait avec la morale. Mais, trois mille ans environ avant Jésus-Christ, à Balkh, un homme apparut à ce point auréolé d'une mystérieuse magnificence qu'on le surnomma l' « Astre d'or ». Zoroastre fut peut-être le plus grand de tous les génies qui dispersèrent un instant les ombres dans l'évolution humaine. L'histoire de l'Iran commence avec son œuvre le *Vendidad*, premier livre du *Zend-Avesta*, dont la découverte devait révolutionner la pensée européenne. Anquetil Duperron, Burnouf, Spiegel et les Haugh traduisirent ou commentèrent cette œuvre, dont les idées importées en Syrie et en Palestine par les caravanes assyriennes constituèrent le fondement même de la religion du Christ.

Zoroastre fut le premier moraliste. S'il usa, pour assurer le triomphe de son œuvre, des croyances religieuses de son époque, il ne paraît pas avoir été plus fanatique des dogmes que ne furent Moïse ou Mohammed. Jésus, au contraire, névropathe avéré, suggestionné puis suggestionneur, se crut réellement le Messie qu'en une période de malaise social Isaïe avait dû prédire.

Zoroastre naquit dans une société ignorante, malheureuse. Il travailla à son bonheur. On se souvenait encore de l'âge d'or de l'Iran, du temps où l'agriculture dispensait à chacun de doux plaisirs. Zoroastre divinise la terre, « la douce Sapandomad ». « Lorsque Ormuzd, dit la loi, fait aller en avant le laboureur, source de biens, tout vient en abondance. » Un crime est énoncé pour lequel le coupable doit livrer « deux bœufs à un laboureur ». « Je fais izeschmé, dit Zoroastre, à Goschoroum, qui a soin des troupeaux, par qui je vis moi et tous les êtres. » « Juste juge, quel est le point le plus pur de la loi des mazdéens? » Et Ormuzd répond : « C'est semer de forts grains. » Zoroastre sanctifie le travail, et, comme plus tard Virgile, il donne les règles du labour. L'eau manquait en Iran, et on la gaspillait. Zoroastre divinise les sources : « La semence des jeunes hommes, la sécrétion sexuelle des femmes, le lait des nourrices, qu'est-ce sinon l'eau divine? » Creuser des canaux d'irrigation est accomplir un acte religieux, et c'est se rendre criminel que « laisser dans l'eau des cheveux, des ongles, de la peau ou du sang d'un cadavre ». Les Iraniens vivaient dans cette malpropreté, si commune en Orient ; les maladies les décimaient. Zoroastre multiplie les purifications, et, dans sa religion, fait entrer l'hygiène.

Plus tard, aux dogmes religieux dégagés des mythes, aux acquisitions des empirismes psychologique et sociologique appliquées à la morale du bonheur, à ce conglomérat hétérogène dont ils ignoreront la source, des esprits bizarres ajouteront l'appoint du raisonnement poussé à l'extrême par l'amour de l'abstrait.

Les métaphysiciens, qui sont des malades, arrivent à leur heure, quand sonne la décadence des ordres établis, quand la foi religieuse s'éteint, veilleuse incertaine dans les temples déserts. Ils apparaissent pour sauver la morale traditionnelle, que ne soutiennent plus les croyances sacrées, et ils la renforcent avec les idées innées et les principes absolus.

Or, voici que non seulement les dogmes ne s'imposent plus aux âmes avides de preuves, que la sociologie analyse les aphorismes empiriques et les dictons populaires, que la psychologie, rompant avec les belles-lettres, demande des clartés aux autres sciences biologiques. Dans les idées innées et les principes absolus, nous ne voyons plus que le produit d'organisations cérébrales héréditaires créées par les habitudes psychiques.

Les religions et les philosophies sont mortes. C'est à la physiologie, à la psychologie, à l'histoire et à la sociologie qu'il nous faudra demander à présent des règles morales. C'est par ces sciences qu'il nous faudra établir les conditions du bonheur individuel et du bonheur social.

JEAN GRAMÈNE.

GOUVERNEMENT-TYPE. — Puisque le gouvernement espagnol fait parler de lui, parlons-en.

Il y a quelques mois, me trouvant à San-Sebastian, je me souviens d'avoir vu, sur les murs, de petites affiches roses qu'un ami me traduisit. C'était un appel aux volontaires pour Cuba. On leur promettait le versement immédiat d'une

partie de la *prime* — je ne me rappelle plus les chiffres — et le reste (la plus grosse part) à leur arrivée dans l'île.

Seulement, les gens du pays basque racontent — *et ils* doivent être bien informés — qu'à peine débarqués, nos braves volontaires sont envoyés dans les premières lignes... *de façon* à se débarrasser d'eux le plus rapidement possible. Au premier combat, c'est tant d'escudos, tant de pesetas, tant de reales, de cuartos et de centimos, voire de milesimas, pour le Trésor. Trésor, va! Si peu qu'il y en ait d'estourbis, c'est toujours cela de moins à payer. Il n'y a pas de petites économies.

« Et voilà comme on fait les bonnes maisons. »

Quand un pouvoir est aux abois, *il* n'y a pas d'infamies dont il ne soit capable. Aujourd'hui, c'est en Espagne; demain, ce sera en France. Tenons-nous-le pour dit.

R. Ch.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Réaction. — Les détenteurs de l'autorité se rendent si bien compte que le prétendu droit en vertu duquel ils nous font la loi ne résisterait pas à une minute d'examen, qu'ils font tout ce qu'ils peuvent, au risque de surpasser en intolérance tous les gouvernements les plus despotiques, pour étouffer toute tentative d'union entre ceux qui ont le malheur d'attendre leur pain de l'Etat. Songez donc! si les fonctionnaires allaient s'associer, se syndiquer! C'en serait fait de l'Etat et de tous les parasites qui vivent dessus comme les vers et les mites sur le fromage. Les professeurs voulaient fonder une association, comme l'ont déjà fait les répétiteurs; cette tentative a soulevé des montagnes de *difficultés*, et, finalement, on leur a interdit ce droit. Mais il y avait le précédent des répétiteurs! Comme, quand on fait de la réaction, on n'en saurait trop faire, le cuistre qui dirige — pour le moment — l'instruction publique en France a exprimé l'avis qu'il y aurait lieu de retirer le droit d'association aux répétiteurs.

Ces gens-là — les gouvernants — s'imaginent que parce qu'ils sont au pouvoir, respect, déférence, obéissance, etc., leur sont dus. Ainsi raisonnait l'âne chargé de reliques. Les fonctionnaires sont payés par l'Etat, c'est-à-dire par vous et moi et non par Môssieu Rambaud. Si quelqu'un a le droit de critique sur les actes des fonctionnaires, ce n'est donc pas ce rond de cuir à 60.000 francs. Cette prétention de ces roitelets momentanés à interdire toute manifestation d'initiative chez les salariés de l'Etat est un véritable abus de pouvoir.

Mais c'est dans l'ordre : les détenteurs du pouvoir ont toujours prétendu empêcher tout progrès, tout essor intellectuel, chez leurs opprimés. Diviser pour mieux régner, telle fut toujours leur devise. Telle est encore celle des larbins de la République qui, parce qu'ils sont revêtus d'une livrée passementée, se prennent pour de petits Behanzins.

* * *

La Police. — La police de Saint-Etienne s'ennuyait, ces temps derniers; histoire de se dérouiller les jambes, elle a opéré des perquisitions chez divers anarchistes de la localité. Si elle fait perdre leur gagne-pain à quelques-uns, peu lui importe. Bien au contraire, sa seule raison d'être est la malfaisance. Elle aura donc la conscience d'avoir scrupuleusement rempli sa mission.

* * *

Grande Famille. — Le soldat Mancel, du 6e régiment d'infanterie de marine, s'est tiré un coup de fusil dans la poitrine. Il n'a pas tardé à succomber.

De plus en plus, « on se perd en conjectures » sur la cause de ce suicide.

Peu clairvoyants, nos Ramollots.

* * *

La Seyne. — Les riveurs, perceurs et chanfreineurs, dont nous annoncions la grève dernièrement, ont obtenu gain de cause sur les deux points en litige : 1° tarif des salaires, et 2° rapports avec les chefs contremaîtres.

Cette grève a donné un bel exemple de solidarité. Les nombreux ouvriers étrangers employés aux Forges et Chantiers n'ont pas *hésité* à se joindre à leurs camarades pour déclarer la grève; en outre, les ouvriers des autres corporations étaient résolus à déclarer la grève générale, si l'administration s'était entêtée. C'est peut-être pour ce motif qu'elle a cru prudent de céder.

* * *

Limoges. — A la suite des conférences de notre ami Sébastien Faure, des applaudissements frénétiques qui soulignaient chaque phrase, où tour à tour il démolissait, avec l'éloquence dont il est doué, l'idée de Dieu, patrie, gouvernement, etc., puis l'enthousiasme qu'a soulevé sa dernière conférence sur la société future, les camarades limougeaux ont enfin résolu de sortir de l'indifférence où, depuis quelques années, ils étaient plongés.

Un groupe d'études sociales a été formé, où de jeunes énergies appartenant à toutes les classes de la société actuelle sont venus joindre leurs efforts aux nôtres, ce qui nous fait bien augurer de l'avenir et, quoi qu'en aient dit les journaux locaux « bien pensants », démontre que jusqu'à ce jour les conceptions libertaires avaient été mal comprises, mais qu'il a suffi d'un exposé très compréhensible, tel que l'a fait Sébastien Faure, pour démontrer que nos théories, loin d'être utopiques, étaient très réalisables et humanitaires.

André Girard.

* * *

Solidarité internationale. — Devant une salle comble, s'est tenue lundi soir, 25 janvier, à l'Hôtel des Sociétés savantes, la réunion organisée par les femmes françaises sur les massacres d'Arménie.

La portée de ce meeting a dépassé un simple appel philanthropique. L'un des orateurs, en effet, Mme Hudry-Ménos ne s'est pas bornée à raconter le long martyrologe du peuple arménien, la férocité de ses bourreaux. Elle n'a pas dit seulement les monceaux de cadavres, les filles violées, les femmes grosses éventrées, les quartiers de viande humaine pendus aux étals de Constantinople, les enfants hachés sur les genoux de leur père. Elle est remontée aux complicités européennes, et spécialement françaises, de ces horreurs. En des termes d'une courageuse violence et sous les applaudissements des auditeurs, soulevés d'indignation, elle a flétri les ministres français, les Hanotaux, les Barthou, ces hommes d'ambition immonde qui n'ont pas craint de ramasser en cette boue sanglante décorations et faveurs.

L'orateur a flétri les journalistes qui ont tu ou dénaturé, qui taisent encore et dénaturent les événements d'Arménie. Ne vit-on pas, il y a quelques jours, le *Petit Journal*, l'empoisonneur public par excellence, mettre sous les yeux de la foule ce dessin ignoble où des Arméniens à face de bandits assaillaient des Turcs?

Il ne faut pas se lasser de le dire. Si une nation de généreux passé, comme la France, assiste, les bras croisés, à des drames tels que l'histoire, en son arsenal de tristesses, n'en révèle pas de plus terribles, la faute en est à la presse plus qu'aux gouvernants. Toute volonté de nuire, toute lâcheté céderait aux poussées de l'opinion, si ceux qui sont en demeure de l'informer ne transformaient l'arme puissante dont ils disposent en un sale instrument de chantage et de trafic.

A l'issue de la réunion, la présidente, Mme Deraisme, a mis aux voix un ordre du jour invitant le gouvernement français à mettre fin aux massacres. Cela nous parut de trop. Sommer le pouvoir de guérir les maux engendrés par lui, n'est-ce pas utopie, contradiction, illogisme?

Il est d'autres besognes plus urgentes.

Eveiller l'esprit de solidarité; forcer les barrières qu'une presse vénale dresse entre la foule et la vérité; ameuter l'opinion contre les crimes des Turcs et de leurs amis d'Europe; stimuler le courage de nos frères d'Arménie; leur crier la révolte par-dessus les frontières, et, si cela devenait possible, recruter des bataillons volontaires comme au temps de la lutte pour l'indépendance hellénique, voilà l'œuvre utile!

Il serait beau que des femmes en prissent l'initiative.

Mais ne demandons rien aux gouvernants. Valets des pendeurs russes, amis des inquisiteurs espagnols, ils ne comprendraient pas.

Charles-Albert.

P. S. — Mme Hudry-Ménos fera sur les massacres d'Arménie une seconde conférence — la cinquième du groupe *l'Art Social*. Les lecteurs des *Temps Nouveaux* seront informés de la date et du lieu.

* * *

Tarare. — Un camarade de passage dans la ville a fait une petite causerie entre les camarades, qui a très bien réussi. Le camarade a causé de l'origine de la propriété et de ses conséquences. Son origine est le vol; ses conséquences, la misère et la douleur. La cause primitive qui a permis la naissance de la propriété, c'est l'autorité qui se répercute actuellement sur nous, sous trois formes : la forme économique par la propriété, la souffrance politique et la souffrance morale.

Il a terminé en disant que ce n'est qu'en combattant les préjugés qui sont répandus par les maîtres, députés, sénateurs, magistrats, cléricaux, que nous arriverons à nous émanciper physiquement, moralement et intellectuellement.

A l'étude donc afin de pouvoir combattre sûrement toutes les misères dont souffre l'humanité!

(*Correspondance locale.*)

* * *

Réunions et conférences. — Un des collaborateurs du *Musée Social*, M. de Rousiers, après avoir étudié l'organisation ouvrière en Angleterre, vient de faire la même enquête aux Etats-Unis. Cette enquête a fait le sujet de la conférence qui a eu lieu mardi dans la grande salle du *Musée Social*.

Après s'être enquis de la situation très particulière des Etats-Unis au point de vue ouvrier, M. de Rousiers et ses collaborateurs se sont ainsi partagé la besogne : 1° Les syndicats d'accaparements, monopoles, etc.; 2° Les chemins de fer; 3° Les Chevaliers du Travail; 4° La Fédération américaine du travail. Le sujet étant ainsi divisé, l'orateur croit avoir pu étudier dans son ensemble l'organisation ouvrière.

Par leur rapide développement économique, les Etats-Unis ont été la proie d'un accaparement capitaliste effréné. Le sucre, le pétrole, la boucherie, les grains, l'alcool, tout y est entre les mains de quelques-uns; le petit métier n'y existe pour ainsi dire pas.

A côté de ces associations capitalistes, deux grandes organisations se partagent le mouvement ouvrier organisé : 1° celle des Chevaliers du Travail, qui, après une ère de prospérité, voit de jour en jour son déclin s'accentuer; 2° la Fédération américaine du travail, reflétant exactement l'organisation des Trade's-Unions anglaises.

A la concentration capitaliste les ouvriers ont répondu par une concentration ouvrière importante. Dans ce pays où tout est grand, le chômage est plus considérable que partout ailleurs; l'insécurité de l'emploi y est plus aléatoire. De là ces grèves colossales comme il s'en est produit à Chicago. Les conditions économiques varient suivant les différentes régions et le développement du machinisme a de plus en plus déspécialisé l'ouvrier américain, de sorte que celui-ci est plus apte à changer de métier que partout ailleurs. Telle est, en quelques mots, la substance de la très intéressante conférence de M. de Rousiers. Les collaborateurs de M. de Rousiers dans sa mission d'étude rendront compte à tour de rôle de ce qu'ils ont vu; nous en parlerons au fur et à mesure.

P. D.

Espagne.

Malgré la campagne énergique de la presse étrangère et les clameurs qu'ont soulevées ici les cruautés de Barcelone, des Philippines et de Cuba, il est difficile de se faire une idée claire de la situation toute spéciale que la réaction a créée dans ce pays.

L'Espagne, hier indomptable, est aujourd'hui bassement domestiquée sous l'action continue de la misère et de l'ignorance, fomentées par les pouvoirs coercitif, politique et religieux. Le peuple, qui versa mille fois son sang pour la liberté, n'est plus qu'un troupeau docile, dirigeable et gouvernable à merci. La dégénérescence a pris de telles proportions que l'on est tenté de croire à l'anéantissement total de cette nation fière et batailleuse, il y a peu de temps encore.

L'œuvre sainte de la religion, jointe à celle du despotisme traditionnel, produit à la longue ses résultats logiques. Nous recueillons l'héritage d'un peuple imbu de superstition et de fanatisme, d'un peuple sujet des Philippe II et des Ferdinand VII, d'un

peuple subjugué par l'Inquisition et soumis au régime du couvent.

L'Eglise, la « plaza de toros » et la taverne couronnent l'œuvre des jésuites, des moines et des despotes.

Aujourd'hui, les couvents envahissent les parties les plus libérales de l'Espagne. La soutane règne et s'impose dans tous les coins de la Péninsule, le pape noir est la Majesté qui nous gouverne.

En même temps que les palais de la théocratique fainéantise se multiplient, partout on construit, ou l'on réclame des cirques de taureaux, pour divertir la bête humaine qu'éduquent les moines, que brutalisent les soudards, qu'exploitent les politiciens et les agioteurs.

Dans les rangs du peuple règnent le découragement et l'indifférence; dans les classes dirigeantes, c'est l'immoralité, le gaspillage : chez les gens du savoir, l'énergie fait défaut; l' « Inri » de la résignation est notre caractéristique.

On laissa passer sans mot dire une loi brutale de répression sanglante, et maintenant on hurle contre ses effets.

Les républicains, les libres penseurs, et les socialistes eux-mêmes, contemplèrent impassibles l'écrasement de tous les droits et de toutes les libertés, mais les anarchistes, pensaient-ils, ne sont pas dignes d'estime.

Aujourd'hui, ils protestent, se plaignent, se lamentent, mais leurs yeux ne s'ouvrent pas, ils n'osent se lancer à détruire violemment ce que violemment on leur impose. Ils sont décrépits, incapables de toute virilité.

Ils voient le péril, ils connaissent le remède, ils sentent la nécessité de se jeter dans la lutte, et cependant, à l'appel expressif du seul homme politique (Pi y Margall) qui, sous une froideur apparente, conserve l'énergie d'une pensée saine et d'une volonté vigoureuse, a répondu le silence qui glace le sang dans les veines et fait craquer les os de rage et de colère.

Les démocrates et les socialistes ne sont pas les seuls qui perdent leur temps en déclamations vaines, en protestations inutiles.

La presse de grande circulation, dite indépendante, parce qu'elle place les idées au service des intérêts, lorsqu'elle fut atteinte par la vague envahissante de la réaction, se vit obligée à des résolutions d'une énergie pour elle inaccoutumée.

Elle clame aussi pour le respect du droit, la garantie des libertés, lorsque ses rédacteurs sont emprisonnés et ses journaux violemment retirés de la circulation ; elle clame aussi, cette presse qui assista indifférente à l'assassinat de Novelda, aux sauvageries de Barcelone, aux terribles fusillades des Philippines, aux déportations en masse de Cuba.

La notion de la justice a émigré d'Espagne. Chacun lutte seulement pour ses intérêts particuliers. Dans cette chasse à l'homme, organisée par la réaction triomphante, l'instinct de solidarité s'est éclipsé, laissant le champ libre aux bas égoïsmes, et à toutes les bestialités de la dégradation.

Les cruautés, révélées surtout par la presse étrangère, ne constituent pas la gravité de la situation honteuse à laquelle nous sommes réduits. L'exagération de ces faits ne saurait même atteindre les limites de la réalité mortifiante qui nous humilie.

Ils ne sont que les pâles indices du mal profond qui nous conduit au précipice, à l'abîme dont les noirceurs partent du Vatican et s'étendent sur toute cette terre, teinte du sang de tant de martyrs.

Habitués à ce que les politiciens appellent libertés et droits, nous nous croyons placés au milieu de cette civilisation demi-barbare, que chantaient sur tous les tons les poétriaux de la démocratie républicaine — et par la magie d'un saut prodigieux en arrière, nous voici revenus aux infamies historiques de l'Inquisition et du vandalisme — soumis au bâillon et au fouet, annihilés en tant qu'individu et en tant que peuple par la pire des servitudes : celle de la pensée! — Ici ne subsiste déjà plus le droit de penser et de sentir librement. En prison va celui-là qui ne se soumet pas à l'Eglise, celui qui ne fait pas baptiser ses enfants, celui qui ne se marie pas devant le curé, celui qui n'entonne pas des cantiques de louanges à cette déesse Patrie, tyrannisant et assassinant les peuples qui luttent en toute justice pour leur indépendance.

En prison, l'homme au cœur généreux qui vient en aide aux familles de ceux que la réaction persécute, embastille et tue lâchement.

En prison, celui qui écrit ou lit un journal ne se prosternant pas devant les autels de la canaille opulente et religieuse.

En prison, celui qui conserve une plume digne et intègre; et pour qu'un homme soit emprisonné, il suffit qu'on le soupçonne de ne pas penser et sentir comme pensent et sentent les ogres qui nous gouvernent.

Que parlent donc pour nous les sommes dont se privèrent dans le temps les prisonniers de Jerez, les détenus de Barcelone, pour les souscriptions venant en aide aux veuves et aux orphelins de ceux qui furent assassinés par les autorités militaires ; et les emprisonnés, parce que souscripteurs à des feuilles d'idées avancées; les libres penseurs que la police nouvelle a enfouis dans les cachots de la Catalogne ; et ceux qui peuplent les bagnes, les centaines de travailleurs coupables de penser suivant l'idéal qui leur semble le meilleur et le plus beau; — et les déportés en masse des Philippines et de Cuba condamnés sur de simples soupçons ou des délations émanant de vengeance personnelle!

Et si la cause véritable des fusillades passées et à venir ne reste pas dans le mystère des procédés inquisitoriaux, si l'on se reporte aux déclarations des condamnés à la mort lente dans les bagnes, on aura toute une horrible histoire de tortures horribles, à faire frémir les cœurs les mieux trempés.

Que parlent aussi les mères, les femmes et les sœurs des milliers et des milliers d'ignorants dociles qui, sans protestations, sont conduits aux boucheries de Cuba et des Philippines, tandis que les fils des riches patriotes se rachètent avec une misérable poignée d'or! Que parle l'Espagne tout entière qui, patiente, souffre l'annihilation générale, et une terrible secousse ébranlera le monde, horrifié devant le spectacle d'une barbarie sans précédent!

La Révolution qui se prépare est terrible. L'incurable surdité de nos démocrates et de nos socialistes ne signifie rien. Peu importe cette décadence d'un peuple las de souffrir!

Si nous voyons au faîte la classe agonisante, assoiffée de sang populaire, nous entendons monter la rumeur sourde d'en bas, signe précurseur de l'ouragan qui s'avance.

Que notre bouche taise l'imprécation terrible! Brisons notre plume en mille miettes, et préparons-nous à la lutte. Quand la raison ne suffit pas, lorsque le droit est foulé aux pieds, la violence s'impose, et la fureur populaire se déchaîne, formidable.

L'heure de la vengeance est prochaine. Malheur à qui tente d'endiguer le torrent!

R. M.

Espagne, janvier 1897.

* *

Une rectification. — Le capitaine Juan Moralès qui, après avoir pris part à la sombre tragédie de Montjuich, s'est suicidé, n'y a pas assisté comme juge, mais simplement comme défenseur d'un des accusés.

Allemagne.

Dans le numéro 38, nous annoncions que le camarade G. Landauer, arrêté avec d'autres rédacteurs du *Sozialist*, n'avait pas été relâché parce qu'il avait essayé de s'enfuir. Ce n'est pas là, paraît-il, le véritable motif du maintien de notre camarade sous les verrous. Dans sa haute perspicacité, la soi-disant justice a soupçonné Landauer d'être capable de prendre la fuite, et, pour prévenir cette irréparable calamité, elle l'a conservé entre ses griffes.

Le correspondant qui nous envoie cette rectification ajoute avec logique : La justice soupçonne de vouloir prendre la fuite les pauvres diables et les anarchistes qui n'ont pas le sou. Ce soupçon ne saurait atteindre les banquiers et les capitalistes qui ont tout ce qu'il faut pour se payer un petit voyage d'agrément en Amérique.

Autriche.

Budapest. — Les mineurs de la Société d'exploitation des chemins de fer de l'Etat, à Anina, mécontents des dispositions relatives à la caisse de secours et aux retraites, ont manifesté devant les bureaux de la direction qu'ils ont envahis et bouleversés.

La gendarmerie, toujours empressée de prêter main-forte au capital, a tiré sur les mineurs. Huit hommes et deux femmes ont été tués. Ça leur apprendra à vivre et à obéir!

* *

Bohême. — Chez nous, à Prague et dans la Bohême du Nord, le mouvement anarchiste semble s'éveiller, et nombreuses sont nos discussions sur l'individualisme et sur le communisme. Comme guide en ces questions, nous avons édité *L'Unique et sa propriété*, et nous allons éditer une revue, *Nory Kult* (Nouveau culte), parce qu'on nous a défendu la même revue sous le titre : *Anarchiste*.

Il paraît en tchèque trois journaux, qui sont plutôt des journaux d'agitation que de doctrine.

Le journal *Volné Duch* se change en *Volné Listy*.

A Liberec paraît le *Proletar* avec un supplément satirique, *Karatée*, dans un ton très populaire.

Dans *Volné Listy* (à Smichov) et dans *Matice Delnické* (qui paraît à Vienne, rédacteur Opletal) domine l'idée communiste.

Le mouvement communiste à Prague est représenté par *Volné Listy* avec la collaboration de Fr. Novak, Vilém Korber et Belzan.

Les individualistes sont groupés autour de *Nory Kult* ; rédacteurs : Vaclav Minovsky, Al. Vek. Haber, Ant. Prav. Kalina.

Grèce.

Renseignements sur Matjalis. — Matjalis était un anarchiste très conscient. En tous lieux, il ne cessait de faire de la propagande ouverte. Depuis longtemps il méditait un acte retentissant, quand, le 3 novembre, vers midi, rue de l'Indépendance, il voit les deux banquiers Collas et Francopoulos, de Patras, qui à cette heure parlaient, en attendant le dîner, des intérêts du pays! En ces deux personnages, Matjalis voit deux monstres d'hypocrisie, vivant de la sueur et du sang de plusieurs milliers de familles, et en même temps passant pour leurs protecteurs; en eux, il reconnaît la personnification de toute la brutalité, de toute l'inhumanité, la fourberie et l'infamie du régime capitaliste. Il ne peut plus se contenir. Le poignard qu'il réservait pour la rentrée du roi Georges, il le glisse dans sa manche et s'avance vers eux :

— Est-ce bien des intérêts du peuple que vous vous souciez? leur dit-il. Et, en même temps, il plonge son poignard dans le cœur de Francopoulos, qui tombe à ses pieds; puis il le dirige contre Collas, qu'il blesse au cou; le banquier se sauve dans une boutique. Au bruit de la lutte, les policiers accourent et somment, le revolver en main, Matjalis de se rendre; mais celui-ci, au lieu d'obéir, tire lui aussi son revolver et menace de mort quiconque osera l'approcher. A la vue du revolver, les exécuteurs de la loi reculent lâchement et se bornent à suivre Matjalis, qui va se rendre volontairement à la gendarmerie.

* *

La nouvelle du fait dans la ville de Patras et dans toute la Grèce terrifia les riches, surtout à Athènes et dans les provinces où fleurit l'agiotage. Tout d'abord, le monde des exploités a presque condamné l'acte de Matjalis, mais peu à peu il put comprendre que celui-ci n'était point un malfaiteur ordinaire et il saisit le mobile qui l'avait poussé à agir.

Le nom de Matjalis est encore en toutes les bouches, et, veut-on exprimer son indignation contre quelque iniquité de la part de riches ou des autorités, on dit ici qu'il faudrait un autre Matjalis.

* *

Après deux jours d'arrestation à la gendarmerie, on a conduit Matjalis aux prisons de l'Acropole, où il fut enfermé avec les autres prisonniers. Notre camarade ne perdit pas l'occasion de répandre parmi ces victimes de l'ignorance et de la nécessité les idées de l'anarchie qui étaient écoutées avec une admiration mêlée de surprise. Il parvint à susciter parmi les prisonniers une certaine effervescence, à tel point que l'officier de garde crut nécessaire d'intervenir pour rétablir l'ordre.

Il pénétra dans la cour de la prison et insulta militairement les mutins. Matjalis, prenant leur défense, répondit à l'insolent des paroles pleines d'amertume et d'indignation pour sa conduite envers des hommes auxquels il doit ses galons et sa grosse solde. L'officier n'osa lui répondre, mais il ordonna de le séparer des autres prisonniers, et de le mettre seul en cellule.

Comme ses compagnons lui offraient de lui envoyer à manger :

— Vous allez voir ce que je mangerai, moi, leur répond-il, et allumant sa cigarette, il les salue.

Quelques instants après, une double détonation ébranle la vieille forteresse de Patras. Qu'était-il arrivé? Matjalis avait mis le feu à deux cartouches de dynamite qu'il avait placées, l'une dans sa bouche, et l'autre sous sa mâchoire. La garde accourt au lieu de l'explosion, et eut l'horrible spectacle d'un homme dont la tête manque tout entière, et dont la cervelle a éclaboussé les quatre murs du cabinet et le plafond.

Le bruit de l'explosion ayant été entendu dans la ville, les autorités et une foule nombreuse montèrent à la vieille citadelle, pensant que tout l'établissement était écroulé.

Les autorités recherchèrent ceux qui lui avaient donné de la dynamite, et retinrent plusieurs de nos amis, non seulement de Patras, mais encore du Pirée, d'Andritjoine, de Pyrgos, et de Corfou! Maintenant encore, on retient en prison le directeur du journal *Epi-ta-prosso*, J. Maghanaras, et A. Mariantonatos.

Le lendemain de l'enterrement de Matjalis, on a trouvé plusieurs couronnes de laurier sur son tombeau. Il est superflu d'ajouter que cette démonstration a inquiété les autorités.

ADAM.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'*Art Libre* prend l'initiative d'organiser des spectacles populaires les dimanches soir (si les camarades répondent à l'appel), afin de permettre aux militants de venir avec leur famille se divertir à peu de frais dans un milieu où ils se trouveront en compagnie de leurs amis.

Les représentations étant publiques, la censure interdirait d'interpréter le répertoire conforme en tous points aux idées nouvelles; néanmoins le patriotard et le gagateux seront supprimés en attendant de pouvoir, en représentations privées, jouer, réciter et chanter toutes les œuvres belles et viriles.

Ces soirées artistiques et familiales comporteront deux parties de concert séparées par une courte conférence ou causerie sur un sujet historique, artistique, scientifique ou littéraire et seront toujours suivies d'une sauterie au piano.

La première soirée aura lieu dimanche 7 février, à 8 heures, à la Maison du Peuple de Paris, 4, impasse Pers (47, rue Ramey), avec le concours de : Spirus-Gay, athlète-équilibriste-jongleur; Paul Paillette, poète-philosophe; le couple duettiste Préval-Henry, Mmes Noris-Gal, Georgès, Baudéan; Buffalo le chanteur populaire; Cary, comique-bouffe. — *Un ménage fin de siècle*, opérette de Maquis. — Conférence par Henri Zisly. — Sauterie pendant deux heures.

Prix d'entrée: 1 franc par personne, réduit à 0 fr. 75 pour les abonnés et lecteurs des publications libertaires et révolutionnaires et les membres des syndicats ouvriers; 0 fr. 25 pour les enfants.

∴

Groupe des Etudes économiques et sociales, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, au deuxième, jeudi 4 février. — Causerie sur le *Mouvement social du mois de décembre*, d'après les documents officiels, par Henri Dagan.

Le jeudi 11 décembre, lecture d'une étude sociale envoyée de Londres par un camarade exilé.

Tous les révolutionnaires sont invités.

∴

Samedi 6 courant, à 8 heures du soir, café des Artistes, 11, rue Lepic, au premier, *Les Chercheurs*, groupe d'études sociales. Tous les camarades du XVIII[e] sont priés de s'y trouver.

Questions très importantes.

∴

Réunion des *Libertaires du XIII[e]*, samedi 6, à 8 h. 1/2, chez le marchand de vin, 59, rue de la Glacière.

∴

Salle de l'Éden du Temple, 49, rue de Bretagne, le lundi 8 février, à 8 heures 1/2, grand meeting public et contradictoire organisé par l'*Internationale Scientifique*.

Ordre du jour: « Les asiles dits d'aliénés; la liberté individuelle; l'Anarchie. »

Conférence par les camarades Charles Malato, Francis Prost, E. Girault, Tortelier, E. Murmain, la camarade Mary Huchet, Raubineau, etc.

Entrée : 0 fr. 30.

∴

LYON. — Le numéro 3 de la *Jeunesse Nouvelle* paraîtra le samedi 5 février ; ce numéro et les suivants seront mis en vente au prix de 0 fr. 15, au lieu de 0 fr. 25 comme précédemment.

La *Jeunesse Nouvelle* organise pour le dimanche 21 février une fête familiale privée : les camarades sont priés de se procurer des cartes à l'avance au siège de la revue, rue de la Monnaie, 9 et 11.

Les bureaux de la *Jeunesse Nouvelle* sont ouverts tous les samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, et les dimanches, de 4 heures à 7 heures.

Nota. — La soirée étant privée, nous informons nos amis qu'aucune carte ne sera délivrée à la porte.

∴

LIMOGES. — Le groupe d'études sociales *La Jeunesse Libertaire* se réunit tous les dimanches, à 3 heures de l'après midi, faubourg Montjovis, 21, au premier étage.

Ce groupe, nouvellement formé, admet moralement tous ceux qui veulent étudier, sur le terrain de la discussion, les moyens les plus rapides et pratiques pour arriver à l'émancipation sociale. A chaque réunion : causerie par un camarade, lecture, chants, poésies révolutionnaires.

∴

AMIENS. — Les Libertaires d'Amiens se rencontrent tous les dimanches, à 5 heures du soir, au Cent de Piquet, faubourg du Cours, coin de la rue du Coq.

Causeries, études, chants, poésies, etc.

Les jeunes libertaires sont spécialement invités dimanche 7 et 14 février pour apporter leur concours à la fête que l'on organise le 20 février à l'Alcazar.

Le camarade Dumont, 15, rue Saint-Roch, reçoit en dépôt les lots qu'offrent les camarades pour la tombola.

∴

ROANNE. — Vendredi 12, à 8 h. 1/2 du soir, réunion chez Rimaud, cafetier, rue de Clermont, 70. — Compte rendu de la soirée familiale.

∴

SAINT-ÉTIENNE. — Le dimanche 7 février 1897, à 7 heures du soir, Hôtel du Lion d'Or, rue Tarentaize, 56, aura lieu une grande soirée familiale, organisée par les Libertaires stéphanois, au bénéfice d'un camarade depuis longtemps malade et sans aucun secours.

Causerie par le camarade A. Dumas; chants et poésies; danse.

Les camarades sont invités à venir en grand nombre apporter leur concours à cette œuvre de solidarité.

Tous les copains sont invités à se rendre, le samedi 13 février, chez Monier, place Chavanelle, pour émettre leurs conclusions sur les questions suivantes :

1° Peut-on admettre que l'espèce raisonnée ait évolué jusqu'à ce jour?

2° Peut-on prétendre que la force soit capable de transformer la société?

3° Estimant que, toute évolution morale se basant sur le passé, le présent ne peut être favorable aux principes, quels seraient les moyens, ou données, qui pourraient servir d'éducation à une évolution nouvelle?

∴

BRUXELLES. — Samedi 6 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du groupe d'études sociales aux Deux Nègres (Distillerie Monico), rue de la Colline.

Ordre du jour : Conférence par le camarade T. Ludovic; sujet : « Les tendances du socialisme. »

A la demande de plusieurs camarades, deux points seront discutés également :

1° Evolution et Révolution;

2° Les différentes formes gouvernementales.

La réunion est contradictoire.

L'*Incorruptible*, annoncé dans notre dernier numéro, est paru : 0 fr. 10 l'exemplaire à nos bureaux.

A LIRE

Fin de siècle, H. Muret, *Radical*, 30 janvier.

L'Histoire d'une condamnation, Séverine, *Eclair*, 28 janvier.

Paroles et Gestes, Savioz, *Evénement*, 5 janvier.

Race humaine la plus septentrionale du monde, Marsillon, *Cosmos*, 2 janvier.

A voir :

Le dessin de Willette, *Rire* du 30 janvier.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Auvergne, par J. Ajalbert, dessins de Montader, 1 volume, chez Quantin.

L'Evolution de l'esclavage, par Letourneau, tome XVII de la *Bibliothèque anthropologique*; chez Vigot, 10, rue Monsieur-le-Prince.

Emile Zola : enquête médico-psychologique, par le docteur Toulouse; 1 vol., 3 fr. 50, Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine-Dubois.

Notre Marine, par Picard-Destelan; 1 brochure, 1 franc, chez Stock.

AVIS

Nous venons de recevoir notre septième lithographie : Les Errants, *signée van Rysselbergh. Elle ne le cède en rien à nos précédentes. Nous la tenons à la disposition des camarades, au prix de 1 fr. 25;* franco, *1 fr. 40.*

∴

Depuis deux mois nous avions remis à l'imprimeur la copie de : **Entre Paysans**, *cette brochure de Malatesta, une des plus demandées de notre collection; mais le manque de fonds nous empêchait d'en pousser l'impression. Le versement publié dans la souscription de notre avant-dernier numéro nous met à même, aujourd'hui, d'annoncer aux camarades qu'elle sera expédiée cette semaine.*

Toujours aux mêmes conditions : 0 fr. 10 dans nos bureaux ; 0 fr. 15 franco, — *6 francs le cent aux groupes et dépositaires.*

PETITE CORRESPONDANCE

Depuis fort longtemps les camarades ou dépositaires ci-dessous ont reçu des brochures non réglées encore après diverses réclamations, nous les prions une fois de plus de nous les régler au plus tôt, ayant besoin d'argent, et ne pouvant tous les mois dépenser 0 fr. 15 d'affranchissement pour réclamer par lettre :

C., à Plaisance, brochures et *Paroles d'un révolté*. — N., à Verviers, 25 *Anarchie, son idéal*. — P., à Romans, brochures. — J., à Châlons, 2 *Anarchie, son idéal*. — V., à Reims, 7 exempl. de la même. — S., à Albi. — N., autrefois à Toulouse, brochures et volumes. — B., à Seraing, 25 *Temps Nouveaux*, 10 autres. — D., à Villefranche, divers numéros de rassortiment. — B., à Annonay, 50 *Jeunes gens*. — T., à Lescar, 1 *Parole* et brochure. — L., à Chaux-de-Fonds, brochures. — L., à Brest, 1 *Douleur*. — Librairie Topic, à Prague, un reliquat de compte. — E., à Montpellier, reliquat de compte. — Louv., à Bruxelles, brochures. — D., à Lyon. — Prière également à ceux qui ont déjà versé des acomptes de bien vouloir finir de solder.

Lucien Noël, St-Etienne. — J'avais égaré votre lettre. — Vous trouverez réponse — en partie, car nul ne peut prédire l'avenir — à vos questions dans la *Société future*.

L., à Luri. — Demandez l'*Almanaque illustrado* de la *Questione Sociale*, 2039, Calle Corrientes, Buenos-Ayres, vous y trouverez tous les portraits demandés. Prix : 1 fr. — *Société future* expédiée.

J. G., à Tarare. — Volume envoyé. — Impossible d'avoir les brochures en question. — Les volumes, oui.

V., à Nîmes. — Tout a dû être expédié.

J., à Montpellier. — Je réexpédie le numéro.

Trémelet. — Faites signer la convocation par quelqu'un que nous connaissions.

Prévallet est prié de faire connaître son adresse à Charles-Albert, pour communication urgente.

V., à Reims. — *Prisons* et *Procès de Chicago* épuisés.

E. R., à Sciez. — Oui, l'almanach du *Peinard* est paru. Cela a été annoncé dans nos colonnes.

Reçu pour le journal : E., à Die, 0 fr. 50. — L., à Saint-Louis, 10 fr. — E. M., à Elbeuf, 0 fr. 70. — G., à San-Francisco, 7 fr. — A. S., 2 fr. — Monicok, 0 fr. 50. — Deux jeunes compagnons de Lyon, 1 fr. 50. — N. M., 4 fr. — P. A. Valréas, 0 fr. 75. — L. B. L., 0 fr. 60. — A. M. O., 5 fr. — Merci à tous.

D., à Lille (par le *P. P.*). — C. B., à Rouen. — T. R., Bologne. — F., à Amiens. — L., à Brest. — L. S., à Jemmepes. — L., à Chicago. — Mme M., à Antibes. — E. L. D. — N., à Londres. — H. D., à Tourriers. — H., à Rotterdam. — M., à Lyon. — G., à Vienne. — G. J., à Millau. — T., à Thizy. — P., à Saint-Etienne. — P., à Saint-Chamond. — C., à Arcis. — P., à Romans. — L. L., à Jemmepes. — H., à Port-Elisabeth. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente **à Vienne**

Chez M. Perrin, quai de Gère;
Chez M. Baral, rue Marchande;
Chez M. Payen, à Saint-André-le-Haut.

Le Gérant : DENÉCHÈRE

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 42 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 FÉVRIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes*) (1)

V

Avec ces éléments, — la liberté, l'organisation du simple au composé, la production et l'échange par les métiers (les guildes), le commerce étranger mené par la cité, et l'achat des provisions par la cité — avec ces éléments, les villes du moyen âge, pendant les deux premiers siècles de leur vie libre, devinrent des centres de bien-être pour tous les habitants, des centres d'opulence, de civilisation, comme on n'en a plus revu dès lors.

Que l'on consulte les documents qui permettent d'établir le taux de rémunération du travail, comparé aux prix des denrées, — Rogers l'a fait pour l'Angleterre et un grand nombre d'écrivains allemands l'ont fait pour l'Allemagne, — et l'on voit que le travail de l'artisan, et même du simple journalier, était rémunéré à cette époque à un taux qui n'a même pas été atteint de nos jours pour l'élite ouvrière. Les livres de comptes de l'Université d'Oxford et de certaines propriétés anglaises, ceux d'un grand nombre de villes allemandes et suisses, sont là pour le témoigner.

Que l'on considère, d'autre part, le fini artistique et la quantité de travail décoratif que l'ouvrier mettait alors, aussi bien dans les belles œuvres d'art qu'il produisait, que dans les choses les plus simples de la vie domestique, — une grille, un chandelier, une poterie, — et l'on voit que dans son travail il ne connaissait pas la presse, la hâte, le sur-travail de notre époque; qu'il pouvait forger, sculpter, tisser, broder à loisir — comme un très petit nombre seulement d'ouvriers-artistes parmi vous peuvent le faire de nos jours.

Et que l'on parcoure enfin les donations faites aux églises et aux maisons communes de la paroisse, de la guilde ou de la cité, soit en œuvres d'art — en panneaux décoratifs, en sculptures, en métal forgé ou coulé, — soit en argent, et l'on comprend quel degré de bien-être ces cités avaient su réaliser dans leur sein; on conçoit l'esprit de recherche et d'invention qui y régnait, le souffle de liberté qui inspirait leurs œuvres, le sentiment de solidarité fraternelle qui s'établissait dans ces guildes, où les hommes d'un même métier étaient liés, non pas seulement par le côté mercantile ou technique du métier, mais bien par des liens de sociabilité, de fraternité. N'était-ce pas en effet la loi de la guilde que deux frères devaient veiller au lit de chaque frère malade, — usage qui demandait certes du dévouement à ces époques de maladies contagieuses et de pestes, — le suivre jusqu'au tombeau, prendre soin de sa veuve et de ses enfants ?

La misère noire, l'abaissement, l'incertitude du lendemain pour le grand nombre qui caractérisent nos cités modernes, étaient absolument inconnus dans ces « oasis surgies au douzième siècle au milieu de la forêt féodale ».

Dans ces cités, à l'abri des libertés conquises, sous l'impulsion de l'esprit de libre entente et de libre initiative, toute une civilisation nouvelle grandit et atteint un épanouissement tel, qu'on n'en a pas vu de pareil dans l'histoire jusqu'à nos jours.

Toute l'industrie moderne nous vient de ces cités. En trois siècles, les industries et les arts y arrivèrent à une si grande perfection que notre siècle *n'a su* les surpasser qu'en rapidité de la production, mais rarement en qualité, et très rarement en beauté du produit. Tous les arts que nous cherchons en vain à ressusciter aujourd'hui, — la beauté de Raphaël, la vigueur et l'audace de Michel-Ange, la science et l'art de Léonard de Vinci, la poésie et la langue de Dante, l'architecture enfin, à laquelle nous devons les cathédrales de Laon, de Reims, de Cologne, — « le peuple en fut le maçon », a si bien dit Victor Hugo — les trésors de beauté de Florence et de Venise, les hôtels de ville de Brême et de Prague, les tours de Nuremberg et de Pise, et ainsi de suite à l'infini, — tout cela fut le produit de cette période.

Voulez-vous mesurer les progrès de cette civilisation d'un seul coup d'œil? Comparez le dôme de Saint-Marc de Venise à l'arche rustique des Normands, les peintures de Raphaël aux broderies des tapis de Bayeux, les instruments mathématiques et physiques et les horloges de Nuremberg aux horloges de sable des siècles précédents, la langue sonore de Dante au latin barbare du dixième siècle... Un monde nouveau est éclos entre les deux!

∴

Jamais, à l'exception de cette autre période glorieuse — toujours des cités libres — de la Grèce antique, l'humanité n'avait fait un tel pas en avant. Jamais, en deux ou trois siècles, l'homme n'avait subi une modification si profonde ni étendu ainsi son pouvoir sur les forces de la nature...

Vous pensez peut-être à la civilisation de notre siècle dont on ne cesse de vanter les progrès? Mais en chacune de ses manifestations elle n'est que la fille de la civilisation grandie au sein des communes libres. Toutes les grandes découvertes qui ont fait la science moderne, — le compas, l'horloge, la montre, l'imprimerie, les découvertes maritimes, la poudre à canon, les lois de la chute des corps, la pression de l'atmosphère, dont la machine à vapeur ne fut qu'un développement, les rudiments de la chimie, la méthode scientifique déjà indiquée par Roger Bacon et pratiquée dans les universités italiennes, — d'où vient tout cela, si ce n'est des cités libres, de la civilisation qui fut développée à l'abri des libertés communales?

∴

Mais on dira, peut-être, que j'oublie les conflits, les luttes intestines, dont l'histoire de ces communes est remplie, le tumulte dans la rue, les batailles acharnées soutenues contre les seigneurs, les insurrections des « arts jeunes » contre les « arts anciens », le sang versé et les représailles dans ces luttes...

Eh bien, non, je n'oublie rien. Mais, comme Léo et Botta, — les deux historiens de l'Italie médiévale, — comme Sismondi, comme Ferrari, Gino Capponi, et tant d'autres, je vois que ces luttes furent la garantie même de la vie libre dans la cité libre. J'aperçois un renouveau, un nouvel élan vers le progrès après chacune de ces luttes. Après avoir raconté en détail ces luttes et ces conflits, et après avoir mesuré ainsi l'immensité des progrès réalisés pendant que ces luttes ensanglantaient la rue, — le bien-être assuré à tous les habitants, la civilisation renouvelée, — Léo et Botta concluaient par cette pensée si juste, qui me revient fréquemment à l'idée :

« Une commune, *disaient-ils*, ne présente l'image d'un tout moral, ne se montre universelle dans sa manière d'être, comme l'esprit humain lui même, que lorsqu'elle a admis en elle le conflit, l'opposition. »

Oui, le conflit, librement débattu, sans qu'un pouvoir extérieur, l'Etat, vienne jeter son immense poids dans la balance, en faveur d'une des forces qui sont en lutte.

Comme ces deux auteurs, je pense aussi que « l'on a causé souvent beaucoup plus de maux « en imposant la paix, parce que l'on alliait en- « semble des choses contraires, en voulant créer « un ordre politique général, et en sacrifiant les « individualités et les petits organismes, pour « les absorber dans un vaste *corps sans* couleur « et sans vie. »

Voilà pourquoi les communes, — tant qu'elles ne cherchèrent pas elles-mêmes à devenir des Etats et à imposer autour d'elles la soumission « dans un vaste corps sans couleur et sans vie » — voilà pourquoi elles grandissaient, *sortaient* rajeunies de chaque lutte et florissaient au cliquetis des armes dans la rue; tandis que, deux siècles plus tard, cette même civilisation s'effondrait au bruit des guerres enfantées par les Etats.

Dans la commune, la lutte était pour la conquête et le maintien de la liberté de l'individu, pour le principe fédératif, pour le droit de s'u-

(1) Voir les numéros 34, 38, 39 et 40.

nir et d'agir; tandis que les guerres des Etats avaient pour but d'anéantir ces libertés, de soumettre l'individu, d'annihiler la libre entente, d'unir les hommes dans une même servitude vis-à-vis le roi, le juge, le prêtre, l'Etat.

Là gît toute la différence. Il y a les luttes et les conflits qui tuent. Et il y a ceux qui lancent l'humanité en avant.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

RETAPAGE

De temps en temps, pour nous démontrer qu'ils existent et qu'ils servent à quelque chose, les officiels mettent solennellement en train le retapage de quelque vieille antiquaille.

Puis, après s'être un peu démenés et nous avoir bien fait attendre, l'air très essoufflé d'un si gros effort, ils nous servent, avec non moins de fracas, leur fausse couche sous le nom de réforme importante.

Tels ces clowns qui, pendant que toute la troupe du cirque est en mouvement pour emporter le matériel de la représentation, font semblant, eux aussi, de pousser à la roue, s'épongent le front avec affectation, font sauter veste et gilet : à vrai dire, ils gênent au lieu de travailler.

Un clown qui paraît très affairé en ce moment, c'est celui de l'instruction publique, le sieur Rambaud. Pensez donc : le grand réformateur s'occupe à recrépir cette masure décrépite s'il en fut, le baccalauréat. Commissions et sous-commissions de s'agiter, et Rambaud de les mener. Que sortira-t-il de tout cela? Du vent.

Tous ces retapeurs, qui sont en même temps des tapeurs de première force, se rendent très bien compte que le baccalauréat est une vaste mystification; que le fameux parchemin n'est très souvent qu'une vulgaire peau d'âne, et que nombre de gens qui ont quelque chose dans la cervelle s'en passent à merveille, voire même n'ont jamais pu l'obtenir.

Mais, que voulez-vous? c'est un genre de commerce — papeterie de luxe — qui rapporte gros à l'Etat; puis, c'est un excellent moyen de conserver l'importante gérance de l'instruction publique au même Etat, fabricant de programmes et distributeur de chevrons universitaires. Et, par ricochet, cela entretient l'amour du galon, âme de la société présente.

Seulement, comme on commence, depuis un certain temps, à cogner un peu fort sur la peau d'âne en question, et qu'à la fin elle pourrait crever, nos hommes d'Etat, intéressés à ce qu'elle demeure intacte, consentent à quelques changements superficiels, qui ne changeront rien du tout. Il n'en faudra pas plus pour tromper la faim des braillards et des gobeurs; et le baccalauréat sera de nouveau sauvé (avec la société, par surcroît), et il aura encore de longs jours à vivre.

Voici le truc prestigieux qu'ont imaginé cette fois nos bateleurs.

Chaque élève est pourvu d'un livret scolaire qui le suit dans tout le cours de ses classes et où tous les professeurs tour à tour déposent leurs notes et leurs observations. Ils ont donc trouvé très ingénieux de faire espérer aux professeurs qu'à l'avenir, aux examens du baccalauréat, il serait tenu le plus large compte de leurs appréciations personnelles; et que même, dans certains cas, elles pourraient dispenser le candidat exceptionnellement bien noté de telle ou telle catégorie d'épreuves. N'est-ce pas? de cette façon, le diplôme n'est plus un billet gagnant de loterie qu'on amène par hasard. Et, en outre, les professeurs ne sont plus amoindris : ils n'abdiquent plus devant les examinateurs.

Le fâcheux pour cette admirable combinaison est que les susdits livrets sont d'une complaisance! Il n'est pas d'élève, si cancre soit-il, auquel ils ne s'ingénient à trouver des qualités. Et plus leur poids serait grand dans l'attribution des grades universitaires, plus il en serait ainsi. Car comment voulez-vous que, de gaieté de cœur, on risque de contribuer à un échec dont on sera le premier à subir les conséquences?

Le devoir du professeur est de faire beaucoup de bacheliers : il y est tenu auprès des parents et auprès de l'administration. Voudriez-vous qu'il résistât à la tentation de recourir à un procédé de fabrication si commode? Rien que quelques mots à écrire et une signature à griffonner! Mais, s'il s'en trouvait un qui s'avisât de jouer au Caton l'incorruptible, ce serait contre lui une levée de boucliers générale, et sa classe serait bientôt vide d'auditeurs.

Tant mieux si cette grande facilité à délivrer des diplômes pouvait en produire un tel pullulement qu'il eût pour effet de discréditer une denrée si commune. Mais croyez-vous que MM. les professeurs de faculté se laisseront ainsi déposséder de leur privilège; et que, dans la comédie de l'examen, ils ne préféreront pas réserver à leurs plus humbles collègues le rôle effacé de figurants? Il est bien aisé de consulter pour la forme des notes accordées de même.

Conclusion. Tant qu'on n'aura point mis complètement au rancart le baccalauréat ou ses succédanés, il n'y aura point, à vrai dire, de professeurs, mais seulement de vulgaires empâteurs d'oisons, infime valetaille à la merci de ceux qui la paient.

Et comme ces derniers, c'est-à-dire les bourgeois et leur gouvernement, ont intérêt à les maintenir dans cette sujétion, il ne faut pas compter sur eux pour abolir ce titre de noblesse d'un nouveau genre.

Le baccalauréat c'est l'égalité apparente du bachelier déclassé, qui crève de faim, et du bachelier riche, qui s'est creusé un bon trou dans la magistrature, la médecine ou l'armée. C'est bien l'expression adéquate de notre hypocrite démocratie.

Pour qu'il disparaisse à tout jamais, il est indispensable que les professeurs n'en aient pas eux-mêmes le fétichisme; et que, dans un fier élan d'énergie individuelle, ils envoient promener tous les gêneurs, officiels ou non, qui se penchent avec impertinence sur leur chaire, s'interposant entre eux et leurs élèves. Ce jour-là, ils auront créé l'enseignement libre, seul capable de former des hommes libres.

J. DEGALVÈS.

A NOS AMIS

Malgré tous nos efforts, nous voici encore retombés à la nécessité de paraître sans supplément.

De par l'esprit du journal, nous savons que nous sommes condamnés à un public restreint, et à ne nous infiltrer que très lentement. C'est un reproche qui nous a été fait souvent : « Vous n'êtes pas accessible à tous. » Nous le savons, mais ce que nous savons aussi, c'est que tels que nous sommes, nous avons accompli de la besogne, nous pensons en accomplir encore, et nous croyons à l'utilité de notre organe, tel qu'il est.

D'un autre côté, à côté de nous et des journaux existants, il y a place pour un autre organe qui, sans se perdre dans la politique ou la déclamation, reprendrait les idées d'une façon plus terre à terre, suivant de plus près l'actualité, de façon à attirer ceux que les développements d'idées ne suffisent pas à intéresser. Nous voulons combler ce vide. Voici la combinaison que nous avons imaginée, suscitée, du reste, par la conduite de nos amis du *Sozialist* de Berlin qui, à leur publication, ont annexé celle du *Pauvre Conrad*, journal populaire.

Nous aurions tous les dimanches notre numéro actuel, avec son supplément, mais, le mercredi, nous ferions paraître une petite feuille à 5 centimes, avec des articles traités d'une façon plus courante, mieux à la portée de ceux qui n'ont pas encore compris l'idée.

Mais, ne pouvant déjà paraître régulièrement, il nous est difficile de nous lancer dans un agrandissement sans avoir de quoi parer aux premiers frais. Il nous faudrait au moins 3.000 francs avant de partir.

Nous donnons ici l'idée *grosso modo* : que ceux qui la croient pratique nous fassent part de leurs réflexions, et que ceux qui le peuvent nous envoient leur obole. Nous ouvrons de ce jour la souscription. L'idée se développe, il y a à faire, et nous ne demandons qu'à aller de l'avant, pourvu que l'on nous aide.

J. GRAVE.

MOUVEMENT SOCIAL

RÉACTION. — Nous annoncions la semaine dernière que le ministre de l'instruction publique avait émis un avis défavorable à l'association existante des maîtres répétiteurs. Il a fait mieux : il vient de dissoudre cette association. Sous la République bourgeoise, « fille de la grande Révolution » qui proclama les droits de l'homme et du citoyen, un fonctionnaire, un salarié de l'Etat n'est plus un homme, un citoyen. C'est une machine, un fantoche à qui il est interdit de penser, de parler, d'agir, sinon pour saluer, se traîner à plat ventre, en répétant à satiété : « Brigadier, vous avez raison! » Et tous ces tyranneaux à l'esprit étriqué, ces fruits secs qui n'ont trouvé à leur nullité d'autre refuge que la politique, prétendent exiger de la part des fonctionnaires une adoration perpétuelle de leur superlative bêtise.

Les répétiteurs n'avaient commis aucun acte susceptible d'encourir un blâme quelconque même de la part du gouvernement le plus réactionnaire. N'importe! Il n'est pas bon de laisser des fonctionnaires s'unir. L'association est la bête noire des gouvernants.

Jules Guesde, dit-on, va interpeller le ministre à ce sujet. Le panégyriste de l'Etat-gendarme nous paraît être peu qualifié pour protester contre cette mesure tout à fait « étatiste ». Va-t-il, au cours de son interpellation, revendiquer pour les fonctionnaires la liberté d'association, de critique, etc.? Mais alors il démolira du coup tout le système social qu'il préconise depuis des années!

∴

LA POLICE. — On sait que nous vivons sous un régime où le respect de la liberté individuelle est la première préoccupation des agents de l'autorité.

La police, ayant entendu dire que quelques malfaiteurs se réunissaient quelquefois dans une crèmerie de la rue Saint-Séverin, ne trouva rien de plus simple que d'y faire une rafle et d'arrêter une cinquantaine de consommateurs dont le seul tort était de n'avoir pas de moyens d'existence. Car, on le sait, la pauvreté est un crime. Dans le nombre, cependant, se trouvaient quelques jeunes gens « déjà pourvus d'un casier judiciaire très chargé ». Depuis quand le fait d'avoir autrefois encouru des condamnations est-il un délit? Ce motif est, paraît-il, maintenant suffisant pour justifier votre arrestation. Du moins c'est la police qui l'affirme.

De plus, le bruit avait couru qu'au Dépôt tout ce monde avait été l'objet de mauvais traitements, qu'aucun aliment ne leur avait été distribué, etc. Un rédacteur de l'*Eclair*, qui s'est livré à une enquête, rapporte qu'au Dépôt on proteste énergiquement contre de telles imputations. D'après les greffiers du Dépôt, le personnel de l'établissement serait au contraire aux petits soins pour les détenus, au point que *la plupart ne demandent qu'à y revenir (sic)*.

Pour nous, qui connaissons pertinemment l'amé-

nité des gardiens et des greffiers de l'endroit, c'est avec une douce gaieté que nous avons lu ces déclarations écornillantes.

* * *

La Justice. — Un ouvrier, Jean-Marie Kerscaven, travaillant à Brest, a été arrêté le 21 octobre dernier, en vertu d'un mandat du juge d'instruction de Blois, pour assassinat. Après trois mois de prévention, ce juge sans gêne s'est aperçu qu'il s'était trompé et a purement et simplement remis en liberté le malheureux, qui dut retourner à pied jusqu'à Brest, car il n'avait reçu pour effectuer son retour que l'indemnité de route accordée aux voyageurs indigents. Il se trouve actuellement sans travail, ce qui n'est pas fait, sans doute, pour préoccuper le juge qui lui a fait perdre son emploi.

Un fait révoltant et qui donne la mesure du « jemenfoutisme » de ce magistrat modèle est le suivant. Pendant les trois mois que Kerscaven est resté en prévention, sa femme lui a écrit de nombreuses lettres pour lui dépeindre la terrible misère dans laquelle elle se trouvait, manquant de pain pour donner à son jeune enfant. Comme Kerscaven était au secret, ses lettres étaient interceptées par ce juge qui va rendre jaloux les bourreaux de Montjuich, et retournées par l'intermédiaire de la mairie de Brest.

A part ça, la magistrature est digne de tout notre respect.

* * *

Double assassinat. — Deux détenus des travaux publics, les nommés Souchon et Sueur, âgés de vingt-deux et de vingt-huit ans, condamnés à mort par le conseil de guerre de Constantine, pour voies de fait, ont été publiquement assassinés, samedi dernier.

Ces deux victimes de la peste militaire ont marché au supplice avec le plus grand courage. Dans leur inconscience, leurs juges et leurs meurtriers s'imaginent avoir fait un acte de haute justice ; ils ne pensent pas avoir commis un crime abominable. Cette double mort leur soit légère!

* * *

Grande Famille. — Jacopin, un soldat d'infanterie de marine, caserné à la Nouvelle-France, s'est suicidé d'un coup de fusil. Le malheureux, qui avait une compagne et quatre enfants, était désespéré de ne pouvoir subvenir aux soins de sa petite famille. L'autorité militaire croit dégager sa responsabilité en ajoutant qu'il avait, d'ailleurs, contracté les fièvres aux colonies, insinuant par là qu'il était un peu fou.

Et à qui la faute s'il a contracté ces fièvres en allant défendre aux colonies les intérêts de quelques capitalistes tranquillement assis le ventre à table ? Cette dernière réflexion, que l'autorité militaire ajoute en matière d'excuse, se retourne contre le système abominable qui fait perdre aux jeunes gens les plus belles années de leur jeunesse, soit pour leur faire faire les jacques sur les places publiques, pendant que leurs familles, s'ils en ont, crèvent de faim, soit pour les envoyer contracter aux colonies des maladies dont ils traînent, toute leur vie, le pénible fardeau.

* * *

Le nommé Bellieud, jeune bleu appartenant au 52e de ligne, à Vienne (Isère), s'est suicidé en se jetant dans le Rhône. Son cadavre, repêché quelques jours après, fut enterré sans que *les honneurs militaires* lui fussent rendus.

On ignore les causes de ce suicide. Probablement la joie d'avoir été transporté à 400 kilomètres de ses amis et le bonheur de faire partie de la « grande famille ».

André Girard.

* * *

Marseille. — L'on ne peut, dans la saison que nous traversons, ouvrir un journal sans voir dans la chronique locale cette rubrique journellement inscrite : « Drame de la misère. »

Deux nouveaux décès dus à la misère se sont produits dans la journée d'hier au chauffoir municipal.

C'est d'abord une femme âgée de trente-deux ans. La malheureuse était dénuée de toutes ressources.

Un peu plus tard mourait aussi un journalier âgé de quarante ans. Le médecin qui a constaté le décès a déclaré qu'il était dû à la misère.

Mais le plus révoltant est celui-ci :

Une mère de famille, jeune encore, malgré les rides qui creusaient son front, longeait les belles rues de la ville, passant devant les brillants magasins où tant de richesses sont étalées, rasant les riches maisons de la classe privilégiée; l'on eût dit que, dans ce quartier, tout conspirait à mieux faire ressortir son dénûment.

Mais, hélas! elle ne pensait pas à elle, la pauvre mère; son seul souci était le malheureux bébé qu'elle portait, sur ses bras, à moitié mort de froid. Elle courait vite, bien vite, croyant trouver un gîte pour abriter son enfant. Mais soudain un coup du mistral glacé, plus vigoureux que les autres, la força à s'abriter sous le péristyle d'une église; cette dernière rafale eut raison de la pauvre fillette qui expira dans les bras de sa mère.

Le chroniqueur conclut: « Victime de l'hiver. » Il convient de dire : « victime de notre organisation sociale ».

Mais de quoi se plaindrait-on? Marseille n'a-t-il pas un conseil socialiste qui vote 5.000 francs pour le cercle des officiers?

Est-ce que tout ne devrait pas être pour le mieux sous cette administration?

S. A.

Espagne.

Par suite de l'élévation du prix du pain, les ouvriers d'Aranjuez se sont révoltés et ont lancé des pierres contre l'hôtel de ville. Plusieurs arrestations.

« L'autorité civile a remis ses pouvoirs entre les mains de l'autorité militaire. » C'est dire que d'ici peu « l'ordre règnera » à Aranjuez, comme il règne à Barcelone.

Autriche.

Smichow. — Le journal *Volny Duch* cessant sa publication, il sera remplacé par *Volne Listy*, qui s'occupera principalement de la discussion scientifique des idées.

Les journaux camarades sont priés de bien vouloir faire l'échange.

Italie.

Foggia. — Notre camarade S. Merlino, qui avait promis de faire une tournée de propagande en Toscane, est allé, ces jours-ci, à Colle Val d'Elsa, à Poggibonsi et à Sienne sans être inquiété par les autorités de ces localités. Le 23 janvier, il était attendu à Florence, où il devait donner une conférence au Cercle socialiste. Après un voyage de douze heures dans un train omnibus, il arriva à la gare de Florence. Mais, à sa descente du wagon, il fut arrêté pour raison de « sûreté publique » et ramené à Rome le soir même.

Le public, qui attendait impatiemment notre camarade, apprit bientôt qu'il avait été ramené par la police et il en fut indigné.

Nous voudrions savoir si ces cyniques attentats à la liberté individuelle sont prévus par le code pénal italien.

Nous voudrions savoir aussi si le *galantuomo* di Rudini, qui, au temps où Crispi était au pouvoir, déclamait sur la violation de toutes les garanties constitutionnelles et se déclarait partisan de la *Ligue pour la défense de la liberté*, approuve maintenant l'abus commis par la police florentine contre le libre citoyen Saverio Merlino.

Roberto d'Angiò.

Angleterre.

La torture en Espagne : Meeting de protestation. — Le 28 janvier, dans la salle de la « Club and Institute Union », a eu lieu un meeting de protestation contre la torture en Espagne. Ont parlé : J. Perry (qui a donné lecture de tous les documents et des lettres adressées à la réunion par E. Carpenter, Walter Crane, H. S. Salt, Tom Mann, Keir Hardie, R. Blatchford, Constant Martin), H. Stockton, J. C. Kenworthy (un tolstoïen), H. Burrows (social-démocrate), P. Kropotkine, Louise Michel, J. Turner, N. Tchaikowsky, Andrew Hall, S. Mainwaring et un Français.

Nos sentiments au sujet de ces atrocités sont si unanimes dans tous les pays que je renonce à donner un résumé de chaque discours prononcé. On a examiné le passé de l'Espagne, les orgies du patriotisme (extermination des Maures, assujettissement des Pays-Bas, pillage et esclavage au Nouveau-Monde) et de la religion (l'Inquisition qui a toujours frappé la fleur du pays et dont témoignent des couches épaisses d'os humains retrouvés dans leurs cachots); néanmoins le peuple espagnol a gardé un vif amour de la liberté et est toujours prêt à l'action; témoin les insurrections de 1873, la Main Noire, Xérès et les événements successifs; l'acte de juin dernier atteignit en même temps l'*Etat* et l'*Eglise* et le vieux sang d'inquisiteur, qui coule en les veines de chaque prêtre, se reprit à bouillonner et demanda de nouvelles victimes.

Les nouvelles des tortures antérieures, publiées en 1895 (voir *El Proceso de un gran crimen*, par Juan Montseny), étaient alors trop éparses pour qu'on leur accordât une certaine créance; mais, cette fois, les témoignages sont surabondants, et sauf les nouvelles directes, il y a la confirmation indirecte donnée par l'absence de démenti et d'investigation sérieux et par l'expulsion de Paris des réfugiés espagnols.

Naturellement le but du gouvernement est manqué; au lieu d'éprouver de la répulsion, le public, qui ordinairement ne se serait pas soucié du procès, ressent de la sympathie pour les victimes et ses meilleurs éléments seront curieux de connaître les idées qu'on persécute à ce point; l'idée anarchiste ne peut que gagner du terrain.

Mais, et sur ce point tous les orateurs furent unanimes : Ne croyons pas que la torture et l'Inquisition soient si éloignées de nous que l'Espagne. Non, *chaque prison est une torture et une inquisition*. Songez aux tortures que, par des années de prison solitaire, infligent chaque jour nos juges. Pensent-ils jamais aux tortures, à la faim et à la misère qu'ils imposent par leurs condamnations aux femmes et aux enfants des prisonniers?

Et l'on a parlé des horreurs des prisons *anglaises* que ces dernières semaines ont dévoilées. Un prisonnier s'enfuit de Dartmoor; on aurait pu le reprendre, mais on trouva plus commode de tirer sur lui presque à bout portant et de le *tuer*; cet assassinat fut reconnu *légal et légitime*.

Un autre prisonnier sort d'une prison du Nord, par la porte laissée ouverte par la négligence du gardien; on le reprend et il est *fouetté presque à mort*. Un certain nombre de prisonniers politiques irlandais sont toujours emprisonnés solitairement depuis 1883; quelques-uns furent libérés l'été dernier; presque tous avaient *la santé délabrée ou étaient devenus fous*. Il s'est trouvé deux Anglais, membres du Parlement, Sir Henry Howorth et James Lowther, qui, cette semaine, ont protesté au Parlement contre l'élargissement des prisonniers, et le ministre, en réponse à ces immondes personnages, a dit qu'il ne libérerait aucun des prisonniers irlandais, sauf en cas de mort ou de folie imminentes. Voilà pour l'Angleterre, et l'on peut en dire autant de chaque pays; il n'y a qu'un mois que l'anarchiste Neve est mort dans les prisons allemandes après dix ans de détention, etc.

L'orateur social-démocrate a dû admettre que la politique était bien impuissante et secondaire en face de tels faits et il s'est étonné du silence d'Emilio Castelar, dont les discours, d'une rhétorique parfaite, l'avaient si enthousiasmé dans sa jeunesse.

Tous ont conclu à la nécessité de l'abolition d'un système qui se maintient par les mensonges du politicien et du prêtre et par la torture du bourreau et du geôlier et de leur patron commun, du monopoliste affameur du peuple.

N.

Suisse.

Berne. — Une petite fille de neuf ans, placée en pension, par les soins d'une institution de charité, chez les nommés Santschi, à Sigriswyl, s'est enfuie de chez ses adjudicataires, avec l'intention de retourner chez son père à Frütigen. C'était la quatrième fois que la fillette tentait de s'échapper; on ne savait ce qu'elle était devenue, lorsque au bout de dix jours on la retrouva dans une cabane abandonnée : elle avait les pieds et les mains gelés et était presque morte de faim. Conduite dans un hôpital, il a fallu lui faire l'amputation des deux jambes, mais l'enfant n'a pas pu supporter l'opération, et a succombé.

L'*Intelligenzblatt* de Berne affirme que, dans cette affaire, la conduite du pasteur de Sigriswyl a été inhumaine : cet ecclésiastique, un certain von Steiger, recommandait à la femme Santschi de battre l'enfant.

Le conseil de paroisse de Sigriswyl avoue que le

prêtre protestant — estimant que la Santschi ne frappait pas suffisamment l'enfant — a plusieurs fois fouetté la malheureuse fillette et la sœur de cette dernière. Cet aveu est extrait d'une protestation du dit conseil de fabrique, dans laquelle ses membres déclarent que Steiger « s'est consacré avec beaucoup de bonté et de persévérance à la tâche ingrate de ramener au bien une enfant profondément vicieuse ». Pour ceux qui connaissent l'influence énorme dont dispose tout ecclésiastique protestant dans les campagnes du canton de Berne, les protestations des paysans du conseil de fabrique vaudront juste ce qu'elles doivent valoir. Tous, certes, admireront cette pieuse méthode pour ramener au bien une enfant de neuf ans ; à coups de trique, ce que la langue verte du prédicantisme tait aux profanes ; or cette bastonnade ne doit pas être tue, car elle relève la vigueur avec laquelle « la tâche ingrate » a été officiellement accomplie sur la personne des deux fillettes.

Qu'un réprouvé des autorités comme l'était Jésus frappe à coups de fouet les vendeurs du Temple, ça ne manque pas de virilité ; ces boutiquiers étaient des gaillards en état de se défendre ; mais qu'un officier de rite salarié avec l'argent de tous fouette des petites filles... pouah !

Pauvres victimes ! Elles ont le malheur de naître pauvres et de faire leurs premiers pas dans le vagabondage et la mendicité, parce que leurs parents sont impuissants à obtenir par le travail la subsistance de leurs enfants, ou parce que, poussés à l'alcoolisme par excès de misère, ils sont tombés trop bas pour élever leur progéniture.

Il y a, dans le canton de Berne, 11.372 enfants auxquels les parents sont dans l'impossibilité de fournir la nourriture et le vêtement.

*
* *

Pour avoir encaissé quelques francs, à valoir sur des abonnements qu'il n'aurait pas eu, dit-on, l'autorisation de contracter, — en pareil cas, ne faut-il pas noircir la victime pour blanchir les sbires de justice ? — un colporteur, N. S..., a été arrêté et emprisonné à Uetendorff. Le lendemain matin, quand on ouvrit la cellule, elle était pleine de fumée et N. S... était mort. Ses appels n'ont pas été entendus, ce malheureux a été brûlé vivant.

Quant aux causes de l'incendie, elles sont inconnues, ou plutôt on a des raisons pour ne pas les faire connaître au public.

Ah ! si N. S... avait été riche et qu'il eût, comme le piétiste Rochat de Lausanne, fait bouillir vivantes vingt-six personnes, à seule fin d'augmenter ses revenus et ceux d'autres capitalistes, que d'égards, que de soins les hirondelles de potence auraient prodigués à sa personne ! M. Rochat, le riche directeur de la Compagnie de Navigation, en a fait l'expérience concluante.

X.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le premier tirage de l'*Incorruptible* n'ayant pas suffi à satisfaire aux demandes, les camarades viennent d'en faire un nouveau. Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 3 fr. 50 le cent ; le numéro, 5 centimes.

*
* *

Les camarades qui peuvent disposer de livres sont priés de les envoyer à Térésa Ferradas, Olivo 39, 1º, 1ª, Barcelone, qui les remettra aux prisonniers pour qui ce sera une distraction d'avoir quelque chose à lire. Recommander les envois pour être sûr qu'ils parviennent.

*
* *

Groupe d'études sociologiques et littéraires des Vᵉ et VIᵉ arrondissements, 14, rue Mabillon, Paris. — Lundi 15 février, à 9 heures du soir, réunion du groupe. Causerie par F. Pelloutier.

Sujet traité : « Y a-t-il une morale dans l'anarchie ? »

Le groupe se réunit tous les lundis à 9 heures du soir.

*
* *

Aux camarades du XVIIIᵉ. — Dans le but de donner plus d'essor à la propagande, des camarades ont fondé un groupe révolutionnaire. Nous y invitons tous ceux qui estiment qu'anarchie ne signifie pas apathie et que, pour avoir la liberté, il est nécessaire de lutter pour la conquérir.

C'est aux mâles, aux ardents que le groupe s'adresse et nous espérons que notre appel sera entendu.

Samedi 13 courant, à 8 heures du soir, café des Artistes, 11, rue Lepic, au premier, réunion du groupe de propagande révolutionnaire *les Chercheurs*.

*
* *

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIᵉ. — Samedi 13 février, à 9 heures précises, au nouveau local.

*
* *

Dimanche 14 février, salle Lenoir, 35, rue des Meuniers (12ᵉ arrondissement), à 2 heures, grande réunion publique et contradictoire.

Sujet traité : *L'Anarchie et les Crimes de la religion.*

Orateurs inscrits : Prost, Girault, Lelieur, etc.

*
* *

Les *Libertaires de Grenelle* se réunissent boulevard de Grenelle, près de la rue du Commerce, chez Bera, tous les jeudis et dimanches, à 9 heures. Causerie par un camarade.

*
* *

SOLIDARITÉ. — On nous communique une lettre de la compagne de Vaillant. Repoussée de toutes parts, parce que compagne de Vaillant, elle est à la veille de manquer d'abri et de nourriture. Il y a là un acte de solidarité à accomplir que nous signalons aux camarades.

Nous lui avons fait parvenir 20 francs que nous a remis Séverine.

Adresser les fonds à Mme Marie Rémond, qui est le nom de fille de la compagne, 24, rue Berzélius, Paris.

*
* *

Les camarades d'Angers et des environs désireux d'étudier la question sociale sont invités à venir la discuter tous les samedis soir, à 8 heures, chez le marchand de vins, 68, faubourg Saint-Michel, à Angers.

*
* *

AMIENS. — Grande soirée familiale et artistique organisée par les Libertaires d'Amiens à l'Alcazar, le 20 février, à 8 h. 1/2.

Concert ; conférence par Tortelier ; bal de nuit.

La Grève des Teinturiers, pièce inédite en un acte.

Tombola splendide, lots merveilleux.

Tous les libertaires sont spécialement convoqués, dimanche 14 février, au « Cent de piquet », faubourg du Cours, à 6 heures du soir, pour les dernières dispositions à prendre.

*
* *

MARSEILLE. — Dimanche, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale, concert et bal, au café Briant, rue Bleue, 78, au bénéfice de la propagande. Entrée : 30 centimes.

Les camarades se réunissent au bar du Midi, quai du Port, nº 10, le dimanche après-midi, dans la salle du premier étage.

*
* *

BRUXELLES. — *Cercle d'études sociales*. — Lundi 15 février, à 8 h. 1/2 du soir, aux Deux Nègres (Distillerie Monico), rue de la Colline, conférence par le citoyen T. Ludovic.

Sujet : *Les Tendances du socialisme* (suite).

Samedi 20 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, au même local, conférence par un camarade du groupe.

Sujet : *La Mort de Jésus.*

Les deux conférences sont contradictoires.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître :

Aspects, d'Adolphe Retté, à la bibliothèque de la *Plume*, 31, rue Bonaparte. C'est un recueil des articles de critique littéraire parus dans la *Plume*. Notre collaborateur a su se servir de ce moyen pour faire parfois de véritables articles anarchistes.

Nous avons reçu :

La Pâture, par H. Rainaldy, 1 vol., 3 fr. 50, Société d'édition libre des Gens de lettres, 12, rue d'Ulm.

Dynamiet en Pijnbank, brochure à 5 centimes, Amsterdam.

Les Porteurs de torches, roman par Bernard Lazare, 1 vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Circulaire nº 10 A du *Musée Social* : Une grève dans l'industrie de la confection, Berlin 1896 ; au *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Le Moi éternel, par J. Laurence, Société d'éditions littéraires, 4, rue Antoine-Dubois.

Au delà des forces (seconde partie), drame en quatre actes, par Bjornstjerne-Bjornson, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, galeries du Théâtre-Français.

L'imprimeur vient enfin de nous livrer : **Entre Paysans**, *cette brochure de Malatesta, une des plus demandées de notre collection.*

Nous l'avons expédiée aux camarades qui nous l'avaient demandée. Nous la tenons à la disposition des camarades, toujours aux mêmes conditions : 0 fr. 10 dans nos bureaux ; 0 fr. 15 franco, — *6 francs le cent aux groupes et dépositaires.*

PETITE CORRESPONDANCE

L., au Mans. — Bon.

C. B., 87, B. N. — Tout a été expédié : il était trop tard pour vous répondre dans le numéro de la semaine passée. Pour les volumes, il serait prudent d'ajouter 0 fr. 25 pour recommander.

J. B. — Lu *P. Brindorge*. Trop plat tout de même.

V. H., à Zizkow. — Brochures expédiées. Echangerons avec plaisir.

R., à Neuchâtel. — Ai expédié les numéros manquants. Veillerons à l'expédition.

G. A. — Reçu *Réalisation*. Pas mal, mais il contient une erreur en attribuant la création de la religion à l'autorité ; le contraire serait plutôt vrai, en admettant qu'elles ne se soient pas développées parallèlement.

Au camarade qui nous a envoyé l'extrait de *Dans le ciel* et *Sur la terre*, de Flammarion — Cela a été publié page 76 du 2ᵉ volume du *Supplément* de la *Révolte*.

R., à Nîmes. — J'ai fait erreur pour le volume. Je croyais que c'était vous qui l'aviez demandé.

F. M., à Palermo. — Oui, pouvons vous l'envoyer.

J. M. — La *Société Nouvelle* a cessé de paraître au mois de janvier, mais elle va être remplacée par l'*Humanité Nouvelle*. Je n'ai pas les œuvres de Clémence Royer et ne sais où elles sont éditées.

P., à St-Etienne. — Les 10 brochures de l'*Art Social* sont-elles à expédier, ou est-ce le paiement de brochures reçues ?

Jeunesse Internationaliste de Marseille. — Nous avons à vous remettre 0 fr. 30 de chansons pour P., de Saint-Etienne. Faites-vous-les payer par le camarade C., qui vend le journal, ainsi qu'une collection à nous expédier.

H. O. — Lu les *Sans-Travail*. Nous semble contenir une erreur, en attribuant aux chefs socialistes des paroles de mépris pour les sans-travail. Sur quels documents vous appuyez-vous ? Il y a assez à leur dire sans inventer

B., à Angers. — Nous mettons 5 exemplaires de plus. Aie l'obligeance de les remettre au lib. Duv.

A. B., Marseille. — Bien reçu. Aurez réponse dans quelque temps.

Reçu pour les enfants de Mignot : W. G. Ts. 1 fr.

Reçu pour le journal : R., Nîmes, 2 fr. — Jean Misère, 20 fr. — Gj., 5 fr. — *Vente de vieux timbres*, 8 fr. — E., à Cette, 0 fr. 90. — W. G. Ts., 2 fr. 40. — J. M., 1 fr. 90. — N. F. V., 5 fr. — B., 5 fr. — *Vente vieux timbres*. 1 fr. 50. — Une vieille bête qui était restée aveugle jusqu'à 48 ans, 2 fr. 50. — D., à Saint-Quentin, 1 fr. — P. M., à Saint-Mandé, 4 fr. — L. S., rue J. de B., 5 fr. — Un petit proprio d'Epiais-Rhus, 5 fr. — V. B. Paris, 1 fr. 85. — Merci à tous

G. B., à Paris. — C. B. 87 B. N. — B., à Angers. — M. L., à Guerpont. — H., à Bordeaux. — B., à Nancy. — V., à Quevaucamps. — M., à Nonancourt — S., à Roubaix. — S. P., à Bordeaux. — C., à Nancy. — R., à Neuchâtel. — B. R., à Hyères. — B. E., à Pise. — G., à Apt. — G., à Grenoble. — L., à Chaux-de-Fonds. — M., à Constantine. — V., à Nîmes. — B., à Nantes. — V., à Reims. — B., à Angers. — N., à Verviers. — S., à Roubaix. — C., à Houssaye. — D., à Bruxelles. — L., à Seraing. — C., à Toulon. — C., à Marseille. — V., à Alger ; G., à Carmaux ; L., à Launoy ; B., à Limoges ; R., à Nouzon (par le *P. P.*). — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Verviers

Chez Nizet, 69, rue Coroumeuse.

On y trouve également le *Libertaire* et le *Père Peinard*.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 43 DIX CENTIMES DU 20 AU 26 FÉVRIER 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'abondance de copie nous force à renvoyer au prochain numéro la suite de l'article : « L'ÉTAT, SON ROLE HISTORIQUE », *de notre ami Kropotkine.*

ENCORE LE RETAPAGE

Je fais amende honorable au projet Rambaud. Je disais qu'il ne changeait rien : il change quelque chose.

Il crée un jury d'examen où entrent des agrégés et d'où sont systématiquement exclus les simples licenciés. Nouvelle semence de division jetée entre des catégories de professeurs dont les intérêts, au fond, sont communs.

Les professeurs de collèges ou de lycées sont également rivés à la chaîne officielle des programmes et des baccalauréats. Mais à ceux-ci on jette en pâture un vain mandarinat : on veut bien brillanter d'un clinquant superficiel leur collier, pour qu'ils le sentent moins.

Quant aux autres, les limoniers subalternes, ils garderont toujours leurs vieux harnais tels quels. Une distinction n'en serait plus une, si tout le monde en bénéficiait.

Puis, si tous ces exploités finissaient par s'entendre, par se rejoindre à travers tant de barrières artificielles élevées autour d'eux ! Vite, il faut agrandir encore l'intervalle qui les sépare.

Les Grecs et les Romains avaient raison de leurs esclaves en mettant ensemble ceux des pays les plus éloignés, et en produisant ainsi parmi eux la confusion des langues. La vanité est peut-être une source de malentendus plus féconde : c'est un instrument de dissociation plus sûr que toutes les circulaires ministérielles interdisant les associations de professeurs ou autres.

Au besoin, le machiavélisme gouvernemental, après avoir tout fait pour brouiller les cartes, aura le toupet d'intervenir, sous prétexte de les remettre en ordre. Et, paternellement (oh combien !) il reprochera aux professeurs du collège d'Epernay de rompre, par un schisme, l'harmonie de la grande famille universitaire.

N'a-t-il pas osé adresser la même admonestation aux répétiteurs, ces parias de l'enseignement ?

Rambaud trouve sans doute que, chez ceux-ci comme chez ceux-là, l'abnégation, « *le don de soi* », qualités essentielles pour l'éducateur, ne sont pas suffisamment développés. Quant à lui, ministre, il ne se hâte pas de leur donner l'exemple : il préfère de beaucoup le *don des autres.*

J. DEGALVÈS.

L'ANARCHIE ET LE COMMUNALISME

IL Y A CENT ANS

Parmi tout le fatras de la littérature politique qui se produisit en France de 1789 à 1800 et qui constitue tout le bagage de nos républicains modernes, sous le nom pompeux et surtout vide de sens de « traditions révolutionnaires », il se rencontre pourtant certains documents décelant, à l'honneur de la Révolution française, que ce n'est point chez les célébrités de cette grande époque qu'il en faut chercher le sens et la réelle portée.

Sans doute, les illustrations des divers partis qui se succédèrent sous le couteau de Guillotin : Condorcet et Vergniaud avec les *girondins*, Anacharsis Clootz et Hébert avec les *anarchistes*, Danton, Camille Desmoulins, puis Robespierre et Saint-Just avec les *montagnards*, demeureront de grandes figures dans l'histoire de la France républicaine d'alors. Mais, à l'exception de Condorcet, l'auteur de l'impérissable rapport sur « l'Organisation de l'instruction publique », on ne trouve chez aucune des grandes intelligences que nous venons de citer la vraie conception révolutionnaire :

« Substituer à l'autorité plus ou moins intéressée d'un seul, ou même de plusieurs, la liberté individuelle reposant sur la solidarité consciente des intérêts de tous. »

Cependant on rencontre de formelles preuves de cette préoccupation chez des citoyens presque inconnus, dont nous croyons intéressant, pour les lecteurs des *Temps Nouveaux*, de reproduire ici la pensée.

La Convention nationale, — de plus en plus avilie — ayant été envahie par le peuple de Paris le 2 *prairial* an III (1795), discutait des moyens coercitifs et légaux qui devaient empêcher le retour de semblables *accidents;* les partisans et les promoteurs de ces lois répressives et liberticides arguaient, — comme toujours — pour en obtenir le vote, de la présence des « factieux royalistes » parmi les envahisseurs du 2 prairial.

Un représentant du département de l'Aisne, le citoyen LAURAGUAIS, de *Chauny*, demeuré jusque-là à peu près ignoré, prend alors la parole en ces termes (nous citons textuellement) :

« Législateurs !

« Beaucoup de décrets ont prouvé jusqu'ici « que la majorité a cru pouvoir convertir toujours sa *volonté* en *loi*. — Il est facile de reconnaître qu'une loi ne peut être qu'une vérité « spéculative adoptée par la législature et à « laquelle elle imprime un mouvement et un « effet dans la société.

« Si le corps législatif décrétait que *la Seine* « *coule à Paris*, ou que *deux et deux ne font pas* « *quatre*, il mettrait ce fait ou cette erreur sous « forme extérieure de lois et nullement sous « leur empire véritable. Tout le monde, en ce « cas, ne serait-il pas forcé de convenir de l'absolue nullité de ces lois, parce que la première « serait complètement inutile et que la seconde « serait complètement absurde?

« Cessez donc de confondre les vapeurs d'une « fausse métaphysique avec la réalité des sensations du Peuple..........

« Surtout ne soyez pas dupes de l'équivoque « qui semble parfois réunir les « factieux » et « les *malheureux*.

« Si les factieux demandent du pain pour avoir « un roi, le Peuple, lui, demande un roi pour « avoir du pain. — N'allez pas conclure de là « qu'il pense à la monarchie; ne lui supposez « pas des idées, des principes qu'il n'a point.

« Pour lui, toutes les causes des révolutions « sont renfermées dans l'expression de la souffrance, ou dans celle de l'espérance : *Nous* « *sommes mal. Voyons si nous serons mieux ou* « *pire*.

« Voilà trois mots contre lesquels échoueront « toutes les illusions et même l'imposture de « ne lui parler que de sa *souveraineté*, car dès « qu'il a découvert que c'est une imposture, il « répond comme Sosie : *Je ne veux plus être le* « MOI *qui rosse constamment* MOI...

« Sous une dénomination quelconque, le « Peuple veut être heureux, et *a le droit de l'être*, « lui, qui compose son bonheur du travail lui « assurant son existence et du repos qui l'en « fait jouir. »

(Discours de Lauraguais à la Convention nationale le 1er floréal an III-1795.)

Quoi de plus net et de plus précis que cette image du Peuple — le Sosie de Molière — las de recevoir les coups qu'on lui administre au nom de son ironique souveraineté! et combien juste cette pensée que la souveraineté dont on affuble le Peuple n'a d'autre effet que de continuer, au nom de sa prétendue volonté, les incessantes et multiples exactions dont il est l'éternelle victime?

Plus tard, en l'an VIII (1800), alors que ceux qui devaient, à deux années de distance, livrer la République à Bonaparte, avaient l'impudence de présenter au peuple français une nouvelle constitution, sous le couvert de laquelle ils s'apprêtaient à l'étrangler, un obscur médecin de campagne, DURAN, de *Saint-Girons* (Hautes-Pyrénées), publiait une brochure sous ce titre : « *La République démocratique ou la Constitution de l'an 50* » — c'est-à-dire de l'an quelconque.

Cette brochure contenait le plan d'une organisation politique et sociale nouvelle en France.

Cette organisation reposait sur l'autonomie communale dans laquelle l'individu devait évoluer librement dans tous les actes le concernant étroitement.

L'individu libre dans la commune libre.

Celle-ci libre dans l'agglomération cantonale ou « vallée » (suivant l'expression du montagnard pyrénéen).

Le canton libre dans la région ou agglomération de groupes cantonaux fédérés librement d'après leurs convenances et leurs intérêts locaux.

Enfin la nation ou groupement de toutes les régions ou fédérations, agissant au mieux des intérêts collectifs de tous les groupes secondaires, et dans le cercle étroit de ces mêmes intérêts, toujours consultés préalablement.

A ces conditions seulement, concluait le docteur Duran, la souveraineté du peuple et de chaque individu ne sera plus un impudent mensonge, et il ajoutait : « L'homme, les individus « et les peuples peuvent parvenir à un haut « degré de bonheur; pour cela, ils doivent se « méfier de leurs chefs et ne compter que sur « eux-mêmes. »

Décidément le proverbe a raison : *Rien de nouveau sous le soleil!*

En 1871, le 26 mars, les délégués de Paris à l'Hôtel de Ville, par la voix de leur président d'âge — le citoyen Charles Beslay, et presque dans les mêmes termes, inauguraient le mandat qui venait de leur être confié de fonder la commune de Paris et le régime communaliste en France.

Et dire qu'il y a des gens qui croient à la propriété de l'idée!

G. Lefrançais.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Le hussard Agostini, en garnison à Marseille, se trouvant malade à la suite d'une indigestion, se vit infliger huit jours de prison par le médecin-major, à la visite duquel il s'était présenté. Au cours d'une des dernières nuits qu'il passa à la chambrée, Agostini fut pris d'une fièvre intense et d'un délire si violent qu'il réveilla tous ses camarades. Un officier, informé du fait, donna l'ordre aux anciens, si le malade recommençait, de le mettre dans le couloir. Ainsi fut fait la nuit suivante et le malheureux dut passer la nuit en chemise, grelottant de fièvre et de froid, dans les couloirs de la caserne. Comme, dans son délire, il s'était souillé de matières fécales, on trouva très ingénieux, et « très rigolo » sans doute, de le bouchonner à l'eau froide. Ce traitement eut pour effet de causer la mort du pauvre hussard.

L'autorité militaire a, paraît-il, fait une enquête. Et savez-vous quel est le résultat de cette enquête? Je vous le donne en mille!...

Agostini est mort des suites d'une indigestion *qu'il s'est donnée volontairement* pour se faire porter malade!

Il vaudrait mieux se taire que d'imaginer des réponses aussi grotesques. Outre qu'on ne peut ainsi se donner des indigestions à volonté, même en supposant que l'indigestion d'Agostini fût volontaire, elle exigeait d'autres soins que huit jours de prison et qu'une aspersion d'eau froide, puisque le malade en est mort.

Le Ramollot qui a imaginé cette version burlesque n'avait pas songé à cela. Volontaire ou non, un malade en danger de mort *doit être* soigné; c'est de l'humanité élémentaire, et tout mauvais traitement à son égard, pouvant déterminer la mort, est tout bonnement comparable à un assassinat.

⁂

Le conseil de guerre du 15e corps a condamné à mort le soldat Ancelin, Jean, pour avoir, dans la nuit de Noël, *étant en état d'ivresse*, frappé son caporal de deux coups de poing.

L'ivresse n'est pas une excuse pour ces rigides juges militaires. Ces vieilles culottes de peau, qui s'alcoolisent d'absinthe jusqu'à l'apoplexie, n'admettent pas un mouvement de vivacité de la part d'un homme à qui la boisson a fait perdre le sens. La mort est là juste peine pour un tel forfait. Au moyen âge, « époque d'obscurantisme », faisait-on pire?

La Police. — Six individus causèrent quelque tumulte chez un marchand de vins de Grenelle. Celui-ci alla chercher des gardiens de la paix. Une lutte s'engagea entre ces derniers et les consommateurs en question. Au cours de la lutte, un gardien de la paix tira à bout portant un coup de revolver à l'un d'eux et l'atteignit en plein front. Il mourut peu après.

La police croit se garantir de tout blâme en prétendant que les adversaires des gardiens de la paix étaient des gens « sans aveu » et que celui qui a été tué par le revolver de l'agent avait notamment encouru deux condamnations.

Que la victime fût ou non digne d'intérêt, je l'ignore. Mais le fait d'avoir un casier judiciaire ne suffit pas, il me semble, pour mériter la mort. D'autant plus que l'agent meurtrier était peut-être peu renseigné sur la moralité de son adversaire.

Mais voilà! Cela suffit, tout le monde se déclare satisfait lorsque, pour excuser ses crimes, l'autorité nous offre des bourdes pareilles. L'assassinat, d'après cette théorie, serait ou non répréhensible suivant la moralité de la victime. Mais alors, je connais beaucoup de gens dont le meurtre devrait mériter les plus hautes récompenses, car il débarrasserait diablement la société.

André Girard.

⁂

Vaucluse. — Sur cent paysans, soixante environ sont propriétaires. Leur bien, qui ne dépasse guère un ou deux hectares, est principalement planté de vignes qui leur rapportent de 5 à 6 0/0 de revenu annuel sur le prix de leur terrain. Evaluez l'hectare à 6.000 francs et vous verrez quel est le revenu annuel de ces petits propriétaires. Les quarante restants travaillent à la journée, soit pour les gros, soit pour les petits propriétaires qui ne veulent pas « faire valoir » eux-mêmes. Le nombre de ces derniers est limité.

Quelques-uns d'entre les petits propriétaires vont, leur travail fini, chez les autres propriétaires faire leurs cinquante sous par jour.

Tous sont assez indépendants, car il est peu ici de véritablement misérables. Ce bonheur relatif crée un état d'esprit assez agréable au point de vue anarchiste, mais rend la situation du gros propriétaire assez difficile. Il a cet autre résultat que l'argent ne représente à leurs yeux d'autre valeur que celle du bien-être immédiat qu'il peut leur procurer, tel que l'avantage de faire un bon dîner, etc. L'idée d'une exploitation capitaliste à l'aide de cet argent n'est qu'à l'état très vague en leur esprit. Sans doute, la possession de l'argent leur procure l'occasion de faire faire leur culture par d'autres, mais le peu de résultats que donne ce système les en dégoûte vite. En effet, en raison du peu de concurrence qui existe parmi les ouvriers agricoles à l'encontre de ce qui se passe dans les villes, ils pratiquent le sabotage, consciemment ou inconsciemment; ils font mal certains travaux, espérant que, l'année suivante, ils seront à recommencer.

Pour conclure, voici ce que j'ai cru observer : c'est que le système d'exploitation agricole capitaliste ne donne pas la moitié de production que donnerait l'exploitation directe du sol par la masse.

J. Crémieux.

⁂

Troyes. — Les galonnants s'en payent à cœur joie; la semaine dernière, le lieutenant-colonel *Bonnot* se croisait dans la rue du Temple avec deux militaires quand, tout à coup, il prétendit, plutôt à tort qu'à raison, qu'un des soldats ne l'avait pas salué. Il les appela auprès de lui; ces derniers, apeurés par la perspective d'un châtiment, cherchèrent à s'esquiver. Au lieu de fermer les yeux sur cette légère escapade, le lieutenant-colonel les poursuivit, après avoir ramassé une superbe pelle dans la boue; un imbécile, comme il y en a toujours, dans un instinct policier et bestial, se jeta *courageusement* sur un militaire et le remit à son supérieur, lequel frappa le pauvre militaire au genou avec le fourreau de son sabre.

Le coup avait été si violent que le pauvre garçon, la rotule en capilotade, dut se faire soigner de suite chez un docteur de la ville. On ne sait si le Ramollot brutal s'en tiendra là : c'est peu probable.

⁂

La presse vendue, qui fonctionne aussi bien à Troyes qu'ailleurs, a relaté la semaine dernière, sans aucun commentaire, la condamnation du cavalier Sénéchal, du 12e dragons, à deux ans de prison, pour *refus d'obéissance*.

Voici le grave motif. Ce pauvre garçon, atteint de rhumatismes articulaires, était en traitement à l'infirmerie, car il souffrait depuis quelque temps. Or, le médecin-major lui ayant *ordonné* de reprendre son service, le malheureux infirme répondit qu'il ne pouvait pas. Sur ce, on trimballa le pauvre militaire à la prison, où, jusqu'à sa condamnation, il ne cessa de réclamer une contre-visite, qui lui fut refusée. Les Ramollots se taisent sur cette affaire, aussi bien que sur celle de la mort du soldat Cazeau, du 19e bataillon de chasseurs à pied, au sujet duquel le major, interrogé, répondit par le silence le plus absolu, sans vouloir fournir aucune explication.

⁂

Rouen. — Nous avons eu, lundi dernier, une conférence sur « les crimes de Dieu et la religion de l'humanité ». Le camarade Guerdot a été très applaudi. Ensuite le camarade Bordenave est venu protester contre l'attitude des journaux, et notamment du *Patriote de Normandie*, qui non seulement ont gardé le silence sur l'inquisition d'Espagne, mais ont même nié les persécutions.

Une vingtaine de membres de la jeunesse catholique, qui étaient présents, n'ont soufflé mot pour défendre leur organe, ainsi accusé de corruption.

(*Correspondances locales.*)

⁂

Roanne. — Le commissaire de police de la localité a jugé à propos de montrer à ses maîtres qu'il était plein d'un zèle que, d'ailleurs, personne ne mettait en doute et qu'il serait, à l'occasion, très disposé à commettre, pour leur complaire, tous les attentats contre la liberté individuelle.

Sans raison, pour le simple plaisir de se signaler, il vient d'opérer une série de perquisitions chez les camarades de l'endroit, saisissant journaux et brochures, défonçant les portes là où personne n'était présent pour les lui ouvrir.

Espérons que ce zélé policier figurera dans la prochaine liste des décorés.

Italie.

Foggia. — A propos de la condamnation de la pauvre femme Druaux, il est bon de relater ici un fait qui démontre toute la grande science des experts. Je traduis de la *Tribuna:*

« Trani. — Notre cour d'assises, après avoir écouté le verdict du jury, a condamné un certain De Tullio, de Barletta, inculpé d'avoir empoisonné sa femme, à la peine de l'ergastule.

« De Tullio, après avoir écouté la sentence, s'adressa aux juges et dit qu'il n'avait pas empoisonné sa femme, mais qu'il l'avait tuée en lui foulant le ventre avec les genoux, aussitôt après son accouchement.

« Le public, très nombreux, resta impressionné! Car, comment l'expert avait-il pu déclarer que la femme de De Tullio avait été empoisonnée? »

⁂

Les journaux annoncent que le ministère va appliquer, par *arrêt royal* (*decreto reale*), la nouvelle loi sur le *domicilio coatto*, jadis modifiée et approuvée par MM. les sénateurs.

On voit donc que le ministère di Rudini a une grande hâte de rompre la trêve accordée aux anarchistes. Cette hâte lui défend d'attendre les élections et l'ouverture de la Chambre. A quoi bon les députés? Di Rudini s'en moque!

Roberto d'Angiò.

Grèce.

Patras. — Le procès des camarades accusés a eu lieu la semaine passée. Jean Manganaras fut condamné à *cinq* mois de détention; Evangelos Marcantonatos à deux mois, et les camarades Panos Tsecouras, Démétrius Arnellos et Antoine Dovfas furent condamnés, par défaut, à une année de détention; de plus, tous resteront sous la surveillance de la police pendant une année. L'accusation leur reprochait d'avoir insulté aux lois, et attaqué le gouvernement constitué dans le journal *En Avant*. Avant peu de jours, notre journal reparaîtra.

D. C.

Crète.

Voici que les massacres recommencent en Orient. Les Crétois viennent de se révolter contre la tyran-

nie turque. Les Grecs se portent à leur secours. Aussitôt, voilà l'Europe sens dessus dessous. Sous prétexte d'intérêts diplomatiques, on va peut-être s'engager dans une guerre européenne, tuer des milliers d'hommes, plutôt que de proclamer l'indépendance de la Crète ou, selon le désir des Crétois, son annexion à la Grèce. Le mal serait pourtant moins grand, certes! Mais « l'honneur du drapeau », les intérêts de certains capitalistes, maîtres de l'Europe grâce à leur or, exigent cette solution désastreuse et dont nous, pauvres imbéciles, nous paierons docilement les frais.

C'est toujours le même système : dépenser des centaines de millions, des milliards même, causer la mort de milliers d'hommes, plutôt que de laisser un Rothschild, un Hirsch, perdre quelques milliers de francs. Et cela durera tant que nous serons assez sots pour le supporter.

A. Girard.

Espagne.

Alicante. — Le 24 août dernier, nous fûmes enthousiasmés de la conduite des Saragossanes qui firent une manifestation antipatriotique, en protestation contre l'embarquement des expéditionnaires pour Cuba, manifestation qui eut sa répercussion à Valence et reçut l'approbation de tous ceux qui sont toujours destinés à payer les pots cassés. Profitant de l'état des esprits, des camarades répandirent à profusion un manifeste, supplément au *Corsario*, qui valut l'arrestation du copain Magan, de sa compagne et de ses parents.

Magan excepté, les autres furent relâchés. Le premier ne fut mis en liberté que deux mois et demi après et sous caution. Je passe sous silence les diverses péripéties et les diverses exactions dont il fut victime, car ici la justice a à son service des individus à qui tout, jusqu'au vol, est permis.

Les mesures « d'ordre » prises par le gobernador (préfet) calmèrent l'effervescence qui commençait à se faire sentir.

Deux femmes aussi furent mises en prison et au cachot pour avoir voulu manifester dans le même sens, malgré la défense gouvernementale, et ne furent mises en liberté que dans les mêmes conditions que le camarade Magan; les deux affaires passeront aux assises, je suppose.

A cette effervescence a succédé un calme énervant. Néanmoins le régime que nous subissons a fait beaucoup de mécontents et il pourrait se faire que le feu qui couve sous la cendre à un moment donné surgît au grand jour.

Il suffirait de l'initiative de quelques hommes de cœur pour soulever les masses. Ces hommes ont surgi du parti républicain au nombre de dix : mais ils s'y sont pris si maladroitement qu'ils ont été exterminés à bout portant pendant qu'ils prenaient un repas frugal dans une ferme aux environs de Novelda, près d'Alicante. Ils se proposaient de recruter des hommes dans la province et de se ruer en grand nombre sur le chef-lieu du département. Espérons que l'heure approche où d'autres plus avisés verront leurs efforts couronnés par la victoire; car le peuple, malgré ses déceptions sans nombre, se lèvera sans nul doute quand il verra que ceux qui prennent l'initiative d'un mouvement ont conscience de leur tâche.

Suisse.

Vaud (1). — Un député, professeur d'économie politique à l'université de Lausanne, rédacteur d'un journal radical, escroque et fait des dupes au vu et au su de tout le monde officiel, notamment du parquet de Genève dont les hauts fonctionnaires, presque tous francs-maçons, chers amis de l'escroc, ont avec lui souventes fois vidé la coupe dans les beuveries gouvernementales.

Avec une constance qui serait d'un jobardisme achevé, si on ne connaissait pas les dessous de l'affaire J..., les créchiers de justice ont complaisamment, bien qu'ils s'en défendent mordicus, fermé les yeux sur les... procédés successifs de dépouillement employés, durant plusieurs années, par le professeur universitaire pour s'emparer de centaines et de centaines de mille francs, dont 420.000 d'une seule rafle, sans qu'un avertissement, ce minimum de leur devoir, ait jamais été adressé aux victimes. Seule, la *Gazette de Lausanne* a, en mai écoulé, par un récit suggestif, mis en garde ses lecteurs.

Sans doute on ne poursuit pas celui qui a largement ouvert sa bourse pour les frais d'élection; pareil certificat de civisme n'est-il pas un talisman contre les gendarmes?

Et, après s'être servi des tuyaux officiels afin de profiter de la situation inextricable dans laquelle se trouve un homme, pour lui emprunter plusieurs milliers de francs alors que sa liberté est déjà entre ses mains, il est déplorable pour vos intérêts de sévir contre le prêteur d'une somme que vous ne voulez ni ne pouvez rendre. Ce mode de chantage sans risques, non prévu par la loi, est des plus fructueux.

Aussi, pour ne pas risquer une restitution forcée, il faut, après avoir tacitement encouragé les escroqueries, sauver à tout prix le fuyard de la cour d'assises. Voilà ce que dit Monsieur Tout-le-monde, et ce que les feuilles gouvernementales ne disent pas; l'une d'elles, après avoir tour à tour débarqué, noyé, repêché, et redébarqué son ami, en vrai orfèvre a clos ses commentaires en déclarant J.... son ancien rédacteur : un malade irresponsable. — Hélas! ça ne prend pas, absolument pas.

Voulant, sans que cela leur coûte, donner une ombre de satisfaction aux volés qui ne sont pas tous de petites gens, mais aussi des électeurs cossus, les gardiens de la loi arrêtent lâchement une femme abandonnée, et la mettent en prison illégalement sous un faux prétexte. Pensez! Mme J... a profité des escroqueries. Et avec qui donc le professeur pouvait-il dépenser le reliquat des sommes escroquées? Eux, qui n'ont jamais fait les dégoûtés, estimaient-ils que sa compagne dût être exclue de la table commune?

Et si la malheureuse avait cassé du sucre, ces mêmes politiciens n'auraient pas eu assez de vilenies à vomir contre elle, non pas pour avoir trahi son mari, — non, c'est trop attendre d'eux! — mais pour avoir porté un coup funeste à leur petite industrie.

Le nombre des dépouillés augmentait indéfiniment, lorsqu'un jaquemoté s'est rebiffé, et comme cet homme-là est en mesure de faire le tapage dont il a menacé le parquet, il a pu exiger des gens de cette officine la besogne pour laquelle ils sont entretenus, besogne dont ils sont si friands lorsqu'il s'agit de faire arrêter, emprisonner, même illégalement, des personnes dont le crime capital consiste à être pauvre et par conséquent à ne pouvoir satisfaire les appétits de la camarilla officielle.

Il est superflu d'annoncer comment une tâche accomplie si à contre-cœur a été exécutée; naturellement le cher frère a filé en temps opportun, mais sans se presser, en initié, qui sait sur quoi un franc-maçon affilié aux politiciens est toujours en droit de compter.

Ces fameux articles des statuts de la franc-maçonnerie, dit le *Courrier de Genève*, obligent les sociétaires à se soutenir les uns les autres envers et contre toute morale et toute légalité. C'est du reste à cela que se réduit la philanthropie de ces sociétés philanthropiques.

Aussi, si un pasteur de juponesque mémoire a eu le talent commercial de vendre deux fois sa traduction de la Bible, et deux fois en a empoché le prix de vente, le professeur en fuite, fils de pasteur marchand de soupe — comme le sont la plupart de ces commerçants ecclésiastiques, a pu vendre trois fois sa bibliothèque à trois acquéreurs, dont deux ont payé leur acquisition.

Si A. Hamon écrit quelque jour une étude sur la camorra politique suisse, recommandons-lui cette affaire J...; à elle seule, elle constitue, parmi beaucoup d'autres, une mine incomparable pour un psychologue. A faire cette peinture d'une des pourritures les plus malfaisantes de notre vie.. nationale — puisque nationale il y a — il trouvera aisément la matière condensée d'un fort volume et des plus instructifs. Les lecteurs y apprendront comment n'importe quel élu des votards, doublé de sa cotisation maçonnique, peut prétendre à n'importe quelles fonctions et les cumuler, quelle que soit l'insuffisance notoire de ses connaissances acquises, et, une fois pourvu, grâce à la complicité de politiciens influents ses compères, exploiter jusqu'à l'invraisemblable les privilèges conférés *ipso facto*, par sa triple ou quadruple situation officielle, pour duper, escroquer et filouter autrui, dans des proportions défiant toute concurrence privée.

Le professeur de l'université de Lausanne, de l'université de Genève et de l'école secondaire des jeunes filles, agréable causeur, n'excluait pas de ses cours la mention de certains détails frisant la pornographie, mais célébrant religieusement et à tout propos les mirifiques mérites de l'Etat, son idole. — Dame! ça se comprend, — les anecdotes croustilleuses du professeur ont pu scandaliser les jeunes personnes obligées de suivre son cours sur la population; mais de la part d'un franc-maçon et d'un député, tout est admis par ses pairs, même de faire des faux, tant qu'un des volés n'est pas en situation de s'opposer aux expériences graphologiques tentées à ses dépens.

Mais, si vous êtes ouvrier, manœuvre, et que vous vous serviez d'une pièce de monnaie fausse ou hors de cours, en payant le morceau de pain indispensable pour apaiser votre faim, même si vous ignoriez que cette pièce de monnaie était fausse, vous serez condamné à un mois de prison, comme l'a été M. Aloïs B... en février écoulé, parce qu'il est légalement moral de vous condamner et que les juges, défenseurs salariés de la morale officielle, ont pour mission de protéger, avec quantité de privilèges, le cours de la monnaie d'argent dont l'émission constitue bel et bien un vol, puisqu'un franc ne vaut réellement guère qu'un demi-franc, et dont le refus dans les caisses publiques constitue un autre vol.

N'oublions pas qu'Aloïs B... est pauvre, puis il a le tort de ne pas être franc-maçon et de ne pas être le parrain de l'enfant d'un conseiller; il n'est pas même député. Aloïs B... est vicieux, canaille, un vrai gibier de juges et de gendarmes; le professeur J... est kleptomane, distrait, un trop bon garçon ou plutôt une victime inconsciente.

Quel dommage qu'avant de lever l'ancre, le professeur J... — passé maître dans l'espèce, il l'a prouvé — n'ait pas fait quelques conférences sur les immunités et les grâces d'état attribuées à tout ce qui est gouvernement; comme repoussoir, il aurait servi à ses auditeurs diverses mesures de répression dont la gent gouvernementale est tant prodigue à l'égard de ceux qui, poussés par le besoin, commettent quelque larcin, et à l'égard même d'innocents, parce que les uns et les autres n'appartiennent pas au monde officiel.

* * *

En 1878, sur rapport d'expertise en écriture du nommé Picard, commissaire général, dont l'opinion faisait autorité, le tribunal de Rolle condamnait M. Louis Lugrin, pour faux par imprudence, à 50 fr. d'amende, à 230 fr. d'indemnité au plaignant et aux frais.

Après sa condamnation, Lugrin reçut une lettre anonyme d'une personne qui se déclarait l'auteur du faux, lettre qui, avec un billet de 100 francs, renfermait cette affirmation : « Les experts sont des foutues bêtes. »

Toutes les protestations d'innocence de Lugrin furent vaines; sa carrière fut brisée; constamment il affirma à ses proches et à ses amis qu'il était victime d'une erreur judiciaire. En 1894, il mourait, laissant un testament dans lequel il recommandait aux siens de rechercher toujours l'auteur du faux.

Dernièrement, une circonstance fortuite permit à la famille Lugrin de tenter une révision du procès. Après enquête, le tribunal cantonal annula le jugement de Rolle et renvoya l'affaire au tribunal de Nyon. Les débats ont fait ressortir avec une telle évidence l'innocence de Lugrin, que le ministère public s'est vu obligé de préaviser en faveur du condamné. Le jugement, rendu en décembre 1896, met les frais à la charge de l'Etat et accorde la somme de 300 francs pour frais occasionnés à la famille Lugrin : cette dernière n'a pas cru devoir réclamer des indemnités, comme elle était en droit de le faire.

M. Pierre Jules Torty, horloger de Genève, a expérimenté qu'il n'y a pas que la ressemblance d'écriture qui suffise pour lancer la meute de justice aux trousses d'un innocent. Une ressemblance de visage lui a valu trois semaines de prison.

Si un malheureux relaxé est suffisamment appuyé pour obtenir une indemnité, les contribuables la paieront; et la logique officielle veut que les individus qui condamnent, incarcèrent et ruinent MM. Lugrin, Torty et *tutti quanti*, continuent à exercer leurs fonctions jusqu'au moment où les conseils dont ils font partie leur alloueront une retraite ou une dotation.

X.

Autriche.

Prague. — Dernièrement, nous avons eu ici quelques réunions des sans-travail, et il y a eu une manifestation. Quatre camarades ont été arrêtés; deux d'entre eux, les camarades *Sprysl* et *Stepanek*, pour avoir crié : « Vive l'anarchie! »

Ils ont été condamnés : Sprysl à vingt et un jours, Tichovsky à quinze jours, Vacik à six semaines et Stepanek à un mois.

(1) Voir le n° 34 : ce sont les élus de Vaud *qui* ont voté 23.000 pour les expositionnistes.

Du dernier mouvement, qui s'est arrêté en 1894, mouvement appelé « Omladina » (des jeunes gens), sont encore en prison : Ziegloser (8 ans), Sticha (5 ans), qui furent condamnés pour avoir chanté une chanson révolutionnaire, et Kriy, Doleyal, Dragoun (chacun à 10 ans) pour le meurtre du traître *Mrver*, qui avait fourni des renseignements à la police. Le camarade Volf a 7 ans, Pacès 18 ans, le premier pour avoir mis une bombe et le deuxième pour avoir tenu une imprimerie secrète.

Nous subissons, en Autriche, de grandes persécutions; il nous est impossible de nous réunir en liberté.

∴

La grève des mineurs de Bohême du Nord vient de finir. Elle a été un insuccès pour les ouvriers; beaucoup ont été arrêtés, et vont être traduits en justice.

Le camarade *Holub*, à Most (Bohême-Nord) éditera *Duch oeskehe severn* (L'esprit de la Bohême du Nord) et *Omladina* (Les jeunes gens). Peut-être il éditera l'un des deux le mois prochain.

YAROSLAV HABER.

A NOS AMIS

Toujours empêtrés par les questions d'argent, il nous faut trouver un moyen d'étendre notre organe, et notre propagande.

De par l'esprit du journal, nous savons que nous sommes condamnés à un public restreint, et à ne nous infiltrer que très lentement. C'est un reproche qui nous a été fait souvent : « Vous n'êtes pas accessibles à tous. » Nous le savons, mais ce que nous savons aussi, c'est que tels que nous sommes, nous avons accompli de la besogne, nous pensons en accomplir encore, et nous croyons à l'utilité de notre organe, tel qu'il est.

D'un autre côté, à côté de nous et des journaux existants, il y a place pour un autre organe qui, sans se perdre dans la politique ou la déclamation, reprendrait les idées d'une façon plus terre à terre, suivant de plus près l'actualité, de façon à attirer ceux que les développements d'idées ne suffisent pas à intéresser. Nous voulons combler ce vide. Voici la combinaison que nous avons imaginée, suscitée, du reste, par la conduite de nos amis du *Sozialist* de Berlin qui, à leur publication, ont annexé celle du *Pauvre Conrad*, journal populaire.

Nous aurions tous les dimanches notre numéro actuel, avec son supplément, mais, le mercredi, nous ferions paraître une petite feuille à 5 centimes, avec des articles traités d'une façon plus courante, mieux à la portée de ceux qui n'ont pas encore compris l'idée.

Mais, ne pouvant déjà paraître régulièrement, il nous est difficile de nous lancer dans un agrandissement sans avoir de quoi parer aux premiers frais. Il nous faudrait au moins 3.000 francs avant de partir.

Nous donnons ici l'idée *grosso modo* : que ceux qui la croient pratique nous fassent part de leurs réflexions, et que ceux qui le peuvent nous envoient leur obole. Nous ouvrons de ce jour la souscription. L'idée se développe, il y a à faire, et nous ne demandons qu'à aller de l'avant, pourvu que l'on nous aide.

J. GRAVE.

P. S. — Nous avons reçu diverses lettres nous encourageant à poursuivre notre combinaison, et nous suggérant diverses idées secondaires. Merci à tous, nous collectionnons tout cela, et en ferons part quand cela sera plus mûri. Il ne reste que les fonds à ramasser. Que chacun veuille se remuer un peu dans son entourage. Nous tenons des listes de souscription à la disposition de ceux qui voudront bien nous en demander.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe des Etudes économiques et sociales, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. — Jeudi 18 février, causerie sur *le paupérisme et la productivité*, d'après Shippel, lue par un camarade.

Jeudi, 25 février : *Le socialisme en Hollande*, par Cavaillon.

Le compagnon Madou, dépositaire des journaux anarchistes à Anvers, est transféré de la rue des Gueux, 26, au 15, Dennerstraat.

LIMOGES. — Le groupe d'études sociales *La Jeunesse Libertaire* se réunit tous les dimanches, à 3 heures de l'après-midi, faubourg Montjovis, 21, au premier étage.

Ce groupe nouvellement formé admet moralement tous ceux qui, faisant abnégation de sectarisme, veulent se livrer sur le terrain de la discussion à l'étude des moyens les plus pratiques et rapides pour arriver à l'émancipation sociale.

Les adhérents sont spécialement invités à se rendre à la réunion du 21 courant pour se concerter sur l'organisation d'un banquet à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars.

REIMS. — Samedi 27 février 1897, à 8 h. 1/2 du soir, à la salle Vany, grande conférence publique et contradictoire sur la « Société future ».

Dimanche 28, fête familiale. — Concert, causerie et bal.

Entrée : 0 fr. 25.

ROUEN. — Le groupe des Indomptables se réunit samedi prochain, 20 février, au local habituel. Les compagnons sont instamment priés de s'y rendre. Questions diverses à résoudre. S'adresser au vendeur.

Le camarade Bordenave, 49, rue Martainville, à Rouen, porte à domicile les *Temps Nouveaux*, le *Père Peinard* et le *Libertaire*, et les crie dans la rue. Il prie l'*Agitateur* de lui adresser quelques exemplaires.

Vient de paraître l'*Agitateur*, organe communiste-anarchiste bimensuel, à cinq centimes; 22, quai du Port, à Marseille.

Nous souhaitons bonne chance aux camarades.

L'*Agitateur* vient de publier un deuxième recueil de chansons à dix centimes, 4 francs les 50 et 7 francs le cent.

Bibliothèque du XVIII[e] arrondissement. — Samedi 20 courant, à 8 heures du soir, salle Bourg, 52, rue des Abbesses, réunion des camarades.

Groupe d'études sociologiques et littéraires des V[e] et VI[e] arrondissements, 14, rue Mabillon. — Lundi 22 février, à 9 heures du soir, réunion du groupe.

Causerie par Pearsons. Sujet traité : *De Karl Marx à Millerand.*

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XII[e] et de la banlieue de l'Est. — Samedi 20 février, à 9 heures, au local indiqué. Ordre du jour : *Nouvelle tactique.*

Par suite d'un malentendu, des libertaires des XI[e], XIX[e] et XX[e] arrondissements se sont réunis, samedi dernier, à l'ancien local du groupe.

Nous les prions de vouloir bien prendre note que les réunions auront lieu, à partir du 20 courant, tous les samedis et les jeudis, salle Turpin, 19, faubourg du Temple, au premier étage.

Samedi prochain, à l'occasion de l'inauguration de la salle, causerie par le camarade Prost sur la propagande et le groupement. — Chants, récits.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Die Justizgreuel von Barcelona, brochure au *Sozialist*, Frankfurter allée, 105, Berlin.

Jesus, par Gégout, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

L'âme comme souffle, ombre et reflet, 1 brochure par Elie Reclus.

La Direction des ballons, par Debayeux, 1 broch. à la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision.

Mizerové, socialin romanetto napsal Yeroslav Haber, une brochure.

Histoire des corporations de métier, par Etienne-Martin Saint-Léon, 1 vol., 8 fr., chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

L'assurance sur la vie et les habitations à bon marché, circulaire n° 6, série B, du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

A LIRE

Le Droit du Seigneur, Jules Delahaye, *Libre Parole*, 11 février.

Aux caves d'Ezy, par Zaborowski, *Revue de l'Ecole d'anthropologie*, n° 1 du 15 janvier, 7[e] année.

Armée : confusion des services, Boudenoot : *Rapport sur le budget de la guerre* (*France militaire* des 29, 30 novembre, 1[er] et 2 décembre 1896).

AVIS

Aux cinquante premiers nouveaux abonnés d'un an qui nous rentreront, nous offrons en prime tout ce qui a paru des *Temps nouveaux*, depuis le numéro 1 de la première année, au prix de 4 francs pris dans nos bureaux, 5 francs par colis postal.

Notre septième lithographie : *Les Errants*, signée Van Rysselbergh, est en vente au prix de 1 fr. 25, prise dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco.

Les autres : *L'Errant*, de ***, *Le Démolisseur*, de Signac, *L'Aube*, de Jehannet, *L'Aurore*, de Villaume, sont en vente au même prix. La première : *L'Incendiaire*, de Luce, dont il ne nous reste qu'une douzaine d'exemplaires, n'est plus donnée qu'aux acheteurs de la collection. La deuxième : *Porteuses de bois*, de C. Pissarro, commençant également à s'épuiser, n'est plus donnée qu'à ceux qui en prennent plusieurs de la série.

Nous avons aussi des tirages d'amateurs au prix de 3 fr. 25 l'exemplaire.

Nous avons fait tirer à part une vingtaine d'exemplaires de la gravure, signée Villaume, illustrant la couverture de *Entre Paysans*. Pour les amateurs, elle est mise en vente, vu son tirage restreint, au prix de 0 fr. 75.

PETITE CORRESPONDANCE

Tobaconist, à Londres. — Le surplus a été expédié.

H. D. — Convocation trop tard. Mardi matin avant 10 heures.

P. T. Z. — Quand vous posez autant de questions, vous devriez au moins donner votre adresse pour que je puisse répondre par lettre.

Pour ce qui est de votre dernière question, lisez chapitres I et IV de la *Société future*. En effet, nous ne sommes pas dans la société future, nous ne devons pas chercher autre chose qu'à l'amener.

Ce que vous dites des groupes doit être vrai, mais il vaut mieux l'incohérence libre que l'ordre imposé. C'est à ceux qui se croient l'esprit plus positif d'essayer de faire de meilleure besogne.

Est-ce que nous pouvons savoir ce que nous ferions en temps de guerre? Cela dépendra des possibilités, de notre force et de notre activité. Les circonstances vous font agir le plus souvent autrement que vous n'avez prévu. — On ne gagne pas sa vie à faire de la propagande... on en crève.

Un lecteur 205. — Bons les extraits. Mais ayez l'obligeance de n'écrire que sur un côté de la feuille.

Malez. — J'avais oublié de vous faire savoir que votre exemp. de la litho. est au *P. P.*

J. E., à Daumazan. — Le prix des litho est de 1 fr. 25, plus 0 fr. 25 d'aff. pour les deux, vous redevez 0 fr. 35.

X. — Avons lu les extraits de la *France militaire*. Curieux, mais ce n'est pas l'incompétence de l'institution que nous attaquons, mais bien l'institution elle-même : utiliserons quelques-unes des autres.

H. D. — Ce sont des chicaneries de peu d'importance. Il y a mieux à dire.

D., Lausanne. — Volume expédié. — J'ai fait recommander pour éviter qu'il ne se perde.

L. G., à St-Denis. — Voulez-vous prendre 20 invendus chez M. Fouché?

Pour l'apparition bi-hebdomadaire. — Reçu : Une gueule noire, 1 fr. 50; Méline, 1 fr.; excédent d'écot, 0 fr. 40; Un qui pousse à la roue selon ses forces, 0 fr. 40 : en tout 3 fr. 30. Un révolté de vieille date, 2 fr.

Reçu pour le journal : R., à Nîmes, 0 fr. 60. — W. F., 1 fr. — V., à Alger. — J. G., à Avignon, 50 fr. — N. M., 8 fr. — T. 2 fr.; S., 2 fr. — P., 2 fr. — A. C., 5 fr. — Deux pauvres diables, 1 fr. 35. — J. C., à Nogent, 0 fr. 70. — Creil, 3 lecteurs assidus, 1 fr. 50. — Roanne, par R. (oubli), 3 fr. — L'anarchiste de Saint-Mandé, 1 fr. — Merci à tous.

L., à Brest. — R., à Grenoble. — E., à Montpellier. F., à Amiens. — M. P. J., à Thuir. — B., à Saint-Marcellin, numéros 38 et 39 (par *L. L.*). — R., à Toulouse. — P., à Brieulle; R., à Nouzon (par *P. P.*), agence Genève. — B., à Marseille. — O., à Beauvais. — R., à Londres. — B., à Toulon. — Z., à La Plata, par J. C. — L., à Troyes. — V., à Reims. — G., au Breuil. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 44 — DIX CENTIMES — DU 27 FÉVRIER AU 5 MARS 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous nous voyons, encore une fois, forcés de paraître sans supplément. Nous n'avons pas à nous en excuser, ce n'est que faute de pouvoir faire autrement que nous en arrivons à cet expédient.

Sur cinquante bordereaux expédiés ce mois-ci, une vingtaine environ ont été acquittés, trente dépositaires ont négligé de répondre, nous forçant à leur en envoyer un deuxième cette semaine. Nous prévenons ces derniers que tout envoi leur sera impitoyablement supprimé, s'ils ne nous règlent pas dans la huitaine.

AVIS

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste environ 5.000 exemplaires de l'*Incorruptible* à leur disposition. Il serait bon de les faire circuler au lieu de les laisser dormir en nos bureaux.

Le numéro spécialement consacré aux événements de Barcelone contient le récit des faits par Malato, des articles de Reclus, Séverine, Cousin, Lazare, Kropotkine, Ch.-Albert, Ferrière, Grave, Louise Michel, Pouget, Faure, C. Martin, Léo Kady, Bernat, Metje, Descaves, Portet, Lavaud, Marmol.

A MESSIEURS LES ÉTUDIANTS DE PARIS

Vous êtes, Messieurs, selon un ancien cliché, « la belle, la généreuse et la plus *chic* jeunesse de France », c'est entendu, les fils de prolétaires, non frottés de grec et de latin et peinant, ainsi que leurs pères, pour payer les frais de votre savoir, ne comptant devant les Bertillon, les Schneider, les Say, les Lebaudy et autres Rességuiers que comme unités mécaniques bonnes à produire ou à mitrailler.

Donc vous ne pouvez être que couverts de fleurs pour votre « fière attitude » devant les Turcs, assassins des Arméniens et des Crétois. Je me joins très volontiers à ceux qui vous en félicitent.

Permettez-moi pourtant de vous soumettre quelques réflexions à ce propos.

Il est bien, certes, de protester contre les abominables dénis de justice et d'humanité dont les Crétois et les Arméniens viennent d'être victimes. Mais du moins ne faudrait-il point, à l'avenir, borner là vos justes clameurs.

L'esprit de véritable justice ne comporte point de limites. Pourquoi dès lors ne protesteriez-vous pas incessamment contre toutes les infamies que commettent chaque jour nos ignobles gouvernants en France, sous le nom de la République, contre les faibles et les humbles?

Est-ce qu'à la mort de Thiers, le massacreur des prolétaires en 1871, vous n'avez pas témoigné de votre admiration pour le sinistre *Foutriquet?*

Est-ce que vous avez jamais protesté contre Galliffet, le lâche assassin des communards prisonniers, et, lorsqu'il rendra sa belle âme à Dieu, vous n'irez pas, comme vous l'avez fait pour son complice Mac-Mahon, accompagner son immonde carcasse à sa dernière demeure?

Est-ce que vous avez protesté contre les Dodds, les Duchêne et les Galiéni, ces étripeurs des Dahoméens et des Howas qui ont l'audace de se refuser aux *bienfaits* de notre civilisation, se souciant peu d'acheter les marchandises défraîchies et les eaux-de-vie frelatées que nos mercantis veulent écouler sur leurs marchés?

Avez-vous jamais protesté contre les mêmes traitements infligés aux Annamites et aux Tonkinois, au profit des *rastas* et des brasseurs d'affaires qui se sont abattus sur leur pays, à l'ombre de nos trois couleurs?

Est-ce que vous n'avez pas acclamé sur tous les tons cette monstrueuse alliance de la République Française avec le pendeur, non de peuples conquis et révoltés, mais de ses propres sujets aspirant à plus de liberté?

Enfin avez-vous jamais protesté contre la ligne de conduite adoptée depuis *vingt-cinq* ans par nos gouvernants et consistant à s'avilir sans cesse devant les forts et à brigander les faibles?

Quand vous le ferez, vous serez dignes alors de ce titre de « généreuse jeunesse française » qu'on vous a octroyé jusqu'ici avec trop de libéralité vraiment. Mais jusque-là, permettez-moi de vous le dire, votre généreuse ardeur pour les opprimés d'aujourd'hui ne me laissera que cette impression : c'est que vous ne savez vous indigner contre une injustice qu'autant que « la caisse à papa » n'en sera point compromise.

G. Lefrançais.

POUR DES VAINCUS

M. Rambaud, on le sait, vient d'enjoindre aux maîtres répétiteurs de transformer leur association professionnelle en société de secours mutuels. Cette information ne dit au grand public qu'une brutalité de plus à l'actif d'un ministre, brutal par état. Elle est — quand on est mieux informé — le dénouement d'une tentative d'émancipation intéressante à connaître pour tous les prolétaires, — aussi bien d'outil que de plume.

La caricature, le roman ont raconté les misères du maître d'études, du pion. C'est le jeune homme instruit et pauvre — soutien de famille souvent — et qui supporte ensemble toutes les avanies morales, toutes les souffrances physiques. C'est le dernier échelon d'une hiérarchie de fonctionnaires terrorisés par la centralisation bureaucratique. Chargé des plus lourdes responsabilités dans l'exploitation universitaire, il n'en retire aucun avantage. Mal payé, mal nourri, — sans même une chambre où se réfugier dans certains collèges — peu ou pas chauffé en dehors des heures de service, rivé parfois à un labeur de 10 heures sur 14 — déduction faite du sommeil, contraint au dortoir commun et aux chastetés monacales, en butte aux cruautés des jeunes bourgeois, aux tyrannies vétilleuses des chefs, au mépris des parents d'élèves, il recueille toute l'amertume distillée dans le milieu malsain de l'internat.

Un jour, vers 1880, ces humiliés se sont révoltés. Ils ont fait une association et un journal — la *Réforme* — plein de verve caustique, de violence juvénile. A chaque abus, à chaque vilenie ils ont répondu par de vaillants coups de griffes. Ils se sont fait craindre.

Suffoquées de tant d'audace, les vieilles perruques universitaires n'ont pas osé couper court, — révoquer les meneurs, imposer silence aux autres.

Il fallait aviser pourtant. La sinécure menaçait de devenir moins bonne, le fromage moins gras depuis que des mécontents mangeaient le morceau. On usa de ruse, de cautèle. Un gros bonnet, M. Rabier, en fit son affaire. Il prit langue avec les représentants de l'Association, les amadoua, les flatta, les acheta même quelque peu et promit des réformes. Il présida un banquet des maîtres d'études qui devinrent du coup ses *jeunes et dévoués collaborateurs*. Ce fut la réconciliation générale, le pardon des offenses, une joie débordante. Les *éducateurs de la jeunesse* bourgeoise devaient être traités désormais à l'égal des premiers serviteurs de la République.

Or, en 1892, les réformes tant promises furent décrétées. Amère déception! A part quelques sinécures ménagées aux plus gênants, le métier restait comme devant, intenable. Des récriminations s'élevèrent, mais timides cette fois, car, bonnes ou mauvaises, on avait des réformes.

A ce moment je quittai cette geôle et perdis de vue mes camarades.

Aujourd'hui je comprends mieux le décret de 92. C'était la pierre au cou des pauvres diables, bien assujettie. Et l'ordre récent de dissolution, c'est la noyade.

Une fois de plus des réformes anodines, fictives ou inapplicables n'ont fait qu'endormir le prolétaire pour le vaincre mieux.

Charles-Albert.

CONTRE LA GUERRE

Le monde des gros et petits bourgeois s'agite sans se révolter contre la guerre. Un peu partout on peut entendre des conférences organisées par la *Société pour l'arbitrage entre nations* ou par la *Ligue du Bien public*; des brochures à bon marché ou gratuites, des feuilles volantes sont abondamment répandues.

Il est à remarquer que ce mouvement est international: la bourgeoisie de tous les pays s'est aperçue que la guerre ne lui était pas profitable, elle a compris en partie la solidarité humaine qui veut que toute souffrance se répercute, que toute prospérité se propage. Au point de vue financier et mercantile, tous les hommes sont frères : telle fut la conclusion.

Le financier et le commerçant finance ou commerce sur toute la surface du globe, il leur importe que cette surface ne soit pas troublée, et que l'or y circule en paix : donc vive la paix et guerre à la guerre! Espérons que l'humanité non financière profitera du succès certain de cette campagne pacifique. Peuples, vos maîtres n'ont plus intérêt à vous faire massacrer, les tueries vont cesser, plus de saignée, on va devenir économe de votre sang, car votre sang c'est de l'argent.

La *Société internationale d'arbitrage* a empêché de naître plus de dix guerres importantes, — par importantes entendez entre civilisées — c'est très beau. Par contre, son intervention est de rigueur quand il s'agit d'aller égorger des nègres, puisque économiquement il y a profit : on est raisonnable ou on ne l'est pas, donc vive la guerre dont on profite! — on, ce sont nos maîtres. Ils sont d'une naïveté qu'il serait exagéré d'appeler désarmante.

Ecoutez leur grand orateur, Frédéric Passy : il comparera la guerre à l'incendie, à la grêle, aux fléaux destructeurs de la richesse, il ne la comparera pas à la misère parce qu'il croit encore cette dernière nécessaire; il nous dira couramment : « L'abolition de l'esclavage ne fut pas seulement une bonne action, ce fut surtout une bonne affaire, car le travail libre est plus productif que le travail esclave! » Oui, Monsieur Passy, l'ouvrier n'est pas comme l'esclave; inutile, malade ou vieux, on le chasse ; c'est un progrès! Est-ce là ce que vous appelez une bonne action?

Le maître avait intérêt à ménager, à soigner et à bien nourrir son esclave, il lui préfère l'ouvrier qu'il ne craint pas de surmener le plus possible... à bas l'esclavage! vive le travailleur libre, exploitable sans risque!

Les mêmes sentiments économiques font pousser à la bourgeoisie son cri de « guerre à la guerre! » Félicitons-la, mais ne soyons pas dupes. Oui, la guerre entre nations disparaîtra, et tel est l'avenir non seulement parce que c'est l'intérêt des riches, mais aussi parce que c'est la volonté de plus en plus consciente des pauvres; elle disparaîtra par l'abolition des frontières et la suppression des armées, par le refus des peuples de servir leurs maîtres, c'est-à-dire par la révolution.

LUDOVIC MALQUIN.

LA CRÈTE ET L'ENSEIGNEMENT

Le rôle de l'Etat éducateur et enseigneur ne laisse pas d'être quelque peu embarrassant.

Pour y faire honneur, il se hausse parfois à des théories pédagogiques, auxquelles les réalités courantes de sa propre politique donnent le démenti le plus formel.

L'Etat-professeur vaudrait-il mieux que l'Etat-diplomate? Et cependant n'est-ce pas le même être? Mystère aussi impénétrable que celui d'un seul Dieu en trois personnes!

Par exemple, il est évident que le rédacteur officiel des *Instructions, programmes et règlements de l'enseignement secondaire*, publiés en 1890, n'avait pas prévu les affaires de Crète et cet ignoble concert de lâcheté européenne, où la France joue très bien sa partie.

Sans quoi, aurait-il recommandé au professeur d'histoire de clore son cours par « un résumé du rôle de la France dans l'histoire politique, sociale et intellectuelle du dix-neuvième siècle : chapitre essentiel où sera montrée entre autres choses la collaboration de la France à la naissance de la *Grèce*, de la Belgique, de l'Italie, *et exposée la doctrine que nul ne peut disposer d'un peuple ou d'un fragment de peuple sans le consentement des intéressés?* »

Tudieu! il me semble qu'actuellement l'Europe en général et la France en particulier ne se soucient guère de consulter les Crétois sur leurs aspirations.

Et mes professeurs d'histoire vont être en proie à une perplexité singulière. Comment choisir entre Bourgeois, qui paraphait ces *Instructions*, nullement abrogées, et Hanotaux, qui me paraît les piétiner avec cynisme, non sans l'aide des sbires de Lépine? Je conseille à Rambaud de faire rayer la phrase compromettante.

J. DEGALVÈS.

ÉCHOS DU CONGRÈS DE LONDRES

Lors du Congrès socialiste de Londres, un certain nombre d'anarchistes venus de différents pays se réunirent et échangèrent quelques idées dont nous avons donné ici le résumé.

Der Sozialist (Berlin) et *Labour Leader* (Londres) viennent de publier le résultat des discussions sur la question agraire. En voici la traduction :

Les anarchistes rejettent la loi fataliste et jésuitique de Marx, d'après laquelle la concentration du capital et la disparition des petits propriétaires paysans seraient la condition nécessaire de la réalisation du socialisme.

Sur la question agraire, voici leur appréciation :

1° Nous repoussons toute intervention de l'Etat, non point que nous voulions faire la révolution sans le concours des petits paysans propriétaires, non que nous estimions impossible de venir à leur aide, mais parce que toute intervention de l'Etat perpétue l'Etat et son exploitation.

2° Nous voulons répandre les idées du socialisme indépendant parmi les ouvriers et aussi parmi les paysans.

3° Nous voulons que les petits paysans propriétaires empêchent leur prolétarisation en s'associant avec les ouvriers ruraux en des associations coopératives agricoles, moyens d'empêcher l'accroissement de la grande propriété et de créer des associations qui puissent former le germe d'une société socialiste.

4° Comme, en beaucoup de cas, les projets qui précèdent resteront à l'état de pieux désirs, nous engageons ouvriers agricoles, petits propriétaires, paysans et fermiers à s'unir pour engager une lutte économique contre leurs exploiteurs.

.˙.

Grève générale et action politique.

Tous les anarchistes socialistes sont d'accord sur le point que l'émancipation de la masse des travailleurs par une lutte organisée sous la forme de grève générale est impossible sans une guerre systématique aux privilèges de l'Etat.

Cette conférence décide de préparer un plan clair et pratique de campagne permanente contre l'Etat.

« De plus, considérant que la source du pouvoir politique ne découle pas des majorités parlementaires, mais du droit naturel politique des adultes de la population de chaque contrée individuellement et en masse; considérant que les électeurs transmettent leur droit à l'Etat lorsqu'ils donnent leurs votes à des députés, et se dépouillent ainsi volontairement du droit de contrôler eux-mêmes la machinerie corrompue de l'Etat;

« Considérant en outre que le gouvernement ne peut faire aucun usage de la puissance politique acquise de cette manière, à moins qu'il n'ait de l'argent, lequel il retire des individus déjà nommés composant la population des Etats »,

Cette conférence recommande :

« 1° A tous les citoyens adultes de réclamer au gouvernement, tous ensemble et par tous les moyens d'agitation et de pression en leur pouvoir, le referendum obligatoire; c'est-à-dire que l'assemblée générale du peuple de chaque commune statue sur toutes les ressources économiques vitales qui font que l'Etat a une existence stérile, budgets annuels, crédits militaires, et impôts de toute espèce;

« 2° De refuser de payer les forces qu'ils ne sont pas moralement obligés de payer sans leur approbation directe et préalable;

« 3° De persuader aux électeurs de limiter les mandats de leurs députés au Parlement (s'ils continuent à en être), en leur enlevant la prérogative de statuer définitivement sur les questions économiques ci-dessus;

« 4° D'organiser tous ceux qui luttent déjà contre le capitalisme dans une grève générale politique, jusqu'à ce que le peuple obtienne le droit de contrôle direct et permanent sur les fonctions économiques de l'Etat. »

On a jugé inutile d'ajouter que la grève politique jointe à la grève industrielle générale se manifesterait par refus d'impôts et de service militaire. On s'est accordé à poursuivre la propagande abstentionniste dans les élections.

Quoique ne partageant pas complètement la manière de voir des camarades qui ont adopté ces résolutions à la conférence de Londres, nous avons cru bon de les publier afin qu'elles puissent être discutées par les camarades et pour les tenir au courant de ce qui peut être fait par nos amis des autres pays.

(Traduit de l'*Illustrated Report* publié par le *Labour Leader* de Londres.)

P. D.

.˙.

L'on se rappelle la lutte qui a eu lieu au Congrès de Londres entre les social-démocrates et les anarchistes et la victoire morale de ceux-ci; voici un aveu paru dans la *Neue Zeit*, organe officiel de la social-démocratie allemande. L'aveu est bon à retenir et pourra servir aux camarades qui auraient l'intention de se rendre au prochain congrès international.

« Quoique nous soyons heureux de penser que la tendance social-démocratique a triomphé au Congrès de Londres, cependant notre pensée est que le contact permanent intime avec la grande masse des travailleurs est pour la social-démocratie d'une importance bien autrement grande que tous les avantages formels que pourrait offrir l'uniformité d'un pareil congrès de parti : plutôt reprendre à notre compte toutes les difficultés et tous les froissements des précédents congrès, plutôt même, s'il n'y avait absolument pas d'autre alternative, ouvrir de nouveau les portes aux anarchistes que de renoncer au contact des ouvriers. »

Cet article paru dans la *Neue Zeit* semble être de son directeur le député social-démocrate Kautsky.

DES FAITS

... Imaginez une baraque, divisée en trois locaux humides, sans air, avec des planches pourries, une toiture si défectueuse qu'il pleut au dedans comme au dehors : voilà l'Asile de nuit de la ville de Cherbourg.

Une cinquantaine de misérables d'une saleté repoussante, dévorés par la vermine, s'entassent là-dedans chaque soir. Aux animaux on donne un peu de litière pour se coucher; à ces êtres humains, rien.

Les malheureux auxquels il reste encore le moindre respect d'eux-mêmes, frissonnent à l'idée de pénétrer dans ce lieu immonde, et plutôt que d'y chercher un abri, nous en connaissons qui préfèrent coucher dehors.

Il arrive souvent que des ouvriers sans travail, des voyageurs harassés de fatigue se présentent; le gardien les avertit alors charitablement et leur conseille de s'éloigner. Ceux qui, malgré cela, persistent à rester, doivent partager la planche des pouilleux et

repartent de là plus las, plus découragés, plus abattus.

Telle est l'infecte cabane baptisée du nom pompeux d'Asile de nuit et à laquelle conviendrait bien mieux, à notre avis, celui de Pouillerie municipale... Certes, si la peste venait dans nos murs, il n'est pas douteux qu'elle ferait par là son entrée...

(*Le Réveil*, Cherbourg, 10 février 1897.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Elle a bien marché, la justice, cette semaine! Elle s'est payé le luxe de deux erreurs judiciaires d'un beau calibre.

Primo : sur l'ordre du parquet de Lausanne, on arrêta à Paris M. Martouray, établi quincaillier, en vertu d'une demande d'extradition pour escroquerie commise récemment en Suisse au préjudice d'un banquier de ce pays. Malgré toutes les protestations de M. Martouray, offrant de prouver qu'il n'a pas quitté Paris depuis plusieurs années, on l'écroua au Dépôt, où, désespérant de se faire rendre justice, il s'est pendu. On s'est aperçu alors, mais un peu tard, qu'il y avait erreur sur la personne inculpée. Là-dessus, grand remue-ménage! Le parquet se décharge sur la police, la police rejette la faute sur le parquet et la presse parle de réformes.

Que ce soit la police ou le parquet qui soit coupable, peu importe! Ni l'une ni l'autre ne pourront rendre la vie à la victime de cette erreur. Quant aux réformes, il est fort à craindre que les meilleures ne confèrent pas l'infaillibilité à toute magistrature, quelque épurée soit-elle. La seule réforme efficace consisterait à renoncer enfin à prétendre atteindre cette chimère : rendre la justice.

Tant que les hommes s'obstineront à vouloir juger leurs semblables, ils continueront à semer la douleur et la mort.

*
* *

Secundo : au mois d'août dernier, un assassinat était commis rue des Archives, et immédiatement on arrêtait des voisins de la personne assassinée, M. Pélissier et sa maîtresse. L'affaire venait l'autre jour en cour d'assises et la maîtresse de Pélissier, remise en liberté après quatre mois de mise au secret, venait déposer comme témoin. Elle vint déclarer, malgré les efforts du président pour la faire taire, que, pendant sa prévention, elle a été martyrisée; on lui a offert 150 francs pour qu'elle avouât la culpabilité de son amant, et comme elle refusait, on lui dit : « Avouez donc, votre amant vous accuse. » D'un autre côté, l'avocat de Pélissier affirme que l'on tenait à Pélissier un langage analogue : « Avouez, lui disait-on, votre maîtresse vous accuse. »

On pense quel coup de théâtre fit cette révélation. Ce fut à tel point que l'avocat général, se levant, déclara — ô rareté! — abandonner l'accusation, au grand ébahissement des magistrats présents, surpris de tant de loyauté, et aux applaudissements du public.

De tous côtés redoublent les demandes de réformes.

Nous n'osons espérer qu'en présence de ces deux exemples éclatants de l'iniquité de la justice, on se décidera à fermer définitivement le Palais de Justice et à en jeter les clefs dans la Seine. Quoi? La Bourse du travail avait été fermée pour bien moins.

*
* *

Manifestations. — Les étudiants ont organisé au quartier Latin une manifestation en faveur de la Crète. Grâce aux brutalités de la police, la manifestation a occasionné quelques bagarres.

Les étudiants ont donné là au peuple avachi qu'est maintenant le peuple français un bel exemple de solidarité internationale avec les opprimés. Si de telles manifestations se produisaient plus souvent, l'impudence et le cynisme des gouvernements s'évanouiraient aussitôt. Une infamie se prépare en Orient: l'étouffement de l'insurrection crétoise contre la tyrannie turque; et tous les gouvernements s'accordent pour cela. Il faut que l'opinion publique se prononce énergiquement contre cette lâcheté, en dépit des quelques intérêts capitalistes qui la réclament. Sentant les peuples hostiles à leurs tripatouillages diplomatiques, les gouvernements auront peur et céderont. Rien n'est couard comme un gouvernant. En attendant, bravo, les étudiants!

*
* *

La Grande Famille. — Le 19 février, à Oran, deux soldats du 1er étranger, Alanièce et Ducornet, condamnés à mort pour vol et meurtre sur des indigènes, ont été fusillés. Leur tort a été seulement l'inopportunité de leur acte. S'ils avaient attendu, pour voler, piller et tuer, que la guerre fût déclarée, ils eussent, au contraire, pu être décorés. L'exemple, espérons-le, profitera aux autres, qui sauront comprendre que chaque chose doit être faite en son temps.

Toute la morale de notre société bourgeoise se résume en des questions de plus ou moins d'à-propos.

*
* *

Sans-travail. — Les ouvriers sans travail de Toulouse manifestent. Les autorités leur promettent « de faire tous leurs efforts » pour hâter l'approbation des travaux votés par le conseil municipal, et les sans-travail se déclarent satisfaits.

Ils ne sont vraiment pas difficiles!

*
* *

Ceux de Marseille vont réclamer auprès des patrons qui emploient des ouvriers étrangers qu'ils leur fassent une place dans leurs usines.

Toujours cet antagonisme entre ouvriers nationaux et étrangers! Quand donc comprendront-ils, nos compatriotes, que ce n'est pas au gain de leurs camarades étrangers, mais à celui du patron qu'ils doivent s'en prendre?

André Girard.

*
* *

Grenoble. — Dimanche 14 février, a eu lieu la conférence organisée par le parti ouvrier. La séance avait été annoncée à grand renfort de réclame et la municipalité radicale avait même prêté gratuitement la salle du gymnase.

Les collectivistes avaient fait afficher la venue des députés Jules Guesde, Carnaud, Chauvin et Zévaès, rédacteur de la *Petite République*. Les deux premiers ne se sont pas dérangés et les deux derniers sont seuls venus apporter la bonne doctrine selon Marx Engel.

Les camarades de Grenoble ont saisi l'occasion de signaler leur existence. Aussitôt que le député Chauvin a eu terminé son thème en faisant l'apologie du suffrage universel et de la prépondérance du bulletin de vote comme moyen d'action, le camarade Cloître lui présente un mauvais fusil dont les chiens avaient été enlevés en lui disant : « Citoyen Chauvin, comme vous avez dit à la Maison du Peuple, à Paris, qu'une fois la Révolution faite, le premier devoir des collectivistes serait de fusiller les anarchistes, les compagnons grenoblois se sont cotisés pour vous offrir un fusil d'honneur. »

Le citoyen Chauvin ne répondit rien, mais dissimula le fusil derrière une colonne qui se trouvait auprès de lui.

Alors le camarade Cadaux saisit le fusil et le remit brusquement entre les mains de Chauvin en lui criant : « Mais prends-le donc, fainéant, lâche et vendu! »

Chauvin, blême, ahuri, ne sachant plus quelle contenance tenir, se contenta de garder le silence.

Aussitôt le commissaire central ceignit son écharpe et s'empara de l'arme en invitant le camarade Cadaux à aller la réclamer à son bureau.

Après cet incident, les camarades Cloître et Cadaux prennent tour à tour la parole et démontrent au public que le socialisme que les collectivistes préconisent n'est qu'une caserne universelle. Nous avons déjà sous les yeux des exemples de ce socialisme d'État dans les monopoles des allumettes, du tabac, de la voirie, des postes et télégraphes. Ce serait la porte ouverte aux abus de toutes sortes et au favoritisme le plus éhonté. On voit bien ce qu'il faut avoir de grandes protections pour obtenir une malheureuse place de cantonnier! Que serait-ce donc quand l'État serait patron universel, et propriétaire du sol et du sous-sol?

Ils reprochent ensuite aux députés collectivistes de ne se déranger que pour vingt-cinq francs par jour; leur désintéressement est tel, ajoutent-ils, que dans un lieu public qui leur était prêté gratuitement, ils ont fait payer cinquante centimes d'entrée.

Enfin, ils ont démontré l'inanité du bulletin de vote comme moyen d'action.

Le camarade Cadaux a établi la démarcation et la différence qu'il y avait entre le socialisme libertaire et le socialisme autoritaire.

Mis en demeure par un curieux de démontrer la marche du collectivisme, Zévaès et Chauvin répondent l'un après l'autre sans pouvoir donner la solution demandée.

Avant de lever la séance, Chauvin a tenu à s'expliquer au sujet des paroles qui lui ont été si vertement reprochées par les anarchistes présents. Il dit que c'était une méprise, que ses paroles avaient été mal interprétées, et qu'en somme, une fois la Révolution faite, les collectivistes n'auraient pas à fusiller les anarchistes, puisqu'il n'y aurait ni collectivistes ni anarchistes.

Quoique tardif, ce démenti est bon à noter, et à retenir pour ce qu'il vaut.

Les camarades, bien disséminés dans la salle, se sont signalés par leurs questions et leurs interruptions pleines d'à-propos. Ils ont obligé la foule des 3.000 curieux qui se pressaient dans cette réunion à les entendre et à faire parler d'eux.

(*Correspondance locale.*)

*
* *

Béziers. — Une soirée se donnait l'autre soir chez un des bourgeois huppés de la ville. La veille, ce personnage avait reçu une lettre de menaces. Aussi la maison était-elle gardée par le ban et l'arrière-ban de la police. Le camarade Charles Andrieux, du groupe *la Jeunesse libertaire*, ayant fait la réflexion que « les souris se glissent derrière les voitures pour protéger les proprios », se vit dresser procès-verbal.

Mais voilà que la police, ou le parquet, se dit que le camarade pourrait bien être l'auteur de la lettre de menaces en question. On jugea donc à propos de perquisitionner chez lui et de l'arrêter, mais 48 heures après! Tous les prétextes sont bons pour attenter à la liberté.

Il vient d'être condamné à six jours de prison avec application de la loi Bérenger.

(*Correspondance locale.*)

*
* *

Amiens. — Samedi dernier a eu lieu une réunion à l'Alcazar. Plus de deux mille personnes se pressaient dans la salle et une foule nombreuse dut rester à la porte. Du dehors, cette foule voulant entrer à toute force fit une poussée et prit littéralement d'assaut l'Alcazar.

Le concert, la pièce dramatique et la conférence de Tortelier furent couverts d'applaudissements. Tout s'est passé dans le plus grand ordre jusqu'au lendemain matin 6 heures.

C'est une manifestation sympathique aux idées anarchistes qui dépasse nos espérances.

(*Correspondance locale.*)

Suisse.

Genève. — Un serrurier, Suisse allemand, établi à Genève, homme estimé et ayant neuf enfants, a été brusquement arrêté pour « avoir laissé errer, le soir, un de ses enfants ».

Durant vingt jours, ce père de famille a été retenu en prison; son atelier fermé, et sa clientèle dispersée. — Mentionnerons-nous le tort énorme causé par l'emprisonnement?

Sur les instances de son avocat, — heureusement qu'il a pu se payer un avocat! — le parquet refusait de libérer provisoirement ce père de famille, tant qu'il n'aurait pas déposé une caution de 150 francs; c'est qu'il aime les cautions, le parquet!

Enfin, la chambre d'instruction a accordé la libération du détenu!

Sauront-ils enfin à quoi s'en tenir, ceux qui ne seraient pas fixés sur la valeur officielle du mot : liberté, tant et tant ressassé, à l'usage des gogos, par les politiciens de tout poil attablés en permanence aux banquets de l'Exposition suisse?

N'ayez pas de domestique, que votre femme vaque aux travaux d'autrui pour aider à la subsistance de sa famille, travaillez à l'atelier plus tard que de coutume; et puis un jour, qu'il prenne fantaisie à l'un de vos enfants se morfondant, au foyer solitaire,

d'aller muser devant quelques boutiques, où son admiration pour les jouets destinés aux enfants du riche lui feront oublier la fuite des heures.

Et vous, obscur ouvrier, qui n'appartenez ni à la loge de l'Union des Beurres, ni à quelque parlotte crainte ou chérie, sinon cotée, des gouvernants, vous serez jeté en prison.

Ce progrès fin de siècle, dans la « liberrrté léguée par nos pères, produit du librrre développement de nos institutions démocratiques (1) », est d'une acquisition récente: en 1894, J. H. M..., qui gagne seize centimes par heure, quand il ne chôme pas, a été l'un des premiers pères de famille emprisonnés pour abandon de progéniture.

Hier, au moment même où une jeune femme mise en prison pour avoir abandonné son enfant était extraite de sa cellule pour être amenée devant le juge, elle apprenait que son enfant était mort à l'hôpital.

Est-il nécessaire de le dire, la malheureuse appartenait à la légion de ces filles — sans le sou, naturellement — lâchées aussitôt rendues mères; elle s'était vue dans la cruelle nécessité d'abandonner son petit, parce que son travail ne lui fournit pas même ce qui est indispensable à sa propre subsistance.

Sous le régime bourgeois, — auquel on doit l'abolition des tours, — plus qu'à aucune autre époque de l'histoire, l'instinct de la paternité s'est singulièrement développé. A cet égard, les statistiques des enfants naturels non reconnus sont fort édifiantes!

Ici, on a remplacé le tour, dont l'urgence n'est plus à démontrer dans la société capitaliste, par des lois coercitives, ne pouvant guère frapper que les filles-mères et les pères ayant reconnu leurs enfants.

Ces confections législatives sont l'œuvre de l'action piétiste sur la clique officielle, c'est à elle aussi que les visiteurs de l'Exposition doivent la stupéfaction éprouvée par eux, en découvrant dans le hall central une chaire garnie d'un prédicant s'époumonant en vain, au milieu des conversations bruyantes et des rires des allants et venants tombés dans cet attrape-fidèles calviniste des expositionnistes.

X.

(1) Cliché en usage dans les gueuletons patriotiques.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque du XVIIIe arrondissement. — Samedi 27 courant, à 8 heures du soir, café des Artistes, 11, rue Lepic, au premier, réunion des camarades. — Urgence.

*
* *

Groupe des Etudes économiques et sociales, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, à 9 heures du soir, jeudi 4 mars, causerie par Henri Dagan.

Sujet : « La criminalité devant les moralistes et les criminologistes. »

*
* *

Nous avons reçu du camarade Retté 5 exemplaires de son nouveau livre : *Aspects*, pour être vendus au profit des *Temps Nouveaux*

*
* *

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe et de la banlieue de l'Est. — Samedi 27 février, à 9 heures, au local convenu.

*
* *

Les *Libertaires du XIIIe* se réunissent tous les samedis, à 8 h. 1/2, chez le bistrot, 59, rue de la Glacière.

Samedi 27 février, communication par un camarade pour le mouvement dans l'arrondissement; le camarade Butaud est spécialement invité.

Urgence pour tous les camarades.

*
* *

Groupe d'études sociologiques et littéraires des Ve et VIe arrondissements, 14, rue Mabillon. — Lundi 1er mars, à 9 heures du soir, réunion du groupe.

Causerie par Parsons; sujet traité : *De Karl Marx à Millerand.*

*
* *

Samedi 27 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, grand meeting public, organisé par la Ligue antireligieuse et par les Libertaires de Paris.

Ordre du jour: *La question d'Orient devant l'humanité, Les crimes des religions, Les torturés de Montjuich, Cuba, Arménie, Les infamies sociales, Eglise, patrie et religion, Les tortures de l'instruction.*

Orateurs : Charles Malato, Albert Létrillard, Girault, Raubinau, Prost, Brunet.

Entrée : 30 centimes, pour les frais d'organisation.

*
* *

Jeunesse libertaire du XVe arrondissement, 116, boulevard de Grenelle (chez Béra). — Le jeudi 25 février, à 8 h. 1/2 du soir, réunion d'étude. Le dimanche 27 février, à 8 h. 1/2 du soir, soirée familiale, précédée de la lecture d'une causerie sur le *Droit au bonheur* par Emile Maximin; chants et poésies révolutionnaires avec le concours assuré du Père La Purge.

*
* *

Samedi soir, 27 février, à 8 heures, à la Maison du Peuple, 4, impasse Pers, grande fête familiale organisée par l'*Art Libre*.

Conférence par Pelloutier. — Chants, opérette, bal, confettis, etc.

Entrée : 50 centimes; 25 centimes pour les enfants.

*
* *

Les camarades de Puteaux sont priés de se réunir salle Paulus, 73, rue de Paris.

Ordre du jour : « Le 18 mars. »

*
* *

Tourcoing. — Le groupe d'études sociales se réunit tous les dimanches, à 9 heures du matin, boulevard Gambetta.

*
* *

Saint-Etienne. — Les individualistes invitent les camarades à venir discuter le sujet: « La solidarité, préjugé préhistorique », le 7 mars, au Bon Coin Stéphanois, en face du théâtre.

*
* *

Rouen. — Tous les libertaires de Rouen et des environs, tous les lecteurs et lectrices des *Temps Nouveaux*, du *Libertaire* et du *Père Peinard* sont priés de se rendre, samedi 27 février, à 8 h. 1/2, chez Goupil, place des Eaux de Robec, 6. — Urgence.

Le camarade Bordenave, 42, rue Martainville, vend les journaux anarchistes et les porte à domicile. Il prie l'*Insurgé* de Belgique de lui en envoyer des exemplaires.

*
* *

Bruxelles. — *Groupe d'études sociales.* Samedi 28 février, à 8 h. 1/2 du soir, réunion à la Colline, rue de la Colline. Conférence par le citoyen Pichuèque sur l'amour libre. La réunion est contradictoire.

*
* *

Italie. — Le 1er mars, anniversaire de la mort du camarade Argante Salucci, assassiné l'année passée au *domicilio coatto* de San Niccola di Tremiti par la bourgeoisie italienne. Nous ferons en Macerata un numéro unique avec des articles de Gori, Séverine, Kropotkine, Reclus, Michel, Mirbeau, etc., au prix de 10 centimes le numéro; pour l'extérieur, 15 centimes.

S'adresser au camarade *Luigi Fabbri*, studente, all' università di *Macerata* (*Italia*).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Chemineau, J. Richepin, drame en vers, 1 vol., 4 francs, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Les Rayons cathodiques et Rayons X, par J.-L. Breton, 1 vol. avec 150 figures, 4 francs, chez l'auteur, 10, place d'Italie.

Het socialisme Verloochend door de socialistische Kamerleden en Belgie, 1 brochure, Devrize Groep, Lange Schipstraat, 1, Mechelen.

Entre Campesinos, de Malatesta. — *La anarquia es el orden*, de Bellegarigues. — *Consecuencias del estado*, par Lores, 3 brochures, imprenta de *El Progreso*, 22, Toreiro, La Coruna.

Le Problème social, par Louis Ullmo, 1 vol., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Les articles d'actualité nous forcent à renvoyer encore la suite de la conférence de Kropotkine sur l'Etat.

A LIRE

Bébé, H. Rochefort, *Intransigeant*, 23 février.

L'Insécurité individuelle, Louis de Gramont, *Eclair*, 23 février.

L'Inde et la Famine, Jean Frollo, *Petit Parisien*, 26 janvier.

Mœurs parlementaires, *Le Temps*, 22 février.

A voir :

Le dessin de Willette (au sujet du petit Pierre), *Courrier Français* du 24 janvier.

Vive le Poteau! autre dessin de Willette, *Courrier Français*, 20 février.

AVIS

Nous sommes parvenus à compléter deux collections du Supplément littéraire *de la* Révolte. *Ayant besoin de faire de l'argent, nous les mettons en vente au prix de 50 francs chacune. La collection comprend deux volumes et les numéros de la* Révolte *avec lesquels le* Supplément *a paru.*

*
* *

Il nous reste du Révolté *un certain nombre d'exemplaires de la 9e année; de la* Révolte, *des années 4, 6 et 7 : nous les tenons toujours en vente au prix de 1 fr. 50 l'année, 2 fr. 10 en gare ou 2 fr. 35 à domicile; — pour l'extérieur, prix selon que l'envoi doit être fait par la poste ou par le chemin de fer.*

BOITE AUX ORDURES

« Au nom de la révolution, les anarchistes servent la réaction; au nom de la morale, ils tolèrent les actions les plus immorales; au nom de la liberté individuelle, ils foulent aux pieds tous les droits de ceux qui vivent avec eux. » — *Anarchie et Socialisme*, par Jean Sigg, régent socialiste et député.

(*Le Genevois*, 23 août 1894.)

PETITE CORRESPONDANCE

Amiens. — Trop tard la convocation.

M., à Troyes. — Non, les timbres français ne valent rien.

Cette. — Ai lu les vers du *Mercure* de 1770. Curieux, mais n'a qu'un rapport éloigné avec l'ordre d'idées que nous défendons.

L., à Luri. — Nous n'avons pas les photographies demandées. L'adresse de la *Question Sociale* est bonne telle que nous vous l'avons donnée.

B. — Votre idée est excellente, mais n'étant pas, dans les conditions actuelles, partisan d'un quotidien, je ne puis m'en servir.

A. L., au Chambois. — 40 à 50 0/0 chez le premier changeur venu.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire: L. R., à Lyon, 1 fr. 50. — J. M., 5 fr. — Avignon: un camarade, 1 fr. — Aidé, 4 fr. — J. M., 1 fr. 20. — H. G., 10 fr. — M., à Dresde, 1 fr. — D. A., 1 fr.

Liste précédente: 7 fr. 80. — En tout: 32 fr. 50.

Reçu pour la compagne de Vaillant: J. M., 2 fr. — C. C., 1 fr. — S. S., 1 fr. — Aidé, 5 fr. — A. V., 1 fr.

Reçu pour le journal: P., Marseille, 0 fr. 45. — Troyes, J.-B., 1 fr.; Quête du groupe d'études, 1 fr. 30. — Vienne, par G., 11 fr. — Montal, 1 fr. — B., à Annonay, 0 fr. 50. — R., à Gisors, 0 fr. 75. — Produit du rams, 0 fr. 75. — Séverin et son camarade, 3 fr. — S., à Bergen. — Cette, quelques camarades, par G., 5 fr. — Merci à tous.

P., à Angers. — S., à Roubaix. — K., à Gmund. — C. F., à Milan. — D., à La Haye. — G., à Tarare. — H., à Aix-en-Othe. — V., à Nîmes. — L. F., à Macerata. — G., à Grenoble. — T., à Tenès. — B., à Albi; P., à Brieulles; R., à Nouzon; D., à Morez; H.; G., à Paterson (par *P. P.*). — F., à Manosque. — L. B. J. — Reçu timbres et mandats.

LES TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Limoges

Chez Moreau, kiosque de la place Denis-Dussoubs.

On y trouve également le *Père Peinard* et le *Libertaire*.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 45 — DIX CENTIMES — DU 6 AU 12 MARS 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DEPOSITAIRES

Nous expédions, cette semaine, le bordereau de fin février. Prière à tous de régler le plus vite possible, nous en avons un besoin urgent.

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes*) (1)

VI

Dans le courant du seizième siècle, des barbares modernes viennent détruire toute cette civilisation des cités du moyen âge. Ces barbares ne l'anéantissent peut-être pas, mais ils l'arrêtent, du moins, dans sa marche pour deux ou trois siècles. Ils la lancent dans une nouvelle direction.

Ils assujettissent l'individu, ils lui enlèvent toutes ses libertés, ils lui demandent d'oublier les unions qu'il basait autrefois sur la libre initiative et la libre entente, et leur but est de niveler la société entière dans une même soumission au maître. Ils détruisent tous les liens entre hommes, en déclarant que l'Etat et l'Eglise, seuls, doivent désormais former l'union entre sujets; que, seuls, l'Eglise et l'Etat ont mission de veiller aux intérêts industriels, commerciaux, judiciaires, artistiques, passionnels, pour lesquels les hommes du douzième siècle avaient coutume de s'unir directement.

Et qui sont ces barbares? — C'est l'Etat : la Triple-Alliance, enfin constituée, du chef militaire, du juge romain et du prêtre — les trois formant une assurance mutuelle pour la domination, les trois unis dans une même puissance qui commandera au nom des intérêts de la société et écrasera cette société.

* *

On se demande, naturellement, comment ces nouveaux barbares ont pu avoir raison des communes, jadis si puissantes? Où ont-ils puisé la force pour la conquête?

Cette force, ils l'ont trouvée, tout d'abord, au village. Tout comme les communes de la Grèce antique, qui ne surent pas abolir l'esclavage, de même les communes du moyen âge ne surent pas affranchir le paysan du servage, en même temps que le citadin.

Il est vrai que presque partout, au moment de son affranchissement, le citadin — artisan-cultivateur lui-même — avait cherché à entraîner la campagne à lui aider pour son affranchissement. Pendant deux siècles, les citadins, en Italie, en Espagne, en Allemagne, avaient soutenu une guerre acharnée contre les seigneurs féodaux. Des prodiges d'héroïsme et de persévérance furent déployés par les bourgeois dans cette guerre aux châteaux. Ils se saignaient à blanc pour se rendre maîtres de ces châteaux du féodalisme et abattre la forêt féodale qui les enveloppait.

Mais ils n'y réussirent qu'à moitié. De guerre lasse, ils conclurent enfin la paix par-dessus la tête du paysan. Ils le livrèrent au seigneur, en dehors du territoire conquis par la commune, pour acheter la paix. En Italie, en Allemagne, ils finirent par accepter le seigneur combourgeois, à condition qu'il vînt résider dans la commune. Ailleurs, ils finirent par partager sa domination sur le paysan. Et le seigneur se vengea de ce bas peuple, qu'il haïssait et méprisait, en ensanglantant ses rues par les luttes et la vengeance de familles seigneuriales, qui n'étaient évidemment pas portées devant les syndics et juges communaux, mais se décidaient par l'épée, dans la rue.

Il le démoralisa par ses largesses, ses intrigues, son train de vie seigneurial, par son éducation reçue à la cour de l'évêque ou du roi. Il lui fit épouser ses luttes. Et le bourgeois finit par imiter le seigneur et devint seigneur à son tour, s'enrichissant, lui aussi, du labeur des serfs campés dans les villages.

Après quoi, le paysan prêta main-forte aux rois, aux empereurs, aux tsars naissants et aux papes quand ils se mirent à reconstruire leur royaume pour assujettir les villes. Là où il ne marcha pas sous leurs ordres, il les laissa faire.

* *

C'est à la campagne, dans un château fort, situé au milieu de populations campagnardes, que se constituait lentement la royauté. Au douzième siècle, elle n'existait que de nom, et nous savons bien aujourd'hui ce qu'il faut penser des gueux, chefs de petites bandes de brigands qui s'ornaient de ce nom, qui, d'ailleurs — Augustin Thierry l'a si bien démontré — ne voulait pas dire grand'chose à cette époque.

Lentement, par tâtonnements, un baron plus puissant ou plus rusé que les autres réussissait, çà et là, à s'élever au-dessus des autres. L'Eglise s'empressait sans doute de l'appuyer. Et, par la force, la ruse, l'argent, le glaive et le poison en cas de besoin, un de ces barons féodaux grandissait aux dépens des autres. Mais ce ne fut jamais dans aucune des cités libres, qui avaient leur forum bruyant, leur roche Tarpéienne, ou leur fleuve pour les tyrans, que l'autorité royale réussit à se constituer : ce fut à la campagne.

Après avoir vainement cherché à constituer cette autorité à Reims ou à Lyon, ce fut à Paris, — agglomération de villages et de bourgs entourés de riches campagnes, qui n'avaient pas encore connu la vie des cités libres; ce fut à Westminster, aux portes de la populeuse cité de Londres; ce fut dans le Kremlin, bâti au sein de riches villages sur les bords de la Moskva, après avoir échoué à Souzdal et à Wladimir, — mais jamais à Novgorod ou Pskov, à Nuremberg ou à Florence — que l'autorité royale fut consolidée.

Les paysans des alentours leur fournissaient le blé, les chevaux et les hommes, et le commerce — royal, non communal — accroissait leurs richesses. L'Eglise les entoura de ses soins. Elle les protégea, leur vint au secours avec ses coffres-forts, leur inventa le saint de la localité et ses miracles. Elle entoura de sa vénération la Notre-Dame de Paris ou la Vierge d'Ibérie à Moscou. Et, pendant que la civilisation des cités libres, émancipées des évêques, prenait son élan juvénile, l'Eglise travailla âprement à reconstituer son autorité par l'intermédiaire de la royauté naissante, en entourant de ses soins, de son encens et de ses écus le berceau de la famille de celui qu'elle avait choisi finalement pour refaire avec lui, par lui, son autorité ecclésiastique. A Paris, à Moscou, à Madrid, à Prague, vous la voyez penchée sur le berceau de la royauté, sa torche allumée à la main.

Apre à la besogne, forte de son éducation étatiste, s'appuyant sur l'homme de volonté ou de ruse qu'elle va trouver dans n'importe quelle classe de la société, versée dans l'intrigue et versée dans le droit romain et byzantin — vous la voyez marcher sans relâche vers son idéal : le roi hébraïque, absolu, mais obéissant au grand prêtre — simple bras séculier du pouvoir ecclésiastique.

Au seizième siècle, ce lent travail des deux conjurés est déjà en pleine vigueur. Un roi domine déjà les autres barons, ses rivaux, et cette force viendra s'abattre sur les cités libres pour les écraser à leur tour.

* *

D'ailleurs, les villes du seizième siècle n'étaient plus ce qu'elles avaient été aux douzième, treizième et quatorzième siècles.

Elles étaient nées de la révolution libertaire. Mais elles n'eurent pas le courage d'étendre leurs idées d'égalité, ni aux campagnes voisines, ni même à ceux qui étaient venus s'établir plus tard dans leurs enceintes, asiles de liberté, pour y créer les arts industriels.

Une distinction entre les vieilles familles qui avaient fait la révolution du douzième siècle — ou « les familles » tout court, — et ceux qui vinrent s'établir plus tard dans la cité, se rencontre dans toutes les villes. La vieille « guilde des marchands » n'entend pas recevoir les nouveaux-venus. Elle refuse de s'incorporer les « arts jeunes » pour le commerce. Et, de simple commis de la cité, elle devient l'entremetteur, l'intermédiaire qui s'enrichit dans le commerce

(1) Voir les numéros 34, 38, 39, 40 et 42.

lointain, et qui importe le faste oriental et, plus tard, s'allie au seigneur combourgeois et au prêtre, ou va chercher appui chez le roi naissant, pour maintenir son droit à l'enrichissement, son monopole. Devenu personnel, le commerce tue la libre cité.

Les guildes des anciens métiers dont se composait au début la cité et son gouvernement, ne veulent pas reconnaître les mêmes droits aux jeunes guildes, formées plus tard par les jeunes métiers. Ceux-ci doivent conquérir leurs droits par une révolution. Et c'est ce qu'ils font, partout. Mais si cette révolution devient, pour la plupart, le point de départ d'un renouveau de toute la vie et de tous les arts (cela se voit si bien à Florence), dans d'autres cités elle se termine par la victoire du *popolo grasso* sur le *popolo basso* — par un écrasement, par des déportations en masse, des exécutions, surtout quand les seigneurs et les prêtres s'en mêlent.

Et, faut-il le dire, c'est la défense du « bas peuple » que le roi prendra pour prétexte, afin d'écraser le « peuple gras » et les subjuguer l'un et l'autre lorsqu'il se sera rendu maître de la cité!

***

Et puis, les cités devaient mourir, puisque *les idées mêmes des hommes avaient changé*. L'enseignement du droit canonique et du droit romain les avaient perverties.

L'Européen du douzième siècle était essentiellement fédéraliste. Homme de libre initiative, de libre entente, d'unions voulues et librement consenties, il voyait en lui-même le point de départ de toute société. Il ne cherchait pas son salut dans l'obéissance; il ne demandait pas un sauveur de la société. L'idée de discipline chrétienne et romaine lui était inconnue.

Mais, sous l'influence de l'Eglise chrétienne — toujours amoureuse d'autorité, toujours jalouse d'imposer sa domination sur les âmes et surtout sur les bras des fidèles; et, d'autre part, sous l'influence du droit romain qui déjà, dès le douzième siècle, fait ravage à la cour des puissants seigneurs, rois et papes et qui devient bientôt l'étude favorite dans les universités — sous l'influence de ces deux enseignements, qui s'accordent si bien quoique ennemis acharnés à l'origine, les esprits se dépravent à mesure que le prêtre et le légiste triomphent.

L'homme devient amoureux de l'autorité. Une révolution des bas métiers s'accomplit-elle dans une commune, la commune appelle un sauveur. Elle se donne un dictateur, un César municipal, et elle lui accorde pleins pouvoirs pour exterminer le parti opposé. Et il en profite, avec tous les raffinements de cruauté que lui souffle l'Eglise ou les exemples rapportés des royaumes despotiques de l'Orient.

L'Eglise l'appuie sans doute. N'a-t-elle pas toujours rêvé le roi biblique, qui s'agenouille devant le grand prêtre et en est l'instrument docile? N'a-t-elle pas haï de toute sa force ces idées de rationalisme qui soufflaient dans les villes libres lors de la première Renaissance, celle du douzième siècle; puis — ces idées « païennes » qui ramenaient l'homme à la nature sous l'influence de la re-découverte de la civilisation grecque, et puis — plus tard encore — ces idées, au nom du christianisme primitif, soulevaient les hommes contre le pape, le prêtre et le culte en général? Le feu, la roue, le gibet — ces armes si chères de tout temps à l'Eglise — furent mis en jeu contre ces hérétiques. Et, quelque soit l'instrument : pape, roi ou dictateur — peu lui importe pourvu que le feu, la roue et le gibet fonctionnent contre les hérétiques!

Et sous ce double enseignement du légiste romain et du prêtre, l'esprit fédéraliste, l'esprit d'initiative et de libre entente, se mourait, pour faire place à l'esprit de discipline, d'organisation pyramidale-autoritaire. Le riche et la plèbe demandaient, l'un et l'autre, un sauveur.

Et lorsque le sauveur se présenta; lorsque le roi, enrichi loin du tumulte du forum, dans quelque ville de sa création, appuyé sur la richissime Eglise et suivi de nobles conquis et de paysans, frappa aux portes des cités, promettant au « bas peuple » sa haute protection contre les riches, et aux riches obéissants sa protection contre les pauvres révoltés — les villes, rongées elles-même déjà par le chancre de l'autorité, n'eurent plus la force de lui résister.

***

Et puis, les Mongols avaient conquis et dévasté l'Europe orientale au treizième siècle, et un empire se constituait là-bas, à Moscou, sous la protection des khans tartares et de l'Eglise chrétienne russe. Les Turcs étaient venus s'implanter en Europe et poussaient, en 1453, jusqu'à Vienne, dévastant tout sur leur passage; et des Etats puissants se constituaient en Pologne, en Bohême, en Hongrie, au centre de l'Europe... Tandis qu'à l'autre extrémité, la guerre d'extermination menée contre les Maures en Espagne permettait à un autre empire puissant de se constituer en Castille et Aragon, appuyé sur l'Eglise romaine, l'inquisition — le glaive et le bûcher.

Ces invasions et ces guerres amenaient forcément l'Europe à entrer dans une nouvelle phase — celle des Etats militaires.

Puisque les communes elles-mêmes devenaient de petits Etats, les petits Etats, forcément, devaient être engloutis par les grands...

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA VERRERIE OUVRIÈRE. — Les quatre renvoyés de la Verrerie Ouvrière ont obtenu en justice de paix cinq cents francs de dommages et intérêts. Ils auraient l'intention, dit-on, d'intenter d'autres procès, l'un contre le syndicat des verriers, l'autre contre la Verrerie en tant que copropriétaires.

Nous avons ici exprimé notre avis sur cette façon d'agir des quatre camarades et rien n'est venu le modifier. Cependant nous répéterons encore une fois que la faute de tous ces incidents regrettables incombe, non pas aux quatre verriers qui, jusqu'à leur renvoi, n'ont fait qu'user très légitimement de leur droit de critique, mais aux administrateurs qui, par leur attitude d'avale-tout-cru et de despotes au petit pied, ont provoqué toutes ces dissensions.

***

LA GRANDE FAMILLE. — Est-ce que les boucheries militaires vont continuer longtemps? Encore un malheureux qui vient d'être fusillé à Constantine pour outrages et voies de fait envers un supérieur. N'est-il pas temps de démolir ce code antédiluvien qui punit de mort la moindre poussée infligée à une brute galonnée qui vous insulte et vous martyrise la plupart du temps, tandis que l'assassinat d'un inférieur par un supérieur est, non pas seulement puni, mais le plus souvent récompensé?

Que de crimes commis au nom de l'autorité!

***

LES GRÈVES. — Les ouvrières de la filature Arquembourg, à Pont-de-Metz (Somme), se sont mises en grève, protestant contre l'abaissement des salaires.

Les ouvriers de l'imprimerie Lanier, à Auxerre, se sont mis en grève parce que le patron a refusé de signer le tarif présenté par le syndicat typographique et accepté par les quatre autres maîtres imprimeurs d'Auxerre.

Les ouvriers employés comme manœuvres aux mines d'Albi se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaires.

***

POUILLY-SUR-SAONE. — Le comité de la grève de Pouilly-sur-Saône a adressé un appel aux organisations ouvrières, leur rappelant que, depuis le 7 octobre, les travailleurs de cette localité sont en grève.

Cet appel se termine ainsi :

« Tout en remerciant les organisations ouvrières qui nous ont envoyé des secours, nous devons constater que généralement on est resté sourd à notre appel; est-ce parce que nous sommes des campagnards? ou que nous ne connaissons pas le moyen de battre la grosse caisse?

« Dix des nôtres ont été condamnés à la prison et à l'amende; actuellement, six autres sont poursuivis pour avoir coupé du bois.

« On nous a rayés de la Société de secours mutuels de l'usine Jacob, nos malades sont volés des secours auxquels ils ont droit. Il n'y a pas de misères et de vexations de tout genre qu'on ne nous fasse subir.

« Aidez-nous, camarades, à sortir de cette terrible épreuve; encore un effort et nous pourrons attendre le beau temps, qui nous permettra de travailler ailleurs, si l'usine nous est fermée pour toujours. »

ANDRÉ GIRARD.

***

ROUBAIX. — Il y a à Roubaix au moins 5.000 sans-travail. Pensant qu'ils pourraient obtenir quelques secours de la municipalité — socialiste — de la ville, ils se sont réunis, la semaine dernière, dans le but d'envoyer des délégués au maire. Celui-ci, qui ne veut pas croire qu'il y ait plus de 2.000 sans-travail, a fait voter par le conseil municipal une somme de 20.000 fr. à verser au bureau de bienfaisance. Là, on distribue des cartes donnant la faculté de manger pour un sou par jour. Les ouvriers sans travail ne se sont pas contentés de ces débordantes richesses et se sont réunis le 13 février pour manifester. Les conseillers municipaux et le maire, les mêmes qui, il y a dix ans, à l'occasion d'une crise industrielle pareille à celle-ci, poussaient à manifester contre la municipalité alors bourgeoise, sont venus déclarer qu'il ne servirait à rien de manifester, que la municipalité ne pouvait rien de plus. La foule les hue, et leur crie qu'on ne peut nourrir une femme et des enfants avec un sou par jour.

Le compagnon Lézy prend alors la parole et dit que le peuple n'a jamais compris qu'il ne devait pas faire faire ses affaires par autrui s'il ne voulait pas être roulé. Des cris : « Vive l'anarchie! » lui répondent. Alors un collectiviste monte à la tribune pour avertir qu'il y a des mouchards dans la foule; comme il est conseiller municipal, on lui réplique que c'est lui qui les a nommés, ces mouchards. Un autre orateur, également conseiller, vient affirmer que le conseil ne peut donner plus de 20.000 francs; un compagnon lui répond que le même conseil qui ne peut trouver plus de 20.000 francs pour des ouvriers sans travail, a bien trouvé 100.000 francs pour des sociétés de gymnastique, sans compter les fonds votés pour l'entretien de la police. Il est applaudi et les cris : « S'ils ne peuvent rien, qu'ils démissionnent! » se font entendre. Sur ce, la réunion prend fin et l'on se dirige vers le boulevard de Paris pour manifester. La police intervient alors et arrête le camarade Lézy.

Les journaux de la localité, rendant compte des événements, émettent sur les anarchistes les opinions les plus saugrenues! Le *Journal de Roubaix*, clérical, dit que les anarchistes ne cherchent qu'à tuer et à tout brûler. Ce fossile en est encore là! L'*Egalité*, collectiviste, prétend que les anarchistes prêchent la violence et que ce sont les socialistes qui tombent dans les filets de la police. Exemple, l'arrestation du camarade Lézy, dis? imbécile!

Cependant, il est à croire que le peuple commence à voir clair, cette fois-ci.

(*D'après une correspondance locale.*)

***

BÉZIERS. — Nous avons ici un commissaire spécial qui a juré de réduire les anarchistes au silence, le pauvre homme! Ses procédés sont ce qu'il y a de plus relevé et de plus digne. Ce pourfendeur envoie ses agents chez les patrons et les propriétaires des camarades pour les dénigrer et exhorter ceux-là à les renvoyer. Le voyage de Faure et ses conférences ici ont été le prétexte d'une foule de persécutions. A cette occasion, le spécial a fait la déclaration suivante : « Rappelez-vous bien qu'à Montluçon, je suis venu à bout d'un parti remuant et qu'à Béziers il me sera facile d'en faire de même, car vous n'êtes pas si nombreux. » Pour ma part, voici ce qu'il me dit un jour qu'il m'avait fait mener devant lui. Sur ma réponse affirmative à sa demande si j'étais anarchiste, il me dit : « A partir d'aujourd'hui vous ap-

partenez à la société (?) des anarchistes de France. Ne soyez pas surpris en conséquence qu'un jour nous prenions des « mesures préventives » contre vous. »

Le zèle de cet idiot ne s'exerce pas seulement contre les anarchistes. N'arrêta-t-il pas, dernièrement, sur les allées Paul-Riquet, la femme d'un colonel d'un régiment d'ici, la prenant pour une pierreuse!

(*D'après une correspondance locale.*)

Italie.

FOGGIA. — Un fait imprévu, inimaginable a troublé de nouveau la paix, qui recommençait à régner parmi nous après d'arides discussions sur la nécessité ou non de s'organiser.

Nous croyions entrer dans une période de calme relatif et d'activité sérieuse : nous espérions que ce calme et cette activité auraient produit de bonne propagande; mais voilà que l'horizon s'obscurcit encore un peu! Il parait que nous n'aurions rien de mieux à faire que de chercher les moindres prétextes pour nous détourner toujours de notre but suprême!

Il faut pourtant reconnaitre que cette fois il ne s'agit pas de byzantinismes plus ou moins scolastiques, mais d'une idée d'une praticité très élémentaire, exposée avec clarté. Cette fois-ci, l'agitation des camarades est justifiée, d'autant plus que cette idée part d'un homme qui nous fut toujours cher pour maintes raisons.

Le camarade Saverio Merlino, dans une lettre adressée au *Messaggero* de Rome, — lettre publiée aussi par la *Roma* de Naples et par d'autres journaux quotidiens — écrit les lignes suivantes :

« Je crois qu'en combattant à outrance le parlementarisme, nous nous sommes donné de la pioche sur les pieds : car nous avons contribué à créer cette horrible indifférence du public non seulement pour le système parlementaire, mais encore pour les libertés constitutionnelles, de sorte que le gouvernement a pu impunément les violer sans qu'un seul cri de protestation ait été poussé par les fils de ceux qui donnèrent leur vie pour les conquérir.

« Le parlementarisme n'est pas l'idéal des systèmes politiques : c'est tout autre chose! Mais, quoique très mauvais, il est toujours meilleur que l'absolutisme, auquel, à grands pas, nous nous acheminons. »

Plus loin :

« Les socialistes anarchistes n'ont pas besoin de présenter des candidats choisis parmi eux (*propri*) : ils n'aspirent pas au pouvoir dont ils n'ont que faire. Mais ils doivent protester contre la réaction gouvernementale, en participant à l'agitation électorale, et il va sans dire qu'entre un candidat crispinien, rudinien ou zanardellien, disposé à voter état de siège, lois exceptionnelles, inéligibilité de condamnés politiques et voire même massacres de multitudes affamées — et un socialiste ou républicain *sincère*, il serait folie de préférer le premier. »

J'ai traduit ces passages parce qu'ils suffisent à nous faire comprendre ce que Merlino désire. Il désire donc qu'aux prochaines élections politiques générales les anarchistes aillent voter pour les collectivistes.

Or, une telle idée exprimée par un homme tel que Merlino ne devait-elle pas produire une impression profondément défavorable dans notre milieu? C'était tout un passé anéanti : une transaction avantageuse exclusivement pour les collectivistes était conseillée nettement.

C'est pourquoi ce fut avec la plus anxieuse et la plus grande attention que nous lûmes la réponse d'Enrico Malatesta dans le *Messaggero* même. Et ce fut — dois-je le dire — un soulagement général. Le *bras* (1), par cette lettre, nous a doucement consolés, car il y exprime pleinement l'opinion de tous — on peut le dire — les libertaires italiens sur le parlementarisme et sur les élections.

Je traduis les passages qui correspondent exactement aux passages précédents de la lettre du *cerveau* :

« Les anarchistes restent, comme toujours, adversaires décidés du parlementarisme et de la tactique parlementaire.

« Adversaires du parlementarisme, parce qu'ils croient que le socialisme ne doit et ne peut se réaliser que par la libre fédération des associations de production et de consommation et qu'un gouvernement, quel qu'il soit, y compris un gouvernement parlementaire, est non seulement impuissant à résoudre la question sociale, à harmoniser et à satisfaire les intérêts de tous, mais qu'il constitue de par lui-même une classe privilégiée avec des idées, des passions et des intérêts contraires à ceux du peuple, qu'il a la possibilité d'opprimer par les forces du peuple même. Adversaires de la tactique, parce qu'ils croient que, loin de favoriser le développement de la conscience populaire, elle tend à désaccoutumer le peuple du soin direct de ses intérêts, et elle est une école de servilisme pour les uns, pour les autres d'intrigues et de mensonges... »

« Le parlementarisme vaut mieux que le despotisme, c'est vrai; mais seulement lorsqu'il représente une concession faite par le despote de peur de quelque chose de pire.

« Entre le parlementarisme accepté et vanté et le despotisme subi par force et avec l'âme prête à la révolte, il vaut mille fois mieux le despotisme. »

Jusqu'à présent nous n'avons lu — et nous espérons ne pas en lire — aucune adhésion à la nouvelle idée de Merlino. Nous avons lu au contraire bien des articles qui la combattent catégoriquement et avec vivacité — ce qui me dispense d'en dire davantage. Et nous espérons aussi que Merlino voudra revenir à nous et combattre avec nous, comme il l'a fait auparavant, en laissant aux politicards et aux socialards le bulletin de vote et les tréteaux électoraux.

Qu'il s'en souvienne! C'est lui aussi, qui, durant de nombreuses années, a soutenu les idées qui nous ont servi à lui répondre aujourd'hui; c'est lui, aussi, qui nous a donné l'exemple de la lutte *à outrance* contre le parlementarisme et la tactique parlementaire. Qu'il y pense bien, avant de s'engager définitivement dans une voie fausse.

Nous attendons.

Et en attendant, je conseille aux camarades de reprendre la campagne féconde pour la propagande et de ne pas éterniser sur nos journaux, dont les formats sont si petits, une question qui doit être considérée comme parfaitement résolue et suffisamment élucidée pour nous. Reprenons tranquillement notre tâche : elle est longue — hélas! — et nous n'avons pas de temps à perdre à des polémiques, qui ne réussiraient qu'à nous brouiller en dépit de notre indifférence pour elles!

ROBERTO D'ANGIÒ.

(1) « Si Merlino est un cerveau, Malatesta est un bras. » (Malato, *De la commune à l'anarchie*.)

VARIÉTÉS

La police napolitaine (1).

(Extrait des *Souvenirs de prison*.)

I

... Le soir, le garde-chiourme du bureau m'apporta une lampe à huile. Peu après, en regardant dans la cour, je vis venir vers le bureau des hommes chargés de leurs sacs de détenus; quelques femmes étaient parmi eux.

Le garde-chiourme alluma sa lampe à pétrole, tandis que les nouveaux venus déposaient leurs sacs. Ils étaient souriants et parlaient tout bas avec vivacité.

Le garde prit une feuille de papier et commença l'appel.

Chacun répondait : « Présent! »

Cependant je fis signe à l'un d'eux. Celui-ci s'approcha. Je lui demandai :

— Qui êtes-vous?

Il répondit en souriant :

— Nous sommes les révolutionnaires siciliens. Grâce à l'amnistie du 20 septembre, nous allons en liberté.

— D'où venez-vous?

— Du bagne d'Ancône.

— Partez-vous ce soir?

— Nous ne le savons pas. Et vous, qui êtes-vous?

— Je suis un anarchiste arrêté aujourd'hui.

— Pourquoi?

— Je ne sais pas.

Il appela un compagnon et lui dit :

— Vois, celui-ci...

Mais il n'eut pas le temps de finir. A la suite de ce compagnon, d'autres se dirigèrent vers moi, troublant ainsi l'ordre établi par le garde. Celui-ci s'en aperçut; il menaça :

— Quiconque s'approche de cette grille risque de ne pas revoir la Sicile.

Tous revinrent à leurs places.

Lorsque l'homme du greffe eut fini l'appel, il examina les feuilles de route des libérés. Puis il se mit à les fouiller.

Un jeune homme protesta vivement, criant :

— Comment! Devons-nous dormir ici?

— Cela va sans dire, répondit le garde.

— Mais nous sommes libres.

— Vous êtes libres et vous devez dormir ici.

— Mais je refuse! C'est un abus!

Le garde-chiourme, furieux, hurla :

— Savez-vous que j'ai le pouvoir de vous faire rester ici aussi longtemps que je le veux, si vous continuez à parler comme un *mafioso* que vous êtes?

Insulte des plus lâches et des plus vulgaires. Le jeune homme repartit par d'autres paroles, mais enfin — certainement de crainte de compromettre aussi ses camarades — il se tut.

Mais, lorsque tous furent sommés d'entrer dans la pièce sale, humide et obscure, qui leur avait été destinée, ce fut une protestation générale. Le garde-chiourme, pourtant, tant par ses menaces que par ses poings et ceux de ses aides, les introduisit tous là-dedans, et les y enferma.

De ma cellule on entendait leurs voix.

J'appelai le garde; je lui dis :

— Mettez-moi avec les Siciliens.

— Impossible, répondit-il, nous avons l'ordre de vous tenir seul.

II

Plus tard, je vis entrer dans le bureau une jeune fille accompagnée par un policier. C'était une de ces pauvres enfants de seize ans, que la bourgeoisie se charge de déflorer et de jeter dans les maisons de tolérance.

Le garde, après avoir écrit son nom sur son gros registre, lui ordonna de s'asseoir.

La petite obéit, triste et mélancolique. Elle fit bientôt le récit de son délit : elle avait offensé la pudeur, parce qu'elle s'était arrêtée sur le trottoir à parler avec un jeune homme.

La gardienne, que le garde avait mandée, arriva finalement. C'était une femme de quarante ans, laide et nerveuse.

Elle vit la jeune fille et lui lança des regards pleins de mépris. Puis elle lui ordonna de se lever aussitôt.

Pendant ce temps, étaient arrivés aussi plusieurs policiers, qui adressaient des obscénités à la petite.

Dès que celle-ci se leva, la gardienne s'en empara comme d'un chiffon, la fouillant dans tous les sens, dessus, dessous, la maltraitant.

La pauvrette cherchait à s'en délivrer : des larmes coulaient sur ses joues pâles.

La laide gardienne remarqua ces larmes et dit :

— Tu devrais pleurer quand les hommes t'examinent, et non quand c'est moi.

La jeune fille eut un flot de colère, elle s'écria :

— Vous avez vu maintenant, assez!

Mais la gardienne, qui avait mis ses mains sous les robes de la petite et y avait travaillé tout à son aise pour amuser la lâcheté des policiers, lui répondit :

— Non, ce n'est pas assez! Otez cette camisole!

La petite, qui sanglotait, dit :

— Comment! Dois-je rester nue?

— Oui, si je le veux.

— Ici?

— Oui, ici. As-tu honte? Regardez un peu qui a honte à se faire voir nue!

Les policiers riaient lubriquement, à ventre déboutonné, d'une manière révoltante.

Cela mit le comble à mon indignation. Et je protestai, en m'adressant surtout au garde-chiourme du bureau.

Mais, tandis que celui-ci me répondait que je n'avais pas le droit de m'immiscer dans les affaires du greffe, la mégère ne nous avait pas écoutés. Elle avait fait ôter la camisole et la jupe à la malheureuse, puis le corset et les autres vêtements, la laissant avec sa seule chemise devant toute cette canaille. La petite s'était débattue en vain, pleurant et se défendant avec une pudeur digne de la vierge la plus ingénue. La gardienne ne fut pas encore contente. En même temps qu'un policier haussait la flamme de la lampe à modérateur, la hideuse

(1) Tout ce qu'on raconte ici est arrivé au dépôt de la questure de Naples, le 22 septembre 1895. La cellule de l'auteur communiquait avec le bureau des gardes par une grille de fer.

femme avait fait asseoir la malheureuse enfant, qui sanglotait de manière à émouvoir les pierres; aussitôt elle lui retroussa une partie de sa chemise, et, bien en face de la lumière, elle glissa ses mains immondes dans ces chairs blanches comme du lait : elle y fouilla longtemps afin que les policiers pussent librement observer et lâchement s'esbaudir!

Roberto d'Angio.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un camarade désire acheter *Byzance*, de Lombard, et *Marc Fane*, de Rosny. Adresser les propositions aux *Temps Nouveaux*.

Groupe d'études sociologiques et littéraires des Ve et VIe arrondissements, 14, rue Mabillon. — Lundi 8 mars, à 9 heures du soir, réunion du groupe.

Causerie, par Parsons. Sujet traité : *Le mouvement crétois*.

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe et de la banlieue de l'Est. — Samedi 6 mars, à 9 heures précises, au local convenu.

La *Jeunesse libertaire du XIIIe* se réunit salle Juillet, 17, rue Damesme, tous les dimanches, à 8 h. 1/2.

Dimanche prochain, causerie par Tristan sur les erreurs du collectivisme, et par Armand sur le communisme.

Jeunesse libertaire du XVe arrondissement. — Jeudi 4 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 116, boulevard de Grenelle, chez Béra, réunion d'étude.

Afin de donner plus d'intérêt et d'attirer le plus possible de jeunes gens, le groupe du XVe change ses soirées familiales du dimanche en soirées artistiques et littéraires et fait appel à tous les camarades qui pourraient l'aider dans son entreprise.

Dimanche 7 mars, à 8 h. 1/2 du soir, soirée artistique et littéraire : 1° Lecture d'une causerie : *La Sensitive*, par Emile Maximin; 2° Déclamations et chants. Avec le concours du père La Purge, de Charles Deswert, etc.

Bibliothèque sociale du XVIIIe arrondissement. — Samedi 6 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au café des Artistes, 11, rue Lepic, au premier, réunion des camarades. — Urgence.

Les membres du groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, après avoir entendu la proposition à eux faite par le groupe des étudiants antisémites de s'associer aux manifestations philhellènes, croyant qu'ils ne peuvent participer à une action de concert avec un groupe bourgeois et nationaliste; croyant aussi qu'un groupe internationaliste ne peut s'associer à une manifestation nationaliste; pensant encore que dans aucune circonstance on ne peut rien attendre de l'action gouvernementale, décident de ne pas se joindre à un mouvement qui n'a aucun rapport avec les revendications prolétariennes.

Le Secrétaire : Léon Rémy.

Saint-Denis. — L'*Idée ouvrière*, groupe d'études sociales, se réunit tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, chez Alexis, dans la salle du fond, route d'Aubervilliers.

Causeries par différents camarades.

Tous les camarades de la banlieue sont invités.

Givors. — Les camarades désireux de l'organisation de quelques conférences n'ont qu'à se réunir au local habituel. — Urgence.

Brest. — Le camarade Bizien accuse à Broussouloux réception des 10 francs que ce dernier lui a envoyés au nom des camarades du XVIIIe, pour venir en aide à un camarade.

Cette. — Les camarades se réunissent les jeudi et samedi au débit Isoir, 1, rue Nationale.

Lyon. — Aux camarades!

Des raisons majeures nous obligent à suspendre *momentanément* la publication de notre revue.

A tous ceux à qui la tentative a plu et qui l'ont prouvé en nous aidant et en nous encourageant nous disons : Merci et à bientôt!

Les camarades de la *Jeunesse Nouvelle*.

Amiens. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux*, du *Père Peinard* et du *Libertaire* sont priés d'assister à la réunion des Libertaires d'Amiens, le dimanche 7 mars, à 6 heures du soir, au Cent de piquet, faubourg du Cours, pour l'organisation du Punch-causerie-bal qui aura lieu le samedi 13 mars 1897, en commémoration du 18 mars 1871.

Pour avoir des lettres d'invitation, s'adresser chez Dumont, 15, rue Saint-Roch.

Chalon-sur-Saone. — Samedi 20 mars, salon du Colisée, anniversaire du 18 mars 1871 : soirée familiale.

Conférence sur la Commune de Paris, par Henri Dhorr.

Concert vocal et instrumental, monologues et poésies. — Tombola gratuite. — Bal de nuit.

Prix d'entrée : 50 centimes.

Pour les cartes d'invitation personnelles, s'adresser à Guillon.

Dijon. — Dimanche 21 mars 1897, brasserie de l'Est, anniversaire du 18 mars 1871 : soirée familiale privée.

Conférence sur la Commune de Paris, par Henri Dhorr.

Concert vocal et instrumental, monologues et poésies. — Tombola gratuite. — Bal de nuit.

Prix d'entrée : 50 centimes.

Bordeaux. — Samedi 6 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 65, rue Leyteire, au Débit de la Fraternité, réunion générale de tous les copains pour l'organisation des prochaines réunions de quartier *sur les sujets d'actualité et toujours sur l'anarchie-communisme*.

Dimanche, 14 mars à 3 heures de l'après-midi, causerie sur le Communisme anarchiste par le camarade Antarès.

Les compagnons H. Dutou, E. Benoit et A. Antignac développeront les idées communistes-anarchistes si méconnues et pourtant si belles.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Mutualisme et la Question sociale, par A. Laterrade, 1 brochure, 0 fr. 60 franco, chez Capin, imprimeur, rue Saint-Amand, à Auch.

Hygiène et traitement du diabète, par le Dr E. Monin, 1 vol., 3 fr., Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine-Dubois.

Le Roman de l'humanité, par P. Laur, 1 vol., 4 fr., Société d'éditions scientifiques.

Circulaire n° 7, série B, au *Musée Social*, 5, rue Las-Cases.

Lice Chansonnière du Forez, 0 fr. 50, chez Gonon, 22, rue de l'Ile, Saint-Etienne.

La Rouille du sabre, par Eugène Morel, 1 vol., 3 fr. 50, chez Havard, 27, rue Richelieu.

Primo Passo all' anarchia, par E. Milano, 1 broch. à la *Questione Sociale*, calle Corrientes, 2039, Buenos-Ayres.

Images tendres et merveilleuses, vers de A. F. Hérold, 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

A NOS AMIS

Toujours empêtrés par les questions d'argent, il nous faut trouver un moyen d'étendre notre organe et notre propagande.

De par l'esprit du journal, nous savons que nous sommes condamnés à un public restreint, et à ne nous infiltrer que très lentement. C'est un reproche qui nous a été fait souvent : « Vous n'êtes pas accessibles à tous. » Nous le savons, mais ce que nous savons aussi, c'est que tels que nous sommes, nous avons accompli de la besogne, nous pensons en accomplir encore, et nous croyons à l'utilité de notre organe, tel qu'il est.

D'autre part, à côté de nous et des journaux existants, il y a place pour un autre organe qui, sans se perdre dans la politique ou la déclamation, reprendrait les idées d'une façon plus terre à terre, suivant de plus près l'actualité, de façon à attirer ceux que les développements d'idées ne suffisent pas à intéresser. Nous voulons combler ce vide. Voici la combinaison que nous avons imaginée, suscitée, du reste, par la tactique de nos amis du Sozialist *de Berlin qui, à leur publication, ont annexé celle du* Pauvre Conrad, *journal populaire.*

Nous aurions tous les dimanches notre numéro actuel, avec son supplément, mais, le mercredi, nous ferions paraître une petite feuille à cinq centimes, avec des articles traités d'une façon plus courante, mieux à la portée de ceux qui n'ont pas encore compris l'idée.

Mais, ne pouvant déjà paraître régulièrement, il nous est difficile de nous lancer dans un agrandissement sans avoir de quoi parer aux premiers frais. Il nous faudrait au moins 3.000 francs avant de partir.

Nous donnons ici l'idée grosso modo : que ceux qui la croient pratique nous fassent part de leurs réflexions et que ceux qui le peuvent nous envoient leur obole. Nous ouvrons de ce jour la souscription. L'idée se développe, il y a à faire, et nous ne demandons qu'à aller de l'avant, pourvu que l'on nous aide.

J. Grave.

P. S. — Nous avons reçu diverses lettres nous encourageant à poursuivre notre combinaison, et nous suggérant diverses idées secondaires. Merci à tous, nous collectionnons tout cela, et en ferons part quand cela sera plus mûri. Il ne reste que les fonds à ramasser. Que chacun veuille se remuer un peu dans son entourage. Nous tenons des listes de souscription à la disposition de ceux qui voudront bien nous en demander.

BOITE AUX ORDURES

Et l'administration, trouvant que le travailleur parisien ne chôme pas assez, l'écarte de ce chantier municipal et le remplace par des ouvriers (?) étrangers.

Sur les quarante ouvriers qui, tous les huit jours, passent à la caisse municipale, au moins trente sont belges ou italiens.

Vraiment la proportion est trop forte!

Nous ne savons au juste auquel de nos chefs de service faire remonter la responsabilité d'une telle anomalie, ou plutôt d'une telle bêtise, mais une enquête s'impose et nous recommandons le monsieur à la haute bienveillance de M. le préfet — et à celle du Conseil.

A. Dussol.

(*Petite République*, 3 mars.)

PETITE CORRESPONDANCE

Lacour et Thomas. — Le camarade Verschoore attend toujours de vos nouvelles.

Troyes. — Convocation trop tard. Pour la millième fois, le mardi matin avant 10 heures.

L. B., à Puteaux. — J'ignore où se trouve la brochure de Guesde.

F. F., à Giulianello. — Différence de tempérament, tout simplement.

Reçu pour la compagne de Vaillant : Un inconnu, 2 fr.

La compagne de Vaillant remercie les camarades de leur solidarité.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : E. J., 5 fr.; A., 6 fr.; G. D., à Reims, 1 fr. 50. — Liste de Roubaix : Bout-de-bois, 0 fr. 15; Lelièvre, 0 fr. 40; Alphonse, 0 fr. 20; Henri, 0 fr. 15; J'y reviens, 0 fr. 10; Claeys, 0 fr. 20; Van Acher, 0 fr. 15; David, 0 fr. 50; Anonyme, 0 fr. 25; Un libertaire, 0 fr. 25; Lasselle, 0 fr. 10; Un révolté, 0 fr. 20; Un révolté, 0 fr. 15; Demuyrich, 0 fr. 25 : en tout, 3 fr. 20. — Un inconnu, 3 fr. — Lyon, une Gueule Noire, 0 fr. 50. — A. R., à Wasigny, 6 fr. — Cette, 5 fr.

Givors : Chapaton, 0.50; Rollat, 0.25; Un peinard, 0.25; Un ennemi de la bourgeoisie, 0.25; Charboneria, 0.25; Gayet, 0.25; Issartel, 0.50; Revollon, 0.25; Touchebœuf, 0.25; Gautier, 0.25; Un boit-sans-soif, 0.50; Régis, 0.25; Un révolté, 0.50; Moutelet, 0.50; Un salé, 0.25; Bergeron, 0.25 : en tout, 5 fr. 25.

Total général : 35 fr. 45. — Listes précédentes, 32 fr. 50. — En tout : 67 fr. 95.

Reçu pour le journal : Porto-Alegre : G. Marrocco, 2.000 reis; A. Cappelloro, 5.000; D. Aubin, 2.000; Charles V., 2.000; Georges V., 2.000; Georges V., 5.000. En tout 18.000 reis, change déduit. — F. V., à Fives-Lille, 0 fr. 55. — G., 2 fr. — Auguste et Marianne, 0 fr. 80. — V. L., 2 fr. 30. — W. F., 0 fr. 50. — L. L., rue S. M., 7 fr. 75. — Gj., 5 fr. — G. B., 5 fr. — Vve L., au Mans, 0 fr. 50. — Quelques camarades de Montreuil, 10 fr. 50. — Merci à tous.

S., à Roubaix. — L., à Mouscron. — E. H., à Franchpré. — F., à Liège. — C., au Havre. — D., à Roubaix. — R., à Londres. — T., à Thiers. — B., au Mans. — F., au Mans. — D., à Neuville. — P., rue D. — M. D., rue d'U. — B., à Narbonne. — L., à Lyon. — P., à Saint-Chamond. — E. A., à Lisbonne. — G., à Vienne. — M., à Lyon. — C., à Grenoble. — B., à Angers. — O. A., Lille. — P., à Romans. — V., à Reims. — B., à Saint-Marcellin. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 46 — DIX CENTIMES — DU 13 AU 19 MARS 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA LIBERTÉ DANS L'ASSOCIATION

Quelle que soit l'origine des sociétés, il est de toute évidence qu'elles ne furent qu'une union, toute spontanée, d'efforts en vue d'en tirer plus grand profit, avec une dépense moindre de *forces*. L'idée de force et de domination ne pouvait se faire jour qu'au sein des groupes, au cours de leur évolution; mais de ce que les individus s'associèrent pour tirer un plus grand parti de leurs forces, cela n'implique en rien l'abandon de leur autonomie.

Les partisans de l'autorité affirment que, pour pouvoir vivre en bonne harmonie, les êtres associés *sont forcés* d'abandonner une partie de leur autonomie; de subordonner leur initiative à une volonté directrice; qu'en groupe ils ne peuvent plus être aussi libres qu'isolés, qu'il faut, à leur tête, une autorité pour faire respecter la liberté de chacun.

Ceci est raisonner avec nos préjugés reçus, avec la vision d'une société organisée de façon à rendre les individus antagoniques les uns aux autres, et prouve seulement que nos cerveaux ont bien du mal à se hausser à des conceptions nouvelles.

Un des arguments où triomphent les défenseurs de l'ordre de choses actuel, c'est lorsqu'ils s'écrient: « Mais rien ne va sans raison dans la nature, l'évolution ne se fait que sous la pression des causes qui s'engendrent les unes les autres. Les phases par où a passé l'humanité étaient inévitables, nécessaires, et vous êtes des utopistes de vouloir changer quelque chose à l'évolution humaine. »

A-t-il été utile à l'homme de manger ses semblables, de les asservir, de les exploiter? A-t-il été profitable à l'humanité qu'une minorité de ses membres fût seule à pouvoir trouver la satisfaction complète de ses besoins, que la possibilité de développer toutes ses facultés fût réservée à un petit nombre au détriment des autres? Nous laissons aux thuriféraires du fait accompli le soin de *l'affirmer*; nous ne perdrons pas non plus notre temps à rechercher si cela aurait été mieux autrement; nous ne pouvons faire que ce qui a été ne soit pas; à quoi bon récriminer alors? Justifiez le passé tant que vous voudrez: nous, ce que nous cherchons, c'est à préparer un autre avenir.

C'est ici que certains économistes, plus ou moins teintés de la théorie de l'évolution, de déterminisme, viennent nous dire que, « l'homme n'étant pas libre, n'agissant que sous la pression de causes extérieures, quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, sera toujours le jouet des causes ambiantes, et qu'il ne peut, en rien, modifier son évolution. »

Ces économistes ne savent ce qu'ils disent. Si leur raisonnement était juste, pourquoi perdraient-ils leur temps à écrire de gros volumes pour défendre l'état de choses existant, qui se défendrait bien lui-même s'il était vrai qu'il fût une conséquence inéluctable du développement humain?

« Ceci engendre cela », c'est un fait admis. Mais, de même que dans un tir à longue portée, il suffit, au départ, d'une déviation de l'épaisseur d'un cheveu dans la ligne de mire ou que le vent ait plus ou moins de force pour que l'écart du projectile se traduise, à l'arrivée, par une différence en mètres, de même, dans le départ de l'évolution humaine, il eût suffi d'une cause infinitésimale dans l'établissement des relations des premiers êtres, pour lancer l'humanité dans une tout autre voie.

Nous n'avons nullement la prétention de faire que ce qui a été ne soit, mais nous disons que, aujourd'hui, la volonté individuelle pouvant intervenir dans le processus de l'évolution de l'espèce, le devoir de chacun est de chercher à s'orienter vers ce qui lui semble le mieux, au lieu d'accepter passivement celles qui lui semblent mauvaises.

Il est bien vrai que l'homme associé, s'il veut tirer profit de son association, doit subordonner son action à l'action de ceux avec lesquels il s'est uni, voilà la part de vérité contenue dans l'argumentation autoritaire; mais où il y a erreur, c'est lorsque, arbitrairement, on en conclut que, du moment qu'il concerte et combine ses efforts avec des semblables, l'homme abandonne une part de son autonomie — qu'il ne posséderait pas du reste, selon ces mêmes raisonneurs, puisque, n'étant pas libre de ne pas manger, s'il veut vivre, de ne pas dormir, de ne pas être flatté par certains parfums, incommodé par certaines odeurs, pas libre de ne pas être malade, pas libre de ne pas mourir, sans compter les mille et une autres nécessités naturelles, il s'ensuivrait que la liberté ne serait pour lui qu'un mot, puisque, pour agir, il serait forcé de l'aliéner.

L'argument est spécieux. Qu'est-ce que la liberté, si ce n'est la faculté d'agir selon les besoins de notre individu physiologique et psychologique, au mieux de nos tendances? A moins d'être un détraqué de spiritualisme, ayant la « vile matière » en profond dégoût, qui a jamais eu la prétention de s'affranchir des besoins physiques de notre corps?

Si, avec d'autres camarades, je m'attelle à une voiture pour la mener à l'endroit où j'ai besoin qu'elle soit, il est bien évident que je n'irai pas tirer en arrière pendant que les autres tireront en avant; ici, le simple bon sens m'indique que je dois faire converger mes efforts avec ceux de mes coassociés pour aboutir le plus promptement possible au résultat désiré.

Et, alors, au nom de quelle logique pourrait-on en conclure que j'ai aliéné ma liberté parce que je n'ai pas cherché à contrarier les efforts de ceux qui ont concouru au même but que moi? En quoi mon autonomie en sera-t-elle amoindrie, parce que je n'aurai pas cherché à agir au rebours du sens commun?

Qui, en parlant de justice ou de liberté, a jamais prétendu affranchir l'homme des nécessités de sa nature? Et, de ce qu'il est soumis à des nécessités physiologiques, en quoi cela justifie-t-il l'autorité de ses semblables sur lui? — Je ne puis me passer de dormir ou de manger, mais je me passerai fort bien de l'autorité de celui qui vient prélever la meilleure partie de mon travail, ou veut m'empêcher d'agir selon les nécessités de ma nature.

⁂

Les contradicteurs qui ne sont pas aveuglés par l'esprit d'autoritarisme, pour imaginer des objections semblables, il faut qu'ils ne puissent abstraire leur pensée d'une société où tout étant imposé, contrarié, se fait mal ou en rechignant.

Comment veut-on que les individus ne se cabrent pas devant les besognes qui leur sont imposées et leur répugnent, où, à chaque moment, ils sont entravés dans leurs mouvements? Forcés de subir des contacts qui leur répugnent, mais que leur infligent les nécessités sociales actuelles, il est compréhensible que l'autorité paraisse indispensable. Mais cette nécessité est artificielle comme les causes qui l'engendrent, et ne venez pas nous ériger votre ignorance comme but de l'évolution humaine.

Ayant toujours vu les relations sociales s'opérer sous la férule de l'État, n'ayant jamais fait acte d'être humain sans l'estampille ou le visa d'un pouvoir religieux, économique ou militaire, il est impossible aux individus de nos sociétés de s'imaginer un état social où les relations pourraient librement s'établir d'individu à individu, d'individu à groupe, de groupe à groupe, sans autre sanction que leur seule volonté, sans autre sauvegarde que leur seule bonne foi, leur sympathie pour leurs semblables, le mutuel respect de l'initiative d'autrui, la conscience nette de ce qu'on vaut soi-même, de ce que valent les autres.

L'idée générale qui prédomine à notre époque est une diminution des attributions de l'État. — Chacun — à part quelques exceptions — veut être libre d'accomplir ce qu'il veut, personne ne désire être entravé dans son évolution; l'idéal que l'on se fait du « bon gouvernement » serait un gouvernement qui ne se mêlerait de rien, nous laisserait faire nos petites affaires particulières, sans venir y fourrer le nez d'un fonctionnaire quelconque, n'en aurait même pas le pouvoir au cas où il en aurait la velléité. Et on ne s'aperçoit pas que l'idéal formulé ainsi est tout simplement l'idéal anarchiste, puisqu'un gouvernement réduit à ces proportions ne serait plus un gouvernement, ne serait plus qu'une apparence; l'anarchiste, plus logique, ne veut en plus que la disparition du fonctionnaire avec celle de la fonction.

Ce qui arrête les individus de tirer la conclusion logique de leurs raisonnements, c'est que, envisageant toujours la société actuelle, avec l'organisation antagonique des intérêts, ils ne *voient* pas, sans terreur, les individus livrés à eux-mêmes, sans pouvoir pondérateur. *Ils se les imaginent*, sitôt délivrés de leurs chaînes, s'occupant de s'en recharger mutuellement.

Pour nous imaginer une société libre, il nous faut faire table rase des institutions actuelles; pour se faire une *conception* nette de ce que pourront être les rapports entre individus émancipés, il nous faut rejeter tout un bagage d'erreurs, de sophismes, de préjugés, d'opinions préconçues, n'ayant cours que parce que, jusqu'ici, on les a admises sans contrôle; les ayant tellement entendu rabâcher depuis notre naissance, qu'il nous est impossible de les concevoir autrement. Et lorsque nous voulons nous faire un tableau de l'état social futur, nous ne le voyons qu'à travers la société actuelle.

Mais lorsqu'on est parvenu à déblayer son cerveau de tout ce fatras d'erreurs, la chose vous apparaît ensuite si claire, si simple, tellement vraie, que l'on se demande comment les individus peuvent avoir été si bornés, si stupides, de se laisser opprimer par des mots, gouverner par des mensonges.

J. Grave.

A BAS LES PUISSANCES!

Supposez que les Alsaciens-Lorrains se révoltent contre la domination allemande, que la France vienne à leur secours et que, pour éviter une guerre, les puissances européennes interviennent dans le conflit à coups de canon. Quels cris de putois en détresse ne pousseraient pas tous nos patriotards — et ils sont nombreux!

C'est cependant ce qui se passe en Crète. Les Crétois sont Grecs, Grecs de race, d'origine et de croyances. Ils veulent ne plus subir le joug turc et revenir à la Grèce. Ils s'insurgent et leurs frères, les Grecs, leur prêtent main-forte.

Aussitôt, la bande d'escarpes qui détrousse habituellement l'Europe intervient, bombarde les insurgés et menace les Grecs de leur en faire autant. A l'heure où paraîtront ces lignes, la lâcheté sera peut-être commise.

Cette intervention risque de mettre l'Europe sens dessus dessous et elle prétend se justifier en alléguant de soi-disant intérêts diplomatiques qui ne sont en réalité que des intérêts financiers. Pensez donc! La Serbie et la Bulgarie profiteraient du conflit pour reprendre les parts de leurs territoires qui leur ont été volées par la Turquie — car ces Etats ont aussi leur Alsace-Lorraine — et ce serait alors le démembrement de la Turquie d'Europe!

Eh! que nous importe? Qu'importent aux peuples ces intérêts diplomatiques qui n'intéressent que leurs détrousseurs!

Ils l'ont du reste montré. Jamais, peut-être, l'antagonisme qui sépare gouvernants et gouvernés ne se manifesta aussi clairement. Partout, en tous pays, des protestations se sont élevées contre la conduite des « puissances ». C'est même grâce à cette attitude des peuples que le « concert européen » — concert horriblement cacophonique! — a fait la concession de promettre l'autonomie de la Crète. C'est un enseignement dont les peuples doivent profiter.

Aujourd'hui, en présence du refus des Grecs de laisser égorger sans secours leurs Alsaciens-Lorrains, l'intervention des gouvernements va occasionner une guerre européenne. Or, si les gouvernants veulent la guerre, qui leur profite, les peuples veulent la paix! Qu'ils le montrent donc, en envoyant par-dessus bord, le pied au cul, tous ces gredins pour qui le sang du peuple est un Pactole inépuisable!

André Girard.

LES RÉPÉTITEURS

On peut hautement féliciter les répétiteurs d'avoir, dans leur Assemblée générale du 28, refusé le piètre cadeau que leur offrait l'autocrate de l'Instruction publique.

Voilà des exploités, dont un grand nombre, ceux des collèges, peuvent bien gagner jusqu'à *600 francs par an*, et M. le Ministre daignait leur permettre de se venir en aide. Il tolérait une association de secours mutuels, qui ne les aurait nullement secourus, qui les aurait appauvris, si la chose avait été possible. Allez donc tirer du sang d'une pierre. On ne pouvait se moquer d'eux plus cruellement.

Ils ont bien fait de ne pas suivre l'astucieux conseil de leur bon oncle Sarcey, qui leur disait en clignant de l'œil : Prenez toujours ce qu'on vous donne, vous verrez après. Ils ont eu raison de se méfier : les reculades et les capitulations ne valent rien. C'est un fait accompli dont l'autorité prend acte : désormais, elle a barre sur vous, et c'est une position qu'elle garde longtemps.

Mais ce qui mérite moins d'éloges, c'est la fâcheuse tendance de ces volés, de ces tondus, à s'affirmer fonctionnaires quand même, à clamer en toute occasion leur dévouement à l'Université et à la République.

Or, l'Université, cela veut dire en termes précis les règlements et les chefs de l'Université. Ils ont, ma foi, à se louer beaucoup des uns et des autres! Quant à cette gueuse de République, depuis le temps qu'elle existe, qu'a-t-elle fait pour eux?

Mais elle fera, pensent-ils. Et c'est, j'en suis convaincu, moins la république du passé qui leur arrache des vivats enthousiastes que celle qu'ils croient entrevoir dans le crépuscule de l'avenir. Illusion encore! Il n'y aura pas plus de bonne république qu'il n'y a eu et qu'il n'y aura de bons règlements.

Ils sont entourés d'une foule de politiciens, vendeurs d'orviétan qui, sous prétexte de les *patronner*, placent auprès d'eux leurs boniments électoraux et se taillent à peu de frais de bruyantes réclames.

Et à quoi se réduit leur patronage? A des démarches auprès du ministre, pour qu'il veuille bien retirer son ukase.

Mais le simple bon sens dit qu'il n'en fera rien. Ce ne serait pas la peine d'avoir à ce point montré les dents pour les rentrer après. Et comment revenir sur les choses écrites, sur les circulaires comminatoires lancées?

Je suppose l'impossible : il consent à épargner l'Association, qu'il tient à sa merci. Ce ne serait sûrement que pour la garder prisonnière, pour veiller avec un redoublement d'attention sur ses moindres écarts. Elle ne serait pas morte, mais autant vaudrait : car elle ne saurait jamais si, en allant de là jusque-là, elle ne consommerait pas son propre suicide.

Ah! avec les démarches, il y a encore les interpellations. Cela se vaut. Je souhaite que celle de Mirman, qui est en préparation, réussisse mieux que la première. Mais aurait-elle un plein succès, elle n'empêcherait pas les membres de l'Association, même autorisée, d'être des fonctionnaires et de dépendre comme tels du ministre, qui saura bien, en temps opportun, retrouver les indisciplinés, et, s'il n'existe pas contre eux de griefs plausibles, en inventer au besoin. Un fonctionnaire indocile fait toujours mal son service : la preuve n'est point malaisée à fournir.

Mais soyons pour un moment optimistes. Tout marche à souhait : le ministre, bénévole et sans rancune, se laisse bombarder à bout portant par des interpellations qu'il sait avoir été chargées par ses propres subordonnés.

Une minime augmentation d'un maigre traitement, quelques petites améliorations de détail: voilà, en mettant les choses au mieux, tout ce qui peut sortir de là. Il semblait, à voir le mal qu'on se donnait, qu'on allait ébranler une montagne, et l'on n'a réussi qu'à pousser un caillou.

Eh! mais, ne voient-ils pas que ceux qui ont atteint ou même dépassé de beaucoup ce court horizon qui paraît borner leurs aspirations, sont mal *satisfaits*, autant qu'eux et plus qu'eux? Les parlements, d'un coup de baguette magique, les hausseraient-ils soudainement au niveau des professeurs de lycée, que cela ne renfoncerait pas du tout dans leur gorge le cri de revendication et de révolte.

Le remède radical n'est donc point d'arriver à gagner un peu plus, d'obtenir à grand'peine une bribe de bien-être matériel. C'est de conquérir, pleine et entière, la libre disposition de sa personne et de son activité. C'est de s'entendre, directement, entre agents producteurs, pour organiser la création et l'échange des produits, aussi bien matériels qu'intellectuels.

Plus d'Etat et de patrons semeurs de zizanies. Et l'on fera de son mieux pour s'accorder; et on y réussira, parce que ce sera le but visé, au lieu qu'on en poursuit à présent un tout contraire.

Les répétiteurs, ces gagne-petit, ces humbles travailleurs, sont bien naïfs de compter, pour améliorer leur sort, sur les ambitieux, quémandeurs ou tenanciers de bonnes places.

Mais, tant que ce monde-là sera dessus, ils seront dessous, c'est d'une évidence extrême, et ils en pâtiront. Qu'ils cherchent plutôt à faire qu'il n'y ait plus de dessus ni de dessous.

J. Degalvès.

Afin de ne pas interrompre l'œuvre entreprise par la *Société Nouvelle*, les collaborateurs habituels de la revue ont décidé de se grouper autour de l'*Humanité Nouvelle* qui paraîtra à Paris, à partir d'avril, jusqu'à ce que la *Société Nouvelle* reprenne sa publication.

Les anciens abonnés sont priés de faire parvenir au plus tôt leur adhésion à M. Charles-Albert, rédacteur-gérant, rue Hallé, 34, Paris.

Toutes communications relatives à la rédaction et l'administration de la nouvelle revue sont reçues à cette adresse.

Beaucoup de nos lecteurs connaissaient la *Société Nouvelle*, il aurait été malheureux que douze années d'efforts eussent été ainsi perdues. Nous saluons avec plaisir l'apparition de la *Nouvelle Humanité* dont la liste de collaborateurs nous assure une brillante campagne.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Nos honorables. — La comédie du Panama va recommencer. Arton, se voyant lâché par tous les faméliques qui n'avaient jadis trop de sympathie à lui manifester ainsi qu'à ses millions, et qui le laissent aujourd'hui se débrouiller tout seul, s'est procuré le plaisir de les lâcher à son tour. Il les avait pourtant bien avertis! Combien de fois les a-t-il menacés indirectement de « manger le morceau »? Il s'y est, paraît-il décidé. Les 104 ont la colique. Mais qu'ils se rassurent. Le doux protectionniste Méline saura les couvrir de l'égide de sa protection. Peut-être sacrifiera-t-on encore un second Baïhaut; mais les Rouvier qui auront le verbe haut et menaceront de dire à leur tour « ce qu'ils savent » s'en tireront avec tous les non-lieu qu'ils exigeront. Le chantage est la monnaie courante du parlementarisme.

***

Les maîtres répétiteurs. — Les maîtres répétiteurs ayant refusé avec raison de se soumettre aux grotesques injonctions du Pet-de-loup Rambaud, en modifiant les statuts de leur Association, le gouvernement libéral que nous avons le bonheur de posséder vient de prononcer la dissolution de l'Association.

S'ils demandaient, eux aussi, à être mis sous le régime de la protection accordé aux cultivateurs de la betterave ou de la vigne? Oui, mais y a-t-il des pots-de-vin à la clef?...

. .

Haute-Savoie. — Un journal d'Annecy, *Les Alpes*, raconte le fait suivant :

M. X... héritait et recueillait il y a quelque temps les biens d'un proche parent. Respectueux de la loi, il fit sa déclaration de succession et paya les droits exigibles.

Longtemps après, X... apprend que le décédé possédait un carnet de la caisse d'épargne d'Annecy et va encaisser ce supplément d'héritage — le carnet portait le versement de : un franc — puis déclare sa prise de possession au bureau de l'enregistrement.

Pour *ce franc* hérité, ce citoyen modèle a payé :

Droit du trois pour cent sur un minimum de vingt francs..................	1 fr. 80
Amende du double droit pour déclaration tardive..........................	1 fr. 80
Doubles décimes..........................	0 fr. 90
Timbre..........................	0 fr. 25

Additionnons, et pas de commentaires!

André Girard.

. .

Marseille. — Mardi 2 mars, les ouvriers sans travail devaient se réunir, à 2 heures de l'après-midi, dans la grande salle de la Bourse du Travail. Lorsqu'ils furent tous installés et que l'on eut procédé à la formation du bureau, une nuée de policiers, accompagnés de leurs chefs sanglés de leurs écharpes, pénétrèrent dans la salle et la firent évacuer sous prétexte d'un ordre reçu du Conseil d'administration des chambres syndicales — chose dont je n'ai pu contrôler l'exactitude — mais toujours est-il que les « sans-travail » l'évacuèrent avec force douceur, en vrais moutons de Panurge.

Après cette expulsion policière, ils se rendirent au bar Isnard, où une salle assez grande leur fut prêtée. Là, la réunion interrompue continua.

Après bien des bavardages et des discussions inutiles, un ordre du jour fut voté, dont voici à peu près la teneur réduite : Qu'à l'avenir leur bulletin de vote leur servirait... de torchon! Qu'ainsi faisant, la société éprouverait plus de bienfait qu'en envoyant des élus qui ne font que se moquer de nous : ils engageaient en outre nos édiles municipaux, socialistes de la veille, à déserter la Mairie sans plus tarder, qu'après leur départ, sûrement, il y aurait pour tous du travail et du pain. Ensuite, un blâme *énergique* (?) contre la police et la préfecture. Mais, après lecture de cette dernière phrase, l'un d'eux se leva. Il dit « que ce n'était plus des blâmes par écrit qu'il fallait, mais bien une conduite à coups de trique, ou au besoin avec d'autres moyens plus radicaux! »

Enfin, la sortie s'opéra d'abord assez bien. Mais lorsque la foule fut trop grande, nos policiers conpèrent la manifestation, barrèrent plusieurs rues, forçant les « sans-travail » à passer de divers côtés, disloquant ainsi toute tentative de groupement.

Ils réussirent assez bien. En peu de temps les attroupements n'existaient plus. Je me rendis, ainsi que quelques camarades, à la Mairie, but de la manifestation projetée au cours de la réunion. Mais en fait de manifestants, il n'y avait presque que des *poulards*. Tous les abords étaient gardés; malheur à qui aurait voulu enfreindre leur consigne! ils étaient là plus de deux cents!

Adrien.

. .

Amiens. — Les anarchistes d'Amiens viennent de perdre, en la personne du camarade Georges Bastien, jeune soldat de la classe 1895, au 51e régiment d'infanterie à Péronne, un compagnon qui n'avait jamais marchandé son temps ni sa personne pour l'anarchie. Quoique bien jeune encore, il était déjà depuis des années dans le mouvement révolutionnaire.

Pour rectifier les entrefilets erronés des journaux de Péronne et d'Amiens, voici l'exacte vérité :

Bastien ayant reçu une lettre de son frère le priant de venir pour affaires de famille nécessitant sa présence, il présenta la lettre à son capitaine, qui lui octroya deux jours de permission. Sa venue à Amiens coïncidant avec la soirée familiale des anarchistes, la gendarmerie fit une enquête et, à son retour au corps, il se vit infliger quinze jours de prison dont huit de cellule. Il a dû penser qu'il serait envoyé à Biribi, et cette idée le poussa à la révolte. Il fit demander à son capitaine de venir en sa cellule pour affaires sérieuses, mais celui-ci n'y vint pas. Le vendredi 5 mars, le capitaine adjudant-major Sizey pénétra dans sa cellule; aussitôt Bastien essaya de désarmer le caporal-consigne; ne pouvant y parvenir, il se retourna alors sur l'officier pour l'étrangler, mais il ne le put. Une heure plus tard, on constata qu'il s'était donné la mort.

Pendant les quelques jours de son incarcération, il ne cessa de chanter les chansons anarchistes malgré l'ordre de se taire. Les murs de sa cellule étaient remplis d'inscriptions : Vive l'anarchie! A bas la bourgeoisie! Mort aux bourreaux, etc., etc.

(*Correspondance locale.*)

Angleterre.

Il vient de se produire en Angleterre une grève qui doit être signalée en raison de l'exemple et de l'enseignement qu'elle donne aux travailleurs.

Le 28 février, tous les ouvriers de la Compagnie du North Eastern Railway laissés disponibles par le service de la voie et de la traction se sont réunis et ont décidé la cessation immédiate du travail, en réponse au refus de la Compagnie de faire droit à leurs réclamations. Ces résolutions ont été aussitôt transmises par dépêche de gare en gare et aux associations ouvrières. Aussitôt, le travail a été abandonné au milieu de la nuit sur plusieurs lignes desservant des centres importants. Les aiguilleurs et cantonniers en aval et en amont de Suderland quittèrent leur poste après avoir bloqué, par les signaux, les trains en marche.

« Toutes les locomotives, dit le *Réveil des Travailleurs de la voie ferrée* à qui nous empruntons ces renseignements, qui montaient ou qui descendaient vers la gare de cette ville sont restées en détresse sur la voie avec les trains de marchandises ou de voyageurs qu'elles remorquaient.

» Des ingénieurs et des chefs de service ont dû partir, les uns à pied, les autres sur des tricycles spéciaux, pour rétablir les signaux et la circulation.

« A Gateshead, les trains légers qui transportent les ouvriers de la ville aux mines n'ont pu se mettre en marche, faute de mécaniciens et de chauffeurs. »

« La distance à parcourir étant considérable, *plus de six cents mineurs n'ont pu se rendre au travail.*

« Le travail, suspendu sur la ligne, risquait donc en outre d'être interrompu dans les exploitations minières du pays.

« A Tyne-dock, au-dessous de Newcastle, la situation était encore plus grave. Sur soixante locomotives employées pour les trains légers ou pour le service des mines et le transport du charbon, six seulement ont été servies, les ouvriers attachés aux autres n'ayant point paru aux remises.

« Sur quarante machines affectées aux trains de marchandises, trois seulement ont pu se mettre en route.

« Sur presque toutes les petites lignes d'intérêt local de cette région, les aiguilleurs avaient fermé les voies avant de se retirer, et, à 11 heures du matin, le service était bien rétabli, mais on manquait toujours d'ouvriers pour l'exploitation.

« Les transports et le service des postes furent naturellement désorganisés. Deux petites lignes d'intérêt local, formant ensemble à peu près 70 kilomètres de voies, furent fermées à l'exploitation.

« A York, un grand nombre d'ouvriers, avaient quitté le travail et s'étaient réunis en meeting pour engager leurs camarades à les imiter. Là, les ouvriers n'ont pas obéi immédiatement à l'invitation des grévistes ; ils se sont seulement engagés à abandonner le travail à partir de lundi soir, si à ce moment la Compagnie n'avait pas donné satisfaction. »

Celle-ci, en présence du désarroi causé par cette cessation brusque du travail, est aussitôt venue à composition, s'engageant à discuter avec les ouvriers et à leur donner satisfaction, au moins en partie, dans un bref délai.

Cet exemple montre quel effet foudroyant aurait sur la classe bourgeoise une grève générale, ne fût-elle que des ouvriers des chemins de fer. Voilà, certes, une irréfutable réponse à ceux qui prétendent qu'en cas de grève générale, la classe ouvrière, n'ayant pas en main le capital, ne serait pas de force, malgré son nombre, à lutter contre la classe bourgeoise. A quoi lui servirait-il son capital, à celle-ci? Est-ce lui qui graisserait les roues des locomotives au point de les faire rouler toutes seules? Non! comme la North Eastern Railroad Company, affolée, la bourgeoisie demanderait grâce aussitôt, et en passerait par les conditions que la classe ouvrière voudrait lui imposer.

Qu'on y songe et qu'on se le dise!

André Girard.

. .

Newcastle. — Le nombre des colons s'est accru et il a fallu louer une nouvelle maison. Les tomates, les concombres et les champignons, encore que très jeunes, poussent à merveille. Les hommes, au nombre de douze, s'occupent en ce moment à planter les rosiers et à bâtir près de l'étang une petite construction pour y loger les canards. En somme, ils étendent leurs opérations et la colonie prospère.

Arménie.

Nous avons reçu la lettre suivante que nous insérons avec plaisir, car nous sommes ici toujours et quand même pour tous les opprimés quels qu'ils soient. L'attitude d'un Hanotaux, vautré à plat ventre aux pieds du sultan, le silence de la presse, vendue à un Hanotaux et à son maître, finiront bien, espérons-le, par provoquer une indignation salutaire et efficace :

Le Père Ch..., dans un entretien avec un correspondant d'un journal de Suisse, a déclaré que la question arménienne allait enfin être résolue prochainement sans de graves conséquences, car les Arméniens grégoriens ont finalement décidé de s'unir aux catholiques.

Cette nouvelle excellente (pour ces curés) leur parvint par le journal le *Puzanthion*, dont le directeur n'est qu'un odieux courtisan près du « Grand Assassin », qui, malgré tant de lâchetés monstrueuses, n'a pu étouffer le patriotisme et l'amour de la liberté chez l'Arménien. Mais aujourd'hui il désire voir les Arméniens unis aux catholiques, car ce rusé personnage est persuadé qu'alors il n'y aura plus de question arménienne.

Et, hélas! n'a-t-il pas raison de le croire, après l'attitude lâche de Mgr Azarian, patriarche des Arméniens catholiques, qui, pendant que le sang de milliers d'innocents coulait à flots dans toute l'Arménie, pendant que Mgr Izmirlian, ex-patriarche de Constantinople, protestait énergiquement contre l'infamie du sultan auprès des grandes puissances, lui, plus infâme, adressait des lettres de reconnaissance, de fidélité, au très clément Hamid, — au bourreau même de son troupeau?

Il s'efforçait d'énerver et d'anéantir les efforts, la sympathie et le droit d'un peuple esclave, et depuis des siècles persécuté, dont la jeunesse, éprise d'un idéal de liberté et de progrès, secoue le joug insupportable du sultan, brise ses chaînes d'esclavage séculaire, verse et versera jusqu'à la dernière goutte de son sang pour sa délivrance du joug d'un tyran sanguinaire.

Le souvenir de nos martyrs nous est sacré, et si jamais Mgr Ormanian ou qui que ce soit ose le profaner dans l'espoir d'un secours du monde papiste en faillite, ceux qui ont corrigé les traîtres Simon Bey et Achekian sauront bien les corriger de même.

Et si jamais les souffrances, les désirs d'un peuple de valeur, ainsi que les obstacles qui s'opposent à leur réalisation, sont dévoilés au peuple français, celui-ci voudra certainement lui tendre une main fraternelle, et je crois que cela ne sera point alors pour la religion.

Ah! ce jour serait radieux pour l'Arménie et glorieux pour la France!

Z. Matig.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante d'un camarade :

« Je lis avec regret que les membres du groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes ont décidé de ne pas s'associer aux manifestations philhellènes. Leurs excuses me paraissent bien insuffisantes.

1° *Ils ne peuvent participer à une action de concert avec un groupe bourgeois et nationaliste.* — Voilà l'esprit de secte, le langage de l'aristocratie intel-

lectuelle si *funeste* à l'œuvre de la propagande de nos idées *et* bien éloigné de ce que nous voulons inculquer : l'esprit de solidarité, de la fraternité! Ces « *bourgeois* » sont pour nous tout simplement des êtres humains, et, quoique leurs manifestations nous semblent puériles et insuffisantes, elles sont l'expression sincère des sentiments généreux et désintéressés dignes de tous cœurs nobles, révoltés à la vue de la coercition des faibles par les forts. Nous avons tort de nous en tenir à distance.

2° *Un groupe internationaliste ne peut s'associer à une manifestation nationaliste.* — C'est précisément un groupe internationaliste qui doit se réjouir de voir les étudiants français s'intéressant aux affaires crétoises, s'identifiant avec la cause de la Grèce. Ces « *bourgeois* » deviennent de vrais internationalistes révolutionnaires en se solidarisant avec les Crétois qui luttent pour leur liberté, les Grecs qui aident leurs frères en la lutte.

3° *On ne peut rien attendre de l'action gouvernementale.* — Voici une drôle de raison pour que nous refusions de nous unir avec ceux qui protestent contre l'action du gouvernement! C'est la jeunesse d'aujourd'hui, ces mêmes étudiants peut-être qui décideront un jour la destinée de la Révolution. Les gagner, les influencer, voilà ce qu'il nous faut! Pour y arriver, il faut profiter de leurs moments d'expansion désintéressée, d'enthousiasme, pour nous associer avec eux en la cause de l'humanité. Ce n'est pas en nous éloignant d'eux que nous ferons de la propagande. »

*
* *

Jeunesse anarchiste du XVe arrondissement, 116, boulevard de Grenelle (chez Béra). — Dimanche 14 mars, à 8 h. 1/2 du soir, soirée artistique et littéraire : Lecture de *Sensitive*, causerie d'Emile Maximin; chants et poésies. Organisation d'une matinée artistique et littéraire avec conférence par Emile Maximin, au Salon des Familles, pour le dimanche 21 mars.

Jeudi 18 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causerie sur la *Commune de Paris*, par Emile Maximin.

*
* *

Groupe des Etudes économiques et sociales. — Jeudi 11 mars, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, à 9 heures, causerie.

Sujet : 1° *Le Mouvement social en janvier*; 2° *Le Chômage en Allemagne d'après le* Reichsanzeiger, par Henri Dagan.

*
* *

Le Repaire. — Jeunesse libertaire du XIIIe arrondissement. — Salle Juillet, 17, rue Dames-me, dimanche 14 mars, soirée familiale pour l'anniversaire de la Commune. — Causerie par Tristan. Chants et poésies révolutionnaires.

*
* *

Samedi 13 mars, à 8 h. 1/2, salle de la belle Polonaise, 21, rue de la Gaîté, réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : *Les Crimes de la religion; Les Affaires d'Orient.*

Orateurs : Raubineau, Prost, A. Létrillard, Tortelier, Girault, Sadrain.

Entrée : 30 centimes, pour les frais.

*
* *

Des camarades étrangers ou polyglottes connaissant les langues espagnole, hollandaise, italienne, portugaise et danoise qui désireraient posséder d'anciens numéros de journaux communistes-anarchistes, écrits en ces cinq langues, n'ont qu'à écrire à la *Nouvelle Humanité*, librairie Roffé, angle des rues Ramey et Flocon, à Paris.

Prière d'accompagner les demandes d'un bon de poste (de préférence à timbres ou mandats) qui servira à l'affranchissement du nombre d'exemplaires demandés. S'il y a excédent, le surplus sera versé à la propagande. Ceux qui pourront se déranger n'auront rien à débourser.

*
* *

Aux camarades de la banlieue et de la grande banlieue. — Les camarades Girault, Raubineau et Prost désirent continuer leur propagande dans la banlieue : pour cela, il faudrait que les camarades des villes de Saint-Denis, Saint-Ouen, Puteaux, Asnières, Vincennes, Montreuil, Levallois-Perret, Bois-Colombes, Saint-Mandé, Ivry, Pantin, Pontoise, Prés-Saint-Gervais, Courbevoie, Vanves, etc., etc., s'occupent de retenir des salles et d'en informer les conférenciers.

Le camarade Raubineau traitera de la Religion, Girault de la Patrie, et Prost de la question économique. Ecrire au *Libertaire*, 5, rue Briquet.

*
* *

Nimes. — Les Libertaires rappellent aux lecteurs du *Père Peinard*, du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* la soirée familiale annoncée pour le 14 mars, à 8 h. 1/2, au nouveau local.

Samedi 13 et lundi 15 mars, conférences publiques et contradictoires par le citoyen Sébastien Faure, dans la salle de la chapelle de l'ancien lycée, à 8 h. 1/2 précises du soir.

Sujet traité : *Les Crimes de Dieu.*

Entrée : 30 centimes.

*
* *

Marseille. — Les Libertaires organisent pour le 18 mars, anniversaire de la Commune, une soirée familiale au bénéfice de la propagande.

Concert, causerie et bal. Chants et poésies par des camarades.

Causerie par le compagnon Calazel.

Sujet traité : *L'Historique de la Commune.*

Entrée : 50 centimes. — Salle des fêtes de la brasserie Noaille, entrée, 44, rue Thubaneau.

La soirée se terminera par un bal.

*
* *

Les camarades devant prendre part à la sortie champêtre pour la propagande à la campagne (Ensuis) partiront le dimanche 14 mars, à 7 h. 1/2 précises, du Coq d'Or, rue des Récolettes, angle de la rue Poids-de-la-Farine.

*
* *

Chalon-sur-Saône. — Samedi 20 mars, salon du Colisée, anniversaire du 18 mars 1871 : soirée familiale.

Conférence sur la Commune de Paris, par Henri Dhorr.

Concert vocal et instrumental, monologues et poésies. — Tombola gratuite. — Bal de nuit.

Prix d'entrée : 50 centimes.

Pour les cartes d'invitation personnelles, s'adresser à Guillon.

*
* *

Dijon. — Dimanche 21 mars 1897, brasserie de l'Est, anniversaire du 18 mars 1871 : soirée familiale privée.

Conférence sur la Commune de Paris, par Henri Dhorr.

Concert vocal et instrumental, monologues et poésies. — Tombola gratuite. — Bal de nuit.

Prix d'entrée : 50 centimes.

On peut se procurer des billets *Bar de l'Académie*, 66, rue Monge.

*
* *

Reims. — Samedi 13 mars, conférence contradictoire sur la liberté, au café Saint-Maurice, rue du Barbatre.

*
* *

Angers. — Les copains et copines sont invités à assister à la fête familiale qui aura lieu le dimanche 14 mars 1897, à 3 heures du soir, salle Aubin, rue Saumuroise, 133.

Programme : à 3 heures, chants et poésies; à 6 heures, conférence par plusieurs camarades; à 7 heures, grand bal.

Entrée : 50 centimes pour les messieurs. — Les dames et les enfants entreront gratuitement.

*
* *

Bruxelles. — Samedi 13 mars, à 8 h. 1/2, à la *Colline*, rue de la Colline, réunion des camarades, en vue de l'organisation de la grande soirée familiale du lundi 22 mars.

Lundi 22 mars, à 8 h. 1/2, soirée-anniversaire de la Commune. — Conférence, chants, récits, tombola, bal.

Appel est fait à la solidarité des camarades en faveur de la compagne et des sept petits enfants de Marcotty. On se souvient que Marcotty fut condamné, lors du procès Moineau, à quinze ans de travaux forcés.

Appel est également fait en faveur de la famille Schelback, plongée, depuis la sortie de ce camarade de la prison, dans la plus profonde misère.

Envoyer les souscriptions à F. Monier, marchand de journaux, rue Rollebeke, à Bruxelles, ou à Mme Moineau, rue de Surlet, à Liège.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Maîtresse d'esthètes, roman par Willy; 1 vol., 3 fr. 50, chez S. Empis, 21, rue des Petits-Champs.

Les Anarchistes, divagations de C. Lombroso; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

La Légende blasphémée, vers par Georges Pioch; une plaquette, 2 francs, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Mon Droit, par Picard Destelan; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, galeries du Théâtre-Français.

A LIRE

Vive Ravachol! par H. Rochefort, *Intransigeant*, 25 février.

Sacrifices humains, Rochefort, *Intransigeant*, 28 février.

Placet, G. Clémenceau, *Justice*, 4-5 mars.

Voyez la note, Rochefort, *Intransigeant*, 5 mars.

Mascarade, L. Descaves, *Echo de Paris*, 7 mars.

L'Europe unie, M Prévost, *Journal*, 8 mars.

Le Cri des consciences, Rochefort, *Intransigeant*, 9 mars.

PETITE CORRESPONDANCE

A. del Valle. — Reçu les manifestes, seront expédiés aux adresses que nous avons.

J. A. N., Bordeaux. — Parce que je ne sais pas parler.

C., à Lyon. — *Jeunesse socialiste* à Limoges. — Convocations arrivées trop tard. Mardi avant 10 heures.

A. A., Estagel. — Connais pas le *Secret de M. Synthèse* de Boussenard.

Le frère de notre ami Bordat habitant Genève ou ses environs est prié de faire connaître son adresse au bureau du journal.

Léo Kady. — Reçu timbres, ça doit être ça. Je n'avais pas gardé de comptes.

A. Z. R., à Guermantes, par Lagny. — Les autres je n'ai pas.

X. — Lu l'article *La Faim* : banal.

J. L., à Marseille. — La brochure en question est tout à fait introuvable.

B., à Angers. — Consultez la couverture d'*Entre paysans*.

J. P., à Ougrée. — Reçu les 9 fr. 50 de vente de vieux journaux ; avons envoyé les 50 *Entre paysans*.

Dijon. — Les brochures sont pour la tombola; les journaux, pour distribuer.

Reçu pour la compagne de Vaillant : Un groupe de camarades de Malzéville, 2 fr. ; Le *Vieux Savoyard*, 5 fr.; Un copain, 0 fr. 50.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : Déchard idéaliste, 0 fr. 05; 1 demi 5 pathique, 0 fr. 10; Un gniaff, 0 fr. 10; Un gniaff, 0 fr. 10; Un rénovateur, 0 fr. 10; Un libertaire, 0 fr. 10; Un communiste, 0 fr. 05; Antibourgeois, 0 fr. 05; Un assidu, 0 fr. 10; Anonyme, 0 fr. 20; 3 ***, 0 fr. 40; Un lecteur irrégulier, 0 fr. 10; Un Lyonnais, 0 fr. 10; Un ex-sous-officier, 0 fr. 20; Un ennemi du veau d'or, 0 fr. 05; Soulier, 0 fr. 20; Les libertaires de Nimes, 2 fr. — Liste Monier, Bruxelles : Un gniaf, 0 fr. 50; Monier, 0 fr. 25; Vanbelle, 0 fr. 30; J. B. Henri, 0 fr. 25; Un camarade qui désirerait acheter *Byzance* de Lombard, ainsi que *Marc Fane* de Rosny, indiquer prix aux *T. N.*, 0 fr. 30; Un autre gniaf, 0 fr. 50; Flaustier, 0 fr. 25; Un naturien, 0 fr. 60; Un pauvre, 0 fr. 20; Un Saint-Gillois, 0 fr. 25; Un raboteur anarchiste, 0 fr 25; L. D., 0 fr. 35 : en tout, 4 fr. — Collecte du groupe d'études de Troyes : Un peinard, 0 fr. 20; J. Grenouillet, 0 fr. 10. — Produit de la soirée du Groupe d'études sociales de Troyes, 4 fr.; Fischer Ch., 0 fr. 20 : en tout, 4 fr. 50. — A. A., à Estagel, 0 fr. 50. — Apt : D., 3 fr.; P. Lamy, 3 fr.; A., 2 fr.; A. Z., 0 fr. 30. — A. R., à Nimes, 2 fr. — X., 0 fr. 45. — M., à Migennes, 0 fr. 50. — En tout : 20 fr. 25. — Listes précédentes : 67 fr. 95. — Total général : 88 fr. 20.

Reçu pour le journal : A. M. O., 5 fr. — J. A. N., Bordeaux, 0 fr. 75. — Un groupe de camarades de Malzéville, pour acheter un goupillon à Félix Faure, 1 fr. 60. — De la salle du Commerce (par le *L.*), 1 fr. — N. M., 10 fr. — N. F. V., 5 fr. — E. P., à Bruxelles, 2 fr. — Par Jeanquimarche : Ettore M., 10 fr.; Le *Vieux Savoyard*, 25 fr. — M., à la Tour-du-Pin, 0 fr. 50. — X., 0 fr. 55. — Un copain, 0 fr. 50. — Merci à tous.

J., à Montpellier. — F., à Amiens. — S. P., à Bordeaux. — G., à Domarain. — V., à Marseille. — G., à Marseille. — S., à Roubaix. — G., à Beaucaire. — B., à Pont-de-Braye. — R., à Limoges. — D., à Bruxelles. — G., à Paterson. — F. F., à Giulianello. — E. L. D., au Manoir. — G., à Cavaillon. — D., à Bruxelles. — A., à Spezia. — G., à Saint-Nazaire. — H., à Londres. — M., à Anvers. — S., à Cette. — M., à Avignon. — M. N., à Verviers. — M., à Amiens. — N. F. V. R., à Roanne. — C., à Dijon. — L., à Chaux-de-Fonds. — S., à Varna. — B., à Jolimont. — T. M., à Podensac. — B., à Spring-Walley. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 47 — DIX CENTIMES — DU 20 AU 26 MARS 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'ETAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes*) (1)

VII

La victoire de l'Etat sur les communes du moyen âge et les institutions fédéralistes de l'époque ne fut cependant pas immédiate. Un moment, elle fut menacée au point même de devenir douteuse.

Un immense mouvement populaire — religieux quant à sa forme et ses expressions, mais éminemment égalitaire et communiste dans ses aspirations — se produisit dans les villes et les campagnes de l'Europe centrale.

Déjà, au quatorzième siècle (en 1358 en France et en 1381 en Angleterre), deux grands mouvements semblables avaient eu lieu. Les deux puissants soulèvements de la Jacquerie et de Wat Tyler avaient secoué la société jusque dans ses fondements. L'un et l'autre, cependant, avaient été dirigés principalement contre les seigneurs. Quoique vaincus l'un et l'autre, le soulèvement des paysans en Angleterre avait complètement mis fin au servage, et la Jacquerie, en France, l'avait tellement enrayé dans son développement, que désormais l'institution du servage ne pouvait plus que végéter sans jamais atteindre le développement qu'elle atteint plus tard en Allemagne et dans l'Europe orientale.

⁂

Maintenant, au seizième siècle un mouvement similaire se produisait au centre de l'Europe. Sous le nom de mouvement hussite en Bohême, d'anabaptisme en Allemagne, en Suisse et aux Pays-Bas, et de « temps bouleversés » en Russie (au siècle suivant), ce fut — en plus de la révolte contre le seigneur — une révolte complète contre l'Etat et l'Eglise, contre le droit romain et canonique, au nom du christianisme primitif.

Longtemps travesti par les historiens étatistes et ecclésiastiques, ce mouvement commence à peine à être compris aujourd'hui.

La liberté absolue de l'individu — qui ne doit obéir qu'aux seuls commandements de sa conscience — et le communisme furent le mot d'ordre de ce soulèvement. Et ce ne fut que plus tard, après que l'Etat et l'Eglise réussirent à exterminer ses plus ardents défenseurs, et à l'escamoter à leur profit, que ce mouvement, rapetissé et privé de son caractère révolutionnaire, devint la Réforme de Luther.

Il commença par l'anarchisme communiste, prêché et mis en pratique en quelques endroits. Et si l'on passe outre aux formules religieuses, qui furent un tribut à l'époque, on y trouve l'essence même du courant d'idées que nous représentons en ce moment : la négation de toutes les lois, de l'Etat ou divines, — la conscience de chaque individu devant être sa seule et unique loi; la commune, maîtresse absolue de ses destinées, reprenant aux seigneurs toutes les terres et refusant toute redevance personnelle ou en argent à l'Etat; le communisme enfin et l'égalité mis en pratique. Aussi, quand on demandait à Deuck, un des philosophes du mouvement anabaptiste, s'il ne reconnaissait cependant pas l'autorité de la Bible, il répondait que, seule, la règle de conduite que chaque individu trouve, *pour soi*, dans la Bible, lui est obligatoire. Et cependant, ces formules mêmes, si vagues, empruntées au jargon ecclésiastique, — cette autorité « du livre », auquel on emprunte si facilement des arguments pour et contre le communisme, pour et contre l'autorité, et si indécis quand il s'agit de nettement affirmer la liberté, — cette tendance même religieuse ne renfermait-elle pas déjà en germe la défaite certaine du soulèvement?

⁂

Né dans les villes, ce mouvement s'étendit bientôt aux campagnes. Les paysans refusaient d'obéir à qui que ce soit et, plantant un vieux soulier sur une pique en guise de drapeau, reprenaient les terres aux seigneurs, brisaient les liens du servage, chassaient prêtre et juge, se constituaient en communes libres. Et ce ne fut que par le bûcher, la roue et le gibet, ce ne fut qu'en massacrant plus de cent mille paysans en quelques années, que le pouvoir royal ou impérial, allié à celui de l'Eglise papale ou réformée, — Luther poussant au massacre des paysans plus violemment encore que le pape, — mit fin à ces soulèvements qui avaient menacé un moment la constitution des Etats naissants.

Née de l'anabaptisme populaire, la réforme luthérienne, appuyée sur l'Etat, massacra le peuple et écrasa le mouvement auquel elle avait emprunté sa force à son origine. Les débris de cette vague immense se réfugièrent dans les communautés des « Frères Moraves », qui, à leur tour, furent détruites cent ans plus tard par l'Eglise et l'Etat. Ceux d'entre eux qui ne furent pas exterminés allèrent chercher asile, les uns au sud-est de la Russie, les autres au Groenland, où ils purent continuer jusqu'à nos jours à vivre en communautés, refusant tout service à l'Etat.

⁂

Désormais, l'Etat était assuré de son existence. Le légiste, le prêtre et le seigneur-soldat, constitués en une alliance solidaire autour des trônes, pouvaient poursuivre leur œuvre d'annihilation.

Que de mensonges, accumulés par les historiens étatistes, aux gages de l'Etat, sur cette période!

En effet, n'avons-nous pas tous appris, par exemple, à l'école, que l'Etat avait rendu le grand service de constituer, sur les ruines de la société féodale, les unions nationales, rendues impossibles autrefois par les rivalités des cités? Tous nous l'avons appris à l'école, et presque tous nous l'avons cru dans l'âge mur.

Et cependant, nous apprenons aujourd'hui, que malgré toutes les rivalités, les cités médiévales avaient déjà travaillé pendant quatre siècles à constituer ces unions, par la fédération voulue, librement consentie, et qu'elles y avaient réussi.

L'union lombarde, par exemple, englobait les cités de la haute Italie et avait sa caisse fédérale, gardée à Gênes et à Venise. D'autres fédérations, telles que l'union Toscane, l'union Rhénane (qui comprenait soixante villes), les fédérations de la Westphalie, de la Bohême, de la Serbie, de la Pologne, des villes Russes, couvraient l'Europe. En même temps, l'union commerciale de la Hansa englobait des villes scandinaves, allemandes, polonaises et russes dans tout le bassin de la Baltique. Il y avait là, déjà, tous les éléments, ainsi que le fait même, de larges agglomérations humaines, librement constituées.

Voulez-vous la preuve vivante de ces groupements? — Vous l'avez dans la Suisse! Là, l'union s'affirmait d'abord entre les communes de village (les Vieux Cantons), tout comme elle se constituait en France à la même époque dans le Laonnais. Et, puisque en Suisse la séparation entre la ville et le village n'a jamais été aussi profonde que pour les villes de grand commerce lointain, les villes prêtèrent main-forte à l'insurrection des paysans (du seizième siècle), et l'union engloba villes et villages pour constituer une fédération qui se maintient jusqu'à nos jours.

⁂

Mais l'Etat, de par son principe même, ne peut pas tolérer la fédération libre. Celle-ci représente cette horreur du légiste : « l'Etat dans l'Etat. » L'Etat ne reconnait pas une union librement consentie, fonctionnant dans son sein : il ne connait que *des sujets*. Lui seul, et sa sœur, l'Eglise, s'accaparent le droit de servir de trait d'union entre hommes.

Par conséquent, l'Etat doit, forcément, anéantir les cités basées sur l'union directe entre citoyens. Il doit abolir toute union dans la cité, abolir la cité elle-même, abolir toute union directe entre cités. Au principe fédératif, il doit substituer le principe de soumission, de discipline. C'est sa substance. Sans ce principe, il cesse d'être *Etat*.

Et le seizième siècle — siècle de carnage et de guerres — se résume entièrement dans cette lutte de l'Etat naissant contre les villes libres

(1) Voir les numéros 34, 38, 39, 40, 42 et 45.

et leurs fédérations. Les villes sont assiégées, prises d'assaut, mises au pillage, leurs habitants décimés ou exportés.

⁂

L'Etat remporte la victoire sur toute la ligne. Et les conséquences, les voilà :

Au quinzième siècle, l'Europe était couverte de riches cités, dont les artisans, les maçons, les tisserands et les ciseleurs, produisaient des merveilles d'art, dont les universités étaient les fondements de la science, dont les caravanes parcouraient les continents, et dont les vaisseaux sillonnaient les mers et les rivières.

Qu'en resta-t-il deux siècles plus tard? — Des villes qui avaient compté jusqu'à cinquante et cent mille habitants et qui avaient possédé (c'était le cas à Florence) plus d'écoles et, dans les hôpitaux communaux, plus de lits par habitant que n'en possèdent aujourd'hui les villes les mieux dotées sous ce rapport — sont devenues des bourgades pourries. Leurs habitants massacrés ou déportés, l'Etat et l'Eglise s'emparent de leurs richesses. L'industrie se meurt sous la tutelle minutieuse des employés de l'Etat. Le commerce est mort. Les routes mêmes, qui jadis reliaient ces cités entre elles, sont devenues absolument impraticables au dix-septième siècle.

L'Etat, c'est la guerre. Et les guerres ravagent l'Europe, achevant de ruiner les villes que l'Etat n'a pas encore ruinées directement.

⁂

Les villages, du moins, n'avaient-ils pas gagné à la concentration étatiste ? — Non, certainement ! — Lisez ce que nous disent les historiens sur la vie dans les campagnes en Ecosse, en Toscane, en Allemagne au quatorzième siècle, et comparez leurs descriptions d'alors avec celles de la misère en Angleterre aux approches de 1648, en France sous le « roi-soleil » Louis XIV, en Allemagne, en Italie, partout, après cent ans de domination étatiste.

La misère — partout. Tous sont unanimes à la reconnaître, à la signaler. Là où le servage avait été aboli,il se reconstitue sous mille formes nouvelles; et là où il n'avait pas encore été détruit, il se modèle, sous l'égide de l'Etat, en une institution féroce, portant tous les caractères de l'esclavage antique ou pire.

Et pouvait-il sortir autre chose de la misère étatiste, puisque sa première préoccupation fut d'anéantir la commune de village après la ville, de détruire tous les liens qui existaient entre paysans, de livrer leurs terres au pillage des riches, et de les soumettre, chacun individuellement, au fonctionnaire, au prêtre, au seigneur?

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

DES FAITS

DANTZIG. — Des industriels auraient imaginé de revendre comme oranges de Malte des oranges ordinaires rougies au moyen d'un vernissage d'aniline. On aurait constaté des empoisonnements chez les personnes qui ont consommé de ces produits.

(*L'Eclair* du 9 mars 1897.)

⁂

CLUB RÉVOLUTIONNAIRE. — Vienne, 21 janvier. — D'après des renseignements de Prague, la police a découvert une association secrète, appelée la « Tchèque Révolutionnaire », composée en partie de radicaux nationaux et d'anarchistes internationaux.

Ce sont, pour la plupart, des apprentis, qui se sont procuré poignards, revolvers et munitions. Sept ont été arrêtés et fait des aveux.

POUR LA CRÈTE

Il y a deux raisons principales pour que nous ne nous désintéressions pas des événements de Crète : 1° la manière d'agir des gouvernements européens; 2° le réveil de l'opinion publique en faveur du droit.

En ce qui regarde les gouvernements, on sait — mais il faut le répéter sans cesse — qu'ils ont pour objectif de défendre les intérêts de la Haute Banque en Turquie et que, par conséquent, toute leur feinte sollicitude à l'égard de « l'intégrité de l'empire ottoman » exprime seulement l'empressement d'une troupe de valets à satisfaire ses patrons afin qu'on ne lui rogne pas ses gages. D'ailleurs leurs scrupules soudains apparaissent vraiment d'un haut comique quand on se rappelle qu'à la suite de la guerre de 1878-79 entre la Russie et la Turquie, ces mêmes puissances dépecèrent et se partagèrent le pays qu'ils prétendent aujourd'hui garantir de tout dommage. L'Angleterre prit Chypre, l'Autriche prit la Bosnie et l'Herzégovine, la Russie un morceau de l'Arménie et un morceau de la Bessarabie. On donna la Dobroudja à la Roumanie. On agrandit la Serbie et le Monténégro. On gratifia la Grèce d'un lambeau de l'Epire. Enfin, consécutivement, la France eut la Tunisie. — Il paraît que ce qui était admis au moment du congrès de Berlin cesse d'être admissible lorsqu'il s'agit d'un peuple désireux d'échapper au pillage et au massacre pour faire retour au groupement dont les Turcs le séparèrent jadis par la violence. — Les gouvernements ne veulent pas entendre parler du droit des Crétois parce que : 1° cela nuit aux opérations de Bourse des porteurs de bons Ottomans; 2° la Russie, guignant Constantinople, s'oppose de tout son pouvoir à la constitution d'un groupe hellénique assez fort pour empêcher le débordement des Kosaks, des Kalmouks et des Tartares dans le bassin de la Méditerranée. — Comme les puissances, l'Allemagne aussi bien que la France, sont à plat ventre devant le grand Porte-Knout du Nord, comme aujourd'hui c'est le Barbare qui fait la loi aux héritiers de la civilisation grecque, nous ne devons pas nous étonner à cause des ignominies qu'on prépare en Orient.

Nous ne devons pas nous étonner, mais nous devons féliciter et encourager, sans nous inquiéter des différences d'opinion, quiconque proteste contre le despotisme de l'argent et contre le triomphe de la voracité moscovite. Et puis les Turcs ne sont nullement à ménager. Un peuple vaut par son apport à la civilisation générale. Or quel est l'apport de la Turquie? En art : néant; en science : néant. Les Turcs sont une bande de bêtes féroces et de parasites uniquement occupés à sucer et à martyriser les populations qu'ils soumirent. Toute action qui tend à leur rogner les dents et les griffes est louable.

Enfin, nous devons aimer la Grèce parce qu'elle nous apprit la Beauté. C'est grâce à l'esprit dont elle imprégna ceux de la Renaissance que nous avons pu entrer en lutte avec le christianisme et lui faire subir déjà plusieurs défaites. Il faut donc se réjouir de voir tant d'individus, de toutes classes et de toutes nationalités, sortir enfin de leur avachissement pour protester au nom du droit et de la tradition hellénique. — C'est là une manifestation *désintéressée* qui prouve que tout n'est pas mort dans le cœur des « bons citoyens » et des « loyaux sujets » dont nous essayons constamment de secouer l'apathie. Quant à moi, j'en tire un augure favorable pour les progrès de notre Idée.

ADOLPHE RETTÉ.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA JUSTICE. — François Corduan, ancien gendarme, avait eu le malheur d'épouser jadis, au temps où il portait le noble uniforme de « gardien du Capital » — j'allais dire du Capitole — une femme qui, dès le lendemain de son mariage, s'attacha à justifier la jaune couleur illustrant le baudrier de son époux ainsi que la forme particulière de son couvre-chef à deux cornes. Au bout de deux ans, il dut quitter le service et, après avoir essayé du commerce, demander la séparation de corps. Celle-ci fut accordée. La « Justice », qui, quelle que soit sa position, est toujours boiteuse et mal assise, confia la garde des deux enfants à la mère, dont l'inconduite était notoire, qui avait ruiné son mari et ses enfants par plusieurs faux.

Forte de ce jugement, la femme ne tarda pas à faire réclamer ses enfants par un huissier. Le père, se barricadant dans sa maison, prit son fusil et s'écria : « J'ai vingt-deux cartouches; les vingt et une premières sont pour ceux qui tenteraient d'enlever mes enfants, la dernière est pour moi. » En présence de l'attitude de ce père révolté contre l'iniquité de la « Justice », on employa la ruse et ses enfants lui furent ravis par surprise ; quant à lui, on parvint à le saisir et à le ligotter.

A l'audience, cet ancien défenseur de la loi revendique son droit de s'être révolté contre la loi et d'avoir défendu ce que les préjugés de son éducation lui font appeler « son bien ». Malgré la justice de sa cause, le tribunal songeant avec effroi à ce qu'il arriverait si les cerbères de la loi se mettent à se révolter contre elle, a condamné ce malheureux à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour.

C'est peut-être très « juste »,mais abominablement inique!

⁂

GUIGNOL PARLEMENTAIRE. — Nous avons déjà dit et nous répéterons souvent encore que la couardise et la platitude sont les deux qualités dominantes des gouvernants.

L'autre jour, l'avorton Barthou, répondant à l'interpellation Dumas sur les abus de l'anthropométrie, a promis que ces abus seraient sévèrement réprimés; et, comme gage de sa sincérité, il a annoncé que le gardien-chef qui avait mensuré le député Chauvin, lors de son arrestation à Carmaux, avait été frappé d'une peine disciplinaire. Remarquez que ce gardien-chef n'avait fait qu'exécuter la consigne qu'il a reçue de mensurer tous les détenus qui sont remis entre ses mains. Mais, cette fois, fidèle à sa consigne, il avait mensuré un député, oubliant que la loi est faite uniquement pour les petits et non pour les chefs. Les autres députés, pouvant voir en cet excès de zèle une atteinte à leurs prérogatives, le couard Barthou a mieux aimé lâcher son subordonné, qui cependant n'avait fait qu'exécuter les ordres reçus.

Il en est de même du juge d'instruction Brossard-Marsillac, disgracié pour certains « abus d'instruction », et remis simple juge. D'autres disgrâces sont, paraît-il, imminentes.

Sans vouloir défendre les gardes-chiourme et les juges qui, par les fonctions qu'ils acceptent de remplir, sont peu dignes d'intérêt, on peut relever cette lâcheté gouvernementale qui, lorsqu'un abus soulève de trop violentes protestations, n'hésite pas à sacrifier le subordonné, seulement coupable d'avoir agi suivant les principes de sa fonction.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Le soldat Verzieux, en garnison à Reims, à qui on venait d'annoncer une punition à quatre jours de prison, monta dans sa chambrée et se tua d'un coup de fusil.

Fallait-il qu'il en eût enduré auparavant pour que la seule perspective de quatre jours de prison l'ait poussé au suicide!

⁂

LES ALLUMETTIERS. — Les allumettiers commencent à s'apercevoir combien était grande leur illusion d'avoir confiance dans les promesses administratives. Et ils semblent disposés à se fâcher. Ils ont tenu samedi un meeting, à Aubervilliers, pour protester contre la mauvaise volonté de l'administration à sup-

primer le phosphore blanc; cette suppression est résolue dans plusieurs pays; il est donc possible d'en faire autant en France. En conséquence, les allumettiers déclarent que dorénavant ils refuseront de se soumettre aux mesures inquisitoriales auxquelles ils sont assujettis par des visites successives et des opérations dentaires qu'ils sont obligés de subir pour conserver leur travail. Il serait peut-être plus adroit de leur part de refuser le travail. Enfin, maintenant qu'ils montrent les dents, parions que la solution va être bientôt trouvée par l'administration.

* *

Assistance municipale. — Un vieillard de soixante-dix ans a été trouvé mort de faim au chauffoir municipal de Marseille; c'est *la dix-huitième* victime de la misère depuis trois mois.

* *

Evian-les-Bains. — Les maçons et manœuvres d'Evian se sont mis en grève sur le refus de leurs patrons de leur accorder une augmentation de salaire.

André Girard.

* *

Saint-Martial-de-Coculet. — Un fait entre mille qui donne la mesure de ce que vaut le suffrage universel est le suivant :

Le 3 mai dernier, jour d'élections municipales, vers midi, le garde champêtre apporta au bureau du scrutin une certaine quantité de bouteilles de bière qui furent distribuées aux électeurs, de sorte que la salle du scrutin ressemblait à un café où l'on buvait gratis.

Une fois le résultat de l'élection connu et le procès-verbal dressé, le maire, fidèle à sa promesse faite aux électeurs, monta sur une table et leur fit l'annonce suivante : « Messieurs les électeurs! Les nouveaux élus vous invitent à aller souper chez vous et à revenir ici boire à leur santé. »

On but à profusion! car les dépenses s'élevèrent à plus de deux cents francs.

Un nouvel élu, M. G..., ayant refusé de payer sa part, qui s'élevait à 40 francs, le cafetier qui avait fourni les boissons le cita devant le tribunal d'Archiac. C'est au cours de ce procès qu'eut eu lieu les révélations qui précèdent, mais qui étaient bien connues des habitants de Saint-Martial.

(*Correspondance locale.*)

Belgique.

Les conférences scientifiques organisées depuis deux mois par les camarades de Bruxelles ont produit d'excellents résultats; l'attitude scandaleuse des socialistes au meeting de la salle Rubens de décembre dernier aura eu pour conséquence de réveiller les copains qui avaient eu l'ingénuité de compter sur l'honnêteté et la courtoisie des politiciens.

Les sujets suivants ont été traités : Philosophie libertaire; Collectivisme et Anarchie; Evolution et Révolution; Tendances du socialisme; Vie de Jésus; Amour libre; Militarisme.

Exposées avec une simplicité plus éloquente que les grands coups de gueule des meetings publics, nos idées ont fait un pas énorme.

De nouvelles discussions seront bientôt organisées. Lundi 22 mars, nous donnerons une grande soirée révolutionnaire avec *conférence, à l'occasion de l'anniversaire* de la Commune.

Italie.

Macerata. — Les camarades de là-bas viennent de publier, en commémoration de la mort d'Argante Salucci, tué le 1er mars 1896 à San Nicola di Tremiti, un numéro unique intitulé : *Primo Marzo*.

Etats-Unis.

Le 11 janvier, quatre ouvriers paveurs cherchant du travail — tous les quatre pourvus de la carte de l'Union ouvrière à laquelle ils appartiennent — traversaient la ville de Brunswick (Maryland). La matinée était glaciale; avisant une sorte de ravin distant de toute construction, ils firent un peu de feu pour se réchauffer.

Ils se dégourdissaient un peu, lorsqu'un policier armé d'un casse-tête et d'un revolver vint leur ordonner de déguerpir. L'un des ouvriers, pour ranimer ses pieds à demi gelés, avait ôté ses chaussures, et parce qu'il voulait les remettre avant d'abandonner la place, la brute policière le renversa de deux coups de casse-tête, puis, pendant que le malheureux essayait de se relever, lui tira un coup de feu à travers l'épaule.

Remarquons, ajoute le journal *The Coming Nation*, que ces ouvriers n'avaient molesté personne et n'étaient soupçonnés d'aucun délit.

A Chicago, huit mille familles souffrent de la faim. Les journaux publient de pressants appels pour venir en aide à ces malheureux. Le *Chicago Times Herald* déclare que depuis longtemps la misère sévit au milieu de cette population ouvrière, mais qu'elle l'a supportée sans avoir recours à la charité. Aujourd'hui le dénuement est extrême, l'émeute pour du pain est à redouter, il faut secourir ces travailleurs qui ont souffert en silence tant qu'ils ont pu trouver quelque travail.

La Compagnie « Pullman Palace Car » a actuellement réalisé 27.000.000 dollars de bénéfices.

La ville de Dryton dans l'Ohio, ville de 80.000 habitants, a emprunté 10.000 dollars pour venir en aide aux sans-travail.

Transwaal.

La République du Transwaal vient de se donner deux lois : la première interdit l'immigration; tout ouvrier qui ne se présente pas à la frontière avec un pécule suffisant ou ne peut justifier de son engagement par un patron, est exclu du territoire de la République. La seconde tend à refréner les tendances subversives de la presse. Tout journal qui prêche la haine des classes est supprimé, l'auteur de l'article condamné à trois ans d'emprisonnement; s'il est étranger, il se voit banni à perpétuité.

Suisse.

Zurich. — Il vient de se produire en Suisse une grève analogue à celle que nous signalions dans notre dernier numéro et qui s'est produite en Angleterre. Les employés des chemins de fer du Nord-Est se sont mis en grève. Ils avaient dernièrement, à la suite d'une menace de grève, obtenu une partie de leurs revendications; la Compagnie s'était engagée à examiner le reste de leurs *desiderata*. En présence des lenteurs et du mauvais vouloir de la compagnie, ils se sont mis subitement en grève à minuit. La grève a été décidée à l'unanimité moins quatre voix. Les trains pour Lucerne, Berne, Winterthur, Schaffouse, Rapperswyl, etc., ne partent pas.

Aussitôt le gouvernement est intervenu et a tellement insisté auprès de la compagnie que les divers points ont été immédiatement élucidés et que les ouvriers ont obtenu gain de cause.

N'est-ce pas que le moyen est excellent?

André Girard.

* *

Bale. — La fille d'un millionnaire de Bâle avait épousé M. S..., en Alsace, sans l'autorisation paternelle et devait, suivant la législation bâloise, entrer après son mariage en possession de la fortune de sa mère, fortune dépassant un million de francs.

Sur la demande du millionnaire suisse, la police allemande a fait arrêter Mme S... et l'a fait enfermer dans la maison d'aliénés du docteur Binswanger, à Kreuzlingen en Thurgovie. La jeune femme ayant réussi à s'échapper a pu rejoindre son mari à Strasbourg; elle a adressé le récit de sa séquestration à la *Strassb. Bürgerzeitung*, et le *Tagblatt* (Thurgau) l'a reproduit.

Mme S... intente un procès à son père et un procès au docteur B... de Kreuzlingen.

* *

Vaud (1). — En juillet écoulé, la *Revue de Lausanne*, puis la *Tribune de Genève* mettaient en garde leurs lecteurs « contre certains pirates qui, à l'occasion de l'Exposition, cherchaient à soutirer l'argent des exposants, etc., etc. » En somme, question de boutique : — le but de cet avis était d'entraver indirectement tous les courtiers d'annonces n'ayant pas pignon sur rue dans l'exercice de leur profession, et ce but fut atteint.

Tandis qu'un seul courtier d'annonces — un frère, celui-là — faisait environ 40.000 francs de bénéfice net avec les seules annonces de l'Exposition, plus d'un courtier, père de famille, eut la douleur de voir ses efforts et ses peines demeurer stériles.

Aussi bien que la *Gazette de Lausanne*, les journaux précités connaissaient les événements de Mies et à quels soutirages monstres se livrait leur ami le député J...; cependant ils n'ont pas publié une ligne pour avertir le public et n'ont pas eu la loyauté de publier les noms des prétendus « pirates ».

Dans la même colonne, adresser un appel pressant en faveur de billets de loterie, vanter le Kursaal et noircir, dans un but de lucre, des concurrents qui ont le grand tort de ne pas émarger au budget de l'Etat et d'être privés d'un organe pour fermer la bouche à leurs calomniateurs, puis encore omettre volontairement de signaler un journaliste faussaire émérite et député escroc, c'est bel et bien être complice du « pirate », le véritable, celui-là.

Ce pirate-là, ce député pirate, a « soutiré » plus d'un million dans les poches de nombreux non-mis-en-garde, dont plusieurs sont lecteurs assidus de la *Revue de Lausanne* et de la *Tribune de Genève*.

C'est écœurant, et en même temps terriblement instructif pour ceux qui ne possèdent rien et qui ne comptent pour rien dans la société capitaliste, d'observer combien est acharnée la répression fonctionnant sans trêve ni repos — même à propos de délits imaginaires — contre les travailleurs; puis, de comparer cette répression avec la mansuétude dont font journellement preuve ces mêmes policiers, juges et procureurs, à l'égard des riches et de ceux qui appartiennent à quelque corps fermé où dominent les fonctionnaires.

Cette différence de traitement, logique et inévitable, éclate dans tout et partout, elle constitue la règle à laquelle obéissent et doivent obéir tous les agents du pouvoir. Le parquet, moins que tout autre rouage officiel, ne saurait faire exception.

La presse elle-même — et nous venons d'en donner un exemple entre mille — se soumet à cette règle, parce que son intérêt le lui commande, tant qu'elle y trouve son avantage.

Constamment, le pauvre est tour à tour souffre-douleur, bouc émissaire et martyr. Quant à celui qui appartient aux castes participant avec zèle à la confection des lois de répression, il n'a rien à craindre : privilégié, blanchi, amnistié, innocenté, et même dédommagé, récompensé parfois; qu'il dérobe un million ou qu'il décharge son revolver sur un ouvrier, c'est sans conséquences fâcheuses... pour lui.

Aussi le juge d'instruction qui, sans hésitation, fait incarcérer pendant deux mois et demi une innocente ménagère — prévenue d'escroquerie — et sans preuves, s'il vous plaît! (tandis que pour le député faussaire J... il existait non pas une preuve, mais dix, vingt et davantage) — ce même juge laisse tranquillement filer J... et consorts.

* *

Berne. — Le *Démocrate* raconte que pendant les froids de décembre — et en décembre il fait froid dans le Jura bernois — le maire du village de Courtlevant, voulant se débarrasser d'un homme pauvre et impotent habitant sa commune, ordonna de le charger sur un char et, de nuit, le fit déposer au bord de la route près de Boncourt.

Ce pauvre homme ne fut découvert que le lendemain et mourut sans tarder.

Nous pourrions citer une quantité de cas semblables à celui de Courtlevant; la plupart des conseils municipaux se débarrassent de leurs pauvres et de leurs malades pauvres par tous les moyens possibles. « Dans les communes rurales, dit le *Journal de Genève*, on ne tolère pas les pauvres qui n'y sont pas établis de père en fils. Le chiffre des indigents assistés est effroyable. »

Dans ces mêmes communes, survient-il quelque riche atteint d'une maladie syphilitique visible ou de toute autre affection contagieuse, les municipaux se gardent bien de renvoyer l'étranger; la possibilité de voir la maladie contaminer la population du district les inquiète peu; il y a des écus à gagner et ils entendent en gagner le plus possible. Mais un pauvre, un pauvre qui ne peut plus travailler, de celui-là il faut débarrasser la commune au plus tôt, sans bruit, et les garanties constitutionnelles concernant la liberté individuelle n'ont jamais empêché un maire d'exporter des vieillards et de mettre

(1) Numéro 43, page 3, 2e colonne, à la 8e ligne, lire : *aux mains*, et non *ses mains*.

à l'encan les enfants des pauvres, encans dont l'*Helvétie* de janvier écoulé déplore l'existence. Bien à tort, n'est-ce pas?

Dans la ville de Berne, le commissionnaire Eidam, « dont la tenue manquait de respectabilité », et qui acceptait les petits dons des passants, disparut un jour; personne ne savait ce qu'il était devenu. Des années s'écoulèrent, lorsque, vers la fin de 1896, un journal obtint et publia des informations au sujet du pauvre homme.

Eidam avait été arrêté et, sans jugement, enfermé dans ce qu'on appelle ici un asile : là, il était roué de coups, soumis en hiver aux douches d'eau froide, etc., etc.

Eidam essaya de reconquérir sa liberté; il fut repris; alors on lui passa une chaîne partant de la ceinture, allant jusqu'à la cheville.

Ces faits, tout incroyables qu'ils paraissent, ne sont malheureusement pas isolés.

Grâce au journal révélateur, Eidam revint dans la ville fédérale et y a recommencé son ancien genre d'existence; fort de son appui, l'ex-prisonnier ose parler sans crainte de ses bourreaux.

Sans le journal, le pauvre commissionnaire serait devenu fou ou se serait suicidé, ou les tortures l'auraient fait mourir avant peu. Un journal, dans bien des cas, est plus puissant pour faire respecter la liberté individuelle des humbles que toutes les garanties constitutionnelles imaginables.

A lire : *White Slaves of England*, par Robert M. Sherard (*Pearson's Magazine*, December 1896). Pour connaître ce que les élus valent en Suisse, lire :

Un procès inique. Huit ans de séquestration arbitraire, par Jean Tschoumi, à Cortébert, chez l'auteur (brochure de 30 p.).

Pierre le Petit, brochure de 30 pages, par William Vogt, Genève.

*
* *

Schaffouse. — Le gendarme Spar, ce meurtrier d'un jeune homme « troublant la tranquillité publique », dit certain journal bourgeois — nous dirons, nous : troublant la quiétude du gendarme qui, pour avertissement, lui a tiré un coup de feu dans le dos, perforant le cœur et les poumons (Voir nº 40) — a été condamné à 250 francs d'amende et au paiement de 700 francs d'indemnité à la mère de sa victime; le meurtrier a obtenu du tribunal une allocation de 150 francs comme compensation pour sa détention préventive.

Il y a quarante ans, deux gendarmes assassinèrent une femme dans les environs de Lyon; leur crime ayant été découvert, ils furent jugés, condamnés et exécutés.

Aujourd'hui, ici comme chez nos voisins, les gardiens de la loi possèdent des immunités toutes féodales : faire retourner les poches d'autrui pour s'en approprier le contenu en tout bien tout honneur... officiel; — moyennant quelques écus, pouvoir fusiller un adolescent désarmé, etc. — Aussi, quand on voudra voler impunément ou assassiner à bon marché, sans la perspective de la prison et de la guillotine, on s'enrôlera dans les gendarmes.

X...

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe et de la banlieue de l'Est. — Samedi 20 mars, à 9 heures, au local convenu.

*
* *

Le *Repaire du XIIIe arrondissement* se réunit tous les dimanches, à 2 heures, sur le talus des fortifications, porte d'Italie. — Le 21 mars, ballade à Villejuif.

*
* *

Groupe d'études sociologiques et littéraires des Ve et VIe arrondissements, 14, rue Mabillon. — Lundi 22 mars, à 9 heures du soir, réunion du groupe.

Causerie par le camarade Prost. Sujet traité : « De l'utilité d'un cercle au point de vue de la propagande. »

Tous les libertaires sont invités.

*
* *

Salle du Commerce, 94, faubourg du Temple grande soirée familiale avec conférence organisée par la Ligue antireligieuse et les Libertaires de Paris, jeudi 18 mars 1897, à 8 h. 1/2 du soir.

Conférence, chants, déclamation, équilibre.

Entrée : 30 centimes.

Nota. — Une collecte sera faite au profit de la compagne de Vaillant et des anarchistes arrêtés.

Salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, vendredi 19 mars, à 8 h. 1/2 précises, grand meeting d'indignation au bénéfice des victimes des assommades policières de l'église Saint-Ambroise.

Orateurs : Broussouloux, Buteaud, Tortelier, Prost, Régis, Abriolle.

Entrée : 30 centimes.

*
* *

Kremlin-Bicêtre. — Les Libertaires de la banlieue sud, afin de grouper les initiatives, ont décidé la formation d'un groupe d'études sociologiques.

Réunion tous les dimanches, à 9 heures, salle Blanchot, coin des rues Danton et du Kremlin.

*
* *

Suresnes-Puteaux. — Le 21 courant, réunion familiale à 2 h. 1/2 du soir chez M. Masselin, marchand de vins, rue de Neuilly, 141, à Suresnes, près de l'octroi de Suresnes-Puteaux.

Une causerie sera faite sur le machinisme et ses conséquences.

Chants, poésies et monologues.

Tous ceux qui s'intéressent à la question sociale y sont cordialement invités.

*
* *

Romans. — A l'occasion de l'anniversaire du 18 mars, grande soirée familiale publique, le dimanche 21 mars, au café Ginet, rue Saint-Nicolas. Une causerie sera faite par le camarade Pierre Martin. Les camarades sont instamment priés d'y assister, ainsi que toutes les personnes désireuses de passer une agréable soirée.

*
* *

Aux anarchistes de Bordeaux. — Camarades, les événements se précipitent, les faits sociaux se multiplient; partout les gouvernants sont assaillis de toutes parts. La question sociale, qu'ils nient, se dresse devant eux dans toute sa force. Ils seraient enchantés, par de monstrueux expédients, d'échapper, du moins momentanément, à sa solution.

De plus en plus, les prolétaires éclairés doivent dévoiler à tous les tortueuses machinations de la politique, les coups de Jarnac gouvernementaux.

Un des moyens d'instruire les travailleurs est la réunion. Recourons-y. Le groupe de Bordeaux a déjà réuni quelques sous, mais la somme nécessaire à l'organisation des prochaines réunions de quartier est insuffisante.

Voilà pourquoi un deuxième appel est adressé aux compagnons de la ville et de la banlieue.

Le groupe est rue Leyteire, 65, au débit de la Fraternité, au coin de la rue Causserouge.

Réunions bi-hebdomadaires le samedi soir et le dimanche, à partir de deux heures de l'après-dîner.

*
* *

Marseille. — L'*Agitateur* suspend sa publication. Pour les chansons qu'il avait éditées ainsi que pour tout ce qui concerne l'*Agitateur*, s'adresser à Victor Rapalle, 3, rue des Consuls, Marseille.

*
* *

Bruxelles. — A l'occasion de l'anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris, le Cercle d'études sociales organise, le samedi 20 mars 1897, à 8 h. 1/2 du soir, chez le sieur Ghewy, rue Haute, 42, une soirée familiale à laquelle sont invités tous les copains et copines de Bruxelles.

Une conférence sera donnée par un camarade du groupe. Sujet : « La Commune de Paris. »

Chants, récits, tombola, bal.

Prix d'entrée : 10 centimes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La vie d'un, par L. Lumet, 1 vol., 2 fr.; *Bibliothèque de l'Association*, 17, rue Guénégaud.

A LIRE

Patriotisme et Soulographies, par Léopold Aujar, *Demain*, nº 41.

Nos femmes, par Tristan Brice; *Conscrits*, par Levivier, *Demain*, nº 42.

Il y a du bon, Séverine, *Echo de Paris*, 12 mars.

Chronique, H. Bauer, *Echo de Paris*, 13 mars.

Honte suprême, par H. Rochefort, *Intransigeant*, 17 mars.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Notre superbe collection de lithographies qui comprendra 30 dessins. — Sont actuellement parus :

L'Incendiaire, par Luce.
Porteuses de bois, par C. Pissarro.
L'Errant, par X.
Le Démolisseur, par Signac.
L'Aube, par Jehannet.
L'Aurore, par Villaume.
Les Errants, par Rysselbergh.

Les deux premières n'étant plus qu'en nombre restreint, ne sont plus données qu'aux acheteurs de la collection. Le prix de chaque lithographie est de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco. Il y a une édition d'amateur à 3 fr. 25 l'ex., 3 fr. 40 franco.

Actuellement, des dessins nous sont promis par Baffier, L. Pissarro, Willette, A. Charpentier.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Romans. — Trop tard arrivée pour la semaine passée la communication. Mardi matin avant 10 heures.

N., à Alger. — Les envois des numéros 36 et 37 étaient de 10 exempl. et non de 7. L'envoi total était donc de 69 exempl.

R., à Toulouse. — Reçu mandat. Le numéro a été expédié comme d'habitude, le jeudi?

A. R. — C'était 4 lith. Reçu 3 fr., reste 2 fr. à payer.

V. X? — Votre communication relative aux journaux est passée dans le dernier numéro.

Bruxelles. — Nous avons un *Marc Fane* à 2 fr.?

L. E., à Jemmeppe. — *A mon frère le paysan* est épuisé, j'envoie *Entre paysans*.

Reçu pour la compagne de Vaillant : X., à C. F., 3 fr.

La compagne fait savoir aux amis que sa nouvelle adresse est : Marie Rémond, 109, rue Marcadet.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : N., à Marseille, 75 fr. — Liste Cheylan : Un barbare, 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 25; Un mécontent, 0 fr. 25; Un esclave, 0 fr. 25; Douheret, 0 fr. 25; Gillac, 0 fr. 20; Un camarade, 0 fr. 25; Un naturien, 0 fr. 20; Un barbare, 0 fr. 25; 3e barbare, 0 fr. 15; Un pied-plat, 0 fr. 25; Un cucurbitacé, 0 fr. 25; L. C., 1 fr.; le brigadecentralophobe, 0 fr. 50; C. J. A., 1 fr. 45 : total 6 fr. — En tout : 81 fr. — Listes précédentes : 88 fr. 20. — Total général : 169 fr. 20.

Reçu pour le journal : M. T., à Podensac, 0 fr. 30. — Roanne : P., 1 fr.; R., 0 fr. 50. — Un camarade à Rennes, 2 fr. — A. C., Clamecy, 5 fr. — A. Ry-Sine, 0 fr. 50. — Marseille, V. M., 3 fr. — Pervenche, 25 fr. — L. J., rue J. de B., 5 fr. — N'importe, 1 fr. — Presdes, 2 fr. — H. F., 1 fr. — Merci à tous.

M., à Nonancourt. — S., à Roubaix. — G. B. V., à Lyon. — E., à Montpellier. — C., à Marseille. — B., à Agen. — B., à Spring-Walley. — L., à Jemmeppe. — P., à La Chapelle. — L., à Lure. — N., à Alger. — B. R., à Hyères. — R., à Roncegno. — T., à Droiturier. — L., à Poitiers. — R. T., à Bologna. — D., à Morez; Hamelin; R., à Nouzon; M., à Perpignan (par le *P. P.*). — J. B., à Saint-Marcellin. — V., à Reims. — L., à Nancy. — T. J., à Drăgănesei. — P., à Poitiers. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE N° 48 — DIX CENTIMES — DU 27 MARS AU 2 AVRIL 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA RÉVOLUTION

Il y a entre nous et ceux qui parlent souvent de la Révolution, qui l'attendent toujours, et ne se doutent pas qu'elle est déjà arrivée, qu'elle éclate aujourd'hui en Crète comme elle a éclaté hier à Cuba, comme elle éclatera demain en Grèce.

Peu nous importe — disent-ils — que les Crétois soient sujets des Turcs ou des Grecs! Leur idéal n'est pas notre idéal à nous, leur but n'est pas le nôtre.

Ces camarades attendent leur rêve de Révolution universelle, miraculeuse, se proclamant en tous les pays à la fois : ils l'attendent et déjà la lutte commence à leur insu.

Un peuple proclamant son droit de disposer de lui-même, de chasser ses maîtres, de secouer le joug imposé par la volonté des autres, d'être gouverné à son gré. Voilà la Révolution qui commence là-bas! C'est vrai que la volonté de ce peuple est encore à éduquer, il ne demande qu'à changer ses maîtres, à échapper d'un despotisme pour tomber sous un autre. Mais ce peuple est prêt à mourir pour réaliser son idéal tel quel; ces hommes préfèrent renoncer à la vie que de renoncer à leur volonté. Le jour viendra où ils sauront mieux ce qu'il leur faut, où ils auront un autre idéal de la liberté, — alors ils ne changeront pas de maîtres, ils les chasseront pour toujours.

Le Kaiser comprend cela, lui; jamais il ne consentira à ce qu'un peuple choisisse le gouvernement qui lui convienne, jamais il ne permettra un précédent aussi dangereux que le plébiscite.

Le tsar voit clairement le danger, et l'empereur d'Autriche, et le roi d'Italie sur son trône chancelant et troublé, et les gouvernements de France et d'Angleterre — ces pays soi-disant libres — tous comprennent bien ce qui est au fond de la situation : le droit de donner congé à un maître quelconque implique le droit de se passer de maître, que le peuple qui demande un roi au lieu d'un sultan aujourd'hui, peut demander une république au lieu d'un roi demain, et le jour après demain la liberté pure et simple — pas de maître!

Ils n'osent pas parler ouvertement; c'est « l'intégrité de l'empire ottoman » dont on parle, c'est « la paix de l'Europe » qui excuse leur inquiétude, ou ce sont des intérêts matériels à assurer! C'est à la lâcheté, à la cupidité, ou à l'égoïsme des peuples aveugles que les Salisbury et les Hanotaux font appel.

Et autour de la Crète, comme de grands oiseaux de proie, les Puissances attendent, envisageant la Révolution. La longue campagne commence; avant qu'elle soit finie, que de luttes acharnées, que de pleurs, que de morts, que de sang! Que de défaites, que de désespoirs, que de renaissances de foi, renouvellements d'efforts! La Révolution ne s'accomplira en une génération, ni en deux ou en trois : elle sera une longue série de défaites, aussi de victoires.

Pour nous, c'est assez que cela commence. Que ce soit à Cuba ou en Crète, en le Nord ou le Sud, l'Ouest ou l'Orient, aidons ceux qui luttent, n'importe le pays! Aidons de toute notre force! C'est la Révolution dont nous avons parlé si souvent, que nous attendons toujours; c'est la Révolution qui nous appelle. Ces hommes qui luttent sont nos frères; ces femmes qui souffrent avec leurs petits enfants sont nos sœurs. Aidons-les, ce sont nos camarades là-bas.

M. P.

PASSIVITÉ

Nos soldats et nos matelots sont donc en train d'organiser autour de la Crète le blocus, c'est-à-dire la guerre de la faim, en attendant que ce soit celle du canon.

Les a-t-on consultés? Est-ce de leur plein gré qu'ils vont collaborer à cette boucherie internationale? Non, pas plus qu'on n'a eu égard au courant d'opinion qui s'est prononcé, dans ce pays et dans d'autres pays, en faveur de la cause crétoise. Le gouvernement est tout : le reste de la nation ne compte pas : il n'a qu'à marcher au doigt et à l'œil, et à payer la note lorsqu'on la lui présente.

Nous avait-on cependant assez rebattu les oreilles de lieux communs dithyrambiques en l'honneur de notre belle Constitution, sauvegarde de toutes les libertés?

Dès les bancs de l'école, on nous serinait cet air bien connu : « Aujourd'hui, la France ne peut plus être engagée dans une guerre contre sa volonté (1) »... rengaine retrouvée, depuis, avec des variantes à peine appréciables, dans des centaines de journaux ou de discours. Et ni l'expédition du Tonkin, ni celle de Madagascar, malgré leur impopularité caractéristique, n'ont été capables de nous éveiller. Sera-ce celle de la Crète qui nous tirera de notre torpeur?

Finirons-nous par voir que la liberté sous un gouvernement est à peu près celle d'enfants en bas âge, dont les biens seraient gérés ou plutôt dilapidés par des tuteurs infidèles? Notre minorité durera-t-elle toujours? Ne nous émanciperons-nous jamais?

Il est vrai que, moins on voulait nous donner la réalité, plus on s'est efforcé de multiplier les trompe-l'œil et les apparences. Comme substitut de notre volonté confisquée, on nous a donné celle des Chambres; et nous nous sommes tenus pour satisfaits.

Voici, en effet, dans son texte intégral, la phrase que j'ai transcrite plus haut incomplètement. « Aujourd'hui la France ne peut plus être engagée dans une guerre contre sa volonté, puisque aucune guerre ne peut être déclarée par le président de la République sans l'assentiment préalable des Chambres. »

Eh! oui; mais les Chambres, c'est encore le gouvernement. Si, comme dans l'espèce, elles délivrent à celui-ci un blanc-seing pour commettre toutes les infamies qu'il lui plaira, nous sommes bien obligés d'en passer par son caprice devenu loi. Dandin, tu l'as voulu! Il n'y avait qu'à ne pas abdiquer en faveur de ces potentats au petit pied, qui disposent souverainement de nous, de notre sang, de notre or, de notre dignité; en faveur de ces despotes nerveux, dont les desseins inconsistants se modifient selon que la tête de tels ou tels ministres leur revient ou leur déplaît.

La passivité, voilà le mal dont nous mourons; car elle est tout justement le contraire de la vie. Et nos gouvernants n'ont certes rien négligé pour étouffer en nous les moindres soupçons de spontanéité.

Ils ont mis la main sur l'école du peuple : ils l'ont rendue obligatoire, afin que nul ne pût échapper à la plus puissante des tyrannies, celle qui s'infiltre sournoisement du cerveau dans tout l'être.

Et là, ils ont pétri à leur aise cette pâte docile de futur prolétaire, contribuable, électeur et soldat.

L'esprit d'obéissance étant le levain essentiel pour opérer toutes ces belles transformations, ils le lui ont infusé libéralement, en musique même : il faut bien, un tantinet, dorer et sucrer les pilules amères. Et les écoliers ingénus ont chanté :

Un enfant se fait aimer
Par sa complaisance;
Il peut aussi charmer
Par son innocence.
Mais en fait de qualité,
La meilleure, en vérité,
C'est l'obéissance,
Oui!
C'est l'obéissance!

. . . .

A quoi bon se mutiner,
Quand on sait d'avance
Que *la loi* peut refréner
Toute résistance?
Puisqu'il faut, jeune ou vieux,
Plions-nous de notre mieux
A l'obéissance,
Oui!
A l'obéissance (1).

N'est-il pas vrai que voilà des sentiments bien terre à terre, et exprimés en vers qui ne sont tels (passez-moi le jeu de mots) que parce qu'ils rampent?

(1) *Leçons pratiques d'histoire de France*, par Zévort, recteur de l'Académie de Caen.

(1) *Chants de l'école*, 1re partie, paroles de A. Linden.

Mais qu'importe s'ils façonnent à leur image ceux qui s'en imprégneront? L'Etat ne vise pas à former les intelligences: on n'aurait pas besoin de lui pour cette tâche: il ne tient qu'à les déformer.

Que serait la théorie sans la pratique? Celle-ci vient à la rescousse pour préciser aux enfants du peuple le genre d'obéissance qu'on attend d'eux. Notre république, plutôt encore spartiate qu'athénienne, les habitue de bonne heure au stupide automatisme de la caserne: mouvements des bras avec flexion et sans flexion, par file à droite, en avant..... arche!

Abandonnés à eux-mêmes, ils ne seraient pas assez dociles, peut-être, le moment venu, pour tirer sur les cibles humaines qu'on leur désignera. On leur met donc entre les mains, ces frêles menottes qui jusqu'alors s'en tenaient au pistolet de deux sous, des fusils pour de bon. Et, de peur qu'ils ne prennent cela pour un simple jeu, à l'exercice est joint un commentaire, bien significatif, quoique musical:

> On nous enseignera sous peu
> L'exercice de l'arme à feu.
> Dès la jeunesse, il faut apprendre
> A combattre, à se défendre:
> En avant, mettons-nous en rang;
> *Petit soldat deviendra grand*, etc.

On ne veut pas être trop cynique: on leur dit que c'est tout bonnement pour se défendre. Mais il se trouve qu'après on utilise cet esprit de subordination, si patiemment inculqué, plutôt pour l'offensive que pour la défensive.

Qui attaquait au Tonkin et à Madagascar? Qui attaque en Crète? Malgré les faux-fuyants de la diplomatie, y a-t-il moyen de nier que ce soit nous?

Et n'est-il pas visible que le militarisme, tant qu'on n'aura pas rasé jusqu'à la dernière caserne, sera forcément agresseur, et que les parlements seront ses complices obligés et naturels?

L'œuvre d'abaissement commencée à l'école est continuée, plus tard, par le journal, qui achève d'annihiler dans l'homme ce qui peut lui rester d'énergie individuelle.

Et déniera-t-on toute responsabilité dans le grand crime qui se prépare, même aux feuilles bourgeoises dont l'indignation à son encontre est la plus sincère?

Si elles s'étaient moins étudiées à propager le respect de l'armée et de l'absurde discipline, si elles avaient eu moins de ménagements pour nos grandes officines d'iniquités légales, est-ce que ce mécanisme rouillé, et destiné pourtant à écraser encore bien du monde, aurait eu la force de fonctionner deux jours seulement?

Ils en sont tous là: ils veulent des lois et une armée, mais des lois libérales et justes, une armée douce et pacifique. Autant vaudrait réclamer un cercle carré.

Cette guerre contre les Grecs, c'est la guerre du fort contre le faible; c'est aussi la guerre civile, puisqu'il en est, parmi nous, si avachis que nous soyons, qui ont osé prendre les armes, pour protéger l'opprimé. Et tous ces fusils fratricides, ils auront été, de longue main, fourbis et chargés par les éducateurs officiels, par les journalistes juste-milieu; par tous ceux qui, pouvant éclairer les intelligences, ne le font pas, ou ne le font qu'avec parcimonie.

Si cette insurrection, celle des esprits, donnait ferme et avec ensemble, combien la tâche de l'autre serait réduite!

J. Degalvès.

DES FAITS

Nos pertes a Madagascar. — Du *Gaulois*:

Chiffre définitif et tristement éloquent relevé par les *Archives de médecine navale*: 22.850 hommes ont donné 7.498 décès, c'est-à-dire une proportion d'un tiers.

Le corps le plus éprouvé a été celui des sapeurs du génie, qui ont travaillé à la construction de la route et des ponts. Les deux tiers sont morts.

Vient ensuite un bataillon de chasseurs (63,2 pour 100), décimé après la marche forcée sur Tsarasotra.

Les troupes indigènes fortement encadrées par les Européens ont été les plus résistantes, mais les auxiliaires, soit indigènes comme les Sakalaves, soit originaires de l'Afrique du Nord ou de l'Ouest, comme les Kabyles et les Sénégalais, ont été fort éprouvés. Trois mille décès sur huit mille hommes.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — La caserne continue plus que jamais à être un séjour paradisiaque auprès duquel le paradis de Mahomet ne vaut guère mieux que le « carcere duro » sous les plombs de Venise. Presque quotidiennement nous parvient la nouvelle d'un suicide de jeune soldat. Leurs modes de suicide sont assez variés. Le plus grand nombre se tirent tout bêtement un coup de fusil dans la bouche. Ceux-là sont les bons soldats qui ne veulent pas, par une équivoque, occasionner d'ennui à leurs supérieurs hiérarchiques. Mais quelques-uns apportent dans leur suicide un raffinement des plus répréhensibles, car il a quelquefois l'inconvénient de créer quelques difficultés au ministre de la guerre, le bon papa en chef de la grande famille; c'est ce qui arrive quand, par exemple, un Chédel s'attache — telle Brunehaut — à la queue d'un fougueux cheval, ou qu'un Agostini pousse le machiavélisme jusqu'à se donner volontairement une indigestion de haricots tout aussi mortelle que celle qui emporta Vitellius.

Les romanciers de 1830, très amateurs de scènes d'amour nocturnes sur des lacs argentés du clair de lune, se plaisaient à faire s'écrier, au paroxysme du bonheur, par leurs amants enlacés: « Mourons! » Faut-il penser que nos jeunes conscrits, tout aussi épris de la « grande muette » que nos héros romantiques de leurs bien-aimées, soient comme eux impulsés d'un violent désir d'abîmer leur bonheur suprême dans la mort, pour éviter les désillusionnants réveils? Le nombre croissant des suicides dans l'armée porterait à le croire. Car on ne saurait un instant supposer qu'un métier si attrayant, si noble, si élevé moralement et intellectuellement parlant, puisse répugner au point de faire préférer la mort. Ce serait, en effet, à désespérer du patriotisme des jeunes générations!

Un soldat du 127e de ligne qui se trouvait dans un compartiment du train allant de Lille à Arras s'est suicidé en arrivant à cette dernière gare, d'un coup de revolver au cœur.

On ignore... etc.

Camioni Ange, jeune soldat du 141e d'infanterie en garnison au fort Saint-Jean, à Marseille, s'est tiré un coup de fusil au cœur. La mort a été instantanée. Il était au régiment depuis le 19 novembre dernier.

On se perd en conjectures... etc.

Un artilleur du 25e, en garnison à Châlons, nommé Elie Nouss, s'est suicidé, dans une chambre d'hôtel, en se tirant une balle dans la tempe. Il était originaire de Troyes.

A Marseille, un jeune soldat, M. Castelin, revenant des colonies, s'est tué dans un accès de fièvre chaude.

Quel recueil suggestif on pourrait faire du récit de toutes ces morts, pour refroidir l'enthousiasme de ces braillards qui s'enrubannent de la tête aux pieds et vocifèrent des âneries patriotardes, au jour du tirage au sort!

⁂

Il se trouve à la prison de Constantine *dix* hommes condamnés à mort. Ce sont tous des militaires condamnés pour outrages et voies de fait envers des supérieurs.

La mère patrie va pouvoir s'offrir quelques pintes de bon sang!

⁂

Un duel a eu lieu ce matin à Belfort entre deux capitaines du 151e régiment d'infanterie. Un des adversaires a été touché au bras droit; la blessure est peu grave.

Quel malheur! c'eût toujours été deux de moins à la prochaine.

⁂

D'un journal bourgeois sans autres renseignements:

Brioude. — Arrestation d'un anarchiste. — La gendarmerie a arrêté à Brioude, à l'arrivée d'un train, le nommé Alexis Fromage, inculpé de provocation au meurtre dans un but de propagande anarchiste.

Il va être ramené à Lyon.

⁂

Les Grèves. — Trois cents ouvrières et trente ouvriers de l'usine de tissage Leroux à Avremesnil, près de Dieppe, se sont mis en grève. Ces ouvriers réclament le renvoi du directeur, qui est trop rempli d'égards envers ses ouvriers. Les patrons refusent de se séparer d'un si bon chien de garde. Bien que les grévistes soient très calmes, la gendarmerie est sur les lieux.

André Girard.

⁂

Un anarchiste bien connu dans la région d'Epinal, Ernest Nodot, âgé de vingt-huit ans, s'est suicidé, hier, en se jetant sous un train, au passage à niveau de la route de Mont.

Pour que le camarade ait mis fin à ses jours, il faut qu'il ait bien souffert; il y avait cependant mieux à faire, l'ami.

⁂

Dimanche dernier, quelques camarades de Grenoble qui collaient des affiches que le *Père Peinard* a publiées à propos du 18 mars, se sont vus assaillis par la police. Nos camarades ont riposté en se servant de leurs pinceaux comme armes; quatre ont été arrêtés, parmi lesquels Cadot, les frères Reverdy et la compagne de Cadot.

Au nom de la liberté chère à notre République, les affiches ont été lacérées par ordre du parquet.

⁂

Une grève importante s'est déclarée dans les ateliers de l'imprimerie Paul Dupont, à Clichy, par suite de la suppression pure et simple d'une gratification aux ouvriers travaillant le dimanche.

Plusieurs réunions ont eu lieu, à la suite desquelles M. P. Dupont a accepté de rétablir la gratification, mais a refusé de reprendre les ouvriers rotativistes. Les ouvriers, faisant acte de solidarité, ont refusé de reprendre le travail. Le patron alors de s'écrier: « Je fermerai mes ateliers, en cas de grève, s'il le faut, pendant deux mois, mais je ne céderai pas. »

Nous tiendrons nos lecteurs au courant des résultats. P. D.

⁂

Alais. — La pauvre grève de Rochebelle s'est terminée dans le plus grand calme et à l'avantage des affameurs. Le calme tant prêché par toute la presse fond-secrétière et policière en général et le *Petit Méridional*, vendu, payé, revendu, repayé et toujours à revendre comme la conscience d'un député en particulier, a été rigoureusement observé par les grévistes; ils ont été bien sages, respectueux de la légalité et surtout des conseils des endormeurs intéressés qui, eux, viennent de se chamailler pendant un mois pour décrocher la place de délégué mineur. Toujours l'assiette au beurre!

Le fameux de Place a fixé à 400 le nombre des victimes de la grève qu'il renvoie par groupe et par période. La plupart de ces malheureux consentent à quitter leur pays et à aller dans le Pas-de-Calais où leurs nouveaux exploiteurs abusent de leur situation pour les surmener pour un salaire de famine.

A la Grand'Combe, ça ne va guère mieux non plus. Un socialiste y habitant me racontait hier au café que le syndicat n'en avait pas pour trois mois d'existence et que le vent était à une formidable grève qui, celle-là, serait peut-être moins pacifique que la dernière; que les ouvriers étaient déjà en butte à une foule de tracasseries de la part de leurs chefs, que le salaire diminuait tous les jours, d'une façon ou d'une autre, et qu'enfin, la semaine passée, à la suite d'une réunion qu'il y eut à Alais, la Grand'Combe avait renvoyé 60 ouvriers.

Th. L.

Angleterre.

La grève qui avait éclaté si subitement parmi les employés de la North Eastern Railroad Company est sur le point de reprendre. On se rappelle que les ouvriers avaient brusquement cessé le travail et occasionné ainsi un désarroi tel que la compagnie avait aussitôt fait la promesse aux grévistes d'examiner avec soin leurs réclamations.

Malheureusement les grévistes eurent confiance dans la promesse de la compagnie et reprirent leur travail. Maintenant que la frayeur des administrateurs est passée, ils font répondre à leurs employés qu'il est impossible de leur donner satisfaction. Le secrétaire général du syndicat des employés, M. Harford, a télégraphié cette réponse aux employés, les priant de ne pas déclarer la grève brusquement, comme l'autre fois, mais de se concerter au préalable dans des meetings.

Cette tactique nous semble bien maladroite, car c'est la soudaineté de la grève qui avait surpris les administrateurs en ne leur laissant pas le temps d'organiser un service en remplacement des grévistes. Cette fois, ils sont prévenus, et auront tout leur temps pour parer le coup. La grève est probable, mais son issue est moins certaine.

Il est à craindre que les travailleurs anglais n'aient à se repentir en cette circonstance : 1° d'avoir ajouté une confiance quelconque dans les promesses de leurs patrons; car s'ils avaient persisté dans leur refus de travailler tant qu'ils n'auraient pas reçu satisfaction, ils compteraient certainement aujourd'hui une victoire de plus; — 2° de laisser le temps à leurs adversaires de prendre leurs précautions contre une seconde attaque.

Puissent-ils, eux et leurs camarades de tous pays, être plus adroits une autre fois.

A. Girard.

Espagne.

Nous avons reçu la lettre suivante qui émane d'un prisonnier et que nous publions telle quelle sans la faire suivre d'aucun commentaire qui en affaiblirait la portée :

« ... Voici un fait strictement authentique, que je considère comme ayant une grande importance au point de vue moral. C'est assurément un des plus saillants de ceux qui se sont produits au cours du drame barbare joué ici, à Montjuich.

« Vous savez que ce procès n'est qu'une machination de la réaction espagnole, que l'on a fait une razzia d'ouvriers libéraux et précipité leurs familles dans la plus épouvantable misère. Malheureusement pour nos ennemis, leurs tortures ignobles et raffinées ont provoqué au conseil de guerre une scène de scandale inoubliable; car malgré toutes les précautions prises — on avait fermé toutes les portes, emmenotté fortement les accusés et quarante-huit gendarmes, armés jusqu'aux dents, étaient munis *chacun* d'un bâillon destiné à étouffer la vérité dans la bouche de nos camarades — malgré cela, nos amis ont fait crânement leur devoir ; c'était un échange continu d'apostrophes et de défis entre les défenseurs et les juges; la vérité et le mensonge luttaient désespérément; malgré les précautions et la supériorité apparente de la réaction, celle-ci perdit à demi la bataille et se mit à reculer presque aussi vite qu'elle avait avancé ; *elle ne parlait plus du fameux encrier d'argent qu'elle offrit au juge d'instruction Marzo, et représentant* un officier supérieur écrasant sous ses pieds un dragon tenant dans la bouche deux bombes système Orsini.

« Voici donc le fait dont il s'agit. On a formé une commission d'enquête pour contrôler les affirmations des torturés. Cette commission se compose de six membres, dont le général en chef de Barcelone comme président.

« *Ces six individus ont pénétré dans les cachots où sont Ascheri, Molas, Nogués, Luis Mas, Suñé et Callis. Ils ont présenté à chacun d'eux une déclaration toute préparée ainsi conçue :*

« Je, soussigné, déclare formellement n'avoir été « torturé, ni même maltraité par aucun de mes gar- « diens; je n'ai, au contraire, qu'à me louer d'eux; « par conséquent, je qualifie de mensonge tout ce que « la presse a raconté, etc. »

« En échange de leur signature on leur a promis :

« 1° La grâce;

« 2° Bon vin, bon pain et bonne nourriture, en attendant leur acquittement qui viendrait sous peu de Madrid.

« Aucun d'eux n'accepta, sauf Ascheri qui eut la faiblesse de signer. En présence du refus catégorique des autres condamnés, les membres de la commission changèrent de tactique; ils usèrent de prières, de supplications, mais n'obtinrent pas un meilleur résultat; alors ils supplièrent leurs victimes de pardonner à leurs bourreaux, disant que *c'était un malentendu!* etc. A quoi tous repondirent par un refus catégorique. Ascheri garda le silence... »

Le tombeau s'entr'ouvre, les victimes peuvent commencer à parler. Après la lettre ci-dessus, et dont nous ne donnons pas, pour cause, le nom du signataire, voici un autre document que nous avons reçu et dont la véracité nous est attestée par des camarades connus.

L'opinion publique finira-t-elle par s'émouvoir, après que tant de lâchetés, — le Panama, l'Arménie, la Crète — l'ont laissée insensible ?

Liste des gardes civils qui exécutèrent les tourments.

José Mayans, né à Ibisa, Mallorca ; il est marié et habite le quartier neuf. Il est chargé d'appliquer les « mordazas » (bâillons) et les terribles instruments de torture qui arrachent la chair des lèvres, des poignets et du cou. Il est aussi chargé de diriger le supplice du fouet que les gardes civils appliquent d'heure en heure. Mayans et Carreras sont les deux plus terribles bourreaux aux ordres du lieutenant Portas.

M. Carreras, d'Alicante, vingt-huit ans, marié ; il fait actuellement partie de la police judiciaire. C'est lui qui applique sur le corps les fers rougis au feu.

J. Estorqui, de Navarro, trente-huit ans, marié. Ce dernier et José Mayans ont été décorés et jouissent d'une pension mensuelle de 30 réales, pour les services qu'ils rendirent dans la dernière affaire (tourments appliqués lors des procès du Licéo et Pallas, sans doute — N. du T.). Estorqui est chargé du supplice qui consiste à tordre les testicules avec cet appareil spécial fait de roseaux et de cordes de guitare.

Il faut ajouter à cela la privation de nourriture et d'eau, la marche continuelle durant les vingt-quatre heures du jour. Nos corps sont couverts de cicatrices et nous ressemblons bien plus à des cadavres qu'à des êtres vivants.

Liste des gardes civils qui appliquèrent la torture.

José Mayans, d'Ibisa.

Inturcio Estorqui, de Navarro.

Manuel Carreras, d'Alicante.

Félix Carral, de Mesca, 35 ans, marié, décoré ; jouit d'une pension mensuelle de 10 réales pour services identiques rendus antérieurement.

Rafael Mayans-Roca, fils de José Mayans, 20 ans, célibataire.

Caporal Botas, de Léon, 40 ans, marié (il est du poste de Saint-André).

Caporal Sirilo Ruiz, de Logrono, 33 ans, marié.

Leandro Lopez Parillas, de Teruel, 28 ans, marié.

Ces bourreaux sont commandés par le lieutenant Portas, qui assiste aux scènes de torture et les dirige avec une sauvage indifférence.

(*Liste du détenu Callis.*)

Lettre de Callis.

Compagnons,

Hier, à 4 heures, le médecin militaire vint nous visiter pour s'informer des tortures qui furent appliquées et voir si nous avions des cicatrices. Nous lui en montrâmes en abondance.

Je ne sais si ce sera dit au tribunal à notre profit ou à notre désavantage, mais, vous le savez, pour ces choses-là je suis pessimiste, etc.

Callis.

(D'après une 1re copie.)

Lettre de Juan B. Ollé.

Chers compagnons, salut!

Voici le récit de mon martyre à Montjuich.

Le soir du 4 août, je fus appelé par l'officier de garde ainsi qu'Esqueri et Gana. On nous remit entre les mains des bourreaux bien connus.

Ils me firent entrer dans le cachot n° 1 et, une fois là, ils me lièrent barbarement avec les mal nommées « esposas » (menottes, qui veut dire aussi épouses — N. du T.). Sous la menace du fouet et étroitement surveillé, on m'obligea à marcher. Au bout de vingt-quatre heures, j'étais exténué : quand je marchais, Gana ou Esqueri s'arrêtaient et, quoique séparés, l'un entendait les cris d'angoisse que poussait l'autre. Je restai dans cette situation trente-neuf heures sans manger ni boire et sans m'arrêter un seul instant. (Pour toute nourriture, morue sèche.) Au bout de ce temps, deux bourreaux entrèrent et me demandèrent si je voulais déclarer : je leur dis que . . . . alors ils me jetèrent dans le souterrain (endroit où sont appliqués les fers rougis au feu sur la chair des patients) et, une fois là, ils me dirent que si je ne parlais pas, je sortirais mort. Ils me dirent que moi et les autres nous avions abandonné les bombes trouvées dans la calle de Tiballer. Pour n'avoir pas répondu affirmativement, ils me fouettèrent sauvagement, me disant que ceci n'était que la première partie et que la seconde partie se passerait là ; et ils m'enfermèrent dans le zéro. Réellement je sortis comme mort, ainsi que l'avaient dit ces misérables, et tout noir des coups reçus dans cette bastonnade. Je perdis connaissance, ils me montèrent au cachot, et une fois là le sang commença à me jaillir de la bouche et du nez (quinze jours après, je saignais encore de la bouche et ma peau était toute en lambeaux). Une heure après, tout ensanglanté que j'étais, ils m'amenèrent devant l'inquisiteur qui me dit : « Est-ce à dire que tu ne veux rien déclarer? » et il m'interrogea sur divers individus dont je ne connaissais seulement que quelques-uns de vue ; puis il me congédia. Un des bourreaux me dit : « Maintenant tu le diras. » Deux heures après, ils me servirent un bouillon et, dans la nuit, Portas entra et me demanda : « Lesquels sont les terroristes? — Je l'ignore. — Si, tu le sais, tu es ami de Luis Mas et tu dois les connaître ; je te donne dix minutes, ou alors le bal recommence! »

Ce temps écoulé, ils me firent lever et me torturèrent une fois de plus. J'étais dans un tel état de faiblesse et la plante des pieds me faisait si mal que je ne pus me chausser et dus rester pieds nus. Que de temps j'ai souffert ainsi! J'étais tout meurtri et, comme en cet état je me plaignais et parce que je m'arrêtais, un bourreau entra et me donna deux coups de bâton par la pointe, l'un sur la tempe et l'autre dans les flancs, ce qui me fit perdre le peu de forces qui me restaient. En me relevant, il me dit : « Puisque tu ne peux tenir sur tes pattes, au mur ! » Je restai ainsi jusqu'au matin, mais je dus céder à la peine et je me laissai choir. Ils me relevèrent alors, pour me laisser retomber, me donnèrent des coups de pied et me maltraitèrent horriblement; puis ils partirent comme s'ils avaient accompli un devoir sacré.

Une heure après, ils me donnèrent quelque nourriture, et comme je leur demandais de l'eau, ils me la refusèrent. Deux heures après, ils me lièrent férocement et la promenade accompagnée du fouet recommença. La soif me dévorait. Quand je leur demandais de l'eau, ils me disaient : « Déclare ce que tu sais; tu connais beaucoup de ceux qui sont là-haut et entre compagnons tout se sait. Quand tu parleras, nous te donnerons de l'eau et te laisserons reposer. Sinon, tu n'as plus qu'à mourir ainsi. »

Avec cela, l'état de grande faiblesse dans lequel je me trouvais me faisait entrevoir des mondes inconnus. Parfois c'était un abîme ouvert sous mes pieds et je me heurtais aux murs du cachot.

Enfin, pour détailler une par une toutes ces férocités, il faudrait beaucoup de papier. Ceci dura jusqu'à 10 heures. A ce moment, je perdis le monde de vue. Je me rappelle seulement que j'eus un grand cauchemar où tout tournait autour de moi. Le matin, je me retrouvai lié dans un coin du cachot : ils me firent lever et vers le milieu du jour ils me retirèrent les menottes et me donnèrent à manger et un peu d'eau. Dans la soirée, ils me changèrent de cachot et Portas me dit que c'en était fait de moi si je ne lui disais pas où était Luis Mas. Je lui répondis qu'il pouvait me tuer, mais qu'il m'était impossible de dire ce que j'ignorais. Ses menaces m'épouvantaient au point que je commis des atrocités. Je mangeai des morceaux de la chaux des murailles, je bus le pétrole de la lampe du cachot, mon urine, etc., mais tant de saletés restèrent sans résultat. A 11 heures du soir, les gardes de ronde entrèrent et me donnèrent à manger et de l'eau et me laissèrent reposer. Je voulais dormir, mais je ne pus y parvenir, car j'entendais des cris horribles. C'était la nuit du 8 août.

Le lendemain, ils me donnèrent trois ou quatre fois à manger et autant d'eau que je leur demandai, mais j'étais résolu à ne pas manger tant que je serais entre leurs mains.

Dans la soirée Portas entra et me dit : « Nous avions cru, Ollé, que tu étais un des principaux auteurs ; comme cela n'est pas vrai, je te ferai monter dans un pavillon où se trouve Gana — et quand tu seras en liberté, tu ne diras rien de ce qu'ils t'ont fait, tu n'y gagnerais rien. » Je lui répondis que j'étais bien au-dessus de ce qu'il m'avait supposé. Il me dit : « Oui, mais tu achetais des journaux anarchistes;

pourquoi pas des journaux catholiques, pourquoi ne te plaisent-ils pas? »

Tout cela est indigne et sauvage, mais la manière dont on m'a jugé ne l'est pas moins. Je fus accusé par la victime Nogués, individu que je connaissais seulement de rue. Il dit que je faisais des souscriptions pour l'achat de matières explosives et qu'une fois, un soir, je prévins les assistants des réunions qui se tenaient au cercle des charretiers, que l'argent que je recueillerais serait pour cela et non pour ce qu'avait dit Luis Mas. Je répondis que c'était faux et le juge ne prit pas la peine de vérifier le fait cité par l'accusateur, entre Mas et moi, sans doute parce que ce serait trop fâcheux de savoir la vérité... etc...

J. B. Ollé y Solé.

2 janvier 1897, cachot 11 bis.

Château de Montjuich.

Depuis cinq mois je suis privé de toute communication et pour toute compagnie j'ai un autre malheureux qui n'est pas impliqué dans le procès et a souffert autant que moi.

(Copié d'après l'original.)

1re lettre de Luis Molas.

Ami,

Nous tous, les six, qui sommes au pouvoir de la garde civile, nous n'avons commis d'autre délit que celui de passer plusieurs jours dans le cachot zéro, entre les mains des bourreaux.

Lorsque moi et les autres nous arrivâmes en cette Inquisition, nous étions innocents de tout, mais après neuf jours et neuf nuits de tourments intolérables, tous, nous étions auteurs et complices de ce grand crime.

. . . .

Pendant que vous entriez dans le pavillon du juge, nous trois Ascheri, Nogués et moi, nous étions placés en trois lieux, avec des gardes civils et interrogés par eux. Voyant que je ne parlais pas autant que les autres, Portas voulut me tuer à coups de poings.

Ils firent de même lorsque je leur dis que je t'avais connu auparavant au cercle des libres penseurs, et m'enfermèrent toute la nuit dans le « zéro ». Ils voulaient que je déclare t'avoir vu chez les charretiers aux réunions publiques ou secrètes, etc., etc.

. . . .

J. Molas.

Déchire ce mot en mille morceaux.

(*A suivre.*)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Tous les journaux amis sont priés, pour envois de livres, journaux, souscriptions aux prisonniers de Barcelone, de prendre note de l'adresse suivante :

Romain Cantié, dormitorio 6, carcel National, Barcelone.

Ne plus rien expédier à l'adresse de Ferradas.

*
* *

Groupe des Xe, XIe, XIXe et XXe. — Réunion tous les jeudis et samedis chez Turpin, 19, faubourg du Temple, au premier.

Samedi 3 avril, conférence par le camarade Humbert.

Sujet traité : *Le Spiritualisme et le Matérialisme.* Tous les libertaires sont invités.

*
* *

Le *Repaire du XIIIe* se réunit tous les dimanches, à 2 heures, sur le talus des fortifications, porte d'Italie. — Le 28 mars, ballade à Choisy-le-Roi.

*
* *

Bibliothèque sociale du XVIIIe arrondissement. — Réunion privée le samedi 27 mars, à 8 h. 1/2.

*
* *

Grande réunion publique et contradictoire, samedi 27 mars 1897, à 8 h. 1/2 du soir, salle Chaynes, 12, rue d'Allemagne.

Parleront contre la grève générale : Paul Lafargue, Jules Guesde, Gabriel Deville, Carnaud.

Leur répondront : Vaillant, Renou, Eugène Guérard, Allemane. En outre, les citoyens Brousse, Jaurès et Millerand sont invités à se prononcer sur la question.

Après avoir entendu le pour et le contre, les travailleurs jugeront s'ils peuvent eux-mêmes s'émanciper par la grève générale ou s'ils doivent avoir exclusivement confiance dans le système électoral et les discussions du Parlement.

Nota. — Il sera perçu 25 centimes pour les frais de la réunion.

*
* *

Bibliothèque sociologique des Travailleurs du XIIe et de la banlieue de l'Est. — Réunion le samedi 27 mars, à 9 heures, au local convenu.

Ordre du jour : *La situation au point de vue révolutionnaire.*

*
* *

L'Internationale scientifique. — Réunion tous les mardis, à 9 heures, chez Rosnoblet, 281, rue Saint-Denis, au premier.

Mardi 30 mars, conférence par le camarade Prudhomme.

Sujet traité : *De la cohésion dans le groupement et la propagande révolutionnaire.*

*
* *

La Solidarité. — Dimanche 4 avril, à 2 heures, grande matinée avec le concours de tous les chansonniers libertaires, donnée dans les salons Turpin, 127, rue de la Roquette.

Audition par les célèbres vielleux-cornemuseux Pizou et Coutamine dans leurs bourrées bourbonnaises.

Causerie à la bonne franquette par les camarades Broussouloux et Tortelier.

Prix d'entrée : 60 centimes, donnant droit à une consommation.

*
* *

Banlieue Villejuif-Kremlin. — Le groupe sociologique se réunit le dimanche, à 9 heures, 139, route de Fontainebleau. — Le 28 mars, causerie par Barbassou sur l'agriculture et la propriété.

*
* *

Les camarades qui veulent correspondre avec le compagnon Decamps sont priés d'adresser leurs lettres à l'adresse ci-dessous :

Decamps, Free initiative colonie
Campgaw, P. O. Wickof
N. J., Etats-Unis.

*
* *

Broussouloux, en revenant de Limoges où il va cette semaine, se propose de passer par Commentry, Montluçon, Nevers, Fourchambault, Bourges, Tours, Le Mans, Angers, Lorient, Saint-Nazaire, Nantes.

Les camarades de ces villes et des pays intermédiaires qui pourraient y organiser des conférences sont priés d'écrire de suite au *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville, Montmartre-Paris.

*
* *

Amiens. — Tous les camarades, et spécialement les jeunes anarchistes, sont invités à la réunion du groupe *Les Libertaires*, dimanche prochain 28 courant, à 5 heures du soir, au Cent de piquet, faubourg de la Hotoie. — Sujet : Question de tactique.

Prière d'être exact.

*
* *

Nimes. — Les Libertaires et leurs amis se réunissent tous les samedis, dimanches et lundis, rue de la Vierge, café Dayre.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Heures claires, par E. Verhaeren; une élégante plaquette chez Deman, Bruxelles.

La Bêtise parisienne, par P. Hervieu; 1 vol., 3 fr. 50, chez Lemerre, passage Choiseul, 23.

Paradoxes sociologiques, par Nordau; 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Messidor, roman, par D. de Laforest; 1 vol., 3 fr. 50, chez Dentu, 78, boulevard Saint-Michel.

Le 5e fascicule de *Worte eines Rebellen*, de Kropotkine, chez Matthias, 20, Little Pulteney st., Soho, London, W.

Le Coopératisme devant les écoles sociales, par A. D. Bancel, préface de J. Grave; 1 plaquette, 1 fr. 50, Bibliothèque artistique et littéraire de la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

*
* *

La *Librairie du Progrès* de Maurice Lachâtre, 11, rue Bertin-Poirée, vient de publier en brochure la série d'articles publiés, il y a quelque temps, par notre collaborateur A. Girard, dans le *Libertaire* sous le titre : *Education, autorité paternelle.* La couverture est illustrée d'un dessin de Luce.

Nous la tenons à la disposition des camarades au prix de 0 fr. 10 dans nos bureaux, 0 fr. 15 franco, ou 7 fr. le cent.

*
* *

Les amis de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles, viennent de nous envoyer la *Bibliographie de l'anarchie*, par M. Nettlau, un de nos correspondants, préface d'Elisée Reclus. C'est un fort volume de 294 pages.

C'est la nomenclature, avec les dates, le nombre d'éditions, de tout ce que l'auteur a pu se procurer de ce qui a été publié sur l'anarchie, en toutes les langues de la terre. Il fallait un polyglotte et un chercheur comme notre ami, pour réussir ce travail de bénédictin.

Ce volume utile à tous ceux qui s'occupent de l'anarchie, vu les difficultés de la composition, — le titre de chaque ouvrage étant cité en la langue dans laquelle il a été publié, — est mis en vente au prix de 5 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

Un lecteur étudiant. — Non, je n'ai pas l'affiche de Biribi. — Quant à ce qui est de l'attitude du groupe des E. S. R. I., vous pouvez avoir raison, mais le camarade auquel vous répondez n'a pas tort non plus. Les anarchistes, en tant qu'anarchistes, doivent rester inébranlablement sur le terrain des principes, mais d'un autre côté il y a des questions où le sentiment vous fait révolter avec ceux qui se révoltent, souffrir avec ceux qui souffrent. Avec le sentiment on ne discute pas, cela est vrai, c'est pourquoi il est toujours impulsif.

Il y a un fait, c'est qu'à l'heure actuelle, le rôle de la France, en les affaires de Crète, est ignoble; la foule est contre, et pourtant elle ne bouge pas; on lui a dévoilé les horreurs de Montjuich, elle ne s'en émeut guère; on lui joue la comédie d'Arton et du Panama, elle a presque de l'indulgence; ce j'm'enfichisme dénote un sale esprit dans la génération actuelle. Cela, les bars et l'alcool, est navrant pour l'avenir. Si les idées généreuses la laissent indifférente, que devons-nous espérer pour les nôtres?

Il y a deux écueils à se garer : en se mêlant aux questions étrangères à l'anarchie, il faut éviter les concessions qui vous font perdre la notion exacte des choses; d'autre part, en se retranchant en les abstractions, on perd également cette notion, en discutant sur la « consubstantialité », alors que les barbares enfoncent les portes de Byzance. Il n'y a pas de critère pour indiquer le point précis où il faut s'arrêter : à chacun de se le faire.

M., à Caudebec. — Reçu réglement. Merci.

Protesta Humana. — Le camarade Lombardi de San-Francisco, demande une réponse à sa lettre.

H., à Rotterdam. — 2 fr. 75 franco. Mais il est toujours prudent d'ajouter 0 fr. 25 pour faire recommander l'envoi.

S., à Roubaix. — J'envoie les *Paroles*, mais n'ai pas d'argent pour aller chercher le J. Huret.

T., rue de L. — J'ai bien lu les articles en question, mais puisque les rédacteurs du *Journal* font du protectionnisme en prohibant la reproduction de leurs articles, nous nous abstiendrons également de les signaler dans notre rubrique *A lire*.

V., à Nimes. — Reçu mandat. Merci. — Les brochures de 0 fr. 15, laissées à 0 fr. 10, ne font que 33 0/0 et non 40.

A., à Marseille. — Il a été rendu compte, en leur temps, de ces pièces; nous ne pouvons y revenir.

D., Villefranche. — Volumes expédiés.

F., à Amiens. — Entendu parler de rien.

L., à Pantellaria. — Nous n'avions que celle de Jean Manganaras à Patras; mais il doit être en prison en ce moment.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : T. J., à Drăgănesci, 1 fr. — Th. L., 2 fr. — Voilling, 1 fr. — G., à Londres, 1 fr. — En tout : 4 francs. — Listes précédentes : 169 fr. 20. — Total général : 173 fr. 20.

Reçu pour le journal : Partie de cartes entre camarades, 10 fr. — B., rue L., 0 fr. 40. — Vulgus, 1 fr. — O. R., à Jemmapes, 1 fr. — Marseille, par B., moitié du produit de la soirée familiale, 10 fr. — Montal, 1 fr. — L'anarchie errante, 10 fr. — G., à Londres, 1 fr. — Merci à tous.

G. L., à San-Francisco. — C., à Romainsmotier. — S., à Lootcha. — Tobaconist, Londres. — G., à Orléans. — S., à Roubaix. — B., à Marseille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 49 — DIX CENTIMES — DU 3 AU 9 AVRIL 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous envoyons, cette semaine, le bordereau mensuel à nos dépositaires, en les priant de bien vouloir nous le retourner acquitté le plus vite possible. Cette semaine encore, nous n'avons réussi à paraître qu'en faisant appel à la bourse de différents amis ; les dépositaires nous faciliteront la besogne en ne nous faisant pas attendre leur règlement.

Ceux qui n'ont pas répondu au bordereau du mois passé sont avertis que l'envoi leur sera cessé s'ils ne règlent pas cette semaine.

Nous tenons à remercier, ici, publiquement, les amis auxquels nous avons fait individuellement appel et qui nous sont venus en aide.

A PROPOS

DES E. S. R. I. ET LES PHILHELLÈNES

Il y a peu de temps que j'ai eu l'occasion de fréquenter des anarchistes, je reste encore étonné de ce qui m'a frappé de désillusion dès le premier jour : leur soif insatiable pour les discussions interminables, souvent puériles, traitant des sujets abstraits ne se traduisant jamais en action.

A quoi bon, je me suis souvent demandé, ces idées si logiques qui ne s'incarnent pas en actions? cette analyse éternelle qui paralyse tout mouvement?

Chaque fois qu'une voix s'élève en faveur d'agir, chaque fois qu'on parle de s'unir avec d'autres, ou pour protester contre tel tort, ou pour avancer quelque but, toujours la même réponse proclamant l'impossibilité pour les *vrais anarchistes* de se mêler à l'affaire sous peine de devenir *illogiques!*

Et lorsqu'on cite ceux qui travaillent, ceux qui accomplissent quelque chose à côté de nous qui ne faisons rien, on nous dit que ces autres ne sont que des ambitieux qui s'affichent, des intéressés — des sentimentalistes ignorants et irraisonnés.

Eh bien, vivent les sentimentalistes! Vivent ceux qui ne raisonnent pas! je suis prêt à proclamer. Vivent ceux qui agissent, ceux qui travaillent, ils sentent, ils vivent. Ces théoriciens ne me semblent que des ombres.

Vous trouvez logique, alors, de parler seulement? de filer la théorie pure jusqu'à ce qu'elle devienne si compliquée qu'on n'ose pas bouger, par crainte de briser la toile? Vous trouvez logique de vous plaindre continuellement de la société actuelle sans mettre la main à sa transformation? de railler ou invectiver le bourgeois — ce crétin qui n'a pas de nos idées logiques — sans jamais essayer de les lui expliquer, en les lui démontrant par vos actes?

C'est logique d'attendre la Révolution en ne faisant rien, l'attendre comme les chrétiens attendent leur millénium — pendant les siècles — en la discutant?

Peut-être vous croyez aussi qu'elle naîtra d'une Immaculée Conception, ou que lorsqu'elle naîtra, engendrée et enfantée par les efforts des autres, vous la trouverez votre enfant, à vous?

Vous croyez cueillir où vous avez seulement *parlé* de semer?

Le vrai illogisme, — bien à craindre, — est la vie en contradiction de la pensée, la vie conformée aux conventions condamnées par les paroles, les actes modelés sur l'exemple de ceux que nous ne respectons pas. La vie illogique, voilà ce que nous devons tenir en horreur.

Pour vivre d'une manière conséquente avec sa propre initiative, c'est mieux de ne pas trop considérer la logique, le « vrai » anarchiste n'est pas l'esclave d'une théorie, entravé par les mots, comme un enfant habillé en robe de fête qui ne se remue pas de peur de l'abîmer.

Vous me dites qu'il existe des questions « étrangères à l'anarchie » ! Je vous réponds que rien concernant les hommes ne peut m'être « étranger », que je n'en suis pas moins un être humain parce que je m'appelle anarchiste.

Et lorsque la question concerne des longues souffrances, des cruels torts infligés par l'autorité, que je déteste comme anarchiste, sur des êtres qui sont liés à moi par l'humanité, n'est-ce pas qu'une telle question me regarde avec une double force? Ne suis-je pas responsable comme homme et aussi comme anarchiste, si je ne proteste pas, résiste pas de toute ma force?

Si l'anarchie consistait à se retirer de ses semblables, à fuir la vie pour en faire la critique en petits comités d'élus, je préférerais rester simple homme.

Mais l'idée de l'anarchie est bien autre que cela. Elle est plus simple que ceux qui la dogmatisent. Pour la comprendre, il faut de la bonne volonté, — l'esprit analytique, les cerveaux bien compliqués ne sont pas nécessaires.

Que les anarchistes soient logiques en appliquant l'idée à toutes les circonstances de la vie, en envisageant chaque jour, et tous les jours, chaque détail de leur existence en anarchiste; alors une propagande se fera fructueuse, irrésistible, universelle, reconnaissant que les paroles valent aussi peu qu'elles nous coûtent.

M. P.

CONTROVERSE [1]

Il règne actuellement une sympathie de bon goût pour le peuple hellène. Cette sympathie est même montée jusqu'à l'enthousiasme il y a quelques semaines. Tous les boutiquiers professaient ouvertement leurs sentiments philhellènes; la presse et les étudiants bourgeois allèrent jusqu'aux manifestations dans la rue. Il y eut une émotion dans le pays; on proclama que le feu sacré n'était pas éteint et que la France savait encore s'émouvoir pour le droit des peuples opprimés. Cependant cela n'avait pas laissé que de surprendre. On était habitué à considérer que la non-intervention était le grand principe de la bourgeoisie en matière d'affaires extérieures. Chacun maître chez soi, le droit de propriété inviolable, chaque pouvoir gérant ses propres affaires et ses propres sujets selon sa volonté, telles étaient les maximes reconnues comme étant celles de l'intérêt bien entendu de tout pays ou plutôt de tout gouvernement. Il faut bien dire que le gouvernement français a gardé la ligne de conduite imposée par ces maximes et qu'il les a même poussées au point d'aller aider un autre gouvernement à maintenir chez lui l'observation de la loi.

Les événements furent ainsi compris. On crut à un réveil de l'esprit public; on alla jusqu'à parler des « sentiments généreux et désintéressés des cœurs nobles » de la classe bourgeoise, et quelques révolutionnaires s'en félicitèrent hautement; on écrivit que « ces bourgeois deviennent de vrais internationalistes révolutionnaires en se solidarisant avec les Crétois qui luttent pour leur liberté, ces Grecs qui aident leurs frères en la lutte » (1).

On n'a pas fait attention que toutes ces manifestations étaient inspirées par un esprit fortement nationaliste et fort peu par sympathie pour la révolte des opprimés. On cria beaucoup : Vive la Grèce! et pas du tout : Vivent les Crétois! cris platoniques sans doute, mais indiquant l'état d'esprit des manifestants. Des bourgeois auraient-ils pu manifester librement en faveur d'une simple révolte? C'eût été contraire et à leur tempérament et à leurs principes. Mais il y avait la Grèce, et la question se présentait tout autrement. Il s'agissait de la lutte entre deux pays, entre deux gouvernements légalement constitués. Il est permis dans ce cas au bourgeois, même le plus partisan du principe de non-intervention, de manifester sa sympathie pour l'un ou l'autre pays; on comprend très bien au contraire que les bourgeois ne se soient émus ni pour les Arméniens, ni surtout pour les Cubains qui sont de simples révoltés. — Pourquoi l'on a été philhellène et non pas turcophile, cela est facile à expliquer. On a envers le Turc une antipathie mi-partie religieuse, mi-partie politique. La Grèce a pour elle l'éclat de son passé, surtout le souvenir des guerres de l'indépendance, l'auréole du romantisme. Et puis, pour cette île que les deux pays se disputent, il y a la question de race. Les Crétois sont de race hellène, donc ils doivent être réunis à la Grèce. — En réalité, la question cré-

[1] Nous avons reçu cet article qui indique un des états d'esprit qui règne parmi les camarades. Nous l'enregistrons, sans le partager absolument. Nous tâcherons, dans le prochain numéro, de démontrer la part de vrai et de faux que nous y démêlons. (N. D. L. R.)

(1) *Temps Nouveaux*, n° 48 (Correspondance et communications).

toise se ramène purement et simplement à la question du panhellénisme. C'est un point de vue compris et accepté par tous les nationalistes du monde. Il y a le panslavisme, le pangermanisme, etc. C'est pour la même raison que les Français veulent prendre toute la rive gauche du Rhin et que les Allemands ont pris l'Alsace-Lorraine, que les Grecs veulent prendre la Crète, et non seulement la Crète, mais la Macédoine et Constantinople.

Ces revendications nationalistes des Grecs sont aussi peu intéressantes que possible, du point de vue révolutionnaire; mais elles font encore illusion à ceux qui sont imprégnés des idées de liberté et d'indépendance nationales. — Le partage de l'Europe en patries, c'est-à-dire en groupes hostiles les uns aux autres, est postérieur à la Révolution; ce fut la conséquence des guerres du premier Empire (1). On crut alors que la liberté devait consister dans *l'autonomie* des peuples. En réalité, on sait que cette autonomie se réduit en fin de compte à la suzeraineté d'une classe mi-partie aristocratique, mi-partie bourgeoise et à la continuation de l'oppression pour les prolétaires. On arriva à la constitution de la Belgique, de l'Italie, de l'Allemagne; la Hongrie obtint la reconnaissance de sa personnalité légale, si l'on peut s'exprimer ainsi. Ce mouvement nationaliste s'est continué dans les Balkans.

Certes, les sujets de la Porte sont malheureux; ils n'ont aucun moyen de faire entendre leurs revendications, ni aucune espérance d'obtenir quelques libertés. Ils n'ont que la révolte — comme bien d'autres d'ailleurs. Ils se révoltent donc; mais, aveuglés par les préjugés de religion et de race, ils partent en guerre contre les Turcs, marchands, ouvriers, ou paysans; et le sultan trouve, dans ces tueries mutuelles et ces haines intestines, le meilleur moyen d'assurer son trône et son autocratie. Car il y a des Turcs aussi — on semble l'avoir oublié — et ces Turcs sont malheureux, aussi malheureux que les chrétiens, et, eux, ils n'ont aucune chance d'échapper au joug qui les opprime; car enfin ils possèdent l'autonomie, l'indépendance sous un prince de leur race et de leur religion. Ils trouvent cependant que ce n'est pas un avantage; les plus instruits sont révolutionnaires, à peu près de la même façon que les nihilistes en Russie. Ces révolutionnaires se recrutent parmi les élèves des quelques écoles supérieures existantes, parmi les officiers surtout. La situation est en tout point comparable à celle de la Russie. Ces révolutionnaires avaient formé un parti, le parti jeune turc, ils avaient créé une agitation, ils organisaient la propagande. Le sultan, à l'imitation du tsar, a fait pendre, noyer, empoisonner et emprisonner tous ceux que la police a pu pincer. Qui a protesté en Europe? C'étaient des révolutionnaires; personne n'a rien dit. Tout gouvernement n'est-il pas libre de se défendre?

Le mouvement continue toujours; il est très intéressant; il y aurait intérêt pour les opprimés de toute race à s'unir à ce mouvement et à le faire triompher. Au lieu de cela, tous les efforts se perdent en révoltes partielles qui dégénèrent en guerres intestines, qui n'ont d'autre résultat que de réveiller le fanatisme religieux et les haines de race, et qui, en fin de compte, sont facilement écrasées par le sultan.

C'est le préjugé patriotique qui est la cause de tout cela. Je parlais, il y a deux ans, du mouvement jeune turc avec des étudiants arméniens; ils ne voulurent rien entendre; cela ne les regardait pas. Ils craignaient de compromettre le succès de leurs revendications *légitimes*, en se commettant avec des révolutionnaires. Ils voulaient un prince, un pays à eux, un drapeau. C'était pour obtenir ces avantages qu'ils se révoltaient contre *les Turcs*.

La Turquie est habitée par des individus de race et de religion différentes — comme d'ailleurs les autres pays d'Europe. Ces individus, soumis à un pouvoir autocratique et écrasés par les exactions de l'administration, sont tout disposés à se révolter. C'est de cet état d'esprit que cherchent à profiter les Etats voisins de la Turquie, soit de grandes puissances comme la Russie, soit les petits pays des Balkans (Grèce, Serbie, Bulgarie). Des agitateurs sillonnent le pays, distribuent des brochures, parlent aux gens du peuple; ils sont envoyés par les comités patriotiques des pays voisins. Ils s'efforcent de faire naître chez les sujets du sultan de race grecque ou slave, etc., le sentiment nationaliste. C'est qu'en effet ce sentiment patriotique n'existe pas du tout chez ces gens-là. Il est dû à une culture artificielle. J'ai appris d'un de ces agitateurs combien il était difficile de faire comprendre aux paysans de la Macédoine, qui sont de race bulgare et qui parlent cette langue, pourquoi ils devaient *faire leurs efforts* pour secouer le joug des Turcs et se réunir à la Bulgarie. Ces paysans avaient la haine de l'administration turque, comme on a ici la haine du gabelou et du gendarme; mais ils n'allaient pas plus loin.

Il est probable que cette haine se serait fait jour, que, l'agitation jeune *turque progressant*, il en serait sorti une révolution et la conquête de libertés. Au lieu de cela, toutes ces tendances sont converties par suite de l'ambition territoriale des Etats voisins en préjugés et en haines patriotiques. On arrive à ceci, d'ailleurs, que les efforts restent divisés; un Bulgare méprisant profondément un Arménien, lequel jalouse le Grec, lequel hait le Serbe, lequel déteste le Bulgare. La Russie a, elle aussi, un grand intérêt à toute cette agitation, grâce à laquelle elle espère un jour pouvoir intervenir et s'emparer de l'héritage turc. L'agitation, qui travaillait le pays arménien depuis longtemps avant les troubles et les massacres qui s'ensuivirent, *fut* entretenue par la Russie et par des comités siégeant pour la plupart à Odessa. Ces comités, placés sous le patronage de quelque puissant personnage russe, distribuaient des armes, organisaient la propagande dans le seul intérêt de la Russie. Le tsar possède déjà une partie de l'Arménie, et ses sujets n'y sont guère plus libres que ceux du sultan; il n'est pas encore parvenu, l'occasion n'ayant pas été favorable, à mettre la main sur le reste.

L'agitation en Crète a été entretenue par les Grecs dans le seul but d'étendre leur territoire propre.

Tous ces mouvements nationalistes sont peu intéressants. Ils n'aboutissent qu'à servir l'ambition des Etats environnants, jusqu'au jour où ces Etats s'entre-dévoreront entre eux. Leur résultat le plus net consiste à faire passer des populations du joug du sultan sous le joug d'autres potentats; il contribue cependant à la libération de la classe bourgeoise dans le cas où le pays est rattaché à une monarchie constitutionnelle. Quand le rattachement a lieu avec la Russie (Arménie, Bessarabie), les habitants perdent au change. La population israélite de la Bessarabie dut émigrer en masse, à partir du moment où la Russie se fut emparée de ce territoire.

La Turquie est gouvernée par un pouvoir autocratique, quelquefois féroce, ordinairement tolérant par apathie et par politique, et certainement beaucoup moins lourd que le tsarisme russe, dont l'intolérance religieuse est extrême (Pologne catholique, les israélites) et qui impose à tous le militarisme de l'Europe occidentale. L'administration turque n'est ni plus, ni moins mauvaise, en principe, que celle des autres Etats de l'Europe; dans l'application, elle est extrêmement corrompue à peu près au même degré que celle de la Russie ou des Etats-Unis. — Réunies aux petits Etats des Balkans, les populations de la Turquie retrouveront une bonne partie des qualités de l'administration du sultan. Le parti bourgeois aura, lui, libre accès aux affaires et même participera dans une certaine mesure au gouvernement du pays. Le peuple aura l'avantage d'avoir un drapeau, d'apprendre à faire l'exercice pour la gloire de la patrie.

Les Crétois ont certainement à se plaindre de l'administration turque. Qu'ils en rendent responsable le gouvernement turc et qu'ils s'insurgent, c'est très bien. On leur offre l'autonomie... et la Grèce *refuse* à leur place. Ne voit-on pas dans cette attitude de la Grèce la preuve de la réalité du panhellénisme?

Qu'on ne vienne pas nous parler du danger que courent les Crétois; les journaux nous *ont* prophétisé des massacres semblables à ceux des Arméniens, si on laisse retomber la Crète sous la suzeraineté — nominale — de la Turquie. La population de l'île de Candie compte environ deux tiers de chrétiens pour un tiers de musulmans; de plus, c'est une île et non un pays ouvert comme l'Arménie, avec une population homogène, tandis que les Arméniens, marchands pour la plupart, sont dispersés un peu partout. Le résultat est que ce sont les chrétiens qui, à l'heure actuelle, massacrent en Crète les musulmans, lesquels n'ont rien fait pour cela.

Est-ce pour cette raison que les Crétois ont droit à notre sympathie? Pourquoi les musulmans de Candie doivent-ils plutôt être soumis à la Grèce, que les chrétiens à la Turquie? Questions nationalistes! — Pourquoi n'avoir pas protesté contre les massacres d'Arménie? A ce moment, les journaux bourgeois nous racontaient que ces massacres étaient une invention de l'Angleterre destinée à détourner l'attention française de la question d'Egypte et d'autres questions tout aussi importantes. Il est vrai que les journalistes — le fait est avéré — étaient payés par le sultan. Quelques mois plus tard, le massacre étant à peu près fini, et les subsides épuisés, les mêmes journalistes déclarèrent qu'ils avaient été les premiers à dénoncer les abominables forfaits des Turcs, affirmation qu'ils pouvaient se permettre, le lecteur n'ayant jamais souvenir de ce qu'il a lu la veille et avalant comme du lait les bourdes les plus contradictoires de son journal.

Il est vrai que le mouvement arménien était en partie un mouvement révolutionnaire. Pendant que les bourgeois arméniens se contentaient de bêler leurs plaintes auprès des gouvernements européens et réclamaient leur intervention, il y avait un comité révolutionnaire qui agissait énergiquement et qui tâchait de profiter de l'agitation nationaliste et religieuse pour faire une révolution à Constantinople même. Les bombes, la prise de la Banque créèrent plutôt parmi la bourgeoisie européenne un mouvement antipathique. Personne n'alla se proposer comme volontaire; c'est qu'il n'y avait pas d'armée régulière, partant pas de galons à distribuer; une guerre à la bombe et au couteau n'a rien de théâtral, ni de romantique. Voilà pourquoi l'Arménie n'a aucun succès, et pourquoi la Grèce en a tant.

Les révolutionnaires doivent-ils donc participer aux manifestations organisées pour *demander au gouvernement* de donner sa sympathie et son appui aux Hellènes?

M. PIERROT.

(1) Voir la brochure des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes : *Pourquoi nous sommes internationalistes*, page 9.

DES FAITS

Leur idéal.

Le prince Albert de Tour et Taxis est, paraît-il, d'un chic suprême, pour employer le langage de la haute gomme. Il met tous les jours un complet neuf et la fabrication de ses habits occupe douze ouvriers expérimentés. Leur coût total atteint 75.000 francs par an. Tous les habits de ce personnage sont parfumés à l'essence de rose, dont une once revient à 125 francs.

Le nombre de cravates qu'il emploie pendant une année est d'un millier environ, et il use, pendant

le même laps de temps, 200 paires de chaussures environ.

Les cigarettes lui coûtent à peu près 5.000 francs par an et les différents sports auxquels il s'adonne lui occasionnent une dépense de 375.000 francs.

(*D'un journal.*)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

GUIGNOL. — La comédie du Panama recommence au Guignol-Bourbon. Comme la première fois, le gouvernement s'efforce de faire la part du feu. Tandis que de son aveu, Arton a distribué à des députés ou des sénateurs deux millions trois cent mille francs, on trouve tout juste quatre boucs émissaires contre lesquels on demande des poursuites. Ces quatre, Henry Maret, Antide Boyer, Naquet et Levrey, sont de l'opposition. On a peut-être la prétention burlesque de nous faire croire qu'aucun des batraciens opportunistes qui coassent nuit et jour les louanges des Barthou, des Darlan, et autres têtes de massacre, n'a barboté dans les marais du Panama! C'est puéril. Qu'a à voir l'opinion avec l'honnêteté? Pour nous, nous savons que les coulisses du Guignol sont un milieu infectieux où pullulent les panamitozoaires et que la couleur d'opinion est un bien piètre vaccin contre l'épidémie. L'antiseptique révolutionnaire, non celui qui se vend à la boutique des Trois-Huit, nous délivrera seul de cette vermine.

* * *

LA GRANDE FAMILLE. — Pour ne pas en perdre l'habitude, notre bonne mère, la patrie, a fait de nouvelles victimes cette semaine :

A la prison militaire de Toulon, à 4 heures du matin, le surveillant de service, entendant du bruit dans la cellule du détenu Lang, dit la version officielle, mais plus probablement ayant provoqué ce dernier selon la coutume de ses semblables par des sarcasmes et des injures, ouvrit la porte de la cellule. Lang le saisit à la gorge. Aussitôt le surveillant fit feu de son revolver et atteignit Lang à l'épaule droite.

A Amiens, le nommé Delabre, employé comptable au génie militaire, a été trouvé pendu dans son bureau. On avait constaté des erreurs dans ses écritures et les Scrongnieugnieu ne plaisantent pas sur ces matières quand le coupable est un pauvre diable. Les haut gradés, eux, s'arrangent entre eux.

* * *

Un soldat du 5e génie, Henri Treuil, en garnison à Versailles, qui avait obtenu la permission de la journée pour venir à Paris, fut si réjoui, le soir, à la perspective de rentrer à la caserne, qu'il se jeta dans la Seine à Sèvres.

Deux soldats de l'infanterie de marine, à Brest, ont été attaqués et grièvement blessés par trois artilleurs. Dame! c'est tout naturel. Vous apprenez au soldat à tuer, vous entretenez en lui des instincts sanguinaires et vous ne lui donnez aucune occasion d'assouvir ces instincts. Il prend celles qui se présentent; on ne saurait ni s'en étonner, ni le blâmer.

* * *

NIMES. — Les cléricaux ayant réussi à empêcher les conférences de Faure, notre ami, pour leur répondre, vient de publier en cette ville une petite feuille intitulée : *Les Crimes de Dieu*, où il écrit ce qu'il n'a pu parler. La publication doit avoir trois numéros. Il y en a deux de parus. S'adresser au camarade Villemejanne, 6, rue Coutelier.

ANDRÉ GIRARD.

Espagne (*suite*) (1).

Lettre de Francisco Gana.

Le 4 août, jour de San Domingo de Gusman, fondateur de l'Inquisition en Europe, à 8 heures du soir, me trouvant dans le cachot numéro 13 de la place d'Armes avec dix-sept autres détenus de toutes sortes, un officier et quatre soldats du régiment Alphonse XIII ouvrirent la porte et appelèrent Tomas Esqueri, Juan Ollé et Francisco Gana. On nous conduisit à l'autre bout de la place; une porte s'ouvrit comme par enchantement : l'officier et les soldats se retirant nous laissèrent entre les mains de l'excellente garde civile.

Au milieu d'un escalier grand et large faisant face à la mer, il y avait un corridor et cinq cachots : dans le cachot no 1, ils mirent Juan Ollé, moi dans le no 2 et Esqueri dans le no 3. Dans le cachot no 4 se trouvaient six individus et deux caporaux, et dans le no 5 se tenait le lieutenant Portas.

Arrivé là, ils me lièrent fortement les mains avec des « manillas » (menottes), allumèrent une lampe et me laissèrent. « Ta mission, *granuja*, etc., est de marcher vite et correctement d'un bout à l'autre du cachot », me dirent-ils, puis ils se retirèrent et me surveillèrent par l'ouverture de la porte.

Au bout de vingt-quatre heures je ressentis des douleurs intolérables dans les bras et dans les mains. Je les priai de me délacer un peu : ils me donnèrent des coups de fouet. Je leur demandai de l'eau : ils me donnèrent de la morue sèche. Comme je leur demandais encore à boire, ils me répondirent en me donnant des coups de fouet par tout le corps et me dirent que si je déclarais qui avait lancé la bombe, j'aurais du pain, du vin et qu'ils me laisseraient dormir. Je leur répondis que je n'étais pas, et n'avais jamais été anarchiste, parce que j'avais ces procédés en horreur, et que j'étais républicain. Ils me répondirent que je leur dirais bien la vérité, car ceci n'était que la première partie de la torture.

J'ai passé de la sorte, sans dormir ni manger ni boire et toujours marchant, quatre jours et quatre nuits! La dernière nuit, les murs me semblaient choses de rêve, je croyais voir à la porte des hommes armés et les pierres me semblaient des morts. Je délirais.

Dans la matinée du 9, les bourreaux entrèrent et me demandèrent si je voulais leur dire le nom de celui qui avait jeté la bombe. Je leur dis que je ne savais de quoi ils parlaient. L'un d'eux, alors, me lia les testicules et la verge et me les tordit. Ce faisant, il me dit que ceci était la seconde partie. Je tombai sans connaissance, et quand je revins à moi, je ne pus faire un pas, tant les ongles des pieds me faisaient mal. Je ne sais ce qu'ils ont fait de moi. Quelle nuit horrible! que de cris pitoyables j'entendais, venant des autres cachots! Ce sont là des tourments auxquels on ne peut résister. Si ce n'eût été le nom sans tache de mes parents, je me serais déclaré l'auteur d'un crime aussi horrible que celui de la calle de Cambios, pour ne plus souffrir.

J'ai tenté de me suicider avec une pointe de Paris, très longue, que je plantai par la tête dans le sol et sur laquelle j'essayai de me percer la poitrine et le cœur, mais ils me virent et me retirèrent.

Portas alors me dit : « Tu vois, Gana, on m'avait dit que tu étais l'un des principaux auteurs, mais aujourd'hui je suis renseigné, je sais que c'était une fausse déclaration. Je sais que tu n'es pas anarchiste, mais seulement républicain, etc.; tout ceci est une plaisanterie..... » Ils me retirèrent les menottes et me donnèrent de l'eau, puis du bouillon et me laissèrent dormir. Je me jetai sur l'unique lit que j'avais, le sol, encore humide de mon sang. Je ne pouvais dormir, tant étaient horribles les cris que j'entendais. C'étaient les autres que l'on torturait comme moi. Peu après, j'entendis des coups, puis plus rien autre que les cris rauques des bâillonnés.

Le 9 août, dans la soirée, ils me montèrent dans un autre cachot, bien aménagé celui-là, en me disant qu'il fallait me taire sur ce qui s'était passé.

Les mouches s'emparèrent de mes mains et de mes bras où j'avais des plaies depuis huit jours et me firent beaucoup souffrir. J'ai les mains et les bras marqués pour toute ma vie. Le 24 août, j'eus le bras droit paralysé, je ne pouvais me dévêtir : ceci me dura cinq jours, mais disparut peu à peu.

Le 20 novembre, l'ongle du pouce de mon pied droit tomba, puis celui du gauche — je veux les garder comme souvenir de la barbarie des temps modernes.

Je ne suis pas impliqué dans le procès. J'ignore qui est le juge, je ne l'ai jamais vu et ne tiens pas à le voir, mais ici je suis privé de toute communication depuis le 9 août.

FRANCISCO GANA.

(Copie d'après l'original.)

2e lettre de J. Molas.

Voici le récit de mes tortures :

Le 6 août, à 9 h. 45 du matin, le garde Mayans me mit les menottes et me dit qu'il fallait marcher au pas accéléré. Le 7, à 4 heures du soir, je ne pouvais plus faire un pas.

Alors, le garde Parillas entra dans le cachot, tenant un fouet par le bout et m'administra plus de vingt coups avec le manche par tout le corps. A 9 heures du soir, Carreras entra à son tour et recommença la bastonnade en augmentant la dose. Je tentai de me tuer en me précipitant tête première sur la pierre aiguë de la fenêtre et je restai étendu sur le sol, baignant dans une mare de sang, et criant : « Assassins! Assassins! » Alors vint le lieutenant Portas, flanqué de huit gardes. Cet officier me demanda ce que ces cris signifiaient : je le lui dis. Alors, de ses deux mains jointes et formant un volume plus gros que la tête, il me donna un tel coup de poing qu'il m'étourdit. Puis les bourreaux me lièrent les coudes et m'assénèrent plus de cent coups de bâton sans regarder où ils frappaient.

Lorsque je fus étendu à terre, Mayans me bâillonna avec la « mordaza », me donnant des coups de poing sur la face afin d'ouvrir ma bouche, qu'il écarta brutalement de chaque côté, puis il me frappa la tête contre le... jusqu'à ce que des flots de sang m'envahissent. Ils voulurent me faire marcher; comme je ne pouvais pas, Parillas alors me donna des coups de bâton, puis ils me lavèrent la figure. Le caporal Botas, voyant que je buvais mon sang et l'eau, me donna deux coups de poing dans les... (*parties génitales sans doute*).

Le 8 août, bastonnade encore; le 9, Mayans me mit la « mordaza » à 6 heures, et me la laissa jusqu'à minuit.

Le 13, Parillas m'administra une telle bastonnade que je tombai comme mort.

Le 14, ils ne me battirent pas et, le 15, Mayans avec Estorqui sans gourdin me menèrent devant le lieutenant. Ce dernier me dit : « Si tu veux que cessent tes souffrances et si tu veux manger, tu vas signer cette déclaration. » Alors il rédigea l'écrit. Voyant que ce qu'il écrivait n'était pas conforme à la vérité, je protestai, mais le signai à la condition que lorsque le juge serait présent...

Il (le juge, sans doute — N. du T.) me demanda si j'avais quelque chose à ajouter. Je lui répondis que tout ce que j'avais signé était faux. Portas alors, une fois de plus, ordonna de me torturer. Je puis affirmer que j'ai subi la torture du feu. J'ai passé de la sorte neuf jours et neuf nuits sans prendre aucune nourriture, sans boire, toujours marchant et sans dormir — tout ensanglanté, avec dix blessures à la tête et le corps noir de coups. Ce récit est très court, forcément, car il me faudrait bien du papier pour le détailler comme il le mérite. Pour ce qui est des souffrances morales, je puis dire que jamais durant ma vie je n'ai souffert autant : les épithètes les plus douces étaient celles de « granuja », d'assassin, etc. Les gardes qui m'ont assassiné avec le plus de sauvagerie sont Mayans, qui peut avoir quelque quarante-cinq ans; il est décoré ainsi qu'Estorqui, ce qui leur rapporte 20 réales par mois, pour les martyres qu'ils exécutèrent lors de l'affaire du Licéo. Les deux autres sont Parillas et Carreras — celui-ci est de la police spéciale — âgés de vingt-neuf ans, plus ou moins.

Moi la victime,

JOSÉ MOLAS.

(1re copie.)

1re lettre d'Antonio Nogués.

Compagnons, salut !

Comme vous avez pu le voir au conseil, je suis un des accusateurs.

Mais aussi je dois vous dire que j'ai été l'un de ceux qui ont le plus senti la rigueur barbare du martyre. Après mon arrestation, je restai huit jours consécutifs sans manger ni boire, et, sous la menace du fouet, obligé à marcher continuellement, nuit et jour; et, comme si ce supplice n'était pas suffisant, ils me mirent à nu et me forcèrent à trotter comme si j'étais un cheval. Mais, à la longue, brisé de fatigue et mourant de faim, je tombai à terre sans connaissance. Alors, ils allumèrent un feu dans lequel ils firent chauffer des fers, et lorsque ceux-ci furent chauffés à point, ils me les appliquèrent sur le corps (1), jusqu'au moment où, ne pouvant résister à l'atroce souffrance, je me déclarai auteur de l'attentat; mais ils me dirent que ce n'était pas vrai, que l'auteur ils le connaissaient déjà, mais que c'était moi qui, en vérité, lui avais fourni la bombe, et que six autres bombes étaient en mon pouvoir; ces bombes, moi et d'autres les avions abandonnées dans la calle de Tiballer. Pour sortir de ce barbare martyre, je m'empressai de répondre affirmativement que tout était vrai, mais cela ne mit pas fin à mon supplice. Je

(1) Voir le numéro 48.

(1) Au milieu de la « Cuadra de Artilleria » on voit encore les pierres brûlées.

dus supporter le bâillon durant vingt-quatre heures, parce qu'il m'était impossible de donner les noms de mes soi-disant complices. Enfin, ils ne trouvèrent rien de mieux que de me les indiquer, me forçant à faire ma déclaration, face au mur, flanqué de deux bourreaux, le fouet en main. Il en fut ainsi pour les déclarations comme pour les accusations.

ANTONIO NOGUÈS.

(D'après l'original.)

Il s'arrêta là, entendant l'un des bourreaux qui s'approchait, et dut cacher le papier.

(*A suivre.*)

Italie.

FOGGIA. — Le marquis Starabba a su bien faire ses élections. Victoire pour lui sur toute la ligne! Des 508 collèges électoraux, 400 environ ont voté pour des candidats ministériels. Une douzaine de collectivistes ont été élus. Outre la candidature protestataire Galleani à Rome, nous avons eu aussi celle du pauvre et toujours oublié Paolo Schicchi à Cefalù (Sicile).

*
* *

Cependant M. le marquis s'amuse. Les camarades Boschi, Talini, Papi et Manfredi — ce dernier blessé gravement le 1er mars 1896 à Tremiti — ont été arrêtés et renvoyés au *domicilio coatto*, à l'île de Lampeduza.

A Faenza, plusieurs compagnons ont subi le même sort à cause d'un homicide, commis par un individu qui — on ne sait pas bien pourquoi — s'est déclaré anarchiste.

Au camarade Ferrucio Borsoni, relégué à Lipari, le directeur de la colonie a ordonné de ne plus recevoir de journaux anarchistes, s'il voulait éviter de sévères punitions. Pour le moment, il s'est contenté de saisir à notre camarade plusieurs exemplaires du numéro unique *Primo Marzo*.

Au moment où j'écris, a lieu à Messine le procès intenté au gérant de l'*Avvenire Sociale*, inculpé d'*excitation à la haine de classe*.

ROBERTO D'ANGIÒ.

Russie.

L'ordre règne à Saint-Pétersbourg, et avec plus de raison que jamais les Russes pourront appeler le tsar leur « petit père ». Le grand empereur vient, en effet, de se débarrasser une fois encore d'une poignée de jeunes lutteurs pour l'émancipation du prolétariat.

L'étudiant de l'Institut technologique Pierre Zaporogetz est déporté pour cinq longues années en Sibérie orientale.

Ses amis : le fonctionnaire d'Etat Oulianoff, ingénieur; les mécaniciens Krijanovsky et Starkoff; l'ancien étudiant Zederbaum, l'étudiant de l'Institut technologique Manjeeff, le docteur en médecine Liakhovsky et le fonctionnaire d'Etat Lepechinsky, tous vont aller habiter le même « doux » pays pendant trois ans.

Sont déportés en outre dans le gouvernement d'Arkhanguelsk (la Russie du Nord) pour trois ans : Les ouvriers Nicolas Ivanoff et Vassily Chefgounoff; les ingénieurs mécaniciens Maltschenko et Bogatirin; la bibliothécaire Elisabèthe Akrinsky; l'institutrice Vera Sabielin et l'étudiant Paul Romanenko.

Et enfin, dans le gouvernement de Vologda, pour la même durée, l'étudiant de l'Institut technologique Malichevsky.

En ce qui concerne les ouvriers Zinovieff, Karamicheff, Jakovleff, Babouchkin et l'étudiant de l'Institut technologique Mark Schalt, tous ceux-là sont mis sous une surveillance policière tout à fait exceptionnelle.

Ce ne sont pas toutes ces proscriptions qui arrêteront les progrès du mouvement prolétarien en Russie et qui retarderont d'une seconde le triomphe des idées démocratiques... au contraire.

(*Le Peuple*, de Bruxelles.)

Norvège.

Une réunion de Norvégiens — hommes et femmes — informée des cruautés commises par les autorités espagnoles envers les hommes arrêtés et accusés comme auteurs de l'explosion d'une bombe à Barcelone le 7 juin 1896, proteste au nom de l'humanité et de la civilisation contre toute justice qui tente de tirer des accusés des aveux par la torture.

Dans le cas présent, on est révolté des traitements horribles et barbares auxquels les accusés ont été soumis, et l'assemblée promet sa sympathie chaleureuse et son appui à toute opposition contre un ordre de choses pareil.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Il y a, en France, quantité de bibliothèques municipales ou libres, de bourses du travail, etc., où il est impossible de trouver nos publications et où il serait urgent, pourtant, de les placer. Je crois devoir appeler l'attention des camarades là-dessus. Si chacun voulait faire un petit effort, en peu de temps nos ouvrages se trouveraient à la portée de tous.

Ici, à deux ou trois amis, nous avons réussi à placer dans la bibliothèque de notre localité : *Les Paroles d'un révolté*, *La Conquête du Pain*, *La Société future* et toutes nos brochures que nous avions, au préalable, fait relier en deux jolis volumes.

Nous vous envoyons aujourd'hui 5 francs pour que vous nous fassiez parvenir la première année des *Temps Nouveaux* que nous nous proposons de placer de même. En vue du motif, vous voudrez bien, nous l'espérons, nous laisser la collection à ce prix.

Pour la cause,
X...

La Vraie Justice, groupe d'études sociales. — A 9 h., au café de la Renaissance, 69, rue Blanche. Organisation d'un banquet libertaire. Appel aux adhérents. Causeries d'Argence et Viley.

Bibliothèque sociologique des Travailleurs communistes libertaires du XIIe et de la banlieue de l'Est. — Réunion le samedi 3 avril, à 9 heures précises, au local convenu.

Bibliothèque sociale du XVIIIe arrondissement. — Réunion privée le samedi 3 avril, à 8 h. 1/2.

Jeudi, 8 avril, à 8 h. 1/2, réunion privée. Conférence par le camarade J. Marestan. Sujet : L'influence du milieu sur l'individu.

Pour être invité, s'adresser :

Aux bureaux du *Père Peinard*; chez M. Lille, rue Burq; chez M. Brunet, 8, rue de Panama.

C'est définitivement le 15 avril que doit paraître le numéro 1 de l'*Humanité Nouvelle* qui succède à la *Société Nouvelle*, la revue sociologique et littéraire si appréciée de ceux qui la connaissaient.

Les camarades et dépositaires qui peuvent assurer le placement de quelques exemplaires (1 fr. 25 le numéro) sont priés de faire connaître, dès à présent, au camarade Ch.-Albert, 34, rue Hallé, le chiffre d'exemplaires qu'ils désirent recevoir.

Nous avisons les camarades qu'il nous reste encore un millier ou deux des invendus de l'*Incorruptible*. Nous les tenons à la disposition des camarades qui nous enverront les frais d'expédition. Un colis postal de 5 kilos (en gare, 80 centimes) peut en contenir 150 exemplaires environ.

Les *Briseurs d'images* se réunissent le dimanche, à 2 heures, sur le talus des fortifications, porte d'Italie. — Le 4 avril, ballade à Antony. Causerie par Vandale. Sujet : Stupidités criminelles de la famille.

Les *Sans patrie* se réunissent le jeudi à 9 heures, chez le bistrot, 9, rue des Plantes.

La Solidarité. — Dimanche 4 avril, à 2 heures de l'après-midi, grande matinée familiale dans les salons Turpin, 127, rue de la Roquette. Causerie par Tortelier. — Grand bal. Prix d'entrée : 60 centimes.

Banlieue-Le Kremlin. — Réunions du groupe sociologique le dimanche, à 9 heures, 9, rue des Plantes. — Le 4 avril, causerie par Vandale. Sujet : Le Socialisme contemporain.

Le groupe de la Jeunesse libertaire de Petit-Quévilly se réunit vendredi prochain au local habituel.

Questions par le copain Bordenave : *De Ravachol à Caserio. — Qu'est-ce qu'un député? De quoi est-il capable?*

Le groupe libertaire de Rouen, de concert avec celui de Petit-Quévilly, a l'intention de faire une fête familiale prochainement, avec chants, concert, causerie et bal.

Les copains pouvant les aider de leur initiative et pécuniairement sont priés de s'adresser au copain Bordenave, 42, rue Martainville, qui reçoit également les lots offerts par les amis.

TROYES. — Par suite des manœuvres préfectorales, le propriétaire de l'hôtel de la Croix d'Or ayant refusé la salle où se réunissait le groupe d'études, les camarades sont avisés de ne plus rien y envoyer.

MARSEILLE. — Le Groupe amical libre des coiffeurs de Marseille, qui a pour but l'*étude des questions sociales*, prie leurs confrères, patrons et ouvriers, qui voudraient participer à la publication d'une brochure concernant l'*ouvrier coiffeur*, faite par un de leurs amis professionnels, d'adresser les fonds nécessaires à M. Séguy, gérant du bureau de placement du syndicat ouvrier, rue des Recollettes, 5, ou à l'Administration de notre journal.

Dès que la somme voulue — 100 ou 150 francs — sera réalisée, elle sera mise sous presse, et, après le tirage, un exemplaire sera envoyé gracieusement à tous les camarades qui auront souscrit pour aider à l'apparition de cette brochure qui traite essentiellement de la situation ouvrière de la corporation.

Pour le groupe : A. BÉRARD et CHABRAN.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Tolérance musulmane, une brochure par Ahmed Riza, 0 fr. 50, impr. Clamaron-Graff, 57, rue de Vaugirard.

Historique de la Bourse du travail de Toulouse, un vol. par J. Pradele, imprim. Berthoumieu, 20, rue de la Colombette, Toulouse.

La Vie privée de Michel Teissier, par E. Rod, 1 vol., 4 fr., de la *Petite bibliothèque* Charpentier, ill. de 2 eaux-fortes, 12, rue de Grenelle.

Les deux tendances de l'économie politique, par E. Demolins, 1 broch., 0 fr. 10, à la *Science Sociale*, 56, rue Jacob.

*
* *

Les camarades de Roubaix viennent d'éditer une brochure intitulée : *Réflexions sur la propagande collectiviste à Roubaix*, par le camarade Claeys.

Cette brochure est un peu locale, mais mérite d'être lue par ceux qui veulent se rendre compte du mouvement.

La brochure se vend 0 fr. 05. S'adresser au camarade Sauvage, rue de l'Omelet, impasse Alexandre, cour Lehouk, 16, Roubaix.

A LIRE

L'Enquête sur le 18 mars, *Revue Blanche*, 15 mars.
La Famine aux Indes, par Bojidar Karageorgevitch, *Figaro*, 17 mars 1897.

PETITE CORRESPONDANCE

M. L., à Guerpont. — Bon. Ne vous inquiétez pas.
S. L., à Luri. — Le second volume de Faure n'est pas paru. — Les brochures d'Elisée Reclus sont épuisées, sauf l'*Anarchie*. — Je n'ai pas l'adresse de Merlino. — Malatesta, 112, High street, Islington, Londres.
C., à Anvers. — Nos brochures sont en vente chez Madoux, 15, Deurnestraat.
C. B. 87 R. N. — 3.50.
F. B., rue Cujas. — Je ne puis vous répondre qu'après lecture de l'article.
Jean Gramène. — Entendu. — L'article passera.
J. D. — J'y suis toujours le jeudi.
J. H., à Rotterdam. — Bien reçu le mandat. — Quant à la *Morale*, j'ignore quand il nous sera possible de la rééditer.
Le camarade de Buenos-Ayres qui fait parvenir la correspondance pour Ramond à F. H., cimenteur-naturaliste à Marseille, est prié de bien vouloir donner son adresse au dit compagnon à Marseille.
Nemo. — Cela serait retomber en les annonces.
C., à Marseille. — Reçu souscriptions; seront insérées semaine prochaine. — Merci.
Reçu pour le journal : A. F. H., 10 fr. — Un camarade, 2 fr. 50. — V., à Nîmes, 0 fr. 65. — Un ébéniste anarchiste à Sainte-Croix, 3 fr. — Merci à tous.
G. S., à Bergen. — M., à Troyes. — B., à Angers. — G., à Carmaux. — V., à Reims. — A., à Roustchouk. — J. H., à Rotterdam. — M., à Lyon. — C., à Anvers. — M., à Nice. — C., à Genève. — C., à Nancy. — P., à Saint-Etienne. — V., à New-York. — R., à Toulouse. — D., à Bruxelles. — B., à Rouen. — P., à Saint-Chamond. — R., au Pontet. — M., à Lyon. — C., à Tarare. — C., à Pleynefaye. — F., au Mans. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE. N° 50 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 AVRIL 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Le plus grand nombre de nos abonnements souscrits expirent fin avril. Les amis qui, par anticipation, pourraient le renouveler immédiatement, nous rendraient service.

EN RUSSIE COMME EN ESPAGNE

Tortures en Espagne, tortures en Russie. Montjuich à Barcelone, et la forteresse Pierre-et-Paul à Pétersbourg; Alphonse XIII avec sa maman Marie-Christine, et Nicolas II avec sa maman Marie Dagmar. L'un et l'autre, l'une et l'autre maman, donnent pleins pouvoirs aux gredins de tout acabit pour sauver leurs cerveaux des spectres qui les hantent.

— « Torturez, frappez, brûlez, mais assurez les trônes à nos chers enfants » — soupirent les mamans.

— « Torturez, frappez, brûlez, mais sauvez-nous de la vague qui monte » — répètent les enfants.

Et la danse macabre va son train dans les cachots de Montjuich et de Pétersbourg.

On a arraché le voile à Montjuich. Eh bien, on l'arrachera à Pétersbourg — coûte que coûte.

Il le faut. On a assez longtemps permis de torturer, d'enterrer vif à Pétersbourg. Assez ! Il faut y mettre fin.

Vers la fin de l'année passée, une étudiante des cours supérieurs de Pétersbourg, Marie Vétroff, disparaissait des cours.

Trois mois se passèrent sans qu'on sût ce qu'elle était devenue. La mère, inquiète, en province, parvint enfin à se mettre en rapport, en février, avec des étudiantes, amies de Marie Vétroff. Elles coururent aux renseignements.

Elles apprirent que Marie avait été arrêtée pour avoir pris part à la grande grève de l'été passé et eu en sa possession des publications clandestines de la *Volonté du Peuple*.

Marie était dans la forteresse. Refus absolu d'entrevue. Refus absolu de lui faire parvenir la moindre des choses, pas même échanger une lettre.

Le 12 mars, le commandant de la forteresse faisait enfin la communication suivante :

« Mlle Vétroff a mis fin à ses jours par un suicide. Elle a versé sur ses vêtements l'huile d'une lampe à pétrole, et s'est brûlée vive. Les efforts des docteurs n'ont pu la sauver. Elle est morte deux jours après. »

On court immédiatement chez le procureur, chez les docteurs — tous se contredisent.

Les cellules de la forteresse sont éclairées à l'électricité... d'où vient la lampe? Un détenu avait cependant entendu des cris atroces ce jour-là et il croit avoir reconnu la voix de Mlle Vétroff. Le procureur s'embrouille...

On nomme Kitchine, procureur de la Haute Cour, qui en saurait plus long... La presse anglaise parle de viol...

Les parents et les amis veulent obtenir le corps; on l'enterre en toute hâte et on envoie les amis sur une fausse piste, en inventant le nom d'un cimetière...

Le lendemain, la nouvelle se répand parmi les sept cents étudiantes des cours. Toute cette jeune génération est en révolte. Les cours sont suspendus. On cause, on menace, on pleure... Un professeur de philosophie, Alex. Wedensky, du haut de la tribune, dit qu'un crime a été commis dans la forteresse et revendique une enquête sérieuse.

Même excitation le jour suivant aux cours, aux universités.

On décide que le 16 on se rendra en masse à la cathédrale de Kazan (au centre de Pétersbourg), pour y chanter un *requiem*, qu'on invitera tous les étudiants de la capitale, qu'on fera une imposante manifestation.

Six à sept mille étudiants, hommes et femmes, quelques professeurs, des masses de sympathisants, sont dans la cathédrale. Les prêtres refusent de chanter le *requiem;* la canaille en soutane s'est empressée d'intimer l'ordre de ne faire aucun service. Alors quelqu'un entame le chant de « Mémoire éternelle » et six mille voix s'y joignent, tandis que les étudiantes soulèvent la couronne d'épines qu'elles avaient apportée, avec cette inscription :

« *A la mémoire d'un pionnier de la liberté!* »

La foule se serait certainement dirigée, par la large Perspective, vers le palais. Mais la police et les gendarmes à cheval refoulent les manifestants dans une rue transversale, Kazanskaya, tandis que d'autres barrent le chemin.

Arrive le chef de la police, et voyant qu'il serait impossible d'arrêter toute cette foule, il lui fait ouvrir la rue transversale. La plupart de la foule se disperse. Restent environ deux mille, auxquels on barre de nouveau le chemin vers le palais, pour refouler les restes dans un carrefour, où on les tient cernés, pendant que la police inscrit les noms des manifestants.

***

Ouvrez le roman de Stepniak, *La Carrière d'un Nihiliste*.

André est à Genève. Un fait exactement pareil s'était passé. Il voit, dans son imagination, le jeune homme en prison, assommé, ligotté. Le jeune martyr ôte avec ses dents le tuyau brûlant de sa lampe, il en dévisse avec ses dents le brûleur, il verse l'huile sur son sommier, puis il y jette la mèche allumée. Le sommier flambe, et le jeune martyr meurt dans d'horribles souffrances.

André voit cette scène d'horreur dans son imagination — et son sort est jeté.

Ce fait a plus fait de terroristes en Russie que tout le reste.

Aujourd'hui, les assassins toujours à l'œuvre, le même fait se répète.

PIERRE KROPOTKINE.

AGIR ET DISCUTER (1)

La petite note des E. S. R. I., en suscitant la polémique à laquelle, depuis quelques numéros, assistent nos lecteurs, aura eu, tout au moins, le bon effet de nous faire réfléchir. C'est ce que, pour ma part, il m'est arrivé.

Je ne m'arrêterai que très peu sur l'intervention ou la non-intervention des anarchistes en les affaires de Crète; c'est de plus haut qu'il faut prendre le débat : le cas particulier ne découlant que du général, c'est en son ensemble qu'il nous faut étudier l'attitude des anarchistes.

***

Le camarade Pierrot nous dit, parlant des manifestations en faveur de la Crète, que « toutes ces manifestations étaient inspirées par un esprit fortement nationaliste, et fort peu par sympathie pour la révolte des opprimés ». Cela se peut, mais qu'en sait-il? Est-il bien certain d'arriver à analyser chaque mobile secret qui fait agir les unités d'une foule, alors que tous, tant que nous sommes, ne connaissons pas toujours les sentiments qui nous font agir nous-mêmes? Et puis, lorsqu'il s'agit de protester contre une injustice, devons-nous, avant d'agir, chercher à démêler les sentiments de ceux qui protesteront à côté de nous, et laisser ainsi passer l'occasion de faire entendre notre voix, ou bien devons-nous agir, et laisser ensuite les fendeurs de cheveux en quatre faire de la psychologie subtile?

Ne serait-ce pas se condamner à l'inaction éternelle? Vienne une situation qui peut entraîner la révolution, — elle débutera, ce qui est fort probable, par un événement qui pourra nous paraître ne tenir que de loin à la question, — devrons-nous laisser passer l'occasion, pour prendre le temps de demander à chacun de ceux qui descendront dans la rue quel est son *credo* révolutionnaire?

Les bourgeois, nous dit-on, ne se sont pas émus pour les Arméniens, ni pour les Cubains. Ils ont laissé le sultan noyer, empoisonner et

(1) Mon article était déjà fait quand j'ai reçu de nos camarades du groupe des E. R. S. I. la réponse qu'ils font au dernier article du camarade M. P. et qu'on lira plus loin; mais comme elle n'apporte aucun élément nouveau, je n'ai rien à retoucher à mon article.

emprisonner les révolutionnaires de la « Jeune Turquie », qui, comme les révolutionnaires russes, tentent de débarrasser leur pays d'un despote, exigent une liberté plus grande en leur patrie.

Cela a été un tort, mais en quoi ferions-nous mieux, en agissant comme eux? Puis, ici, le camarade Pierrot me fournit la preuve que l'absolu est relatif, et que l'on peut soutenir un mouvement qui, tout en n étant pas franchement anarchiste, a tout au moins une tendance vers une amélioration.

Il y a eu, parmi les révolutionnaires russes, des anarchistes, mais peu, en somme; combien, parmi ceux qui font la guerre au tsar, se seraient contentés de l'octroi de quelques libertés, d'une parlementarisation du gouvernement russe? Cela n'empêche que leur énergie, leur courage, leur abnégation nous ont fait solidariser avec eux, tout en regrettant qu'ils n'aillent pas plus loin. Ils voulaient un amoindrissement de l'autorité, et, surtout, ils le voulaient au péril de leur vie : n'était-ce pas assez pour les faire nôtres?

Les « Jeunes Turcs » sont plus modérés encore en leur idéal. C'est pour mettre en la place du sultan actuel un autre sultan de leur choix, Mourad, qu'ils se révoltent. Mais, eux aussi, ils veulent la disparition de l'absolutisme, eux aussi veulent une liberté plus grande, eux aussi ils luttent au péril de leur vie, et cela nous les rend sympathiques aussi, nous fait solidariser avec eux. C'est en leur prêtant notre concours que nous acquerrions le droit de leur dire que leur idéal n'est qu'une phase déjà passée des conceptions humaines, que ce n'est pas pour un amoindrissement de l'autorité qu'il faut lutter, mais pour sa disparition complète. Si nous allions leur prêcher l'anarchie, les combattre et les contredire, alors qu'ils sont persécutés, ils auraient le droit de nous dire que nous faisons le jeu de leurs persécuteurs.

Si, chez eux, il y avait déjà des anarchistes, ce serait différent. Du reste, ce seraient les anarchistes qui alors seraient persécutés et représenteraient la marche en avant. Mais puisque leurs conceptions ne vont pas plus loin, par suite d'un retard dans l'évolution de leur milieu, considérons donc leur révolte comme un signe de progrès, ce qu'elle est réellement, et non comme une preuve de réactionnarisme, ce qui serait un tort.

⁂

Je passerai la plaisanterie du camarade Pierrot, affirmant que l'on avait offert l'autonomie aux Crétois..., sous le contrôle du sultan, oublie-t-il d'ajouter. L'ami Pierrot est ironiste! et j'en viens à sa conclusion : « Les révolutionnaires doivent-ils donc participer aux manifestations organisées pour *demander au gouvernement* de donner sa sympathie et son appui aux Hellènes? »

Non, en aucun cas, les anarchistes ne doivent *demander* quoi que ce soit au gouvernement. Mais l'ami Pierrot déplace ici un peu la question. Personne, parmi nous, n'a parlé de *demander* au gouvernement d'intervenir en faveur des Crétois. La question est autre.

En cette question de la Crète, cela, tout le monde est unanime à le proclamer, beaucoup de bourgeois en conviennent volontiers, le rôle des six puissances, et de la France en particulier, est absolument ignoble. Pour favoriser les tripotages louches des financiers, pour des questions de convoitises inavouées, les six plus grandes puissances de l'Europe se sont coalisées pour tomber sur un petit peuple qui cherche à réaliser son hégémonie. Idéal qui retarde sans doute sur le nôtre, mais que nul n'a le droit de lui empêcher de réaliser.

Eh bien! les anarchistes n'avaient pas à *demander au gouvernement* de donner sa sympathie aux Hellènes; mais, puisqu'il commettait une lâcheté, les anarchistes avaient le devoir de se mêler à une manifestation, de la provoquer ou d'essayer de la faire tourner en une explosion d'indignation publique qui *forçât* le gouvernement à reculer devant l'opinion.

Et ainsi, sans sortir du principe, les anarchistes auraient démontré qu'aucun sentiment généreux ne leur était indifférent; au milieu de la veulerie générale, ils auraient fait preuve de virilité. Et c'est encore travailler à la révolution que de réveiller la foule qui s'enlise et s'avachit en les saletés courantes.

⁂

Les anarchistes doivent toujours, en leurs actes, être guidés par le principe, cela d'accord; et toujours cela a été ma façon de voir; mais nous ne devons pas oublier, non plus, qu'il n'y a que les abstractions qui soient absolues — et pas immuables — et que, vivant en la société actuelle tout en ayant placé notre idéal en la société future, nous sommes, à notre corps défendant le plus souvent, forcés quand même de tenir compte des relativités que nous crée notre situation au milieu d'un état social qui n'est pas le nôtre.

L'absolu n'existant pas, nous sommes bien forcés de nous contenter d'« à peu près ». Il ne s'agit plus que de savoir jusqu'où ils continuent à être une manifestation de notre idéal; quand ils deviennent une lâcheté ou un renoncement. C'est ici où nous manquons de critère, où le point de démarcation reste soumis à l'arbitraire de chacun, ce qui motivera toujours des discussions semblables à celle qui nous occupe. Mais la discussion est utile et bienfaisante lorsqu'elle nous fait apercevoir de nos fautes, elle n'est nuisible que lorsque, loin du réel, elle nous égare en les abstractions.

(*A suivre*) J. GRAVE.

POUR LES TURCS (1)

Je ne veux répondre que sur quelques points de votre article intitulé : *Pour la Crète*. Ce qui concerne la politique ne m'intéresse pas, car je ne suis pas un politicien de cabinet. Vous dites : « Les Turcs ne sont nullement à ménager, un peuple vaut par son apport à la civilisation générale. Or, quel est l'apport de la Turquie? en art, néant; en science, néant. Les Turcs sont une bande de bêtes féroces et de parasites uniquement occupés à sucer et à martyriser les populations qu'ils soumirent. Toute action qui tend à leur rogner les dents et les griffes est louable. »

Quel est l'apport de la Turquie? En art? Mais voyagez jusqu'aux Indes, au Turkestan et même en Turquie, visitez non seulement les ruines, mais les restes encore existants des chefs-d'œuvre turcs; lisez les récits des voyages des explorateurs qui prennent la peine d'aller jusqu'en ces contrées, rien que pour admirer ces chefs-d'œuvre déclarés inimitables.

En science? Mais si, dans les pays chrétiens, vous vous contestez entre vous l'honneur de telle ou telle découverte, comment s'étonner de ne pas voir dans vos livres quelques noms turcs? Les Turcs ont cependant reproduit, expliqué et complété la découverte de Mahomet (voir le Coran) sur le système solaire, découverte attribuée à Copernic, et qui fut condamnée par votre pape comme contraire aux saintes Ecritures. Sous le règne du sultan Mahomet II, la science balistique, les mathématiques, l'astronomie, la médecine, la littérature, l'architecture avaient atteint le plus grand perfectionnement, pour l'époque. Le sultan lui-même était non seulement un vrai conquérant (s'il y a lieu d'en tirer vanité), mais aussi homme de science, philosophe, littérateur, et un vrai philologue.

« Des parasites! » Peut-être bien; mais le parasitisme a régné avec une intensité inouïe chez vous. Revoyez votre histoire, vous verrez quel peuple malheureux vous fûtes; une misère affreuse, œuvre de vos prêtres, de vos féodaux et de vos rois, vous accablait. Aucune nation se révolta-t-elle autant que la vôtre? Prenez ces révoltes, si vous voulez, comme une preuve incontestable de votre développement intellectuel; mais, pour nous, ce n'est qu'une manifestation éclatante des souffrances endurées par le peuple. En Turquie, jusqu'au dernier siècle, et même dans la période critique actuelle, personne ne meurt de faim. Votre statistique officielle est obligée de mettre devant les yeux du public les chiffres assez respectables des pauvres malheureux qui cherchent la délivrance dans les flots de la Seine.

N'est-ce pas vous, Français, Anglais, enfin toutes les nations dites civilisées, n'est-ce pas vous qui sucez depuis des siècles les milliards et les milliards de ces contrées dont vous avez soumis les habitants par la ruse et la force? Vous avez conquis les Indes, l'Amérique, l'Australie, l'Afrique, le Tonkin, la Cochinchine, l'Egypte, Madagascar, etc., etc., sans négliger nulle part vos procédés atroces et infâmes. Dompter d'abord par l'alcool, l'or et la femme, ensuite introduire vos missionnaires, ces sauterelles noires, semer la discorde et par cela jeter ces pauvres peuplades paisibles les unes contre les autres et les faire s'entr'égorger; voilà votre œuvre civilisatrice! Et vous ne craignez pas de dire que les Turcs sont des parasites et qu'il faut les rogner!

Quel peuple n'a pas envahi, quand il l'a pu, les territoires de ses voisins? Pensons, disons plutôt qu'aucune nation ne naquit, mais qu'elle fut poussée à l'endroit où elle se trouve maintenant. Toutes sont venues, on ne sait pas trop d'où ni comment; elles vinrent d'ailleurs, envahirent telles ou telles. Les Turcs envahisseurs et barbares! Pendant que vous appliquiez votre inquisition, que vous vous égorgiez, que vous faisiez la Saint-Barthélemy, les Turcs protégeaient tous les réfugiés des guerres de religion. Mahomet II, en entrant à Constantinople, n'a touché à aucun chrétien; il était pourtant, je crois, assez puissant pour les forcer à se faire musulmans ou les massacrer. Sous le règne de Soliman II, les Turcs, qui étaient aux portes de Vienne, étaient si puissants que tous les rois, tous les empereurs de l'Europe léchaient leurs pieds et donnaient tout : leur pays et leur peuple, au lieu de les protéger, pourvu qu'on ne touchât pas à leurs camarillas de libertins. Mais ces Turcs si puissants et si forts (d'une force brutale si vous voulez, comme toute autre force qui puisse exister dans cette société) n'ont pas obligé ces peuples à abjurer leurs croyances par le fer et le feu qu'ils avaient à leur disposition, et les ont laissés, pour ainsi dire, confédérés et indépendants. Quand vous massacriez les juifs, ceux-ci se réfugiaient en Turquie. Et toutes les nations qui sont sous la domination des Turcs, et qui conservent leur langue et leur religion, ne montrent-elles pas qu'elles ne sont pas plus maltraitées que chez vous, civilisés, les peuples conquis?

Qu'avez-vous fait des Polonais? Aujourd'hui vous ne parlez plus de ces malheureux; mais vous devez savoir que seuls les Turcs musulmans ont versé leur sang, et à profusion, pour défendre l'indépendance de la Pologne, quand, vous, vous vouliez la démembrer.

Non! la générosité, la tolérance, les sentiments de fraternité des Turcs sont connus par quiconque a su se débarrasser des préjugés et étudier avec impartialité. Lisez les écrits de professeur Vambery et de tant d'autres historiens européens, consultez les ouvrages originaux de Djevdet-Pacha, de Kemal-Bey qui se trouvent au

(1) Notre ami Retté, en avançant que « les Turcs n'étant que des bêtes féroces, il fallait leur rogner ongles et griffes », s'était servi d'un argument qu'il faut laisser à ceux qui croient aux « races dites inférieures ». Nous insérons volontiers cette rectification qui n'est que juste.

musée de Vienne et vous vous éclairerez plus ou moins sur ce qu'étaient les Turcs. En disant Turc, vous visez, on le voit bien, les seuls musulmans ; car vous n'ignorez pas qu'il y a des Turcs chrétiens.

Jadis, toutes ces nations vivaient en presque parfaite fraternité, en faisant du commerce rudimentaire, du libre échange au moyen de grandes caravanes entre les villes de l'Asie, et aussi par mer. Il en fut surtout ainsi jusqu'au siècle dernier.

Quand les communications se firent plus faciles, vos missionnaires catholiques et protestants commencèrent à envahir nos beaux pays, dans l'unique but de faire de l'argent, et d'assouvir leurs passions lubriques avec les filles et garçons si renommés par leur beauté. Tous les moyens les plus vils étaient bons pour eux, pourvu qu'ils obtinssent beaucoup et vite. Vous, propagateurs de la civilisation, avez démoralisé les Turcs; pour régner, vous avez semé la haine; tous vos efforts tendirent à détruire la solidarité, la fraternité, la franchise, la générosité, qui étaient devenues l'habitude, la règle même entre nous. Ce que vous avez apporté s'est substitué à nos anciennes habitudes, c'est-à-dire le libertinage, l'alcoolisme, et la syphilis... trois fléaux principaux qui « rognent notre malheureux pays », comme vous en exprimez le désir.

« Enfin nous devons aimer la Grèce, parce qu'elle nous a appris la beauté. » Jamais peut-être aucune raison ne fut moins fondée. Aimer la Grèce parce qu'elle a appris la beauté !

Et pourquoi insinuez-vous que, grâce à l'esprit de la Grèce, vous avez pu faire subir plusieurs défaites au christianisme? Allons donc ! La Grèce brûle encore du fanatisme de la religion et ces gens ne luttent que pour la croix et la croix à la main.

« Il faut donc se réjouir de voir tant d'individus, de toutes classes et de toutes nationalités, sortir enfin de leur avachissement pour protester au nom du droit et de la tradition helléniques. » De quel droit et de quelle tradition helléniques parlez-vous? Les Turcs ont autant de droits et de tradition que les Grecs. Cependant, vous, anarchiste, vous devriez savoir mieux que tout autre que ces mots *droit et tradition* ne veulent rien dire.

Vous plaidez pour la Crète, les Crétois? Expliquez-vous. Faut-il, pour secouer le joug du sultan, et émanciper les Crétois, les remettre sous l'autorité du gouvernement des Hellènes fanatiques? Par Crétois, vous comprenez les chrétiens, n'est-ce pas? Car nous, Crétois musulmans, dits Turcs, nous ne voulons pas que la Crète soit sous le joug de l'autorité grecque, composée de bandits, de filous, enfin de tous ces gens qui trouvent ces métiers plus expéditifs. Nous, nous tenons à notre indépendance. Nous sauver d'une autorité au prix de notre sang, uniquement pour nous soumettre à une autre, rien que pour changer de maître! Non, alors! Que les Crétois chrétiens, ou, à dire vrai, les bandits payés par la Grèce demandent que l'île soit annexée à la Grèce, c'est leur affaire. Mais vous, Européens chrétiens, avez-vous soufflé mot pour défendre l'indépendance? Nous avez-vous jamais aidés non seulement par vos armes, vos munitions, votre argent, mais même dans vos journaux même libertaires? Bien au contraire, depuis trente ans, c'est vous qui maintenez l'antagonisme par vos envoyés commerciaux, vos missions françaises ou papales qui entretiennent et surexcitent le fanatisme de la Grèce...

Un Crétois musulman.

A NOS LECTEURS

L'abondance de copie d'actualité nous force à supprimer le supplément cette semaine, et à renvoyer encore la suite de l'étude de notre ami Kropotkine, étude qui doit faire encore trois articles.

Prière aux amis dont la copie est en carton de patienter.

" Vivent les sentimentalistes! "

Les *Temps Nouveaux* ont publié dans leur dernier numéro un article violent, confus, où les arguments s'entre-choquent. Nous pensons qu'il est nécessaire d'y répondre avec autant de modération et de brièveté que possible.

« Il y a peu de temps, dit l'auteur, M. P., que j'ai eu l'occasion de fréquenter les anarchistes. » Cet aveu explique bien des choses et en particulier toute la série d'arguments de sentiment que M. P. aurait pu s'interdire complètement sans être en danger de compromettre la solidité de sa thèse. Dire en effet que les camarades qui discutent les mobiles de leurs actions trouvent « logique de parler seulement », « de filer la théorie pure », « de fuir la vie pour en faire la critique en petits comités d'élus », c'est bien les qualifier d'aristocratie. C'est ne leur prêter de courage que dans la spéculation, et ne leur attribuer que de la lâcheté dans la pratique. « Il y a peu de temps que M. P. a eu l'occasion de fréquenter les anarchistes. » Tant mieux pour lui, tant pis aussi. Sans cela il saurait que pour eux il n'y a ni beauté ni utilité à tous les points de vue à se prévaloir des choses pratiques que l'on a pu faire et il aurait peut-être alors délaissé ce genre de raison.

Ce qui gêne M. P., ce qui l'excite, ce qui l'irrite au point de refuser l'opacité aux « théoriciens qui ne lui semblent que des ombres », c'est que les théoriciens se prétendent logiques. En quoi ils ont doublement tort : d'abord parce qu'ils n'entendent pas sainement la logique, c'est-à-dire comme M. P.; puis parce que la logique en elle-même est à rejeter, surtout quand on est anarchiste.

La logique est mauvaise parce qu'elle s'oppose à l'action de l'anarchiste, du « vrai anarchiste » : « Chaque fois qu'une voix s'élève en faveur d'agir... toujours la même réponse, proclamant l'impossibilité pour *les vrais anarchistes* de se mêler à l'affaire sous peine de devenir *illogiques* (?). » Il reproche de ne « jamais essayer d'expliquer aux bourgeois nos idées logiques (?), en les lui démontrant par nos actes ». Agissons, agissons ! — mais comment? — En général, partout et toujours, parce que nous sommes anarchistes, mais aussi en tant que nous ne le sommes pas! « Vous me dites qu'il existe, dit M P., des questions « étrangères à l'anarchie ». Je vous réponds que rien concernant les hommes ne peut m'être étranger, que je n'en suis pas moins un être humain parce que je m'appelle anarchiste. »

C'est là un point de vue pratique qui peut mener M. P. très loin. M. P. est peut-être Français, M. P. est peut-être de race juive, M. P. a peut-être le nez camus. La soif ardente qu'a M. P. d'agir le poussera-t-elle à agir dans toutes ces directions? M. P., qui est un être humain et un anarchiste, est comme beaucoup d'êtres humains et d'anarchistes comme moi, comme vous, un animal? M. P. va-t-il se croire obligé d'agir comme animal quand « la question concernera des êtres qui sont liés aussi par l'animalité » ? Une telle question le « regardera-t-elle avec une triple force » ? Nous ne pouvons répondre à cette question. L'article de M. P., toujours un peu confus, nous laisse dans une fâcheuse indétermination.

Notre indécision n'est pas dissipée par les autres raisons que M. P. apporte. Bien plus, elle en est bien plutôt accrue. M. P., qui nous surprend, pose, en effet, comme maxime générale de conduite pour l'anarchiste *la vie logique*. Voilà quelle doit être la base de sa morale et le principe de sa propagande. La vie illogique, voilà ce qu'il redoute, voilà ce dont il a horreur :

« Le vrai illogisme — bien à craindre — est la vie en contradiction de la pensée, la vie conforme aux conventions condamnées par les paroles, les actes modelés sur l'exemple de ceux que nous ne respectons pas. La *vie illogique*, voilà ce que nous devons tenir en horreur. »

Et plus loin :

« Que les anarchistes soient logiques en appliquant l'idée à toutes les circonstances de la vie, en envisageant chaque jour et tous les jours chaque détail de leur existence en anarchistes ; alors une propagande se fera fructueuse, irrésistible, universelle, reconnaissant que les paroles valent aussi peu qu'elles nous coûtent. »

Il est impossible que M. P. n'ait pas oublié ce qu'il écrivait seulement quelques lignes plus haut : « Pour vivre d'une manière *conséquente* avec sa propre initiative, c'est mieux de ne pas trop considérer la *logique*. » « Vivent ceux qui ne raisonnent pas », et encore : « Le vrai anarchiste n'est pas l'esclave d'une théorie, entravé par les mots comme un enfant habillé en robe de fête qui ne se remue pas de peur de l'abîmer. »

Non, Monsieur P., non, vous n'êtes pas entravé par les mots, non, vous n'êtes pas comme un enfant habillé en robe de fête, non, vous n'avez pas peur d'abîmer même autre chose qu'une théorie; mais vous êtes bien près de toucher à l'absurde.

« Il y a peu de temps que M. P. a eu l'occasion de fréquenter les anarchistes. » Cela se voit de reste. Nous pensons aussi et aussi fermement que lui qu'il faut « que les anarchistes soient logiques en appliquant l'idée à toutes les circonstances de la vie, en envisageant chaque jour et tous les jours chaque détail de leur existence en anarchistes, qu'alors une propagande sera fructueuse. » Mais nous n'oublions pas qu'avant d'être anarchistes, nous sommes aussi et fermement communistes, et que, comme anarchistes et comme communistes, nous sommes des révolutionnaires. Aussi ne pouvons-nous nous résoudre à pratiquer l'action pure, l'action en général, l'action pour l'action. Nous ne pouvons nous résoudre à ne pas examiner les idées et les sentiments qui nous font agir, nous ne pouvons pas agir sans avoir examiné autant qu'il nous était possible si nos mobiles et si nos motifs coïncidaient bien avec nos idées et nos sentiments communistes et anarchistes. C'est pour nous le seul moyen de ne pas faire d'acte contraire à la propagande et à la révolution. Nous croirions nous diminuer, nous, nos idées, nos sentiments ou nos actions.

L'ordre du jour tant incriminé n'avait d'autre but que de permettre à un groupe de se séparer d'une agitation en tête de laquelle se trouvaient des antisémites, des royalistes, des républicains, des anticléricaux. Nous continuons à croire que, quel que soit le désir d'agir qu'on pût avoir, il était meilleur à tous les points de vue de laisser les gens agiter et agir, puisqu'ils n'avaient avec nous aucun but commun.

Nous sommes d'ailleurs prêts, si la possibilité nous en est fournie, à examiner tout au long l'action et la propagande comme nous les comprenons, et à montrer que les occasions d'action et de propagande ne manquent pas, même à des communistes anarchistes logiques et à des révolutionnaires qui raisonnent autrement que M. P.

Kroujok.

PRÉLUDES

Dans tous les pays, l'idée de la grève générale fait des progrès, et peu à peu les travailleurs s'y préparent par des escarmouches qui, si elles ne leur réussissent pas toujours, ont du moins l'avantage d'accroître leur expérience et de resserrer entre eux les liens d'une solidarité qui les assurera de la victoire.

Après les deux essais qui se sont produits récemment, l'un en Suisse, couronné de succès,

l'autre en Angleterre, non encore définitivement résolu, voici qu'il se prépare à Hambourg une nouvelle grève générale des ouvriers des ports, parce que les patrons veulent obliger leurs ouvriers à ne pas faire partie des syndicats. Tous les ouvriers se sont déclarés solidaires.

De plus, en Belgique, un important mouvement gréviste analogue à celui de Hambourg se constate à Anvers. Les ouvriers du bassin réclament une augmentation de salaires. La grève s'étendrait, pense-t-on, aux ports anglais, car les « dockers » de Londres et de Liverpool ont déclaré être d'accord avec leurs camarades d'Anvers.

Ce qui distingue la plupart des grèves actuelles, c'est leur caractère international, signe certain d'un acheminement vers l'idée de la grève générale. A la dernière grève de Hambourg, on a vu les ouvriers de divers ports de Belgique et d'Angleterre se solidariser avec leurs camarades allemands en refusant d'opérer le déchargement des navires qui, après avoir abordé à Hambourg, venaient tenter de déposer leur cargaison dans un autre port européen.

Il y a là une entente entre les ouvriers des ports anglais, belges et allemands qui est significative. Les travailleurs forgent l'arme invincible qui pourra les affranchir du joug capitaliste, s'ils savent s'en servir. Car, au jour où ils l'auront enfin en main, cette arme libératrice, ce ne sera point pour de simples augmentations de salaires qu'il leur faudra en user, mais pour l'abolition du salariat lui-même.

En effet, tant que le travailleur, par le fait qu'il sera salarié, demeurera sous la domination d'un patron, il restera exposé à tous les aléas de sa situation de salarié, chômage, misère, etc. Il ne s'affranchira réellement qu'en cessant d'être salarié, en devenant son maître.

Ce but, il ne l'atteindra que quand les moyens de production cesseront d'être détenus par quelques-uns qui en retirent tout le profit, pour être mis à la disposition de quiconque désire les utiliser.

Le jour où la grève générale s'engagera avec, pour but, l'abolition du droit de propriété, la société capitaliste sera bien malade; car, en présence de ce refus général des salariés de se laisser plus longtemps spolier de la moindre part du produit de leur travail, que fera le capital? Ce sera sa mort, car il a besoin, lui, pour vivre, du travail, tandis que ce dernier peut parfaitement, en une société rationnellement organisée, se passer du premier pour assurer à tous l'aisance et l'indépendance matérielle.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Guignol. — Est-ce que vous ne vous sentez pas profondément, intensément émus par les « scènes déchirantes », les « séparations navrantes » qui accompagnent les arrestations de nos honorables chéquards, et qui arrachent à la presse de toute couleur des pleurs d'attendrissement? Moi, je l'avoue à ma honte, j'ai beau me battre les flancs, m'admonester avec virulence sur mon manque de sensibilité, pas une larme, même de crocodile, ne daigne humecter ma paupière aride.

Beaucoup — et cela me rassure — sont comme moi. C'est que, malgré nous, le souvenir d'autres arrestations plus poignantes, plus brutales, d'une issue plus incertaine et d'une perspective autrement sombre, nous vient obstinément à l'esprit. Nous nous souvenons de la misère semée à plaisir, il y a trois ans, dans des centaines de familles, de la chasse féroce encouragée, applaudie par les larmoyeurs d'aujourd'hui. Nous nous rappelons quelle arrière-pensée poignait alors quiconque sortait de chez lui entre quatre roussins, celle d'un adieu définitif aux siens, de la misère noire pour ceux-ci, du bagne, de la relégation pour soi, et quelquefois de l'échafaud. Séparations, certes, plus terribles, déchirements infiniment plus cruels que ces scènes mélodramatisées par la presse, ces évanouissements de petites-maîtresses et ces emprisonnements à l'eau de rose.

Cependant, plus généreux que les implacables ennemis qui battaient des mains aux sanglants holocaustes de 1894, c'est pour la suppression définitive de toute affliction pareille que nous luttons, nous que l'on s'obstine à représenter comme des buveurs de sang, des bêtes féroces, ne rêvant que plaies et bosses, amateurs de violence pour la violence! Nous voulons que personne ne se considère plus en droit d'arracher qui que ce soit à ceux qu'il aime, de semer la douleur, le deuil ou la misère sur de pauvres êtres innocents; nous voulons l'abolition à tout jamais de cette violence organisée qu'obstinément on nomme l'ordre et qui n'engendre que douleur, colère et révolte. Voilà ce que nous voulons, nous les violents. Sans doute, notre but est assez fait pour porter ombrage aux pleureurs à tant la larme. Mais peu nous chaut!

*
* *

Participation aux pertes. — Des malins disent : Les ouvriers réclament la participation aux bénéfices, mais... et la participation aux pertes?

En effet, il n'en est pas question, de la participation aux pertes. Il serait temps cependant que les patrons y participassent. Jusqu'à présent, les ouvriers ont fait mieux que d'y participer. Ils ont été les seuls, sauf rares exceptions, à supporter les pertes. Ils pourraient aussi réclamer la *participation*, et participation implique *part* et non totalité. Or, quand une industrie ne rapporte plus les dividendes espérés, que fait-on? On diminue le personnel, on renvoie des ouvriers; d'où chômage d'une part et équilibre d'autre part, dans le coffre-fort du patron. Ne serait-il pas juste, en attendant mieux, que les patrons participassent au chômage, c'est-à-dire aux pertes sèches, que sont seuls à supporter les ouvriers? J'en appelle aux équitables malins plus haut cités.

Les mineurs de la Grand'Combe expérimentent en ce moment l'iniquité de cet état de choses. Une crise sévit sur les charbonnages du Gard, c'est-à-dire que les patrons des mines vendent moins de charbon qu'il n'en est extrait. Aussi la Compagnie des mines de la Grand'Combe a-t-elle estimé que, pour le moment, elle a 1.000 ouvriers de trop. Le renvoi de 500 d'entre eux est prononcé. Donc, 500 hommes vont se trouver dans la misère parce qu'il ne faut pas, par suite d'une diminution de recettes, réduire les dividendes des actionnaires. Telles sont les conséquences de l'organisation sociale actuelle.

Comme la Compagnie pressent que les ouvriers congédiés pourraient bien trouver ces conséquences quelque peu iniques et protester contre elle, de « nombreuses brigades de gendarmerie » ont été dirigées sur le centre minier de la Grand'Combe — en prévision. On est homme de précaution ou on ne l'est pas.

Les représentants du Gard saisissent aux cheveux l'occasion de faire la mouche du coche et de faire de « pressantes démarches » auprès des pouvoirs publics afin d'éviter le renvoi de tant d'ouvriers. Que vont bien pouvoir faire les pouvoirs publics en cette affaire? Vont-ils acheter le stock de charbon des mines du Gard? Leur éloquence ira-t-elle jusqu'à inspirer aux patrons de ces mines des sentiments de générosité tels qu'ils consentiront à faire travailler sans profit tous les ouvriers qu'ils voulaient renvoyer? L'issue en est douteuse.

Mais voilà bien l'illogisme de notre organisation sociale qui veut que l'accumulation de produits en magasin se répercute en famine chez ceux qui ont créé ces produits!

Quel remède efficace peut-on proposer, autre que la révolution qui rendra à tous la libre jouissance de tous les biens de la terre et de l'industrie?

*
* *

La Grande Famille :

> Celui qui me tuera
> Sera mon camarade,
> Il me bandera les yeux
> Avec un mouchoir bleu
> Et me fera mourir
> Sans me faire souffrir.
>
> (*Vieil air.*)

A Lille, le nommé Alfred Morel, qui depuis le 25 mars dernier avait déserté le 12e d'artillerie à Vincennes, où il était incorporé, a tenté de se suicider chez sa mère, cabaretière rue d'Esquermes, en se tirant une balle qui l'a atteint au côté gauche de la figure. Il a déclaré qu'il avait été poussé à cet acte de désespoir à la suite des mauvais traitements et des vexations que lui faisait subir son sous-officier.

En quittant Vincennes, il s'était rendu en Belgique d'où il avait écrit à son capitaine qu'il allait rejoindre son corps.

Ce jeune homme a été transporté à l'hôpital militaire.

*
* *

A Versailles, on a découvert dans la pièce d'eau des Suisses le cadavre d'un soldat du 22e d'artillerie, nommé Fernand Rumilly, âgé de dix-neuf ans. On se trouve en présence d'un suicide dont on ne connaît pas le motif.

*
* *

Un nommé Desouet, âgé de trente-cinq ans, était conduit entre deux gendarmes, vers les premiers jours de février, à la prison du Cherche-Midi, pour avoir laissé passer l'époque d'accomplissement d'une période de vingt-huit jours.

En arrivant à la prison, Desouet tombe malade. Il était atteint d'une bronchite chronique, qui s'était aggravée à la suite du froid et des émotions qu'il eut à subir lors de son incarcération. Terrassé par la maladie, le malheureux se présenta à la visite du médecin-major de la prison qui lui infligea plusieurs jours de cellule.

Il en sortit moribond et, le 14 février, on se décidait enfin à l'envoyer à l'hôpital du Val-de-Grâce. Il était trop tard. Le lendemain, il expirait.

*
* *

Le soldat Faucher, du 78e de ligne, en garnison à Guéret, a été condamné à mort par le conseil de guerre du 12e corps, siégeant à Limoges, pour outrages, rébellion et voies de fait envers ses supérieurs.

*
* *

Le conseil de guerre d'Oran a condamné à mort le soldat Necton, originaire de Paris, du 2e étranger, pour avoir frappé son caporal au visage et l'avoir menacé de sa baïonnette.

Dans la même séance, le conseil de guerre a condamné à mort le soldat Lanjevaerde, du 1er étranger, sujet belge, prévenu de voies de fait envers un supérieur à l'occasion du service et de tentative d'incendie.

Étant au peloton de punition, Lanjevaerde avait frappé un sergent d'un coup de poing et, après avoir lancé une gamelle pleine d'eau à un caporal inspectant les locaux disciplinaires, il avait essayé d'incendier la prison militaire.

*
* *

Un soldat du 161e régiment d'infanterie, Maurice Meillot, avait déserté ces jours derniers la caserne de Saint-Mihiel, dans les Vosges. Il s'était réfugié à Paris chez ses parents, qui sont établis blanchisseurs, 32, quai d'Auteuil, où Meillot a été arrêté. On l'a trouvé blotti sous une pile de draps.

*
* *

Pour finir, citons ce capitaine qui a eu la maladresse de faire trop ouvertement ce que beaucoup de ses semblables font en catimini :

Le capitaine Amey, accusé de détournements au préjudice de l'État et de faits de concussion au préjudice de ses inférieurs, a comparu devant le conseil de guerre de Clermont.

Il prenait de l'argent où il en trouvait, et quand il savait qu'un de ses inférieurs en possédait, il n'hésitait pas à l'obliger à donner ce qu'il avait.

Il était accusé, en outre, de s'être fait fabriquer un harnais avec le cuir de l'État.

Le conseil l'a condamné à un an de prison et à la dégradation.

Un an de prison pour lui et la mort pour qui, poussé à bout par les persécutions, esquisse un geste de révolte contre son bourreau galonné. N'est-ce pas qu'elle est belle, la justice militaire?

*
* *

Justice socialiste. — L'autre jour, dans le *Journal*, M. Henry Leyret a adressé une requête aux ministres en faveur de Girier-Lorion dont nous avons à

plusieurs reprises raconté ici l'histoire. Cet appel est resté sans écho dans la presse. C'eût été en effet trop espérer du ramassis de pieds-plats qui compose en grande partie la presse quotidienne. Cependant on eût pu croire que, par pudeur au moins, sinon par esprit de justice, ceux qui ont causé le martyre de Girier joindraient leur voix à celle de M. Leyret. Ah! ouath! peut-on attendre quelque chose de propre de la part de guesdistes? Justice, générosité, guitares, n'est-ce pas, Monsieur Guesde? Cela ne s'évalue pas en capital et l'on n'en aurait que faire en une société économico-gendarmique, où tout est pesé, étiqueté, ordonné suivant la formule des Trois-Huit. Boutiquiers!

A. Girard.

* * *

Le Congrès des travailleurs des chemins de fer. — La semaine dernière, s'est tenu, à Paris, salle des Sociétés savantes, le huitième congrès corporatif des travailleurs des chemins de fer.

Très intéressant par bien des points, ce congrès où 91 délégués représentant plus de 70.000 travailleurs ont pris part aux différentes discussions.

Dans la seule année dernière, 4.731 adhésions ont été enregistrées; 16 questions étaient à l'ordre du jour; quelques-unes nous intéressant particulièrement, je les retiendrai.

A la première question, relative à l'administration du syndicat ainsi conçue : « Un groupe du syndicat peut-il être autorisé à donner son adhésion à un parti politique quelconque? » le Congrès a décidé « que les groupes du syndicat ne sont plus autorisés à adhérer à un *groupe politique quelconque* ». Cette décision a été prise à l'unanimité.

Deuxième question : Un groupe peut-il se faire représenter dans un congrès et dans quelles conditions?

« Sans vouloir entrer dans la discussion des incidents qui se sont passés au Congrès de Londres, nous devons constater que l'élément politique a tenté d'imposer sa tactique aux groupements syndicaux, au risque de les entraîner dans une *voie dangereuse*, dans laquelle les congrès corporatifs ont toujours refusé de s'engager. Le Congrès décide :

« Le conseil d'administration est autorisé à faire représenter le syndicat dans tous les congrès régionaux, nationaux et internationaux *purement corporatifs*. »

Si, après cela, les politiciens de tout acabit ne sont pas contents!

Le Congrès a ensuite repoussé l'entrée du syndicat à la Bourse du Travail officielle et donné mandat au Conseil du syndicat de prendre l'initiative de la création d'une Bourse du Travail indépendante.

Le Congrès a repoussé une proposition tendant à ce que le syndicat soit en même temps société de secours mutuels.

Quoique la séance du samedi matin ait eu lieu à huis clos, nous pouvons assurer que d'importantes décisions concernant l'attitude des ouvriers de chemins de fer en cas de grève ont été prises.

Après quelques décisions d'ordre purement corporatif et d'affaires intérieures du syndicat, conseil des prud'hommes, durée du travail, minimum de salaires, caisse des retraites, etc., etc., les congressistes se sont séparés dimanche soir, après une réunion publique intéressante.

Comme on a pu le voir par ce trop court compte rendu, et malgré une délégation au ministre des travaux publics, les politiciens de métier ont reçu là, de la part de véritables travailleurs, une sérieuse leçon qu'ils pourront méditer à leur aise.

N'oublions pas aussi qu'alliés aux mineurs, les ouvriers de chemins de fer peuvent décider du succès d'une grève générale et peut-être de la révolution. De plus, cette attitude du mouvement économique vis-à-vis du mouvement politique, depuis la scission qui s'est produite au Congrès de Londres, allant en s'accentuant de plus en plus, n'est pas faite pour déplaire aux communistes-anarchistes.

P. Delesalle.

* * *

Hyères. — Notre ami Sébastien Faure a fait à Hyères une conférence qui a eu beaucoup de succès. La presse bourgeoise locale se démène avec furie et déverse des tombereaux d'injures sur Faure. Signe que celui-ci a frappé juste.

(*Correspondance locale.*)

* * *

Rouen. — Les socialistes avaient organisé une conférence, mais au dernier moment les rédacteurs de la *Petite République* qui devaient venir n'ont pas paru. La réunion a eu lieu cependant. Un conseiller municipal est venu parler pendant deux heures. Puis un patriote a préconisé le respect du drapeau, l'amour de la France. Il a été reçu par des éclats de rire. Le camarade Bordenave est venu montrer ce que vaut le patriotisme des gouvernants qui forment une alliance internationale contre un petit peuple qui veut s'affranchir, et il a préconisé l'alliance des prolétaires de tous pays contre leurs exploiteurs, bourgeois et gouvernants.

(*Correspondance locale.*)

* * *

A la Grand'Combe, il est question, paraît-il, du renvoi de la Compagnie d'un grand nombre d'ouvriers : on parle de 800. 200 ont déjà reçu notification et, le 15 du courant, une seconde fournée, et ainsi de suite. 80 gendarmes sillonnent les rues; un escadron de dragons se tient prêt à Avignon, et la gare de Nîmes a reçu l'ordre de tenir à disposition deux trains de voitures. Le hideux Graffin a promis de terrasser le syndicat et il y arrivera; d'ailleurs ne fait-on pas ce qu'on veut quand on détient le capital? S'il exécute sa menace, c'est 3.000 personnes réduites à la misère. Nous avons dit ici même pourquoi nous aimions les syndicats; mais nous ne voyons pas sa chute d'un mauvais œil : cela prouvera aux naïfs qui ont confiance en la légalité, qu'il n'y a qu'un seul moyen de s'émanciper : la révolution.

Th. L.

Espagne.

2e lettre de A. Noguès.

Château de Montjuich.

Compagnons, salut!

En dehors du lieutenant Portas, je veux vous faire connaître le nom des bourreaux ou individus, — je ne sais comment les qualifier, l'épithète la plus dégradante les honorant encore.

Il y a surtout les trois qui se distinguèrent autrefois avec Codina et autres. Ceux-là sont Mayans, Estorqui et Carral, tous trois mariés et pères de famille. Le premier a un fils qui est aussi inquisiteur. Leurs âges sont respectivement : quarante-huit, trente-huit et trente ans. Pour leurs mérites de bourreaux mis à l'épreuve autrefois, ils jouissent d'une pension de 30 réales par mois. Restent maintenant Carreras, Perrillas, Ruiz et le caporal Botas, également mariés. Mayans, Ruiz, Perrillas et Carral se distinguent avec le fouet et la « mordaza », Carreras avec le feu (celui-ci fait actuellement partie de la nouvelle police judiciaire).

Estorqui tord les parties génitales, et le caporal Botas assomme avec ses poings. Voici l'énumération des qualités de ce groupe qui n'a rien d'humain!

Votre compagnon martyrisé, défiguré, victime de la soif, et des Portas et Cie, vous demande de lui rendre un grand service : ce serait d'écrire à ma famille tout ce que j'ai enduré et tout ce que j'endure. Je souhaite que vous jouissiez de plus de liberté que moi.

Merci et faites vite.

Votre compagnon,

Ant. Noguès.

(1re copie.)

Lettre de Sebastian Sunyé.

Le second dimanche d'août (9), dans la matinée, les bras liés ensemble et les menottes aux mains, ils me fouettèrent cruellement. Les menottes rongeaient toute la chair qu'elles serraient et ce supplice me produisait une sorte d'électrisation et des sensations de brûlures vives à toutes les extrémités de mon corps. A cela s'ajoutaient la faim, la privation de tout repos et la soif. Ces trois éléments de la vie étaient pour moi de contrebande et il m'était difficile d'échapper à la vigilance du garde qui ne cessait de me tourmenter un seul instant. Je ne puis dire le nombre de jours que j'eus à souffrir semblable martyre auquel s'ajoutait encore la marche accélérée, de la fenêtre grillée aux murs du cachot, abîme de 30 à 31 pas, et je ne pouvais m'écarter de la ligne tracée sous peine de recevoir les caresses du fouet.

Je me souviens seulement que je demandai de l'eau et qu'ils m'offrirent de la morue sèche. Je ne puis dire combien de jours je restai dans cet état ni combien de coups de fouet je reçus. Je me rappelle seulement que, regardant le récipient en verre de la lampe, je m'aperçus qu'il contenait une sorte d'eau (1). Toute mon attention dès lors se concentra sur ce point et j'étudiai le moyen de l'atteindre, tâche presque impossible. Mais cependant, profitant d'une seconde d'inattention du garde, je sautai je ne sais comment et l'atteignis. J'éteignis la lumière et bus le contenu du récipient, mais deux gardes pénétrèrent dans le cachot et alors ce qui se passa!!...

Je me rappelle encore que dans ce même cachot ils me lièrent les mains aux épaules et m'appliquèrent un appareil spécial qui me tordait les testicules. Pendant que le garde Martudo s'employait à cette besogne civilisatrice, le descendant de Torquemada, le lieutenant Portas criait : « Duro, duro, con ese bandido, criminal, estupido, pretencioso », etc. (Dur, dur, sur ce bandit criminel, stupide, etc.)

Plus tard, autre volée de coups de fouet et menaces, puis ils me dirent que les bombes avaient été cachées rue de la Deputacion, au coin de la rue de l'Université, enveloppées, etc.

(Suivent quelques détails.)

Sunyé raconte encore d'autres supplices qu'il endura : le garde Carreras, un jour, après une bastonnade, lui brûla la verge avec son cigare, etc.

Il fut accusé par Noguès qu'il ne connaissait pas et qui dut déclarer tout ce que l'on voulut pour échapper à la torture.

(D'après l'original.)

* * *

Aschéri écrit quelques mots à des compagnons qui lui ont fait passer 1 franc. Il dit qu'il dut obéir à une force supérieure à sa volonté et qu'il se considère comme irresponsable des accusations portées par lui à la suite des tortures qu'il ne put endurer. Il termine en disant :

« Si quelqu'un d'entre vous me garde rancune, qu'il songe à ce que j'ai souffert. »

(D'après l'original.)

* * *

Autre document.

A l'issue du conseil de guerre, un rapport contenant les dernières déclarations des accusés fut lu aux membres du conseil. Mais cet acte rédigé par le juge instructeur, signé seulement par lui et le président du conseil, et qui fut envoyé à Madrid, ne parle pas des martyres. Nous désespérons que la justice complète se fasse jamais.

Vers la fin août ou les premiers jours de septembre, le lieutenant Portas visita Molas et lui dit qu'il n'était pas responsable des tortures appliquées. Pour lui démontrer ce qu'il avançait, il lui cita un rapport datant du mois d'avril de l'an passé et lui conta une histoire de mouchard que, jusqu'à plus amples preuves, nous croyons fausse.

Quand les bourreaux exécutaient les tourments, ils essayaient de se disculper en disant qu'ils n'étaient que de pauvres salariés, que les coupables n'étaient ni eux, ni Portas, mais d'autres plus élevés.

Un jour que Molas était devant le juge, ce dernier fut appelé par téléphone. On l'avertissait que Luis Mas venait d'être arrêté. Comme tous les cachots étaient occupés, Marzo, en présence de Molas, donna l'ordre de vider le « zéro », où Mas fut enfermé immédiatement.

Quand les martyrs étaient confrontés avec quelqu'un, ils donnaient une foule de détails : nom, vêtements, signes personnels du confronté. Un jour, Marzo eut le cynisme de dire à Molas : « Comment se fait-il que les confrontés nient tout ce que vous dites? » Molas répondit : « S'ils avaient été enfermés au « zéro » quelques jours, vous verriez comme eux et moi nous serions tous d'accord. »

Une nuit que Sunyé était martyrisé, il tomba sans connaissance; *la peau de ses testicules venait d'éclater.*

Les bourreaux coururent épouvantés vers Marzo qui leur répondit : « Bah, cela ne sera rien! » Il y eut ensuite une grande animation dans le château. Nous supposons que Sunyé fut porté dans le pavillon n° 6. Nous vîmes les bourreaux passer, portant dans leurs bras un *homme* évanoui et le médecin Paz, du corps de l'artillerie, qui visitait un malade du cachot 23, fut appelé d'urgence. (Ce Paz fut l'un des

(1) Il y a quelques lampes de ce genre dans le château. Elles contiennent une sorte de liquide malpropre et jaunâtre, mélange d'eau, de pétrole et de vieux bouts de mèches.

pires complices des inquisiteurs.) Tout ceci prouve évidemment, et sans que l'ombre d'un doute puisse subsister, que Marzo était officiellement tenu au courant des tortures appliquées.

Avec le général de ce château, D. Pelayo Fontseré, il advint ce qui suit. Ce dernier avait l'habitude de prendre l'air matinal en se promenant sur le bastion où s'ouvrent les fenêtres des cachots. Comme il est interdit aux prisonniers de posséder des allumettes et qu'ils doivent en demander aux geôliers, Molas qui avait... (2 mots illisibles), demanda du feu au bourreau Mayans (père) et celui-ci lui asséna un formidable coup de poing sur la figure. Comme il y avait quelque temps déjà qu'on ne le torturait plus, Molas crut bon d'informer le général de ce fait; mais ce dernier lui répondit grossièrement et dit que pour si peu il ne voulait pas être dérangé.

Dans l'un des écrits de Callis, on se rappelle qu'il parle d'un appareil de torture spécial dont voici la description : c'est un casque de fer ayant à sa partie postérieure une sorte d'arbre ou essieu tournant auquel aboutissent plusieurs pièces qui se tendent à l'aide d'une manivelle. L'une des pièces emprisonne et tire fortement par en haut la lèvre supérieure, la faisant recouvrir le nez et cela jusqu'à ce que la chair des gencives éclate. Une autre pièce prend et tire par en bas la lèvre inférieure. Pour faciliter la respiration, une pièce s'introduit très avant dans la bouche. L'appareil repose sur les épaules et deux autres pièces pressent horriblement les tempes. Cet appareil, qui produit l'impression d'un écrasement de la tête, fut appliqué à Callis et à Mas. Tous deux furent ainsi barbarement défigurés et c'est pour cette raison que Mas ne fut confronté avec personne durant le mois qui suivit ce martyre. On sait qu'il a perdu la raison.

La description de cet appareil est faite d'après le récit de l'un des martyrs.

Noguès dit qu'avec le feu ils lui brûlèrent une fesse et qu'ils se plurent à former ainsi la lettre N, qu'il conserve au grand regret du bourreau Carreras qui, d'inquisiteur, s'est transformé en guérisseur et s'est efforcé de le soigner afin d'effacer la trace des fers rouges.

Au « Terco » (dur comme le marbre), c'est le nom que les bourreaux donnent à Sunyé comme pour glorifier le plus courageux de tous, deux bracelets sont restés aux poignets, et ses testicules sont abîmés au point qu'on les croirait ravagés par une maladie vénérienne.

Les martyrisés assurent que les tourments moraux leur firent oublier les tortures physiques, car ils craignent que les accusés ne leur gardent rancune. Ils ne pouvaient communiquer avec aucun d'entre eux et d'atroces remords les harcelaient. Ils ne pouvaient parler qu'aux bourreaux auxquels ils feignaient d'avoir pardonné pour leur inspirer confiance et pouvoir parler au conseil de guerre.

Quand les défenseurs vinrent visiter ceux qu'ils devaient assister, on fit aux martyrisés des menaces terribles, et on leur enjoignit de se taire sur tout ce qui s'était passé. C'est pour cette raison qu'au début ils ne dirent rien à leurs défenseurs.

Le jour qui précéda l'ouverture du conseil de guerre, on les menaça encore de mort.

En outre de ce que l'on sait du conseil, il s'y passa ce qui suit : Molas énergiquement commençait à décrire les tortures, lorsque l' « auditor » se pencha et dit quelques mots à l'oreille du président. Celui-ci fit taire l'accusé. Alors, le capitaine d'artillerie siégeant à la droite du président se leva et fit observer à ce dernier que l'on devait laisser la parole à l'accusé. Molas continua. Il accusa les gardes civiles, et Portas et Marzo; le président, lieutenant-colonel D. Eduardo Fernandez, lui intima une fois de plus l'ordre de se taire, ce à quoi Molas répliqua vertement et poursuivit son récit, mais on le fit sortir immédiatement. Ensuite vint Noguès, qui, lui aussi, fit le récit des martyres. Le président, sur la demande de l' « auditor », tenta de le faire taire, mais le capitaine d'artillerie déjà cité, D. Mariano Fina (ce nom mérite d'être retenu), lut un article du code militaire reconnaissant aux accusés le droit de dire tout ce qu'ils veulent pour leur défense. Noguès continua, et ses déclarations, forcément, motivèrent une enquête. Peu après furent introduits Mas et Sunyé, qui firent aussi le récit des tortures qu'ils avaient endurées.

Lors de la dernière session du conseil de guerre, le défenseur d'Alsina (capitaine d'artillerie de montagne D. Vicente Rodriguez Carril, qui est parent ou ami intime de Portas ou de Marzo) se promenait dans l'étroit corridor des cachots où se trouvaient les six malheureux torturés. Noguès l'appela. Ils parlèrent du procès et Noguès lui fit la description détaillée des tortures, en lui disant que son intention était de les révéler au conseil. Le répugnant personnage qu'est ce défenseur n'en demandait pas davantage.

Quelques heures après, Portas vint et dit à Noguès : « Tu vois, je sais tout ce que tu as dit ce matin. Garde-toi de parler au conseil, si tu tiens à la vie. Si tu parles, je te tue. Au contraire, si tu ne dis rien, je te promets de faire tout mon possible pour que tu sois remis en liberté. » Portas ensuite alla voir Molas et lui parla de la sorte : « Je sais que tu veux parler. — Je ne sais pas encore ce que je ferai, dit Molas. — Songes-y bien, parce que tu pourrais t'en repentir. — Bien. » — Et pour chacun des autres martyrs, cette scène se renouvela.

Lorsque le conseil de guerre fut terminé, Portas monta au cachot de Molas et lui dit : « Qu'as-tu obtenu avec tes déclarations? Qu'as-tu de plus maintenant qu'auparavant? Tu as vu qu'ils t'ont fait taire, car ce n'est pas moi qui ai ordonné les tortures. » Portas parlait avec une hypocrite humilité et se montrait repentant. Il rendit aussi visite aux autres et alla jusqu'à implorer le pardon d'Ascheri. « Ce que vous avez fait ne se pardonne pas, lui répondit Molas. — C'est que je souffre beaucoup et que j'ai besoin du pardon pour vivre, larmoya le bourreau. — Si vous ne pouvez vivre, tuez-vous! »

Tous les bourreaux s'excusèrent de la part qu'ils prirent dans les tortures et l'on sait que le capitaine de l'escadron auquel appartient Estorqui jeta à la face de ce dernier l'infamie qu'il avait commise. Les autres sont objets de mépris de la part de leurs compagnons.

Le 15 décembre, dans la soirée, le médecin du bataillon de Figueras visita les martyrs. Ceux-ci lui montrèrent les marques des tortures et lui narrèrent en détail tout ce qu'ils avaient enduré. Le médecin très loyalement écrivit un rapport qu'il lut aux torturés et ceux-ci le trouvèrent conforme à ce qu'ils avaient déclaré.

Peu après les bourreaux invitèrent les accusés à complimenter (!!) Portas et Marzo à l'occasion de Noël et du nouvel an, ce à quoi ils se refusèrent.

Le 7 janvier, Portas réprimanda fortement les geôliers parce qu'ils avaient laissé sortir la liste des inquisiteurs, publiée depuis par *El País*.

Il est bon de faire remarquer que ces hommes nous promirent une foule de bonnes choses si nous voulions consentir à féliciter Portas et Marzo, mais nul n'accepta et chacun de nous répondit : « A la bonne chère nous préférons la gamelle de la prison et nous ne commettrons pas semblable bassesse. »

Vers fin janvier ou dans les premiers jours de février, quatre ou cinq prêtres de l'établissement jésuite de la rue de Caspe vinrent au château « pour convertir les martyrs ». Il faut excuser Mas, pauvre fou dont ils obtinrent tout ce qu'ils voulurent. Ascheri céda, et, comme le précédent, manifesta le désir de se marier avec sa compagne.

Avec Molas, ils comprirent vite qu'ils faisaient fausse route et une seule visite leur suffit pour leur enlever l'envie de recommencer. Ils ont également renoncé à convaincre Callis. Le plus énergique fut Sunyé. Un jésuite entra et lui parla avec douceur et humilité. Sunyé, sans dire mot, retira son pantalon, montrant au jésuite stupéfait ses testicules meurtris par la torture, puis il haussa les épaules avec un souverain mépris. Le catéchiste se retira tout honteux et n'osa se représenter devant la malheureuse victime. Sunyé est un homme de caractère, peu communicatif, mais actif au suprême degré.

Molas est enfermé dans le « zéro »; il ne retournera plus dans le cachot qu'il occupait auparavant. Depuis le 7 janvier, on surveille étroitement les martyrs, et tous les deux jours on les change de cachot en leur faisant passer la visite. Il leur est défendu d'écrire, de chanter, etc., en un mot, on leur a enlevé toutes les petites libertés dont ils jouissaient auparavant; l'une d'elles consistait à s'entretenir à voix haute de cachot à cachot.

Il y a trois semaines, Molas vit passer le général sur le bastion où s'ouvrent les fenêtres des cellules. Il se plaignit des exigences du chapelain. Le général s'emporta, lui reprochant son incrédulité et, pour le punir, le condamna au « zéro » à perpétuité, où le caporal des gardes, Cirilo Ruiz, l'enferma immédiatement.

On sait en dernier lieu que les six malheureux continuent à être privés de toute communication. Ils ne peuvent parler entre eux. Lorsqu'ils veulent écrire, ils doivent le faire devant les inquisiteurs. Toutefois, à l'heure actuelle, ils ne sont ni battus, ni martyrisés : on se contente de les menacer.

Aujourd'hui, 10 mars, on a retiré au général le commandement du château. Ce changement fut si rapide que l'on ignorait qui désormais serait le chef. On assurait que le général, complice des tortures exécutées, n'abandonnerait pas le château avant le dénouement de cette tragédie, et que les prisonniers sortiraient avant lui. On voit qu'il n'en fut pas ainsi. Au grand étonnement de tous, c'est le brigadier Fernandez qui a pris le commandement; on ne sait ce que ce changement signifie.

Une fois de plus, il faut le répéter, tout ce procès est une comédie. Ce n'est pas Ascheri qui a lancé la bombe, et rien n'est exact de ce qui est relaté dans l'instruction sommaire.

Il faut alors que tous les hommes de bonne volonté, que tous les amants de la justice reproduisent ces faits. Il faut que les périodiques et quotidiens d'Espagne et de l'étranger les publient pour que l'on s'occupe de ce répugnant et honteux procès, que l'on demande la lumière. Il faut que le monde entier connaisse cette comédie sanglante, œuvre de la réaction espagnole dont sont victimes tant et tant d'honnêtes travailleurs.

De la sorte, en même temps que cette obscure hypocrisie s'éclaircira, ce fait restera consigné dans l'histoire comme une leçon dont profiteront les générations futures.

Château de Montjuich, 10 mars 1897.

Russie.

Une grève a éclaté à Serpoukhof (gouvernement de Moscou), dans la fabrique de Konschin, qui occupe 300 ouvriers.

Les grévistes demandaient le renvoi de plusieurs contremaîtres qui exigeaient d'eux des cadeaux en argent, l'augmentation du salaire; ils protestaient contre le désordre qui règne dans le magasin où ils prennent la marchandise.

Un inspecteur des fabriques est arrivé sur les lieux; une délégation de six grévistes lui a été envoyée.

L'inspecteur a pris connaissance des *desiderata* de la délégation, mais aussitôt que la dernière s'en est allée, il a averti la police qui a arrêté immédiatement les six délégués.

Lorsque la nouvelle de l'arrestation de leurs camarades fut connue par les grévistes, ceux-ci se mirent en route pour voir le directeur de la fabrique afin de lui demander de faire mettre en liberté les arrêtés.

Ils n'ont pas pu trouver le directeur, qui s'est caché.

Alors les grévistes se sont dirigés vers toutes les autres fabriques, afin de demander à tous les camarades qui y travaillent de se joindre à eux.

Un patron a promis à ses ouvriers de l'eau-de-vie s'ils chassaient hors de la cour de son usine les grévistes. A la suite de cette promesse, une bagarre a éclaté, à laquelle ont pris part les cosaques venus de Moscou sur la demande de la police.

80 personnes ont été grièvement blessées; 120 ouvriers ont été arrêtés et envoyés en prison à Moscou.

(*Le Peuple* de Bruxelles.)

République Argentine.

Buenos-Ayres. — *Augmentation de salaires sans grève.* — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* se souviennent encore des procédés misérables de la police lors de la grève des ouvriers des ateliers de chemins de fer, procédés infâmes qui ont été jusqu'à simuler à l'aide de la dynamite des attentats pour justifier l'arrestation et la persécution des grévistes. Ces malheureux, qui suent sang et eau dans les bagnes capitalistes sous un climat malsain, ont vu par l'échec de la grève s'augmenter leurs misères et la perspective actuelle n'est pas faite pour les soulager. Aussi reconnaissent-ils et approuvent-ils la légitimité de nos revendications; les plus simples d'entre eux conviennent que travailler pour transformer les *millionnaires* en *milliardaires* s'accorde peu avec la dignité d'un homme conscient et qu'il serait préférable de prodiguer nos forces pour le bien-être des sujets de l'espèce porcine, qui certainement ne recourraient pas à l'argumentation par le mauser et le remington (*symboles de la fraternité bourgeoise*), le jour où les forces physiques du travailleur exigent un certain repos. Un fait typique concernant les législateurs démontre que les bacheliers ès Panama, les chevaliers de guillotine ont trouvé des imitateurs qui peuvent rivaliser en rapacité. La solde mensuelle des députés était jusqu'ici de 500 piastres; mais, comme ces *honorables* ont bouclé le budget en augmentant les impôts, ils ont

trouvé logique et patriotique de se voter 250 piastres d'augmentation de solde, ce qui élève à 750 piastres le salaire mensuel de chacun de ces vampires.

La moyenne du salaire journalier des artisans oscille entre 2 et 4 piastres, l'augmentation des impôts amènera certainement un déficit dans le budget de leurs ménages : il faut donc s'attendre à voir se renouveler les grèves et les remingtons et la dynamite de la police rétablir l'équilibre.

(*Correspondance locale.*)

Italie.

Foggia. — On nous accuse de ne rien faire en faveur de l'idée lors des élections : déjà quelqu'un a émis l'avis que, pour cette raison, nous sommes destinés à disparaître, si nous ne nous décidons à accepter le bulletin de vote comme moyen d'envoyer les collectivistes au Parlement, ainsi que nous l'acceptons comme moyen de protestation en portant pour candidat à Rome le camarade Galleani, qui est au *domicilio coatto*. Mais, cette fois-ci, nous voulons faire voir qu'en temps d'élections nous ne regarderons pas indifféremment l'ouvrage des politicards et des grands électeurs. Quand cette lettre sera publiée, nous aurons fait déjà tout ce que nous pourrons pour tirer tout le parti possible des élections politiques.

Nous avons commencé par des réunions, par des manifestes grands et petits, et nous continuerons ainsi.

Dans les réunions, dans les conférences populaires, sans académie ni doctrinarisme, voici ce que nous disons :

Nous démontrons au peuple l'inanité de la lutte électorale et le danger qui en résulte pour lui, et par là la nécessité de l'abstention — une abstention qui soit non pas la mort de nos idées — comme dit quelqu'un — mais qui soit la *vie*, la vie la plus saine et la plus vigoureuse des principes profondément enracinés dans notre cerveau, une abstention qui soit l'annonce du réveil du prolétariat. Nous disons qu'en acceptant la lutte électorale et le parlementarisme, le peuple non seulement perd son orientation, mais qu'il éloigne son but final, parce que, si aujourd'hui nous votons pour les collectivistes, demain nous devrons voter pour les anarchistes, en nous adaptant et en nous accoutumant peu à peu à cet état de choses. Nous disons que si nous n'avons pas besoin des gouvernants et des gouvernements, nous n'avons pas même besoin des députés *agitateurs*, qui, demain, de par le système — quoi qu'on dise — deviendront législateurs, voire même ministres, d'autant plus qu'à la Chambre il n'y a rien à *agiter*, et si on agitait sérieusement, la force du gouvernement serait là pour mettre le holà, et que ni les collectivistes, ni nous, nous ne conquerrions jamais une quantité de sièges suffisante pour nous faire bien entendre : et, enfin, que c'est précisément parce que nous ne voulons dire : *Notre député en parlera à la Chambre*, que nous nions l'efficacité du parlementarisme. A la Chambre, il est inutile de combattre le gouvernement, car ce serait perdre son temps en ce milieu bourgeois qui nous rirait au nez : presque toujours on nous ôterait la parole.

Nous dire que nous faisons des compromis tous les jours avec *nos* patrons et les autorités et que, par conséquent, nous en pourrions faire un avec les collectivistes, c'est s'appuyer sur des raisons spécieuses. Si nous acceptons le dérisoire salaire de nos patrons, c'est pour ne pas mourir complètement de faim ; si, avant de livrer un journal au public, nous faisons une déclaration au procureur du roi, c'est parce que cela nous est imposé par la force et non pas par notre libre volonté ; si nous appelons un avocat pour nous défendre au tribunal, c'est surtout pour faire de la propagande : d'autre part, dans les cas présents, nous y trouvons un avantage personnel : ce que nous n'aurions pas en envoyant les collectivistes au Parlement. Quant à un compromis avec les collectivistes après avoir fait la révolution, ce serait à voir.

Nous ne saurions pas pourquoi, pour obtenir le concours des paysans dans une révolution sociale, nous devrions persuader ceux-ci à voter pour les collectivistes. Quiconque nous donne ces conseils veut faire certainement de la propagande collectiviste, et non pas de la propagande anarchiste. La révolution sociale n'a rien à faire avec les élections, et si les paysans négligent celles-ci de leur propre gré, nous devons réveiller en eux toute autre idée de droit que celle du droit de vote. Il vaudrait mieux nous conseiller de faire, dans les campagnes, une infatigable propagande des idées franchement révolutionnaires.

On nous dit que si le gouvernement supprimait le peu de liberté, la lutte pour le constitutionnalisme absorberait la lutte pour le socialisme : nous pensons simplement que ces luttes se fondront, de telle sorte qu'après les révoltes partielles, la cause du socialisme y gagnerait, car on ne se contenterait plus de la constitution qui nous aurait trahis, mais on chercherait mieux.

Nous savons bien que, malgré notre propagande abstentionniste, les élections se feront, mais si, pour le moment, on ne parle pas de nous, on en parlera ensuite, quand on nous aura mieux connus. C'est précisément parce que les idées valent par l'action qu'elles exercent sur le sort des hommes qu'il faut les exprimer sans cesse et à haute voix : une idée dont la valeur est seulement intrinsèque n'est rien, nous le savons ; mais qui vous assure que l'idée abstentionniste soit une valeur seulement intrinsèque ? Ce n'est pas nous qui prétendons posséder toute la vérité, car ce n'est pas nous qui refusons de discuter avec les collectivistes !

Il ne faut pas exagérer, ni croire que le gouvernement connaît notre nombre : il y a bien des camarades — et ils sont le plus grand nombre — qui ne sont ni comptés ni surveillés. Les comptés et les surveillés sont ceux qui sont obligés de s'exposer le plus, mais les autres, la majorité, je le répète, sont inconnus du gouvernement. Il ne faut donc croire que ces persécutions empêcheront beaucoup de personnes d'être disposées à devenir anarchistes. D'autre part, si nous allons au Parlement, les persécutions cesseraient-elles ?

De quelque côté donc qu'on se tourne, on ne voit nul avantage pour nous à envoyer les collectivistes au Parlement. Non pas parce que nous sommes des doctrinaires, mais parce que nous n'aurions que du mal à en tirer et non du bien, ainsi que nous l'avons brièvement démontré. Certes, il ne faut pas assister inertes au mouvement électoral : c'est pourquoi nous profitons de cette occasion pour nous agiter et agiter les masses par tous les moyens que les circonstances exceptionnelles nous offrent.

Ce sont ces choses et d'autres que nous disons et que nous dirons dans nos réunions : sur nos manifestes et sur nos journaux, nous ferons de même. Le jour des élections, nous nous trouverons devant les portes des sections électorales pour distribuer les bulletins de vote... abstentionnistes. C'est là notre devoir.

⁂

A Pise, le gérant de l'*Ideale* a été condamné, pour délit de presse, à trois mois de réclusion et à 62 francs d'amende. La défense de Pierre Gori fut une efficace conférence. Ce journal pourtant a dû *interrompre* sa publication.

A Florence, on a arrêté l'actif camarade Alexandre Scopetani, *ex-coatto*, pour contravention à la surveillance spéciale. Les camarades de cette ville ont publié *L'Idea non muore*, numéro unique, à l'occasion du crime judiciaire de Barcelone.

A Macerata, les camarades ont fait paraître le numéro unique *Primo Marzo*, en commémoration des faits du 1ᵉʳ mars 1896 à Tremiti.

A Ancône, vient de paraître *L'Agitazione*, des anarchistes organisés.

A Mantoue, paraîtra *La Favilla*.

Roberto d'Angiò.

Suisse

Genève. — Il y a six mois, en démolissant de vieux immeubles de la rue des Corps-Saints, les ouvriers, dont plusieurs furent dangereusement blessés en travaillant, trouvèrent un grand nombre de monnaies anciennes.

Avisés, les gendarmes vinrent se faire remettre les pièces trouvées par les ouvriers, et, à leur tour, les brigadiers arrivèrent, firent retourner les poches de leurs hommes, pour s'emparer du contenu.

Une seule vente produisit 260 francs ; une partie des pièces, deux cents, furent remises au commandant des gendarmes, qui en vendit 172 à un seul numismate.

La Caisse d'épargne, propriétaire des immeubles en démolition, ayant eu vent de l'affaire, déposa une plainte, mais le lieutenant-colonel — c'est le grade dont la livrée du commandant exhibe les insignes — est un vénérable frère maçon, au mieux avec les politiciens. Un avocat, M. Hudry, fit retirer la plainte.

Pas un des principaux journaux n'a soufflé mot de l'affaire.

Un simulacre d'enquête de police liquidée, l'argent empoché par le commandant fut versé dans la masse des gendarmes ; et ainsi au mépris du code, le public et les ouvriers sont spoliés, car, selon la loi, la moitié de la trouvaille appartient au possesseur de l'immeuble et l'autre moitié aux ouvriers.

Un ancien commandant de gendarmerie était en même temps négociant en vins, ce commandant empruntait de l'argent à ses gendarmes et oubliait de le leur rendre. Faire « le coup des pièces de monnaie », c'est peut-être plus... original ?

Récemment, dans le canton de Vaud, des ouvriers trouvèrent, grâce à leur travail, quelques vieilles monnaies, et se crurent en droit de garder leur trouvaille. Eh bien ! les malheureux furent mis en prison.

Dépouiller les ouvriers de la rue des Corps-Saints était chose facile, ce sont des étrangers, des prolétaires, et à la moindre réclamation ferme de leur part, un simple arrêt d'expulsion délivre de leur présence ceux pour lesquels elle constitue une accusation.

De pauvres employés, au courant de certaines tares concernant des bourgeois de marque, ont été ainsi expulsés sans jugement, sur le simple désir de leur patron.

La lettre de cachet fin de siècle s'octroie on ne peut plus gracieusement.

Le silence se serait complètement fait sur cette affaire, comme il se fait sur beaucoup d'autres pareilles, toutes les fois qu'il y a en cause un personnage riche ou investi de quelque autorité ; mais le colonel-gendarme s'étant aliéné son petit état-major à propos d'un acte de népotisme, il est plus que probable qu'aux mécontents nous devons la révélation tardive de cette façon tout à fait gendarme de

.... garantir la propriété
Du vol et de l'iniquité.

⁂

Sans succès, un candidat socialiste s'est présenté pour le Conseil national.

« ..... Soutenir le nom d'un homme qui depuis « longtemps a donné des preuves de son attachement à la classe ouvrière... »

« ..... par son intelligence, ses capacités, sa parfaite connaissance des questions à l'ordre du jour, saura défendre bien haut non seulement les intérêts de son parti, mais ceux du peuple de « Genève tout entier. »

Ces deux passages sont détachés d'une affiche jaune adjurant les ouvriers d'envoyer M. Signe à Berne.

En fait de « preuve de son attachement, donnée à la classe ouvrière, » par ce régent des écoles primaires élu au Conseil cantonal, la *Tribune* a goguenardement signalé sa proposition d'augmenter le traitement des régents.

L'intérêt bien entendu commence par soi-même, surtout chez les élus.

Si les ouvriers servant de marchepied aux faiseurs avaient une situation économique aussi exempte d'inquiétudes que celle possédée par les régents dans le canton de Genève (et cette heureuse situation est à l'honneur du canton), notamment celle du régent dont la femme est aussi inscrite au budget, certainement ils seraient déniaisés. Leurs bulletins de vote ne seraient plus conquis avec de misérables promesses.

Pour les naïfs, il serait instructif de connaître qui est l'auteur des boniments si désintéressés contenus dans l'affiche jaune, et de savoir qui « personnellement » paie cette réclame.

X...

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Reçu de la direction du *Petit Méridional* :

Montpellier, 2 avril 1897.

Monsieur le Directeur,

Je vous signale l'entrefilet « Alais. — La pauvre grève de Rochebelle, etc. » paru, sous la rubrique « Mouvement Social », dans votre journal *Les Temps Nouveaux* portant la date 27 mars-2 avril 1897.

Je vous prie de vouloir bien inviter votre correspondant à faire la preuve de ses dires, visant le *Petit Méridional*. Si cette preuve n'est pas faite, ou si une rectification n'a pas lieu, j'aurai le regret de

demander aux tribunaux réparation du dommage causé.

Agréez, Monsieur le Directeur, mes salutations.

Le Directeur,
(Illisible.)

Sur la foi de notre correspondant, nous avons inséré l'entrefilet en question, mais n'ayant jamais lu le *Petit Méridional*, nous ne saurions prendre l'accusation pour notre compte. Donc, la bonne foi absolue nous fait insérer la protestation ci-dessus, sans qu'il y ait besoin de nous menacer d'un procès. Reste à notre correspondant à justifier son accusation.

⁂

AVIS AUX CAMARADES DU MONDE. — Des camarades espagnols vont faire une brochure à propos du procès des anarchistes de Barcelone et son inquisition; mais il leur faut toute la presse bourgeoise des divers pays ayant parlé pour et contre les événements de Barcelone.

Les camarades de France et de l'étranger qui voudront bien coopérer à cette œuvre sont priés d'envoyer à notre rédaction tous les numéros de la presse bourgeoise qu'ils pourront se procurer.

Nous nous chargerons de les réexpédier aux camarades de l'Espagne. On recommande l'urgence des envois, et à la presse socialiste du monde de reproduire cet avis.

⁂

L'Ere Nouvelle, groupe d'études sociales, se réunit vendredi 16 avril, à 9 heures, salle Day, 104, avenue d'Italie. Conférence sur le coopératisme et le phalanstère, comme moyens d'action.

⁂

Les Iconoclastes. — Réunions le dimanche à 1 heure, au bord de la Bièvre, porte de Bicêtre.

Le 11 avril, causeries sur l'Universalisme, son but, par Vandale, et par Armand Léo sur l'Interplanétaire.

⁂

Nous avons reçu de M. Bancel 5 exemplaires de son volume : *Le coopératisme devant les écoles sociales*, pour être vendus au profit du journal. Nous les tenons à la disposition des camarades, au prix de 1 fr. 50 chacun; franco, 1 fr. 65.

⁂

L'ami Willaume vient de faire tirer une lithographie qui sera vendue 1 fr. au profit de la propagande, 1 fr. 25 franco.

Cette lithographie, intitulée : *Un repaire de malfaiteurs*, représente le bureau des *Temps Nouveaux*.

⁂

TOURNÉE DE CONFÉRENCES. — Broussouloux, en revenant de Nevers, où il est cette semaine, se propose de passer par Bourges, Orléans, Tours, Angers, Le Mans, Saint-Nazaire, Lorient et Nantes.

Les camarades de ces villes qui jugeraient que des conférences peuvent y être organisées sont priés d'écrire au *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville, Montmartre-Paris.

⁂

BIBLIOTHÈQUE SOCIALE DE MONTMARTRE. — Réunion privée le samedi 8 avril, à 8 h. 1/2, et le jeudi 13 avril, à 8 h. 1/2.

Les lettres d'invitation sont exigées à l'entrée.

Pour être invité, s'adresser aux bureaux du *Père Peinard*; chez M. Brunet, 8, rue de Panama; chez M. Lille, rue Burq.

⁂

Mardi 13 avril, réunion du groupe d'études *La Vraie Justice*, à 9 heures du soir, au café de la Renaissance, 69, rue Blanche. — Organisation d'un banquet par les journaux *la Vraie Justice*, *l'Enclos*, *le Naturien*.

⁂

Groupe des études économiques et sociales, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Jeudi 8 avril, à 9 heures, causerie : Le Mouvement social du mois de février, d'après les documents officiels.

⁂

Bibliothèque sociologique des travailleurs communistes libertaires du XII[e] et de la banlieue de l'Est. — Samedi 10 avril, à 8 h. 1/2 précises, au local indiqué par les lettres.

Les fondateurs du groupe désirant se conformer à l'esprit de propagande qui les a toujours guidés et voulant éviter de faire dévier le but qu'ils s'étaient proposé de poursuivre, savoir : le relèvement des caractères atrophiés et démoralisés par une exploitation raffinée; l'élévation morale et intellectuelle des travailleurs par l'éducation philosophique, sociologique et littéraire; exciter chez l'homme le respect de sa dignité : en un mot, affirmer par une cohésion affinitaire et intelligente le succès d'une propagande active et efficace en développant chez les individus les sentiments révolutionnaires dont ils peuvent être animés,

Ces camarades, afin de rester fidèles au programme qu'ils ont librement tracé, ont décidé de se renfermer et de ne plus écouter les convocations ouvertes.

Les anciens sont invités à ne pas manquer à la réunion.

Ordre du jour : La situation au point de vue révolutionnaire.

⁂

LIMOGES. — Le groupe d'études sociales *La Jeunesse Libertaire* se réunit tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, faubourg de Paris, 131.

A chaque réunion, causerie, chants, poésies libertaires.

Les *Temps Nouveaux*, le *Père Peinard*, le *Libertaire* sont en vente au kiosque Moreau, place Denis-Dussoubs.

⁂

BORDEAUX. — 1[re] réunion de quartier.

Samedi 10 avril, à 8 h. 1/2 du soir, 71, route d'Espagne, réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les anarchistes et ce qu'ils veulent; L'honnêteté et le Panama.

Entrée : 15 centimes.

⁂

MARSEILLE. — *Les Libertaires.* — La soirée de dimanche 28 mars, avec le concours de Faure, a produit la somme nette de 123 francs pour la propagande, dont 50 francs pour les *Temps Nouveaux*, 50 francs pour le *Père Peinard*, le reste servira au timbrage des affiches antireligieuses du *Libertaire*.

Les *Libertaires* organisent pour le samedi 17 avril une grande soirée familiale dans la grande salle de la brasserie Noailles. Entrée rue Thubaneau, 46.

Grand concert suivi de bal.

Causerie par le camarade Calazel. — Sujet traité : Historique des religions.

Le piano sera tenu par un camarade.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Misère de la Philosophie, par Karl Marx, 1 vol., 3 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Joie morte, par Jean Laurenty, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, galeries du Théâtre-Français.

L'Eglise libre, 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

Réponse d'un borgne cocasse à un aveugle classique, par E. de Masquard, 1 broch., 0 fr. 50, chez l'auteur, à Saint-Césaire-lès-Nîmes.

Le Musée Social, statuts, organisation, services pour 1897.

A LIRE

Quelques réponses, Graindorge, *Echo de Paris*, 1[er] avril.

Printemps, Jean Jullien, *Echo de Paris*, 2 avril.

Lessive à la maison, Descaves, *Echo de Paris*, 4 avril.

BOITE AUX ORDURES

« La Chambre, approuvant la politique suivie à Madagascar, adresse à l'armée qui assure la pacification de cette nouvelle terre française ses patriotiques félicitations. »

⁂

« On ne devrait jamais rien faire qui soit de nature à suggérer à la pauvreté de jeter un triste regard sur elle-même. » — W. S. Rainsford, recteur de l'église épiscopale de Saint-Georges, New-York. (*Figaro*, 3 mars 1897, p. 1, col. 3.)

Un bal donné le 10 février 1897, à New-York, a coûté 1.250.000 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

Jean-Ferrero, à Turin. — 100, rue Mazenod.

Au camarade qui nous a envoyé le *Franc Parleur* de la Marne. — Lu les articles, mais ce n'est que du parlementarisme.

Même réponse au camarade qui nous a envoyé la *Dépêche*.

Villefranche. — Inutile. C'est que j'aurai oublié de détruire la fiche.

R., à Nîmes. — Numéros expédiés. Faisons passer votre lettre à l'*Enclos*.

C., à Tarare. — N'ayant pas conservé votre adresse, je n'ai pu vous répondre, mais si les colis sont perdus, nous avons les récépissés à votre disposition.

D. V., Paris. — Merci de vos observations; mais vous comprenez que dans la *Petite correspondance* je ne cherche pas à faire de la littérature, et c'est plus d'une fois qu'il peut arriver d'y insérer des phrases choquant la syntaxe.

F. B., à Loulay. — Oui.

C., au Havre. — Cela aura été un oubli, nous faisons réclamer.

B., à Rouen. — Bien reçu le bouquin, mais pas encore eu le temps de le lire.

P. S., à Chiaravalle. — L'*Humanité Nouvelle*, 34, rue Hallé. — Le *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville. — Le *Libertaire*, 5, rue Briquet.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : L. B., à Genève, 50 fr. — J. G., 3 fr. — L. B., à Rouen, 0 fr. 25. — Romans : D., 3 fr.; Zazé, 0 fr. 25; Pichon, 0 fr. 25; Un iconoclaste, 0 fr. 20. Total : 3 fr. 70. — Genève : J. Perrier, 5 fr.; Fouet, 2 fr.; Louis Manchaud, 2 fr.; Gromieux, 0 fr. 50; G. Walwe, 0 fr. 50; A. Michon, 1 fr. Total : 11 fr. — Marseille, liste Pitot n° 1 : Beau, 1 fr. 50; J. G., 0 fr. 50; Pays, 0 fr. 30; Un anarchiste, 0 fr. 15; Moi, 0 fr. 20; X., 0 fr. 25; Un ami, 0 fr. 20; XXX., 1 fr.; Vauban, 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 25; X., 0 fr. 20; X., 0 fr. 25; A bas les cléricaux, 0 fr. 20; Ratichon, 0 fr. 25; L. C., 1 fr.; M...., 0 fr. 20; Riaine, 1 fr.; Cousin M., 0 fr. 25; Un ami de la vérité, 0 fr. 25; Un bourgeois, 0 fr. 20; Un n'importequoi, 0 fr. 25; M., 0 fr. 20; Diogène, 0 fr. 10; Pot à colle, 0 fr. 10; Laurent, 0 fr. 20; Un vernisseur, 0 fr. 10; Un anarcho, 0 fr. 10; Mearitart Victor, 0 fr. 15; Byveal, 0 fr. 10; Ferdinand, 1 fr.; Marius, 1 fr. 50; Bastide, 0 fr. 50; Un voleur, 0 fr. 50; Brac, 0 fr. 50. Total : 13 fr. 45. — Les camarades de Cette : Saurel, 1 fr.; Séris, 1 fr.; Ramos, 0 fr. 25; Groc, 0 fr. 50; Un penseur, 0 fr. 25; Cassau, 1 fr.; Arcon, 0 fr. 50; Vente de timbres, 0 fr. 50. Total : 5 fr. — C. P., 50 fr. — En tout : 136 fr. 40.

Listes précédentes : 173 fr. 20. — Total général : 309 fr. 60.

Reçu pour le journal : C., à Pleynefaye, 0 fr. 50. — De la réunion de Marseille, 50 fr. — P., à Courbevoie, 44 fr. — F. J., à Paris, 4 fr. — Lyon : produit d'une collecte faite à l'issue d'une conférence de Faure, 7 fr. 50. — V., à Montfort, 0 fr. 45. — B., rue de S., 0 fr. 60. — A. M. O., 5 fr. — D., à Winterthur, 1 fr. — Gj., 5 fr. — Liste de Romans : Pichon, 0 fr. 50; Campeur, 0 fr. 15; Bascoux, 0 fr. 20; Grand Sec, 0 fr. 15; Ginet, 0 fr. 25; Pour tanner Félix, 0 fr. 15; Inconnu, 0 fr. 20; Bellez, 0 fr. 50; Dalmais, 0 fr. 20; Firmin, 0 fr. 25. En tout : 2 fr. 35. — Marseille, liste du groupe *Les Temps Nouveaux* : Le groupe, 1 fr. 65; Un compagnon, 0 fr. 20; Jean, 0 fr. 50; Genovesi, 0 fr. 50; Tharricot Philips, 0 fr. 25; Blanc, 0 fr. 25; Un copain, 0 fr. 25; Un compagnon, 0 fr. 25; Compagnon, 0 fr. 20; Compagnon, 0 fr. 25; Mauri, 0 fr. 20; Un compagnon, 0 fr. 20; Un sans patrie, 0 fr. 25; Chamon, 0 fr. 50. En tout : 5 fr. 45. — Marseille, liste Pitot n° 2 : Bibi, 0 fr. 45; Polo, 0 fr. 25; Peinard, 0 fr. 50; 0 fr. 20; 0 fr. 20; 0 fr. 10; 0 fr. 20; Bellent, 0 fr. 20; A. B., 0 fr. 10; Liesbœuf, 0 fr. 20; Un libertaire, 0 fr. 20; Théodore, 1 fr.; Un peintre, 0 fr. 50; Un camarade, 0 fr. 50; Un mangeur d'hosties, 0 fr. 50; Un meunier, 0 fr. 25; Un mouleur, 0 fr. 25; Teston, 0 fr. 25; Pilot, 0 fr. 50. En tout : 6 fr. 65. — Genève : Steiger, 1 fr.; Held, 1 fr.; Lephay, 2 fr.; L. D., 1 fr.; Excédent et écot, 5 fr.; Lucien, 0 fr. 50; B., 0 fr. 50; Eurêka, 0 fr. 50; Cartouche, 0 fr. 50; Un mastroquet, 1 fr.; Anonyme, 2 fr.; D., 0 fr. 25; J., 0 fr. 25; M., 0 fr. 25. En tout : 15 fr. 75. — Merci à tous les camarades qui ont facilité l'apparition de ce numéro en répondant à l'appel qui leur avait été fait.

J. B., à Saint-Marcellin. — G., à Wallincourt. — L. M., à Seraing (par *L. L.*). — C., à Reignac. — B., à Saint-Denis. — B. R., à Hyères. — S., à Saint-Prix. — M. G. — G., à Vienne. — C., à Marseille. — B., à Courbevoie. — V., à Nîmes. — C. W., à Ahswell. — B., à Angers. — F., à Amiens. — D., à Winterthur. — Reçu timbres et mandats.

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente à Bagnolet
Chez Méreaux, 14, rue du Ruisseau.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 51 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 AVRIL 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AGIR ET DISCUTER (1)

Si donc l'intervention des anarchistes en la question crétoise est sujette à controverse, laissons-la de côté, mais voyons si la manie de discuter, de se perdre en les abstractions, n'a pas été, en des occasions non discutables, nuisible à l'action anarchiste.

Prenons, par exemple, les événements de Barcelone. Tout le monde connaît les faits : des centaines de camarades arrêtés arbitrairement, faussement accusés de faits qu'ils répudient ou auxquels ils se défendent d'avoir participé, quelques-uns des prisonniers soumis à des tortures inouïes pour leur arracher des aveux sur lesquels les juges se baseraient pour les condamner. A l'heure actuelle, neuf hommes attendent qu'on les fusille, trente sont pour être expédiés au bagne.

Les anarchistes se sont émus, on a fait des meetings d'indignation, on a fait des discours, des articles flétrissant les bourreaux, exaltant les victimes ; cela était bien, mais on n'a pas su entraîner en ce mouvement d'indignation tout ce qui, sans être absolument avec nous, est du moins contre les vilenies ; nous sommes restés à discuter en notre coin, sans avoir su créer un mouvement d'opinion.

Mais là ne s'arrêtent pas nos fautes. A Berlin, à Londres, en Amérique, les camarades se remuaient également, eux aussi faisaient des articles et des discours, mais ils faisaient plus : ils prouvaient par des actes leur étroite solidarité avec les prisonniers, ils venaient en aide à leurs femmes et à leurs enfants, en récoltant de l'argent pour leur envoyer. Ici, en France, rien.

Les camarades de Madrid, malgré les persécutions, avaient l'intention de continuer la lutte, mais les ressources leur manquaient. Ils nous firent insérer un appel pour qu'on les aidât pécuniairement à faire reparaître l'*Idea Libre* : nous récoltâmes, autant qu'il m'en souvient, 8 francs ! Pourtant, étant données les circonstances, il y avait urgence à affirmer la solidarité internationale.

A cela on objectera que la bourse des camarades est maigre, et d'autant plus vite épuisée que ce sont toujours les mêmes auxquels on s'adresse. Pourtant l'idée, tous les jours, grandit et progresse ; journellement on rencontre des gens qui pensent comme vous, mais là s'arrête la conviction ; elle ne va pas à se mêler à la propagande en l'aidant de sa bourse. Il y a dans cette inertie certainement beaucoup d'ignorance de la somme d'efforts que nécessite une propagande soutenue, mais il y a aussi une part d'insouciance qui demande à être secouée.

Et à cela on aurait pu arriver, si un groupe de camarades avait pris l'initiative d'aller frapper aux portes ; avait par des réunions publiques, dans les groupements ouvriers, fait de l'agitation pour secouer les esprits et les amener à comprendre qu'une idée ne marche qu'avec les efforts de tous.

Il y a une douzaine d'années, quelques camarades prirent cette initiative pour venir en aide aux familles des victimes de l'arbitraire. Des listes de souscription furent lancées dans tous les milieux, on fit appel aux conférenciers de bonne volonté et, à chaque occasion propice, des conférences en vue de ramasser de l'argent furent organisées. Les sommes qu'ils purent distribuer ainsi s'élevèrent à une dizaine de mille francs, je crois, je ne me rappelle pas au juste. Pourtant, à cette époque, le nombre des anarchistes était bien infime.

Pourquoi cette initiative n'a-t-elle pas été reprise ? Pourquoi ne la rendrait-on pas permanente, puisque, tous les jours et partout, il y a des victimes des persécutions gouvernementales ? Pourquoi ne fait-on rien, rien ? Le reproche nous atteint tous, c'est pourquoi je me permets de le faire.

⁂

Mais il y a encore un autre point où l'initiative des anarchistes est en retard. Avec leur tendance à se croire une aristocratie intellectuelle, avec leur propension à ne voir, en ceux qui ne pensent pas comme eux, que de simples tardigrades dont il ne vaut pas la peine de s'inquiéter, on n'a pas voulu entendre parler du mouvement syndical que l'on juge trop rétrograde, on a laissé de côté les revendications ouvrières, insuffisantes peut-être, mais qui, intéressant le monde travailleur auquel nous nous adressons, méritaient pourtant que l'on s'en occupât.

Or, le mouvement anarchiste qui, par essence, par le nombre de ceux qui s'y mêlent, est le mouvement ouvrier par excellence, le mouvement anarchiste est le seul à ne pas avoir pied dans le mouvement ouvrier ; il éclaterait demain une grève importante en un endroit quelconque, ce sont les politiciens qui s'empareraient de ce mouvement, pour s'en faire une réclame électorale. Les anarchistes, réduits à l'impuissance, ne pourraient aller y faire entendre les paroles de vérité qui mériteraient d'y être dites.

Nous ne pourrions pénétrer parmi eux, parce que nous n'en sommes pas connus ; nous n'aurions aucune prise sur eux, parce que les paroles que nous irions leur faire entendre étant en contradiction avec leurs espérances, nous risquerions de passer pour des agents du capital ; parce que nous n'aurions que des paroles à leur offrir, et que, lorsque les travailleurs luttent contre leurs exploiteurs, la solidarité de ceux qui prétendent venir leur faire la leçon doit se traduire d'une façon plus efficace.

Les grèves, nous dira-t-on, n'étant faites que pour des augmentations de salaire, pour des modifications de règlement, n'ont rien à voir avec le but que nous poursuivons, et il n'y a pas tant à s'en préoccuper.

Les grèves sont éloignées de l'anarchie, c'est vrai, mais comme je l'avançais plus haut, l'absolu est souvent forcé de fléchir devant le relatif, et c'est ici un des cas.

Voilà des gens qui luttent pour améliorer — ils le croient du moins — leur sort ; vous voulez en faire des recrues pour votre idéal, vous vous mêlez à leurs luttes, parce que c'est la meilleure occasion de vous faire entendre. Vous allez pour leur dire que leurs revendications ne signifient rien, qu'ils ont tort de s'arrêter à mi-chemin, que c'est plus haut que doit porter leur idéal. Si vous ne voulez pas qu'ils vous prennent pour des agents de division envoyés par leurs adversaires, il faut y entrer, en leur apportant autre chose que du vent, pour leur démontrer que, si vous n'êtes pas partisans de leurs réclamations, vous ne venez pas pour les faire avorter, et que, dans la lutte qu'ils soutiennent vous êtes avec eux, et non contre.

De ce côté-là encore, on n'a rien fait. Pourtant, il y avait de l'initiative à développer, une initiative permanente, de tous les jours : pour se créer des relations parmi les organisations ouvrières, pour récolter de l'argent en vue des éventualités pouvant se produire à chaque instant, et où il y aurait urgence à envoyer quelques-uns des nôtres semer l'idée, lorsque éclate un conflit entre salariés et salariants.

⁂

Est-ce à dire qu'il faudrait nous jeter corps et âmes, à l'aveuglette, en toutes ces manifestations de la lutte quotidienne, que nous devrions laisser de côté notre idéal pour l'action pratique, et risquer ainsi de nous laisser enliser par les mouvements de réformes ? Certes non.

Nous savons tous que, lorsqu'on s'adonne à un genre d'activité, quel qu'il soit, les nécessités de la lutte finissent par vous empoigner, on oublie les motifs qui vous y ont mené pour ne plus voir que la nécessité de la réussite de ce que l'on a entrepris.

Ainsi, pour prendre un exemple bien frappant, nous avons celui des socialistes qui furent autrefois révolutionnaires. On se rappelle qu'au début, il y a dix-sept ans environ, leur programme était révolutionnaire, rien que révolutionnaire. Ils conspuaient le parlementarisme qui, disaient-ils, ne pouvait rien produire pour l'amélioration du sort des travailleurs.

Ils n'allaient cependant pas jusqu'à se proclamer abstentionnistes. Il me souvient que, dans le programme qui fut élaboré par Guesde, Deville, Labusquière et autres, lorsque à quelques camarades nous organisâmes le groupe d'études sociales des Ve et XIIIe arrondissements, on disait qu'il ne serait présenté aux élections que des candidatures fictives permettant aux

(1) Voir le numéro 50.

socialistes révolutionnaires de se compter.

Mais après certain voyage à Londres d'où fut apporté le fameux programme « minimum », il ne fut d. . plus question de candidatures fictives : on devait présenter de vrais candidats qui, à l'aide de ce nouveau programme, devaient, dans les réunions électorales, à la Chambre, s'ils étaient nommés, faire de l'agitation révolutionnaire. Ledit programme ne devait être qu'une plate-forme permettant de faire une propagande plus complète.

(A suivre.) J. Grave.

LES PRÉCIEUX RIDICULES

Je me trouve d'accord avec Kroujok, j'en suis venu à toucher de bien près à l'absurde en prenant au sérieux l'action des E. S. R. I., si son article à lui représente fidèlement leur attitude mentale à eux.

Je croyais avoir affaire à des hommes assez intelligents pour entendre la critique d'un camarade sans se fâcher, capables d'y répondre franchement, en expliquant leurs idées, ou justifiant leur inaction sans rancune, en bons camarades.

Je trouve que j'ai affaire à de simples vaniteux — une société d'admiration mutuelle, où la critique est regardée comme une espèce de lèse-majesté.

Certes, en commençant cette controverse ayant pour point de départ la déclaration de ces Messieurs concernant les démonstrations philhellènes, je n'avais aucune idée de m'engager en une joute où l'on cherche à déployer des grâces. Je désirais éveiller une discussion générale, qui eût pu être utile à tous. J'ai voulu évoquer un échange d'opinions, non des récriminations, des arguments sérieux, non des personnalités absurdes.

Je ne sais pas si mon article était si incohérent que Kroujok l'affirme, je pense que ma conviction s'y dégageait assez nettement : que, comme anarchistes, nous parlons beaucoup et faisons peu.

J'ai exprimé cette conviction en bonne foi, j'y tiens. Je serais bien content de changer mon avis. Mais, quant à Kroujok, je n'ai rien à lui dire. On ne discute pas avec des écoliers pétulants; peut-être, comme lui, nous croirions nous diminuer, nous, nos idées et nos sentiments, en le faisant.

M. P.

POUR LE SENTIMENT

Ah çà! Sommes-nous exclusivement de simples machines à dialectique, des fantoches ratiocinants, des mécaniques syllogistiquant par baroco ou baralipton? Ou bien sommes-nous des êtres humains, doués non seulement de raison, mais susceptibles aussi de sympathies, d'affections, d'enthousiasmes et de haines? Notre cerveau, organe de notre intellectualité, n'est-il donc qu'un aride casier à chiffres et à formules algébriques, dont la moindre case ne puisse être réservée au sentiment? Et la conception anarchiste, enfin, la plus large, la plus complète de toutes les conceptions sociales, celle qui répond à *toutes* les aspirations les plus diverses de l'esprit humain, n'est-elle le fruit que de sèches déductions rigoureusement mathématiques, professées *ex cathedra* dans la plus inaltérable imperturbabilité, et d'où tout aperçu sentimental doit être inexorablement écarté, comme attentatoire à l'intégralité de la doctrine?

Tel est cependant ce qui ressort du hautain mépris affecté par les E. S. R. I., les camarades Pierrot et Kroujok, à l'égard de quiconque s'indigne et proteste contre la violation du droit des gens dont les gouvernements coalisés de l'Europe donnent l'exemple en préparant l'écrasement d'un petit peuple dont le grand tort est de compromettre les intérêts financiers de quelques gros banquiers, maîtres des destinées européennes. Sous prétexte que ce peuple n'a pas évolué jusqu'à l'anarchie, ces camarades se refusent à empêcher son égorgement par une intimidation en masse de ses aspirants bourreaux et nous raillent, nous qui nous élevons contre cet abus de force brutale, quelque dirigé soit-il contre des insurgés nationalistes. C'est nous qui avons manqué gravement à l'anarchie en cherchant à empêcher l'assassinat de gens qui prétendent à la liberté dans le choix de leur joug, parce qu'ils n'ont pas encore compris qu'il vaut mieux n'en choisir aucun et les répudier tous également!

Étrange thèse qui désormais nous interdit de protester contre toute injustice, contre tout étouffement d'initiative, toute oppression, toute inquisition qui n'atteignent pas un maître ès anarchie, doctement conscient, dûment diplômé et palmé, lauréat de l'Institut Socialiste-Révolutionnaire-Internationaliste!

⁂

Mais laissons là la Crète! Ce contre quoi je proteste avec énergie, c'est cette excommunication systématique du sentiment en toute matière sociale, excommunication renouvelée du socialisme « scientifique » et de l'économisme orthodoxe.

Qu'un économiste, dont le rôle consiste à justifier, sous des apparences scientifiques, les crimes de la société bourgeoise, répudie le sentiment dont la voix ne pourrait s'élever que contre la thèse qu'il accepte de soutenir, rien de plus compréhensible. On ne saurait plus aisément se débarrasser d'un adversaire gênant.

Que certains socialistes au cerveau desséché comme une vieille figue, tout bardés de chiffres et hérissés de formules, prohibent l'arme dont le moindre choc crèverait aussitôt toute cette armure de pacotille, c'est aussi dans l'ordre. Ces gens qui rêvent une société où tout serait pesé, étiqueté, mesuré, catalogué avec minutie, abhorrent la fantaisie, l'imprévu, qui viendrait déranger la belle symétrie de leurs additions et les embrouiller dans leurs soustractions.

On étoufferait en leur boutique et l'on en voudrait sortir à tout prix, dût-on faire sauter portes et fenêtres, et, avec, la mercantile vitrine où s'étagent, en une hiérarchie toute fraternelle, savons et chocolats des Trois-huit, parfums et cirages du Premier Mai.

Aussi, guerre au sentiment! guerre sur toute la ligne à cette graine de révolte, à ce levain d'émancipation, si dangereux aux prérogatives sacerdotales! Guerre aux sentimentalistes, ces entraîneurs de peuples à l'assaut des bastilles de toute nuance et de tout acabit!

⁂

Mais vous? Pourquoi donc êtes-vous révolutionnaires? Quel sentiment — pardon! quel... « je ne sais quoi » vous amena à la conscience de cette nécessité : la révolution? N'avez-vous pas souffert d'abord, en vous ou en autrui, des injustices, des égoïsmes et des petitesses dont est pavée la société actuelle? Votre révolutionnarisme n'est-il pas fait de toutes vos révoltes accumulées — et filles du sentiment de plus en plus éclairé par la raison — contre les causes de vos souffrances?

Vous ne prétendez pas, je l'espère, que la logique seule vous y a conduits. Car en la société bourgeoise, tout est logique, d'une logique horriblement inexorable. Partant d'un point de départ faux, l'appropriation individuelle, elle se déroule fort logiquement en déductions rigoureusement conformes au postulat initial. Le tout est de s'entendre sur le point d'origine, et dans la délimitation de ce point le sentiment doit s'adjoindre à la raison.

Pourquoi cette excommunication du sentiment? Le sentiment n'est-il pas un des aspects de notre mentalité et ne doit-il pas, autant que tout autre, entrer en jeu quand il s'agit de concevoir un ordre social complet, répondant à tous les besoins de notre mentalité. Votre conception ne sera-t-elle pas nécessairement tronquée, si vous répudiez systématiquement telle ou telle fonction de l'esprit humain?

Que penseriez-vous d'un architecte qui prétendrait ne tenir aucun compte, dans la construction d'une maison, de telles ou telles nécessités de l'existence, sous prétexte qu'elles sont, à ses yeux, d'ordre inférieur? Vous raisonnez cependant ainsi.

L'homme doit être pris tel qu'il est, avec ses imperfections et ses lacunes. La société de demain sera édifiée pour des hommes, non pour des abstractions; si *toutes* les aspirations de la nature humaine, sentiment compris, ne sont pas assurées d'y trouver une libre expansion, son effondrement est déjà préparé. Ce n'est pas trop de tous les ressorts de l'âme humaine pour aider à l'élévation d'un si grandiose édifice. Art, science, sentiment, raison, y doivent apporter leur contingent, car ils représentent des expressions ou des fonctions de l'esprit humain. En exclure une seule, c'est se condamner à une vision incomplète.

L'édifice à venir demande des bases autrement solides, autrement humaines que des colonnades de chiffres et des pilotis de dialectique.

André Girard.

Le camarade Roberto d'Angiò nous signale un numéro de l'*Avanti*, auquel Bernard Lazare écrit que les *Temps Nouveaux* ont excommunié Merlino.

Si le camarade Bernard Lazare lisait les *T. N.*, il aurait vu qu'ils se sont bornés à signaler, par leur correspondant italien — le camarade Roberto d'Angiò, justement — la nouvelle attitude de Merlino, pas nouvelle pour nous qui l'avions prévue lorsqu'il fit sa fameuse brochure : *Nécessité des bases d'une entente* — et où notre correspondant critiquait cette attitude à son point de vue, qui est le nôtre, du reste.

Si c'est cela que Bernard Lazare appelle de l'excommunication, nous demandons alors si les anarchistes doivent se transformer en chapelle d'admiration mutuelle et tout accepter parce qu'il plaira à certains de qualifier leur façon de faire d'anarchiste. Nous laissons le ridicule des excommunications aux imbéciles, mais nous nous réservons le droit de toujours dire ce que nous pensons sur les hommes et les idées, — en tant que cela concerne la propagande que nous menons.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Magistrature. — On se souvient du grotesque attentat dont le vieux mulet Rességuier prétendait avoir été victime. Après avoir arrêté Guilhem, on avait dû le relâcher au bout de quelques jours. Mais comme il faut une victime à tout attentat, on arrêta Jean Ourtet, actuellement soldat. La chambre des mises en accusation vient de le renvoyer. La magistrature se montre polie envers les grands à qui elle se garde d'infliger de trop cruels démentis.

⁂

Police. — La police et l'armée rivalisent dans l'assassinat et l'on ne sait vraiment à qui décerner la palme. Très remarquables aussi les versions qu'ils nous offrent de la mort de leurs victimes. Dernièrement, c'était le soldat Agostini qui, pour jouer un bon tour à ses chefs, s'était bourré de haricots jusqu'à en crever, ce qu'il fit, du reste; aujourd'hui, c'est M. Couturier qui, arrêté par les agents de la

sûreté, a été trouvé mort dans la chambre de sûreté où il avait été enfermé. D'après la police, *il se serait étranglé lui-même* en se comprimant la gorge avec ses deux mains!

Comme c'est vraisemblable! Voyez-vous cet enragé qui se maintient frénétiquement la gorge serrée et qui ne lâche prise que quand il s'est bien assuré qu'il est mort! C'est, certes, presque aussi fort que de se mordre l'œil. Mais qu'y a-t-il d'impossible à la bêtise d'un policier?

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Un soldat du 119e de ligne, nommé Robutel, en garnison à Courbevoie, s'est suicidé d'un coup de revolver dans le train de Saint-Pol, à Frévent.

⁂

La vache à lait des fournitures militaires est inépuisable.

Depuis quelque temps, les soldats du 115e de ligne s'apercevaient que la « boule de son » à eux octroyée ne pesait pas le poids réglementaire. Pour leur dernier repas, la plupart étaient forcés d'acheter du pain à la cantine.

Un contrôle sérieux fut organisé.

Le capitaine chargé du service des subsistances découvrit qu'on pesait les fournitures livrées à la garnison, pain, café, sucre, conserves, à l'aide de poids dont on avait retiré le plomb placé intérieurement et formant appoint, pour le remplacer par une feuille de tôle.

A. G.

⁂

Samedi dernier, Miss Maud Gonne donnait à la salle des mariages de la mairie du Ve arrondissement une conférence sur la situation en Irlande. Elle a démontré que, sans recourir aux massacres tragiques qui soulèvent l'indignation générale, une puissance européenne pouvait très bien se débarrasser d'une population gênante. Une série de projections ont fait assister les auditeurs à des scènes d'éviction navrantes.

L'oratrice s'est tenue sur le terrain exclusivement patriotique, mais il aurait été bon d'ajouter que les faits dont se plaignent les Irlandais, et contre lesquels ils se révoltent avec raison, tenaient tout autant du régime économique que du régime politique, et il serait bon de savoir si, parmi les landlords qui recourent à la force armée anglaise pour expulser les misérables Irlandais de leurs bicoques, il ne se trouve pas de nationaux irlandais.

J. G.

⁂

LES GRÈVES. — L'Office du Travail a compté en février dernier 26 grèves, plus 2 coalitions de patrons boulangers. Le nombre connu de grévistes pour 25 d'entre elles est de 2.599. Les industries les plus éprouvées ont été les textiles avec 12 grèves, puis les métaux 4, les mines 2, et les typographes 2. Les causes, invariablement les mêmes: 10 pour une demande d'augmentation de salaire, 5 demandes de réintégration d'ouvriers, 3 pour des réductions de salaires, etc.; 3 réussites, 5 transactions, 14 échecs.

En Allemagne, le *Reichsanzeiger* signale 23 déclarations de grèves, dont 6 pour les travailleurs du bois, 3 pour ceux du livre et 3 pour les métaux.

En Belgique, 10 grèves, en février, avec 650 grévistes. Signalons spécialement la grève des usines à gaz de Bruxelles terminée le 11 mars par un échec; sur 180 grévistes, 33 seulement ont été repris.

L'Angleterre, dans la lutte entre le capital et le travail, tient toujours la tête par 66 grèves en février avec 23.688 chômeurs: 23 grèves dans l'industrie des métaux, 19 dans les textiles, 6 dans le bâtiment, 5 dans les mines, etc., etc.

P. D.

Espagne.

Le temps passe, et, loin de s'améliorer, la situation en Espagne s'aggrave de plus en plus. Les guerres coloniales vont mal et l'espoir d'une prompte pacification est abandonné. L'état exceptionnel de Barcelone ne s'est pas modifié; les centaines de malheureux détenus arbitrairement dans les prisons et à Montjuich attendent qu'un peu de tardive justice les rende à la liberté ou plutôt que se consomme le crime légal qui, ôtant la vie aux uns, jettera les autres pour toujours dans les bagnes que la mère patrie réserve aux meilleurs de ses enfants.

Aujourd'hui comme hier, des prolétaires ignorants, tels des moutons dociles, marchent à la boucherie où les Weiler et les Polavieja exercent à merveille, en bourreaux bien payés par la réaction et le clergé.

Aujourd'hui comme hier les tortures inquisitoriales, protégées par le mutisme de la masse abêtie, continuent leur carrière triomphante; rien n'a changé.

Cependant, grâce à la persistance d'un tel état de choses, des effets désastreux surviennent. La Catalogne, contrée industrielle par excellence, voit se fermer ses usines les plus importantes et des milliers d'ouvriers sont ainsi plongés dans la plus atroce misère. La Galicie, les Asturies et l'antique royaume de Léon se dépeuplent rapidement, leurs habitants envahissant les paquebots en partance pour l'Amérique et dans peu de temps les effets de la fermeture des fabriques et de l'émigration se feront sentir par toute l'Espagne, que ravagera le fléau de la faim.

De Cuba et des Philippines arrivent aussi les échos de la misère qui envahit tout. Aussi bien aux colonies qu'en la métropole, la vie semble fuir et seuls s'entendent les cris de souffrance des meurt-de-faim et les lamentations de ceux qui pleurent les êtres chers, sacrifiés à une cause qui bien peu leur importe.

Il faut ajouter à tout cela que les assassinats en masse et les cruautés sans nom que la réaction cléricale inspire et que le militarisme exécute ont produit une tension d'esprit telle que bien aveugle serait celui qui ne verrait s'approcher le cataclysme venant violemment mettre fin aux infamies et aux massacres de la monarchie restaurée.

L'agitation carliste est une preuve de ce que nous avançons : — comme toujours, alors qu'à l'horizon apparaît l'aurore de la Révolution, les bandes de Carlos VII se préparent à entrer en campagne. Quelques partis armés se sont déjà montrés en Espagne, mais que le lecteur ne croie pas que ces individus ont été assassinés lâchement comme les républicains de Novelda. Les réactionnaires sont loups d'une même portée; carlistes et conservateurs ne se mangent pas entre eux.

La guerre civile passée était fomentée autant par les carlistes que par les monarchistes aujourd'hui nos maîtres, et lorsque aux uns et aux autres il convint de ne plus la continuer, la paix se fit. Aujourd'hui, devant le danger, les conservateurs et les libéraux de la monarchie restaurée, guidés en cela par un très naturel instinct de conservation, aideront comme autrefois les sectaires de l'absolutisme.

Le cléricalisme s'est emparé des institutions; les armées sont commandées par des généraux appartenant à la moinocratie et le ministre de la guerre est un jésuite.

Sur tout cela la vague s'avance. Les insurrections de Cuba et des Philippines couronnant l'édifice, les carlistes en campagne; les séparatistes biscayens et catalans sur le qui-vive; les républicains détrônant leurs chefs, impatients de se lancer dans la lutte révolutionnaire que ces derniers enrayaient; les travailleurs chassés des usines, promenant leur misère par les rues; les paysans andalous pillant les boulangeries et les magasins de blé; les ouvriers militants du socialisme pourrissant dans les prisons et, dans un proche avenir, un assassinat consommé et des centaines de travailleurs au bagne ou déportés.

En avant! Il y a encore beaucoup d'hommes disposés à la lutte. Si la réaction se prépare, c'est qu'elle pressent que la Révolution va lui livrer bataille.

Le socialisme anarchique et l'esprit révolutionnaire subsistent encore en Espagne; ils feront leur œuvre et la solidarité des autres peuples ne nous manquera pas.

Persécutés, embastillés, déportés, nous continuerons à travailler pour la Révolution qui s'approche.

R. MELLA.

Suisse.

SOLEURE. — M. Dominique Jaeggi, de Rothacker, a été arrêté pour avoir commis un assassinat. Jugé par le tribunal d'Olten et reconnu innocent, Jaeggi a recouvré sa liberté. En guise d'indemnité pour l'emprisonnement qu'on lui a fait subir, cet homme a reçu la somme de 70 francs.

Avec un tarif aussi réduit, dit un journal, la justice pourra pendant longtemps se payer le luxe d'arrestations illégales; ça ne la ruinera pas! Si le journal entend, par la justice, les juges, il se trompe, puisque c'est nous qui payons les indemnités. Mais, si en pareil cas l'indemnité était payée par le juge et équivalait à une année de son salaire, des erreurs semblables à celles commises pour Jaeggi, Lugrin, Martouray, Forty, et tant d'autres, seraient moins à craindre.

⁂

BERNE. — 244.119 *non* contre 191.655 oui, tel est le résultat de la votation du 28 février sur la Banque d'État. Ce refus cause bien des déceptions parmi les patriotes de l'assiette au beurre, mais rassure la bancocratie. Pendant la guerre franco-allemande, alors que le trésor fédéral était obligé, pour alimenter d'or les caisses publiques, de faire venir des livres sterling au prix de 25 fr. 25, la banque de Porrentruy faisait — en un seul jour — 500.000 francs de bénéfice en exportant du numéraire recueilli en Suisse. Pour 1896, la banque de Lucerne a distribué 17 pour cent à ses actionnaires, etc.

On devine que la Banque d'État aurait nui à ces honnêtes profits, mais l'extension du fonctionnarisme est très redoutée, — nous avons déjà 13.600 employés fédéraux. — Le triomphe des banques privées est dû en grande partie à la crainte de cette pieuvre.

⁂

GENÈVE. — Parmi les bourdes remplissant les proclamations en faveur de la Banque d'État, figurait la suivante :

Les succursales de la Banque d'État « *prêteront aux braves gens sur la simple garantie de leur probité* ». — Ouf!!! Quel paradis, mes amis!

Et encore : « *Ces banques ne chercheront* PAS *à faire de* GROS BÉNÉFICES. » Puis, quelques alinéas après : « *La Confédération encaissera chaque année* AU MOINS DIX MILLIONS DE BÉNÉFICE. »

Si imbéciles qu'un politicien estime les votants, et non sans raison, il y a une mesure, même dans le degré d'imbécillité de ces « chers concitoyens ». Cette fois, pour l'avoir dépassée, les meneurs socialistes ont donné trop de prise à leurs adversaires, et, malgré l'alliance radicale, rendu leur échec plus accentué : 2.931 *oui* contre 9.946 *non*.

⁂

TESSIN. — Une jeune fille orpheline suivait les cours de l'université de Berne, elle y fit connaissance d'un étudiant de Lugano, tous deux s'aimèrent et le jeune homme était devenu sincèrement amoureux de la jeune Bernoise, Mlle Ida R...

Devant retourner au Tessin, l'étudiant partit et sa fiancée l'accompagna. A peine arrivés en gare de Lugano, les gendarmes mirent la main sur Mlle R... et la jetèrent en prison.

L'étudiant, un nommé Vegezzi, fils d'un personnage influent du parti gouvernemental, fut prié de se rendre à la police. Mlle R... sa fiancée, lui fut présentée, mais Vegezzi déclara ne point la connaître. Folle de douleur et de honte, la malheureuse enfant si atrocement reniée sortit un flacon de son corsage et en avala le contenu. Malgré des soins empressés, le sublimé corrosif accomplissait son œuvre, et la jeune fille succomba.

« Ses funérailles ont été très imposantes, et ont été l'occasion d'une véritable manifestation de sympathie pour la défunte. Le char funèbre, couvert de fleurs, était suivi par la colonie confédérée, et par un grand nombre de dames et de demoiselles de Lugano. Au cimetière, une allocution prononcée, dans laquelle se trouvait une allusion au triste événement dont la défunte a été victime, a fait éclater, malgré la solennité du lieu, les applaudissements de l'assistance. »

Et la feuille conservatrice termine ainsi : « Voilà un jeune homme qui entre dans la vie avec une bien mauvaise action sur la conscience. » Si ce jeune homme était le fils d'un manœuvre, le journal se contenterait-il de cette terne appréciation?

Pareil drame, dans la province de Naples, aurait eu un dénouement quelque peu différent. Un parent de la victime aurait épargné au fils du gouvernant de garder plus longtemps « sa bien mauvaise action sur la conscience ».

Aux États-Unis, la colonie à laquelle appartenait la victime aurait lynché le coupable.

En Suisse, on est plus mouton, on bêle, et encore pas toujours.

Dès que l'arrestation de Mlle R... fut connue dans la Suisse allemande, elle y causa un grand émoi; les journaux de ces cantons, les premiers, racontèrent l'infâme conduite de la police du Tessin,

socialistes révolutionnaires de se compter.

Mais après certain voyage à Londres d'où fut apporté le fameux programme « minimum », il ne fut d... plus question de candidatures fictives : on devait présenter de vrais candidats qui, à l'aide de ce nouveau programme, devaient, dans les réunions électorales, à la Chambre, s'ils étaient nommés, faire de l'agitation révolutionnaire. Ledit programme ne devait être qu'une plate-forme permettant de faire une propagande plus complète.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

LES PRÉCIEUX RIDICULES

Je me trouve d'accord avec Kroujok, j'en suis venu à toucher de bien près à l'absurde en prenant au sérieux l'action des E. S. R. I., si son article à lui représente fidèlement leur attitude mentale à eux.

Je croyais avoir affaire à des hommes assez intelligents pour entendre la critique d'un camarade sans se fâcher, capables d'y répondre franchement, en expliquant leurs idées, ou justifiant leur inaction sans rancune, en bons camarades.

Je trouve que j'ai affaire à de simples vaniteux — une société d'admiration mutuelle, où la critique est regardée comme une espèce de lèse-majesté.

Certes, en commençant cette controverse ayant pour point de départ la déclaration de ces Messieurs concernant les démonstrations philhellènes, je n'avais aucune idée de m'engager en une joute où l'on cherche à déployer des grâces. Je désirais éveiller une discussion générale, qui eût pu être utile à tous. J'ai voulu évoquer un échange d'opinions, non des récriminations, des arguments sérieux, non des personnalités absurdes.

Je ne sais pas si mon article était si incohérent que Kroujok l'affirme, je pense que ma conviction s'y dégageait assez nettement : que, comme anarchistes, nous parlons beaucoup et faisons peu.

J'ai exprimé cette conviction en bonne foi, j'y tiens. Je serais bien content de changer mon avis. Mais, quant à Kroujok, je n'ai rien à lui dire. On ne discute pas avec des écoliers pétulants ; peut-être, comme lui, nous croirions nous diminuer, nous, nos idées et nos sentiments, en le faisant.

M. P.

POUR LE SENTIMENT

Ah çà ! Sommes-nous exclusivement de simples machines à dialectique, des fantoches ratiocinants, des mécaniques syllogistiquant par baroco ou baralipton ? Ou bien sommes-nous des êtres humains, doués non seulement de raison, mais susceptibles aussi de sympathies, d'affections, d'enthousiasmes et de haines ? Notre cerveau, organe de notre intellectualité, n'est-il donc qu'un aride casier à chiffres et à formules algébriques, dont la moindre case ne puisse être réservée au sentiment ? Et la conception anarchiste, enfin, la plus large, la plus complète de toutes les conceptions sociales, celle qui répond à *toutes* les aspirations les plus diverses de l'esprit humain, n'est-elle le fruit que de sèches déductions rigoureusement mathématiques, professées *ex cathedra* dans la plus inaltérable imperturbabilité, et d'où tout aperçu sentimental doit être inexorablement écarté, comme attentatoire à l'intégralité de la doctrine ?

Tel est cependant ce qui ressort du hautain mépris affecté par les E. S. R. I., les camarades Pierrot et Kroujok, à l'égard de quiconque s'indigne et proteste contre la violation du droit des gens dont les gouvernements coalisés de l'Europe donnent l'exemple en préparant l'écrasement d'un petit peuple dont le grand tort est de compromettre les intérêts financiers de quelques gros banquiers, maîtres des destinées européennes. Sous prétexte que ce peuple n'a pas évolué jusqu'à l'anarchie, ces camarades se refusent à empêcher son égorgement par une intimidation en masse de ses aspirants bourreaux et nous raillent, nous qui nous élevons contre cet abus de force brutale, quelque dirigé soit-il contre des insurgés nationalistes. C'est nous qui avons manqué gravement à l'anarchie en cherchant à empêcher l'assassinat de gens qui prétendent à la liberté dans le choix de leur joug, parce qu'ils n'ont pas encore compris qu'il vaut mieux n'en choisir aucun et les répudier tous également !

Étrange thèse qui désormais nous interdit de protester contre toute injustice, contre tout étouffement d'initiative, toute oppression, toute inquisition qui n'atteignent pas un maître ès anarchie, doctement conscient, dûment diplômé et palmé, lauréat de l'Institut Socialiste-Révolutionnaire-Internationaliste !

*
* *

Mais laissons là la Crète ! Ce contre quoi je proteste avec énergie, c'est cette excommunication systématique du sentiment en toute matière sociale, excommunication renouvelée du socialisme « scientifique » et de l'économisme orthodoxe.

Qu'un économiste, dont le rôle consiste à justifier, sous des apparences scientifiques, les crimes de la société bourgeoise, répudie le sentiment dont la voix ne pourrait s'élever que contre la thèse qu'il accepte de soutenir, rien de plus compréhensible. On ne saurait plus aisément se débarrasser d'un adversaire gênant.

Que certains socialistes au cerveau desséché comme une vieille figue, tout bardés de chiffres et hérissés de formules, prohibent l'arme dont le moindre choc crèverait aussitôt toute cette armure de pacotille, c'est aussi dans l'ordre. Ces gens qui rêvent une société où tout serait pesé, étiqueté, mesuré, catalogué avec minutie, abhorrent la fantaisie, l'imprévu, qui viendrait déranger la belle symétrie de leurs additions et les embrouiller dans leurs soustractions.

On étoufferait en leur boutique et l'on en voudrait sortir à tout prix, dût-on faire sauter portes et fenêtres, et, avec, la mercantile vitrine où s'étagent, en une hiérarchie toute fraternelle, savons et chocolats des Trois-huit, parfums et cirages du Premier Mai.

Aussi, guerre au sentiment ! guerre sur toute la ligne à cette graine de révolte, à ce levain d'émancipation, si dangereux aux prérogatives sacerdotales ! Guerre aux sentimentalistes, ces entraîneurs de peuples à l'assaut des bastilles de toute nuance et de tout acabit !

*
* *

Mais vous ? Pourquoi donc êtes-vous révolutionnaires ? Quel sentiment — pardon ! quel... « je ne sais quoi » vous amena à la conscience de cette nécessité : la révolution ? N'avez-vous pas souffert d'abord, en vous ou en autrui, des injustices, des égoïsmes et des petitesses dont est pavée la société actuelle ? Votre révolutionnarisme n'est-il pas fait de toutes vos révoltes accumulées — et filles du sentiment de plus en plus éclairé par la raison — contre les causes de vos souffrances ?

Vous ne prétendez pas, je l'espère, que la logique seule vous y a conduits. Car en la société bourgeoise, tout est logique, d'une logique horriblement inexorable. Partant d'un point de départ faux, l'appropriation individuelle, elle se déroule fort logiquement en déductions rigoureusement conformes au postulat initial. Le tout est de s'entendre sur le point d'origine, et dans la délimitation de ce point le sentiment doit s'adjoindre à la raison.

Pourquoi cette excommunication du sentiment ? Le sentiment n'est-il pas un des aspects de notre mentalité et ne doit-il pas, autant que tout autre, entrer en jeu quand il s'agit de concevoir un ordre social complet, répondant à tous les besoins de notre mentalité. Votre conception ne sera-t-elle pas nécessairement tronquée, si vous répudiez systématiquement telle ou telle fonction de l'esprit humain ?

Que penseriez-vous d'un architecte qui prétendrait ne tenir aucun compte, dans la construction d'une maison, de telles ou telles nécessités de l'existence, sous prétexte qu'elles sont, à ses yeux, d'ordre inférieur ? Vous raisonnez cependant ainsi.

L'homme doit être pris tel qu'il est, avec ses imperfections et ses lacunes. La société de demain sera édifiée pour des hommes, non pour des abstractions ; si *toutes* les aspirations de la nature humaine, sentiment compris, ne sont pas assurées d'y trouver une libre expansion, son effondrement est déjà préparé. Ce n'est pas trop de tous les ressorts de l'âme humaine pour aider à l'élévation d'un si grandiose édifice. Art, science, sentiment, raison, y doivent apporter leur contingent, car ils représentent des expressions ou des fonctions de l'esprit humain. En exclure une seule, c'est se condamner à une vision incomplète.

L'édifice à venir demande des bases autrement solides, autrement humaines que des colonnades de chiffres et des pilotis de dialectique.

ANDRÉ GIRARD.

Le camarade Roberto d'Angiò nous signale un numéro de l'*Avanti*, auquel Bernard Lazare écrit que les *Temps Nouveaux* ont excommunié Merlino.

Si le camarade Bernard Lazare lisait les *T. N.*, il aurait vu qu'ils se sont bornés à signaler, par leur correspondant italien — le camarade Roberto d'Angiò, justement — la nouvelle attitude de Merlino, pas nouvelle pour nous qui l'avions prévue lorsqu'il fit sa fameuse brochure : *Nécessité des bases d'une entente* — et où notre correspondant critiquait cette attitude à son point de vue, qui est le nôtre, du reste.

Si c'est cela que Bernard Lazare appelle de l'excommunication, nous demandons alors si les anarchistes doivent se transformer en chapelle d'admiration mutuelle et tout accepter parce qu'il plaira à certains de qualifier leur façon de faire d'anarchiste. Nous laissons le ridicule des excommunications aux imbéciles, mais nous nous réservons le droit de toujours dire ce que nous pensons sur les hommes et les idées, — en tant que cela concerne la propagande que nous menons.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA MAGISTRATURE. — On se souvient du grotesque attentat dont le vieux mulet Bességuier prétendait avoir été victime. Après avoir arrêté Guilhem, on avait dû le relâcher au bout de quelques jours. Mais comme il faut une victime à tout attentat, on arrêta Jean Ourtet, actuellement soldat. La chambre des mises en accusation vient de le renvoyer. La magistrature se montre polie envers les grands à qui elle se garde d'infliger de trop cruels démentis.

*
* *

POLICE. — La police et l'armée rivalisent dans l'assassinat et l'on ne sait vraiment à qui décerner la palme. Très remarquables aussi les versions qu'ils nous offrent de la mort de leurs victimes. Dernièrement, c'était le soldat Agostini qui, pour jouer un bon tour à ses chefs, s'était bourré de haricots jusqu'à en crever, ce qu'il fit, du reste ; aujourd'hui, c'est M. Couturier qui, arrêté par les agents de la

sûreté, a été trouvé mort dans la chambre de sûreté où il avait été enfermé. D'après la police, *il se serait étranglé lui-même* en se comprimant la gorge avec ses deux mains!

Comme c'est vraisemblable! Voyez-vous cet enragé qui se maintient frénétiquement la gorge serrée et qui ne lâche prise que quand il s'est bien assuré qu'il est mort! C'est, certes, presque aussi fort que de se mordre l'œil. Mais qu'y a-t-il d'impossible à la bêtise d'un policier?

⁂

La Grande Famille. — Un soldat du 119e de ligne, nommé Robutel, en garnison à Courbevoie, s'est suicidé d'un coup de revolver dans le train de Saint-Pol, à Frévent.

⁂

La vache à lait des fournitures militaires est inépuisable.

Depuis quelque temps, les soldats du 115e de ligne s'apercevaient que la « boule de son » à eux octroyée ne pesait pas le poids réglementaire. Pour leur dernier repas, la plupart étaient forcés d'acheter du pain à la cantine.

Un contrôle sérieux fut organisé.

Le capitaine chargé du service des subsistances découvrit qu'on pesait les fournitures livrées à la garnison, pain, café, sucre, conserves, à l'aide de poids dont on avait retiré le plomb placé intérieurement et formant appoint, pour le remplacer par une feuille de tôle.

A. G.

⁂

Samedi dernier, Miss Maud Gonne donnait à la salle des mariages de la mairie du Ve arrondissement une conférence sur la situation en Irlande. Elle a démontré que, sans recourir aux massacres tragiques qui soulèvent l'indignation générale, une puissance européenne pouvait très bien se débarrasser d'une population gênante. Une série de projections ont fait assister les auditeurs à des scènes d'éviction navrantes.

L'oratrice s'est tenue sur le terrain exclusivement patriotique, mais il aurait été bon d'ajouter que les faits dont se plaignent les Irlandais, et contre lesquels ils se révoltent avec raison, tenaient tout autant du régime économique que du régime politique, et il serait bon de savoir si, parmi les landlords qui recourent à la force armée anglaise pour expulser les misérables Irlandais de leurs bicoques, il ne se trouve pas de nationaux irlandais.

J. G.

⁂

Les grèves. — L'Office du Travail a compté en février dernier 26 grèves, plus 2 coalitions de patrons boulangers. Le nombre connu de grévistes pour 25 d'entre elles est de 2.599. Les industries les plus éprouvées ont été les textiles avec 12 grèves, puis les métaux 4, les mines 2, et les typographes 2. Les causes, invariablement les mêmes : 10 pour une demande d'augmentation de salaire, 5 demandes de réintégration d'ouvriers, 3 pour des réductions de salaires, etc.; 3 réussites, 5 transactions, 14 échecs.

En Allemagne, le *Reichsanzeiger* signale 23 déclarations de grèves, dont 6 pour les travailleurs du bois, 3 pour ceux du livre et 3 pour les métaux.

En Belgique, 10 grèves, en février, avec 650 grévistes. Signalons spécialement la grève des usines à gaz de Bruxelles terminée le 11 mars par un échec; sur 186 grévistes, 33 seulement ont été repris.

L'Angleterre, dans la lutte entre le capital et le travail, tient toujours la tête par 66 grèves en février avec 23.688 chômeurs : 23 grèves dans l'industrie des métaux, 19 dans les textiles, 6 dans le bâtiment, 5 dans les mines, etc., etc.

P. D.

Espagne.

Le temps passe, et, loin de s'améliorer, la situation en Espagne s'aggrave de plus en plus. Les guerres coloniales vont mal et l'espoir d'une prompte pacification est abandonné. L'état exceptionnel de Barcelone ne s'est pas modifié; les centaines de malheureux détenus arbitrairement dans les prisons et à Montjuich attendent qu'un peu de tardive justice les rende à la liberté ou plutôt que se consomme le crime légal qui, ôtant la vie aux uns, jettera les autres pour toujours dans les bagnes que la mère patrie réserve aux meilleurs de ses enfants.

Aujourd'hui comme hier, des prolétaires ignorants, tels des moutons dociles, marchent à la boucherie où les Weiler et les Polavieja exercent à merveille, en bourreaux bien payés par la réaction et le clergé.

Aujourd'hui comme hier les tortures inquisitoriales, protégées par le mutisme de la masse abêtie, continuent leur carrière triomphante; rien n'a changé.

Cependant, grâce à la persistance d'un tel état de choses, des effets désastreux surviennent. La Catalogne, contrée industrielle par excellence, voit se fermer ses usines les plus importantes et des milliers d'ouvriers sont ainsi plongés dans la plus atroce misère. La Galicie, les Asturies et l'antique royaume de Léon se dépeuplent rapidement, leurs habitants envahissant les paquebots en partance pour l'Amérique et dans peu de temps les effets de la fermeture des fabriques et de l'émigration se feront sentir par toute l'Espagne, que ravagera le fléau de la faim.

De Cuba et des Philippines arrivent aussi les échos de la misère qui envahit tout. Aussi bien aux colonies qu'en la métropole, la vie semble fuir et seuls s'entendent les cris de souffrance des meurt-de-faim et les lamentations de ceux qui pleurent les êtres chers, sacrifiés à une cause qui bien peu leur importe.

Il faut ajouter à tout cela que les assassinats en masse et les cruautés sans nom que la réaction cléricale inspire et que le militarisme exécute ont produit une tension d'esprit telle que bien aveugle serait celui qui ne verrait s'approcher le cataclysme venant violemment mettre fin aux infamies et aux massacres de la monarchie restaurée.

L'agitation carliste est une preuve de ce que nous avançons : — comme toujours, alors qu'à l'horizon apparaît l'aurore de la Révolution, les bandes de Carlos VII se préparent à entrer en campagne. Quelques partis armés se sont déjà montrés en Espagne, mais que le lecteur ne croie pas que ces individus ont été assassinés lâchement comme les républicains de Novelda. Les réactionnaires sont loups d'une même portée; carlistes et conservateurs ne se mangent pas entre eux.

La guerre civile passée était fomentée autant par les carlistes que par les monarchistes aujourd'hui nos maîtres, et lorsque aux uns et aux autres il convint de ne plus la continuer, la paix se fit. Aujourd'hui, devant le danger, les conservateurs et les libéraux de la monarchie restaurée, guidés en cela par un très naturel instinct de conservation, aideront comme autrefois les sectaires de l'absolutisme.

Le cléricalisme s'est emparé des institutions; les armées sont commandées par des généraux appartenant à la moinocratie et le ministre de la guerre est un jésuite.

Sur tout cela la vague s'avance. Les insurrections de Cuba et des Philippines couronnant l'édifice, les carlistes en campagne; les séparatistes biscayens et catalans sur le qui-vive; les républicains détrônant leurs chefs, impatients de se lancer dans la lutte révolutionnaire que ces derniers enrayaient; les travailleurs chassés des usines, promenant leur misère par les rues; les paysans andalous pillant les boulangeries et les magasins de blé; les ouvriers militants du socialisme pourrissant dans les prisons et, dans un proche avenir, un assassinat consommé et des centaines de travailleurs au bagne ou déportés.

En avant! Il y a encore beaucoup d'hommes disposés à la lutte. Si la réaction se prépare, c'est qu'elle pressent que la Révolution va lui livrer bataille.

Le socialisme anarchique et l'esprit révolutionnaire subsistent encore en Espagne; ils feront leur œuvre et la solidarité des autres peuples ne nous manquera pas.

Persécutés, embastillés, déportés, nous continuerons à travailler pour la Révolution qui s'approche.

R. Mella.

Suisse

Soleure. — M. Dominique Jaeggi, de Rothacker, a été arrêté pour avoir commis un assassinat. Jugé par le tribunal d'Olten et reconnu innocent, Jaeggi a recouvré sa liberté. En guise d'indemnité pour l'emprisonnement qu'on lui a fait subir, cet homme a reçu la somme de 70 francs.

Avec un tarif aussi réduit, dit un journal, la justice pourra pendant longtemps se payer le luxe d'arrestations illégales; ça ne la ruinera pas! Si le journal entend, par la justice, les juges, il se trompe, puisque c'est nous qui payons les indemnités. Mais, si en pareil cas l'indemnité était payée par le juge et équivalait à une année de son salaire, des erreurs semblables à celles commises pour Jaeggi, Lugrin, Martouray, Forty, et tant d'autres, seraient moins à craindre.

⁂

Berne. — 244.119 *non* contre 191.655 oui, tel est le résultat de la votation du 28 février sur la Banque d'Etat. Ce refus cause bien des déceptions parmi les patriotes de l'assiette au beurre, mais rassure la bancocratie. Pendant la guerre franco-allemande, alors que le trésor fédéral était obligé, pour alimenter d'or les caisses publiques, de faire venir des livres sterling au prix de 25 fr. 25, la banque de Porrentruy faisait — en un seul jour — 500.000 francs de bénéfice en exportant du numéraire recueilli en Suisse. Pour 1896, la banque de Lucerne a distribué 17 pour cent à ses actionnaires, etc.

On devine que la Banque d'Etat aurait nui à ces honnêtes profits, mais l'extension du fonctionnarisme est très redoutée, — nous avons déjà 13.600 employés fédéraux. — Le triomphe des banques privées est dû en grande partie à la crainte de cette pieuvre.

⁂

Genève. — Parmi les bourdes remplissant les proclamations en faveur de la Banque d'Etat, figurait la suivante :

Les succursales de la Banque d'Etat « *prêteront aux braves gens sur la simple garantie de leur probité* ». — Ouf!!! Quel paradis, mes amis!

Et encore : « *Ces banques ne chercheront* pas *à faire de* gros bénéfices. » Puis, quelques alinéas après : « *La Confédération encaissera chaque année* au moins dix millions de bénéfice. »

Si imbéciles qu'un politicien estime les votants, et non sans raison, il y a une mesure, même dans le degré d'imbécillité de ces « chers concitoyens ». Cette fois, pour l'avoir dépassée, les meneurs socialistes ont donné trop de prise à leurs adversaires, et, malgré l'alliance radicale, rendu leur échec plus accentué : 2.931 *oui* contre 9.946 *non*.

⁂

Tessin. — Une jeune fille orpheline suivait les cours de l'université de Berne, elle y fit connaissance d'un étudiant de Lugano, tous deux s'aimèrent et le jeune homme était devenu sincèrement amoureux de la jeune Bernoise, Mlle Ida R...

Devant retourner au Tessin, l'étudiant partit et sa fiancée l'accompagna. A peine arrivés en gare de Lugano, les gendarmes mirent la main sur Mlle R... et la jetèrent en prison.

L'étudiant, un nommé Vegezzi, fils d'un personnage influent du parti gouvernemental, fut prié de se rendre à la police. Mlle R... sa fiancée, lui fut présentée, mais Vegezzi déclara ne point la connaître. Folle de douleur et de honte, la malheureuse enfant si atrocement reniée sortit un flacon de son corsage et en avala le contenu. Malgré des soins empressés, le sublimé corrosif accomplissait son œuvre, et la jeune fille succomba.

« Ses funérailles ont été très imposantes, et ont été l'occasion d'une véritable manifestation de sympathie pour la défunte. Le char funèbre, couvert de fleurs, était suivi par la colonie confédérée, et par un grand nombre de dames et de demoiselles de Lugano. Au cimetière, une allocution prononcée, dans laquelle se trouvait une allusion au triste événement dont la défunte a été victime, a fait éclater, malgré la solennité du lieu, les applaudissements de l'assistance. »

Et la feuille conservatrice termine ainsi : « Voilà un jeune homme qui entre dans la vie avec une bien mauvaise action sur la conscience. » Si ce jeune homme était le fils d'un manœuvre, le journal se contenterait-il de cette terne appréciation?

Pareil drame, dans la province de Naples, aurait eu un dénouement quelque peu différent. Un parent de la victime aurait épargné au fils du gouvernant de garder plus longtemps « sa bien mauvaise action sur la conscience ».

Aux Etats-Unis, la colonie à laquelle appartenait la victime aurait lynché le coupable.

En Suisse, on est plus mouton, on bêle, et encore pas toujours.

Dès que l'arrestation de Mlle R... fut connue dans la Suisse allemande, elle y causa un grand émoi; les journaux de ces cantons, les premiers, racontèrent l'infâme conduite de la police du Tessin,

et l'atroce lâcheté des Vegezzi; ils blâmèrent les autorités tessinoises d'avoir fait servir la gendarmerie à des intérêts privés, négligeant de rappeler que ce n'est pas la première fois, — et que ce ne sera pas la dernière. La police de Zurich, obéissant aux ordres d'une famille riche, a fait arrêter, sur le territoire du canton de Thurgovie, une jeune femme sans fortune, que le fils de ces gens riches voulait épouser. Et, parmi d'autres faits analogues, la sombre affaire du grand peintre bernois Stauffer est encore présente à toutes les mémoires. L'ambassadeur de la Confédération suisse à Rome, sur les ordres venus de Berne, demanda et obtint le concours de la gendarmerie italienne pour servir les intérêts purement privés de la famille Welti-Escher. Deux suicides furent la conséquence de cette criminelle immixtion des gouvernants. L'exemple, on le voit, vient de très haut: les Vegezzi l'ont suivi.

Les journaux tessinois — comme il faut de la copie et surtout ne pas avoir l'air d'être à la dévotion des gouvernants — publièrent quelques lignes sur l'affaire Vegezzi, alors qu'elle était connue de toute la Suisse.

Pourquoi Mlle R... s'est-elle empoisonnée? Pourquoi a-t-elle pris cette résolution suprême? Sans ce suicide, jamais la vérité n'aurait transpiré.

Dans la situation de Mlle R..., toute autre jeune fille ainsi pourvue d'un casier judiciaire grâce à la prévoyance des Vegezzi, dûment et officiellement reniée, et livrée à la merci des proxénètes, toujours et partout à l'affût des délaissées, il y avait quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent que la pauvre abandonnée échouât dans quelque maison de prostitution.

Et, on vient de le voir, la police a diverses façons d'aider au recrutement des lupanars.

En famille, on aurait immolé le veau gras en l'honneur du bon jeune homme, assez soucieux de son... honneur pour ne pas associer sa vie à celle d'une dépravée.

Vertueuse, dévouée, remarquablement intelligente, saine et belle comme Junon, toute femme sans fortune qui a confiance dans la parole d'un homme riche n'est qu'une dépravée.

Ah! si la jeune Bernoise avait été bossue et couverte d'écrouelles, mais légale propriétaire d'un portefeuille bourré de titres de rente et de bank-notes, — peu importait la provenance, pourvu que le magot n'échappe pas — les Vegezzi se seraient hâtés de quérir l'office de M. le maire de Lugano, puis, le jour des noces, les gendarmes respectueux et gantés de blanc auraient monté la garde devant l'église pour contenir la foule béate, voulant contempler de plus près le brillant cortège de l'épousée.

X...

Russie.

Les manifestations provoquées par le suicide, dans la forteresse Saints-Pierre-et-Paul, de Marie Vietroff ne se sont pas bornées à Saint-Pétersbourg. A Kiew, il y a eu des manifestations dans les rues, organisées par les étudiants. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, mais, à l'exception d'une cinquantaine, on a relâché tout le monde. A Kharkoff également les étudiants ont manifesté. Pour cette dernière ville, les nouvelles venant de Russie ajoutent que la population en général s'est montrée très sympathique envers les manifestants.

Les arrestations sont moins nombreuses qu'on n'aurait pu supposer. On dit en Russie que le gouvernement a peur de trop irriter les étudiants qui, depuis plusieurs mois, ne cessent pas de s'agiter.

∴

La censure russe a défendu à toutes les publications périodiques d'insérer quoi que ce soit relativement aux questions ouvrières. Les directeurs de tous les périodiques ont dû s'engager par écrit à s'abstenir de toute publication de ce genre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

La direction du *Musée Social*, 5, rue Las Cases, Paris, désirerait acheter la collection des journaux *le Prolétaire*, *le Prolétariat*, du *Citoyen* et de l'*Egalité*, les *Comptes rendus des congrès socialistes*, ainsi que les brochures de Guesde, Lafargue et Cie. Adresser les offres à l'adresse ci-dessus.

Le Repaire. — Les Malfaiteurs se réunissent le dimanche, au bord de la Bièvre, porte de Bicêtre.

Le 18 avril, à 1 heure, causeries et ballade. — A 9 heures, soirée familiale, causerie par Vandale sur l'*Harmonie par le désordre*. Chants et poésies.

∴

Le groupe d'études *la Vraie Justice*, qui a pour organe une revue de ce nom, organise un banquet, dit *Banquet des Idées Nouvelles*, pour le mois de mai. Cotisation : 2 fr. Les adhérents s'adresseront aux organisateurs du groupe Wiley et Alphonse Argence, 69, rue Blanche, où ils sont en permanence le mardi soir.

∴

Bibliothèque sociale de Montmartre. — Réunions privées le samedi 15 et le jeudi 20 avril, à 8 h. 1/2.

Les lettres d'invitation sont exigibles à l'entrée.

Pour être invité, s'adresser :

Aux bureaux du *Père Peinard*; chez M. Lille, rue Burq; chez M. Brunet, 8, rue de Panama.

∴

ROANNE. — Un jeune copain invite les camarades à se trouver le samedi 24 avril, à 8 heures du soir, chez Rimaud, cafetier, 70, rue de Clermont, où il fera une causerie sur le sujet : *Les Sociétés modernes : les Gaspillages*.

∴

MARSEILLE. — Les *Libertaires* organisent pour le samedi 17 avril une grande soirée familiale dans la grande salle de la brasserie Noailles. Entrée rue Thubaneau, 46.

Grand concert suivi de bal.

Causerie par le camarade Calazel. — Sujet traité: *Historique des religions*.

Le piano sera tenu par un camarade.

∴

NICE. — La *Jeunesse libertaire de Nice* se réunit tous les dimanches, à partir de 8 heures du soir, au Comptoir de Nice, rue Pastorelli.

On trouvera au groupe des brochures et des journaux de nos écrivains libertaires.

∴

SAINT-ETIENNE. — Ceux qui pensent que si l'anarchie est la négation de tout ce que l'on nous a enseigné jusqu'à ce jour, il est illogique de s'appuyer sur la solidarité, principe aussi vieux et aussi bête que le monde, sont invités à se réunir, le samedi 24 avril, au Bon Coin stéphanois.

∴

BRUXELLES. — Grand meeting public et contradictoire, Salle des Brigittines, rue des Brigittines, le mardi 27 avril, à 8 h. 1/2 du soir.

Ordre du jour :

1° *La Banqueroute du 1er Mai.*

2° *La Grève générale.*

Il est de l'intérêt des travailleurs d'être nombreux à cette réunion pour y entendre discuter d'une façon loyale les vrais principes révolutionnaires. Plusieurs orateurs prendront la parole dans les deux langues.

∴

HOLLANDE. — A l'occasion du 1er mai, des compagnons hollandais se proposent de faire paraître une gravure dessinée par un artiste de ce pays; c'est une des rares fois qu'un de nos peintres s'intéresse au mouvement.

Notre gravure sera intitulée : *Ecrasement*, et nous espérons que partout les camarades en prendront afin de faire œuvre de propagande. Les travaux hollandais ne sont jamais accessibles aux autres pays; avec une illustration cela est différent, tous pourront en profiter. Cette œuvre sera adressée à tout le monde.

On devra nous adresser 1 franc pour recevoir un exemplaire, et 25 francs pour en recevoir *cent*, dans toutes les villes du monde, mais payables d'avance. Mais il faut les demander sans retard.

Red. An-Archie.

PETITE CORRESPONDANCE

V., à Reims. — Reste 4 à payer.

Un lecteur, Lyon. — Nous ne parlons pas du spiritisme, parce que nous ne nous occupons pas de fumisterie.

G., rue du Cirque. — Reçu timbres. En portons le montant à la souscription. Merci.

Julien. — Convocation arrivée trop tard.

Nice. — Reçu 5 fr. pour brochures.

R., à Nîmes. — Brochures expédiées. Je n'ai rien à vous répondre, je ne le sais pas moi-même.

R., à Roanne. — *Soliloques du Pauvre*, 1 fr.

Roubaix. — Envoyez-nous 200 brochures. Vous retiendrez le prix sur la vente du journal.

Marseille. — Expédiez-nous une dizaine d'exemplaires des *Crimes de Dieu* : vous vous ferez solder sur la vente des *T. N.*

G., à Nantes. — Connais pas le volume en question, mais à voir d'où il est édité ça ne doit pas être fameux.

L. Demuyster, à Saint-Etienne. — Nous ne demandons pas mieux que d'insérer votre adresse, mais envoyez-la-nous. Lu les vers, mais pas assez bons.

G., à Saint-Denis. — Voulez-vous passer chez le vendeur prendre 60 invendus ?

L. D., Bruxelles. — Reçu les listes, publierons prochain numéro.

L. Th., à Alais. — Voulez-vous nous envoyer votre adresse, nous serions heureux de correspondre avec vous.

A. A. D., à Gigeau. — Nous tournons dans un cercle vicieux. Il est temps de s'arrêter.

C. B., à Bordeaux. — Tout reçu maintenant. Merci.

A. M., Milan. — Nous avons plusieurs abonnés dans votre ville. Au nom duquel faut-il porter l'abonn. et expédier les nos demandés? Nous n'avons pas G. R.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : P., à Romilly, 4 fr. — M., à Saint-Aubin, 2 fr. — Nantes: Guhur, 0 fr. 50; X., 0 fr. 25; Un bon bougre, 0 fr. 50; Bon Guy, 0 fr. 50; Un artificier, 0 fr. 50; Un copain, 0 fr. 50; Roger Henri, 0 fr. 50. En tout : 3 fr. 25.

Listes précédentes : 309 fr. 60. — Total général : 318 fr. 85.

Reçu pour le journal : G., rue du Cirque, 0 fr. 55. — L. J., rue J. de B., 5 fr. — G., à Langon, 0 fr. 25. — M., à Saint-Aubin, 2 fr. — L. B., 0 fr. 50. — Liste de Saint-Etienne : L. Demuyster, 0 fr. 20; Revelin, 0 fr. 25; Une bombe, 0 fr. 25; Un libertaire, 0 fr. 25; Soupé des bastilles, 0 fr. 25; Une nonne rouge, 0 fr. 10; Une malheureuse, 0 fr. 10; Criminelle de la galette, 0 fr. 10; Contre les patrons, 0 fr. 25; Un camarade, 0 fr. 25. En tout, 2 fr. — Liste Saint-Barnabé, par Cheylan : Léon, 1 fr.; Un gueux, 0 fr. 10; Beribi, 0 fr. 20; Un ratichon, 0 fr. 20; L. Blin, 0 fr. 40; Un anarcho, 0 fr. 20; Duacir, 0 fr. 20; Un anarcophile, 0 fr. 50; Z., 0 fr. 20. En tout, 3 fr. — L., à Epinal, 0 fr. 75. — L., au Mans, 0 fr. 50. — Merci à tous.

S. P., à Bordeaux. — D., à Saint-Quentin. — N., à Verviers. — H.; G. et H., à Reims (par le *P. P.*). — C., à Apt. — A. C., à Estagel. — Mme H., à Alais. — B., à Nantes. — M., à La Haye. — B., à Brest. — Agence, Genève. — M. P., à Milhau. — L. L., à Jemmepes. — K., à Bruxelles. — A. D., à Buenos-Ayres. — E., à Montpellier. — V. F., à Saint-Claude. — P., à Bédarieux. — L. M., à Roubaix. — E. R., à Bordeaux. — R., à Roanne. — B., à Albi; V., à Rive-de-Gier; B., à Nouzon; D., à Morez (par le *P. P.*). — V., à Tulle. — G., à Nantes. — G., à Grenoble. — C., à Grenoble. — P. R., à Copenhague. — P. C., à Saint-Cloud. — A. M., à Milan. — F., à Saint-Denis. — D. G., à Reims. — V., à Nîmes. — B., à Rouen. — V., à Beaumont-le-Roger. — S., à Dobritch. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

DEUXIÈME ANNÉE, N° 52 — DIX CENTIMES — DU 24 AU 30 AVRIL 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UN DERNIER MOT

Le groupe des E. S. R. I. a cru trouver, dans les articles qui répondaient aux leurs, des insinuations malveillantes à leur égard.

Ayant émis des idées générales, ils devaient bien s'attendre à ce qu'on leur réponde. S'il y a eu pointes, l'article de Kroujok n'était pas en retard. Je suis surpris seulement de leur susceptibilité que je trouve excessive et regrette qu'ils aient cru à de la malveillance alors que je ne compte que de bons camarades parmi le groupe et je tiens à déclarer, sans crainte d'être démenti par nos collaborateurs, qu'ils ne comptent que des amis aux *Temps Nouveaux*.

J. GRAVE.

Certes, je n'ai jamais eu la pensée de mettre en doute la sincérité des E. S. R. I. et je dois avouer que je n'ai à l'égard de ceux d'entre eux que je connais que la plus profonde estime. Mais je demeure fort surpris de voir des anarchistes entendre si mal la contradiction; je n'aurais jamais cru qu'il y eût des libertaires aussi intolérants.

A. GIRARD.

AGIR ET DISCUTER [1]

Cela était la théorie. Mais en pratique, lorsqu'on fut en pleine lutte électorale, on n'eut bientôt plus qu'un but : faire nommer son candidat; programmes minimum et maximum s'en allèrent à vau-l'eau; décrocher, à tout prix, la timbale électorale devint le seul objectif et, aujourd'hui, les collectivistes dits révolutionnaires ne sont plus que de vulgaires politiciens.

Et, la plupart du temps, il en sera ainsi de tous ceux qui se mêleront sérieusement à quelque tentative que ce soit. Le but immédiatement réalisable fera toujours perdre de vue le but plus éloigné. Et là je comprends très bien le sentiment qui retient les camarades du groupe des E.S.R.I. Mais, sous prétexte de ne pas nous laisser entraîner loin de notre idéal, sous prétexte que quelques-uns des nôtres pourront se laisser entraîner par le courant, il ne faut pas non plus tomber en l'excès contraire, et nous condamner à l'inaction systématique.

Notre programme doit rester absolument intransigeant, écarter de lui tout ce qui tendrait à le diminuer sous prétexte de l'élargir. Il doit rester immuable, menant la campagne anarchiste, montrant toujours le but éloigné sans s'occuper des risettes que lui font les prêcheurs de réforme, et ne pas faire entrer dans ses moyens des modes d'activité qui, temporairement, peuvent lui faciliter la besogne pour semer l'idée, mais n'ont rien à voir avec le but final.

Tout ce qui se fait à côté de nous répond à un besoin quelconque, peut nous servir à aller y développer nos idées; nous ne devons pas le dédaigner sous prétexte qu'ils sont en arrière de nous, nous devons tâcher d'y pénétrer, pour pouvoir y développer notre idéal à l'aise; ce sont des champs ouverts à l'activité individuelle de chacun de nous, mais il ne saurait trouver place en un programme général.

Les chambres syndicales, les associations coopératives de consommation, peuvent, lorsqu'elles sont fortes, amener une amélioration au sort des travailleurs, les aider à disputer quelque lambeau de bien-être ou d'indépendance à leurs exploiteurs, et, par cela, attireront toujours à elles les travailleurs. Pénétrons-y pour y propager l'anarchie, mais gardons-nous, comme on l'a proposé, d'insérer leur création dans notre programme, car c'est ici que serait le danger de déviation, et que ce qui ne devrait être qu'un moyen risquerait de devenir le but.

« *Distinguo* », me répondra-t-on. Mais toute notre existence, en la société actuelle, se passe à en faire, jusqu'à ce que nous arrivions à faire admettre notre façon d'agir. Et si nous ne voulons pas nous borner à prêcher des convertis, les travailleurs ne venant pas chez nous, il faut bien aller les chercher chez eux.

⁂

Il y a encore un autre point où aurait pu se donner cours l'activité des anarchistes et où, également, il n'a rien été fait.

Un jour, je reçus la visite d'un camarade qui m'exposa que, ayant des enfants en âge d'aller à l'école, il lui répugnait de les envoyer à l'école bourgeoise et voulait savoir s'il n'existait aucune école où les enfants recevaient une éducation conforme à leur nature et où leur cerveau n'était pas déformé d'après les préjugés bourgeois. Je dus lui avouer qu'il n'existait rien de semblable, sauf deux écoles que je lui indiquais, où des amis essayaient de rapprocher leur enseignement du système rationnel, autant que le leur permettait l'autorité bourgeoise sous le contrôle de laquelle ils étaient.

Mais, frappé de l'embarras qu'il m'avait exprimé, et qui devait être le même pour tous ceux des nôtres ayant des enfants, je lui demandais de m'adresser à ce sujet une lettre que j'aurais insérée, en appelant l'attention des camarades, ce qui aurait pu susciter quelques initiatives. Le camarade promit, mais n'envoya rien. De mon côté, j'en parlai à quelques amis touchant de par leur position à l'enseignement, puis, n'entendant plus parler de rien, la lutte de tous les jours me fit perdre cela de vue, et les bonnes résolutions restèrent avortées.

Fonder une école où des amis anarchistes feraient l'éducation des jeunes, selon la conception anarchiste, n'est certes pas une œuvre qui se bâclerait en un tour de main, il faudrait du temps, de l'argent, beaucoup d'argent, de l'initiative et des efforts multipliés et répétés; mais plus la tâche était ardue, plus la somme d'efforts à donner était forte, plus le champ d'action était large et assurait de la besogne à ceux qui s'y seraient adonnés. Ce qui prouve que lorsqu'on parle d'agir, ce n'est pas toujours de la chanson.

⁂

En passant en revue ces trois points spéciaux où aurait pu et pourrait encore se donner cours l'activité anarchiste, je n'ai nullement la prétention d'avoir donné un aperçu de tout ce que pourraient faire les anarchistes. Elles doivent être nombreuses encore les occasions d'agir selon l'idéal, elles doivent nous crever les yeux, sollicitant notre attention, et nous passons sans les voir, jusqu'à ce qu'un incident, une controverse, comme celle qu'a soulevée le camarade M. P., nous fasse ouvrir les yeux et réfléchir. Et loin de nous froisser qu'un nouveau venu nous fasse la leçon; au lieu de le prendre sur le ton de la raillerie pour lui répondre, nous devons rechercher ce qui, en notre conduite, peut prêter à la critique, et le remercier de nous avoir amenés à réfléchir. L'intervention du camarade M. P. n'aurait-elle eu que ce seul résultat, nous devrions l'en remercier.

Mais, ce qu'il y a de mieux, en ces trois cas que je signale : il s'agissait simplement de se remuer, de savoir prendre et garder l'initiative de la chose; l'argent, nous l'aurions trouvé chez ceux qui, sans être anarchistes, s'indignent des infamies courantes, qui veulent sortir de la machine à étouffer qui nous enserre, et attendent qu'on leur indique la voie.

La discussion, encore une fois, est bonne, elle nous a utilement servis jusqu'ici, mais l'idée a marché vite, énormément vite, relativement aux autres idées. Nous ne savons pas ce que nous avons à faire, et nous sommes arrivés à une phase d'évolution où on nous demande autre chose que des phrases, où il nous faut démontrer ce que nous savons faire de pratique : à nous de démontrer si nous serons à la hauteur de la tâche.

De toutes parts, on se plaint que les anarchistes ne font rien. On les accuse de piétiner sur place; d'aucuns, s'en autorisent pour faire machine en arrière et trouver des charmes au pain gratuit, à la loi de huit heures et autres balivernes et, de là, plonger dans le parlementarisme. Il s'agit de démontrer que l'on peut faire beaucoup sans rien renier de son idéal.

Certes, je suis convaincu, pour ma part, que jamais les idées ne se réalisent d'emblée telles qu'elles se conçurent primitivement. Jamais la masse ne les comprend dans leur ensemble. Certains en adoptent quelques parties, certains

(1) Voir les numéros 50 et 51.

autres en adoptent d'autres; d'autres encore y ajoutent ou retranchent: ce n'est que progressivement que l'idée chemine et atteint toute son intégrité.

Seulement, ce qui, pour moi, est aussi hors de doute, c'est que, plus large, plus actif et plus intense aura été le mouvement de propagande autour d'une conception, plus cette conception a de chances de triompher en le conflit d'idées qui nous entraîne. Tout en étant les hommes de l'idéal, les hommes de demain par la pensée, il faut, par l'action, démontrer que nous sommes aussi les hommes d'aujourd'hui. Il faut tenir ferme l'idéal tel que nous le concevons, mais il faut aussi savoir profiter de chaque occasion pour le propager, le développer à ceux que nous voulons convaincre. Et, pour cela, il faut de la volonté tenace, ne se rebutant de rien; il faut développer de l'initiative constamment. A nous de prouver que nous en sommes capables.

J. GRAVE.

L'ami Bernard Lazare nous adresse la lettre suivante :

« Paris, 17 avril 1897.

« Mon cher Grave,

« Une légère rectification. Dans ma lettre à l'*Avanti*, lettre qui approuvait Merlino avec lequel, vous le savez, je suis depuis longtemps d'accord, je n'ai pas dit que les *Temps Nouveaux* l'avaient excommunié. J'ai dit simplement ceci : Je vois, d'après les *Temps Nouveaux* et autres journaux libertaires, que vous êtes excommunié par les anarchistes. Et cela, mon cher Grave, je pourrais le montrer facilement. Ne l'a-t-on pas encore traité, il y a quelques jours, de triste sire, dans le *Libertaire*? Qu'a-t-il dit cependant, si on ramène ses manifestations à leur expression stricte? Il a dit que la tactique anarchiste était une et un l'idéal anarchiste. Vous qui êtes un évolutionniste et voulez vous baser exclusivement sur des données scientifiques, vous devriez, en ayant sous les yeux la marche et le développement de l'humanité, être de cet avis. Quant à moi, il m'est impossible de croire qu'une révolution changera en un clin d'œil le monde et les hommes. Plus je pense et plus la théorie catastrophique me semble absurde et enfantine.

« Bien cordialement vôtre,

« BERNARD LAZARE. »

Deux mots seulement, car la question de vote est, pour moi, tellement résolue, c'est elle qui, nous différenciant d'avec tous les politiciens, nous fait ce que nous sommes, que je ne puis comprendre qu'elle soit remise en discussion par ceux qui se disent anarchistes.

Bernard Lazare nous dit que la « tactique anarchiste doit être *une* et *un* l'idéal anarchiste ».

Il est évident que la tactique anarchiste ne peut être la réalisation immédiate de notre idéal; sans cela, ce serait la révolution qui commencerait. Mais, si nous ne pouvons réaliser tout notre idéal, nos actes de propagande doivent-ils s'inspirer au moins de cet idéal, et je ne vois pas du tout les anarchistes affirmant que personne n'a le droit de commander aux autres et allant voter pour quelqu'un qui sera chargé de faire des lois; affirmant que le parlementarisme n'est qu'un milieu corrupteur incapable d'apporter aucune amélioration au sort des travailleurs et allant se présenter aux suffrages des électeurs.

Je suis évolutionniste, c'est vrai. Mais il y a l'évolution qui progresse, va de l'avant; il y a par contre l'évolution qui régresse, retourne en arrière. Je crois être dans la première, j'ignore où vont ceux qui, après dix-huit ans de propagande sérieuse, indemne de toutes compromissions, veulent nous ramener aux tripotages électoraux.

J. GRAVE.

FIN DE COMÉDIE

C'est fait : nous avons eu la bataille annoncée depuis longtemps à grand fracas. Mais il n'y a toujours, de vaincue et de morte, que l'Association des répétiteurs.

Le résultat était facile à prévoir. L'interpellation est un bel exercice oratoire, fort capable de faire saillir les brillantes qualités des parleurs professionnels en quête des « très bien » réitérés de la gauche, ou de l'extrême gauche, ou du côté que l'on voudra. L'interpellateur peut encore ambitionner, selon les occurrences, les murmures d'admiration des jolies dames qui remplissent les tribunes comme pour une première; ou même, si ses intentions sont plus belliqueuses, viser à renverser un ministère pour se faire une place à lui ou à ses amis.

Mais toutes ces minauderies, toutes ces petites habiletés, toute cette stratégie en Chambre laissent le pauvre diable Gros-Jean comme devant, et plus étroitement que jamais emmaillotté dans ses langes légaux. Aussi, aller demander à des législateurs de vous délivrer d'un décret par un vote, c'est une idée assez biscornue. Empirisme semblable à celui des médecins inhabiles à guérir le choléra, qui aurait tué le malade, sinon en lui communiquant une congestion cérébrale, qui le tue!

Ceux qui ont des libertés à défendre n'ont certes qu'à les confier au Parlement, cette armée de braves que le moindre grain de sable fait dévier de sa route. Ainsi, ils étaient tout d'abord disposés, paraît-il, à ne pas accorder de quartier au ministère : il devait tomber irrévocablement sur la question des maîtres répétiteurs.

Mais le spectre terrifiant d'Arton a fait fondre comme neige toutes ces belles résolutions. La Chambre, de même que la femme de César, ne doit pas être soupçonnée; et elle l'aurait été, si elle avait sacrifié des ministres qui ont déterré les cadavres déjà vieux des panamistes, tout exprès pour instrumenter contre eux avec un zèle de parade.

Faut-il que cette sale catin en ait commis, pour éprouver si intensément le besoin de se refaire une virginité! C'est égal, trahir des malheureux qui vous ont pris pour avocats, et leur donner le coup de grâce, afin de passer une légère couche de vernis sur sa réputation endommagée, le moyen n'est-il pas merveilleux et ne prouve-t-il pas jusqu'à la dernière évidence l'irrémédiable corruption du parlementarisme, impuissant, de quelque côté qu'on le presse, à rendre autre chose que du pus, des trahisons et des compromis?

Barthou a fait dissoudre par son préfet de police l'Association des répétiteurs, dont il était membre honoraire; et M. Marc Sauzet, un ancien professeur, un bon collègue, qui était aussi de l'Association, n'a pas craint d'être contre elle le porte-parole du sinistre Rambaud.

Ces deux faits, à eux seuls, symbolisent et résument très bien la situation; et si, aux fruits, on reconnaît l'arbre, que penser de celui qui porte tout naturellement de telles vilenies; et ne serait-il pas grand temps de l'arracher jusqu'aux plus profondes racines?

Mais, en faveur de quelques branches jugées bonnes, quelques-uns demandent grâce pour l'arbre tout entier, espérant que de là viendra la régénération attendue.

Voyons donc de plus près ce que valent ces pures, ces saines, ces salutaires greffes.

Quant à moi, si j'étais maître répétiteur, des plaidoiries dans le genre de celles des Mirman, des M. Faure, des Roch, me feraient assez l'effet du pavé de l'ours.

Pour des gens qui, dans cette occasion, étaient les champions de la liberté, ils m'ont semblé ne pas promettre d'en octroyer beaucoup si jamais c'était leur tour de régner.

En somme, voici à quoi se réduit leur thèse : Laissez vivre l'Association, parce qu'elle a toujours été bien sage; parce que, sauf quelques écarts de style échappés, dans les débuts, à quelques sociétaires imprudents, elle a été constamment la fidèle observatrice des indispensables règles de discipline et d'autorité.

Ce ne sont pas eux, certes, qui auraient encouragé ces esclaves à opposer au maître une résistance franche et sans transaction. Tout ce qu'ils trouvaient à leur conseiller, c'était de chercher à désarmer sa colère en rognant leurs statuts jusqu'au point où il lui plairait de les juger inoffensifs.

M. Roch avoue même qu'il n'aurait pas reculé devant la suppression de la *Réforme universitaire*, organe de l'Association, que le radical Bourgeois estimait subversif.

Vous voyez comment, de concession en concession, l'Association, à supposer qu'ils eussent réussi à la sauver, était réduite à la plus complète impuissance. Elle devenait une chose sans personnalité, une sorte de fief du Parlement, sur lequel celui-ci aurait, à grand renfort de grosse caisse, étendu sa royale et inutile protection.

Opportunistes, radicaux, socialistes, ils sont tous du même acabit : ce sont des mendiants de suffrages, des racoleurs de clientèle électorale; et, du centre le plus pondéré à l'extrême gauche la plus échevelée, il ne faut pas les gratter longtemps pour retrouver les irréductibles gouvernementaux qu'ils sont ou qu'ils deviendront demain.

Vous comprenez : le suffisant Rambaud, tant prié, tant sollicité, s'est cru Dieu, et il s'est rengorgé dans la conscience de son pouvoir. Plus on faisait d'efforts pour le fléchir, plus il s'est piqué d'honneur de se montrer inflexible.

Il a très bien compris son rôle de dresseur; et il ne lui a pas été difficile d'avoir raison de la Chambre, cette haridelle qui a peur de son ombre.

Comme tout ministre qui se respecte, il a sa petite provision de spectres, qu'il sort au bon moment, et avec lesquels il mène sa bête où il veut.

Barthou, avons-nous vu, lui prête ceux de Panama, qui cependant commençaient à se défraîchir un peu. Mais il en est un autre, guère moins ancien, dont il joue à ravir, lui et ses comparses, les Marc Sauzet et Cie. C'est le spectre clérical.

Il a l'art d'évoquer l'invasion noire qui assaillirait et envelopperait collèges et lycées s'ils devenaient des centres d'agitation. Et, comme par enchantement, la Chambre, prise d'effroi, est domptée, et elle accepte tous les bâts et tous les ordres du jour de confiance dont on voudra la charger.

Reste à savoir si le travail de suggestion sera aussi aisé avec les intéressés, ceux dont on joue à la balle sans pitié; qu'on se renvoie de droite à gauche, des curés aux libéraux et aux socialistes, et qui ne reviennent toujours que plus meurtris de ces excursions capricieuses.

Etre mangé à la sauce franc-maçonne ou à la sauce cléricale, c'est tout un. Sans compter que nos républicains, roses ou rouges, savent bien être cléricaux quand leur intérêt le leur commande. Est-ce, par exemple, pour éloigner la soutane du seuil des collèges et des lycées que l'Université oblige ses maîtres répétiteurs à franchir celui de l'église, quelles que soient leurs convictions, et à y surveiller messes, vêpres, exercices de piété? Être clérical pour empêcher le cléricalisme de triompher, c'est une contradiction assez bizarre.

Nos répétiteurs n'ont qu'un moyen de s'assurer si ces appréhensions des gouvernants sont feintes ou réelles.

On a besoin d'eux, apparemment, pour défendre la citadelle universitaire, qui serait, dit-on, menacée. Eh bien! qu'ils exigent eux-mêmes, sans le secours de personne, qu'on reconnaisse leurs services à leur juste valeur. Qu'à la man-

vaise volonté ils opposent la mauvaise volonté : qu'ils soient avares de dévouement gratuit. Nul autre qu'eux-mêmes ne pourra leur obtenir le respect de leur dignité.

C'est une conquête longue et difficile qu'ils ont à faire. Ils n'y réussiront que s'ils s'attachent à faire mentir le ministre, qui triomphait devant la Chambre de la diversité de leurs intérêts, cause de division créée et habilement exploitée par le pouvoir; que s'ils prennent enfin conscience de ce qu'il y a d'artificiel dans ces classes ou sous-classes, dans ces compartiments sans nombre où on les a colloqués bon gré mal gré; que s'ils s'unissent dans une haine commune de l'ennemi commun.

Rambaud vient de leur extorquer impudemment un droit naturel, s'il en fut, et imprescriptible : le droit d'association.

A titre de compensation, il leur promet celui d'élire, comme membres des divers conseils universitaires, quelques-uns de leurs collègues, qui, à l'occasion, deviendront leurs juges, et qui, en tout cas, seront, si peu que ce soit, leurs législateurs. Afin de les réduire à l'impuissance, il les noie au milieu de leurs propres chefs, qui ont la haute main dans ces assemblées.

A ce cadeau, il en ajoute un autre, à peu près aussi précieux. Il veut bien, pourvu qu'ils en demandent l'autorisation, leur permettre des sociétés locales d'études, pourvu qu'elles s'en tiennent à d'inoffensives théories pédagogiques. Il va plus loin : il pourra tolérer de loin en loin des congrès, dont il se réserve, au préalable, de limiter et de tailler les programmes. On n'est pas plus généreux.

Que dirait l'ancien antiboulangiste, qui maintenant fait à son tour des coups d'État, si les victimes de son arbitraire suivaient le conseil qu'il donnait aux étudiants, en pleine Sorbonne, « de repousser la force par la force »?

J. Degalvès.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grand'Combe. — A la suite du renvoi de plusieurs centaines de mineurs, dont nous parlions dans notre avant-dernier numéro, les mineurs de la Grand'Combe se sont mis en grève. Avant même qu'ils aient pris cette détermination, le pays a été envahi de troupes expédiées là-bas dans le but bien évident de provoquer les mineurs et d'occasionner, si possible, des troubles pouvant servir de prétexte à une bonne petite fusillade. C'est une manière très expéditive de faire taire les réclamations des gêneurs que de les envoyer dans l'autre monde. Les actionnaires des mines du Gard, dont les dividendes allaient diminuer, sans cette excellente idée d'un renvoi en masse, doivent être contents de cette intervention si empressée de nos gouvernants à protéger leurs intérêts capitalistes et sauront, espérons-le, les en récompenser à l'occasion.

Ce qui est incompréhensible et dénote chez les mineurs un état d'esprit qui inspire des doutes sur la réussite de la grève, ce sont les cris de : « Vive l'armée! » poussés par les grévistes au sortir d'une réunion.

Que diable! quand a-t-on vu le bourreau acclamé par ses victimes? Laissons au chien de lécher la main qui le frappe!

* * *

La misère. — Au numéro 37 de la rue d'Angoulême, M. Fourneau et sa belle-mère se sont pendus par suite de leur situation désespérée. Depuis longtemps M. Fourneau, qui est ouvrier coiffeur, ne pouvait trouver de travail.

Mme V. Coutellier, se trouvant sans travail, s'est asphyxiée dans son logement rue Montmartre. Elle avait expliqué auparavant dans une lettre qu'elle préférait la mort à la mendicité.

Entre la mort et la mendicité, il est une troisième solution que les malheureux semblent trop souvent ignorer.

* * *

Le ministre des colonies a fait répondre à M. Henry Leyret, au sujet de son article sur Girier-Lorion, que celui-ci était devenu fou.

Parbleu! ce malheureux, après sa condamnation à mort, est resté pendant *huit mois* en se demandant chaque jour si son exécution serait pour le lendemain. Pendant ce temps, ses gardiens se divertissaient à jouer devant lui la comédie des derniers instants pour lui faire croire que le moment de son exécution était venu. Sa raison a sombré à un pareil supplice.

Et dire que ces misérables qui sèment la mort ou la folie tout autour d'eux ont l'audace de faire les prudes aux quelques victimes fortuites d'un acte de révolte contre leur tyrannie!

Lâches, lâches gredins!

A. G.

* * *

Villars. — Un professeur de philosophie au lycée d'Angoulême vient de donner une conférence publique et gratuite sur le travail dans la Salle philharmonique de cette ville.

Il a dit que le travail donne à l'homme la conscience de sa dignité et qu'il est un consolateur de tous les instants, une source de joie; sans le travail, nous resterions enfermés dans l'ignorance.

Un philosophe qui a dans une école bourgeoise de bons appointements, une bonne paye, une bonne table, un bon lit, le luxe, les jouissances, les voluptés, la satisfaction, tous les plaisirs de la vie, peut envisager ainsi le travail.

Mais que Messieurs les professeurs de philosophie des lycées aillent travailler à la journée, faire les travaux les plus rudes, les plus pénibles, sous le fouet du patron ou du contremaître, pendant des douze et quinze heures par jour, et ils pourront s'apercevoir que le travail n'est pas une joie, quand il est fait sous l'autorité d'un individu.

(*Correspondance locale.*)

Suisse.

Soleure. — Toute une famille composée du père, de la mère et de quatre enfants, menacée d'expulsion par le propriétaire, vient de se donner la mort en s'asphyxiant à l'aide d'un réchaud. La presse suisse, qui, comme toute presse, fait quotidiennement tous ses efforts pour perpétuer l'injustice qui est la base de la société présente, verse des larmes de crocodile sur la mort de ces victimes de la misère.

A signaler cependant l'attitude du *Bund*, organe de la haute bourgeoisie, qui déverse sur ces cadavres tout le fiel dont est gonflé, à l'endroit des pauvres, tout valet de presse qui désire complaire à ses riches seigneurs. D'après cet organe huppé, la famille Schœrer s'est tuée par orgueil et non par misère. Ils pouvaient gagner jusqu'à 9 francs par jour, alors qu'il est des employés ou des ouvriers — le *Bund* en connaît — qui ne gagnent pas 300 francs par an. Donc, 9 francs par jour pour six personnes, n'est-ce pas le Pérou? Que dira le *Bund* des joyeux fêtards de sa clientèle qui s'estiment ruinés quand ils n'ont plus que vingt mille francs de rente?

Au fond, ce qui choque profondément le *Bund*, — et, en ceci, il est le fidèle interprète des sentiments de sa clientèle — c'est de voir ces ouvriers appartenant à la classe dite aisée se montrer mécontents de leur sort au point de se tuer. Dangereux symptôme! Si maintenant les familles ouvrières ne se contentent plus, à six, de 9 francs par jour, quel danger ne vont pas courir les si doux privilèges des capitalistes!

A. Girard.

Espagne.

On lit dans l'*Eclair* :

Madrid, 15 avril (par service spécial). — La crise ouvrière continue en Andalousie. A Osuna, cinquante-deux personnes ont été arrêtées. A Herrera, en Castille, les ouvriers se sont mutinés; les boulangeries ont été dévalisées.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Camarade,

Parmi les camarades, on vous dit juste et impartial. C'est pour cela que je me permets de vous écrire mes opinions sur les articles concernant la Crète.

Au lieu de conseiller au prolétariat turc, à la jeunesse turque, ainsi qu'à nos frères arméniens ou à n'importe qui de se donner la main, de se solidariser pour culbuter l'autorité du sultan, pourquoi soutenez-vous la discorde entre les prolétaires? Cette culbute du sultan ne serait pas pour le remplacer par l'autorité du Pendeur ou bien pour faire une colonie de l'Angleterre ou de la France, car ce ne serait vraiment pas la peine de faire couler notre sang, mais pour tâcher de faire quelque chose de mieux que cela.

Toute la presse chrétienne a écrit contre l'islamisme. Ça nous est bien égal. Mais cela n'a pas moins favorisé l'excitation du fanatisme religieux. La Russie, qui n'attendait pas mieux, n'a pas manqué de profiter de cette occasion en poussant autant qu'elle a pu. Les massacres des Balkans et les massacres des Arméniens n'étaient et ne sont que le résultat final de cela. Le fanatisme religieux devenait par répétition et persistance des causes (excitations) un fanatisme patriotique. La Russie, qui veut envahir l'Asie Mineure, continue toujours à exécuter ses intrigues, arranger des désordres, des massacres, grossir les prétextes pour protéger les chrétiens d'Orient, en rétablissant l'ordre, car la Turquie est incapable de le faire, si ce n'est pour mettre tout simplement la main sur l'Anatolie.

De lire dans votre journal : « Les Turcs sont des bandes de bêtes féroces », nous ne trouvons pas cela très agréable. Vous vous appelez « anarchistes », c'est-à-dire ceux qui ont des idées idéales, supérieures à celles des autres : nous ne le prétendons pas; peut-être on nous accusera de patriotisme, soit! Mais pourquoi les Turcs sont-ils des bêtes féroces et les autres ne le sont-ils pas? Etes-vous d'avis que c'est parce qu'ils étaient comme cela et n'ont pas des capacités pour être autrement? Je ne le pense pas.

Il y a parmi nous, « Jeunesse Turque », des amis de toutes idées; mais tous sont animés des sentiments de couper net, d'un bon coup, le despotisme. Pourquoi ne nous encouragez-vous pas? Vos mouchards nous font tant de misères, votre police nous a obligés à modérer notre langage, etc. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour répandre l'idée libertaire. Quand nous sommes venus pour la première fois en Europe, nous avons trouvé les étudiants et le peuple beaucoup au-dessous de leur civilisation prétendue. C'est vrai que vous nous comptez pour de parfaits ignorants, malgré notre zèle sérieux, parce que nous croyons que les habitants des pays occidentaux sont intellectuels au suprême degré, débarrassés des préjugés et du fanatisme. Quelle illusion! Nous n'avons pas tardé à comprendre la vérité. Nous nous moquons pas mal des attaques contre les Turcs. Comme j'ai déjà dit, parmi nous il y a des amis de différentes idées. Quand ils trouvent que même les anarchistes défendent la religion, les nations et préfèrent l'une à l'autre et surtout cela injustement, hypocritement, plutôt par un parti pris, alors ils se croient autorisés à s'indigner contre ces ignominies.

C'est à Constantinople que les amis qui se nomment encore « Turcs » et peut-être plus internationalistes que ceux soi-disant internationalistes révolutionnaires, lisaient continuellement les journaux anarchistes et les ont passés de mains en mains. Et M. Retté les appelle *bêtes féroces!*

Je suis sûr que ces « bêtes féroces » sont les seuls lecteurs, en Orient, des journaux anarchistes français, allemands et espagnols; dans un pays où il est défendu de se promener dans les rues trois ensemble et où la police a le droit d'arrêter le tramway si elle soupçonne qu'il y a quelqu'un qui ose porter n'importe quel journal bourgeois européen. Ces Turcs, puisqu'ils s'appellent encore ainsi, doivent faire de grands sacrifices pour faire circuler ces journaux comme pour autre chose. Vous pouvez vous renseigner, si vous le désirez, sur ces questions auprès des camarades de Genève.

Ce que je tenais encore à vous dire, c'est que, au lieu de faire appel « aux bons et loyaux citoyens » en faveur de la Crète, vous feriez beaucoup mieux de les appeler à détruire les religions et à mettre les hommes en solidarité.

A part un article de Ferrière dans le *Libertaire*,

qui dénonçait impartialement le vrai mal : la religion, tous les articles d'André Girard, Charles-Albert, Retté, sont écrits de parti pris, discordants et faux. Si vous espérez agir contre les puissances en éveillant l'opinion publique, d'abord très probablement vous ne réussirez pas, et puis, comme j'ai déjà dit, si vous réussissez à secouer l'apathie des avachis, il faut que cela soit pour des choses justes, bonnes et utiles à l'humanité.

Si vous voulez travailler ensemble, vous trouverez assez de bonnes volontés et de cerveaux instruits dans ces « bandes de bêtes féroces ».

Agréez, Monsieur, les salutations d'un simple de la *Jeunesse Turque*.

ALI ZUBDI.

Cette lettre, que nous avions reçue avec celle du Crétois musulman, a été écrite quelques jours seulement avant la mort du signataire, ce dont nous font part des amis de Genève en nous exprimant toute la douleur que leur cause la disparition de ce camarade, une vraie perte pour la cause

Au point de vue général, le camarade était certainement dans le vrai; pourtant, en le cas présent, nous ne méritons pas ses reproches.

Aux *Temps Nouveaux*, nous avons pour règle absolue de ne parler que des choses que nous connaissons — ou que nous croyons connaître. Chaque fois qu'il nous a été permis de connaître quelque chose du mouvement *Jeune Turc*, nous en avons parlé. Cela s'est produit très peu, parce que les *Jeunes Turcs* n'ont pas éprouvé le besoin d'entrer en relations avec nous, et que nous n'avions qu'à nous taire sur ce que nous ignorions.

Prêcher la solidarité universelle, c'est notre besogne de tous les jours. Si la phrase malheureuse de l'ami Retté est passée sans protestation dans le journal, c'est que nous attendions la rectification de nos lecteurs eux-mêmes; jamais nous n'avons eu l'intention d'écarter qui que ce soit de la grande famille humaine.

Maintenant, si nous sommes avec les Arméniens et les Crétois, si nous ne nous occupons des motifs nationalistes et religieux qui peuvent les diriger, c'est que, avant tout, il y a là une question d'humanité.

Ce n'est pas la faute des révolutionnaires turcs si chez eux ils ont un fou comme sultan, ils en sont également les victimes; mais, sous prétexte de fraternité et d'internationalisme, on ne peut pas demander aux Crétois et Arméniens de continuer à se laisser massacrer, en attendant que les *Jeunes Turcs* aient envoyé leur sultan rejoindre ses victimes au fond du Bosphore. Ici la question humanitaire efface la question d'idées : peut-être est-ce du sentimentalisme... nous n'en rougissons pas.

J. GRAVE.

* * *

Nous reproduisons l'appel ci-dessous, en priant les camarades qui possèdent les numéros demandés de bien vouloir nous les faire parvenir.

AVIS AUX CAMARADES DU MONDE. — Des camarades espagnols vont faire une brochure à propos du procès des anarchistes de Barcelone et son inquisition; mais il leur faut toute la presse bourgeoise des divers pays ayant parlé pour et contre les événements de Barcelone.

Les camarades de France et de l'étranger qui voudront bien coopérer à cette œuvre sont priés d'envoyer à notre rédaction tous les numéros de la presse bourgeoise qu'ils pourront se procurer.

Nous nous chargerons de les réexpédier aux camarades de l'Espagne. On recommande l'urgence des envois, et à la presse socialiste du monde de reproduire cet avis.

* * *

Le Repaire des Récoltés. — Réunion, dimanche, à 1 heure, aux fortifications hors barrière, à la borne, entre les portes de Bicêtre et d'Italie. — A 9 heures, soirée familiale en plein air. Causerie, chants et poésie. — Tous les camarades sont invités.

* * *

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe et de la banlieue de l'Est. — Samedi 24 avril, à 9 heures précises, au local convenu.

* * *

Bibliothèque sociale de Montmartre. — Réunions privées le samedi 24 et le jeudi 29 avril, à 8 h. 1/2.

Les cartes d'invitation sont exigées à l'entrée. Pour être invité, s'adresser :

Aux bureaux du *Père Peinard*; chez M. Lille, rue Burq, et chez M. Brunet, 8, rue de Panama.

* * *

BORDEAUX. — Deuxième réunion de quartier.

Samedi 24 avril, à 8 h. 1/2 du soir, réunion publique et contradictoire, 53, rue Saint-Bruno, au Quillé.

Sujets à traiter : Les anarchistes et ce qu'ils veulent; Le péril anarchiste.

Entrée : 15 centimes.

* * *

REIMS. — Nous apprenons à la dernière heure que les démocrates chrétiens organisent pour samedi 24 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Cruchon d'Or, une conférence publique et contradictoire avec le concours du renégat Boucher, ancien collectiviste, ex-anarchiste, ancien gérant du journal *le Cri des travailleurs*, qui envoya Girier-Lorion au bagne, aujourd'hui rédacteur au journal calotin *l'Avenir de Reims*, membre du comité central des démocrates chrétiens.

Aujourd'hui, les démocrates chrétiens sont fiers d'avoir cet individu comme porte-drapeau, et nous invitons les anticléricaux à venir bien l'examiner.

UN COPAIN.

* * *

Les camarades de Lugo (Romagne) préparent un numéro spécial pour célébrer l'anniversaire des événements de Conselin.

Ce numéro se vendra 10 centimes.

* * *

BRUXELLES. — Samedi 24 avril, à 8 h. 1/2 du soir, à la Colline, rue de la Colline, réunion du Cercle d'études sociales, et conférence du camarade T. Ludovic. Sujet : De la question de l'émancipation et des causes de son apparente infériorité dans l'état social; L'amour libre.

* * *

Un copain de Bruxelles voudrait vendre les *Mystères des foules*, de Paul Adam. S'adresser au bureau des *Temps Nouveaux*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Nouvelle Campagne, par E. Zola; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Mon vieux Paris, première série, par E. Drumont; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine. — Deuxième série, 1 vol., même éditeur.

Autour du Cœur, par E. Pagès-Lechesne; 1 vol., 3 francs, Bibliothèque artistique et littéraire de la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Même librairie : *A l'Essai*, par G. Roussel; 1 vol., 2 francs. — *L'Illusoire aventure*, vers, par A. Boissière; 1 vol., 3 fr. 50. — *Toi*, vers, par G. Pioch; 1 vol., 2 francs.

Projet de loi sur les unions professionnelles, par Sadeleer, circulaire n° 11, série A du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Chants libertaires, édition de l'*Agitateur*, 0 fr. 10 le fascicule, Victor Rapalle, 3, rue des Consuls, Marseille.

A LIRE

La Liberté de l'écrivain, Léon Millot, *Dépêche* de Toulouse, 12 avril.

Les Canuts, A. Bruant, *Echo de Paris* du 5 avril. — Même numéro : *Un Adultère*, par A. Germain.

L'Instruction secrète, H. Rochefort, *Intransigeant*, 7 avril.

La Descente, Maurice Talmeyr, *Figaro*, 7 avril.

Leurs fils, Descaves, *Echo de Paris*, 11 avril.

Un cœur d'or, Descaves, *Echo de Paris*, 18 avril.

BOITE AUX ORDURES

Le conseil municipal d'Alais vient d'émettre le vœu, motivé sur les événements actuels (grève de la Grand'Combe), que l'administration de la guerre donne à la ville d'Alais, qui en est dépourvue, une garnison d'un régiment ou tout au moins un bataillon d'infanterie.

(*L'Eclair*.)

AVIS

Aux cinquante premiers nouveaux abonnés d'un an qui nous rentreront, nous offrons en prime tout ce qui a paru des *Temps Nouveaux*, depuis le numéro 1 de la première année, au prix de 4 francs pris dans nos bureaux, 5 francs par colis postal.

Notre septième lithographie : *Les Errants*, signée Van Rysselbergh, est en vente au prix de 1 fr. 25, prise dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco.

Les autres : *L'Errant*, de ***, *Le Démolisseur*, de Signac, *L'Aube*, de Jehannet, *L'Aurore*, de Villaume, sont en vente au même prix. La première : *L'Incendiaire*, de Luce, dont il ne nous reste qu'une douzaine d'exemplaires, n'est plus donnée qu'aux acheteurs de la collection. La deuxième : *Porteuses de bois*, de C. Pissarro, commençant également à s'épuiser, n'est plus donnée qu'à ceux qui en prennent plusieurs de la série.

Nous avons aussi des tirages d'amateurs au prix de 3 fr. 25 l'exemplaire.

PETITE CORRESPONDANCE

Nist. — Nous signalons l'article à lire, mais en ce moment nous avons l'embarras du choix pour la reproduction. Quant au reste, j'ignore.

R., à Toulouse. — Oui, nous avions oublié de porter à votre actif.

A. M., à Buckingham. — Les ouvrages de Louise Michel, chez Dentu, 78, boulevard Saint-Michel; de George Sand, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber, et d'Eugène Sue, chez Maurice Lachâtre, 11, rue Bertin-Poirée. — Nous pouvons vous les faire prendre.

S., à Zurich. — Les 2 vol. expédiés.

R. D., à Marseille. — Les 2 brochures sont épuisées, c'est pourquoi je ne vous en ai expédié qu'un exempl. de chacune que j'ai retrouvé.

J. T., au Fromental. — C'est une erreur de notre part. L'abonn. était bien noté pour fin juin.

R., à Pitiglione. — 27, rue du Lac, à Ixelles-Bruxelles. *L'Anarchie, sa philosophie* coûte 0 fr. 60 franco. Redevez 0 fr. 35.

C. Henri. — C'est un sujet qui ne peut se traiter en 3 lignes de P. C. et qui sort de notre cadre. Le langage a commencé, chez l'animal, par des cris de souffrance ou de plaisir, et a évolué à devenir le langage chez l'homme. Lisez les ouvrages d'anthropologie qui traitent de cela.

Bruxelles et Millau. — Publierons listes de souscription semaine prochaine.

Millau. — *Peste religieuse* épuisée.

Un Libertaire, Marseille. — C'est Manouvrier dont j'ai parlé. Voici la liste de ses publications à consulter : *Les aptitudes et les actes*, bureaux des *Deux-Revues*, 111, boulevard Saint-Germain; *Genèse normale du crime*; *L'anthropologie et le droit*, Giard et Brière, 13, rue Soufflot; *Questions préalables sur l'étude comparative des criminels et des honnêtes gens*. Pour celles où il n'y a pas d'adresse d'éditeur, adressez-vous à l'auteur, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : Compagnon de la Cité du Bon Accord, 1 fr. 20. — X., 20 fr. — En tout : 21 fr. 20. — Listes précédentes : 318 fr. 85. — Total général : 340 fr. 05.

Reçu pour le journal : V., à Nimes, 0 fr. 45. — Largesse, 5 fr. — R., à Nimes, 0 fr. 75. — B., à Nancy, 4 fr. — B., rue D., 5 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — Un deuxième camarade, 5 fr. — Un troisième camarade, 5 fr. — R., Lausanne, 25 fr. — V. R., Londres, 50 fr. — C., à Nogent, 0 fr. 85. — J. T. au Fromental, 2 fr. 40. — Merci à tous.

B., à Saint-Marcellin. — J., à Voiron. — S., à Roubaix. — P., à Saint-Quentin. — M., à Anvers. — C., à Rome. — G., à Bourgoin. — A., à Niort. — S., à Brest. — J., à Châlons. — M., à Avignon. — G., à Reims; M., à Troyes (par le *P. P.*). — G., à Tarare. — L., à Marchiennes. — F., à Liège. — D., à Bruxelles. — E. A., à Lisbonne. — G. V., à Quevaucamps. — C. G., à Carmaux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 1 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 MAI 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Avec ce numéro, nous commençons notre troisième année d'existence, la dix-huitième en tenant compte que les Temps Nouveaux *ne sont que la suite du* Révolté *et de la* Révolte.

En commençant cette année, nous tenons à remercier les camarades qui nous ont constamment aidés à mener la lutte, et sans le concours desquels nous n'aurions pu tenir si longtemps. Nous espérons que ce concours, au lieu de se ralentir, nous sera continué, augmenté de nouveaux arrivants.

Cette fin d'année a été un peu plus dure; non pas que la situation ait empiré, mais tout simplement parce que, ayant atteint le maximum de crédit que nous pourions obtenir, il nous a fallu, chaque semaine, trouver l'argent nécessaire à l'apparition de chaque numéro.

Voilà deux mois que nous avons pu faire paraître le numéro intégralement, grâce à la bonne volonté des camarades. Si tous ceux de nos souscripteurs dont, pour beaucoup, l'abonnement expire avec ce numéro, veulent bien s'empresser de le renouveler, en tâchant d'y adjoindre l'abonnement de quelque adhérent nouveau, l'apparition du journal en serait facilitée pour le mois courant. C'est peu, mais comme nous avons toujours vécu au jour le jour, nous ne pouvons demander mieux.

Donc, merci à tous, pour leur solidarité passée et à venir, et : En avant!

J. Grave.

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris, le 7 mars 1896, à la salle des Mille-Colonnes*) (1)

VIII

Annihiler l'indépendance des cités; piller les riches guildes de marchands et d'artisans; centraliser entre ses mains le commerce extérieur des cités, et le ruiner; s'emparer de toute l'administration intérieure des guildes et soumettre le commerce intérieur, ainsi que la fabrication de toute chose jusque dans ses moindres détails, à une nuée de fonctionnaires — et tuer de cette façon l'industrie et les arts; s'emparer des milices locales et de toute l'administration municipale, écraser les faibles au profit des forts par les impôts, et ruiner les pays par des guerres, — tel fut le rôle de l'Etat naissant aux seizième et dix-septième siècles vis-à-vis des agglomérations urbaines.

Même tactique, évidemment, pour les villages, pour les paysans. Dès que l'Etat s'en sentit la force, il s'empressa de détruire la commune au village, de ruiner les paysans livrés à sa merci, et de mettre les terres de la commune au pillage.

⁂

Les historiens et les économistes aux gages de l'Etat nous ont enseigné, sans doute, que la commune de village, étant devenue une forme surannée de la possession du sol, qui entravait les progrès de l'agriculture, dut disparaître sous l'action de forces économiques naturelles. Les politiciens et les économistes bourgeois ne cessent de le répéter jusqu'à nos jours; et il y a même des révolutionnaires et des socialistes — ceux qui prétendent être scientifiques — qui récitent cette fable convenue, apprise à l'école.

Eh bien, jamais mensonge plus odieux n'a été affirmé dans la science. Mensonge voulu, car l'histoire fourmille de documents pour prouver à qui veut les connaître — pour la France, il suffirait presque de consulter Dalloz — que la commune de village fut d'abord privée par l'Etat de toutes ses attributions; de son indépendance, de son pouvoir juridique et législatif; et qu'ensuite ses terres furent, ou bien tout bonnement volées par les riches sous la protection de l'Etat, ou bien directement confisquées par l'Etat.

⁂

En France, le pillage commença dès le seizième siècle et suivit son train, à plus vive allure, au siècle suivant. Dès 1659, l'Etat prenait les communes sous sa haute tutelle, et l'on n'a qu'à consulter l'édit de 1667, de Louis XIV, pour apprendre quel pillage des biens communaux se faisait dès cette époque. — « Chacun s'en est accommodé selon sa bienséance,... on les a partagés,... pour dépouiller les communes on s'est servi de dettes simulées » — disait le « Roi-Soleil » dans cet édit... et deux ans plus tard il confisquait à son profit tous les revenus des communes. — C'est ce qu'on appelle « mort naturelle » en langage soi-disant scientifique.

Au siècle suivant, on estime que la moitié, au bas mot, des terres communales fut simplement appropriée, sous le patronage de l'Etat, par la noblesse et le clergé. Et cependant, jusqu'en 1787, la *commune* continuait d'exister. L'assemblée du village se rassemblait sous l'orme, allouait les terres, distribuait les impôts — vous pouvez en trouver les documents chez Babeau (*Le Village sous l'ancien régime*). Turgot, dans la province dont il était l'intendant, avait cependant déjà trouvé les assemblées de village « trop bruyantes », et il les avait abolies dans son intendance pour y substituer des assemblées élues parmi les gros bonnets du village. Et, à la veille de la Révolution, en 1787, l'Etat généralisa cette mesure. Le *mir* était aboli, et les affaires des communes tombèrent ainsi entre les mains de quelques syndics, élus par les plus riches bourgeois et paysans.

La Constituante s'empressa de confirmer cette loi, en décembre 1789, et les bourgeois se substituèrent alors aux seigneurs pour dépouiller les communes de ce qui leur restait des terres communales. Il fallut alors Jacquerie sur Jacquerie pour forcer la Convention, en 1792, à confirmer ce que les paysans révoltés venaient d'accomplir dans la partie orientale de la France. C'est-à-dire, la Convention ordonna le retour des terres communales aux paysans — chose qui ne se fit d'ailleurs que *là où elle était déjà faite révolutionnairement*. C'est le sort, vous le savez, de toutes les lois révolutionnaires. Elles n'entrent en vigueur que là où le fait est déjà accompli.

Cependant la Convention ajouta à cette loi de son fiel bourgeois. Elle ordonna que ces terres, reprises aux seigneurs, seraient divisées en parts égales entre les « citoyens actifs » seulement — c'est-à-dire entre les bourgeois du village. D'un coup de plume, elle dépossédait ainsi les « citoyens passifs », c'est-à-dire la masse des paysans appauvris, qui avaient le plus besoin de ces terres communales. Sur quoi — heureusement — nouvelle Jacquerie et nouvelle loi de la Convention, ordonnant, en 1793, le partage des terres par tête, entre tous les habitants — chose, encore, qui ne fut jamais faite, mais qui servit de prétexte à de nouveaux vols des terres communales.

⁂

Ces mesures ne seraient-elles pas déjà suffisantes pour provoquer ce que ces Messieurs appellent « la mort naturelle » de la commune? Et cependant la commune vivait toujours. Alors, le 24 août 1794, la réaction arrivée au pouvoir frappa le grand coup. L'Etat confisqua toutes les terres des communes et en fit un fonds de garantie de la dette publique, les mettant aux enchères et les livrant à ses créatures, les thermidoriens.

Le 2 prairial, an V, après trois ans de curée, cette loi fut heureusement abrogée. Mais, du même coup, les communes furent abolies et remplacées par des conseils cantonaux, afin que l'Etat pût les peupler plus facilement de ses créatures. Cela dura jusqu'en 1801, lorsque les communes de village furent réintroduites; mais alors le gouvernement se chargea lui-même de nommer les maires et les syndics dans chacune des 36,000 communes! Et cette absurdité dura jusqu'à la Révolution de juillet 1830; après quoi, la loi de 1789 fut réintroduite. Et, entre temps, les terres communales furent de nouveau confisquées en entier par l'Etat, en 1813, et pillées à nouveau pendant trois ans. Ce qui en resta ne fut rendu aux communes qu'en 1816.

Croyez-vous que c'est fini? — Pas du tout! Chaque nouveau régime a vu dans les terres communales une source de récompense pour ses suppôts. Aussi, depuis 1830, à trois reprises différentes — la première fois en 1837 et la dernière

(1) Voir les numéros 34, 38 à 40, 42, 45 et 47.

sous Napoléon III — des lois furent promulguées pour *forcer* les paysans à partager ce qui leur restait de forêts et de pâturages communaux, et trois fois l'Etat fut obligé d'abroger ces lois, à cause de la résistance des paysans. Tout de même, Napoléon III sut en profiter pour chiper quelques larges propriétés et en faire des cadeaux à certaines de ses créatures.

***

Voilà les faits. Et voilà ce que ces Messieurs appellent, en langage « scientifique », la mort naturelle de la possession communale « sous l'influence des lois économiques ». Autant vaudrait nommer mort naturelle le massacre de cent mille soldats sur les champs de bataille!

***

Eh bien, ce qui se fit en France, se fit en Belgique, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche — partout en Europe, à l'exception des pays slaves.

Mais quoi! les époques de recrudescence du pillage des communes se correspondent dans toute l'Europe occidentale. Les procédés seuls varient. Ainsi, en Angleterre, on n'osa pas procéder par des mesures générales; on préféra passer au Parlement quelques milliers d'*enclosure acts* séparés, par lesquels, dans chaque cas spécial, le Parlement sanctionna la confiscation — il le fait jusqu'à présent — et donna au seigneur le droit de garder les terres communales qu'il avait ceintes d'un enclos. Et, alors que la nature a respecté jusqu'à présent les sillons étroits par lesquels les champs communaux se divisaient temporairement entre les diverses familles du village en Angleterre, et que nous avons dans les livres d'un certain Marshal des descriptions nettes de cette forme de possession au commencement de ce siècle, il ne manque pas de savants (tel Seebohm, digne émule de Fustel de Coulanges) pour soutenir et enseigner que la commune n'a jamais existé en Angleterre autrement que comme forme de servage!

En Belgique, en Allemagne, en Italie, en Espagne, nous retrouvons les mêmes procédés. Et, d'une façon ou d'une autre, l'appropriation personnelle des terres, jadis communales, se trouva presque achevée vers les années cinquante de ce siècle. De leurs terres communales les paysans n'ont plus gardé que des lambeaux.

Voilà la façon dont cette assurance mutuelle entre le seigneur, le prêtre, le soldat et le juge — l'Etat — a procédé envers les paysans, afin de les dépouiller de leur dernière garantie contre la misère et l'asservissement économique.

***

Mais pendant qu'il organisait et sanctionnait ce pillage, l'Etat pouvait-il respecter l'institution de la commune, comme organe de la vie locale?

— Evidemment non.

Admettre que des citoyens constituent entre eux une fédération qui s'approprie quelques-unes des fonctions de l'Etat, eût été une contradiction en principe. L'Etat demande à ses sujets la soumission directe, personnelle, sans intermédiaires; il veut l'égalité dans la servitude; il ne peut admettre « l'Etat dans l'Etat ».

Aussi, dès que l'Etat commença à se constituer au seizième siècle, il travailla à détruire tous les liens d'union qui existaient entre citoyens, soit à la ville, soit au village. S'il tolérait, sous le nom d'institutions municipales, quelques vestiges d'autonomie — jamais d'indépendance, — c'était uniquement dans un but fiscal, pour dégrever d'autant le budget central; ou bien, pour permettre aux gros bonnets de la province de s'enrichir aux dépens du peuple, comme cela fut le cas en Angleterre, jusqu'à ces dernières années, et l'est encore dans les institutions et les mœurs.

Cela se comprend. La vie locale est de droit coutumier, tandis que la centralisation des pouvoirs est de droit romain. Les deux ne peuvent vivre côte à côte, et ceci devait tuer cela.

C'est pourquoi, sous le régime français en Algérie, lorsqu'une *djemmah* kabyle — une commune de village — veut plaider pour ses terres, chaque habitant de la commune doit porter une plainte isolée aux tribunaux, qui jugeront *cinquante* ou deux cents affaires isolées, plutôt que d'accepter la plainte collective de la *djemmah*. Le code jacobin de la Convention (connu sous le nom de Code Napoléon) ne reconnaît pas le droit coutumier : il ne connaît que le droit romain, ou plutôt le droit byzantin.

C'est pourquoi, toujours en France, lorsque le vent a abattu un arbre sur une route nationale, ou qu'un paysan, ne voulant pas faire lui-même la corvée pour la réparation d'une route communale, préfère payer deux ou trois francs au casseur de pierres — il faut que douze à quinze employés des ministères de l'intérieur et des finances soient mis en mouvement et que *plus de cinquante papiers* soient échangés entre ces austères fonctionnaires, avant que l'arbre puisse être vendu, ou que le paysan reçoive la permission de verser ses deux ou trois francs à la caisse de la commune.

Vous en doutez, peut-être? Eh bien, vous trouverez ces cinquante papiers, énumérés et dûment numérotés par M. Tricoche, dans le *Journal des Economistes*.

Ceci, bien entendu, sous la troisième République, car je ne parle pas des procédés barbares de l'ancien régime qui se bornait à cinq ou six paperasses tout au plus. Aussi, les savants vous diront-ils qu'à cette époque barbare, le contrôle de l'Etat n'était que fictif.

***

Et si ce n'était que cela! Ce ne serait, après tout, qu'une vingtaine de mille fonctionnaires de trop et un milliard de plus inscrit au budget. Une bagatelle pour les amoureux de « l'ordre » et de l'alignement!

Mais il y a pis au fond de tout cela. Il y a le *principe* qui tue tout.

Les paysans d'un village ont mille intérêts communs: intérêts de ménage, de voisinage, de rapports constants. Ils sont forcément amenés à s'unir pour mille choses diverses. Mais l'Etat ne veut pas, ne peut pas admettre qu'ils s'unissent! Puisqu'il leur donne l'école et le prêtre, le gendarme et le juge — cela doit leur suffire. Et si d'autres intérêts surgissent, —qu'ils passent par la filière de l'Etat et de l'Eglise.

Aussi, jusqu'en 1883, il était sévèrement défendu, en France, aux villageois de se syndiquer, ne serait-ce que pour acheter ensemble des engrais chimiques ou irriguer leurs prairies. Ce n'est qu'en 1883-1886 que la République se décida à accorder ce droit aux paysans, en votant, avec force précautions et entraves, la loi sur les syndicats.

Et nous, abrutis par l'éducation étatiste, nous sommes capables de nous réjouir des progrès soudains accomplis par les syndicats agricoles, sans rougir à l'idée que ce droit dont les paysans furent privés jusqu'à nos jours, appartenait à l'époque du moyen âge, sans contestation aucune, à chaque homme — libre ou serf. Esclaves que nous sommes, nous y voyons déjà une « conquête de la démocratie ».

Voilà à quel état d'abrutissement nous en sommes arrivés avec notre éducation faussée, viciée par l'Etat, et nos préjugés étatistes!

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

AVIS

Nous avons réussi à réunir deux exemplaires complets du Supplément de la Révolte. *Nous les mettons en vente au prix de 50 francs chaque. Chaque supplément comporte le numéro de la* Révolte *avec lequel il a paru.*

LA VILLE

Sous la coupole de fer des nuages, rayée d'entailles sanglantes, et dans les brumes lourdes des charbons, à mes pieds s'étendait la ville inconnue. Les îlots de brique et d'ardoise, les dômes, les campaniles, les cheminées hautes et les tours se pressaient, comme des cohortes en marche, de chaque côté du fleuve endormi. Trouverais-je là des idées vierges et de nouvelles âmes? — La nuit tombait. Des lumières jaunes et rouges s'ouvrirent comme des yeux, et le souffle admirable de la vie grandit avant de s'éteindre. Un instant, les illusions infatigables m'étreignirent encore.

Mais, dès que j'eus pénétré dans la cité mystérieuse, je compris qu'elle était l'œuvre de la même main fatale qui avait construit les autres. Le Mal la couvrait de ses ailes grandes, et les Erreurs anciennes, assises alentour sur les portiques, la regardaient de leurs yeux mornes, les coudes aux genoux.

Là aussi, les Joies s'étaient prostituées, et les pauvres étaient voués à l'abêtissement et au malheur. On y dépensait, sans fruit, des forces immenses; on y gâchait l'intelligence et l'adresse humaines; on y abandonnait l'avenir. On achetait, pour des impôts considérables, des maîtres polis et tyranniques, des prêtres efféminés et des juges pervers.

Nul n'ignorait que le chef de l'Etat n'agissait point, que les ministres prévariquaient, que les élus d'un peuple aveugle, avocats futiles ou fonctionnaires anciens et routiniers, se refusaient à toute réforme et spéculaient sans frein. Cependant, par ce qu'on croyait l'impuissance d'agir, par ce qui n'était que l'impuissance de vouloir, on acceptait ces choses. On agréait les mandataires de ce gouvernement méprisable, le préfet juif, le chef de cabinet dispensateur des débits de tabac, les bureaucrates préfectoraux préposés aux élections, aux marchands de vin, aux saltimbanques, aux courses et au prix Montyon, à la surveillance des journaux et à la censure, au culte catholique et à la visite des pharmacies, aux secours pour les anciens militaires et aux débits de poudre, aux recherches dans l'intérêt des familles et à la dynamite, au maraudage et à la taxe du pain.

On payait les prêtres d'une religion à laquelle on ne croyait plus. Si l'on riait du séminaire, où l'on enseigne à d'obtus paysans l'Ecriture sainte, le droit canon, le dogme, l'hébreu et une morale puérile, si l'on plaisantait le supérieur de la maison de philosophie, et cette faculté étrange où quelques aliénés inoffensifs étudient la patristique et l'apologétique, Monseigneur, avec son entourage de vicaires généraux, de prélats de la Maison, avec son officialité, et les chanoines d'honneur, honoraires, titulaires et prébendés du chapitre cathédral, n'en imposait pas moins. Et certes, par leur pouvoir de suggestion, ces prêtres étaient redoutables. Une armée de névropathes leur était soumise. Ils surprenaient une partie de l'argent et tous les secrets du monde.

Dans cette ville, comme dans les autres, la propriété héréditaire était sacrée. La destinée des hommes dépendait du hasard pécuniaire de leur naissance. L'or, multiplié par la concurrence des travailleurs et l'agio, s'entassait dans les mêmes coffres et la terre entière était possédée. Les gardiens de la paix, les agents de la sûreté, les gardes champêtres, les gardes-chasse et les gendarmes veillaient sur ces biens héréditaires, et, prête à renforcer la police contre ces gens qui naissent, n'ayant à eux que l'air, l'eau et la mort, l'armée inconsciente attendait des ordres aux points les plus éloignés des frontières. C'est que, plus que les membres, le cœur était en danger. Cependant les probes et les malheureux murmuraient. Ils imploraient la justice éternelle, la justice meurtrie et violée par ces juges

rémunérés qui condamnent les victimes d'une société qu'ils savent mauvaise. Ils eussent voulu qu'on employât au moins l'argent qu'ils donnaient au perfectionnement de l'humanité et à l'accroissement du bonheur des hommes.

Mais, si l'on instruisait les enfants, c'était dans le lycée redoutable, image de la vie future, égoïste et méchante. Ils y apprenaient, comme au temps d'Erasme, le grec et à haïr Homèros, le latin et à méconnaître Virgilius, la rhétorique et à respecter les idées pour leur vétusté, l'histoire et à admirer le despotisme et le meurtre, l'allemand pour la revanche et l'escrime pour l'honneur. Littératures de La Harpe, de Nisard et de Brunetière, métaphysique de Caro et morale de Jules Simon, ordres de Bonaparte revus par Portalis, économie politique de Leroy-Beaulieu, procédure pour le gain des causes injustes et législation financière pour bien conduire les grands vols, tel était l'enseignement supérieur.

Et, pour cette ville encore, la charité n'était que l'art de « n'avoir point de désespérés dans les murs ». Au pauvre anéanti par douze heures de travail, de gros négociants et des banquiers disaient : « Pourquoi ne suis-tu point les cours gratuits du soir? » et à celui qui a six enfants et qui gagne 4 francs par jour : « Pourquoi n'épargnes-tu point? » S'ils se plaignaient : « Quoi donc! Tu gémis? leur criait-on. Ne te donne-t-on pas des bons de pain, des bons de bois et des bons de viande? Si tu tombes malade, tu as l'hôpital, si tu t'alcoolises, l'asile des fous, si tu te révoltes, la prison, si tu te tues, la morgue, la fosse commune et un *De profundis!* »

Alors, j'ai quitté, vagabond éternel, la ville inintelligente et insensible, la ville de l'ennui, du malheur et de la haine, la ville sourde aux tonnerres lointains, la ville qui ne voit pas les premiers éclairs.

JEAN GRAMÈNE.

Mon cher Grave,

Mon article à propos de la Crète a soulevé des protestations dans les derniers numéros des *Temps Nouveaux*. Peut-être la phrase où je traitais les Turcs de « bêtes féroces » était-elle un peu sommaire et justifiait-elle, par là, le mécontentement de nos correspondants. Voici donc quelques explications qui la complètent.

Que le sultan soit un fou sanguinaire et que sa folie favorise considérablement les penchants féroces d'un grand nombre de ses sujets, cela est certain. Que la Russie profite de l'antagonisme des races dans l'empire ottoman pour faire le jeu de son ambition, cela est non moins certain. Il est évident aussi que le fanatisme religieux — musulman ou chrétien — joue un rôle énorme dans les conflits actuels et contribue à nourrir la haine entre les conquérants turcs et les conquis hellènes, arméniens ou bulgares. Mais il faut remarquer que le sultan n'a pas massacré *lui-même* des milliers d'Arméniens, de Grecs et de Bulgares et que son peuple, en général, a obéi avec allégresse aux ordres de massacre. D'autre part, si la Russie n'avait pas trouvé chez les Turcs une prédisposition à la violence, ses intrigues auraient échoué. On dira : « La férocité manifestée par les Turcs en Arménie et ailleurs provient de leur hérédité et de leur éducation. Ils n'en sont pas responsables. » Soit. — Mais alors faut-il excuser les massacres? Toute la question est là... Pour moi, dans le cas présent, je crois que les égorgés sont plus sympathiques que les égorgeurs et je persiste à croire également que toute protestation en faveur de ces derniers, d'où qu'elle vienne, doit être approuvée parce qu'elle marque le réveil du sentiment de justice chez les peuples d'Occident. Ce réveil est bien incomplet, sans doute, mais cela ne vaut-il pas mieux que l'indifférence?

Maintenant, je ne suis pas assez sot pour m'imaginer que tous les Turcs sont des brutes. Parmi eux il y a des hommes de valeur, d'intelligence droite, instruits et débarrassés du fanatisme religieux ou patriotique. Les lettres du *Musulman crétois* et de M. Ali Zuhdi le prouvent. Mais, encore un coup, l'existence de ces esprits généreux a-t-elle empêché les massacres et justifie-t-elle qu'on les excuse? Sous prétexte que les massacrés sont aussi bornés que les massacreurs, devons-nous rester indifférents aux actes de ceux-ci? Voilà le point à discuter et nul autre. — Pour moi, je maintiens que, *dans l'état actuel des choses*, il y a avantage et sécurité pour les Hellènes de l'empire ottoman à s'unir à leurs coreligionnaires de Grèce et que la formation d'un groupement hellénique qui barrerait le chemin de la Méditerranée à la barbarie moscovite est souhaitable.

Il est sans doute fort beau de rêver la société idéale où les conflits de races seront abolis, mais cela ne doit pas empêcher qu'on s'intéresse aux possibilités du présent. Beaucoup de nos camarades n'admettent pas cette façon d'envisager les événements. De là ces allures sectaires et cette tendance à se constituer en chapelles étroites et fermées qui nuisent au développement de l'Idée. Moins de discussions sur les principes et plus d'attention à la vie, cela serait sage.

Cordialement vôtre,

ADOLPHE RETTÉ.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Notre cher président voyage, et, comme il arrive à chaque fois qu'un souverain se déplace, les attentats contre la liberté agrémentent ses pérégrinations. A Saint-Nazaire, l'autre jour, on aurait arrêté quatre anarchistes qui se trouvaient dans la foule et que, sur leur tête, on a jugés dangereux. On aurait, à la suite de perquisitions, découvert à leur domicile un dessin de bombe au fulminate! Il en est qui ont peur de leur ombre; le vieux beau de l'Elysée a peur d'un dessin. Mais à quoi a-t-on reconnu sur le seul vu du dessin que la bombe devait être au fulminate? Sont-ils perspicaces, ces policiers!

Quel courage ne faut-il pas pour accepter un poste aussi périlleux que celui de roi ou de président! Et quel triste courage pour laisser commettre en son nom tant de violations du droit des gens!

***

Enfin! on va, espérons-le, faire une bonne loi qui empêchera à tout jamais les accidents de travail. C'est du moins ce que nous fait espérer la nouvelle que M. Charpentier, député, ému des nombreux accidents survenus ces temps derniers dans les mines, usines, chantiers et manufactures, va adresser une question au ministre des travaux publics concernant la mise en discussion de la législation « depuis si longtemps attendue sur les accidents ».

Il tarde de voir comment le Parlement s'y prendra pour décider les patrons ou directeurs d'industrie à renoncer à leur rapacité, principale cause des accidents de travail, et pour leur infiltrer le respect de la vie humaine, si contradictoire avec tout le système social présent?

ANDRÉ GIRARD.

***

ALAIS. — La grève de la Grand'Combe continue, mais sent sa défaite d'une lieue. Le pays est en état de siège et on ne peut aller pisser derrière sa propre maison sans rencontrer un gendarme à la figure rébarbative qui vous dit avec toute la politesse qui caractérise ce noble métier : « Où allez-vous? Passe pas! » Le citoyen Rouquette, un garçon très brave — je le crois du moins — mais qui est imbu encore de pas mal de préjugés, a pris la tête de la grève et a endossé une grande responsabilité. Il s'est fait déléguer auprès des « pouvoirs publics » qui l'ont passablement mal reçu par l'organe du sieur Turrel. Les mineurs d'Alais et Fontane invités par les grévistes de la Grand'Combe, descendus au nombre d'une cinquantaine environ, ont refusé de faire cause commune avec leurs camarades; les uns ont répondu qu'ils étaient fatigués de faire grève, les autres ont reproché aux grévistes leur manque de solidarité en 1890 : bref, la Grand'Combe seule est en grève.

Les grévistes ont commis deux lourdes fautes : d'abord, avant l'arrivée des troupes, d'avoir trop crié et pas assez agi. La seconde, c'est d'avoir introduit dans leur cause l'élément politique; ils ont appelé, en effet, à leurs secours les politiciens Lamendin et Basly, dit le député du pain cher. Ces Messieurs sont arrivés en gare d'Alais à 1 h. 12 et en sont repartis à 1 h. 46 après avoir, pendant une demi-heure, joué dans les salles d'attente aux roitelets devant une demi-douzaine d'imbéciles gobeurs.

Il faut espérer que la présence de ces deux représentants du peuple — ouf! — fera que les choses s'arrangeront, que Graffin sera moins têtu, que les renvois cesseront comme par enchantement; que les troupes seront retirées; que les renvoyés seront repris et qu'enfin les cailles ne tarderont à tomber du ciel toutes rôties. Ainsi soit-il, et vive la République!...

(*Correspondance locale.*)

***

REIMS. — La conférence organisée par les démocrates chrétiens au Cruchon d'Or a tourné, grâce à l'énergie des camarades, à notre profit.

Les démocrates chrétiens ont dû tous se sauver devant la contradiction des camarades qui, alors, en ont profité pour tancer tous ces lâches qui, devant la raison saine, ont été obligés de capituler.

Après plusieurs causeries anticléricales, on a chanté des chants et poésies révolutionnaires, puis fait une collecte pour la propagande anarchiste, qui a produit 3 fr. 45

Ce succès n'est pas fait pour nous décourager, au contraire, et nous continuerons de plus belle à lutter contre ces imposteurs qui, s'ils étaient la force, nous écraseraient sans pitié. Le fameux Boucher s'est abstenu de venir au Cruchon d'Or : il savait ce qui l'attendait.

(*Correspondance locale.*)

Italie.

Un jeune homme de vingt-quatre ans, nommé Pierre Acciatirio, a tenté de frapper le roi d'Italie d'un coup de poignard. Il a manqué son coup. Aussitôt, la foule courtisane et lâche l'a frappé de tous côtés. Quant à la presse, la stupide presse qui parle toujours de tout sans rien connaître, elle annonce un « attentat anarchiste ». Il suffit maintenant d'un acte de violence quelconque pour être traité d'anarchiste. J'ignore si Acciatirio est anarchiste; il l'est peut-être et ses explications nous l'apprendront, mais jusqu'ici son acte ne l'est pas. Frapper un roi parce qu'on est affamé — telle est la déclaration d'Acciatirio — c'est laisser entendre que l'on a foi en la toute-puissance royale pour faire disparaître la misère. Laissant de côté le plus ou moins d'opportunité ou de légitimité de l'acte d'Acciatirio suivant les circonstances et les mobiles qui l'ont déterminé, et que nous ne connaissons pas, et ne considérant que l'acte lui-même, il semble émaner de ce préjugé qui prête aux gouvernements l'omnipotence des « faiseurs de pluie » de chez les sauvages. Un anarchiste a conscience que la misère découle d'un ordre de choses dont l'organisation sociale est la seule cause et que c'est à elle qu'il faut s'en prendre. Un mannequin royal ou présidentiel est une vingtième roue au carrosse et sa suppression ne saurait amener d'amélioration notable. Il faut être bête comme un journaliste pour voir dans le régicide pur et simple un acte anarchiste. Tout dépend de l'état d'esprit qui a dicté l'acte.

A. GIRARD.

***

FOGGIA. — Après la grande propagande abstentionniste faite lors des dernières élections, le mouvement a atteint un développement remarquable.

Si nous sommes toujours peu nombreux relativement à la population entière, nous pouvons constater que nous avons fait un progrès considérable que personne ne peut nier. Les *quatre* pelés ne sont plus quatre comme autrefois : ils ont au moins doublé aujourd'hui.

Car comment expliquer que les publications succèdent aux publications? C'est avec l'argent des camarades qu'on imprime à toute occasion des numéros uniques, des manifestes, etc.

Outre les périodiques que vous savez, nous avons maintenant, depuis plus d'un mois, l'*Agitazione*, qui paraît régulièrement tous les dimanches à Ancône et qui promet beaucoup. Seulement nous au-

rions voulu qu'il n'eût pas entrepris une polémique inutile.

Au commencement de mai, les libertaires d'Orbetello (Toscane) feront paraître l'*Idea libera*, et les camarades de Macerata espèrent pouvoir publier la *Protesta Umana*, revue mensuelle d'études sociales, qui dut cesser sa publication à Tunis, en raison d'une loi draconienne sur la presse, émanée du gouvernement français.

Pour le 1ᵉʳ mai, enfin, on annonce des numéros uniques à Florence et à Chioggia (Venise).

Nous souhaitons que ce réveil devienne de plus en plus puissant.

* * *

Le gouvernement ne se contente pas d'avoir relégué nombre d'entre nous à Lampedusa, à Ventotene, à Ustica, à Pantelleria, à Lipari, etc., il est décidé, pour *nous exterminer*, à faire la persécution la plus infâme à nos journaux.

Les numéros 4 et 5 de l'*Agitazione* ont été saisis pour des articles où il n'y avait rien qui pût faire froncer le nez du procureur du roi d'Ancône, ce tendre cerbère des institutions; mais le magistrat en question a enchâssée dans sa boîte crânienne on ne sait quelle idée étrange et stupide des théories libertaires, et il saisit toujours, d'autant plus qu'il obéit ainsi à la vile consigne rudinienne, l'occasion de nous ruiner financièrement pour nous contraindre à nous taire.

Cette consigne est observée aussi par le procureur du roi de Messine, qui a saisi le numéro 11 de l'*Avvenire sociale* (acquitté dans le dernier procès) pour l'article : *Le début de la couronne*. Nous ne savons pas ce que cet article contenait d'incriminable, mais si d'après le titre de l'article on peut inférer qu'il devait être violent contre la dynastie savoyarde, nous demandons si un roi qui a l'impudence de dire, à l'ouverture de la vingtième législature, *que les joies de la maison royale sont les joies du peuple*, n'est pas un homme simplement *schifoso*, ainsi que tous ceux qui lui ont suggéré un semblable mensonge.

Bref, si le gouvernement veut nous exterminer, il se trompe. Qu'il nous relègue et vole nos périodiques : c'est à nous de lui démontrer que, malgré cela, nos idées marchent et marcheront toujours.

Camarades, je fais appel dans ces colonnes à l'union de toutes nos forces contre les lâchetés des serviteurs de la répugnante maison de Savoie.

Aidons nos journaux!

* * *

Pierre Acciarito, l'auteur de l'attentat à la vie de Humbert de Savoie, interrogé sur le métier qu'il exerçait, a répondu : « Affamé », et comme une telle demande lui était renouvelée, il repartit : « Affamé. »

Il narra ensuite son histoire et celle de sa situation. « J'avais, dit-il, une petite boutique de forgeron de clefs; mais, comme je ne faisais pas de fausses clefs, le travail me manqua. J'en cherchai, mais je ne pus pas en trouver. C'est aujourd'hui la condition de tous les ouvriers; le travail manque et la faim croît. Quand aujourd'hui j'ai vu tant de messieurs, tant de livrées et pensé que le roi avait donné 24.000 francs pour le cheval vainqueur, j'ai perdu la tête et j'ai fait ce que j'ai fait. »

A la demande s'il appartenait à quelque parti, il répondit : « Non, ce que j'ai fait, je l'ai fait seulement pour mon compte. »

Maintenant nous demandons à la presse bourgeoise si elle a le droit d'appeler fou ou exalté un jeune homme de conduite irréprochable tel que Pierre Acciarito, qui raisonne d'une manière si limpide.

Et nous demandons à l'imbécile roi savoyard si, après avoir échappé au poignard d'un affamé, il maintient encore l'opinion que « les joies du palais royal sont les joies du pays ». L'attentat à sa divine personne en est-il une preuve?

ROBERTO D'ANGIÒ.

Espagne.

Quelle ignoble machination que tout ce procès de Barcelone! L'affaire vient d'être examinée à nouveau, et cette fois par le conseil de guerre de Madrid.

La première fois, des scènes violentes, des altercations entre défenseurs et accusateurs s'étaient produites; les accusés avaient énergiquement protesté contre les tortures infâmes dont ils furent victimes et grâce auxquelles on leur avait arraché des réponses permettant d'échafauder cette monstrueuse accusation. Pour éviter le retour de semblables scènes, des précautions ont été prises cette fois-ci. Les accusés ne comparaissaient pas; quant aux défenseurs, ils ont été sans nul doute bien stylés, car sur les huit d'entre eux qui ont eu la conscience de se présenter au conseil de guerre, *un seul*, le capitaine du génie D. F. Rojas, défenseur de Corominas, a fait allusion aux tortures endurées par les inculpés! Il en est qui osèrent même féliciter le fiscal des peines qu'il réclame et l'un d'eux, le capitaine Exposito, *défenseur* (?) de Molas, a déclaré que son client était un insensé pour qui la peine de mort demandée par le fiscal est trop douce et contre lequel il prie le conseil de prononcer la peine de la réclusion perpétuelle : « Ne tuez pas Molas, a-t-il dit; enfermez-le à perpétuité dans un cachot; il expiera ainsi plus longtemps son crime. La souffrance que produit la mort est trop brève! »

Voilà les défenseurs qu'on a trouvés pour ces victimes de l'infamie canovienne. Plusieurs d'entre eux n'ont même pas daigné se déranger et se sont contentés d'envoyer leur défense par écrit!

N'ayant pu obtenir des accusés qu'ils rétractassent leurs déclarations concernant les tortures subies, on s'y est pris autrement pour étouffer l'affaire. On a choisi les défenseurs parmi ceux des officiers les mieux connus pour leur « dévouement aveugle » au gouvernement du petit crapaud Alphonse XIII, en leur faisant bien entendre que leur avancement dépendait de leur attitude. Il est impossible d'expliquer autrement le peu de conscience dont ont fait montre ces défenseurs dont quelques-uns ont même secondé le fiscal dans son œuvre abominable. Tout homme que le souci de son gagne-pain n'aurait pas enchaîné n'eût pu s'empêcher de cracher tout son mépris et toute son indignation à la face de pareils cannibales.

Le fiscal a réclamé la peine capitale pour *dix* inculpés, c'est-à-dire pour deux de plus que le tribunal de Barcelone; vingt ans de bagne pour cinq autres, dix-neuf ans, un mois et onze jours pour sept, dix-huit ans, neuf mois et un jour pour trente, et l'acquittement pour trente autres.

Les sentences seront prononcées dans la semaine et *aussitôt exécutées*.

Il ne reste plus guère d'espoir de sauver ces martyrs; mais l'infâme gouvernement qui aura perpétré cette abomination aura assumé là une responsabilité qu'il pourra peut-être payer bien cher un jour, car il aura provoqué, pour ne pas dire plus, de terribles représailles. L'indifférence publique, elle aussi, que rien n'a pu secouer, aura sa large part de complicité dans cet assassinat monstrueux. Car, si les immondes gredins qui ont organisé cette horrible boucherie avaient senti gronder autour d'eux l'indignation générale, ils eussent reculé devant leur crime, car le propre de tous les gouvernements est la plus vile et la plus rampante lâcheté.

A. GIRARD.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu du camarade Wilhelm Spohr (*Der Sozialist*), Berlin, 184.72 pour être expédiés aux familles des torturés de Montjuich. Nous faisons parvenir la somme en bonnes mains.

Les *Libertaires du XIXᵉ et du XXᵉ arrondissement* se réunissent les samedis soir, à 8 h. 1/2, et jeudis, 18, rue Julien-Lacroix, salle du Petit Restaurant.

KREMLIN BICÊTRE. — La *Jeunesse anarchiste* invite les camarades de Paris et de la banlieue à ses réunions champêtres qui auront lieu tous les dimanches dans le bois de Villejuif. Rendez-vous chez le bistrot, 139, route de Fontainebleau.

Bibliothèque sociale de Montmartre. — Samedi soir, 1ᵉʳ mai, réunion privée des camarades du groupe pour s'entendre sur diverses questions.

La discussion contradictoire *Sur les Syndicats*, par Brunet et Giraud, qui devait avoir lieu ce soir-là, est reportée au samedi 8 mai.

Jeudi 6 mai, conférence par Marestan.

Pour être invité, s'adresser aux bureaux du *Père Peinard*; chez Lille, rue Burq; Brunet, 8, rue de Panama.

SAINT-DENIS. — La *Jeunesse Matérialiste* se réunit tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, salle Montérémal, 35, rue de la République. Causeries, lectures, discussion par des camarades. Adresser tout ce qui concerne le groupe et la propagande au compagnon Louis Grandidier, 91, rue de Paris.

TARARE. — Les *Libertaires*, réunion le samedi 1ᵉʳ mai, à 7 heures du soir, 1, rue de l'Union, où sera faite une causerie-concert par des camarades de passage : *Les sociétés civilisées, leurs gaspillages*.

Le dimanche, ballade en campagne.

BORDEAUX. — Camarades, trois compagnons du quartier où une réunion sera faite sont priés d'aller prendre chez le copain où les affiches sont déposées le nombre d'exemplaires annonçant chaque réunion de quartier.

Les compagnons de Bordeaux savent que tous les militants se réunissent, le samedi soir et le dimanche après-midi, au groupe, 65, rue Leyteire.

Nous croyons que cet avis a une grande importance, la propagande étant chose grave.

PITIGLIONE (Grosseto), Italie. — Le camarade Pietro Raveggi demande où il pourrait se procurer des écrits de Carlo Cafiero, qu'il se propose de publier en volume.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Lucienne (étude de mœurs contemporaines), par A. Prince; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

The Greenwich Mistery, — *The Walsall Anarchists*, — *Life in English prisons*, brochures publiées par D. Nicoll, 82, Randall street, Sheffield.

Etude de la mortalité et la morbidité dans la classe ouvrière à Paris, par le Dʳ Lorcin.

Le Travail, compte rendu de l'Association d'ouvriers peintres pour l'année 1896, 50, rue de Maistre.

Le Rôle de la coopération et son application pratique, par H. Buisson, une brochure, Imprimerie Nouvelle, 11, rue Cadet.

Travaux du cinquième Congrès culinaire, une brochure, 0 fr. 25, à la Chambre syndicale des cuisiniers, 35, rue J.-J. Rousseau.

Paginas de Historia socialista, par N. Tcherkesoff, au *Productor*, 18 Africano, La Coruna.

Philosophie de l'anarchie, par Malato; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

PETITE CORRESPONDANCE

P. R., à Pitiglione. — L'ab. reçu ne paie que fin fév.

C., à Tarare. — Trop tard pour être insérée la semaine dernière. Mardi matin dernier délai.

V. B., à Puget-Ville. — Le numéro vous avait été expédié. Il se sera perdu en route. Je vous le réexpédie.

L., à Brest. — C'était 55 broch. à 0.10 qu'il y avait, soit 3.30.

B., à Limoges. — Il ne reste plus de *Soliloques du Pauvre* (L'Hiver). — L'auteur en annonce une édition complète à 5 fr. l'exemp. par souscription qui sera suivie immédiatement d'une à 2 fr. 50. Vous nous direz s'il faut vous envoyer cette dernière?

Nemo. — Reçu, en reparlerons prochain numéro.

Sauvage, Roubaix. — Expédiez nous 200 brochures. Vous retiendrez sur la vente du journal.

L. G., à Londres. — Reçu envoi. Merci.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : Liste Monier : Un intransigeant, 0 fr. 25; Un homme de la dèche, 3 fr.; Youtre en révolte, 1 fr.; Levagre, 0 fr. 25; Monier, 0 fr. 25; L. D., 0 fr. 25. En tout, 5 fr. — Perpignan, collecte par Y. J., 1 fr. 50 — Tunis : Planès, 1 fr.; Cheazi Jean, 1 fr.; Wougry, 1 fr.; Damians, 0 fr. 50; Caurizzare, 0 fr. 50; Colleni, 0 fr. 50; Chiari Gaétan, 0 fr. 50 : total 5 fr. — En tout, 11 fr. 50. — Listes précédentes : 340 fr. 05. — Total général, 351 fr. 55.

Reçu pour le journal : B., 0 fr. 50. — L. C., à Salon, 1 fr. — P., à Montluçon, 1 fr. — M., à Nonancourt, 0 fr. 75. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — Liste de Milhau : Roux, 0 fr. 25; Lin, 0 fr. 50; Bastide, 0 fr. 50; Gaubert, 0 fr. 25; Veyrié, 0 fr. 50; Vidal, 0 fr. 25; Cayzac, 0 fr. 25; Cormus, 0 fr. 20; Sallèles, 0 fr. 15; Anonyme, 0 fr. 25; Bernot, 0 fr. 20; Bomy Ferdinand, 0 fr. 10; Anonyme, 0 fr. 10; Chabert, 0 fr. 30; Anonyme, 0 fr. 40; Tournemire, 0 fr. 20; Derfla Segafa, 0 fr. 20; Julien Gabriel, 0 fr. 60. En tout, 5 fr. — Liste Lonoigny : Contra la tirania, 0 fr. 10; Me justo, 0 fr. 10; Camarades toujours solidaires, 0 fr. 20; E. C., 0 fr. 50; Un naturaliste, 0 fr. 50; Un anonyme, 0 fr. 30; Un anonyme, 0 fr. 20; Ranoz, 0 fr. 50; Un verre rentré, 0 fr. 12; Jean d'Antan, 0 fr. 06; Mort aux vaches, 0 fr. 12; Un va-nu-pieds, 1 fr.; H., 0 fr. 15. En tout, 3 fr. 80. — E., à Cette, 0 fr. 50. — Valreas, 0 fr. 75 — B., à Courbevoie, 1 fr. — X., 2 fr. — T., 1 fr. — Collecte à la réunion de Reims, 3 fr. 35. — Merci à tous.

B., à Angers. — F., à Amiens. — G., à Domarain. — R., à Toulouse. — R., à Sciez. — F., au Mans. — M., à Lyon. — W., à Londres. — S., à Zurich. — L., à Brest. — H., à Londres. — K., C. et G., à Nancy. — V., à Bruxelles. — B., à Mirepoix. — Henry Rickers, Albi. — J. B., à Saint-Marcellin. — P. R., à Gisors. — E. J., à Palerme. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 2 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 MAI 1837

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

TERRORISME

A l'heure où paraîtront ces lignes, le massacre depuis longtemps projeté à Barcelone sera accompli. Le gouvernement espagnol aura commis un quintuple assassinat. Cinq innocents, Ascheri, Molas, Noguès, Alsina et Mas, auront payé de leur vie la soif sanguinaire de la catholique bourgeoisie espagnole. Non contents d'avoir réédité pour eux toutes les horribles tortures de l'Inquisition, les dirigeants de ce pieux et doux pays iront jusqu'au bout, ils auront la monstrueuse audace de les immoler à la peur qu'ils ont eue. Ces cinq martyrs seront fusillés, même Mas, qu'ils ont rendu fou! Ils fusilleront un inconscient! Ils ne reculeront pas devant cette ignominie!

C'est bon! Puisque tels sont les procédés de la bourgeoisie, qu'à son tour elle ne soit pas étonnée quand il est agi de même sorte avec elle. Qu'elle soit fière cependant! Jusqu'ici elle a la palme en fait d'horreurs et d'infamie.

SOPHISTE!

Depuis certaines expiations, les organes de la bourgeoisie opulente mènent campagne contre les libertaires. Pour être sournoise, la tactique n'en est pas moins meurtrière. Il s'agit pour les entretenus de l'Etat et de la société d'exciter les bourgeois à la provocation quotidienne des rares indépendants, afin de créer un prétexte à de nouvelles lois d'exception : rétablissement de la censure, aggravation des pénalités, châtiments corporels. En tête des périodiques où le microbe bourgeois est cultivé avec succès, il convient de placer la *Revue des Deux-Mondes*. Aucune revue ne convient mieux à ceux qui ne pensent pas ou qui pensent bassement. Repaire d' « antisociaux » et refuge de médiocres, la rédaction de ce recueil paraît n'avoir d'autre programme, depuis soixante-sept ans, que l'abaissement des talents et des caractères. Pour avoir écrit dans le *Figaro* (1886) ce qu'il pensait du cuistre Buloz père, continuateur des Ségur-Dupeyron et Mauroy, le courageux d'Aurevilly dut lui verser 2.000 francs d'amende. Etienne Cornut ne se laissa pas effrayer et, six ans plus tard, il écrivait impunément : « Je ne pense pas qu'il y ait une seule erreur, une seule impureté, depuis l'adultère grossier, jusqu'au marivaudage sentimental, qui n'ait trouvé place dans le recueil de M. Buloz. » Le fils n'a pas laissé périr la tradition paternelle, et son successeur instantané, M. Brunetière, s'évertue méritoirement dans l'ornière. Il pratique jovialement le dilettantisme religieux, social, pédagogique et littéraire qui fit la fortune de ses premiers maîtres. C'est lui qui promettait, en 1890, aux acquéreurs d'un premier volume, le deuxième (*Exposé de l'évolution des genres*) pour décembre 1890, les *Exemples et applications* pour mai 1891, les *Conclusions et méthodes* pour 1891-1892. Il avait bien d'autres chats à caresser. L'assimilation des notices de Faguet et des écrits de Letourneau, la bénédiction papale à recevoir, l'exode de Claude Bernard pour faire comme Zola, enfin sa nomination au syndicat des « faillites de la science », absorbèrent complètement l'auteur du premier volume de l'*Evolution des genres*. Aujourd'hui M. Brunetière se repose sur ses lauriers, attentif sans doute aux évolutions de la Bourse, des partis et de l'équipe de rédacteurs qui, flatterie suprême! lui récrivent ses anciennes tartines. Le récent article de M. Alfred Fouillée, de l'Académie des sciences morales, est-il autre chose que le rabâchage défraîchi de quelques lieux communs de son patron? Le thème *était* brutal, le développement est venimeux. Sous ce titre de roman-feuilleton *Les Jeunes Criminels* et ce sous-titre de pion ambitieux *L'Ecole et la Presse*, M. Fouillée a commis une œuvre de grimaud. Le programme de son article n'est digne ni d'un philosophe, ni d'un libre penseur, titres que s'octroie l'auteur qui apparaît ici comme un dialecticien dénué de pensée, de style et de vaillance. Malgré la pénible impersonnalité de ses phrases, il est évident que ce philosophe esquive la recherche des causes premières et que ce libre penseur réclame l'intervention des pouvoirs publics contre ceux qui pensent autrement que lui. Chacun sait que la presse révolutionnaire échappe par la nature même de son idéal à toute accusation d'obscénité, tandis que l'oisiveté bourgeoise exige et paie l'écrit pornographique. Le bon apôtre s'efforce néanmoins d'attribuer à des œuvres antagonistes les mêmes effets corrupteurs. Pour le surplus, voici un résumé de la dialectique de cet ennemi des anticléricaux : attribuer la criminalité juvénile aux idées libertaires qui — M. Fouillée le sait — ont pour effet de moraliser l'école et la presse; constater les pernicieux effets de l'hérédité, de l'alcoolisme et de la débauche en taisant leurs causes sociales (ploutocratie, gouvernement, clergé, parlementarisme, caserne, agiotage, etc., etc.); préconiser comme remède le christianisme dont l'utopie inhumaine engendre les guerres de religion, les haines confessionnelles, les papes catholiques et protestants qui furent des assassins, des voleurs et des sodomites sans l'excuse de la misère; bâillonner la presse qui ose dénoncer les vices de la classe dirigeante et de tous ceux qui sont investis d'une autorité quelconque. Partisan du *hard labour*, torture qui permet aux biblistes anglais de savourer la mort lente ou la folie graduelle d'un compatriote, M. Fouillée réclame vertement des lois plus rigoureuses et des pénalités plus cruelles pour les jeunes victimes de l'hérédité, de l'alcoolisme et du libertinage.

A quoi bon reproduire les données statistiques de ce singulier libre penseur, puisqu'il en tire des conclusions de cette force : « A Genève et en Suisse, à mesure que la civilisation fait des progrès, la criminalité diminue... » Vos correspondances suisses, celles des journaux savoyards et lyonnais, la presse suisse elle-même, montrent ce que valent les déductions du philosophe.

Pour une fois qu'il vise à l'originalité, M. Fouillée n'a vraiment pas de chance. Il a perdu à cette piteuse besogne jusqu'à ses qualités de vulgarisateur du philosophisme. Tous les oripeaux de sa rhétorique ne parviennent pas à dissimuler la misère des idées et la mauvaise couture des faits. Ses trente-trois pages donnent l'impression d'un habit d'Arlequin porté sans grâce ni plaisir. Il pousse la maladresse jusqu'à citer son parent Guyau, un précurseur des temps nouveaux dont il n'a hérité ni l'esprit ni le cœur. L'auteur de l'*Irréligion de l'avenir* et d'*Une morale sans obligation ni soutien* n'aurait pas découplé contre de misérables déséquilibrés les chiens de la société : magistrats, geôliers et bourreaux; Guyau aurait, lui, dénoncé les véritables fauteurs de toute criminalité. Un philosophe n'ignore pas que les propriétaires des maisons de passe et de tolérance sont de riches et pieux bourgeois, que les fabricants d'alcool sont millionnaires et les débitants souvent des rentiers influents, le professeur Alglave vient de s'en apercevoir à ses dépens. Faut-il rappeler à un libre penseur l'obscénité inhérente aux cléricaux? Puisqu'il est en si bons termes avec la Suisse, qu'il demande donc à certain président d'union chrétienne des jeunes gens combien il souilla de gamins au collège d'Yverdon. M. Fouillée en appelle aux pouvoirs publics! Lesquels? Ceux qui assomment les passants inoffensifs, ceux qui partagent avec les matrones et les maquereaux le produit de la débauche et de l'alcoolisme, ceux qui *fabriquent* des lois pour voler aux congrégations leurs églises et leur argent, ceux qui condamnent sans preuve d'innocents civils, mais qui acquittent peureusement les militaires pris en flagrant délit, ceux qui violent le domicile et le secret des lettres, ceux qui saluent le drapeau du Kaiser et qui laissent massacrer les Arméniens et canonner les Crétois et les Grecs? Les causes de la criminalité juvénile, Monsieur Fouillée, peuvent être formulées en ces quelques mots : anthropophagie des riches, abrutissement militaire, mensonge perpétuel des Parlements, corruption innée de toute espèce de gouvernement. Voilà ce que devrait dire un philosophe sans peur et sans reproche. Ainsi vous éviteriez de recourir à cet expédient grotesque : proposer à la France comme modèle l'Angleterre et Genève, comme si vous ne saviez pas que le *cant* de l'une et le « bon renom » de l'autre sont manteaux d'hypocrites.

M. Fouillée stigmatise justement la littérature pornographique, mais il n'a garde d'en dé-

vailler le carton, le bois, le fer. Savoir se servir des mains.

La musique, la récitation, l'art de parler, arts d'agrément, ne doivent pas être perdus de vue.

Excursions, promenades, visites aux musées, aux jardins des plantes et d'acclimatation, jeux organisés en pleine campagne, etc., etc.

Sociologie. — *Primo et avant tout* faire ressortir aux élèves et leur faire prendre en horreur l'ivrognerie et la prostitution.

Ensuite, sans en faire un cours spécial, par des petites conversations de quelques minutes leur faire comprendre les misères de la société actuelle et les avantages de la société de demain.

Somme toute, faire, des garçons, des hommes forts, bien portants, sobres, mangeant à leur faim, buvant à leur soif, des hommes avec l'esprit juste et équilibré, attendant avec calme et persévérance le jour d'épreuve;

Des jeunes filles, faire de bonnes mères, instruites, comprenant le haut rôle qu'elles occupent dans l'œuvre de l'évolution des peuples.

NEMO.

⁂

Cher camarade,

La discussion sur l'intervention des anarchistes dans le mouvement d'opinion philhellène, ou plutôt crétophile, menaçait de devenir byzantine. Même après votre article plein de justesse, j'y reviens pourtant pour faire remarquer un point qui n'a pas été mis en relief. C'est, il me semble, que ce principe tout moderne, « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », est essentiellement anarchique, destructeur de la notion d'Etat. N'est-ce pas toute la partie affirmative de nos théories que la libre fédération, le groupement par affinités, quelles qu'elles soient. Et ce principe n'enveloppe-t-il pas, n'a-t-il pas, pour ainsi dire, comme corollaire ceci : « Chacun a le droit de disposer de soi-même, d'entrer dans la collectivité de son choix, par conséquent aussi de quitter librement celle qui lui déplaît? »

C'est cette idée de libre association, destructrice de la contrainte imposée, de l'Etat moderne, base des sociétés futures, qui, barbarement peut-être, est balbutiée en toute révolte, même nationaliste, et c'est pourquoi j'eusse voulu voir *les libertaires* la mettre en pleine lumière, la comprendre et l'acclamer, alors que tous les gouvernants la blâmaient et cherchaient à l'étouffer avec beaucoup d'à-propos.

Sur ce terrain du droit à la révolte de tout groupement, comme aussi de tout individu, il y avait matière à propagande, en même temps que l'on pouvait stigmatiser les rivalités religieuses, cause première de tous les massacres arméniens et autres.

GABYE.

⁂

Bibliothèque sociale de Montmartre. — Réunions privées le samedi 8 et le jeudi 13 mai, à 8 h. 1/2.

Les lettres d'invitation sont exigibles à l'entrée.

Pour être invité, s'adresser aux bureaux du *Père Peinard*, chez Brunet, 8, rue de Panama.

⁂

Les *Purotins* se réunissent le samedi, à 8 heures, chez le marchand de vins, 104, avenue d'Italie.

Le 8 mai, causerie par G. Paul sur la *Lutte des classes*.

⁂

Grande conférence publique et contradictoire samedi 15 mai, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, à 8 h. 1/2 du soir.

La conférence sera faite par les camarades Marcel Boala, et Raubineau, de Bordeaux. Sujet traité : *Les religions, le dieu assassin, croyance et superstition*.

Entrée : 30 centimes.

Nota. — Les camarades du département de la Seine et des départements limitrophes qui voudraient s'occuper de l'organisation de réunions dans leurs localités sont priés de se mettre en relation avec le camarade Boala, 1, impasse de l'Orillon. De plus, les *Libertaires de Paris* se réunissent le jeudi et le samedi, à 8 h. 1/2 du soir, 15, rue des Maronites, salle Sallés.

⁂

Les richesses intellectuelles pendant la Révolution.

« Vous êtes-vous demandé ce que deviendront les bibliothèques, les musées, les écoles, etc., au moment de cette Révolution? »

Je pense que le sujet est assez grave pour que savants et artistes l'examinent, et acceptent de venir en discuter dans une conférence dont les journaux libertaires publieront la convocation dans le prochain numéro.

ELIE MURMAIN.

⁂

BANLIEUE-KREMLIN-BICÊTRE. — La *Jeunesse anarchiste* invite les camarades dimanche 9 mai, à 2 h. 1/2, chez Charlet, 129, route de Fontainebleau. — Causerie sur la *Loi des salaires*. — Ballade champêtre.

⁂

GENNEVILLIERS. — Dimanche 9 mai, à 2 heures de l'après-midi, réunion publique et contradictoire, 52, rue Saint-Denis, salle Lancelot.

Entrée : 25 centimes.

Orateurs : Robineau, Marestan, Grandidier, Mary Huchet.

⁂

ROUBAIX. — Le camarade Sauvage informe les copains que sa nouvelle adresse est : Brasserie Libertaire, rue de Mouveaux, 78. Salle de bibliothèque, réunions et conférences.

Dimanche 9 mai, à 4 heures du soir, salle de la Brasserie Libertaire, rue de Mouveaux, 78, conférence publique et contradictoire sur *les Religions, leurs crimes*.

Entrée libre.

⁂

Le groupe *l'Avant-Garde Havraise* invite les camarades et adversaires de l'Idée à venir discuter sur la question sociale, préjugés, philosophie, etc.

Le groupe se réunit tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, au café des Trois Billards, près le cercle Franklin, rue de la Prairie.

⁂

MARSEILLE. — Les camarades et citoyens désireux d'élucider la question sociale sont invités à se réunir les mercredi et samedi soir de chaque semaine au bar du *Vrai Berger*, place du Jardin-des-Plantes, aux Chartreux.

⁂

Le Groupe d'études sociales de Romans et de Bourg-du-Péage invite tous les lecteurs du *Libertaire*, des *Temps Nouveaux* et du *Père Peinard* à assister à la réunion privée qui aura lieu le samedi 8 courant, à 8 h. 1/2, au café Belle, quai Luzerne, à Bourg-du-Péage, où une causerie sera faite par le camarade Dalmais.

Le dimanche, soirée familiale. Chants, poésies révolutionnaires.

⁂

Aux camarades!

Nous avons trouvé dans les soldes quelques bouquins qui peuvent intéresser les camarades et que nous pouvons leur faire tenir :

L'Argent et le Travail, par Tolstoï..........	1 50
Le Chariot de terre cuite, par Barrucand.....	1 50
Au Palais, par Floridor Dumas.............	1 50
Que faire? Tolstoï......................	1 50
Fabrique de pions, de Z. Raganasse..........	1 50
France politique et sociale, année 1890, 2 vol.	2 50
Bas les cœurs! de Darien..................	2 »

⁂

Le camarade Willaume vient de dessiner une lithographie en couleur qui pourra servir de frontispice au premier volume du Supplément. Les camarades qui en désireraient sont priés de nous le faire savoir dans la huitaine. Le prix en sera de 1 franc à 1 fr. 50 selon le tirage.

Nous rappelons que nous avons en vente, au prix de 1 franc (1 fr. 25 franco), *Un Repaire de malfaiteurs*, lith. du même.

⁂

L'Humanité Nouvelle est en vente, pour la Belgique, à la *Librairie Etrangère*, 86, Montagne de la Cour, Bruxelles.

⁂

Avis aux camarades d'Italie.

Prochainement reparaîtra, le 15 mai, à Macerata (Italie), *La Protesta Umana*, revue d'études sociales paraissant le 15 de chaque mois en langue italienne.

Abonnements pour l'Italie : 1 an, 4 fr.; 6 mois, 2 fr.; 3 mois, 1 fr.; — pour l'extérieur : 1 an, 6 fr.; 6 mois, 3 fr.; 3 mois, 1 fr. 50.

Adresser dons, abonnements et lettres à *Luigi Fabbri*, studente all' Università di *Macerata* (Marche), Italie.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Contes de poupées, par Ad. Van Bever; 1 vol., 2 fr., Bibliothèque de l'*Association*, 17, rue Guénégaud.

L'Emoi, par Jean Viollis; 1 vol., Bibliothèque de l'*Effort*, 8, rue Ingres, Toulouse.

Les Principes belliqueux du R. P. Ollivier, par Martin-Ginouvier; 1 broch., chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

La Vérité sur l'Union socialiste, par Lavaud; 1 brochure, 0 fr. 15, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

Entre Campesinos, 1re publication de la Biblioteca de propaganda anarquica del grupo *Los Acratas*. S'adresser à Barcala, casilla del correo 1277, Buenos-Ayres.

La Grève des employés de chemins de fer en Suisse, 1896-97, circulaire n° 8, série B du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

La Grèce moderne et la Guerre de l'Indépendance, par A. Gennadios, traduit par L. Ménard; 1 brochure, 0 fr. 50, librairie de l'*Art Indépendant*, 11, rue de la Chaussée-d'Antin.

A LIRE

Le Massacre des innocents, par Henri Rochefort, *Intransigeant* du 26 avril.

Requête, par Séverine, *Eclair* du 29 avril.

La Voix du sang, par Jean Jullien, *Echo de Paris* du 20 avril.

La Lutte contre la vie, par F. de Nion, *Echo de Paris* du 4 mai.

PETITE CORRESPONDANCE

G. D., à Reims. — Connais pas le volume en question.

Buenos-Ayres. — Reçu le *Journal*. Merci.

Th. L., à Alais. — Impossible de vous répondre. Je n'ai pas conservé votre adresse.

C. F., à Milan. — Nous ne possédons pas la seconde partie des brochures que vous demandez. Nous n'avons pas les numéros de la *Freiheit*. Il faut vous adresser à son administration, Box 346, New-York. Oui, le camarade N... en fait une : adressez-vous à lui, 36, Fortune Gate Terrace, Willesden, London, N. W. — Le restant, j'ignore absolument.

Paul Martinet, à Troyes. — Le camarade Cottel Félix, 57, rue Favart-d'Herbigny, Reims, demande le *Rêve d'un Niveleur*.

Le camarade Angiolillo est prié de donner de ses nouvelles à sa famille.

M., à Hyères. — La persécution de ceux qui le combattent fait partie du programme gouvernemental.

D. S. — Volume expédié. Quant au reste, affaire d'appréciation.

Besombes. — Vers incorrects. Quant à votre article, le sujet a déjà été maintes fois traité et votre promesse d'un abonnement en cas d'insertion est impuissante à lui donner une forme originale.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : A. A., à Estagel, 2 fr. 50. — R. G., à Mâcon, 0 fr. 50. — F. B., à Feillens, 0 fr. 50. En tout, 3 fr. 50. — Listes précédentes : 351 fr. 55. — Total général : 355 fr. 05.

Reçu pour le journal : E. R., à Bordeaux, 1 fr. — Bazin, 1 fr. — Jean Misère, 25 fr. — T., au Puyblin, 0 fr. 50. — Reims, collecte par C., 2 fr. 50. — *De chacun selon ses moyens :* Un camarade, 5 fr. — Gabyé, 2 fr. — Merci à tous.

P., à Angers. — B., à Tours. — B., à Rousse-Fontaine. — P., à Peyrins. — G., à Beauvais. — V., à Nîmes. — G., à Saint-Mitre. — D., à Pont-Audemer. — S., à Dobritch. — F., à Toulon. — S., à Roubaix. — P., à Saint-Quentin. — G., à Reims; P., à Lille (par le *P. P.*) — C., à Grenoble. — A. A., rue B. — P., à Saint-Etienne. — L., à Chaux-de-Fonds. — — G., à Vienne. — V., à Reims. — C., à Turin. — P., à Ploesti. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente **à Bruxelles**

Chez Monnier, 4, rue de Rollebeck, dépositaire général. On y trouve toutes nos brochures.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 3 — DIX CENTIMES — DU 15 AU 21 MAI 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous ne paraissons complet cette semaine qu'en empiétant sur le budget de la semaine prochaine. Nous ne savons plus à quelles portes frapper. Aux dépositaires en retard à se presser! A ceux dont l'abonnement est expiré, nous rappelons que le montant de leurs nouveaux abonnements réunis nous procurerait quelques centaines de francs qui contribueraient à nous tirer d'embarras.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Nous nous adressons à tous les amis sincères de la liberté, à quelque camp qu'ils appartiennent.

Et nous leur demandons : La liberté la plus précieuse de toutes, celle de l'enseignement, existe-t-elle? Et si celle-là n'est point, que deviennent les autres? ne sont-elles pas, par le fait même, comme étouffées dans l'œuf? On est à peu près forcément toute sa vie tel qu'on a été façonné dès l'enfance.

Or, ce ne sont pas des hommes libres que nos enfants voient à leurs côtés, favorisant l'éveil de leurs premières impressions. Ce sont des représentants officiels et salariés de l'Etat, de la classe bourgeoise, ou du clergé. Ce sont des serviteurs exécutant une consigne, obéissant à un mot d'ordre, et non de fidèles interprètes exprimant en toute franchise ce qu'ils croient être la vérité.

Et comme le triple pouvoir dont ils émanent a monopolisé l'enseignement, aucune autre voix que la leur ne peut se faire entendre et contrebalancer leur influence néfaste. Nous sommes donc esclaves, pour ainsi dire, dès que nous venons au monde.

L'Etat a proclamé l'enseignement primaire obligatoire pour tous, de six à treize ans. Cela n'a l'air de rien : c'est la plus lourde et la plus intolérable des tyrannies. Il s'arroge ainsi le droit de tenir dans sa main despotique tous les cerveaux sans exception et de les marquer, lorsqu'ils sont le plus malléables, d'une empreinte indélébile. Nul, même en se réfugiant dans une *école libre* (oh! ces écoles appelées *libres*, quelle ironie!), même en restant confiné dans la maison paternelle, ne peut se dérober à ses inspections, à ses programmes, aux doctrines qu'il impose.

Et il décrète qu'on enseignera la morale, la sienne naturellement; l'histoire, la sienne encore; l'instruction civique, des notions de droit et d'économie politique, c'est-à-dire toujours, sous des formes diverses, sa propre apologie, l'éloge enthousiaste et irraisonné des institutions existantes.

Voyez-vous l'Etat professeur de morale? Quel non-sens! Comment pourra-t-il bien s'y prendre pour produire la bonne volonté, chose essentiellement individuelle et spontanée? C'est là un sanctuaire fermé et inviolable dont toutes ses lois répressives ne sauraient forcer les portes. Il peut acheter certaines consciences, il peut en terroriser d'autres : il est incapable d'en former une seule.

Quant à le charger d'exposer sa propre législation et d'expliquer son propre fonctionnement, l'entreprise est des plus insensées. C'est une cause dans laquelle il est juge et partie : peut-il l'examiner sainement? *A priori*, il flattera son œuvre et la donnera comme excellente de tous points. Et il en résultera, pour la jeune intelligence tombée dans ses griffes, un obscurcissement original, peut-être irrémédiable; une inaptitude, peut-être définitive, à discerner le vrai d'avec le faux.

Et ainsi de tout le reste. Quel mauvais guide en histoire, où il lui faudra juger les organisations les plus différentes de celle qu'il est lui-même; et, plus difficile encore, les attentats contre les divers pouvoirs, les négations violentes ou pacifiques, au cours des siècles, de tout ce qui lui ressemble, de tout ce que, par nature et par tradition, il représente et il défend!

Toutes les branches de connaissances lui serviront à faire, non des hommes, mais des sujets et des soldats : depuis la géographie, volontiers suggestive d'entreprises coloniales, jusqu'à la gymnastique, avec son annexe obligée, les leçons d'exercices militaires; jusqu'à la musique scolaire, bêtement moralisatrice et patriotarde.

Non moins que l'Etat, la classe bourgeoise opprime l'enseignement par sa domination étroite et ses préjugés grossiers. Grâce à elle, le pain de l'intelligence n'est pas servi à tous plus équitablement que celui des corps : aux uns tout, aux autres rien ou presque rien. Arbitrairement, selon les hasards de la naissance, ceux-ci sont, à grands coups hâtifs, taillés en lourds marteaux d'usines; ceux-là sont, des années et des années, fignolés en patrons, en ingénieurs, en magistrats, en officiers.

Il y a l'aumône gouvernementale des bourses. Mais, lors même qu'elle ne comporterait aucun passe-droit, combien de parents sont trop pauvres pour pouvoir accorder à leurs enfants le crédit de longues études, si gratuites qu'on les suppose!

Et d'ailleurs, cette orientation constante de l'enseignement vers un but de lucre et d'ambition ne vaut rien, ni pour les privilégiés de l'éducation, ni pour ceux à qui on la rationne.

Le plus bel idéal qui soit proposé aux élèves des écoles communales, c'est, après la conquête des grades militaires, l'espérance lointaine de devenir contremaîtres ou patrons, ou, tout au moins, de faire leur pelote à la caisse d'épargne.

Quant aux bienheureux lycéens et collégiens, on ne leur laisse apparaître le charme de la science et des arts qu'à travers les parchemins opaques des diplômes; l'atmosphère factice et les injustes aléas des concours académiques; les nuages dorés des carrières brillantes et fructueuses.

De son côté, l'Eglise, qui, ne pouvant être tout, s'allie avec les puissants du jour, afin d'être quelque chose, a laissé son empreinte profonde dans les écoles mêmes d'où elle paraît le plus absente.

Un vague déisme, un spiritualisme falot, tel est son héritage métaphysique, qui traîne un peu partout; à moins que ce ne soit une neutralité couarde et hypocrite. D'elle aussi viennent cette ridicule pudibonderie, qui évite certains sujets ou n'en parle qu'avec des sous-entendus équivoques; cette peur de l'amour, qui parque les sexes à l'écart l'un de l'autre, les condamnant, sous prétexte de morale, à l'ignorance et au vice.

Pour nous, qui ne sommes inféodés ni à une religion, ni à une politique gouvernementale, ni à une caste quelconque, nous concevons un enseignement plus élevé, débarrassé de tout *Credo*, absolument sincère et libre.

N'obéissant à personne nous-mêmes, nous n'exigerions non plus de nos élèves aucune obéissance. L'obéissance sous la menace d'un châtiment ou dans l'espoir d'un gain, est déprimante et n'a nulle valeur éducative.

Rendre le travail intéressant à des natures à la fois indolentes et mobiles, n'est certes pas chose très aisée. Cependant, on n'a rien fait tant qu'on n'y est pas arrivé. On le peut, surtout pour les enfants très jeunes, en variant beaucoup les exercices; en coupant les séances d'étude par des récréations, par des causeries habilement dirigées; en provoquant les questions et les objections, au lieu de les réprimer. La leçon de choses, les promenades instructives à la campagne et dans les musées, doivent être employées chaque fois que cela est possible.

Puis, si la raison de l'enfant n'est pas très développée, il est fort susceptible d'attachement et d'amour-propre. Il importe de ne rien négliger pour se faire aimer de lui ni pour le rendre sensible au blâme et à l'éloge. Le prestige naturel qu'on exerce sur lui par son savoir et son expérience éprouvés n'est pas, non plus, à dédaigner.

Une bonté qui ne se dément jamais, un art souple à s'adapter aux divers caractères, ne sont pas inconciliables avec une fermeté indispensable de vouloir et de méthode.

D'ailleurs, aucun enseignement exprès et dogmatique de la morale, chose fastidieuse et factice. L'école sera comme un raccourci de la vie, où l'on apprend à se conduire par les mille événements journaliers, sanctions naturelles de ses actes.

Seulement, là, on aura l'avantage d'avoir toujours un ami éclairé et bienveillant qui, lorsqu'il le pourra, préviendra les fautes et les brouilles, et favorisera les affinités naissantes.

Mais combien cette vie en miniature serait incomplète, si ces apprentis hommes n'y rencontraient pas des apprenties femmes! Ils seront donc, plus tard, des étrangers les uns pour les autres; ils se rencontreront juste à l'instant peut-être de s'unir irrévocablement! Quelle folie! Il faut qu'ils se connaissent de bonne heure; qu'ils se pratiquent longtemps; que l'homme ne fasse pas sa première expérience de la femme au lupanar, et la femme de l'homme devant M. le maire.

Notre école, visant à se dégager de l'artificiel et du convenu, sera donc *mixte*.

L'enseignement tout entier sera éducatif. S'il ne tient pas à nous de supprimer d'un coup certaines absurdités, comme celles de l'orthographe, nous ne nous lasserons pas, au moins, de les signaler. Excellente leçon de bon sens et de logique, utile brèche aux traditions aveugles et surannées.

Notre histoire, comme le voulaient Voltaire et A. Thierry, sera plutôt celle du peuple qui vit et progresse, que celle des rois et des conquérants, poids morts et forces perturbatrices qui entravent sa marche.

Nous nous étendrons avec complaisance sur la géographie physique, seule permanente, seule vraiment naturelle; nous reléguerons tout à fait au dernier plan la géographie politique, si changeante au cours de l'histoire, si accidentelle et si instable.

Pour nous qui n'ambitionnons pas seulement de former des ouvriers sachant tenir leurs comptes et des paysans capables de bien choisir leurs engrais, les sciences seront un moyen d'élever les esprits en leur communiquant la saine et insatiable curiosité de savoir.

Nous ne perdrons aucune occasion de montrer l'indissoluble solidarité qui unit les générations aux générations par une chaîne ininterrompue de découvertes, qui rattache l'inventeur à l'applicateur et à l'ouvrier.

Nous parlerons sans pruderie des lois du corps humain; sans réticence et en toute liberté, de Dieu et de la religion, quand l'occasion s'en présentera.

Nous voulons que nos enfants aient le sens du beau comme celui du vrai.

Foin des petites notices biographiques et des quelques morceaux vaguement ânonnés, bagage aussi mince qu'encombrant mis sous le nom pompeux de littérature!

Nous chercherons à leur donner le goût de lire et de se plaire aux beaux livres, et nous en lirons avec eux, tout au moins, de longs passages à leur portée.

Le dessin est excellent, s'il les habitue à auréoler d'art les choses en apparence les plus vulgaires; et s'il les érige, pour peu que ce soit, à la dignité de créateurs.

Ils n'auront garde, aussi, de négliger la musique. Mais ils la chanteraient plutôt sans paroles que de lui en joindre de plates et de niaises : il leur faut une musique mâle et forte et des paroles congruentes.

Nous cultiverons le corps, comme nous aurons fait pour l'esprit et le cœur, pour lui-même, sans une arrière-pensée d'asservissement à une besogne machinale.

Assouplir les membres, développer harmoniquement toutes leurs énergies : tel est le but de la gymnastique. Fi! des laids exercices de la soldatesque.

Ils apprendront le maniement des outils, mais passeront tour à tour de l'un à l'autre : ils ne se déformeront pas de bonne heure dans la monotone spécialisation d'un métier.

Notre enseignement ne laissant en friche aucune faculté, n'en tenant aucune pour vile et méprisable, sera *intégral*. S'il ne peut l'être pour tous en quantité, il le sera du moins en qualité.

Et quelle morale dogmatique vaudra jamais cet appel constant d'initiative, ce travail et cette vie en commun avec leurs leçons imprévues et vivantes?

Tant pis pour l'enseignement civique législatif et économique, s'il a été, à notre insu, contredit par tout ce que nous avons fait et tout ce que nous avons expérimenté. Si les lois du corps et du cœur humains sont violées étrangement par les codes établis et par l'exploitation éhontée des classes dirigeantes, est-ce notre faute, et est-ce à l'hygiène et à la psychologie de disparaître pour faire plaisir aux législateurs?

Si la simple application, même imparfaite, d'un système rationnel d'éducation fait ressortir avec la dernière évidence cette vérité, que l'homme n'est pas plus un pur esprit qu'une machine automatique, faudra-t-il taire cette constatation dangereuse, parce que tout notre système social la méconnaît outrageusement?

Voilà une expérience digne de tenter tous les esprits impartiaux. N'enseigner scrupuleusement que le démontré; se tenir aussi près que possible, dans sa façon de diriger l'enfance, des indications de la nature. Et voir si les dogmes religieux, moraux, économiques et politiques découleront d'eux-mêmes de ces prémisses.

S'ils n'en jaillissent pas comme de source, ils sont jugés; et, de plus, reste sauve la liberté de l'enfant dont la confiance ingénue est si facile à surprendre.

C'est une enquête qu'il ne tiendra qu'à tous les gens de bonne foi de nous aider à faire, non pas théoriquement, mais pratiquement.

Car, dès ce jour, nous organisons un groupe d'action, dans le but de fonder une *école libertaire*, conforme, autant que possible, au type que nous venons de décrire. Et si nous ne réalisons pas ce projet, c'est que les moyens matériels nous auront manqué.

J. Degalves, E. Janvion.

COCASSERIES MACABRES

Depuis l'épouvantable catastrophe de la rue Jean-Goujon, les journaux *selects* (royalistes) ou simplement *respectables* (républicains bourgeois ou bonapartistes — c'est tout un) clament d'un touchant accord toutes les niaiseries sentimentales possibles sur ce malheur, qu'ils qualifient de « national », parce que les victimes pour la presque totalité appartenaient au monde des jouisseurs et des exploiteurs des miséreux.

Il semblerait vraiment que ces pitres se soient donné pour tâche (et ils y ont réussi largement), grâce à leurs inepties larmoyantes et hypocrites, de provoquer les haut-le-cœur de ceux qui n'étaient que trop disposés, devant un tel désastre, à ne se point souvenir que bien d'autres hécatombes, plus horribles encore par leurs lamentables suites chez les travailleurs, se produisent trop fréquemment sans provoquer chez les classes dirigeantes, dont la rapacité en est le plus souvent responsable, tout cet étalage de deuils plus ou moins sincères et officiels.

De tous les journaux parisiens pourtant, il en est un qui mérite une mention toute particulière à ce propos : nous parlons du *Gaulois*, dont le rédacteur en chef, M. Cornély, est parvenu au sublime de la cocasserie.

Afin qu'on en puisse juger, nous croyons devoir citer tout au long cet article que nous extrayons de l'*Eclair* du jeudi 6 mai.

Nous nous contentons, pour tous commentaires, d'en souligner les passages les plus significatifs.

« Paris a accueilli cette affreuse nouvelle « avec l'émotion atterrée qui accompagne chez « les peuples unis les *désastres nationaux*. Et « toute la soirée une sorte de voile funèbre est « tombé sur les quartiers populaires aussi bien « que sur les régions aristocratiques de la capitale.

« Le *Gaulois*, qui *s'honore d'appartenir au* « *monde parisien frappé si cruellement*, doit des « condoléances et des consolations aux familles « des victimes.

« Il les leur adresse sous la forme qui sera « surtout sensible à des chrétiens, en leur disant « que ceux qui sont morts hier peuvent reposer « dans la sérénité du devoir rempli, et que Dieu, « qui les a pris au moment où ils accomplissaient *l'œuvre pour laquelle il a envoyé son* « *Fils mourir ici-bas, leur* **DOIT** *une place* **choisie** à ses côtés » — (places numérotées, sans augmentation de prix, nous l'espérons bien).

« Un chrétien qui meurt en faisant la charité « et un soldat qui meurt au champ d'honneur « laissent aux leurs un exemple et une fierté « qui rendent leur trépas plus enviable encore « que lamentable.

« Tous ces hommes de cœur et de dévouement, toutes ces femmes qui rendaient la « vertu si aimable, sont morts à leur place, et « *peut-être ont-ils formé cortège, jusqu'au ciel, à* « *une princesse de la Maison de France que l'on* « *cherche encore et que l'on pleure déjà*. — (Pourquoi M. Cornély paraît-il en douter?) — Ceux qui croient voudraient mourir ainsi. »

Cet aphorisme est peut-être excessif. Qu'en pense ce brave M. de Mackau qui s'est, comme nous disons vulgairement, si vivement « tiré des flûtes » ?

G. Lefrançais.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Deuil européen(?). — L'événement capital de la semaine, du moins celui qui a plus que tous absorbé l'attention, c'est l'incendie du Bazar de charité. Ces sortes de catastrophes sont toujours affreuses et ces gigantesques grillades de chair humaine — riche ou pauvre — ne peuvent que causer une profonde horreur. Ce serait faire preuve d'une partialité bien étroite que de n'y pas compatir. Un deuil, qu'il soit aristocratique ou prolétarien, est toujours cruel (1).

Mais vraiment le cabotinisme de la presse et du gouvernement n'est-il pas fait pour ôter toute envie de s'apitoyer? En vain les organes prétendant à l'extra-copurchic protestent-ils de leur impartialité, jamais on ne vit, pour des accidents plus meurtriers encore, un tel étalage de douleur hypocrite lorsque la compassion eût dû se développer sur des victimes moins en mesure de générosité. Vit-on jamais pour les coups de mine les plus affreux les théâtres subventionnés se fermer par ordre? La guerre fait autrement plus de victimes; une victoire meurtrière fut-elle jamais considérée comme un deuil national? L'incendie du Bazar est un accident; l'immolation préméditée aux intérêts capitalistes de tout un régiment à Madagascar, de tant d'autres ailleurs, les innombrables morts causées directement par la rapacité, l'incurie, l'indifférence des dirigeants et leur mépris de la vie du pauvre, n'ont jamais fait verser de tels flots d'encre et de pleurs de crocodile.

Et la foule inconséquente et moutonnière emboîte le pas. Cette foule qui, de temps à autre, fait des révolutions et promène au bout de piques les têtes de ceux à la douleur de qui elle compatit aujourd'hui, pleure et se tord d'horreur parce que quelques-uns de ceux qui vivent de son sang ont péri par un hasard. Comme excuse à son émotion, elle invoque le but généreux et charitable qui avait réuni ces gens-là. Outre que la charité est quelque chose de presque aussi répugnant que la prostitution, est-ce bien l'amour du miséreux, ou le simple désir de se distraire et de s'amuser, qui organise les « fêtes de charité »? Victimes du devoir? Non, du plaisir seulement.

La compassion affichée par la foule provient uniquement de cette éternelle badauderie qui la fait s'extasier bouche bée devant l'opulence, le luxe, les titres de noblesse ou de rente, toutes choses

(1) On nous affirme que le Bazar était pourvu de huit fenêtres de plain-pied qui offraient des moyens de sauvetage. L'aristocratie est tellement avachie et a tellement perdu l'usage de ses mains, à force de tout faire faire par ses domestiques, que personne n'a songé à profiter de ces issues.

dont elle paie les frais et qui causent la misère dont elle gémit. Qu'ils sont longs à s'infiltrer dans les esprits le sens de l'égalité et le mépris de la fausse supériorité!

Quant aux gouvernements qui font montre de tant de fausse douleur, si la peur du lendemain ne les retenait, c'est un deuil autrement européen qu'ils nous prépareraient.

⁂

La Grande Famille. — Un sous-officier d'infanterie à Versailles, enfermé dans les locaux disciplinaires du 1er régiment de génie, s'est brûlé la cervelle.

A. Girard.

⁂

Villars. — Les ouvriers syndiqués de toutes les corporations de la ville d'Angoulême se sont réunis en assemblée plénière à la Bourse du Travail, le 1er mai dernier, et ont constaté avec un vif regret que rien n'a été fait par le gouvernement pour améliorer leur situation, et que leurs revendications, formulées chaque année, ont été classées comme non avenues par les pouvoirs publics. Sans se décourager, ils renouvellent leurs *desiderata*, réclamant à nouveau pour les travaux mis en adjudication par l'Etat, les départements et les communes, la limitation des heures de travail et la fixation d'un minimum de salaire.

Leur procès-verbal a été déposé à la préfecture pour être ensuite expédié aux pouvoirs publics. Après avoir levé la séance de l'ordre du jour, ils sont allés dans un café prendre un punch. Comme si le gouvernement allait s'occuper de leur faire la soupe et leur préparer le rôti pendant qu'ils vont au café se rafraichir!

P. A.

⁂

Alais. — La grève de la Grand'Combe va servir maintenant de prétexte à tous les potentats politiques : pour se faire une réputation, à ceux qui n'en ont pas, et pour se la refaire, à ceux qui l'ont perdue. Après Lamendin et Basly, c'est maintenant Coutant et consorts qui viennent prêcher le calme. Lamendin et Basly ont fait plusieurs discours dans lesquels ils ont débité toutes les bourdes de leur répertoire y compris celle-ci : « Nous ne venons pas ici, citoyens, a dit Basly, pour vous prêcher la révolte... » (Va, mon vieux, tu n'as pas besoin de le jurer pour nous le faire croire.)

Ils ont déblatéré à perte de vue sur les grands avantages de l'association, la coopération, les secours mutuels, les caisses de retraite, de vieillesse et autres calembredaines destinées à avachir l'homme, à le détourner du seul but qui doive l'intéresser : la Révolution.

Lasserre, un collecto, propriétaire de l'enclos où se réunissent les grévistes, a été condamné à un mois de prison pour avoir jeté une poignée de terre d'un pot à fleurs sur le képi d'un gendarme; un gréviste arrêté en même temps a eu huit jours pour « entraves à la liberté du travail ». Rouquette a, dans une réunion, invité ses camarades à assister en foule à l'enterrement du fils du commissaire de police. « Nous n'avons, a-t-il dit, aucune raison d'en vouloir à ce brave citoyen » (je languirai de me faire vieux pour savoir quel aura été le rôle joué par lui dans cette grève). Quant à la grève elle-même, elle est comme presque toutes les grèves : les uns travaillent, les autres chôment, ces derniers en forte majorité.

Le cercle du *Réveil social* (on devrait remplacer le mot « réveil » par le mot « sommeil ») a offert à Basly et Lamendin un grand banquet où ces Messieurs se sont, pendant trois heures, prélassés devant une table bien garnie et qui, pour cette raison, n'avait aucune analogie avec les tables dégarnies des grévistes, et où ils ont montré d'excellentes dispositions gastronomiques. Si, après cela, les grévistes ne sont pas contents, c'est qu'ils sont vraiment d'un impardonnable endurcissement.

Th. L.

P. S. — C'est maintenant le tour de Gérault-Richard et Faberot à discourir. « En admettant que vous soyez vaincus, a dit G. Richard, vous n'en serez pas moins vainqueurs. » Que voulez-vous! on fait bien croire à certains imbéciles qu'ils voient leur place dans le ciel (!!!).

⁂

Nimes. — Jeudi 6 mai a eu lieu, à la salle de conférences de l'ancien Lycée, une réunion publique et contradictoire en faveur des grévistes de la Grand'-Combe à laquelle assistaient entre autres, qui ont pris la parole : Boucoiran, Gérault-Richard, Coutant et Faberot.

Le sujet traité donnait trop de prise aux orateurs pour ne pas soulever des applaudissements fréquents. Cependant on ne pouvait se défendre de sentir quelque peu la réclame électorale; et, *prenant texte de la déclaration de Gérault-Richard qui plaçait la révolution sociale sur le terrain économique*, ainsi que de celle de *Faberot répétant que l'affranchissement des travailleurs devait être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, j'aurais voulu leur demander, *n'eût été mon inexpérience, à quoi servait leur rôle de budgétivore?*

Leur réponse pouvait tourner autour de la question, mais se contredisait d'avance avec leur déclaration nettement antiparlementaire.

Les électeurs l'auront-ils compris?

E.-J. Villesejane.

Espagne (1).

Je comptais vous envoyer le compte rendu détaillé de ce qui s'est passé à Barcelone les 2, 3 et 4 du courant, mais les journaux d'Espagne qui se vendent ici ne donnent que de très maigres renseignements, l'entrée du château ayant été interdite aux journalistes aussitôt après la lecture de la sentence (et même la veille).

Comme vous devez le savoir, le gouvernement décida la semaine dernière que les acquittés seraient déportés en Afrique à Rio de Oro. Les gouverneurs de provinces recevaient en même temps des instructions spéciales touchant « les individus professant des idées anarchistes » qui seront l'objet de mesures analogues : déportation ou expulsion. Les persécutions vont donc reprendre comme de plus belle.

Lundi matin, à 5 heures, le juge Marzo, accompagné de ses secrétaires, d'un sergent et d'un caporal, monta au château et lut aux cinq condamnés à mort la sentence du conseil suprême.

Ils écoutèrent la lecture avec sérénité. Molas, Noguès et Alsina refusèrent de signer et protestèrent de leur innocence. Le seul qui signa fut Ascheri qui donna des marques d'allégresse (!!). (*El Liberal.*)

Mas était abattu, triste et méditatif. Un garde supposa que les forces allaient lui manquer et essaya de le ranimer, mais le criminel se ressaisit et dit avec énergie : « Je n'ai besoin d'aucune aide, je suis plus tranquille que jamais. » (*El Imparcial.*)

Alsina connaissait la sentence depuis la veille, sa famille ayant pu lui faire parvenir des lettres en langage conventionnel. La dernière lui disait : « Ta fille est malade », ce qui signifiait qu'il était condamné à mort. (*Imparcial.*)

Ils furent aussitôt mis en chapelle et livrés aux prêtres qui ne cessèrent de les harceler. Voici la description d'une chapelle ardente :

Dans chaque cachot on a placé une table recouverte d'un drap noir, un crucifix, quatre cierges, un lit de sangle et un banc de sapin. (*Liberal.*)

Une fois en chapelle, ils montrèrent une grande tranquillité et chantèrent des chants anarchistes. Il paraît que tous repoussent les secours spirituels, et traitent durement les prêtres qui travaillent (!!!!!) incessamment pour les réconcilier avec Dieu. (*Liberal.*)

Ascheri, dit-on, abjura ses « erreurs » et donna les marques d'un grand repentir; il ne cessait de prier et souffrait du cynisme des autres criminels qui ne cessaient de chanter. (*Liberal* et *Imparcial.*)

Ascheri et Mas ont décidé de se marier, le premier avec Antonia Soperas, veuve de l'anarchiste Borras, et le second avec Salud Borras Soperas. (*Imparcial.*)

A 3 heures, on autorisa les condamnés à voir leurs familles.

Alsina embrassa avec effusion sa femme et ses quatre fils en disant :

— Vous savez que je suis innocent?

— Oui, nous le savons, reprenait son épouse.

Les enfants pleuraient.

L'entrevue de Molas avec sa cousine revêtit un tout autre caractère. « Tu sais, dit Molas, je vais entreprendre un très long voyage. — Tu m'écriras », répondit-elle. Molas, riant et plaisantant, se sépara de sa cousine avec une merveilleuse sérénité. La sœur de Mas eut un accès nerveux, elle frappa les Frères de la Charité qu'elle rencontra en sortant de la chapelle, elle insulta un agent de la police secrète et appréhenda un garde de l'ordre public, en cours de route. Celui-ci dut se réfugier dans une maison. (*El Imparcial.*)

Le *Liberal* raconte ainsi l'exécution :

« A 3 heures du matin, je me dirigeai vers Montjuich.

« La route qui conduit à la forteresse est gardée par des détachements de gardes civils, d'infanterie, de cavalerie, d'agents de l'ordre public et de la police secrète.

« Une demi-heure après commencèrent à monter les régiments de cavalerie de la Princesse et Tetuan, et un grand nombre de curieux désireux d'assister au triste spectacle. La route était très obscure et tout était silencieux; seul s'entendait le bruit lointain de la mer emplissant les âmes de tristesse.

« J'arrivai enfin au château et me plaçai immédiatement à l'endroit désigné pour la presse, dans le fossé nommé Hornabeque. Peu après, ce dernier était entouré par les régiments de cavalerie, une compagnie d'Alphonse XII, 28 gardes civils montés et 24 à pied.

« Les spectateurs se placent sur le mur qui borde le fossé et derrière les soldats. A 6 heures moins 7 minutes, la petite porte qui de la muraille donne accès au fossé s'ouvre, et commencent à sortir un par un la « banda de cornetas » et aussitôt deux compagnies d'Alphonse XII. Suivent immédiatement un chapelain portant un crucifix et les confréries. Derrière viennent les cinq criminels accompagnés par les prêtres. Tous ont la tête découverte. On les place en file, à deux mètres les uns des autres, avec cinq soldats pour chacun.

« L'officier qui commande le peloton donne le signal et une formidable décharge retentit. Quatre des criminels tombent mortellement blessés. Noguès, qui s'est accroupi lorsque les soldats ont tiré, est sain et sauf. Une seconde après, il tombe moribond.

« A 5 heures et demie, tout est terminé. Les frères de la Paix et Charité se chargent des cadavres et les placent dans les cercueils.

« Trois mille personnes assistaient à l'exécution. »

Comme vous le voyez, ce récit diffère singulièrement de la dépêche publiée par les journaux français. Les comptes rendus de l'*Imparcial* et du *Liberal* se contredisent et sont mensongers pour la plupart.

L'*Heraldo* de Madrid, lui, déclare, dans une longue tartine pleine de bave, qu'il ne veut donner aucun renseignement touchant les détails de l'exécution. Parler de l'anarchie, c'est se faire inconsciemment complice des anarchistes. Le bruit que l'on fait autour des affaires anarchistes attire l'attention, excite la curiosité du public pour une littérature inutile où il n'y a ni enseignement pour l'esprit ni plaisir sain pour les sens.

Il engueule la presse qui emplira ses colonnes des détails de l'exécution. « Au surplus, conclut-il, qu'elle fasse ce qu'elle voudra. Pour nous, il en sera de l'anarchisme comme de la publication des nouvelles relatives aux suicides. Le silence est encore le meilleur et le plus conforme aux intérêts de la société et de l'éducation morale du pays. » Il se borne donc à donner le numéro des télégrammes qu'il a reçus de Barcelone et le nombre de mots que chacun d'eux contenait (!!).

L'*Imparcial* de mercredi se tait aussi, touché qu'il est par la leçon de l'*Heraldo*, mais, selon lui, les détails d'une exécution sont plutôt d'un salutaire exemple, etc., etc. Je vous épargne cette discussion entre deux canards aussi dégoûtants l'un que l'autre. A citer néanmoins son observation touchant la déportation des anarchistes à Rio de Oro, qui, paraît-il, est fortement critiquée. Voici le passage textuel :

« A Rio de Oro il n'y a de refuge pour les Européens que le fortin qui abrite les troupes et les quatre maisons de la factorerie. Il ne sera donc pas facile d'y loger les déportés. Comment feront-ils pour vivre dans ce pays de sauvages? La déportation en de semblables lieux équivaut à la peine de mort. »

Il propose Fernando-Poo et prie le gouvernement de modifier les instructions déjà données.

Ce que l'on retient du fatras des renseignements vrais ou faux publiés par les journaux bourgeois, c'est que nos malheureux compagnons ont été torturés jusqu'à la dernière minute. Cette veillée des morts de vingt-quatre heures, avec l'obsession des hommes noirs *travaillant* les criminels, comme ils disent, je ne sais rien de plus épouvantable, — mais il est inutile de vous en dire plus long, la colère qui m'étreint vous devez la ressentir.

Fraternellement vôtre,

J. Misère.

(1) En attendant des nouvelles directes d'Espagne, nous donnons ici des extraits des journaux bourgeois et les réflexions suggérées par leur lecture au camarade qui veut bien nous faire la traduction des publications espagnoles.

Angleterre.

Londres. — Pour la première fois, le comité organisateur de la manifestation du 1er Mai à Hyde-Park a accordé qu'un orateur anarchiste parlerait sur chacune des douze tribunes.

Les anarchistes anglais allant toujours partout où ils peuvent se faire entendre, tinrent donc bien leurs places, et successivement on entendit toutes les écoles socialistes ainsi que les anarchistes.

Louise Michel, de retour depuis quelques jours d'une tournée de conférences, parla en français sur la tribune internationale, d'autres y parlèrent en allemand et en italien.

Le discours du camarade Turner sur la tribune n° 7 fut très écouté et applaudi; sur cette même plate-forme se fit entendre Tom Mann, le leader de l'I. L. P., qui a par sa droiture conquis l'estime des anarchistes anglais. Dans son discours, il a affirmé qu'un quart de la population de Londres est constamment dans une noire misère et que le parlementarisme actuel ne peut rien changer à cette situation. (Alors pourquoi l'I. L. P. présente-t-il des candidats à chaque élection?)

Cette année, le 1er Mai fut un samedi, jour très favorable pour qu'il y eût une manifestation plus imposante que les années précédentes, où elles étaient dans le milieu de la semaine.

Nous évaluâmes au plus à 8.000 le nombre des manifestants qui entouraient les douze tribunes; cette démonstration fut donc relativement moindre que ses devancières.

Çà et là étaient des Trois-huit avec un triangle à la boutonnière et guidés par des vieilles barbes de la S. D. On remarquait quelques rares corporations de vernisseurs, d'ébénistes, des branches de mécaniciens, d'imprimeurs, ainsi que d'épars groupes politiques et des sections de l'I. L. P.

Je crois que le 1er Mai est en sérieuse déconfiture à Londres : c'est probablement un signe de temps et d'évolution, car nous constatons que la propagande s'y fait toujours avec beaucoup d'ardeur. Mais voilà, le peuple se fatigue des continuels discours des politiciens qui font des saillies sur les tribunes pour se faire mousser et décrocher une assiette au beurre, comme a fait par exemple Basile Guesde.

Le lendemain dimanche, il y eut, toujours à Hyde-Park, une autre manifestation de quelques milliers de personnes : c'était pour protester contre l'inquisition en Espagne et contre les condamnations d'un peu partout de France, d'Italie, etc., et du procès de Walsall.

Un S. D. des membres de l'I. L. P. et des anarchistes prirent la parole.

G.

Belgique.

Banqueroute du 1er Mai. — Sous ce titre, les camarades libertaires de Bruxelles avaient organisé à la salle des Brigittines un grand meeting destiné à montrer aux travailleurs que la journée du 1er Mai, d'essence et d'origine révolutionnaires, avait dégénéré en une grotesque et inutile cavalcade, depuis que la politique avait envahi le socialisme.

Une foule assez considérable a écouté avec attention et silence — le sieur Vandervelde n'était pas là pour provoquer le désordre — les développements de la thèse libertaire présentés par plusieurs camarades.

Les membres du P. O. ont eu ensuite la parole.

Le citoyen Hénault, tout en accordant d'amples concessions à nos idées, a formulé avec beaucoup de modération certaines critiques dénotant, en somme, le désir d'être bienveillant. Mais, après le sérieux, on est passé au bouffon.

Un provocateur, souvent souffleté dans nos réunions, est venu faire étalage de son incurable ignorance et du manque absolu de convenances caractérisant d'ailleurs les malheureux dont le cerveau n'est meublé que de quelques clichés collectivistes mal compris et de quelques vagues réminiscences de brochures mal digérées; rien n'est plus orgueilleux, plus venimeux que ces gamins posant à l'orateur — fût-ce de quinzième ordre — alors que l'instruction obligatoire, aujourd'hui prônée, n'aurait d'autre effet que de les reléguer dans la cinquième division d'un jardin d'enfants.

Mais n'insistons pas sur ces rognures et disons qu'en dépit de manœuvres pourbaisistes de la dernière heure et du monologue du sieur Michotte-Hoyois, contradicteur (?), la victoire est restée aux libertaires.

Flaustier.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

La conférence précédemment proposée sur cette question : « *Que deviendront les richesses intellectuelles pendant la Révolution?* » aura lieu mardi 18 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au local de l'I. S., salle Bosnoblet, rue Saint-Denis, 281.

Les étudiants, les artistes, et en particulier les membres du club l'*Art Social* sont priés d'apporter leur concours.

Nous avons reçu quelques exemplaires de la lithographie *l'Ecrasement*, annoncée par les camarades d'Amsterdam. Nous les tenons à la disposition des amateurs, au prix de 1 fr. 25, franco, en tube.

Je demande aux camarades Bagger, Bernard Lazare, Henri Dagan, Alph. Engels, Sébastien Faure, Haber, Kropotkine, Malatesta, Ricardo Mella, Louise Michel, L. Parsons, Domela Nieuwenhuis, Tocchati, Fr. Tommaso et Recchioni, s'ils ont reçu le *Coopératisme devant les écoles sociales*, et prie les auteurs, les éditeurs d'imprimés d'économie sociale, relatifs à toutes les formes du socialisme, au trade-unionisme, au coopératisme, au mutualisme, au mouvement ouvrier, etc., de m'envoyer un exemplaire au moins, soit aux *Temps Nouveaux*, soit à la *Plume*, 31, rue Bonaparte, Paris. Ces ouvrages, en toutes langues, seront utilisés pour des études sociologiques.

A. D. Bancel.

La lithographie en couleur que nous avons annoncée dans notre dernier numéro est en vente au prix de 1 fr. 25, prise dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco. Un accident arrivé aux pierres nous force à n'en faire qu'un tirage restreint de cent exemplaires.

Saint-Denis. — Samedi 29 mai, soirée familiale organisée par la *Jeunesse matérialiste*, salle Montérémal, 35, rue de la République.

Causerie par un camarade; chants et poésies.

Tous les copains de la banlieue sont invités.

Aubervilliers. — Les *Libertaires des Quatre-Chemins* se réunissent tous les samedis soir, route de Flandre, chez Barthe, au Chapeau-Rouge.

Toulouse. — Mercredi 12 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au théâtre Lafayette (ancien Casino), place Lafayette, conférence publique et contradictoire par Louise Michel et Sébastien Faure.

A l'issue de la conférence, un punch amical sera offert à Louise Michel au théâtre des Nouveautés, boulevard Carnot.

L'entrée sera de 50 centimes donnant droit au punch.

Le Havre. — Les *Libertaires* de la région se réunissent tous les jeudis, à 8 1/2, chez le marchand de vins, 138, cours de la République. — Causerie par un camarade; chants et poésies.

Tous les dimanches après-midi, promenade de propagande à la campagne. Rendez-vous à 2 1/2, sur le rond-point. Les camarades sont invités à venir en grand nombre à ces promenades.

Marseille. — L'*Agitateur* ayant édité un recueil de chansons libertaires comportant : Heureux temps, Dieu n'est pas, Les Abeilles, Les Enfants de la Nature, Parallèle, Les Briseurs d'images, avise les copains qui en désirent qu'ils n'ont qu'à s'adresser au camarade Victor Rapalle, 3, rue des Consuls, aux prix suivants : 0 fr. 10 le recueil, 4 fr. les cinquante ou 7 fr. le cent.

Les *Libertaires* des Chartreux-Blancarde et environs organisent une soirée familiale, Salle des 500 Couverts, boulevard des Chartreux, 5.

Concert; causerie par un camarade des Chartreux; sauterie.

Prix d'entrée : 30 centimes, au bénéfice de la propagande.

Jonzac. — Les anarchistes de Jonzac et des environs, s'étant réunis le samedi 8 mai, ont décidé que désormais, sous le titre de *La Libre Entente*, ils poursuivraient la diffusion des idées libertaires dans la région, au moyen de brochures, affiches, journaux et réunions publiques.

Dans une autre réunion du groupe, qui aura lieu le jeudi 20 mai au local convenu, après une causerie de la camarade Anna Réchiste sur la liberté de l'amour, les copains se distribueront la besogne de propagande et prendront les dernières dispositions pour les conférences à organiser.

Bruxelles. — Samedi 15 mai, à la *Mutualité*, rue des Pierres, 38, conférence publique par le camarade Hénor. Sujet : *L'Evolution dans l'art; l'Art social.*

Entrée : 10 centimes, au profit d'une œuvre de solidarité.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu le premier numéro de l'*Irlande libre*, l'organe que viennent de fonder les Irlandais qui combattent pour l'indépendance de leur pays.

Nous avons lu attentivement son programme, mais il ne va pas au delà de la question nationale. Nous pensons que cela est bien peu, car dans les sévices dont se plaignent les Irlandais, il y a plus qu'une question nationale, il y a la guerre du pauvre contre le lord, du spolié contre le voleur de la terre.

Nous avons reçu :

L'Industrie dans la Russie centrale, circulaire n° 12 du *Musée Social*, 5, rue Las-Cases.

La Solution désirable, une brochure par Louis Guétant, Imprimerie coopérative, 30, rue de Condé, Lyon.

De Misdaden van God : *Sebastien Faure*, brochure à l'*An-archist*, 1, Spaardammenplein, Amsterdam.

Primero de Mayo, de Pedro Gori, Bibliothèque de *El Corsario*, La Coruna.

A lire :

Pages d'agenda, Simone, *Echo de Paris*, 12 mai.

PETITE CORRESPONDANCE

P. P., à Ploesti. — Volume expédié. Vous auriez dû ajouter 0 fr. 25 pour faire recommander l'envoi. Avec la poste, c'est une sûreté.

Gourceaux, à Spring-Walley. — La *Psychologie du Militaire* étant épuisée, je vous ai expédié un exemplaire de l'ancienne édition qui me restait.

Un camarade. — Mettre du Lepelletier dans la *Boîte aux ordures*, ne serait-ce pas une superfétation? N'est-il pas de notoriété qu'il y va de lui-même?

X., à Alger. — Bon. Merci. Numéros expédiés.

V., à Nîmes. — Il y a eu des révoltés avant qu'il y eût des anarchistes. Et il serait bon de rompre avec tout ce cabotinage qui veut nous faire agenouiller à chaque fois qu'un acte quelconque s'accomplit, sans avoir le droit de le discuter.

Pierre André. — Quel est le titre de la brochure? Où se trouve-t-elle? Ne la connais pas.

M., à Bruxelles. — En ce numéro vous avez l'adresse du camarade Rapalle, à Marseille. Adressez-vous à lui. Nous n'insérons pas de correspondances particulières.

Lux Regnabit. — J'ai bien reçu votre abon. le 3 mars, mais il était fini de fin janvier, et se termine à nouveau fin avril.

N. S., à Dobritch. — Médiéval, c.-à-d. qui a trait au moyen âge.

C., au Havre. — Si nous nous plaignons, c'est que nous pensons en avoir le motif. Nous sommes nous-mêmes talonnés par la situation.

G., au Breuil. — Numéros expédiés. Oui, nous avons le volume.

L. M., à Dresde. — Je n'ai plus le numéro qui contenait la correspondance en question.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : R., à Wasigny, 1 fr; B. Tracol, 0 fr. 25; L. Tracol, 0 fr. 25; Bourdon, 0 fr. 25; A. Reclus, 2 fr.; Léonce Cosinaud, 1 fr.; E. Boisson, 1 fr.; Fargé, 1 fr.; A. Bidart, 0 fr. 50; Jean, 0 fr. 25; X., 3 fr. 50. En tout, 10 fr. — Souscription faite parmi les lecteurs des *Temps Nouveaux* à Saint-Denis, 5 fr. — G. P., à Saint-Etienne, 5 fr. En tout : 21 fr. — Listes précédentes : 355 fr. 05. — Total général : 376 fr. 05.

Reçu pour le journal : La Plata par Z., 6 fr. — L. I., rue J.-de-B., 5 fr. — G., au Breuil, 0 fr. 50. — B., à Saint-Amand, 3 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — A. M. O., 5 fr. — M. P. J., à Thuir, 0 fr. 30; M., à La Tour-du-Pin, 0 fr. 50; Gj., à Paris, 5 fr. — Mlle P. D., 7 fr. — R., à Wasigny, 1 fr. — Agen par B., 1 fr. — Groupe de Montreuil, 11 fr. — B., 1 fr. 25. — Merci à tous.

P., à Romans. — G., à Malines. — V. D., à Amsterdam. — M., à Lyon. — C., à Marseille. — M., à Anvers. — G., à Montpellier. — F., à Amiens. — E. D., au Havre. — B. C., à Rouen. — C., à Lyon. — J. C., à Houssaye. — B., à Marseille. — N., à Allais. — P., à Eragny. — R., à Hyères. — P., à Saint-Quentin. — M., à Troyes. — P., à Lille. — H., Saint-Nazaire; R., à Nouzon; D., à Morez (par le P.). — R., à Valence. — G. R., à Aiglemont. — V. F., à Saint-Claude. — S. P., à Bordeaux. — E., à Montpellier. — P., à Mons. — M., à Nonancourt. — L., à Jemmeppes. — L., à Monteeau. — C., à Toulon. — P., à Lyon. — S., à Dobritch. — P., à Saint-Chamond. — B., à Nantes. — B., à Jolimont. — V. O., à Courtrai. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 4 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 MAI 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

IMPUDENCES

Pour ceux qui se complaisent à l'idée d'une Providence, l'incendie de la rue Jean-Goujon fut un événement déconcertant, capable de jeter le trouble dans les âmes croyantes et d'affaiblir la foi. L'Eglise l'a fort bien compris; et, au service funèbre de Notre-Dame, par la bouche du P. Ollivier, elle s'est efforcée de parer ce coup de la Nécessité universelle. Le discours de ce prédicateur est un régal que je recommande (1). Dès le début, la stupidité d'un cerveau malade ou la volonté de se moquer du monde — je ne sais quelle des deux mettre en cause — s'affirme: « Messieurs, la mort est terrifiante, lors même qu'elle frappe de coups tardifs des vies longuement épuisées, combien plus lorsqu'elle fauche en pleine floraison des vies promises à toutes les joies, ou en pleine maturité, des vies à peine en possession DES FRUITS DE LEURS LABEURS. » Les millions de Mme de X. ou de Mme de Z., ce sont les fruits de leurs labeurs! Mais passons. « Pourquoi cela s'est-il fait? A quel dessein se rattache l'horreur d'un pareil deuil? Sommes-nous donc entre les mains d'une puissance aveugle qui frappe sans avoir conscience de ses coups, et qu'il est aussi vain d'interroger que de maudire, puisqu'elle ne peut entendre et dédaignerait de répondre? » Nous, nous dirions que cela s'est fait parce que la lampe du cinématographe a mis le feu; mais c'est une explication trop compliquée: le P. Ollivier trouve beaucoup plus simple d'invoquer une puissance aveugle ou un être de toute bonté. « O Dieu de la France catholique, poursuit-il, vous n'êtes point capable de ces fureurs » et, deux lignes après, « Votre main nous frappe dans un dessein qu'il nous est permis de comprendre ». Ah çà! en est-il ou n'en est-il pas capable? Entendons-nous. « Vous avez voulu donner une leçon terrible à l'orgueil de ce siècle, où l'homme parle sans cesse de son triomphe contre vous. Vous avez retourné contre lui les conquêtes de sa science, si vaine quand elle n'est pas associée à la vôtre » Blagueur! c'est précisément quand elle est exempte de toute préoccupation métaphysique que la science arrive à des résultats). « et, de la flamme qu'il prétend avoir arrachée de vos mains comme le Prométhée antique, vous avez fait l'instrument de vos représailles. » (Pourquoi se sert-il aussi de l'eau pour nous inonder? On ne la lui a pas arrachée des mains, celle-là!) « *Ce qui donna l'illusion de la vie a produit l'horrible réalité de la mort.* » Voilà donc la vraie raison de la catastrophe: Dieu l'a voulue pour se venger de l'invention du cinématographe. Ah! vous voulez donner l'illusion de la vie? Attendez, mes petits, je vais vous donner la réalité de la mort, moi. Il l'a fort bien donnée, en effet. Si bien, qu' « il semble qu'on entend l'écho de la parole biblique: Par les morts couchés sur votre route, vous saurez que je suis le Seigneur. » Je demande si un homme a jamais dit quelque chose de plus monstrueux que cette parole biblique-là.

« Mais Dieu ne se plaît pas aux vengeances stériles, et c'est pour sauver qu'il flagelle, — alliant ainsi *les exigences de sa gloire* et celles de ses miséricordes, plus pressantes encore puisqu'il est avant tout *l'Eternel amour*. » Qui s'en serait douté? « C'est le propre de l'amour d'avoir des préférences, et les peuples en sont les objets aussi bien que les individus. » Holà, mon très révérend père, c'est de l'amour divin que vous parlez. Des préférences! Voilà un Dieu qui est loin d'être parfait. Les exigences de sa gloire, la partialité de son amour... il ressemble pas mal aux hommes, et à la partie la moins belle des hommes, encore. Bref, c'est la France qui est sa préférée. Mais oui! Elle « le sait par toutes les prédilections qui marquent son histoire et font de ses malheurs des preuves sensibles de l'amour divin à l'égal des prospérités et des succès dont elle a été glorifiée. » C'est si bête, que c'en est amusant. Quoi qu'il en soit, la France a abandonné ses traditions. « Son nom est devenu synonyme de folie et d ingratitude envers Dieu. C'était le faire, hélas! synonyme de malheur, puisque Dieu, ne voulant pas l'abandonner, devait la soumettre à l'expiation. » En voilà un Dieu collant! Nous le lâchons, mais il ne veut pas nous lâcher; et pour nous prouver son amour, il nous roue de coups. C'est à dégoûter d'être ses préférés.

Son châtiment, *sa vengeance*, car le mot est écrit en toutes lettres, ce furent la guerre de 1870 et la Commune. « Nous avions bien le droit d'espérer que votre justice était satisfaite et que votre miséricorde nous rouvrait les portes de l'avenir! » Ah oui! nous en avions bien le droit. Et pourtant nous nous mettions le doigt dans l'œil. « L'expiation n'était pas suffisante, et les plus pures victimes manquaient à l'holocauste! » Les plus pures victimes, ce sont « ces fières et douces femmes, dont les pères, les fils, les époux, les frères avaient versé leur sang pour la patrie... Il semble que Dieu leur eût fait tort en ne leur demandant que des larmes, des prières, des leçons et des exemples... Aussi leur fallait-il mettre dans la coupe un peu de leur propre sang. » Et comme il fallait faire un choix, Dieu a pris « parmi elles les plus pures, les plus saintes, pour les unir dans la mort aux victimes de la première heure, et consommer ainsi l'expiation qui nous assurât l'espérance. » Ainsi, Dieu s'était trompé : la première expiation n'a rien expié du tout; et les Français, enfants chéris du Christ, sont restés incrédules comme devant. C'était à recommencer. C'est fort vexant pour un Dieu. Donnez-vous donc de la peine pour les gens! La seconde expiation sera-t-elle plus fructueuse? J'en doute. Le P. Ollivier l'affirme. « Ce que nous désespérions de faire (l'union dans la foi), le sacrifice de ces humbles victimes de la charité l'a déjà commencé, et l'unanimité qui nous rapproche autour de leur tombe en est une *garantie*. Nous en viendrons à comprendre que nous sommes tous de même nature et devons être d'un même cœur.... qui oserait encore, en présence de leurs restes, parler d'antagonisme entre les classes de la société française, sans mériter le mépris et la malédiction de tous les honnêtes gens? » Ma foi, j'en connais quelques-uns qui oseront cela. Mais n'est-ce pas du plus haut comique, cet antagonisme qui n'existe pas entre les classes de la société *française* — ce qui laisse supposer qu'il existe entre celles des autres nations?

Goûtez la suite. « Pendant que d'abominables excitations travaillent à creuser un abîme entre les petits et les grands, entre les riches et les pauvres, les douces et pures âmes (ah! ma chère, comme c'est bien ça!) jetaient à pleines mains dans la tranchée les ingéniosités et les ressources de la fraternité chrétienne. » Pardon, qui est-ce qui creuse l'abîme? ceux qui ne veulent point de castes, ou ceux qui en veulent? « O martyres, n'oubliez pas la patrie et *forcez* le Christ, roi des Francs, à rassembler dans la paix de son règne tous ceux qu'on a essayé d'en séparer, afin qu'il n'y ait plus à jamais qu'une France, *invincible à tous ses ennemis*, par l'unité dans la foi qui fut la vôtre et dans les vertus dont vous nous laissez le souvenir. » Ainsi soit-il! C'est sur cette invocation au Dieu des armées que l'oraison funèbre se termine. Mon Dieu, faites-nous égorger tous nos ennemis. Ne croirait-on pas entendre parler un sauvage, devant son fétiche? Singulière conception de l'histoire et du monde, tout de même : un point imperceptible du globe terrestre est le royaume de Dieu. Autrefois, c'était la Palestine; aujourd'hui, c'est la France. Le reste ne compte pas. Le reste n'existe que comme repoussoir. Et c'est drôle, tout de même, qu'avec un si beau rôle, nous ne fassions pas plus les malins; car les autres peuples n'ont pas l'air de se douter que nous sommes leurs maîtres, et nous n'en menons pas toujours large devant eux. Nos malheurs et nos défaites devraient pourtant bien leur prouver que nous sommes les élus de Dieu. Aux Arméniens et aux Grecs, qui sont chrétiens, le Seigneur prodigue le martyre; il se garde bien d'infliger des épreuves à ces infidèles de Turcs.

Je ne serais pas fâché de poser quelques questions au P. Ollivier. Oh! causer une heure avec lui! Mais c'est un rêve. Mon très révérend père, lui dirais-je, vous avez raison, et il faut être bien sot pour ne pas voir que tout ce qui arrive est l'œuvre d'un Dieu. Tirez-moi néanmoins de quelques doutes. Dans les siècles de

(1) Discours du T. R. P. Ollivier, des Frères Prêcheurs. — Bureaux de la *Revue Thomiste*, 222, faubourg Saint-Honoré. — 10 centimes.

foi, au moyen âge, par exemple, il y eut des incendies; ce n'était pas pour châtier l'incrédulité; pourquoi donc alors? — Pour punir les méchants, Dieu sacrifie les bons; soit. Mais quand ce sont les méchants qui écoppent? — Et si rien n'arrive que Dieu n'ait voulu, pourquoi a-t-il voulu l'impiété? Et pourquoi, l'ayant voulue, veut-il ensuite la punir? — Je suis persuadé que le P. Ollivier, ou tout autre théologien, répondrait à tout cela. Que ses réponses soient d'une clarté irréprochable et d'une impeccable logique, je n'en suis pas aussi sûr.

J'aurais aimé aussi le voir parler, dans son discours, de la témérité de ces preux, fils du Christ, qui moururent plutôt que de se frayer brutalement un passage parmi les femmes, et qui ne laissèrent pas à des domestiques et à des manants le soin de sauver leurs femmes ou leurs filles.

RENÉ CHAUGHI.

PAUVRE TOLAIN!

On vient d'enterrer un homme mort depuis plus d'un quart de siècle!

Dès le 4 septembre 1870, en effet, l'ex-ouvrier ciseleur était mort à la Révolution, abandonnant la cause du prolétariat pour entrer, en compagnie d'un ancien ami de Proudhon, J.-A. Langlois, dans les rangs de la bourgeoisie qui les récompensa de leur désertion en donnant au dernier l'une des meilleures recettes de Paris et, à l'autre, un siège au Sénat, à la condition, bien entendu, qu'ils se tiendraient désormais tranquilles et convenables.

Et pourtant, de quels sarcasmes ils avaient poursuivi leur ancien camarade Darimon, qui les avait lâchés en pleins salons de Plonplon, pour courir, tout enculotté de soie, aux réceptions de Badinguet!

Tolain et son ami Langlois, plus avisés, mais non plus honnêtes, avaient trop de flair pour se compromettre aussi sottement. Ils sentaient trop prochaine la chute de l'empire pour faire un tel pas de clerc; la République des Jules Favre, des Jules Simon et des Jules Ferry s'apprêtait à leur offrir de plus solides avantages.

Aussi, dès l'avènement des ces trois *Jules* au pouvoir, devinrent-ils les plus plats et les plus zélés serviteurs de ceux qui se firent les défenseurs des seuls intérêts de la bourgeoisie, aux dépens de la Patrie et de la République qu'ils sacrifièrent, sans nul scrupule, à ces intérêts égoïstes et rapaces.

A partir de son entrée dans le monde officiel, d'abord comme adjoint à la mairie du onzième arrondissement de Paris, puis comme député et enfin comme sénateur, Tolain se mit donc entièrement au service des exploiteurs de ses anciens camarades de labeur et de misère, tout comme le firent d'ailleurs l'ex-maçon Martin *Nadaud* et l'ex-canut lyonnais, Louis *Greppo;* comme le feront tant d'autres du fameux « Parti Ouvrier », si l'occasion s'en présente.

Cependant, ce transfuge du socialisme n'était point le premier venu.

C'était un des plus écoutés parmi ceux qui prirent la parole dans les réunions publiques, ouvertes dans les deux dernières années de l'Empire, où sa connaissance des questions relatives à la vie ouvrière — qui alors était sienne — lui avait acquis une influence réelle sur les ouvriers de Paris et surtout sur une grande partie des membres de l'*Internationale*, dont il avait activement concouru à fonder la première section en France.

Malgré le caractère assez étroit de son socialisme, que, comme mutuelliste, il restreignait à la formule trop vague de « l'égal échange », on pouvait espérer de lui un concours sérieux et intelligent pour la Révolution sociale.

Malheureusement il ne devait pas tarder à démentir de telles espérances.

Cet homme qui pouvait un jour devenir *quelqu'un*, préféra devenir sénateur et une sorte de simple sous-Jules Simon... muet.

Si piètre fin valait-elle d'y sacrifier son indépendance et sa dignité? — Pauvre, pauvre Tolain!

G. LEFRANÇAIS.

TOM MANN

Comme pour bien démontrer une fois de plus que tous les gouvernements se valent, les préposés aux fonctions de notre république ne pouvaient pas mieux faire que le Kaiser allemand; aussi, après avoir déjà expulsé le premier délégué des dockers anglais, le camarade Mac Pherson, le camarade Tom Mann, secrétaire de la Fédération des Dockers d'Angleterre, vient-il d'être expulsé à son tour.

Le camarade Tom Mann devait faire une conférence à la Bourse du Travail sur l'organisation des dockers anglais, et en même temps établir un rapprochement entre les ouvriers des deux pays.

Des camarades ayant appris la nouvelle infamie du gouvernement organisèrent une réunion privée le soir même, salle de l'Harmonie, rue d'Angoulême.

C'est devant une salle comble que la femme du camarade Mac Pherson a apporté, au nom du camarade Tom Mann, le salut des travailleurs anglais aux travailleurs français.

Le camarade Guérard lit ensuite un résumé du discours que devait prononcer T. Mann, discours où celui-ci montre, avec une belle vigueur et une grande largeur de vue, ce que peut contre le régime capitaliste une entente internationale des travailleurs; beau discours, exempt des mesquineries auxquelles nous ont habitués les politiciens.

Après quelques mots de l'ami Prost, qui démontre très clairement ce que peut cette entente internationale, et comment une grève générale des dockers jetterait une perturbation dans le monde capitaliste, le citoyen Allemane annonce que si la police a reçu l'engagement de T. Mann de ne pas assister à la réunion, la police n'a pas défendu aux assistants d'aller serrer la main du camarade anglais.

Ce n'est alors qu'un long éclat de rire du bon tour joué à la police et aussitôt tout le monde quitte la salle et part vers le lieu de la nouvelle réunion, où les ouvriers ont pu serrer la main de leur camarade anglais.

Tom Mann, qui avait vingt-quatre heures pour quitter le territoire de la République, est parti le lendemain matin aux cris de « Vive la Sociale! » et « Vive l'Internationale! » poussés par une centaine de camarades qui étaient venus lui serrer la main à la gare.

En somme, bonne propagande internationaliste qui resserre les liens entre les ouvriers des deux pays, et où, chose à signaler ici, les politiciens n'ont pris aucune part.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Ce qui était prévu est arrivé. Le gouvernement français a expulsé Tom Mann qui était venu en France pour engager les ouvriers des ports français à se syndiquer et à fédérer leurs syndicats. Le socialiste anglais a déclaré qu'il croyait que, d'après les lois françaises, les travailleurs étaient libres de se syndiquer. En principe, sans doute. Mais non pas quand cela porterait ombrage aux capitalistes, qui sont nos véritables gouvernants. Or, comme une fédération de tous les ouvriers des ports français pourrait devenir à de certains moments un danger pour l'exploitation dont eux et leurs camarades ouvriers des autres branches sont victimes, le gouvernement, qui n'a d'autre raison d'être que de défendre les intérêts capitalistes, s'est empressé d'éloigner ce gêneur qui venait suggérer de bonnes idées aux ouvriers.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Le gouvernement est dans son rôle.

Cependant, il aurait pu donner à son intervention un prétexte moins grotesque que celui qu'il a fait connaître. D'après lui, l'agitation de Tom Mann en pays étranger profite à l'industrie de son pays!

Voilà Tom Mann agent de l'Angleterre pour porter chez nous le désordre au profit des capitalistes anglais! Non! il est de ces prétextes qui sont une véritable injure à ceux à qui on les donne, tant ils sont stupides. Si le gouvernement nous a crus capables d'avaler une pareille bourde, c'est qu'il nous prend pour de fameux imbéciles.

Et peut-être n'a-t-il pas tort! Car il faut réellement en avoir une dose pour se laisser berner ainsi, indéfiniment, comme nous le faisons.

J'ignore quel est celui de nos ministres qui a découvert celle-là, mais je lui fais tous mes compliments pour le mépris dont il fait montre à l'endroit de l'intelligence publique.

* *

LA MISÈRE. — On a trouvé pendu à un arbre, près de la porte de la Muette, le cadavre d'un homme de quarante ans, sur lequel un mot de lettre a été découvert, ainsi conçu : « J'échappe par la mort à la misère. »

Tombé dans la plus profonde misère, M. Alphonse de Nobel s'est pendu dans la chambrette qu'il occupait au n° 50 de la rue de Charenton. Agé de soixante-sept ans, et incapable de travailler, il ne voulait pas être à charge à sa femme qui, malgré ses soixante-treize ans, s'était faite blanchisseuse pour subvenir aux besoins du ménage.

Comme ces victimes de la misère ne sont ni ducs, ni marquis, ni princes, leur mort est relatée dans « les petits faits du jour et de la nuit ».

* *

UNE LETTRE D'ASCHERI. — L'*Intransigeant* publie une lettre d'Ascheri, le principal accusé dans le monstrueux procès de Barcelone, et dans laquelle ce malheureux donne les preuves que le fameux complot a été machiné de toutes pièces par la police, et que l'on a torturé et assassiné des innocents. Cette lettre écrite à la veille de sa mort est pleine d'un accent de sincérité tel que les faits qu'elle raconte ne peuvent être mis en doute.

* *

HUIT HOMMES BRULÉS. — Plusieurs chemineaux travaillant à Morigny, près d'Etampes, couchaient dans des meules de paille. L'autre nuit, la paille prit feu et huit de ces malheureux furent carbonisés. On renonce à établir leur identité, car ils sont inconnus dans le pays.

On ne dit pas s'il sera fait à Notre-Dame un service spécial avec grand discours du père Ollivier.

* *

ASILES DE FOUS. — Un ancien pensionnaire de l'asile départemental d'aliénés de la Sarthe, qui avait été brutalisé et frappé par quatre gardiens qui lui enfoncèrent une côte, réclamait devant le tribunal du Mans 5.000 francs de dommages-intérêts au directeur de l'asile. Au cours de l'audience, il a été reconnu par le substitut qu'une enquête ouverte par le parquet avait établi que plusieurs faits analogues s'étaient produits en cet asile. Mais, et c'est admirable! comme il n'y a comme témoins de ces faits que les gardiens qui nient et les aliénés dont le témoignage n'a aucune valeur en justice, aucune poursuite ne peut être intentée.

Les gardiens et le personnel n'ont qu'à continuer. C'est gratis!

* *

LA GRANDE FAMILLE. — Une épidémie de fièvre typhoïde vient de se déclarer au 141e de ligne, à Marseille. Un médecin inspecteur qui s'est rendu à l'hôpital militaire a prescrit, paraît-il, des « mesures énergiques ».

Quelles mesures énergiques peut-il avoir prescrites? Va-t-on licencier les soldats?... Ou mettre le

microbe à la salle de police, sacrongnieugnieu!... avec les « miasmes »!

A. Girard.

* * *

Brest. — Broussouloux vient de faire ici une série de conférences qui ont pleinement réussi. On se trouvait en période électorale, en sorte que le suffrage universel a fait l'objet de ses critiques. Les 3, 5, 6 et 7 mai, des réunions ont eu lieu où, devant un public de 2.000 personnes, le camarade a fait de la propagande abstentionniste et anarchiste.

Le 9 mai, nous avons donné une soirée familiale avec bal, concert et tombola, qui a attiré 600 personnes, au grand étonnement des bourgeois et de la police, qui n'en revenaient pas de nous voir si nombreux.

(*Correspondance locale.*)

* * *

Le réformisme a Bordeaux. — Ce n'est pas à tort que nous cherchons à enlever au peuple toute foi dans les réformes tant municipales que gouvernementales et que nous lui disons qu'en dehors d'une rénovation ou révolution sociale complète, d'un remaniement général de la société, d'un changement dans ses assises mêmes, d'un balayage de toutes les institutions actuelles à l'égout, aux vieilles lunes, il n'y a pas de remèdes aux abus tant légaux qu'illégaux; qu'en tout, les réformes, fussent-elles radicales ou socialistes, ne réforment absolument rien; qu'après leur mise en pratique, tout va aussi mal qu'avant, quelquefois pis.

De ces vérités nous donnons tous les jours des preuves expérimentales.

En voici, pour aujourd'hui, une que les Bordelais apprécieront:

Il y a longtemps que l'on se plaint, à Bordeaux, de la *mauvaise organisation* du marché à la criée, de la nocivité des *règlements municipaux* concernant le marché de première main des Capucins.

Autrefois, il y avait un facteur municipal unique sous la coupe duquel il fallait forcément passer, si l'on voulait faire encanter sa marchandise sous les halles de Porte-Neuve.

On a réformé cela; on a créé plusieurs facteurs municipaux.

Mêmes réclamations de la part des commissionnaires en marchandises, des expéditeurs et du public acheteur.

Nouvelle réforme: au 1er janvier dernier, M. Saint-Marc, un des adjoints de notre municipalité collecto-radicalo-royalo-allemano-ralliée, a dégommé six facteurs à la criée sur sept et a doublé le nombre des dits facteurs en leur imposant des spécialités dont ils ne peuvent sortir; il a griffonné de nouveaux règlements, changé quelques inspecteurs des marchés.

Résultat: mêmes fourbis qu'avant, mêmes trafics, mêmes tromperies, mêmes gaspillages; toujours les expéditeurs sont roulés, le public affamé par la cherté des vivres, indisposé, malade, par suite de l'absorption de denrées avariées, défraîchies; toujours les petits commissionnaires en marchandises se plaignent de la concurrence des facteurs municipaux et des ex-municipaux devenus facteurs libres; mêmes plaintes de la part des marchands ambulants, que l'on met au clou, eux et leurs charrettes, à chaque instant, pour infraction à des règlements idiots, dont l'interprétation prête toujours, comme avant, à l'arbitraire de la police, à des règlements tyranniques comme étaient ceux de la municipalité opportuniste renversée aux dernières élections, comme ont été, sont et seront tous les règlements, en toutes matières.

Et voilà que les privilégiés eux-mêmes se plaignent: les nouveaux facteurs municipaux sont empêtrés dans leurs spécialités; ils en demandent la suppression; ils prétendent que le cautionnement est trop fort, les redevances par divisions trop fortes; que le droit payé au fermier du plaçage fait double emploi avec ces dernières, comme avant la réforme, etc., etc. Ils sont si mécontents qu'ils démissionnent les uns après les autres.

Pendant ce temps, les ex-facteurs municipaux, devenus facteurs libres, ont à défendre leurs *criées* libres contre M. l'adjoint qui veut les faire fermer, sous prétexte que ce sont des marchés clandestins; on se jette à la figure les articles contradictoires de nos codes, les arrêts de jurisprudence; on fait des polémiques dans les journaux locaux. Les facteurs libres tremblent qu'on n'accorde aux facteurs officiels la suppression des spécialités qui les gênent et le peuple paie toujours cher les provisions qu'il achète à tous ces Messieurs qui se battent sur son dos.

La lutte entre facteurs officiels et libres est la lutte entre le privilège officiel, municipal et le privilège de fait.

Et le peuple s'intéresserait à cette lutte!

Et le peuple croirait aux réformes des propriétaires et des autoritaires!

Non, il finira par ouvrir les yeux.

Paul Boutin.

Angleterre.

Rességuier n'est pas, comme on l'a prétendu, un affreux réactionnaire; c'est, au contraire, un esprit d'avant-garde. Mais entendons-nous!... En fermant sa porte à tous ses ouvriers indistinctement, condamnant ainsi à la famine des centaines de travailleurs qui ne demandaient qu'à travailler, il a été l'initiateur d'une tactique nouvelle qui trouve des imitateurs de tous côtés. Il est important de signaler cette tendance *à la grève* des patrons qui ont à se plaindre de leurs ouvriers ou qui, pour une raison ou une autre, désirent les mater.

Dans le pays de Galles, depuis six mois environ, quatre mille carriers sont sans travail, et c'est leur patron, lord Penrhyn, qui les a littéralement mis à la porte, en fermant ses carrières pour les mêmes motifs qui avaient amené Rességuier à fermer sa verrerie. Lord Penrhyn ne veut pas que ses ouvriers se syndiquent. Il a commencé par renvoyer ceux d'entre eux qui officiellement faisaient partie du syndicat. Ceux-ci avaient demandé un jour de congé pour s'occuper de la manifestation du 1er mai. Ce congé leur fut refusé. Ils le prirent. Lord Penrhyn leur infligea une mise à pied de deux jours. Ces hommes refusèrent de se soumettre et tous leurs camarades se joignirent à eux. Aucune solution ne semblait prochaine, quand le conseil de « Trade-union » offrit à lord Penrhyn d'intervenir pour obtenir un arrangement. Celui-ci refusa de recevoir ses hommes à moins que ceux-ci ne vinssent sans leurs « meneurs ». Ces derniers consentirent à se présenter ainsi devant leur patron, mais à la condition qu'ils seraient accompagnés d'un membre du conseil de Trade-union. Lord Penrhyn refusa de souffrir à l'entrevue la présence d'un membre du conseil, prétextant « qu'il ne voulait pas établir un précédent en faveur d'une intervention étrangère dans ses affaires privées ». Mais les carriers méfiants, tout en acceptant les exigences de leur patron, lui offrirent néanmoins de venir à l'entrevue sans leurs chefs, sans un membre du conseil de Trade-union, mais avec un sténographe et un interprète, aucun d'eux n'étant apte à remplir ces fonctions. Lord Penrhyn refusa de nouveau.

On tenta un dernier effort: M. Courtenay Boyle, membre du conseil de Trade-union, proposa alors à lord Penrhyn de lui soumettre, avant l'entrevue avec ses carriers, les noms du sténographe et de l'interprète. Cet entêté de lord Penrhyn refusa encore et, trois jours après, avertit les carriers que les carrières seraient fermées jusqu'à nouvel ordre. Quatre mille familles étaient ainsi mises sur le pavé.

Nous assistons donc à une nouvelle tactique des patrons. Ils ont résolu de détruire les syndicats qu'ils sentent une force, et espèrent les briser, tant qu'ils n'ont pas encore acquis la force de résistance à laquelle ils peuvent arriver par l'entente et l'union, en les prenant par la famine. Ils aiment mieux perdre momentanément les bénéfices de leur exploitation, — bénéfices qu'ils compensent en employant leurs capitaux à d'autres spéculations — que de laisser les unions ouvrières acquérir une force qu'il leur serait peut-être impossible de briser plus tard. Deux enseignements sont à tirer de cette tendance des patrons. Les unions ouvrières doivent voir par là combien il est important pour elles de resserrer les liens qui les unissent. Elles doivent comprendre en outre combien l'action isolée offre peu de chance de succès pour elles, puisque, à la moindre résistance de leur part, les patrons font grève à leur tour. Le capitaliste a la ressource de chercher d'autres débouchés à ses capitaux; la rente, les spéculations financières, etc., lui offrent soit une compensation, soit un moyen d'attendre que ses ouvriers se lassent de la faim. Mais si une action générale entraînant comme conséquence la cessation du travail dans toutes les branches de la production, ou même seulement dans les principales, vient à se produire, la vie sociale est soudain suspendue, le capitaliste ne trouvant plus pour ses capitaux aucun débouché n'a d'autre alternative que la capitulation ou la mort par la faim.

Il est donc de la plus haute importance pour la classe ouvrière, aussi bien pour conserver ses libertés acquises que pour assurer son affranchissement définitif, de préparer la grève générale. Car, si à la grève partielle les capitalistes peuvent opposer la grève, à la grève générale ils n'ont aucun moyen de résister, parce que celle-ci les laisse face à face avec leur capital, incapable alors, soit de s'accroître, soit même de s'échanger.

A. G.

Portugal.

Après la chute du ministère des épileptiques, voici au pouvoir le ministère des cabotins.

Si les *regeneradores* nous faisaient rêver la révolution, pour combattre les *progressistas* il n'est qu'une seule arme — le mot de Cambronne.

Les premiers étaient autocratiques; les derniers sont méprisables.

Jacobins, à l'opposition, ces jean-foutres de la politique sont au pouvoir tout ce qu'il y a de plus rampant, de plus lécheur de bottes.

Avant de monter sur le plancher, pour duper les républicains, aussi méprisables qu'eux, les gredins du ministère avaient promis l'abrogation des lois scélérates mises en exécution par le ministère *regenerador*, la réforme de la loi dite du suffrage, la réforme de la loi de la presse, la liberté de réunion, et, surtout, ils avaient promis avec fierté de mettre à la porte, avec deux coups de pied au derrière, le juge d'instruction criminelle, la plus affreuse canaille qui jamais se soit glissée dans la *magistrature*.

Donc, tout cela, y compris le juge *Veiga*, ils l'ont promis avec un cynisme dont le secret appartient seulement aux politiques.

Mais les camarades condamnés l'année dernière sont toujours aux bagnes de l'Afrique et de Timor; peut-être ne seront-ils amnistiés qu'après la chute de la monarchie, dont le moment s'approche.

Les républicains font du tapage — dans leurs journaux, il faut le dire — à propos du bruit, très répandu, que le gouvernement, poussé par le roi, est sur le point de céder la colonie très riche de Lourenço-Marquès aux Anglais; mais MM. les républicains, abstraction faite de João Chagas, honnête homme, révolutionnaire, très intelligent, fier et intransigeant, les chefs républicains sont tous des ambitieux, des assiette-beurriers, des cabotins aussi bien que les monarchiques.

* * *

Et les social-démocrates? Que font-ils?

Dame! Ceux-ci nous font toujours rire!

Des imbéciles en majorité, ils ne font qu'intriguer parmi les ouvriers, de la politique bourgeoise, de très longs discours sans une idée, des manifestations aux cimetières tous les dimanches avec musique en queue, etc.

Très amusantes les séances d'un prétendu congrès ouvrier, dont les pseudo-délégués — huit sur dix — ne savent pas lire, dont le journal le plus fond-secretier paraissant à Lisbonne a publié les portraits.

Je dis très amusantes les séances du prétendu congrès, parce qu'il y a, comme au Parlement, des coteries, des moutons qui votent ce que commande le maître G., enragé contre le maître E., lequel commande son troupeau.

Les moutons ne s'aperçoivent pas que Messieurs les chefs se moquent d'eux, ne se souciant que des personnalités.

* * *

La grrrande manifestation du 1er Mai a été une honte! une abjection!

Les chefs de la social-démocratie ont mendié tête nue, humbles et gracieusement, le chômage des ouvriers pour la grrrande journée, au gouvernement, aux édiles, aux industriels, aux commerçants, partout. Gouvernement, édiles, industriels, tous ont accordé avec empressement l'aumône demandée. Donc, les social-démocrates ont promené sur les grandes voies une procession funambulesque, honteuse, grotesque.

Une fête pour la bourgeoisie... il ne manquait qu'une tribune pour la famille régnante.

Voilà ce que les social-démocrates ont fait du 1er Mai.

Une honte!

Parmi eux se trouve un homme — pourquoi ne pas le dire? — doué d'une activité hors ligne, intelligent et orateur, Azedo Gneco.

Eh bien! cet homme, le seul vraiment prestigieux que compte la social-démocratie portugaise, a été

cette année mis en dehors du comité organisateur de la manifestation du 1er Mai, et, à sa place, les associations ouvrières ont mis un imbécile nommé Judicibus, sorte de Rei da madureza.

Voilà la deuxième honte de la grrrande manifestation.

Grèce.

Nous avons reçu la lettre suivante du camarade Manganaras :

PATRAS. — Je suis déjà sorti de prison.

Notre pays est en pleine agitation. Le roi de Grèce, ainsi que son héritier et général en chef de l'armée, avec toute la famille royale, ont évidemment trahi la Grèce par la retraite de l'armée grecque. Le peuple, parfaitement convaincu de cette trahison, prépare une révolution intérieure, qui, je crois, éclatera bientôt, et assurément après l'expulsion des Turcs. Le roi, pour obliger son peuple à accepter un gouvernement à la Candia (Crète) sous son fils Georges, a occasionné cette situation sanglante aux frontières, où des milliers de Grecs ont été tués. Pauvres peuples! Vous êtes destinés à soutenir par votre sang les intérêts et l'ambition des « assassins couronnés » Des agitations se produisent ici, à Athènes et à Achaie, où environ 2.000 paysans sont entrés de force dans les bureaux de l'inspecteur des terres appartenant au prince héritier, ont tout brisé, et déchiré tous les documents. A Athènes, aussi bien qu'ici, la multitude passant par les rues centrales criait : A bas le roi! A bas les traîtres! Vive la démocratie!

Durant la messe, au moment où les prêtres prononçaient le nom du roi et des princes, des cris de protestation se firent entendre.

J. MANGANARAS.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous rappelons aux camarades que l'*Humanité Nouvelle* dont le premier numéro vient de paraître continue l'œuvre de la *Société Nouvelle*, c'est-à-dire la lutte pour « l'Art et la pensée libres ».

Voici le sommaire du premier numéro :

Sommaire : Etude sur l'Evolution des religions primitives, par Elie Reclus; l'Evolution morale du sexe, par Geddes et Thompson (trad. de L. Jerrold); l'Etre social, par J. Grave; l'Evêché, par E. Verhaeren; Les Amoureux de Galathée, par L. Mullem; L'Homme en amour, par Camille Lemonnier; La Liberté de conscience, par Clémence Royer; Symbole social, par L. Bazalgette; Appel des Doukhobortzis, par L. Tolstoï (trad. de Marie Stromberg); Chronique littéraire, par H. Fèvre; Revue des Revues, par P. Ballaguy, M. Pilo, L. Jerrold, L. Remy, M. Stromberg; Revue des Livres, par A. Hamon et A. Jerrold.

Rédaction : 120, rue Lafayette. — Administration : 5, impasse de Béarn.

Abonnements : France et Belgique : un an, 17 fr.; Etranger (Union postale), 15 fr. — Le numéro France et Belgique, 1 fr. 25; Etranger, 1 fr. 50.

Des numéros seront chaque mois à la disposition des camarades, aux bureaux des *Temps Nouveaux*, au prix de 1 fr. au lieu de 1 fr. 25.

. .

Tous les communistes anarchistes de la rive gauche et la banlieue-sud de Paris sont priés de venir à notre rendez-vous, que nous avons fixé, pour dimanche 23 mai, à midi, 14, rue Mabillon (marché Saint-Germain). — Le départ aura lieu à midi 1/2.

. .

Les camarades du *Groupe d'initiative de l'Enseignement libertaire* organisent pour le dimanche 30 mai une grande soirée familiale.

Un programme corsé sera donné dans le prochain numéro.

Les camarades qui voudraient organiser une réunion pour ce jour sont priés d'en avancer ou d'en reculer la date, de façon que tous puissent venir apporter à cette œuvre essentiellement libertaire un concours personnel et efficace.

. .

Samedi 29 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, grand meeting public organisé par la *Ligue antireligieuse* et les *Libertaires de Paris*.

Ordre du jour :

L'anniversaire de la Semaine sanglante 1870-71.

Les crimes de la bourgeoisie 1894-95.

L'affaire Girier-Lorion, ou les crimes du collectivisme.

La question d'Orient devant l'humanité.

Orateurs : Charles Malato, Albert Létrillard, Giraud, Buteaux, Raubineau, Tortelier, Prost, Brunet.

Entrée : 30 centimes.

. .

Les compagnons de Puteaux organisent pour le dimanche 6 juin une ballade champêtre pour aller à Nanterre; il y aura une courte causerie par Prost sur les retraites ouvrières et la maison de Nanterre. Chants, récits, sauterie en plein air.

Rendez-vous à 1 heure chez Masselin, marchand de vins, 141, rue de Neuilly, à Suresnes.

Les copains de Paris sont invités.

. .

Vendredi 21 mai, salle Pinot, 39, avenue d'Eylau, rond-point de Longchamps, grand meeting public contradictoire à 8 h. 1/2 du soir.

Tous les camarades de Paris sont invités à venir prêter leur concours aux copains du seizième arrondissement.

. .

Vient de paraître, chez Stock : *L'Individu et la Société*, par J. Grave, 1 vol., 2 fr. 50 pris dans nos bureaux, 2 fr. 75 franco.

. .

SAINT-DENIS. — La *Jeunesse matérialiste* se réunira le samedi 22 mai 1897, à 8 heures du soir, salle Montérémal, 35, rue de la République.

Soirée familiale. Causerie sur l'*Idée de Dieu*. Chants et poésies.

Entrée libre.

. .

SAINT-OUEN. — Salle Baumann, 72, rue des Roziers, samedi 22 mai, à 8 h. 1/2 du soir, *Meeting public contradictoire* sur : Le clergé et ses crimes; Les coopérateurs et le socialisme chrétien.

Les camarades Tortelier, Brunet, Robineau, Buteau, Murmain, Létrillart et Mary Huchet sont priés de venir prendre la parole.

. .

AUBERVILLIERS. — A l'occasion de la Semaine sanglante, les *Libertaires des Quatre-Chemins* invitent tous les copains de la banlieue Est et Nord, ainsi que tous les révolutionnaires, à venir discuter samedi prochain, chez Barthe, au Chapeau-Rouge, route de Flandre, 39. — Sujet traité: La Semaine sanglante et les théories anarchistes, placards relatifs aux massacres qui eurent lieu.

. .

SAINT-DENIS. — La *Jeunesse matérialiste* se réunit tous les samedis, à 8 heures, salle Montérémal, 35, rue de la République.

Causeries, lectures, discussions.

. .

SAINT-ETIENNE. — Tous les libertaires de Saint-Etienne sont invités à assister à la sortie champêtre qui aura lieu le dimanche 6 juin 1897, à 2 heures de l'après-midi, rendez-vous au sommet de la Côte-Tiollière.

Une causerie sera faite sur le mouvement social.

. .

RIVE-DE-GIER. — En présence de la situation des *Temps Nouveaux*, les camarades d'ici ouvrent une souscription permanente pour leur venir en aide; quoique le travail aille très mal, nous faisons appel à la bonne volonté de tous, et engageons les camarades des autres localités à en faire autant.

J. V.

. .

CETTE. — Les camarades se réunissent les jeudis et samedis chez Isoirt, route Nationale, 2.

. .

LIMOGES. — Le groupe *La Jeunesse Libertaire* se réunit tous les samedis soir à 8 h. 1/2, 131, faubourg de Paris. Sont admis moralement, c'est-à-dire sans aucune cotisation obligatoire, tous ceux qui, faisant abnégation de sectarisme, veulent se livrer, sur le terrain de la libre discussion, à l'étude des questions sociales.

A chaque réunion, causerie par un camarade. Chants, poésies anarchistes.

Les journaux *les Temps Nouveaux*, *le Père Peinard* sont en vente au kiosque Moreau, place Denis-Dussoubs. On y trouve également toutes les brochures indiquées par ces journaux.

. .

BRUXELLES. — La conférence sur l'Evolution dans l'Art, que le camarade Henov devait donner dans la salle de la Mutualité, 38, rue des Pierres, est remise au 22 mai, même salle et même heure.

. .

AUTRICHE. — Les camarades du *Volné Listy* demandent de la copie parisienne ou française. Ils ont changé de domicile. Ecrire et envoyer à : *Jaroslav Jirousek Král Vinohrady, Korunní tr. n° 7, Prague-Smichov (Autriche)*.

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Gabriel Borkmann, drame en quatre actes, par Henrik Ibsen; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Les Soliloques du pauvre, 1 vol. de vers par Jehan Rictus, 5 fr., chez l'auteur, 53, rue Lepic.

Philosophie et pratique du collectivisme intégral, par E. Boulard; 1 vol., 1 fr. 25, chez Allemane, 51, rue Saint-Sauveur.

A LIRE

La Bataille des sexes, Séverine, *Journal*, 15 mai.

Les Pauvres, L. Descaves, *Echo de Paris*, 16 mai.

La Lettre d'Ascheri, *Intransigeant*, 16 mai.

Le Maître de l'Europe, H. Rochefort, *Intransigeant*, 19 mai.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Saint-Denis. — Veuillez prendre 66 invendus chez Fouché.

R., à Pitiglione. — Reçu ab. La brochure de Kropotkine vous a été expédiée à votre première lettre.

T., à Lyon. — Il y a quatre sortes de gens dont les attaques nous laissent froids et auxquels nous ne répondons jamais : les envieux, les vaniteux, les imbéciles et les fripons.

X., à Milan. — Refusez le journal. N'ayant pas de signature, nous ignorons à qui il faut cesser.

L. V. P. M. P. — Vous avez peut-être raison, mais tant qu'il ne s'agit pas de questions de principes, nous aurions l'air de faire des questions de boutique.

V. R. et Jeunesse Libertaire, à Marseille. — Voyez réponse ci-dessus.

R. d'A. — Non.

D., à Paterson. — Pas grande valeur, 2 fr. le kilo. Mais quand vous avez l'occasion de les expédier sans frais, la quantité finit par produire.

X., Argentine. — A quoi bon relever les erreurs d'un policier!

D., à Bruxelles. — Les deux années expédiées. Merci pour la vente des timbres.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : B., à Mons, 1 fr. — Un soi-disant juif, 1 fr.; Un anarchophile juif, 1 fr.; Un youtre, 1 fr; Pour embêter Drumont, 1 fr.; M. R., 1 fr.; M. W, 1 fr.; X. A., 0 fr. 50; M. L., 1 fr. En tout : 8 fr. 50. — Listes précédentes : 376 fr. 05. — Total général : 384 fr. 55.

Reçu pour le journal : A. C., 3 fr. — Harry Cin, 0 fr. 50. — J., à Saint-Etienne, 3 fr. — Carujat, 0 fr. 50. — *De chacun selon ses moyens :* Un camarade, 5 fr. — E., à Cette, 0 fr. 50. — Jeanquimarche, 25 fr. — Pour parer à la détresse du journal : 50 fr. — V. B., rue des S., 1 fr. — Vu la situation des *T. N.*, les camarades d'Aubervilliers ont ouvert la collecte suivante : H. P., 1 fr.; N., 0 fr. 50; V. V., 0 fr. 50; C. R., 0 fr. 50; M. A., 0 fr. 30; V., 0 fr. 30; P., 0 fr. 30; A., 0 fr. 30; E. E., 0 fr. 50; D., 0 fr. 50; Un que ça le fait suer, 0 fr. 40; Un évadé du bazar, 0 fr. 50. En tout : 5 fr. 60. — Jean à Bordeaux, 0 fr. 75. — Lille : 1 fr. 75, un timbre 0 fr. 15. — G., à Lux, 1 fr. 95. — Merci à tous.

B., à Toulon. — B., à Angers. — J.-B., à Saint-Marcellin. — D. S., à Bollène. — B., à Givors. — P., à Jemmeppes. — N., à Verviers. — R., à Neuchâtel. — L., à Brest. — D., à Paterson. — V., à Reims. — L., à Saint-Quentin. — G., à Reims; H., à Saint-Nazaire (par le *P. P.*). — C., à Béziers. — B., à Nantes. — C., à Genève. — N., à Londres. — L., à Epinal. — R., à Lisbonne. — R., à Nouzon. — C. C., à Funchal. — G., à Malines. — G. L., à Bacau. — D., à Lyon. — R., à Roanne. — N., à Rio-de-Janeiro. — F., à Amiens. — H. V., à M. G. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 5 DIX CENTIMES DU 29 MAI AU 4 JUIN 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA FORCE DE L'ARGENT

Dans l'*Intransigeant* du 19 mai, Rochefort racontait comment un homme de confiance du sultan, Zia pacha, était venu lui offrir un pot-de-vin, afin de gagner l'*Intransigeant* à la cause turque. Pour appuyer sa demande, le dit Zia nommait les grands hommes d'Etat de toute nationalité et les journalistes influents qui auraient déjà « touché » à ce nouveau Panama — tout cela, pour que la Thessalie, prise à la Turquie en 1881 pour être donnée à la Grèce, retourne maintenant à l'empire ottoman.

Mais qui donc paie les millions qui s'écoulent par les mains du pacha Zia?

Lui, prétend que ce serait le sultan lui-même. Possédant une fortune d'un milliard à peu près, ce souverain exceptionnel aurait mis sa fortune à agrandir son royaume.

Espérons que, à part quelques nigauds, personne ne croira à cette fable, par trop naïve. Tous, ils possèdent des fortunes immenses, inouïes, qu'ils ont volées à leurs sujets, — l'empereur d'Allemagne, l'empereur de Russie, chaque roitelet de passage, — ils ont tous fait danser les banques, joué à la Bourse, tripoté, acheté les meilleures propriétés — tous sont possesseurs d'immenses fortunes. Mais qui donc de ces Messieurs a jamais touché à sa fortune — ils l'appellent « privée » — dans l'intérêt de son empire ou son royaume? Zia ne nous fera certainement pas croire que son sultan fasse exception à la règle.

⁂

On sait, d'ailleurs, très bien, qui a mis des millions sur les entreprises récentes de la Turquie.

C'est la Banque Ottomane — syndicat de richissimes banquiers ; ce sont des banquiers fort connus, qui ont mis leurs millions sur la Turquie, comme on met des louis sur un cheval aux courses ; c'est la richissime société des Phares Turcs, qui se sent fortement menacée dans son immense monopole, au cas où la Turquie serait divisée entre des Etats européens. Ce sont enfin les grands banquiers qui détiennent les fonds de la dette ottomane.

C'est l'argent, l'argent, l'argent qui fait la politique, les guerres, les concessions et les acquisitions de territoires.

⁂

On a beaucoup parlé, tout ce temps-ci, des six puissances. Au fond, les « six catins » n'ont été tout le temps que de fidèles laquais de la haute finance. En voici une preuve sur mille.

En décembre 1896, on apprit que le sultan se proposait de faire un emprunt. Le palais et l'administration centrale mangent tous les revenus, et le sultan était aux abois, au désespoir : il allait faire un nouvel emprunt.

Instantanément, les ambassadeurs, si lents quand il s'agissait de massacres, deviennent des hommes d'action merveilleux. Londres, Paris, Pétersbourg se trouvent unis en un clin d'œil. Et le lendemain même, le doyen des ambassadeurs remettait au sultan, non plus une note collective, mais un ultimatum collectif. — « Si Sa Majesté — disait l'ultimatum — empiète sur les droits du Conseil de la Dette (lisez : la Banque Ottomane), les six puissances exigeront sur-le-champ les arriérés des dettes » et « Sa Majesté comprendra, sans doute, *combien fatale sera cette éventualité.* »

Autrement dit, massacrez si bon vous semble. Mais si vous osez toucher aux finances, la Turquie va être mise « en commission », comme l'Egypte ; elle cessera d'exister comme Etat indépendant.

Là-dessus, le sultan, apprenant que les catins sont, cette fois, unanimes, s'empresse d'envoyer l'emprunt au diable.

⁂

Mais, souvenez-vous de ce qui arriva? V'lan ! On découvre quelque part, — dans un bas, je suppose, — cinq à six cents millions que l'on avait « oubliés » quelque part au Trésor turc. Sur quoi, les armements sont poussés, activés, et la guerre peut être déclarée.

Les journalistes et les agences télégraphiques soudoyés ont bien fait circuler ce canard ; tandis qu'à la Bourse de Londres, on parlait d'autant de millions avancés, sans les formalités usuelles, par les banquiers — pour la ré-annexion de la Thessalie.

Ainsi, un fait est certain. Du côté de la Turquie, la guerre fut faite exclusivement dans l'intérêt de la grosse finance.

Ce n'est pas le sultan, ni « le parti militaire » qui ont préparé cette guerre. *Elle fut décidée et payée argent comptant dans les salons d'un certain nombre de gros financiers à Londres et à Paris.* Et c'est pourquoi la déclaration de la guerre et chaque victoire turque furent salués à la Bourse par une hausse générale.

Des milliers d'hommes, femmes et enfants ont été tués, le fanatisme musulman a été chauffé et déchaîné — tout cela dans l'intérêt de la grosse finance.

Et quand on vous monte le coup et qu'on incite les haines nationales en vous parlant d'empereur d'Allemagne, ou de Russie et d'Angleterre — n'y croyez mot. Ce sont les banquiers *français, anglais, allemands*, syndiqués dans leurs salons, qui ont fait cette guerre, payé les canons, mis leur argent sur ce cheval de course — le Turc, — alors que d'autres mettaient leurs millions sur cet autre cheval de course — le Grec.

Ce sont les millions qui ont fait les massacres de Thessalie.

⁂

Du côté de la Grèce, l'affaire a été beaucoup plus compliquée. Il y a eu, d'une part, l'insurrection crétoise — naturelle, surgissant de la force même des choses, comme tous les soulèvements des Bulgares, des Serbes, des Arméniens, des Crétois, qui ont eu lieu durant ce siècle contre le joug turc, et que les ignares du *Vorwærts* et les roublards comme Engels et la presse des conservateurs anglais pouvaient, seuls, traiter de mouvements soudoyés.

Et il y a eu, d'autre part, le royaume de la Grèce, ou plutôt le roi, dont la part demanderait des explications, auxquelles il vaudra mieux revenir une autre fois.

Ce qu'il nous importe de constater pour le moment, c'est que l'union de la Crète avec la Grèce eût été faite depuis longtemps, n'était l'opposition qu'elle a rencontrée, en 1897 comme en 1827, de la part de la haute finance. C'est que la guerre gréco-turque — pour la re-conquête de la Thessalie — fut préparée et accomplie, non par le fanatisme musulman, mais par les louis sonnants d'un groupe de banquiers.

⁂

Est-ce un cas exceptionnel? — Certainement non! Tous les grands mouvements politiques des dernières années ont eu la même origine : — la haute finance.

Prenez l'invasion de Jameson dans la république de Prétoria, qui a mis l'Allemagne à couteaux tirés avec l'Angleterre et qui menace d'être riche en conséquences politiques.

Elle fut entièrement préparée par la haute finance anglaise, qui avait mis son argent dans la Chartered Company sud-africaine. Le « mécontentement à Johannesburg » fut fabriqué à Londres par les chèques de la dite Compagnie. Les gros mécontents, c'étaient des propriétaires de mines d'or, comme celui qui déclarait l'autre jour devant la Commission parlementaire qu'il avait bien raison de se plaindre. Sur telle mine, lui et ses compagnons avaient bien fait un coup de bourse qui leur rapporta 100 millions de francs sur une mine qui avait coûté, tous les frais compris, 12.500.000 francs. Lui-même donnait ces chiffres. — « Mais j'aurais pu faire bien plus, ajoutait-il, n'était le gouvernement des Boers qui fait payer les terrains aurifères comme des mines, et non pas comme un simple terrain agricole ! »

C'est tout bonnement pour conquérir un immense territoire aurifère, pour la Compagnie, qui compte le duc de Fife, parent de la reine, et autres gros bonnets de la finance dans son sein, que cette invasion fut entreprise. Et ils comptent aujourd'hui par douzaines les journaux de toute

nuance achetés ou *fondés* par le dieu de cette Compagnie — le fameux Cecil Rhodes.

On vous raconte comment tel homme, pauvre hier, est arrivé à se créer une fortune par le journalisme et a fondé tel excellent journal. Et demain, vous apprenez que c'est un journal à Rhodes!

Ne parlons pas des pépites d'or du Tonkin, des massacres réitérés des noirs en Afrique qui, tous, ont eu des affaires de finance au fond.

**

L'insurrection de Cuba est un autre exemple. L'Espagne ne peut pas retenir cette île. Elle est ruinée entièrement; 200.000 soldats espagnols n'ont pu la reconquérir. Mais, jusqu'à présent, aucune puissance européenne n'a reconnu les insurgés cubains comme belligérants.

A lire les journaux, on croirait qu'il y a là une question d'amour-propre national pour les Espagnols, question de prestige royal pour les monarchistes...

Mensonge tout cela! Le fond de la question est que, comme le dit un journal financier, « les grandes maisons de banque sont tellement chargées de fonds de la dette espagnole, que la perte de Cuba et ses conséquences possibles, ou même l'intervention des Etats-Unis, ferait un *krach* inouï sur les bourses, comme on n'en a pas vu depuis 1866. »

Et le sang continuera à couler à Cuba, et l'île sera totalement ruinée pour éviter ce *krach*.

**

La question d'Egypte n'est qu'une question de haute finance, et Gladstone a bien dit que s'il pouvait payer aux créanciers du khédive, *al par*, — aucune puissance ne s'opposerait à l'annexion pure et simple de l'Egypte par l'Angleterre.

Finance, finance partout!

Toute la presse est vendue à la haute finance. Et quand on nous parle de « sentiment national », de « patriotisme », de « gloire nationale », — sachons, une bonne fois pour toutes, que tous ces mots, tous ces appels au sentiment sont payés, argent sonnant, tant la ligne, dans tel comptoir de banque, par tel syndicat de banquiers.

Même chose dans la politique intérieure.

Qu'était le boulangisme, sinon une grosse machine montée pour exploiter le mécontentement populaire en France, au profit de la haute banque monarchiste? La dernière carte du monarchisme, avec une forte mise de banquiers anglais, américains et orléanistes français!

Qu'étaient ces feux d'artifice de l'alliance franco-russe, qu'est donc tout ce bruit fait autour de l'incendie du bazar orléano-catholique, sinon les ourdissements de ces deux grandes forces qui, seules, détiennent aujourd'hui le monde politique — la grosse finance — orléaniste en France — et le catholicisme?

La force de la finance est telle que l'on ne peut plus nommer un seul journal — sauf nos petites feuilles révolutionnaires — qui ne soit d'un côté ou de l'autre un organe de la haute finance. Vous prenez un journal, vous admirez, peut-être, son attitude excellente vis-à-vis de la question ouvrière, ou du socialisme, ou de tel soulèvement national... Mais, lisez une autre colonne, et là c'est la finance, grande ou petite, qui vous poursuit. Dans les journaux parisiens, cela se fait ouvertement, et un habitué du journalisme, en lisant tel article, vous dira carrément : — « Tiens, combien l'ambassade aura-t-elle payé cet article? » Combien tel banquier orléaniste a-t-il payé celui-ci? Le menu fretin y va aussi de ses cinquante ou cent francs, sans que le rédacteur en chef s'en doute même.

Quand donc, s'armant d'un gros fouet, le peuple chassera-t-il toute cette vermine, la dépossédera-t-il de tous ces millions et enverra-t-il ces pleutres bêcher la terre et soigner les machines?

PIERRE KROPOTKINE.

L'ENNUI GÉNÉRAL [1]

(Suite)

Le dix-huitième siècle vint et l'esprit humain sortit enfin de son profond sommeil. L'homme s'aperçut alors, à son réveil, qu'il était immensément riche, que les Copernic, les Bruno, les Kepler, les Galilée, les Newton, les Descartes lui avaient légué un héritage inappréciable. Il songea à en profiter. Alors se produisit une grande effervescence d'idées qui allait bouleverser le vieux monde de fond en comble, qui allait détruire toutes les superstitions, tous les préjugés sur lesquels la société était basée. Et au bruit de la chute effroyable du vieux régime qui s'effondrait, d'un côté, et des cris de joie et d'espérance de la nouvelle génération qui se croyait la devancière de l'avenir, de l'autre, la science, persécutée, traquée jusqu'alors comme la plus grande ennemie du genre humain, s'avança enfin de la nuit ténébreuse où elle était cachée et occupa la scène du monde...

Le matérialisme naquit. Il comprit aussitôt que tant que l'homme ne sera pas véritablement humain, tant qu'existera l'animisme qui le dédouble en deux parties antagonistes, corps et âme, tant que, en un mot, il croira à l'existence d'un Dieu et, par conséquent, conservera sa religion, son triomphe ne sera guère possible. Il attaqua donc de face son ennemie. Il fit comprendre à l'homme que ce n'est pas Dieu qui l'a créé, mais que c'est plutôt lui-même qui a créé Dieu pour s'expliquer de cette manière les mystères de la nature qui le tourmentaient et qui fatiguaient son esprit encore peu développé; il lui fit voir comment la religion avait toujours servi d'instrument d'exploitation et de domination, d'instrument d'asservissement à tous ceux qui lui commandaient en son nom et qui se disaient être les envoyés de Dieu, incarnation de la Justice et de la Vérité... Au bout du compte il atteignit son but : il parvint à ébranler fortement la religion; l'athéisme gagna du terrain et se répandit à grands flots...

Le centre des aspirations humaines était déplacé : à l'idéal religieux se substituait le progrès. Grâce à la science qui l'entraînait chaque jour vers des régions splendides, des régions pleines de lumière et de savoir, l'homme pénétrait de plus en plus les secrets de la nature, en démêlait les lois et les mettait à profit. Des inventions innombrables venaient à chaque moment apporter des améliorations dans sa vie matérielle. Ses besoins augmentaient, mais les moyens de les satisfaire augmentaient aussi. Sa vie morale et intellectuelle s'amplifiait, devenait plus mouvementée, plus intéressante; ses goûts se raffinaient; son esprit, délivré des entraves qui le retenaient pendant de longs siècles, s'élançait vers des horizons nouveaux, des horizons lumineux, larges, infinis. L'homme découvrit enfin en lui-même les forces immenses qui jusqu'alors dormaient au plus profond de son être et perfectionner ces forces, les mettre en branle, en faire des puissances créatrices et des facteurs du progrès, tel devint son idéal!

Mais chaque médaille, hélas! a son revers, et la science elle-même n'échappa pas à cette règle. Avec l'homme, toutes les institutions dont il était l'âme évoluèrent aussi : en politique, ce sont les constitutions, les républiques qui héritent de l'absolutisme; en économie, c'est le salariat qui occupe la place du servage. Or, la science contribua puissamment à l'accomplissement de ces réformes. Elle fut donc pour beaucoup, malgré elle il est vrai, dans la création de l'état de choses actuel où l'argent est le pivot unique sur lequel tourne toute la vie matérielle, intellectuelle et morale de la société moderne. Et nous allons voir combien est peu propice cet état de choses pour rendre l'homme contemporain heureux.

Avec l'abolition du servage, rien ne changea, on rendit bien *la liberté au serf*, mais toutes les richesses naturelles ainsi que toutes celles qu'avaient produites et accumulées les générations précédentes restèrent aux mains des seigneurs. Le serf était donc libre... de crever de faim, là, dans un coin, s'il ne consentait pas à louer ses bras à ses maîtres d'autrefois : la vie étant l'instinct le plus fort chez tout être vivant, il préféra la dernière de ces deux alternatives et il vendit pour de l'argent cette douce liberté. De cette façon, loin de s'améliorer, sa situation empira considérablement, car le maître, n'ayant plus d'intérêt à le ménager comme lorsqu'il était sa propriété, son bien, profitait de toute occasion pour abaisser son salaire autant que possible. Et ces occasions ne lui manquaient pas : chaque machine nouvellement inventée lui fournissait le moyen ou de réduire le nombre de ses ouvriers-serfs ou d'amoindrir leur payement. Voilà où ressort surtout l'influence désastreuse de la science : elle prête son appui au plus fort contre le faible; elle concourt à agglomérer toutes les richesses humaines aux mains d'une classe au détriment de l'autre; elle permet à l'une de satisfaire ses moindres caprices quand les besoins les plus légitimes de l'autre restent inassouvis; elle maintient l'une dans l'opulence la plus scandaleuse, elle la comble de superflu, tandis que l'autre subit des privations innombrables, s'abîme chaque jour davantage dans la misère la plus noire...

Faut-il pourtant la condamner et proclamer sa faillite comme d'aucuns le font? Faut-il retourner à l'Idéal perdu, à la religion, comme ils le veulent? — Evidemment non! Car, d'une part, la lutte de classes a toujours existé; toujours la plus forte a opprimé la plus faible et, par conséquent, jamais l'humanité souffrante n'a été moins malheureuse qu'à présent. La seule différence est qu'alors, étant toute absorbée par son idéal céleste, elle ne remarquait pas beaucoup ce qui se passait sur la terre et ne sentait pas le mal aussi vivement qu'à présent, quand elle a la pleine conscience d'elle-même : mais un mal ignoré n'en est pas moins un mal et un malade qui ne ressent pas sa maladie est encore plus à plaindre que celui qui s'en rend bien compte. D'ailleurs, le retour qu'on nous conseille est impossible : la religion avait sa raison d'être alors qu'elle dévoilait le pourquoi de toutes choses; mais une fois qu'elle ne répond plus à ce but, une fois que tous les problèmes qu'elle s'est efforcée d'expliquer restent quand même inexplicables ou sont résolus indépendamment d'elle par le génie humain, elle perd cette raison d'être, elle ne peut plus exister. D'autre part, la science n'est pas du tout responsable des inégalités qui, grâce à elle, s'accroissent et se perpétuent dans la société humaine, car en principe l'électricité, la vapeur, les machines ne sont que très utiles en ce sens qu'elles augmentent la puissance de l'homme et l'aident à vaincre et à subjuguer les forces hostiles de la nature; les inventions deviennent alors nuisibles quand elles sont faites au profit d'une seule classe qui les emploie pour en exploiter et dominer les autres : tel est malheureusement le cas pour la société moderne. Ce n'est donc pas la science qu'il faut condamner : c'est plutôt l'ordre économique au sein duquel se passent de pareilles choses, où une seule classe s'étant emparée de ce qui a jailli du cerveau de l'humanité entière, de la science, en détourne les effets bienfaisants de tous pour soi seule. La destination de la science est, au contraire, de faire disparaître les inégalités et tout porte à espérer qu'elle y parviendra!

LEUNAM-VONIAD.

(A suivre.)

[1] Voir le numéro 2.

LIGUE D'ENSEIGNEMENT LIBERTAIRE

A tous.

L'article paru ici, dans l'avant-dernier numéro, au sujet de la fondation d'une *Ecole libertaire*, nous a valu de la plupart des camarades des marques d'encouragement et de sympathie. « Voilà une bonne idée »... « Ne vous découragez pas »... « Bravo, à la bonne heure ».

Nous remercions vivement les camarades de leurs approbations. Mais aussi précieuses qu'elles soient, elles sont malheureusement insuffisantes et il en sera ainsi tant que les félicitations ne pourront pas se monnayer.

Vous comprendrez tous aisément qu'il nous serait impossible d'entreprendre et de soutenir une lutte qui doit être menée activement, si les bonnes volontés ne se traduisaient pas autrement.

Le plus grand obstacle, c'est l'argent.

Si nous avons entrepris la réalisation de cette œuvre de *première utilité*, c'est avec la ferme conviction que son importance très grande éclatant à tous les yeux, les camarades de Paris et de province, chacun dans leur milieu, feraient tous leurs efforts pour recueillir des fonds.

Nous avons encore la ferme espérance que nous ne nous sommes pas trompés. E. J.

N. B. — Les souscriptions sont reçues chez Charles-Albert, rédacteur-gérant de l'*Humanité nouvelle*, 120, rue Lafayette, Paris.

Dans le prochain numéro se trouvera la première liste de souscription.

⁂

Tous les instituteurs, maîtres d'études, professeurs, tous ceux, professionnels ou non, désireux d'associer leurs efforts aux nôtres pour la constitution définitive de la *Ligue d'enseignement libertaire*, sont priés d'assister à la réunion préparatoire qui aura lieu, dimanche 30 juin, à 3 heures précises, au café-restaurant, 10 bis, rue Geoffroy-Marie.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Courtisanerie manquée. — Il vient d'en arriver une bien bonne à Félix Faure et à ses courtisans. Ceux-ci, en peine de platitude, avaient déterré, afin de pouvoir chanter la générosité du vieux beau qui fait la roue à l'Elysée, une vieille histoire de sauvetage dont notre président actuel aurait été l'objet en 1872. Retiré de l'Elbe, où il était tombé, par un débardeur nommé Diederich Brandt, il n'aurait pas négligé, disait-on, d'envoyer chaque année un souvenir de reconnaissance à son sauveteur. Cette année, à l'occasion des noces d'argent de celui-ci, il lui aurait fait parvenir un cadeau de prix. Et l'on s'extasiait sur une reconnaissance que les grandeurs n'avaient pu altérer. Patatras! Voilà que le prétendu sauveteur, questionné, répond qu'il a bien repêché jadis à Altona trois messieurs qui, se trouvant dans « un état de gaieté très caractérisé », se livraient à « toutes sortes d'extravagances » sur un canot qu'ils finirent par faire chavirer. Mais il ignore s'il s'agit du président actuel de la République française, duquel il n'a, d'ailleurs, jamais rien reçu depuis.

Voilà ce que valent les amis maladroits! Au lieu de nous permettre, ainsi qu'ils l'espéraient, d'ajouter une nouvelle qualité à la liste déjà si longue de celles dont est pourvu le sympathique gentleman élyséen, voilà qu'ils nous le représentent comme un ancien fêtard, se pochardant sans vergogne, « au lendemain de nos désastres, en plein pays vainqueur! »

⁂

Un bon patron. — La presse vautrée devant le veau d'or entonne les louanges de l'exploiteur Dufayel, qui vient de faire tirer en loterie, entre ses employés, une maison de campagne dont il leur fait cadeau. On est généreux, n'est-ce pas, avec l'argent des autres?

Si, après vous avoir dévalisé, un cambrioleur vous offre, comme compensation, un « petit noir » à la crèmerie du coin, vous vous insurgerez contre la cruauté de l'ironie. M. Dufayel, qui vit largement de l'argent que gagnent ses employés, pratique l'ironie de la même façon. Il restitue une mince parcelle de ce dont il a spolié ses salariés.

⁂

Paternalisme. — Les dernières gelées ont détruit plusieurs récoltes. Aussitôt une proposition de loi est déposée à la Chambre, demandant une augmentation de crédit de 5 millions, en vue de secours pour les pertes occasionnées.

Ainsi, à cause de ces gelées, nous aurions payé plus cher la plupart des aliments; voilà qu'il nous faudra en sus payer un secours aux cultivateurs!

Si, à notre tour, nous réclamions, afin de recevoir des indemnités pour les risques de nos métiers divers, il n'y aurait plus de raison pour que tout le monde ne fût pas protégé. Mais alors, comme dirait Bruant :

« Qui qui paiera la protection? »

⁂

Mouvement gréviste. — Les ouvriers des manufactures de tabacs menacent de se mettre en grève pour résister à l'introduction de machines à faire les cigares qui entraînerait une réduction de personnel.

Toujours la même chanson! Le perfectionnement de l'outillage, qui devrait être un soulagement pour le travailleur, puisqu'il diminue son effort, est un mal au contraire, parce qu'il occasionne le chômage. Et cela parce que le bénéfice de ce perfectionnement ne va pas à celui qui se sert de la machine, mais à son propriétaire. C'est là une preuve évidente, palpable, des effets funestes de la propriété, et de la nécessité de l'abolir.

A. Girard.

⁂

Alais. — J'arrive de la Grand'Combe. Les grévistes sont plus sages que des images, mais les dragons le sont beaucoup moins : il faut à tout moment se garer pour laisser passer cinq ou six d'entre eux qui arrivent à fond de train. J'avais dit dans une précédente correspondance que la grève sentait sa défaite d'une lieue. Je dis aujourd'hui qu'elle y touche presque, grâce aux politiciens du socialisme autoritaire qui ne voient dans les grèves qu'un moyen de se faire de la réclame et assurer leur réélection. En effet, ces oiseaux de proie ne sont venus ici que pour transformer la grève en une vulgaire question politique : pour eux, si les ouvriers sont malheureux, c'est uniquement parce qu'ils ont un député réactionnaire; mais qu'ils le remplacent par un autre étiqueté socialiste, et ils n'auront qu'à se baisser pour en prendre. Toute la kyrielle des députés socialistes se paieront la tête des pauvres grévistes : après Basly, dit le député du pain cher, c'est Chauvin, *notre* futur Galliffet, qui pérore; ce pauvre Chauvin, que le chauvinisme aveugle, a informé les grévistes que la France, depuis 1870, avait dépensé 4 milliards et demi pour ses armements, et que les trois de la triplice réunies (Allemagne, Italie, Autriche) n'avaient dépensé que 3 milliards et demi!...

G.-Richard est obligé de s'absenter pour aller prendre la rédaction en chef de la P. R.; il poussera tant qu'il pourra à la souscription.

G.-Richard fait voter un ordre du jour de félicitations à un journaliste bourgeois qui a été arrêté à 5 heures du soir et relâché le lendemain à 9 heures du matin.

C'est Toussaint qui vient nous porter le bouquet : « Je sais, dit-il, que vous savez faire des sacrifices, et si la patrie était en danger, vous seriez les premiers à aller défendre quoi? le bien d'autrui. Vous laisseriez même vos femmes et vos enfants, qui ne seraient nourris par personne. Groupez-vous donc, soyez unis, etc., etc. »

Samedi soir, conférence par Giraud et Groussier, d'Alais. Ces orateurs ont préconisé, comme toujours, l'envoi de députés socialistes à la Chambre, et les grévistes, qui y étaient nombreux, d'applaudir à tout rompre.

Là! arrêtons-nous et tirons l'échelle!...

Th. L.

⁂

Angers. — Broussouloux *étant* de passage à Angers, on a essayé d'organiser quelques conférences. Malheureusement nous n'avons pas pu réussir faute de salle, les propriétaires étant influencés par la police et la calotte. Mais les camarades usent d'un autre moyen pour faire quand même leur propagande. Ils se réunissent chez divers marchands de vins de la façon suivante : sans le leur demander on rentre en peinard, et on se fait servir un litre, puis, à la bonne franquette, on se met à parler de nos idées bien haut afin que tous les consommateurs puissent entendre la discussion. Si le patron intervient, on va recommencer le même procédé plus loin. (*Correspondance locale.*)

⁂

Saint-Quentin. — La bêtise de la police est égale partout. Ici, les policiers tourmentent les vendeurs des *Temps Nouveaux* ou les suivent, afin d'intimider ceux qui seraient tentés d'en acheter un exemplaire. Ils s'imaginent que c'est par des mesquineries aussi grotesques qu'ils empêcheront le développement de cette grande idée philosophique et sociale de l'anarchie! (*Correspondance locale.*)

Angleterre.

Forest Hall (près Newcastle). — La colonie agricole communiste prospère. Elle possède maintenant une serre chaude à concombres, qui donne des récoltes très riches, et deux grandes serres chaudes à tomates; en outre, elle cultive des fleurs et des légumes de toutes sortes en plein air. Il y a là un champ de roses auprès d'un champ de fèves. Il y a aussi du bétail et de la volaille. Les produits de la colonie, autant qu'ils ne sont pas consommés par les colons eux-mêmes, sont vendus en général à des coopératives, surtout à la *Sunderland Cooperative Distribution Society*, une grande coopérative ouvrière qui compte plus de dix mille membres.

Parmi les mineurs anglais qui habitent le voisinage, la colonie gagne des sympathies; ils s'habituent à visiter la colonie, pauvre mais hospitalière, comme lieu d'excursion, et il y en a qui parfois aident gratuitement les colons dans leur travail. A présent, la colonie est habitée par treize hommes, deux femmes et quatre enfants.

Adresse du secrétaire : F. Kapper, Clousden Hill Farm, Forest Hall, Newcastle-upon-Tyne (Angleterre).

Italie.

Foggia. — Les persécutions commencent à entrer dans leur période aiguë. A la suite de l'attentat de Rome, à Ancône on a perquisitionné et arrêté les camarades Emidio Recchioni, C. Agostinelli, R. Recchi et le gérant de l'*Agitazione*, B. Faccetti. A Rome, on a arrêté le camarade A. Faina.

La presse bourgeoise débite à ce propos les ordinaires bêtises. Elle dit que le ministère avait su que Malatesta était à Ancône et que de là il *dirigeait* le parti anarchiste italien. Elle dit que des papiers *très importants* furent saisis sur l'anarchiste V. Santarelli, arrêté à Gênes. La *Tribuna*, qui se vante d'être un journal sérieux, ajoute : « Il semble, d'après ces papiers, que les anarchistes méditeraient un grand coup, quoiqu'il n'en résulte pas comment et contre qui. Or, l'attentat Acciarito aurait ainsi une connexion avec tout ce qui est écrit dans ces papiers. D'où les arrestations des individus qui étaient nommés dans les papiers en question.

Vous voyez que les journalistes vendus à la classe dirigeante, se trouvant, comme toujours, tout à fait ignorants de nos idées et de notre tactique, profitent de l'attentat Acciarito et des lâchetés du gouvernement et de la police pour faire renaître leur chère anarchie, consistant en une secte se rassemblant et complotant dans les plus sombres souterrains, imposant à ses adeptes des serments joués, tirant au sort celui qui doit tuer un bourgeois, et qui, au moment des périls, en pressant un bouton caché de la muraille, ouvre la porte du salut aux *malfaiteurs* et celle..... de l'enfer aux policiers, qui sautent en l'air grâce à une bombe éclatée après l'escamotage des anarchistes.

Certainement vous rirez de ce carbonarisme à bon marché, réédité jadis lors des attentats Caserio et Lega, surtout par feu l'éditeur Perino, de Rome : toujours est-il que ce peuple, bête et stupide, ajoute foi à ces niaiseries, et si l'on sait que vous êtes anarchiste, on vous aborde aujourd'hui — et ici principalement — par des interrogations de crétin!

Cependant, si le gouvernement entretient dans le peuple cet état d'ignorance sur notre compte, avec le terrorisme des perquisitions et des arrestations, — devrions-nous en vouloir à Pierre *Acciarito* et à tous ceux qui, entre la mort et la mendicité, préfèrent cette solution que les malheureux semblent trop souvent ignorer?

Non! Pauvre Pierre Acciarito! Il a trop souffert, il a trop enduré la douleur de la faim, il a trop inutilement attendu de son travail honnête la joie de vivre, pour ne pas mériter toutes nos sympathies, si au lieu de se suicider en se résignant à l'abjection

de la brute, il *s'est suicidé* en se révoltant contre les affameurs de millions et millions de prolétaires. Seulement, il est à regretter qu'il tombe dans l'ergastule (suivant l'art. 117 du code Zanardelli), et qu'il ait brusquement déconcerté notre propagande si active, sans compensation.

Les journaux parlent des grandes manifestations faites à l'étourdi Humbert pour le péril auquel il a échappé. Il faut remarquer que ces manifestations ont été organisées non pas par la population italienne, qui n'a rien à espérer des avortons de la monarchie, mais par les préfets et les maires, par les questeurs et leurs satellites, qui, dans les concerts musicaux, battaient des mains et hurlaient : *Vive le roi!* Ceux qui les suivaient ne faisaient que s'amuser à cette comédie, rendue encore plus dégoûtante par la vile canaille payée pour grimacer.

Ici, à Foggia, au lieu d'applaudir au roi, on criait : *Vive Tota et vive Maury!* (ce sont, le premier, candidat d'opposition blackboulé aux élections passées, et le second, député ministériel). A la fin, ces cris ont produit une bagarre, suivie de coups de poing, jets de pierre, coups de bâton, tandis que le préfet et les autres autorités montraient courageusement les talons en fuyant ventre à terre vers la préfecture.

A Rome, les mouchards, non contents des hurlements, ont excité les inconscients contre la rédaction de l'*Avanti*, journal socialiste, qui ont commis des actes ridicules de vandalisme, et provoqué les rédacteurs et les autres socialistes qui étaient là, et qui, malgré leur programme, surent répondre — et nous les félicitons sincèrement — par la violence à la violence des policiers et d'une foule de *camorristi* et de souteneurs, faisant la démonstration en faveur du roi.

L'*Avanti* pourtant a subi maintes saisies depuis le jour de l'attentat. Voici comme la *Tribuna* en raconte une : « Hier au soir, comme à l'ordinaire, l'administration de l'*Avanti*, après avoir envoyé le premier exemplaire au procureur du roi, fit la distribution du journal aux revendeurs, mais, sur la porte de l'imprimerie, quelques agents de la sûreté publique s'opposèrent à la vente du journal en arrêtant ceux qui, indignés, osaient protester contre cet abus. Alors les honorables Bissolati et Morgari, l'un directeur, l'autre administrateur du journal, voyant que les oreilles des fonctionnaires n'étaient pas accessibles même aux meilleures raisons formulées d'après les dispositions précises de la loi, rentrèrent dans les bureaux, et prirent un colis de journaux, sortirent dans la rue et en commencèrent eux-mêmes la vente aux passants. Les agents, qui essayèrent d'appliquer la prohibition aux deux députés sans y réussir, justifiaient leur attitude en disant : « Le journal doit être saisi et nous avons l'ordre d'en empêcher la sortie. » Qu'on remarque que l'ordonnance de saisie arriva à l'imprimerie à 9 heures et un quart. »

C'est ainsi que le gouvernement veut démontrer son affection pour la maison royale, tandis que les prêtres chantent des *Te Deum* dans leurs églises!

* *

A l'approche du 1er mai, on a fait des arrestations de camarades dans plusieurs villes.

Par suite de l'arrestation de son gérant, l'*Agitazione* a dû interrompre sa publication. Elle publiera — jusqu'à ce qu'un nouveau gérant soit trouvé — des numéros uniques. L'*Agitatore*, un de ceux-ci, est déjà sorti (1).

Ainsi qu'à Florence et à Chioggia, à Naples aussi, les camarades feront paraître un numéro unique le 1er mai. Nous espérons que les compagnons napolitains, par cette publication, annoncent leur réveil. Il y a longtemps qu'on n'entendait parler d'eux.

ROBERTO D'ANGIÒ.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nos camarades Louis Lumet, Ch.-L. Philippe et J.-G. Prodhomme, de l'*Enclos*, viennent de fonder le *Théâtre civique*. Ils croient qu'une représentation scénique devrait être une fête solennelle où les passions et les actes humains seraient magnifiés, agrandis, projetés vers l'infini. A certaines époques de l'année, après les semailles, les moissons ou les vendanges, on célébrerait la joie et la douleur de vivre. Ce théâtre est impossible aujourd'hui. Il n'y a pas d'acteurs; y aurait-il des auteurs, il n'y a pas de public.

Le *Théâtre civique*, actuellement, ne peut donc être qu'une arme de combat. Parfois, on y ébauchera les rêves d'aujourd'hui qui deviendront les réalités de demain. Il jouera donc des pièces de révolte et d'enthousiasme.

En plus du théâtre et parallèlement, nos camarades organisent le *spectacle*, autrement dit l'*école*, l'enseignement donné par des êtres qui sentent plus vivement que les autres, à la place de l'enseignement professoral fait par des cerveaux desséchés; un enseignement émotif, sentimental.

Le *Théâtre civique* fait appel aux camarades qui auraient des œuvres dramatiques à lui proposer, des pièces de vers, etc.; ainsi qu'à ceux capables de remplir un emploi dans un *orchestre symphonique*.

Écrire à Louis Lumet, 7, rue de l'Annonciation, ou à J.-G. Prodhomme, 7, rue des Saules.

Souscriptions volontaires. — Les représentations du *Théâtre civique* auront lieu, à huis clos, successivement dans les différents quartiers ouvriers de Paris et, à l'occasion, de la banlieue.

Prochainement le camarade Prost fera une conférence au commerce sur l'organisation ouvrière en France et la Révolution. Cette conférence sera faite au bénéfice des *Temps Nouveaux* et du *Père Peinard*.

L'Internationale scientifique. — Réunion tous les mardis chez Rosnoblet, 281, rue Saint-Denis.

Dimanche 6 juin, ballade champêtre à Nanterre. Causerie par Prost sur les retraites ouvrières et la maison de Nanterre. Chants, récits, sauterie en plein air. Rendez-vous chez Masselin, marchand de vins, 141, rue de Neuilly, à Suresnes.

Les copains de Paris sont invités.

PANTIN. — Réunion publique vendredi 28 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Morin, 24, rue de Paris.

ROUBAIX. — Un groupe d'études sociales étant en formation, les camarades font appel aux compagnons qui pourraient disposer de journaux, brochures ou volumes. Les adresser à Sauvage, 18, rue de Mouveaux, Brasserie Libertaire.

CETTE. — Les camarades se réunissent tous les jeudis et tous les samedis au débit Isoir, 1, rue Nationale.

MILLAU. — On nous annonce la mort du camarade Julien Gabriel, vendeur de journaux libertaires à Millau. Il travaillait sur un toit en sa qualité de couvreur lorsque, tout à coup pris de vertige, il fut précipité dans la rue.

Ses obsèques civiles ont eu lieu vendredi 21 mai; un grand nombre de camarades ainsi qu'une foule énorme y assistaient.

LYON. — Samedi 29 mai, à 8 heures du soir, que les camarades veuillent se trouver *Café Mercey, 54, rue Moncey* (salle réservée). Quelques communications utiles doivent leur être faites.

Sur le désir de plusieurs camarades, la soirée familiale qui devait avoir lieu le dimanche 30 mai est reculée au dimanche 6 juin.

Le programme en sera donné dans le prochain numéro.

MARSEILLE. — Les jeunes camarades du centre s'étant groupés, sous le titre de « Jeunesse Internationale », en vue d'organiser des causeries au moins deux ou trois fois par semaine ainsi qu'une bibliothèque qui sera à la disposition de tous, prient les camarades qui auraient des ouvrages disponibles de les faire parvenir au camarade Vidal, bar du Coq d'Or, rue des Récollettes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Armée Nouvelle, par U. Gohier, 1 broch., 2 fr., chez Stock.

Les Conséquences de l'antisémitisme en Russie, par N. Chmerkine, 1 vol., 3 fr., chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

La Anarquia, su filosofia, su ideal, Pedro Kropotkine, Imprenta « La Elzeviriana », Piedad 1200, Buenos-Ayres.

Memoria de los trabajos de la direccion y administracion postal de Guatemala, tipografia Sanchez y de Guise, Guatemala.

Vient de paraître à la *Plume*, 31, rue Bonaparte : *Campagne première*, un vol. de vers par notre collaborateur A. Retté; le vol., 3 fr. 50; pris dans nos bureaux, 2 fr. 50; franco 2 fr. 75.

Vient de paraître chez Stock : La Société et l'Individu, *le nouveau livre de notre collaborateur J. Grave. En vente à nos bureaux, 2 fr. 50; franco 2 fr. 75.*

A lire :

Les Complices, par Séverine, *Echo de Paris*, 21 mai.

Chronique, H. Bauer, *Echo de Paris*, 24 mai.

Les Droits du père, H. Rochefort, *Intransigeant*, 26 mai.

Des conditions d'arrêt ou d'avortement de groupes humains, F. Schrader, *Revue de l'École d'anthropologie*, 15 mai 1897.

A voir :

Les Charlatans de la charité, dessin du *Grelot* du 23 mai.

A CEUX QUI VEULENT AGIR

Un des amis s'occupant de l'école libertaire dont les amis Degalvès et Janvion ont annoncé la formation, dans notre numéro 3, va entreprendre, dans Paris, une tournée pour voir tous ceux qui seraient susceptibles de s'intéresser à cette œuvre.

Nous faisons un pressant appel à tous nos lecteurs de Paris, qui, d'une façon ou d'une autre, pourraient y être utiles, de nous faire connaître leurs noms. Cet ami leur fera une petite visite.

En attendant que nous ayons communication des listes de souscriptions reçues, nous publions celles qui nous sont parvenues.

Colas et sa famille, 1 fr. 50. — Auguste, 1 fr. — 0 fr. 50. — Gallais, 0 fr. 25.

AVIS

Nous rappelons encore une fois aux camarades qui nous envoient de l'argent pour des bouquins que nous ne répondons pas des envois par la poste; ajouter 0 fr. 25 pour frais de recommandation, c'est plus sûr.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Cette. — Reçu mandat. — Pas entendu parler de ce camarade.

B., à Limoges. — Reçu mandat. — Entendu.

R., à Limoges, et *R., à Nîmes.* — Vous ai expédié le dessin de Pissarro avec les autres. Vous le désiriez, je pense?

S., à Dobritch. — Impossible de se procurer l'*Ecole de Yasnaïa-Poliana*.

Lux Regnabit. — Reçu mandat. N'ai pas trouvé le supplément demandé.

R., à Grenoble. — Reçu le retour. Merci. — Réglerez avec prochaine demande.

A., à Caudebec. — Reçu les 5 fr. 25 de chez J. A.

H. G., Chambre syndicale des maîtres d'hôtel, Marseille. — Reçu mandat. Cela va bien. Merci.

A. D., à Gigean. — Il est évident que je n'ai pas répondu à vos arguments, n'ayant pas encore lu vos articles. Sitôt que j'aurai le temps de les lire, je vous dirai si j'insère. Connais pas ce Delorme.

Un camarade, Roanne. — Nous n'avons pas de dépositaire à Lunéville. Dans le Bottin vous trouverez des adresses de libraires.

Les camarades de Londres. — Voudraient-ils nous réexpédier la brochure sur *Les prisons politiques en Angleterre?*

B., à Limoges. — Les *Soliloques du pauvre* vont paraître au *Mercure de France* à 2 fr. 50. Nous vous ferons parvenir sitôt reçu.

L. B. I. — Oui, il y en a de nouvelles, mais j'ignore. Lisez à ce sujet l'article du *Bulletin de la Société astronomique de France*, mai 97, sur un travail du colonel Ligoudès.

C., à Genève. — J'ai retrouvé des numéros du *Révolté*; rappelez-moi les numéros qui vous manquent, peut-être trouverai-je votre affaire.

R. P., à Rouen. — Vous trouverez le journal chez Plonquet, 18, rue du Plâtre.

L., à Epinal. — Ç'a été un oubli. Excusez.

M., à Faenza. — L'abonnement reçu paie jusqu'à fin avril seulement?

Reçu pour le journal : B., à Marseille, 0 fr. 80. — A. F., 1 fr. — F. au Mans, 35 fr. — *De chacun selon ses moyens :* Un camarade, 5 fr. — E., à Cette, 0 fr. 50. — A., à Caudebec, 5 fr. 25. — Jeanne, 5 fr. — Un camarade italien, 4 fr. — L. M., Bruxelles, 2 fr. 50. — D. R., à Paris, 5 fr. — Merci à tous.

C., au Havre. — G., à Grenoble. — D., à Amiens. — A., à Caudebec. — S., à Roubaix. — G., à Carmaux. — B., à Mc Donald. — R., à Grenoble. — R., à Nîmes. — K., à Angoulême. — V., à Reims — M., à Montpellier. — S., à Lootcha. — B. F., à S. Giovanni. — G., au Breuil. — D., à La Haye. — V. A., à la Spezzia. — L., à Saint-Quentin. — M., à Troyes. — G., à Reims, H., à Saint-Nazaire; P., à Lille (par le *P. P.*). — P., à Londres. — V., à Nîmes. — S. D., à Montluçon. — B., à Angers. — A. L., au Chambois. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

(1) L'*Agitazione* reparaît régulièrement.

TROISIÈME ANNÉE, N° 6 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 JUIN 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous paraissons encore une fois sans supplément. Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour l'éviter, nous n'avons réussi qu'à retarder ce désagrément. Prière à nos dépositaires de hâter leurs règlements pour nous faciliter l'apparition de la semaine prochaine.

Nous avons aussi une masse de copie en retard. Prière à nos correspondants de patienter. Nous aurions besoin de nous développer et nous sommes forcés de rogner!

COMBIEN DE GRÉGOIRES!

Grégoire, le père du petit Pierre, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. Certains estiment la peine douce, d'autres la jugent un exemple salutaire, propre à faire réfléchir bien des bourreaux paternels.

Férocité d'une part, irréflexion de l'autre.

Les innombrables cailloux que, jusqu'à sa mort, la brute Grégoire va émietter sous le brûlant soleil de la Guyane ne ressusciteront pas sa victime et ne feront pas qu'elle n'ait souffert un martyre horrible pendant des mois. Seule y trouvera son compte la bande d'entrepreneurs qui s'enrichissent du travail des criminels.

Sa mort n'eût pas donné meilleur résultat.

Quant à l'exemple, il est perdu. Nul père, à l'instant de sa fureur, n'arrêtera son poing levé, au souvenir du sort de Grégoire, et nul enfant ne bénéficiera malheureusement de l'appréhension paternelle, même fugitive, éveillée par la perspective d'un châtiment légal, quelque sévère puisse-t-il être.

Non, l'homme qui frappe son enfant, qui l'admoneste même simplement avec rudesse, ne pense jamais outrepasser les bornes d'une sévérité congrue. N'estimant la faute de l'enfant que suivant le degré de mécontentement qu'elle lui cause, le châtiment infligé lui paraîtra toujours rigoureusement équitable. Tout au plus conviendra-t-il, une fois rasséréné, « d'un peu de vivacité », mais il se trouvera, n'ayez crainte, une foule d'excuses qui, à ses yeux, l'innocenteront. Et encore se gardera-t-il de faire de tels aveux en présence de l'enfant. Ce serait, en effet, porter atteinte au principe d'autorité paternelle, et le piédestal de l'infaillibilité est, pour toute autorité, une condition indispensable de respect. Juge et partie, le père ne saurait assez s'objectiver pour juger du plus ou moins d'équité de sa conduite. C'est trop demander de son impartialité.

Aussi, incapable de justice à son égard, n'estimera-t-il jamais sa sévérité outrée. Et, supposant des lois draconiennes, s'il vient à les enfreindre et que, à sa grande surprise, le frappe une condamnation, le mal causé sera-t-il par ce fait effacé?

⁂

Et puis? une loi visera les brutalités corporelles; tout au plus, en l'admettant exceptionnellement humaine, les interdira-t-elle radicalement. Mais bien plus cruelles que les coups sont certaines blessures morales laissant en l'esprit de l'enfant d'indélébiles cicatrices.

Celles-là, la loi les atteindra-t-elle? Non, et elle ne le peut; car leurs causes lui échappent. Elles sont engendrées par l'ignorance, les préjugés, une vicieuse conception des rapports sociaux et familiaux, toutes causes dues elles-mêmes à l'enseignement malfaisant que, de temps immémorial, l'autorité se plut à infiltrer dans les cerveaux.

Combien de parents voyez-vous que révolte aujourd'hui le martyre du petit Pierre et qui, inconsciemment, torturent, lacèrent, criblent à coups de couteau le moral de leurs petits. Très surpris, indignés même, si vous le leur reprochez. S'ils condescendent à s'expliquer, ils allégueront la nécessité de châtier, de réprimer les mauvais instincts, de corriger les fâcheuses tendances, prétendant justifier les écarts de leur tempérament acerbe ou violent par la sainteté de leur mission éducatrice! Bon prétexte en vérité, couvrant sous son égide sacrée nombre de petitesses, d'égoïsmes, de calculs, d'intérêts inavoués et irréfléchis!

Les plus systématiques, les plus pondérés d'entre eux vous diront qu'à tel acte doit répondre telle sanction, que c'est là le fondement de toute justice. Leur courte vue n'ira pas plus loin. Innombrables sont ceux qui ne cherchent et se refusent à chercher au delà d'un pareil empirisme.

D'abord, c'est très commode. Il n'est plus besoin de se mettre l'esprit à la torture, on est dispensé d'observer, de réfléchir, de penser; l'universelle paresse mentale s'accommode fort volontiers de cette corruption rudimentaire. Et va comme je te pousse! L'éducation se fait comme elle peut, au petit bonheur, au hasard des caprices et des boutades paternelles et maternelles, à travers les larmes, les déceptions, les amertumes, les blessures de toute sorte, les révoltes refoulées au plus profond du cœur douloureusement meurtri, criblé, piétiné de l'enfant. Combien de parents qui, en toute sérénité, pensent avoir fait « leur devoir » et qui, s'ils pouvaient voir l'âme de leur enfant, seraient épouvantés du nombre de cicatrices qu'ils y ont marquées! Plus cruels que Grégoire, combien de Grégoires qui s'ignorent!

⁂

Multipliez les lois, aggravez les pénalités, vous n'y changerez rien, car ils pèchent par ignorance.

Ce qu'il faut, c'est bien montrer l'injustice de la sanction, son inefficacité à la formation des caractères. C'est faire comprendre que le système de récompense et de répression est un système empirique, issu d'une conception rudimentaire, primitive, barbare, des moyens éducatifs.

Le grand progrès de la science médicale est d'avoir découvert l'hygiène, dont l'ensemble des règles forme une excellente méthode préventive du mal et propre au développement et à la santé physiques. La médication immédiate et directe s'adresse aux cas particuliers, aux accidents. Elle cédera de plus en plus le terrain à l'hygiène.

Il faut donc propager le plus activement possible des principes d'hygiène morale. C'est en élevant l'enfant dans des conditions rationnelles d'hygiène morale qu'un résultat sérieux, profond pourra être espéré.

L'éducation morale devra être hygiénique si elle ne veut pas se condamner à stagner indéfiniment dans la barbarie. Son but sera de former non pas des sujets, mais des hommes, des hommes libres, capables en toute circonstance d'agir humainement, en dehors de toute autorité, de toute direction. Elle ne l'atteindra pas, ce but, en conseillant ou bien en prohibant tels ou tels actes, mais en faisant croître l'enfant dans un milieu, dans une atmosphère morale, propre à développer chez lui spontanément l'amour des actes humains, et l'horreur de toute violence, de toute spoliation, de toute atteinte portée à l'intégrité d'autrui.

ANDRÉ GIRARD.

NOTES & DOCUMENTS

L'initiative personnelle à la guerre.

Les admirateurs de l'ordre, de la discipline et de l'alignement ont toujours cité la guerre franco-allemande de 1870 comme une preuve des avantages des dits ordre et discipline. A les en croire, les armées allemandes auraient marché avec une rigueur mathématique, suivant un plan génial conçu par Moltke, et que durant la campagne elles avaient toujours marché sous l'inspiration du général en chef.

Quiconque a la moindre idée de ce qu'est une guerre savait d'avance qu'il n'en était rien. Mais la masse croyait à cette légende.

Le professeur de l'Académie russe, Michviewitch, détruit cette légende dans un grand ouvrage consacré à cette guerre.

Il explique surtout les succès militaires des Allemands par « la large application du principe de l'initiative individuelle des commandants des parties séparées ». Toutes les batailles jusqu'à Sedan « furent engagées sans ordres du général en chef et, conséquemment, contrairement à ses intentions ». — « Ja-

mais, durant toute la campagne, Guillaume ne réussit à concentrer la gouverne des armées en ses mains, d'une part parce que les chefs séparés ne voulaient pas se soumettre à l'autorité de son conseiller, Moltke, et, d'autre part, parce que celui-ci n'avait jamais de renseignements précis sur les positions (toujours changeantes) de l'ennemi! Il les recevait, évidemment, des commandants séparés qui agissaient sans attendre des ordres. « Le plan de Moltke fut détruit au début même : il dut renoncer à son corps de réserve stratégique. »

Même les chefs les plus proches aux lieux d'action, et les commandants des corps d'armée séparés — continue l'auteur russe — jouent un rôle passif et se laissent raisonnablement mener par la marche des événements, lesquels sont faits par l'initiative des chefs secondaires qui sont censés être sous leurs ordres. Les combats sont engagés et menés, non seulement sans avoir leurs ordres, ou sans qu'ils en sachent rien, mais quelquefois contrairement à leurs désirs, et contrairement à leurs ordres directs. Ainsi telle bataille est engagée vingt-quatre heures avant le jour désigné par le commandant du IIIe corps. La bataille de Forbach, inutile et même dangereuse pour les Allemands, fut aussi engagée sans que le quartier général en sût rien.

C'est évident. L'initiative individuelle et l'esprit de solidarité, c'est l'âme de la guerre aussi bien que de toute autre entreprise.

D'autre part, dans l'armée française, toute initiative individuelle fut tout le temps paralysée par la centralisation impériale.

Le grand point des autoritaires soi-disant scientifiques leur échappe même dans ce cheval de bataille — la guerre, la discipline militaire.

Ajoutons que depuis 1870, dans toutes les armées, on a cherché partout à développer encore davantage l'esprit d'initiative de chaque bataillon, de chaque compagnie, de chaque détachement. Il n'y a que les revenants marxistes qui chantent toujours l'hymne à la discipline, à la centralisation.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

SOCIALISME PATRIOTIQUE. — Grave, grave question! l'empereur Guillaume II viendra-t-il ou ne viendra-t-il pas à Paris en 1900? Et quel accueil lui sera fait? Une enquête est ouverte et l'on fait passer sous nos yeux les avis de diverses personnalités plus ou moins en vue. Il faut bien, n'est-ce pas? occuper l'esprit public de billevesées pour que le temps ne lui reste plus de réfléchir. Tel est le rôle de la presse en général, dont la majeure partie serait réduite à la mendicité sans l'ineptie de la foule.

A retenir parmi les avis exprimés celui du rédacteur en chef — élu par la rédaction — de la *Petite République*. « Je serais au premier rang, dit-il, pour siffler le petit-fils du vainqueur de la France. » Ne croyez pas que ce soit à l'empereur, au despote, au soudard qui tient sous sa botte 48 millions de sujets, qu'en veuille le *leader* socialiste. Non! car il n'a pas sifflé Nicolas, autre soudard. Quand on fait de la politique, il est assez habile de ne pas mécontenter les puissants. Ce qu'il ne peut admettre, ou fait semblant pour la galerie des électeurs, c'est la présence du petit-fils du vainqueur! Sans « les deux profondes blessures que notre patrie porte au flanc », on pourrait voir à faire risette au tyran d'outre-Rhin. Mais il y a l'amputation, la douloureuse amputation!...

En voilà des socialistes!... Amputés!

∴

TOUPET OFFICIEL. — En raison de l'extension que semblent vouloir prendre les troubles d'Algérie, le préfet d'Oran vient d'adresser à la population une circulaire qui est un monument d'effronterie et de fourberie grossière. Il y est question « des sentiments généreux de la France qui accorde protection et bienveillance à tous ceux de ses *sujets* (sic) qui sont justes et honnêtes », de la « magnanimité du gouvernement vis-à-vis de *ses sujets* (re-sic) musulmans ». Ce gouvernement magnanime qui, d'une part, fait profession d'athéisme, rappelle, d'autre part, à ses bons « sujets musulmans » des paroles du Dieu qui a dit : « Pratiquez la justice et la générosité, vivez en bonne intelligence avec tous, évitez toutes turpitudes et toute injustice, *ne commettez aucune déprédation sur terre quand tout y a été disposé pour le mieux.* » Négligeant cette duplicité qui fait citer, en encouragement au calme, ces paroles d'un Dieu auquel on ne croit pas, ne trouvez-vous pas qu'il faut un fameux « estomac » pour venir répudier la déprédation en pays conquis, pressuré, ruiné et rongé jusqu'aux moelles par les envahisseurs plus voraces que les criquets. C'est précisément contre les déprédations dont ils sont les malheureuses victimes que les Arabes se révoltent.

Que Messieurs les Français commencent! pourraient répondre les sujets — j'allais dire citoyens — musulmans.

∴

LA GRANDE FAMILLE. — Le *Rappel* proteste contre la façon dont sont traités les matelots du *Brieux* :

« Non seulement on ne se contente pas de donner des punitions qui, pour le plus futile des motifs, atteignent souvent 3 ou 4 heures de peloton — ce peloton consiste à obliger un homme à rester une heure de temps dans l'immobilité la plus complète par n'importe quel temps; si, par exemple, un homme se trouve puni de quatre heures de peloton, il expie sa punition en faisant une heure chaque jour.

Mais, de plus, ces hommes punis se voient non seulement forcés de geler une heure sur le pont pendant plusieurs jours, mais on leur retranche ce qui les soutient le plus, le vin, chacun de ces jours.

En ce moment on compte jusqu'à 70 ou 75 punis par jour.

Quant au personnel des machines, après avoir été soit dans les chauffeurs ou les machines pendant quatre ou six heures de temps, étouffé par la chaleur et empoisonné par l'odeur d'huile brûlée, on l'empêche de monter sur le pont prendre l'air, sous prétexte « qu'il salirait le pont » : ces hommes sont donc obligés de rester privés de lumière s'ils ne veulent pas être punis pour avoir enfreint les ordres. »

Eh oui! bon *Rappel*, vous avez raison de vous indigner. Mais ces faits ne cesseront qu'avec la suppression des armées.

∴

LES GRÈVES. — On annonce que les maçons de Lyon sont résolus à poursuivre la grève et ils font appel aux syndicats français pour les soutenir dans leurs revendications.

Les ouvriers charpentiers et menuisiers de Belfort se sont mis en grève. Ils réclament une augmentation de salaires et la réduction de la journée de travail à dix heures.

∴

REIMS. — Un fait qui peut être considéré comme un indice sûr de la décomposition qui envahit toute l'organisation actuelle, met en émoi le joli monde des affaires de notre ville. Une maison de commerce, dont l'un des chefs est président du conseil d'administration d'un journal bourgeois et posant au politicien influent, vient de sombrer dans un krach de quelques millions.

Naturellement, les victimes sont nombreuses. Un banquier y va de la forte somme, des commerçants, des capitalistes qui avaient confiance sont pincés, et le menu fretin des bas de laine, employés, serviteurs qui croyaient au « maître », les plus intéressants certes, sont pincés comme les autres.

Vraiment stupéfiants ces hommes d'affaires! Voilà des gens qui débutent sans le sou, mais qui, avec de l'aplomb, de la roublardise, de l'entregent, une belle absence de scrupules et une maestria superbe, se créent ainsi la plus brillante des situations. Plus brillante que solide sans doute, mais qu'importe si la fête peut durer? C'est autant de pris sur l'incommensurable bêtise humaine. Le citoyen Gogo est immortel.

Et ça vous a maison de ville et maison de campagne, ça épate les populations, ça pontifie en vous prêchant le respect des morales conventionnelles... et puis, secondés par des comptables tirés à quatre épingles, ça vous présente bravement des inventaires fictifs pendant de longues années, et tous s'inclinent devant l'apparent succès de ces Roumestans d'occasion.

Eh bien! il nous est particulièrement agréable, à nous anarchistes, de dégager la philosophie de ces histoires édifiantes. Leur fréquence, d'aillleurs, qui tue la confiance et rend la vie impossible aux petits commerçants, sert indirectement la cause de la Révolution. On comprend partout le mécanisme de ce « vol organisé » décoré du nom de commerce. Avec du papier, des signatures, des escomptes à n'en plus finir (une des mille formes de l'usure), des chiffres truqués et des débiteurs imaginaires, du vent, quoi! on se fait un jeu de *berner* tout le monde et on mène un train de millionnaire. C'est tout simplement admirable.

Nous demandons pourtant que ça finisse. Nous voulons que cesse la plus hypocrite et la plus implacable des tyrannies : la tyrannie de l'argent. Nous sifflons de toutes nos forces cette comédie de légalité qui dissimule tant de vols odieux.

Heureusement, ce n'est pas telle ou telle faillite privée que nous soulignons, ce sont les signes précurseurs de la grande faillite définitive de l'organisation capitaliste qui nous étreint et qui nous tue.

Puissent les camarades être suffisamment éduqués et conscients quand il s'agira de mettre en pratique les idées nouvelles et de prouver que nous sommes capables d'autre chose que d'accoucher de négations.

(Correspondance locale.)

∴

DECAZEVILLE. — On constate depuis quelque temps dans le bassin houiller de la région une baisse de salaire générale. C'est ainsi que certains salaires descendent jusqu'à 2 fr. 50 par jour! Ces salaires de famine sont encore restreints par des mises à pied pour *insuffisance de travail*. Cependant les actions de la Compagnie n'ont pas baissé. Nouvelle preuve que toujours et de toute façon c'est le travailleur qui supporte le poids des crises et paie les frais des risques industriels qui se produisent. Le capitaliste qui ne fait rien, qui n'a eu que la peine de prêter son argent et qui n'a que celle de passer à la caisse toucher ses dividendes, est toujours le dernier atteint, quand il l'est!

Cela durera tant que les travailleurs laisseront aux mains des fainéants la propriété des moyens de production. Quand ils se décideront à les reprendre pour les rendre à la communauté, ils verront la fin de leurs souffrances. Pas avant!

∴

ROUEN. — Louise Michel et Sébastien Faure sont venus donner samedi soir à Sotteville une intéressante conférence. Nos idées ont remporté ce jour-là un grand succès.

La conférence, annoncée depuis dimanche, devait se faire au cirque, mais, dans leur maternelle sollicitude pour les compagnons rouennais, la municipalité et la police, sous prétexte que les mesures nécessaires pour prévenir un incendie n'étaient pas prises, firent interdire la réunion.

C'est donc à Sotteville-lès-Rouen, dans la salle de bal de l'Eldorado, que fut faite cette conférence en présence de quatre à cinq mille personnes.

Louise Michel a fait un parallèle entre la société actuelle et la société future, indiqué les moyens d'arriver à des temps meilleurs d'harmonie et de bonheur.

Interrompu plusieurs fois par des applaudissements enthousiastes, le discours de la conférencière se termine dans les frénétiques bravos du public.

Sébastien Faure vient ensuite et développe la thèse soutenue tout à l'heure par Louise Michel.

Prenant, au moment de leur naissance, un enfant pauvre et un enfant riche, Sébastien Faure nous a montré le gouffre qui sépare leurs deux berceaux, gouffre qui va s'agrandissant chaque jour et qui fait du pauvre l'esclave, la chose du riche.

Concluant, il a démontré la nécessité d'une société nouvelle; il a dit la révolte grondant au fond de tous les cœurs, la possibilité de réaliser les vœux des foules et ce que sera la société future.

A un certain passage de son discours, Sébastien Faure ayant dit : « ... La presse qui vend sa conscience à tant la ligne... » un journaliste crut devoir protester.

« C'est bien pour vous que je parle », dit le conférencier en se tournant vers la table de la presse.

Après lui, vient Louise Michel qui, en une délicate péroraison, dit les vices de l'éducation féminine actuelle et expose les revendications de la femme

dans la société. Elle termine en disant que la femme, bien que tenue éloignée par le maître, l'homme, de tout mouvement sociologique, se lèvera aussi lorsque l'heure sera venue et que d'elle dépendra peut-être l'issue d'une Révolution.

Cette fois encore, la conférencière obtient un succès complet.

(*Correspondance locale.*)

Espagne.

Presque tous les journaux de Barcelone, républicains y compris, ont publié la genèse des conversions au catholicisme de Mas et d'Aschéri et les rétractations qui les accompagnèrent.

Avec toute l'attention que le cas exige, j'ai lu les dits documents, et sans craindre le démenti de personne, j'affirme énergiquement que tout cela n'est qu'une comédie ridicule, mal préparée et encore plus mal exécutée, *ad majorem Dei gloriam*.

A ce propos, la *Campana de Gracia* écrivit : « Dans la situation où nous nous trouvons, opprimés comme nous le sommes par la suspension des garanties constitutionnelles, nous ne pouvons commenter certains documents qui cependant se prêtent à des réflexions toutes spéciales... »

Ces réflexions que les journaux démocratiques de Barcelone n'osent formuler, les anarchistes les feront, mais avant tout examinons comment on prépara la conversion « volontaire et spontanée » de Mas et d'Aschéri.

La conversion d'Aschéri commença « ... le jour où il se décida à reconnaître l'exactitude de ses déclarations... » (*Publicidad*, Barcelone, 5 mai.) Il demanda des livres pour se distraire, et on lui donna en abondance des livres « choisis ».

Nous savons tous qu'Aschéri (et bien d'autres) ne se décida pas à confesser l'exactitude de ses déclarations, nous savons que ces dernières lui furent arrachées par la torture, ainsi que lui-même l'écrivit. La contradiction flagrante entre le récit officiel de la conversion et la lettre d'Aschéri mérite d'être citée.

Plus tard, l'attitude d'Aschéri «... permit aux autorités de supposer que les saines lectures en question avaient bien disposé l'esprit de l'anarchiste et qu'il pouvait avoir une entrevue avec un prêtre... » et l'évêque s'empressa de mettre ce projet à exécution. (*Publicidad.*)

Comme on le voit, Aschéri ne put désigner le genre de livres qu'il désirait, on les lui « choisit ». Il ne demanda pas à avoir d'entrevue avec un prêtre; les autorités le supposèrent et s'empressèrent de devancer un désir qu'il n'eut jamais.

Jusqu'ici, la « libre et spontanée volonté de l'individu » ne s'est pas manifestée. Au contraire, on a vu la main de l'autorité qui arrache des déclarations et impose une ligne de conduite à laquelle le malheureux, débilité par la torture, ne peut se soustraire.

De Mas on ne dit rien de précis.

Le récit officiel dit encore : « ... On obtint de lui faire abjurer ses erreurs passées (Aschéri), et c'est avec joie qu'il se prêta à une rétractation écrite de ces dernières. »

On « obtint » signifie, suivant moi, que l'anarchiste ne s'y prêta pas joyeusement comme ils le donnent à entendre, avec la « libre et spontanée volonté de l'individu ».

Et maintenant qu'a-t-on obtenu? Une rétractation et deux lettres d'Aschéri, une lettre de Mas. Ces documents sont datés respectivement des 19 février et 7 avril. Pourquoi, pour les publier, a-t-on attendu que leurs prétendus auteurs soient fusillés? Est-ce pour l'effet théâtral ou plutôt dans la crainte d'être démentis? Qui sait!

La rétractation et les lettres sont écrites en un langage de sacristie auquel ne pouvaient être habitués les « convertis », Mas surtout. Le style est le même aussi bien dans la rétractation que dans les lettres des deux hommes. En ces documents sont employés mêmes formules, langage identique, paroles analogues; tout, en un mot, révèle qu'ils sont fils de la plume d'un jésuite qui ne négligea rien lorsqu'il les rédigea. L'effet théâtral, la portée historique et occasionnelle, le prurit de vouloir convaincre le public que seuls la religion et les curés ont force morale, les louanges décernées à ceux qui sont intervenus dans la conversion, évitant de blesser leur amour-propre de catéchumènes d'un nouveau genre, rien n'est omis. L'ensemble et les détails s'harmonisent pour la même fin : tourner l'anarchisme en ridicule et exalter le catholicisme.

Plus encore, on ne distingue de différence aucune entre les lettres d'Aschéri et de Mas et l'on peut dire, sans craindre de se tromper, que ces documents sont dus à une même plume cléricale.

Comment peut-on admettre que les cerveaux de Mas et d'Aschéri aient pu coïncider et coordonner tant de détails pour le plus grand bien de la cléricaille?

Tous les ouvriers savent parfaitement que lorsqu'on change de métier, il faut un certain temps pour posséder à la perfection le langage technique et particulier de la profession nouvelle, et que cette connaissance parfaite ne s'obtient que lorsqu'un intérêt immédiat aiguillonne la mémoire.

Il en est de même lorsqu'il s'agit d'un changement d'idées aussi radicalement différentes que le sont les idées sacristanesques et anarchistes. Comment est-il possible d'admettre que les convertis aient pu apprendre en peu de semaines, en n'ayant aucun intérêt immédiat, le style, les idées, le langage et tout le fatras particulier aux boutiques ecclésiastiques?

Les lettres et la rétractation sont écrites en un pur idiome castillan, tâche ardue pour qui ne possédait qu'un catalan plus ou moins imagé, comme le pauvre Mas.

Tout, en un mot, démontre que les lettres sont fausses ou que si les soi-disant convertis les ont signées, ce n'est qu'à la suite d'une pression matérielle ou dans la crainte de nouvelles tortures.

C'est la saynète après la tragédie.

*
* *

Voyons maintenant quelle fut l'attitude de la presse barcelonaise.

Lorsque l'*Heraldo de Madrid* critiqua les autres journaux espagnols avides d'information détaillée, sous prétexte que narrer les derniers moments des anarchistes était faire leur meilleure apologie, il fustigea en même temps la presse barcelonaise qui ne se fit pas auparavant l'écho des révélations faites par les torturés.

L'*Heraldo* feignait d'ignorer une chose, c'est que s'il eût appartenu à la presse barcelonaise, il n'eût pas agi autrement. Les journaux bourgeois de grande circulation, dans le monde entier, ne sont que des entreprises commerciales. — Les grands mots de Justice, Morale, Démocratie, Idéaux, etc., sont des étiquettes, grâce auxquelles la marchandise trouve acheteurs parmi le vulgaire. — Ces entreprises commerciales, hors de très rares exceptions, ont bien plus d'intérêt à écouler un grand nombre d'exemplaires qu'à défendre la justice et les idées pures.

La suspension des garanties constitutionnelles signifiant simplement que les autorités peuvent supprimer les journaux et les individus qui les gênent, quel est l'homme d'affaires, le bon commerçant qui se résoudra jamais à aller à l'encontre de ses intérêts pour le seul plaisir de défendre la justice foulée aux pieds et de protester contre la violation des lois?

« La presse barcelonaise ne pouvait que se taire en présence de la suspension des garanties, et aujourd'hui encore on ne peut dire un mot, car la menace de la suppression du journal est terrible! » Voilà ce que dit la *Publicidad* voulant se disculper auprès de l'*Heraldo*, et tous les journaux barcelonais ont dit de même, sous une autre forme, en temps différents.

Cela signifie très clairement que la vie du journal (lisez négoce) passe avant la justice.

La justice foulée aux pieds, les citoyens torturés, des hommes emprisonnés injustement, les lois violées par les autorités, il faut passer un trait sur tout cela. L'essentiel est de gagner de l'argent.

Et le plus curieux c'est que, parmi ces journaux, il en est de démocrates et révolutionnaires, qui chaque jour prêchent au peuple, en leurs colonnes, que la justice, les lois, etc., doivent primer le vil métal.

Quels excellents commerçants que ces républicains qui, n'ayant pas l'occasion de combattre la monarchie, ont voulu exploiter le prétexte au bénéfice de leur seul parti, nous plaçant dans les nuages, toujours pour éviter la « terrible menace » de la suppression du journal-négoce!

La presse barcelonaise fut l'instrument servile et lâche des menées militaro-jésuitiques.

Tout cela est infect et donne une idée d'un inconcevable abaissement moral faisant face à l'impudente réaction cléricale qui, sous peu, battra Tyriens et Troyens.

Pour combattre demain, les lâches journaux libéraux de Barcelone auront-ils le droit de réclamer l'énergie du peuple pour la balayer?

José Prat.

Etats-Unis.

On lit dans la *Tribune libre* :

Il y a environ 4.000 mineurs en grève dans le Tennessee et le Kentucky, depuis le 1er mai, pour résister à une diminution de salaire.

Dans le district de Pittsburg, quelques patrons ont voulu diminuer le prix, de 60 sous à 54, et en conséquence un grand nombre de mineurs sont en grève.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque Sociale de Montmartre, rue d'Orchamps. — Jeudi 10 juin, conférence par le camarade Ferrière. Sujet traité : *L'Occultisme*.

On peut se procurer des cartes au *Libertaire*, au *Père Peinard* et chez Sile, marchand de vin, 24, rue Durantin. — On ne peut entrer sans lettre.

*
* *

Les *Libertaires* des Quatre-Chemins et Pantin invitent tous les travailleurs à venir chez Barthe, au *Chapeau-Rouge*, 39, route de Flandre, à Aubervilliers, le samedi 5 courant, à 8 h. 1/2 du soir.

*
* *

Pontoise. — Grande conférence publique et contradictoire, la semaine prochaine, par Prost, sur *le Socialisme et l'Anarchie;* par Bordenave, sur *le Bourgeois et le Gueux*.

Une affiche donnera le jour et le lieu exacts.

*
* *

Bordeaux : *Pour « l'Ecole libertaire ».* — Les compagnons anarchistes de Bordeaux ont décidé d'organiser une grande soirée familiale au profit de l'*école libertaire* en voie de formation.

Ils se sont déjà assuré le concours de poètes, chansonniers, artistes lyriques et dramatiques.

Pour la réussite complète de cette œuvre, une liste de souscription est déjà ouverte.

Les camarades de notre ville sont priés de se réunir dimanche 6 juin, au groupe, 65, rue Leyteire, à partir de 2 heures de l'après-midi.

Vu l'importance de l'œuvre entreprise par les initiateurs de l'*école libertaire*, nous pensons que les amis de notre ville et ceux de la banlieue seront heureux, pour leur part, du succès de cette œuvre, dont l'excellence ne leur échappe point.

Les anarchistes de Bordeaux.

*
* *

J'ai vu avec un réel plaisir votre appel pour la création d'une école libertaire. Mon faible concours lui est acquis. J'ai maintenant une idée à vous communiquer, idée se rattachant à celle de l'action à l'appui de la théorie.

Voici le fait : Nous sommes deux camarades, l'un cordonnier, l'autre représentant de commerce cultivant son jardin et élevant lapins et volaille. Nous sommes tous les deux pères de famille. Le cordonnier fait pour moi et ma famille les chaussures nécessaires, sa femme, modiste et couturière, travaille aussi pour nous. Moi, je fournis au cordonnier légumes, œufs, lapins et volailles; ma femme tricote aussi, quand elle le peut, des bas et des chaussettes. Nous faisons tous ces échanges sans argent, sans estimation, ne consultant que nos besoins et notre bonne foi. Il en est résulté entre nous une grande confiance réciproque et une bonne et franche amitié.

Voici l'idée : Notre manière de faire ne pourrait-elle pas s'étendre à d'autres producteurs et, de la sorte, créer une coopération sans argent, sans estimation, n'ayant pour but que la satisfaction de nos besoins par un travail libre et réciproque?

Cela me paraît simple, logique et pratique, et ce que nous faisons déjà à deux depuis trois ans,

quoique habitant deux communes différentes, d'autres peuvent le faire sur une plus grande échelle.

Auguste.

∴

Ligue d'enseignement libertaire (Réunion préparatoire). — Comme nous l'espérions, beaucoup de camarades ont répondu, dimanche dernier, à notre appel.

Après avoir recueilli les avis de chacun, les résolutions suivantes ont été adoptées :

1° *Faire un appel aux camarades de province* qui, absolument au même titre que ceux de Paris, sont tous directement intéressés à la réussite de la fondation de l'Ecole libertaire. Les prier de vouloir bien faire circuler des listes de souscription partout où ils le pourront.

Nous tenons des listes de souscription à la disposition de tous ceux qui en feront la demande.

2° *Lancement de prospectus.*

Nous recommandons particulièrement ce moyen de propagande qui peut s'employer partout, à la rue, au café, à l'usine, à l'école, à l'atelier, etc.

100.000 prospectus seront rédigés au plus tôt et tenus à la disposition des camarades.

3° *Faire appel au dévouement des écrivains ou orateurs à tendances libertaires*, qui, soit par la parole, les commentaires ou leurs moyens de publicité, peuvent être, parallèlement à nous, d'une grande utilité de propagande.

4° *Rendre la souscription publique* a tour de rôle *dans chaque feuille libertaire.*

Notification hebdomadaire sera cependant faite dans chacun de nos journaux (*Temps Nouveaux, Libertaire, Père Peinard*) du *total* de la souscription et du *nom* de la feuille qui en donnera la publication.

Une collecte faite à l'issue de cette réunion a donné la somme de 39 fr. 25.

N. B. — Les souscriptions sont reçues chez Ch.-Albert, rédacteur-gérant de l'*Humanité Nouvelle*, 120, rue Lafayette.

Voir cette semaine la première liste de souscription dans le *Libertaire*.

J. E.

∴

Pour la propagande dans les Pouilles.

Camarades!

Il y a plus de dix mois que nous avons recommencé à Foggia la propagande anarchiste, et notre effort va se perdre si un appui solide ne vient pas le soutenir.

Nous avons exposé plusieurs fois les conditions en cette ville et dans cette région entière. Certes, ceux qui les ont lues ont frémi d'horreur en apprenant la vie que mènent dans ces lieux les prolétaires pour l'émancipation desquels nous combattons. Analphabétisme complet, asservissement sans condition aux exploiteurs, fanatisme aveugle pour le prêtre, travail de seize heures par jour pour 30 centimes, prostitution générale, — en un mot, l'abrutissement le plus complet et le plus humiliant pour la dignité humaine est l'existence ici de milliers et milliers de paysans.

Tout cela nous le savions quand nous avons commencé notre œuvre de rédemption des *cafoni* pouillais; pourtant nous n'avons pas hésité devant ces insurmontables difficultés. Mais, dès le début, l'autorité nous a déclaré une guerre sourde, vraiment digne du *galantuomo* qui nous gouverne. Jadis, lors de la « chasse à l'anarchiste », après que quelques-uns d'entre nous avaient subi les effets des lois exceptionnelles, presque tous les autres — le plus grand nombre des camarades ici sont des ouvriers des chemins de fer — furent envoyés ailleurs. Les autorités croyaient ainsi avoir déraciné l'anarchie à Foggia, mais elles se trompaient. Car, lorsqu'il y a dix mois nous nous mîmes de nouveau à la besogne, nous nous trouvâmes environnés par nombre de nouveaux lutteurs. La police alors recommença contre nous la même guerre. D'autres camarades furent envoyés loin d'ici, d'autres souffrirent la discorde chez eux, d'autres reçurent l'ordre de ne plus s'occuper d'anarchie, sous peine de perdre leur pain. Tout cela était l'œuvre de la police de Foggia, simulant presque de ne pas faire attention à nous, donnant même à quelqu'un d'entre nous des marques de la politesse la plus loyolesque.

Cependant, nous — les derniers restés — nous résistâmes encore. Puisqu'il était impossible de nous faire entendre par la presse, nous l'essayâmes par la parole, mais la police nous fit ôter les locaux et intimida ceux qui nous les avaient cédés.

Ce fut alors que nous éprouvâmes un grand découragement, et depuis — spécialement après la récente recrudescence des répressions rudiniennes — nos idées ici périclitent de jour en jour, et nous craignons fortement qu'on ne réussisse à en effacer toute trace.

Camarades!

Nous vous avons parlé franchement. Vous avez vu que, quand nous l'avons pu, nous avons donné volontiers notre secours à la cause, et nous sommes toujours disposés à le donner. Le terrain où nous sommes est fécond, il suffit d'une étincelle pour provoquer l'incendie : c'est pourquoi, avant d'abandonner l'espoir de pouvoir faire quelque chose pour ces pauvres régions, nous nous permettons de vous indiquer l'unique moyen par lequel la flamme ici pourrait être ranimée — cette flamme que Cafiero, Malatesta, De Cosmo, Di Sciullo cherchèrent en vain à tenir toujours vivace.

L'unique moyen consiste dans la fondation d'un périodique à imprimer ici. Peut-être penserez-vous qu'il serait beaucoup mieux d'aider les journaux qui actuellement se trouvent sur la brèche. Cela est vrai au point de vue général. Cependant l'*Avvenire sociale* arrive ici régulièrement toutes les semaines; eh bien! le croiriez-vous? on n'en vend que quelques exemplaires; et encore, s'il est payé régulièrement, c'est grâce aux quelques camarades qui restent encore ici et dont les efforts pourraient s'épuiser. Pour qu'un journal, même anarchiste, soit lu ici, il devrait être rédigé de manière à intéresser dans une colonne, voire même dans moins d'une colonne — cela suffit — toute la cité. Les socialards d'ici le savent bien : c'est pourquoi, au lieu d'importer ici la *Lotta di classe* de Milan, ils publient un organe local, qui ne reste pas invendu! Si les camarades ont le désir de ne pas laisser ces populations en butte au mensonge collectiviste, ils n'ont qu'à nous aider! Seuls, nous ne pouvons rien faire.

Non seulement les compagnons d'Italie et de l'étranger, mais nos amis, ceux qui sympathisent avec nos idées et qui aimeraient voir ces régions sortir de leur épouvantable abjection, commencent à envoyer leur obole. Nous garderons ces fonds jusqu'au 16 août — jour inoubliable dans le martyrologe anarchiste. Si jusqu'alors la somme ramassée n'est pas suffisante pour assurer au moins les premiers six mois de vie à notre journal, nous les restituerons immanquablement. Mais si nos camarades et nos amis nous accordent un appui suffisant, le 16 août 1897 *Il Terremoto* — ce sera le titre du nouveau périodique — fera sa première apparition de ces lieux.

Avec cet appel, nous croyons donc avoir rempli un devoir auquel nous ne pouvions pas manquer comme hommes et comme anarchistes; si cet appel est vain, nous ne devrons pas être rendus responsables de l'extinction de la propagande en ce pays. Et certainement les camarades ne nous en voudront pas.

Comme nous ignorons la quantité de fonds que nous recueillerons, nous ne savons pas si la publication en question sera hebdomadaire ou bimensuelle. Sous peu de temps — si c'est nécessaire — nous publierons un autre manifeste. Envoyer les souscriptions à Roberto d'Angiò, 22, via Civitella, Foggia (Italie).

Les Anarchistes de Foggia.

Foggia, mai 1897.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Conversations avec Idéa, par L. Lumet, 1 vol., 3 fr., à l'*Enclos*, 7, rue de l'Annonciation.

L'Evolution régressive, par Demoor, Massart et Vandervelde, 1 vol. de la *Bibliothèque scientifique internationale*, 6 fr., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

L'Opposition universelle, par G. Tarde, 1 vol. de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, 7 fr. 50, même librairie.

Revival of the Inquisition, brochure sur les atrocités de Barcelone, 1 penny, au *Clarion*, 72, Fleet Street, London.

Declaraciones del anarquista J. Etievant, Biblioteca del grupo *Los Acratas*, Buenos-Ayres.

AVIS AUX COLLECTIONNEURS

La huitième feuille de notre album vient de paraître; c'est un dessin de Lucien Pissarro, représentant un *homme mourant*.

Comme les précédentes, elle est en vente au prix de 1 fr. 25; franco, 1 fr. 40.

Cette superbe collection de lithographies comprendra 30 dessins. — Sont actuellement parus :

L'Incendiaire, par Luce.
Porteuses de bois, par C. Pissarro.
L'Errant, par X.
Le Démolisseur, par Signac.
L'Aube, par Jehannet.
L'Aurore, par Willaume.
Les Errants, par Rysselbergh.

Les deux premières ne restant qu'en nombre restreint, ne sont plus données qu'aux acheteurs de la collection. Le prix de chaque lithographie est de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco. Il y a une édition d'amateur à 3 fr. 25 l'ex., 3 fr. 40 franco.

Actuellement, des dessins nous sont promis par Baffier, Willette, A. Charpentier, Steinlen et Constantin Meunier.

Nous avons aussi :

Aux Temps Nouveaux, lithographie de Willaume, 1 franc, franco 1 fr. 25.

L'Ecrasement, la lithographie du journal *An-archist*, 1 franc.

Et le frontispice en couleur du Supplément, 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

PETITE CORRESPONDANCE

Malez. — Vous avez trois litho. déposées au *Père Peinard.*

B., à Limoges. — *Les Soliloques du Pauvre*, c'est 3 fr. 50, et non 2 fr. 50 comme nous avons annoncé par erreur. Enverrons cette semaine.

L. B. I. — Nous vous expédions le numéro du *Bulletin de la Société d'astronomie* et l'*Humanité Nouvelle*. Celle-ci coûte 0 fr. 20 d'envoi, c'est pourquoi nous ne mettons que 0 fr. 30 à la souscription.

A., Bordeaux. — Perdu la convocation de quartier. Réexpédiez-la.

H. H., à Mons. — Le numéro se sera égaré à la poste. Réexpédions au camarade qui nous a apporté l'extrait de la lettre de Sunyé. — Elle n'ajoute rien de nouveau à celles que nous avons déjà publiées.

Colonia. — Oui, avons encore un carton. Pour l'abon., si vous pouvez, voyez où nous en sommes.

Reçu pour l'Ecole libertaire : P. Menu, 1 fr. — R., à Nîmes, 0 fr. 75. — Thér., 2 fr. — Dizipaski, 5 fr. — G. B., 5 fr. 25.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : Londres, liste n° 1 : G., 1 fr. 25; L., 0 fr. 60; M. R., 1 fr. 25; T., 1 fr. 25; J., 0 fr. 60; X., 0 fr. 60; S., 0 fr. 60; Un B., 0 fr. 60; Ch., 0 fr. 60; F. C. W., 0 fr. 60; Fin de siècle, 0 fr. 60; R., 0 fr. 60. En tout, 9 fr. 35. — Lyc.: Pe, 1 fr.; Biz. 1 fr.; Bo, 1 fr.; Ro, 2 fr. En tout, 5 fr. — En tout : 14 fr. 35. — Listes précédentes : 384 fr. 55. — Total général : 398 fr. 90.

Reçu pour le journal : Gev., 3 fr. 30. — P. Menu, 1 fr. — Jehannet, 2 fr. — Largesse, 1 fr. — P. M., Lyon, 0 fr. 60. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — Un papier peint de Montreuil, 0 fr. 50. — L. B. I., 0 fr. 30. — Severin, 0 fr. 60. — *Vente de vieux timbres*, 14 fr. 60. — M. P., à Podensac, 0 fr. 65. — Un myope, 0 fr. 15. — De Dijon par le comp. Dobr, 11 fr. 15. — Merci à tous.

J. G., à Edimbourg. — E. M., à Caudebec. — R. E., à Brest. — M. L., à Guerpont. — B. J., à Toulon. — B., à Roncegno. — R., à Tours. — M., à Anvers. — S., à Cette. — P., à Saint-Chamond. — H. R., à Albi. — F., à Amiens. — B., à Angers. — D. E., à La Haye-Descartes. — C., à Apt. — V. P., à Levallois. — P., à Romans. — V., à Nîmes. — B., à Saint-Marcellin. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Alais

Kiosque de la Mairie, Mme Heimann, 27, rue d'Avéjan. On trouve au kiosque toutes nos brochures.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 7 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 JUIN 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

L'abondance de copie nous force, cette semaine, à renvoyer le Supplément *pour consacrer les huit pages au* Journal.

LA DERNIÈRE GUERRE

Pour la Turquie, c'est un fait acquis. Comme nous le disions dans notre dernier numéro, la guerre fut décidée et payée dans les salons de financiers à Londres et à Paris, pour la ré-annexion de la Thessalie.

Mais, pour la Grèce, la chose se complique. Il y a l'insurrection crétoise d'une part, et, d'autre part, l'intervention du royaume grec.

⁂

Il est vrai que dans les journaux du parti conservateur anglais et dans ceux de la Triple-Alliance, il est d'usage constant d'affirmer que tous les soulèvements des Serbes, des Bulgares, des Monténégrins, des Arméniens et des Crétois furent des mouvements factices, soudoyés par les roubles russes.

Et, si triste que ce soit à constater, c'est un fait que, dans les journaux de la social-démocratie, on tient le même langage, on suit la même tactique. Pour cela, on fait même flèche de tout bois, et, l'autre jour, il a suffi à cette brute de Bismarck de lancer que l'apôtre Paul avait déjà dit que les Crétois étaient des menteurs et des voleurs, pour que le même argument biblique fût sitôt reproduit dans les colonnes d'un journal social-démocrate contre les Crétois, pour empêcher toute sympathie avec leur insurrection.

⁂

Je ne tiens pas aujourd'hui à rechercher les causes de cet accord. Mais ce qu'il importe de constater, c'est que rien, dans l'essence même du socialisme, n'explique cette attitude.

D'abord, dans tous ces soulèvements de nationalités qui faisaient ou font encore partie de l'empire ottoman, il y a *un côté économique*. Pour les Serbes, et surtout les Bulgares (ainsi que pour les Roumains en 1853-1856), il y a eu la question de servage, qui existait en Bulgarie, jusqu'en 1878, au profit des propriétaires fonciers ottomans. Laveleye a bien fait ressortir ce fait fondamental dans son ouvrage sur la péninsule des Balkans; et l'on sait que jusqu'à présent encore les paysans bulgares paient à leurs ex-propriétaires musulmans la rédemption pour l'abolition du servage.

Il est fort probable qu'en Crète aussi, les haines nationales se compliquent par la même question foncière, — tout comme en Irlande, si ce n'est là une question de servage pur et simple.

En Arménie, c'est si bien le cas que la propagande révolutionnaire *agraire* qui fut faite par quelques anarchistes arméniens, parmi les paysans turcs, aussi bien que parmi les paysans arméniens — dans les deux langues, — trouvait écho chez les paysans turcs, malgré la différence de nationalité, aussi bien que chez les arméniens.

Puisqu'il y a ainsi une question *économique* au fond, ces soulèvements devraient déjà trouver de la sympathie auprès de chaque socialiste sincèrement anarchiste, unioniste ou social-démocrate.

⁂

D'autre part, la révolte de toutes ces nationalités en Orient est contre les ignominies que chaque employé musulman (très souvent Arménien, Bulgare ou Grec d'origine) exerce, tant qu'il lui plaît, vis-à-vis des populations, surtout chrétiennes, de l'empire ottoman. Les attentats contre la vie, la personne, la pudeur des femmes sont la règle.

En outre, chaque acte de révolte personnelle contre ces ignominies des gouvernants turcs, et surtout chaque acte de révolte collective et d'insurrection plus ou moins générale, se punit en Turquie simplement par des massacres de familles entières, de villages, de populations.

La soldatesque, la police, les bachi-bouzouks ou les Kourdes reçoivent alors carte blanche pour les massacres, et 30.000 hommes, femmes et enfants en Bulgarie en 1876, 200.000 personnes en Arménie, sont massacrés, après une tentative de révolte, comme s'il s'agissait d'autant de chiens.

Il faut être d'une crasse ignorance, ou avoir la mauvaise foi d'un Beaconsfield, pour nier ce fait.

⁂

Aussi, le *joug turc* (de l'empire, bien entendu, et non pas des paysans turcs, que tout le monde décrit avec pleine sympathie), le joug turc n'est pas une figure de rhétorique; c'est un cauchemar qui pèse à travers les âges. C'est une source constante de haine et de révolte latente, qui n'attend que la moindre lueur d'espoir pour devenir une révolte ouverte.

C'était aussi le cas en Crète. Depuis soixante-dix ans la révolte y est en permanence — comme à Cuba contre l'Espagne, comme en Pologne contre la Russie, comme en Irlande contre l'Angleterre. La moindre lueur d'espoir, la moindre probabilité d'être soutenu, ou de voir l'armée turque occupée ailleurs, — et la révolte éclate; les bandes se forment, la population attaque les fortins turcs, l'île se trouve en insurrection ouverte.

Traiter ces insurrections de soudoyées, en chœur avec les porteurs de fonds ottomans, est aussi ignoble que de dire, par exemple, que les grandes insurrections de la Pologne contre la Russie, en 1799, en 1831 et en 1863, furent soudoyées par qui que ce soit.

Les Polonais pouvaient compter, en 1863, sur l'appui de Napoléon III, — d'aucuns y comptaient sans doute. Mais oser dire que l'insurrection fut faite par les louis de Napoléon, serait ignoble, comme il serait ignoble d'affirmer que Chamil était soudoyé par l'argent anglais, lorsqu'il profitait des guerres russo-turques de 1828 et de 1853 pour essayer de soulever le Caucase, et secouer le joug russe.

Même ignominie de l'affirmer concernant les Arméniens. Les Arméniens pouvaient certainement compter, en 1895-1896, sur l'appui du dehors. Ils comptaient, je pense, les uns sur l'Angleterre, les autres sur la Russie — peut-être aussi sur les révolutionnaires de tous pays. Mais leurs insurrections jaillirent de la force même des choses — des haines accumulées de longue date.

Il en fut de même pour la Crète.

⁂

Il est de mode entre socialistes de dire que tous ces mouvements ne nous regardent pas, que le travailleur est lui-même sous le joug et qu'il n'a pas à s'occuper des autres.

D'abord, le joug du travailleur n'est pas comparable à celui des nationalités opprimées. Si, en plus du joug économique que ces nationalités subissent, — toujours plus brutal encore — le travailleur européen avait à subir le joug que subit l'Arménien, le Crétois, le Polonais et aussi l'Irlandais, il y a belle lurette qu'il se serait révolté, autrement qu'il se révolte aujourd'hui.

Que demain dix patrons violent de force dix femmes ouvrières, en plein Paris; que demain on jette l'ouvrier, — je ne dis pas français ou anglais, mais même l'ouvrier allemand — en prison, et qu'on lui coupe le cou parce qu'il n'a pas voulu céder sa fille au gardien de la paix — et Paris et Berlin seraient en pleine insurrection.

C'est qu'il y a quelque chose que *l'homme* chérit plus que le pain : c'est le respect de sa personnalité.

⁂

Comment peut-on dire alors aux travailleurs que puisqu'ils sont opprimés eux-mêmes, ils n'ont pas à s'intéresser à d'autres, opprimés comme eux, et auxquels on défend en plus de parler polonais, de porter une écharpe verte ou de chanter la *Verte Erin* dans les rues de Dublin,

ou qu'on égorge en *Turquie* pour lui enlever sa fille!

Au contraire, la cause de *tous* les opprimés est chère au travailleur socialiste.

Doublement chère la cause des opprimés *qui se révoltent contre leurs maîtres*, — avec ou sans l'élément de nationalité en plus.

Où que la révolte éclate, où que les hommes s'arment contre leurs exploiteurs — les autres opprimés doivent être avec eux. Elargir le sens de leur révolte, lever parmi eux un drapeau qui représente un idéal supérieur — sans doute, toujours! Mais ne pas rester calme à côté. Encore moins conspuer la révolte, parce qu'elle n'a pas atteint la hauteur de l'idéal que l'on croit soi-même posséder!

⁂

Ceci, pour la Crète et tous les soulèvements populaires que nous verrons encore et qui — parce que révoltes, parce que soulèvements — ont joué dans le passé un rôle si puissant pour réveiller l'esprit de révolte et pour engendrer aussi le mouvement socialiste actuel.

Quant à l'intervention de la Grèce, c'est tout autre chose. Ici nous entrons dans les intrigues des palais et des diplomates.

D'abord, du moment même où la Grèce prouva qu'elle voulait s'annexer la Crète, il était décidé au Parlement anglais, dans les couloirs, que jamais la Grèce n'aurait cette île.

— Mais pourquoi pas, puisque les habitants le veulent?

— La Grèce, Monsieur, est ruinée. Elle n'a pas été capable de payer la part de la dette ottomane qui lui revenait pour l'annexion de la Thessalie. Deux fois déjà, elle a manqué le paiement du coupon de sa dette. Vous comprenez que nous n'allons pas lui donner la Crète, avec la part de la dette ottomane qui reviendrait à l'île, alors qu'elle ne peut pas payer?

Voilà ce qui était dit, affirmé, décidé dès le début, aussi bien à la Bourse de Londres que dans les couloirs du Parlement anglais.

La Bourse, sur ce point, était unanime et Salisbury l'a exprimé dans son discours : « Toutes nos sympathies personnelles sont pour les Crétois, mais, comme ministre, je suis homme de confiance (de la finance) et je ne peux y manquer. » Au Parlement, il y aurait eu 300 voix de majorité contre l'annexion de la Crète à la Grèce.

⁂

Mais qui donc a poussé la Grèce à la guerre?

On nous a parlé de l'élan populaire, — mais peut-on y croire? On sait ce que valent les manifestations au cri de « La guerre! », dans les grandes villes. On apprend, en outre, aujourd'hui que la société *Ethnike hetairia* est toute menée par les monarchistes...

Dans une guerre *populaire*, des mille hommes ne désertent pas d'un coup, comme ils l'ont fait en Thessalie. Et si la guerre était un élan populaire, Ricciotti Garibaldi, qui y est allé de bonne foi, n'aurait pas télégraphié à son frère, Menotti, ce qui suit :

— « Si possible, n'entreprends plus rien. Il « serait regrettable que le sang italien fût versé « de nouveau pour la comédie qui se joue en « Grèce, au détriment du peuple et de l'humanité. » (Télégramme publié par le *Messagero*, de Rome.)

Oui, c'était une mise en scène. Mais, par qui? Par le roi, d'abord, pour sauver sa dynastie, impopulaire, détesté, il a fait « sa guerre », comme Eugénie.

Mais s'y serait-il lancé s'il ne se croyait soutenu?

C'est ce qui paraît fort improbable; et alors on se demande : Sur qui comptait-il? Qui le poussait à la guerre?

Mon opinion — absolument personnelle et basée plutôt sur des inductions que sur des faits — est que le roi grec y fut poussé par l'Italie, laquelle agissait pour le compte de l'Angleterre. Je pense que le but de l'Angleterre était de s'emparer de la Crète *par* un coup de main, aussi bien que d'autres îles (Chios, Rhodes, etc.) — et d'y rester. La Grèce vaincue, écrasée, comme elle devait l'être, avec une armée de cinquante mille hommes contre cent mille Turcs — et les Russes savent ce que valent les troupes turques — l'Angleterre prenait possession de ces îles, et s'établissait sur la grand'route commerciale de l'avenir — de Salonique au canal de Suez.

Le plan ayant échoué, elle se contente aujourd'hui d'une principauté autonome, en Crète, avec un parent quelconque de la reine, nommé prince. Le « plan » sera pour plus tard.

Que pouvaient faire alors les socialistes dans une pareille pétaudière?

⁂

Lorsque la Grèce lançait ses troupes dans l'île de Crète, contre toutes les règles du droit international, elle rendait un service à l'humanité. Elle faisait un acte de révolte qui, pour les deux cent mille Crétois qui vont être affranchis du joug ottoman, fut d'une portée immense. Regrettons seulement que, au lieu de Vassos, ce n'étaient pas des bandes de volontaires socialistes et révolutionnaires qui ont débarqué dans l'île. Ceux-ci auraient fait mieux.

Mais du moment où la guerre gréco-turque commençait, le rôle du révolutionnaire finissait. Le tout passait aux mains des brigands de la diplomatie.

⁂

Cependant, la révolte de Crète n'est pas la dernière dans la série des révoltes nationales. Nous en verrons bien d'autres encore — et espérons que les socialistes de toute nuance ne les laisseront pas passer dans l'indifférence; qu'ils y verront des soulèvements populaires, auxquels nous — les anarchistes surtout — pouvons porter notre élan révolutionnaire, et dont nous pouvons élargir la portée.

Lors de l'insurrection polonaise, deux partis se trouvaient en présence : le parti monarchique, propriétaire, aristocratique, catholique et le parti révolutionnaire, populaire, antipropriétaire, d'où sont sortis plus tard les Dombrowski et Wroblewski de la Commune. Le parti monarchiste fut le plus nombreux, il prit le dessus — et la Pologne fut saignée à blanc par le tsar russe.

Mais il n'est pas dit que ce sera toujours la même chose. Nous espérons fort que, dans la prochaine révolution de la Pologne, le peuple, révolutionnaire, égalitaire et socialiste, prendra le dessus. Nous y aiderons de nos forces, en tout cas, et alors qui sait si la Pologne régénérée ne deviendra pas une des places fortes de la révolution sociale.

PIERRE KROPOTKINE.

SOCIALISME ET ANARCHIE

En des termes fort courtois, ce dont je me plais à lui rendre hommage, car ses alliés ne nous y ont guère habitués, M. Jaurès, en un article de la *Petite République* du 5 juin, prenant texte de mon dernier livre (1), en paraphrase en ces termes quelques extraits qu'il en donne :

« Où donc est la différence qui subsiste entre la philosophie de Jean Grave et la conception fondamentale des socialistes? Il signale l'inefficacité de ce qu'on appelle les « réformes », mais ce n'est point là ce qui le peut séparer de nous, car le socialisme proclame que la société actuelle est un tout, qu'elle procède tout entière du principe capitaliste, et qu'on ne peut la corriger vraiment qu'en transformant ce principe même. »

Si nous nous en tenons aux généralités, aux vagues affirmations, on peut, cela est certain, trouver légère la différence qui sépare les anarchistes des socialistes.

Tous, également, — ils l'affirment du moins — veulent la liberté pour tous, le bien-être pour tous, le libre développement pour tous, et un tas d'autres choses pour tous. D'où vient donc que, au lieu de se serrer la main lorsqu'ils se rencontrent, ils aient plutôt tendance à serrer les poings?

C'est que deux différences — légères pour les uns, capitales pour d'autres — existent à travers tout ce programme commun et rendent ennemis ces frères : anarchistes et socialistes diffèrent 1° dans le but poursuivi, 2° sur les moyens à employer pour combattre la société bourgeoise.

⁂

Les socialistes — M. Jaurès l'écrit en son article — veulent grouper les travailleurs « pour s'emparer du pouvoir »!

Les anarchistes, ayant fait le procès de l'autorité, ayant démontré qu'elle est nuisible en ses effets, et pour ceux sur qui elle est exercée, et pour ceux qui l'exercent, veulent la détruire!

Voilà la différence de but qui, d'emblée, fait, des socialistes et des anarchistes, des adversaires irréconciliables puisque, de par la tactique qui en découle, les uns sont amenés à défendre et à renforcer ce que veulent détruire les autres.

Ensuite M. Jaurès affirme que :

« Il est impossible que la plupart des individus s'élèvent au-dessus du milieu économique où ils vivent. Et c'est attendre un miracle qu'espérer que, dans le régime capitaliste, la plupart des hommes sauront se faire d'avance un cerveau libre, une conscience socialiste. »

Ici nous reprenons le cercle vicieux que je constatais dans mon article *la Panacée-Révolution* : « Il faut changer le milieu pour changer l'homme; *mais, étant donné* que c'est l'homme qui se crée son milieu, le milieu ne peut se modifier que lorsque l'homme lui-même aura évolué. » Comment sortir de là?

Alors M. Jaurès conclut :

« Il faut donc, pour transformer les hommes, transformer le milieu, et pour transformer le régime économique il faut que le prolétariat soit toujours prêt à s'emparer du pouvoir. Il faut qu'il se mêle à la bataille politique, pour conquérir le pouvoir, et transformer les conditions économiques qui réagissent sur les cerveaux. »

Ainsi, pour M. Jaurès, « il est impossible à la plupart des individus de s'élever au-dessus du milieu économique où ils vivent »; par conséquent, « c'est attendre un miracle, selon lui, qu'espérer que, dans le régime capitaliste, la plupart des hommes sauront se faire d'avance un cerveau libre, une conscience socialiste »!

Et alors, M. Jaurès ne s'aperçoit pas qu'il nous ramène, insensiblement, à l'aristocratisme intellectuel auquel, en commençant son article, il me félicitait d'avoir dit son fait.

Si les individus ne savent penser par eux-mêmes, il faut quelqu'un qui les dirige! Nous remettons ainsi le doigt dans la filière qu'ont suivie les gouvernants passés. Jusqu'à ce que d'autres, à leur tour, s'élèvent pour nous dire que notre autorité ne vaut pas mieux que celles que nous avons remplacées. C'est un petit jeu qui peut durer indéfiniment.

Ces mêmes hommes auxquels M. Jaurès ne reconnaît pas assez d'intelligence pour s'élever au-dessus de leur milieu, auxquels il nie la faculté de se faire un cerveau libre, ces mêmes hommes, il veut les grouper pour s'emparer du pouvoir, les « faire servir » à y porter ceux qui l'exerceront en leur faveur?

A mon tour, je demanderai à M. Jaurès « par quel miracle » ces hommes, qui ne peuvent pas apprendre à se conduire eux-mêmes, seront devenus aptes à conduire les autres, en contribuant à établir une autorité chargée de régenter l'ensemble?

(1) *L'Individu et la Société*, chez Stock.

Avec les mots, on arrive à faire de la très belle musique, mais lorsqu'ils servent à discuter des idées, faut-il qu'ils contiennent quelque chose de plus que des sons.

* * *

Ainsi, M. Jaurès confesse que la société capitaliste étant un tout, on ne peut la corriger vraiment qu'en la transformant en son principe même; mais comme c'est la négation complète de leurs programmes électoraux, il s'exprime en ces termes :

« Il (le socialisme) proclame que les « réformes » ne peuvent avoir qu'un objet et qu'un effet, c'est d'accroître la liberté d'action et la force de combat du prolétariat en vue d'un changement social systématique. »

« Accroître la liberté d'action et la force de combat du prolétariat », encore des mots creux qui ne signifient rien. Rien ne se crée de rien. Si les réformes préconisées apportaient une force quelconque au prolétariat, c'est qu'elles enlèveraient aux forces de la bourgeoisie. Alors, il suffirait d'obtenir progressivement la réalisation de ces réformes, de les arracher une à une au Parlement, pour transformer l'enfer capitaliste en Eden socialiste.

Mais M. Jaurès proclame lui-même la Révolution; il reconnaît que la société capitaliste ne peut être transformée qu'en détruisant l'appropriation individuelle! Alors quoi?

* * *

Beaucoup de socialistes, je le sais, de ceux qui ne nous traitent pas de fous ou de mouchards, nous affirment avoir le même idéal que nous. « Nous aussi, disent-ils, voulons l'autonomie complète de l'individu, la destruction complète de l'autorité; seulement, comme il est impossible que cela se réalise tout d'un coup, qu'il nous faut passer par des étapes successives, nous nous bornons à demander ce qui est immédiatement réalisable. »

Or, ce qui est immédiatement réalisable, c'est un mandat de député, c'est la participation à la confection de lois qui sont tout le contraire de la destruction de l'autorité, c'est l'enrégimentation des individus qui continue à en faire des pantins aux mains de ceux qui les mènent, toutes choses contraires à l'émancipation individuelle.

Il en est de même pour la Révolution. Les socialistes veulent la révolution, mais pour eux c'est un génie ailé qui plane en les airs et sert à arrondir de belles périodes. En attendant qu'elle veuille consentir à descendre sur terre, les programmes électoraux contiennent une foule de réformes qui, selon le cas, selon l'état d'esprit de ceux auxquels on s'adresse, doivent, réalisées, changer la situation économique du travailleur, amoindrir l'exploitation, ou bien ne sont que de simples chevaux de bataille, destinés à accélérer la marche du Messie-Révolution.

Seulement, comme le résultat est de toujours faire espérer aux travailleurs une amélioration notable de la société actuelle en leur faveur, illusion toujours déçue, mais toujours renouvelée, on comprendra que les anarchistes aient assez de ce petit jeu, et qu'ils réclament enfin la réalisation complète de ce qu'ils veulent sans s'occuper de solutions soi-disant « pratiques », laissant aux événements et au temps le soin de réaliser ce qui est réalisable.

En nous montrant, là-bas, dans le lointain, une communauté de vue et de programme, les socialistes nous font l'effet de ce charlatan de la fable qui demandait du temps pour apprendre à parler à un âne :

« Quinze ans! disait-il; d'ici là, moi, l'âne ou le roi sera mort. »

Nous aussi, nous serons morts avant d'avoir vu la réalisation complète de ce que nous voulons. Mais nous ne poursuivons pas la réalisation de satisfactions absolument personnelles. Nous savons que l'œuvre entreprise sera continuée par ceux qui nous survivront; c'est pourquoi nous ne voulons pas châtrer d'avance ce que nous avons reconnu juste et vrai, et que nous en voulons la réalisation intégrale.

* * *

M. Jaurès, je l'espère, ne se trompera pas sur mon argumentation; toute question de personne est éliminée ici. Je discute la façon de procéder d'un parti entier; ceux qui le composent peuvent être d'aussi bonne foi que l'on puisse le supposer, cela est hors de discussion. Si j'accuse leur tactique d'être en contradiction avec les idées générales qu'ils émettent, c'est leur façon de raisonner que je discute, et non leur sincérité, qui est de soi en toute discussion courtoise.

(*A suivre.*) J. Grave.

L'ENNUI GÉNÉRAL [1]

(*Suite et fin*)

Mais la science fût-elle responsable des forfaits commis avec son secours ou non, un fait reste acquis : c'est qu'elle a déjà beaucoup servi et continue encore à servir la cause de ces abus. Et la lutte entre classes, que malheureusement elle active, se poursuit en s'accentuant chaque jour davantage, plus terrible, plus acharnée que jamais. L'une combat pour agrandir ses capitaux qui, non seulement, lui assurent la pleine satisfaction de tous ses besoins, mais encore lui donnent plus de puissance, lui accordent plus de liberté, plus d'indépendance dans la vie sociale; et l'autre pour ne pas succomber, pour se procurer le morceau de pain nécessaire, pour rester debout, aussi peu enviable et peu attrayante que son existence fût!... L'instrument de guerre, l'arme dont on se sert est l'argent : c'est par lui seulement qu'on vainc! Aussi, au dix-neuvième siècle, n'est-ce qu'une ardente chasse à l'argent, un *struggle for money* sans trêve ni merci auquel on ne trouve pas de pareil dans l'histoire de tous les temps!... Une faillite, un krach à la Bourse, une spéculation qui échoue suffit pour joncher le champ de bataille de cadavres.

* * *

Il arrive parfois que la lutte cesse pour un instant, que les partis en litige, fatigués, épuisés, s'arrêtent pour respirer un moment et pour reprendre des forces nouvelles. Alors, réflexion faite, chacun s'aperçoit que cette guerre à outrance lui coûte plus que tous les avantages qu'il pourrait en tirer, l'issue en étant la plus favorable pour lui, ne sauraient lui rendre; que même s'il gagne toujours, jamais il n'obtiendra une satisfaction complète. Et la même question échappe alors à tous : « Pourquoi donc tout cela, pourquoi tant de victimes, pourquoi toute cette lutte quand, vainqueur ou vaincu, on y perd également?... » Personne ne voudrait plus lutter et pourtant tous recommencent, entraînés qu'ils sont par l'ordre existant et que, par atavisme et par crainte d'innovation, ils ne veulent point modifier. Tous combattent à contre-cœur : quel ennui mortel!

Si l'homme n'avait que des besoins physiques à assouvir, l'argent après lequel il s'acharne et partant la richesse suffirait seule pour le rendre heureux; mais *il n'en est point ainsi* : il a encore beaucoup d'autres besoins psychiques qui demandent aussi leur part de satisfaction et qui, tant qu'il ne la leur accorde pas, ne cessent pas de l'obséder, de le tourmenter. Ceci étant, il se pose la question, si, dans la société moderne avec son état de choses, l'homme peut parvenir à satisfaire tous ses besoins et, par conséquent, à être heureux? Eh bien! que cet homme soit riche, pauvre, savant ou artiste, je me charge de sa réponse et je dis : Non!

* * *

Supposons tout d'abord que cet homme soit riche. Il est puissant; de chacun de ses caprices il peut faire une loi; tous les plaisirs terrestres sont à sa portée et il n'a qu'à vouloir pour aussitôt avoir. Pourtant il n'est pas toujours heureux, car l'argent étant tout dans la société moderne et lui ayant ce tout, il n'a plus rien à désirer, rien à espérer. Il est malheureux parce qu'il n'a pas de but dans sa vie; parce que, autour de lui, il sent continuellement un vide que toutes ses distractions ne peuvent pas combler; parce que la réalité lui sourit trop et que, par conséquent, il n'a pas d'idéal; il est malheureux parce que ses plaisirs eux-mêmes ne sont pas de véritables plaisirs, étant toujours d'un accès trop facile pour lui, parce que son chemin est trop uni, ses passe-temps trop uniformes... Or, cette monotonie exaspérante de son existence, comme il voudrait par moment s'en échapper! Mais non, c'est impossible : les convenances sont là qui ne le lui permettent pas : il faut garder son rang... Et même de ses richesses il ne jouit pas complètement, car par ces temps de luttes sociales et dans les pays civilisés où le prolétaire commence enfin à sortir de sa torpeur, le riche rappelle très souvent cette souris de la fable qui, profitant de l'absence du maître du logis, grimpe sur la table servie, mais, tout en se délectant, tout en avalant les bons morceaux, tremble à l'idée d'être surprise par quelqu'un de la maison...

Oui, ses besoins physiques sont satisfaits, mais l'être psychique qui est en lui, ce composé de sentiment et d'intelligence qui, pour s'épanouir, demande une autre atmosphère que celle qui l'entoure et dans laquelle il vit, une atmosphère où il y aurait moins d'or, mais plus d'idées, plus de cœur, plus d'idéal, cet être, hélas! ne l'est pas, et toute sa fortune, toutes ses richesses n'y peuvent rien...

* * *

Et le pauvre, lui, est-il heureux, puisque le riche ne l'est pas? Oh! combien d'ironie dans cette question! L'homme qui travaille, qui peine pendant toute sa vie; l'homme qui passe les trois quarts de son existence dans les profondeurs de la terre, sans lumière, sans soleil, exposé au grisou et aux éboulements; l'homme qui se sent peu à peu dépérir dans l'air vicié des fabriques, empoisonné par la céruse, le phosphore, les couleurs, lui, heureux!... Encore s'il avait son idéal d'autrefois, la religion qui le consolait parfois en lui promettant une large compensation dans la vie future; mais il ne croit plus à tout cela; il sait qu'il n'y a que ce monde, que l'autre n'existe pas. Et il songe avec amertume combien peu il profite de ce monde, de toutes les richesses matérielles et intellectuelles, éparpillées sous ce beau soleil, et sa nature humaine se révolte de la vie stupide et abrutissante, vie de bête de somme, qu'il mène...

* * *

Et en face de tant de misères, à moins qu'il ne soit homme sans cœur, le savant peut-il être heureux? Certes, lui-même, prêtre au temple de l'esprit, n'a pas à se plaindre de son sort; mais son désir le plus ardent serait encore d'alléger tant soit peu les souffrances humaines, et ceci, hélas! il ne le peut pas. Même souvent il arrive qu'un progrès accompli grâce à lui par la science, un pas fait par elle en avant recule d'autant le bonheur de l'homme déjà assez digne de pitié. A quoi bon alors tout son labeur, toutes ses recherches et fatigues s'il ne parvient

---

(1) Voir les numéros 2 et 5 (3e année).

pas à soulager en quoi que ce soit le sort des malheureux, si le fardeau qui pèse sur l'humanité haletante reste toujours aussi lourd, aussi inexorablement lourd... Certes, c'est la science qui doit un jour sauver le monde, et si les inégalités qui endolorissent tant la société viennent jamais à disparaître, cela sera, certes, par elle et grâce à elle. Mais n'est-ce pas désespérant au plus haut degré de voir autour de soi tant d'infortunes, tant de souffrances, de posséder cette force bienfaisante, la science, destinée à rendre l'humanité heureuse, d'être tout-puissant et de ne pas pouvoir y apporter le moindre secours !...

* * *

Dans la société moderne, entre le monde de rêves et de contemplations auquel toute son âme aspire et la réalité vivante dans laquelle il patauge, la distance est si grande, que l'artiste, lui aussi, ne peut point être heureux. Cultiver l'art pour l'art : voilà quel serait son idéal. Or, le mercantilisme le plus éhonté sévissant actuellement partout, cela n'est guère possible : tôt ou tard son art se prostitue, son génie se transforme et devient métier, plus ou moins lucratif, et voilà que Raphaël et Meyerbeer se rencontrent au marché à vendre leurs produits, leurs « marchandises » au plus offrant... Ensuite, si l'artiste est honnête, si son cœur n'est pas en pierre, cette réflexion viendra naturellement frapper son esprit : Voici deux classes en présence; l'une qui a tout, l'autre qui n'a rien. A qui mon œuvre va-t-elle? — à celle qui a tout : ne serait-il pas plus noble, plus généreux, ne serait-il pas plus moral, pas plus humain qu'il en fût autrement, et que l'art, trouvant enfin la route qui lui convient le mieux, aille plutôt vers les déshérités pour adoucir un peu leur vie et pour rendre leurs souffrances un peu moins cuisantes?...

Et à cette pensée lui-même il se sentira profondément malheureux...

* * *

Oui, tout le monde souffre, tout le monde est malheureux! Des riches palais, des chaumières indigentes, de la demeure des Muses, de partout le bonheur est exilé. Ce n'est pas en vain que notre siècle a produit le pessimisme. Personne ne fait ce qu'il voudrait faire, personne ne vit comme il voudrait vivre. Tous trouvent stupide la besogne à laquelle ils passent leur temps et l'ordre de choses est tel qu'ils ne peuvent rien y changer : voilà pourquoi ils s'ennuient, voilà d'où vient cette étrange lassitude, cette paresse physique et morale dont ils sont envahis, voilà d'où résulte cet énervement qui caractérise tant notre génération, notre fin de siècle...

Pourtant les choses ne peuvent plus continuer ainsi, la situation devient de plus en plus intolérable. Le moment arrive où les luttes sociales devront nécessairement prendre fin, où l'ordre économique existant devra changer; et malheur à ceux qui voudront enrayer le progrès et maintenir toutes les inégalités, toutes les iniquités actuelles! La Révolution qui s'annonce, qui gronde déjà au loin, est nécessitée par la force des choses elles-mêmes, et vouloir arrêter l'évolution qui s'opère serait aussi donquichottesque, aussi fou que de s'entêter à supprimer le mouvement de la terre autour du soleil!...

LEUNAM-VONIAD.

A partir de la semaine prochaine, nous reprendrons la série des articles sur l'*Etat* que l'abondance de copie sur les faits actuels nous avait forcés de laisser en arrière. Il n'y a plus que deux articles à publier. Cela doit paraître ensuite en volume.

PERSONNEL CIVIL

DES ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

« La situation des ouvriers civils des établis- « sements militaires a été, de tout temps, l'objet « de la sollicitude de l'administration de la « guerre. »

(Rapport au Président de la République, 26 février 1897.)

Le décret faisant suite érige en... menus fonctionnaires les employés des établissements, et tend à les attacher à l'Etat par des avantages dont ne pourront jouir complètement que ceux qui, actuellement, commencent seulement leur carrière.

— Le personnel est hiérarchisé en : 1° journaliers, débutants.

2° Auxiliaires, dont 6 mois de services au moins ont permis de constater l'aptitude et la bonne conduite. Ils sont astreints à verser 4 0/0 de leur salaire à la caisse des retraites pour la vieillesse; plus, s'ils le peuvent, dans les limites des règlements de la caisse. L'Etat ajoute un versement de 4 0/0 des salaires, jamais plus.

3° Commissionnés, choisis par les directeurs. Ils font les mêmes versements que les auxiliaires. — Leur commission ne peut leur être retirée que par le ministre. Si le travail manque, ils ne sont licenciés qu'en dernier lieu.

— Les versements peuvent avoir lieu jusqu'à ce que soit assuré le maximum de la rente viagère que peut donner la caisse des retraites. L'ouvrier ne peut, toutefois, pas rester employé au delà de 65 ans. L'homme peut être retraité à partir de 60 ans; la femme, à 55 ans.

L'Etat complète un minimum de retraite de 500 francs pour les hommes, 360 francs pour les femmes, à condition : d'avoir été nommé auxiliaire avant l'âge de 30 ans pour les hommes et 25 ans pour les femmes; d'être âgé de 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes); d'avoir servi 30 ans au moins comme auxiliaire ou commissionné, sans interruption volontaire des versements; d'avoir consenti à l'aliénation des capitaux versés.

— Les veuves (mariées depuis plus de 6 ans) d'ouvriers ayant droit à la retraite ont une pension du 1/3, sans pouvoir dépasser 360 francs. Cette pension est indépendante de celle que la veuve peut acquérir au service de l'administration.

— Les orphelins de père et de mère, âgés de moins de 18 ans, ont droit, ensemble, jusqu'à ce que le plus jeune ait 18 ans, au 1/3 des pensions auxquelles leurs parents avaient droit lors de leur décès.

— Transitoirement, les retraites liquidées aux anciens ouvriers en 1897 seront au moins de 275 francs pour les hommes et 198 francs pour les femmes; en 1898, 7 fr. 50 de plus pour les hommes, 5 fr. 40 de plus pour les femmes; et ainsi de suite d'année en année, de façon à arriver, dans 30 ans, aux chiffres décrétés : 500 francs (hommes), 360 francs (femmes).

Dispositions analogues pour les veuves et orphelins.

— En cas de manque de travail, les ouvriers à licencier sont prévenus un mois au moins à l'avance. Chaque période de quatre mois à partir du dernier embauchage leur donne droit à une indemnité égale au salaire d'une journée.

— Les versements des ouvriers quittant le service sont déposés à la caisse des retraites.

— Les versements des ouvriers décédés sont payés aux héritiers.

— Les salaires sont payés au mois, à la journée ou à la tâche, au taux fixé par l'administration.

— La journée de travail dure 10 heures.

— En cas de maladie, l'ouvrier est soigné gratuitement. Si la maladie est causée par le service, il a droit à au moins la moitié de son salaire pendant 6 mois au plus. Si la maladie ne résulte pas du service, les commissionnés seuls ont droit à la moitié du salaire pendant 3 mois, et au 1/4 pendant 3 autres mois.

— En cas d'accident, de même. Si l'incapacité de travail dure plus de 6 mois, l'indemnité est réglée à l'amiable; et au besoin par le ministre ou par le Conseil d'Etat, s'il y a contestation.

— L'ouvrier peut être puni :

1° Par la retenue jusqu'à moitié du salaire, pendant 8 jours au plus. Les retenues sont versées au compte de l'intéressé à la caisse des retraites;

2° Par la mise à pied sans solde jusqu'à 15 jours;

3° Par la rétrogradation à une classe de salaire inférieur;

4° Par le renvoi, prononcé par le directeur de l'établissement. (Pour les commissionnés, par le ministre seulement.)

— Cette réglementation, dit le rapport du ministre, « paraît devoir donner satisfaction aux « vœux principaux des intéressés. Elle repré- « sente, en tout cas, le maximum de ce qu'il est « actuellement possible de faire en faveur des « ouvriers auxiliaires. Aller au delà serait effa- « cer la légitime différence qu'il importe de « maintenir entre eux et le cadre d'élite des « pensionnés. »

L'Etat « s'auto-complimente », c'est naturel.

Mais il me semble que, d'ici 30 ans, bien petit sera le nombre des prolétaires appelés à bénéficier de ces dispositions, c'est-à-dire remplissant les multiples conditions exigées; qu'à cette époque, si l'état social actuel persiste, les pensions allouées déjà modestes seront devenues tout à fait insuffisantes à assurer l'existence; que les avantages promis exigent une aliénation totale de la liberté de qui y aspire, et mettent l'ouvrier dans la même situation que le militaire professionnel, tout à fait à la merci de l'Etat, et obligé de satisfaire par tous les moyens le supérieur dont dépend l'avancement; que leurres aux yeux peu perspicaces, ils tendent à empêcher les salariés des arsenaux et autres ateliers militaires de faire cause commune avec ceux de l'industrie civile;

Qu'ils tendent également à faire croître l'offre de travail et par suite décroître les salaires;

Qu'ainsi deviendront plus dures les privations imposées pour effectuer les versements prescrits à la caisse des retraites;

Bref, que « cet important travail », ainsi que le qualifie le ministre, n'est, comme tant d'autres, qu'un palliatif bon pour séduire seulement ceux qui ont la foi robuste et des illusions à perdre... et pour préparer les électeurs à « bien voter » aux élections prochaines.

LAB.

UNE VOIX D'OUTRE-TOMBE

A l'aube du jour même où — retours cruels du Destin! — dans le bazar de la Charité, Mme et Mlle de Florès, femme et fille du consul d'Espagne, devaient trouver la mort, ce jour-là, à 5 heures sonnantes du matin, *tra los montes*, sur les glacis de la forteresse de Montjuich, cinq hommes (dont un fou) avaient été fusillés.

Ils avaient passé la nuit en chapelle; la veille, deux d'entre eux s'étaient unis, légalement, avec leurs futures veuves, aussi détenues.

On remarqua qu'ils marchaient avec peine, quoique s'efforçant à garder de la fierté. Ils se nommaient : Tomas Ascheri, Antonio Noguès, José Molas, Juan Alsina. Le dément s'appelait Luis Mas.

Celui-là, vaguement, eut une lueur, recouvra sa fermeté, dit aux soldats : « C'est l'Inquisition, je suis innocent! » Molas commanda : « Feu! ... » Tous clamèrent : « Vive l'anarchie! »

C'étaient sûrement des anarchistes; mais aucun parti n'inscrit à son programme, aujourd'hui, que le délit d'opinion suffise à entraîner la peine capitale. Tous même s'en défendent, répudient cette thèse énergiquement.

Etaient-ce donc des coupables?... A ceci, il sera répondu tout à l'heure par un document d'une telle importance, d'une telle précision, d'un tel caractère, que le doute ne peut plus subsister.

Pour l'instant, volontairement, écartons toute présomption favorable; supposons que ceux-là, les complices qu'on leur attribuait, les suspects incarcérés par la même occasion, présumons tout ce monde criminel à des degrés différents.

Un prévenu est tout de même un homme? Un accusé est tout de même un homme? Quelques charges qui puissent peser sur eux, jusqu'au prononcé du verdict, ils sont « réputés innocents »; jusqu'à l'heure de l'exécution, ils demeurent, sous l'égide, sous la sauvegarde de la loi, personnes « sacrées », sauf au bourreau?

Tel est le résultat du progrès, la conquête de la civilisation, le triomphe des morales transcendantes et des supérieures philosophies.

Le texte l'affirme — mais le fait dément.

Ces prisonniers, ces captifs, furent affreusement torturés. Pour en obtenir des aveux, pour en extraire des révélations, pour en soutirer, surtout, des dénonciations, les procédés les plus atroces furent mis en usage : fustigations, brûlures, arrachement des ongles, déchirement des lèvres, compression des tempes, mutilations sexuelles.

Joseph Thioulouze, Français, endura partie de ces supplices, comme refusant de répondre en espagnol — qu'il ignorait!

A la dernière séance du conseil de guerre, devant le président, l'auditeur, les juges, le juge d'instruction, le fiscal, et la majorité des avocats défenseurs, les faits énoncés, répétés successivement par chacun, attestés par les cicatrices récentes, les plaies mal fermées, apparurent d'une évidence si positive, d'une certitude si navrante, d'une gravité si abominable, qu'une enquête fut ordonnée.

* *

Comment se fit-elle?... Il n'est point d'*in-pace* qui n'ait quelque fissure : d'entre les pierres des citadelles les plus épaisses, les mieux gardées, des parcelles de vérité filtrent, s'échappent, vont s'abattre vers qui les aimante.

C'est ainsi que par bribes, mais exactement, j'ai su.

La commission nommée pour enquérir était de six membres, sous la présidence du général en chef de Barcelone. Sans autre forme, sans examen ni interrogatoire, elle présenta, dans les cachots, à la signature des plaignants une formule de désistement, prête à l'avance, et dont voici le début :

« Je, soussigné, déclare formellement n'avoir été torturé ni maltraité par aucun de mes gardiens; je n'ai, au contraire, qu'à me louer d'eux : en conséquence, je qualifie de mensonge tout ce que la presse a raconté... etc. »

Malgré l'insistance, promesses, menaces, un seul, affaibli, découragé, parapha le document officiel. Des lettres de Callis, de Juan Ollé, de Luis Molas, sorties en fraude, et que publièrent les *Temps Nouveaux*, protestèrent au contraire avec énergie; chacun d'entre eux relatant, par le détail, ce qu'il avait subi, ce qu'il avait souffert.

Le 16 décembre, le médecin du bataillon de Figueras visitait Ascheri, Mas, Noguès, Molas, Sunyer et Callis; constatait les traces de blessures secrètes, de lésions suppurantes à la bouche et aux poignets chez tous; des brûlures encore vives sur Noguès; des troubles mentaux chez Mas. Son rapport, dont copie fut laissée aux intéressés, en fait foi.

Précédemment, le docteur Paz, major de l'artillerie de la place, pansant le pauvre Thioulouze et hanté des barbaries auxquelles il avait été appelé à remédier, disait : « D'autres ont encore plus souffert que vous, ici! »

Néanmoins, les autorités continuèrent de nier. Pareils maux, prévention si cruelle, semblable avant-goût de l'enfer, ne valurent pas la clémence à qui les avait endurés. Cinq hommes (dont un aliéné, j'y insiste) furent condamnés à mort; dix à vingt ans, trois à dix ans de bagne (je dirai quelque jour ce qu'en est le régime); sept à la déportation dans une enceinte fortifiée; soixante et un acquittés, c'est-à-dire expulsés et très probablement déportés en des parages aussi insalubres que lointains, Rio-de-Oro, par exemple, déjà désigné, si, complaisantes au désir de M. Canovas, les nations, dites civilisées, se refusaient à les recevoir.

Même s'ils étaient des « malfaiteurs », qui oserait approuver cette justice là : l'exécution de ce fou, la géhenne rétablie, la torture de ces captifs?

L'Angleterre, la monarchique Angleterre a déjà répondu en ouvrant ses portes.

* *

Et s'ils étaient innocents? Toute l'accusation, rappelez-vous-le, repose sur les propos extorqués par le fouet, le fer et le feu à Tomas Ascheri.

... Oh! la misérable, lamentable petite lettre que voici, tracée à l'encre grise sur le papier si mince, par des yeux qui hésitent et des doigts qui tremblent, tachée, déteinte sous les pleurs!

C'est l'adieu d'Ascheri à sa mère; l'aveu ultime, le *meâ culpâ* qu'il prononce contre soi-même, s'avouant lâche, abattu, brisé, plus coupable d'avoir menti contre ses amis que s'il avait commis réellement l'attentat pour lequel on l'a *injustement* condamné, pour lequel on va *injustement* le tuer; trouvant la honte, la mort, refuges contre la cruauté des hommes; acceptant son destin en expiation de sa faiblesse, — mais innocent, INNOCENT, INNOCENT!

Donc, les autres l'étaient aussi! Innocent, ce malheureux dont on a volé la raison avant que de prendre la vie! Innocents, Molas, Alsina, qui, l'autre matin, tombèrent foudroyés sous les balles! Innocent, Noguès, qu'il fallut trois décharges pour abattre auprès de ses compagnons!

Ecoutez parler le mort :

Oubliettes du château de Montjuich.

Mère bien aimée,

Dans ces quelques lignes qui te parviendront après ma mort, qui est prochaine, vois le dernier adieu de ton fils. Elles sont écrites en secret, et par elles je viens te donner une courte explication de ma conduite. Tu sais bien, chère maman, que j'ai toujours mis en toi ma confiance, et que, même dans les plus grandes fautes de mon enfance, tu sus toujours la vérité; eh bien, je te jure que je meurs innocent du crime que l'on m'impute.

Mais, diras-tu, pourquoi as-tu avoué le contraire?

Mère, c'est qu'il m'était réservé à moi qui, lorsque je lisais les romans en vogue, comme les *Mystères de l'Inquisition*, ne crus jamais qu'un homme pût résister aux tourments que je croyais imaginés par le romancier, il m'était réservé, dis-je, d'en souffrir de si terribles qu'aucune exagération n'est possible. Qu'il te suffise de savoir qu'après avoir été obligé de me promener dans mon oubliette pendant plus de *cent soixante heures*, c'est-à-dire *huit jours et nuits* sans boire ni manger, puisque la seule nourriture que l'on m'offrit fut une tranche de pain et un morceau de morue sèche que je me gardais bien de toucher tant que je conservais ma connaissance; et lorsque, ce temps écoulé, je tombais brisé par le manque de sommeil et la fatigue, ne sentant déjà plus les coups de nerf de bœuf ni les piqûres que mes bourreaux me faisaient avec la pointe d'un couteau, pour me tenir éveillé pendant les dernières quarante-huit heures que je passais en délire; quand je tombais enfin insensible, d'autres terribles tortures commencèrent : tortures sans nom, le fer rouge et les testicules tordus, jusqu'à faire naître chez mes bourreaux la peur de m'avoir tué. Voilà, bonne maman, pourquoi j'avouai et continuerai d'assurer que je suis coupable, et les autres aussi. C'est ce que veulent nos bourreaux qui ont noms : Narcisso Portas, lieutenant de gendarmerie; Botas, caporal; Mayans, gendarme; Parillas, idem; Carreras, idem. Eux le veulent, et je préfère mourir à recommencer à souffrir, aujourd'hui que je suis presque rétabli. Je sais bien que c'est un crime! Mais que veux-tu, j'ai trop souffert. Il ne me reste plus qu'un immense désir de mourir pour leur échapper, quand bien même je devrais entraîner l'humanité entière.

Malgré tout, maman, je voudrais bien te voir pour t'embrasser une dernière fois, toi, l'être que j'ai le plus aimé; mais ce n'est pas possible. Reçois par cette lettre tous les baisers que ton malheureux fils voudrait te donner en personne. Hélas! je ne puis te dire que mes mains sont nettes de sang, mais comment le dirais-je, si, par ma lâcheté, les inquisiteurs envoient vingt-sept de mes camarades à la mort? Au moins puis-je dire que je crois qu'aucun homme n'aurait pu agir autrement, puisque les cinq qui ont souffert comme moi ont avoué, avec moins de tortures, les mêmes mensonges que moi.

Mère, les paroles me font défaut pour te consoler; mais, puisque toi, plus heureuse que moi, tu crois encore, souviens-toi de la Vierge des douleurs, la *Mater dolorosa* au pied de la croix. Mère, moi je ne puis que maudire mes assassins et appeler sur leur tête... le sang de leurs victimes.

Tu diras à mon père que je l'ai beaucoup aimé, à mes frères et sœurs, tu leur diras aussi que je les ai aimés, et à tous, que je leur demande pardon pour la douleur qu'involontairement je leur cause, et toi, ma douce maman, pardon aussi, pardon à ton malheureux fils qui mourra en prononçant ton nom chéri.

TOMAS ASCHERI.

P. S. — De tout ce que je pourrai t'écrire, ne crois que cette lettre; tout le reste sera écrit sous les yeux de mes infâmes bourreaux. — TOMAS ASCHERI.

Ecrivant en secret, je ne puis être plus long.

Il n'est besoin de rien ajouter à ce testament, à cette confession, dont l'autographe, l'original, d'une authenticité vérifiée, absolue, est actuellement entre mes mains.

L'homme qui s'accuse ainsi ne ment pas, — on a tué des innocents!

SÉVERINE.

P. S. — J'apprends que, contrairement à ce qui a été dit, aucune mesure spéciale n'avait été prise, en la circonstance, pour interdire l'accès du territoire français aux soixante et un acquittés du procès de Montjuich, victimes seulement des ordinaires mesures administratives. Et je crois pouvoir espérer qu'elles seront rapportées en faveur de ces acquittés, de ces innocents. S.

(*Revue Blanche*, 1er juin.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GRANDE FAMILLE. — Les promotions et les décorations promettent d'être nombreuses, dans l'armée, au 14 juillet prochain. De tous côtés on n'entend parler que de brutalités, de sauvageries exercées par des gradés sur leurs inférieurs. A l'approche de la fête nationale, ce zèle est compréhensible, étant données les excitations à l'assassinat qui constituent le fond de l'enseignement militaire. Les gradés tiennent à prouver à leurs chefs les progrès de leur instruction, et le développement en eux de l'esprit militaire.

A Biskra, ces jours-ci, l'adjudant Amiel, réputé pour sa férocité, a trouvé charmant, pour occuper ses loisirs, de tirer un coup de fusil sur le clairon Ferdinand Joly qui avait été posté en faction sur un toit. On prétend naturellement que c'est le clairon qui a tort, car il n'aurait pas répondu à de prétendues sommations qui lui auraient été faites par l'adjudant Amiel. Les récits des témoins démentent cette allégation, qui, fût-elle exacte, n'aurait aucune valeur, car on ne tue pas quelqu'un parce qu'il ne vous répond pas, fût-on adjudant!

A Annecy, un malheureux chasseur alpin, nom-

mé Rivory, qui depuis longtemps servait de tête de Turc aux sous-officiers de sa compagnie, a été brutalisé d'une manière révoltante, au cours d'une marche militaire, par l'adjudant Stoffati, un de ses bourreaux *habituels*. L'adjudant le força à marcher en lui distribuant des coups de canne chaque fois *qu'il faiblissait*. A sa rentrée à la caserne, Rivory tomba sans connaissance; transporté d'urgence à l'hôpital, il mourait le soir même.

L'Echo des montagnes, qui raconte le fait, publie des lettres des officiers du régiment laissant voir que tous les efforts ont été faits pour étouffer l'affaire.

A Blidah, le 1er juin, au moment de la rentrée des chantiers, deux prisonniers du pénitencier se sont évadés. Les tirailleurs indigènes préposés à la surveillance ont poursuivi les fuyards et ont fait feu sur eux. L'un d'eux a été tué raide.

Quand finiront ces abominations et quand brûlera-t-on le dernier galon avec le bois du dernier fusil?

A. G.

Hollande.

Rotterdam. — Le mouvement ouvrier en général, ainsi que notre idée en particulier, poursuivent leur chemin, prescrit par l'évolution sociale. Ni les forces rétrogrades, ni l'indifférence ne sont capables d'entraver la marche, parfois lente mais toujours incessante vers un avenir meilleur, déjà aperçu à travers les nuages d'un ciel qui semble sombre, mais qui s'éclaircira malgré la coalition des efforts pour éteindre la lumière naissante.

Ce n'est pas faute de nouvelles que nous avons laissé si longtemps les compagnons sans quelque correspondance d'ici. Notre propagande, dans ce pays, est une lutte pleine de zèle contre les préjugés, contre les restes des principes autoritaires, contre les découragements de toute sorte qui menacent de faire écrouler l'édifice construit avec tant d'ardeur, de confiance et de courage.

Depuis deux ans notre littérature s'est enrichie, elle qui auparavant était pauvre sur le terrain anarchiste, de livres et de brochures d'une importance incontestable.

Mentionnons des traductions de la *Société mourante*, de la *Société future*, des fascicules des *Paroles d'un Révolté*, *Les Crimes de Dieu*, une brochure sur les événements en *Espagne*, une critique appuyée de nombreuses coupures sur le travail parlementaire des socialistes belges, etc. Notre journal *Anarchie* paraît hebdomadairement depuis 15 mois. Nous allons être forcés d'interrompre son apparition pendant la période de préparation de deux livres — car ces livres doivent toujours maintenir et alimenter le journal.

Il ne faut presque plus compter sur l'appui des compagnons. La division, les personnalités, l'orgueil, l'indifférence, le découragement, les tendances du parti socialiste, tout cela devait logiquement absorber les plus courageux de jadis. Mais la plupart ne sont pas perdus.

Le journal de Methofer (La Haye), *Anarchist*, vient de disparaître après six numéros.

⁂

Je crois que le fameux projet d'entente de Merlino (qui d'ailleurs chez vous a occasionné plus d'émoi que dans notre pays, où presque personne ne s'intéresse aux élections!) aura ouvert les yeux à quelques impatients, qui souhaitaient « l'action pratique », mais qui maintenant se sentent en face des conséquences de cette tactique opportuniste.

Espérons que cette leçon les ramènera à la lutte qui a besoin de toutes les énergies, de toutes les forces et de tous les cerveaux.

C'est avec une joie facilement compréhensible que je constate déjà les premiers résultats heureux d'un rapprochement pour la lutte contre des principes qui prêchent le retour à l'autorité. J'ai vu ces résultats encourageants chez des compagnons qui semblaient morts depuis des mois, et qui ont repris de plus belle la guerre contre les préjugés, la réaction, l'hypocrisie; ils ont été réveillés par la fausse direction qu'ils ont vu prendre vers des buts illusoires et par la préconisation de moyens de combat qui ne serviraient qu'à maintenir l'esclavage, en éternisant les bases sur lesquelles il repose.

Profitons de ces circonstances pour faire avancer notre idéal. Qu'une expérience si instructive nous serve à écarter les nuages qui pourraient obscurcir l'idée libertaire.

L'évolution humaine, faiblement influencée par les personnes, mais excessivement par les événements, assurera la *victoire* à l'union inséparable de la raison et du sentiment, du cerveau et du cœur, de *l'action* et de l'idée.

Travaillons partout infatigablement, laissons aux timides la faiblesse de reculer devant les entraves qui ne peuvent nous embarrasser que transitoirement, pour nous mettre de nouveau en route, sans perdre *le courage* et la conviction, car le triomphe est à cette condition.

B. P. Van der Voo.

Italie.

Foggia. — L'espace limité ne me permet pas de relater ici, en un long article, toute l'indignation des travailleurs italiens à la nouvelle de l'horrible mort de Roméo Frezzi. Cette indignation a atteint un degré si aigu que le roi a dû faire des *remontrances* et des menaces aux préfectures de son puissant royaume, parce que celles-ci ont autorisé une manifestation imposante en faveur de la personne insignifiante d'un ouvrier, massacré à coups de petits sacs de sable et d'autres semblables instruments par les argousins de la prison de Saint-Michel, à Rome. Ouvriers italiens, que faites-vous? Vous semble-t-il juste de crier : *Mort aux gardes-chiourme !* sous le stupide prétexte qu'un d'entre vous, qui ne voulait pas avouer sa complicité dans l'attentat contre le roi, a été martyrisé et tué? Est-ce que les côtes rompues, la colonne vertébrale tordue, les épaules, le crâne, le foie brisés de Roméo Frezzi avaient une valeur? Ne savez-vous pas qu'on vous considère moins que les bêtes de somme? Ne savez-vous pas que l'Espagne a tué cinq de vos semblables après en avoir torturé des centaines? Vouliez-vous que Rome ne s'efforçât pas de l'imiter?... Les argousins ont tué Frezzi, il faut se résigner, ou, au moins, se contenter des explications données aux Chambres par M. le garde des sceaux, qui dit aussi : *Comme homme je pourrais ajouter encore quelque chose, comme ministre je dois me taire*. Il faut attendre enfin qu'on instruise un procès contre des coupables qui fuient, et surtout il ne faut pas sortir sur la place pour manifester...

... Mais, que dis-je? Hélas, c'est le rêve de cette nuit! J'avais lu sur les journaux qu'un pauvre ouvrier, arrêté pour le 1er mai et pour avoir été soupçonné d'être complice d'Acciarito, avait été trouvé assassiné dans la prison où on l'avait enfermé; et, comme j'y avais pensé beaucoup, cette nuit-ci j'ai rêvé la manifestation des ouvriers italiens contre les meurtriers de leur camarade...

C'était donc un rêve. Pour un ouvrier tué, les ouvriers ne manifestent pas. Pour manifester, il leur faut des concerts musicaux, des préfets, des questeurs qui se mettent à leur tête. .

⁂

Nos journaux ont commencé une agitation en faveur du camarade Camille di Sciullo, qui expie encore dans l'établissement pénal d'Alexandrie (Piémont) la peine de trois ans et dix jours de réclusion, parce que, en 1894, son périodique *Il Pensiero* exprima dans quelques lignes son opinion sur les faits de Lega et de Caserio.

Les *Temps Nouveaux*, en s'unissant à cette noble campagne, rappellent que le président du tribunal, M. Fraccacrele, qui condamna Di Sciullo cette fois-là et qui lui infligea trois ans de *domicilio coatto*, se trouve maintenant en prison pour viol d'une enfant de douze ans, fille d'un major des carabiniers à Rome. La femme de ce digne magistrat est la baronne Zambra de Chieti.

⁂

Dans les premiers jours de ce mois (mai), il y eut à Rome une manifestation de 1.600 ouvriers sans travail. Les travailleurs paraissaient décidés à obtenir ce qu'ils demandaient. Ils se révoltèrent contre la troupe qui les chargea à la baïonnette. Plusieurs collisions, plusieurs arrestations, panique générale.

Tout cela se termina par de vagues promesses du ministère des travaux publics qui suffirent à satisfaire les manifestants. Nous les félicitons d'autant plus, que jusqu'à présent ils se trouvent encore sans travail.

⁂

Le juge d'instruction du procès Acciarito ne veut pas se convaincre que celui-ci agit spontanément sans la complicité de qui que ce soit. L'assassinat de Frezzi ne lui suffit pas. Et la police romaine fait de son mieux pour le satisfaire. Elle va inventer un complot parce que deux enfants — suivant ce qu'elle en dit — qui, le jour de l'attentat, se trouvaient hors de la porte San Giovanni à récolter du chiendent, virent cinq individus derrière une haie faire le compte et indiquer ensuite un d'eux par ces mots : — C'est à toi.

Ce dernier escalada la haie, et les autres rentrèrent à Rome par la via Appia Nuova.

Ne semble-t-il pas lire les *Mystères de l'Anarchie* de l'éditeur Perino?

C'est pourquoi je laisse le reste à l'imagination de mon lecteur.

⁂

Les camarades Pieri, Recchioni, Faccetti et Agostinelli, d'Ancône, et les camarades Melinelli, Faina et Del Bravo, de Rome, ont été renvoyés au *domicilio coatto*. Cette mesure contre les quatre premiers fut prise dans le but de supprimer l'*Agitazione*. Et cela pendant que le marquis Starabba crie en pleine Chambre qu'il n'y a plus de *coatti politici* aux îles!

Le numéro unique *Agitatori* d'Ancône, le numéro unique *Primo Maggio* de Chioggia et le numéro 9 du *Nuovo Verbo* ont été saisis.

Ce dernier a suspendu sa publication vu l'impossibilité de se procurer un gérant. La police de Parme persécute avec acharnement l'ancien gérant. Pourtant les camarades de Parme feront paraître prochainement le numéro unique *Lo Scamiciato* (*Le Sans-Chemise*).

L'*Agitazione* et l'*Avvenire sociale* paraissent régulièrement.

Roberto d'Angiò.

Angleterre.

La Grande Famille anglaise. — Voici deux faits, l'un de nature à réjouir tout ennemi du militarisme et l'autre jetant la consternation dans les sphères gouvernementales.

L'armée anglaise ne se recrute que par engagements soi-disant volontaires. Il ne suffit que de remplir certaines conditions : âge, taille, tour de poitrine. Dans les dernières années, la valeur des recrues a été constamment décroissante; on ne prend plus à l'appât de l'uniforme et du pain quotidien que des jeunes gens à la limite d'âge (seize ans) et chaque année le nombre de ceux qui sont déclarés impropres au service après un essai de quelques mois va croissant. Je ne parle pas des suicides, désertions, condamnations, etc.

Et avec tout cela, on ne trouve plus les vingt mille jeunes soldats dont on a annuellement besoin; on vient d'être obligé d'abaisser la taille minimum d'un centimètre environ.

Les militaires déclarent qu'il faudra en venir à la conscription générale; les politiciens disent que c'est impossible en Angleterre. Laissons-les se disputer et réjouissons-nous.

⁂

L'autre fait est relatif à l'état sanitaire de l'armée anglaise aux Indes. La syphilis est un mal commun dans les armées. En Europe et au Japon, la portion de l'effectif qui passe annuellement à l'hôpital pour affection vénérienne oscille entre trois et cinq pour cent, l'armée allemande étant la moins contaminée. Vient ensuite la petite armée fédérale des Etats-Unis avec sept et demi pour cent. Mais l'armée anglaise des Indes est autrement bien partagée. Dans les dix dernières années, le mal a fait des ravages de plus en plus grands; enfin, *pendant l'année 1896, plus de la moitié de l'effectif* (cinquante-quatre pour cent, soit quarante mille hommes sur les 75.000 Européens de l'armée des Indes) *a passé par l'hôpital pour affection vénérienne*. A côté de cela, la portion indoue de l'armée est presque indemne. Quinze mille soldats rentrent annuellement en Angleterre et dans quel état! Que de bonheur ils apportent à leurs foyers! Si un ou deux pour cent ne sont pas contaminés, c'est qu'un grand nombre de soldats ont fait de fréquents séjours à l'hôpital.

Songez à l'émotion qu'a pu causer cette révélation dans un pays qui se croit le plus moral du monde, le seul où la Bible et la Vraie Religion servent de base à l'éducation.

On va « prendre des mesures », mais on reconnaît déjà ou bien qu'elles seront insuffisantes ou bien despotiques et arbitraires. Une certaine portion du contingent est formée de soldats mariés à des Européennes : on se demande comment on se conduira à leur égard, si on décrète la visite sani-

taire obligatoire des femmes qui avoisinent les casernes.

Voilà un des fruits pratiques du militarisme et de l'expansion coloniale.

Quelque ami pourrait-il nous donner le chiffre de syphilitisme pour l'armée française en Algérie, Madagascar et autres lieux ?

G. G.

Suisse.

L'ignominie de certains juges français soulève en Suisse une indignation louable. Nos magistrats, déclare la presse helvétique, ne recourent JAMAIS aux artifices et aux mensonges dont usent trop souvent les juges d'instruction français. Ceux qui connaissent les aventures de certain procureur sourient et personne n'a oublié le démenti que s'attira le substitut Maunoir pour avoir mêlé le député Héritier (1), ex-anarchiste, de la rédaction du *Peuple*, à l'affaire de la *Cravache*. Mais plutôt que de remuer la boue magistrale, reproduisons quelques-uns des arrêts de cette justice supérieure aux autres et notant l'appréciation de ses admirateurs.

Un journal a rappelé l'affaire du franc-maçon Decor, que le parquet a laissé filer emportant 20.000 francs à la caisse de l'Instruction publique de Genève. Il avait juste autant d'amis, ce qui lui faisait dire en prenant le train savoyard : « A quoi bon m'enfuir ? personne n'ose m'arrêter. »

Même répugnance de la part du nommé Jaquemot Amieu, député candidat au Conseil national, professeur des universités de Genève et de Lausanne, fils d'un ministre évangélique, rédacteur politique au *Genevois* (libéral), collaborateur du *Carillon* (réactionnaire), richement apparenté à l'aristocratie qui s'empiffrait à sa table, familialement lié aux pseudo-radicaux qui lui sablaient son vin et — selon le *Journal de Genève* — mieux encore. La justice boita pendant des mois avant de le poursuivre, et, le jour même où il allait être coffré, un article de l'organe des aristocrates l'en avisa. Un faux très habile lui avait permis d'enlever 420.000 francs à la Banque Vaudoise. Tandis que Decor n'est qu'un bon garçon, excellent employé, M. Jaquemot est « un malheureux qui mérite la pitié plus que le blâme ». Les journaux suisses réservent les qualificatifs grossiers et méprisants et les sévères condamnations pour les jardiniers français et autres étrangers non protestants.

Les naufrageurs sont acquittés, les voleurs de Mont-de-Piété laissés en liberté, les caissiers infidèles et les faussaires passent tranquillement la frontière, quand ils la passent. Mais qu'un pauvre diable de jardinier français dérobe 40 centimes, vite sept mois de prison et douze ans d'expulsion pour débarrasser le pays de ce « gredin ».

A l'instigation d'un mouchard délégué par la police, trois jeunes affamés essaient vainement d'entrer dans les cuisines populaires. Pincés par ceux qui provoquèrent ce vol et dont la Cour admet le témoignage, les victimes attrapent quatre mois de prison. Quatre pauvres diables ont exploré les greniers et pris quelques hardes dont ils tirèrent quelques pièces de quarante sous. Ils avouent et il est prouvé qu'ils ont cédé à l'entraînement et au besoin. Ci : 15 mois de prison sans conditions, tandis qu'un homme d'église, grassement salarié, vole trente mille francs aux pauvres sans être obligé de subir sa peine d'égale durée.

Plus fort encore. Au tribunal correctionnel de Bâle, le procureur général requiert l'emprisonnement d'un prévenu contre lequel aucune plainte n'a été déposée et qui nie les coups dont la Justice (!) l'accuse. Ni témoin, ni plaignant, ni coupable. Le tribunal finit par se moquer du sinistre procureur.

Dans une de ces usines hygiéniques exploitées par des syndicats d'agioteurs, un Bulgare hypocondriaque et sans fortune voit le prix de sa pension brutalement augmenté. Il proteste et réclame l'ancien prix. L'auteur de cette mesure inique est le médecin Burnier qui se trouve être le principal intéressé du syndicat. Sans tenir compte de l'état maladif ni des difficultés matérielles du pauvre Bulgare, ce Burnier l'envoie promener, avec cette mauvaiseté austère du protestant vaudois. En même temps il donne à son esclave d'hôtelier des ordres tels que le malade se voit chassé après les affronts les plus immérités. Avant de quitter Leysius, le candide Bulgare tente un appel à l'humanité du docteur Burnier qui lui répond de telle sorte que ce détraqué perd la tête et le tue. La bête féroce n'est pas celui que pensait le tribunal qui, pour empêcher l'acquittement de l'affolé, a refusé de poser aux jurés la question relative à la « violente provocation ».

(1) Voir le *Révolté*, 3e année, n° 3 (Discours Héritier, 18 mars 1881).

Certes la magistrature française est, de par son existence même, un cloaque nauséabond, mais du moins il existe une presse française qui a le courage de cravacher les conseillers d'État incapables, menteurs ou immoraux, le procureur général obscène, les substituts calomniateurs et noceurs, les juges d'instruction ivrognes aux gages d'une coterie, les avocats-journalistes qui plaident pour leurs saletés anonymes contre leur victime même, une presse enfin qui ne s'efforce pas de dissimuler le nom des coquins du pays tandis qu'elle étale lâchement l'état civil des étrangers. Et vainement nous chercherions en Suisse le bourgeois influent qui aurait, comme Francisque Sarcey, le courage de gifler la magistrature du monde entier en ces termes définitifs :

« L'insolente impudence de nos magistrats, foulant aux pieds sans ombre de vergogne, — dérobant l'infamie de leurs arrêts derrière l'anonymat des formules judiciaires, — le bon sens, la bonne foi, l'équité et même la loi, cette loi qu'ils sont chargés d'appliquer et de faire respecter ; leur assurance tranquille en rendant des sentences dont se révoltait la conscience humaine, et dont leur impassible face eût dû rougir la première ; tant de preuves que j'ai eues, et des preuves irréfragables, de leur abominable esprit d'injustice ou de leur outrecuidante sottise, m'ont mis au cœur une haine inextinguible, la seule peut-être que j'aie sentie de ma vie. Cette exécration m'est si bien entrée dans les veines qu'aujourd'hui même, quand par hasard je rencontre un magistrat dans le monde et lui suis présenté, j'ai besoin de faire effort sur moi-même pour apaiser le tumulte du sang qui me siffle aux oreilles... Je suis convaincu qu'en revêtant la robe, la plupart dépouillent honneur, justice et probité. »

La vérité est qu'en matière de justice, la Suisse n'a rien à envier à la France. L'affaire du savant photographe Chevalley contre la maison Thévaud, commanditée par le député Chauffat, celle du notaire Héridier contre le Conseil d'État de Genève, ont montré ce que valent les jugements du Tribunal fédéral dont l'étroitesse et le rigorisme sont contraires à l'esprit de la loi ou à la vraie justice. Non seulement l'Office des poursuites peut priver un malheureux failli de la liberté de communiquer avec ses semblables, et pratiquer la violation systématique du secret des lettres les plus intimes, mais encore il n'existe aucune loi permettant aux particuliers de demander compte au gouvernement des actes qui les lèsent dans leurs droits.

LAVENTIE.

République argentine.

PARANA. — Pays jeune, possédant par lui-même presque tous les avantages : climat admirable, terre fertile, facilité de la vie et avec cela un courant d'immigration qui, s'il a été ralenti, ne demanderait pas mieux que de revenir, vu la situation déplorable de l'Europe.

Je vous ai dit dans ma dernière lettre que le pays se dépeuplait, que le colon de la campagne quittait la terre pour venir habiter les petites villes où l'on croit trouver plus de ressources, et ceux des villes, à leur tour, se rapprochent des deux grands centres, Rosario ou Buenos-Ayres. Ils ne peuvent aller plus loin ; car il coûte plus cher de retourner en Europe que de venir ici. Depuis, la situation du travailleur va toujours en s'aggravant, non seulement à cause de la baisse des salaires, mais par le manque absolu d'occupation.

La faute en est d'abord au gouvernement et aux politicailleurs qui, après tout, ne sont guère différents de ceux des autres pays soit d'Europe, soit ailleurs. Mais avec cette aggravation cependant qu'ici le peuple n'existe pas encore (comme idée ou opinion), qu'il y a très peu de journaux, que le peuple ne lit pas et que ces journaux, soit de l'opposition, soit étrangers, sont d'une nullité ou d'une malpropreté révoltante. Quant à l'immigrant, c'est lui qui forme la majorité dans les villes et qui est le seul qui ait produit quelques cultures dans les campagnes. Mais malheureusement il ne possède aucun esprit de solidarité. La raison en est peut-être d'abord dans la diversité de pays de ces immigrants, et dans l'esprit de chauvinisme que presque tous possèdent et qui est encore entretenu ici par les journaux étrangers, mais principalement dans le mensonge dont on les berce en leur faisant croire à une fortune rapide, en leur montrant en exemple plusieurs de leurs compatriotes qui sont venus ici comme eux avec rien et qui aujourd'hui sont riches, dit-on, et peut-être aussi dans l'observation de la grande facilité de celui qui est un peu fripon de prospérer ici et d'y être considéré, s'il a réussi.

Ainsi chacun, au lieu de voir en son voisin un aide, ne voit qu'un ennemi et se trouve par là à la merci de l'autorité qui a toute facilité de le pressurer à merci.

La situation du colon a encore été aggravée par l'invasion de la sauterelle qui vient périodiquement depuis sept ans et qui, l'année dernière, a presque tout dévoré ; plus la quantité innombrable des fourmis et encore la sécheresse.

Cette année, le désastre a été si grand que le gouvernement fédéral s'est ému et a voté des subsides en grains pour pouvoir ensemencer.

Mais on a chargé les gouverneurs de provinces de faire cette répartition : ils en dévoreront la plus grosse part, et ne prêtent qu'à ceux qui ont des terres en garantie. Les autres colons qui ne possèdent ni garantie ni semences affluent à la ville voisine et cherchent une occupation, mais ils ne trouvent absolument rien à faire, même pour la nourriture seulement.

Tous les journaux étrangers le savent ; cependant aucun ne proteste contre la responsabilité que le gouvernement encourt, en faisant venir encore d'Europe des familles d'immigrants, qui, ceux-là, sont presque sûrs de mourir de misère. A leur arrivée ici, à Parana, et dans les autres provinces, on place ces immigrants avec leur famille dans une petite auberge qui doit les nourrir huit jours à raison de 60 centavos par jour au compte de l'Immigration ; passé ce terme, on les met à la porte. C'est à eux de se trouver du travail si on n'est pas venu leur en offrir, quand ceux qui sont du pays, qui ont des relations et qui connaissent la langue n'en trouvent pas ; vous pensez comme cela leur est facile !

Tout ce que le gouvernement a fait de plus, c'est d'envoyer ici à chaque habitant une circulaire en lui offrant de prendre ces immigrants pour n'importe quel travail ou comme domestiques. La raison en est que le gouvernement croit de bonne politique de faire croire à la prospérité de l'Argentine à l'étranger, pour tâcher de contracter de nouveaux emprunts.

Quant à l'industrie, sauf à Buenos-Ayres, elle n'existe presque pas. Le prix des patentes et des impositions de toutes sortes, la cherté des transports, le manque de débouchés et l'insécurité dans laquelle nous vivons ici par suite des bruits de révolution en sont les causes.

Les révolutions ici sont à l'état permanent et sont assez particulières. Ainsi, dans l'Entre-Rios, depuis deux ans, nous avons eu en même temps deux gouvernements, deux chambres des députés, et deux municipalités (le peuple ne se mêle de rien). Le vice-gouverneur était en guerre avec le gouverneur, il avait avec lui une partie de la Chambre des députés, qui se réunissait à part, et qui défaisait ce que l'autre faisait. Elles ont fini par demander au gouvernement national de Buenos-Ayres d'intervenir. Le gouverneur a acheté l'un après l'autre les députés. Puis, à un moment donné, il a fait le procès du sous-gouverneur, qui a été déclaré coupable à l'unanimité par les mêmes chambres et expulsé. Ce gouverneur et son adversaire appartenaient cependant au même parti politique.

Pour la municipalité, le jour de l'élection, le gouvernement, voyant qu'il n'aurait pas la majorité, a fait fermer le lieu du vote et a renvoyé les élections à plus tard.

L'opposition est partie dans un autre local, a nommé à l'unanimité son intendant et ses conseillers municipaux. Puis, une belle nuit, elle s'est emparée par la force de la municipalité. Mais là encore l'affaire s'est arrangée et on a remis les élections à un mois. Puis, le jour du vote, le gouvernement a fait venir de force, de vingt lieues à la ronde, tous les habitants de la campagne menés par les commissaires et par ce moyen a obtenu la majorité.

Tout cela est considéré ici comme très correct et ce qui se passe dans les autres provinces est encore pire. On cherche aussi à faire de l'Argentine un pays militaire, et l'année dernière ainsi que cette année on a appelé tous les conscrits de vingt ans pour faire un exercice de deux mois. Mais je ne crois pas que l'on continue, car le caractère des Argentins ne s'adapte guère à la discipline militaire.

⁂

Le licenciement des gardes nationaux qui fai-

saient leurs exercices militaires de 60 jours a eu lieu. Il se trouvait un campement de 4.000 hommes à deux lieues de Parana comprenant les jeunes conscrits d'Entre-Rios, de Santa-Fé et de Corrientes.

L'ordre de l'état-major de Buenos-Ayres était de rendre les armes ainsi que les vêtements militaires, qui se composent d'un costume de toile blanche, sur le lieu même du licenciement.

Les officiers ont télégraphié qu'il était impossible de le faire, quant au vêtement, vu que, sur l'ordre même de l'état-major, ils avaient dû brûler tous les anciens vêtements des conscrits par mesure d'hygiène. On leur renvoya l'ordre d'obéir quand même.

La chose eut lieu. On fit entourer les conscrits par deux bataillons de l'armée avec fusil chargé. Les conscrits, après avoir rendu leur fusil, voulurent refuser de rendre le vêtement, car la plupart se trouvaient par cela complètement nus.

Les officiers, sortant leurs sabres, en donnèrent quelques coups de plat aux plus mutins et en firent mettre au cepo une douzaine. Les autres retournèrent au rang où le déshabillement se fit. Mais chaque conscrit déchirait exprès ses vêtements en les rendant. Des navires attendaient au campement les conscrits de Santa-Fé et Corrientes, qui durent s'embarquer dans cet équipage : les plus favorisés avaient un caleçon et un mouchoir de poche; et d'autres, le plus grand nombre, absolument rien. Les conscrits de Parana ont attendu la nuit, et une partie d'entre eux sont entrés dans cet équipage dans Parana. Autour du campement s'étaient installés quelques marchands dans des baraquements en planches pour vendre des habits aux conscrits. Ils ont été dévalisés de force sans que les officiers disent rien (ces marchands sont des « gringos » — étrangers).

A leur rentrée à Parana, l'impression de la population a été un peu vive.

Le gouvernement de la province n'avait rien fait quoiqu'il connût cette décision de l'état-major depuis huit jours. Il était occupé d'une grande fête patriotique que l'on donnera le 1er mai dans le palais du gouvernement aux officiers et notables de l'endroit et qui coûtera 40.000 piastres.

Alors la police a invité ces conscrits à venir à son local où on les a laissés deux jours sans nourriture et toujours dans cet équipage. Ceux qui avaient des parents ou des amis ici, ont fait réclamer des vêtements et ont pu retourner chez eux. Les autres attendent que des âmes charitables veulent bien s'occuper d'eux.

Les officiers supérieurs, vu l'impression pénible que toute la population a manifestée, se déchargent sur l'ordre de l'état-major et le maintien de la discipline. Cependant, tous ces officiers ont toujours fait plus de politique qu'autre chose et ils se sont toujours refusés à obéir à un ordre qui ne leur convenait pas, quand ils le jugeaient contraire à leur parti.

Cet ordre de licenciement s'est fait à la même époque et de la même manière dans toute l'Argentine. Il y avait quatre campements comprenant 22.000 conscrits.

Ce qui fit une diversion encore plus marquée ici à Parana, c'est qu'en même temps que l'arrivée de ces conscrits dans l'équipage dont je vous parle venait aussi un groupe composé d'une quarantaine d'étudiants en droit du collège d'Uruguay menés par leurs professeurs, invités par le gouvernement pour assister à la fête patriotique qui aura lieu ce soir.

L'impression dans la population a été très forte avant-hier, on en parlait encore un peu hier, demain on n'en parlera plus. Excepté peut-être parmi ceux qui ne seront pas invités à la fête par le gouvernement.

T.

Autriche-Bohême.

Le 1er mai a Prague. — Les anarchistes communistes, qui sont, à Prague, très exclusifs contre les partis démocratiques, ont aussi manifesté au 1er mai séparément. Le matin, à 9 heures, il y eut une conférence, où ont parlé les camarades Vilém Korber, Enèlz Korber et beaucoup d'autres. Après la conférence eut lieu une manifestation avec un drapeau noir, pendant qu'on chantait des chansons révolutionnaires.

La police intervint, mais elle fut repoussée à coups de bâton par les manifestants et le drapeau noir fut sauvé. Plusieurs manifestants ont été arrêtés pour avoir chanté des chansons anarchistes et pour rébellion.

A Mor-Ostrava a commencé à paraître un nouveau journal anarchiste, *Volnost* (*La Liberté*) avec la rédaction du camarade Fr. Novalz, ancien rédacteur du *Volné Listy*.

Lucius Catilina.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

La Pensée libre, cercle d'études philosophiques et sociales, chez Béra, 116, boulevard de Grenelle. — Samedi 12 juin, à 9 heures du soir, soirée familiale précédée d'une causerie sur *les Impulsifs et les Intellectuels*, par le camarade Jules Bard. Chants, poésies, récits.

Ligue d'enseignement libertaire. — Samedi 12 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Harmonie, 98, rue d'Angoulême, grande soirée familiale, au bénéfice de l'École libertaire, avec le concours des chansonniers et artistes montmartrois.

Conférence par le camarade Ferrière sur l'*Enseignement futur*.

Gennevilliers. — Les camarades se réunissent tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Leduc, au premier. Entrée libre.

Les journaux, livres et brochures sont mis à la disposition des camarades par le compagnon Marchand.

Lyon. — Les camarades en possession des volumes de la Bibliothèque de la *Jeunesse Nouvelle* sont priés de les rapporter au camarade A. D.

Les camarades du *Volné Listy*, Nerudova ulice, Vrsovice (Bohême-Autriche), se plaignent de l'isolement dans lequel ils sont laissés par tous les camarades des autres pays. Ils voudraient que les journaux anarchistes leur fissent l'échange et ils seraient heureux d'être au courant des publications de brochures et de livres pouvant intéresser la propagande et que les moyens restreints dont ils disposent ne leur permettent pas d'acheter.

BIBLIOGRAPHIE

Misère et Mortalité, brochure du groupe des Étudiants S. R. I., et la deuxième édition de *Pourquoi nous sommes internationalistes*, prix 0 fr. 15, franco 0 fr. 20, aux bureaux des *Temps Nouveaux*.

Vainqueurs et vaincus du métier militaire, par G. Bayard, 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Poèmes fabuleux, par Henri Rouger, 1 vol. de vers, 3 fr., chez Lemerre, 23, passage Choiseul.

Les Courtes joies, poésies par Julien Sermet, 3 fr., chez Joubert, 25, rue d'Hauteville.

A lire :

Le Camp de la mort, par F. Sarcey, 30 mai.

Le Socialisme en France, par G. Clémenceau, *Justice* des 26, 27 et 28 mai.

Le Révolutionnaire, par Retté, *Plume* du 1er juin.

Le Fardeau de la liberté, par Tristan Bernard, numéro de la *Revue Blanche* du 1er juin.

AUX CAMARADES

Ayant trouvé dans les soldes quelques ouvrages qui, à un titre ou à un autre, peuvent intéresser ceux qui lisent, voici la liste de ce que nous pouvons leur faire tenir :

Bas les cœurs! par G. Darien........ 2 »
Pamphile et Julius, par L. Tolstoï........ 1 50
Que faire? par L. Tolstoï........ 1 50
Ce qu'il faut faire, par L. Tolstoï........ 1 50
Le Travail, par L. Tolstoï........ 1 50
L'argent et le travail, par L. Tolstoï........ 1 50
Le Grand Trimard, par Zo d'Axa........ 1 50
La Russie politique et sociale, par Tikhomirow. 1 50
Conspirateurs et policiers, par Tikhomirow.... 1 50
Au palais, par F. Dumas........ 1 50
Fabrique de pions, par Z. Raganasse........ 1 »
France politique et sociale, 2 vol., par Hamon 2 50
Shelley, sa vie, son œuvre........ 2 »

De tous ces volumes il a paru des extraits dans notre supplément littéraire.

Ames solitaires (trad. Cohen)........ 1 50
Chariot de terre cuite, par Barrucand........ 1 50
Au delà des forces (1re partie), par Bjornson. 1 50
Le Secret de Fourmies, par E. Drumont...... 1 25
Le Récif de corail (vol. de 8 fr.), par Darwin.. 3 »

Tous ces volumes vendus en solde sont neufs.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine* . . . » 15
Un siècle d'attente — . . . » 15
Aux jeunes gens — . . . » 15
La Grande Révolution — . . . » 15
Les Temps Nouveaux — . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*. » 30
Déclarations d'Etiévant. . . . . . » 15
L'Anarchie, *par Reclus*. . . . . » 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*. » 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*. » 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*. . . . . 1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*. . . . . . . » 70

Brochures éditées par l'*Art Social* :

L'Art et la Révolte, *par F. Pelloutier*. » 15
L'Organisation corporative et l'Anarchie, *par F. Pelloutier* . . . . . » 15
L'Ecrivain et l'Art social, *par Bernard Lazare* . . . . » 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert* . . » 20

Brochures éditées par le groupe des *E. S. R. I.* :

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres . . . . » 15
Réformes et Révolution . . . . . » 20
L'Individu et le Communisme . . . » 20
Comment l'Etat enseigne la morale. . 1 80
Misère et Mortalité. . . . . . . » 20
Pourquoi nous sommes internationalistes . . . . » 20

Brochure éditée par le *Père Peinard* :

Variations guesdistes. . . . . . . » 15

PETITE CORRESPONDANCE

Les camarades qui pourraient disposer d'un ou plusieurs exemplaires du *Darwinisme social*, d'Emile Gautier, ouvrage épuisé en librairie, sont priés de s'entendre avec le camarade F. Pelloutier, à la *Librairie ouvrière*, rue des Deux-Ponts, 11, à Paris.

C. F., à Milan. — Bien vu le camarade, mais ne sais ce qu'il est devenu depuis.

J. N., à Vigo. — L'abonnement est terminé depuis fin mai.

Un irréductible. — Merci, je me renseignerai, mais je crains qu'il soit porté sur le catalogue et n'y soit pas.

R., à Roanne. — Reçu. Merci. Passera prochain numéro.

G., à Reims. — *L'Homme mourant* remplace *La Misère*.

Reçu pour les familles des détenus : B., 2 fr.

Reçu pour l'*Ecole libertaire* : L., au Mans, 0 fr. 25. — Liste par V. P. : Une mère de famille qui hait la famille juridique, 0 fr. 50; Deux ouvrières que le travail n'a pas encore abruties, 0 fr. 50; Sept typos, 4 fr. 35. En tout : 5 fr. 35. — Gj., 10 fr. — X., 5 fr. — Apt : Un révolté, 1 fr.; Albert Estelle, 1 fr.; Paul Lamy, 1 fr. En tout, 3 fr. — Un Rémois, 1 fr. — M. S., Levallois-Perret, 1 fr. — B., 1 fr. — En tout : 27 fr. 60. — Listes précédentes : 17 fr. 25. — Total général : 44 fr. 85.

Reçu pour le journal : V. P., 1 fr. — Gj, 5 fr. — A. D., à San Francisco, 22 fr. 65. — A. F., 2 fr.; Jean Misère, 20 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — A. H., à Ougrée, 6 fr. — L. J., rue J. de B., 5 fr. — Sanfrâse, 15 fr. — Un Rémois, 2 fr. — Une personne qui craint d'avoir fait une erreur, 0 fr. 60. — M. S., Levallois-Perret, 1 fr. 10. — Un irréductible, 0 fr. 85. — B., 2 fr. — Francis par P. Delesalle à la conférence Faure, 5 fr. — B., à Marseille, 1 fr. 05. — Merci à tous.

M. P., à Millau. — C., à Marseille. — P., à Jemmeppe. — H., à Vienne. — S., à Roubaix. — G., à Domarain. — N., à Perpignan. — P., rue J. — P., à Brieulle; H., à Saint-Nazaire; P., à Lille; B., à Reims (par le *P.P.*). — J., à Montpellier. — P., à La Chapelle. — M., à Perpignan. — F., à Amiens. — P. G., à Reims. — V., à Marseille. — G., à Grenoble. — D. D., à Lyon. — S., à Dobritch. — S. P., à Bordeaux. — D., à Bruxelles. — P., à Davos-Platz. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 8 — DIX CENTIMES — DU 19 AU 25 JUIN 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

SOLIDARITÉ

Chers compagnons des *Temps Nouveaux*, salut!

La bourgeoisie espagnole est une hyène insatiable. Non satisfaite d'avoir martyrisé ceux que, par pur caprice ou insinuation policière, elle a voulu considérer comme auteurs et complices de l'attentat de la rue de Cambios, elle assassina cinq innocents et condamna au bagne d'autres non moins innocents.

Pour comble d'injustice, comme si la misère et les peines souffertes par nos familles ne suffisaient pas pour ajouter encore aux souffrances endurées au cours de notre longue captivité, ils chassent du royaume ceux qui n'ont même pas été inculpés dans le procès, nous expulsant parce qu'anarchistes de cette Espagne maudite, empire de barbarie et de fanatisme.

Pour la plupart, nous serons transportés en France, et, comme vous le supposez, dans quelles conditions! Sans un centime, anémiés, affaiblis, avec cette incertitude qui nous serre le cœur, de ne pouvoir trouver les moyens nécessaires de gagner notre vie.

Nous vous demandons, chers compagnons, d'appeler à notre secours, par la voie des *Temps Nouveaux*, tous les camarades qui pourraient nous aider à trouver un abri provisoire et du travail, surtout ceux qui résident près de la frontière espagnole, à Port-Bou, Cerbère, Perpignan, Marseille, Cette, etc., etc.

Dans la certitude que vous reproduirez notre appel désespéré dans les colonnes de votre journal, nous vous remercions en attendant que nous puissions vous serrer fraternellement la main, au cri de :

Vive l'Anarchie!

Les détenus de Barcelone.

Prison de Barcelone, 11 juin 1897.

Camarades,

L'appel que vous venez de lire se passe de commentaires. Notre devoir est tout tracé, et nous devons à nos camarades d'Espagne de leur venir en aide. En l'absence d'un comité organisé, le *Groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes* se charge de recueillir les souscriptions et de les faire parvenir aux exilés. Il compte sur la bonne volonté des camarades et il espère que les divers groupements feront la propagande la plus active en faveur de cette œuvre de solidarité internationale.

Adresser les communications et les fonds au camarade L. Rémy, 75, rue de Buffon, Paris.

N. B. — Des listes de souscription sont à la disposition de ceux qui en feront la demande.

Voici la liste de ce qui a déjà été récolté entre quelques amis : P. F., 5 fr.; Tiana, 0 fr. 50; J. M., 10 fr.; V. R., 5 fr.; A. A., 2 fr.; S. P., 2 fr.; G., 0 fr. 50; Wlad., 5 fr. En tout, 30 fr. — Ter., 1 fr.; à ce jour, 31 fr.

Merci à notre confrère Clémenceau qui, dans la *Justice* de mardi, a inséré l'appel de nos amis de Barcelone.

SOCIALISME ET ANARCHIE (1)

(*Suite et fin*)

II

Cette déclaration faite, je reprends donc mon raisonnement :

M. Jaurès pourrait me répliquer : « que c'est nous qui, en avouant n'espérer que du temps la réalisation complète de notre idéal, tenons le rôle du charlatan qui comptait sur la mort des intéressés pour être dégagé de sa promesse! »

La marche des faits, l'évolution des idées, n'étant que le résultat d'une progression lente et continue, nous constatons ce qui est, sans nous illusionner ni vouloir illusionner personne.

Ce sont les socialistes qui trompent — en se trompant eux-mêmes — ceux qu'ils enrégimentent, en leur faisant espérer des améliorations qui sont indépendantes du régime parlementaire.

Les anarchistes l'ont démontré, les réformes préconisées par les radicaux, par les socialistes, par tous ceux qui, sans en rechercher les causes, espèrent empêcher les mauvais effets de l'état social actuel, sont impuissantes à rien empêcher; heureux encore quand, à l'encontre des intentions de leurs promoteurs, elles ne se transforment pas en nouveaux moyens d'exploitation!

Or, quoi qu'ils disent, quoi qu'ils fassent, les socialistes sont pris dans l'illogisme de leur tactique :

Révolutionnaires, ils l'affirment, ils sont entraînés à user des moyens légaux et parlementaires, à se servir de ce qu'ils devraient avoir pour objectif de détruire!

Ils reconnaissent que, pour être efficace, tout changement apporté à la société capitaliste doit porter sur son essence même, et ils inscrivent sur leurs programmes électoraux des réformes qui ne portent que sur la forme de l'exploitation et non sur l'exploitation elle-même. Réformes auxquelles ils sont bien forcés d'attribuer quelques qualités pour en justifier la présence sur leur programme, et que l'imagination de leurs électeurs, aidée de leurs promesses, arrive à croire plus efficaces encore.

En attendant la révolution, ils usent les forces, la patience des masses, à toujours demander, à ne jamais rien obtenir. Quelques-uns arrivent à être députés, pour oublier leur programme en quelque coin du Parlement; les générations passent, et les travailleurs attendent toujours la réalisation des promesses. Le personnage de la fable avait raison de compter sur la mort pour le débarrasser de sa promesse.

Les anarchistes, eux, ne promettent rien aux individus. Ayant constaté les maux dont tout le monde souffre dans et de par l'organisation actuelle, ils disent : Voilà d'où vient votre souffrance, voilà ce qu'il faut détruire pour en supprimer les causes, n'écoutez pas ceux qui vous promettent de travailler pour vous à leur destruction.

Ces causes tiennent à vos façons de penser, d'agir, c'est d'abord sur vous-mêmes que doit porter la transformation désirée; travaillez donc à vous transformer individuellement, vous changerez ainsi le milieu dans lequel vous vivez. En agissant de la sorte, vous n'arriverez peut-être pas à réaliser immédiatement et complètement le nouvel état social, la marche des idées étant très lente, mais vous en aurez activé l'évolution, et s'il y a des progrès de réalisables, vous les réaliserez, puisque cela ne dépendra que de vous.

***

Or les socialistes, eux, veulent bien émanciper les individus, mais ils les trouvent trop bêtes pour qu'ils puissent y arriver d'eux-mêmes. Alors, au lieu de leur prêcher l'action continue de la reconquête de leur personnalité, ils s'acharnent à les traiter en bétail gouvernemental, à les amuser avec des promesses, avec des espérances sur un *Deus ex machina* du suffrage universel, ils leur font espérer une majorité parlementaire, majorité qui ne peut être que l'expression de ces mêmes électeurs trouvés trop ignorants pour s'affranchir eux-mêmes!

Et ils nous affirment qu'eux, aussi, veulent la révolution!

Mais quelle révolution espèrent-ils faire avec des éléments qui ne savent qu'obéir?

Convaincus que l'on ne saurait affranchir des hommes assez peu amoureux de leur liberté pour ne pas savoir la conquérir d'eux-mêmes, les anarchistes trouvent que c'est là la véritable utopie. C'est à réveiller les initiatives, c'est à susciter chez tous le désir ardent de s'émanciper, qu'ils se consacrent; c'est à leur souffler l'esprit d'initiative et de volonté qu'ils consacrent leurs forces.

Convaincus que la révolution ne sera efficace que lorsqu'elle sera accomplie par des individus conscients de leur dignité, connaissant toutes leurs virtualités, décidés à ne plus supporter aucune entrave, les anarchistes dédaignent les troupeaux de moutons pour amener chaque individu à étudier lui-même les faits qui l'intéressent, à savoir se rendre compte de ce qu'il est, de ce que sont les autres, à l'éclairer sur la

(1) Voir le numéro 7.

place qu'il tient dans la nature et dans l'état social.

Convaincus que les réformes sont inefficaces, le démontrant par l'étude des faits qui se passent journellement sous les yeux de tous, les anarchistes ne veulent pas user inutilement leurs forces dans de stériles luttes électorales, ils se refusent à laisser amoindrir leur idéal en vue de compensations mensongères.

⁂

Les chasseurs de Fenimore Cooper affirment que je ne sais plus quel animal, chassé pour sa queue, se mutilerait lui-même de cet appendice lorsqu'il se voit traqué de trop près. Les socialistes qui taillent eux-mêmes dans leurs *desiderata*, faisant ainsi la part de ce qui est ou n'est pas réalisable, ressemblent fort à cet animal, avec cette différence que c'est eux qui devraient faire la guerre et réclamer beaucoup, quittes à n'obtenir que peu.

Si ce qu'ils présentent ensuite comme réalisable était accepté par la société bourgeoise, cela ne voudrait pas dire qu'il y aurait un grand pas de fait, mais enfin on comprendrait à la rigueur cette tactique.

Mais, loin de là; d'autres, et ce sont les plus nombreux, trouvent ce minimum « réalisable » encore trop « irréalisable », et ils taillent, rognent dans ce qui a déjà été taillé et rogné. Alors que sont si nombreux ceux auxquels plaît cette besogne d'élagage dans les aspirations humaines, il nous semble qu'il serait plus logique de corser nos réclamations puisque, justement, à cause de cette ignorance dont se plaignent les socialistes, elles seront soumises à la castration par ceux qui ne voient pas plus loin que l'état présent. Nous aurions de bon ce qui échapperait à leurs coups de ciseaux.

Tandis qu'en rognant dans nos aspirations de liberté et d'émancipation, sous prétexte qu'il n'est pas encore l'heure de les appliquer, nous ressemblons à l'enfant qui s'amuse à gonfler de jolies bulles de savon pour avoir ensuite le plaisir de les écraser dans ses doigts.

Une idée ne s'impose qu'à force de s'affirmer. Si, avant toute chose, vous déclarez que ce que vous demandez est irréalisable, comment voulez-vous grouper, autour de cet idéal, des individus résolus à le conquérir?

Nous affirmons, nous, que l'idéal anarchiste est réalisable, et qu'il ne sera réalisable que si les individus veulent se donner la peine de travailler à sa réalisation, que s'ils savent agir par eux-mêmes, sans attendre que cela leur vienne du ciel parlementaire.

Si d'aucuns, rétrogrades, veulent tailler, rogner dans ce programme, sous prétexte de réalisation immédiate, nous laissons à l'expérience le soin de les désillusionner; nous autres nous marchons vers le but entrevu, avec la conviction que s'il ne nous est pas donné de l'atteindre, nous aurons travaillé à sa réalisation future, que nous aurons déblayé la route et facilité la marche de ceux qui viendront après nous.

Nous aurons obtenu des avantages positifs puisque nous aurons avancé la réalisation; nous aurons fait œuvre virile, aidé à l'évolution; tandis que vous, en élaguant dans les désirs humains ce qui vous semble irréalisable, vous ne faites en somme — que vous rogniez plus ou moins — que ce que font les conservateurs.

⁂

Et, sachez-le, plus que le bulletin de vote, plus que toutes les intrigues parlementaires, cette propagande-là est de la propagande active; car elle a pour effet de mettre journellement les individus en lutte avec la société bourgeoise, en leur enseignant de ne pas attendre qu'une loi le leur permette pour agir selon leurs aspirations.

Hé non! nous ne voulons pas attendre sous l'orme, fût-il parlementaire, la venue de la révolution. En cherchant à faire le vide autour de la machinerie politique, c'est justement pour ne pas abdiquer notre droit d'agir nous-mêmes, pour réserver notre liberté d'action, que nous repoussons toute compromission avec l'ordre de choses actuel.

Loin d'être passive, notre abstention est une lutte de tous les instants, en tous sens, en tous lieux, en tous temps.

Aux individus que vous voulez enrégimenter, vous dites : Envoyez-nous à la Chambre faire des lois en votre faveur!

A ceux que nous voulons forcer à penser, nous disons après leur avoir exposé les faits : Puisque vous n'avez rien à espérer de personne, lorsqu'une chose vous semble mauvaise, agissez pour *la détruire*, faites le vide autour d'elle, résistez-lui dans la mesure de vos forces, faites-lui la guerre jusqu'à ce qu'elle croule. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Lorsque, au contraire, une idée vous paraît bonne, conformez-y votre conduite, résistez à ceux qui veulent vous empêcher d'agir; n'attendez jamais du bon plaisir de vos maîtres l'autorisation de conformer vos actes à votre pensée. Ne chargez jamais personne d'aller légiférer sur ce que vous devez faire.

Si la force du pouvoir vous écrase aujourd'hui; si, malgré tout, l'autorité vous entrave dans votre évolution, vous avez toujours une certaine marge pour résister; que la progression de vos actes, dans votre entourage, dans votre milieu, infiltre peu à peu l'idée, jusqu'à ce qu'elle arrive à faire éclater le cercle qui vous enserre.

⁂

Et alors, comparant votre propagande et la nôtre, nous pouvons formuler cette conclusion :

Avec leur façon de procéder, les socialistes qui trouvent les individus trop ignorants pour savoir s'émanciper eux-mêmes, contribuent à les entretenir dans l'ignorance, en leur faisant espérer un changement social par un coup de majorité parlementaire. Ce n'est pas autour d'une idée qu'ils cherchent à les grouper, mais à les accrocher à la remorque d'individualités en qui ils les habituent à placer leur confiance.

En cherchant à élargir la conception des individus, en travaillant à susciter les initiatives, les énergies, les anarchistes contribuent à ce que chaque individu pense et agisse par lui-même.

Avec la propagande socialiste on peut arriver à grouper une force qui, « bien dirigée », peut aider, en effet, à accomplir un coup de main sur le pouvoir; mais qui, toujours inconsciente, reste esclave, et toujours prête à tendre le cou au joug qui s'impose.

Les anarchistes veulent des hommes libres. Ils ont conscience de les susciter.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Vieux tartufes! — Est-ce qu'ils ne vont pas bientôt nous ficher la paix, tous ces vieux roquentins retraités, avec leurs simagrées chattemitteuses, leur fausse bégueulerie hypocrite, leurs cafarderies de cagots déconfits, soi-disant scandalisés? Voyez-les, ces tartufes sadiques, à l'aspect de la moindre nudité, convulser leurs yeux avec componction et se voiler pudiquement la face de leurs doigts entr'ouverts — pour mieux voir! Tout, pour eux, est libidineux. Leur imagination surmenée, toujours en quête de polissonnerie à déguster dans le silence des cabinets, leur fait flairer partout quelque obscénité. Tout ce qui proémine, se dresse, fait saillie, met en éveil leur lubricité hyperesthésiée. C'est une hantise, un incessant cauchemar. Et, dans leur folie érotique, non contents de savourer leur luxure dans la solitude, ils appellent sur leurs visions lascives l'attention du monde entier et plus particulièrement des jeunes garçons et des petites filles qu'ils prétendent protéger.

Ces phallomanes sont en train d'élaborer une loi draconienne déjà adoptée, d'ailleurs, en première lecture au Sénat, et qui, si on l'applique rigoureusement, excommuniera un grand nombre des chefs-d'œuvre de notre littérature.

Rabelais, Molière, Flaubert et jusqu'à Alexandre Dumas devront être brûlés en place de Grève! On verra se renouveler des procès aussi grotesques que ceux intentés à *Madame Bovary* ou à la *Chanson des Gueux*.

Imbéciles! Ne voient-ils pas que c'est eux, ces déments, qui excitent à la pornographie avec leurs réticences, leurs feuilles de vigne, leurs prohibitions? Rien ne se vend mieux qu'un livre interdit. C'est en enveloppant de mystère certains actes naturels, en les entourant d'une triple muraille hérissée de culs de bouteille, qu'on les a revêtus de ce charme prestigieux qui, dans les légendes fabuleuses, poussait les chevaliers errants à l'assaut des palais enchantés. Au fond, l'attrait de la pornographie n'est que celui du fruit défendu. Vous l'avivez en multipliant vos restrictions, et c'est vous les vrais démoralisateurs. Quant aux auteurs pornographes, ces Alphonses d'un autre genre, ils ne relèvent que du mépris public.

⁂

Egalité. — Dimanche, les maçons grévistes de Lyon étaient allés à la gare pour recevoir des députés socialistes qui leur apportaient des secours pécuniaires recueillis par divers syndicats. A la sortie de la gare, les grévistes se sont formés en monôme pour accompagner les deux députés. La police a chargé et a occasionné une violente bagarre. Il est permis aux fils de bourgeois qui constituent la « brillante jeunesse des écoles » de faire des monômes, mais non aux fils des travailleurs.

⁂

Horrible attentat! — Ah! vous m'en voyez encore tout bouleversé. Notre cher, notre bien-aimé président — que toutes les Russies nous envient — a failli être la victime d'un épouvantable attentat! Dimanche, le jour du Grand Prix, en pleine réjouissance bourgeoise — et populaire, hélas! disons-le — une détonation s'est fait entendre sur son passage. Aussitôt grand émoi. On se rue, on se précipite, et sur le théâtre — théâtre comique — de l'attentat on a découvert à 25 mètres les restes d'un tube qui avait été rempli de poudre. Les premiers arrivés étaient des policiers que leur flair singulier avait par hasard amenés là. L'engin découvert, de l'importance à peu près d'une cartouche de carabine Flobert dépourvue de ses plombs, était accompagné d'un poignard et d'un pistolet soigneusement placés là, dans l'espoir sans doute qu'ils s'élanceraient sur le président et feraient tout seuls leur œuvre meurtrière. Bien que cette confiance dans l'initiative de ces instruments de destruction puisse paraître exagérée, on ne peut s'empêcher de frémir en pensant à ce qui serait arrivé si la police n'était survenue à temps pour empêcher ces régicides armes de perpétrer un crime terrifiant qui n'eût pas manqué de plonger le monde entier dans le deuil et la consternation!

⁂

La Police. — L'autre jour, comparaissait en police correctionnelle l'ouvrier Bouchardel, inculpé d'outrages aux agents et d'ivresse manifeste. Pendant que l'un des agents déposait, l'accusé ouvrit sa veste et montra une blessure que lui avait faite l'un des agents en lui donnant un violent coup de pied. Pour la forme, le tribunal feignit la surprise et promit de faire une enquête qui, comme beaucoup d'autres, se terminera par des félicitations à l'agent. En attendant, Bouchardel a été condamné à vingt-quatre heures de prison pour lui apprendre à se faire passer à tabac.

⁂

Initiative. — Les employés de magasin de Nice ont fait, l'autre dimanche, une manifestation pour obliger les patrons à fermer leurs magasins les jours fériés et à permettre ainsi à leurs ouvriers de se reposer un jour par semaine. Déjà plusieurs commerçants y avaient consenti. L'autre dimanche, les

employés ont tout simplement jeté dans la rue les marchandises de ceux d'entre eux qui avaient leurs magasins ouverts. A la suite de cette manifestation énergique, on annonce que les commerçants vont probablement céder.

Il y a quelques mois, nous signalions un fait analogue qui s'était passé à Bordeaux et qui s'était terminé par la victoire des employés.

Nous avions donc raison d'affirmer que c'était perdre son temps que de solliciter auprès des pouvoirs publics, mais que deux grammes d'énergie et d'initiative valent mieux que toutes les pétitions du monde.

André Girard.

* *
*

Roanne. — La situation économique à Roanne est excessivement mauvaise. L'industrie dominante, le tissage mécanique du coton, chôme dans une proportion sans pareille jusqu'ici. Sur 22 usines employant 6.836 ouvriers — non compris les annexes du tissage, telles que teintures, apprêts — il y en a 4 qui font le même nombre d'heures habituel, 61 heures par semaine; 10 usines travaillent 55 heures; 3 font 50 heures; 4, 45 heures et enfin 1 est fermée depuis plus de trois semaines : cela fait une diminution totale de 17 0/0 des heures de travail, sans tenir compte de celle qui est fermée.

On s'en apercevrait peu si l'on ne tenait compte qu'en temps de travail ordinaire, chaque ouvrier possède deux métiers et que lorsqu'il n'en a qu'un seul à faire marcher, c'est comme s'il travaillait 31 heures par semaine au lieu de 61. Eh bien, on compte 2 usines seulement où les ouvriers travaillent avec deux métiers; on en trouve 8 où l'on reste la moitié du temps avec un métier et 11 usines où on ne travaille presque régulièrement qu'avec un métier. En tenant compte de ces données, on en arrive, rien que pour le travail avec un métier, sans compter la perte de temps journalière, à un chômage équivalant à 40 0/0; et toujours en faisant remarquer qu'une usine est déjà fermée depuis trois semaines. On craint même que d'autres usines ne ferment les portes des ateliers.

Les métiers annexes du tissage — la teinture, les apprêts — travaillant peu, lors même que le tissage mécanique bat son plein, chôment d'une façon vraiment exagérée. Quelques journées de travail par-ci par-là et c'est tout. On compte, au bas mot, 2.300 ouvriers dans ces deux branches d'industrie et c'est pour eux la misère noire, actuellement; elle menace les ouvriers des tissages si la situation ne s'améliore pas immédiatement.

(*Correspondance locale.*)

* *
*

Soirée familiale. — La soirée familiale que la Ligue d'enseignement libertaire avait organisée pour samedi n'a pu avoir lieu. Les affiches avaient été faites, les passe-partout distribués, les chansonniers invités, la salle louée. *Au dernier moment*, la police a interdit la soirée sous prétexte que la salle *n'offrait pas des conditions de sauvegarde suffisantes en cas d'incendie* (*sic*).

La douce sollicitude de la police à l'égard des anarchistes était depuis longtemps connue d'eux. Mais ils ne se seraient jamais doutés que

de Cadix à Barcelone
de Murcie à Mirandol
de Cayenne à Paris.

cette extraordinaire sollicitude — passant par la Roquette — pût s'étendre, avec une aussi maternelle bienveillance, à la conservation de nos précieuses existences.

Angleterre.

Il se produit en ce moment à Londres une vive agitation au sujet des tortures infligées aux malheureux prisonniers de Montjuich. Pour venir tard, ce mouvement n'en est pas moins énergique. Le 30 mai a eu lieu un grand meeting à Trafalgar-square. Plusieurs orateurs socialistes et anarchistes ont décrit les ignobles procédés de l'Inquisition moderne, et produisirent sur l'auditoire une profonde impression. On a adopté en dernier lieu une résolution invitant le gouvernement espagnol à ordonner une enquête publique sur les faits reprochés à ses agents, et à renoncer à envoyer à Rio de Oro les soixante-trois accusés qui ont été acquittés par la cour martiale de Madrid, mais à les laisser choisir, en cas d'exil, le pays où ils désirent se réfugier. Le gouvernement espagnol fera, sans nul doute, de cette résolution l'usage que tous les gouvernements font de ce qui est susceptible de les embarrasser; mais il y a eu mieux, au cours de ce meeting. Keir Hardie a proposé d'envoyer une adresse à la reine pour l'inviter à ne pas accepter aux fêtes du jubilé du 22 juin la présence de l'ambassadeur espagnol. L'adresse a été envoyée et, en même temps, une délégation est allée trouver l'ambassadeur d'Espagne en l'invitant à disculper son gouvernement.

Sans doute, comme les gouvernements font passer les questions de politesse avant les questions d'humanité, la reine ne tiendra aucun compte de l'adresse. Mais alors, pour qui connaît la ténacité anglaise, on peut prévoir pour les fêtes du 22 juin des manifestations fort désagréables pour le gouvernement espagnol et pour la reine. Cela ne ressuscitera pas les innocents qui ont été assassinés, mais il est toujours bon que les peuples rappellent aux gouvernements qu'ils sont là, qu'il faut compter avec eux.

A. Girard.

Espagne.

Les prisonniers anarchistes de Barcelone et du château de Montjuich attendent les ordres de Madrid.

Suivant quelques personnalités bien informées, voici quelles mesures seront prises à leur égard :

Le gouvernement ayant connaissance de la destination volontairement choisie par les intéressés, avisera les gouvernements respectifs de la date du voyage. Ceux qui doivent faire le voyage par mer seront conduits directement des prisons où ils se trouvent au navire, dont le capitaine recevra des instructions destinées aux consuls des pays où les exilés se rendront, confirmant celles qu'auront déjà reçues les gouvernements respectifs.

Ceux qui font le voyage par chemin de fer seront accompagnés par des agents de l'autorité jusqu'à la frontière et là ils seront libres de se diriger vers le lieu qu'ils auront choisi, sous la surveillance des autorités.

Enfin, ceux qui n'ont pas désigné le pays où ils veulent être transférés seront envoyés probablement dans quelque colonie étrangère.

Comme on le voit par ces renseignements, on a abandonné le projet de bannir les prisonniers anarchistes à Rio de Oro.

(*Heraldo* de Madrid.)

Suisse.

Il est bon de revenir sur la grève subite qui s'est produite dernièrement en Suisse parmi les employés de la Compagnie du Nord-Est. Cette cessation brusque du travail a eu le don de jeter dans le clan bourgeois une panique qui se traduit fort naïvement dans les extraits suivants du *Journal de Genève*, organe essentiellement bourgeois. Cette panique et les inquiétudes pour l'avenir dont ce journal se fait l'interprète sont significatives et doivent enfin dessiller les yeux des prolétaires de tous pays, qui peuvent mesurer leur force à la crainte qu'ils inspirent.

« Nous assistons à un phénomène social absolument nouveau, en présence duquel l'opinion publique se sent désorientée et épouvantée comme elle le serait en constatant dans le sol ou dans l'atmosphère les symptômes précurseurs de quelque cataclysme inconnu. On comprend mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'ici à quel point les transports par vapeur ont métamorphosé la face du monde et de quelle formidable et dangereuse puissance disposent les hommes dont il dépend de paralyser l'emploi de cet indispensable instrument de l'activité sociale.

Plus loin, aux gares terminus de la Compagnie mise à l'interdit, les trains arrivent de toutes les directions et s'arrêtent. Les machines, sous pression, restent immobiles; les voies sont encombrées de wagons. Dans le désordre causé par cette perturbation sans exemple, des accidents sont à craindre à chaque instant : les voies de garage sont insuffisantes, les aiguilleurs ne sont plus à leur poste. Une foule de voyageurs, forcés de s'arrêter avant d'avoir atteint leur destination, encombrent les abords des stations, se pressent aux portes des auberges, se disputent les voitures et les chevaux. Il en est beaucoup parmi eux qui voyagent pour leurs affaires, et dont tout retard pourra compromettre la situation commerciale. Il y a des malades auxquels on a recommandé d'éviter les intempéries et les émotions et de ne pas quitter leur compartiment avant d'être arrivés à destination. Il y a des parents pressés de dire un dernier adieu à un mourant. On comprend quelle doit être, dans cette foule, l'impatience et l'exaspération.

A l'intérieur du réseau, sur les voies, silence de mort; plus de bruit de roues et de pistons, plus de sifflet, de son de cloches. A chaque station, des campagnards chargés de denrées, ignorants de ce qui se passe, attendant sans comprendre le train qui ne viendra pas.

A l'approche des villes industrielles, la foule devient plus nombreuse. Aux paysans se mêlent les ouvriers et ouvrières que le chemin de fer transporte chaque matin du logis à l'usine. Pour eux, c'est le chômage forcé; si cela continue, que feront-ils demain? que mangeront leurs enfants? Dans la consternation générale, la note gaie est donnée par les élèves du collège de la ville prochaine, tout à la joie d'un congé inattendu.

Enfin, tandis qu'aux extrémités du réseau s'entassent les wagons de bestiaux, les sacs de blé et de farine, les corbeilles de légumes, les mottes de beurre et les vases de lait, à Zurich, et dans toutes les villes populeuses, les bouchers, les boulangers, les laitiers se pressent aux guichets, réclament les marchandises attendues, et la population se demande avec anxiété pour combien de jours elle a encore à manger. Les courriers postaux n'arrivent plus; les affaires sont paralysées, le commerce languit et les fabriques chôment.

Que cela se prolonge quelques jours, et ce sera la famine, un état de misère et d'anarchie tel que, pour en trouver l'analogue, il faut remonter au moyen âge, aux jacqueries, aux époques des grands bouleversements sociaux. A Zurich, après quelques heures de grève, le lait manque déjà. »

Voilà donc le désarroi produit par ce soudain arrêt de travailleurs des transports. La vie sociale est suspendue. Les bourgeois affolés voient leur commerce, leurs affaires arrêtées tout à coup, et, terrifiés à la vision vague de l'avenir, ils se rendent compte de combien peu de poids est la puissance de leur or en présence d'un simple refus de soumission de la part de leurs esclaves. Tel un malade frémit aux premières atteintes manifestes du mal qui doit l'emporter.

Dans l'angoisse de leur effroi, ils invoquent l'assistance de la force publique! Le journal que nous venons de citer réclame en effet l'application de je ne sais quelle loi interdisant à l'employeur et à l'employé — à ce dernier surtout, n'est-ce pas? — de rompre leurs contrats avant l'expiration des délais fixés.

La loi? Peuh! Quelle sera donc la force de la Loi devant une abstention générale des travailleurs et leur refus concerté de nourrir plus longtemps une foule d'oisifs? Les travailleurs ont entre leurs mains une arme terrible dont ils seraient bien naïfs de ne pas se servir.

La loi? L'autorité? On les a comparées à des toiles d'araignée laissant échapper les gros insectes et ne retenant emprisonnés que les moucherons. Toiles d'araignée, en effet, au travers desquelles il suffit de passer en nombre pour les anéantir.

A. Girard.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A tous les camarades en général.

Compagnons,

Vu le déplorable état où nous ont poussés les persécutions de toutes sortes, faisant perdre leurs moyens de subsistance à nombre de camarades, et jetant la misère dans les familles,

Nous proposons à tous les camarades de nous entendre, afin de créer une sorte d'association commerciale au moyen de laquelle les camarades sans travail puissent se procurer les moyens de vivre, et une relative indépendance.

Voici ce que nous avons imaginé : acheter directement aux producteurs et envoyer directement aux camarades des localités où la vente de toute marchandise, déduction faite de tous les frais d'achat, de transport, douane, octroi et autres prévus et imprévus, leur permette la réalisation de bénéfices. — Création de groupes industriels et facilités d'écoulement pour leurs produits, et pour faciliter les opérations commerciales, renseignements réci-

proques sur les prix des denrées au cours du jour, sur les marchés de chaque localité respective.

Exemple : le groupe A de Paris observe que sur les marchés locaux les artichauts se vendent 1 franc la livre ; il consulte la statistique. Les régions agricoles à climat tempéré et par cela même hâtives dans la production peuvent fournir ces produits : comme Alicante, par exemple.

Demande par lettre ou par dépêche des prix en cours à Alicante au groupe B d'Alicante, ou demande d'expédition à un prix maximum donné par le groupe A demandeur. — Achat et expédition immédiate par le groupe B pour le groupe A à destination directe. Exécution par les groupes destinataires, comme expéditeurs, de démarches, travaux de transports, chargement et déchargement autant que possible.

Notre but n'est pas de nous ériger en bourgeois et nous ne permettrons pas qu'un seul camarade poursuivant ce but existe dans nos rangs. Aux camarades de se mettre en relations au plus tôt avec nous et entre eux afin de gagner du temps.

Que les camarades unissent leurs efforts et le but sera atteint. Du reste, il y a parmi les camarades un certain nombre qui vendent sur les marchés, et leurs faibles ressources les forcent à acheter les marchandises chez les accapareurs qui ne se contentent guère de petits bénéfices. Au lieu de continuer leur commerce isolément, qu'ils se groupent et avec leurs communes ressources ils se trouveront à même d'acheter directement au producteur ayant toutes facilités de correspondance avec tous pays.

En nous mettant à l'œuvre, nous atteindrons en plus de ce qui précède (relative indépendance et facilités de vivre) l'organisation plus ou moins nécessaire en tout pays selon que la réaction nous aura plus ou moins dispersés par ses tyranniques procédés.

Prière donc d'étudier l'affaire sérieusement sans retard.

Copies ont été envoyées aux camarades en Corogne et à Madrid. Que quelques camarades nous donnent un aperçu des nouveautés de Paris concernant les jouets d'enfants avec leurs prix correspondants.

Cordiale poignée de mains pour le groupe d'Alicante.

Antoine Bernabeu, Antonio Magan, Ignacio Martin, José Botella.

Pour la commission : Francisco Bevenguel.

Adresser les correspondances à Antonio Magan, Kiosco del Progreso, plaza de la Constitucion, Alicante (Espagne).

Le *Théâtre civique*, que nos camarades de l'*Enclos* viennent de fonder et dont nous avons parlé il y a huit jours, donnera son premier spectacle le 3 juillet à la Maison du Peuple, rue Ramey, à 8 h. 1/2 du soir.

Les organisateurs de ce spectacle d'Art et d'Idée se sont assurés du concours d'artistes dramatiques et lyriques de valeur.

Une courte causerie de Léopold Lacour, sur le but que poursuit le *Théâtre civique*, ouvrira cette première soirée, pour laquelle nos lecteurs trouveront des *invitations personnelles* aux bureaux des *Temps Nouveaux* et des autres journaux et revues libertaires.

Pour tous renseignements, s'adresser à Louis Lumet, 7, rue de l'Annonciation, (Passy) ou à J.-G. Prod'homme, 7, rue des Saules (Montmartre).

Bordeaux. — 4e réunion de quartier. Samedi 19 juin, à 8 h. 1/2 du soir, chemin Labarde, à l'angle de la rue Lafon, 2, chez Mme Paul, conférence publique et contradictoire. Sujets à traiter :

Les anarchistes — ce qu'ils veulent; — Le procès et l'exécution des anarchistes de Barcelone; — Les massacres d'Arménie; — La guerre turco-grecque.

Tous ces sujets seront traités.

Entrée : 15 centimes.

Cette. — Les camarades se réunissent tous les jeudi et samedi soir chez Isoir, 2, route Nationale.

Tournée Henri Dhorr. — Notre ami Henri Dhorr prie les camarades des localités ci-dessous désignées de bien vouloir correspondre avec lui au sujet de l'organisation de ses conférences.

Voici les renseignements dont il a besoin :

Quelles sont les salles disponibles? Leur contenance, sans exagération? Leur situation? Leur prix? Les jours où elles sont libres? Le nombre (approximatif) d'affiches et de prospectus nécessaires? Le nombre des conférences qu'on pourrait faire dans chaque localité? Les sujets qu'il serait préférable de traiter?

Ecrire de suite à Henri Dhorr, au *Libertaire*, 5, rue Briquet.

Villes à visiter au début : Lyon, Oullins, Givors, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Saint-Etienne, Thisy, Tarare, Roanne, Bourgoing, Grenoble, Domarain, etc.

Conférences Henri Dhorr.

A Châlon-sur-Saône, salle du Colisée, samedi 19 juin, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : La Loi des salaires.

A Dijon, salle Péchinot, rue de l'Ile, première conférence le samedi 26 juin, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : La Révolution est-elle utile?

Deuxième conférence le lundi 28 juin, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : La Révolution est-elle nécessaire?

Troisième conférence le mercredi 30 juin, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : La Révolution est-elle possible?

Saint-Denis. — *Jeunesse matérialiste.* Samedi 19 juin, à 8 h. 1/2, salle Monterémal, 35, rue de la République, conférence publique contradictoire.

Sujets traités : La Prostitution, ses causes, ses effets; Anarchie et Révolution.

Orateurs : Brunet, Tortelier, Raubineau, Thomas, Marie Huchet.

Entrée : 20 centimes.

Le *Groupe matérialiste* de Gennevilliers informe les camarades de Paris que leurs réunions ont lieu tous les jeudis, salle Leduc, au premier.

Entrée libre.

Lyon. — Tous les anarchistes lyonnais sont priés de se réunir samedi soir, 19 courant, à 8 h. 1/2, comptoir Mercey, angle de la rue Moncey et de la rue Chaponnay, pour discuter de la création d'un journal anarchiste à Lyon et de l'organisation des conférences Henri Dhorr dans la région.

Une ballade champêtre aura lieu le dimanche 27 juin. L'endroit sera désigné dans le prochain numéro.

Forest Hall (Angleterre). — La population adulte de la colonie communiste étant composée de quinze hommes et de deux femmes seulement, le manque de femmes est très sensible. Des compagnes, qui préfèrent une vie simple et laborieuse, mais relativement libre, à l'esclavage capitaliste, sont priées d'adresser leurs correspondances au secrétaire de la colonie : F. Kapper, Clousden Hill Farm, Forest Hall, Newcastle-upon-Tyne.

Dans la liste publiée dans le dernier numéro, c'est par erreur que *Fabrique de pions* est marqué 1 franc. — C'est 1 fr. 50 comme les autres.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste encore 5 collections complètes du Révolté *paru à Paris (années 1885, 86 et 87). Nous les laisserons à 10 fr. les 3 années.*

Nous avons également, à 1 fr. 50 l'année complète, le Révolté *9e année,* Révolte *4e, 6e et 7e. Frais d'envoi en plus : 1 fr. 10 pour l'intérieur, 0 fr. 60 en gare, pour la province, 0 fr. 85 à domicile. Les 4 années peuvent entrer dans un colis de 5 kilos.*

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Enquête sur la Commune de Paris, 1 vol., 1 fr., à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

A, B, C, D, par E. Darnaud, Foix.

Anarchie, traduction tchèque de la brochure d'Elisée Reclus, *Volné Listy*, Smichovè, Autriche.

Les Inquisiteurs d'Espagne, par Tarrida del Marmol, et *Le Socialisme en danger*, par Domela Nieuwenhuis, préface de E. Reclus, 2 vol. à 3 fr. 50 de la *Bibliothèque sociologique*, de chez Stock.

La Flamme et l'Ombre, roman, par Léon A. Daudet, 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Turin. — Les camarades de Turin viennent de traduire en italien la *Peste religieuse* de Most, 0 fr. 05 l'exemplaire. S'adresser à Domenico Zavattero, *fermo in posta*.

A lire :

La Fôô...ôôrme! par Séverine, *Journal*, 12 juin.

Grâce! (pour Lorion), de Henry Leyret, *Journal*, 13 juin.

Scoala libera, par Musoin et Zosin, une brochure, 20 bani, au *Miscarea Sociala*, 22, strada Matasarilor, Bucharest.

Comment l'Etat enseigne la morale, du groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires indépendants, aux *Temps Nouveaux*, 1 fr. 50.

Zonder staat, de E. H. Schmitt, brochure à l'*Anarchie*, 9, Spaardammenplein, Amsterdam.

Sous la République, par C. Pelletan, *Eclair*, 15 juin.

Les deux Patries, G. Clémenceau, *Echo de Paris*, 16 juin.

A NOS DÉPOSITAIRES

La semaine prochaine s'annonçant très mal, prière aux dépositaires qui ont quelques sous en caisse de bien vouloir nous les envoyer le plus vite possible, afin de nous éviter de paraître sans supplément.

PETITE CORRESPONDANCE

R. d'A., à Foggia. — Ce camarade est à Londres, mais je n'en sais pas davantage.

P., à Saint-Etienne. — Réglez à Rapalle, 3, rue des Consuls, Marseille. — Je ne connais pas la brochure que vous demandez.

E. P., à Pont-d'Uiel. — Oui, adressez à Hautstout, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles, ou *Temps Nouveaux*, cela parviendra.

R., à Lisbonne. — Les exemplaires se seront perdus en route. Je réexpédie avec les autres demandés.

R., à Roanne. — Je vous envoie le volume demandé : 2 francs.

C., à Grenoble. — Vous avez dû recevoir cette semaine? — Les adresses étant à l'impression, il y a eu, en effet, oubli d'envoi pendant deux semaines.

Dick. — Abonnement servi. — Brochures expédiées.

Le camarade Roberto d'Angiò avertit le camarade Romualdo P. qu'il a répondu à son ancienne adresse.

Besombes. — Quel besoin de nous attarder à glorifier et à couronner les morts? Songeons plutôt aux vivants et préparons un avenir meilleur pour leurs descendants.

Miscarea Sociala. — Si, pouvons envoyer les numéros demandés, contre les frais d'affranchissement : 1 fr. 25.

Georges B., à Bruxelles. — Une affirmation de principes n'a d'intérêt que pour celui qui la fait. Certaines des vôtres d'ailleurs sont des plus discutables.

X., à Lausanne. — Voilà des années que les ordures de Plekhanoff traînent les rédactions des marxistes. Se donner la peine de répondre à un individu d'une mauvaise foi si évidente serait se diminuer.

V. P. — Nous n'avons jamais pu trouver à acheter d'occasion des Buchner.

Une solitaire. — Les numéros seront expédiés.

J. S., à Brazil. — Consultez la *Culture maraîchère*, par Pons, dont j'ignore l'éditeur, et le *Potager Gressent*, 1 vol., 6 fr., chez Gouin, rue des Ecoles.

Reçu pour l'école libertaire : Auguste et Marianne, 0 fr. 50; Cinq typos, 2 fr. 50. En tout : 3 fr. — Listes précédentes : 44 fr. 85. — Total général : 47 fr. 85. — La semaine prochaine, nous donnerons la liste des souscriptions reçues jusqu'à présent par le comité d'initiative.

Reçu pour le journal : D., à Bruxelles, 5 fr. — M., à Berck, 5 fr. — D., par P., à Saint-Etienne, 0 fr. 20. — Un groupe de jeunes filles amoureuses des *Temps Nouveaux*, 1 fr. — B., à Pont-d'Uiel, 0 fr. 50. — P., à Davos, 6 fr. — A. M. O., 5 fr. — E., à Cette, 0 fr. 50. — B., rue D., 3 fr. 20. — *De chacun selon ses moyens :* Un camarade, 5 fr. — V. P., 0 fr. 50. — Merci à tous.

E., à Daumazan. — V., à Nîmes. — M., à Roubaix. — J., à Châlons. — C., au Havre. — E., à Montpellier (numéros 1 à 4). — B. R., à Hyères. — R., à Roanne. — Brest. — L., à Charleroi. — G., à Paterson. — A. G., à San-Francisco. — L., à Saint-Quentin. — M., à Nantes. — S., à Roubaix. — C., à Toulon. — C., à Fourchambault; B., à Spring Walley; V., à Reims; D., à Morez; P., à Lille; H., à Saint-Nazaire (par le P.P.). — Mme H., à Alais. — F., à Saint-Denis. — K., à Grumid. — C. M., à Turin. — V., à Nîmes. — B., à La Ferté. — G., à Malines. — Buenos-Ayres. — B. J., Toulon. — S., à Zurich. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Domarain

Chez Gardian, maison Vernier. Le camarade Gardian vend tous les journaux anarchistes et porte à domicile dans toute la région de Bourgoin-Jailleu.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 9 — DIX CENTIMES — DU 26 JUIN AU 2 JUILLET 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DES PLEUTRES

Voilà les infamies policières qui recommencent. Devant l'éclat de rire qui accueillit l'imbécile pétard de la cascade, on a cru faire prendre la chose au sérieux en renouvelant la fumisterie. Tout cela serait comique si on n'en prenait prétexte pour renouveler les tracasseries. La semaine passée, plus de *soixante* camarades ont été arrêtés ou perquisitionnés, sans autres formalités ni motifs que parce que la police veut se faire prendre au sérieux.

Où veulent en venir ces gredins? Il semblerait qu'ils prennent à tâche de surexciter les esprits. Sitôt que quelque individu est taxé d'anarchisme, aussitôt un policier est à ses trousses, allant questionner concierges, propriétaires, patrons, lui rendant ainsi la vie impossible dans les petites localités.

Et tous ces attentats à la liberté individuelle passent sans protestation. Pas un journal, sauf l'*Intransigeant*, n'a parlé des arrestations de la semaine dernière. Si, à la fin, un des traqués se révoltait et cassât la gueule d'un de ces vils subalternes, puisque les gros sont à l'abri, est-ce que l'opinion publique serait assez aveulie pour le laisser condamner sans rien dire?

La colère vous monte quand on voit la veulerie qui semble vouloir nous enlizer, mais elle est si complète que même les canailles qui nous gouvernent n'ont pas eux-mêmes l'estomac de pousser leurs saletés jusqu'au bout. Ils auraient besoin de prendre des leçons auprès de ceux de Barcelone.

Qu'ont-ils à craindre la dynamite? Il n'y a que le phénol qui puisse nous en débarrasser.

J. Grave.

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris le 7 mars 1896, à la salle des Mille Colonnes*) (1)

IX

— « Si vous avez des intérêts communs, à la ville ou au village, — demandez à l'Etat et à l'Eglise de s'en occuper. Mais il vous est défendu de vous allier directement pour vous en occuper vous-mêmes! » Telle est la formule qui résonne dans toute l'Europe depuis le seizième siècle.

— « Toutes alliances, connivences, congrégations, chapitres, ordinances et serments, faits ou à faire entre charpentiers et maçons, seront nulles et annulées », lit-on déjà dans un édit du roi d'Angleterre Edouard III, à la fin du quatorzième siècle. Mais il fallut la défaite des villes et des insurrections populaires dont nous avons parlé, pour que l'Etat osât mettre la main sur toutes les institutions — guildes, fraternités, etc., — qui reliaient entre eux les artisans et les anéantir.

C'est ce qui se voit si bien en Angleterre, où l'on possède une masse de documents pour suivre ce mouvement pas à pas. Peu à peu, l'Etat met la main sur toutes les guildes et les fraternités. Il les serre de près, abolit leurs conjurations, leurs syndics, qu'il remplace par ses fonctionnaires, leurs tribunaux, leurs festins; et, au commencement du seizième siècle, sous Henri VIII, l'Etat confisque sans autre forme de procédure tout ce que possèdent les guildes. L'héritier du grand roi protestant achève son œuvre.

C'est un vol au grand jour, sans excuses, comme l'a si bien dit Thorold Rogers. Et c'est encore ce vol que les économistes soi-disant scientifiques vont représenter comme la mort « naturelle » des guildes, sous l'influence des lois économiques!

⁂

En effet, l'Etat pouvait-il tolérer la guilde, la corporation de métier, avec son tribunal, sa milice, sa caisse, son organisation jurée? C'était « l'Etat dans l'Etat »! L'Etat, le vrai, *devait* la détruire, et il la détruisit partout : en Angleterre, en France, en Allemagne, en Bohême, n'en conservant que les apparences, comme instrument du fisc, comme partie de sa vaste machine administrative.

Et — faut-il s'étonner que les guildes, les maîtrises et les jurandes, dépourvues de tout ce qui autrefois faisait leur vie, placées sous des fonctionnaires royaux, devenues simples rouages de l'administration, n'étaient plus, au dix-huitième siècle, qu'un encombrement, qu'un obstacle au développement des industries, — alors qu'elles en furent la vie même quatre siècles auparavant? L'Etat les avait tuées.

En effet, il ne suffisait même pas à l'Etat d'abolir tous les rouages de la vie intime des conjurations de métier, qui le gênaient en se plaçant entre lui et ses sujets. Il ne lui suffisait pas de confisquer leurs caisses et leurs propriétés. Il devait s'emparer de toutes leurs fonctions, aussi bien que de leur argent.

Dans une cité du moyen âge, lorsque des intérêts se trouvaient en conflit dans un même métier, ou que deux guildes différentes se trouvaient en désaccord, il n'y avait d'autre recours que la cité. Force leur était de s'arranger, d'arriver à un compromis quelconque, puisque toutes se trouvaient liées mutuellement dans la cité. Et jamais cela ne manquait de se faire — par l'arbitrage d'une autre cité au besoin.

Désormais, le seul arbitre fut l'Etat. Toutes les disputes locales, infimes parfois dans la plus petite ville de quelques cents habitants, devaient s'empiler sous forme de paperasses dans les bureaux du roi ou du parlement. On voit le parlement anglais inondé à la lettre de ces mille petites querelles locales. Il fallut alors dans la capitale des milliers de fonctionnaires — vénaux pour la plupart — pour classer, lire, juger tout cela, prononcer sur chaque moindre détail — régler sur la façon dont il fallait forger un fer à cheval, blanchir telle toile, saler le hareng, faire le tonneau, et ainsi de suite à l'infini... et le flot montait toujours!

Mais ce ne fut pas tout. Bientôt l'Etat mit la main sur le commerce d'exportation. Il y vit une source d'enrichissement — il s'en empara. Jadis, lorsqu'une contestation surgissait entre deux villes sur la valeur des draps exportés, la pureté de la laine, ou la capacité des tonneaux de harengs, — les villes se faisaient l'une à l'autre leurs remontrances. Si la dispute trainait en longueur, on s'adressait à une tierce ville pour qu'elle jugeât comme arbitre (cela se voyait continuellement). Ou bien on convoquait un congrès des guildes de tisserands ou des tonneliers, pour régler internationalement la qualité et la valeur des draps, ou la capacité des tonneaux.

Maintenant, ce fut l'Etat qui se chargea, à Londres ou à Paris, de régler tous ces différends. Par ses fonctionnaires il réglait la contenance des tonneaux, précisait la qualité des draps, escomptait et ordonnait le nombre de fils et leur épaisseur dans la chaîne et dans la trame, s'immiscait par ses ordonnances jusque dans les moindres détails de chaque industrie.

⁂

Vous en connaissez le résultat. L'industrie se mourait au dix-huitième siècle sous cette tutelle.

Qu'était devenu, en effet, l'art de Benvenuto Cellini sous la tutelle de l'Etat? — Disparu! — Et l'architecture de ces guildes de maçons et de charpentiers dont nous admirons encore les œuvres d'art? — Regardez seulement les monuments hideux de la période étatiste, et d'un seul coup d'œil vous saurez que l'architecture était morte, si bien morte que jusqu'à présent elle n'a pu se relever des coups qui lui furent portés par l'Etat.

Que devenaient les tissus de Bruges, les draps de Hollande? Où étaient ces forgerons, si habiles à manier le fer et qui, dans chaque bourgade européenne, savaient faire prêter ce métal ingrat aux décors les plus exquis? Où étaient ces tourneurs, ces horlogers, ces ajusteurs qui avaient fait de Nuremberg une des gloires du moyen âge pour les instruments de précision? — Parlez-en à James Watt qui, pour sa machine à vapeur, chercha en vain pendant trente ans un ouvrier qui sût faire un cylindre à peu près rond, et dont la machine resta trente ans à

(1) Voir les numéros 34, 38 à 40, 42, 45, 47 et le numéro 1 (3e année).

l'état d'ébauche, faute d'ouvriers pour la construire!

Telle fut l'œuvre de l'Etat dans le domaine industriel. Tout ce qu'il savait faire, c'était de serrer la vis sur l'ouvrier, dépeupler la campagne, semer la misère dans la ville, réduire des millions d'êtres à l'état de meurt-de-faim, et imposer le servage industriel.

Et ce sont ces méchantes épaves des anciennes guildes, ces organismes meurtris et pressurés par l'Etat, ces rouages inutiles à l'administration, que les économistes, toujours « scientifiques », ont l'ignorance de confondre avec les guildes du moyen âge. Ce que la Grande Révolution balaya, comme nuisible à l'industrie, — ce ne fut pas la guilde, ni même l'union de métier; ce fut un rouage inutile et nuisible de la machine étatiste.

⁂

Mais, ce que la Révolution se garda bien de balayer, — c'est le pouvoir de l'Etat sur l'industrie, sur le serf de l'usine.

Vous souvenez-vous de la discussion qui eut lieu à la Convention — à la terrible Convention — à propos d'une grève? Aux doléances des grévistes, la Convention répondit (je cite de mémoire) :

« L'Etat seul a le devoir de veiller aux intérêts de tous les citoyens. En faisant grève, vous faites une coalition, vous créez un Etat dans l'Etat. Donc — la mort! »

Dans cette réponse on n'a vu que le caractère bourgeois de la Révolution. Mais, n'a-t-elle pas un sens beaucoup plus profond? Ne résume-t-elle pas l'attitude de l'Etat, qui trouva son expression entière et logique dans le jacobinisme de 1793, vis-à-vis de la société entière? — « Vous avez à vous plaindre? Portez plainte à l'Etat! lui seul a la mission de redresser les griefs de ses sujets. Quant à vous coaliser pour vous défendre — jamais! » C'était dans *ce sens* que la République s'appelait une et *indivisible*.

Le socialiste-jacobin moderne ne pense-t-il pas de même? La Convention n'a-t-elle pas traduit le fond de sa pensée avec la logique sévère qui lui était propre?

⁂

Dans cette réponse de la Convention se trouve résumée l'attitude de tous les Etats vis-à-vis de toutes les coalitions et de toutes les sociétés privées, quel que fût leur but.

Pour la grève, c'est jusqu'à présent le cas en Russie, où la grève est considérée comme un crime de lèse-Etat. En grande partie aussi en Allemagne, où le jeune Guillaume disait, tout récemment encore, aux mineurs : « Appelez-en à moi; mais si jamais vous vous permettez l'action vous-mêmes, vous connaîtrez le sabre de mes soldats! »

C'est encore, et presque toujours le cas en France. Et c'est à peine si en Angleterre, après avoir lutté pendant cent ans par la société secrète, par le poignard aux traîtres et aux maîtres, par la poudre explosive sous les machines (pas plus loin qu'en 1860), par l'émeri versé dans les boîtes à graisse et le reste, que les travailleurs anglais commencent à conquérir le droit de grève, et l'auront bientôt en entier — s'ils ne tombent pas dans les pièges que leur tend déjà l'Etat, en cherchant à leur imposer son arbitrage obligatoire en échange de la loi des huit heures.

Plus d'un siècle de luttes terribles! Et que de misères, que d'ouvriers morts en prison, transportés en Australie, fusillés, pendus, pour reconquérir le droit de se coaliser, lequel — je ne me lasse pas de le répéter — chaque homme, libre ou serf, pratiquait librement alors que l'Etat n'avait pas encore imposé sa lourde main sur les sociétés.

⁂

Mais quoi! Est-ce l'ouvrier seul qui fut traité de cette façon?

Souvenez-vous des luttes que la bourgeoisie dut soutenir contre l'Etat pour conquérir le droit de se constituer en sociétés commerciales — droit que l'Etat ne commença à concéder que lorsqu'il y découvrit un moyen commode de créer des monopoles à l'avantage de ses créatures et d'alimenter sa caisse. Et des luttes pour oser écrire, parler, ou simplement penser autrement que l'Etat ne l'ordonne par l'Académie, l'Université et l'Eglise! Et des luttes pour oser enseigner à lire — droit que l'Etat se réserve sans l'utiliser! Et des luttes même pour obtenir le droit de s'amuser en commun! Sans parler de celles qu'il faudrait soutenir pour oser choisir son juge et sa loi — chose qui fut autrefois de pratique journalière, — ni des luttes qui nous séparent du jour où on mettra au feu ce livre de peines infâmes, inventées par l'esprit de l'Inquisition et des empires despotiques de l'Orient, et connu sous le nom de Code pénal!

⁂

Voyez ensuite l'impôt, — institution d'origine purement étatiste — cette arme formidable dont l'Etat fait usage, en Europe comme dans les jeunes sociétés des Etats-Unis, pour tenir les masses sous son talon, favoriser les amis, ruiner le grand nombre à l'avantage des gouvernants et maintenir les vieilles divisions et les vieilles castes.

Prenez ensuite les guerres, sans lesquelles les Etats ne peuvent ni se constituer ni se maintenir — guerres qui deviennent fatales, inévitables, dès que l'on admet que telle région, parce que Etat, peut avoir des intérêts opposés à ceux de ses voisins. Pensez aux guerres passées et à celles dont on nous menace pour permettre aux peuples subjugués de respirer librement; aux guerres pour les marchés; aux guerres pour créer des empires coloniaux... Et ce que chaque guerre, victorieuse ou non, amène après soi de servitude, vous ne le savez malheureusement que trop en France.

⁂

Et enfin, ce qui est pire que tout ce que je viens d'énumérer, c'est que l'éducation que nous recevons tous de l'Etat, à l'école et plus tard, a tellement vicié nos cerveaux que la notion même de liberté finit par s'égarer, se travestir en servitude.

Triste est ce spectacle de voir ceux qui se croient révolutionnaires vouer leurs haines les plus profondes à l'anarchiste — parce que les conceptions de celui-ci sur la liberté dépassent leurs conceptions mesquines et étroites de la liberté, apprises à l'école étatiste. Et cependant, ce spectacle est un fait.

C'est que l'esprit de la servitude volontaire fut toujours savamment nourri dans les jeunes cerveaux, et l'est encore, afin de perpétuer l'asservissement du sujet à l'Etat.

La philosophie libertaire est étouffée par la pseudo-philosophie romano-catholique de l'Etat. L'histoire est viciée dès sa première page où elle ment en parlant des royautés mérovingienne et carlovingienne, jusqu'à sa dernière page où elle glorifie le jacobinisme et ne veut pas connaître le peuple dans son œuvre propre de création des institutions. Les sciences naturelles sont perverties pour être mises au service de la double idole, Eglise-Etat. La psychologie de l'individu, et encore plus celle des sociétés, sont falsifiées dans chacune de leurs assertions pour justifier de la triple alliance du soldat, du prêtre et du bourreau. La morale, enfin, qui après avoir prêché pendant des siècles l'obéissance à l'Eglise, ou au livre, ne s'en émancipe aujourd'hui que pour prêcher la servitude envers l'Etat. — Point d'obligations morales directes envers ton voisin, point même de sentiment de solidarité; toutes tes obligations sont envers l'Etat — « nous dit-on, nous enseigne-t-on dans ce nouveau culte de la vieille divinité romaine et césarienne. » Le voisin, le camarade, le compagnon — oublie-les. Tu ne les connaîtras plus que par l'intermédiaire d'un organe de ton Etat. Et tous vous vous ferez une vertu de lui être également asservis.

⁂

Et la glorification de l'Etat et de la discipline, à laquelle travaillent l'Université et l'Eglise, la presse et les partis politiques, se prêche si bien que les révolutionnaires mêmes n'osent regarder en face ce fétiche.

Le radical moderne est centralisateur, étatiste, jacobin à outrance. Et le socialiste lui emboîte le pas. Comme le Florentin de la fin du quinzième siècle, qui ne savait plus qu'invoquer la dictature et l'Etat, pour le sauver des patriciens, — le socialiste ne sait qu'invoquer toujours les mêmes dieux, la dictature et l'Etat, pour le sauver des abominations du régime économique, créées par ce même Etat!

PIERRE KROPOTKINE.

(*La fin au prochain numéro.*)

AUX AMIS CONNUS & INCONNUS

N'ayant pas, depuis longtemps, reparlé de notre projet de publication bi-hebdomadaire, les amis peuvent croire que nous y avons renoncé. Il n'en est rien. Nous ne nous décourageons pas pour si peu. Si ce n'est pas réalisable dans six mois, dans un an, ça le sera dans deux, dans trois, qu'importe? Le temps ne compte pas dans les œuvres de propagande.

Lorsque j'ai commencé à faire appel aux amis, je ne m'illusionnais pas sur la promptitude du résultat.

Il y a une chose certaine, c'est que ceux qui ont de l'argent, ou ne sont pas avec nous, ou bien, ne connaissant pas la valeur d'une pièce de vingt francs, ne s'imaginent pas le parti que l'on peut en tirer, employée avec précision.

Ceux qui nous comprennent et dont la bonne volonté ne s'est jamais démentie, chez ceux-là, si la bonne volonté est grande, les ressources sont restreintes, — très restreintes, — et comme ce sont toujours les mêmes à donner à toutes les œuvres de propagande, on comprend que nos listes de souscription soient longues à se remplir. Mais avec de la persévérance et de la volonté on arrive à réaliser, parfois, des choses qui dépassent la mesure des forces primitives mises en jeu. Ces deux qualités ne nous font pas défaut aux *Temps Nouveaux*. Les sous ajoutés aux sous finissent par faire des francs.

Je sais que cela paraît très audacieux de parler de s'agrandir, alors que nous avons bien du mal à tenir, tel que nous sommes; mais l'audace n'est qu'apparente. Tout agrandissement apporté avec mesure est une acquisition de force, et c'est le meilleur moyen pour faire vivre notre organe que de chercher à le développer.

Nos idées ayant pris une rapide extension, nous subissons la crise des développements trop hâtifs. Nous sommes forcés de donner beaucoup plus sans avoir trouvé encore d'appui bien sérieux dans tous ceux qu'a frappés l'idée, mais atteints trop superficiellement pour qu'ils y apportent l'esprit de prosélytisme qu'y ont apporté les premiers propagandistes.

Jusqu'à présent, la plupart des sympathies qui se sont manifestées à l'égard des idées sont, il faut bien le reconnaître, restées plus ou moins platoniques. Les uns avouent ne pouvoir se mêler directement à la propagande pour des raisons de gagne-pain à conserver; pour d'autres, ce sont des raisons de famille, de situation, etc. On se croit quitte de tout en déclarant que, de cœur, on est avec nous.

Cela n'est certes pas à dédaigner, mais ce n'est pas suffisant. Lorsque les idées auront un peu plus empoigné les individus, ceux-ci comprendront que si des raisons particulières les font rester en dehors de la lutte, ils doivent tout au moins y aller de leur poche, puisque, cela, on peut le faire anonymement.

Mais en attendant, nous ne devons compter que sur nous, que sur nos seuls efforts. — Quand je dis

nous, je comprends tous les camarades qui, de près ou de loin, connus ou inconnus, nous ont aidés depuis dix-huit ans que notre petit organe est sur la brèche.

Eh bien! à défaut des billets de mille qui nous manquent, il ne faut pas oublier que l'effort le plus minime devient considérable lorsqu'il s'allie à beaucoup d'autres efforts. Pour que le journal arrive à équilibrer son budget, il nous faudrait vendre un mille ou deux de plus, cela peut se trouver et serait un point assuré pour entreprendre mieux.

Il y a une foule de localités où le journal n'est pas en vente, où celle-ci n'est pas en rapport avec le chiffre des camarades qui s'y trouvent.

Ceux qui, trouvant notre besogne utile, voudraient nous aider, pourraient, en s'y prenant adroitement, forcer la main à deux, trois, quatre ou cinq de leurs amis, et les amener à prendre le journal, en le leur présentant chaque semaine. Quelques centaines faisant cela, voilà notre millier de numéros supplémentaire vendu. Seulement, il faudrait que cela soit fait avec persévérance pendant deux ou trois mois, et pas lâché au bout de la deuxième ou troisième semaine.

Ceux qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent se mêler ouvertement à la propagation de notre feuille, ceux-là pourraient faire un sacrifice d'argent et faire servir quelques abonnements à ceux que, dans leurs connaissances, ils supposent capables de s'intéresser à la lecture d'une feuille anarchiste.

Il y a d'autres moyens encore de propager nos journaux.

Les faire distribuer dans les réunions, cela ne rend pas grands résultats; ceux qui les fréquentent connaissent déjà plus ou moins nos feuilles. Il faut piquer la curiosité des individus.

Nous avions autrefois un procédé qui donnait d'assez bons résultats. On roulait bien proprement, ni trop grand ni trop petit, un exemplaire dans une feuille de papier de couleur bien voyante. Dans la rue, on plaçait ces rouleaux sur les bancs, sur les tables des cafés, dans des endroits où ils pouvaient attirer l'attention des passants. Ceux-ci, intrigués, les ramassaient, les ouvraient et les lisaient.

Nous avons des invendus que, faute d'emploi, nous vendons au vieux papier, que nous ne demanderions pas mieux que d'expédier à ceux qui nous enverraient les frais d'envoi (0 fr. 80 un colis de 5 kilog. en gare, contenant 200 exemplaires).

Il y a, dans toutes les localités, soit des bibliothèques publiques, soit des Bourses du Travail, mettant des rudiments de bibliothèque à la disposition de leurs membres. Il serait urgent que notre journal y soit placé, mais nous ne sommes pas assez riches pour subvenir à ce service. Cela rentrerait dans le cas de ceux assez riches pour souscrire quelques abonnements. Pour aider à cela, des collections des deux années parues que nous avons en réserve, nous en sacrifions un certain nombre au prix de 6 francs les deux années, supplément compris, pour être envoyées à des *bibliothèques* ou *Bourses du Travail*.

Voilà quelques réflexions encore émises. Il en sortira ce qu'il pourra; ici encore, c'est du temps qu'il nous faut attendre la fructification des idées mises en avant.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Haine de classes. — Une chose me surprend beaucoup. Il paraît que le ministre de l'instruction publique, M. Rambaud, a des opinions économiques. Je n'exagère pas. Lui, des opinions? Lui, des idées? Il faut le croire, puisqu'il le dit. Questionné à la Chambre sur le cas de M. Chauvin, maître de conférences, révoqué pour s'être permis, dans une conférence, de critiquer les agissements de certains riches propriétaires de Seine-et-Marne, le ministre a allégué que le conférencier avait fait « appel à la haine des classes » et émis des doctrines « qui ont amené le ministre à penser que les théories économiques enseignées par M. Chauvin pourraient être dangereuses et ne pouvaient se tolérer de la part d'un homme qui enseigne sous le contrôle de l'Etat ».

Tiens! allez-vous dire, le ministre est donc anarchiste, puisqu'il voudrait voir cesser la haine des classes? Non, rassurez-vous! Il y a haine et haine. M. Rambaud admet parfaitement que le riche haïsse le pauvre et, en toute occasion, donne des preuves de cette haine. Mais il n'admet pas que la conduite du riche soit désapprouvée par quiconque, de près ou de loin, peut être, de par sa situation, exposé à ressentir les effets de la vengeance du ministre. Qu'un Leroy-Beaulieu enseigne « sous le contrôle de l'Etat » que la misère qui étreint les trois quarts de l'humanité, et la précipite dans un état de dégénérescence toujours croissant, n'est qu'une conséquence inéluctable des « lois naturelles » devant laquelle il n'y a qu'à s'incliner, une semblable théorie n'a rien de dangereux... pour le quatrième quart dont est M. Rambaud, bien que son état de dégénérescence soit fort accentué. Mais qu'un professeur se permette de trouver mal qu'un groupe de hobereaux, de par la force que leur confère leur or, asservissent toute une contrée, halte-là! Théorie dangereuse! Haine des classes, etc., et révocation.

Une justice est à rendre cependant à nos gouvernants. Il faut leur tenir compte de leur franchise. Ils ne prennent même plus la peine maintenant de dissimuler qu'ils ne sont que les agents soumis de la ploutocratie. Le problème politique s'en trouve éclairci.

⁂

Autorité paternelle. — Marius Chata, âgé de vingt-six ans, et Hélène Méjean s'aimaient. Ils se le dirent sans se soucier d'abord de faire estampiller leur amour par un monsieur à sous-ventrière tricolore. Hélène devint enceinte; aussitôt Marius, en loyal garçon, voulut « régulariser » leur situation et pour cela sollicita le consentement de son père. Celui-ci, imbu d'autorité et de préjugés stupides, comme beaucoup de pères, du reste, refusa son consentement, répondant à son fils « qu'il avait besoin de manger de la vache enragée ». Il est gentil, le père!

Les jeunes gens, après avoir épuisé tous leurs efforts pour vaincre la résistance de cette brute, au lieu de l'envoyer promener et de se passer de son consentement pour continuer d'être heureux, se sont asphyxiés. Le père peut maintenant pleurer toutes les larmes de son corps; il aura toutefois une consolation qui, pour lui, ne devra pas être de mince importance : celle de se dire que son autorité est demeurée sauve.

⁂

Villanon, ancien garde républicain, aspirant gardien de la paix, l'esprit imprégné des principes de discipline brutale qui lui avaient été enseignés dans la vie militaire, martyrisait sa fillette âgée de quatre ans. Les voisins indignés intervinrent. Villanon vient d'être condamné à treize mois de prison.

Croyez-vous que cette condamnation portera à réfléchir les parents de l'espèce de Villanon? Certes, non! Chacun d'eux, et Villanon tout le premier, ne juge pas exagérés les traitements infligés. « Je corrigeais mon enfant parce qu'elle faisait sous elle », s'est borné de répondre Villanon. A part lui, il se demande ce qu'on lui reproche, et il se considère, soyez-en certains, comme victime des calomnies des voisins.

Tel est le résultat des principes d'autorité paternelle dont on imprègne les cerveaux; principes qui ne sont qu'une variante de celui du droit du plus fort.

⁂

Jeunesse dorée. — Un journal satirique allemand, *Justice Blætter*, publie deux dessins qui ont le don de révolter le *Gaulois*, organe des crevés de la haute pègre. Dans le premier de ces dessins, un de ces godelureaux s'adressant à une femme proteste de son dévouement qui, dit-il, le jettera, s'il le faut, dans le feu pour la suivre. Au dessin suivant, la femme est dans les flammes et le preux l'assomme à coups de canne pour se sauver. Le *Gaulois*, prenant la défense de sa riche clientèle, s'indigne de cette reproduction « de scènes supposées ». Dame! on n'aime guère généralement à s'entendre reprocher ses petites vilenies.

⁂

La Police. — L'autre jour, rue de Ménilmontant, un ouvrier, légèrement pris de boisson, était renvoyé de son travail par son chef de chantier, qui, en bon chien de garde, requit la police pour procéder à l'expulsion. Le gardien de la paix envoya brutalement rouler l'ouvrier qui, pour se défendre contre une pareille agression, saisit une pelle. L'agent alors dégaina et frappa l'ouvrier d'un coup de sabre au visage. Celui-ci riposta, mais d'autres agents accoururent et le jetèrent brutalement dans une voiture à bras. A son arrivée au poste, on s'aperçut qu'il était grièvement blessé et on dut le transporter à l'hôpital Saint-Antoine.

A. Girard.

⁂

Grèves. — On lit dans l'*Éclair* :

Brest. — Depuis quelques jours, on signale des grèves de marins pêcheurs sur nos côtes. Au Guilvinec, petit port de pêche près de Pont-l'Abbé, une émeute s'est produite. La caserne des gendarmes a été cernée par les pêcheurs qui menaçaient de les jeter à l'eau. Les brigades à cheval de Pont-l'Abbé et de Quimper sont parties pour rétablir l'ordre.

De leur côté, les portefaix employés au déchargement des navires charbonniers pour le compte de la marine viennent de se mettre en grève.

Les grévistes, au nombre de 360 environ, constatant qu'une quarantaine d'ouvriers continuaient le travail, ont enlevé les rails du chemin de fer Decauville pour empêcher le passage des wagonnets chargés de charbon; le travail a été suspendu complètement. Les grévistes sont calmes; ils réclament une augmentation de 1 fr. 50 par jour.

⁂

Moissac (Tarn-et-Garonne). — L'attentat du Grand Prix de Paris, dont notre Président a été victime, a été pris au sérieux à Moissac. Depuis cette époque, tous les soirs, vers 8 heures, les inscrits sur la liste des suspects aperçoivent un agent de police qui vient rôdailler devant leur demeure pour s'assurer de leur présence. Un autre agent va à la gare à tous les départs s'assurer qu'il n'en échappe pas un.

Si le premier ministre de Chine, le grand Pé-Tê-Chi-o-Li était en ce moment à Paris, avec sa façon de troubler le silence, nous serions sûrs qu'on nous obligerait à répondre matin et soir à l'appel.

Tout ce tralala policier n'a pas l'honneur de nous intimider.

(*Correspondance locale.*)

Suisse.

Panama suisse. — Les capitalistes allemands sont furibonds : leurs collègues les capitalistes suisses viennent de les enfoncer en usant du procédé contemporain par excellence.

Voici quelques lignes extraites du *Courrier de la Bourse de Berlin* : « Des quantités considérables d'actions de chemins de fer suisses ont été vendues à découvert par des individus qui ont connu le message — du gouvernement suisse concernant le rachat des chemins de fer — avant sa publication et par conséquent avant le public; ces individus en ont profité pour spéculer à la baisse et pour ainsi dire à coup sûr.

« On prétend savoir qu'un assez grand nombre de députés aux Chambres fédérales ont participé à ces opérations scandaleuses, opérations qui se présentent comme un Panama.

« Un coup d'œil jeté sur le monde gouvernemental suisse et sur le monde parlementaire suisse n'a certes rien de réjouissant. »

Les journaux suisses eux-mêmes l'avouent. En parlant du monopole des allumettes, le correspondant bernois du *Journal de Genève* disait : « Il y a dans toute cette affaire des dessous suspects », des élus qui panamisent.

Le Conseil fédéral et les Chambres fédérales voulaient faire payer 1000 francs, par la caisse de la Confédération, des actions de chemins de fer qui, quelques mois plus tard, étaient cotées à 600 francs. Dans quelles poches auraient été les autres 400 francs? Un conseiller aurait reçu un pot-de-vin de 125.000 francs pour favoriser les intérêts de la Compagnie du gaz de Genève. Ce pot-de-vin est consigné dans l'un des rapports présentés à l'Assemblée générale de la Compagnie.

Un député, membre de la Commission chargée d'examiner une demande de concession de la ville de Genève, ayant eu sous les yeux — en cette qualité — les plans arrêtés, en a profité pour spéculer à coup sûr et voici comment. Il s'est empressé d'acquérir pour son compte la propriété sur laquelle devait se construire le bâtiment des turbines, et ensuite a offert à la Ville de lui vendre ce terrain sept fois plus cher qu'il ne l'avait payé.

Jusque dans les villages — ainsi à Presinger, à Asnières, — on trafique de la gestion des affaires publiques.

Récemment, le Conseil cantonal de Genève donnait 1.500 francs, soit 500 francs à chacun des trois experts chargés d'apprécier la valeur vénale d'une bande de terrain acquise en vue d'un chemin de fer! Il s'agissait pour cela d'une courte après-midi.

Tripotages et coulages, tout cela pue le Panama.

X.

Italie.

Foggia. — Je vous avais envoyé ma précédente correspondance sur le cas Frezzi quand j'ai appris que des manifestations populaires ont eu lieu à Rome, à Ancône, à Bologne et en d'autres villes contre l'infâme assassinat de la police italienne.

Il faut donc rectifier et dire que mon rêve s'est, quoique très tard, réalisé malgré l'opposition des questeurs et des préfets et le manque de concerts musicaux.

Quant aux gardes-chiourme arrêtés comme coupables, on dit déjà que l'autorité judiciaire les relâchera.

. .

Pierre Acciarito — ainsi que tout le monde le prévoyait — a été condamné à l'ergastule. Il est à remarquer que ses prétendus défenseurs, les avocats Ravignani et Ascoli, prononcèrent des harangues insignifiantes sous tous les rapports, qui font contraste à la splendide défense de l'avocat Tarantini en faveur de Passannante.

. .

Probablement l'autorité judiciaire demandera à la Chambre des députés l'autorisation de poursuivre le très connu panamiste et dévaliseur de banques, l'honorable F. Crispi.

. .

A l'établissement de l'Annunziata à Naples, sur 856 enfants trouvés, il en a vécu, dans une seule année, *trois*.

. .

D'après une liste, toutefois incomplète, publiée par l'*Agitazione*, il résulte que jusqu'à ce jour on compte 65 relégués politiques, dont 13 à Lipari, 12 à Ponza, 12 à Ventotène, 8 à Pantelleria, 8 à Ustica, 7 à Lampedusa et 5 à la Favignane.

Cependant, au moment où j'écris, les journaux annoncent qu'hier (5 juin) s'est réunie la commission gouvernementale pour l'assignation au *domicilio coatto*, sous la présidence du sous-ministre de l'intérieur. Cela promet de nouvelles relégations.

. .

Par suite des pressions policières faites aux imprimeries de Macerata, la *Protesta Umana* n'est pas encore parue.

Pour aujourd'hui 6 juin on annonce l'apparition de la *Favilla* à Mantoue.

Roberto d'Angiò.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A Auguste :

Cher camarade,

On pourrait certainement, comme vous le proposez, faire à notre projet d'école libertaire une utile application de la coopération et de l'échange libres.

Bon nombre de camarades sacrifieront, sans espoir de rétribution, une partie de leur temps à instruire les enfants. De même, qui empêcherait que d'autres, maçons, menuisiers, etc., fournissent aussi leur part d'effort pour la confection d'un local d'école ou d'un matériel? Et si certains, plus riches, allaient jusqu'à donner un terrain, ce serait là un appoint excellent.

Pas de difficultés, non plus, à ce qu'on supplée à l'insuffisance des fonds disponibles pour le personnel de l'école par des dons en nature.

Bonjour cordial.

J. Degalvès.

. .

La Coruna. — *Les camarades de* El Corsario *nous informent que, pour le nouvel ouvrage qu'ils ont en préparation et qui est déjà à moitié composé, ils sont arrêtés par le manque d'argent. Il leur faudrait une centaine de francs, ils font appel au concours de tous.*

Comme il n'y a pas de mandat international entre la France et l'Espagne, les camarades peuvent nous adresser leur obole, nous ferons tout parvenir en bloc à nos amis du Corsario.

. .

Salle Pétrelle, 24, rue Pétrelle, samedi 26 juin, à 8 h. 1/2 du soir, grand meeting public en faveur des réfugiés espagnols.

Ordre du jour : Le Drame de Montjuich; Solidarité révolutionnaire; L'Inquisition française et républicaine.

Orateurs : Charles Malato, A. Letrillard, E. Girault, F. Prost, Tortelier, et un membre du groupe des Etudiants Internationalistes.

. .

Roubaix. — Le groupe des *Iconoclastes* se réunira le samedi 26 juin, brasserie Libertaire, rue de Mouveaux, 78.

Dimanche soir, 27 juin, soirée familiale suivie de bal, au profit des réfugiés espagnols, au même endroit.

. .

Amiens. — Tous les lecteurs des journaux anarchistes sont invités à la réunion qui aura lieu le dimanche 27, au local habituel et heure convenue.

Sujet : 1° Communication importante; 2° Conférence au profit des camarades expulsés d'Espagne. Des lettres donneront la date de la dite conférence.

Extrême urgence.

. .

Bordeaux. — Le groupe anarchiste de cette ville qui a déjà fait une série de réunions de quartier, réunions qui vont se poursuivre, va entreprendre à la campagne, dans les intervalles, des conférences publiques et contradictoires à *Lormont, Saint-André de Cubzac, La Grave d'Ambarès, Langon, Saint-Macaire*, etc.

Le produit de ces conférences est réservé à l'*école libertaire* en formation.

Les sujets qui seront traités aux conférences à la campagne sont ceux-ci :

Le prolétariat agricole; — Du métayage; — Des hypothèques, des impôts et de l'usure s'abattant sur les lopins des paysans; — De l'insuffisance du matériel de culture; — Du morcellement de la propriété, et de la propriété commune.

. .

Lyon. — Dimanche prochain 27 juin, les compagnes et les compagnons sont convoqués à une ballade champêtre aux environs de Tassin.

Il y aura chants, poésies et causerie dans les bois.

Le départ pour ceux qui veulent manger sur l'herbe est fixé de 9 h. 1/2 à 10 heures du matin.

Chacun est prié d'apporter son manger.

Le deuxième départ aura lieu de 2 heures à 2 h. 1/2.

On trouvera sur place du vin à 12 sous le litre.

Les rendez-vous sont fixés au bout du pont Lafeuillée, côté de la gare Saint-Paul.

Le but fixe de la ballade sera indiqué dans le *Peuple* de dimanche matin.

Les camarades sont priés de se réunir samedi 26 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Mercey, angle des rues Moncey et Chaponnay.

Causerie par le camarade Goton sur la propagande locale et la nécessité de combattre les politiciens et parlementaires quels qu'ils soient.

Distribution des listes de souscription pour la *Lutte*.

. .

Marseille. — Le produit de la conférence donnée au bar Isnard, le mardi 15 juin, a été, par extrême nécessité, réservé pour un acte de solidarité.

Samedi 26 juin, à 8 h. 1/2, grande soirée familiale, à la salle Bouchard, 35, boulevard Chave, donnée au bénéfice des victimes de l'inquisition d'Espagne.

Causerie par les camarades Reynard et Chantemesse, précédée d'une partie de chant.

A 1 heure du matin, sauterie.

Le piano sera tenu par un camarade.

Prix d'entrée : 30 centimes.

. .

Un camarade, pressé par la nécessité, se voi' forcé de mettre en vente les collections qu'il possède, comprenant : le *Révolté*, de Paris; la *Révolte*; l'*Homme libre*, de Bruxelles; la *Débâcle*, de Bruxelles, non reliées, en bon état.

Envoyer les propositions au journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Dégénérés, par Michel Provins; 1 vol., 3 fr. 50, chez G. Havard, 27, rue Richelieu.

L'Avenir de la race blanche, par Novicow, et *Les Criminels dans l'art et la littérature*, par E. Ferri, 2 vol. de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*, à 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

El socialismo y el congreso de Londres, traduction espagnole du livre de Hamon, au *Corsario*, Africano, 18, La Coruna.

Catre fete, par Anna-Maria Manzoni; une brochure au *Miscarea sociala*, Bucharest.

Utopie und experiment (sur la *colonie Cecilia*), traduction allemande des articles qui ont paru sur ce sujet, chez Sanftleben, libraire, Zurich.

Concours pour la participation au bénéfice, circulaire n° 9, série B, au *Musée social*, 5, rue Las Cases.

A lire :

Arrestations bizarres, L. de Gramont, *Eclair* du 17 juin.

Théâtre des attentats, H. Rochefort, *Intransigeant* du 19 juin.

Gredins, L. Descaves, *Echo de Paris* du 20 juin.

L'Incendie et le Cyclone, H. Rochefort, *Intransigeant* du 21 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade. — Des ouvrages pour les enfants, dans le sens de nos idées, je n'en connais pas. Cela manque en effet. — Ce sera là une œuvre à entreprendre par les professeurs de l'école libertaire. Si, dans les livres bourgeois existants, il se trouvait quelque chose que l'on puisse donner de préférence, nous prions ceux des amis qui en connaissent de nous les signaler.

Bibliothèque de Montmartre. — Convocation arrivée trop tard la semaine dernière.

R., à Nîmes. — Brochures expédiées. — L'ouvrage en question formera un volume.

C., à Pleynefaye. — C'est par oubli que les 0 fr. 50 pour les enfants de Mignot n'ont pas été annoncés, s'ils se trouvaient dans la lettre.

Christiano, Portugal. — Votre nom complet, adresse et titre du volume?

A., à Naples. — Prenons note de votre carte.

M., à Limoges. — Vous auriez dû recevoir les *Soliloques du Pauvre* la semaine dernière, il avait été remis à l'expédition. Recevrez cette semaine. — Brest, également.

Reçu pour les réfugiés espagnols : D., à Melun, 3 fr. — Deux gueules noires, 2 fr. — A. N., Moissac, 0 fr. 50. — X., 2 fr. 25. — Berg, 3 fr. — Un irréductible, 3 fr. — Paul, 2 fr.; A., 1 fr.; B., 10 fr.; P., 3 fr.; Tortelier, 2 fr.; Cortelet, 1 fr.; Veber, 1 fr.; Gesce, 1 fr.; Bonneau, 0 fr. 50; Petteze, 1 fr. En tout : 22 fr. 50. — Du compagnon Calazel, de Marseille, un reliquat, 10 fr.; D., de Toulon, 1 fr.; B., de Toulon, 1 fr. En tout : 12 fr. — *La Caravelle* de Clamecy, 1 fr. 75. — Un jeune groupe, 6 fr. — M. S., à Levallois, 1 fr. — En tout, 57 fr. — Sommes reçues par le groupe des étudiants internationalistes : A., 3 fr.; Illisible, 2 fr. 25; G. Berger, 5 fr. En tout : 10 fr. 25. — Liste précédente : 31 fr. — Total général : 98 fr. 25.

Reçu pour l'école libertaire : Schulters, 1 fr. — X. Y., Lille, 1 fr. 20. — T. L., à Segonzac, 1 fr. — Un libertaire, 1 fr. — La famille Guérineau, 2 fr. 50. — *La Caravelle* de Clamecy, 1 fr. 75. — En tout : 8 fr. 45. — Listes précédentes : 47 fr. 85. — Total général : 56 fr. 30.

Reçu pour le journal : Une solitaire, 0 fr. 50. — Chalon-sur-Saône, collecte par des camarades qui espèrent être imités : Supplément d'apéritifs, 1 fr 40; E. G., 0 fr. 50; X., 0 fr. 25; Y., 0 fr. 25; Defer, 1 fr.; Z., 0 fr. 25; W., 1 fr. 35. En tout : 5 fr. — Vente de vieux timbres, 0 fr. 30. — G., à La Palisse, 2 fr. — H., 1 fr. 50. — A. S., 10 fr. — T. L., à Segonzac, 1 fr. — Un inconnu, 8 fr. — R., à Nîmes, 0 fr. 50. — M. L., Paris, 1 fr. 75 (en timbres). — E. S., 1 fr. — La famille Guérineau, 1 fr. 25. — X., 2 fr. 25. — Les deux frères, 2 fr. — Berg, 2 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — Une anarchiste de Saint-Mandé, 1 fr. — *La Caravelle*, revue manuscrite de Clamecy, 3 fr. — M. S., à Levallois, 1 fr. — Merci à tous.

T., rue du S. — T., à Dijon. — Tobaconist, à Londres. — B., à Angers. — Mme Vve D., à Montluçon. — L. G., à Newcastle. — Torino. — F., au Mans. — L. B. I. — M., à La Haye. — D. V., à Toulon. — F., à Liège — G., à Tarare. — L., à Laon. — M., à Nonancourt. — V., à Nîmes. — L., à Jemeppes. — B., à Limoges. — C., au Havre. — S., à Roubaix. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 10 — DIX CENTIMES — DU 3 AU 9 JUILLET 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Merci aux camarades dont la bonne volonté ne se lasse pas; si nous ne sommes pas arrivés à éviter la suppression du supplément, cette semaine, leur empressement nous aide à éviter au moins l'éclipse totale.

Nous envoyons cette semaine le bordereau mensuel à nos dépositaires. Ceux qui pourraient nous envoyer des fonds avant lundi, nous faciliteraient la besogne pour la semaine prochaine.

UNE FISSURE

Trop lente au gré de nos désirs, l'Evolution va son chemin cependant et nul ne peut prévoir le moment d'accélération inévitable où, brisant toute entrave, elle deviendra Révolution.

L'impulsion viendra-t-elle d'une guerre internationale, d'une grève générale, d'une insurrection, etc.? Tout est possible, mais le plus probable est encore un krach financier.

Une catastrophe à la Bourse, c'est un coup au cœur pour la société bourgeoise. Déjà on ne peut plus parler des caisses d'épargne, une loi bâillonne les indiscrets; n'est-elle pas plus significative qu'un long discours?

Quand on traverse certains glaciers dans les montagnes, les guides recommandent le silence; un mot prononcé à voix haute peut produire un ébranlement d'air suffisant pour déchainer l'avalanche des masses de neige accumulées sur des surfaces gelées.

Le crédit est aussi une masse de neige sur une pente, un cri peut le faire glisser, un rayon de soleil le faire fondre.

Un homme a du crédit parce qu'on le sait bon payeur, il peut ainsi emprunter deux fois plus qu'il n'a de fortune; tant qu'on aura confiance en lui, il prospérera, mais la confiance cessant, c'est la ruine pour lui et les prêteurs du jour au lendemain. Quoi de plus fragile, de plus glissant que la confiance, c'est-à-dire le crédit, c'est-à-dire la finance?

Or, le monde de la richesse, tout le capitalisme, la bourgeoisie en un mot ne repose que sur la masse neigeuse du crédit.

Les plus acharnés défenseurs de l'ordre actuel ne peuvent nier l'instabilité de la situation économique où se débat notre société anormale et arbitraire; elle n'est maintenue en équilibre que par la violence, la ruse et le mensonge : la loi et l'armée. Or la confiance ne s'impose pas par force, on ne peut commander à personne d'en avoir, même sous peine de mort.

Le renouvellement du privilège de la Banque de France trahit nettement cette préoccupation par les polémiques qu'il provoque dans la presse financière et économique. La Banque voudrait avoir le renouvellement de son monopole sans concéder aucun droit ni aucune faveur à l'Etat; la moindre concession est pour elle périlleuse.

Tout ce qui vit a pour condition la liberté; tout ce qui la restreint, restreint la vie, prépare la mort. C'est le propre de l'intervention de l'Etat : elle ne peut être que malfaisante.

Or cette intervention est certaine, elle est avouée par un traité; mais on n'en veut faire connaître ni la forme ni les clauses; la partie connue du public renferme un article ainsi conçu :

« Art. 11. — Le chiffre des émissions de billets de la Banque de France et de ses succursales, fixé au maximum de quatre milliards, est élevé à cinq milliards. »

L'encaisse métallique qui doit garantir quelque temps le remboursement des billets est déjà inférieure de plus de moitié à la valeur des billets en circulation.

En outre, comme la Banque peut payer en argent et que l'argent vaut juste la moitié de sa valeur nominale, puisqu'une pièce de cent sous ne contient que 2 fr. 50 d'argent, il en résulte que la Banque a le droit de ne payer que la moitié de la somme inscrite sur ses billets.

C'est un privilège, mais il est de nature à nuire à celle qui en jouit.

D'ailleurs l'encaisse or est appelée aussi à diminuer de valeur, si la production augmente assez pour faire baisser les cours de ce métal.

Pour comble, il paraît que l'encaisse or et argent constitue le trésor de guerre de nos maîtres; ce qui revient à dire que, le cas échéant, il serait dévoré en un clin d'œil par nos gouvernants qui n'ont de grand que l'appétit, ils auront sous la dent ce nerf de la guerre qui vaudra mieux pour leur santé que la vache enragée réservée à ceux qui iront se faire tuer.

N'oublions pas en passant qu'une des causes d'insuccès de la Commune fut son respect incroyable de cette même encaisse autour de laquelle tournent déjà les loups dévorants de l'opportunisme.

En cas de guerre, l'Etat décrètera le cours forcé du billet après en avoir sans doute doublé ou triplé l'émission.

D'ailleurs, sous une forme hypocrite, le cours forcé existe déjà virtuellement; on pouvait lire sur les anciens billets bleus : *Il sera payé en espèces à vue au porteur.* Cette phrase, qui ne peut être considérée comme insignifiante, n'a pas été réimprimée sur les billets bleus et roses actuels; l'omission est au moins curieuse, car elle n'a pas eu lieu à l'insu du gouvernement.

Il est à remarquer que lorsque des orateurs ont demandé que la convention entre la Banque et l'Etat soit divulguée, la Chambre, à une grande majorité, a déclaré vouloir rester dans l'ignorance; voilà un manque de curiosité extraordinaire!

Pourquoi le public ne doit-il pas connaître le secret de la convention passée entre Méline et les financiers cosmopolites pour prix du renouvellement du privilège de la Banque de France?

Ce privilège d'émettre seule les billets de banque n'est-il simplement que le droit d'émettre du papier-monnaie? C'est en tout cas le résultat naturel de l'ingérence de l'Etat en matière de crédit et de finances; nous nous dirigeons vers le régime des assignats, sans même la garantie de biens nationaux.

On sait avec quelle facilité la circulation de ces petits papiers de monnaie fictive crée les situations révolutionnaires.

Quand Mme Bourgeoisie aura enterré M. Crédit, elle ne lui survivra pas longtemps.

Ludovic Malquin.

L'ÉTAT : SON ROLE HISTORIQUE

(*Conférence qui devait être faite à Paris le 7 mars 1896, à la salle des Mille Colonnes*) (1)

X (*fin*)

Si l'on approfondit un peu toutes ces diverses catégories de faits, que j'ai à peine effleurés ce soir, on comprendra pourquoi, — voyant l'Etat, tel qu'il fut dans l'histoire, et tel qu'il est dans son essence même aujourd'hui — et convaincus qu'une institution sociale ne peut pas se prêter à *tous* les buts voulus, puisque, comme chaque organe, *elle* fut développée par telle fonction, dans tel but, et non pas dans tous les buts possibles, — on comprendra, dis-je, pourquoi nous concluons à l'abolition de l'Etat.

Nous y voyons l'institution, développée dans l'histoire des sociétés humaines pour empêcher l'union entre les hommes, pour entraver le développement de l'initiative locale et individuelle, pour broyer les libertés qui existaient et pour empêcher leur éclosion.

Et nous savons qu'une institution, qui a tout un passé datant de plusieurs milliers d'années, ne peut pas se prêter à une fonction opposée à celle pour laquelle elle fut développée dans le cours de l'histoire.

***

A cet argument, absolument inébranlable pour quiconque a réfléchi sur l'histoire, — que nous répond-on?

On répond par un argument... presque enfantin.

— « L'Etat est là, nous dit-on. Il existe, il représente une puissante organisation, toute faite. Pourquoi la détruire, au lieu de l'utiliser? Elle fonctionne pour *le mal* — c'est vrai; mais

(1) Voir les numéros 34, 38 à 40, 42, 45, 47 et les numéros 1 et 9 (3e année).

c'est parce qu'elle est aux mains des exploiteurs. Tombée aux mains du peuple, pourquoi ne serait-elle pas utilisée dans un meilleur but pour le bien du peuple? »

Toujours le même rêve, — du marquis de Posa, imaginé par Schiller, essayant de faire de l'absolutisme un instrument d'affranchissement, ou le rêve du doux abbé Pierre, dans la *Rome* de Zola, voulant faire de l'Eglise le levier du socialisme!...

Qu'il est triste d'avoir à répondre à de pareils arguments! Car ceux qui raisonnent ainsi, ou bien n'ont pas le moindre soupçon sur le vrai rôle historique de l'Etat; ou bien, ils conçoivent la révolution sociale sous une forme tellement insignifiante, tellement anodine, qu'elle n'a plus rien de commun avec les aspirations socialistes.

*
* *

Prenez un exemple concret, la France.

Tous, tant que nous sommes ici, nous avons certainement signalé ce fait frappant, que la troisième République, malgré sa forme républicaine de gouvernement, est restée monarchique dans son essence. Tous, nous lui avons reproché de ne pas avoir républicanisé la France — je ne dis pas de n'avoir rien fait pour la révolution sociale, mais de ne pas avoir seulement introduit les mœurs et l'esprit simplement républicains. Car le peu qui s'est fait depuis vingt-cinq ans pour démocratiser les mœurs, ou pour répandre quelque peu d'instruction, s'est fait partout, dans toutes les monarchies européennes, sous la poussée même des temps que nous traversons. — D'où vient donc l'étrange anomalie d'une république monarchique?

Elle vient de ce que la France est restée Etat, au même point qu'elle l'était il y a trente ans. Les détenteurs du pouvoir ont changé de nom; mais tout cet immense échafaudage d'organisation de ronds de cuir centralisés, toute cette imitation de la Rome des Césars qui s'est élaboré en France est resté; et ces rouages continuent, comme jadis, à échanger leurs cinquante paperasses quand le vent a abattu un arbre sur une route nationale. L'estampille de la paperasse a changé; mais l'Etat, son esprit, ses organes, sa centralisation territoriale et sa centralisation des fonctions sont restés. Et, comme une pieuvre, ils s'étendent de jour en jour sur le pays.

Les républicains — je parle des sincères — avaient nourri l'illusion que l'on pouvait « utiliser l'organisation de l'Etat » pour opérer un changement dans le sens républicain, et voilà les résultats. Alors qu'il fallait briser la vieille organisation, briser l'*Etat* et reconstruire une nouvelle organisation, en commençant par les fondements mêmes de la société — la commune de village affranchie, l'union ouvrière libre, etc. — ils ont pensé à utiliser « l'organisation qui existait déjà ». Et, faute d'avoir compris que l'on ne fait pas marcher une institution historique dans le sens que l'on voudra lui indiquer, — qu'elle a sa marche à elle, — ils furent engloutis par l'institution.

Et cependant, dans ce cas, il ne s'agissait pas encore de modifier l'ensemble des rapports économiques dans la société. Il ne s'agissait de réformer que certains côtés seulement des rapports politiques entre hommes!

*
* *

Mais après un échec si complet, en face d'une expérience si piteuse, — on s'obstine à nous dire que la conquête des pouvoirs dans l'Etat par le peuple suffira pour accomplir la révolution sociale! — que la vieille machine, le vieil organisme, lentement élaboré au cours de l'histoire pour broyer la liberté, pour écraser l'individu, pour asseoir l'oppression sur une base légale, pour égarer le cerveau en l'habituant à la servitude — se prêtera à merveille à de nouvelles fonctions : qu'elle deviendra l'instrument, le cadre, pour faire germer une vie nouvelle, pour asseoir la liberté et l'égalité sur des bases économiques, pour réveiller la société et marcher à la conquête d'un meilleur avenir!...

Pour donner libre essor au socialisme, il s'agit de reconstruire de fond en comble une société, basée aujourd'hui sur l'étroit individualisme du boutiquier. Il s'agit non pas seulement — comme on l'a dit quelquefois en se plaisant dans le vague métaphysique — de remettre au travailleur « le produit intégral de son travail »; mais il s'agit de refaire en entier tous les rapports, depuis ceux qui existent aujourd'hui entre chaque individu et son marguillier ou son chef de gare, jusqu'à ceux qui existent entre métiers, hameaux, cités et régions. Dans chaque rue et dans chaque hameau, dans chaque groupe d'hommes réunis autour d'une usine ou le long d'une voie ferrée, il faut réveiller l'esprit créatif, constructeur, organisateur, afin de reconstruire toute la vie — à l'usine, sur le chemin de fer, au village, au magasin, dans l'approvisionnement, dans la production, dans la distribution. Tous les rapports entre individus et entre les agglomérations humaines sont à refaire, du jour même, du moment même où l'on touche à l'organisation actuelle, commerciale ou administrative...

Et l'on veut que ce travail immense, qui demande l'exercice libre du génie populaire, se fasse dans les cadres de l'Etat, dans l'échelle pyramidale de l'organisation qui fait l'essence de l'Etat! On veut que l'Etat, dont nous avons vu la raison d'être dans l'écrasement de l'individu, dans la haine de l'initiative, dans le triomphe d'*une* idée qui doit forcément être celle de la médiocrité, devienne le levier pour accomplir cette immense transformation!... On veut gouverner le renouveau d'une société à coup de décrets et de majorités électorales...

Quel enfantillage!

*
* *

A travers toute l'histoire de notre civilisation, deux traditions, deux tendances opposées, se sont trouvées en présence : la tradition romaine et la tradition populaire; la tradition impériale et la tradition fédéraliste; la tradition autoritaire et la tradition libertaire.

Et de nouveau, à la veille de la révolution sociale, ces deux traditions se trouvent face à face.

Entre ces deux courants, toujours vivants, toujours en lutte dans l'humanité, — le courant par le peuple et le courant des minorités assoiffées de domination politique et religieuse — notre choix est fait.

Nous reprenons celui qui poussa les hommes, au douzième siècle, à s'organiser sur les bases de la libre entente, de la libre initiative de l'individu, de la libre fédération des intéressés. Et nous laissons les autres se cramponner à la tradition impériale, romaine et canonique.

*
* *

L'histoire n'a pas été une évolution ininterrompue. A plusieurs reprises, l'évolution s'est arrêtée dans telle région pour recommencer ailleurs. L'Egypte, l'Asie antérieure, les bords de la Méditerranée, l'Europe centrale ont été tour à tour le théâtre du développement historique. Mais chaque fois cette évolution a commencé, d'abord par la phase de la tribu primitive, pour passer ensuite par la commune de village, puis par la cité, et mourir dans la phase Etat.

En Egypte, la civilisation débute par la tribu primitive. Elle arrive à la commune de village, plus tard à la période des cités, plus tard encore à l'Etat, lequel, après une période florissante, amène — la mort.

L'évolution recommence en Assyrie, en Perse, en Palestine. Elle y traverse de nouveau les mêmes phases : la tribu, la commune de village, la cité, l'Etat tout-puissant — la mort!

Une nouvelle civilisation débute alors en Grèce. Toujours par la tribu. Lentement elle arrive à la commune de village, puis aux cités républicaines. Dans ces cités, la civilisation atteint ses plus hauts sommets. Mais l'Orient lui apporte son haleine empestée, ses traditions de despotisme. Les guerres et les conquêtes créent l'empire d'Alexandre de Macédoine. L'Etat s'intronise, la pieuvre grandit, tue toute civilisation, et alors survient — la mort!

Rome recommence la civilisation à son tour. C'est encore la tribu primitive que nous retrouvons à ses origines; puis la commune de village; puis la cité. A cette phase elle arrive à l'apogée de sa civilisation. Mais viennent l'Etat, l'empire et alors — la mort!

Sur les ruines de l'empire romain, les tribus celtes, germaniques, slaves, scandinaves recommencent à nouveau la civilisation. Lentement la tribu primitive élabore ses institutions pour arriver à la commune de village. Elle s'attarde dans cette phase jusqu'au douzième siècle. Alors surgit la cité républicaine et celle-ci amène l'éclosion de l'esprit humain, dont nous parlent les monuments de l'architecture, le développement grandiose des arts, les découvertes qui posent les bases des sciences naturelles. Mais ensuite vient l'Etat...

— La mort?

Oui, la mort, — ou bien le renouveau! Les Etats mis en pièces, et une nouvelle vie recommençant dans mille et mille centres, sur le principe de l'initiative vivace de l'individu et des groupes et la libre entente; ou bien, toujours l'Etat, écrasant la vie individuelle et locale, s'emparant de tous les domaines de l'activité humaine, amenant ses guerres et ses luttes intestines pour la possession du pouvoir, ses révolutions de surface qui ne font que changer de tyrans et, inévitablement, au bout de cette évolution — la mort!

Choisissez!

PIERRE KROPOTKINE.

VOIX DE GENÈVE

Dans *Une voix d'outre-tombe*, Séverine raconte un massacre des innocents, celui de Montjuich, comme en peuvent commettre les mahométans et les chrétiens de 1897. L'optimisme de l'auteur lui dicte cette constatation :

« C'étaient sûrement des anarchistes; mais aucun parti n'inscrit à son programme, aujourd'hui, que le délit d'opinion suffise à entraîner la peine capitale. Tous même s'en défendent, répudient cette thèse énergiquement... Cinq hommes (dont un aliéné, j'y insiste) furent condamnés à mort; dix à vingt ans; trois à dix ans de bagne; sept à la déportation dans une enceinte fortifiée; soixante et un acquittés, c'est-à-dire expulsés et très probablement déportés en des parages aussi insalubres que lointains... Même s'ils étaient des « malfaiteurs », *qui* oserait approuver cette justice-là?... »

Qui, Séverine? Le journal d'un poète idyllique, d'un improvisateur au verbe généreux, d'un libre penseur qui conteste leurs droits de citoyens aux catholiques romains, d'un journaliste spirituel, d'un magistrat cantonal, fédéral et municipal, chef très écouté des libéraux de l'Helvétie, légalitaire capable d'accompagner publiquement le drapeau des socialistes et de prononcer les plus longs discours de *1er Mai*, mais capable également de publier, lui qui jamais ne risqua rien, l'article éditorial *Défendons-nous*, traduit en toutes langues, su par cœur sans doute par les juges et assassins du massacre des innocents, et dans lequel nous trouvons cette déclaration dont voici l'essentiel :

« Il y a eu des anarchistes honnêtes... il n'en peut plus exister aujourd'hui... *tout homme* qui ne répudie pas la secte des fauves devient son complice, ne peut invoquer aucune excuse, ne mérite aucune pitié... La mort obscure, ignorée, au coin d'une cour, dans les pays qui tuent encore les criminels; la prison cellulaire à perpétuité, sans interruption dans ceux qui ne se reconnaissent pas le droit de verser le sang même d'un scélérat... » (*Le Genevois* 27 juin, 1894; rédacteur, Georges Favon.)

Toutes les voix de Genève ne hurlent pas à la mort contre ceux à qui le stoïcisme des anarchistes inspire quelque sympathie. A côté du dépositaire infidèle et truqueur, près des forestiers de Bondy et de leur complice, il existe encore quelques braves cœurs qui ne laisseront pas étrangler toutes libertés par une population de logeurs. Ce n'est point une âme de mastroquet qui, dans les *Pages*, revue de MM. Grandjean et Moriaud, exalte la grandeur des pratiques anarchistes, la sainteté, la science et l'héroïsme des libertaires. La spontanéité de cet hommage est d'autant plus étonnante que son auteur soumit plus tard le lecteur des *Pages* à l'épreuve douloureuse d'une berquinade où la crainte du dieu mercuriel des consistoriaux et des chapelains paraît l'emporter sur le souci de l'art et de l'humanité. Il faut espérer que lorsqu'il mettra en scène le consortium Wakker, Suss et François, ces héros d'hôpital, M. Avennier oubliera le style de *Sous les Sapins* pour n'employer que celui de son *Anarchie*.

⁂

Les *Pages littéraires et musicales* font beaucoup parler d'elles depuis un mois. Tous les lettrés connaissent ce périodique genevois où, au risque de vider les auditoires universitaires, M. Duchosal tape ferme sur les despotes allemands. Comme toute revue qui ne répudie pas les idées anarchistes, les *Pages* ont beaucoup d'ennemis. Un des plus loyaux et des plus injustement maltraité dans cette feuille nous a cependant déclaré qu'elle n'est aux gages de personne. Les *Pages*, disait-il, n'ont jamais servi d'essuie-plume, comme telles autres feuilles, aux reporters du *Temps* et aux rédacteurs du *Journal de Genève*. Il est évident que l'éducation de ses rédacteurs est perfectible, mais celui qui, par vengeance ou mercantilisme, mettrait en doute leur indépendance, ne saurait être qu'un menteur doublé d'un lâche. Pour les attaquer efficacement, il n'est pas besoin de les calomnier. L'idée ne viendra à personne de comparer les *Pages* à tel antique papier de commerce où les chapons et les forbans de la parole et du livre aiguisent leur bec rudimentaire ou venimeux.

⁂

Dans cette bonne ville de libertins où, selon les traditions du Calvin cher au reporter-conférencier Morhardt, il n'est question que de massacrer les amis des libertaires, les scandales se succèdent sans désemparer. Quand la situation d'un voleur de pauvres devient intenable, il en est quitte pour imposer sa démission. Il est prouvé que toutes les commissions s'empressent de l'accepter afin de le soustraire à ses juges naturels. Après les ignominies d'Asnières, l'incurie criminelle de Pêney, le vol des dons de l'hôpital (faussement attribué à un Allemand, au risque de troubler la digestion du pasteur Ehni), les déboisements pastoraux approuvés par les Brocher et les Guillot, la démission irrégulière du chapelain François qui n'a pas rencontré un homme capable de la refuser, voici un scandale artistique dont l'écho s'est répercuté jusqu'à Paris. Il s'agit d'un miracle analogue à celui de la Vénus d'Ille et qui pourrait coûter aussi cher aux thaumaturges indélicats. S'il faut en croire les affirmations non démenties des *Pages*, la ville de Genève avait acquis pour son musée Rate (des ratés, prétendent les *avenaires*) une *petite figure de femme couchée* par Rodin. Un inconnu (anarchiste, poète ou Allemand au gré des Genevois magnanimes) substitua criminellement la statue d'une femme accroupie à la statuette de la femme couchée. Cette miraculeuse substitution a coûté 3.900 francs au lieu de 1.000 aux contribuables genevois. Des plumitifs qui n'ont garde de solder la différence déclarent que c'est donné, des commissaires prodigues des fonds publics font dire qu'ils n'ont pas lésiné, seules les *Pages* ont protesté contre l'onéreux escamotage. Un silence glacial accueillit les observations inéluctables de la revue qui avait publié l'*Anarchie* de M. Avennier. Les grimauds de toute plume refusés ou exclus par ce périodique affectèrent grotesquement d'ignorer son existence, selon l'ordinaire goujaterie des écrivailleurs genevois. Mais la *Plume* veillait, et, jadis menacée et injuriée par un « Chaufa-Gainperd », la *Plume* réveilla les assoupis avec un écho qui déchaîna une tempête dans ce qu'un soiriste genevois appelle naïvement la grande(?!) presse parisienne. Les calvinistes furent contraints de sortir de leurs clapiers et l'ordure évangélique suinta de ces âmes excrémentielles.

Il est dans l'anarchie des hommes que les tortures sociales ont faits violents et haineux, mais ce sont des anges auprès des hyènes genevoises. L'art de faire crever de misère ou de chagrin un être inoffensif, mais indépendant, y est pratiqué par d'incomparables virtuoses. Maîtres et élèves, parents et amis, pasteurs et politiciens, banquiers et philanthropes sont possédés de l'amour du mal. C'est à qui martyrisera le plus cruellement le prochain sans défense. Par exemple il leur faut des victimes muettes, c'est pourquoi ils vouent à une mort lente ou violente tout honnête homme qui ne répudie pas les libertaires. Leur prétention commune est de rechercher la vérité et ils prônent hypocritement la liberté d'examen. La sincérité de ces gens est à la hauteur de la capacité esthétique dont ils ont témoigné à l'égard des sculptures de Rodin. Adversaires et partisans se sont donné le mot pour ignorer l'intervention des *Pages* qui voulurent éclaircir ce mystère scandaleux. A lire leurs polémiques, on croirait que chacun est payé pour embrouiller ce problème nettement posé par la *Plume* : *Comment, où et par qui* le groupe de la *Petite figure de femme couchée* commandée au fondeur par la Ville de Genève a-t-il été l'objet d'une substitution opérée subrepticement au préjudice des contribuables? S'il s'est passé quelque chose de mystérieux, c'est, disent les *Pages*, « entre M. Mathias Morhardt et le fondeur de Rodin ». Au lieu de vouer à la mort les anarchistes et leurs amis, la presse genevoise ferait mieux de s'occuper de sa lessive.

⁂

Lessive malpropre, si nous en croyons la légende qui accueillit à Genève la *Femme accroupie* de Rodin. On ne sait quels abolitionnistes y virent une épigramme. Vénus Meretrix! rugirent les tailleurs de pierres de Veyrier qui se mêlent d'archéologie. Un vieux geai, déplumé par *la goutte*, augura que ce devait être la Syphilis, et le *Journal de Genève*, qui n'aime pas qu'on symbolise le mal calviniste, tâcha d'ensevelir l'œuvre et l'auteur sous la cendre de ses phrases prêcheuses. L'ennui de cette pluie grise en neutralise le venin. A brasser pendant dix ans, quinze ans peut-être la vidange capitaliste et confessionnelle, un journaliste d'occasion a le sens esthétique oblitéré, fût-il parent d'un frondeur adroit. Il éclaboussera d'ordures, avec une inconscience désarmante, l'art et les artistes, qui en sont quittes pour changer de linge. Ainsi, à propos d'un chef-d'œuvre de Rodin, le *Journal de Genève* déclare qu'il y a dix ans « un artiste qui se serait permis d'exposer de la *gangue* aurait fait scandale? On aurait crié à l'outrecuidance, au manque de respect de soi et du public. Nous en sommes encore là à Genève ».

Qui diable entraîna le sculpteur Rodin sur la galère calviniste? Par quels détestables conseils fut-il incité à *donner* aux millionnaires protestants trois œuvres qu'ils ne peuvent comprendre, alors que l'anarchiste le plus sevré de culture crierait d'admiration à première vue? Les haïsseurs de l'Idée ne sauraient être que des haïsseurs du Beau. A une époque où s'organise sournoisement le massacre international des anarchistes, où le chef du socialisme suisse ressuscite le meurtrier délit d'opinion, brandit le glaive du fangeux Théodore de Bèze et préconise la procédure des bourreaux calvinistes contre « tout homme qui ne répudie pas la secte des fauves », il est pénible de voir un artiste indépendant jeter ses perles à des... liberticides et fournir aux coquecigrues genevois l'occasion de fienter sur son œuvre.

D'Arc.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Magistrature. — Qui ne serait profondément impressionné par l'esprit de suite, d'équité, la pondération et l'égalité de vue de la magistrature? Dans les écoles, on enseigne le respect aveugle d'une foule de prescriptions, plus stupides les unes que les autres, et qu'on représente aux jeunes élèves comme les lois éternelles de la nature. Excusez du peu! Mais voilà que les prêtres de cette religion ne sont pas d'accord sur la pratique du culte qui leur procure le vivre et le couvert. Ces lois immanentes, immuables, ne sont pas par tous interprétées de même et encore moins appliquées. Écoutez les avis de ces docteurs en « droit des gens » et réjouissez-vous de leur plaisante cacophonie.

C'est ainsi qu'à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars, le *Père Peinard* avait publié un manifeste. Ce manifeste a été affiché à Paris, dans toute la France, aux endroits les plus fréquentés sans qu'un magistrat de France ait vu qu'il y eût matière à poursuite. A Tenez, en Algérie, sur les confins du désert, André Reclus et deux autres camarades avaient collé ce manifeste sur un platane. Sans doute le lieu choisi était des plus dangereux, et l'affichage de ce manifeste était susceptible de provoquer une insurrection parmi les lions et les chacals du Sahara, car le procureur de la République d'Orléansville intenta des poursuites contre les trois malfaiteurs. Il réclamait contre André Reclus cinq ans de réclusion et un ou deux ans pour les autres. L'affaire est si grotesque que le tribunal a acquitté les trois prévenus. Mais le procureur ne se tient pas pour battu. Il a fait appel *à minima*, et l'affaire viendra devant la cour d'Alger.

⁂

La Grande Famille. — Le conseil de guerre de Rochefort a condamné à mort le soldat Porchereau, du 3e d'infanterie de marine, qui, à l'occasion du service, avait crevé l'œil gauche d'un caporal. Pour bien montrer quel respect on doit avoir pour ce genre de tragi-comédie, le conseil a aussitôt signé un recours en grâce, se déjugeant immédiatement.

L'adjudant Stoffati, qui a assassiné le malheureux Rivory, a eu 30 jours de prison infligés disciplinairement et jusqu'à présent paraît ne devoir même pas passer au conseil de guerre.

L'égalité conquise par nos pères de 89, « ces Titans! » est une belle chose.

Le *Petit Méridional* raconte le fait suivant :

Un adjudant d'artillerie passait à cheval, samedi, vers 6 heures, devant le Café du Grand Jardin, où étaient attablés de nombreux militaires, lorsqu'il aperçut un réserviste en civil, *libéré le jour même*, et lui intima l'ordre de rentrer immédiatement au quartier.

Le réserviste quitta sa chaise et se dirigea dans l'intérieur du café; aussitôt l'adjudant descendit de cheval, se précipita dans l'établissement et, ayant rejoint le réserviste, lui mit la main au collet comme s'il s'agissait d'un vulgaire malfaiteur. Se voyant ainsi brutalement appréhendé, le pauvre garçon pâlit et demanda timidement à l'adjudant quel était son crime pour être traité de la sorte, tandis que le sous-officier donnait l'ordre à un artilleur qu'il avait requis de conduire au quartier le réserviste prisonnier. La foule, que cet incident avait attirée, s'empressa de faire esquiver ce dernier et ne cacha pas son hostilité contre l'adjudant, qui dut remonter à cheval sous les huées.

⁂

Grèves. — Une alerte s'est produite à Dijon, le jour de la Pentecôte. Le bruit avait couru que les employés des chemins de fer allaient se mettre subitement en grève. Aussitôt, toutes les troupes ont été consignées, des cartouches leur ont été distribuées, et toutes les dispositions furent prises pour une fusillade en masse des mécontents. C'était une fausse alerte. Les travailleurs n'ont pas encore une conscience assez nette de leur force pour penser à s'en servir. Cependant, la peur qu'ils inspirent devrait leur servir d'enseignement.

La fin de la grève de la Grand'Combe a été votée dans une assemblée des grévistes à la suite de la démission du comité de la grève, démission provoquée par le vote récent de la Chambre.

Les grévistes ont eu une fois de plus la naïveté d'espérer quelque chose du gouvernement. Une autre fois, il faut l'espérer, ils ne compteront que sur eux.

Les chaudronniers sur fer de Marseille, en grève depuis sept semaines, adressent un appel à tous leurs camarades de France et de l'étranger. Ils comptent sur eux pour les aider à persister dans leurs revendications et pour soutenir les familles de ceux d'entre eux que le gouvernement républicain ploutocrate maintient en prison. Envoyer les fonds au camarade Niel, trésorier de la grève, Bourse du Travail, Marseille.

Les pêcheurs du port de Camaret se sont mis en grève et se sont formés en syndicat sous la présidence du maire et du commissaire de l'inscription maritime.

Les balayeuses des rues de Brest sont également en grève.

Grande réunion lundi dernier, à Lyon, de tous les ouvriers du bâtiment. La grève générale a été votée et acclamée par plus de 15.000 travailleurs.

A. Girard.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Ecole Libertaire et Cours du soir (1). — L'idée émise par nos journaux relative à la création d'une Ecole Libertaire a trouvé d'utiles encouragements.

Avant de lancer nos listes de souscription — ce qui n'a pu être fait que cette semaine — nous avons recueilli près de 500 francs de dons volontaires. Nous sommes donc encore loin de la somme nécessaire, mais nous pouvons dire — sans nous leurrer de chimériques espoirs — que, s'il n'y a pas de ralentissement dans l'effort, nous sommes en droit d'espérer la prochaine réalisation de nos conceptions.

Tous les camarades de Paris et de province ont compris que l'œuvre entreprise était, par son côté éminemment libertaire et son importance essentiellement révolutionnaire, digne en tous points de leurs encouragements et de leur appui. Que non seulement ils continuent leur propagande en faveur de ce projet, qui est celui de tous, mais encore qu'ils redoublent d'activité et favorisent dans la mesure du possible la circulation des listes de souscription, tenues dès ce jour à leur disposition.

Le groupe d'initiative se réunit tous les quinze jours et examine avec soin toutes choses relatives à la partie financière, aux moyens de propagande et d'exécution pratique du projet.

Les produits de la souscription ne subiront pas de virements. Ils seront placés dès à présent sous consignation et n'auront pas d'autre affectation que celle de la propagande à laquelle ils sont destinés.

Quelques-uns objectent que les frais d'une école seront toujours au-dessus de nos ressources et, partant de ce point, *nient l'efficacité de l'effort tenté*.

Quelle école? Quelles ressources?

Peut-on prévoir dès à présent de quelle importance seront et celles-ci et celle-là? Subordonnées qu'elles sont l'une à l'autre, nous attendons pour prendre une décision définitive d'avoir la mise de fonds nécessaire.

Ennemis des cadres toujours étroits et des règlements niveleurs, nous ne pouvions être dogmatiques. Les premiers jalons de notre projet ont été placés sur le terrain le plus large, le plus vaste de l'Enseignement libertaire en général. Ils pourront ainsi être déplacés ou modifiés au gré des événements nouveaux ou des circonstances nouvelles. Nous devons ajouter que nous avons toujours eu l'intention d'adjoindre à notre Ecole d'enfants l'annexe indispensable des Cours du soir (Bibliothèque-Ecole), pour tous ceux, jeunes gens ou adultes, qui désirent en profiter.

Pourrons-nous obtenir ce double résultat? Si nous ne pouvons avoir l'un et l'autre, nous aurons certainement l'un ou l'autre.

Des encouragements que nous recevrons, des initiatives qui se concerteront, des ressources qui nous parviendront, nous tirerons la solution la meilleure.

Ferons-nous peu ou beaucoup? Nous l'ignorons. Mais ce que nous savons bien, c'est que nous ferons quelque chose de durable et d'utile.

E. J.

N. B. — Pour la demande des listes de souscription et tous renseignements, s'adresser à E. Janvion, aux Bureaux du *Libertaire*, 5, rue Briquet, Paris.

Pour éviter les frais, nous n'enverrons pas de prospectus. Que les camarades veuillent bien divulguer les articles de journaux relatifs à la question de l'Enseignement libertaire.

Troisième liste de souscription générale (10 juin-25 juin).

Deuxième liste, 366 fr. 50. — Remis par les *Temps Nouveaux* qui en ont publié la liste, 44 francs; Elisée Reclus, 5 francs; Chapoton, 2 francs; Camarade anglais, 5 francs; Gabier, 2 francs; Petitjean, 2 francs; Fouquet, 10 francs; Souscription AD-LV-PG-B-A-G-Richard, 5 fr. 50; Le groupe de Fourchambault, 5 francs; Paul Michel et Marcelin de Marseille pour aider à refouler l'homme noir, 1 fr. 50; Un anarchiste de Saint-Mandé, 1 franc; Quatre libertaires de Nogent qui aspirent à toute la somme de bonheur pour l'humanité, 5 francs; Million, 6 francs; Un groupe de coopérateurs, 10 fr. 50; Mlle Madeleine, 1 franc; H. C., 0 fr. 50; Is (pour Marcel), 0 fr. 50.

Total à ce jour : 473 francs.

(1) Cette note devait être insérée la semaine passée, mais une erreur nous l'a fait oublier sur le marbre.

Pour la régularité des comptes, nous prions les camarades qui n'auraient pas vu figurer le montant de leur envoi dans l'une des trois listes déjà parues, de nous en avertir au plus tôt.

* *

Dimanche 5 juillet, à 2 h. 1/2, salle Florat, 7, place Voltaire, grand meeting public au bénéfice des Victimes de Canovas.

Orateurs : A. Létrillard, Giraud, Prost, Ebner, Florentin.

A 4 h. 1/2, fête familiale avec le concours de nombreux camarades.

Entrée : 50 centimes, donnant droit à une consommation de 30 centimes.

Nota. — La salle est très fraîche.

* *

Samedi 3 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, grande salle de l'Harmonie, 96, rue d'Angoulême, grande soirée familiale organisée par la Ligue d'Enseignement libertaire au bénéfice de l'Ecole.

Au programme : Mévisto, Yon-Lug, Buffalo, Leobros, Mme X, Privas, des cabarets montmartrois, Trémouillat, du Chien Noir, Louise France, du théâtre de l'Œuvre, etc.

Prix d'entrée : 1 franc.

En raison des frais d'organisation, nous prions les camarades de se rendre à cette soirée en plus grand nombre possible.

* *

Asnières. — Les camarades de Gennevilliers invitent les camarades d'Asnières à leurs réunions qui ont lieu tous les jeudis, salle Leduc, rue Croix-Lévis, 15.

* *

Gennevilliers. — Les Libertaires se réunissent tous les jeudis, salle Leduc, au premier.

* *

Saint-Denis. — Les camarades de Saint-Denis, afin de faire prendre un grand essor à la propagande, ont l'intention de fonder une bibliothèque sur le plan de celle de Montmartre.

En conséquence, ils font appel aux anciens et nouveaux militants de Saint-Denis et de la banlieue.

S'adresser au compagnon Louis Grandidier, 91, rue de Paris, ou au groupe, tous les samedis, salle Montérémal, 35, rue de la République.

* *

Montpellier. — Les anarchistes se réunissent au café des Arceaux, tenu par le camarade Maury.

* *

Bordeaux (*5e réunion de quartier*). — Samedi 3 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, rue Condorcet, 95, aux Blés d'Or, salle Dupla, conférence publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les anarchistes — ce qu'ils veulent; Du rôle du parti socialiste *autoritaire* au Palais-Bourbon; Des grèves partielles et de la grève générale.

Entrée : 15 centimes.

* *

Limoges. — Les camarades sont convoqués pour samedi soir, 3 juillet, à 9 heures précises, par le groupe *La Jeunesse libertaire*. Communication importante.

Afin de faciliter les camarades, on se réunira 131, faubourg de Paris et place de la République, Comptoir bordelais.

* *

Jonzac. — Estimant qu'à la théorie pure, l'exemple doit s'adjoindre comme étant le plus sûr moyen d'amener à la compréhension et par conséquent à l'adhésion de nos idées les hésitants et surtout ceux qui, même de bonne foi, ne croient pas à la possibilité d'une société anarchiste, le groupe *La Libre Entente* de Jonzac, se passionnant pour les projets se traduisant par des actes, approuve l'idée d'une école libertaire et vous adresse 5 francs comme premier versement, 2 francs aussi pour les camarades d'Espagne.

La révolution peut nous surprendre : aussi, par vos journaux, il faut s'efforcer d'indiquer le rôle que chacun peut remplir. Elle peut être éloignée : alors il faut une école libertaire pour enseigner tout ce que vous savez déjà et inculquer à la jeunesse la haine de cette société fainéante.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le baron Sinaï, par Gyp, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Vérité aux paysans, par un campagnard, brochure, 0 fr. 25, *Revue socialiste*, 28, passage Choiseul.

Des camarades de Bruxelles : *Le Mouvement anarchiste*, par Jacques Mesnil.

Cette brochure est à la disposition des camarades qui voudraient la faire circuler, sans condition de prix. Les amis de Bruxelles s'en rapportent à la bonne volonté de tous.

Adresser les demandes au camarade Hautstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

A lire :

Les Petits Tyrans, Montjoyeux, *Echo de Paris*, 27 juin.

Un Procès, C. Pelletan, *Eclair*, 29 juin.

Une monstruosité, H. Rochefort, *Intransigeant* du 24 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

B. T., à New-York. — Le numéro 45 de la *Révolte* est expédié.

G., à Paterson. — Reçu du mandat de P. égaré.

N., à Verviers. — Cela va bien.

C., à Saint-Etienne. — Vos convocations manquent trop d'équilibre. Ne pouvons insérer.

Un socialiste. — Virtualité veut dire force au repos, qui n'attend qu'une occasion pour se développer.

F. M., à Palerme. — Nulle part. Ces ouvrages ne se trouvent pas encore en librairie.

L., à Epinal. — Vous annoncez 1 abonnement de 3 mois, la lettre contenait 3 fr. de timbres.

Reçu pour les réfugiés espagnols : L. P., Lisbonne, 4 fr. — Groupe de Jonzac, 2 fr. — Un socialiste, 3 fr. — Torin, 5 fr. — A. F., 1 fr. — Ronds de cuir, 1 fr. — Saint-Etienne, excédent d'écot, 0 fr. 70. — Bruxelles : Louis, 5 fr.; Victor, 0 fr. 25. — C., à Treignac, 0 fr. 35. C., à Grenoble, 8 fr. 50. — En tout : 30 fr. 80. — Par les étudiants : 18 fr. 25. — Listes précédentes : 28 fr. 25. — Total général : 147 fr. 30.

Pour les réfugiés espagnols, sommes reçues par le groupe des E. S. R. I. : G. Beer, 5 fr. — Tour. M., 0 fr. 75. — En faveur des victimes innocentes du gouvernement espagnol par L., 2 fr. — Un déclassé, 0 fr. 50. — G. Biss, 1 fr. — M. Etienne, 0 fr. 50 — Thom., 1 fr. — Henr., 0 fr. 50. — Un humanitaire, 1 fr. 50. — Collecte entre camarades libertaires à la réunion du café Mercey et à la ballade champêtre à Tassin, 5 fr. 50. — En tout : 18 fr. 25.

Un camarade de Lyon, relieur, offre à un réfugié espagnol de son métier bon accueil ainsi que du travail.

Un autre camarade, de Toulouse, offre également de recevoir un camarade chez lui pendant un certain temps.

Reçu pour l'école libertaire : L. P., Lisbonne, 4 fr. — Le groupe de Jonzac, 5 fr. — C., à Treignac, 0 fr. 30. — En tout : 2 fr. 30.

Listes précédentes, 56 fr. 30. — Total général, 65 fr. 60.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : M. C., 0 fr. 50. — A. de P., Roumanie, 50 fr. — Liste par Monier : Un gniaf, 0 fr. 25; Un autre gniaf, 0 fr. 50; Monier, 0 fr. 25. Total : 1 fr. — En tout : 51 fr. 50.

Listes précédentes : 398 fr. 90. — Total général, 450 fr. 40.

Reçu pour le journal : Sanfrâse, 10 fr. — V. B., à Courbevoie, 2 fr. — Gouteron, 0 fr. 50. — Un socialiste, 3 fr. — *Vente de vieux timbres*, 10 fr. — Largesse, 3 fr. — R., à Nimes, 2 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — H. P., à Davos, 5 fr. — S., à Annonay, 0 fr. 75. — R. B., à Biella, 2 fr. 50. — C., à Treignac, 0 fr. 35. — J. P., à Ougrée, 10 fr. — Merci à tous.

P., à Lille; C., à Saint-Marcellin; H., à Saint-Nazaire; G., à Carmaux (par le *P. P.*). — M., à Troyes. — L., à Saint-Quentin. — H. G., à Port-Elisabeth (vieux timbres). — F., à Amiens. — J. M., à Reims. — B., à Narbonne. — J. H., à Rotterdam. — P., à Romans. — J. C., à Bruxelles. — G., à Saint-Nazaire; N., à Liège (par *P. P.* et *L.*). — S., à Varna. — N., à Vigo. — S., à Annonay. — K., à Genève. — P., à Lille. — A., à Verviers. — H. T., à Ougrée. — G., à Malines. — V., à Nimes. — M., à Anvers. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 11 DIX CENTIMES DU 10 AU 16 JUILLET 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES

ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

I

Ma petite brochure *Pages d'histoire socialiste*, et surtout mon opinion hérétique sur la loi supposée de la concentration du capital, ont attiré beaucoup plus l'attention que je ne m'y attendais. En lisant les critiques, tant favorables qu'adverses, j'ai dû reconnaître que mon exposé du sujet était trop sommaire, insuffisamment développé. L'opinion erronée que « le nombre de capitalistes et d'exploiteurs diminue constamment », et que, d'après « le jeu des lois immanentes du capitalisme, s'opère sans cesse *l'expropriation de la majorité des capitalistes par la minorité. — Un capitaliste tue beaucoup de capitalistes* » (1) — cette opinion qui est prêchée depuis trop longtemps et sous des aspects multiples, réclame une réfutation autrement détaillée que celle que j'ai donnée dans ma brochure. Ce que je ferai plus loin. Mais auparavant, je dois m'arrêter sur quelques observations générales de mes critiques; surtout sur celles de M. H., qui publia dans le numéro 5 du *Devenir social* une longue et consciencieuse analyse de mon petit opuscule.

Ces observations peuvent se réduire à quatre : primo, j'ai mal compris la loi formulée par Marx; secundo, cette loi de concentration se manifeste non dans la possession ou distribution de la richesse, mais bien dans la production capitaliste; tertio, en constatant l'accroissement du nombre de capitalistes, et spécialement celui des petits, je prive les socialistes-révolutionnaires d'un argument suprême concernant l'accroissement de la misère; enfin, je ne donne pas assez de preuves à mon assertion que cette *loi* fut formulée non d'après la méthode inductive des sciences positives, mais d'après la méthode dialectique de la métaphysique hégélienne.

Ai-je bien compris la formule de Marx?

Que le lecteur juge, en comparant mon exposé de la loi prétendue avec celui de Marx, et qu'il dise si j'avais mal compris. Voici la citation complète qu'on trouve à la page 23 de ma brochure :

« L'appropriation capitaliste, conforme au « mode de production capitaliste, constitue la « première négation de cette propriété privée « qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre *négation* « *avec la fatalité qui préside aux métamorphoses* « *de la nature*. C'est la négation de la négation... » (*triade* absurde de la dialectique métaphysique!) « L'expropriation s'accomplit par « le jeu des lois immanentes de la production « capitaliste, *lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux*. Corrélativement à cette « centralisation, à l'EXPROPRIATION DU GRAND « NOMBRE DE CAPITALISTES PAR LE PETIT, etc... « A mesure que *diminue* le nombre des potentats du capital *qui usurpent et monopolisent* « tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroît la misère. » (*Capital*, p. 342, édition française.)

Selon moi, Marx est bien clair, bien correct dans ses expressions « les capitaux se concentrent », « l'expropriation du grand nombre de capitalistes par le petit » s'accomplit toujours. Pour éviter le moindre malentendu, dans le texte anglais Engels répéta : « One capitalist always kills many. » M. H. (1), qui dit avec beaucoup de raison qu' « il faudrait savoir, tout d'abord, de quoi on parle; que c'est une précaution qui n'est jamais inutile, surtout quand il s'agit de problèmes économiques », me reproche d'avoir, après les mots de la citation « s'accroît la misère », supprimé les mots « *l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière* ». — Je supprime ces mots justement pour savoir de quoi on parle. Voulons-nous traiter la question de concentration du capital ou celle de la résistance populaire? Cette dernière s'accroît souvent, et avec beaucoup plus d'énergie, sous les persécutions religieuses et nationales, ainsi que pendant les invasions militaires; que M. H. se souvienne des guerres d'indépendance des Pays-Bas, d'Espagne, d'Italie, du Monténégro, qu'il se souvienne des guerres de la Révolution, avec la patrie déclarée en danger; je rappellerai aussi « la résistance de la classe ouvrière » de Paris pendant le siège de 1870... La résistance populaire est un phénomène réel, tandis que la concentration du capital est une fiction obtenue d'après la dialectique hégélienne. Justement pour éviter toute confusion, j'ai supprimé les mots indiqués, conservant tout de même l'idée fondamentale — qu'avec la concentration s'accroît la misère.

M. H. me reproche aussi de n'avoir point démontré que cette formule « serait le résultat de la métaphysique hégélienne ». Il n'y avait aucune nécessité à cela, car la formule elle-même est conçue et exprimée dans les termes de la dialectique hégélienne... En effet, que signifient les mots « la production capitaliste... constitue *la première négation* » et puis « engendre... *sa propre négation*... C'est *la négation de la négation* »? Est-il possible que M. H. n'ait pas reconnu la fameuse triade de la dialectique? La *première négation* est l'*antithèse* et la *négation de la négation* — synthèse de la dialectique en général. Comment donc M. H. n'a-t-il pas reconnu l'ancienne formule du *dialogue philosophique* trouvée par Zénon d'Elée, cultivée par des sophistes et des scoliastes, et par la science désignée sous le nom de *dialectique*? Il me semble qu'Engels, en dénaturant toute la terminologie scientifique, persuada à ses élèves que la dialectique est tout ce que vous voudrez, sauf l'ancien « dialogue philosophique ». En voici quelques preuves.

Un de ses élèves russes, M. Struvé, le même qui, au nom d'Engels, invita le gouvernement russe à aider la bourgeoisie à déposséder les paysans de leurs terres (1), définit la dialectique, selon Engels, comme L'ÉVOLUTION! Un autre, aussi arrogant que son maître, nous assure que la dialectique c'est la *philosophie* de mouvement. De son côté, M. St. croit que d'après « la manière de raisonner... appelée (par Engels) dialectique... la connaissance du mouvement et de ses lois devient l'objet principal de la recherche (p. 447).

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) « ... ein Kapitalist schlægt viele todt » — « One capitalist always kills many. »

(1) Voir dans le *Devenir social*, n° 5 de 1897, l'article « Contre une critique anarchiste ».

(1) P. Struvé, *Etudes critiques*, p. 259, Saint-Pétersbourg, 1895.

A la suite de l'article *Voix de Genève*, paru dans notre dernier numéro, nous avons reçu la visite de deux amis, amis également de M. Mathias Morhardt, qui sont venus nous affirmer que notre correspondant s'est trompé en incriminant le rôle de M. Morhardt dans les relations entre la Commission des Beaux-Arts de Genève et M. Rodin.

M. Morhardt s'était entremis pour faire offrir ces bronzes à la ville, et il a été le premier trompé par l'attitude des puritains en cette affaire.

Notre correspondant, lorsqu'il sera mieux informé, ne fera aucune difficulté pour le reconnaître.

CONCURRENCE ET MONOPOLE

Dans le numéro du journal marxiste *Justice*, daté du 24 avril dernier, M. H. G. Wilshire rend compte des résultats d'une enquête faite sur l'initiative du Sénat de New-York au sujet des « trusts » ou syndicats capitalistes.

Ces « trusts » sont parvenus à une telle puissance de concentration qu'ils constituent de véritables monopoles détruisant toute concurrence dans les contrées où ils existent. Les détaillants se trouvent, en raison de cette absence de con-

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

École Libertaire et Cours du soir (1). — L'idée émise par nos journaux relative à la création d'une École Libertaire a trouvé d'utiles encouragements.

Avant de lancer nos listes de souscription — ce qui n'a pu être fait que cette semaine — nous avons recueilli près de 500 francs de dons volontaires. Nous sommes donc encore loin de la somme nécessaire, mais nous pouvons dire — sans nous leurrer de chimériques espoirs — que, s'il n'y a pas de ralentissement dans l'effort, nous sommes en droit d'espérer la prochaine réalisation de nos conceptions.

Tous les camarades de Paris et de province ont compris que l'œuvre entreprise était, par son côté éminemment libertaire et son importance essentiellement révolutionnaire, digne en tous points de leurs encouragements et de leur appui. Que non seulement ils continuent leur propagande en faveur de ce projet, qui est celui de tous, mais encore qu'ils redoublent d'activité et favorisent dans la mesure du possible la circulation des listes de souscription, tenues dès ce jour à leur disposition.

Le groupe d'initiative se réunit tous les quinze jours et examine avec soin toutes choses relatives à la partie financière, aux moyens de propagande et d'exécution pratique du projet.

Les produits de la souscription ne subiront pas de virements. Ils seront placés dès à présent sous consignation et n'auront pas d'autre affectation que celle de la propagande à laquelle ils sont destinés.

Quelques-uns objectent que les frais d'une école seront toujours au-dessus de nos ressources et, partant de ce point, *nient l'efficacité de l'effort tenté.*

Quelle école? Quelles ressources?

Peut-on prévoir dès à présent de quelle importance seront et celles-ci et celle-là? Subordonnées qu'elles sont l'une à l'autre, nous attendons pour prendre une décision définitive d'avoir la mise de fonds nécessaire.

Ennemis des cadres toujours étroits et des règlements niveleurs, nous ne pouvions être dogmatiques. Les premiers jalons de notre projet ont été placés sur le terrain le plus large, le plus vaste de l'Enseignement libertaire en général. Ils pourront ainsi être déplacés ou modifiés au gré des événements nouveaux ou des circonstances nouvelles. Nous devons ajouter que nous avons toujours eu l'intention d'adjoindre à notre École d'enfants l'annexe indispensable des Cours du soir (Bibliothèque-École), pour tous ceux, jeunes gens ou adultes, qui désirent en profiter.

Pourrons-nous obtenir ce double résultat? Si nous ne pouvons avoir l'un et l'autre, nous aurons certainement l'un ou l'autre.

Des encouragements que nous recevrons, des initiatives qui se concerteront, des ressources qui nous parviendront, nous tirerons la solution la meilleure.

Ferons-nous peu ou beaucoup? Nous l'ignorons. Mais ce que nous savons bien, c'est que nous ferons quelque chose de durable et d'utile.

E. J.

N. B. — Pour la demande des listes de souscription et tous renseignements, s'adresser à E. Janvion, aux Bureaux du *Libertaire*, 5, rue Briquet, Paris.

Pour éviter les frais, nous n'enverrons pas de prospectus. Que les camarades veuillent bien divulguer les articles de journaux relatifs à la question de l'Enseignement libertaire.

Troisième liste de souscription générale
(10 juin-25 juin).

Deuxième liste, 366 fr. 50. — Remis par les *Temps Nouveaux* qui en ont publié la liste, 44 francs; Elisée Reclus, 5 francs; Chapoton, 2 francs; Camarade anglais, 5 francs; Gabier, 2 francs; Petitjean, 2 francs; Fouquet, 10 francs; Souscription AD-LV-PG-B-A-G-Richard, 5 fr. 50; Le groupe de Fourchambault, 5 francs; Paul Michel et Marcelin de Marseille pour aider à refouler l'homme noir, 1 fr. 50; Un anarchiste de Saint-Mandé, 1 franc; Quatre libertaires de Nogent qui aspirent à toute la somme de bonheur pour l'humanité, 5 francs; Million, 6 francs; Un groupe de coopérateurs, 10 fr. 50; Mlle Madeleine, 1 franc; H. C., 0 fr. 50; Is (pour Marcel), 0 fr. 50.

Total à ce jour : 473 francs.

(1) Cette note devait être insérée la semaine passée, mais une erreur nous l'a fait oublier sur le marbre.

Pour la régularité des comptes, nous prions les camarades qui n'auraient pas vu figurer le montant de leur envoi dans l'une des trois listes déjà parues, de nous en avertir au plus tôt.

∴

Dimanche 5 juillet, à 2 h. 1/2, salle Florat, 7, place Voltaire, grand meeting public au bénéfice des Victimes de Canovas.

Orateurs : A. Létrillard, Giraud, Prost, Ebner, Florentin.

A 4 h. 1/2, fête familiale avec le concours de nombreux camarades.

Entrée : 50 centimes, donnant droit à une consommation de 30 centimes.

Nota. — La salle est très fraîche.

∴

Samedi 3 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, grande salle de l'Harmonie, 96, rue d'Angoulême, grande soirée familiale organisée par la Ligue d'Enseignement libertaire au bénéfice de l'École.

Au programme : Mévisto, Yon-Lug, Buffalo, Leobros, Mme X, Privas, des cabarets montmartrois, Trémouillat, du Chien Noir, Louise France, du théâtre de l'Œuvre, etc.

Prix d'entrée : 1 franc.

En raison des frais d'organisation, nous prions les camarades de se rendre à cette soirée en plus grand nombre possible.

∴

Asnières. — Les camarades de Gennevilliers invitent les camarades d'Asnières à leurs réunions qui ont lieu tous les jeudis, salle Leduc, rue Croix-Lévis, 15.

∴

Gennevilliers. — Les Libertaires se réunissent tous les jeudis, salle Leduc, au premier.

∴

Saint-Denis. — Les camarades de Saint-Denis, afin de faire prendre un grand essor à la propagande, ont l'intention de fonder une bibliothèque sur le plan de celle de Montmartre.

En conséquence, ils font appel aux anciens et nouveaux militants de Saint-Denis et de la banlieue.

S'adresser au compagnon Louis Grandidier, 91, rue de Paris, ou au groupe, tous les samedis, salle Montérémal, 35, rue de la République.

∴

Montpellier. — Les anarchistes se réunissent au café des Arceaux, tenu par le camarade Maury.

∴

Bordeaux (5e *reunion de quartier*). — Samedi 3 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, rue Condorcet, 95, aux Blés d'Or, salle Dupla, conférence publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les anarchistes — ce qu'ils veulent; Du rôle du parti socialiste *autoritaire* au Palais-Bourbon; Des grèves partielles et de la grève générale.

Entrée : 15 centimes.

∴

Limoges. — Les camarades sont convoqués pour samedi soir, 3 juillet, à 9 heures précises, par le groupe *La Jeunesse libertaire*. Communication importante.

Afin de faciliter les camarades, on se réunira 131, faubourg de Paris et place de la République, Comptoir bordelais.

∴

Jonzac. — Estimant qu'à la théorie pure, l'exemple doit s'adjoindre comme étant le plus sûr moyen d'amener à la compréhension et par conséquent à l'adhésion de nos idées les hésitants et surtout ceux qui, même de bonne foi, ne croient pas à la possibilité d'une société anarchiste, le groupe *La Libre Entente* de Jonzac, se passionnant pour les projets se traduisant par des actes, approuve l'idée d'une école libertaire et vous adresse 5 francs comme premier versement, 2 francs aussi pour les camarades d'Espagne.

La révolution peut nous surprendre : aussi, par vos journaux, il faut s'efforcer d'indiquer le rôle que chacun peut remplir. Elle peut être éloignée : alors il faut une école libertaire pour enseigner tout ce que vous savez déjà et inculquer à la jeunesse la haine de cette société fainéante.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le baron Sinaï, par Gyp, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Vérité aux paysans, par un campagnard, brochure, 0 fr. 25, *Revue socialiste*, 28, passage Choiseul.

Des camarades de Bruxelles : *Le Mouvement anarchiste*, par Jacques Mesnil.

Cette brochure est à la disposition des camarades qui voudraient la faire circuler, sans condition de prix. Les amis de Bruxelles s'en rapportent à la bonne volonté de tous.

Adresser les demandes au camarade Haulstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

A lire :

Les Petits Tyrans, Montjoyeux, *Echo de Paris*, 27 juin.

Un Procès, C. Pelletan, *Eclair*, 29 juin.

Une monstruosité, H. Rochefort, *Intransigeant* du 24 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

B. T., à New-York. — Le numéro 45 de la *Révolte* est expédié.

G., à Paterson. — Reçu du mandat de P. égaré.

N., à Verviers. — Cela va bien.

C., à Saint-Etienne. — Vos convocations manquent trop d'équilibre. Ne pouvons insérer.

Un socialiste. — Virtualité veut dire force au repos, qui n'attend qu'une occasion pour se développer.

F. M., à Palerme. — Nulle part. Ces ouvrages ne se trouvent pas encore en librairie.

L., à Epinal. — Vous annoncez 1 abonnement de 3 mois, la lettre contenait 3 fr. de timbres.

Reçu pour les réfugiés espagnols : L. P., Lisbonne, 4 fr. — Groupe de Jonzac, 2 fr. — Un socialiste, 3 fr. — Torin, 5 fr. — A. F., 1 fr. — Ronds de cuir, 1 fr. — Saint-Etienne, excédent d'écot, 0 fr. 70. — Bruxelles : Louis, 5 fr.; Victor, 0 fr. 25. — C., à Treignac, 0 fr. 35. C., à Grenoble, 8 fr. 50. — En tout : 30 fr. 80. — Par les étudiants : 18 fr. 25. — Listes précédentes : 28 fr. 25. — Total général : 147 fr. 30.

Pour les réfugiés espagnols, sommes reçues par le groupe des E. S. R. I. : G. Beer, 5 fr. — Tour. M., 0 fr. 75. — En faveur des victimes innocentes du gouvernement espagnol par L., 2 fr. — Un déclassé, 0 fr. 50. — G. Biss, 1 fr. — M. Etienne, 0 fr. 50 — Thom., 1 fr. — Henr., 0 fr. 50. — Un humanitaire, 1 fr. 50. — Collecte entre camarades libertaires à la réunion du café Mercey et à la ballade champêtre à Tassin, 5 fr. 50. — En tout : 18 fr. 25.

Un camarade de Lyon, relieur, offre à un réfugié espagnol de son métier bon accueil ainsi que du travail.

Un autre camarade, de Toulouse, offre également de recevoir un camarade chez lui pendant un certain temps.

Reçu pour l'école libertaire : L. P., Lisbonne, 4 fr. — Le groupe de Jonzac, 5 fr. — C., à Treignac, 0 fr. 30. — En tout : 2 fr. 30.

Listes précédentes, 56 fr. 30. — Total général, 65 fr. 60.

Reçu pour la publication bi-hebdomadaire : M. C., 0 fr. 50. — A. de P., Roumanie, 50 fr. — Liste par Monier : Un gniaf, 0 fr. 25; Un autre gniaf, 0 fr. 50; Monier, 0 fr. 25. Total : 1 fr. — En tout : 51 fr. 50.

Listes précédentes : 398 fr. 90. — Total général, 450 fr. 40.

Reçu pour le journal : Sanfrâse, 10 fr. — V. B., à Courbevoie, 2 fr. — Gouteron, 0 fr. 50. — Un socialiste, 3 fr. — *Vente de vieux timbres*, 10 fr. — Largesse, 3 fr. — R., à Nîmes, 2 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — H. P., à Davos, 5 fr. — S., à Annonay, 0 fr. 75. — R. B., à Biella, 2 fr. 50. — C., à Treignac, 0 fr. 35. — J. P., à Ougrée, 10 fr. — Merci à tous.

P., à Lille; C., à Saint-Marcellin; H., à Saint-Nazaire; G., à Carmaux (par le *P. P.*). — M., à Troyes. — L., à Saint-Quentin. — H. G., à Port-Elisabeth (vieux timbres). — F., à Amiens. — J. M., à Reims. — B., à Narbonne. — J. H., à Rotterdam. — P., à Romans. — J. C., à Bruxelles. — G., à Saint-Nazaire; N., à Liège (par *P. P.* et *L.*). — S., à Varna. — N., à Vigo. — S., à Annonay. — K., à Genève. — P., à Lille. — A., à Verviers. — H. T., à Ougrée. — G., à Malines. — V., à Nîmes. — M., à Anvers. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 11 DIX CENTIMES DU 10 AU 16 JUILLET 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES

ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

I

Ma petite brochure *Pages d'histoire socialiste*, et surtout mon opinion hérétique sur la loi supposée de la concentration du capital, ont attiré beaucoup plus l'attention que je ne m'y attendais. En lisant les critiques, tant favorables qu'adverses, j'ai dû reconnaître que mon exposé du sujet était trop sommaire, insuffisamment développé. L'opinion erronée que « le nombre de capitalistes et d'exploiteurs diminue constamment », et que, d'après « le jeu des lois immanentes du capitalisme, s'opère sans cesse *l'expropriation de la majorité des capitalistes par la minorité. — Un capitaliste tue beaucoup de capitalistes* » (1) — cette opinion qui est prêchée depuis trop longtemps et sous des aspects multiples, réclame une réfutation autrement détaillée que celle que j'ai donnée dans ma brochure. Ce que je ferai plus loin. Mais auparavant, je dois m'arrêter sur quelques observations générales de mes critiques; surtout sur celles de M. H., qui publia dans le numéro 5 du *Devenir social* une longue et consciencieuse analyse de mon petit opuscule.

Ces observations peuvent se réduire à quatre : primo, j'ai mal compris la loi formulée par Marx; secundo, cette loi de concentration se manifeste non dans la possession ou distribution de la richesse, mais bien dans la production capitaliste; tertio, en constatant l'accroissement du nombre de capitalistes, et spécialement celui des petits, je prive les socialistes-révolutionnaires d'un argument suprême concernant l'accroissement de la misère; enfin, je ne donne pas assez de preuves à mon assertion que cette *loi* fut formulée non d'après la méthode inductive des sciences positives, mais d'après la méthode dialectique de la métaphysique hégélienne.

Ai-je bien compris la formule de Marx?

Que le lecteur juge, en comparant mon exposé de la loi prétendue avec celui de Marx, et qu'il dise si j'avais mal compris. Voici la citation complète qu'on trouve à la page 23 de ma brochure :

« L'appropriation capitaliste, conforme au « mode de production capitaliste, constitue la « première négation de cette propriété privée « qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre *négation* « *avec la fatalité qui préside aux métamorphoses* « *de la nature*. C'est la négation de la négation... » (*triade* absurde de la dialectique métaphysique!) « L'expropriation s'accomplit par « le jeu des lois immanentes de la production « capitaliste, *lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux*. Corrélativement à cette « centralisation, à l'EXPROPRIATION DU GRAND « NOMBRE DE CAPITALISTES PAR LE PETIT, etc... « A mesure que *diminue* le nombre des potentats du capital *qui usurpent et monopolisent* « tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroît la misère. » (*Capital*, p. 342, édition française.)

Selon moi, Marx est bien clair, bien correct dans ses expressions « les capitaux se concentrent », « l'expropriation du grand nombre de capitalistes par le petit » s'accomplit toujours. Pour éviter le moindre malentendu, dans le texte anglais Engels répéta : « One capitalist always kills many. » M. H. (1), qui dit avec beaucoup de raison qu' « il faudrait savoir, tout d'abord, de quoi on parle; que c'est une précaution qui n'est jamais inutile, surtout quand il s'agit de problèmes économiques », me reproche d'avoir, après les mots de la citation « s'accroît la misère », supprimé les mots « *l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière* ». — Je supprime ces mots justement pour savoir de quoi on parle. Voulons-nous traiter la question de concentration du capital ou celle de la résistance populaire? Cette dernière s'accroît souvent, et avec beaucoup plus d'énergie, sous les persécutions religieuses et nationales, ainsi que pendant les invasions militaires; que M. H. se souvienne des guerres d'indépendance des Pays-Bas, d'Espagne, d'Italie, du Monténégro, qu'il se souvienne des guerres de la Révolution, avec la patrie déclarée en danger; je rappellerai aussi « la résistance de la classe ouvrière » de Paris pendant le siège de 1870... La résistance populaire est un phénomène réel, tandis que la concentration du capital est une fiction obtenue d'après la dialectique hégélienne. Justement pour éviter toute confusion, j'ai supprimé les mots indiqués, conservant tout de même l'idée fondamentale — qu'avec la concentration s'accroît la misère.

M. H. me reproche aussi de n'avoir point démontré que cette formule « serait le résultat de la métaphysique hégélienne ». Il n'y avait aucune nécessité à cela, car la formule elle-même est conçue et exprimée dans les termes de la dialectique hégélienne... En effet, que signifient les mots « la production capitaliste... constitue *la première négation* » et puis « engendre... *sa propre négation*... C'est *la négation de la négation* »? Est-il possible que M. H. n'ait pas reconnu la fameuse triade de la dialectique? La *première négation* est l'*antithèse* et la *négation de la négation* — synthèse de la dialectique en général. Comment donc M. H. n'a-t-il pas reconnu l'ancienne formule du *dialogue philosophique* trouvée par Zénon d'Elée, cultivée par des sophistes et des scoliastes, et par la science désignée sous le nom de *dialectique?* Il me semble qu'Engels, en dénaturant toute la terminologie scientifique, persuada à ses élèves que la dialectique est tout ce que vous voudrez, sauf l'ancien « dialogue philosophique ». En voici quelques preuves.

Un de ses élèves russes, M. Struvé, le même qui, au nom d'Engels, invita le gouvernement russe à aider la bourgeoisie à déposséder les paysans de leurs terres (1), définit la dialectique, selon Engels, comme L'ÉVOLUTION! Un autre, aussi arrogant que son maître, nous assure que la dialectique c'est la *philosophie* de mouvement. De son côté, M. St. croit que d'après « la manière de raisonner... appelée (par Engels) dialectique... la connaissance du mouvement et de ses lois devient l'objet principal de la recherche (p. 447).

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) « ... ein Kapitalist schlægt viele todt » — « One capitalist always kills many. »

(1) Voir dans le *Devenir social*, n° 5 de 1897, l'article « Contre une critique anarchiste ».

(1) P. Struvé, *Etudes critiques*, p. 259, Saint-Pétersbourg, 1895.

A la suite de l'article *Voix de Genève*, paru dans notre dernier numéro, nous avons reçu la visite de deux amis, amis également de M. Mathias Morhardt, qui sont venus nous affirmer que notre correspondant s'est trompé en incriminant le rôle de M. Morhardt dans les relations entre la Commission des Beaux-Arts de Genève et M. Rodin.

M. Morhardt s'était entremis pour faire offrir ces bronzes à la ville, et il a été le premier trompé par l'attitude des puritains en cette affaire.

Notre correspondant, lorsqu'il sera mieux informé, ne fera aucune difficulté pour le reconnaître.

CONCURRENCE ET MONOPOLE

Dans le numéro du journal marxiste *Justice*, daté du 24 avril dernier, M. H. G. Wilshire rend compte des résultats d'une enquête faite sur l'initiative du Sénat de New-York au sujet des « trusts » ou syndicats capitalistes.

Ces « trusts » sont parvenus à une telle puissance de concentration qu'ils constituent de véritables monopoles détruisant toute concurrence dans les contrées où ils existent. Les détaillants se trouvent, en raison de cette absence de con-

currence entre fabricants, réduits à la situation de simples agents de ces syndicats monopolisateurs.

Voici comment. Ils sont forcés, pour ainsi dire, de s'adresser à eux pour l'achat de leurs marchandises et doivent naturellement accepter le prix fait par le trust. D'un autre côté, leur bénéfice se réduit au strict minimum par suite de la concurrence qu'ils sont susceptibles de se faire entre eux. Aussi, qu'est-il arrivé? Quelques-uns d'entre eux, sacrifiant un de leurs produits, le mettent en vente au-dessous du prix coûtant, pensant se rattraper sur la vente d'autres produits que ce rabais leur facilitera en raison de la plus grande affluence de clients qu'il doit attirer. Donc, sur la demande des épiciers eux-mêmes, certains trusts de l'alimentation ont institué un mode de vente qui transforme les détaillants en véritables facteurs.

Le trust leur vend sa marchandise à un prix fixe qui sera le prix de vente au consommateur; mais pour que le détaillant puisse réaliser un bénéfice, le trust accorde à ceux d'entre eux qui prennent par écrit l'engagement de vendre au public au prix même qui leur a été fait, une remise de tant pour cent qui constitue alors leur bénéfice. Certains trusts ont même des inspecteurs qui vont de pays en pays s'assurer que les détaillants n'avilissent pas les prix convenus.

En outre, les trusts font fabriquer des produits de « qualité uniforme », en sorte que les détaillants sont dans l'impossibilité de tromper leur clientèle en vendant une qualité inférieure au prix d'une qualité supérieure.

Ce mode de commerce se répand de plus en plus, et, ajoute M. Wilshire, « la métamorphose du marchand en agent ou facteur devient de plus en plus complète ».

« Avant peu, continue-t-il, le marchand n'aura pas des fonctions essentiellement différentes de celles d'un agent postal départemental pour la vente des timbres-poste. Un seul prix sera fixé pour la vente et l'achat, sur lesquels il n'aura pas plus de contrôle que l'employé des postes sur le prix des timbres. »

Cette perspective sourit à M. Wilshire qui termine en disant : « Le système de concurrence prend déjà lui-même l'aspect du socialisme. »

Que M. Wilshire, en bon marxiste, voie dans cette monopolisation à outrance matière à se réjouir, rien d'étonnant. L'espoir de voir tous ces trusts se fondre en un seul, l'Etat, syndicat omnipotent, est fait pour lui plaire, à la condition toutefois qu'il ait sa place marquée au conseil d'administration lequel, changeant d'étiquette, pourra prendre les noms de commission de statistique ou de comité de répartition!

Quand, après avoir été, comme le furent jadis les marxistes, révolutionnaires à tous crins, on s'hypnotise à la faveur des reluisances de l'assiette au beurre dans la contemplation du trône social, un système économique basé sur l'accaparement et sur l'étouffement de l'initiative individuelle est une perspective stimulatrice d'appétits. Annihiler l'individu au profit de l'entité Etat, forme, on le sait, le premier article du programme collecto-marxiste. Aussi est-il fort naturel que la métamorphose du marchand autonome en agent, en véritable fonctionnaire, uniquement chargé de figurer derrière un comptoir et de tenir la comptabilité partielle de grands syndicats capitalistes, leur paraisse un acheminement vers le progrès, puisque le progrès, pour eux, consiste dans la fonctionnarisation de l'individu.

Mais cet aspect de l'évolution économique n'a rien de commun avec le vrai socialisme. Sans doute, une certaine apparence de concentration peut tromper l'observateur superficiel, car, sous un régime communiste, il y aura intérêt, au point de vue économique, à concentrer le plus possible en de mêmes lieux les éléments de production. Mais cette concentration n'aura aucun des caractères du monopole qui, lui, est une des formes de l'appropriation, appropriation soit individuelle, soit collective suivant les cas, mais toujours appropriation, c'est-à-dire frustration de la masse au profit d'une collectivité.

Or, l'on connaît les désastreux effets du monopole pour les constater actuellement partout où les monopoles existent. Laissant de côté les inconvénients qui ne sont que la conséquence plus ou moins directe de l'organisation capitaliste, tels que fixation arbitraire du prix des produits, infériorité dans la qualité provenant de la sécurité que confère l'accaparement de la production, nous devons nous préoccuper d'un des plus graves, qui aurait pour effet d'engourdir la société dans un doux abrutissement, et d'endormir à jamais tout progrès.

Les grandes entreprises capitalistes ont toujours l'arrière-crainte d'une concurrence possible venant à se produire auprès d'elles; cette crainte les tient en éveil et les fait se tenir au courant des progrès techniques de la mécanique. Il y a là un stimulant au perfectionnement, soit de l'outillage, soit de la qualité des produits. Le monopole d'Etat, lui, n'a rien à craindre, sûr qu'il est de demeurer le seul producteur. Aussi la routine la plus indécrottable préside-t-elle à son mode de production. Il suffit de jeter les yeux autour de nous pour nous assurer que non seulement les articles dont la fabrication est monopolisée par l'Etat sont de qualité inférieure, si on les compare aux articles de même nature dont la fabrication est libre dans d'autres pays, mais que l'outillage est des plus arriérés. A qui fera-t-on croire que cette fabrication deviendra aussitôt supérieure, parce que le personnel dirigeant sera socialiste? Ce n'est pas une question de personnel qui importe, mais le mode d'organisation productive.

L'Etat présent est encore susceptible d'un progrès relatif, l'appât d'un gain plus grand pouvant en effet le décider à apporter quelques améliorations dans son outillage. Mais l'Etat socialiste, qui n'aurait pas, lui, monopolisé la production en vue d'un bénéfice, croupirait dans la routine la plus irréductible.

Pour nous, nous concevons autrement la société communiste. Si nous voulons l'abolition de la propriété individuelle, nous ne voulons pas son rétablissement au profit de collectivités. Nous concevons une coordination générale d'initiatives individuelles s'agglomérant par groupes plus ou moins étendus selon les besoins locaux, régionaux, etc. Ces initiatives auront pour but de faire face aux besoins sociaux, et s'uniront ou s'éloigneront suivant les circonstances et les nécessités du moment. Point de monopolisation ni d'accaparement, mais au contraire une émulation productive entre les groupes, émulation résultant tout naturellement de l'autonomie illimitée de l'individu.

Cette émulation est appelée à remplacer la concurrence qui, *aujourd'hui*, est l'âme du progrès. Les effets funestes de la concurrence qui, dans notre société égoïstement individualiste et basée sur l'exploitation, sur la spoliation, sur l'antagonisme, enfante la misère du producteur, n'auront plus aucune raison de se produire. La simple émulation, non point une émulation de sentiment, mais une émulation pour ainsi dire imposée par la force des choses, sera le principal facteur de progrès. Les groupes producteurs des produits les meilleurs seront les plus recherchés; ils verront s'accroître de plus en plus le nombre de leurs adhérents, et ceux-ci déserteront naturellement les groupes à produits inférieurs, qui, par cette désertion, seront condamnés à disparaître peu à peu. Il y aura là une concurrence toute pacifique, n'entraînant pour personne ni dommage ni souffrance, ni spoliation, mais bien au contraire ayant pour résultat un accroissement intense de richesses et une amélioration des produits, en raison précisément de la liberté pour chacun de participer à leur production, et pour toute aptitude de se déployer intégralement.

ANDRÉ GIRARD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLICE. — Nous avons souvent affirmé ici que la plus cordiale fraternité unissait policiers et souteneurs. L'*Intransigeant* rapporte un incident qui s'est produit ces jours-ci à la neuvième chambre correctionnelle et qui convaincra nos lecteurs que nous n'exagérons rien.

Un individu, nommé Guêpe, reconnu comme souteneur, déjà condamné dix fois pour escroquerie et abus de confiance, comparaissait, lorsque son avocat, pensant le recommander sans doute à la bienveillance du tribunal, répliqua au président qui reprochait à Guêpe de ne pas travailler, que son client avait une profession, qu'il était indicateur à la Sûreté générale. Le président, interloqué, et agacé de la divulgation de ce détail, reprocha à l'avocat de l'avoir interrompu et contesta son affirmation.

« La meilleure des preuves, répondit l'avocat, c'est que j'ai été voir mon client hier, à Mazas, et que, dans sa cellule, j'y ai rencontré un inspecteur de la Sûreté qui était venu le voir afin de recueillir de sa bouche le résultat des missions qui lui avaient été confiées avant son arrestation. »

Qu'on ne s'indigne pas de voir notre liberté entre les mains de pareils individus. La police ne peut ailleurs recruter ses auxiliaires. Comment seraitelle renseignée sur les malfaiteurs sinon par euxmêmes? Cette fraternisation est une nécessité de la police. La seule solution *propre*, c'est la suppression radicale de l'engeance policière.

Après Guêpe, en voici un autre, Edouard Soum, dit « le Louchon ». Cet individu, indicateur du service des recherches, a été arrêté sous l'inculpation de chantage. Il était, paraît-il, très considéré à la préfecture et il lui suffisait de désigner tel ou tel comme anarchiste pour être cru sur parole. Son « truc » était très simple; il allait trouver un ami qu'il savait en possession de quelque argent et lui disait : « Donne-moi de l'argent ou je déclare que tu as commis tel délit. » Quelque innocent que fût l'ami, il payait généralement. Il est, en effet, plus prudent, quand on est accusé d'avoir volé la tour Eiffel, ou de filer ou d'acheter son dénonciateur, que de chercher à prouver son innocence. La justice est ainsi faite!

Dernièrement, Soum est tombé sur un mauvais coucheur qui a refusé de chanter et qui a porté plainte. Le « Louchon » arrêté et fouillé a été trouvé porteur d'une lettre de Puibaraud dans laquelle la bête brute du boulevard du Palais, l'ami d'Isaïe Levaillant et d une foule d'escarpes de marque et de contremarque, le recommandait chaleureusement au directeur du Crédit Lyonnais, comme un agent des plus consciencieux et *des plus dignes d'intérêt*.

Nous n'avions pas attendu celle-là pour nous faire une opinion sur Puibaraud en particulier et sur la police en général.

Ce n'est pas tout. Non contents de fraterniser avec les Alphonses et les escarpes, les policiers leur font concurrence. C'est ainsi qu'un rédacteur de la *Libre Parole* a obtenu d'un ancien chef de la police des mœurs les aveux suivants :

« Prenez, si vous voulez, au hasard, toutes les femmes qui vendent aujourd'hui de la chair humaine, vous trouverez derrière chacune d'elles un protecteur puissant, un député, quelquefois un ministre; elles se moquent bien, allez! des articles que vous pouvez faire dans vos journaux contre leur industrie; elles savent bien que quand elles vont à la Préfecture de police, tout le monde les salue, depuis le planton jusqu'à l'huissier du préfet.

« Ce sont des familières de la maison, et il vaut mieux souvent, pour un pauvre diable de secrétaire d'un commissaire de police, être protégé par elles que par des ambassadrices.

« *Leurs protégés à elles sont certains d'un rapide avancement. Parmi ceux qui aujourd'hui occupent les plus belles situations, combien n'ont pas eu d'autres marraines!* »

Et dire qu'il est des naïfs invétérés qui croient encore à l'utilité de ce monceau de pourriture!

∴

LES GRÈVES. — Les ouvriers carriers de Pont-Coblanc, près de Pleyben, se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaires. En attendant que

les patrons se décident à diminuer leur exploitation, ils travaillent à la fenaison.

Sur neuf cents ouvriers occupés aux chantiers et ateliers de la Gironde, à Bordeaux, huit cents se sont mis en grève, demandant des augmentations de salaires de 50 centimes à 1 fr. par jour. Après deux entrevues avec leur directeur, ils n'ont pu obtenir satisfaction. Ils ont envoyé une délégation au préfet pour lui demander son intervention. Ils solliciteront aussi, dit-on, celle du juge de paix. S'ils mêlent les autorités à leur différend, ils peuvent considérer leur cause comme perdue.

La grève générale du bâtiment votée l'autre jour à Lyon a pris une grande extension. Plusieurs groupes de grévistes ont visité successivement les chantiers et les ateliers où l'on continuait à travailler et sont parvenus à faire quitter le travail. Aucune des corporations en grève ne formule des revendications spéciales. Le but unique est de faire accepter les conditions des ouvriers maçons.

* *

La Varenne. — Notre ami Dégalvès ayant eu des démêlés avec son employeur, ce dernier a eu recours au tribunal pour faire expulser notre ami.

Cette expulsion a eu lieu par huissier, accompagné de commissaire de police et de gendarmes.

Que s'est-il passé au cours de cette instrumentation de la loi, nous l'ignorons, mais notre ami arrêté est au dépôt sous l'inculpation « d'outrages à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ».

Attendons d'avoir pu communiquer avec lui pour savoir ce que cela signifie.

A. Girard.

* *

Attentat. — C'est décidément pousser l'impudence à son comble. Après avoir préparé avec un certain luxe de décor le soi-disant attentat contre Sa Majesté Félix Ier, les policiers viennent de faire publier par un journal, pourqui probablement la maison du coin du quai n'a pas de secrets, les photographies des divers phases de l'attentat.

Et, n'allez pas croire, des photographies quelconques, non! mais, bel et bien, la photographie du lieu, prise au moment exact où est parti le pétard qui devait nous débarrasser du susdit Félix!

La deuxième épreuve représente Félix après *l'attentat, qui salue alors avec beaucoup de calme.*

J'te crois, il était, lui aussi, comme le photographe, prévenu du lieu et du moment exact; il savait bien qu'il n'y avait pas de danger pour sa peau. La troisième photographie représente la foule toujours bête et lâche en ces occasions, en train d'assommer le larbin préposé à la garde du terrible engin.

Si, après celle-là, le public ne s'aperçoit pas que l'on se moque de lui, l'on peut tirer l'échelle. Mais qu'en pensent nos camarades arrêtés arbitrairement et à qui l'on a fait perdre leur travail?

S'ils allaient cependant, avec les dites photographies, demander compte à Lépine de leur incarcération, que répondrait le colonel d'artillerie des mouchards?

Continuez, Messieurs, plus vos bêtises, vos excitations et votre lâcheté se renouvelleront souvent, plus la vengeance sera efficace.

P. Delesalle.

* *

Nice. — Nice possède un trio de curés très combatifs, qui se font un devoir d'assister aux réunions publiques, où ils bafouillent avec tant de naïveté qu'ils nous font de la propagande sans le vouloir; ils se disent alors pleins d'amour pour le peuple, et de haine pour le riche oppresseur, les bons apôtres! Sous ce masque se cachent de simples mouchards qu'il convient d'estimer et de traiter comme tels. Leur journal *La Croix* nous dénonce journellement aux rigueurs policières et trouve que l'autorité fait preuve à notre égard d'une singulière insouciance... Toujours féroces et lâches, les prêtres.

(Correspondance locale.)

* *

Faits locaux (*Charentes*). — Quand le président de la République est venu à Saintes, dernièrement, les fonctionnaires de la région ont été invités à aller le saluer *à leurs frais;* ils ont été drôlement introduits; il y en a qui ont dû escalader avec une échelle les bureaux de la sous-préfecture; ils ne pouvaient pas se faire reconnaître aux portes; pas de cartes, entrée interdite.

Dans les rues de Saintes, les deux premiers gendarmes du cortège présidentiel tenaient le revolver au poing, braqué sur la foule et les officiers bousculaient tout le monde sans prétexte d'alignement. — Accueil froid.

A Rochefort, accueil plus que froid, hostile, haineux; la cause : la présence de l'amiral Besnard qui a voulu supprimer le port militaire et l'arsenal de Rochefort. Les ouvriers se voyaient menacés par cette suppression qui leur aurait fait perdre leur gagne-pain.

Comme quoi la bourgeoisie a su intéresser les peuples à leur propre destruction.

Dans la Charente et dans la Charente-Inférieure, beaucoup de catholiques campagnards se convertissent au protestantisme par esprit d'opposition; on fait des conférences, on bâtit des temples. Si l'on avait prêché quelque chose de mieux à ces mécontents, ce n'est pas au protestantisme qu'ils viendraient.

Paul Boutin.

* *

La propagande en province (*Charente et Gironde*). — Conformément à la décision prise dans une de ses dernières séances, le groupe anarchiste *La Libre Entente*, de Jonzac et de la campagne environnante, a commencé ses distributions de journaux, brochures et imprimés divers, et ses conférences dans la région du Sud-Ouest.

C'est le camarade Paul Boutin qui s'est chargé de porter la bonne parole dans la Gironde.

Le 23 juin, il a traité, à Preignac, le sujet suivant : *Les causes du malaise social;* le 25 juin, il a traité, à Portets, cet autre sujet : *A propos des élections législatives prochaines.*

Auditoire peu nombreux, mais sympathique et attentif à Preignac : 50 personnes.

Auditoire aux deux tiers antipathique ou indifférent au début de la conférence de Portets, à laquelle assistaient 75 personnes. Grand bruit avant la conférence, gamineries de quelques sauvages, lancement d'une lampe à pétrole allumée sur le camarade chargé du contrôle, mais attention curieuse quand l'orateur a développé son sujet.

Dans ses deux conférences, l'orateur a exposé toute la théorie communiste-anarchiste et a particulièrement insisté sur l'inutilité, l'absurdité et le danger de la politique, cette popote, du vote, ce moyen d'endormir le peuple, des réformes, ce mirage, et sur la nécessité de la révolution sociale, parce que, à une époque où l'orateur croyait au vote comme moyen efficace de propagande révolutionnaire et à la politique comme moyen de réalisation de la transformation anticapitaliste, il avait été candidat aux élections législatives dans la circonscription dont dépendent Preignac et Portets. Tenant à faire profiter de son expérience de propagandiste ceux qui l'avaient entendu et lu quand il était candidat, il est venu leur expliquer son évolution et leur montrer pourquoi il était enfantin de croire à l'émancipation du peuple par le bulletin de vote et comment les réformes, quand elles avaient lieu, se faisaient toujours au détriment de la classe pauvre, qui en supportait le poids, en payait la note.

Le camarade Boutin se propose de continuer cette propagande dans les campagnes et dans les villes de la région du Sud-Ouest.

Les amis qui désireraient s'entendre avec lui pour des conférences à faire dans leurs localités, peuvent lui écrire à cette adresse : Paul Boutin, avocat, rue Fillaudeau, 18, à Jonzac (Charente-Inférieure).

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Appel aux dévoués. — La plus grande incertitude règne quant à l'orientation du mouvement social belge.

Bien que, par la force des choses, les groupements grandissent en nombre d'adhérents, les coopératives se multiplient et les paysans entrent franchement dans la démocratie, le socialiste conscient s'aperçoit que l'idée révolutionnaire s'affirme moins nette et que les comités électoraux, syndicaux et autres, tendent effectivement et logiquement vers un tiède radicalisme.

Le parti ouvrier a un réel espoir d'avoir bientôt la majorité au Parlement et il cherche à s'attirer les grandes masses qui lentement évoluent, mais qui conservent une certaine croyance à la capacité d'un Etre suprême de faire le mal, sinon le bien, admirent la puissance de l'argent et craignent l'appareil terrifiant de la loi. Il veut pénétrer partout et son journal officiel, *Le Peuple*, insère les promenades royales, les cancans de village, les chroniques cyclistes et les entreprises financières du Congo. Pour maintenir les timides dans les rangs et, ainsi, garder l'illusion du nombre, il recommande le calme et la résignation dans de longues et nombreuses grèves qui épuisent les bourses sans résultat et fatiguent l'admirable esprit de solidarité du pays; il conspue les trop ardents qui pensent trop juste et trop haut, et, lorsqu'on reproche aux gens en place leur très compréhensible sollicitude pour leurs intérêts personnels, ceux-ci étalent avec ostentation les plus ou moins grands services qu'ils ont rendus à la cause, alors que leur désintéressement ne pouvait guère être suspecté.

Une tendance se manifeste vers la centralisation des activités qui amène l'inertie des foules et les désastres de l'autorité, et elle est intense et puissante parce que naturelle. — Car, que veut-on? Conquérir le pouvoir, c'est-à-dire élire au moins septante-six députés à la Chambre, la félicité de l'humanité devant en être la fatale conséquence. Tout ce qui sera plus ou moins honnête et facilitera ce but sera forcément accepté. Or, une bonne impulsion de la grande foule suffit. Pour la réaliser, force est d'écarter les idées trop peu conservatrices, d'avoir l'unité dans la direction, et confiance dans les candidats. Les sincères et les intelligents sont donc muselés et le programme se réduit à « quelques réformes facilement acceptables par tous ». Les députés sont des hommes comme les autres, et les sympathies et les antipathies qu'on leur témoigne ont souvent les plus grandes banalités pour causes; comme leurs élections peuvent en dépendre, les propagandistes renoncent forcément à élever la politique aux hauteurs sereines de l'idéal. Le mandat n'a qu'une durée de quatre ou six ans et le travail parlementaire est lent; quelques points communs suffisent pour maintenir l'accord de certains partis politiques pendant une session et les alliances s'imposent. C'est l'engrenage du vote! Entraînés par l'irrésistible logique de ses conséquences, les socialistes oublient la haute signification de l'antagonisme des classes, l'entraînement fatal des populations vers le désintéressement, l'inefficacité et souvent l'irréalisation des réformes progressives par l'action exclusive de la législation et l'action dangereuse de l'autorité. Oh! je sais que le système des réformes est d'une logique admirable et qu'il est séduisant. Malheureusement, malgré le positivisme de la plupart de ses créateurs, c'est une pure spéculation; ils ont fait une abstraction presque absolue des forces conventionnellement appelées morales qui régissent aussi l'humanité et de l'interdépendance des actions sociales. Négligence bien singulière, quoique l'histoire leur refuse avec quelque justice une importance considérable dans les faits sociaux du passé. Sans doute, ces sociologues ont dû observer que l'influence directe de l'intelligence humaine sur les phénomènes de la nature a grandi avec chaque science nouvelle, et ils ne peuvent guère douter que l'importance des causes de l'évolution de l'humanité a changé le jour où celle-ci a eu conscience d'elle-même et qu'elle a cherché à connaître les lois qui l'entraînent. Aussi, bien que, jusqu'à présent, la société ait été plutôt soumise aux conditions économiques, il n'est pas impossible que, tout en précipitant la chute du capitalisme, nous évitions le communisme autoritaire vers lequel l'évolution sociale semble tendre et qui serait l'écrasement de l'individualité et de ses satisfactions tout humaines.

C'est cet examen imparfait du problème sociologique qui a fait naître le doute et, avec lui, l'inertie chez beaucoup de révolutionnaires.

Nous, libertaires, nous avons une période magnifique d'activité à déployer. Allons à ceux-là qui désirent sincèrement une société meilleure et montrons-leur la voie véritable qui conduira à l'harmonie sociale et au développement de l'individu.

D'abord, nous devons leur donner l'anatomie détaillée du corps social et surtout de la Belgique, puisque c'est l'énigme démoralisante; nous devons nous essayer à isoler les forces sociales qui agissent, et à dégager leur influence particulière.

Pour ne pas rester dans le domaine facile, parce que surtout obscur, des généralités, voici un exemple des études que je voudrais faire avec l'aide des camarades.

Dans l'article que Jaurès a écrit sur le dernier livre de Jean Grave, on y lisait encore qu'une des

plus importantes conséquences du mouvement politique, et des meilleures, c'est le développement de l'esprit de solidarité. Examinons le fondement de cette affirmation en Belgique où l'action révolutionnaire est particulièrement complexe et où, par conséquent, on risque fort de mal interpréter l'influence d'une force sociale.

Il est bien vrai que nos populations ouvrières ont le sentiment de la solidarité très développé et que, par exemple, un mécanicien de Bruxelles soutiendra avec autant d'enthousiasme un briquetier de Boom qu'un tisserand de Pétersbourg; il est vrai aussi que nous avons la plus forte proportion d'électeurs socialistes et que leurs caisses régionales sont largement ouvertes pour toute propagande électorale. Mais, peut-on attribuer cette solidarité à l'action de la politique? N'avons-nous pas à compter l'influence des syndicats, des coopératives et de la propagande?

On m'a déjà objecté que l'action politique n'est pas complète si les groupements économiques n'existent pas. La question n'est pas de rechercher la meilleure tactique pour les politiciens, nous voulons dégager les effets de la politique des social-démocrates. Et, pour éviter toute confusion, qu'il me soit permis de définir les termes.

On crée un mouvement politique si l'on cherche à obtenir des réformes ouvrières grâce à l'élection des députés élus par le peuple, qu'il y ait groupements électoraux ou non, propagande par conférences, par journaux ou brochures.

Le mouvement est syndical, s'il consiste en groupements libres, organisés par des ouvriers surtout dans le but de résister à l'arbitraire des patrons ou des sociétés capitalistes; et il est coopératif, si ces groupements achètent ou produisent des objets de consommation qui seront fournis meilleurs et à plus bas prix à leurs membres.

Le parti ouvrier français a été jusqu'à présent presque essentiellement parti politique pour diverses raisons; foncièrement bourgeois et patriote, il n'est socialiste que de nom et ne diffère du radicalisme que par l'élément ouvrier prédominant, par un langage parfois plus violent contre le capitalisme et quelque peu empreint d'aspirations à un régime meilleur. Le sentiment de solidarité nationale ou internationale existe peu ou pas. Les syndicats et les coopératives n'ont pu qu'être favorables à son développement, comme tendent à le prouver les enseignements des autres pays : leur existence n'infirmera donc pas mes conclusions.

L'Angleterre a vu principalement grandir le nombre et la puissance de ses syndiqués et de ses coopérateurs. Chez eux, bien que la propagande des idées socialistes ait été presque nulle, par la force brutale de l'identité des besoins, la solidarité de métier (ou égoïsme corporatif, peu importe la dénomination) a toujours été forte, et même, dans ces dernières années, des coopératives ont soutenu vigoureusement des grévistes non organisés.

N'avons-nous pas aussi l'Internationale des travailleurs, ce grand mouvement économique qui affirme une des plus belles et des plus réelles manifestations de la solidarité des peuples?

Si nous remarquons en outre qu'en Belgique l'esprit de solidarité n'a pas sensiblement grandi depuis l'activité électorale et, d'ailleurs, la période est trop courte pour qu'on puisse s'apercevoir sérieusement de ses effets, je crois l'aperçu suffisamment probant pour que l'on doute de cette influence bienfaisante de la politique et que l'on considère comme résultante des groupements exclusivement économiques cette puissante assise de la révolution.

Malheureusement, j'ai oublié la plupart des phénomènes assurant l'exactitude de ces appréciations qui ne peuvent donc avoir pour moi que la force d'un sentiment et l'attrait de la logique; mais j'ai la conviction profonde de sa vérité parce que je sais que c'est une de ces inductions qui se produisent dans l'esprit après une classification presque spontanée des phénomènes perçus. Seulement, aux autres, il faut les faits et leur interprétation afin de contrôler.

La besogne est trop considérable pour un seul; à de semblables tâches, je convie les camarades. Nous nous les répartirons et nous publierons ensuite quelques brochures traitant analytiquement la société actuelle. Après, nous penserons à la coordination des forces et à l'exposé de nos doctrines libertaires. Ce sera une éducation vraiment positive et complète pour tous, et, pour nous, la meilleure méthode pour former nos intelligences. On a trop longtemps déclamé, il faut une perception plus nette des phénomènes sociologiques; nous oublions trop le superbe exemple de mécanique sociale que Bakounine nous a donné dans ses œuvres.

Ayons de la volonté! Nous sommes jeunes et nous pouvons tous consacrer une ou deux heures par jour à rassembler et classer les faits, nous mettre en relation avec toutes les régions afin d'avoir la description détaillée et exacte du mouvement social. Qu'on ne craigne rien, nous avons tant de questions à traiter que nos affinités diverses pourront être satisfaites. Nous serons, en outre, le centre autour duquel viendront se grouper tant d'énergies inactives qui l'ont vainement cherché.

Savoir et enseigner! tel est notre superbe devoir!

N. B. — Les adhésions sont reçues chez le camarade Collet, 33, rue de Milan, Bruxelles.

∴

Dimanche 11 juillet, à 2 heures de l'après-midi, salle Jules, 6, boulevard Magenta, conférence publique par Ernest Girault et F. Prost.

Ordre du jour : *L'Inquisition policière et la propagande anarchiste*, étude sur le communisme.

Les naturiens sont invités.

Après la conférence, chants et récits.

Prix d'entrée : 20 centimes pour les frais.

Marseille. — Dimanche 11 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Francs-Cœurs, Belle-de-Mai, soirée familiale. Concert, causeries par les camarades Jouvarin, Roux et Renard, au bénéfice de l'Ecole libertaire et des expulsés espgnols.

Entrée : 40 centimes.

Nimes. — La *Jeunesse Anarchiste* se réunit tous les samedis au café Chaptal (boulevard Gambetta).

Causerie par un camarade.

Saint-Etienne. — Tous les camarades qui désirent prêter leur concours pour la soirée familiale qui doit avoir lieu au bénéfice de l'Ecole libertaire sont priés de se rendre chez Mounier, place Chavanelle, le dimanche 11 juillet, à 4 heures du soir.

Reims. — Tous les copains sont priés de venir à la conférence qui se fera à la salle Vanny, dimanche prochain 11 juillet, dans l'après-midi.

Le camarade José Prat (Urania) prie tous ses amis de l'étranger de vouloir bien prendre note de sa nouvelle adresse : José Prat, calle Corrientes 2041, Buenos-Aires (Rep. Argentina). En même temps il adresse à tous ses amis un salut avant de quitter l'Espagne.

Nous rappelons aux amis l'appel inséré dans notre numéro 9 pour les camarades de La Coruna. Les amis nous font savoir qu'ils ont trouvé la somme nécessaire, mais étant endettés de plus de 300 fr., ils ont besoin, plus que jamais, qu'on leur vienne en aide.

C'est le moment de montrer que la solidarité est internationale.

Le compagnon Dumas se met à la disposition des groupes qui voudraient organiser des soirées familiales au bénéfice de l'Ecole libertaire, pour leur faire une causerie ou une conférence sur ce sujet.

Lui écrire : Dumas, à Pont-de-l'Ane, par Terrenoire.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Doux pays, recueil de 189 dessins de Forain; 1 vol., chez Plon, 10, rue Garancière.

Quatre Histoires de pauvre amour, par Charles-Louis Philippe; 1 vol., 3 fr., *Bibliothèque de l'Association*, 17, rue Guénégaud.

A lire :

La Torture en Espagne, Jean Frollo, *Petit Parisien* du 1er juillet.

A huis clos, Henri Rochefort, *Intransigeant* du 2 juillet.

Une Spoliation, *Eclair* du 7 juillet.

AVIS

Le *Père Peinard* vient de faire paraître le premier fascicule de ses chansons illustrées : c'est le *Chant des anti-proprios*, avec musique, 0 fr. 10 le fascicule. Adresser les demandes 15, rue Lavieuville.

AUX CAMARADES

Quelques-uns des ouvrages que nous annoncions en solde étant épuisés, nous prions les camarades qui veulent s'en procurer, de s'en rapporter à la liste rectifiée que nous donnons ci-dessous.

Bas les cœurs! par G. Darien	2	»
Pamphile et Julius, par L. Tolstoï	1	50
Que faire? par L. Tolstoï	1	50
L'argent et le travail, par L. Tolstoï	1	50
Le Grand Trimard, par Zo d'Axa	1	50
La Russie politique et sociale, par Tikhomirow	1	50
Conspirateurs et policiers, par Tikhomirow	1	50
Au palais, par F. Dumas	1	50
Fabrique de pions, par Z. Raganasse	1	»
France politique et sociale, 2 vol., par Hamon.	2	50
Shelley, sa vie, son œuvre	2	»
Ames solitaires (trad. Cohen)	1	50
Chariot de terre cuite, par Barrucand	1	50
Au delà des forces (1re partie), par Bjornson	1	50
Ls Secret de Fourmies, par E. Drumont	1	25
Le Récif de corail (vol. de 8 fr.), par Darwin	3	»

Tous ces volumes vendus en solde sont neufs.

Nos brochures n'étant pas connues du public, un camarade nous fait observer que les amis qui ont un libraire attitré, pourraient, en insistant un peu, l'amener à en prendre quelques-unes en dépôt, et à les mettre en montre.

Nous en tenons à la disposition des amis qui voudraient bien se charger de cette besogne.

Ceux qui ne peuvent se déranger n'ont qu'à nous envoyer les adresses, un de nos amis passera chez le libraire désigné.

PETITE CORRESPONDANCE

Un de nos lecteurs demande s'il existe un journal passable pour enfant de huit à neuf ans? Prière aux camarades qui connaîtraient quelque chose en ce sens, de nous l'indiquer.

Malez. — Combien avez-vous payé à P. pour les lithographies? Il y a erreur, je crois. C'était trois à 3 fr. pièce, n'est-ce pas?

Un libertaire, Châlons. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin au plus tard.

Théâtre civique. — Même avis.

M. R., à Toulouse. — Même avis.

O. A. — *Les Soliloques du pauvre*, 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

G. G., à Langon. — Ces articles de Guesde ou brochures ne se trouvent plus dans le commerce.

T., à Bourg-de-Thizy. — Faisons passer votre adresse au *Libertaire*.

A. L., à Saint-Louis. — Le volume est expédié. Poignée de mains.

Néri, à Alger. — Le numéro 1 n'était pas réglé. Le règlement présent s'arrête donc au 8 inclus.

O. B., à Jolimont. — Reçu mandat. — Considérez ma carte comme non avenue.

Reçu pour les réfugiés espagnols : Deux sans patrie, 4 fr. — Quelques libertaires de Malines, 25 fr. — X. et Z., 7 fr. — O. A., 2 fr. — G. G., à Langon, 0 fr. 50. — Un anonyme, 0 fr. 25. — De Genève, par L. B. : Louise, 2 fr. 50; Emile, 2 fr.; Un vendeur de journaux soc., 2 fr.; Le club, 5 fr.; Irma et Grity, 0 fr. 50; X, 2 fr.; et encore XX, 0 fr. 50; et encore XXX, 0 fr. 50; M. N. X., 0 fr. 80; Jacques, 0 fr. 50; L. D., 1 fr.; Steiger, 1 fr. 05; K., 1 fr.; Pipo, 1 fr.; Une mômière, 0 fr. 50; D. E., 0 fr. 20; Léon Berchtold, 5 fr.; J. Perrier, 2 fr.; Je Roget, 1 fr.; Bertrand, 1 fr.; A. Michot, 1 fr.; S. Fouet, [illegible] fr.; W. Wogt, 2 fr.; Le vieux savoyard, 20 fr.; L. Duchosal, 1 fr. 50. En tout : 47 fr. 05. — N° 1398, 0 fr. 50. — Total : 87 fr. 30. — Listes précédentes : 147 fr. 30. — Total général : 234 fr. 60.

Reçu pour le journal : Collecte entre camarades de Châlons, 1 fr. 05. — D. A., 1 fr. — L. B., à Rouen, 1 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — G. G., à Langon, 0 fr. 25 — A. M. O., 5 fr. — R., rue M., 4 fr. — Un anonyme, 0 fr. 25. — P., rue J., 1 fr. — Groupe de Montreuil, 3 fr. 50. — D., à Winterthur, 1 fr. — M. D., 2 fr. — Gj., 5 fr. — L. B., à Genève, 2 fr. 95. — A. et P., 2 fr. — B., à Marseille, 1 fr. 05. — Sanfrâse, 5 fr. — V., à Pittsburg, 1 fr. — Merci à tous.

M., à Reims. — G., rue du C. — J. T., au Fromenthal. — L., à Poitiers. — H. N., à Moissac. — S., à Roubaix. — B., à Angers. — D., à San Francisco. — H., à Saint-Nazaire; P., à Lille; P., à Saint-Quentin (par le *P. P.*). — H., à Vienne. — B., à Rouen. — V., à Beaumont-le-Roger. — D., à Namur. — L., à Seraing. — D., à Anor. — S., à Lootcha. — R. à Deville. — D. D., à Lyon. — S. P., à Bordeaux. — L., à Saint-Louis. — F., à Amiens. — R., à Nouzon. — C., à Nancy. — N., à Alger. — C., à Fourchambault; V., à Pittsburg (par le *P. P.*). — P., à Reims. — M., à Troyes. — C., à Marseille. — V., à Nimes. — M., à Nantes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 12 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 JUILLET 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

GRANDE GRÈVE DES MÉCANICIENS

A plusieurs reprises il avait été indiqué dans nos journaux que l'intention des travailleurs, lorsqu'ils lancèrent le mouvement pour la journée de huit heures, était d'obtenir la réduction des heures de travail *directement, — en l'imposant aux patrons*, sous menace de grève, au besoin. La manifestation du 1er mai devait préparer les esprits à ce changement, établir sur une large base la solidarité entre ouvriers de toutes les nations, et préparer ainsi l'entente au moyen de laquelle un grand mouvement — cette fois-ci pour *évincer les patrons des usines et en prendre possession* — eût pu éclore en Europe et aux États-Unis.

Et nous avons aussi indiqué à maintes reprises comment les social-démocrates, n'ayant vu dans le mouvement des huit heures qu'un moyen d'agitation *électorale*, — qu'une clause de plus pour faire entrer quelques-uns des leurs dans les parlements — ont émasculé ce mouvement et, travaillant entièrement au profit de la bourgeoisie, ont fini par arrêter le mouvement gréviste en faveur des huit heures; comment ils ont tué ainsi la manifestation du 1er mai, qui devait faire battre les cœurs ouvriers d'espoir et de conscience de leur force, dans le monde entier.

Heureusement, les social-démocrates ne sont rien en Angleterre. Leur propagande d'endormeurs n'a pas de prise sur les esprits ouvriers, et l'idée de réduire la journée de travail à huit heures *par la grève — et non par la loi* — malgré tous les bâtons que les Engels et les Aveling lui ont mis dans les roues, a fait son chemin.

Les mécaniciens ont décidé de faire, cet été, un pas décisif pour imposer la journée de huit heures (ou, plutôt, les quarante-huit heures par semaine, y compris la demi-journée du samedi), sans réduction de salaire, bien entendu. Leur plan de campagne était de faire accepter la semaine de quarante-huit heures par les patrons, à Londres d'abord. Cent cinquante-huit maisons de Londres l'ont acceptée, en effet. On sait, sans doute, que dans une usine qui possède un outillage à peu près moderne, le patron ne perd absolument rien à réduire la journée de neuf heures à huit heures. Souvent, très souvent, il y gagne un peu. En huit heures, les travailleurs font ce qu'ils faisaient en neuf heures; ils font mieux; et les frais de chauffage, etc., sont réduits, puisque les machines marchent une heure de moins.

C'est pourquoi 158 chefs d'usines et compagnies acceptèrent la proposition d'emblée. Quatre maisons seulement (Thorneycroft, Humphrey et Tennant, Henley et Silver à Woolwich, et Middleton), représentant 855 mécaniciens et 295 autres ouvriers, ont refusé d'adhérer.

Sur cela, les unions réunies des ingénieurs ont déclaré la grève dans ces quatre maisons, le 3 juillet.

Mais alors, les patrons du nord de l'Angleterre — surtout les grandes compagnies de constructeurs de vaisseaux et diverses compagnies qui ont juré de briser les trade-unions, déclarèrent qu'elles renverraient le 7 juillet un quart de tous les ouvriers appartenant aux unions des mécaniciens, ingénieurs, etc., et un autre quart dans huit jours.

Dans ces conditions, les unions des mécaniciens, ingénieurs, etc., n'ont eu qu'une chose à faire : proclamer la grève générale. C'est ce qui a été commencé le 7 juillet. Si aucun compromis n'est fait, ce seront près de 300.000 hommes — l'élite des ouvriers anglais — en grève, et toute l'industrie se ressentira sans doute de ce mouvement.

Rien ne peut être prévu concernant l'issue de cette grève. Ce qu'il nous importe seulement, c'est d'avertir d'abord les ouvriers de toute nationalité qu'une grande grève est déclarée, et que, conséquemment, personne ne devrait se rendre aux invitations de travail qui vont venir d'Angleterre. Ce n'est pas une lutte sur des questions de salaires : c'est une *lutte de principe;* question de savoir qui dictera les conditions du travail : le patron ou l'ouvrier — tant que patron et ouvrier il y a.

Et ce qu'il nous importe ensuite de constater, c'est que tous les efforts des endormeurs démocrates soi-disant socialistes n'ont pas réussi à tuer le mouvement des huit heures et à en faire une balançoire électorale. Le mouvement roule par-dessus leurs têtes. Aux travailleurs de toute nationalité de se solidariser avec ce mouvement, et d'en faire une base pour un mouvement plus profond — l'expropriation des usines.

PIERRE KROPOTKINE.

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES

ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

(*Suite*) (1)

Jusqu'à présent j'ai cru que les lois du mouvement et de l'évolution constituaient le domaine des sciences naturelles et de la philosophie synthétique procédant suivant la méthode inductive, et non pas la méthode dialectique, répudiée par la science. Mais Engels appela dialectique les lois d'évolution et de mouvement. Alors... quoi? S'il plaît à leur maître d'appeler Allemagne le pays de Voltaire et d'Hugo, nous faudra-t-il aussi nous mettre à désigner la France sous le nom d'Allemagne?

La dialectique est une chose bien vieille et qui n'était guère en faveur même auprès de ceux qui s'en servaient. Dans le § 11 du *Système de logique* du Dr. Fr. Ueberweg on lit :

« Zénon d'Elée était le premier à manier, dans ses formes strictes, *l'art* du dialogue philosophique, et spécialement l'art de la démonstration indirecte (antithèse). C'est pour cela qu'Aristote le nomme le fondateur de la dialectique. Plus loin, dans le § 12, Ueberweg dit : « Les sophistes cultivaient *l'art* dialectique, mais souvent (comme Engels) ils l'appliquaient mal, et intentionnellement. » Hegel, à qui Engels attribue la gloire d'avoir restauré cette méthode en honneur chez les sophistes, nous dit dans le chapitre VI de sa *Logique* que « souvent, en vérité, la dialectique n'est rien autre qu'un jeu intentionné des arguments *pro* et *contra* où l'absence d'une idée claire est remplacée par la subtilité ».

De quel œil M. St. voit-il Hegel nous dire qu'on doit se servir de l'argumentation dialectique *pro* et *contra?* L'opinion, ou plutôt la condamnation sévère prononcée à l'égard de cet *art du dialogue* métaphysique par le professeur W. Wundt — une des plus grandes autorités en matière de méthodologie et que j'ai déjà cité dans ma brochure (pages 15 et 16); les opinions non moins défavorables de J. S. Mill (1), de G. Lewis (2), de Whevell (3), de Littré, etc., sont bien connues. Bien connue aussi la fameuse définition de la métaphysique et de son *dialogue* donnée par Voltaire : « Quand deux philosophes discutent sans se comprendre, ils font de la métaphysique; quand ils ne se comprennent plus eux-mêmes, ils font de la haute métaphysique. » Et dire que, sous l'influence néfaste d'un maniaque dépourvu du moindre scrupule littéraire, les arrière-petits-fils de ce grand génie gaulois ont recommencé à *faire* non seulement de la métaphysique simple, mais aussi de la plus haute!... Cette manie de *faire* de la haute métaphysique pousse M. H. — un écrivain de bonne foi même envers moi, son adversaire — jusqu'à dénigrer le professeur Hæckel, que j'opposais à Engels. « Un savant français, dit M. H., M. Thoulet, compare quelques-unes de ses théories (de Hæckel) à celles des médecins de Molière (p. 149). Je me hasarde à opposer à cette grande découverte du savant français l'opinion sur les théories de Hæckel d'un Anglais qui connaissait les ouvrages du professeur allemand, — l'opinion de Charles Darwin.

« Ce qui me frappe surtout, — écrivait-il à Hæckel — c'est votre clarté exceptionnelle et méthodique d'exposition de philosophie générale et des principes secondaires... Vos idées sur la distalcologie sont ravissantes. » — « Je continuerai à travailler jusqu'au bout, — écrivait Darwin dans une autre lettre, en 1871, — pourtant, aujourd'hui, la perte ne sera pas grande si je cesse, car il est beaucoup de gens

(1) Voir le numéro précédent.

(1) *Système de logique inductive.*
(2) *Histoire de la philosophie.*
(3) *Histoire des sciences inductives.*

peut-être plus capables que moi de continuer notre œuvre, et parmi ces hommes capables, la première place est à vous. »

Pauvre Darwin! Il ne soupçonnait pas l'existence d'un génie exceptionnel qui était un maître (1) dans l'histoire de la philosophie, dans les sciences sociales, dans la philologie comparée, dans les *sciences militaires*, et qui, en même temps, étudiait les *sciences naturelles*, non telle ou telle branche, mais toutes les sciences naturelles! C'est à ce génie — Engels, et non Hæckel — qu'il assignerait *la* première place.

Cette manie de « faire de la haute métaphysique » *entraîne* les « socialistes scientifiques » jusqu'à la défense de la philosophie déiste et réactionnaire de Hegel et de Schelling! Eux, qui se disent athées et révolutionnaires, s'égarent dans les sophismes dialectiques et provoquent de nouveau des disputes inutiles à la façon des scoliastes, des théologiens et des sophistes. Pour ma part, je suis honteux d'avoir consacré quelques pages à ces vieilleries. Que le diable emporte la philosophie surnaturelle et son *art du dialogue* (dialectique); qu'il emporte aussi « les œuvres » de ce maniaque qui embrouilla toute la terminologie scientifique et créa une confusion générale d'opinion chez les braves gens.

C'est un véritable malheur pour nous, socialistes, que de se perdre dans des discussions stériles sur la dialectique et autres vieilleries rejetées depuis longtemps par la science inductive. Il faut que les socialistes sincères reconnaissent que hors de la science inductive il ne peut exister aucune philosophie, car cette dernière n'est rien autre que la *généralisation des faits et des lois obtenus par la science à l'aide de la méthode inductive*. Pour arriver à cela, il suffit que les jeunes écrivains socialistes mettent de côté les lunettes métaphysiques que leur offre Engels; qu'ils *étudient eux-mêmes* les grands auteurs modernes: alors ils ne tarderont pas à voir où se trouve la vérité. Peut-être comprendront-ils aussi que nous abusons de bonne foi de la classe ouvrière en discutant sérieusement les énormités sophistiques d'un écrivain comme Engels.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

(1) Dans la biographie d'Engels, publiée avec son assentiment par *Neue Zeit*, entre autres qualités surnaturelles on lui attribue aussi ce savoir illimité.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — L'affaire André Reclus, etc., est venue devant la cour d'appel d'Alger. Les quelques protestations que cette affaire avait soulevées avaient averti les magistrats que la canaillerie qui se préparait ne passerait pas inaperçue. Aussi la Cour a-t-elle jugé prudent de décliner toute compétence. L'apologie de la Commune ne constitue pas un délit anarchiste et est du ressort de la cour d'assises. Nous verrons si la cour d'assises sera d'avis, comme le procureur d'Orléansville, d'arracher de l'histoire certaines pages gênantes pour la bourgeoisie.

*
* *

Notre ami Degalvès avait passé en police correctionnelle mardi 6 juillet, mais son affaire avait été renvoyée à huitaine. Cette semaine, la fête du 14 nous forçant à paraître plus tôt, nous empêche de donner le résultat de l'affaire.

*
* *

Mouvement gréviste. — C'est de tous côtés une recrudescence de grèves, et ce qu'il faut noter c'est que la tendance à la grève générale s'accentue de plus en plus. A Lyon, solidairement aux maçons, se sont adjoints des charpentiers, des menuisiers, des plâtriers, des serruriers, peintres, cimenteurs, etc.

Ailleurs, nous parlons de la grève des mécaniciens de la Clyde. Dans le Borinage (Belgique), 30.000 mineurs sont en grève, etc.

Les chaudronniers de Marseille sont toujours en grève depuis deux mois. Ces ouvriers, qui font parfois un travail très pénible, — ils doivent souvent travailler dans des positions très fatigantes et sont exposés à des températures excessives, — demandent à gagner 5 francs au lieu de 4 fr. 50 par jour et réclament la journée de neuf heures au lieu de celle de dix. Sont-ils exigeants, ces chaudronniers!

A. Girard.

*
* *

Comment tous peuvent visiter les Pyrénées. — Qui n'a admiré les merveilles de la nature telles qu'elles se déroulent dans les Pyrénées et dans les Alpes, n'a point vécu.

Aucune description, nul relief, nulle photographie ne peuvent donner une idée réelle de cette sauvage nature. Sévère, l'aspect de ses masses rocheuses, ces glaciers qui, sous l'aspect d'un blanc linceul, menacent à chaque pas de vous engloutir dans un tombeau après vous avoir écrasé en mille miettes dans la chute frénétique d'une avalanche. De temps en temps, un grondement du tonnerre; c'est une avalanche de neige qui vous rappelle ce qui pourrait vous arriver. Telles sont les pensées qui vous agitent sur la crête des Pyrénées françaises.

Mais en descendant de Gavarnie, le dernier village français sur la frontière d'Espagne, tout change de face. Les hautes montagnes de chaque côté de la route sont recouvertes d'une verdure aux mille couleurs qui réjouit et repose la vue.

De Gavarnie à Pierrefitte, l'on descend pendant trente-deux kilomètres. Cependant nous avions déjà descendu pendant de longues heures sur la neige après avoir fait l'ascension du col de Vignemale qui se trouve à 3.500 mètres d'altitude.

Nous chantâmes le long de la route et fûmes joyeux de pouvoir ainsi contempler les beautés de ces lieux pittoresques.

Une pensée m'attristait : Comment se fait-il, me disais-je, que, *tous étant égaux*, nous ne puissions visiter au moins une fois dans notre vie les Pyrénées ou autres lieux semblables? Pourquoi cela est-il permis seulement à ceux qui ont de l'argent ou aux deux pour cent de la population? N'y a-t-il pas un moyen par lequel tous pourraient avoir cet avantage? Oui certainement, ce serait en abolissant le numéraire et en n'estimant plus que le travail qui est une nécessité pour assurer la vie de l'homme.

Alors tout travail inutile, comme celui de l'armée, cesserait. On pourrait alors « brûler le dernier galon avec le bois du dernier fusil ». Alors aussi on pourrait brûler les liasses et paperasses de toute la bureaucratie, qui tient le peuple dans l'esclavage. En travaillant en moyenne chacun quatre heures par jour, cinq jours par semaine, vingt jours par mois, dix mois par an, durant la force de l'âge, cela suffirait pour avoir une surabondance de produits agricoles, industriels et de construction, les trois seules choses nécessaires à l'homme pour ses besoins physiques. Nous jouirions de tout ce qu'il y a de meilleur pour la nourriture et nos demeures feraient honte aux palais des rois. Les inventions se développeraient avec une rapidité inouïe, car quiconque aurait trouvé une invention utile à l'humanité pourrrait la mettre sur-le-champ en activité.

Chacun pourrait aller librement où il voudrait, partout il trouverait son couvert mis, son lit prêt et pourrait dormir tranquille sans fermer sa porte à clef.

Quel est donc le mauvais génie qui a jeté aux hommes cette pomme de discorde? Les prisons et la plupart des hôpitaux d'aliénés que notre système d'argent a créés pourraient disparaître et ce serait la joie, le bonheur et le paradis terrestre retrouvé.

Il y aurait aussi plus de bonheur dans les familles, car chacun se marierait par amour et non plus par intérêt.

En un siècle, notre race abâtardie serait régénérée, et nous aurions, au lieu de marionnettes, des hommes véritablement dignes de ce nom, dans leur corps et dans leur âme.

A notre arrivée à Gavarnie, je fus introduit immédiatement dans la grande salle à manger de l'hôtel, mais mon guide disparut et je ne le revis que le lendemain matin lorsqu'il vint m'éveiller. Où alla-t-il? Probablement se cacher dans un coin de la cuisine. Quoi! me dis-je, lui qui était le premier à la peine, sera-t-il le dernier à la récompense? Lui qui risquait sa vie pour moi, portant le fardeau et les vivres, lui être relégué dans un coin, toléré, méprisé, tandis que je suis choyé? Pourquoi cela? Oh! la réponse est facile; cela est souverainement injuste et je proteste contre cette injustice. C'est lui, ce fidèle guide, qui devait être choyé et non moi qui ne faisais que marcher sur ses traces.

Quand cela changera-t-il? Quand le mérite, la bravoure, le dévouement, la vertu seront-ils récompensés à leur juste titre? Jamais, dans notre système. Ce ne sera que lorsque l'argent, le salariat seront abolis.

Travaillons donc à émanciper l'humanité en supprimant ce système injuste.

Léo Bishop.

Angleterre.

Londres. — En l'honneur du Jubilé des soixante années de règne de la reine Victoria, tout est arrêté dans le Royaume-Uni; dans Londres, les ateliers et tous les magasins sont fermés. Et aujourd'hui 22 juin, jour anniversaire, les sujets de sa royale Majesté doivent faire la fête.

En curieux, dès 6 heures du matin, je trottais dans les rues où doivent passer les cortèges royaux. Je croyais, à cette heure assez matinale pour le Londres habituel, pouvoir m'y promener à l'aise et contempler avec pitié tous les décors fétichistes imposés *aux cerveaux des Anglais* pour le maintien d'une caste et par l'ignorance d'une autre.

Mais déjà le Strand, Pall Mall et Saint-James Street sont bondés d'un peuple immense qui, debout, tient sa place gratuite sur la partie du trottoir que n'ont pas prise les tribunes.

Là, le populo s'entasse pour jouir du coup d'œil du passage de la famille royale et des représentants de toutes les puissances du monde.

Les sans-le-sou, patients, se reportant d'une jambe sur une autre, ont tous un insigne patriotique au chapeau, à la cravate ou à la boutonnière. On reconnaît des pères et des mères de famille; ils se sont restreints toute la semaine pour s'endimancher et acclamer aujourd'hui leur idole : la reine.

Les camelots vendent le portrait de la reine ou crient le programme de la fête; des trampers venus de la province le paletot déchiré et crasseux, avec des souliers où passent les doigts de pieds, ont quelques programmes qu'ils essaient de vendre.

Les maisons de chaque côté des rues sont transformées en véritables loges théâtrales élevées sur le devant de toute la façade des maisons et sur la moitié du trottoir; c'est une suite d'amphithéâtres de 15 à 20 kilomètres de longueur.

Les décorations les plus diverses, dont la richesse varie suivant la fortune du tenancier de l'immeuble, se succèdent et sont dans Pall Mall d'une splendeur aussi seigneuriale qu'aristocratique, tandis que dans le Strand l'ornementation est commerciale. Dans Pall Mall et Piccadilly, toutes les loges sont occupées par les membres des clubs aristocratiques, lesquels représentent toute l'ancienne noblesse d'Angleterre, alors qu'au Strand d'immenses tribunes ont été élevées par les propriétaires et par des agences : la moindre place quelquefois sur les toits vaut une livre (25 francs), celles en premier et en second plan se louent 3, 4 ou 5 guinées (131 francs), des loges pour 4 ou 5 personnes sont payées plusieurs milliers de francs.

La place de Trafalgar, le devant de la gare de Charing-Cross sont transformés en vraies arènes d'où l'on ne voit à 8 heures du matin émerger que des têtes, et il y a à attendre plus de trois heures avant que passe la procession. On sent que personne ne se plaint et que le feu patriotique fera supporter cette longue attente.

Parmi les écussons panégyriques je lis : A notre mère la reine — La reine mère du peuple — 60 ans record des règnes — Dieu bénisse notre reine — Longue vie à notre reine — Dieu et notre reine, 300 millions de sujets, etc.

Comme à 9 heures du matin la chaussée de cette voie triomphale doit être libre et que je ne veux pas continuer à étouffer au milieu de toute cette savante bourgeoisie et de tout un peuple d'ignorants, je cherche pour fuir une rue adjacente; j'ai du mal à en sortir, car toutes ces voies sont encombrées par des omnibus et des voitures loués à l'avance, des échelles doubles se montent et tout un peuple se compresse dans ces carrefours : je me demande ce que ça sera dans une heure ou deux, car tout Londres se dirige de ce côté.

J'en suis enfin sorti et je respire dans une place

derrière Pall Mall. C'est la façade postérieure des clubs aristocratiques, c'est ici que stoppent les carrosses avec des cochers à perruques blanches et ondulées (style dix-huitième siècle).

Je prends plaisir à voir descendre de voiture ces ventrus seigneurs; les larbins les aident à mettre le pied à terre, plutôt sur des tapis posés pour la circonstance; leurs femmes sont resplendissantes sous la soie, les bijoux et les fards; leurs enfants sont légers et contents. Une jeune fille, en descendant de voiture, laisse tomber son ombrelle; un tramper vivement la ramasse, espérant un pourboire, tandis qu'un officiel domestique de la maison la lui reprend brutalement pour la remettre à la miss avec toute la servilité exigée par l'étiquette d'un jour de grande cérémonie. Et pendant que le mendigot déconfit cherchait dans le ruisseau une bonne aubaine, nos aristocrates étaient introduits dans le club et se rafraîchissaient en attendant la royale procession, les larbins caressaient les chevaux et s'essuyaient le front.

Je m'en revenais maugréant contre la bêtise humaine quand, passant devant la vitrine de l'éditeur Goupil, je fus tiré de ma rêverie par un très beau portrait de la reine, protectrice de la paix universelle, peint par François Flameng, et reproduit en gravures. L'art français va loin se nicher! Et je plains beaucoup ces artistes serviles que leur dépendance force à copier les sujets de 1830.

Pour finir, il est bon de noter que des fontaines populaires avaient été installées dans les rues parallèles, probablement pour les locataires du sud de Londres, lesquels avaient été expulsés de leurs bouges par les propriétaires qui louèrent les fenêtres, pour voir passer la procession, avec bien plus de bénéfice.

On le voit, le patriotisme des propriétaires c'est bien l'argent.

Comme conclusion, ceux qui possédaient encore quelques shillings s'engouffraient dans les public-houses et le soir, ivres, chantaient la gloire.

Gloire macabre qui donne une bien triste idée de l'ignorance de la masse populaire d'Angleterre.

Notons à leur avantage que quelques conseils municipaux votèrent contre les fêtes du Jubilé, et même il y eut, dit-on, à Dublin, une forte manifestation contraire.

G.

* * *

LEÇONS DE DIGNITÉ. — A l'occasion du jubilé de la reine Victoria, la princesse de Galles a pris l'initiative d'un grand repas public, offert à 300.000 indigents de Londres.

Les indigents de Londres, dit l'*Organe socialiste* de Dinant, n'ont montré aucun enthousiasme pour ce projet. Seuls les hospitalisés des workhouses ont manifesté quelque joie, non pour le repas en lui-même, mais à la perspective des quelques shillings qu'ils recevront au dessert. Quant aux autres indigents, quant à ceux qui sont secourus à domicile, il a presque fallu insister pour les décider à accepter, et, s'ils viennent, c'est uniquement pour payer de leur présence l'allocation en espèces.

On cite, à Clerkenwell, deux sœurs, deux vieilles filles, qui ont nettement refusé leur place à table, en expliquant leur refus par leur répugnance à accepter une aumône publique.

— Nous ne viendrons pas, ont-elles répondu à l'agent qui venait les inscrire. Si vieilles que nous sommes, nous pouvons encore travailler à récolter des chiffons par les rues pour les offrir en vente à des marchands en gros, et cela nous suffit. Une seule fois nous avons accepté des secours médicaux parce que l'une de nous était malade et que les hôpitaux ne sont pas faits pour les chiens. Mais de là à accepter une aumône, il y a loin.

Touchante aussi, et d'une belle fierté prolétarienne, cette réponse d'une autre pauvre femme de Bethnal, aux envoyés de la paroisse :

— Est-ce que la princesse de Galles viendra au banquet? Est-ce qu'elle présidera à notre table? Non? Alors, je reste chez moi. Je puis accepter une invitation et je serais trop honorée de dîner en compagnie de Son Altesse Royale. Mais, du moment où il s'agit d'aller manger avec d'autres pauvres pour servir de spectacle à la foule, je préfère casser une croûte à la maison. Vous pourrez dire de ma part à la princesse que, quand on invite les gens à un lunch, il faut au moins s'y prendre convenablement.

* * *

De plus, on lit dans le *Daily Graphic* :

Une grande quantité de viandes australiennes avait été expédiée à Limerick pour les pauvres, à l'occasion du jubilé. Les femmes et les filles de Limerick se sont emparées des marmites et ont jeté la viande jubilaire à l'égout.

* * *

Environ 3.000 mineurs de la houillère d'Ashington, la plus importante du Northumberland, viennent de se mettre en grève. Ils veulent, dit-on, obliger un grand nombre de non-unionistes à adhérer à l'Union. (*Correspondance retardée.*)

Mouvement tchèque.

Les anarchistes tchèques sont peu nombreux (seulement de 8 à 10.000), mais le mouvement est répandu. Dans tous les pays d'Autriche où habitent des Tchèques, l'anarchisme a ses partisans. A cet égard, les Tchèques sont bien en avance sur les Allemands autrichiens, qui, pour la plupart, sont socialistes chrétiens ou social-démocrates. Les Tchèques anarchistes n'ont pas seulement un organe, ils ont huit journaux : *Volné listy* à Prague, *Proletar* à Liberec, *Karabac* (c'est un supplément satirique du *Prôletar*) à Liberec, *Novy Kult* à Zizkov, *Omladina* à Most, *Duch ceského Severn* à Duchcov, *Matice etelnicka* à Vienne et *Volnost* à Moravska Ostrava. *Duch ceského Severn* paraîtra bientôt et *Novy Kult* a suspendu sa publication il y a quelque temps. Il se publie encore à Prague *Moderne revue*, une revue d'art.

Ce qui gêne la publication de nos journaux, c'est la censure et la réglementation du colportage. En effet, avant la publication de chaque numéro, un exemplaire doit être soumis au visa de l'Etat, et si le censeur n'y voit rien d'illégal, le numéro peut paraître. Si le censeur en décide autrement, la police arrive à l'imprimerie et saisit toute l'édition. Chez nous on ne peut vendre les publications publiquement que dans les librairies. Telle est notre liberté.

Aussi la plus grande propagande se fait-elle par la parole. Mais cette propagande a aussi ses dangers. Le commissaire du gouvernement intervient dans les conférences, ne laisse pas parler l'orateur et a le droit de clore la conférence. Ce droit, il en use trop souvent. La bastille à Prague est le rendez-vous des anarchistes. Voilà encore notre liberté.

— Les tisserands de *Prazko-Smichovska kartounka* se sont mis en grève. Chez eux, un travailleur adroit ne gagne pas plus de 4 fl. (8 fr.) en deux semaines pour 11 heures de travail journalier. Les grévistes, au nombre de 600, demandent 10 0/0 d'augmentation et 10 heures de travail. L'administration de la fabrique ne veut pas accepter ces conditions.

Je vous tiendrai au courant de cette grève.

JAROSLAV JIROUSEK.

Espagne.

La hausse des taxes d'octroi entraînant une hausse proportionelle des denrées les plus courantes, a fait éclater à Mieres (province d'Oviedo) une révolte importante, à laquelle ont pris part plus de 8.000 ouvriers.

Dans la matinée du 22 juin, 2.000 travailleurs environ organisèrent une manifestation à laquelle se joignirent bientôt les 6.000 mineurs des mines de Turon et du marquis de Comillas et cette foule se répandit en ville, menaçante.

Cependant que (la peur les disposant à la tendresse) les fonctionnaires et notables, réunis en toute hâte, décidaient de faire droit aux revendications des émeutiers, ceux-ci, sans perdre leur temps en discussions inutiles, se portaient vers l'hôtel de ville qu'ils assiégeaient et saccageaient, ainsi que plusieurs maisons bourgeoises. Il s'ensuivit une panique épouvantable; la garde civile tira sur la foule, faisant des morts et de nombreux blessés, mais, débordée, elle dut se replier.

Le 23, quatre des blessés de la veille mouraient à l'hôpital qu'emplissaient les victimes de la « benemerita ».

Enfin, le bruit courant que le dépôt de cartouches de dynamite à Baltasara avait été pillé, la peur des bourgeois ne connut plus de bornes; le 25, la municipalité s'empressait de rétablir les anciens droits et d'ouvrir une souscription au profit des victimes qu'elle avait faites.

Cette mesure charitable ne lui fit pas oublier toutefois la sage prudence, car les ouvriers avaient rejoint leurs puits depuis longtemps, que les troupes mandées en hâte d'Oviedo montaient toujours la garde devant les immeubles des bourgeois encore mal rassurés.

Le 3 juillet, c'est à Albacete que la hausse des taxes provoqua des troubles qui revêtirent un caractère particulièrement violent. La foule pétrola et incendia les bâtiments administratifs et les baraques de l'octroi, malmena quelque peu la benemerita et parcourut la ville en réclamant l'abaissement du prix du pain. L'octroi n'existant plus, les denrées pénétraient librement dans la ville, au grand désespoir des autorités, qui ne savaient à quels saints se vouer.

Le lendemain, le gouverneur civil demandait des instructions au gouvernement, et l'alcade, en une proclamation émue, priait la foule de ne pas renouveler les illuminations de la veille; il lui rappelait en outre que lui aussi était fils d'Albacete et que toujours il défendrait les droits du peuple. Peu après, en effet, 60 arrestations étaient opérées. Aujourd'hui (5 juillet), l'affaire en est là.

Sur divers points de la Péninsule on signale une grande effervescence.

J. M.

* * *

Comme on a dû le lire dans vos journaux, deux bombes ont été trouvées, une à Barcelone et l'autre aux environs. La première fut trouvée par un garde civil qui était là comme par hasard et qui courageusement éteignit la mèche, qui, du reste, on le reconnut plus tard, ne fut jamais allumée. La seconde, dont la présence fut dénoncée à la police judiciaire, était enfoncée dans le sol. Les journaux sont pleins de détails mystérieux : forme sphérique, grosseur d'une orange, substance explosive inconnue, etc. Des battues s'organisent et c'est une fournée nouvelle de prisonniers en perspective, peut-être un nouveau procès dans le genre du dernier. Tout cela sent diablement la rousse, et le plus malheureux c'est que les camarades encore sous les verrous vont peut-être y rester à la suite de ces saletés-là.

Suisse.

SAINT-GALL. — *1er Mai.* Dans toutes les feuilles du canton a paru une annonce ainsi conçue : « Le parti ouvrier prie respectueusement MM. les patrons de bien vouloir accorder congé l'après-midi de la journée du 1er mai à leurs employés et les en remercie d'avance. »

A Rorschach, la réunion du 1er mai comptait une centaine d'assistants.

A Bâle, un conseiller national a servi le discours du jour aux 1.500 participants.

A Berne, plus nombreux que l'an passé, les manifestants se sont scindés en deux groupes : celui du *Vorwærts* et celui de l'Union ouvrière.

C'est à Zurich que la fête a été le plus brillante; le cortège comptait 5.000 participants, dont 1.800 Italiens, 100 femmes, 300 enfants et 10 corps de musique.

A Fribourg, on n'a pas fêté le 1er mai, mais une réunion a eu lieu le dimanche suivant.

A Lausanne, de grand matin, les tambours ont battu la diane, et un cortège dans lequel figuraient une vingtaine de sociétés ouvrières à faibles effectifs a parcouru la ville.

A Genève, le cortège comptait 400 hommes; après avoir défilé dans les rues principales, il s'est rendu à Carouge, où l'attendaient, vu la pluie, une centaine de personnes.

Le lendemain du 1er mai, à Saint-Gall, un publiciste s'écriait : « Et voici ce que les « démoc-soc » ont fait de ce Premier mai qui devait être chaque année une journée révolutionnaire! Des cortèges grotesques, et sous les yeux railleurs des patrons, défilant en bon ordre vers l'auberge où l'on entendra les orateurs des trois huit, candidats et élus. »

Et s'il prenait fantaisie au chef de la police d'envoyer l'ordre de dissoudre la réunion, pas un de ces meneurs n'oserait répondre : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici de par notre libre volonté et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. »

L'autorité peut dormir en paix : ces élus n'ont de Mirabeau que l'appétit.

* * *

ZURICH. — *Policiers.* Un cocher trop pressé renverse un enfant et joue du fouet pour échapper aux passants qui se précipitent pour l'arrêter. L'un d'eux se jette à la tête du cheval, deux ou trois grimpent sur le siège, et le cocher est descendu, corrigé, puis on le relâche.

Aussitôt libéré, *le* cocher assène un coup de manche de fouet sur l'un des assistants. Au *même* moment arrivent quatre policiers qui arrêtent... le citoyen qui se défendait ; un des agents lui administre un coup de poing en pleine figure, puis tous empoignent le blessé avec tant de furie qu'au bout de quelques instants ses vêtements furent en lambeaux.

Conduit au poste, on allait le fourrer au cachot, lorsque arrive un cinquième agent qui déclare avoir assisté à toute la scène et que la personne arrêtée n'a pas frappé le cocher. Alors M. X... fut relâché. (LIMMAT.)

A Genève, une arrestation *arbitraire* a eu un autre dénouement :

Un homme âgé, légèrement pris de vin, est accosté par un policier qui l'accompagne jusqu'à son domicile, place du Fort-de-l'Ecluse. Arrivé devant la porte du logis, l'agent exige que le vieillard le suive au poste ; le vieillard refuse, résiste et devient la victime des brutalités policières. Témoins de tant de lâcheté, quelques femmes se précipitent au secours du captif, le délivrent, et mettent en lambeaux les vêtements du policier ; lorsque ce dernier battit en retraite, il était à moitié déshabillé.

*
* *

GENÈVE. — *Au village.* Par décision de la mairie de Lancy, MM. les cafetiers sont invités à ne plus servir à boire à M. J. M..., sous peine de cinq francs d'amende.

Pour justifier l'auteur ou les auteurs de ce petit ukase, l'adjoint A. B. a fait savoir que M. J. M. est un ivrogne qui maltraite cruellement sa femme. Cela est vrai, mais n'y a-t-il pas cent moyens de soustraire Mme M. J. M. aux brutalités de son mari, sans se permettre de prendre la stupéfiante décision reproduite ci-dessus, et qui donne une bien piètre idée de la manière dont Mössu le maire de Lancy et son conseil comprennent le respect dû à la liberté individuelle ?

Reverrons-nous décréter les lois somptuaires de Calvin ?

Italie.

NAPLES. — De la nouvelle loi sur le *domicilio coatto*, c'est le troisième article qui nous concerne de plus près. Il permet d'envoyer au domicilio coatto « ceux qui, avec des actes préparatoires, auraient manifesté l'intention délibérée (*deliberato proposito*) d'attenter à l'ordre de la famille et de la propriété ou de *renverser les principes sur lesquels* est fondé l'ordre social ».

La dénonciation est faite par le chef du bureau de la sûreté publique ; l'assignation est proposée par une commission provinciale composée du procureur du roi, d'un conseiller de préfecture et du juge chargé de l'instruction des procès d'ordre pénal. Et cette commission peut ordonner, par une délibération motivée, l'arrestation de la personne proposée pour le domicilio coatto. « L'intéressé » peut présenter sa justification de vive voix ou par écrit dans huit jours « *sans avoir besoin du ministère d'un défenseur* ». S'il ne fait ni l'une ni l'autre de ces choses, la commission procède par contumace. L'assignation du domicilio coatto et sa durée sont fixées par une commission centrale composée de deux conseillers d'Etat, de deux fonctionnaires du ministère public auprès de la cassation, qui auront pour chef un président de section du Conseil d'Etat ; tous seront nommés par arrêt royal.

La durée du domicilio coatto est d'un an à six ans. Puis, si l'assigné se trouve encore dans la condition morale qui a donné lieu à l'assignation, son séjour peut être prolongé pour une période de trois ans. En outre, comme *le ministre a cru nécessaire* — après avoir eu l'intention de corriger les individus en accumulant les années de relégation — *d'ôter au domicilio coatto le caractère d'une peine, il propose d'envoyer le désigné en état de limitation de la liberté personnelle* dans une commune du royaume ou dans un établissement de travail industriel ou agricole, avec une discipline établie par règlement, suivant les déterminations, pour chaque cas, de la Commission centrale. Pour l'individu désigné pour une commune, le ministère décide quelle commune doit le recevoir ; il lui assigne 60 centimes par jour le premier mois, 50 centimes le deuxième, puis, si le *coatto* manque de travail, s'il se livre à l'oisiveté ou au vagabondage, en somme, s'il manque aux obligations que l'autorité de la sûreté publique lui a imposées, le ministère de l'intérieur provoque de la part de la Commission centrale l'envoi du coatto dans un établissement de travail, où il recevra sa subsistance en nature, sera vêtu et habitera en caserne ; il sera soumis au système de la séparation nocturne, il sera obligé de travailler suivant le règlement, et le produit net de son travail appartiendra à l'Etat ; toutefois, il pourra obtenir 10 ou 30 0/0.

Les articles qui entourent l'article 3 sont les suivants :

Art. 9. — Les condamnés au domicilio coatto sont soumis à une première période d'emprisonnement *cellulaire de trois mois* au moins et au plus de six mois, proportionnée à la durée de la peine principale. Après cette première période, ils sont soumis à la séparation nocturne seulement, classés par catégories et par régions.

Art. 16. — Celui qui est désigné pour le domicilio coatto pourra toujours demander d'émigrer à l'étranger... et la Commission centrale appréciera cette demande, sur l'avis préalable du ministère de l'intérieur.

Art. 20. — Les désignés pour le domicilio coatto qui se montrent récalcitrants à toute discipline peuvent être envoyés, par délibération de la Commission centrale, expier le temps qui leur reste encore à faire dans un établissement de travail de la colonie africaine.

Comme vous le voyez, par le premier des articles ci-dessus, le gouvernement se propose — quoiqu'il ait affirmé vouloir *ôter* tout caractère de peine au domicilio coatto — d'infliger la peine de l'emprisonnement cellulaire, cette peine qu'on n'inflige qu'aux plus grands scélérats, à des hommes qui n'ont commis aucun crime et qui ont été condamnés *sans le ministère d'un défenseur*, non pas par un tribunal quelconque, ainsi que le prescrit la constitution italienne, mais *par la police*, digne entremetteuse directe et manifeste de plates commissions provinciales et de la complaisante Commission centrale.

Par l'article 16, le gouvernement tente de se débarrasser à jamais des individus qui ne sont pas sympathiques à ses préfets, en les obligeant à émigrer en Amérique — ce qu'il a déjà commencé à faire dès l'année passée.

L'article 20 enfin prépare aux victoires futures des Abyssins une meilleure *chair à canon*.

Pour un marquis crétin et jésuite, tout cela est très réjouissant. En effet, il sourit comme un imbécile lorsqu'on lui demande la raison de ces stupides et féroces lacérations de la liberté individuelle et publique.

*
* *

Louis Fabbri, qui allait faire paraître le premier numéro de la *Protesta Umana*, a été arrêté à Tolentino.

Ce premier numéro publié a été saisi. Rien ne justifie ces draconiennes mesures.

*
* *

Le recours de Pierre Acciarito à la cassation a été rejeté. Le malheureux a été bien défendu cette fois-ci par S. Merlino.

ROBERTO D'ANGIÒ.

*
* *

Dans une partie des provinces de Ferrare et de Bologne, une grève partielle de moissonneurs de blé et des ouvrières employées aux travaux des rizières s'est déclarée.

Près de Marrara, un conflit s'est produit entre trois cents moissonneurs et la force publique. Deux soldats et un paysan ont été blessés.

Danemark.

Un « lock-out » vient de se produire à Copenhague, mettant sur le pavé environ 6.000 ouvriers. Cette grève forcée menace de s'étendre sur les ateliers et arsenaux de l'État. Si la menace se réalise, la fonderie de canons resterait fermée.

Grèce.

PATRAS. — Un nouveau fait assurera, une fois de plus, que les idées anarchistes ont gagné assez de terrain en Grèce et surtout à Patras.

Il y a déjà quelques jours que la porte du bureau d'un juge d'instruction fut enfoncée, et le revolver de l'anarchiste Dem Matsalis fut emporté. Cet anarchiste est celui qui, au 3 novembre de l'année passée, avait protesté, comme nous vous l'avions écrit, contre le capitalisme, en tuant le banquier Dénis Tragopoulos et blessé au cou un autre banquier, André Collas.

JEAN MANGANARAS.

Patras, le 1/12 juin 1897.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Dorénavant l'administration et la rédaction de l'*Humanité nouvelle* seront réunies 5, impasse de Béarn, Paris.

*
* *

Les *Libertaires de Nice* se réunissent tous les dimanches, à 8 h. 1/2, au Comptoir de Nice (salle du fond), rue Pastorelli. — Etudes et chants libertaires.

Les camarades y trouveront des brochures et journaux libertaires.

*
* *

Nous avons reçu, à vendre au profit des *Temps Nouveaux*, 25 exemplaires de l'*Ouvrier coiffeur*, brochure par Adrien Bérard. Nos lecteurs la trouveront dans nos bureaux à 0 fr. 10 ; franco, 0 fr. 15.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Psychisme social, par E. de Roberty, 1 vol. de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Les Conditions de Claire, roman par L. Xaxier de Ricard, 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

La Science sociale, par Th. Funck-Brentano, 1 vol. chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

L'Ouvrier coiffeur, par Adrien Bérard, 1 broch., imprimerie Gondard, 34, rue Belle-de-Mai, Marseille.

PETITE CORRESPONDANCE

John Ehrly. — La *Revue Rouge* ne paraît plus. — L'*Aube*, chez Nilsonn, 338, rue Saint-Honoré, n'a rien d'anarchiste. — L'*Enclos*, 7, rue de l'Annonciation, n'est pas anarchiste, mais s'en rapproche et est intéressant. — La *Plume*, 31, rue Bonaparte, 0 fr. 60 le numéro 12 francs l'année.

Joris, Anvers. — Reçu le mandat. Merci. Pour si petite somme, envoyez en timbres, c'est plus économique. Ce n'est qu'en s'employant chacun de son côté que l'on y arrive. Heureusement que s'il y a négligence de la part de certains, il y a, par contre, beaucoup de camarades dévoués dont le zèle ne se ralentit pas. C'est ce qui nous a permis, du reste, de nous maintenir ; sans cela, nous n'aurions pu faire grand'chose.

R., à Roanne. — La brochure de Lavaud, sur les parlementaires, est à la réimpression, paraît-il.

Selgas. — Reçu *Temps Nouveaux* ; cela irait si nous disposions davantage de place, mais vu le cadre restreint, nous sommes forcés de réserver pour des articles de plus de portée.

Gilles. — Les brochures envoyées à votre nom à Arles nous sont revenues ?

Evening. — Reçu. Brochure et numéros envoyés.

B., à Rouen. — Les *Crimes de Dieu* ne sont pas encore parus. Je vous ai renvoyé le n° 11 qui vous avait été adressé.

Reçu pour les réfugiés espagnols : Un jeune pour la lutte, 0 fr. 60. — T., 5 fr. ; J. M., 0 fr. 50. — Dumoulin, 9 fr. — S., à Boursonne, 1 fr. 50. — Un groupe d'ouvriers juifs russes résidant à Paris : Ch. R., 2 fr. ; Ch. S., 2 fr. ; A. W., 2 fr. ; A. K., 1 fr. Total : 7 fr. — Listes précédentes : 234 fr. 60. — Total général : 258 fr. 20.

Reçu pour l'école libertaire : O. A., 1 fr. — Dumoulin, 2 fr. — S., à Boursonne, 5 fr.

Reçu pour le journal : Un Bourguignon : 1 fr. 75. — L. B., en souvenir du 18 mars, Genève, 4 fr. 70 (oubli d'insertion). — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — J. M., 0 fr. 50. — N., à Liège, 2 fr. — G. B., 5 fr. — Dumoulin, 9 fr. — B., à Rio-de-Janeiro, 10 lire. — L. M. E., à Estèves, 20 fr. — L., à Plessis-au-Bois, 1 fr. — S., à Boursonne. — Merci à tous.

J., à Anvers. — M., à Faenza. — M., à Avignon. — R., à Roanne. — M., à Roubaix. — J., à Châlons. — G., à Cavaillon. — E. B., à Pise. — B., à Marseille. — P., à Londres. — V., à Reims ; M., à Tours ; P., à Saint-Chamond ; N., à Liège ; H., à Saint-Nazaire ; M., à Perpignan (par le *P. P.*). — G., à Jailleu. — O., à Beauvais. — C., à Genève. — E., à Montpellier. — V., à Marseille. — C., à Toulon. — C., à Nice. — R., à Tours. — E., à Cette. — B., à Rio-de-Janeiro. — Kitz, à Prahova. — S., à Boursonne. — M., à Ivors. — L., à Plessis-au-Bois. — S., à Billemont. — B., à Saint-Marcellin. — S., à Dobruska. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 13 DIX CENTIMES DU 24 AU 30 JUILLET 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES

ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

(*Suite*) (1)

II

« En démontrant par les chiffres que, depuis « 1845, le nombre des capitalistes a triplé, « vous donnez un argument aux défenseurs du « capitalisme, à la bourgeoisie tout entière, qui « s'efforce de prouver que le mode de produc- « tion capitaliste a pour effet d'augmenter le « bien-être général et de diminuer la misère « chez les ouvriers. » Telle est l'objection que me font quelquefois les hommes bien sincèrement dévoués à la révolution sociale.

Qu'ils se rassurent : les mêmes chiffres statistiques prononcent la condamnation du capitalisme beaucoup plus sûrement, beaucoup plus sévèrement que la prétendue loi de concentration. Je sais bien que les défenseurs des iniquités de l'ordre capitaliste essayent de prouver que nos accusations contre l'Etat et l'exploitation sont dénuées du moindre fondement et de la moindre raison. Un économiste et statisticien de grande renommée, R. Giffen, se servait déjà contre nous de cet accroissement du nombre d'exploiteurs. « 55.000 propriétés héritées par « un, dit-il, représentent de 1 million et demi à « 2 millions d'individus qui possèdent une pro- « priété soumise à l'impôt (chiffre de celles « d'une valeur supérieure à 2.500 francs). » Giffen croyait que, par cette constatation de l'accroissement du nombre des riches, il démontrait la diminution de celui des pauvres. Il oubliait seulement l'accroissement du chiffre de la population.

Vraiment, si nous admettons que, depuis 1845 jusqu'à nos jours, le nombre de riches, en Angleterre, non seulement s'est doublé, comme R. Giffen nous le dit, mais s'est quadruplé, ce qui portera leur nombre à quatre millions, le nombre des déshérités ne s'en dressera pas moins devant nous beaucoup plus grand qu'au temps de nos pères.

On comptait en Angleterre :

	1841-45	En 1894
Population	26.500.000	38.700.000
Possédants . . . . . moins de	1.000.000	4.000.000 (2)
Pauvres	25.500.000	34.700.000

De ce tableau on voit que ni la loi supposée de concentration : *Expropriation du grand nombre de capitalistes par le petit*, ni l'affirmation des défenseurs de la bourgeoisie ne se sont confirmées. Contrairement à la loi fataliste de Marx, le nombre des capitalistes (surtout des petits capitalistes) s'est triplé; contrairement aux affirmations des savants bourgeois, la misère s'est accrue.

Il est bien intéressant de constater comment les préjugés de classe chez R. Giffen, et ceux de la métaphysique et de la dialectique chez Marx ont conduit ces deux savants à des conclusions complètement opposées et également erronées. Si R. Owen, Osteler, Diccens, Kingdley et tant d'autres ont eu le droit de plaider la cause des pauvres et de condamner l'ordre social et politique d'Angleterre à leur époque, combien plus W. Morris, Tom Mann, J. Turner et autres ont celui de prêcher la lutte pour la destruction de cette organisation esclavagiste qui triple le nombre des parasites et des oppresseurs et qui maintient en servitude une population dont le nombre s'est accru de près de dix millions !...

Pour s'affranchir, le peuple n'a pas besoin d'autres argumentations que la misère et les cris de ces 34.700.000 déshérités. Il doit seulement comprendre que ni la fantaisie dialectique, ni l'accroissement du nombre des riches, ni les réformes mesquines des parlementaires, ne lui apporteront rien autre qu'une aggravation de souffrance et d'humiliation. Seule, la révolution, et non les réformes (1), peut mettre fin à l'accroissement du nombre de ses exploiteurs, à ses souffrances d'esclave d'Etat et du capital.

« Et pourtant, — me dit-on — vous ne pouvez pas nier que les capitaux, tant sociaux que privés, s'agglomèrent. » — Oui, ils s'agglomèrent, et même se concentrent, si vous voulez. Seulement, cette concentration n'a rien de commun avec « l'expropriation du grand nombre de capitalistes par le petit », dont Marx fait une loi. Au lieu d'une expropriation, c'est un afflux, une association de capitaux, en vue de procurer le plus de bénéfice possible aux capitalistes participants à la société, à l'entreprise. Si une société financière n'est pas un Panama, — et nous connaissons des centaines de sociétés qui soignent les intérêts de leurs sociétaires — les participants, au lieu d'être expropriés, s'enrichissent. Prenez n'importe quelle société financière ou industrielle, toutes sont organisées pour faire prospérer les fortunes des sociétaires.

M. H. m'observe que dans ce cas il peut arriver que « les anciens patrons deviennent de SIMPLES RENTIERS » (p. 442). — Eh quoi ! Sont-ils, MM. les rentiers, des gens expropriés ? Ou plutôt la position, l'état de rentier n'est-il pas la forme idéale de la possession capitaliste ? Un rentier est un privilégié, un représentant typique du parasitisme social. Un noble vivait de ses terres, cultivées par des paysans; un industriel vit du travail de ses ouvriers; un rentier vit de l'activité de la nation et souvent de beaucoup de nations... Peut-on compter de *simples rentiers* parmi des expropriés ? Un propriétaire, fatigué des soucis de l'administration, vend sa propriété et, la somme réalisée, il la place dans les actions d'une société de navigation, de chemins de fer, etc., ou dans les valeurs d'Etat qui lui garantit 4 0/0 de revenu. Faut-il le placer parmi les déshérités ou parmi les parasites privilégiés ? Justement le nombre de ces rentiers parasites s'accroît à notre époque. Pour mieux comprendre le vrai caractère d'affluence de concentration des capitaux dans l'industrie et dans le commerce modernes, je donnerai ici l'analyse de quelques entreprises basées sur ce principe.

1° *Dans le commerce*. — Il existe à Londres une maison de commerce en fourrures. C'est une maison de commission qui a des affaires avec tous les pays du monde. Elle vend des peaux et des fourrures des régions polaires aussi bien que de l'Afrique, de l'Asie, de l'Australie centrale. Elle compte ses créanciers et ses agents par centaines et le nombre des fourrures vendues chaque année s'évalue par millions (7.800.000 en 1895). Ses ventes publiques trimestrielles (janvier, mars, juin, octobre) attirent les acheteurs de tous les pays d'Europe. Une particularité à signaler : les acheteurs de fourrures de plus haute qualité sont les commerçants russes, qui viennent à Londres de pays de chasse et d'industrie de fourrures par excellence pour faire des achats des plus importants.

Comme on le voit, la maison est une compagnie typique : le commerce y est concentré au plus haut degré. Eh bien, a-t-elle ruiné beaucoup de maisons de commerce en fourrures ? — Non, leur nombre s'est accru depuis la fondation de cette maison. A-t-elle ruiné les industriels, les entrepreneurs ? — Non plus; c'est sur leur prospérité, sur leur nombre croissant que repose la prospérité de la maison elle-même. Elle fait tout son possible pour diminuer les frais de transport, de préservation, d'emmagasinage et de vente. Les clients savent bien tout cela, aussi leur nombre s'accroît-il toujours. La firme prospère, les clients s'enrichissent... *aux dépens des producteurs*, dans ce cas spécial aux dépens des chasseurs et des pêcheurs. Il ne faut pas croire que ces derniers gagnent moins qu'auparavant ; leur salaire est augmenté et les prix des fourrures sont diminués. Cependant la maison réalise de grands bénéfices.

D'où provient ce profit ? L'explication est bien simple : la commission pour chaque pièce est diminuée, mais le nombre des pièces, provenant à présent de tous les coins du monde, est de quelques centaines de fois plus grand. Si, il y a 40 ou 50 ans, la maison vendant 100.000 francs

(1) Voir les numéros 11 et 12.
(2) D'après Giffen, 2 millions seulement.

(1) Les réformateurs scientistes de l'école d'Engels vantent les bienfaits de l'impôt progressif sur le revenu. En réalité, cet impôt n'est rien autre qu'un partage du butin entre les voleurs et l'Etat, leur défenseur. « Donnez-moi une partie de ce que vous volez chez le peuple, et je vous garantirai, à l'aide de l'armée et de l'administration, le produit de votre vol », dit l'Etat.

de fourrures par an, avec une commission de 10 0/0, réalisait 20.000 francs, de nos jours, avec une simple commission de 1 0/0, la maison recevra 78.000 francs par an. *Diminuer* le plus possible le gain *sur chaque article*, sur *chaque* consommateur, sur *chaque* producteur, mais faire circuler le *plus d'articles* possible, *attirer* le plus *grand nombre* de consommateurs, exploiter, au lieu de 10 ou de 100 producteurs, des 1.000 et 10.000 producteurs. — Voilà la véritable source des fortunes fabuleuses de nos jours.

Dans l'industrie, dans les finances, dans les services publics et partout, nous observons l'effet de cette méthode.

2° *Services publics*. — Il y a 50 ans, la poste, en Angleterre, comme partout, était accessible seulement aux gens riches; le service était cher, le revenu de l'État insignifiant. Mais, la poste rendue bon marché, le peuple commença à s'en servir lui aussi, et les revenus annuels de l'État ont augmenté de telle manière qu'en 1896 la poste d'Angleterre avait 355 millions de francs de revenu brut, 105 millions de profit net. Chaque client est beaucoup moins exploité, mais le nombre des clients est aussi infiniment plus grand : en 1837, la poste délivrait 105 millions de paquets et *3 milliards* en 1896...

C'est surtout dans les revenus de chemins de fer que se manifeste l'action de cette tendance d'exploitation des grandes masses.

En 1837, il y avait 2.000 milles de chemins de fer qui transportaient 20 millions de voyageurs; en 1896, il y avait déjà 21.000 milles et 930 millions de voyageurs transportés. Pour obtenir un bénéfice de 93 millions de francs en 1837, il fallait que chaque voyageur payât 4 fr. 45 en plus des frais d'exploitation. Avec une surpaye de 20 centimes seulement, c'est-à-dire vingt-deux fois moins qu'en 1837, on obtient une somme double, 186 millions de francs. Si les chemins de fer pouvaient créer 93 millionnaires par an, à présent ils peuvent augmenter leur nombre annuel jusqu'à 186. En réalité, la différence entre les profits de ces deux années (1837 et 1896) est beaucoup plus grande, le nombre des capitalistes, qui vivent comme rentiers, possédant des obligations de chemins de fer, est aussi considérablement plus grand, bien que le salaire des employés soit augmenté, le prix de voyage diminué. Grâce au progrès accompli par la technique moderne, le même phénomène est observé dans la navigation. Mais surtout les inventions dans la typographie, qui donnèrent un développement fabuleux à la presse quotidienne et au commerce de librairie, nous démontrent jusqu'à l'évidence que la concentration, *l'expropriation du grand nombre de capitalistes par le petit* n'a pas lieu dans la vie réelle. Tout le monde reconnaît que le nombre de libraires augmente, que les grands journaux enrichissent leurs propriétaires, mais très peu de gens soupçonnent la vraie raison des choses. Il existait, en fait de journaux, en :

	Angleterre	États-Unis	France	Allemagne	Dans le monde entier
	—	—	—	—	
1840..	439	1.210	776	305	4.016
1891 .	1.840	15.392	4.100	5.500	38.036

Ces 38.036 journaux avaient un tirage incroyable :

L'Angleterre	tirait par mois		150	millions
Les États-Unis	—	—	230	—
La France	—	—	120	—
L'Allemagne	—	—	110	—

Les propriétaires sont presque dix fois plus nombreux, les écrivains reçoivent des honoraires plus élevés, les compositeurs et tous les employés ont un salaire meilleur, le prix des journaux a diminué, et cependant nous savons beaucoup de journaux qui procurent plus de profit que les mines d'or. Un habile éditeur, un écrivain à la mode, un artiste, un musicien populaire, grâce au nombre d'exemplaires d'une édition à bon marché, deviennent des richards. Par exemple, en 1893 déjà, un journal anglais, *Daily News*, disait que le jeune compositeur Mascagni était deux fois millionnaire... Il y a soixante ans que le grand Beethoven mourait de faim dans une mansarde. A présent, il y a des millions de gens qui jouent les mélodies* de *Cavalleria Rusticana*, tandis que depuis l'époque de l'apparition des sonates et des symphonies du plus grand génie musical, à peine quelques milliers de connaisseurs achètent — et encore au bout de combien d'années! — les pages divines...

Ni le jeune et « sympathique » Mascagni, ni Zola, ni Hugo, ni les éditeurs des journaux, ni la poste, ni la maison de commerce universelle n'ont eu besoin de « tuer beaucoup de capitalistes » pour s'enrichir. Sauf les requins du budget et de la bourse, sauf les voleurs patentés, la bourgeoisie, en général, s'enrichit en s'associant, en s'entr'aidant pour mieux exploiter l'humanité éclairée; la production moderne annuelle est *quatorze fois* plus grande qu'en 1811. Par conséquent, croire que le capitalisme détruira ses propres défenseurs sans que les producteurs mettent fin à l'escamotage de tout progrès moderne au profit d'exploiteurs — constitue non seulement une erreur et une stupidité, mais un crime de lèse-humanité et de culture moderne.

Non seulement le capitalisme ne diminue pas en nombre, mais il attire à lui des millions de soutiens par la corruption, par les distinctions d'État, et par cet élément si puissant de toutes les inventions de la science moderne. En accaparant à lui seul le progrès humain, il devient de jour en jour plus puissant. Pour mettre fin à cette puissance croissante, pour mettre *au service de tous le progrès créé par tous*, il faut que le peuple sache que ce n'est pas une loi fataliste et imaginée par la dialectique qui va le délivrer de l'esclavage, mais bien lui-même par une lutte autrement efficace que le bulletin de vote déposé une fois tous les quatre ans.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

SCIENCE ET AUTORITÉ

Néfaste en tout a été l'autorité, en matière scientifique comme en toute autre matière. Sans remonter jusqu'à Galilée, des exemples pris en notre siècle nous montrent combien le libre développement de la science a eu à souffrir des obstacles que lui ont opposés les savants officiels.

Si nous étudions l'histoire de la doctrine de l'évolution, base aujourd'hui presque unanimement reconnue de la science moderne, nous constatons que pendant longtemps elle a eu contre elle l'autorité scientifique, représentée par les Académies. Lamarck, dans sa *Philosophie zoologique*, professe le premier d'une manière systématique cette théorie du transformisme, qu'avait déjà entrevue Diderot : Cuvier, le grand régent de la science officielle de l'époque, le raille et le conspue. Lamarck meurt obscurément et son œuvre est étouffée. — Un autre libre esprit, Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire, soutient l'unité de composition organique des corps et combat la théorie des catastrophes géologiques, que l'Anglais Lyell devait définitivement renverser : Cuvier se lève contre lui, comme il s'est levé contre Lamarck. L'Académie des sciences, la grande gardienne de la tradition, se prononce en faveur de Cuvier et rejette les idées de Geoffroy-Saint-Hilaire, aujourd'hui admises par tous. — L'autorité scientifique pose des principes dont elle prétend faire des axiomes et qu'elle défend de contredire : les premiers qui, comme Boucher de Perthes, soutiennent la haute antiquité de l'homme, sont traités de rêveurs par les savants officiels, qui s'inclinent religieusement devant les six mille ans de la création biblique. Cuvier, leur maître et leur modèle, n'a-t-il pas, suivant la pittoresque expression de Victor Hugo, fait flatter Moïse par les mastodontes, pour plaire à la réaction bigote de la Restauration?

Cependant la science indépendante fait sans cesse de nouvelles découvertes; elle exhume de nombreux fossiles humains, dont Cuvier avait solennellement déclaré l'existence impossible. On découvre l'homme de Néanderthal, et la science officielle, la science autoritaire qui se disait infaillible, vaincue par l'évidence, est obligée de reconnaître que l'homme existe sur la terre depuis au moins cent mille ans.

Lorsque Darwin, en 1859, publia son livre *sur l'origine des espèces*, les savants officiels se partagèrent en deux camps : les uns essayèrent de faire la conspiration du silence autour de ce gêneur qui dérangeait tous leurs concepts, les autres le combattirent avec acharnement. Flourens, le professeur du Collège de France, qui occupait dans la science de l'époque le même rang que Cuvier sous la Restauration, consacra à réfuter le transformisme un livre dans lequel il ne semblait même pas avoir lu en entier ou tout au moins compris les doctrines qu'il combattait. La science officielle tout entière se montrait hostile à la théorie de l'évolution : l'astronome Leverrier, un autre de ses représentants, faisait échouer la candidature de Darwin comme correspondant de l'Académie des sciences de Paris. — Mais de nombreux savants, libres de toute attache académique, peu soucieux de plaire aux autorités scientifiques, religieuses ou administratives, consacrèrent tous leurs travaux à faire ressortir la vérité du transformisme; tels, par exemple, les matérialistes allemands Büchner, Carl Vogt, Haeckel, ce dernier surtout qui soutint, dans une ardente polémique contre Virchow, un des pontifes de la science officielle germanique, la pleine vérité des doctrines évolutionnistes. — Grâce à leurs efforts, l'autorité, la néfaste autorité que nous retrouvons toujours quand il s'agit d'enrayer le progrès, n'a pu réussir à étouffer la voix de Darwin et de ses disciples, comme elle l'avait fait pour Lamarck, un demi-siècle auparavant.

Aujourd'hui encore, alors que la majorité des naturalistes ne craint plus de se déclarer transformiste, nous voyons la Sorbonne, qui est la grande autorité de la philosophie officielle, rejeter dédaigneusement la descendance animale de l'homme et enseigner qu'il n'y a aucune parenté entre lui et les bêtes. Pour nos spiritualistes, la théorie de Descartes et de Malebranche, qui fait des animaux de pures machines, guidées par les seuls instincts et dépourvues d'intelligence, est toujours vraie, malgré les admirables travaux de Romanes, de Forel, de Büchner et de Houzeau qui en ont démontré la fausseté et l'absurdité. N'enseignent-ils pas que l'instinct est immuable et d'une autre nature que l'intelligence, alors que le contraire est prouvé depuis longtemps?

La philosophie, imposée dans les écoles par l'autorité, n'a-t-elle pas encore pour base le dualisme de l'âme et du corps, dont Voltaire montrait déjà l'absurdité il y a plus de cent cinquante ans?

La science autoritaire et officielle a fait et fait encore une opposition désespérée à la doctrine, prouvée par l'observation et admise depuis longtemps par la physiologie, que l'âme est une fonction du cerveau comme la vision est une fonction de l'œil : cette doctrine, en effet, dérange singulièrement la vieille conception platonicienne d'une âme distincte du corps et lui survivant, dont les philosophes de la Sorbonne, Cousin, Caro, Janet et leurs disciples ont fait le fond de leur enseignement.

Partout, dans le domaine philosophique comme dans celui de la science pure, l'autorité se dresse devant le progrès comme une barrière et un obstacle. Raspail fut conspué par les

autorités scientifiques lorsque, devançant Pasteur, il signalait comme la cause des maladies ces animalcules aujourd'hui appelés microbes, dont la présence dans l'organisme humain n'est plus contestée à l'heure actuelle.

Dans le domaine économique, l'autorité ne peut également exercer qu'une action néfaste : là aussi, les progrès ne sont dus qu'à la libre initiative, au libre concours des forces humaines. Le pouvoir s'y oppose d'abord, puis ne les accepte que s'il y est forcé par la poussée populaire. Qu'il suffise de citer Thiers, le grand homme des classes dirigeantes, déclarant impraticable l'établissement des chemins de fer!

J. Routaled.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Mardi dernier, notre ami Degalvès a été condamné à dix jours de prison pour n'avoir pas toléré en silence l'impolitesse rogue et brutale d'un commissaire de police requis d'intervenir dans un démêlé entre Degalvès et son exploiteur.

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

* *

On a souvent protesté contre l'insouciance et le manque de scrupules avec lesquels les magistrats distribuaient des jours et des mois de prison aux malheureux traduits en police correctionnelle. Les critiques les plus acerbes restent encore au-dessous de la vérité. En effet, j'ai pu constater, le jour de la condamnation de Degalvès, que ces condamnations distribuées avec tant de désinvolture ne sont même pas fixées par le tribunal qui les prononce. Voici un fait dont j'ai été témoin et que je tiens à rapporter pour bien montrer ce que vaut cette comédie répugnante qu'on appelle la justice.

Un charretier traduit en police correctionnelle pour avoir envoyé promener un sergent de ville qui lui faisait remarquer qu'il était en contravention, comparaissait mardi, 13 juillet, devant la 9e chambre. Après une admonestation distraite sur le respect que tout citoyen doit avoir envers les agents de la force publique, le président, qui venait de recevoir le dossier de l'affaire des mains de l'un des deux huissiers assis au bas du tribunal, dit à l'inculpé :

— Le tribunal vous condamne à six mois...

— Pardon, Monsieur le président, interrompt à demi-voix l'huissier, vous faites erreur, c'est à six francs et non six mois...

— C'est juste! Le tribunal vous condamne à six francs..., etc.

Voilà avec quelle conscience ces prétendus arbitres des actes humains qui, au nom de l'impeccabilité dont ils se targuent, exigent de nous un respect aveugle de leurs sentences, remplissent cette tâche si ardue, si complexe, si délicate qu'elle en est chimérique, de « rendre la justice »! Voilà comme ils comprennent quelle écrasante responsabilité ils ont assumée en acceptant ce terrible pouvoir de décider d'un mot de toute l'existence d'un de leurs semblables! Ce n'est même pas eux qui prennent la peine de fixer le taux de la condamnation, et ce taux est fixé d'avance, noté sur le dossier d'infamie, par anticipation, indépendamment de tout ce que pourra dire ultérieurement l'accusé pour se disculper ou pour expliquer son acte.

C'est véritablement de la justice automatique, et l'on se demande pourquoi, puisqu'on ne peut se décider à balayer tout ça, on n'installerait pas, au lieu de ces marionnettes vivantes dont l'entretien coûte fort cher, des distributeurs mécaniques qui, en échange de tel ou tel délit, vous glisseraient par un guichet tant de jours de prison? La justice y gagnerait peut-être et, en tous cas, le prestige de la Loi n'y perdrait rien.

Autre avantage : à la prochaine révolution, tout l'appareil justicier, survivance surannée des époques barbares d'ignorance philosophique, pourrait être détruit sans effusion de sang.

* *

Encore la justice. — Le 2 juillet, le juge d'instruction de la Rochelle faisait arrêter par deux gendarmes M. Bonnamour, ouvrier gantier, à Niort, inculpé, paraît-il, de faux. Malgré ses protestations, il fut arraché de son domicile, puis conduit, menottes aux mains, à travers la ville, jusqu'à la prison où il resta jusqu'au lendemain. Le lendemain, il fut conduit à la Rochelle. Là, le juge le tortura pendant toute la matinée, pour lui prouver qu'il avait parfaitement commis le crime qu'il niait. Aucun des témoins appelés ne reconnaît le prétendu coupable. Cependant le magistrat insiste, le presse d'avouer, puis s'en va déjeuner. L'après-midi, pendant trois heures, le supplice de Bonnamour recommence. Mais enfin, devant l'évidence, il fallut le relâcher. Ce digne émule des Laubardemont, des Quesnay et des Meyer est tout indiqué pour instrumenter dorénavant contre les anarchistes.

* *

On a arrêté deux employés du greffe correctionnel et un homme d'affaires qui pratiquaient un chantage d'un nouveau genre. Quand une personne poursuivie obtenait une ordonnance de non-lieu, les employés, informés avant que l'ordonnance fût notifiée à l'intéressé, prévenaient l'homme d'affaires. Celui-ci mandait le bénéficiaire du non-lieu à son cabinet, et là, alléguant de hautes relations dans le monde judiciaire, il lui offrait, moyennant une somme de... de lui faire obtenir une ordonnance de non-lieu. Le plus souvent, la personne versait la somme et le non-lieu arrivait. Ces sortes d'affaires ne sont pas rares, paraît-il, au Palais.

En somme, cet homme d'affaires et ses complices ne faisaient là que ce que font une foule de gens qu'entoure le respect et que souvent récompense une décoration. Ils exploitaient la bêtise et les préjugés des esprits faibles. La peur du casier judiciaire, la sotte honte « d'avoir été en prison » provenant de cette lâcheté de revendiquer la responsabilité de ses actes, ont été pour eux un terrain fertile d'exploitation.

D'autre part, des sociétés, fort bien vues en haut lieu, ont pour spécialité d'exploiter, sous prétexte d'assistance par le travail, les miséreux nantis d'un casier judiciaire et de tirer parti naturellement de cette même honte qui s'attache à quiconque est un jour tombé entre les griffes de la justice.

De ces deux modes d'exploitation, le deuxième seul est licite, paraît-il. Sans doute parce qu'il s'adresse à des « gens de rien ».

* *

Grèves. — Les ouvriers des travaux du port du Havre sont en grève, réclamant une modification dans le mode de rémunération du travail. Une tentative de conciliation par le juge de paix a échoué. Ils vont recourir à un arbitrage.

A. Girard.

Etats-Unis.

Paterson. — De toutes les nombreuses grèves qui ont eu lieu, la plus formidable du siècle présent vient d'éclater; 250.000 mineurs ont suspendu tout travail, dans six Etats de l'Union américaine. C'est dans l'Ohio, la Pensylvanie, l'Illinois, l'Indiana, la West Virginia et le Kentucky. Les mineurs mourant littéralement de faim, recevant un salaire de famine, 7 1/2 dollars par mois, ont donc préféré en finir avec cette existence de bête de somme.

Ils ont choisi l'anniversaire de l'indépendance américaine, comme par ironie, pour commencer cette lutte de classes; le 4 juillet est l'anniversaire de l'émancipation politique du peuple américain, et aujourd'hui c'est surtout sur le terrain économique que s'engage ce combat, dont dépend le bien-être de l'humanité tout entière? Qu'arrivera-t-il? C'est peut-être le commencement de la fin, car il faut joindre à cette formidable armée de mineurs 100.000 ouvriers verriers et 120.000 ouvriers des différentes branches de la métallurgie qui sont également sans travail : je ne parle pas de tous les sans-travail d'autres industries, qui montent à plus de 3.000.000 d'hommes.

Le moment est bien choisi pour un gigantesque mouvement ouvrier. Le mécontentement est général. Depuis quelques années, une grande transformation s'est opérée dans l'esprit du peuple américain. L'augmentation incessante du nombre des journaux, livres et pamphlets à tendances libertaires est considérable. Le monde officiel et bien pensant en est très ému.

Attendons-nous à de grands événements.

Le général Mills, prévoyant des émeutes prochaines, réclamait au Sénat, l'année dernière, une augmentation de l'armée active, non, disait-il, pour la défense des frontières, mais bien pour la défense de l'*ordre* contre les émeutiers à l'intérieur. Tout cela se réalisa, les soldats prétoriens vont être occupés, c'est d'un bout du continent à l'autre que l'esprit de révolte domine. Puisse toute cette agitation être utilisée par nous pour le bien de notre cause!

D. Hewes.

Angleterre.

La grève des mécaniciens s'étend de plus en plus et, comme on le prévoyait, se généralise. Si les travailleurs continuent de demeurer ainsi unis, leur succès est assuré.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Aux camarades belges. — L'appel n'a pas été vain. Quelques dévoués nous ont répondu et deux grandes résolutions ont été prises. — Nous avons d'abord constaté cette aveuglante vérité qu'il fallait nécessairement occuper toutes les énergies. Si convaincante que soit la lecture des œuvres de nos penseurs, si impressionnant que soit le sacrifice de nos martyrs, si entraînante que soit la campagne de nos propagandistes, les effets tombent vite si l'individu ne travaille pas lui-même. La floraison des idées, des actes et des prosélytes fut grande surtout pendant ces périodes de vie intense où tous les révolutionnaires consacraient leurs loisirs à distribuer les manifestes et les brochures à la sortie des usines, aux cabarets et aux réunions, à veiller tard dans la nuit pour écrire un article ou préparer une conférence, à se rendre à l'imprimerie pour donner un coup de main. On aime à matérialiser ses actes et l'énergie a souvent besoin d'une nécessité.

Un journal concentre les forces et les exalte : nous avons décidé d'en créer un à Bruxelles. Deux camarades se sont offerts pour rendre visite à tous les groupes afin de recueillir des conseils, des faits, des collaborateurs et de l'argent.

Certains compagnons objecteront sans doute qu'il serait préférable de soutenir les organes existants, qui vivent si péniblement, plutôt que de tenter une de ces multiples créations qui ont si piteusement échoué, et que, quant à ceux qui désirent agir, ils peuvent tout aussi bien le faire en collaborant aux journaux actuels ou en cherchant à les répandre le plus possible.

Nous leur répondrons que l'homme préfère, malgré tout, ce qu'il enfante, et l'œuvre à laquelle il a plus ou moins participé l'intéresse plus et l'enchante plus, ait-il même la parfaite conscience de sa valeur mille fois moindre que tant d'autres. Et puis il y a d'importantes masses qui échapperont toujours à l'action des publications de concentration. La population ouvrière belge lira difficilement le *Père Peinard*, dont la tournure d'esprit est surtout aimée de nos compagnons français, le *Libertaire* combat trop de personnalités à elle inconnues ou indifférentes, et il traite des questions qui, pour le moment, l'intéressent trop peu; la science des *Temps Nouveaux* l'épouvante. Quant à nous, bien que nous abstenant rigoureusement de toutes personnalités, si nous pouvions, dans l'analyse de la situation de la Belgique, montrer aux socialistes l'influence néfaste de la politique et des politiciens qui ont tué la pensée et l'action, aux prolétaires l'incapacité et même l'opposition de tout gouvernement à créer des réformes ouvrières efficaces, la tromperie de la conciliation et de l'arbitrage, et à tous l'avachissement et la misère comme l'œuvre de l'autorité, nous nous ferions écouter par ceux que nos journaux français laissent indifférents. Après les avoir instruits des faits historiques prouvant que ceux-là ont seuls réussi qui ont eu confiance en eux-mêmes, nous leur dirons toute l'illusion de la puissance de l'autorité qui disparaîtra dès qu'ils ne l'appuieront plus. Et, nous l'espérons fortement, toute cette action aura comme conséquence d'amener des adeptes et de nouveaux lecteurs à nos organes anarchistes.

La deuxième résolution, peut-être la plus importante, est de tenter de constituer une statistique internationale basée sur des principes plus scientifiques que la statistique officielle et surtout plus impartiale, plus complète et plus explicite.

Dans de multiples livres, revues et journaux, sont éparpillés l'ensemble des faits sociaux dont la clas-

sification et l'interprétation permettraient de donner à la sociologie des bases vraiment positives. On nous a représenté que certaines publications, même officielles, avaient un caractère sérieux et que certainement elles nous aideraient à recueillir bien des enseignements. Outre qu'elles ne foisonnent pas, elles sont presque toutes trop récentes; par leur caractère organique, leurs recherches sont limitées aux frontières politiques, scindant ainsi ridiculement des régions ayant les mêmes particularités agricoles, industrielles ou ethnographiques; dans leurs bulletins, de longues et nombreuses colonnes de chiffres donnent la somme brute de faits qui n'ont aucune raison d'être confondus, ce qui rend leur interprétation impossible ou fausse. On y lira, par exemple, que, durant six mois, 18 grèves de métallurgistes ont éclaté : 6 affectant 1565 ouvriers ont eu un résultat favorable; l'issue de trois d'entre elles avec un effectif de 224 ouvriers a été douteuse et 9 avec 3471 ouvriers furent une victoire complète pour les actionnaires. Comment pouvons-nous démêler avec ces données l'action des syndicats, des coopératives, des députés et des révolutionnaires? Il nous faut l'historique de chaque fait et une classification judicieuse.

Evidemment, cette dernière question est très difficile à résoudre; nous comptons sur la critique permanente et l'expérience pour acquérir quelques principes justes. Quant aux documents, ils se trouvent parsemés dans des milliers et des milliers de pages des œuvres révolutionnaires et conservatrices. A ceux qui disposent parfois d'une heure de loisir de découper les articles ou de copier les renseignements intéressants et de les classer dans les casiers placés au local du groupe régional! Une correspondance permanente et internationale nous apprendra les progrès de l'œuvre et facilitera la besogne.

Et ils sont légion ceux qui, ne se croyant pas les aptitudes nécessaires pour propager nos idées par la parole et par la plume ou ne jouissant pas d'une liberté suffisante pour distribuer des brochures et des journaux, pourraient cependant distraire quelques heures par semaine pour accomplir la tâche aisée de noter des pages instructives; ils auraient cette satisfaction toujours très grande d'avoir fait œuvre réellement utile au mouvement socialiste et cette satisfaction exaltera leur ardeur pour l'idée. Tous ces efforts, constamment puissanciés par l'entraînement et l'enthousiasme, pour l'observation et la classification des phénomènes, faciliteront énormément les recherches des hommes d'études et leur permettront de découvrir et d'établir définitivement bien des lois qui doivent nous échapper pour le moment ou, tout au moins, ne peuvent présenter le caractère de certitude désirable pour être admises par tous. La sociologie est une science dont les enseignements s'imposeront naturellement aux foules dès que sa méthode et ses lois seront bien définies. Jusqu'à présent, son domaine a été surtout exploré par des hommes qui, bien qu'ayant parfois un esprit vraiment profond, n'étaient pas suffisamment pénétrés des méthodes des sciences d'observation et de la philosophie de l'évolution. Les économistes n'ont, pour la plupart, jamais pu remarquer et comprendre que la valeur d'utilité et la valeur d'échange pouvaient subsister toutes deux en même temps et que l'une remplaçait l'autre chaque fois que le capitalisme disposait de machines permettant une production illimitée.

Bientôt, on verra surgir avec le développement des monopoles, si on laisse la production arriver à ce stade, des économistes qui nieront absolument l'existence de la valeur d'échange parce que les produits seront vendus à des prix bien déterminés et qui graviteront probablement autour d'une certaine valeur d'utilité. Bien des socialistes croient toujours d'airain cette loi des salaires qui voulait que les taux oscillent peu au delà du minimum nécessaire à l'existence du prolétaire, parce que les ouvriers, ignorant les rouages capitalistes, étaient livrés à leur dure inflexibilité; aussi, des grèves telles que celles des mécaniciens anglais les attristent pour leur logique, puisque ces travailleurs jouissent déjà d'un salaire plus élevé et d'une journée moins longue que leurs confrères français, quoique les conditions de vie soient moins chères en Angleterre. Les marxistes clament l'impossibilité d'un grand mouvement agricole actuel, parce que l'agriculture n'a pas encore passé par la grande production et que, par conséquent, la conscience de classe et la résistance commune ne peuvent naturellement se développer, oubliant l'éducation des paysans possible lorsqu'on possède une compréhension bien nette des phénomènes sociaux. Et les moralistes, fascinés par l'histoire où ils voient d'immoraux déchaînements maintenus par l'autorité successivement divine, civile et légale, ne conçoivent pas que, à partir du moment où la science a permis à chacun de connaître l'humanité, son évolution et les conditions de son harmonie, une morale sociale puisse spontanément s'imposer à l'individu et qu'alors toute autorité doit disparaître sous peine de faire obstacle au progrès et de causer de fâcheux troubles résultant de l'existence d'un organe désormais nuisible.

A démêler tant de courants et à en suivre les subtils effets, il faut des observations nombreuses et une bonne classification; les premières, nous les avons éparses : rassemblons-les et classons-les ensuite. Nous comptons réserver dans notre journal une certaine place pour développer notre méthode et inaugurer un système de communications internationales. Il faut que les convaincus travaillent et il faut aussi que le prolétariat, définitivement désabusé de la politique et des chefs, vienne à nous!

Ayons confiance et persévérance; les temps sont proches! Tandis qu'une formidable revendication ouvrière se fait actuellement entendre dans le monde entier, nous, les révolutionnaires, nous n'allons pas douter et perdre toutes les chances d'une fructueuse campagne!

Toute communication devra être adressée chez le camarade Monnier, rue Rollebeck, Bruxelles.

* * *

Reggio en Calabre (Italie). — Nous avons décidé de publier dans notre ville un journal qui puisse propager au sein des travailleurs les nobles principes du socialisme, en coalisant et en faisant converger vers le but commun toutes les énergies populaires de la région calabraise. Un organe essentiellement indépendant, ouvert à toutes les intelligences honnêtes du pays, lequel mette à nu les hontes, les infamies, les menées ignominieuses qui attristent la vie du midi de l'Italie. Un organe qui adresse au pauvre, au déclassé, à l'homme de cœur, à tout le monde, le langage de la vérité et ouvre à l'esprit de nouveaux et plus heureux horizons, fait absolument défaut dans ce pays oublié, et les nécessités de la lutte l'imposent.

Le socialisme nous vient du Nord, c'est vrai, mais le Sud n'est pas préparé à recueillir les bonnes semences de la liberté; ici, où le prêtre, la domination espagnole et sarrasine, a atrophié les cerveaux et fermé les cœurs aux plus hautes espérances, ici, nous le répétons, c'est nécessaire que l'entente de tous les amis du peuple concoure à balayer les ténèbres qui nous enveloppent, à pousser les énergies latentes sur le chemin des droits.

Avec le peu de forces dont nous disposons, nous ne pourrions pas réussir à mener à bonne fin une telle entreprise, sans l'appui constant de tous les compagnons, pour nous maintenir à la hauteur du but et rendre efficaces nos efforts.

Nous faisons, par conséquent, un pressant appel à tous les compagnons, à leur solidarité, les priant d'assurer à notre initiative une œuvre utile et durable. Pour faire paraître le journal, nous attendons l'aide pécuniaire des camarades qui ne devra pas nous manquer. Si les sommes reçues le permettent, nous comptons publier le premier numéro dans la deuxième quinzaine du mois d'août.

Remettre l'argent, adresses, et tout ce qui pourra nous intéresser, au comp. Luigi Crucoli, à Reggio Calabre (Italie).

N. B. — Dans le cas où les sommes qui nous parviendront seraient insuffisantes à couvrir les frais voulus par notre publication, nous en ferons sans retard complète remise à l'administration des *Temps Nouveaux* pour faire la valeur des mandats venus de l'étranger, et aux journaux *Avanti!* et *Agitazione* pour ceux qui nous parviendront de l'Italie.

Prière aux journaux confrères de reproduire cet appel.

Les initiateurs.

* * *

Le 1er août prochain réapparaîtra *La Idea Libre*, à Madrid, Fernando el catolico, n° 10, 2e. — Bonne chance aux camarades.

* * *

Bibliothèque sociale de la rue d'Orchamps. — Samedi prochain, 24 juillet, à 9 heures du soir, conférence par le camarade Degalvès sur le *Projet d'école libertaire.*

* * *

Au bénéfice des camarades de Barcelone et de leurs familles.

Le *Libertaire* organise, avec le concours des *Temps Nouveaux*, du *Père Peinard*, de l'*Intransigeant*, de la *Lanterne*, de la *Justice*, de la *Revue Blanche*, une matinée-conférence qui aura lieu très probablement au théâtre de la République, le dimanche 1er août, à 2 heures après midi.

Nous publierons la semaine prochaine le programme de cette matinée.

* * *

Les ouvriers cordonniers (cousu main) sont priés de se réunir lundi 26 courant, à 8 h. 1/2 du soir, café Aux Lions Caulaincourt, rue Caulaincourt, 17. (*Communication très importante.*) — Broussouloux.

* * *

Tous les camarades sont invités à se trouver au compte rendu du Conseil municipal de Saint-Mandé sur l'Ecole, rue Paul Bert, samedi 24 juillet, à 9 h. 1/2.

Rendez-vous au groupe du XIIe jusqu'à 9 heures, 125, rue de Reuilly.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Petits grands hommes de l'Agenais, 1 broch. de vers par J. Bernou; Imprimerie nouvelle, à Agen.

A lire :

Gana le Torture, par H. Rochefort, *Intransigeant* du mardi 13 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

A. J., au Mans. — Je ne connais pas l'individu en question. Quand je me serai informé auprès des camarades, je vous rendrai réponse.

La Jeunesse libertaire, à Limoges. — Convocation parvenue trop tard. Le mardi matin dernier délai.

L. B., à Iseghem. — Le numéro de juillet de l'*Humanité nouvelle* n'est pas encore paru.

R. D., à Marseille. — *Pour vivre libre* n'est pas d'une forme suffisante.

G., à Saint-Maximin. — Brochures envoyées.

Reçu pour l'école libertaire (par Monier, à Bruxelles) : J. F., 2 fr.; A. H., 2 fr. Total : 4 fr.

Reçu pour les réfugiés espagnols : O. A., 1 fr.; 0 fr. 50; M., à Saint-Aubin, 1 fr.; Un curé, 1 fr.; L., à Paris, 1 fr. Total : 4 fr. 50. — Souscription entre copains de la peinture (par Monier, à Bruxelles) : 1er copain, 0 fr. 60; 2e, 0 fr. 50; 3e, 0 fr. 23; 4e, 0 fr. 20; 5e, 0 fr. 20; 6e, 0 fr. 32; 7e, 0 fr. 20; 8e, 0 fr. 15; Un dévoué, 0 fr. 25; Un typo, 0 fr. 25. Total : 3 fr. 10. — Listes précédentes : 258 fr. 20. — Total général : 265 fr. 80.

Le camarade Léon Remy nous prie de publier la liste suivante dont il a reçu le montant au profit des victimes de Montjuich :

Tobacconist (London), 46 fr. — M. G., 1 fr. — Eggr Fritz, 1 fr. — Bogetti Albino, 0 fr. 75. — Monbello M., 0 fr. 40. — Florio, 0 fr. 40. — Uno giovine anarchico, 0 fr. 50. — P. abbasso il capitale, 0 fr. 50. — Colli M., 0 fr. 50. — Molino P., 1 fr. — Viva il fumo, 0 fr. 20. — Evviva la revoluzione, 0 fr. 20. — Evviva la d., 0 fr. 30. — B. C., 0 fr. 20. — Carrera, 0 fr. 20. — Pedrinella, 0 fr. 20. — Quatro disperati ineggiando alla R. S., 0 fr. 80. — Nicora Carlo, 0 fr. 40. — Cracco G., 0 fr. 20. — Affamato Severino, 0 fr. 50. — Camarnidi, 0 fr. 20. — Evviva l'anarchia, 0 fr. 50. — Botto E., 0 fr. 25. — B. A., 0 fr. 25. — Lometto E., 0 fr. 50. — Foghi A., 0 fr. 30. — Per i disheredati di Spagna, 1 fr. — Broce, 0 fr. 40. — Poletti G., 0 fr. 50. — Botta F., 0 fr. 30. — Zanero G., 0 fr. 20. — Padrucco E., 0 fr. 10. — Rivoluzionario, 0 fr. 50. — Gidelpa P., 0 fr. 50. — Soc. Rivoluzionario, 0 fr. 50. — Jean Rondolotti, 0 fr. 20. — Allais, 0 fr. 10. — Salvi E., 0 fr. 20. — Fortunato G., 1 fr. — Eugini Chiovini, 0 fr. 25. — M. A., 0 fr. 30. — Una compagna, 0 fr. 40. — P. B., 0 fr. 20. — T. Valentini, 0 fr. 50. — Rigola R., 0 fr. 50. — Bardone C., qui voudrait voir réussir le socialisme, 0 fr. 20. — Aveo, 1 fr. — Un anarchico, 0 fr. 60.

Reçu pour le journal : Par Monier, à Bruxelles : J. B. Henri, 0 fr. 50; Wouters, 0 fr. 50; Hechtermans, 0 fr. 50; Delport, 0 fr. 50; Unt-l, 0 fr. 15. Total : 2 fr. 15. — Par Louvigny, à Bruxelles : Un va-nu-pieds, 0 fr. 20; Un va-nu-pieds, 0 fr. 50; Un va-nu-pieds, 0 fr. 20; Un désespéré, 0 fr. 10; Un désespéré, 0 fr. 10; Un va-nu-pieds, 0 fr. 50; Un sans-le-sou, 0 fr. 10. Total : 1 fr. 70. — Mœtr..., 5 fr. — O. A., 1 fr. — P., à Menetou-Couture, 0 fr. 50. — B., à Iseghem, 0 fr. 50. — M., à Saint-Aubin, 1 fr. — D., 5 fr. — Un groupe de Genève, 32 fr. — Excédent d'écot d'un noyau de copains de Genève, 6 fr. 65. — L., à Paris, 1 fr. — Merci à tous.

B., à Benguela. — C., au Havre. — V., à Nîmes. — M., à Roubaix. — F., à St-Denis. — G., à Carmaux. — B., à Brest. — P., à Menetou-Couture. — C., à Grenoble. — B., à Iseghem. — T. à Tamnay-Châtillon. — B., à Angers. — C., à St-Imier. — D., à Bruxelles. — V., à Nîmes. — V., à Quévaucamps. — S. P., à Bordeaux. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

TROISIÈME ANNÉE, N° 14 — DIX CENTIMES — DU 31 JUILLET AU 6 AOUT 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous sommes encore obligés de paraître cette semaine sans supplément. Nous prions nos lecteurs de nous excuser; mais il en sera ainsi malheureusement assez souvent tant que nos dépositaires et les camarades qui s'occupent de vendre le journal ne voudront pas s'astreindre à envoyer régulièrement leurs règlements. Nous n'avons exclusivement que le produit de la vente et les souscriptions des camarades pour faire subsister le journal, et si les rentrées ne se font pas en temps voulu, la publication s'en ressentira forcément.

Pour éviter des formalités et des difficultés avec la poste, prière à nos correspondants de vouloir bien adresser correspondances et mandats à l'Administration des Temps Nouveaux, *140, rue Mouffetard.*

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES

ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

(*Suite*) (1)

III

Ce qui se passe dans le commerce et dans les services publics, dans la librairie et la presse quotidienne, a lieu aussi dans la finance et dans l'industrie. Si les capitaux s'associent pour quelque entreprise, ce n'est pas pour priver les capitalistes associés de leur capital, ce n'est pas non plus pour qu'un « *capitaliste en tue beaucoup d'autres* ». Au contraire, ils s'unissent pour mieux exploiter les producteurs, pour réaliser une plus grande part de profit pour chaque participant. Nous avons vu aussi que le nombre des propriétaires, des rentiers parasites a augmenté et même triplé dans ces derniers cinquante ans.

Pour la finance et les banques, je me bornerai à citer la statistique des Etats-Unis. En voici la raison : tout le monde sait que, chez les Américains, les banques et entreprises financières poussent et disparaissent comme des champignons; en outre, les fortunes privées, difficiles à calculer, sont créées là-bas plus rapidement qu'en Europe. Si la loi prétendue « *immanente* » de « l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit » devait montrer ses effets, les Etats-Unis présenteraient les conditions les plus favorables. Pourtant, le nombre des banques et la somme de leur capital s'accroissent sans cesse.

(1) Voir les numéros 11 à 13.

Voici des chiffres; ils sont éloquents.

Années.	Nombre de banques.	Leurs capitaux en liv. sterl.	Dépôts des clients en liv. sterl.
1801	33	7.000.000	
1830	330	30.200.000	11.600.000
1860	1.526	87.000.000	52.800.000
1876	6.611	149.000.000	432.000.000
1889	6.721	180.000.000	759.000.000

Les métaphysiciens vont dire que cet accroissement est dû à l'émigration européenne. Certainement l'émigration fut énorme, mais la plupart des émigrants étaient des ouvriers et des pauvres diables. Cette immense agglomération du capital est due, comme dans toutes les branches de l'activité sociale contemporaine, au progrès des sciences inductives, à leurs découvertes et inventions merveilleuses, mais aucunement au capitalisme. Ce dernier se borne à les accaparer, comme elles sont également accaparées par le militarisme, le cléricalisme et par tous les privilégiés qui se groupent autour de l'Etat, leur instrument suprême pour l'oppression et l'exploitation du peuple.

Qu'on ne croie pas, comme dit M. H., que ces banques concentrent « les moindres épargnes ». Les économies de gens pauvres s'accumulent dans les « saving-banks » (caisses d'épargne). Leur nombre et leurs capitaux augmentent aussi rapidement que ceux des banques.

Dans les caisses d'épargne de tous les Etats européens on comptait en chiffres généraux :

Années.	Capitaux en liv. sterl.	Nombre de dépositaires.
1850	52.700.000	2.748.000 hommes
1870	127.100.000	10.428.000 —
1889	648 800.000	19.875.000 —

Faut-il que je continue d'abuser de la patience des lecteurs par des chiffres et des citations statistiques? Chaque ouvrier, chaque paysan, tous les hommes de bon sens savent bien que les exploiteurs sont solidaires entre eux, qu'ils s'entr'aident pour mieux dévaliser le peuple, et que le nombre de parasites sociaux, au lieu de diminuer, augmente. Seulement les sophistes de l'école d'Engels, aveuglés par la dialectique, cette « enveloppe artificielle et répulsive qui dénature toute idée » (1), ces profonds savants représentants du « socialisme scientifique », en un mot, les endormeurs parlementaires, vont continuer à prêcher que le nombre de capitalistes diminue toujours et qu'un beau jour les grands hommes Liebknecht, Marx-Aveling, Guesde, Chauvin et tant d'autres célébrités scientifiques vont décréter l'expropriation collectiviste. Et alors, les Guillaume, les Victoria, le pape et les rois se soumettront sans aucune opposition, car la bourgeoisie, la noblesse, le clergé disparaîtront, conformément à la loi de concentration, et les couronnés n'auront plus pour les défendre qu'une misérable poignée de « potentats du capital ». Que les socialistes scientistes continuent à rester fidèles à leur préjugé dialectique et métaphysique. Ce n'est pas pour les convaincre que j'écris ces pages. Leur croyance est aussi *scientifique* que la conviction des savants ulémas et des vieilles femmes turques sur l'immoralité des femmes européennes (1).

(1) Professeur W. Wundt (Voir page 15 de *Pages d'histoire socialiste*).

Pour en finir avec cette loi fataliste et fondamentale du *credo* social-démocratique, il nous faut rechercher si la concentration ne se manifeste pas dans l'industrie principale de l'humanité, dans l'agriculture. A croire Engels et son école, non seulement la concentration, « l'expropriation du grand nombre par le petit » se produirait dans la possession du sol, mais le socialisme ne pourrait, sans que les paysans perdissent leur terre, se développer dans aucun pays. Pour prouver cette découverte métaphysique, croyez-vous que les « savants » de l'école ou leur maître aient fait quelques recherches? A quoi bon des recherches? On possède la méthode dialectique... On peut résoudre toutes les questions sans aucune recherche par le simple moyen du « dialogue philosophique » si usité par les sophistes. Selon ce dialogue miraculeux, il est nécessaire, pour que le socialisme se développe, que la majorité des paysans russes, par exemple, perdent leurs terres, deviennent des mendiants, forcés de se porter vers les usines des capitalistes. Autrement que par l'exclusion des paysans de la terre, le socialisme ne se développera jamais.

Aussi les disciples d'Engels, surtout en Russie, prêchent-ils en pleine solidarité avec les capitalistes et les réactionnaires russes, comme le fameux Katcoff, que le gouvernement, au nom du progrès, doit aider les exploiteurs à ruiner le peuple. Pour arriver à prêcher de pareilles abominations... il faut avoir... non! il faut perdre tout sentiment humain, il faut être devenu un doctrinaire dialecticien...

Vraiment, sur quoi Engels se base-t-il pour arriver à cette monstruosité? — Sur l'histoire moderne de l'Angleterre, assure-t-on. Mais en Angleterre les landlords ont enlevé la terre au peuple par la violence, par la fraude, légalisée par la suite. Pourtant, dans le dernier demi-siècle, sans compter trois ou quatre milliers de fermiers anglais en Australie, Nouvelle-Zélande, dans l'Afrique du Sud et au Canada — tous des pays anglais — en Angleterre même, le nombre des petits possesseurs augmente. Oui, il augmente malgré la crise agricole que le pays traverse. Ce n'est pas le moment de discuter ici d'où pro-

(1) Je me souviens toujours d'une belle soirée passée au bord du Bosphore, où un « grand savant » (hodja), tout aussi « savant » que les élèves d'Engels, me démontrait par des citations authentiques des grands dialecticiens arabes que les femmes européennes sont immorales, parce qu'elles ne couvrent pas leur visage.

sification et l'interprétation permettraient de donner à la sociologie des bases vraiment positives. On nous a représenté que certaines publications, même officielles, avaient un caractère sérieux et que certainement elles nous aideraient à recueillir bien des enseignements. Outre qu'elles ne foisonnent pas, elles sont presque toutes trop récentes; par leur caractère organique, leurs recherches sont limitées aux frontières politiques, scindant ainsi ridiculement des régions ayant les mêmes particularités agricoles, industrielles ou ethnographiques; dans leurs bulletins, de longues et nombreuses colonnes de chiffres donnent la somme brute de faits qui n'ont aucune raison d'être confondus, ce qui rend leur interprétation impossible ou fausse. On y lira, par exemple, que, durant six mois, 18 grèves de métallurgistes ont éclaté : 6 affectant 1565 ouvriers ont eu un résultat favorable; l'issue de trois d'entre elles avec un effectif de 224 ouvriers a été douteuse et 9 avec 3471 ouvriers furent une victoire complète pour les actionnaires. Comment pouvons-nous démêler avec ces données l'action des syndicats, des coopératives, des députés et des révolutionnaires? Il nous faut l'historique de chaque fait et une classification judicieuse.

Evidemment, cette dernière question est très difficile à résoudre; nous comptons sur la critique permanente et l'expérience pour acquérir quelques principes justes. Quant aux documents, ils se trouvent parsemés dans des milliers et des milliers de pages des œuvres révolutionnaires et conservatrices. A ceux qui disposent parfois d'une heure de loisir de découper les articles ou de copier les renseignements intéressants et de les classer dans les casiers placés au local du groupe régional! Une correspondance permanente et internationale nous apprendra les progrès de l'œuvre et facilitera la besogne.

Et ils sont légion ceux qui, ne se croyant pas les aptitudes nécessaires pour propager nos idées par la parole et par la plume ou ne jouissant pas d'une liberté suffisante pour distribuer des brochures et des journaux, pourraient cependant distraire quelques heures par semaine pour accomplir la tâche aisée de noter des pages instructives; ils auraient cette satisfaction toujours très grande d'avoir fait œuvre réellement utile au mouvement socialiste et cette satisfaction exaltera leur ardeur pour l'idée. Tous ces efforts, constamment puissanciés par l'entrainement et l'enthousiasme, pour l'observation et la classification des phénomènes, faciliteront énormément les recherches des hommes d'études et leur permettront de découvrir et d'établir définitivement bien des lois qui doivent nous échapper pour le moment ou, tout au moins, ne peuvent présenter le caractère de certitude désirable pour être admises par tous. La sociologie est une science dont les enseignements s'imposeront naturellement aux foules dès que sa méthode et ses lois seront bien définies. Jusqu'à présent, son domaine a été surtout exploré par des hommes qui, bien qu'ayant parfois un esprit vraiment profond, n'étaient pas suffisamment pénétrés des méthodes des sciences d'observation et de la philosophie de l'évolution. Les économistes n'ont, pour la plupart, jamais pu remarquer et comprendre que la valeur d'utilité et la valeur d'échange pouvaient subsister toutes deux en même temps et que l'une remplaçait l'autre chaque fois que le capitalisme disposait de machines permettant une production illimitée.

Bientôt, on verra surgir avec le développement des monopoles, si on laisse la production arriver à ce stade, des économistes qui nieront absolument l'existence de la valeur d'échange parce que les produits seront vendus à des prix bien déterminés et qui graviteront probablement autour d'une certaine valeur d'utilité. Bien des socialistes croient toujours d'airain cette loi des salaires qui voulait que les taux oscillent peu au delà du minimum nécessaire à l'existence du prolétaire, parce que les ouvriers, ignorant les rouages capitalistes, étaient livrés à leur dure inflexibilité; aussi, des grèves telles que celles des mécaniciens anglais les attristent pour leur logique, puisque ces travailleurs jouissent déjà d'un salaire plus élevé et d'une journée moins longue que leurs confrères français, quoique les conditions de vie soient moins chères en Angleterre. Les marxistes clament l'impossibilité d'un grand mouvement agricole actuel, parce que l'agriculture n'a pas encore passé par la grande production et que, par conséquent, la conscience de classe et la résistance commune ne peuvent naturellement se développer, oubliant l'éducation des paysans possible lorsqu'on possède une compréhension bien nette des phénomènes sociaux. Et les moralistes, fascinés par l'histoire où ils voient d'immoraux déchaînements maintenus par l'autorité successivement divine, civile et légale, ne conçoivent pas que, à partir du moment où la science a permis à chacun de connaître *l'humanité, son évolution et* les conditions de son harmonie, une morale sociale puisse spontanément s'imposer à l'individu et qu'alors toute autorité doit disparaître sous peine de faire obstacle au progrès et de causer de fâcheux troubles résultant de l'existence d'un organe désormais nuisible.

A démêler tant de courants et à en suivre les subtils effets, il faut des observations nombreuses et une bonne classification; les premières, nous les avons éparses : rassemblons-les et classons-les ensuite. Nous comptons réserver dans notre journal une certaine place pour développer notre méthode et inaugurer un système de communications internationales. Il faut que les convaincus travaillent et il faut aussi que le prolétariat, définitivement désabusé de la politique et des chefs, vienne à nous!

Ayons confiance et persévérance; les temps sont proches! Tandis qu'une formidable revendication ouvrière se fait actuellement entendre dans le monde entier, nous, les révolutionnaires, nous n'allons pas douter et perdre toutes les chances d'une fructueuse campagne!

Toute communication devra être adressée chez le camarade Monnier, rue Rollebeck, Bruxelles.

⁂

Reggio en Calabre (Italie). — Nous avons décidé de publier dans notre ville un journal qui puisse propager au sein des travailleurs les nobles principes du socialisme, en coalisant et en faisant converger vers le but commun toutes les énergies populaires de la région calabraise. Un organe essentiellement indépendant, ouvert à toutes les intelligences honnêtes du pays, lequel mette à nu les hontes, les infamies, les menées ignominieuses qui attristent la vie du midi de l'Italie. Un organe qui adresse au pauvre, au déclassé, à l'homme de cœur, à tout le monde, le langage de la vérité et ouvre à l'esprit de nouveaux et plus heureux horizons, fait absolument défaut dans ce pays oublié, et les nécessités de la lutte l'imposent.

Le socialisme nous vient du Nord, c'est vrai, mais le Sud n'est pas préparé à recueillir les bonnes semences de la liberté; ici, où le prêtre, la domination espagnole et sarrasine, a atrophié les cerveaux et fermé les cœurs aux plus hautes espérances, ici, nous le répétons, c'est nécessaire que l'entente de tous les amis du peuple concoure à balayer les ténèbres qui nous enveloppent, à pousser les énergies latentes sur le chemin des droits.

Avec le peu de forces dont nous disposons, nous ne pourrions pas réussir à mener à bonne fin une telle entreprise, sans l'appui constant de tous les compagnons, pour nous maintenir à la hauteur du but et rendre efficaces nos efforts.

Nous faisons, par conséquent, un pressant appel à tous les compagnons, à leur solidarité, les priant d'assurer à notre initiative une œuvre utile et durable. Pour faire paraître le journal, nous attendons l'aide pécuniaire des camarades qui ne devra pas nous manquer. Si les sommes reçues le permettent, nous comptons publier le premier numéro dans la deuxième quinzaine du mois d'août.

Remettre l'argent, adresses, et tout ce qui pourra nous intéresser, au comp. Luigi Crucoli, à Reggio Calabre (Italie).

N. B. — Dans le cas où les sommes qui nous parviendront seraient insuffisantes à couvrir les frais voulus par notre publication, nous en ferons sans retard complète remise à l'administration des *Temps Nouveaux* pour la valeur des mandats venus de l'étranger, et aux journaux *Avanti!* et *Agitazione* pour ceux qui nous parviendront de l'Italie.

Prière aux journaux confrères de reproduire cet appel.

Les initiateurs.

⁂

Le 1er août prochain réapparaîtra *La Idea Libre*, à Madrid, Fernando el catolico, no 10, 2e. — Bonne chance aux camarades.

⁂

Bibliothèque sociale de la rue d'Orchamps. — Samedi prochain, 24 juillet, à 9 heures du soir, conférence par le camarade Degalvès sur le *Projet d'école libertaire.*

⁂

Au bénéfice des camarades de Barcelone et de leurs familles.

Le *Libertaire* organise, avec le concours des *Temps Nouveaux*, du *Père Peinard*, de l'*Intransigeant*, de la *Lanterne*, de la *Justice*, de la *Revue Blanche*, une matinée-conférence qui aura lieu très probablement au théâtre de la République, le dimanche 1er août, à 2 heures après midi.

Nous publierons la semaine prochaine le programme de cette matinée.

⁂

Les ouvriers cordonniers (cousu main) sont priés de se réunir lundi 26 courant, à 8 h. 1/2 du soir, café Aux Lions Caulaincourt, rue Caulaincourt, 17. (*Communication très importante.*) — Broussouloux.

⁂

Tous les camarades sont invités à se trouver au compte rendu du Conseil municipal de Saint-Mandé sur l'Ecole, rue Paul Bert, samedi 24 juillet, à 9 h. 1/2.

Rendez-vous au groupe du XIIe jusqu'à 9 heures, 125, rue de Reuilly.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Petits grands hommes de l'Agenais, 1 broch. de vers par J. Bernou; Imprimerie nouvelle, à Agen.

A lire :

Gana le Torturé, par H. Rochefort, *Intransigeant* du mardi 13 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

A. J., au Mans. — Je ne connais pas l'individu en question. Quand je me serai informé auprès des camarades, je vous rendrai réponse.

La Jeunesse libertaire, à Limoges. — Convocation parvenue trop tard. Le mardi matin dernier délai.

L. B., à Iseghem. — Le numéro de juillet de l'*Humanité nouvelle* n'est pas encore paru.

R. D., à Marseille. — *Pour vivre libre* n'est pas d'une forme suffisante.

G., à Saint-Maximin. — Brochures envoyées.

Reçu pour l'école libertaire (par Monier, à Bruxelles) : J. F., 2 fr.; A. H., 2 fr. Total : 4 fr.

Reçu pour les réfugiés espagnols : O. A., 1 fr.; 0 fr 50; M., à Saint-Aubin, 1 fr.; Un curé, 1 fr.; L., à Paris, 1 fr. Total : 4 fr. 50. — Souscription entre copains de la peinture (par Monier, à Bruxelles) : 1er copain, 0 fr. 60; 2e, 0 fr. 50; 3e, 0 fr. 23; 4e, 0 fr. 20; 5e, 0 fr. 20; 6e, 0 fr. 52; 7e, 0 fr. 20; 8e, 0 fr. 15; Un dévoué, 0 fr. 25; Un typo, 0 fr. 25. Total : 3 fr. 10. — Listes précédentes : 258 fr. 20. — Total général : 265 fr. 80.

Le camarade Léon Remy nous prie de publier la liste suivante dont il a reçu le montant au profit des victimes de Montjuich :

Tobacconist (London), 46 fr. — M. G., 1 fr. — Eggr Fritz, 1 fr. — Bogetti Albino, 0 fr. 75. — Monbello M., 0 fr. 40. — Florio, 0 fr. 40. — Uno giovine anarchico, 0 fr. 50. — P. abbasso il capitale, 0 fr. 50. — Colli M., 0 fr. 50. — Molino P., 1 fr. — Viva il fumo, 0 fr. 20. — Evviva la revoluzione, 0 fr. 20. — Evviva la d., 0 fr. 30. — B. C., 0 fr. 20. — Carrera, 0 fr. 20. — Pedrinella, 0 fr. 20. — Quatro disperati ineggiando alla R. S., 0 fr. 80. — Nicora Carlo, 0 fr. 40. — Cracco G., 0 fr. 20. — Affamato Severino, 0 fr. 50. — Camarnidi, 0 fr. 20. — Evviva l'anarchia, 0 fr. 50. — Botto E., 0 fr. 25. — B. A., 0 fr. 25. — Lometto E., 0 fr. 50. — Foghi A., 0 fr. 30. — Per i disheredati di Spagna, 1 fr. — Broce, 0 fr. 40. — Poletti G., 0 fr. 50. — Botta F., 0 fr. 30. — Zanero G., 0 fr. 20. — Padrucco E., 0 fr. 10. — Rivoluzionario, 0 fr. 50. — Gidelpa P., 0 fr. 50. — Soc. Rivoluzionario, 0 fr. 50. — Jean Rondolotti, 0 fr. 20. — Allais, 0 fr. 10. — Salvi E., 0 fr. 20. — Fortunato G., 1 fr. — Eugini Chiovini, 0 fr. 25. — M. A., 0 fr. 50. — Una compagna, 0 fr. 40. — P. B., 0 fr. 20. — T. Valentini, 0 fr. 50. — Rigola R., 0 fr. 50. — Bardone C., qui voudrait voir réussir le socialisme, 0 fr. 20. — Aveo, 1 fr. — Un anarchico, 0 fr. 60.

Reçu pour le journal : Par Monier, à Bruxelles : J. B. Henri, 0 fr. 50; Wouters, 0 fr. 50; Hechtermans, 0 fr. 50; Delport, 0 fr. 50; Unt-l, 0 fr. 15. Total : 2 fr. 15. — Par Louvigny, à Bruxelles : Un va-nu-pieds, 0 fr. 20; Un va-nu-pieds, 0 fr. 50; Un va-nu-pieds, 0 fr. 20; Un désespéré, 0 fr. 10; Un désespéré, 0 fr. 10; Un va-nu-pieds, 0 fr. 50; Un sans-le-sou, 0 fr. 10. Total : 1 fr. 70. — Mœtr..., 5 fr. — O. A., 1 fr. — P., à Menetou-Couture, 0 fr. 50. — B., à Iseghem, 0 fr. 50. — M., à Saint-Aubin, 1 fr. — D., 5 fr. — Un groupe de Genève, 32 fr. — Excédent d'écot d'un noyau de copains de Genève, 6 fr. 65. — L., à Paris, 1 fr. — Merci à tous.

B., à Benguela. — C., au Havre. — V., à Nimes. — M., à Roubaix. — F., à St-Denis. — G., à Carmaux. — B., à Brest. — P., à Menetou-Couture. — C., à Grenoble. — B., à Iseghem. — T. à Tamnay-Châtillon. — B., à Angers. — C., à St-Imier. — D., à Bruxelles. — V., à Nimes. — V., à Quévaucamps. — S. P., à Bordeaux. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

TROISIÈME ANNÉE, N° 14 — DIX CENTIMES — DU 31 JUILLET AU 6 AOUT 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nous sommes encore obligés de paraître cette semaine sans supplément. Nous prions nos lecteurs de nous excuser; mais il en sera ainsi malheureusement assez souvent tant que nos dépositaires et les camarades qui s'occupent de vendre le journal ne voudront pas s'astreindre à envoyer régulièrement leurs règlements. Nous n'avons exclusivement que le produit de la vente et les souscriptions des camarades pour faire subsister le journal, et si les rentrées ne se font pas en temps voulu, la publication s'en ressentira forcément.

Pour éviter des formalités et des difficultés avec la poste, prière à nos correspondants de vouloir bien adresser correspondances et mandats à l'Administration des Temps Nouveaux, *140, rue Mouffetard.*

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES
ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

(*Suite*) (1)

III

Ce qui se passe dans le commerce et dans les services publics, dans la librairie et la presse quotidienne, a lieu aussi dans la finance et dans l'industrie. Si les capitaux s'associent pour quelque entreprise, ce n'est pas pour priver les capitalistes associés de leur capital, ce n'est pas non plus pour qu'un « *capitaliste en tue beaucoup d'autres* ». Au contraire, ils s'unissent pour mieux exploiter les producteurs, pour réaliser une plus grande part de profit pour chaque participant. Nous avons vu aussi que le nombre des propriétaires, des rentiers parasites a augmenté et même triplé dans ces derniers cinquante ans.

Pour la finance et les banques, je me bornerai à citer la statistique des Etats-Unis. En voici la raison : tout le monde sait que, chez les Américains, les banques et entreprises financières poussent et disparaissent comme des champignons; en outre, les fortunes privées, difficiles à calculer, sont créées là-bas plus rapidement qu'en Europe. Si la loi prétendue « *immanente* » de « l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit » devait montrer ses effets, les Etats-Unis présenteraient les conditions les plus favorables. Pourtant, le nombre des banques et la somme de leur capital s'accroissent sans cesse.

(1) Voir les numéros 11 à 13.

Voici des chiffres; ils sont éloquents.

Années.	Nombre de banques.	Leurs capitaux en liv. sterl.	Dépôts des clients en liv. sterl.
1801	33	7.000.000	
1830	330	30.200.000	11.600.000
1860	1.526	87.000.000	52.800.000
1876	6.611	149.000.000	432.000.000
1889	6.721	180.000.000	759.000.000

Les métaphysiciens vont dire que cet accroissement est dû à l'émigration européenne. Certainement l'émigration fut énorme, mais la plupart des émigrants étaient des ouvriers et des pauvres diables. Cette immense agglomération du capital est due, comme dans toutes les branches de l'activité sociale contemporaine, au progrès des sciences inductives, à leurs découvertes et inventions merveilleuses, mais aucunement au capitalisme. Ce dernier se borne à les accaparer, comme elles sont également accaparées par le militarisme, le cléricalisme et par tous les privilégiés qui se groupent autour de l'Etat, leur instrument suprême pour l'oppression et l'exploitation du peuple.

Qu'on ne croie pas, comme dit M. H., que ces banques concentrent « les moindres épargnes ». Les économies de gens pauvres s'accumulent dans les « saving-banks » (caisses d'épargne). Leur nombre et leurs capitaux augmentent aussi rapidement que ceux des banques.

Dans les caisses d'épargne de tous les Etats européens on comptait en chiffres généraux :

Années.	Capitaux en liv. sterl.	Nombre de dépositaires.
1850	52.700.000	2.748.000 hommes
1870	127.100.000	10.428.000 —
1889	648 800.000	19.875.000 —

Faut-il que je continue d'abuser de la patience des lecteurs par des chiffres et des citations statistiques? Chaque ouvrier, chaque paysan, tous les hommes de bon sens savent bien que les exploiteurs sont solidaires entre eux, qu'ils s'entr'aident pour mieux dévaliser le peuple, et que le nombre de parasites sociaux, au lieu de diminuer, augmente. Seulement les sophistes de l'école d'Engels, aveuglés par la dialectique, cette « enveloppe artificielle et répulsive qui dénature toute idée » (1), ces profonds savants représentants du « socialisme scientifique », en un mot, les endormeurs parlementaires, vont continuer à prêcher que le nombre de capitalistes diminue toujours et qu'un beau jour les grands hommes Liebknecht, Marx-Aveling, Guesde, Chauvin et tant d'autres célébrités scientifiques vont décréter l'expropriation collectiviste. Et alors, les Guillaume, les Victoria, le pape et les rois se soumettront sans aucune opposition, car la bourgeoisie, la noblesse, le clergé disparaîtront, conformément à la loi de concentration, et les couronnés n'auront plus pour les défendre qu'une misérable poignée de « potentats du capital ». Que les socialistes scientistes continuent à rester fidèles à leur préjugé dialectique et métaphysique. Ce n'est pas pour les convaincre que j'écris ces pages. Leur croyance est aussi *scientifique* que la conviction des savants ulémas et des vieilles femmes turques sur l'immoralité des femmes européennes (1).

(1) Professeur W. Wundt (Voir page 15 de *Pages d'histoire socialiste*).

Pour en finir avec cette loi fataliste et fondamentale du *credo* social-démocratique, il nous faut rechercher si la concentration ne se manifeste pas dans l'industrie principale de l'humanité, dans l'agriculture. A croire Engels et son école, non seulement la concentration, « l'expropriation du grand nombre par le petit » se produirait dans la possession du sol, mais le socialisme ne pourrait, sans que les paysans perdissent leur terre, se développer dans aucun pays. Pour prouver cette découverte métaphysique, croyez-vous que les « savants » de l'école ou leur maître aient fait quelques recherches? A quoi bon des recherches? On possède la méthode dialectique... On peut résoudre toutes les questions sans aucune recherche par le simple moyen du « dialogue philosophique » si usité par les sophistes. Selon ce dialogue miraculeux, il est nécessaire, pour que le socialisme se développe, que la majorité des paysans russes, par exemple, perdent leurs terres, deviennent des mendiants, forcés de se porter vers les usines des capitalistes. Autrement que par l'exclusion des paysans de la terre, le socialisme ne se développera jamais.

Aussi les disciples d'Engels, surtout en Russie, prêchent-ils en pleine solidarité avec les capitalistes et les réactionnaires russes, comme le fameux Katcoff, que le gouvernement, au nom du progrès, doit aider les exploiteurs à ruiner le peuple. Pour arriver à prêcher de pareilles abominations... il faut avoir... non! il faut perdre tout sentiment humain, il faut être devenu un doctrinaire dialecticien...

Vraiment, sur quoi Engels se base-t-il pour arriver à cette monstruosité? — Sur l'histoire moderne de l'Angleterre, assure-t-on. Mais en Angleterre les landlords ont enlevé la terre au peuple par la violence, par la fraude, légalisée par la suite. Pourtant, dans le dernier demi-siècle, sans compter trois ou quatre milliers de fermiers anglais en Australie, Nouvelle-Zélande, dans l'Afrique du Sud et au Canada — tous des pays anglais — en Angleterre même, le nombre des petits possesseurs augmente. Oui, il augmente malgré la crise agricole que le pays traverse. Ce n'est pas le moment de discuter ici d'où pro-

(1) Je me souviens toujours d'une belle soirée passée au bord du Bosphore, où un « grand savant » (hodja), tout aussi « savant » que les élèves d'Engels, me démontrait par des citations authentiques des grands dialecticiens arabes que les femmes européennes sont immorales, parce qu'elles ne couvrent pas leur visage.

vient la crise *agricole* et l'accroissement du nombre de possesseurs. Notons seulement le fait qui se révèle comme suit :

Surface de possession (1).	Nombre de possesseurs en 1885.	en 1889.
De 1/4 jusqu'à 1 acre	23.512	28.652
De 1 — 5 —	135.736	144.185
De 5 — 20 —	148.806	151.372
De 20 — 50 —	84.149	85.213
Total.	392.203	409.422
Accroissement.....	17.219	

(*Statesman's year Book*, 1895, pages 69-71.)

(Les chiffres sont cités uniquement pour démontrer que le nombre de possesseurs ne diminue pas.)

Il est à remarquer que la moitié (8.449) de l'accroissement se porte sur les possessions du type des petites fermes (d'un à cinq acres). De sorte que l'Angleterre donne encore un démenti solennel à leur base « scientifique »... Et la France? Les chiffres français ne sont pas plus favorables aux apôtres de l'expropriation des paysans. On comptait dans ce pays :

En 1826,	1.300.000	propriétaires terriens.
1835,	1.400.000	— —
1851,	1.500.000	— —
1861,	1.700.000	— —
1871,	1.700.000	— —
1885,	1.825.000	— —

Les chiffres ne sont pas très exacts. Cependant ils indiquent l'accroissement du nombre des propriétaires.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

DES FAITS

Les beautés des règlements militaires.

Il y avait jusqu'à la semaine dernière, tout près du fort de Vincennes, un tir couvert où les jeunes soldats allaient s'exercer au maniement du fusil.

Pour une raison ou pour une autre, l'autorité militaire crut devoir affecter à une nouvelle destination l'emplacement qu'occupait le tir.

Ordre fut donc donné au génie de procéder à la démolition des bâtiments existants.

Le génie s'empressa de faire venir les maçons, et ceux-ci allaient donner leurs premiers coups de pioche quand tout à coup — ô stupeur! — on s'aperçut qu'on avait oublié de se conformer aux usages et prévisions budgétaires qui veulent que les tirs soient repeints, tous les ans, au printemps.

Les officiers de Vincennes en pâlirent d'effroi.

Pensez donc, manquer à ce point une prescription réglementaire : voici qui eût été d'un bel effet!

Par bonheur, le mal n'était pas irréparable. Les maçons n'avaient pas encore mis le plus petit mur à bas.

On les pria, en conséquence, de s'en retourner tranquillement chez eux et, sur-le-champ, on appela des peintres à qui on conféra le soin de remettre promptement tout à neuf.

Le travail fut enlevé avec une rapidité exceptionnelle, et, huit jours plus tard, les démolisseurs revenaient se mettre à la besogne, de telle sorte que, quand ils donnaient enfin leurs premiers coups de pioche, les peintres, de leur côté, donnaient leurs derniers coups de pinceau!!!...

(*Le Rappel.*)

***

Le monarque le plus riche du monde entier est probablement le tsar; il possède, tout d'abord, une immense étendue de champs cultivés et de forêts dont le revenu annuel s'élève au moins à 60 millions de francs.

Le tsar possède, en outre, en Sibérie, des mines d'or et d'argent en plein rapport.

Enfin il prélève, sur les deniers publics, 25 millions de francs par an pour l'entretien de sa maison, frais de représentation, etc.

Le sultan possède aussi une énorme fortune personnelle. Il reçoit de l'Etat une somme annuelle de 20 millions et ses terres lui rapportent au moins autant. Le *sultan a la cour la plus considérable qui soit* au monde : 5.000 personnes sont logées et nourries à ses frais.

La Prusse paye à l'empereur d'Allemagne une somme de *20 millions*; Guillaume II possède, de plus, divers domaines.

L'empereur d'Autriche touche environ 25 millions par an.

Le roi d'Italie reçoit, annuellement, 2.550.000 francs dont une partie sert à entretenir des collatéraux.

Le schah de Perse possède une fortune personnelle d'environ 450 millions. Outre les intérêts que lui rapporte ce capital, il reçoit encore de l'Etat une somme annuelle de 12 millions.

La liste civile de la reine d'Angleterre s'élève à plus de *10 millions*; celle du roi de Portugal à 1 million 300.000 francs; celle du roi des Grecs également, à 1 million 300.000 francs, dont 1 million lui est payé par son propre peuple; les autres 300.000 francs lui sont généreusement offerts par l'Angleterre, la France et la Russie.

Le président de la République française reçoit 600.000 francs de traitement, 300.000 francs pour frais de maison et 300.000 francs pour frais de voyage, de déplacement et de représentation.

Le président des Etats-Unis ne touche que 250.000 francs par an. Quant au président de la Confédération helvétique, il doit se tirer d'affaire avec 12.500 francs.

Soit, au total, environ 225 millions qui pourraient empêcher environ 112 mille familles de mourir de faim.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Guignol. — Pour qu'un vaudeville soit assuré du succès, une qualité lui est indispensable, outre l'imbroglio grotesque des quiproquos : c'est la brièveté de l'action. Le rire, pour être franc et sain, ne doit pas trop durer. On ne saurait sans fatigue se désopiler continuellement. Si l'action traîne, l'intérêt languit, la gaieté se fige sur les lèvres et l'ennui surgit.

C'est ce qui arrive avec ce mélodrame bouffe du Panama. Voilà des années que ses péripéties s'enchevêtrent, se compliquent, se contrecarrent sans résultat. C'est trop. L'attention publique, ardemment excitée au début, se détourne maintenant et la pièce se déroule au milieu de l'indifférence générale. En vain de nouvelles attractions sont-elles annoncées à coups de grosse caisse, en vain les acteurs se démènent-ils désespérément pour accrocher quelque applaudissement ou faire fuser quelque hilarité! Rien n'y fait. Fausses sorties, dégringolades, quiproquos, contorsions, rencontres burlesques laissent froid le public. Ce vieux Mascarille de Q. de Beaurepaire a beau se draper dans sa fausse dignité de père noble, et ce diabétique endurci de Cornélius chercher à nous faire prendre sa vessie pour une lanterne sourde, le peuple tourne le dos; pour lui, le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Cependant, une chose ne doit pas nous déplaire. Tous ces dessous honteux entrevus, les efforts surhumains tentés par tous les gouvernements successifs pour les maintenir ignorés, les complicités sans nombre que ces efforts révèlent, jettent sur le régime parlementaire et bourgeois une déconsidération d'autant plus profonde qu'elle est plus méritée. Le peuple, bonasse, a toujours eu pour le riche, le bourgeois, qui « l'épate » un peu, un arrière-respect que cache mal sa gouaillerie. Toutes ces saletés l'en font revenir, et le jour où la bourgeoisie sera par lui estimée à sa juste non-valeur, elle sera bien malade. Le régime bourgeois s'effondrera sous le mépris général. Et le mépris est le plus infaillible des antidotes.

***

La Grande Famille. — Damarez, soldat au 147e régiment d'infanterie à Givet, inculpé de refus d'obéissance, comparaissait dernièrement devant le conseil de guerre de Châlons. Quand le président lui demanda son nom, Damarez s'écria : « Je m'appelle Saint Antoine et vous êtes tous des c... » Il a été condamné aussitôt à dix ans de travaux publics.

Ils vendent cher leur marchandise, les juges galonnés! Mais à l'inverse de ce qui se passe dans le commerce, ils haussent les prix à mesure que la marchandise se déprécie.

Un jeune soldat nommé Langlois, après s'être absenté sans permission de son corps à Bernay, s'est jeté à la mer en abordant au Havre. Il avait été vu, dans la matinée, en compagnie d'une jeune fille à Trouville. On devine aisément le motif de ce suicide, qui, une fois de plus, nous permet de constater l'insuffisance de l'amour de la patrie à remplacer l'autre.

***

Autorité paternelle. — Deux jeunes gens se sont suicidés ensemble à Marseille, parce que le père du jeune homme s'opposait, en raison des droits sacrés et stupides que lui confère la Loi, au mariage des deux amants.

Il doit être satisfait, maintenant! son fils est mort, mais son autorité est sauve. Qu'elle lui fasse une belle jambe!

***

Un Congrès. — La Fédération Nationale des employés prépare un congrès qui aura lieu les 14, 15 et 16 août.

Dans son manifeste, elle préconise l'union des syndicats, qui, leur reproche-t-elle, « vivent trop repliés sur eux-mêmes dans la préoccupation exclusive de revendications corporatives immédiates ».

Parfait! Il y a mieux à faire en effet qu'à poursuivre des augmentations de salaires et des diminutions d'heures de travail. La question sociale est plus large, car elle est humaine. Tous les exploités, à quelque corporation qu'ils appartiennent, ont des revendications communes qu'ils feront aboutir le jour où ils seront assez unis pour les imposer.

Les imposer directement! et non par l'intermédiaire du Parlement de qui la Fédération des employés semble encore attendre une action efficace.

***

Les Grèves. — Une grève vient de se produire à Condé-sur-Noireau (Calvados), qui sera marquée d'incidents violents. Les grévistes, au nombre d'un millier, ont fait plusieurs manifestations, réclamant du pain.

Pour accéder à leur désir, sans doute, le préfet est parti de Caen avec deux cents soldats d'infanterie.

Les maçons de Lyon sont toujours en grève. Les patrons tentent d'embaucher des ouvriers d'ailleurs en leur offrant un salaire de 0 fr. 60 l'heure, salaire qui sera réduit certainement à 0 fr. 40 après la fin de la grève.

Notez que les grévistes réclament 0 fr. 65.

André Girard.

Prière au camarade Bongard de me faire connaître son adresse.

***

Angoulême. — Des malheureux, ayant faim, entrèrent dans un restaurant et mangèrent. Comme ils n'avaient pas de quoi payer, une discussion, puis une bagarre se produisit. Les gendarmes furent requis. Trois des consommateurs furent arrêtés, mais, chemin faisant, ils s'enfuirent à travers champs. Les gendarmes firent feu et l'un d'eux fut atteint. On dut le transporter à l'hôpital.

Tuer un homme parce qu'il n'a pas voulu se laisser mourir de faim, le procédé est bien digne de l'autorité sans pitié pour le malheureux, et à plat ventre devant le riche.

(*Correspondance locale.*)

***

Nîmes. — *La misère.* — Il y a quelques jours, on enregistrait le suicide d'un malheureux qui, n'ayant rien mangé depuis plusieurs jours, essaya de vendre les hardes qui le couvraient, et, ne trouvant pas d'acheteur, alla se pendre à un arbre dans la campagne où il fut trouvé mort par un garde. Un autre cas allait se produire à nouveau : sur un de nos boulevards, il y a deux jours, gisait presque sans connaissance un malheureux qui, sorti de l'hospice deux ou trois jours auparavant, allait mourir sans la solidarité de deux ou trois ouvriers et d'un camarade qui lui ont procuré de la nourriture et un coucher.

(*Correspondance locale.*)

(1) L'Angleterre, l'Ecosse et les Galles seulement.

Espagne.

Les condamnés au bagne du procès de Barcelone nous ont adressé une lettre d'adieu dont voici les principaux passages :

Nous allons au bagne avec l'espérance qu'un jour l'instruction du procès enfouie dans les archives sera déterrée par quelque homme de cœur et revisée; comme en cette œuvre désordonnée réside la meilleure preuve de notre innocence, la vérité éclatera au grand jour. Alors, peut-être, les barrières de l'exil tomberont-elles, pour nous s'ouvriront les portes du bagne, mais de ceux qui sont morts, hélas! les tombes sont closes à jamais.

. . . .

Dans les cachots humides, obscurs au point que la lumière artificielle y est indispensable nuit et jour, on sait quels supplices étaient appliqués : les bras liés aux épaules, les mains broyées atrocement par les menottes, les terribles volées de coups de fouet, la soif dévorante. Quelques jours de ce régime et les hommes les plus énergiques n'étaient plus que des automates sans volonté. C'est alors que les interrogatoires commençaient. Qui a jeté la bombe? Aux protestations d'innocence les bastonnades répondaient. Nul écrivain ne pourrait décrire ces scènes indignes. L'idée du suicide hantait les cerveaux, mais les moyens manquaient pour la mettre à exécution.

Les principaux instruments de torture étaient le bâillon simple (mordaza sencilla) et le bâillon mécanique (mordaza de maquina) muni d'une vis de graduation qui peut servir de garrot, puis l'appareil servant à tordre les parties sexuelles et les fers rougis au feu.

Les injures les plus grossières pleuvaient à tout propos : fils de pouffiasse, criminel, hypocrite, idiot, maudite soit la putain qui t'a mis au monde, etc., etc.

Ce que l'on ignore peut-être, c'est que des huit torturés, six voulant être fusillés pour sortir de cet horrible enfer, demandèrent au bourreau la qualification d'« auteur de l'attentat ». Quatre sur les huit étaient convertis en automates; l'un d'eux devint complètement fou.

Ils acceptèrent tout, la calomnie et les responsabilités dont on les chargea, déclarèrent tout ce qu'on voulut, accusèrent ceux dont on leur indiqua les noms. Martyrisés, terrorisés, ces malheureux furent à la fois victimes et traîtres en ce monstrueux procès.

. . . .

Qu'importaient au surplus les protestations d'innocence! Ce que très franchement dit le fiscal, était clair : « Quoique les preuves fassent défaut, *je ferme les yeux à la raison*, et je demande vingt-huit peines capitales et cinquante-neuf condamnations au bagne à perpétuité. »

Ceci dit pour montrer comment on fabrique des criminels, voyons comment protestèrent les victimes :

« Je termine en déclarant et jure sur ma mère que je meurs innocent et que tous ceux qui ont été condamnés avec moi le sont aussi, y compris ceux auxquels les tourments ont arraché des déclarations et qui sont : Luis Mas, José Molas, Antonio Noguès, Francesco Çallis, Sebastian Suné, et j'accuse Daniel Freixas d'avoir causé la présente catastrophe. — Ascheri. »

« Affaibli par l'horrible martyre, je me suis empressé de dire oui à tout ce que l'on m'a demandé.

« Luis Mas. »

« Après m'avoir martyrisé dans le cachot n° 5, ils me présentèrent la déclaration toute préparée, pour que je la signe. Comme j'essayais de résister, le lieutenant Portas me montra les bourreaux Mayans et Estorqui et me dit : Si tu ne veux pas signer, je te livre à ces deux-là! — José Molas. »

« A moi et Ascheri, ils nous firent signer deux fois des papiers en blanc. — Noguès. »

Les accusateurs ont dit ces choses dans les lettres adressées à leurs familles ou à quelques journaux.

. . . .

Nous pouvons affirmer en toute sincérité que les réunions secrètes tenues les jeudi et samedi du mois d'avril de l'an passé, au cercle des charretiers, dans le but de propager le système des explosifs, n'ont jamais existé que dans l'imagination des tortionnaires. Les souscriptions qui se firent à cette époque au *Centro de Carreteros* étaient destinées à la publication de la *Nueva Idea* et de l'*Ariete Anarquista*, et nullement à l'achat ou à la fabrication de matières explosives, ainsi que le disent les déclarations arrachées par le martyre.

. . . .

Si la police ne put ou ne voulut découvrir l'auteur réel de l'attentat, on ne peut qu'admirer l'habileté dont fit preuve le lieutenant de la garde civile, Narciso Portas, pour fabriquer auteurs, complices et receleurs, et les autorités peuvent dire au monde bourgeois : Dormez tranquilles; si des crimes se produisent, nous avons des moyens infaillibles pour découvrir auteurs, complices, etc.

Le fiscal et le Conseil suprême de guerre et marine, trouvant sans doute exagérée la sentence du conseil de guerre ordinaire, réduisirent à cinq les peines capitales et à vingt celles du bagne variant de dix à vingt ans. Don Antonio conclut avec cette phrase pour nous consolante : « Le verdict étant des plus justes, je n'ai pas demandé la grâce de la régente pour les condamnés. »

. . . .

Lorsqu'une société arrive à ce point de décrépitude morale, lorsqu'elle présente des signes aussi évidents de décomposition, sa fin est prochaine.

Pour ce qui est de nous, condamnés innocents, victimes de viles calomnies, notre inébranlable désir est de voir l'humanité se libérer de semblables monstruosités. Puissent les horribles tourments, les longs mois de souffrance, d'incertitude et d'isolement hâter l'avènement d'un avenir meilleur pour ceux qui viendront après nous.

A tous les êtres chers que nous laissons dans la misère et le désespoir, à tous les amants de la liberté et de l'émancipation humaine,

Salut et énergie!

Les condamnés au bagne du procès de Barcelone.

Suisse.

Vaud. — *Elections.* Ainsi qu'il convient à de joyeux votards, les élections de mars écoulé se sont faites dans les bacchiques conditions habituelles. A ce propos, le *Semeur Vaudois* publie : « Nous pourrions nommer tel cercle qui a mis en ligne environ 800 électeurs, et où les élus, le scrutin proclamé, ont donné, pour chaque commune du cercle, un bon de 30, 40, 100 litres de vin, et plus, au total pour 800 litres au moins. Aussi les hommes ivres, le soir du 7 mars, étaient nombreux. »

Divers journaux vaudois ont aussi signalé les procédés électoraux usités dans le canton du Valais, « où l'on verse à flots le vin aux électeurs ».

Au sujet d'élections antérieures, la *Gazette de Lausanne*, organe nettement conservateur, appréciait en ces termes les manœuvres électorales du parti conservateur, dans le canton de Fribourg : « Le jour du vote, la brigue électorale est devenue une chasse à l'homme », où, faut-il le dire, les meneurs abreuvaient généreusement de vin et de schnaps le bétail électoral.

Un organe tessinois cité par le *Journal de Genève*, en parlant des élections dans le canton du Tessin, s'exprime ainsi : « Le marché de votes qui s'est tenu dans la journée et dans la nuit de samedi dans le district de Lugano n'a été ni pur ni saint. Des messagers sont accourus au dernier moment de toutes les parties du district pour nous aviser de la corruption insensée, inouïe qui se préparait dans notre campagne; nous n'avons pu que frémir en pensant qu'il y avait dans notre pays tant de personnes prêtes à se vendre. »

Autriche-Bohême.

La police de Prague a déjà trouvé un nouveau prétexte pour perquisitionner chez nos camarades. C'est le *Buric*, organe terroriste, imprimé secrètement, contenant des procédés pour faire des bombes et expédié à Prague une fois de France, deux fois d'Angleterre, qui le lui a fourni. Ces perquisitions n'ont produit aucun résultat. Chez un camarade, on a seulement saisi trois fusils et quelques munitions.

Les grèves ont été nombreuses, dans ces derniers temps. Il faut ajouter à celles déjà signalées, et qui durent toujours, celle des tanneurs de Trebic, au nombre de 800 environ.

A Liberec, les anarchistes viennent de fonder une boulangerie coopérative qui, quoique nouvelle, marche déjà bien et semble devoir être de quelque utilité pour le mouvement.

A Prague, la jeunesse socialiste internationaliste s'organise en groupe autonome. Ce groupe comprendra tous les partis socialistes sans distinction de nuance ni de nationalité. La participation des étudiants y sera nombreuse. On ne peut qu'approuver cette tentative de conciliation entre éléments révolutionnaires des nationalités tchèque et allemande, alors que la bourgeoisie de ces deux nationalités fait tous ses efforts pour entretenir entre elles le désaccord. Il faut aussi noter que la social-démocratie, par aversion contre les libertaires « Jeune-Tchèques » rejetant l'union internationale, préconise maintenant le groupement national. La jeunesse socialiste compte beaucoup sur ce groupe qui offrira un champ d'activité très utile pour la propagande.

J. J.

Allemagne.

On lit dans le *Peuple* :

Ces jours derniers comparaissaient devant la 7e Cour criminelle du tribunal de province, l'anarchiste bien connue, l'épouse Agnès Reinhold, née Schlapsky (la femme d'un tailleur), et le rédacteur du *Socialist* (journal antiparlementaire), pour répondre à l'accusation d'avoir injurié les employés de la prison de Delitzsch.

Il y a quelque temps, Agnès Reinhold avait été condamnée pour crime de haute trahison, d'offense envers l'empereur, et pour contravention aux règlements sauvegardant l'ordre public, à six ans de travaux forcés. La vaillante femme a subi cette condamnation à la prison de Delitzsch. A sa libération, les prolétaires de tous les pays lui avaient envoyé quelque argent qui lui permit de rétablir sa santé délabrée et de subvenir à ses premiers besoins. Elle remercia dans un article intitulé « Quelques mots », qui parut dans le *Socialist* d'août 1896.

L'article contenait de graves accusations contre les employés de la prison, qu'on disait maltraiter les condamnés. L'auteur déclarait qu'elle ferait connaître au prolétariat ce qui était enseveli entre les murs de la prison.

Et pour cela, Agnès Reinhold comparut devant le tribunal correctionnel avec le rédacteur responsable, Friedrich.

Dans sa défense, l'accusée déclarait qu'elle avait vu que les prisonniers malades étaient traités avec un manque absolu de pitié. Une personne phtisique, qu'on regardait comme simulante, avait encore dû porter le sac de paille à la cour, le jour de sa mort, quelques instants avant son décès.

Une autre personne, très malade, à la salle n° 4, était morte de faim.

Le pain qu'on distribuait était moisi.

Dans les ateliers, il faisait si froid, qu'on ne pouvait travailler.

Un jour, le bruit s'était répandu que l'inspecteur arrivait, et ce jour on était aussi mieux soigné et mieux traité.

Un « transporteur », différentes fois, pendant le transfert, avait violé des femmes prisonnières. Les victimes avaient adressé une plainte à l'autorité supérieure, qui la jeta au panier.

Quant à elle, l'accusée déclara et prouva qu'à différentes reprises, elle avait été insultée par l'inspecteur en chef Van Unruk et par les surveillants, qui naturellement aboyaient comme le chef de la meute. Quand elle se permettait de se plaindre, on la jetait au cachot. Elle s'était fait dispenser des services religieux. Alors le même individu lui avait dit : « Je ne puis te forcer, mais je te rendrai la vie dure. » Quand elle recouvra la liberté, le même individu lui dit : « Ecris des articles incendiaires maintenant, autant que tu veux, et fais ce qu'il te plaît, mais ne te frotte pas à moi. Le gouvernement me seconde et je te manigancerai un procès qui te calmera. »

Le tribunal entendit différents témoins, qui, naturellement, n'osèrent donner un appui catégorique aux affirmations d'Agnès Reinhold. Le ministère public déclarait que les malades avaient été traités « selon les règlements », qu'il était inexact de dire que les prisonniers avaient eu à se plaindre d'un trop grand froid, que s'il arrivait que le pain fût moisi, il ne fallait pas conclure à une plainte; que si un surveillant de prisonnières, pendant le transport, avait transgressé ses devoirs, ces sortes d'affaires ne sont pas de la compétence de ce tribunal, que l'article est injurieux, et, pour cela, il fallait condamner l'accusée Reinhold à trois mois de prison et l'accusé Friedrich à deux mois de la même peine.

Le défenseur, Dr Bieber, attira l'attention du tribunal sur ce fait qu'un des témoins, qui avait le mieux joué dans les cartes du ministère public, avait déclaré, cependant, qu'elle avait mangé du pain moisi un été durant. Une autre avait déclaré qu'elle-même, malade, avait été forcée de travailler; une femme malade avait été battue à coups d'anneau de clefs, quelques jours avant sa mort, et était décédée

en sa cellule. Un troisième témoin avait déclaré que, dans sa cellule, les pieds lui étaient gelés; une quatrième, qu'elle avait entendu dire par Van Unruk à l'accusée malade : « Je n'ai pas pitié de toi, même si tu crèves. »

Trois témoins enfin déclaraient avoir été violées par le surveillant Wenzel durant le transport. Une d'elles avait accouché à la prison, et avait déclaré comme père le surveillant Wenzel. Une autre encore, arrivée à la prison et s'étant plainte du surveillant Wenzel, avait dû subir *sept* jours d'arrêt. Quant à l'accusée, bien avant le procès, elle avait fait connaître ces faits à l'inspecteur Krohne, qui l'avait renvoyée au président du conseil Von Messeburg...

Et voilà pourquoi Agnès Reinhold fut condamnée à six semaines de prison et Friedrich à une peine supplémentaire de deux semaines.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les ouvriers cordonniers (cousu main) de Paris sont priés de se réunir lundi 2 août, à 8 h. 1/2 du soir, aux Lions Caulaincourt, rue Caulaincourt, 17, à l'effet d'adhérer à un groupement corporatif.

*
* *

Pour les martyrisés de Montjuich.

La matinée que le *Libertaire* organise avec le concours d'un certain nombre de journaux quotidiens et hebdomadaires, au bénéfice de nos amis d'Espagne et de leurs familles, n'aura pas lieu le dimanche 1er août, mais le dimanche 8 août, à 2 heures après midi, au théâtre de la République.

Cet ajournement provient de ce que, le dimanche 1er août, à 2 heures de l'après-midi, doit avoir lieu, à la statue d'Etienne Dolet, la manifestation annuelle organisée par les libres penseurs et athées.

Notre prochain numéro donnera le programme de cette matinée.

*
* *

Le Théâtre civique, dont on a pu juger les tendances malgré la composition un peu hâtive de son premier spectacle, organise une seconde représentation qui sera donnée le 7 août prochain à la salle des Mille-Colonnes, rue de la Gaîté-Montparnasse.

Des proses et vers de V. Hugo, Pierre Dupont, Jules Jouy, de Mme Séverine, de MM. Catulle Mendès, Clémenceau, O. Mirbeau, A. Retté, L. Lumet, A. Lantoine seront dits, lus ou chantés par Mmes France, Deschamps, Reynold, Claes, Deville, MM. de Max, Hattier, Zeller, Cortinet, Mévisto.

On jouera *En détresse*, pièce en un acte de M. Henry Fèvre.

Le Théâtre civique, qui, on le sait, s'est donné pour mission de rendre l'Art accessible au peuple, accueillera avec sympathie, en dehors de toute coterie et de toute école, les œuvres « d'enthousiasme et de révolte » en harmonie avec ses idées et son but.

Adresser les manuscrits à M. Mévisto, 8, rue Lallier.

*
* *

Bibliothèque sociale de Saint-Denis, salle Montéremal, 35, rue de la République. — Conférence publique et contradictoire.

Sujets traités : *La Grève générale; Le Machinisme*.

Orateurs : Broussouloux, Brunet, Raubineau.

Entrée : 20 centimes pour les frais.

Tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, causeries, lectures, discussions.

*
* *

Bordeaux. — Première réunion à la campagne. Samedi 31 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, établissement Panchaud, place Longchamps, à la Souys, réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les anarchistes, ce qu'ils veulent; La comédie du Panama; Du métayage; Du rôle des propriétaires terriens; Le prolétariat agricole.

Entrée : 10 centimes.

*
* *

Roanne. — Les camarades du département de la Loire et des départements limitrophes qui désireraient organiser des soirées familiales sont priés d'écrire à M. Rimaud, 70, rue de Clermont, à Roanne (Loire).

N. B. — Principalement les villes de Thizy, Amplepuis, Charlieu, Feurs, l'Arbresle.

*
* *

Montpellier. — Les anarchistes se réunissent tous les samedis soir, à partir de 8 h. 1/2, chez Manry, cafetier, au jeu de boules des Arceaux.

Ayant entrepris de former une bibliothèque, les camarades qui auraient des livres ou des brochures sont priés de les faire parvenir au groupe.

*
* *

Les Libertaires du Havre et de la région se réunissent tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, chez le bistrot, 138, cours de la République. Causerie par un camarade, chants et poésies.

Tous les dimanches, ballade de propagande à la campagne, rendez-vous sur le rond-point à 2 h. 1/2.

*
* *

Tarare. — Samedi 31 juillet 1897, à 8 h. 1/2 du soir, salle Décultieux, conférence publique et contradictoire par H. Dhorr. Sujet traité : *La Révolution est-elle utile?*

Entrée : 20 centimes. Tous les socialistes de quelque école que ce soit sont invités ainsi que les dames.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Mujer y la Familia (la femme et la famille), par E. Z. Arana; 1 brochure publiée par le groupe « Ciencia y Progreso » à Rosario de Santa-Fé, Rép. Argentine.

L'Œuvre internationale, par Magalhaès Lima, 1 vol., 2 fr., chez Giard et Brière.

Il Lavoro dei fanciulli (le travail des enfants), par le Dr Luigi Brizi, 1 vol., Tipografia umbra, à Pérouse.

Le Nouveau Pacte de famine, par Urbain Gohier, 1 plaquette chez Chamuel, éditeur.

Pays d'Ouest, par Gustave Geffroy, 1 vol., Fasquelle, éditeur.

A lire :

Suicides, par Louis de Gramont, *Eclair* du 22 juillet.

BOITE AUX ORDURES

L'article *A l'asile de nuit*, signé Gaston Méry, dans la *Libre Parole* du 15 juillet.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine*	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux —	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*	» 30
Déclarations d'Etiévant	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70

Brochures éditées par le groupe des *E. S. R. I.* :

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres	» 15
Réformes et Révolution	» 20
L'Individu et le Communisme	» 20
Comment l'Etat enseigne la morale	1 80
Misère et Mortalité	» 20
Pourquoi nous sommes internationalistes	» 20

Brochures éditées par l'*Art Social* :

L'Art et la Révolte, *par F. Pelloutier*	» 15
L'Organisation corporative et l'Anarchie, *par F. Pelloutier*	» 15
L'Ecrivain et l'Art social, *par Bernard Lazare*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20

Brochure éditée par le *Père Peinard* :

Variations guesdistes	» 15

Volumes de chez différents éditeurs :

La Conquête du pain, *par Kropotkine*	2 75
Œuvres *de Bakounine*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*	1 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato*	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	» 60
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »
Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus*	2 75
Correspondance de Bakounine	2 75
La Forêt bruissante, *par A. Retté*	2 75
La Révolte, *collect. compl.* (il en reste 3)	150 »
En Dehors, *par Zo d'Axa*	1 30
Promenades subversives, *par A. Retté*	» 80
Les Temps sont proches, *par L. Tolstoï*	» 50
Le Socialisme et le Congrès de Londres, *par Hamon*	2 75
Aspects, *de Retté*	2 75
Biribi, *de Darien*	2 75
Bas les cœurs! *de Darien*	2 75
Sous-Offs, *de Descaves*	2 75
Bibliographie anarchiste, *par Nettlau*	5 »
Les Temps Nouveaux (1re et 2e année), l'année	7 »

Le 11 novembre 1887, *eau-forte*	1 75
Bakounine, *portrait au burin par Barbottin*	» 50
Proudhon, — — —	» 50

PETITE CORRESPONDANCE

E., à Migennes. — Votre abonnement ne devait finir qu'à la fin d'août prochain.

Pour les réfugiés espagnols : V., à Grigny, 1 fr.; R., typogr. à Agen, 2 fr.; J. Molinari et sa compagne, 1 fr.; Un ennemi des inquisiteurs espagnols, 0 fr. 50; Laborie, 5 fr.; Georges Talien, 0 fr. 50; Margé et sa compagne, 1 fr.; Une bombe, 0 fr. 50; Pyrié Emile, 0 fr. 50; Agniel, 0 fr. 50; Un revolocionario contra Dios, 0 fr. 25; Carretto Rose, 0 fr. 50. Total : 10 fr. 25. — Plusieurs camarades italiens, à Lampeduza, 4 fr. — Reçu de D. (Paris), 0 fr. 50; Liste de souscription recueillie par M. G. : Un anarchiste après le triomphe du socialisme, 1 fr.; S., 1 fr.; P., 1 fr.; P., 1 fr.; Mecislas, 1 fr.; S., 1 fr. Total : 6 fr. 50. — (Rectifier comme suit la liste parue dans le numéro 12 : Un jeune pour la lutte, 0 fr. 60. — T., 5 fr. — J. M., 1 fr. 50. Soit, en plus : 1 fr.) — Listes précédentes : 265 fr. 80. — Total général : 287 fr. 55.

Reçu pour le journal : L. St., Muirkirk, 1 fr. 50. — G., à Saint-Maximin, 1 fr. 20. — E. G., Bordeaux, 15 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. (souscription oubliée la semaine dernière) et 5 fr. de cette semaine. Total : 10 fr. — V., à Grigny, 1 fr. — R., à Bordeaux, 0 fr. 80. — C. D., à Agen, 2 fr. — J. Molinari et sa compagne, 1 fr.; Pegurie, 0 fr. 10; Un mastroquet, 0 fr. 20; Un Espagnol anticlérical, 0 fr. 20; Laborie, 1 fr.; Ginieis, 0 fr. 30; Talieu, 0 fr. 50; Agnié Emile, 0 fr. 50. Total : 3 fr. 80. — Un amorphiste, un pessimiste, un repentant, un froussard, un anarchiste, versé par Simon, 15 fr. — Merci à tous.

D., à Villefranche. — M., à Antibes. — M., à Roubaix. — D., à Bruxelles. — B., à Brest. — C., à Béziers. — V., à Grigny. — F., à Munich. — D., à Charleroi. — B., à Agen. — Par le *P. P.* : P., à Saint-Chamond; M., à Perpignan; H., à Saint-Nazaire; D., à Morez; P., à Lille; V., à Reims; R., à Nouzon; N., à Tours; P., à Saint-Quentin. — V., à Nîmes. — S., à Lootcha. — L., à Chaux-de-Fonds. — D., à la Haye-Descartes. — S., à Roubaix. — S., à Lyon. — Soc. Coop., à Lyon. — B., au Mans. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 15 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 AOUT 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Cette semaine encore, nous paraissons sans supplément. Malgré tous nos efforts, nous n'avons pu couvrir les frais de la semaine passée. Céla est désagréable pour ceux qui achètent le journal pour le supplément; cela l'est encore plus pour nous qui, à chaque instant, nous voyons entravés par cette question bête d'argent. Mais toute volonté se brise devant l'impossibilité matérielle.

En même temps que ce numéro, nous expédions à nos dépositaires leur bordereau mensuel, espérant que, vu la situation, ils s'empresseront de se mettre à jour.

D'autre part, après tout, notre dette est minime, il faudrait peu pour nous remettre à flot. A ceux qui se sont toujours montrés sympathiques à notre cause, nous allons envoyer le relevé de notre situation financière, avec appel à la bourse.

S'il nous arrivait d'oublier quelqu'un dans l'envoi de cette circulaire, prière de nous la réclamer.

Nous savons que, parmi nous, ce sont les moyens qui manquent plus que la bonne volonté. Mais il y a des occasions où l'on peut être encore apte à un nouvel effort. Faisant œuvre de propagande générale, c'est pourquoi nous nous autorisons à faire appel à l'effort de tous.

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES

ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

(Suite) (1)

Quelle que soit la branche de l'activité économique de l'humanité que l'on étudie, non d'après la dialectique, mais à l'aide de l'induction, seule méthode des sciences positives, la logique des faits et des chiffres donne un démenti absolu à cette aberration métaphysique qu'on voulait imposer à l'humanité comme une loi « qui préside aux métamorphoses de la nature ». Enoncer des énormités pareilles ne pouvait être que le fait d'hommes complètement dépourvus des notions les plus élémentaires concernant les lois des « métamorphoses de la nature ». Dialecticiens accomplis, à l'aide de leur absurde « *triade* », ils arrivèrent à une absurdité fataliste...

Pourtant, Marx était avant tout un révolutionnaire. Par cette formule, il voulait fournir un argument de plus aux socialistes révolutionnaires. « Attaquez énergiquement cet ordre abominable d'exploitation capitaliste, qui est condamné même par ses propres lois immanentes », disait-il. Durant de longues années, elle servit bien pour la propagande. Aussi est-ce pour cela que personne parmi nous, anarchistes, ne se prononça contre sa formule erronée. La cause de l'erreur est la dialectique et non la mauvaise foi de Marx. Ce n'est pas à moi, par exemple, un révolutionnaire, d'entreprendre une campagne contre une base fondamentale de conceptions révolutionnaires, surtout contre un homme de la valeur de Marx.

Mais, avec sa prétendue loi, il est arrivé ce que Hégel voulait exprimer dans sa phraséologie métaphysique en disant que « chaque phénomène de la nature doit devenir, tôt ou tard, sa propre négation ». Conçue comme argument suprême d'une philosophie révolutionnaire, cette loi de concentration est devenue aussi la base fondamentale de la réaction social-démocratique et de leur propagande antihumaine et contre-révolutionnaire. Les marxistes, pour quel motif? — que le lecteur décide lui-même, ont pris cette formule (1) à la lettre. Ils commencèrent à prêcher qu'une loi suprême exige que l'humanité passe par trois phases obligatoires d'évolution : possession primitive individuelle, possession capitaliste basée sur l'expropriation des paysans et des artisans, et, en dernier lieu, possession collective, résultat de la loi de concentration. Aucune nation, aucun parti ne peuvent échapper à cette *triade* de la métaphysique. Aussi tous les socialistes révolutionnaires, tout homme d'action, ont-ils été traités de stupides rêveurs, prétendant enrayer les lois d'évolution sociale. Leur polémique contre les révolutionnaires héroïques de la Russie, contre Cafiero et Malatesta, contre Reclus et Kropotkine, contre tous les révolutionnaires et anarchistes, en est la preuve. Les disciples d'un maître révolutionnaire sont devenus réactionnaires; leurs attaques contre ces hommes ont surpassé celles des monarchistes et des bonapartistes.

Cette évolution réactionnaire commença déjà du temps de Marx, et d'abord chez nous, en Russie, où les paysans non seulement ne sont pas expropriés, mais possèdent la terre en communauté, une forme de possession préhistorique, selon Engels. Quand, de 1874 à 1878, s'engagea la lutte héroïque des socialistes russes en faveur de l'affranchissement social du peuple, quelques poltrons, qui se disaient aussi socialistes, commencèrent, en se basant sur la triade et sur l'autorité de Marx, à faire une propagande contre-révolutionnaire. Ils disaient qu'avant d'agir, il fallait que le peuple russe perdît sa commune et sa terre, qu'il passât par une période de ruine et par la misère qu'occasionne l'expropriation générale.

En apprenant qu'en son nom on prêchait des monstruosités pareilles, Marx déclara publiquement que la triade en question n'est pas obligatoire pour toutes les nations, et puis, plus tard (1882), il proclama même que les révolutionnaires russes formaient l'avant-garde de la révolution sociale européenne. C'est en vain qu'il protesta. Il mourut bientôt et les poltrons réactionnaires, guidés et encouragés par Engels, ont recommencé leur triste besogne de propagande en faveur de la ruine du peuple (1) et les attaques contre les révolutionnaires (2) russes.

Non moins néfaste est devenue pour le mouvement socialiste et révolutionnaire cette autre formule de Marx : « *Toute lutte de classe est une lutte politique* », à laquelle ses disciples ont ajouté : « *et dans les pays de régime parlementaire une lutte légale et électorale* ». L'auteur croyait encore donner une devise révolutionnaire pour le prolétariat, car la formule entière est que « toute lutte économique est une lutte de classe, toute lutte de classe est une lutte politique ». Peu à peu ses disciples modifièrent le texte. Si, dans une formule $a = b$ et $b = c$, il est évident, disaient-ils, que a est aussi égal à c, par conséquent on peut ne garder, sans changer la valeur, que le premier et le dernier membre de la formule et lire : « *Toute lutte économique est une lutte politique* », à quoi on ajouta que « toute lutte politique est une lutte légale et parlementaire ».

De nouveau Marx protesta, dans sa lettre adressée au congrès d'Erfurt, mais on cacha cette lettre, et sous l'ancienne étiquette « socialisme révolutionnaire » les social-démocrates commencèrent à propager que « *toute lutte économique est une lutte parlementaire* ».

Vieux lutteur, sincère révolutionnaire, Marx hochait sa tête léonine et répétait indigné : « Si cela est du marxisme, je ne suis pas un marxiste. » Oui, il n'était pas marxiste dans le sens actuel.

Comment est-il arrivé que la seconde formule révolutionnaire aboutit aussi à une réaction? A qui ou à quoi faut-il en attribuer la faute? — Toujours à cette maudite dialectique qui « répulsive, dénature toute idée » (Wundt). Habitués à des spéculations dialectiques, tout jeunes et peu versés encore dans l'économie politique et dans la littérature socialiste, Engels et Marx pensèrent que leur formule rendait correctement l'idée fondamentale, principe général des socialistes et des historiens modernes enseignant que *toute lutte politique, religieuse ou de classes, que toutes les révolutions politiques sont au fond une lutte permanente des intérêts économiques.*

Depuis longtemps déjà les philosophes et les économistes (Locke, Adam Smith, etc.) ont indiqué que l'impulsion fondamentale de l'activité humaine réside dans les intérêts économiques, dans la satisfaction de leurs besoins organiques : cette idée générale, sous l'influence des événements de la grande révolution, a pris une forme d'expression plus correcte. A. Buonarotti nous raconta comment Babeuf et les « Egaux », frappés par la misère du peuple sous la première République avec sa devise « Liberté, Egalité,

(1) Voir les numéros 11 à 14.

(1) Mais pas le chapitre XXV du *Capital*, comme croit M. H. Dans notre prochain article, nous insisterons aussi sur ce chapitre.

(1) P. Struvé, déjà cité.
(2) Plekhanoff, cité dans ma brochure, pages 60, 61, 62.

Fraternité », ont conçu que sans égalité économique tous les droits politiques resteront lettre morte. Il faut changer *les conditions économiques* pour améliorer *la vie nationale*, disaient les socialistes anglais depuis le commencement de ce siècle. Il faut organiser la production, il faut diriger les choses, enseigna saint Simon. Toutes les luttes des classes et des partis dans l'histoire se basèrent sur *les intérêts économiques*, écrivait A. Blanqui en 1825 (1). Vers 1845, *cette conception du mouvement révolutionnaire* est devenue générale chez tous les socialistes et chez les gens éclairés. La conclusion logique tirée par les socialistes révolutionnaires de l'époque fut que dorénavant « la lutte des classes purement politique, *qui ne change* en rien les conditions *économiques* du peuple, doit céder la place à une lutte économique ». C'est ce qu'exprima admirablement Auguste Blanqui dans sa proclamation de 1848.

La divergence de conception est frappante, comme on le voit.

Les socialistes révolutionnaires disaient : « Toute lutte politique des classes est au fond, et doit être économique. » Marx et Engels, en gardant les mots, ont changé leur place et proclamèrent que « toute lutte des classes est une lutte politique ». Les conséquences ne tardèrent pas à se faire sentir.

En Angleterre, les socialistes inaugurèrent le mouvement trade-unioniste et coopératif, et luttèrent toujours sur le terrain économique; ils ont organisé sur les bases de la solidarité économique des millions de travailleurs; ils ont obtenu encore en 1847 la journée de dix heures, gagnèrent par des grèves innombrables et souvent colossales un salaire beaucoup supérieur à ceux d'ailleurs; ils sont à la veille d'une journée de huit heures, car dans tous les établissements publics elle est déjà adoptée, et leurs sociétés coopératives *sont prêtes à organiser aujourd'hui même la consommation socialiste* pour toute la nation.

En France... puis-je dire mon opinion, opinion d'un étranger sur le rôle que la France a joué dans le mouvement socialiste?... Non, on croira que je veux flatter... La grande Révolution, la Révolution de 1848, la Commune, l'Internationale (2)... Oui, l'Internationale, cet « *enfant né dans les ateliers de Paris et mis en nourrice en Angleterre* »; les penseurs généreux, publicistes courageux, combattants héroïques...

En Allemagne? Les organisations électorales, les réunions présidées par la police, le travail de douze, treize et souvent de quatorze heures par jour; les doctrines fatalistes, la discipline et la subordination, l'idéal de l'avenir avec le monopole d'Etat, et une « armée du travail spécialement pour l'agriculture », avec un système de salaire qualificatif... Même leur représentation au Parlement est au-dessous de celle de France, car les radicaux socialistes français, qui sont beaucoup plus avancés que tous les Kautsky, Auer, Singer, Liebknecht et Cie, ensemble avec les députés socialistes, forment un groupe triple de celui des députés socialistes allemands...

Et dire que les « conducteurs » de ce mouvement sans résultat pratique, et si arriéré en ses théories et ses principes socialistes, ont eu la folle ambition d'imposer aux socialistes du monde entier leur dictature. Ils ont eu l'audace de prétendre, à Londres, devant les délégués anglais et français, que le socialisme n'est rien autre que le parlementarisme, qu'action politique signifie seulement agitation électorale. Ils ont oublié que l'Angleterre et la France parlementaires ont eu des révolutions, que la Russie non parlementaire développa une « action » socialiste et révolutionnaire *qui* provoqua l'admiration du monde socialiste... Ils ne *soupçonnaient pas*, évidemment, que l'humanité possédait Blanqui et Mazzini, Garibaldi et John Brown, et tant d'autres qui agirent autrement qu'en électeurs.

S'ils s'étaient bornés à débiter des doctrines politiques, sociales et fatalistes, métaphysiques et légales!... Mais ils se sont mis à calomnier les hommes et les partis, la science inductive et l'histoire. Ils ont poussé l'effronterie à tel point, que Liebknecht imprima que les anarchistes décapités, étranglés, soumis aux tortures, sont les amis de la bourgeoisie; une autre célébrité du parti, qui signe quelquefois par ses initiales, E. M.-A., traita Kampffmayer, Werner, Landauer et leurs amis d'hommes vendus à la police secrète et indignes d'être comparés avec des chiens, car l'auteur ne veut pas déshonorer de nobles animaux par une pareille comparaison...

Le pire de leurs exploits fut ce qui eut lieu chez nous en Russie. Tout récemment, pendant des manifestations publiques contre les tortures pratiquées sur les détenues politiques (affaire de Mlle Vetroff), les social-démocrates ont lancé une proclamation à Kiev *contre les manifestations*. Ils invitèrent le monde et les ouvriers scientifiques à ne pas se mêler avec la foule, car le peuple ignorant ne peut pas comprendre qu'avant d'agir il faut posséder la science social-démocratique. Autrement dit, le peuple ne comprend pas que, dans l'intérêt de son propre bien-être, il doit perdre sa terre et devenir un troupeau de mendiants disciplinés... Un élève d'Engels, nommé Betoff, est allé jusqu'à une telle impudence qu'il osa traiter de « vils et d'abjects, etc... » les honnêtes gens qui défendent 80 millions de paysans russes contre les capitalistes et l'oppression; et ses épithètes infâmes furent adressées de telle manière qu'elles pouvaient s'appliquer spécialement à notre grand martyr Tchernychevsky, que Marx admirait tant, pour qui spécialement il apprit le russe...

Tant de haines, tant de prétentions réactionnaires, tant de déguisements socialistes et scientifiques? D'où proviennent-ils? — Comme j'essaye de le démontrer, c'est Engels qui les a entretenus. Mais les germes de toutes ces plantes vénéneuses se trouvent aussi dans les œuvres du maître.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

(1) Voir la préface de son *Histoire d'économie politique*.

(2) Les faiseurs de légendes attribuent à Marx l'initiative de fondation de l'Internationale. Conçue en 1862 par les ouvriers français et anglais, l'Internationale invita, en 1864, Marx, Mazzini, Bakounine et autres réfugiés, à se joindre à eux. La gloire de Marx fut de se mettre à sa disposition et d'en rédiger les statuts.

LES SYNDICATS ET LES GRÈVES

Nous condamnons le parlementarisme politique et ne croyons pas aux palliatifs des réformes, tant municipales que gouvernementales, pas plus qu'à cette espèce de parlementarisme syndicaliste qui consiste à faire croire aux exploités que la poursuite d'améliorations corporatives par grèves *à compromissions* est une tactique salvatrice pour le prolétariat.

La poursuite exclusive de pareils avantages constitue pour la masse ouvrière un idéal bourgeois, particulariste, maintient l'antagonisme entre les différentes catégories professionnelles d'exploités, tout comme l'idéal patriotique maintient l'antagonisme entre les diverses agglomérations de gouvernés.

Ce qui ne veut pas dire que nous condamnions le groupement syndical en lui-même et que nous prétendions qu'il n'y ait point œuvre bonne à faire dans les syndicats.

Si l'on considère les syndicats comme des centres de groupement où l'on peut propagander en faisant comprendre aux syndiqués que les intérêts de tous les exploités sont les mêmes et que les pauvres ne se sauveront pas les uns sans les autres, il est très utile que l'élément anarchiste y pénètre. Tandis que notre présence ne peut s'expliquer dans les syndicats, si nous y entrons en consentant à les considérer comme de petits parlements destinés à arracher seulement quelques lambeaux de soi-disant réformes patronales à des exploiteurs qu'on se contentera de regarder comme des chefs d'Etat constitutionnels faisant à ces petits parlements le charitable octroi d'une charte plus ou moins libérale, l'aumône de compromis et de concessions *semblant* diminuer leur pouvoir absolu d'exploiteurs selon leur autocratique bon plaisir.

Et les syndicats les plus anticapitalistes arrivent vite à cette abdication des principes communistes quand ils prennent l'habitude de ne discuter que les intérêts particuliers de la corporation syndiquée, des questions de salaires, d'heures et de conditions de travail, des questions de propriété, en somme; la pente est si rapide!

Une fois descendue cette pente, on tombe en plein du parlementarisme syndicaliste dans le parlementarisme politique et l'on est mûr pour l'enrôlement dans le troupeau de Panurge qui suit les pontifes du Quatrième Etat et leur sert de marchepied pour atteindre à l'assiette au beurre, ou dans le troupeau de Panurge du Cinquième Etat, où la discipline majoritaire n'exclut pas l'incohérence, mais étouffe toutes les initiatives de la minorité et des individus.

Nous ne pouvons donc entrer dans les syndicats que pour y préconiser l'entente de toutes les corporations pour nos revendications intégrales.

Quant à préconiser comme moyens d'émancipation les expédients auxquels on est présentement réduite, pour vivre très mal, la classe ouvrière, gardons-nous-en comme de la peste, nous souvenant toujours et répétant sans cesse, à propos de toutes difficultés soulevées, que, tant qu'existeront la propriété individuelle, le haïssable « *tien et mien* », la pièce de cent sous, qui font heurter les intérêts privés les uns contre les autres, le commerce, dont Mercure, le très mauvais larron, est *toujours* le dieu, *il n'y aura* pas de remède au mal social, toute réforme, tout palliatif ne pouvant rien réformer ni pallier, mais seulement favoriser telle catégorie de gens au détriment de telle autre, en admettant que réformes et palliatifs puissent favoriser quelqu'un, ce que nous nions, une nouvelle attitude de l'ennemi devant toujours, tant qu'il existera, immédiatement neutraliser ou tourner en calamité plus grande les effets produits par le remède.

Nous savons, en effet, que la somme totale consacrée par les capitalistes à l'entretien de leur outillage humain (la classe ouvrière) sera toujours réduite au minimum, ces frais généraux-là étant déterminés par les circonstances : le cours des denrées, etc., et ne pouvant descendre au-dessous ni monter au-dessus de ce qui est strictement nécessaire pour la conservation de l'outillage humain. Il est vrai que la rigueur de cette *loi des salaires* est un peu corrigée *en mal* par le chômage, qui fournit aux capitalistes de l'outillage humain de rechange, et par la concurrence entre miséreux qui s'embauchent à tout prix, de même qu'elle est parfois corrigée *en bien, mais d'une façon toute locale et surtout toute momentanée*, par la *poigne* des prolétaires, par leur violence, leurs menaces, leurs intimidations, dans les *grèves révoltes* (jamais par les grèves politiciennes); mais l'équilibre se rétablit vite, non seulement d'une façon générale, *mais même localement*, car si le prix des denrées influe sur le taux des salaires, celui-ci influe aussi sur le prix des denrées et les maîtres ont cent autres moyens de reprendre de la main gauche ce qu'ils ont lâché de la droite à leurs esclaves.

Dans ces conditions, quand il y a grève quelque part, nous n'avons ni à endormir les travailleurs en leur conseillant le calme plat, ni à leur donner des conseils de violence qui feraient parfois des victimes de ceux qui les écouteraient; nous de-

vons seulement leur dire la vérité, leur montrer les résultats certains des compromissions qui font la joie et les affaires des endormeurs; nous devons surtout, en fin de compte, laisser les intéressés décider eux-mêmes ce qu'ils ont à faire, quand nous les avons préalablement éclairés à la lumière de la pure théorie anarchiste et nous arranger au mieux pour aider pécuniairement les grévistes, pour faire œuvre de solidarité avec eux, quelle que soit leur valeur intellectuelle ou révolutionnaire, de quelque façon que la grève débute, se déroule et se termine, — pour ne pas venir au milieu d'eux les mains vides, car, bien ou mal conduite, une grève est toujours une période de souffrances et toute souffrance mérite secours, non à titre de charité (laissons cela aux roublards), mais à titre de solidarité, de sympathie.

PAUL BOUTIN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

CONGRÈS. — La Fédération des Bourses du Travail prépare son sixième congrès qui aura lieu, du 15 au 18 septembre prochain, non pas au Mans ainsi qu'il avait été décidé au congrès de Tours, mais à Toulouse.

On se rappelle le manifeste que publia, l'année dernière, la Fédération des Bourses du Travail, et que nous avons reproduit. Ce manifeste posait comme but à atteindre la suppression de l'État et l'abolition de la propriété individuelle. Ce programme qui, en somme, conclut au communisme anarchiste, fait présager que les discussions qui s'élèveront au sein du prochain congrès ne seront pas sans intérêt.

Aura lieu également à Toulouse, du 20 au 25 septembre, le neuvième congrès national corporatif, organisé par la Confédération générale du Travail.

∴

L'AUTORITÉ. — Un garde-pêche surprit l'autre jour sur les bords de la Meurthe trois braconniers en train de pêcher. A son approche, ils s'enfuirent. Le garde-pêche tira un coup de revolver qui atteignit l'un d'eux aux reins. L'état du blessé est très grave. Si ce dernier vient à mourir, il y aura encore des imbéciles pour estimer que ce garde-pêche a fait son devoir. Son devoir de représentant de l'autorité, sans doute. Mais ce fait suffit à démontrer la barbarie de l'autorité qui autorise ses agents à recourir au besoin à l'assassinat pour arriver à la répression de la moindre infraction.

∴

LA GRANDE FAMILLE. — Le nommé Casquet, cavalier au 5e régiment de chasseurs d'Afrique, s'est suicidé en se tirant un coup de mousqueton dans la tête.

A Dantzig, un serrurier, arrêté par une patrouille, ayant essayé de se sauver, a été tué raide par une balle.

∴

GRÈVE. — Les ouvriers de la maison Blunt et Cie, rue Pétrelle, à Paris, sont en grève. Cette maison occupe des ferblantiers, des mécaniciens de précision, des électriciens et des horlogers.

Les ferblantiers avaient à se plaindre d'un contremaître qui leur infligeait des mises à pied à tout propos. Ils exigèrent son renvoi et, sur le refus du patron, ils quittèrent le travail. Une délégation des ferblantiers n'ayant pas été reçue, tous les ouvriers de la maison se sont solidarisés avec leurs camarades et ont déclaré la grève.

La chambre syndicale des ferblantiers et la fédération des métallurgistes recommandent cette grève aux camarades.

∴

LIBERTÉ. — Sur tout le trajet que doit suivre le président de la République, dans le but de protéger sa trop précieuse personne contre un attentat possible, l'arbitraire s'en donne à cœur joie. Ce ne sont que perquisitions, arrestations, persécutions de toutes sortes dirigées contre tout suspect d'anarchisme.

Toutes ces exactions sont la conséquence toute naturelle de l'inaction et du silence dont il a été fait preuve quand, il y a quelques années, on a commencé à agir avec les anarchistes comme avec des bœufs destinés à l'abattoir. L'habitude est prise maintenant, et plus on ira, plus le respect de la liberté individuelle sera foulé aux pieds.

ANDRÉ GIRARD.

Belgique.

LE « VRIJHEID » ET LA MANIFESTATION DU 15 AOUT. — Le Parti ouvrier belge organise le 15 août prochain une grande manifestation antimilitariste.

Livrée à la seule action des social-démocrates, cette forte mobilisation d'hommes n'aurait pas d'autre résultat que le déploiement, aux yeux satisfaits des badauds, d'un long cortège de riches bannières, de fanfares éclatantes et d'ouvriers paisibles participant au défilé par devoir et alléchés par des conditions exceptionnelles pour visiter l'Exposition. Avant la dispersion de la foule, quelques avocats, en quête de mandats, développeraient en des phrases sonores combien serait préférable à cette discipline militaire qui asservit au gouvernement catholique une forte réglementation dans le parti ouvrier qui leur assurerait d'être suivis par les électeurs dans les tortueuses voies que les circonstances imposent à leur ambition.

Seulement, les révolutionnaires ont résolu de contrarier leur projet.

Le groupe libre de Malines invite les camarades à une réunion qui aura lieu à Bruxelles, le 15, à 9 heures du matin, pour organiser la distribution de leur journal *Vrijheid*, qui paraîtra cette fois dans les deux langues avec des articles circonstanciés, et des numéros invendus des organes anarchistes français. Nous comptons publier aussi un manifeste antimilitariste où sera condensée toute l'action démoralisante de l'armée et démontrée la disparition facile de l'autorité par la révolte de ceux qui la subissent.

Le soir, à 8 heures, nous nous réunirons au même local pour répartir l'argent provenant de la vente des publications et discuter les moyens d'une action commune et permanente pour la propagation de nos idées.

Nous espérons que les camarades viendront nombreux à Bruxelles : cette journée sera ainsi fructueuse pour le mouvement libertaire. Déjà, quelques groupes nous ont annoncé leur participation à la manifestation.

Les chants révolutionnaires entonnés vigoureusement aux oreilles des malheureux fidèles de la loi et du vote ramèneront leur ancienne décision qui leur a valu quelques victoires sur les capitalistes.

Les réunions auront lieu, le matin à 9 heures et le soir à 8 heures, à « A la Colline », rue de la Colline, près de la Grand'Place.

Le camarade Monier se charge de recevoir l'argent destiné à payer le manifeste du 15 août.

Italie.

ROME. — Nous savions déjà que l'autorité, lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts, se moque du respect des lois qu'elle a forgées seulement contre qui ne possède rien. Rien d'extraordinaire donc, pour nous, si la correspondance de l'*Agitazione*, dès son arrivée à la poste d'Ancône, était, par ordre du procureur du roi, saisie, ouverte, examinée minutieusement, à l'insu des rédacteurs mêmes du journal. La violation du secret postal est un de ces privilèges dont jouissent les classes dirigeantes. Seulement cette fois-ci ce crime du gouvernement a été *particulièrement* révoltant pour deux raisons : par la manière dont il a été commis et surtout par l'intention des criminels. Ceux-ci — le ministre di Rudini et le procureur du roi d'Ancône — ont cru, par cette saisie, *prendre*, comme nous disons en Italie, *deux pigeons occupés à se disputer une fève*. En effet, le premier but était d'avoir dans les mains des preuves qui pussent étayer le procès stupide que la police romaine, pour justifier son assassinat de Roméo Frezzi, a intenté à des socialistes et à des anarchistes, en les accusant d'avoir comploté avec Acciarito contre l'inviolable personne du roi. Le deuxième but était d'inspirer au peuple, toujours bête et stupide, la plus grande — et, pour les hommes de bon sens, la plus grotesque — terreur à l'égard du mystérieux pouvoir de nos gouvernants, qui, si jadis ils s'emparaient de notre correspondance, l'ouvraient, la lisaient sans bruit, nous la rendaient bien fermée et protestaient si nous réclamions qu'elle avait été violée, maintenant n'en font plus aucun mystère. Plus de scrupules : ils annoncent publiquement qu'ils saisissent, parce que tel est leur bon plaisir. Comment expliquer cette manière de faire?

Il faut l'expliquer ou par l'imbécillité du ministère arrivée au plus bas degré ou par ce que je viens de dire.

Que le peuple donc soit terrorisé : c'est le désir des gouvernants italiens. Mais ceux que vous ne terroriserez jamais, Monsieur le marquis de Caccamo, c'est nous!

Il va sans dire que toute la presse indépendante a protesté vivement contre le nouveau crime de la monarchie savoyarde, l'*Avanti* surtout.

∴

Mes pérégrinations de ces jours ne m'ont pas permis, ainsi que je le désirais, de parler plus tôt des différentes grèves des paysans de la province de Ferrare. Ces grèves, dues au minime salaire et aux conditions très critiques des paysans, eurent, dès le commencement, un caractère nettement et essentiellement révolutionnaire. Ce fut le calme prêché par les collectivistes qui a fait tout avorter. Ainsi, si les grévistes, chargés par la police et par la troupe, eurent des blessés et un mort, d'autre part, les patrons, en faveur desquels le gouvernement maintient encore l'état de siège — non proclamé, mais réel — dans cette province-là, ont eu la satisfaction de faire croire à leur humanité, parce qu'ils cédaient aux prétentions des travailleurs. Vous comprenez qu'ils cédaient en *promesses*, mais lorsque le calme fut rétabli, grâce aux collectivistes, ces promesses ne furent pas tenues. Et dire que les socialistes proclament leur victoire, tandis que le gouvernement n'a pas encore retiré la troupe de là-haut, tandis qu'il continue les arrestations en masse! Celles-ci se montent déjà à un chiffre considérable — des centaines d'hommes, de femmes et de jeunes filles ; — des procès ont été forgés, des condamnations infâmes prononcées, des années de réclusion infligées... Vive le calme du député socialiste Agnini!

Pourtant la solution, comme vous le voyez, n'apparaît guère à l'horizon.

∴

On a soulevé dans toute la péninsule une incessante agitation contre la nouvelle loi sur le *domicilio coatto*. A Turin, à Milan, à Naples et ailleurs, on a tenu des réunions de protestation. Ici, à Rome, le docteur Cassola, de l'*Avanti*, a fait déjà une conférence sur ce sujet, et on organise des manifestations populaires.

Du moins, quand la loi scélérate sera approuvée par les députés, tout le monde saura qu'en Italie on va introduire la déportation administrative, comme en Russie, contre qui, en politique, ne professe pas les idées de nos gouvernants.

∴

Il Secolo de Milan publie cette lettre du camarade Calcagno, relégué à Varallo-Sesia :

« Libéré conditionnellement au mois d'août dernier, je fus, depuis cette époque jusqu'au mois de janvier du courant, arrêté *sept fois* et *trois fois* dénoncé à l'autorité judiciaire comme faisant partie d'une *association de malfaiteurs*. Continuellement acquitté avec ordonnance de non-lieu, on me traîna abusivement, au mois de février dernier, dans mon pays, d'où j'étais absent depuis vingt-trois ans, et finalement on me relégua ici, sans que j'aie pu en imaginer le motif.

« Avec cinquante centimes par jour, privé de ce qu'on a dans une colonie de *coatti* quelconque, comme le logement et les objets nécessaires à la propreté personnelle, je demande au bon sens si la vie est possible ainsi? Cinquante centimes par jour peuvent-ils suffire à l'alimentation quotidienne, au logement et à tous les autres besoins concernant l'hygiène, la propreté personnelle et la décence?

« Par des protestations et une insistance continuelle, j'obtins du directeur de la prison locale de dormir dans la prison même; ainsi, il y a quinze jours que je couche sur un banc, dans une chambre de punition humide et malsaine — chose reconnue par le directeur lui-même.

Obligé tout le jour d'aller et venir sans objet dans ce pays et sans un lieu quelconque pour me net-

loyer et pour rapiécer mes vêtements en lambeaux, je me vois de jour en jour descendre à cette indigence répugnante, qui avilit et rend dégoûtant l'individu.

« A la vérité, je dois ajouter que ces autorités me cherchèrent du travail, mais l'ingénuité et la défiance de cette population, qui me vit traverser le pays entre les carabiniers, et les offenses et les insultes des journaux cléricaux, ont rendu tout emploi impossible pour moi.

« Et cependant je traîne ainsi ma misère, qui peut-être me conduira au désespoir. »

* * *

Plus importante encore est la lettre que voici :

« Je soussigné, docteur en médecine et chirurgie, appelé d'urgence le soir du 26 courant pour visiter le *coatto* Joseph Prestandrea, l'ai trouvé attaché à la grille de la fenêtre, parce qu'il se sentait suffoquer et parce qu'il avait *soif d'air*.

« Son visage était blême, les veines de son cou tuméfiées, ses yeux proéminents, pleins de larmes. Sa respiration présentait des caractères très différents, mais remarquables : l'inspiration très prolongée et sifflante. La poitrine était soulevée, étendue, presque immobile; le diaphragme affaissé; tous les muscles inspiratoires en état de spasme : il y avait sonorité exagérée. A l'auscultation, je notai absence de bruit respiratoire, de nombreux râles secs, vibrants et sifflants. L'accès calmé, je remarquai *dilatation du cœur droit* avec insuffisance tricuspide.

« Ces phénomènes indiquent que Prestandrea est atteint d'asthme, et comme les accès se sont répétés, l'emphysème, la dilatation du cœur droit et l'insuffisance tricuspide s'y sont ajoutés.

« Pour ces motifs, j'estime indispensable son retour à l'air natal, au sein de sa famille, auprès de laquelle seulement il peut recevoir les soins que réclame son état, car l'air de cette île, ainsi que celui de toutes les autres îles destinées au *domicilio coatto*, étant variable et humide, le mettra toujours en danger et l'exposera à tous les accidents de recrudescence de la maladie, dont l'asystolie est la fin presque fatale. — Favignane, 29 juin 1897, Dr Emanuel Mirabello. »

Mais, malgré ce certificat de cet honnête médecin, notre pauvre camarade Prestandrea reste encore à l'île de Favignane. Il y mourra peut-être; mais le gouvernement ne s'émeut pas.

* * *

A démontrer encore une fois la liberté de l'enseignement et le secours que l'autorité apporte à la science et à l'éducation : le professeur Ciccotti a perdu sa chaire parce qu'il est socialiste, et au maître d'école Pennazza on a ôté son école d'enfants, en lui infligeant trois ans d'interdiction des droits civils pour le même motif.

Tout cela par ordre du ministre réactionnaire de l'instruction publique, le policier Gianturco.

* * *

A Naples, plus de deux cents tanneurs de la maison Sepe se sont mis en grève pour obtenir le renvoi d'un chef de fabrique. La maison a répondu qu'elle est plutôt disposée à augmenter les salaires qu'à céder aux injonctions des ouvriers.

La police a pris naturellement le parti des patrons et a commencé ses lâchetés. Un de nos camarades, Michel Acanfora, a été arrêté et relâché après avoir passé deux nuits en questure.

Dans tous les établissements ouvriers napolitains, on a ouvert des souscriptions en faveur des grévistes. Tous ont répondu avec un élan admirable et les souscriptions vont bien.

Au moment où j'écris, la grève continue.

* * *

Vient de paraître :

Pro e contro il socialismo di Saverio Merlino, chez Treves, Milan, 3 fr. 50.

Nous parlerons de ce volume.

ROBERTO D'ANGIÒ.

AVIS

Pour éviter des formalités et des difficultés avec la poste, prière à nos correspondants de vouloir bien adresser correspondances et mandats à l'administration des *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Série de conférences E. Girault. — Vendredi 6 août, à 9 heures du soir, salle *Cloche*, 80, boulevard de Clichy. — 2e partie : L'Evolution des milieux et des individus.

Réunions suivantes :

3e partie : Le Prolétariat régulier.

4e partie : Les Sans-travail.

5e partie : La Révolution, ses éléments et ses moyens.

Entrée : 25 centimes.

Toutes les écoles sont invitées à la contradiction.

* * *

Broussouloux prie les camarades de ne pas disposer de son nom en aucun cas pour des conférences, préférant les faire seul.

* * *

Dimanche 8 août, représentation au profit des bannis espagnols, organisée par le *Libertaire*, les *Temps Nouveaux*, le *Père Peinard*, la *Justice*, l'*Intransigeant* et la *Lanterne*.

Allocutions par Tarrida del Marmol, Aristide Briand, Marcel Sembat et Ch. Malato.

Chansons et poésies par Mlles Duparc, Jeanne Deserains et Kamouna, Mme L. France, MM. X. Privas, G. Tiercy, Buffalo, Ch. Lesbros, Marcel Legay, Yon Lug, P. Laforest, Frédy.

On commencera à 2 heures.

* * *

Le Théâtre civique, dont on a pu juger les tendances malgré la composition un peu hâtive de son premier spectacle, organise une seconde représentation qui sera donnée le 7 août prochain à la salle des Mille-Colonnes, rue de la Gaîté-Montparnasse.

Des proses et vers de V. Hugo, Pierre Dupont, Jules Jouy, de Mme Séverine, de MM. Catulle Mendès, Clémenceau, O. Mirbeau, A. Retté, L. Lumet, A. Lantoine seront dits, lus ou chantés par Mmes France, Deschamps, Reynold, Claes, Deville, MM. de Max, Hattier, Zeller, Cortinet, Mévisto.

On jouera *En détresse*, pièce en un acte de M. Henry Fèvre.

* * *

Le programme de la matinée de dimanche, au profit des bannis, est illustré d'un superbe dessin de Willette.

Des exemplaires sur simili-japon sont en vente aux *Temps Nouveaux*, au prix de 0 fr. 50.

* * *

Libertaires des Quatre-Chemins. — Réunion tous les samedis chez Bombail, 11, rue des Ecoles, à Aubervilliers.

Les copains de Pantin sont invités.

* * *

SURESNES-PUTEAUX. — Un cas majeur ayant empêché l'affichage du manifeste du 14 juillet, les 9 francs sont versés comme suit : 3 francs pour l'Ecole libertaire; 3 francs pour graisser le tire-pied du *Père Peinard*; 3 francs pour les *Temps Nouveaux*.

* * *

REIMS. — Tous les camarades désirant étudier la question sociale sont invités à se trouver le dimanche 8 août, à 4 heures du soir, au *Cruchon d'Or*, rue de Cernay.

Causerie par un camarade, chants et poésies. La plus grande courtoisie sera employée dans la discussion.

* * *

JEMMÈPE-SUR-MEUSE. — Dimanche 8 août, à 4 heures de l'après-midi, grand meeting public et contradictoire chez Longuebous, rue Grand-Vinave. Orateurs : Sevrin, Pierre Henesse.

A 8 heures, soirée familiale, 99, même rue, chez Leimaerts.

* * *

Vient de paraître :

L'Individu et la Société, par J. Grave; 2 fr. 50 dans nos bureaux, 2 fr. 75 franco.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Socialisme en Angleterre, par A. Métin; 1 vol. de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*, 3 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Les Frissons, par Ch. de Saint-Cyr; 1 plaquette, 2 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Proveditelnost anarchie, par Lucia Catiliny; 1 broch. au *Volné Listy*, Prague.

En tiempo de elecciones, brochure du groupe *Los Acratas*, casilla de Correo 1114, Buenos-Ayres.

Monogamie et polygamie, par Bjornstjerne Bjornson; brochure, 1 franc, chez Stock.

Du *Musée social*, 5, rue Las Cases :

Circulaire n° 14, série A, sur l'*Industrie de la couture et de la confection à Paris*. — Circulaire n° 10, série B, sur le *Mouvement trade-unioniste* aux Etats-Unis.

Ozio e Lavoro, par Domenico Zavattero; chez l'auteur, Corso S. Maurizio, 19, Torino.

La brochure sur les atrocités de Montjuich : *La Barbaria gubernamental en España*. Cette brochure est envoyée à ceux qui la demanderont, en envoyant ce qu'ils pourront. Nous en tenons à la disposition des camarades.

A lire :

L'Epervier, par Jean Jullien, *Echo de Paris*, 23 juillet.

La Prison pour tous, H. Rochefort, *Intransigeant*, 4 août.

BOITE AUX ORDURES

Ce qu'il faut dire au peuple, du sommet au bas de l'échelle, c'est que la vie a toujours été et ne cessera jamais d'être une lutte perpétuelle; que dans toute lutte il y a des heureux et des vaincus.

(*Le Courrier de Fourmies*.)

PETITE CORRESPONDANCE

O. A., à Lille. — Bien reçu le franc envoyé au nom du groupe : *Les Repus de Becker*.

Evening. — La brochure a été expédiée par la poste. J'envoie les numéros demandés.

G. G. — Je n'ai pas le numéro sous la main. Si vous avez quelque chose, envoyez, je vous dirai si ça rentre dans notre genre.

E. D. et J. F., Verviers. — Reçu lettre et mandat, sera annoncé la semaine prochaine.

L., à Paris. — N'ayant pu lire votre signature, je réponds par le journal. Merci de vos encouragements.

Bachelard. — Tout reçu; mais votre adresse, pour envoyer le numéro demandé?

A. D., à Frontenac. — Le journal a toujours été expédié. Je vous envoie à nouveau les numéros qui manquent.

C. Malez. — Entendu. Ça ira comme cela.

L. B. I. — Je vous renvoie à nouveau le numéro. L'*Humanité* pas encore parue.

Reçu pour les réfugiés espagnols : Victor, 0 fr. 50. — Un camarade, 1 fr.

Nous donnerons la semaine prochaine le compte rendu détaillé des sommes que le compagnon Rémy a expédiées. Les caisses sont à sec, et il ne faut pas oublier qu'il reste encore environ 80 prisonniers à Barcelone que le gouvernement espagnol ne veut libérer que si on lui paie les frais de voyage de ces camarades.

Aux camarades de tous pays à redoubler d'efforts.

Reçu pour le journal : S., à Lootcha, 10 fr. — F., au Mans, 5 fr. — Gj., 5 fr. — E. J. V., 1 fr. — D. A., 1 fr. — M. M., 3 fr. — H. F., Paris, 2 fr. — A. M. O., 5 fr. — Un camarade, 3 fr. — De Puteaux-Suresnes, 3 fr. — Jules Hermann, 0 fr. 50; Lecrenier Laurent, 0 fr. 50; Harvay Georges, 0 fr. 50; Vaubrussel Jos., 0 fr. 50; Elis Lennaerst, 0 fr. 50. En tout : 2 fr. 50. — A. D., à Frontenac, 1 fr. 05. — T. J., à Marseille, 5 fr. — B., à Marseille, 1 fr. — V., à Nimes, 0 fr. 50. — Sanfrâse, 4 fr. — Trois anarchistes associés, 50 fr. — Argent sans propriétaire, 10 fr. — Les Repus de Becker, 1 fr. 05. — V. C., La Chapelle, 1 fr. — *De chacun selon ses forces* : Un camarade : 5 fr. — Merci à tous.

W., à Iskretz. — B., à Brest. — M., à Roubaix. — E., à Cette. — M., à Caudebec. — B. P., à Béziers. — A. D., à Frontenac. — Z., à la Plata. — V., à Nimes. — C., à Marseille. — P., à Romans. — H., à Vienne. — P., à Reims. — D., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 16 — DIX CENTIMES — DU 14 AU 20 AOUT 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'EXÉCUTION DE CANOVAS

Les journaux de lundi ont apporté la nouvelle de l'exécution de celui qui, étant ministre, a, sinon commandé, tout au moins couvert de son autorité, les atrocités commises sur les détenus de Montjuich, les prisonniers cubains et philippins.

Les journaux bourgeois qu'il soldait pour démentir ou se taire sur ces atrocités, sortent de leur silence pour jeter l'anathème à l'anarchie. Ils sont dans leur rôle de jouisseurs et de laquais de ceux qui les paient.

Pour nous, nous n'en tirerons que cette moralité, c'est qu'il ne faut pas s'étonner si, au milieu des saletés, des vilenies, de la boue sous lesquelles l'opinion publique est en train de succomber, un acte de cette nature vient tout à coup apprendre aux puissants que, malgré la force et la richesse dont ils disposent, ils n'échappent pas toujours à la responsabilité de leurs actes.

J. Grave.

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES
ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

(*Suite*) (1)

IV

Quelques exemples des procédés littéraires de Marx.

« Amicus Plato, sed magis amica veritas. »

Les germes de la haine et de la déloyauté en toute occasion manifestées par les marxistes se trouvent, disais-je, contenus dans les écrits du maître. Et vraiment il est difficile d'indiquer dans toute la littérature européenne un autre écrivain de la valeur de Marx qui soit aussi haineux, aussi déloyal envers les socialistes d'autre nuance, envers les savants et les penseurs indépendants.

Ses attaques fort peu littéraires contre Proudhon sont assez connues; sa haine implacable contre Bakounine l'entraîna jusqu'à des actes peu recommandables, car ce fut le journal de Marx qui lança l'abominable diffamation, répétée par Liebknecht et autres, que Bakounine, enchaîné après la révolution de Dresde dans les sous-sols d'Olmutz, en Autriche, était un agent et un mouchard du tsar (2). Ce fut aussi Marx qui rédigea la brochure tristement célèbre : *L'Alliance Internationale*, ce ramassis de mensonges et de calomnies recueillis par un marxiste russe nommé Outine, lequel, bientôt après, implora le pardon du tsar. Dans cette brochure, qu'on a eu honte de mettre en circulation, on traitait Bakounine d'escroc vulgaire, et ses amis de la Fédération jurassienne de charlatans.

Certainement, on peut dire comme excuse que, dans une polémique, on lance quelquefois des accusations et des épithètes peu choisies... Soit! Seulement notez bien que les écrivains de la social-démocratie ont fait de ce mode de polémique une véritable spécialité. On peut ajouter aussi que Proudhon fut le premier qui émit l'idée anarchiste, que Bakounine, James Guillaume et autres jurassiens l'ont propagée dans l'Internationale, et que contre les anarchistes comme contre tous ceux qui attaquent l'État, il est permis à chaque social-démocrate de lancer toutes sortes d'accusations. Mais à quoi faut-il attribuer les attaques haineuses de Marx contre le brillant, profond et spirituel publiciste-révolutionnaire russe A. Herzen? Marx savait bien que Herzen était le vrai initiateur du mouvement socialiste et révolutionnaire en Russie. Il savait que Herzen publia à ses frais en langue russe toute une bibliothèque révolutionnaire, qu'il soutenait le journal de Proudhon, le comité révolutionnaire polonais, les réfugiés politiques de toutes nationalités. Il savait aussi que Bakounine, traité par lui et par ses disciples de mouchard, avait traduit en russe son *Manifeste communiste*, que Herzen publia à ses frais en 1862; mais, malgré tout cela, il l'accusa de défendre l'esclavage, l'appela riche feuilletoniste du knout, et ses attaques plus qu'injustes et grossières, ce n'est pas dans une feuille volante, éphémère qu'il les publia, mais dans l'œuvre de toute sa vie, dans le *Capital* (1).

Peut-être en voulait-il à Herzen de ce que ce dernier n'ait pas renoncé à sa grande fortune au profit du mouvement socialiste? Dans ce cas, Marx devait être encore plus sévère envers son *alter ego* F. Engels, qui, non seulement, ne répudia pas sa fortune personnelle, mais, jusqu'à 1869, resta associé dans une manufacture de Manchester, exploitant directement les travailleurs, accumulant la « plus-value », le « travail non rétribué ». Marx ne pouvait pas traiter en adversaire Herzen, révolutionnaire, riche par naissance, et accabler de louanges illimitées son ami intime. Non, il devait exister un autre motif. L'origine de cette haine il faut la chercher dans la philosophie matérialiste de Herzen... Non pas dans le matérialisme de la petite bourgeoisie et des boutiquiers prêché par Engels et les social-démocrates, mais bien dans celui de Bacon et de Locke, des encyclopédistes et des sciences inductives contemporaines, autrement dit, dans ce matérialisme qu'Engels traite de vulgaire et qui nie toute hypothèse d'un dieu, récuse tout prêtre et rejette le surnaturel de Hégel, de Marx, d'Engels, etc.

Marx savait que ce fut Herzen qui porta le coup mortel au hégélisme en Russie avant 1845, que Bakounine et surtout le grand critique littéraire russe Bielinsky s'affranchirent de la métaphysique réactionnaire et de la dialectique néfaste, grâce à l'influence de Herzen. La preuve que ce fut justement pour sa philosophie *inductive* et matérialiste que Marx s'en prenait à Herzen, nous la trouvons dans ses attaques contre le brillant professeur de géologie et de zoologie Ch. Vogt, l'ami intime de Herzen et de Bakounine!

On peut dire, il est vrai, que Marx et Engels ne ménageaient pas Ch. Vogt, parce qu'ancien révolutionnaire de 1848, il était devenu plus tard modéré en politique. Mais Vogt n'était pas le seul qui fût devenu modéré et même réactionnaire. Entre autres, leur ami et collaborateur, le poète Freiligrath, devint non seulement modéré, mais chantait la gloire de Bismarck et de Guillaume, en 1870, sans que Marx s'occupât de lui. Ce n'est pas pour son modérantisme en politique qu'il l'attaquait. Le brillant professeur matérialiste se moquait autant de Dieu que de la philosophie surnaturelle allemande, si chère à Marx et à ses disciples (1). Ajoutez à cela que Ch. Vogt, ami de Herzen et de Bakounine, encore en 1849, osa invoquer « l'anarchie » et vous aurez les vrais motifs des attaques dont il fut l'objet.

C'est surtout la polémique de Marx contre J. St. Mill qui nous révèle pleinement ses procédés littéraires.

Tout le monde connait le caractère noble, les idées et les sympathies larges et humanitaires du philosophe anglais. Il était un des plus ardents champions de la liberté individuelle, des droits de la minorité, de l'émancipation de la femme, de l'affranchissement de la classe ouvrière, de l'affranchissement de la pensée humaine de toute métaphysique. Ses ouvrages : *Système de Logique inductive*, *Sur la Liberté*, sur le *positivisme*, sur la *philosophie de Hamilton*, sur la *femme*, etc., etc., mais surtout les deux premiers, sont comptés parmi les plus sublimes créations de l'esprit humain. George Brandes lui a consacré sa meilleure étude; H. T. Buckle disait que la science moderne décernerait la couronne de lauriers à l'auteur du *Système de Logique inductive*.

Marx, dialecticien, qui « faisait de la haute

---

(1) Voir les numéros 11 à 15.

(2) Mazzini, Kossuth et Herzen l'ont obligé à rétracter cette infamie. Mais les reptiles social-démocratiques ne cessèrent pas de la répéter.

(1) Sous l'influence de révolutionnaires russes, Marx supprima dans la seconde édition ces attaques stupides.

(1) M. H., en bon marxiste, se moque du matérialisme de Vogt, de Büchner et autres. Probablement M. H. ne connait pas *L'Homme et sa place dans la nature*, les *Lettres sur la Physiologie*, *L'Amour* et autres ouvrages de ces auteurs; sans cela il saurait bien que les principes et les idées de Lamarck, de Darwin, de Helmholtz, etc., y sont développés avec un talent littéraire bien supérieur à celui de Marx.

métaphysique » dans le sens de Voltaire, détestait l'auteur d'une logique inductive; lui qui, en 1848, prêcha « l'organisation de l'armée du travail spécialement pour l'agriculture », le monopole de l'Etat, la soumission de l'individu, ne pouvait que faire une guerre *à outrance* à l'auteur de *Sur la Liberté*, au défenseur de la liberté individuelle et des droits de la minorité. Il faut rendre une justice à Marx : il mène dans son *Capital* une campagne artistique contre le *philosophe anglais*. Il ne se lasse jamais de le ridiculiser. Avant tout il fait passer Mill pour un économiste bourgeois, pour un défenseur de l'ordre existant, pour l'ennemi du prolétariat. Il donne aux lecteurs des citations qui provoquent l'indignation contre Mill; mais si on les vérifiait d'après le texte original anglais... qui sait? ne s'indignerait-on pas contre Marx lui-même! Par exemple :

Dans les *Principes d'Economie politique* (vol. I, livre II, chap. I, § 3, édition de 1865), nous lisons chez J. St. Mill :

« *S'il y avait un choix à faire entre le communisme, avec toutes ses chances, et l'état de la société actuelle, avec toutes ses souffrances et ses injustices; si l'institution de la propriété privée impose, comme conséquence, que* le produit du travail doit être approprié, comme nous le voyons aujourd'hui, en raison inverse du travail : quand la plus grande part est pour ceux qui ne travaillent jamais; puisque les mieux partagés sont ceux dont le travail n'est presque que nominal, de sorte que, de degré en degré, la rétribution se rétrécit à mesure que le travail devient plus désagréable et plus pénible, si bien qu'enfin le labeur le plus fatigant, le plus exténuant, ne peut même pas avec certitude assurer l'acquisition des choses les plus nécessaires à la vie; *si entre cela et le communisme il y avait un choix à faire, toutes les difficultés grandes ou petites du communisme ne pèseraient pas plus que de la poussière sur la balance.* »

Comme ordinairement, le noble philosophe anglais a toutes ses sympathies pour l'exploité, n'étant pas communiste, car il croyait que le communisme est la négation de la moindre liberté individuelle; cependant, il se déclare pour le communisme, pourvu que la misère de la société actuelle disparaisse. Veut-on savoir comment est cité ce passage chez Marx? — Débarrassé du commencement et de sa conclusion! sans les lignes en italiques! En sorte que Mill, en bourgeois, constate l'abomination du capitalisme et ne trouve rien à dire contre elle (1). Elle est belle, cette bonne foi « scientifique »... Marx savait que de telles citations ne sont pas permises; car lui, si précis quant aux indications des pages et des dates de toutes ses citations, parfois stupides et prises chez une foule de nullités et de célébrités inconnues, il renvoie cette fois-ci tout simplement aux *Principles of pol. economy*. Allez chercher dans deux gros volumes le passage mutilé! Pour beaucoup d'autres citations du même Mill, Marx ne renvoie à aucun ouvrage. J'imagine quelle doit être leur fidélité (2).

S'il se bornait seulement à ne citer Mill que peu correctement! Mais il le persécute comme *auteur* de la *Logique inductive;* il l'envie pour sa gloire universelle. Par exemple, Marx a lu dans J. Liebig la constatation que Mill le premier indiqua l'influence favorable du labourage sur la fertilité de la terre. Notez bien que Mill était un homme d'une modestie exceptionnelle. Non seulement il n'accusait personne de plagier ses idées, comme le faisait Marx envers Robbertus et même envers Lassalle; mais il s'est rendu célèbre par sa tendance à attribuer aux autres toute la valeur de ses ouvrages. Jamais il ne réclamait la paternité de l'observation citée par Liebig. Mais Marx ne pouvait pas souffrir qu'on attribuât la moindre originalité à Mill. Et voilà qu'il fait toute une recherche ridicule pour prouver par des citations qu'avant J. St. Mill, Anderson, Malthus, West, James Mill ont parlé de cette influence. Puis il finit :

« Il est indéniable que J. St. Mill doit à de « semblables quiproquos *l'autorité en tout cas* « *curieuse* dont il jouit (1). » Quelle haine, quelle envie noire! Pour les marxistes qui vantent *leur politique parlementaire*, je dirai que J. St. Mill gagna son « autorité » universelle par ses ouvrages et entre autres par sa défense des intérêts de la classe ouvrière, à qui, avant Marx, Engels et autres, il indiqua, dans sa lettre adressée au trade-unioniste et internationaliste Odger, la nécessité de la candidature parlementaire *du prolétariat comme classe*.

Je n'écris pas une apologie de J. St. Mill; si je me permets de m'arrêter un peu sur le caractère du noble philosophe anglais, c'est purement dans le but de montrer les procédés littéraires de Marx. Encore moins d'apologie demande l'œuvre du grand fondateur de l'économie politique, sur la « théorie de la valeur » de qui s'appuieront tous les socialistes... je parle d'Adam Smith et de sa théorie de la valeur, basée sur le travail.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

(1) Voir *Capital*, édition française, p. 268.

(2) Le professeur Brentano remarqua déjà les incorrections de ses citations en général.

(1) *Capital*, p. 218.

UNE ANARCHIE ATROPHIÉE

Il vient de paraître le premier numéro d'une revue : *L'Œuvre sociale*, qui est, paraît-il, la continuation de celle que publiait en 1895, sous le même titre, un nommé Parsons, de Marseille.

Ce premier numéro contient un article signé A. Steens relatant une conversation que j'ai eue avec l'auteur, lequel me plaisante agréablement de ce que je me refuse aux interviews sans que cela m'empêche de répondre aux interviewers.

Je me refuse, en effet, aux interviews, parce que, règle générale, les réponses que l'on fait sont toujours faussées par celui qui les transcrit et ne les voit qu'à travers ses propres idées à lui. C'est ce que je déclarais immédiatement à A. Steens; seulement, comme nos rapports antérieurs me le faisaient considérer comme un camarade, je ne crus pas avoir à le mettre à la porte, ni à me dérober à une conversation. Il la publie malgré cela, c'est tant pis pour lui.

D'autre part, parce que je refuse de considérer comme anarchistes ceux qui voudraient nous entraîner aux tripotages électoraux, il me traite de sectaire.

Sectaire, je ne le suis pas en le sens général du mot, en ce que je crois toute opinion respectable, que je reconnais à chacun le droit de propager ce qui lui semble le mieux, et que je veux pour chacun le droit d'exposer et de propager librement ses théories.

Seulement, si, par sectaire, on entend un homme fermement convaincu d'un idéal, se refusant aux tripatouillages d'une idée qui tendraient à l'émasculer et à en faire une petite théorie de salons à l'usage de ceux qui vivent ou veulent vivre de l'ordre social actuel, tout en se donnant un petit vernis de je ne sais pas quel nom y mettre; en ce sens-là, oui, je suis sectaire, profondément sectaire.

Je ne puis empêcher ceux-là à qui ça plaît de prendre l'étiquette d'anarchiste. Il n'y a pas de faculté anarchiste délivrant de diplômes; mais quand on me présente une anarchie qui n'en a plus que le nom, je puis bien dire que ce ne sont pas là des anarchistes. Et je ne me gênerai jamais de le dire chaque fois que j'en aurai l'occasion.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Ce que les gouvernants décorent du nom prétentieux de Justice vient encore de donner la mesure de son indépendance. A la suite d'attaques contre le sultan parues dans le journal *Mechveret*, et sur la demande de ce fou sanguinaire, deux rédacteurs et le gérant du journal, MM. Ahmed Riza, Habil-Ganem et Houillon étaient poursuivis pour outrages à un souverain étranger. Comme si la hyène couarde et cruelle qu'est Abdul-Hamid était encore outrageable! Il s'est cependant trouvé des juges pour condamner les rédacteurs de *Mechveret* à 16 francs d'amende avec application de la loi Bérenger. La peine est légère, dira-t-on? Sans doute; mais il suffit qu'ils aient été condamnés pour que tout l'odieux de l'affaire doive provoquer notre indignation. Clémenceau, dans sa déposition, a dit : « Qu'il se rencontre en Europe un monarque qui commande un assassinat de 300.000 personnes et qu'on soit condamné parce qu'à ce propos on l'appelle lâche et assassin, voilà ce que je ne peux comprendre de la justice française. » Clémenceau a encore des illusions sur la « justice française ». Hanotaux, le premier valet du sultan, et Darlan, le plus empressé porte-queue, n'ont eu qu'à faire signe; les fonctionnaires de la justice ont obéi.

⁂

Sous le titre : « la Racaille judiciaire », la *Libre Parole* fait allusion à la situation d'une demi-douzaine de magistrats qui « n'en mènent pas large » en ce moment, dans la peur de voir leurs petites saletés dévoilées par le greffier Namon en ce moment à Mazas.

La *Libre Parole* termine en disant :

« Ce qu'ils doivent rire de la crédulité publique, de l'imbécillité de ceux qui croient encore à la vertu de la robe noire parée d'hermine, ces bambocheurs qui sévissent au nom de la morale publique!... »

C'est parce que nous n'y croyons plus à cette vertu que nous luttons pour affranchir les hommes des sévices de ces bambocheurs.

⁂

La censure. — La dernière représentation du *Théâtre civique* a été interrompue sur l'ordre du commissaire de police. Quoique ces représentations aient lieu devant un public d'invités et aient par conséquent un caractère absolument privé, la censure veut y fourrer son nez. Si au cours de ces représentations on y abrutissait le public par des tirades patriotiques, si on y enseignait la platitude, la courtisanerie, l'avilissement devant les grands et les gouvernants, la censure ne chercherait pas à savoir ce qui s'y passe. Mais comme le but de cette œuvre est de réveiller par l'art le sentiment de la dignité humaine, pas de ça, Lisette! Les gouvernants ne veulent pas entendre parler de dignité, de caractères; ce sont des chiens couchants qu'il leur faut et tous les abus de force seront bons pour maintenir la démoralisation que l'enseignement de l'Etat a semée dans les esprits.

⁂

La Grande Famille. — On vient d'arrêter à Annecy un capitaine du 11e chasseurs alpins dont l'adjudant Stoffati était un si bel ornement, qui, au contraire de son subordonné, était trop... caressant envers ses soldats.

Comme on reconnaît bien là l'esprit militaire toujours porté aux extrêmes... Pas de milieu! ou les brutalités mortelles, ou les manifestations de l'affection la plus tendre et la plus pénétrante.

Tant il est vrai que souvent les extrêmes se touchent!

⁂

Les Grèves. — La grève des maçons de Lyon est terminée. Ceux-ci ont obtenu satisfaction sur plusieurs points de leurs réclamations.

André Girard.

⁂

Cette. — Nous avons, dans notre localité, un commissaire central plein de zèle et que le gouvernement devrait bien récompenser.

Cet imbécile est venu, le 12 juillet, trouver mon patron, en lui disant que, dans l'intérêt de sa sécu-

rité, il devait, sur-le-champ, me changer d'endroit, c'est-à-dire m'exploiter dans un autre lieu.

Mon patron étant absent, c'est à sa femme qu'il adressa son oraison.

Celle-ci de lui répondre : « Mais vous plaisantez, Monsieur! c'est un ouvrier qui travaille avec mon mari depuis huit à neuf ans; c'est un très brave garçon. » Et le mouchard en chef de répliquer : « Mais non, Madame; ces gens-là, il ne faut pas s'y fier; ce ne sont pas d'honnêtes gens, etc., etc. »

Je me trouverais très satisfait si ce larbin de l'autorité voulait m'expliquer ce qu'il entend par le mot honnêteté. Serait-ce, par exemple, d'aller boire gratis au Casino avec trois ou quatre larbins de son espèce — mais d'un grade inférieur? Je serais très curieux de le savoir.

Groc Louis.

**

Dimanche dernier a eu lieu la matinée annoncée au profit des réfugiés espagnols. Un grand nombre de spectateurs avaient répondu à l'appel des organisateurs.

Quelques imbéciles qui se prétendent anarchistes ont tenté d'empêcher le citoyen Briand de parler.

Il est, d'abord, toujours idiot d'empêcher un adversaire de parler. Nous, anarchistes, qui nous réclamons de la liberté absolue, nous ne devrions pas avoir besoin d'apprendre la tolérance, et devrions savoir respecter la liberté de ceux qui ne pensent pas comme nous, puisque nous voulons que l'on respecte la nôtre.

C'était doublement idiot, puisque, à la conférence du théâtre de la République, il s'agissait d'une œuvre faite par des gens ne pensant pas de même, mais réunis sur un point commun : faire œuvre de solidarité envers des victimes de la réaction.

I. G.

**

Alais. — La grève de la Grand'Combe est terminée. Les grévistes ont été honteusement battus et les coupes sombres continuent. Graffin veut, dit-il, renouveler complètement son personnel; c'est le vrai moyen pour retarder l'échéance des pensions de retraite. Les grévistes courbent la tête pire que des forçats; autant ils ont été *calmes* pendant la grève, autant la Compagnie se montre impitoyable envers eux : tous les prix ont été diminués, et ils doivent s'éreinter pour un salaire de famine; à tel point qu'ils voulaient recommencer la grève, mais Rouquette, président de l'ancienne, consulté, a répondu qu'il fallait bien s'en garder; qu'au contraire, il fallait maintenant, par leur calme et leur résignation, fatiguer la Compagnie. En voilà encore un qui doit avoir le ventre plein — j'allais dire les poches.

Graillon, délégué mineur socialiste de Rochebelle et père de six enfants, s'est tiré une balle dans la tête parce que personne n'allait plus à son café. L'ingénieur, le directeur et le curé de Rochebelle s'étaient ligués contre lui. Voilà un imbécile qui meurt à crédit et bêtement sans faire payer sa peau... Oh! mais, pardon, pas d'excitation!

Dimanche 1er août, deux candidats se sont présentés pour remplacer Graillon : un nommé Bastide, à la solde de la Compagnie, cela est avéré, et Génouilhac, un socialiste qui, dit-on, ne vaut guère mieux, se sont jetés mutuellement toutes leurs vérités, qui — je vous le dis en vérité — n'étaient guère propres. Et voilà comment la bourgeoisie, avec un mauvais os, arrive à nous diviser, à nous faire manger mutuellement le nez.

(*Correspondance locale.*)

Espagne.

Les camarades condamnés au bagne nous ont adressé de Malaga la lettre suivante avec prière d'insérer :

Nous sommes arrivés ici le 15 juillet, à 6 heures du soir. Après toutes les formalités de « rubrica », nous fûmes répartis par petits groupes dans les brigades 1, 2, 3, 4 et 5. Là, nos poches furent visitées par les gardes, voulant se rendre compte de l'argent que chacun de nous pouvait posséder, puis les chefs de chaque brigade, respectivement, commencèrent à nous réclamer des sommes variant de 5 à 10 pesetas pour chacun, sous prétexte de payer le nettoyage.

Après leur avoir démontré qu'il était inutile de nous réclamer de telles sommes, attendu que la plupart d'entre nous ne possédaient pas un sou vaillant, et que les condamnés de droit commun qui nous accompagnaient depuis Madrid n'étaient guère plus riches que nous, ils abaissèrent un peu les prix, comme s'il s'était agi d'une marchandise. Pour éviter les brutalités dont on nous menaçait, trente-cinq prisonniers versèrent des sommes variant de 1 à 6 pesetas et formant un total de 93.20.

Ces sommes furent remises aux chefs des dormitorios; nous nous plaignîmes à ces derniers de ces exigences; il paraît que cet argent est réparti entre les adjudants des chefs, qui sont connus sous le nom de « bastoneros » et qui portent toujours un fouet qu'ils exhibent à tout propos. Lorsque le nouveau venu ne peut, faute d'argent, payer ce qu'on lui réclame, il est soumis à la « diète de pain » durant 15 jours afin d'acquitter sa dette.

Il y a actuellement beaucoup d'enfants de dix à quinze ans, condamnés pour larcins ou rixes, qui sont privés de pain, et on nous a dit qu'il en était ainsi durant toute l'année, mais les fouets imposent une terreur profonde, et lorsqu'on cherche à s'informer, tous ces malheureux se refusent à dire la vérité et nient ces choses ainsi que beaucoup d'autres abus. Il suffit de les voir, déguenillés, avec leur pauvre petit corps malpropre et malingre, pour se rendre compte de l'atroce situation en laquelle se trouvent ces déshérités dont la nécessité fit des voleurs et que l'on prétend ainsi corriger.

Le sort des hommes n'est pas meilleur et la nourriture ridicule qu'on leur donne est insuffisante même pour les faire tenir sur pieds.

Il y a ici un barbier chargé de raser et de couper les cheveux gratuitement, mais il ne le fait pas à moins d'un réal par opération. L'administration est tenue de nous fournir du savon pour notre nettoyage, mais personne n'en reçoit.

Les quelques libertés, telles que celles de sortir dans la cour pour ne pas étouffer le soir dans les dormitorios étroits, de prendre du café, de jouer aux boules, ne sont accordées naturellement qu'à ceux qui payent, quoique le règlement défende la vente du café et les jeux.

Une étroite surveillance est exercée afin que les plaintes des malheureux ne percent pas au dehors, mais si l'un d'eux est surpris, on lui administre une terrible bastonnade; beaucoup, à la suite de ces faits, attentent à leur vie.

Les risques que nous courons nous empêchent de donner de plus amples détails sur ce qui se passe ici.

19 juillet. — Prison de Malaga.

**

L'immonde Canovas n'aura plus la sanguinaire satisfaction de faire torturer des prisonniers sans défense. Dimanche dernier, un Italien s'est approché de lui, et au cours de la conversation, il lui a tiré trois coups de revolver. Le bourreau en chef des prisonniers de Montjuich, des révoltés de Cuba et des Philippines est tombé mortellement atteint. Que le Dieu de Saint-Dominique et de Torquemada ait son âme en sa garde!

A. Girard.

Angleterre.

La grève ou *lock-out* des ingénieurs continue, mais sans manifestations importantes. Les grévistes restent fermes, tandis que les patrons ne savent plus cacher leur faiblesse. Depuis le commencement de la grève, beaucoup de patrons ont accordé les huit heures de travail par jour à leurs travailleurs, et presque chaque jour on fait l'annonce d'une nouvelle concession. Mardi dernier, les officiels de l'*Amalgamated Society of Engineers* ont reçu l'information de l'extension de la grève jusqu'à l'industrie du cycle, et plusieurs autres métiers viennent d'être affectés. Le nombre des travailleurs qui seraient touchés par ces nouvelles grèves est d'environ 6.000. A Leeds, tous les ateliers de mécanique sont fermés et on commence, en cette ville, à sentir les effets du *lock-out*; mais les travailleurs, là, sont très déterminés et ont beaucoup de confiance.

Parmi les patrons, l'affaire ne va pas aussi bien que ces gens-là aimeraient, et les concessions que leurs amis viennent de faire ne sont pas pour les encourager. A présent, il paraît évident qu'avant peu les travailleurs gagneront leur cause. Et ils gagneront même plus de concessions qu'ils n'en attendaient.

Premièrement, c'était seulement à Londres qu'ils avaient demandé les huit heures par jour, mais immédiatement les sociétés de patrons (The Employers' Federation of Great Britain) poussaient les notices du lock-out partout et maintenant les travailleurs en plusieurs places, et notamment à Leeds, sont déterminés à gagner aussi.

Beaucoup de conférences ont eu lieu et M. Tom Mann y a pris part partout avec son éloquence habituelle. Il faut mentionner que le secrétaire du A. L. E écrit une lettre en réponse aux patrons dans laquelle il dit : « Partout nos camarades sont contents. Environ 16.000 sont sans travail (ça veut dire : locked out) et nous avons assez d'argent pour maintenir quelques mille de plus pendant longtemps. » Pourtant, quoique les travailleurs ne soient pas encore tous avec nous, ce qui est très important, c'est qu'ils sont déterminés à réaliser leurs demandes par leur propre initiative, sans attendre rien du Parlement.

Les 28 expulsés espagnols arrivés à Liverpool le 28 juillet ont été reçus très généreusement par le groupe local anarchiste et les membres de l'*Independant Labour Party* qui faisaient tout leur possible pour les rendre heureux jusqu'à leur départ pour Londres. Arrivés là, ils furent reçus très cordialement par leurs amis anglais, français, italiens et espagnols, qui, immédiatement, firent tous les arrangements pour eux. La presse anglaise a été très empressée pour eux et merci au *Daily Chronicle* qui a fait beaucoup de propagande et dénoncé les tortures il y a longtemps; d'autres périodiques ont été dernièrement tout à fait favorables.

L'interview de Gana avec le journal cité a été copié partout et beaucoup de personnes ont écrit des lettres de commentaires. De plus les socialistes, partout, demandent les expulsés à leurs réunions publiques, ce qui peut-être apportera de l'argent. Plusieurs ont trouvé du travail et nous espérons que les autres en auront aussi avant peu. Mais quelques-uns ont l'intention de partir pour l'Amérique et attendent les arrangements seulement. Un comité international vient d'être formé pour trouver ce travail et assister généralement nos amis expulsés et nous espérons qu'ils auront un bon succès.

C. K.

Etats-Unis.

La propagande anarchiste dans le West des Etats-Unis a pris un pied solide dans plusieurs villes. Les camarades qui publient le *Firebrand* à Portland, Ore. le font paraître régulièrement; le journal a huit pages et il est très bien rédigé. Les camarades américains de la Hennis colonie, près de Tacoma, dont j'ai parlé l'année passée, ont quitté leur organisation social-démocratique; ils ont déménagé et se trouvent à Lake Bay Wash, au bord de la mer, à 20 milles (5 lieues) de Tacoma. Ils ont mis leurs lois au rancart et se sont franchement déclarés anarchistes. Ils ont fabriqué une presse et publient *The New Era* (l'Ere nouvelle), paraissant mensuellement, mais ils espèrent bientôt la faire hebdomadaire.

A San Francisco, nous avons un foyer familial que l'on avait dénommé « Anarchists' Headquarters ». C'est un excellent rendez-vous de tous les révolutionnaires. La plus grande partie des camarades sont des Allemands. Tantôt nous organisons des réunions en italien, anglais, allemand et français et tantôt nous allons chez les social-démocrates pour exposer nos théories et notre idéal de la société future. La population est mûre partout dans le West pour recevoir les idées nouvelles.

A. Klemencic.

Suisse.

Genève. — *Profits et pertes.* — Lorsque, peu de semaines après l'arrivée des nègres, leur directeur s'est vu dans l'impossibilité de faire face à ses engagements financiers, et l'a déclaré au comité de l'Exposition, ce dernier, instruit de ce qui se passait dans le nid nègre, devait s'estimer heureux, et avec intelligence saisir une si belle occasion : congédier dignement le village noir, se montrer équitable vis-à-vis de son directeur, et s'épargner dans la suite le soupçon d'avoir tramé les attentats commis contre la liberté individuelle des Sénégalais.

Pas du tout; pour faire de l'argent, le comité préféra exploiter l'agglomération nègre pour son compte, et si, comme on le dit, la bourgeoisie engendre des mulâtres, les administrateurs de l'Exposition peuvent s'attribuer l'initiative de ce progrès. Les exploits d'huissier ne suffisaient pas, ils leur ont adjoint des exploits de nègres.

Les Anglais, entrepreneurs d'évangélisation, n'expédient chez les Zoulous et autres noirs que des missionnaires pourvus de leurs femmes, et aussitôt que l'un de ces agents devient veuf, il est invité à retourner en Angleterre, les agences de missions ne voulant pas que le veuf remplace la défunte par une négresse, même chrétienne. A Genève, la police, à demeure dans le village noir, n'empêchait pas les

négresses de conclure des unions légalisées — on en cite une; — non, mais tout ce qui, de la part des négresses, ressemblait à un acte de nature à faire concurrence aux recluses fonctionnant dans les maisons de prostitution officielles, était immédiatement entravé par les policiers.

Dans le village suisse, pas le plus léger nuage pour les plaisirs des frères et amis; ordre était donné de fermer les yeux sur la concurrence, et cette concurrence a été si active, elle avait pris de si grandes proportions, que les gouvernants, aussitôt après l'Exposition, se sont vus obligés, non sans amertume, d'ordonner — sous de faux prétextes — la démolition de l'Eden de la queue d'Arve.

L'empêchement de cacher plus longtemps au public ouvrier les causes réelles de la prospérité du village suisse, et la crainte d'être enfin impuissants à étouffer les nouveaux scandales qui ne pouvaient manquer de se produire, ont sans doute contribué à arracher la pénible décision.

Mais, comme dans la question nègre, les considérations d'argent ont été souveraines, ce sont elles qui ont définitivement triomphé de l'hésitation et des regrets des gouvernants, chacun d'eux ayant acquis la certitude que, pendant l'exercice 1897, la concurrence faite aux maisons patentées, en suivant normalement une progression inévitable, acquerrait un si prodigieux développement, que cette concurrence porterait un coup funeste à la prospérité des établissements officiels de prostitution.

Les hôteliers du village suisse ne payaient à l'Etat aucune taxe, tandis que quinze maisons de tolérance officielles, pour la seule autorisation de débiter des boissons, ont, au cours de l'année 1896, versé à la caisse de l'Etat la somme de 14.400 francs, se répartissant ainsi :

5	maisons	ont versé	chacune	1.200	francs,
4	»	»	»	1.000	»
4	»	»	»	800	»
2	»	»	»	600	»

Bien entendu sans compter les autres taxes, qui chiffrent gros. Aux quatre-vingt-dix-huit femmes enfermées dans ces quinze maisons de faire le nécessaire.

Voilà pourquoi ce théâtre de tant d'aimables folies, ce cosmopolite village suisse, lieu de délices où l'Yvorne, le vin de l'Etoile, le vieux Fendant, et autres liquides exquis, coulaient à flots pour les fortunés; où de complaisantes Hébés — malgré un rigide règlement — faisaient avec autant d'aisance que de douceurs oublier l'heure du couvre-feu aux plus graves bourgeois, voilà pourquoi ce village n'existe plus.

La mort dans l'âme, les dépositaires de l'honneur officiel ont vu abattre, l'un après l'autre, ces chalets témoins de maintes fêtes romaines, discrètement modernisées.

Les planches sont muettes; c'est dommage pour l'instruction des ouvriers, autrement ces derniers comprendraient mieux pourquoi des messieurs leur recommandent avec tant d'insistance la patience, la résignation, l'abstinence, la chasteté, et surtout le mépris des richesses.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

On nous prie d'annoncer la mort, en Bulgarie, du Dr Démètre Asador, victime de la science; en travaillant dans le laboratoire de bactériologie sa thèse sur la sérothérapie de la rage, il s'infecta du virus de la « morve », maladie incurable. C'était un excellent camarade, tout dévoué à la cause et qui se proposait de mettre son savoir à la disposition des malheureux.

∴

Nous avons reçu la lettre ci-dessous :

Organisation du sou anarchiste.

Camarades,

Droit au but. La propagande ne récolte pas tous les sous qu'elle pourrait recueillir. Je parle des petits sous ou plutôt des petites sommes. Il est difficile d'envoyer des pièces de 40 sous et de 100 sous, mais tout le monde pourrait envoyer chaque semaine quelques sous.

On ne le fait pas, parce que les frais d'envoi, d'une part, et le souci d'écrire une lettre, d'autre part, arrêtent beaucoup de camarades.

Pour tourner cette difficulté, il faudrait, à mon avis, que, dans chaque localité, il y eût un ou plusieurs camarades, ayant situation indépendante, lesquels camarades se chargeraient de faire un envoi collectif et périodique des sous que les compagnons leur apporteraient. L'auteur de la présente se ferait un plaisir de faire un petit effort chaque semaine, et je crois que nombreux sont ceux qui se trouvent dans cette situation.

X.

Le camarade X est certainement dans le vrai; son idée est bonne, il ne reste qu'à trouver les camarades qui veulent bien se charger d'aller à domicile recueillir les souscriptions.

S'il y a des camarades qui soient en situation de le faire et qui ne verront pas d'inconvénients à nous communiquer leurs nom et adresse, soit pour centraliser les fonds, soit pour qu'on passe chez eux aux dates indiquées, nous mettrons les intéressés en relation les uns avec les autres.

∴

Le Théâtre Civique, dont la représentation, la semaine dernière, a été arbitrairement interrompue, en donnera une troisième, samedi prochain 14, à la salle de l'Espérance, avenue du Maine.

Des proses et vers de V. Hugo, Pierre Dupont, Jules Jouy, de Mme Séverine, de MM. Catulle Mendès, Clémenceau, O. Mirbeau, A. Retté, L. Lumet, A. Lantoine seront dits, lus ou chantés par Mmes France, Deschamps, Reynold, Claes, Deville, MM. de Max, Hattier, Zeller, Cortinet, Mévisto.

On jouera *En détresse*, pièce en un acte de M. Henry Fèvre.

∴

Bibliothèque sociale de Montmartre. — Samedi 21 courant, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par Broussouloux.

∴

CETTE. — Les camarades se rencontrent, tous les jeudis et samedis, au débit Ysoir, 2, rue Nationale.

∴

AMIENS. — Tous les camarades sont invités à se réunir, le dimanche 22 août, au Cent de piquet, faubourg du Hem, à 5 heures du soir, pour s'entendre au sujet d'une soirée familiale. Il y a urgence.

Nota. — Les camarades qui ont demandé le portrait de Bastien y sont également invités.

A NOS LECTEURS

Le temps est à la guigne. Ayant eu, cette semaine, à liquider quelques petites dettes, nous paraissons encore sans supplément. Prière aux amis de prendre patience. Merci à ceux qui nous ont soutenu de leur obole.

D'autres camarades nous envoient des conseils, nous signalent les modifications qui, selon eux, pourraient amener un public plus nombreux au journal. Nous les remercions également de leur zèle; il ne manque pas, en effet, de modifications à apporter, mais le cercle est vicieux; pour les réaliser, il faudrait de l'argent.

D'autres n'ont pas manqué de nous répéter le grand reproche qui dure depuis que nous paraissons : « La lecture de notre organe est trop aride; elle rebute les lecteurs novices; il faut des articles moins abstraits. »

Nous sommes loin de penser que notre organe soit la perfection du genre. Mais, en somme, faut-il écrire pour ne rien dire sous prétexte que cela attirera plus de lecteurs? Nous croyons à l'utilité de la propagande faite par les *Temps Nouveaux*, à sa nécessité absolue. Nous nous adressons à ceux qui pensent, à ceux qui veulent étudier, travailler d'eux-mêmes à leur affranchissement, et à ceux-là il faut des lectures qui les incitent à réfléchir.

Quant à ceux qui trouvent que c'est trop fatigant de penser, ma foi! qu'ils en restent à la lecture du *Petit Journal*. C'est une lecture où ils n'auront pas besoin de se casser la tête.

J. G.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Brand, poème dramatique en cinq actes.

La Propiedad artistico-literaria, par Eugenio Troisi, brochure éditée par la *Revista Colombia*, Cordoba.

Anarchie (en tchèque), par A. P. Kalina, chez l'auteur, Svihovskcho ul. 657, Zizkov, Autriche-Bohême.

De la Société libre d'édition des Gens de lettres, 12, rue d'Ulm :

La Voix de la mer, un acte en prose de Henri Rainaldy.

Amants en révolte, roman par J. Sautarel.

Fantoches! Fantoches! par Ch. Epry.

A lire :

Mariage, adultère et divorce, L. de Gramont, *Eclair*, 5 août.

Un vrai plaisir, Jean Jullien, *Echo de Paris*, 6 août.

PETITE CORRESPONDANCE

G. K., à Cosmînele. — Je vous envoie l'*Anarchie* de Kropotkine. Vous devez 60 centimes.

J. F., à Verviers. — Notre vendeur est Nizet, 69, rue Coroumeuse. Oui, nous vendons les vieux timbres.

A. S., à Gand. — Vous trouverez les déclarations d'Emile Henry, dans le numéro de la revue *Les Grands Procès de l'année*, éditée chez Pedone, rue Soufflot.

V. C., à La Chapelle. — Brochures expédiées. Quand vous nous aurez dit quel genre de livres vous désirez, je vous répondrai si je sais.

P. G., à Nice. — Chaque journal ayant sa vie indépendante, votre combinaison est impossible par cela même.

Gir. — N'ayant pas votre adresse, je n'ai pu vous avertir que je ne serais pas là dimanche.

Reçu pour les réfugiés espagnols : R., à Villiers, 0 fr. 45. — S. P., à Bordeaux, 5 fr. — Anarchists' Headquarters de San-Francisco, 27 fr. 30. — Un lecteur, Saint-Etienne, 0 fr. 60. — Amour et lutte : Un groupe de compagnons, 2 fr. 70. — L. E. C., 2 fr. 25. — J. L., 1 fr.

Liste d'Alais : Th. L., 1 fr. 25. — L. Vaillaing, 1 fr. — Le même et sa compagne, 1 fr. — René Sébastien et Hélène Sidonie, 0 fr. 50. — Un célibataire qui ne veut ni Dieu ni maitres, 1 fr. — Un qui envoie ses enfants aux écoles chrétiennes, 0 fr. 50. — Un célibataire qui attend que les mairies et les églises soient foutues à bas pour se marier, 0 fr. 50. — Un qui déteste l'autorité et qui en pince pour l'anarchie, 0 fr. 50. — P. F., 0 fr. 50. — Une mère de famille pour les libérés de Barcelone, 1 fr. — Un Français, 1 fr. — Un ennemi des inquisiteurs, 2 fr. — A., 0 fr. 50. — Un ennemi des patrons, 1 fr. — S. P. E., 0 fr. 50. — Privat Adolphe, 0 fr. 50. — Un pétroleur, 0 fr. 50. — Un sans patrie, 1 fr. — L. E., 1 fr. — J. (le reste illisible), 1 fr. — P. R., 0 fr. 25. — Un sans patrie, 0 fr. 50. — Un socialiste, 0 fr. 50. — Total : 18 fr.

Sommes reçues précédemment par les *Temps Nouveaux* : 264 fr. 15. — Total général : 321 fr. 40.

Là-dessus, il a été remis au compagnon Rémy 118 fr. — Expédié, par nous, directement, au compagnon Perry, 7, Millman Street, secrétaire du groupe anglais d'agitation en faveur des torturés de Montjuich, la somme de 60 fr. Aussitôt que l'état de notre caisse le permettra, nous ferons un second envoi.

Le groupe des Etudiants S. R. I. nous a communiqué le détail de ses opérations, nous le publierons la semaine prochaine.

La somme exigée par le gouvernement espagnol, pour chaque détenu qui restait à mettre en liberté, est de 125 pesetas. Mais, étant donné ce qui vient de se produire, l'élargissement des prisonniers restant à Montjuich devient très aléatoire. Cela n'empêche pas de continuer l'agitation en leur faveur.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Suresnes-Puteaux, 3 fr. — Verviers : E. D. et J. F., 10 fr. — Total : 13 fr. — Listes précédentes : 77 fr. 60. — Total général : 90 fr. 60.

Reçu pour la publication hebdomadaire : E. G., 10 fr. — Listes précédentes : 450 fr. 40. — En tout : 460 fr. 40.

Reçu pour le journal : S., à Bordeaux, 0 fr. 90. — *De chacun selon ses forces :* Un compagnon, 5 fr. — J. J., à Perpignan, 0 fr. 50. — B., à Brest, 1 fr. 70. — L. J., rue J. de B., 5 fr. — G. B., 10 fr. — Amour et lutte : Un groupe de compagnons, 2 fr. 70. — Surplus de la vente d'un exemplaire des *Paroles d'un révolté*, 1 fr. — M. S., à Levallois-Perret, 1 fr. 10. — G., à L., 0 fr. 90. — G., à Cette, 0 fr. 50. — Cette, collecte entre camarades, 1 fr. 25. — Merci à tous.

R., à Villiers. — F., à Amiens. — F. B., à Lozay. — L., à Epinal. — M., à Roubaix. — L., à Pantin. — S. P., à Bordeaux. — B., à Giors. — Société coopérative, Lyon. — J. G., à Wallincourt. — H. G., à Jailleu. — A. S., à Gand. — V., à Reims; H., à Saint-Nazaire; C. J., à Fourchambault (par le *P. P.*). — L. K., à Aix-les-Bains. — B. R., à Hyères. — M., à Avignon. — S., à Cette. — N., à Verviers. — B., à Liège. — G. B., à Paris. — E., à Montpellier. — V., à Nimes. — L. M., à Seraing (par le *Libertaire*). — P., à Saint-Etienne. — C., au Havre. — B., à Rochefort. — B., à Limoges. — K., à Belgrade. — F., à Liège. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENECHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 17 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 AOUT 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Comme nous l'avions annoncé, nous avons commencé à expédier, à ceux de nos amis que nous supposions pouvoir nous aider, la circulaire où nous exposions la situation du journal. Quelques-uns ont déjà répondu. Merci à tous. Chez ceux qui ont souscrit une cotisation mensuelle, un camarade passera la toucher aux dates indiquées.

Pour ceux qui tiendraient à connaître la situation, nous tenons la circulaire à leur disposition.

TRIBUNAUX UNIVERSITAIRES

Un des aspects les moins connus de l'Université, c'est l'Université tribunal, l'Université dans l'exercice des graves fonctions de la judicature. La chose vaut cependant la peine d'être regardée : je ne connais pas, en effet, de tableau plus comique et plus écœurant à la fois que celui de ces Messieurs qui, à force de lire et d'expliquer les avocasseries cicéroniennes, ont senti, sous leurs toges de professeurs, pousser des toges de magistrats.

Voyons d'abord l'acte d'accusation dressé contre le professeur rebelle, qui a osé sortir de la sainte norme et affirmer, contre toute évidence, sous le lacis emprisonneur des lois et des règlements, qu'il existait encore, lui, homme résolu, unité résistante.

Un tas de petits bouts de papier auxquels ont collaboré la malignité publique, la police, les autorités de divers ordres, tant politiques qu'universitaires. Quand il y en a assez haut, cela devient dossier, cela crie vengeance, le ministre est à couvert : il peut, il doit agir et faire agir : *faire agir*, remarquez cela, pour être plus à couvert encore : un ministre ne l'est jamais assez.

Que d'imagination inventive dépensée à forger au jour le jour, pièce à pièce, cette monstrueuse machine de guerre, qui, partie de rien, finira par tuer son homme!

La victime désignée passe pour collaborer aux *Temps Nouveaux*. Comment? et elle ne s'en porte pas plus mal! L'infatigable fabrique de cancans va y remédier; et, toutes chaudes, bien mises au point, agrémentées de jolies petites circonstances aggravantes, elle va sortir de ses profondeurs souterraines de fantaisistes collaborations au *Père Peinard* et au *Libertaire*. On fait ainsi avaler au patient la dose triple : s'il n'en crève pas, c'est qu'il aura la vie dure.

Bien sûr qu'être fonctionnaire, salarié par l'Etat, et anarchiste, c'est-à-dire ennemi de l'Etat, implique une contradiction qui ne peut se résoudre que par un heurt violent. Mais si l'Etat aime à manger de l'anarchiste, il ne lui déplait point, en fauve correct et raffiné qu'il est, d'y apporter des lenteurs calculées : il y veut des formes et des assaisonnements. Comme le plat est bien plus relevé, avec beaucoup de mensonges autour!

Un professeur qui pérore au milieu des ouvriers sans travail, « *monde peu recommandable, dans un cabaret de dernier ordre* » (*style officiel*), voilà une donnée qui vous dégage un relent de révolutionnarisme populacier fait pour saisir tout de suite l'odorat des gens bien pensants.

Mais ce n'est qu'une donnée. Bah! puisqu'il importerait qu'elle fût une réalité, elle en deviendra une : et la chose sera affirmée avec tant de force et colportée avec tant d'insistance que cela finira par équivaloir à la certitude.

Un professeur de mœurs paisibles, qui sort peu de chez lui; qui rédige chez lui quelques articles pour un journal peu lu dans le pays qu'il habite; qui, chez lui encore, donne à deux pauvres hommes de peine rencontrés tout à fait occasionnellement, et qu'il ne reverra plus, une petite brochure de Kropotkine : c'est déconcertant de simplicité; et comment diable trouver là-dedans prétexte à l'acte d'accusation palpitant que l'on rêve et aux accusations coutumières de violence?

Mais la grande metteuse en scène, la police, apparaît, aidée d'une foule de comparses amateurs, plus zélés encore que ceux du métier. Et à eux tous, ils montent un petit scénario où rien ne manque, sauf la vérité, chose si fade et si banale.

Comme dans tout drame qui se respecte, il y a un complot. Un fonctionnaire (c'est évidemment le traître de la pièce), a reçu *la « mission »* d'empoisonner le pays de brochures révolutionnaires, dont on lui a déjà expédié *une caisse toute pleine*. Il est sûr que c'est là un simple acompte.

Vous demandez quelques preuves de ce fait énorme. Vous êtes bien incrédules. Néanmoins, on vous en fournira. Grâce à sa perspicacité toujours en éveil, le commissaire de police est parvenu à saisir un exemplaire d'une de ces abominables publications : s'il y en a un, il peut y en avoir d'autres, il doit y en avoir d'autres. Une brochure ne marche jamais seule: une étincelle est l'indice d'un foyer.

Pour que l'intrigue soit plus corsée encore, il est bon aussi que les victimes du soi-disant complot soient de jeunes enfants sans défense contre les séductions des mauvaises doctrines.

Vous protestez : les victimes prétendues étaient des hommes faits. Vous n'y entendez rien : vous ressemblez à ce prosaïque Racine, qui, à ce qu'assure La Bruyère, peignait les hommes tels qu'ils sont : la police, grand poète et grand dramaturge idéaliste, tient plutôt de Corneille, et les représente tels qu'ils devraient être.

Mais voyez comme tout irait mieux si ces enfants (car c'en était, le point est acquis) étaient « *des voyous, de ces vauriens qui traînent par les rues et n'en sont pas le plus bel ornement* »! Nouvelle preuve que le professeur en question se commet avec des gens sans aveu, se souille au contact de la lie du peuple.

C'étaient, objectez-vous, des travailleurs, gagnant leur vie comme ils peuvent, à faire des commissions, à porter des valises, à transporter du bois, etc. Justement, eh bien! ne sont-ce pas ces gagne-petit, courant toujours après des pitances souvent illusoires, qu'on a coutume d'appeler des voyous?

Et maintenant, vous voyez l'horrible danger suspendu sur la tranquille cité, qui dormait insouciante sur cette cargaison de livres chargés à la dynamite, tout prêts à faire explosion. Vous entendez, par avance, crépiter le vaste brasier, tandis qu'en l'ombre rôdent des figures sinistres d'incendiaires, toutes semblables à celles de ces mêmes voyous qui ont, sur l'instigation du chef de file, jeté les premières flammèches.

Heureusement qu'il y a un sauveur, l'indispensable sauveur qui arrive au bon moment, pour que les drames finissent bien. C'est ce brave commissaire, dont l'œil vigilant perce à travers les murailles et voit ce qui se passe dans l'intimité du foyer, et même ce qui ne s'y passe point; ce héros qui, par pur dévouement (le salut de l'Etat avant tout), a dû faire violence à son amour professionnel de la légalité, en saisissant une brochure déposée au *ministère conformément* à la loi, non frappée d'interdiction légale, légalement imprimée et vendue.

Mais, s'il le faut, il poussera plus loin le sacrifice : il a saisi la brochure de Kropotkine au dehors, il la saisira à domicile : il perquisitionnera. Pour profaner à ce point des publications que rend sacrées le visa du ministère de l'Intérieur, il ne lui manque plus que l'autorisation du préfet, subordonné immédiat du ministre de l'Intérieur.

Ainsi, ces gens-là prohibent d'une main ce qu'ils permettent de l'autre! Mais oui : c'est ce qu'on appelle de la politique.

Il se peut qu'on n'aille pas jusqu'à ce grand coup de théâtre et qu'on s'arrête en deçà. Il n'en sera pas moins très utile à la pièce policière, comme menace suspendue à propos sur la tête du fonctionnaire coupable. C'est ce qui va précipiter le dénouement. Pour peu qu'on joue avec adresse de ce gros scandale en perspective, qui rejaillira plus ou moins sur l'ensemble du corps enseignant, le plus pur et le plus irréprochable de tous, on est certain d'émouvoir les autorités universitaires et de les pousser en plein, malgré leur apparente répugnance, dans la politique de combat. Ne s'agit-il pas de défendre les intérêts dont la garde leur a été commise, et aussi un peu les leurs, ajouterait quelque mauvaise langue?

Et comment voulez-vous que les ardeurs belliqueuses de ces messieurs graves ne se réveillent point? De tous les côtés à la fois, on les appelle à la bataille.

Voici, répercutant le *cri* d'alarme policier et lui faisant écho, les clameurs réprobatrices de la municipalité qui subventionne le collège, et de *tous les gens* considérables qui forment le conseil d'administration dudit établissement.

Voici, menaçante (du moins, le bruit en court, et l'effet est le même), une ligue des honorables pères de famille, qui entend ne donner son argent que contre une instruction selon *la formule*, et, bien plus, qu'à un professeur orthodoxe jusque dans *les actes les plus intimes* de sa vie : c'est un ultimatum : l'éloignement du sujet suspect, ou bien la grève de la clientèle collégiale.

Voici le sénateur de la circonscription, qui ne dédaigne point de cumuler avec ses hautes fonctions législatives les basses œuvres de la police, et qui assiège de ses délations pressantes et réitérées les antichambres ministérielles.

Voici, de son côté, un avorton de petit journaleux, mal content de n'avoir à enregistrer dans sa chroniquette que des chiens écrasés et des marchés de bœufs ou de moutons : il a flairé le scandale pimenté, la diffamation piquante, la chose malpropre, l'engrais qui fait prospérer les feuilles de chou, et il montre les dents, il demande sa proie : si on ne la lui donne, tant mieux, il parlera, et, tout à son aise, il pourra, le long de ses colonnes, baver et mordre.

Et alors, le rôle des bonzes universitaires est on ne peut plus simplifié : ils se bornent à regarder et à constater, spectateurs passifs, et, ce qui donne belle contenance, avec des airs impartiaux.

N'exagérons rien, cependant. Ils prennent bien quelque peine à courir au-devant des petits potins et à provoquer les malveillantes confidences. On remarque les assiduités de M. le Principal au commissariat, et ses visites fréquentes et prolongées dans ce mauvais lieu décèlent entre ces deux pouvoirs bien différents une affinité peu soupçonnée.

C'est qu'il doit, lui aussi, rédiger des rapports : voilà le point de contact, et vous avouerez qu'il est tangible. Et, ma foi, il se tient au courant auprès du fonctionnaire le mieux informé de la commune ; et il informe ses chefs, qui, à leur tour, de ses rapports, extraient d'autres rapports. De sorte que c'est la moelle la plus pure des procès-verbaux policiers qui, finalement, après des manipulations et des élaborations diverses, arrive au ministre de l'Instruction publique, point de jonction des deux séries de rapports, qu'il reçoit sous forme brute de son collègue de l'Intérieur, fallacieusement édulcorés et raffinés, mais au fond identiques, de ses valets immédiats.

La conclusion est la même : déplacement ou révocation. Et, malgré certains euphémismes classiques, combien plus puissante pour nuire la version émanée de l'Académie ! Car c'est là seulement qu'on peut rencontrer des arguments irrésistibles, comme celui-ci : « A la dernière rentrée, le collège a perdu 28 élèves. » Ces Messieurs, le Recteur, l'Inspecteur, etc., qui, dans le temps, ont étudié la logique, savent bien que coïncidence n'est pas causalité, et qu'un fait peut venir après un autre sans en être nécessairement l'effet.

Mais, puisqu'on médite une exécution, n'est-il pas de bonne guerre d'employer tout ce qui est susceptible de hâter l'issue désirée ? Tant que ce pelé, ce galeux sera là, tout le mal qui arrivera, si on le peut avec quelque vraisemblance, on le lui mettra sur le dos. Qui sait ? Une perfide insinuation de plus, il ne manque peut-être plus que ce coup de grâce pour l'achever.

Plus le ministre se dérobe, semblable aux coquettes qui résistent et qui retardent savamment l'instant souhaité, plus on met d'ardeur à le titiller par des appels plus pressants, plus on s'ingénie à lui parer, à lui rendre engageante sa victime.

Le crime d'anarchie, surtout enjolivé de légendes savoureuses, suffisait amplement pour *toucher un cœur* ministériel et le décider à tout. Mais, si on allait dire que c'est par pure passion brutale qu'il a *cédé* ! Les *ministres ont* aussi leur pudeur, et ils ne se livrent point sans des prétextes bien colorés et bien plausibles. Comme ce serait plus décent, si ç'avait l'air d'être fait par devoir, et encore un devoir pénible, auquel on ne consent qu'à regret !

Et, vaincu aux *trois quarts*, *il exige pour l'être* tout à fait des griefs directement professionnels. Ce n'est pas qu'un tel titre ne soit suffisamment élastique pour qu'on y puisse faire tout entrer. C'est une prétention de l'Etat qu'un certain conformisme dans les idées sociales avec lui, Etat, qui paie, et avec les bourgeois au nom desquels il paie, fait déjà partie, pour le professeur-fonctionnaire, des obligations du métier.

Mais l'Etat a quelque raison de craindre que *cette doctrine* ne soit pas universellement admise, et que son application trop crue ne soulève des protestations fâcheuses. Il y apporte donc une infinité de tempéraments et de correctifs : et le travail d'épuration que, dans leur zèle indiscret, ses amis demandent ouvertement, combien il préfère le pratiquer, en le masquant des plus belles apparences !

Beaucoup de gens, par exemple, ne sont pas des étatistes assez fougueux et assez convaincus pour que l'idée d'un Etat pape infaillible et excommunicateur les séduise. Mais, rentrant à demi ses ongles, et faisant la sainte nitouche, il leur dit : « Point de travail bien organisé sans autorité, et sans hiérarchie : un ouvrier indocile est un mauvais ouvrier, un professeur insoumis est un mauvais professeur. Que répondre à cela ? La religion du patronat a plus d'adhérents encore que celle de l'Etat, quoique ces deux choses soient au fond absolument connexes.

Mais, si les règlements sont absurdes, n'est-il pas juste et raisonnable de les violer ? On exige d'un professeur qu'il réinscrive à tout bout de champ des indications déjà données cent fois : *Né à... le... ; début dans l'enseignement, le...* etc. A la fin, lassé de ces redites fastidieuses et inutiles, il s'y refuse carrément ; et, devenant avare de son encre, il renvoie ses chefs aux feuilles précédemment remplies. Cela n'est-il pas d'une logique parfaite ?

(*A suivre.*) J. DEGALVÈS.

ENCORE SUR LES DÉCOUVERTES

ET LA MÉTHODE D'ÉCOLE D'ENGELS

(*Suite*) (1)

Nous avons vu combien sévère était Marx envers Mill qui n'avait pas fait de renvois à propos d'une conclusion bien secondaire. Naturellement, le lecteur est disposé à croire que Marx lui-même ne tombera jamais dans une faute pareille, et que toutes les lois et les idées formulées et émises avant lui, il les enregistrera avec une exactitude rigoureuse. Voyons de près s'il était vraiment si correct dans ses citations, même sur une question aussi grave et aussi fondamentale que la théorie de la valeur ?

Dès les premiers mots de son introduction (2), Marx enseigne doctoralement que le premier chapitre de son ouvrage, dans lequel il traite de la théorie de la valeur, est le plus important et si difficile à comprendre que même des hommes de haute capacité, comme Lassalle, ne saisissaient pas entièrement son idée fondamentale. Il faut lui rendre cette justice : son exposé de la théorie de la valeur est vraiment difficile à lire et à saisir. Son analyse est longue et peu claire, ses exemples encombrants, ses citations quelque peu étranges... oui, étranges ; dans les dix-sept premières pages, où il considère la valeur comme le produit du travail humain, abondent des citations de Hégel, de Pietro Verri, de le Trosne, d'un auteur anonyme, de Barbon, des vers du poète Butler, de Locke et de Marx lui-*même en première place*, mais aucun d'eux, sauf Marx, ne considère la valeur comme le produit du travail.

En dépit de la difficulté, essayons de résumer ses idées fondamentales sur le sujet. Prenons toujours ses propres expressions.

1° « L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage. » (*Capital*, pages 1-2.)

2° « *Comme* valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente ; comme valeurs « d'échange », elles ne peuvent être que de différente quantité... La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste « plus qu'une qualité, *celle d'être* des produits du travail. » (Page 2.)

3° « Mais la valeur des marchandises représente purement le travail de l'homme, « une dépense de force humaine en général. » (Page 17.)

4° « Comme le taux de « la valeur » d'une marchandise « ne représente que le *quantum* de travail contenu en elle », il s'ensuit que toutes les marchandises, dans une certaine proportion, doivent être des valeurs égales. » (Page 17.)

Telles sont les idées fondamentales de « la théorie de la valeur » de Marx. Personne, avant lui, n'eut la moindre idée sur le rôle du travail créateur ? Probablement, car en ces dix-sept pages, Marx, si prodigue de citations et si sévère envers J. St. Mill, nommerait sans aucun doute un pareil auteur. Pourtant, voyons ce que dit sur le travail, par exemple, Adam Smith. Son grand ouvrage, publié un siècle avant le *Capital* de Marx, l'ouvrage qui marque toute une époque dans la science et que tout le monde cite toujours, commence comme il suit :

1° « Le *travail annuel* d'une nation est le fond primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires... et ces choses *sont toujours* ou le *produit immédiat de ce travail*, ou achetées des autres nations avec ce produit (du travail). » — (*Recherches sur la richesse des nations*, page 1.)

2° « Le *prix réel de chaque chose... c'est le travail* et la peine qu'il (l'homme) doit s'imposer pour l'obtenir... Ce qu'on achète avec de l'argent ou des marchandises *est acheté par du travail.* » (Page 35.)

3° « Le travail a été le premier prix... c'est avec le travail que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement, *et leur valeur... est précisément égale à la quantité de travail.* » (Page 35.)

4° « Le *travail est donc la mesure* réelle de *la valeur échangeable* de toute marchandise. » (Page 34.)

5° « Ainsi, *le travail*, ne variant jamais dans sa valeur propre, *est la seule mesure* réelle et définitive qui puisse servir *dans tous les temps et dans tous les lieux* à apprécier et *à comparer* la valeur de toutes les marchandises. *Il est leur prix réel.* » (Page 38.)

6° « Il parait donc évident que le *travail est la seule mesure universelle...* le seul étalon *qui puisse nous servir à comparer les valeurs* de différentes marchandises *à toutes les époques et dans tous les lieux.* » (Page 44.)

Faut-il continuer les citations ? Elle est admirable cette théorie de la valeur-travail de Marx, si mal conçue par lui, si bien exposée par A. Smith un siècle auparavant !

Est-il possible, demandera-t-on, que Marx, si sévère envers J. St. Mill pour une petite omission, ait copié A. Smith sans mentionner où il avait puisé « sa PROPRE » théorie ? Malgré toute sa monstruosité, le fait existe : dans les dix-sept premières pages, où il traite la question, A. Smith n'est même pas mentionné. C'est seulement à la page 18 qu'il cite le grand philosophe anglais ; croyez-vous que ce soit pour

(1) Voir les numéros 11 à 16.
(2) Voir *Capital*, introduction.

rendre hommage à sa clarté et à son génie? Loin de là — il cite Smith pour le combattre.

Voici la citation :

« Des quantités égales de travail doivent être « dans tous les temps et dans tous les lieux « d'une valeur égale pour le travailleur. »

Sans entrer dans les détails, il suffit d'indiquer qu'Adam Smith, après toute sa théorie, donna cette conclusion logique : — pour un ouvrier, 8 ou 10 heures de travail toujours et partout signifie la même quantité d'énergie musculaire et de capacité intellectuelle dépensée.

Marx le combat, soit! chacun a le droit de penser comme il veut, chacun a même le droit de se servir des idées des autres, mais personne n'a le droit de se les approprier.

(A suivre.) W. Tcherkesoff.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Complices. — Il faut rendre une justice à nos gouvernants : c'est que, pour une fois, ils viennent d'avoir la franchise de leur opinion. Devant l'indignation qu'avaient provoquée de divers côtés les tortures de Montjuich, ils n'avaient pas osé refuser aux exilés espagnols l'accès du territoire français. Cette hospitalité n'était cependant faite que de mauvaise grâce. En effet, ils viennent de sauter sur la première occasion pour procéder à des expulsions. L'exécution de Canovas a fourni le prétexte. C'est ainsi que, la semaine dernière, Tarrida del Marmol, un exilé lui aussi, a été invité à aller se faire torturer ailleurs. La police affirme que l'attentat d'Angiolillo n'est pour rien dans cette mesure, mais que la raison en est dans les paroles que Tarrida avait prononcées dans la réunion de dimanche précédent.

Eh bien, cette raison est pire que la première. Que Tarrida ait été expulsé par contre-coup de l'attentat d'Angiolillo, cela n'eût rien changé aux procédés habituels de la police. Personne ne s'en fût étonné. Mais le grand tort de ce libéré de Montjuich a été de venir dire aux hommes les infamies et les lâchetés sans nom qui se sont perpétrées dans les souterrains où il a passé cinq mois.

En agissant ainsi, c'est uniquement un acte d'humanité qu'il accomplissait. Il n'y a là aucune question politique.

En l'expulsant, le gouvernement français s'est purement et simplement déclaré solidaire des tortionnaires de Barcelone. Nous avions toujours affirmé que les gouvernements de tous les pays sont complices les uns des autres. Le gouvernement français vient de l'avouer. Donnons-lui acte de son aveu.

⁂

La Grande Famille. — Le capitaine dont nous parlions dans notre dernier numéro, et qui se montrait si tendre envers certains de ses soldats, a été puni disciplinairement de soixante jours de forteresse. Les délits et les crimes ne sont poursuivis devant les conseils de guerre et les tribunaux que quand ils sont commis par de simples soldats.

⁂

Le conseil de guerre de Grenoble vient d'acquitter l'adjudant Stoffati dont les brutalités avaient entraîné la mort du chasseur Rivory.

Les tortionnaires galonnés peuvent s'en donner à cœur joie. L'impunité leur est assurée.

⁂

Deux déserteurs passaient dernièrement devant le conseil de guerre du 5e corps d'armée. L'un d'eux, nommé Jolivet, l'aîné de huit enfants et n'ayant pour ce motif qu'un an de service à faire, impatienté par les injures que lui adressait le colonel président, lui lança son képi en pleine poitrine. Séance tenante, le conseil de guerre l'a condamné à mort.

Rapprochez cette condamnation de l'acquittement de Stoffati et vous aurez une haute idée de la justice militaire.

Guerre aux syndicats. — On lit dans l'*Avant-Garde* :

Les travailleurs de Condé-sur-Noireau se croyaient en droit de s'organiser et de s'entendre pour obtenir un peu plus de liberté et une légère augmentation de salaire. Se conformant scrupuleusement aux prescriptions de la loi, ils ont créé un syndicat professionnel et ont dressé les cahiers de leurs revendications.

A ces dispositions on ne peut plus pacifiques, il a été immédiatement répondu par l'envoi de troupes et de gendarmerie. Les autorités ont fait mettre sous les verrous le président du syndicat et un de ses membres les plus actifs.

Et ces deux arrestations ne paraissent point suffisantes pour réduire les grévistes à l'impuissance. Les arrestations de femmes et d'enfants se font sans interruption, et tout le syndicat est menacé du même sort que ses chefs. Le commandant du 36e de ligne, qui est là-bas chargé de l'exécution des basses œuvres de Méline, a déclaré devant de nombreux témoins « qu'on arrêterait en masse les membres du conseil syndical et du comité de la grève et que, comme cela, la grève sera finie ».

⁂

Aux Omnibus. — La Compagnie des Omnibus vient de révoquer M. Dutreicht, président du syndicat des employés, en violation flagrante de la fameuse loi de 1884. Sans doute, la Compagnie prétend que ce n'est pas parce que président du syndicat qu'elle l'a révoqué, mais parce que, dans un jugement récent, il avait été rendu *civilement responsable* d'une condamnation pour diffamation encourue par des rédacteurs du journal qu'il dirige. Ce prétexte est un pur mensonge. Car la Compagnie des Omnibus est assez ferrée en jurisprudence pour savoir qu'être rendu civilement responsable n'est pas être reconnu complice. Un maître, un patron peuvent être rendus civilement responsables d'une condamnation prononcée contre un domestique, un ouvrier, sans qu'il soit question de complicité. Mais il fallait un prétexte: on a trouvé celui-là; on aurait pu être plus adroit.

Le personnel des employés se remuait depuis quelques jours. Il y a eu même dernièrement un meeting. Il faut voir là tout simplement une tentative d'intimidation qui, espérons-le, n'aura pas plus de portée qu'un coup d'épée dans l'eau.

⁂

Les Grèves. — Les typographes de la maison Micaux, au Havre, se sont mis en grève.

Leur patron, dont le cléricalisme n'est plus à démontrer, avait émis la prétention de faire venir ses ouvriers le dimanche et de ne les payer que dans le cas où des lettres de décès lui auraient été commandées.

Les typographes ont naturellement refusé.

Le syndicat des typographes havrais, ému de cette décision, s'est immédiatement employé pour obtenir de M. Micaux qu'il revienne sur ses prétentions, mais ledit M. Micaux s'est refusé à vouloir tenir compte des revendications légitimes des ouvriers.

En présence de la grève de travailleurs sérieux, M. Micaux songe à faire appel aux élèves des frères des écoles chrétiennes.

Pourquoi M. Micaux ne demande-t-il pas des soldats au gouvernement? Celui-ci se fera un plaisir de lui en accorder avec une bonne provision de cartouches pour faire entendre raison aux grévistes.

André Girard.

Belgique.

Une imposante manifestation antimilitariste a eu lieu dimanche à Bruxelles. De toutes les provinces de la Belgique étaient accourus des milliers de citoyens. Tous les groupes, en nombre incalculable, avaient leurs bannières.

Le cortège s'est mis en marche à 11 heures du matin. Dans l'énorme et interminable colonne se trouvaient beaucoup de femmes et d'enfants chantant le *Chant du 15 août*, l'*Hymne de paix de Jacques Gueux*.

Sur tous les cartels et les banderoles placés en tête de chaque groupe figuraient des inscriptions indiquant le but de cette démonstration :

« A bas la loterie militaire! » « Plus de frontières! » « Le socialisme brisera le dernier fusil! » « Le socialisme donnera la paix! »

Grâce à la liberté de manifestation dont on jouit dans ce pays et aussi à l'absence de police, le cortège, qui se déroulait sur plus de quatre kilomètres et qui comptait plus de soixante mille citoyens, a pu parcourir les boulevards et le centre de la ville sans incidents et aux acclamations d'une foule innombrable et enthousiaste.

Brésil.

Pelotas. — Ici, les anciens esclaves qui vivent encore, demeurent accroupis du matin au soir sur le bord des trottoirs, vêtus de haillons civils ou militaires, attendant d'avoir à faire une course qui leur procurera quelques sous pour vivre. Les autres vivent de mendicité. Ils ont le loisir, dans les villes, de contempler les somptueuses habitations qu'eux ou leurs ancêtres ont bâties, habitations appartenant aux « Graand », ou capitalistes, anciens esclavagistes, possesseurs de plusieurs lieues carrées de caféiers, de nombreux bestiaux, etc.

Demandez à l'un d'eux à qui appartient telle belle maison. « A M. le baron de..., répondra-t-il; une bonne famille, très riche et qui fait beaucoup de bien au pauvre. »

Leurs fils sont maintenant des soldats de la République, ont de beaux boutons brillants et un sabre au côté pour faire peur au « grigne » ou étranger. Et, de fait, le colon évite toute familiarité avec eux. Ignorants, sots, vaniteux, vicieux et méchants, ils sont toujours prêts à suivre leur colonel, quelle que soit son opinion, monarchiste, républicain, partisan de tel ou tel, séparatiste, unitaire, etc., au premier signal d'une révolte.

Le colon, à son arrivée, a son lot de forêt, si cher, mais qu'il paiera quand il le pourra pourvu qu'il solde les intérêts; il l'entoure de quelques pieux verticaux, reliés par quelques autres horizontaux, et le tout complété de terre mouillée. Il se construit une hutte avec quelques arbres et ensemence son terrain. Sa nourriture se composera de riz, de haricots noirs, de « chimaron », de farine de manioc, etc. Car il faut endurer privation sur privation pour acheter un chariot — un rêve! — et des chevaux, afin de pouvoir porter ses produits à la ville à travers les routes défoncées, les gués des rios. Au cours de ces voyages qui durent quelquefois plusieurs jours, on se voit surpris par un orage; alors il faut passer les nuits dans son chariot en attendant que les rivières baissent.

Arrivé à la ville, il faut subir l'inspection de la police qui constate si le numéro de votre voiture date bien de l'année. Car il faut payer 50.000 reis (62 f. 50) — autrefois 10.000 — sorte d'impôt destiné à remplacer celui des portes et fenêtres qu'on a refusé de payer quand le fisc s'est présenté dans la colonie.

Il faut ainsi passer quinze ans de cette vie. Après quoi, le colon devient propriétaire! Usé, vieilli, avec des enfants illettrés et envieux qui attendent la mort des parents pour se partager la colonie ou la vendre. Beaucoup n'ont pas la patience d'attendre quinze ans; ils vont à la ville offrir leurs bras et faire baisser les salaires qui déjà sont si bas par suite de l'encombrement.

L'ouvrier brésilien reste dans la torpeur. A peine quelques groupes. Il existe notamment « la ligue operarios », mélange de patrons et d'ouvriers; mais leur seul but est de se divertir.

Au 1er mai, les ouvriers viennent, chapeau bas, prier les patrons de rendre hommage au travail et de bien vouloir fermer l'atelier. Les patrons s'y prêtent de bonne grâce et tout le monde est content.

Pendant ce temps, les gouvernants font leurs affaires, prononcent des discours patriotiques, multiplient les impôts, etc.

En somme, rien à gagner pour l'ouvrier européen à venir dans ce pays; mauvais climat sur tout le littoral, sauf sur le plateau. Il faut deux ans pour comprendre le portugais. *Indépendamment* des capitalistes, une foule de bêtes nuisibles, moustiques, rats, scorpions, cafards, énormes araignées, fourmis, serpents vous incommodent, et par-dessus tout la fièvre jaune.

H.

Espagne.

Bien que, d'après les journaux reptiliens, l'indignation ait été générale en Espagne contre le meurtrier de Canovas, on a jugé nécessaire de prendre des précautions telles pour le « juger », que cette parodie de justice a plutôt l'air d'un lâche assassinat perpétré à plusieurs contre un dans un caveau obscur. Le conseil de guerre s'est réuni brusquement dimanche, et en deux temps et trois

mouvements a condamné Angiolillo à mort. Celui-ci ayant voulu parler, le président lui imposa silence et le fit sortir de la salle.

On annonçait son exécution pour le mardi ou le mercredi — si toutefois on peut se servir du terme exécution pour qualifier un crime commis dans de telles conditions.

A. G.

Turquie.

On lit dans la presse bourgeoise :

« Il n'a pas fini, le Sultan rouge! Sa vengeance n'est pas encore satisfaite.

« Voici, en effet, la nouvelle que nous apporte le dernier courrier de Constantinople :

« Dans la nuit du 6 au 7 courant, 200 prisonniers politiques, tant Turcs qu'Arméniens, ont été extraits des prisons de Stamboul et embarqués sur le vapeur *Rezid*, qui prit aussitôt le large. Le 7 au matin, le *Rezid* rentra au port, n'ayant plus d'autres passagers que ces hommes à mine patibulaire qui se chargent des noyades des condamnés à mort dans la mer de Marmara. Parmi les victimes se trouvaient quelques officiers turcs et aussi des avocats et des médecins connus de Constantinople. »

Suisse.

Genève. — *Réalités.* — Toujours en tête des cortèges, dans celui du 1er mai, après les tambours et la musique, marchaient les élus ouvriers; puis venaient les porte-bannières, et enfin... le menu fretin.

Effectif moindre que celui des années précédentes, bien maigre pour une ville de 100.000 habitants : 400 hommes, presque tous étrangers, Allemands surtout. Comme toujours, des mouchards escortaient le cortège.

Horlogers, monteurs de boîtes, guillocheurs, graveurs, typographes et autres associations, composées, en majorité, d'ouvriers fixés dans le canton, ont refusé de prendre part à la fête. Non pas que les membres de ces unions soient hostiles à toute manifestation ouvrière — mais parce que l'expérience leur a appris combien ces démonstrations, aussi inefficaces que bruyantes, sont exploitées par des individus brûlant de divorcer avec l'atelier.

Dans ces fêtes, les meneurs racolent des votards en débitant force vieux clichés sur le capital, sans jamais faire aucune proposition ferme — ils s'en gardent bien! — Ce qu'ils cherchent, c'est d'être élu ou réélu et d'obtenir l'assiette au beurre.

Autre danger : pour être expulsés, il suffit aux ouvriers étrangers supposés capables d'organiser une grève de paraître à la fête du 1er mai.

« La méfiance existe chez les ouvriers; ils forment en réalité la majorité du corps électoral et cependant ils ne représentent au grand Conseil que le 7 0/0 de la représentation nationale. »

A l'encontre des ouvriers venus du dehors, les ouvriers du canton de Genève savent que, depuis 1846, ceux des leurs qui ont sollicité les bulletins de vote et prétendu représenter les intérêts des travailleurs se sont tous hâtés — c'est à peine s'il y a une ou deux exceptions — de leur fausser compagnie aussitôt qu'une offre d'être entretenu par la caisse publique s'est présentée.

Directeurs de prisons, directeurs de maisons de santé, chefs de bureau, juges, assesseurs, greffiers, commissaires de police, sous-secrétaire ouvrier, etc., etc., voilà ce que sont devenus les meneurs.

Ils se sont assagis, selon l'ironique expression du *Journal de Genève*; oui, assagis aussitôt que la timbale leur a été promise par quelque chef conservateur ou radical.

Rien n'a été plus fatal au développement de la classe ouvrière, rien n'a plus contribué à ruiner l'influence de l'élément ouvrier dans les affaires économiques, que cette prostitution.

L'ouvrier genevois est tombé dans une situation plus dépendante, plus précaire que celle qu'il occupait il y a cinquante ans. Il y a cinquante ans, les aristocrates n'auraient pas osé s'attribuer publiquement du 15 pour cent sur des approvisionnements. Aujourd'hui, sur le pain quotidien de l'ouvrier, des capitalistes, ses chers concitoyens, prélèvent le 60 pour cent; et muni de tous ses droits politiques, légalement représenté dans les conseils, l'esclave moderne subit cette épouvantable usure, sans même avoir la possibilité de faire entendre ses protestations

. . . .

Pas davantage que les élections, la fête du 1er mai ne peut changer un pareil état de choses. Au lieu d'écouter ceux qu'un traitement officiel a faits bourgeois, ou ceux qui s'apprêtent à les lâcher, les ouvriers ont mieux à faire. Ce n'est pas avec des élections, ni avec des fêtes ouvrières, que les ouvriers et employés du Nord-Est ont fait capituler la direction d'une puissante compagnie de chemins de fer.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Paris. — Le lundi 23 août, à 8 h. 1/2, réunion du groupe indépendant des ouvriers cordonniers (cousu main) au local, 17, rue Caulaincourt.

Ordre du jour : L'œuvre du groupe, ce qu'il a fait et ce qui est à faire.

∴

Tous les camarades ainsi que les partisans d'une école libertaire (1) sont invités à s'entendre pour la formation d'un groupe où seraient perçues des cotisations en vue de former une caisse qui servirait à : 1° construire un hall aménagé pour servir à une salle d'école, salle de réunions, bibliothèque, etc.; — 2° impression d'affiches, brochures, manifestes, etc.; — 3° caisse pour venir en aide aux familles des camarades emprisonnés, expulsés, etc.; — 4° création d'un journal quotidien.

On se réunira salle Gallerau, 53, rue des Archives, le samedi 21 août, à 8 h. 1/2 du soir.

∴

Dans le but d'aider les camarades qui ont peu de ressources et qui désireraient quand même se procurer l'*Humanité Nouvelle*, cette revue a créé des abonnements mensuels, payables en timbres-poste.

Il suffit d'envoyer chaque mois 1 franc en timbres-poste pour recevoir franco, en France ou en Belgique, le numéro du mois.

S'adresser aux bureaux de l'*Humanité Nouvelle*, 5, impasse de Béarn, Paris.

Le numéro de juillet vient de paraître, contenant, entre autres, la description d'une école à tendances libertaires en Angleterre, la biographie de Geliaboff, etc.

Dorénavant, l'*Humanité Nouvelle* paraîtra sous la direction de Hamon.

∴

Bibliothèque sociale de Montmartre. — Samedi 21 courant, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par Broussouloux.

∴

Clichy-Levallois. — Les Libertaires organisent pour le 23 août, à 8 h. 1/2, salle du Téléphone, boulevard National, une réunion contradictoire à laquelle ils invitent tous les socialistes et les partisans de la grève générale.

Le camarade Robineau prendra la parole sur ce sujet.

Entrée libre.

∴

Reims. — Tous les copains sont invités à se réunir le samedi 21 août, à 8 h. 1/2 du soir, au *Cruchon d'Or*, rue de Cernay.

Causerie par un camarade; chants et poésies.

∴

Marseille. — Le camarade Vidal prie ceux qui auraient des lettres ou communications à lui envoyer de les adresser au Bar des Vignobles, rue de la République (passage des Folies-Bergère).

∴

Les camarades se réunissent Bar des Vignobles, rue de la République (passage des Folies-Bergère).

∴

Les camarades qui correspondaient avec le camarade V. Rappalle sont priés d'interrompre toute correspondance : les lettres n'arrivent plus à destination.

∴

Grèce (Athènes). — Vient de paraître, dans cette ville, *Le Combat*, imprimé en français, qui nous paraît avoir de fortes tendances libertaires et révolutionnaires. Bonne chance à ce camarade.

Adresse : rue Logothète.

(1) Nous avons reçu cette convocation et nous l'insérons, mais nous tenons à faire observer qu'elle n'émane pas du groupe, déjà existant, qui s'occupe de la création d'une école libertaire.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Circulaire n° 15, série A, du *Musée Social*, 5, rue Las Cases : *Le Mouvement syndical en France et le Congrès corporatif de Tours.*

La Tribu d'Isidore, par V. Joze, chez Antony et Cie, 8, rue du Faubourg-Montmartre.

Orient et Madagascar, par L. Guétant; broch., 1 fr., chez Stock.

Esthète, par Jehan Marchadier, Société libre d'édition des Gens de Lettres, 12, rue d'Ulm.

Honduras literaria, coleccion de *escritos en prosa y verso*, par Romulo E. Duron, Tegucigalpa.

A lire :

L'homme seul, Séverine, *Echo de Paris*, 13 août.
La Force, J. Rocher, *Bourguignon Salé*, 14 août.
Comme pour Pichegru, H. Rochefort, *Intransigeant*, 18 août.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

D'un journal réactionnaire :

« . . . Quand il s'agit d'un Canovas, l'indignation reste également générale contre son misérable assassin, mais les hommes impartiaux qui songent aux affreuses tortures infligées aux prisonniers de Montjuich (dont la plupart ont dû être relâchés comme innocents) ne peuvent s'empêcher de dire : « Peut-être que, s'il n'y avait pas eu de bourreau, il n'y aurait pas eu de meurtrier. »

(*Le Genevois*, 11 août.)

PETITE CORRESPONDANCE

M. T., à Podensac. — Votre souscription est en tête de la liste des sommes reçues par le groupe des E. publiée dans le n° 10.

R., à Roanne. — Cela ira comme cela.

L., à Epinal. — Revoyez les listes; vous y trouverez l'accusé de réception des 6 fr. 50.

Daupinx, Clamecy. — 1° Pour le dépositaire, 0 fr. 07 l'exemplaire; 2° l'*Etat* paraîtra en volume à 3 fr. 50; 3° je ne connais pas le livre de de Greef. Bon pour le reste.

Reçu pour les réfugiés espagnols : J., à Darnétal, 0 fr. 50. — L. C., à Salon, 3 fr. 50. — Un instituteur, 1 fr. — Noël, 5 fr. — En tout : 10 fr. — Listes précédentes : 321 fr. 40. Total général : 331 fr. 40.

Le groupe des Et. S. R. I. a expédié : à P., à Marseille, en deux envois : 40 fr.; à J. L., à Perpignan, 20 fr; à Perry, à Londres, 40 fr. Ce qui, avec les 60 fr. expédiés directement par nous, fait un total de 160 fr. dont il a été disposé.

Reçu pour le journal : A. C. A., à Estagel, 0 fr. 50. — M. T., à Podensac, 6 fr. 50. — *De chacun selon ses moyens :* Un camarade, 5 fr. — L. M., à Bradford, 1 fr. 10. — V. C., 1 fr. 20. — J. C., 0 fr. 30. — N., à Alais, 1 fr. 10. M., à Nonancourt, 0 fr. 25. — Un instituteur, 2 fr. — Un ami, 1 fr. — Deux pauvres diables, 2 fr. — Largesse, 2 fr. — De Pelotas : Gaston, 2.000 reis; F. Hébert, 2.000; Victor C. C., 2.000; Lastié, 1.000; Un poivrot, 500; Lallemand, 1.000; Hamon, 2.000; Gontier, 2.000; Babarin, 2.000; Auger, 1.000; Félix Bovine, 1.000; Auguste Silence, 2.000. En tout, 18.500 reis; au change, environ 20 à 23 fr. — Auguste et Marianne, 2 fr. — V., à Nîmes, 6 fr. 80. — Noël, 5 fr. — Un anarchiste beaujolais, 20 fr. — O. K., 1 fr. 95. — G. L., à Rive-de-Gier, 0 fr. 25. — L., à Epinal, 1 fr. 50. — D., à La Haye, 1 fr. — Merci à tous.

Mme H., à Alais. — G., à Carmaux. — B., à Angers. — F., à Saint-Denis. — M. A., à Naples. — B., à Brest. — C., à Toulon. — J. M., à Roubaix. — B., à Nantes. — B., à Saint-Marcellin. — J., à Châlons. — B., à Roncegno. — C., à Grenoble. — M. P. J., à Thuir. — E. R., à Sciez. — Buenos-Ayres. — C., à Béziers. — H., à Londres. — F., à Amiens. — M., à Saint-Aubin. — T., à Droituriers. — M., à Troyes. — F., à Manosque. — C., au Havre. — P., à Lyon. — P., à Creissels. — P., à Reims. — T., à Arad. — G., à Malines. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desfchers.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 18 — DIX CENTIMES — DU 28 AOUT AU 3 SEPTEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Nous paraissons encore cette semaine sans supplément, bien que, de divers côtés, nous ayons reçu 200 francs de souscription en réponse à notre circulaire. Cela tient à ce que divers dépositaires, malgré la situation, malgré les lettres pressantes à eux adressées, n'ont pas cru devoir nous envoyer leur règlement mensuel. Nous ne les en remercions pas.

Prière aux amis de patienter. Nous en sommes aussi fâchés qu'eux. C'est un mauvais moment à passer : nous espérons, le mois prochain, paraître plus souvent au complet. Nous avons cru préférable de supprimer plus souvent le supplément, que d'interrompre tout le numéro pour une semaine ou deux.

Si certains de nos lecteurs ne trouvent pas le journal chez leur dépositaire habituel, c'est que l'envoi aura été cessé faute de règlement.

LA MORALE DE L'ÉTAT

Sous le titre : « Comment l'Etat enseigne la morale » (1), le groupe des Etudiants Socialistes-Révolutionnaires - Internationalistes vient de faire paraître un très intéressant ouvrage. Patiemment, consciencieusement, les auteurs de ce livre ont noté et recueilli les contradictions, les imbécillités, les sophismes de toute espèce qui fourmillent dans les divers cours et écrits des professeurs officiels de morale et dont le rapprochement, à l'effet burlesque, nous édifie sur la logique et la sincérité de ceux qui prétendent se charger de l'éducation du peuple.

Oui, il est terriblement édifiant, ce livre qui nous dévoile les grossiers mensonges, les hypocrisies, les appétits mal dissimulés, les égoïstes et mesquins intérêts de caste qui inspirent l'enseignement civique et obligatoire. La platitude, la courtisanerie, le servilisme, l'abaissement des caractères est le but sans interruption visé. Annihiler tout esprit d'initiative, étouffer la personnalité, couler toutes les individualités dans un moule uniforme de soumission, de routine, d'abnégation, de résignation, de respect, de manière à former un peuple d'automates manœuvrant docilement au doigt et à l'œil, saluant, se prosternant, se vautrant à plat ventre aux pieds de tout fantoche titré ou galonné, faire de l'autorité une divinité, une vertu de l'obéissance, ce renoncement de sa volonté à celle du premier venu, inculquer l'horreur du mieux et émasculer toute perfectibilité par un éloge constant, non de la modestie, mais de la médiocrité, écraser dans le principe toute velléité d'élévation, toute aspiration idéale chez l'ouvrier, par un terre-à-terre voulu, calculé, imposé, affermir en l'esprit du jeune bourgeois les préjugés de classe que n'entament pas — au contraire ! — quelques conseils de « bonté », de « charité », de « sollicitude » pour ainsi dire paternelles et toutes condescendantes, en un mot perpétuer en les érigeant en fatalités, en les systématisant en lois immuables et incontestées, tous les crimes, toutes les injustices qui résultent de l'organisation présente, telle est l'œuvre à laquelle s'attache la bourgeoisie !

(1) 1 vol., 1 fr. 50, dans nos bureaux et à la *Librairie Socialiste*, 51, rue Saint-Sauveur.

Le livre des étudiants est, à ma connaissance, le premier qui ait osé dénoncer ce naufrage des intelligences organisé par l'Etat en vue d'une domination souveraine sur une nation de cadavres. A ce titre, quelle que soit parfois la trop grande sobriété et l'insuffisance de sa critique qui s'attaque trop souvent à la forme, aux fautes de logique, aux contradictions plutôt qu'au fond même de l'enseignement officiel, ce livre, par la lutte qu'il ouvre, mérite une mention toute spéciale. C'est plus qu'un livre, c'est une bonne action.

⁂

Nous avons souvent, ici ou ailleurs, signalé l'immoralité de l'enseignement officiel. Mais nos critiques, nos indignations portaient sur des généralités. C'est en bloc que nous rejetions l'enseignement de l'Etat en raison de son esprit général imbu d'autoritarisme, de patriotisme et de ploutolâtrie. Le livre du groupe des étudiants précise, documente ses attaques par d'incessantes citations qui mettent en lumière les bas calculs, les mesquineries intéressées qui visiblement inspirent les méthodes éducatrices de l'Etat.

Cette lecture est à la fois comique et révoltante. Comique par la maladresse des mensonges, la grossièreté des ficelles, l'énormité des contradictions. Révoltante par la démoralisation qu'un pareil enseignement doit infiltrer dans les jeunes cerveaux, l'abêtissement, l'avachissement qu'il y répand à plaisir dans un but d'asservissement plus commode, plus incontesté, et de consolidation des prérogatives de la classe dont l'Etat est, par essence, le protecteur.

C'est grotesque et ignoble. Etablissant des principes de morale *théorique*, on nous parle de l'inviolabilité de l'individu, de sa liberté, de ses droits sacrés, et particulièrement de celui qu'on lui reconnaît de résister *par la force* (1) à toute atteinte à son inviolabilité.

« L'idéal moral consiste, pour l'homme, dit M. Boirac, dans la conservation et le respect de sa nature, dans le libre et harmonieux épanouissement de toutes ses facultés sous l'empire de la raison, dans l'égale dignité et l'égale indépendance de toutes les personnes humaines, dans leur intime union par l'amour (2). »

(1) Voir page 14.
(2) Page 15.

C'est superbe, dira-t-on, et quel enseignement précieux doit découler de principes aussi élevés que ne désavouerait pas l'anarchiste le plus idéaliste.

Oui, mais on oublie que ce n'est là que théorie, pure spéculation, sorte de sport philosophique, n'engageant à rien, pas même à la logique quand il s'agit de passer à l'application des principes.

L'application, en effet, demande plus de circonspection. Là les intérêts s'éveillent, les appétits deviennent attentifs; une surveillance rigoureuse est nécessaire pour écarter tout ce qui serait susceptible de porter ombrage aux privilèges oppressifs de la classe régnante, aux injustices, aux crimes qui les étayent, pour maintenir autour des intelligences une obscurité propice aux détournements sournois, à l'orgiaque curée dont le petit paye les frais. Combien commode est la cécité des consciences, pour la perpétration des louches besognes, la réalisation des infâmes trafics et des spoliations sans nombre qui caractérisent la société capitaliste !

Aussi, si en théorie on vante la dignité et l'indépendance humaines, l'épanouissement de toutes les facultés de l'individu, dans la pratique enseignera-t-on tout le contraire.

Dans la pratique, « la conservation et le respect de sa nature » consistera pour l'homme à contrarier tous ses instincts, à refouler toutes ses aspirations, à torturer, déformer, estropier sa nature pour arriver à la modeler suivant un type prescrit par des lois arbitraires que dictèrent jadis l'égoïsme, l'intérêt particulier et l'ignorance. Il « épanouira librement et harmonieusement toutes ses facultés » par une soumission de tous les instants, par une abnégation constante de sa volonté, une subordination, un sacrifice sans restriction de ses désirs, de ses joies, de son bonheur, à ceux soit de ses parents pour l'enfant, de son mari pour la femme, des dirigeants pour tous, en hypnotisant tout son être vers un seul objectif, la discipline, tant civile que militaire, au nom de laquelle on exigera de lui qu'il annihile son intelligence, qu'il impose silence à son cœur, qu'il renonce à toute personnalité. Ses facultés, il sera « harmonieusement libre » de les épanouir « toutes » *en principe*, mais *en réalité* il lui faudra s'évertuer — et on l'y obligera, ce qui est pire — à les atrophier, à les humilier, à les assouplir jusqu'à la platitude, car la question du ventre prime et qu'il n'est de pain que pour les courtisans et pour les valets.

Ligottez un homme du haut jusqu'en bas, enserrez fortement ses quatre membres et sa tête en des liens solides, de façon à lui rendre tout mouvement impossible; puis enseignez-lui qu'il est libre d'aller et de venir à son gré, sans restriction, et vous aurez l'*image* de la logique et de la loyauté officielles. Je n'exagère rien; les citations abondent. Que ceux qui croient à l'hyperbole les consultent.

C'est ainsi, encore, que « l'égale dignité et

l'égale indépendance de toutes les personnes humaines », on les lui montrera dans le servile respect d'*une hiérarchie* basée sur la fortune, l'intrigue, le charlatanisme ou la violence, et dont chaque échelon ne lui sera magistralement présenté qu'auréolé d'un nimbe sacro-saint, aussi intangible que l'arche hébraïque au *fatal* contact. Cette hiérarchie se retrouve partout. Dans la famille, le père est maître absolu; la femme doit à son mari « obéissance et soumission »: elle observera une morale plus rigoureuse que son époux, car « des fautes légères, chez l'homme, deviennent chez la femme des défauts considérables et même des vices (1) ». Tel est, en effet, l'avantage qui s'attache aux situations plus infimes. Plus bas est l'échelon, plus sévère doit être la conduite. Pour la femme, *bien qu'* « égales soient sa dignité et son indépendance à celles de toute autre personne humaine », une instruction rudimentaire sera de rigueur, car, « s'il est excellent de connaître l'orthographe, il est nécessaire de savoir faire un lit et laver les vitres » (2). Aussi « balayer, faire la soupe, laver la vaisselle, ce seront là les occupations *de toute sa vie* » (3). Egalité, dignité, indépendance!

Les enfants doivent à leurs parents une obéissance passive, car « sans obéissance, dit M. Ch. Dupuy, il n'y a ni respect ni amour ». — Pour aimer, il faut obéir! — Parmi les enfants eux-mêmes, une hiérarchie s'établira suivant l'âge, le plus jeune obéissant à l'aîné. Le reste à l'avenant.

Enfin « l'intime union, par l'amour, de toutes les personnes humaines » (4), est enseignée aussi loyalement, par une exaltation haineuse suscitée et entretenue contre l'étranger, par une glorification du militarisme, c'est-à-dire du métier de tuer, par une apologie continuelle de la guerre durant laquelle « faire du mal devient un droit, détruire et brûler, un devoir, tuer et se faire tuer, une vertu » (5). Tout sera mis en œuvre pour développer dans l'esprit de l'enfant ces instincts sanguinaires à qui les intérêts capitalistes peuvent avoir un jour à faire appel. Des chansons odieuses, qui ne laissent rien à envier aux chants des plus féroces cannibales, seconderont cet enseignement :

> On va leur percer le flanc,
> Rantan, rantanplan, tirelire,
> On va leur percer le flanc,
> Nous allons rire (6).

ou bien :

> Chant du glaive de bataille
> Cher au dur guerrier!
> Il fera plus d'une entaille,
> Il fera crier.
> Tann! Tann! dir! oh! dir!
> Bois le sang et mords la chair.
> Tu vas resplendir,
> Glaive au rouge éclair (7).

Voilà par quelles ignominies on inculque dans les cerveaux d'enfants l'esprit « d'une intime union, par l'amour, entre toutes les personnes humaines »! Par des chants qui semblent les rondes infernales dont s'accompagne, chez les sauvages, la danse du scalp!

Voilà la morale de l'Etat!

⁂

On le voit, son seul objectif, en dépit des purs principes dont elle prétend s'inspirer, est de façonner non des hommes, mais des serviteurs dociles et passifs, prêts à donner leur sang et leur vie sur un signe de leurs maîtres (8). Pour ce faire, on triturera les jeunes cerveaux si malléables, on y infiltrera la démoralisation la plus abjecte et la plus servile, on les hypnotisera par le spectre tricolore du chauvinisme, on leur ressassera que la liberté consiste à obéir, *l'intelligence* à croire sans comprendre, la dignité *à s'avilir*, *l'indépendance* à s'enchaîner, l'amour à tuer; que l'égalité implique des privilèges; que, s'il y a des droits, il est criminel, ou tout au moins immoral, de les prétendre exercer, et qu'en tous cas, ils sont contre-balancés par de nombreux devoirs desquels on ne saurait, sans sacrilège, s'affranchir. Puis, quand le fruit sera mûr, quand le jeune homme sera suffisamment imbu de préjugés d'abnégation, de dévouement et de renoncement, on l'enverra défendre au loin les intérêts capitalistes, ou on les lui fera consolider, à l'intérieur, par une fusillade nourrie de ses frères de misère!

Il est des matrones qui s'emparent, dès le jeune âge, par une *domination* tyrannique et savamment méthodique, de l'intelligence de leur frêle enfant, la pressurent et la pétrissent conformément à leur but infâme, s'attachant à étouffer toute velléité de résistance éventuelle, et, quand la fillette est docile à point, livrent ses charmes graciles à quelque vieux gredin, mais riche.

Ainsi procède l'Etat, entremetteur du capital.

Il importe donc à tout prix de soustraire à cette pernicieuse influence le plus d'intelligences qu'il se pourra. C'est un sauvetage qui s'impose, et que, pour notre part, nous tenterons d'opérer par notre école d'enseignement libertaire. Il ne faut pas, sans réagir, laisser se continuer cette œuvre abominable de démoralisation. Bien que toutes les précautions de l'Etat soient prises contre toute concurrence et qu'il s'arroge le droit de fermer toute école où se propage un enseignement « contraire à la morale » — à *sa* morale! — et « aux lois », il importe de combattre cet obscurantisme systématique en faisant jaillir, en ces ténèbres, ne fût-ce que quelques modestes étincelles susceptibles de faire apercevoir à quelques esprits en quelle horreur, en quelle abjection on les maintient.

C'est une œuvre à laquelle, espérons-le, s'attacheront tous les gens de cœur et les amis de la liberté.

André Girard.

(1) Page 98.
(2) Page 99.
(3) *Ibid.*
(4) Page 101.
(5) Page 144.
(6) Page 149.
(7) *Ibid.*
(8) On lit, en effet, à la page 164 : « La bravoure du soldat est l'élan, la vigueur avec lesquels il doit marcher droit au feu sur un signe de son chef. »

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Le conseil de guerre de Grenoble, celui-là même qui acquitta l'adjudant Stoffati poursuivi pour l'assassinat du soldat Rivory, prononça le même jour les condamnations suivantes :

Le soldat Gauthier, canonnier, *trois mois* de prison pour avoir volé quelques sous à un de ses camarades.

Le réserviste Miquel, *un an* de prison pour insoumission.

Le soldat Dalmayrac, canonnier, *deux ans* de prison pour désertion à l'intérieur.

Le vol, l'insoumission, la désertion sont des cas pendables comparés à l'assassinat qui n'est même pas un délit.

O puissance de l'esprit de discipline qui métamorphose ainsi les actes hunains!

⁂

Le Bourgeois gentilhomme. — M. Jourdain est parti en voyage. Il va voir son cousin, souverain d'un grand Etat. Auparavant M. Jourdain a pris le soin de réorganiser son train de maison et de faire la révision de son personnel. Outre son maître à danser, son professeur de maintien, son habilleur, son maquilleur particulier, etc., il a jugé à propos de s'adjoindre un chambellan supplémentaire dont la spécialité était insoupçonnée de son poète ordinaire, cet excellent M. Poquelin. Ce serviteur nouveau est préposé aux poudres — poudre d'escampette — quand il s'agit de voyage. Ses attributions consistent à faire éclater, quelques instants après le passage de son maître, un tube bourré de poudre de lycopode dans l'intention louable de rehausser la noblesse fraîche émoulue et le prestige panaché de solide roture de M. Jourdain.

M. Jourdain va à la cour. Parmi toute cette « haute aristocratie », si imbue des préjugés de sa caste, il va parader, faire la roue, étaler les charmes personnels que lui a révélés son conseiller des grâces. Humble, cependant, en présence de si grands personnages, il aura le tact de rappeler par son attitude empressée et déférente son origine obscure et démocratique. Nul doute aussi que les gens de la cour accueillent avec la plus condescendante indulgence ses involontaires fautes de savoir-vivre et ses pataquès contre l'étiquette.

Le bon peuple, lui, aux frais de qui M. Jourdain voyage, exulte à la pensée qu'une grande chose se passe, dans les brillants salons de Sa Majesté.

⁂

Le Pain. — Pendant ce temps, ce bon peuple paie son pain de plus en plus cher. La hausse du pain, uniquement provoquée par la spéculation et l'accaparement — manœuvre interdite par une loi qui n'existe que nominalement — a rouvert la querelle entre protectionnistes et libre-échangistes. Ceux-ci reprochent à ceux-là, et avec raison, d'être la cause de cette hausse, favorisée par les droits établis sur les blés étrangers, et proposent comme remède la diminution ou la suppression de ces droits. Sans doute, *théoriquement*, si le blé étranger est diminué des 7 francs de droits dont il est imposé, il doit coûter 7 francs de moins et amener un abaissement dans le prix des farines et conséquemment du pain. Mais il faut compter avec la spéculation. Le blé français ne pourra pas, si la suppression de ces droits a lieu, abaisser lui aussi son prix. Qu'arrivera-t-il? C'est que les spéculateurs vendront le blé étranger à un prix de très peu inférieur à celui du blé français, et empocheront le bénéfice des droits suspendus.

Donc libre-échange ou protection sont deux remèdes insuffisants. Ce qu'il faut, c'est empêcher toute spéculation. Ce résultat ne peut être atteint qu'en détruisant la cause de la spéculation, qui n'est autre que l'appropriation individuelle des richesses sociales par quelques-uns. Le retour de ces richesses à la communauté rendra toute spéculation impossible. La révolution seule atteindra ce résultat.

⁂

L'Autorité. — Avis à ceux qui s'imaginent que l'autorité est nécessaire pour maintenir l'ordre entre les hommes qui, sans elle, se dévoreraient jusqu'au dernier.

A Angoulême, depuis l'installation d'un marché couvert, le conseil municipal n'a pas encore pu arriver à élaborer un règlement durable auquel puissent se rapporter les marchands qui viennent y apporter leurs marchandises.

Tous les huit ou quinze jours on change le règlement et les marchands doivent aller fréquemment consulter les affiches pour voir s'il n'y a rien de changé.

Comme la halle n'a pas les dimensions qu'il faudrait, il est certaines marchandises qui, d'après le règlement, doivent être vendues au dehors. Cet article du règlement occasionne de nombreux procès-verbaux dressés contre quiconque vend au dedans des marchandises qui doivent être vendues au dehors et *vice versa*.

A midi, la vente doit être terminée. Si, à midi dix minutes, quelques paniers ne sont pas encore emportés, procès-verbal et amende.

Les procès sont nombreux chaque semaine et, outre le droit de place, la ville a un joli revenu. Des protestations nombreuses se sont élevées. Mais à quoi bon? La force ne prime-t-elle pas le droit?

Si donc, au lieu d'intervenir, l'autorité municipale laissait les marchands s'arranger entre eux, pense-t-on que le marché serait plus mal organisé? Il me semble que non.

André Girard.

Angleterre.

Depuis notre dernière correspondance concernant la grève des ingénieurs, les patrons ont fait un effort désespéré, et maintenant, paraît-il, la lutte va devenir plus acharnée et décisive. La société des patrons (The Employers' Federation) a déployé partout une énergie surprenante; de-ci de-là ils ont eu

quelques succès, notamment dans le nord-est de l'Écosse. Là, la semaine dernière, à une conférence organisée par la Fédération, plusieurs patrons se sont prononcés contre la journée de huit heures. Aussi vient-on de fermer plusieurs ateliers de mécanique à Sheffield et à Oldham; d'autres suivront bientôt, c'est certain. Mais les ouvriers sont très déterminés. Ils voient clairement que les patrons veulent briser leur organisation ou du moins rendre sa puissance inutile. Les patrons perçoivent, eux aussi, clairement le danger de ce mouvement pour leurs intérêts, et que, s'ils ne mettent obstacle aux revendications des travailleurs, quelque jour prochain les travailleurs les mettront tout à fait à la porte. Ainsi, la lutte sera plus longue que nous ne l'avions pensé premièrement.

Ce qui est curieux, c'est que tandis que les patrons ferment les portes des ateliers dans la campagne, à Londres, la seule ville où les ingénieurs aient demandé la journée de huit heures, la cause des travailleurs est à peu près gagnée. Presque chaque jour il y a une nouvelle concession, et maintenant le nombre des ateliers où cette revendication est accordée dépasse 200.

Le compte rendu que l'Amalgamated Society of Engineers vient de publier en leur journal d'août donne beaucoup d'espoir et ne donnait aucun signe de faiblesse en leur position. Durant le second trimestre de l'année 1897, le total des fonds à leur disposition était de plus de 300.000 livres. Il faut ajouter que le dernier compte rendu mensuel nous donne des chiffres encore plus forts. Quant au nombre des ouvriers sans travail, affectés par la grève et le *lock-out*, en voici le tableau :

Engineers	24.500
Allied Trades	10.000
Non Unionists	1.000
Unskilled Labourers	10.000
Total...	45.500

Il y en aurait maintenant à ajouter. Pour les travailleurs, la lutte peut continuer longtemps. Plusieurs syndicats sympathiques commencent à contribuer par leur argent et le syndicat des travailleurs du métal d'Autriche a envoyé 25 livres la semaine dernière.

A Leeds, il y a eu des manifestations un peu troublées. La semaine dernière, alors que les hommes qui ont continué à travailler allaient reprendre le travail après déjeuner, les grévistes ont voulu les en empêcher et un combat s'en est suivi. En peu de temps, la police est arrivée et un gréviste qu'on dit être le chef fut arrêté. Cependant il fut bientôt relâché. Mais, depuis cette affaire, les patrons de cet atelier ont eu peur de continuer le travail et ils ont fermé.

***

L'exécution de Canovas n'a provoqué ici aucune consternation. Beaucoup des journaux « très respectables » ont parlé de cette affaire comme une chose attendue. Ailleurs, plusieurs ont affecté une profonde horreur, car il faut être bien payé; mais l'émotion et la grande vénération exprimées étaient néanmoins très artificielles. Il y a eu, dimanche, un grand meeting en faveur des Espagnols expulsés, à Trafalgar Square, et quelques journaux, évidemment inspirés par la police, avaient manifesté leur surprise que le gouvernement anglais laissât les anarchistes faire une manifestation comme celle-là; quoique n'étant pas exclusivement composé d'anarchistes, mais assez mélangé de tous les socialistes et de sociétés de nuances avancées, on a fait tout ce qu'on a pu pour prévenir l'opinion publique contre ce meeting.

Mais il a eu lieu cependant et a été une imposante manifestation à laquelle ont pris part environ dix mille assistants.

***

Le dimanche précédent, il y avait eu à Glasgow (Écosse) une grande démonstration de protestation contre les tortures du gouvernement espagnol. Gana, qui était présent, a été bien accueilli et, malgré la pluie, plus de 1.500 personnes sont restées à entendre les discours. Une résolution a été votée contre le gouvernement espagnol et on a réclamé la liberté des prisonniers encore détenus. C. K.

***

Londres. — Dimanche, à 3 heures 1/2, a eu lieu un meeting à Trafalgar Square : une masse compacte d'environ dix mille personnes écoutait les récits des tortures infligées aux Espagnols dans la forteresse de Montjuich; pendant plus d'une heure tout se passa avec un grand calme, les discours étaient soulignés de nombreux bravos enthousiastes.

Quand, tout à coup, à un coin de la place on entend chanter une dizaine d'individus parmi lesquels on reconnaissait plusieurs détectives (mouchards), les autres étaient de pauvres malheureux soudoyés d'une pièce de six pence ou d'un shelling pour venir faire du bruit. Nous n'avons même pas eu de peine à apprendre qui soudoyait ces malheureux, quand tous les camarades espagnols récemment arrivés nous dirent avoir reconnu qui *trois policiers secrets de Barcelone*, qui *quatre et cinq*.

Le truc était éventé.

On sentit bien là l'œuvre basse et vile des jésuites inquisiteurs, mais cette canaillerie noire cousue de fil blanc ne laissa aucun doute dans l'esprit des assistants.

Donc, ne pouvant réellement troubler ce grand meeting, ils se rattrapèrent quand tout fut fini en suivant les camarades espagnols, en insultant à dix un homme seul. Pour éviter la bousculade qui s'engageait, je fis même monter Gana dans un fiacre, pendant que Térésa prenait un omnibus. Quelques mouchards eurent les yeux pochés.

Ce que nous comprenons, c'est que le gouvernement espagnol voudrait que les agences dissent que leurs sujets bannis ont été hués, tandis qu'ils ont partout été acclamés par le peuple anglais.

Espagne.

A Valença do Minho (frontière portugaise), on a saisi une caisse contenant 80 exemplaires de la brochure *La Barbarie gouvernementale en Espagne*, et le camarade qui allait l'enregistrer pour Lisbonne a été arrêté.

Le gouvernement portugais, qui a également sur la conscience pas mal d'atrocités à l'égard de nos camarades à faire oublier, prête la main à étouffer la vérité sur les événements d'Espagne. Mais ils ont beau faire, ils n'arrêteront plus la vérité qui se fait jour de toutes parts.

Les camarades qui s'occupent de la *Bibliothèque du Corsario* ont reçu pour continuer leur œuvre : 75 pesetas du compagnon Stenzel de Londres, et, de la même localité, 50 pesetas du compagnon B. Rocher.

***

Les tortionnaires inquisiteurs d'Espagne ont tenu à venger leur grand chef. Michel Angiolillo, après avoir passé pour la forme devant quelques galonnés jouant la comédie de la justice, a été garrotté. Il a marché au supplice avec le calme et la dignité qui caractérisent une conscience tranquille, dédaigneuse de toute la valetaille et la prêtraille criminelles empressées à le torturer jusqu'au dernier moment.

Sa mort ne fait que continuer le duel engagé entre le peuple d'Espagne et son gouvernement, entre la liberté et l'autorité.

Italie.

Du « domicilio coatto » (domicile forcé).

Un nouvel assassinat. — La torture en Italie.

Egidio Bertozzi, de Pise, envoyé au domicile forcé en vertu des lois d'exception, est mort dans les antres de l'Inquisition à Gavi, et a *été trouvé mort avec la camisole de force*.

Moi qui ai connu son tempérament de rebelle et d'indomptable, j'ai la ferme conviction qu'il a été lâchement assassiné.

Quel délit avait donc commis le pauvre Bertozzi pour être traité comme une bête féroce?

Voici : voulant, d'accord avec quelques compagnons, rappeler au public la date glorieuse de la proclamation de la Commune de Paris, il fit quelques petits manifestes manuscrits — non incriminables — et fut pour cela condamné par le conseil de discipline à six mois d'isolement dans la maison de réclusion de Gavi.

Voici brièvement le régime infligé dans cet enfer, et la vie qu'on y mène : cellules étroites, privées d'air et de lumière, destinées autrefois à la punition des condamnés à la réclusion, lesquels toutefois n'y pouvaient être enfermés plus d'un mois, eu égard à l'insalubrité de ces cellules; sur trois jours l'un comporte pain sec et eau; privation de promenade en plein air; privation de la moindre communication entre le prisonnier et la famille pendant toute la durée de la punition; défense d'acheter quoi que ce soit, fût-ce même du pain; silence absolu. Pour la plus petite observation, ou même tout simplement en cas de malveillance d'un gardien, les fers aux mains et aux pieds et la camisole de force entrent en jeu, et si le prisonnier fait la moindre protestation, fût-ce un froncement des sourcils, il attrape des coups de poing, des coups de pied et pire encore.

Le compagnon qui nous a apporté la nouvelle de la mort du malheureux Bertozzi m'assure qu'il est difficile d'en sortir vivant, ou du moins exempt de tuberculose, après cinq mois de ce régime; et tuberculeux sont devenus plusieurs condamnés politiques, entre autres un qui, en entrant, était des plus sains et des plus robustes.

Pour comble de cruauté, on a choisi le lieu de punition tout à l'autre extrémité de l'Italie, en sorte que, en comptant l'aller et le retour, on reste presque deux mois dans les prisons intermédiaires (chose délicieuse!), et ce temps ne compte pas pour l'expiation de la peine.

Certes, à Gavi, on trouve de meilleures cellules, mais quand il s'agit de condamnés politiques ou qui se déclarent tels, on leur destine les cellules que j'ai décrites.

Le féroce Crispi nous faisait fusiller, le doux et galant homme Rudini nous fait suicider.

Si, poussés par le désespoir, nous nous résolvons à rendre œil pour œil et dent pour dent, on nous traitera de sauvages. Mais si nous le devenons réellement, qui en sera responsable?

Que tous les hommes de cœur y pensent sérieusement, parce que s'ils ne réussissent pas à empêcher l'approbation de la nouvelle loi sur le domicile forcé, ceux qui réussiront à échapper, sains et saufs, aux tortures que j'ai brièvement esquissées, seront envoyés en Afrique pour y périr.

Ponza, le 25 juillet 1897.

Cesare Agostinelli.

***

Lundi 2 courant, notre gérant, le compagnon Eugène Vitali, devait passer en jugement à la suite de la séquestration du numéro unique *Agitateci* (Remuez-vous).

Il se rendit au tribunal avec son avocat Mᵉ Felici; mais comme il était midi et qu'une autre affaire était encore en discussion, tous deux s'absentèrent quelque temps pour aller manger.

Quand ils revinrent, ils apprirent que le tribunal avait procédé en contumace et condamné notre gérant à *18 mois de prison et 300 francs d'amende!!!*

(*Agitazione*, 6 août.)

Suisse.

Grisons. — *A imiter*. — Les habitants de la ville d'Ilanz estiment qu'il ne leur est pas nécessaire d'avoir un maire; depuis quelque temps Ilanz n'a pas de maire, personne ne se présente pour repourvoir ce poste, pas même ceux qui l'ont occupé précédemment.

Il paraît donc qu'à Ilanz on ne panamise pas aisément.

« Ce qu'il y a de surprenant, c'est que tout marche parfaitement à Ilanz malgré cette grève, et que l'on ne se préoccupe pas trop d'un état de choses si anormal. »

L'aveu contenu dans cette réflexion extraite d'un journal conservateur vaut la peine d'être médité.

***

Zurich. — *Sécurité publique*. — Quelques jeunes gens attardés cheminaient le long de la Langgasse, plus bruyamment, paraît-il, qu'ils ne le devaient. Trois policiers survinrent, mais aussitôt les tapageurs détalèrent. Un seul jeune homme restait sur le trottoir : il fut appréhendé, questionné sans succès et conduit au poste avec une grande brutalité. Arrivé dans la résidence policière, on le menace et le brutalise encore davantage, cependant sans en obtenir une parole. Enfin le malheureux eut une idée, il sortit un crayon de sa poche et écrivit sur la table : « Je suis sourd-muet. »

Brésil.

Signes des temps. — Jusqu'ici les socialistes, les révolutionnaires avaient eu pour ainsi dire le monopole des tentatives d'organisations nouvelles, où la propriété individuelle était remplacée par une forme nouvelle; eh bien! une tentative de ce genre est faite en ce moment par des hommes qui ne sont

ni socialistes en titre, ni révolutionnaires, mais tout simplement écœurés par notre vie anormale et stupide, par notre imbécile et brutale organisation. Cette tentative paraît même assez sérieuse au point de porter ombrage au gouvernement *brésilien*.

Antonio Conselheiro, qui se trouve à la tête de la communauté, est un ancien commerçant qui s'est érigé en prophète, il y a déjà quelques mois, et s'est mis à prêcher des *principes nouveaux* : la communauté du travail, des biens, l'amour des uns pour les autres, etc., en un mot, une vie nouvelle qui parut assez belle pour convaincre des milliers d'hommes qui devinrent au bout de très peu de temps ses adeptes et *fidèles défenseurs* de sa doctrine. Il fonda une colonie communiste avec les ressources dont il disposait. Cette colonie, ouverte à tous les hommes de bonne volonté, n'a fait que s'accroître depuis lors.

Actuellement la ville de Canudos tout près de Bahia, et qui contient près de 30.000 habitants, leur est acquise. Ces hommes vivent selon leur principe et sont heureux; ils ont des satisfactions que ne leur a jamais données la civilisation.

Naturellement cette vie indépendante ne pouvait être acceptée du gouvernement; il y a trois mois, il s'empressa d'envoyer des troupes dans le but de rattacher les chaînes que ces braves avaient *brisées*, et sous le prétexte qu'ils commettaient des déprédations sur les terrains avoisinant leur ville; seulement, comme ceux-ci avaient prévu le coup, ils s'étaient armés, s'étaient munis de canons, de munitions en quantité, et les soldats du gouvernement subirent un échec auquel ils ne sont point habitués.

Tout le monde fut surpris à Rio et, comme il fallait s'y attendre, le gouvernement organisa une nouvelle expédition qui eut le même succès que la première; actuellement, on organise la troisième — car il y eut chaque fois de nombreux morts — mais les communistes sont décidés à défendre leur liberté, et il est très difficile de prévoir la fin du conflit.

Après le premier échec des soldats du gouvernement brésilien, un citoyen de Rio voulut se rendre compte de la vie de Conselheiro et de ses disciples et se fit faire prisonnier, en déclarant vouloir être des leurs; il obtint peu après d'avoir un fusil pour combattre avec eux, ce qui lui facilita les moyens de s'évader.

Il déclara à son retour que la ville était sérieusement défendue; qu'elle avait des moyens d'approvisionnement très considérables, que ses avant-postes évitaient toute surprise, que le nombre des nouveaux adeptes augmente tous les jours et qu'il n'est pas du tout certain que le gouvernement parvienne à les réduire. Il déclara également que l'organisation intérieure, au point de vue de la production, donne des satisfactions à tout le monde et qu'étant donné le bien-être qui en découle, ces hommes feront tout leur possible pour ne pas revenir au régime de la propriété individuelle.

20 juillet 1897.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

PARIS. — Tous les camarades, ainsi que les partisans d'une école libertaire, sont invités à s'entendre pour la formation d'un groupe où seraient perçues des cotisations en vue de former une caisse qui servirait à :

1° Construire un hall aménagé pour servir à une salle d'école, salle de réunion, bibliothèque, etc.;

2° Impression d'affiches, brochures, manifestes, etc.;

3° Caisse pour venir en aide aux familles des camarades emprisonnés, expulsés, etc.;

4° Création d'un journal quotidien.

Réunion tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gallereau, 53, rue des Archives.

Dimanche 5 septembre, à 2 heures de l'après-midi, grand meeting en plein air au bois de Vincennes.

Les camarades Boala, Robinson, Sadrin, Mary Huchet, Prost, Giraud traiteront sur l'Inquisition espagnole, Patrie et Religion, Militarisme.

Les camarades qui désireraient prendre part au repas du soir sont priés de venir se faire inscrire, pour verser 1 fr. 50, chez le camarade Boala, 19, rue des Trois-Bornes.

On se réunira pour le départ le 5 septembre, de midi à 1 heure, chez M. Laporte, marchand de vins, 19, rue des Trois-Bornes.

Ceux qui ne pourraient être au rendez-vous fixé n'auront qu'à se trouver près le lac Daumesnil, côté de la Grande-Rue.

Les camarades qui auraient des journaux libertaires invendus sont priés de les apporter pour la propagande.

Dimanche 29 août 1897, à 2 h. 1/2 du soir, Maison du Peuple, 4, impasse Pers, 47, rue Ramey, Paris, 5° et dernière partie : *La Révolution, ses éléments et ses moyens.* — Allocution de la camarade Louise Michel.

A l'occasion de la clôture des conférences du camarade E. Girault, cette dernière conférence sera suivie d'une grande *fête familiale* où se *feront* entendre divers camarades.

Prix d'entrée : 50 centimes pour les frais.

Tous les camarades et leurs familles sont invités.

Aux camarades du XII° :

Il est temps de recommencer la lutte interrompue.

Les événements qui viennent de se dérouler laissent derrière eux un beau champ de propagande qu'il ne faut pas négliger.

En conséquence, les camarades du XII° principalement sont invités à se réunir samedi 28 août, à 9 heures, salle Bertrande, 110, avenue Daumesnil (entre le boulevard Diderot et la place de la mairie).

Ordre du jour : Organisation d'une fête familiale.

Nota. — Le groupe la *Bibliothèque sociologique des Travailleurs libertaires du XII°* se réunira désormais tous les samedis, à 9 heures, même salle.

En réponse à la lettre du camarade X., publiée dans notre numéro 16, le camarade Méreaux, 14, rue du Ruisseau, à Bagnolet, nous prie d'annoncer qu'il se met à la disposition des camarades de la localité pour centraliser les collectes pour la propagande.

On trouve également chez lui les *Temps Nouveaux* et les brochures anarchistes.

ASNIÈRES. — Les camarades sont invités à se réunir le dimanche 29 août, à 3 heures du soir, au Cent de piquet, faubourg du Cours.

Ordre du jour : Soirée familiale.

Ensuite le camarade X traitera de la grève générale. — Urgence.

MARSEILLE. — Le 5 septembre, grande soirée familiale organisée par la Jeunesse Internationaliste. Concert, bal. Causerie par le camarade Henri Dhorr.

La soirée aura lieu à la brasserie Noaille.

LYON. — Camarades,

Un souffle de révolte s'élève dans la région du Sud-Est. N'attendons pas qu'il s'éteigne ; propageons l'Idée à l'aide de tous les moyens. C'est elle qui doit le maintenir.

Revue, journal, conférences et causeries multiples trouveront leur naissance dans la centralisation des volontés. Cette agglomération de forces doit sortir Jacques Bonhomme de son avachissement.

A cet effet, le dimanche 29 août, à 3 h. 1/2 du soir, chez le compagnon Lœnger, 274, rue Duguesclin, un résultat doit vous être communiqué pour la formation incessante du Cercle d'études sociales des Harmonistes du Sud-Est.

Debout, les vieux! A l'œuvre, les jeunes, et vive l'anarchie! T. B.

CETTE. — Les camarades se réunissent au débit Isoir, tous les jeudis et samedis, à 8 heures du soir.

BELGIQUE. — Aux compagnons liégeois.

En présence de l'avortement du congrès de Bruxelles, les compagnons liégeois se sont trouvés dans la nécessité de convoquer un congrès supplémentaire.

Toutefois ce congrès ne devant porter que sur les moyens pratiques de propagande théorique, nous n'y invitons que les camarades de notre région.

Prière donc aux camarades de Verviers, Ensival, Namur, Huy, Jemeppe-sur-Meuse, Seraing, Herstal, Ougrée, Grivegnée, Engis, Hermalle, Flémalle, Fléron, Tilleur, etc., de se réunir et d'envoyer des délégués pour discuter l'ordre du jour suivant :

Création d'un journal; — Groupements; — Organisation de conférences; — Propagande au sein des syndicats; — Divers.

Si les compagnons des localités susnommées avaient encore d'autres points à faire mettre à l'ordre du jour, prière de les adresser au compagnon Georges, 85, quai Orban, Liège.

Ce congrès aura lieu à Liège le 26 septembre 1897, à 10 heures du matin, et se tiendra au Café National, place Saint-Lambert.

Prière aux camarades de s'occuper de la chose.

Le Secrétaire,
GEORGES.

Dimanche 5 septembre 1897, à 3 heures, conférence libre et contradictoire, chez Thiriat, 13, rue des Récollets, à Liège.

Sujet traité : l'Amour libre. Orateur : Georges.

Entrée : 25 centimes, au bénéfice de la propagande et des victimes de l'Inquisition espagnole.

A lire :

L'Aliénation du sol et l'esclavage du travail, F. Bordes, *Dépêche*, 13 août. — Même numéro : *La Comtesse à Cabantou.*

Poids et mesures, Montjoyeux, *Echo de Paris*, 22 août.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

En cours de publication, un superbe album qui contiendra 30 lithographies.

Sont déjà parues :

L'Incendiaire, par Luce (épuisée).
Porteuses de bois, par C. Pissarro (épuisée).
L'Errant, par X.
Le Démolisseur, par Signac.
L'Aube, par Jehannet.
L'Aurore, par Willaume.
Les Errants, par Rysselbergh.
L'Homme mourant, par L. Pissarro.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur, 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

La neuvième paraîtra bientôt, elle sera signée Steinlen.

PETITE CORRESPONDANCE

S., à Roubaix. — Convocation trop tard Mardi matin avant 10 heures.

Saint-Etienne. — Nous avons pour règle absolue de n'insérer aucune communication particulière dans notre P. C.

Coopération des marchands de journaux, Lyon. — Les *T. N.* sont expédiés en même temps que le *P. P.* Devez recevoir ensemble.

L. B. I. — Le numéro de juillet de l'*Humanité* vous a été expédié il y a une dizaine de jours.

T. B., Lyon. — Vous trouverez la liste des brochures dans le n° 14 des *T. N.*

Deux Bretons têtus. — La lettre est intéressante, mais n'a qu'un intérêt restreint, et nous avons si peu de place.

Achille. — Cela se peut, mais comme vous ne m'aviez rien dit, je n'ai pas vérifié. J'ai noté seulement ce que vous me marquiez.

B. F., à Pont-du-Sauze. — L'*Histoire de la Commune* de Lissagaray, 3 fr. 50, chez Dentu, 78, boulevard Saint-Michel.

Hyères. — Faits pas assez caractéristiques et se reproduisant tous les jours.

Reçu pour les réfugiés d'Espagne : Un qui hait toute la terre et le monde, 0 fr. 50; Deux Bretons têtus, 2 fr. 50. En tout : 3 fr. — Listes précédentes : 331 fr. 40. — Total général : 334 fr. 40.

Reçu pour l'école libertaire : Noël, 2 fr. — A. C., à Brooklyn, 2 fr. — En tout : 4 fr. — Listes précédentes : 77 fr. 60. — Total général : 81 fr. 60.

Reçu pour le journal : M. P., à Creissels, 1 fr. 30. — *De chacun selon ses forces* : Un camarade, 5 fr. — Collecte au débit Isoir, par L. G., 2 fr. — Un qui hait toute la terre et le monde, 0 fr 55 — Châlons : Audinet Pierre, 0 fr. 75; Audinet J.-M., 0 fr. 25; F. Guillon, 0 fr. 50; Bonnot, 0 fr. 50; Sa compagne, 0 fr. 50; La mère Bon-Dieu, 0 fr. 25; En avant pour la liberté, 0 fr. 40; Tous anarchistes, 0 fr. 50; Reglisse, 0 fr. 30; Pour le repos de l'âme de Canovas, 0 fr. 50; Pour garantir sa veuve de la misère, 0 fr. 30; Guillon met encore 4 sous, 0 fr. 20; Defer, 0 fr. 25; A. M. Pot-à-colle, 0 fr. 50; Un autre pot à colle, 0 fr. 25. En tout : 6 fr. 15. — Mont, 0 fr. 50. — Jeanne, 3 fr. — De V., 2 fr. 80. — Deux Bretons têtus, 8 fr. — L. C., à Marseille, 5 fr. — Merci à tous.

P., à Saint-Quentin; P., à Lille; H., à Saint-Nazaire; R., à Nouzon (par le *P. P.*) — B., à Brest. — T., à Thiers. — Coopérative, Lyon. — Vve Duvivier, Montluçon. — V., à Marseille. — V., à Dijon. — R., à Neuchâtel. — M. N., à Genève. — L. G., à Charleroi. — V. à Nîmes. — B., à Gand. — C., au Havre. — V. B., au Puget-Ville. — E., à Dié. — F., à Amiens. — B., à Jolimont — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 19 — DIX CENTIMES — DU 4 AU 10 SEPTEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous leur envoyons cette semaine le bordereau mensuel. Prière de bien vouloir nous le régler le plus vite possible afin de nous aider à éviter les interruptions de Supplément.

LE MESSAGE

Avant de mourir, Angiolillo a demandé la permission de parler. Et, regardant très tranquillement les témoins de son exécution, il a prononcé très distinctement un mot : *Germinal!*

C'est le seul message qu'il nous ait laissé. Il avait peur sans doute, que, étant trop long, il eût été perdu, ou n'arrivât à nos oreilles que torturé, faussé.

Peut-être avait-il, aussi, un dédain des paroles, lui qui s'exprimait par les actes. Pas d'éloquence de lui, point de plaintes, point de menaces, point de fanfaronnades.

Longtemps il a réfléchi pendant ses derniers jours, ses dernières nuits, longtemps il avait cherché ce mot suprême qu'il avait besoin de prononcer avant le silence éternel qui l'attendait. Le dernier mot de son âme forte et ardente, le mot qui devait contenir son adieu, son credo, son testament — la parole qui devait résumer la signification de sa vie et de sa mort — sa vraie raison d'être.

Il l'a trouvé — conservons-le comme devise, enseignons-le à nos enfants, ce beau mot : Germinal !

C'est plein du courage, de la patience valeureuse du semeur qui sème partout et sans cesse, sachant bien que la semence n'est point vivifiée si elle ne meurt. C'est plein d'espoir, de la certitude que ceux qui sèment avec larmes reviendront avec le chant de triomphe, en portant les gerbes.

Pour nous la semaille, pour nos enfants la moisson; pour nous les tristes jours de l'automne, pour eux le printemps; pour nous l'heure avant l'aurore, pour eux le jour.

Voilà notre religion à nous : le courage, la patience, la foi, l'espoir.

Je me souviens d'un autre jeune homme tellement persécuté en la vie qu'il n'avait pas où reposer sa tête. Les prêtres et les gouvernants imaginèrent lui imposer silence en le condamnant à une mort cruelle et ignoble. Angiolillo a pensé à lui lorsqu'il disait : « *Maintenant mon calvaire commence!* »

Je me rappelle ces mots : « La semence de la moutarde, la plus petite de toutes les semences qu'un homme ait semées en son champ, et qui y devint un arbre tellement grand que les oiseaux du ciel y faisaient leurs nids. Et le levain qu'une femme met parmi trois mesures de farine jusqu'à ce qu'elle fût toute levée. »

Chaque homme a, quelque part, son champ où il peut semer le petit grain. Chaque femme a ses mesures de farine qu'elle doit pénétrer par le levain. Peut-être est-ce surtout la femme qui pourra avancer la besogne. C'est la mère, la sœur, la compagne qui peuvent faire de leurs fils, leurs frères, leurs compagnons les héros et les martyrs dont nous avons besoin.

Gravons la devise en nos cœurs. Et rappelons que jamais la mort n'a pu supprimer une seule vérité. Croyons en la vraie résurrection; en la vraie signification de la vie éternelle. Voici, il me semble, le message de notre frère.

M. M. H. T.

TRIBUNAUX UNIVERSITAIRES

(*Suite*) (1)

Et cependant, telle est la force du préjugé, le dogme de l'obéissance passive est si généralement accepté, qu'un ministre est sûr d'avoir avec lui l'opinion, lorsqu'il exerce des rigueurs contre un salarié qui réfléchit, l'impertinent! et discute, avant d'obéir.

Il est vrai que, si des ordres ne sont pas suivis aveuglément, ils ne servent plus à rien; et le vent de la discussion, j'entends de la discussion réalisée par des actes, aurait tôt fait de faire crouler, de la base au faîte, l'édifice de l'autorité. Ceux qui ont intérêt à le défendre le sentent bien, et la plus légère fissure attire leur attention toujours en éveil : ils sont logiques aussi à leur manière.

Un procédé plus infaillible encore pour se défaire du professeur anarchiste est de découvrir des points faibles dans ses méthodes d'enseignement et d'éducation. Cela est si facile, avec un peu de bonne volonté!

Tant que le virus anarchique ne l'avait pas contaminé, on ne s'était pas avisé qu'il enseignât plus mal qu'un autre. Mais il faut croire que, comme les eaux fabuleuses du Léthé, ces épouvantables doctrines font oublier à qui les adopte tout ce qu'il savait auparavant. Depuis que le malheureux s'en est abreuvé, il ignore complètement son métier, et, si son zèle n'a pas changé, il le dépense en pure perte.

Il essaie de développer l'esprit d'initiative chez ses élèves, en leur permettant de choisir quelquefois eux-mêmes leurs sujets de devoirs. Il juge nécessaire qu'ils aient encore plus de latitude dans le choix des leçons, pour qu'elles ne deviennent pas, ce qu'elles sont trop souvent, un exercice de pure mémoire, mécanique et fastidieux. Tout cela serait peut-être loué chez un autre : chez lui, c'est un crime.

Immédiatement, on en vient aux accusations absolues, et qui sont toujours d'un grand effet : « Laisse faire aux élèves ce qu'ils veulent : conséquence, *ils ne font rien.* » Encore faudrait-il se rendre compte, vérifier. A quoi bon? Les vérités évidentes ne se prouvent pas.

Et si, quand même, on veut avoir l'air d'apporter quelques semblants de démonstration, on se gardera bien d'en donner d'intrinsèques. Sont-ils en progrès ou non? on ne se soucie nullement de répondre à cette question trop directe. On aime mieux recueillir au hasard quelques faits accessoires un peu gros, de ceux qui saisissent facilement les imaginations : en frappant fort, on est dispensé de raisonner juste.

Arrive-t-il qu'un papillon entre en classe et que toutes les jeunes cervelles soient mises en émoi par ce mince événement; le principal, avec ses habitudes professionnelles d'espionnage, colle-t-il son oreille contre la cloison, et surprend-il une conversation entre élèves et professeur, c'en est assez pour qu'il écrive : « Professeur déplorable : on ne fait rien avec lui que causer et s'amuser. » C'est avoir la généralisation un peu prompte. Et puis, la causerie ne peut-elle être parfois profondément éducative et instructive? l'étude, pour être profitable, doit-elle être forcément ennuyeuse et guindée, et repousser avec intransigeance tout riant intermède?

Pour combler les lacunes de cette argumentation superficielle et fantaisiste, on s'adresse aux élèves eux-mêmes : on les interroge, non sur la littérature française ou latine, mais sur leur professeur. Par des désapprobations ouvertes ou à peine voilées, on éveille en leurs esprits si malléables la défiance à son égard : on les force, pour ainsi dire, d'opter entre lui et l'Administration. Il ne leur est point malaisé de s'apercevoir qu'il est tenu à l'œil, qu'on dirige contre lui une enquête perpétuelle. Et, ma foi, il faudrait qu'ils fussent bien au-dessus de l'étourderie naturelle à leur âge pour n'y point aller aussi de leur boutade, plus malicieuse que méchante, vite enregistrée comme un précieux document.

Belle occasion de crier à nouveau sus au grand coupable! Quant à l'Administration, elle s'en lave les mains : elle n'est toujours que le témoin idéalement intègre et sincère.

Si on ajoutait à tous ces griefs, déjà sérieux, une petite accusation d'immoralité; et si on la faisait retomber, non sur l'homme privé, *mais* sur le professeur? Si on insinuait que ses enseignements tendent à corrompre la jeunesse qui lui est confiée? Voilà, certes, un coup dont il ne se relèverait pas : car c'est peut-être là ce qui prend le mieux sur les masses. Plus la matière est vague, et plus la pratique courante dément la théorie, plus c'est un prétexte commode à de

(1) Voir le numéro 17.

belles indignations toujours bien portées et qui n'engagent à rien.

Admirez surtout l'art *profondément* machiavélique avec lequel l'Administration s'empare d'un fait insignifiant, pour le pétrir à sa guise, le recréer, en faire un élément du réquisitoire qui s'amoncelle et grossit tous les jours.

Il est certain, par exemple, que des élèves, particulièrement ceux des plus hautes classes, ne peuvent s'en tenir à leurs livres scolaires, qui ne sont que des manuels ou des recueils un peu arides. En un mot, ils doivent *lire*.

N'est-il pas naturel que leur professeur les aide dans cette tâche, et aille jusqu'à leur prêter quelques ouvrages choisis de sa bibliothèque, plutôt que de les abandonner à l'influence abêtissante des histoires à moralité douceâtre qu'on leur met entre les mains ou des grosses cochonneries qu'ils sont tentés de savourer en cachette?

Mais l'anarchie souille tellement tout ce qu'elle touche que, pour un peu, on purifierait tous les objets dont s'est servi un anarchiste, comme on pratiquait autrefois pour les excommuniés.

Balzac est classique, et les recueils universitaires en découpent, à l'usage des écoliers, d'assez longs extraits. A. Dumas fils, plus bourgeois, jouit plus encore des faveurs officielles, et les mêmes adolescents l'entendent tout le temps louer comme un grand écrivain dramatique. Au sujet de Baudelaire, on fait bien quelques réserves; mais enfin, on leur apprend à le mettre en bonne place parmi les poètes de l'école parnassienne. Quant aux derniers nés des poètes, ceux de la génération contemporaine, si on ne les leur nomme pas tous expressément, on les leur désigne, du geste, au terme de l'histoire littéraire, comme continuant l'évolution commencée.

Eh bien! qui le croirait? la lecture de Balzac, d'A. Dumas, de Baudelaire, des revues contemporaines, telles que la *Plume*, complément logique d'un cours de littérature française, devient éminemment corruptrice et pernicieuse, dès qu'elle est recommandée par un professeur anarchiste.

M. le Principal, qui excelle dans son petit commerce, mais que je soupçonne d'avoir peu fréquenté Baudelaire, s'offusque tout d'abord du titre. *Les Fleurs du mal!* Hum! ce doit être bien mauvais. Il entr'ouvre le livre suspect, et y trouve le mot *amour* répété trop souvent à son gré, et autrement que dans des exemples grammaticaux. C'en est assez, le volume est jugé : il est à l'index.

Dans la *Plume*, il ne voit qu'un dessin allégorique représentant les Péchés capitaux en femmes que l'artiste a faites peu vêtues, pour les faire plus tentantes, comme il sied à des péchés. L'honorable fonctionnaire se voile la face, et crie à l'obscénité.

Quant à la *Dernière incarnation de Vautrin* de Balzac et à *Francillon* de Dumas, c'est trop long à lire, et il y renonce. Mais ce doit être du même acabit. Le « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es » vaut pour les livres aussi bien que pour les hommes : et ceux-là sont en fort mauvaise compagnie.

Et, dans son zèle de puritain, il saisit ces productions dangereuses entre les mains des élèves. La signification de ce petit coup d'État est fort claire pour ceux-ci : tous entendent à merveille qu'il faut désormais prendre garde et que leur guide est peu sûr. Il est vrai aussi que le fait est de nature à enflammer leurs jeunes imaginations, qui, se montant à l'unisson de celle du respectable principal, se mettront en quête du détail pervers, chercheront des intentions pornographiques, là où il importait de ne leur montrer que l'art dans sa pure et chaste splendeur. Mais qu'importe si le trait lancé atteint son but? Et puis, cette monstrueuse pudibonderie, qui souligne ce qu'elle prétend cacher, n'est-ce point toute la morale?

C'est égal, il ne laisse pas d'être assez surprenant que nos classiques bonshommes ne trouvent point mauvais qu'on fourre dans la tête des mioches les odelettes d'Horace, qui exhalent une odeur de boudoir très prononcée, tandis qu'ils ne peuvent souffrir les voluptés saignantes et douloureuses d'un Baudelaire.

Serait-ce que ces amers *désenchantements* contiennent, au fond, une critique acerbe d'une société sans idéal et sans amour? Avec le bon épicurien Horace, par contre, rien à craindre : il s'amuse et il rit, et invite les autres à en faire autant. « Après moi le déluge », c'est sa morale : c'est bien aussi celle des bourgeois.

En général, les fidèles conservateurs de cette vieille momie, les pontifes universitaires, admettent avec une défiance extrême les écrivains du dix-neuvième siècle. Ils ont beau prétendre le contraire : les faits donnent un démenti constant à leurs *protestations platoniques*.

C'est qu'on ne peut professer à la fois le culte des morts et celui des vivants; c'est que, de toutes parts, les productions contemporaines, même signées des noms les plus rassurants, sonnent le glas de ce monde pourri, que ces attardés entourent si soigneusement de bandelettes.

Balzac, dans la *Dernière incarnation de Vautrin*, a dit du mal des révolutionnaires : mais il l'est à son insu par son analyse sagace de l'âme vénale et corruptible des juges; et par sa hardiesse à combler le fossé, en apparence infranchissable, qui sépare le magistrat du criminel, le voleur du policier.

L'innocente *Francillon*, qui n'ose point rendre à son mari infidélité pour infidélité, et qui se contente du simulacre, pour l'effrayer et le faire rentrer en lui-même, nous donne bien à penser sur ce qu'il y a d'artificiel dans le code matrimonial; rigide et inflexible pour la femme, large et indulgent pour le mari.

Et il n'est pas jusqu'aux poètes, volontiers courtisans du pouvoir ou patients tisseurs de rythmes vains et vides, qui n'aient aussi poussé des cris de guerre inquiétants pour les ventres repus.

(*A suivre.*) J. Degalvès.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Apologies. — Il y a apologie et apologie, comme il y a fagot et fagot. Il en est de permises, de louables même; d'autres, par contre, ne méritent que réprobation, prison, bagne et relégation. Exaltez-vous les crimes des gouvernants, assassinats, rapines, violences et injustices de toutes sortes? On vous couvrira de fleurs et de décorations, vous serez un bon citoyen. Mais, si quelque bandit régnant vient, par l'intervention d'un vengeur de tous les cadavres amoncelés, à être mis brusquement dans l'impossibilité de continuer la série de ses attentats, gardez-vous de déclarer que ce n'est que justice. Évitez de laisser percer votre joie de voir l'humanité débarrassée d'un pareil monstre; la prison vous guette, la relégation vous appelle et le Gabon vous tend ses fièvres qui, en moins de temps qu'il ne faut pour l'exprimer, vous délivreront à jamais du joug abhorré de cette société maudite.

Canovas fut un des plus sinistres chenapans que l'histoire ait enregistrés. Sa longue domination sema l'Espagne de cadavres. Les atrocités qui furent perpétrées à son instigation ou avec son assentiment soit en Espagne, soit aux Philippines et à Cuba, sont innombrables. Il réveilla, à notre époque prétendue civilisée, les barbaries de l'Inquisition : le 4 mai dernier, cinq hommes — qu'il savait innocents — étaient fusillés dans les fossés de Montjuich, après avoir été ignominieusement torturés, pendant que des centaines d'autres, également innocents, attendaient leur transfert dans un bagne où la mort les épie. Un Angiolillo se dresse et, de trois coups de revolver, fait cesser soudain ces abominations. C'est lui qui est le criminel et l'autre a droit à toutes nos larmes, à tous nos panégyriques!

C'est ce qui résulte des *faits qui viennent* de se produire en Algérie. Le camarade Planès, ayant manifesté dans un café sa satisfaction de voir la terre purgée d'un monstre pareil — c'est de Canovas qu'il s'agit — vient d'être arrêté par ordre du parquet d'Alger, qui veut lui faire un mauvais parti. N'ayant pu tout d'abord mettre la main sur lui, la police avait trouvé très commode, pour ne pas faire chou-blanc, d'arrêter le beau-frère et deux amis de Planès, qui n'étaient même pas présents lorsque celui-ci exprima sa manière de penser, *mais qui*, sans doute, sont responsables des faits et gestes de leur ami.

Ces petites canailleries de la police sont plus malignes qu'on ne le croit. Si les parents et amis d'un anarchiste sont menacés d'être à tout bout de champ rendus responsables des écarts de ce dernier, ils se garderont de lui, et feront le vide autour de sa personne. Mais après, direz-vous, à quoi cela servira-t-il? — Ah! dame, il ne faut pas demander trop de jugeotte à la police. Embêter les gens lui suffit, sans trop savoir quel profit résultera de ces embêtements.

Les trois personnes arrêtées ont été remises en liberté après une ordonnance de non-lieu.

Outre les poursuites intentées contre Planès, notre camarade Daniel Saurin, rédacteur au journal *Akbar*, est poursuivi pour un article paru dans ce journal et dont il a revendiqué la responsabilité.

Ils font du zèle, à Alger.

⁂

Impuissance. — On lit dans la *Dépêche Coloniale* :

« Les chancelleries de Madrid et de Berlin travaillent activement en ce moment à amener l'Angleterre, les États-Unis et la Suisse à se joindre aux autres puissances européennes en vue de prendre des mesures internationales pour la surveillance des anarchistes. »

Où ces imbéciles espèrent-ils en venir? Pensent-ils pouvoir, grâce à leurs « mesures internationales », lire sur la physionomie d'un passant paisible qu'il a projeté le meurtre d'un Canovas? Ou bien ont-ils l'outrecuidance de prétendre étouffer, par quelques persécutions aussi grotesques qu'ignobles, l'idée anarchiste, cette conclusion sociale de toute la philosophie et de la science des deux derniers siècles?

Qu'ils méditent donc la fable du « Serpent et la Lime ».

⁂

Les Allumettiers. — Les allumettiers ne se découragent pas de pétitionner. Ils viennent pour la millième fois d'envoyer une délégation au gouvernement en réclamant la suppression du phosphore blanc. Le ministre a complété la comédie en promettant d'étudier avec le plus grand soin les réclamations qui lui étaient soumises.

En voilà pour quelques mois.

Le phosphore blanc est supprimé déjà depuis longtemps dans les pays voisins. Quand vous vous déciderez à refuser de vous en servir, on finira comme par enchantement d'étudier avec soin vos réclamations et la solution se trouvera illico.

⁂

Réaction. — Les verriers et chapeliers d'Albi avaient créé, il y a quelque temps, un cercle d'études sociales. Comme il faut, paraît-il, pour cela avoir une autorisation, comme pour tout, du reste, dans notre beau pays de liberté, on la leur avait promise dans la huitaine, lors de leur demande, mais à la condition qu'ils seraient « bien gentils » (*sic*).

Quelles gentillesses attendait-on d'eux? c'est ce que j'appréhende de rechercher. Toutefois, il faut croire qu'ils ont déçu les espérances du commissaire de police qui leur fit des ouvertures en ces termes, car deux des fondateurs du cercle, les citoyens Boyanique et Einhorn, ont été cités en police correctionnelle comme faisant partie d'une association non autorisée.

La « Justice » les a condamnés à 300 francs d'amende.

Maintenant, si l'on veut savoir le secret de cette sévérité soudaine, le voici. Ce cercle avait eu l'impudence d'inviter le député de l'endroit, un ministériel, à venir rendre compte de son mandat. Une première invitation étant restée sans réponse, le cercle renouvela son invitation publiquement et

déclara être prêt à verser cent francs au bureau de bienfaisance, le jour où le député en question répondrait à son invitation.

On a trouvé le biais d'une poursuite judiciaire pour dégager ce député d'une si fâcheuse posture.

* * *

Solidarité. — Depuis quelques années existe à Paris un groupe d'ouvriers mécaniciens, sous l'appellation de Cercle corporatif des Mécaniciens de France. Ce cercle vient, par le seul produit de ses cotisations et sans le secours d'aucune subvention, de fonder un atelier de mécanique dénommé « Le Progrès de la Mécanique », et destiné à procurer du travail aux victimes du chômage.

Le Cercle des Mécaniciens n'a pas pensé qu'il appartenait au gouvernement de répandre la manne céleste sur les ouvriers sans travail; son initiative est à encourager.

André Girard.

* * *

Fourchambault. — La conférence de Prost a eu lieu hier. Auditoire sympathique : 400 personnes environ. Des ouvriers et fort peu de bourgeois.

Le camarade a dit, en exorde, quelques mots sur la question tout actuelle du pain cher. Ensuite il est venu à la critique des partis politiques dont il a clairement montré l'impuissance et la vénalité. L'assistance l'a fortement appuyé de ses applaudissements, à cette partie surtout de son programme. Le camarade a terminé en montrant l'utilité du groupement des prolétaires dans les syndicats, mais dans le seul but de la propagande révolutionnaire.

Malgré invite formelle, pas de contradicteur. On s'est séparé en acclamant la révolution sociale.

Italie.

L'*Avvenire Sociale* vient de lancer la circulaire suivante :

Le fisc, après avoir séquestré l'*Avvenire Sociale* pour la neuvième fois, a confisqué aussi le numéro unique *Pro Avvenire Sociale* pour cause de contravention aux articles 40 et 41 de la loi sur la presse. On prévoit les raisons données par les procureurs généraux : supprimer la presse indépendante qui ose déchirer le voile qui cache les turpitudes de cette société corrompue.

Les conditions misérables que nous font ces persécutions ne nous épouvantent pas, parce que nous avons confiance que vous prendrez à cœur notre cause, qui est celle de tous, et que vous répondrez par votre solidarité aux infamies du fisc.

Nous faisons un appel urgent à nos compagnons et aux vendeurs de journaux pour qu'ils veuillent bien liquider leur compte avec notre administration et pour qu'ils ne se fassent pas par leur négligence les complices des policiers, et nous avisons tous nos débiteurs que si la négligence de la poste ne leur donne pas une excuse, nous publierons les noms de ceux qui ont vécu aux dépens du journal.

N. B. — Le gérant Salv. Agresta ayant renoncé à signer le journal, nous sommes obligés, jusqu'à l'arrivée d'un nouveau gérant, de suspendre nos publications; pourtant nous publierons de temps en temps des numéros uniques avec le programme de l'*Avvenire Sociale*.

Pour tout ce qui concerne les publications, s'adresser au compagnon De Francesco Tommaso.

* * *

Bovino (près de Foggia). — Aussitôt que j'appris que le vengeur des torturés de Montjuich était mon ami d'enfance et d'études, le camarade Michel Angiolillo, je me hâtai — après avoir fait taire mon cœur, qui languissait au sort qui attendait mon pauvre Michel, — je me hâtai donc d'écrire un article pour le défendre contre les insultes atroces que la presse bourgeoise lui lançait.

L'article écrit, je l'envoyai à la *Tribuna*, l'un des plus importants journaux de l'Italie, car je pensais que si mon article était publié seulement par les journaux anarchistes, ç'aurait été peu de chose.

La *Tribuna* me fit savoir qu'elle acceptait mon article, mais qu'elle ne pouvait perdre six ou sept mille francs pour la saisie qu'elle aurait encourue, si elle le publiait entièrement, ainsi que je le demandais. Elle en aurait publié des passages, et pourtant elle m'offrait une récompense pécuniaire. En refusant immédiatement celle-ci, j'insistai pour la publication intégrale. Mais on n'en voulut pas. Enfin, vu l'impossibilité d'atteindre mon but, il me fallut céder pour ne pas retarder une publication qui, quoique insuffisante, aurait pu faire voir au lâche public bourgeois que nous, les anarchistes, nous ne fuyons pas lorsqu'un de nos camarades accomplit un acte qu'il considère être de toute justice et que nous le défendons malgré tout et contre tous.

Mes passages parurent. Ils occupèrent presque une colonne de la *Tribuna*. Le fisc ne saisit rien, mais son entremetteuse, la presse bourgeoise, qui avait déjà dénoncé comme un crime mon intime relation avec Angiolillo (1), cria à l'apothéose.

Le 13 août, au bureau postal, à Rome, je fus arrêté. Conduit à la prison de *Regina Cœli*, j'y restai jusqu'au 22. J'étais malade, je dus subir une opération chirurgicale à une gencive, mais on ne voulut pas me passer à l'infirmerie. Le 22 donc, à minuit, escorté par les agents, on me fit partir pour Foggia. Là je restai à la disposition de la questure, jusqu'à ce que le ministère télégraphia de me *confinare* (reléguer) ici, à Bovino, un petit pays à sept cents mètres au-dessus du niveau de la mer. On m'assignait, seulement pour ce mois, soixante centimes par jour et le logement dans la prison.

A Bovino, aussitôt que j'arrivai, escorté par un délégué de police et par des gardes, je fus arrêté, parce que je refusais le livret de la surveillance. J'ai été en prison deux jours. Finalement, ce matin, le ministère a télégraphié de me mettre en liberté, malgré mon refus de prendre ledit honteux livret, mais de me signifier toutefois que, même sans le livret, je serais considéré toujours comme un surveillé spécial.

A vous les commentaires.

* * *

La pauvre mère d'Angiolillo qui, depuis le jour où son fils partit, pleurait toujours, souffre d'une douleur convulsive, continuelle, impossible à exprimer. Jamais cœur de mère n'a été mis à une épreuve si dure. Les personnes dont les yeux ne savent pas pleurer ne peuvent pas arrêter leurs larmes, à voir cette pauvre mère inconsolable réduite à une larve de femme, qui mourra pour son fils chéri.

Voici la lettre qu'elle lui adressa avant qu'il fût arrêté :

« Mon cher petit Michel,

« Qu'est-ce que je te dirais? Que puis-je te dire?

« Veux-tu encore quelque chose? Puis-je faire encore quelque chose pour toi, dis-le-moi!

« Je veux, et, en disant je veux, tu comprendras qu'en faisant le contraire tu procureras à ta pauvre et souffrante mère une grave douleur; je veux donc que tu me le dises en m'écrivant une lettre.

« Ecris-moi, mon cher petit Michel, ne m'inflige pas la douleur de ne pas avoir une de tes lettres, que ta mère aura bien chère et précieuse.

« Elle l'aura toujours dans son cœur, et elle croira que tu es encore près d'elle comme à Foggia, chez toi, quand tu étais toujours auprès d'elle pour lui demander ce qu'elle désirait.

« Adieu, mon petit Michel, écris-moi par pitié, dis-moi si tu veux quelque chose de notre cher pays.

« Ta mère te bénit et te donne tant de baisers ainsi que ton père, Adolphe, Alexandre, Conception, Geneviève, Amélie et ta tante.

« Adieu, mon cher petit Michel, écris-moi.

« *Ta maman.* »

Vous savez déjà que cette lettre est déposée sur le cœur de notre cher Michel.

Roberto d'Angiò.

* * *

D'un autre côté, on nous signale la situation précaire de Giacomo Angiolillo, le père de Michele. Tailleur, tous ses clients l'ont quitté, il ne peut trouver à s'occuper nulle part. La mère malade, et les autres enfants sont encore des fillettes incapables de venir en aide. On juge de la misère.

Nos souscriptions produisent si peu, que nous n'osons guère en ouvrir une nouvelle. Il y a là, pourtant, un acte de solidarité à accomplir. Nous passons la lettre reçue au *Peinard* et au *Libertaire*; chacun de son côté ramassant ce qu'il pourra, c'est toujours une aide momentanée que l'on peut apporter à ceux que la douleur vient d'éprouver.

Pour commencer, nous ne croyons pas aller à l'encontre de la volonté de nos souscripteurs en prélevant 50 francs sur les sommes reçues pour les réfugiés espagnols et en les faisant parvenir à la famille d'Angiolillo.

J. Grave.

(1) Le *Mattino de Naples* surtout me combla d'injures vulgaires, auxquelles répondit sur le même journal le camarade Acanfora.

République argentine.

Buenos-Aires, 3 août 1897.

Justice capitaliste. — Le syndicat des ouvriers plâtriers a reçu dernièrement le baptême de la justice bourgeoise. José Soldati, Lambinet et Durand furent placés sous les verrous à la requête de quelques patrons affamés de vengeance contre ceux qui osent résister à leur exploitation effrénée.

L'arrestation a eu lieu sous l'inculpation de faux. On sait que les prétextes ne font jamais défaut aux bourgeois pour incarcérer ceux qui leur déplaisent ou leur nuisent dans leurs projets financiers.

Les charges de faux se réduisent à celles-ci : vers 1891, une société d'ouvriers plâtriers se fonda pour exercer les secours mutuels en cas de maladie. Peu expérimentés, ses membres crurent devoir faire légaliser leur association par le gouvernement, qui, moyennant quelques légères modifications à leur règlement, leur accorda la qualité de personne juridique. Plus tard, cette société se vit entravée dans sa marche philanthropique : les exigences de la vie ne pouvant être satisfaites avec le salaire payé aux ouvriers, les compagnons plâtriers comprirent que la misère est la source de tous leurs maux et qu'ils deviendraient impuissants à secourir efficacement leurs malades s'ils n'essayaient de prévenir la maladie par l'obtention d'un salaire en harmonie avec les exigences de la vie. Tout en pratiquant la philanthropie, ils se solidarisèrent pour exercer la résistance aux patrons les plus voraces et exigèrent à maintes reprises augmentation de salaire et diminution des heures de travail.

Se solidariser pour améliorer leur existence en refusant de travailler à vil prix, tel fut leur crime, crime prévu et puni par le code bourgeois. C'est pour avoir organisé la résistance qu'ont dû subir quelques patrons, pour ce crime de lèse-capital que ces malheureux ont occupé pendant de longues semaines les cachots qu'ils croyaient eux-mêmes être bâtis pour loger les vampires de tout acabit et les voleurs qui ont ruiné et dévalisé à l'ombre des lois un pays immense où la terre est encore vierge. Les ouvriers plâtriers avaient besoin d'apprendre que le gouvernement est une institution créée pour la défense des capitalistes contre les travailleurs. Espérons que la leçon leur servira.

Ce qui fait le digne pendant à cet acte de *justice bourgeoise*, c'est le procédé employé par les mêmes jugeurs envers les directeurs de la banque de Roma.

La banque de Roma obtint aussi la personnalité juridique pour la légalisation de ses actionnaires associés, mais ceux-ci s'étant dévoués à l'escamotage des nigauds qui y portèrent leur argent et ayant pratiqué l'agio et la spéculation sur les affaires de bourse, les fonds préposés en garantie au public s'évaporèrent mystérieusement. Or, qu'a fait le gouvernement? A-t-il coffré les directeurs de la banque? Loin de là; poliment, avec tous les ménagements que l'*Officiel* réserve aux gens de finance, il émit un décret par lequel, considérant que les fonds de garantie n'existaient plus, la banque de Roma était destituée de sa qualité de personne juridique et la prison est restée réservée pour ces canailles d'ouvriers qui refusent de transpirer par tous les pores pour faire des rentes aux flâneurs capitalistes.

* * *

La voix des mufles. — Dimanche dernier a eu lieu un meeting organisé pour les ouvriers sans travail. Le théâtre choisi pour la réunion était trop restreint pour contenir ceux qui se trouvent privés de moyens d'existence par suite de l'accaparement des bourgeois. Le nombre des inoccupés s'élève à plus de trente mille, mais les journaux ploutocrates rabattent facilement ce nombre : c'est à peine s'ils l'évaluent à quatre mille. De plus, ces feuilles prostituées aux capitalistes émettent des avis peu tendres pour les travailleurs; ils vont jusqu'à dire que s'ils voulaient bien travailler, ils trouveraient à s'occuper. Les orateurs se sont entretenus de la nécessité de trouver un remède à leur situation affligeante. Un camarade proposa le pétrole, puis une manifes-

tation s'organisa par les rues de la ville. En passant devant les bureaux de la *Prensa*, les manifestants s'exaltèrent d'indignation contre cet organe pourri et vendu aux capitalistes, les panneaux où s'affiche cette feuille mystificatrice furent brisés et mis en pièces; puis vinrent les démêlés avec la rousse. Un sergent de police a eu la figure cassée. La *Prensa* et la *Nacion* conseillent au gouvernement de prendre des mesures de police. Qu'entendent-ils par mesures de police? Armer et habiller en agents des enfants de pauvres, pour défendre le fruit de la rapine des millionnaires et faire en sorte que les mufles ne soient pas troublés dans la digestion de leurs truffes. — Quand donc les bourgeois auront-ils le courage de défendre en personne leurs privilèges?

Nota. — Le Président de la Société de Protection aux animaux n'assistait pas à la réunion.

(*Correspondance locale.*)

Angleterre.

La grève des carriers de Bethesda (Galles) vient de se terminer après onze mois. Les journaux anglais favorables aux ouvriers annoncent leur victoire et la conquête par eux du droit de syndicat.

Cependant, il résulte de nos renseignements particuliers que cette victoire serait malheureusement moins complète que ne l'annoncent ces journaux, et que les concessions accordées par lord Penrhyn ne seraient guère que celles qu'il était disposé dès le début à abandonner.

Toutefois, ils ont commencé à ébranler la tyrannie despotique de lord Penrhyn, tyrannie renommée dans le pays; et c'est là un signe que la conscience de leur situation s'est éveillée. Le premier coup est porté. De plus, ils ont appris par cette grève que s'ils voulaient, ils pourraient beaucoup.

A. G.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les amis du camarade E. Habert, l'ancien gérant de la *Révolte*, sont prévenus qu'il est actuellement à l'hôpital Necker, salle Vernois, lit 18, où il serait heureux d'avoir leur visite.

⁂

Le camarade Prost étant en tournée de propagande dans la Nièvre, les camarades des départements limitrophes qui voudraient organiser des conférences dans leur région sont priés de lui écrire chez le camarade Jean Comte, Vallée de Garchizy, par Fourchambault (Nièvre).

⁂

Congrès. — Le 15e congrès du *Parti ouvrier révolutionnaire* aura lieu du 26 septembre au 3 octobre prochain, à Paris, 94, faubourg du Temple. Le *Parti ouvrier* fait appel aux Bourses du travail, aux Fédérations, aux Chambres syndicales, aux groupes corporatifs, ainsi qu'aux groupes d'études sociales pour l'envoi de délégués.

Conditions d'admission :

1° Les groupements invités devront avoir trois mois d'existence au minimum, au moment de leur adhésion;

2° Ils devront être composés de quinze membres au moins;

3° La cotisation est de 3 francs par groupe ou syndicat adhérent;

4° Chaque groupement adhérent peut se faire représenter par trois délégués au plus;

5° Un délégué ne peut représenter au-dessus de cinq groupements.

Prière d'adresser les correspondances et demandes de renseignements au citoyen Lavaud, 3, rue Civiale, Paris.

Les adhésions devront être envoyées au citoyen Pomès, 7, place Daumesnil, Paris.

L'ordre du jour porte les questions suivantes :

1° Grève générale;

2° Concentration capitaliste, ses conséquences actuelles;

3° De la société future, etc.;

4° Suppression de la magistrature remplacée par les jurys communaux;

5° Lois ouvrières, leur revision dans un sens plus favorable aux travailleurs, etc.

L'occasion est bonne pour les camarades d'aller combattre les préjugés qui restent encore dans l'esprit des travailleurs sur les questions de justice, de législation ouvrière.

⁂

Dimanche 5 septembre, à 3 heures de l'après-midi, grand meeting public, au bois de Vincennes, par les camarades Robinson, Sadrin, Mary, Huchet, Giraud, Boala.

Les camarades qui désireraient prendre part au repas du soir sont priés d'apporter 1 fr. 50 chez M. Laporte, marchand de vins, 19, rue des Trois-Bornes, où l'on se réunira pour le départ à 2 heures de l'après-midi.

Ceux qui ne pourraient être au rendez-vous fixé n'auront qu'à se trouver près le lac Daumesnil, côté de la Grande-Rue, à 3 heures, d'où l'on partira pour le bois.

⁂

Limoges. — En réponse à la proposition du camarade X., le compagnon J. Bariau, 7, boulevard Saint-Maurice, fait savoir qu'il se charge de ramasser les souscriptions des camarades de la localité.

⁂

Amiens. — Tous les camarades sont invités à se réunir le dimanche 5 septembre, à 5 heures du soir, au *Cent de piquet*, faubourg du Cours.

Sujet : Suite de la discussion sur la grève générale.

⁂

Bordeaux. — Septième réunion de quartier. — Samedi 4 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, 53, rue Saint-Bruno, au Quillé, réunion publique et contradictoire.

Sujets à traiter : Anarchistes, socialistes et bourgeois; Analyse philosophique de l'acte d'Angiolillo; Méline Pain cher.

M. Lambinet, républicain-plébiscitaire antisémite, — telle est sa personnelle profession de foi — répondra aux compagnons D. et d.

Entrée : 10 centimes.

Groupe *Les Persévérants*, 11, rue des Augustins, chez M. Arthur Lafosse, débitant-restaurateur.

Réunion du groupe le samedi soir et le dimanche, dès l'après-midi.

Les anarchistes de Bordeaux ne se réunissent plus rue Leyteire, n° 63.

⁂

Marseille. — Dimanche 5 septembre, soirée familiale organisée par la *Jeunesse Internationaliste*. Concert, bal, causerie par un camarade.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

En balade, par Gyp, illustré par Bob; 1 vol., 3 fr. 50, Librairie illustrée, 8, rue Saint-Joseph.

Restons, par Jacques Bahar; brochure, 1 fr. 50, à la Société libre d'édition des Gens de lettres, 12, rue d'Ulm.

Gangrène mondaine, par Emile Henri van Heurck; 1 plaquette, imprimerie Hoste, à Gand.

Vittime e pregiudizi, par Pasquale Pensa; 1 broch. chez Domenico Zavattero, Corso S. Maurizio, 19, Turin.

La Fée surprise, nouvelles, par Gyp; 1 vol., 3 fr. 50, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

Vers libres, par E. J. Villemejeanne; 1 broch., 1 fr., chez l'auteur, 6, rue Cotelier, Nîmes.

Un consul... y un banco..., par Rafael Vilella Guzman; 1 brochure, tipografia Sanchez y de Guise, 8va C. P. n° 5, Guatemala.

L'Idée syndicale ouvrière, son passé, son avenir, par Maurice Claverie; 1 broch., 0 fr. 20, à la *Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.

A lire :

La Peine du talion, *Pages littéraires et musicales*, 18 août.

La Révolution en Espagne, par E. Conte, *Echo de Paris*, 30 août.

AVIS

On nous a remis, pour être vendus au profit du journal : *L'Homme qui rit* et *Quatre-vingt-treize*, par Victor Hugo, de l'édition illustrée Eugène Hugues. — Nous les laisserons à 5 francs le volume au lieu de 10 francs.

On nous a également donné une édition de Lacroix de 1869 de *L'Homme qui rit* en quatre volumes. Nous les laisserons également pour 5 francs les quatre volumes.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste un petit nombre de collections des 4e, 6e et 7e années de la *Révolte*, que nous vendons 1 fr. 50 l'année; 2 fr. 10 par colis postal; 5 fr. les trois franco, en gare.

Quelques 9e année du *Révolté*, 1 fr. 50, franco 2 fr. 10.

Et aussi une dizaine de collections des 7e, 8e et 9e années du *Révolté* (tout ce qui est paru à Paris), au prix de 5 fr. ou franco, en gare, 5 fr. 60.

Il nous reste deux collections complètes du *Supplément de la Révolte*. A ceux qui connaissent notre *supplément*, il est inutile de rappeler la richesse littéraire de ce recueil qui comprend les années 1887 à 1893.

Nous les offrons à 50 francs pièce.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

En dehors de l'album, nous avons :

Un repaire de malfaiteurs, *par Willaume*	1 »	franco	1 15
L'Ecrasement, éditée par *An-Archist* d'Amsterdam	1 »	—	1 15
Le 11 novembre 1887, *eau-forte*	1 75	—	1 90
Bakounine, *portrait au burin par Barbottin*	» 50	—	» 60
Proudhon, *portrait au burin, par Barbottin*	» 50	—	» 60
Un frontispice en couleur, par *Willaume*, pour le premier volume du Supplément	1 25	—	1 40

PETITE CORRESPONDANCE

S., à Roubaix. — Convocation trop tard. Mardi matin au plus tard.

L. M. E., Brésil. — Lithographie et n° 49 expédiés.

H., à Vienne. — De ceux qui refusent d'acheter le journal parce qu'il y manque le supplément, il faut croire que leur esprit de propagande n'est guère développé. Il est probable que si le supplément y était, ça serait autre chose qui manquerait. Il y en a beaucoup comme cela dont l'anarchie consiste en une satisfaction personnelle qui ne doit entrainer aucun dérangement.

Lievens Mathieu. — Les 7 lithographies, quand les réglerez-vous?

B., à Jolimont. — Les brochures, les avez-vous oubliées?

P., à Horiont. — Les abonnements se paient d'avance, veuillez nous faire parvenir le vôtre?

X., à Genève. — Numéro expédié. L'agence reçoit pourtant assez de numéros, et fait assez d'invendus pour satisfaire aux demandes.

Au camarade qui nous a envoyé les renseignements sur le Chili. — Vous auriez dû y joindre les journaux locaux.

Reçu pour les bannis de Montjuich : A. M., 3 fr. — Un groupe d'ouvriers d'Epernay, 5 fr. — L. M. E. D. et J. F., Verviers; E. H. H. D. J. R., Bruxelles, 18 fr. — En tout : 26 fr. — Listes précédentes : 334 fr. 40. — Total général : 360 fr. 40.

Reçu pour le journal : Vulgus, 1 fr. — Un copain de Passy, 1 fr. 25. — Y. Z., 15 fr. — Thér., 1 fr. — *De chacun selon ses moyens* Un camarade, 5 fr. — L., à Saint-Louis, 1 fr. — *Vente de vieux timbres*, 25 fr. — V., à Nimes, 0 fr. 60. — L., à Amiens, 0 fr. 50. — Merci à tous.

P., à La Chapelle. — L., à Chaux-de-Fonds. — F., à Milan. — B., à Brest. — M., à Anvers. — S. V., à New-York. — M. L., à Guerpont. — G., à Tarare. — V. F., à St-Claude. — R., à Dauhinx. — C., à Biella. — B., à Marseille. — H., à Vienne. — T., à Tenès. — F., à Amiens. — M. P., à Romans. — M., à Troyes. — B., à Limoges. — P., à Reims. — D., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 20 — DIX CENTIMES — DU 11 AU 17 SEPTEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

JUSTICE IMMANENTE

Après Canovas, Portas; après la tête, le bras.

Aux récriminations des journaux bourgeois, rappelons les faits.

Au moment de la petite terreur de 93-94, en tous les pays d'Europe et même de l'Amérique du Sud, ce fut une chasse effrénée aux anarchistes. Tout individu qui avait une idée d'émancipation, tout être qui désirait travailler à une rénovation sociale, était traqué, emprisonné sans pitié.

Le gouvernement espagnol se distingua, par-dessus tous, par sa férocité. Les journaux bourgeois relatèrent bien que quelques-uns des détenus que l'on avait nourris de morue salée, leur refusant toute boisson, avaient été amenés à l'instruction, où le juge, faisant miroiter à leurs yeux de l'eau bien fraîche, essayait de leur arracher les aveux qu'il leur dictait. Mais combien cela était loin de l'entière vérité!

Il y a un an environ, au moment où éclatait la bombe de la rue Cambios Nuevos, nous recevions et publiions, dans le numéro 23 de la 2e année, des détails rétrospectifs sur les véritables tortures infligées aux prisonniers.

La presse bourgeoise eut garde d'en souffler mot.

De nouvelles lettres ne tardèrent pas à nous faire savoir que les tortures se continuaient de plus belle sur les prisonniers arrêtés à nouveau pour leurs idées d'émancipation. Après avoir feint d'ignorer le plus longtemps possible, la presse bourgeoise fut forcée de s'occuper des révélations qui arrivaient de toutes parts.

Ces tortures ordonnées ou autorisées par Canovas étaient opérées sous la direction du lieutenant de gendarmerie Portas.

Il y a quinze jours, Canovas tombait sous les balles vengeresses d'Angiolillo. Aujourd'hui, c'est le tour de Portas.

Portas et Canovas, se croyant à l'abri des représailles, faisaient torturer des hommes réduits à l'impuissance. Angiolillo et Sempau entreprennent de venger les tortures subies par leurs coreligionnaires : ils savent que cette tentative sera payée de leur vie, et, qui sait? peut-être de la torture. Aussi ce sont eux que la presse bourgeoise traite de lâches.

On se rappelle la célèbre phrase d'un dictionnaire : « Cet animal est si féroce, que lorsqu'on l'attaque il se défend. » Les anarchistes, mis hors la loi, refusent de se laisser traquer et martyriser : ils sont des bêtes féroces!

Tout acte accompli entraîne sa sanction. Selon sa nature, il peut avoir des conséquences qui passent inaperçues, ou en avoir qui dépassent l'acte lui-même.

Par leur férocité, Canovas et Portas ont soulevé l'indignation de tout ce qui, sans distinction de parti, avait quelques sentiments humains. Laissons pleurer leur perte par ceux dont les pleurs ne coulent que lorsqu'on peut payer leurs larmes. Nous, nous réservons notre haine à cette société maudite qui dévore les meilleurs d'entre nous, les vouant à la mort justement parce que pleins de sentiments humanitaires, ils les ressentent plus vivement que d'autres.

J. GRAVE.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Les camarades de l'école libertaire ayant écrit à l'organisateur de l'école de Yasnaïa Poliana pour lui expliquer leur projet, voici la réponse qu'ils en ont reçue :

« Cher confrère,

« J'approuve de tous points votre projet et voudrais bien contribuer à son exécution.

« J'ai commencé mon activité sociale par l'école et l'enseignement, et après quarante ans, je suis de plus en plus convaincu que ce n'est que par l'enseignement, et l'enseignement libre, qu'on peut arriver à se débarrasser de l'affreux ordre de choses existant, et le remplacer par une organisation rationnelle.

« Ce que vous dites des entraves que le gouvernement républicain pourra apporter à l'émancipation de l'école, et surtout des écoles libres qui se soumettent de bon gré aux programmes gouvernementaux, m'a convaincu, plus que toute autre chose, que ce ne sont jamais les mesures despotiques des gouvernements qui nous empêchent d'agir selon nos convictions, mais le manque de convictions et de foi dans celles que nous professons. Personne ne peut empêcher un homme convaincu de communiquer aux autres ce qu'il croit être la vérité; mais il faut que ses idées soient claires et définies et qu'il y croie.

« De sorte que, pour réformer l'école, la chose principale, selon moi, c'est une manière d'envisager, de comprendre la vie, claire, précise, et à la hauteur des idées de notre temps. Il ne suffit pas de dire aux enfants et au peuple ce qu'il ne faut pas croire; ils veulent savoir ce qu'il faut croire, ce qui est la vérité.

« La vérité, selon ma conviction, est la vie d'après les préceptes de l'Evangile; c'est-à-dire que le but de la vie de chacun n'est autre chose que l'établissement du royaume de Dieu sur la terre, que nous ne pouvons atteindre que par la pratique de l'amour vis-à-vis de nos semblables, sans différence de castes et de nationalités. Je suis presque convaincu que, sans le formuler de la même manière, votre idéal est le même.

« Je crois que, pour le succès de votre entreprise, il faut formuler cet idéal aussi clairement que possible. La question qui vous occupe m'est très chère et je serai très content si je puis, en quoi que ce soit, vous aider dans votre travail.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de toute ma sympathie.

« LÉON TOLSTOÏ.

« 12 août 1897. »

∴

Qu'ajouter à cette lettre? — En effet, l'idéal de Tolstoï — sauf les mots — est le nôtre : la disparition des castes, des nationalités : les hommes frères et solidaires, c'est ce que nous voulons. Réaliser le ciel sur la terre nous-mêmes, c'est ce que nous voulons. Tolstoï le nomme le royaume de Dieu. Nous croyons plus rationnel d'éliminer cette entité. Voilà toute la différence; car en la conservant, cela peut entraîner un dogme, un clergé : choses dont, nous sommes certains, Tolstoï ne veut pas plus que nous.

Une autre différence, mais qui, sans doute, n'existe peut-être que par suite d'un mauvais tour de phrase : « Enseigner aux enfants et au peuple ce qu'ils doivent croire. » Notre enseignement doit être surtout de faits positifs. N'affirmer que ce que nous savons être définitivement acquis à nos connaissances. Indiquer, aussi clairement que possible, ce que nous croyons, ce que nous désirons, mais en ne le donnant que comme une spéculation de notre esprit, l'individu devant se créer son idéal lui-même.

J. GRAVE.

TRIBUNAUX UNIVERSITAIRES

(*Suite*) (1)

Les chefs universitaires voudraient bien étouffer toutes ces voix importunes; mais elles s'imposent avec la *force irrésistible* de la vie et de la réalité. Alors, ils essaient d'en atténuer l'effet et de n'en laisser arriver que des bribes amoindries aux oreilles juvéniles. Vains efforts! Une fois la brèche ouverte, elle s'agrandit fatalement; et l'ennemi, à moitié entré dans la place, y pénètre bientôt tout à fait.

Le projet insensé que d'empêcher des adolescents de lire des livres qu'ils voient dévorés autour d'eux par leurs parents, par leurs professeurs, par ceux même qui prononcent ces interdictions formelles; ces livres, qui éveillent d'autant plus leur curiosité avide, qu'ils les entendent tous les jours louer ou dénigrer avec plus de passion!

Mais une fois sur cette pente, plus moyen de s'arrêter. Après les littérateurs à tendances plus

(1) Voir les numéros 17 et 19.

ou moins novatrices, ce sera le tour des purs révolutionnaires, des Kropotkine, des Reclus, etc. Et pourquoi pas? Les récits de voyages, par exemple, intéressent beaucoup les enfants. Eh bien! ils liront *Le Primitif*, d'Elie Reclus : ils y trouveront une ample moisson de détails piquants et vrais sur les mœurs australiennes; et ils pourront s'y décrasser des tableaux *fantaisistes de la vie sauvage* à la J.-J. Rousseau, à la Bernardin de Saint-Pierre, à la Chateaubriand, et surtout des niaiseries patriotiques et coloniales qui infestent leurs livres de classe et leurs livres de prix.

Heureusement que l'Université, douane de la pensée, monte une garde sévère; et notre contrebandier, filé et refilé dans toutes ses allées et venues, va enfin comparaître, précédé d'un volumineux et accablant dossier, devant un tribunal universitaire, une cour de justice spéciale, qui se prétend plus juste que les autres, et surtout qui se défend de faire de la politique. La politique n'est qu'accessoire dans les débats : elle ne vient là que pour avoir, dans l'espèce, vicié l'enseignement du prévenu : il est entendu que l'on vise le professeur et non l'homme de parti. Ah! s'il avait fait de la politique gouvernementale, une bonne petite politique saine et recommandable, ce serait différent. Mais, s'il nous venait demain une monarchie, le devoir de ces magistrats occasionnels, gouvernementaux par définition, serait de condamner sans pitié un professeur trop ouvertement républicain : car alors il serait impossible d'être républicain et de bien enseigner.

Pourquoi le ministre de l'Instruction publique, le chef suprême, qui, comme tel, dispose d'un riche arsenal de foudres administratives, n'a-t-il point, cette fois, daigné personnellement intervenir?

Ah! c'est qu'il s'agit de frapper un grand coup, et que, dans les grandes occasions, il éprouve le besoin, en quelque sorte, de diminuer sa responsabilité en la partageant entre un grand nombre de têtes : plus l'acte arbitraire médité est de conséquence, plus il se sentirait gêné de n'avoir pas l'appui moral d'une servile approbation. Mais, rassurez-vous, elle ne lui fera point défaut.

Voici donc le Conseil d'Académie réuni en assises solennelles. Il est bien selon le cœur du ministre.

Y figurent quatre hommes politiques, qu'il a choisis lui-même parmi les maires et conseillers généraux des localités qui subventionnent les établissements scolaires de l'Académie. Vous sentez la double menace incluse dans cette double délégation, représentant deux puissances aussi peu respectables l'une que l'autre, le pouvoir central et le suffrage universel; ayant mandat de défendre, pour celui-là, le principe d'autorité, et pour celui-ci, la tyrannie de l'argent, qui prétend s'exercer jusque sur l'intelligence.

Avec eux, treize membres de l'Administration, le recteur, les inspecteurs, etc., qui, certes, leur tiennent dignement compagnie. Ce ne sont pas ceux-là qui admettront qu'on foule aux pieds les vénérables traditions ni qu'on ne s'incline qu'à moitié devant la hiérarchie auguste.

Restent onze professeurs, élus par leurs collègues et pairs : onze sur trente, c'est peu. Et encore, si le prévenu qui comparaît devant eux est un pauvre petit professeur de collège, à peine, sur ce nombre, en trouvera-t-il deux qui puissent, avec une certaine vraisemblance, passer pour ses égaux, les autres, professeurs de lycée ou de faculté, étant déjà de bien gros messieurs assez loin de lui.

Et ses égaux, même, le sont-ils tant que cela? Eh! non, puisqu'ils sont ses juges. C'est là une supériorité radicale et irrémissible qu'ils ont sur lui : ils en feront, s'ils le veulent, un mauvais usage; un bon, s'ils y condescendent.

Je vois mal, d'ailleurs, ces subordonnés, fourvoyés au milieu de ces gros bonnets, parmi lesquels ceux dont ils dépendent immédiatement, soutenant une thèse un peu libre, et engageant avec eux un corps-à-corps un peu serré.

Ah! s'il en est qui soient animés d'intentions droites, que vont-ils faire dans cette galère? Juger leurs pareils, l'osent-ils vraiment? se sentent-ils assez impeccables pour n'être pas exposés à tomber dans les mêmes fautes, si fautes il y a? Est-ce contre le péché d'indépendance qu'ils se montreront inflexibles, se faisant forts de ne jamais le commettre? Tant pis pour eux : car il n'y a qu'une chose qui soit vraiment impardonnable, c'est de détenir même une parcelle de pouvoir répressif et de se faire les complices des chefs en autorisant leurs actes despotiques d'un cachet spécieux de légalité.

Maintenant, nous en sommes aux débats.

C'est la comédie accoutumée des tribunaux ordinaires : l'instruction, le réquisitoire, la défense, le verdict. Beaucoup de formes : car cela tient lieu de la justice absente.

Une commission nommée par le Conseil a instruit l'affaire, et un rapporteur, qu'à son tour la Commission a nommé, s'improvise ministère public, et requiert contre l'accusé la peine de la révocation.

Le malheureux doit bien remercier les aides-bourreaux d'avoir eu la main si douce : car ils pouvaient demander, sinon sa tête, du moins l'interdiction absolue pour lui d'enseigner.

La révocation est encore un terrible boulet à traîner, quelque chose comme la marque T. F. des anciens forçats, ou le casier judiciaire des libérés d'aujourd'hui. Mais il n'y a pas impossibilité radicale à ce que, malgré cette tare, le condamné trouve, en cherchant bien par exemple, quelque chaire de rencontre, avec, pour d'écrasantes besognes, une poignée de gros sous. Théoriquement, il peut gagner sa vie : cela ne suffit-il point?

Mais nous n'en avons pas fini avec les générosités légales.

Pour un moment, moment solennel, l'impénétrable sceau des *rapports secrets* a été brisé en faveur du prévenu : il lui a été loisible, tout un jour durant, d'éplucher feuille à feuille, ligne à ligne, l'énorme monceau de paperasses qui vient de lui retomber sur la tête comme un coup de bélier; d'examiner la structure et les proportions de la redoutable machine, peu à peu dressée dans l'ombre; de connaître, avec les nuances de leur style propre et de leur bassesse caractéristique, les ouvriers qui l'ont fabriquée.

Et le voilà maintenant armé (oh combien!) pour se défendre, tant est grande la mansuétude du pouvoir, qui consent à ne pas le dévorer sans l'avoir entendu! Tel, dans certaine fable, le loup ne croque l'agneau qu'après l'avoir dûment assaisonné d'arguties avocassières.

S'il daignait, au moins, avouer, sur le tard, qu'il a eu tort de ne pas hurler avec les loups, il aurait peut-être quelque chance de les désarmer : c'est la seule qui lui reste.

Les tribunaux, quels qu'ils soient, sont des citadelles défensives de l'ordre établi; et, comme tels, ils sont absolument murés et sourds à la logique. D'ennemi à ennemi, en dehors de la force, je ne sais de raisons qui vaillent, que de capituler ou de passer dans l'autre camp.

Ces messieurs graves, juges en redingote, sont rangés, comme un sanhédrin, autour d'une table longue, avec deux points centraux : l'un, le chef de l'Académie, le recteur, qui préside; l'autre, lui faisant face (les extrêmes se touchent), l'infime professeur, qui ne l'est même presque déjà plus, qui ne tient plus au corps professoral que par une légère fibre. Cette seconde présidence ironique, c'est presque la dérisoire couronne d'épines.

Vous avez devant vous, en raccourci, l'*Université*, l'impitoyable briseuse d'individualités libres, de tout ce qui tente (son nom l'indique) d'échapper au cadre *uniforme* de ses règles étroites.

Combien y en a-t-il, surtout dans une assemblée de ce genre, qui aient conscience d'être *quelque chose ayant une existence à part de ce corps artificiel?*

Ces gens-là croient être des universitaires et des fonctionnaires avant d'être des hommes; ils sont persuadés que, justement, leur but et leur mission est de défendre l'Etat et l'Université, partie intégrante de l'Etat. Allez donc leur dire que l'Etat, c'est la violence organisée; que soutenir cela, ce n'est pas être violent, mais *s'opposer à ceux qui le sont.*

Ils ne vous comprendront point : les chefs, naturellement, puisque, nouveaux Louis XIV, ils pourraient répéter pour leur compte le propos qu'on lui prête et dire : « L'Etat, c'est nous »; mais le gros de l'armée pas davantage, parce qu'ils sont enrégimentés, incorporés, avec tant de force, qu'ils sont devenus des dépendances inséparables de cette tête dominante. Habitués à ne marcher que sur des mots d'ordre venus d'en haut, disciplinés en diable, ces esclaves aiment leur servitude, et ils n'admettent pas qu'on cherche à s'affranchir. Plus d'Etat, pour eux, cela équivaut à la fin du monde. Et proclamer qu'il pourrait bien, ce parasite des parasites n'existant plus, exister encore quelque chose, et que l'enseignement, par exemple, ne s'en porterait pas plus mal, au contraire : c'est, ou bien radoter, ou bien se mettre en lutte ouverte avec la société et avec eux personnellement, s'en prendre aux principes les plus sacrés et à leurs intérêts immédiats.

Leurs timides élans d'émancipation n'osent s'aventurer que sous forme larvaire et vaguement éclectique : ils accouplent, dans leurs intellects confus, ces choses contradictoires : entente d'Etats, et pacification générale; respect de la hiérarchie, et progrès de la liberté individuelle; réglementation minutieuse, et libre pensée.

Si vous venez carrément, et résolument, crever ces bulles inconsistantes, et si vous projetez dans leurs yeux habitués aux demi-ténèbres la lumière crue des idées nettes, ils sont offusqués et surpris.

Vous avez beau leur velouter tout cela de formes amènes : vous les avez frappés à l'endroit sensible; vous êtes autre qu'eux, par la pensée, par les actes, par tout, vous êtes hérétique : ils vous excommunient.

Et cependant, ils ont bien quelque honte des grosses calomnies, facilement réfutées, qui ont mis avec fracas le feu aux poudres, comme une claironnade bruyante ou une première décharge.

Et, pour être quittes avec leur conscience, pour être bons princes, ils élargissent d'un cran l'instrument de torture qu'on leur présente : de la *révocation*, ils le font descendre au *retrait d'emploi.*

Indulgence pleine de conditions offensantes et oppressives. Ils vous mettent dehors, et vous disent : « Tu pourras rentrer, mais si le ministre le veut bien; et, pour qu'il le veuille, il faut que tu fasses amende honorable et que tu sois bien sage. Il ne serait pas mauvais, aussi, d'avoir auprès de lui quelque puissant intercesseur, de lui lécher les pieds directement et par procuration. »

Et, tant il en coûte de commettre franchement et avec plénitude une mauvaise action, après avoir à demi égorgé la victime, ils la ramassent, comme on fait sur les champs de bataille, et ils cherchent à la panser tant bien que mal. Plutôt mal. Ils s'en remettent encore aux bons soins du ministre; (ils ne sont quelque chose qu'à condition d'abdiquer perpétuellement entre ses mains) et ils émettent humblement le vœu qu'il lui plaise octroyer une aumône à ce pauvre diable, par eux jeté sur le pavé et dépouillé de son gagne-pain.

Et le ministre sera bien capable, la chose convenablement pesée et mûrie, le Conseil supérieur entendu, d'accorder un *secours* à ce professeur, qu'il ballotte depuis des mois de poste en poste, de suspension impayée en déplacement onéreux, et qui a laissé un peu de son maigre

budget sur toutes les voies ferrées, gratuites pour les gros budgétivores, ministres ou autres, très chères pour les petits.

Et ce qu'on lui rendra, sous une forme insultante, représentera environ le dixième de ce qui lui a été volé par des retenues successives faites d'autorité sur son traitement sous prétexte de lui constituer une retraite dont il ne touchera jamais un sou.

Et avec cela, M. le Ministre et ses divers conseils se donneront les gants d'une générosité pitoyable, superbes peut-être, mais assurément bien bon marché, excepté pour le malheureux dans la peau duquel ils auront été taillés.

Mais quand je vous disais que les libérales clémences de la loi n'ont pas de bornes... Pensez-vous que tout soit terminé, quand le Conseil d'Académie a prononcé son verdict, si atténué et si pallié soit-il? Que non : la sollicitude paternelle de l'Etat ouvre encore au condamné un recours. Il peut en appeler au Conseil supérieur de l'instruction publique, faire reviser son procès, et, qui sait? le gagner peut-être, au moins partiellement.

A une condition pourtant, toujours la même : c'est qu'il rétracte ses funestes erreurs; c'est qu'il déclare que le gouvernement, en général, est la plus belle création du génie de l'homme, et que celui de M. Rambaud, en particulier, ajoutera la plus glorieuse des pages à cette *Histoire de la civilisation* qu'il écrit d'une main si magistrale.

C'est, rue de Grenelle, une salle plus grande que l'autre, sévèrement et officiellement luxueuse, deux longues tables avec des messieurs en noir tout autour. Il faut passer au milieu pour gagner la sellette. On se tourne à demi vers le menu fretin du Conseil, à demi vers le bureau, qui préside, présidé à son tour par le ministre; et on est invité à prendre la parole, pour répondre aux incriminations d'un second réquisitoire.

(*A suivre.*) J. Degalvès.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Pétarades. — Le bombardier particulier de notre copurchic président s'est piqué au jeu. Vexé des quolibets de la presse sur son retard à saluer de son habituelle pétarade le départ de son patron pour la Russie, — sa fusée était partie cinq minutes après le passage du président, — il s'était juré de prendre sa revanche à son retour. Embusqué sous le péristyle de la Madeleine rigoureusement gardé, pour la circonstance, par des agents de police, il attendait, plein de zèle. Des cris : « Il arrive! il arrive! » retentissent, poussés sans doute par quelque poissarde aux environs. « C'est lui », se dit-il. Et soudain, pouf! sa pomme d'arrosoir, bourrée de poudre de perlimpinpin, vole en éclats. C'était trop tôt.

Mais aussitôt, grande confusion parmi les agents, les rares passants sont cernés. Un bourgeois à particule, pris de colique au bruit de la détonation, et entrevoyant tout à coup dans une terrifiante hallucination le spectre horrible de la Révolution, aperçoit deux ouvriers. L'ouvrier est la bête noire du bourgeois. Celui-ci ferme à double tour ses tiroirs et son coffre-fort quand un de *ces gens* mal vêtus vient effectuer quelque réparation dans ses appartements.

« C'est eux! s'écrie-t-il, tremblant de peur; je les ai vus. » La police, heureuse de cogner sur des travailleurs, — nul ne hait le travailleur comme le fainéant — s'empresse de saisir les deux passants désignés et avec force bourrades les emmène au poste. Perquisitions, promenades dans le quartier menottes aux mains, etc. On ne se gêne pas avec les gens de peu. Après vingt-quatre heures, on s'aperçoit, mais un peu tard, qu'on a commis une gaffe et on les relâche en leur criant de ne pas recommencer.

Non, certes! ne recommencez plus : 1° à aller faire les badauds sur le passage des guignols officiels et 2° à vous laisser molester comme de petits moutons par les loups de la police. Si tous ces attentats contre la liberté individuelle étaient reçus comme ils le doivent et si la foule, au lieu de chercher à écharper les innocents arrêtés, intervenait pour les délivrer et donner aux policiers la leçon qu'ils méritent, ceux-ci montreraient moins de désinvolture.

***

La Justice. — On lit dans le *Petit Rouennais :*

« Il nous vient l'écho d'une assez drôle d'histoire qui vaut bien la peine d'être contée.

« Dernièrement on dérobait à l'étalage d'un grand magasin de chaussures une paire de souliers.

« Le commerçant était dissimulé sur le seuil de sa porte et avait vu le voleur opérer. Il se mit aussitôt à sa poursuite et parvint à le rattraper. Mais l'individu avait dissimulé le produit de son vol sous ses vêtements et il soutenait *mordicus* qu'il n'avait rien pris, qu'il était faussement accusé.

« Il s'ensuivit naturellement une explication assez orageuse entre le négociant, qui voulait rentrer dans sa marchandise, et l'inculpé, qui prétendait n'avoir rien à restituer, étant aussi innocent que l'enfant qui vient de naître.

« La foule s'amassa bientôt. Sur ces entrefaites, un agent intervint et voulut procéder à l'arrestation de l'individu. Aussitôt, la discussion cessa comme par enchantement, et le négociant, refusant de porter plainte, dit qu'on ne lui avait rien volé.

« — Mais si, fit l'agent, on vous a volé une paire de chaussures?

« — Nullement, il n'était pas question de cela.

« — Mais vous accusiez cet homme, tout à l'heure?

« — C'est une erreur, vous avez mal entendu.

« Il va de soi que le voleur, bien que ne comprenant rien à ce revirement, faisait chorus et se débattait comme un beau diable.

« L'affaire n'en resta pas là, cependant. Une enquête fut ouverte. On pressa le négociant de s'expliquer, et enfin, menacé d'être poursuivi pour dénonciation calomnieuse, la scène que nous décrivons ci-dessus s'étant passée devant de nombreuses personnes, le négociant finit par dire :

« — Eh bien! oui, cet homme m'a volé. Mais, en moins d'une année, voici trois ou quatre fois que pareil fait se produit à mon étalage. Chaque fois, j'ai porté plainte, et, chaque fois, le Parquet a saisi les chaussures comme pièces à conviction. Ces chaussures, je ne les ai jamais revues. Aujourd'hui, volé par le Parquet ou volé par un particulier, cela m'est tout à fait égal; le résultat est pour moi le même. Je préfère ne pas porter plainte; je n'aurai pas, au moins, les ennuis de nombreux dérangements. »

***

Les bourgeois savent se venger : *Liard-Courtois* vient d'être interné à l'île du Salut, la plus malsaine, la plus calcinée de la Guyane.

***

Congrès. — Les syndicats de la Bourse du Travail d'Angoulême organisent, pour le 12 septembre, une manifestation de toutes les corporations ouvrières de la contrée qui doivent se réunir en congrès. Plus de cent groupes ouvriers ont déjà répondu à l'appel.

***

Marseille. — Le camarade Jahn, que connaissent tous les anciens militants anarchistes, vient de sortir éreinté de la prison de Marseille. A sa sortie, on l'a prévenu qu'une nouvelle condamnation le mettrait en passe d'être relégué. Or, toutes les condamnations de Jahn ont été motivées par des délits d'opinion.

La loi scélérate existe et la magistrature prétend l'employer en sourdine.

C'est, paraît-il, un parti pris chez eux d'acculer les individus au désespoir. Ils s'étonnent ensuite lorsqu'ils en reçoivent des éclaboussures.

André Girard.

***

La Grande Famille. — La semaine dernière, le soldat Toussaint, du 34e d'artillerie, à Angoulême, s'est suicidé en se pendant à un arbre. On envoie les artilleurs faire le tir pendant toute une saison dans la forêt de la Braconne, forêt de 10.500 hectares. Là, les soldats ne fréquentent personne; on leur porte chaque jour les provisions nécessaires. La nostalgie les prend au milieu des bois et souvent ils se suicident. (*Correspondance locale.*)

Angleterre.

La grève des carriers de Penrhyn est finie. Après une lutte de onze mois, les grévistes viennent d'obtenir satisfaction, sinon à toutes leurs demandes, du moins à presque toutes.

On se rappellera que la cause provenait du refus de lord Penryhn d'accorder à ses ouvriers une augmentation de salaire, et de leur reconnaître le droit de se syndiquer. Lord Penryhn avait répondu en congédiant dix-sept ouvriers soupçonnés d'être les « meneurs ». Les ouvriers demandèrent alors la réintégration de ces victimes de la peur et de l'arbitraire. Mais lord Penryhn les mit tous sur le pavé avec encore plus de brutalité. Ils devaient, d'après lui, reprendre leur travail et se remettre tout à fait en son pouvoir. Mais, pendant onze mois, les grévistes ont enduré les privations les plus dures, ainsi que leurs femmes et leurs enfants; plusieurs allèrent même de ville en ville solliciter l'appui grâce auquel ils ont pu continuer la lutte jusqu'aujourd'hui sans la moindre faiblesse.

Les conditions obtenues sont que les dix-sept ouvriers congédiés seraient réintégrés, que le syndicat serait reconnu par lord Penryhn et que les salaires seront les mêmes que ceux des industries semblables.

La question de la reconnaissance du syndicat était de la première importance dans cette lutte. Ce point a été gagné complètement (1).

***

La grève des mécaniciens continue avec un véritable entêtement des deux côtés. Mais rien n'est plus rassurant que la confiance des grévistes. Même les femmes y apportent autant d'intérêt que les hommes et, dans plusieurs localités du nord, elles ont donné beaucoup d'encouragement.

Le nombre des ouvriers actuellement en grève a augmenté, mais ce qui est certain, c'est qu'il a atteint à peu près son taux normal.

Pourtant les choses ne se passent pas avec autant de calme que la presse bourgeoise l'avait prédit et un incident assez important pour les grévistes s'est produit la semaine dernière, causant une profonde sensation. Sept grévistes ont été traduits devant un magistrat pour avoir poursuivi les *blacklegs* près de l'atelier de MM. Thornycroft et Co., Chiswick, Londres. Ils étaient inculpés de les avoir attaqués et molestés. Bien qu'on ait prouvé que deux d'entre eux étaient, à l'heure indiquée, fort loin de l'endroit et malgré leurs protestations d'innocence, cinq ont été condamnés à trois semaines de prison et un à six semaines, tous sans option d'indemnité. Les grévistes sont très surpris! Ils avaient toujours pensé que la loi qui concerne ces affaires a été faite spécialement en leur faveur. Nous espérons que quelques-uns d'entre eux auront eu les yeux ouverts.

En ce district, les anarchistes ne sont pas restés inactifs et, chaque jeudi après midi, aux réunions des grévistes assistaient le camarade Tochatti et sa compagne qui, tout en prononçant des discours, distribuaient des brochures et des journaux. La compagne de Tochatti a aussi chanté des chansons anarchistes qui ont été accueillies avec enthousiasme.

Dimanche dernier, les mécaniciens ont tenu un grand meeting à Hyde Park. Il y a eu là plus de 20.000 personnes et on a voté une résolution décidant de continuer la lutte jusqu'à ce que leurs demandes aient été accordées.

L'*Employers' Federation* est composée exclusivement de patrons, mais il y a une autre organisation auxiliaire quelque peu mystérieuse, nommée *Free Labour Association*. Cette association naquit de la grève des dockers quand, il y a quelques années, elle entreprit de trouver des blacklegs pour occuper la place des grévistes. Elle établit des bureaux en plusieurs villes où les meurt-de-faim peuvent trouver du travail; mais quoiqu'elle ait depuis continué à exister, il faut dire que jamais les ouvriers organisés n'ont pris son influence au sérieux. Une de ses fonctions consiste à faire sa propre police, à protéger ces victimes de notre système, qu'elle a trouvées battant les grandes routes. Elle se dit une organisation d'ouvriers, mais il est évident qu'elle est une société soudoyée par les patrons. Durant la présente grève, elle continue à jouer son rôle, mais sans manifestation importante.

---

(1) Nos renseignements particuliers, comme nous l'avons dit dans *le dernier numéro*, ne confirment pas cela.

Lancashire. — On annonce que les patrons de l'industrie du coton donneraient bientôt avis d'une réduction de salaire à laquelle les ouvriers se refuseraient et qu'ils se mettraient en grève. Plusieurs milliers d'ouvriers seraient affectés.

Caleb Keenan.

Allemagne.

Ceux qui ont lu : *Internement des prétendus aliénés en Allemagne*, par Krezschmar, ne seront point surpris du fait suivant. En 1886, un apprenti confiseur, arrêté à la suite d'une rixe, tenta de se suicider à l'aide d'un revolver. Conduit à l'hôpital de Hambourg, il se remit rapidement, mais contrairement à l'avis des médecins il soutenait que le projectile était toujours dans son crâne.

Jusque-là, rien d'extraordinaire : Mme M., de la rue Etienne Dumont, à Genève, était, à en croire les trois médecins qui, pendant plusieurs mois, lui vouèrent leurs soins, atteinte d'une tumeur dans le ventre; au neuvième mois, Mme M. devint mère. Un enfant, voilà ce que les esculapes avaient supposé être une tumeur!

Mais ce qui est extraordinaire, c'est qu'ayant quitté l'hôpital, le jeune confiseur, souffrant toujours de maux de tête, continua de consulter divers médecins; à chacun d'eux, il affirmait l'existence de la balle dans son crâne. Alors, ces médecins conclurent que le jeune homme était atteint de folie, ils le firent arrêter et enfermer comme fou dangereux.

Au bout de quatre ans de réclusion, comme le pauvre garçon se conduisait fort bien, on le libéra, mais avec la promesse de ne plus jamais parler de cette prétendue balle logée dans sa tête.

Le confiseur se rendit à Berlin, où il assista aux expériences de la découverte de Rœntgen; le lendemain, il se rendit chez le professeur et le supplia de lui photographier le crâne.

Le professeur accéda à ce désir et la photographie révéla que le malheureux enfermé pendant quatre ans dans une maison d'aliénés avait réellement une balle dans la tête.

A trois lieues de la frontière d'Allemagne, dans un pays où on fait grand étalage de liberté, Mlle Herminie Suter fut, par ordre du gouvernement saint-gallois, séquestrée dans la maison de fous du Burghoezli, parce qu'elle avait pris la liberté grande d'adresser un certain nombre de pétitions et requêtes à Messieurs les gouvernants du canton de Saint-Gall (Suisse).

Pour reposer en paix, les seigneurs féodaux faisaient réquisitionner les paysans obligés de battre les fossés de leurs châteaux : pour reposer en paix, nos gouvernants font séquestrer des personnes coupables d'avoir eu l'audace de leur écrire!

Après avoir constaté que Mlle Suter n'était point folle, mais simplement atteinte d'une manie n'offrant aucun danger ni pour elle-même ni pour autrui, le directeur lui ouvrit les portes du Burghoezli.

Etats-Unis.

On lit dans le *Réveil des Verriers* :

« Après une grève qui a duré près de quatre ans, le président de l'*Union des travailleurs de verre de cristal*, W.-J. Smith, a annoncé à toutes les sections locales que les membres de l'Union pouvaient de nouveau travailler dans les fabriques de la *United States Glass Company*.

« Cette grève de quatre ans que l'*Union des Travailleurs de verre de cristal* a soutenue contre la *United States Glass Company* est une des plus remarquables qui se soient produites jusqu'à ce jour dans le monde du travail.

« Voilà quatre ans que 1.900 des 7.500 membres de cette union se mirent en grève et, depuis, sur ce nombre, il n'y eut que 12 sarrasins qui acceptèrent les conditions des patrons.

« Durant cette longue grève, 400 grévistes sont morts, et l'Union a déboursé plus de 1.000.000 de dollars, soit plus de 5.000.000 de francs, ayant payé 6 dollars (30 fr.) par semaine aux sans travail et 750 dollars (3.750 fr.) aux veuves des membres morts.

« Malgré cette lutte sans exemple, l'Union est encore plus forte en finance et en nombre qu'au commencement de cette grève, mais un grand nombre des actionnaires de la *United States Glass* ont été complètement ruinés. »

N'est-ce pas un exemple éclatant de ce que peut la solidarité?

A. G.

République argentine.

Tous les gouvernements sont solidaires. Le camarade José Prat, après avoir quitté son doux pays d'Espagne, s'est rendu à Buenos-Ayres. Dès son arrivée, il a été arrêté — pourquoi? pour rien, pour le plaisir d'embêter un anarchiste — et incarcéré pendant vingt-quatre heures. On l'a dépouillé de tous ses livres et de ses brochures. Après ce chapardage, on l'a laissé en liberté.

Mais toute la presse bourgeoise de l'endroit réclame sur tous les tons une loi pour empêcher l'invasion des anarchistes, au point que le gouvernement va présenter la loi un de ces jours et expulser peut-être ceux qui sont déjà immigrés.

Avis donc aux camarades qui prépareraient leur départ pour cette République qui n'a rien à envier à la nôtre.

Le camarade Prat prie les amis de ne pas lui écrire jusqu'à nouvel ordre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Citoyen,

« Je ne suis pas votre coreligionnaire : je suis collectiviste et membre du Parti ouvrier, mais je crois bon qu'il y ait toujours des avancés pour empêcher ceux qui le sont moins de s'endormir et de mentir à leurs promesses. Je trouve d'ailleurs intéressant que des doctrines, quelles qu'elles soient, puissent librement se faire jour. Et c'est pourquoi lecteur assidu de votre journal depuis son début, respectueux de vos convictions qui n'ont pas modifié les miennes, reconnaissant que vos écrits m'aient souvent suggéré des aperçus nouveaux, je vous adresse un bon de poste de dix francs pour vous aider dans votre publication, et, quand je le pourrai, je vous enverrai d'autre aide.

« Je vous prie d'agréer, citoyen, mes salutations fraternelles. « L. R. »

Les critiques sociales, par E. Girault. — Vendredi prochain, 10 septembre, à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey, première réunion : « Religion, déterminisme et négation ».

Toute la presse est invitée, et la contradiction est offerte à tous les économistes, moralistes, rhéteurs et parlementaires bourgeois.

Entrée : 25 centimes pour les frais.

Mercredi 15, à la même salle, deuxième conférence sur la religion et les dogmes, par le même.

Dimanche 12 septembre, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, à 2 heures de l'après-midi, grande conférence par les camarades Marcel Boala et Roubinaux sur les sujets suivants : L'alliance franco-russe et les mesures répressives contre les socialistes révolutionnaires et les anarchistes.

Les camarades Brunet, Sadrin, Tortelier, Marius sont invités à prêter leur concours.

Prix d'entrée : 30 centimes.

Internationale Libertaire. — Un groupe a été formé il y a quelques jours par des camarades pour la fondation d'une caisse qui servirait :

1° Construire un hall aménagé pour salle d'école, de réunion, bibliothèque, etc.;

2° Impression d'affiches, brochures, manifestes, etc.;

3° Caisse pour venir en aide aux camarades expulsés, emprisonnés, etc., et leur famille;

4° Création d'un journal quotidien;

5° Organisation de conférences, concert, sauterie.

La cotisation est fixée par les camarades suivant leurs ressources.

Permanence tous les samedis, salle Galleron, 53, rue des Archives, de 8 h. à 10 h.

On peut se mettre en communication ou écrire au camarade Henri Darthez, 37, rue Saint-Ambroise.

Bibliothèque sociale de Saint-Ouen. — Samedi 11 septembre 1897, à 8 h. 1/2 du soir, salle Baumann, 72, rue des Rosiers.

Causerie par le camarade Georges Etiévant sur l'Utilité du groupement.

Bordeaux. — Huitième réunion de quartier. Samedi 11 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au restaurant Chouquet, allées de Boutaut, au pont de Larroque, conférence publique et contradictoire.

Sujets à traiter : Analyse philosophique de l'acte d'Angiolillo; Anarchistes, socialistes et bourgeois; De l'alliance franco-russe; Des accapareurs de blé.

Entrée : 10 centimes.

Lyon. — Communication des *Harmonistes du Sud-Est*. Au cercle, le dimanche 12 septembre, à 3 h. 1/2, notre ami Carron traitera de *la Solidarité et l'Individu*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Morale déiste, par Nodiar; brochure à 0 fr. 10, au Groupe libertaire, 22, rue de la Vierge, à Nîmes (7 fr. le cent).

Informe de la Biblioteca Nacional, San José, Costa-Rica.

Dogme et Science, par E. Janvion; 0 fr. 25, au *Libertaire*.

Vient de paraître, au *Peinard : Les Libertaires*, poésie de Ducret, musique de Méristo aîné, 0 fr. 10 le fascicule.

A lire :

Les Solitaires, Henry Rainaldy, *Le Maître de maison*, septembre 1897.

L'Hospitalité de la France, G. Clémenceau, *Justice*, 6 septembre.

Le Ricochet, H. Fèvre, *Echo de Paris*, 6 septembre.

PETITE CORRESPONDANCE

R., à Nîmes. — Si la vie est un résultat ou un principe? Ça alors, c'est de la haute métaphysique, trop abstrait pour moi.

A. D., à St-Etienne; T. B., à Lyon. — Convocations trop tard. Le mardi matin, au plus tard.

Les camarades de la Chapelle. — Non. Mais il n'est pas le seul.

P., rue M. — Vous nous excuserez. Votre bande s'était trouvé biffée par erreur.

Marseille. — Veuillez prendre, je vous prie, les invendus chez Blancard. Il y en a 345 ce mois-ci.

A. P., rue de D. — Merci du renseignement. C'est un mensonge ou des libraires, ou du porteur, car les invendus sont repris. Nous allons nous renseigner.

F., à Amiens. — Cela va bien. Publierons la liste semaine prochaine.

Ary Bine. — Votre idée est excellente, mais comme vous le dites, ce sont les fonds. Avant de pouvoir les vendre, il faut d'abord les éditer.

T., à Lyon. — Il faut que nous recevions les communications le mardi matin.

R. et L. — Reçu souscription pour A. Seront publiées semaine prochaine.

P. B., à Béziers. — Voyez ci-dessus. Cette brochure est épuisée.

Reçu pour la famille d'Angiolillo : X., 0 fr. 50. — A. G., 2 fr. — Un anarchiste de Saint-Mandé et Germinal, 2 fr. — R., 2 fr. 50. — E. B., à Argenteuil, 1 fr. — X., 2 fr. — J. B., à Troyes, 0 fr. 75. — Un Havrais, 2 fr. — O. B., 3 fr. 50. — Charles Michel, à Guerpont, 1 fr. — J., à Montreuil, 1 fr. (plus 1 fr. pour la compagne de Chauveau). — Ange lit l'O., 2 fr. — Un ami d'Angiolillo, 2 fr. — Par deux camarades, 2 fr. — Par quelques Harmonistes, 1 fr. — Mme S. R., 5 fr. — Un camarade, Reims, 1 fr. — En tout : 31 fr. 25.

Reçu pour les réfugiés espagnols : A. F. D., à Fulton-Sonama, 27 fr. — Listes précédentes : 360 fr. 40. — Total général : 387 fr. 40.

Reçu pour le journal : Gabier, 3 fr. — *De chacun selon ses forces :* Un camarade, 5 fr. — Le cordonnier de Vincennes, 2 fr. — A. M. O., 5 fr. — Valréas, 0 fr. 75. — R., à Nîmes, 2 fr. — Gj., 10 fr. — C. H., à Alais, 4 fr. 50. — L'Anarchie errante, 11 fr. — *Pour qu'on nous imite*, versement mensuel, 4 fr. 50. — P. M'enn. 1 fr. — Un anarchiste, 0 fr. 50. — Les camarades de La Chapelle, versement mensuel, 10 fr. — L. R., 10 fr. — R., 2 fr. 50. — E. B., à Argenteuil, 1 fr. — G. M., 10 fr. — X., 0 fr. 50. — Ter., 1 fr. — L. J., rue J.-de-B., 2 versements mensuels, 10 fr. — O. B., 5 fr. — Un ami d'Angiolillo, 1 fr. — Ary Bine, 0 fr. 45. — Un camarade, Reims, 2 fr. — Merci à tous.

Société coopérative, Lyon. — R., à Toulouse. — R. V., à Royans. — B., à Angers. — A. L., au Chambois. — L., à Marchiennes. — C., à Bruxelles. — G. et H. W., à Paterson. — L., au Mans. — M. T., à Podensac. — D., à Saint-Quentin. — N., à Tours; R., à Nouzon; H., à Saint-Nazaire; P., à Lille; B., au Mans (par le *P. P.*). — R., à Lisbonne. — B., à Brest. — P., à Horion. — G. D., à Reims. — D., à Nîmes. — C., à Marseille. — J. O. M., Alger. — M. S., à Lyon. — G., à Jailleu. — P., à Londres. — S. P., à Bordeaux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Deséchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 21 DIX CENTIMES DU 18 AU 24 SEPTEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Encore un numéro sans supplément. Inutile d'en renouveler les raisons. A la suite de la circulaire confidentielle que nous avons lancée, il nous est rentré environ 300 francs de souscriptions, cela a paré aux difficultés budgétaires momentanées, mais n'a changé en rien la situation. Quelques amis, mais en bien petit nombre malheureusement, ont promis des versements mensuels; nous espérons que cela apportera un peu d'amélioration, mais il faut attendre les résultats.

En tout cas, merci à tous ceux dont les efforts nous soutiennent.

TRIBUNAUX UNIVERSITAIRES

(*Suite et fin*) (1)

Certes, c'est une entreprise bien tentante que de venir jeter, comme un méprisant défi, l'insolite perturbation de la parole anarchiste en plein palais ministériel, à la face même du ministre et de ses valets les plus titrés et les plus grassement gagés. C'est un plaisir assez original que de réveiller, par de scandalisantes désapprobations, les paisibles échos de ces salles mornes, assoupis au rythme monotone des courtisaneries et des suppliques.

On peut faire cela pour l'amour de l'art, et parce que, ayant quelque chose sur le cœur, on éprouve le besoin de le cracher coûte que coûte. Mais il faut en prendre à l'avance son parti : nul gain personnel à retirer d'une telle démarche, que l'intime satisfaction d'avoir été complètement soi-même.

En effet, on resterait fort au-dessous de la vérité, si l'on se contentait de dire que le ministre est une seule fois dans ce Conseil, comme président.

Il y est, bien plutôt, reproduit à un grand nombre d'exemplaires.

Voici d'abord treize clichés ministériels d'une incontestable fidélité, puisque ce sont treize membres nommés par le président de la République sur la proposition du ministre.

Six autres épreuves sont un peu moins immédiates : ce sont les représentants de l'enseignement primaire élus exclusivement par des inspecteurs. Mais, songez donc, des inspecteurs, cela reflète encore le ministre d'assez près.

Total, 20, sur 58 : plus du tiers : c'est déjà bien joli.

Et les autres? Ils émanent, pour la plupart, de l'Institut, du Collège de France, de l'Ecole polytechnique, de la Sorbonne, etc.; en un mot, la plus éclatante affirmation de l'enseignement centralisé, la consécration du despotisme intellectuel d'une ville sur tout un pays.

Quant aux huit délégués des lycées et aux deux des collèges (deux sur près d'une soixantaine), ils résultent d'une espèce d'élection bâtarde à laquelle prennent part, tous ensemble, directeurs d'établissements et professeurs.

Je ne veux point médire des individualités isolées qui pourraient s'être conservées vivaces sous ce vitrifiant vernis de sciences et d'honneurs officiels. Je ne parle que de l'ensemble : n'est-ce pas un merveilleux terrain pour le complet épanouissement des préjugés de caste?

Rien à espérer pour l'anarchiste impénitent qui, comme par le passé, persiste à blasphémer cette religion devant ses propres pontifes; qui, loin d'avoir été converti par les coups de verges légaux reçus en première instance, affirme, au contraire, y avoir trempé sa foi d'une énergie nouvelle.

Beaucoup d'eau bénite de cour; un perfide lacis de phrases soyeuses, qui étranglaient et flattaient en même temps : tel était le suprême effort de justice du réquisitoire, seconde édition. La prose à double face daignait reconnaître à l'inculpé une foule d'excellentes qualités, les développait même avec une hypocrite complaisance; et puis, brusquement, traîtreusement, opinait pour le maintien de la peine prononcée.

Et, en effet, le Conseil supérieur ne peut que retenir ces conclusions. Puisque le délinquant n'a pas changé, pourquoi la sentence le serait-elle?

Les choses resteront donc en l'état : mis au ban de l'Université, pour en avoir méconnu les traditions saintes, il y demeurera; mais, en manière de compensation, il sera fait, pour lui, auprès du ministre, comme devant une petite quête.

Dans ce double symbole, légalisme ou simulacre de justice, charité ou fantôme de solidarité, tient toute la civilisation artificielle du monde contemporain, dont la vieille Sorbonne est à la fois le digne professeur et la digne élève.

Et ses majorités, aussi, ressemblent aux autres majorités, non pas simplement parce qu'elles ont une dose pareille de panurgisme, mais encore parce qu'elles sont, au même degré, inconsistantes et irréelles. C'est un guide-ânes quelconque, un procédé empirique et arbitraire pour compter très en gros, pas davantage.

Il suffit, pour qu'une décision soit valable et qu'elle soit mise au compte du groupe collectif, que la moitié des membres plus un soient présents. Cela étant, les deux tiers de ce tronçon d'assemblée, pour l'occasion, substitut de l'assemblée entière, jouent le rôle de majorité : en sorte qu'il peut arriver que le vote de vingt membres sur cinquante-huit ait force de loi pour les trente-huit autres, ou indifférents ou hostiles. C'est renversant comme arithmétique.

Et, comme le décret nouveau-né aspire à franchir ce cercle étroit, combien, sur son passage, n'endosseront que par force cette paternité de hasard! Car les élections universitaires ont aussi leurs minorités battues et mécontentes, et même leurs abstentionnistes, troupe de jour en jour grossissante (1).

Mon Dieu! quelle balance détraquée que celle de ces éphémères Perrins-Dandins! Comme elle oscille et branle au moindre vent! Combien ridicules ses prétentions d'oracle!

Tout de même, ces tribunaux surannés, maniaques comme les vieux juges, et, comme eux, attachés aux très anciennes choses, ont les moyens de faire respecter leurs plus détestables passe-droits et leurs plus risibles arrêts.

L'Etat, grand accapareur et grand monopoliseur, entend confisquer à son profit et l'or et les consciences, l'un par l'autre du reste.

A l'égard de ceux que ne peut réduire la corruption douce des bonnes places et des gros ou sûrs traitements, il emploie une méthode plus cruelle, et tout aussi infaillible : il les affame. Il sait que le ventre vide, c'est le cerveau vide, c'est l'annihilation, sinon la capitulation de tout l'être.

Il a pris les plus belles années d'un homme dans les engrenages de sa vaste usine à bacheliers, à exploiteurs et à patriotes. Il a fait l'homme étroitement esclave de la machine, au point de le rendre à peu près inhabile à tirer d'ailleurs sa subsistance. Et alors, ne trouvant pas son ouvrier souple et malléable à son gré, il le congédie, avec une aumône dérisoire dans la main.

Or, comme l'énorme fabrique tentaculaire s'est étendue de proche en proche, s'appropriant tout ce qui avait quelque valeur, combien de temps il battra le pavé, le pauvre sans-travail, frappant à toutes les portes, ne découvrant rien! Et si enfin, magré l'espèce de casier judiciaire dont il est affligé, il rencontre bon accueil quelque part, ce sera sans doute dans quelque trou, rebut de l'Etat.

Là, même asservissement de la pensée, par la subtile immixtion de l'Etat, présent partout, avec ses programmes, ses règlements, ses inspecteurs. Là encore, à côté de l'Etat, l'Eglise, qui, rivalisant avec lui d'ubiquité dévorante, avec son aide, et celle des riches, fait plus que désarmer l'opposition du professeur, le ravale au rang de serineur de prières et de suisse préposé au bon ordre dans le saint lieu.

Tout cela, compliqué par la rapacité plus mesquine du petit patron, du petit chef de boîte, aussi exploiteur mais moins riche que l'Etat : comme conséquence, la besogne augmentant, dans les mêmes proportions que diminue le salaire.

Au cours de ces pérégrinations indéfinies vers le gagne-pain problématique, où il a fallu liar-

(1) Voir les numéros 17, 19 et 20.

(1) Sans parler de ceux qu'on n'a pas même fait semblant de consulter et qui ne s'en trouvent ni mieux ni plus mal : les instituteurs, les maîtres d'études, les professeurs bacheliers, les professeurs de dessin, etc.

der, rogner sur la nourriture, souffrir du froid, se débarrasser de ses chers livres, fardeau encombrant et coûteux pour le bohème; au cours du nouvel esclavage, plus dur encore que le premier : que devient la pensée libre? que deviennent les orgueils natifs?

Et si pourtant, malgré l'Etat, ce piège captieux aux mâchoires innombrables qui vous happe plus étroitement à l'instant même où l'on croyait s'en être dépêtré, quelque chose de tout cela survivait, fermentait en sainte révolte, aiguillonné et non étouffé par l'excès des précautions despotiques?...

J. Degalvès.

LES CONGRÈS OUVRIERS

Cette semaine doivent se tenir à Toulouse d'importants congrès ouvriers. Nous ne devons pas rester indifférents à ces assises du travail. Certes l'on ne doit pas donner plus d'importance qu'elles n'en méritent aux parlottes et discussions qui ont lieu en ces occasions, mais les délégués de syndicats ou de Bourses du travail qui assisteront à ces congrès formant, en général, la partie militante des syndicats et de la majeure partie de la classe ouvrière, il est de notre devoir de nous en occuper.

Au dernier congrès qui eut lieu à Tours, la ville du Mans avait été désignée pour organiser les congrès de cette année; mais, par suite du refus de la municipalité d'accorder toute subvention, la ville de Toulouse fut désignée pour les organiser.

Quatre congrès se tiendront successivement à Toulouse; leurs dates sont ainsi fixées :

Fédération des Bourses, du 15 au 18 septembre;

Fédération de la Métallurgie, du 18 au 19 septembre;

Fédération du Bâtiment, du 15 au 18 septembre;

Congrès des Syndicats, du 20 au 25 septembre.

Quelques extraits du manifeste lancé par les organisateurs peuvent nous donner une idée des tendances sociales de la classe ouvrière.

« Les groupements syndicaux appelèrent forcément la tenue de congrès périodiques, et c'est dans ces congrès que se présente la discussion des diverses faces de la question sociale, ainsi débattue en des études approfondies dont la science est faite de douloureuses constatations.

« C'est dans ces congrès, pour lesquels nous avons reçu de nombreuses adhésions, ce dont nous nous félicitons vivement, car nous sommes heureux de ces témoignages de l'importance avec laquelle ils sont à bon droit considérés, que la question sociale, l'émancipation du travail, la régénération d'une humanité décadente basée sur le monopole de l'or monnayé, vont surgir et briller à tous les esprits avides du *mieux-être social* dont la poursuite est si âpre.

« Pour la confirmation d'un passé plein de luttes, pour la consolation d'un présent si triste sous le joug capitaliste, pour l'espérance en un radieux avenir de liberté et de fraternité véritables, enfin pour que se manifestent plus rapides les batailles vengeresses que dévoile un horizon menaçant, etc., etc. »

Le manifeste se termine par un appel à tous les syndicats à se faire représenter auxdits congrès. Il n'y a rien dans ce manifeste que nous, anarchistes, nous ne puissions approuver. De plus, aucune question politique ne figure aux ordres du jour; seules des questions économiques, ou se rapportant à la conduite à tenir pour la classe ouvrière, soit en cas de grève partielle, de révolution ou de grève générale, doivent y être discutées.

Parmi les principales questions qui doivent être discutées au congrès de la Fédération des Bourses du travail nous extrayons les suivantes :

Recherche des moyens à employer pour étendre la propagande des Bourses du travail.

A. Mise à l'étude et discussion en réunions plénières de questions économiques.

B. Conférences hebdomadaires dans le ressort de chaque Bourse du travail.

C. Syndicats agricoles, statuts, moyens de propagande.

D. Maisons de marins (Sailors' home).

E. *Groupement des sans-travail de toutes catégories.*

Environ 40 Bourses comptant 627 syndicats seront représentées à Toulouse. Ces chiffres ne sont pas sans importance, en effet; s'il n'y a là qu'une minorité de la classe ouvrière de représentée, il y a, comme nous le disions plus haut, les militants du prolétariat, ceux pour qui un syndicat n'est pas une simple société de secours mutuels ou un bureau de placement, mais un instrument d'émancipation.

Les congrès de la Métallurgie et du Bâtiment sont moins importants et les questions qui y seront discutées porteront plus spécialement sur des questions techniques n'intéressant que ces corporations.

Au congrès du Bâtiment, la possibilité d'une grève générale de la corporation y sera examinée.

De même au congrès des Syndicats et groupes corporatifs, plus important que tous les autres, soit par le nombre des délégués, environ 110, représentant 400.000 travailleurs, soit par les questions qui y seront discutées. Comme les autres années, la question de la grève générale reviendra en discussion, sa possibilité à bref délai y sera envisagée. Malheureusement, des questions telles que la création d'une confédération (sorte de ministère du travail) sont à l'ordre du jour. Il y sera question aussi de la création d'un journal quotidien purement corporatif et économique.

Pour la première fois, un syndicat d'ouvriers agricoles y sera représenté. Nous tiendrons nos lecteurs au courant des résolutions et des principales discussions qui y seront faites. Il y aura là ensuite pour les groupes anarchistes de forts points de repère. Savoir les *desiderata* dans les syndicats, connaître le degré d'évolution de ces groupements sont des choses qui doivent nous intéresser au plus haut point. Sans jamais nous laisser gagner par le milieu, il y a dans les syndicats un champ d'action tout préparé pour nous. Tâchons donc de nous en servir; pour cela essayons de nous y introduire, ce sera là de bonne et utile besogne. Certains d'entre nous sont déjà entrés dans cette voie, suivent avec intérêt ces congrès ouvriers, s'y font déléguer, peuvent y développer les idées qui nous sont chères, attirer à nous les sympathies du prolétariat que l'on nous a souvent reproché de ne pas avoir. Le congrès qui a eu lieu l'an dernier à Londres, où un certain nombre d'entre nous représentaient des syndicats et groupes corporatifs, n'a pas été sans nous montrer les avantages que nous pouvions en retirer; la campagne nettement antiparlementaire qui fut entreprise par les délégués ouvriers, rendant compte de leur mandat à leur retour de Londres, n'a pas été sans importance. Il faut espérer que les syndicats continueront à marcher dans cette voie : c'est ce que j'espère pouvoir dire en rendant compte de ces divers congrès.

P. Delesalle.

DES FAITS

Proportionnellement les aliénés se suicident moins dans nos asiles que les jeunes soldats dans les casernes.

(*L'Eclair* du 5 septembre 1897.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Une bagarre assez grave s'est produite, l'autre jour, à Nantes. Mardi 31 août, toute la partie officielle de la population était en fête. Le capitaine Mondain, — un joli nom pour un brillant officier — du 65e d'infanterie, ayant visité le poste de la prison et ayant trouvé les soldats en défaut, leur fit faire l'exercice dans un jardin public voisin.

Un passant, surpris de voir des soldats manœuvrer ce jour là, protesta à sa manière en criant : « Vive l'alliance! » Le capitaine voulut le faire arrêter; un rassemblement s'en suivit, le capitaine fut hué par la foule dans laquelle il s'avança en menaçant de faire des arrestations. Ce galonné pensait sans doute avoir affaire à ses soldats.

Mais comme le public ne se laissait pas émouvoir par les airs terribles de ce matamore, celui-ci fit, de sa propre autorité, charger la foule par ses hommes ayant la baïonnette au canon.

Un journaliste présent qui prenait des notes pour son journal fut arrêté et traîné à la prison entre quatre hommes baïonnette au canon. Il fut relâché un quart d'heure après.

Le soldat Guillé, du 10e régiment d'artillerie, a été trouvé pendu dans sa cellule. Il était en prévention de conseil de guerre. Quel séjour paradisiaque que la caserne!

Les *soldats* Charles Hurtier et Louis Pousse ont été condamnés à mort jeudi dernier par le conseil de guerre de Tunis pour voies de fait envers leurs supérieurs.

Le *soldat* Tamain, du 159e de ligne, a été condamné par le conseil de guerre de Grenoble — le même qui acquitta l'assassin Stoffati — à un an de prison pour *outrages* à un supérieur.

Le *sergent* Feuillu, du 157e, inculpé de *voies de fait* envers un *inférieur* et de *violences* envers une sentinelle, a été *acquitté* par le même conseil de guerre.

Rendons grâce aux sentiments de justice et d'égalité qui règnent dans la grande famille.

* *

La Justice. — Nous annoncions dernièrement que des poursuites étaient dirigées contre les citoyens Boyanique et Einhorn, sous le fallacieux prétexte qu'ils avaient fondé un cercle sans autorisation, alors qu'après avoir fait une déclaration, ils avaient reçu la promesse d'obtenir l'autorisation demandée, avant huit jours, *s'ils étaient bien gentils*.

Le tribunal d'Albi vient de les condamner à deux mois de prison. Un incident, qui s'est produit au cours de l'audience et qui mérite d'être signalé, est le suivant. Le commissaire de police est venu déclarer que les prévenus étaient anarchistes. Quel rapport, allez-vous dire, ont leurs opinions avec le fait d'ouvrir un cercle d'études sans autorisation? Un rapport très étroit; car jamais plus que depuis qu'il n'y a plus de procès de tendance, on ne se préoccupe des opinions des gens qui ont malheureusement affaire à la justice. Le président, en bon fonctionnaire de l'Etat, qui espère hâter son avancement par son zèle, les questionna, gouailleur, sur leurs opinions socialistes révolutionnaires. Ceux-ci, au lieu d'envoyer promener le président et de le rappeler au fait, ce que ce dernier n'eût pas manqué de faire si l'inverse se fût produit, ont mieux aimé profiter de l'occasion de faire quelque propagande et ont répondu aux questions insidieuses de Perrin Dandin par une très nette déclaration, concluant ainsi : « Oui, nous sommes partisans d'une révolution pacifique, mais nous sommes convaincus que pour conserver ses privilèges, la bourgeoisie actuelle aura recours aux pires moyens et ne craindra pas de sortir de la légalité en violant ses propres lois. Ce jour-là, nous suivrons son exemple. »

Une telle franchise, quoique n'ayant rien à voir avec le procès, leur a valu leur condamnation exorbitante.

* *

Grèves. — Les ouvriers tréfileurs de cuivre de l'usine Lazare Weiler, au Havre, sont en grève pour résister à une diminution de salaire déguisée de 2 francs par jour. De plus, il y a quelques jours, sous le premier prétexte venu, le secrétaire du syn-

dicat avait été renvoyé. Les grévistes réclament la réintégration de leur camarade.

André Girard.

* *

Jonzac. — *Le coup du chemin de fer.* — Il y a belle lurette qu'on promet aux électeurs de l'arrondissement de Jonzac la construction du chemin de fer qui doit relier Barbezieux à Saint-Mariens ou à Cavignac, à la condition qu'ils soient sages, qu'ils votent *bien!* à la convenance du gouvernement.

Tous les régimes ont usé de ce petit chantage pour extorquer les suffrages des naïfs électeurs. Quelquefois ça a pris, d'autres fois pas.

Sous l'empire, il eût fallu, à une époque, disait-on, voter pour M. Un tel, bien en cour, pour avoir la ligne ferrée, mais, comme on ne votait pas pour ce M. Un tel, on n'avait rien.

Plus tard, malgré la fidélité des électeurs à la famille Eschassériaux, on n'obtenait rien... il n'était pas encore temps; cependant, l'empire, longtemps avant la guerre, voyait son candidat toujours élu par les Jonzaçais.

Sous le Mac-mahonat, les Eschassériaux ne dotèrent encore point l'arrondissement de son chemin de fer.

Sous la République opportuniste, la radicale, la concentrée, toujours pas de chemin de fer... parce qu'on ne votait pas pour les candidats républicains???

Enfin, arrivèrent les élections de 1893; M. Dupon, ex-opportuniste radicalisant, fut élu. Ah! cette fois, *au moins*, soupirèrent les électeurs républicains, nous allons avoir notre ligne. *Messieurs les citoyens* ont exercé intelligemment leur *souveraineté* en *l'abdiquant* dans les urnes en faveur de M. Dupon!

... Je vous en fiche! Le vieux Dupon partit pour Paris avec son tricot rouge, sa redingote et ses sous-pieds, son légendaire panier à tabatière dit *boutillon*, son éternel parapluie et son inséparable chien, se réopportunisa comme de plus belle au commencement de la législature, afin d'obtenir le chemin de fer... et sa réélection, cira tous les jours ses souliers (ce qui n'était pas dans ses habitudes jusqu'alors), pour pouvoir solliciter décemment... rien n'y fit.

Alors, il changea un peu de nuance; il se remit à radicaliser (par intermittences), émettant des votes contradictoires; d'opportuniste il se fit incohérent... encore pas de résultat! le gouvernement ne lui donna pas la ligne ferrée qui, dans la pensée des électeurs malicieux, devait acheter sa soumission, le faire redevenir opportuniste discipliné, et assurer sa réélection. C'est, dirent les grincheux, parce que Dupon n'est pas un homme sûr, le gouvernement a peur d'être roulé par lui.

De fureur, Dupon devint tout à fait radical. Pas étonnant, alors! dirent les électeurs, de plus en plus grincheux.

Mais un ministère radical arriva au pouvoir, le ministère Bourgeois... Ah! cette fois, ça y est! dirent les Jonzaçais... Ça n'y fut pas!

Les opportunistes revinrent au pouvoir... nous fûmes encore en mauvaise posture.

Aujourd'hui, M. Dupon est mort et on procède à une nouvelle élection, le 19 septembre.

Tout de suite, le candidat opportuniste, l'ex-radical Pommeray, promet le chemin de fer aux électeurs, s'ils votent pour lui; et son copain Goujon lui tend la perche, de Bordeaux, en faisant voter par le conseil général de la Gironde un vœu en faveur de la prompte construction de la ligne de Saint-Mariens à Barbezieux (vœu dans lequel il est dit que le conseil *est ému* des retards apportés à l'affaire), et le préfet de la Gironde ne manque pas de faire remarquer à M. Goujon que la question *serait plus utilement portée à la Chambre*.

Ne croyez-vous pas, *Messieurs les citoyens*, qu'on se fiche de votre souveraineté, dans les sphères gouvernementales, et qu'il serait temps de vous passer de gouvernements et de représentants, et de faire vous-mêmes, par entente amiable, toutes vos affaires, chemins de fer comme le reste???

Ne vous ridiculisez donc plus en votant et venez grossir les rangs des vrais révolutionnaires, qui ne demandent rien au pouvoir et n'espèrent rien de lui. Il faudra bien que vous y veniez un jour! En attendant, nous, anarchistes, nous rions de votre naïveté.... quand nous sommes de bonne humeur.

Paul Boutin.

Espagne.

Quand, il y a trois et quatre ans, des bombes éclataient, meurtrières, frappant aveuglément femmes et enfants, prolétaires ou riches, le principal argument sur lequel s'appuyait la réprobation dans laquelle tous les anarchistes étaient englobés pour les actes d'un seul, était la « lâcheté de l'anonymat » à l'aide duquel ces attentats étaient commis. Encore, disait-on, si ces révoltés contre les iniquités sociales ou contre tel ou tel puissant capitaliste marchaient ouvertement, revolver ou poignard en main, et frappaient leurs victimes *coram populo*, l'énergie de l'attitude excuserait la violence de l'acte.

Fort bien. Quand Caserio frappa en pleine foule le président Carnot; quand Léauthier poignarda je ne sais plus quel gros bonnet serbe; quand, dernièrement encore, Angiolillo tua de son revolver Canovas del Castillo, ce fut comme précédemment un concert d'imprécations contre ces *lâches* attentats, et, comme avant, ce fut surtout la lâcheté de l'acte qui servit de thème aux réprobations. Alors?...

Un nouveau lâche s'est déclaré. Le brave Portas, ce lieutenant de gendarmerie qui avait à Montjuich dirigé *lui-même* les tortures que l'on sait, agissant parfois en personne, tantôt chef, tantôt aide-bourreau, contre des prisonniers enchaînés et sans défense — c'est de la bravoure, cela, ou je ne m'y connais pas! — a eu la récompense de son zèle. Le lâche, abominablement lâche Sempau, s'est avancé vers ce dévoué défenseur du trône et de l'autel et l'a atteint de deux coups de revolver. Le non moins brave auxiliaire de Portas qui se trouvait avec lui a reçu, lui aussi, une balle. Mais cette balle l'atteignit dans le dos. Je penche à croire que ce gredin de Sempau, après avoir attaqué Portas en face, se prit à réfléchir et, pour faire croire à la lâcheté de ses victimes, les contourna et les frappa dans le dos. Ainsi, dut-il se dire, on pensera qu'ils avaient fui. Il s'est trompé. On a dit que, lui, le lâche, ne dédaignant pas, en sa couardise, d'attaquer deux hommes seuls, tenta de les frapper par derrière. Mais comme il en voulait surtout à Portas, c'est sur Texidor qu'il a dû tirer d'abord, puisque c'est ce dernier seul qui fut atteint dans le dos. Portas a évidemment été frappé comme il se retournait pour faire face à son agresseur.

Un garçon de café, empressé à faire le policier, reçut une balle dans la cuisse.

On paraît fort embarrassé en Espagne de cette deuxième affaire, et la répression sanglante commence à se montrer sous un jour moins serein; la fréquence et la régularité des représailles porte à la réflexion.

Au conseil de guerre, le procureur demanda seulement les travaux forcés. Mais par un excès de zèle qui sera sans doute blâmé en haut lieu, où cette série d'attentats éveille une salutaire modération — n'allez pas croire à de la peur, au moins! — par un excès de zèle, donc, le conseil a condamné Sempau à mort. Le procès va être revisé par le conseil supérieur qui attend des ordres.

Quoi qu'on décide, les mesures plus ou moins coercitives qui seront prises n'empêcheront pas l'idée anarchiste de faire son chemin et d'amener tôt ou tard le règne de la justice et de la paix sociales.

On ne tue pas une idée qui est la conclusion logique et naturelle de la philosophie et de la science humaines.

André Girard.

Belgique.

L'action du Comité de secours en faveur des exilés et torturés espagnols se propage avec intensité.

L'appel adressé à la presse démocratique, aux syndicats, fédérations ouvrières, sociétés de libre pensée, jeunes gardes a produit de bons résultats, en dépit de sourdes machinations et des injures de certains politiciens.

La jeunesse socialiste a tenu un meeting où de brillants discours ont été prononcés et la collecte qui a terminé la réunion a prouvé que la solidarité ouvrière n'était pas toujours un vain mot.

Le Comité, épuré de certains éléments, continue son œuvre.

De nouvelles réunions et de nouvelles souscriptions vont prouver incessamment que le pays belge, qui a souffert plus que tout autre des horreurs de l'infâme Inquisition espagnole, saigne au souvenir des abominables procédés qui vouent à l'exécration le nom du tortionnaire Canovas.

Ce qu'il importe de constater, c'est que le brave Angiolillo, qui est passé l'an dernier à Bruxelles, a laissé chez tous les souvenirs les plus sympathiques et que les socialistes les plus modérés s'inclinent devant la grandeur de sa mort.

Pour ne laisser échapper aucune occasion de manifester leur grand cœur, certains jeunes désemparés de la Coopérative, flanqués de leur mirifique secrétaire général, ont, faute de mieux, jeté l'outrage à la compagne Alice Bron, qui collectait dans un local du ci-devant « Pavillon du Peuple ». Souffrez que nous les admirions sans consacrer plus de lignes à leurs éminentes personnalités; car il est entendu, même chez les magasiniers en rupture de ban, que dans cette malheureuse société, chacun prend le sien où il peut le trouver. Remercions-les cependant d'avoir, par leur haute politique « servie » par leurs généreuses intentions, attiré à notre œuvre des sympathies nouvelles.

Prière aux camarades d'adresser leur obole au trésorier Charles Hautstont, rue des Eperonniers, 51, Bruxelles.

Flaustier.

Russie.

Pendant que la Russie officielle était en fête à l'occasion des manifestations franco-russes, on pouvait lire, dans ceux des journaux russes qui s'occupent d'autre chose que des réceptions officielles et des relations diplomatiques, des nouvelles alarmantes concernant la situation du peuple. L'année s'annonce partout comme désastreuse pour les paysans. Sans avoir pu se remettre de la famine de 1891, dont les suites se manifestent jusqu'à présent par l'abaissement général du niveau du bien-être, ils sont menacés de nouveau par une famine semblable, qui sera d'autant plus terrible qu'elle trouvera un terrain tout préparé par l'appauvrissement général. Par suite de la sécheresse et des grandes chaleurs, la récolte des blés et des herbes fourragères est presque partout très mauvaise. Les prix du blé augmentent rapidement et bientôt les paysans, ne possédant ni réserves, ni nouveau blé, ne seront même plus en mesure d'en acheter pour l'ensemencement. Dans beaucoup de localités ils vendent, dès à présent, leur bétail que, souvent, ils ont eu à peine le temps d'acheter après la famine de 1891, et ils ont encore tout un long hiver à passer!

Dans les localités plus heureuses, les ouvriers affluent de toute part, plus nombreux que d'habitude (tous les ans, à pareille époque, une partie de la population des campagnes russes se transporte dans les provinces riches en blé pour travailler dans les champs). Et cette affluence ne fait qu'augmenter la misère générale, car les salaires des ouvriers agricoles baissent rapidement.

Les institutions administratives prennent, disent les journaux russes, des mesures pour prévenir le retour des désastres de 1891, mais on a déjà vu combien ces mesures ont été insuffisantes.

Italie.

Le camarade Roberto d'Angiò qui avait été relégué à Bovino, vient d'être arrêté une fois de plus et incarcéré à la prison de cette ville.

C'est maintenant une habitude. Quand sur la surface du globe un anarchiste se signale par un acte quelconque, on arrête et emprisonne tous ceux qui, de près ou de loin, ont été récemment ou anciennement en relation avec lui. Les gouvernements, affolés de sentir la révolte monter de toutes parts, perdent tout respect pour la liberté des individus.

A. G.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les critiques sociales, par Ernest Girault. — Maison du Peuple, 4, impasse Pers, 47, rue Ramey. Dimanche 19 septembre, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, 3e partie : *La Famille, sa morale et son autorité*. Grande matinée libertaire, chants, récits, monologues par les camarades. — Toute la presse est spécialement invitée et la contradiction offerte à tous les rhéteurs bourgeois.

Entrée : 0 fr. 25 pour les frais.

4e partie : Jeudi 23 septembre, à la même salle, sur : *La Propriété, ses résultats : la haine et la crainte*.

* *

Notre camarade Habert, dont nous annoncions, dernièrement, l'entrée à l'hôpital, est mort la semaine dernière. Il a été enterré jeudi, accompagné des quelques amis qui avaient pu être prévenus à temps.

C'est un camarade dévoué que perd la cause. En-

core un aussi, dont la société peut prendre une part de sa mort à son compte.

⁂

Un camarade de *Bruxelles* nous prie d'annoncer qu'il est disposé à céder : les années 7, 8 et 9 du *Révolté*, les 7 années complètes de la *Révolte* au prix de 5 francs l'année, *La Liberté*, 1re année, à 2 fr. 50, ainsi que *Ni Dieu ni Maître*, 1re et 2e années.

S'adresser à Joseph Dubois, 71, rue du Fort, à Saint-Gilles, Bruxelles.

⁂

Levallois-Perret. — Appel aux camarades de Clichy, Saint-Ouen, Asnières, Neuilly et du XVIIe arrondissement. — A l'approche des longues soirées d'hiver, les camarades de Levallois-Perret vont reconstituer leur groupe. Ils se réuniront tous les samedis pour étudier et discuter la question sociale. On y trouvera les journaux et les brochures anarchistes. Une causerie sera faite à chaque réunion par un camarade. La première réunion aura lieu le lundi 20 septembre à 8 h. 1/2, 7, rue Valentin, à la *Renommée des Escargots*.

⁂

Bordeaux. — Neuvième réunion de quartier. Samedi 18 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au restaurant des Pyrénées, chez M. Estrabeau, 58, cours du Médoc, conférence publique et contradictoire.

Sujets à traiter : *Anarchistes, socialistes et bourgeois; La Grève générale; La Foire électorale de 1898; Les Actes de révolte; Les Variations guesdistes.*

Entrée : 0 fr. 10.

⁂

Limoges. — On demande un crieur de journaux pour la vente des *Temps Nouveaux, Libertaire, Père Peinard, Tribune Libre.* — Le crieur pourrait joindre à sa vente l'*Intransigeant*, la *Revue Blanche* ou tout autre journal. — S'adresser à J. Barian, 3, boulevard Saint-Maurice.

Le compagnon Barian, 3, boulevard Saint-Maurice, se charge de recevoir les souscriptions pour la propagande.

⁂

Amiens. — Tous les camarades sont invités à se réunir le dimanche 19 septembre, à 5 heures du soir, au *Cent de Piquet*, faubourg du Cours, pour la continuation de l'organisation de la fête familiale. — Distribution de listes de souscription. Organisation d'une conférence sur le pain cher.

⁂

Lyon. — Le cercle d'études sociales des *Harmonistes du Sud-Est* organise pour le dimanche 19 septembre, à 3 heures du soir, une fête familiale privée au profit du père de Michele Angiolillo :

1re partie : concert; 2e partie : causerie par un membre du cercle; 3e partie : concert.

Les cartes d'entrée sont délivrées au prix de 0 fr. 20, par le compagnon Lœnger, 274, rue Duguesclin.

⁂

Marseille. — Les camarades des Chartreux-Blancarde organisent une balade à la campagne pour le dimanche 19 courant. Départ à 2 heures de l'après-midi du Vrai Berger, place du Jardin des Plantes.

⁂

Reims. — Tous les libertaires sont invités à se réunir le dimanche 19 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au *Cruchon d'Or*, rue de Cernay. Entente pour une conférence; urgence.

⁂

Bruxelles. — Camarades, nous avons l'avantage et le plaisir de vous faire part de la formation d'un cercle typographique libertaire.

Ce cercle a pour but :

1° L'étude de toutes les questions d'ordre social intéressant la classe productrice ;

2° L'organisation de conférences;

3° La production de manifestes ou autres imprimés concourant à vulgariser l'idéal communiste-anarchiste que nous préconisons;

4° L'organisation d'un service de secours pour le cas où l'on aurait à soulager la famille d'un camarade, ou pour venir en aide aux trop nombreuses victimes des persécutions policières;

5° L'organisation de concerts, bals ou autres festivités dont les bénéfices seraient destinés à couvrir les frais que nécessitera naturellement la mise en vigueur de l'esquisse de programme que nous venons soumettre à votre appréciation.

Comme vous le voyez, chers camarades, notre cercle n'a pas qu'un but : la propagande; il est encore destiné à soutenir ceux d'entre nous qui succomberaient sous les coups des autorités belges ou étrangères.

Il est urgent que nous nous entendions pour nous mettre sérieusement à l'ouvrage afin de démolir promptement la sacro-sainte trinité qui nous opprime : Religion, Propriété, Famille. Voyez déjà l'Espagne renouvelant hautement les exploits inquisitoriaux qui l'ont toujours distinguée, mais qu'elle pratiquait dans l'ombre. La société marche à la dérive : pour ne pas tomber dans le gouffre Révolution, qui l'ensevelirait à jamais, elle retourne au moyen âge. Levons-nous en nombre pour la forcer à suivre la marche du progrès.

Pour ce, camarades, nous espérons vous voir tous accéder à l'idée de la formation de notre groupe.

Réunion tous les samedis à 8 h. 1/2, à la Colline, rue de la Colline.

Le Typos-Club Libertaire.

⁂

Italie. — Les amis Galleani et Galileo Palla sont toujours exilés à Pantellaria, pour aussi longtemps qu'il plaira au gouvernement italien; les amis qui pourraient disposer de livres, brochures, journaux, etc., sont priés de ne pas les oublier. Adresser à un des noms ci-dessus, au domicilio coatto, Pantellaria (Sicile).

N. B. — L'*Humanité Nouvelle*, la *Plume*, le groupe des Etudiants S. R. I., le *Libertaire*, le *Père Peinard*, entre autres, sont priés de faire le service, s'ils le peuvent.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De la *Société d'éditions scientifiques*, 4, rue Antoine-Dubois : *Le Mariage, sa genèse, son évolution*, par L. Tillier, 1 vol., 7 fr. 50; *Les Parasites du saule*, par E. Crouzel, 1 brochure.

Lettre à M. Léon Tolstoï, par J. E. Lagarrigue, à Santiago, Chili.

Un Settlement anglais (notes sur Toynbee Hall), circulaire n° 12, série B du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

A lire :

En Espagne, G. Clémenceau, *Dépêche*, 10 août.

Les Réformes, Graindorge, *Echo de Paris*, 9 sept.

Le premier grand dîner de Miquette, par Gyp, *Libre Parole*, 12 sept.

PETITE CORRESPONDANCE

L. S., à Muirkirk. — Nous avons les portraits de Proudhon et Bakounine; les autres, non. Quelques-uns ont circulé, mais ne sais où me les procurer.

V. C., 2.002. — Nous ne pouvons pas disposer des brochures étrangères que nous recevons.

J. P., à Londres. — Bien reçu votre lettre, mais elle ne contenait aucun mandat.

Gand. — Nous diminuerons l'envoi dans une quinzaine seulement, si la vente n'augmente pas.

C. F., Milan. — Le numéro avait été expédié. Réexpédié à nouveau.

Cherbourg. — Reçu les coupures : intéressantes, mais rien à tirer.

Némo. — Reçu votre lettre. J'ai l'intention de la reproduire et d'y répondre.

X. — Reçu le *Franc-Parleur*. Le fond de l'article est vrai, mais sa manière d'employer les chiffres est contestable.

C., à Bruxelles. — Attendez, pour les timbres, une occasion. Le vol., 2 fr. 50.

V., à Nimes. — Les *Paroles d'un Révolté* c'est 1 fr. 25 l'exemplaire, du moment qu'il faut les expédier.

M. C., à La Forêt. — Règlement tous les mois, cela ne fait rien quand la somme est minime.

N., à Verviers. — J'ai passé votre adresse à l'*Humanité Nouvelle*, je la lui rappelle à nouveau.

Humanité Nouvelle. — Nizet, 69, rue Coronmeuse, Verviers, demande qu'on lui envoie un exemplaire tous les mois.

H., Rotterdam. — *Freedom* parait toujours, mais irrégulièrement, je crois.

Marseille. — Prière de passer chez Blancard pour relever 265 invendus du mois.

Reçu pour la famille d'Angiolillo : P. F., 3 fr.; J. P., 2 fr.; T. T., 2 fr.; H. R., 5 fr. 50; W. T., 2 fr. 50. En tout : 15 fr. — Léonce, 1 fr. — Une qui voudrait voir beaucoup d'Angiolillo et de Sempau, 9 fr — B., à Argenteuil, 0 fr. 80. — La vengeance, 0 fr. 50; Le père de Germinal, 0 fr. 25; Bamboula, 0 fr. 25; Un bon fieu, 0 fr. 15; Un révolutionnaire, 0 fr. 25. En tout : 1 fr. 40. — N. M. 28, 5 fr. — S., à Marseille, 0 fr. 50. — B., à Angers, 0 fr. 50. — Amiens : collecte par L., 3 fr. — F. B., à Annonay, 5 fr. — M. L., à Toulon, 0 fr. 25. — Limoges : Angelina, 0 fr. 20; Granger, 0 fr. 25; Barian, 1 fr.; Chapoulan, vicaire de Saint-Martial, 0 fr. 15; Etienne, 0 fr. 25; Concéroun, 0 fr. 25; Lebraud, 0 fr. 15; Une révoltée M., 0 fr. 50; Mort aux proprios, 0 fr. 50; Hardi les gars, 0 fr. 50. En tout : 3 fr. 75. — G., à Paris, 2 fr. — Une institutrice libertaire, 2 fr. — Un menuisier et sa femme, 1 fr. 50. — Marius, 0 fr. 50. — Un Verviétois, 0 fr. 50. — Liste de Béziers : Vive la Révolution sociale, 0 fr. 50; Galy, 0 fr. 50; Ricaud Jean-Baptiste, 0 fr. 50; Louis Colombet, 0 fr. 50; Un futur émule de Ravachol, 0 fr. 20; Un futur insoumis, 0 fr. 50; Pour le tanneur tanné, 0 fr. 50; Un qui fume sans pipe, 1 fr.; Un copain de Béziers, 3 fr.; A bas le pouvoir, 0 fr. 30; Moi, 1 fr.; A bas les gouvernants, 0 fr. 50; Guerra Joseph, 1 fr.; Un qui a soupé d'être tanné par Félisque, 0 fr. 30; Un qui s'oublie sur l'alliance franco-russe J. T., 0 fr. 30; Un partisan d'Angiolillo, 0 fr. 50; Les bourgeoises et les religieuses sont des v... (Adèle), 0 fr. 20; Emilie Tournier, 0 fr. 20; Trois fugitifs de Cuba, 0 fr. 30; G., 0 fr. 50; Emile Dupré, 0 fr. 50; Un anarchiste, 0 fr. 50; Jean Paul, 0 fr. 50; Un brave enfant, 0 fr. 15. En tout : 13 fr. 95. — Liste Gustave : Jules, 0 fr. 50; Ernest, 0 fr. 50; Vannier, 0 fr. 50; Un ami, 0 fr. 50; Paul, 0 fr. 50; Paul Flétri, 1 fr.; Louis, 1 fr.; Michel, 0 fr. 50; Henri, 1 fr.; Gustave, 1 fr.; V. Brébant, 1 fr.; Ema, 2 fr.; Ajax Vialle, 1 fr.; Ardouin, 2 fr.; E. Bouguet, 1 fr.; M. Bouguet, 1 fr.; Mère Bréban, 1 fr. Total : 16 fr. — Collecte entre copains, 2 fr. 05. — Excédent d'écot, 2 fr. — Total : 20 fr. 05. — E. P., à Alger, 5 fr. — Total : 90 fr. 45. Liste précédente : 31 fr. 25. — Total général : 121 fr. 70.

Reçu pour les bannis de Montjuich : N. N. 28, 1 fr. — Pervenche, 8 fr. — Total : 37 fr. — Listes précédentes : 387 fr. 40. — Total général : 424 fr. 40.

Le camarade Rémy nous fait savoir que, sur les sommes qu'il a reçues, il a fait un deuxième envoi à Perry, Londres, de 40 fr., un troisième de 20 fr. à P., Marseille, et un deuxième de 20 fr. à J. L. M., Perpignan.

Nous avons expédié directement : 15 fr. à R. P., à Perpignan, — 20 fr. à un compagnon de passage, — 35 fr. à Malato pour expédier à Pradt et Narbonne, et les 50 fr. au père d'Angiolillo.

Reçu pour l'Ecole libertaire : N. N. 28, 1 fr. — P. G., golfe Juan, 0 fr. 50. — Total : 1 fr. 50. — Listes précédentes : 81 fr. 60. — Total général : 83 fr. 10.

Reçu pour la petite Descamps : Un libertaire de Brest, 5 fr.

Reçu pour le journal : Léonce, 1 fr. — Pour la destination qu'il vous plaira, 10 fr. — L. S., à Muirkirk, 3 fr. — N. M. 28, 1 fr. — B., à Plainpalais, 1 fr. — F., au Mans, 5 fr. — V. M., à Marseille, 3 fr. — P. S., 0 fr. 50. — J. J., Perpignan, 0 fr. 45. — *De chacun selon ses forces :* Un camarade, 5 fr. — G., à Paris, 3 fr. — P., à Paris, 1 fr. — L. R., 0 fr. 75. — Liste d'Amiens : Léon, 0 fr. 10; X. X. X. X., 0 fr. 10; Gosselin, 0 fr. 50; O. O., 0 fr. 10; Un anarcho, 0 fr. 25; Un anarchiste, 0 fr. 10; Saint Antoine et son cochon, 0 fr. 20; Un anarchiste, 0 fr. 10; Un souffrant, 0 fr. 10; Un révolté, 0 fr. 10; Un piéton, 0 fr. 10; Un bonif, 0 fr. 20; Un copain, 0 fr. 15; La mort sûre, 0 fr. 20; X., 0 fr. 20; J. O., 0 fr. 10; Dumont C., 0 fr. 10; Leroy C., 0 fr. 10; Dumont G., 0 fr. 10; Maillard Jules, 0 fr. 10; Dumont A., 0 fr. 10; Lebrun, 0 fr. 10; Goullencourt, 0 fr. 10; X. F., 0 fr. 10; Brûlé, 0 fr. 25; Un vengeur, 0 fr. 20; Un jeune peinard, 0 fr. 10; Cagnon, 0 fr. 20; Pour Félisque, 0 fr. 10; », 0 fr. 10; —, 0 fr. 10; L. Germaine, 0 fr. 20; Une révoltée, 0 fr. 20; Une jeune libertaire, 0 fr. 20; Calais, 0 fr. 20; Un déluré, 0 fr. 10; L. A., 0 fr. 20; Sac-Quée, 0 fr. 15; Omètre, 0 fr. 10; Louquet, 0 fr. 50. En tout, 5 fr. 50. — Mondegès, 0 fr. 20. — L., à Amiens, 0 fr. 25. — Merci à tous.

S., à Roubaix. — V., à Tulle. — B., à Nantes. — C., à Grenoble. — N., à Tours. — P., à Londres. — N., à Alger. — D., à Villefranche. — J., à Châlons. — M., à Caudebec. — B., au Mans; E., à Daumazan; N., à Herstal; H., à Saint-Nazaire; P., à Lille; D., à Morez (par le *P. P.*). — C., à Nice. — Achille, à Turin. — V., à Marseille. — C., à Bruxelles. — D., à Marchienne. — B., à Saint-Marcellin. — M., à Avignon. — M., à Perpignan. — C., à Toulon. — D., à Bruxelles. — B., à Agen. — P., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Gand

Chez D. de Meyer, 12, rue du Miel;

à Verviers

Chez Nizet, 69, rue Coronmeuse.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 22 DIX CENTIMES DU 25 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

Un fort change existant sur les monnaies espagnole, portugaise, italienne, etc., nous prions ceux de nos lecteurs qui nous paient en timbres de bien vouloir tenir compte de la différence.

Prière aussi, quand la somme est un peu importante, de bien vouloir employer le mandat de préférence, quand il n'y a pas impossibilité. La situation tendue nous force à rogner les liards.

A UN ÉCONOMISTE

Si, même plus que le silence, il y a quelque chose qui énerve l'auteur consciencieux, c'est de voir parler de ses livres par des gens qui ne les ont pas lus ou se sont contentés de les feuilleter en cinq minutes. Et, ce que je dis là, je le pense aussi bien pour ceux qui louent pour faire plaisir à l'auteur que pour ceux qui l'éreintent de parti pris. Une louange sans conviction est aussi déplaisante qu'une critique ignorante.

Il est vrai que, pour ce qui concerne mon dernier livre (1), c'est plutôt le silence que j'ai eu à subir. Depuis six mois qu'il est paru, il y a eu juste trois publications qui en ont parlé.

Le premier, M. Georges Leneveu, lui, en a fait, il y a quelque temps, une étude très consciencieuse dans la *Justice*, étude qui tint plusieurs articles.

Lui, il avait lu les livres dont il parlait, mais ayant la conviction intime que Fourier a tout prévu, tout dit, il en résulte que ceux qui traitent les mêmes sujets que lui ne font que piller ce précurseur.

Mais cela est de peu d'importance, et je n'ai, pour le reste, qu'à remercier M. Leneveu de sa critique courtoise et consciencieuse.

⁂

Je n'en dirai pas autant de celle que m'apporte le *Journal des Economistes* du 15 septembre, et signée Rouxel.

Ce Monsieur qui a la fonction, au *Journal des Economistes*, de faire la critique des volumes qui y sont adressés, doit, comme chaque fois que l'on fait une chose par devoir, considérer ce travail comme une corvée, pénible parfois, cela, je le lui accorde, et il cherche à s'en tirer avec le moins de travail possible.

Feuilletant les bouquins qu'on lui donne à analyser, il doit cueillir à la volée les quelques phrases dont il a besoin et qui lui serviront de thème, pour la louange si c'est un frère et ami, pour l'abatage si c'est un intrus. Et c'est ainsi qu'il a cueilli dans l'*Individu et la Société* quelques phrases qui, servies isolément, ont l'air de me mettre en contradiction avec moi-même.

Lui aussi, d'abord, m'accuse de ne répéter que ce que les économistes ont dit avant moi, et même de ne pas oser fournir toute l'argumentation que j'y ai trouvée, de peur d'en faire connaître les sources.

Si ceux qui font ces reproches pensent ne traiter que des sujets qui ne l'aient jamais été avant eux; s'ils ont la conviction que les idées sortent tout armées de leur cerveau, sans avoir aucune connexion avec celles des autres, je comprends qu'ils se croient le droit d'accuser les autres de pillage. Mais ils ont alors une sacrée fatuité.

Moi, je me sens plus modeste. J'avoue que les idées que j'émets ne me viennent pas toutes faites — en écoutant le rossignol, comme le tambourinaire de Daudet; je confesse bien humblement, qu'avant d'arriver à les rendre conscientes chez moi, j'en ai pris pas mal de toutes faites à droite, à gauche, un peu partout. Ce n'est qu'à la suite de beaucoup de travail que j'en ai rejeté beaucoup, gardé un petit nombre, en les modifiant le plus souvent.

Et lorsque je fais un volume, c'est le résultat de ce travail que j'offre au lecteur, sans me monter le coup au point de croire que je lui apporte des idées que personne n'a traitées avant moi.

J'ai beaucoup lu, certes, mais je n'ai pas non plus la prétention d'avoir tout lu. J'avoue ne connaître Fourier que par quelques extraits reproduits et rencontrés au hasard de la lecture. Quant aux économistes, j'ai lu quelques ouvrages d'un petit nombre; seulement leur sécheresse de sentiments, leur parti pris de ne vouloir considérer l'individu que comme un capital, un outil, ou une cellule de l'organisme-société; leur volonté bien arrêtée de guider leur raisonnement vers la justification quand même du capital et de ses résultats, et leur mauvaise foi, surtout, m'ont dégoûté de la volonté de lire les autres.

Et maintenant s'il m'est arrivé de ne rapetasser que de vieilles idées, cela ne peut surprendre que ceux qui ont la prétention d'en éditer toujours de neuves. Moi, je n'en suis nullement étonné, n'ayant jamais pensé avoir découvert l'Amérique; ayant eu soin, justement, de noter cela en une des pages de l'*Individu et la Société*.

⁂

Mais cela après tout n'est qu'accessoire et j'ai hâte de passer à la critique, qui serait plus sérieuse, si elle était fondée, de M. Rouxel.

« ... Il n'y a donc — dit-il — un espoir de salut que dans la révolution sociale? Vous n'y êtes pas. M. Grave improuve les « camarades » qui veulent culbuter l'état social par un coup de force. Puis il ajoute : « La société actuelle, nous l'avons constaté ailleurs, ne cédera la place que par la force, c'est vrai, mais nous avons constaté aussi que sa mauvaise organisation, ses propres vices, ses propres fautes nous conduisent sûrement à la révolution salvatrice. »

« La révolution salvatrice consistera donc à enfoncer la porte quand elle sera ouverte? Quel courage! Et, en attendant, à se croiser les bras? quel stoïcisme! ou plutôt quel fatalisme! »

Ce que je reprochais surtout aux camarades, c'était d'envisager la révolution comme une puissance surnaturelle, portant avec elle sa puissance transformatrice. Cela n'empêche pas M. Rouxel de tomber dans la même erreur, quoique non « camarade », puisqu'il m'accuse de croire qu'elle se fera toute seule. Quelle compréhensivité il a de ce qu'il lit!

Beaucoup de nos amis, en effet, croient qu'il suffit de dire aux gens que la société est mauvaise, qu'il faut la culbuter, et ils s'imaginent ainsi grouper plus vite le noyau d'individus nécessaire pour commencer la révolution.

Il est évident que plus des idées seront générales, moins définies elles seront, plus de chance elles auront de grouper un plus grand nombre d'adhésions. Il n'y a que lorsqu'on veut les définir que l'on s'aperçoit que l'on n'est pas tous du même avis.

C'est donc pour combattre cette erreur du nombre que j'ai essayé de démontrer que la révolution n'avait aucune vertu par elle-même, qu'elle ne pouvait produire, en fait d'idées, que l'éclosion de celles qui seraient en le cerveau de ceux qui la feraient, et que, par conséquent, la première besogne à faire était non pas tant de chercher le nombre, mais d'essayer d'amener les individus à réfléchir, à prendre connaissance de ce qu'ils sont, de ce qu'ils veulent.

Et je concluais que la révolution était, de fait, ouverte contre l'ordre social actuel dès que nous en souffrons, et qu'il fallait s'habituer à agir selon sa façon de penser, dès à présent, sans attendre de savoir si cela serait accepté par peu ou beaucoup.

Si c'est cela que M. Rouxel appelle enfoncer des portes ouvertes, tudieu! quel tempérament de lutteur il a! C'est à en regretter que, jusqu'ici, tout son courage se soit borné à être du côté du manche, et que toute sa combativité se soit bornée à la recherche de la justification de ce qui existe.

⁂

Mais continuons l'examen de ses critiques :

« M. Grave a d'ailleurs la précaution de se contredire dès la page suivante, afin, sans doute, que nous ne le prenions pas au sérieux. Cette humanité et, *à fortiori*, ces individus qui ne marchent vers aucun but défini, à la page 266, « ont suivi une mauvaise voie pour trouver le bonheur sur la terre », à la page 267. Il y a donc une bonne voie et, par conséquent, un but. »

Encore ici, M. Rouxel a mal lu. Oui, je nie que l'humanité existe comme être abstrait, et que par conséquent elle ait un but particulier. Mais je

(1) *L'Individu et la Société*, 1 vol. chez Stock, Galerie du Théâtre-Français.

n'ai pas nié qu'il y ait des êtres humains, ce qui serait absurde, et que ces êtres, puisqu'ils vivent, qu'ils passent sur la terre, *ont un but*. Cela est évident, *et ce but est leur bonheur propre*, le développement intégral de leur individualité; c'est pour prouver cela que j'ai fait mon livre; tout entier il roule là-dessus. Lisez les livres dont vous parlez, Monsieur Rouxel, lisez-les!

*
* *

Relevant aussi le passage où je dis qu'il faut parfois rudoyer les foules pour les faire progresser, notre éminent critique ajoute :

« Impulser les foules, les rudoyer, les *forcer* à progresser, c'est ce qu'ont toujours prétendu les autoritaires et les exploiteurs dont vous vous plaignez. Au *moins*, ils avaient un but, eux, en ce monde ou en l'autre, et ils le disaient. »

Notre but, nous l'avons et le proclamons partout, je vous le prouve, Monsieur Rouxel ; si on l'ignore de parti pris, la faute n'en est donc pas à nous. Et vous faites encore ici une très grave erreur, en prétendant confondre nos moyens avec ceux des autoritaires.

Ils impulsent et rudoient les foules, seulement leurs moyens se dénomment compression, obéissance, autorité. Ils se taillent un idéal où ils n'ont pas la plus mauvaise part, et *prétendent*, de gré ou de force, y plier l'universalité des êtres.

Nous aussi, nous voulons impulser les foules, mais en prêchant d'exemple, et non en les forçant à nous obéir. Nous voulons les rudoyer, mais en les forçant à respecter notre initiative et notre autonomie, les engageant à faire respecter les leurs. Les autoritaires et les exploiteurs veulent maintenir l'autorité et l'organisation capitaliste pour forcer les êtres à accepter leur idéal. Nous, nous voulons détruire l'autorité, politique et économique, pour que chaque être puisse travailler à sa self-compréhension du bonheur, soit en restant isolé si ça lui plaît, soit en s'associant avec ceux qu'il lui plaira.

*
* *

J'avais déjà préparé ma réponse à M. Rouxel quand le courrier m'apporte le numéro de septembre de la *Revue socialiste* contenant également une appréciation de mon bouquin, signée A. V.

Or, si M. A. V. me semble avoir lu un peu mieux mon livre, cela ne l'empêche, malgré cela, de me faire un reproche qui supposerait le contraire.

« Jean Grave déplore la passivité actuelle de l'être humain, et l'immoralité de la morale officielle qui serait seule responsable des méchancetés individuelles, l'homme naissant naturellement bon (?). »

Si, au lieu de suivre son idée, M. A. V. avait lu le chapitre *La Morale* qui est justement celui sur lequel il s'appesantit le plus, il aurait vu que, notamment, page 148, comme tout le long du chapitre et aussi du livre en général, je combats cette double erreur de ceux qui ne veulent voir qu'un ange en l'homme, et celle de ceux qui n'en font qu'un monstre et où j'essaie de démontrer — sans avoir la prétention d'être le premier — que l'homme n'est ni bon ni mauvais, mais ce que le font le milieu et les circonstances.

A part cela, l'histoire ne s'est jamais écrite autrement.

J. GRAVE.

AVIS

Il nous reste un petit nombre d'exemplaires des affiches que nous avions fait tirer lors de l'apparition des *Temps Nouveaux*, comportant un dessin en noir de Luce.

Nous les mettons en vente au prix de 0 fr. 15 sur papier ordinaire, 0.20 franco ; papier plus beau (fond vert), 0 fr. 25, franco 0.30.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ASSISTANCE PUBLIQUE. — L'Assistance publique est certainement le rouage sur lequel comptent le plus les panégyristes de l'organisation sociale présente pour réfuter les imputations d'implacabilité dont est l'objet la société bourgeoise. L'Assistance publique, c'est la charité officielle, la pitié administrative, la commisération bureaucratisée. Elle représente, dans « l'organisme social », le cœur de l'Etat. Noble et riche cœur!

Jugeons-en. La mère de huit enfants se présentait ces jours-ci à la mairie du XI[e] arrondissement, demandant, à l'occasion de la naissance de son dernier enfant, les secours « d'allaitement ». Il lui fut répondu que « quand on n'a pas le moyen d'élever les enfants, on n'en fait pas ».

Après s'être assurée qu'elle s'était bien adressée au bureau de l'*Assistance publique* et non à celui de la *Philanthropie moralisatrice*, elle revint à la charge. Le bureau se décida enfin à ouvrir une enquête. Mais il s'y prit si bien, avec tant d'adresse et de discrétion, que le mari de la postulante fut renvoyé de la place qu'il occupait.

En passant, adressons toutes nos félicitations à cet invraisemblable patron qui prétend exercer son autorité jusque sur les aptitudes génératives de ses ouvriers.

L'enquête commencée n'aboutit pas et s'endormit dans les cartons hospitaliers de l'Assistance. La mère attendait toujours et, comme le renvoi de son mari avait augmenté la misère du ménage, elle se décida à écrire à la toute dévouée Administration. Après un feint étonnement, celle-ci promit un secours mensuel de 20 francs. Mais elle prétendit entreprendre au sujet du fils aîné, le seul qui travaille, la même enquête que pour le père, enquête dont les résultats furent si heureux. Et comme la pauvre femme refusait de laisser se renouveler cette comédie odieuse, on lui déclara net qu'elle ne toucherait rien. Alors — la patience a des bornes, n'est-ce pas? — elle se fâcha et traita comme il le méritait le cynique rond-de-cuir, auteur de toutes ses tribulations.

Celui-ci, raide, compassé et muet, envoya chercher un agent qui, brutalement, sans souci de l'enfant qu'elle portait dans les bras, débarrassa le mollusque administratif de la présence de cette importune qui fut conduite au poste. On finit par la relâcher, en lui grognant sans doute :

> Allez, vous êtes une ingrate;
> Ne tombez jamais sous ma patte!

*
* *

Pourrait-on savoir aussi pourquoi, pendant que l'un des médecins traitants de l'hôpital Saint-Joseph déverse à Moscou les flots de sa science sur les membres du congrès médical, tel malade, entré depuis trois semaines dans son service, n'a encore reçu en fait de soins que de la tisane de tilleul, sous prétexte que le médecin traitant est absent et que sa présence est nécessaire? A quoi servent alors les internes? S'ils ne servent à rien, qu'on pourvoie au remplacement momentané des médecins voyageurs. Ce serait une excellente occasion d'utiliser une partie des 800.000 francs d'économies dont l'Assistance est si fort embarrassée.

*
* *

DESPOTISME. — Le Congrès des syndicats a eu lieu cette semaine à Toulouse. Les délégués des ouvriers municipaux de Paris avaient adressé à l'autorité préfectorale — saluez! — une demande de congé d'une semaine pour pouvoir assister à ce congrès! Ce congé leur a été refusé.

L'autorité préfectorale est animée, on le voit, de la même sollicitude et de la même profonde sympathie pour la classe ouvrière dont protestent à tout venant nos ministres guignolesques à la tribune du Parlement.

*
* *

AUTORITÉ PATERNELLE. — Une fillette de quatorze ans et demi s'est jetée par la fenêtre de sa chambre, haute de sept mètres. Elle a eu la chance de ne pas se tuer. Ses parents ont expliqué que depuis quelque temps elle avait manifesté le désir de changer de métier d'apprentissage, celui qu'elle apprenait ne lui convenant pas. C'est le refus de ses parents qui l'a déterminée à se suicider. Si l'enfant était morte, ils seraient maintenant bien avancés. Leur autorité était sauve, mais ils y auraient sacrifié leur enfant. Celle-ci se montrait d'ailleurs laborieuse et adroite.

Quand donc sera-t-il extirpé ce préjugé de l'autorité paternelle, cause de tant de douleurs des deux côtés?

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

HAUTE-SAVOIE. — Le jury d'expropriation des terrains nécessaires à la construction du lycée de jeunes filles à Annecy accorde à M. J. P., propriétaire d'une partie de ces terrains, une indemnité de *quinze francs*, et dont il demande cinq cents francs.

Le montant des frais d'expropriation réclamés à M. J. P. s'élève à *vingt-huit* francs!!

Le propriétaire exproprié, on le dit, refuse de payer.

Ce qui précède est fort, n'est-ce pas? Eh bien, dans la machinerie gouvernementale, c'est comme chez Nicolet : toujours de plus fort en plus fort.

Un boulanger de La Rochefoucauld (Charente) avait un client qui refusait de lui payer une fourniture de pain de 69 francs. Il l'assigna en justice de paix; et, comme le client persistait à nier sa dette, un expert fut nommé pour dresser le compte. A l'appui de sa demande, le boulanger produisit cinquante-neuf bons de pain, de 3 et de 5 kilos.

L'expert conclut à la condamnation du client au paiement des 69 francs réclamés par le boulanger. Le juge adopta ces conclsions, et fit mention, dans les *motifs*, de l'existence des cinquante-neuf bons de pain.

Le jugement vint à l'enregistrement, et le receveur exigea pour visa, enregistrement et amende, la somme de 625 francs (six cent vingt-cinq) 40 centimes; soit à raison de 10 fr. 60 par bon.

Le boulanger a été obligé de payer, toutefois il a eu le patriotique bonheur de pouvoir adresser une réclamation au ministre des finances, dont les cartons sont des plus hospitaliers.

*
* *

DAUPHINÉ. — A Pentecôte, une affluence considérable de touristes envahissait la gare de Grenoble. Beaucoup des voyageurs, auxquels le chef de gare annonçait qu'il n'y avait plus que des places de première classe disponibles, se décidaient à payer des billets de première classe; or, le train aussitôt arrivé, on constata qu'au contraire tous les compartiments de première classe étaient occupés, et que seuls des wagons de deuxième classe étaient à la disposition des voyageurs.

Le chef de gare donna l'ordre de monter en voiture, mais les voyageurs refusèrent, déclarant qu'ayant payé des premières classes, ils exigeaient que des wagons de première classe fussent ajoutés au convoi, et que le train ne partirait pas avant. Le chef de gare regimba, mais l'attitude des voyageurs devint telle, qu'il dut obéir; et c'est aux vivats de la foule que les wagons de première classe furent ajoutés au train.

En juillet, les deux compagnies de railways desservant Portsmouth usèrent envers le public d'un sans-gêne aussi incroyable. Le samedi soir de la revue, elles laissèrent plus de 25.000 porteurs de billets de retour sur les quais de la gare; beaucoup de ces excursionnistes durent payer, non pas pour une chambre, mais pour un simple lit, cinquante francs.

On assure que les compagnies de chemins de fer avaient une entente avec les hôteliers. Ce qui semble confirmer l'existence de cet arrangement, c'est que des trains sont repartis à vide de Portsmouth pour aller se remplir à Londres.

Aussi, dès que paru en gare le train devant ramener les lords et les élus de la Chambre des communes à Londres, les voyageurs s'en emparèrent; les prières et les menaces de la police furent vaines, les occupants se maintinrent dans les wagons, et vers les 2 heures du matin les agents de la Compagnie durent se résoudre à donner le signal du départ. Quant aux lords et aux élus de toutes couleurs, ils se casèrent comme ils purent dans les hôtels de Portsmouth.

Les voyageurs de Portsmouth et ceux de Grenoble, comme ceux d'Annemasse (1), n'ont pas rempli des paperasses, ils ont agi. Comprendre et agir, tout est là.

(1) Voir n° 25, 1896.

Brésil.

Antonio Conseilheiro. — L'année dernière, un ancien commerçant, Antonio Maciel, dit Conseilheiro, entraînait à sa suite quelques milliers de fanatiques et allait s'établir avec eux dans une petite ville de l'État de Bahia: Canudos. Conseilheiro, de l'avis de la plupart, est un illuminé, un croyant — un visionnaire, nous a dit un Brésilien; — c'est un homme rude, grossier, sans instruction, qui joue au prophète et qui, par ses extravagances absurdes, a ébloui et entraîné le troupeau de fanatiques qui combat aujourd'hui avec lui. Il se prétend d'essence divine, et mal venus sont ceux qui s'aviseront de nier sa divinité : la prison les guette (1). La monarchie, dit-il, est le règne de Dieu (2); et de prophète il devient monarque, baptise les enfants, catéchise les foules, les excite au combat contre les forces gouvernementales, « promet une brève résurrection à ceux qui mourront dans la lutte » (3).

Lors, le gouvernement s'émeut et organise une expédition qui aboutit au désastre de Canudos de mars 1897. Une nouvelle expédition fut organisée; une armée forte de 8.000 hommes, commandée par les généraux Oscar et Savaget, fut chargée de bloquer Conseilheiro dans Canudos, son seul retranchement. Le 25 juin, le bombardement commençait et le 4 août les troupes s'installaient sur les ruines de Canudos : Conseilheiro et ses partisans s'étaient enfuis. Voilà le résultat de la tentative de ce pseudo-prophète.

Il voulait, nous a-t-on dit, soustraire ses actes au contrôle de l'État et abolir la propriété individuelle; jusque-là, il n'y avait pas grand mal et ses actes étaient ceux d'un homme simplement révolté contre la tyrannie de l'État. Mais du moment où il se prétend envoyé de Dieu, la nature de ses actes change, ce sont actes d'aliéné.

Est-ce là une tactique? Nous l'ignorons. En tout cas, elle est mauvaise : nous sommes payés pour le savoir, nous connaissons les résultats de la révolution chrétienne.

Malgré cela, Conseilheiro était peu dangereux, et il eût été plus sage de le laisser se livrer à ses excentricités dans le coin perdu qu'était Canudos, d'autant plus qu'il ne s'estimera pas vaincu et qu'il recommencera ses exploits dans les environs. Derrière Bahia, il y a Piauhy, Alagoas, Maranhão, Sergipe, et bien d'autres régions à peine connues et où une armée, quelque aguerrie qu'elle fût, n'oserait pas se risquer.

Nous croyons en avoir assez dit sur Conseilheiro, c'est un homme dont les facultés ne sont pas très bien équilibrées; quant aux « *conseilheiristas* »... il en est le chef : *Ab uno disce omnes*.

G. G. et L. R.

Nous avons reçu cette lettre, et nous l'insérons, vu qu'il est bon de connaître le pour et le contre de ce que l'on n'est pas à même de vérifier.

Il est parfaitement avéré que Conseilheiro est un illuminé, cela d'accord ; c'est un tort qu'il a; mais nous ferons observer à nos correspondants que nous sommes appelés à voir se produire un grand nombre de tentatives de réalisation d'aspirations qui ne seront pas purement inspirées par l'esprit net et positif que nous aimerions leur voir prendre. Il ne s'ensuit pas que nous devions les dédaigner et les ignorer.

Si Conseilheiro est tout ce que nous disent nos correspondants, il est peu intéressant, mais ce qui est à noter, c'est la tentation d'abolition de la propriété individuelle. Et puis, nous leur ferons remarquer que les sources où ils s'appuient pour accuser Conseilheiro sont celles de journaux bourgeois qui ont intérêt à présenter les insurgés sous des couleurs peu sympathiques.

Si l'on s'en rapportait à la presse d'ici pour se faire une idée de l'anarchie, elle ne consisterait qu'à lancer des bombes, à cambrioler : l'anarchiste est un être envieux qui hait les bourgeois parce qu'il convoite leur situation. Or, n'en déplaise aux ignorants, il y a autre chose en l'anarchie. Peut-être en est-il de même pour Conseilheiro et la presse brésilienne. Nul doute que ce n'est pas un mouvement anarchiste, mais peut-être y a-t-il des tendances dont il faudrait pouvoir se rendre compte avant de le juger aussi noir qu'on nous le présente.

J. Grave.

(1) *Diario do Rio-Grande*, 24 avril.
(2) *Echo do Sul*.
(3) *Monitor Campos*, 2 mars.

Espagne.

Alicante. — Ici est organisée une véritable chasse aux suspects. Ils sont pris par les gendarmes habillés en civil, et sont conduits à la gendarmerie où ils ont à subir un long interrogatoire. Nombreux sont ceux qui ont été arrêtés ces jours-ci.

La loi de prévention et répression de l'anarchisme est appliquée sans discontinuité par les zélés souteneurs du désordre social.

Canovas n'avait pas expiré que ses successeurs se promettaient d'être les fidèles continuateurs de son œuvre.

Et voilà une loi exceptionnelle devenue générale.

Cet état de choses sera-t-il de longue durée? Je l'ignore.

Toujours est-il que le peuple, sauf quelques rares exceptions, a eu toutes ses sympathies pour le justicier Angiolillo, quoi qu'en ait dit la presse bourgeoise dont la coutume est de dénaturer les sentiments des masses, tout en prétendant représenter l'opinion publique.

Pas mal de travailleurs ont manifesté leur contentement ouvertement.

Mais pour le balayage de toute la vermine militaro-aristocratico-bourgeoise, il paraît que l'heure n'a pas encore sonné.

Le peuple aspire franchement à une amélioration de son sort, mais il a tellement été dupé par les politiciens de tout acabit qu'il est devenu tout à fait méfiant.

Il lui faut l'exemple d'une poignée d'hommes de cœur capables de s'entendre et de faire subir quelque échec à ce monstre qui a nom autorité.

Suisse.

Genève. — *Le pain.* — Malgré les facilités de transport toujours plus considérables, malgré l'abondance des récoltes dans les pays producteurs de blé, de l'Amérique notamment, le pain est cher, beaucoup trop cher.

La production du blé de toute l'Angleterre est insuffisante pour la consommation de Londres. En Suisse, où les conditions relatives de la production et de la consommation sont moins défavorables, le pain est plus cher qu'en Angleterre; c'est que, dans ce dernier pays, les syndicats (*trusts*) n'ont pas encore accaparé les blés et les farines.

Il y a peu de temps paraissait, à Paris, une estampe publiée il y a plus d'un siècle; elle représente la fin d'un spéculateur sur les grains : Foulon.

Le *Peuple de Genève* nous annonce quels sont nos Foulon et nos Berthier.

Lisez : « Dans la forme, ce rapport, — Rapport des minoteries de Painpalais, par M. Cherbuliez — d'apparence si claire, laisse beaucoup à désirer pour la netteté des calculs; et si nous descendons dans le fond, nous sommes stupéfaits de l'importance monstrueuse qu'il avoue impudemment donner au capital.

« Or, de quoi s'agit-il? De choses de luxe? D'objets dont on peut se passer? Pas du tout. Il s'agit du pain! Cette société féroce devient maîtresse de la situation; elle fait ce qu'elle veut sur place; elle réalise des bénéfices extraordinaires; le directeur se gave, les administrateurs s'engraissent. Les actionnaires-boulangers touchent 40 0/0 de surbénéfice par le seul fait qu'ils sont actionnaires — cela n'empêche pas que chaque action de 500 francs rapporte à chaque porteur un dividende de 60 francs payable, dès le 22 février 1892, à la caisse de MM. Galopin frères, que l'on rencontre en compagnie de M. Cherbuliez, l'administrateur du théâtre des puces, partout où il y a du sang à sucer, une affaire à exploiter.

« Et la source de tout cet or gagné par la magnifique affaire des minoteries de Plainpalais, c'est le pain quotidien, élevé à un prix draconien : la voilà, la source!

« En France, les capitalistes accaparent les sucres, etc., à Genève, quand nous achetons du pain, nous arrondissons les caisses des tripoteurs d'affaires et grossissons la bourse des bourgeois fainéants, actionnaires d'une minoterie, qui est en réalité un Minotaure! »

L'article, très remarqué, d'où sont extraites les lignes précédentes, est parfaitement connu des actionnaires de la minoterie, les trois principaux journaux de Genève leur appartiennent. Cependant ils n'ont pas soufflé mot. Ce silence a son prix.

Dans le même numéro où le *Peuple de Genève* dévoile les causes de la cherté du pain, nous lisons dans la chronique locale : « Un commissaire de police, prévenu, a trouvé à la rue de l'Industrie, 12, aux Grottes, le cadavre réduit à l'état de squelette de Mme M. A., âgée de trente-quatre ans; il était étendu sur un maigre grabat, et autour étaient groupés les cinq enfants affamés de la malheureuse femme; l'aîné, âgé de quatorze ans, pleurait, mais tous demandaient à manger.

« Ces petits miséreux avaient le corps d'une maigreur extrême, et le teint jaune, résultat de leurs souffrances. »

⁂

Genève. — *Haro sur les pauvres!* — M. B., un ouvrier, père de huit enfants, a été arrêté. Pourquoi? Pour un délit certainement bien insignifiant, puisque le parquet, qui laisse filer ses amis voleurs de millions, n'ose pas articuler ce délit.

Dans la nuit, le malheureux incarcéré prit son drap de lit, le coupa en lanières, et se pendit. Une ronde de geôliers arriva juste assez à temps pour couper la corde improvisée, et B. a été remis en liberté.

Si M. B., au lieu d'être ouvrier, était gendarme, sans courir le risque d'être emprisonné il pourrait dérober pour quelques cent francs de monnaies anciennes, ou, comme certain Pandore, frapper à son gré une faible femme; et le procureur général — celui qui, pour donner le change aux nombreuses victimes d'un escroc, fait arrêter une innocente à la place du mari auteur de sa ruine, — en véritable magistrat déclarera avec componction : « Comme il n'est résulté des violences exercées par le gendarme sur Mme C. ni maladie, ni incapacité de travail, les poursuites sont en conséquence abandonnées. »

⁂

Vaud. — *Poids et mesures bourgeois.* — Condamner, comme le tribunal d'Yverdon, M. M., de Vauléon, à un an de prison, parce que ce pauvre hère a disposé de quelques marchandises dont la valeur maximum n'atteint pas 60 francs, paraît, même aux prôneurs de l'organisation sociale, une condamnation exagérée.

Mais que penser du tribunal de Lavaux, condamnant à un an de prison un homme qui, à Chexbres, au mois d'avril, avait « tenté de dérober » (ainsi publié par le *Courrier de Lavaux* et autres journaux) un petit sac d'avoine valant environ 4 francs?!!

Et dire que dans Lavaux et dans toutes les localités environnant Vevey, l'....intègre Eiffel se promène en paix, et qu'en protecteur il reçoit les salutations empressées de ces justiciers, pourvoyeurs de prisons, dont toute la besogne consiste à rendre de si nombreux arrêts!

⁂

Berne. — *Egalité et fraternité.* — Mme Berger, de Langnau, âgée de vingt-huit ans, mère de cinq enfants, ayant été abandonnée par son mari, demanda assistance aux autorités; celles-ci lui accordèrent un secours insignifiant en exigeant qu'elle se fasse domestique, et que ses enfants soient placés quelque part, dit l'*Emmenthaler Blatt*.

A ceux qui ne comprendraient pas ce que signifie en langage officiel bernois « quelque part », traduisons : mises aux enchères publiques.

Pour tel encan, un gendarme conduit les petits dans l'auberge communale, et là, après un roulement de tambour, les jeunes esclaves blancs sont séparément adjugés aux maîtres ayant fait les offres les plus profitables à la caisse de la commune.

Mme Berger se rendit à Yverdon, auprès d'une sœur chez laquelle elle laissa trois enfants. Puis elle se dirigea sur Berne. Arrivée à l'Altenberg, elle se jeta dans l'Aar avec ses deux enfants.

Comme les époux Scherer de Bettlach, Mme Berger n'a pas voulu livrer ses enfants à la charité organisée, elle appréhendait pour eux le traitement — à coups de trique — infligé à la pauvre Louise Reichlen, âgée de neuf ans, par le pasteur Steiger. Connaissant l'épouvantable fin de Louise, elle prévoyait pour ses enfants le sort de ce petit malheureux, âgé de sept ans, mis en pension par sa chère commune de Langnau, et si horriblement maltraité par les gens chez lesquels l'autorité l'avait placé, qu'il a dû être transporté à l'hôpital de Berne, où il est mort après dix jours de souffrances.

Ah! si Mme Berger avait eu un parent ou un ami conseiller! alors son sort et celui de ses enfants étaient assurés. Avec quelle peu coûteuse sollicitude le conseiller fédéral Deutcher a casé son neveu le facteur Schnebeli et ses petits-neveux! *Il faut*, à ce sujet, lire le *Tagwacht*. Sapristi! c'est édifiant.

Les conseillers des États ont voté à MM. Meyer et Wurster une belle somme, simplement parce que le

commerce de ces amis avait « subi un préjudice considérable, par suite de l'établissement par la Confédération de la *carte scolaire* ».

Quant aux instituteurs libres, privés de leurs élèves par l'accaparement de l'instruction publique; quant aux ouvriers sans travail parce que leur profession disparaît, ceux-là, qui n'ont pas d'amis parmi les gouvernants, peuvent s'asphyxier comme la famille Scherer, ou se jeter à l'eau comme Mme Berger et ses enfants.

Certes, un acte *in extremis* accompli par chacun des désespérés aurait plus d'effet sur les privilégiés que le suicide d'un millier des victimes de l'organisation sociale.

Belgique.

Jeudi dernier, s'est tenu à Bruxelles un meeting de protestation contre les atrocités de Montjuich. Louise Michel devait y prendre la parole; mais la police, qui semble mettre tout son zèle à développer et à propager l'idée anarchiste, a commis l'insigne maladresse d'arrêter la vaillante femme et ses compagnons et de les renvoyer là d'où ils venaient. Cette imbécile et odieuse expulsion a eu pour résultat direct d'aigrir et de surexciter les esprits. L'indignation la plus violente éclata; les orateurs, des *socialistes* cependant (à part le camarade Dony), tinrent à flageller l'acte odieux du gouvernement de l'hospitalière Belgique; leur langage, qui devint l'expression sincère de leurs sentiments révoltés, ne serait désavoué par aucun de nous : ces orateurs furent de parfaits révolutionnaires. Aussi la salle entière les a-t-elle acclamés, comme si un même cœur eût battu dans toutes les poitrines.

Les députés, membres du comité, qui se trouvaient en villégiature, sans doute, n'avaient pas cru devoir assister au meeting. Ils ont été conspués de bonne façon. Le camarade Dony a bien fait ressortir leur veulerie. L'ordre du jour final, qui proteste contre l'arrestation arbitraire de Louise Michel et qui somme les députés socialistes d'interpeller à ce sujet le gouvernement, a donné matière à discussion, certains camarades ne voulant absolument pas faire aux députés l'honneur de leur confier une mission quelconque et désirant même qu'un blâme leur soit infligé. L'attitude des soi-disant représentants du peuple sera intéressante à observer.

De tout ceci il résulte que, quoi que l'on fasse, il est impossible d'enrayer les progrès de l'idée. La société bourgeoise, rassurée sur le mouvement politico-socialiste, voit d'où vient le péril : elle lâche sur nous ses sbires; sa tactique, qui consiste à provoquer des désordres dans nos réunions afin d'en éloigner les craintifs et les *honnêtes gens*, est éventée et manque son but. Le résultat logique et naturel de ces persécutions, c'est que l'anarchie accomplit de rapides progrès.

En somme et malgré tout, la journée fut bonne : le tapage produit par cette affaire a ramené sur nous l'attention du public et l'arrestation odieuse de notre vaillante et vénérable compagne nous a attiré de nouvelles sympathies.

Si l'on a peu parlé des Espagnols, ils n'ont pourtant pas été oubliés; la collecte aura été fructueuse.

Edm. H.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Mardi 28 septembre, Maison du Peuple, impasse Pers, rue Ramey, à 8 h. 1/2, conférence par la camarade Mary Huchet sur *le droit des femmes à la révolution, l'exploitation du travail, les salaires dérisoires*.

Prendront la parole : la citoyenne Coutant, ex-présidente des syndicats féminins à la Bourse du Travail, et Ernest Girault.

Lecture d'une lettre adressée par la compagne Louise Michel.

La camarade Mary Huchet recevra les communications adressées 39, rue Berthe.

Entrée : 30 centimes.

* *

Le camarade Prost, ayant été obligé de revenir brusquement à Paris, prie les camarades qui auraient des communications à lui faire de lui écrire au *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville. Il recommencera incessamment sa tournée par Clamecy, Château-Chinon, etc.

Vendredi 24 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Pirot, rue des Nonnains-d'Hyères, 8, grande réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : *Les Crimes des républicains*.

Orateurs : Roubinau, Boala, Brunet, Sadrin.

Entrée : 30 centimes pour les frais.

* *

Les camarades sont avisés que Louise Michel et Broussouloux partiront le 1[er] novembre pour l'Algérie, à l'effet d'y faire une tournée de conférences.

En conséquence, les camarades de ce pays (ainsi que ceux des villes se trouvant sur le parcours pour s'y rendre) sont priés de rentrer *immédiatement* en correspondance avec Broussouloux, 41, rue Montcalm, pour lui donner les renseignements suivants : l'adresse des salles, leurs contenances, leurs prix, ainsi que le nombre d'affiches nécessaires à la publicité.

* *

Bibliothèque sociale de Montmartre, 2, rue d'Orchampt. — Samedi 25 courant, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par Jean Marestan. Sujet : *L'Universelle Religion*.

* *

Les Critiques sociales, par E. Girault. — Maison du Peuple, 47, rue Ramey, lundi 27 septembre, à 8 h. 1/2 du soir. 5[e] partie : *Le Capital et la Misère*.

La contradiction est offerte à tous les rhéteurs bourgeois.

Entrée : 25 centimes pour les frais.

* *

Levallois-Perret. — Les Libertaires de Levallois se réunissent tous les samedis, 7, rue Valentin. Ils invitent tous les lecteurs du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* à leur réunion de samedi.

Ordre du jour : « Pourquoi sommes-nous anarchistes? »

* *

Lyon. — Communication du cercle d'études sociales des *Harmonistes du Sud-Est*, dimanche 26 septembre, à 3 heures, rendez-vous au local. — Le cercle envoie un salut fraternel au « *Combat* » d'Athènes et lui assure son concours.

* *

Amiens. — Tous les camarades sont invités à se réunir le dimanche 16 septembre, à 5 heures du soir, au *Cent de piquet*, faubourg du Cours, pour continuer l'organisation de la fête familiale.

Causerie par un camarade. — Urgence.

* *

Bordeaux. — Deuxième conférence contradictoire *à la campagne*, samedi 25 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Naud, à Lormont (Gironde).

Sujets à traiter :

Formulation des théories anarchistes;
Du rôle des propriétaires de la terre;
Des prolétaires agricoles.

Entrée : 10 centimes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Un type de femme, pièce naturaliste en un acte, par F. Rouge, Genève.

Breve Noticia sobre Honduras, Manuel Lemus y H.-G. Bourgeois, Tipographia nacional, Tegucigalpa.

Capacidad revolucionara de la clase obrera, fascicule IV de la *Biblioteca de propaganda anarquica del grupo « Los Acratas »*, chez Ferdinando Antonini, casilla de correo 1114, Buenos-Ayres.

A lire :

Incompétents! par H. Grenier, dans le *Petit Navigateur* du 15 septembre.

PETITE CORRESPONDANCE

E. D. — Un peu métaphysique votre question. J'ignore. Des phénomènes de ce genre relèvent plutôt de l'économie sociale que de la physiologie.

Argentine. — Reçu extraits de journaux.

On trouve chez le camarade Barrian, 3, boulevard Saint-Maurice, à Limoges, toutes les brochures parues.

Reçu pour la famille d'Angiolillo : Vallvidrera y Playa Barceloneta, 2 fr. 55. — Une qui désirerait avoir un pareil fils, 1 fr. 70. — R., à Genève, 5 fr. 90. — M. et G., à Flémalle-Grande, 25 fr. — Horvinox, 2 fr. 10. — Un raseur, 0 fr. 65. — 5 fr. recueillis à la soirée familiale organisée au profit de la famille Angiolillo et versés à Lenger. — M., à Saint-Aubin, 1 fr.

Reçu pour les bannis de Montjuich : Un tisserand, Verviers, 0 fr. 50. — Vallvidrera y Playa Barceloneta, 2 fr. 55. — R., à Genève, 5 fr. 85.

Reçu pour l'Ecole libertaire : J.-C., à Nogent-les-Vierges, 0 fr. 50.

Pour la fille de Decamps : M., à Saint-Aubin, 1 fr.

Reçu pour le journal : *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — M., à La Tour-du-Pin, 1 fr. — Creil : G. H. et G. D. pour la dette, versement hebdomadaire, 2 fr. — L. M. E., Rio-de-Janeiro, 20 fr. — Mondegès, 0 fr. 20. — P. F., 1 fr. — A. A., 1 fr. — Un peinard, 0 fr. 70. — P., à Saint-Etienne, 0 fr. 90. — V., à Nîmes, 0 fr. 35. — J. C., à Nogent-les-Vierges, 0 fr. 50. — M., à Saint-Aubin, 1 fr. — M. S., à Levallois, 1 fr. 05. Buchly, à Troyes, 0 fr. 20. — Jeandetrop, 2 fr.; Anonyme, 1 fr.; Un libertaire, 1 fr.; Pruvost Désiré et sa compagne, 1 fr.; Longuet, 0 fr. 50; A. D., 1 fr.; Un vieux, 0 fr. 50 (cot. mens.); Charles, 0 fr. 50; Delcarppe, 1 fr. (cot. mens.); Bittembos, 1 fr. (cot. mens.). Total : 9 fr. 50 (par F., à Amiens). — Les camarades de Montreuil : 1[re] liste, 5 fr. 50; 2[e] liste, 6 fr. 45. — Merci à tous.

G., à Carmaux. — B., à Givors. — B., à Marseille. — C. D. — A. C., Turin. — M., à La Haye. — M., à Faenza. — F. C., à Fontenay. — B., au Havre. — J. S., à Roustchouck. — S., à Zurich. — B., à Paris. — J. N., à Vigo. — P., à Saint-Etienne. — V., à Nîmes. — J. C., à Nogent-les-Vierges. — C., au Havre. — B., à Limoges. — F., à Macerata. — P., à Poitiers. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

BOITE AUX ORDURES

Les accidents aux manœuvres (tout l'article), de Lucien-Victor Meunier, *Petit Marseillais* du 14 septembre.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1)	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux —	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*	» 30
Déclarations d'Etiévant	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Autorité paternelle. — Education, *par A. Girard*	» 15
La loi et l'autorité, *Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta*	» 15
L'Internationale, *par Malon*	» 30
Brochures éditées par le groupe des *E. S. R. I.* :	
Les Révolutionnaires au Congrès de Londres	» 15
Réformes et Révolution	» 20
L'Individu et le Communisme	» 20
Comment l'Etat enseigne la morale	1 70
Misère et Mortalité	» 20
Pourquoi nous sommes internationalistes	» 20
Réflexions sur la propagande anarchiste à Roubaix, brochure éditée par le groupe de Roubaix	» 10
Volumes de chez différents éditeurs :	
La Conquête du pain, *par Kropotkine*	2 75
Œuvres *de Bakounine*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*	1 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato*	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	» 60
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »

(1) Les prix marqués sont ceux de l'expédition franco. Pris dans nos bureaux, 0 fr. 05 en moins. — Au cent, 7 francs les brochures à 0 fr. 10, 10 francs celles à 0 fr. 15, et 15 francs celles à 0 fr. 25.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 23 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 OCTOBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous envoyons cette semaine les bordereaux mensuels. Prière à nos dépositaires de vouloir bien nous faire parvenir sans retard le montant de leur règlement pour éviter toute interruption dans l'envoi du journal.

PAR DROIT DE CONQUÊTE

Ont-ils assez braillé, nos bons républicains, revanchards après coup, lorsque, s'appuyant de nos successives défaites, — organisées par eux, d'ailleurs — Bismarck déclara vouloir conserver l'Alsace et la Lorraine, au nom de « la Force qui, seule, fait le Droit », ajoutait-il cyniquement!

En somme, ce soudard homme d'État ne faisait qu'avouer avec impudence ce que tous les gouvernements ont sans cesse pratiqué à qui mieux mieux, avec des formes plus ou moins hypocrites, sous le fallacieux prétexte d'expansion civilisatrice et d'extension coloniale.

C'est ainsi, par exemple, que, depuis 1870, les républicains français qui, il y a un siècle, se déclaraient fièrement « les alliés de tous les peuples opprimés », pour se consoler d'avoir été battus par les Allemands, se sont mis à piller successivement les Annamites, les Tonkinois, les Dahoméens et les Madégasques et d'autres peuplades du centre de l'Afrique, en même temps que pour relever leur prestige ils léchaient les bottes du pendeur russe.... On fait ce qu'on peut, hélas!

Toutes ces turpitudes, du reste, s'abritaient de principes civilisateurs et humanitaires. Ne fallait-il pas soustraire les peuples ainsi conquis à la tyrannie et à la férocité de bourreaux se plongeant avec une joie frénétique dans le sang de leurs infortunés sujets? Et n'était-ce pas une mission sublime et glorieuse à accomplir par la France, ce « doux pays » chanté par Forain? Et cette noble mission, la France ne l'avait-elle pas commencée en Algérie, à l'aide de ses *glorieux* enfants, les d'Orléans, les Nemours, les Changarnier, les Cavaignac, les Pélissier et autres enfumeurs d'Arabes et massacreurs de prolétaires en juin 1848, décembre 1851 et mai 1871, dont la généreuse humanité nous est suffisamment connue, je suppose?

Ah! les belles images qu'on publiait autrefois sur la belle attitude de nos braves généraux africains envers les Arabes vaincus!

Elles portaient toutes en tête cette glorieuse antithèse : « Barbarie et Civilisation », et représentaient généralement une tente d'Arabe entourée de têtes de soldats français, tandis qu'à côté se dressait une autre tente occupée par un chirurgien militaire accompagné d'une sœur de charité soignant de pauvres Arabes blessés. — C'était d'un touchant à tirer les larmes du plus dur rocher.

Mais les temps sont changés, grâce à *mons* Bismarck qui a fait école. Foin de ces tartufferies.

Il n'est de bulletin du général Galiéni — le grand pacificateur de Madagascar — qui, un jour, ô Parisiens, vous démontrera que Galliffet n'est auprès de lui qu'un débonnaire saint Vincent de Paul — il n'est guère de bulletin de ce vaillant vainqueur des Howas qui ne nous raconte comment il vient de faire fusiller comme « rebelles » (c'est le terme en usage) ceux de ces Howas qui ont l'indélicatesse de défendre « à outrance » leur territoire contre l'envahisseur, se croyant, ces audacieux, le même droit et le même devoir que les Français en 1870 contre les Prussiens. — On n'est pas plus outrecuidant, en vérité!

Enfin un Monsieur *Feuillet*, gouverneur civil de la Nouvelle-Calédonie, se piquant d'amour-propre, s'est dit qu'il lui fallait, lui aussi, faire son petit Bismarck et montrer aux Canaques que la conquête n'avait vraiment pas eu pour but de les laisser tranquillement continuer à cultiver leurs terres, au grand *détriment* des colons conquérants auxquels ils devaient *naturellement* céder la place, moyennant, il est vrai, une petite indemnité, à titre de « signe d'*acquiescement* ». A défaut de cet « acquiescement » (j'aime cette honnête expression), on leur prendrait tout de même leurs terres, au nom de la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique! — M. Feuillet n'est pas un soudard, lui; « il connaît les lois » et il respecte la fooo͡orme — le brave homme.

Eh bien! alors, vive Bismarck! puisque avec sa brutale franchise il a remis les choses au point.

Mais au nom de quoi maintenant les bons patriotes, chevaliers *in partibus* de l'Alsace et de la Lorraine, mais grands admirateurs des Dodds, des Duchêne et des Galiéni, vont-ils continuer leurs pieuses jérémiades?

Et vous, aimables capitalistes, âpres exploiteurs des blancs, des noirs, des cuivrés et autres tout-couleurs, que direz-vous si vos exploités, devenus enfin les plus forts et les mieux organisés (tout arrive), vous appliquent à leur tour votre propre principe — *par droit de conquête* — et vous traitent, en cas de résistance de votre part, comme de simples « rebelles »?

G. LEFRANÇAIS.

AVIS

On nous signale la situation vraiment misérable de plusieurs bannis d'Espagne, qui se trouvent actuellement à Marseille, à Perpignan, etc. Nous prions instamment les camarades de redoubler d'efforts pour secourir ces victimes de la sauvagerie gouvernementale.

CONGRÈS CORPORATIF

Le Congrès s'est ouvert le 20 septembre dans la grande salle de la Bourse du travail de Toulouse.

78 délégués représentant 1.316 organisations corporatives ou syndicats professionnels sont présents. La première séance est employée à la vérification des mandats et à des questions d'ordre intérieur. L'absence de politiciens officiels est fortement remarquée. Seul le député Fabérot fait en sorte de se faire oublier en faisant sonner son titre de délégué de la Fédération des chapeliers.

Par acclamation et pour bien montrer leurs sentiments internationalistes, les délégués « envoient leur salut socialiste révolutionnaire aux vaillants lutteurs grévistes, les mécaniciens d'Angleterre qui luttent pour leur droit à l'existence ».

Il est décidé ensuite que chaque délégué n'aura qu'une voix délibérative dans les discussions, malgré le nombre de mandats dont il peut être porteur, à moins d'une demande d'appel nominal faite par au moins 10 délégués.

A la séance de l'après-midi, sur une demande de blâme au préfet de la Seine, qui a refusé un congé au délégué des travailleurs municipaux de Paris, notre camarade Pouget fait la proposition suivante : « Le Congrès, reconnaissant qu'il est superflu de blâmer le gouvernement qui est dans son rôle en serrant la bride aux travailleurs, engage les travailleurs municipaux à faire 100.000 francs de dégâts dans les services de la ville de Paris, pour récompenser M. de Selves de son *veto*. »

Malheureusement les délégués hésitent et l'ordre du jour est repoussé; mais ceux-ci se rattraperont avant la fin du Congrès pour prendre des mesures vraiment révolutionnaires.

Le Congrès se divise ensuite en commissions qui doivent examiner les différentes questions à l'ordre du jour et présenter un rapport sur chacune d'elles et dont voici les principales :

Statuts de la Confédération du travail.

Moyens d'assurer la publication d'un journal quotidien.

Grève générale ou partielle.

Suppression du travail dans les casernes, prisons, ouvroirs.

Journée de 8 heures.

Boycottage.

Retraites ouvrières.

Congrès international corporatif de 1900.

Le mardi matin, l'ordre du jour appelle la discussion sur la création du journal quotidien.

Le Congrès décide : qu'il y a lieu de créer un journal quotidien purement corporatif et économique. Une place sera cependant réservée à la *politique générale* et diplomatique. Seuls, des

syndiqués pourront en être les rédacteurs et collaborateurs ; les *articles ne seront pas signés*. C'est l'exclusion de tous les politiciens de métier.

La question financière *est renvoyée* à l'étude de la Confédération du travail, qui est chargée d'en activer l'apparition.

Le journal aura pour titre : *Le Défenseur du Prolétariat*.

Il est décidé la création de la Confédération générale *du travail*.

La composition en est ainsi arrêtée :

Fédération des Bourses du *travail* ;

Fédération d'Industrie ;

Syndicats nationaux.

Voici les attributions de cette confédération :

Propagande syndicale, industrielle et agricole ; unification de l'action corporative ; conflits entre patrons, grèves partielles ou générale ; conflits entre syndicats ; lutte pour l'abolition et la répression du marchandage ; abolition du travail dans les prisons ; les statistiques du travail ; l'organisation et le fonctionnement du journal.

Enfin, à la Confédération d'appliquer les résolutions des congrès ouvriers, et l'organisation des congrès futurs.

Il est ensuite décidé que le Congrès se rendra en corps le mercredi, après midi, à la Verrerie ouvrière d'Albi.

On verra plus loin les détails de cette manifestation.

La grève générale vient ensuite en discussion : le principe en est adopté, et le présent congrès ratifie les résolutions des précédents ; une campagne active sera menée en sa faveur. Un délégué propose que les syndicats entretiennent une correspondance active et, au besoin, envoient des subsides à ceux de leurs membres momentanément au régiment, pour leur rappeler leur attitude en cas de grève générale ou partielle. Les conclusions du rapporteur sont adoptées : pour tous les délégués, grève générale reste synonyme de Révolution.

Vient ensuite la discussion sur le travail dans les casernes, prisons, ouvroirs. Le rapport conclut à sa suppression. Un délégué fait très justement remarquer qu'il serait bien préférable d'engager les jeunes gens à ne pas aller à la caserne ; c'est, à son avis, le meilleur moyen de ne pas s'y faire exploiter. Mais, en attendant, le Congrès décide d'engager les jeunes soldats versés dans les arsenaux, les magasins d'équipement, à travailler le moins possible.

Pour le travail dans les prisons et ouvroirs, la Commission se prononce contre tout travail. Un délégué demande le remplacement des prisons par des colonies agricoles, ce qui lui attire la réplique suivante : Nous n'avons pas à donner ici, nous délégués ouvriers, de conseils à nos gouvernants sur la manière de traiter les soi-disant voleurs et assassins, ceux-ci n'étant qu'un produit de notre société pourrie ; il faut donc nous attaquer aux causes par une lutte acharnée contre l'état social actuel.

Il est ensuite décidé qu'une active propagande sera faite en faveur de la diminution de la journée de travail. La question de la journée de huit heures vient en discussion : celle-ci est encore un maximum ; la classe ouvrière doit poursuivre son affranchissement intégral, par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et du salariat. Les conclusions du rapport sont adoptées.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion de la Commission du boycottage (1) : c'est le camarade Delesalle qui en est le rapporteur. Le boycottage seul n'est pas assez énergique, la Commission propose d'y ajouter le « sabottage » ; au lieu de grève de bras croisés, les ouvriers doivent entrer dans l'action. La Commission propose les résolutions suivantes : « Chaque fois que s'élèvera un conflit entre patrons et ouvriers, soit que le conflit soit dû aux exigences patronales, soit qu'il soit dû à l'initiative ouvrière, et au cas où la grève semblerait ne pouvoir donner de résultats aux travailleurs visés, que *ceux-ci appliquent* le boycottage ou le sabottage — ou les deux simultanément — en s'inspirant des données que nous venons d'exposer. »

(1) Voir ci-après le rapport de la Commission du boycottage.

Les *conclusions sont adoptées* à l'*unanimité* des membres du Congrès et par acclamation.

La Commission propose de mettre en pratique *les décisions* du Congrès en appliquant un boycottage rigoureux à tous les débitants, liquoristes, etc., qui refuseront de servir leur liquide dans des bouteilles de la Verrerie ouvrière.

Différentes autres parties de l'ordre du jour sont discutées *sans* qu'il y ait lieu de nous y arrêter particulièrement.

L'organisation d'un *grand congrès corporatif* international en 1900 est décidée ; la Confédération générale *du travail est chargée de le mener* à bien et de faire toute la propagande nécessaire.

Vient ensuite la discussion sur le projet de caisse de retraite (projet Escuyer).

Les différents projets de retraites patronales constituent une duperie ourdie en vue de capter et de duper la bonne foi des travailleurs simplistes. Dans le dit projet, il s'agit de leur rendre d'une *main ce qu'on leur a pris de l'autre* ; de plus, les travailleurs ne veulent pas faire le jeu des politiciens, et le projet que l'on demande au Congrès d'adopter ne peut être l'œuvre que d'un politicien ambitieux.

La Commission rejette le projet de loi Escuyer sur les retraites. Le Congrès ratifie les conclusions du rapporteur.

Les travaux du Congrès sont clos.

Le président de séance remercie les camarades de Toulouse de leur hospitalité, dit que chaque délégué rentré dans son groupe doit avoir à cœur d'appliquer les décisions du Congrès. Les ouvriers peuvent faire leurs affaires eux-mêmes, les résolutions prises le prouvent surabondamment. *Les prolétaires ne doivent* attendre leur émancipation que d'eux-mêmes.

Le Congrès est clôturé aux cris mille fois répétés de : Vive la Révolution !

P. Delesalle.

En raison du manque de place, je donnerai la semaine prochaine mon impression sur ce congrès ainsi que sur ceux des Bourses du travail, de la métallurgie et du bâtiment.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Congrès de la Confédération générale du Travail. — Voici le rapport de la Commission du boycottage, lu au Congrès de Toulouse, et adopté à l'unanimité. Nous croyons nécessaire de le reproduire en raison de l'importance de la tactique nouvelle qu'il préconise et en faveur de laquelle il est bon de faire le plus de propagande possible. Il est à remarquer que la commission était en grande majorité composée d'anarchistes.

Camarades,

Le boycottage n'est autre chose que la systématisation de ce que nous appelons en France la *mise à l'index*.

Si le mot boycottage tend à s'introduire chez nous, c'est qu'il apporte avec lui une idée plus révolutionnaire que celle attribuée jusqu'ici au mot *mise à l'index*.

Le boycottage, en effet, est d'origine et d'essence révolutionnaires. Ses origines sont connues : en Irlande, le régisseur des énormes domaines de lord Erne, dans le comté de Mayo, le capitaine Boycott, s'était tellement rendu antipathique par des mesures de rigueur envers les paysans, que ceux-ci le mirent à l'index : lors de la moisson de 1879, Boycott ne put trouver un seul ouvrier pour enlever et rentrer ses récoltes ; partout, en outre, on lui refusa les moindres services, tous s'éloignèrent de lui comme un pestiféré.

Le gouvernement, émotionné, intervint, envoya des ouvriers protégés par la troupe, mais il était trop tard : les récoltes avaient pourri sur pied.

Boycott, vaincu, ruiné, se réfugia en Amérique. Ces derniers jours, on a annoncé sa mort.

Le boycottage, commencé contre Boycott, se continua en Irlande.

D'Irlande il passa en Angleterre et se répandit bientôt sur le continent.

Rappeler quelques exemples de boycottage n'est pas inutile :

A Berlin, en 1894, sous la pression gouvernementale, les brasseurs refusaient leurs salles de réunions aux socialistes. Les brasseurs furent boycottés, et ils le furent si rigoureusement, qu'au bout de quelques mois ils étaient obligés de se soumettre et de rouvrir leurs salles de réunions aux socialistes.

A Berlin, encore, la Compagnie des chemins de fer circulaires, s'étant rendu compte que le public fermait lui-même les portières, décida un jour la suppression des 200 ouvriers fermeurs de portières qu'elle avait employés jusque-là.

Aussitôt, les socialistes intervinrent : par leur activité ils arrivèrent, en une huitaine, à convaincre le public qu'il fallait laisser les portières ouvertes.

Si bien que, grâce à ce boycottage d'un genre spécial, la Compagnie se vit obligée de reprendre le personnel qu'elle avait remercié.

A Londres, en 1893, les employés de magasins exigèrent de leurs patrons la fermeture des magasins une après-midi par semaine, pour compenser l'après-midi du samedi pendant laquelle ils travaillent, tandis que les ouvriers chôment.

C'est par le boycottage qu'ils forcèrent la main aux patrons : les magasins qui refusaient d'obtempérer aux désirs de leurs employés furent mis à l'index.

Et les employés londonniens ne s'en tinrent pas là. On nous présente souvent les travailleurs anglais comme étant très peu révolutionnaires, — c'est là une appréciation inexacte. Ainsi, dans cette campagne de boycottage, les employés usèrent des procédés révolutionnaires, tels que bris de matériel, prises d'assaut de magasins, etc.

Un jour, entre autres, les boycotteurs entrèrent dans un magasin de jambons, attrapèrent les victuailles et les jetèrent à la rue. Et ce fait ne fut pas isolé ; bien d'autres actes de ce genre seraient à citer. Et c'est parce que les boycotteurs furent audacieux et énergiques que la victoire leur resta ; depuis cette époque, une fois par semaine, entre 3 et 5 heures de l'après-midi, les magasins de nouveautés et autres ferment leurs portes.

Si nous nous transportons en France, nous trouvons quelques cas de boycottage, trop rares et malheureusement pas assez pris en considération par le public.

On se rappelle la mise à l'index, par le syndicat de la typographie, des journaux parisiens le *Rappel* et le *XIXe Siècle*.

Pourquoi ce boycottage n'a-t-il pas abouti ? Parce que le public et la grande masse des travailleurs conscients sont restés indifférents. Un moyen pratique eût été que les lecteurs fissent comprendre aux marchands de journaux qu'ils ne devaient pas vendre ces deux quotidiens, — et, si les marchands de journaux refusaient, se fournir ailleurs.

L'a-t-on fait ?

Nous ne le croyons pas.

Au Mans, la Bourse du Travail mit dernièrement à l'index un commerçant voisin dont les agissements étaient contraires aux intérêts des travailleurs et le boycottage fut — exemple trop rare — si énergiquement appliqué que le dit commerçant dut transporter son commerce plus loin.

Mais pour ce cas de boycottage victorieux, combien d'autres restent inefficaces !

Ainsi, combien y a-t-il d'établissements où se réunissent et se fournissent de vins et de liqueurs nos camarades ; où, par conséquent, il leur serait facile d'obtenir du commerçant de n'avoir ses liquides que dans des bouteilles de la *Verrerie ouvrière* et où, pourtant, cela n'a pas lieu ?

Ici encore le boycottage des établissements qui refuseraient de se fournir à la *Verrerie ouvrière* serait d'une efficacité certaine.

Pourquoi n'agit-on pas ?

Nous pourrions citer grand nombre d'autres exemples, mais pour ne pas surcharger notre rapport, nous nous en tenons là ; d'ailleurs, chacun peut facilement trouver des applications de ce que nous disons, autour de lui, dans la vie au jour le jour.

Jusqu'ici les travailleurs se sont affirmés révolu-

tionnaires; mais la plupart du temps, ils sont restés sur le terrain théorique : ils ont travaillé à l'extension des idées d'émancipation, ont élaboré et tâché esquisser un plan de société future d'où l'exploitation humaine sera éliminée.

Seulement, pourquoi, à côté de cette œuvre éducatrice, dont la nécessité n'est pas contestable, n'a-t-on rien tenté pour résister aux empiétements capitalistes et, autant que faire se peut, rendre moins dures aux travailleurs les exigences patronales?

Dans nos réunions on lève toujours les séances aux cris de *Vive la Révolution sociale !* et, loin de se concréter en un acte quelconque, ces clameurs s'envolent en bruit.

De même, il est regrettable que les congrès, affirmant toujours leur fermeté révolutionnaire, n'aient pas encore préconisé de résolutions pratiques pour sortir du terrain des mots et entrer dans celui de l'action.

En fait d'armes d'allure révolutionnaire, on n'a jusqu'ici préconisé que la grève et c'est d'elle dont on a usé, et dont on use journellement.

Outre la grève, nous pensons qu'il y a d'autres moyens à employer, qui peuvent, dans une certaine mesure, tenir les capitalistes en échec.

Le *boycottage*, dont nous venons de vous expliquer l'origine et dont nous avons cité des exemples, nous semble être l'arme pouvant, dans bien des circonstances, donner, au profit des travailleurs, une solution aux conflits existant entre ceux-ci et les capitalistes.

La Commission vous demande donc de prendre en considération les propositions qu'elle vous soumet. Elle est convaincue, qu'après mûre réflexion, vous pratiquerez le *boycottage*, chaque fois que vous en trouverez l'occasion et elle est convaincue aussi que, s'il est mis en vigueur avec énergie, les résultats qu'en retirera la classe prolétarienne vous encourageront à persévérer dans cette voie.

Nous avons examiné de quelle façon peut se pratiquer le boycottage :

Qui pouvons-nous boycotter?

Est-ce l'industriel, le fabricant?

Contre lui, le boycottage reste inégal; ses capitaux le mettent à l'abri de nos tentatives. L'industriel n'a que de rares rapports avec le public; pour la diffusion de ses produits il s'adresse aux commerçants qui, dans la plupart des cas, sont des conservateurs de la société actuelle. Le contrôle sur l'origine de leurs produits est difficultueux, car très peu d'industriels marquent leurs produits — comme le fait la *Verrerie ouvrière*, qui, par ce seul fait, nous rend le boycottage facile.

Donc, laissons pour l'instant l'industriel de côté, nous réservant de dire tout à l'heure par quels moyens nous pouvons directement l'atteindre.

Parlons du commerçant avec lequel nous sommes directement en contact et que nous pouvons directement boycotter.

Il y a quelques semaines, à Toulouse, une petite tentative de boycottage a été faite contre les magasins qui refusaient de fermer le dimanche : par affiches, les camarades toulousains engageaient le public à ne rien acheter le dimanche.

Ce que les employés toulousains ont fait en petit, nous vous invitons à le faire en grand : que chaque fois que besoin sera, quand le commerçant voudra réduire les salaires, augmenter les heures de travail, ou quand le travailleur, désireux d'être moins tenu, de gagner plus, imposera ses conditions au patron commerçant; qu'alors, avec toute l'activité dont nous pouvons disposer, son magasin soit mis à l'index; que, par voie d'affiches, circulaires, réunions, manifestations ou autres moyens dont l'initiative des travailleurs croira bon d'user, le public soit invité à ne rien acheter chez lui jusqu'au jour où il aura donné entière satisfaction à ses employés.

Ainsi l'ont fait nos camarades d'Angleterre et d'Allemagne dont nous parlions tout à l'heure et, qui, dans maintes circonstances, ont remporté la victoire.

Quant aux industriels, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, le boycottage les atteint difficilement. Par contre, le fonctionnement normal de la société capitaliste leur permet, sous le couvert de diminutions de salaires, augmentations des heures de travail, ou chômages et renvois brutaux, de nous appliquer un boycottage meurtrier. Ils sont même allés plus loin en pratiquant le boycottage politique et en mettant à l'index les travailleurs conscients de leurs droits, les empêchant ainsi, non seulement de propager les idées d'émancipation qui les animent, mais même de vivre.

Actuellement, à Roubaix, l'*Union Sociale et Patriotique*, association d'industriels et de politiciens, s'est liguée pour terrasser les idées émancipatrices par le renvoi simultané d'une masse considérable de travailleurs. Pour être embauché dans les usines de Roubaix et de Tourcoing, il faut aujourd'hui que le travailleur soit inscrit sur les listes de l'*Union Sociale et Patriotique*; et ne croyez pas que ce refus d'employer des ouvriers indépendants soit pratiqué sournoisement. Non! c'est au grand jour, en affichant cyniquement ses intentions de proscription, qu'agit l'*Union Patriotique*. Tout au long dans ses statuts, elle déclare que son principal but est de donner du travail à ses adhérents, au détriment des travailleurs qui combattent pour l'affranchissement du prolétariat.

Nous vous citons cette ville parce qu'elle est un foyer révolutionnaire et qu'elle a un conseil municipal socialiste, que nous voulons croire imbu de bonnes intentions, mais qui se trouve impuissant pour endiguer les manœuvres d'oppression et de persécution employées par les industriels réactionnaires.

Et, ne nous y trompons pas, ce qui existe à Roubaix aujourd'hui se généralisera demain d'un bout à l'autre de la France, si nous n'y mettons ordre.

Par quels moyens résister à ce boycottage patronal et arrêter l'expansion de l'œuvre réactionnaire et sinistre dont les capitalistes de Roubaix donnent l'exemple à leurs confrères?

Ici, votre Commission croit que le boycottage que nous pourrions tenter contre les exploiteurs en question ne donnerait que des déceptions. Aussi vous propose-t-elle de le compléter par une tactique de même essence que nous qualifierons : le *sabottage*.

Cette tactique, comme le boycottage, nous vient d'Angleterre où elle a rendu de grands services dans la lutte que les travailleurs soutiennent contre les patrons. Elle est connue là-bas sous le nom de *Go canny*.

A ce propos, nous croyons utile de vous citer l'appel lancé dernièrement par « l'Union internationale des chargeurs de navires », qui a son siège à Londres :

Qu'est-ce que *Go canny?*

C'est un mot court et commode pour désigner une nouvelle tactique, employée par les ouvriers au lieu de la grève.

Si deux Ecossais marchent ensemble et que l'un coure trop vite, l'autre lui dit : *Go canny*, ce qui veut dire : « Marche doucement, à ton aise. »

Si quelqu'un veut acheter un chapeau qui vaut cinq francs, il doit payer cinq francs. Mais s'il ne veut en payer que quatre, eh bien! il en aura un de qualité inférieure. Le chapeau est une « marchandise ».

Si quelqu'un veut acheter six chemises de deux francs chacune, il doit payer douze francs. S'il ne paie que dix, il n'aura que cinq chemises. La chemise est encore « une marchandise en vente sur le marché ».

Si une ménagère veut acheter une pièce de bœuf qui vaut trois francs, il faut qu'elle les paye. Et si elle n'offre que deux francs, alors on lui donne de la mauvaise viande. Le bœuf est encore « une marchandise en vente sur le marché ».

Eh bien, les patrons déclarent que le travail et l'adresse sont des « *marchandises en vente sur le marché* » — tout comme les chapeaux, les chemises et le bœuf.

— Parfait, répondons-nous, nous vous prenons au mot.

Si ce sont des « marchandises », nous les vendrons tout comme le chapelier vend ses chapeaux, et le boucher sa viande. Pour de mauvais prix, ils donnent de la mauvaise marchandise, et nous en ferons autant.

Les patrons n'ont pas le droit de compter sur notre charité. S'ils refusent même de discuter nos demandes, eh bien, nous pouvons mettre en pratique le *Go canny* — la tactique de « travaillons à la douce » en attendant qu'on nous écoute.

Voilà clairement défini le *Go canny*, le *sabottage : à mauvaise paye, mauvais travail*.

Cette ligne de conduite, employée par nos camarades anglais, nous la croyons applicable en France, car notre situation sociale est identique à celle de nos frères d'Angleterre.

Il nous reste à définir sous quelles formes doit se pratiquer le *sabottage*.

Nous savons tous que l'exploiteur choisit habituellement pour augmenter notre servitude le moment où il nous est le plus difficile de résister à ses empiétements par la grève partielle, seul moyen employé jusqu'à ce jour.

Pris dans l'engrenage, faute de pouvoir se mettre en grève, les travailleurs frappés subissent les exigences nouvelles du capitaliste.

Avec le *sabottage*, il en est tout autrement : les travailleurs peuvent résister; ils ne sont plus à la merci complète du capital; ils ne sont plus la chair molle que le maître pétrit à sa guise : ils ont en mains un moyen d'affirmer leur virilité et de prouver à l'oppresseur qu'ils sont des hommes.

D'ailleurs, le *sabottage* n'est pas aussi nouveau qu'il le paraît : depuis toujours, les travailleurs l'ont pratiqué individuellement, quoique sans méthode. D'instinct, ils ont toujours ralenti leur production quand le patron a augmenté ses exigences; sans s'en rendre clairement compte, il ont appliqué la formule : *à mauvaise paye, mauvais travail*.

Et l'on peut dire que, dans certaines industries où le travail aux pièces s'est substitué au travail à la journée, une des causes de cette substitution a été le sabottage qui consistait alors à fournir par jour la moindre quantité de travail possible.

Si cette tactique a donné déjà des résultats, pratiquée sans esprit de suite, que ne donnera-t-elle pas le jour où elle deviendra une menace continuelle pour les capitalistes?

Et ne croyez pas, camarades, qu'en remplaçant le travail à la journée par le travail aux pièces, les patrons se soient mis à l'abri du sabottage : cette tactique n'est pas circonscrite au travail à la journée.

Le sabottage peut et doit être pratiqué pour le travail aux pièces. Mais, ici, la ligne de conduite diffère : restreindre la production serait pour le travailleur restreindre son salaire; il lui faut donc appliquer le sabottage à la qualité, au lieu de l'appliquer à la quantité. Et alors, non seulement le travailleur ne donnera pas, à l'acheteur de sa force de travail, plus que pour son argent; mais encore il l'atteindra dans sa clientèle qui lui permet indéfiniment le renouvellement du capital, fondement de l'exploitation de la classe ouvrière. Par ce moyen, l'exploiteur se trouvera forcé, soit de capituler en accordant les revendications formulées, soit de remettre l'outillage aux mains des seuls producteurs.

Deux cas se présentent couramment : le cas où le travail aux pièces se fait chez soi, avec un matériel appartenant à l'ouvrier, et celui où le travail est centralisé dans l'usine patronale dont celui-ci est le propriétaire.

Dans ce second cas, au sabottage sur la marchandise vient s'ajouter le sabottage sur l'outillage.

Et ici, nous n'avons qu'à vous rappeler l'émotion produite dans le monde bourgeois, il y a trois ans, quand on sut que les employés de chemins de fer pouvaient, avec deux sous d'un certain ingrédient, mettre une locomotive dans l'impossibilité de fonctionner.

Cette émotion nous est un avertissement de ce que pourraient les travailleurs conscients et organisés.

Avec le *boycottage* et son complément indispensable, le *sabottage*, nous avons une arme de résistance efficace qui, en attendant le jour où les travailleurs seront assez puissants pour s'émanciper intégralement, nous permettra de tenir tête à l'exploitation dont nous sommes victimes.

Il faut que les capitalistes le sachent : le travailleur ne respectera la machine que le jour où elle sera devenue pour lui une amie qui abrège le travail, au lieu d'être, comme aujourd'hui, l'ennemie, la voleuse de pain, la tueuse de travailleurs.

Résolutions (affirmation théorique) :

Nous vous proposons donc de prendre en considération la proposition suivante :

« Chaque fois que s'élèvera un conflit entre patrons et ouvriers, soit que le conflit soit dû aux exigences patronales, soit qu'il soit dû à l'initiative ouvrière, et au cas où la grève semblerait ne pouvoir donner de résultats aux travailleurs visés, que ceux-ci appliquent le *boycottage* ou le *sabottage*, — ou les deux simultanément — en s'inspirant des données que nous venons d'exposer. »

Proposition de mise en pratique :

Déjà nous pouvons sortir du domaine théorique et entrer immédiatement dans la pratique :

« La Commission vous propose que, pour aider à l'écoulement des produits de la *Verrerie ouvrière*, les travailleurs conscients appliquent un boycottage rigoureux à tous les débitants, liquoristes, etc., qui, tout en étant plus spécialement nos fournisseurs, refuseront de débiter leurs liquides dans des bouteilles de provenance de la *Verrerie ouvrière*.

« En agissant ainsi, nous aiderons à vulgariser le *boycottage* et, surtout, nous ferons œuvre de solidarité. »

*
* *

Comme on l'a vu plus haut, à propos du congrès de Toulouse, à la séance du mardi il fut décidé que tous les délégués se rendraient à Albi le mercredi après-midi.

La manifestation fut imposante et c'est aux cris de : Vive la Révolution! Vive la sociale! que les congressistes ont été reçus par les délégués de la Verrerie. Drapeau rouge en tête, les délégués ont traversé la ville d'Albi, précédés et suivis de tous les mouchards disponibles.

Je dois dire ici que c'est avec une vive satisfaction que les anarchistes présents ont constaté la vitalité de la Verrerie ouvrière. Certes il y eut, au début, des querelles de partis, des haines individuelles, mais celles-ci semblent apaisées et il est à souhaiter que nous ne revoyions pas ces divisions intestines. Personnellement, j'ai causé avec quelques-uns de nos camarades qui sont à la Verrerie qui ont bon espoir pour l'avenir.

Le soir, un dîner fraternel réunissait congressistes et verriers.

Après la bienvenue, souhaitée par un membre du Conseil d'administration de la Verrerie, le camarade Buat, des ouvriers en instruments de Paris, dit, au nom des congressistes, qu'il est content d'avoir vu l'œuvre du prolétariat, que l'usine appartient à tous, qu'il n'y a à la Verrerie ni similaires ni verriers, mais des hommes égaux.

Après quelques paroles des délégués d'Alger, de Saint-Etienne, notre camarade Pouget prononce les paroles suivantes :

« Je suis heureux d'avoir vu la Verrerie en pleine activité et prospérité, et, après la misère endurée, il était à souhaiter que les verriers aient un peu de bien-être : c'est ce que je me plais à constater.

« Il y a eu des tiraillements dans le sein de la Verrerie, mais il faut espérer qu'on ne les reverra plus et que l'entente continuera à régner.

« Mais, pour que le bon accord ne soit jamais rompu, il faut éliminer toute ingérence politique dans le sein de la Verrerie, et alors seulement celle-ci sera une œuvre vraiment sociale et révolutionnaire. »

Au moment du départ, massés sur le quai de la gare, les verriers saluaient leurs frères de travail, et c'est aux cris de : Vive la Sociale! que le train s'ébranle pour la rentrée des congressistes à Toulouse.

P. D.

Belgique.

Charleroi (21 septembre). — Aujourd'hui a eu lieu, malgré l'expulsion de Louise Michel, le meeting *annoncé* en faveur des torturés de Montjuich. Nous écrivons annoncé, car il y a été question de tout autre chose que de nos malheureux camarades.

Le députard Destrée a, d'un air résigné, prononcé quelques phrases où il a flétri le gouvernement espagnol, puis s'est empressé d'enfourcher le dada électoral et de célébrer le succès de Waremme, où, malgré l'appui de quatre mille voix libérales, les socialistes n'ont pu faire triompher leur candidat. Comme on le voit, les compromissions du P. O. B. ne leur profitent guère.

Un jeune-garde socialiste, un des nombreux aspirants députés du P. O. B., Troclet, s'est amusé à partir en guerre contre le remplacement militaire et pour la nation armée et a affirmé que les triomphes électoraux belges feraient frémir le gouvernement espagnol.

Enfin, on a voté un ordre du jour insipide, et Destrée, dans sa hâte de quitter ce milieu de travailleurs, oubliait d'annoncer une collecte au profit des victimes de l'inquisition espagnole, dont, comme on le voit, on ne s'était guère préoccupé.

Le tout applaudi par l'habituelle claque du P. O. B., applaudissements qu'ont cependant interrompus quelques vigoureux cris de « Vive l'Anarchie! » des compagnons indignés.

Séance qui est un exemple frappant des mesquines préoccupations électorales toujours dominantes des hommes du P. O. B.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 2 octobre 1897, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey : *Les Critiques sociales*, par le camarade E. Girault. — 6e partie : « L'Etat et ses iniquités; sa non-raison d'être. »

Tous les collectivistes sont spécialement invités à cette conférence et un défi leur est porté par le compagnon E. Girault sur la nécessité ou la non-raison d'être d'un Etat quelconque, même collectiviste.

Toute la presse est invitée ainsi que les économistes bourgeois.

Entrée : 25 centimes.

⁂

Bibliothèque sociologique des Travailleurs libertaires du XIIe. — Réunion samedi soir, à 9 heures, salle Bertrande, 110, avenue Daumesnil.

⁂

Les camarades du XVe sont priés de se réunir tous les samedis soir, chez Bera, marchand de vins, 116, boulevard de Grenelle.

⁂

Dimanche 3 octobre, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, salle du Cheval Blanc, 190, rue de Paris, à Montreuil, grande conférence publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les Exploits de la Police; la Peste religieuse; le Pain cher.

Orateurs : Prost, Ernest Giraud, de l'*Internationale*, Roger, Sadrin, Brunet, Tortelier, Boala.

A 4 heures, concert : Paul Paillette, Marie Huchet, Jeanne, le Père Lapurge, Paul Idéal; Montagnard, mandoliniste. — Tombola gratuite.

Entrée : 25 centimes.

⁂

Reims. — Tous les libertaires sont invités à se réunir le samedi 2 octobre au Cruchon d'Or, rue de Cernay.

⁂

Bordeaux (10e conférence de quartier). — Samedi 2 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, au *Petit Matelot*, avenue Thiers, conférence publique et contradictoire.

Sujets à traiter : *Anarchistes, socialistes et bourgeois; Le code militaire; Le code civil; L'Inquisition en Espagne; Méline-Pain cher.*

Entrée : 10 centimes.

⁂

Vienne (Isère). — Tous les libertaires sont convoqués pour dimanche prochain, 3 octobre, à 10 heures du matin, salle de la Fédération des syndicats, rue des Clercs, n° 3. — Communication de la plus haute importance.

⁂

Mouscron. — Dimanche 10 octobre, salle du carrossier, rue des Moulins, conférence publique et contradictoire au profit des torturés de Montjuich.

Les socialistes de toutes écoles sont invités.

⁂

Limoges. — On trouve chez le camarade Barian, 3, boulevard Saint-Maurice, toutes les brochures parues.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Evolution du commerce, par Ch. Letourneau, 1 vol., chez Vigot frères, 10, rue Monsieur-le-Prince.

Le Mannequin d'osier, par Anatole France, 1 vol., chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

Sur l'Anarchie, par Alexandre Bérard, 1 vol., chez Storck, éditeur, 78, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.

Breve Noticia sobre Honduras, par M. Lemus y H. G. Bourgeois, 1 brochure, à la Tipografia nacional, Tegucigalpa.

A lire :

La Justice et les pauvres gens, par Séverine, *Eclair* du 23 septembre.

Placet pour M. Félix Faure, par Henry Leyret, *Journal* du 19 septembre.

Voir la gravure très suggestive du *Leslie's Weekly* de New-York, numéro du 19 août 1897 : « *Some of those who go down to the sea in ships.* »

Nota. — Il n'est pas nécessaire de pouvoir traduire le texte pour saisir.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Moreau, tailleur de pierres, est prié de donner son adresse pour affaire urgente.

Prière aux camarades d'Italie de nous procurer le premier numéro de la première année de la *Revista di politica, littera e scienze sociale* du docteur N. Colajanni.

1398, à Rouen. — Nous recevons aussi le montant des abonnements en timbres-poste. Le vôtre ne finit qu'à la fin de ce mois.

Buchly, à Troyes. — Vous pouvez nous adresser ce que vous voudrez pour la famille Angiolillo; nous le lui ferons parvenir.

Roubaix. — Communication parvenue trop tard. Encore une fois, le *mardi matin* au plus tard.

Reçu pour la famille Angiolillo : Un groupe de plâtriers et peintres de Genève : Pour le droit et la vérité, 0 fr. 50; A bas les oppresseurs! 1 fr. 50; Un peintre de Genève, 0 fr. 50; Germinal, 0 fr. 50; Avec courage et fidélité, 0 fr. 50; La violence appelle la violence, 0 fr. 20; Un copain, 0 fr. 30; Un plâtrier de Genève, 1 fr.; Un mouton qui est las d'être tondu, 0 fr. 50; Un Morvandiau civilisé habitant Genève, 0 fr. 50; Pour châtier le pape, 1 fr.; Un révolutionnaire, 0 fr. 50; Un Breton qui se fout du gouvernement, 0 fr. 50; Amoudruz, Genève, 0 fr. 50; Séchaud Paul, plâtrier, 0 fr. 50; Riondel, peintre, 0 fr. 25; Taberlet, peintre, 0 fr. 30; Baud Charles, peintre, 0 fr. 20; Stagnoli fils, 0 fr. 30; Pour foutre à bas la haute, 0 fr. 50; Pour étrangler le pape avec les boyaux d'Humbert, 0 fr. 50; Carlier, 0 fr. 30; Un Charlois, 0 fr. 50; Dessuet François, 0 fr. 20; Dessuet Etienne, 0 fr. 20; Chometi Jean, 0 fr. 20; Un menuisier grenoblois : Mort aux bourgeois! 0 fr 20; Séchaud Emile, 0 fr. 50; La mère, 0 fr. 50; Boc qui s'embête, 0 fr. 50; Grivel, 0 fr. 50; Jean Pierre de Montastruc, 0 fr. 50; Jean Perrot, 0 fr. 50; Jean Bedoni, 0 fr. 50; H. V., 0 fr. 50; La tête de Canovas, 0 fr. 50; Révolutionnaire, 0 fr. 50; Mort aux vaches! 0 fr. 30; Vive l'anarchie! un Stéphanois, 0 fr. 25; Aimons-nous les uns les autres, 0 fr. 25; Un qui voudrait voir rôtir le pape, 0 fr. 50; Pour tuer Weyler, 0 fr. 25. Total : 19 fr. 10. — A. P., 1 fr. — Gehein, 1 fr. — Un groupe de copains nantais, 4 fr. — Deux révoltés, 1 fr. 50. — Dix camarades marseillais, 2 fr. 50. — Marius (2e versement), 0 fr. 50. — Jean qui marche, 3 fr.; Un vieux Savoyard anarchiste, 5 fr., remis par G., de Genève. — Un masseur, 0 fr. 50. — L., à Reims, par P., 0 fr. 50. — G., à Bourgoin, 0 fr. 50. — Groupe de Toulouse : 1 fr. 05.

Reçu pour les bannis de Montjuich : Un compagnon, 1 fr.; Victor et Marie, vive l'anarchie! 0 fr. 50; Vive Angiolillo! 0 fr. 50; A bas la Frocaille! 0 fr. 30; La mère Peinard, 0 fr. 20; Bricart Léon, 0 fr. 20; Péqueux, 0 fr. 20; Un anonyme, 0 fr. 20; Courtois, 0 fr. 20; Un poivrot, 0 fr. 20. Total : 3 fr. 50. — Dix camarades de Marseille, 2 fr. 50. — Jean qui marche, 2 fr. — 2002, à Saintes, 1 fr.

Reçu pour la fille de Decamps : Dix camarades marseillais, 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : 1398, à Rouen, 2 fr. — Le groupe *La Libre Entente* de Jonzac et de la campagne environnante, 10 fr., et 5 fr. pour l'envoi de numéros intéressant le groupe. — Montal, 0 fr. 50. — A. d'A., Turin, 15 fr. — H. Bill., à Rio-de-Janeiro, 10 lire italiennes. — Aubin, 5.000 reis; Campagne, 5.000 reis; Charles Verschoore, Georges Verschoore et G. Verschoore, ensemble, 54.000 reis. Total : 64.000, change déduit : 50 fr., dont 15 fr. pour le *Père Peinard*. — Jean qui marche, 25 fr.; Un vieux Savoyard anarchiste, 50 fr., au crédit de son compte pour futures publications, 5 fr. remis par G., de Genève. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — Creil : G. H. et G. D. pour la dette, versement hebdomadaire, 2 fr. — 2002, à Saintes, 2 fr. — V. B., à Paris, 1 fr. — Groupe de Toulouse, 15 fr. 25. — O. G., délégué de Perpignan, 2 fr. — Merci à tous.

F., à Amiens. — S., à Roubaix. — L., à Epinal. — C., à Béziers. — B., à Brest. — B., à Narbonne. — M., à Bagnolet. — B., à Genève. — Par le *P. P.* : P. A., à Angers; N., à Liège. — G., à Genève. — H., à Vienne. — L., à Guerpont. — P., à Reims. — V. B., à Paris. — G., à Bourgoin. — M., à Troyes. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Verviers

Chez Nizet, 69, rue Coronmeuse.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 24 — DIX CENTIMES — DU 9 AU 15 OCTOBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Cette semaine, faute des fonds nécessaires, nous paraissons sans supplément. Prière à nos abonnés de nous excuser. Nous le leur donnerons la semaine prochaine, les rentrées mensuelles commençant à s'effectuer.

LA TUERIE DE HAZELTON

Une des plus horribles tueries, pire que tout ce que l'on a jamais vu sous l'empire en France, ou en Allemagne, a eu lieu ces jours-ci en Pensylvanie. On n'en connaît peut-être pas encore tous les détails en Europe. Les voici :

Le 4 juillet, une grande grève se déclarait en Pensylvanie. Elle s'étendait sur l'Ohio et l'Illinois. Comme de coutume, les mineurs s'organisaient en colonnes et marchaient d'une mine à l'autre pour inviter d'autres forçats de la mine à se joindre à la grève.

Une de ces colonnes marchait sur une petite bourgade minière.

Les propriétaires des mines avaient usé de toutes sortes de moyens d'intimidation pour faire échouer la grève. Les juges, laquais fidèles du capital, avaient lancé des ordonnances et pris des décisions qui, au fond, rendaient illégales toute grève, toute invitation à se joindre à la grève, toute conversation entre mineurs sur la grève. C'était l'abolition, en fait, de tous les droits politiques et l'établissement de l'arbitraire absolu contre les grévistes.

Et tout cela n'avait aucun effet. Chaque jour, la presse bourgeoise annonçait la fin de la grève, et chaque jour la grève s'étendait davantage.

Les gredins résolurent alors de frapper le grand coup : il fut décidé de terroriser les grévistes par une tuerie monstre. Ils trouvèrent leur homme dans le « sheriff » Martin — sorte de juge ou de commissaire élu. Il avait été autrefois contremaître dans une mine. Américain, il haïssait les Polonais et les Bohémiens qui travaillent dans les mines.

On le mit à la tête de 102 policiers armés de fusils, et, *avec les propriétaires des mines à ses trousses, pour l'exciter au massacre*, il fut envoyé massacrer.

Il en trouva bientôt l'occasion à Hazelton, petite bourgade minière.

Cette canaille avait passé toute la matinée à exciter ses hommes.

Contremaître placé à la tête d'une compagnie de soldats, il s'imaginait être un de Moltke. Il les avait disposés derrière des haies. Revolver en main, il marchait parmi eux, les incitant au massacre.

En vrai bon général, il les soûlait d'eau-de-vie.

La colonne de grévistes, composée de 150 Polonais et Tchèques, approchait d'Hazelton. Il leur intima l'ordre de s'arrêter. Ils répondirent qu'ils avaient le droit de marcher sur la route et continuèrent de marcher.

Alors il donna l'ordre à « ses » soldats de tirer.

Vingt et un hommes tombèrent morts sur place, quarante tombèrent blessés.

Ne croyez pas que j'exagère. Je prends mes renseignements dans les journaux bourgeois. Voici ce qu'en dit *The Gazette* de Montréal :

« Vingt et un cadavres, gisant aujourd'hui dans les huttes en planches de cette petite bourgade dans les montagnes. Quarante figures humaines, abîmées, blessées, brisées, sur les étroites litières de l'hôpital de Hazelton. Cinq d'entre eux vont mourir avant que le jour se lève. Telle a été l'exécution faite par 102 policiers armés jusqu'aux dents sur environ 150 ignorants étrangers, dont tout l'armement consistait en deux petits canifs. Ces faits sont indiscutables. »

Et, racontant qui était ce Martin, la *Gazette* ajoute :

« Il faut dire aussi que les propriétaires des mines étaient continuellement à ses trousses. Ils lui rappelaient continuellement que l'outillage des mines était en danger, et qu'il aurait suffi d'une allumette pour faire d'immenses dommages. Ils lui disaient qu'il est illégal pour les mineurs de se mobiliser et se mettre en marche. Il accepta ce point de vue, et, sans avoir la moindre information que les mineurs fussent armés, il agit comme s'ils l'étaient... »

Eh bien, croyez-vous que ce massacre ait ému les exploiteurs et leurs canailles de laquais dans la presse? — Pas le moins du monde.

« Le massacre mettra fin à la grève. » C'est tout ce qu'ils ont à dire.

Un juge a lancé l'ordre d'arrêter le sheriff Martin et les 102 policiers — pour meurtre. La troupe fédérale les a pris sous sa protection. Le général Gobin, commandant des troupes fédérales, a mis Hazelton en état de siège et a lancé une proclamation déclarant que, malgré le mandat lancé contre les 103 coquins, il ne permettrait pas de les arrêter.

Et après cela on parle encore de ménagements, de solutions paisibles !...

Rien, rien que la guerre, la guerre sans merci, amènera une solution quelconque aux Etats-Unis. Et la guerre sera terrible, car la limite de la patience des travailleurs est depuis longtemps dépassée.

P. KROPOTKINE.

LA LOI VIOLÉE

Nous avons reçu la lettre suivante :

A tous les amis de la justice, salut! Le procureur général, le juge et le bourreau disent respectivement au criminel : Ce n'est pas moi qui demande votre condamnation, ce n'est pas moi qui dicte la sentence, ce n'est pas moi qui l'exécute, c'est la Loi.

Chacun, de par le monde, en toutes occasions, se réclame de la loi toute-puissante et sacrée. Combien de fois, pour notre compte, avons-nous demandé le respect de la Loi? Ce fut toujours en vain, mais cependant nous protestons encore et protesterons toujours, jusqu'à ce que nous ayons obtenu entière réparation de l'illégalité et de l'injustice dont le gouvernement espagnol fait preuve à notre égard.

La loi de 1896 pour la répression de l'anarchisme dit : « Pour que la peine de l'exil lui soit appliquée, il faut que l'individu soit pris en flagrant délit de propagande anarchiste, soit par la parole, l'écrit ou l'image. »

Or, nous n'avons propagandé en faveur de l'anarchisme, ni par la parole, la plume ou la gravure. Nous fûmes simplement arrêtés et nous avons déjà subi plus de quatorze mois d'emprisonnement et dans quelles conditions! Nos justes protestations, semble-t-il, n'ont pas dû parvenir aux oreilles de ceux qui, par respect pour la loi, devaient nous venir en aide.

Nous fûmes emprisonnés *avant que les lois susmentionnées aient été promulguées.* Dès lors, alors même que notre désir eût été de propager l'anarchisme, comment nous eût-il été possible de le faire, puisque nous étions de l'autre côté des barreaux? Aux termes mêmes de la loi, la peine de l'exil ne peut nous être appliquée; autrement, ce que l'on nomme la logique n'est pas de ce monde. La liberté sans conditions aurait dû être accordée depuis longtemps à ceux d'entre nous qui n'ont été l'objet d'aucunes poursuites, qui n'ont été compris dans aucun procès, par ce fait même qu'ils n'ont pas propagé ce que la loi prohibe.

Et que dirons-nous de ceux qui ont été pleinement acquittés par le tribunal suprême de guerre et de marine? Si la loi est digne de quelque respect, ces hommes auraient dû être rendus à leurs familles malheureuses, il y a plus de trois mois, avec la pleine jouissance de leurs droits individuels.

A ceux qui sont poursuivis et acquittés par les tribunaux civils, la liberté est accordée immédiatement, sans aucun obstacle : pourquoi n'en serait-il pas de même pour ceux qui sont acquittés par les tribunaux militaires?

Et nous qui protestons ici, ce n'est pas une seule, mais deux cours martiales qui nous ont jugés. L'acquittement civil est-il aux yeux de la loi d'un or plus pur que l'acquittement militaire? Nous n'avions commis aucun délit et nous eûmes cette chance immense d'être acquittés par le plus sévère de tous les tribunaux. Quelle meilleure preuve de notre innocence? A cela réponde qui peut.

Il y a deux mois environ, le gouvernement espagnol, voulant appliquer la loi de 1896, mais en ce qui nous touche la violant au grand jour, promulgua un décret royal nous exilant du territoire espagnol.

Nous protestâmes énergiquement à l'unanimité contre cette mesure arbitraire, mais de nos justes réclamations autant en emporta le vent.

Nous optâmes alors pour la France hospitalière (!), les uns choisissant le chemin par terre et les autres par mer. Les premiers furent les plus fortunés, car la grande majorité de ceux qui devaient s'embarquer pourrissent encore dans le purgatoire de Montjuich et les autres prisons de Barcelone — pour des délits qu'ils n'ont pas commis.

Il y a deux mois environ, ceux qui purent payer leurs frais de route furent autorisés à gagner l'Angleterre, car la patrie de V. Hugo refusait d'admettre de nouveaux exilés.

Mais nous, qu'allons-nous devenir? Serons-nous condamnés à passer notre vie (si souffrir de la sorte est vivre) en ces bastilles maudites où, suivant Campsamor,

> De crime on ne punit
> Que celui d'être pauvre?

Si la loi n'eût été que simplement respectée, notre cas était facile à régler. A l'heure actuelle, il est temps encore d'être juste; cette justice aura bien tardé, mais enfin mieux vaut tard que jamais.

Que la loi de 1896 soit respectée, que le décret royal ordonnant notre exil soit aboli et que la liberté soit rendue à ceux qui en ont été privés depuis si longtemps, c'est le moins que l'on puisse faire pour des gens innocents qui ont enduré déjà plus de quatorze mois d'emprisonnement arbitraire. Si, au nom de la loi, le coupable doit être puni, au nom de cette même loi, la liberté doit être rendue à ceux-là contre lesquels les cours martiales n'ont pu relever la plus minime participation au crime exécrable de la Calle de Cambios.

Au nom de l'humanité, justice! justice!

Forteresse de Montjuich et prisons nationales de Barcelone, 25 août 1897.

(Suivent 91 signatures.)

ESCARMOUCHES

Nos chrysanthèmes.

A l'issue du dernier congrès orientaliste, l'Anagârika Dharmapâla, ou mieux l'un des grands prêtres de la religion bouddhiste, a célébré dans Paris, au Musée Guimet, une messe fleurie en l'honneur de Çakia-Mouni; quelque chose comme un *Te Deum* oriental, sans orgues, ni chantres, ni cantiques, mais avec des fleurs et des lumières, les odeurs voluptueuses et le feu purificateur.

S'accompagnant de grands gestes rythmiques, il prononça en sa langue curieuse les paroles de paix et d'amour que traduisit au fur et à mesure, pour le vulgaire, un polyglotte quelconque.

Aux chrysanthèmes et aux roses répandus sur un autel en forme d'escalier et éclairé de nombreuses bougies, il adressa la prière de distribuer parmi les hommes leur pureté blanche et la paix de leurs corolles; aux lumières du petit autel en gradins, il fit silencieusement l'invite de pénétrer dans l'esprit des êtres qui assistaient à l'office, et d'éclairer leur conscience et de les diriger uniquement, tout droit, sur la route du bien.

Il ne souhaita pas seulement *la paix sur la terre aux hommes de bonne volonté*, mais encore à tous les êtres qui ne font pas le bien, comme à tous les êtres qui font le mal; la souveraine indulgence de sa religion pardonnait à tout l'univers et méconnaissait la répression, le châtiment, le crime même.

Combien aussi le bouddhisme parut-il aux assistants éloigné du christianisme, éloigné des pieuses théories philosophiques modernes qui préconisent le pardon des minimes offenses, sans admettre l'absolution pour les grands coupables, pour ceux qu'égarent la misère, le désespoir, la folie et qui, irresponsablement, ou même parfois dans un but louable quant au fond, s'en vont à l'accomplissement de *faits qualifiés crimes*. Comme cette religion, cette mère des croyances parut grande à ceux qui voyaient, aussi bien qu'à ceux qui ne voulaient pas voir! Comme elle domina l'universalité des dogmes de toute la hauteur de sa bonté, de l'énormité de ses quatre cents millions d'adeptes!

*
* *

Mais pourquoi cette nécessité du symbole pour la gloire du bien? Pourquoi cet autel recouvert de soies jaunes, ce prêtre drapé dans sa toge romaine, et ce coffret sacré qui cache des reliques et ce cordon jaune que les assistants tiennent dans la main?

Parce que sans doute les foules ne sont encore pas délivrées des ténèbres où les ont plongées les *vieilles superstitions*; parce que, pour se combattre, les diverses religions ont besoin des mêmes armes, ou tout au moins parce qu'elles doivent employer les mêmes arguments, les mêmes moyens pour se soutenir et se prouver meilleures les unes que les autres.

A l'homme, la paix toute seule, le bien tout sec, l'amour du prochain sans restrictions et sans ornements ne suffisent pas; aux esprits grossiers ou en tutelle, non affranchis encore des préjugés sociaux, non encore pénétrés des vérités indiscutables de la nature, il faut des convictions matérielles, des certitudes de convention, des dogmes, des mystères, des symboles.

Non! le bien seul ne leur suffit pas! Et toutes les religions qui ont prêché l'amour, la paix et la bonté n'ont pas su empêcher les tueries sanglantes, les guerres affreuses, les tortures, les injustices, les exécutions capitales et sommaires. Elles ont pu assister, impassibles ou encourageantes, aux croisades, à la Saint-Barthélemy, à l'Inquisition, aux grandes invasions, aux grandes batailles!

Eh bien! les hommes vraiment libres, les cœurs fiers et bons, les esprits seulement soucieux de la vérité ne peuvent vraiment admettre ces philosophies sophistiquées... Pour eux, il ne doit y avoir qu'*une* raison de vivre, qu'*un* bien, qu'*une* vérité; pour eux il n'y a pas de *droits*, mais seulement des *devoirs*, puisque les droits impliquent la reconnaissance d'une supériorité matérielle chez d'autres êtres; pour eux, les religions sont des inutilités dangereuses, la guerre est une coutume honteuse, avilissante; les armées sont des fléaux, la justice une erreur et, leurs chrysanthèmes, ils les portent accrochés à la chair, mais invisibles, entre la troisième et la sixième côte; et ces chrysanthèmes sont rouges: le sang des victimes *du champ d'honneur*, *du progrès*, et des amoureux résignés ou révoltés de « la Veuve », les teint de sa pourpre impeccable et radieuse, aveuglante de clarté comme un soleil de midi!

Henri Rainaldy.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Les encouragements au meurtre donnés avec une touchante unanimité par les divers conseils de guerre aux gradés de toutes catégories ne sont pas perdus. De tous côtés, les brutalités, les sauvageries propres à quiconque est nanti d'une autorité sur son semblable se multiplient dans une édifiante proportion. Il ne sera bientôt plus besoin de provoquer des guerres pour pratiquer dans le peuple de ces « saignées salutaires » dont les gouvernants affirment la nécessité périodique. Il suffira de garder sous les drapeaux un fort effectif que les Stoffati et les Racine se chargeront de réduire à des proportions congrues.

C'est d'abord le réserviste Sebena qui, aux manœuvres du 112[e] de ligne, se trouvant malade et sachant ce qu'il en coûte de s'adresser à ces bêtes féroces en état de fureur permanente qu'on appelle les médecins-majors, continua le plus longtemps possible à faire son service.

Mais, n'y tenant plus, il se décida à aller à la visite. Or ce jour-là, paraît-il, les manœuvres devaient avoir une importance spéciale! Le major, soldat avant d'être médecin, renvoya à leur service tous les « fricoteurs » qui se présentèrent à lui, pensant: « On ne me fourre pas dedans, scrongnieugnieu! moi! » Sebena dut mettre sac au dos et escalader la montagne. Chemin faisant, il avançait si péniblement que son capitaine crut devoir lui remonter le moral avec *six jours de prison*.

Enfin, Sebena tomba pour ne plus se relever. Transporté à l'hôpital, il y est mort peu après son arrivée.

Puis, c'est un soldat du 129[e] d'infanterie, au Havre, qui se présenta trois jours de suite à la visite sans être reconnu malade. Ce malheureux n'avait pas eu sans doute l'idée d'exhiber à son médecin-major — comme certains l'exigent — un pan de sa chemise portant par écrit un certificat de maladie. Le criterium manquant, le major, — encore un *qui ne se laisse pas monter le coup!* — renvoya ce fricoteur à l'exercice.

Ce n'est que le quatrième jour que les écailles tombèrent des yeux de ce rebouteux galonné. Mais sa victime est aujourd'hui dans un état désespéré.

Ensuite, quand le malade est réfractaire à la « crevaison » et s'en tire avec une infirmité, on se contente, à sa libération, de le mettre tout simplement sur le pavé. Témoin le soldat Raffy qui, après avoir été blessé dans un service commandé, et soumis aux pratiques des ânes *bâtés* de régiment, est resté estropié et renvoyé dans la vie civile sans indemnité. Pour la forme, un congé *n° 1* lui avait été accordé, mais on refusait de lui remettre le titre de rente nécessaire pour toucher la pension à laquelle il a droit.

Alors Raffy *refuse de s'en aller*. On dut, pour se débarrasser de lui, le porter hors du Val-de-Grâce où il était en traitement et le déposer sur le trottoir. Mais comme il demeurait là, deux agents de police — la plus cordiale complicité unit toutes les autorités — le transportèrent au Dépot. Suprême argument!

Enfin, le nommé Ernest Chevallier, soldat au 2[e] bataillon d'Afrique, a été fusillé pour avoir frappé un caporal!

La vieille baderne qui, à l'Elysée, joue les Louis XIV en baudruche, n'a pas jugé à propos d'empêcher cet assassinat dont, par le fait, il s'est rendu complice.

L'armée est bien l'école de tous les grands sentiments!

*
* *

Enfants assistés. — Le jeune Adolphe Constant avait été confié, il y a cinq mois, à cette bonne mère l'Assistance publique par ses parents qui venaient de se séparer judiciairement.

Ce jeune enfant, âgé de treize ans, y fut si bien traité qu'il s'enfuit et revint à pied jusqu'à Paris, chez sa grand'mère, la suppliant de le garder.

« Je travaillerai, lui répétait-il, je gagnerai ma vie et la tienne, mais ne me renvoie pas à Montigny. » La bonne femme lui donna à dîner, mais, le lendemain, n'ayant plus un morceau de pain, elle conduisit l'enfant chez le commissaire de police. Le jeune Adolphe eut beau supplier, se jeter à genoux aux pieds de sa grand'mère, racontant les souffrances qu'il avait endurées à Montigny, rien n'y fit! Le commissaire déversa sur le chagrin de l'enfant son éloquence de cuistre officiel, faisant entrevoir au pauvre petit qu'on lui apprendrait un métier (!), que, dans quelques années, il pourrait s'engager et devenir soldat (!!) — idiot! — mais ces perspectives mirobolantes ne consolaient pas l'enfant qui demandait toujours à rester avec sa grand'mère.

Celle-ci ne voulut pas ou ne put pas le garder et l'enfant a été confié de nouveau à l'Assistance. Les chagrins d'enfant, peuh! qu'est cela?...

Toutes les révoltes sont légitimes contre un pareil « ordre social ».

André Girard.

*
* *

Montendre et Jonzac. — *Les élections et la propagande anarchiste.* — Le groupe anarchiste La Libre Entente de Jonzac et de la campagne environnante a fait une active propagande électorale depuis sa fondation, qui remonte à un an à peine. De nombreux écrits prêchant l'abstention électorale ont été distribués, affichés, envoyés à domicile. Cette propagande a produit ses fruits: une élection législative ayant eu lieu le 19 septembre, il y a eu, au premier tour de scrutin, de nombreuses abstentions; espérons qu'elles seront plus nombreuses au second tour, et que, bientôt, les populations de nos campagnes, comprenant que tous les gouvernements, sans exception, ne sont faits que pour soutenir l'accaparement des richesses produites par les cultivateurs et les ouvriers de tout métier, l'exploitation des pauvres par les privilégiés, se dégoûteront tout à fait de la politique et des ambitieux.

Les camarades de l'arrondissement travaillent sans relâche à ouvrir les yeux au peuple, à lui faire entendre qu'il ne faut ni subir des maîtres qui s'imposent au nom du principe monarchique, ni se donner des maîtres en votant, mais compter seulement sur la *libre entente* des travailleurs, le *groupement libre*, qui réalisera le bon ordre, la fra-

ternité, la paix, le bien-être, la justice, le progrès, sans gouvernement, sans patrons, sans juges, sans gendarmes, personne ne pouvant plus se voler quand tout sera à tous, quand la pièce de cent sous ne nous divisera plus, les concurrences étant supprimées, les guerres n'ayant plus de motifs, n'étant plus possibles alors et les crimes n'étant plus à redouter que des fous, des malades du cerveau, qu'on soignera et qu'on essayera de guérir au lieu de les punir.

Ces vérités ont été prêchées le vendredi 16 septembre, à Montendre, par le compagnon Paul Boutin, au cours de la réunion électorale tenue en plein air devant le château. M. de Montebello, candidat bonapartiste, et M. Chauvin, candidat fantaisiste, avaient exposé leurs idées avant que notre ami prît la parole. L'assemblée comptait un millier de personnes de tous rangs, riches et pauvres mêlés.

C'est sans détours que Boutin a crié à la foule les vérités qui sont le fond de nos théories. Pendant trois quarts d'heure, des applaudissements, souvent presque unanimes, ont accueilli chaque phrase de cette harangue toute pleine de raisonnements irréfutables.

Mais comme notre camarade aime à parler franchement, il a un peu trop tôt prononcé les mots « *société anarchiste* », alors qu'il lui eût fallu une demi-heure de plus pour préparer le public à bien les comprendre. Le mot a effrayé ceux qui avaient si bien admis la chose; il n'était pas encore temps de le prononcer. Il est vrai que s'il a écourté son discours, c'est aussi, comme il l'a dit à la tribune, parce que l'heure était avancée et qu'il ne voulait pas qu'on puisse dire qu'il accaparait la tribune dans le but hypocrite d'empêcher de parler le candidat radical Robert, qui n'est pas son ami.

Alors, les chefs de claque et agents électoraux des partis bourgeois ont excité la foule qui a fait un tapage infernal. Beaucoup de gens cependant protestaient, voulant entendre l'anarchiste. Mais il a dû descendre de la tribune, ne pouvant plus se faire entendre, malgré sa forte voix. Beaucoup de gens menaçaient de l'assommer.

Boutin se mit alors, sans s'inquiéter des menaces, après avoir défié les gueulards, à faire à droite, à gauche, au milieu même de l'assemblée, des petits discours de quelques minutes, ici à vingt, là à dix, ailleurs à trente, à quarante personnes. Il ramena ainsi une grande partie de l'auditoire, pendant que M. Robert parlait aux autres assistants, et beaucoup d'interrupteurs de tout à l'heure avouèrent à notre ami qu'il avait raison, et que le mot seul les avait effrayés; beaucoup lui demandèrent des explications, curieux et heureux de connaître nos idées, ce qui prouve que le peuple ne demande qu'à s'instruire.

Le lendemain, à Jonzac, à la salle d'asile, a été tenue une réunion électorale par MM. Chauvin et Robert, déjà nommés, et M. Pommeray, candidat opportuniste.

Le maire de Jonzac, M. Ledoux, président du Tribunal de commerce, présidait. Il a ouvert la séance par des paroles menaçantes, que beaucoup de gens, même parmi les bourgeois, n'ont pas trouvées convenables.

Boutin ayant demandé la parole après les candidats, ce n'est que grâce à la pression de la foule et aux conseils du bureau et des candidats eux-mêmes que le président a consenti à accorder la parole à l'orateur libertaire.

D'un ton calme et en termes corrects et modérés, notre ami, usant de la plus grande courtoisie envers les candidats, mit leurs personnalités en dehors du débat, se contentant de critiquer leurs systèmes politiques, montrant que les réformes proposées par ces messieurs ne pourraient servir à rien, et se retourneraient contre le peuple comme toutes les lois, anciennes ou nouvelles, qu'il n'y aurait aucun remède au mal social tant que la société resterait basée sur la concurrence, l'exploitation d'autrui, soit par des particuliers, soit par l'Etat patron des Jaurès, Jules Guesde et autres socialistes politiciens et autoritaires.

Applaudi, au début, par une grande partie de l'auditoire, il fut ensuite écouté curieusement pendant une demi-heure.

Il allait expliquer en quoi consiste le patriotisme de nos gouvernants, dans tous les pays, qui font tuer les petits pour défendre les accaparements, les coups de bourse et les tripotages des gros, quand le président l'interrompit grossièrement, le menaçant de le faire enlever, sans qu'il eût commis aucun délit, même en paroles, lui intimant l'ordre de descendre, ameutant contre lui une grande partie de l'auditoire.

Après plusieurs répliques courtoises mais fermes aux insolences du maire, notre camarade dit qu'on n'avait pas le droit de lui retirer la parole, ni de dissoudre la réunion que le maire seul avait troublée, et qu'il ne céderait qu'à la violence.

Le maire le fit arracher de la tribune par deux agents, qui le conduisirent hors de la salle de réunion et le relâchèrent, pendant que le doux maire disait que notre ami voulait placer une bombe de dynamite *sous* le globe terrestre pour le faire sauter!!!

Inutile de dire que la gendarmerie et la police étaient mobilisées, et assistaient à la réunion (contrairement aux habitudes), à l'intention de notre camarade, dont le discours de la veille, à Montendre, avait donné l'éveil au maire opportuniste de Jonzac. Celui-ci eût pu prendre des leçons de modération auprès de celui de Montendre. Bien que protestant dévot et bonapartiste, M. Marchand présida, en effet, la réunion de Montendre sans interrompre les orateurs.

A Paris, les compagnons ont donc bien raison de tenir des réunions sans président! Ici, on n'y est pas encore habitué.

Tous les gens sensés de Jonzac, même ceux qui sont entièrement opposés à nos idées, sont indignés de la conduite du maire, qui avait déjà donné sa mesure en insultant ses collègues du conseil municipal (manquant de correction envers tous, républicains comme conservateurs), en jouant la comédie de la démission pour la frime, en ne consentant à marier les gens après midi qu'à la condition que les futurs époux versassent à Sa Douceur la somme de 20 francs pour le bureau de bienfaisance, etc... etc... Mais nous reparlerons de lui. Assez pour aujourd'hui.

Un Ventre-rouge.

* * *

Lyon. — *Meeting de protestation à la Bourse du Travail. — Pain cher.* — Devant plus de 1500 personnes, le samedi 2 octobre, trois anarchistes : Pichon, Gotton et Théau, ont aplati le tremplin électoral, serrant de près la question mise à l'ordre du jour, grâce à leur résistance sur le terrain économique.

Pichon, souvent interrompu par de vifs applaudissements, démontra les criminels emplois et le mal qui découlait de la monnaie. Puis il exposa comment dans une société sans autorité, l'humanité étant débarrassée de cet intermédiaire, chacun jouirait avantageusement de ses produits. Il prouva que, relativement au pain cher, ce n'étaient pas les bras qui manquaient, mais que les parasites gouvernants et autres employaient tous les moyens mis à leur portée pour demeurer dans leur rôle. Que si aujourd'hui le pain enchérit, la « liberté individuelle » périclite d'heure en heure ».

Gotton, sur la question du pain, combattit dans un sens presque identique avec une belle ardeur oratoire, puis, avec une logique précise, il démontra que le militarisme et le suffrage universel étaient de grande part dans nos maux. En termes éloquents, il fit un appel plein de justesse à la classe ouvrière, l'invitant à s'instruire elle-même, sans compter sur qui que ce soit. Sa péroraison fut couronnée d'applaudissements par la salle tout entière.

Théau critiqua les écoles socialistes; il montra comment, aussi bien que sous un régime bourgeois, l'Etat-patron affamerait la population; il développa les grandeurs de l'Anarchie.

Ensuite, les politiciens organisateurs de ce meeting montent à la tribune pour pleurer dans le gilet les uns des autres sur l'abstention de MM. les députés convoqués : car ces Messieurs, quand ils sont candidats, promettent tout; une fois élus, ils dédaignent le peuple qui les a hissés au pinacle.

T. Bonheur.

Espagne.

Les tortures atroces, l'assassinat de cinq innocents, la mort lente des bagnes pour tant d'autres, cela ne suffisait pas à la catholique bourgeoisie espagnole assoiffée de vengeance. Si la presse libérale n'eût montré les dents, avec quelle joie on eût expédié en quelque coin mortel d'Afrique le nombre énorme de ceux contre lesquels, en dépit de sa sauvagerie, le conseil suprême de guerre n'avait pu relever le moindre délit ou qui, pour la plupart, n'avaient même pas été compris dans le procès de Montjuich!

Faute de mieux, le gouvernement dut se contenter de l'expulsion pure et simple. Les malheureux furent condamnés à la vie errante en des pays dont ils ignoraient et la langue et les coutumes, où ne pouvaient trouver à s'employer leurs bras affaiblis par les souffrances, où seule la faible solidarité de leurs frères de misère devait les empêcher de mourir de faim.

Mais une telle peine était encore trop douce pour des hommes coupables du crime immense de penser. Le gouvernement comprit sa faiblesse, et comme nombre de ces malheureux n'avaient encore pu recueillir l'argent nécessaire à leur expatriation, refoulant même un certain nombre d'entre eux parfaitement en mesure de s'embarquer, les portes du tombeau se refermèrent lourdement.

A la suite des actes d'Angiolillo et de Sampau, le gouvernement eut, dit-on, l'intention de reprendre son idée première de déportation à Rio-de-Oro. Toujours est-il qu'à l'heure actuelle plus de cent innocents pourrissent encore dans les cachots de Montjuich et les prisons nationales de Barcelone.

Sur le terrain de la légalité, il nous serait facile de prouver l'ignominie du gouvernement espagnol.

L'exil, aux termes de la loi de 1896, et à plus forte raison l'incarcération perpétuelle, ne peuvent être appliqués qu'à l'individu pris en flagrant délit de propagande anarchiste, par la parole, l'écrit, la gravure, etc. Or, lorsque cette loi fut promulguée, il y avait longtemps déjà que nos camarades étaient emprisonnés, et alors même que leur désir intime eût été de propager l'anarchisme, cela leur eût été naturellement impossible.

Mais nous savons que les gouvernements ne se font aucun scrupule pour passer outre, lorsque les lois sont insuffisantes pour leurs desseins; nous n'insisterons donc pas sur ce point, laissant au gouvernement alphonsiste la lourde responsabilité de ses crimes, dette que tôt ou tard il devra payer chèrement.

La situation s'assombrit de jour en jour. Incapable de reprendre le lourd héritage de Canovas, le ministère Ascarraga a dû démissionner. En ce moment, seul, dit-on, un ministère libéral est possible.

Si la prévision se réalise, ce dernier comprendra-t-il en quelle voie néfaste ses prédécesseurs se sont engagés? Tentera-t-il d'effacer en partie la tache sanglante, en déterrant l'instruction sommaire du procès de Montjuich et en dévoilant au grand jour cet amas de crimes inouïs?

Cet acte de simple et tardive justice ne pourra rendre la vie aux cinq innocents, mais il aurait pour conséquence l'annulation des sentences, les portes des bagnes et des prisons s'ouvriraient et le décret d'exil serait aboli.

En la situation actuelle de l'Espagne, rien ne saurait retarder l'inévitable et proche cataclysme, mais en agissant de la sorte le ministère Sagasta prouverait au moins que tous les hommes d'Etat espagnols ne sont pas des bandits et des assassins.

J. M.

Suisse.

Neuchatel. — Suggestive est parfois la lecture des journaux officiels. L'un d'eux, la *Feuille officielle suisse de commerce*, nous apprend que : la Glarner Kantonalbank a fait produire plus de 10 1/2 pour cent, soit 10,693, aux capitaux dont elle a le maniement. L'Esparnisskasse du canton d'Uri a réalisé 10,968, presque du 11 pour cent; l'Obwaldner Kantonalbank, 11,920, presque du 12 pour cent; la Luzerner Kantonalbank, plus de 13 pour cent. La Graubündner Kantonalbank, plus de 15 1/4 pour cent. La Banque commerciale de Neuchâtel tient le record avec 25,813, presque du 26 pour cent, ce qui lui vaut un bénéfice de 1,032.528 francs.

Vraiment la Suisse est un bon pays pour les usuriers.

* * *

Zoug. — *Génie policier.* — Considérable est le nombre de ceux dont l'arrestation n'a pas d'autre cause que leur ressemblance avec les personnes poursuivies.

Chargés d'arrêter Mazzini, au moment où le proscrit, en compagnie d'un ami, gagnait le vapeur touchant la côte vaudoise, les mouchards arrêtèrent, non pas Mazzini, mais son ami; ce dernier, paraît-il, ressemblait davantage au Mazzini poursuivi que le véritable Mazzini lui-même.

Une bohémienne en passage à Steinhausen vient d'être arrêtée, parce qu'elle ressemblait à... la madone, publie l'*Ostschweiz*.

Dorénavant, que les femmes qui ressemblent à la Fornarina prennent garde, un moment ou l'autre une hirondelle de potence peut les conduire en

Nous protestâmes énergiquement à l'unanimité contre cette mesure arbitraire, mais de nos justes réclamations autant en emporta le vent.

Nous optâmes alors pour la France hospitalière (!), les uns choisissant le chemin par terre et les autres par mer. Les premiers furent les plus fortunés, car la grande majorité de ceux qui devaient s'embarquer pourrissent encore dans le purgatoire de Montjuich et les autres prisons de Barcelone — pour des délits qu'ils n'ont pas commis.

Il y a deux mois environ, ceux qui purent payer leurs frais de route furent autorisés à gagner l'Angleterre, car la patrie de V. Hugo refusait d'admettre de nouveaux exilés.

Mais nous, qu'allons-nous devenir? Serons-nous condamnés à passer notre vie (si souffrir de la sorte est vivre) en ces bastilles maudites où, suivant Campsamor,

> De crime on ne punit
> Que celui d'être pauvre?

Si la loi n'eût été que simplement respectée, notre cas était facile à régler. A l'heure actuelle, il est temps encore d'être juste; cette justice aura bien tardé, mais enfin mieux vaut tard que jamais.

Que la loi de 1896 soit respectée, que le décret royal ordonnant notre exil soit aboli et que la liberté soit rendue à ceux qui en ont été privés depuis si longtemps, c'est le moins que l'on puisse faire pour des gens innocents qui ont enduré déjà plus de quatorze mois d'emprisonnement arbitraire. Si, au nom de la loi, le coupable doit être puni, au nom de cette même loi, la liberté doit être rendue à ceux-là contre lesquels les cours martiales n'ont pu relever la plus minime participation au crime exécrable de la Calle de Cambios.

Au nom de l'humanité, justice! justice!

Forteresse de Montjuich et prisons nationales de Barcelone, 25 août 1897.

(Suivent 91 signatures.)

ESCARMOUCHES

Nos chrysanthèmes.

A l'issue du dernier congrès orientaliste, l'Anagârika Dharmapâla, ou mieux l'un des grands prêtres de la religion bouddhiste, a célébré dans Paris, au Musée Guimet, une messe fleurie en l'honneur de Çakia-Mouni; quelque chose comme un *Te Deum* oriental, sans orgues, ni chantres, ni cantiques, mais avec des fleurs et des lumières, les odeurs voluptueuses et le feu purificateur.

S'accompagnant de grands gestes rythmiques, il prononça en sa langue curieuse les paroles de paix et d'amour que traduisit au fur et à mesure, pour le vulgaire, un polyglotte quelconque.

Aux chrysanthèmes et aux roses répandus sur un autel en forme d'escalier et éclairé de nombreuses bougies, il adressa la prière de distribuer parmi les hommes leur pureté blanche et la paix de leurs corolles; aux lumières du petit autel en gradins, il fit silencieusement l'invite de pénétrer dans l'esprit des êtres qui assistaient à l'office, et d'éclairer leur conscience et de les diriger uniquement, tout droit, sur la route du bien.

Il ne souhaita pas seulement *la paix sur la terre aux hommes de bonne volonté*, mais encore à tous les êtres qui ne font pas le bien, comme à tous les êtres qui font le mal; la souveraine indulgence de sa religion pardonnait à tout l'univers et méconnaissait la répression, le châtiment, le crime même.

Combien aussi le bouddhisme parut-il aux assistants éloigné du christianisme, éloigné des pieuses théories philosophiques modernes qui préconisent le pardon des minimes offenses, sans admettre l'absolution pour les grands coupables, pour ceux qu'égarent la misère, le désespoir, la folie et qui, irresponsablement, ou même parfois dans un but louable quant au fond, s'en vont à l'accomplissement de *faits qualifiés crimes*. Comme cette religion, cette mère des croyances parut grande à ceux qui voyaient, aussi bien qu'à ceux qui ne voulaient pas voir! Comme elle domina l'universalité des dogmes de toute la hauteur de sa bonté, de l'énormité de ses quatre cents millions d'adeptes!

⁂

Mais pourquoi cette nécessité du symbole pour la gloire du bien? Pourquoi cet autel recouvert de soies jaunes, ce prêtre drapé dans sa toge romaine, et ce coffret sacré qui cache des reliques et ce cordon jaune que les assistants tiennent dans la main?

Parce que sans doute les foules ne sont encore pas délivrées des ténèbres où les ont plongées les vieilles superstitions; parce que, pour se combattre, les diverses religions ont besoin des mêmes armes, ou tout au moins parce qu'elles doivent employer les mêmes arguments, les mêmes moyens pour se soutenir et se prouver meilleures les unes que les autres.

A l'homme, la paix toute seule, le bien tout sec, l'amour du prochain sans restrictions et sans ornements ne suffisent pas; aux esprits grossiers ou en tutelle, non affranchis encore des préjugés sociaux, non encore pénétrés des vérités indiscutables de la nature, il faut des convictions matérielles, des certitudes de convention, des dogmes, des mystères, des symboles.

Non! le bien seul ne leur suffit pas! Et toutes les religions qui ont prêché l'amour, la paix et la bonté n'ont pas su empêcher les tueries sanglantes, les guerres affreuses, les tortures, les injustices, les exécutions capitales et sommaires. Elles ont pu assister, impassibles ou encourageantes, aux croisades, à la Saint-Barthélemy, à l'Inquisition, aux grandes invasions, aux grandes batailles!

Eh bien! les hommes vraiment libres, les cœurs fiers et bons, les esprits seulement soucieux de la vérité ne peuvent vraiment admettre ces philosophies sophistiquées... Pour eux, il ne doit y avoir qu'*une* raison de vivre, qu'*un* bien, qu'*une* vérité; pour eux il n'y a pas de *droits*, mais seulement des *devoirs*, puisque les droits impliquent la reconnaissance d'une supériorité matérielle chez d'autres êtres; pour eux, les religions sont des inutilités dangereuses, la guerre est une coutume honteuse, avilissante; les armées sont des fléaux, la justice une erreur et, leurs chrysanthèmes, ils les portent accrochés à la chair, mais invisibles, entre la troisième et la sixième côte; et ces chrysanthèmes sont rouges; le sang des victimes *du champ d'honneur*, *du progrès*, et des amoureux résignés ou révoltés de « la Veuve », les teint de sa pourpre impeccable et radieuse, aveuglante de clarté comme un soleil de midi!

Henri Rainaldy.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Les encouragements au meurtre donnés avec une touchante unanimité par les divers conseils de guerre aux gradés de toutes catégories ne sont pas perdus. De tous côtés, les brutalités, les sauvageries propres à quiconque est nanti d'une autorité sur son semblable se multiplient dans une édifiante proportion. Il ne sera bientôt plus besoin de provoquer des guerres pour pratiquer dans le peuple de ces « saignées salutaires » dont les gouvernants affirment la nécessité périodique. Il suffira de garder sous les drapeaux un fort effectif que les Stoffati et les Racine se chargeront de réduire à des proportions congrues.

C'est d'abord le réserviste Sebena qui, aux manœuvres du 112e de ligne, se trouvant malade et sachant ce qu'il en coûte de s'adresser à ces bêtes féroces en état de fureur permanente qu'on appelle les médecins-majors, continua le plus longtemps possible à faire son service.

Mais, n'y tenant plus, il se décida à aller à la visite. Or ce jour-là, paraît-il, les manœuvres devaient avoir une importance spéciale! Le major, soldat avant d'être médecin, renvoya à leur service tous les « fricoteurs » qui se présentèrent à lui, pensant : « On ne me fourre pas dedans, scrongnieugnieu! moi! » Sebena dut mettre sac au dos et escalader la montagne. Chemin faisant, il avançait si péniblement que son capitaine crut devoir lui remonter le moral avec *six jours de prison*.

Enfin, Sebena tomba pour ne plus se relever. Transporté à l'hôpital, il y est mort peu après son arrivée.

Puis, c'est un soldat du 129e d'infanterie, au Havre, qui se présenta trois jours de suite à la visite sans être reconnu malade. Ce malheureux n'avait pas eu sans doute l'idée d'exhiber à son médecin-major — comme certains l'exigent — un pan de sa chemise portant par écrit un certificat de maladie. Le *criterium manquant*, le major, — encore un qui ne se laisse pas monter le coup! — renvoya ce *fricoteur* à l'*exercice*.

Ce n'est que le quatrième jour que les écailles tombèrent des yeux de ce rebouteux galonné. Mais sa victime est aujourd'hui dans un état désespéré.

Ensuite, quand le malade est réfractaire à la « crevaison » et s'en tire avec une infirmité, on se contente, à sa libération, de le mettre tout simplement sur le pavé. Témoin le soldat Raffy qui, après avoir été blessé dans un service commandé, et soumis aux pratiques des ânes bâtés de régiment, est resté estropié et renvoyé dans la vie civile sans indemnité. Pour la forme, un congé *n° 1* lui avait été accordé, mais on refusait de lui remettre le titre de rente nécessaire pour toucher la pension à laquelle il a droit.

Alors Raffy refuse de s'en aller. On dut, pour se débarrasser de lui, le porter hors du Val-de-Grâce où il était en traitement et le déposer sur le trottoir. Mais comme il demeurait là, deux agents de police — la plus cordiale complicité unit toutes les autorités — le transportèrent au Dépôt. Suprême argument!

Enfin, le nommé Ernest Chevallier, soldat au 2e bataillon d'Afrique, a été fusillé pour avoir frappé un caporal!

La vieille baderne qui, à l'Elysée, joue les Louis XIV en baudruche, n'a pas jugé à propos d'empêcher cet assassinat dont, par le fait, il s'est rendu complice.

L'armée est bien l'école de tous les grands sentiments!

⁂

Enfants assistés. — Le jeune Adolphe Constant avait été confié, il y a cinq mois, à cette bonne mère l'Assistance publique par ses parents qui venaient de se séparer judiciairement.

Ce jeune enfant, âgé de treize ans, y fut si bien traité qu'il s'enfuit et revint à pied jusqu'à Paris, chez sa grand'mère, la suppliant de le garder.

« Je travaillerai, lui répétait-il, je gagnerai ma vie et la tienne, mais ne me renvoie pas à Montigny. » La bonne femme lui donna à dîner, mais, le lendemain, n'ayant plus un morceau de pain, elle conduisit l'enfant chez le commissaire de police. Le jeune Adolphe eut beau supplier, se jeter à genoux aux pieds de sa grand'mère, racontant les souffrances qu'il avait endurées à Montigny, rien n'y fit! Le commissaire déversa sur le chagrin de l'enfant son éloquence de cuistre officiel, faisant entrevoir au pauvre petit qu'on lui apprendrait un métier (!), que, dans quelques années, il pourrait s'engager et devenir soldat (!!) — idiot! — mais ces perspectives mirobolantes ne consolaient pas l'enfant qui demandait toujours à rester avec sa grand'mère.

Celle-ci ne voulut pas ou ne put pas le garder et l'enfant a été confié de nouveau à l'Assistance. Les chagrins d'enfant, peuh! qu'est cela?...

Toutes les révoltes sont légitimes contre un pareil « ordre social ».

André Girard.

⁂

Montendre et Jonzac. — *Les élections et la propagande anarchiste.* — Le groupe anarchiste La Libre Entente de Jonzac et de la campagne environnante a fait une active propagande électorale depuis sa fondation, qui remonte à un an à peine. De nombreux écrits prêchant l'abstention électorale ont été distribués, affichés, envoyés à domicile. Cette propagande a produit ses fruits : une élection législative ayant eu lieu le 19 septembre, il y a eu, au premier tour de scrutin, de nombreuses abstentions; espérons qu'elles seront plus nombreuses au second tour, et que, bientôt, les populations de nos campagnes, comprenant que tous les gouvernements, sans exception, ne sont faits que pour soutenir l'accaparement des richesses produites par les cultivateurs et les ouvriers de tout métier, l'exploitation des pauvres par les privilégiés, se dégoûteront tout à fait de la politique et des ambitieux.

Les camarades de l'arrondissement travaillent sans relâche à ouvrir les yeux au peuple, à lui faire entendre qu'il ne faut ni subir des maîtres qui s'imposent au nom du principe monarchique, ni se donner des maîtres en votant, mais compter seulement sur la *libre entente* des travailleurs, le *groupement libre*, qui réalisera le bon ordre, la fra-

ternité, la paix, le bien-être, la justice, le progrès, sans gouvernement, sans patrons, sans juges, sans gendarmes, personne ne pouvant plus se voler quand tout sera à tous, quand la pièce de cent sous ne nous divisera plus, les concurrences étant supprimées, les guerres n'ayant plus de motifs, n'étant plus possibles alors et les crimes n'étant plus à redouter que des fous, des malades du cerveau, qu'on soignera et qu'on essayera de guérir au lieu de les punir.

Ces vérités ont été prêchées le vendredi 16 septembre, à Montendre, par le compagnon Paul Boutin, au cours de la réunion électorale tenue en plein air devant le château. M. de Montebello, candidat bonapartiste, et M. Chauvin, candidat fantaisiste, avaient exposé leurs idées avant que notre ami prît la parole. L'assemblée comptait un millier de personnes de tous rangs, riches et pauvres mêlés.

C'est sans détours que Boutin a crié à la foule les vérités qui sont le fond de nos théories. Pendant trois quarts d'heure, des applaudissements, souvent presque unanimes, ont accueilli chaque phrase de cette harangue toute pleine de raisonnements irréfutables.

Mais comme notre camarade aime à parler franchement, il a un peu trop tôt prononcé les mots « *société anarchiste* », alors qu'il lui eût fallu une demi-heure de plus pour préparer le public à bien les comprendre. Le mot a effrayé ceux qui avaient si bien admis la chose; il n'était pas encore temps de le prononcer. Il est vrai que s'il a écourté son discours, c'est aussi, comme il l'a dit à la tribune, parce que l'heure était avancée et qu'il ne voulait pas qu'on puisse dire qu'il accaparait la tribune dans le but hypocrite d'empêcher de parler le candidat radical Robert, qui n'est pas son ami.

Alors, les chefs de claque et agents électoraux des partis bourgeois ont excité la foule qui a fait un tapage infernal. Beaucoup de gens cependant protestaient, voulant entendre l'anarchiste. Mais il a dû descendre de la tribune, ne pouvant plus se faire entendre, malgré sa forte voix. Beaucoup de gens menaçaient de l'assommer.

Boutin se mit alors, sans s'inquiéter des menaces, après avoir défié les gueulards, à faire à droite, à gauche, au milieu même de l'assemblée, des petits discours de quelques minutes, ici à vingt, là à dix, ailleurs à trente, à quarante personnes. Il ramena ainsi une grande partie de l'auditoire, pendant que M. Robert parlait aux autres assistants, et beaucoup d'interrupteurs de tout à l'heure avouèrent à notre ami qu'il avait raison, et que le mot seul les avait effrayés; beaucoup lui demandèrent des explications, curieux et heureux de connaître nos idées, ce qui prouve que le peuple ne demande qu'à s'instruire.

Le lendemain, à Jonzac, à la salle d'asile, a été tenue une réunion électorale par MM. Chauvin et Robert, déjà nommés, et M. Pommeray, candidat opportuniste.

Le maire de Jonzac, M. Ledoux, président du Tribunal de commerce, présidait. Il a ouvert la séance par des paroles menaçantes, que beaucoup de gens, même parmi les bourgeois, n'ont pas trouvées convenables.

Boutin ayant demandé la parole après les candidats, ce n'est que grâce à la pression de la foule et aux conseils du bureau et des candidats eux-mêmes que le président a consenti à accorder la parole à l'orateur libertaire.

D'un ton calme et en termes corrects et modérés, notre ami, usant de la plus grande courtoisie envers les candidats, mit leurs personnalités en dehors du débat, se contentant de critiquer leurs systèmes politiques, montrant que les réformes proposées par ces messieurs ne pourraient servir à rien, et se retourneraient contre le peuple comme toutes les lois, anciennes ou nouvelles, qu'il n'y aurait aucun remède au mal social tant que la société resterait basée sur la concurrence, l'exploitation d'autrui, soit par des particuliers, soit par l'Etat patron des Jaurès, Jules Guesde et autres socialistes politiciens et autoritaires.

Applaudi, au début, par une grande partie de l'auditoire, il fut ensuite écouté curieusement pendant une demi-heure.

Il allait expliquer en quoi consiste le patriotisme de nos gouvernants, dans tous les pays, qui font tuer les petits pour défendre les accaparements, les coups de bourse et les tripotages des gros, quand le président l'interrompit grossièrement, le menaçant de le faire enlever, sans qu'il eût commis aucun délit, même en paroles, *lui intimant* l'ordre de descendre, ameutant contre lui une grande partie de l'auditoire.

Après plusieurs répliques courtoises mais fermes aux insolences du maire, notre camarade dit qu'on n'avait pas le droit de lui retirer la parole, ni de dissoudre la réunion que le maire seul avait troublée, et qu'il ne céderait qu'à la violence.

Le maire le fit arracher de la tribune par deux agents, qui le conduisirent hors de la salle de réunion et le relâchèrent, pendant que le doux maire disait que notre ami voulait placer une bombe de dynamite *sous* le globe terrestre pour le faire sauter!!!

Inutile de dire que la gendarmerie et la police étaient mobilisées, et assistaient à la réunion (contrairement aux habitudes), à l'intention de notre camarade, dont le discours de la veille, à Montendre, avait donné l'éveil au maire opportuniste de Jonzac. Celui-ci eût pu prendre des leçons de modération auprès de celui de Montendre. Bien que protestant dévot et bonapartiste, M. Marchand présida, en effet, la réunion de Montendre sans interrompre les orateurs.

A Paris, les compagnons ont donc bien raison de tenir des réunions sans président! Ici, on n'y est pas encore habitué.

Tous les gens sensés de Jonzac, même ceux qui sont entièrement opposés à nos idées, sont indignés de la conduite du maire, qui avait déjà donné sa mesure en insultant ses collègues du conseil municipal (manquant de correction envers tous, républicains comme conservateurs), en jouant la comédie de la démission pour la frime, en ne consentant à marier les gens après midi qu'à la condition que les futurs époux versassent à Sa Douceur la somme de 20 francs pour le bureau de bienfaisance, etc... etc... Mais nous reparlerons de lui. Assez pour aujourd'hui.

UN VENTRE-ROUGE.

* * *

LYON. — *Meeting de protestation à la Bourse du Travail. — Pain cher.* — Devant plus de 1500 personnes, le samedi 2 octobre, trois anarchistes : Pichon, Gotton et Théau, ont aplati le tremplin électoral, serrant de près la question mise à l'ordre du jour, grâce à leur résistance sur le terrain économique.

Pichon, souvent interrompu par de vifs applaudissements, démontra les criminels emplois et le mal qui découlait de la monnaie. Puis il exposa comment dans une société sans autorité, l'humanité étant débarrassée de cet intermédiaire, chacun jouirait avantageusement de ses produits. Il prouva que, relativement au pain cher, ce n'étaient pas les bras qui manquaient, mais que les parasites gouvernants et autres employaient tous les moyens mis à leur portée pour demeurer dans leur rôle. Que si aujourd'hui le pain enchérit, la « liberté individuelle périclite d'heure en heure ».

Gotton, sur la question du pain, combattit dans un sens presque identique avec une belle ardeur oratoire, puis, avec une logique précise, il démontra que le militarisme et le suffrage universel étaient de grande part dans nos maux. En termes éloquents, il fit un appel plein de justesse à la classe ouvrière, l'invitant à s'instruire elle-même, sans compter sur qui que ce soit. Sa péroraison fut couronnée d'applaudissements par la salle tout entière.

Théau critiqua les écoles socialistes; il montra comment, aussi bien que sous un régime bourgeois, l'Etat-patron affamerait la population; il développa les grandeurs de l'Anarchie.

Ensuite, les politiciens organisateurs de ce meeting montent à la tribune pour pleurer dans le gilet les uns des autres sur l'abstention de MM. les députés convoqués : car ces Messieurs, quand ils sont candidats, promettent tout; une fois élus, ils dédaignent le peuple qui les a hissés au pinacle.

T. BONHEUR.

Espagne.

Les tortures atroces, l'assassinat de cinq innocents, la mort lente des bagnes pour tant d'autres, cela ne suffisait pas à la catholique bourgeoisie espagnole assoiffée de vengeance. Si la presse libérale n'eût montré les dents, avec quelle joie on eût expédié en quelque *coin mortel* d'Afrique le nombre énorme de ceux contre lesquels, en dépit de sa sauvagerie, le conseil suprême de guerre n'avait pu relever le moindre délit ou qui, pour la plupart, n'avaient même pas été compris dans le procès de Montjuich!

Faute de mieux, le gouvernement dut se contenter de l'expulsion pure et simple. Les malheureux furent condamnés à la vie errante en des pays dont ils ignoraient et la langue et les coutumes, où ne pouvaient trouver à s'employer leurs bras affaiblis par les souffrances, où seule la faible solidarité de leurs frères de misère devait les empêcher de mourir de faim.

Mais une telle peine était encore trop douce pour des hommes coupables du crime immense de penser. Le gouvernement comprit sa faiblesse, et comme nombre de ces malheureux n'avaient encore pu recueillir l'argent nécessaire à leur expatriation, refoulant même un certain nombre d'entre eux parfaitement en mesure de s'embarquer, les portes du tombeau se refermèrent lourdement.

A la suite des actes d'Angiolillo et de Saupau, le gouvernement eut, dit-on, l'intention de reprendre son idée première de déportation à Rio-de-Oro. Toujours est-il qu'à l'heure actuelle plus de cent innocents pourrissent encore dans les cachots de Montjuich et les prisons nationales de Barcelone.

Sur le terrain de la légalité, il nous serait facile de prouver l'ignominie du gouvernement espagnol.

L'exil, aux termes de la loi de 1896, et à plus forte raison l'incarcération perpétuelle, ne peuvent être appliqués qu'à l'individu pris en flagrant délit de propagande anarchiste, par la parole, l'écrit, la gravure, etc. Or, lorsque cette loi fut promulguée, il y avait longtemps déjà que nos camarades étaient emprisonnés, et alors même que leur désir intime eût été de propager l'anarchisme, cela leur eût été naturellement impossible.

Mais nous savons que les gouvernements ne se font aucun scrupule pour passer outre, lorsque les lois sont insuffisantes pour leurs desseins; nous n'insisterons donc pas sur ce point, laissant au gouvernement alphonsiste la lourde responsabilité de ses crimes, dette que tôt ou tard il devra payer chèrement.

La situation s'assombrit de jour en jour. Incapable de reprendre le lourd héritage de Canovas, le ministère Ascarraga a dû démissionner. En ce moment, seul, dit-on, un ministère libéral est possible.

Si la prévision se réalise, ce dernier comprendra-t-il en quelle voie néfaste ses prédécesseurs se sont engagés? Tentera-t-il d'effacer en partie la tache sanglante, en déterrant l'instruction sommaire du procès de Montjuich et en dévoilant au grand jour cet amas de crimes inouïs?

Cet acte de simple et tardive justice ne pourra rendre la vie aux cinq innocents, mais il aurait pour conséquence l'annulation des sentences, les portes des bagnes et des prisons s'ouvriraient et le décret d'exil serait aboli.

En la situation actuelle de l'Espagne, rien ne saurait retarder l'inévitable et proche cataclysme, mais en agissant de la sorte le ministère Sagasta prouverait au moins que tous les hommes d'Etat espagnols ne sont pas des bandits et des assassins.

J. M.

Suisse.

NEUCHATEL. — Suggestive est parfois la lecture des journaux officiels. L'un d'eux, la *Feuille officielle suisse de commerce*, nous apprend que : la Glarner Kantonalbank a fait produire plus de 10 1/2 pour cent, soit 10,693, aux capitaux dont elle a le maniement. L'Esparnisskasse du canton d'Uri a réalisé 10,968, presque du 11 pour cent; l'Obwaldner Kantonalbank, 11,920, presque du 12 pour cent; la Luzerner Kantonalbank, plus de 13 pour cent. La Graubündner Kantonalbank, plus de 15 1/4 pour cent. La Banque commerciale de Neuchâtel tient le record avec 25,813, presque du 26 pour cent, ce qui lui vaut un bénéfice de 1,032,528 francs.

Vraiment la Suisse est un bon pays pour les usuriers.

* * *

ZOUG. — *Génie policier.* — Considérable est le nombre de ceux dont l'arrestation n'a pas d'autre cause que leur ressemblance avec les personnes poursuivies.

Chargés d'arrêter Mazzini, au moment où le proscrit, en compagnie d'un ami, gagnait le vapeur touchant la côte vaudoise, les mouchards arrêtèrent, non pas Mazzini, mais son ami; ce dernier, paraît-il, ressemblait davantage au Mazzini poursuivi que le véritable Mazzini lui-même.

Une bohémienne en passage à Steinhausen vient d'être arrêtée, parce qu'elle ressemblait à... la madone, publie l'*Ostschweiz*.

Dorénavant, que les femmes qui ressemblent à la Fornarina prennent garde, un moment ou l'autre une hirondelle de potence peut les conduire en

prison. Et chacun n'est pas, comme M. Curtis, le bibliothécaire du congrès des Etats-Unis arrêté pour cause de ressemblance, en situation de faire les frais indispensables pour poursuivre les autorités.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la circulaire ci-dessous :

Compagnons,

Un groupe de Libertaires espagnols a décidé de répondre au *Germinal!* d'Angiolillo — ce cri vaillant lancé du haut de l'échafaud.

Le lâche et inquisiteur gouvernement de notre pays et la non moins lâche et inquisitrice bourgeoisie espagnole nous ont jeté le gant : nous le relevons.

Ce sera la meilleure manière de démontrer que les idées ne meurent pas.

Donc, d'ici peu de jours, nous commencerons à Londres la publication d'un journal de langue espagnole intitulé *Germinal*, ainsi qu'une série de brochures de propagande.

Estimant notre dignité plus que notre vie, nous sommes disposés à défendre, par tous les moyens, notre droit de penser, de sentir et d'agir selon que notre conscience nous dicte.

Compagnons de tous pays, aidez-nous!

Victimes de nombreuses persécutions, nos ressources sont des plus précaires pour achever notre œuvre.

Nous comptons donc sur l'aide des compagnons de tous pays, tant d'Europe que d'Amérique.

Encore une fois, compagnons, aidez-nous!

Ayez confiance en nous; nous demeurerons fermes à notre poste et resterons à la hauteur des circonstances, si dures et si terribles qu'elles puissent être.

Salut et Révolution sociale!

LA RÉDACTION.

Envoyer lettres et mandats à l'adresse ci-dessous :

Administration de *Germinal*,
9, Wharton street, Lloyd square, W. C.
Londres.

Nota. — Nous prions les rédactions de tous les journaux ayant à cœur l'émancipation humaine de reproduire cette circulaire.

Londres, le 1er octobre 1897.

* * *

Encore un de parti sans avoir donné ce qu'il aurait voulu pour l'Idée. Le compagnon Capt, malade depuis bientôt six mois, vient de mourir à l'âge de quarante et un ans et a été enterré samedi.

Voilà ce que la société bourgeoise réussit à faire des nôtres après toutes les luttes à soutenir, expulsion et autres.

Enfin, d'autres plus jeunes heureusement viennent de jour en jour à l'Idée et continueront, il faut l'espérer, ce que d'autres ont commencé.

* * *

Bibliothèque sociale de Montmartre, 2, rue d'Orchampt. — Samedi, 9 courant, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par Marestan et Broussouloux.

* * *

Les Critiques sociales, par E. Girault. — Maison du Peuple, 47, rue Ramey, samedi 9 octobre 1897, à 8 heures 1/2 du soir. — 7e partie : *L'idée de patrie et ses monstruosités*.

Tous les patriotes, chauvins et nationalistes sont appelés à la contradiction.

Toute la presse est invitée et spécialement le journal *la Patrie*, ainsi que toute la jeunesse des groupes et sociétés patriotiques.

Entrée : 25 centimes.

* * *

Grande série de conférences à Marseille.

Les camarades de Marseille ont décidé de mener une campagne plus active que jamais en faveur des idées d'émancipation sociale. Dans ce but, ils organisent, à la grande salle de la brasserie Noailles (entrée rue Thubaneau), une série de conférences publiques et contradictoires, qui seront faites par les camarades Jouvarin et Théodore Jean.

BORDEAUX. — Les réunions de quartier organisées par le groupe anarchiste de notre ville sont closes *momentanément*.

Après la foire d'octobre, qui, cette année, commencera le 10 du courant, pour prendre fin le 2 novembre, *les réunions de quartier* seront reprises avec la même persévérance et, nous devons le dire, la même efficacité.

En revanche, *les conférences à la campagne* seront poursuivies de plus belle, dégagés que nous serons de l'organisation des réunions en la ville.

Notre œuvre de propagande doit être incessante et méthodique.

Semons l'idée anarchiste, les humains futurs feront la récolte.

ANTOINE ANTIGNAC.

* * *

ROUBAIX. — Dimanche 17 octobre, à la Brasserie libertaire, grande soirée familiale au profit des bannis de Montjuich.

Poésies, chants et causerie par divers camarades.

Le camarade Wolke se met à la disposition des copains de la région du Nord pour donner des conférences et causeries. — Lui écrire, 78, rue de Mouvaux, à la Brasserie libertaire.

* * *

AMIENS. — A l'Alcazar, samedi 30 octobre, à 8 h. 1/2 précises, grande fête privée, familiale et artistique, organisée par les *Libertaires d'Amiens*.

Concert, causerie et grand bal de nuit. — *Le Fardeau de la Liberté*, pièce en un acte. — Grande tombola gratuite. Lot principal : un billet de l'Exposition, valeur 20 francs.

Prix d'entrée : hommes, 30 centimes; dames, 20 centimes. Les enfants au-dessous de douze ans ne payent pas.

Les portes seront ouvertes à 7 heures 1/2.

* * *

Tous les amis sont instamment priés de se réunir, le dimanche 10 octobre, à 5 heures du soir, au Cent de Piquet, faubourg du Cours, pour fixer définitivement l'organisation de la fête.

Nota. — Les camarades qui pourront amener une fillette et garçon de sept à douze ans sont particulièrement priés de venir dimanche pour préparer le clou de la fête. — Urgent.

* * *

LIÈGE. — Dimanche 10 octobre, à 5 heures, soirée intime chez P. Schlebach, 85, quai Orban.

Chants et déclamations. Conférences par G. Thonar et P. Heimes.

Sujets : 1° La future Maison du Peuple; 2° Les Anarchistes d'Amérique.

Entrée libre.

* * *

CHARLEROI. — Les Libertaires se réunissent le samedi, à 8 h. 1/2, au café du Temple de la Science.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Revue Scientifique et Industrielle de l'année 1897, par J. L. Breton; 1 vol., 15 fr., librairie du même nom, 81 bis, boulevard Soult.

Mon Voyage de noce, par Mme Georges Duhamel; 1 vol., 3 fr. 50, *Société libre d'édition des Gens de lettres*, 12, rue d'Ulm.

Le Congrès de l'Humanité, par Amo; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Medicina Socială, 1 broch., par P. Zosin, Bucarest.

Du *Musée Social*, 5, rue Las-Cases, circulaire n° 13, série B : *Gens de mer et les ouvriers du port de Hambourg avant la grève de 1896-97*. — Circulaire n° 16, série A : *Les Mineurs européens*, à propos de leur 8e congrès.

A lire :

Chronique, V. Bauer, *Echo de Paris*, 26 septembre.

La Curée, L. Maes, *La Banlieue de Paris*, 25 septembre.

Une colonie anarchiste en Angleterre (correspondance du *Temps*, 29 septembre).

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1)	» 15
Un siècle d'attente — . . .	» 15
Aux jeunes gens — . . .	» 15
La Grande Révolution — . . .	» 15
Les Temps Nouveaux — . . .	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*.	» 30
Déclarations d'Etiévant.	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*.	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*.	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*.	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*.	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*.	» 70
Autorité paternelle. — Education, *par A. Girard*.	» 15
La loi et l'autorité, *Kropotkine*.	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta*. . . .	» 15
L'Internationale, *par Malon*	» 30

BOITE AUX ORDURES

Après l'acte (tout l'article), par Léon Daudet, *Journal*, 28 septembre.

PETITE CORRESPONDANCE

P. C., à St-Cloud. — Réexpédie les numéros.

L. B. L. — En effet, j'avais oublié d'inscrire un trimestre. Je rectifie.

R., à Tours. — Il ne s'agit pas de faire du coopératisme et du syndicalisme; il s'agit d'aller faire la propagande de ce que nous voulons, partout où c'est possible.

Un socialiste révolutionnaire de l'Ecole libertaire. — Le *Club Autonomie* n'existe plus. Quant à l'individu en question, si c'est vrai, on saura bien le brûler.

P., à Lyon. — Nous n'avons pas de *Morale déiste* en dépôt. Ecrivez à Nîmes, au groupe libertaire, 22, rue de la Vierge.

L. M., à D. — Reçu l'article des *Pages littéraires*. Bons sentiments, mais lorsqu'il parle de l'hospitalité suisse, c'est vrai peut-être à l'égard des politiciens, mais les anarchistes sont payés pour savoir combien c'est faux.

L. F., à Macerata. — Les 2 francs paient abonnement jusqu'à fin juillet.

C. B., 87. — 7 fr. l'année. Merci de vos encouragements. Il est évident que le genre de notre journal plaira à ceux qui veulent étudier, mais ils sont en bien petit nombre, ceux-là.

Nemo. — Il y a quelque chose de réalisable dans votre idée, mais il faudrait que je puisse publier une partie de votre lettre.

Marseille. — Nous n'avons pas les chansons demandées.

G., à Nantes. — J'en parlerai.

Torrington square. — Voudriez-vous me faire connaître votre nouvelle adresse? Une lettre que je vous ai adressée m'est revenue avec la mention : « parti sans adresse ». — A. G.

Reçu pour la famille Angiolillo : B., à Puget-Ville, 0 fr. 50. — Un camarade, 4 fr. — Vente de cartes de la soirée familiale pour la famille Angiolillo, Lyon, 2 fr. — Nantes, G. et ses camarades, 1 fr. 75. — Total, 8 fr. 25. — Listes précédentes : 205 fr. 75. — Total général : 214 fr.

Reçu pour le journal : A. M., à Nonancourt, 0 fr. 50. — P. C., à Saint-Cloud, 2 fr. — D., à Winterthur, 1 fr. — L. B. L., 1 fr. — L. M. E., à Rio-de-Janeiro, 20 fr. — H. F., 1 fr. — L. M., à Bradford, 1 fr. 25. — Un camarade, 2 fr. — *De chacun selon ses moyens :* Un camarade, 5 fr. — Anonyme, 5 fr. — V., à Nîmes, 0 fr. 50. — A. M. O., 5 fr. — Versé par les anarchistes à la sortie du meeting de la Bourse du Travail de Lyon, 1 fr. 50. — Creil, G. H. et G. D., pour la dette, vers. hebd. 2 fr. — Merci à tous.

M. à Nonancourt. — B., à Puget-Ville. — P., à La Chapelle. — C., à Bruxelles. — C., à Anvers. — H. G., à Port-Elisabeth. — B., à Pontarlier. — A. O., Lille. — R., à Roanne. — D., à Bruxelles. — C., à Fourchambault. — S., à Roubaix. — C., à Reims. — S. P., à Bordeaux. — S., à Dresde. — M., à Gand. — F., à Villefranche. — Reçu timbres et mandats.

---

(1) Les prix marqués sont ceux de l'expédition franco. Pris dans nos bureaux, 0 fr. 05 en moins. — Au cent, 7 francs les brochures à 0 fr. 10, 10 francs celles à 0 fr. 15, et 15 francs celles à 0 fr. 25.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 25 DIX CENTIMES DU 16 AU 22 OCTOBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A PROPOS DU CONGRÈS CORPORATIF

Après s'être trop longtemps tenus à l'écart du mouvement syndical, les anarchistes se sont enfin décidés à y rentrer. Bien leur en a pris.

C'est d'abord au Congrès de Londres que cet effet se fit sentir. L'élément politicien fut tenu en échec, puis battu par les délégués des syndicats ouvriers, montrant bien leur virilité. Certains d'entre nous, après ce premier succès, orientèrent définitivement leur propagande vers le mouvement corporatif. Les résultats du dernier congrès tenu à Toulouse sont venus couronner leurs efforts.

Après avoir longtemps dormi dans l'inaction, deux courants bien définis se déclaraient dans le mouvement syndical. Un, dont certains économistes bourgeois tâchent encore de *tirer profit* : faire que les syndicats fussent un lien d'entente et de conciliation entre exploiteurs et exploités; un autre, d'en faire un mouvement nettement révolutionnaire, allant sincèrement à l'assaut du régime capitaliste qui nous opprime.

C'est vers ce dernier mouvement que les syndicats ont orienté leur tactique; il était de notre devoir de ne pas y rester étrangers.

Il y a quelques années, et cela est facile de s'en rendre compte en consultant les procès-verbaux des congrès antérieurs, ceux-ci n'étaient que de grandes parlottes, où l'on ne discutait que d'intérêts immédiats tels qu'augmentation de salaires ou autres, sans se rendre compte qu'aussitôt ces prétendues réformes obtenues, tout serait à recommencer.

Ce qui s'est passé à Toulouse, l'ampleur de certaines discussions qui y ont eu lieu, montrent le pas gigantesque qu'ont fait les syndicats, qui, de simples bureaux de placement ou de renseignements qu'ils étaient à leurs débuts, sont devenus dans les mains du prolétariat une arme vraiment révolutionnaire.

Nous devons donc, nous, anarchistes, entrer résolument dans ce grand mouvement ouvrier. Il y a là pour nous des groupements tout préparés, où nous pouvons contrecarrer l'influence des politiciens ambitieux qui tenteraient de s'y faufiler; de plus, chaque discussion dans le sein d'un syndicat peut être pour nous une occasion d'exposer nos idées, de les faire comprendre, et cela avec d'autant plus de facilité que ceux à qui nous nous adressons nous connaissent, savent qui nous sommes, puisque nous vivons continuellement avec eux au chantier ou à l'atelier.

Certains de nos camarades, nous le savons bien, restent rebelles et craignent de voir ce mouvement accaparer le meilleur de nos forces : à cela, nous pouvons leur montrer qu'au contraire ce sont les syndicats qui viennent à nous, quittant le terrain des *justes revendications* cher à nos politiciens, sur lequel s'appuyait il y a quelques années encore le mouvement syndical, pour entrer dans une voie vraiment révolutionnaire.

Et l'on voudrait que nous, anarchistes, nous ne profitions pas de cette tendance, en nous tenant en dehors de ce mouvement, nous condamnant nous-mêmes à une inertie inconcevable!

Voilà un mode d'action qui nous est offert nous devons donc y rentrer résolument; trop longtemps nous avons perdu notre temps et nos forces, il nous faut savoir si oui ou non nous voulons devenir pratiques.

Car, les tendances nettement révolutionnaires que viennent de manifester au Congrès de Toulouse les syndicats ouvriers doivent être pour nous un enseignement.

La grève générale acclamée à l'unanimité est pour tous synonyme de Révolution, de révolution modernisée, s'adaptant au milieu, n'ayant aucun des aspects politiques des révolutions passées : cela est un fait indéniable, la classe ouvrière s'y prépare.

Les résolutions présentées par la commission du boycottage, auxquelles on a ajouté le sabottage (1), ouvre pour les ouvriers en grève un mode d'action qui, s'il est pratiqué comme il le mérite, fera souvent hésiter les exploiteurs à engager leur ouvriers dans une grève qui pourrait alors leur coûter cher.

A la grève calme, digne, la grève des bras croisés, préconisée et soutenue par les politiciens, le Congrès a décidé de sortir de cette inaction, et d'y opposer une tactique vraiment révolutionnaire.

Par contre, un projet de « Chambre de travail », sorte de ministère du travail, a été repoussé par le Congrès comme il le méritait. Un projet de retraite ouvrière (projet Escuyer), auquel il était demandé au Congrès de donner son adhésion, a été rejeté. Les délégués ont bien montré, dans ces deux occasions, qu'ils n'attendaient rien des pouvoirs publics. Ce que la classe ouvrière veut, et il semble bien qu'elle l'ait enfin compris, c'est faire ses affaires elle-même.

De notre intervention dans le mouvement syndical et dans ses congrès, nous apportons des résultats, c'est le meilleur argument pour nos camarades encore hésitants.

Nous avons prouvé, en allant à Toulouse, qu'il y avait de la bonne et utile besogne à faire dans les syndicats.

Trop longtemps nous nous sommes tenus à l'écart de ce mouvement, en n'y faisant pas connaître nos idées.

La théorie pure nous a trop souvent absorbés; il est temps de savoir si nous voulons résolument rentrer dans l'action.

Le Congrès de Toulouse, par son attitude nettement révolutionnaire, nous a montré que nous avions tout à y gagner.

P. Delesalle.

(1) Le journal bourgeois *Le Temps* crie déjà à la révolution dans un article du 4 octobre dernier.

LEUR INTERNATIONALISME

C'est un inconvénient de la politique — après d'autres plus importants — de contaminer même les mots, les expressions, et de leur ôter toute signification précise. Elle inculque son virus malsain à tout ce qui l'approche.

Tel le mot « socialisme ». Au début, il exprima les révoltes des prolétaires contre l'autorité et le capital, et, surtout, il déplaça le terrain de la lutte qui, de purement politique qu'il était, devint économique.

Aujourd'hui, un livre ne suffirait pas pour le définir. Tous se disent socialistes. La faute en est aux socialistes parlementaires, qui, avides de pouvoir, ont délaissé la lutte économique pour se consacrer exclusivement aux bassesses et aux turpitudes de la politique.

⁂

A voir les déclarations patriotardes et chauvines des socialistes, on se demande ce que peut être leur internationalisme, et c'est vraiment les calomnier que de les appeler *sans-patrie*.

Au congrès socialiste qui eut lieu ces jours derniers, à Hambourg, M. Liebknecht a dit : « Si l'Allemagne était attaquée et envahie, les socialistes devraient défendre la patrie allemande contre les envahisseurs quels qu'ils soient, qu'ils viennent d'Orient ou d'Occident. »

M. Schippel, député, renchérit : « Il faut voter les crédits pour les nouveaux canons, afin que les soldats allemands ne soient pas inférieurs à leurs adversaires. »

Et M. Auer, député : « Je ne veux pas que l'Allemagne soit livrée sans défense à l'invasion étrangère. »

MM. Bebel et Liebknecht, députés : « Tous les députés socialistes du Reichstag se solidarisent avec M. Schippel. »

Et le doux Chauvin avait dit à la séance de la Chambre des députés, le 20 février 1897 : « Je n'entends pas que personne ici puisse à un titre quelconque porter atteinte à mon patriotisme. Je suis aussi patriote que qui que ce soit. »

Qu'est-ce donc que l'internationalisme ainsi compris? Ce n'est simplement qu'un sentiment sympathique qu'ont les individus d'un pays pour les individus des autres pays qui sont dans les mêmes conditions qu'eux.

Mais qui, à ce compte, ne serait pas internationaliste ?

Les capitalistes aussi ont des sympathies pour les capitalistes des autres pays, et, à l'occasion, ils savent se solidariser avec eux.

Non, ce n'est pas cela l'internationalisme.

Et il faut choisir.

Ou admettre l'idée de patrie, se déclarer prêt

à défendre sa patrie, voter des crédits pour acheter des canons.

Et alors, on est *patriote et nationaliste*.

Ou bien dire que le patriotisme, avec son corollaire indispensable, le militarisme, cette plaie hideuse, est un préjugé et qu'il faut le déraciner;

Que l'idée de patrie est un mensonge et que, malgré le clinquant dont on la pare, elle est laide et elle est néfaste;

Qu'on n'accepte pas les limites plus ou moins naturelles du pays où l'on est né, qu'on ne fera rien pour les défendre, réservant toutes ses forces pour, dans les luttes émancipatrices, combattre l'autorité, s'affranchir définitivement par l'affranchissement de tous les individus.

Et, dans ce cas, on est *sans-patrie et internationaliste*.

Les *socialistes* sont *patriotes* et *nationalistes*, comme ils le disent.

Il serait temps que toute équivoque cessât.

ALF. G.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Le Comité d'initiative poursuit son œuvre. Lundi dernier, dans sa réunion de quinzaine, on a discuté, et entrevu, la possibilité de commencer l'œuvre en octobre de l'année prochaine.

Mais, pour tenir l'œuvre en haleine, et aussi pour répondre à un besoin, on a décidé de s'occuper de la publication de livres à l'usage des enfants.

A ce point de vue, la bourgeoisie en a qui répondent admirablement aux fins qu'elle se propose, et dont on pourrait s'inspirer pour faire mieux.

Le groupe fait appel à tous ceux qui s'occupent de cette question. Il recevra avec plaisir les manuscrits qu'on lui enverra à ce sujet : ils seront lus très sérieusement, et le groupe éditera à ses frais ceux qui lui sembleraient répondre au but désiré.

Adresser tout ce qui concerne l'école au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

POUR UN DOCTEUR

Toutes les fois que l'on expose une doctrine pour la critiquer, il est nécessaire qu'on le fasse avec toute la rigueur scientifique voulue, c'est-à-dire qu'on expose — aussi succinctement qu'on le voudra — les fondements de cette doctrine sans les voir à travers le prisme déformant de ses idées personnelles. Il est un truisme qu'il serait bon de rappeler : c'est qu'avant de pouvoir exposer cette doctrine, il la faut bien connaître.

M. G. Le Bon ne devait pas connaître les idées anarchistes, ou, s'il les connaissait, ne les a pas montrées avec toute la précision désirable de la part d'un docteur doublé d'un sociologue, lorsque, dans la *Revue philosophique* de juillet 1897, il disait des anarchistes : « Leurs théories sont caractérisées par ce simplisme extrême qui est la note dominante de toutes les théories socialistes : « La société ne valant rien, détruisons-« la par le fer et le feu. » C'est assurément la façon dont il interprète l'idée de révolution qui est si souvent proclamée par les socialistes-anarchistes. Et, à ce terme révolution, on oppose souvent celui d'évolution; celui-là honni par les sociologues de la race de M. Le Bon au bénéfice de celui-ci. Cependant l'on ne trouve qu'une différence, essentiellement relative, entre l'évolution et la révolution, puisqu'une révolution peut être considérée comme une évolution rapide et une évolution comme une révolution se produisant lentement.

Pour mieux faire comprendre cette idée, opérons un certain mélange chimique (1). Si nous faisons le mélange dans l'obscurité, les atomes se combineront peu à peu, produisant un insensible échauffement du vase qui les contient; *maintenant* répétons la même opération avec les mêmes produits à la lumière solaire, le mélange se produit presque instantanément en faisant éclater le vase. Dans ces *deux* expériences, le produit de la combinaison donne à l'analyse les mêmes résultats; donc, il n'y a eu aucune adjonction de produits étrangers *déterminant* l'éclatement du vase dans la deuxième expérience et cependant de la première expérience on pourrait dire qu'il y a *eu* évolution et de la seconde qu'il y a eu révolution.

(1) Combinaison du chlore et de l'hydrogène.

Il en est de même des phénomènes sociologiques. Suivant que l'on compare la marche, tantôt lente, tantôt rapide, des événements, l'on en conclut qu'il y a évolution ou révolution; et si, embrassant un vaste plan d'étude, on examine l'histoire de l'humanité, le phénomène de révolution fait parfaitement partie de l'évolution. Il n'y a donc *aucune ligne* de démarcation entre ces deux termes.

Cette définition, que la révolution est une évolution rapide, admise par beaucoup d'anarchistes, ne se résume nullement par cette formule excessivement simple que M. Le Bon en donne : « La société ne valant rien, détruisons-la par le fer et le feu. » Si ce docteur se fût donné la peine de lire et d'étudier des volumes et des écrits anarchistes, il se serait vite aperçu que la révolution comprise dans le sens de réunion d'individus s'assemblant pour prendre les armes et jeter bas à coups de fusil la société bourgeoise et capitaliste, n'existe que dans sa cervelle. Ce que les anarchistes comprennent par révolution est ceci : développement de l'initiative individuelle (conscience de soi) et associations de libres volontés pour la réalisation de leurs désirs et besoins; puis fédération de ces associations autonomes, parce qu'il est évident qu'un groupement ne peut satisfaire, avec économie de temps, à tous ces besoins. Mais ici se place un *mais*. Dans la France, l'Allemagne, etc., une centralisation excessive, une annihilation complète de l'individu dans l'entité-société empêche cette expansion de l'initiative individuelle et de la libre association, d'où il s'ensuit, comme conclusion logique, que toutes les fois que des organisations libres voudront s'implanter, elles auront à détruire et à résister à ceux qui veulent que tout soit dans l'ordre — puisque l'ordre, actuellement, consiste dans la soumission des minorités devant les majorités, dans l'anéantissement de l'individu en face du corps social.

L'anarchie, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, consiste en une révolution morale démontrant la valeur de l'individu, de l'unité — sans renier la valeur de la société, de l'association, — et tend ensuite à faire passer dans les actes cette révolution ou cette évolution, — comme on le voudra — lorsqu'elle s'est accomplie dans les cerveaux.

Si M. Le Bon avait vu ce fond de la doctrine anarchiste, il se serait évité la peine d'écrire ces bêtises qui suivaient la phrase citée plus haut : « Grâce aux forces naturelles, il s'en formera « une nouvelle évidemment parfaite. Par suite « de quels merveilleux miracles la société nou« velle serait-elle différente de celles qui l'ont « précédée? Voilà ce qu'un anarchiste ne nous « a jamais dit. Il est évident, au contraire, que « si les civilisations actuelles étaient entière« ment détruites, l'humanité repasserait par « toutes les formes qu'elle a dû successivement « franchir : la sauvagerie, l'esclavage, la bar« barie, etc. On ne voit pas très bien ce que les « anarchistes y gagneraient. En admettant la « réalisation immédiate de leurs rêves, c'est-à« dire fusillade de tous les bourgeois, réunion « en un grand tas de tous les capitaux auxquels « chaque compagnon irait puiser à son aise, « comment se renouvellerait ce tas quand il « serait épuisé et que tous les anarchistes se« raient momentanément devenus capitalistes à « leur tour? »

Ce serait à pouffer de rire, si malheureusement nous n'étions les premières victimes de ces conceptions erronées des doctrines anarchistes, car cette opinion représente généralement l'idée que MM. les sociologues et psychologues de profession ont de l'anarchie, et qui tend à nous faire passer aux yeux de leurs amis et de leurs lecteurs comme des hurluberlus ou des assassins rétrogrades.

Où diable M. Le Bon a-t-il bien pu aller pêcher que nous voulions détruire les civilisations actuelles? Peut-être dans son imagination, et le voilà parti, nouveau Don Quichotte, contre les moulins à vent de son imagination. Assurément, si l'on voulait détruire par le fer et le feu toute cette société pleine de douleurs physiques, morales et intellectuelles, et cela sans changer d'un seul pouce le moral, l'intelligence des individus, il en résulterait une régression puisqu'il y aurait moins d'individus et par conséquent moins d'unités pour adapter la terre et ses produits aux *desiderata* de tous; d'autre part, une révolte quelle qu'elle soit détruit et des machines et des produits, fait disparaître une partie des intelligences d'élite qui sont toujours les premiers dans un mouvement. Mais tel n'est pas le but des anarchistes. Ce qu'ils veulent, c'est détruire les antagonismes que crée l'appropriation individuelle, relever le moral, rendre chaque individu conscient vis-à-vis de lui-même et de la société; supprimer, autant qu'il le sera possible, ces douleurs tant physiques que morales qui prennent, en notre fin de siècle, un certain caractère d'acuité par suite de leur plus parfaite connaissance, et réaliser cela, non pour la suppression des civilisations actuelles léguées par nos ancêtres, mais au contraire pour que cette science, cet art, cette littérature soient assimilés par tous les humains afin qu'ils prennent un essor bien plus puissant, puisque, au lieu d'être l'apanage d'un petit nombre de privilégiés, ces bienfaits seront répandus chez tous les individus.

Et ceci ne se réalisera nullement par les « forces naturelles », mais par l'effort conscient de tous les individus quels qu'ils soient. Et, à cette besogne, les anarchistes y convient tous ceux qui, par leur savoir, leur instruction, leurs avantages sociaux, sont ou se croient capables de la réaliser.

M. Le Bon a eu encore une expression malheureuse en parlant des anarchistes. C'est lorsqu'il écrit : « Certains impatients veulent aller plus vite. » Impatients, ceux qui veulent réaliser, le plus vite qu'ils le pourront, une plus grande somme de bonheur dans l'humanité? et c'est bien à vous, Monsieur le Sociologue — avec un grand S — de nous reprocher notre impatience, lorsque par un après-midi d'hiver, l'estomac plein, les pieds chauds, un cigare aux lèvres, vous recherchez à travers les faits sociaux, passés et présents, et les tables de statistique, les « lois psychologiques de l'évolution des peuples »; mais si vous condescendiez à venir avec nous dans les taudis ouvriers contempler ces familles manquant du nécessaire, les mains bleuies par le froid qui rentre à travers de mauvais murs, n'ayant pas de quoi se remplir le ventre, alors vous changeriez d'opinion; allez à la campagne, même pendant l'été, et vous verrez que le pain monte à des prix exorbitants dès que la plus petite augmentation se produit dans le prix du blé; consultez la statistique du prix de la farine des mois de juin 1896 et 1897 et vous verrez que l'augmentation par sac qui est de 13 fr. 60 va engendrer une recrudescence de misère et peut-être de nouveaux Acciarito, contre qui vous ne craindrez pas d'appeler les foudres de la justice.

Quand vous voudrez vous donner la peine d'ouvrir les yeux à ces faits qui seront la honte de la « civilisation moderne », alors vous conviendrez, je l'espère, que les anarchistes ne sont pas encore assez impatients.

RAVATÉ (Jules).

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Samedi a comparu devant la onzième chambre correctionnelle le camarade Albert, inculpé « d'entrave à l'exercice du culte ». Il avait, le 5 septembre dernier, interrompu un sermon à l'église du Sacré-Cœur.

Voici en quels termes nets et énergiques il raconte l'incident : « J'appris d'un confrère en pauvreté qu'en haut de la butte Montmartre on donnait du pain, je résolus d'en profiter et je montai les trois cents marches de la basilique. Le Sacré-Cœur de Jésus, la confrérie bien connue, fait des distributions de pain, deux fois par semaine, à un millier de pauvres. Ce sont des indigents de toutes les couleurs; le vrai filou y côtoie la misère honteuse; des jeunes y jouent aux sous, des vieux y vendent du tabac. Des hommes y tombent de privations, des femmes et des enfants y attendent le morceau de pain promis.

Le dimanche, la porte s'ouvre à 8 heures et se ferme à 8 heures et demie, le jeudi à 2 heures. On entre pour assister à la messe, chanter des cantiques, dire le chapelet, suivre un sermon. Cela dure deux heures au bas mot. Vous voyez d'ici cette charité qui dit à un homme : « Tu as bien faim, j'ai de quoi te soulager; eh bien! écoute cette musique, danse, chante, prie et tu mangeras. » Hélas! MM. les pères devraient savoir que ventre affamé n'a pas d'oreilles et que leur sermon est perdu.

Je vous assure que celui qui a faim n'a nul souci de savoir qu'un banquet sans fin l'attend de l'autre côté de la vie et qu'il est écœuré quand il s'entend menacer après toutes ses souffrances terrestres d'un enfer éternel plus terrible que la vie actuelle, s'il murmure et ne bénit pas la main qui le frappe. Jésus lui-même les traiterait de pharisiens. J'avais, malgré cela, dompté la faim, pris deux fois leur aumône.

Or, ce dimanche, j'avais plus faim que d'habitude et je n'avais pas le cœur gai.

Le prêtre venait de commencer son sermon et je songeais au magister des fables de La Fontaine, lorsque je vis à côté de moi le père et le fils, ou les deux frères, tomber littéralement d'inanition, et comme le prédicateur parlait du scandale que produit la parole, je ne pus me retenir et je lui criai : « Eh bien! tu as un rude toupet, c'est toi qui en fais du scandale par ta parole : arrête-toi. »

Pour n'avoir pu réprimer cette vérité, Albert a été condamné à trois mois de prison. Rien que cela!

Voilà ce qu'il en coûte d'y voir juste et de le dire.

∴

Trélazé. — La semaine dernière, les carriers des ardoisières de Trélazé se mettaient en grève après avoir adressé à la direction de la Compagnie une protestation contre un contremaître, qui, non content de traiter ses hommes comme des esclaves, leur tape dessus à coups de pied et à coups de poing, et en demandant par la même occasion une augmentation de salaires. Le directeur se contenta de déchirer la réclamation des ouvriers.

Le lendemain, au sortir d'une réunion, les grévistes se sont portés vers les puits où quelques récalcitrants travaillaient encore. La gendarmerie les avait prévenus, veillant sur la propriété des exploiteurs. Une bagarre s'en suivit et les gendarmes ont dû céder. Dès lors, les grévistes ont obtenu que le travail cessât partout; puis, ils ont jeté au fond des puits les échelles servant à la descente. Quelques ouvriers de l'un des puits ont dû rester plusieurs jours au fond sans remonter et on leur passa des aliments pour qu'ils ne meurent pas de faim.

Détail piquant : les gendarmes venus en foule de toutes parts pour sauvegarder « la liberté du travail » ont empêché de passer plusieurs carriers qui se rendaient à leur travail.

Comme sœur Anne, les administrateurs des ardoisières étaient montés au sommet d'une tour, contemplant le tableau se déroulant devant eux. Or voici ce que leurs longues-vues leur montrèrent :

Une nuée de gendarmes parcourant les rues de Trélazé, piétinant femmes et enfants sur leur passage; des collisions fréquentes entre grévistes et gendarmes, ceux-ci criblés d'une grêle de pierres, et un gréviste blessé d'un coup de sabre. Puis les fils électriques, servant à l'éclairage de la mine, démolis; les pompes de plusieurs puisards brisées et réduites en miettes; enfin les gares de Trélazé, de la Paperie et de la Pyramide prises d'assaut par les grévistes, les wagons d'ardoises renversés et les ardoises réduites en morceaux!

Ils n'y vont pas de main morte, là-bas!

Pendant ce temps, des quêtes s'organisaient dans le pays et plusieurs centaines de francs étaient recueillies. Un chantier de terrassement pour l'établissement d'un tramway de Trélazé à la Pyramide a fait cause commune avec les grévistes et le travail y a été abandonné. Le magasin à poudre est gardé militairement. Les chevaux de la Compagnie sont restés trois jours sans nourriture, et ont commencé à dévorer le bois de leurs mangeoires et les portes des écuries. Mais comme l'Etat ne doit jamais intervenir dans les conflits entre capital et travail, si ce n'est en faveur du capital, le service des palefreniers est fait maintenant par les gendarmes.

Les patrons, qu'une venette formidable tenaille, sont cachés au fond d'on ne sait quel cul de basse-fosse, et n'osent se montrer de peur d'être assommés par les grévistes, qui sont au nombre de trois mille environ.

Que feront-ils, où seront-ils, le jour où tous les travailleurs imiteront ceux de Trélazé?...

A. Girard.

(*D'après une correspondance locale.*)

Espagne.

« La reine régente, avant tout, regrette ce qu'il advient avec la cause dite des anarchistes. A ses yeux, juste et nécessaire est la punition des coupables qui sans pitié firent tant de victimes innocentes, et c'est sans répugnance qu'elle approuve la législation exceptionnelle votée par les Cortès. Cependant, mère affectueuse de tous les Espagnols, elle se plaint des procédés employés contre tant de malheureux que le conseil de guerre reconnut innocents à la fin. En outre, parlant des tortures qui, dit-on, furent pratiquées à Montjuich et qui firent frémir d'horreur l'Europe entière, elle exprima la douleur profonde qu'elle en ressentait. Elle ordonna une enquête impartiale et la punition sévère des coupables, mais ne put obtenir ni l'une ni l'autre de ces deux choses, etc., etc. »

(*El Imparcial*, Madrid, 3 octobre.)

C'est sur le tard, on le voit, que cette excellente señora s'aperçoit des fautes commises par ses ministres. Cependant, depuis qu'elle occupe son poste élevé, tant et tant de crimes furent commis sous ses yeux, qu'elle eût pu, semble-t-il, manifester plus tôt les sentiments de tendresse délicieuse dont son cœur déborde aujourd'hui.

Mais la pauvre femme mérite-t-elle ces reproches? Lorsqu'un être a les yeux perpétuellement levés au ciel, peut-il vraiment se rendre compte de ce qui se passe autour de lui? En son cœur empli d'amour divin, le sentiment bêtement humain peut-il trouver place? Non certes; il est clair que tout son amour convergeant vers un point unique, le reste pour lui n'existe plus.

Il ne faut donc pas en vouloir à la reine régente de s'être rendu compte si tard de questions aussi graves. L'encens exerce une influence déplorable sur les fonctions cérébrales.

Cependant, les cris des victimes innocentes ont fait trembler le trône et leurs secousses ont tiré la reine de son rêve. Lorsqu'elle a bien voulu jeter un regard à ses pieds, c'est avec horreur qu'elle a constaté qu'ils baignaient dans le sang, ses oreilles s'emplissaient de plaintes navrantes, le trône ébranlé menaçait ruine, elle vit cela et c'est alors que mère affectueuse, femme sensible, elle dit au peuple qu'elle voulait la justice et qu'elle reprocha à ses ministres les infamies commises.

Au nombre de ces infamies est le crime de Montjuich : la reine n'a pu faire autrement que de rappeler le sang innocent dont les fossés du château furent trempés.

Ce n'est pas seulement en ce dernier procès que des innocents furent torturés et assassinés, car ils étaient innocents les six fusillés, celui qui écrit ces lignes peut l'affirmer, autant que le sont les vingt autres victimes condamnées au bagne, comme le sont les quatre malheureux (1) condamnés à la prison perpétuelle à la suite du procès Pallas, après avoir été, eux aussi, torturés barbarement.

Laissons les morts que rien, pas même « l'exquise » sensibilité d'une reine, ne saurait rendre à la vie, pour ne nous occuper que de ceux qui vivent encore, des innocentes victimes de ces infamies qui souffrent dans les bagnes.

« Je veux que la justice se fasse! » a dit Marie-Christine. On sait que la justice, telle qu'une reine l'entend, est très limitée; mais, si minime soit-elle, il est permis de supposer qu'elle ira bien au moins jusqu'à rendre à la liberté ces ouvriers honnêtes, si injustement condamnés.

« Nous qui savons quelles infamies furent commises à Montjuich par les Marzo, les Portas, les Garcia Navarro, les Tressols et autres inquisiteurs, nous ne pouvons oublier les quatre innocents qui souffrent encore au bagne de la Ceuta pour le premier procès et les vingt malheureux non moins innocents de la dernière infamie.

Nous avons livré à l'opinion publique des documents importants et leur triste véracité a fait frémir d'horreur tous les hommes de cœur en tous les pays civilisés.

Les déclarations de la reine sont aujourd'hui l'argument suprême qui doit obliger la revision de ces procès atroces. Elles réclament la condamnation des inquisiteurs, et si celle-ci ne se peut obtenir, c'est le peuple lui-même qui sera le terrible justicier.

T. C.

∴

Au moment de mettre sous presse, voici les derniers renseignements qui nous arrivent :

Le gouvernement espagnol vient de prendre une décision concernant les anarchistes encore détenus. On fera un triage. Ceux contre lesquels des charges graves seront relevées seront expulsés en vertu de la loi de 1896. Les autres, dit l'*Imparcial*, seront sans doute remis en liberté sans conditions.

De revision des procès, il n'en est plus question, comme on le voit. Pour le décret d'exil, loin de l'abolir, on se prépare à le remettre en vigueur.

(1) Francisco Villarubias, Juan Carbonell, Rafael Miralles et Domingo Mir, détenus au presidio de la Ceuta. Le dernier était emprisonné depuis plus de huit mois lorsque Pallas lança ses bombes contre le maréchal Martinez Campos. Il n'en fut pas moins condamné comme complice.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades sont avisés que Louise Michel et Broussouloux partiront le 1er novembre pour l'Algérie, à l'effet d'y faire une tournée de conférences.

En conséquence, les camarades de ce pays (ainsi que ceux des villes se trouvant sur le parcours pour s'y rendre) sont priés de rentrer *immédiatement* en correspondance avec Broussouloux, 41, rue Montcalm, pour lui donner les renseignements suivants : l'adresse des salles, leurs contenances, leurs prix, ainsi que le nombre d'affiches nécessaires à la publicité.

∴

Bibliothèque sociale de Montmartre, 2, rue d'Orchamps. — Samedi 16 courant, à 9 heures précises, conférence par Verhye.

Le Restaurant de la suggestion.

∴

Levallois-Perret. — La réunion annoncée pour le samedi 9 sur les fortifications n'ayant pas eu lieu, les camarades sont priés de se réunir les samedis, 7, rue Valentin.

∴

Cette. — Les camarades se réunissent au débit Isoir, 2, rue Nationale, tous les samedis, à 8 h. 1/2.

∴

Amiens. — Tous les camarades qui ont reconnu l'utilité d'un groupe d'études sociales et philosophiques sont invités à se rencontrer au Cent de Piquet, faubourg du Cours, le samedi 16 octobre, à 8 heures du soir très précises.

Sujet : Ligne de conduite du groupe.

Dimanche 17, à 5 heures du soir, au même local, rendez-vous est donné à tous les amis pour la soirée familiale.

∴

Reims. — Tous les libertaires sont invités à se réunir le samedi 16 octobre au *Cruchon d'Or*, rue de Cernay. — Urgence.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Industrie de la couture et de la confection à Paris, par L. de Seilhac ; 1 plaquette, chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

Lettres de Malaisie, par Paul Adam ; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

Nos grands chefs et la situation actuelle, par G. Nercy ; 1 brochure, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Eros rosse, nouvelles, par Marcel Mouton ; 1 vol., 3 fr. 50, *Société libre d'édition des gens de lettres*, 12, rue d'Ulm.

La Chose filiale, pièce, par André Veidaux ; 1 vol., 3 fr. 50, *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Une Conversion, roman social, par J.-M.-P. Ritti, chez l'auteur, 76, avenue du Maine.

Blanchette, comédie, par E. Brieux ; 1 plaquette, 2 fr., chez Stock, galeries du Théâtre-Français.

MUSÉE DES ANERIES

Les congréganistes ne font donc point des hommes plus vertueux que les autres. Il y a même toutes chances pour que leurs élèves, une fois échappés à leur férule, ne soient des révoltés contre toutes les lois sociales, et des recrues préparées pour cet anarchisme, auquel nous devons les Caserio, les Vaillant, les Henry, et qui n'est, en somme, qu'un fanatisme religieux mis à l'envers, passant de la subordination absolue de l'individu à une autorité menteuse, à l'affirmation de son indépendance absolue de toute contrainte morale et de toute obligation sociale.

La preuve que l'anarchisme est bien un produit catholique, c'est qu'on ne le trouve que chez les peuples catholiques, en Espagne, en Italie, comme en France. Il n'existe ni en Allemagne, ni en Angleterre, et aux Etats-Unis il est évidemment sorti de l'élément catholique irlandais.

CLÉMENCE ROYER.

(*La Question religieuse*, dans l'*Humanité Nouvelle*, août-septembre 1897, page 402.)

∴

Si nous voulons trouver la qualité qui nous élève surtout au-dessus de la brute, il nous la faudra chercher non pas tant dans la raison que dans notre capacité d'influencer et d'être influencés par l'autorité.

BALFOUR.

(*Les Bases de la croyance*, cité par la *Revue philosophique* d'août.)

AUX CAMARADES

Divers camarades nous écrivent qu'il est très désagréable de dépenser 0 fr. 15 d'affranchissement pour envoyer parfois 0 fr. 25 et même 0 fr. 50. D'autre part, il faut écrire, se déranger, et bien souvent on n'en fait rien. Ils nous demandent où en est le projet dont nous avions parlé : de camarades se chargeant de récolter les petites souscriptions qu'on leur remettrait pour les différentes œuvres de propagande.

Nous avons publié la lettre du camarade qui faisait la proposition, et nous avons attendu les initiatives.

Jusqu'à présent, les initiatives se bornent aux deux localités ci-dessous :

BAGNOLET. — Mereaux, 14, rue du Ruisseau.
LIMOGES. — Barion, 3, boulevard Saint-Maurice.

Les camarades de ces localités désireux de contribuer à la propagande dans la mesure de leurs efforts peuvent s'y adresser, ainsi que pour les demandes de journaux et brochures.

A Paris, nous pouvons faire mieux. Un de nos amis peut, au commencement de chaque mois, consacrer une journée ou deux pour faire une tournée générale. S'il y a des camarades désireux de recevoir sa visite, ils n'ont qu'à nous envoyer leur adresse.

A NOS CORRESPONDANTS

Nous avons reçu nombre d'articles que le manque de place nous a, jusqu'ici, empêchés de publier. Prière à nos amis de patienter un peu, nous liquiderons cela bientôt.

PETITE CORRESPONDANCE

Limoges. — Convocation trop tard. Mardi matin, dernière heure.

Camarades de la Chapelle. — Reçu que l'envoi mentionné en ce numéro.

M. P., à Romans. — Veuillez adresser les mandats au nom de l'administration des *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

C., au Havre. — *Fabrique de pions* est 1 fr. 50 et non 0 fr. 75.

L. M., à Seraing. — Reçu règlement pour quatre lithographies. Retournez-nous les trois autres.

Au camarade qui m'a apporté des extraits du Roman Rouge *de Mendès.* — Il se passe en Russie des choses aussi atroces que celles dont il est question, mais d'un autre genre et d'une autre façon. Ce qu'il raconte ne donne aucune idée de la réalité.

C. G., Lyon. — *L'Humanité Nouvelle*, 5, impasse de Béarn ; un an, 12 fr. ; 6 mois, 7 fr.

V. C. — Je n'ai pas connaissance de l'apparition d'un quotidien anarchiste.

Nemo. — De la manière dont était conçue votre première lettre, cela faisait mieux mon affaire. C'était développé en peu de mots. Votre seconde exigerait un travail trop long. Je n'ai pas le temps.

Villemejeanne. — Je n'ai plus de *Mouvement anarchiste*. Demandez-en à Bruxelles, 31, rue des Eperonniers, *Bibliothèque des Temps Nouveaux*.

J. H., à Rotterdam. — Bien reçu votre mandat. Mais le volume demandé vous a été expédié le 4 août. Vous le deviez. Nous avons à votre disposition le récépissé de déclaration.

X., à Puget-Ville. — Voulez-vous nous envoyer votre nom bien lisible et votre adresse exacte ? Les numéros expédiés nous reviennent avec la mention « inconnu ».

G. G., à Langon. — Je puis vous envoyer le volume, 3 fr.

Reçu pour aider à la publication bi-hebdomadaire des *Temps Nouveaux* : X., 1 fr. 50 ; Une amie, 1 fr. ; Ardouin, 5 fr. 50 ; X., 0 fr. 50 ; Un frère, 1 fr. ; Abrol, 1 fr. ; A. D., 1 fr. ; G. Ardouin, 1 fr. ; A la réunion du commerce, 0 fr. 50 ; Henri B., 1 fr. ; Victor B., 1 fr. ; Vente de l'*Incorruptible*, 2 fr. 75 ; Louis B., 0 fr. 50 ; Bernard, 1 fr. ; Georges, 0 fr. 25 ; V. Brebant, 1 fr. ; A. B., 0 fr. 25 ; G. Sarazin, 0 fr. 25. — En tout : 20 fr. — Listes précédentes : 450 fr. 40. — Total général : 470 fr. 40.

Malgré le peu de brillant de la situation actuelle, nous n'abandonnons pas notre projet. A la moindre éclaircie dans la situation, nous le réaliserons.

Reçu pour la fille à Decamps : Un troquet, 0 fr. 50. — Une troquette, 0 fr. 50. — G. F., 1 fr. 25.

Reçu pour l'Ecole libertaire : G. F., 1 fr. 25. — N. M., 6 fr. — Total : 7 fr. 25. — Listes précédentes : 83 fr. 60. — Total général : 90 fr. 85.

Pour les bannis de Montjuich : B., à Puget-Ville, 0 fr. 50. — P. A., à Angers, 1 fr. — G. F., 1 fr. 25. — N. M., 1 fr. — V. C., 0 fr. 50. — Total : 4 fr. 25. — Listes précédentes : 442 fr. 30. — Total général : 446 fr. 55.

Reçu pour la famille Angiolillo : P. A., à Angers, 0 fr. 50. — Saint-Imier : Pierre, 1 fr. 50 ; P. M., 1 fr. 50 ; A. D., 2 fr. 50 ; J. P., 0 fr. 50 ; J. C., 1 fr. 50. En tout : 7 fr. 50. — Un troquet, 0 fr. 50. — Une troquette, 0 fr. 50. — G. F., 1 fr. 25. — Cette, collecte entre camarades, 4 fr. — Marius, 0 fr. 50. — N. M., 1 fr. — V. C., 0 fr. 50. — Liste Franco, Boston : Un rebelle, 1 fr. 25 ; Un antipapista, 1 fr. 25 ; Un ammiratore d'Angiolillo, 2 fr. 50 ; G. Romagnole, 1 fr. 25 ; Un cosmopolita, 1 fr. 25 ; Une stance, 1 fr. 25 ; Glestigoni, 2 fr. 50 ; Fabio, 1 fr. 25 ; D. Lippi, 1 fr. 25 ; A. Brogi, 1 fr. 25 ; B. Getti, 0 fr. 50 ; J. Teukerni, 1 fr. 25 ; Doro, 0 fr. 50 ; J. Ceppo, 1 fr. 25 ; Berra, 1 fr. 25 ; S. Cohen, 5 fr. ; S. Grunberg, 1 fr. 25 ; Adolphe Servitz, 1 fr. 25 ; K. Motchum, 1 fr. 25 ; L. Eybulski, 1 fr. 25 ; A. A., 2 fr. 50. En tout, change compris : 32 fr. — Total : 48 fr. 25. — Listes précédentes : 214 fr. — Total général : 262 fr. 25.

Reçu pour le journal : Un troquet, 1 fr. — 4 camarades de la Chapelle, vers. hebd., 10 fr. — P. F., 2 fr. — Rod., 2 fr. — A. A., 1 fr. — A. G., 0 fr. 75. — Désireux d'être imités, 5 fr. — G. F., 5 fr. — *De chacun selon ses forces* : Un camarade, 5 fr. — A. B., 0 fr. 50. — P. P., 0 fr. 50. — N. M., 6 fr. — L. B., à Rouen, 1 fr. — V. C., 0 fr. 50. — M. et son frère, 25 fr. — Liste Amiens : Jeandetrop, 1 fr. ; Prurost Désiré et sa compagne, 1 fr. ; Charles, 1 fr. ; Un rieur, 0 fr. 50 ; Butiaux, 1 fr. ; Anonyme, 1 fr. ; Un ébéno, 0 fr. 50. En tout : 6 fr. — Creil : pour la dette, vers. hebd., G. H. et G. D., 2 fr. — Merci à tous.

S., à Cette. — F., à Amiens. — Coopérative, Lyon. — M. P., à Romans. — C., au Havre. — Mme H., à Alais. — C., à Genève. — F., à Liège. — M., à Avignon. — H., à Londres. — B., à Brest. — V., à Marseille. — B., à Nantes. — J., à Châlons. — V. M., à Gand. — L. M., à Seraing. — R., à Hyères. — D., à Saint-Quentin (2) ; N., à Liège ; P. A., à Malaquais ; H. ; N., à Tours ; L., à Grand-Croix (par le *P. P.*). — G., à Paterson (par le *Li.*). — P., à Bédarieux. — E., à Montpellier. — L., à Reims. — T. R., à Bologne. — L. L., à Jemeppes. — P., à Reims. — B., à Limoges. — L. J., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1) . . . » 15
Un siècle d'attente — . . . . » 15
Aux jeunes gens — . . . . » 15
La Grande Révolution — . . . . » 15
Les Temps Nouveaux — . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff* . » 30
Déclarations d'Etiévant . . . . . . » 15
L'Anarchie, *par Reclus* . . . . . . » 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon* . » 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin* . » 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine* . . . . 1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave* . . . . » 70
Autorité paternelle. — Education, *par A. Girard* . . . . » 15
La loi et l'autorité, *Kropotkine* . . . . » 15
Entre Paysans, *par Malatesta* . . . » 15
L'Internationale, *par Malon* . . . . » 30

Brochures éditées par le *Libertaire* :

Dogme et Science, *par Janvion* . . . . . » 30
Les Crimes de Dieu, *par S. Faure* . . . » 20

Brochures éditées par le *Père Peinard* :

Variations guesdistes, *par Pouget* . . . » 25
Almanachs 94, 96, 97, 98, chaque . . . » 35
Chansons en musique : 1° *Les Anti-proprios*. — 2° *Les Libertaires*, chaque fascicule . . » 15

Volumes de chez différents éditeurs :

La Conquête du pain, *par Kropotkine* . 2 75
Œuvres *de Bakounine* 2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon* 2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine* . 1 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato* . 2 75
La Société future, *par J. Grave* . . . 2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave* 2 75

Brochures éditées par le groupe des *E. S. R. I.* :

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres . . . . » 15
Réformes et Révolution . . . . . » 20
L'Individu et le Communisme . . . » 20
Comment l'Etat enseigne la morale . 1 70
Misère et Mortalité . . . . » 20
Pourquoi nous sommes internationalistes . . . . » 20

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

31, *rue des Eperonniers, Bruxelles.*

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert* . . . . *franco* » 10
L'Anarchie dans l'Evolution socialiste, *par Pierre Kropotkine* . . . . . . » 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus* . . . . » 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etiévant* . . . . » 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud* . . » 10
L'inévitable anarchie, *par Pierre Kropotkine* . . . . » 10
La guerre et le service obligatoire, *par Léon Tolstoï* . . . . » 10
Bibliographie de l'Anarchie (préf. d'Elisée Reclus), *par M. Nettlau* . . . . 5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil* . . . . » 15
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine* . . . . » 15

(1) Les prix marqués sont ceux de l'expédition franco. Pris dans nos bureaux, 0 fr. 05 en moins. — Au cent, 7 francs les brochures à 0 fr. 10, 10 francs celles à 0 fr. 15, et 15 francs celles à 0 fr. 25.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 26 — DIX CENTIMES — DU 23 AU 29 OCTOBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Encore une fois sans supplément. Nos lecteurs nous en excuseront, mais nous avons fait, jusqu'ici, au delà de nos forces, nous ne pouvons plus faire aucune promesse. Quand il sera possible, nous ferons paraître le supplément, et, quand on ne le trouvera pas, c'est que l'état de notre caisse ne nous aura pas permis de le faire paraître.

LE JEU DE LA SOUFFRANCE
ET DE LA MORT

> « Se complaire dans le malheur d'un ennemi, c'est un effet d'animosité, de haine, de crainte ou de quelque autre passion intéressée : mais s'amuser de la gêne et des tourments d'une créature indifférente, étrangère ou naturelle, de la même espèce ou d'une autre, amie ou ennemie, connue ou inconnue; se repaître curieusement les yeux de son sang, et s'extasier dans ses agonies, cette satisfaction ne suppose aucun intérêt : aussi ce penchant est-il monstrueux, horrible et totalement dénaturé. »
>
> (SHAFTESBURY, *Essai sur le mérite et la vertu.*)

Quand, de négation en négation, on a fait table rase de tous les préjugés où se fonde la moralité actuelle, on arrive à un point où le doute n'est plus permis, où le scepticisme le plus raffiné perd ses droits : la souffrance. Quand, ayant éliminé de son cerveau tout ce qui est convention, on cherche, dans l'univers et dans l'individu, une base réelle où se puisse asseoir une morale indiscutable, on trouve ce principe, d'une généralité suffisante, je crois : le respect de la souffrance.

Hors la souffrance, je pense qu'on peut tout blasphémer : l'amour, la science, l'art. Qui oserait dire que la souffrance n'est pas respectable ? Hors la douleur, tout est plus ou moins fictif : l'honneur, la vertu, la probité... Nous ne savons que trop que la douleur est réelle. C'est en son nom que, de tous temps, les esprits généreux se sont insurgés contre les forfaits des grands et les injustices des codes. De sa présence ou de son absence dépend le malheur ou le bonheur définitif de nos existences passagères. Elle est supérieure à la mort même, qui n'est guère redoutable que par elle : on se résout parfois à mourir, on ne se résigne jamais à souffrir.

La mort et la souffrance m'apparaissent comme les deux problèmes les plus troublants qui se posent à la pensée de l'homme. Si infime soit l'être qu'elles atteignent, une pitié nous étreint : ne sont-elles pas la plus grave atteinte à sa liberté, à sa joie? Quiconque réfléchit, s'écarte d'elles avec horreur, et s'efforce de les épargner à tout ce qui l'entoure.

Je n'ignore pas qu'il n'y a rien d'absolu dans la nature, où tout est complexe et contradictoire. La vie nécessite la mort, et le bien des uns veut parfois le mal des autres. Les existences ne se maintiennent et ne s'accroissent qu'aux dépens des existences : notre seule respiration anéantit, à chaque seconde, des milliers d'animalcules; chacun de nos pas écrase bien des insectes dans l'herbe. S'abstenir rigoureusement de tout meurtre serait le suicide immédiat; et il est naturel à l'être de persister dans l'être. Le droit de sauvegarde est imprescriptible : tous les hommes ont toujours admis le cas de légitime défense. Massacrer les fauves qui sans cela nous dévoreraient, bien; tuer pour se nourrir, soit, encore que je ne croie pas la chair une nourriture indispensable. J'admettrai même, à la rigueur, la vivisection, malgré que j'avoue ne pouvoir y songer qu'avec angoisse. — Il y a dans le monde une somme de douleur qu'on ne supprimera sans doute jamais totalement, mais qu'on peut du moins tâcher d'amoindrir. En tout cas, il est du devoir de tout homme qui aspire à être autre chose qu'une brute, de ne pas augmenter bénévolement cette somme fatale de souffrance qu'exige le fonctionnement de la vie.

Mais celui qui tue pour se distraire, qui inflige une torture pour se procurer un plaisir, de quel nom l'appeler?

*
* *

La porte du toril ouverte, une bête énorme et farouche surgit. Diverses masses s'agitent devant elle, elle se précipite vers la plus grosse : le groupe du cheval et du cavalier. Celui-ci est armé d'une pique, celui-là a les yeux bandés. La pauvre rosse ne voit pas venir l'animal furieux, et n'a même pas le temps de se défendre. Une paire de cornes acérées défoncent son poitrail, la soulèvent en l'air et la rejettent sur le sol, avec l'homme. Et le taureau s'acharne sur ce ventre troué, jusqu'à ce que les capes décevantes aient tourné ailleurs sa colère. Des valets viennent alors qui, à force de coups, contraignent le cheval gisant à se remettre sur pieds, s'il n'est pas tout à fait mort. Du poitrail ouvert pend tout un paquet de boyaux, des quartiers de viande qui se balancent dans le vide, à chaque pas que fait le cheval. C'est un beau spectacle. Cela traîne parfois jusqu'à terre, et je vis une de ces misérables bêtes qui piétinait sur ses propres entrailles (1). Du sang coule le long des jambes et du ventre du cheval — je vois encore les testicules rouges de l'un d'eux — et les cornes du taureau sont vermeilles. En vérité, c'est un beau spectacle. — Cependant on remet l'homme en selle, qui ramène tant bien que mal sa monture vers la brute inconsciente et terrible. Le mieux qui puisse arriver est que cette seconde attaque soit la dernière, et que le cheval y trouve une mort définitive. Sinon, un valet tâche de l'achever en fouillant son cou d'un poignard, et c'est encore un agréable passe-temps que de contempler les spasmes de la bête à chaque secousse du couteau. Certains taureaux mettent ainsi à mal cinq et six chevaux à la file, et il fait beau voir le public trépigner et réclamer une nouvelle victime. On a alors un avant-goût de ce que doit être un champ de bataille. Des femmes, des jeunes filles, des enfants, des prêtres regardent cela et ne manifestent aucun émoi. D'ailleurs tout se passe très convenablement, et le sang n'est pas plus tôt répandu, que des potées de sciure le recouvrent et cachent sa vue aux yeux des dames.

Je ne crois pas me tromper en disant qu'on recoud les chevaux insuffisamment étripés, et qu'on les ressert à la course suivante; car je me souviens d'un poitrail que bombait une grosseur anormale, comme de boyaux maladroitement et précipitamment rentrés. Les aficionados s'excusent en mettant le surcroît de barbarie sur le compte du directeur des arènes, désireux d'utiliser sa cavalerie le plus longtemps possible. Je veux bien; mais ce n'est jamais qu'une question de plus ou de moins.

La raison d'être de ces hécatombes? Elle saute aux yeux : c'est d'assouvir et de fatiguer le taureau, auquel il est probable que les sémillants toreros ne se frotteraient pas volontiers, de prime abord.

Quant au taureau, c'est, en premier lieu, la pique du caballero qui l'endommage, et de telle façon parfois qu'elle *déchire toute* l'épaule. Il me fut ainsi donné d'en voir une entièrement mise à nu, ce qui permettait de prendre une leçon d'anatomie et de contempler, à chaque pas de la bête, le jeu des muscles, rutilants. C'est encore un beau spectacle. Là aussi, les aficionados trouvent une excuse dans la maladresse du picador, qu'ils conspuent avec conviction — ce qui est d'un grand soulagement pour l'écorché. Mais en général les blessures sont plus modestes; une simple rigole rouge se contente d'ordinaire de descendre silencieusement le long des flancs de la bête. Celle-ci beugle, et de sa gueule entr'ouverte sa langue pend, toute blanche.

Viennent les banderilleros. A quatre reprises, ils enfoncent dans le cou du taureau une paire de harpons enrubannés, qui restent dans la plaie en dépit des efforts de l'animal pour s'en débarrasser. Chaque secousse ne fait qu'aviver la douleur. Et le long de ses membres, la rigole rouge devient ruisseau. C'est alors que la fanfare sonne la muerte.

L'épée d'une main, la muleta de l'autre, l'es-

(1) Je m'empresse de reconnaître que le public protesta. Bon public! Toujours juste-milieu, il ne veut pas qu'on dépasse la norme de ses cruautés.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Industrie de la couture et de la confection à Paris, par L. de Seilhac; 1 plaquette, chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

Lettres de Malaisie, par Paul Adam; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

Nos grands chefs et la situation actuelle, par G. Nercy; 1 brochure, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Eros rosse, nouvelles, par Marcel Mouton; 1 vol., 3 fr. 50, *Société libre d'édition des gens de lettres*, 12, rue d'Ulm.

La Chose filiale, pièce, par André Veidaux; 1 vol., 3 fr. 50, *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Une Conversion, roman social, par J.-M.-P. Ritti, chez l'auteur, 76, avenue du Maine.

Blanchette, comédie, par E. Brieux; 1 plaquette, 2 fr., chez Stock, galeries du Théâtre-Français.

MUSÉE DES ANERIES

Les congréganistes ne font donc point des hommes plus vertueux que les autres. Il y a même toutes chances pour que leurs élèves, une fois échappés à leur férule, ne soient des révoltés contre toutes les lois sociales, et des recrues préparées pour cet anarchisme, auquel nous devons les Caserio, les Vaillant, les Henry, et qui n'est, en somme, qu'un fanatisme religieux mis à l'envers, passant de la subordination absolue de l'individu à une autorité menteuse, à l'affirmation de son indépendance absolue de toute contrainte morale et de toute obligation sociale.

La preuve que l'anarchisme est bien un produit catholique, c'est qu'on ne le trouve que chez les peuples catholiques, en Espagne, en Italie, comme en France. Il n'existe ni en Allemagne, ni en Angleterre, et aux Etats-Unis il est évidemment sorti de l'élément catholique irlandais.

CLÉMENCE ROYER.

(*La Question religieuse*, dans l'*Humanité Nouvelle*, août-septembre 1897, page 402.)

⁂

Si nous voulons trouver la qualité qui nous élève surtout au-dessus de la brute, il nous la faudra chercher non pas tant dans la raison que dans notre capacité d'influencer et d'être influencés par l'autorité.

BALFOUR.

(*Les Bases de la croyance*, cité par la *Revue philosophique* d'août.)

AUX CAMARADES

Divers camarades nous écrivent qu'il est très désagréable de dépeuser 0 fr. 15 d'affranchissement pour envoyer parfois 0 fr. 25 et même 0 fr. 50. D'autre part, il faut écrire, se déranger, et bien souvent on n'en fait rien. Ils nous demandent où en est le projet dont nous avions parlé : de camarades se chargeant de récolter les petites souscriptions qu'on leur remettrait pour les différentes œuvres de propagande.

Nous avons publié la lettre du camarade qui faisait la proposition, et nous avons attendu les initiatives.

Jusqu'à présent, les initiatives se bornent aux deux localités ci-dessous :

BAGNOLET. — Mereaux, 14, rue du Ruisseau.
LIMOGES. — Barion, 3, boulevard Saint-Maurice.

Les camarades de ces localités désireux de contribuer à la propagande dans la mesure de leurs efforts peuvent s'y adresser, ainsi que pour les demandes de journaux et brochures.

A Paris, nous pouvons faire mieux. Un de nos amis peut, au commencement de chaque mois, consacrer une journée ou deux pour faire une tournée générale. S'il y a des camarades désireux de recevoir sa visite, ils n'ont qu'à nous envoyer leur adresse.

A NOS CORRESPONDANTS

Nous avons reçu nombre d'articles que le manque de place nous a, jusqu'ici, empêchés de publier. Prière à nos amis de patienter un peu, nous liquiderons cela bientôt.

PETITE CORRESPONDANCE

Limoges. — Convocation trop tard. Mardi matin, dernière heure.

Camarades de la Chapelle. — Reçu que l'envoi mentionné en ce numéro.

M. P., à Romans. — Veuillez adresser les mandats au nom de l'administration des *Temps Nouveaux*, 140, rue Mouffetard.

C., au Havre. — *Fabrique de pions* est 1 fr. 50 et non 0 fr. 75.

L. M., à Seraing. — Reçu règlement pour quatre lithographies. Retournez-nous les trois autres.

Au camarade qui m'a apporté des extraits du Roman Rouge *de Mendès.* — Il se passe en Russie des choses aussi atroces que celles dont il est question, mais d'un autre genre et d'une autre façon. Ce qu'il raconte ne donne aucune idée de la réalité.

C. G., Lyon. — L'*Humanité Nouvelle*, 5, impasse de Béarn ; un an, 12 fr.; 6 mois, 7 fr.

V. C. — Je n'ai pas connaissance de l'apparition d'un quotidien anarchiste.

Nemo. — De la manière dont était conçue votre première lettre, cela faisait mieux mon affaire. C'était développé en peu de mots. Votre seconde exigerait un travail trop long. Je n'ai pas le temps.

Villemejeanne. — Je n'ai plus de *Mouvement anarchiste*. Demandez-en à Bruxelles, 31, rue des Eperonniers, *Bibliothèque des Temps Nouveaux*.

J. B., à Rotterdam. — Bien reçu votre mandat. Mais le volume demandé vous a été expédié le 4 août. Vous le deviez. Nous avons à votre disposition le récépissé de déclaration.

X., à Puget-Ville. — Voulez-vous nous envoyer votre nom bien lisible et votre adresse exacte? Les numéros expédiés nous reviennent avec la mention « inconnu ».

G. G., à Langon. — Je puis vous envoyer le volume, 3 fr.

Reçu pour aider à la publication bi-hebdomadaire des *Temps Nouveaux* : X., 1 fr. 50; Une amie, 1 fr.; Ardouin, 5 fr. 50; X., 0 fr. 50; Un frère, 1 fr.; Abrol, 1 fr.; A. D., 1 fr.; G. Ardouin, 1 fr.; A la réunion du commerce, 0 fr. 50; Henri B., 1 fr.; Victor B., 1 fr.; Vente de l'*Incorruptible*, 2 fr. 75; Louis B., 0 fr 50; Bernard, 1 fr.; Georges, 0 fr. 25; V Brebant, 1 fr.; A. B, 0 fr. 25; G. Sarazin, 0 fr. 25. — En tout : 20 fr. — Listes précédentes : 450 fr. 40. — Total général : 470 fr. 40.

Malgré le peu de brillant de la situation actuelle, nous n'abandonnons pas notre projet. A la moindre éclaircie dans la situation, nous le réaliserons.

Reçu pour la fille à Decamps : Un troquet, 0 fr. 50. — Une troquette, 0 fr. 50. — G. F., 1 fr. 25.

Reçu pour l'Ecole libertaire : G. F., 1 fr. 25. — N. M., 6 fr. — Total : 7 fr. 25. — Listes précédentes : 83 fr. 60. — Total général : 90 fr. 85.

Pour les bannis de Montjuich : B., à Puget-Ville, 0 fr. 50. — P. A., à Angers, 1 fr. — G. F., 1 fr. 25. — N. M., 1 fr. — V. C., 0 fr. 50. — Total : 4 fr. 25. — Listes précédentes : 442 fr. 30. — Total général : 446 fr. 55.

Reçu pour la famille Angiolillo : P. A., à Angers, 0 fr. 50. — Saint-Imier : Pierre, 1 fr. 50; P. M., 1 fr. 50; A. D., 2 fr. 50; J P., 0 fr. 50; J. C., 1 fr. 50. En tout : 7 fr. 50. — Un troquet, 0 fr. 50. — Une troquette, 0 fr. 50. — G. F., 1 fr. 25. — Cette, collecte entre camarades, 4 fr. — Marius, 0 fr. 50. — N. M., 1 fr. — V. C., 0 fr. 50. — Liste Franco, Boston : Un rebelle, 1 fr. 25; Un antipapista, 1 fr. 25; Un ammiratore d'Angiolillo, 2 fr. 50; G. Romagnole, 1 fr. 25; Un cosmopolita, 1 fr. 25; Une stance, 1 fr 25; Glestigoni, 2 fr. 50; Fabio, 1 fr 25; D. Lippi, 1 fr. 25; A. Brogi, 1 fr. 25; B. Getti, 0 fr. 50; J. Teukerni, 1 fr. 25; Doro, 0 fr. 50; J. Ceppo, 1 fr. 25; Berra, 1 fr. 25; S. Cohen, 5 fr.; S. Grunberg, 1 fr. 25; Adolphe Servitz, 1 fr. 25; K. Motchum, 1 fr. 25; L. Eybulski, 1 fr. 25; A. A., 2 fr. 50. En tout, change compris : 32 fr. — Total : 48 fr. 25. — Listes précédentes : 214 fr. — Total général : 262 fr. 25.

Reçu pour le journal : Un troquet, 1 fr. — 4 camarades de la Chapelle, vers. hebd., 10 fr. — P. F., 2 fr. — Rod., 2 fr. — A. A., 1 fr. — A. G., 0 fr. 75. — Désireux d'être imités, 5 fr. — G. F., 5 fr. — *De chacun selon ses forces* : Un camarade, 5 fr. — A. B., 0 fr. 50. — P. P., 0 fr. 50. — N. M., 6 fr. — L. B., à Rouen, 1 fr. — V. C., 0 fr. 50. — M. et son frère, 25 fr. — Liste Amiens : Jeandetrop, 1 fr.; Prurost Désiré et sa compagne, 1 fr.; Charles, 1 fr.; Un rieur, 0 fr. 50; Butiaux, 1 fr.; Anonyme, 1 fr.; Un ébéno, 0 fr. 50. En tout : 6 fr. — Creil : pour la dette, vers. hebd., G. H. et G. D., 2 fr. — Merci à tous.

S., à Cette. — F., à Amiens. — Coopérative, Lyon. — M. P., à Romans. — C., au Havre. — Mme H., à Alais. — C., à Genève. — F., à Liège. — M., à Avignon. — H., à Londres. — B., à Brest. — V., à Marseille. — B., à Nantes. — J., à Châlons. — V. M., à Gand — L. M., à Seraing. — R., à Hyères. — D., à Saint-Quentin (2); N., à Liège; P. A., à Malaquais; H.; N., à Tours; L., à Grand-Croix (par le *P. P.*). — G., à Paterson (par le *Li.*). — P., à Bédarieux. — E., à Montpellier. — L., à Reims. — T. R., à Bologne. — L. L., à Jemeppes. — P., à Reims. — B., à Limoges. — L. J., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1) . . . » 15
Un siècle d'attente — . . . » 15
Aux jeunes gens — . . . » 15
La Grande Révolution — . . . » 15
Les Temps Nouveaux — . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff* . » 30
Déclarations d'Etiévant . . . . . . » 15
L'Anarchie, *par Reclus* . . . . . » 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon* . » 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin* . » 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine* . . . . 1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave* . . . . » 70
Autorité paternelle. — Education, *par A. Girard* . . . . » 15
La loi et l'autorité, *Kropotkine* . . . . » 15
Entre Paysans, *par Malatesta* . . . . » 15
L'Internationale, *par Malon* . . . . » 30

Brochures éditées par le *Libertaire* :

Dogme et Science, *par Janvion* . . . . » 30
Les Crimes de Dieu, *par S. Faure* . . . » 20

Brochures éditées par le *Père Peinard* :

Variations guesdistes, *par Pouget* . . . » 25
Almanachs 94, 96, 97, 98, chaque . . . » 35
Chansons en musique : 1° *Les Anti-proprios*. — 2° *Les Libertaires*, chaque fascicule . . » 15

Volumes de chez différents éditeurs :

La Conquête du pain, *par Kropotkine* . 2 75
Œuvres *de Bakounine* 2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon* 2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine* . 1 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato* . 2 75
La Société future, *par J. Grave* . . . 2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave* 2 75

Brochures éditées par le groupe des *E. S. R. I.* :

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres . . . . » 15
Réformes et Révolution . . . . . . » 20
L'Individu et le Communisme . . . . » 20
Comment l'Etat enseigne la morale . . 1 70
Misère et Mortalité . . . . » 20
Pourquoi nous sommes internationalistes . . . . » 20

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

31, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert* . . . . . . *franco* » 10
L'Anarchie dans l'Evolution socialiste, *par Pierre Kropotkine* . . . . » 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus* . . . . » 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etiévant* . . . . » 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud* . . . » 10
L'inévitable anarchie, *par Pierre Kropotkine* . . . . » 10
La guerre et le service obligatoire, *par Léon Tolstoï* . . . . » 10
Bibliographie de l'Anarchie (préf. d'Elisée Reclus), *par M. Nettlau* . . . . . . 5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil* . . . . » 15
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine* . . . . » 15

(1) Les prix marqués sont ceux de l'expédition franco. Pris dans nos bureaux, 0 fr. 05 en moins. — Au cent, 7 francs les brochures à 0 fr. 10, 10 francs celles à 0 fr. 15, et 15 francs celles à 0 fr. 25.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 26 — DIX CENTIMES — DU 23 AU 29 OCTOBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

Encore une fois sans supplément. Nos lecteurs nous en excuseront, mais nous avons fait, jusqu'ici, au delà de nos forces, nous ne pouvons plus faire aucune promesse. Quand il sera possible, nous ferons paraître le supplément, et, quand on ne le trouvera pas, c'est que l'état de notre caisse ne nous aura pas permis de le faire paraître.

LE JEU DE LA SOUFFRANCE
ET DE LA MORT

« Se complaire dans le malheur d'un ennemi, c'est un effet d'animosité, de haine, de crainte ou de quelque autre passion intéressée : mais s'amuser de la gêne et des tourments d'une créature indifférente, étrangère ou naturelle, de la même espèce ou d'une autre, amie ou ennemie, connue ou inconnue; se repaître curieusement les yeux de son sang, et s'extasier dans ses agonies, cette satisfaction ne suppose aucun intérêt : aussi ce penchant est-il monstrueux, horrible et totalement dénaturé. »

(SHAFTESBURY, *Essai sur le mérite et la vertu.*)

Quand, de négation en négation, on a fait table rase de tous les préjugés où se fonde la moralité actuelle, on arrive à un point où le doute n'est plus permis, où le scepticisme le plus raffiné perd ses droits : la souffrance. Quand, ayant éliminé de son cerveau tout ce qui est conventionel, on cherche, dans l'univers et dans l'individu, une base réelle où se puisse asseoir une morale indiscutable, on trouve ce principe, d'une généralité suffisante, je crois : le respect de la souffrance.

Hors la souffrance, je pense qu'on peut tout blasphémer : l'amour, la science, l'art. Qui oserait dire que la souffrance n'est pas respectable ? Hors la douleur, tout est plus ou moins fictif : l'honneur, la vertu, la probité... Nous ne savons que trop que la douleur est réelle. C'est en son nom que, de tous temps, les esprits généreux se sont insurgés contre les forfaits des grands et les injustices des codes. De sa présence ou de son absence dépend le malheur ou le bonheur définitif de nos existences passagères. Elle est supérieure à la mort même, qui n'est guère redoutable que par elle: on se résout parfois à mourir, on ne se résigne jamais à souffrir.

La mort et la souffrance m'apparaissent comme les deux problèmes les plus troublants qui se posent à la pensée de l'homme. Si infime soit l'être qu'elles atteignent, une pitié nous étreint : ne sont-elles pas la plus grave atteinte à sa liberté, à sa joie? Quiconque réfléchit, s'écarte d'elles avec horreur, et s'efforce de les épargner à tout ce qui l'entoure.

Je n'ignore pas qu'il n'y a rien d'absolu dans la nature, où tout est complexe et contradictoire. La vie nécessite la mort, et le bien des uns veut parfois le mal des autres. Les existences ne se maintiennent et ne s'accroissent qu'aux dépens des existences : notre seule respiration anéantit, à chaque seconde, des milliers d'animalcules; chacun de nos pas écrase bien des insectes dans l'herbe. S'abstenir rigoureusement de tout meurtre serait le suicide immédiat; et il est naturel à l'être de persister dans l'être. Le droit de sauvegarde est imprescriptible : tous les hommes ont toujours admis le cas de légitime défense. Massacrer les fauves qui sans cela nous dévoreraient, bien; tuer pour se nourrir, soit, encore que je ne croie pas la chair une nourriture indispensable. J'admettrai même, à la rigueur, la vivisection, malgré que j'avoue ne pouvoir y songer qu'avec angoisse. — Il y a dans le monde une somme de douleur qu'on ne supprimera sans doute jamais totalement, mais qu'on peut du moins tâcher d'amoindrir. En tout cas, il est du devoir de tout homme qui aspire à être autre chose qu'une brute, de ne pas augmenter bénévolement cette somme fatale de souffrance qu'exige le fonctionnement de la vie.

Mais celui qui tue pour se distraire, qui inflige une torture pour se procurer un plaisir, de quel nom l'appeler?

* *

La porte du toril ouverte, une bête énorme et farouche surgit. Diverses masses s'agitent devant elle, elle se précipite vers la plus grosse : le groupe du cheval et du cavalier. Celui-ci est armé d'une pique, celui-là a les yeux bandés. La pauvre rosse ne voit pas venir l'animal furieux, et n'a même pas le temps de se défendre. Une paire de cornes acérées défoncent son poitrail, la soulèvent en l'air et la rejettent sur le sol, avec l'homme. Et le taureau s'acharne sur ce ventre troué, jusqu'à ce que les capes décevantes aient tourné ailleurs sa colère. Des valets viennent alors qui, à force de coups, contraignent le cheval gisant à se remettre sur pieds, s'il n'est pas tout à fait mort. Du poitrail ouvert pend tout un paquet de boyaux, des quartiers de viande qui se balancent dans le vide, à chaque pas que fait le cheval. C'est un beau spectacle. Cela traîne parfois jusqu'à terre, et je vis une de ces misérables bêtes qui piétinait sur ses propres entrailles (1). Du sang coule le long des jambes et du ventre du cheval — je vois encore les testicules rouges de l'un d'eux — et les cornes du taureau sont vermeilles. En vérité, c'est un beau spectacle. — Cependant on remet l'homme en selle, qui ramène tant bien que mal sa monture vers la brute inconsciente et terrible. Le mieux qui puisse arriver est que cette seconde attaque soit la dernière, et que le cheval y trouve une mort définitive. Sinon, un valet tâche de l'achever en fouillant son cou d'un poignard, et c'est encore un agréable passe-temps que de contempler les spasmes de la bête à chaque secousse du couteau. Certains taureaux mettent ainsi à mal cinq et six chevaux à la file, et il fait beau voir le public trépigner et réclamer une nouvelle victime. On a alors un avant-goût de ce que doit être un champ de bataille. Des femmes, des jeunes filles, des enfants, des prêtres regardent cela et ne manifestent aucun émoi. D'ailleurs tout se passe très convenablement, et le sang n'est pas plus tôt répandu, que des potées de sciure le recouvrent et cachent sa vue aux yeux des dames.

(1) Je m'empresse de reconnaître que le public protesta. Bon public! Toujours juste-milieu, il ne veut pas qu'on dépasse la norme de ses cruautés.

Je ne crois pas me tromper en disant qu'on recoud les chevaux insuffisamment étripés, et qu'on les ressert à la course suivante; car je me souviens d'un poitrail que bombait une grosseur anormale, comme de boyaux maladroitement et précipitamment rentrés. Les aficionados s'excusent en mettant le surcroît de barbarie sur le compte du directeur des arènes, désireux d'utiliser sa cavalerie le plus longtemps possible. Je veux bien; mais ce n'est jamais qu'une question de plus ou de moins.

La raison d'être de ces hécatombes? Elle saute aux yeux : c'est d'assouvir et de fatiguer le taureau, auquel il est probable que les sémillants toreros ne se frotteraient pas volontiers, de prime abord.

Quant au taureau, c'est, en premier lieu, la pique du caballero qui l'endommage, et de telle façon parfois qu'elle déchire toute l'épaule. Il me fut ainsi donné d'en voir une entièrement mise à nu, ce qui permettait de prendre une leçon d'anatomie et de contempler, à chaque pas de la bête, le jeu des muscles, rutilants. C'est encore un beau spectacle. Là aussi, les aficionados trouvent une excuse dans la maladresse du picador, qu'ils conspuent avec conviction — ce qui est d'un grand soulagement pour l'écorché. Mais en général les blessures sont plus modestes; une simple rigole rouge se contente d'ordinaire de descendre silencieusement le long des flancs de la bête. Celle-ci beugle, et de sa gueule entr'ouverte sa langue pend, toute blanche.

Viennent les banderilleros. A quatre reprises, ils enfoncent dans le cou du taureau une paire de harpons enrubannés, qui restent dans la plaie en dépit des efforts de l'animal pour s'en débarrasser. Chaque secousse ne fait qu'aviver la douleur. Et le long de ses membres, la rigole rouge devient ruisseau. C'est alors que la fanfare sonne la muerte.

L'épée d'une main, la muleta de l'autre, l'es-

pada s'avance. Et quand, après avoir donné au public de suffisantes marques de hardiesse, il voit le taureau docile aux mouvements de l'étoffe écarlate, immobile devant cette agilité qui le déconcerte, le matador porte la lourde épée à hauteur d'œil, vise longuement, et fonce soudain sur son adversaire. Quand il est passé, le glaive est dans le cou du taureau, parfois jusqu'à la garde. L'animal réagit sous le choc, s'élance, veut secouer cette chose qui le gêne. Si l'épée n'est pas assez enfoncée, l'espada la lui fait s'enfoncer lui-même, en agitant la muleta de bas en haut. Le taureau suit les mouvements de l'étoffe rouge, et chaque fois qu'il relève la tête — de plus en plus faiblement — il élargit lui-même sa blessure. Ses flancs battent, sa bouche vomit des flots de sang, ses jambes fléchissent, il s'agenouille, et tombe. Des attelages de mules surviennent, emportent les cadavres; et le spectacle recommence. Il recommence six fois. Six fois, vous avez devant les yeux des tripes et du sang, du sang et des tripes. D'un bout à l'autre, presque sans repos, le sentiment de la souffrance vous glace, l'idée de la mort vous hante.

*
* *

En dépit des artistes qui ne s'affectent que de couleurs et de lignes, j'affirme que ce spectacle est laid, laid de la pire des laideurs : la laideur morale. Oui, quand il sort du toril, plein de force et de fureur, le taureau est superbe; le cheval ne l'est pas du tout, décharné et les yeux clos; et, comme il ne se défend même pas, il n'y a point lutte, mais équarrissage. A mesure que la corrida se déroule, le taureau est de moins en moins beau : il se fatigue, ses blessures l'*affaiblissent*, et surtout la déception que lui causent les capes flottantes — ne trouvant que le vide où il pensait heurter un corps — l'abrutit. Il ne se précipite plus qu'à de rares intervalles, laisse les toreros l'approcher, le toucher, l'insulter; il a l'air idiot, devient bœuf; il obéit servilement à la muleta du matador, reste devant lui sans comprendre, et il ne faut rien moins que l'estocade pour lui rendre un peu de colère. Peut-être serait-ce beau s'il mourait dans une révolte suprême? Sa mort est triste et pénible : il s'agenouille devant son bourreau. Je ne vois que laideur dans ce jeu qui consiste à prendre une bête magnifique, et à l'avilir peu à peu jusqu'à un trépas servile et lâche. Et puis... Les chrétiens jetés aux fauves étaient peut-être aussi un spectacle superbe? Et une bonne bataille, donc? La beauté n'est pas une excuse.

Pour moi, je serai toujours avec ceux qui se défendent, quelle que soit leur structure, contre ceux qui attaquent, fussent-ils mes proches ; et je le déclare sans détour : si un taureau eût tué l'un de ses tourmenteurs, mes nerfs eussent sans doute été bouleversés, mais ma raison eût été pleinement satisfaite. J'affirme que l'horreur que j'ai vue là a dépassé celle que je m'attendais à y voir, et que tout ce que j'avais lu auparavant sur ce sujet ne m'avait donné qu'une très faible idée de ce carnage. Il faut le voir une fois, pour y puiser une nouvelle haine de la force brutale.

Et quant aux compagnons — il y en a — que passionne cette chose, quant aux révoltés que ne révolte pas cette boucherie, je ne sais plus que penser, et je doute...

Quoi ! vous trouvez mauvais qu'on vous opprime, et vous opprimez ! Vous refusez la douleur pour vous, et vous la dispensez à d'autres! Je sais ce qu'on répond : « Après tout, ce ne sont que des bêtes. » J'avoue ne pas comprendre. Tous les êtres sont égaux devant la douleur; tout ce qui est susceptible de souffrance a droit à notre respect ; et je ne saisis pas la distinction que l'on prétend établir, à ce propos, entre les animaux et l'homme. Singuliers anarchistes que ceux qui tyrannisent des êtres qu'ils ont décrétés inférieurs ! A celui qui se plaît à maltraiter une bête, quelle qu'elle soit, je refuse le droit de s'indigner des traitements que d'autres lui font subir. Il n'aime pas vraiment pas la *liberté*, celui qui ne l'étend pas à tout ce qui vit.

On allègue que de tels spectacles rendent viril, et qu'il est bon de s'endurcir contre la souffrance. Eh bien, oui, la douleur ennoblit : mais c'est à supporter fièrement la sienne, et non à se repaître de celle des autres; ceci n'engendre que l'indifférence, et qui assiste impassible aux maux d'un animal, sera bientôt impitoyable aux souffrances d'un homme. Je demande s'il n'y a pas une corrélation entre ce goût des spectacles de sang, et les atrocités — encore toutes chaudes — de Montjuich ? Non, l'évolution nous mène à la pitié, à la sympathie de plus en plus large et profonde, et non pas à l'insensibilité des Peaux-Rouges et des chaouchs. De ce courage-là, certains Turcs n'en manquent pas, et les Arméniens s'en sont aperçus. Je proteste, pour ma très petite part, contre ces jeux féroces, vestiges, entre tant d'autres, de notre récente animalité; mais je n'espère, pour leur disparition, que dans le temps, qui modifie toutes choses. Interdire n'est pas une solution : le scandale n'est pas tant la souffrance elle-même, que l'impassibilité qui l'accueille ; et la pitié ne se décrète pas.

Pour nous qui avons conscience du mal et nous efforçons vers le mieux, soyons avares de la mort et de la douleur. Craignons d'augmenter, sans raison puissante, la somme de malheur éparse dans l'univers ; et formons-nous une philosophie assez vaste et assez haute pour embrasser dans un même amour, dans une même pitié, tout ce qui vit, tout ce qui souffre.

René Chaughi.

ESCARMOUCHES

.... Pour la Patrie!

Mettons que la chose se passait dans le grand-duché de Gérolstein.

*
* *

Durant un de ces exercices absurdes qui n'ont d'autre but que d'abrutir l'homme, de le réduire à l'état de machine irresponsable, de le discipliner en un mot, un canonnier fut blessé grièvement au pied par la roue d'un caisson.

D'urgence on transporta l'homme à l'infirmerie régimentaire, où il fut soigné aussi maladroitement que possible par un infirmier de hasard, — d'ailleurs très excusable d'ignorer la médecine et la chirurgie à une époque où les médecins ignorent eux-mêmes ces deux sciences retardataires. — L'adjudant de bataillon ne jugea pas à propos, craignant les responsabilités et la mauvaise humeur du praticien, de déranger le major occupé sans doute à cette heure à faire une manille au cercle des officiers avec trois capitaines ou à consulter en ville des malades civils, riches et bien payants. De telle façon que le lendemain, à l'heure de la visite, le canonnier étendu sur un lit, le pied en l'air *et tout prêt*, se raidissait énergiquement contre la souffrance physique et les déchirures de la douleur, en attendant le bon plaisir du docteur galonné d'or et parementé de velours amarante....

Habitué aux révoltantes injustices, ayant expérimenté déjà par des mois de caserne et des punitions arbitraires les sentiments paternels des chefs, il avait des craintes, des frayeurs compréhensibles de n'être pas *reconnu*, malgré la gravité de sa blessure. Et par instants, après ces tremblements et ces peurs, une colère agitait ses membres et faisait craquer ses muscles.

— Si c'est pas terrible de faire attendre ainsi un homme qui souffre, quand on peut lui apporter le calme, la guérison !...

Où est-il donc, ce major de malheur? criait l'artilleur; que fait-il ce salaud-là?

— Le trompette de garde sonne la visite.... Je vois l'aide-major qui arrive, à cheval.... l'autre ne va pas tarder. Encore un peu de patience.... faisait l'infirmier.

— Mais je n'en ai plus de patience.... Où veux-tu que j'en prenne?... Ils vont me laisser crever comme un chien....

*
* *

M. le major était arrivé tout de même, et, après s'être longtemps consulté avec son aide, près du lit du *blessé*, pour raffermir sa science hésitante au contact du savoir plus neuf du jeune docteur, il avait, durant une heure, taillé, charcuté les chairs et les os du canonnier et, brutalement, en bon médecin de l'âme aussi bien que du corps, ses mots tendres, ses paroles encourageantes éteignaient les cris du supplicié, brisaient ses ultimes révoltes....

— Avez-vous fini de gueuler?... Allez-vous fermer ça, n... de D... !

Et l'homme accablé s'était enfin évanoui.

*
* *

L'état du blessé n'avait fait que s'aggraver. Le major, alarmé au bout du compte et faisant appel à la haute compétence de ses supérieurs hiérarchiques, le chef du service de santé décida sans examen l'envoi du canonnier à l'Hôpital militaire central.

*
* *

Là, il allait être traité avec plus d'égards, soigné avec plus de délicatesse et de connaissance, examiné par l'élite des docteurs militaires, les professeurs, les maîtres, ceux qui, croyait-il, ne considèrent pas le soldat comme une unité sans valeur, mais bien comme un être intéressant....

Cependant, d'un commun accord, après des visites, des contre-visites, des consultations et des conseils, les grands prêtres galonnés d'or et parementés de velours rouge qui officient en la Cathédrale de Misères qu'est le Central crurent reconnaître et décidèrent que la blessure de l'artilleur était incurable.

N'étant plus un cas digne d'étude et de respect, il devenait par cela même une bouche inutile, un être encombrant.... Alors, une Administration justement soucieuse du bon emploi des deniers de la nation s'informa de l'état de fortune de la famille du blessé et, quand elle sut que les parents avaient quelque petit bien, elle dit à l'éternel infirme :

— Mon pauvre garçon, vous ne guérirez pas.... Mais vous pouvez vivre tranquille chez vous, malgré ce petit inconvénient, et comme vous avez été blessé en service commandé, nous vous donnerons un joli petit secours de 240 francs par an.... C'est 240 francs qui vous tomberont du ciel recta.... Voici votre feuille de route, prenez le train et allez-vous-en dans votre pays. ..

Mais l'artilleur, un montagnard finaud et têtu, ne voulut pas se laisser faire.

— Deux cent quarante francs?... Que voulez-vous que j'en fasse?... Est-ce que je pourrai manger du pain avec si peu?... L'État donne six cents francs aux autres réformés; pourquoi seulement deux cent quarante à moi?

— Vous réclamerez après; on arrangera la chose.... acceptez d'abord.

L'infirme, après un moment de réflexion, secoua la tête lentement; sa résolution était irrévocablement prise.

— Non! fit-il.... je ne m'en irai pas sans les six cents francs auxquels j'ai droit!...

*
* *

Les raisonnements hypocrites, les flatteries, les promesses ne servant de rien et se brisant infailliblement contre l'entêtement de l'homme, les grands chefs de l'Hôpital central résolurent d'employer la force.

Ils firent saisir le récalcitrant par quatre soldats bien râblés et, en un matin piquant de septembre, il fut jeté à la porte « sans autre forme de procès ». Alors, stupide, l'homme resta près du seuil, assis au bord du trottoir et baignant son pied malade dans l'eau sale du ruisseau.... Il continuait de hocher la tête en mâchonnant entre ses dents des : « Non! non! non! » presque indistincts....

Puis, lumineusement une idée lui vint; il mit à nu son pauvre pied affreux et difforme, et en relevant jusqu'au genou son pantalon à bande rouge, ce soldat, ce fils de la Mère Patrie implora, sur un ton de franchise inhabituel aux mendiants de profession, la charité des passants.

Dans tout le quartier, ce fut un grand scandale. Un rassemblement se forma, des commentaires

s'échangèrent de bouche à bouche et bientôt deux agents s'approchèrent d'un pas égal et nonchalant...

⁂

Tandis qu'après avoir contenu son mouvement de révolte, après avoir résisté au désir de faire sentir aux deux sergents de ville qui le rudoyaient en l'emmenant au poste, son poing solide de montagnard, d'enfant de la glèbe, tout éveillé, en boitant, il fit un rêve rapide :

« Il rêva que finissait enfin le règne du Sabre et de la Fainéantise, que s'abîmait soudain dans le Néant l'édifice d'horreur établi pour le soutien des sociétés mauvaises. »

Et, le rêve fini, il se fit une clarté merveilleuse dans l'esprit du paysan illettré mais plein de bon sens, et comme une montagne de mensonges, d'un seul coup son patriotisme atavique s'effondra!

Henri Rainaldy.

MOUVEMENT SOCIAL

Trélazé. — La grève des ardoisiers continue de plus belle. Les administrateurs des ardoisières ont chargé le juge de paix de trancher le différend. Mais les grévistes, qui n'ont pas jugé à propos d'établir une hiérarchie dans leur armée de révoltés et qui se passent de meneurs, de délégués, de comité de grève, ne sont nullement disposés à confier le soin de leurs affaires à un monsieur qui n'y connaît goutte et qui, par éducation, par intérêt et par sa situation, est nécessairement favorable aux patrons. Aussi n'ont-ils pas répondu à l'invitation de ce bourgeois à venir lui exposer leurs revendications à la salle de la Maraîchère.

Le pays continue à être occupé militairement. Ce ne sont partout que gendarmes, fantassins, dragons, soldats du génie, toute la lyre! Le groupe d'usines hérissé de hautes cheminées rouges sur une longueur de trois kilomètres et sur une largeur de mille mètres, avec ses grues, ses cabines télégraphiques, ses ponts de bois, ses pompes et ses potences d'extraction, sert de campement à toute cette soldatesque appelée pour sauvegarder la propriété. C'est de celle des patrons qu'il s'agit et non de celle des ouvriers. On peut en juger par l'exemple suivant : un détachement de gendarmes à cheval a établi ses chevaux dans une grande salle où les mineurs déposent leurs chapeaux, leurs lampes et autres ustensiles qui sont leur propriété, car ils en font les frais. Cette salle servait aussi de réfectoire aux mineurs. Les gendarmes ont détruit tout ce qu'ils ont trouvé, lampes, chapeaux, huches à pain. Un chapeau et une lampe coûtent 6 fr. 50 et ces objets sont indispensables à tout carrier pour descendre dans la mine.

Le préfet est venu, accompagné du général et de quelques autres polichinelles gouvernementaux; on ne dit pas si, après avoir aperçu ces dégâts, il a donné aux dragons l'ordre de charger les gendarmes, comme il en a été fait envers les grévistes qui ont dégradé des pompes et autres ustensiles prétendus la propriété de la Compagnie. Mais attendons-nous à en apprendre la nouvelle; car, enfin, il faut être logique. L'Etat, nous a-t-on répété fort souvent, n'intervient dans les conflits entre capital et travail que pour protéger la propriété menacée. Par un hasard malheureux, jusqu'ici, dans toutes les grèves, seule la propriété patronale a été l'objet de menaces — pour une excellente raison, c'est qu'il arrive bien rarement que les grévistes soient propriétaires. Cette fois-ci, une troupe de pandours se livre à une série d'attentats contre la propriété... des carriers. Magnifique occasion offerte aux représentants de l'Etat de montrer leur impartialité en usant à l'égard de ces ennemis de la propriété des mêmes procédés qui sont généralement usités à l'égard des ouvriers mécontents de leur sort!

Les grévistes reçoivent des subsides de toutes parts. Jeudi, un wagon est arrivé chargé de pains de six livres, de charcuterie, de fromage, de conserves, etc. Il importe que cet exemple de solidarité soit imité et que ces travailleurs, qui se sont montrés si énergiques jusqu'ici, soient soutenus dans leur lutte. En attendant, ils font preuve de la plus étroite union, les contremaîtres chargés de recruter des travailleurs essuyant partout des refus. C'est en vain qu'au « Grand Carreau », par exemple, on fait marcher les bassicots à vide et que les machines fonctionnent pour rien. Ces invites ne touchent nullement les grévistes, qui, tout en agissant sans chefs, individuellement, donnent l'exemple du plus parfait accord.

(*D'après une correspondance locale.*)

⁂

Nice. — Les ouvriers camionneurs de Nice sont en grève depuis le 11 octobre. Ils réclament le paiement supplémentaire de la journée du dimanche et des heures de nuit.

⁂

Camaret. — A la suite d'une réunion, les pêcheurs de Camaret (Finistère) ont décidé de se mettre en grève. Les directeurs des usines de sardines ont fait connaître aux pêcheurs qu'ils fermeraient leurs usines si la grève se prolongeait.

⁂

La Grande Famille. — Toujours les suicides dans l'armée, ce séjour enchanteur!

Pierre Joseph, zouave au 1er bataillon, à Bouira, s'est tiré un coup de fusil sous le menton. Il allait être libérable.

César Cauvin, réserviste au 312e d'infanterie, à Nice, s'est tiré un coup de revolver dans l'œil droit.

A. Girard.

⁂

Meeting indicateur. — Les groupes républicains de Nîmes, sur l'initiative d'un groupe socialiste, ont organisé, le 14 octobre, un meeting de protestation contre la cherté croissante du pain. Or, pour faciliter la discussion, disaient-ils, ils avaient rédigé un ordre du jour *invitant* la municipalité et son représentant, le maire, à fixer un tarif maximum aux boulangers ou à leur syndicat.

Parmi les camarades présents, deux ont profité de l'occasion pour déclarer, le premier, que la solution de cette question se rattachait à toutes les autres, et que, seule, *la prise de possession* par les affamés de ce à quoi ils avaient droit la résoudrait; le deuxième, que *l'appropriation commune des richesses sociales* en remplacement de l'appropriation individuelle était, en effet, le seul moyen de résoudre la question.

Les propositions qui ont suivi indiquaient toutes (même celle du maire) une méfiance pour l'intervention gouvernementale et s'adressaient à *l'initiative privée*. Que les continuels dupés le comprennent donc une bonne fois pour toutes... et qu'ils agissent!

(*Correspondance locale.*)

Angleterre.

La situation de la grève des mécaniciens continue sans qu'on puisse en prévoir la fin. Dernièrement on a beaucoup parlé de l'arbitrage et plusieurs personnes ont fait tout leur possible pour arranger un accord des deux côtés. Mais leurs efforts ont été dépensés en pure perte, car quoiqu'il y ait divergence d'opinions à ce sujet, le plus grand nombre est d'avis de continuer la lutte sans aucune intervention.

En ce moment, la détermination des grévistes est aussi solide que le premier jour, et, de l'avis des chefs du syndicat, la situation présente peut se prolonger presque indéfiniment. Jamais aucune guerre industrielle n'a été entreprise dans des conditions si favorables pour les ouvriers.

La puissance du syndicat des mécaniciens d'Angleterre est assez renommée et elle ne manquera pas de se manifester au besoin dans la présente crise. Evidemment c'est la connaissance de cette force devenant si menaçante pour eux, qui a poussé les patrons à s'unir et à combattre si désespérément. Leurs intentions ne font pas l'ombre d'un doute. Ils veulent détruire les syndicats; ils n'osent pas, aujourd'hui, tyranniser à ce sujet les ouvriers comme autrefois. En vérité, ils le font quelquefois, mais indirectement quand cela est possible.

Mais, grâce aux tendances anarchistes du peuple, le but poursuivi par les ouvriers était leur autonomie, leur affranchissement de la loi; ce but fut atteint malgré le gouvernement, malgré ses cachots et tous ses moyens terroristes, et maintenant la lutte a changé de terrain.

Mardi dernier, les patrons se sont réunis; ils ont déclaré être déterminés à continuer jusqu'à ce que les ouvriers se soumettent. Quant aux grévistes, ils ajoutent à leurs revendications une indemnité à payer à ceux qui ont été *locked out*. Voilà la situation. Ce qui est digne de remarque, c'est que les grévistes n'ont guère fait encore aucun sacrifice; l'état de leurs fonds et les secours reçus de partout, et même de l'étranger, leur donnent grande assurance.

Caleb Keenan.

⁂

Londres. — Un hôpital ouvert aux hommes-sandwich vient d'être créé à Londres. A cette occasion, on a appris que parmi ces porteurs de placards, il se trouve trois gradués de l'Université d'Oxford. Un d'eux a, pendant une durée de trois ans, dépensé plus de 150.000 liv. st. Un autre est un ex-manufacturier, qui faisait plus de 2.000.000 liv. st. par an.

Puis, deux hommes qui, il y a peu d'années, occupaient une place éminente dans la littérature.

« De tels changements de situation font partie des inexorables fatalités d'un système social tel que le nôtre. Plus d'un jeune homme, qui actuellement se fait remarquer par ses succès aux universités de Harvard et de Yale, pour lequel des parents sacrifient tout afin de pouvoir payer de coûteuses études, n'occupera jamais la haute carrière rêvée pour lui; beaucoup sont condamnés à tomber dans la misère et la dégradation.

« Ces choses sont inévitables, parce que la première condition du succès consiste dans la capacité de savoir profiter de la destruction de nos semblables. » Ainsi s'exprime un journal américain.

Et il n'y a rien là d'exagéré. A notre époque, *Bel-Ami*, de Guy de Maupassant, réalise le type le plus accompli de l'individu qui doit *réussir et qui réussit*. Parmi ceux qui occupent les plus brillantes situations, combien ont du « Bel-Ami » dans leurs antécédents? Tous, peut-être; et, très certainement, l'immense majorité.

Suisse.

Genève. — *Sécurité des humbles.* — Un aveugle bien connu, M. Furrer, colportait des allumettes; dernièrement, ce vieillard aveugle descendait la rue de la Fontaine, lorsqu'un agent de police l'interpella grossièrement, lui reprocha de simuler la cécité, et devint si brutal que l'infortuné tout bouleversé, le visage mouillé de larmes, s'écria : « Ah! vous ne savez pas tout le mal que vous me faites! »

Délivré par l'intervention des passants, on pensa le faire entrer dans une échoppe pour lui donner les soins que réclamait son état, mais à peine avait-il fait quelques pas qu'il expira.

Les policiers sont impitoyables pour les colporteurs, parce que ces vendeurs font concurrence aux boutiquiers, et ces derniers paient de gros loyers aux propriétaires. Aussi, dès qu'un sans-travail essaie de vendre des journaux, vite il est appréhendé par quelque policier. Il faut que le sans-travail paye d'abord une finance de deux francs avant de pouvoir vendre un journal sur la voie publique.

Des colporteurs paient une taxe mensuelle de 6 francs, de 9 francs et davantage, pour pouvoir exercer leur commerce ambulant. La constitution garantit la liberté du commerce, les faits se chargent de prouver ce que vaut cette garantie pour les déshérités.

Si le colportage était libre, beaucoup de consommateurs n'achèteraient plus dans les boutiques et ça ne ferait pas le compte des gouvernants, car la plupart sont propriétaires et tous sont obligés de servir les intérêts du propriétariat.

Un homme de cœur avait confié un télescope à un vieillard sans ressources. « Allez dans l'une des promenades d'où l'on voit les Alpes, lui dit-il, installez le télescope sur son chevalet, et moyennant une rétribution volontaire, des étrangers seront charmés de profiter de l'instrument. »

Au premier beau jour, le trop confiant vieillard avait à peine braqué son télescope qu'un policier lui ordonne de déguerpir. — Oh! crime abominable, ce septuagénaire n'avait pas d'autorisation! car dans ce pays *libre* où la fiscalité règne, il faut des autorisations pour tout et partout, et ces autorisations s'achètent aux gouvernants.

Tout se paie ici, même le droit de montrer les Alpes, pour ne pas mourir de faim.

⁂

Vaud. — *Faim et Patrie.* — Un homme est tombé inanimé au milieu du village de Saint-Cergues, pris

d'une syncope subite causée par l'absorption d'une betterave crue, prise dans un plantage, la seule nourriture que le malheureux ait pu s'accorder de toute la journée.

Trop honteux pour demander et trop faible pour travailler puisqu'il sortait d'une maison de santé, cette victime du régime social allait encore tomber dans les mains du gendarme, lorsque deux humaines personnes s'emparèrent du chemineau et firent appeler un médecin.

Encore dans le Jura, mais dans le Jura bernois, un typographe pressé par la faim avait arraché d'un champ 4 pommes de terre et les avait avalées aussitôt.

Pour avoir commis cet attentat à la propriété, le sans-travail malade fut arrêté par les hirondelles de potence et condamné à 4 jours de prison.

A Sargans, dans le canton de Saint-Gall, pire encore! Une pauvre femme trouvée sans connaissance commençait à se ranimer, quand le gendarme déclara qu'elle était ivre; il la fit hisser sur une charrette, et conduire en prison.

Le lendemain, en ouvrant la cellule, elle ne renfermait plus qu'un cadavre; pendant la nuit des voisins avaient entendu des appels désespérés, mais ne s'étaient pas dérangés.

A l'autopsie, les médecins ne trouvèrent dans l'estomac de la malheureuse que des fruits à peine mûrs et des baies sauvages.

On se représente les tourments de cette pauvre femme mourant dans un cachot!

« Si nous savions qu'il se trouvât sur le territoire suisse un seul citoyen dans le malheur, notre devoir serait de lui porter immédiatement secours », s'écriait, entre deux gorgées de Dézaley, M. Deutcher, président de la Confédération. Quelles belles paroles! Et comme elles coûtent peu! Heureusement pour la quiétude de M. Deutcher, ses prédécesseurs — nul ne l'ignore — ont depuis longtemps soigneusement prévu et bien calculé, afin que les gouvernants de tout poil ne soient jamais importunés par les plaintes des malheureux.

La gendarmerie veille sur les affamés.

Allemagne.

COLOGNE. — *Gardiens de la loi.* — Un vendredi soir, vers 8 heures, une jeune fille de mœurs irréprochables rentrait d'une visite à sa sœur, lorsqu'elle se vit arrêtée par un agent qui, aidé de deux collègues en uniforme, l'entraîna au bureau central de police.

Toutes les supplications de la jeune fille, qui demandait à être conduite chez ses parents, demeurant tout près dans le voisinage, toutes ses prières furent vaines. Les policiers ne voulurent rien entendre, pas même lorsqu'ils furent arrivés à la porte de la maison habitée par la jeune fille. Les protestations et les témoignages de la mère, qui, immédiatement prévenue, était accourue au secours de son enfant, ne furent pas davantage écoutés; brutalement repoussée par les pandores, elle eut la douleur de voir sa fille emmenée, et poursuivie par les lazzis de la foule.

Le père, aussitôt averti, se rendit au bureau de police, et enfin la jeune fille fut mise en liberté.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

École libertaire. — Le compagnon Ardouin, 86, rue de Cléry, trésorier de l'école, a reçu dans la dernière quinzaine : Un pion anarchiste, 0 fr. 20. — 9 octobre, quête hebdomadaire d'un atelier, 1 fr. 50. — 16 octobre, quête hebdomadaire d'un atelier, 5 fr. 20. — Brasserie du Chapitre, à Marseille, 2 fr. — G., à Saint-Étienne, au nom de quelques camarades, 2 fr. 55.

Tous les camarades du XVe arrondissement sont priés de se trouver le samedi 23 octobre, chez Béra, 116, boulevard de Grenelle, à 9 heures précises du soir. — Très urgent.

Salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, samedi 23 octobre, à 8 h. 1/2 précises, grande réunion publique et contradictoire.

Camarades! Chaque jour nous apporte un nouveau méfait de l'Assistance publique; avec l'hiver qui s'approche, les suicides ayant pour cause la misère se font plus nombreux.

Il s'agit de savoir si l'Assistance publique a seulement pour but de dilapider des centaines de mille francs, pour engraisser des ronds-de-cuir.

Ordre du jour : 1° Les Crimes de l'Assistance publique; 2° la Situation actuelle; 3° Anarchistes et socialistes aux élections de 1898; 4° les Résolutions du Congrès de Toulouse.

Orateurs dont le concours est assuré : Charles Malato, Ernest Girault, F. Pelloutier, Tortelier, Buteaud, Leboucher, Brunet. M. Boala, Julien, Prost, Régis, Abriolle.

A l'issue de la réunion, une collecte sera faite dont le bénéfice sera intégralement affecté à un manifeste aux conscrits.

Entrée : 25 centimes pour les frais.

AUBERVILLIERS. — Réunion des Libertaires des Quatre-Chemins, samedi 23, 11, rue des Écoles (buvette libertaire). Tous les copains sont instamment priés d'être exacts pour discuter une question importante.

LYON. — Le dimanche 17 octobre 1897, la Bourse du Travail fit donner lecture des rapports des délégués de la Fédération au Congrès de Toulouse. Les formes révolutionnaires du *boycottage* et du *sabottage* furent accueillies par des assentiments généraux.

Au point de vue critique des rapports de certains délégués, nos amis ayant à entrer dans de longs développements, les discussions ont été renvoyées en réunion publique et à une date ultérieure. Nous en informerons nos amis.

Le Cercle d'études sociales des Harmonistes du Sud-Est rappelant aux camarades que l'on se réunira dimanche 24, à 3 heures, prie les camarades détenteurs de livres, brochures ou journaux de la *Jeunesse Nouvelle* de vouloir bien les lui adresser.

Que diable! les convaincus, faites donc des heureux; que les jeunes gens qui ont de bonnes tendances comprennent ce qu'ils sont et ce qu'ils doivent être. Vous les y aiderez en rapportant les volumes qui vous ont été prêtés.

Nous avons reçu une lettre dont nous extrayons le passage ci-dessous :

... Entre autres, je vous signale cette combinaison au sujet de l'école libertaire ou même de la propagande parmi les enfants, en attendant que nous soyons foncièrement plus à la « haute » : Ne pourrait-on pas, sur l'initiative de quelques compagnons commerçants, *faire faire des images d'Epinal, où des légendes et des critiques détruiraient quelque peu le patriotisme, l'esprit religieux et le principe d'autorité?*

Voyez ce qu'il y a de bon en cela.

A vous, à la cause et à tous.

TH. BONHEUR.

L'idée est excellente. Nous ne demandons pas mieux que de la réaliser. Avis aux camarades qui savent manier le crayon.

BORDEAUX. — Samedi 23 octobre, au restaurant Cantilhac, à Bruges (Gironde), conférence publique et contradictoire.

Sujets à traiter :

De la propriété individuelle; Des prolétaires agricoles.

Entrée : 10 centimes.

ROUBAIX. — Brasserie Libertaire, dimanche, soirée familiale : apparition de la *Cravache.*

AMIENS. — Tous les camarades sont invités à se rencontrer le dimanche 24 octobre, à 5 heures du soir, au Cent de Piquet, faubourg du Cours.

Sujets : Distribution de cartes d'entrée pour la soirée; rentrée des fonds et des billets invendus.

Vu le peu de temps qui nous sépare de la fête, la présence de tous les amis est indispensable pour l'organisation définitive.

NIMES. — Les *Individualistes coalisés* se réunissent tous les samedis et dimanches, 2, rue Monjardin, coin de l'Esplanade, Bar français.

Ils organisent pour dimanche soir, 24 octobre, une soirée familiale, avec chants, récitations humanitaires au profit, mi de l'École libertaire, mi des torturés de Montjuich. Prix d'entrée : 15 centimes.

LE MANS. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux*, du *Libertaire* et du *Père Peinard* se réunissent tous les samedis, à 8 heures 1/2 du soir, salle Sthorez, avenue de Saint-Gilles.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Vers le pôle, par Fridtjof-Nansen; 1 vol., 10 fr., chez Flammarion.

Galafieu, roman par H. Fèvre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock. — *Calvaire*, par Reepmaker; 1 vol., 3 fr. 50, chez le même.

Du *Musée social*, 5, rue Las Cases, circulaire 17, série A, sur la *Fédération internationale des marins*, et le n° 18, même série, sur le *Crédit agricole dans la province de Parme*.

⁂

Nous avons reçu aussi le premier numéro de la *Feuille*, que Zo d'Axa se propose de publier chaque fois que l'occasion s'en présentera. Ce numéro contient un dessin de Steinlen. Nos souhaits de bienvenue à la feuille de d'Axa, s'il doit continuer la bonne campagne de l'*Endehors*.

A lire :

Géhennes, Séverine, *Eclair*, 7 octobre.

Vingt-huit jours, J. Rocher, *Bourguignon salé*, 9 octobre.

Les Miettes de la gloire, Descaves, *Echo de Paris*, 10 octobre.

L'armée s'amuse, L. Descaves, *Aurore*, 19 octobre.

LE SOU DE LA PROPAGANDE

Le camarade Langlois, 24, rue des Écoles, Aubervilliers, recevra les souscriptions de ceux qui voudront verser chez lui.

PETITE CORRESPONDANCE

Nemo. — Comme je vous l'ai dit, je puis me servir de votre première lettre, en la publiant et en y répondant, mais je ne puis entreprendre le travail qu'exigerait la seconde.

N. S., à Preslar. — Votre ab. est terminé depuis fin août.

O. B., à Bordeaux. — Je puis vous envoyer le volume contre 3 fr. 50.

P., à Amiens. — Nous n'en sommes pas encore à corriger la langue française. Pour le moment, et pour tout le monde, internationaliste veut dire partisan de la solidarité des peuples, c'est ce que nous sommes.

G. G. — En effet, nous différons absolument d'avis, et je ne puis insérer votre article sans y répondre. En ce moment, et le temps et la place me manquent. Je le mets en réserve pour un moment où je serai moins bousculé.

T. R., à Bologne. — Les brochures de Ch.-Albert, de Tolstoï et de Reclus, demandez-les à la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles. — Celle de Pelloutier, épuisée. Je vous envoie les autres.

H., à Rotterdam. — Cela va bien. Je croyais que vous demandiez encore le volume.

N. R. — L'École libertaire examinera tous les manuscrits qu'on lui enverra.

Reçu pour le journal : G. G., à Langon, 0 fr. 25. — *De chacun selon ses moyens :* Un camarade, 5 fr. — F., au Mans, 5 fr. — Gj., 5 fr. — L. M. D., 1 fr. — X., 0 fr. 60. — P., à Lyon, 0 fr. 50. — V. H., à M. G., 0 fr. 50. — Pour la dette, G. H. et G. D., à Creil, 2 fr. — Montal, 0 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Toulon. — B., à Agen. — Gj., à Carmaux. — K., à Ploesti. — C., à Marseille. — J. C. F., à Lisbonne. — R., à Valence. — M., à Anvers. — Agence, Genève. — N., à Verviers. — J. B., à Saint-Marcellin. — A., à Rouen. — B., à Mirepoix. — A. L., à Amay. — M. D., à Buzen. — Librairie P., Buenos-Ayres. — M. P., à Milhau. — R., à Toulon. — S. B., à Alger. — V., à Quevaucamps. — C., à Reignac. — D., à Bruxelles. — V., à Nîmes. — M., au Havre. — H., à Nancy. — S., à Roubaix. — M. C., à Turin. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente
au Havre

Chez Matteoda, 31, rue de la Comédie.

On y trouve également le *Père Peinard*, le *Libertaire* et toutes les brochures anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE. 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 27 — DIX CENTIMES — DU 30 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Avec le numéro de cette semaine, nous expédions à nos dépositaires leur bordereau mensuel. Prière de nous régler au plus vite. Ceux qui pourraient nous envoyer le produit de leur vente pour lundi prochain nous faciliteraient l'apparition du Supplément *que, faute de fonds, nous ne pouvons donner cette semaine.*

POURQUOI

ET COMMENT JE SUIS ANARCHISTE

— Mais pourquoi t'obstines-tu à t'intituler socialiste-libertaire, anarchiste? me disait un ami social-démocrate russe, marxiste convaincu, qui, cependant, respecte la pensée libre, écoute avec la plus grande sérénité les opinions les plus divergentes, les discute avec la meilleure foi, comprenant très bien qu'on ose ne pas suivre aveuglément le grand maître, et qui n'a d'autre souci que de savoir le vrai et de le défendre.

Dans nos conversations précédentes, j'ai pu remarquer que tu ne croyais nullement à la vie propre, en dehors et au-dessus des hommes, de ces entités morales, chères aux philosophes et aux artistes sincèrement ou officiellement idéologues. Pour toi, Beauté et Bonté, Vérité et Justice, Science et Art, Humanité et Individu, toutes ces pures conceptions métaphysiques n'étaient pas des raisons suffisantes pour créer un mouvement social. Maintes fois, je t'ai entendu faire une amère critique des déclamateurs insupportables qui en parlent avec un lyrisme entraînant et qui se gardent de troubler le charme de leur vie à vouloir en faire la base de leur conduite et à combattre directement la société et les institutions cyniquement réalistes, sourdes à ces revendications éternelles et incompressibles de la nature humaine.

— Ton observation est exacte.

Profondément convaincu de l'évolution des formes animales, je ne peux pas admettre que l'homme de la période chelléenne se soit beaucoup soucié de toutes ces belles idées et qu'il ait adopté une métaphysique du Bien et du Mal et un code de morale. Les concepts moraux d'aujourd'hui n'étaient pas innés en la bête humaine : l'histoire des origines est suffisamment démonstrative pour accréditer cette opinion. Ils ne peuvent donc pas être causes de l'évolution de l'humanité. L'hypothèse la plus plausible du procès du progrès est le besoin, la lutte pour l'existence, non pas celle qui doit trouver sa base unique et immuable dans la sélection naturelle, dans une immense lutte d'individu à individu, comme semblent le croire les dirigeants, ou dans la lutte de classes et revêtir ainsi éternellement les formes cruelles dont nous souffrons actuellement encore, mais bien celle qui est susceptible de varier dans ses moyens et qui aboutira forcément à la communauté et à l'accord des efforts humains pour s'approprier les richesses de la nature. Je considère donc que les moyens de production changent les caractères du « struggle for life » et qu'ils sont les facteurs qui définissent le plus puissamment un régime.

Que, dans l'évolution des âges, notre intelligence se forme et grandisse; que des concepts moraux naissent en nous et se développent comme résultantes des rapports sociaux et qu'ils réagissent ensuite sur les transformations de ces rapports, ce n'est pas douteux pour moi. Cependant, quelle que soit l'intensité de leur réaction, tant que les modes de production resteront capitalistes, tant que la propriété sera privée et que le système de la plus-value sera possible, tant que les travailleurs ne pourront pas opposer au capital une forte et consciente résistance, nous ne pourrons voir, sinon chez quelques natures d'élite, l'éclosion des idées morales que nous rêvons : l'exploiteur anonyme aura pour seul souci la multiplication des profits par le pressurage des travailleurs jusqu'à leur dépérissement et leur dégénérescence par l'excès de travail et les privations; l'incertitude du lendemain s'opposera à l'expansion de la solidarité chez les souffrants; l'oppression de l'Etat étouffera la révolte naissante par la police, dressera les jeunes par l'armée, abrutira les enfants par l'école et l'église; la femme considérera le mariage surtout comme *une opération économique* et l'enfant verra les seules obligations des parents restreintes à son entretien physique. Comme, dans une telle société, la valeur ne se mesure que d'après l'argent, le pouvoir et la fatuité, l'humanité revêtira forcément l'image d'un monstrueux ensemble de vols, d'asservissements et de dominations réciproques : l'époux voudra l'épouse esclave et celle-ci se vengera en le dominant *par la volupté*; le père écrasera la volonté de l'enfant qui rusera et haïra; l'industriel rêvera la chute de son concurrent; le prêtre, l'abrutissement de ses ouailles; l'officier, l'impersonnalité de ses *soldats*; le magistrat, la terreur et la *résignation* des populations. Que la hiérarchie soit élue ou imposée, que les fondés de pouvoir agissent au nom de la religion ou de la loi, du capital ou du travail, qu'importe! L'homme avide de profits et de considérations pressurera et opprimera, il prônera la discipline et la soumission *malgré* la morale et les moralistes.

Je vois un antagonisme irréductible entre le capital et le travail; je considère la loi et la religion, la famille et le mariage comme des moyens de coercition indispensables et puissants pour assurer l'œuvre de l'exploiteur; je crois à la concentration naturelle et nécessaire des forces productives, au rôle historique des exploités et à leur action révolutionnaire.

Comprenant ainsi la philosophie de l'histoire, je me rattache, en vérité, de bien près aux théories qui te sont favorites. Et, comme je ne me suis jamais arrêté à déterminer les derniers rouages de l'organisation des chemins de fer dans l'Anarchie, tu pouvais t'étonner et me demander à bon droit pourquoi je me posais carrément en adversaire des social-démocrates et m'alliais à tant d'individus qui, avides de rêves et déconcertés par le scepticisme et le bas matérialisme de l'époque actuelle, passent une douce et facile vie bourgeoise à discuter les charmes enchanteurs d'un monde de liberté où l'on s'aimerait sans perversité ni ruse.

Je ne m'illusionne pas non plus sur l'influence de ces mystiques recrues et je sais que leur nombre est formidablement accru par la puissance fascinante des mots qui suffisent pour les couvrir d'une apparence de générosité et de noblesse de sentiments, sans qu'ils doivent toutefois s'insurger contre les conventions d'un monde d'hypocrisie et de lâcheté, consentir à la moindre peine et s'imposer la plus petite privation.

— Mais puisque tu les juges si sévèrement, comment peux-tu te ranger sous leur drapeau?

— Parce que ce n'est pas eux qui constituent le mouvement anarchiste pas plus que les fouriéristes et les saint-simoniens ne *forment* les partis socialistes.

Récemment arrivé de Russie où le mouvement social-démocrate est naissant et forcément révolutionnaire et où, conséquemment, l'analyse critique n'est pas encore apparue, tu ignores la réaction qui s'annonce formidable dans la vieille Europe et qui doit renverser les partis socialistes que le microbe autoritaire a eu vite ruinés. Le socialisme libertaire est né de cette critique, puissamment armé. Il a compris que toute politique ne sert qu'à embourgeoiser les mandataires et à annihiler tout esprit de révolte chez les ouvriers et, partant, à les maintenir dans leur abrutissement; il condamne toute organisation qui occupe l'énergie de quelques-uns à de ridicules et inutiles *besognes* administratives, endort les autres et les maintient quand même pour conserver l'illusion du nombre; il estime qu'il vaut mieux aucune organisation, si elle doit fatalement se baser sur la *hiérarchie*.

Que les *anarchistes* aient ou n'aient pas les *mêmes conceptions philosophiques*, que ce soit par intuition ou par analyse qu'ils adoptent ces conclusions, peu nous importe! La tactique était commune : nous sommes allés à eux.

— Bien! j'ai compris le but de ces révolutionnaires : ils veulent la *conscience* et l'activité de chacun comme base de la *coordination*.

En réalité, le *drapeau* aurait peu d'importance s'il *n'entraînait* une confusion et, partant,

une diminution de force : aussi, pour que je le reconnaisse, doit-il justifier son existence. Et je cherche vainement une divergence si profonde entre nous, qu'elle exige une catégorie nouvelle et un nom nouveau.

Moi comme toi, et Marx avant nous, je demande la conscience la plus grande chez les ouvriers; je déteste autant que toi toute compression de la pensée, toute autorité et nul plus que moi ne désire développer chez le prolétaire le sentiment de liberté et de dignité. Je rêve une société fondée sur l'organisation libre des travailleurs et, je l'espère, dans un développement moral suffisant pour qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir un corps de gendarmes qui imposeront au mécanicien de faire fonctionner sa machine, au tisserand d'activer son métier, au mineur d'extraire la houille, au boulanger d'alimenter son four, au tailleur de coudre ses habits, à l'ingénieur de finir ses projets, au médecin de soigner ses malades, au savant de continuer ses recherches et aux parents d'élever leurs enfants. Chacun comprendra la nécessité de sa tâche et il l'accomplira d'autant plus volontiers qu'elle sera facilement réalisable par suite d'une bonne répartition du travail, des progrès du machinisme et de l'accroissement des ressources qui l'auront considérablement réduite. C'est cette organisation, ou cet Etat, comme l'appelait Marx, que j'ai toujours défendue.

— Ton idéal est le mien et celui de tous les communistes-anarchistes. Et cependant, la divergence n'existe pas moins suffisante pour justifier notre séparation. Ce sont les moyens de réaliser nos *desiderata* communs qui nous divisent.

Pour celui qui ne s'arrête pas aux trompeuses apparences dues à un examen superficiel des phénomènes sociaux et qui sait par une patiente et impartiale analyse découvrir les subtiles vérités qui éclaircissent un problème, pour lui, et Bakounine et Kropotkine lui ont singulièrement facilité ses recherches, les diverses écoles socialistes ont surtout failli par une connaissance imparfaite de la psychologie de l'individu et de la psychologie des foules. Et les causes surgissent plus intenses et plus nettes maintenant que leurs effets se sont imposés à notre observation.

Vous, les socialistes, vous avez sans doute adopté la magique devise : Liberté, Egalité, Fraternité, et d'ailleurs, de nombreuses années avant vous, la bourgeoisie en avait fait sa formule officielle. Vous avez proclamé bien haut que l'émancipation des travailleurs doit être intégrale et qu'elle doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Et cependant, bien que vous niiez tous l'existence des chefs et l'oubli des principes fondamentaux du socialisme, vous sentez avec malaise et avec angoisse qu'une puissance invisible, impalpable vous empêche, dans vos syndicats et dans vos réunions, d'exprimer franchement votre pensée et, dans vos coopératives, d'être libres; vous sentez que l'idéal, le fouet de l'enthousiasme, disparaît. Bien que le nombre des adeptes soit considérablement accru, vous avez moins confiance en la Révolution ; bien que les ordres imposés vous soient ordinairement inconnus, la masse est à la dévotion de quelques-uns qui se défendent néanmoins avec indignation d'être chefs ; bien que les conseils généraux et les comités ne dussent pas avoir d'autre attribution que l'administration, leur autorité s'impose grandissant sans cesse, mystérieuse, insaisissable et impossible à dénoncer : bien que les congrès et les programmes aient conservé les anciens considérants, vous ne pouvez nier que leur portée révolutionnaire est de beaucoup amoindrie malgré l'extension de leur champ d'action.

Souvent les reproches ne peuvent être énoncés suffisamment nets et péremptoires pour être reconnus et appréciés par la masse de ceux dont l'épiderme est moins sensible et le cerveau plus rebelle. Les sincères et les plus intelligents se sentent troublés : la confiance disparaît, le doute naît et cette minorité est timide, sinon inerte. Et l'action lente vers le respect de l'ordre existant continue son œuvre sûre de démolition du socialisme chez les socialistes.

Ils sont nombreux ceux qui m'ont révélé et même avoué cet état d'âme inquiète et ces pressentiments pénibles et, comme ils avaient encore foi aux programmes et aux déclarations, ils s'en étonnaient profondément et avec anxiété.

Qu'ils interrogent donc la psychologie ! Elle leur dira que les meilleures intentions et les superbes discours ne suffisent pas pour atteindre le but désigné; elle leur montrera que chaque école crée par une évolution lente mais infaillible une atmosphère spéciale qui enveloppe et façonne l'homme et la foule.

La fabrique développe le sentiment de solidarité, la caserne tue la dignité, le cloître déprime l'intelligence, la bourse réclame l'astuce et le salon favorise la déclamation; de même, les institutions ouvrières et les tactiques socialistes donnent naissance à certaines lois psychologiques qui sont au-dessus de la volonté moyenne de la masse et la dominent.

Le prêtre, l'officier, le professeur, le magistrat, le patron et le commerçant ne peuvent échapper entièrement à la psychologie professionnelle, si puissante que soit l'individualité ; de même, chaque fonctionnaire des organisations socialistes aura son type moyen dont il s'écartera peu.

J'ai cru aussi fermement que les individus pouvaient avoir une énergie et un prosélytisme suffisants pour vaincre ces influences néfastes et que l'esprit socialiste était trop solide pour que les institutions soient un jour dominées par les lois ordinaires.

Et, remarque digne d'être notée, c'était lorsque j'étais un partisan enthousiaste de la « méthode positive et scientifiquement réformatrice » que je me livrais à de pareilles abstractions et que je réclamais ces « Uebermenschen » pour le triomphe de nos principes.

Puissance maudite des mots !

Malheureusement pour ma naïveté, j'ai lu et vu des faits si nombreux et si démonstratifs que j'ai dû renier définitivement ces conceptions positives et défendre cette utopie suprême que l'homme et la foule n'échappent pas au milieu où ils vivent.

J'ai vu maintes fois :

Que le socialiste était jaloux de sa popularité et de sa puissance et qu'il savait leur immoler la conscience et la dignité des enrégimentés;

Qu'il sacrifiait la vérité pour faire prévaloir ses conseils et ses doctrines, invoquant, pour s'excuser, l'utilité publique;

Qu'il désirait, avant tout, s'assurer la considération de ses collègues bourgeois au parlement ou dans toute autre assemblée;

Qu'il savait recourir aux intrigues, dont il incriminait naguère l'usage chez les bourgeois, afin de se réserver un mandat ou un emploi;

Qu'il ne reculait devant aucune manœuvre pour obtenir le succès, toujours illusoire, hélas ! puisque éphémère, d'une élection, d'une réunion ou d'un congrès;

Qu'il invoquait une lourde responsabilité due à ses fonctions, pour exiger la soumission inconsciente de ses frères;

Qu'il sacrifiait résolument les principes à sa situation économique, qu'il tenait de son parti, lorsqu'elle était en jeu;

Qu'il étalait orgueilleusement les « services rendus à la cause », lorsque les reproches étaient formulés avec précision, pour faire taire le jeune téméraire que la « sage et longue expérience » n'avait pu corrompre et qui avait osé croire à la liberté du contrôle.

Et ces différentes caractéristiques peuvent toujours être observées après un délai plus ou moins long chez tout homme qui, par obligation ou non, a accepté une fonction fixe et déterminée dans un parti.

(*A suivre.*) I. THINK.

ESCARMOUCHES

Les ruines.

M. Lefort avait été ministre, et quand il rappelait les heures glorieuses de *son* gouvernement, sa figure simiesque de petit vieux gâteux, grincheux et ratatiné s'illuminait d'une joie enfantine et son crâne poli se couvrait de rides *serrées*, — *mais* de rides particulières, sans tristesse, pleines de joie, de gaieté.

— Oui ! disait-il, durant les sept mois que le portefeuille des Affaires Etrangères et des Colonies m'est resté en garde, j'ai compté trois expéditions coloniales, deux soulèvements dans nos possessions asiatiques et une révolte sur la côte occidentale d'Afrique. Or, chaque fois, mon pays s'en est tiré glorieusement, avec profit même.

— Vraiment ?... fit Pascal Argélys sans pouvoir atténuer l'ironie de cette question.

Mais M. Lefort ne s'aperçut pas de l'impertinence.

— Parfaitement, mon jeune ami.

Sans doute l'ancien ministre l'appelait-il mon jeune ami pour *se concilier son admiration ?* — M. Lefort était un petit-cousin de l'oncle maternel de Pascal Argélys.

— Et que cela ne vous surprenne point.

Un gouvernement intelligent doit savoir tirer profit de toutes les circonstances quand il s'agit d'agrandir un empire colonial, de s'emparer de nouveaux territoires, de courber sous la puissance de notre civilisation les peuplades barbares qui avoisinent les terres françaises.

Les trois expéditions coloniales dont je vous parle donnèrent à la France le delta tout entier d'un grand fleuve et deux autres fertiles pays situés dans l'intérieur des terres.

Ces deux pays, qui ne sont encore que sous notre « protection », deviendront bientôt, avec l'aide d'une politique habile, possessions régulières, et la zone de notre influence en Asie en sera toute grandie et mieux déterminée.

Quant aux soulèvements et aux révoltes en Afrique, ils furent étouffés en peu de temps; les villes saintes et les places fortes des insurgés ont été détruites, les prisonniers fusillés, et l'ordre le plus parfait règne maintenant dans ces parages.

— Sur des ruines, alors ?

— Comment, sur des ruines ?

— Mais oui, puisque toutes les villes ont été détruites...

— Vous ne comprenez rien, je le vois, à la politique coloniale.

Les villes ou villages ou fortifications des rebelles : détruits. Oui.... Mais il y avait des tribus soumises et fidèles; et celles-là n'ont pas eu à souffrir de notre campagne, tout au contraire. Leurs chefs bénéficient à présent des privilèges dont jouissaient auparavant les chefs insoumis, et leur dévouement nous est précieux. Notre prestige est grand et nos armes sont redoutées.

— C'est évidemment un grand pas en avant fait par la question sociale.

— Vous l'avez dit ! Il suffit, pour s'en rendre compte, de se placer au point de vue *progrès*.

— De la sorte, j'arrive à comprendre les massacres, les razzias, les pillages, les vandalismes, les horreurs récemment commis par les Anglais aux Indes. Les partisans du *prêtre fanatique*, les révoltés, ceux que la famine avait rendus furieux n'étaient certes pas dans le droit en se rebiffant contre les iniquités, en secouant le joug odieux de l'Angleterre. Les révolutionnaires de Cuba et des Philippines, qui se sont permis de trouver que l'Espagne les pressurait un peu trop, justifient bien les procédés qu'emploient vis-à-vis d'eux les Weyler et les Primo-Rivera. Pour ce qui est du Tonkin, du Dahomey, de Madagascar, le raisonnement est identique; la France s'est avec raison souvenue qu'en 1789 elle rêvait d'émanciper tous les peuples de l'univers, et que sa mission civilisatrice et libératrice n'était pas tout à fait accomplie.

Quant aux Arméniens, aux Crétois !... Jamais contents ceux-là... Et pourtant, que n'a-t-on pas fait pour leur bonheur ?...

Depuis quelques minutes, M. Lefort s'agitait nerveusement dans son fauteuil et sa face simiesque ne grimaçait plus que le dessin d'une colère émasculée.

— Monsieur ! fit-il, ce persiflage est malséant....

Argélys le comprenait fort bien; aussi se disposa-t-il à prendre congé de l'ancien ministre. Mais il ne

voulut pas, en le quittant, lui laisser la moindre incertitude.

— Je souhaite que vous redeveniez ministre au plus tôt, lui dit-il, que vous formiez des élèves et leur appreniez que l'art de gouverner les hommes consiste à accumuler devant eux les misères, les injustices et les ruines; les ruines surtout! car nul ne saurait mieux travailler pour le triomphe de la liberté que celui qui détruit une parcelle quelconque de notre vieux monde....

Et, à la porte du salon, en s'en allant, Pascal Argélys se retourna pour regarder une fois encore M. Lefort, anéanti dans son fauteuil, rapetissé, disparu, semblable lui-même aux ruines dont il avait parlé; mais si mesquin, si infime, qu'il paraissait demander, implorer de tout et de tous, des choses elles-mêmes et surtout de la Mort, le geste souverain de suprême pitié!

HENRI RAINALDY.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA JUSTICE. — L'affaire du docteur Laporte vient de montrer de la façon la plus éclatante tout le grotesque et tout l'odieux de cette prétention qu'ont certains hommes de s'ériger en arbitres universellement compétents de l'humanité.

Un médecin tente une opération toujours très grave sur une femme dont la mort est certaine si l'opération ne se fait pas. Il la tente avec ce qu'il a sous la main, aiguille de matelassier et ciseau à froid. Beaucoup d'autres en font autant. L'opération se fait en présence de deux bonnes femmes dont toute la science ne dépasse pas « l'huile d'Henri V », « l'eau d'ânon » et « la tête en os » dont est morte dernièrement la fruitière du coin. L'opérée vient à mourir. Aussitôt l'imagination des bonnes femmes s'enflamme. L'opérateur a agi comme un boucher, il enfonçait, ma chère! cette aiguille « comme une canne dans du sable » et la remuait « comme une cuillère dans un pot ». Ces racontars, colportés de loge en loge, grossissent et parviennent aux oreilles des autorités constituées, mais incompétentes. Ce qu'on est convenu d'appeler « la Justice » intervient, arrête le docteur Laporte et l'incarcère à Mazas, tout comme un vulgaire sénateur, ou un ancien ministre.

A l'audience, une discussion s'engage entre médecins sur la façon dont a été conduite l'opération. Ils ne peuvent arriver à s'entendre et le docteur Pinard convainc les experts de légèreté, sinon pire. Perrin-Dandin, lui, n'hésite pas! Ce que les hommes du métier n'ont pas réussi à élucider est fort clair pour lui, n'ayant pas même la demi-sincérité du dindon de la fable qui « ne savait pour quelle cause il ne distinguait pas très bien ». Non! au milieu de ces contradictions, de ces récits mélodramatiques de bonnes femmes dont l'esprit s'est, depuis un mois, surexalté, il se prononce péremptoirement, avec la présomption sereine de l'ignorance et l'assurance de la bêtise. Il décide, sans peur d'un éternel ridicule, que ce sont les commères qui ont raison. Elles prétendent qu'elles ont *vu* un *médecin* enfoncer tout droit dans l'utérus une aiguille de matelassier *sans la diriger*, ce que ne ferait pas le premier garçon d'amphithéâtre venu. C'est elles qui ont raison, et leur avis prévaut contre celui d'un accoucheur aussi expérimenté que le docteur Pinard.

Si, maintenant, vous trouvez que la justice est insuffisamment vénérable, vous êtes bien difficiles!

* * *

LA CHARITÉ. — Un fait qui donne bien la mesure de la sincérité de la charité chrétienne quand elle s'exerce anonymement, hors des regards admiratifs du public, est le suivant:

Dans une église, un homme a été arrêté comme il dévalisait les troncs pour les pauvres. On a trouvé sur lui 4 francs en sous, *dont 3 fr. 75 en sous étrangers*, pris dans les troncs, naturellement, soit 15 sur 16!

* * *

TRÉLAZÉ. — La grève de Trélazé continue. Une conférence qui a eu lieu entre les patrons et les grévistes n'a pas abouti. Les gendarmes continuent leurs exploits, mais il arrive de temps en temps que les carriers leur font la chasse et c'est un spectacle très réjouissant de les voir glisser, dégringoler au fond des hottoirs, par suite de leur inhabileté à marcher sur l'ardoise.

Les carriers reçoivent toujours des provisions de différents côtés. Ils vivent en pleine communauté. Les femmes se réunissent pour faire la cuisine, et tout le monde mange ensemble. Un tel exemple d'union est à signaler et à imiter à l'occasion.

* * *

Le maire de Trélazé, un gros monsieur gavé et content, n'aime guère à donner aux femmes des réservistes l'indemnité qui, en principe, leur est due. De loin en loin, il finit, après bien des démarches, par leur abandonner 5 francs! Ne dirait-on pas que c'est de sa bourse qu'il les tire?

A. GIRARD.

(D'après une correspondance locale.)

Espagne.

Quinze mois après les monstruosités de Montjuich, la reine régente se décidait à confesser que les souffrances endurées par tant d'innocents que le conseil de guerre dut acquitter à la fin, et par tant d'autres qui ne furent même pas impliqués dans le procès, l'avaient affectée douloureusement.

Elle avait eu connaissance des tortures odieuses pratiquées à Montjuich, mais ses ministres s'étaient moqués d'elle en n'ouvrant pas l'enquête qu'elle avait ordonnée sur ces faits monstrueux, et en laissant impunies les autorités responsables.

On pouvait croire après cela que le premier acte du nouveau ministère serait de rendre à la liberté les 118 malheureux qui pourrissent encore à Montjuich et dans les prisons nationales de Barcelone, et que la revision du procès, aujourd'hui réclamée par la presse libérale et républicaine tout entière, serait entamée sans retard. Erreur profonde: la « tendre mère » de tous les Espagnols joue de malheur, et cette fois encore, semble-t-il, ses vœux ne seront pas exaucés.

Les détenus qui désespèrent de revoir jamais la lumière du soleil ne se lassent pas d'adresser des protestations à la presse. L'une d'elles, adressée au premier ministre, dit entre autres choses:

« Lorsque survint l'attentat de la calle de Cambios, la police, défectueuse tant par son organisation que par la valeur morale des individus qui la composaient, arrêta des centaines de personnes qui lui étaient complètement inconnues et dont elle ignorait la conduite, soit pour justifier la nécessité de son existence et de la sorte émarger au budget, soit pour mériter distinctions et récompenses. La preuve de ce que nous avançons, c'est que la plupart des détenus n'ont été ni poursuivis, ni même interrogés. La base des accusations portées contre ceux qui furent jugés reposait sur des déclarations arrachées par les tortures atroces connues de tous, auxquelles furent soumis quelques-uns d'entre nous pour les obliger à accuser les autres qui, malgré cela, furent reconnus innocents plus tard par le Conseil suprême de guerre.

« Pour justifier ses procédés, la police dut accompagner notre détention d'une multitude de notes infâmes, nous représentant comme des gens de mauvais antécédents et dangereux pour l'ordre social, graves accusations qui ne sauraient être prouvées ni en entier ni en partie si le gouvernement se décidait à ouvrir une enquête rigoureuse pour rechercher le degré de culpabilité de tous ceux qui prirent place dans ce procès comme accusés ou comme accusateurs.

« Que dire de ceux de nous qui furent arrêtés après que le procès eut été terminé et qui ne connurent jamais la cause de leur détention?

« Nous sommes tous victimes d'une détention arbitraire et la seule et unique solution qui s'impose, c'est la mise en liberté. On ne peut faire moins, si toutefois on est décidé d'agir envers nous selon les règles de la plus stricte justice.

« Maintenant les notes infâmes de la police existent encore et se trouvent à la préfecture de Barcelone. L'entité gouvernement subsiste, mais le personnel, depuis le préfet jusqu'au dernier policier, change souvent, et si, à défaut de renseignements exacts sur notre moralité, ceux qui existent aujourd'hui sont conservés, ils seront employés par le nouveau personnel qui nous jugera d'après leur lecture, et cela constitue pour nous un très grand danger ainsi que pour nos malheureuses familles, etc. »

Plusieurs feuilles *libérales réclament* la mise en liberté immédiate. L'*Imparcial*, parlant des inquisiteurs, dit: « Plus que les anarchistes eux-mêmes, ceux-là sont les ennemis de la société! » *L'Heraldo de Madrid* demande la liberté sans retard et la revision du procès. *El Pais*, qui ouvrit dès le début ses colonnes aux révélations des martyrisés, dit qu'à la suite de l'enquête qu'il est urgent d'ouvrir sur ces monstruosités connues de tous, il faut envoyer au bagne les misérables inquisiteurs.

Il y a beaucoup de chances pour qu'une telle mesure ne soit jamais prise, car c'est toute la clique gouvernementale qui serait condamnée. On se rappelle ce passage d'une lettre des prisonniers:

« Tous les bourreaux se sont excusés de la part qu'ils ont prise dans les tourments. Ils ne sont, disent-ils, que de malheureux salariés et durent obéir à des ordres formels venus de très haut. »

Quoique le gouvernement ait un intérêt supérieur pour refuser la revision du procès, il est urgent qu'un formidable mouvement de l'opinion publique l'oblige à rendre la liberté aux malheureux qui pourrissent encore dans les prisons et les présidios.

J. M.

* * *

Larocca, qui fut l'instrument du ministre actuel lors de l'affaire du Liceo en 1893, vient d'être nommé gouverneur de Barcelone.

Ce fait démontre que Sagasta ne vaut guère mieux que son prédécesseur et équivaut à dire aux Barcelonais: « Nous sommes des libéraux, nous voulons faire justice, mais gare à vous si vous bronchez! votre gouverneur est expert en répression féroce. »

Autriche.

VIENNE. — *La faim*. Plus de vingt mille enfants éprouvent quotidiennement les tortures de la faim dans les écoles de la ville.

« Le dixième arrondissement compte à lui seul trois mille écoliers qui ne reçoivent aucun aliment durant toute la journée. Ces infortunés portent sur leur visage amaigri, hâve, tourmenté, la farouche empreinte de la faim. Leurs yeux brillants de fièvre révèlent un atroce martyre. »

« Ces pauvres petites victimes — c'est ainsi que s'exprime la *Nouvelle Presse* — arrivent à l'école absolument à jeun. On les voit ramasser avidement les miettes tombées des mains de leurs camarades plus fortunés. Il en est qui pleurent silencieusement, en proie à des tortures qu'ils n'osent révéler. Calmes, impassibles, résignés, ces petits affamés suivent les cours, apprennent leurs leçons, travaillent le jour durant. Le soir venu, ils reprennent d'un pas mal assuré la route du domicile paternel, où ils reçoivent un morceau souvent minuscule de pain noir, mauvais pain de seigle mêlé de graines de fenouil. »

Le journal autrichien cité est un journal bourgeois; sa statistique et les désolants détails fournis par lui ont produit une profonde émotion dans la population.

Etats-Unis.

Le « libéral » gouvernement de la plus libre des Amériques, la République modèle des Etats-Unis, a fait arrêter les camarades qui publiaient *Firebrand*. Le prétexte invoqué n'est pas, comme on pourrait l'imaginer, « le crime d'apologie ou d'excitation au meurtre, au pillage », etc. Non. Cette mesure arbitraire a été prise à cause d'articles sur le mariage! Il est plaisant de voir les défenseurs d'une société basée sur la prostitution et l'immoralité se faire les protecteurs de la « morale publique ».

Combien aussi se ressemblent tous les gouvernements, qui n'ont contre qui les gêne d'autre argument que la force!

A. G.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque sociale de Montmartre, salons Cloche (Coquet), 80, boulevard de Clichy. — Samedi 30 octobre, de 9 heures du soir à 6 heures du matin, grande soirée familiale.

Programme: à 9 h. 1/4, allocution par Georges Etiévant; à 9 h 1/2, les poètes chansonniers Buffalo, Louise France, Mévisto aîné, Yon-Lug, Jehan Rictus, Xavier Privas; le poète philosophe Paul Paillette dans ses œuvres; le père La Purge.

A minuit, grand bal. Des bouquets seront offerts gracieusement aux dames.

Entrée: 1 franc.

N. B. — Consommations aux prix ordinaires; vestiaire.

Le 4 novembre, ouverture des cours de l'*Ecole d'anthropologie*, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine.

Le lundi, à 4 heures, *Anthropologie préhistorique*, par G. de Mortillet. — A 5 heures, *Anthropologie pathologique*, par Capitan.

Le mardi, à 4 heures, *Ethnographie et linguistique*, par A. Lefèvre. — A 5 heures, *Ethnologie*, par G. Hervé.

Le mercredi, à 4 heures, *Anthropologie biologique*, par Laborde. — A 5 heures, *Anthropologie zoologique*, par Mahoudeau.

Le vendredi, à 4 heures, *Géographie anthropologique*, par Schrader. — A 5 heures, *Anthropologie physiologique*, par Manouvrier.

Le samedi, à 4 heures, *Sociologie*, par Letourneau. — A 5 heures, *Ethnographie comparée*, par A. de Mortillet.

Paris. — La Société des Peintres-Lithographes ouvrira sa première exposition le 4 novembre prochain, à la galerie des Artistes modernes, 19, rue Caumartin.

Nimes. — Les *Libertaires Nimois* se réuniront comme d'ordinaire samedi 30 octobre dans leur local habituel, café Dayne, rue de la Vierge.

Ordre du jour : *Nécessité et bases d'une entente, en vue des prochaines élections.*

Présence urgente de tous les camarades.

La *Jeunesse Libertaire de Nimes*, 2, rue Monjardin, coin de l'Esplanade — Bar Français — s'occupera samedi des moyens *pratiques* de démasquer la prochaine grande duperie électorale.

La Jeunesse Libertaire de Nimes. — Réédition des *Poésies Rouges* de H. L., 1er tirage : *La Défense du chiffonnier*. L'exemplaire, 0 fr. 10; le cent, 6 fr.

Prochainement : *La Grève de Cholet*, *Le Vagabond*, *Le Rossignol anarchiste.*

Le produit est réservé à une tournée de conférences au bénéfice de l'Ecole libertaire.

Adresser fonds et commandes au camarade Villeméjane, rue Côtelier, 6, à Nimes.

Bordeaux. — 4e conférence à la campagne.

Samedi 30 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, à la *Renaissance de la Baraque*, chemin Lamothe, à deux pas de la place du 14 Juillet, *au Bouscat*, conférence publique et contradictoire.

Sujets à traiter :

Les théories anarchistes; les élections futures.

Analyse des programmes de Chiché, de Jourde, de Ch. Bernard, etc., etc.

Entrée : 10 centimes.

Amiens. — Tous les amis sont invités à se réunir, le dimanche 31 octobre, à 5 heures du soir, au *Cent de piquet*, faubourg du Cours.

Sujet : Compte rendu du rendement de la fête et causerie par un camarade.

Reims. — Les camarades, désireux de sortir de l'inaction dans laquelle ils sont plongés depuis quelque temps, invitent tous ceux qui veulent la libre discussion à la réunion du dimanche 31 octobre 1897, à 4 heures du soir, au café Emile, rue Chativesle.

Ordre du jour : Formation d'un groupe d'études et tactique à apprendre.

On invite toutes les écoles socialistes et les libres penseurs.

Limoges. — Le groupe d'études sociales *La Jeunesse libertaire* se réunit tous les dimanches, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, au restaurant Rousseau, 3, place du Champ de Foire, au 1er étage.

Les personnes désireuses de se livrer, sur le terrain de la libre discussion, à l'étude des questions sociales sont invitées.

Les camarades sont prévenus que des carnets de souscription sont mis en circulation pour permettre aux isolés le versement d'une obole, si minime soit-elle, pour la propagande. Ces carnets contiennent des détails sur l'emploi des sommes recueillies.

Une bibliothèque sociologique étant en formation, prière aux camarades qui pourraient nous faire le don de volumes, journaux ou brochures de les faire parvenir à A. Beaure, 72, chemin des Ruchoux.

Arles. — Ceux d'Arles et des environs qu'intéresse la question sociale, n'ont qu'à passer chez Gilles, 1, rue de la Trouille, ils y trouveront les journaux anarchistes.

Charleroi. — Les *Libertaires* de Charleroi et environs se réunissent samedi 30 octobre, à 8 h. 1/2, au *Temple de la Science*.

Communications urgentes et causerie.

LE SOU DE LA PROPAGANDE

On reçoit les souscriptions :

Aubervilliers, chez Langlois, 21, rue des Ecoles.
Bagnolet, Méreaux, 14, rue du Ruisseau.
Montrouge, A. Girard, 14, rue Dupuis.
Limoges, Barian, 3, boulevard Saint-Maurice.
Anvers, Juris, 81, rue Milis, jusqu'au 30 novembre; ensuite, 30, rue de Jésus.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître l'*Almanach du Père Peinard* pour 1898. Comme toutes les années, il est illustré de nombreuses gravures dues au crayon de différents amis : 0 fr. 25 l'exemplaire, par la poste 0 fr. 35.

Œuvres complètes (1er volume : poésie), par A. Retté, 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

De la *Société libre d'édition des Gens de Lettres*, 12, rue d'Ulm : *Double vierge*, nouvelle, par Stéfane Pol., 1 fr. 50; *Cœur d'enfant*, par Abax Lyan, 3 fr. 50; *Avant vingt ans*, vers, par Tristan Legay, 1 vol., 4 fr.

La Comédie socialiste, par Yves Guyot, 3 fr. 50, chez Charpentier, 11, rue de Grenelle.

Les Mémoires de Goron, 3 fr. 50, chez Flammarion, 36, rue Racine.

Idilo diabolico (el revolucionaro), par A Retté, 1 broch. à *La Montana*, Buenos-Ayres.

BOITE AUX ORDURES

L'anarchie n'est point une bande de malfaiteurs organisée : c'est l'état d'âme moderne de tous ceux qui, dotés d'un esprit mal équilibré, guidés par l'envie, n'ont au cœur que la haine jalouse d'une société, dans laquelle leur orgueil croit ne pas avoir la place qu'ils méritent (1).

A. Bérard.

(*Sur l'Anarchie*, page 3; 1 vol. chez Storck, 78, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.)

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Incendiaire, lithographie, par Luce.
Porteuses de bois, par C. Pissarro.
L'Errant, par X.
Le Démolisseur, par Signac.
L'Aube, par Jehannet.
L'Aurore, par Willaume.
Les Errants, par Rysselbergh.
L'Homme mourant, par L. Pissarro.

Les deux premières sont épuisées. Le prix de chaque lithographie est de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco. Il y a une édition d'amateur à 3 fr. 25 l'ex., 3 fr. 40 franco.

Dans une quinzaine nous aurons un dessin de Steinlen et de Pissarro père, qui seront bientôt suivis d'un dessin de Willette.

Nous avons aussi :

Aux Temps Nouveaux, lithographie de Willaume, 1 franc, franco 1 fr. 25.

L'Ecrasement, la lithographie du journal *An-archist*, 1 franc.

Et le frontispice en couleur du Supplément, 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste encore 5 collections complètes du Révolté *paru à Paris (années 1885, 86 et 87). Nous les laisserons à 10 fr. les 3 années.*

Nous avons également, à 1 fr. 50 l'année complète, le Révolté *9e année,* Révolté *4e, 6e et 7e. Frais d'envoi en plus. Les 4 peuvent entrer en un colis de 5 kilos : 1 fr. 10 pour l'extérieur ; 0 fr. 80 en gare ; 1 fr. 25 à domicile pour la province, 0 fr. 25 à Paris.*

(1) Nous n'en donnons que cet extrait, mais tout le volume est digne d'entrer en la boîte.

PETITE CORRESPONDANCE

Bibliothèque de Montmartre. — Trop tard. Mardi matin au plus tard.

V., à Grigny. — Les conférences de D. n'ont pas paru en brochure.

M. J. D., à Buzen. — La bande avait été préparée avant la réception du mandat. Votre abonnement se terminera fin novembre.

E. D., à Namur et C., à Nice. — Le n° 25 avait été expédié. Réexpédié à nouveau.

Miscarea Sociala, à Bucharest. — Je vous ai expédié les numéros demandés. Sauf de la cinquième année de la *Révolte* dont je n'ai plus en réassortiment.

C., à Arcis-sur-Aube. — Réglé jusqu'au 26 inclus.

Marseille. — Voulez-vous avoir l'obligeance de prendre chez B. 340 invendus du 19 au 22, et faites-nous savoir si vous les avez pris.

La Anarquia, La Plata. — Reçu timbres.

G. D., à Reims. — Votre abonnement ne finissait que ce mois-ci. Le prochain fin janvier.

L. S., à Mui-kirck. — Le volume expédié, 3 fr.

Reçu et remis directement à un groupe de réfugiés espagnols par P. F. : Ardouin, 20 fr.; G. J., 5 fr.; P. F., 5 fr.

Noël Reinuas. — Votre plan est bien, mais on ne peut rien dire là-dessus. Envoyez, quand vous l'aurez fait, un chapitre ou deux.

A. M., au Havre. — Oui, je puis envoyer le volume ; 3 fr. l'exemp.

Jean, à Bordeaux. — Autant que possible nous évitons les mots inhabituels.

V. de V., à Rotterdam. — Reçu lettre. Je n'ai pas les numéros demandés. Je fais passer votre demande à Malato.

L'Eveil, à Charleroi. — L'envoi du numéro vous a toujours été continué. Si vous n'avez pas le placement des deux collections de lithographies, renvoyez-les-nous, nous en manquons.

P. V., à Pittsburg. — Excusez-nous, il y a eu erreur.

Reçu pour la fille à Decamps : Marius, 0 fr. 50. — Collecte faite à l'issue de la soirée familiale organisée à Lyon, 2 fr. 75. — Jeanne, 1 fr.

École libertaire. — Sommes reçues par le compagnon Ardouin, 86, rue de Cléry : Un passant, 0 fr. 50 — James et Totor de Montreuil, 2 fr. — Un camarade, 1 fr. (Marseille. — Cinq anarchistes dangereux de Menpenti, 3 fr. (Marseille). — Un pomadin convaincu, 0 fr. 30. — Gabier, 5 fr. — (23 octobre) Quête hebdomadaire d'un atelier, 6 fr. (Marseille), 3 listes de souscription envoyées à Bérard par Degalvès :

1re liste n° 10 : Un bébé qui veut une instruction anarchiste, 0 fr. 25; Germinal-Germinal, 0 fr. 30; Un dégoûté des politiciens, 0 fr. 50; Paul, 0 fr. 30; Louis, 0 fr. 30 ; Un ami des assassinés de la société actuelle, 0 fr. 50; Illisible, 0 fr. 50; Compagnon de lutte, 0 fr. 25; Un irréductible, 0 fr. 30; Un révolté, 0 fr. 50; Ernest, 0 fr. 50. Total : 3 fr. 90.

2e liste n° 11 : X., 0 fr. 50; Moi, 0 fr. 50; Emile, 1 fr.; Sauval, 0 fr. 20; XXX, 0 fr. 20; 000, 1 fr. — 0 fr. 50; XX, 0 fr. 25; Un partisan de l'autonomie industrielle, 2 fr.; Emile Armand, 0 fr. 50; Un Naturien, 0 fr. 30; Imbert, 0 fr. 50; Genoveti, 0 fr. 30; Vito, 0 fr. 30; Un gueux, 0 fr. 20; Un garçon, 0 fr. 20; Aumard, 0 fr. 30; R. Froment, 0 fr. 50; Un gniaf, 0 fr. 20; Un ami de la vérité, 0 fr. 25; Minauti, 0 fr. 25; X., 0 fr. 25; Un ennemi des bourgeois, 0 fr. 30; Casimir, 0 fr. 50; L. C., 0 fr. 50; Un antibourgeois, 0 fr. 25; X. 0 fr. 15; Anarcho, 0 fr. 50; Un copain, 0 fr. 25; Un partisan de l'école naturelle, 0 fr. 20; A bas les artificiers, 0 fr. 15. Total : 12 fr. 45.

3e liste n° 12 : Un anarchiste pur sang, 0 fr. 50; Titin vive l'anarchie, 0 fr. 50; A. Vaulaire, 0 fr. 25; A bas la fliquaille, 0 fr. 15; Un pianiste qui voudrait faire danser tous les bourgeois à la dynamite, 0 fr. 50; Bibi vive l'anarchie, 0 fr. 50; Un empoisonneur, 0 fr. 25; Un esclave du rasoir, 0 fr. 50; XXX, 0 fr. 10; Un qui n'aime pas à être embêté, 0 fr. 50; Illisible, 0 fr. 50. Total : 4 fr. 25. — Total général : 38 fr. 40.

Une lettre d'un compagnon promet un versement annuel de 120 fr. — Un autre compagnon s'engage pour un versement annuel de 100 fr.

Reçu pour le journal : V., à Grigny, 1 fr. 50. — *De chacun selon ses forces* : Un camarade, 5 fr. — B., à Nancy, 4 fr. — H. M., 1 fr. — G. B., 5 fr. — Produit de la soirée familiale organisée à Lyon au profit des *Temps Nouveaux* : 22 fr. 25. — Jeanne, 2 fr. — L. S., à Muirkirck, 1 fr. — L. B., 0 fr. 50. — E. V., à Nimes, 0 fr. 25. — Sanfrâse, 5 fr. — R., à Nimes, 2 fr. — Pour le journal et pour l'idée, 6 fr. — Jean, à Bordeaux, 1 fr. 05. — Saint-Louis Collecte, 2 fr. 25. — Creil : pour la dette, G. H. et G. D., 2 fr. — Merci à tous.

F., à Amiens. — O. B., à Lyon. — P. A., à Angers. — P., à Saint-Etienne. — B., à Brest. — D., à Saint-Quentin. — B., à Marseille. — G., à Tarare. — G., à Malines. — N. S., à Preslav. — N., à Alais. — S. D., à Montluçon. — P. T., à Brest. — J. C., au Havre. — L. J., à Amiens. — H., à Vienne. — E., à Reims. — P. A. et O. R., à Saint-Louis; H., à Saint-Nazaire; N., à Tours; N., à Liège (par le *P. P.*). — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, Nos 28-29 — DIX CENTIMES — DU 6 AU 19 NOVEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous avons dû, devant les difficultés budgétaires, la semaine passée, renoncer à faire paraître le numéro. Cela n'a pas été de gaieté de cœur, mais pour paraître il nous aurait fallu accumuler les dettes criardes qui, déjà, nous rendent la vie si difficile, et ce n'aurait été reculer que pour mieux sauter.

Encore une fois, l'existence du journal n'est pas menacée, nous pourrons avoir encore des éclipses, mais non la disparition définitive. Voilà dix-huit ans que cela marche ainsi, nous espérons bien encore fournir une longue course.

Quand nous avons reparu, il y a deux ans et demi, nous avons bénéficié de la curiosité qui s'attachait aux idées, puis les promesses nous étaient venues de toutes parts : nous avions cru pouvoir y compter. Mais cela n'a pas eu grande durée. Nous en sommes revenus à notre public habituel, restreint, mais fidèle.

Certes, si nous voulions mener les finances du journal commercialement, réduire notre tirage et nos frais de correspondance au strict nécessaire, nous pourrions, sans doute, éviter cette gêne persistante, mais nous croyons que ce serait par contre nous ôter les chances de nous étendre et diminuer notre propagande.

On nous a fait remarquer que ces fréquents appels « frimaient » mal et que la bourgeoisie pouvait ne pas nous prendre au sérieux en voyant que nous ne pouvions pas arriver à faire vivre un petit journal comme le nôtre. Que les imbéciles en pensent ce qu'ils voudront, peut nous chault de cela. En tout cas, voici le détail de nos opérations qui prouve que, malgré nos proportions modestes, nous faisons de la besogne.

Depuis que, succédant à la Révolte, *paraissent les* Temps Nouveaux, *nous avons encaissé :*

Abonnements	*5.293 80*
Vente au numéro	*30.501 60*
Souscription, vente de brochures et de lithographies	*23.561 45*
Total	*59.356 85*

Près de soixante mille francs, en deux ans et demi de temps, récoltés sou à sou, plus de vingt-cinq mille francs par an, sans aucune autre ressource que la vente et la bonne volonté des camarades, ce n'est pas à dédaigner.

Nous n'indiquons que les recettes, il est vrai; les dépenses malheureusement l'emportent. Si nous pouvions arriver à équilibrer notre budget, la marche nous serait plus facile. Nous avons nos brochures, qui s'épuisent et dont l'appoint n'est pas à dédaigner, qu'il nous faudrait faire réimprimer, ainsi que nombre de nouvelles que, faute de fonds, nous n'avons pu lancer jusqu'à ce jour.

Nous devions cette explication à tous ceux qui, connus ou anonymes, nous ont aidés de leur concours efficace jusqu'ici. Nous sommes toujours solides au poste.

Merci à tous ceux qui, pour faciliter l'apparition de ce numéro, se sont empressés de nous adresser leur règlement.

J. Grave.

L'abondance de copie nous force à renvoyer au prochain numéro la suite de l'étude : *Pourquoi et comment je suis anarchiste*, et *Escarmouches*.

SUR L'INTELLIGENCE HUMAINE

« L'homme est un animal intelligent et raisonnable », telle est la définition qui nous a été donnée, dès notre plus jeune âge, de cet être bizarre formé de sentiments si divers et même si dissemblables qui est l'homme. Au lieu de cela, n'eût-il pas été préférable de dire : « L'homme est un animal susceptible d'intelligence et de raison »? Ces deux facultés ont, comme toutes les facultés, besoin, pour atteindre leur coefficient de susceptibilité, d'être cultivées, excitées et suscitées; autrement, elles restent ce que nous appelons instinct chez les animaux dits inférieurs.

L'homme vraiment libre, esclave de ses seuls besoins et désirs (les passions étant une création de la civilisation), goûte la nature parce qu'il a appris par besoin, bien plus que par réflexion, à en comprendre les beautés. Aussi le besoin, cet éducateur suprême, a-t-il éveillé en lui les vrais sentiments, dépourvus de toute convention extérieure. Les écrits de Reclus sont là pour nous le prouver.

L'intelligence, au sens pur du mot, n'existe chez nous qu'après un assez long temps. Et c'est par un système d'éducation approprié que l'on peut de notre instinct primitif arriver à former une raison, un intellect, capables de savourer et d'admirer la belle harmonie de l'univers.

Mais l'éducation actuelle fait connaître le mal, là où l'innocent ne le soupçonnait pas; aussi est-il urgent d'améliorer cette branche d'étude. C'est par l'étude du bien conventionnel que l'on apprend aujourd'hui à connaître le mal; cette antithèse peut paraître au moins étrange, et cependant la jouissance du bien-être force à la comparaison avec la douleur, et *vice versa*, et c'est pour la possession intégrale de ce bien-être qu'une minorité d'imposteurs a posé le pied sur le reste de l'humanité, plongeant ainsi la majorité (presque l'unanimité) dans la détresse physique et morale la plus noire. Voilà l'intelligence dans notre siècle.

Charles Nodier a écrit dans un opuscule portant comme titre *L'Homme et la Fourmi* : « Dieu l'avait frappé (l'homme) entre toutes ses créatures d'une infirmité propre à sa malheureuse espèce. Il était intelligent. » Eh bien, oui, malheureusement, il faut le reconnaître; jusqu'ici, l'intelligence nous est douloureuse.

Pour l'homme au cœur droit, quoi de plus pénible que le tableau constant de la misère humaine et de l'iniquité triomphante? Il sait que la simple cohésion des forces actives de la partie la plus nombreuse et la plus misérable de l'humanité pourrait réaliser toute la somme du bonheur parfait sur notre globe. N'est-ce pas une torture continuelle pour lui de savoir cela et de ne le pouvoir faire comprendre à ses semblables? Comme il est en droit d envier l'insensé et de maudire la science!

Quant à l'homme du siècle, lâche et mercantile comme il le faut être, ne vivant que pour lui, n'estimant que lui et se considérant comme le pivot du monde, à quoi donc emploie-t-il cette faculté suprême? Au mal, au mal, rien qu'au mal. A lui les honneurs, car il a su faire remplir ses caisses par des légions de loqueteux qui ont peiné, sué, trimé pour la plus grande gloire du veau d'or. Intelligence commerciale! A lui les lauriers: par son adresse, il a su réduire en cendres des contrées entières, frappant de la même baïonnette le vieillard, puis l'enfant dans le sein de sa mère, et se reposant de ces fatigues (?) entre les bras de filles perdues dans des orgies infâmes; il a bien mérité du dieu Capital. Intelligence militaire! A lui tous les respects; par son grand savoir, il a combiné un magnifique coup de bourse qui a fait passer dans ses coffres-forts le produit de dix, de vingt ans de luttes incessantes, semant ainsi la famine autour de lui. Intelligence des affaires!

Dans ces conditions, l'intelligence est non seulement une infirmité, elle est aussi une calamité. C'est à elle que l'on peut imputer la création de la souffrance. Elle est la vraie boîte de Pandore. Et cela simplement parce que le régime capitaliste a pour devise : Enrichissez-vous, et que sans richesse nous sommes condamnés à charrier le fardeau de l'existence. A quoi reconnaît-on la supériorité d'un être dans notre siècle? Au plus ou moins grand nombre de rondelles d'or qu'il possède. Qu'importe le goût du beau, du bien et du grand, si vous êtes condamnés à peiner sans relâche, rongeant votre frein d'impatience, tandis que vos maîtres qui peuvent en jouir le négligent, leur stupidité et leur avachissement cérébral ne leur permettant pas de le comprendre? Alors, votre intelligence fait de vous un révolté! Vite, vite, les portes des geôles s'ouvrent larges pour vous engouffrer, car vous pourriez interrompre la digestion de ces Messieurs. Si vous voulez vous éviter ce désagrément, bien bas, inclinez-vous, faites abstraction de vous-même, oubliez votre nom d'homme et prenez le rôle de chien couchant. Pour cela, la première condition, c'est de vous abrutir, afin de ne plus sentir en vous les ferments de révolte : la caserne, puis le cabaret vous y aideront. Sinon, souffrez! que votre corps se torde dans les affres d'une longue agonie! Malgré tout, seule cette souffrance vous permet de vivre heureux; par elle, il vous est permis d'entrevoir dans un lointain encore bien obscur, soit! mais déjà visible, la cessation du long martyre de l'humanité. Qu'importent alors les murs froids de votre prison, la haine de ceux qui vous torturent, la mort elle-même; vous comprenez, comme nos vaillants amis de Montjuich, la grandeur de votre cause, et vous succombez avec l'espérance que votre mort n'est pas inutile. L'exil a pour vous

des douceurs que vous ne lui soupçonniez pas. Un nouvel homme se forme en vous avec des sentiments plus larges, une sensibilité plus étendue. En un mot, vous vivez.

Si l'intelligence n'amène que douleur avec elle, jusqu'ici, les temps sont plus proches qu'on ne croit généralement, où, ayant régénéré l'univers, elle seule aura du prix. Que le peuple le comprenne, et la Révolution sera presque faite, car avant la Révolution des barricades, la Révolution des cerveaux est indispensable. Ce jour-là, une nouvelle humanité sera créée, qui, débarrassée des préjugés et comprenant ses besoins, jettera dans le même brasier Code et Bible, et chassera, du même coup de balai, militaires, avocats, patrons et prêtres.

A l'ouvrage! La victoire, d'avance, nous est assurée!

GIRODIER J.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Les tueurs de porcs de l'abattoir de Vaugirard se sont mis en grève. Le surmenage est la cause de cette grève. Bientôt après, leurs camarades de l'abattoir de la Villette et toute la boucherie se sont solidarisés avec eux pour les aider à obtenir ce qu'ils demandent: la réduction de la journée de travail à *douze* heures et la suppression du travail de nuit. Malheureusement, les grévistes font intervenir dans leur grève des politiciens et des juges de paix qui, certainement, en savent moins long qu'eux sur leurs propres intérêts. Encore une fois, puisque ces travailleurs savent s'entendre pour faire grève, il ne leur est pas plus difficile de s'entendre pour ne se rendre aux abattoirs qu'aux heures et pendant le temps qu'il leur plaît. Ils sont d'accord pour réclamer que le travail ne commence qu'à 5 heures du matin et finisse à 6 heures du soir. Eh bien, qu'ils n'arrivent aux abattoirs qu'à 5 heures du matin et qu'ils s'en aillent à 6 heures du soir, au lieu de perdre leur temps et leur argent à faire grève. Devant le fait accompli, que feront leurs patrons? Ils ne pourront que céder.

*
* *

LOIS OUVRIÈRES. — Voici qui est fait pour décourager un peu ceux qui pensent remédier par des lois aux maux causés par l'organisation sociale. Est-il une loi, sauf peut-être celle de 1884 sur les syndicats, sur laquelle on ait plus compté que celle relative aux délégués mineurs? Enfin, disait-on, les travailleurs vont eux-mêmes surveiller les conditions du travail, veiller à leur propre sécurité, etc., etc.

Or, les délégués mineurs du département de la Loire viennent d'adresser au gouvernement une lettre dans laquelle ils protestent contre la situation qui leur est faite et l'inutilité de leurs efforts pour remplir leurs fonctions. Ils ne peuvent, disent-ils, avec le nombre de journées qui leur sont allouées, visiter les puits deux fois par mois. Dans nombre d'accidents, ils sont prévenus beaucoup trop tard pour qu'ils puissent faire les constatations nécessaires; on les prévient alors que toute trace d'accident a disparu et que les témoins ne se souviennent plus exactement de ce qui s'est passé. En outre, on lésine sur le paiement des journées qu'ils emploient à accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines dans leurs inspections, et enfin *il n'est tenu aucun compte* des observations faites par eux au cours de leurs visites.

Et maintenant réclamez des lois protectrices des travailleurs! Vous avez là un exemple de la manière dont elles sont appliquées.

*
* *

LES GRÈVES : TRÉLAZÉ. — La grève de Trélazé est finie. Malgré l'entente admirable dont ont fait preuve les ardoisiers, ils ont été vaincus par la famine.

La semaine dernière, l'Union des syndicats de la Seine lançait l'appel suivant :

« Camarades,

« L'Union des syndicats du département de la Seine est vivement émue de la détresse dans laquelle se trouvent les ouvriers ardoisiers de Trélazé, qui sont en grève depuis le 27 septembre dernier, grève occasionnée par une demande d'augmentation de salaire et le renvoi d'un contremaître.

« Cette grève, au début, ne comptait que 1.000 grévistes, mais, depuis le 2 octobre, sous le fallacieux prétexte d'entraves à la liberté du travail, invoqué par l'omnipotente Compagnie des ardoisières de Trélazé, celle-ci, fermant toutes les carrières, tente de réduire par la famine les 2.400 ouvriers qui y étaient occupés, et qui sont, de ce fait, en grève forcée.

« Camarades, vous ne laisserez pas mourir de faim vos frères du prolétariat et, par vos gros sous, les aiderez à sortir triomphants de la lutte qu'ils ont entreprise pour pouvoir vivre en travaillant. »

Mais puisque, malgré l'appui des camarades de tous lieux, les ardoisiers de Trélazé sont vaincus, il leur reste maintenant, puisqu'ils ne peuvent obtenir de leurs patrons le prix que vaut leur travail, à leur donner du travail pour leur argent, en se reportant aux conclusions du Congrès de Toulouse sur le *sabotage*. Depuis trop longtemps les travailleurs font la charité à leurs exploiteurs.

*
* *

LIBERTÉ. — Nous continuons plus que jamais à vivre sous un régime de liberté. Quatre collaborateurs du *Libertaire* sont poursuivis pour avoir commis le crime horrible d'avoir écrit ce qu'ils pensaient, à l'inverse de nos gouvernants qui disent et écrivent toujours ce qu'ils ne pensent pas.

Du nombre est le camarade Etiévant qui est, on le sait, récemment sorti de prison où il venait de passer cinq ans sans pouvoir arriver à changer d'opinion sur la beauté du régime bourgeois.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

INTOLÉRANCE. — La conférence anticléricale de Mme de Montrésor, à Nîmes, n'a pas donné les résultats qu'on pouvait en attendre. Cependant, dès le début, on aurait pu espérer un plus large esprit de tolérance du public, puisque la conférencière, pour la nomination obligatoire du bureau, n'obtenait d'autres voix que celle, ironique, demandant le commissaire comme président. Ce dernier n'ayant pas eu l'audace d'accepter, la citoyenne de Montrésor a continué son exposé, scrupuleusement et strictement anticlérical au début; comme elle faisait le panégyrique de l'instruction laïque actuelle, qui élève les enfants dans *le culte* de la patrie, *une partie* de son auditoire, presque entièrement antireligieux et antipatriote, n'ayant pas eu le courage ni la patience de laisser finir l'oratrice pour mieux réfuter ses idées ensuite, a protesté tant et si fort que le commissaire présent a cru devoir lever la séance, bien qu'il n'y ait pas eu d'autres troubles.

V.

Angleterre.

Alors que nos socialistes continentaux semblent fatalement s'embourgeoiser de plus en plus, il est intéressant de voir les socialistes anglais jusqu'à présent occupés de questions plutôt matérielles, telles que la coopération, en vue du bien-être personnel, s'anarchiser pour ainsi dire, comme on pourra s'en rendre compte par le manifeste du nouveau journal édité par la *Société Royale* coopérative des arsenaux de Woolwich :

« *Camaraderie*, telle est la devise des coopérateurs de Woolwich qui veulent consacrer leurs efforts au meilleur développement matériel et moral de dix mille travailleurs tant à Woolwich qu'à Plumstead, Charlton et Erith. Se rappelant le mot d'ordre des premiers coopérateurs — pour le bien des camarades — ils veulent aussi, comme les adhérents de la Nouvelle Internationale, « aimer la cité pour elle-même et la terre pour la terre » et leur bannière abritera sous ses larges plis aussi bien les partisans de la fraternité universelle que ceux qui croient encore à la nécessité de la lutte entre les hommes.

« Aux premiers, ils diront : Soyez fidèles à l'esprit de solidarité auquel on doit les associations de production et de consommation, les fédérations des sociétés, nos grands entrepôts, les coopératives qui capitalisent vos acquisitions morales et matérielles, les associations agricoles de la Grande-Bretagne, d'accord avec leurs sœurs d'Irlande pour réclamer la terre qui leur appartient. Entrez dans l'Alliance internationale, grâce à laquelle la fraternité l'emportera sur l'égoïsme.

« Aux autres, ils prêcheront l'évangile de la justice sociale et de l'entente industrielle; ils leur diront que tous peuvent bénéficier des mêmes avantages que les dix mille associés de Woolwich dont les six entrepôts, la magnifique boulangerie, les deux fermes aux écuries de 70 chevaux, les beaux ateliers de tailleurs, cordonniers et maçons ne sont pas aménagés en vue de l'intérêt particulier, mais au profit de tous; que chacun peut y entrer, profitant ainsi du travail et du dévouement de nos initiateurs et s'acquérant des droits à la reconnaissance des futurs associés.

« Ranimer le vieil enthousiasme de nos premiers amis, gagner de nouvelles recrues à leur idéal, tel est le but du nouvel organe de notre association *Camaraderie*. »

Espagne.

LA VÉRITÉ SUR LA SITUATION. — Un grand nombre d'articles ont été écrits ces temps derniers sur l'état actuel de l'Espagne par les politiciens de toutes couleurs; est-il exagéré d'affirmer qu'aucun n'a été assez courageux ni assez sincère pour dire nettement la vérité, pour montrer le rôle honteux et criminel joué dans ce malheureux pays par le gouvernement et la classe privilégiée, unis à la réaction cléricale?

Il semblerait, à voir la façon dont on parle de la double guerre séparatiste de Cuba et des Philippines et du mécontentement de la classe ouvrière de la Péninsule, que ce sont des mystères insondables, dont les initiés de quelque religion particulière pourraient seuls surprendre le secret.

A les entendre, Cuba serait presque pacifié, Weyler l'égorgeur en aura fini avec cette affaire au plus tard en mars prochain et ensuite les habitants de la grande Antille n'auront qu'à jouir du plus complet bonheur. Quant aux Philippines, les insurgés et leurs braves chefs Aguinaldo et Llanera mettraient bas les armes si (*sic*) on leur permettait d'envoyer quelques députés à Madrid!

Quelle erreur profonde! Ce n'est pas la générosité du ministère qui accorde l'autonomie, c'est la force invincible que déploient les révoltés qui l'arrachent.

On voudrait aussi faire croire que les déclarations de Marie-Christine au général Azcarraga au sujet des affaires de Montjuich ont ému l'opinion espagnole et l'ont convaincue qu'après tant de hontes, tant d'infamies, tant de cruautés amoncelées par la monarchie bourbonnienne depuis le jour néfaste de sa restauration, une ère nouvelle de moralité et de justice pour le peuple exploité et opprimé allait enfin commencer.

— Farce, farce, farce que tout cela! pouvons-nous crier avec Hamlet, à haute voix et pour que tous le sachent!

Cuba est pacifié — et le gouvernement se prépare à envoyer à ce cimetière (c'est le nom que lui donnent les mères) 20.000 jeunes soldats, pris tous, de par le remplacement, dans la jeunesse prolétarienne.

Les chefs philippins vont déposer les armes, — et le télégraphe nous apporte la nouvelle que deux grandes expéditions de secours aux révolutionnaires viennent de débarquer qui nécessitent l'envoi de nouveaux renforts aux troupes décimées luttant dans l'archipel.

La classe des travailleurs a confiance en Sagasta pour l'inauguration d'un régime de moralité et de justice — et c'est sous le ministère de ce renégat de la révolution de septembre et avec son concours que la municipalité de Madrid fit son Panama; et c'est sous ses auspices que, à Montjuich et à la *Gobernacion* (préfecture) de Barcelone, fonctionnèrent l'Inquisition et ses barbares procédés. Comme sous Canovas, l'infâme Portas dirigeait les bourreaux, secondé alors par le lieutenant Penas, qui, aujourd'hui à Cuba, combat glorieusement sous les ordres de Weyler, et fait incendier des récoltes, fusiller des femmes et brûler vifs de petits enfants au nom de la civilisation!

La reine et Canovas ont, le 5 mai 1897, fait fusiller *cinq* ouvriers innocents, mais, le 21 mai 1894, la reine et Sagasta n'ont-ils pas fait assassiner, dans les fossés de la même citadelle de Montjuich, *six* travailleurs non moins innocents?

Canovas a eu comme gouverneur de Barcelone Hinojosa, et comme capitaine général de la Catalogne Despujols (1), deux bourreaux du travail et

(1) C'est le Despujols qui, comme capitaine général des Philippines, promit à Rizal qu'il pouvait, en toute sécurité, revenir à Manille, et qui, lorsque le malheureux auteur de *Noli me tangere* se fut fié à sa parole de soldat et d'hidalgo, le fit arrêter et envoyer dans un lieu de déportation d'où la haine des moines le tira bientôt pour le livrer au peloton d'exécution de Bagumbayan — le Satory de là-bas, suivant l'expression de Ramon Sempau.

de la liberté, mais Sagasta avait comme siens Larroca et Weyler, plus répugnants et plus odieux encore, s'il est possible. Et, pour qu'on ne se méprenne pas sur ses bonnes intentions, qui donc envoie-t-il aujourd'hui commander à Barcelone comme gouverneur? L'inquisiteur Larroca (1).

Quant aux récentes déclarations de la reine, se plaignant de ce que la torture ait été employée à Montjuich et affirmant qu'elle s'en était plainte plusieurs fois à Canovas, il convient seulement — après avoir remarqué ce fait que la presse monarchique en a voulu profiter pour la soustraire aux terribles responsabilités qui lui incombent — d'en tirer, avec toute la force de la plus stricte logique, cette conclusion :

Ou il n'est pas vrai qu'elle se soit plainte à Canovas de la cruauté de ses agents et, malgré les lettres que lui avaient adressées les prisonniers de Montjuich, lettres dont une au moins fut publiée par *El País*, par *El Nuevo Régimen*, de Pi y Margall, et par d'autres journaux de la Péninsule et de l'étranger, elle ne s'est souvenue d'eux que lorsque le bras vengeur d'Angiolillo eut mis fin à la vie du Stambouloff espagnol;

Ou bien elle a, en effet, protesté, réclamé justice, et n'ayant pu l'obtenir, — elle, la reine! — le peuple qui, lui, ne s'appelle point le roi, doit voir qu'attendre cette justice de ses gouvernants est folie, et qu'il doit se la faire lui-même.

Ainsi donc, le peuple espagnol en est là :

Exploité, opprimé, ayant à subir toutes les vexations des représentants du trône, de la banque et de l'autel, il n'a plus confiance en personne, il n'espère de personne un soulagement quelconque, il ne s'en remet qu'à lui-même, à son initiative, à son droit, à sa force.

Mille fois trompés par ceux qui aujourd'hui leur promettent l'autonomie, les Cubains répondent qu'ils n'accepteront que l'indépendance, et le peuple d'Espagne, ayant mille fois servi de jouet à tous ceux qui l'ont gouverné, proclame que, seule, la Révolution pourra le sauver.

Prochaine est la tempête : qu'elle éclate!

L. Portet.

Bruxelles, 21 octobre 1890.

(1) Les méfaits et les cruautés sans nom et sans nombre de Larroca avaient exaspéré à un tel point la population qu'un honorable ouvrier, Morull, lui envoya deux balles de pistolet. Larroca s'en tira avec une blessure et Morull avec vingt ans de bagne... et de bagne espagnol!

Hollande.

Rotterdam. — Quelques mots sur la phase où se trouve momentanément notre mouvement. Les nouvelles reçues d'ici sont rares et, néanmoins, les compagnons des autres pays se sont figuré l'anarchisme comme étant, en Hollande, plus développé, plus répandu, plus entré dans les esprits, dans les désirs du peuple et les faits que partout ailleurs. Dans d'autres endroits, au contraire, on se fait une idée de notre pays tout aussi fausse, en se figurant notre mouvement comme enterré depuis longtemps et remplacé, absorbé tout à fait par le socialisme libertaire. Telle est la constatation que fit en Suisse un de mes amis.

De part et d'autre ce sont des erreurs, nées de malentendu.

Il est très difficile d'ailleurs de se former une idée nette de la confusion illimitée qui règne dans un pays où, comme chez nous, l'idée avait pris racine si solidement et si profondément, ainsi que la presse et les réunions, dans les débuts de notre mouvement, l'ont manifesté.

Depuis longtemps, quelques querelles personnelles avaient éloigné ceux qui auraient dû coopérer à la lutte qui demande toute énergie, tout dévouement. Ce n'était pas sur les idées que nous ne nous trouvions pas d'accord, mais sur la tactique (je voudrais écrire : *les* tactiques).

Le 26 septembre, nous nous sommes rencontrés, sur la convocation de celui qui signe cette lettre, pour nous entendre sur la réapparition de notre ancienne feuille, *Anarchist*, qui, depuis 1894, n'était parue que trois fois pour quelques numéros. Et ceux qui la rédigeaient et éditaient il y a trois ans assistaient à notre réunion. Les vieilles rivalités disparaissaient, tous les désirs se rencontraient sur ce seul terrain : le journal *Anarchist*.

Eh bien! notre espoir était prématuré. Quoique fondé, rédigé, annoncé, le journal ne pourra pas paraître, en raison du manque d'entente et de sympathie.

Le camarade Methofer, qui devait être chargé de s'occuper de la rédaction du journal, nous avertit que, dans de pareilles circonstances, il ne se sentait pas capable de poursuivre le but proposé, et qu'il renonçait à la tâche.

Sur ces entrefaites, les compagnons de Malines (Belgique) ont lancé encore leur *Vrijheid* (*Liberté*) en flamand, quoiqu'ils eussent l'intention de supprimer à l'occasion leur journal et de le confondre avec le nôtre. Alors c'est nous qui, à l'inverse, nous efforcerons de faire en Hollande du journal *Vrijheid* la voix de notre mouvement, qui n'est pas encore mort, mais qui exige un travail pénible et difficile pour être retiré de la boue où il gît, tant par mauvais vouloir que par mésentente.

Espérons que les efforts de nos camarades flamands-belges ne seront pas perdus. Ils se sont chargés de l'œuvre nécessaire — mais incertaine — de nous rendre notre mouvement de jadis, de nous réserver un avenir plein de lutte et peut-être de victoire. Ce qui est parfois une légende — quand il y a exagération — deviendra alors l'expression exacte de la vérité : que la Hollande assimile facilement la semence de liberté, d'anarchie; car cette légende est fondée incontestablement; le sol est fécond ici pour le développement des idées libertaires.

Avec impatience et intérêt, nous suivons ici les manifestations de l'action, en souhaitant de tout notre cœur la réussite, la longue durée de notre jeune et vaillante feuille bimensuelle, dont la vie et l'action nous semblent si nécessaires.

Van der Voo.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les membres parisiens de la commission de *boycottage* et de *sabottage* au Congrès de Toulouse préparent une brochure sur ce sujet.

10 brochures, 0.25 ;	par la poste	0 fr. 35
100 —	par colis postal,	2 fr. 50
500 —	—	11 fr. »
1000 —	—	20 fr. »

Les demandes de brochures doivent être adressées, avec les fonds, au camarade Emile Pouget, 15, rue Lavieuville (Montmartre), Paris.

∴

Jeunesse anarchiste du XV. — Réunion du groupe tous les dimanches, à 8 h. du soir, chez Béra, marchand de vins, 116, boulevard de Grenelle.

Dimanche 14 novembre, soirée familiale avec causerie par le compagnon Jules Bard sur la « Philosophie anarchiste ». — Chants, récits et poésies.

Tous les camarades du XV sont priés d'être exacts, le groupe devant organiser une réunion publique.

∴

Pantin. — Tous les samedis, réunion des *Libertaires des Quatre-Chemins*, 11, rue des Ecoles. Diffusion des idées libertaires.

Dimanche après-midi et le soir, chansons libres. Livres, brochures, journaux à la disposition des copains.

∴

Saint-Denis. — Différents camarades se sont groupés pour monter un théâtre libertaire. Dans ce but, ils font appel à tous les camarades pouvant tenir un rôle, ainsi qu'à tous les écrivains anarchistes. Adresser tout ce qui a trait à l'œuvre au compagnon Minos, 4, rue Baudet, à Saint-Denis.

∴

Aubervilliers. — Réunion organisée par le groupe anticlérical et libertaire des Quatre-Chemins, le dimanche 14 novembre, à 2 heures après-midi, salle Marchand, 2, route de Flandre (côté Pantin). Orateurs inscrits : Prost, Girault, Brunet, Dubreuil, Nervins, etc.

Entrée : 20 centimes, pour la propagande.

∴

Bordeaux. — Camarades,

Dix réunions de quartier et *quatre conférences* à la campagne ont été faites soit par *deux orateurs*, soit par *un seul conférencier*.

Chacune de ces réunions a éveillé le populaire, a déterminé parallèlement la rage des politiciens et l'empressement de bon augure des prolétaires.

Tous les anarchistes, s'ils ont conscience de l'œuvre belle, humaine, *subversive*, intellectuelle à accomplir, ont à redoubler d'efforts.

Les théories anarchistes, incomprises, détournées de leur sens aujourd'hui, forceront immanquablement des cerveaux aujourd'hui réfractaires.

Développons donc nos pensées sans souci des quolibets, des malentendus, des persécutions gouvernementales ou de la puérilité des masses.

Antoine Antignac.

Antoine Antignac fait part à ses amis de sa nouvelle adresse : 4, *rue Baudin*, au lieu de 62, place du 14 Juillet, au Bouscat, à quatre minutes de son ancien domicile.

∴

Nimes. — *Les Impersonnels Libertaires*, bar et café de la Terrasse, rue de l'Arc-du-Gras, 9. Dimanche 7 novembre 1897, à 8 heures du soir, tous les camarades désireux de voir fonder une Ecole libertaire à Nimes sont invités à venir en discuter les bases. Ouverture du cours d'adultes libertaires le lundi 16 novembre dans la même salle. Le programme de cette intéressante soirée d'inauguration sera ultérieurement publié.

Pour le groupe d'initiative :

Henri Vérité, 19, rue de la Fenage.

∴

La *Jeunesse libertaire* se réunit tous les samedis et dimanches, 2, rue Monjardin, Bar français, coin de l'Esplanade.

∴

Amiens. — Tous les camarades, notamment ceux qui ont déjà répondu à notre appel, sont prévenus que le groupe du samedi va continuer sa marche comme par le passé à partir du samedi 6 novembre et les suivants, au Cent de Piquet, faubourg du Cours, à 8 h. 1/2 du soir.

Pour le sujet, consulter les amis qui s'y sont rencontrés. Dimanche, à 5 heures du soir, même salle, réunion de tous les copains et causerie par un camarade.

∴

Nimes. — Les *Temps Nouveaux* et les brochures éditées par les *Temps Nouveaux*, ainsi que le *Libertaire*, le *Père Peinard* et l'*Almanach du Père Peinard*, sont à la disposition des camarades tous les soirs depuis 7 h. 1/2, bar et café de la Terrasse, rue de l'Arc-du-Gras, n° 9.

Groupes anarchistes réunis de Nimes, café de la Terrasse, rue de l'Arc-du-Gras, 9.

Samedi 13 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée familiale au bénéfice de l'Ecole libertaire de Nimes. Première partie : causerie : *De l'irresponsabilité des êtres dans la société actuelle*. Deuxième partie : chants et poésies libertaires; *Le Jugement d'un pape*, vaudeville en un acte, en vers, de H. L., interprété par X. Z. Y. Troisième partie : grande sauterie. Le piano sera tenu par le compagnon L. X.

∴

Amiens. — Les camarades qui correspondent avec le compagnon Froidure sont priés de tenir bonne note de son adresse : 18, rue Haute-des-Tanneurs, Amiens.

∴

Saint-Etienne. — Tous les compagnons qui désirent prêter leur concours pour la deuxième soirée familiale organisée au profit de l'Ecole libertaire sont invités à se réunir le dimanche 14 novembre 1897, à 3 h. 1/2 du soir, au café Monier, place Chavanelle.

∴

Le Théâtre civique donnera sa représentation le 20 novembre, à 8 h. 1/2, à la Maison du Peuple, rue Ramey.

Au programme, des poèmes et des proses de Hugo, Leconte de Lisle, G. Geffroy, L. Descaves, Séverine, M. Devaldès, Achard.

Intermèdes de musique.

On jouera *Mélie*, un acte de M. G. Docquois.

La représentation sera publique.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Du fer (vers), par Jacques Turbin, 1 vol., 3 fr. 50, chez Lemerre, passage Choiseul, 23-31.

La Grande Industrie, par Schulze-Gavernitz, 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Almanach de la Question Sociale pour 1898, 1 fort volume, 1 fr. 50, à la *Question Sociale*, 5, boulevard Saint-Michel.

Les Deracinés, par Maurice Marrès, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Qu'est-ce que le progrès? par N. Mikhaïlowsky, 1 vol., 2 fr. 50, à la *Revue socialiste*, 78, passage Choiseul.

De chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain :

La lutte contre le mal, par J. Clamageran, 1 vol., 3 fr. 50. — *Principes sociologiques*, par Charles Mismer, 1 vol., 5 fr.

Lettre au tsar Nicolas II, par Juan Lagarrigue, 1 broch., Santiago du Chili.

A lire :

Chronique, par H. Bauer, *Echo de Paris*, 30 octobre.

Le Pistolet du père Bugeaud, par H. Leyret, *Aurore*, 31 octobre.

Concurrence déloyale, par J. Jullien, *Aurore*, 2 novembre.

Une erreur judiciaire par jour, L. Descaves, *Aurore*, 30 octobre. Même numéro : *Chair à colon*, par J. Jullien.

Notes sur la Question d'Orient, par O. de Bezobrozow, 1 broch. chez Koussoulinos, place Saint-Théodore, à Athènes.

Opprimés et oppresseurs, par J. Jullien, *Aurore*, 6 novembre.

Les Doukhobors, par L. Descaves, *Echo de Paris*, 7 novembre. Même numéro, *Le Petit Patron rouge*, par Monjoyeux.

Fausses nouvelles, dans la *Feuille*, numéro 2.

A voir :

Les Fléaux de Dieu, dessin de Willette, *Courrier Français* du 31 octobre.

L'Assistance publique, dessin de Steinlen, *Aurore*, 8 novembre.

Et aussi celui de Luce, que nous avions oublié de signaler à son heure, dans l'*Aurore* du 25 octobre.

MUSÉE DES ANERIES

M. Fleury. — Il n'y a rien de plus heureux que l'homme qui n'a même pas de chemise à lui.....

. . . .

Un autre orateur. — Tout a des défauts, même la liberté.

M. Fleury. — Alors il faut la supprimer.

(*Congrès de la législation du travail.*)

SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Le compagnon Delesalle a déposé, dans notre bureau, une liste de souscription de la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision en faveur des mécaniciens anglais, et une seconde en faveur des ardoisiers de Trelazé. Elles sont à la disposition de ceux qui voudront souscrire.

AUX CAMARADES

Souvent il paraît dans les journaux des adresses d'individus s'occupant plus ou moins de propagande de libre pensée, d'études sociales, etc. Prière aux amis de les copier partout où ils en trouveront et de nous les envoyer pour y adresser des numéros-spécimen du journal.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX :

Brochures éditées par le *Libertaire* :

Dogme et Science, *par Janvion* . . . . » **25**
Les Crimes de Dieu, *par S. Faure*. . . » **25**

Brochures éditées par le *Père Peinard* :

Variations guesdistes, *par Pouget*. . . » **10**
Almanachs 94, 96, 97, 98, chaque. . . » **10**
Chansons en musique : 1° *Les Anti-proprios*.
— 2° *Les Libertaires*, chaque fascicule . . » **10**

PETITE CORRESPONDANCE

M., au Havre. — Je ne puis pas laisser le volume à moins de 2 fr. 75, et de nous en expédier le montant en le commandant.

L. J., à Amiens. — Les lithographies ont dû être expédiées avec le paquet de Froidure.

Marseille. — Convocation trop tard. Lisez donc le journal, bon Dieu! Voilà assez de fois que nous avertissons qu'il faut nous expédier pour le mardi matin.

N. S., à Preslav. — Je ne sais si les Lamennais sont dans la collection Garnier. En tout cas, vous pouvez les avoir à 0 fr. 25 dans la petite *Bibliothèque nationale*. — L'autre volume, je puis vous l'expédier contre 3 fr. 25, recommandé.

R., à Nîmes. — La plupart des extraits de Sébastien Roch que vous avez envoyés ont paru dans la *Révolte*.

M. D. — Le livre de Hæckel, certainement. Les autres, je ne les ai pas lus. Mais de Huxley, Wundt, Mill, Paulan et Ribot, il y a toujours du profit à les lire. Les autres, je n'ai rien lu d'eux.

Saint-Denis. — Veuillez prendre 49 invendus chez Fouché.

E. P., à Londres. — Nous n'avons pas l'emploi des timbres de quittance. Veuillez, une autre fois, nous payer en timbres-poste.

R., à Genève. — J'ai retrouvé des *Psychologie du Militaire*.

La Anarquia. — Nous avions cessé l'échange parce que, de notre côté, nous ne recevions plus votre journal.

C., à Grenoble. — Employez les invendus à la propagande.

G. V. — Robin est malade, ce qui explique son silence sans doute. Votre lettre lui a été remise. Ecrivez à son nom, 6, rue Haxo.

M. J., au Pontet — C'est bien l'adresse de l'*Agitazione*. Elle paraît toujours.

L., à Pantin. — Je ne connais pas.

C., à Anvers. — Je vous envoie le n° 14 demandé.

Anonyme. — La question de production dont vous parlez a été étudiée en trois petites brochures, épuisées, et que le manque de fonds nous empêche de réimprimer : *Les Produits de la terre*, *Les Produits de l'industrie* et *Richesse et Misère*. D'après les statistiques officielles, la production est en excès sur la consommation.

Reçu pour la fille à Decamps : Marius, 0 fr. 50. — Volva, 0 fr. 50.

Reçu pour les bannis de Montjuich : G. G., à Langon, 0 fr. 25. — F. au Mans, 3 fr. — Jeanne, 1 fr. — Liste de Grigny : Payre, 0 fr. 25 ; Peinard de Givors, 0 fr. 25 ; Un bouif en goguette, 1 fr ; Un second peinard, 0 fr. 25 ; La compagne de Volva, 0 fr. 50. — En tout : 8 fr. 50. — Listes précédentes, 446 fr. 55. — Total général : 461 fr. 30.

La semaine prochaine, nous donnerons le détail des sommes distribuées.

Reçu pour la famille d'Angiolillo : Monier, 1 fr. — R. de Verviers, 0 fr. 50 — Jeanne, 1 fr. — A. M., à Buckingham, 7 fr. — Pour la plus haute estime et sympathie, Brindisi, 10 fr. — En tout : 21 fr. — Listes précédentes : 262 fr. 25. — Total général : 283 fr. 25.

Reçu pour l'Ecole libertaire : V., à Grigny, 1 fr. — G. B., 3 fr. 85. — R., à Genève, 5 fr. 15. — En tout : 10 fr. — Listes précédentes : 90 fr. 85. — Total général : 100 fr. 85.

Liste de Grigny : Payre, 0 fr. 25 ; Volva, 0 fr. 50 ; Son fils, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 25. — V. C. à Saintes, 0 fr. 85. — Reçu par le camarade Ardouin : Anna de Mesnilmontant, 5 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. 50 ; Georges Ardouin, 2 fr. ; Un ami de l'école libertaire, 5 fr. ; Marseille, groupe du sou pour l'école libertaire de Mempenti, 3 fr. — Un camarade, 1 fr. — Un groupe de fonctionnaires écœurés, courage! 5 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. 50. — Marseille, groupe du sou pour l'école libertaire à Mempenti, 3 fr. — Une liste de souscription : Une génisse, 0 fr. 25 ; Sa sœur, 0 fr. 25 ; Un ami de Méline, 0 fr. 20 ; Un ami libertaire, 0 fr. 20 ; Un second libertaire, 0 fr. 25 ; Une victime du juge d'instruction, 0 fr. 25 ; Un anarchiste, 0 fr. 25 ; Un ami de la bombe, 0 fr. 25 ; Un jeune anarchiste, 0 fr. 20 ; On pendra les patrons, 0 fr. 20 ; Dansons la carmagnole, 0 fr. 10 ; Un ami, 1 fr. En tout : 3 fr. 40.

Collecte par Josué (Chalon-sur-Saône) : Un partisan de l'anarchie, 0 fr. 40 ; Son fils, 0 fr. 25 ; La Purée, 0 fr. 15 ; Pour qu'il y ait beaucoup d'Angiolillo, 0 fr. 20 ; Un dégoûté de l'autorité, 0 fr. 30 ; En avant pour la liberté, 0 fr. 30 ; Un petiot qui a envie de grandir, 0 fr. 20 ; Un penseur, 0 fr. 30 ; X., 0 fr. 30 ; Un libertaire, 0 fr. 35 ; Pour détruire les cafards, 0 fr. 50 ; Une qui voudrait que les femmes ne soient plus esclaves, 0 fr. 25 ; Pour qu'elles élèvent leurs enfants librement, 0 fr. 50. Total : 4 fr.

Reçu pour le journal : G., à Londres par J., 5 fr. — V. C., à Saintes, 2 fr. — Les camarades de la Chapelle, 10 fr. — Collecte faite au groupe libertaire d'Amiens, 2 fr. — Pruvost et sa compagne, 1 fr. — M. S., Levallois, 1 fr 05. — Marseille : Un compagnon et sa compagne 2 fr ; Un compagnon de la brasserie du Chapitre, 1 fr. 50 ; Un compagnon de la rue Hoche, 1 fr. 75 ; Un compagnon, 1 fr. *En tout : 6 fr. 25.* — Groupe du XV[e], 5 fr. — Jably, 0 fr. 50. — V., à Nîmes, 0 fr. 30. — Horvinox, 2 fr. — R., à Lausanne, 10 fr. — L., 2 fr. — Deux pauvres diables, 2 fr. — D'un camarade, 1 fr. ; Autre versement oublié, 1 fr. — Un militaire, 1 fr. 50. — V., à Nîmes, 0 fr. 45. — L. G., à Rive-de-Gier, 0 fr. 30. — A. M., à Lampedusa, 1 fr. — P., à Horion, 2 fr. — Un Morvandiau révolté, 0 fr. 20. — Un cul de plomb, 0 fr. 50. — E. P., à Alger, 5 fr. — Anonyme, en timbres, 2 fr. 10. — Un camarade, Reims, 2 fr. — Rod, 2 fr. ; A. A., 1 fr. — Par L., de Jemmeppe, 2 fr. — *De chacun selon ses forces* : 5 fr. — Son camarade, 2 fr. — R., à Wasigny, 2 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 30. — Une anarchiste de Saint-Mandé, 1 fr. — Deux pauvres diables, 2 fr. — Pour la dette du journal : G. H. et G. D., à Creil, 4 fr. — Amiens : Jean-de-trop, 1 fr. 10 ; Pruvost Désiré et sa compagne, 1 fr. ; Charles, 1 fr ; D., 0 fr. 15. — N. M., 10 fr. — M., à La Tour-du-Pin, 1 fr. — Un déchard, à Marseille, 0 fr. 60. — Merci à tous.

A. C. A., à Estagel. — P. A., à Angers. — M. P., à Romans. — G., à Carmaux. — B. R., à Hyères. — M., à Troyes. — L. M. D., à Rouen. — G., à Bourgoin. — De M., à Gard. — E. P., à Peyrins. — E. R., à Sciez. — M., à Avignon. — O. D., à Namur. — C., à Grenoble. — H., à Vienne. — B., à Givors. — C. J., à Garchizy. — G., à Saint-Mètre. — E., à Montpellier. — V., à Marseille. — R., à Roanne. — F., à Amiens. — G., à Londres, par J. — Vve B., à Genève. — L., à Chaux-de-Fonds. — F. à Amiens. — J., à Châlons. — Coopérative de Lyon. — Vve H., à Alais. — P., à Saint-Etienne. — T., à Bourg-de-Thizy. — S. P., à Bordeaux. — N., à Toulouse. — C., à Nancy. — P. A., à Angers. — E. J., à Mangino. — V. F., à Saint-Claude. — R., à Gisors. — R., à Villiers. — F., à Saint-Denis. — B., à Limoges. — L., à Pantin. — Collecte au groupe du XV[e], 5 fr. 50. — S., à Cette. — Reçu timbres et mandats.

AUX NOUVEAUX ABONNÉS

A tout nouvel abonné d'un an qui nous viendra jusqu'au 1[er] janvier, nous offrons tout ce qui a paru jusqu'ici des *Temps Nouveaux*, pour le prix de 5 francs en plus de l'abonnement.

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Bordeaux :

Rue d'Ornano, 4 ;
Angle du boulevard Pey-Berland et rue Pellegrin ;
Rue de Coursol, près la caserne ;
Kiosque, cours Victor-Hugo, en face le lycée ;
Rue Grassiolet, 17.

On y trouve également tous les journaux libertaires. S'adresser aussi au compagnon Sicard-Palange, 1, rue Saint-Sernin.

à Limoges :

Chez Moreau, place Denis Dussoubs ;
Chez Papy, Rond-point Garibaldi ;
Au kiosque de la place Jourdan ;
Au kiosque de la Poste.

On y trouve tous les journaux et brochures anarchistes.

à Grenoble :

Chez Perronnard, 1, rue de l'Hôpital. Le vendeur porte à domicile.

Le Gérant : Denechere.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue. 7

TROISIÈME ANNÉE, N° 30 — DIX CENTIMES — DU 20 AU 26 NOVEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS AMIS

L'apparition du numéro a bien marché cette semaine. Merci à tous ceux qui ont repondu à notre appel. Mais il ne faut pas que le zèle se ralentisse. Nombre de dépositaires ont encore négligé de régler; pour que le numéro prochain aille sans encombre, il faut que ces règlements nous soient rentrés. Nous envoyons aux retardataires un nouvel avis. S'ils n'en tiennent pas compte, l'envoi leur sera cessé.

" L'EXCENTRIQUE "

« En voici une qui est convaincue », dit le *Daily Chronicle* du 27 octobre, en parlant de Miss Woodward, dame anglaise citée par les magistrats, il y a quelque temps, pour avoir refusé de payer les taxes pendant que le gouvernement britannique bombardait la Crète.

Trop logique pour contribuer aux frais d'actes qu'elle condamnait, cette « excentrique » a résisté pendant six mois aux sommations de la loi, résisté en dépit des appels innombrables faits par plusieurs fonctionnaires de tous rangs, résisté sans doute aux instances de ses parents, aux arguments de ses amis, aux remontrances de son pasteur, aux menaces des policiers.

Dernièrement ces derniers ont perdu patience et ils ont saisi les meubles de Miss Woodward. Elle a écrit au lord chancelier et au *Daily Chronicle* afin d'expliquer son action et exprimer sa satisfaction de souffrir pour sa cause, en regrettant de n'avoir pas été emprisonnée.

On peut aisément s'imaginer les épithètes dont on affuble cette dame hardie, — « sentimentaliste détraquée, chercheuse de notoriété, *new woman* (femme moderne), — c'est un reproche majeur en Angleterre — « excentrique » !

« Le principal danger de nos temps, disait John Stuart Mill dans son *Liberty* (p. 121), est que si peu de gens *osent être excentriques.* » Pour notre part, nous félicitons Miss Woodward. Nous ne la connaissons pas; qu'elle soit jeune ou vieille, riche ou pauvre, nous ne voyons en elle que sa posture héroïque d'excentrique salvatrice, qu'une femme seule tenant tête sans faiblesse au gouvernement britannique, en *refusant* de donner son argent pour la perpétration d'actes iniques.

« Prenez-le, si vous voulez; je ne puis vous en empêcher, car vous êtes les plus forts, mais vous ne l'aurez que par la violence », — voilà son attitude.

Et je ne suis pas du tout étonné que percepteur des contributions, magistrats, policiers se soient trouvés fort embarrassés et perplexes. Se saisir par la violence de la propriété d'un individu paisible, respectable, c'est tout ce qu'il y a de plus contraire au sentiment anglais. Rien de moins surprenant que les six mois de délai à l'aide desquels ils s'efforcèrent d'éviter ce scandale inévitable pour la récalcitrante, et qu'ils sentaient vaguement être une honte pour eux.

Mais il est curieux de remarquer comment l'acte d'une seule excentrique peut ouvrir à notre cause de vastes horizons pour l'avenir. Voici, en effet, une voie qui, si elle est suivie, ne peut conduire qu'à la victoire. Les féministes qui désirent tant le droit de vote, par exemple, n'ont qu'à faire comme Miss Woodward a fait pendant un an, et elles seront bientôt affranchies.

C'est la meilleure méthode de combat qu'on puisse imaginer, la méthode par excellence pour ceux qui ne croient pas à la puissance des barricades, qui détestent la violence. C'est le juste milieu entre la résistance passive et la résistance active. C'est être « prudents comme des serpents, innocents comme des colombes ».

On voit bien pourquoi Miss Woodward n'a pas été emprisonnée, et pourquoi elle le regrette. Les fonctionnaires du gouvernement ne veulent pas donner de publicité à son acte, ils n'osent pas le faire, ils comprennent de reste combien ce précédent serait dangereux. Il y a, en Angleterre, des millions de gens indignés à propos de la question crétoise : s'ils avaient tous l'idée d'agir comme cette femme, qu'aurait fait le gouvernement? — Nous n'aurions pas assez de prisons en notre pays pour les emprisonner tous! De même il y en a un grand nombre qui réprouvent absolument la guerre et qui ne veulent pas d'armements : s'ils refusaient à leur tour de contribuer de leur argent pour maintenir l'armée? Il y en a enfin qui désirent abolir la peine capitale, d'autres qui trouvent superflue la famille royale (pas très nombreux cependant, ces derniers) : qu'adviendrait-il si tous ces gens refusaient de soutenir cet état de choses plus longtemps?

Cet acte d'une femme seule nous fait envisager une révolution paisible, pratique, comme elle se montrera un jour, sans doute, en Angleterre. Ce ne sera d'ailleurs pas la première fois. En 1626, John Hampden, simple gentilhomme du Berkshire, *refusait* de payer un emprunt forcé qu'il trouvait injuste. Il fut en conséquence emprisonné et traité avec une telle rigueur qu'il « n'eut jamais plus son air d'auparavant ». Dix ans plus tard, il refusait de payer la taxe de *ship-money*. Ce fait donna lieu à un procès célèbre ; tout le pays attendait anxieusement l'arrêt. Dix juges sur douze opinèrent contre lui. Mais il y eut tant de gens en Berkshire qui suivirent l'exemple de Hampden que jamais plus on n'osa percevoir l'impôt du *ship-money* en ce comté. Et plus tard encore, l'année 1649 a vu monter le roi sur l'échafaud et inaugurer le *commonwealth*. Voilà les conséquences qui peuvent résulter de l'acte d'un excentrique!

Autres temps, autres mœurs ! Nous ne voulons pas décapiter nos rois, ni chasser nos princes. Cela n'est point nécessaire. Nous n'avons qu'à cesser de subvenir à leurs dépenses. Nous pourrons commencer quand nous le voudrons.

« Je voudrais que M. Hampden et ses semblables fussent flagellés au vrai sens du mot », écrivait le lord lieutenant d'Irlande en 1637. Aujourd'hui, Miss Woodward et ses imitateurs, s'il s'en trouve, n'auront à souffrir que de la perte de leurs meubles — je ne prétends point dire que cela soit tout à fait sans inconvénients — ainsi que de quelques épithètes — injurieuses ou glorieuses? — « sentimentaliste, excentrique, *new woman !* »

M. M. H. T.

Dans le numéro du mercredi 17 de la *Petite République*, l'ex-anarchiste Gérault-Richard trouve le moyen de dauber sur le dos des anarchistes à propos de la *Verrerie Ouvrière*.

Les plus grandes fautes n'ont pas été commises par les anarchistes, là-dedans, M. Gérault-Richard le sait bien, et, dans l'intérêt même de la Verrerie Ouvrière, M. le député ferait bien de se taire.

PAUL DELESALLE,

Ex-membre du Comité d'action de la Verrerie Ouvrière.

POURQUOI

ET COMMENT JE SUIS ANARCHISTE

Suite (1)

Est-ce particulier au socialiste? Certes, non. Peut-être même oppose-t-il une résistance plus grande à ce fatal entraînement! Mais on retrouve finalement chez lui la psychologie habituelle de l'individu dans la société contemporaine.

J'ai vu souvent dans les partis socialistes :

Que bientôt, dans toute opération financière, le profit primait le principe : le journal sacrifie son franc parler au tirage; la coopérative s'assure l'extension de sa clientèle; le syndicat se soucie principalement de la prospérité des finances;

Que les viles tactiques communes à toutes les consultations en masse florissaient chaque fois qu'une décision de quelque importance dépendait d'un vote; dans les congrès, dans les syndicats, dans les élections, partout, le but unique était de recueillir pour l'instant la majorité des voix;

(1) Voir le numéro 27.

Que l'inertie dominait l'ensemble des membres lorsque la propagande était organisée, réglementée sous prétexte d'unité et de sagesse;

Que les études indépendantes et les résolutions nouvelles manquaient totalement et que les efforts tendaient surtout à l'exacte interprétation des textes et à la marche aveugle de l' « armée prolétarienne », lorsque les idées avaient revêtu la forme de programmes ou de règlements;

Que le despotisme régnait chaque fois que la liberté dépendait de la masse; aucune individualité consultée séparément ne le voulait et chacune proclamait son amour farouche de l'indépendance et, néanmoins, la grande anonyme faisait peser son joug mystérieux et formidable : toute tentative d'insubordination, toute parole ou tout acte non conforme à l'orthodoxie entraînaient inévitablement la déchéance ou l'exclusion.

Malgré leur essence révolutionnaire, les partis socialistes arrivés à un certain stade créent donc, en fait, des dirigeants et des dirigés et des psychologies qui, dans les traits principaux, ne se distinguent pas de celles que nous connaissions dans les autres partis. Et cette atmosphère, encore indéfinie pour beaucoup d'amis qui en ressentent pourtant le souffle vicié, nous a révélé le travail sourd et désastreux : d'un côté, l'inertie et l'indifférence; de l'autre, l'intrigue et le gain. Ces partis s'opposent alors au mouvement en avant. Nos penseurs l'avaient prédit. Dans leur impatience d'avoir une force formidable, les socialistes ont conservé dans leur organisation des germes qui devaient trouver un champ de culture excellent pour l'épanouissement de la soumission aveugle et de la direction cupide.

Pour fournir à ton observation des phénomènes analogues plus nettement définis et où une analyse impartiale te sera plus facile, voici une petite anecdote qui rappelle notre opposition présente.

Je discutais un jour avec un fervent catholique. Je lui montrais les turpitudes du clergé, l'avachissement et l'hypocrisie des fidèles. Mes faits étaient précis, car je parlais surtout des actes de chrétiens qu'il connaissait. J'en déduisais forcément l'impuissance de Jésus-Christ à imposer sa morale, souvent magnifique, à la société capitaliste et je mettais en doute l'existence d'un ordonnateur universel. Sa situation devenait critique.

Sa femme était présente et tu comprends combien ma demi-victoire l'exaspérait. Aussi, dans un mouvement superbe, avec la frénésie d'un naufragé qui saisit l'unique épave, il me lance ce dernier défi : « Citez-moi un précepte de l'Evangile qu'il soit impossible de pratiquer présentement! Un seul! Citez-moi un ouvrage où l'Eglise ne condamne pas l'égoïsme des riches et ne réclame pas toutes les béatitudes pour les pauvres! »

En vérité, il m'aurait été difficile de lui donner une réponse directe et péremptoire. Et il a repris pied avec une suffisance marquée.

Je lui ai démontré que ces préceptes et ces livres n'avaient pas, en réalité, d'autre action que de consoler les souffrants, de tranquilliser les privilégiés et de dissimuler la vie basse et hypocrite du clergé! Je lui ai dit que ce qui indique la puissance et la valeur d'une religion ou d'une doctrine, ce n'est pas la morale consignée dans des catéchismes, mais bien l'état des fidèles qui s'en réclament. Et j'ai conclu du fait que les chrétiens omettent avec un ensemble surprenant de pratiquer les préceptes de Christ, que celui-ci n'était pas d'essence divine.

Cette argumentation l'a très peu impressionné et nous nous sommes séparés, l'un avec la conviction que l'humanité entière trouve une satisfaction perverse à désobéir à son Dieu tout-puissant, et l'autre avec le regret de s'être laissé aller à une discussion forcément stérile.

Depuis cet incident, une perception plus nette des phénomènes m'a porté à une interprétation plus objective.

La morale des premiers chrétiens n'est plus de saison; elle avait pu enthousiasmer pendant la période révolutionnaire et forcer le progrès à une marche plus rapide; mais, pour conserver sa puissance, l'Eglise a dû se concilier avec les exigences du mode de vie de ses fidèles et tolérer des faits qu'elle condamnait en paroles. Et, actuellement qu'elle s'est adaptée parfaitement à la société contemporaine et que son but réel est d'assurer de gros profits à sa séquelle de parasites, elle se sert de Christ et de sa religion, consciemment ou inconsciemment, pour illusionner les masses simples et crédules et les maintenir dans la résignation par des promesses d'une félicité future. Dans cette œuvre de confusion habile, elle est vigoureusement aidée par la bourgeoisie, car elles craignent toutes deux, avec raison, que l'épouvantable réalité pousse le peuple à la révolte.

L'histoire des armées et des gouvernements révèle une évolution et un rôle identiques.

Que déjà des gens perspicaces soient entrés dans le socialisme dans le but de maîtriser le mouvement révolutionnaire, en créant une confusion nouvelle et aussi désastreuse : je n'ose pas l'affirmer, bien que Bismarck l'ait tenté ouvertement. Mais cela importe peu, car les conclusions resteraient les mêmes; la banqueroute ne serait que plus prochaine.

Malgré toute la littérature, ni les individus ni les foules n'échappent dans ces organismes à la psychologie déterminée par le régime capitaliste. Il n'y a entre eux qu'une différence de puissance ; la signification philosophique est la même.

Qu'on ne se méprenne pas sur ma critique ! Je ne nie pas l'influence et le mérite qui reviennent aux écoles socialistes, comme causes ou instruments. Leurs organisations sont ordinairement moins mauvaises que les institutions capitalistes. Les mandataires sont souvent moins malpropres que leurs adversaires bourgeois (c'est sans doute parce qu'ils ont moins d'expérience) ; les coopératives font travailler dans de meilleures conditions ; les syndicats sont moins à la dévotion des patrons ; les masses sont moins avachies et, parmi elles, ils sont légion ceux qui se dévouent, sans espoir de profit, pour l'avènement d'une vie plus humaine et qui cherchent à faire naître une moralité plus haute.

(*A suivre.*) I. Think.

ESCARMOUCHES

Madame la Justice.

Que M. Fourquet, juge d'instruction à Belley, cherche à connaître jusqu'aux moindres faits de celui qu'on a surnommé « *le tueur de bergers* », cela est très normal. Et, quelles que soient les idées que l'on professe, il est bien certain qu'on ne se défend pas d'une certaine horreur au récit des actes de Vacher.

Mais il suffit de n'être pas doué d'une absolue mauvaise volonté pour comprendre qu'il y a dans le cas de cet érotomane dangereux quelque chose qui n'appartient qu'à la science, une folie complète, irrémédiable, entachant d'irresponsabilité ses pensées, ses gestes, ses « crimes ».

Or, à quoi s'attache surtout le juge d'instruction? A prouver que Vacher a tué avant d'être fou, ou plutôt avant d'être enfermé dans un asile d'aliénés. Fort de cette découverte, le magistrat pourra très subtilement alors tenir ce langage :

« Vacher irresponsable? — Allons donc!

« Tel jour, à telle heure, il assassinait une petite bergère, et, tel autre, il égorgeait une vieille femme. A cette époque, avait-il été enfermé ou seulement soupçonné de folie? — Non, n'est-ce pas? — J'admets donc, à la rigueur, que le « tueur de bergers » soit reconnu irresponsable pour les crimes commis à X..., Y... et Z...; mais, par exemple, je tiens à celui de A..., qui est bien antérieur à son internement. Celui-là, vous ne pouvez me l'enlever; il prouve la justesse de mes raisonnements, et, si l'on admet la façon de voir des médecins aliénistes, le ministère public pourra toujours retenir le crime de A..., et faire appel à la sévérité du jury pour châtier le coupable qui fut conscient à certaine époque. »

Certes, *à priori*, les déductions de M. le juge d'instruction de Belley sont logiques.... Mais il est bon de se méfier parfois de la logique, et Gribouille lui-même pourrait faire au magistrat instructeur cette réponse goguenarde :

« Pourquoi Vacher est-il fou? — Parce qu'il n'a pas sa raison, c'est de toute évidence; mais aussi parce qu'il a agi en animal enragé et dément, parce qu'il a tué.

« Si donc il était fou parce qu'il tuait à X..., Y... et Z...., il était tout aussi dépourvu de sens commun à A... où il tuait aussi. — Mais à A... c'était à une époque où Vacher n'avait pas encore été enfermé... — Ah! il est si facile de répondre!... Tous les fous sont-ils enfermés?... Et peut-on scientifiquement établir avec une exactitude si minutieuse la date où la folie s'est emparée du cerveau d'un homme? »

Quoi qu'il en soit, la question pour le juge Fourquet n'est pas de savoir si l'on a fait tout le nécessaire pour empêcher Vacher d'éventrer des enfants et des femmes, mais bien d'établir ce contresens, de connaître s'il était criminel responsable avant d'être fou.

L'on retrouve bien là *le faire* de Madame la Justice, qui ne veut admettre pour fous que les fous patentés, pour coupables que les condamnés et qui croit honnêtes tous ceux qui ne sont pas en prison.

Ah! doux pays! heureux temps!

Henri Rainaldy.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Servitude volontaire. — La grève des abattoirs est terminée. Le préfet de la Seine, sollicité d'intervenir, a promulgué une réglementation accordant aux grévistes à peu près tout ce qu'ils réclamaient : suppression du travail de nuit, réduction de la journée de travail à douze heures, etc. Tout donc semble pour le mieux aux yeux de beaucoup.

Pour ma part, les ouvriers des abattoirs me paraissent avoir été pris à leur propre piège. Ils ont obtenu ce qu'ils réclamaient, sans doute. Mais ils l'ont obtenu par une réglementation qui désormais leur sera opposée, si, plus tard, les conditions du travail venant à exiger un nouveau régime, ils réclament des améliorations. On leur alléguera avec un semblant de raison que cette réglementation contre laquelle ils protesteront est leur œuvre et qu'ils sont mal venus d'y vouloir rien changer. D'ailleurs, la facilité avec laquelle un homme tel que le préfet de la Seine, plutôt porté à se ranger du côté des patrons, a admis et rendu obligatoires leurs revendications, devrait leur paraître suspecte.

Si, au lieu de s'adresser aux autorités, qu'il est toujours bon de maintenir en dehors de ses affaires et avec qui il est toujours convenable de garder ses distances, ils avaient tout bonnement appliqué spontanément la réglementation désirée en l'imposant par là aux patrons, il leur était toujours loisible de la modifier dans la suite, selon les conditions nouvelles. Tandis que les voilà enchaînés, maintenant, avec leurs propres chaînes, et pour longtemps, sans doute.

* *

Liberté. — Cela deviendrait-il périodique ? On vient encore de perquisitionner aux bureaux du *Libertaire* et de saisir les exemplaires qui s'y trouvaient. Certaines attaques contre le président et sa famille ne sont-elles pas la véritable cause de ces visites réitérées? C'est se donner beaucoup de mal pour peu de chose! Tout le monde ne sait-il pas, en effet, que tout politicien ne parvient à une haute

situation que grâce à une accumulation de toutes sortes de petites ou de grosses malpropretés?

Pourquoi se consumer en efforts pour cacher le secret de Polichinelle? ANDRÉ GIRARD.

* * *

VALLÉE DE LA SUIPPE. — La situation ouvrière de notre vallée industrielle est devenue épouvantable, nous voudrions dire intolérable. Sauf trois ou quatre « boîtes » aux mains de richissimes potentats, où les prix de façon se soutiennent avec la journée entière, les autres tombent au travail de huit heures sans compensation, c'est-à-dire avec un salaire de famine.

Si l'on ajoute à cela la cherté du pain, ce pain commercial des boulangers qui vaut un tiers moins que celui de ménage, le renchérissement d'une foule de denrées de première nécessité, le maintien du taux des loyers et surtout la suppression presque radicale de tout crédit, on aura une idée de la misère noire qui va fondre sur les familles ouvrières à l'entrée de l'hiver de l'an de grâce 1897.

En vain l'admirable(?) charité chrétienne et l'ingénieuse(?) philanthropie bourgeoise se multiplieront-elles pour faire des miracles, elles ne réussiront pas à combler ce déficit toujours croissant du salaire insuffisant; et impuissantes, débordées par la marée montante de meurt-de-faim, elles finiront par s'écrier : « Ils sont trop! » Se résignera-t-on (vertu des lâches) à se serrer encore le ventre, ou se révoltera-t-on enfin contre un tel état de choses? De sérieux indices nous font espérer que prévaudra cette dernière solution. La sourde rumeur des mécontents, des souffrants grandit de jour en jour. Les timides, les passifs, qui ont toujours cru à la fatalité de la misère, changent d'attitude et de langage. On demande autre chose, on ne comprend plus une vie de travail et de privations. On regarde la bienfaisance comme une partielle restitution. On a des oreilles pour entendre, des yeux pour voir, et la vue de tant de contrastes sociaux, le spectacle d'une opulence qui n'a pas la pudeur de se dissimuler, irritent, exaspèrent même les indifférents. En un mot, la situation se tend de jour en jour et les plus timorés lâchent le mot magique : Révolution!

Quel que soit notre ardent désir de voir approcher la grande libératrice, nous ne nous leurrons pas d'illusions. Nous savons que la Révolution n'aura de lendemain assuré, qu'elle n'élèvera un nouvel édifice durable qu'autant que l'évolution des esprits et des consciences aura pénétré les masses. Disons-le franchement, nous sommes tellement accoutumés à l'idée du privilège qu'il nous est difficile de concevoir une société d'hommes égaux et libres, fondée sur l'appui mutuel et unie par la dose de paternité que comporte l'égoïsme humain. Même dans les milieux anarchistes et socialistes, nous ne rencontrons pas assez le type du parfait communiste, aux idées larges et générales et aux façons courtoises qui donnent un ragoût tout spécial aux discussions les plus irritantes.

Jusqu'ici les révolutions ont été l'explosion des colères, des haines, des rancunes, provoquées par mille et mille vexations particulières (et toujours les habiles, les politiciens ont accaparé les bénéfices de ces grands mouvements populaires). Tel se dit révolutionnaire qui n'est arrivé à cette évolution que par le hasard des circonstances défavorables de sa vie. Mais combien meilleures, plus solides les convictions nées de la réflexion et de l'étude en l'abstraction de tout intérêt personnel, basées sur l'observation impartiale des faits, la vue de la misère des autres, et la nette compréhension de ses causes. Ah! c'est bientôt dit : Révolution. Verrons-nous encore Jacques Misère tirer les marrons du feu au profit des politiciens qui nous serviront l'expérience décevante du fameux socialisme d'État, ou marcherons-nous hardiment dans la voie du communisme libertaire ? Sommes-nous suffisamment éduqués et organisés pour cette dernière éventualité?

Aux camarades de répondre et de redoubler d'efforts pour préparer le terrain et répandre la bonne semence de la moisson qui approche.

UN MILITANT.

Angleterre.

Des lettres que nous avons reçues des colons de *Clousden Hill Farm*, la colonie anarchiste de Newcastle-on-Tyne, il résulte que, malheureusement, la situation est loin d'être aussi brillante que le disait le numéro du *Temps* que nous avons signalé à lire.

Loin de pouvoir accepter des membres nouveaux, la plupart des membres qui y étaient ont dû chercher du travail ailleurs. A l'heure actuelle, la colonie n'est plus composée que de trois ou quatre jardiniers qui ont fort à faire pour l'empêcher de sombrer. L'avenir seul dira s'ils pourront surmonter les difficultés présentes et assurer l'existence de cette intéressante tentative.

Nous envoyons tous nos encouragements à ces camarades et souhaitons qu'ils ne faiblissent pas devant les difficultés.

Italie.

LA SITUATION DU PARTI ANARCHISTE (1). — Il n'est pas commun de voir tout un parti se réveiller, se réorganiser, s'acheminer par un sentier uniforme de tactique et de méthodes, sous la direction, je ne dirai pas d'un chef, mais d'un de ses plus braves et anciens combattants, qui est cependant obligé de rester par force dans l'ombre, et, malgré toute sa bonne volonté, ne peut contribuer à la vie politique de son pays qu'en se cachant.

C'est précisément ce qui arrive aujourd'hui au parti anarchiste italien, qui, surpris dans sa jeunesse par l'orage violent de lois exceptionnelles, avait cessé pendant deux ans de faire entendre sa voix collective dans le mouvement international; et qui, maintenant, épuré, renforcé, expérimenté par cette espèce d'épreuve du feu, recommence à vivre d'une vie forte et résistante, et se prépare au nouvel orage de la réaction gouvernementale et des nouvelles lois — non plus exceptionnelles cette fois, — mais permanentes!

Henri Malatesta est en Italie depuis neuf mois, en cachette, puisqu'il y a des mandats d'arrestation contre lui. Malgré les efforts forcenés de la police, il a réussi jusqu'ici à échapper aux mains, ou, pour mieux dire, aux yeux des commissaires et des sergots italiens. Mais, tout en prenant ses précautions, le brave camarade a pu réunir les fils dispersés de l'ancienne organisation anarchiste, faire entendre sa voix dans tous les milieux les plus importants de l'Italie, et réellement réorganiser son parti.

Pour saisir toute l'importance de la venue et du séjour du camarade Malatesta en Italie, il faut se rappeler qu'au commencement de cette année le parti anarchiste italien venait de recevoir un nouveau coup — plus douloureux et plus dangereux que celui des lois exceptionnelles — par la désertion de l'ancien camarade Merlino. Celui-ci, suivant l'exemple (ils l'appellent *évolution!*) de Guesde en France et de Costa en Italie, se laissa prendre au piège du légalitarisme et de la boîte électorale, et se rangea avec les social-démocrates. Naturellement, comme il arrive toujours dans les armées et dans les partis, la désertion des chefs amène la désertion d'un grand nombre de leurs partisans; et plusieurs camarades suivirent, les yeux fermés, M. Merlino dans sa nouvelle orientation.

Ce fut alors que H. Malatesta, ayant saisi toute la gravité du nouveau coup que le parti anarchiste italien venait de recevoir, ne put plus longtemps rester hors de l'Italie. Il y revint pour se consacrer de toutes ses forces à réparer le désastre et le danger permanent que l'attitude de M. Merlino avait créés au parti.

Il faut ajouter que M. Merlino, tout en approuvant la tactique du parti social-démocratique dans sa substance (il peut jouer sur les mots, mais c'est ainsi cependant), n'a pas eu le courage, lui — l'ancien anarchiste — de franchir le pas. Il est resté sur le seuil. Il a voulu demeurer dans l'équivoque... pour les naïfs. Il a voulu créer une espèce de nouveau parti-tampon entre les légalitaires et les anarchistes. Et c'est là justement que résidait le danger, puisque le nom restait; de sorte que les petits poissons, les enthousiastes, les admirateurs de l'homme, les nouveaux venus, les timides, restaient bel et bien pris au filet. Ils étaient anarchistes quand même, puisqu'il n'y avait pas d'autre organisation réellement et sincèrement anarchiste, avec son programme et son homogénéité.

Je ne veux pas dire que l'évolution (en arrière) de M. Merlino soit due à de la mauvaise foi. Mais il n'empêche qu'il ait fait plus de mal à son ancien parti que la réaction crispinienne.

Maintenant, le parti anarchiste italien est; il existe, il vit, et dans ses veines circule le sang rouge et sain des forts. Chaque province ou département a de nombreux groupes de compagnons alliés dans certaines provinces en fédérations départementales. Tous les groupes sont en outre alliés entre eux par des bureaux de correspondance, de manière que l'action du parti est toujours concordante et simultanée.

Mais ce qui est plus important que ces détails administratifs, c'est la nouvelle orientation du parti qui, ayant laissé de côté les inutiles discussions idéalistes qui avaient épuisé ses forces et ses intelligences, s'est mis franchement sur le sentier pratique de la participation à la lutte économique du prolétariat, cette lutte économique qui, poussée jusqu'au dernier degré de la résistance, mènera inévitablement à la révolution... pendant que les social-démocrates s'amuseront à ramollir le cerveau et la vigueur du peuple en lui ingurgitant tant et plus de la lutte électorale.

Le parti anarchiste italien se sert, comme d'un des instruments les plus solides de lutte, de son organe hebdomadaire l'*Agitazione*, qui paraît à Ancône. Malgré les nombreuses saisies auxquelles la justice et la police italiennes l'ont soumis bêtement, notre journal a sa vie assurée. Il fait entendre sa voix énergique dans toutes les questions ouvrières et de parti qui sont à l'ordre du jour. Le camarade Malatesta, ainsi que les meilleurs compagnons d'Italie, y font entendre à tous les camarades italiens leurs opinions, leurs discussions, leurs polémiques avec les adversaires.

Et c'est ainsi que les anarchistes italiens serrent leurs rangs pour résister et — s'il le faut — se révolter contre le nouvel orage réactionnaire que le gouvernement italien — parodiant Jupiter foudroyant les géants — prépare contre les apôtres de la liberté et de l'émancipation humaine.

J'apprends à la dernière heure que le camarade Malatesta vient d'être arrêté à Ancône, peut-être à la suite de la délation de quelque mouchard. On lui a saisi de nombreux papiers concernant le journal l'*Agitazione*. On ajoute qu'après quelques heures d'emprisonnement et après un long interrogatoire, on l'a remis en liberté. Mais cette liberté sera-t-elle définitive? Je ne le crois pas.

JOSEPH CIANCABILLA.

(1) Nous ne partageons pas toute la façon de voir de l'auteur sur la nécessité de la centralisation de la propagande, mais notre mouvement social doit noter tous les états d'esprit qui se font jour.

Espagne.

L'*Heraldo de Madrid* du 25 octobre, commentant la dernière protestation que les prisonniers de Barcelone adressèrent à la presse espagnole et étrangère, parle en ces termes :

« En ce document simple et vigoureux, quoique mesuré en la forme, se retrouvent les mêmes désirs ardents, tant de fois exprimés par les anarchistes de Montjuich, qui frappèrent à toutes les portes, en appelèrent à tous les cœurs. Le reproduire serait inutile ; son contenu tient en peu de mots : c'est purement et simplement une invocation au droit.

« Se refuser à entendre cette voix parce qu'elle sort du fond des cachots, parce que ceux qui la font entendre sont de pauvres gens à peu près hors la loi, privés en grande partie des bénéfices que cette dernière accorde aux autres citoyens, serait non seulement une cruauté, mais surtout *une grave imprudence*. Nous ne la commettrons pas, nous qui, prêtant l'oreille aux plaintes des prisonniers de Montjuich, affrontâmes autrefois les colères de nos gouvernants (1).

« Dans les prisons de Barcelone, il y a beaucoup de malheureux absous depuis longtemps par les tribunaux, et auxquels on refuse la liberté à laquelle ils ont un droit indiscutable. Ces déshérités, que les conseils de guerre reconnurent exempts de tous reproches, en dépit de la rigueur des lois et de la « scrupuleuse sévérité » avec laquelle elles furent appliquées, sont des ouvriers qui ont perdu leur travail, des pères de famille que la dure main de la police arracha de leur foyer, des hommes enfin qui appartiennent à notre espèce, qui sont nos égaux en droits, et qui, autant que nous, estiment leur personnalité et leur honneur. Chacun d'eux, en allant en prison, a laissé un foyer sans défense, exposé à toutes les rigueurs de l'abandon et de la misère, peut-être aussi à toutes les séductions du

(1) On se rappelle que ce même *Heraldo*, à la suite de la campagne énergique menée par la presse étrangère et quelques feuilles républicaines d'Espagne, se vit, après un silence obstiné de plusieurs mois, obligé d'avouer *les faits connus de tous; scrupules patriotiques*, disait-il, pour excuser son mutisme. Il prévoyait déjà que faire la sourde oreille plus longtemps était plus que cruel, mais imprudent.

vice. Quand les victimes de tant d'infortunes ne demandent rien de plus que la réintégration dans le droit, peut-on rester sourd à leurs plaintes?

« Ce que le gouvernement fit ou laissa faire à Barcelone fut une grande maladresse et, de plus, une épouvantable iniquité. Pour punir les crimes de l'anarchisme d'action, il y avait des lois sévères, il suffisait de s'en tenir à cet état légal. Le gouvernement et ses agents se complurent à le rompre et substituèrent au droit l'arbitraire, la passion et le despotisme.

« C'est alors que prit corps l'idée fausse peut-être, mais ayant d'étranges apparences de certitude, que par un retour brutal renaissaient, en l'obscurité de nos prisons, les tortures et la sauvagerie du moyen âge.

« La clameur incessante des prisonniers de Montjuich emplit le monde entier; elle eut son écho jusqu'en les parlements étrangers. Nos gouvernants la dédaignèrent, nè la voyant soutenue que par les révolutionnaires et les radicaux d'Europe, mais un jour vint où des littérateurs allemands, fermes soutiens des idées conservatrices, s'en occupèrent; et M. Canovas s'en émut alors.

« Ce dernier cependant, au lieu d'ordonner une enquête immédiate, commanda un article. Appliquant à la brûlante question de l'anarchisme le même système qu'à la malheureuse question de Cuba, il s'imagina qu'il suffisait de nier les faits pour que ceux-ci soient à jamais exclus de la réalité. Si la solution de cette affaire eût été tout autre, Dieu sait si pour longtemps ne serait pas resté en la valise d'Angiolillo le revolver qui tua Don Antonio Canovas!

« L'enquête que demandent les prisonniers de Montjuich est une œuvre de justice. Le gouvernement actuel la doit autant pour le respect de la société que pour celui de ses principes. Tout Barcelone sait qu'à la suite du crime de la calle de Cambios, la police spéciale affolée par le fait, aveugle de colère, marchant dans les ténèbres, courut au registre dit des anarchistes, consulta les notes qui accompagnaient chaque nom, puis tendit le filet et y enveloppa tous ceux qui lui parurent suspects. Beaucoup des détenus étaient tellement étrangers au crime qu'on ne les impliqua même pas dans le procès.

« Le Conseil suprême dut absoudre les autres, car il ne put relever contre eux le plus minime indice de criminalité.

« Pour que la réparation soit complète, le verdict du haut tribunal ne peut suffire; jusqu'à l'heure actuelle, il n'a pas encore reçu son accomplissement. Le gouvernement ne peut s'arrêter à mi-chemin Que ceux qui commandent nous croient : si cette enquête est ouverte et si tout ou partie des faits dénoncés sont reconnus exacts, il faut que leurs auteurs reçoivent le châtiment qu'ils méritent et que sur eux tombe l'exécration de toutes les âmes justes. »

* *

Après la confession de la reine régente, voici l'aveu de ceux qui, par leur silence et leur mauvaise foi, se firent si longtemps les complices des inquisiteurs.

A l'heure actuelle, la liberté a été rendue aux 112 prisonniers de Montjuich et des prisons nationales; nul d'entre eux ne sera expulsé, comme il avait été décidé tout d'abord. Cependant, aucune décision n'a été prise à l'égard des 80 malheureux précédemment bannis, ni de ceux qui furent condamnés au bagne, tous victimes des mêmes infamies gouvernementales.

Cette demi-mesure satisfait les libéraux et de revision des procès il ne sera plus question. La situation cependant n'est que maigrement améliorée; qu'ils se souviennent de leur cri du cœur, toujours d'actualité : « La cruauté a trop duré, l'imprudence va grandissante. »

J. M.

* *

On nous annonce la mort, à Perpignan, du camarade Jaime Cuadradas, exilé d'Espagne. Le malheureux camarade a succombé aux souffrances morales et physiques que les tortionnaires de Montjuich lui firent endurer. C'est une victime de plus à ajouter aux cinq fusillés innocents.

Hongrie.

Un congrès s'est tenu dernièrement à Czegléd, en Hongrie. Il était composé de membres dissidents de la social-démocratie hongroise. Ils avaient jusqu'alors conservé intact le programme social-démocratique autrichien et s'étaient contentés d'y introduire quelques tendances fédéralistes. Quelques compagnons firent la proposition de changer le nom du parti et de supprimer le mot démocratie qui s'y trouvait. Après un discours d'une heure de E. Henri Schmitt, le congrès tout entier se rendit à ses raisons et il fut décidé que le parti se nommerait « les socialistes indépendants fédéralistes ». Une grande partie de la population paysanne de Hongrie (outre les magyars, étaient aussi représentés des Roumains et des Serbes) a donc rompu définitivement avec la social-démocratie et reconnu un caractère libertaire et fédéraliste au socialisme.

Amérique.

La *Buffaloer Arbeiterzeitung*, dont J. Most est devenu l'éditeur, paraît maintenant quotidiennement. Il y a peu de temps encore, elle n'était qu'hebdomadaire. La *Freiheit*, l'ancien journal de Most, paraît maintenant comme supplément hebdomadaire de la *Buffaloer Arbeiterzeitung*.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

De Fourchambault on m'écrit qu'un prétendu compagnon se serait fabriqué, en la signant de mon nom, une lettre dans laquelle je le remercierais d'envois d'argent qu'il aurait faits à la souscription pour les Espagnols. Cette fausse lettre lui servirait à faire, soi-disant en faveur des proscrits, des collectes dont il s'approprierait le montant.

Je ne précise pas, car, si indigne que soit cet acte commis au préjudice de camarades malheureux, je veux éviter tout ce qui ressemblerait à une dénonciation. Je me borne à mettre en garde nos amis, les prévenant d'ailleurs qu'ils n'ont absolument rien à m'envoyer, la souscription de l'*Intransigeant* étant close et répartie.

CH. MALATO.

* *

Le Théâtre-Civique donnera sa représentation samedi 20 novembre à la Maison du Peuple, 47, rue Ramey, à 8 h. 1/2.

Entrée : 50 centimes.

* *

Bibliothèque sociale de Montmartre, 2, rue d'Orchamps. — Samedi 20 novembre 1897, à 8 h. 1/2, conférence par un camarade.

Dimanche, même local, à 8 h. 1/2, chants et récits.

Demander des cartes chez M. Lille, 24, rue Burck, au *Père Peinard* et au *Libertaire*.

* *

Groupe communiste du XIVe, 51, rue de l'Ouest. — Réunion, dimanche 21, à 3 heures du soir.

Organisation d'une conférence.

* *

REIMS. — Les Libertaires sont invités à la réunion du samedi 20 novembre 1897, à 8 h. 1/2 du soir (Cruchon d'Or).

Dimanche 21 novembre 1897, à 7 heures du soir, salle Vanny, grande conférence publique et contradictoire par le compagnon Massey, de Saint-Quentin.

Ordre du jour : « La société actuelle, ses institutions, ses vices et ses crimes. »

Entrée : 20 centimes, pour couvrir les frais.

* *

BORDEAUX. — Conférence à la salle Saint-Paul, rue des Facultés, 25, samedi 20 novembre, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : « L'autorité c'est le meurtre. »

Deuxième conférence, jeudi 25, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : « Le salariat c'est l'esclavage. »

Troisième conférence, samedi 27, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet traité : « L'anarchie c'est l'ordre. »

* *

SAINT-ETIENNE. — Grande soirée familiale organisée par les libertaires de la région, au bénéfice de l'Ecole libertaire, le dimanche 5 décembre 1897, à 3 h. 1/2 du soir, salle Bouchet et Hyvert (anciennement Magand), rue Faure-Belon, au premier.

Causerie par le compagnon Dumas sur « l'Ecole libertaire ». — Concert, suivi de bal; tombola.

Prix du billet, donnant droit à l'entrée : 30 centimes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Au Harem, par E. Deschamps; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Société libre d'édition des Gens de lettres*, 12, rue d'Ulm.

Les Femmes d'Israël, par Raphaël Viau et Fr. Bournand; 1 vol., 3 fr. 50, chez Pierret, 37, rue Etienne Marcel.

Circulaire n° 14, série B : *Le Congrès de la protection ouvrière à Zurich*, au *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Almanach socialiste illustré 1898, par M. Charnay; 0 fr. 30, chez Strauss, 5, rue du Croissant.

On Anarchism, par Reclus, traduction en caractères hébreux; chez Wess, 26*a*, Cressey Houses, Stepney Green, London, E.

All' atome, poésie, par le Dr Giovanni Geronzi; une brochure, 0 fr. 10, chez Luigi Fabbri, Macerata.

L'Uomo è cattivo? par J. Grave; une brochure, 0 fr. 05, à l'*Avvenire Sociale*, Messine.

Bulletin de la Société contre la mendicité des enfants, 75, rue Denfert-Rochereau.

Le Bien d'autrui, pièce en 3 actes, par E. Fabre; 1 plaquette, chez Stock. — Chez le même : *Hors les lois*, un acte en vers, par Marsolleau et Byl.

Les Valets, roman, par G. Lecomte; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La Lyre héroïque (vers), par P. Quillard; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Même librairie : *Mes Communions*, nouvelles, par G. Eekhoud. — *Sous la robe*, par E. Demolder.

Crime social : les Bureaux de placement, par Y. Rouchet; imprimerie Wattier, 4, rue des Déchargeurs.

L'Affaire Dreyfus, par Bernard Lazare; 1 vol., chez Stock.

Nous avons reçu le premier numéro de la *Cravache*, publiée à Roubaix. Bonne chance à notre nouveau camarade.

A lire :

La Première des libertés, par J. Jullien, *Aurore*, 15 novembre.

A voir :

Un beau rêve, dessin de Willette, *Courrier français*, 7 novembre.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Arles. — Le journal est toujours expédié le jeudi.

Miscarea Sociala. — Moi non plus, je ne les ai pas.

M. F., à Munich. — Je vous ai envoyé des brochures pour les 5 francs.

L. K., à Vienne. — J'ai envoyé des brochures pour le complément de la somme.

Reçu pour la fille à Decamps : Marius, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : V. L., au Mans, 0 fr. 15. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 15. — *De chacun selon ses forces*, 5 fr. — R. M., à P., 5 fr. — B., à Saint-Amand, 5 fr. — T., à Reims, 4 fr. — Inconnu par A. D., 5 fr. — V. C., à Saintes, 5 fr. — Anonyme, Paris, 5 fr. — Buenos-Ayres : souscription en faveur des *T. N.*, 135 fr. — P. F., 1 fr. — Gabier, 1 fr. — Gj, 5 fr. — Mons : Pour que H. Edmond ait une buse aux prochaines élections, Hermant, 0 fr. 25. — V. C., à La Chapelle, 1 fr. 75. — Désireux d'être imité, 5 fr. — Genève, par Jo : Deux demoiselles révoltées, 2 fr; Un Kurde, 5 fr.; Un révolté, 5 fr.; Un ami de la liberté, 2 fr.; Un ami de la révolution, 2 fr.; Collecte entre amis et vente de brochures, 4 fr. — Total : 20 fr. — Merci à tous.

G., à Saint-Quentes-les-M. — S., à Roubaix. — M., à Perpignan. — S. P., à Bordeaux. — L. F., à Macerata. — O. M., à Haine-Saint-Pierre. — B., à Nantes. — N., à Alger. — E., à Cette. — C., à Toulon. — L. M. D. — L'*Eveil*, à Charleroi. — N., à Verviers. — P., à La Chapelle. — S., à Issoire. — L., à Montceau. — L. M., à Nice. — M. F., à Munich. — L. K., Vienne. — P. P., à Mantes. — B. J., à Toulon. — D., à Saint-Quentin. — A. L., à Bordeaux. — E., à Reims. — P. M., à Saint-Mandé. — D., à Morez; N., à Herstal; N., à Tours; F., à Saint-Tulle; P., à Brieulles; B., à Spring-Valley; P., à Lille; P., à Reims; H., à Saint-Nazaire (par le *P. P.*). — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNEE, N° 31 — DIX CENTIMES — DU 27 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

La semaine qui commence étant la dernière du mois, le numéro va être dur à tirer. Nous demandons instamment à ceux de nos dépositaires qui ont de l'argent de la vente de disponible, de nous l'envoyer pour lundi prochain, afin de nous faciliter la besogne, sans attendre leur bordereau.

CHIENS DU PEUPLE

De la *Revue des Deux-Mondes* aux plus ardentes des feuilles révolutionnaires, la presse française nous a montré ce qu'il faut penser d'une organisation judiciaire qui traite le prévenu comme un coupable ; qui utilise sans vergogne les dépositions de témoins intéressés, haineux, tarés ou imbéciles ; qui se soucie moins de la vérité et de l'équité que des effets d'audience, des condamnations à obtenir du jury, de l'avancement des magistrats et de leurs agents ; qui célèbre imprudemment l'honorabilité des témoins à charge et s'efforce de déshonorer lâchement les témoins à décharge ; qui soumet le prévenu à un système de tortures morales calculées pour l'affoler ou l'écraser ; qui parle au nom de « la Société », alors que ses fonctionnaires sont les instruments des sectes ou des partis qui peuplent les tribunaux de leurs créatures. Un président de cour d'assises qui n'intervient qu'au préjudice de l'accusé, un procureur général qui abuse de son poste pour insulter sans risques ceux dont les dépositions détruisent son système d'accusation, voilà les ennemis de « la Société ». Des gens qui se gaussent de l'innocente infaillibilité papale proclament, sans rire, lorsqu'il s'agit de faire tomber une tête, leur propre infaillibilité, celle d'agents salariés ou de témoins aveuglés par un amour-propre féroce. La suspension d'audience a été refusée lorsqu'elle était favorable à l'accusé, accordée quand elle devait lui nuire. On n'a tenu aucun compte d'expertises médicales qui pourraient sauver l'existence du prévenu. Que d'enquêtes négligées ou dissimulées parce qu'elles étaient de nature à décevoir le grand veneur et sa meute ! La meute, c'est la bande des témoins à charge suggestionnés par des interrogations habiles. Là, des policiers qui pourraient chèrement expier l'aveu d'une erreur ; ici, quelque bas-bleu ravi d'être contemplé une fois dans sa vie ; plus loin c'est un artiste capable peut-être de tuer en duel ceux qui oublieront son talent pour siffler l'ex-témoin à charge, mais incapable de sauver la vie de son semblable par l'aveu catégorique d'une infirmité mentale ; en cherchant bien, on découvrirait sans doute le chroniqueur-mouchard et le repris de justice, allègres pourvoyeurs de guillotine. Tous se précipitent à la curée, grisés par cette chasse à l'homme, par ce *tous-contre-un*, ou encore par ce foot-ball où les coups de pied, les croche-pieds et les crocs-en-jambes sont de rigueur, et où le ballon n'est qu'une pauvre tête d'homme.... Malheur au prévenu si le meurtre qu'on lui attribue compromet les écus d'une puissante Compagnie ! Le chenil mènera un train d'enfer pour étouffer les réclamations d'indemnité motivées par son incurie et son avarice criminelles. Il est à présumer que le grand veneur, je veux dire Monsieur le Procureur général, voyant rouge, empiétera sur les attributions du jury, anticipera sur le verdict des jurés, s'efforcera de les suggestionner, leur dictera sa volonté et, au mépris de l'humanité, de la logique et souvent de la vérité, il hurlera à la mort : « Moi, Procureur général, j'affirme que le prévenu est coupable et qu'il faut le guillotiner ! » Les raffinés ajoutent ironiquement : « Jurés, n'écoutez que votre conscience.... ne vous préoccupez ni des preuves, ni des conséquences mortelles. » Les autoritaires qui n'admettent pas que le jury puisse être autre chose qu'un des perroquets du ministère public renchérissent : « Votre décision sera pour nous la vérité. » Et si le jury lui inflige un démenti ? Le procureur haussera les épaules. N'est-il pas irresponsable, comme tous ceux qui disposent souverainement de la vie, de l'argent et de l'honneur des hommes ? S'il y a des chances pour que le prévenu soit innocent, rien ne saurait disculper — pas même un acquittement — le ministère public qui demande que l'on coupe le cou d'un prévenu. « Il ne faut jamais se lasser de le répéter », lisons-nous dans un éditorial du *Figaro* consacré aux assassinats de Canovas et de Portas, « en dépit d'une rhétorique sanguinaire, un meurtrier volontaire est un assassin. »

.... N'oublions pas que sans ses innombrables volontaires du meurtre, la bonne Société n'aurait jamais pu subsister. Aux grands voleurs et grands assassins qui la dirigent, il a toujours fallu des soldats, des mouchards, des journaleux, des juges, des faux témoins, sans compter le sycophante que nous nommons « Procureur général » et que les Athéniens qualifiaient avec mépris de « chien du peuple ».

COLCHIQUE.

AUX NOUVEAUX ABONNÉS

A tout nouvel abonné d'un an qui nous viendra jusqu'au 1er janvier, nous offrons tout ce qui a paru jusqu'ici des *Temps Nouveaux*, pour le prix de 5 francs en plus de l'abonnement.

POURQUOI

ET COMMENT JE SUIS ANARCHISTE

Suite (1)

Tous ces groupements n'ont pas le même développement et les caractères particuliers à chaque région y laissent leur empreinte. Et, si je ne craignais pas que tes sympathies m'accusent d'une hostilité systématique, je pourrais réduire énormément la part attribuée aux propagandistes socialistes et la valeur de leurs arguments, qu'ils tirent des résultats obtenus, en tenant compte de ces facteurs. Je démontrerais, pour citer un exemple, aux adulateurs de la discipline que les corporations anglaises, qu'ils opposent à la désorganisation française, puisent surtout leur force de la situation capitaliste, de la dignité nationale et de leur développement intellectuel, et non de la réglementation, qui est d'ailleurs très réduite et qui diminue avec le progrès des idées révolutionnaires.

Mais, quel que soit son passé, le socialisme autoritaire est condamné à perdre de plus en plus son cachet révolutionnaire : il crée une atmosphère qui transforme insensiblement en parfaits bourgeois ceux qu'elle englobe.

C'est pourquoi nous l'attaquons, oubliant parfois ses qualités relatives. Ayant tous les attributs révolutionnaires, les partis auxquels il a donné naissance attirent les ouvriers que l'instinct pousse à la rénovation sociale et retiennent ceux qui regrettent sincèrement l'oubli des grandes revendications et l'idéalisme des premiers temps. Ils donnent lieu à une confusion déplorable qui échappe à de vigoureux esprits tout préparés à s'affranchir et à affronter les difficultés de la vie de révolte. Ils fortifient par des formes nouvelles de nombreuses erreurs dont nous déplorons l'existence. Aussi leur préférons-nous les institutions ouvrières neutres, telles les unions anglaises, qui ne trompent personne sur leur valeur révolutionnaire et qui subissent inconsciemment, mais sûrement, la poussée socialiste. Celles-ci nous donnent l'espoir d'un progrès continu, tandis que ceux-là nous font craindre un regrès profond.

— Malgré toute ta science psychologique, tu ne connais pas le peuple. Tu sembles ignorer qu'un mouvement timidement réformateur est inévitable. Nos devanciers furent obligés de réduire leur programme et de le montrer en partie immédiatement réalisable. Et le prolétariat est tellement peu développé que nous éprouvons encore aujourd'hui des difficultés immenses à l'intéresser à notre propagande et à lui faire

(1) Voir les numéros 27 et 30.

admettre des revendications qui devraient s'imposer par leur caractère précis et positif.

Il faut l'organiser et le maintenir dans les rangs, malgré eux parfois, jusqu'à ce qu'il ait compris que le socialisme veut son émancipation. Et, dès qu'il sera familiarisé avec le but révolutionnaire, la social-démocratie fera un pas en avant.

— Si tu veux accepter mes affirmations précédentes, l'expérience dément cette dernière espérance. Le milieu l'emporte sur la volonté des organisateurs eux-mêmes et l'évolution d'un parti qui a conservé certaines attaches avec le régime capitaliste est toujours régressive au point de vue révolutionnaire. Sa chute serait rapide sans l'aiguillon de l'opposition.

Quant aux réformes d'un intérêt immédiat, si elles ne s'imposent pas au prolétaire, cela provient du peu d'espoir qu'il a en leur réalisation et surtout des préjugés qui l'arrêtent. Il n'en refusera pas l'insertion dans les programmes de ses maîtres catholiques ou athées, il comprendra que les démocraties chrétiennes et les groupes ouvriers neutres les défendent, tandis qu'il hésitera à marcher avec les socialistes dont les premières doctrines ont heurté ses croyances populaires. Il faut qu'il ait bien faim pour surmonter les préjugés.

Sans doute, il y a, pour la diffusion de nos idées, des exigences que nous aurions tort de nier et des courants que nous devons admettre. Et, par exemple, si je devais parcourir les campagnes désolées de la Sicile, visiter les misérables chaumières de la Silésie ou fréquenter les épouvantables taudis de l'East-London, je ne commencerais pas l'éducation sociale des malheureuses victimes du capital que j'y rencontrerais par la lecture de Proudhon et Hertzen, de Tolstoï et Ibsen.

Je reconnais aussi qu'il est facile de critiquer et de dénoncer les fautes commises lorsque le déroulement des faits a captivé notre attention et guidé notre intelligence. Nous ne pouvons donc pas nous montrer trop sévères pour nos aînés, bien qu'ils aient été avertis par Bakounine et d'autres qu'ils ont conspués odieusement.

Mais faut-il pour cela taire les erreurs et les dangers que leurs moyens de propagande présentent? Parce que la majorité avance difficilement, faut-il adopter une méthode unique et refuser de parfaire l'éducation de tant d'amis, inquiets présentement, qui nous accueilleront avec joie?

Et, parce que nous serions seuls, devrions-nous nous soumettre aux lois qu'elle accepte? Le rôle des minorités a toujours été immense et nécessaire : l'histoire donne raison à notre orgueilleuse insoumission.

Nous, les anarchistes, nous combattons toutes les institutions, tous les préjugés, ne voulant construire que sur des bases essentiellement libertaires. Nous ne cessons de le proclamer : c'est la garantie de la révolution!

— !...

— Pardon si je t'arrête! Je prévois ton exclamation.

On a crié et on criera longtemps encore à l'utopie, au manque d'esprit scientifique et les pontifes de la méthode rigoureuse et positive de l'observation et de l'expérience se sont voilé et se voileront encore la face. Mais ces grands mots et ces attitudes scandalisées ne nous effrayent pas.

Nous savons parfaitement que nous ne disposons pas d'un si magique pouvoir qui nous permettrait la réalisation instantanée d'une telle transformation et nous prévoyons les lenteurs de la marche et leurs causes. Nous avons analysé, en faisant abstraction des résultats à atteindre, la question de tactique dont l'importance est si grande et dont les difficultés ont été si souvent ignorées, et surtout mal comprises ; nous l'avons analysée froidement, sans nous épouvanter des conséquences, avec la seule volonté de connaître les conditions nécessaires pour assurer le succès et hâter l'arrivée de la Révolution, et avec la conviction qu'une fausse manœuvre peut la retarder, quelle que soit l'intention qui l'ait causée. Et nous avons défini notre rôle social.

Nul doute que, sans notre action, le monde évolue et progresse, que les moyens de production se centralisent, se socialisent et que les fruits du travail deviennent de plus en plus la propriété des travailleurs ; nul doute qu'une moralité plus haute apparaisse et qu'un temps viendra où l'harmonie la plus grande régnera dans l'humanité. Je me représente la marche de la société comme un flux de force qui, laissé libre dans sa course, suivra la ligne de moindre résistance, déterminée par la résultante des influences innombrables qui agiront sur lui, pour aboutir enfin à l'équilibre le plus parfait. Et, qu'on veuille bien me permettre cet espoir, cet équilibre n'offrira pas l'image d'un centre autour duquel graviteront toutes les individualités.

Seulement, notre propre situation, la vue des horribles souffrances des autres et le besoin de félicité pour notre intellect nous rendent trop impatients pour laisser faire l'évolution et nous trouvons nos satisfactions en cherchant à hâter sa marche, en écartant les obstacles et en corrigeant les mouvements pernicieux. Nous ne présumons rien de nos forces : nous voulons agir, confiants dans notre rôle et dans l'avenir, ne relevant que de nous-mêmes, ne représentant personne, n'écoutant que la vérité.

C'est notre acte de foi révolutionnaire.

La connaissance des lois sociologiques peut évidemment précipiter les événements et peut-être parviendrons-nous à sauter certains stades que la suite naturelle des faits sociologiques aurait exigés.

Ainsi, nous pouvons espérer que l'agriculture n'aura pas besoin de passer, comme l'industrie, par la capitalisation des moyens de production pour que l'esprit de solidarité s'éveille chez les cultivateurs, car l'exemple des groupements ouvriers leur fera ressortir les avantages des syndicats et des coopératives ; et comme l'expérience leur aura montré les vices de ces organisations, ils pourront trouver et adopter, puisqu'il n'y aura pas d'inertie acquise, la forme d'association la plus convenable pour amener au plus tôt la propriété commune et la grande production.

Nous pouvons dénoncer les appâts qui permettront d'enlacer les opprimés et assurer une plus longue vie à la société bourgeoise ; nous pouvons prouver que tel ou tel mode d'agitation doit avorter, que tel ou tel milieu corrompra les meilleurs malgré eux, par une action qu'ils seront incapables de découvrir et de combattre, car la transformation est lente et continue, et pleine de perfidie. Ses effets sont, sur nous, presque toujours identiques, les impressions du milieu étant autrement multiples que les réactions que nous pouvons lui opposer, si active que soit notre volonté.

Pour prévoir et conseiller, il faut des connaissances solides et une énergie grande et, pour cela, il faut une intelligence saine et un milieu convenable.

En premier lieu, nous devons revenir en quelque sorte au nihilisme des premiers révolutionnaires russes : dégager les esprits de toute dépendance et démolir toutes les confusions.

— Mais, tu sais bien à quelle pitoyable fin cette dépense extraordinaire d'énergie a abouti? Ne crois-tu pas qu'un enseignement positif et graduel n'apportera pas des fruits plus considérables que ton néo-nihilisme?

— Tout d'abord, nous avons une base plus humaine et un champ d'action mieux préparé que tes devanciers et qui assure ainsi à notre activité un plus grand succès : nous critiquons avant tout le mode de production économique qui opprime des millions d'êtres et une revendication plus pressante, sinon plus forte, le droit à la vie, s'affirme de plus en plus impatiente. D'ailleurs on a déjà suffisamment propagé l'enseignement positif et graduel dont tu veux parler pour qu'il soit nécessaire que nous ramenions l'équilibre chez tant d'esprits que cette propagande a troublés : ils attendent avec anxiété nos révélations.

Et puis, je ne peux comprendre ton mépris du mouvement nihiliste.

— Il était surtout libéral!

— C'est vrai. Mais ce réveil des étudiants, que tu sais plus sûr et plus important en Russie que dans la vieille Europe, n'est-il pas dû surtout à cette œuvre de démolition intellectuelle?

Un examen rapide de la situation actuelle de la pensée humaine nous montre l'indéniable nécessité d'une critique sévère pour rectifier les cerveaux.

Comment expliquer ces puissants sujets de doute, de trouble et d'inaction, les divergences d'opinions chez les hommes de grande intelligence qui arrivent à conserver tant de préjugés désastreux, bien qu'ils aient compris et analysé les mêmes auteurs ; comment justifier ces savants géologues et biologues qui croient encore à un Dieu dispensateur de toutes choses ; comment comprendre que tant d'économistes qui ont lu les œuvres de nos penseurs puissent encore patauger dans la conception bourgeoise si stérile et si fausse? C'est qu'ils n'ont pu être maîtres des associations d'idées préconçues qui se sont formées à leur insu sans doute ; c'est qu'ils n'avaient ni l'aptitude ni l'énergie de faire table rase de leurs croyances primitives. Et, pour confirmer mes dires, lorsque nous lisons leurs ouvrages, ne trouvons-nous pas leurs pénibles et douloureux efforts à vouloir concilier des faits positivement démontrés avec une foi jalouse de vivre malgré tout. Tandis que s'ils avaient pu s'en dégager, il y aurait actuellement une unité autrement grande dans la philosophie des sciences ; les nombreuses gens avides de savoir, mais à qui les circonstances n'ont pas permis une étude approfondie, ne se tromperaient plus par les vains mots et les vaines idées dont leurs œuvres fourmillent et l'ensemble des erreurs qui se maintiennent surtout par ces artifices inconscients croulerait bientôt honteusement.

Ce serait la veille de la Révolution!

Ces savants avaient à lutter contre l'habitude et contre le milieu, et l'intégration des sensations a produit l'inévitable effet.

La première œuvre du révolutionnaire consiste à empêcher cette fatale conséquence en détruisant les préjugés et en transformant le milieu.

C'est précisément ce qui constitue la force et la garantie révolutionnaires des masses populaires : l'absence de préjugés aussi solides et un milieu plus favorable. Le prolétaire arrivera à la vérité avec moins d'intelligence, de science et d'énergie, poussé d'ailleurs par une nécessité vitale. C'est la raison de son rôle historique. Aussi, bien que je sache m'apitoyer sur les douleurs réelles d'un bourgeois autant que sur les siennes, ce dernier m'intéresse moins et je le hais comme adversaire naturel du progrès. Mais si un jour il pouvait m'être démontré que le triomphe du peuple amènerait cet État despote dont les partis ouvriers nous donnent un si détestable avant-goût, alors je m'insurgerais contre le peuple.

(A suivre.) I. Think.

ESCARMOUCHES

La peur.

— Ce garçon-là, voyez-vous, ne fera jamais rien, disait M. Lefort à son ami Belin, un ancien capitaine de cuirassiers, oncle maternel de Pascal Argelys.

— Ça, c'est vrai ; et s'il était mon fils, je lui flanquerais de temps à autre une bastonnade tellement soignée qu'il en serait tout redressé, d'idées et d'actions.

— Oh! répondait M. Lefort en hochant la tête.... Pas grand'chose à tenter ; le pli est pris... Il fau-

drait simplement des lois. Des lois autorisant la Justice à séparer les pommes pourries des beaux fruits intacts... Une prison spéciale pour ceux qui veulent tout changer, tout révolutionner, tout démolir.... Une prison avec des murs solides un peu, et à la première manifestation, dès que tous ces jeunes gens — la nouvelle génération, quelque chose de joli, ma foi! — feraient mine de vouloir sortir du droit chemin, allez, en cellule.... Ils y mûriraient leurs idées et l'isolement assainirait leur esprit.. De la sorte, plus d'anarchistes, plus de révoltés, et surtout plus de ces philosophes pernicieux, de ces semeurs de graines de rébellion et de révolte, plus d'écrits licencieux, de romans et de brochures libertaires.

— La mort pour ces propres à rien qui salissent l'armée avec leurs ordures : *Sous-offs*, *Biribi*, *Au Port d'armes*, *La Grande Famille*. C'est un crime de haute trahison que de salir l'armée.

— Ah! vous avez raison! Qui nous rendra la discipline d'antan?....

— Parbleu! avec une démocratie....

— Chut! Ne dites pas de mal du régime parlementaire, j'ai été ministre; je sais qu'il a du bon.

— Tenez, Monsieur Lefort : que je sois préfet de police durant vingt-quatre heures seulement, et je vous promets....

Mais, à ce moment, la conversation fut brusquement interrompue par un bruit de détonation, des éclats de voix, des cris qui paraissaient venir de l'escalier. A travers les portes, une subtile odeur de poudre pénétrait.

— Encore un attentat, peut-être? fit M. Belin. M. Lefort était blême de peur.

Un domestique entra.

— Monsieur, c'est....

— Quoi? interrompit vivement l'ancien capitaine.

— C'est la personne qui était venue ce matin solliciter une recommandation de Monsieur, et que Monsieur n'avait pas voulu recevoir.

— Eh bien? articula péniblement, d'une voix oppressée, M. Lefort.

— Il vient de se tirer un coup de pistolet, — d'un vieux pistolet d'arçon, — dans la tempe, ici, sur le palier, en face la porte; le paillasson est déjà tout taché de sang.

L'ancien ministre respira, un gros soupir s'échappa de sa poitrine, ses joues se colorèrent de rose et il dit en tremblant encore un peu :

— Voilà! Un jeune homme!.... La nouvelle génération!.... Pas de courage pour un sou.... Ça a peur de la vie, ça tremble.... et ça se tue!....

— Mais, Monsieur, hasarda le valet de chambre, il paraîtrait que cet homme, malgré que proprement vêtu, n'avait pas mangé depuis deux jours.

— Et qu'est-ce que cela prouve?.... conclut M. Lefort, d'un air triomphant.

— Oui! Qu'est-ce que cela prouve? appuya son ami Belin....

Et le larbin ne trouva rien à répondre.

Henri Rainaldy.

DES FAITS

Une dépêche de Simla au *Daily Chronicle* annonce l'arrivée du général Blood à Yeagat Killa; le général prononcera incessamment son attaque contre les Mohmands.

Le général Elles continue à parcourir le pays ; *il a brûlé quarante villages et détruit tous les fortins sur son passage.*

Les tribus font leur soumission et paient les amendes qui leur sont infligées.

⁂

Les progrès de la civilisation. — Nous lisons dans un journal de Birmingham : « Le gouvernement anglais prend actuellement en considération l'adoption d'une nouvelle balle que vient d'inventer une maison de Birmingham. Cette balle est en plomb, et, au lieu d'avoir un sommet conique, son extrémité est concave. Cette forme donne à la balle son maximum d'expansion. En pénétrant dans le corps, le sommet de la balle agit comme un poinçon et découpe un trou nettement circulaire qui ne se referme pas. A mesure qu'elle pénètre, elle atteint une force d'expansion plus grande et, lorsqu'elle atteint une pénétration de six pouces, elle produit un trou déchiqueté, ayant de trois à quatre pouces de diamètre.

« Reste à savoir si le gouvernement adoptera cette nouvelle invention. Si oui, notre armée possédera une des balles les plus terribles qui soient. »

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Pot-Bouille. — Hein? Avons-nous raison quand nous affirmons que l'armée est une école de démoralisation, une pépinière de criminels et de rastaquouères? Quels jolis dessous laisse entrevoir cette affaire Dreyfus! Chaque jour, c'est un scandale nouveau qui éclate, accompagné d'une escorte de petits scandales secondaires fort savoureux! C'est une bouillabaisse de malpropretés de tous genres, en vérité bien appétissante!

Il faut que les panégyristes de la société présente en fassent leur deuil. Ça se décolle, et visiblement. Il semble qu'on assiste à la ruine progressive d'une vieille masure. Par instants, de larges plaques de plâtre s'écaillent et tombent, mettant à jour les lézardes profondes prémonitrices d'un écroulement prochain. Tantôt c'est le Panama, les chemins de fer du Sud, tantôt les canailleries judiciaires, le réveil de l'Inquisition, l'affaire Dreyfus, etc. ; la cour... les cours en sont pleines! A chaque plâtras qui se détache, une vermine immonde s'aperçoit qui grouille et s'effare à l'éclat soudain de la lumière.

On peut, tant que l'on voudra, nous poursuivre et nous frapper; les faits sont là, indéniables, nous donnant mille fois raison et attestant l'injustice des mesures coercitives qui prétendent nous imposer silence et nous démentir. Tout le corps social — tout : magistrature, armée, gouvernement, etc. — est pourri jusqu'en ses plus intimes profondeurs. Un coup de balai est le seul traitement qui convienne à cet amas d'immondices.

⁂

Liberté. — Pour n'en pas perdre l'habitude, les policiers ont fait leur petite visite hebdomadaire au *Libertaire;* c'est la cinquième depuis cinq semaines, et la septième depuis la fondation du journal. Des mandats ont été lancés contre quatre camarades, gérants ou collaborateurs du *Libertaire*, pour leur apprendre que sous la République et sous le gouvernement de gens qui se disent *libres penseurs* et qui prétendent sans rire avoir conservé les traditions de la Révolution, il n'est pas toujours permis d'émettre son opinion. Les mêmes personnages qui, sous l'Empire, poussaient des cris d'orfraie scandalisée à la moindre atteinte à la liberté de la presse, se montrent aujourd'hui plus intolérants que ne le fut jamais aucun Badinguet. Heureux effets du pouvoir, ce grand convertisseur politique! Le chemin qui y mène est aussi celui de Damas.

Mais ces persécutions sont réellement grotesques. Les gouvernants qui s'y adonnent me paraissent jouer le jeu de l'autruche cachant sa tête pour n'être pas aperçue. Croient-ils, ces pauvres petits polichinelles de deux sous, enrayer la marche du grand drame humain, parce qu'on les a accrochés, pour s'en débarrasser, tout en haut du décor, à un clou? Je ne puis me garder d'une certaine gaieté à l'image d'un Méline ou d'un Barthou se juchant sur son outrecuidance, comme sur une paire d'échasses, pour barrer la route à la révolution. Un cloporte cherchant à contenir l'Océan!

⁂

Boycottage. — Les résolutions votées à l'unanimité au Congrès de Toulouse portent déjà leurs fruits. Les ouvriers plombiers-zingueurs de Nevers, en grève depuis neuf semaines, et voyant que leurs patrons comptaient sur la famine pour les réduire, ont décidé l'essai du *boycottage*. Les ouvriers de la partie ont résolu de quitter la localité et les Bourses du Travail avaient la double charge de les placer et de faire en sorte qu'aucun ouvrier n'allât les remplacer à Nevers. Devant cette menace, les patrons ont aussitôt capitulé.

Le moyen n'est donc pas si mauvais que me l'affirmait un patron de ma connaissance — qui n'est exposé à de mauvaises fréquentations? — lequel, d'un ton dégagé et avec des airs faufarons, se gaussait des deux nouveaux moyens de lutte : le sabottage et le boycottage. Que sera-ce quand le sabotage, plus redoutable encore, sera d'un usage courant?

Des lois! vite, des lois, pour protéger la liberté du... capital!

⁂

Les Grèves. — Les ouvriers boulangers de Nice se sont mis en grève parce que les patrons avaient augmenté le travail sans augmenter les salaires. Cette grève, se produisant deux jours avant l'ouverture d'un concours musical attirant plus de 20.000 étrangers dans la ville, menaçait de faire manquer de pain tous ces visiteurs. Aussi le gouvernement qui, nous affirme-t-on à tout propos, n'intervient jamais dans les conflits entre le capital et le travail, a ordonné à la troupe de fabriquer le pain pour les Niçois. Cependant, malgré la complicité du gouvernement, et en présence de l'attitude de la population qui se déclare favorable aux grévistes, les patrons ont déclaré accepter les conditions proposées par les ouvriers. Mais voici que ces derniers, voyant la partie belle, élèvent leurs prétentions et ne se contentent plus de leurs premières demandes. Nos économistes les plus distingués et nos plus Yves Guyot y trouveront à redire, et taxeront les ouvriers d'insatiabilité. N'est-ce pas là cependant un effet de ces lois inéluctables, formulées par la haute science qui a nom Economie politique, et qui veulent que, quand la demande afflue, les prix s'élèvent? Il y a surcroît de clients à nourrir, les ouvriers en profitent pour réclamer une augmentation du prix de leur marchandise, leur travail. Nous comptons que M. Leroy-Beaulieu va entreprendre une campagne en faveur de disciples si avisés.

André Girard.

Tunisie.

La liberté dont nous jouissons à Tunis est bien peu de chose : pour vendre les journaux anarchistes, il faut avoir la permission du commissaire, et pour publier un journal, il faut déposer 6.000 francs de cautionnement.

Les Arabes sont tous les jours de plus en plus chargés de taxes et les journaux bourgeois, comme l'*Union* (italien) et la *Dépêche Tunisienne*, s'entendent admirablement pour soutenir le droit des Européens de les combattre et de les asservir.

⁂

Dans l'armée coloniale, le conseil de guerre fonctionne très souvent. Dernièrement, se sont produits les deux incidents suivants :

Debrue (Louis-Joseph), soldat au 4e bataillon d'Afrique, accusé de bris de clôture et de refus d'obéissance, invité par le président à dire tout ce qu'il jugerait utile à sa défense, a répondu : « J'ai à dire que vous n'êtes qu'une bande de cochons et de buveurs de sang. » Il a été condamné, pour ce fait, à dix ans de travaux publics.

Leguay (Léon-Athanase-Alphonse), soldat au 4e bataillon d'Afrique, qui succède à Debrue sur le banc des accusés, pour y répondre du délit de refus d'obéissance, a lancé un bouton d'uniforme à la tête du président au moment où celui-ci allait procéder à la reconnaissance de son identité. Il a été condamné à la peine de mort pour refus d'obéissance et voie de fait en séance publique sur la personne du président du conseil de guerre.

Evening.

Angleterre.

Il paraît enfin possible que la grève des mécaniciens se termine sous peu. Ces derniers jours, on a beaucoup parlé d'arbitrage et M. Ritchie, président du *Board of Trade*, qui fut jusqu'à mercredi dernier si indifférent à la lutte, a obtenu le consentement des deux parties de se réunir en conférence aussitôt que possible. Peut-être l'indifférence du *Board of Trade* fut-elle inspirée par la grande assurance des patrons, qui, disaient-ils, allaient remporter une victoire complète. Attendait-on de voir si l'*Employers Federation* accomplirait enfin ce qu'elle avait décidé ? Il paraît singulier, pourtant, que ce bureau, dont la neutralité est si connue, attendit les événements ainsi que les patrons, car juste au moment où l'*Employers Federation* paraît se lasser, à part quelques membres isolés qui font les fanfarons, M. Ritchie s'est trouvé vivement intéressé et une issue au conflit a aussitôt paru possible. Mais la vérité est que la bonne foi des ouvriers est exploitée dans ce jeu d'arbitrage.

En ces séances, il est toujours question de réduire les demandes des ouvriers; ceux-ci sont toujours traités en enfants rebelles qu'il faut pacifier. Jamais ce ne sont les patrons qui sont invités à faire des concessions. Pour le comprendre, il est nécessaire de rappeler les arrangements analogues dans le passé. L'*Employers Federation* a fléchi, cela est certain. La déclaration de leur chef militaire, qui, sans doute, comptait être un jour le Napoléon des patrons, publiée dernièrement dans le *Times*, avait un ton

très désespéré. « Pour dompter les grévistes, dit-il, il faudra adopter les mêmes moyens que les patrons américains. » Et voilà quel est partout, à ce sujet, le véritable sentiment des patrons, quoiqu'il ne soit pas toujours exprimé. Tout le monde connaît les procédés des patrons américains durant une grève : massacrer et battre les ouvriers et leurs amis, et même les femmes, comme on bat des animaux avant de les tuer. C'est bien, les ouvriers anglais doivent tirer l'enseignement qui découle de la situation. Ils doivent voir tôt ou tard, comme nous, que jamais la lutte ne sera terminée tant qu'ils laisseront subsister le patronat.

Quant à la conférence elle-même, on ne doit pas être trop affirmatif au sujet de son résultat. Peut-être n'aura-t-elle pas lieu; il est un obstacle qui peut la faire échouer. En ces conférences, chaque partie tâche de choisir un président aussi favorable que possible à ses vues. Dans la situation présente, les deux parties sont également déterminées à faire tout leur possible pour assurer l'admission de leurs vues sur ce sujet; et si toutefois la conférence préparatoire n'arrive pas à résoudre cette question de présidence, la conférence principale n'aura pas lieu.

On se rappellera les remarques que nous fîmes il y a deux mois sur l'emprisonnement des grévistes à Chiswick (Londres) sans leur laisser le choix de payer une indemnité pour la charge d'intimidation. Le syndicat, dans sa confiance en la justice bourgeoise, a dépensé beaucoup d'argent en vue d'obtenir la liberté de ses membres, mais sans aucun succès. Notre ami Turner a adressé plusieurs discours aux grévistes de ce district, et ses remarques ont été reçues avec enthousiasme. Ce qui est significatif, c'est que ces grévistes se sont vivement intéressés à la tragique affaire de Chicago dil y a justement dix ans, lorsque cinq de nos amis furent massacrés par les lâches bourgeois d'Amérique, terrifiés par la propagande anarchiste, et ils ont demandé à notre ami de prononcer un discours sur ce sujet.

Vendredi dernier, les amis de Londres ont commémoré le dixième anniversaire de l'assassinat de nos amis de Chicago. Quoique l'assistance ne fût pas nombreuse, tout le monde fut vivement intéressé et les discours prononcés en français et en anglais reçurent un excellent accueil.

Les amis de Londres ont décidé d'organiser une conférence à Noël. Entre autres questions intéressantes, on y discutera celle de la fondation d'un journal anarchiste hebdomadaire. En effet, le besoin d'un tel facteur pour la propagande anarchiste en Angleterre se fait grandement sentir. Malheureusement notre journal *Freedom* ne paraît pas avec assez de régularité, mais nous allons y remédier sous peu. L'apparition hebdomadaire du journal est très probable, et avec les deux tiers organisés pour la propagande, nous devrons ranimer la force qui sommeille à présent, et combattre avec succès cette autre force, qui partout cherche à la question sociale cette réponse que nous seuls pouvons faire.

Caleb Keenan.

Allemagne.

Le Congrès annuel de la social-démocratie vient de se tenir à Hambourg. Il marque naturellement un recul sur les précédents congrès du parti. C'est ainsi que l'on a décidé de prendre part aux élections pour le Landtag prussien. Il est curieux de constater que l'année dernière encore, au Congrès de Cologne, Bebel n'avait pas assez d'arguments à opposer à cette participation. Or, cette année, c'est lui qui a fait passer la proposition. 160 délégués ont voté pour, 50 contre, dont le vieux Liebknecht, qui, pour cette fois, s'est séparé de ses collègues.

Les social-démocrates se sont montrés aussi scrupuleux patriotes que certains socialistes français. Un délégué ayant demandé aux députés du parti s'il était vrai que les social-démocrates s'étaient associés par leur silence à un crédit de 170 millions pour augmenter l'artillerie de l'empire, Bebel s'est contenté de rectifier le chiffre : 40 millions seulement, et son collègue Schippel a prononcé l'extraordinaire défense suivante : « La communication du ministre de la guerre était confidentielle. Nous ne pouvions divulguer une communication confidentielle. Il y allait de notre honneur, et pas un camarade ne nous le reprochera. Si d'ailleurs nous n'avons rien dit, c'est que nous nous trouvions dans une impasse. Ce n'est pas nous qui avons créé l'armée, mais elle est là. Est-ce que nous devions, parce que les partis bourgeois n'en passent pas par nos volontés, exposer aux dangers les travailleurs allemands pour les punir, et leur faire payer de leur sang l'incompréhension de nos adversaires? » Ah! le bel internationalisme que voilà!

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Lundi, 29 novembre 1897, grand meeting public et contradictoire au bénéfice du journal *Les Temps Nouveaux*, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, à 8 h. 1/2.

Ordre du jour : *L'Affaire Dreyfus*.

Entrée : 30 centimes pour les frais.

Maison du Peuple, 47, rue Ramey. — Le 28 novembre 1897, à 2 heures précises de l'après-midi, grande matinée libertaire, au profit de la propagande. — *Les Voies nouvelles*, causerie par le camarade E. Girault.

Concert avec le concours de Paul Paillette, Xavier Privas, le Père Lapurge, Mlle Andrée (débuts), Mme Hélène Lecarreaux, Buffalo, Mme Eva, Mme Testu, Dumont, M. X..., Jeanne Delmay, Yon-Lug, Geffroy, Mlle Juanita, G. Germinal!

Afin que toutes les familles amies puissent y venir, le prix pour la conférence, la matinée et une sauterie, est de 0 fr. 50 pour les frais. Entrée gratuite pour les enfants au-dessous de dix ans; au-dessus, demi-place.

P. S. — Toutes les quêtes qui seront faites seront attribuées aux trois journaux le *Libertaire*, le *Père Peinard* et les *Temps Nouveaux*, ainsi qu'à l'Ecole libertaire et à la Bibliothèque de Montmartre. Elles ne pourront être faites pour autre chose.

Bibliothèque sociologique des travailleurs du XIIe. — Réunion, samedi 27, à 9 heures, salle Delapierre, rue de Charenton, 166. Causerie par un camarade.

Bibliothèque sociale de Montmartre, 2, rue d'Orchampt. — Samedi 27 novembre 1897, conférence par Antarès sur la « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Dimanche 28 novembre, même lieu : chants, poésies.

Demander des cartes chez M. Lille, 21, rue Durantin, au *Libertaire* et au *Père Peinard*.

Samedi 27 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au Concert des Familles, 104, rue des Entrepreneurs et 1, rue de l'Abbé-Groult, à Grenelle, *conférence de Broussouloux*. — Entrée : 30 cent. pour les frais.

Théâtre Libertaire. — Prochainement aura lieu à Saint-Denis une grande soirée dramatique et familiale au bénéfice du *Théâtre Libertaire*.

Les artistes et les amateurs des deux sexes qui voudraient prêter leur concours pour cette soirée sont priés d'en informer le camarade Minos, 4, rue Baudet, Saint-Denis.

Les demandes d'invitation devront être faites à la même adresse.

Angers. — Tous les copains et copines d'Angers, Trélazé et ses environs sont invités à se réunir le samedi 4 décembre 1897, à 8 heures du soir, salle Baron, place des Arts, à Angers.

Ordre du jour : Organisation de la conférence Janvion du 11 décembre; Répétition générale du *Tréteau électoral* et distribution des lettres d'invitation pour la grande soirée familiale du 12.

Nîmes. — *Les Libertaires Réunis*, rue de l'Arc-Dugras, 9, café de la Terrasse. Tous les soirs, depuis 7 h. 1/2. Les *Temps Nouveaux* et les journaux libertaires. Les samedis et dimanches, causerie et chants humanitaires.

Lyon. — Tous les libertaires lyonnais sont invités à se rencontrer le dimanche 28, à 2 heures du soir, chez Mercey, rue Moncey, 54, à la Guillotière, afin de s'entendre pour prendre des mesures à l'égard de nos amis les gérants du *Libertaire* et de la situation des *Temps Nouveaux*, du *Père Peinard* et du *Libertaire*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock :

L'Evolution, la Révolution et l'idéal anarchique, par Elisée Reclus; 1 vol. — *Soupes*, par L. Descaves; 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Voleur*, roman, par G. Darien; 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Livre des Odes*, vers, par Maurice de Faramond; 1 plaquette, 3 fr. 50.

Trois Fantoches : F. F. — Hanotaux — Méline, par Urbain Gohier; 1 broch., 1 fr., chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

Les Syndicats en France, par Pelloutier; 1 broch., 0 fr. 10, *Librairie Ouvrière*, 11, rue des Deux-Ponts.

Jean Praztel, roman, par Henri Rovel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Les Mémoires de M. Goron, 2e partie : *A travers le Crime*; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

L'Héritage de Béhanzin, par P. Mimande; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

Otra vez el banco colombiano, par Rafael Villela Guzman; 1 broch., tipografia Sanchez y de Guise, Guatemala.

A lire :

Deux Enfants perdus de l'anarchie, par A. Delacour, *Revue Blanche* du 15 novembre.

Pour quatre sous, Henry Leyret, *Aurore* du 21 novembre.

Pronunciamentos, par U. Gohier, *Aurore*, 23 novembre.

A voir :

Le dessin de Forain : *Demandez! l'arrestation des commandants X! Y! Z! Figaro* du 18 novembre.

La Fin de l'Orgie, reproduction d'un dessin de Gill, *Aurore* du 22 novembre.

Ayant eu à faire tirer des couvertures pour la brochure de Kropotkine, *Les Temps Nouveaux*, nous avons demandé un dessin à Pissarro père, qui nous en a envoyé un très beau.

La brochure, avec la couverture illustrée, est toujours vendue le même prix : 0 fr. 25 dans nos bureaux, 0 fr. 30 franco.

Vient de paraître chez Stock : L'Evolution, la Révolution et l'idéal anarchique, *par notre collaborateur et ami* Elisée Reclus; 1 vol., 3 fr. 50.

PETITE CORRESPONDANCE

Anvers. — Donnez-nous le nom complet de C. S. J'ignore de qui il est question.

Marseille. — Ayez l'obligeance de prendre 285 invendus chez Blancard.

D. de M., à Gand. — Pour les brochures de la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, adressez-vous à Hantstout, 51, rue des Eperonniers.

Oloaf. — Reçu les *Cloches*. Pas assez saillant comme sujet et comme forme.

V. der N., à Bruxelles. — Expédié le n° 5 demandé.

Lucien D. — Je suis comme vous, je n'ai rien lu du mouvement *naturiste*, et incapable, par conséquent, de vous dire quoi que ce soit là-dessus.

N., à Marseille. — Reçu abonnement. Merci.

Club d'histoire révolutionnaire. — Faites-vous connaître, nous verrons si nous devons insérer.

E. E., à Reims. — Envoyez, mais comme ça ne vaut pas cher, attendez d'avoir une occasion de nous le faire parvenir avec autre chose ou par un camarade.

Reçu pour les bannis de Montjuich : M., à Pontevedra, 10 fr. — Listes précédentes : 461 fr. 30. — Total général : 471 fr. 30. — La souscription est close.

Au dernier détail que nous avons donné il y avait 298 fr. de distribués. Depuis il a été distribué à nouveau 150 fr. En tout : 448. — Il reste en caisse 23 fr. 30 que nous ferons parvenir aux adresses que l'on nous a données.

Reçu pour la famille Angiolillo : Liste Chaux-de-Fonds : Un disperato, 0 fr. 50; Basta la salute, 1 fr.; Un borghese, 1 fr.; Operaio che nole i suoi diritti, 0 fr. 40; Accanito, 1 fr.; Un anarchiste de Chaux-de-Fonds, 1 fr.; Un communard, 0 fr. 50; Le petit homme, 0 fr. 50; Fratelanza ed'amicizia, 0 fr. 70; Spartacus, 1 fr.; Esclave de la bourgeoisie, 0 fr. 40; Sempre vivi di Colombo, 0 fr. 40; Abasso i cilindri, 0 fr. 50; Nieder mit der Bourgeois, 0 fr. 50; Un socialista, 0 fr. 50; Contro l'anarchia, 0 fr. 40; Miasino, 0 fr. 50; Il bacicia, 0 fr. 40; Un nemico dei preti, 0 fr. 50; Un nemico della confesione, 0 fr. 50; Un' Africano, 0 fr. 50; X., 0 fr. 20; Un boitier, 0 fr. 50; Un remonteur, 0 fr. 50; Un pierriste, 0 fr. 50; Un grenadier, 0 fr. 50; Un graveur, 1 fr.; Un faucheur, 0 fr. 50. — En tout : 16 fr. 40. — Du *Père Peinard*, 6 fr. 10. — Total : 22 fr. 50. — Listes précédentes : 283 fr. 25. — Total général : 305 fr. 75.

Reçu par le Comité de l'Ecole libertaire : Un camarade, 1 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 7 fr. 50; Un camarade, 1 fr.; Marseille, Groupe du sou pour l'école libertaire de Mempenti, 5 fr. 90; Marseille, Les affamés de la Poissonnerie Vieille, 2 fr. 10. — Total : 17 fr. 50.

Reçu pour le journal : Un de Suresnes, 2 fr. — D., par G., 10 fr. — Creil, pour la dette : G. H. et G. D., 2 fr. — *De chacun selon ses forces*, 5 fr. — Valréas, 2 fr. — Un obscur, 1 fr. 50. — M. P., à Podensac, 0 fr. 40. — V. C., à La Chapelle, 2 fr. — A. D., 2 fr. — Les copains de Montreuil, 9 fr. 10. — Collecte au meeting de Horion-Ozémont par Van B., 10 fr. — F., au Mans, 3 fr. — P. R., à Tunis. — Nîmes, 3 camarades dans la purée, 0 fr. 75. — S., à Cette, 1 fr. — Un Beaujolais, 5 fr. — Merci à tous.

B., à Marseille. — M. P., à Thuir. — A., à Turin. — P. A., à Angers. — S., à Preslav. — O., à Beauvais. — D., à Roubaix. — J., à Darnétal. — B., à Brest. — Vve D., à Montluçon. — L., à Poitiers. — C., à Noyan. — T. R., à Bologne. — D., à La Haye. — G., à Saint-Quentin. — Séverin. — D., à Bruxelles. — L., à Jemmeppes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 32 DIX CENTIMES DU 4 AU 10 DÉCEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous leur envoyons, cette semaine, le bordereau mensuel. Nous les prions d'en tenir compte le plus vite possible.

POURQUOI PAS ESTERHAZY?

Depuis quelques années, l'énergie est à la mode. Les professeurs de morale les plus goûtés des salons académiques exaltent ceux qu'on appelle des hommes forts; ils conseilleraient volontiers à l'âme française un bain de sang comme les aimait l'impératrice Faustine et ils ont, en attendant les massacres futurs, tenté de propager dans le peuple le culte abject de Napoléon. Ils se consolent du présent pacifique par l'apothéose des vieilles tueries.

Or tout à coup surgit en pleine lumière une figure pétrie à l'image de leurs rêves ; le véritable homme fort, c'est le commandant comte Walsin-Esterhazy ou l'auteur, quel qu'il soit, des lettres signées de ce nom que le *Figaro* a publiées dimanche.

Rarement, le goût du meurtre pour le meurtre fut proclamé avec une plus farouche sérénité ; rarement s'étala avec un si candide cynisme l'abominable plaisir de la destruction qui distingue les grands hommes de guerre.

Certes celui-là est, comme il s'en vante, un être exceptionnel, d'une tout autre espèce que nous et il n'y a pour lui qu'une seule qualité humaine, à savoir celle de tuer. Non qu'il ne soit sensible à sa manière : il ne ferait pas de mal à un petit chien, mais Paris pris d'assaut et livré au pillage de cent mille soldats ivres, voilà la fête qu'il rêve.

Sensible, il consent à l'être; en revanche, il est affranchi de tout scrupule sentimental. Une femme, qui l'aima peut-être, n'a plus l'heur de lui plaire : l'homme fort regrette élégamment que « cette infâme drôlesse » ne puisse être attirée à Sfax dans un guet-apens; le fusil d'un de ses spahis partirait comme par hasard et la guérirait pour jamais.

Au fond, ce qui domine en lui, c'est le mépris haineux de la vie des autres. Sans doute, cet officier français préférerait sabrer des Français, parce qu'il les connaît mieux. Mais il tuerait ailleurs, pour peu que l'occasion s'en offrit.

Dès longtemps, la Turquie l'attire : il a pressenti dans Abd-ul-Hamid une âme parente de la sienne. Il aurait allègrement fait gicler sous sa matraque des cervelles arméniennes et mis le feu à l'église d'Orfa où hurlaient dans la flamme joyeuse trois mille victimes. J'imagine même qu'il eût raffiné les supplices et trouvé mieux encore que ceci : trépanation légère d'un inculpé, puis enfoncement dans le crâne à l'aide d'une grosse pierre d'une coquille de noisette pleine de poux qui dévoraient la chair vive.

Jadis M. Gabriel Hanotaux célébrait la douceur et la générosité du souverain tortionnaire qui ordonna de pareilles infamies. Par quelle étrange contradiction lui et tous ceux qui ont encouragé et applaudi le sultan oseraient-ils aujourd'hui ne point admirer l'homme fort que révèlent ces lettres sans réticences?

Richelieu, Napoléon, soit ! mais ils sont morts et, grâce à Dieu, pour parler la langue de nos ministres, Esterhazy est vivant : pourquoi pas Esterhazy?

PIERRE QUILLARD.

POURQUOI ET COMMENT JE SUIS ANARCHISTE

Suite (1)

— Comment? Tu n'es donc pas un représentant du peuple?

— Non ! Je combats seulement pour cette vérité : que ce qui fait la beauté de la vie de l'homme, c'est l'individualité, et cette individualité ne pourra s'obtenir que dans une association égalitaire et libre avec la propriété commune....

Mais revenons au sujet de notre entretien.

Je disais la nécessité immédiate de détruire les préjugés et j'affirmais aussi que cette tâche était rendue singulièrement facile chez le peuple.

Nous devons d'abord combattre cette alléchante série de réformes et d'organisations graduelles, pour la plupart irréalisables par voie légale ou illégale, qui bercent les exploités dans ce ridicule espoir d'aplanir l'irréductible conflit entre le capital et le travail et d'améliorer ainsi le régime actuel. Fascinés par « l'immédiatement réalisable » si souvent dit et écrit depuis tant d'années, ne pouvant analyser et critiquer, ils craignent les audaces des autres et ces réformistes sont les plus grands adversaires de la révolution. L'action consciente est chez eux condamnée fatalement, puisque inutile et même nuisible à l'unité. Ils auront foi en des autorités qui, par intérêt personnel ou par une conception néfaste bien que conséquente avec leur méthode, s'efforceront à ce que l'émancipation des travailleurs ne soit pas l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Et, si tu crois les pages précédentes où j'expose la situation des partis socialistes, ces affirmations ne te paraîtront pas osées.

Je reconnais néanmoins que c'est chez ces réformistes que notre activité récolte beaucoup de fruits. Une critique sérieuse des réformes et des organisations est chez eux plus facilement comprise. C'est un fait bien établi que les anarchistes tiennent pour la plupart des partis socialistes. Aussi dirigeons-nous nos efforts surtout contre eux. D'ailleurs le danger deviendrait immense si nous étions insuffisamment préparés et trop peu nombreux pour éclairer les esprits, expliquer la situation et ramener la confiance par une tactique nouvelle à laquelle une vitalité vigoureuse est déjà assurée. Nous n'avons pas à craindre que les prolétaires jusqu'à présent réfractaires à tout changement n'atteignent le stage de développement qui semblerait nécessaire. Ils s'inquiéteront peu de notre action. La fascination des réformes deviendra grande et ils se jetteront dans l'engrenage révolutionnaire. Les plus intelligents viendront directement à nous.

Etudiants, nous avons très peu à faire dans la lutte de chaque jour entre les ouvriers et les actionnaires. Consacrons-nous surtout à l'action intellectuelle! Réformons les esprits, débarrassons-les de leurs dernières attaches, dues à l'habitude et aux fallacieuses promesses de leurs représentants, à l'ordre existant, aux préjugés, à la loi, à la religion et au capital; faisons-en des intelligences indépendantes afin d'être capables d'écouter avec sérénité les plus audacieuses conclusions.

Et pour cela, frappons l'autorité partout où elle se présente! Donnons confiance aux ouvriers! L'expérience les formera, ne craignons pas les égarements, disons-leur nos airs et laissons-les faire. C'est la meilleure et la plus rapide éducation.

Pénétrons-les de cette idée que tout se transforme dans le monde et que les moyens de production se développent par un procès au-dessus de notre volonté, nous arriverons forcément un jour à la production en commun au profit de tous. Faisons-leur comprendre que tout ce qui est dogme et loi arrête et maintient, et que toute autorité aboutit fatalement à l'oppression et à l'exploitation

Et entraînons-les dans une vie nouvelle!

Il n'est aucun propagandiste sincère de n'importe quelle école socialiste qui n'ait réclamé pour lui la liberté la plus complète et qui n'ait remarqué combien il s'était grandi en intelligence et en moralité en se révoltant contre tout ce qui l'opprimait et l'exploitait.

Il n'en est aucun qui n'ait senti tout le bonheur de pouvoir vivre autant que possible suivant son idéal, qui ne soit convaincu de la beauté et de la grandeur de l'union libre, de

(1) Voir les numéros 27, 30 et 31.

l'affection plus grande que l'on rencontre chez les amis que les mêmes idées ont groupés, et du charme, et de l'aide de la vie collective basée sur les principes de l'avenir.

Aucun ne doute que ses sentiments révolutionnaires se sont renforcés par cette vie de révolte ouverte et qu'ils y trouvent leur plus grande garantie de stabilité.

Pourquoi l'oublie-t-il? Pourquoi ne dit-il pas ses réflexions, ses joies et ses espérances aux travailleurs, au *lieu d'aller leur prêcher* l'utilité de la discipline et la transformation graduelle? Pourquoi n'étend-il pas son cercle en les y faisant entrer et ainsi faciliter sa tâche de propagandiste? *Il n'ignore pas cependant* l'influence puissante du milieu et la contagion de l'exemple. Pourquoi ne leur révèle-t-il pas ce que l'expérience lui a enseigné?

Oh! le travail est énorme et lent, mais au *moins il ne sera pas perdu* : nous nous créons une forme de vie qui nous oblige jusqu'à l'activité révolutionnaire, créons-la chez les autres!

Malgré toute notre force morale, les formes nous enserrent. Détruisons celles qui nuisent et établissons-en d'autres!

Je sais que beaucoup des camarades qui m'entendraient se trouveraient en parfaite communion avec moi : « Mais nous voulons cela! Nous le disons et nous l'écrivons! »

C'est vrai! mais où sont leurs actes? Des mots! rien que des mots! Ah! voilà bien la cause mystérieuse, la fatalité terrible qui souvent m'a plongé dans les plus cruels désespoirs, durant mes heures sombres où je m'absorbais dans la triste contemplation de l'agitation humaine, qui m'apparaissait comme une vaste comédie dont les hommes sont les acteurs inconscients! L'homme se trompe soi-même par ses propres paroles!

Dans les groupements politiques, malgré les départs les plus brillants, malgré la force de ceux qui croyaient, en toute sincérité, que leur foi révolutionnaire infuserait un sang nouveau au parlementarisme, on est arrivé, en fait, à une question de mandats à décrocher.

Dans les groupements économiques, malgré le peu de confiance de tant d'ouvriers en l'efficacité des résolutions des congrès, on se trouve satisfait parce que la majorité des délégués formule périodiquement des vœux très platoniques pour la réalisation de quelques minces réformes.

Et parmi les anarchistes, on en trouve beaucoup encore qui se contentent d'apporter leur obole régulièrement aux journaux, de se délasser dans un bon tour joué à la police et de se délecter de la chute d'un pontife de parti ouvrier.

C'est tout! On piétinerait sur place si les capitalistes et les gouvernants ne prenaient soin d'infliger quelques vigoureux coups de fouet qui raniment le désir d'un régime meilleur.

C'est la forme de l'organisation et la propagande incomplète qui en sont cause. L'œuvre des masses est arrêtée par les députés, les délégués, les comités; et les conscients s'en donnent, faute de confiance et d'idées à remuer.

L'esprit critique et partant le germe révolutionnaire meurent vite, parce que les conférences et les brochures sont insuffisantes pour dégager, entièrement et pour toujours, les camarades des fils qui les retiennent à l'ancien régime. Qu'ils adoptent en fait la vie conforme à leurs aspirations : ils se développeront, leur bonheur croîtra et l'enthousiasme aussi.

Il est incontestable qu'il est certaines amorces auxquelles les masses mordent plus vite. Et par exemple, l'appât d'un salaire plus élevé et d'un travail moins long sans lutte, en votant tous les deux ou trois ans ou en attendant le moment favorable qui n'arrive jamais, cet appât est bien plus énergique, plus irrésistible que le charme encore douteux de la vie que je leur propose. Mais nombreux sont les ouvriers qui ont été suffisamment nourris avec cela et désabusés définitivement de ses trompeuses amorces : ils sont préparés à une éducation vraiment révolutionnaire. *Ils restent dans ces groupements politiques ou économiques par sympathie et par besoin d'affirmer leur foi socialiste.* Ne l'oublions pas! *Eux surtout répondront à notre appel. Hâtons-nous de compléter leur éducation pour qu'ils s'écartent définitivement de l'ornière, sinon un trouble grandissant les fera regresser. Pendant ce temps, d'autres évolueront.* Car, il y aura toujours assez de gens à vues courtes ou en quête de places qui se chargeront d'abuser les ouvriers par de trompeuses promesses; ceux-ci seront vite désabusés. Nous serons là pour expliquer l'erreur, vaincre *l'inertie* et les amener à nous. Nous devons aussi aider ces personnes que la nature et l'art ont poussées à la révolte irréfléchie souvent perdue.

Tenons donc compte du travail immense de préparation accompli par la pensée et les écoles socialistes depuis près d'un demi-siècle. N'isolons pas les actions : elles peuvent se compléter merveilleusement. A nous de savoir en faire la synthèse!

Et vous, qui venez vivre en révoltés et agir sans mot d'ordre et suivant votre raison, ne vous attardez pas à faire revivre des partis qui doivent disparaître dans le radicalisme bourgeois. Leur aspect est général. La fatalité préside leur marche. *Les marxistes allemands et les marxistes* français, les belges et les italiens, les suisses et les autrichiens, tous, ils tendent vers un socialisme d'État très timide; tous, ils infligent aux masses une rigide et désastreuse discipline et, chez tous, les considérants révolutionnaires placés en tête de leurs programmes sont lettres mortes tout comme les glorieux droits de l'homme chez le gouvernement bourgeois. C'est partout la chasse au mandat et la nécessité d'une majorité compacte pour servir de piédestal stable. Ils ont trahi! dites-vous? C'était inévitable. L'autorité a fait son œuvre! Marx lui-même, par sa conduite de dictature, n'y aurait pas échappé. Les institutions sont au-dessus de la puissance de la volonté humaine.

C'est vous qui leur donnez un regain de vie révolutionnaire. Que tous les sincères les quittent et la confiance et la force renaîtront sur leurs ruines! Laissez-les!

Propageons ensemble nos idées propres! Soutenons-nous dans nos efforts et soyons libres dans notre action! Ce sera aux recrues à choisir les conceptions et à se former un idéal.

Remarquez-le bien. C'est à la fin du dix-neuvième siècle, c'est après le travail social que nos prédécesseurs ont accompli, que je vous convie à cette tâche. C'est parce que beaucoup de prolétaires ont reçu une éducation socialiste et que celle-ci peut et doit être complétée, c'est parce que l'analyse d'un mouvement d'un demi-siècle nous a permis de dégager des enseignements précieux, que nous pouvons adopter cette tactique avec chance de succès. Il y a eu sans doute des obstructeurs qui ont devancé l'histoire et qui ont échoué dans leurs tentatives audacieuses. Mais n'est-ce pas un phénomène général dans la marche des grands courants sociaux? Examinez avec attention impartiale l'image actuelle du socialisme et voyez s'il n'est pas urgent que les principes libertaires soient repris et appliqués après les modifications nécessaires pour une adaptation parfaite à l'époque.

Notre propagande grossira et fortifiera le noyau des révoltés. Je ne veux pas le cacher : nous travaillons surtout pour nous, pour embellir notre vie, et par contre-coup pour la Révolution, puisque les efforts se multiplieront. En outre, par l'action commune, par la discussion et la réflexion qui en résultent forcément, ceux qui peuvent se débarrasser complètement de toute association d'idées et qui savent examiner, analyser et conclure, ceux-là doivent se trouver bientôt d'accord. L'unité des conceptions et des aspirations éclatera pleine de fascination et l'espoir renaîtra vigoureux. Ces deux principes fécondants assureront l'avenir!

Propageons nos idées en toute liberté et n'organisons rien! Inutile de sceller une union par des programmes ou autres statuts! Toute réglementation est nécessairement en retard sur la pensée, si toutefois elle ne l'enserre pas. Vivons en harmonie et travaillons pour nous et pour la Révolution.

Pourvu que nous soyons sincères!

— Ce vague aperçu ne peut me suffire pour juger et agir. Voudrais-tu me développer la méthode d'éducation et m'esquisser la vie d'un révolté?

— Si tu le permets, nous en parlerons à une prochaine causerie. I. Think.

Septembre 1897.

ESCARMOUCHES

Pourritures.

Depuis quelques jours, la lecture des journaux domestiqués, asservis par le Pouvoir, faisait naître en Pascal Argélys de sourdes colères. Il se promenait de long en large dans sa chambre; ses poings serrés frappaient au hasard les murs et les meubles, par instants, et ses lèvres marmottaient des phrases hachées.

« Pourriture,... pourriture tout cela,... pourriture civile et pourriture militaire... Quand donc enfin nous débarrassera-t-on de tous ces vendus, de toutes ces crapules ?... Puissants !... Ils sont puissants!... Les uns parce que dans leurs poches tintinnabulent les abjects louis d'or;... ces autres-là, parce que l'or s'étale insolemment sur leurs manches, sur leurs coiffures, sur leurs habits!... et parce qu'ils sont le Pouvoir!... »

Ces réflexions lui étaient suggérées par l'obscure et mystérieuse affaire de trahison qui passionnait l'opinion. Un homme avait été condamné par un tribunal militaire, comme traître à la patrie, et ses amis, les membres de sa famille qui croyaient à sa non-culpabilité, déployaient tous leurs efforts pour prouver l'innocence du déporté. Une misérable question de religion et de race se mêlait même à toutes ces bassesses.

Or, celui qu'on appelait « le traître » était sans doute bien ce que l'on croyait; mais, chaque jour un nouveau rayon de lumière venait éclairer les dessous de l'affaire, et d'autres officiers, d'autres chefs étaient compromis. Les esprits affranchis devinaient aisément que ce n'était pas tout encore, et qu'il y avait derrière ceux-là d'autres coupables, plus élevés en grade, et que le peuple allait s'émouvoir davantage et cette fois dicter sa volonté, crier son désir d'absolue justice, exiger la punition de tous, jusqu'au plus haut, — égalitairement.

Alors, ce serait la déconsidération jetée sur l'armée déjà battue en brèche par les esprits libertaires, la boue remuée, le cloaque immonde découvert, et l'écroulement de l'Idole, de l'Entité Sainte. Les hommes de la glèbe, les esclaves de l'usine et de la mine, les emmurés du bureau, les miséreux de toute sorte, les petits en un mot, — ceux pour qui le militarisme n'était qu'une inutilité dangereuse, un bâillon, un instrument de torture et non une institution de justice ou de gloire, — allaient crier : « Assez, assez!... assez de pourriture!... Si vous êtes sales, allez vous laver dans un coin et non au-dessus de nos têtes... En attendant, nous sommes les maîtres! ou mieux : nous sommes libres! »

Mais ainsi c'était la fin des pouvoirs existants, la débâcle des gouvernements, c'était peut-être à brève échéance la Révolution.

Pour éviter cela, les ministres, les députés, les chefs de l'armée, les magistrats se liguaient et tous ceux qui auraient pu se défendre, parler ou mordre, étaient muselés. Sous prétexte de lumière, toutes les lampes étaient éteintes et, dans l'obscurité propice aux sophistications politiques, les boucs émissaires étaient préparés et parés, tels les Victimes antiques, puis jetés en pâture aux bêtes fauves de la Société. Voilà ce que l'on voyait, voilà le spectacle auquel assistaient, abâtardis, émasculés, les hommes d'une Époque...

Et Pascal Argélys, de honte, se cachait la face, et il succombait sous le poids d'un découragement intense, d'un doute infini, d'une révolte impuissante, en songeant à ces choses, à ces horribles choses!

Henri Rainaldy.

DES FAITS

Deux nouveaux journaux clandestins socialistes ont été fondés. L'un d'eux, la *Rabotchaia Gazeta* (le Journal ouvrier) se publie en langue russe ; l'autre, l'*Arbeiterstimme* (la Voix de l'Ouvrier), en jargon juif. Il est à noter que le journal juif a été fondé et est rédigé par les ouvriers seuls sans aucun concours de la part des « intellectuels ».

Le lieu de publication des nouveaux journaux est inconnu.

Une imprimerie socialiste clandestine vient d'être découverte à Moscou. Les personnes réunies dans le local de l'imprimerie au moment où la police y pénétrait, ayant opposé de la résistance, une lutte s'est engagée entre elles et les mouchards. Trois socialistes ont été tués et un quatrième a été blessé ; les autres ont été arrêtés.

En outre, plus de cent personnes ont été arrêtées dans la nuit du 2 au 3 octobre.

(*Journaux bourgeois*.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Un ignoble spectacle a été donné la semaine dernière au public avoisinant la gare de Lyon. Quatre-vingt-quatre jeunes gens étaient conduits par des sous-officiers, des caporaux, et des soldats ayant la *baïonnette au canon*. Ces jeunes gens n'étaient ni des prisonniers, ni des malfaiteurs, ni même des anarchistes. C'étaient tout simplement des conscrits, mais des conscrits ayant commis l'atrocité de déflorer leur casier judiciaire et, pour ce fait, expédiés aux bataillons d'Afrique.

On reconnaît bien là, dans cet attirail menaçant, toute la brutalité et la lâche goujaterie militaires. Ces hommes qui, même aux termes de la loi la plus rigoureuse et la plus arriérée, sont quittes désormais avec la société, sont par l'autorité militaire traités en brebis galeuses, en forçats, en parias, quoique citoyens libres (!).

Au moment où la grande famille se montre à nous infestée de traîtres et de rastaquouères, cette bégueulerie à l'égard de quelque ancienne peccadille est au moins grotesque.

D'ailleurs quelques protestations s'élevèrent sur le parcours de cette mascarade odieuse. Deux passants qui élevaient la voix ont failli être arrêtés par les agents, des griffes desquels ils ont été dégagés par la foule hostile et révoltée.

Quand les conscrits eurent été embarqués, l'un d'eux tenta de se sauver en descendant du wagon à contre voie. Mais il fut rejoint et ramené par deux agents. En voilà un qui sera tenu à l'œil et à qui on fera certainement faire connaissance, pour lui inculquer l'amour du métier, avec la crapaudine, les poires d'angoisse, et autres gentils procédés qui ont fait merveille avec les Chédel, les Cheymol et tant d'autres!

* * *

La Police. — Les arrestations arbitraires continuent. Au cours d'une descente dans une officine de pari mutuel, une dame D... qui se présentait dans la boutique pour y acheter un journal de modes, s'est vu arrêter et fouiller, malgré ses protestations. Le commissaire de police présent, l'affreux macaque Le Jain, l'a fait conduire au poste où elle est restée trois heures.

Que voulez-vous! quand les grands chefs donnent l'exemple du mépris le plus profond pour la liberté individuelle, les subalternes ne peuvent que chercher à se faire valoir en imitant leurs supérieurs hiérarchiques.

* * *

Les Grèves. — Durant le mois d'octobre dernier, il y a eu 23 grèves signalées. Le nombre connu des grévistes pour 20 de ces grèves a été de 3.062.

L'industrie la plus éprouvée a été, comme presque toujours, l'industrie textile, avec 6 grèves. Viennent ensuite : les métaux, 4 grèves ; les transports, 3 grèves ; le bâtiment, les mines et la cordonnerie, 2 grèves chacune ; enfin une seule grève parmi les bouchers, les boulangers, les cartonniers et les typographes.

Les causes peuvent se répartir ainsi : demandes d'augmentation de salaires, 9 ; réductions de salaires, 3 ; demandes de diminution des heures de travail avec maintien du salaire, 3 ; demandes de renvoi de contremaîtres ou d'ouvriers, 4 ; etc.

Ces grèves ont abouti à une réussite, onze transactions et neuf échecs.

A. Girard.

Grèce.

Le roi et la guerre. — Les royalistes commencent à hasarder la tête, comme les tortues, hors de leur carapace, dans laquelle ils s'étaient cachés, silencieux, à l'époque de la trahison, après avoir au préalable préparé le peuple par la presse qu'ils ont subornée. Maintenant, ils cherchent à persuader au peuple grec que le roi et le prince héritier ne sont pas les sinistres auteurs du désastre de la Grèce. Ils cherchent à en rejeter l'entière responsabilité sur M. Delyannis, alors président du cabinet, et sur le... peuple ! ! car ce dernier réclamait la guerre avec enthousiasme ! Nous ne disons pas que le cabinet d'alors n'a aucune responsabilité — il y a bien à dire — mais le roi et le cabinet sont responsables, car l'un, pour faire des opérations financières aux bourses étrangères, y poussa, et l'autre, par ambition et par amour de l'autorité, accepta cette guerre. Les amis de M. Delyannis se défendent aussi de toute responsabilité en la rejetant sur le roi et sur le peuple ; sur le roi, parce que, pour des raisons qu'ils ne relatent pas, il força le cabinet à faire tout ce qui fut fait ; sur le peuple, parce qu'il voulut la guerre.

A présent, les choses en sont à ce point.

Donc, par ces moyens, on cherche à tromper le peuple grec et à le persuader que lui-même est l'auteur de sa catastrophe.

Mais si on examinait bien, on verrait que la responsabilité complète retombe sur le roi ainsi que sur le cabinet, qui jusqu'au dernier moment murmurèrent à l'oreille du peuple qu'il n'est rien de plus doux que la patrie, que de combattre et de mourir pour elle. Un peuple à qui on inculque des idées patriotiques à l'école, un peuple dont la cervelle est pétrie avec le sentiment du patriotisme et de la valeur guerrière, un peuple qui entend toujours de la bouche de ses politiciens (1) des discours en faveur de la grande idée de patrie, un peuple à qui on apprend à haïr implacablement les Turcs, qu'il doit combattre toujours ; un peuple qui entend dire de son chef suprême — le roi — qu'il se mettra à la tête de 300.000 Grecs et qu'il portera le feu dans ce magasin à poudre qui s'appelle la Macédoine ; beaux discours dissous comme glace au soleil quand vint l'heure de la réalisation. — un tel peuple donc, instruit de cette manière par ses chefs, devait conséquemment faire tout ce qu'il a fait, c'est-à-dire demander la guerre, car on ne lui a jamais enseigné la grande vérité, que la chose la plus terrible et la plus déraisonnable est qu'un peuple combatte contre un autre. De cela, deux leçons sont à tirer : 1° que nous sommes bien sots de confier nos intérêts à des représentants, comme si nous n'étions pas capables de diriger seuls nos affaires et de nous concerter seuls, car leurs erreurs retombent sur nous ; 2° qu'il ne coûte rien à un roi d'arracher des milliers de jeunes gens à leurs familles et à leurs travaux pour les sacrifier sur l'autel de la Patrie pour ses projets ambitieux et pour ses affaires financières.

Et cela arrivera tant que les peuples continueront de croire à ces imposteurs et tant qu'ils supporteront des rois et des gouvernements.

(1) Pour qu'on comprenne quelles idées ces politiciens sèment dans le peuple ignorant, nous relatons, entre autres, le trait suivant raconté dans un feuilleton du *Journal de Francfort*, au mois de mai dernier, par M. le docteur J. Noack, au sujet de son voyage en Grèce.

Le docteur allemand causait avec un naïf Péloponésien sur la politique extérieure en général. Le naïf Grec, avec la persuasion d'un homme qui puise ses arguments dans l'histoire du pays, dit :

— Quant à Constantinople, il ne faut rien dire. C'est une question de *temps* seulement.

— Et quelle idée avez-vous sur l'armée ottomane? demanda froidement l'Allemand.

— Dame, répondit le paysan, il n'y a pas armée plus déplorable ; un des nôtres vaut dix Turcs.

— Et comment le sais-tu? continua l'Allemand avec le même calme.

— C'est mon député qui l'a dit!

* * *

Un de nos camarades poursuivis. — Notre camarade nommé Panos Macheras est poursuivi pour avoir abandonné les rangs. Voilà comment il déserta. Un jour, tandis qu'il était étendu avec d'autres soldats sous la tente, dans les camps de l'Epire, il entendit un bruit de conversation. Une des voix lui était connue ; il prêta attention. Un officier menaçait de dénoncer le directeur de l'alimentation. Le directeur, d'abord, protesta. Enfin les menaces et la protestation eurent pour résultat que l'officier obtint sa part du profit réalisé grâce aux abus dans l'alimentation des soldats.

Cela naturellement indigna Macheras. Le lendemain, à la distribution du repas, il prit sa ration incomplète et se présenta à l'officier.

— Monsieur, lui dit-il, croyez-vous que cette ration soit suffisante pour un homme et surtout pour un soldat souffrant en guerre.

— Certainement, répondit l'officier avec impudence.

L'officier n'avait pas fini de parler qu'il recevait en pleine figure la portion du camarade, qui quitta le camp.

Depuis lors, il manque à l'appel. Aujourd'hui, il est poursuivi.

* * *

Les suites de la guerre. — Les soldats de la réserve conduits à ce grand abattoir qu'on appelle champ de bataille ont été en partie massacrés. Les autres, après sept mois, pendant lesquels ils ont enduré tant de souffrances et de maladies, couchant en plein air sans aucune couverture, dans la boue, ont été renvoyés peu à peu chaque jour, selon leur âge. Ils rentrèrent chez eux dans un état déplorable.

A peine arrivés, beaucoup sont tombés malades. Il ne se passait pas de jour sans qu'il en mourût plus d'un dans les villes et dans le plus petit village. La cruauté du gouvernement, de l'Etat envers les soldats fut terrible. Quand ces soldats étaient encore sous les armes, les malades se présentaient pour entrer à l'hôpital militaire. Mais il arrivait une chose étrange. Les malades entraient le premier jour par une porte et le second jour sortaient par l'autre porte comme s'ils eussent été guéris.

Voilà les biens de la guerre, voilà les biens de la patrie, de cet insatiable monstre qui continuellement engloutit de nouvelles victimes.

Il meurt bien des soldats chaque jour. Et ceux qui parviendront à s'échapper des griffes de la mort seront pour la vie affaiblis et maladifs.

Ceux des soldats qui se marieront et ceux qui se sont mariés avant la guerre auront des enfants chlorotiques, faibles, cachectiques, phtisiques, etc.

Jean M. Manganaras.

Espagne.

En Espagne, les fils de famille qui n'éprouvent aucun goût pour les voyages lointains peuvent s'exempter du service militaire en achetant un remplaçant qui leur coûte de 1.500 à 2.000 pesetas. C'est pourquoi les milliers et les milliers d'inconscients qui se laissèrent traîner aux boucheries coloniales n'étaient tous que de pauvres gens. Depuis quelque temps, cependant, de graves symptômes indiquaient que l'inconscience du peuple allait diminuant, les mères et les femmes des soldats s'opposant aux départs pour les colonies, les désertions en masse, des compagnies entières se révoltant et refusant de s'embarquer ; pour ceux qui se prétendent révolutionnaires, la tâche était tout indiquée. Le gouvernement, prévoyant, avait, il est vrai, bâillonné l'élément énergique, mais les socialistes nuance Iglesias nous réservaient une surprise. Pour mettre un terme aux hécatombes des Philippines et de Cuba, ils trouvèrent un remède qui ne manque pas de saveur. Le Comité national du Parti socialiste ouvrier mit le gouvernement en demeure d'appliquer le passage de la Constitution *imposant à tout Espagnol l'obligation de défendre la patrie.*

On ne peut être plus modeste, mais aussi que faire? dit le manifeste Iglesias. Réclamer, pour mettre fin à la guerre, des solutions en harmonie avec notre idéal? Impossible. A l'heure actuelle, notre parti

est trop faible et la réclamation faite en cette forme ne saurait influer sur l'esprit de ceux qui dominent aujourd'hui. Nous nous contentons donc de demander que nul ne puisse se soustraire au service militaire, que riches et pauvres aillent à Cuba et aux Philippines afin que la contribution du sang ne soit pas seulement fournie par la classe déshéritée, mais aussi par ceux qui monopolisent la richesse! — Inutile de dire que d'aussi pures intentions recueillirent l'approbation quasi générale des libéraux et républicains modérés.

Et maintenant bonne chance pour les prochaines élections... à moins que d'ici là le peuple, mûri par ses malheurs sans nombre, ne balaye à la fois ceux qui l'oppriment et ceux qui châtient ses révoltes.

**

Le disgracié Weyler n'a pas de chance. Son retour en Espagne devait provoquer des manifestations enthousiastes et le pacificateur de Cuba se voyait déjà prenant la dictature. Pour les amateurs du régime du sabre, ses titres étaient imposants en effet :

Les dépêches officielles que la presse publia durant les vingt mois de son commandement indiquent au total, en chiffres ronds : Pertes, 50.000 hommes morts à Cuba ou réexpédiés agonisants en Espagne; malades à l'heure actuelle : 40.000, parmi lesquels, suivant l'inspecteur général de santé, 15.000 ne peuvent être reçus dans les hôpitaux, car ils ne sont pas malades, à proprement parler : *ils ne sont qu'affamés*. Nous ne parlerons pas des massacres de gens inoffensifs, des hôpitaux insurgés incendiés, etc., etc. Voilà pour le militaire; pour le civil, c'est analogue.

A Matanzas, dit le *Socialista*, il y eut en octobre 850 décès contre 40 naissances. A San Domingo, ville de 5.000 habitants, la mortalité quotidienne est de 30 à 50, etc.

En dépit de tous ces titres de gloire, il n'y eut aucune explosion d'enthousiasme. C'est bien de l'ingratitude.

**

Les débats du nouveau procès Callis ont commencé le 25 novembre à Barcelone. Nous reviendrons sur cet intéressant procès dans lequel figurent nombre de ceux qui jouèrent un rôle dans le drame de Montjuich. Sont cités par la défense, en même temps que les torturés Suné, Oller et un grand nombre d'ex-prisonniers de Montjuich, les inquisiteurs Marzo, Portas et la bande de bourreaux qu'ils commandaient.

J. M.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque sociale de Montmartre, 2, rue d'Orchampt. — Samedi 4 décembre, à 8 h. 1/2, conférence. Sujet : *Interprétation des théories de Proud'hon*, par un camarade.

Dimanche, même lieu, à 8 h. 1/2, chants et poésie.

Samedi suivant, conférence par Ferrière. Sujet : *Science et Morale*.

Se procurer des cartes chez M. Lille, 24, rue Durantin, au *Libertaire* et au *Père Peinard*.

**

Un camarade nous prévient que les affiches annonçant la réunion de lundi passé, salle du *Commerce*, portaient : « Avec le concours de Millevoye, Scheurer-Kestner, etc. » Quoique la convocation portât : au bénéfice des *Temps Nouveaux*, nous tenons à déclarer que nous n'étions pour rien dans son organisation. Si nous avions vu les affiches plus tôt, nous n'aurions pas inséré l'annonce qui nous a été apportée.

**

La *Cravache*, dont nous avons annoncé le premier numéro, continue de paraître régulièrement. Les correspondances et communications concernant la rédaction et l'administration doivent être adressées à Roubaix, 106, rue Turgot.

**

Grande conférence publique et contradictoire, le samedi 4 décembre, salle Renosblet, 181, faubourg Saint-Denis.

Sujets traités : « Le Sacré-Cœur dévoilé; Le Vœu national actuel », par le camarade Libertad.

Il sera perçu 15 centimes pour les frais.

**

Groupe communiste du XIV[e]. — Réunion tous les dimanches, à 3 heures de l'après-midi, 51, rue de l'Ouest.

**

Groupe des E. S. R. I. — Mercredi 8 décembre, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, causerie sur l'Internationale : souvenirs personnels, par J. Allemane.

**

Cette. — Les camarades se réunissent les jeudis et samedis au café-débit Isoirt, 2, route Nationale.

**

Nimes. — Les *Temps Nouveaux* et les brochures éditées par les *Temps Nouveaux*, le *Libertaire* et le *Père Peinard* avec l'almanach du *Père Peinard* sont à la disposition des camarades, tous les soirs, depuis 7 h. 1/2, café de la Terrasse, rue de l'Arc-Dugras, 9. — Les samedis et dimanches, causerie et soirée familiale.

**

Limoges. — Le groupe *La Jeunesse libertaire* se réunit tous les dimanches, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, 3, place du Champ de foire, restaurant Brousseaux, au premier étage. Tous les anarchistes sont invités.

P. S. — Tous les camarades sont invités à se rendre au groupe, dimanche 5 décembre, à 2 h. 1/2. Extrême urgence.

**

Amiens. — Tous les camarades, ainsi que les socialistes, sont invités à se réunir au Cent de piquet, faubourg du Cours, tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir.

Sujet : Lecture et contradiction de la *Société collectiviste* de Brissac.

Dimanche, réunion de tous les copains et copines, au même local, à 5 heures du soir. — Causerie par un camarade.

**

Marseille. — Les chansons éditées par l'*Agitateur*: *Heureux Temps, Dieu n'est pas! Les Enfants de la nature. Les Abeilles, Parallèle, Les Anti-patriotes. Iconoclaste* ou *les Briseurs d'images*, sont en vente chez le camarade Vincent, Bar du Vignoble, 14, rue Montbrion, chez M. Blanc, liquoriste.

Prix de chaque chanson, 0 fr. 15; le cent, 7 francs.

Les lecteurs des journaux libertaires se réunissent les jeudis, samedis et dimanches, à 9 heures, au bar Genovesi, rue Loubon, Belle-de-Mai.

**

Patras. — Les amis s'occupent là-bas de réorganiser le journal *En Avant*. Ils font appel aux amis de tous pays pour leur venir en aide. Adresser les communications et souscriptions à Jean Manganaras, à Patras (Grèce).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Mariée sans amour, par Pierre Dax; 1 vol., 3 fr. 50, *Société libre d'édition des Gens de lettres*, 12, rue d'Ulm. — *Petit traité juridique sur les enfants martyrs*, 1 broch., par Marin-Dubois, même librairie.

De la cité socialiste, 1 broch., par Pierre Deloire, à la *Revue socialiste*, 78, passage Choiseul. — *Médecine et Médecins*, broch., par le D[r] A. Tripier, même librairie.

D'un pays lointain, nouvelle, par Rémy de Gourmont; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé-Saint-Germain.

I Delitti di Dio, broch., par Sébastien Faure, biblioteca de l'*Avvenire sociale*, à Messine.

A lire :

La Caserne, par U. Gohier, *L'Aurore*, 26 novembre.

La Décomposition, J. Rocher, *Bourguignon Salé*, 27 novembre.

La fin de l'article du *Petit Temps*, 27 novembre : *Au Pays rouge (Madagascar)*, par Jean Carol.

Record de l'inutilité, par Lemasson, *Dépêche*, 25 novembre.

A voir :

Le dessin de Forain : *La bombe Dreyfus*, dans le *Figaro* du 25 novembre ;

La recherche de la Vérité continue, dessin de Steinlen, *Aurore*, 29 novembre.

Les deux volumes qui viennent de paraître : *L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique*, de Reclus, et *Soupes*, de Descaves, sont en vente à nos bureaux, 2 fr. 50; franco, 2 fr. 75.

AUX AMIS

Nous avons mis à l'impression deux nouvelles brochures : *L'Outillage mécanique*, tiré de la *Société future*, et *La Panacée-Révolution*, tirée de l'*Individu et la Société*. Seulement, comme nous n'avons pas assez de fonds pour en faire un tirage convenable, nous faisons appel à ceux qui voudraient en souscrire quelques exemplaires d'avance.

A ceux qui nous auront souscrit d'avance et envoyé les fonds, les brochures leur seront laissées à 5 francs le cent, plus les frais d'envoi : 0 fr. 60 en gare.

Un exemplaire seul, franco : 0 fr. 15.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Saint-Quentin. — Il ne reste plus de l'*Almanach du Père Peinard* 1894.

C. B., à Mirepoix. — Les *Temps Nouveaux* n'ont pas d'*almanach*.

Deeff. — Brochures expédiées : 3 fr. 50 le demi-cent. Lu votre *P. S.* Parfaitement.

X. — Transmis les 5 fr. à l'*Agitazione*.

Un Youpin. — Les meilleurs livres traitant de psychologie sont encore ceux de Spencer; demandez le catalogue à Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Séverin. — Pouvoir gagner sa vie tout en professant ouvertement ses opinions anarchistes, — c'est difficile à répondre là-dessus. C'est à chacun de voir dans son milieu quelle est l'occupation qui peut le rendre indépendant.

E. K., Autriche. — Manquait 0 fr. 45 à l'abonnement.

R., à Nîmes. — Je ne puis écrire à chacun pour lui dire mes impressions sur un livre. Vous verrez quand j'en parlerai dans le journal. Si je n'en parle pas, c'est qu'à mon avis ça n'en vaut pas la peine.

Oscar Bertoja. — Qu'êtes-vous devenu, que nous n'avons plus de vos nouvelles?

Pazibett. — Votre article est intéressant, mais faites-vous connaître, nous ne donnons jamais les noms de nos correspondants.

F., à Pierrefeu. — Le *Sozialist* toujours même adresse. Je pense que le camarade Spohr est toujours à l'expédition.

Belgique. — Reçu le nom et l'adresse, on prendra remboursement comme vous indiquez. Mais je ne me rappelle pas du tout que quelqu'un m'en ait déjà parlé.

Reçu pour les bannis de Montjuich : Pour la fête du centre, 5 fr.

Reçu pour la famille Angiolillo : Pour la fête du centre, 5 fr. — Listes précédentes : 305 fr. 75. — En tout : 310 fr. 75. — La souscription est close.

Reçu pour l'Ecole libertaire : E. D. et J. F., 15 fr. — S. P., à Bordeaux, 5 fr. — Jean Jacquet, 10 fr. — Un étudiant, 2 fr. 50. — Total : 32 fr. 50. — Listes précédentes : 102 fr. 90. — Total général : 134 fr. 50.

Reçu pour le journal : M. D., à Bordeaux, 1 fr. 50. — Anonyme, Amiens, 1 fr. — Pour la fête du centre, 20 fr. — V. B., à Puget, 1 fr. 05. — Th., 1 fr. — Un obscur, 1 fr. 50. — L. B. J., 0 fr. 50. — *De chacun selon ses forces*, 5 fr. — O. A., 1 fr. 05. — Les ventrubourriches, 5 fr. — R., à Nimes, 1 fr. 50. — Nimes : Un typo, 0 fr. 20; Pour compléter, 0 fr. 30. — *Camarades de la Chapelle*, 10 fr. — Marseille : La purée, 0 fr. 40; B., 0 fr. 10; R. C., 0 fr. 50; Jean Jacquet, 10 fr. — Un étudiant, 2 fr. 50.

Th. L., 1 fr.; Vaillaing, 1 fr.; Un décavé, 1 fr.; Un fainéant, 1 fr.; Firmain, 0 fr. 50; Picardasse, 0 fr. 50; Un Indomptable, 1 fr.; Louboffi, 1 fr.; Une famille de libertaires, 0 fr. 50; Un casse-cailloux, 0 fr. 25; Un anarchiste, 0 fr. 10; Un facteur rural; 0 fr. 10; Un limonadier, 0 fr. 35; Dufer, 1 fr.; Le même casse-cailloux, 0 fr. 20; C., 0 fr. 50. — Total : 10 fr.

Liste de Levallois : Un anarchiste, 1 fr.; Un libertaire, 1 fr.; Un propagandiste par le fait, 0 fr. 50; Un indomptable, 0 fr. 50; B. T., 0 fr. 25; Un indompté, 0 fr. 25; Un anticlérical, 0 fr. 50; Un ami de Ravachol, 0 fr. 50. — Total : 4 fr. 50. — Merci à tous.

E. M., à Caudebec. — C. B., à Rouen. — P., à Lille. — C., à Roubaix. — P., à Montluçon. — F. M., à Palermo. — N., à Toulouse. — P., rue de D. — J. T., à New-York. — R. à Roanne. — H., à Vienne. — J. T., à Tannay. — C., à Roubaix. — F., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 33 — DIX CENTIMES — DU 11 AU 17 DÉCEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

QUESTIONS MORALES

à L.-J. D.

La Chambre — cette femme hystérique, comme l'appelle Sighele — a eu la singulière idée de discuter le 16 du mois dernier sur les rapports de la criminalité et de la morale.

Je dis: singulière, car j'estime qu'elle est incompétente en la matière. Jusqu'ici le rôle des gouvernements s'est borné à l'organisation de la police; qu'ils continuent, en attendant leur disparition.

Néanmoins, puisque l'on a affiché le discours de M. L. Bourgeois, je crois qu'il n'est pas inutile de relever les erreurs qu'il contient, car il nous engage à continuer d'admirer l'enseignement moral de l'Etat.

On sait pourquoi M. Bourgeois vint à la tribune : c'était pour réfuter M. Cochin qui attribuait le mouvement ascendant de la criminalité juvénile à l'enseignement laïque.

Je n'examinerai tout d'abord que les arguments du premier; je me réserve de revenir, en concluant, sur la morale chrétienne, prônée par M. Cochin.

Il paraît, d'après M Bourgeois, que « le but de l'école laïque est l'établissement de la tolérance par la neutralité de l'Etat en matière d'enseignement ».

C'est assez vague; toutefois, je retiens le mot « neutralité ». Qu'entend-on par là? Neutralité en matière d'enseignement, cela signifie, à ce qu'il me semble, qu'il n'y a pas d'enseignement religieux ou métaphysique.

Est-ce cette neutralité que l'on observe dans les écoles primaires et supérieures? Non. N'a-t-on pas créé une nouvelle religion, celle de la Patrie?

Oh! je sais que les philosophes officiels vont jusqu'à enseigner que l'homme est une fin en soi (1) : la conséquence logique de cet enseignement devrait être le respect et l'amour de soi. Mais on enseigne à côté que l'amour de la patrie passe avant l'amour de soi.

L'amour de la patrie est devenu une religion. Je n'en veux d'autre preuve que le passage que l'on va lire, qui a certainement été écrit par un des plus beaux produits de l'enseignement officiel. C'était au moment des événements de Canudos et l'*Etoile du Sud* de Rio-de-Janeiro, regrettant que des milliers d'hommes fussent sacrifiés inutilement, disait :

« Quelques apôtres de la religion de la patrie, qui est celle de la République, une et indivisible, feront plus dans le « sertão » que des milliers d'hommes armés et sacrifiés sans profit pour le Brésil (2). »

(1) M. Vacherot, par exemple.
(2) *Etoile du Sud* (Rio), 14 juillet 1897.

Voilà la nouvelle religion : celle de la patrie. Elle a ses pratiques extérieures, on y soumet les enfants. Qui de nous n'a chanté à l'école primaire des chants dans le genre de ceux cités dans « *Comment l'Etat enseigne la morale* » ou des refrains comme celui-ci :

Salut, salut, salut, Drapeau français!
L'école est aussi la Patrie;
A l'aurore de notre vie,
Nos cœurs sont à toi pour jamais!

Les sentiments que cet amour du drapeau et de la patrie engendre sont beaux, élevés. Que l'on en juge par ce passage d'une lettre écrite par un jeune homme qui guerroyait au Soudan :

« Cristi, quelle guerre! Tout homme pris est raccourci incontinent; les femmes et les enfants emmenés en captivité et donnés aux tirailleurs. L'esclavage est tellement dans les mœurs du pays que nul ne le trouve étonnant, pas même nous... curieux! » Le jeune homme a capturé des Toucouleurs; il en parle ainsi : « Je leur ai fait couper le cou à tous, les ordres étant formels. C'est un de mes tirailleurs qui s'est chargé de l'opération, et avec un petit sabre du pays il s'en est acquitté à merveille! »

Le jeune homme espère être décoré, « car il a joliment bêché » (1).

Superbe, en vérité! Mais quoi! enseigne-t-on une autre morale à l'école?

On prêche l'obéissance passive, l'amour du drapeau que l'on traîne dans toutes les fanges, dans toutes les ordures; le drapeau qui conduit aux épopées sanglantes du Tonkin, du Soudan, de Madagascar.....

Le drapeau! Qu'en a-t-on fait? Une loque sanglante que les honnêtes gens regardent avec mépris!

Voilà pour un des côtés de l'enseignement moral de l'Etat.

Revenons au discours.

M. Léon Bourgeois. — ..... Je lui demande (à M. Lemire) s'il a jamais connu un seul document officiel émané des partisans de l'Etat laïque, de l'école neutre, prononçant contre leurs adversaires *dans le domaine de la pensée*, des paroles d'anathème...... qu'un programme d'opinions ait été imposé à ses adversaires et devant être, sous peine d'anathème, accepté par eux.

Cela, c'est de l'impudence ou de l'inconscience.

M. Bourgeois n'a pas oublié, je pense, les événements de 1894. Est-ce que l'on respecta, à cette époque, le droit de penser? Et il n'y eut pas seulement que des paroles d'anathème. Le mal n'eût pas été grand si l'on s'était contenté d'anathématiser les délinquants. Il y allait pour eux de la prison. J. Grave en a gardé le souvenir.

Si ma mémoire ne me trompe, M. Bourgeois

(1) Lettres reproduites par le *Correspondant* et citées par Corre. *Militarisme*, page 13.

se prononça contre les lois visant les délits de presse; mais ses collègues — partisans de l'Etat laïque, de l'école neutre — firent-ils de même?

Non, l'*Officiel* peut en témoigner.

Jusqu'ici on ne voit pas encore la question de la criminalité juvénile. Que l'on se rassure, elle viendra à son temps, mais que l'on me permette de reproduire avant d'en parler une interruption assez curieuse :

M. L. Bourgeois. — .... Les membres du gouvernement confient leurs enfants aux congréganistes... une mode là aussi s'est introduite...

A droite. — C'est le droit du père de famille.

M. Denys Cochin. — Ce n'est pas la mode, c'est la foi!

M. Lemire. — *C'est le droit!*

Il y a un point d'exclamation, je pose un point d'interrogation.

Quel droit? Droit de paternité, sans doute. Diable! on peut aller loin en raisonnant ainsi; car, en somme, on ne sait pas où le droit commence et où il finit. Darwin conte que le fils d'un pêcheur sauvage ayant renversé le panier de son père, celui-ci lui brisa la tête contre un rocher. Evidemment, c'était son droit, il était le père.

Je n'y contredis pas, mais je trouve que le procédé était un peu brutal.

Le droit dont parle M. Lemire repose sur les mêmes bases que celui du sauvage de Darwin.

Quant à nous, libertaires, nous ne pouvons le reconnaître.

L'enfant n'est pas une propriété, et le père ne peut en disposer à son gré. J'espère y revenir et en parler plus longuement.

Arrivons au fait qui nous préoccupe. M. Bourgeois va nous dire quelles sont, selon lui, les causes du mouvement ascendant de la criminalité juvénile.

Ces causes, les voici :

C'est « parce que les circonstances sociales générales ont été défavorables à l'éducation de l'enfance; parce que la transformation économique, qui n'est pas spéciale à ce pays, qui existe aussi bien dans tous les pays du monde, a amené peu à peu la famille à travailler dans des conditions différentes de celles où elle travaillait autrefois; parce que l'usine a remplacé le petit atelier; parce que l'ouvrier ne travaille plus chez lui, n'est plus à son foyer domestique; parce que la femme est obligée, elle aussi, de quitter la maison, et qu'il arrive que, dans un grand nombre de familles, le père et la mère sont absents depuis 6 heures du matin jusqu'à une heure assez avancée du soir.

« Et c'est ainsi que le matin, avant d'entrer à l'école, à midi pendant le déjeuner, le soir après la sortie de l'école, il s'écoule un certain nombre d'heures pendant lesquelles l'enfant n'est plus surveillé par personne et se trouve livré à lui-même, à tous ses caprices, à toutes les tentations et à tous les dangers de la rue.

« C'est là et non dans l'école elle-même qu'il faut chercher la cause de la criminalité. »

C'est encore très vague. M. Bourgeois aurait pu préciser. Je sais que les causes de la criminalité sont complexes et que l'énumération des principales eût fort ennuyé les « honorables » collègues, mais néanmoins, je le répète, M. Bourgeois aurait pu préciser.

Peut-être n'a-t-il pas osé; son raisonnement eût paru révolutionnaire.

Pourtant il devait dire la vérité. Pourquoi n'a-t-il pas parlé des bas salaires, des contrastes du luxe et de la misère, de la défectuosité des logements des ouvriers et des pauvres, du manque d'hygiène, de la dénutrition, de la faim, cette mauvaise conseillère?

M. Bourgeois a raison quand il dit que c'est dans les conditions économiques qu'il faut chercher la cause de la criminalité. Il y a, évidemment, d'autres causes, mais la lutte pour l'existence est la principale.

On peut affirmer, en outre, que la question criminelle n'est pas une question morale. Quoi qu'en dise M. Fouillée, le mouvement ascendant de la criminalité a beaucoup plus de rapports avec les conditions économiques qu'avec les conditions morales.

La moralité est la conséquence des conditions de vie et, si l'on veut obtenir une moralité plus élevée, il faut faire d'importantes réformes dans le domaine de l'hygiène sociale et orienter les efforts vers le perfectionnement économique.

Il importe surtout de changer d'éducation. Je reconnais que, sur ce terrain, la morale enseignée a une influence sur les actes futurs de l'enfant.

Cette question est fort délicate et elle doit être traitée scientifiquement.

L'éthique nouvelle que nous pressentons, sans pouvoir la préciser, nous donnera la règle de vie de demain.

Déjà on a essayé de la formuler, elle découlera de l'observation des faits de chaque jour, aura par conséquent des bases positives.

Tout dernièrement M. H. Vaugeois disait en un article fort sensé:

« Eh bien, il me semble pourtant que c'est cette éducation qu'il nous faudrait, une éducation sans dogmes autres que ceux que révèle l'expérience, chaque jour refaite — puisque, d'une part, les dogmes catholiques de la vieille France sont morts de leur puérilité croissante, et que d'autre part les dogmes moraux des nations protestantes, idées de devoirs abstraits et rigides, ne prennent pas de fortes racines dans nos consciences trop fines (1). »

La morale chrétienne a vécu; elle ne peut nous satisfaire parce qu'elle est faite d'humilité. En outre, cette parole du Christ: « Que celui qui a deux habits en donne un à celui qui n'en a pas, et que celui qui a de quoi manger en fasse de même » (Luc, III, 11), cette parole, dis-je, ne peut s'adapter à nos conditions sociales.

Je le répète: transformons les conditions économiques et nous verrons la moralité changer.

Que l'on se souvienne que la cause dominante dans la genèse des actes violents est la misère. Un rapprochement me vient à l'esprit. C'est Lombroso qui l'a fait; je ne puis mieux faire que de le citer pour terminer:

« Rappelez-vous les paroles de Vaillant qui, quoique venant d'un anarchiste, valent la peine d'être retenues: « Mon acte, ce n'est pas seule- « ment le cri de Vaillant révolté, mais le cri de « toute une classe qui bientôt joindra les actes à « la parole (2). »

A.-G. Ellen.

(1) *Eclair*, 25 septembre.
(2) Lombroso, *Sur l'Anarchie*, par A. Bérard. Je cite de mémoire.

SUR LE PARLEMENTARISME

Au camarade socialiste qui m'a posé la question suivante par l'intermédiaire des *Temps Nouveaux*:

Pense-t-il que s'il n'y avait plus en France d'opposition parlementaire socialiste et même simplement radicale, les gouvernants n'auraient pas tôt fait de museler tous ceux qui sont partisans de la société nouvelle que nous souhaitons? Et s'il est pour l'affirmative, cette perspective ne légitime-t-elle pas l'action politique *malgré tous ses défauts?*

Pensez-vous qu'il soit nécessaire d'être représenté dans les parlements pour faire de l'opposition aux gouvernants? Et cette opposition hors des assemblées législatives n'est-elle pas la seule dont les dirigeants tiennent vraiment compte?

J'aurais voulu me borner à écrire ces deux questions, considérant que toute ma réponse s'y trouvait implicitement, afin de vous laisser la satisfaction de l'établir vous-même par des faits. Seulement, puisque les *Temps Nouveaux* sont aussi lus par des compagnons qui malheureusement ne disposent pas toujours du temps nécessaire pour compléter eux-mêmes les solutions simplement esquissées, je développerai ma réponse.

Les menées contre l'Internationale, la fermeture des bourses de travail, les crimes de Fourmies, les lois d'exception en France, la première politique de Bismarck à l'égard des socialistes allemands, la dernière inquisition de la catholique Espagne, les agissements des gouvernements des tsars contre le libéralisme et le prolétariat naissant, les prétentions des capitalistes anglais à vouloir écraser les Trades-unions dans les dernières grèves, la révoltante arrogance des rois de l'argent en Amérique qui arment une partie de leur personnel pour garder l'autre dans la soumission, tous ces faits prouvent que tous ceux qui tirent profit de la société actuelle passeraient sans hésitation au-dessus de toutes considérations humanitaires pour écraser les opprimés et les crève-de-faim, qui penseraient se révolter s'ils n'étaient contenus dans leur passion rageuse d'accumuler et de dominer.

Est-ce bien à l'opposition parlementaire que nous devons cette compression du capital et de l'autorité? Et lorsque parfois les parlements se refusent à donner une reconnaissance légale à tel projet cyniquement arbitraire, ne croyez-vous pas qu'ils s'inspirent surtout de l'état d'esprit des antagonistes hors des assemblées législatives?

Subjectivement, l'opposition socialiste étant partout une infime minorité, toute victoire qu'elle a vu consacrer par un vote n'a pu être principalement causée que par des préoccupations de l'action extérieure.

Objectivement, c'est un fait général que les quelques avantages importants arrachés aux dirigeants ont été conquis sans représentation directe aux parlements. Toute l'histoire de la législation ouvrière et du mouvement social en Angleterre (exposée, entre autres ouvrages, dans le *Capital*, de Marx) le prouve péremptoirement.

Il n'est donc pas besoin d'une opposition socialiste au Parlement pour contrarier les gouvernants dans leur œuvre de misère et de mort.

Mais je vais plus loin dans mes conclusions dernières. Je suis de plus en plus persuadé qu'un parti *qui a une mission historique immédiate à remplir* sera d'autant moins écouté par la majorité gouvernementale qu'il a une représentation plus nombreuse aux chambres législatives.

J'ai essayé de dégager *les causes* qui autorisaient cette opinion dans l'article où j'expose pourquoi je suis devenu anarchiste. Ici, je ne donnerai qu'un *effet*:

Actuellement, en Belgique, on discute un projet de loi pour la personnification civile des syndicats. Dégagée de toutes les chinoiseries juridiques dont se servent les députés socialistes pour fasciner les ouvriers, cette loi doit entraver le développement des syndicats comme organismes de résistance; les groupes neutres l'ont fait reconnaître dans une timide tentative d'opposition. Or, personne n'ignore en Belgique qu'une entente entre démocrates, radicaux et socialistes pourrait leur donner la majorité des mandats même avec la note plurale. Il y a quatre ans, le gouvernement aurait craint certainement de voter une telle loi; actuellement, il cherche à la rendre le plus défavorable possible sans que, toutefois, les décors le trahissent trop. Les faits lui donnent raison: les quelques cent mille socialistes le laissent faire, trop heureux lorsqu'un de leurs représentants n'a pas paru en trop ridicule posture dans un discours ou dans une interruption.

J'ai tenu à rester dans le cadre de votre question afin de gagner plus de concision. Mais, comme anarchiste, je ne pourrais m'arrêter à cette conclusion antiparlementaire; je devrais, pour être complet, examiner l'organisation des partis socialistes et leur système de réformes.

I. Think.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Exemple. — M. Ajalbert vient, par une lettre très digne, d'adresser sa démission de collaborateur au directeur de l'*Eclair*. L'insertion lui avait été refusée d'un article concernant l'affaire Dreyfus-Esterhazy et dans lequel notre confrère s'était permis d'émettre une manière de voir personnelle sans aller prendre le mot d'ordre aux sources aussi ministérielles qu'aurifères où puise d'ordinaire l'assagi et domestiqué Père Duchêne. Nul n'ignore, en effet, que le terrible marchand de fourneaux, aujourd'hui retiré, ne vend plus que les tuyaux, marque franco-russe, que veut bien lui repasser le gouvernement. Sa grande colère de jadis s'en est allée en eau de Méline!

Je n'aurais pas cru devoir parler du crachat si suavement envoyé à la face de ce valet de pied. . au derrière, si M. Ajalbert n'avait donné là un exemple de moralité à tous ses confrères de la presse. Des industriels, des brasseurs d'affaires plus que louches lancent un journal qui servira de paravent à tous leurs tripotages, leurs maquignonnages, leurs maquerellages clandestins. Mais comme les coulisses de ces officines ne s'achalandent de leur clientèle véreuse toute spéciale qu'en raison de la notoriété du journal et de sa puissance de publicité, ces Bordenaves de la presse ont recours, pour signaler au public leur b...outique, à la renommée des écrivains en vogue dont la signature est une garantie de nombreux lecteurs.

Il serait vivement à souhaiter que le talent cessât de se prêter plus longtemps à ce racolage. Si tous les écrivains de talent, ceux sur qui l'on compte, soucieux de leur dignité et de la propreté de leur entourage, exigeaient au préalable un nettoyage méticuleux de la maison où ils sont sollicités d'apporter leur collaboration, la presse aurait un peu moins ces allures de prostituée à tout faire que lui ont données les malandrins qui en sont aujourd'hui les souteneurs. C'est la grève des journalistes, que préconisa jadis Bernard Lazare, et qu'il conviendrait d'organiser dans un but de salubrité publique. J. Ajalbert a pris une initiative qui, isolée, produit peu de résultat, mais qui, généralisée, serait une protestation honorable et efficace de la pensée contre les tentatives de corruption dont elle est l'objet.

A. Girard.

Espagne.

Dans le courant du mois d'août de l'année 1886, les ouvriers maçons de Barcelone s'étant déclarés en

grève et réclamant, entre autres choses, la journée de huit heures, les patrons se réunirent le 1er septembre au Fomento del Trabajo Nacional et décidèrent de repousser les prétentions des ouvriers. Au cours de cette réunion patronale, une cartouche de dynamite fit explosion, blessant cinq des assistants. L'auteur de cet attentat put échapper aux recherches policières, et l'affaire semblait enterrée à tout jamais, lorsqu'au cours du récent procès dit de Montjuich il plut aux inquisiteurs zélés de l'exhumer et de la greffer sur celle de la rue de Cambios.

On sait à l'aide de quelles tortures épouvantables ces misérables trouvèrent en Aschéri un précieux auxiliaire et comment ils purent, à leur gré, monter pièce par pièce le sanglant drame de Montjuich.

Aschéri, en 1886, n'était âgé que de quatorze ans, et n'habitait pas Barcelone. Sur l'instance des inquisiteurs, il n'en désigna pas moins comme auteurs directs de l'attentat du Fomento, en premier lieu Francisco Callis, déjà impliqué dans l'affaire de la calle de Cambios et condamné ultérieurement à vingt ans de bagne, et Manuel Enrique, également impliqué dans la même affaire, mais absous par la suite par le conseil de guerre suprême..

Francisco Callis, l'un des neuf martyrisés de Montjuich, pour échapper aux tortures, avoua tout ce que l'on voulut, se reconnut auteur de tous les crimes possibles et imaginables et signa la déclaration de culpabilité toute préparée que le juge instructeur Marzo lui présenta.

Les débats publics de cette affaire commencèrent le 25 du mois dernier devant le tribunal de Barcelone. Le fiscal citait comme témoins à charge les assistants de la réunion du Fomento qui furent blessés par l'explosion. La défense, de son côté, réclama et obtint la comparution d'un grand nombre de témoins, parmi lesquels les torturés S. Suné et J.-B. Oller, ainsi que plusieurs autres victimes de l'inquisition gouvernementale que l'on fit venir du bagne spécialement. L'avocat ne put obtenir la comparution des autres torturés encore vivants, F. Gana et J. Thioulouze, tous deux exilés. Il cita en outre les bourreaux Marzo, juge instructeur, le lieutenant Portas, les caporaux Botas, Ruiz, etc., tous affreux coquins dont on se souvient.

Pour plus d'impartialité, nous ne publierons pas les renseignements particuliers relatifs à ce procès qui nous parvinrent. Nous nous contenterons d'emprunter le plus intéressant du récit des débats aux feuilles locales que les lois exceptionnelles qui régissent la Catalogne obligent encore à une certaine réserve.

⁂

F. Callis est vêtu de l'uniforme spécial du bagne de Pénon de la Gomera. Sa physionomie est énergique, son regard vif et intelligent. On remarque sur sa face DE TRÈS VISIBLES CICATRICES AUX COMMISSURES DES LÈVRES, SOUS L'ŒIL DROIT ET AU FRONT. (*El Diluvio*, 26 novembre.)

Aux interrogations du fiscal, il répond qu'il ignorait la réunion patronale du Fomento. Le jour de l'attentat, comme délégué de la Fédération régionale ouvrière, il assistait à une réunion rue de la Camida, en compagnie de divers autres délégués, réunis à propos d'une grève. Il y passa l'après-midi. Le matin, il s'était rendu à son atelier suivant son habitude. Il eut connaissance de l'attentat le soir même. Il déclare n'avoir jamais vu son coaccusé, Manuel Enrique. Relativement à ses déclarations de complicité dans l'affaire de la calle de Cambios et comme auteur de l'attentat du Fomento, il répond au fiscal : « Je dus déclarer de vive force ; mes déclarations furent arrachées à la suite d'horribles tourments que l'on m'appliqua durant huit jours et huit nuits consécutifs. »

LE FISCAL. — Pourquoi vous fit on avouer ce fait plutôt qu'à un autre?

CALLIS. — Je l'ignore; ce que je sais, c'est que des tourments inhumains me furent appliqués; je déclarai.

Les déclarations sont lues. Sur une questure du fiscal, Callis dit qu'il fut condamné injustement pour l'affaire de la calle de Cambios; le président lui impose silence et le réprimande. Callis explique ensuite qu'il ne put révéler les tortures à son premier défenseur, le lieutenant Portas l'ayant menacé de nouveaux tourments.

C'est également à la suite du martyre qu'Aschéri le désigna. Il ne connut ce dernier qu'à Montjuich, lors de la confrontation.

Le défenseur de Callis, José Puig de Asprer, pose à l'accusé quelques questions.

D. — Quelques jours avant de signer les déclarations, n'aviez-vous pas été interrogé par le lieutenant Portas?

C. — Oui, Monsieur; il m'enjoignit de répondre affirmativement à tout ce que l'on me demanderait, me menaçant, dans le cas contraire, du transfert au cachot zéro.

D. — Qu'est-ce que le cachot zéro?

C. — Un cachot spécial du château de Montjuich, lugubre, sans air, sans lumière, sans ventilation, en lequel s'appliquent les tortures; mais ce n'est pas là qu'on me tourmenta. Les tortures me furent appliquées dans le cachot voisin; là me furent donnés des coups de fouet et l'on me martyrisa horriblement pendant huit jours, mais, à la fin, on dut me retirer, car le sang me jaillissait par la bouche.

Le défenseur demande au président que les blessures et les cicatrices de l'accusé soient examinées.

LE PRÉSIDENT RÉPOND QUE CELA N'EST PAS NÉCESSAIRE. (*El Diluvio*. — *La Publicidad*, 26 novembre.)

L'interrogatoire d'Enrique n'offre pas grand intérêt. Il n'était pas à Barcelone le jour de l'attentat et le prouve; les inquisiteurs ont mal choisi. Plus tard, le tribunal se verra forcé d'abandonner les poursuites en ce qui le concerne.

Aucun des témoins à charge ne reconnaît les accusés pour les avoir vus au Fomento. Un seul, José Deu, croit avoir remarqué à la réunion un homme dont le signalement répond à celui de Callis, mais cet homme portait la barbe. Confronté avec l'accusé, qui nie cette dernière particularité, le témoin ne peut affirmer. Ce vague témoignage et la signature de la déclaration, obtenue par la torture, seront plus tard les seules bases de l'accusation réclamant pour Francisco Callis le bagne à perpétuité.

⁂

Le second jour, la salle d'audience est bondée. Une foule énorme commente les faits scandaleux de la séance précédente et prodigue aux torturés, accusés et témoins, les marques d'une vive sympathie.

A la barre, c'est le défilé des malheureux, victimes ou témoins des tortures sans nombre dont le récit fait dresser les cheveux sur la tête. La faim, la soif, la marche continuelle durant des jours et des nuits sous les coups de fouet, la mutilation des parties sexuelles, les fers rouges grillant les chairs, les terribles bastonnades, le casque mécanique, après l'application duquel Luis Mas devint fou et qui laissa sur la face de Callis les larges cicatrices que chacun remarque avec épouvante, la cynique impassibilité des bourreaux ordonnateurs et exécuteurs, c'est tout le drame qui se déroule, narré par les victimes Sébastian Suné et J.-B. Oller d'une voix claire et énergique.

Les autres racontent leurs nuits blanches, dans le château, qu'emplissaient les cris d'atroce souffrance des torturés.

Lorsque les bourreaux, ayant obtenu ce qu'ils désiraient, détendirent leurs griffes, les témoins disent en quel état lamentable se trouvaient alors les malheureux martyrisés, défigurés, méconnaissables, estropiés à tout jamais. Sur les neuf martyrs, cinq sont encore en vie. Les autres ont été fusillés et leurs corps brûlés à la chaux vive après l'exécution.

Au cours des témoignages de Suné, Oller et autres, le président, à diverses reprises, ordonna aux témoins de s'en tenir à l'affaire du Fomento; celle de la calle de Cambios étant chose jugée, il n'avait que faire de leurs protestations d'innocence et des faits qui les concernaient particulièrement. (*Diluvio* et *Publicidad*, 27 novembre.)

Comparurent ensuite les bourreaux, dont la présente excite la curiosité générale. C'est d'abord le juge instructeur Marzo, niant que le lieutenant Portas fut présent aux interrogatoires. Le défenseur demande s'il est vrai que la déclaration de culpabilité eût été rédigée à l'avance, mais le président l'interrompt, qualifiant la question d'impertinente.

Lorsque le lieutenant Portas s'avance à la barre, des murmures s'élèvent dans la salle. Aux questions du défenseur, lui demandant s'il était chargé de surveiller les prisonniers et s'il interrogea Callis, l'infâme gredin répond que ses hommes étaient chargés de la surveillance et qu'il n'interrogea jamais l'accusé. Il ne nie pas catégoriquement les tortures. Qu'on en juge.

D. — A quel traitement Callis fut-il soumis?

Le président rappelle le défenseur à l'ordre, la question est impertinente, il ne doit pas sortir de son sujet. L'avocat rectifie sa question.

D. — Relativement à l'attentat du Fomento, Callis ne fut-il pas soumis à de mauvais traitements?

PORTAS. — JE L'IGNORE. (*Diluvio*.)

Le caporal Botas vient ensuite. L'avocat demande : Etiez-vous chargé de la garde de l'accusé?

B. — Oui, Monsieur.

D. — Callis fut-il conduit au zéro?

B — JE L'IGNORE.

D. — Ne lui avez-vous pas appliqué un casque spécial sur la tête?

B. — Moi..... non!

D. — Des fers rouges ne furent-ils pas appliqués à Callis?

B. — JE L'IGNORE.

D. — Resta-t-il beaucoup de jours dans le cachot?

B. — JE NE SAIS PAS.

D. — Des tortures lui furent-elles appliquées?

B. — JE L'IGNORE.

D. — Le témoin ne posa-t-il aucune question à l'accusé, rien ne se passa-t-il autre?

B. — Non, Monsieur.

L'avocat demande que le témoin soit confronté avec Callis.

LE TRIBUNAL REPOUSSE LA DEMANDE DU DÉFENSEUR. (*La Publicidad*. — *Diluvio*.)

L'autre bourreau, Cirilo Ruiz, prétend n'avoir pas torturé Callis. L'avocat demande si d'autres gardes ne maltraitèrent pas l'accusé et le coquin de répondre : « Je ne sais pas et je proteste contre ces paroles. » Le président fait remarquer que la question de l'avocat n'est pas impertinente. Le témoin répète alors une fois de plus : JE NE SAIS RIEN. (*Diluvio*.)

Le fiscal, au cours de cette seconde audience, abandonna l'accusation contre Manuel Enrique.

(*A suivre*.) J. M.

Russie.

LA LUTTE CONTRE LES SECTES RELIGIEUSES. — Les sectes religieuses — surtout les sectes rationalistes et non mystiques, comme les molokans, les doukhobostzi, les stundistes, etc. — se répandent en Russie avec une grande facilité parmi la population des campagnes. Ce fait inquiète naturellement aussi bien le gouvernement, qui y voit nécessairement un élément d'opposition, que les représentants de l'église orthodoxe officielle. Ces derniers se sont réunis, dans le courant de cet automne, en congrès à Kazan, dans le but de discuter les mesures à prendre en vue d'empêcher la propagande victorieuse des dissidents. Parmi les résolutions prises, quelques-unes sont intéressantes à citer, par exemple les suivantes :

1° Présenter au saint synode un projet tendant à faire considérer les adeptes de Tolstoï comme formant une des sectes « particulièrement dangereuses » et de leur appliquer les mesures prises ordinairement contre ces dernières ;

2° Proposer comme utile de défendre aux dissidents d'ouvrir de nouvelles écoles et de fermer celles qui existent;

3° Proposer de reconnaître que le fait d'appartenir à certaines sectes constitue une circonstance « infamante », suffisante pour permettre aux sociétés villageoises d'appliquer aux dissidents la mesure d'exil en Sibérie;

4° Faire considérer par le gouvernement la publication en langue russe des livres d'église protestants comme dangereuse.

De plus, l'archevêque de Riazan a proposé, comme mesure utile, de demander au gouvernement la confiscation des biens des dissidents. Une autre mesure a été proposée, tendant à obtenir du gouvernement l'autorisation d'enlever les enfants aux dissidents pour les élever dans des écoles spéciales dirigées par le clergé orthodoxe. Il est vrai que ce vœu a été rejeté par le congrès, mais non pas en raison de sa trop grande intolérance ; le rejet a été motivé par le surcroît de travail et de dépenses que la réalisation de cette mesure exigerait.

Les vœux de ce congrès, le dernier surtout, ont suscité une vive polémique dans la presse russe. Les organes un peu indépendants s'indignaient contre l'excès d'intolérance; la presse rétrograde, ne pouvant pas prendre la défense du clergé, se trouvait réduite à nier le fait même d'une semblable résolution. Et cependant l'enlèvement des enfants des dissidents — que la presse la plus orthodoxe n'a pas eu le courage de défendre — ne s'en pratique pas moins en Russie, comme le montre la lettre suivante de L. Tolstoï, publiée par un journal de Saint-Pétersbourg :

« A la fin d'avril dernier, plusieurs molokans de

Samara sont venus me trouver pour me demander de venir à leur aide dans le malheur qui les a frappés : trois familles, habitant les villages Zemlianka et Antonovsca, du district de Bousoulouk, se sont vu enlever cinq enfants, âgés de deux à onze ans.

« Ces enfants leur ont été pris en vertu de l'article 39 du règlement sur la prévention et l'empêchement des crimes. Les molokans se sont adressés à toutes les instances possibles; moi, de mon côté, j'ai fait tout ce que j'ai pu, mais tous nos efforts sont restés vains. Et voilà que, vers le milieu de septembre, ces hommes sont de nouveau venus me trouver, m'implorant de les aider à leur faire restituer leurs enfants.

« C'est à ce moment même qu'une polémique très vive s'était engagée entre les journaux sur la question de savoir si véritablement une proposition avait été faite au congrès des missionnaires de Kazan de demander au gouvernement l'autorisation d'enlever les enfants des dissidents et des sectaires : les uns affirmaient que cette proposition a véritablement été faite et la blâmaient avec indignation; les autres disculpaient chaleureusement les membres du congrès, niant la possibilité même d'une telle proposition.

« Cette polémique doit montrer à la société russe, et aussi aux étrangers qui s'intéressent aux procédés du gouvernement russe à l'égard des dissidents, que, quoique nous ne puissions pas nous vanter d'une très grande tolérance, des mesures telles que l'enlèvement des enfants aux parents sont impossibles dans la société russe et que la supposition même de la possibilité d'une revendication dans ce sens provoque l'indignation, aussi bien dans la presse libérale que dans la presse la plus conservatrice et orthodoxe. Et cependant, les enfants des molokans — et non seulement des molokans, mais aussi, d'après les renseignements que j'ai, des autres dissidents — sont enlevés à leurs parents. Et cela se passe d'une façon légale, selon l'article 39; de la sorte, le vœu du congrès n'aurait même aucun objet. Quant à s'indigner de ce qu'on puisse revendiquer quelque chose qui existe et se pratique déjà, c'est au moins déplacé. »

Belgique.

La police internationale. — Le service obligatoire, sans que la chose fût avouée, s'étendrait-il jusqu'à la police; et les *citoyens* seraient-ils par hasard tenus de collaborer à ses infâmes besognes? L'identité de ces deux choses puantes, la police et l'armée, n'est pas faite pour nous étonner.

Le camarade Barosso, pour avoir refusé de servir comme indicateur dans les rangs de la milice des mouchards, s'est vu tout d'abord expulser de Turin. Puis, dès son arrivée à la frontière française, on vous le cueillit, et, « sans toutefois l'arrêter », on le tint sous clef toute une nuit « à la disposition du commissaire spécial ». Le lendemain, sans plus ample explication, ordre lui était donné de quitter le territoire français, et par la voie la plus courte, c'est-à-dire de regagner l'Italie.

C'était le rejeter dans les griffes du chef de la police politique de Turin, qu'il avait si fort indisposé en déclinant ses offres nauséabondes et en le menaçant de les divulguer.

Il fallait, à tout prix, se débarrasser d'un pensionnaire si compromettant. Alors, généreusement (oh combien!), notre argousin offrit de l'expédier aux frais de l'État, n'importe où, pourvu que ce fût au diable, par exemple en Amérique. Il n'y avait pas moyen de se dérober à cette relégation déguisée.

Au bout de quelques mois, ne trouvant plus aucune ressource en Amérique, il revint en Europe. Il se croyait peut-être oublié. La police belge vient de lui prouver qu'on a très bonne mémoire dans ce corps-là et qu'on y pratique l'internationalisme sur la plus large échelle.

A peine avait-il fait sa déclaration de séjour (les étrangers sont obligés de se mettre en carte comme les pierreuses), on ne prit que le temps d'interroger sur son compte le télégraphe complaisant, et aussitôt on lui signifia un arrêté d'expulsion en bonne et due forme. Il eut la naïveté de croire que l'intervention de quelques députés pourrait arranger ses affaires. Il en reçut de bonnes paroles, surtout la recommandation d'être bien sage. Finalement, il obtint un délai, à charge pour lui d'avoir à trouver du travail avant son expiration : la sagesse toute seule ne suffit pas.

Naturellement, par leurs perpétuelles visites chez les logeurs et les patrons, les policiers vous rendent complètement insoluble un problème déjà difficile par lui-même. Et alors, dans votre intérêt (oh! quelle sollicitude!), ils vous enjoignent d'aller chercher fortune ailleurs.

C'est ce qui est arrivé à Barosso, et sans doute à d'autres aussi, avec qui la police, une et indivisible, joue à la balle pour se divertir.

Quand, d'aventure, un de ces horribles tortionnaires, un de ces lâches assassins est frappé, on pousse les hauts cris, on moralise : « Ce n'est point aux individus qu'il faut s'en prendre. » Et cependant, leurs victimes, à eux, ne sont-ce point des individus en chair et en os?

J. Degalvès.

L'*Ouvrier des Deux-Mondes*, en insérant un article sur le *Néo-coopératisme* de Bancel, le fait suivre de la réflexion suivante, après avoir signalé mon refus de l'insertion du dit article :

« Nous n'hésitons pas à publier l'opinion de Bancel, croyant que la foi révolutionnaire capable de céder aux suggestions du coopératisme est une foi tiède dont profiterait peu, en cas de conflit, la cause socialiste. »

Il s'ensuivrait que si j'ai refusé d'insérer l'article de Bancel, c'est que je craignais de le voir pervertir les lecteurs des *Temps Nouveaux*.

Je crois les lecteurs de notre organe assez sensés pour savoir se faire une opinion eux-mêmes, et je suis le premier à leur signaler à lire tout ce qui, à mon avis, peut contenir de bonnes choses, sans être absolument d'accord sur le tout.

Seulement Bancel n'étant pas un des rédacteurs ordinaires du journal, en insérant son article tel quel, la rédaction semblait ainsi adopter ses idées. Or, je n'accepte de solidarité, et nos rédacteurs habituels également, qu'avec ce que nous pouvons faire nôtre.

Si j'avais eu le temps d'y répondre, j'aurais inséré l'article de Bancel; seulement, pour traiter un sujet, il me faut le temps d'y réfléchir. L'auteur trouvant que cela demandait trop longtemps, ayant redemandé son manuscrit, je le lui ai renvoyé.

Tant mieux pour ceux qui pissent de la copie comme ils veulent!

J. Grave.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe communiste du XIVe. — Réunion tous les dimanches, à 3 heures après midi, 51, rue de l'Ouest.

* *

Groupe des E. S. R. I. — Mercredi 15 décembre, causerie par un membre du groupe sur l'*Internationale*, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris.

* *

Angers. — Le camarade Janvion fera à Angers, salle Baron, place des Arts, le samedi 11 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, une conférence publique et contradictoire.

Sujet traité : « Enseignement autoritaire et enseignement libertaire. »

* *

Moulins. — Théau Bonheur fait une tournée de conférences. En vue des élections, il traite des *crimes du vote* qu'il met en brochures. Néanmoins, il s'occuperait des sujets que les camarades croiraient bons, tous frais à la charge des organisateurs.

Il ouvre entre ses mains une souscription pour ses manifestes abstentionnistes.

Avec timbre pour réponse, lui écrire poste restante, Moulins (Allier).

* *

Cette. — Les camarades se réunissent les jeudis et samedis au débit Isoir, 2, rue Nationale.

* *

Le camarade Lévêque met à la disposition d'une bibliothèque ou de camarades voulant en former une vingt volumes de sociologie anarchiste, d'auteurs divers : journaux, *Sociale*, *Temps Nouveaux*, *Libertaire*, *Père Peinard*, le tout en bon état et presque neuf.

S'adresser à Lévêque Antoine, charpentier chez M. Senvriz, 8, rue du Commerce, Genève (Suisse).

* *

Le camarade Roberto d'Angiò, de nouveau dehors, prie les camarades qui auraient des faits intéressants à lui signaler sur la vie d'Angiolillo à l'étranger, de bien vouloir les lui envoyer à son adresse à Bovino (Foggia), Italie.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Totote, par Gyp; Per Lamm, éditeur, 338, rue St-Honoré. — *Petit Bob*, par Gyp; Calmann Lévy, éditeur, 3, rue Auber.

La circulaire n° 15 du *Musée Social*, relative à la Fédération des Travailleurs du Livre.

A lire :

Lâcheté, par Henry Leyret, *Aurore* du 6 décembre 1897.

Loi martiale, par Urbain Gohier, *Aurore* du 7 décembre 1897.

* *

Vient de paraître à la librairie du *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé : *La Lyre héroïque et dolente*, vers de Pierre Quillard; le vol., 3 fr. 50.

Dans ce volume se trouve l'*Errante*, dont nous avons donné autrefois un extrait dans notre supplément.

AVIS

Un ami désirant vendre les 17 volumes de la *Grande Encyclopédie* Ladmirault nous demande d'en faire part à nos lecteurs, décidé qu'il est à faire bénéficier la propagande d'une part du produit de la vente.

Envoyer les propositions aux *Temps Nouveaux*.

PETITE CORRESPONDANCE

Un socialiste sans autre épithète. — Votre objection est remise au camarade auquel elle était adressée.

Au camarade qui avait demandé l'adresse du Sozialist. — Ce n'est plus le camarade Spohr qui s'occupe de l'expédition, mais le camarade A. Weidner, Elisabethstrasse, 66, I, Berlin, O.

Reçu pour les bannis de Montjuich : Par Mlle S. C., 10 fr.

Reçu pour la fille de Decamps : Marius, 0 fr. 50.

Reçu pour l'Ecole libertaire, par le camarade Ardouin : L. P., 2 fr.; A. G., 1 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr.; Un camarade, 1 fr.; Gabier, 5 fr.; Un camarade, 1 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr. 50; Groupe du Sou pour l'école libertaire de Mempenti, 5 fr.; Cinq copains, 0 fr. 90. — Total : 24 fr. 40.

Souscription devant être partagée entre la famille Angiolillo, les bannis de Montjuich, la fille de Decamps, l'enseignement libertaire et le journal *Les Temps Nouveaux* : Saint-Lager, 0 fr. 50; Un plâtrier savoyard, 1 fr.; Un cordonnier, 0 fr. 50; Augier, 20 fr.; Angelin, 0 fr. 50; Roca, 0 fr. 50. Total : 23 fr. Versé 4 fr. 60 à chacun.

Reçu pour le journal : *De chacun selon ses forces*, 5 fr. — Pour la dette, Creil : G. H. et G. D., 2 fr. — P. R., à Londres, 2 fr. — Un socialiste sans autre épithète, 5 fr. — A. C., 1 fr. — R. et L., à Saint-Louis, 6 fr. — C. W., à Ashwell, 1 fr. 35. — G. M., rue S., 10 fr. — C. C., à Genève, 2 fr. 50. — L. M., Paradford, 1 fr. 25. — Petitjean, 2 fr. — R., 2 fr. 70. — En réponse à Semprevivi di Colombo, 2 fr. 50. — Jeandetrop, 1 fr.; Anonyme, 1 fr.; Un vieux, 0 fr. 50; Charles, 1 fr.; Pruvost et sa compagne, 1 fr. Total : 4 fr. 50. — Merci à tous.

B., à Hyères. — P. A., à Angers. — B., à Brest — S. L., à Lure. — C. de C., à Porto. — M., à Dresde. — A. L., à Chambois. — C., à Genève. — B., à Genève. — S. à Burnbank. — R., rue Mirbel. — K., à Vienne. — M., à Avignon. — D., à Bruxelles. — B., à Saint-Marcellin. — G., à Cette. — F., à Amiens. — B., à. Limoges. — G., à Arles. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 34 DIX CENTIMES DU 18 AU 24 DÉCEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

VOIX DU BAGNE

Sagasta est, chacun sait ça, de toute l'Espagne l'homme le plus libéral, puisqu'il est le grand chef du parti qui s'affuble de cette épithète. Quand il succéda à Canovas, d'accord avec la reine il annonça une ère de justice et de liberté. Réparation serait accordée aux victimes du précédent régime. Les acquittés bannis seraient rappelés; les iniques condamnations frappant des innocents allaient être cassées et ceux-ci réhabilités; les bourreaux si inventifs en ingénieux procédés pour extorquer des aveux recevraient le juste châtiment de leurs ignominies...

La lettre suivante qui nous a été adressée de la prison de Barcelone par les condamnés et témoins de la nouvelle infamie judiciaire dont nous donnons les détails d'autre part, montre quelle foi il faut accorder à ces mirifiques promesses :

Hommes justes, jugez!

Le jugement concernant le procès intenté au sujet d'un pétard éclaté le 1er septembre 1886 au « Fomento del Trabajo Nacional » vient d'être rendu : Francisco Callis est condamné aux travaux forcés à perpétuité et Manuel Enrique est acquitté.

Tous deux furent accusés par Thomas Ascheri, torturé et fusillé, l'auteur prétendu de l'attentat de la rue de Cambios, d'après le procès de Montjuich, et qui, quand il revenait sur les fausses déclarations qu'on lui avait arrachées, était torturé de nouveau, ainsi que l'a fait constater un témoin devant le tribunal civil; on soumit Callis lui-même aux tortures inquisitoriales pour obtenir qu'il signât les déclarations qui lui étaient présentées, écrites et préparées à l'avance et dans lesquelles il se déclarait responsable de l'attentat du « Fomento ».

Devant le tribunal civil, Callis fit connaître les moyens par lesquels on avait obtenu son faux aveu, et il affirma son innocence et celle d'Enrique, qu'on lui donnait comme complice. Le juge civil lui-même constata que *l'aveu de Callis ne fut pas fait spontanément*, et on l'envoya à la maison pénitentiaire de Penon de la Gomera, où il resta jusqu'au moment où il fut amené à Barcelone pour être jugé. On ne lui donna pas le temps de se procurer les preuves dont il avait besoin. Tout ce qu'il put obtenir, parce que son défenseur l'exigea, ce fut la présentation des témoins qui affirmèrent les tortures infligées dans la forteresse de Montjuich, mais il ne put obtenir les preuves de sa parfaite innocence, faute de temps, bien qu'il en ait fait la demande en temps opportun. Puis, pour finir sa tâche, le tribunal civil acquitte Enrique et condamne Callis, comme si tous les deux ne furent pas victimes de la même et inique accusation.

Jamais ne s'est manifestée, avec tant d'évidence, la foi accordée à des calomnies arrachées par la torture, ni l'impunité avec laquelle s'affirme de nouveau l'Inquisition à l'Espagne actuelle. Tout le sang versé à flots pour la liberté par nos aïeux est resté stérile devant la volonté de la réaction moderne.

Devant le tribunal civil, ainsi que devant le tribunal militaire, on a dénoncé l'application de tortures, qui, seules, sont plus que suffisantes pour annuler un procès qui s'appuie sur les codes de justice qui régissent les tribunaux, et cependant on condamne les torturés sans faire seulement un léger reproche aux bourreaux.

Il est vrai que ceux-ci ont nié, avec l'embarras de celui qui ment, l'application des tortures et jusqu'à l'existence du cachot numéro *zéro* où ils s'exerçaient, sans préjudice d'autres endroits; mais il est vrai aussi que le tribunal a refusé les confrontations que demandaient l'accusé et son avocat défenseur pour prouver la véracité de leurs affirmations. Devant ce tribunal, le juge militaire M. Marzo a déclaré que Callis ne portait aucune trace des tortures quand il était sous sa juridiction, et cependant, lors de l'instruction du procès de Montjuich, ce même juge militaire avait fait constater que Callis avait une cicatrice au front. Cette contradiction dudit juge militaire fut très remarquée, et Callis et son défenseur demandèrent un examen médical pour faire voir les marques qu'il a sur la face et sur le corps en abondance, et le tribunal lui refusa encore.

Le tribunal fit espérer à Callis, pour qu'il calmât son exaltation au moment où il allait se défendre, que vraie justice lui serait rendue et lui dit de se taire au sujet des tortures de Montjuich; puis, au dernier moment, il rend une condamnation qu'on ne pouvait attendre du tribunal le plus injuste.

Maintenant le lieutenant Portas croira autorisé le mot de *Si tu meurs ici, avec un morceau de papier je suis quitte*, comme il disait à ses victimes, et quand il fabriquait les vingt-cinq *criminels* du procès de Montjuich; il en sera de même pour le juge militaire M. Marzo, qui disait : *Dans un an, les autodafés se dresseront en public et le tribunal de la Sainte Inquisition sera rétabli en Espagne*. Le tribunal civil l'a démontré.

Il ne reste plus aujourd'hui que le recours en cassation devant le tribunal suprême, mais ce n'est qu'une espérance qui s'évanouira devant la triste réalité, comme il nous est arrivé dans le procès de Montjuich.

Si ce n'était parce que nous nous rendrions responsables des prouesses des nouveaux inquisiteurs, qui se répèteront sans doute et jetteront une plus grande renommée d'ignominie sur le nom de l'Espagne et qui font la honte de ceux qui, par leur silence, ont tout approuvé, nous prierions l'humanité civilisée de les absoudre du jugement dont elle les frappe, pour avoir nié leurs actes et l'utilité de leur pouvoir, se rendant ainsi plus dignes de pitié que de haine. Mais, justement, comme les faits nous démontrent que les plus lâches sont en même temps les plus féroces quand ils se trouvent devant leurs victimes sans défense et qu'ils sont sûrs de l'impunité qu'on leur accorde, nous ne nous fatiguerons jamais de les dénoncer à l'humanité civilisée et aux hommes professant des sentiments nobles et généreux.

Jugez, hommes qui poursuivez un idéal de perfection, et qui pensez que nous sommes châtiés pour nos idées libertaires, mais non pour un crime que l'on veut nous attribuer si lâchement, mais jugez avec les sentiments de l'homme digne et non avec le criterium qui régit la justice administrative!

Le jour viendra où l'humanité nous rendra justice et versera sur nos bourreaux l'exécration la plus terrible et les plus noirs outrages.

Salut à vous, *libertaires*! Que notre injuste sort n'arrête pas votre marche en avant vers le progrès de l'humanité. C'est notre désir.

Prison de Barcelone, le 3 décembre 1897.

Juan Torrento, Francisco Callis, Francisco Lis, Jaime Vitella, Juan Casanovas, Antonio Cenevuelo, Lorenzo Seida, Juan-Batista Ollé, Sebastian Suñé.

SOUVENIR DES VINGT-HUIT JOURS

— Vous êtes vraiment trop « je-m'en-foutistes », vous autres, les réservistes. Vous ne faites pas ça de service...

— Croyez-vous que nous soyons venus ici pour renforcer l'armée, mon ami? Détrompez-vous : nous venons pour la détruire!

Ainsi s'engagea, sur un ton demi-grave, demi-gouailleur, la première discussion que j'eus avec un jeune gradé de l'active que le hasard m'avait donné pour camarade pendant mes vingt-huit jours. Il m'était sympathique et il lui plaisait de causer longuement avec moi. Cette discussion fut suivie de bien d'autres, toujours à peu près sur le même sujet, discussion qui dura par conséquent tout le temps de cette période dont elle charmait les ennuis, entrecoupée par mille incidents qui souvent ne servaient qu'à la faire renaître plus actuelle, plus palpitante, plus aiguë.

— Ah! continuais-je, ces vingt-huit jours dont on se plaint parce qu'ils dérangent, ces treize jours dont on pleure parce qu'ils tuent, ils auront au moins un bon résultat que j'observe attentivement et que j'aime à constater chaque jour : faire sonder la profondeur et la

hideur de cette plaie dévorante pour l'individu et pour la société : le militarisme!

Voilà le plus clair résultat de ces contacts de temps en temps renouvelés entre l'élément civil et l'élément militaire.

Chaque jour, cela crève des yeux qui en larmoient, touche des cœurs qui en palpitent de terreur ou d'espoir!

Chaque jour, des aveux inattendus s'échappent de lèvres jusqu'ici muettes de respect, maintenant blêmes de rage.

Ah! oui, le jeune soldat s'habitue assez facilement aux insultes, aux grossières injures, comme à toutes les fatigues. Il a presque toujours vécu, jusqu'à son arrivée au régiment, avec le mirage que donne aux jeunes têtes un enthousiasme facile. La réalité le surprend bien un peu, malgré qu'on lui en ait dit. Mais de toutes les notions apprises confusément et qui s'agitent pêle-mêle sous son front, résulte un état d'ébullition cérébrale dans laquelle l'esquintement déprimant, démoralisant des premiers jours opère une réaction plutôt favorable, et voici comment : Tous les nobles instincts se déposent, s'envasent au fond de son cœur, et il admet enfin que l'abrutissement, dont il prend vite l'habitude, fasse partie du caractère militaire dont il est naïvement fier de porter l'uniforme. Comment ne l'admettrait-il pas cet abrutissement qui fait partie intégrante du métier, le voyant auréolé, galonné sur toutes les coutures, récompensé comme une vraie vertu militaire, auquel on rend honneur, auquel on doit obéissance passive. Sauf quelques rares exceptions de certains caractères qui ont vieilli vite avant d'arriver là, voilà quel est le résultat à peu près identique chez ceux qui portent, pour la première fois, la livrée du soldat.

Mais pour le réserviste, pour l'homme qui a vécu quelque temps de la vie civile, qui a goûté la douceur d'une liberté relative, et de plus en plus susceptible, indocile, impatient de toutes les chaines, il est dur de vouloir le faire rentrer dans ce vieux moule trop étroit désormais pour lui, — car il a grandi; pour son cerveau et pour son cœur — qui se sont développés, élargis, tandis que le moule est resté toujours le même. Il est trop à la gêne, Messieurs, dans votre sous-ventrière ; trop cruellement blessé, brûlé par les rayons oculicides du soleil sous l'étroite visière de vos képis; il est étouffé par vos couvre-nuques qu'il faut porter réglementairement, au signal donné, dont les longs plis se collent sur ses tempes et le privent des caresses de la brise, ou qu'il faut garder dans sa poche alors qu'on pourrait, en l'utilisant sagement, en retirer quelque soulagement contre la chaleur accablante.

Le voyez-vous, dans cet attirail, indigné de longer les routes si bêtement, à la file, comme un troupeau; indigné de gravir les sommets sans pouvoir contempler les spectacles de la nature; indigné surtout de fouler les champs emblavés ou les récoltes? — Il est navré d'être traité partout comme en pays ennemi par le paysan défiant et hargneux; navré d'être considéré comme faisant partie d'une horde de criquets destructeurs, comme le microbe d'une peste impitoyable...

Car les sentiments du travailleur, il les partage et il en souffre doublement.

La sollicitude gouvernementale, dont les indemnités dérisoires passent en pots-de-vin ou sont distribuées sans justice possible, n'est pas une compensation et ne saurait être une consolation.

Voilà son état d'âme. Et si ses pénibles réflexions l'absorbent, si elles le rendent, pour un moment, sourd au bruit monotone, ennuyeux de toute cette ferraille cliquetante dont sont empêtrés tous ses compagnons de route, comme des bêtes de somme sous leurs harnais; sourd au balancement de la chainette de sa gamelle qui semble se traîner à son oreille comme une chaîne de bagne; s'il peut s'abstraire par la pensée; si, fermant les yeux aux couleurs criardes et obsédantes de tous ces mannequins galonnés, il peut porter les regards de son imagination sur des spectacles plus attirants et consolateurs, le voilà soudain qui n'est plus à sa place dans l'alignement et qui se voit aussitôt salement aligné.

Les injures pleuvent sur lui. Ce n'est pas assez de dépenser son argent pour suppléer à l'insuffisance de tout ce qu'il faut pour vivre, dans ces fatigues désaccoutumées, et même pour s'habiller : qu'il ait abandonné tout travail utile et même parfois nécessaire, indispensable aux siens qu'il a laissés impuissants, pour venir faire mille polichinelleries odieuses et ridicules; s'il vient à perdre la tête, un seul moment, dans tout cela; s'il n'a pas l'esprit présent pour une réponse à faire, pour un ordre, un mouvement à exécuter, le voilà qui s'entend traiter de mufle, de veau, d'âne, de q... et de c...., devant tous (même, cela s'est vu, devant des femmes), soit par un gros lieutenant barbu et ventripotent monté et se tenant à peine sur un cheval usé, fourbu ; soit par un commandant à la trogne « dégueulasse », hâlée par la noce nocturne plus que par le soleil colonial et qui n'a que des insanités, des ordures sur les lèvres, des galons sur toutes les coutures, de l'alcool dans la panse, le vide dans la tête, et l'amour du métier, de ce barbare métier dans le cœur!

Oui, je comprends et j'approuve que l'on mette à exécution le projet, inspiré par de pareils traitements et conçu par un sentiment de spirituelle vengeance, d'envoyer, en partant, à ces brutes galonnées, une adresse ainsi conçue :

« Les mufles.... etc., etc. (toute la lyre!) de tel régiment, tel bataillon, telle compagnie, à un tel et un tel (noms et prénoms), *leurs chefs distingués.*

« Brevet de grossièreté militaire décerné à l'unanimité des suffrages par le Conseil de toutes les brutes qui s'estiment vos très humbles inférieurs.

« En vous adressant ce souvenir, nous ne vous disons pas : Adieu! mais : Au revoir!!

« Au revoir! au jour où les tireurs au flanc, pendant la guerre pour rire, pourront et sauront, pour la guerre véritable, guerre désirable et redoutable à la fois, mais guerre sacrée, se montrer réellement ce qu'ils ont l'honneur de se dire :

« Les tireurs au ...
« De chefs tels que vous. »

Mon camarade, devenu mon ami, moitié riant, moitié ému, le tout jusqu'aux larmes, entraîné par mon accent convaincu, m'applaudissait du geste et de la voix et n'avait plus d'objections contre mon raisonnement, ni contre ce projet dont il sentait en lui-même l'intime justification.

Et maintenant, que ce que je viens de raconter ait été fait ou non (je n'assurerai ni ne prouverai rien, personne n'ayant garde de s'en flatter, et pour cause), aux rédacteurs de cette adresse (mal parfumée) je dédie ce récit fait pour en faire revivre et en fixer le souvenir; ainsi qu'à tous ceux qui trouveront là matière sérieuse à réfléchir et à qui je le soumets pour qu'ils en tirent les déductions qui s'imposent.

Et les croyant, les uns et les autres, capables de comprendre et de favoriser la réalisation du rêve que je forme, je l'ajouterai ici sous forme de vœu :

Vienne le jour — sur vos sommets solennels, Alpes ou Pyrénées, qui avez servi d'autel gigantesque à tant d'hécatombes humaines, dont fut ensanglantée votre immense nappe de neige, dont fut rougie l'eau de vos fleuves; comme le Rhin — où se consommera le sacrifice de tous nos bourreaux traîneurs de sabre et de tous nos prêtres-corbeaux qui vivent de carnage, s'engraissent de la chair des victimes et qui osent bénir les recrues partant pour l'œuvre de haine et de mort, — dans la rude et formidable étreinte des peuples naguère divisés, désormais unis, dont les poitrines, se rapprochant cette fois pour s'embrasser en frères, proclameront du haut de vos chaires sublimes, sur la ruine de tous les fauteurs de discorde, à la place de la haine noyée dans leur sang, le triomphe de l'universel amour, dans l'universelle, dans la définitive et l'inaltérable Paix!

Poyrida.

SOLIDARITÉ

On nous signale la situation vraiment lamentable de la mère du malheureux Callis, détenu à Barcelone et condamné ces jours-ci au bagne à perpétuité, bien qu'évidemment innocent. Cette pauvre femme, âgée de 70 ans, eut 17 enfants; Francisco Callis est le seul qui lui reste. Depuis la première condamnation de son fils, elle mendiait par les routes, vivant de rien et envoyant à son fils le peu qu'elle récoltait. Le dernier coup qui la frappe est mortel. Joignez à cela les persécutions continuelles auxquelles elle est en butte de la part de l'immonde police que rien ne rassasie!

Nous nous chargeons de lui faire parvenir les sommes qui nous parviendront pour elle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Protectionnisme. — Les pêcheurs de sardines viennent d'adresser au gouvernement une supplique dans laquelle ils demandent que les droits de douane sur les sardines étrangères soient élevés.

En voilà encore qui demandent à être protégés! Quand tout le monde le sera, ce sera l'âge d'or réalisé, le paradis reconquis! Voilà cependant où a conduit cet avachissement systématique dans lequel les gouvernants entretiennent jalousement le peuple. Sauf une minorité d'hommes énergiques et conscients, de tous côtés on n'entend que réclamer l'appui du gouvernement! Mais aidez-vous donc vous-mêmes et ne pensez donc pas que des Méline et des Turrel pourront faire pour vous ce que vous croyez ne pas pouvoir faire. Unissez-vous et luttez! Résistez, soutenez-vous les uns les autres! Mais n'allez donc pas toujours pleurnicher dans le gilet des gouvernants, qui ne prendront garde à vos doléances qu'autant que l'intérêt de la classe capitaliste ne s'y opposera pas. Et c'est, certes, l'exception!

Votre ennemi n'est pas l'étranger, mais votre exploiteur, votre patron, celui qui vit de votre travail, qui vous dépouille de la plus-value que vous créez, et contre qui le gouvernement ne prendra jamais parti en votre faveur, parce que c'est lui qui dicte au gouvernement sa conduite, lui qui tient les cordons de la bourse, et ne les délie que quand il y voit un intérêt suffisant.

∴

La Police. — Les chacals de la police continuent de trouver très fort d'aller exercer, auprès des patrons de certains camarades, une pression pour les faire renvoyer. Nous racontions dernièrement les persécutions dont le camarade Groc, à Cette, était l'objet de la part du commissaire central de la localité. Les visites au patron continuent.

Quel but poursuivent ces idiots malfaisants? Et que leur rapportent ces lâches menées?

A. G.

∴

Angers. — Le camarade Janvion étant venu à Angers pour y faire une conférence, le samedi 11 décembre, n'a pas pu développer son sujet, qui était : Enseignement autoritaire et enseignement libertaire. Les crevés de l'Université sont venus en

nombre et ont opposé une obstruction systématique. Une bagarre s'en est suivie et les étudiants catholiques ont été en un clin d'œil mis à la porte, abandonnant cannes et chapeaux. Les camarades, à leur sortie, furent assaillis à coups de pierres, et, naturellement, ripostèrent. La police, toujours aux ordres de l'engeance cléricale, dégaina et s'acharna avec furie à frapper sur les camarades. Le camarade Janvion, arrêté arbitrairement, a été relâché.

C. B.

Espagne (1).

La troisième séance est réservée au réquisitoire fiscal et à la défense. Dans la salle, on s'écrase, la sympathie pour les victimes s'accroît de plus en plus. Aussi les cœurs se soulèvent-ils de dégoût lorsque le fiscal débite son infect réquisitoire que les feuilles les plus douces qualifient de flou et d'incohérent. Les preuves de culpabilité manquent totalement, mais il a en mains la déclaration qu'il agite triomphalement, l'œuvre abominable des bourreaux, au bas de laquelle un malheureux brisé par la torture mit en tremblant les six lettres de son nom! Nie-t-il les tortures, tente-t-il seulement de couvrir les inquisiteurs? Allons donc! On ne nie pas l'évidence, et le monde entier sait aujourd'hui qu'en les prisons espagnoles, l'Inquisition fonctionne comme au beau temps de Torquemada, qu'elle n'a jamais cessé son œuvre de mort. Aussi faut-il payer d'audace, et c'est l'apologie des moyens inquisitoriaux qui sort des lèvres du fiscal, c'est la torture reconnue, proclamée d'utilité publique.

Les crimes anarchistes sont difficiles à réprimer; pour éclaircir ces ténébreuses affaires, la torture est un moyen sans pareil. Qui parlait de recul? C'est un progrès. Arracher les ongles, tordre les parties sexuelles, griller les chairs, voilà qui abrège les lenteurs de l'instruction! Les coupables sont découverts, on en forge à loisir, vrais ou faux, qu'importe! pourvu qu'il y ait un exemple suffisamment terrible pour rassurer les bons et faire trembler les méchants. Un procès de la sorte est bâclé en cinq sec. On fait vite, bien et bon marché; c'est le dernier mot du progrès, vous dis-je! Aussi les tortionnaires dont on critique indignement la conduite ont-ils droit à la reconnaissance des honnêtes gens. Voilà ce qui ressort du réquisitoire fiscal.

Écoutez ces phrases :

« On demande au lieutenant Portas de rendre compte de sa conduite; il peut répondre comme le Romain : « Je jure d'avoir sauvé ma patrie! »

(*Imparcial de Madrid.*)

« Méritent-ils des reproches ou des louanges, ces hommes qui découvrirent les attentats du Liceo et de la Calle de Cambios et que l'on accuse d'avoir exercé des tourments? Ces deux attentats ont été découverts cependant, et je dis plus, Messieurs les magistrats, je dis que, *sans ces éléments*, on n'aurait pu lever le coin du voile recouvrant le mystérieux attentat du Fomento. »

(*Diluvio*, 28 novembre.)

Le fiscal demande le bagne à perpétuité.

C'est le tour de la défense. L'avocat de Callis, D. José Puig de Asprer, se plaint tout d'abord d'une illégalité flagrante dont la défense pourrait se ressentir si l'accusation avait pu réunir des preuves ayant quelque valeur : *Il ne lui fut permis de voir son client que la veille du procès.* Néanmoins, il lui sera aisé de prouver l'innocence de Callis, car si les témoins à charge n'ont apporté aucun élément sérieux en faveur de l'accusation, ceux de la défense ont prouvé surabondamment que la pièce unique sur laquelle se base le fiscal fut arrachée par la torture.

Alors c'est le martyrologe du pauvre Callis qu'il narre en le détaillant :

Après son arrestation, il fut conduit à la capitainerie générale, et de là à Montjuich où on le mit au secret durant de longs jours. Il fut enfermé dans un cachot où on l'obligeait à marcher jours et nuits, sous les coups de fouet. On lui appliqua un casque de fer mécanique, qui écrasait les tempes et déchirait la bouche et le palais. Une autre partie de l'appareil serrait le cou, étranglant à demi, le tout occasionnant une souffrance atroce. En outre, il subit le supplice des fers rougis au feu et appliqués sur diverses parties du corps; on lui tordit les parties sexuelles et on le mit au régime spécial de la faim et de la soif. Au bout de quelques jours, l'homme était mûr. L'innocent devenait coupable, on obtenait de lui tout ce que l'on voulait. Il déclara à deux reprises; il est à supposer que la première fois le juge ne déploya pas assez d'habileté.

Les déclarations se contredisent. Callis ignore même en quelle année eut lieu l'attentat ; tantôt il dit en 1885, tantôt en 1887. Ascheri, qui l'accusa, l'ignorait aussi ; lorsque ce dernier fut confronté avec Enrique, il dit que l'attentat avait eu lieu en 1885.

En parlant d'Ascheri, le défenseur cite les lettres d'excuses qu'il adressa aux autres prisonniers, disant qu'il avait dû obéir à une force supérieure et que ses déclarations avaient été arrachées par le martyre.

Onze témoins ont affirmé l'existence des tortures. Que valent, auprès de ces témoignages, les dénégations des bourreaux? Les corps des torturés couverts de cicatrices et de blessures sont là pour prouver que les moyens inquisitoriaux suppléèrent à l'absence de preuves.

La défense, ample et documentée, en dépit des précautions prises par les bourreaux et leurs complices, termine en demandant l'acquittement de la victime Francisco Callis.

J. M.

(1) Voir le numéro précédent.

Angleterre.

La conférence des mécaniciens et de l'Employers' Federation n'a pas abouti, et la grève continue. Dans la *Petite République*, Tom Mann adresse un chaleureux appel aux ouvriers français, qui se distinguent par leur tiédeur à soutenir leurs camarades anglais. « Quelques pays ont souscrit, dit-il, avec une générosité sans limite; mais beaucoup pensent que la France eût pu mieux faire qu'elle n'a fait. »

Nous nous demandons de quoi Tom Mann se mêle. Est-ce que la France a à s'occuper de semblables vétilles? Depuis 1870 on lui ressasse sur tous les tons que toutes ses forces doivent tendre à préparer une revanche éclatante de ses défaites, que le centre de l'univers est à Strasbourg. Depuis vingt-sept ans, à l'école, au régiment, au café-concert, dans les journaux, partout, on hypnotise le Français avec cet objectif, on concentre toutes ses facultés, on épuise toute son énergie dans une adoration perpétuelle de l'idole Patrie. Que voulez-vous qu'importe à la France ce qui se passe au delà des frontières? Nous sommes Français, ici, et Français de France, et c'est assez; nous ignorons le reste de l'univers.

* *

En attendant, la grève générale semble être dans l'air, en Angleterre. Les chemins de fer menacent de suspendre le travail; les porteurs de charbon s'agitent et déjà plusieurs milliers ont quitté les chantiers. On dit la situation excessivement grave.

Bravo, les Anglais... *Roule*, Britannia!

Russie.

De nombreuses grèves se sont produites dernièrement en Russie et en Pologne. A Krynki, à Vilno, à Varsovie, les ouvriers de diverses industries ont obtenu, malgré l'intervention des pouvoirs publics en faveur des patrons, des réductions de la journée de travail.

A Cracovie (Pologne autrichienne), une grève d'ouvrières cigarières a éclaté. C'est la première grève de femmes qui se produit dans la contrée. Cette grève avait pour cause l'introduction d'une nouvelle machine. Mais au lieu de s'opposer à l'introduction de cette machine, ainsi que le font les ouvriers de certaines industries françaises, les cigarières ont exigé qu'il n'en résulterait aucun renvoi ni aucune diminution de salaire.

En Russie, le droit de grève n'est dénié par aucune loi, mais — admirez l'hypocrisie! — la loi oblige le patron et l'ouvrier à se prévenir quinze jours à l'avance avant la rupture de leur engagement. A la suite des dernières grèves, l'inspecteur industriel de Varsovie, d'accord avec le préfet de police, vient de prendre un arrêté aux termes duquel les patrons devront indiquer sur les livrets des ouvriers si ceux-ci « n'ont pas rompu illégalement leur engagement ».

Ah! qu'en termes galants ces choses-là sont dites! Et combien les gouvernants ont inné le don de l'euphémisme! Sauf ce petit arrêté qui n'a l'air de rien, les ouvriers continueront d'avoir le droit de se mettre en grève!

A. G.

États-Unis.

On lit dans l'*Aurore* :

« Un conflit vient d'éclater à la Youghiogheny River Coal C°, à Skawers, où les mineurs gagnent 65 sous par tonne de gros charbon expédié vers l'Ouest, et 61 sous par tonne de charbon à destination de l'Est. C'est la quatrième grève qui se produit depuis la clôture officielle du mouvement qui, pendant cinq mois, a tenu en haleine toutes les compagnies minières de la Pensylvanie et de l'Ouest (Virginie). Les mineurs de Washington (Indiana) sont toujours en grève et la Compagnie commence à embaucher des nègres. Dans le nord de l'Illinois, les patrons avaient annoncé le projet de faire venir des Chinois. On ne croyait pas qu'ils oseraient mettre ce projet à exécution. Mais cette semaine arriveront huit cents coolies, gardés par une milice de cent volontaires et qui doivent descendre dans les mines de Wilmington et de Braidwood. On a préparé, pour les recevoir, des baraquements protégés par des *mitrailleuses*. Si l'entreprise réussit, les compagnies feront encore venir un millier de Chinois.

« La grève continue dans la région de Jellico (Tennessee). Dans l'Illinois, on compte 13.000 grévistes (11.000 dans les districts du nord et 2.000 dans ceux du sud). »

Suisse.

Genève. — *Perquisitions.* — Au mois d'août dernier, le bataillon 10 faisait un service à Lausanne. Un matin, les soldats trouvèrent à leur réveil, dans leurs chambrées, des feuilles imprimées, où l'on malmenait l'armée suisse.

On mit tout en œuvre pour découvrir l'hérétique qui avait osé distribuer cette proclamation. Naturellement, cette enquête, comme toutes les enquêtes du reste, ne donna pas le moindre résultat.

Tout rentra dans le calme.

Deux mois passent sans que personne entende parler de rien.

Puis, un beau matin, cinq citoyens — dont deux font partie du bataillon 10 — sont appréhendés au moment où ils se rendaient à leur travail et invités, les uns à prendre place dans une voiture et conduits « là-haut », escortés d'agents de sûreté, l'autre simplement à pied, exposé à la vue du bon public, qui n'a pu faire autrement que de le prendre pour un dangereux malfaiteur.

Les choses avaient été préparées avec soin, car chaque citoyen avait sa voiture ou son escorte.

Bref, on les mena au service anthropométrique pour les mesurer comme de vulgaires assassins, et un juge d'instruction procéda à leur interrogatoire.

Les policiers les reconduisirent chacun à leur domicile respectif, réservant une petite surprise finale pour combler la mesure de leur ignominie : nous voulons parler de la hideuse perquisition et de son cortège obligé d'humiliations de tout genre.

Premier résultat pour les perquisitionnés : congé du propriétaire.

Second résultat : renvoi de l'atelier.

Nous pourrions souligner tous ces faits de différents détails qui démontreraient jusqu'où les policiers ont poussé l'aberration pour finalement aboutir à d'infructueuses recherches; nous pourrions aussi dire un mot sur la façon dont les perquisitions ont été opérées, en dépit de tout respect que l'on doit à la personne humaine, scrutant jusque chez les voisins, retournant tous les meubles, malmenant la femme et l'enfant, etc., mais il se dégage suffisamment de scandale de l'esquisse ci-dessus, sans qu'il soit encore besoin d'intensifier les faits par une documentation plus précise.

« Au nom de la liberté, on a violé des domiciles; au nom de l'égalité, on a arbitrairement cueilli quelques innocents qui ont servi de jouet dans cette fantaisie policière; et, au nom de la fraternité, les patrons et propriétaires de ces malheureux n'ont rien trouvé de mieux que de s'improviser les lâches complices de ces louches personnages, en jetant tout ce pauvre monde à la rue. »

Les lignes précédentes sont extraites d'un article paru dans le *Peuple de Genève*; cette feuille connaît les dessous malpropres du département de justice et police, et en a révélé quelques-uns — pas tous —

au public. Alors! comment se fait-il que le *Peuple* — aux récentes élections du Conseil d'Etat — ait patronné la réélection du chef du département de justice et police?

Le *Journal de Genève* a prétendu que les perquisitions ont été opérées du consentement des prévenus et qu'il était faux que les accusés aient été conduits au service anthropométrique et mensurés. Depuis, les déclarations des perquisitionnés, publiées en réponse aux affirmations mensongères du *Journal de Genève*, ont éclairé le public.

Le *Journal de Saint-Gervais* et le *Genevois* ont demandé la punition des policiers coupables.... eau bénite de cour à l'adresse des perquisitionnés et rien de plus. C'est absolument comme pour les ouvriers maçons de la rue des Corps-Saints, auxquels le major de gendarmerie n'a jamais restitué les sommes dont il les a dépouillés.

Les mouchards ont les quatre pieds blancs. Pourquoi le *Genevois* et ses confrères feignent-ils de l'ignorer?

Italie.

Depuis quelques mois, en ce pays, on note un fort réveil libertaire dans les villes et dans les campagnes, et, dans la presse anarchiste, il y a une nouvelle reprise.

C'est surtout parmi les jeunes compagnons qu'on manifeste un esprit et un élan révolutionnaires très accentués, qui permettront bientôt au parti anarchiste italien de pousser les germes de la libre initiative.

La réorganisation des groupes et des cercles d'études sociales fait de vigoureux progrès et, à l'heure présente, on peut compter plusieurs fédérations régionales qui rendront possible à notre jeune parti l'engagement de la lutte sur le terrain économique.

Diverses publications libertaires en pamphlet ont déjà paru et d'autres sont annoncées, tandis que dans nos journaux le développement des idées se produit à merveille.

A présent, en Italie, paraissent l'*Agitazione*, à Ancône, organe de combat très vaillant, l'*Avvenire Sociale* de Messine, journal libertaire que des camarades font paraître presque depuis trois ans au prix de sacrifices immenses, *Il Nuovo Verbo* à Parme, et les *Ribelle* à Reggio-Calabria, ce dernier rédigé par de jeunes camarades qui viennent de jeter la première semence anarchiste parmi ces populations abandonnées. Mais, comme disait Cladel, elle grandira bientôt parmi ces paysans, qui ont dans le cœur la haine sociale pour tant de souffrances subies.

En outre, paraîtra prochainement, à Turin, l'*Aurora*, périodique libertaire à tendances littéraires et scientifiques, et la *Protesta Umana*, à Macerata. Il faut ajouter que ces feuilles anarchistes se publient malgré toutes sortes de poursuites et de persécutions les plus impitoyables de la part du gouvernement et des policiers.

Pourtant les réactionnaires serrent leurs rangs; mais les condamnations prononcées très souvent par les tribunaux et les bourreaux judiciaires ne font qu'exciter davantage la solidarité de nos jeunes compagnons.

*
* *

Les social-démocrates perdent toujours du terrain, et, dans les masses ouvrières, leur tactique électorale ne rencontre que peu de sympathie. Les meilleurs de leurs adeptes cependant viennent à nous avec des déclarations très sincères et très franches.

L'idée donc marche avec force!

*
* *

Malheureusement nos camarades les plus dévoués pourrissent toujours au *domicilio coatto*, dans ces îles maudites, sans espérance que le jésuite Rudini leur rende justice en les délivrant. Au contraire, il avait l'intention de faire voter encore, par la Chambre des députés, une autre loi *infâme* sur le *domicilio coatto*, déjà approuvée par le Sénat, qui pourrait être tournée à propos pour détruire toute idée de liberté de parole et de la presse. Mais devant la vive agitation provoquée dans le pays par tous les partis populaires contre la loi, il a dû retirer son projet.

Cependant, au *domicilio coatto* souffrent les compagnons Palla, Galleani, Recchioni, Agostinelli, Vasai et beaucoup d'autres victimes de cette vieille canaille de Crispi, qui va être jugé par une commission d'enquête de la Chambre.

Bien que, dans le procès Favilla, de Bologne, tout démontre sa culpabilité, ce menteur, ce tripoteur, ce gredin, qui a volé les banques, qui a dévalisé, étant ministre, les fonds publics, va proclamer en pleine Chambre, hautain et fier, son innocence, et déclarer que s'il a pu commettre quelques fautes, c'est « pour le bien de la patrie ».

A sa protestation ont applaudi plusieurs députés, ses anciens complices, et déjà on prévoit l'acquittement du vieux grand *patriote* calomnié. Pourriture!

Cela complétera la débâcle de la monarchie italienne et de son roi, qui rappelle toute l'apathie et l'incapacité de Louis XVI; tandis que les classes dirigeantes ont commis toutes sortes de délits et d'exploitations.

ÇA IRA, ÇA IRA! Nous sommes, en Italie, à la veille de grands événements rendus inévitables et presque fatals par la situation politique et économique du pays.

EVENING.

P. S. — A propos de ma correspondance sur la Tunisie, la *Dépêche Tunisienne* me raille en m'appelant « aimable confrère » pour avoir peint sous de noires couleurs la situation de cette colonie. Je n'ai pas eu la primeur de l'affirmation.. Le grand, le distingué économiste Leroy-Beaulieu parle dans le même sens à propos de la menace des nouveaux tarifs douaniers qui seront bientôt appliqués, et l'interdiction de circulation faite au journal arabe *El Hadira* pour avoir manifesté des sentiments islamistes démontre de quelle liberté jouit la Tunisie.

Cuba.

LES CRIMES DU GÉNÉRAL WEYLER. — Le général Weyler, à Cuba, avait donné l'ordre à ses subordonnés d'être sans pitié avec les insurgés, et ils ne lui obéissaient qu'avec trop de zèle. Un jour, quelques insurgés se présentèrent dans une ferme et y reçurent l'hospitalité, les gens qui l'habitaient n'étant pas en force pour leur fermer la porte au nez. Après le départ des insurgés, un colonel espagnol fit arrêter les malheureux fermiers, une famille composée de six personnes, dont une jeune fille de quinze ans, et les fit traduire devant un conseil de guerre qu'il présidait lui-même. Après un interrogatoire sommaire, le colonel se retira dans un coin de la salle, se mit à genoux, et demeura pendant une bonne demi-heure absorbé dans une muette et ardente prière. Enfin, le pieux guerrier se releva, la figure animée de l'inspiration céleste, et donna l'ordre de fusiller les six malheureux. Une minute après, un peloton de courageux soldats espagnols exécutait cette sentence infâme!

(*La Tribune de Genève*, journal conservateur, 1er novembre 1897.)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

AUX PARTISANS D'UNE COLONIE COMMUNISTE EN FRANCE. — Nombreux sont ceux qui voudraient voir se constituer un groupement familial de camarades qui, produisant et consommant en commun, donneraient ainsi à la propagande une force nouvelle permettant aux libertaires de dire à leurs compagnons de misère : Voilà comment nous voudrions vivre en anarchie; mais non point avec les moyens rudimentaires qu'emploient les camarades pour produire, mais avec l'aide de tout l'outillage, de toutes les richesses possédés actuellement par les capitalistes.

Malheureusement on connaît autour de soi quelque dizaine de compagnons qui feraient bien tout leur possible pour tenter un essai : mais que faire à quelques-uns, et l'on n'entreprend rien, voyant bien que l'effort, non soutenu, sera impuissant.

C'est pourquoi nous prenons l'initiative de rechercher quel est le nombre de camarades partisans de la création d'une société communiste en France. Il y a là, croyons-nous, une tentative qui n'a pas été faite.

Nous espérons rencontrer dans cette manière de voir beaucoup de camarades, et si notre espérance se réalise, nous envisagerons les moyens d'aboutir à une œuvre durable créée par des camarades de tous les points de la France.

En conséquence, que tous les partisans de la création d'une colonie libertaire en France nous le fassent savoir et dans quelques jours nous donnerons ici le résultat de notre enquête. Que chacun fasse donc parvenir son adhésion morale à l'idée à Butaud, 4, passage Boiton, Paris.

*
* *

Un camarade demande des vieux numéros de *Recht voor Allen* pour distribuer à des Hollandais à Paris. On pourrait aussi en essayer la vente.

*
* *

Dans le but de permettre aux camarades peu fortunés de s'abonner à l'*Humanité Nouvelle*, l'administration a créé des abonnements mensuels de 1 franc, envoyés en timbres-poste, 5, impasse de Béarn, Paris.

*
* *

LYON. — Tous les libertaires sont priés de se rendre, dimanche 19 décembre, à 3 heures de l'après-midi, place Voltaire, rue Paul-Bert, où plusieurs questions leur seront posées.

Ouverture de la bibliothèque pour ceux que cela intéresse.

On est prié d'être exact, ne désignant pas où l'on ira ensuite.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Histoire : entretiens sur l'Evolution historique, par André Lefèvre; 1 vol., 6 fr., chez Schleicher frères, éditeurs, 15, rue des Saints-Pères.

Appel aux honnêtes gens, par Alice Bron, chez J. Lebègue et Cie, éditeurs, 46, rue de la Madeleine, Bruxelles.

Supprimons ce qui nous divise! par L. R.; une brochure, à Genève.

PETITE CORRESPONDANCE

Bancel. — Pour quoi faire les timbres reçus?

V., à Nîmes. — N'ayant reçu le règlement de la semaine passée que le mercredi matin, je n'ai pu en accuser réception que cette fois-ci. Tous les quinze jours, ça va.

H. Duchm. — Bien reçu article. Trop tard pour cette semaine.

Pazibell. — Si vous n'avez pas le courage de prendre la responsabilité de vos écrits, autant vous taire.

Belgique. — J'ai pris remboursement. Revenu avec mention « inconnu ».

Souscriptions reçues pour l'édition de deux nouvelles brochures : V. B., par J. Régis, 10 fr. — P. R., à Tunis, 0 fr. 10.

Reçu pour le journal : Ai compagni de la Chaux-de-Fonds, vivo sempre et sempre adanti : il fratello del Crosso Naso, a tutti a tutti, 2 fr. ; Ma compagne, 0 fr. 20; Le petit de Villeneuve-Saint-Georges, 0 fr. 20. — *De chacun selon ses forces* : Un camarade, 5 fr. — V., à Nîmes, 0 fr. 20. — Collecte faite au bar du passage des Folies-Bergère, à Marseille, par le camarade V., 1 fr. 80. — G., à Cette, 0 fr. 50. — Gj., 5 fr. — *De chacun selon ses moyens* : Un camarade, 5 fr. — H. R., Lausanne, 10 fr. — Pic., 1 fr. — Léonce, 1 fr. — Deux gendarmes, 5 fr. — V. C., à Saintes, 1 fr. — Un obscur, 1 fr. 80. — E. J. V., 1 fr. — Mangin, 5 fr. — Un bon bougre, 0 fr. 25. — Par J. Misère : Rod., 2 fr.; A. A., 1 fr.; H. R., 5 fr. — Merci à tous.

V., à Nîmes. — B., à Nantes. — V., à Marseille. — E., à Montpellier. — Agence, à Genève. — B., à Agen. — C., à Roubaix. — Par le *P. P.* : D., à Saint-Quentin ; H., à Saint-Nazaire; G., à Paterson; N., à Tours; E., à Reims; M., à Saint-Nazaire. — E., à Puteaux. — J. M., à Anvers. — M., à La Haye. — C., à Toulon. — Coopérative, à Lyon. — B., à Rochefort. — H., à Mystic. — D., à Dison. — R., à Tunis. — M., à Bourges. — C., à Reignac. — V. A., à Rouen. — N., à Tours. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente :
à Tunis
Chez Pierre Raveggi, 25, rue Al Djazira.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 35 DIX CENTIMES DU 25 AU 31 DÉCEMBRE 1897

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

ÉGOISME ET ALTRUISME

Estimé camarade,

Dans ma dernière lettre, je vous disais que je vous ferais part des idées qu'éveillent en moi ces deux mots : « égoïsme et altruisme ». C'est ce que je vais essayer de faire aujourd'hui.

Avant d'aller plus loin, il faudrait bien définir, et définir bien, ce que nous entendons par ces deux mots; ce qui n'est nullement aussi facile que cela semble au premier abord.

L'égoïsme désignerait un sentiment nous poussant à reporter toute joie, tout plaisir, tout avantage, tout profit à notre seule et exclusive individualité, même lorsque ce serait au préjudice de nos semblables.

L'altruisme en serait l'antithèse, le corrélatif.

Cette définition générale, purement lexicologique, semble assez exacte; malgré cela, pouvons-nous user de ces termes avec la sûreté que nous mettons à dire que ce pain est bon ou mauvais, déclarer de la même manière positive et franchement déterminée que tel acte soit égoïste ou altruiste; pouvons-nous donc analyser avec cette sûreté d'esprit l'infinité de sentiments, de forces cérébrales mises en mouvement, se croisant, s'enchevêtrant, s'affirmant, s'annulant, pour enfin arriver à une résultante unique qui est un acte, une parole, un geste que nous décrétons égoïste ou altruiste, avec la même sûreté que nous déclarons, après l'avoir goûté, que ce pain est bon ou *mauvais*?

Certes, il serait désirable que notre esprit de critique fût aussi précis que notre goût; si, après avoir porté un jugement quelconque, nous faisons l'analyse des mobiles qui nous ont poussés à le faire dans tel sens ou dans tel autre, ne trouvons-nous pas qu'ils sont modifiables à l'infini, suivant l'individu, son tempérament, le milieu, son état d'esprit au moment précis où il a été appelé à se prononcer, autant de causes tant inhérentes à l'individu lui-même qu'en dehors de lui qui ont influé peu ou prou dans son opinion?

Car il est bien évident qu'à dire tel acte égoïste ou altruiste, nous y mettons un peu de notre état psychologique du moment; notre jugement peut être taxé de partialité. Confirmant ce qui précède, ne voyons-nous pas chaque jour se modifier nos appréciations les plus nettes, les plus franchement déterminées à certain moment donné? Un acte qui fut classé par nous sous l'une de ces définitions, nous lui collons plus tard l'étiquette contraire, preuve évidente que nous prenons toujours notre individualité comme étalon, et celle-ci évoluant dans un sens ou dans un autre, nous modifions suivant son état nos appréciations premières; et puis, je nie que nous puissions découvrir chez autrui le mobile initial d'un acte, lorsque nous n'en sommes pas capables sur nous-mêmes. L'acte, la parole, le geste, avant d'arriver à sa manifestation matérielle, subit par le travail cérébral de si multiples modifications que, d'égoïste à son point de départ, il peut devenir altruiste et *vice versa*.

Or, si je m'étends si longuement sur ces deux mots, ce n'est aucunement pour me livrer à des spéculations intellectuelles, qui ressemblent fort à de la jonglerie, mais bien et surtout parce qu'ils servent de drapeaux, de devises, de mots d'ordre, comme vous voudrez, à des camarades anarchistes qui ainsi se fractionnent en écoles multiples, rééditant des polémiques byzantines presque aussi édifiantes que de savoir si le fils vient du père ou le père du fils, polémiques ne menant qu'à la confusion, l'incohérence, et gaspillent des forces précieuses à des enfantillages de nonnains. N'y aurait-il pas, dans ce besoin absurde de se cataloguer comme une collection ethnologique, un reste de l'empreinte séculaire dont les maîtres marquaient leurs serfs, ceux-ci avec un sot orgueil montrant la marque d'une puissante maison? Pourquoi ces subdivisions fantastiques créant parmi nous autant de Guelfes et de Gibelins que de mots, quand la situation est franchement définie : d'un côté, un clan qui, pour des raisons multiples, intérêt, préjugés, éducation, abrutissement, veut conserver un état de choses barbare, antilibertaire, antisocial, broyant individus comme collectivités, annihilant l'intelligence, obstruant l'humanité en route vers le mieux être, et, de l'autre côté, ceux qui veulent renverser cet état de choses anormal, proclamant une liberté absolue, voyant en cela un développement intellectuel toujours croissant, facilitant la marche de l'humanité en lui déblayant la route, en un mot ceux qui veulent vivre d'une façon indépendante et puissante, avec cette sève qui veut un complet épanouissement qui ne peut être atteint dans l'organisation actuelle? Que l'un prenne à droite, l'autre à gauche; que l'un soit égoïste, que l'autre se dise altruiste, individualiste, collectiviste, etc., etc., que diable font toutes ces étiquettes à l'idée commune et fondamentale, l'idée extrêmement simple de l'opprimé qui est las de l'être et brise ce et ceux qui l'oppriment? Il y a certainement aussi une forte dose de cabotinisme, chacun veut jouer son petit Nostradamus, prédire un peu l'avenir, édifier une société nouvelle d'après sa mentalité, du moment où celle-ci ne ferait naturellement pas trop mauvaise figure et se trouverait à l'aise; nous jouons aux sages en ayant l'air de savoir où nous allons; sans nous en douter, nous coiffons les glorieux panaches de 48 et de la Commune, et peu s'en faut que nous proclamions : « Peuple, fais ton devoir, tes élus (mettez le mot qu'il vous plaira) feront le leur! ! »

Ah! vieux Jacques Bonhomme, que je t'aime et comprends mieux, toi le simple, qui, sans penser le moins du monde à ce que tu mettras sur les collines, après les avoir découronnées de leurs châteaux et châtelains, te gaudis d'être débarrassé de la vermine qui te dévorait!

Je reviens à mon sujet. Faisons une étude de bonne foi des sentiments que couramment nous désignons par égoïstes ou altruistes. Pour cela, il faut établir la question d'une façon claire et logique; en effet, si nous jetons un coup d'œil sur tout ce que l'on a déjà écrit pour et contre l'égoïsme et l'altruisme, ce qui frappe dans ces polémiques si divergentes en apparence, c'est qu'à un moment donné elles viennent à se confondre, s'identifier en un même but, en de mêmes conclusions tout en ayant zigzagué plus ou moins capricieusement en directions opposées (notez que je ne parle ici que des théories anarchistes professées par des écoles égoïstes et altruistes et non de l'égoïsme révoltant de l'être qui ne pense qu'à lui). Il est évident que le résultat identique obtenu avec des données diamétralement opposées vient de ce que la question est mal établie. Notre point de départ n'est-il pas toujours l'homme, c'est-à-dire le produit difforme de la société actuelle? De même qu'un naturaliste, observant une espèce zoologique ou botanique, baserait son observation sur un sujet monstrueux, une forme purement accidentelle d'un individu de l'espèce et là-dessus bâtirait sa thèse, le résultat en serait complètement erroné.

La question est celle-ci : savoir s'il y a dans l'homme cet instinct inné, le poussant à des actes que nous jugeons égoïstes ou altruistes? si ces sentiments peuvent être déviés dans un sens ou dans un autre suivant les circonstances sociales où se rencontre l'individu? si ces sentiments sont sujets à des superfétations ou restrictions artificielles dénaturant leurs fonctions?

Ceci posé, je répondrais à la première qu'il n'y a guère que dans les élucubrations des romanciers que nous rencontrions le type de l'égoïste absolu; dans la vie, l'on ne rencontre jamais ce sentiment d'une manière si absolue; prenez le bourgeois le plus infect, vautré dans une vie inutile, le plus lâche dans son angoisse d'avoir à ne plus jouir un jour aux dépens de milliers d'autres individus, le plus indifférent aux souffrances humaines, le plus flasque à se mouler dans la société actuelle sans en être gêné, ni molesté; ce serait déjà un produit imaginaire, mais cherchez dans votre milieu, autour de vous, celui qui se rapprocherait le plus parfaitement de ce type idéalement égoïste. Eh bien! pouvez-vous prétendre que cet individu soit absolument égoïste? Il faudrait pour cela avoir assisté à sa vie, analysé ses pensées les plus intimes, et en supposant la chose faisable, je suis certain que nous trouverions, de-ci de-là, de l'altruisme sous des formes multiples de préjugés, morale, etc., mais néanmoins prouvant que ce sentiment existe enfoui, caché, déguisé, mais qu'il existe néanmoins. L'observa-

tion d'un sujet éminemment altruiste nous donnerait en sens opposé un résultat analogue.

Donc si nous admettons que ces deux sentiments, qui semblent incompatibles, se trouvent dans tout individu à des intensités plus ou moins grandes, la seconde question se résout tout naturellement; un simple regard jeté sur ce qui se passe actuellement, vient nous donner un même résultat de ce que je vous disais dernièrement au sujet des vols et homicides; en effet, dès l'enfance, tous les moyens imaginables sont employés pour développer l'égoïsme et atrophier l'altruisme : d'abord l'éducation, puis la lutte qu'il lui faut livrer comme condition *sine qua non* d'exister. Il n'est besoin de fine observation pour juger de la chose; il suffit à chacun, quelle que soit sa position, de jeter un coup d'œil rétrospectif sur son enfance, sa vie d'adolescent, puis sa vie d'homme, pour y voir à chaque instant un fait appuyant ce que je viens d'énoncer rapidement.

Là encore l'organisation actuelle s'est ingéniée à détruire en l'individu l'admirable dualité qui nous frappe dans tous ses organes, ce merveilleux équilibre de fonctions.

Tout a été fait pour cette œuvre inique, d'un côté en favorisant chez l'individu un sentiment (l'égoïsme) qui n'est choquant que par le fait d'un développement artificiel et anormal, ne pouvant s'opérer qu'au détriment de l'instinct opposé (l'altruisme) lui servant de corrélatif; l'équilibre cessant, il y a souffrance, manque d'harmonie, et c'est là précisément ce qui nous froisse, nous révolte. Comme précédemment, supposez la cause déformatrice supprimée et l'harmonie des fonctions se rétablit tout naturellement, et ceci se propageant d'individu à individu, le milieu devient une sorte de serre chaude où tous les instincts trouvent émulation à s'épanouir en une croissance parallèle, sans que l'harmonie soit rompue par une différenciation anormale de l'un ou de l'autre.

S'il existe (et il y a tout lieu de croire qu'il continuera à exister, comme plus loin j'essayerai de vous exposer ma pensée) une différenciation entre individus, ce ne sera plus comme aujourd'hui en faisant tache par un exclusivisme farouche, sinon par une plus ou moins grande intensité de ces sentiments, c'est-à-dire le produit d'un simple effet mécanique; cette intensité variera d'un individu à l'autre suivant le tempérament, l'âge, le climat, sans pour cela devoir être choquante, car la résultante de ces intensités aura absolument le même sens progressif. Si nous nous basons sur des observations directes, il pourra se faire qu'il y ait différence dans les sentiments égoïstes et altruistes de l'homme et de la femme.

La mère nous donne des exemples de sublime égoïsme en ce qui concerne sa progéniture, elle acceptera les pires maux pour lui conserver la vie, elle trouvera naturel de détruire les autres pour qu'il ait plus grande place.

L'homme, le mâle a un égoïsme plus général qui comprend la famille, la race, l'espèce.

Cette proposition résultant de l'observation des familles animales et celles s'en rapprochant le plus, quoiqu'il y ait évidemment là l'influence puissante d'un atavisme, plaçant la femelle dans la sujétion du mâle, sujétion étroite ne lui laissant développer son sentiment altruiste que sur ses petits (car au fond est-il exact de nommer cet amour maternel égoïsme?), alors sur ce champ restreint ce sentiment y acquiert une grande intensité, s'y cristallisant pour ainsi dire.

Etant donné qu'il y a nombre de femmes se dévouant à un but moins exclusif, il est certain que la femme devenant réellement l'égale de l'homme, et l'enfant, d'un autre côté, n'ayant plus à redouter pendant son développement les périls multiples auxquels il est actuellement exposé dans notre société interlope, ne nécessitant plus cette tutelle protectrice, malheureusement trop souvent intempestive et désastreuse que lui prodigue la mère, perpétuant dans sa tendresse aveugle par cette sollicitude constante ses propres déviations intellectuelles, ses préjugés, son ignorance, son manque d'équilibre, délivrée de cette angoisse journalière, la mère pourra étendre la portée de ses sentiments.

(*A suivre.*) J. ACHARD.

FÉMINISME

Depuis quelques jours la presse parisienne s'est enrichie d'un nouveau quotidien dont l'originalité mérite d'être signalée. La *Fronde* est exclusivement rédigée par des femmes. Ceci marque une importante étape du mouvement social.

Non pas que la *Fronde* soit absolument un organe d'avant-garde. Ses prétentions, très pacifiques d'ailleurs, n'ont rien d'excessif. Elles se bornent à revendiquer « l'égalité complète des sexes devant la loi » et, pour arriver à ce résultat, ces dames demandent l'abrogation de l'article 213 du Code civil dont voici la teneur : « Le mari doit protection à sa femme; la femme doit obéissance à son mari. »

Sans nous arrêter aux moyens, plus ou moins discutables, de réaliser cette première conquête, il convient d'en féliciter le désir. Subordonnée au mari, l'épouse n'existe pour ainsi dire pas, ne peut avoir aucune initiative; elle a les bras enchaînés et ne peut, *d'une façon légale*, intervenir dans la moindre question qui, cependant, l'intéresse parfois tout spécialement. Supposons maintenant ce but atteint : la femme bénéficie de tous les droits conférés à l'homme. Elle vote, elle légifère au besoin. En serons-nous plus heureux et cela changera-t-il quelque chose à la situation précaire du producteur, au malaise général dont l'humanité souffre tout entière? La femme députée pourra, au Parlement, combattre la modicité des salaires attribués au travail féminin. Soit! Mais où les hommes n'ont pas réussi, les femmes n'échoueraient-elles pas? L'obstacle à renverser ne cédera pas à l'acharnement le plus obstiné, car il se rattache à ces institutions meurtrières et corrompues dont la violence seule aura raison. Et puis, ce n'est pas seulement la concurrence des femmes qui cause la réduction des gains ouvriers : la machine supprime de jour en jour une partie, toujours plus importante, du travail manuel et bientôt, dans les fabriques, le personnel ne sera plus qu'une équipe de manœuvres misérablement rétribués. Si la femme exige plus que l'industriel ne consent à lui donner, celui-ci emploiera des enfants — cela se fait actuellement — qui lui seront tout aussi utiles.

Nous comprenons fort bien que le *féminisme* entend, tout d'abord, libérer la femme de la domination conjugale, c'est-à-dire accomplir *politiquement* ce que ce personnage de Henrik Ibsen, le docteur Wangel (1), provoque *moralement* chez sa femme Ellida en lui disant : « Il n'y a qu'un salut pour toi. Voilà pourquoi je résilie le marché. Tu es libre, complètement libre. » Cette liberté soudaine, cette autonomie de son « moi » que lui accorde enfin son mari donne à la « dame de la mer » le souci de sa responsabilité : « Maintenant, tu es complètement dégagée de moi et des miens. Maintenant ta vraie vie peut retrouver sa vraie route et la suivre. Maintenant tu peux faire ton choix librement, Ellida. *Tu es responsable.* »

C'est cette responsabilité, la responsabilité *sociale* que les *frondeuses* désirent conquérir. Elles veulent avoir voix au chapitre et ce n'est pas nous qui les blâmerons, si toutefois elles ne s'immobilisent pas dans l'idée fixe d'une campagne purement antimasculine. Une fois cette responsabilité acquise, avec la possibilité de se mêler à la lutte, quelle sera leur attitude? Une fois en possession des armes légales qu'elles réclament, quel usage en feront-elles? Nous supposons bien qu'elles ne se borneront pas à combattre seulement l'influence masculine, que l'ennemi ne sera pas exclusivement l'homme. « Si la *Fronde* déclare la guerre, affirment-elles, *ce n'est pas à l'antagonisme masculin, mais aux tyrans qui s'appellent abus, préjugés, code caduc, lois arbitraires et non adéquates aux exigences nouvelles.* »

Or, s'il en est ainsi, nous nous permettrons d'affirmer à notre tour que point n'est besoin des droits politiques pour combattre avec efficacité ces survivances détestables. Les moyens légaux ont toujours retardé et diminué le but. Ce qu'il importe ne sont pas les décisions des pouvoirs publics, mais la conviction intime que l'on a, les désirs d'émancipation et d'indépendance qui dominent et dirigent nos actes.

Mais revenons à l'autorité maritale, de laquelle, tout au moins en principe, veulent se soustraire les adhérentes des *Droits de la femme*. L'anarchisme, qui — quoi qu'en dise Mme Clémence Royer (1) — n'est pas un produit catholique et qui trouve des partisans convaincus en Hollande, en Angleterre, en Allemagne tout aussi bien qu'en France, en Espagne et en Italie, l'anarchisme, qui est la négation de toute autorité, préconise un moyen pratique d'échapper au joug du mari. C'est tout bonnement l'abolition du mariage, et nous supposons que, frappés par les désordres sociaux, les infamies et les drames dont le mariage est cause, les féministes n'hésiteront pas à lui livrer de redoutables assauts. Déjà la littérature, le théâtre s'en sont emparés. La société actuelle, toute faite de mensonge et d'hypocrisie, a détruit l'amour par le mariage; mais un courant d'idées, une réaction salutaire animent les consciences robustes qui ne se laissent fléchir ni influencer par la comédie intéressée de la famille, qui méprisent les marchandages éhontés, les manipulations louches de l'argent; qui résistent aux coutumes des bénédictions religieuses et à la ridicule observance des consécrations légales; des cerveaux ouverts aux séductions naturelles; des êtres enthousiastes de beauté, de vérité, d'amour et qui s'unissent sans souci des convenances surannées, sans préoccupation de l'opinion d'autrui, forts de leur conviction et fiers de leur indépendance.

Contre l'institution du mariage! Voilà, certes, une propagande efficace, essentielle, à laquelle les féministes s'atteleront en attendant qu'il vienne aux parlements l'idée de faire droit à leurs revendications. Arracher la femme à l'inertie matrimoniale, lui laisser dans la vie la responsabilité d'elle-même, la liberté de son corps, lui donner la possibilité de satisfaire ses désirs comme elle l'entend, voilà qui fera faire au féminisme un pas de géant, un progrès d'une réelle importance, d'une incontestable valeur.

En s'obstinant à vouloir s'emparer des pouvoirs publics, comme d'une part de gâteau dont on est avide, le féminisme n'aboutira, hélas! qu'à créer des parlottes stériles et de vaines illusions d'indépendance. C'est à l'œuvre que nous verrons les *frondeuses*, à l'œuvre contre le mariage, le militarisme, contre l'arbitraire sous lequel notre humanité s'aveulit. Nous les y attendons de bien bon cœur, espérant tout au moins que, ne se bornant pas à la seule originalité de

---

(1) Henrik Ibsen, *La Dame de la Mer*, acte V, page 142.

(1) *La Question religieuse*, par Mme Clémence Royer (*L'Humanité Nouvelle*, août-septembre 1897). — Lignes dans lesquelles l'auteur universellement réputé des traductions de Darwin fait preuve d'une singulière compréhension des idées modernes.

sa rédaction exclusivement féminine, la *Fronde* se distinguera encore, en ces temps de bas appétits, par la fierté qui sied au défenseur d'une cause juste, libre de toute dépendance, les mains nettes de toute compromission.

HENRI DUCHMANN.

INCIDENT D'AUDIENCE

Lundi soir, vers 4 heures, dans la lumière louche de la cour d'assises, Antide Boyer racontait naïvement que le juge d'instruction Le Poittevin était rarement dans son cabinet, mais qu'on était sûr d'y rencontrer toujours Arton fouillant les cartonniers, faisant le ménage, indiquant les rendez-vous, bon domestique, collaborateur du larbin judiciaire. La foule massée au fond de la salle applaudit à cette belle défense, comme les habitués des courses de taureaux à un heureux coup de corne de la bête traquée.

Je ne comprends rien à cet accès sentimental des curieux, complices, en somme, dans toutes les comédies de ce genre. Certes, le personnel de la magistrature, depuis le dernier mouchard jusqu'au président de la Cour de cassation, ne nous inspire qu'une fort médiocre sympathie, et si l'on y trouve comme ailleurs quelques braves gens, leur valeur propre atténue seulement, sans la supprimer, l'infamie de la fonction. Mais les sergents de ville, les juges et le bourreau représentent la société, et l'on comprend mal que celle-ci fasse la dégoûtée quand des faits particuliers lui révèlent dans leur vrai jour l'ignominie des besognes qu'elle ordonne ou qu'elle tolère.

Vraiment, honnête public, tu t'étonnes aujourd'hui qu'un accusé malade, interrogé brutalement après huit heures d'attente sur des événements très anciens, signe et reconnaisse valables une série de réponses incohérentes parce qu'il a lu dans les yeux du juge que « s'il ne signait pas, on le garderait »? Tu t'étonnes que le juge entoure de soins Arton, le choie comme un ami et comme un confrère et travaille avec lui à fabriquer des accusés?

Mais ne sais-tu pas que l'avancement de cet homme dépend de son zèle social, du nombre de têtes coupées et d'années de prison qu'il obtiendra du jury ou de la correctionnelle, et n'est-ce pas ta délégation vivante, le prolongement de ta bassesse et de ta lâcheté que je vois là-bas sous forme de municipaux, sous forme de magistrats en robes rouges?

Tu t'étonnes et tu applaudis, ce soir. Sois conséquent avec toi-même. Voici des gens à qui on reproche, à tort peut-être, quelques menus estampages parlementaires. Ils ont été maltraités, sans doute, mais moins que d'autres, et tu t'apitoies : c'est bien. As-tu jamais eu un mouvement de colère quand, pour un caprice de policiers, veille de jour de l'an, veille de premier Mai, des centaines d'hommes, coupables de penser librement, étaient arrêtés, jetés en prison, retenus sans motif, privés de travail dans la suite à cause de leurs « opinions dangereuses »? Non, ces anarchistes ne t'intéressaient pas, ou, comme quelqu'un que j'entendais rue de Clichy, le soir de l'explosion, tu aurais dit volontiers : « Il faut les prendre tous, même ceux qui sont seulement suspects, et les fusiller. »

Taisez-vous, brutes sans logique. Vous pesez contre ceux qu'on accuse de toute la masse énorme de l'armée et des administrations publique, mises au service du bagne et de la guillotine. Vous avez produit et vous acclamez le général, le garde-chiourne et M. Deibler. Vous ne pouvez pas, pour un incident d'audience, renier votre œuvre et huer vos valets.

R. S.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA LUMIÈRE. — Arton a parlé! Avec une bonhomie légèrement gouailleuse, il a raconté les maquignonnages auxquels il s'est livré à l'époque du Panama. Mais ce qu'il y a de plus intéressant dans son interrogatoire, ce n'est pas tant la production au grand jour de la fameuse liste des chéquards. Il nous importe peu de savoir que tels ou tels ont touché ou bien ont, au contraire, repoussé avec un austère dédain les offres du démon corrupteur. Ce qui est à retenir, c'est l'appréciation, formulée en quelques mots par Arton, de la moralité des milieux parlementaires :

« Dans les conseils d'administration, a-t-il dit, de toutes les sociétés financières, des hommes politiques étaient mêlés aux hommes d'affaires formant le « groupe » de la Société. C'est ainsi qu'il y avait à la Chambre le « groupe de la Dynamite » dont nous avons déjà parlé. Ces hommes politiques sont chargés de créer au Parlement une atmosphère sympathique à l'affaire, et l'on rémunère leurs concours en leur faisant une part dans les bénéfices.

« C'est ainsi en France, c'est ainsi dans les pays voisins, partout. On a la main sur un groupe politique quand on tient un groupe financier. »

Un tel aveu dans la bouche d'Arton, qui, on ne peut le nier, parle en connaissance de cause, a une portée toute spéciale.

Combien de fois avons-nous affirmé que les gouvernements ne sont que les dociles instruments de la finance, que c'est celle-ci qui gouverne, ordonne et que ceux-là non seulement obéissent, mais ne peuvent pas ne pas obéir! L'on nous a taxés d'exagération ou, en tout cas, d'une trop facile généralisation. Mais voilà qu'un homme, qui a passé sa vie dans les coulisses et de la politique et de la finance, vient nous dévoiler l'étroite parenté qui unit ces deux inséparables, et il ajoute qu'il en est de même en tous les pays! Son témoignage est précieux et ne saurait être récusé.

⁂

De plus, non seulement la parenté est des plus étroites, mais c'est la finance qui dirige. Cela se conçoit, d'ailleurs. Un financier d'une puissance équivalente à celle de Rothschild, par exemple, peut, s'il le veut, occasionner en une journée un krach épouvantable à la Bourse, porter un coup mortel au crédit de la Banque de France en faisant subitement dégringoler ses actions. Une puissance si redoutable est à ménager, et aucun gouvernement, quelle que soit sa nuance politique, ne se risquerait à se créer un semblable adversaire en provoquant son courroux.

Voilà comment le Parlement, les ministres, l'Elysée sont aux ordres de la finance.

Le procès du Panama aura au moins rendu, à défaut d'autre, éclatante et irréfutable cette lumière.

A. GIRARD.

Belgique.

ENCORE LA POLICE. — Les chiens de garde de la bourgeoisie continuent à donner la chasse aux pauvres diables. Le 14 décembre dernier, M. Vincent, de la police judiciaire bruxelloise, qui mange apparemment tous les jours à sa faim, arrêtait trois malheureux déguenillés, coupables de se serrer le ventre et de n'y introduire que quelques rares frites et quelques moules indigestes.

Il était aidé dans cette besogne malpropre par deux pleutres, dont la presse locale a publié religieusement les noms : Haegen, ouvrier gazier plombier; Scheldewaert, poissonnier. Décidément, il y a trop de mouchards volontaires : les risques professionnels ne sont pas encore assez grands.

D'ailleurs, tout de suite, cinq autres agents sont venus à la rescousse : selon leur habitude courageuse, ils étaient huit contre trois. Cela n'empêche pas le journal fangeux *La Réforme* de féliciter Vincent : « Cette triple et importante arrestation *fait le plus grand honneur* à M. Vincent, qui sera porté à l'ordre du jour. »

Le crime réel de ces pauvres victimes est la misère : on en prétexta un autre, plus spécieux, l'émission de fausse monnaie. M. Vincent, qui a du flair, jugea, rien qu'à les voir, que c'étaient de faux monnayeurs, et, rien qu'à palper la pièce qu'ils venaient de remettre à une buraliste, décida qu'elle était mauvaise. C'est lui, d'ailleurs, qui apprit la chose à l'honorable commerçante. A la suite de cela, il ne serait pas étonnant qu'on instituât un cours de vérification des monnaies donné par les policiers, qui, on le sait, ont une compétence universelle.

Mais auraient-ils, par hasard, quelques doutes sur leur infaillibilité tant de fois proclamée? Ils ont convoqué des particuliers, dont ils ont cherché à faire des témoins à charge, et ils se sont refusés à montrer le corps du délit : le délit serait-il purement chimérique?

Du reste, en cette affaire qui ne fait que commencer, tout n'a été jusqu'à présent que mensonge et calomnie.

On a pris la peine, pour tirer les vers du nez aux témoins éventuels, de forger un faux interrogatoire, où on faisait reconnaître aux prévenus qu'ils fabriquaient de la monnaie depuis le mois de juin : or, l'un d'entre eux n'est ici que depuis quinze jours; les deux autres depuis deux ou trois mois, sur lesquels ils ont travaillé une bonne partie du temps.

Les journaux, qui se sont faits évidemment les porte-parole de la police, ont colporté les nouvelles les plus erronées et les plus invraisemblables. La pièce changée au bureau de tabac était, à leur dire un louis d'or. Or, il s'est trouvé, après renseignements pris, qu'il s'agissait seulement d'une pièce de vingt sous. On aurait découvert sur les coupables pour 600 francs de fausse monnaie et, chez eux, un attirail complet de fabrication. C'est à croire qu'ils avaient la puissance du Dieu de la Genèse et qu'ils savaient créer quelque chose avec rien : car enfin, cette matière première, cet outillage représentent un capital assez considérable. Et d'où l'auraient-ils tiré, eux qui vivaient quasi de l'air du temps?

Mais le bouquet, c'est qu'on aurait aussi mis la main, en perquisitionnant à leur domicile, sur des brochures anarchistes. D'où il suit (c'est la logique même!) qu'ils sont anarchistes; et cela, n'est-ce pas déjà un crime, ou du moins une circonstance aggravante?

Il ne reste plus qu'à correctionnaliser l'affaire pour achever de l'enterrer convenablement, en famille, entre gens de robe. Il en est question, et vous verrez qu'on le fera. Si l'on a lancé avec tant de fracas ce lièvre, et si l'on s'est attaché avec tant de soin à le montrer gros et menaçant, c'est qu'on ne veut sûrement pas avoir la plus petite chance de le laisser échapper.

J. DEGALVÈS.

États-Unis.

Le camarade Pierre Kropotkine, qui vient de faire un court séjour parmi nous, a réussi à donner une plus grande impulsion au mouvement américain né d'hier. Profitant de son rapide passage, des conférences ont été organisées à la hâte à New-York, à Philadelphie, à Boston et à Paterson. Le résultat obtenu a dépassé nos espérances; partout il a été impossible de contenter tous ceux qui désiraient l'entendre. Il est regrettable que Pierre n'ait pu rester plus longtemps, car c'est d'un bout du continent à l'autre que le même désir se manifesta de connaître nos idées et notre but. En somme, on peut constater un réveil de bon augure.

⁂

De toutes parts surgissent de nouveaux prosélytes, particulièrement les dégoûtés du quatrième État. Les farceurs socialistes autoritaires, genre Guesde, ne pourront jamais soumettre l'Américain à leur domination; le mépris de l'enrégimentation est trop grand chez les naturels. D'ailleurs tous les partis progressistes, à l'exception des marxistes allemands, sont teintés d'individualisme, tous préconisent la liberté individuelle, comme étant le plus haut but à atteindre. La masse se dégoûte de l'action politique, l'avenir est à nous.

D. HUMES.

⁂

Les gouvernements n'ont pas encore compris qu'une idée ne s'étouffe pas quand elle est juste et conforme à l'évolution naturelle de l'humanité. Cependant le nombre de leurs insuccès réitérés aurait dû les éclairer sur ce point. Il n'en est rien.

Une nouvelle leçon vient de leur être donnée. Dernièrement, le gouvernement américain, sous un prétexte quelconque, supprimait *Firebrand*, journal anarchiste faisant là-bas de bonne besogne.

Comme en réponse à cet acte d'intolérance, deux nouveaux organes amis font leur apparition, l'un en langue anglaise : *Free Society* (1), paraissant à San-Francisco, l'autre en langue allemande : *Sturmvogel* (2), portant la fière devise frisonne : « Leuwer duad üs Slaav » (mieux vaut la mort que l'esclavage), lequel est édité à New-York.

Nous souhaitons la bienvenue à ces deux nouveaux camarades de lutte.

A. Girard.

Espagne.

Il est dit qu'on ne pourra jamais aller au fond de cet enfer que fut et qu'est Montjuich. Chaque jour apporte de nouveaux détails sur les abominations qui se sont perpétrées dans les sombres profondeurs de ses cachots. Ce n'étaient pas seulement des hommes et des femmes qui y subissaient toutes sortes de tortures. Des enfants aussi eurent leur part. Un camarade échappé à la fureur de ces tigres en délire nous raconte quels tourments durent endurer sa compagne et ses enafnts.

Celle-ci, enfermée à Montjuich, servit de cible à la cruauté des moines espagnols. Ces saints propagateurs de la charité chrétienne baptisèrent de force la petite fille qu'elle nourrissait au sein ; ils ne cessèrent de tourmenter la mère, lui disant que son mari allait être fusillé et que ce serait un grand bien pour elle, car ils se chargeraient de la faire entrer dans un couvent et de faire enfermer ses enfants dans un autre. Quand son mari lui adressait une lettre, on la lui montrait, en lui disant : « Il y a une lettre pour vous, c'est de votre mari, vous le voyez. » Et aussitôt on déchirait la lettre sous ses yeux.

Quaut aux deux aînés, ils furent confiés à une communauté religieuse qui leur fit endurer des tortures sans nombre. Sous prétexte que leur père était anarchiste, et compromis dans l'affaire de la calle Cambios Nuevos, les prêtres battaient les enfants et les punissaient à tout moment, les terrorisant au point qu'aujourd'hui même, quand les deux fillettes rencontrent un prêtre dans la rue, elles se sauvent en criant de frayeur, comme à l'aspect d'une bête féroce. L'un de ces pères fouettards imagina un jour de leur couper les cheveux et ceux de l'aînée servirent à orner un christ en bois.

Il faut avoir passé dans une de ces jésuitières et y avoir passé en révolté, pour savoir à quels trésors d'infamie s'alimente l'imagination infernale des « ministres de paix ».

A. Girard.

∴

On lit dans la *Francfurter Zeitung* :

Pour vivre à la crèche de l'Etat, il n'y a pas besoin de travailler : la nomination à un poste suffit. C'est ainsi qu'à Madrid on voit souvent des jeunes gens fort bien mis, avec chapeau de soie et gants jaunes. Sont-ce des attachés d'ambassades ou des mondains ? Non, ce sont des balayeurs de rue ! A vrai dire, ils ne touchent jamais un balai et ne remplissent leurs fonctions qu'une fois par mois, en allant se présenter à l'hôtel de ville pour toucher leur traitement. Il y a 800 de ces balayeurs à Barcelone. On comprend ainsi pourquoi les rues sont si sales, si dégoûtantes et pourquoi tous les services publics sont plus mal organisés qu'au Maroc même.

Il n'y a pas moyen de mettre un terme à ces abus. La république même n'y réussirait pas. D'une part, en effet, ils sont trop profondément enracinés dans le pays, et, d'autre part, la république, elle aussi, aurait besoin de tous ces parasites pour les élections.

Sur les 18 millions d'Espagnols, il y en a 11 qui ne savent pas lire et les 7 autres ne savent même qu'épeler. Il y a à peine 10.000 personnes qui possèdent correctement la langue espagnole, quoique la grammaire et l'orthographe soient des plus simples. Nous ne parlons pas de culture classique ou seulement de culture moderne, des professeurs de l'Université font ici même des fautes qui feraient honte à un élève allemand.

Un autre journal, étranger aussi, donne les renseignements suivants :

La moitié des habitants n'a aucune occupation, 8.726.000 individus, dont 6.764.000 femmes n'exercent aucun métier ni aucune profession.

L'administration française est une pléthore, disait récemment un chroniqueur ; et c'est vrai, la France possède 405.671 fonctionnaires dont 42.956 pour les cultes salariés par l'Etat.

L'administration publique espagnole enrégimente 97.257 employés. Le nombre des retraités est de 64.000.

Il y a 91.000 mendiants professionnels dont 52.000 femmes. Curés et moines forment un contingent de 43.328, renforcé de 28.549 religieuses.

(1) Lock 2538, San-Francisco, Cal.
(2) N° 50, First street, New-York.

Suisse.

Zurich. — *Commerce policier.* — Le 3 février écoulé, sur le réquisitoire du procureur impérial autrichien, la police suisse a arrêté, sous la prévention d'escroquerie, le baron de Rothenbourg.

M. de Rothenbourg vient d'être relaxé et a pu établir son innocence.

Le *Tages Anzeiger* de Zurich dit que ce baron était l'un des représentants du parti allemand en Autriche, et l'un des adversaires du ministre Badeni.

A plusieurs reprises, les journaux qui ont publié des articles de M. de Rothenbourg ont été confisqués.

Livré à la police autrichienne par les policiers suisses — pour combien ? — le baron, constamment entre deux gendarmes, portant baïonnette au bout du fusil, a été forcé de traverser à pied une partie de l'Autriche. A Innsbruck, comme le témoigne M. Augustini, conducteur postal, le prisonnier est resté 27 heures sans nourriture. Pendant deux mois, le malheureux a été enfermé dans une cellule sombre et humide.

En ce moment, annonce le journal zurichois, le baron écrit une brochure où il dévoile toutes les machinations dirigées contre lui ; il y dénonce des faits à peine croyables, faits confirmés par des témoins dignes de foi.

M. de Rothenbourg est riche ; on ne nous dit pas de quelle escroquerie il était accusé. Le truc « à l'escroquerie » est d'un emploi constant pour expulser, emprisonner et livrer les déserteurs, les grévistes, et tous ceux qui peuvent se trouver sans ressources.

Bien entendu qu'un déserteur ayant un papa capitaliste peut dormir en paix, surtout s'il est protégé par le *Journal de Genève*.

Lorsqu'il s'agit de Russes, généralement l'hypocrisie est mise de côté ; quitte à désavouer leur complicité, les possesseurs de l'autorité livrent ceux qui sont désignés, purement et simplement. Pour livrer Netchaïeff, les gouvernants fédéraux ne se soucièrent pas même de colorer leur infamie. Serge Netchaïeff fut saisi par les policiers suisses, frappé, détenu quelques semaines en prison, puis nuitamment, sans aucune explication, mené jusqu'à la frontière de la Bavière et, sans aucune condition, livré aux espions russes et allemands.

Netchaïeff, plus malheureux que de Rothenbourg, fut condamné à vingt ans de travaux forcés, enchaîné, torturé, puis assassiné dans la forteresse Saint-Pierre et Saint-Paul à Saint-Pétersbourg.

« La police de Zurich a été largement stipendiée pour livrer le généreux proscrit. » Plusieurs périodiques étrangers l'ont affirmé.

Angleterre.

Voici comment le correspondant du *Journal de Genève* recommande le sabottage aux jeunes Suissesses qui se placent en Angleterre comme institutrices et bonnes d'enfants, dans l'unique but d'y apprendre la langue : « Ces jeunes filles, qui n'ont pas de vrais besoins et dont l'avenir est assuré, acceptent des places à n'importe quel prix et dans n'importe quelles circonstances, pourvu qu'elles puissent arriver à passer sans débours une année en Angleterre.

« Ces jeunes filles appartenant à cette catégorie font un mal incalculable à l'institutrice qui a vraiment besoin de gagner sa vie.

« J'adresse un sérieux appel à celles d'entre elles, qui peut-être ne sont pas en situation de venir apprendre l'anglais à leurs frais, et je les prie instamment de ne pas baisser les prix de l'enseignement, et, puisqu'elles ne craignent pas d'accepter des émoluments dont elles n'ont pas absolument besoin, de faire en sorte au moins que ces derniers soient l'équivalent des services rendus, puisque services il y a. »

En effet, on ne saurait assez recommander le sabottage comme moyen de lutte pour l'employé contre l'employeur. Le propriétaire d'une fabrique de chaises, à High Wycombe — fabrique occupant trois cents ouvriers — ayant diminué les salaires de ses ouvriers, ces derniers s'entendirent secrètement pour diminuer la qualité de leurs produits. Par exemple, au lieu d'employer des bois appropriés, ils se mirent en devoir de choisir de préférence, pour leurs travaux, tous les bois qui avaient des défauts, etc.

Bientôt, les plaintes de la clientèle affluèrent, les chaises reçues avaient bien toujours la même apparence, mais, au plus léger heurt, elles se brisaient.

Peu à peu, les clients prirent le chemin des fabriques de chaises concurrentes, et dix-huit mois ne s'étaient pas écoulés depuis la décision prise par le propriétaire, qu'il lui fallait fermer sa fabrique.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Aux partisans d'une colonie communiste en France. — Continuant notre appel, notre recensement plutôt, des camarades partisans de la création d'une colonie communiste en France, nous prévenons les camarades que bientôt nous leur ferons connaître le résultat de notre initiative. C'est donc le dernier appel avant la mise en pratique : aussi il importe que nous n'ignorions aucun partisan, pour n'ignorer aucune de nos ressources, et, pour ce faire, que tous les camarades partisans de la création d'une colonie communiste en France envoient leur avis à Butaud, 4, passage Boiton, Paris.

∴

Saint-Etienne. — Les camarades peuvent se rendre chez le copain Chapoton, rue Beaubrun, 39, et le dimanche matin, 2 janvier, à 9 heures, au café des Négociants, en face du théâtre.

∴

Marseille. — Vendredi 24 décembre et vendredi 31 décembre, salle Bouchard, boulevard Chave, soirée familiale libertaire.

1re partie : Concert.
2e partie : Causerie par divers camarades.
3e partie : Sauterie.
4e partie : Grand réveillon libertaire.

Le prix d'entrée est fixé à 50 centimes. Le piano sera tenu par un camarade.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

All' Atomo, poésies par le Dr Giovanni Geronzi, à Macerata, Italie.

Lettre à la Jeunesse, par Emile Zola, 1 brochure, chez E. Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

La circulaire n° 19, série A, du *Musée social*, relative au Congrès de la législation du travail, tenu à Bruxelles en septembre 1897.

PETITE CORRESPONDANCE

Leunam Voniud. — Voulez-vous me rappeler voter adresse ?

A d'A. — Reçu mandat, abonnement servi.

E. le pauvre. — Trop peu marquant et pas assez développé.

E. M., à Paimbœuf. — Envoyez à adresse, Buteau.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Percheron, 0 fr. 50 ; Chéron, 0 fr. 50 ; Revol, 1 fr. 50 ; Purotin, 0 fr. 25 ; Alacoque, 0 fr. 50 ; La Cloque, 0 fr. 50 ; Anti-curé, 0 fr. 50 ; Un désabruti par l'anarchie, 0 fr. 50 ; Paul, 0 fr. 25. — Total, 5 fr.

Pour la mère de Callis : Dufourneau, 5 fr. — Hor. 2 fr. 10.

Reçu pour le journal : Hamon, 2.000 reis ; Sa compagne, 1.000 r. ; Bœther, 2.000 r. ; Gaston Savinel, 2.000 r. ; Gonthier, 2.000 r. ; Lallemant, 2.000 r. ; Bickel, 1.000 r. ; Petit-Père, 1.000 r. ; Rabarin, 2.000 r. ; C. E. Verpillé, 2.000 r. ; F. Hébert, 2.000 r. Total : 19.000 reis ; change déduit, environ 18 fr. — M. S. Arbin, 1 fr. — G. B., 5 fr. — Les Ventrabouriches, 4 fr. — L. D., par B., Genève, 5 fr. — V. C., à Saintes, 1 fr. — D., à Paterson, 10 fr. — Inconnu, 2 fr. — Dufourneau, 5 fr. — Un obscur, 1 fr. 50. — Merci à tous.

L. F., à Liège. — P. A., à Angers. — C., à Roubaix. — R., à Melun. — N. S., à Preslau. — A. d'A., à Turin. — J., à Chalon. — B., à Brest. — N., à Alais. — D., à Pont-Audemer. — C. G., à Villeurbanne. — D., au Havre. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 36 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 JANVIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES BOURGEOIS S'EN CHARGENT

Il y a quelques semaines, le *Figaro* publiait un dessin de Forain très significatif : un camarade portant dans une serviette quelque chose qui doit être une bombe dit en souriant à sa femme : « Tu peux ranger ça, les bourgeois s'en chargent. »

Les bourgeois s'en chargent et ce n'est pas d'aujourd'hui ; car rien n'arrive par hasard et cette destruction d'une société par elle-même ne date pas du jour où les plus intelligents et les plus attentifs de ses défenseurs aperçoivent le mal, trop tard pour y remédier. Mais vraiment, depuis deux ou trois mois, nos amis sans le savoir ont fait de bel ouvrage et nous avons trouvé partout des alliés inattendus. Aucun d'entre eux sans doute ne va jusqu'à concevoir la pourriture générale, mais chacun, pour sa part, contribue à l'effritement fragmentaire et l'armée rivalise avec les magistrats.

Les déclamations grotesques de Billot n'y changeront rien, fût-il étrangement soutenu par ces hommes que les conseils de guerre de 1871 condamnèrent à mort : la confiance s'en va. Qu'il ait ou non écrit le bordereau, le commandant comte Walsin-Esterhazy donne, par ses lettres, l'image véridique du soudard professionnel, et, ce qui est autrement important que la mise au jour d'un personnage aussi démonstratif, l'idée se répand peu à peu qu'une réunion de sept officiers n'est pas infaillible et que le pire des tribunaux — il n'y en a pas de bons — est le tribunal militaire. On réfléchit forcément et l'on s'aperçoit que la discipline ne permet pas le doute à des inférieurs et que, quand un général, ministre de la guerre, d'un flair aussi subtil que Mercier, affirme la culpabilité d'un homme, celui-ci, en bonne administration, est condamné d'avance.

Alors, pour témoigner sa sympathie envers la grande muette, la foule parisienne à deux reprises hue les officiers qui conduisent à la gare de Lyon les pauvres gars en route vers Biribi, la crapaudine, les silos et la mort.

La magistrature civile tient à n'être pas en reste avec ses collègues de l'armée ; la toque du juge prend un faux air de képi et M. Le Poittevin instruit le procès de Panama de la manière que l'on sait, en l'amicale collaboration d'Arton, avec une fougue déraisonnable de sous-officier. Il confond les dates et les chiffres et dénature le sens des interrogatoires. Cela aboutit à un acte d'accusation tellement extravagant, que l'avocat général en personne en reconnaît l'inanité pour la plus grande partie des inculpés, après avoir pendant huit jours entendu s'esclaffer les assistants chaque fois que le nom de Le Poittevin était prononcé.

Cependant, la bonne entente des hommes politiques et des hommes de finance est proclamée maintenant par la magistrature ; elle se solda par 105 millions de « publicité » pour le Panama, soit 10 pour cent du capital engagé. Les grands fauves sont connus de tous et respectés de tous par crainte des représailles. Les extraordinaires négociations entre le ministère Ribot et le ministère Bourgeois et Arton — il fallait s'assurer le privilège des carnets et pouvoir perdre à son gré tel ou tel adversaire politique — renseignent assez sur l'impartialité présumée des magistrats au service du gouvernement : ils ne poursuivent que par ordre. Cela finit par se savoir tout de même et le mépris de la caste judiciaire s'insinue lentement dans les cervelles bourgeoises.

Armée, magistrature, tout fiche le camp. Une forme sociale ne tarde pas à périr quand ses principes apparents sont en contradiction avec l'état réel des mœurs et des esprits. La foi dans les grandes fictions gouvernementales a disparu comme la foi religieuse ; les bourgeois affectent encore de respecter le gendarme, le juge et l'officier, comme ils vont à la messe pour donner le bon exemple ; ils sentent obscurément que leur hégémonie en dépend, et comprennent assez bien leurs intérêts ; mais ils ne croient plus à leurs fétiches, ils laissent entrevoir le scepticisme et font les malins avec les idoles autrefois adorées. La besogne est aux trois quarts faite et pas ne sera besoin d'extraordinaires pyrotechnies pour jeter bas ce qui demeure : un coup de pouce suffira.

R. S.

ÉGOÏSME ET ALTRUISME

Suite (1)

Le jeune homme (nous n'avons qu'à voir ce qui se passe même aujourd'hui) aura certainement des sentiments altruistes très développés, plus que n'en aura le vieillard, par le fait des forces vitales qui se développent puissamment en lui, tandis que chez ce dernier elles sont sur le déclin. On pourrait objecter que l'équilibre serait rompu. Je pourrais répondre que l'équilibre général n'en serait aucunement affecté, la somme des forces altruistes des uns équilibrant la somme des forces égoïstes des autres, toutefois on serait tenté de prendre cela trop à la lettre et d'en déduire qu'arrivée là, l'humanité s'en tiendrait à un béat *statu quo* ; or, même en mathématique, nous n'avons rien d'absolu, tout est relatif.

Certes l'équilibre existerait, mais dans le sens que pour le moment je ne trouve exprimer mieux que par cette figure, bien triviale peut-être, qui serait que les ni trop vieux, ni trop jeunes enfermeraient les jeunes pour calmer leur altruisme intempestif et dangereux et de supprimer les vieux comme égoïstes, improductifs, dans le seul et unique but qu'il n'y eût de par le monde qu'un terme moyen ni trop altruiste, ni trop égoïste (et n'est-ce pas là où voudraient nous mener ces bons socialistes à écharpes ?).

Ce qui précède me donne lieu à une autre observation. Si nous revenons à nos termes, l'*altruisme* peut se considérer comme une fonction active, il lui faut l'acte, la parole, le mouvement ; le mouvement est sa raison d'être. On ne se figure guère facilement un altruiste, criant ses théories bien fort et restant bien tranquille au coin du feu, tandis que d'autres sont dans la rue à faire la révolution ; ainsi, de quelque façon que nous le prenions, le retournions, il implique forcément en même temps l'idée d'action, de mouvement. — L'*égoïsme*, au contraire, est une fonction toute passive : l'huître, soigneusement et solitairement enfermée dans sa coquille, en serait le plus exact prototype, et sa devise « Laisser faire ! »

Ce qui encore vient confirmer cela, c'est que la première fonction a subsisté à travers les âges, malgré les obstacles, la pression, tout ce qui a été fait et est encore fait pour la détruire. Voyez, pour exemple de la vivacité de ce sentiment, les couvents, ces parcs à huîtres si prodigieusement organisés pour développer l'égoïsme et détruire l'altruisme en un bien-être relatif et sans souci, et cependant il sortit de là de braves révoltés qui étouffaient dans ces coquilles trop soigneusement calfeutrées. Ce sentiment existant donc malgré tout, il lui a fallu comme condition d'existence une vivacité qui n'a pas l'égoïsme, puisque, tout ayant été combiné pour favoriser ce dernier, il n'a pu arriver à l'étouffer. C'est là certainement la manifestation palpable de la loi de sélection.

Posant donc que l'altruisme est une fonction active ayant comme contraire une fonction passive qui est l'égoïsme ; alors, pour peu que la première dépasse l'autre, il en résulte le produit d'une force nouvelle, et ainsi chaque génération marque un progrès dans l'histoire de l'humanité, d'autant plus grand qu'il ne sera plus donné à l'égoïsme de soustraire une grande partie de l'effort par une force factice et conventionnelle ; je spécifierai en disant que l'homme qui, par son âge, ne pourra ou craindra de dépenser de sa vitalité qui s'en va au profit des autres, restant stationnaire, concentrant en lui-même ses forces vitales, — mais là l'égoïsme ne dépassera pas les bornes restreintes de sa propre individualité — ne pensera pas pour cela léser les autres en leur liberté et personne, et n'apportera aucun obstacle à leur développement ; ceci avec l'hypothèse qu'il se trouvera des égoïstes dans le sens absolu du mot, ce qui n'est guère

(1) Voir les numéros 34 et 35.

probable, ce manque complet d'équilibre n'étant pas dans la nature humaine.

Nous ne pouvons donc pas, sans manquer de logique, nous déclarer égoïstes ou altruistes, puisqu'il est en notre nature d'être les deux; il ne nous resterait guère qu'à savoir le rôle dévolu à ces deux sentiments dans une société librement constituée, où leur développement et fonctionnement s'opéreraient en toute liberté, et quelle serait leur influence respective sur cette même société.

En relisant ce qui précède, je suis conduit tout naturellement à dire que l'altruisme et l'égoïsme ne sont qu'un seul et même sentiment, à une intensité, un potentiel différents. L'égoïsme ne serait que de l'altruisme à l'état passif, l'altruisme ne serait que de l'égoïsme à l'état actif.

Voilà qui expliquerait la difficulté qu'ont les écoles égoïstes et altruistes à définir d'une façon précise leur ligne de conduite, sans que, forcément, à un moment donné, nous ne trouvions ces sentiments mêlés et confondus.

Voilà qu'une analogie frappante se présente entre ce qui précède et d'autres phénomènes naturels; en effet, nous trouvons la cause de tout mouvement en cette différence de potentiel, c'est-à-dire une transmission de force cherchant à s'équilibrer, d'où un courant, toujours dans le même sens, qui préside tant aux énormes mouvements sidéraux dont nous ne pouvons fixer le cadre qu'aux mouvements des infiniment petits qui échappent à nos moyens d'investigation. Egoïsme et altruisme ne seraient donc en résumé que l'une des multiples formes du mouvement, ce qui explique aussi l'inutilité de nos efforts de pauvres pygmées ridicules à vouloir entraver cette force. L'humanité s'avance vers ce but intangible qui est la perfection, c'est-à-dire l'équilibre absolu de toutes forces, ce qui serait le néant, l'immobilité; mais l'esprit s'égare, le but recule devant nos imaginations les plus fantastiques; c'est l'éternité, l'infini, ce qui n'est jamais commencé ni jamais fini, dans tout ce qu'il a de troublant, de vertigineux, d'incompréhensible; nous ne pouvons fixer l'immense quantité de mouvements créant des fonctions nouvelles, producteurs à leur tour de mouvements nouveaux, donnant à leur tour naissance à d'autres fonctions, cela jusqu'à l'infini. C'est là l'histoire de l'univers, des mondes sidéraux comme des êtres organisés; c'est là l'histoire de notre cerveau qui, tout en se développant, envahissant un champ toujours plus vaste de connaissances, voit toujours reculer le but cherché, ce mystérieux point d'interrogation.

Ce qui précède peut s'appliquer à la curiosité, cette fonction éminemment active, qu'également les sociétés, fidèles à leur rôle obstructionniste et réactionnaire, ont cherché à détruire en y opposant la foi aveugle, en faisant l'accès des connaissances humaines aussi aride et désespérant que possible.

Les programmes scolaires n'en sont-ils pas la preuve? Ne faut-il pas un désir bien vivace pour ne pas se rebuter dès les premières tentatives?

Aussi voyons-nous cette fonction et d'autres s'émacier, se porter sur des choses malsaines, chercher son équilibre dans des connaissances mauvaises, qui sont précisément celles dont on a facilité l'assimilation, celles que l'on rencontre à chaque pas dans la vie, celles que l'on a rendues d'un troublant attrait en les enveloppant de mystères transparents.

Et nous trouvons toujours, comme cause de déviation, l'organisation actuelle; toujours nous retrouvons son influence déprimante, antinaturelle et réactionnaire, parvenant parfois à fausser complètement les instincts naturels. On pourrait même croire que chez quelques individus certaines fonctions sont annulées, la vie, le mouvement remplacés par l'indifférence et l'apathie; sans croire cependant que cela soit d'une façon absolue, vu que parfois il suffit d'un choc, d'un contact pour lui redonner le mouvement.

Ceci expliquerait pourquoi, dans les moments agités d'une révolution, d'une grève, d'une émeute, l'évolution de la foule se fait d'une manière intense, ce qui, en temps ordinaire, nécessiterait des années, des siècles peut-être; c'est aussi pour ce fait que le raisonnement nous fait lier étroitement révolution et évolution, l'une n'étant en quelque sorte que l'éveil des fonctions naturelles, l'autre son empreinte sur les individus marquant un pas en avant et pour éviter des retours en arrière.

Tout à vous.

J. Achard.

FÉMINISME ET RÉVOLUTION

Ainsi que nous l'écrivions en un précédent article, la femme ne sera complètement émancipée que lorsque, répudiant le mariage, elle se soustraira d'elle-même à la domination brutale de l'homme. Le triomphe du Féminisme est incontestablement lié au succès de la Révolution. Non pas de celle qui, arrachant M. Félix Faure de l'Elysée, pousserait sous le postérieur de M. Jules Guesde le fauteuil présidentiel, mais de la Révolution latente que le temps et le progrès opèrent dans les esprits; de la Révolution qui, se souciant peu des misérables individualités désespérément accrochées au pouvoir chancelant, va, transformant le monde, renversant dans les cerveaux les institutions mauvaises que la duplicité grossière édifia et que l'ignorance et la veulerie consolidèrent durant de longs siècles.

Par le mariage, l'homme affirme son droit de propriété sur la femme qu'il choisit et dont il exige une passivité d'esclave. En se mariant, la femme abdique. Elle renonce à toute liberté d'action, à toute initiative et accepte, en la personne de l'époux, le maître indiscuté auquel les tribunaux permettent le meurtre de l'épouse infidèle.

Le mariage est la forme moderne du rapt ancestral. L'évolution s'est accomplie lentement à travers les âges, mais toujours, à toutes les époques, l'homme domina, domestiquant la femme, lui laissant le soin d'élever les enfants issus de leur union et de pourvoir aux travaux d'intérieur. De nos jours, le rôle de la femme se borne aux mêmes services, mais divers éléments interviennent, détruisant la famille et poussant la femme vers son affranchissement.

Nous ne parlerons pas de la femme du monde, hochet volontaire et dispendieux dont le temps s'écoule, pris par les exigences de la mode, les fêtes de charité, les visites potinières ainsi que par le soin de s'ingénier à imiter la courtisane. A de rares exceptions près, celle-là n'a point de famille proprement dite: les enfants sont plus ou moins dispersés, les époux ont chacun des occupations et des joies particulières. Il n'y a guère que dans la moyenne et la petite bourgeoisie où la famille soit restée ce qu'elle était autrefois. La femme y tient son rang effacé de comparse à moins qu'elle n'ait pris, sur le mari, une prépondérance qui renverse les rôles, mais ne la libère pas de sa condition.

Dans le peuple, l'industrie s'est chargée de modifier les situations. Comme une propriété dont on aliène la jouissance pour en tirer un profit immédiat, l'ouvrier, poussé par le besoin, par l'insuffisance des salaires, a cédé l'exploitation de son épouse en échange d'une faible rémunération. La femme cessa d'être sa propriété absolue pour devenir celle du patron. Au lieu d'user sa vie à servir son mari, l'ouvrière passe ses jours à favoriser les intérêts de l'industriel. C'est là que se produit l'intervention dont nous parlions, qui détruit la famille par l'absence de la mère et qui, jetant celle-ci dans la mêlée sociale, lui fait envisager la nécessité d'un effort commun pour l'affranchissement réciproque.

Or, ce n'est pas parce qu'elle aurait la possibilité de voter que l'ouvrière pourrait améliorer son sort. Depuis le temps qu'il vote, l'ouvrier, lui, n'y est pas encore parvenu. La politique, fût-elle féministe, ne sera jamais une arme de progrès. Pas plus que les politiciens, les politiciennes ne feront le bonheur de l'humanité. Au surplus, se figurent-elles donc que les contribuables n'aient pas assez de mal à subvenir aux exigences des budgétivores mâles?

Le temps n'est plus aux entreprises équivoques. Lorsqu'on défend une cause, faut-il au moins que celle-ci soit présentée sous son aspect véritable. Les idées nouvelles n'ont rien à faire avec ce monstrueux régime dont nous souffrons, avec ce Code abominable dont les féministes de la *Fronde* discutent quelques articles, bien parcimonieusement.

Le Féminisme — l'autonomie de la femme — sera révolutionnaire ou ne sera pas — en dépit de celles qui espèrent en vivre.

Henri Duchmann.

LES LOIS SCÉLÉRATES

Vendredi dernier, nos camarades Etiévant, Rebut, Bauchet et Barrier étaient traduits devant la 9[e] chambre du tribunal correctionnel, en vertu des lois des 12 décembre 1893 et 28 juillet 1894, si bien appelées « lois scélérates ».

La presse bourgeoise n'a pas soufflé mot.

Nos camarades étaient poursuivis, les uns comme gérants et les autres comme rédacteurs au *Libertaire*, sous l'inculpation d'apologie de faits qualifiés crimes, à raison de publication de différents articles où étaient développées les doctrines anarchistes.

Le nommé Rambaud, substitut du procureur, a soutenu l'accusation, en demandant pour nos amis le maximum de la peine.

C'est M[e] Lagasse, le même qui défendit jadis Ravachol, qui a présenté la défense des camarades Rebut et Bauchet.

Barrier et Etiévant avaient eu soin de mettre la frontière entre eux et leurs prétendus juges.

Bauchet a été condamné à un mois de prison, Rebut à quatre mois de la même peine, tous deux pour avoir été simplement gérants du *Libertaire*.

Barrier, à un an de prison d'une part, et d'autre part à deux ans et 100 francs d'amende.

Etiévant, à deux ans de prison d'une part, et d'autre part à trois ans, 100 francs d'amende et à la relégation.

Lâche comme toujours, la presse quotidienne n'a pas eu un mot pour nos amis. C'est la première fois que la peine de la relégation est prononcée pour délit de presse.

Nous croyons toute réflexion inutile. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Ce n'est pas en condamnant, en reléguant quelques-uns des nôtres que l'on arrivera à étouffer l'idée: les persécutions de 1894 l'ont bien montré.

P. Delesalle.

DES FAITS

Extrait d'un rapport de MM. Burot et Legrand, médecins de marine, sur l'expédition de Madagascar. Je cite:

« La mortalité a dépassé dans le corps expéditionnaire toutes les prévisions. En dix mois, de mars à décembre, sans rencontre sanglante avec l'ennemi, l'armée a perdu presque autant d'hommes, toutes proportions gardées, que pendant les cinq années de la campagne du Mexique, de 1862 à 1867! Pourtant, nos soldats avaient eu également à lutter contre un climat terrible, contre les fièvres redoutables des terres chaudes, et, en outre, contre un ennemi implacable et bien armé.

« La mortalité, pour cause de maladies, dans l'armée anglaise, durant la campagne contre les Achan-

tis, prise comme terme de comparaison, avait été de 1 homme sur 60; dans l'expédition française de 1885, elle avait été de 1 homme sur 20; en 1895, elle a atteint le chiffre de 1 sur 3 ! »

4.189 décès sur 12.850 hommes de troupes de la guerre et de la marine, sans un engagement de guerre, sans qu'un seul de nos soldats soit tombé sous le feu de l'ennemi ! Ces chiffres sont officiels. Qui diable s'en préoccupe ? Les sapeurs du génie, qui ont travaillé à la fameuse route dont il n'existe plus de trace aujourd'hui, ont perdu les *deux tiers de leur effectif*. Le 40e bataillon de chasseurs à pied voyait tomber 632 hommes sur 1.000 dans sa marche forcée sur Tsarasotra, et *pas un* de ses soldats ne put arriver à Tananarive. L'escadron du train des équipages perdit plus de la moitié de son effectif : les hommes employés comme porteurs de bagages faisaient office de bêtes de somme. Le 200e, sans avoir tiré un coup de fusil, ne se composait que de 163 hommes à l'entrée dans Tananarive.

(Clémenceau. — *Aurore*.)

LES GRÈVES

Les grèves en novembre. — 18 grèves et 3 coalitions de patrons boulangers ont été signalées à l'*Office du Travail*; 7 grèves dans l'industrie du bâtiment, 4 dans la métallurgie, 2 dans les mines et une seule dans les industries suivantes : boulangers, chapeliers, tullistes, verriers et trieurs de déchets de laine.

Les causes des grèves se répartissent ainsi : 6 demandes d'augmentation de salaire, 3 refus d'accepter un règlement, 5 demandes de renvoi d'un contremaître, etc.

La plus longue durée de la grève a été de 11 jours. Quelques grèves commencées le mois précédent ont pris fin. Les résultats ont été les suivants : 6 réussites, 6 transactions, 10 échecs.

Le *Reichsanzeiger* signale 38 déclarations de grèves en Allemagne, dans le courant de novembre, dont 14 pour l'industrie des cuirs et peaux et 6 dans la métallurgie.

En Angleterre, 41 nouvelles grèves avec 6.614 chômeurs, sans compter la grève des mécaniciens qui dure toujours et immobilise 83.000 ouvriers. Si seulement ceux-là avaient le tempérament de vouloir, quelles belles choses ils pourraient faire!

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — La tactique des gouvernants, pour éviter les explosions d'indignation qui pourraient se produire quand un événement imprévu soulève un coin du voile derrière lequel ils tripatouillent leur cuisine, consiste à émietter les scandales qui surgissent inopinément. En vain le public, avide de vérité, réclame-t-il, faisant mine de se fâcher; nul danger qu'on la lui serve tout d'un coup, *en pièce montée* plaisant à l'œil avant de charmer le palais. Trop évidente éclaterait aux yeux de tous l'incapacité, doublée de mauvaise volonté, de nos gargotiers d'Etat. Trop manifestement aussi se révéleraient les louches et répugnants apprêts auxquels se livrent, dans le mystère de l'office, ces gâte-sauces sans scrupule. Pris d'un *formidable* haut-le-cœur, le peuple révolté jetterait par la fenêtre l'horrible ragougnasse et par la porte de si crasseux marmitons, au préalable ponctués d'un coup de pied quelque part.

Aussi lui sert-on le mets réclamé par petites doses, en bouchées, en chapelure, le tout fortement relevé, à l'occasion, de piment patriotique ou de muscade franco-russe. Ainsi émietté, pense-t-on, et assaisonné, ce sera bien le diable s'il reconnaît la nature de ce qu'il mange. C'est ce qui a été fait pour le Panama, par exemple; on se décide, après bien des tiraillements, à lâcher de loin en loin quatre ou cinq chéquards, des moindres naturellement, les plus gros étant peut-être (?) réservés pour la fin, pour le dessert. Et encore, ces lâchés sont-ils à propos repêchés, soit par des non-lieu, soit par des acquittements. Cette affaire, qui dure depuis cinq ou six ans, n'est pas près de finir. Dans dix ans, il y aura encore des semblants de poursuites intentées; des ministres viendront encore protester à la tribune, à grands coups de poing dans la poitrine, de leur ferme intention de faire *toute* la lumière, et, comme précédemment, tout s'en ira en eau de boudin à travers des commérages et des incidents d'audience dignes du Palais-Royal.

De même pour l'affaire Dreyfus. Des imbroglios romanesques ou machiavéliques sont imaginés pour faire durer le plus longtemps possible le scandale et l'émietter jusqu'à complète lassitude du public. L'honneur de l'armée est le piment de circonstance destiné à faire passer la triste cuisine des Esterhazy et autres Billot.

Mais le peuple commence à lui trouver un singulier goût à cette cuisine; et sa grimace est significative. Elle traduit un dégoût de fort bon augure, et qui pourrait bien ne pas s'apaiser dans la résignation.

La valetaille ferait fort bien, je crois, d'assurer ses derrières.

***

La Police. — Un pauvre diable demandait l'aumône à l'entrée de l'église Saint-Philippe-du-Roule. Négligeait-il de faire le signe de la croix avec les sous qu'il recevait, c'est ce que j'ignore. Quoi qu'il en soit, les charitables chrétiens qui venaient assister aux saints offices le signalèrent au bedeau, qui vint lui intimer l'ordre de s'éloigner. L'accès des temples d'une religion de charité n'est permis qu'à certains culs-de-jatte mangeurs de bon Dieu, que l'eau de Lourdes fut impuissante à remettre sur pieds.

Sur le refus de ce mendiant, le bedeau alla quérir un agent, à la vue duquel le mendiant s'enfuit. Avec une bravoure oubliée, hélas! depuis les temps héroïques, l'agent mit sabre en main et se lança, intrépide, à la poursuite du loqueteux. Celui-ci se réfugie dans une maison. L'agent l'y pourchasse hardiment, s'en empare et l'emmène triomphalement au poste, d'où, du reste, il fut relâché peu après par le commissaire de police.

***

Dernièrement, trois agents des mœurs aidés d'un gardien de la paix — il faut être quatre pour arrêter une femme, quand on est policier — arrêtèrent Mme M. qui se rendait tranquillement à la rencontre d'une personne de sa connaissance, et, après l'avoir insultée et brutalisée, l'emmenèrent au commissariat de la rue Cauchois, où le secrétaire fut, lui aussi, d'une grossièreté égale à celle des argousins. Mme M. eut beau demander que sa mère malade fût prévenue, pour que cette absence ne lui causât pas une trop vive inquiétude; on refusa. Ce ne fut que le lendemain qu'elle fut remise en liberté, après avoir passé la nuit au dépôt.

Ce pouvoir arbitraire laissé à la police d'arrêter et d'incarcérer selon son bon plaisir toute femme soupçonnée, à tort ou à raison, de racolage, est une monstruosité.

***

Gens-de-lettres. — La confraternité qui règne entre confrères est tout ce qu'il y a de plus édifiant. Il existe une « société de gens-de-lettres » dont le but est, paraît-il, de veiller aux intérêts de ses membres. Cette société confraternelle vient de laisser mourir de besoin une *sociétaire*, Mme Mie d'Aghonne. Le prétexte allégué est qu'elle *buvait* ! Je ne sais si tous les membres de cette société de tempérance font concurrence au chameau par leur sobriété, mais que pensez-vous de cette bégueulerie qui fait mourir les gens de faim pour les empêcher de boire?

C'est de la morale bourgeoise toute pure.

André Girard.

***

Notre confrère Quay-Cendre, rédacteur à l'*Echo des Montagnes*, qui mène la bonne campagne contre les soudards de sa région, fut, il y a quelque temps, l'objet d'une attaque nocturne de la part de trois galonnés du 11e chasseurs alpins.

Notre confrère avait soi-disant insulté l'armée (comme si cela était encore possible en ces temps d'affaire Dreyfus-Esterhazy!) dans la personne des trois soudards.

La préméditation était si évidente que ceux-ci furent renvoyés devant le conseil de guerre de Lyon. Jugés par leurs semblables, les trois galonnés ont été acquittés.

Etonnez-vous donc, après cela, que ces gens-là se croient tout permis?

***

Pour avoir introduit dans leurs statuts l'article suivant, les syndicats d'Albi se sont vu refuser l'autorisation de se former en Bourse du travail.

« Art. 5. La Bourse du travail a pour but de solidariser les efforts des salariés et de les faire converger vers le but final qui est l'émancipation intégrale de tous les êtres humains. »

Que serait-ce si nous n'étions pas en République?

P. D.

Algérie.

La situation de cette colonie est bien plus triste et plus désespérée que celle de la Tunisie, et elle va traverser une période très difficile, pleine de troubles. Dans une revue de la presse algérienne nous avons pu constater que tous les organes bourgeois ne se dissimulent pas la gravité de cette situation et des difficultés autoritaires et fiscales qui entravent le déploiement complet de l'action coloniale.

D'un côté l'agitation antisémite, cette campagne barbare qui nous ramène mille ans en arrière, — comme écrivait Zola — a pris ici des proportions si inquiétantes, qu'à présent on la peut considérer l'apologie de l'extermination de race à race. De l'autre côté, c'est la famine qui s'avance de plus en plus parmi les tribus de l'intérieur, provoquée par la sécheresse, le délaissement de l'agriculture, et la crise qui sévit dans les industries du pays. Aussi les délits et les attentats à la propriété se produisent-ils très souvent, tandis que parmi les indigènes se manifeste un sourd esprit de révolte. A ce propos, la *Dépêche Algérienne* invite le gouvernement à faire surveiller les *cafés maures*, centres et foyers de propagande islamite.

En outre, la désorganisation dans les sphères du pouvoir gouvernemental et administratif est avouée par toute la presse et s'étale de toutes parts.

Mais cela n'empêche pas l'administration algérienne de cueillir ses lauriers dans le respect de la liberté de la presse, et, par un décret récent, elle vient d'interdire la circulation dans la colonie des journaux arabes *El Hadira*, *El Mouloud* et *El Loumal*, *pour arrêter leur excitation dangereuse au réveil de l'Islam*.

Il faut donc convenir que le vrai but de la colonisation c'est désormais l'exploitation des indigènes et l'asservissement des races inférieures, sous le prétexte de les combler de tous les biens de la civilisation.

Evening.

P. S. — Notre brave camarade Louis Galleani, de l'île de Pantelleria, où il avait fondé une *école libre* pour les jeunes garçons, vient d'être transféré à celle de Favignana, dans le but de supprimer son enseignement, qui lui avait fait conquérir les sympathies de tous les habitants.

L'odyssée de ce dévoué à l'*idée* continue encore !

E.

Allemagne.

A Dortmund (Westphalie), une explosion de grisou a fait 22 victimes. Les journaux bourgeois n'en soufflent mot. Il ne s'agit, en effet, que d'ouvriers. Cela n'a aucune importance.

Belgique.

Faux monnayeurs. — Les prétendus faux monnayeurs dont j'ai parlé la semaine dernière, Marcel Pinsonnat, Edouard Lebras et Maurice Lucain, languissent toujours en prison. Est-ce irritation de ne pas trouver assez malléable la matière à interrogatoire ? Est-ce entêtement à vouloir faire jaillir quand même la preuve qui s'obstine à se dérober ? Toujours est-il qu'on prolonge pour eux au delà du terme normal les tortures de l'instruction secrète. Celle-ci ne devrait durer légalement que trois jours : or, dix jours après leur arrestation, ils n'avaient encore pu se mettre en rapport avec des avocats que d'une façon quasi-furtive. Les lettres qu'ils ont échangées avec leurs défenseurs ont mis un temps *invraisemblable* à faire le voyage ; et nul ne croira qu'il faille quatre jours ou même deux jours à une

correspondance pour aller de Bruxelles à Bruxelles surtout quand la mention *pressé* s'impose, qu'elle soit exprimée ou sous-entendue. Et il en est qui croient encore à cette pseudo-garantie, le droit de défense!

Parbleu! le public (qui compte, à ce qu'il me semble, le monde n'étant pas exclusivement habité par des juges et des policiers) en est encore à considérer comme un mythe cette fameuse pièce fausse, ce germe infinitésimal d'où a éclos tout ce procès. On a oublié de la lui décrire, de lui en donner le fac-similé, de lui en préciser le poids. Et cependant, si l'on juge bon de justifier une condamnation, ne serait-il pas encore plus nécessaire de motiver une arrestation, qui n'est, à vrai dire, qu'une condamnation anticipée?

Et puis, cette pièce fausse aurait-elle été réellement émise par les prévenus, que pourrait-on en inférer? Mais tous les commerçants en ont à leur insu dans leurs tiroirs; tous ceux qui ont un porte-monnaie et quelque chose dedans sont exposés à en faire circuler bien innocemment.

t, puisqu'il n'est permis qu'aux rentiers de vivre sans rien faire et sans avoir à rendre des comptes, comment nos hommes ont-ils pu vivre sans cette ressource délictueuse? Eh mais! de leur travail et de quelque argent envoyé par leur famille : la démonstration n'en est point malaisée à fournir.

Voilà, certes, qui est déconcertant pour l'accusation, partie en guerre avec tant de confiance. Et on les isole les uns des autres, on tâche sans doute de faire qu'ils se suspectent, on met entre eux et leurs amis ou leurs avocats un mur infranchissable ou au moins difficile à franchir. On espère ainsi les faire parler, leur arracher des délations, vraies ou fausses (peu importe!), leur extorquer des semblants d'aveux qu'avec un peu d'art on fera passer pour des preuves irréfutables de leur culpabilité. C'est ce qui s'appelle *travailler* des accusés. Beau travail, en vérité!

Le juge d'instruction, qui tire parti de tout, a eu la bonne fortune, ces jours-ci, de voir remettre dans ses griffes malfaisantes un autre détenu, Gayraud, accusé du même délit. Il n'y a pas d'autres charges contre lui que des dénonciations lâchement anonymes. Mais il a eu le tort d'user du droit de légitime défense inscrit dans le Code, et de tuer aux trois quarts à coups de revolver le policier Tonnoir qui attentait à sa liberté. Aidée d'un ouvrier gazier (oh! la police volontaire! qui nous débarrassera de cette plaie?), la police salariée l'a empêché d'achever la bête venimeuse.

Vous ne voyez aucun rapport entre cette affaire et l'autre. C'est que vous n'êtes pas subtils. M. le juge d'instruction, qui l'est, a eu, lors de cet incident, l'idée géniale d'un grand drame, non seulement en deux actes, mais en trois, indissolublement connexes. Car il faut que vous sachiez qu'on avait auparavant arrêté à Uccle, aux environs de Bruxelles, un ou plusieurs faux monnayeurs ou passant pour tels : voilà le premier acte.

Pinsonnat, Lebras et Lucain faisaient les frais du deuxième, et Gayraud se montrait au troisième. Le malicieux magistrat se frotterait certainement les mains s'il en surgissait deux autres pour terminer la série classique.

Et rien ne dit que cela n'arrivera point : quelqu'un ne parlait-il pas déjà d'une bande internationale de faux monnayeurs, dont on n'aurait saisi que quelques sujets? Ce serait la réédition modifiée et même augmentée de l'inénarrable *association de malfaiteurs* (lisez : anarchistes) qu'on croyait à jamais enterrée.

Et ce rapprochement n'est pas fortuit : car M. le juge d'instruction a aussi découvert, sur les indications du service anthropométrique de Paris, que tous ces faux monnayeurs, pris en diverses fournées, se ressemblaient en un point : c'est qu'ils étaient des *anarchistes dangereux*. Anarchistes, faux monnayeurs, déjà deux points de contact. Ce ne peut être qu'une bande.

Mais comment diable se fait-il, si on les savait à ce point dangereux, qu'on les ait laissés si longtemps libres? Que la police est donc mal faite dans ce pays!

J. Degalvès.

Irlande.

On lit dans l'*Irlande Libre* :

Parlant des évictions dans la propriété de Vandeleur, le *Limerick Leader* du 12 novembre dit : « La sympathie pour les victimes est profonde, surtout parce que les loyers exigés par les landlords sont de 125 0/0 supérieurs aux loyers demandés ailleurs. Au fur et à mesure que les tenanciers amélioraient un terrain, d'abord stérile, le landlord augmentait les redevances.

« Le tenancier Quinlivan vient d'être évincé de sa petite ferme. Depuis un an, il a vécu, lui et sa famille, de pommes de terre et de lait. Sa vache lui ayant été prise par le landlord pour payer le loyer en retard, ils n'ont plus que de l'eau pour toute boisson. La femme est devenue folle. Ses petits enfants ont été recueillis par des voisins charitables et aussi malheureux qu'eux.

« Mme Connors, une veuve, mère de cinq enfants, était tenancière d'une petite ferme, qu'à force de travail elle avait rendue productive. Elle vient d'être évincée par le landlord pour n'avoir pas payé son loyer qu'en raison des améliorations apportées par elle dans la terre on lui avait doublé. On espère que ses enfants qui sont en Amérique enverront l'argent nécessaire pour empêcher cette malheureuse de mourir de faim. Il en est de même pour Patrick O'Dea, qui vient d'être évincé avec sa femme dans des conditions aussi cruelles que révoltantes.

« La plus grande misère existe en ce moment en Irlande, provenant de la mauvaise récolte accompagnée d'évictions impitoyables. Plusieurs d'entre les malheureux qui viennent d'être expulsés de leurs maisons ont offert la moitié du loyer demandé, mais on refusa, et ils furent expulsés quand même.

« La police, armée comme en temps de guerre, assiste toujours aux évictions, et cette marche à travers le pays ressemble plutôt à la marche d'une armée dans un pays d'ennemis. Quelquefois une compagnie de la police monte la garde nuit et jour près des maisons abandonnées; d'autres fois, on ferme les portes et les fenêtres, et si les paysans trouvent moyen de rentrer dans leurs maisons, ils sont envoyés en prison.

« Dans le plus grand nombre de cas, les maisons sont détruites et les petits fermiers ruinés à jamais. »

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le camarade Th. Bonheur se propose de faire une tournée de conférences en vue des élections prochaines. Sujet : *Les Crimes du vote*. De plus, il ouvre une souscription en vue de publier un manifeste abstentionniste. Lui écrire poste restante, à Moulins (Allier).

⁂

Groupe communiste du XIVe. — Réunion tous les dimanches, à 3 heures après-midi, 51, rue de l'Ouest.

⁂

Groupe E. S. R. I., 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, tous les mercredis, à 9 heures du soir.

⁂

Nous recevons un appel des camarades de la *Idea Libre*, de Madrid, seul journal libertaire publié actuellement en Espagne. Les persécutions constantes de l'autorité, qui intercepte la majeure partie de la correspondance adressée à nos amis, rendent la vie du journal excessivement difficile. Les camarades de la *Idea Libre* nous demandent d'ouvrir une souscription pour venir en aide à leur publication. C'est avec plaisir, et nous prions les camarades d'adresser leurs souscriptions à la *Idea Libre*, calle de Fernando el Catolico, 10-2°, Madrid, ou bien aux *Temps Nouveaux*. La souscription sera fermée le 31 janvier prochain.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître *Germinal*, publié à Londres, en langue espagnole. Adresse : 9, Wharton Street, Lloyd Square, W. C. London.

Bonne chance et longue vie à notre nouveau camarade.

⁂

A lire :

Une Iniquité, par Jean Jullien, *Aurore* du 20 décembre.

Noël, par Jean Jullien, *Aurore* du 25 décembre.

Aux Champs, par Henry Leyret, *Aurore* du 26 décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu pour le journal : L., 2 fr. — G., à La Palisse, 2 fr. 10 — Deux pauvres diables, 2 fr. — Les camarades de la Seyne-sur-Mer : L'émancipateur, 0 fr. 30; N'en faut plus, 0 fr. 35; Marmite garnie, 0 fr. 50; J'en suis fatigué, 0 fr. 20; Un anarcho, 0 fr. 60; Son copain, 0 fr. 50; Plein le dos, 0 fr. 50; N'en faut plus, 0 fr. 50; L'ami Stoufle, 0 fr. 20; Un souffrant, 0 fr. 20; J'en ai soupé, 0 fr. 20; Lady Namite, 0 fr. 30. Total : 4 fr. 35. — Merci à tous.

P., à Paris, 20 fr. — F., à Amiens, 5 fr. — G., à Carmaux, 2 fr. — F., à Villefranche, 9 fr. 25. — C., à Roubaix, 5 fr. 50. — M. R., à Lisbonne, 75 fr. — B., à Narbonne, 4 fr. — G., à La Palisse, 3 fr. — L. M., à Bradford, 1 fr. — B., au Mans, 1 fr. 93. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1)	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux —	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*.	» 30
Déclarations d'Etiévant	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*.	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*.	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard*	» 15
La loi et l'autorité, *Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta*	» 15
L'Internationale, *par Malon*	» 30

Volumes de chez différents éditeurs :

Œuvres *de Bakounine* . . . franco.	2 75
La Conquête du pain, *par Kropotkine*.	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*.	2 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato*.	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*.	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	» 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*.	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*.	» 75
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Le Primitif d'Australie, *par E. Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »
Les porteurs de torches, *par Bernard Lazare*	3 »
Sous-Offs, *par Descaves*	2 75
Enquête sur la question sociale en Europe, *par J. Huret*	2 75
En dehors, *par d'Axa*	1 30
Biribi, *par Darien*	2 75
Bas les cœurs! *par Darien*	2 75
Bibliographie de l'anarchie, *par Nettlau*.	5 »
Correspondance de Bakounine	2 75
Au port d'armes, *par Henry Fèvre*	2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis*	2 75
Les Mensonges conventionnels de notre civilisation, *par M. Nordau*	5 »

(1) Les prix marqués sont ceux de l'expédition franco. Pris dans nos bureaux, 0 fr. 05 en moins. — Au cent, 7 francs les brochures à 0 fr. 10, 10 francs celles à 0 fr. 15, et 15 francs celles à 0 fr. 25.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 37 DIX CENTIMES DU 8 AU 14 JANVIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

COOPÉRATION COMMUNISTE

Depuis quelque temps, des idées de coopération et de colonisation semblent hanter de nouveau plusieurs camarades. Fatigués de se mouvoir toujours dans le même cercle théorique, ces camarades impatients brûlent de mettre leurs idées en pratique et de présenter au public des exemples, qu'ils pensent être probants de la praticabilité de l'idée anarchiste.

L'intention est louable, sans doute, et nous n'aurions garde de la combattre si nous ne voyions d'avance ces nouvelles tentatives vouées à l'insuccès le plus certain, tant au point de vue de leur issue qu'à celui de leur action sur l'esprit du public. L'échec, en effet, qui les attend se devra — comme dans tous les essais antérieurs analogues — non seulement à la forme de la tentative et aux circonstances qui l'accompagnent, mais aussi à son fond, notamment en ce qui concerne la coopération, et à l'idée de principe qui la conduit.

Coopération et colonisation sont deux choses distinctes qu'il nous faut séparer pour les examiner au point de vue communiste-anarchiste. Je crois — et tel est aussi l'avis de divers camarades avec qui ces questions ont été agitées et qui m'ont chargé d'être l'interprète de leur pensée dans les *Temps Nouveaux* — que ceux qui cherchent dans la coopération ou dans la colonisation, sinon une solution, du moins un moyen de propagande, font fausse route, et que, quels que soient les résultats obtenus, leur tentative ne fera pas avancer l'idée communiste-anarchiste d'un seul pas.

* * *

La coopération n'a rien de communiste. Elle n'est pas même socialiste. Son principe fondamental est la poursuite d'un gain plus considérable ou d'une économie dans les dépenses, ayant pour résultat une plus grande facilité de capitalisation. Les coopérateurs se groupent non pas pour établir un embryon de société communiste, non pas davantage pour battre en brèche le principe de propriété et aider, dans une certaine mesure, même par l'exemple, à l'abolition de la monnaie, ce véritable symbole de la propriété individuelle. Leur groupement n'a d'autre but que la réalisation individuelle, par l'association, d'un bénéfice pécuniaire plus élevé. Loin d'être un acheminement vers l'abolition de la propriété, elle n'en est qu'une affirmation plus énergique.

Cela a été dit, et les partisans de la coopération conviennent eux-mêmes de cette vérité. Ils espèrent cependant arriver à un résultat avec cette forme de groupement, abusés par le principe d'association sur lequel repose, pensent-ils, la coopération.

Il ne suffit pas cependant de s'associer pour faire du communisme. Association n'est nullement synonyme de socialisation. Faut-il le rappeler à des communistes? S'il en était ainsi, la formule de la société future ne nous serait-elle pas donnée par les sociétés financières, les compagnies de chemins de fer, toutes les exploitations montées par actions? Ce sont cependant là des associations.

Quelle différence peut-on faire entre une association coopérative de consommation ou de production et un groupe d'actionnaires réunissant leurs capitaux pour participer à une entreprise qu'ils estiment devoir leur rapporter des dividendes élevés? L'appellation diffère, mais le reste, but, moyens, esprit, est identique. Comme l'actionnaire, le coopérateur s'associe, verse une cotisation, un capital, — appelez cela comme vous l'entendrez — dans la caisse de l'entreprise, et seulement en vue d'un revenu, périodique ou constant, n'importe, se produisant sous la forme d'une économie dans les dépenses, et d'un dividende à toucher à la fin de chaque répartition — soit trimestrielle, soit annuelle.

De plus, la caractéristique du communisme, c'est l'*abolition de la valeur d'échange*, et par conséquent de son signe, la monnaie, se traduisant dans la pratique par la *prise au tas*, c'est-à-dire la prise suivant les besoins individuels sans estimation de la part contributive d'effort ou de capital fournie par l'associé.

Existe-t-il une société coopérative où ce principe communiste soit admis? Je ne crois pas me tromper en affirmant que non. Partout, l'associé ne reçoit que proportionnellement à son effort. Dans la société de consommation, il paie — comptant presque toujours — la valeur des produits qu'il demande ; à la répartition, il reçoit sur les bénéfices une part calculée au prorata de sa consommation totale. Dans la société de production, l'associé touche un salaire journalier et, à la répartition, une part, l'un et l'autre calculés sur la quantité de travail par lui fournie.

Encore une fois, il n'y a là rien de communiste, et le principe fondamental de semblables associations ne diffère en rien de celui de toute société capitaliste. Non, la coopération, telle qu'elle est comprise aujourd'hui, n'a ni en sa forme, ni en son but, ni en son esprit, aucun rapport avec le communisme : elle est essentiellement bourgeoise.

* * *

Le cas est un peu différent pour la colonisation. Là, sans doute, le but et l'esprit sont plus conformes à l'idée anarchiste. Vivre sur un terrain indivis, *collaborer selon ses aptitudes* à la production générale, de laquelle on retirera librement selon ses besoins, voilà évidemment du communisme anarchiste.

Cependant, bien que convaincu que le communisme anarchiste est la seule forme sociale capable d'assurer le bonheur de l'individu en mettant à sa disposition tous les moyens possibles de se développer intégralement, c'est-à-dire en le faisant immensément plus riche que le plus riche Crésus de notre époque de milliardaires, je ne puis que croire à l'échec de toute tentative de colonisation se maintenant strictement dans cette ligne de conduite. Si, ici, le but est conforme à notre idéal, les circonstances qui accompagnent de tels essais sont si défavorables qu'il est impossible qu'ils réussissent en demeurant fidèles aux principes communistes anarchistes.

On a déjà insisté sur les difficultés matérielles que rencontrent les colonisateurs, telles que le le manque d'argent pour acheter les outils propres à la culture et à tout ce qui concerne l'établissement d'une colonie, la nécessité de conserver des rapports avec la société capitaliste, dont il est impossible de s'isoler entièrement pour vivre d'une vie différente. On a fait l'expérience de la somme énorme d'efforts soutenus à fournir pour arriver à une situation encore tellement précaire que la plupart des cultivateurs y renonceraient. Mais on a peu parlé des difficultés d'un autre ordre qui, à notre avis, ne sont pas les moindres.

Dans les essais de colonisation, les expérimentateurs ne voient que le but à atteindre, sans tenir compte des éléments réunis. Cependant, n'est-il pas nécessaire, avant de chercher à produire une combinaison, de rechercher les éléments susceptibles d'assurer la réussite de l'expérience? Or, dans le cas des colonisations tentées jusqu'à ce jour, les éléments les plus disparates, les plus dissemblables sont groupés au hasard et maintenus associés, quelque incompatibles qu'ils puissent être entre eux. Séduits par l'idée, les colonisateurs se rencontrent sans se connaître parfois, ou en ne se connaissant que superficiellement, après quelques entrevues de hasard. Le seul lien est l'idée de propagande à réaliser.

Il est insuffisant. Dans le cours de la vie, au sein de la société complexe, une sympathie de surface peut s'établir entre des gens qui se réunissent rarement pour causer de questions intéressantes. Ce manque de connaissance approfondie n'a que peu d'inconvénients tant que les rapports demeurent rares et espacés. Il est même peut-être plus avantageux que nuisible.

Dans une société restreinte, dans une petite communauté où des rapports constants sont pour ainsi dire obligés, ce manque d'étude, de connaissance mutuelle occasionne des froissements, des suspicions, des jalousies et des haines très préjudiciables à l'œuvre entreprise. Les difficultés matérielles viennent s'ajouter à ce malaise moral et l'exaspérer parfois au point d'amener la dislocation de la colonie.

En outre, les camarades que réunit l'idée de fonder une colonie sont précisément de ceux que

révolte la société présente en raison de l'étouffement de la personnalité, de l'écrasement de l'individualité qu'elle engendre. Conscients de la barbarie où croupit encore la société, impatients de voir se réaliser les progrès qu'ils prévoient, assoiffés de civilisation, réclamant à la société des satisfactions de toutes sortes, physiques, morales, intellectuelles, qu'elle est inapte à leur procurer en raison de son organisation vicieuse et retardataire, ils souffrent de cette vie chétive et végétative qu'elle leur offre. Et comme remède, ils abandonnent ce *minimum* que leur donne la société, pour aller vivre d'une vie encore plus misérable, plus pénible, qu'est impuissante à embellir suffisamment l'arrière-pensée, encore incertaine, de faire une œuvre de propagande! Capables peut-être du sacrifice de leur vie pour leur idée, ce long sacrifice de tous les instants est au-dessus de leurs forces.

Enfin, au point de vue économique, les membres de la colonie, forcés dans leur existence antérieure de se spécialiser, arrivent avec des aptitudes qui, groupées, se trouvent ne pas être en harmonie avec les besoins de la communauté. D'où obligation pour plusieurs d'entre eux de se livrer à un nouvel apprentissage, quelquefois très pénible et tout à fait en désaccord avec leurs aptitudes. Il en résulte une perte de temps considérable pour la colonie, une aggravation de charges physiques et morales pour tous, qui n'est pas faite pour consoler des désillusions et renforcer le courage des colonisateurs.

Comment est-il possible qu'une entreprise tentée dans de pareilles conditions ne sombre pas? Il me semble même que l'avantage que la propagande pourrait retirer d'une telle expérience serait peu en rapport avec les sacrifices exigés.

D'ailleurs, ces expériences arriveraient-elles à un succès relatif, elles ne seraient qu'une image bien imparfaite, bien peu attrayante même, de ce que, d'après notre espérance, sera la société communiste-anarchiste. Ce n'est pas la vie commune, la vie en communauté qui doit être le but du communisme, mais un affranchissement intégral de l'individu. La perspective de cette vie de caserne ou de monastère serait peu faite pour séduire les plus indépendants d'entre les hommes, et par conséquent les plus aptes à vivre en anarchie — et, au contraire, les éloignerait de nos idées.

Nous concevons autrement le communisme futur. Nous le considérons comme un moyen d'assurer à l'individu la plus grande liberté possible, et le progrès, à notre avis, n'est pas dans un retour aux formes communautaires, mais dans une particularisation plus grande de l'individu sur le terrain neutre créé par la socialisation de tous les moyens de production et de consommation.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

LA DÉBACLE

On n'a pas oublié sans doute l'immense éclat de rire qui, il y a quelque trois ou quatre ans, accueillit M. Brunetière proclamant la banqueroute de la science : des savants peu suspects d'idées avancées, tels Charles Richet dans la *Revue scientifique* et Berthelot dans la *Revue de Paris*, n'eurent pas de peine à prouver aux plus prévenus que le docte académicien, un des astres les plus brillants de la Sorbonne et de l'Ecole normale supérieure, ne connaissait qu'imparfaitement (soyons polis) le sujet qu'il traitait, et que la science ne cesserait jamais de poursuivre sa marche ascendante, en dépit de ses blasphémateurs plus ou moins obscurs. Certains critiques, rendant coup pour coup, ce qui était de bonne guerre, émirent cette idée, assurément fort juste, que les mots de faillite et de banqueroute s'appliquaient infiniment mieux à la métaphysique spiritualiste plus ou moins teintée de catholicisme dont ledit Brunetière, nouveau Chateaubriand, s'est fait l'ardent champion dans les articles et les brochures dont il nous inonde depuis quelque temps.

Il est ridicule, c'est entendu, de parler de la faillite de la science, mais combien de banqueroutes cette fin de siècle ne doit-elle pas enregistrer! Ernest Renan, qui fut très loin pourtant d'être un révolutionnaire et auquel la bourgeoisie dirigeante fit de magnifiques funérailles, dénonçait, dans la préface de son *Histoire du peuple d'Israël*, ce qu'il nommait les banqueroutes répétées du libéralisme : généralisant ses assertions, nous pouvons dire que la banqueroute de la politique et des politiciens est consommée depuis longtemps.

Jadis les masses se passionnèrent pour la République : au dire de leurs flatteurs, ce mot magique devait ouvrir pour elles une ère ininterrompue de progrès et de bien-être. De grands cœurs, de généreux esprits, reconnaissons-le, travaillèrent à l'établissement de cette forme de gouvernement : Barbès, Blanqui, Delescluze, Raspail se firent les champions de l'idée républicaine. Hélas ! la République une fois proclamée en France, le peuple s'aperçut bientôt qu'en substituant le gouvernement des assemblées à celui des empereurs ou des rois, il n'avait fait que changer de maîtres, et que sa souveraineté si vantée se bornait aux quelques instants pendant lesquels il déposait dans l'urne le bulletin de vote que seuls les fanatiques du scrutin, les votards, comme les appellent ironiquement les libertaires, s'obstinent encore à qualifier de libérateur.

La République, disaient les rhéteurs, devait être, conformément à l'étymologie du mot, la chose de tous, et cependant elle a été, comme les monarchies qui l'avaient précédée, la protectrice docile des inégalités sociales et des privilèges ; à peine née en 1848, elle se montre aussi féroce que la royauté : l'insurrection de Juin est noyée dans le sang par le général Cavaignac, un des grands républicains d'alors, comme devait l'être plus tard la Commune de 1871. Si l'Empire avait eu Aubin et la Ricamarie, la troisième République a eu son massacre de Fourmies : en quoi diffèrent les procédés employés par les deux gouvernements ?

Les manuels à l'usage des écoles et autres histoires officielles enseignent que les privilèges sont abolis dans notre société moderne, née du grand mouvement de 1789 ; bien naïfs, bien aveugles sont ceux qui ajoutent foi à de telles affirmations, car, de tous les privilèges, le plus inique, celui de la propriété individuelle, subsiste plus oppressif que jamais. Est-ce que les riches qui, de par leurs capitaux, peuvent mener une existence oisive et indépendante, ne sont pas des privilégiés en regard des milliards d'êtres humains que leur manque d'argent réduit au salariat, à la gêne et trop souvent à la misère ? Est-ce que le propriétaire du sol qui, suivant le mot de la parabole évangélique, récolte où il n'a pas semé, n'est pas privilégié vis-à-vis des fermiers qui cultivent ses terres et dont le pénible labeur lui permet de vivre sans rien faire ? N'est-il pas privilégié vis-à-vis du fils d'ouvrier ou de paysan, le fils de famille qui n'est arrêté dans la satisfaction de ses caprices que par la crainte d'un conseil judiciaire ?

Elle a fait banqueroute également, cette fameuse liberté du travail que la Constituante a octroyée, au dire des économistes distingués (ils le sont tous) de l'école de MM. Leroy-Beaulieu, de Molinari et Yves Guyot. Comme si une liberté quelconque avait besoin d'être concédée par une assemblée! Il est d'ailleurs facile à celui qui réfléchit tant soit peu de constater que cette prétendue liberté n'est guère plus douce que ne le furent l'esclavage et le servage pour le pauvre obligé, sous peine de mourir de faim, de vendre sa force et sa puissance de travail.

Le vieil édifice social craque de toutes parts et chaque jour les événements démontrent combien ont raison ceux qui en prophétisent la destruction : les divers partis se jettent à la face les accusations les plus sanglantes, se traitant réciproquement de traîtres, de voleurs et de faussaires. On découvre sans cesse de nouvelles erreurs judiciaires qui servent à mettre en pleine lumière la désinvolture dont font preuve ceux qui s'arrogent le droit de juger leurs semblables ; c'est une malheureuse femme condamnée pour avoir empoisonné son mari, dont la mort était due à des émanations provenant d'un four à chaux ; c'est l'instituteur Pierre Vaux que la justice se décide enfin à réhabiliter, après l'avoir fait mourir au bagne pour un crime dont il était innocent.

A propos de l'affaire Dreyfus, des écrivains d'une haute probité intellectuelle, comme Zola et Bernard Lazare, un homme grave et pondéré comme Scheurer-Kestner, affirment l'innocence de celui que la presse, dont, soit dit en passant, le prétendu sacerdoce est fortement endommagé, présente depuis trois ans comme le type du traître, comme le Judas maudit dont tous doivent se détourner avec horreur.

C'est la justice militaire mise à son tour sur la sellette, cette justice qui s'était déjà signalée à l'attention et à l'indignation des cœurs généreux par les condamnations féroces prononcées contre de malheureux soldats, en même temps que par la mansuétude dont elle faisait preuve à l'égard des tortionnaires galonnés de Biribi et d'ailleurs.

A notre époque, où règnent triomphalement la vapeur et l'électricité, les organismes sociaux s'usent plus rapidement que jadis : la société bourgeoise, édifiée depuis un siècle à peine sur les ruines de l'aristocratie et du despotisme, est frappée à mort. Combien de temps durera-t-elle encore? Nul ne le sait; mais il dépend de nous d'en hâter la chute et de préparer par une propagande incessante le monde nouveau qui doit la remplacer.

ROUTALED.

FAUX MONNAYEURS

Le juge d'instruction, qui n'est pas pressé, ayant bon gîte et le reste, mène avec lenteur l'affaire de Pinsonnat, de Lucain et de Lebras, qui pourraient avoir hâte de savoir si le gouvernement belge persiste à se charger de leur nourriture et de leur logement.

On dit qu'ils seront jugés vers le mois d'avril. Je fais une hypothèse, si elle n'est pas trop offensante pour la justice : je suppose qu'ils soient reconnus innocents. Ce sera donc trois mois de détention gratuite qu'on leur aura infligés ; et ces Messieurs estimeront que c'est déjà bien assez de se déjuger par un verdict d'acquittement. Quant à leur restituer les arriérés de liberté qu'on leur aura confisqués, cela ne sera pas en leur pouvoir. Ils ne pourront pas davantage, ayant eux-mêmes allumé l'incendie, l'empêcher de se propager et de poursuivre leurs victimes par delà les murs de la prison.

Il n'y a pas de feu sans fumée, dit un adage imbécile, au nom duquel on prononce des condamnations autrement terribles que celles des tribunaux ordinaires.

Mais il est entendu, au mépris de toute logique, que les prévenus sont traités en coupables. On intercepte les lettres qui leur sont adressées, on tient pour suspects et presque pour complices ceux qui les leur écrivent. On répand dans le public, pour donner un semblant de raison à ces actes arbitraires, les bruits les plus absurdes et les plus calomnieux. Un journal à la solde de la police transforme en attirail de faux monnayage des outils de menuisier trouvés chez un

des accusés. Reçoit-il une lettre de rectification, il la falsifie avec une audace incroyable, et il tire un réquisitoire de ce qui était une défense.

Il paraît évident, à la même feuille, que les faux monnayeurs recherchés depuis deux ans sont tout juste ceux-là qui ont été mis au clou le 14 décembre, puisqu'ils étaient ici depuis quelques mois, l'un même depuis quinze jours seulement. Et, naturellement, lorsqu'on établit des identités mathématiques de cette force, rien n'empêche d'en poser d'autres du même genre, et d'affirmer que les co-inculpés étaient, depuis *une année*, en rapports suivis avec Gayrand, l'exécuteur du policier Tonnoir, et qu'ils le voyaient fréquemment dans un café de Bruxelles, où ils n'étaient pas.

Un certain Forsans, qui bave à tant la ligne, et qui n'ose pas même signer de son vrai nom ses saletés, n'a-t-il pas eu le courage d'applaudir, ces jours-ci, quand la police a mis en état d'arrestation une pauvre jeune femme de dix-huit ans, enceinte, coupable d'avoir été la compagne d'un homme arrêté à Maëstricht comme faux monnayeur? Il lui paraît, sans doute, qu'on l'a mise en prison pour favoriser ses couches.

J. Degalvès.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La semaine dernière, une nouvelle fournée de panamistes a été retirée du four où elle rissolait depuis quelques mois. Les inculpés sont tous acquittés, même Arton. Le public qui assistait à l'audience a acclamé le jury par des bravos réitérés. La signification de ces bravos est claire. Ils veulent dire que nul n'est dupe de la comédie piteusement montée par le gouvernement, d'accord avec la justice, dans le but de faire croire à un sincère désir de faire la lumière. Quelques comparses, personnalités sans influence à la Chambre, coupables ou non d'avoir touché, ont été offerts en holocauste pour sauver les grands écumeurs qui continuent de porter le front haut dans les couloirs, à l'abri de toute poursuite par leur chantage permanent. La peur de leur voir dévoiler ce qu'ils savent — et ils en savent! — est leur sauvegarde.

Le public a compris cela et l'a traduit par ses bravos. Il ne voit pas, en effet, pourquoi on condamnerait un Antide Boyer ou un Maret quand les Rouvier et les Hébrard sont épargnés.

∴

Voilà nos gouvernants satisfaits, maintenant. Ils se frottent les mains et se congratulent en catimini. C'est un enterrement définitif du Panama, pensent-ils.

Au point de vue judiciaire, peut-être, mais non devant l'opinion. On réclame toujours le milliard et demi dont on n'a jusqu'ici retrouvé que quelques parcelles. Qu'on le veuille ou non, on finira bien par savoir la vérité.

C'est une illusion dont se bercent doucement les gouvernants, qu'ils pourront toujours cacher au public leurs turpitudes. Comment n'ont-ils pas vu que toujours se produit quelque fissure par où s'écoule la purulence? Aujourd'hui moins que jamais, ces choses-là ne peuvent rester ignorées. Il y a trop de monde dans le secret. Jadis, un monarque et son entourage pouvaient dissimuler la réalité; peu nombreux, ils étaient plus étroitement unis pour l'intérêt de leur caste. Aujourd'hui, les secrets d'État sont des secrets de Polichinelle. C'est qu'aussi il est trop de polichinelles! Quand le peuple sera fatigué de Guignol, il fermera la boutique et dispersera les marionnettes au vent.

A. G.

∴

Assistance publique. — On lit dans l'*Aurore* :

« Les gueux continuent de « réveillonner », en attendant les festins du nouvel an.

Voici comment on fait ripaille, 3, rue Jean-Dollfus, quartier des Grandes-Carrières.

Dans une baraque en planches mal jointes, presque sans toiture, une jeune femme de vingt-cinq ans, Mme Bedu, est étendue sur une litière de paille, avec un petit garçon de quatre ans et demi. La mère et l'enfant meurent littéralement de faim. Si quelques voisins n'étaient venus à leur secours, ils seraient morts, à l'heure qu'il est.

Ils grelottent dans leurs haillons, sur leur paille trempée, car la pluie entre comme elle veut dans la baraque, à travers les cloisons branlantes et la toiture effondrée.

Pas de feu, naturellement. Pas de meubles. Rien, dans ce lamentable logis, que ces trois ou quatre poignées de paille éparpillée sur la terre boueuse.

L'*Assistance publique* est informée. Elle connaît cette épouvantable misère. Deux fois au moins, on l'a suppliée d'intervenir. Il y a trois jours, on lui demandait un peu de pain.

L'*Assistance publique* n'a même pas répondu.

On s'est adressé au commissaire de police de la rue Cauchois :

— Vous avez des fonds pour les cas urgents, lui a-t-on dit. De grâce, venez au secours de ces malheureux!

— Non, non, je n'ai pas de fonds pour cela, répondit le commissaire.

Le solliciteur, M. Couchot, se permit d'insister :

— Il ne faut pas tant crier ici! répliqua le magistrat. Filez, ou je prendrai des mesures de rigueur.

∴

La Foule. — Parfois capable de grandes choses, elle est aussi, suivant les circonstances, prête à de grandes lâchetés.

Témoin ce fait qui vient de se passer à Meudon, dans les environs de Paris.

Un cocher, nommé Carrara, est victime, depuis l'assassinat du garçon de recettes Lamarre par son homonyme le champignonniste de Gentilly, de la sottise et de la brutalité d'une bande d'abrutis qui veulent à tout prix qu'il soit parent de l'assassin. Ces jours derniers, plusieurs de ces brutes se mirent à l'invectiver et à le frapper si durement que le pauvre homme a été obligé de prendre la fuite et de quitter le pays.

Bête brute, lâche et stupide qu'est cet être anonyme: la Foule.

∴

Roubaix. — Nos vaillants camarades de la *Cravache*, qui se publie à Roubaix, viennent d'éprouver les inconvénients qu'il peut y avoir à exprimer trop carrément sa pensée. Pour avoir dévoilé les turpitudes d'un gros patron, exploiteur de femmes de la région, la *Cravache*, en la personne du camarade Philippe, son gérant, s'est vu poursuivre pour diffamation. Philippe s'est courageusement défendu, témoin ces quelques paroles: « Je suis un de ces hommes qui, carrément, disent leur façon de penser, sans plus se soucier des conséquences qui peuvent en résulter »; et plus loin : « Je fais et dis tout ce que j'ai sur la conscience. Je souhaite que M. Wibaux (l'exploiteur) l'ait aussi nette que moi. » Les soi-disant juges, au service des capitalistes de Roubaix, après huit jours de réflexion, ont condamné Philippe à un mois de prison, 50 francs d'amende et 100 francs de dommages et intérêts (surtout) envers le susdit exploiteur.

Ce qui rend ce jugement encore plus inique et démontre en partie la véritable cause de ces poursuites, c'est que Philippe est sous le coup d'une condamnation à cinq années de prison qui lui furent octroyées (avec bénéfice du sursis) en 1894, par les jugeurs de Maine-et-Loire, pour propagande anarchiste, en vertu des lois scélérates!

P. D.

Angleterre.

Par crainte des manifestations qui ne manqueront pas de se produire à l'occasion du *centenaire* de la révolution irlandaise de 1798, le gouvernement anglais vient de prendre des mesures sévères. Ses forces soldatesques et policières ont été augmentées dans les principaux centres. Déjà les troupes sont consignées dans les casernes.

Toutes ces mesures n'empêcheront rien, et l'Irlande affamée, la proie des lords anglais, montrera encore une fois qu'elle n'a pas oublié, et que, malgré son calme apparent, l'Irlande révolutionnaire peut, d'un jour à l'autre, se réveiller.

Hollande.

Le Congrès de la Fédération des Socialistes en Hollande. — Au moment de Noël, les socialistes hollandais ont tenu à Rotterdam leur congrès annuel. 52 sections de diverses contrées du pays avaient envoyé leurs délégués. Malheureusement, par le cours des événements, ce congrès eut un caractère regrettable, bien qu'on y discutât sans amertume.

La tactique du parti, quant à la participation aux élections, ne menace pas seulement la concorde parmi nos camarades hollandais, mais elle pourra même devenir la cause de la décadence ou plutôt de la division en petits groupes de cette organisation puissante dans le mouvement ouvrier de la Hollande.

Dans la Fédération des socialistes, avec son caractère communiste et antiparlementaire très prononcé, les camarades hollandais s'étaient unis sur la base d'une résolution déclarant qu'il serait interdit soit au conseil central, soit aux sections du parti de ne pas participer aux élections et d'employer pour les élections politiques les ressources des caisses; mais disant en même temps qu'il serait à blâmer d'interdire la participation aux élections aux membres du parti individuellement. On ne voulait pas aller plus loin aux congrès précédents, principalement parce qu'on ne voulait pas violer ainsi la liberté individuelle par une prohibition absolue et générale.

Or, dans les élections pour les états généraux et pour les municipalités, dans le courant de cet été, un grand nombre de membres de cette fédération antiparlementaire s'étaient servis des élections dans divers districts du pays, ici pour soutenir les libéraux contre les ultramontains, ailleurs pour donner leurs voix à un candidat libéral avancé en faveur de l'instruction publique et laïque, même pour secourir certains ennemis, petits bourgeois de la Fédération, même si ces ennemis étaient démocrates. On secourait, par exemple, certains candidats du groupe de dissidents socialistes, petits bourgeois du « Parti Ouvrier démocrate socialiste » en Hollande, ces dissidents qui nous ont donné, à nous, socialistes, tant de difficultés avec leur programme de petites réformations. Aussi, un des membres de la « Fédération des socialistes » même, nommé G. Van der Zwaag, se laissait élire dans le Parlement, comme antiparlementaire, dans un but d'agitation socialiste dans le Parlement.

Néanmoins, n'étant que pendant quelques semaines dans l'atmosphère du Parlement, voici les plaintes de plusieurs délégués de Rotterdam : M. Van der Zwaag participait déjà non à l'agitation socialiste, mais aux travaux parlementaires proprement dits, comme les démocrates petits bourgeois.

Au congrès de Rotterdam, la majorité des délégués exigeait donc la levée de ces difficultés, demandant plus de « conséquence » et de la « purification ». Mais aussi, parmi les révolutionnaires, un double courant apparaît. A côté du communisme révolutionnaire se levait l'anarchisme proprement dit, se plaignant que le parlementarisme se montrât dans l'organisation même de la Fédération, qu'on y prît des décisions par la majorité des membres, qu'on y choisît des délégués, aussi bien que des membres d'un « conseil central », etc.

Mais, encore une fois, ce n'était pas la grande difficulté, cela : on luttait surtout contre cette autre difficulté : de quelle manière empêcher plusieurs membres de la Fédération d'agir en parlementaires « en s'appelant en même temps antiparlementaires »?

La question la plus critique à l'ordre du jour, c'était la rédaction de l'organe du parti, le *Recht voor Allen*. Ayant égard au cours des discussions, la rédaction décidait de quitter son poste. Aussi bien Domela Nieuwenhuis que le second rédacteur Cornélissen refusaient la rédaction en chef du journal. Séparons-nous en amis en formant des groupes fédéraux, cela vaut mieux que de former un grand parti composé d'éléments hétérogènes.

En ce moment, après le congrès de Rotterdam, la Fédération des socialistes en Hollande se trouve momentanément en état de dissolution, et personne ne sait ce qu'elle deviendra.

Espérons que la propagande pour la grande idée du socialisme pur et simple ne souffrira pas de toutes ces choses et que nos camarades hollandais

surmonteront cette crise regrettable, mais inévitable.

Il est sûr que les difficultés qui se passent à ce moment dans le mouvement socialiste en Hollande peuvent avoir leur valeur aussi pour le mouvement socialiste d'autres pays.

Espagne.

Jusqu'au dernier moment, les Portas et Cie ont voulu s'en donner *à cœur joie*.

Le jour où les condamnés du procès de Montjuich, extraits du bagne sur la demande du défenseur de Callis, durent rejoindre leurs présidios respectifs, des scènes sauvages se produisirent.

Une foule énorme de femmes, mères, sœurs, épouses des victimes, suivait le convoi des malheureux, enchaînés deux à deux, étroitement ligottés et entourés d'une forte escorte de gendarmes veillant à éviter tout contact entre les prisonniers et leurs familles éplorées.

A la gare, au dernier moment, comme les cris des femmes s'élevaient désespérés, les sbires mirent fin à cette scène navrante en chargeant brutalement la foule des malheureuses.

La mère de Francisco Callis, une pauvre vieille de soixante-dix ans, fut précipitée sur le sol; on la releva tout ensanglantée. La femme de Francisco Lis reçut de terribles blessures à la tête; plusieurs autres furent renversées, sabrées, piétinées. Ce fut une belle journée pour le chef des tortionnaires.

Cependant, ce fut avec trop de cynisme que s'afficha publiquement, au cours du procès Callis, la complicité des juges et des inquisiteurs; l'infamie cette fois s'étalait au grand jour, cela dépassait les bornes. En Espagne, à l'étranger, des protestations véhémentes s'élevèrent, venant s'ajouter au nombre infini de celles que provoquèrent les procédés sauvages de ces assassins légaux. Le gouvernement comprit-il que la canaillerie frisait l'impudence, suivant le mot de l'*Heraldo*?

Comme une grâce, il accorda ce qui lui était imposé : en premier lieu, la levée de la suspension des garanties constitutionnelles à Barcelone, et, en second lieu, l'amnistie des exilés pour cause d'opinions anarchistes. Mais il ne faut pas aller trop vite, la liberté de ces derniers ne sera que conditionnelle; ils devront élire un lieu de domicile fixe, se présenter aux autorités périodiquement, c'est-à-dire être sous la surveillance constante de la police qui saura s'employer à leur rendre l'existence impossible.

Nous devons constater que cette grâce forcée n'a pas désarmé un certain nombre de feuilles républicaines qui, profitant du mouvement d'opinion sympathique aux victimes des derniers procès anarchistes, s'efforcent d'obtenir la revision de ces derniers. *El Pais*, *El Nuevo Regimen*, *Las Dominicales*, *El Diluvio* publient toujours de véhéments articles en faveur des condamnés. *El Progreso*, de Madrid, particulièrement, entreprend une campagne énergique. Il annonce la publication d'une foule de documents et fait appel à toutes les énergies.

Réussiront-ils? Après le procès Callis, il serait naïf de l'espérer. On a vu les juges non seulement refuser l'examen du corps des torturés, déclarer inutile la confrontation entre les victimes et leurs bourreaux, mais encore faire publiquement l'apologie des moyens inquisitoriaux et décerner à l'ignoble Portas le titre de « sauveur de la patrie ».

Non, décidément, il serait idiot de croire que la justice viendra de ce côté-là.

J. M.

Italie.

La misère intense qui sévit actuellement en Italie amène forcément la population à se soulever.

Ces jours derniers, des ouvriers et des paysans, dont quelques-uns armés, ont fait une grande manifestation à Siculiana (province de Girgenti). Mais bientôt la manifestation dégénéra en bataille et en un rien de temps la résidence municipale fut saccagée, puis brûlée.

Les esprits sont très surexcités, les vivres manquent complètement, l'ignoble famine se fait sentir. Pour calmer la faim, le gouvernement a envoyé de la troupe; il faut s'attendre à de graves événements, les manifestants étant décidés à résister à la troupe.

Partout pareils, les gouvernants : à une population qui réclame du pain, on envoie la troupe.

P. D.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

La *Jeunesse anarchiste* donnera une causerie tous les jeudis, à 9 heures du soir, au bar des Vignobles, passage des Folies-Bergère, 14.

* *

Groupe des E. S. R. I., réunion tous les mercredis soir, à 9 heures, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

* *

ROANNE. — Le samedi 15 janvier, à 8 heures du soir, grande soirée familiale au bénéfice d'une œuvre d'utilité.

Plusieurs artistes, chanteurs et mandolinistes, se feront entendre dans leurs œuvres.

* *

LIMOGES. — Le groupe *La Jeunesse libertaire* se réunit tous les dimanches, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, 3, place du Champ-de-Foire, restaurant Brousseaux, au premier étage. Tous les anarchistes sont invités.

P. S. — Tous les camarades sont invités à se rendre au groupe dimanche 9 janvier, à 2 h. 1/2. Extrême urgence.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Los Crimenes de Dios, par Sébastien Faure (traduction espagnole par J. Prat).

* *

A lire:

El Cyroct, par Henry Leyret, *Aurore* du 2 janvier.

AVIS A NOS DÉPOSITAIRES

Nous envoyons cette semaine les bordereaux mensuels. Prière à nos dépositaires de nous envoyer leur règlement le plus tôt possible. Nous prévenons aussi ceux d'entre eux qui n'ont pas répondu, le mois dernier, à notre demande de règlement, que nous supprimerons les envois si nous ne recevons pas de réponse à notre nouvel avis dans le courant de cette semaine.

PETITE CORRESPONDANCE

Flaustier. — Votre article fait double emploi. Merci tout de même.

L. B., à Iseghem. — Ouvrage de J. Plée introuvable, épuisé à l'endroit indiqué.

F. J., à Reims. — Brochure épuisée.

A. R., à Bordeaux. — 4 francs par la poste et recommandé.

J. T., à Aubin. — *La Panacée Révolution*, pas encore parue; *L'Anarchie dans l'évolution*, épuisée.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. — Marseille: Groupe du sou pour l'école libertaire de Mempenti, 4 fr. — Un camarade, 1 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr. 50. — Pour rénover les cerveaux pourris par les préjugés patrie et religion, 6 fr. 45. — Julien, 5 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier (pour fin d'année), 96 fr. — Total : 119 fr. 95.

Reçu pour le journal : V. C., 1 fr. — C. P., 0 fr. 75. — C. F., au Mans, 5 fr. — D., 0 fr. 25. — Collecte salle Bouchard, à Marseille, 1 fr. — L. B., à Iseghem, 0 fr. 50. — Merci à tous.

P., à Marseille, 8 fr. — D., à Thiers, 1 fr. 10. — H. C., à Grenoble, 8 fr. 55. — L., à Roubaix, 4 fr. 15. — V. G., à Paterson, 25 fr., dont 10 fr. au *Père Peinard* et 7 fr. 50 au *Libertaire*. — L. R., à Avignon, 1 fr. 50. — J. T., à Aubin, 5 fr. — J. B., à Limoges, 5 fr. — M., à Troyes, 5 fr. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine*, franco (1)	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux —	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*	» 30
Déclarations d'Etiévant	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard*	» 15
La loi et l'autorité, *Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta*	» 15
L'Internationale, *par Malon*	» 30

Brochures éditées par le groupe des *E. S. R. I.* :

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres	» 15
Réformes et Révolution	» 20
L'Individu et le Communisme	» 20
Comment l'Etat enseigne la morale	1 50
Misère et Mortalité	» 70
Pourquoi nous sommes internationalistes	» 20

Brochures éditées par l'*Art Social* :

L'Art et la Révolte, *par F. Pelloutier*	» 15
L'Organisation corporative et l'Anarchie, *par F. Pelloutier*	» 15
L'Ecrivain et l'Art social, *par Bernard Lazare*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20

Brochures éditées par le *Libertaire* :

Les Crimes de Dieu, *par S. Faure*	» 10
Le Dogme et la Science, *par E. Janvion*	» 30

Brochures éditées par le *Père Peinard* :

Variations guesdistes, *par Pouget*	» 10
Almanachs 94, 96, 97, 98, chaque	» 10
Chansons en musique: 1° *Les Anti-proprios*. — 2° *Les Libertaires*, chaque fascicule	» 10
Réflexions sur la propagande anarchiste à Roubaix, brochure éditée par le groupe de Roubaix	» 10

Volumes de chez différents éditeurs :

Œuvres *de Bakounine*. . . . franco.	2 75
La Conquête du pain, *par Kropotkine*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*	2 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato*	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	2 75
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Le Primitif d'Australie, *par E. Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »
Les Porteurs de torches, *par Bernard Lazare*	3 »
Sous-Offs, *par Descaves*	2 75
Enquête sur la question sociale en Europe, *par J. Huret*	2 75
En dehors, *par d'Axa*	1 30
Biribi, *par Darien*	2 75
Bas les cœurs! *par Darien*	2 75
Bibliographie de l'anarchie, *par Nettlau*	5 »
Correspondance de Bakounine	2 75
Au port d'armes, *par Henry Fèvre*	2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis*	2 75

(1) Les prix marqués sont ceux de l'expédition franco. Pris dans nos bureaux, 0 fr. 05 en moins. — Au cent, 7 francs les brochures à 0 fr. 10, 10 francs celles à 0 fr. 15, et 15 francs celles à 0 fr. 25.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNEE, N° 38 — DIX CENTIMES — DU 15 AU 21 JANVIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX PROPAGANDISTES

Nous avons mis à l'impression deux nouvelles brochures: L'Outillage mécanique, *tiré de la* Société future, *et* La Panacée-Révolution, *tirée de l'*Individu et la Société. *Ces brochures sont composées; seulement, nous n'avons pas assez de fonds pour en faire un tirage convenable. Nous renouvelons notre appel à ceux qui voudraient ensouscrire quelques exemplaires d'avance, d'autant plus que l'imprimeur ne peut garder indéfiniment la composition.*

Au moment où nous les avons mises à l'impression, nous disposions de quelques fonds qui, depuis, ont été absorbés par le déficit quotidien du journal. Il nous faudrait trouver 300 francs pour le papier et l'impression; cela peut se trouver si, dans chaque ville, on voulait en payer quelques cents d'avance.

Le prix des brochures sera de 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15 (7 francs le cent), dans nos bureaux.

A ceux qui nous auront souscrit d'avance et envoyé les fonds, les brochures leur seront laissées à 5 francs le cent, plus les frais d'envoi : 0 fr. 60 en gare.

COOPÉRATION COMMUNISTE [1]

(Suite)

Après nous être ainsi rendu compte de la nullité ou de l'inefficacité de la propagande par la coopération et la colonisation telles qu'elles sont généralement comprises, nous avons naturellement été amenés à rechercher quel était le meilleur mode de propagande à organiser, celui qui fera ressortir le plus nettement aux yeux du public le but que nous poursuivons, qui révélera de la façon la plus tangible l'état social que nous souhaitons de voir se réaliser.

Nous avons rejeté la coopération actuelle comme n'étant pas communiste. La colonisation a besoin du capital et se trouve en conséquence à sa merci; elle est, en outre, en face de l'Etat, dans la même situation que toute propriété, individuelle ou collective. La propagande par la brochure, le livre, le journal, les conférences, est excellente; c'est jusqu'ici la meilleure. Mais elle a aussi ses inconvénients. Purement théorique, elle laisse subsister dans certains esprits un doute sur la praticabilité des idées exposées; et ce doute est peut-être parfois le plus grand obstacle à l'adhésion et à l'appui de beaucoup, que l'inconnu effraye.

Cependant il faut agir. On ne s'aperçoit que trop d'un piétinement sur place qui semble suspendre depuis quelque temps le mouvement anarchiste. Les appels aux armes, les objurgations à la révolution sont du bruit qui se perd dans le vide et qui trop facilement peut attirer la réplique : « Donnez l'exemple! »

⁂

La meilleure propagande est, en effet, la propagande par l'exemple. Quand un homme épris d'une idée peut, à l'appui de sa théorie, en montrer les résultats, sa force de persuasion est décuplée. Or, qu'avons-nous à offrir aux sceptiques — et ils sont nombreux — qui conviennent de la beauté de notre idéal, mais qui se refusent à croire à la possibilité de sa réalisation? Absolument rien que des affirmations.

Il est donc nécessaire d'organiser quelque chose, de réaliser un plan quelconque, rigoureusement conforme à nos principes communistes-anarchistes, de donner en exemple un schéma fidèle de la société que nous voudrions instaurer.

Afin de ne point faire fausse route, de suivre bien strictement une ligne de conduite se rapportant à notre idéal, il importe de bien définir ce que nous voulons. Nous voulons que l'homme soit mis à même, grâce à l'organisation sociale dans laquelle il se mouvra, de pouvoir disposer à son gré de tous les moyens nécessaires au développement de son individualité et à l'exercice de ses aptitudes. Ce *desideratum* général se résume fort bien dans la formule : « A chacun selon ses besoins. »

C'est là le point de départ rationnel d'où doit découler l'application. L'essentiel est d'assurer la satisfaction des besoins de chacun, et nous concevons que ce but ne peut être atteint que par l'établissement du communisme intégral.

Avant d'examiner si l'établissement du communisme est dès aujourd'hui réalisable, il faut rechercher quel est son principe constitutif. Le communisme est un état social d'où est éliminé le droit de propriété. Si on veut l'organiser conformément au principe : « A chacun selon ses besoins », principe qui renferme la condition du bonheur, on est logiquement amené à conclure à l'abolition de la valeur.

On pourra multiplier les théories sur la recherche de l'étalon de la valeur, on ne fera pas qu'elle ne soit en son principe même le signe caractéristique de la propriété. *La valeur n'est autre, en effet, que la mesure du droit de propriété.* Suivant que ce dernier s'exerce plus ou moins impérieux, la marchandise en vente augmente ou diminue de valeur.

La théorie collectiviste, prenant pour unité de mesure de la valeur l'heure de travail, ne fait que changer de mains le droit de propriété. L'enlevant à l'individu, elle l'accorde à un être fictif, l'Etat ou la société, représenté sur la terre sous les espèces d'un corps organisé, dispensateur des bons de travail et « gérant », si l'on veut, de la collectivité propriétaire.

Il y a donc antinomie entre la valeur et le communisme. La base du communisme est la gratuité, c'est-à-dire la faculté pleine et entière d'user de tout sans autre obligation qu'une obligation morale de fournir sa quote-part d'effort dans la production sociale. Sous le régime de l'appropriation individuelle, c'est le propriétaire, le détenteur de l'objet à vendre qui en fixe la mise à prix. Sous le régime communiste, le soin est laissé à chacun de juger de l'importance du service qui lui a été rendu, et de rendre à la communauté l'équivalent de ce qu'il en a reçu.

Il a été assez démontré, sans qu'il soit besoin d'y revenir, que l'homme, ayant toute liberté dans le choix du genre de travail qui convient le mieux à ses aptitudes, produit au delà de ce qui lui est nécessaire. Nulle crainte donc à avoir que dans une société communiste-anarchiste la production se trouve inférieure à la somme des besoins, que par conséquent les services rendus à la communauté n'arrivent pas à égaler les services que chacun en reçoit.

Donc, la caractéristique du communisme est l'échange, indirect la plupart du temps, sans aucune estimation de valeur. En communisme, chacun apporte au « tas » sa part d'effort, prend au « tas » ce qui est nécessaire à la satisfaction de tous ses besoins et demeure seul juge de l'équivalence de sa production à sa consommation.

Ajoutons en passant que cette évaluation personnelle de son propre devoir est rigoureusement conforme à la morale anarchiste. En la supposant sujette à des abus dans les commencements, elle offre l'avantage de donner naissance à une éducation de la conscience aboutissant à l'épanouissement des facultés sociables et sociales chez l'homme.

⁂

Toutes ces considérations ont amené le groupe de camarades dont j'ai parlé plus haut à se demander s'il n'était pas possible de former dans la société actuelle, par le simple développement des initiatives individuelles, sans cotisations, sans règlements, sans administration, un groupement réellement communiste, ou mieux d'établir entre un nombre illimité d'adhérents des rapports tels qu'il en existerait dans une société communiste-anarchiste.

En un mot, est-il possible de poser dès maintenant, au sein de la société bourgeoise, les bases de la société, d'en fonder les premiers éléments et d'offrir ainsi aux yeux du public un schéma exact et convaincant de notre idéal social?

Nous avons conclu à l'affirmative et nous expliquerons dans un prochain article comment nous pensons cet essai réalisable par le libre jeu des initiatives individuelles.

(A suivre.) André Girard.

(1) Voir le numéro précédent.

POUR CEUX QUI PARLENT SANS SAVOIR

Il y a une foule de gens qui, lorsqu'ils ont parlé bombes, propagande par le fait, poignard, incendie et cambriolage, individualisme et droit du plus fort, destruction d'idéal social et promiscuité, s'imaginent avoir défini l'anarchie, et s'en autorisent pour déclarer du haut de leur « érudition » : Les anarchistes! Monsieur, ce sont des fous! Oui, Monsieur, jugez un peu : Ils ne veulent plus d'autorité! plus de société! plus de famille! plus d'organisation! plus rien! Monsieur. Ces gens-là, ce sont des fous criminels dont la société doit se débarrasser.

Si vous dites à ces gens-là que l'anarchie n'est pas ce qu'ils pensent, que c'est une théorie, discutable comme toutes les théories, mais ayant ses faits, ses arguments, sa philosophie; et que, à l'heure actuelle, il existe toute une littérature assez richement fournie qui explique ce que veulent les anarchistes et pourquoi ils sont anarchistes, ils vous répondent que, n'ayant pas de temps à perdre, ils n'ont pas besoin de lire ces élucubrations de fous pour savoir que l'anarchie ne tient pas debout et n'est pas une théorie à l'usage des personnes raisonnables.

Si, sans vous rebuter, vous vous mettez alors à leur développer certains côtés de la théorie, ils vous répondent alors :

« L'initiative de l'individu! son self-développement! son autonomie! De l'anarchie, ça! Mais, mon bon Monsieur, ça n'a rien de neuf. Cela existe en Amérique, Monsieur! Mais de l'anarchie! ça n'en est pas. »

Et voilà des gens qui, n'ayant jamais lu sur l'anarchie que ce qui émanait de ses adversaires, prétendent connaître l'anarchie, mieux que les anarchistes eux-mêmes.

Si, à raisonner de cette façon, il n'y avait que l'imbécile lecteur du *Petit Journal* et de ses similaires, ne sachant se faire d'autre opinion que celle qu'il trouve toute faite dans la feuille qu'il lit, cela n'aurait rien de surprenant, et malgré qu'ils soient la majorité, cela serait même de peu d'importance; mais c'est qu'il y a comme cela une foule de gens qui parlent et écrivent sur l'anarchie qui ne sont pas les premiers venus, et n'en savent pas davantage. Cela vient de nous être démontré aux *Temps Nouveaux*, où un des rédacteurs s'étant attaqué au docteur Le Bon, s'est attiré une réponse dans le genre ci-dessus. Et le cas n'est pas isolé.

∴

C'est qu'il est plus facile d'adopter une opinion courante, de parler à tort et à travers là-dessus, que de l'étudier, de la disséquer, et de se rendre compte de ce qu'elle comporte. Il y a si peu de gens voulant se donner la peine d'apprendre sérieusement, qu'il ne faut jamais s'étonner de voir accepter comme choses acquises et circuler dans le public un tas d'idioties que cinq minutes de raisonnement suffiraient à faire rejeter.

Et pourtant, s'ils veulent se défaire de leurs maîtres politiques et économiques, il faudra que les individus sachent, au préalable, se débarrasser le cerveau de toute la crasse d'ignorance, d'opinions reçues et de préjugés absurdes qu'y ont accumulée des siècles d'oppression. Ce n'est que lorsqu'ils auront su s'émanciper intellectuellement que les individus sauront s'affranchir des entraves factices que leur opposent ceux qui les tiennent sous la férule.

N'en déplaise à ceux qui prétendent que « négation de l'autorité veut dire : sans organisation, ou état social où chacun agirait comme il l'entendrait, au risque de gêner ses voisins », ils se font, ceux-là, une fausse conception de l'idée anarchiste.

Adversaires résolus de l'autorité, sous quelque forme qu'elle se présente, ennemis acharnés de l'ordre imposé, partisans convaincus de la liberté pleine et entière de l'individu, les anarchistes n'ont jamais dit que les êtres devaient s'agiter, chacun de leur côté, à l'aveuglette ou comme des épileptiques, se heurtant et se tamponnant avec leurs semblables, au hasard de la rencontre.

Nier l'autorité, la règle de conduite imposée, n'élimine pas l'entente discutée et raisonnée. Vouloir redevenir maître d'agir comme bon vous semble, d'appliquer vos efforts où vous portent vos préférences, vos affinités, n'implique pas que vous allez employer votre liberté conquise à chercher dispute à ceux qui ne pensent pas comme vous. De ce qu'ils ne veulent plus user leurs forces à des besognes qui leur répugnent, s'ensuit-il qu'ils ne veulent plus guider leur conduite d'après le raisonnement?

Or, le raisonnement nous apprend que ce n'est qu'en associant nos forces que nous arriverons à en tirer la plus grande somme de résultats. La logique nous indique donc qu'au lieu de perdre leur temps à se contrecarrer mutuellement, les individus devront rechercher ceux avec lesquels ils pourront s'entendre pour tirer le meilleur parti possible de leurs efforts.

Une fois réunis, ces individus, qu'un but commun a rapprochés, discuteront la façon dont ils devront manœuvrer dans leur entreprise. Si, après discussion, leurs vues sur le mode d'agir dans l'association restent trop divergentes, ils en seront quittes pour ne se grouper ensemble que ceux qui penseraient de même. Au lieu de ne former qu'un groupe, il s'en créera cinq, dix, vingt. Le beau malheur! largement compensé, d'ailleurs, par l'élimination des causes de discorde.

La concurrence étant supprimée, ayant toute latitude pour évoluer, les causes de dispute sont supprimées entre ces groupes, la seule rivalité existante sera de vouloir faire mieux les uns que les autres; ce sera un stimulant que les économistes prétendent n'exister que dans la concurrence commerciale.

Si, après avoir accepté la manière de faire d'un groupe, l'individu s'y trouve gêné, il sera libre d'en sortir pour aller à un autre. Ces groupes n'étant pas constitués en vue de réaliser des bénéfices à partager entre leurs membres, mais seulement en vue d'arriver à produire ce qui devra satisfaire leurs besoins intellectuels aussi bien que matériels, à créer des objets destinés à satisfaire la simple fantaisie, aussi bien que ceux d'absolue nécessité, lesdits groupes resteront ouverts à tous ceux qui voudront se conformer à leur arrangement intérieur, dont le caractère s'accordera avec celui des autres coparticipants.

Les causes de froissements, de heurts, de disputes sont plus fréquentes entre ceux qui sont appelés à se côtoyer continuellement. Étant aplanies en ce sens, les groupes n'ayant plus de rapports entre eux que pour des causes d'ordre plus général, l'entente sera encore plus facile.

Ce qui cause la division des individus et des groupes, à l'heure actuelle, c'est que les intérêts particuliers, par suite de la concurrence commerciale, sont antagoniques les uns des autres, et aussi avec l'intérêt général, le plus souvent.

Le besoin d'écouler ses produits, de disputer la place vacante pour vivre, arme les individus les uns contre les autres. Même lorsqu'ils s'associent, tout en ayant un intérêt commun qui les pousse à s'entendre pour exploiter ceux qui ont affaire avec leur association, il reste l'intérêt particulier — et toute l'organisation sociale les y invite — qui les pousse à se filouter mutuellement au sein de l'association.

La suppression de la monnaie et du capital aura supprimé la plus grande cause des discordes.

∴

Comme on le voit, en niant l'autorité, en repoussant l'organisation imposée, les anarchistes ne rêvent ni le chaos ni le gâchis; ils se font une idée très nette des nécessités de la vie; ce n'est pas la loi du plus fort qu'ils rêvent d'appliquer, mais celui de la libre entente.

Individualistes absolus, leur individualisme n'est pas celui des économistes, qui veulent bien la liberté complète de l'individu, mais en laissant aux mains des privilégiés cette arme terrible qui s'appelle le capital, leur permettant toujours de réduire à néant la liberté de ceux qui n'ont rien.

Les économistes veulent, eux aussi, la suppression de l'État. Mais ce n'est qu'une querelle de mots. Sentant que le pouvoir leur échappera un jour ou l'autre des mains, ils veulent l'enlever des mains des politiciens, mais en laissant subsister ses rouages qui deviendraient des entreprises industrielles.

La police, l'armée, la justice, l'administration pourraient devenir, selon eux, des entreprises de l'initiative privée, se chargeant d'accomplir ce que comporteraient leurs fonctions, et débitant aux particuliers, moyennant finance, ce que ces institutions leur imposent aujourd'hui sous le contrôle de l'État.

L'agence Pinkerton, en Amérique, est un spécimen de ce que rêvent les économistes. Tricoche et Cacolet ayant organisé leur agence, ceux qui auraient besoin de leurs services paieraient en raison du travail qu'ils en attendent.

Même chose pour la justice. Celui qui voudrait intenter un procès verserait à l'agence qui se serait organisée pour cette besogne la somme nécessaire pour couvrir les frais, payer les honoraires et fournir un honnête dividende aux actionnaires. — On le voit, cela ne changerait rien à ce qui existe actuellement. Les anarchistes en veulent la suppression complète.

Quant aux bombes, que l'on me permette de déclarer que, si parfois elles ont été un moyen, elles ne constituent pas l'anarchie. Dans tous les partis, à toutes les époques, il y a eu des gens plus impatients que les autres qui, ne se contentant pas de la théorie, ont voulu passer à l'action. De tout temps il y a eu des gens qui, trop comprimés par l'état social, ont rompu avec lui plus ou moins violemment. Ce sont des incidents de la lutte, rien de plus. Dans la genèse de leur acte, l'influence de l'état social présent y entrait pour autant de part que l'influence des idées nouvelles. Avant de crier haro sur ces dernières, les satisfaits de la société devraient se demander pour quelle part s'y trouve leur responsabilité.

Et, de même que la bombe ne constitue pas toute l'anarchie, elle ne constitue pas non plus toute la *propagande par le fait*.

Il y a une propagande, par le fait, que les anarchistes veulent employer, qui est de tous les jours, de tous les instants. C'est celle qui consiste à se rapprocher le plus possible de son idéal, en modelant ses actes sur sa façon de penser. Se débarrassant d'un préjugé aujourd'hui, s'abstenant demain de telle pratique sociale imposée par la loi ou l'opinion publique, luttant continuellement contre l'arbitraire du pouvoir, c'est ainsi qu'ils espèrent démontrer la possibilité de leur idéal social, l'inanité de l'état social présent.

Et voilà qui démontre que l'anarchie est une idée moins décousue que d'aucuns se l'imaginent.

J. Grave.

DES FAITS

« Je ne me suis guère amusé avec ces deux cents porteurs *que nous avions pris de force* et qui cherchaient à s'échapper à la moindre occasion. *On avait beau fusiller ou pendre ceux qu'on rattrapait*, les autres essayaient quand même et quelqu'un réussissait tout le temps. Alors, les char-

ges seraient restées en arrière si je n'avais pas eu la patience d'aller dans les villages voisins, avec quatre ou cinq tirailleurs, pour ramasser les hommes ou les femmes qu'on y trouvait; on leur plaçait trente kilos sur la tête et je continuais la route avec toutes les charges; parfois, tout le monde abandonnait le village, je mettais le feu à une ou deux cases généralement, le moyen était bon, tout le monde revenait; on faisait attacher le chef, qui était obligé de donner des esclaves pour enlever les charges.

« D'autres fois, personne ne se présentait; nous faisions enlever tout ce qui était dans les cases ou les greniers, et nous le distribuions aux autres noirs du convoi, qui mouraient de faim. La nuit, on surveillait tout ce monde-là; *mais ils s'enfuyaient tous à la fois et il était difficile de tuer tout le monde.* »

(Extrait d'une lettre d'un sous-officier de la mission Marchand.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Illogisme. — La plupart des journaux, sauf l'*Echo de Paris*, l'*Eclair* et le journal du marquis de Luçay, dit Rochefort, premier grand recordman de la pitrerie contemporaine, protestent contre les projets de huis clos que le gouvernement a laissé percer à propos de l'affaire Esterhazy. Que la presse soit le reflet de l'opinion publique ou que celle-ci soit l'œuvre de celle-là, il en résulte que la grande majorité des citoyens français veut avoir sa part de la comédie judiciaire qui se répète dans les coulisses ministérielles.

Pourquoi donc? Doute-t-on de la probité et de l'équité des juges qui se préparent à affronter le feu de la rampe? Quoi! la foule qui acclame sur leur passage, indifféremment, les Esterhazy de tous grades, qui se pâme d'aise aux caracolades de leurs montures, qui s'extasie bouche bée aux reluisances de leurs galons, de leurs boutons de métal et de toute la quincaillerie meurtrière dont ils s'affublent, cette foule respectueusement idolâtre de l'épaulette et de la sabretache sans distinction de ce qui est dessous, peut-elle émettre un doute aussi irrévérencieux!

Voyons! un peu de logique! Quand on a abdiqué de gaieté de cœur, et *souverainement*, sa souveraineté entre les mains de gouvernants, de juges, de policiers, de militaires, etc., de quel droit vient-on se mêler des affaires de ces gens-là? Vous conférez un tas de pouvoirs très dangereux à une collection de bonshommes qui n'y aspirent que parce qu'ils ont l'intention de s'en servir dans leur intérêt, et quand ils veulent exercer la souveraineté dont si bénévolement vous les avez investis, vous récriminez et prétendez les régenter pour qu'ils l'exercent comme vous l'eussiez fait vous-mêmes! Eh bien, alors, que ne la gardez-vous, cette souveraineté, pour vous-mêmes, au lieu de vous en défaire si légèrement? En accordant à certains d'entre vous le droit redoutable de vous juger, vous reconnaissez implicitement à ces hommes une intelligence, une équité, une loyauté, une divination supérieures. Vous êtes donc mal venus de protester et de les mettre en suspicion. C'est le cas de dire : « Tu l'as voulu, ne t'en plains pas! »

* *

M. Zola vient d'adresser une seconde lettre, non plus à la jeunesse française, mais à la France. Dans cette lettre, il s'élève contre la « presse immonde » qui a empoisonné l'âme du peuple. Ce n'est pas nous qui chercherons à calmer l'indignation de Zola, indignation que nous trouvons parfaitement justifiée. Mais cette presse immonde que tant d'écrivains de talent vilipendent n'existe et ne subsiste que grâce à l'appui que ceux-ci lui accordent. Les malédictions de Zola manquent de logique, venant au moment où *Paris* paraît en feuilleton dans le *Journal* de Fernand Xau, le plus immonde des directeurs de journaux qu'il soit possible de rêver. Cessez de prêter à ces officines interlopes l'appui de votre notoriété qui aide à leur fortune, et leurs tenanciers chercheront un autre terrain que la presse pour y exercer leurs louches besognes.

* *

Un exemple. — Il existe encore à Argenteuil un pont à péage. Les habitants et ceux que leurs affaires obligent à traverser ce pont se plaignent de ce tribut réitéré qui leur est imposé. Voici donc ce que l'on a imaginé. Les ouvriers qui doivent traverser ce pont soit pour se rendre à leur travail, soit pour en revenir, s'arrangent de façon à passer en foule, de sorte que l'unique gardien ne peut les retenir tous et exiger d'eux l'acquittement du droit de péage. Tout au plus en retient-il un ou deux sur le nombre. De même les charretiers s'entendent pour passer par groupes et tiennent, de leurs charrettes, toute la largeur du pont. Le gardien est forcé de se ranger sur l'un des côtés sous peine d'être écrasé; pendant ce temps les charrettes filent.

Voilà un exemple de ce que peut l'esprit d'entente pour passer outre aux prescriptions de l'autorité. La résistance en masse est invincible, on ne saurait trop le corner aux oreilles des moutons de Panurge dont la terre est couverte.

André Girard.

Turquie.

On annonce que les personnes arrêtées à la suite du dernier prétendu complot contre le sultan ont été embarquées sur un vapeur qui a pris immédiatement le large, et ont été jetées à l'eau ayant d'énormes pierres attachées au cou. Un Grec qui était parmi les arrêtés est mort à la suite des tortures subies.

Hanotaux a versé, affirme-t-on, des larmes d'attendrissement en pensant à la haute équité de son grand ami l'assassin Abdul-Hamid.

Suisse.

Les socialistes genevois. — A l'instar de leurs associés de Hambourg, ils ont commis une vilenie. Le 7 novembre, ces prétendus socialistes se sont coalisés avec les libéraux pour faire tomber le pouvoir entre les mains des pires ennemis du socialisme. Jamais certains hommes n'auront prouvé plus délibérément que, selon un mot de Barrès, les sectaires deviennent aisément des hypocrites, qui couvrent de leurs principes leurs combinaisons personnelles. Le sextuor d'autoritaires (Didier, Fazy, Vincent, Gavard, Richard), au profit desquels ces faux progressistes ont confisqué les libertés qu'ils affirment revendiquer, a du moins le mérite d'être franchement antisocialiste. Lorsqu'on inscrit sur un programme : « Respect strict du droit d'asile, suppression du mode actuel d'expulsion administrative », on ne vote pas pour le chef du département de Justice et de Police. Quand on se dit socialiste et libre penseur, on n'accorde pas une seule voix à un fanatique du catholicisme libéral qui n'est ni l'un ni l'autre.

Le « parti ouvrier socialiste », qui envoie au Conseil d'Etat un rhéteur ambitieux pour qui le prolétariat est le cadet de ses soucis, donne une singulière idée du jugement de ses membres et donne le droit de contester son existence. Il n'y eut jamais l'ombre de sympathie socialiste dans les actes et les paroles du docteur Vincent. Du moins, cet homme grand, gros et fort leva sa lourde main sur MM. Serment et Wiollier qui... courent encore. Il n'en faut pas davantage aux yeux des socialistes pour être un « homme de progrès ». Prétendre obtenir « la gratuité absolue de l'enseignement secondaire et professionnel », et accorder ses suffrages à un président d'instruction publique qui ne sut qu'insulter, en leur absence, MM. Sigg, Hauzinger, Baatard et Périer, subordonnés qu'il traita impunément de malfaiteurs, c'est une dérision.

Si les socialistes pouvaient jouer un rôle politique, ce serait celui du coup de balai et du tout à l'égout parlementaire, afin de n'y pas choir eux-mêmes. Mais non, dans ce pays charmant, il suffit qu'un magistrat soit avocat, propriétaire et bien en cour pour qu'on l'admire lorsqu'il traite de malfaiteurs, d'êtres malfaisants, d'hommes aux mains sales, les braves gens qui osent le contredire. Après ça, M. Richard est un galant homme, surtout lorsqu'il tarabuste celle qu'il considère comme « la plus jolie » de ses régentes. En pareille compagnie, ce n'est pas le socialisme opportuniste du député Thiébaud, une *utilité* de la comédie électorale, qui refrénera les appétits budgétivores de ses six collègues du Conseil d'Etat. Il faudrait un héritier pour mater ces immobilistes d'apparences radicale ou indépendante. L'incapacité de quelques-uns n'a d'égale que leur autoritarisme brutal qui ne céderait qu'aux éclats d'une éloquence épileptiforme. Le rôle du *radical* est tenu par Moïse Vautier, chargé de remplir les intermèdes. Toujours à cheval sur des principes qui n'existent plus, il en a gardé une démarche cavalière, mais sur l'asphalte politique, il va tout de travers. C'est un quincaillier qui n'aime pas la concurrence. Il donna de sournois coups de lime aux liens qui l'unissaient à James Fazy et plus d'un coup de marteau sur la tête d'un Didier impitoyable aux Marions de Lorme. Tout ce monde de haute et basse crèche, où il n'y a pas plus de radicalisme que de socialisme, en est encore à ressasser les lieux communs de Gambetta, les sophismes de Jules Suisse et les paradoxes de Burdeau. Des libéraux qui se donnent pour radicaux et qui écrivent : « Nous répudions les sectaires de la révolution internationale. » Vous les aviez donc épousés? De prétendus socialistes qui votent pour un magistrat qui vient de faire appréhender à leur domicile, et emmener par des agents, tous les citoyens soupçonnés d'avoir reçu un journal où l'armée est critiquée, afin de pouvoir fouiller leur appartement jusqu'au galetas.

Telle est la matière électorale qui écuma le 7 novembre dans la boîte à gifles. Au lieu d'abandonner leur poste d'avant-garde aux libéraux, les socialistes de Genève n'avaient qu'à s'abstenir. Ils préfèrent applaudir; soit! mais alors qu'ils ne parlent plus de leur fameux principe de la « conquête des pouvoirs ».

La liste des candidats réactionnaires ou conservateurs était plus nulle que la précédente. Hommes et idées sont usés, épuisés, dans le parti de l'immobilisme. Le conservatisme se cramponne grotesquement aux vieilles perruques du radicalisme fazyste et se fait traîner gratis en invectivant, pour complaire à quelques puissants et gâteux banquiers, les rosses du tombereau gouvernemental. De très petits bourgeois, vulgaires de mise, communs de ton, prétentieux d'allure, d'humeur « avenaire » (?), rogues et sottement méticuleux, tel est le gratin offert aujourd'hui par une soi-disant aristocratie. Un vague traducteur qui justifia son titre; je ne sais quel caissier d'Exposition qu'un inconvenant reporter a vu naître « dans un tas d'or... et de billets de banque »; un très vieux coq qui n'a plus que ses jambes coudées et dont le coquerico n'émeut que les vieilles poules du *Journal de Genève*; un ancien avocat du radical James Fazy... transformé en défenseur de la réaction, mettant son babil acide et ses vocalises nasillardes au service des anciens ennemis de son client, en somme des zéros multipliés par des *x*, tel est le bilan du parti conservateur.

Il était impossible de rien augurer du succès des libéraux ou des révolutionnaires, mais ces derniers avaient deux chances incontestables : ils offrent à l'électeur idiotisé un maximum de médiocrités et des fils de banquiers. Or, pour les héritiers républicains de Son Altesse Royale le duc de Brunswick, l'argent n'eut jamais d'odeur. Quant aux libérâtres et aux socialistes de Genève, ils sont dignes de leur modèle Gambetta qui, sûr de la victoire, s'écria : « Il n'y a pas de question sociale! »

P. Ilori.

Angleterre.

Le *Labour Leader* publie la lettre suivante :

« Cher camarade, le Comité exécutif de la Société des Amis de la Liberté russe adresse un appel de fonds pour procurer les moyens de défense nécessaires à Wladimir Bourtzeff, Russe accusé, devant le tribunal de Bow-Street, d'avoir excité ou essayé d'exciter des personnes inconnues au meurtre du tsar au moyen d'un périodique russe publié à Londres et portant le titre de *Narodovoletz*, dont il était l'éditeur et le directeur.

« Un sentiment très répandu — et j'ose même penser général — en Angleterre veut que tout accusé ait un procès convenable, et, à cet effet, il faut qu'il soit pourvu d'un conseil légal. C'est encore plus nécessaire lorsqu'il s'agit d'un étranger se trouvant en pays étranger et n'ayant qu'une connaissance imparfaite de la langue et de la procédure anglaises.

« Je dois ajouter que, depuis sa jeunesse, Bourtzeff a été persécuté sans relâche par la police russe. Encore étudiant, il a été arrêté sans jugement,

gardé pendant trois ans en prison et exilé, également sans jugement, en *Sibérie d'où il s'est évadé*. Plus tard, dans la péninsule balkanique, il a été poursuivi par les polices russe et turque et ne dut qu'au courage d'un capitaine marchand anglais de pouvoir gagner en liberté la terre anglaise.

« *Il faut dire* que la Société n'est responsable d'aucune des opinions émises par Bourtzeff; ce n'est que pour les raisons exposées plus haut qu'elle fait appel à tous les amis de la liberté qui désirent maintenir un des principaux titres de gloire de l'Angleterre, la possibilité de trouver asile sur nos côtes pour tous ceux qui se trouvent obligés de fuir les gouvernements tyranniques de leurs propres pays.

« Des démarches ont déjà été faites pour pourvoir le prisonnier de l'assistance légale nécessaire, et comme sir John Bridge a renvoyé Bourtzeff devant la cour criminelle centrale (central criminal court), on aura besoin d'une somme considérable.

« Les fonds ou promesses de concours doivent être adressés à J. F. Green, 40, Outer Temple, Strand, W. C., avec l'indication de leur destination « Bourtzeff Defence Fund ».

« Espérant que vous aurez la bonté d'insérer cet appel dans votre journal, je suis fraternellement à vous.

« J. Fred. Green.

« 31 décembre 1897. »

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Citoyen,

« Ci-inclus un mandat de 20 francs dont 10 francs pour le journal, et 10 francs pour envoyer cinq camarades aux *Mauvais Bergers* (à la Renaissance). La pièce de Mirbeau est l'action la plus révolutionnaire de ces dernières années. Elle portera sur le peuple avachi, un peu, et, surtout, sur la portion de la bourgeoisie dont les intérêts immédiats ne sont pas visiblement engagés dans la lutte et qui n'est méchante que parce qu'elle ignore.

« Vous voudrez bien choisir ces camarades non parmi les convaincus, mais parmi les *intelligents* qui sont *hésitants*.

« Sincères saluts socialistes. »

Pour répondre au désir de l'envoyeur, nous mettrons ces cinq places à la disposition de cinq personnes qui nous seront désignées par des amis.

⁂

A partir du 5 janvier, la rédaction de l'*Enclos* sera chez le camarade Prod'homme, 7, rue des Saules.

⁂

Création d'une colonie communiste en France. — Tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* ont lu l'appel que nous avons fait afin de recenser les partisans d'une colonie communiste en France. Le résultat en est superbe, au moins cinq cents camarades verraient la tentative avec joie.

Devant un tel chiffre, devant des volontés aussi nettement exprimées, nous n'avons plus qu'à entrer dans l'action. C'est ce que nous faisons : si ce n'est avec l'enthousiasme d'hommes qui ne voient aucune difficulté, c'est du moins avec tout espoir de les vaincre.

D'ailleurs, les camarades qui veulent ou faire partie de la communauté, ou l'aider selon leurs moyens, sont aussi des clairvoyants; ils ne se leurrent point, mais ils ont pour eux le courage et le profond dégoût qu'inspire la vie dans la société actuelle; ils feront l'impossible pour créer la communauté et la faire vivre. A côté de nous, quelques littérateurs sont décidés à encourager l'initiative et, par leur plume, à attirer l'attention sur elle.

D'aussi bonnes dispositions de toutes parts nous facilitent la voie : tâchons d'en profiter et de prouver que les hommes peuvent vivre heureux dans le communisme anarchique.

Il n'y a plus qu'à réunir le capital que nous pourrons constituer entre nous et, à cet effet, nous ouvrons une souscription, comme nous y engagent les camarades, afin de pouvoir se réunir dans la colonie ayant les chances en mains. A côté de notre effort personnel, l'attention que soulèveront les littérateurs précités fera tomber dans l'escarcelle communiste quelques billets qui seront bien nécessaires.

Quant à moi, je mets tout ce que j'ai : cent francs, et cherche à intéresser au sort de la colonie tous ceux qui, en dehors de nous, verraient d'un bon œil la tentative de travailleurs conscients.

Que l'on fasse donc parvenir les adhésions, les conseils et les *souscriptions pour* la création communiste à Georges Butaud, 4, passage Boiton.

⁂

Nogent-sur-Marne, le Perreux. — Les lecteurs du *Libertaire*, du *Père Peinard* et des *Temps Nouveaux* sont priés de se rendre dimanche, 16 janvier, à 2 heures de l'après-midi, chez M. Tasse, marchand de vins, rue des Jardins, à Nogent. — Urgent.

⁂

Fourchambault. — Tous les anarchistes de la région désireux d'agrandir la propagande sont invités à la réunion qui aura lieu le samedi soir, à 8 heures, le 15 janvier, *Restaurant des travailleurs*, place Saint-Louis, où le camarade Comte fera la proposition de créer une bibliothèque au centre de la ville.

⁂

Amiens. — Tous les samedis, à 8 h. 1/2, au Cent de piquet, Faubourg du Cours, réunion de tous les camarades.

Ordre du jour : *La Société future*.

Le dimanche, à 5 heures, même local, rencontre de tous les copains. — Causerie par un camarade.

⁂

Arles. — Ceux d'Arles et des alentours que la question sociale passionne sont priés de passer chez le camarade Gilles, 1, rue de la Trouille. Ils y trouveront journaux et brochures libertaires, ou les demander au crieur du journal *Le Travailleur*.

⁂

Reims. — *Appel aux camarades*. — Il est douloureux de constater qu'en notre ville, où les compagnons sont nombreux, la propagande est presque nulle. Le chômage et la misère d'une part, le dégoût de la politique de l'autre, devraient cependant faciliter nos efforts. La cause des mauvais résultats obtenus est due entièrement à l'inertie de tous les camarades qui prennent prétexte de rien et de tout pour ne pas suivre nos réunions.

A l'approche de la période électorale, il est urgent que tous se réveillent et que les forces éparses se groupent, pour la lutte contre l'erreur du suffrage universel que les partis politiques se préparent à enseigner par la bouche des candidats déjà désignés à cet effet. L'inertie équivaut à la lâcheté pour celui qui a compris nos idées.

Que tous viennent donc à la réunion du samedi 15 courant, au *Cruchon d'Or*, rue de Cernay, dans laquelle seront discutées l'apparition d'un journal hebdomadaire de combat et la tactique à suivre pendant la foire électorale. Encore une fois, à l'œuvre, camarades! notre émancipation dépend de notre activité.

⁂

Amiens. — Camarades, au moment où tous les partis politiques s'agitent, mobilisent leurs groupes, où tous les assoiffés du pouvoir dressent leur plan de campagne pour la grande bataille qui doit bientôt se livrer, pour savoir qui prendra les rênes de l'autorité, allez-vous persister dans cette indifférence manifestée depuis quelque temps? Allez-vous, par votre apathie, laisser le champ libre à nos ennemis? Non, nous ne le croyons pas.

Au diable ces petites mesquineries, l'anarchie est au dessus de l'individu.

Plus l'on sera, mieux ça vaudra.

Votre présence nous prouvera que nous avons raison. Serrons les rangs pour la bataille et venez dimanche, à 3 heures, au *Cent de piquet*.

⁂

Un camarade de Bruxelles désire vendre, très complètes et en parfait état, les collections suivantes : le *Révolte*, relié (Paris) ; la *Révolution sociale* (Paris, 1880); l'*Egalitaire*, revue anarchiste (Genève); l'*Insurgé*, *Ni Dieu ni maître* (Bruxelles, 1885) ; la *Liberté* (Verviers, 1886).

Le tout : 75 francs, ou séparé selon leur valeur. S'adresser à E. L'homme, 36, rue des Alexciens, (Bruxelles).

⁂

Le camarade Galleani Luigi, qui était « domicilio coatto » à Pantellaria, vient d'être transféré à Favignana (Sicile).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Annuaire de l'Association générale des étudiants de Paris (1897-1891), 41, rue des Ecoles.

Les Bacchis, de Plaute, interprétation de Stéphane Pol, 1 plaquette, 1 fr. 25, à la Société libre d'édition des gens de lettres, 12, rue d'Ulm.

Lettre à la France, par E. Zola, 0 fr. 10, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Lettre à M. Max Nordau, par J.-E. Lagarrigue, à Santiago (Chili).

Esterhazy contre lui-même, par J. Bahar, 1 brochure, 0 fr. 50, imprimerie du Petit Bénéfice, 13, rue Béranger.

A NOS LECTEURS

Pour les raisons habituelles, nous ne pouvons donner de Supplément *cette semaine*.

PETITE CORRESPONDANCE

D. — Votre article est incomplet. L'antisémitisme est, surtout, une lutte des capitalistes catholiques contre la banque juive.

G., à Lyon. — Reçu mandat. Brochures expédiées. Lisez *Bibliographie*, supplément du n° 30.

V. O., à Courtrai. — Le mandat du 7 décembre nous est bien parvenu et a été encaissé par nous.

J. B., à Jemmeppe. — Entendu. La situation est en règle.

F., à Munich. — Reçu mandat. Pris note de l'observation.

B., à Brest. — Courage. Il y a comme cela des périodes de calme.

F., Marseille. — Convocation arrivée trop tard. Mardi matin, dernière heure.

V., à Nîmes. — Il y a eu erreur. Le n° 36 ne contenait pas de supplément.

D., à Châteauroux. — Patientez quelques jours, la *Société future* est en réimpression.

L. B. I. — Cette phrase de Proudhon doit se trouver dans son livre *Qu'est-ce que la propriété?*

F., à Liège. — Il y a erreur. Bien reçu. Ça va bien.

L., à Marchiennes. — Bien reçu. Il y a eu erreur.

E., à Reims. — Reçu, ça va bien.

E. J., à Neuchâtel. — J'ignore si la conférence de Duc-Quercy a été publiée en brochure, et où ça se trouve.

Reçu pour la fille à Decamps : Marius, 0 fr. 50.

Reçu pour la veuve Callis : E., à Daumazan, 2 fr.

Nous avons également reçu de la veuve d'Aschéri une lettre demandant aux camarades de lui venir en aide. Nous partagerons entre les deux les sommes qui nous seront envoyées.

Reçu pour le journal : C. J., à Fourchambault, 0 fr. 55. — R., à Mâcon, 0 fr. 50. — Gj., 5 fr. — Séverin, 0 fr. 50. — N., à Moissac, 0 fr. 50. — Les camarades de la Chapelle, 10 fr. — Un anonyme, 10 fr. — Merci à tous.

S., à Preslav. — G., à Arles. — C. J., à Fourchambault. — A. F., à Amiens. — P., à Puget. — P., à Lille. — M., à Avignon. — S., à Cette. — R., à Mâcon. — D., au Havre. — N., à Toulouse. — E. de R., à Tournai. — C., à Grenoble. — Vve H., à Alais. — F., à Paris. — A., à Rouen; E. à Reims; M. à Bradford; N., à Herstal; H., à Nantes; M., à Saint-Nazaire; B., à Bourg-de-Péage (par le *P. P.*). — E., à Montpellier. — R., à Bordeaux. — N., à Verviers. — C., à Marseille. — B., à Moulins. — C. B., à Rouen. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

TROISIEME ANNEE, N° 39 DIX CENTIMES DU 22 AU 28 JANVIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX AMIS

Sans un envoi inespéré de fonds, reçu au dernier moment de l'Argentine, nous ne paraissions pas cette semaine. La situation reste la même pour la semaine prochaine. Avis à ceux qui s'intéressent à l'existence du journal.

PURULENCES

S'il y a une chose qui ait lieu de nous étonner dans l'affaire Dreyfus, c'est l'intervention de certains de ceux qui se disent anarchistes.

Protester parce que Dreyfus est une victime? Mais pourquoi plutôt à son sujet que pour Monod, Courtois, et tant d'autres, qui sont au bagne pour simple délit de plume ou de parole?

Un seul homme a pris leur défense : c'est Henry Leyret. Tous les autres sont restés muets à leur sujet. Est-ce parce que leur famille ne remue pas des millions?

Protester contre le huis clos... Mais tous ont été condamnés à débats ouverts, quelques-uns par le jury! alors que, je le répète, leur seul crime était d'avoir exprimé des opinions et de n'être poursuivis que pour cela. Pour un article paru dans le *Libertaire*, Etiévant ne vient-il pas d'être condamné, sans huis clos, à la relégation? Qui a protesté?

Que peut nous faire le huis clos, à nous qui, pour délit d'opinion, sommes déférés au tribunal correctionnel dont la mission est de condamner tous ceux qui sont un danger pour l'ordre social qui le paie et peut faire monter en grade le juge qui l'aura le mieux servi?

Pourquoi protester contre le huis clos, nous qui sommes contre toute forme de jugement et qui, à la récidive, pour délit d'opinion, pour avoir osé dire tout haut ce que d'autres penseront tout bas, pourrons être envoyés au bagne?

On nous dit qu'il faut placer la question à un point de vue plus élevé ; qu'il s'agit de justice générale. Très bien! mais alors la justice pour tous ; aussi bien pour ceux que l'obscurité livre sans défense à la merci du pouvoir, que pour celui qu'une famille puissante peut soutenir.

⁂

Mais personne n'aura été logique dans cette affaire. Des défenseurs du gouvernement l'accusent d'avoir, pour des motifs inavouables, sciemment fait condamner un innocent; et, par contre, des adversaires du gouvernement, comme les Drumont, les Rochefort, ont été particulièrement ignobles en s'acharnant, parce qu'il était juif, sur un homme qui, étant données les conditions dans lesquelles il a été jugé, aurait dû profiter du doute.

Rochefort, qui autrefois fut condamné par un conseil de guerre, et a été à même de juger ce que pèse la justice entre les mains des soudards, Rochefort, qui tous les jours accusait les hommes au pouvoir des actions les plus viles, Rochefort s'est fait le paladin de la justice militaire, le défenseur de la probité des hommes qu'il accusait des pires palinodies.

Sous prétexte de patriotisme, d'amour de l'armée, lui et Drumont se font les défenseurs d'un Esterhazy qui formulait ce vœu : « voir arriver le jour où il pourrait enfin sabrer, à la tête d'un escadron de uhlans, la vile populace française » qu'il abomine. Eux qui eurent à subir des poursuites pour délit d'opinion, se font les pourvoyeurs de cour d'assises, contre ceux qui ne veulent pas être si plats qu'eux.

Et la foule bête, la foule malheureusement ignoble parfois, la foule qui se divise en Dreyfusiens et en Esterhaziens, prenant parti pour l'un ou pour l'autre, selon le journal qu'elle lit, se dispute sur le patriotisme de deux individus dont la mission sera de la faire canarder lorsque la faim la poussera dans la rue, et qui n'aura que ce qu'elle mérite, puisqu'elle est assez stupide pour ne pas s'apercevoir que l'on se moque d'elle, que c'est sur son dos que se jouent toutes ces turpitudes.

⁂

Il y a eu pourtant, en cette affaire, un homme que l'on ne peut accuser de s'être vendu et qui a eu le courage de se mettre, presque seul, en travers de ce débordement de boue. Cet homme, c'est Zola qui, convaincu de l'innocence de Dreyfus, s'est mis à le proclamer bien haut.

Mais sa crânerie ne va qu'à moitié chemin. Accusé par les jeunes bourgeois qui respectent d'autant plus l'armée qu'ils en font moins partie, et sont d'autant plus patriotes que cela ne les engage à rien; accusé d'avoir manqué de patriotisme et d'avoir insulté l'armée, Zola s'en défend et déclare professer le plus grand respect pour ce chancre purulent que son attitude aide à crever.

Dreyfus était-il coupable ou innocent, je n'en sais rien,et peu m'en chault, puisque, après tout, il ne subit que les inconvénients d'un système qu'il avait mission de défendre; mais ce que je sais bien, ce qui crève les yeux, ce que Zola a vu comme tout le monde, c'est que la condamnation de Dreyfus, coupable ou innocent, n'était qu'une comédie destinée à en sauver de plus compromis et de plus puissants.

Esterhazy lui-même, ici, n'était encore qu'un dérivatif. Derrière ces comparses, il y en a d'autres. Vous qui vous faites forts de l'innocence de ceux que l'on dénonce, nommez-nous donc ceux que l'on cache.

Allez-vous faire comme dans le Panama, comme dans les chantages de la presse, où chacun se donnait à l'oreille des noms certains, citait des faits, et où, en définitive, tout le monde a été acquitté parce qu'il aurait fallu remuer trop de boue, où tout le monde s'est tu, parce qu'il aurait fallu dénoncer trop de coreligionnaires.

Nous ne demandons la condamnation de personne, mais nous ne voulons pas que, sous prétexte de sauvegarder des entités, on ne nous dise que des demi-vérités, que l'on nous berne avec des accusations jamais nettement formulées ni précisées.

Ce que nous voulons, c'est la démonstration de ce que nous avançons, et de ce qui est : l'effet démoralisateur de votre ordre social. Tout y est pourri, tout y est en putréfaction: déchirez donc les voiles,que l'on voie enfin dans toute sa hideur ce qu'ont produit cent années de régime mercantile.

⁂

Ah! nous sommes descendus bien bas. Ce n'est pas dans la boue que nous nous noyons, c'est dans la sanie qui coule de ces plaies chancreuses qui s'effondrent sous la pression interne du pus qui les gonfle et que l'on dénomme institutions gouvernementales.

Nous avons eu le scandale des décorations; les scandales des chantages de la presse; nous avons eu le scandale des gouvernants marchands de leurs votes; nous avons eu, dans ces affaires, le scandale d'une magistrature se faisant la fidèle servante des partis au pouvoir; maintenant c'est l'armée qui s'effondre; que pouvons-nous demander de mieux, nous anarchistes?

N'avions-nous pas dit que le pouvoir c'est la perversion pour celui qui l'exerce ; que le militarisme et la discipline étaient l'abaissement des caractères, les générateurs de tous les vices? Ce sont les faits qui viennent en apporter la confirmation éclatante.

La société est pourrie du haut en bas. La foule elle-même n'en est pas indemne, puisque les faits lui crèvent les yeux sans l'émouvoir. Chaque individu regrettant au fond de lui-même de n'avoir rien à vendre afin de prendre part à la fête.

Où nous conduira toute cette corruption? Quelle sera la médication énergique qui arrêtera cette gangrène morale qui menace de nous conduire sous peu à la décomposition?

La révolution sociale?

Mais il faut des idées fortes pour la susciter. Et c'est pourquoi nous voudrions voir se ré-

pandre l'idée de l'émancipation complète de l'individu par lui-même, le voir travailler à l'expansion de son individualité, acquérir la pleine conscience de sa dignité.

Y arriverons-nous? On en douterait parfois, lorsqu'on voit l'avachissement enlizer les meilleures volontés. Heureusement que la conviction d'être dans le vrai est une force, et que l'espérance ne s'éteint jamais en le cœur de l'homme, même aux heures les plus sombres de la vie; et que, dans les sociétés même les plus corrompues, il dort parfois des énergies latentes qui peuvent s'éveiller.

J. Grave.

On lit dans le *Libertaire* de samedi 8-22 janvier :

« Les bandes de malandrins qui, sous le nom de *Français de France* et les ordres de Drumont, opèrent en compagnie des pleure-Alsace enrégimentés par Millevoye nous valent ce bel état d'esprit.

« Ces infatigables semeurs de haine ont à ce point ravagé l'opinion, que les plus indépendants, les plus respectés, les plus illustres de la nation ont été couverts de calomnies, assaillis d'insultes, menacés dans leur vie, pour avoir osé prétendre qu'un juif condamné pouvait bien l'avoir été sans preuves et sans raison! »

Les plus respectés, les plus illustres de la nation, ce sont, d'après le *Libertaire*, les Guyot, les Reinach, les Picquart, etc.

On peut être l'adversaire de nos idées et être un très honnête homme. Mais citer comme plus illustres les Guyot et les Reinach, méprisés même de leurs collègues, voilà qui a lieu de nous étonner de la part d'un organe que, jusqu'ici, nous avions tout lieu de croire anarchiste.

COOPÉRATION COMMUNISTE (1)

(*Suite*)

Voici donc comment nous avons pensé qu'il était possible dès maintenant, en pleine société actuelle, de jeter les bases de la société future, d'organiser et de développer peu à peu un embryon de société vraiment communiste-anarchiste, en dehors de toute ingérence de l'État, de toute intervention du capital, de toute atteinte de l'autorité.

Chacun de nous a dans la société présente une valeur productive quelconque. Il s'agirait de nous mettre en rapport les uns avec les autres afin d'appliquer notre puissance productrice à la satisfaction de nos besoins réciproques, par un échange de services sans estimation de valeur.

Ce plan, qui, au premier abord, paraît sinon impossible, du moins très difficile à réaliser, a besoin d'être examiné et expliqué dans l'application de ses détails.

Supposons, ainsi que cela existe d'ailleurs entre les camarades du groupe dont il a été question, trois ou quatre camarades se connaissant de longue date, et ayant acquis les uns pour les autres une estime et une confiance mutuelles. Ils exercent des métiers différents; l'un est cultivateur, un autre cordonnier, un troisième ébéniste, etc. Ils décident d'établir entre eux ce mode d'échange sans argent, sans estimation de valeur. Le cultivateur fournit des légumes ou tous autres produits de la terre aux deux ou trois autres qui, en retour, lui fournissent, selon ses besoins, les produits de leur spécialité respective.

Il est évident qu'un groupe aussi restreint ne peut que très imparfaitement et très partiellement mettre en pratique les relations communistes projetées. La combinaison de leurs spécialités productives n'est susceptible de satisfaire qu'un trop petit nombre de besoins pour que, d'une façon appréciable, ils se sentent quelque peu dégagés du joug du capital. En effet, sauf en ce qui concerne ces quelques besoins, il leur faut conserver des rapports avec la société actuelle et par conséquent continuer à se servir de la monnaie.

Mais, si avec ces quelques camarades divers autres producteurs se mettent en rapport, on conçoit que plus est grande la multiplicité des besoins trouvant à se satisfaire par la multiplicité et la diversité des aptitudes productrices en rapport, plus l'emploi de l'argent se restreindra.

Nous devons, en passant, faire remarquer cette différence essentielle qui distingue la colonisation de notre plan de coopération communiste. Dans la première, le grand nombre des adhérents est un danger; il augmente les chances de désaccord et, par conséquent, peut être une cause de dissolution de la colonie. D'où l'argument souvent objecté à l'idée communiste par nos adversaires que l'entente est possible dans un groupe restreint, mais non dans toute une société où trop de diversité existe dans les goûts, les aspirations et les opinions.

Au contraire, dans le schéma de société future que nous voudrions tenter de réaliser dès maintenant, chaque individu sera d'autant plus libéré de la société présente que le nombre de camarades en rapport sera plus considérable. En effet, chacun trouvera à satisfaire la plupart de ses besoins et n'aura à s'adresser à la société capitaliste que dans quelques occasions assez rares.

* *

Il est donc certain qu'au début l'emploi de la monnaie sera nécessaire pour l'achat, par exemple, de matières premières, ou de ce qui ne rentrera pas dans la catégorie des produits fournis par les adhérents à ce mode de coopération. Or, il est possible que tel camarade ne puisse, faute de l'argent nécessaire à l'achat des matières premières, satisfaire à la demande d'un produit formulée par tel autre camarade. Dans ce cas, celui-ci ne peut-il agir comme il le ferait dans la société envers le commerçant auquel il s'adresserait, et fournir au camarade en question la somme nécessaire à l'achat de la matière première? J'ai besoin d'un vêtement, par exemple, et je m'adresse à un camarade tailleur. Celui-ci manque du drap nécessaire et ne peut l'acheter. Dans la société actuelle, quand j'ai besoin d'un vêtement, je l'achète, j'en débourse le prix entre les mains d'un fournisseur. Ne pourrai-je verser entre les mains du camarade la somme qui lui sera nécessaire à l'achat du drap?

Au fur et à mesure que l'association deviendra plus complexe, ce besoin d'argent se fera de moins en moins sentir, surtout lorsqu'elle comprendra des camarades susceptibles de fournir des matières premières.

Il arrivera aussi, certainement, dans les premiers temps, qu'en raison du petit nombre de spécialités productrices associées, tel ou tel camarade sera dans l'impossibilité de rendre à tel autre un service à ses yeux équivalent à celui qu'il en aura reçu.

Trois solutions se présenteront à lui :

1° Il pourra arriver à rendre un service équivalent en complétant en monnaie la valeur du service qu'il aura reçu. Cette solution, cela va sans dire, est la pire, car elle est en contradiction avec le principe d'échange sans estimation de valeur, qui est la base de notre coopération communiste.

2° Une série de services rendus successivement pourra à un moment donné équivaloir au service reçu.

3° Enfin, et c'est là que se manifestera le plus clairement le caractère communiste de notre coopération, le service qu'il ne pourra rendre en échange de celui qu'il aura reçu, un troisième ou un quatrième le rendra.

Prenons un exemple : le cordonnier a reçu un mobilier de l'ébéniste. Il pourra lui fournir une certaine quantité de chaussures pour lui et sa famille, et s'il estime que cette quantité de chaussures n'équivaut pas au service qui lui a été rendu par l'ébéniste, il pourra compléter en monnaie, ou mieux lui fournir de la chaussure pendant plusieurs années. Enfin, troisième solution : l'ébéniste a d'autres besoins que le besoin de chaussures; il se trouve qu'un troisième camarade, le cultivateur, a des obligations envers le cordonnier. Ce dernier chargera le cultivateur, et au besoin un quatrième et même un cinquième camarade à qui il aura précédemment rendu service, de l'aider à rendre à l'ébéniste l'équivalent du service reçu. Et plus grand sera le nombre des travailleurs en rapport, plus facile se fera cet échange de services et plus complète sera la somme des besoins satisfaits de cette manière.

Les travailleurs intellectuels trouveront également place dans cette association communiste; le professeur se chargera de l'instruction des enfants, etc.

En résumé, plus multiples seront les rapports établis, plus nombreuses les spécialités productrices, et plus complète sera l'association, plus elle se rapprochera de la société communiste dont nous poursuivons l'avènement et plus saisissante sera la propagande ainsi faite par l'exemple. Car, en raison de cette complexité, la somme des besoins ainsi satisfaits sera considérable; l'établissement des échanges de services sans estimation de valeur et sans l'intervention d'aucune autorité, qui sont la caractéristique du communisme anarchiste, donnera un canevas aussi fidèle que possible de l'idéal social dont nous voulons prouver la possibilité.

Il nous reste maintenant à répondre à quelques objections prévues et à montrer l'avantage que nous pourrions tirer de ce canevas communiste, au point de vue de la lutte révolutionnaire.

(*A suivre.*) André Girard.

(1) Voir les numéros 37 et 38.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Samedi a eu lieu au Tivoli-Waux-Hall une réunion organisée par le *Libertaire* pour protester contre le huis clos des affaires Dreyfus et Esterhazy. Nous n'avons pas à analyser les mobiles de ceux qui ont organisé cette réunion, puisqu'il est convenu que les anarchistes agissent chacun comme ils l'entendent, chacun restant seul responsable de ses actes.

Relevons seulement les paroles du compagnon Tortelier, qui, seul, selon nous, est resté dans la logique anarchiste :

« Je viens à la réunion, puisqu'on a mis mon nom sur les affiches sans me consulter, et que je ne veux pas laisser passer cela sans déclarer que les anarchistes n'ont qu'à se réjouir de ce que les dirigeants et les galonnés se mangent le nez. Tant mieux! tant mieux! Pour ce qui est de Dreyfus et d'Esterhazy, je m'en fous! »

J. Grave.

* *

Panama militaire. — Je me trouvais, l'autre jour, par un concours de circonstances fortuites, à causer avec une personne qui compte de nombreuses relations avec ce brillant état-major qui, dans le mystère de ses bureaux, nous prépare de si glorieuses destinées. La conversation tomba naturellement sur

l'affaire Dreyfus-Esterhazy et je laissai parler mon interlocuteur,en ayant bien garde de l'interrompre. Voici les délicieux renseignements qu'il me donna: « L'acharnement que le pouvoir militaire a mis à empêcher la lumière de se faire sur cette affaire de trahison a des motifs plus graves que des questions d'amour-propre ou même que des passions politiques et religieuses. Nous sommes en présence d'un véritable *Panama militaire*. Que Dreyfus ou Esterhazy soient ou non coupables, c'est ce qui lui importe peu. Il a redouté et redoute la lumière, de peur que ce qui se passe dans ses bureaux ne soit divulgué au public.

« Il se pratique couramment entre les officiers employés dans les bureaux de la guerre et les officiers de nationalité étrangère des échanges de renseignements faits,de chaque part, dans le but de tirer les vers du nez à la partie adverse. Un officier français, par exemple, fournira des renseignements sans importance, afin de provoquer de son ou de ses correspondants des renseignements plus graves dont il pourra se prévaloir pour son avancement. Les chefs le savent et laissent faire, encouragent même.

« J'ignore si Dreyfus est ou non un traître, mais il est très possible que lorsqu'on flaira une trahison, il y a trois ans, le coupable se soit arrangé — dans le cas où Dreyfus serait innocent — à faire tomber les soupçons sur lui. Les quelques petits renseignements que Dreyfus aurait pu fournir précédemment, plus maladroitement peut-être que d'autres, ont peut-être servi d'arguments concluants pour établir sa culpabilité. Aujourd'hui, c'est Esterhazy qui est accusé par le frère de Dreyfus. Cet Esterhazy est un assez vilain monsieur qui paraît capable de pas mal de canailleries. Peut-être, a-t-on pensé, est-ce lui le machinateur de l'affaire Dreyfus? Peut-être aussi, moins « bonne tête » que Dreyfus, a-t-il menacé de « manger le morceau » si on le condamnait?...

« Quoi qu'il en soit, le pouvoir militaire aurait-il eu en mains les preuves indéniables de l'innocence d'Esterhazy, il n'aurait pas davantage laissé déposer publiquement un officier d'état-major, parce qu'il aurait fallu avouer ce qui se passe dans les bureaux de la guerre, il aurait fallu faire connaître à tous les maquignonnages et le petit commerce de renseignements qui se pratique entre les états-majors des divers pays. C'était l'effondrement de tout le prestige, de tout le respect religieux dont ont su s'entourer tous les chefs militaires, depuis la guerre de 1870, grâce à leur cabotinisme patriotique.

« On a prononcé les mots de *Panama militaire*. Oui, c'est bien un *Panama* qui a menacé, et menace encore peut-être, les grands chefs en qui la France patriote a mis sa confiance. C'est là la seule cause de la rage avec laquelle ils étouffent tout débat public. S'il s'agissait d'une simple erreur judiciaire de leur part, ils pourraient à la rigueur la reconnaître. Mais jamais, au grand jamais, ils ne voudront laisser dévoiler la vérité. Il s'agit de leur propre salut. »

Je buvais du petit-lait en écoutant mon interlocuteur qui me paraît avoir mis le doigt sur la vérité.

Voilà pourquoi on nous impose tous les ans d'un milliard depuis vingt-huit ans!

*
* *

Emile Zola a écrit une lettre indignée au Président de la République, lequel, c'est à craindre, ne sera à la hauteur ni de son correspondant, ni de la situation. L'acte de courage de Zola ne nous étonne pas de lui. Resté jeune de cœur, il a conservé cet amour de la lutte qu'il manifesta à maintes reprises en faveur de ce qu'il crut toujours la vérité. Le courage civique est devenu chose si rare aujourd'hui qu'on ne peut s'empêcher de le saluer au passage.

*
* *

Des protestations nombreuses se signent contre le huis clos de l'affaire Esterhazy; une réunion a été tenue samedi à ce sujet. Evidemment, ici, nous sommes contre tout huis clos, mais nous sommes aussi contre tout jugement. Le huis clos est une précaution inutile, car le nombre des jugements iniques rendus au grand jour montre que les juges ne s'embarrassent guère de l'opinion publique et de la vérité quand leur intérêt ou leurs passions les conduisent.

Ce n'est pas tant le huis clos qu'il faut attaquer que l'abominable droit que s'arrogent certains d'envoyer leurs semblables au bagne ou à la mort.

André Girard.

*
* *

Moulins. — Les ouvriers maçons de cette ville se sont mis en grève. En septembre dernier, une transaction était intervenue entre eux et leurs employeurs. Ces derniers devaient les payer à raison de 0 fr. 50 l'heure et s'engageaient à donner 0 fr. 27 et 0 fr. 33 à l'heure à leurs aides. Au 1er janvier dernier, les entrepreneurs ont refusé de maintenir le tarif qu'ils avaient ratifié quatre mois auparavant.

Confiants dans l'équité d'un valet de la bourgeoisie, cette poignée de malheureux qui revendiquent le droit de ne pas tout juste crever de faim, car ils concèdent au patronat le droit de prendre sa part du lion, sont prêts à se retirer devant le juge de paix d'un des deux cantons de cette ville et à accepter bénévolement la décision qu'il leur soumettra.

Ces pauvres diables ont les pieds et les poings liés par les préjugés qui en ont fait de la bonne chair à exploitation. Tant s'en faut que Moulins soit un centre révolutionnaire; jusqu'ici la parole libertaire y est très peu connue. Cette ville est le type du milieu aristocrapule; la curasserie et la mendicité sont les deux principaux éléments qui y croissent librement.

Camarades de la région, venez à la rescousse! quelques anarchistes y feraient de la bonne besogne.

Notre liberté dépend de celle de nos frères de chaînes.

Th. Bonbeck.

Belgique.

Ceux qui croyaient que l'Espagne gouvernementale était la seule à pratiquer les procédés de tortures doivent reconnaître aujourd'hui que le gouvernement clérical de Belgique ne le cède en rien aux brutaux inquisiteurs d'au delà les Pyrénées.

Voici une révélation dont nous garantissons la plus authentique véracité :

Talonné par les sourdes dénonciations de quelques journalistes-policiers dont la progressiste (!) *Réforme* paraît devenir le repaire, le parquet profite de la découverte d'engins de fabrication de « fausse monnaie » pour échafauder un « grand complot d'anarchistes faux monnayeurs » et les conséquences n'ont pas tardé à se produire : les camarades arrêtés sont soumis à de véritables tortures morales.

Gayraud a été, dans sa cellule, brutalement frappé, criblé de coups par un immonde geôlier; sa maîtresse a été l'objet de mauvais traitements de la part des gardiens; plus de dix fois par nuit, on la réveille, on la force à entrer dans la voie des dénonciations, on la brutalise, et toutes ces infamies se passent sous l'œil protecteur des enjuponnés du parquet, certains à l'avance du silence de la presse. Pour couronner leur infamie, les magistrats renvoient d'Hérode à Pilate l'avocat de Gayraud réclamant le dossier de l'affaire. C'est beau la justice! Et au lieu de protester, les tristes mouchards fourvoyés dans la *Réforme* continuent à se faire les rabatteurs de tous les cancans et de tous les potins d'après lesquels le parquet édifiera son accusation.

Plus que jamais, on peut répéter le proverbe : En Belgique deux choses sont à vendre, la prostituée et le journaliste.

*
* *

Une bande de fils à papas, étudiants gommeux et crétins, flanqués d'une douzaine de naïfs et de pourchasseurs de popularité, a organisé un meeting — très glacial — au sujet de l'affaire Dreyfus.

Grands liseurs de rouleaux de papier noirci, indécrottables ergoteurs de codes, ces eunuques n'ont eu garde d'user les rocailleuses cordes de leurs voix mondaines pour protester contre des infamies bien plus flagrantes, — mais, hélas! favorables au maintien des privilèges de la bourgeoisie dont ils relèvent! *Les atrocités de Montjuich*, l'affaire Cyvoct, la chasse aux anarchistes, toutes ces atteintes sans nombre au droit de pensée laissèrent jadis absolument froids les crétins de la *Prava Mater!*

En supposant même qu'en soulevant l'affaire Dreyfus, la clique des Speyer et sous-Speyer obéisse au *seul* sentiment du droit, l'indifférence de la masse estudiantesque, ainsi que son ignorance des problèmes sociaux, prouvent une fois de plus cette parole de Proudhon : « La jeunesse n'est bonne qu'à boire et à faire l'amour. »

*
* *

En terminant, annonçons avec joie que les camarades bruxellois vont recommencer leurs conférences d'hiver; de nombreux orateurs ont promis leur concours.

Flaustier.

*
* *

Quant à la police, c'est une propagande zélée qu'elle accomplit; tous les jours elle fait des recrues nouvelles. On ne comprend pas pourquoi ce budget-là s'enfle à vue d'œil toutes les années, lorsque tant de volontaires s'enrôlent pour l'honneur seulement.

Un des derniers promus, c'est le citoyen Romain Van Loo, comptable de la Coopérative, à la Maison du Peuple de Bruxelles. Des flics se présentent, armés de deux ou trois photographies d'anarchistes, disent-ils, soupçonnés de faux monnayage.

Cette accusation à deux tranchants commence à devenir un système, et ce pourrait être un moyen fort commode pour se débarrasser de quelques gêneurs irréductibles.

Quant à la méthode des photographies circulantes, elle est bien imaginée : c'est tout simplement le boycottage organisé par la police : qui voudra, désormais, employer ces têtes notées d'infamie et brûlées en effigie, pour ainsi dire? Mais c'est la prison à perpétuité que cela, et avec suppression de vivres, encore!

Pour en revenir à nos roussins et à notre Romain, celui-ci déclara qu'il lui semblait bien que ces visages ne lui étaient pas inconnus, qu'en tout cas les anarchistes venaient à la Maison du Peuple à telle heure, — et il précisa — qu'ils s'asseyaient là, — et il montra l'endroit de la main. « Si j'en reconnais quelqu'un, ajouta-t-il, je ne manquerai pas de vous le dénoncer. »

L'engagement est formel; et, comme la nomination ne figurera pas au *Moniteur*, il était bon d'en prendre acte.

J. Degalvès.

Italie.

Le cynisme des classes dirigeantes n'a plus de bornes, ici.

Tandis qu'en Sicile la famine sévit parmi la foule et que les populations se révoltent comme à Siculiana, la bourgeoisie se prépare à fêter l'anniversaire de la révolution sicilienne de 1848.

A cette occasion, Crispi prononcera, à Palerme, un discours commémoratif pour tâcher de relever son prestige de tripoteur et de farceur dévoilé.

Mais le peuple se décidera-t-il, sur l'exemple de ses politiciens, à se révolter contre son esclavage et ses chaînes pour célébrer à son tour les fêtes de la délivrance complète?

*
* *

On annonce la libération de plusieurs camarades du *domicilio coatto*. Cependant cela n'empêche pas les bourreaux judiciaires de continuer leurs infamies. Nos compagnons de Rome, Dagostini et Dunano, viennent d'être condamnés au cachot pour affichage de manifestes anarchistes.

Evening.

Brésil.

Un de nos correspondants nous écrit que, en ce moment, le livre de notre ami Kropotkine, *La Conquête du pain*, obtient un très grand succès au Brésil, à cause qu'un exemplaire a été trouvé sur le député Borbora Luisa, lors de son arrestation comme complice de l'attentat contre le président du Brésil.

Notre correspondant nous dit que ce Borbora, très autoritaire lorsqu'il était gouverneur de Pernambouc, s'est sans doute repenti et est peut-être devenu un défenseur du peuple? Cela est douteux.

Les amis de là-bas vont faire paraître la traduction de *Dieu et l'Etat* de Bakounine, qui sera suivie sous peu de celle de la *Société future*.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Jeunesse anarchiste du XVe. — Dimanche 23 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, chez Béra, 116, boulevard de Grenelle, causerie par un camarade sur « la grève et le sabottage ». La soirée se terminera par des chants révolutionnaires.

Dimanche 30 janvier, même salle, causerie par le camarade Prost sur « l'abstention ».

∴

SAINT-ETIENNE. — Tous les camarades sont invités à une réunion, samedi 19 courant, au café de la Marine, place de la Grenette.

Le camarade Fauvet expliquera pourquoi l'expropriation est admise en théorie et non en pratique.

∴

AMIENS. — Dimanche 23, réunion des anarchistes au *Cent de Piquet*.

∴

MARSEILLE. — Jeudi 27 janvier, à 9 heures du soir, conférence publique et contradictoire, donnée par les camarades Chantemesse et Chaumel, au Bar de l'Alhambra, place Sadi-Carnot, ancienne Place Centrale. Sujet traité : *Le machinisme et la propriété*.

∴

Le camarade Roberto d'Angiò prépare une biographie d'Angiolillo en diverses langues. Il fait appel au concours de tous pour couvrir les frais d'impression. Adresser les envois à l'*Agitazione*, 10, via Cialdini, Ancône (Italie).

∴

Le camarade Prat nous prie de donner son adresse : Corrientes 2041, Buenos-Ayres.

La *Protesta Humana* qu'il fait paraître est : casilla del Correo 1227, Buenos-Ayres.

∴

Le camarade T. Bonheur renouvelle à ceux qui auraient l'intention d'organiser des conférences en vue des prochaines élections qu'il se tient à leur disposition. Sujet : *Les Crimes du vote*. Lui écrire poste restante, Moulins (Allier).

BIBLIOGRAPHIE

A lire :

Chronique, par H. Bauer, *Echo de Paris*, 17 janvier 1898.

Mensonges conventionnels, par Maurice Allard, *Lanterne*, 21 décembre 1897.

Grandeur et servitude militaires, par J. Rocher, *Bourguignon Salé*, 15 janvier 1898.

Entre eux, par U. Gohier, *Aurore*, 18 janvier 1898.

AUX AMIS

L'imprimeur vient de nous livrer le nouveau dessin de C. Pissarro, pour l'album, représentant des Sans-Gîte. *Elle est en vente au prix de 1 fr. 25, et 1 fr. 40* franco.

∴

Un camarade vient d'ouvrir, au numéro 1 de la rue Thévenot, une boutique où se vendront toutes nos brochures, journaux et volumes se rattachant à l'idée. C'est une œuvre de propagande qui sera continuée si l'on réussit à couvrir les frais. Aux camarades à y entraîner leurs amis et connaissances pour achalander l'œuvre.

PETITE CORRESPONDANCE

J. S., à Ploesti. — Volume expédié. Seulement il aurait été plus prudent d'ajouter 25 centimes pour la recommandation.

P. R., à Lille. — Brochures expédiées, sauf l'*Organisation corporative* épuisée.

Saint-Denis. — Voulez-vous prendre 53 invendus chez le dépositaire ?

F. P., à New-York. — Et votre adresse ?

W. S., à Berlin. — *Histoires naturelles* de J. Renard expédié. J'ai ajouté brochures pour le complément de la somme.

H., à Rotterdam. — Il y a eu un peu de désordre. Il se peut que le mandat ait été reçu. Je le compte comme tel.

Les Ventrabourisches. — Le fait est vrai. Mais avant de lui en faire un crime, il faudrait connaître les termes exacts par lesquels il refusa.

T. A., à Tunis. — C'est fait.

L. F., à Macerata. — Votre abonnement était fini depuis fin octobre. Celui-ci finit fin janvier.

T. B., à Moulins. — Oui, distribuez les invendus.

A. B., à Annonay. — Il y a eu erreur. Ça va bien.

Reçu pour la petite fille de Decamps : Buenos-Ayres, 1 fr. 75.

Reçu pour la famille Angiolillo : Buenos-Ayres, 15 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Buenos-Ayres, 1 fr. 75.

Nous avons reçu du comp. Moret 1 fr. pour l'*Idea Libre*, et 1 fr. pour *Germinal* de Londres.

Reçu pour le journal : H. P., à Horion, 2 fr. — Anarchistes tunisiens, 2 fr. — Moret, 1 fr. — Buenos-Ayres, 61 fr. 50 (en plus 25 fr. pour le *Libertaire* et 45 fr. pour le *P. P.*) — Millau : Un groupe naissant, 1 fr. 50. — Rod, 2 fr. — A. A., 2 fr. — A. D., à Frontenac, 1 fr. — B., à Genève, 20 fr. — Montreuil : cotisations du groupe, 3 fr. 70 ; Un papier peint, 2 fr. — Marseille : Reliquat du groupe amical, 4 fr. ; Un esclave du rasoir, 1 fr. — Un obscur, 2 fr. — Merci à tous.

O. K., à Gmund. — F., à Saint-Denis. — M. G., à Morez. — B., à Nantes. — J., à Châlons. — V., à Marseille. — D., à Winterthur. — G., à Saint-Q.-les-M. — R. à Gand. — B., à Tours. — L., à Amiens. — M. D., à Buzen. — Reçu timbres et mandats.

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Bordeaux :

Rue d'Ornano, 4 ;
Angle du boulevard Pey-Berland et rue Pellegrin ;
Rue de Coursol, près la caserne ;
Kiosque, cours Victor-Hugo, en face le lycée ;
Rue Grassiolet, 17.

On y trouve également tous les journaux libertaires. S'adresser aussi à la compagne Lafosse, 11, rue des Augustins.

à Limoges :

Chez Moreau, place Denis Dussoubs ;
Chez Papy, Rond-point Garibaldi ;
Au kiosque de la place Jourdan ;
Au kiosque de la Poste.

On y trouve tous les journaux et brochures anarchistes.

à Grenoble :

Chez Perronnard, 1, rue de l'Hôpital. Le vendeur porte à domicile.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Incendiaire, lithographie, par Luce.
Porteuses de bois, par C. Pissarro.
L'Errant, par X.
Le Démolisseur, par Signac.
L'Aube, par Jehannet.
L'Aurore, par Willaume.
Les Errants, par Rysselbergh.
L'Homme mourant, par L. Pissarro.

Les deux premières sont épuisées. Le prix de chaque lithographie est de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco. Il y a une édition d'amateur à 3 fr. 25 l'ex., 3 fr. 40 franco.

Nous avons aussi :

Aux Temps Nouveaux, lithographie de Willaume, 1 franc, franco 1 fr. 25.

L'Ecrasement, la lithographie du journal *Anarchist*, 1 franc.

Et le frontispice en couleur du Supplément, 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste encore 5 collections complètes du Révolté *paru à Paris (années 1885, 86 et 87). Nous les laisserons à 10 fr. les 3 années.*

Nous avons également, à 1 fr. 50 l'année complète, le Révolté *9e année,* Révolte *4e, 6e et 7e. Frais d'envoi en plus. Les 4 peuvent entrer en un colis de 5 kilos : 1 fr. 10 pour l'extérieur ; 0 fr. 80 en gare ; 1 fr. 25 à domicile pour la province, 0 fr. 25 à Paris.*

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1)	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux —	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*.	» 30
Déclarations d'Etiévant	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*.	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*.	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard*	» 15
La loi et l'autorité, *Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta*	» 15
L'Internationale, *par Malon*	» 30

Brochures éditées par le groupe des *E. S. R. I.* :

Les Révolutionnaires au Congrès de Londres	» 15
Réformes et Révolution	» 20
L'Individu et le Communisme	» 20
Comment l'Etat enseigne la morale	1 80
Misère et Mortalité	» 20
Pourquoi nous sommes internationalistes	» 20

Brochures éditées par l'*Art Social* :

L'Art et la Révolte, *par F. Pelloutier*	» 15
L'Organisation corporative et l'Anarchie, *par F. Pelloutier*	» 15
L'Ecrivain et l'Art social, *par Bernard Lazare*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20

Brochures éditées par le *Libertaire* :

Les Crimes de Dieu, *par S. Faure*	» 10
Le Dogme et la Science, *par E. Janvion*	» 30

Brochures éditées par le *Père Peinard* :

Variations guesdistes, *par Pouget*	» 15
Almanachs 94, 96, 97, 98, chaque	» 35
Chansons en musique : 1° *Les Anti-proprios*. — 2° *Les Libertaires*, chaque fascicule	» 15
Réflexions sur la propagande anarchiste à Roubaix, brochure éditée par le groupe de Roubaix	» 10

Volumes de chez différents éditeurs :

Œuvres *de Bakounine*. . . . franco.	2 75
La Conquête du pain, *par Kropotkine*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 75
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*	1 25
De la Commune à l'anarchie, *Malato*	2 75
La Douleur universelle, *par S. Faure*	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	2 75
Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Le Primitif d'Australie, *par E. Reclus*	2 75
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
De Mazas à Jérusalem, *par Zo d'Axa*	3 »
Les Porteurs de torches, *par Bernard Lazare*	3 »
Sous-offs, *par Descaves*	2 75
Enquête sur la question sociale en Europe, *par J. Huret*	2 75
En dehors, *par d'Axa*	1 30
Biribi, *par Darien*	2 75
Bas les cœurs ! *par Darien*	2 75
Bibliographie de l'anarchie, *par Nettlau*	5 »
Correspondance de Bakounine	2 75
Au port d'armes, *par Henry Fèvre*	3 »
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis*	2 75

(1) Prises dans nos bureaux, les brochures se paient 0 fr. 05 et les volumes 0 fr. 25 en moins.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNEE, N° 40 DIX CENTIMES DU 29 JANVIER AU 4 FÉVRIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX DÉPOSITAIRES

Nous leur envoyons, cette semaine, le bordereau mensuel. Prière d'y répondre le plus vite possible. Il y a urgence.

A M. ÉMILE ZOLA

On ne saurait le méconnaître sans mauvaise foi : vous venez d'offrir un beau spectacle aux hommes de notre temps.

Fort de votre conviction, vous l'avez soutenue sans démordre, contre tous. En une lettre qui ne sera pas la moins belle de vos œuvres, vous accusez deux ministres-généraux, plusieurs officiers, membres des conseils de guerre, et l'état-major au grand complet de fraude, mensonge et imposture. Et puis vous réclamez la cour d'assises et vous savez l'obtenir. Tout ceci est d'une beauté d'allure peu coutumière à notre époque, où dans la terreur du coup de chien brutal l'opinion se meut au doigt et à l'œil des chefs de troupes et de police, gardiens de l'ordre.

Mais si votre attitude m'a ému jusqu'au désir de vous l'écrire, c'est pour avoir réveillé en moi des rêves souvent rêvés, réchauffé des illusions éteintes.

Illusions et rêves communs à tous les affamés de bonheur social, à tous les impatients de justice. Aux heures où sous le voile des événements qui la cachent l'évolution nous désespère de sa lenteur, qui n'a pas souhaité voir toutes les forces actuelles, bonnes ou mauvaises, matérielles ou morales, d'un mot tout ce qui est puissant apporter dans le combat révolutionnaire l'appoint de sa puissance? Nous, dont les propagandes s'alimentent surtout aux oboles des travailleurs, nous avons rêvé de l'idée éclosant en le cerveau de quelque milliardaire et de tout cet or mis soudain au service de notre cause. Nous avons rêvé, aussi, de l'aide que nous pourrait être le prestige des richesses intellectuelles accumulées. Nous imaginions le grand savant, le grand artiste, le grand écrivain profitant de la foule déjà groupée autour de lui pour jeter des paroles de vérité sociale et de révolte. Et nous supputions le profit inespéré de telles initiatives. Et nous pensions qu'elles seraient capables — pourquoi pas? — de barrer la route aux grands fléaux modernes, qu'un jour on verrait peut-être, ici ou là, des intelligences d'élite se révolter contre la guerre ou la peine capitale ou telle autre survivance des barbaries révolues et que les puissances temporelles n'oseraient résister, incertaines si la victoire — dans cette lutte engagée devant l'opinion — serait à l'esprit pensant ou à la force brutale.

Or, c'est quelque chose d'analogue que vous tentez. Votre renommée, force improductive jusqu'ici et qui dormait autour de vous, féconde seulement en émotions égoïstes et en joies d'orgueil, vous avez voulu la faire servir à quelque chose. Vous l'avez ramassée toute en votre main et vous en êtes servi comme d'un porte-voix afin de mieux faire entendre ce que vous croyez utile pour la vérité. Certains penseront que vous aviez largement payé votre tribut social en conviant la foule aux fortes émotions d'art. Vous n'avez pas cru de même. Vous avez voulu identifier l'homme et l'artiste, ces deux faces du même être — si souvent dissemblables, hélas ! Et votre inspiration fut bonne, car je ne sais rien de plus touchant, de plus noble, en sa puissante logique, que le spectacle de cette force, la gloire, fille de l'art et du beau et venant se mettre au service du bien.

Et justement, parce que vous inaugurez, comme un excellent exemple, ce courageux usage de la notoriété, nous voudrions vous voir comprendre de la façon la plus large et remplir jusqu'au bout ce devoir social. Certes, je ne dis pas que ce soit rien, l'innocent arraché aux griffes des bourreaux, ni l'âpre entêtement pour la lumière. Cela eût suffi en d'autres temps. Mais cela ne suffit plus au nôtre, en ce siècle d'énorme enfantement, où les principes d'une vie nouvelle surgissent des ténèbres, en quête de bouches courageuses pour les formuler, de cœurs généreux pour les défendre.

Vous accusez celui-ci et celui-là. Vous désignez les coupables par leurs noms et ce sont des noms d'hommes. Sans colère et sans haine vous êtes-vous demandé pourquoi et comment ces hommes sont coupables? Au cours de votre réquisitoire, vous expliquez la première phase de cette affaire Dreyfus par une intrigue de coterie toute-puissante, jalousie ou zèle d'ambitieux désœuvrés, comme une crise d'hystérie militaire. Cela déjà eût dû vous induire à rendre responsables de ces hontes, non pas telles individualités perverses, tels officiers oublieux du devoir, mais l'institution elle-même, vieillie et déchue, immobilisant des énergies à d'inutiles besognes, conférant sans nécessité d'effroyables pouvoirs et, ainsi, génératrice d'abus criminels et de lâchetés. Et pourquoi laisser croire que toute la malfaisance militaire se soit cantonnée dans les Bureaux? Tandis que ces messieurs de l'état-major complotaient la mort d'un des leurs à l'aide des machinations noires et des perfidies si bien racontées par vous, que faisaient leurs collègues des régiments? Trop de gens au retour des casernes nous l'ont appris pour que vous ne le sachiez pas. Les uns trafiquaient de la santé des hommes à eux confiés, prélevant sur l'ordinaire leurs menus plaisirs. D'autres, avec une joie féroce, les martyrisaient à l'abri d'un code barbare. Les moins coupables promenaient du quartier au cabaret leur nullité paresseuse.

Les deux conseils de guerre dont vous avez flétri les sentences iniques ne me semblent pas dépasser l'ordinaire scélératesse de ces tribunaux d'exception. Dites, si vous voulez, que rarement les juges fusilleurs opèrent avec autant d'éclat et sur une victime de cette importance. Mais c'est même besogne. C'est plus répugnant même et plus lâche. Car les petits soldats sur qui nos bons officiers se font la main n'ont ni amis, ni famille de taille à les défendre. Ce sont des enfants, des simples, des frustes, comme on dit, emmenés du foyer brusquement. A se trouver seuls, ainsi, loin du pays, sans soutien, sans argent, sans affection, le courage leur manque des fois. Et sous l'insulte ou la cruauté systématique de brutes avinées le geste de révolte leur échappe. Alors on leur casse la tête comme à des chiens. Seulement, pour que ce soit en règle, ces messieurs du conseil paraphent le meurtre. Et ils ne sont pas libres de s'y refuser, puisqu'ils appliquent un règlement. Leur crime n'est donc pas de commettre tel ou tel acte, mais de faire le métier qu'ils font.

Venons à la seconde phase de l'affaire, au coup de force politique pour étouffer le bruit, coûte que coûte. Comment expliquer, par l'imposture fortuite d'un magistrat ou de plusieurs, l'histoire qui se répète pareille depuis des années où les « scandales » se multiplient, flore naturelle de cette fin de régime? Laissez donc tranquilles les Mercier et les Billot. Ces gens sont ministres de la troisième République et ils font, avec un louable entêtement, leur devoir de ministres de la troisième République. Toutes les bourgeoisies, robe, épée, négoce et finance, sentent, en effet, d'une façon plus ou moins nette, qu'à chaque tare mise au jour, le prestige diminue et que la culbute est proche. Alors à leurs hommes politiques ces braves fils de 89 donnent le mot d'ordre : étouffement, ténèbres, bâillon, huis clos. Et si c'est l'armée qui est en jeu, la consigne devient féroce. L'exil pour l'innocent, et la mort, et la torture plutôt qu'une tache au galon. « Ne touchez pas à l'armée », cette phrase blaguée restera le document très précieux sur l'effarement de la bourgeoisie mourante. Et c'est assez naturel. L'armée, c'est la défense quand même des privilèges et des ripailles, c'est le canon et la baïonnette, la force qui seule reste quand tous les prestiges sont partis.

Vous le voyez, Monsieur Zola, les hommes que vous accusez sont de frêles marionnettes peu dignes de nos colères et de nos courages et qui s'effacent vite pour laisser voir derrière elles des institutions seules responsables, seules coupables. Pour peu que vous persistiez en votre tâche de justicier, c'est avec elles, face à face, que vous vous rencontrerez et qu'il faudra vous battre. Il est impossible que vous ne l'ayez pas éprouvé déjà depuis que vous menez cette campagne.

Aux assises, où vous pensez faire la lumière aisément, vous les trouverez encore, ces institutions mauvaises. Elles feront face au danger,

représentées par des magistrats partiaux, des témoins menteurs, des jurés iniques, — tous s'engraissant du régime bourgeois et dévoués à sa défense.

Et si vous voulez vous défendre jusqu'au bout, il faudra bien que vous dénonciez cette coalition de sales intérêts, il faudra bien que vous frappiez plus haut et plus loin que vos accusations premières.

Puisque l'impérieuse logique de la lutte vous y contraint, pourquoi ne pas foncer d'abord sur l'ennemi véritable, du temps que vos forces sont fraîches? Et à ceux dont les volontés sont saines et courageuses, mais les cerveaux embrumés de préjugés, alourdis par la fatigue des écrasants labeurs, ceux-là à qui nous devons l'aide fraternelle de notre clairvoyance, pourquoi ne pas leur indiquer de suite la vraie source du mal?

Après avoir analysé bien des cas pareils à celui qui vous préoccupe, c'est à ce dernier parti que nous nous sommes arrêtés, nous autres. On nous appelle, pour cela, rêveurs et songe-creux. Et nous sommes pourtant les seuls pratiques, nous qui marchons droit aux causes et n'espérons pas, sans toucher aux racines, extirper l'herbe mauvaise.

Et je suppose maintenant que les bourgeois de la cour d'assises — magistrats et jurés — conseillés de bonne politique ou pris de peur, vous donnent raison, se résignent à la lumière. J'admets que le capitaine innocent revienne d'exil et que les officiers coupables, généraux et ministres en tête, aillent prendre sa place. Qu'aurez-vous fait pour la justice, qu'aurez-vous fait pour la vérité? Ah! bien peu! En un passage de votre lettre vous dites: « Je ne veux pas être complice. Mes nuits seraient hantées par le spectre de l'Innocent qui expie là-bas, dans la plus affreuse des tortures, un crime qu'il n'a pas commis. » Est-ce que seules vous touchent les injustices dont vous connaissez l'histoire et le détail? Acceptez-vous la complicité des crimes et des tortures que vous savez aussi réels que la lumière du jour, mais dont vous ne pouvez nommer les victimes, ni préciser les circonstances? A l'heure où vous avez écrit ces lignes, des milliers d'innocents souffraient dans les tortures et mouraient par le crime.

Dans les geôles de l'armée, dans les bagnes du capital, sous la poigne de l'autorité, sous la caresse raccrocheuse des prêtres, chaque jour des milliers d'innocents se lamentent, s'exténuent, se révoltent et s'avilissent. Leurs corps se déforment et s'anémient, leurs âmes se corrompent, leurs cerveaux s'emplissent d'ombre, leurs énergies s'étiolent. Leur existence tout entière se consume en des labeurs d'esclaves et de brutes. Innocent peut-être de ce dont on l'accuse, Dreyfus est coupable, lui du moins, d'avoir choisi l'infamante livrée dont les hommes de cœur aujourd'hui ne veulent plus. S'il a trouvé la souffrance et l'injustice, c'est poursuivant la gloriole misérable et les honneurs du sabre. Ces milliers d'innocents, dont je parle, purs de toute ambition, ne souhaitaient que la paix et le bonheur simple par le travail utile.

Pourquoi ne prenez-vous pas leur défense? Leurs bourreaux, vous les connaissez pourtant, aussi bien que les persécuteurs de l'officier juif. Ce sont les rois de l'or, les princes de l'autorité, les démons de la politique. Vous ne pouvez, certes, les traîner tous en cour d'assises. Ce qui ne servirait pas à grand'chose, d'ailleurs. Mais ils ne sont pas invulnérables pour cela. Ils se résument en une puissance: le vieux monde. Et contre cette puissance, une accusation formidable, un geste menaçant monte de la terre. Tendez simplement votre bras dans la direction des autres et grossissez la clameur accusatrice.

Ne croyez pas qu'accuser le vieux monde, d'un mot et d'un bloc, ce soit frapper à vide ou à faux. Il est des moments de l'Evolution où le départ s'établit net et facile entre le passé et l'avenir. C'est lorsqu'un certain nombre de rouages sociaux se trouvent usés ensemble et que cet encombrant résidu des siècles gêne les aspirations nouvelles.

Nous sommes à l'un de ces tournants d'où les révolutions apparaissent nécessaires et proches.

Après les équipées folles de l'enfance, après les luttes héroïques de la première jeunesse, l'Humanité vient aujourd'hui à la pleine conscience de soi-même. Rejetant les fables, les terreurs et les complications métaphysiques où il s'empêtra si longtemps, l'homme se simplifie jusqu'au rôle de producteur pour les besoins de son corps et de son intelligence.

Il veut enfin n'être que cela, mais tout cela et en jouir librement. Aux capitaines chamarrés, aux profonds politiques et aux marchands habiles il préfère le travailleur paisible de l'industrie et de la terre. Il ne croit plus qu'aux bonnes réalités, utiles et palpables de la science, du travail et de l'art.

Voilà le nouveau monde, voilà l'avenir. Et tout l'appareil des tutelles, des intermédiaires, et des hiérarchies — tant matérielles que morales — religion, pouvoir militaire et civil, capital et politique, voilà le vieux monde, voilà le passé, ce passé que l'Humanité traîne après elle et dont sa marche est ralentie!

Donc, sans crainte et sans remords, il faut les accuser, les condamner et les détruire, les institutions du passé, car toutes elles sont coupables — et d'un crime que rien ne lave, — coupables de se survivre à elles-mêmes, de rester debout malgré la volonté manifeste des hommes, immobilisant à des fonctions avilissantes, parce qu'inutiles, des énergies et des intelligences nécessaires ailleurs. Ces choses mortes à demi apportent parmi nous leur odeur de cadavre. Comme tout ce qui n'a plus ni vie réelle, ni raison d'être, elles se décomposent lentement par l'inaction où elles stagnent, et c'est d'où se développent hontes et scandales comme pustules sur un moribond. Comme tout ce qui cesse d'être utile, elles deviennent dangereuses.

Balayer cette pourriture, chasser ce danger, sans équivoque, sans restrictions, voilà l'œuvre nécessaire, actuelle. C'est le devoir impérieux de notre temps, auquel se doivent les meilleurs. Quand vous l'aurez compris, Monsieur Zola, quand vous voudrez le remplir, vous serez l'homme de votre art puissant et magnifique.

Et, pour finir, si ces lignes vous semblèrent parfois un peu rudes, veuillez les croire — comme elles sont — très sincères et très fraternelles.

CHARLES-ALBERT.

Aux petits soldats de France et d'ailleurs

Camarades,

L'écho des clameurs poussées par vos chefs, et par les très dignes braillards patriotes qui les admirent et les soutiennent, n'a pas été sans parvenir jusqu'à vous.

Vous savez qu'il s'est trouvé, d'autre part, des hommes assez audacieux pour prétendre que l'or des épaulettes, l'acier des sabres et des éperons, le cuir reluisant des bottes, ne conféraient pas à ceux qui s'en couvraient l'infaillibilité, ni ne leur donnaient en apanage l'exclusive justice.

Et, ceux-là, la Jeunesse abâtardie des grandes Ecoles Nationales passe aujourd'hui son temps à les conspuer. Tout ce qui pense librement, tout ce qui fait acte d'indépendance et manifeste son amour pour l'Impeccable Vérité est devenu suspect à cette Jeunesse.

Aussi, pour le prouver, s'est-elle rangée du côté de l'Autorité et applaudit-elle à outrance le Drapeau et l'Armée!

Mais, dans son esprit, l'Armée ce n'est pas vous: vous ne comptez pas; vous n'existez pas... vous n'êtes que la Matière d'essai pour les sophistications sociales! — L'Armée, c'est vos chefs; ceux qui ont le pouvoir de vous punir, de vous insulter, de vous faire souffrir et qui vivent de vous. L'Armée, c'est Billot, c'est de Boisdeffre, c'est Saussier, c'est les Grands Chefs: il n'y manque qu'un Bonaparte!

Eh bien! petits soldats mes camarades, peut-être l'heure est-elle proche où les chaînes de votre servitude seront brisées sous l'effort des mains fraternelles de ceux qui préfèrent, à la gloire des armes, la simplicité et la liberté dans la vie; de ceux contre lesquels manifeste la foule stupide des bourgeois.

Peu vous importe, n'est-il pas vrai, que les Dreyfus et les Esterhazy soient innocents ou coupables? Ce que vous voyez avec nous, c'est que le débat s'agrandit, c'est que le Militarisme est mis en cause, et qu'il va, par nous, être à son tour jugé!

Sans nous reconnaître de droit de vous inciter aux révoltes salvatrices, sans vouloir vous pousser à la haine contre vos chefs subalternes, souvent asservis eux aussi par un état social basé sur la spoliation, le mensonge et l'injustice, et propice à l'élevage de toutes les médiocrités, nous vous rappelons que nous sommes avec vous, comme vous devez être avec nous; que vous pouvez compter sur notre altruisme, sur notre fraternité, et que, si les circonstances précipitaient la venue de l'heure libératrice, nous n'aurions à opposer que nos poitrines aux armes avilissantes dont on a armé vos mains, quand vos maîtres vous commanderaient: « Feu! »

..... Tireriez-vous sur vos frères?

HENRI RAINALDY.

Le camarade Ferrière nous envoie la lettre suivante:

Cher camarade,

Dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, vous reproduisez l'extrait ci-dessous d'un article paru dans le *Libertaire* à la date du 8 janvier:

« ..... Ces infatigables semeurs de haines ont à ce point ravagé l'opinion que les plus indépendants, *les plus respectés, les plus illustres de la nation* (vous-même soulignez ces derniers mots) ont été couverts de calomnies, assaillis d'insultes, menacés dans leur vie pour avoir osé prétendre qu'un juif condamné pouvait bien l'avoir été sans preuves et sans raison... »

Suivent plus loin les noms de Picquart, Forzinetti, Scheurer-Kestner, Zola.

Vous commentez cette *coupure* d'article comme si, dans votre pensée, le signataire (anarchiste en lutte, c'est vrai, depuis peu, mais de longtemps et sincèrement convaincu) avait attribué pour son compte aux personnalités plus haut citées un droit au respect et à l'illustration. Et vous en manifestez une surprise logique.

J'espère que ceux qui ont entièrement lu le même article n'ont pu me faire l'injure d'interpréter ainsi ma pensée dont j'adresse à votre bonne foi la traduction nette.

J'ai voulu dire, *et pas autre chose*, que les hommes en question, de par l'imbécile hiérarchie sociale encore subie par la foule, les uns officiers supérieurs, l'autre vice-président d'un sénat, le dernier littérateur populaire et philosophe universellement discuté, étaient, en effet, *respectables* et *illustres* aux yeux de ceux-là même qui, les adulant hier, les conspuent aujourd'hui.

Je ne pensais pas qu'après tout ce qui fut écrit dans le *Libertaire* et ce que personnellement j'ai eu plusieurs fois la joie d'y affirmer contre toutes les idoles autoritaires, en particulier la Patrie, l'Armée, le Drapeau, on pût me supposer, on pût me croire capable de décerner à ces mêmes idoles un titre quelconque au respect ou à l'illustration.

Impatient et jaloux d'expliquer ainsi plus clairement une phrase dont je n'ai rien à retrancher, je m'adresse à notre commun souci de la rectitude d'action dans une même lutte contre les mêmes ennemis, pour communiquer par votre journal à tous les camarades cette exacte expression de ma pensée.

Je vous serre la main cordialement.

J. FERRIÈRE.

Le camarade Ferrière affirme que j'ai mal lu son article, cela se peut. Je venais de lire le placard que le *Libertaire* venait de faire contre le huis clos et où on affirmait que Esterhazy « ne devait pas échapper au châtiment qu'il méritait »! Tout cela rassemblé pouvait prêter matière à confusion.

Nous sommes à un moment où il ne doit pas y avoir de confusion. L'ami Ferrières nous affirme que sa phrase ne devait pas être prise au pied de la lettre. Il était bon que cela soit expliqué.

J. G.

COOPÉRATION COMMUNISTE [1]

(*Suite*)

Avant de nous décider à faire part à nos lecteurs de notre plan de coopération communiste, nous avons eu soin de le communiquer à divers camarades afin de provoquer les objections que nous n'aurions pu prévoir et d'étudier notre projet d'une façon plus complète. Nous répondrons ici à celles qui nous ont été déjà faites, disposés d'ailleurs à répondre aux nouvelles qui nous seraient adressées par quiconque jugerait que le sujet mérite attention.

On nous a objecté que beaucoup de camarades, pour ne pas dire à peu près tous, travaillent pour un patron quelquefois dix ou onze heures, ou plus, et qu'il leur est impossible d'allonger encore leur journée de travail pour produire pour l'association. D'un autre côté, ils ne peuvent non plus travailler seulement un certain nombre de jours par semaine pour leur patron et disposer d'un ou de deux jours pour l'œuvre de propagande. Fort peu de patrons s'arrangeraient de ces absences réitérées. En outre, à ses débuts, l'embryon de société communiste n'aura réuni que trop peu d'aptitudes productrices diverses pour permettre à ces camarades de se passer définitivement de patrons.

Cela est vrai jusqu'à un certain point. Mais il faut noter que presque tout métier a sa morte-saison. Durant cette morte-saison, le producteur, au lieu de demeurer les bras croisés en attendant des jours meilleurs et en déplorant la misère que lui occasionne ce chômage forcé, pourra parfaitement utiliser ses aptitudes productrices en coopérant à la production communiste, et profiter des avantages qu'elle lui offrira en échange.

Mieux encore. Le nombre des sans-travail est considérable. Il s'en trouvera qui ne demanderont pas mieux que de participer à notre organisation communiste, et d'y apporter leurs aptitudes productrices. De cette façon on aura, même en dehors de la morte-saison spéciale à chaque branche de la production, des éléments susceptibles d'activité. Il restera à leur fournir les moyens de mettre en œuvre leur activité. Eh bien, ce sera là précisément le rôle de celui qu'un patron occupera et qui, se trouvant dans l'impossibilité de faire bénéficier l'association communiste de sa force productrice, pourra du moins lui procurer les moyens d'acquérir les matières premières nécessaires au travail de ces camarades en état de chômage. Leur concours sera pécuniaire, puisque nous avons reconnu qu'au début, la contexture *trop élémentaire* de notre association nécessitera l'usage de la monnaie dans certaines circonstances dont le nombre ira en diminuant au fur et à mesure de l'*accroissement de la complexité* dans les relations entre coopérants.

Remarquons cependant que, dans des circonstances semblables, l'usage de la monnaie aura pour but, non pas l'échange entre nous, mais l'échange avec la société présente, dont on ne s'affranchira qu'en proportion de la diversité des aptitudes productrices en rapport communiste.

En un mot, chacun coopérera selon ses moyens, suivant le degré de liberté que lui laissera la société présente, pécuniairement quand il ne pourra faire autrement, en nature ou avec son travail quand il le pourra. En échange de sa coopération, il trouvera à satisfaire, *communistement*, d'autant plus de besoins que l'organisation communiste sera plus complexe.

∴

Votre intention est louable, nous dit un camarade, mais votre projet pèche par la base. Vous voulez établir entre vous un mode d'échange sans monnaie. Fort bien. Mais, à moins d'être doués de facultés créatrices, comment pourrez-vous vous procurer les moyens d'échange qui vous seront nécessaires dans vos rapports avec la société présente? Celle-ci n'admet pas les échanges en nature, et il vous faudra de la monnaie pour payer les services que vous lui demanderez, tant que votre association communiste n'aura pas réuni toutes les branches possibles de la production. Or, où la prendrez-vous, cette valeur monétaire, puisque vos échanges se feront en nature, directement ou indirectement, et sans bénéfice aucun? Quoique très attrayant, votre projet ne supporte pas la discussion au point de vue économique.

Notre contradicteur se trompe. Il a été maintes fois affirmé et il est aujourd'hui admis par tous les penseurs communistes que l'homme libre d'exercer sans contrainte ses aptitudes produit au delà des besoins de sa consommation. Donc, quel que soit le nombre des participants à notre coopération communiste, il y aura toujours une surproduction qui sera naturellement utilisée pour nous procurer la monnaie qui nous sera nécessaire dans nos relations avec la société bourgeoise.

Notre association, rappelons-le, a ceci de particulier qu'elle laisse l'individu qui y participe absolument indépendant. Les rapports ne s'y établissent qu'individuellement, d'unité à unité, sans entamer en rien le particularisme de chacun. Chacun de nous conservera à son gré des rapports plus ou moins étendus avec la société capitaliste. Il lui sera, en conséquence, loisible d'utiliser sa propre surproduction ou même la quantité qu'il lui plaira des produits auxquels il aura donné naissance, pour se procurer la part de numéraire dont il aura besoin.

De plus, il circulera, comme de tout autre produit, au sein de l'association, une certaine quantité de numéraire à laquelle on pourra avoir recours ainsi qu'à toute chose nécessaire.

D'ailleurs, l'élimination progressive de la monnaie ne s'effectuera qu'en raison directe du nombre croissant de spécialités productrices qui viendront s'adjoindre à l'association coopérative, c'est-à-dire en raison inverse des besoins que l'on aura d'elle.

Les dernières branches de production susceptibles de s'adjoindre à notre association sont naturellement celles qui nécessitent le concours du plus grand nombre de spécialités et, en dernier lieu, les monopoles. Il nous faudra avoir atteint un grand degré de complexité pour avoir, par exemple, théâtres, mines, usines, etc. Les transports par voie ferrée, les produits dont la fabrication est monopolisée par l'Etat, réclameront l'usage de la monnaie. Mais n'oublions pas que chacun d'entre nous sera d'autant plus libéré de la société capitaliste que les spécialités productives en coopération seront plus diverses et plus multiples et que cette multiplicité accroîtra d'autant la surproduction sur laquelle nous comptons pour nous procurer la quantité relativement minime de numéraire qui restera indispensable.

∴

On nous a enfin objecté que le manque de confiance, la crainte de ne pas voir les services rendus contre-balancés par les services reçus, en un mot, la peur d'être le « dindon de la farce », feraient hésiter ou arrêteraient bien des camarades. L'homme actuel, élevé dans une société basée sur l'égoïsme le plus étroit, n'a pas encore acquis assez de sociabilité pour impartialement discerner ce qu'il doit à son semblable en échange des services reçus.

C'est l'argument bien connu produit si souvent contre le communisme anarchiste. Il peut avoir sa valeur à l'égard d'une colonie installée sous le régime communautaire, vivant d'une vie spéciale et isolée de la société présente. Des exemples se sont malheureusement présentés de membres de colonies communistes filoutant leurs camarades ou les exploitant par leur paresse.

Tel ne sera pas le cas pour notre association communiste. Les rapports, répétons-le, s'établiront individuellement, entre gens se connaissant déjà et ayant eu maintes fois l'occasion d'établir entre eux une confiance mutuelle bien assise.

Dans une colonie communautaire, on se trouve quelquefois pour ainsi dire forcé de conserver des rapports avec tel membre paresseux ou peu consciencieux parce qu'il fait partie de la communauté et qu'on hésite à l'expulser. Oui, une colonie communautaire peut devenir la proie de quelques parasites. Mais dans l'ensemble des rapports communistes que nous concevons, établis de proche en proche, entre gens s'estimant et ayant appris à s'apprécier, le fait sera très rare. Tout au plus pourra-t-on être trompé une fois, on ne le sera pas deux par le même.

D'ailleurs, le risque d'être trompé n'est-il pas bien plus imminent dans la société présente? Il n'immobilise cependant personne et n'empêche pas les transactions. A-t-on été trompé par un commerçant, on en est quitte pour ne plus s'adresser à lui.

Mais là n'est pas la question. Il est certain que pour vivre en anarchie complète, l'homme a besoin d'évoluer, de développer ses qualités sociables, d'éduquer sa conscience. Il n'y a qu'un moyen de favoriser cette éducation, c'est de s'y exercer. De même que la servitude n'enseigne pas à vivre en homme libre, de même l'antagonisme actuel n'est pas susceptible de développer la sociabilité de l'homme. Au lieu d'attendre une révolution qui ne sera jamais anarchiste, si les hommes ne se sont pas élevés auparavant jusqu'à l'anarchie — pour commencer à apprendre à vivre en liberté, il nous faut commencer dès maintenant. Par ce développement de la conscience, nous aurons aidé puissamment à la formation de l'homme futur digne de sa propre autonomie.

(*Pour finir.*) André Girard.

(1) Voir les numéros 37 à 39.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Nous relations dernièrement la condamnation révoltante, quoique prononcée au grand jour, qui frappait C. Etiévant. Pour un article de journal, il était condamné à la relégation. C'était le premier exemple d'un délit de presse atteint par la relégation. Etiévant n'ayant pas eu la bonne fortune d'être frappé à huis clos, aucune protestation ne s'était élevée contre cette application des lois scélérates.

Réfugié à Londres, il n'avait pu y trouver de travail et était revenu à Paris. Exaspéré par l'existence de loup traqué qu'il menait depuis son retour, il a sans doute voulu se venger avant de se faire arrêter.

Un soir de la semaine dernière, il a frappé de plusieurs coups de couteau un gardien de la paix qui veillait sur la sécurité des possédants du dix-septième arrondissement. Arrêté aussitôt par d'autres agents, il s'est défendu avec acharnement. Mais, vaincu par le nombre, il a été entraîné et enfermé dans le « violon ». Là, s'armant de son revolver, il fit feu à travers un grillage sur les agents du poste jusqu'à ce qu'il n'eût plus de cartouches. Ces

braves défenseurs de la propriété se dissimulèrent derrière une colonne du poste et, serrés les uns contre les autres, attendirent, en proie à des coliques frénétiques, l'arrivée du commissaire de police qui, après avoir parlementé, obtint d'Etiévant qu'il se laissât attacher.

La responsabilité de cet acte de révolte exaspérée incombe tout entière, on peut l'affirmer, à la « Justice » qui, traitant en bête fauve un homme dont le seul tort a été d'exprimer une opinion, n'a pas à être surprise que celui-ci réponde à la société en bête fauve.

Le président du conseil lui-même ne disait-il pas l'autre jour à la Chambre : « Qui sème le vent récolte la tempête » ?

⁂

La Politique. — L'affaire Dreyfus est venue une fois de plus devant la Chambre. On a joué pour la troisième ou quatrième fois la comédie du patriotisme intangible, de l'immarcessible honneur de l'armée, de la loyauté insoupçonnable des grands chefs militaires et du respect aveugle, sourd et muet que tout bon citoyen doit manifester envers qui porte épaulettes et galons. Tout ce déballage qu'on nous sert à chaque occasion, et qui victorieusement tient lieu d'argumentation, a ordinairement pour effet de réconcilier tout le monde. Tous, depuis les nobles et pieux défenseurs du trône et de l'autel jusqu'aux socialistes les plus internationalistes, tiennent à honneur de s'incliner devant ce « décrochez-moi-ça » multicolore. Ainsi, prétendent quelques esprits malintentionnés et dépourvus de tout idéal, ainsi s'enthousiasment les Papous et les Yarras-Yarras au reflet des boutons de cuivre et aux reluisances des ganses métalliques.

Mais les exhibitions par trop tentatrices sont dangereuses, surtout quand elles se reproduisent trop souvent. Samedi, les députés, surexcités par la fréquence réellement par trop constante dans ces derniers temps de cet hypnotisant bric-à-brac, n'ont pu résister à la suggestion. L'éloquence légumineuse de Méline, renforcée de la phraséologie emphatique de Jaurès, a provoqué la crise d'hystérie. Papous et Yarras-Yarras se sont ruées les uns contre les autres, convulsés, l'écume aux lèvres et le poil hérissé, et ont exécuté avec une furie tout équatoriale le redoutable pas des guignols délirants.

Le peuple, toujours bon enfant, paiera les encriers cassés, les chemises maculées et les faux-cols déchirés.

⁂

Honneur militaire. — Dernièrement, nous rendions compte de l'agression dont notre confrère Quay-Cendre avait été victime de la part de certains officiers du 11e chasseurs alpins. Ces brav's officiers, fiers dépositaires de cet article national qu'on appelle « honneur de l'armée », avaient été acquittés par le conseil de guerre. Cet acquittement, qui équivalait à un encouragement, a porté ses fruits. Quay-Cendre vient d'être de nouveau attaqué et frappé par trois sous-officiers du même régiment.

Le coup de pied de l'âne!

⁂

Grèves. — Les mécaniciens ajusteurs de l'atelier Cotereau, à Dijon, viennent de se mettre en grève pour résister à une diminution de salaire considérable. Ils font appel aux ouvriers des autres spécialités pour les suivre dans leur résistance.

André Girard.

⁂

Lyon. — Profitant de l'agitation créée par la cléricaille et les patriotards, les anarchistes avaient organisé un grand meeting samedi, salle de l'Arquebuse Cette réunion a obtenu un énorme succès. Dès 8 heures, la foule se presse aux portes et bientôt 2.000 personnes emplissent la salle. Pendant trois heures, les orateurs ont malmené durement l'armée, le capitalisme, la magistrature et la pseudo-justice qu'elle nous sert. Sans prendre parti dans la question Dreyfus, les camarades ont déclaré mettre dans le même sac les capitalistes juifs et les exploiteurs chrétiens, montrant au populo que l'antisémitisme n'a été inventé que pour faire diversion aux questions économiques et sociales dont les ouvriers deviennent de plus en plus conscients.

Laissons les défenseurs de l'ordre actuel se manger le nez entre eux et préparons-nous à la Révolution.

P Goton.

Italie.

Bovino, 20 janvier. — Après les révoltes partielles de Siculiana, Pietrastornina, Santeramo, Canicatti, depuis quelques jours nous apprenons que le peuple d'Ancône vient aussi de se révolter parce que le prix du pain renchérit toujours. Le 16 courant, de nombreux ouvriers se sont rassemblés : on a lancé des pierres contre la mairie et contre plusieurs magasins. La troupe est accourue, en barrant les rues principales. Toutes les boutiques sont fermées. Beaucoup de femmes et d'enfants sont parmi les manifestants. La troupe a chargé les affamés.

Le 17, la foule a assailli la maison de M. Gagliardi, un accapareur de blé. Ont été arrêtés les camarades Malatesta, Rochetti et d'autres, ainsi que le socialiste Bocconi.

Le même jour on a pris d'assaut le Casino du dit Gagliardi : tout a été incendié. La troupe a chargé la foule. Il y a eu plusieurs blessés. D'autres arrivées de troupes sont signalées de Bologne et d'ailleurs. Nombreuses arrestations de camarades et d'autres individus. Proche la gare, des anarchistes et des socialistes avec des femmes et des enfants barricadent les rues. La police les charge.

Tandis que ces choses ont lieu à Ancône au moment où j'écris, on apprend qu'à Montemarciano, à Senigallia, à Macerata, à Pérouse, à Milan, à Florence, à Montemarano le peuple menace de s'insurger, protestant contre le prix trop élevé du pain.

Roberto d'Angiò.

⁂

L'*Agitazione*, privée de son gérant et de son administrateur, arrêtés avec le compagnon Malatesta, annonce qu'elle ne paraîtra pas cette semaine, mais sera en mesure de paraître la semaine prochaine.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un camarade vient d'ouvrir, au numéro 61 de la rue Reaumur, une boutique où se vendront toutes nos brochures, journaux et volumes se rattachant à l'idée. C'est une œuvre de propagande qui sera continuée si l'on réussit à couvrir les frais. Aux camarades à y entraîner leurs amis et connaissances pour achalander l'œuvre.

⁂

Quelqu'un désirerait acheter la collection du *Drapeau Noir* de Lyon, ainsi que des différents organes qui ont suivi. Envoyer les propositions aux *Temps Nouveaux*.

⁂

Les membres du groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, considérant que les événements actuels ne sont qu'une illustration éclatante de la critique révolutionnaire, ne s'étonnent pas plus des agissements du conseil de guerre que du rôle joué par le gouvernement, puisque toujours se sont ainsi conduits les militaires professionnels et les gouvernements; ne s'étonnent encore ni de certaines manifestations d'étudiants, ni de la lettre de leur Association générale, cette Association étant composée des étudiants les plus bourgeois et les plus plats candidats au fonctionnarisme gouvernemental; protestent contre le système militaire tout entier, le pouvoir judiciaire, l'esprit patriotique, la folie antisémite et le régime bourgeois dans son ensemble. *Le Secrétaire*, L. Rémy.

⁂

Les camarades qui sauraient une place de graveur sur cylindres pour étoffes sont priés d'écrire au camarade Latat, bar des Vignobles, 14, passage des Folies-Bergère (rue de la République), à Marseille, qui les mettra en communication avec l'intéressé.

⁂

Amiens. — Dimanche 30, réunion des anarchistes au *Cent de Piquet*.

BOITE AUX ANERIES

Elle développe l'*anarchie* au dedans; elle sert de véhicule à l'*invasion* du dehors.

L'anarchiste Etiévant n'a pu dominer la surexcitation de sa cervelle meurtrière devant le travail dissolvant de Scheurer-Kestner; il a frappé pour ne pas être en retard.

E. Judet.

(*Petit Journal*, 20 janvier.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Ce que veulent les anarchistes, brochure, traduction grecque d'un article de S. Faure, à l'imprimerie de *En avant*, Patras.

L'Emancipazione della donna, brochure à 0 fr. 05, par A. Argidini, à Macerata, Italie.

Sumario da filosofia evolucionista de H. Spencer, traduction de Caldas Cordeiro, 1 volume, 600 reis, chez José Bastas, 73, rue Garrett, Lisbonne.

Les Distractions de La Fontaine, par R. Marchain, 1 vol., 3 fr. 50, à la Société libre d'édition des Gens de lettres, 12, rue d'Ulm. — Même librairie, *Deleros*, par H. Rainaldy, 1 vol., 3 fr. 50

De la *Plume*, 31, rue Bonaparte :

Le Fils de Dieu, par Victor Mauroy, 1 vol., 3 fr. 50. — *Œuvres complètes de Retté*, 1er volume de prose, 3 fr. 50.

Le Vooruit, circulaire n° 20, série A du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

A lire :

La Bataille (Namur), numéro du 23 janvier spécialement consacré au militarisme.

Liberté de conscience, par Savioz, *La Fronde*, 19 janvier.

Les Effets de la loi scélérate, par H. Rochefort, *Intransigeant*, 21 janvier.

Lettre à Monsieur le Ministre de la Guerre, par E. Zola, *Aurore*, 22 janvier.

La Chute de la maison Wallon, par C. Mauclair, *Aurore*, 24 janvier.

AUX AMIS

L'imprimeur vient de nous livrer le nouveau dessin de C. Pissarro, pour l'album, représentant des Sans gîte. Elle est en vente au prix de 1 fr. 25, et 1 fr. 40 franco.

On vient de nous livrer aussi nos deux nouvelles brochures : *Le Machinisme* et *La Panacée-Revolution*. Elles sont en vente au prix de 0.15 franco, 0.10 prises dans nos bureaux. Le cent: 7 fr.

D'un autre côté nous nous apercevons que la brochure *Déclarations d'Etiévant* est épuisée. Nous la mettons en réimpression, mais c'est 400 francs qu'il nous faut trouver avant de donner le bon à tirer. Nous avons pu faire paraître les précédentes, grâce à un virement de fonds, que nous ne pouvons répéter à nouveau. Prière aux camarades d'en souscrire quelques cents à l'avance. Elle sera laissée à 5 fr. 60 franco le cent aux premiers souscripteurs.

PETITE CORRESPONDANCE

P., à Marseille. — Nous vous avons expédié les numéros réclamés. Mais il n'y avait pas erreur. C'est bien au n° 20 que s'arrêtaient les numéros promis.

R. E., à Lausanne. — La *Feuille* expédiée. Il avait fallu aller en chercher, c'est pourquoi cela a demandé un peu de temps.

S., à Roubaix; X., à Liège. — Convocations arrivées trop tard. Mardi matin, au plus tard.

R., à Nimes. — Qu'ai-je dit d'autre que ce que vous dites? — Bien reçu les mandats.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Châlons : Un bourgeois, 0 fr. 50; Un raboteur, 0 fr. 15; Pour la liberté, 0 fr. 25. En tout : 1 fr.

Reçu par le comité de l'*Ecole libertaire :* Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr. 50; Emma, 15 fr. : Marseille : Groupe du sou pour l'école libertaire de Mempenti, 4 fr.; Un camarade, 2 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. 20. En tout : 29 fr.

Reçu pour le journal : P., à Marseille, 2 fr. — Châlons : Plusieurs camarades, 3 fr. 75; Un ennemi de l'autorité, 0 fr. 25. Un bourgeois, 0 fr. 50. En tout : 4 fr. 50. — L. B. I., 0 fr. 50. — G., à San-Francisco, 7 fr. — Jeanne, 3 fr. — Ther., 2 fr. — R. B., à Chicago, 9 fr. — Montal, 1 fr. 50. — G. G., 0 fr. 50. — F., au Mans, 4 fr. — R. 20 fr. — D., 20 fr. — *Jeunesse libertaire* de Limoges, 4 fr. — Collecte au groupe d'Amiens par L., 2 fr. — R., à Nimes, 0 fr. 60. — E. M., à Bourges, 7 fr. 50. — Merci à tous.

M., à Caudebec. — D., à Charleroi. — B., à Jonzac. — S.-P., à Bordeaux. — P., à Lille. — Mme M., à Antibes. — G., à Langon. — M., à La Tour-du-Pin. — S. D., à Montluçon. — V., à Quevaucamps. — G., à Reims. — E. E., à Reims. — M., à Nonancourt. — C., à Béziers. — L., à Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNEE, N° 41 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 FÉVRIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Plusieurs abonnés, dont la souscription est expirée, nous demandent de faire prendre remboursement sur eux. Cela, pour notre part, nous assurerait aussi une rentrée plus régulière de fonds. A partir de ce mois, il sera pris remboursement de six mois sur les abonnés dont la souscription est expirée, qui ne nous auront pas donné avis contraire

---

NOUVEAUX COURANTS

DANS LES UNIONS DE MÉTIER

A la veille du départ de Kropotkine d'Amérique, un grand meeting fut convoqué le 23 novembre par les camarades de New-York, à Cooper Union — la grande salle dont le nom est associé à tous les mouvements ouvriers des Etats de l'Est américain.

Les trade's-unions de New-York furent surtout invitées à y venir en masse, et, en effet, la salle était remplie non seulement d'anarchistes et de socialistes de toutes nationalités, mais aussi de membres des trade's-unions de New-York, parmi lesquels la visite de notre ami de Londres, Turner, avait déjà laissé une excellente impression.

Après la conférence, pendant laquelle Kropotkine parla surtout de l'expropriation, Mac Craith, ci-devant secrétaire de la Fédération américaine du Travail, lut un aperçu sur les lignes de développement révolutionnaire qui s'imposent au mouvement ouvrier en ce moment, et proposa au meeting d'envoyer, par l'intermédiaire de Kropotkine, un message de sympathie aux travailleurs d'Angleterre et d'Europe.

Le message fut accepté avec enthousiasme par l'assemblée. En voici la teneur :

« A nos camarades de l'autre côté de l'Océan nous disons : Retourne, Kropotkine, chez les travailleurs de l'Angleterre, de l'Europe, et dis-leur que tu as ajouté un trait d'union de plus dans les liens de fraternité qui unissent les travailleurs de tout pays.

« Dis-leur que, malgré nos commissaires d'émigration, plus pauvres ils sont et plus avancés ils sont dans leurs idées, d'autant mieux nous les aimons (1). Dis-leur que nous possédons un code international que les tyrans ne comprennent pas, et que nous avons un drapeau qui flotte au loin, et que les tyrans ne réussiront jamais à nous faire baisser.

« Dis-leur que nous nous réjouissons de leurs victoires et que nous souffrons de leurs défaites, et dis-leur surtout de ne pas combattre d'autres batailles excepté celles qui sont les leurs, — leurs batailles contre l'ennemi commun.

« Dis-leur que nous ne voulons pas de traités d'arbitrage ou autres (1), pas plus que nous ne voulons de leurs guerres engagées pour satisfaire leur soif de sang ouvrier.

« Dis-leur enfin que nous voyons les mêmes causes, les mêmes effets, les mêmes despotes et les mêmes travailleurs dans l'univers entier et que nous sommes toujours prêts à venir en aide à ceux-ci par tous les moyens en notre pouvoir. »

Pour transmettre ce message, les compagnons de Londres avaient organisé, le lundi 24, un grand meeting auquel les trade's-unions avaient été spécialement invitées. Des délégués de 60 unions se trouvaient présents et le meeting fut ouvert par Macdonald, membre du Conseil des Métiers (*Trades' Council*) de Londres.

Le matin de ce jour-là, on avait appris la défaite de la grande grève des mécaniciens qui, pendant sept mois, s'étaient imposé de terribles sacrifices, moins pour gagner la journée de 8 heures que pour sauvegarder le pouvoir des unions de métier, assailli par la capitalisterie internationale.

Aussi, dès les premières paroles de Macdonald, le meeting prit un caractère révolutionnaire, bien différent des meetings ordinaires des unionistes.

Macdonald railla amèrement l'attitude passive des mécaniciens, la guerre des bras croisés et « de la faim dans les familles », pour lesquels la bourgeoisie internationale, jusqu'à l'empereur d'Allemagne, les avait tant complimentés.

Chaque allusion à une guerre différente fut saluée par des salves d'applaudissements.

Kropotkine développa l'idée de l'expropriation comme conséquence nécessaire du mouvement trade-unioniste. Né à une période où les travailleurs n'osaient même pas regarder le capital en face, les travailleurs durent forcément se borner à la défense de leurs salaires, à la lutte contre l'exploitation du travail enfantin, à la conquête du droit de s'associer qui leur fut toujours disputé, et l'est encore par les gouvernants et les juges nommés par le capitaliste.

Aujourd'hui le mouvement est forcé d'élargir son but. Les capitalistes — on l'a vu dans la grève des mécaniciens — prétendent traiter les travailleurs d'intrus dans l'industrie. C'est le capitaliste qui est l'intrus. C'est lui qui doit être privé de tout contrôle de la production. C'est lui qui doit être chassé de l'usine.

La guilde du moyen âge était tout. Elle achetait la matière première, elle seule vendait les produits ; elle avait ses juges ou plutôt ses arbitres pour les querelles intérieures ; elle avait sa milice qu'elle envoyait, ou refusait d'envoyer en campagne, en cas de guerre. Et l'industrie fit en deux cents ans des progrès d'une rapidité qui n'a jamais été surpassée depuis, pas même de nos jours.

Les travailleurs de notre époque seraient-ils donc si inférieurs à ceux du moyen âge, qu'ils ne sauraient en faire autant sans ces papas, les capitalistes ?

L'union de métier prenant en ses mains l'usine et la production ; la coopération se chargeant de la distribution au prix de revient ; et la commune prenant possession des terres, des maisons et de tout ce qui sert à satisfaire les besoins des communiers — voilà déjà trois mouvements que nous avons en germe. Ils ne demandent qu'une révolution dans les idées et les faits — la Révolution sociale — pour fournir les trois éléments essentiels pour l'organisation de la société future.

Deux membres de trade's-unions parlèrent à peu près dans le même sens que Macdonald.

Mais surtout ils appuyèrent, tous les trois, dans ce sens :

« Il faut l'union internationale de tous les métiers. C'est à cela qu'il faut travailler en ce moment. »

Après quoi il fut décidé d'envoyer un message de retour, exprimant les sentiments fraternels des ouvriers anglais envers ceux d'Amérique.

Ajoutons une réflexion.

L'union internationale de tous les métiers — voici la note qui a résonné surtout dans les discours. *La force qui en résulterait pour la révolution.*

Certainement ! — Si les mécaniciens belges et français s'étaient mis en grève il y a six mois, c'était la victoire.

C'était l'ouvrier imposant aux patrons son droit de gérer l'industrie. C'était une déclaration nouvelle lancée au capitaliste : « Tu nous dis que tu as le droit de gérer l'industrie ? Nous te nions ce droit. *Nous* allons gérer l'industrie, *nous* réglerons les heures de travail, *nous* verrons ce qu'il y a lieu de produire ; et nous aviserons ensuite sur ce qu'il y a de fondé dans tes prétentions au bénéfice. »

L'Internationale des métiers !

Mais cette Internationale eût été faite il y a longtemps. Elle se constituait, sans doute, au Congrès de Londres l'été passé — si les politiciens, les députés socialistes n'avaient cherché à constituer à ce congrès *leur* autorité, *leur* droit de gouverner tout le mouvement ouvrier.

---

(1) On sait que les émigrés qui n'ont pas 250 francs en poche ne sont pas admis à débarquer aux Etats-Unis ; que l'entrée du pays est défendue aux anarchistes ; que le commissaire d'émigration, qui est aujourd'hui Powderly (cet ex-général des Chevaliers du Travail, que nous avons à maintes reprises dénoncé dans la *Révolte* comme traître, et qui a tout fait pour faire sombrer cette puissante organisation), que ce Powderly avait déclaré qu'il ne laisserait pas débarquer Louise Michel, puisque anarchiste et condamnée à la prison en Europe. Les journaux avaient aussi parlé de son intention d'arrêter à la frontière Kropotkine, qui entra d'ailleurs inaperçu en venant du Canada. C'est à cette canaille de Powderly que le message fait allusion.

(1) Allusion au traité d'arbitrage entre les Etats-Unis et l'Angleterre que tramait Salisbury avec les gros de la finance américaine, tout en félicitant Mac Kinley, le représentant de la haute finance et des prêteurs d'argent, contre les « Argentins » auxquels s'étaient unis les fermiers et les travailleurs.

Espérons que les unions de métier sauront dorénavant se rencontrer elles-mêmes ; qu'elles sauront convoquer *leur* Congrès ; et qu'elles mettront à la porte quiconque voudra y venir pour afficher ses droits de gouverneur des métiers.

Pour faire suite aux idées exprimées dans cet article, ajoutons que quelques camarades s'occupent déjà de l'organisation à Paris, pour 1900, d'un Congrès de toutes les Chambres syndicales, Bourses du Travail, déjà affranchies des politiciens, et où seront discutées toutes ces idées. Aux amis de partout de s'en occuper dans leur milieu, de se préparer à y venir avec des idées mûries.

Il sera ultérieurement publié l'adresse du groupe organisateur pour correspondre.

UN DERNIER MOT

Je ne suivrai pas Faure dans sa campagne d'insinuations.

S'il est si certain d'être resté sur le terrain anarchiste, pourquoi emploie-t-il deux numéros du *Libertaire* pour expliquer son attitude ?

C'est là meilleure justification de notre cri d'alarme.

J. G.

COOPÉRATION COMMUNISTE (1)

(Fin)

Il nous reste à examiner quelles peuvent être les conséquences de cette coopération communiste au triple point de vue individuel, social et révolutionnaire. Ces conséquences, nous les prévoyons très importantes.

De toutes parts, en tous pays, les anarchistes sont l'objet de persécutions sans nombre. Non contents de les emprisonner au hasard du caprice et de l'arbitraire, les gouvernements ont organisé contre eux une lutte sourde et basse, s'efforçant de faire autour d'eux le vide social et de les réduire à merci, de les annihiler par le fait de cette dissociation. C'est un harcèlement de tous les instants, une chasse acharnée, féroce, ne laissant aucun répit à la bête traquée. La déconsidération, la calomnie, l'insinuation malveillante, sont les armes habituellement mises en jeu contre ces parias. Chez le propriétaire, chez le restaurateur, les fournisseurs, le patron, partout on sème la défiance, on provoque l'éloignement, le renvoi. C'est le boycottage pratiqué méthodiquement à l'égard d'un ennemi plus faible et contre lequel des armes plus expéditives — et moins cruelles — pourraient être dirigées.

Ce boycottage, nous proposons aujourd'hui de le retourner par nous contre la société qui le pratique si bien contre nous. En coopérant communistement *entre nous*, nous nous faisons vivre les uns les autres, nous nous soustrayons aux effets de l'ostracisme dont nous frappe la société, et, au fur et à mesure des progrès de notre coopération, nous avons de moins en moins affaire à elle, car nous élevons en elle une autre société, destinée, par l'évolution, à absorber et à faire disparaître celle d'aujourd'hui. En un mot, au point de vue individuel, nous offrons à chacun de ceux que, par ses exactions, la société bourgeoise rejette de son sein, nous lui offrons les moyens de vivre et de produire selon ses besoins.

Bientôt, nous l'espérons, s'ouvrira notre école libertaire. Dans cette école, nous formerons, autant que possible, des anarchistes, c'est-à-dire des hommes conscients de leur dignité individuelle, aptes à se conduire sans direction extérieure, ennemis déclarés de l'injustice, du mensonge et de toute oppression, passionnés appellateurs d'une ère de paix et de liberté. Nous encourrions une grande responsabilité si, après avoir poussé des jeunes gens dans une *telle direction*, nous les laissions, sans correctif, livrés à toutes les conséquences douloureuses qu'en la société féroce d'aujourd'hui entraîne un tel état d'esprit. Toute notre œuvre se bornerait à faire des victimes de la violence bourgeoise.

Il est de notre devoir d'éducateurs, après avoir évoqué *tels ou tels* principes en l'esprit de nos jeunes amis, de leur offrir les moyens de les mettre en pratique.

Nous voyons donc dans cette organisation communiste, dont le fonctionnement immédiat ne dépend que de la volonté de chacun, un efficace moyen de donner à l'homme toute l'indépendance matérielle qu'il est capable d'acquérir tant qu'il existera un gouvernement, des prisons, des policiers et des magistrats. La sécurité du pain est résolue et ce n'est pas, croyons-nous, un mince résultat pour le développement de l'individu.

* *

Cette première conséquence, pour louable qu'elle soit, n'est pas la seule, cependant.

Au point de vue social, nous offrons un exemple tangible, simple et compréhensible de la société communiste telle que nous la concevons dans l'avenir. On ne peut faire de meilleure propagande.

Ce mode d'échange direct sans l'intervention de la monnaie est, à notre avis, un des plus sûrs moyens d'amener le paysan à nos idées. On a dépeint le paysan comme réfractaire à l'idée anarchiste. C'est une erreur profonde. Le paysan semble ancré dans la routine parce qu'il demande à voir pour croire. Pour lui, une faute, une erreur de méthode peuvent se traduire par une année de travail perdu. Aussi est-il circonspect et ne s'engage-t-il pas à la légère... Mais sa ténacité même nous servira quand il aura vu, dans le fonctionnement de notre communisme, une simplification des rouages sociaux, l'avantage de pouvoir se passer de la monnaie, grâce à l'échange direct.

Ce qui éloigne le paysan des idées socialistes, c'est l'ignorance où il en est. On lui a parlé de « partageux », de gens qui en veulent à sa terre, etc. Certains socialistes ont encore achevé de jeter le trouble dans ses idées sur le socialisme en tenant devant lui les propos les plus contradictoires, parlant tantôt d'expropriation générale, tantôt de conservation de la petite propriété, et, malgré cela, de socialisation du sol. N'y voyant pas très clair au fond de ces contradictions, il se réserve, surtout quand elles viennent se résumer en une sollicitation de suffrages.

Mais s'il voit la chose fonctionner devant lui et au mieux des intérêts des participants, si, en outre, on ne brigue de lui aucun mandat, mais simplement sa confiance, comme réciproquement on en fait preuve à son égard, il se sentira alors sur un terrain sûr et ferme et ses préventions tomberont.

Or, bien plus que celle de l'ouvrier des villes, l'âme du paysan est anarchiste. Vivant en pleine nature, face à face avec de vastes horizons, il s'est imprégné d'un grand amour de liberté. Dédaigneux des mille intrigues de la politique, il a pour elle et les politiciens la plus suprême indifférence. Et quel railleur mépris n'éprouve-t-il pas au fond de lui pour quiconque prétend lui commander, s'immiscer dans ses affaires, pour les dirigeants de tout acabit ! Révolté, il ne dépense pas son énergie en parlottes et en manifestes. Il court sus aux causes de ses maux et les culbute, quelques bases soient-elles de la société.

Aussi estimons-nous d'une incontestable utilité de gagner le paysan à notre cause. De tout l'élément travailleur, c'est, croyons-nous, celui chez lequel nous sommes assurés de trouver le plus prompt écho. L'atelier ne l'a pas assoupli. La contemplation des profondes perspectives l'a rendu synthétique. Nul, comme lui, n'est susceptible d'embrasser d'un coup d'œil l'idée fondamentale d'une doctrine.

Aussi, l'idée anarchiste, l'idée la plus humaine et la plus synthétique qui ait été formulée, est-elle de tous points faite pour lui convenir. Encore faut-il la lui faire connaître et lui en montrer le fonctionnement.

* *

Enfin, au point de vue révolutionnaire, une action très efficace peut découler de notre mode d'association communiste.

On a parlé dernièrement de fonder aux environs de Paris une colonie anarchiste. Nous avons exprimé, au commencement de cette série d'articles, quelle opinion nous avions sur le succès d'une tentative ainsi comprise. Nous croyons que de semblables essais doivent être précédés d'une période éducative des rapports à naître entre les membres futurs de la colonie.

Jadis, à Montreuil, un groupe tenta aussi la création d'une association basée sur l'échange sans estimation de valeur. Mais le principe des cotisations y était admis. Il en résultait une irrégularité de la part des uns, qui augmentait d'autant la part contributive des autres.

Nous croyons que ces groupements sont prématurés. La formation d'une localité anarchiste nous semble devoir offrir des garanties bien plus sûres de durée si elle s'opère peu à peu, par sympathie entre les habitants, en suivant une évolution nécessaire. Nous avons signalé les inconvénients des groupements faits d'un coup entre éléments disparates et les causes de leur dissociation.

Notre projet d'association communiste a pour conséquence tout indiquée — mais après une période éducative nécessaire — la formation de ces centres, de ces localités communistes-anarchistes, suivant l'importance que peut prendre la coopération communiste. Les coopérateurs, d'abord dispersés en différents lieux, peuvent désirer se rapprocher les uns des autres ; l'un d'eux peut devenir le centre du groupement ; une localité voisine de Paris ou de toute autre ville peut se peupler peu à peu, lentement de coopérateurs communistes. Les habitants du lieu, engagés par l'exemple, peuvent eux-mêmes participer à la coopération ; et, de proche en proche, il peut se créer un village — plus tard même, une commune — anarchiste-communiste.

Or, jugez de l'importance du fait si une commune vient à refuser à l'État l'impôt, la conscription, etc. Quelle propagande retentissante ! Et notez que la création d'une commune anarchiste peut faire penser à la création de plusieurs communes de ce genre. Alors, quelle force révolutionnaire n'auront pas ces localités dispersées sur la superficie d'un État ! C'est, reprise au point de vue anarchiste, l'histoire de l'affranchissement des communes du moyen âge.

Au onzième siècle, la bourgeoisie naissante forma elle aussi des associations pour s'affranchir de la tyrannie seigneuriale. Elle fonda les communes. Les habitants d'une même commune s'administraient eux-mêmes, nommant eux-mêmes leur maire et certains de leurs magistrats. Peu à peu, au fur et à mesure des progrès de leurs associations, ils obtinrent des libertés, des garanties qu'ils durent arracher souvent au prix de bien des révoltes et des luttes sanglantes. Les communes furent plus tard à

---

(1) Voir les numéros 37 à 40.

leur tour asservies par le pouvoir central, sous la protection duquel elles avaient commis l'imprudence de se placer. Mais les bases de la société bourgeoise étaient jetées et avaient, en moins de deux siècles, acquis trop de solidité pour s'écrouler. Le développement se continua lentement jusqu'au jour où suffisamment armée, en 1789, la bourgeoisie culbuta la féodalité depuis longtemps chancelante.

Cette histoire du développement de la société d'aujourd'hui est pour nous très instructive. Lorsque arriva la révolution de 1789, la bourgeoisie était prête; elle savait par quelle société elle allait remplacer celle qu'elle renversait et, cette société nouvelle, elle l'avait depuis longtemps préparée, étudiée, organisée; elle en avait mis en marche le fonctionnement, elle en avait établi le canevas à travers la vieille société féodale, si bien que, celle-ci une fois renversée, la nouvelle société se trouva toute prête à fonctionner.

Il nous faut agir de même. Il nous faut jeter dès maintenant les bases de la société communiste-anarchiste, préparer ce canevas de la société de demain, afin que quand celle d'aujourd'hui disparaîtra, nous ne perdions pas un temps précieux en tâtonnements, en insuccès dangereux, en période révolutionnaire; car ce sont les tâtonnements et les insuccès qui amènent les réactions fatales.

Nous aurons gagné du temps, anticipé sur l'éducation de l'avenir et fait autour de nous une propagande efficace, car à ceux qui nous poseront cette question si fréquente : « Que mettrez-vous à la place? » nous n'aurons qu'à montrer des exemples convaincants.

Ainsi procéda la bourgeoisie avant 1789.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — L'agitation factice qui s'était produite à propos de l'affaire Dreyfus commence à se calmer, à Paris du moins. Les jeunes jobards frais émoulus des écoles congréganistes, qui apprennent l'art d'envoyer les hommes libres au bagne, ont cessé leurs vociférations de dindons révoltés et réintégré leurs quartiers généraux, fiers d'eux-mêmes, et se congratulant, surpris, de leur bouillant courage. Déjà las d'une si brillante croisade, ces futurs notaires vont retremper leurs forces surmenées en déambulant sur le boul' Mich', grotesques et bruyants, exerçant de temps à autre la vigueur de leur biceps à briser, d'un coup de canne, la lanterne d'un inoffensif réverbère. Leur boucan ne devait pas durer longtemps. Les effervescences de la brillante jeunesse des écoles ne sont jamais de bien longue durée. De moins longue, en tous cas, que sa légendaire et séculaire bêtise.

Ce qu'il y a d'ignoble, de révoltant, c'est cette fureur antisémite qui éclate avec une telle sauvagerie à propos d'une question avec laquelle l'antisémitisme n'a aucun rapport. Supposez Dreyfus catholique, en effet!... En Algérie, un juif a été tué, deux autres fort malmenés. De divers côtés on prêche une véritable croisade, nous ramenant ainsi en plein moyen âge! Comme il est encourageant de constater un pareil recul! Après le réveil de l'Inquisition espagnole, voici les croisades. Je demande alors à revenir à l'affranchissement des communes.

*
* *

Au milieu de toutes ces agitations cléricales, il faut citer un haut fait d'armes qui appelle l'admiration sur ceux qui l'ont accompli. La fine fleur de l'aristocratie de Lunéville a organisé une manifestation héroïque. Les manifestants sont allés, au nombre d'un millier environ, devant un hôpital israélite où s'éteignent doucement une douzaine d'octogénaires. Là, ils ont vomi leurs catholiques injures contre ces pauvres vieux. Drumont n'aurait pas trouvé celle-là, ni M. de Boisandré non plus. Morès doit en tressaillir d'aise au fond de sa tombe!

La Misère. — En attendant, la misère continue à faire des victimes. Les époux Pierron, se trouvant à bout de ressources, ont tenté de s'asphyxier. Un malheureux s'est tiré une balle dans la tête dans un édicule, près des Halles. Une pauvre fille, Alice L...., domestique, s'est asphyxiée à l'aide d'un réchaud pour se soustraire à la misère. Au poste de la rue de Choiseul, un nommé Alexandre B..., qui s'était fait arrêter exprès pour vol, a tenté de s'empoisonner en avalant du laudanum. Un garçon de café, Alphonse Turcou, a été trouvé asphyxié dans sa chambre; il était depuis longtemps dans la misère. Un charretier, Louis Goudard, qui s'était jeté dans la Seine, dans le courant de l'après-midi, et qui en avait été retiré, s'est précipité, dans la soirée, du haut des fortifications et s'est fracturé une jambe. Quand il sera guéri de sa fracture, il ne le sera vraisemblablement pas de sa misère et il recommencera, peut-être? Une femme, Mme Letessier, lasse de lutter en vain contre la misère, s'est jetée par la fenêtre de son logement avec son petit-neveu.

Prêchons la croisade contre la propriété, cause première de toutes ces souffrances!

*
* *

La Police. — Un argousin hors concours, c'est le sieur Gutzwiller, commissaire de police à Charenton. Cet individu qui s'était fait une spécialité jadis de détrousser les agents de sa brigade, du temps où il était officier de paix, avait été écarté pendant quelque temps de la noble administration dont il faisait partie. Puis, quand on pensa que le public avait oublié ses frasques, on le réintégra avec de l'avancement. A Charenton, où ce monsieur opère, il exerce ses agents à passer à tabac les malheureux qui leur tombent entre les mains. L'autre jour, *il a frappé lui-même* de deux coups de poing au visage un jeune homme de quinze ans, Michel Miltain, arrêté pour une contestation sur le prix de location d'une place avec le fermier du marché. Puis, comme sa victime criait, il ordonna à ses agents de le passer à tabac. Ce qui fut fait *illico*.

Môssieu Gutzwiller est antisémite. Dans l'exaltation de son catholicisme, il vociférait des : « Sale Juif! » au nez du malheureux garçon. Le jeune Miltain, qui n'a peut-être jamais volé personne, n'est, pour cette raison, certainement pas si bon chrétien que Gutzwiller.

Mais, dites-moi : Qui, de Gutzwiller ou d'Etiévant, préférez-vous? Moi, j'aime mieux Etiévant.

André Girard.

*
* *

Les Grèves. — Les électriciens de la fabrique Henrion, à Nancy, sont en grève, demandant le renvoi de leur directeur.

*
* *

Les ouvriers tonneliers syndiqués de Nice ont décidé qu'ils ne travailleront plus à partir du 1er février pour les négociants employant des futailles mécaniques dites cylindriques, et qu'ils quitteront les ateliers si les patrons tonneliers continuent à servir ces négociants.

Tunisie.

Voici comment on colonise la Tunisie.

A trente kilomètres de Tunis, près d'une bourgade appelée Tebourka, 200 prisonniers tous indigènes défrichent quelques centaines d'hectares que le gouvernement local veut allotir pour les livrer à la colonisation en les donnant.. en vente.

Ces 200 prisonniers sont logés dans des baraques posées à même le sol *sans plancher aucun* et aux parois disjointes. Chaque prisonnier doit coucher sur une natte et avoir une couverture.

Or, non seulement aucun prisonnier n'a de natte, mais chaque prisonnier ne dispose que de la moitié d'une couverture.

Les plus méritants couchent sur une planche juxtaposée aux parois de la baraque, comme la couchette supérieure de la cabine d'un bateau, au lieu de coucher sur le sol même.

Des maladies causées par le froid je n'en parlerai point. Mais deux décès se sont produits en moins de quinze jours. Quand on les a appris à Tebourka, l'indignation des habitants de cette bourgade a atteint de grandes proportions lorsqu'on a su que l'inhumation des deux victimes, transportées sur une charrette, s'était faite furtivement.

Je n'ajouterai à ce fait qu'un mot. Les journaux locaux ont gardé un silence... d'or en cette circonstance. Aussi faut-il s'attendre à ce qu'ils poussent leur indépendance... de cœur jusqu'à douter de ces faits malheureusement aussi véridiques qu'impunis.

Et, du reste, la justice n'a-t-elle pas trop à faire avec les innocents pour s'occuper des coupables?

Placide.

Italie.

Bovino, 23 janvier. — Les désordres d'Ancône ont cessé, parce que le peuple, par la violence, a fini par obtenir quelques avantages. Cependant, au sujet de ces désordres, on a discuté au Sénat une interpellation de M. Camporeale. Rudini a dit qu'ils sont dus surtout à l'action des partis subversifs. C'est pourquoi il a donné l'ordre de charger les manifestants et d'arrêter Malatesta et les autres « meneurs ». Camporeale répondit que ceux-ci ont pu expliquer leur action grâce à l'indulgence de Rudini qui a libéré bien des *coatti*. Rudini répliqua que ceux-ci avaient été libérés conditionnellement et qu'ils étaient toujours surveillés. Pour Malatesta, il déclara que notre camarade n'avait pas même été libéré conditionnellement. (Quoi? Malatesta, avant d'être à Ancône, avait-il été au *domicilio coatto?*) Voici enfin l'opinion de M. Rudini sur le domicile forcé : « La question du *domicilio coatto* est délicate et à double tranchant. Souvent les résultats du *domicilio coatto* sont nuisibles. Je suis d'avis que, pour être efficace, il devrait être *humanisé* (*qu'est-ce que cela veut dire?*) afin qu'il ne propage pas des germes malsains dans tout le pays. Il faut user de cette loi avec beaucoup de prudence! »

Servez-vous-en, Messieurs les sénateurs, servez-vous-en!

Roberto d'Angiò.

*
* *

Les nouvelles de Sicile nous signalent à l'intérieur de nouveaux troubles. A Canicatti, localité qui compte environ 20.000 habitants, une partie de la population a fait une démonstration en criant : « A bas les impôts! »

Les manifestants ont tenté l'assaut de la municipalité. Ils ont été repoussés par la troupe.

Aussi l'ordre a été rétabli.

*
* *

Cependant partout on sent souffler l'esprit de révolte et encore parmi les populations du continent on va organiser des manifestations nombreuses, provoquées par l'augmentation du prix du pain et par la misère toujours croissante.

A Ancône ont eu lieu des troubles sérieux, à la suite d'une démonstration faite devant la municipalité contre le renchérissement du pain.

La troupe a dispersé les manifestants, qui, en se répandant dans les rues, ont brisé les vitrines de plusieurs magasins. Une bagarre s'en est suivie. Il y a eu quelques blessés et beaucoup d'arrêtés.

Repoussés de la municipalité et de la place Cavour, les manifestants se sont réunis hors des portes de la ville. La police les a encore dispersés. Mais un de leurs groupes a dévasté la maison de M. Sagliardi, courtier en blés.

Les arrestations suivent encore, la troupe parcourt la campagne, où plusieurs bandes d'ouvriers se sont dispersées, parce qu'elles n'ont pu rentrer en ville.

La tranquillité dans la ville a été rétablie; mais, vers la gare, où habitent les socialistes et les anarchistes, des femmes, des enfants, et quelques hommes ont tenté de se barricader avec des poutres.

Toutes les portes sont surveillées, et des troupes de cavalerie poursuivent dans la campagne les manifestants. On a arrêté beaucoup de nos camarades.

*
* *

Dans plusieurs villes, notamment à Milan et à Florence, l'agitation causée par l'augmentation du prix du pain va se traduire en manifestations menaçantes, aux cris de : « Du pain ou du travail! »

A Macerata a eu lieu une autre manifestation dispersée par la police. A Sinigallia, les femmes ont envahi le magasin appartenant au prince Ruspoli, et ont pillé le blé et le maïs qu'il contenait.

Les journaux policiers raillent les socialistes et les anarchistes, mais ils ne peuvent s'empêcher de reconnaître que la misère est le principal « meneur ».

Evening.

Suisse.

Un misérable. — C'était un véritable tableau du moyen âge que celui offert ces jours-ci par la vieille salle du Conseil des Etats de la ville de Berne, où se

tenaient les séances de la cour d'assises du Mittelland. Sur la table, devant le banc du jury, se trouvaient un lourd boulet en fer, lié à une forte chaîne de même métal, ainsi qu'une verge de cuir grossier pareil à cet instrument de punition connu des marins sous le nom pittoresque de « chat à neuf queues ». Cependant ces objets ne provenaient pas d'une ancienne chambre de torture, mais bien d'un établissement situé à une heure à peine de Berne, de l'Asile de Kehrsatz pour la correction des jeunes filles vicieuses, et ces instruments étaient employés par le directeur Jordi pour punir ses pensionnaires.

Les débats de la cause intentée à ce misérable sont horribles. Plusieurs jeunes filles, internées jadis dans l'établissement de Kehrsatz, ont raconté au tribunal de quelle abominable manière leur directeur les traitait. Pour la moindre faute, on leur mettait le masque : un morceau de drap placé sur le visage avec des trous pour le nez et les yeux et attaché derrière la tête par quatre ficelles. Il y avait encore le « plot », un bloc de bois très lourd, qu'on leur faisait porter sur le dos, comme un sac; le bâillon; la verge de cuir avec laquelle on les frappait après les avoir attachées toutes nues sur un banc, le ventre dessous. Mais il avait mieux encore, l'infâme directeur! Pour punir celles d'entre ces martyres qui avaient tenté de fuir, il leur attachait le projectile dont nous avons parlé aux pieds et cadenassait la chaîne, ou bien il leur liait les deux jambes de façon qu'elles pussent à peine marcher. Les malheureuses étaient ensuite transportées dans les caves, avec deux ou trois couvertures seulement, et, par raffinement de cruauté, on les privait de nourriture. Quelques-unes sont restées jusqu'à cinq jours sans manger.

Un des plaisirs de Jordi était aussi de remplir le réfectoire de ses élèves et de les laisser là aussi longtemps que possible. Il adorait également plonger les jeunes filles dans un bain d'eau glacée, le soir, avant de se coucher. Une de ses punitions favorites était de faire garder le lit aux pauvrettes tout le dimanche. Un des témoins a déclaré être restée, pendant huit mois, tous les dimanches au lit.

Mais ce n'est pas tout. Le triste directeur a commis une série de viols et d'attentats à la pudeur. Cela dépasse en abjection tout ce que l'imagination la plus dépravée pourrait se représenter. Jordi, qui était membre d'une société de Samaritains, jouait au médecin, faisait déshabiller les jeunes filles sous le prétexte d'une visite sanitaire et se livrait sur elles à des actes dégoûtants. Deux ou trois l'ont accusé formellement, en plein tribunal, de les avoir violentées.

Et maintenant, qui est l'auteur de ces abominations? Un homme très cultivé, comptant de nombreux amis, et qui a élevé avec beaucoup de soin des fils dont l'honorabilité n'est contestée par personne. Jean Jordi, le hideux personnage, est originaire de Wyssachengraben. Né en 1851, il avait occupé, avant d'entrer en fonctions comme directeur de l'établissement de Kehrsatz, des places d'instituteur dans le Seeland fribourgeois et en Argovie. Partout où il exerça, il obtint les meilleurs certificats, et la commune de Kehrsatz, elle-même, lui délivra une excellente attestation. Son visage respire l'énergie, l'intelligence, mais aussi la fausseté.

. . . .

(*Feuille d'avis de Lausanne.*)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque des Libertaires du XII[e]. — Tous les libertaires sont invités à se trouver dimanche 6 février, à 2 heures, salle Delapierre, 168, rue de Charenton.

Prière d'apporter des invendus.

Nous recevons la communication suivante :

Création d'une colonie communiste en France. — Nous avons reçu pour la fondation de la colonie, à ce jour 1[er] février : Butaud, 100 fr.; Paul Robin, de Cempuis, 2 fr.; La Ciotat, 18 A. F. B., 0 fr. 75; Maurice C. remis chez moi 2 fr. 50; Jacques Lavisse, 0 fr. 75; Durand, photo. 0 fr. 45; Georges, maraîcher, 200 fr. Total : 306 fr. 20.

Que chacun continue à faire de son mieux et bientôt nous pourrons constituer dans la banlieue de Paris la première communauté libertaire en France, attendant que d'autres, elles aussi, naissent. Déjà nous avons en vue d'admirables terrains et de mirobolantes cases : il nous faut encore à peu près neuf fois autant que nous avons pour disposer de tout cela et installer les camarades.

Que ceux qui peuvent matérialiser notre rêve comprennent la nécessité de la tentative à l'heure actuelle pour ramener l'attention constante toujours sur l'effort du prolétariat en lutte avec le milieu. Que ceux qui comprennent le problème social que nous voulons poser nous aident à chiffrer les facteurs et le résultat ne se fera point attendre.

Envoyer les adhésions, conseils et souscriptions à Georges Butaud, 4, passage Boiton.

Limoges. — Le groupe *La Jeunesse libertaire* se réunit tous les *samedis*, à 8 h. 1/2 du soir, 3, place du Champ de Foire, restaurant Brousseaux, au premier étage.

Les camarades qui pourraient envoyer brochures et journaux pour la bibliothèque n'ont qu'à les adresser à la *Bibliothèque* de la *Jeunesse libertaire*, 3, place du Champ de Foire.

P. S. — Les camarades qui désirent prendre des volumes sont avisés que la bibliothèque est ouverte tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Ceux qui détiennent des livres sont priés de les rapporter au plus tôt.

Lyon. — Dimanche prochain, 6 février, une soirée familiale privée est organisée par les camarades au profit de la propagande antiélectorale.

A cette soirée, les camarades exposeront la tactique à employer en vue des élections, afin de mener une active campagne en faveur de l'abstention.

La soirée commencera à 7 heures : il ne sera pas délivré de cartes à l'entrée; les camarades qui n'en auraient pas en trouveront dimanche, de 6 heures à 8 heures, au Comptoir Mercey, angle des rues Moncey et Chaponnay.

Nimes. — Les journaux ainsi que les brochures, revues ou chants anarchistes sont à la disposition des camarades tous les soirs, depuis 8 heures, *café du Gard, boulevard Gambetta, 30.*

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Cage, 1 acte, par L. Descaves; 1 fr. 50 chez Stock.

Le Gage, 1 acte, par F. Jourdain; 1 franc, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Régime socialiste, par G. Renard; 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Les Mémoires de Goron, tomes III et IV, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Andrée. — Au Pôle Nord en ballon, par Lachambre et A. Machuron; 1 vol., chez Perr Lamm, 338, rue Saint-Honoré.

A lire :

Moyen âge, par U. Gohier, *Aurore*, 29 janvier.

Les Complices, par Ajalbert, *Droits de l'homme*, 20 janvier.

AUX CAMARADES

Nous rappelons l'appel que nous avons fait en faveur de l'*Idea Libre*, le vaillant journal anarchiste qui, malgré la terreur et les persécutions, a continué de propager l'idée, dans la mesure du possible, en Espagne. Le compagnon qui l'a soutenu jusqu'à ce jour est à bout de ressources. L'idée internationaliste ne serait-elle qu'un vain mot ?

AUX AMIS

L'imprimeur vient de nous livrer le nouveau dessin de C. Pissarro, pour l'album, représentant des Sans gîte. *Elle est en vente au prix de 1 fr. 40* franco.

On vient de nous livrer aussi nos deux nouvelles brochures : *Le Machinisme* et *La Panacée-Révolution*. Elles sont en vente au prix de 0.15 franco, 0.10 prises dans nos bureaux. Le cent : 7 fr.

D'un autre côté nous nous apercevons que la brochure *Déclarations d'Etiévant* est épuisée. Nous la mettons en réimpression, mais c'est 100 francs qu'il nous faut trouver avant de donner le bon à tirer. Nous avons pu faire paraître les précédentes, grâce à un virement de fonds, que nous ne pouvons répéter à nouveau. Prière aux camarades d'en souscrire quelques cents à l'avance. Elle sera laissée à 5 fr. 60 franco le cent aux premiers souscripteurs.

Un camarade vient d'ouvrir, au numéro 61 de la rue Réaumur, une boutique où se vendront toutes nos brochures, journaux et volumes se rattachant à l'idée. C'est une œuvre de propagande qui sera continuée si l'on réussit à couvrir les frais. Aux camarades à y entraîner leurs amis et connaissances pour achalander l'œuvre.

BOITE AUX ORDURES

Tout l'article : *Une loi nécessaire*, de Saint-Genest, *Figaro* du 22 janvier.

∴

On voudra convoquer des officiers liés par le secret professionnel, faire intervenir des témoins retentissants, et obtenir ainsi, à force de bruit et de scandale, que des juges civils réforment le verdict des juges militaires.

Nous comptons bien que le gouvernement ne se prêtera pas à une telle manœuvre, et que le président des assises tracera, comme c'est son droit et son devoir, les strictes limites d'un débat qui doit exclusivement porter sur cette question : « M. Emile Zola a-t-il, oui ou non, insulté l'armée? »

Sortir des limites de cette question précise serait s'insurger contre les lois françaises; ceux qui tenteraient l'aventure se heurteraient certainement à la vigilance des pouvoirs publics.

E. B.

(*Echo de Paris*, 21 janvier 1898.)

∴

Dieu merci, il n'existe aucune connexité entre l'abominable dogme anarchique et le socialisme militant, puisque le rêve du socialisme est la conquête des pouvoirs publics pour répartir le travail et la nourriture au nom de l'Etat à toute une population; tandis que l'anarchisme ne préconise que le farouche individualisme, la suppression de la famille, l'assassinat et le pillage.

Mademoiselle.

(*La Fronde.*)

PETITE CORRESPONDANCE

Gabyé. — Ma foi, je ne sais pas : les *Opinions de Jérôme Coignard*, l'*Orme du Mail* ou le *Mannequin d'osier* ont une valeur égale.

C. le Pauvre — Lu votre article. La révolution n'est pas une fée qui changera la société en un tour de main. Elle ne sera que la réussite de ce qui aura été tenté pour la faire; par conséquent il faut que les individus essayent, dès à présent, de réaliser, dans la mesure du possible et de leur ordre actuel d'idée, ce qui est réalisable.

Séverin. — Excusez-moi de ne pas avoir répondu plus tôt, mais voilà un mois que je suis débordé de travail. L'article passera quand nous en aurons fini avec l'actualité.

L. B. S. M., Espagne. — Reçu votre lettre. Merci. Faisons ce que nous pouvons contre l'arbitraire.

C., à Bourg-Argental. — L'*Organisation corporative* épuisé. Avons expédié les autres.

X. — Reçu le *Franc Parleur de la Marne.* — Nous ne nous étions jamais fait une autre idée du socialisme de ces gens-là.

Italie. — Reçu vieux timbre. Merci.

M., à Bruxelles; L., à Amiens; J., à Limoges. — Nous vous expédions avec le numéro de cette semaine les brochures demandées.

Souscription faite à Londres en faveur d'Etiévant : 1[re] liste : Octave Jahn, 1 shilling 6 pence; N. G., 1 sh.; G. O., 1 sh.; L. G., 1 sh.; G. H., 1 sh.; X., 2 sh.; Lazare, 1 sh.; Un révolté, 1 sh.; L. M., 2 sh. 6 p.; Albert, 1 sh.; J. P., 2 sh. Total: 12 shillings. — Envoi : 8 shillings (10 fr.). — Reste pour la 2[e] liste : 4 shillings.

Reçu pour les détenus : B., 2 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire : B., 1 fr.

Reçu pour le journal : M., à Nonancourt, 1 fr. — A. F., à Marseille, 0 fr. 50. — P. C., à Saint-Cloud, 2 fr. — B., 2 fr. — Anonyme, 1 fr. 35. — G., 5 fr. — H. P., à Menetou, 0 fr. 50. — Des *libertaires* de Brest : Pour aider à acheter des lunettes et de l'essence de rosse pour les copains trop emballés par la cuisine des Dreyfus, Esterhazy et Cie, 1 fr.; Pour voir le camarade Lorion hors du bagne, 0 fr. 50; Pour voir le camarade Meunier hors du bagne, 0 fr. 50; Pour voir hors du bagne tous les autres copains coupables du crime d'avoir propagé l'harmonie humanitaire, 1 fr. En tout : 3 fr. — Souscription des camarades de la Seyne : Moi, 0 fr. 25; Marmite garnie, 0 fr. 20; N'en faut plus, 0 fr. 30; Sus à l'autorité morale, 0 fr. 30; Un anarcho, 0 fr. 25; Lady Namite, 0 fr. 20; Le malfaiteur de semaine, 0 fr. 20; Un émancipateur, 0 fr. 30. En tout : 2 fr. — Merci à tous.

K. à Genève. — C., à Genève. — V. P., à Puget. — P. A., à Angers. — Z., à La Plata. — B., à Marseille. — B., à Hyères. — D., à Creil. — B., à Saint-Marcellin. P., à Genève. — M., à Troyes; M., à Saint-Quentin; H., à Nantes (par le *P. P.*). — G. C., à Tours. — Tobaconist, à Londres. — R., à Valei. — H., à Vienne. — V., à New-York. — L., au Mans. — M., à Moyeuvre. — C., à Saint-Imier. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 42

DIX CENTIMES

DU 12 AU 18 FÉVRIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Pour la raison trop connue de nos lecteurs, nous sommes forcés de supprimer le supplément de cette semaine.

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Un de nos amis aurait besoin de connaître les noms, les motifs des condamnations et les dates des procès de tous les camarades actuellement au bagne pour délit d'opinion. Prière aux amis de nous faire parvenir ces renseignements.

ART OFFICIEL

La censure a jugé à propos d'interdire la pièce de Lucien Descaves, *La Cage*, dont deux représentations avaient été données au théâtre Antoine. La *Cage* était la mise en scène d'un de ces suicides en famille, causés par la misère, et qui deviennent de plus en plus fréquents. C'était, portée au théâtre, la vérité pure et simple, la réalité que nous coudoyons chaque jour.

Il paraît que ce genre d'art n'a pas l'agrément des hautes sphères gouvernementales. Dans ces milieux hyperesterhaziens, où le mensonge, l'hypocrisie, la falsification sont monnaie courante, on n'admet la vérité que fardée, dénaturée, caricaturisée à l'avantage des dirigeants. Le huis clos n'est même qu'un pis aller, une concession accordée à la poussée populaire. Des réalités sociales on ne veut rien connaître qui ne soit favorable à l'autorité et à la propriété, ces deux piliers de la société bourgeoise. Tous les rouages politiques et administratifs n'ont, d'ailleurs, d'autre but que de sophistiquer la vérité, de la dissimuler aux yeux du public et de présenter au peuple un produit hybride, grotesque et écœurant, destiné à servir de modèle obligatoire et hors duquel il n'est point de salut.

En politique, c'est le gouvernement des meilleurs, des plus capables, des sommités nationales; le cabotinage de la religion patriotique, à laquelle personne ne croit plus, mais pour qui tout le monde affecte le plus burlesque respect; l'honneur de l'armée, dont on n'a jamais tant parlé que depuis qu'on s'est aperçu qu'il n'existait pas. En science, c'est la propagation de toutes les doctrines, économistes ou autres, apologétiques de la criminelle inégalité sociale actuellement existante. En art, c'est la faveur et la protection gouvernementale accordée à ce genre vide, sot et convenu, issu du mélodrame et d'un berquinisme sans observation ni psychologie, mélange insipide d'où l'idée et le sentiment sont systématiquement exclus, amalgame criard de toutes les faussetés, les hypocrisies, les mensonges dont on a de tous temps berné l'humanité pour le plus grand profit des dirigeants.

C'est la gloire des démocraties d'avoir beaucoup fait pour propager dans le peuple le goût de l'art, qui élève et moralise. Dès l'école, ne s'efforce-t-on pas d'éveiller chez l'enfant les idées les plus larges, les sentiments les plus nobles de fierté, d'indépendance, d'initiative, de droiture, par des récits composés avec soin, des exemples minutieusement triés, préconisant l'obéissance, l'abnégation, la vénération de la force et du crime couronnés de succès, l'inaction, le renoncement et l'abandon de toute volonté entre les mains des intrigants ?

Dans sa sollicitude, le gouvernement veille à prolonger chez l'adulte cette excellente influence éducative par des fêtes nombreuses, des exhibitions commémoratives à grands défilés et à pompe patriotique. Des cortèges, des cavalcades de chars en carton-pâte où, dans le clinquant des attributs moralisateurs, sont juchés d'allégoriques personnages affublés d'oripeaux récoltés à la brocante, s'imposent à l'admiratif ébahissement de la foule, qui ne s'esclaffe pas de ce déballage de chienlits. Des spectacles gratuits sont octroyés au peuple en liesse, où sont offertes à son édification des pièces choisies entre toutes parmi les spécimens les plus caractéristiques du poncif. Des réjouissances publiques sont organisées, des bals en plein vent, que mène un incohérent orchestre de bastringue, se démenant sur une estrade drapée de cotonnade tricolore et enguirlandée de feuillages en papier doré.

Voilà, du moins, un art comme il en faut ! Architecture de carton bariolé, musique patriotique de bouiboui, où prédominent impérieusement la grosse caisse et les cymbales, mélos à grandes tirades sentimentales et lacrymatoires, pétarades d'artifice, Tour Eiffel, fontaines lumineuses, voilà ce qui convient au peuple et le distrait. Pendant qu'il rit ou pleure, il ne pense pas. Ah ! que le ciel nous garde des peuples qui pensent !

La pensée! cet implacable et insaisissable ennemi contre qui s'emportent désespérément, mais en vain, les maîtres des peuples ! L'acte, au moins, se réprime, la parole s'étouffe dans la gorge ou s'ensevelit dans les prisons ; et quant à la lumière, ce n'est pas pour les chiens, n'est-ce pas, que fut inventé le boisseau. Mais la pensée ! la pensée qu'on ne voit pas, dont on ignore les progrès silencieux et tenaces, et qui, tout à coup, se révèle, formidable, invinciblement subversive, que faire pour en venir à bout ?

Renonçant à décapiter d'un coup cette hydre aux mille têtes, ils ont pris un habile parti. C'est aux narcotiques, aux stupéfiants qu'ils ont recours. Outre l'intervention directe, la pesée immédiate sur le cerveau populaire, ils ont, gravitant autour d'eux et participant à la manne gouvernementale, une foule d'émissaires et de sous-ordres chargés d'inoculer insensiblement la morphine qui anesthésie les consciences et engourdit les intelligences. Le roman-feuilleton, où se convulsent, sans discontinuer, des personnages dont les facultés émotives ne connaissent d'autre degré que le paroxysme, est un excellent éducateur, très propice à l'abêtissement populaire. Le théâtre auquel il donne naissance est, lui aussi, un auxiliaire très précieux. Puis viennent, pour parachever l'œuvre d'anéantissement moral, la critique et ses princes. Montépin, Ponson du Terrail, Sardou, d'Ennery, Richebourg, Déroulède, Sarcey, etc., voilà les vrais soutiens de la société. Ils sont les nobles représentants de cet art qui a l'incomparable honneur d'attirer toutes les sollicitudes gouvernementales.

Aussi, lorsque surgit une œuvre telle que la *Chanson des gueux*, la *Société mourante*, *Sous-offs* ou la *Cage*, c'est comme une pierre jetée dans ce Palus-Méotide. Les crapauds s'agitent, clopinent en coassant, effarés, et appellent sur l'intrus la vengeance du Dieu des batraciens. C'est ainsi que la *Cage* a été signalée aux foudres célestes par ce gros imbécile de Sarcey, le plus balourd du marécage.

Ce ventripotent gaga, que quiconque tient une plume appelle, je ne sais pourquoi, « mon oncle » et dont, pour ma part, je récuse énergiquement l'avunculat, s'est fait, faute d'esprit et à force de pesanteur, une réputation d'homme de « bon sens ». Le bon sens ! Quel précieux cache-sottise! Tout ce qui est vide d'idée, de sentiment, tout ce qui ne pense ni ne vibre, se revendique du bon sens, ce palladium de la médiocrité.

Donc Sarcey déborde de bon sens. Il en ruisselle à telle dose que tous sur ce point l'acclament. C'est par bon sens qu'il se fit jadis le lâche dénonciateur des vaincus de 71 ; c'est encore le bon sens qui nous le montre aujourd'hui le même incorrigible délateur d'il y a vingt-sept ans ; le bon sens toujours qui obstrue en lui la conscience du rôle qu'il joue et le fait s'étonner avec candeur des reproches qu'on lui adresse. Le bon sens lui conseilla de participer au Panama, qu'il trouva une comédie de son goût. C'est le bon sens qui refuse à ce qui, chez lui, tient lieu d'intelligence, la compréhension de tout ce qui est beau, grand et humain. Non. Le bons sens n'est pas la chose du monde la mieux partagée. Sarcey en a trop pris ; il n'en reste plus pour nous !

Pièces à petites femmes, étalage de demi-nudités excitantes, gravelures risquées, retroussis provocants, voilà ce qui délecte son bon sens. Ajoutez les imbroglios archi-usés de vaudevilles bêtes à faire pleurer, le gros sel des farces de Jocrisse et les calembours de Bilboquet ; tel est le luxuriant et inépuisable potager où s'alimente le légumineux bon sens du maître végétarien.

Rien d'étonnant que la *Cage* ait révolté ses

viscères abdominaux — puisque l'art est chez lui, dit-il, affaire de digestion. Il a vu cette cage peuplée de fauves carnassiers et son végétarisme s'est indigné. Non content de rappeler au Tout-Paris gavé et satisfait qu'il est des gens que la misère tue, l'auteur de la *Cage* ne s'est-il pas avisé de proclamer une autre solution que la mendicité ou le suicide: la Révolte? La carotte en a frémi jusqu'en ses radicelles; le poireau s'en est hérissé d'horreur! Le cri d'alarme s'est entendu en haut lieu, et l'interdiction n'a pas tardé à s'abattre sur cette cage d'où allaient se répandre sur l'univers, comme autrefois de la boîte de Pandore, tant de germes destructeurs, tant d'excitations malsaines et subversives. Pour être assuré de n'en point laisser fuir l'espérance, on a mieux aimé tout boucler.

C'est parfait! Excepté les spectateurs des deux représentations, le monde *continuera* d'ignorer, pour la plus grande sécurité des possédants, qu'en notre opulente civilisation on meurt de faim quelquefois, et que la révolte bien comprise pourrait clore d'un coup la longue liste des victimes de la misère.

La société est sauvée. Rendons-en grâce au bon sens de Sarcey.

André Girard.

Les nécessités de la mise en page nous obligent à remettre à la semaine prochaine le compte rendu et les incidents du procès Zola.

RÉFLEXIONS D'UN OUVRIER

Je viens d'être témoin de plusieurs faits et discussions qui montrent bien les bons sentiments de la bourgeoisie, ainsi que les capacités qu'elle serait susceptible de mettre en œuvre, pour subvenir par elle-même aux besoins qui lui seraient indispensables, si venaient à lui manquer l'argent et l'ignorance des travailleurs.

C'est d'abord un commerçant et électeur influent de Jonzac : a voté pour M. Pommeray, faute d'un plus avancé; se dit volontiers socialiste, même davantage, pourvu que ce ne soit pas anarchiste!

Dans une discussion avec un de ses ouvriers, ce républicain des plus écarlates a bien voulu reconnaître que, dans la société, c'est... mal partagé... qu'il y a de mauvais riches...

D'après lui, pour être bon riche, il faut donner aux pauvres... faire partie des bonnes œuvres... faire l'aumône, faire travailler... Mais, affirme-t-il, on s'enrichit par le travail; tout travailleur peut devenir riche!... Ici, l'ouvrier ayant eu l'audace de contester les affirmations patronales, ce dernier de répondre :

— Essayez de mettre seulement six sous de côté par jour, pendant quarante ans, vous verrez!...

Pendant cette discussion, que je suivais avec le plus grand intérêt, l'ouvrier, tout en faisant de visibles efforts pour se contenir, répondit tout de même que, tant que l'on n'a que son travail, on reste pauvre; que l'on ne commence à s'enrichir que lorsqu'on cesse de travailler soi-même pour faire travailler les autres...

Comme le patron se récriait, l'ouvrier lui cita plusieurs enrichis de la ville, en lui demandant si c'est par leur travail qu'ils sont arrivés à la fortune.

— Croyez-vous qu'ils n'ont pas travaillé? répond le patron.

— Si, ils ont travaillé, mais vous êtes obligé de reconnaître que ce n'est pas leur seul travail qui les a enrichis.

— Vous citez des exceptions!...

— Comment, des exceptions! réplique l'ouvrier; pas du tout. Vous soutenez qu'on s'enrichit par son travail, moi je soutiens le contraire, et vous nommez plusieurs enrichis qui ne le sont pas par ce moyen. Nommez-en, vous, qui se soient enrichis par leur travail?

— Bien entendu! répond le patron énervé et à bout d'arguments, après avoir travaillé, on arrive à s'établir, on emploie des ouvriers, et par ses économies on arrive à la fortune. Ce n'est point en travaillant seul...

— Cette fois, dit l'ouvrier, nous sommes d'accord, on s'enrichit bien par le travail, mais par le travail des autres. Moi qui suis chez vous, comment pourrai-je mettre six sous de côté par jour, il m'en manque vingt pour avoir le strict nécessaire!

Conclusion de ce bon riche et bon républicain : Vous êtes, dit-il, le premier que j'entende parler comme ça! Je vous assure que nous ne nous entendrions pas!!

Voici maintenant la conversation de deux dames riches de la bourgeoisie libérale de Jonzac, toujours.

L'une pratique la religion catholique, l'autre la protestante. Les deux font partie de toutes les organisations charitables.

D'après la protestante, les ouvriers sont de beaucoup plus heureux que les riches, parce que l'ouvrier a le travail pour se désennuyer.

Le fait est que cette chère dame que, à plusieurs reprises, j'ai été personnellement à même d'observer se rongeant les ongles pendant des journées entières accoudée à sa fenêtre, ne paraît guère s'amuser: mais si elle a la conviction que le travail suffit à désennuyer, pourquoi se complait-elle dans la paresse?

Il y a justement, lui faisant face, une lingère qui certainement se ferait un plaisir de la prendre comme apprentie!...

D'après la catholique, l'ouvrier est malheureux par sa faute, il y a trop de fainéants. Bien entendu, les fainéants ne se trouvent que parmi ceux qui travaillent. Parmi le joli monde bourgeois, la paresse est inconnue. Exemple, le désir final de cette *vaillante* dévote : En se tournant du côté d'un ouvrier qui en ce moment réparait des sonnettes électriques : « Vous devriez bien, dit-elle en s'étirant nonchalamment, trouver le moyen de pouvoir se déshabiller rien qu'en pressant sur un bouton? Que c'est donc fatigant, la vie! »

Vient ensuite un Monsieur qui, en théorie, a des idées très larges (un rouge, celui-là!). « C'est le travailleur, dit-il, qui devrait être riche, lui qui fait tout. » Seulement, comme il a lui-même un tas de raisons de se considérer comme un futur employeur, il affirme, quand on le questionne, que le patron ne peut pas faire mieux, qu'il lui est impossible de donner à l'ouvrier le produit intégral de son travail, sous peine de n'avoir plus qu'à mettre la clef sous la porte (ce qui sera toujours vrai, tant qu'il y aura exploiteurs et exploités!). « Ça ferait, dit-il, un malheureux de plus : voilà tout. »

Toujours en théorie, il reconnaît *énergiquement* que l'oisif, celui qui ne produit pas, est indigne de consommer, etc., etc.

Mais, en pratique, l'énergie de ce beau parleur ne se montre que pour le coup de fourchette, son ventre est surtout ce qui l'intéresse le plus. En dehors de cette question, il grelottera toute une journée près de sa cheminée plutôt que d'avoir le courage de couper quelque bout de bois pour s'allumer du feu.

« Ça le ferait suer », dit-il, ce qu'il craint beaucoup; mais il n'a pas honte d'avoir recours à une faible femme pour ce travail qu'il trouve trop fatigant pour lui.

Et dire que c'est parmi ce monde d'avachis, incapables de se couper un morceau de bois pour se réchauffer, ou réclamant l'électricité pour se déshabiller, que l'on entendra dire: « Que ferait l'ouvrier sans le riche?... N'est-ce pas le riche qui lui fait gagner sa vie?... Et encore il n'est jamais satisfait! »

— Les ouvriers, disait un gros patron, conseiller républicain de sa commune, qui affame le plus qu'il peut ceux qu'il emploie, ce qui lui permet d'aller à la chasse, de se bien nourrir et de ne guère travailler, les ouvriers! ils voudraient être comme des ambassadeurs.

Quand donc le populo comprendra-t-il qu'il n'y a pas à choisir, que tous ces gens-là, bleu, blanc ou rouge, ne se disputent entre eux que pour avoir les places; mais, qu'une fois là, ils sont toujours d'accord pour voler le travailleur?

J'ai travaillé chez des bonapartistes, des royalistes, chez des républicains modérés, radicaux ou socialistes, et toujours ç'a été à celui qui me donnerait le moins, tout en me faisant produire le plus.

En présence de l'acharnement stupide contre les Juifs, « ce qui détourne de l'acharnement conscient contre tout capitaliste », je dirai aussi que si j'ai travaillé chez des patrons de diverses opinions, j'ai également travaillé chez des patrons de toutes religions.

Et tous, sans distinction d'opinions ou de religions, m'ont donné le salaire le moins élevé possible.

Ce qui prouve que les différences politiques ou religieuses ne prouvent absolument rien, quant au sort économique des travailleurs, et que ces derniers auraient tort de s'attarder à ces querelles puériles; que leurs maîtres, qu'ils soient républicains, royalistes, bonapartistes, chrétiens, juifs ou protestants, se valent tous et que c'est bien du côté économique qu'il faut tourner nos efforts.

Durobin.

Nous recevons une lettre du camarade Etiévant qui a été averti que le jugement prononcé contre lui par la 9me chambre pour *délit de presse* étant devenu exécutoire, il doit s'attendre à être transféré à la section des condamnés, où il sera soumis au régime de droit commun.

Nous espérons qu notre ami profitera du courant d'indignation qui vient de s'élever contre l'arbitraire, et qu'une campagne de presse lui évitera une aggravation du régime préventif, qui est déjà assez rigoureux par lui-même.

J. Grave.

MISE EN SCÈNE

Un fait qui doit frapper tout observateur un peu attentif, c'est l'importance énorme du cadre, ou décor dans lequel se meut l'organisation actuelle. On peut affirmer que jamais l'autorité n'aurait conservé le prestige qu'elle exerce encore sur les masses ignorantes et crédules, si elle n'avait excellé à s'entourer de tout ce pompeux appareil qui frappe les imaginations et en impose aux trembleurs qui sont légion.

Toutes les institutions sur lesquelles repose cette société en pleine déliquescence, qu'il nous tarde de voir sombrer dans un déluge de scandales et de hontes: magistrature, armée, religion, n'ont dû leur influence qu'à une habile et savante mise en scène, toujours réglée avec un art consommé. Que de talent dépensé, et combien d'artistes se sont faits, inconsciemment parfois, les complices de l'œuvre d'abêtissement poursuivie à travers les siècles, au nom de nous ne savons quelles entités dont la raison a fait justice!

Si, de cette vue générale, nous descendons dans le détail des manifestations de cette influence, dans le domaine de la vie privée, dans les rapports constants du particulier avec le dépositaire d'une parcelle d'autorité, nous sommes confondus du rôle qu'elle va jouer au point de vue de l'attitude des parties en présence.

Soit qu'un mauvais hasard vous mène chez Thémis, et que vous entriez dans le cabinet de quelque vague substitut; soit que vous ayez à présenter à l'ineffable rond-de-cuir, appelé fonctionnaire d'administration, une réclamation parfaitement fondée; soit que les nécessités de

votre métier vous mettent en contact avec d'aimables figures entrevues derrière les guichets des temples du Veau d'or; soit que, ouvrier d'usine ou employé, vous ayez à présenter une humble requête au « patron »; soit que l'horrible tyrannie de l'argent vous jette dans la griffe des corbeaux de toute plume rabatteurs du robin : avoués, notaires, huissiers, etc., et toute l'engeance désignée sous ce nom bien générique « d'homme d'affaires », qui vous fait toujours « votre affaire » en vous ruinant légalement et gaiement; partout, dans le luxe sévère des bureaux somptueux, dans ces murs froids qui donnent la chair de poule à ceux qui croient que c'est arrivé, vous rencontrerez le même bonhomme, grimé, maquillé, boursouflé, compassé, insolent, redondant, bourru, solennel et grotesque, qui s'est fait une tête pour t'en imposer, ô Jacques! et qui s'amuse, derrière ses lunettes d'or, et qui jouit, vois-tu, quand, troublé, décontenancé, l'émotion te sèche la gorge devant le grimoire où tu vas signer ta mort...

Et cela est si vrai, tout le factice de cette mise en scène théâtrale, que si vous rencontrez dans l'intimité l'odieux personnage que nous venons de dépeindre, il vous arrive parfois de découvrir un homme charmant, d'un commerce fort agréable, apparemment incapable des sales besognes coutumières. Rentré dans la coulisse, il est redevenu un homme comme vous et moi, accessible à la raison et au sentiment. Vraiment jolie, n'est-ce pas, cette dualité de l'un des plus beaux produits de cette merveilleuse civilisation que la Chine nous envie?

Serons-nous éternellement dupes de ces mirages? Nous laisserons-nous toujours prendre bêtement à ces artifices, à ces procédés habiles et charlatanesques d'intimidation? Non, cent fois non! Nous en avons assez du Monsieur arrogant et superbe qui, accoudé sur son coffre-fort, raille nos désespoirs et insulte à nos misères. Nous nous faisons un vrai plaisir de crever d'un coup de plume tous ces tyranneaux en baudruche et de jeter à bas toutes ces idoles en toc. Socialement parlant, l'anarchiste ne se croit supérieur à personne et s'estime l'égal de n'importe qui. Quelle que soit sa condition, tout laborieux faisant œuvre utile ne doit abdiquer devant personne. Nous respectons dans tout homme les droits sacrés de l'individu. Et c'est pourquoi nous nous révoltons de toutes nos forces contre un ordre de choses qui légitime et favorise l'exploitation éhontée des mal doués par les intelligents. Et c'est pourquoi nous travaillons avec tant d'ardeur à bâtir la cité de justice et d'harmonie, où les inégalités naturelles, loin d'être aggravées par un régime monstrueux, seront atténuées largement, et où les faibles d'esprit et de corps seront assurés d'une protection et d'une aide fraternelle qui leur font complètement défaut.

Alors, seulement alors, tous ces oripeaux et tous ces galons, toute cette ridicule et pompeuse mise en scène qui nous en impose, n'auront plus de raison d'être, et nous nous acheminerons sûrement vers cette société égalitaire qui donnera à tous le maximum de bonheur auquel nous avons droit.

SÉVERIN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — Grande nouvelle! On vient d'inventer le fil à couper le beurre! Certainement! Il existait depuis longtemps, mais on l'a inventé tout de même. N'a-t-on pas découvert que sous la République, cette glorieuse conquête de la démocratie libérale, égalitaire et fraternitaire, cette fille de la Révolution, respectueuse des saines traditions de 1789 et des imprescriptibles droits de l'homme, n'a-t-on pas découvert que le cabinet noir fonctionnait tout comme sous l'empire et sous la république de Venise?

Un ancien ministre, M. Delcassé, s'est vu subtiliser une lettre, qui lui est parvenue mal recollée et incomplète. Mais, en homme qui sait ce que gouverner veut dire, qui a usé du cabinet noir et pense bien avoir encore à en user, il s'abstient de récriminer et déclare hautement qu'il ne fera entendre aucune plainte. Les loups ne se mangent pas entre eux. C'est malgré lui, par une maladresse d'un employé du ministère coupable que la chose s'est ébruitée. Le gouvernement a cru nécessaire de prendre un air scandalisé, et, avec des manières de chattemite, il laisse entendre que le coupable sera puni. Encore quelque petit employé qui paiera les pots cassés!

L'étonnement des amateurs de république et des chercheurs de cette quadrature de cercle qu'on appelle un gouvernement respectueux des droits des citoyens, est véritablement surprenant. Comment! les tripotages découverts dans ces dernières années, toutes les louches besognes entrevues, ne les ont donc pas renseignés sur la moralité de leur gouvernement favori? On n'a pas idée d'une pareille naïveté!

Enfin, c'est encore une illusion qui s'en va. Quand il ne vous en restera plus, braves gens, l'anarchie vous tendra les bras.

***

SOLLICITUDE GOUVERNEMENTALE. — Le gouvernement démocratique que nous avons l'heur de posséder depuis vingt-sept ans et plus, est rempli, on le sait, d'une sollicitude sans bornes pour la classe ouvrière. Les ouvriers allumettiers avaient, à maintes reprises, insisté auprès du gouvernement pour que l'emploi du phosphore blanc, cause de l'horrible maladie appelée nécrose, fût définitivement banni de la fabrication des allumettes. Ils offraient, à l'appui de leurs réclamations, l'exemple de pays voisins où l'emploi du phosphore amorphe ou d'autres substances inoffensives est courant. Après bien des tiraillements, le gouvernement se décida à mettre en fabrication un modèle d'allumettes n'offrant aucun danger pour les ouvriers qui les fabriquent. Il se trouva que les allumettes allaient fort bien.

Mais qu'allaient devenir ces pauvres fournisseurs de phosphore blanc, si le phosphore amorphe remplaçait définitivement leur produit meurtrier? Eux qui avaient amassé des fortunes en causant la mort de tant d'ouvriers empoisonnés lentement et tombant littéralement en morceaux, de leur vivant, allaient-ils voir brusquement leurs revenus diminuer par l'introduction, dans la fabrication des allumettes, de précautions hygiéniques? Halte-là! Ils firent comprendre au gouvernement que, pour sauver de la mort les ouvriers d'une industrie, on ne met pas en péril les revenus de quelques capitalistes influents. Le gouvernement, qui n'est pas bête, comprit aussitôt. Alors, tout en fabriquant des allumettes inoffensives, on s'arrangea de façon que le public n'en trouvât nulle part. Aujourd'hui, l'expérience est déclarée faite. *Les allumettes-triomphe* ont été un véritable triomphe pour les marchands de phosphore blanc. Le public, prétend-on, ne s'est point associé à l'essai philanthropique tenté par notre gouvernement humanitaire et l'emploi du phosphore blanc sera plus que jamais en faveur.

On n'est pas assassin avec plus de cynisme.

ANDRÉ GIRARD.

***

REIMS. — Au moment où les patriotards ne cessent de crier : « Vive l'armée! » il est bon de montrer ce qui se passe dans cette grande famille.

Ces jours derniers, la gendarmerie arrêtait à Gespuart (Ardennes) trois jeunes soldats du 132e qui étaient sur le point d'atteindre la Belgique. Ils avaient écrit à leur capitaine qu'ils espéraient trouver un sort plus heureux à l'étranger que sous sa paternelle autorité.

Le lendemain, le jeune soldat Blin, du même régiment, se suicidait en se faisant décapiter par un train. Il est peu probable que le dernier cri de ce malheureux ait été : « Vive l'armée! »

UN CAMARADE.

Italie.

Les événements qui se déroulent à présent en ce pays nous offrent la preuve la plus claire de l'impuissance de toute action parlementaire et législative. Tandis qu'au Parlement les déclamateurs du radicalisme et les socialistes discutent pour la diminution des tarifs sur les blés, le peuple meurt de faim, et il s'agite en tentatives de révolte contre les exploiteurs et le gouvernement. L'esprit réactionnaire du ministère Rudini se déploie sur une vaste échelle, et toujours il menace de *restrictions de liberté* (*sic*) et de poursuites contre les agitateurs.

Sans tous les endormeurs politiques, la révolte sourde qui bouillonne parmi les populations se serait transformée aujourd'hui, en pleine révolution.

***

Le ministère de la guerre, en vue des nouveaux troubles qui s'annoncent, vient de rappeler sous les drapeaux une autre classe de militaires pour rétablir l'ordre et le respect de la propriété.

Voilà le rôle de l'armée!

EVENING.

***

LE MOUVEMENT ANARCHISTE. — *Bovino* (près de Foggia). — Sorti de prison, j'ai voulu me rendre compte du mouvement anarchiste de ces derniers mois, et, avec grand plaisir, j'ai constaté de mes yeux que nous avons fait un remarquable progrès.

Quand, au commencement et à la fin de l'année passée, les camarades qui revenaient des îles cherchèrent à renouer leurs vieilles relations, dispersées et apeurées par la réaction crispinienne de 1895, ils furent obligés de constater une désagrégation générale des forces libertaires. Il semblait que les lois exceptionnelles eussent donné le coup de grâce à toute idée de véritable émancipation sociale, et qu'il fût faux que les persécutions font croître la propagande. Ajoutez que les camarades avaient été relâchés conditionnellement et qu'il leur manquait toute liberté d'action. Ce fut alors que plusieurs d'entre eux s'en allèrent à l'étranger (surtout en Amérique), presque sûrs que Crispi l'avait emporté avec ses lois scélérates. Pourtant, les plus patients d'entre nous ne furent pas de cet avis, d'autant plus que si les vieilles relations ne se retrouvaient plus, de nouvelles forces juvéniles surgissaient çà et là dans la péninsule. *L'Avvenire Sociale*, organe de tactique individualiste, a le mérite d'avoir donné l'occasion et les moyens à ces nouveaux éléments de se manifester librement, le plus librement possible : n'oublions pas cela. Thomas de Francesco s'est montré un de ces compagnons décidés et passionnément dévoués à la cause. Rien n'a pu supprimer son *Avvenire* : ni les saisies systématiques d'un fisc éhonté, ni les procès, ni les condamnations et d'autres persécutions, ni la détresse, où bien souvent il se trouvait, par suite de la lenteur des camarades à l'aider. Et je ne dis pas cela parce que, moi aussi, socialiste-anarchiste, je préfère, tout en reconnaissant l'utilité d'une *organisation consciente*, la tactique individuelle, qui implique une indépendance et une conviction bien arrêtées de nos principes : non, ce n'est pas pour cela que je rappelle ici l'*Avvenire Sociale*. C'est simplement pour compléter l'histoire de l'anarchie de ces derniers mois : les organisateurs mêmes dont je vais parler et dont je reconnais toute l'activité et toute la bonne foi doivent l'admettre. Le périodique de Messine, en somme, né quand on ne l'attendait pas, a fait tout son possible pour réveiller notre idéal et pousser les timides et les découragés.

Malheureusement une équivoque fit que le journal messinois fut pris pour le porte-voix de ces soi-disant anarchistes individualistes de Londres, qui, guidés par un misérable connu de tous les vieux combattants, font consister l'anarchie à écrire des injures contre nos plus chers amis tels que Hamon, Malatesta, Grave, Gori, etc. Cette équivoque produisit une lutte acharnée entre organisateurs et individualistes de tactique, lutte dont profitèrent les dits médisants et détracteurs londoniens, et qui durerait encore si le malentendu n'avait été éclairci. Aussi, une fois qu'il fut entendu que notre individualisme de tactique conduit aussi au socialisme anarchiste, les polémistes se turent, et un travail sérieux et fécond commença des deux côtés.

Un nuage vint obscurcir un peu cet *horizon* : la conversion de Merlino au parlementarisme, tout en disant rester anarchiste. C'était une aberration et, comme telle, nous l'avons combattue et la combattons. Elle ne pouvait pas faire de prosélytes, et si quelque camarade m'a écrit qu'elle en a fait dernièrement à Ravenne et à Florence, il a conclu que c'est peu de chose et qu'il ne vaut pas la peine de s'en occuper.

Cette question provoque encore des polémiques dans l'*Agitazione* et dans l'*Avanti* : toutefois on n'y trouve plus d'intérêt, et l'on y fait peu attention. Cela s'explique aisément, par le fait qu'on a besoin à présent non pas de stériles discussions, mais d'idées illustrant la question sociale et sa solution. C'est pourquoi l'*Agitazione* a acquis dans ces derniers mois une diffusion très considérable, qui dénote nettement le progrès des théories libertaires. Malatesta et les autres rédacteurs de la feuille anconitaine rendent en ce moment un service bien important à la cause : ils poursuivent leur but de vulgariser l'anarchie sans se laisser arrêter par aucun obstacle. Dans cette tâche, ils sont aidés avec dévouement par beaucoup d'autres camarades, de sorte que, pour la nouvelle année, l'*Agitazione* nous promet l'agrandissement de son format et d'autres améliorations intéressantes. Notez que les persécutions du procureur du roi ne cessent pas, et que les saisies sont très fréquentes, quoique les rédacteurs écrivent de telle manière que le journal ne pourrait pas être séquestré si le fisc ne se lançait dans l'arbitraire. A propos du ton de l'*Agitazione*, quelques camarades lui ont reproché d'être trop modéré, et l'*Agitazione* a répondu judicieusement qu'il ne suffit pas de répéter au peuple qu'il faut se révolter : on a fait trop de panégyriques de la révolution, mais qui est-ce qui ne comprend que celle-ci n'éclatera si l'on n'éduque, si l'on n'organise les masses en les pénétrant avant tout de la résistance, quelle qu'elle soit, à leurs maîtres, à leurs exploiteurs? A quoi servirait un langage violent si on ne prédisposait préalablement tous ceux qui vous écoutent à vous suivre? Il faut donc s'agiter au milieu des prolétaires, préparer le terrain, entrer dans les associations ouvrières, engager les travailleurs à combattre d'eux-mêmes le capitalisme sans attendre l'ordre de qui que ce soit et au moment opportun : il s'agit surtout de faire voir que nous ne représentons point une secte ténébreuse, mais un parti, le plus loyal, le plus désintéressé, luttant pour la rédemption de toute l'humanité.

Le gouvernement regarde d'un œil jésuitique notre œuvre, et, tout en feignant de nous tolérer, il nous fait procès sur procès et condamner par sa servile magistrature. Celle-ci, dans ces derniers mois, s'est amusée à forger une vingtaine de procès qui se sont déroulés à Messine, à Lipari, à Chiavari, à Forli, à Macerata, à Sarzana, à Livourne, à Sienne, à Gênes, à Ancône, à Turin, à Bovino, à Lucera, etc.

Quant aux accusations, elles sont ordinairement : excitation à la haine des classes, association de malfaiteurs, outrage à la force publique, apologie du crime, etc. Nos magistrats ont infligé dans ces derniers temps aux anarchistes près de *cent* mois de prison, sans compter les milliers de francs d'amende et les années de surveillance spéciale. Victimes de ces condamnations ont été les camarades Alfieri, Bozzoni, Pizzuti, Vason, Caiani, Irrera, Damerini, Giovagnoli, Fabbri, Marresi, Boschi, Marucci, G. et M. Scapellini, Moriani, Nencini, Radi, Facetti, Vitali, Venturini, Zavattero, votre correspondant et d'autres, qui, dans cette statistique faite à la hâte, échappent à ma mémoire. Il faut remarquer que plusieurs de ces camarades se trouvent encore au « domicile forcé » et que, malgré l'agitation de jour en en jour croissante contre le nouveau projet de loi relatif à cette infâme institution et contre cette institution elle-même, le loyolesque gouvernement rudinien traversant, au moment où j'écris, une crise passagère, continue à envoyer aux îles tous ceux qu'il lui plaît.

Mais rien n'arrêtera désormais la propagande libertaire en Italie. Les saisies de nos publications, les incarcérations, les procès, les arbitraires, les vilenies, les tortures, les assignations de « domicile forcé » se suivront encore, mais l'idée marchera sans cesse. Pour le prouver, il suffit de relater que de nouveaux groupes viennent de se constituer à Rome, à Urbania (Groupe *Germinal*), à Padoue, à Fesi (*Le Réveil*), à Gênes (Groupe *Angiolillo*), à Reggio-Calabre (*Commune de Paris*), à Vicenza, à Spezia, à Castagneto, à Sesto Fioventino, à Fabriano, etc. Parmi les nouvelles publications, on remarque les brochures *Che cosa vogliamo* (saisie) de Zavattero, le *Nostre richezze* de Kropotkine, *Ozio e Lavoro* de Zavattero, l'*Uomo è cattivo?* de Grave, l'*Atomo*, poésie du docteur Geronzi, *Basi della Società* de Grave, le *Minoranze* de Kropotkine; les numéros uniques : *Il Turbine* et l'*Affamato* de Naples, *Agitiamori* de Lucques, la *Libertà* de Bologne; et enfin, outre l'*Agitazione* et l'*Avvenire Sociale*, les périodiques *Il Nuovo Verbo* de Parme, *La Favilla* de Mantoue, *Il Ribelle* de Reggio (Calabre), la *Protesta Umana* de Macerata.

Si, à tout cela, on ajoute les conversions journalières de beaucoup de collectivistes comme Sittoni, Ciancabilla, Mamoli, De Filippi, etc., à l'anarchisme, on comprendra toute l'importance du mouvement actuel — mouvement auquel nul camarade ne niera, je crois, qu'en grande partie y ait contribué l'acte de Michel Angiolillo.

ROBERTO D'ANGIÒ.

P. S. — Je prie encore une fois les camarades qui ont des détails sur la vie d'Angiolillo à l'étranger de m'en envoyer au plus tôt. Ces détails sont vivement désirés par la mère d'Angiolillo; ils me servent aussi pour la biographie que j'écris du camarade. Voici mon adresse : Roberto d'Angiò, Bovino (Foggia), Italie.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le *Groupe d'initiative pour l'Ecole libertaire* vient de faire paraître en brochure l'appel qu'il avait fait distribuer.

Cette brochure, ornée d'un dessin de Willaume, est vendue 0 fr. 05 au profit de l'école, 0 fr. 10 franco, ou 3 fr. 50 le cent. Nous engageons les camarades à la propager le plus possible. S'adresser aux *Temps Nouveaux*.

Etant donnée la destination des fonds, nous avertissons que nous ne l'expédierons qu'après avoir encaissé le montant de la commande.

Le groupe de l'*Idée Nouvelle* donnera, sur invitations personnelles, le dimanche 20 février, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, dans la grande salle de l'hôtel des Sociétés Savantes, rue Serpente, une lecture-conférence de la *Cage*, la pièce du camarade Lucien Descaves, récemment interdite au Théâtre Antoine.

La conférence sera faite par M. Léopold Lacour et Lucien Descaves lira sa pièce.

On trouvera des invitations aux bureaux des *Temps Nouveaux*.

NIMES. — Les *Groupes Libertaires réunis* se trouvent, tous les samedis et dimanches soir, Bar du Musée, boulevard Courbet.

Les journaux et brochures éditées par les *Temps Nouveaux*, ainsi que les journaux libertaires, y sont à la disposition des camarades tous les soirs, à partir de 8 heures.

AMIENS. — Les camarades se réunissent le dimanche, à 5 heures du soir, au *Cent de Piquet*, faubourg du Cours.

ROUBAIX. — Les derniers avatars du procès Wibaux-Florin ayant fait disparaître la *Cravache*, les camarades de Roubaix font paraître le *Cravacheur*.

Adresser correspondances 18, rue de Monvaux.

REIMS. — La période électorale est ouverte, déjà les politiciens de toutes les couleurs étudient les boniments les plus aptes à attirer autour des tréteaux de la grande foire qui se prépare le plus grand nombre de gogos possible.

Il est donc urgent et même grand temps de prendre les mesures qui nous permettront d'entrer en lutte contre ces charlatans; que tous ceux qui ont à cœur la vulgarisation de nos idées assistent à la réunion qui aura lieu le samedi 19 février, à 8 heures 1/2 du soir, Salle du Cruchon d'Or, rue de Cernay. Les moyens les plus pratiques d'organiser la campagne anti-électorale y seront discutés, et, entre autres, le projet d'une conférence qui en sera le point de départ.

Nous comptons sur la présence de tous les camarades à cette réunion.

BRUXELLES. — Samedi 19 février, à la Brasserie belge, Grand'Place, conférence par Flaustier.

Sujet : « Ni bagnes, ni prisons. »

Entrée : 10 centimes, au profit des victimes de la propagande.

Nos amis d'Espagne nous prient d'informer les camarades de langue castillane que la *Idea Libre* de Madrid est en vente à Paris chez Fayet, 85, rue du Temple, et à la Librairie sociologique, 61, rue Réaumur.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Almanaque de la Question Sociale pour 1898, à la *Libreria sociologica*, calle Corrientes, 2041, Buenos-Ayres.

Exécution du colonel Ruiz, par Egmont, 1 broch. à la *Rep. Cubaine*, 20, rue Saint-Vincent-de-Paul.

La Cathédrale, par J. K. Huysmans; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

La Souveraineté du Peuple, 1 broch. par V. Gelez, 1 fr. 25 à la *Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.

Discorrendo di socialismo e di filosophia, par A. Labriola; 1 plaquette, 1 fr. 50, chez Ermanno Loescher, Corso 307, Roma.

Mensaje del jefe del Estado de Honduras, Tegucigalpa, J. O. Zelaga impresor.

A mio fratello il contadino. — Evoluzione e rivoluzione, traduction des deux brochures de E. Reclus, 0 fr. 05 chaque, chez Luigi Fabri, à Macerata.

A lire :

Antisémitisme, par A. Retté; *La Plume*, 1er février. Même numéro, une lettre de Stuart-Merrill.

Contre l'infaillibilité du sabre, par Quillard; *Le Mercure*, février.

La Serve, par Savioz, nos 44, 45 et 46 de la *Fronde*.

Pas de Sabre, J. Ajalbert; *Les Droits de l'homme*, 30 janvier.

Vient de paraître le no 17 de l'*Enclos*, 7, rue des Saules.

Merci à notre confrère pour l'appel qu'il fait en notre faveur.

Vient de paraître également le no 7 de la *Feuille*, de Zo d'Axa, dessin de Steinlen, 25, rue de Navarin.

Vient de paraître : *Les Croix et les Glaives*, volume de vers de notre collaborateur Théodore Jean, 3 fr. 50 chez Flammarion, Paris et Marseille.

Nous en avons reçu 10 exemplaires pour être vendus au profit du journal.

La pièce de Descaves, *La Cage*, dont, sur la dénonciation de Sarcey, la Censure a interdit la représentation, vient de paraître chez Stock, au prix de 1 fr. 50.

Nous la laisserons à nos lecteurs au prix de 1 fr. 25 franco.

A la *Société libre d'édition des Gens de lettres*, 12, rue d'Ulm, vient aussi de paraître *Delcros*, le roman de notre collaborateur Rainaldy; 2 fr. 50 dans nos bureaux, 2 fr. 75 franco.

Erratum. — Le volume de M. Caldas Cordeiro : *Summario da filosofia evolucionista de H. Spencer*, n'est pas une traduction, mais un travail sur l'œuvre du philosophe anglais.

PETITE CORRESPONDANCE

S., à Roubaix. — C'est une erreur. Le prix est toujours 0 fr. 15; franco, 0 fr. 20. — Reçu la collection de la *Cravache*. Merci.

Tobaconist, London. — Ai fait les différentes commissions. Ai expédié 40 brochures.

V., à New-York. — Reçu mandat. Merci. Le règlement s'arrête au 36 inclus. Du 15 au 36, soit 22 numéros; seulement, le 28 n'étant pas paru, reste à 21 envois de 15 chaque, soit 315.

Lennam Voniad. — Voilà les élections qui approchent, l'article sera utilisé à ce moment.

Evening. — Je n'ai pas les brochures de l'*Art Social*. J'en attends.

G. G. — Reçu l'adresse du libraire. Merci.

V., à Nîmes. — Si, 3 fr. 50.

G., à Carmaux. — J'envoie 10 exemplaires des *Déclarations d'Etiévant*. — Epuisée.

R., à Roubaix. — Je l'ignore. Cela a été affirmé sous forme de plaisanterie, mais c'est tout.

G. D., Creil. — C'est une erreur. C'est bien comme vous dites.

Reçu pour la mère de Callis : V., à Pittsburg, 1 fr. 25.

Reçu pour Etiévant : G., à Carmaux. — M. C., 0 fr. 50, — Abel, 0 fr. 30. — La Jeunesse Libertaire de Limoges, 1 franc; P. G., 0 fr. 50; Un réprouvé, 0 fr. 25; Margot, 0 fr. 25; Etienne, 0 fr. 15; A. L., 0 fr. 10. En tout : 2 fr. 25. — Total : 3 fr. 05.

Reçu pour l'*Idea Libre* : Un copain de Brive, 0 fr. 25. — Limoges : Bariart, 0 fr. 50; l'Elue, 0 fr. 40; A. L., 0 fr. 10. En tout : 1 franc.

Le groupe de l'école a reçu :

Un camarade, 1 fr.; Quête hebdom. d'un atelier, 3 fr.; Bouguet, 5 fr.; Un camarade, 1 fr.; Un camarade, 100 fr.; Quête hebdomadaire, 5 fr. 50. En tout : 115 fr. 50.

Reçu pour la colonie : Un copain de Brive, 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : L. M., à Bradford, 0 fr. 50. — D., 0 fr. 45. — Un camarade, 1 fr. 05. — H. V., 1 fr. 75. — R. E., Lausanne, 20 fr. — C. C., Lisbonne, 1 fr. — Zizi et Violette, 2 fr. — Les camarades de la Chapelle, 10 fr. — Sept camarades, 3 fr. 50. — Un copain de Brive, 0 fr. 25. — A. A., 1 fr. — Rod, 2 fr. — Deux pauvres diables, 2 fr. — S., à Genève, 1 fr. — Merci à tous.

G., à Arles. — S., à Roubaix. — P. P., à Paris. — V. F., à Saint-Claude. — G. P., à Romagnano. — T. R., à Gênes. — B., à Givors. — F., à Liège. — D., à La Haye. — D., à Reims. — D., à La Haye. — L., à Amiens. — D., à Bordeaux. — A. L., au Chambois. — R., à Roanne. — C., à Houssaye. — E., à Reims.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 43 DIX CENTIMES DU 19 AU 25 FÉVRIER 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Toujours pour les mêmes raisons, nous n'avons pas de supplément cette semaine.

PROCÈS D'UN HOMME

ou

PROCÈS D'UN MONDE?

Chaque jour, en ce même Palais, par centaines des hommes sont jetés aux appétits des juges. A intervalles réguliers, pleines de chair à geôle, les charrettes pourvoient aux mécanismes des condamnations. Et pour que l'opinion s'émeuve et s'attarde là, il faut une cause bien sensationnelle, quelque tortureur d'enfant, éventreur de berger ou lanceur de bombe. Encore l'émotion s'apaise-t-elle vite, quelques heures suffisant pour que cette chose terrifiante tombe en oubli. Or, depuis une semaine, non seulement Paris, mais la France et l'Europe entières restent les yeux fixés sur l'antre de Thémis. Les feuilles publiques ne narrent pas assez long — au gré des lecteurs — les péripéties du drame et les fils électriques ne transmettent pas assez vite le récit des débats.

Certes le problème, cette fois, est de ceux qui vous étreignent d'une angoisse et vous obsèdent. Convaincu de trahison, un officier, il y a des mois, fut condamné au pire supplice. Muré vivant dans le silence, il mourait un peu chaque jour, sous les yeux des gardes-chiourme rivés à ses moindres gestes. Soudain, éclate la probabilité de son innocence et le soupçon d'une effroyable erreur. Eclairant leur conscience des plus minutieuses recherches, des hommes se vouent à la réparation de ce crime. Un surtout, écrivain de grande renommée, accuse les premiers juges d'imposture et veut s'asseoir lui-même au banc des prévenus, puisque tel est le seul moyen de provoquer la lumière. Dreyfus restera-t-il à l'île du Diable, enseveli un peu plus sous la honte? Reviendra-t-il parmi les siens, lavé de toute tache? Ses défenseurs sauront-ils l'arracher à ses ennemis? Autant de questions, certes, bien faites pour tenir l'opinion en éveil et travailler les cerveaux.

Et pourtant!... Des erreurs pareilles souvent furent dénoncées. On apprit parfois l'exécution d'un innocent. Et le frisson de l'injustice irréparable passa sur la foule. Et l'on ne songea pas à demander des comptes aux juges responsables. Il arriva que le doute fut suspendu longtemps sur la tête d'un homme. Et ce ne fut le signal d'aucun massacre dans la rue. Des bandes de forcenés ne parcoururent pas les villes hurlant à la mort. Les journaux parlèrent d'autre chose. On ne vit pas, comme aujourd'hui, tous les cerveaux qui pensent hantés de cette seule idée. On ne vit pas tous ceux, dont — à tort ou raison — l'opinion compte, soucieux de prendre parti en l'affaire et de s'affirmer pour ou contre.

Une vie humaine jouée à pile ou face, le spectacle, quelque terrifiant soit-il, d'un homme jugé par d'autres hommes, cela n'est pas capable, hélas! de mettre une telle fièvre au cœur des foules. Certes tous ceux qui vibrent aujourd'hui ne se rendent pas compte pourquoi. Mais il n'en faut pas moins — pour légitimer telle commotion — qu'en l'atmosphère sociale passe l'intuition de quelque chose de très grave, comme une perturbation dans l'équilibre actuel du monde.

Aussi ne comprendrez-vous qu'à demi le retentissement de cette affaire, si vous vous en tenez au terre-à-terre des incidents d'audience et aux attitudes des personnalités en cause ou plutôt si vous ne dégagez de ces incidents et de ces attitudes le symbole social qu'ils recouvrent. Au contraire, regardez de plus près, sachez interpréter ce qui se dit, ce qui se fait, et ce procès deviendra le drame d'un monde qui agonise.

Dans le trouble et la violence des hauts dignitaires *contraints* à la barre, il y a plus que des protestations individuelles. Il y a l'émotion d'une caste qui, s'étant fabriqué une réputation d'honneur et s'y croyant à l'abri, se voit, comme les autres, discutée et, comme les autres, vouée aux banqueroutes prochaines. Comment! depuis des siècles, dans l'oisiveté et les honneurs, nous vivons du travail et de la crédulité du peuple. Et vous voudriez vous y opposer? Contre les plus galonnés, les plus chamarrés d'entre nous, vous ne craignez pas d'articuler des accusations infamantes? Et encore alourdis des somnolences où ils se reposaient, ces gens ont dû se lever pour conjurer l'orage, chacun à sa guise. Les uns, payant d'audace, se cantonnent dans la morgue professionnelle et jouent le mépris, pensant faire illusion à force de crânerie. Certains — d'humeur moins farouche — veulent bien se disculper, et ils s'embourbent dans leurs mensonges. D'autres s'emportent, mal habitués aux discussions et déconcertés qu'on leur résiste. Mais tous savent bien qu'un gros morceau de leur prestige va rester dans ce scandale. Et leur exaspération et leur effarement, le voilà le vrai drame qui se joue en cour d'assises. Il est dans la partialité du juge protégeant le soldat son compère et, plus madré, lui montrant les issues. Il est dans l'attitude du prêtre, cet éternel allié des puissants, trop discrédité certes pour agir lui-même ouvertement, mais poursuivant dans l'ombre son sourd travail d'agitation contre les adversaires du juge et du soldat. Et il est aussi, ne l'oubliez pas, dans la complicité des politiciens, ces derniers venus aux privilèges, appelés quand il fallut berner le peuple et le flagorner sur l'origine des pouvoirs qui l'écrasaient. Car rien ne manque à la coalition qui, depuis l'ouverture de ces débats, stupéfie le monde de ses audaces et de son cynisme.

Mais si vous voulez mieux encore pénétrer l'intérêt du drame et mieux en étreindre la réalité, mieux connaître les causes, proches ou lointaines, qui déterminèrent ses acteurs, élargissez encore le théâtre trop restreint, jetez bas cette muraille, ouvrez, dans ce prétoire, une brèche sur la vie. Voyez au loin le peuple des champs et celui des villes. A grands gestes, calmes et beaux, de la beauté que donne l'utilité certaine de l'effort, il vaque à sa besogne coutumière. Ceux-là ne peuvent venir à l'audience, car lorsqu'ils s'arrêtent dans leur tâche, la vie diminue. Et puis leur parole n'est grande et leur autorité certaine que parmi ce labeur qui fut leur geôle et leur martyre durant des siècles et qui va devenir leur libérateur. Invisibles, ils sont présents quand même à ces disputes. C'est de leur volonté, c'est de leur pouvoir certain, et des appréhensions que soulèvent leurs victoires prochaines qu'est faite la violence du conflit.

Comme aux âges barbares — âges d'or pour le prêtre, le juge et le soldat — les producteurs accomplissent encore leurs fonctions sociales, car, au contraire des oisifs et des parasites, ceux-là ne désertent ni ne trahissent. Seulement depuis longtemps déjà des idées nouvelles germent en leur cerveau. Une conscience plus claire de leurs devoirs et de leurs droits s'installe en eux. Ils se disent que ce serait justice simplement si la somme du bien-être disponible par le monde et fruit du labeur commun se partageait intégralement entre ceux qui le créent ce bien-être et qui l'augmentent chaque jour. Ils espèrent le travail libre, affranchi de l'impôt au capital et de l'impôt à l'autorité. Les plus hardis prêchent la révolte ouverte et recrutent des énergies pour la vie nouvelle qui s'élabore.

Les bénéficiaires de l'injustice sociale et leurs défenseurs — porte-sabres en tête — se sont trop abrutis, certes, à l'exercice du privilège et à l'abus du pouvoir pour saisir le sens profond des imminentes transformations. Mais le branle-bas de guerre dont les rumeurs leur parviennent les avertit assez qu'un danger se prépare. Plus ils sentent l'ennemi nombreux et décidé, le péril proche, plus ils se gardent minutieusement. Un regard les offusque, un soupçon les déshonore. A la moindre alerte, les voilà en armes. Et si les risques sont réels, — comme aujourd'hui — violences, mensonges, perfidies, tout leur est bon pour échapper.

Et dans l'affolement de la fin prochaine, le vieux monde ne voit pas que cette résistance barbare, cynique aux forces montantes de l'avenir abrège son existence plus qu'une défaite.

CHARLES-ALBERT.

LE PROCÈS DE VLADIMIR BOURTSEFF

Pendant qu'à Paris se passe le procès de Zola, qui a tant de retentissement, ici s'est passé en même temps tout tranquillement, mais encore plus hypocritement, un tout petit procès. On a jugé et condamné notre camarade Vladimir Bourtseff à 18 mois de travaux forcés, et un vieil ouvrier imprimeur, âgé de 61 ans, Wierzbicki, à deux mois de la même peine. C'est la liberté anglaise !

Les deux étaient accusés d'avoir publié trois numéros d'une petite revue, *Narodovolets*, en langue russe, dans laquelle, au dire de l'acte d'accusation, Bourtseff faisait appel à tuer le tsar Nicolas II. Bourtseff fut donc condamné comme éditeur et Wierzbicki comme imprimeur.

Le fait est ceci. Notre camarade Vladimir Bourtseff, réfugié russe, habite depuis quelque temps en Angleterre. Il a pris au sérieux l'idée courante qu'on est libre en Angleterre de dire et d'écrire ce que l'on pense, et il a tenté d'exprimer ses idées dans une petite revue dont il publia à Londres seulement trois numéros. Ses idées étaient telles qu'en Russie, avec le despotisme qui règne, il n'y a pas d'autres moyens de lutter avec le despote que par le terrorisme. Puisqu'il n'y existe ni presse libre, ni parole libre, ni même le droit de penser contre le gouvernement, il n'y a pas d'autre moyen d'obtenir la moindre concession politique que celui de terroriser le gouvernement et par cela le forcer à faire des concessions. Il basait son opinion sur des faits bien connus. En 1880 et 1881, disait-il, quand le parti de la « Narodnaya Volia » (« La Volonté du Peuple ») était bien organisé, on est parvenu à terroriser le gouvernement et à l'ébranler à un tel point qu'Alexandre II appela Loris Mélikoff, le nomma dictateur et lui ordonna de préparer une sorte de constitution pour mettre fin aux attaques terroristes. Dès qu'il s'aperçut, néanmoins, que les attaques s'étaient ralenties, le projet fut de nouveau abandonné pour ne revenir sur le tapis que lorsque, à la veille du 13 mars 1881, Mélikoff annonça un nouveau complot.

Les attaques ayant cessé après la mort d'Alexandre II, le gouvernement attribuait cette cessation des hostilités à la faiblesse du parti et le despotisme s'est maintenu jusqu'à présent.

Par conséquent, Bourtseff invitait les révolutionnaires russes à faire revivre l'organisation de la « Narodnaya Volia » pour continuer la lutte terroriste, comme seul moyen de forcer la main au tsar. Il ajoutait, cependant, qu'une fois que le gouvernement ferait la moindre concession, ou même manifesterait la volonté d'en faire, le terrorisme deviendrait entièrement inutile.

Cette revue, très naturellement, déplaisait au gouvernement russe, et, sur la demande de l'ambassade, Bourtseff fut arrêté, il y a environ deux mois, par le chef de la police secrète anglaise, Melville, cet agent instigateur bien connu du fameux complot de Wallsal, pour lequel trois de nos camarades furent condamnés à dix ans de travaux forcés, et y sont encore. Melville se présenta au British Museum (Bibliothèque nationale de Londres) où Bourtseff travaillait d'habitude. Immédiatement après l'arrestation, Melville, quoique n'ayant aucun mandat de perquisition, fouilla l'appartement de Bourtseff et lui subtilisa tous ses livres et ses papiers dans lesquels, d'ailleurs, il ne trouva *absolument rien*.

L'acte d'accusation devait ainsi être construit exclusivement sur les trois numéros de *Narodovolets*.

Le procès a eu lieu le 11 février, et les amis russes se sont empressés d'être présents à l'audience, toujours pensant qu'ils sont dans un pays « libre ». Mais ici les procès politiques ont le même aspect que partout ailleurs. L'escalier menant au tribunal et la porte d'entrée étaient gardés par des agents de la police, qui opposaient un refus absolu et brutal de laisser passer aucun Russe, tandis qu'ils remplissaient les galeries d'agents de la police secrète. Quatre Russes seulement furent admis dans l'enceinte du tribunal, sur la demande expresse d'un avocat qui les fit passer comme l'ayant aidé dans les traductions.

Le procureur John Nebwebster, réactionnaire fieffé, rongé par sa propre bile, commença son réquisitoire en lisant de petits tracts coupés dans la revue de Bourtseff, soigneusement et méchamment assortis. Le venin transpirait dans chaque mot prononcé par ce Monsieur qui, comme tous les autres de son espèce, a le métier d'accuser, toujours accuser et de faire l'impossible même pour envoyer son homme, dès qu'il le tient, au bagne ou à l'échafaud.

Peut-être rêvait-il aussi être un jour récompensé par un crachat du tsar, comme l'a été jadis Fabreguette qui se démenait au procès de Lyon en 1883, pour obtenir la condamnation de nos camarades.

Tout le réquisitoire était basé sur ce que Bourtseff incitait par ses écrits à tuer le tsar Nicolas II — la tête du gouvernement ! s'écriait-il en levant vers le ciel ses yeux de crocodile — et il demandait qu'on frappât le coupable.

Après cela la parole fut donnée à l'avocat, car Bourtseff, qui ne sait malheureusement pas l'anglais, en avait un, le lord Coleridge, avocat libéral d'une grande renommée. Le peu qu'il a dit n'était pas mal dit, mais il dit si peu de ce qui se passe en Russie, du pouvoir sans contrôle du tsar et de ses satrapes, qu'il aurait mieux valu qu'il n'ait pas parlé du tout. Rien n'a été dit de ce que le gouvernement a exterminé deux générations entières de tout ce qui fut généreux, bon, prêt à donner sa fortune, sa pensée et sa vie même pour améliorer le sort de la nation; que la forteresse, le bagne et les déserts les plus terribles de la Sibérie arctique sont remplis jusqu'à présent d'hommes et de femmes, qui feraient la gloire de chaque nation. Rien n'a été dit sur la bastille de Schlusselbourg avec ses cachots souterrains où l'on enferme les prisonniers politiques et où l'on ne permet à leurs parents que de recevoir une fois par an cette nouvelle : *vivant*, ou bien *mort* à telle date. Rien n'a été dit non plus sur les villages entiers exterminés, parce que les habitants refusent de porter les armes par conviction religieuse, ni de ce que Pobiedonostceff fait voler en ce moment même les enfants de non-conformistes pour les faire élever dans quelque monastère orthodoxe. Tous ces documents, avec preuves à l'appui, avaient été mis cependant à la disposition de l'avocat; mais rien n'a été utilisé.

Après la défense, la parole fut reprise de nouveau par le procureur qui de nouveau relut ses passages tirés du *Narodovolets*, deux fois chacun, et fit contre Bourtseff une attaque à fond de train pour avoir prêché « ces moyens diaboliques au lieu de se tenir aux moyens constitutionnels ». Je cite textuellement cette couleuvre qui fut avalée par l'avocat, sans même remarquer qu'il n'y a pas de constitution en Russie — rien que l'arbitraire des gendarmes.

Après cela, un vieux juge, porteur d'une robe rouge, qui devait figurer, je pense, le sang de ses victimes, commença, sous prétexte de résumé, un troisième réquisitoire, fait avec toute la malice d'un vieil habitué de la maison.

Inutile de dire que les jurés — douze petits épiciers qui n'en sont pas à leur première — et qui toujours font docilement ce que le juge leur dit de faire — se sont empressés de déclarer Bourtseff coupable et Wierzbicki coupable avec recommandation à la merci. Sur quoi le juge, prenant le Code en main, infligea à notre camarade *dix-huit mois de travaux forcés* et à l'imprimeur *deux mois de la même peine*.

Quand j'ai regardé la figure jeune, pâle et pensive de Bourtseff et son front qui révèle un cerveau qui travaille, non pas pour obtenir une robe rouge ou une décoration, mais pour obtenir la liberté d'un peuple trop longtemps écrasé; quand j'ai regardé sa maigre silhouette, vêtue d'habits râpés, ne comprenant même pas ce qui se passait autour de lui, et que je regardai ensuite cette salle remplie d'hommes bien nourris, bien vêtus et de mouchards engraissés dont la base de la vie, à eux tous, est le malheur des autres, j'ai compris encore une fois combien il est plus heureux d'être l'ami d'un condamné que de cette bande de satisfaits.

S. Kropotkine.

LA DERNIÈRE IDOLE

L'intérêt a été, cette semaine, absorbé par le procès d'Emile Zola. Les journaux quotidiens ont donné des débats des comptes rendus divers, les uns favorables, les autres défavorables à Zola suivant le parti pris adopté au début de toute cette agitation. Mais quelles que soient les appréciations contradictoires, les altérations de la vérité, les inexactitudes, les partialités de ces comptes rendus, il faut retenir l'importance capitale qu'auront eue de tels débats. L'acte de Zola, d'une si haute valeur morale et sociale, comme l'a dit Jaurès, a été suivi de conséquences telles que nous ne pouvons que nous en réjouir. Zola l'a parfaitement qualifié : son acte est un acte révolutionnaire.

Sans doute, il a déchaîné, parmi la foule d'imbéciles si nombreuse qui ne perdent jamais une occasion de se conduire en cannibales, une fureur patriotico-religieuse dont on avait perdu le souvenir depuis les dragonnades et les Saint-Barthélemy des seizième et dix-septième siècles. Les beaux jours du moyen âge, où quiconque était seulement suspecté d'hérésie montait au bûcher, sembleraient être près de revenir. En toute crise, il apparaît des symptômes accessoires semblant en opposition avec l'heureuse issue attendue.

La question soulevée est plus haute, certainement, que celle de savoir qui, de Dreyfus ou d'Esterhazy, est coupable de trahison ! La lettre de Zola est un coup formidable porté au militarisme et au respect de l'armée.

Depuis vingt-huit ans, sous prétexte de revanche, on nous ruine en armements, en équipements, en fourniments de toutes sortes. Sous prétexte d'honneur national à venger, on a concentré toutes les forces sociales vers un but : la guerre. On a tout mis en œuvre pour subjuguer toute initiative, pour accaparer les intelligences, les suggestionner, les hypnotiser en une adoration constante et aveugle d'un mot : Patrie. Et par « patrie » on n'a pas entendu — ce qui, à la rigueur, eût pu se discuter — l'ensemble des citoyens vivant d'une même vie et parlant la même langue. Non ! la patrie a été représentée comme une idole despotique, étroitement jalouse, réclamant impérieusement du sang et toujours du sang. Cet idéal patriotique digne des temps préhistoriques ou des peuplades anthropophages a été matérialisé dans cette représentation brutale, d'une infériorité indiscutable tant au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel : l'Armée. On a entouré tout ce qui concerne l'armée d'un respect mystérieux et quasi divin. On s'est évertué à lui donner aux yeux de tous un prestige sacré, et un mot d'ordre fut mis en circulation : « Ne touchez pas à l'armée ! » L'armée devint l'arche sainte qu'il était impossible de toucher sans immédiatement tomber foudroyé. Un culte barbare s'instaura : le culte de la force brutale, du meurtre et du pillage, toutes choses constituant la raison d'être et la destination finales de l'armée. De plus, ce respect comminatoirement imposé à nos faits et gestes a été circonscrit exclusivement à

quelques personnalités, bien que, sous un régime prescrivant le service obligatoire pour tous, l'armée se compose de l'universalité des citoyens. Ces personnalités, plus chamarrées, plus galonnées que quiconque, nous sont désignées comme les prêtres inviolables de ce culte barbare. Leurs attributions consistent à préparer les massacres et les pillages futurs.

Des agissements de ces pontifes sanglants, il était interdit de s'enquérir. Aux indiscrets objectant que, sous une démocratie qui se pique de légalité, nul, eût-il trois étoiles à ses manches et des feuillages à son képi, n'est au-dessus de la loi, il était répondu par la prison, les injures ou les coups. Un joug formidable, comme peut-être il n'en fut jamais, peu à peu s'appesantissait sur nous et comprimait les intelligences.

Ce joug, Zola l'a courageusement secoué devant tous. Quelles que soient ses réserves sur son respect de l'armée et de la patrie, réserves peut-être commandées par la circonstance, ou bien sincères au contraire, en attaquant certains chefs haut juchés, en accusant d'intrigues et de louches machinations tels ou tels d'entre eux, c'est toute la coterie qu'il a atteinte. Au voile mystérieux qui cachait au profane la nouvelle Isis, il vient de faire une large déchirure, montrant à tous des nudités fort peu engageantes. Naturellement, la foule des fidèles se récrie. Mais ses protestations ne valent ni plus ni moins que l'hypocrite effarouchement de Tartuffe s'écriant :

Cachez ce sein que je ne saurais voir!

Du fait de son acte, certains des pontifes vénérés ont dû venir publiquement fournir des explications. En dépit de l'apparat de leur costume bariolé, en dépit du cabotinage qui identifie l'honneur de tout un peuple avec les bottes éperonnées de quelques soudards, il a bien fallu se rendre à l'évidence, constater combien vaine était leur prétendue supériorité, surfaite leur réputation d'infaillibilité, de loyauté, de suprématie intellectuelle et morale (1). Piètres, très piètres, et très accessibles aux mesquines passions humaines, se sont révélés ces augures révérés. Il a paru que l'auréole séraphique dont se plaisait à les couronner l'imagination populaire ne valait pas l'éclat d'une modeste chandelle, et que l'étincelance du dehors contrastait étrangement avec l'obscurité du dedans. Et alors, les intrigues, les machinations reprochées, devinrent de plus en plus probables. D'autres même, plus graves, se laissèrent entrevoir! Et ce fut un écroulement d'illusions, une dégringolade de préjugés, plaisante à voir pour qui déjà était fixé.

Oui, l'acte de Zola a eu une portée énorme. Déjà d'autres idoles au nom desquelles on illusionna durant des siècles l'humanité, au nom desquelles on exigea d'elle qu'elle sacrifiât tout jusqu'à son sang et sa vie, s'en étaient allées à vau-l'eau. Magistrature. Représentation nationale avaient peu à peu glissé dans la déconsidération populaire. Une seule restait, et non la moins tyrannique : l'Armée.

Zola, qu'il l'ait voulu ou non, lui a porté un coup funeste. Sans doute, il n'est pas le premier à avoir frappé. D'autres, en leurs livres, ont révélé ce que cèle d'ordures, le manteau sacré de l'idole. Mais leurs révélations s'arrêtaient à l'affirmation.

Zola a fait mieux. Il a traîné sur la place publique la prêtraille de la divinité, et le peuple a pu voir, tâter, expérimenter par lui-même. C'est le pire danger que puisse courir l'imposture que d'être mandée au grand jour. La connaissance de la vérité est le commencement de la sagesse. Car elle renseigne le peuple sur la naïveté de ses génuflexions, le mal fondé de ses respects et l'inanité de ses dévotions béates et inéclairées.

Nous allons assister maintenant à l'effritement progressif de la dernière idole. C'est donc un nouveau pas que nous avons fait vers la vérité. Quand l'écroulement sera définitif, celle-ci verra enfin son règne se lever.

Les injures, les coups de canne, les lâchetés et les sauvageries de toute nature dont s'honorent les vandales de notre époque n'y changeront rien. Nous ne voyons en leurs convulsions d'énergumènes que l'expression d'un effarement assez excusable chez des pauvres d'esprit qui tremblent de n'avoir plus rien à adorer.

Certainement, nous sommes en marche vers la lumière.

André Girard.

(1) Le *Journal* a donné les portraits des officiers qui sont venus déposer. Quels profils à tête d'oiseau il nous donne!

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'Armée. — Pendant que les chefs d'état-major paradent, tous crachats dehors, protestant de l'honneur de l'armée, on continue d'assassiner les petits soldats dans les casernes.

Le soldat Picard, du 1er escadron du 7e dragons en garnison à Fontainebleau, jeune soldat arrivé ces temps derniers au corps, vient de mourir à la suite des mauvais traitements qui lui ont été infligés. Il y a quelques jours, étant malade, il fut déshabillé entièrement et obligé de danser au milieu de la chambrée, puis couché tout nu sur les planches d'un châlit. Ce supplice fut renouvelé plusieurs jours de suite, si bien que le malheureux en est mort.

*
* *

Le réserviste Vaissières, puni de prison pour avoir découché, demanda à aller à la visite. Reconnu malade, il fut porté exempt par le médecin. Malgré cela, le lieutenant-colonel du 143e régiment de ligne fit coucher le malade à la prison. Le lendemain, à sa visite, le médecin-major déclara « qu'il serait imprudent de faire coucher cet homme à la prison ». Cependant, le lieutenant-colonel n'en continua pas moins à maintenir à la prison le réserviste Vaissières, atteint de pleurésie. Une fois ses vingt-huit jours terminés, Vaissières s'alita. Aujourd'hui il est mort des suites de sa pleurésie.

*
* *

Grèves. — Les ouvriers des deux usines de tissage de la maison Waddington, à Saint-Lubin et à Nonancourt, se sont mis en grève. Le motif serait un différend portant sur les amendes.

Un grand nombre d'ouvriers des Chantiers de la Loire se sont mis en grève, demandant à être mis au même tarif que leurs camarades des autres villes.

André Girard.

*
* *

D'une lettre d'un de nos amis actuellement a la caserne : « A cause de l'affaire Dreyfus-Zola, on sent un énervement chez les officiers, on fait des instructions morales, sur ce qu'est la patrie, le drapeau.... et le soir, tout en astiquant, nous discutons entre nous, je tâche de leur faire comprendre ce qu'est la guerre, la patrie, je fais tout ce que je peux, plusieurs sont déjà plus ardents que moi pour la propagande et, si ce n'était que l'on est privé de tout, il est certain que cela irait bien mieux. Le service est ainsi fait que, pour penser à autre chose qu'au métier, il faut avoir déjà des idées bien nettes, car ne recevant aucune nouvelle du dehors, et avec la vie dure qu'ils vous font, cela empêche tout travail d'esprit. »

*
* *

Amiens. — Les catholiques avaient organisé une réunion où les anarchistes avaient réussi à pénétrer. Une bagarre, amenée par les interruptions de nos amis, s'en est suivie. Sept camarades ont été arrêtés, sur lesquels on en a gardé cinq ou six.

Angleterre.

« En ce moment, dit un journal conservateur, les autorités de Scotland-Yard se trouvent en présence de six dossiers de meurtres, sans avoir, suivant la formule de nos voisins, d'autre ressource que de les classer, c'est-à-dire d'abandonner au seul hasard le soin d'en découvrir les auteurs; ce sont l'assassinat de M. Camp, sur la ligne de Waterloo, le meurtre du jeune Barret à Upton Park, celui de Weltheim, trouvé dans la Tamise, les assassinats de Mme Saundres, à Peckam, de Miss Johnson, à Windsor, et enfin de Miss Marshall, à Bethnal-Green. Sans compter que tous les jurys et coroners rendent des verdicts sur les morts violentes, avec la formule stéréotypée : mort violente..., mais dans des circonstances impossibles à préciser. Il y a évidemment là un état de choses dont ne peut plus longtemps s'accommoder la sécurité publique. »

Que le public s'en accommode ou qu'il ne s'en accommode pas, cet état de choses se perpétuera et s'aggravera, tant qu'on ne lui trouvera pas d'autre remède que l'augmentation des corps de police ou autres mesures d'ordre policier; parce que — et c'est là l'*a b c* de la sociologie — « le moyen le plus sûr d'empêcher la perpétration de l'assassinat et du vol » ne consiste pas dans la plus ou moins grande perfection de l'organisation de la police : ce qu'il faut, « c'est préalablement supprimer la misère ».

Aussi, ce n'est pas seulement en Angleterre que la sécurité publique est illusoire, c'est dans tous les pays où règne la misère, et si un Vacher a pu, pendant trois ans, assassiner à son aise une vingtaine de personnes, avant que le hasard l'ait fait découvrir, on ne voit guère pourquoi quelque tueur mieux équilibré ou mieux avisé que ce brave sergent n'en tuerait pas une cinquantaine et davantage? Affirmer qu'« un assassin de profession court moins de risques qu'un mineur », c'est s'exposer à être traité de M. de la Palice. — Gageons que maintenant de Greef est de cet avis.

La police n'a jamais découvert l'assassin du préfet Barrême, elle a été dans l'impossibilité de mettre la main sur le meurtrier de M. Geisendorf. Oui : il faut abandonner au seul hasard le soin de découvrir les auteurs de ces meurtres et de bien d'autres, ils peuvent vieillir et décéder en paix.

A quoi servent donc ces régiments de gendarmes à pied et à cheval, et ces légions de policiers de tout poil?

Ah! voilà! C'est qu'avant tout, cette nuée de sauterelles a pour mission de surveiller les opinions de chacun, de s'enquérir de la pensée des travailleurs, puis, le délit d'opinion constaté, d'empoigner ceux qui osent exprimer hautement ce qu'ils pensent sur la pourriture des dirigeants, leurs Panamas, leurs affaires Dreyfus-Esterhazy, leurs trusts, etc.

Au fond, protéger la vie d'un chemineau, d'un gardeur de bestiaux, n'est pas la tâche de la police; les pauvres diables ne doivent-ils pas se protéger eux-mêmes? Et, de fait, il est temps qu'ils y songent.

En vérité, les témoignages de Félix Dubois et de maints explorateurs sont concluants. Sur les bords du Niger, la sécurité est parfaite, mais on ne peut en dire autant des bords de la Tamise et de la Seine; s'y aventurer est chose dangereuse. Il est vrai que, dans le Tombouctou, pas de capitalisme et, partant, pas de gendarmes.

Suisse.

Rachat des chemins de fer. — Le 20 février aura lieu la votation populaire concernant le rachat; la demande de *referendum* a été signée par 85.000 électeurs. Autant qu'il est possible de prédire le résultat, il semble que la ratification de la loi sera votée. Les politiciens ont tant abusé de la crédulité des naïfs, que ces derniers croient vraiment que, le rachat effectué, ils deviendront les propriétaires des lignes ferrées.

Nationalisation! nationalisation! crient les votards. Or, qu'est-ce que cette prétendue nationalisation? Est-ce que chaque citoyen touchera en espèces sa part du boni réalisé — si boni il y a — sur l'exploitation du réseau? Non, ce sont les gouvernants qui l'encaisseront, et avec ce boni ils créeront de nouvelles sinécures pour les frères et amis; ils multiplieront les colonels qui, comme à Lucerne, commandent trois ou quatre douzaines d'hommes.

Gouvernementalisation, tel est le qualificatif à employer pour l'opération du rachat; et nous n'avons qu'à lire le *Berliner Neuste Nachricht*, il nous instruira sur ce que vaut cette remise aux gouvernants :

Le pouvoir prussien prélève pour son budget 400 millions de recettes sur l'exploitation des chemins de fer, c'est-à-dire à peu près le total des dépenses militaires de l'empire. En Prusse, il arrive fréquemment au voyageur de recevoir cette réponse lorsqu'il se présente au guichet : Tout est

occupé ; et il doit attendre un autre train. En juillet 1897, la statistique accuse un total de 226 accidents pour les lignes allemandes. La situation est telle que la presse favorable au gouvernement signale la déplorable admininistration des voies ferrées.

* *

Mme Ernst, ayant négligé de se mettre en carte, pendant son séjour à l'hôtel du Château, à Ouchy, a dû comparaître devant le tribunal de Lausanne, pour avoir donné quelques séances de déclamation.

Toujours au nom de la liberté, on jette en prison d'inoffensifs salutistes auxquels il a paru tout naturel de psalmodier, sans avoir pris la précaution de cacher aux policiers leurs folâtres récréations.

Un gendarme interrompt un ouvrier vaudois pendant son travail, et lui remet l'ordre suivant : « Le préfet d'Yverdon ordonne que le nommé G. B. soit arrêté et conduit en prison pour y subir un jour et douze heures pour rachat d'amendes. » L'ouvrier ne devait rien, mais qu'importe !

Des dames venues d'Espagne s'étant permis de prendre quelque repos à Lausanne, furent appréhendées par la police et, par ordre des juges vaudois, soumises de force à une infâme visite corporelle ; ces dames, étant riches, purent prouver la libidineuse canaillerie de leurs juges.

Quelle est la différence entre les anciens juges bernois et les juges vaudois d'aujourd'hui ? Par qui Mazzini fut-il traqué comme une *bête fauve* ? Par qui fut violé le domicile de Mme Obolensky, et ses enfants livrés aux mouchards russes ?

Vraiment, il aurait été difficile aux gouvernants bernois de traiter avec plus de despotisme leurs sujets vaudois, que les gens en place vaudois traitent leurs chers concitoyens et les étrangers confiants dans l'hospitalité de ce pays républicain.

La *Feuille d'avis de Lausanne*, s'occupant des employées d'hôtels et de restaurants du canton de Vaud, si beau ! s'exprime ainsi : « Ce que nous maintenons, c'est que la vie de ces femmes est un enfer, en général, et nous ne parlons pas ici uniquement de Lausanne... on abuse de leur jeunesse et de leur santé ; et à l'appui de ces affirmations, citons l'opinion d'un médecin suisse, M. Hahn, qui constatait que « quelques mois suffisent pour ruiner une jeune fille en plein développement ». Qui dira, ajoute-t-il, la proportion des décès de ces malheureuses ? »

Vraiment, du temps des baillis, les sommelières étaient-elles aussi exploitées qu'elles le sont en 1898 ? Non ! Elles l'étaient moins. Il appartenait au régime inauguré par la bourgeoisie d'aggraver le sort de tous ceux qui ne possèdent rien, rien que leurs bras.

Quelle amère ironie que ces fêtes de l'indépendance, pour ces malheureuses jeunes femmes, qui durant ces beuveries décrétées, ont... bénéficié ! d'un surcroît de travaux forcés ? C'est à elles aussi que pensait le Vaudois Secretan, lorsqu'il écrivait : « Le droit au travail, c'est tout simplement les galères, avec la satisfaction pour la chiourme de choisir ses argousins »

Rien d'étonnant que, de 1876 à 1894, la proportion des suicides dans le canton de Vaud ait atteint (sur 10.000 habitants) 42,9, tandis qu'en Finlande, sous le joug moscovite, cette proportion n'est que de 4 !

La misère sévit ici, comme partout où règne le capitalisme ; et le désespéré trouvé pendu à Prilly ne clôturera pas la funèbre série.

Après un siècle d'indépendance, en être arrivé là ! Y a-t-il de quoi se réjouir ? Mais c'est une raison de plus pour que la boutique officielle fasse entendre des hosannahs tonitruants ; en étourdissant les naïfs, ses appétits électoraux ont plus de chances d'être assouvis.

Pour les politiciens, les fonctionnaires — c'est toute une aristocratie rongeant le pays — chacune de ces fêtes fournit des occasions pour ratifier des situations, consolider celles de leurs dynasties, et ces fêtes sont un dissolvant dont usent les gouvernants pour s'emparer de nouvelles attributions, c'est-à-dire pour augmenter leur pouvoir.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'*Idée Nouvelle* donnera sur invitations personnelles, après-demain dimanche 20 février, à 3 heures de l'après-midi, dans la salle de l'Hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente, une lecture-conférence de *La Cage*, la pièce du camarade Lucien Descaves, récemment interdite au Théâtre Antoine.

La conférence sera faite par M. Léopold Lacour et la lecture par Lucien Descaves assisté de ses interprètes.

On trouve des invitations aux Temps Nouveaux.

* *

L'Idée Nouvelle (organisatrice : Eugénie Collot). — La série des conférences de l'*Idée Nouvelle*, interrompue par les répressions qui suivirent l'attentat Vaillant, reprend aujourd'hui son cours.

L'*Idée Nouvelle* donnera des conférences par MM. : Paul Adam, Jean Ajalbert, Charles-Albert, Henry Bauer, Jules Caze, Lucien Descaves, Domela Nieuwenhuis, Hector France, Gustave Geffroy, Louis de Gramont, Urbain Gohier, J. M. Gros, A. F. Hérold, Jean Jullien, Léopold Lacour, Bernard Lazare, Georges Lecomte, Henry Leyret, Lugné Poe, Maeterlinck, Camille Mauclair, Pierre Quillard, Elisée Reclus, Rosny, A. Retté, Laurent Tailhade, Camille de Sainte-Croix, André Veidaux, Zo d'Axa.

* *

Les camarades du *Cravacheur* nous demandent de reproduire la lettre ci-dessous que vient de leur adresser le camarade Philippe au sujet des nouvelles persécutions que leur intente la police.

« Londres, le 12 février 1898.

« J'apprends par les journaux que des poursuites sont lancées contre Charles pour des articles que j'ai faits et signés Léon Wolke.

« Il serait injuste que ce camarade soit inquiété pour des articles qu'il n'a pas faits ni signés, et, par contre, tout naturel que la responsabilité retombe sur moi.

« Si j'ai pris le pseudonyme de Léon Wolke pour signer quelques articles de moi, c'est uniquement pour faire croire à un plus grand nombre de rédacteurs qu'il n'y en avait en réalité à la *Cravache* et montrer ainsi que, moi disparu, il en restait d'autres pour continuer la lutte.

« Je te prie donc de faire insérer dans le prochain *Cravacheur* cette note, afin que tous sachent que, seul, je suis responsable des articles incriminés et signés Léon Wolke.

« Bien à toi,

« PHILIPPE. »

* *

On nous informe qu'il vient de se constituer un groupe qui se charge de recueillir les fonds pour les détenus politiques.

S'adresser au compagnon G. Billon, 17, rue Princesse.

Le groupe nous communique sa première liste : Collecte à la salle des Mille-Colonnes, 40 francs ; divers, 7 fr. 35. — 35 francs ont été envoyés aux camarades détenus.

* *

LIMOGES. — Le groupe *La Jeunesse libertaire* se réunit tous les *samedis*, à 8 h. 1/2 du soir, 3, place du Champ de Foire, restaurant Brousseaux, au premier étage.

Les camarades qui pourraient envoyer brochures et journaux pour la bibliothèque n'ont qu'à les adresser à la *Bibliothèque* de la *Jeunesse libertaire*, 3, place du Champ de Foire.

P. S. — Les camarades qui désirent prendre des volumes sont avisés que la bibliothèque est ouverte tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Ceux qui détiennent des livres sont priés de les rapporter au plus tôt.

* *

REIMS. — Réunion le samedi 19 février, à 8 heures 1/2 du soir, salle du Cruchon d'Or, rue de Cernay. Les moyens les plus pratiques d'organiser la campagne anti-électorale y seront discutés, et, entre autres, le projet d'une conférence qui en sera le point de départ.

Nous comptons sur la présence de tous les camarades à cette réunion.

* *

CRAVANT. — *Groupe d'études sociales.* — Lundi 21 février, bibliothèque et causerie sur un sujet d'actualité.

Jeudi 24 février, troisième causerie sur : La question sociale ; Iniquité économique, par le camarade Gaston.

Les journaux et brochures libertaires se trouvent au groupe.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Jeunesse (dédié à E. Zola), par L. Guétant ; 1 broch., imprimerie Roger, à Annonay.

Les Pierres qui pleurent, roman par A. Bourgerel, 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Vient de paraître : *Les Croix et les Glaives*, volume de vers de notre collaborateur Théodore Jean, 3 fr. 50, chez Flammarion, Paris et Marseille.

Nous en avons reçu 10 exemplaires pour être vendus au profit du journal.

La pièce de Descaves, *La Cage*, dont, sur la dénonciation de Sarcey, la Censure a interdit la représentation, vient de paraître chez Stock, au prix de 1 fr. 50.

Nous la laisserons à nos lecteurs au prix de 1 fr. 25 franco.

A la *Société libre d'édition des Gens de lettres*, 12, rue d'Ulm, vient aussi de paraître *Delcros*, le roman de notre collaborateur Rainaldy ; 2 fr. 50 dans nos bureaux, 2 fr. 75 franco.

A lire :

Le Trottoir, Jean Ajalbert ; *Les Droits de l'homme*, 10 février.

Le Manteau sacré, par U. Gohier ; L'*Aurore*, 11 février.

L'Enquête sur Zola et l'opinion, n° 71 de la *Critique*.

A voir :

Scepticisme, dessin de Pépin ; *Grelot*, 13 février.

Ceux qui n'intéressent pas les intellectuels, dessin, dans le *Rire*, n° 171.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Nice. — Le journal a toujours besoin du concours de ceux qui veulent bien s'y intéresser.

Au camarade qui a envoyé 5 francs pour le journal en demandant des entrées pour la *Cage*. — Vous avez oublié le nom et l'adresse où il fallait les expédier !

J. R., à Roanne. — Ceux qui s'occupent de cela m'étant fort peu sympathiques, je ne veux pas m'en occuper.

St-Etienne. — Voilà trois mois que nous ne recevons pas d'argent de votre ville. Nous supprimerons l'envoi la semaine prochaine, si nous n'avons pas de nouvelles.

L., à Guerpont. — Il y en a deux à 0 fr. 10 chaque, chez Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

P. G., à Reims, et Ch., à St-Etienne. — Merci de vos objections. J'y répondrai prochainement dans un autre article. A. G.

J., à Darnetal. — Je renouvelle la commission au *Libertaire*, mais elle lui a été faite.

J. de M., Bruxelles. — Il ne nous reste qu'une demi douzaine de *Porteuses de bois* qui ne sont plus données qu'aux acheteurs de la collection, que nous vendons maintenant 20 fr., tirage ordinaire et 40 fr., tirage d'amateur. — Vous redevons 1 fr. 20.

F. W., à Mystic. — Le journal avait été expédié au n° 23. Avons reçu 5 francs deux mois après.

Reçu pour Etiévant : A. L., au Plessis, 1 fr. — M. C. 0 fr. 50. — V. C., 0 fr. 50. — Un groupe de peintres en décor, 5 fr. — Liste de Londres, 2e liste : Reliquat de la liste précédente, 4 sh. Tobaconist, 1 sh. ; J. C., 1 sh. ; L. G., 9 pence ; J. V., 6 pence ; T., 3 pence ; John, 6 pence En tout : 10 fr. — V. M., 2 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire : V. M., 2 fr.

Reçu pour la colonie libertaire :

Les Scientifiques (1re liste) : Papillon, 1 fr. ; Louis Buis, 0 fr. 55 ; « Ni Dieu ni maître », 0 fr. 60 ; Edouard, 0 fr. 50 ; Léon, 0 fr. 50 ; Georges, 0 fr. 25 ; Albert, 0 fr. 25 ; The Engineer, 0 fr. 50. Total : 4 fr. 15.

Reçu pour l'*Idea libre :*

Augier, 3 francs ; Un paysan de Vaux-en-Vélin, 0 fr. 50 ; Une paysanne anarchiste, 0 fr. 25 ; Un terrassier du canal de Jonage, 0 fr. 10 ; deux Cheminots de Cusset, 0 fr. 50 ; Une femme de cheminot, 0 fr. 15 ; Roca, 1 franc. En tout : 5 fr. 50.

Reçu pour le journal : J. C., à Houssaye, 0 fr. 30. — A. L., au Plessis, 1 fr. — Anonyme, 0 fr. 55. — Cette : Entre camarades, par G., 4 fr. 05. — Amiens : Jean-de-trop, Charles et Anonyme, chacun 1 fr. : 3 fr. — Roumanie (par Alex. B.) : P., 5 fr. ; Camille Dem, 1 fr. ; A. Sim, 2 fr. En tout : 8 fr. — Valréas, 0 fr. 60. — Alger, par un ami, 0 fr. 50. — X ?, 5 fr. — Emile, 5 fr. prêtés à Louis et qu'il reniait devant Jules. — Mystic Station : F. Wattelet, 1 fr. 25 ; E. Commiant, 1 fr. 25 ; J. Commiant, 1 fr. 25 ; H. Hocque, 1 fr. 25 ; X., 0 fr. 55. En tout : 5 fr. 55. — V. M., 2 fr. — Un obscur, 2 fr. — A., 2 fr. — Merci à tous.

M. P., à Thuir. — T., à Montpellier. — P. A., à Angers. — D., au Havre. — M., à Saint-Quentin. — L. B., à Jemeppes. — F., à Amiens. — P., à Lille. — G. B., à Paris. — J. N., à Vigo. — V., à Tulle. — E. R., à Sciez. — R., à Valence. — R., à Lauzanne. — L., à Guerpont. — Coopérative de Lyon. — D., à Roubaix. — M., à Saint-Nazaire. — M., à Nonancourt. — D., à Bruxelles. — V. H., à Moyeuvre. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNEE, N° 44 DIX CENTIMES DU 26 FÉVRIER AU 4 MARS 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous sommes encore sans supplément cette semaine, et sans le concours opportun d'un camarade nous ne paraissions pas. Malgré tous nos efforts, nous ne pouvons faire mieux : nous espérons donc que nos lecteurs comprendront la situation, et ne se formaliseront pas que nous ne leur servions que la moitié de ce qui leur revient.

Discussion sur la méthode en histoire

Avant que tu continues le développement de tes idées, je voudrais résumer ta précédente causerie et te formuler ensuite mes objections à la théorie et à la tactique libertaires telles que tu me les as exposées.

Tu comprends l'histoire suivant la conception matérialiste : le déroulement des rapports sociaux a eu jusqu'à présent comme base le développement de la structure économique sur laquelle s'édifiait la société entière avec toutes ses institutions différentes, et, comme aspect, l'antagonisme des classes prenant une forme spéciale avec une structure nouvelle. Tu acceptes l'analyse critique de Marx qui nous amène à considérer le communisme où « le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous, comme l'aboutissement fatal des forces mises nécessairement en activité par le capitalisme pour assurer ta vie passagère. Et, avec l'avènement de cette nouvelle forme de société, la lutte des classes disparaîtra définitivement comme conséquence sociale.

Selon toi, ce communisme, libertaire en effet, est un idéal commun à un grand nombre d'écoles socialistes et, si l'on écarte certains communistes anarchistes qui se sont placés à un point de vue plus subjectif en cherchant quelle forme il faudrait à la société pour que les hontes, les souffrances et les misères disparaissent indépendamment des causes sociales qui les ont engendrées, ces écoles ont une compréhension presque identique des développements historiques : leurs tactiques seules diffèrent. Pour ces écoles, la base d'entente se trouve réellement confinée dans l'analyse impartiale des mouvements socialistes et ouvriers en rapport avec les conditions sociales qui leur étaient propres. C'est ainsi que le socialisme libertaire est né de la critique du socialisme autoritaire et que le premier s'étendra avec le progrès de cette analyse et surtout sur les ruines du second.

L'étude des partis qui se sont déclarés révolutionnaires et communistes prouve qu'ils peuvent être caractérisés, comme tout corps social d'ailleurs, par la psychologie de l'individu et la psychologie des foules qui naissent spontanément de la forme de leur propagande, se développent avec elle et la dirigent bientôt. On doit, conséquemment, chercher à les définir et on pourra ensuite, par l'examen de leurs lois et de leurs marches, évaluer leur garantie révolutionnaire et partant leur tactique, laissant définitivement les dialecticiens à leur dialectique : à tant d'influences diverses l'expérience peut seule statuer.

Tu m'as montré que toute organisation ouvrière *primitivement constituée sur des considérants révolutionnaires* et qui s'est adaptée ensuite soit à la politique, soit à la coopération, soit à l'appui syndical, suit par une succession de lois surtout psychologiques résultant du conflit entre leur idéologie révolutionnaire et le réalisme contemporain, une évolution régressive qui doit finalement amener sa résorption complète dans la lutte de chaque jour, exclusive de tout autre but, pour rendre moins âpre et moins cruelle à leur propre vie l'organisation aveugle et chaotique du capitalisme. Elle en arrive ainsi à la sage expérience, à l'idéal restreint et à la prétention excessive du parfait épicier. Elle devient plus obstinément opposée à un mouvement grandiose et franchement révolutionnaire que les organisations neutres nées seulement du conflit permanent entre les patrons et les ouvriers ; car les enseignements de ce conflit amenaient celles-ci progressivement et infailliblement à des revendications qui attaquaient, en réalité, les bases mêmes du régime.

Et voici comment tu interprétais ces événements. D'une part, l'éducation toute rudimentaire de ces visionnaires d'une société nouvelle établie de toutes pièces par quelques heurts violents fut impuissante à résister à la fascination des réformes immédiates accrue surtout par l'échec piteux de la théorie et, par une réaction fréquente, ils méprisent alors ce qu'ils croient des folies de jeunesse. D'autre part, on dut reconnaître que les réformes un peu sérieuses ne pouvaient s'établir sans en appeler d'autres plus radicales, et, par l'aspect même de la lutte, on fut amené à l'étude des lois primordiales de la société. Les courants sont donc de sens contraires, et, pour ceux qui se sont laissé entraîner, il est difficile de les remonter, avec l'aide d'autrui même, car leurs marches véritables ne se présentent jamais avec cette simplicité d'action et de direction. Des phénomènes secondaires existent, qui rendent au pilote toute règle générale impossible. Chaque sauvetage demande, pour s'effectuer sûrement, une étude nouvelle.

Outre les difficultés énormes de ramener à nous ces idéalistes assagis, les décors révolutionnaires, qu'ils conservent comme une sainte tradition, rendent l'orientation difficile à des socialistes sincères que cette marche régressive a troublés, mais qui, ne comprenant pas le mensonge douloureux des programmes, s'illusionnent sur la gravité du danger au point qu'ils songent sérieusement à un retour en masse aux premières doctrines.

C'est après un tel examen de la situation des mouvements socialistes que tu justifiais le rôle historique des libertaires qui se refusaient présentement à créer toute organisation et tous statuts et qui pensaient que, pour avoir des révolutionnaires, il fallait surtout former des esprits larges et indépendants, dégagés de toute attache au régime capitaliste, et établir entre eux, dès maintenant, une vaste fraternité, une conscience collective où ils trouveraient l'émulation et le soutien dont ils ont tant besoin pour maintenir leur esprit de révolte et développer leur énergie et leurs moyens d'action. Pour esquisser l'importance réelle de cette tactique psychologique, tu me montrais la situation créée dans le domaine scientifique par l'assujettissement de nombreux penseurs aux préjugés et au milieu où ils vivaient. Une confusion extraordinaire régnait encore dans les idées, bien que ce domaine soit suffisamment exploré pour constituer un corps de doctrines qui éclairerait puissamment les recherches nouvelles et faciliterait prodigieusement notre propagande qui rencontre ses plus sérieux obstacles dans les idées préconçues.

Tu conseillais spécialement aux étudiants révolutionnaires, qui ignoraient les besoins des ouvriers, de ne pas chercher à prendre une part prépondérante dans la lutte pour le salaire et les conditions du travail, mais de se consacrer à la formation d'individualités. Ils devaient surtout s'adresser à ces socialistes hésitants à s'orienter, dont les rangs grossissaient continuellement de la faillite des partis social-démocrates. Ils n'avaient pas à craindre le manque d'activité, car ces rangs seraient sans cesse renouvelés et même multipliés avec leur travail d'éclaircissement méthodique des œuvres sociologiques.

Tu défendais la tactique individualiste et tu opposais aux révolutionnaires de toutes dénominations ces propagandistes sincères que l'on rencontre dans toute école socialiste et qui, après s'être émancipés de toute tutelle, avaient acquis toute la puissance mise au service de l'Idée, tandis que, trop souvent, hélas ! par un illogisme regrettable mais compréhensible, ils réclamaient des autres une sage discipline pour assurer, disent-ils, un triomphe plus rapide par une grande concordance dans les efforts. Tu demandais que l'on suive leur exemple de révolte et qu'on s'efforce de vivre son idéal autant que possible, se refusant enfin de se payer de mots ou de raisons. Tu terminais par un appel à toutes les bonnes volontés pour un effort commun, espérant la concorde intellectuelle par l'étude et par la propagande.

Tu devais m'exposer aujourd'hui comment des individualités peuvent *se créer fortes* pour combattre sans cesse et sans compromis pour la révolution sociale.

Je te dirai avant cela mes objections de principe.

Tu t'attaches si fortement à l'étude des développements des partis révolutionnaires et tu crains tellement leur évolution vers l'opportunisme et le caporalisme que tu oublies l'immanence même du communisme. Tu oublies que la bourgeoisie le porte dans ses flancs, qu'elle le féconde de sa propre vitalité et qu'elle lui assure une formation d'autant plus prompte et plus parfaite que sa puissance grandit.

Et les conditions de son existence l'obligent, malgré elle si elle en avait conscience, à précipiter la réalisation de la série de développements qui engendreront sa mort. L'instabilité croissante de la clientèle et des marchés, les progrès continuels de la technologie permettent de moins en moins au capitaliste une exploitation calme et stationnaire qui lui suffirait pour assurer une vie douce et heureuse; il doit accumuler des capitaux, c'est-à-dire accroître ses profits d'abord par un abus plus grand de la force de travail des prolétaires, puis par l'extension de son industrie et de ses moyens de production afin d'être capable de supporter la baisse des prix causée surtout par les progrès techniques et réalisée par la concurrence et de parer à tous les aléas qui sont les moteurs de l'organisation anarchique du régime bourgeois. La concentration des moyens de production et, par suite, des capitaux, telle est la fatale conséquence. La production devient ainsi plus effrénée, sans mesure avec les besoins et les débouchés; elle engendre des stocks de marchandises, d'où des crises périodiques dont le cycle se resserre sans cesse. C'est le triomphe des forts, car ces crises provoquent la fermeture des plus petits ateliers par la faillite et une exploitation extrême de la force de travail par l'offre excessive de bras. L'armée de réserve de l'industrie apparaît alors : les sans-travail, dont l'existence permanente devient nécessaire pour servir de régulateur et d'impulseur à la marche désordonnée du procès de production. Le paupérisme s'organise comme une institution indispensable au régime pour calmer les souffrances trop grandes de ces hordes d'affamés qui doivent être toujours prêts pour les besoins terriblement fantaisistes du capital.

(*A suivre.*) J. Trink.

ESCARMOUCHES

LEURS YEUX

Immobile, Pascal Argélys se tenait derrière un garde municipal, dans la galerie de Harlay, au moment où, par la petite porte, — la porte étranglée de la vérité, — sortaient les témoins militaires du procès Zola. Devant lui, défilaient généraux, colonels, capitaines, tous flambants, galonnés, brillants, et quelqu'un, dans la foule, adaptant le vers célèbre, murmurait :

« Et ce n'est que galons, et ce n'est qu'astragales »

pendant que de bons patriotes criaient : « Vive l'armée! » et se découvraient respectueusement à la vue d'un officier qui, piteux, titubant, accablé, suivait les autres. C'était une face hypocrite, frappée au coin de toutes les ignominies, une de ces figures qui, fussent-elles maquillées, modifiées par des soins habiles, n'indiqueraient pas moins la bassesse; c'était Monsieur le commandant Esterhazy!

Pascal Argélys quitta vivement la place qu'il occupait, franchit la grande porte qui donne accès sur le perron du Palais de Justice et descendit quelques marches du monumental escalier. Il allait être au premier rang pour voir défiler les grands chefs, pour assister à leur triomphe, et surtout *pour voir leurs yeux*. Car, il voulait *voir leurs yeux!* il voulait pénétrer dans leur pensée, il voulait lire sur ces « Miroirs de l'âme » les inscriptions tracées par le diamant des Émotions, et démêler la Vérité du mensonge.

Les officiers descendaient crânement, le torse bombé, la tête en arrière, les moustaches relevées, le képi sur l'oreille; dans la foule, des cris s'échappaient violemment des gorges tendues, le choc des sabres sur les marches produisait un son joyeux et guerrier, un bruit de métal heurté; mais, toutes ces distractions, ces extériorités bruyantes ne faisaient pas *lever les yeux* aux généraux, aux colonels, aux chefs qui sortaient de chez la Justice; ils portaient la tête haute, mais leurs yeux regardaient le bout de leurs bottines au vernis reluisant.

Argélys pensa : « Ils craignent de faire un faux pas en descendant;... voyons plus loin..... » Sur la place Dauphine, le terrain plat facilitait la marche. Les patriotes et les hommes libres (ce n'est pas la même chose) qui se trouvaient là dévisageaient les galonnés, les uns pour encourager, les autres pour démentir; mais les yeux ne se levaient pas, ou bien ils jetaient des regards vagues, sur des choses inertes, sur les fiacres qui stationnaient, sur les murs des maisons, sur le lointain imprécis.

Cependant, Pascal se souvint qu'au régiment ses chefs lui avaient recommandé de fixer toujours en face, de lever la tête fièrement, de regarder les hommes *dans les yeux;* il se rappela combien son colonel avait les yeux brillants, les yeux clairs quand il passait, *à cheval*, devant les compagnies; combien les capitaines eux-mêmes semblaient avoir l'œil franc.....

Pourquoi ceux-là qui sortaient de la cour d'assises et qui pouvaient, par instants, croire à leur triomphe, baissaient-ils les yeux? Avaient-ils le remords de leurs hypocrisies, de leurs mensonges, de leurs vilenies? comprenaient-ils donc le rôle qu'ils jouaient?

Non! mais ils n'étaient pas à cheval, ils *ne dominaient pas* la foule, ils étaient *près* d'elle, et les *miroirs de leur âme* se cachaient sous les paupières et les cils, parce qu'ils étaient des miroirs ternis!

Henri Rainaldy.

L'EXPLOITATION

DANS LA MARINE MARCHANDE

Si dans la marine militaire ça ne va pas, dans la marine marchande, au point de vue individuel, ça ne va guère non plus.

Si dans les grandes industries, aussi bien que dans les petites, il y a des exploiteurs et des exploités, il en est de même dans la marine du commerce. Mais, malheureusement, le monde des marins est un monde spécial dont le mode d'existence, le langage, tout, en un mot, diffère du reste de l'humanité. En conséquence, peu de gens s'occupent de l'amélioration de son sort et il reste ainsi à la merci d'un tas de gredins qui abusent de lui et s'emplissent les poches à ses dépens.

Et d'abord, voyons comment s'enrôlent les équipages de nos navires marchands.

Prenons l'équipage d'un « long-courrier » à son arrivée — fin de campagne. Une fois le débarquement opéré, voyons ce qu'il va devenir jusqu'au prochain embarquement.

Sur le quai, voici trois ou quatre matrones à l'allure bonhomme. Ce sont les « hôtesses ». Quel est leur rôle?

Quand les amarres seront tournées, dès que la manœuvre permettra l'accès du bord, nous les verrons se disputer les matelots, leur vantant chacune leur maison, énumérant les avantages et les soins qu'ils y trouveront. Le malheureux, ne sachant où descendre, et... aussi un peu par habitude, ou plutôt par routine, va se laisser enjôler, c'est le mot, il prendra l'adresse et enverra son « coffre » chez « la bourgeoise ».

Là, moyennant 3 fr. 50 ou 4 francs par jour, il trouvera abri, pâture et... grand choix de consommations, à l'absorption desquelles, sans en avoir l'air, le poussera l'hôtesse par tous les procédés à sa portée : mets salés, etc., etc. Puis les servantes, également canailles, aident encore à l'aplatissement du porte-monnaie et partagent avec leur patronne.

Suivant que la campagne aura été longue ou courte, le marin demeurera là un mois, quinze jours, une semaine, puis alors... nous voyons apparaître un autre personnage, le *marchand d'hommes*. Plus hideux, plus atroce, plus cruel (par cela même qu'il appartient au monde civilisé) que les Portugais de l'ancien régime qui se livraient — et se livrent encore — à la traite des noirs.

Son rôle est de venir faire sa tournée chez les hôtesses et de les prévenir que, pour tel et tel navire en partance, il aura besoin de tant et tant d'hommes!

Il est rémunéré par l'hôtesse qu'il débarrasse de ceux qu'elle a dépouillés jusqu'au dernier sou, et par l'armateur ou le capitaine auxquels il procure des hommes sans dérangement aucun.

Pourquoi ne pas essayer d'améliorer les choses, dira-t-on? — On l'a fait, mais ici nous retrouvons encore de l'analogie avec le sort de l'ouvrier terrien.

A Marseille, à Bordeaux, à Dunkerque, dans les principaux ports, des maisons qui prennent le nom de « *Maison du marin* » ont été ouvertes aux matelots sans abri; mais malheureusement elles ont, indirectement, à leur tête, un prêtre, ou le directeur d'une grande Compagnie de navigation et, par suite, elles ne sont qu'un prétexte à bénéfices pour ces ignobles exploiteurs.

Ainsi, les hommes n'y déposent qu'une somme fixe assez minime, mais ils sont exploités indirectement par une foule de petits moyens détournés, comme savent si bien les pratiquer les jésuites. Ces marins sont tenus de se procurer les vêtements et les choses nécessaires à tout homme de mer chez des fournisseurs attitrés de la maison, tristes filous associés aux directeurs pour piller le pauvre matelot...

Et combien d'autres procédés qu'il serait trop long d'énumérer ici!

J'ai souvent rencontré, au cours de mes traversées, de vieux « loups », ayant plus de trente et trente-cinq ans de mer, qui, victimes de toutes ces sangsues, se trouvaient, comme au début de leur carrière, sans un sou vaillant en poche et qui, s'ils ne meurent pas à la mer! iront, ayant perdu de vue famille et amis, crever dans la rue ou dans un hospice, le jour où on les trouvera trop vieux pour les enrôler!

C'est ainsi que cela se passe dans le monde maritime, trop peu connu du public, séparé du reste de l'humanité.

Pense-t-on que ce monde-là, lui aussi, n'ait pas besoin d'une Révolution sociale?

AUX CAMARADES DE PROVINCE

Un de nos amis aurait besoin de connaître les noms, les motifs des condamnations et les dates des procès de tous les camarades actuellement au bagne pour délit d'opinion. Prière aux amis de nous faire parvenir ces renseignements.

Nous renouvelons instamment cet appel. Les camarades au bagne ont bien laissé des amis, de la famille, pouvant nous fournir les renseignements demandés. Ces derniers penseront-ils qu'une campagne en faveur de ces victimes vaut un petit dérangement?

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Patriotisme. — Depuis que, par droit de cuissage, l'autorité allemande a enjambé le Rhin, et s'arroge une part de la couche où seule s'étalait à l'aise l'autorité française, il est des gens qui n'ont cessé de larmoyer comme des Madeleines tout en vociférant des cris de vengeance, de colère et de haine à l'égard de l'étranger dont le grand crime fut d'être le plus fort. Depuis vingt-huit ans, ces « agités » n'ont perdu aucune occasion de faire retentir leur pays de leur vacarme infernal. Encombrants et obs-

truants, ils n'ont cessé de processionner, de trompetter, de claironner et de tambouriner d'un bout à l'autre de la France, affublés de costumes grotesques, pour s'entraîner, se tenir prêts à tout instant pour le grand coup de la revanche. De la statue de Strasbourg au lion de Belfort, de Champigny à Bagneux, des pèlerinages périodiques s'organisèrent, où, dans les discours les plus belliqueux, s'exhale l'espoir toujours vivace d'une reprise d'hostilités, cette fois-ci indubitablement favorable à nos armes. Enfin, depuis vingt-huit ans, ces bruyants énergumènes ne vivent plus que pour une chose, toutes leurs facultés, toutes les fonctions de leur être se concentrent vers un seul but : la guerre vengeresse !

Il semblerait donc que ces tranche-montagne en délire dussent être transportés de délices à la première menace d'hostilités, à la perspective de voir peut-être enfin leur rêve se réaliser. Ne devraient-ils pas, en effet, à la moindre probabilité de guerre, déployer toute leur énergie pour faire aboutir en certitude cette probabilité?

C'est, paraît-il, une absurdité que de le penser. Depuis l'affaire Dreyfus, ces mêmes fougueux mangeurs de Prussiens opposent, à toute sommation faite aux fantoches galonnés de l'état-major de faire connaître la vérité, des motifs de sécurité nationale, de paix européenne, etc. Rien ne doit être révélé, sous peine de voir la guerre fondre sur nous, cette guerre tant désirée, tant appelée de leurs vœux naguère, et dont la pensée, maintenant, leur donne la colique.

Voyons, Messieurs! c'est le coup ou jamais! Comment, nous avons l'alliance franco-russe, cette fameuse alliance qui nous fait les plus forts, et quand il s'agit de faire œuvre de salubrité chez soi, de démasquer publiquement les faits et gestes d'un traître, de l'auteur du crime le plus abominable que vous puissiez imaginer, voilà que vous faites dans vos culottes à la perspective — fort incertaine, en somme — de cette guerre que vous attendez avec tant d'impatience depuis plus d'un quart de siècle! Mais vous avez là une occasion magnifique d'avoir une guerre, légitime s'il en fut, puisqu'elle aurait pour motif une abusive immixtion de l'étranger dans vos affaires intérieures. Vous seriez assurés du concours de vos chers alliés et le rêve de votre vie se réaliserait enfin, la Revanche, l'éclatante et définitive Revanche! Étrange patriotisme que le vôtre! Vous vous posez à tout venant et à tout bout de champ en avale-tout-cru, et quand on vous met au pied du mur, vous n'y savez déposer que le produit de votre frayeur.

* *

Quand ce numéro paraîtra, le résultat du procès Zola sera connu. Que Zola soit ou non condamné, ce procès aura servi à édifier le pays sur la valeur des gens en qui il a naïvement remis le soin de veiller sur sa sécurité. Il est consolant pour un patriote, en effet, d'entendre dire par un chef de l'armée qu'après avoir versé plus de vingt-huit milliards pour la défense de leur territoire, ses concitoyens et lui seront conduits non pas à une bataille, mais à une boucherie où ils joueront le rôle de moutons, pour la plus grande gloire de leurs chefs.

Les transes de ces chefs à la crainte d'une guerre, la reconnaissance spontanée de leur incapacité de faire de cette guerre autre chose qu'une boucherie, voilà, il faut l'espérer, qui va refroidir le patriotisme de plus d'un et éveiller de salutaires réflexions.

André Girard.

* *

Paris. — La semaine dernière, un groupe d'étudiants indépendants a fait afficher dans Paris un manifeste au prolétariat, mettant en garde celui-ci contre la campagne patriotico-cléricale dont l'affaire Dreyfus n'est que le prétexte.

Deux camelots suivant les uns, deux mouchards suivant les autres, se mirent en devoir de déchirer lesdits placards.

Le camarade Libertad, passant au même moment, fit remarquer à ces individus qu'ils avaient tort, et que chacun a le droit d'exprimer son opinion comme bon lui semble.

Les deux tristes sires, qui n'attendaient probablement que l'occasion, se mirent alors à insulter notre ami, tout en cherchant à ameuter la foule contre lui, aux cris de : « A mort le juif! Vendu! » etc., tous les cris plus ou moins stupides du moment, ce qui réussit à merveille. Libertad, voyant que la foule devenait menaçante, se réfugia dans la petite boutique de librairie qu'un de nos amis a installée à quelques pas d'où se passait cette scène.

Mais la foule, lâche et stupide, avait suivi Libertad et il y eut bientôt plus de 500 de ces abrutis, précédés des deux mouchards qui, toujours criant et gesticulant, tâchaient de provoquer le plus de scandale possible, avec les mêmes cris de : Mort aux youpins! etc., etc.

Un des mouchards, voyant la foule à point, se détacha pour aller chercher d'autres mouchards. La foule leur livra trois camarades, qui, de leur mieux, tâchaient de protéger la boutique, les accusant d'avoir crié : « A bas l'armée! A bas la patrie! » ce qui était, pour le cas, absolument faux.

Le camarade Prost resta alors seul, et les camelots mouchards en profitèrent pour essayer de faire dévaliser la boutique par la foule toujours ameutée. Devant le danger, Prost sortit son revolver en en menaçant le premier qui oserait toucher à sa marchandise.

Quoique en nombre, les lâches eurent peur, et devant l'attitude énergique de notre camarade, la foule s'apaisa et se dissipa peu à peu.

Deux des camarades arrêtés furent cependant relâchés. Seul Libertad fut gardé sur le témoignage d'un commissaire-priseur, mouchard de tempérament, qui assura l'avoir entendu crier : A bas l'armée! A bas la patrie!

Tels sont les faits, pris entre cent autres, qui se passent dans le Paris qui mit bas la Bastille il y a un siècle au nom de la pensée libre.

P. D.

* *

Les Grèves. — Une nouvelle grève de casseuses de sucre vient d'être déclarée. C'est à la raffinerie Lebaudy, cette fois-ci. La cause en est une diminution de salaire.

Les ouvriers grévistes des ateliers F. Henrion, à Nancy, font connaître qu'ils ont épuisé tous les moyens de conciliation et d'arbitrage avec leur patron, qui n'a rien voulu entendre, et que, dans ces conditions, ils font le public juge de leurs actes.

Les tisseurs des manufactures Laffont, Foy et Feuillet, à Montéclair, viennent de se mettre en grève, réclamant le renvoi d'un contremaître et de sa femme, contremaîtresse, et la réintégration d'un autre contremaître, suivant eux renvoyé à tort.

La grève des Chantiers de la Loire paraît devoir être réglée par un arbitrage.

Les ouvriers en chevreau glacé de la maison Dumesnil, 13, rue du Canal Saint-Martin, à Paris, sont en grève. La cause est le renvoi de plusieurs ouvriers, parmi lesquels le secrétaire du Syndicat.

* *

Dimanche dernier a eu lieu la lecture de la *Cage*, précédée d'une conférence de Léopold Lacour.

Le conférencier a été magnifique d'un bout à l'autre ; aussi les applaudissements ne lui ont pas été ménagés, non plus qu'aux interprètes et à l'auteur de la *Cage*, qui ont été vivement acclamés.

* *

Amiens. — A la suite de la bagarre dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, six des compagnons arrêtés ont été condamnés : Pasquet, à 2 mois; Desprez, 2 mois; Pechni, 6 semaines; Goullencourt et Bordenave, chacun 1 mois, et Dumont, 15 jours.

Les compagnons Morel, Segard, Lebrun, Warin et Carlier doivent passer en correctionnelle mercredi prochain pour le même délit.

Espagne.

A l'issue du dernier procès de Barcelone, les camarades F. Callis, S. Suné et J. B. Ollé avaient été transférés à la prison modèle de Madrid en attendant leur réintégration aux bagnes africains. Le 16 janvier, une commission composée de quelques rédacteurs du *País* et du docteur Carillo se rendit à la prison modèle dans le but de recueillir de la bouche des victimes le récit des tortures pratiquées à Montjuich. Ils eurent la chance d'obtenir du directeur de la prison la permission d'avoir une entrevue avec chacun des détenus, et, en outre des déclarations très amples qu'ils recueillirent, le docteur Carillo put constater les cicatrices dont le corps de nos malheureux amis est criblé et rédiger un rapport détaillé. Il dut cependant y renoncer pour Suné, le seul qui, malgré les sauvageries les plus raffinées, n'avoua jamais, et dont le courage lassa la férocité des bourreaux. Les cicatrices sont si nombreuses, dit le rapport, que pour les détailler plusieurs heures seraient nécessaires. Malgré la résistance physique, vraiment étonnante, dont cet homme est doué, il semble incroyable qu'il ait pu survivre aux effroyables tourments dont son corps porte les traces après dix-huit mois.

Le lendemain, déclarations et constatations médicales étaient publiées dans le *País*. La campagne depuis longtemps menée par la presse républicaine devint plus active. Le *Progreso*, grâce aux documents de notre ami F. Urales, ex-détenu de Montjuich, publiait l'historique complet du procès monstrueux. *El Pueblo*, de Valence, *El Diluvio* et *La Campana de Gracia*, de Barcelone, *El Nuevo Régimen*, de Madrid, et plus de vingt autres journaux révélaient chaque jour les dessous du complot policier, et prouvaient l'innocence des cinq fusillés et des vingt condamnés au bagne. Le gouvernement dut capituler devant cette clameur, et ordonner une enquête officielle, qui, est-il besoin de le dire, dure encore à l'heure actuelle.

« Vous verrez, disait le *Pueblo* de Valence, que le gouvernement réglera la question de Montjuich en poursuivant les journaux qui révélèrent ces crimes! » A l'heure actuelle cependant, la campagne en faveur des anarchistes a pris de telles proportions que le gouvernement ne peut étouffer l'affaire. Il fut obligé d'accorder l'amnistie aux exilés, il est aujourd'hui forcé d'ordonner la revision du procès, c'est-à-dire la liberté des vingt condamnés au bagne.

A la suite de l'article du *País*, plusieurs journaux bourgeois, entre autres l'*Imparcial*, ont envoyé des délégations auprès des torturés. L'ex-président de la république espagnole, M. Salmeron, tint aussi à les voir et put parvenir jusqu'à eux. Aujourd'hui, à l'unanimité, les feuilles les plus bourgeoises hurlent d'indignation. Il a fallu près de deux ans pour que tous ces braves cœurs s'émeuvent! Le catholique *Correo Espanol*, organe des carlistes, proteste en ces termes : « Devant ces monstruosités, nos cheveux se dressent d'épouvante! On parle de l'Inquisition d'antan. Mais ces tourments, au moins, étaient légaux, réglementés, solennels, ils avaient leurs limites. Un médecin assistait l'accusé, et ses ordres indiquaient la durée de la torture proportionnée à la résistance physique du patient. La justice, en ces conditions, était dure, mais elle n'atteignait jamais cette épouvantable barbarie. Les cruautés de Montjuich sont pires, mille fois pires que les « erreurs passées de la pauvre humanité! »

* *

Pour notre part, nous n'oublierons jamais ce que les « erreurs actuelles de la pauvre humanité » ont coûté, aux nôtres, de sang et de souffrances. Que les feuilles bourgeoises, après avoir hurlé à la mort, s'attendrissent aujourd'hui sur le sort de ceux dont elles réclamaient l'extermination; que Sagasta, hanté par le spectre de Canovas, accorde l'amnistie générale; que le bas exécuteur des « ordres supérieurs », l'immonde Portas, aujourd'hui fou de terreur, soit sacrifié et envoyé au bagne, tout cela ne saurait amollir l'ardeur des persécutés d'hier qui ne craignent pas les persécutions de demain.

Plus forts que jamais, ils reprendront l'œuvre d'émancipation un moment interrompue et la propagande anarchiste fleurira de nouveau sur le terrain que le sang de nos frères a fécondé.

J. M.

La manifestation monstre du 14 février à Barcelone eut un grand retentissement par toute l'Espagne. Suivant les feuilles locales, près de quarante mille Barcelonais y concoururent.

Sur les étendards des sociétés ouvrières et des groupes révolutionnaires, on lisait des inscriptions de circonstance. Le drapeau noir des étudiants portait en lettres blanches : « Justice pour les victimes de Montjuich! » Un enthousiasme indescriptible souleva ce jour-là le peuple de Barcelone tout entier.

La police, impuissante, en dépit des précautions prises par le gouverneur, dut assister à cet interminable défilé d'ouvriers manifestant leurs sympathies envers les victimes de la société bourgeoise et leur haine des bourreaux et de leurs soutiens.

A l'issue de cette manifestation colossale, une adresse enjoignant au gouvernement d'ordonner la revision du procès et de punir les tortionnaires fut remise au secrétaire de la mairie.

L'alcade, pris d'une indisposition subite, avait jugé prudent de s'éloigner.

J. M.

Italie.

L'agitation populaire continue encore et de nouveaux troubles vont se produire, engendrés par la misère toujours croissante. La famine sévit en ce moment dans plusieurs provinces : des dépêches de Caserta, de Messine, de Savignano, de Perugia et de Ferrara nous signalent que la misère rend la situation de plus en plus critique.

Les secours distribués par les municipalités sont insuffisants, et le nombre de gens sans travail augmente tous les jours.

En Sicile, les conditions générales sont mauvaises, surtout dans la province de Palerme, où règne une misère noire. On a également de mauvaises nouvelles de la vallée d'Aoste ; la misère y est, cette année, plus grande que d'habitude.

Partout on signale une vive agitation, que le gouvernement s'efforce de réprimer sévèrement en cherchant à empêcher toute tentative de manifestation.

∴

D'après un article publié dans le *Secolo*, en Sardaigne il se produit chaque jour des scènes déchirantes provoquées par la misère. Depuis un mois cent cinquante familles n'ont pas mangé un morceau de pain!

Pourtant Rudini, au Parlement, dans sa réponse aux socialistes, a déclaré que le ministère maintiendra l'ordre jusqu'au bout et sauvegardera le respect de la propriété contre les troubles suscités par les meneurs. La Chambre l'a applaudi chaleureusement.

Continuez, voleurs et assassins !

Evening.

Belgique.

La liberté en Belgique. — Notre ami Dégalvès qui s'était rendu à Bruxelles, appelé par une occupation qui lui était offerte, s'était, déjà, vers la fin de décembre, vu inquiéter par les policiers, au sujet de son inscription sur les registres de la population qui n'est, au fond, qu'une pratique policière, et à laquelle notre ami ne voulait pas se plier.

Forcé de répondre, pour avoir la paix il dénatura tous les éléments de son état civil. Aussi fut-il surveillé.

Comme il déjeunait dans le même caboulot que Pinsonnat qui fut arrêté pour faux monnayage, cela parut suffisant à la police pour essayer de le faire figurer dans l'accusation.

Il faut noter que ce renseignement fut donné à la police par le patron de l'établissement qui cumule avec cela le rôle d'indicateur, et les fonctions de garçon de café à la *Maison du Peuple*.

Donc, le dimanche 16 janvier, Dégalvès fut réveillé par les policiers qui lui exhibèrent un morceau de papier portant ces mots : « feuille de route », et lui dirent : « Vous êtes expulsé. A quelle frontière désirez-vous être reconduit?

— Je désire ne pas quitter la Belgique.

— Bien ! vous avez trois jours pour réfléchir. »

Dégalvès consulta un ami qui lui dit que son expulsion était illégale. D'après la loi sur les étrangers, un individu ne peut être expulsé qu'en vertu d'un arrêté délibéré en conseil des ministres. Mais, d'après cette même loi, les ministres, chaque année, doivent rendre compte au Parlement des expulsions qu'ils ordonnent.

S'ils se conformaient à cette prescription, le public ne resterait pas longtemps dupe de la réputation d'hospitalité de la Belgique. Alors on a imaginé ceci : l'administration fait remettre aux étrangers dont on veut se débarrasser une feuille de route imprimée, ayant toutes les formes extérieures d'un acte sanctionné par l'autorité.

Ignorants ou intimidés, les étrangers s'éloignent de bon gré, et les ministres peuvent se vanter de n'avoir jamais appliqué une loi considérée comme odieuse par un grand nombre de Belges.

Dégalvès, ainsi informé, reprit ses occupations journalières : visites à la Bibliothèque Royale. Comme il s'y rendait le mercredi 16, il fut pris au collet, hissé dans un fiacre, et conduit à la prison des Minimes. Il était arrêté sans mandat. Ce ne fut qu'après cinq jours de travail qu'un juge d'instruction roublard découvrait un chef d'accusation et décernait un mandat d'arrêt. Dégalvès était accusé du port de faux nom et expédié à la prison de Saint-Gilles.

L'accusation se basait sur ce qu'il avait dénaturé son *prénom !* La jurisprudence n'a jamais considéré cela comme un délit, mais en l'honneur de Dégalvès, on se prépare à changer la jurisprudence.

Et voilà comment ceux qui se sont attribué les fonctions de faire respecter la loi, ne se gênent pas pour la violer.

Ajoutons que notre ami Dégalvès est sans le sou. Nous lui ferons parvenir les souscriptions que l'on voudra bien nous remettre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un de nos amis qui ramasse tous les documents concernant Cœurderoy, demande à entrer en relation avec une personne d'Auxerre ou Avallon qui pourrait lui fournir des renseignements sur les journaux publiés par Cœurderoy en l'une de ces villes. S'adresser au journal.

∴

L'Idée Nouvelle. — En raison de la gravité des événements et malgré le grand succès obtenu dimanche dernier, l'*Idée Nouvelle* remet à une date ultérieure la deuxième lecture-conférence de la *Cage*, le drame de Lucien Descaves.

Dans le courant de mars, l'*Idée Nouvelle* donnera par M. Léopold Lacour une conférence sur « La liberté de l'amour et de la maternité » et par Adolphe Retté une conférence sur « La jeune littérature ».

Les camarades trouveront au secrétariat, 80, avenue de Saint-Mandé, le programme spécialement dessiné pour la *Cage* par Steinlen.

∴

Le *Groupe d'initiative pour l'Ecole libertaire* vient de faire paraître en brochure l'appel qu'il avait fait distribuer.

Cette brochure, ornée d'un dessin de Willaume, est vendue 0 fr. 05 au profit de l'école, 0 fr. 10 franco, ou 3 fr. 50 le cent.

Etant donnée la destination des fonds, nous avertissons que nous ne l'expédierons qu'après avoir encaissé le montant de la commande.

Cette brochure est un petit exposé du but que se propose le groupe et mérite d'être propagée parmi les indifférents. A cette heure où tout le monde réclame de faire quelque chose, les camarades sauront-ils faire le sacrifice de quelques sous pour la distribuer parmi leurs amis et connaissances, en faveur d'une idée dont la réalisation serait si intéressante?

∴

Solidarité internationale pour les familles des détenus. — Paris, le 19 février :

Collecte salle Barra	Fr.	10 »
Excédent d'écot remis par Pouget		1 55
Collecte hôtel des Sociétés savantes remise par Ardoisin		8 »
L'Ami Rib		0 50
Total	Fr.	20 »

Envoi à deux camarades détenus, 10 francs.

∴

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers de Paris (cousu main). — Réunion, dimanche 27 février, à 2 h. 1/2, rue de l'Abbaye, 18 (place Saint-Germain-des-Prés).

∴

Groupe d'études sociales des Libertaires des Xe et XIe arrondissements. — Salle Belpaire, 164, avenue Parmentier, tous les lundis à 9 heures.

Lundi prochain, conférence par le camarade Broussouloux.

∴

Nimes. — A l'heure actuelle, où tous les partis politiques s'agitent pour dresser leurs plans, il est regrettable de constater l'inertie et le manque de vouloir de la propagande, qui, dans notre ville, est presque nulle, par suite d'une divergence d'idées, de la part de quelques camarades.

Que toutes ces mesquineries cessent ; car l'idéal que nous poursuivons doit être au-dessus de tout ; que toutes les initiatives se réveillent, et que tous ceux qui ont à cœur la diffusion de nos idées laissent les questions d'individus de côté et viennent grossir notre petit nombre, et nous aider dans cette lutte que nous soutenons et que nous allons avoir à soutenir contre l'erreur du suffrage.

Tous les camarades et lecteurs des journaux libertaires sont invités à se réunir, café Fesquet, boulevard Courbet, Bar du Musée.

∴

Amiens. — Les anarchistes se réunissent tous les samedis soir, à 8 h. 1/2, au *Cent de Piquet*, Faubourg du Cours.

Dimanche 27, autre réunion.

Les camarades d'Amiens ont ouvert une souscription pour venir en aide aux familles des camarades arrêtés et condamnés à la suite des faits dont nous parlons dans le mouvement social.

Les souscriptions sont reçues chez Lemaire, 3, rue de Malte.

∴

Les camarades de Bruxelles viennent de publier l'*Immoralité du Mariage*, par René Chaughi, 0 fr. 10 ; — dans la série *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, le nº 12, contenant l'article de Ch.-Albert, *à M. Emile Zola*, prix : 0 fr. 10 ; le nº 11 est la traduction flamande d'*Entre paysans*, de Malatesta.

Adresse : Ch. Hautstont, 51, rue des Eperonniers Bruxelles.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Anarchie dans l'art, par F. A. Bridgman, traduit de l'anglais ; 1 vol., 3 fr. 50, Société française d'Editions d'art, 9, rue Saint-Benoît.

La Porte d'ivoire, 1 vol., 3 fr. 50, par B. Lazare, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Anarchismo e a Questão social, par Antonio de Serpa Pimentel, 1 plaquette, antiga Casa Bertrand, 73, rue Garrett, Lisbonne.

Voyage d'un économiste en Ukraine, circulaire nº 16, série B, au *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Ohé! les jeunes, par Léon Escoffier, 0 fr. 15, à la *Ligue de l'Encyclopédie*.

Propos d'un solitaire (affaire Dreyfus), par G. Duclaux, 0 fr. 50, chez Stock.

La Révolution en marche (affaire Dreyfus), par Saint-Georges de Bouhélier, 0 fr. 50, chez Stock.

A lire :

Les Secrets, par U. Gohier ; *L'Aurore*, 16 février.

Moyen âge, par U. Gohier ; *L'Aurore*, 29 janvier.

Le Serpent et la Lime, par H. Maret ; *Le Radical*, 17 février.

Les Grandes Lessives, par J. Rocher ; *Bourguignon salé*, 19 février.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Nantes. — Etant donné le peu d'importance des envois, n'enverrons le bordereau que tous les deux mois.

X. — Reçu la *Dépêche algérienne*. Lu l'article, mais la conclusion est que le suffrage universel, mauvais avec les hommes, pourrait être bon avec les femmes. Ni l'un ni l'autre, selon nous.

P., à Saumur. — La *Feuille* coûte 0 fr. 10 l'exemplaire. Faut-il toujours les numéros demandés ?

Librairie Française, Buenos-Ayres. — Ai fait passer la commission à la *Feuille*.

Nimes. — L'*Organisation corporative* de Pelloutier est épuisée.

Reçu par le groupe de l'Ecole libertaire : Un camarade, 1 fr. ; Prost, 1 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 5 fr. 30 ; Un camarade, 1 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr. 20 ; Prost, 1 fr. ; Quête à l'hôtel des Sociétés savantes le 20 février, 8 fr. 10. En tout : 21 fr. 60.

Reçu pour Etiévant : M. C., 0 fr. 50. — Un camarade, 1 fr.

Reçu pour le journal : Divers visiteurs, 3 fr. — F. L., 2 fr. 50. — R., 4 fr. 05. — H. R. C., 0 fr. 25. — V. L., 2 fr. 50. — P. M., 1 fr. — Un camarade, 4 fr. — Un nominaliste, par V., 0 fr. 50. — C., à Agen, 1 fr. — Merci à tous.

G., à San-Francisco (2 fr. 50 par le *Libertaire*). — Agence, Genève. — S. P., à Bordeaux. — M., à Nantes. — N., à Toulouse. — B., à Pise. — H., au Havre. — P., à Saint-Etienne. — F. B., à Lozay. — B., à Brest. — F., à Sainte-Tulle. — C., à Nice. — L. M. D., à Rouen. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 45 DIX CENTIMES DU 5 AU 11 MARS 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX ABONNÉS ET DÉPOSITAIRES

Nous envoyons, cette semaine, le bordereau mensuel à nos dépositaires, et prenons remboursement sur ceux de nos abonnés dont la souscription est expirée fin février. Prière à tous de leur réserver bon accueil.

L'envoi sera supprimé à ceux des dépositaires qui, avertis le mois passé, n'ont pas encore répondu.

LEUR VERDICT ET LE NOTRE

Les *douze citoyens libres* ont rendu leur sentence. Sans épiloguer sur des imbroglios de roman-feuilleton, sans s'attarder aux balourdises des experts, tout individu de bon sens moyen et de probité certaine pense qu'en la façon dont fut découvert, accusé et jugé le prétendu traître Dreyfus, il y avait dix irrégularités pour une. Zola n'avait donc pas diffamé. D'une façon générale sinon spéciale, il avait dit la vérité. La sentence des *douze citoyens libres* est donc une sentence inique, puisque, sans restriction, sans atténuation, elle condamne les défenseurs de la vérité, les apôtres de justice, absolvant du même coup les vilenies commises en cette sinistre affaire.

Et pourtant cette sentence est belle de la beauté logique, elle est juste et vraie de la justice et de la vérité rationnelles. Sans ce dénouement d'infamie, le drame social eût perdu de son unité et de sa valeur enseignante.

Pour s'en rendre compte, il faut remarquer que le jury ne représente pas la nation, comme on se plaît à dire, qu'il n'est pas, selon un mot quelque peu vide et pompeux, *la conscience judiciaire du pays*. La nation c'est, avant tout, tant par le nombre que l'utilité, l'agglomération des producteurs. Or, le jury est élu parmi une classe restreinte d'individus qui non seulement consomment sans produire, mais — industriels — entravent la production en la soumettant au joug du capital, ou — marchands — prélèvent sur le profit du travail commun une part léonine. Il serait étrange vraiment que les pires ennemis de la nation, ses parasites les plus onéreux, la représentent jamais autrement que pour la forme.

Non, ce que les jurés représentent toujours — et très consciencieusement, ma foi ! — c'est le capital. C'est le capital qu'ils ont encore protégé de leur verdict cette fois, car l'armée c'est avant tout la garde du capital. Cette affaire en son ensemble, nous l'avons fait ressortir déjà, concrétise on ne peut mieux la résistance du vieux monde aux poussées envahissantes de la société nouvelle. Or les puissances du passé, tant ébranlées aujourd'hui et chancelantes, sont solidaires. Toutes se sentent menacées dès qu'on lève la main contre une d'elles. Prêtre, politicien, magistrat, tous avaient donné déjà, du bec et de l'ongle. Au capitaliste revenait l'honneur du coup de massue final. Et c'était justice. Le soldat accourt, sabre au clair, quand l'émeute ouvrière gronde autour des fiefs patronaux. C'est le soldat encore qui ouvre, aux pays d'outre-mer, les champs d'évolution plus vastes pour le capital gêné dans l'ancien monde. Et c'est le soldat qui organise le dérivatif de la guerre étrangère quand le capital redoute la guerre civile.

Les jurés, donc, ont décidé selon les vœux et les besoins de leur caste. D'ailleurs qu'importe? L'intérêt de ce procès n'était pas en le triomphe de celui-ci ou la confusion de celui-là, mais en le discrédit jeté sur des institutions qui s'effritent un peu chaque jour.

Le haut pouvoir militaire, l'armée dans la personne de ses chefs, ces choses que la roublardise des gouvernants s'efforce de maintenir toujours au-dessus de la discussion et de l'examen ont été livrées à l'esprit critique des hommes de bonne foi. Malheureusement les promoteurs de ce déshabillage, ceux qui ont soulevé le voile où s'abritent les fétiches dupeurs de foule, ne pouvaient pas aller jusqu'au bout de l'œuvre nécessaire. Prisonniers de leur passé, encore esclaves de certains préjugés ou feignant d'y souscrire dans l'intérêt de leur cause actuelle, ils ont sacrifié l'absolu de la vérité aux mensonges des contingences. Pour être plus forts contre des individualités coupables, ils ont ménagé des institutions plus coupables encore.

Ce que ces hommes de demi-courage ou de demi-clairvoyance pensaient peut-être au fond d'eux-mêmes et n'ont pas osé dire quand ils avaient la bonne fortune de parler au monde entier, nous allons le proclamer une fois de plus, nous qui plaçons la vérité au-dessus des compromis et des réticences. Ce sera notre verdict à nous autres.

Aussi bien le moment est bon, car c'est aux heures d'effervescence, dans les cerveaux ouverts par l'indignation qu'il faut jeter les semences de l'idéal futur ; c'est quand, chez les natures généreuses, la fièvre d'agir s'exaspère au spectacle du crime social, qu'il faut lui proposer la besogne énorme de la régénération totale.

Après les déclarations récentes du ministre Méline et son brutal réquisitoire contre la liberté de penser et d'écrire, il y a pour nous d'ailleurs un devoir strict — et comme une coquetterie de propagandistes — à jeter de nouveau notre cri de haine contre la guerre, la patrie et l'armée. La vérité ne doit-elle pas répondre aux provocations de ses ennemis comme aux appels de ses amis? Et n'est-ce pas pour elle une occasion quand même de se faire jour?

Depuis longtemps déjà la guerre est une chose du passé, une survivance, selon l'expression de Renan. Cela remonte au jour où, par la complication des besoins humains, la prospérité des nations se mesura à la perfection de leur industrie, à l'activité et à l'intelligence des citoyens, non plus à l'étendue des territoires ou à la richesse du trésor. On put voir alors qu'une province arrachée au vaincu n'ajoutait rien à l'opulence du vainqueur, non plus que le prélèvement des lourdes contributions de guerre. De ce jour, la guerre fut au nombre des choses rationnellement mortes. Désormais sans grandeur et sans beauté parce qu'inutile, odieuse parce que n'émanant plus du peuple, elle constitua la plus flagrante violation de la personne humaine, et ne fut plus aux mains des classes dirigeantes qu'un instrument de règne, qu'un moyen de gouvernement. Les destinées du monde s'affirmant chaque jour dans le sens d'un progrès industriel et scientifique, libre enfin de l'oppression étatiste, parallèlement l'idée de la guerre devint chaque jour plus révoltante. Aujourd'hui cette vérité s'impose tellement que bien des gens refusent de croire à la possibilité d'une guerre au moins entre les trois ou quatre nations les plus civilisées. Sont-ils oui ou non des criminels, ceux qui perpétuent les traditions sanglantes et — par goût ou par métier — entretiennent, hideux héritage des férocité révolues, le culte des éternelles revanches? Et s'ils sont criminels, avons-nous tort de les dénoncer et de les flétrir? Aurions-nous tort, le cas échéant, de nous défendre contre leurs violences?

Répudiant la guerre, nous refusons d'admettre l'idée de patrie fondée sur elle et que l'éventualité de la lutte entre les peuples reste la loi de leurs rapprochements ou de leurs antagonismes. Aujourd'hui où le problème de la production la plus féconde et de la répartition la plus équitable des produits entre producteurs s'impose comme l'unique réalité, c'est de là aussi et de là seulement que les hommes doivent tirer les lois de leurs groupements. Pour nous, les seuls travailleurs comptent dans le monde, et le monde du travail n'a rien à voir précisément aux disputes actuelles des nations, ou, plus exactement, aux démêlés des bandits s'étant arrogé le droit de représenter les nations. De par l'avènement prochain du travail à sa vraie place, la première, les nationalités et les patries, entendues au sens barbare de ces mots, disparaissent frappées de mort. Et voici pourquoi, dès maintenant, nous nous sentons plus près du paysan et de l'ouvrier allemands, ces producteurs, que du général et du magistrat français, ces oisifs et ces parasites.

Si nous refusons de reconnaître et de respecter l'armée, c'est qu'en face du travail, de l'intelligence et de l'énergie paisible qui peinent à édifier le monde nouveau, elle représente parmi nous la paresse, la bêtise et la violence des âges lointains. Meurtrière en temps de guerre, où elle procède aux boucheries humaines, elle l'est encore en temps de paix où elle immobilise en d'inutiles et déprimantes be-

sognes des intelligences et des énergies nécessaires ailleurs. Instrument d'imbécile et continuelle destruction, elle gaspille en de coupables préparatifs une part énorme du labeur humain. Aussi préférons-nous cent fois une seule heure laborieuse du plus ignoré des tâcherons à la vie tout entière du généralissime illustre, aussi reluisant et empanaché soit-il.

Prononcée parmi le cliquetis des sabres dont nos cités sont encore pleines, hélas! et le crépitement des fusillades où l'on s'exerce en vue des tueries peut-être proches, cette profession d une foi nouvelle peut sembler démente Et parmi ceux-là même qui y adhèrent théoriquement, certains diront, peut-être, effrayés du conflit avec une puissance matérielle aussi formidable, que le moment n'est pas venu de livrer ces idées aux méditations de la foule?

A ceux-là je veux répondre par cette simple question :

Vous savez l'époque, déjà si lointaine, où la première révolte de la pensée libre se leva contre l'oppression religieuse? Or le combat n'est pas fini — des faits récents l'ont prouvé — avec la bête immonde des ténèbres. Demi-morte, elle cherche à se lever pour mordre encore et la lutte continue. S'il en doit aller de même avec la religion patriotique et militariste, pensez-vous qu'on puisse commencer trop tôt?

CHARLES-ALBERT.

LA DICTATURE ANONYME

La bande de cannibales qui, durant quinze jours, a, par les rues de Paris, dansé la danse du scalp sous l'œil bienveillant de l'autorité, la grande coterie de cet autre genre de cannibales dont la fonction consiste à préparer les égorgements collectifs, profitables de toutes manières aux spéculations financières de nos dirigeants, la horde, hurlante en foule, et couarde désagrégée, des idolâtres du sabre et de l'uniforme, toute la volatile chaponnaille, échappée des volières cléricales et assourdissant l'air de leurs piaulements antisémites, la basse marée, enfin, et les reptiles de la presse, cette plaie honteuse du journalisme, tout ce que notre époque mi-civilisée compte d'intelligences bornées, atrophiées, rudimentaires ou putréfiées, ramassis d'esprits infirmes, bancroches ataxiques, paraplégiques, culs-de-jatte, tout cela exulte dans la jubilation du triomphe.

Pensez! Un acte de courage, un cri de probité indignée vient d'encourir les fureurs de Thémis! En notre époque de lâcheté générale, d'aplatissement universel devant tout représentant de la force, n'est-ce point justice? N'est-il pas hors de saison, fou, criminel même, de refuser de se joindre aux génuflexions serviles de la masse? Et cette masse, vaguement consciente de son infamie, n'est-il pas naturel qu'elle haïsse quiconque ose lui donner un exemple de fierté? Tel est le secret des malédictions hurlées aux trousses du révolté, des cris de mort vomis contre l'iconoclaste qui, calme et digne, vient terrasser l'idole. Ces vociférations de la masse sont le cri de sa conscience qui se trompe d'adresse.

Toujours la même, du reste, c'est elle qui acclama Barabbas et hua Jésus, c'est elle qui applaudit, qui aida aux supplices des chrétiens, c'est elle qui éternellement se vautre aux pieds du fort, se roule, délirante, sous le char des souverains et des soudards, elle encore qui s'affole pour l'aventurier, pourvu qu'il porte sabre et botte éperonnée, et, frénétique, l'élève au pinacle, heureuse de sentir son talon la meurtrir, l'écraser, ivre et veule, dans l'immondice de son abjection.

Ce qu'elle aime, ce qu'elle veut, ce n'est pas la liberté — elle la hait — c'est la dictature despotique, impitoyable!

Qu'elle soit servie à souhait! Elle l'a, cette dictature, et d'autant plus despotique qu'elle est anonyme. Ce n'est pas tel ou tel qui opprime, qui pressure les intelligences, broie les cœurs, amollit les courages et émascule les volontés. C'est pis, c'est une caste.

C'est la caste militaire qui, sinon officiellement, du moins en fait, nous tient sous le joug. Survivance en nos sociétés modernes de l'anthropophagie primitive, elle est bien faite pour plaire à la tourbe idolâtre pour qui la force sauvage et brutale prime le droit et la raison. Aussi est-elle bénie, adulée, cette dictature qui offre à la vénération béate de la foule non pas une, mais plusieurs milliers d'idoles revêtues de clinquantes parures.

On l'a vu, ces jours derniers. De plus, insolente et hautaine, elle a pesé plus fortement sur le joug pour bien nous convaincre de sa domination. Lorsque, dans une démocratie qui prétend compter au nombre de ses institutions les plus sacrées le respect de la légalité et l'indépendance de sa magistrature, un soudard peut impunément se permettre d'influer par des menaces sous conditions sur la décision judiciaire à intervenir, sans que le magistrat présidant les débats ose relever l'insulte adressée à la justice dont il est le représentant, quand, une fois le verdict obtenu dans le sens si impérieusement intimé, un gouvernement frappe de peines disciplinaires certains témoins fonctionnaires en raison de leurs dépositions, sans qu'un parlement qui se targue de représenter la nation, proteste, unanime, contre une pareille violation du droit des gens, c'est qu'une tyrannie effroyable pèse sur cette démocratie. Cette tyrannie, tyrannie occulte, inavouée, mais réelle, c'est la dictature militaire.

Et comme, malgré son despotisme, cette dictature s'est sentie ébranlée par le dernier procès, on nous promet des sévérités plus grandes, on nous menace de nouvelles lois!

Eh quoi! Alors que, pour deux lignes, pour bien moins, pour un mot, une loi existe, qui peut nous envoyer au Gabon mourir de fièvres en quelques mois, que veut-on de plus? Ce n'est, paraît-il, pas suffisant. Un Méline est venu l'affirmer l'autre jour aux applaudissements de la tourbe de ses valets.

Pauvre homme! Pauvre cerveau étriqué! Que peuvent, que pourront ses lois, tant coercitives soient-elles, contre la marche évolutive de l'intelligence humaine? Si la dictature militaire nous opprime à l'heure qu'il est, quelque puissante qu'elle paraisse, ses jours sont comptés. Un ver la ronge, impitoyable et tenace, qui, lentement, sûrement, amènera l'écroulement de l'édifice que progressivement il pulvérise.

Ce ver, c'est le progrès, l'évolution des idées qui peu à peu se dégagent des brutalités des sauvageries originelles, et contre lequel nulle loi ne peut rien. Contre ce travail latent, incessant de l'Humanité vers une conception de plus en plus pure de la morale sociale, tous les pouvoirs se sont brisés. Le monde est plein de leurs ruines, et l'Humanité va toujours. Est-ce vous, Monsieur Méline, qui l'arrêterez?...

Le rire nous prend à vos menaces, nous qui savons qu'en dépit de toutes vos lois, notre pensée sait et saura toujours s'exprimer tout entière, et que si, d'aventure, elles nous atteignent, ces lois, c'est que nous l'aurons voulu, c'est que nous aurons jugé utile de nous offrir en holocauste pour l'édification du peuple et l'accélération de votre effondrement.

Quant au militarisme que vous prétendez étayer par d'ingénieuses coercitions, il est d'ores et déjà condamné. Et la minorité qui ne voit en lui qu'un hideux vestige de l'antique barbarie, s'accroît de jour en jour et ne cessera de s'accroître en dépit de vos lois, de vos geôles, de vos bagnes et de vos plus sanglantes répressions.

ANDRÉ GIRARD.

Nous avons reçu, de notre ami Tcherkesoff, un article sur la *Presse anglaise et l'affaire Zola*. L'heure tardive à laquelle il nous est parvenu nous force à le renvoyer à la semaine prochaine.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

RÉACTION. — Décidément, nos gouvernants ont la colique. Sentant le terrain trembler sous leurs pas, ils perdent la tête et s'agitent à tort et à travers comme des corneilles qui abattent des noix. Ces pauvres d'esprit, aux idées antédiluviennes, en veulent à l'esprit humain de les avoir dépassés et ont la burlesque prétention de suspendre sa marche et de le rétrécir à leur aune. Ils ont déclaré la guerre à la pensée! Ne viennent-ils pas d'interdire les représentations des *Tisserands*, de Gherard Hauptmann? L'autre jour, c'était la *Cage* qu'ils frappaient. Pensent-ils qu'en empêchant la production sur la scène des misères populaires, ils sauveront le peuple de la misère? Grotesques! Grotesques! Pareils à l'autruche qui pense être invisible parce qu'elle a caché sa tête derrière une pierre!

A. G.

⁂

LES GRÈVES. — Les employés des tramways électriques du Mans se sont mis partiellement en grève, à la suite du renvoi de neuf de leurs camarades, lesquels avaient réclamé la réintégration d'un contrôleur.

⁂

AMIENS. — Les camarades Morel, Segard fils, Lebrun et Carlier ont récolté chacun vingt jours de prison, toujours pour les faits qui se sont produits à la suite de la réunion catholique.

Un républicain qui avait pris un avocat pour dauber sur le dos des anarchistes s'est vu mettre quinze jours tout de même; un nommé Warin, huit jours.

Il faut venir en aide aux familles des condamnés. Les amis d'Amiens font un pressant appel. Adresser les fonds au camarade Lemaire, 3, rue de Motte.

Tunisie.

Les bienfaits de la colonisation civilisatrice en cette contrée peuvent se constater d'après un journal républicain et conservateur, *La Dépêche Sfaxienne*.

Voici ses appréciations à propos de la Tunisie :

« Jamais la vie n'a été aussi chère dans la Régence qu'à présent et jamais les pauvres n'ont eu autant de mal à vivre.

« Il y a dix ans, la Tunisie était un pays habitable même pour les plus petites bourses; aujourd'hui, il faut être presque millionnaire pour pouvoir y vivre. D'où provient ce changement? D'où provient cette misère qui pèse d'un poids si accablant sur nos villes et nos villages?

« Du fait, me direz-vous, de mauvaises récoltes se succédant les unes aux autres? Un peu, mais, surtout et par-dessus tout, cette misère est due aux taxes multiples et aux impôts de toute espèce que l'on établit presque chaque mois sur les denrées nécessaires à l'existence.

« Il y a dix ans, on payait, à cette époque de l'année, la viande à 0 fr. 60 centimes le kilog.; aujourd'hui, c'est 1 fr. 70 et même 1 fr. 80 qu'elle se vend.

« Le poisson, jadis si bon marché, est aujourd'hui hors d'atteinte pour les pauvres gens. Les légumes, cependant si abondants cette année, se vendent avec une majoration d'au moins 200 0/0 sur les prix d'autrefois. Le pain a augmenté dans les proportions de 33 0/0. »

L'éloquence des chiffres est telle qu'il n'est besoin d'aucun commentaire!

Et cependant les restrictions à la liberté individuelle se font toujours plus nombreuses et la presse locale garde un silence scrupuleux sur toute injustice commise par la police et le pouvoir.

EVENING.

Italie.

Bovino, 20 février. — Pour calmer le peuple à jeun, le gouvernement a diminué les prix d'octroi sur les blés, et quelques municipalités, où les sans-travail se sont montrés plus menaçants, ont aboli les octrois sur le blé, la farine et le pain, ont institué des fours municipaux et des cuisines économiques. Dans quelques communes, on fait aussi la distribution du « pain quotidien ». Ce pain, les affamés doivent le manger où ils le reçoivent. De cette manière, la bourgeoisie italienne croit avoir pourvu à la sécurité de son exploitation sur ce prolétariat. Ses journaux vantent le bon cœur et la charité de ces Messieurs qui souscrivent quelques centaines de francs pour faire à une dizaine de milliers de va-nu-pieds l'aumône de la soupe économique et du pain quotidien.

D'un autre côté, le gouvernement dépense cent mille francs par jour pour entretenir la classe militaire de 1874, appelée pour massacrer, le cas échéant, les travailleurs *subversifs*.

En attendant, les carabiniers de Voltri (près de Gênes) ont chargé 250 manifestants qui demandaient du pain parce qu'ils avaient été congédiés par leurs maîtres. Parmi eux, il y avait beaucoup de femmes et d'enfants. On ordonna de faire feu sur eux. Les ouvriers Dominique Bussi, de dix-neuf ans, et Etienne Siri, de vingt-deux ans, restèrent morts. Deux jeunes filles, Catherine Pizzorno et Marie Ferrando, furent blessées gravement. Furent blessés aussi les ouvriers Ange Roba et André Camoirano. A une femme qui criait : *Nous voulons du pain!* — un carabinier répondait : *Tu verras le pain que nous te donnerons!*

* *

A Gênes, on va poursuivre le délégué à la sûreté publique Festa et les gardes qui ont assassiné le prisonnier Forno. Ils vont être jugés à la cour d'assises. Ne croyez pas pourtant qu'on soit sévère envers eux. L'accusation principale, l'assassinat, n'a pas été admise par la chambre du conseil.

* *

A Bari (Pouilles), 400 matelots, il y a quelques semaines, se mirent en grève par suite des injustices que leurs patrons leur faisaient subir. Ils n'ont repris le travail que lorsqu'ils eurent obtenu quelques avantages.

* *

A Naples, le camarade Acanfora a été appelé par le questeur. Celui-ci lui a dit qu'en ces temps-ci il est défendu de parler de faim. « Par conséquent, a-t-il conclu en regardant fixement notre camarade, au lieu de publier le journal l'*Affamato* (l'Affamé), vous feriez mieux de publier *il Satollato* (le Rassasié). »

Roberto d'Angiò.

Au moment de fermer cette lettre, j'apprends que le tribunal de Lecce (Pouilles) a infligé aux manifestants affamés de Gallipoli un total de quarante-quatre ans et neuf mois de réclusion et 1.340 francs d'amende.

R. d'A.

Bovino. — Je venais de vous écrire, quand j'ai appris qu'à Troïna, un pays de 14.000 habitants de la province de Catane (Sicile), des manifestants pour le manque de travail et de nourriture furent chargés par la troupe. Ils répondirent par des pierres. La troupe, envieuse des carabiniers de Voltri, fit feu sur eux. Quatre paysans furent tués; des cinquante blessés, deux moururent après quelques heures.

Vous voyez que le gouvernement n'a point pourvu à la misère ouvrière par la diminution des droits d'entrée sur le blé. Il est naturel que ce remède n'apporte aucun avantage aux populations affamées. Il en apportera, par contre, aux infâmes accapareurs de blé, qui vendront leurs produits, enfermés à présent dans leurs magasins, lors de la hausse des prix du blé, c'est-à-dire le 1er mai, quand les droits d'entrée seront en hausse, eux aussi. Ainsi la famine est redoublée, tandis que le gouvernement, les magistrats, la police, les carabiniers, la troupe font leur *devoir* en protégeant les exploiteurs et en poursuivant, condamnant, chargeant et fusillant les meurt-de-faim.

A Bologne vient de paraître un autre journal anarchiste : *La Libertà*.

Roberto d'Angiò.

Suisse.

Vaud. — *Noces et festins.* — Les fils de ceux qui livrèrent Davel au bourreau ont célébré bruyamment les fêtes dites de l'indépendance vaudoise, plus justement dénommées : fêtes du remplacement des sabres bernois par les sabres français.

Tout ce qui est fortuné, gouvernemental ou votard, était en liesse; le vin a coulé à flots.

Si on se demande ce qu'a gagné le peuple à ce changement de maîtres, on s'aperçoit que le régime actuel, qui en est issu, n'a profité qu'à la classe riche.

Aujourd'hui, comme avant 1798, les travailleurs sont gens corvéables à merci. Ce ne sont pas des baillis bernois, mais des juges vaudois qui condamnent couramment à un an de prison un homme coupable d'avoir tenté... de dérober 4 francs d'avoine! N'est-ce pas monstrueux?

Dans la fructueuse entreprise capitaliste de Leysin, un aide-médecin, pour s'être fait justice dans des circonstances assimilables à celles de légitime défense, a été condamné à vingt ans de réclusion.

Pour avoir écrit une retentissante brochure, qualifiée de diffamatoire par les personnages officiels judiciaires qui y étaient désignés, le pauvre M. Léopold Piquet, « devenu la proie d'agents d'affaires malhonnêtes », s'est vu condamner par le tribunal criminel de Lausanne.

Dans ce canton, dont la devise est : Liberté, Patrie, Rubinstein lui-même, sous peine d'être incarcéré, doit, avant de se faire entendre, se procurer une patente, et cela conformément à la loi du 28 mai 1878; cette paperasse coûte 23 francs. Et que l'artiste s'oublie, en prolongeant son audition d'une demi-heure! Aussitôt il lui en cuira.

* *

Berne. — *Sanglant passe-temps.* — D'après des informations sûres, reçues de Thoune, la *Neue Zürcher Zeitung* raconte ainsi une scène de la vie militaire :

« Un vieux cheval a été enfermé dans une enceinte; et c'est sur ce noble but que l'artillerie fit feu à plusieurs reprises, non avec des projectiles qui tuent immédiatement, mais avec des shrapnels, c'est-à-dire des projectiles creux qui éclatent dans l'air. A chaque coup, quelques-uns des fragments du shrapnel venaient frapper violemment le malheureux animal et lui arrachaient des lambeaux de chair; il ne tombait cependant pas, mais parcourait en tout sens l'enclos, cherchant à s'échapper. Au bout d'une demi-heure, cinq ou six coups, dont on allait chaque fois examiner l'effet, ayant été tirés, on constata que le cheval pouvait encore se tenir debout. Mais dans quel état! Tout le corps, et spécialement l'arrière train, était en lambeaux; la tête avait également beaucoup souffert.

Le directeur de l'exécution termina alors les souffrances du captif d'un coup de revolver... »

Certainement! des individus capables d'un acte semblable ne bouderont pas lorsqu'ils auront à fusiller des grévistes. Aussi tout a été tenté pour blanchir ceux qui ont pris part à cet ignoble passe-temps, et certains journaux l'ont qualifié d'« expérience de tir ».

Angleterre.

La guerre ouvrière. — Pendant que l'opinion publique est distraite par les menaces de guerre prochaine que nous font les généraux, et que le spectre de l'Allemand, du Français, de l'Anglais et du Russe sont promenés à travers l'Europe pour chauffer à blanc les haines nationales, la guerre des riches contre les pauvres prend un caractère d'acharnement qui prépare la grande guerre de l'ouvrier contre l'oisif.

Fiers de la victoire obtenue par la défaite des mécaniciens, les patrons viennent de faire une nouvelle manœuvre de guerre.

Leicester est un grand centre de cordonnerie; les ouvriers y sont affreusement exploités dans les grandes fabriques, et, après une défaite ou deux, ils semblent avoir pris, sans bruit, la décision du sabotage. Les patrons l'annoncent eux-mêmes : les machines ne rendent plus que *les trois quarts* de ce qu'elles rendaient, en marchandise produite, il y a trois ou quatre ans.

Vite, un syndicat de plus de cent patrons s'est formé, et cette semaine-ci il a fait sa déclaration de guerre.

On compulsera les livres et, désormais, chaque fois qu'il sera découvert qu'un ouvrier, mis à la machine, produit moins qu'il ne produisait auparavant, il sera renvoyé illico.

Son nom sera communiqué à chaque patron du syndicat, et chez aucun d'eux il ne trouvera jamais plus de travail.

On le voit, c'est la guerre des règles à outrance.

Très bien. Ils verront, ces Messieurs, si les travailleurs n'ont pas assez de moyens à leur disposition pour ruiner tout ce syndicat.

* *

Une grande fédération de tous les métiers est en train de se constituer. On y travaille sans relâche. Ce sera la machine de guerre de l'ouvrier... et qui vivra verra! L'internationalité fit un jour trembler les patrons. Sous sa forme nouvelle, elle fera mieux.

P. K.

Tonkin.

Il y a longtemps, n'est-ce pas, que le Tonkin est pacifié. Tout le monde sait que ce pays a reçu à bras ouverts la bienfaisante civilisation que nous lui avons apportée à coups de fusil. Cependant quelques Tonkinois, doués d'une mauvaise volonté inexplicable, ne cessent de protester contre ce qu'ils osent appeler l'usurpation de leur territoire. Ces mauvais coucheurs, qui, comme chez nous, les Alsaciens-Lorrains, trouvent mauvais qu'on s'empare ainsi de leur patrie sans autre forme de procès, continuent de s'agiter et de se révolter contre le joug étranger. Les patriotes français ont surnommé ces patriotes révoltés : des pirates. Voici quelques faits que raconte le *Petit Marseillais* et qui donnent une idée des procédés engageants employés par nos compatriotes pour amener les Tonkinois à se guérir de leur amour pour leur patrie.

« Au Tonkin, la tranquillité est relative; les pirates continuent toujours leurs exploits. Le fait le plus important est celui-ci : le 15 décembre, à 8 heures du soir, des pirates se sont engagés dans l'enceinte du logement de la garde civile au moment où les co-popotiers de M. Arlhac, inspecteur, et M. Arlhac lui-même prenaient leur café. Ce dernier, qui n'en est pas à sa première marque de présence d'esprit, prit son Winchester accroché au mur et blessa deux révoltés. Les autres s'empressèrent de reculer. Grâce à son sang-froid, M. Arlhac a évité le massacre de tout Haï-Duong.

« Une violente fusillade a commencé ensuite de part et d'autre aux alentours du fortin occupé par la milice. Au même instant, un incendie se déclarait dans des canhas de marchands de riz au bord du fleuve, entre les logements du chancelier et la douane. Tous les inspecteurs se sont réfugiés au fortin, sur l'ordre du résident. A minuit, nouvelle attaque. Une bande forte de 200 à 300 nhâqués arrivait, portant qui des torches allumées, qui de petits drapeaux. L'inspecteur Arlhac a fait faire plusieurs feux de salve, qui ont dispersé cette troupe. Incendie des maisons situées à l'angle du marché sur les bords du fleuve, du côté de la distillerie de la ferme des alcools. »

Voilà qui est bien, mais voici qui est encore mieux :

« Un exemple à suivre : le 16, M. Robineau, résident, a fait abattre cinquante-quatre têtes de pirates capturés; pendant l'exécution, deux révoltés se sont jetés à l'eau; ils ont été tirés comme des bécassines.

« Hier ont dû avoir lieu de nouvelles exécutions. »

Cela rappelle, mais en bien mieux, la germanisation de l'Alsace-Lorraine.

A. G.

Cuba.

On sait que le *Maine*, cuirassé américain, avait été envoyé dans les eaux cubaines par le gouvernement des Etats-Unis — ce qui avait produit une formidable explosion de chauvinisme en Espagne.

L'explosion qui a fait couler ce vaisseau et son équipage était-elle due à un accident, ou à la malveillance — on ne le saura pas de sitôt, pas plus qu'on ne saura la vérité sur l'affaire Dreyfus. Aux Etats-Unis, on croit qu'une torpille fut lancée la nuit — sans doute sans que le gouvernement en sache rien — pas plus qu'il n'en prétendait savoir des tortures de Montjuich ordonnées cependant par le ministre de la guerre avec l'assentiment de Canovas.

En tout cas, cette explosion a manqué de forcer la main au gouvernement. Cuba allait être reconnue Etat indépendant. Des amis venus d'Amérique disent que l'excitation à New-York était épouvantable.... mais....

Mais la finance ne veut pas que les Etats-Unis reconnaissent les Cubains comme belligérants. Elle ne veut pas que Cuba soit une république libre qui joindrait les Etats-Unis dans une alliance douanière, et encore moins qu'elle devienne partie des Etats-Unis.

La raison? — Nos amis à New-York l'ont dit il y a longtemps; aujourd'hui, la presse américaine commence aussi à l'avouer.

Il y a des sénateurs qui tiennent toutes les plantations à sucre dans les Iles Hawaï; ils font là-dessus d'immenses fortunes et poussent à l'annexion des Iles Hawaï. Si Cuba entrait dans les Etats-Unis ou dans une alliance douanière seulement, le sucre de Cuba entrerait librement aux Etats-Unis, ce qui ne ferait pas l'affaire desdits sénateurs.

Cuba doit donc rester à l'Espagne, alors même qu'aux Etats-Unis tous ont assez de cette guerre et veulent Cuba libre.

Partout la « haute » finance, à Cuba comme en Turquie, comme en Grèce!

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous avons reçu la communication suivante :

Création d'une colonie communiste en France. — Au 20 février dernier, nous avions reçu en tout, pour la fondation de la colonie libertaire : 1re liste publiée, 306 fr. 20; Maurice C., 5 francs; Camarade de Brive, 0 fr. 25; Quelques libertaires réolais, 2 fr. 50; Nardon Joseph, charpentier, 0 fr. 50; H. I. Cavaillon, 1 franc; Crottet, 3 francs; Amiens Gosselin et sa mère, 0 fr. 60; Les Scientifiques (1re liste), 4 fr. 15. Total : 323 fr. 20.

Répondant aux camarades qui nous demandent si, venant à la colonie et apportant un petit pécule, ils pourraient le reprendre en quittant la colonie pour une raison ou pour une autre, je puis, pour mes camarades, dire qu'il est évident que celui qui est venu avec quelque chose doit évidemment s'en retourner avec ce qu'il a apporté.

G. Butaud, 4, passage Boiton.

∴

Bibliothèque sociologique des Travailleurs libertaires du XIIe. — Les camarades se réunissent tous les dimanches, à 2 heures, salle Delapierre, 168, rue de Charenton.

Dimanche 6 mars, à 2 heures, causeries par des camarades; chants, poésies révolutionnaires. — Les camarades y trouveront les dernières brochures parues.

∴

Comité de secours aux détenus :

Salle des Mille-Colonnes, 7 fr. 70; Salle du Pré-aux-Clercs, 12 fr. 10; Salle Chaynes, 7 fr. 50; Un ami, 1 fr.; Un camarade, 0 fr. 50; Ardouin, 1 fr. 50; Une amie, 1 fr.; Idem, 0 fr. 25; Un poteau, 0 fr. 50; 2e, 3e et 4e poteaux, 1 fr.; Marseille, 0 fr. 50; 5 poteaux, 0 fr. 50; Un camarade, 0 fr. 50; Nérep, 0 fr. 50; Un ami, 0 fr. 25; Solidarité, 0 fr. 40; Un camarade, 0 fr. 50. — En tout : 36 fr. 20.

Il a été expédié à deux détenus 5 fr. l'un — et à Pitchot, Barcelone, 10 fr.

∴

Saint-Denis. — Les *Egaux*, groupe d'études libertaires et d'études sociales, se réunissent salle Giloppé, place de l'Hôtel-de-Ville, tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir. Causerie.

Nous prions les camarades d'être aussi exacts que possible et d'amener à nous le plus d'éléments qu'ils pourront vu la nécessité pour nous de propagander le plus possible.

∴

Reims. — Samedi 5 mars, à 9 h. 1/2 du soir, salle de la Libre-Pensée (ancienne salle Varny), conférence publique et contradictoire. — Le citoyen Gérault-Richard est invité spécialement. Plusieurs orateurs prendront la parole.

Sujet traité : « La Situation actuelle et ses conséquences; l'Impuissance du parlementarisme. »

∴

Nîmes. — Quelques camarades de Nîmes nous écrivent pour protester contre les termes de la convocation insérée dans notre dernier numéro, affirmant que jamais ils n'ont été plus actifs, et nous envoyant un placard qu'ils ont publié au sujet des derniers événements.

∴

Belgique. — Appel aux camarades, Congrès national de Liège, les 10 et 11 avril 1898 (Pâques) :

Camarades!

Conformément aux décisions prises à la réunion préparatoire de Verviers, le 13 février 1898, nous vous prions avec insistance d'assister en masse au Congrès national qui se tiendra à Liège les 10 et 11 avril 1898 (Pâques).

Bon nombre de camarades ont manifesté leur intention de voir ce Congrès se réaliser afin de créer une fédération des groupes socialistes-anarchistes belges.

Les camarades organisateurs vous soumettent les propositions suivantes à ce propos :

Le 10 avril, à 9 heures du matin, ouverture du Congrès par un meeting monstre, auquel prendraient part tous les orateurs anarchistes belges.

Jusqu'à présent nous avons obtenu l'adhésion des orateurs suivants : Sevrin, Deltent, Boulanger, Hennes et Georges.

A 2 heures, ouverture de la discussion.

Ordre du jour admis provisoirement :

1° Rapport de la Commission du précédent Congrès et lecture de la déclaration de principe.

2° Y a-t-il lieu de créer une fédération des socialistes libertaires indépendants? — Quelle dénomination prendra-t-elle? — Quels sont les groupes admis à en faire partie? — Autonomie du groupe. — Caisse fédérale. — Bureau fédéral. — Décisions.

3° Examen de la société actuelle.

4° Idéal à poursuivre.

5° Organisation et propagande. — Formation de cercles libertaires. — Leurs bases. — Cartes.

6° Question syndicale.

7° Coopératives et groupes économiques. — Sociétés de secours mutuels.

8° Question agraire.

9° Antimilitarisme.

8° Journal.

9° Parlementarisme et listes de protestation.

Sont admis à faire partie du Congrès tout groupe ou membre individuel qui nous aura envoyé son adhésion. En retour, des cartes de congressistes seront envoyées.

On peut également mettre à l'ordre du jour les points que tels camarades voudront bien nous faire parvenir.

A l'œuvre donc, camarades, secouons notre apathie afin de faire bonne œuvre de propagande. Que, dès à présent, les copains se réunissent pour désigner leurs délégués et discuter les points à l'ordre du jour.

Le logement et la nourriture sont assurés gratuitement aux délégués.

Un nouvel appel plus complet sera fait d'ici peu.

En attendant, nous vous convions à travailler à la réussite du Congrès national socialiste-anarchiste des 10 et 11 avril.

Pour toutes communications, adhésions, etc., s'adresser au camarade Georges, faisant fonctions de Secrétaire, 5, rue Fond-Saint-Servais, Liège.

N.-B. — Nous prions instamment les journaux de l'idée de reproduire cet appel.

AUX AMIS

Un camarade vient d'ouvrir, au numéro 61 de la rue Réaumur, une boutique où se vendront toutes nos brochures, journaux et volumes se rattachant à l'idée. C'est une œuvre de propagande qui sera continuée si l'on réussit à couvrir les frais. Aux camarades à y entraîner leurs amis et connaissances pour achalander l'œuvre.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Terre promise, roman, par E. Morel; 1 volume, 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

Zonder Staat, par Eugen Heinrich Schmitt; *Ongeloof*, par le Dr Louis A. Bahler; *Hoe nit un gols dienstry oogpunt te cordelen over dienstweigering*, trois brochures à l'An-archie, 9, Spaardammerplein, Amsterdam.

A lire :

Le Respect de la chose jugée, par H. Maret; *Radical*, 20 février.

La Suggestion, par H. Maret; *Radical*, 24 février.

A voir :

Nouvelle Religion, dessin de Pépin; *Grelot*, 27 février.

AVIS

Nous rappelons aux amis que nous avons des brochures collections des *T. N.*, années de la *Révolte*, et lithographies dont la vente faciliterait l'apparition du journal.

Dans les lithographies sont parus : *L'Incendiaire*, par Luce (épuisée). — *Porteuses de bois*, par C. Pissarro (épuisée). — *L'Errant*, par X. — *Le Démolisseur*, par Signac. — *L'Aube*, par Jehannet. — *L'Aurore*, par Willaume. — *Les Errants*, par Rysselbergh. — *L'Homme mourant*, par L. Pissarro. — *Sans Gîte*, par C. Pissarro.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne nous reste plus que quatre collections complètes, tirage ordinaire, qui sont portées à 20 fr. pièce, et deux tirages d'amateur qui sont vendus 40 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Gustave C.-P., de Montpellier, est prié de vouloir bien envoyer son adresse à Roberto d'A. qui a besoin de répondre à sa lettre.

H., au Havre. — Règlement tous les mois est suffisant, vu le peu d'importance des envois.

Maurice D. — Je vous ai répondu, mais inconnu à l'adresse donnée. — Reçu l'article en réponse à celui de Lepelletier, mais on ne répond pas à un Lepelletier. Ça n'existe pas, ça.

R. D., à Marseille. — Communication trop tard : mardi matin dernière heure.

P., à Lille. — Les brochures, 7 fr. le cent.

J. C., rue O. — Ai expédié la *Cage*. L'autre volume, impossible.

Marseille. — Voulez-vous prendre 370 invendus chez Blancard?

T. B., à Lyon. — Je prends note de votre adresse. Vous ne nous aviez pas avertis; j'avais toujours expédié à Moulins.

Ivan Ehrly. — Adressez-vous à l'ami Baffier, 6, rue Lebouis.

Sauvage. — Je ne connais pas de brochure portant le titre que tu indiques.

Gouraud, à Nîmes. — Je n'ai pas votre nom parmi les abonnés.

Reçu pour Dégalvès : Lyon, collecte faite à la conférence de Mareston, 3 fr. 10.

Reçu pour Etiévant : M. C., 0 fr. 50.

Reçu pour les détenus : Montal, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : P., à Marseille, 0 fr. 40. — H. Leyret, 5 fr. — Angers : Germinal, 0 fr. 50; Ferd., 0 fr. 50; F. Fort, 0 fr. 20; Vibet, 0 fr. 10. En tout, 1 fr. 30. — Bourges : Edm. M., 2 fr.; L. M., 2 fr. — P., à Romilly, 5 fr. — De Voldet, Genève, 5 fr. — Rodez : Un camarade, 2 fr. — Deux camarades, 10 fr. — Un groupe de peintres en décors (ex-Ventrabouriches), 4 fr. — Saint-Louis : collecte au *Debating Club*, 7 fr. 50; L., 3 fr. 70. — Montal, 0 fr. 50. — B., à Londres, 50 fr. — Anonyme, en timbres, 5 fr. 35. — Merci à tous.

R., à Roanne. — G., à Tarare. — G., à La Ronce. — J. B., à Béziers. — G., à Carmaux. — F., à Amiens. — B., à Marseille. — M., à Troyes. C., à Reims. — M., à Saint-Nazaire. — H., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE, N° 46 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 MARS 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

POUR CEUX QUI SONT AU BAGNE

Le dernier numéro du *Père Peinard* contenant tous les renseignements que nous demandions sur ceux que frappèrent les lois de réaction, notre appel n'a plus de raison d'être.

L'ami Leyret, pour qui nous demandions ces renseignements, les trouvera complets dans ce numéro. Il vient, du reste, de commencer dans l'*Aurore* la campagne promise en faveur de nos amis.

D'autre part, pour les journalistes bourgeois qui reprochaient à Zola de ne jamais avoir élevé la voix en faveur des opprimés faibles, voilà une occasion de montrer, eux, leur ardent amour de justice, en s'associant à la campagne de notre ami.

Rappelons encore qu'Etiévant, condamné à la relégation pour délit de presse, vient de voir, de ce fait, s'aggraver sa situation de prévenu par sa mise au régime de condamné de droit commun et que la presse n'a pas protesté à ce sujet.

Quand je dis la presse, je veux dire les quelques-uns qui y ont conservé leur honnêteté.

Les quelques mots que j'ai dits pour expliquer notre intervention dans l'affaire Zola ayant été diversement interprétés, je profite de l'occasion pour bien préciser mon idée.

1° Je considérais que ç'aurait été faire œuvre de dupe d'entrer dans ce mouvement sans réclamer pour les nôtres, et je l'ai dit. Mais je comprends fort bien que ceux qui ne pensent pas absolument comme nous, qui ne vivent pas notre vie de propagande, se soient plutôt attelés à une campagne en faveur d'un de leur monde. Mais ce n'était pas une raison pour que les anarchistes oublient les leurs.

2° On nous a dit : « Mais vous qui vous réclamez de la justice, vous devez être révoltés lorsqu'un acte injuste frappe même un bourgeois. L'injustice est toujours l'injustice et l'on doit toujours être avec les victimes. »

Mais, devrais-je révolter les sentiments humanitaires de beaucoup, j'avouerai que, pour moi, il y a des victimes plus intéressantes que d'autres.

Je suis révolté au suprême degré lorsque je vois un acte injuste frapper un être quelconque. Que de fois j'ai serré les poings, et ai eu des accès de rage en constatant notre impuissance à empêcher les abominations qui se commettent journellement! Et, souvent, ce sentiment a été plus atroce en moi lorsque je voyais l'acte injuste se commettre sur des victimes faibles, désarmées, ignorantes; il soulevait davantage ma colère que lorsqu'il se commettait contre nous, anarchistes, parce que nous, au moins, nous luttons, nous combattons, et pouvons quelquefois rendre les coups que nous recevons.

Mais lorsqu'un juge, un officier, subissent les mauvais effets des institutions qu'ils sont appelés à défendre, eh bien! ma foi, je l'avoue sans honte, cette injustice ne me révolte pas. Je comprends que les leurs les défendent; je ne tiens pas à ce que l'acte injuste s'appesantisse perpétuellement sur eux, mais je ne puis m'empêcher de réfléchir que, si tous ceux qui défendent un ordre de choses injuste pouvaient en souffrir eux-mêmes, si ça ne les amenait pas à combattre avec nous pour en amener la disparition, ils en seraient, tout au moins, des défenseurs moins acharnés.

J. Grave.

LA PRESSE ANGLAISE
ET
LA CONDAMNATION DE ZOLA

Vos *patriotes* catholiques, monarchistes, intransigeants, bonapartistes, policiers et esterhazyens prêchent dans leurs journaux immondes la croisade contre les étrangers, contre toute idée de solidarité internationale. Sans parler de l'outrage sanglant qu'ils font à toute votre glorieuse tradition révolutionnaire, à la mémoire des grands penseurs français, qui prêchèrent, dans leurs œuvres sublimes, l'affranchissement et la solidarité pour toute l'humanité, — on peut demander à ces *patriotes*, surtout à leurs chefs, Drumont, Esterhazy, Rochefort, Millevoye, Déroulède et autres, où donc ils ont appris que l'opinion publique chez les nations civilisées ne condamna à l'unanimité leur magistrature servile, la brutalité de leurs généraux et la déloyauté de leur gouvernement, que sous l'influence des juifs? Sur quoi se basent-ils, tous ces ignorants, qui ne savent pas déchiffrer un seul mot d'anglais, d'allemand ou de russe, pour affirmer que la presse européenne qualifie leur conduite d'ignoble et de malhonnête, parce que cette presse est achetée par les juifs?

Certainement, partout il y a des écrivains louches et prêts à se vendre à n'importe quel parti, ou au gouvernement... des Drumont, des Esterhazy, des Millevoye, on en trouve partout; seulement, à l'étranger, on les appelle reptiles, mais *jamais patriotes*. C'est en vain que ces *patriotes* qui déshonorent la généreuse nation française s'efforcent de persuader à l'opinion publique, chez vous, qu'à l'étranger, seuls les journaux de corruption, pareils à *leurs* publications immondes, ont sévèrement condamné leur servilisme et leur abjection.

Non. Loin de là! La corruption a pu partout triompher auprès de vos patriotes. Mais les journaux indépendants de n'importe quel parti, — depuis les conservateurs jusqu'aux radicaux et aux socialistes — tous, à l'unanimité, ont cloué au pilori les mœurs politiques, militaires, judiciaires, administratives de la troisième république.

Les journaux quotidiens ont déjà enregistré l'opinion belge, suisse, russe et italienne sur le procès et la condamnation de Zola. Voici l'opinion de la presse anglaise, dont l'indépendance et les sympathies humanitaires ne sauraient être niées même de Rochefort, qui se distingue à présent par ses fureurs contre les étrangers et l'Internationale. Le lecteur verra, d'après nos citations, que si les Anglais condamnent l'ordre existant en France, ils ont en même temps une grande sympathie pour le peuple français.

Commençons par les journaux conservateurs.

1° *Standard :*

« Le gouvernement, le président de la cour d'assises, les témoins à charge, tous ont été d'accord pour rendre la justice sourde, boiteuse et aveugle... Le président autorisait les interruptions les plus indécentes, coupant les paroles de Zola et de son avocat... La cour d'assises était transformée en un conseil de guerre, et encore en un conseil de guerre particulièrement français... Peser la bonne foi des brillants galonnés serait superflu : ce sont tous des généraux distingués, — des colonels et des majors fameux. Mais, en réalité, ils n'ont montré, dans le choix de leurs témoignages, guère plus de capacité que Gribouille... et le procès de Zola, que ces Messieurs ont arrangé d'une façon toute spéciale, fut la même parodie de justice que ceux d'Esterhazy et de Dreyfus. Mais, malgré tous ces éléments histrionesques, à Paris, en fin de compte, on obtient la justice. Et si dans le cas de Zola cela n'est pas arrivé, il faut l'attribuer à l'état rudimentaire de liberté civile. La République peut placer le mot « Liberté » avant « Égalité et Fraternité », la société française est la plus opprimée de l'Europe. »

2° *Pall Mall Gazette :*

« Au point de vue formel, Zola était condamnable lui-même avec intention, *ce qui lui fait beaucoup d'honneur, à lui et au tempérament français*, en lançant des accusations pour lesquelles il ne pouvait pas compter être acquitté.

« La sentence rendue contre Zola... à notre avis, est plutôt stupide. On peut supposer que la cour appliqua le maximum, étant terrorisée par la foule du dehors, et par le général Boisdeffre au dedans... « Prenez garde à votre verdict », menaçaient les généraux...

« Le procès a démontré quel danger présente l'union du militarisme et de la foule. La domination des généraux, l'hostilité envers les cris de « Vive la République! », les hurlements hystériques en faveur de l'armée ne sont pas des symptômes d'apaisement. »

3° *Times :*

« Ce n'est pas Zola seul qui est condamné; la République aussi a été condamnée avec lui ; car elle n'offre plus à ses citoyens les garanties de liberté, sa seule raison d'être. Elle a laissé se développer la haine de races, elle a laissé impunies les insultes les plus odieuses et a permis aux militaires de s'imposer par-dessus les lois du pays. »

4° *Daily Mail :*

« M. Zola ira en prison pour un an, et la France s'exclut elle-même des nations civilisées jusqu'à ce qu'elle reconnaisse l'énormité de cette farce judiciaire. Nous ne pouvons pas admettre que cela puisse durer longtemps. »

On voit que les journaux conservateurs condamnent le gouvernement, mais sympathisent avec la nation. Moins hostiles à cette dernière et plus sévères — si c'est possible — pour les militaires et pour le gouvernement sont les journaux libéraux.

5° *Daily News* (journal de ministère libéral) :

« E. Zola est condamné et l'armée affirma sa domination par-dessus les lois... La sentence est sauvage, et les procédures de jugement ont été des plus compromettantes pour la justice française... Le président, un instrument abject de l'administration... La conduite des témoins militaires a été honteuse pour le tribunal et pour eux-mêmes. Ils se posèrent en fanfarons et déclamèrent sur leur « honneurrr » au lieu de dire la vérité toute simple, rien de plus que la vérité... Le président les flattait bassement, encourageait leur déplorable attitude... On a permis aux généraux de Pellieux et de Boisdeffre de mettre l'armée au-dessus de la loi... Tel est, peut-être, le résultat le plus frappant et très dangereux du procès Zola... La sentence est brutale, cruelle et barbare ; elle sera désapprouvée par les gens raisonnables. » Au sujet de la défense de Me Labori, que Rochefort, Esterhazy et leurs amis s'efforcent de dénigrer, ce journal dit : « Maître Labori, par son attitude de défenseur, a mérité l'admiration de l'Europe entière. »

Le lendemain (25 février), le même journal disait dans un autre article de fond :

« Hier, 24 février, c'était un grand anniversaire dans les annales françaises; pourtant il passa presque inaperçu. C'était le cinquantenaire de la seconde tentative que faisait le peuple pour obtenir son autonomie (self-government)... En réalité, la troisième République est à présent plutôt un département du ministère de la guerre. La liberté s'éteint en France... Les Anglais désirent sincèrement et cultivent de bon cœur l'amitié de la France. Mais ses meilleurs amis sont profondément attristés de la façon dont a été conduit le procès Zola. M. Méline manifeste la crainte de voir revenir les temps d'intolérance. C'est avec beaucoup de tristesse que nous constatons que ce temps est déjà de retour et que M. Méline est son serviteur bénévole. »

6° *Westminster Gazette :*

« Quand le chef d'état-major entre dans une cour d'assises et impose aux jurés... il n'y a plus de gouvernement républicain en France. Il paraît que toutes les prérogatives parlementaires et l'organisation du gouvernement civil sont absorbées par le ministère de la guerre. Mais nous espérons qu'il y aura un réveil d'opinion.. Un pays pourrait survivre, si la justice fonctionne bien et si les tribunaux ne sont pas subordonnés pour quelque raison que ce soit. »

7° *Daily Graphic :*

« M. Zola est puni pour avoir eu le courage de dire à ses concitoyens des vérités un peu désagréables... Sa condamnation, en réalité, est aussi la condamnation de la troisième République. Le procès nous montre la France en délire, agitée de passions antisociales et d'épouvantables politiques; elle nous apparaît dépourvue de toutes les garanties de droit et de justice, et dominée par la caste militaire, qui se moque ouvertement de la loi. »

8° *Daily Chronicle :*

« La sentence contre Zola doit être prise comme une expression de sympathie pour la caste militaire... Les jurés ont été influencés par l'opinion que l'armée est au-dessus de la loi. Quand on encourage les cris de « Vive l'armée ! » et que les cris de « Vive la République ! » deviennent dangereux, un miracle seul pouvait faire acquitter Zola... Mais *nous sommes persuadés* que bien avant que Zola fasse ses douze mois de prison, le bon sens français prendra le dessus sur les passions fanatiques. Dans le cas contraire, la France pourrait être soupçonnée d'avoir perdu le contrôle de ses destinées et d'être tombée dans les mains d'hommes indignes de représenter n'importe quel pays, et surtout d'avoir abandonné les idées qui ont fait d'elle la plus grande force intellectuelle de notre siècle. »

Sont-ce des ennemis, des vendus qui tiennent un langage pareil? Esterhazy, Rochefort, Drumont, Boisdeffre nous assurent que oui.

Beaucoup plus sévère est le langage des journaux radicaux et socialistes. Ils aiment trop la France, berceau de l'Internationale, le pays du socialisme. Les événements abominables de ces derniers temps sont appréciés ici par la démocratie socialiste et radicale comme leur propre déshonneur.

9° *Reynolds Newspaper :*

« La manière dont on a conduit le procès de Zola constitue une disgrâce non seulement pour la France, mais aussi pour la civilisation... Quand une nation ébranle la base fondamentale de la justice, la fin de son régime ne doit pas être très éloignée... Dans le temps, la France acclamait la liberté; à présent, la vie de tel ou tel n'est pas garantie, à moins de faire partie de cette bande d'abrutis et de lâches, instruments de corruption et d'intrigue administratives.

« Nous envoyons à M. Zola les remerciements, l'hommage de la démocratie anglaise, et à M. Rochefort ses indignations et son dégoût pour le triste rôle qu'il a joué dans ce drame malpropre. »

10° *Star :*

« Zola s'est élancé contre le torrent qui menaçait la liberté et même l'existence du peuple français. Pour le moment, comme il s'y attendait, il est emporté dans le gouffre aux applaudissements des vauriens... Mais les amis de la liberté s'inclinent partout devant le romancier devenu homme politique... ils l'envient pour son acte. »

Ici je m'arrête dans mes citations, car beaucoup d'amis de votre nation généreuse sont tout à fait découragés et les appréciations les plus pessimistes peuvent s'entendre de tous extraits. Comme exemple de ce pessimisme, je citerai seulement ce passage :

« Nombreuses sont les preuves que la France tombe en décadence. Déjà elle est tombée au rang des puissances secondaires; les chiffres du mouvement de la population indiquent que la race s'épuise; la joie enfantine et frénétique qui salua l'alliance avec le despote russe nous montre qu'elle perd aussi la tête et le cœur. »

Mais c'est une exagération de la part d'amis attristés. Ils oublient que le peuple n'a rien de commun avec les énergumènes des clubs militaires et des maisons de jeu et de tolérance, pas plus qu'avec les mouchards et autres pensionnaires de la police et du gouvernement. Zola connaît mieux le peuple et l'ouvrier de Paris, et nous sommes parfaitement d'accord avec lui quand il disait : « Ce n'est point Paris qui vociférait et poussait de cris de mort dans l'espoir d'étouffer notre voix. Loin de moi l'idée de confondre le grand, le généreux peuple de Paris avec une bande de fanatiques et de braillards payés. »

Cette appréciation fait beaucoup d'honneur à Zola, menacé et maltraité par les galonnés déguisés et par leurs assistants payés.

W. Tcherkesoff.

LA PRESSE

L'ami Ajalbert vient d'en faire une bien bonne : voulant forcer les rédacteurs du *Journal* à se prononcer dans l'affaire Zola, il s'est amusé à publier une adresse de sympathie à ce dernier, protestant, en même temps, contre la ligne de conduite du *Journal*, protestation qu'il avait fait suivre de la signature de tous les rédacteurs à la feuille de M. Xau.

Les jours suivants, le *Journal* a publié des rectifications des écrivains mis en cause, où la plupart affirmaient leurs bons sentiments pour Zola, mais aussi leurs bons sentiments pour leur ami Xau.

C'est ce qu'on appelle « ménager la chèvre et le chou ».

Je n'affirmerais pas que le procédé de l'ami Ajalbert soit absolument charitable, et je comprends l'embarras des collaborateurs de M. Xau. Mais, s'il y a une chose certaine, c'est bien la saleté de la ligne de conduite du *Journal*, et j'aurais cru que, mis ainsi au pied du mur, certains en auraient profité pour se débarrasser de ce qu'ils ont sur le cœur.

Ceux qui ont besoin de leurs appointements pour manger sont, à la rigueur, excusables. Mais que dire de ceux qui n'ont pas besoin de M. Xau pour vivre? Qu'ils viennent donc encore se plaindre de ne pouvoir exprimer librement leur pensée!

De même que les peuples n'ont que les gouvernements qu'ils méritent, les journalistes n'ont que les directeurs qu'il leur faut. Tels journalistes, tels directeurs!

Ajoutons que parmi ceux qui se sont abstenus de protester j'ai remarqué avec plaisir notre amie Séverine et G. Geffroy. Quant à ceux que j'y ai vus figurer avec chagrin, je préfère ne pas les nommer.

J. Grave.

Discussion sur la méthode en histoire [1]

(Suite)

Cette armée de réserve permet à des financiers aventureux de risquer leurs capitaux, et souvent des vies humaines, dans de vastes entreprises qui doivent donner naissance à de nouvelles branches d'industrie et assurer des débouchés commerciaux nouveaux. Elle est aussi employée à des travaux dits d'utilité publique, mais dont la jouissance est réservée, en vérité, à la bourgeoisie, qui se les était refusés jusqu'alors, craignant les frais considérables, tandis que maintenant cette force de travail est à vil prix, à un tarif qui dépasse peu les frais d'entretien minimum que le capital lui concède obligatoirement par l'assistance publique. Contributions obligées, en effet, car les capitalistes ont intérêt à maintenir la majeure partie des sans-travail dans les centres où leur activité s'était autrefois exercée, pour pourvoir aux besoins d'une reprise excessive dans la production. L'histoire des crises dans l'industrie du coton en Angleterre le prouve péremptoirement.

Mais la force de productivité augmente continuellement, et comme les marchés tendent à atteindre leur extrême limite de développement,

(1) Voir le numéro 44.

certaines branches arrivent bientôt à un état où les plus fortes firmes peuvent sérieusement songer à écraser les plus faibles pour se rendre maîtres ainsi du marché, afin de mettre fin définitivement à leurs inquiétudes et profiter plus grandement des progrès de la productivité. De puissantes sociétés, trusts ou syndicats, se constituent sur les ruines des petites exploitations, centralisant en quelques mains les capitaux engagés dans ces branches d'industrie.

Les victimes de cet écrasement économique dirigent leurs dernières ressources dans d'autres branches d'activité du capital qui sont encore dans un stade inférieur. Mais bientôt une évolution semblable s'opérera là aussi et le prolétariat s'accroîtra de ces proscrits de la classe bourgeoise (1).

Pendant ce temps, pour la majorité des travailleurs la situation devient plus instable, et l'exploitation plus grande. L'armée de réserve grandit en nombre et en proportion, car outre une productivité plus grande et un recrutement nouveau, certaines catégories industrielles lui échappent presque entièrement, puisque, là où les monopoles se sont formés, la production se régularise et l'organisation ouvrière se constitue ; les fluctuations deviennent donc moins fréquentes et moins puissantes. Bientôt, pour beaucoup d'ouvriers, l'inactivité devient presque permanente. Ils cherchent vainement partout, la situation est internationalement identique. La circulation de ces gens en quête d'ouvrage apprend au monde prolétaire que les phénomènes dont il est la victime innocente et qui lui avaient apparu jusqu'alors comme des accidents indépendants de toute volonté ou de toute institution humaines, ces phénomènes sont particuliers et nécessaires à la vie de la société capitaliste : la ruine systématique des patrons, l'exploitation extrême des ouvriers, l'inoccupation forcée d'un nombre grandissant de sans-travail, le paupérisme permanent, telles sont les conséquences de ce procès fatal qui aboutit à la constitution de quelques puissants monopoles, accumulations gigantesques de capitaux qui domineront la force primordiale du régime, le marché, en déterminant d'avance, dans une certaine mesure, la quantité et le prix des marchandises, tandis qu'autrefois ils devaient être régularisés par des oscillations brusques et imprévues causées par l'offre et la demande. La marchandise aura perdu son caractère, le mode de production devra changer de forme.

Dans ce développement de la structure économique, l'antagonisme des intérêts s'affirmera de plus en plus avec l'impossibilité du passage d'une classe à l'autre. Un rapprochement s'effectuera parmi les individus de chaque catégorie sociale, tandis qu'autrefois des intérêts apparemment contraires les divisaient, et bientôt une lutte décisive apparaîtra nécessaire et inévitable. Pendant ce temps, une partie du prolétariat se sera organisé, réclamant graduellement des réformes plus radicales, plus directement contraires aux profits du capital, et cette organisation ouvrière se sera spécialement développée avec la monopolisation et, conséquemment, avec la régularisation de la production ; il se dessinera dans le processus du mode de production une tendance vers une coopération de travailleurs où le capital perdra le rôle magique que les économistes orthodoxes lui ont attribué. L'autre partie, principalement composée des sans-travail venus de tous les pays et de toutes les industries, sentira sa colère grandir avec la compréhension instinctive du mécanisme social ; celle-ci montrera à ces sans-travail leur sacrifice maintenu éternel par des liaisons organiques si fatales et si terribles que, n'ayant de l'espoir que dans un changement profond, ils oseront tout enfin, et renverseront le régime qui, cyniquement arbitraire, les vouait à la souffrance pour satisfaire l'orgueil de quelques hommes pour la plupart dépravés.

Grâce au travail fait par la bourgeoisie elle-même pour résoudre les nécessités posées par l'Economique dans son développement ; grâce aux efforts organisateurs des travailleurs ; grâce aussi au mode de conflagration qui sera spontanée et universelle, le communisme libre s'établira de lui-même sur les ruines de la société bourgeoise.

Les caractéristiques de la société future sont donc nettement définissables et nous n'avons nullement à craindre, avec certains utopistes, que les préjugés actuels empêchent l'instauration d'une association dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous. Ils ne connaissent pas ou ne comprennent pas l'évolution historique, ceux qui ont de telles craintes ; ils s'imaginent que cette nouvelle société sera plutôt le résultat d'une propagande de persuasion qu'une conséquence inévitable et inconsciente de la société capitaliste. Sans doute, ils sont parfaitement logiques avec leur conception subjective lorsqu'ils redoutent une soumission aveugle à un plan préconçu qui permettrait ainsi à quelques individus d'une intelligence supérieure, ou mieux, sans scrupule, d'entraîner les masses à faire une révolution sous leur direction et lorsqu'ils cherchent comment la révolution doit être conduite pour qu'elle n'amène pas une organisation rigide et adversaire de toute liberté. Mais leur conception est tout à fait fausse.

(*A suivre.*) I. THINK.

(1) Les lecteurs pourront trouver l'erreur fondamentale de Tcherkesoff dans son article : « Superstition fataliste sur la *concentration* du capital. » Il aurait dû analyser les développements d'*une seule branche d'industrie* (par exemple l'industrie du fer ou l'industrie du coton, qui avaient été choisies par Marx dans son *Capital*).

J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce sujet lorsque j'exposerai comment il faut comprendre la statistique.

Toutefois, je tiens à devancer mes conclusions et dire que si je reconnais l'existence de la centralisation des capitaux *comme phénomène sociologique*, je ne partage nullement les conclusions que les marxistes ont cru devoir en tirer.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLICE. — Il paraît que nous sommes menacés de perdre notre Puibaraud ! Certainement, nous ne nous en consolerons jamais. Il n'est pas, assurément, de la place Maub' aux boulevards extérieurs, en passant par tous les repaires de la haute et de la basse pègre, une crapule assez réussie pour être digne de le remplacer. Nous perdrons au change, ce n'est pas douteux.

Mais ce qui est fort étrange, c'est le motif qui va, dit-on, lui faire quitter la préfecture de police. Ce mouchard de marque subventionnait — sur les 850.000 francs votés à notre intention — l'intéressante agence de la clientèle de laquelle Esterhazy était un des plus beaux ornements. C'est curieux comme les canailles s'attirent et se rencontrent !

Or, cette agence interlope, dont Puibaraud était un des commanditaires, se chargeait de faire parvenir à leur adresse les lettres qui lui étaient confiées, mais en les faisant partir et par conséquent timbrer par la poste de la localité indiquée par le client. Puibaraud avait détaché là-dedans un de ses employés, nommé Geiger, qui décachetait les lettres, prenait copie de celles qui lui paraissaient intéressantes pour la police et portait ces copies à son maître. Celui-ci versait trois cents francs par mois à l'agence. On assure qu'à la suite de la découverte de ces faits, Puibaraud va quitter la préfecture.

Pourquoi ? Quelle différence y a-t-il entre cette besogne qui provoque tant de haut-le-cœur et la besogne habituelle de la police ? Les policiers fréquentent des bandits de toute sorte et fraternisent avec eux afin d'obtenir des « tuyaux ». D'autre part, le cabinet noir fonctionne au vu et au su de tout le monde... Quel est cet accès de bégueulerie soudain ? Va-t-on exiger, maintenant, de la police qu'elle soit propre et honnête ? Mais alors, c'est sa fin ! Et que deviendrons-nous, grands Dieux ! si les honnêtes gens ne sont plus persécutés et les malfaiteurs protégés ? Le propre de la police est... de ne pas l'être, et l'on ne saurait, sous peine de mettre en danger une si salutaire institution, lui demander quelque moralité.

Quant à Puibaraud, n'était-il pas l'homme tout désigné pour la direction des tripatouillages obscènes de la police ? Il va partir, c'est dommage ! Son remplacement sera pénible ! A moins qu'Esterhazy...?

⁂

AUTORITÉ PATERNELLE. — Des parents qui ont pris trop à la lettre les droits que la loi leur accorde sur leurs enfants sont les époux M..., du quartier des Quinze-Vingts. Sur la dénonciation de voisins, le commissaire de police a fait une perquisition chez eux et a trouvé quatre malheureux enfants, deux fillettes âgées de onze et huit ans, et deux garçons de cinq et de un an, enfermés dans un cabinet de débarras *d'une surface de quatre mètres* environ, sans autre jour qu'une petite lucarne. Ces quatre petits martyrs gisaient sur des loques, dans un état de débilité extrême et pareils à des squelettes vivants. L'aînée *a un œil crevé*, une coxalgie de la hanche gauche et une déviation de la colonne vertébrale ! Il y avait plus de trois mois que ces enfants n'avaient été changés.

On frémit au récit de pareilles abominations, et cependant elles ne disparaîtront que quand le préjugé de l'autorité paternelle aura été extirpé radicalement. Alors le respect de l'enfance s'imposera.

⁂

LA MISÈRE. — Malgré la perfection reconnue de nos institutions politiques, économiques et sociales, il est encore des gens qui s'obstinent à se tuer pour éviter à la faim le soin d'accomplir cette tâche désagréable.

Un cordonnier, Emile Rognon, âgé de cinquante ans, demeurant rue Eginhard, s'est étranglé. Rue de Plaisance, Mme Louise Berthet s'est pendue. Ces deux suicides ont pour cause la misère.

Pierre Terrèze, âgé de trente-cinq ans, lithographe sans ouvrage, mourant de faim et à bout de forces, avait été recueilli par l'asile de nuit du quai Valmy. Le matin, il a été trouvé mort dans son lit.

Tant que les moyens de production et les objets de consommation seront détenus par quelques-uns, il en sera ainsi.

⁂

LES GRÈVES. — Les ouvriers en bâtiment de Bressuire sont en grève, réclamant une augmentation de salaire.

A la suite de la mise en vigueur d'un nouveau tarif, les ouvriers des Verreries générales de la Loire se sont mis en grève au nombre de quatre-vingts.

Les ouvriers riveurs du bassin de la Loire, qui sont en grève depuis longtemps, font un appel pressant à l'esprit de solidarité de tous les travailleurs, et particulièrement des organisations syndicales. Les souscriptions peuvent être adressées à la Bourse du Travail de Nantes.

Les ouvriers brossiers de la maison Bossoreil, à Rennes, se sont mis en grève, à la suite d'une diminution de tarif variant de 5 à 25 0/0. Ils prient instamment les ouvriers brossiers sans travail de ne pas se rendre à Rennes, où leur venue aurait pour effet de faire échouer leurs revendications.

A. G.

Brésil.

A Saint-Paul vient de paraître *Il Risveglio*, sous la direction du camarade Alfredo Mari, avec la collaboration des camarades Gigi Damiani, Ceschi, Caviola et Benjamin Mota, rédacteur d'*O Rebate*, un autre journal qui défend l'idéal anarchiste (1).

A Minas, les *fazenderos* de café, vu le bas prix de cet article aux marchés européens et américains, ont licencié plus de 5.000 travailleurs agricoles qui, ne pouvant trouver *immédiatement* un nouveau travail, tombèrent dans la famine.

Poussés par la faim, ces malheureux se sont mis d'accord pour arracher à ces exploiteurs inhumains ce dont ils avaient besoin pour vivre. Le gou-

(1) De la lecture de ce journal il ressort que *O Rebate* est plutôt sympathique à l'idée anarchiste que véritablement anarchiste. (N. D. L. R.)

vernement, cet éternel protecteur des exploiteurs, a envoyé alors la troupe pour garder la propriété des bourgeois et faire voir ainsi aux exploités, s'ils persistent à prendre par la force ce qu'on leur refuse par le travail, qu'ils seront fusillés sans trêve ni merci par les mercenaires de la police.

Il y a eu déjà beaucoup de blessés.

Tandis que ces malheureux prolétaires, dont la majorité se compose d'Italiens, sont ainsi traités, M. le comte Antonelli, ministre d'Italie au Brésil, visite l'Etat de São Paulo où, dans une seule journée, il a mangé à deux banquets que lui ont offerts les bourgeois italiens qui se sont enrichis dans le commerce des vins empoisonnés ou en volant leurs compatriotes nouveaux arrivés dans le commerce de change et d'escompte.

***

Il paraît que cette année on fêtera à Saint-Paul l'anniversaire de la Commune.

Les résolutions à cet égard devant être prises samedi prochain, nous ne pouvons rien affirmer sur le programme de la fête, et si même elle aura lieu.

***

La *Société mourante et l'Anarchie*, du camarade Jean Grave, vient d'être traduite en portugais et paraîtra dans deux mois comme premier volume de la Bibliothèque libertaire. Après sera publié le livre : *Confession d'un Révolté*, où le camarade Benjamin Mota déclare les motifs qui l'ont poussé à abandonner le socialisme légalitaire et à défendre l'idéal anarchiste.

Les volumes de cette bibliothèque, pour être à la portée de tous, seront vendus à 34 000 reis, soit 3 francs, au change actuel.

— L'article de Henry Bauër sur le drame d'Octave Mirbeau, *Les Mauvais Bergers*, a été traduit et publié à la *Nação*, journal du parti glycériste. Les bourgeois ont été fort émus de cette publication.

Aussi la scène V du troisième acte, publiée aux *Temps Nouveaux*, va paraître, en traduction, à la *Revista do Brasil*, journal littéraire de Saint-Paul.

Les livres de Jean Grave, Reclus et Kropotkine sont très recherchés aux librairies par les jeunes littérateurs. On recherche beaucoup, entre tous, la *Société mourante* et la *Conquête du Pain*, qu'on ne trouve pas. Il faut que Stock envoie à Rio et à Saint-Paul quelques exemplaires de ces livres.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Dans le courant de mars, l'*Idée Nouvelle* donnera par M. Léopold Lacour une conférence sur la *Liberté de l'Amour et de la Maternité*; par Adolphe Retté, une conférence sur la *Jeune Littérature*, ainsi qu'une seconde lecture-conférence de la *Cage*, le drame interdit de Lucien Descaves.

Les camarades qui n'ont pas trouvé place la dernière fois pourront utiliser les invitations dont il n'a pas été fait usage.

*Bibliothèque sociologique des Travailleurs libertaires du XII*e. — Dimanche 13 mars, à 2 h. 1/2, salle Delapierre, 168, rue de Charenton, conférence par Georges Buteau sur l'exposé d'une colonie libertaire en France.

Tous les communistes et tous ceux qui s'intéressent à la question sont invités.

Entrée gratuite.

Nous rappelons aux camarades qu'il fonctionne un groupe d'aide aux *familles des détenus* et nous les engageons à l'aider et à entrer en relations avec lui.

S'adresser à Billon, 17, rue Princesse.

Le groupe pour les détenus *La Solidarité internationale* a reçu : Groupe de typos, 5 mars, salle Cézard, 1 fr.; Une amie H.-A., 1 fr.; Une partie de dés, 0 fr. 50; Rue Parmentier, remis par Marceau, 1 fr. 50; Liste Petit, 1 fr.; Liste Pierre, 1 fr.; Emilie, 1 fr.; Femme Petit, 1 fr.; Petit, 1 fr.; Liste Prost : Prost, 0 fr. 25; Thévallereau, 0 fr. 25; Un camarade, 0 fr. 50; Collecte faite rue de Charenton, 1 fr. 25; Eldrocdu, 0 fr. 50; Versé par Fournent Edouard, 3 fr.; Paire, 1 fr.; Deux camarades, 1 fr.; Deux copains, 0 fr. 20; Un bijoutier, 1 fr.; Pemark, 0 fr. 15; D'Arthez, 0 fr. 10; Georges, 0 fr. 15; Tonkin, 0 fr. 15; Un fabricant de bombes glacées, 0 fr. 10; Industrie florale, 0 fr. 30; Pour la Gosse, 0 fr. 20; Billon, 0 fr. 50. — Total, 18 fr. 20.

Il a été envoyé, à quatre camarades d'Amiens, 20 francs.

Saint-Denis. — *Les Égaux*, groupe libertaire d'études sociales. — Samedi soir, réunion des copains, salle Giloppé, de 7 h. 3/4 à 8 h. 1/4, pour se rendre au punch socialiste.

Dimanche soir, à 8 h. 1/2, même salle, au premier, soirée familiale.

Causerie par les camarades Perron et Grandidier.

Roubaix. — Les camarades du *Cravacheur* sont en train de préparer une réédition de la *Peste religieuse* de Most. Pour pouvoir mettre sous presse, ils demandent la souscription de quarante camarades à 0 fr. 50 chacun. Il leur sera expédié en retour 10 exemplaires de la brochure.

Avis à ceux qui nous demandaient cette brochure.

Envoyer au *Cravacheur*, 78, rue Mouvaux, Roubaix.

Saint-Etienne. — Tous les camarades sont invités samedi, 19 courant, à 8 heures du soir, au Grand Bar des Négociants, salle du premier étage, 9, place des Ursules, en face le théâtre, à l'effet de s'entendre pour l'organisation d'une bibliothèque.

Le camarade Fauvet développera quels sont nos moyens d'action, et ce qu'ils pourraient être.

Bordeaux. — Les camarades anarchistes se réunissent chez Arthur Lafosse, à la Petite Bourse, 11, rue des Augustins.

Les journaux libertaires sont en vente à cette adresse.

Le camarade Desmons les crie dans la ville et les porte à domicile.

Nîmes. — Les Rénovateurs libertaires se trouvent tous les samedis et dimanches café Fesquet, Bar du Musée.

Reims. — Tous les hommes qui ont à cœur la liberté et qui luttent pour son avènement sont priés de se réunir rue du Bloc, le dimanche 20 mars, à 3 heures après midi, pour la manifestation organisée par les anciens camarades de Bastien, mort l'année dernière assassiné par la goule Patrie. Le cortège se rendra ensuite au bal de la Falaise, en commémoration de la Commune, où une conférence privée sera donnée. Nous espérons que tous les révolutionnaires sans distinction d'écoles se feront un devoir d'y assister.

Neufchatel. — Camarades, le devoir s'impose d'employer toutes nos forces et tous les moyens possibles pour défendre et propager dans la masse les idées communistes-anarchistes.

A l'œuvre donc! et que, dans chaque ville où résident des compagnons, ils tâchent de se grouper : c'est le meilleur moyen pour féconder notre organisation.

Notre cercle aurait encore l'intention de provoquer à Neufchâtel une réunion de compagnons de toute la Suisse, afin de discuter une forme d'organisation correspondant pour le mieux aux besoins de notre propagande.

Chaque compagnon s'intéressant à la question sociale et désireux d'entrer en relations avec nous peut s'adresser à la Commission de correspondance : Colombelli Joseph, 30, rue Maladière, Neufchâtel (Suisse).

Le cercle d'études sociales ayant une bibliothèque en formation fait un appel chaleureux à tous les groupes et compagnons qui pourraient disposer de brochures et de livres de propagande de bien vouloir les envoyer à l'adresse ci-dessus.

Prière aux journaux anarchistes de reproduire.

Patras. — Le journal *En Avant*, qui paraît dans cette localité, fait appel aux bonnes volontés de tous les pays pour avoir des correspondances sur les faits locaux. S'adresser au camarade Jean Manganaras, à Patras (Grèce).

Favignana. — Toute la correspondance adressée aux « coatti » de cette île doit être soigneusement fermée avec des cachets de cire et recommandée; sinon, elle est interceptée ou violée par les policiers.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Paris, par E. Zola; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

Grandeur et Décadence de la guerre, par G. de Molinari; 1 vol., 3 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Educacion y autoridad paternal, par A. Girard; 10 centavos, chez J. Costas, Calle Vieytes, 1314, Buenos-Ayres.

Dans le Train, par Gyp; 1 vol., 0 fr. 60, chez Flammarion, 26, rue Racine.

A lire :

Impressions d'audience, par P. Quillard; *Revue Blanche*, 1er mars.

En anarchie, par L. de Gramont; *Aurore*, 2 mars.

Les Autres, par Henry Leyret; *Aurore*, 6 mars.

Le dernier numéro du *Père Peinard*, au sujet des camarades au bagne.

La Patrie intellectuelle, par H. Bauër; *Echo de Paris*, 7 mars.

Les Moutons, par d'Axa, n° 7 de la *Feuille*.

BOITE AUX ORDURES

« De faux socialistes, flanqués de quelques anarchistes, après avoir touché le viatique de Rothschild, se répandront dans les bourgs et dans les hameaux en affirmant que je reçois l'or du *Gesu*. »

(*Libre Parole*, 2 mars.) E. Drumont.

PETITE CORRESPONDANCE

J., à Saint-Etienne. — *Société future* expédiée. Nous n'avons pas de livres d'occasion.

M. A., à Milan. — Nous avions inscrit un nouvel abonnement au nom de l'envoyeur du mandat.

J. Say, Bruxelles. — Bien reçu votre appel en faveur du journal. Mais nous sommes fatigués d'en faire. C'est comme si nous flûtions. Ce sont toujours les mêmes qui y répondent, et ceux-là, il n'y a pas besoin de les talonner. Nous sommes résolus à nous en tenir là. Merci pourtant de votre bonne volonté.

Un sincère. — Nous nous occupons des idées, et non des personnes, encore bien moins de leurs amitiés. Chacun se débarbouille comme il l'entend.

P., à Puissalicon. — Il ne nous reste plus de *La Guerre et le Service obligatoire*, adressez-vous à Haustout, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles. Faute de mieux, nous prenons les timbres.

G. L., à Clamecy. — Bon, nous avons tous les numéros.

L'Enclos. — Bien reçu le numéro demandé. Merci. Mais pas le dernier?

Routaled. — Je voudrais vous faire une petite objection au sujet de *Constatations*.

P., à Saumur. — Votre adresse pour vous expédier les deux numéros 7 de la *Feuille?*

Aux amis de Boston. — Les 75 francs expédiés sont à la poste, mais, faute d'avoir le mandat, nous ne pourrons les toucher avant un an. Ayez donc l'obligeance de nous l'expédier. Voilà quatre fois que nous vous le réclamons.

V., rue L. — Impossible de faire votre commission. Malato vient de partir pour le Brésil.

Reçu pour l'école libertaire : Yves Loris, 0 fr. 25; L. F., 0 fr. 25; Ary Cure, 0 fr. 25; W., 0 fr. 50; V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 45. — Total : 1 fr. 70. — Listes précédentes : 145 fr. 25. — En tout : 146 fr. 95.

Reçu pour Etiévant : M., à Bradford, 0 fr. 50; Groupe de Chaux-de-Fonds, 6 fr. 50; Yves Loris, 0 fr. 25; L. F., 0 fr. 25. De Nîmes, pour le père d'Etiévant : Un émule de Ravachol, 0 fr. 40; Un admirateur d'Emile Henry, 0 fr. 20. — Total : 8 fr. 10. — Listes précédentes : 34 fr. 05. — En tout : 42 fr. 15.

Reçu pour les détenus : Deux camarades de Gentilly, 1 fr.; G. B., 2 fr.

Pour la colonie de Butaud : C., à Fourchambault, 1 fr.

Reçu pour Dégalvès : R. V., à Rod., 1 fr.; G. B., 3 fr.; Perbin, 2 fr.

Reçu pour le journal : R. V., à Rod., 3 fr. — M., à Bradford, 0 fr. 75. — G. B., 5 fr. — Ary Cine, 0 fr. 50. — Yves Loris, 0 fr. 50. — L. F., 0 fr. 50. — Les camarades de la Chapelle, 10 fr. — L., à Bruxelles, V. P., 5 fr. — W., 2 fr. — R., Lausanne, 10 fr. — Séverin et son camarade, 1 fr. 25. — Six camarades, 3 fr. — Collecte entre ardoisiers à La Forêt, 2 fr. — A. A., 1 fr. — Rod., 2 fr. H. B., 2 fr. — B., 2 fr. — Les copains de Montreuil, 6 fr. 25. — Nîmes : E. J., 0 fr. 25; Un admirateur d'Emile Henry, 0 fr. 20. En tout : 0 fr. 45. — Merci à tous.

S. P., à Bordeaux. — D. de M., à Gand. — P., à Lille. — D., à Namur. — D., à Bordeaux. — G., à Malines. — L. M., à Seraing. — R., à Gand. — D., au Havre. — S., à Cette. — Café de Paris, à Dison. — L. B. I. — V., à Marseille. — N., à Alais. — F., à Amiens. — C., à Reims. — C., à Grenoble. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 47 DIX CENTIMES DU 19 AU 25 MARS 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PROPOS RÉVOLUTIONNAIRES

I

Essai d'une base critique.

Les révolutions présentent un même caractère de généralité. Elles ne se renferment pas en la limite arbitraire d'une nation. Elles s'étendent alentour par des contre-coups plus ou moins violents, parce que le monde civilisé est un grand corps organique. Par-dessus la diversité des origines, des langues et des mœurs, les peuples ont une vie commune. L'histoire du monde nous apparaît comme *le fruit d'une évolution continue*. Le progrès n'est autre chose que le terme de cette évolution. Il n'a pas de limites précises. Au point de vue humain, nous pouvons l'exprimer : l'éducation des peuples, l'élargissement de la conscience, l'extension de la vie sociale. D'une façon plus large, toute existence tient en ces trois termes : enfance, virilité, vieillesse. Il doit en être ainsi de celle des sociétés. Les nations retournent lentement à la décrépitude et à la mort, après avoir grandi en force et en puissance. Telles nous apparaissent l'histoire de Babylone et de Carthage, l'histoire des empires égyptien, perse et romain. C'est une des faces de la loi universelle d'évolution. Tout organisme atteint un point culminant de développement et la tension plus ou moins lente de l'être vers ce but constitue le progrès. En ce sens, il n'est pas particulier aux individus; il préside au développement des nations et des sociétés, au développement peut-être des mondes.

A nous en tenir au seul domaine de l'histoire, nous y percevons nettement la similitude d'évolution des sociétés humaines, parce que les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'humanité a franchi partout les mêmes étapes de civilisation. L'âge de la pierre offre en Europe, comme en Amérique et en Asie, des caractères d'uniformité frappants. N'est-ce pas en raison de cette même loi que les religions présentent des traits communs si nombreux et si profonds?

Scientifiquement, la révolution n'est que la crise qui marque le changement d'état, le lien brutal de transition. Elle est le fruit d'une série plus ou moins complexe de causes qui maintiennent l'unité dans l'histoire. Toute révolution est précédée d'une période de tâtonnements et d'essais. L'œuvre s'élabore en une fournaise ardente de vie. On la devine longtemps avant par un certain malaise moral. Les esprits s'inquiètent et s'effrayent. Quelques-uns tentent de la prévenir, de dégager l'idée nouvelle qui germe. Lorsque le moment fatal est venu et que le sol est prêt pour la moisson, la crise éclate. Dès lors, la révolution suit son cours comme un fleuve dont on ne peut arrêter les ondes.

Avec ce déterminisme philosophique, le rôle de l'homme en histoire apparaît humble, très effacé. Le révolutionnaire triomphant, que les peuples plus tard respectent et honorent, n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Son honneur est semblable. Les précurseurs souvent ont fait une plus rude besogne, mais l'effort inachevé porte à mal comprendre. Nous jugeons au résultat acquis et nous oublions que le but ainsi atteint est la conséquence de tous les efforts. L'œuvre achevée, nous incarnons l'idée dans le dernier ouvrier. C'est elle que nous honorons sous un tel masque humain par ce besoin de tout extérioriser et rendre tangible qui a créé l'anthropomorphisme des religions.

Certes, la question sociale n'est pas nouvelle. Elle est comme une traduction humaine de l'effort inconscient des races vers le progrès. Elle s'est appelée diversement, selon les temps. A proprement parler, elle est née du jour où les hommes se sont groupés, dès qu'il y a eu des familles, des tribus, des nations. C'est une question d'humanité.

Le socialisme, sous ses formules parfois confuses, représente l'éternelle lutte pour la vie et la domination. A la base, il y a le darwinisme. L'histoire nous offre une succession de tragiques tableaux dont la série n'est pas close. On peut, on doit rêver la fraternité des hommes dans un avenir lointain de science et de beauté morale. Il faut y tendre, il faut y *croire*, pour ennoblir un peu notre temps. Le but se recule toujours comme un mirage qui pousserait en avant la masse énorme des humanités. Il y a beaucoup de lâcheté, en cette fin de siècle, avec un besoin *inextinguible* de jouir, d'être heureux, rassasié de soleil et de nourriture et de l'or qui les donne. Ces appétits effrénés, dans la mort par les sectes de l'idée chrétienne, dans l'impuissance relative et momentanée de la science et des esprits libres à bâtir une religion nouvelle pour les âmes, peuvent entraîner les pires cataclysmes. La nature, et l'homme, qui en est une parcelle, *enfantent* seulement au milieu de la souffrance. Les civilisations ont poussé dans un engrais de sang, comme les jeunes moissons qu'il faut fertiliser et fortifier. Le meurtre, l'émeute, la révolution sont à la base de tout ordre social. Sur quelque page de l'histoire que se porte la pensée, il y a *toujours* du sang. Rêver une révolution pacifique est une duperie. Ces deux mots se détruisent, se nient l'un l'autre, parce que la révolution déchaîne les passions comprimées par l'état social, les instincts cruels de l'homme, les haines, les violences. Il se produit comme un effondrement de tout. L'homme redevient le grand fauve primitif jusqu'à ce que, l'orage passé, il sente le besoin d'apaisement, de repos, la nécessité de nouvelles lois et de nouveaux gendarmes. Cette société ainsi créée reprend la même courbe de vie. Il faut de ces crises et de ces tourmentes pour renouveler le monde et pour infuser aux vieux organismes une vigueur de jeunesse. N'est-ce pas l'expression de cette philosophie rude, mais sereine, qui se retrouve derrière les loges des bibliques de Sodome et de Gomorrhe, les villes mauvaises détruites et purifiées par le feu du ciel? Encore aujourd'hui, l'heure est venue de balayer tout cela, tout le passé d'atavisme et d'éducation : les lois menteuses, les religions mortes, les morales hypocrites, fausses ou vaines, et les gens qui les font ou qui les défendent. Et il est bon qu'il y ait de la révolte un peu partout, parmi ceux qui sont jeunes et qui sentent leur personnalité éclore au milieu de cette atmosphère d'orage!

Dans la vie courante, la philosophie se traduit par les doctrines et par les faits. Il y a là une sorte de trilogie, trois stades de la pensée humaine. La doctrine est diverse. On n'arrive pas à la vérité sans efforts. Celle-ci n'est pas la clarté aveuglante dont la brutalité même impose. Elle n'est qu'une lueur confuse et que le travail patient dégage lentement. Des lois inéluctables, une impassible philosophie président aux agitations, aux heurts des individualités comme des masses. La doctrine les interprète humainement, c'est-à-dire qu'elle les rapproche par ses formules de notre intelligence, qu'elle leur donne une forme plus saisissable dans le temps et l'espace, dans un milieu et dans une époque. Puis l'homme apporte aux luttes ses passions et ses appétits. Il devient acteur dans le drame. Le spectacle de l'existence et des sociétés contemporaines serait douloureux, misérable, si nous ne savions que l'homme n'est que cet acteur dont les *destinées inconnues font* mouvoir les ressorts, et si notre esprit ne cherchait au delà. La suprême joie est de suivre cette épopée où nous sommes des comparses si humbles, ne prenant vie que par la vie de l'ensemble; de comprendre *la petitesse de notre rôle* et de nous y résigner sagement en accomplissant envers la *foule anonyme* notre devoir de haute solidarité, car chacun d'entre nous a son devoir social qu'il doit remplir. Il existe un lien de solidarité fraternelle entre tous les hommes, lien plus intime et plus étroit entre les membres d'une nation. Ce qui tue le plus sûrement les peuples, c'est le relâchement de ce lien, son oubli dans l'enivrement des joies égoïstes et de trop de bien-être personnel. C'est aussi ce qui fait la tristesse de l'avenir, des tragédies par lesquelles ont passé toutes les évolutions *de notre humanité*, comme si c'était une nécessité et comme s'il fallait toujours du sang à notre vieux sol pour le féconder. Sans doute, la masse des déshérités met parfois dans ses revendications une âpreté qui dépasse nos notions de justice. L'égoïsme et l'inertie des classes dirigeantes excusent cette âpreté. Il y a là comme un pendule mis en branle et qui ne retrouve plus son équilibre. Cherchons cet équilibre avec une raison saine et un peu

de crânerie. Apportons à l'œuvre de vérité tous nos efforts, toute notre joie et toute notre force de sacrifice. Notre devoir à nous, à ceux qui ont l'orgueil de croire qu'ils pensent, est de se souvenir de la dette contractée envers la masse. S'ils sont plus riches en esprit et en savoir, c'est pour que cette richesse serve à la communauté dont ils relèvent, à laquelle ils la doivent bien un peu et beaucoup. Plus qu'à tous les autres, leur devoir est de se vouer à cette tâche ingrate en apparence, mais sereine et consolante au fond d'elle-même, comme tout ce qui est juste et bien. Si nous sommes des révoltés, crions bien haut pourquoi.

Il y a ici trop de bien-être et d'égoïsme, là trop de misère. On dit que nous sommes des ambitieux. Qu'importe si notre action a son contrecoup, si faible qu'il soit, dans l'agitation présente! Qu'est-ce que l'ambition? Une raison diverse de vivre que nous concevons tour à tour juste, grande ou mauvaise, selon qu'elle sert à notre idéal ou y nuit. Il faut un mobile à toutes les actions. L'homme ne peut sortir de sa personnalité ni de la prison sociale. Tous ceux dont nous avons conservé et glorifié le souvenir, qui ont joué un rôle quelconque sur l'échiquier de l'histoire, n'ont-ils pas été des ambitieux : conquérants, chefs, philosophes, penseurs, sages épris de beauté ou de justice? Celui-là, le plus humain des hommes, dont la douce et grave figure domine notre temps du haut de sa croix, n'était-il pas un ambitieux et un révolté, rêveur en lutte contre les pharisiens éternels? Peu importe donc le mobile qui nous pousse, l'ambition qui met en jeu notre cœur ou notre volonté, nos nerfs; peu nous importe que ce soit le désir vain et puéril des honneurs, des richesses, la soif du pouvoir ou seulement cette joie de se dévouer à une grande idée qui était celle du Christ. L'histoire ignore les intimes balances où nous pesons les actes des hommes. Son creuset purifie les intentions. Toutes nos passions bonnes et mauvaises concourent également à son but caché. Nous autres qui voulons naïvement balbutier plus avant au livre de la nature et de l'histoire, qui en rapportons des convictions sincères et farouches avec le désir d'une fraternité plus large entre les individus et les peuples, est-ce que nous ne savons pas que nous serons les premières victimes dans ces tourmentes possibles de l'avenir? Mais nous avons la foi et nous allons vers le rêve de notre pensée, insoucieux des souffrances et des amertumes.

(*A suivre.*) Yves Le Febvre.

MARINE ET ANARCHIE

Avant tout, empressons-nous de dire que c'est de la marine marchande que nous allons nous occuper et non de la marine militaire; chaque chose à son heure.

Nous nous proposons de faire ici un parallèle entre l'ouvrier de mer, le marin, et l'ouvrier de terre, pour montrer au public, qui ignore en général les choses de la mer, que la rapacité de la bourgeoisie se fait partout sentir, jusque parmi ces gens qui paraissent devoir jouir, loin du monde mauvais, entre le ciel et la mer bleus, de certaines libertés.

Le marin est exploité comme son frère le prolétaire de la terre ferme, il est mis en coupe réglée par une bande de filous. Il y a d'abord les hôtesses et les marchands d'hommes, dont nous avons montré les faits et gestes dans un précédent article. Mais là encore, on ne trouve pas le patron, — l'être qui fait sentir que c'est lui qui paie — il faut aller, pour le rencontrer, jusqu'à l'armateur, jusqu'au directeur de compagnie, et même souvent, hélas! jusqu'au capitaine!

— Oui, il faut le dire, il est certains de ces personnages auxquels sont confiées les existences de plusieurs de leurs semblables qui n'hésitent pas à les voler en mettant à profit une partie de l'argent qui est alloué par l'armateur au capitaine pour les vivres des hommes!

N'est-il pas criminel de réduire la nourriture — déjà pas trop abondante — de travailleurs usant leurs forces à un des plus rudes métiers qui soient?

Donc, le patron, pour nous, c'est l'armateur. Si la maison est montée par actions, ce sera le haut personnel et le directeur en tête.

Alors apparaît l'exploitation dans toute son atrocité, analogue à celle dont l'ouvrier est victime.

Demande de travail énorme et tout à fait en disproportion avec les salaires!

Quiconque n'a pas vu de près l'existence du marin ne peut s'en faire une idée! c'est, outre le travail intérieur qui comprend le lavage, la peinture, l'entretien du navire, c'est, dis-je, une lutte perpétuelle avec les éléments, un excès de fatigue inimaginable dans les parages dangereux, tels que le cap Horn, où l'on doit rester des quinzaines entières à tenir tête à la bourrasque interminable!

Impossible de se représenter cette vie : il faut l'avoir vécue pour la comprendre. Mille petits détails qui sont autant de supplices : souvent le navire couvert d'eau et par la pluie et par les « embruns »!

Quand on vient de passer quatre heures à tous les vents — et quels vents! — on a rarement le courage de se déshabiller et on se jette tel quel, avec bottes et « ciré », dans le cadre en bois qui sert de lit... bien heureux si la tourmente vous laisse dormir vos quatre heures, en n'emportant pas un « hunier » ou un « foc » qu'il faut de suite remplacer, et l'équipage entier n'y suffit quelquefois pas!

Et au milieu de tout ce turbin, pour toute nourriture, pour tout réconfortant, du biscuit, souvent moisi, et du « tafia » ou du vin — quand il en reste — après ses 80 ou 100 jours de mer. Car, de faire la cuisine, il n'en faut pas parler : impossible de tenir du feu dans le fourneau et des casseroles dessus!

Triste existence, n'est-ce pas? Et là, tout le monde y passe, officiers et matelots, pas d'exceptions!

On le voit, c'est un combat perpétuel contre une force dangereuse, contre un ennemi inconscient, et par cela même plus terrible!

Nous avons vu le mal en partie; il est le même qu'à terre. Quel sera le remède? Le même qu'à terre également. La révolution profitera à tous, puisque ce sera la chute des puissants et la vraie proclamation de l'égalité.

Mais, en attendant, pourquoi rester inactif, pourquoi ne pas aider à son avènement?

Il faudrait commencer la lutte, faire, comme le terrien, des grèves pour revendiquer ses droits. Avec de l'entente, on pourrait réussir à obtenir bien des choses. Les armateurs feraient triste figure, si leurs bateaux restaient le long des quais faute de bras pour les manœuvrer!

Deux grèves ont déjà éclaté; l'une à Marseille échoua, mal menée; l'autre au Havre — une grève de chauffeurs celle-là — ne réussit pas non plus, parce que les grévistes furent pris en traître. On leur promit satisfaction avant le départ, puis, en mer, on les prévint qu'ils n'auraient, comme par le passé, que 60 francs et non 100.

Ils refusèrent alors de chauffer; on signala à un navire de guerre qui envoya une escouade de ses propres chauffeurs et les grévistes furent gardés à bord et *mis aux fers* jusqu'à New-York. On s'en souvient; ce fait date à peine de quelques semaines.

Malheureusement, les idées révolutionnaires pénètrent difficilement chez les marins, ou, si elles y pénètrent, elles s'y développent peu. Et cela provient de ce qu'ils ne lisent pas ou peu. Les journaux ne foisonnent pas à bord des navires.

Comment faire alors? — S'adresser aux officiers, surtout aux jeunes, ceux de la nouvelle école; il leur appartient de défendre les intérêts des hommes qui leur confient leur existence et de se montrer pour eux des frères, et non des chefs. Qu'ils prêchent l'anarchie parmi eux, qu'ils les mettent au courant des idées nouvelles, qu'ils leur apprennent à reconnaître leurs amis et leurs ennemis.

Il ne manque pas aujourd'hui de jeunes officiers de la marine marchande ayant rallié la cause du bon et du juste, c'est-à-dire l'anarchie.

. . . .

L'ami Dégalvès, expulsé par le gouvernement belge, vient de revenir à Paris; il remercie les camarades de leur solidarité. Mais ses démêlés avec la justice ne sont pas faits pour lui faciliter sa rentrée dans l'enseignement; c'est pourquoi nous croyons devoir faire, exceptionnellement, un appel en sa faveur auprès des amis connus ou inconnus qui pourraient lui procurer leçons, écritures ou travaux de comptabilité.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Liberté. — Notre projet d'école libertaire, par ce temps de réaction à outrance, gêne déjà les sacristains du gouvernement. Avant que l'école ne soit ouverte, les persécutions s'organisent contre elle. Une librairie destinée à aider quelque peu l'école avait été ouverte dernièrement au coin des rues Réaumur et Saint-Denis. Elle a déjà eu les honneurs d'une perquisition. Le prétexte invoqué a été la recherche d'un manifeste aux conscrits de la classe 1897.

Pauvres imbéciles qui pensent par leurs tracasseries stupides empêcher la vérité d'éclairer peu à peu les esprits!

*
* *

Lâcheté. — Dans l'*Aurore*, Henry Leyret signale la situation d'Etiévant, qui, bien que prévenu, est mis au régime des condamnés de droit commun. Pour qu'on n'argue pas, comme justification à ce traitement, qu'Etiévant a à purger une condamnation précédente pour délit de presse, notre confrère cite le cas d'Arton, condamné à huit ans de réclusion et traité en prévenu avec des égards que ne connaîtra certainement jamais Etiévant. La situation n'est pas la même. Arton, escroc de marque, intime ami et complice de nos plus honorables parlementaires, comptait des protecteurs par 104 et plus. Etiévant, pauvre diable sans relations dans le monde politique et financier, est livré sans défense à la lâcheté gouvernementale. Aussi ses bourreaux peuvent-ils s'en donner à cœur joie. Qu'a-t-on à craindre d'un ennemi désarmé et vaincu?

C'est le même état d'esprit qui conduit aux tortures de Montjuich.

A propos de l'intervention de Leyret en faveur d'Etiévant, signalons aussi la campagne généreuse qu'il vient d'entreprendre pour l'amnistie des malheureux camarades envoyés à la Guyane contre tout droit pour délit d'opinion.

*
* *

Pris au piège. — Le métier de gouvernant commence à ne plus devenir très drôle. Plus moyen maintenant de se livrer en toute sécurité à toutes les petites et grandes canailleries qui constituent le fond même de la fonction. Il est un tas de gêneurs qui vont fourrer leur nez partout et qui, au moment où on s'y attend le moins, viennent vous mettre le museau dans vos ordures. Le besoin de nouvelles lois se fait fortement sentir.

Encore une tuile dont nos gouvernants sont menacés.

Un homme est trouvé pendu dans un garni de la rue de Sèvres. Aussitôt, cet homme est reconnu pour cet agent du ministère de la guerre qui a joué

dans l'affaire Dreyfus-Esterhazy un rôle qui jusqu'à ce jour est resté très louche. Il se trouve que cet individu a fait des confidences assez compromettantes pour nos gouvernants à Mme Séverine, qui « en fait son affaire » et nous promet des révélations fort édifiantes. De ses articles il semble ressortir qu'elle a dès aujourd'hui la certitude : 1° que ce personnage mystérieux, *dont elle sait le nom*, ne s'est pas suicidé, mais qu'il a été assassiné; 2° qu'il aurait joué un rôle très important dans l'affaire Dreyfus-Esterhazy en ce qui concerne notamment la fabrication de nombreux faux qu'on a bien voulu considérer comme des pièces authentiques. Il ne lui reste qu'à ramasser les preuves matérielles de cette certitude, et ces preuves, elle saurait où les trouver.

Notre gouvernement me fait un peu l'effet de quelqu'un qui serait enfermé dans une pièce complètement obscure où l'on aurait introduit un serpent. A chaque instant du jour et de la nuit, il doit s'attendre à sentir la morsure du reptile.

Il y a cette différence, c'est que c'est lui qui a voulu l'obscurité dans laquelle il déambule aujourd'hui avec effroi.

***

Symptomes. — Un jugement unique dans les annales de la magistrature vient d'être rendu à Château-Thierry. Une pauvre fille était prévenue de vol d'un pain. L'enquête démontra qu'elle avait à sa charge sa vieille mère et un enfant, et que tous trois n'avaient pas mangé depuis trente-six heures.

Voici les considérants du jugement qui l'a acquittée :

« Attendu qu'au moment où la prévenue a pris un pain chez le boulanger P..., elle n'avait pas d'argent et que les denrées qu'elle avait reçues étaient épuisées depuis trente-six heures;

« Que ni elle ni sa mère n'avaient mangé pendant ce laps de temps, laissant pour l'enfant les quelques gouttes de lait qui étaient dans la maison;

« Qu'il est regrettable que, dans une société bien organisée, un des membres de cette société, surtout une mère de famille, puisse manquer de pain autrement que par sa faute;

« Attendu que la misère et la faim sont susceptibles d'enlever à tout être humain une partie de son libre arbitre et d'amoindrir, en lui, dans une certaine mesure, la notion du bien et du mal;

« Qu'un acte ordinairement répréhensible perd beaucoup de son caractère frauduleux, lorsque celui qui le commet n'agit que poussé par l'impérieux besoin de se procurer un aliment de première nécessité, sans lequel la nature se refuse à mettre en œuvre notre constitution physique;

« Que, lorsqu'une pareille situation se présente et qu'elle est, comme pour la fille M..., très nettement établie, le juge peut et doit interpréter humainement les inflexibles prescriptions de la loi. »

Les termes de ces considérants prouvent une chose : c'est que nous n'avons pas lutté en vain jusqu'ici pour démolir les vieux préjugés. Un tel jugement est pour nous un symptôme que la magistrature elle-même est atteinte par les idées d'humanité que nous ne cessons de propager... et pour lesquelles cette même magistrature nous persécute de temps en temps.

Et maintenant, gouvernants, faites de la réaction, et voyez à quoi cela sert.

***

La Police. — On ne parle plus de l'agence subventionnée par notre cher Puybaraud et dont Esterhazy était un des clients les plus distingués. Il serait vraiment dommage de laisser oublier une si intéressante affaire. L'opinion publique est en suspens et il ne serait peut-être pas prudent de la laisser ainsi dans une mortelle anxiété. Déjà, d'ailleurs, une première manifestation s'est produite, l'autre jour, devant la préfecture de police.

Un camion chargé d'une trentaine de cochons passait sur le boulevard du Palais, quand, juste en face de l'hôtel de Puybaraud, les compagnons d'Ulysse, pris d'un irrésistible désir d'attester toute leur sympathie envers le grand inquisiteur politique et d'affirmer leur solidarité avec lui pour les besognes fangeuses dans lesquelles il se vautre à loisir, brisèrent la claire-voie qui les emprisonnait et se livrèrent sur la voie publique à une démonstration débordant d'enthousiasme et d'admiration à l'endroit de leur maître incontesté.

On nous affirme, mais il faut faire la part d'une exagération susceptible d'altérer la suavité de ce fait divers authentique et caractéristique, que des cris de « Vive l'armée ! » furent perçus au milieu du tumulte.

***

La Grande Famille. — Le conseil de guerre du 13e corps jugeait un nommé Pinel poursuivi pour injures envers ses supérieurs. A la fin des débats, le président demanda à Pinel, s'il avait quelque chose à ajouter. Celui-ci s'écria : « Je demande un sac d'avoine pour le président et une botte de foin pour les membres du conseil. » Le conseil a condamné Pinel à dix ans de travaux publics.

C'est, on l'avouera, payer la vérité un peu cher!

***

Par contre, un brigadier, qui avait commis toutes sortes de brutalités envers ses subordonnés, n'a été frappé que de deux ans de prison. Voici les faits tels que les raconte le *Temps* :

Le 10 janvier dernier, vingt et un hommes du 5e dragons avaient été mis à la salle de police. Parmi eux se trouvait Lefèvre, qui était chargé de la surveillance des cavaliers punis et du maintien du bon ordre. Il s'acquitta singulièrement de sa tâche.

Dans la soirée, il donna l'ordre aux cavaliers Bourgeois et Méry d'enlever leurs chaussures et de parcourir pieds nus, au pas gymnastique, le local de la salle de police. Les malheureux obéirent. Au bout d'une demi-heure, Méry, souffrant des pieds, exténué de fatigue, s'affaissa dans un coin. Mais il dut immédiatement se relever sur l'ordre du brigadier, qui le fit placer à genoux, au milieu du local, et lui fit réciter la prière suivante : « Sainte Marie de Compiègne, protégez le 5e dragons! » Il voulut ensuite lui faire fumer un cigare trempé dans l'urine, et comme Méry trouvait que ce cigare avait un « mauvais goût », le brigadier lui appliqua deux coups de poing sur le nez.

Puis, toujours sur l'ordre du brigadier Lefèvre, les cavaliers Bourgeois et Méry reprirent leur course au pas gymnastique. Chaque fois qu'ils passaient devant le lit de camp, ils recevaient un coup de ceinturon sur les reins. Cette scène dura jusqu'à 10 heures du soir et fut suivie d'une autre scène d'une obscénité révoltante.

L'honneur de l'armée ne cesse de s'affirmer en toute occasion.

***

La Misère. — Encore un suicide causé par la misère. Mlle Alexandrine Delfour, journalière, se trouvant depuis plusieurs semaines sans travail, et trop fière pour recourir aux voisins et implorer les secours problématiques de l'Assistance publique, s'est pendue dans sa chambre.

Une autre victime de l'organisation sociale qui ne permet pas de travailler à quiconque en a le désir, est M. Antoine Feureux, jeune ouvrier ciseleur, qui a été trouvé gisant sur le trottoir, mourant de faim et de froid. Il était depuis longtemps sans travail et sans domicile.

N'est-ce pas que les gens qui voudraient voir cesser ces abominations sont des fauteurs de désordre et que les partisans de l'ordre sont, au contraire, ceux qui font tous leurs efforts pour les perpétuer?

***

Les Grèves. — De nombreuses grèves sont signalées de tous côtés.

Les batteuses d'or de la maison Vieville se sont mises en grève. Elles réclament la réintégration de deux de leurs camarades renvoyées pour s'être permis de trouver à redire sur les procédés de certains contremaîtres. Ces malheureuses gagnaient de 0 fr. 75 à 0 fr. 80 par jour! Mossieu Vieville pousse le cynisme jusqu'à se vanter d'avoir plus d'argent que leur syndicat et de pouvoir ainsi les réduire par la famine. Etes-vous bien sûr que cet argent est à vous, Monsieur Vieville ?

***

Les chaudronniers et monteurs de la Seyne en grève adressent un appel à toutes les organisations ouvrières pour que celles-ci les aident dans leur lutte.

***

Les maçons de Montluçon sont aussi en grève, demandant une augmentation de salaire et la réduction de la journée à dix heures.

André Girard.

Paris. — Le policier Puybaraud, heureux du résultat obtenu par ses tracasseries contre Etiévant, continue son système. A l'heure actuelle, c'est notre ami Dénéchère qui est l'objet de ses soins. Heureusement pour lui que ses patrons ne s'occupent pas de ses opinions, sans cela il y a déjà fort longtemps qu'il serait sur le pavé, crevant de faim.

Mais il n'en est pas de même chez son propriétaire. Celui-ci vient de lui signifier que si la police continue à affluer chez son concierge, il se verra forcé de lui donner congé.

Tous les jours ce sont les agents *en uniforme* qui vont chez le concierge prendre des renseignements sur lui. Et, d'autres fois, ce sont des mouchards qui, à 11 heures du soir, vont s'enquérir s'il est rentré.

Cela, à la fin, est intolérable. Que l'on suppose un caractère moins pacifique que celui de notre ami et qui attendrait les mouchards et leur administrerait une correction de façon à leur ôter, de quelque temps, l'envie de revenir. Ne serait-ce pas justice?

Espagne.

Les guerres coloniales ont dévoré tant de producteurs que la crise économique de jour en jour devient plus aiguë. Il semble que le gouvernement ait eu à cœur de hâter l'issue fatale en augmentant encore les droits sur les blés étrangers.

Cette mesure, dite de protection, n'avait d'autre but que de faciliter les spéculations des gros accapareurs qui réalisèrent, en effet, d'énormes bénéfices, en vendant le blé indigène le prix qu'ils voulurent. Il s'ensuivit une augmentation du prix du pain et, à l'heure actuelle, la famine règne en maîtresse.

Il se pourrait que le gouvernement payât cher son cynisme.

Comme en Italie, les populations affamées se soulèvent.

A Salamanque, à Ségovie, on signale des troubles importants. Les autorités, en guise de vivres, distribuent des harangues à la foule et des cartouches aux soldats.

A Haro, la vie du pauvre est insupportable. Les rues sont pleines de malheureux en loques, au visage hâve, maigres à faire peur. Le pain vulgaire de mauvaise qualité se vend 1 fr. 10 la miche de 4 livres, prix énorme pour le pays, si l'on tient compte que l'ouvrier gagne en moyenne de 5 à 6 reales, c'est-à-dire de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour. Les familles qui comptent six et huit enfants ne sont pas rares. Comment, dans ces conditions, l'atroce situation ne pourrait-elle s'éterniser!

A Guadalajara, au cours d'une manifestation des meurt-de-faim, les bourgeois, pris de panique, fermaient en hâte leurs magasins.

A Pobladura del Valle, dans la province de Zamora, la population attaqua un convoi de blé qui sortait de la mairie sous la garde des gendarmes. Il y eut collision sanglante entre ces derniers et la foule.

De toutes parts on signale une grande effervescence. La garde civile a reçu des instructions afin de maintenir l'ordre et mettre à la raison ces coquins ayant l'audace de ne pas vouloir mourir de faim.

J. M.

***

Dans la ville d'Avila (10.000 habitants), des groupes composés d'hommes, de femmes et d'enfants ont attaqué différents établissements dans la nuit du 3 mars ; devant une telle situation, tout en envoyant la garde civile contre les révoltés, les autorités ont jugé à propos d'apaiser le mouvement par des moyens plus pacifiques : on a procuré du travail à 300 ouvriers, les boulangers ont baissé le prix du pain, des bourgeois s'étant engagés à payer le montant de la diminution ; de plus, des dons ont été envoyés de Madrid, ce qui a calmé un peu l'effervescence, la situation restant au fond la même.

Dans la journée du lendemain, une grande réunion fut organisée par des bourgeois de la ville ; une souscription fut ouverte qui a produit de suite 5.000 pesetas, auxquelles ont été ajoutées 3.000 d'une souscription précédente. Les 8.000 pesetas furent remises au gouverneur pour acheter de la farine et, afin de livrer le pain le meilleur marché possible aux ouvriers, l'administration militaire s'est offerte à le faire gratuitement.

Par suite de cette combinaison, le pain a été mis en vente à 0 fr. 30 les 800 grammes, mais, de l'aveu même des journaux bourgeois, le conflit n'est pas conjuré. Actuellement, des gardes civils

venus de Madrid occupent la ville, des postes sont établis à l'entrée de chaque rue.

L'excès de générosité subite de la part de la bourgeoisie locale, dû, en somme, à la peur, prouve que la misère est arrivée à un tel degré que sa situation est gravement compromise, et que des événements peuvent se produire d'un moment à l'autre.

Les moyens employés pour calmer les esprits sont en quelque sorte sans effets ; dans la journée du 7, à Saint-Bartolomé, près d'Avila, des paysans se sont également soulevés.

Les journaux bourgeois ne cherchent même plus à cacher la situation avec des mensonges, selon leur habitude, en attribuant ces événements à des menées anarchistes ; ils appellent ces émeutes « les émeutes de la faim », ce qui est exact.

Oui, en effet, c'est la faim, c'est la faim terrible qui rend fous les hommes, et les jette à la rue, malgré leur éducation servile et lâche, malgré la peur de la répression que les autorités ne manqueront pas d'exercer contre eux ; car la misère est générale, des manifestations d'une certaine gravité ont éclaté jusque dans les Canaries, à Palma. C'est l'Espagne entière qui supporte les conséquences logiques, fatales de la guerre que le gouvernement soutient depuis trois ans à Cuba, et comme il ira jusqu'au bout, comme il ne cédera pas, car on ne transige pas avec la vanité engagée et les intérêts compromis d'une classe dans le monde gouvernemental, c'est la ruine générale, c'est tout un peuple sacrifié, affamé. C'est la révolution sans aucun doute, mais peu importe ! Périsse l'humanité ! mais que la vanité conserve ses droits et une caste ses privilèges. Seulement, la révolution aura un caractère différent des révolutions passées et le dernier mot n'appartiendra pas au gouvernement, nous en avons la conviction.

VICENTE LOPEZ.

Italie.

Les gouvernants ont cherché par tous les moyens machiavéliques d'apaiser l'agitation des habitants affamés et désespérés de la Sicile ; ils ont distribué par-ci par-là du blé, ou plutôt quelques poignées de fèves, — et ce qui leur coûte bien moins : des promesses et du plomb. Chaque fois que la troupe se montre, l'agitation devient révolte ; à quelques jours d'intervalle, le sang a coulé dans deux localités : Troïna et Modica, désormais tristement célèbres, ont eu à elles deux *une dizaine d'affamés assassinés par l'autorité*, beaucoup ont été grièvement blessés, sans compter les blessés qui se sont cachés pour éviter d'être maltraités et poursuivis.

On connaît combien grande est la misère dans la péninsule ; dans les îles, elle est pire. Un journal sicilien (*Corriere di Catania*), quelques jours avant l'agitation, décrivait la condition particulièrement misérable de Troïna, ensevelie sous la neige : la misère tout d'abord latente et ne se manifestant que par l'émigration, se montrant à présent telle qu'elle est ; il est difficile, ajoute le correspondant de ce journal, de peindre l'état lamentable des classes pauvres, les agriculteurs spécialement.

On a fait une distribution de blé, mais les paysans entendaient prendre eux-mêmes le blé dont ils avaient besoin, et dans leur révolte ils se sont attaqués tout d'abord aux kiosques de douane, et ont assailli ensuite la mairie, fracturant les meubles et frappant les employés ; ils se sont emparés d'un drapeau quelconque, dont ils ont fait celui de la révolte ; la population affamée se groupa autour et reçut les soldats avec une grêle de pierres ; ceux-ci répondirent par des balles.

Quelques jours après, à Modica, paysans et ouvriers firent une démonstration, réclamant *pain et travail* ; ils tentèrent d'envahir la mairie, et deux d'entre eux étant arrêtés, la foule se rua sur la caserne pour les délivrer. Ils incendièrent un kiosque de douane, se rendirent à la prison judiciaire pour en délivrer les détenus. Aux coups de pierres répondirent les coups de feu : *parmi les morts il y a deux femmes et un enfant !* Des patrouilles parcourent la ville, opérant des arrestations. La troupe reçoit des renforts de Catane, pendant que les riches prennent le sage parti de quitter le pays, laissant à l'armée le soin de défendre leurs biens. Ce qui surexcita surtout les Modicains, ce fut le bal de « bienfaisance », où, sous ce prétexte, les femmes riches étalaient leur luxe. La population ne voulait ni de l'aumône, ni de l'insulte qui l'accompagnait. Aussi un sous-secrétaire quelconque d'État a relaté à la Chambre les cris suivants de la population : « Les *galantuomini* dansent et s'amusent ; nous, nous souffrons, nous devons nous venger. » Ajoutons la remarque suivante du correspondant du *Corriere della Sera* (numéro du 27-28 février) sur Modica : Les vivres sont renchéris pendant que, grâce à une de ces *camorre* habituelles de la spéculation, le blé reste invendu étant à bas prix.

ANDRÉA D'ANGÉLO.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Quelques amis nous demandent des manifestes abstentionnistes pour la prochaine période électorale. Nous n'en connaissons pas de meilleur que l'article de Mirbeau : *La Grève des Électeurs*, paru il y a sept ou huit ans, mais toujours d'actualité. Si ces camarades en veulent, nous pourrons leur en fournir à 6 francs le mille. Ce prix pourrait être encore abaissé si le tirage atteint un chiffre important. Mais, comme toujours, c'est l'argent qui manque ; nous ne pourrons tenir compte que des commandes accompagnées de leur montant.

Nous ne commencerons le tirage que dans cinq ou six semaines, si les demandes sont suffisantes pour justifier cette réédition.

Si des amis peuvent nous envoyer des journaux de l'époque contenant l'acte d'accusation contre les camarades envoyés au bagne pour délit d'opinion, nous les prions de nous les faire parvenir au plus tôt, cela serait très utile pour continuer la campagne commencée en leur faveur. Nous avons déjà celui des condamnés d'Angers. Avis aux autres. — Urgent.

Sous le nom de *Bibliothèque Sociologique des Travailleurs libertaires du XII*e, il existe une bibliothèque qui fonctionne avec tous les éléments nécessaires, mais nos moyens pécuniaires étant restreints, nous n'avons pu jusqu'à présent élargir notre champ d'action comme nous l'aurions voulu, c'est-à-dire :

Louer un local où chacun pourrait venir librement étudier les œuvres des savants et philosophes ainsi que tous les livres, brochures et journaux révolutionnaires.

Nous faisons donc appel à tous nos amis et sympathiques pour nous permettre d'édifier cette bibliothèque dans le plus bref délai.

Les souscriptions sont reçues chez M. Lafond, 264, avenue Daumesnil, Paris. Cette souscription sera publiée dans les journaux libertaires.

Tous les journaux, revues, etc., qui voudraient nous faire le service, sont invités à s'adresser à l'adresse ci-dessus, ainsi que pour toute demande de renseignements.

Réunion dimanche, à 2 h. 1/2, salle Delapierre, 168, rue de Charenton. — Causerie et communications diverses.

Les *Libertaires du XV*e se réunissent tous les dimanches chez Béra, 116, boulevard de Grenelle.

A 8 h. 1/2 du soir, dimanche 20 mars, causerie sur l'« Abstention », par le camarade Prost. La soirée se terminera par des chants révolutionnaires.

Le groupe pour les détenus *La Société internationale* a reçu : Collecte faite au groupe le 21 février, 1 fr. 45 ; Collecte faite au groupe le 7 mars, 0 fr. 30 ; Collecte faite à la réunion du *Cercle de Plaisance*, salle des Mille-Colonnes, le samedi 12 mars, 20 fr. 35 ; Liste Prost : Groupe de la Jeunesse des Xe et XIe, 1 fr. ; Bénard, par l'Amiral, 0 fr. 20 ; C., 0 fr. 50 ; Un camarade, 1 fr. 15 ; Un camarade, 0 fr. 20 ; Frisé, 0 fr. 30 ; Zut pour André et sa meute, 1 fr. 25 ; Zisly, 0 fr. 25 ; René, 0 fr. 15 ; Liste Petit, 2 fr. Total : 29 fr. 10.

Envoi à trois camarades détenus : 20 fr. 10.

On nous informe qu'une chanson est vendue par un camarade au bénéfice des détenus politiques ; le groupe déclare n'être pour rien dans cette vente.

SAINT-ETIENNE. — Tous les copains du tissage qui ont un brin d'initiative sont invités à se rendre au bar des Négociants (en face du théâtre), le samedi 26 mars.

Ordre du jour : Associations communistes et moyens de se procurer les fonds.

ROUBAIX. — Les camarades de Roubaix font un pressant appel de fonds afin de pouvoir continuer à faire paraître le *Cravacheur*, dont les policiers et les bourgeois ont juré la mort. Trois arrestations successives ont épuisé la caisse. Avis aux militants qui peuvent soutenir le canard, qui reparaîtra la semaine prochaine.

LIÈGE. — Dimanche 20 mars, à 7 heures, réunion extraordinaire : soirée-conférence en anniversaire de la Commune de Paris. — Chants et poésies. — Discussion sur le Congrès.

Tous au poste, chez P. Schlebach, 85, quai Orban, Liège.

Prière aux camarades détenteurs de listes de souscription pour la *Maison du Peuple* de les rentrer *immédiatement*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Plus forts, roman, par G. Clémenceau ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

L'Aventure de Jean Michel, par H. Lhuissier, roman ; 1 vol., 3 fr. 50, Société libre d'édition des Gens de lettres.

Toynbee-Hall (une colonie universitaire en Angleterre), par René Claparède ; 1 broch., 1 fr., chez Larose, 22, rue Soufflot.

A lire :

Pages de sociologie préhistorique, par Elisée Reclus ; *Humanité Nouvelle* de février.

BOITE AUX ORDURES

L'article : *Un péril*, signé L. Vincent, dans la *Fédération des syndicats ouvriers*, de Limoges, du 6 mars.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Saint-Imier. — Avons réexpédié ce numéro. L'autre se sera perdu à la poste.

E. H., à Franchpré. — Plus de *Douleur universelle*, épuisée. Adressez-vous au *Libertaire* s'ils en ont.

G., à Carmaux. — Nous sommes trop en dèche en ce moment pour pouvoir faire l'avance de livres.

Der Sozialist, à Berlin. — Réexpédiez-nous un exemplaire du numéro 11. En avons besoin.

L. G., à Saint-Denis. — Veuillez prendre 30 invendus chez Fouché.

C., à Nogent-les-Vierges. — Oui, Cyvoct accepte la candidature.

J. B., à Roubaix — Tous les quinze jours.

G., à Cette. — Reçu mandat. Publierons la semaine prochaine.

Reçu par l'*Ecole libertaire* :

Un camarade, 100 fr. ; A., 1 fr. ; L. B., 0 fr. 50 ; Prost, 1 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. 50 ; Un camarade, 1 fr. ; Un camarade, 1 fr ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr. 50 ; Emma, 5 fr. — Total : 117 fr. 50.

Reçu pour l'école : J., à Saint-Etienne, 0 fr. 25. — M., à Jœuf, 0 fr. 85. — C., à Nogent-les-Vierges, 0 fr. 50. — Roanne, collecte faite à un banquet amical, 3 fr. 50. — Total : 5 fr. 10. — Listes précédentes : 146 fr. 95. — Total général : 152 fr. 05.

Reçu pour l'*Idea libre* : C., à Nogent-les-Vierges, 0 fr. 50.

Reçu pour Etiévant : M. C., 1 fr. ; C., Nogent-les-Vierges, 0 fr. 50.

Reçu pour les détenus : B., à Argenteuil, 1 fr. — Liste Grenoble : Elle, 0 fr. 20 ; Libertaire, 0 fr. 20 ; Un qui voudrait voir les gradés dans 1000 pieds de m...élasse, 0 fr. 40 ; d'Artagnan, 0 fr. 25 ; Macaroni, 0 fr. 30 ; Toto, 0 fr. 20 ; J. V., 0 fr. 25 ; Excédent d'écot, 0 fr. 70. En tout : 2 fr. 50.

Reçu de Fouques, Toulon, par le *Libertaire*, pour la colonie Buteau : 2 fr.

Reçu pour le journal : Angers. Germinal rouge, 0 fr. 50 ; Un libertaire, 1 fr. ; Deux frères, 1 fr. ; Un coq, 0 fr. 50 ; En tout : 3 fr. — G. V., rue S., 10 fr. — Anonyme, bon de poste, 2 fr. — G. L., 1 fr. — Liste Grenoble : Moi, 0 fr. 50 ; Lui, 0 fr. 50 ; L'autre, 0 fr. 50 ; Un ennemi des huis clos, 0 fr. 50 ; Un brûleur de loups, 0 fr. 50. En tout : 2 fr. 50. — Le groupe *Les Affamés* de Spring-Walley, 15 fr. — Une collecte faite à une soirée familiale par une compagnie, 5 fr. — Un groupe de peintres en décor (caventrabouriches), 5 fr. — Anonyme, 5 fr. — Merci à tous.

N., à Herstal. — V., à Huttington. — V., à Krebs par le *P. P.*. — B., à Rouen. — T., à Podensac. — S., à Beauvais. — E. H., à Puteaux. — M. P., à Creissel. — Agence, Lausanne. — E., à Montpellier. — N., à Verviers. — W., à Genève. — B., à Brest. — F., au Boulon. — C., à Marseille. — B., à Nimes. — R., à Gênes. — E., à Tunis. — C., à Toulon. — B., à Bonduel. — C., à Argenteuil. — C. M., à Turin. — F., à Saint-Denis. — J., à Limoges. — Société coopérative, Lyon. — Anonyme, 3 fr. — A. D., à Beacon. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNEE, N° 48

DIX CENTIMES

DU 26 MARS AU 1er AVRIL 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA COMÉDIE ÉLECTORALE

S'il y a une question sur laquelle, jusqu'en ces derniers temps, les anarchistes, — tous les anarchistes — étaient surtout d'accord, et cela dès les débuts de l'idée, c'est bien la résolution de ne jamais se mêler à aucun tripotage électoral.

Depuis il y a eu diverses tentatives pour dévoyer les anarchistes vers le pourrissoir parlementaire, mais cela avait raté. Il y a une telle divergence entre l'idée anarchiste et la lutte électorale qu'il est impossible de concilier les deux.

Aujourd'hui, c'est Cyvoct qui se croit assez fort pour faire ce mariage et qui vient d'accepter de se présenter aux élections. Non pas qu'il accepte le parlementarisme, a-t-il affirmé; c'est un sacrifice qu'il fait, c'est pour ramener ceux qui sont aux bagnes qu'il accepte la candidature. Jamais, il l'a juré, il ne mettra les pieds aux parlements.

Nous n'avons pas à mettre en doute la bonne foi de Cyvoct; l'avenir seul nous démontrera s'il tiendra parole; mais, ce qu'il y a de certain, c'est que, à mon avis, il pouvait faire de la propagande pour sortir les amis du bagne, sans nul besoin pour lui d'accepter la candidature. Les moyens ne sont pas nombreux, mais il y en a, puisque, justement, lui est sorti du bagne avant que les électeurs aient eu à se prononcer sur son cas; et cela, grâce à une propagande continue faite en dehors du corps électoral.

Si, vraiment, la campagne électorale peut servir à ceux qui sont au bagne, elle aurait eu une signification plus grande encore en s'affirmant sur le nom d'un de ceux qui restent au bagne : Monod, Girier, Courtois ou tout autre. Voilà ce que, en dehors des questions de principe, aurait pu se dire Cyvoct, et l'engager à conseiller cette tactique aux membres du comité qui s'est formé pour réclamer l'amnistie par le bulletin de vote.

Au vin d'honneur qui lui a été offert à son arrivée à Paris, au camarade Buteau, qui l'engageait à ne pas persister dans la voie où il s'engage, Cyvoct n'a trouvé à répondre que cette sentimentalité : « Vous ne savez pas ce que c'est que le bagne! »

Mais lui-même, lorsque, en sa qualité de gérant du *Droit social*, il signait les articles abstentionnistes qui y étaient insérés, il ne savait pas ce qu'était le bagne; il était pourtant à la veille d'y aller. Savons-nous ce que l'avenir réserve à chacun de nous? Et le bagne peut-il changer la valeur d'un principe ?

Non, nous ne savons pas ce qu'est le bagne, puisque nous n'y sommes pas encore allé, mais nous nous en doutons, nous pouvons nous en faire une idée, puisque, à chaque homme qu'il nous prend, il ne peut nous rendre qu'un cadavre ; ou, s'il fait grâce de la mort, il sait assez briser l'énergie et la volonté de ceux qu'il rend pour qu'ils en reviennent à adorer ce qu'ils avaient brûlé.

J. Grave.

D'UN NOUVEAU PATRIOTISME

Bien que lointaine déjà, « l'affaire » continue de porter ses fruits. On dispute encore de l'armée. Et quoiqu'elle seule ait défrayé le scandale, on dispute aussi de la patrie. Il est habituel, d'ailleurs, que le débat engagé sur le militarisme s'élargisse de la sorte. L'armée, d'ordinaire on vous l'abandonne, on avoue que l'astiquage glorifié n'a rien pour élever les intelligences, et qu'une moralité très inférieure caractérise ces agglomérats de jeunes hommes arrachés brusquement à leur milieu, venus aux casernes par ordre, sans autre lien qu'un mutuel dégoût et parqués en des conditions de vie anormales. Poussez votre interlocuteur, il reconnait que la discipline terroriste et la hiérarchie divinisée dégradent les caractères. Il déplore avec vous qu'à l'âge des énergies neuves et des vocations sociales tant de jeunes gens soient confisqués à la vie réelle.

Telles concessions coûtent peu, aboutissant toutes à cette conclusion : « Le militarisme est un mal, certes, mais un mal nécessaire, car sans armée et sans armée professionnelle, pas de patrie.

Et la vraie bataille s'engage autour de cette idée, de cette idée ou plutôt de ce mot terrible, si l'on songe aux violences qu'il peut encore déchaîner tout en ne correspondant plus à aucune nécessité.

Si l'on cherche les bases logiques du sentiment patriotique au point de vue purement utilitaire, une distinction s'impose. Chaque nation actuelle, chaque *patrie* compte deux classes d'individus plus ou moins nettement *tranchées*.

Les uns, de beaucoup les plus nombreux, produisent par leur travail tout ce qui est nécessaire à la vie commune et tâchent, en retour, d'obtenir, sous forme de salaire, un droit à la consommation équivalant à leurs besoins les plus immédiats. Ceux-là, logiquement, *n'ont* nul intérêt aux vicissitudes de leur patrie. Qu'elle soit agrandie ou diminuée, victorieuse ou vaincue, leur situation reste la même. Rivés à la terre qu'ils cultivent sans la posséder, à l'industrie où ils peinent, ils sont à peu près certains d'accomplir — dans tel groupement national ou dans tel autre — le même travail pour le même salaire.

La classe jouissante, au contraire, et non productrice, les gouvernants de tous ordres et de tous rangs, les hauts fonctionnaires, les capitalistes et les possédants qui ont besoin de leur appui pour édifier ou conserver leur fortune, tous ces gens-là sont de très raisonnables patriotes. Sans nationalités, sans patries distinctes, plus d'oligarchies de gouvernants, et c'est où s'explique le culte des classes dirigeantes pour l'idée de patrie, culte où les prêtres seuls trouvent leur avantage, comme toujours, et pas les fidèles.

Longtemps, seuls quelques philosophes établirent ces distinctions, et le compte de chaque classe sociale avec l'idée de patrie n'ayant pas été tiré au clair, on trouvait très naturel que le patriotisme désintéressé des uns servit le patriotisme intéressé des autres. Le plus grand nombre encore ne cherche pas plus loin et couramment l'on entend comparer le soldat défenseur du territoire au propriétaire disputant sa maison contre l'envahisseur.

Quelques patriotes cependant, parmi les meilleurs et les plus intelligents, rougissent d'expliquer un sentiment qu'ils respectent par ce contresens absurde et cette malhonnête duperie. Ils cherchent un motif au patriotisme qui engage tous les citoyens et non plus seulement les moins nombreux et les moins utiles. Et croyant fonder en raison leur attitude — alors qu'ils subissent comme les autres une suggestion éducative, et conservent une habitude du sentiment — ceux-là expliquent : « La France doit aux idées de liberté qu'elle représente de se garder une, forte et victorieuse pour l'affranchissement de l'humanité. » Cette idée se retrouve sous nombre de plumes. Et ces temps-ci où les défenseurs patentés de la nation se sont laissé voir en si mauvaise posture, elle fut exprimée plus d'une fois. Tout récemment, Clémenceau écrivait dans l'*Aurore* : « Si oublieux que nous semblions être des grandes pensées de la tradition française, la disparition de la France sous l'effort des armées allemandes ne serait-elle pas un amoindrissement d'idéal, une diminution du patrimoine de tous? Donc, en nous défendant, nous défendons aussi la part d'idées humanitaires qui sont nôtres. Et l'ensemble des hommes se trouvera d'autant plus intéressé à notre sauvegarde que nous serons porteurs d'une conception de liberté plus large et de justice plus haute. »

Telle est la formule du néo-patriotisme. La coquinerie de l'ancien se dénonce d'elle-même. Celui-ci nous semble plus dangereux et vaut qu'on s'y arrête, de nature à *surprendre*, par son apparence chevaleresque, les générosités peu clairvoyantes.

Si chacune des grandes nations s'avisait de vouloir pour elle seule l'honneur de marcher en tête du progrès, on aboutirait alors à cette situation étrange et contradictoire : les plus grands peuples d'Europe arrêtés pour toujours dans leur développement, progressifs en le seul

art de tuer, agonisant sous le poids des armes, avilis par les servitudes militaires, et tout cela à seule fin de s'apprendre les uns aux autres la part d'idées humanitaires qu'ils représentent !

Mais n'insistons pas sur ce côté un peu enfantin et ridicule de l'idée. La France n'a pas monopolisé, comme on a l'habitude de dire, la mission d'éclairer toujours et partout la route vers le mieux. Elle a laissé prendre à d'autres certaines initiatives — et *notamment*, pour ne citer qu'un exemple, celle de l'émancipation féminine. Cela n'empêche pas que nos titres ne soient nombreux et beaux dans l'œuvre libératrice de l'humanité ; que nous ayons grandement raison d'y tenir et de les vouloir accroître. Moins que personne, nous ne songeons à répudier d'aussi nobles traditions ; seulement, loin de justifier le patriotisme des revanches, des paix armées et des soldatesques, ces traditions nous semblent au contraire leur plus sévère condamnation.

La vraie patrie, nous dit-on, ce n'est pas le sol d'un territoire, c'est l'âme d'un peuple. Et l'âme du peuple français, en sa quintessence la meilleure, c'est un libéralisme prosélytique. Soit, et à ce sens nous sommes patriotes. Mais ce mot de libéralisme n'est qu'un terme vague et vide qui veut être précisé par le détail de son contenu. Or ce contenu varie selon les temps. L'âme d'un peuple se modifie à travers les siècles.

Pour le libéralisme de nos pères, insoucieux des problèmes économiques, la liberté et la justice s'exprimaient par la formule de l'*égalité devant la loi*, formule très conciliable avec la religion nationaliste.

Le libéralisme moderne, chacun le sait, tend, au point de vue économique, vers la pratique du communisme, au point de vue politique ou moral, vers l'autonomie des individus. Pour triompher, il doit vaincre la double oppression du capital et de l'Etat. Et à ce double point de vue, le nationalisme lui fait obstacle.

Le capital, puissance essentiellement internationale, ne cèdera en effet qu'aux attaques concertées de l'armée internationale des travailleurs. Des groupements sociaux plus rationnels et plus équitables, fondés sur les nécessités de la production et de la consommation, non plus sur les caprices et les appétits du capital, ne s'établiront pas sans une entente internationale des producteurs.

Du côté politique et moral, mêmes constatations : les progrès se marqueront aux défaites du pouvoir autoritaire et centralisateur, battu par l'initiative individuelle. Or n'oublions pas que le sentiment patriotique et nationaliste est un des derniers prétextes à l'existence des gouvernements, le dernier refuge de la raison d'Etat.

Comme nous l'écrivions un jour ici même, il se trouve donc qu'aujourd'hui l'âme de notre peuple, incarnée en des hommes de foi hardie et de pensée neuve, se manifeste en dehors de toute restriction nationaliste et s'exprime en une langue où le vieux mot de patrie n'a plus de sens. En vertu même des traditions françaises de raison, d'humanitarisme et d'indépendance, ceux qui prétendent les continuer devraient s'apercevoir que le patriotisme supérieur et vrai consiste de nos jours à ne plus être patriote, au sens vulgaire du mot.

Et des faits sensationnels illustrent ce dire. Faute d'avoir su interpréter le devoir actuel, ceux qui persistent en l'ancien chauvinisme se salissent de nos jours aux pires aventures. L'âme d'un peuple affranchisseur d'humanité, ami de la raison et du libre examen, se retrempe en l'amitié d'un prince adorateur d'images, tueur de pensée, fouetteur de vieillards, affameur de son peuple !

Voilà où nous mène le sophisme de l'armée préposée à la garde des conquêtes de la Révolution.

Faire du sentiment nationaliste et de l'esprit militaire les défenseurs de notre patrimoine d'idées humanitaires, c'est nous condamner tout simplement à ne plus accroître ce patrimoine, puisque les idées les plus urgentes à accueillir sont justement aujourd'hui celles d'internationalisme et d'antimilitarisme.

Affirmer d'abord que le patriotisme est l'amour des idées généreuses écloses de notre effort, pour dire ensuite qu'une d'entre elles, la plus généreuse de toutes, est incompatible avec lui, c'est énoncer que le patriotisme nous interdit d'être patriotes.

La cause de ce non-sens usuel, défendu souvent par des esprits supérieurs, n'est pas dans une erreur de raisonnement, une faute de logique, mais bien dans la timidité et le demi-courage d'hommes attirés par l'avenir, certes, mais trop attachés tout de même au passé pour oser le répudier en plein.

Ces hommes pensent trop à ce qui est, pas assez à ce qui devrait être. Ils voient notre folie d'armements, ils vivent en notre paix armée plus violente et plus destructive que certaines guerres, ils supputent l'éventualité des tueries prochaines, ils entendent les virtuoses du chauvinisme, et contre cette organisation formidable de la guerre, contre cet irréductible parti pris de bas patriotisme dont ils subissent le vertige malgré eux, le heurt de notre foi nouvelle les épouvante. Quoi qu'ils prétendent, ils ne savent pas choisir entre l'organisation bruyante de la *bataille* et l'*expression* calme de la vérité sociale. Provoquer le conflit entre deux puissances aussi inégales leur semble une démence et, forcés de prendre parti, ils s'arrêtent aux faux-fuyants que nous venons de dire.

A nous aussi, le choc inévitable entre le passé et l'avenir, sur ce point, ne laisse pas d'apparaître très grave. Mais nous savons que les gouvernants l'eussent adouci, au cours de ces années dernières, en exauçant, au moins par des demi-mesures, les vœux manifestes de l'humanité pour la paix entre les peuples.

Or la vérité n'a pas à tenir compte des mauvais vouloirs qui la méconnaissent. S'est-elle formulée clairement en quelques esprits, il n'est pas besoin d'autre signe pour savoir qu'elle est utile, actuellement, et qu'il faut la dire.

L'internationalisme n'est ni une outrance, ni une fantaisie, ni une pose, c'est l'un des caractères indispensables du type d'humanité nouvelle qu'il nous faut réaliser et sans lequel ce type serait sans unité et sans force, illogique et incomplet.

Voilà pourquoi nous sommes internationalistes, sans restrictions et sans faiblesses.

CHARLES-ALBERT.

Le père d'Etiévant nous communique une lettre de son fils, reçue ces jours-ci. Il nous a paru intéressant de la reproduire, car elle indique l'état d'esprit de notre camarade, à la veille d'une condamnation qu'il suppose devoir être à mort.

Mon bien cher père,

J'aurais voulu t'écrire plus tôt, mais comme j'attendais une réponse à ma précédente lettre et que je voulais, pour ne pas être pris au dépourvu, terminer dans ses grandes lignes ma défense, j'ai remis jusqu'à ce jour l'accomplissement de mon désir.

Je veux espérer que l'état de ta santé n'est pas la cause de ton silence et qu'il ne vient que de la pénurie dans laquelle tu te trouves.

Si, comme il est fort probable, il en est ainsi, il ne faut pas que cela t'arrête ; écris-moi sans affranchir ta lettre, mon plaisir n'en sera pas moins grand.

M. Le Baron m'a dit qu'il t'écrirait de son côté, car il n'a pu aller te voir comme il le désirait. La cause en a été la maladie de son frère, qui est à toute extrémité, ce qui l'a obligé d'aller passer quelques jours à Rouen auprès de lui et de sa mère.

J'ai été très contrarié du malheur qui le frappe, car c'est un bien brave homme.

Je n'ai pas reçu de nouvelles d'Achille, bien que je lui aie écrit, depuis quinze jours environ, à sa nouvelle adresse. Je ne sais pas si ma lettre ou la sienne aura été interceptée, mais je n'en ai pas reçu avis. Enfin !

Il n'y a rien de nouveau quant à l'instruction, qui traîne en longueur d'une façon désespérante. Je ne te dirai rien non plus de ma défense, car cela ne te parviendrait pas, de peur que tu ne le fasses publier et parce que la justice des dirigeants s'accommode fort bien de la publicité de l'accusation, mais ne saurait souffrir en aucune façon la publicité de la défense. Montesquieu a fait à grande peine un ouvrage pour mettre en lumière les beautés et l'utilité des lois. Il y a vu moins clair là-dedans que Rousseau qui, dans l'*Emile*, nous dit : « Les lois sont faites pour ceux qui possèdent et contre ceux qui ne possèdent pas. » Et il ajoute cette réflexion fort juste :

« Il me semble même impossible qu'il en soit autrement. Mais Montesquieu avait des circonstances atténuantes pour commettre son gros livre sous le nom d'*Esprit des lois*, et on eût pu lui dire avec juste raison : Vous êtes magistrat, Monsieur Montesquieu. En effet, pour celui qui a lu l'histoire et qui observe ce qui se passe autour de lui, il est évident que si le titre eût été véritablement approprié à l'ouvrage, celui-ci eût pu se réduire à deux mots : *Væ victis*. »

Et, comme Rousseau, nous disons : Il est impossible qu'il en soit autrement. C'est une raison de plus pour ceux qui sont engagés dans une lutte contre les lois de ne pas se lamenter sur l'injustice de leurs adversaires et de savoir mourir. Ma défense ne tend qu'à cela, car, placé entre un ignominieux esclavage et la mort, j'ai fait irrévocablement mon choix. Si l'esclavage devait durer encore longtemps, j'en finirais bien vite par quelques coups d'éclat qui forceraient mes ennemis à me délivrer d'une suggestion odieuse par une prompte mort. Cet excellent M. Le Baron parle de me faire acquitter, comme si cela pouvait avancer mes affaires et comme si je n'étais pas déjà condamné à perpétuité. J'ai subi cet opprobre pendant cinq ans et ce serait bien la seule chose dont je me repentirais, s'il était sage de se repentir de quelque chose, mais je ne recommencerai certainement pas.

Mon cher père, j'avais écrit à Achille d'aller te voir ; s'il le fait, embrasse-le bien pour moi comme je t'embrasse de tout cœur.

G. ETIÉVANT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GRANDE FAMILLE. — Nous autres civils, on le sait, nous vivons, c'est un militaire qui l'a dit, dans un monde un peu spécial. Aussi nous faisons-nous sur une foule de choses des idées fort saugrenues, hérétiques impénitents aux dogmes imprescriptibles de l'infaillibilité militaire.

C'est ainsi que la vie de caserne, l'émulation imposée dans l'abêtissement, l'annihilation de notre personnalité et sa subordination à la stupidité brutale et malveillante de soudards galonnés, ne nous paraissent pas un idéal enviable de félicité. Esprits bornés que nous sommes ! Et comme il est visible que de telles appréciations ne nous sont inspirées que par le trop étroit particularisme de nos conceptions de la vie.

Qu'arrive-t-il, aussi ? Ce fâcheux état d'esprit crée une prévention déplorable envers le si noble métier des armes, et les suicides se multiplient dans l'armée en dépit des affirmations d'honorabilité, des suggestions glorificatrices et des incitations au respect et à l'idolâtrie, dont les chefs de la grande famille importunent à pompon-que-veux-tu le cénacle restreint qui constitue l'élément civil.

Celui-ci persiste à se trouver dépaysé dans les bagnes militaires ; il ne peut parvenir à élever son intelligence jusqu'au niveau empyréen de l'instruction aussi obligatoire que gratuites sont les obscénités injurieuses destinées à l'appuyer, dont la manne ambrosiaque le sollicite en vain.

Certains, de plus en plus nombreux, hélas ! trouvent une porte de sortie dans le suicide. Interloqués, les adulateurs de l'armée, qu'ils ignorent le plus souvent, épuisent leur imagination à la découverte d'une solution.

La solution ? Elle est bien simple, fournie par un

chef. Il en sera toujours ainsi tant que l'on persistera à prendre les militaires parmi les civils.

*
* *

Voici l'ordre du jour sanglant de la semaine :

Le caporal Antoine, du 61e de ligne, à Marseille, âgé de vingt-deux ans, s'est suicidé dans la salle de police du fort Saint-Nicolas en se tirant un coup de fusil qu'il avait réussi à cacher sous le lit de camp.

Un soldat nommé Sanchez, du 1er régiment de zouaves, en garnison à Alger, caserne d'Orléans, s'est suicidé dans sa chambre en se tirant un coup de fusil dans la tête.

Le nommé L..., sous-chef artificier au 3e bataillon d'artillerie de forteresse, s'est suicidé dans une chambre d'hôtel à Verzy (Marne).

Un soldat, nommé E..., du 70e de ligne, à Cahors, s'est suicidé à la caserne, d'un coup de fusil dans la tête.

La mort a été instantanée.

Après les suicides, les assassinats et tentatives d'assassinat :

Paul Lenglet, demeurant à Paris, 7, rue Voltaire, marié et père de famille, fut appelé le 29 février dernier à faire ses treize jours au 12e régiment d'infanterie à Amiens.

Il en revint le 1er mars pour mourir d'une fluxion de poitrine gagnée dans un casernement choisi sans aucun doute à cet effet.

Une grange ouverte à tous les vents, couverte de tuiles au travers desquelles la neige passait.

Henri Jamin, retour de Biribi, où il était depuis le mois de février 1895, raconte les supplices qui, malgré les dénégations des ministres successifs de la guerre, continuent d'agrémenter le séjour des compagnies de discipline. Poucettes, crapaudine, coups de matraque, marches forcées les mains liées à la queue d'un cheval, etc., tous les procédés tant de fois décrits.

Jamin a eu la chance de survivre aux tortures qu'il a subies, mais il cite les noms de plusieurs de ses camarades qui en sont morts et aussi les noms de leurs bourreaux.

On pourra interpeller. Billot, ou un autre, promettra, comme cela s'est fait cent fois, une enquête et donnera sa parole d'honneur, de cet honneur que les armées d'Europe nous envient, que de pareils faits ne se reproduiront plus, et quelques mois, un ou deux ans plus tard, on apprendra que les bourreaux de là-bas n'ont pu se résoudre à abandonner les saintes traditions qui font la force principale des armées.

*
* *

Voyons maintenant la justice militaire, celle qui ne ressemble pas à l'autre :

Un cavalier au 7e dragons, le plus ancien de la chambrée, a l'esprit très militaire. En raison de son ancienneté, il a sur ses camarades l'autorité que lui confère la théorie.

Un « bleu » nommé Picard était malade dans son lit. L'ancien trouva très spirituel de le faire lever de force et, après lui avoir appliqué force coups de bottes dans le derrière, il l'obligea à danser et à chanter en chemise au milieu de la chambre. Le malheureux est mort et le rapport du médecin-major reconnaît que « les violences exercées sur ce jeune soldat ont été la cause déterminante de sa maladie et de sa mort ». Le bourreau, traduit au conseil de guerre, a été acquitté... naturellement.

*
* *

La Police. — La police s'ennuyait. L'Alibi-office n'offrant plus à Puybaraud les distractions raffinées qui agrémentent le délicat métier de policier, celui-ci a cherché à occuper ses loisirs par quelques tracasseries exercées contre les anarchistes. C'est ainsi que notre ami Denéchère est l'objet de la sollicitude d'une nuée de mouchards qui viennent s'enquérir avec intérêt de sa santé, de ses occupations, de ses relations, etc., auprès de sa concierge, des voisins et des habitants du quartier.

C'est vraiment trop de bonté!

*
* *

Pendant ce temps, son compère André, l'homme taré du quartier de la Sorbonne, s'amuse à terroriser de paisibles citoyens. Un imprimeur, Roulland, qui réussissait à grand'peine à gagner sa vie à l'aide d'une presse qu'il possédait chez lui, avait commis le crime, dernièrement, d'imprimer un manifeste aux conscrits. Ce manifeste, composé d'extraits tirés d'un précédent manifeste publié il y a deux ans, et que la justice ne jugea pas à propos de frapper à cette époque, était fort anodin. Cependant il fut saisi. Au cours de la perquisition, André, anticipant sur les décisions de la magistrature, fit à Roulland une description si effrayante des peines qui lui étaient réservées, que celui-ci, épouvanté, s'est suicidé.

Voilà André content, et avec lui la horde policière qui, de pair avec l'armée, représente à notre époque la survivance du cannibalisme primitif.

*
* *

La Justice. — Nous citions dans le dernier numéro le jugement rendu à Château-Thierry et acquittant une mère qui avait volé un pain pour nourrir son enfant.

Ce jugement provoque l'indignation des plus féroces d'entre les gens qui mangent bien. Cette indignation a gagné la magistrature et le procureur général de Château-Thierry a fait appel de ce jugement. Il faut, pour que l'édifice social reste debout, que la malheureuse femme soit condamnée.

*
* *

Les Grèves. — Trois cents employés de la Compagnie du chemin de fer du Midi se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaire de 50 centimes par jour. Les grévistes se sont réunis et ont essayé, au cours de la réunion, de dissuader les ouvriers embauchés à Montpellier et à Béziers de prendre le travail. Il paraît qu'il y avait là une atteinte grave portée à la liberté du travail, car plusieurs arrestations ont été opérées.

Les vidangeurs de Lyon sont en grève, réclamant la réintégration de plusieurs camarades congédiés et une augmentation mensuelle de 10 francs.

Les ardoisiers d'Allassac ont suspendu le travail pour protester contre un règlement que, dit-on, ils avaient accepté, mais dont ils ne prévoyaient pas les conséquences.

André Girard.

*
* *

Il est bien entendu que la patrie est pour tous une mère, pour qui l'on doit donner tout, jeunesse, vie, santé, et qui, en échange, veille sur vous avec toutes sortes de sollicitudes, témoin le fait suivant :

Un nommé Ruffi, blessé au pied gauche, à Gabès, en 1894, est à jamais infirme. Après *trois ans* de séjour dans différents hôpitaux militaires, il fut dernièrement mis à la porte, marchant avec des béquilles, et ayant 12 francs en poche « à titre de secours de route ».

Incapable de rien faire, le malheureux, qui avait employé les 12 francs à manger, fut arrêté quelques jours après et poursuivi pour « port illégal de costume militaire »; après douze jours de prévention, il fut cependant relâché, mais toujours sans ressources. Arrêté de nouveau, il vient d'être condamné à quinze jours de prison pour le même fait.

Il paraît que le malheureux a été blessé dans un service non commandé, c'est pourquoi l'autorité militaire ne peut rien pour lui.

« Crever pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie! »

Qu'en pensent Déroulède, Rochefort, Millevoye et Cie?

*
* *

Il se discutait ces jours-ci au Sénat une loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; cela avait en soi très peu d'importance. Il s'agissait de fixer la somme à allouer en cas d'incapacité absolue et permanente.

Le ci-devant ministre du commerce, un nommé Boucher, ayant besoin de calmer les appréhensions de quelques gros patrons qui craignaient déjà pour leur bourse, laissa échapper un aveu qui est bon à retenir, car il montre bien ce que peuvent valoir les soi-disant lois en faveur de l'ouvrier. Je cite textuellement :

« Dans la plupart des cas, d'ailleurs, l'ouvrier ne vit pas vieux, et la pension ne durera pas longtemps; la charge ne sera donc pas très lourde pour l'industrie. »

Si, après cela, les ouvriers se plaignent que l'on ne fait rien pour eux et que les lois de protection en leur faveur ne sont que des blagues, c'est qu'ils ont vraiment mauvais caractère.

*
* *

D'une lettre d'un camarade :

Cholet. — La misère est extrême ici; depuis plus de six mois, tous les ouvriers tisserands à la main, qui travaillent, sont taxés à quatre semaines pour une pièce dont la façon varie, selon la qualité de l'ouvrage, entre 18 et 29 francs, sans déduction des frais généraux.

Les ouvriers qui fabriquent le mouchoir de couleur ont un maximum de 20 francs de travail pour quinze jours.

Et avec cela il nous faut élever nos familles!

P. D.

*
* *

Limoges. — Nous avons reçu, en réponse à un article paru dans la *Fédération des Syndicats ouvriers*, une protestation du groupe *La Jeunesse libertaire*. La place nous manque pour insérer cette protestation un peu longue. Mais nos amis se sont donné là une peine bien inutile. Il est des injures auxquelles on ne répond pas. Nous savons qu'il est courant dans le monde guesdiste de prétendre que les anarchistes sont des mouchards. Ce n'est pourtant pas nous qui avons livré Girier à la police.

La *Jeunesse libertaire* fait de la propagande abstentionniste à Limoges et c'est ce qui met en rage les ambitieux qui réduisent la grande question d'une rénovation sociale à une question de tripatouillage électoral. Laissez écumer et calomnier les disciples du Basile-Guesde, camarades, et poursuivez votre œuvre sans souci de ces cloportes.

Italie.

Bocino, 14 mars. — Je devrais, dorénavant, mettre un « à suivre » à mes correspondances quand j'y parle des révoltes occasionnées par la faim, en Sicile. Je venais de vous envoyer ma dernière lettre sur les faits de Troina, quand j'appris qu'à Modica-ville de 50.000 habitants, dans la province de Noto-Syracuse, les paysans manifestèrent au cri de : *Du pain et du travail!* Les carabiniers et la troupe accoururent et leur donnèrent.... du plomb. Quatre paysans furent tués et plusieurs blessés. Il fut fait aussi de nombreuses arrestations. Le député de Felice, qui fit une enquête, nous apprend la misère horrible de ce peuple et la désolation des taudis, où vivent, comme des bêtes, les pauvres paysans et les ouvriers de la ville. Ces taudis, semblables à des tanières, en comparaison desquelles les cellules des prisons sont d'agréables résidences, sont creusées dans le rocher nu, et, malgré cela, les malheureux doivent payer l'impôt foncier pour ces trous! De Felice ajoute que, le 22 février, les carabiniers et la troupe tirèrent sur la foule sans armes et que celle-ci fuyait au moment où elle fut visée.

Ces désordres ont eu leur répercussion à Francofonte, où la municipalité provoqua les paysans.

A Vizzini (Catane), 500 personnes manifestèrent contre la mairie toujours au cri : *Du pain et du travail!* Ils furent calmés par les promesses du maire.

A Vittoria (Syracuse), dernièrement, le 7 courant, un propriétaire proposa aux paysans un salaire de cinquante centimes par jour. Les paysans, indignés, auraient fait justice sommaire si la canaille n'avait été protégée par la police. Le tumulte pourtant devint général; mais il paraît que cette fois-ci les carabiniers n'ont pas eu la satisfaction de tirer contre les exploités.

*
* *

Pour le gouvernement, le remède à tout cela fut de faire approuver par la Chambre la loi relative à la fête du Statut pour le 4 mars. L'histoire italienne nous raconte que Charles-Albert de Savoie n'accorda le Statut que lorsque le peuple le lui eut imposé par la force, et après que le Bourbon aussi l'eut accordé aux Napolitains. Elle nous enseigne que s'il n'avait été poussé par l'exemple du Bourbon, il aurait été plus réactionnaire que ce despote imbécile de Charles-Félix, son cher parent, qui se refusa toujours aux moindres concessions. Charles-Albert, appelé par un poète de l'époque un *traître plus noir que Satan*, n'aurait pas songé peut-être que son statut, arraché de vive force par le peuple,

serait violé, foulé continuellement par MM. les ministres qui se sont succédé au gouvernement de l'Italie. Par-dessus le marché, il y a la loi de sûreté publique qui détruit complètement le peu de liberté que nous donne la *charte constitutionnelle* albertine. Les ministres et les policiers laisseront donc reposer en paix l'*âme noble* du *magnanime* Charles-Albert, qui proteste encore contre le Bourbon qui le poussa et le peuple qui le contraignit à la concession maudite.

Mais Starabba di Rudini a voulu faire bombance. La fête éclatante a été décrétée; le 50e anniversaire de la promulgation du Statut mensonger a été salué par les feux de joie des bourgeois et des mouchards. Le peuple avait demandé, pour ce jour la permission de se réunir chez lui, avec les socialistes et les anarchistes, pour commémorer... la mort et l'ensevelissement du Statut; mais M. Starabba, en hommage à la liberté de réunion sanctionnée dans le statut qu'il fêtait, se hâta de prohiber toute commémoration qui ne fût l'apothéose de ses amis, les traîtres, les voleurs et les exploiteurs de la péninsule.

* * *

Comme dérivatif à l'impression répugnante de cette fête s'est répandue soudain la nouvelle de la mort tragique de Félix Cavalotti, le député radical, grand orateur et poète. Un autre député, F. Macola, s'est battu avec lui en duel et l'a tué. Il faut le dire, le peuple a pleuré cette mort, et il n'a pas tort, car Cavalotti est mort sans s'enrichir aux dépens du prolétariat — ce qui lui aurait été facile. Si certains anarchistes se sont montrés très sévères envers lui, il y en a d'autres qui ont apporté des fleurs sur sa tombe. Tout en respectant l'opinion des premiers, je crois, pour mon compte, que Cavalotti ne nous a fait ni bien, ni mal, et que ceux qui, parmi nous, ont eu pour sa triste fin quelque regret, n'ont rien perdu dans la manifestation de ce sentiment.

* * *

Le 26 février, la cour d'appel de Potenza a augmenté la peine infligée à tous les accusés pour les faits du 1er mars à Tremiti (dont les camarades se souviennent certainement). On voit par là qu'après deux ans de l'assassinat d'Argante Salucci, la magistrature bourgeoise montre encore toute sa bienveillance aux infâmes meurtriers.

Le député socialiste Pescetti, de Florence, défendait les *coatti*.

* * *

Pour finir, je dirai qu'il y a quelques jours, la police de ce pays perquisitionna la cellule de prison, où l'on m'oblige à demeurer, à la recherche d'une brochure anarchiste. Naturellement, rien n'a été trouvé. Malgré cela, on m'a défendu, sous peine d'être immédiatement arrêté, d'exercer ma profession, « parce que — on m'a dit — vous donnez des leçons d'anarchie ». La vérité est que dans ce pays aussi on commence à croire que l'anarchie n'est pas ce monstre que se plaisent à dépeindre les journaux conservateurs.

Roberto d'Angiò.

P. S. — Dans ce moment, j'apprends qu'à Ramacca, à Naro, à Subiaco, à Arpino et ailleurs, il y a eu aussi des manifestations populaires.

On narre des faits navrants. A Borgali (Sardaigne), un certain Ciriaco Ruiu se rendit à la campagne pour se nourrir d'herbes; à son retour, les forces lui manquèrent; il tomba et il ne se releva plus.

A Palerme, Nicolas Cerniglia, âgé de cinquante ans, sans travail, a été trouvé agonisant derrière la porte d'une église. Malgré les prompts secours des voisins, l'infortuné expira. On a reconnu qu'il est mort d'inanition et de froid. A Naples, il y a eu des cas semblables.

* * *

L'insurrection continue en Sicile. Les paysans de Vittoria Sicula voulurent faire justice sommaire d'un propriétaire, frappèrent un lieutenant. Les carabiniers employèrent la baïonnette pour se frayer un chemin dans la foule. Les paysans, après avoir brisé les vitres de la mairie, de l'office de l'enregistrement, du bureau du percepteur, de la caserne des carabiniers, des réverbères et de certains palais de la ville, tentèrent enfin d'enfoncer les portes de la prison. On manda de Modica des renforts d'infanterie et des carabiniers. Les habitants de Pezzolo, près Messine, réclament pain et travail. Les paysans défendirent l'accès dans Favara à des charretiers qui voulaient y pénétrer pour chercher du blé au compte de certains négociants accapareurs de céréales. Des troubles ont eu lieu à Bangetto, des renforts de troupe y ont été envoyés.

A. d'Angelo.

Angleterre.

Londres. — Si l'anniversaire du 18 mars a été célébré à Londres avec moins de bruit qu'ailleurs, son caractère international rend toujours très originale cette réunion annuelle qui est comme un rendez-vous des révolutionnaires de tous les pays.

Des discours y furent prononcés par des camarades anglais, américains, espagnols, allemands, russes, français, etc.

On y a salué les révolutionnaires cubains, qui, à Cuba, à la même heure, fêtaient cet anniversaire les armes à la main.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe d'enseignement libertaire organise, en faveur de la caisse de l'école, pour le samedi 9 avril, une soirée familiale dont nous donnerons ultérieurement le lieu et la composition.

* * *

Le groupe pour les détenus *La Société Internationale* a reçu : Collecte faite par les bohémiens de Montmartre, 2 fr. ; Collecte du 18 mars (Banquet du journal l'*Aurore*), 15 fr. ; Collecte salle Jules, 1 fr. ; Heyer, 0 fr. 30 ; Chabat, 0 fr. 50 ; Jardiat, 0 fr. 25 ; Un copain, 0 fr. 10; L. B., 0 fr. 50; Un camarade, 0 fr. 40 ; Un amateur de dynamite, 2 fr. 25; Un inconnu, 1 fr. ; Un ami de Berthulus, 0 fr. 20 ; Réaux, 0 fr. 15 ; Le camarade X..0 fr. 50; Godquin, 0 fr. 20 ; Herberty de la J. R., 0 fr. 15 ; Zortz, 0 fr. 25 ; Collecte faite à la conférence du camarade Prost à la salle du XVe, 1 fr. 60 ; Un qui dit être ce qu'il n'est pas, 1 fr. ; Un antivotard, 0 fr. 50; Un copain du XVe, 1 fr.; P. de Saint-Quentin, 0 fr. 25 ; Un qui en veut aux mouchards de Saint-Quentin, 0 fr. 25. Total : 29 fr. 35.

Envois à 3 camarades détenus ou à leurs familles : 20 fr.

Nous rappelons aux camarades que l'adresse du groupe est Billon, 17, rue Princesse.

* * *

Bibliothèque Sociologique des Travailleurs libertaires du XIIe. — Dimanche 27 mars, à 2 h. 1/2, salle Delapierre, 168, rue de Charenton, réunion.

Ordre du jour selon les circonstances.

Les souscriptions pour la bibliothèque, ainsi que les livres, journaux, etc., sont reçus chez Lafond, 264, avenue Daumesnil.

* * *

Nimes. — Les Libertaires nîmois, réunis dans leur local habituel, café Dayre, 22, rue de la Vierge, organisent pour le samedi 26 mars, à 8 h. 1/2 du soir, une grande soirée dont le bénéfice sera exclusivement réservé pour la propagande abtentionniste, en vue de la prochaine foire électorale.

Le camarade T. B., de passage à Nîmes, y prendra la parole, ainsi que plusieurs camarades.

La soirée sera terminée par des chants libertaires.

Dimanche 27 mars, à l'apéritif, 6 h. 1/2 du soir, les Libertaires nîmois invitent les camarades à se rendre au café Dayre pour une communication très importante.

* * *

Genève. — Les camarades viennent de former un groupe libertaire où tous les copains pourront se réunir tous les dimanches, à 4 heures, au café Roch, rue du Parc, Eaux-Vives, Genève.

* * *

A Mantoue, il vient de se fonder une bibliothèque sociologique qui entreprendra la publication, par livraisons à 10 centimes, des ouvrages de Kropotkine, Bakounine, Reclus, Hamon, Faure, Grave, Nieuwenhuis, etc. On vient de commencer par la *Conquête du pain*, de P. Kropotkine. L'adresse de la Bibliothèque est chez le camarade C. Baraldi, via Peschiera, 6, *Mantova* (Italie).

AUX CAMARADES

Quelques amis nous demandent des manifestes abstentionnistes pour la prochaine période électorale. Nous n'en connaissons pas de meilleur que l'article de Mirbeau : *La Grève des électeurs*, paru il y a sept ou huit ans, mais toujours d'actualité. Si ces camarades en veulent, nous pourrons leur en fournir à 6 francs le mille. Ce prix pourrait être encore abaissé si le tirage atteint un chiffre important. Mais, comme toujours, c'est l'argent qui manque; nous ne pourrons d'ailleurs tenir compte que des commandes accompagnées de leur montant.

Des amis nous ayant fait observer que cinq semaines étaient un délai trop long, nous commencerons le tirage la quinzaine prochaine.

BIBLIOGRAPHIE

Les Mauvais Bergers, pièce en 5 actes, par O. Mirbeau, viennent de paraître chez Fasquelle. Prix : 2 francs. Nous la ferons parvenir à ceux de nos lecteurs qui nous enverront cette somme.

Nous avons reçu :

Slova ezpurcova, de P. Kropotkine, une brochure à Nolvéhisty, 43, Johnson, av. Brooklyn.

Dans l'ombre du Harem, roman; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

Soutien de famille, roman, par Alphonse Daudet, 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Les Parias, marche libertaire, par Villemejeanne, 6, rue Cotelier, Nîmes; 2 fr. le cent.

A lire :

Dégoûtés, *Temps* du 16 mars.

Le Supplice d'un soldat, *Aurore* du 16 mars.

L'Esprit militaire, Bradamante, *La Fronde*, 17 mars.

La Fée Dum Dum, O. Mirbeau, *Journal* du 20 mars.

Pour une Conversion, G. Clémenceau, *Aurore* du 21 mars.

PETITE CORRESPONDANCE

J. H., à Rotterdam. — Reçu mandat. Seulement vous auriez pu nous éviter 0 fr. 35 de frais, en nous avertissant d'avance de ne pas prendre le remboursement. Ce n'est que la poste qui y gagne là-dedans.

Léopold R. — La concierge m'a bien remis les 5 fr. Je regrette également de ne pas m'être trouvé là. Je ne me rappelle pas votre lettre précédente.

Jean Paul. — *Les Blackboulés*. Pas mal, mais un peu incolore pour nous.

R., à Nîmes. — Je vous envoie à nouveau l'*Immoralité du mariage* qui avait été expédiée.

D., à Bordeaux. — Je n'ai pas la brochure en question. Demandez-la au *Libertaire*, 26, rue Saintes, à Marseille.

Reçu pour Etiévant : M. C., 0 fr 50.

Reçu pour les détenus : Liste Cette : Seris, 0 fr. 25 ; Faure, 0 fr. 25 ; Dupré, 0 fr. 30 ; Sacrut, 0 fr. 50 ; Groc, 0 fr. 25 ; Baille, 0 fr. 25 ; Castau, 0 fr. 50 ; Regnie, 0 fr. 25 ; Ernest, 0 fr. 25 ; Arcon, 0 fr. 25. — En tout, 3 fr. 05.

Reçu pour le journal : Liste Cette : Les camarades du café Isoir, 1 fr. 20 ; Saurel, 0 fr. 50 ; Sarrut, 0 fr. 25 ; Groc, 0 fr. 25 ; F. R., 0 fr. 25 ; Reynie, 0 fr. 25 ; Arcon, 0 fr. 25. — 2e liste : Saurel, 0 fr., 25 ; Seris, 0 fr., 25 ; Faure, 0 fr. 25 ; Sarrut ; 0 fr. 25 ; Groc, 0 fr. 50 ; Reynie, 0 fr. 25 ; Baille, 0 fr. 25. En tout : 4 fr. 95. — D., à Jonzac, 0 fr. 60. — M. à Marseille, 20 fr. — Paul Menu, 1 fr. — G. G., 10 fr. — Un obscur, 3 fr. 70. — V. L., 1 fr. — Un inconnu, 5 fr. — V., à Nîmes, 0 fr. 20. — Merci à tous.

N., à Toulouse. — B., à Marseille. — P., à Lille. — B., à Nantes. — M., à Saint-Julien-en-Jarez. — Buenos-Ayres. — G., à la Hunaudais. — G., au Cap. — V. T., à Patras. — J., à Chalons. — G., à Arles. — G., à Jailleu. — D., à Bordeaux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

TROISIÈME ANNÉE. N° 49 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 AVRIL 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

La semaine passée, le service d'une partie des dépositaires et abonnés a été fait en retard ; c'est pour les mêmes raisons que nous n'avons pas de supplément cette semaine.

Cette semaine, le bordereau mensuel est expédié aux dépositaires. L'envoi sera supprimé à ceux qui n'ont pas réglé celui du mois dernier.

PROPOS RÉVOLUTIONNAIRES [1]

(*Suite*)

II

Le premier but à atteindre est un état d'âme que je voudrais appeler « l'anarchie morale ». Celui-là seul peut espérer la conquête d'un peu de vérité, dont l'esprit est libre de toute contrainte. Il ne faut se laisser en imposer ni par les idées, ni par les mots. L'intelligence saine aspire à se libérer de l'atavisme et de l'éducation, à montrer la plus vaste tolérance envers autrui et envers soi-même. Cette aspiration féconde ne va pas tout d'abord sans difficultés. En présence du vide que creuse en nous une critique âpre et rude, nous éprouvons un trouble, une sorte de vertige. D'ailleurs, cette anarchie morale représente un effort continu. L'effort entraîne un peu de souffrance première ; mais il est aussi une source de joie intime comme le travail et comme tout ce qui sert à la réalisation de nos besoins. Heureuse ! certainement, l'âme révoltée ! L'orgueil de la révolte nous met au-dessus des vaines agitations et des douleurs stériles.

En réalité, nous sommes prisonniers de l'histoire. Les influences multiples du passé agissent sur l'esprit contemporain et par lui rejaillissent sur les générations de l'avenir. La science entre peu à peu en conflit avec la tradition ancienne de religion et de superstition. Inspirons-nous d'elle seule. Il lui appartient de travailler et de refaire lentement la matière confuse où nous vivons. Les vieilles philosophies et les religions mourantes sont derrière toutes les idées présentes de nos races. Des mots nous dominent faussement. La Justice, le Droit, le Bien... avec leurs attributs divins, résistent à nos efforts, font serves nos intelligences. Les idées qu'ils veulent représenter n'ont aucun caractère réel d'absolu. Ils disent ou doivent signifier seulement la réglementation du « pouvoir humain » dans telle société. Ils participent de la relativité de tous groupements sociaux. Mais nous ne les concevons généralement pas de la sorte. La soif invincible de clarté nous entraîne à la recherche de l'absolu. La vérité et l'absolu s'unissent en notre esprit, concourent à la formation d'un concept confus et faux qui retarde l'effort vers la libération de la pensée. C'est ici qu'apparaît avec le plus de netteté l'influence sémitique ou chrétienne, ou mieux peut-être simplement religieuse des dieux bons et parfaits, sources d'absolue lumière. Voilà la tare originelle. Les conséquences en sont infinies. Des penseurs qui se croient libres aspirent à bâtir des salentes semblables plus ou moins aux paradis perdus, à idéaliser et fausser la vie humaine pour combler le besoin d'absolu que la Bible et le christianisme séculaire ont développé en nous.

Les sociétés sont diverses. Elles reposent toutes sur un ensemble de conventions qui constitue, à proprement parler, un contact au moins tacite. Ces conventions jouissent d'une vérité relative que nous pouvons juger à leur utilité. Elles seront d'autant plus justes qu'elles se prêteront mieux à la cohésion des molécules sociales. Cette cohésion doit être analysée en tenant compte des milieux. Mais si quelque esprit veut leur imposer le caractère d'absolu, les appliquer à tous groupements historiques et juger la vie par elles, il risque de fausser les intelligences auxquelles il s'adresse. Par cela seul que l'homme vit en société et que l'état social nous satisfait encore, la nécessité de concessions mutuelles apparaît. Voilà le droit, la justice... Mais, ainsi conçus, abstraits et sans force, ces mots ne sont rien. Nous n'aurons à nous en occuper que du jour où ils recevront une application concrète. Nous admettons ainsi déjà l'existence implicite d'individus groupés, de classes aux besoins divers et rivaux. Leurs concessions seront subordonnées à la complexité du milieu. La lutte pour la vie se déplace, s'étend. L'histoire devient une bataille autour des contrats sociaux. Dès lors aussi, les dominateurs éprouvent le besoin de s'imposer par la force des mots et des idées, parce que la conscience humaine, celle des groupes comme des individus, est née et se développe. Le servage intellectuel est le corollaire du servage physique. Dans une société primitive, embryonnaire, celui-ci domine presque seul. Lentement, le servage intellectuel se dégage sous forme de superstitions, de religions, puis de morales. Le progrès de l'histoire est aussi le progrès et l'intensité de cette substitution. Y a-t-il eu gain ? Peu m'importe. Je constate l'évolution historique et ne songe pas à m'immiscer comme arbitre. Si l'instinct primordial me paraît avoir été celui de la vie, la lutte pour l'existence, ceci va réagir sur l'histoire. Les idées prennent une certaine importance dès lors qu'elles trouvent un point d'appui en la matière cérébrale des individus. L'homme est un organisme concret qui obéit à la gamme variée des instincts, des passions, des sentiments et des pensées. La force n'est plus seulement brutale. Les mensonges sociaux de justice et de droit développent des conséquences importantes dans les relations humaines, dans une tranche d'histoire... Ces idées n'ont aucune valeur au sens absolu et hors des milieux. Ici, elles demeurent des facteurs utiles, agissants, qu'il importe pour cela de développer sur des bases solides, satisfaisantes. Le problème métaphysique et moral est un problème social. Les termes droit et devoir sont très vagues. Les hommes en font facilement bon marché, s'ils le peuvent, lorsqu'ils lèsent leurs intérêts et leurs besoins. Ils embrassent de vastes spéculations, parfois vaines et futiles. De quelque vêtement que nous revêtions l'histoire, le moindre vent en soulève les plis et laisse paraître l'éternel conflit des forces rivales. Nous avons reconnu la valeur utile des idées. Il faut s'en accommoder. Les contrats sociaux se compliquent d'éléments divers à mesure que la lutte historique s'étend ainsi. Les mots de « droit » et « devoir » peuvent rendre les deux termes du conflit fondamental. Le droit est le pouvoir du fort, tandis que le devoir exprime la sujétion des faibles. Le droit de l'homme est entier vis-à-vis de la bête, sauf parfois, chez de rares individualités, une sorte de vague et puérile sentimentalité. L'esclavage a comporté le même absolutisme. Par la suite, à la faveur d'une obscure et lente réaction des facteurs économiques, les individus et les groupes opprimés ont conquis un peu de liberté, de lumière, de droit à la vie. Les moules anciens ont été brisés ou élargis et sans cesse. Les contrats se sont établis entre classes inégalement fortes. La paix sociale a nécessité la reconnaissance de certains droits mutuels. On pourrait refaire l'histoire à la lueur du rapport de ces deux mots : le droit et le devoir. L'évolution est vers un certain équilibre des forces ; mais ce but n'est pas atteint. Il y a toujours une tendance fatale à dominer chez ceux qui se sont mieux développés à la faveur du milieu social.

Si une classe a le droit de dominer, étant seule juge de son intérêt, une classe rivale a le même droit de combattre à s'émanciper. L'impunité de la puissance entraîne aux abus les plus féroces et les plus cyniques parfois. Ces abus révoltent les faibles, réveillent en eux, avec les instincts de la vie et de la lutte, la conscience d'une certaine force commune que l'association met en œuvre. Comme l'homme vit autant d'idées que de pain, des penseurs mûris en ces milieux inquiets, orageux, bâtissent des morales ou des politiques. Les classes opprimées s'en emparent. Elles se les assimilent bientôt en leurs formes les plus simples. Elles y attachent en même temps un degré d'absolu, faux en soi, mais qui devient un mobile fécond d'action.

Les religions, les morales, les politiques se créent ou se renouvellent ainsi. La foi enflamme

(1) Voir le numéro 47.

les révolutionnaires, les martyrs, rêveurs toujours renaissants, aussi dignes de notre mélancolique respect, de quelque nom que nous les saluions ou les flétrissions, apôtres chrétiens ou luthériens, apôtres de la libre pensée, apôtres aussi du socialisme et de l'anarchie. Ravachol, Vaillant et E. Henry m'intéressent au même titre que le Christ, Daniel, Blandine ou Luther, que Danton, Desmoulins ou Robespierre. J'étudie l'âme des hommes et des choses. Je ne m'embarrasse guère des subtilités craintives et je dis ce que je crois la vérité.

L'orage souffle et passe sur nous. La bourgeoisie a abusé de sa victoire. Le régime meurt au milieu des hontes et des turpitudes qui nous ont secoués jusqu'à l'*écœurement*, et je crie bien haut que, s'il y a bataille, le respect de tout ce sur quoi nous vivons est une duperie. Une classe opprimée par une autre classe qui ne respecte même plus le contrat qu'elle impose peut, en toute justice, briser ce contrat social. Le prolétariat a droit à la lutte, à la conquête de sa liberté. C'est la guerre avec toutes ses brutalités et ses tristesses humaines. Je le sais et n'éprouve aucun effroi, aucune horreur.

Yves Le Febvre.

Discussion sur la méthode en histoire [1]

(*Suite*)

La transformation violente sera l'œuvre d'une révolte préparée dans la masse même des travailleurs par la puissance naturelle des phénomènes économiques; elle se fera sans phrases et sans idéalisme, comme une nécessité imposée, sous une forme déterminée d'avance par les conditions mêmes: les prolétaires prendront possession des moyens de production, les mettront en activité et livreront les produits à la société entière. Les procédés nouveaux de travail et de distribution s'établiront insensiblement avec l'expérience comme au début du capitalisme et des autres organisations sociales, sans réglementation préalable.

Avec cette prise de possession, les produits perdront leurs formes de marchandises et cesseront ainsi de dominer les producteurs. A la production désordonnée caractérisant la société bourgeoise, succédera la production consciente pour les besoins de l'humanité. La lutte pour l'existence individuelle, qui en avait été le stimulant, sera remplacée par la lutte pour l'existence collective que la première aura préparée. « De cette façon seulement, l'homme se détachera dans un certain sens du monde animal d'une façon définitive et passera des conditions d'une existence animale à des conditions d'existence humaine. Tout l'ensemble des conditions de la vie qui jusqu'ici a dominé les hommes passera sous le commandement et l'examen des hommes eux-mêmes, qui deviendront ainsi pour la première fois les maîtres de leur propre association. Les lois de leur propre activité sociale, qui se tenaient en dehors d'eux comme des lois étrangères qui les dominaient, seront appliquées et maîtrisées par les hommes eux-mêmes, en pleine connaissance de cause. L'association elle-même, qui se présentait aux hommes comme imposée par la nature et par l'histoire, deviendra leur œuvre libre et propre. Les forces étrangères et objectives qui jusqu'ici dominaient l'histoire passeront sous la surveillance des hommes. Depuis ce moment seulement, les hommes feront avec pleine conscience leur propre histoire; depuis ce moment seulement, les causes sociales qu'ils mettaient en mouvement pourront atteindre en grande partie et avec une proportion toujours croissante les effets voulus. C'est le saut du genre humain du règne de nécessité dans celui de la liberté. Accomplir cette action libératrice du monde, telle est la mission historique du prolétariat moderne. » (Marx, 1859.)

Les faillites possibles des partis socialistes ne sont pas tellement redoutables; le monde évolue quand même, malgré eux, s'ils voulaient s'interposer dans sa marche. Depuis leur constitution, la poussée révolutionnaire s'est immensément fortifiée par suite des modifications survenues dans la société capitaliste, et jamais l'influence des politiciens que tu crois si néfaste et de certains réformateurs ne sera suffisante pour empêcher la classe ouvrière d'accomplir son véritable et unique rôle historique qui est, je le répète, d'instaurer le communisme libre.

L'existence de courants contraires à nos principes dans les partis socialistes révolutionnaires prouve simplement que ceux-ci étaient trop pressés dans leurs premiers considérants. Le prolétariat était insuffisamment préparé pour les comprendre et les défendre, parce que les conditions économiques ne se prêtaient pas encore à un mouvement universel d'un prolétariat conscient de ses droits et de ses devoirs. Ces considérants ont rencontré chez les ouvriers une inertie qu'ils ne pouvaient vaincre par les conditions sociales elles-mêmes. Nous n'avons donc pas à condamner ces partis pour s'être pliés aux exigences de la société, pas plus que nous ne pouvons reprocher à certaines catégories de travailleurs leur état de profonde dégénérescence que l'exploitation capitaliste a créé. Nous devons, au contraire, reconnaître l'esprit sagement pratique des dirigeants. Ils n'ont pas voulu renoncer à la lutte et ils ont vu que, par les réformes et les organisations qui pouvaient être actuellement accomplies, ils pouvaient préparer le prolétariat à la révolution, en attendant que les conditions économiques la permettent. Et lorsque le jeu des ressorts de la société capitaliste s'imposera à l'attention des ouvriers par la cruauté de leurs effets et après que ceux-ci les auront compris, ils s'émanciperont de la tutelle de la politique et de la discipline des organisations que les mouvements socialistes ont adoptées, aussi bien qu'ils s'émanciperont du capitalisme qui les domine actuellement bien plus encore. Ils déploieront le drapeau de la Révolution sociale; ils le feront fièrement, sans compromis et sans soumission aveugle, avec plus de chance d'atteindre le but communiste parce qu'ils auront déjà gagné l'esprit de solidarité par le coude-à-coude et les aides mutuels dans leurs partis socialistes; parce qu'ils auront conquis la conscience de leurs forces par leurs victoires durant leurs luttes pour les réformes immédiates, parce qu'enfin ils se souviendront des considérants révolutionnaires qui avaient été momentanément oubliés, puisque incompréhensibles, dans les vieilles archives de l'administration.

La structure économique changera de forme, la production se fera en commun au profit de tous et aura comme base la satisfaction des besoins. Et ceci sera certes possible, car tu n'ignores pas que maintenant déjà on produit beaucoup plus qu'il ne faudrait pour les besoins de l'humanité. Alors, tous les organismes de compression n'auront plus de raison d'être. L'Etat cessera d'exister, l'individu ne se prostituera plus et la pensée triomphera définitivement de toutes les entraves religieuses ou légales. L'homme deviendra vraiment libre; la famille sera fondée seulement sur l'amour, et le cortège actuellement si considérable d'officiers et de prêtres, de juges et de geôliers pour subordonner les esprits droits et fiers et contenir les ivrognes, les prostituées et toutes les misérables victimes du capital, tout ce cortège sera dispersé et résorbé entièrement par la foule des libres et des heureux.

Et, crois-moi, la tactique des social-démocrates ne va pas à l'encontre de notre idéal communiste libertaire en se faisant surtout organisatrice et réformatrice et en se servant de la politique comme instrument.

Dans mon rapide aperçu de l'évolution de la société, je voyais se dessiner deux grands courants de prolétaires qui marcheraient, malgré eux peut-être, vers la vraie révolution: d'une part, des ouvriers s'organisant fortement et spontanément par les conditions économiques, imposant leurs revendications de plus en plus radicales aux employeurs capitalistes, étendant sans cesse la portée de leurs luttes; d'autre part, les sans-travail dont les douleurs croissantes ne pourraient plus bientôt être contenues par le paupérisme ou par la loi et la religion.

Tenant compte de ces courants naturels, les social-démocrates veulent d'abord, dans les branches d'industrie où les réformes sont surtout possibles, les réaliser au moyen des syndicats ou de la législation, pour favoriser le mouvement de transformation lente du mode de production capitaliste. Peut-être, comme d'anciens l'objectent, l'action grandissante de cette organisation ouvrière *entraînera-t-elle* définitivement dans l'armée de réserve permanente un certain nombre de ceux qui faisaient partie de ces corps de métiers? Si cela était, elle ne ferait simplement que précipiter un phénomène inévitable: la constitution de deux puissances de plus en plus distinctes d'aspects, un corps d'ouvriers habiles jouissant d'un salaire relativement suffisant pour les plus essentiels besoins et un corps de sans-travail vivant avec peine une vie misérable. Mais, au lieu d'être en antagonisme comme certains sociologues myopes, qui ne voient que le côté superficiel des phénomènes et généralisent l'exception, le prétendent et le redoutent, ces catégories se complètent dans l'action révolutionnaire. Le premier constitue un sérieux travail de préparation pour l'organisation sociale de l'avenir; le second attend que le moment favorable arrive pour donner le signal de la révolte à outrance et entière pour la chute du capital et de tous les organismes sociaux qui sont devenus ses instruments.

Nous ne faillons donc pas à notre devoir de révolutionnaires en défendant un système de réformes progressives; nous activons vraiment ainsi la marche vers la société socialiste, provoquant parfois des douleurs sociales qui, cependant, doivent être plus courtes et plus supportables que celles qui résulteraient des faits naturels.

(*A suivre*.) I. Think.

[1] Voir les numéros 44 et 46.

A rajouter, à la liste des oubliés au bagne, le compagnon Granger qui, dénoncé comme insoumis, tenta d'échapper aux gendarmes qui voulaient l'arrêter et, se voyant sur le point d'être pris, tira, sans blesser personne, quelques coups de revolver sur ses agresseurs.

Arrêté, il fut, pour ce fait, condamné à *douze ans* de bagne.

Si des camarades possèdent les journaux qui parlèrent de l'affaire, l'acte d'accusation, s'il fut publié, ils sont instamment priés de nous les faire parvenir; nous les joindrions au dossier qu'est en train de composer l'ami Leyret pour poursuivre sa courageuse et désintéressée campagne en faveur de nos amis.

* *

Une lettre de Montpellier nous signale aussi le cas de Mouysset qui, en 1897, a été condamné à un an de prison et à la relégation pour avoir, en prison, où il subissait une condamnation à trois mois, cassé un carreau de sa cellule et mordu le gardien chef de l'établissement.

C'est Mouysset qui, pour vendre les journaux et brochures anarchistes, s'affublait d'une robe et d'un bonnet rouges et, lorsque les agents venaient pour l'arrêter, refusait de marcher, se couchant dans la rue, forçant les sbires à l'emporter. Il a, de ce fait, subi, paraît-il, seize condamnations.

Or, si cela peut le faire passer pour déséquilibré aux yeux de beaucoup, on avouera que la relégation c'est excessif.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Toujours l'armée! Chaque semaine, il nous faut enregistrer soit des suicides, soit des brutalités, soit des injustices criantes, soit des assassinats, soit le tout ensemble. Quand les moutons seront las d'être conduits à cet abattoir, peut-être enfin deviendront-ils enragés!

Nous avons vu maintes fois avec quel empressement les conseils de guerre condamnent à mort les malheureux soldats coupables seulement d'avoir esquissé un geste de révolte en protestation aux grossières injures et aux lâches brutalités d'un gradé. En revanche, tout porte-galons est sûr de l'impunité quand il donne libre cours à sa fureur sauvage envers un inférieur.

Le maréchal des logis Murco, du 22e dragons, à Nancy, vient d'en faire l'expérience. Cet intéressant sous-off inculquait l'esprit de discipline à ses cavaliers d'une façon toute militaire. C'est ainsi qu'en décembre dernier, il frappait le cavalier Duval à coups de pied et de poing et à *coups de fouet*. En janvier, il donnait au cavalier Alibert un coup de pied et *un coup de crosse* en pleine poitrine.

La brutalité habituelle de cet Esterhazy en herbe était telle qu'elle avait inspiré des doutes sur son état mental. Mis en observation à l'hôpital de Châlons, il a été reconnu « qu'il jouissait de la plénitude de ses facultés mentales ».

Le conseil de guerre a approuvé sa lâcheté en l'acquittant. Murco n'a plus qu'à continuer.

* * *

Encore un malheureux, victime de l'ignorance crasse — ou de la lâche cruauté — d'un médecin-major.

Un jeune soldat du 27e de ligne, à Dijon, est mort de la poitrine dans son lit, sans que le major ait consenti à le reconnaître malade.

Il en est sans doute de la médecine comme de la justice. Il y en a deux, la civile et la militaire.

* * *

Le soldat Bogaert, étant de faction le 26 janvier dernier, au hangar Guillemenot, à Dunkerque, vit venir vers lui un inconnu. Il l'interpella plusieurs fois en le menaçant de faire feu s'il avançait. L'inconnu ne semblait pas entendre. Alors Bogaert fit feu et le tua.

La victime était un matelot norvégien qui ne comprenait pas un mot de français.

N'est-ce pas qu'elle est au plus haut point intelligente la consigne qui ordonne de tuer un homme parce qu'il s'approche fort innocemment d'un hangar dont le contenu n'intéressait en rien les terribles secrets de la défense nationale?

* * *

Voici, pour nous consoler un peu de ces horreurs, la note gaie donnée par Ramollot:

Le colonel du 51e d'infanterie, à Beauvais, vient de donner le jour à la décision suivante:

« Le colonel supprime toutes les permissions permanentes de manquer à la soupe qui auraient pu être accordées jusqu'à présent par les capitaines, aussi bien pour manger à la cantine que pour manger en ville.

« Le colonel se réserve le droit d'accorder de telles autorisations et n'en accordera que pour manger chez les père et mère et pour le repas du soir seulement. Tout militaire qui enfreindrait cette prescription serait puni de prison. C'est en mangeant la soupe ensemble qu'on apprend à se connaître et à s'aimer. Il n'y a pas plusieurs catégories de soldats, mais une seule. Le mépris de la table commune est formellement contraire à la discipline et à l'esprit de corps, qui sont la force et la gloire du régiment. »

* * *

La Police. — Celle-ci se distingue aussi. Après Puybaraud qui subventionne des Alibi-offices, — affaire dont on attend toujours impatiemment la sanction — après André qui, par ses menaces, pousse au suicide de malheureux travailleurs sur qui s'abat à tort et à travers la fantaisie policière, voici notre vieille connaissance Fédée qui éprouve le besoin de rappeler à ses chefs qu'il est toujours là, pour donner, à l'occasion, un coup de main dans quelque rafle d'anarchistes.

Cet argousin émérite vient de perquisitionner et d'opérer des arrestations en masse dans une population de forains installés rue Letort. Un gamin, arrêté la veille, pour vol à la tire, avait prétendu qu'il leur revendait les marchandises volées. Sans prendre la peine de contrôler cette assertion, Fédée, croyant opérer encore sur des anarchistes, se livra à des procédés sommaires, arrêtant femmes et enfants et dévalisant les roulottes de ces pauvres gens.

On annonce que les arrestations ne seront pas maintenues.

* * *

La Misère. — Toujours des suicides occasionnés par la misère.

Rue Lecourbe, 303, les époux Belloche, réduits à la misère, se sont asphyxiés avec un réchaud.

Jeanne C..., se trouvant sans ouvrage et face à face avec la misère, s'est jetée dans la Seine au pont de Bercy. Repêchée, elle a déclaré qu'elle recommencerait.

M. Louis Bouiller, âgé de soixante et onze ans, a été trouvé pendu dans sa chambre, 9, boulevard Edgar Quinet. Ce suicide est attribué à la misère.

* * *

Les Cochers. — Une certaine agitation règne parmi les cochers. Ils se plaignent du système spécial sous lequel ils se trouvent placés. Les loueurs réclament d'eux une moyenne de quinze à seize francs par jour et, les jours de fête, la moyenne s'élève jusqu'à vingt-quatre et vingt-cinq francs. De plus, l'installation du nouveau compteur leur causerait un nouveau préjudice. En conséquence, les cochers revendiquent un salaire fixe, avec l'installation du compteur horo-kilométrique permettant un contrôle rigoureux de leur travail.

* * *

Les Grèves. — Les batteurs et batteuses d'or sont toujours en grève, et la grève s'étend. Ces travailleurs sont pourtant bien modestes dans leurs réclamations. Ils demandent la suppression du marchandage — qui, on le sait, est interdit par une loi qu'on n'applique jamais — et la limitation du nombre des apprentis par voie d'extinction.

Les fonds de secours sont reçus chez le citoyen Peth, 142, boulevard de la Villette.

* * *

Les ouvriers tanneurs des tanneries Lemaître et Guiomart, de Morlaix, sont en grève, réclament une augmentation de 25 centimes par jour, la journée de onze heures et la suppression des corvées du dimanche.

* * *

Deux mille ouvriers des chantiers communaux de Limoges sont en grève. Naturellement, les troupes sont consignées.

* * *

Les ouvriers maçons de Saint-Amand viennent de se mettre en grève, demandant une augmentation de salaire.

* * *

Il y a grève encore chez les bonnetières de Dijon. Elles réclament une augmentation.

* * *

L'administration des Chantiers de la Seyne a proposé aux ouvriers grévistes quelques concessions qui ont été refusées.

André Girard.

Etats-Unis.

Epilogue du drame de Hazleton. — Le drame de Hazleton vient d'avoir son dénouement devant la cour d'assises de Wilhesbarre. Après la boucherie du 10 décembre dernier, il s'est formé un comité qui avait pour but de poursuivre le shérif et ses policiers. Ces soutiens de la féodalité dollarienne étaient accusés, par ce comité, d'avoir, le 10 décembre, près de Hazleton, tué dix-neuf mineurs et d'en avoir blessé et mutilé trente-huit autres. L'accusation a démontré que cet acte était un meurtre au premier degré. En effet, la veille du jour fatal, les mineurs avaient tenu une réunion à Harwood où ils décidèrent de marcher sur Lattimer pour inviter leurs frères de cette dernière localité à quitter le travail. Leurs meneurs, pour éviter des conflits avec la police, leur avaient conseillé de ne porter sur eux aucune arme et d'y marcher paisiblement. Le lendemain, ils se rendirent à Lattimer. Arrivés près de Hazleton, ils trouvèrent le shérif et ses policiers qui leur barrèrent le chemin. Ce shérif s'avança vers les mineurs et leur donna l'ordre de rebrousser chemin. Ceux d'entre eux qui marchaient les premiers, ne comprenant pas bien l'anglais, s'approchèrent du shérif, l'entourèrent pour apprendre ce qu'il disait: une bousculade s'ensuivit. Le shérif tira un revolver de sa poche et les en menaça: un mineur contre lequel il l'avait braqué le lui fit tomber de sa main. Le shérif recula. On entendit l'ordre: Feu! et une fusillade commença. Les mineurs s'enfuirent de tous côtés; mais les policiers continuèrent à tirer. Certains d'entre eux montèrent sur les hauteurs de la ligne du chemin de fer pour mieux viser. La route fut jonchée de morts et de mourants. Toutes ces victimes avaient reçu leurs blessures par derrière, pendant qu'ils s'enfuyaient. Cela constitue bien un meurtre! Mais allez donc demander de la justice à la bourgeoisie! Aussi, le jury, comme on devait s'y attendre, a rendu un verdict d'acquittement en faveur du shérif et de ses sous-ordres. Ce jugement aura au moins servi à ouvrir les yeux aux plus aveugles, à ceux qui avaient une lueur d'espoir dans la justice bourgeoise; ils sauront aussi, à la prochaine occasion, se méfier des endormeurs qui, sous des prétextes fallacieux, les laissent massacrer comme des moutons de bergerie.

M. Heckler.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un de nos camarades vient de nous remettre, pour être vendu au profit de la propagande, le Dictionnaire de Maurice Lachâtre; c'est l'édition de 60 francs. Nous la laisserons à 30 francs. Il est très bien relié, dos chagrin rouge; tout neuf.

* * *

Bibliothèque sociologique des Travailleurs Libertaires du XIIe. — Dimanche 3 avril, à 2 h., salle Delapierre, 168, rue de Charenton.

Ordre du jour: *L'Abstention*.

Les journaux, livres, etc., pour la bibliothèque, sont reçus chez Lafond, 264, avenue Daumesnil.

* * *

Le groupe pour les détenus *La Société internationale* a reçu: du groupe *Les Affamés* de Spring Valley (Etat de New-York), 25 fr.; Collecte faite à l'Alcazar d'Italie, réunion Cyvoct, 5 fr. 55; Les treize complices de la Cloche de bois, 1 fr.; M..., 0 fr. 30; (Liste Prost) Henry Beylie, 0 fr. 20; Moriceau, 0 fr. 10; L'ami de Berthulus, 0 fr. 10; Eldorado, 0 fr. 50; R. Banhinx, 0 fr. 15; E. Lebrun, 0 fr. 50; Rebut, 0 fr. 25; T. L., 0 fr. 40; Pierre, 1 fr.; Collecte faite à la réunion du Comité central rue des Prés-Saint-Gervais, 1 fr. 70; A bas les flics, 0 fr. 25; Un camisard de la 4e F. D., 0 fr. 30; Un enflé, 0 fr. 10; Un camarade, 0 fr. 20; Heyer, 0 fr. 30; Edouard Fourmon, 0 fr. 50. Total: 38 fr. 40.

Envoi à trois camarades, 16 fr., et au père d'Etiévant, 5 fr.

Nous informons les camarades de province de nous aviser des noms et adresses des camarades détenus ou de leur famille.

* * *

Nous pouvons laisser la *Grève des Electeurs* à 4 fr. 50 le mille. Nous avons commencé le tirage; avis à ceux qui en veulent.

Congrès National des Libertaires et socialistes indépendants, Liège, 10 et 11 avril 1898 (journées de Pâques).

Appel aux vrais socialistes!

La lutte entreprise par les *vrais* socialistes contre la société actuelle est âpre, ardente et nécessite le concours de tous. Il est donc nécessaire de nous réunir de temps à autre, à l'effet de discuter nos théories et de nous appuyer mutuellement.

Le *Parti Ouvrier Belge* ne peut nous satisfaire, non seulement par ses coteries et son funeste parlementarisme, mais aussi par son mesquin esprit de programme et d'action bornée.

Il serait toutefois utile à la propagande d'entretenir des relations entre les camarades, et, afin d'éviter toute équivoque, de nous réunir sous une forme *fédérative*. Nous pourrions ainsi donner à notre propagande une précision et une impulsion qui lui manquent.

En conséquence, nous vous invitons à assister au Congrès National de Liège, les 10 et 11 avril 1898.

Nous pourrons y échanger nos vues et nous entendre, s'il y a lieu.

Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser à Georges Thonar, 5, rue Fond-Saint-Servais, Liège.

BIBLIOGRAPHIE

Notre camarade Retté vient de réunir en volume treize *Idylles diaboliques*, parues dans la *Plume* et dont quelques-unes sont très intéressantes. Le volume, 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Nous avons reçu :

Voltaire et Calas, par Raoul Allier; une brochure, 0 fr. 50, chez Stock.

Pour des jours meilleurs, brochure par Georges Dubois, à la *Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.

L'Année sociologique, publiée sous la direction de M. E. Durkheim (1re année, 1896-1897); 1 vol., 10 fr., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

La Hiérarchie démocratique, par Rouxel, 1 broch.; chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

A lire :

Opération de police, Jean Jullien, *Aurore*, 26 mars.

Le Pain, L. Descaves, *Echo de Paris*, 27 mars.

Girier Lorion H. Leyret, *Aurore*, 27 mars.

L'Opposition française, Camille Mauclair, *Aurore*, 28 mars.

Le n° 8 de la *Feuille* contient, cette fois-ci, un dessin de Willette.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE (1)

Devant la profusion de livres qui s'augmente chaque jour, beaucoup sont embarrassés du choix qu'ils doivent faire pour former un fonds de bibliothèque sérieuse. Sous ce titre : *Bibliothèque anarchiste*, nous donnons de temps à autre la liste des ouvrages qui, à notre connaissance, peuvent être lus avec fruit. Comme de juste, les connaissances de chacun auront à suppléer aux omissions que nous pouvons faire.

Comme il nous est impossible aussi de lire, et surtout d'acheter tout ce qui paraît, les auteurs et éditeurs qui pensent avoir des volumes rentrant dans notre cadre n'ont qu'à nous les envoyer. Ils seront lus consciencieusement, et ceux que nous jugerons bons seront catalogués dans notre liste.

Sciences et philosophie.

N° 48. — *La Religion*, par André Lefèvre, 1 vol., 5 francs, chez Schleicher, éditeur, 15, rue des Saints-Pères.

Dans ce livre, l'auteur détruit l'origine révélée des mythes religieux et démontre qu'ils ne sont que le produit de l'imagination humaine.

49. — *La Civilisation et les Grands Fleuves historiques*, par Léon Metchnikoff, 1 vol in-8°, 3 fr. 50, chez Hachette, 79, boulevard Saint-Germain.

Je sais que l'ouvrage de M. Léon Metchnikoff n'est pas de ceux qui saisiront d'emblée l'attention du public. Je sais qu'il n'aura pas le succès d'un conte drolatique ou d'un roman, mais je sais aussi que ce livre marque une date dans l'histoire de la science et qu'il restera. (Extrait de la préface d'Elisée Reclus.)

50. — *Les Aptitudes et les Actes*, par L. Manouvrier, une plaquette, à l'administration des *Deux Revues*, 111, boulevard Saint-Germain.

Dans cette plaquette, l'auteur démontre que les aptitudes peuvent indifféremment servir aux individus à commettre des actes réputés blâmables et aussi des actes réputés moraux. Les véritables moteurs des actes sont les influences de situation, de milieu et d'éducation.

51. — *Dictionnaire des Sciences anthropologiques*, à 1 fr. 25 la livraison, chez Doin, éditeur, 8, place de l'Odéon.

Livre à consulter pour apprendre à connaître l'*homme*, les influences qui le font agir et l'historique de son développement.

52. — *Revue mensuelle de l'Ecole d'anthropologie de Paris*, 1 fr. le n°, Félix Alcan, éditeur, 108, boulevard Saint-Germain.

Ouvrage à lire au même titre que le précédent.

53. — *La Science sociale*, par H. Spencer, 1 vol., 6 fr. chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Comme tous les économistes desquels il se rapproche, H. Spencer a la prétention de se poser en l'homme impassible qui explique des lois sans s'occuper de sentiments. Mais ce n'est qu'une prétention, car, comme tout le monde, Spencer a des conceptions, des préjugés et ne juge que d'après ses idées, d'après ses préjugés, et bien souvent ses prétendues lois ne sont que les effets d'un état social mal organisé. Mais il y a dans ce volume des choses excellentes à méditer.

Romans.

54. — *La Fin des Bourgeois*, par C. Lemonnier, 1 vol., 3 fr. 50, chez Dentu, éditeur, 2, place du Palais-Royal.

Constatation de la pourriture bourgeoise, et de sa décrépitude, description de ses filouteries et de sa rapacité ne reculant pas devant le crime.

55. — *Les Ventres*, par Paul Pourot, 1 vol., 3 fr. 50, chez Tresse et Stock, éditeurs, place du Théâtre-Français.

Histoire d'un artiste étouffé par la mauvaise organisation sociale qui l'empêche de se produire et le fait s'émasculer dans une besogne écœurante pour subvenir aux besoins matériels de la vie.

56. — *Souvenirs d'un matelot*, par G. Hugo, 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Nouveau et excellent livre contre le militarisme, la discipline et toutes les absurdités de l'autorité. Protestation de la dignité humaine.

Sociologie.

57. — *Ministère et Mélinite*, par Hamon et Bachot; 1 vol., 3 fr. 50, chez Savine, 12, rue des Pyramides.

Histoire des pots-de-vin et de la rapacité commerciale des industriels qui les fait passer sous jambe ce fameux patriotisme dont ils veulent faire, afin d'assurer leur exploitation, une vertu à l'usage des exploités.

58. — *Enquête sur la question sociale en Europe*, par J. Huret; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 25, quai des Grands-Augustins.

Là-dedans, ce ne sont, pour la plupart, que des bourgeois qui parlent, mais ce qu'ils disent est le plus formidable réquisitoire qui puisse se dresser contre leur société. Les arguments qu'ils emploient pour défendre leur système en sont la plus belle condamnation. C'est un livre de propagande... indirecte.

Poésies.

59. — *Les Blasphèmes*, par J. Richepin, 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier et Fasquelle, éditeurs, 11, rue de Grenelle.

Comme l'auteur le dit lui-même, c'est une bible de l'athéisme; seulement, il nous semble que l'auteur prête trop d'importance à la divinité en l'attaquant si véhémentement. On ne s'encolère pas contre ce qui n'existe pas. Belles pages à lire quand même.

60. — *La Chanson des Gueux*, du même, chez les mêmes éditeurs.

Belles pages sur les misères des gueux, à côté d'autres bien inutiles, il nous semble.

Théâtre.

61. — *Lidoire*, par G. Courteline, 1 plaquette, 1 fr., chez Marpon et Flammarion, éditeurs, 26, rue Racine.

Satire très réussie contre l'autoritarisme militaire, ayant d'autant plus de valeur que cette satire est sans doute involontaire de la part de l'auteur qui n'y a vu que le côté blague et galette.

62. — *La Cage*, 1 acte par L. Descaves, 1 fr. 50, chez Stock, galerie du Théâtre-Français.

La Cage, c'est l'état social qui pèse sur les individus. Il y passe un beau souffle de révolte.

63. — *Les Mauvais Bergers*, 5 actes, par O. Mirbeau; 2 fr., chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Les Mauvais Bergers ce sont ceux qui se font les conducteurs des peuples. Tous, même ceux animés des meilleurs sentiments, faillissent à leur tâche, et n'aboutissent qu'à la catastrophe. C'est un peu pessimiste, mais il y a des accents superbes d'indignation, de belles paroles de révolte, et après tout, ne peut choquer ceux qui n'ont aucune prétention à la direction de quoi que ce soit, bornant leur rôle à la diffusion des idées, réclamant pour chacun le droit d'évoluer selon sa nature, sans plus d'entraves sociales.

(1) Voir les nos 2, 5, 9, 22, 33 et 47 de la 1re année des *Temps Nouveaux* et n° 4, 2e année.

PETITE CORRESPONDANCE

P. T. — Reçu vers.

D., à Calais. — Une partie des brochures étant épuisées, nous avons assorti pour le mieux.

J. H., à Rotterdam. — Reçu mandat. Vous avez oublié les deux brochures Zola?

Reçu l'Express du Midi. — Utiliserons.

E. L., au Havre. — Numéros demandés expédiés à Dubos.

M., à Bourges. — C'est justement pour empêcher l'affichage que nous avons pris ce format.

Reçu pour Etiévant : M. C., 0 fr. 50; à Bruxelles, 1 fr.

Reçu pour les détenus : F., à Wresham, 0 fr. 35.

Reçu pour le journal : Amiens, Jeandetrop, 1 fr. — Anonyme, 1 fr. — L. M. D., à Rouen, 0 fr. 95. — L'anarchie errante, 10 fr. — E., à Daumazan. — L. B., à Rouen, 1 fr. — E. J. V., 1 fr. — Un camarade, 4 fr. — H. G., à Port-Elisabeth, 5 shel. — V. B., 0 fr. 60. — Un groupe de peintres en décor (ex-ventrabouriches), 4 fr. — J. C., à Chaillon, 0 fr. 45. — Un futur Etiévant, 0 fr. 50. — Merci à tous.

P. A., à Angers. — B., à Roubaix. — M., à Troyes. — C., à Reims; D., à Rennes; E., à Daumazan (par le *Père Peinard*). — L., à Chaux-de-Fonds. — E. M., à Caudebec. — B. R., à Hyères. — F., au Mans. — D., à Calais. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Incendiaire, lithographie, par Luce.
Porteuses de bois, par C. Pissarro.
L'Errant, par X.
Le Démolisseur, par Signac.
L'Aube, par Jehannet.
L'Aurore, par Willaume.
Les Errants, par Rysselbergh.
L'Homme mourant, par L. Pissarro.
Les Sans-Gîte, par C. Pissaro.

Les deux premières sont épuisées. Le prix de chaque lithographie est de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco. Il y a une édition d'amateur à 3 fr. 25 l'ex., 3 fr. 40 franco.

Il ne nous reste guère qu'une demi-douzaine de collections complètes des deux tirages, que nous vendons à 40 francs celle d'amateur, et 20 francs l'ordinaire.

Nous avons aussi :

Aux Temps Nouveaux, lithographie de Willaume, 1 franc, franco 1 fr. 25.

Proudhon et *Bakounine*, portraits au burin par Barbottin, franco 0 fr. 60 chaque.

Le 11 novembre 1885, eau-forte dont il ne nous reste qu'une dizaine d'exemplaires, 2 francs.

Et le frontispice en couleur du Supplément, 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

Nous rappelons aux camarades qu'il nous reste encore 1 collection complète du Révolté *paru à Paris (années 1885, 86 et 87). Nous la laisserons à 10 fr. les 3 années.*

Nous avons également, à 1 fr. 50 l'année complète, le Révolté *9e année,* Révolte *4e, 6e et 7e. Frais d'envoi en plus. Les 4 peuvent entrer en un colis de 5 kilos : 1 fr. 10 pour l'extérieur; 0 fr. 80 en gare; 1 fr. 25 à domicile pour la province, 0 fr. 25 à Paris.*

Nous laisserons les 4 années pour 3 fr. 80.

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil*	» 10
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine*	» 10
Gesprek tusschen troc Bocrenarbeiders door Eurno, *Malatesta*	» 10
A M. Emile Zola, *par Ch.-Albert*	» 10
L'Immoralité du mariage, *par René Chaughi* .	» 10

Pour recevoir ces brochures, adresser les demandes à Ch. Hautstout, à l'adresse ci-dessus.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 50

DIX CENTIMES

DU 9 AU 15 AVRIL 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Cette semaine encore, nous sommes forcés de paraître sans supplément.

L'ÉVOLUTION HUMAINE

L'immobile, le vide, c'est-à-dire la mort n'existe pas.

La vie est dans tout.

Tout se meut, se transforme, croît, se dissout, évolue en un mot.

Quiconque étudie, observe, à l'aide des livres, c'est-à-dire à l'aide des travaux de ses prédécesseurs, ou par son propre travail, son expérience personnelle, peut se convaincre facilement de cette vérité : l'évolution est la loi générale de l'univers; elle régit aussi bien le grain de poussière du chemin que les astres innombrables, ces poussières du ciel.

Elle régit l'humanité.

La conclusion immédiate est que la connaissance des lois de la nature a pour nous la plus grande importance, elle seule peut éclairer et guider nos actions. L'instruction, le savoir, la science a transformé les hommes en géants, en dieux, plus merveilleux que ceux qu'inventa la riche imagination des antiques.

Chaque jour, de patients labeurs, d'incessantes études augmentent les conquêtes de l'homme sur la nature.

Ce mouvement de l'humanité, plus ou moins vif ou latent dans les âges précédents, s'est prodigieusement accéléré durant ce siècle. L'homme, jetant un regard pénétrant autour de lui, trouvait le secret des choses, et se renseignait sur le jeu des effets et des causes; il voulait tout savoir, tout connaître, sauf lui-même. L'influence néfaste des religions l'avait habitué à se considérer comme un être à part; distinct de tout ce qui vit, il se mettait lui-même hors la loi naturelle.

Le grand fait des temps modernes est que l'homme vient de se reconnaître naturel. Ce qui l'a le plus étonné dans la contemplation de la nature, c'est de s'y voir.

Il ne put s'y refuser; déception, humiliation, mais impuissance de croire au caractère antinaturel de l'homme. Forcé de rentrer dans le rang, il devint objet de la science. L'anthropologie se constitua.

Les sciences spécialement anthropologiques sont nombreuses. L'histoire naturelle, la géologie, la géographie, l'embryogénie, les sciences sociologiques, etc., apprennent à l'humanité à se connaître elle-même. Est-elle près de devenir sage, selon le précepte de l'oracle de Delphes?

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'antagonisme de la foi et de la science; l'une affirme gratuitement et grossièrement, l'autre n'avance rien qu'elle ne prouve, elle n'oblige pas à croire, elle convainc. A la raison humaine de choisir entre la foi et la science : cela revient à choisir entre la mort et la vie.

La vie, manifestation de la force cosmique dans laquelle, en dernière analyse, la science a découvert l'unité de l'univers, la vie, a pour loi générale la liberté, c'est-à-dire l'autonomie, l'obéissance à sa propre loi, à la nature.

Qu'il s'agisse des nébuleuses, des plantes ou des êtres, ils ont tous, pour synonyme de vivre, évoluer librement. Toute gêne, toute entrave leur est nuisible, les fait dépérir, leur est mauvais.

Si l'humanité fait partie de la nature, il faut lui reconnaître les mêmes lois, c'est-à-dire les mêmes droits; à cette condition, elle sera bonne et florissante.

Les défauts de l'humanité, ses imperfections ne peuvent jamais motiver sa servitude, car ce serait au moins l'arrêter dans son évolution.

Il faut dire : au moins, car tout arrêt vers le progrès a pour conséquence subite une rétrogradation.

Reste à examiner si l'évolution libre est toujours bonne.

Là encore la science énonce, preuves à l'appui, les deux lois suivantes :

1° Tout être tend à persévérer dans son être.

2° Tout être aspire au bonheur.

L'être est repoussé par le mal, par tout ce qui diminue ou compromet sa vie. Il est attiré par ce qui favorise son développement, par le bien. Pour ne pas tomber dans l'erreur religieuse de la création d'entités, il est plus juste de dire, au lieu de : le bien, le mal, son bien et son mal.

Sans l'isoler de l'univers, tenons-nous-en à l'homme. Chacun cherche son bien et fuit son mal; c'est l'emploi de sa vitalité.

Longtemps il n'a eu pour se conduire que sa sensibilité, facile source d'erreurs; aujourd'hui, la science peut fournir à sa raison d'utiles lumières : au tour de la raison d'éclairer la sensibilité.

Le progrès moral peut se définir: le discernement sans cesse plus profond du bien et du mal.

Ce qui revient à la célèbre définition de Claude Bernard : « La vie est l'ensemble des forces qui luttent contre la mort », en prenant le mot *mort* dans son acception étroite d'extinction.

Une diminution de vie est un mal, une petite mort; la mort, une grande diminution.

A moins d'infirmer les vérités scientifiques, la raison doit les admettre et déduit :

Que toute loi arbitraire et artificielle issue du bon plaisir d'un ou de plusieurs, révélée ou inventée, est inutile si elle est conforme à la loi naturelle, et nuisible si elle lui est contraire; en tous cas attentatoire, dans son application, à la liberté individuelle, condition nécessaire au progrès moral, ou, ce qui revient au même, à l'extension de la vie.

Avant longtemps, les législateurs seront considérés comme des sauvages et d'ignorants barbares, ou bien la race humaine, arrêtée par eux dans son évolution, disparaîtra complètement de la surface terrestre, comme ont fait déjà tant d'autres races.

LUDOVIC MALQUIN.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Quoiqu'il y ait longtemps que nous n'ayons parlé du projet d'école, le comité d'initiative poursuit sa besogne A l'heure actuelle, il y a 1.700 francs en caisse. Une souscription de 1.000 francs est annoncée; plus diverses cotisations mensuelles. C'est une œuvre qui demandera beaucoup de temps pour la réaliser, mais le groupe ne s'est jamais illusionné là-dessus; il y apportera de la ténacité, et ne s'arrêtera que lorsqu'il aura atteint son but.

J. G.

LA COMÉDIE ÉLECTORALE

Dans l'*Aurore* du 29 mars, le citoyen Arnold, membre du comité du XIII[e] pour l'amnistie, en une longue lettre qu'il m'adresse, essaie de me démontrer que j'ai eu tort de combattre la candidature de Cyvoct.

J'ai lu, avec une très grande attention, les objections du citoyen Arnold; je ne demande pas mieux que l'on m'indique où je me trompe; mais je dois avouer que, dans la longue lettre du citoyen Arnold, et malgré ma bonne volonté, je n'ai trouvé que des phrases, et pas un seul argument; à moins que l'on ne prenne comme tels ces deux passages de sa lettre : l'un où il essaie de me prouver que, si j'avais été envoyé au bagne, et que des citoyens aient cru bon de faire une manifestation sur mon nom, et eussent obtenu ainsi ma libération, je n'aurais pu me refuser de les laisser continuer, surtout si cela avait été fait en vue de faire sortir du bagne des amis qui y seraient restés; et un autre passage où il me demande si, puisque je ne suis pas partisan de sa candidature, j'aurais préféré voir Cyvoct rentrer tranquillement planter ses choux.

La *Bataille* de Namur, qui fait campagne pour

la candidature de Moineau, reproduit la lettre du citoyen Arnold avec quelques commentaires qui ont la prétention d'être désobligeants.

Or, il faudrait s'entendre. S'il y a des gens qui croient encore aux vertus curatives du suffrage universel, je puis les plaindre profondément de s'attarder encore à des bêtises pareilles, mais je n'irai pas les combattre s'ils essaient de les faire servir à arracher un de nos amis du bagne. Je continuerais à penser qu'il y a mieux à faire en leur faveur que de l'agitation électorale, et je tâcherais de le prouver en faisant à côté ce qui me semble mieux.

Si je suis intervenu dans l'affaire Cyvoct, c'est que Cyvoct était anarchiste, et qu'il y avait dans sa candidature un illogisme où les anarchistes avaient le droit de dire leur façon de penser.

Ceci dit, j'en reviens à la réponse du citoyen Arnold.

Si j'étais allé au bagne et que, par hasard, j'en sois revenu, cela importe peu, et n'a rien à voir avec la question du suffrage universel. Ce qu'il faut savoir, c'est si l'agitation électorale est la meilleure agitation qui puisse se faire.

Or, le citoyen Arnold en convient lui-même, la candidature Cyvoct n'est sortie que de l'agitation faite déjà par l'ami Leyret, par Ranc et d'autres qui avaient déjà essayé d'émouvoir l'opinion publique.

Et je dis que c'est cette campagne qui était seule large, rationnelle, tandis que, eux autres, en allant la mêler avec tous ces conflits de programmes divers, d'appétits déchaînés de candidats, ils risquent de la diminuer, de la faire avorter piteusement.

Quel bel aveu d'impuissance laisse échapper le citoyen Arnold, en ne voyant pas d'autre solution, pour Cyvoct, que d'aller planter ses choux s'il avait refusé la candidature !

Ainsi, pour vous, citoyen Arnold, qui avez fait partie de la Commune, qui avez lutté, combattu, il n'y a rien à faire en dehors de l'action électorale ?

Vous ! les maîtres souverains ! une fois vos élus en possession du pouvoir que vous leur donnez, vous venez nous dire que vous ne pouvez rien faire de bon pour ce que vous voudriez accomplir, puisqu'il vous faut attendre une vacance électorale pour faire entendre à nouveau votre voix.

Or, comme vous êtes maîtres pendant vingt jours tous les quatre ans, vous conviendrez que votre souveraineté et votre action sont bien peu de chose.

C'est parce que, nous, nous voulons avoir le droit de parler tout le temps, que nous ne nous mêlons pas aux tripotages électoraux.

J. Grave.

Discussion sur la méthode en histoire [1]

(*Suite*)

Et, en recourant spécialement à l'Etat pour leur réalisation, nous sommes parfaitement logiques avec notre conception de son rôle qui prédit son abolition dans la société future. Sans doute, nous tendons à organiser ses ingérences, mais l'Etat ne sera pas par cela fortifié ; il disparaîtra quand même avec la révolution.

Nous ne lui attribuons aucune qualité immanente et l'histoire de la législation ouvrière en Angleterre nous montre qu'il n'a fait qu'obéir aux pressions extérieures du prolétariat; son rôle s'est borné à enregistrer l'*état momentané* de la conscience populaire, mais ainsi *il a éternisé* son action. Certes, comme il est avant tout un instrument de domination aux mains de la bourgeoisie, souvent les lois sociales qu'il a sanctionnées ont été sans efficacité. Néanmoins, il est incontestable que les reconnaissances de certains droits acquis de haute lutte par les travailleurs ont simplifié énormément, dans la suite, les conflits économiques; car, outre que les ouvriers voient malgré tout dans l'enregistrement légal de leurs revendications une certaine protection et un certain droit qui les tiennent plus attentifs et plus rigoureux à l'exécution des conventions, les capitalistes sont retenus par la crainte de méconnaître d'une façon trop flagrante le principe souverain de la loi pour ne pas ôter aux travailleurs tout respect de l'organisme chargé de les défendre par les forces mêmes du prolétariat.

Nous ne voyons donc pas dans l'Etat l'embryon du gouvernement de la production basé sur une hiérarchie et un fonctionnarisme formidable désastreux pour l'initiative et la liberté.

De tout temps, l'Etat a été l'instrument des classes dirigeantes; il est né avec elles, s'est modifié suivant les formes nouvelles qu'elles poussaient et disparaîtra avec elles. Toute victoire ouvrière qu'il enregistre est en réalité une blessure qui réduit sa puissance, puisque protecteur du capital; on ne lui infuse pas un sang nouveau en l'ingérant dans les rapports économiques d'une façon ouverte au profit des ouvriers; non, on le tue lentement. Et lorsque la classe capitaliste sera entièrement subordonnée, il s'effondrera.

Tandis que, jusqu'à présent, son utilisation n'avait été qu'irrégulière, concordant avec les grandes convulsions de la classe laborieuse, et tandis que celle-ci confiait à des gens non directement mandatés par elle le soin d'immiscer l'Etat favorablement dans ses affaires, les socialistes ont voulu systématiser ce moyen de réduire la puissance du capital; ils s'empareront de ses propres armes et les retourneront contre lui. Les principaux porte-voix de la classe ouvrière iront révéler eux-mêmes aux Chambres législatives l'état de révolte permanente du prolétariat et ils lutteront constamment pour obtenir l'estampille légale à ses revendications. Il ne faut pas nécessairement qu'ils soient en majorité pour agir; ils ne doivent que répéter les clameurs populaires à toute occasion, afin que l'on sache que le prolétariat pourrait, au besoin, imposer ses volontés. Et avec des luttes moins âpres et moins longues, le prolétariat verra ses volontés exécutées. Telle est la philosophie de notre politique.

Je me résume : le communisme libertaire est une conséquence immanente des développements de la structure économique capitaliste. Notre tâche consiste simplement à précipiter les événements intermédiaires *en aidant la formation des courants que le procès économique nous dévoile comme devant être les puissances démolisseuses de la société actuelle*. Par conséquent, *nous organisons les corps de métiers les plus avancés dans le mode de production* qui prépareront l'organisation de la société future; à cet effet, nous forçons les gouvernements à mettre leurs forces morales et autres à notre profit en consacrant définitivement les réformes qui sont ou pourraient être gagnées de haute lutte, grâce au progrès de la conscience populaire, et ces réformes fortifieront le développement de ces corps de métiers. *Nous complétons notre action en répandant aussi les principes socialistes parmi les malheureux à qui le capitalisme ne permet pas une organisation sérieuse* par suite de l'instabilité de leur emploi et nous réclamons pour eux l'aide des plus favorisés. Nous éduquons ces sans-travail disposés naturellement à la révolte, de telle sorte qu'ils puissent saisir le moment vraiment favorable pour donner le signal de la grande révolution qui enfantera le communisme dont l'organisation libre aura été en partie préparée par les corps de métiers organisés !

⁂

Je ne discuterai pas présentement la tactique. Tu as reconnu avec moi les défauts des organisations socialistes et nous sommes d'accord sur leurs causes. Ce qui t'empêche d'accepter mes conclusions, c'est d'abord ton mépris conventionnel de la liberté, *surtout lorsqu'il s'agit des autres*; c'est ensuite la croyance que, *si puissantes que soient les influences de ces ferments autoritaires, elles ne pourront jamais arrêter la marche naturelle du prolétariat qui doit établir révolutionnairement le communisme libre*. Cette croyance se base sur les prédictions que Marx a données comme conséquences immédiates de sa conception matérialiste de l'histoire; elle captive ton intelligence et dirige ton activité. Le sujet est donc trop important pour que je craigne les longueurs qu'exige son développement entier.

Quelle est d'abord cette conception historique? Je la résumerai moi-même afin que tu me dises si nous l'avons comprise d'une façon identique.

L'histoire de l'humanité montre les sociétés en mouvement à travers les âges, changeant leurs institutions et leurs lois par une suite d'enchaînements nécessaires. La vie sociale présente dans son développement historique les mêmes phénomènes que l'on rencontre en d'autres branches de la biologie.

« Les vieux économistes se trompaient sur la nature des lois économiques lorsqu'ils les comparaient aux lois de la physique et de la chimie. Une analyse plus approfondie des phénomènes montre que les organismes sociaux se distinguent autant les uns des autres que les organismes animaux et végétaux. Bien plus, un seul et même phénomène obéit à des lois absolument différentes, lorsque la structure totale de ces organismes diffère, lorsque leurs organes particuliers viennent à varier, lorsque les conditions dans lesquelles ils fonctionnent viennent à changer, etc. » (*Postface du Capital.*)

C'est le *caractère évolutionniste* de la conception.

Les variations des formes sociales sont les conséquences directes des transformations des moyens de production. L'éthique, la politique et la science n'agissent pas indépendamment et de tout temps; elles ont été caractérisées par la structure économique sous-jacente. Elles sont nées de l'économique, se modifient avec elle, pouvant toutefois donner naissance à des phénomènes tout particuliers et éphémères dont le moteur véritable ne serait pas l'accroissement de la production. La structure économique d'une société donnée forme toujours la *base réelle* que nous devons étudier pour comprendre toute la superstructure des institutions politiques et juridiques aussi bien que des manières de voir religieuses, philosophiques et autres qui lui sont propres.

Aussi, lorsqu'un mouvement révolutionnaire se produit, il ne doit pas envisager les réformes partielles de l'Etat, de l'Eglise ou de l'école ; il doit considérer le mode de production, la forme de propriété et les aider à se modifier selon les formes nouvelles qu'ils portent en eux à peine d'une lutte inutile.

C'est le *caractère matérialiste*.

Dans la suite des siècles, à partir du moment où l'homme a pu produire plus qu'il ne consommait, l'histoire des sociétés se résume dans une lutte entre les possédants et les non-possédants, lutte cruelle, opiniâtre, sans repos et sans désespérance, jusqu'au triomphe final de la classe qui s'était faite le défenseur d'une forme de productivité supérieure.

« Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurandes et compagnons, en un mot, oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée ; une guerre qui finissait toujours ou par une transformation révolutionnaire de la société entière, ou par la destruction des deux classes en lutte.

(*A suivre.*) I. Thins.

(1) Voir les numéros 44, 46 et 49.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Incohérences. — La cour de cassation vient de casser l'arrêt de la cour d'assises condamnant Zola à un an de prison et 3.000 francs d'amende. L'affaire ne sera renvoyée devant aucune autre juridiction.

Ce n'est pas que les magistrats civils approuvent l'acte courageux de Zola et prennent parti pour lui contre leurs confrères militaires. Non, qu'on se rassure sur ce point!

Mais l'action intentée ne l'avait pas été dans la fôôôrme voulue. C'est le conseil de guerre attaqué, et non pas le ministre de la guerre, qui aurait dû déposer une plainte. Billot n'avait pas qualité pour cela. Lui qui croyait les avoir toutes, voilà qui est fait pour le mortifier. Mais enfin, quand on fait de la légalité, on n'en saurait trop faire. Les poursuites dont Zola était l'objet n'étaient pas légales; c'est à recommencer!

Il est peu probable que ça recommence. L'état-major ne se soucie guère de se voir traîner de nouveau en cour d'assises. Une fois lui suffit. Le ridicule dont il s'est couvert lui-même, l'attitude grotesque, piteuse, et les rodomontades maladroites de ses chefs, ont, il le sent, tellement diminué son prestige, qu'il redoute une nouvelle expérience. Quand on craint la lumière, on se garde d'aller s'y brûler les ailes. Aussi est-il peu probable que le conseil de guerre dépose à son tour une plainte. Superbe et généreux, il se drapera dans sa dignité, se déclarant au-dessus des attaques dirigées contre lui par un nommé Zola.

Dans toutes ces péripéties, ce qu'il y a de plus divertissant, c'est l'attitude des fanatiques de légalité. Quand des doutes furent émis sur l'infaillibilité des juges militaires ayant condamné Dreyfus, quelles clameurs ne poussèrent-ils pas, rappelant les incrédules au respect de la chose jugée! De même après le jugement Esterhazy. Bien plus encore après l'arrêt de la cour d'assises. Aujourd'hui, changement à vue! La cour de cassation, juridiction suprême, prononçant en dernier ressort, vrai tabernacle de la Loi, arche sainte à laquelle on ne saurait toucher sans faire écrouler tout l'échafaudage juridique sur lequel s'appuie notre société, la cour de cassation, enfin, envers qui, plus qu'envers toute autre, devrait être observé le respect de la chose jugée, n'est plus bonne à jeter aux chiens. Elle aussi ne rend pas des arrêts, mais des services. Et il n'est pas jusqu'au chef du gouvernement lui-même, le président du conseil, qui ne la désapprouve publiquement, officiellement en pleine Chambre qui ne dit mot.

Le comble de l'incohérence est consommé. Mais cette confusion, que certains se plaisent, bien à tort, à appeler de l'anarchie, est un signe d'agonie. Dans le mécanisme social qu'on nous dépeignait si bien conçu, chaque rouage bat la breloque éperdument, sans savoir où il va, ni pourquoi il s'agite. C'est une débandade du plus haut comique et du meilleur augure pour l'avenir le plus prochain.

* *

La Grande Famille. — Les canonniers de la 18[e] batterie, à Grenoble, viennent de se révolter contre leur capitaine. Ce dernier prétendait leur faire payer un banc qui avait été volé, ainsi qu'une somme de vingt francs, volée, elle aussi, à un jeune soldat. De plus, la nourriture ne valait pas la corde pour pendre l'état-major. Ils ont donc protesté et au lieu d'éplucher les pommes de terre, ils ont dansé dessus. Emprisonnés, ils ont refusé de sortir de la prison pour faire le peloton de punition, parce qu'ils n'avaient pas mangé. Il fallut refaire de la soupe séance tenante. Six hommes viennent d'être envoyés aux compagnies de discipline et vingt-neuf autres aux batteries de montagne d'Afrique.

André Girard.

* *

Arbitraire. — Le camarade Gilles, à Arles, après avoir été à plusieurs reprises persécuté par le commissaire central de l'endroit, a reçu en janvier dernier une visite de cet éminent personnage qui perquisitionna chez lui sous prétexte de rechercher de la poudre verte ou quelque autre explosif. N'ayant rien trouvé, il ne voulut pas, selon la tradition chère à la police, s'en aller les mains vides, et il emporta... la bibliothèque de Gilles, laquelle a une valeur d'environ deux cents francs. Depuis cette époque, le camarade Gilles a multiplié démarches sur démarches pour ravoir ses livres et n'a pu y réussir. Il a adressé des réclamations aux autorités du département qui n'ont pas jugé à propos de s'émouvoir. Le vol n'est-il pas la base de la société capitaliste? Et les soutiens de la société ne sont-ils pas les premiers et les plus audacieux voleurs?

(*Correspondance locale.*)

Italie.

Bovino, 30 mars. — La question morale, c'est-à-dire la question de savoir si Crispi est ou n'est pas un tripoteur, un prévaricateur, un voleur de l'Etat, a été de nouveau soulevée à la Chambre. Celle-ci a nommé cinq de ses membres pour examiner l'affaire. Ces messieurs viennent de nous signifier que tous les péculats commis par Crispi ne méritent qu'une censure, parce que Crispi, qui était ministre à l'époque où il dévalisait les caisses de l'Etat et les banques, volait pour des raisons... ministérielles. La discussion sur la relation de ces cinq honorables s'est faite à la Chambre quelque peu péniblement. Il y avait là une question très simple à résoudre. Puisqu'on admettait les friponneries de Crispi, dans quel code avait-on trouvé la *peine* de la censure pour les ex-ministres délinquants?

Depuis quand les raisons ministérielles assurent-elles l'impunité aux vulgaires malfaiteurs, aux *mafiosi* tels que Crispi? La *loi* sanctionne-t-elle ces raisons? Si l'on n'a trouvé aucune réponse satisfaisante, il aurait fallu renvoyer Crispi devant un juge ordinaire pour délit de droit commun. Cette thèse a été soutenue par les députés socialistes, mais, naturellement, ceux-ci n'ont pas été écoutés. La Chambre a approuvé les conclusions de la commission des cinq. Crispi a été seulement *censuré*. Ainsi, il a pu empocher 700.000 francs volés aux *gouvernés*, outre les 50.000 francs qu'il eut du baron Reinach pour la vente du *Collare dell'Annunziata* (décoration) à Cornélius Herz.

Maintenant lisez: A Rome, Marius Bonogni, en transportant du bois pour son patron, en ôtait à chaque charge une pièce. Surpris, on constata que le bois volé ainsi pouvait s'élever au prix de 1 fr. 25. Le tribunal, en retenant Bonogni coupable de « vol continué », l'a condamné à trois mois et vingt-six jours de réclusion. — Et ces faits se répètent tous les jours!

* *

Et les révoltes de la faim ne cessent pas. A Rome, il y a quelques semaines, de nombreux sans-le-sou, conduits par une jeune fille de dix-huit ans, Elvira Gentili, portant un drapeau, ont fait une démonstration sur la place du Peuple. Le roi passa en voiture. Les manifestants crièrent à son adresse: « Nous voulons du pain et du travail! » Les carabiniers accoururent, arrachèrent le drapeau des mains de la jeune fille, arrêtèrent celle-ci et beaucoup d'autres personnes.

A Sgurgola (Rome), les paysans se réunirent sur la place pour protester contre les impôts. Bien des femmes étaient avec eux. Ils envahirent la mairie, brisèrent les meubles, mirent le feu aux archives. Conclusion: cent arrestations, deux cents dénonciations à l'autorité judiciaire.

A Ospitale Monacale (Ferrare), 400 ouvriers des deux sexes manifestèrent en demandant une augmention de salaire. Les carabiniers répondirent par des coups de revolver qui, heureusement, n'atteignirent personne, et par de nombreuses arrestations. Un patron accorda le payement de *dix* centimes par heure.

A Molinella (Bologne), les sarcleurs et les sarcleuses de chanvre font des démonstrations, on peut dire, tous les jours. On arrête surtout les femmes.

A Ravenne, une manifestation d'un millier d'ouvriers fut calmée par les promesses des politicards.

A Forno (Avellino), autre manifestation contre la mairie.

En Sicile, l'agitation prolétarienne continue aussi. A Aderno (Catane), une émeute fut faite par les femmes. Celles-ci étaient allées acheter du blé. Les propriétaires refusèrent de vendre au détail. Indignées du refus, elles allèrent à la gare pour empêcher le départ des wagons de froment. Au retour, elles jetèrent des pierres contre les maisons des accapareurs. Elles montèrent au clocher, et sonnèrent le tocsin pour appeler le peuple. Pour les calmer, les autorités, accourues, distribuèrent du froment à des prix réduits. Ensuite on procéda aux arrestations. Le député de Felice était là, recommandant le calme.

A Naro (Girgenti), les paysans menaçant d'envahir les greniers, la police les en empêcha par des concessions provisoires.

A Castroreale (Messine), deux mille paysans envahirent les champs en détruisant tout à coups de haches, de faux et de bâtons. Ils se rendirent ensuite aux terres communales pour s'en emparer, mais la troupe les chargea.

D'autres manifestations siciliennes moins importantes ont eu lieu à Bronte, à Ragusa, à Burgio, à Salaparuta.

* *

Grèves. — A Naples, les mécaniciens de l'établissement de Luca se sont mis en grève, parce qu'on a diminué leur salaire.

A Bagnoli (Naples), les ouvriers de la fabrique d'engrais chimiques Walter et Cie ont abandonné l'usine à cause d'une diminution de salaire. Comme M. Walter n'a pas pu trouver d'autres ouvriers pour travailler à raison de 1 fr. 50 par jour, il a annoncé aux grévistes qu'il les reprenait au même taux qu'auparavant.

A Bari (Pouilles), les mécaniciens sont en grève.

Tous les tisserands de la Valtessera ont proclamé la grève générale. Ils demandent la journée de dix heures, dix centimes d'augmentation sur les salaires, l'admission au travail de tous les grévistes.

Les pelletiers de Varese ont fait de même.

A Molinella, la grève des sarcleurs et des sarcleuses de chanvre est générale aussi.

* *

Les persécutions contre nos publications ont atteint un degré très aigu. A Turin, le compagnon Zavattero a été condamné à six mois de prison pour la brochure *Vittime e Pregiudizi* par lui rééditée. Remarquez que cette brochure avait jadis été publiée à Naples par son auteur P. Pensa sans encourir ni saisie ni procès. L'arrestation du camarade Zavattero est bien regrettable, si l'on songe à son infatigable activité: il allait publier l'*Aurora*, un périodique de littérature anarchiste, qui ne pourra plus paraître pour le moment.

A Messine, on poursuit le camarade Mariotti et le gérant de l'*Avvenire Sociale* pour excitation à la haine de classe.

A Ancône, sont prévenus d'*associations de malfaiteurs* les camarades Smorti, Felicioli, Panfichi, Malatesta et trois autres. Ces camarades — on le sait — furent arrêtés lors des troubles de janvier: c'était, en vérité, une tentative pour supprimer l'*Agitazione*, administrée et rédigée par les dits camarades. Mais l'*Agitazione* ne fut pas supprimée; d'autres compagnons prirent la place des arrêtés, et le journal parut régulièrement. La police arrêta alors un autre rédacteur, le docteur Vilvado Lacchini, et le fit escorter jusqu'à Bologne, en lui ordonnant de ne pas revenir à Ancône. Inutile: l'*Agitazione* paraît encore. Désespérés, les sbires ont arrêté, dernièrement, le camarade Louis Fabbri, autre rédacteur, et l'ont escorté à Recanati, son pays natal. Inutile: l'*Agitazione* nous annonce que Fabbri a été déjà remplacé par un autre rédacteur.

Ces successives suppressions nous sembleraient des plaisanteries, si un dégoût invincible ne nous envahissait. Pour quels motifs de libres citoyens ne peuvent-ils demeurer où il leur plaît? Est-ce la fête du Statut qui nous apprend cela? Et voyez! Tandis que cela arrive à Ancône, à Rome, le garde des sceaux Zanardelli et le sous-ministre de l'intérieur Arcoleo répondent aux questions des députés socialistes que, dorénavant, le Statut sera bien respecté, et qu'il n'y aura plus d'actes arbitraires contre la liberté individuelle! Précisément!

Cependant les anarchistes d'Ancône ont décidé de commencer par une conférence du camarade Samaia l'agitation proposée par la fédération anarchiste romagnole contre l'application de l'article 248 du code pénal (associations de malfaiteurs) aux groupes anarchistes. La population anconitaine prit une part très vive à cette réunion: elle accourut en foule à la conférence, qui eut lieu dans les salles de l'Association mazzinienne. Celle-ci, pourtant, a été avertie par la police que, si elle cédait encore son local aux anarchistes elle serait dissoute.

* *

Pour des raisons qu'il est inutile de dire, mes *Notes biographiques sur Michel Angiolillo* vont être publiées, pour le moment, par l'*Avvenire Sociale*. Les camarades qui m'expriment le désir de les avoir peuvent donc s'adresser à l'*Avvenire Sociale*, Messine (Italie).

A Naples vient de paraître la brochure : *Che cosa è l'Anarchia*. S'adresser à Michele Acanfora, fermo in posta, Napoli, Italie. ROBERTO D'ANGIÓ.

P. S. — Au moment de fermer cette lettre, j'apprends la nouvelle que voici :

A Molinella, un groupe de femmes protestant pacifiquement contre les patrons, qui avaient violé les conventions, a été cerné par la cavalerie, qui avait reçu l'ordre de les charger. Les femmes se serrèrent les unes contre les autres et, tranquilles, attendirent le choc. Mais, à quelques pas d'elles, les chevaux furent arrêtés. Cet acte de nos soldats fut vivement applaudi.

Jusqu'à ce jour, on a arrêté à Molinella plus de trois cents femmes.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 9 avril 1898, à 8 h. 1/2 du soir, salle Vantier, 8, avenue de Clichy, grande soirée familiale, au bénéfice de l'Ecole libertaire. — Entre les deux parties de concert, conférence par M. Léopold Lacour. A 10 h. 1/2 se feront entendre :

Mmes Louise France, du Théâtre-Libre, et Violette Dechaume, du Conservatoire de Montmartre.

MM. Marcel Legay, Mevisto aîné, Xavier Privas, Georges Tiercy, Yon Lug, De Bercy (plus connu sous le nom de Blédort, collaborateur à différents journaux libertaires), Jehan Rictus, Buffalo, Geffroy, etc., poètes, chansonniers et interprètes montmartrois ; Suzette Vallay, Cecily et Jean des Vignes dans son répertoire. A minuit et demi, bal. Prix d'entrée : 1 franc.

Le groupe pour les détenus *La Solidarité Internationale* a reçu : Remis par le *Père Peinard*, 5 fr. ; Remis par le *Libertaire*, liste Saint-Fond de Bénard, 6 fr. 50 ; de Granger, de Bordeaux, 10 fr. ; de Berrat, de Béziers, la compagne Andrieux, 0 fr. 20 ; Fabre Camille, 1 fr. ; Fabre Henri, 1 fr. ; Un libertaire, 0 fr. 50 ; Un copain, 0 fr. 20 ; Un ami de la liberté, 0 fr. 20 ; Germinal, 0 fr. 50 ; Un anarchiste, 0 fr. 25 ; La liberté viendra, 0 fr. 20 ; Gigare, 0 fr. 50 ; Bernat Paul, 1 fr. ; Daniel, 0 fr. 50 ; Un révolté, 0 fr. 15 ; Emilie T., 0 fr. 25. Total de la liste : 6 fr. 45.

Liste Prost : Somme recueillie à la librairie, 1 fr. 25 ; Collecte faite à la Jeunesse le samedi, à la salle Léger, le 2 avril, 5 fr. 65 ; Un ami de Haffner l'épicier, 0 fr. 05 ; Un des complices qui se moque d'André, 0 fr. 10 ; Garde à toi, Verdier ! 0 fr. 10. Total de la liste : 7 fr. 15.

Collecte faite au Moulin de la Vierge, le vendredi 1er avril, 4 fr. 35 ; Le concierge du 54 de la rue des Rigoles, 0 fr. 10 ; Son vautour, 0 fr. 10 ; Haffner l'épicier, 0 fr. 10 ; Les anti-proprios, 0 fr. 10 ; Un ami des anti-proprios, 0 fr. 15 ; Pour pendre les vautours, 0 fr. 50 ; Le camarade a raison, 0 fr. 15 ; Les nomades, 0 fr. 25. Total de la liste : 5 fr. 80.

Alcazar d'Italie, collecte, 2 fr. 30.

Collecte de la rue de Lancry, réunion Cyvoct, 16 fr. ; Le lapin, 0 fr. 20. — Total : 59 fr. 60.

Merci à tous.

N. B. — Une grande soirée familiale aura lieu le 23 avril, organisée par la *Solidarité Internationale*, au bénéfice des détenus politiques.

Le camarade Butaud a reçu pour la *Colonie libertaire* :

Mercier Diogène Cubzac, 2 fr. ; C. à Fourchambault, 1 fr. ; Fouques, Toulon, 2 fr. ; Excédent d'écot, XIIe, 0 fr. 60 ; Collecte, XIIe, 3 fr. ; M. C., 107 fr. 50 ; *Les Scientifiques*, 2e liste, 8 fr. 85. — Listes précédentes, 323 fr. 20. — Total : 448 fr. 05.

AUBERVILLIERS. — Les camarades des Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers sont invités à venir le samedi 9 courant, chez Bombail, 11, rue des Ecoles, à 8 h. 1/2.

Charles Langlois, 11, rue Ferragus, tient les livres de la Bibliothèque sociale à la disposition des camarades.

SAINT-DENIS. — *Les Egaux*, groupe libertaire d'études. — Tous les samedis soirs, à 8 h. 1/2, chez Pavoine, 28, rue Samson. — Causeries.

NIMES. — Les *Rénovateurs libertaires* se réunissent les samedis et dimanches, café Fesquet, Bar du Musée.

BORDEAUX. — Camarades, voici venir les élections. Déjà des candidats pétrissent la pâte électorale. *Opportunistes, radicaux, collectivistes* et *réactionnaires*, soigneusement préparés au sein de leurs comités, vont tenter de tromper le peuple une fois encore. Au Palais-Bourbon, ils l'induiront en erreur avec plus d'avantage et davantage.

En l'occurrence, n'avons-nous pas à intervenir de plus belle ? Céder un pouce de terrain serait grave. Tous les gouvernants n'ont-ils pas envie de nous supprimer, sinon de fait, du moins cérébralement, nous entendons : nous *clore la bouche*, afin que les ignorants prennent parti contre nous ?

Plus nous formulerons nos pensées, plus tôt le peuple viendra à nous.

Nos idées sont *belles, humaines* et *réalisables*. Elles ne se cristalliseront pas d'elles-mêmes. *Opposons la vérité à l'erreur, faisons des cerveaux, créons des raisons.*

Les préjugés sont tenaces, la presse les perpétue, car elle en rit. Si notre idéal nous étreint, que ne ferons-nous pas pour libérer notre planète ?

Amis, heureux les humains futurs, ils verront de douces choses.

Réunion les jours d'habitude, 11, rue des Augustins, chez Arthur Lafosse, à Saint-Julien.

SAINT-ETIENNE. — Tous les copains qui auraient une vague conception du communisme anarchiste dans son mouvement pratique ; tous ceux qui voudraient essayer d'y donner un commencement d'application, soit comme colonie, soit dans l'atelier ou par une organisation quelconque, sont invités à venir émettre leurs idées le samedi 16 courant, à 8 heures du soir, au *Bon Coin Stéphanois* (en face du théâtre).

Nous avons reçu la lettre suivante :

Le Havre, 29 mars.

Camarade,

Le tribunal correctionnel du Havre vient de condamner le camarade Mandeville à deux mois de prison, pour avoir lancé une chaise sur le commissaire de police le 19 mars, anniversaire de la Commune ; le citoyen Forgeais, pour avoir défendu sa femme contre les brutalités d'agents de police à quinze jours, et sa femme à huit jours pour avoir sauté sur le commissaire et lui avoir arraché le drapeau rouge des mains.

Le jugement est tout à fait inique aussi bien pour Forgeais que pour Mandeville, mais surtout pour Mandeville, qui est tout à fait innocent.

J'en suis d'autant plus certain, que cette unique chaise lancée a été lancée par moi, Edouard Martin, dans un moment de révolte contre les brutalités des agents envers une femme, entres autres l'agent 43, qui lui donna un coup de poing en pleine figure, et par ce fait aussi que Mandeville, se trouvant au milieu d'un groupe resserré, ne pouvait lancer de chaise.

Des affiches démontrant les mensonges d'un commissaire et de deux de ses agents, ainsi que l'innocence de Mandeville, et dans lesquelles je me dénonce, ont été apposées sur les murs de la ville par moi.

Prière de faire insérer cette lettre qui démontre l'infaillibilité de la justice. Je te serre la main.

E. MARTIN,
51, rue Flore, Havre.

ROUBAIX. — Les camarades du *Cravacheur* viennent de rééditer la *Peste religieuse* de Most. Cette brochure est vendue 0 fr. 05. Le cent est laissé à 3 francs, avec frais d'expédition en plus.

Avis à ceux qui nous demandaient cette brochure. — Envoyer au *Cravacheur*, 78, rue de Mouveaux, Roubaix.

Les camarades d'Angers et Trélazé, ainsi que des environs, se rencontreront le dimanche 10 avril 1898, à 2 heures de l'après-midi, aux Bonnes-Fillettes, Angers.

LIÈGE. — Dimanche 10 avril, jour de Pâques, entre 9 et 10 heures du matin, réunion des *congressistes* au *Café National*, place Saint-Lambert, Liège-centre, pour se rendre de là au meeting monstre.

Orateurs inscrits jusqu'à présent : Flaustier, Ch. Delfosse, Ludovic, Cardinal, de Bruxelles ; Robyns, de Roubaix ; H. Sevrin, de Verviers ; Remo et F. Ernest, de Namur ; Frédéric, de Fléron ; Boulanger et Georges Thonar, de Liège.

Ordre du jour du meeting : *La Banqueroute du parti ouvrier.*

N. B. — Vu le peu de temps à notre disposition, le meeting commencera à 10 heures précises. A 2 heures, ouverture du Congrès. A 8 heures, soirée dramatique par la *Ligue socialiste libertaire liégeoise*, avec le concours du cercle dramatique Melpomène.

Lundi 11 avril, à 10 heures du matin, seconde réunion du Congrès.

Le Congrès est public, sauf avis contraire des congressistes.

Pour tous renseignements, envois d'adhésions, etc., s'adresser à Georges Thonar, faisant fonctions de secrétaire.

BRUXELLES. — Le camarade Monier entre ces jours-ci en prison pour deux mois et demi ; les camarades sont priés de suspendre toute correspondance avec lui.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain : *Psychologie du Peuple français*, par A. Fouillée ; 1 volume, 7 fr. 50. — *L'Individu et la Réforme sociale*, par Edouard Sarz y Escartin, traduit de l'espagnol par Dietrich ; 1 volume, 7 fr. 50.

Les Revers de leurs médailles, vers, par Pierre Detouche ; 1 plaquette chez Edmond Girard, 8, rue Jacquier, Paris. — *L'Enfance du Christ*, par J.-G. Prudhomme ; 1 volume, 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé. — *La Chair triomphe*, par E. Rime et H. Bassères ; 1 plaquette, Bibliothèque d'art de la *Critique*, 50, boulevard La Tour-Maubourg.

Antisémitisme et réaction, 1 brochure, 0 fr. 50, par Paul Cordier, à la *Petite République*, 111, rue Réaumur. — *Heit Heilmiddel de Revolutie*, door Jean Grave ; 1 brochure, S. Steeringa, Amsterdam.

Vient de paraître au *Père Peinard* : *En période électorale*, par Malatesta, 0 fr. 10.

A voir :

Est-ce une croix ou un sabre? dessin d'Ibels, *Le Sifflet*, no 4 du 10 mars.

PETITE CORRESPONDANCE

Flaustier. — Trop tard votre convocation. Mardi matin au plus tard.

N. D., à Langon. — La lettre ne contenait pas le timbre annoncé. — Enverrez à la prochaine occasion.

B., à Brest. — Pour compenser la différence, j'en ai mis 400 de plus.

M. A., Turquie. — Reçu les 3 francs du *Mercure*. Brochures expédiées.

J. C., Saint-Imier. — No 45 réexpédié.

L. M., à Bradford. — Oui, vous avez bien fait d'adresser le mandat bureau 29.

Un père de famille sans travail, à Saint-Nazaire. — Trop mauvais les vers.

Pantin. — Pas de livres d'occasion.

Pontoise. — Il n'y a jamais personne à l'imprimerie, il faut passer rue Mouffetard.

D., à Bordeaux. — Reçu timbres. Nous comptons sur vous pour la semaine prochaine.

H., à Vienne. — Reçu mandat. Merci. Espérons qu'à la longue ça ira mieux.

W., à Genève. — Demandez l'*Immoralité du mariage* à Hautstout, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles. Il ne nous en reste plus.

Nous avons reçu et remis, pour l'essai de colonie libertaire en France : « *Les Scientifiques* » (2e liste) :

Excédents d'écot, 1 fr. 50 ; Papillon, 1 fr. ; Un penseur libre, 0 fr. 65 ; Another free thinker, 0 fr. 50 ; Un qui voudrait voir la méthode expérimentale appliquée en sociologie, 1 fr. ; The Printer, 0 fr. 50 ; Un amateur d'expériences sociales, 0 fr. 50 ; Un autre qui espère que ceux qui cherchent impartialement le vrai, quelle que soit leur idée, souscriront tous pour la colonie, 0 fr. 60 ; Un révolutionnaire exalté, 0 fr. 50 ; Boulogne, 1 fr. 05 ; Un révolté, 0 fr. 50 ; Grob, 0 fr. 50 ; Un ventru, 0 fr. 30. — Total, 8 fr. 85.

Reçu pour Etiévant : M. C., 0 fr. 50.

Reçu d'un anonyme pour Louise Michel : 5 fr.

Reçu pour les détenus : B. J., 0 fr. 25. — Deux copains de Gentilly, 0 fr. 20.

Reçu par le groupe de l'*Ecole* :

Prost, 0 fr. 60 ; Un camarade, 1 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 2 fr. ; Un camarade, 1 fr. ; Vente de la brochure de l'école à la Librairie sociologique, 31 fr. 65 ; Maurice Robert, 1 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr. 50 ; Prost, 0 fr. 50 ; Un camarade, 1 fr. — Remis par R. : A. A., 1 fr. ; S. R., 1 fr. ; A. R., 1 fr. ; F. F., 1 fr. ; A. F., 1 fr. ; J. H., 1 fr. ; H. R., 15 fr. — Total : 21 fr. — Total de la liste complète : 64 fr. 25.

Reçu pour le journal : F., au Mans, 5 fr. 10. — H. G., par J., 2 fr. — Un ancien, 1 fr. — M., à Saint-Aubin, 1 fr. 50. — Liste Bruxelles, par Monier : H. L., 0 fr. 25 ; Pour la réussite du Congrès de Liège, 0 fr. 25 ; 1er Dinantais, 0 fr. 20 ; 2e Dinantais, 0 fr. 20 ; Mort aux sales bêtes, 0 fr. 10 ; Ruette, 0 fr. 30. En tout : 1 fr. 40. — Les camarades de la Chapelle, 10 fr. — Deux autres camarades, 5 fr. — A. A., 2 fr. ; Rod, 1 fr. ; H. R., 5 fr. — H. L., à Genève, 1 fr. — L. M., à Bradford, 0 fr. 40. — V. P., 5 fr. — E. V., à Nîmes, 0 fr. 20. — Deux copains de Gentilly, 0 fr. 80. — V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 15. — Merci à tous.

F., à Liége. — G., à Carmaux. — R., à Gand. — M. à Nonancourt. — D., à Bruxelles. — A., à Cognac. — N., à Funchal. — J., à Limoges. — R., à Lausanne. — B., à Lièges. — H., à Angers. — D., à Creil. — B., à Roubaix. — R., à Villiers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 51 — DIX CENTIMES — DU 16 AU 22 AVRIL 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

SIMPLES RÉFLEXIONS

C'est extraordinaire ce qu'il y a peu d'hommes, en notre époque de décadence, qui osent penser complètement, affirmer hautement leurs croyances, leur foi en l'avenir, et saper sans réserve les vieilles institutions, les idoles, les préjugés avec lesquels l'humanité s'est acheminée jusqu'ici.

Les plus audacieux, les plus clairvoyants, à certains moments, entrent en lutte vaillamment; ils accumulent des arguments; ils donnent des preuves de bon sens et d'énergie; vous croyez qu'ils vont tout dire... Non point : ils s'arrêtent et rendent des sons qui n'ont plus de sens. Ce sont des pianos dernier modèle, auxquels il manque des touches.

J'ai suivi, non sans intérêt, comme beaucoup de camarades, le mouvement d'idées qui s'est accompli autour de l'affaire Dreyfus; j'ai assisté avec satisfaction aux coups portés contre le militarisme, à la démolition de cette idole, à l'effritement de ce monument de boue et de sang.

Cette période d'agitation nous a permis de juger une fois de plus des hommes qui se posent en champions du progrès.

Nous avons vu l'attitude lâche, — je ne dirai pas de la Chambre, nous savons ce qu'il faut attendre d'elle — mais des représentants du socialisme, affolés par la crainte de compromettre leur réélection. Il ne s'en est pas trouvé un seul pour dire franchement ce que tous auraient dû crier bien haut. Il n'y a pas jusqu'à Jaurès qui s'est laissé substituer par Zola — ce dont je me garderais bien de me plaindre — et qui, pour rattraper cette mauvaise impression, s'est contenté d'une interpellation et des mensonges et insolences que lui a répondus Méline. Il ne s'est pas trouvé un homme dans cette Chambre servile, ou tout au moins parmi le groupe socialiste, pour faire rentrer dans la gorge de ce ministre, même à la force du poignet, les discours étant inutiles, les paroles qu'il a prononcées pour justifier l'attitude injustifiable des galonnés en général et du conseil de guerre en particulier.

Ç'a été un aplatissement complet, écœurant, de la part de ceux qui sont censés avoir pour mission de s'occuper des intérêts des citoyens.

Les socialistes ont fait preuve en cette circonstance, par leur silence, d'une complicité dont la révolution leur tiendra compte, je l'espère bien. Mais, que dis-je, leur silence! il s'en est trouvé qui ont fait cause commune avec l'état-major; sans doute pour dessiller les yeux de ceux qui voient encore en eux des hommes sincères.

A côté de ces pleutres, nous avons vu des hommes qui, plus indépendants ayant compris le danger de la prédominance toujours croissante du militarisme allié au cléricalisme, ont jeté un cri d'alarme : combien incomplet, il est vrai, mais c'est toujours ça!

En effet, et c'est là que nous avons vu ce qu'il y a peu d'hommes qui osent penser complètement.

Zola lui-même, tout le premier, après sa belle lettre, pleine de bon sens et d'audace, s'est défendu dans sa réponse aux étudiants, et ensuite dans sa déclaration aux jurés, d'avoir attaqué l'armée; il a protesté de son respect, de sa tendresse pour elle; n'empêche qu'il fut condamné à un an... pour lui apprendre sans doute que l'on ne doit pas faire les choses à demi.

A côté de lui, il s'est trouvé des journalistes : Gohier, Clémenceau, d'autres encore qui ont polémiqué ferme, donné des coups de pic contre l'édifice, et puis, finalement, comme ayant regret d'être allés un peu loin, ils protestent tous de leur respect pour l'idole, qui ne doit pas supporter les fautes d'un état-major.

A dire vrai, cette armée est l'œuvre des journalistes; depuis vingt-cinq ans, ils travaillent à en faire un pouvoir fort; ils l'entourent de toute leur sollicitude; divisés sur tout autre sujet, ils sont restés d'accord sur celui-là; l'armée d'aujourd'hui est leur œuvre; c'est eux qui ont préparé l'opinion publique à l'accepter, à la cajoler, à supporter les charges écrasantes de son budget.

Alors qu'il y aura toujours danger à déposer les libertés des hommes entre les mains du sage des sages, ils n'ont pas craint de confier nos destinées à des professionnels de l'esclavage et du meurtre, dont la mentalité est inférieure à la mentalité des plus sauvages des îles de l'Océanie.

Ces professionnels leur ont fait voir pendant cette période d'agitation ce dont ils sont capables; leur attitude aurait dû leur démontrer qu'ils se sont trompés ; mais non, comme de grands enfants apeurés par le spectre allemand, après avoir fait des critiques très documentées, ils protestent de leur amour pour l'armée, se contentant de critiquer l'état-major, comme s'il était possible de séparer cet état-major de l'armée; comme si une institution, fût-elle composée de bons éléments, n'est pas un danger permanent pour une société, si ces bons éléments, étant groupés, disparaissent du fait d'une discipline imbécile, comme c'est le cas de l'armée, pour obéir passivement aux ordres, aux caprices même de ceux qui les commandent.

De l'enquête ouverte par l'*Aurore* sur les tribunaux militaires, tout en reconnaissant la définition de Renan très juste : « l'armée est une survivance du passé », il n'y en a pas un de ceux qui ont répondu qui ait osé dire que cette institution du passé devait disparaître.

Urbain Gohier, qui nous intéressa par une quantité d'articles très documentés, a fini par demander le service d'un an; c'est à faire rêver! Cependant il a compris le danger de cette armée depuis longtemps; il jeta le cri d'alarme bien avant le procès Zola dans un article : *Pronunciamientos*.

En vérité, ils n'osent ni les uns ni les autres briser complètement avec le passé; ils voudraient bien casser leurs chaînes, mais ils ont peur de trébucher; ils ont peur de la lumière, du soleil; ils admettent d'une part que des volontaires sont d'aussi bons soldats que des hommes ayant séjourné pendant des années dans une caserne, mais, d'autre part, la force des préjugés est telle chez eux qu'ils n'osent proclamer inutile cette armée.

Eh bien! nos professionnels se chargeront avant peu de leur ouvrir les yeux. Nous courons à un coup d'Etat; nous aurons un *Pronunciamiento y otras cosas peor tambien;* nous y courons, non que l'idée en soit venue à nos généraux depuis le procès Zola, mais parce que c'est la conséquence logique, fatale d'un travail de vingt-cinq ans; parce que les causes en sont jetées; ce sera le couronnement de l'œuvre d'un pouvoir aux abois, favorisée par l'appui d'une presse ignoble.

Le pouvoir militaire agira quand il jugera le moment opportun; les journalistes lui ont suffisamment préparé le terrain pour cela. Il fera sienne la définition des anarchistes par Constant, pour appliquer sa loi *martiale* à tous ceux qui le gêneront; il peut y aller sans crainte, les six ou sept cents parlementaires prêts à la voter comprennent que c'est la dernière planche de salut pour conserver leur situation; que ce pouvoir fort sera la couverture nécessaire des gaspillages, des Panamas de demain, le moyen de faire taire ceux qui resteront honnêtes dans la lâcheté générale; que ce sera le champ ouvert à l'accomplissement de besognes sales, qu'on leur permettra pour les services rendus.

Je ne suis pas pessimiste, pour croire que les choses se passeront comme ils le désirent; j'ai, au contraire, confiance en l'avenir; je pense donc qu'ils n'auront pas le dernier mot; mais n'empêche que nous courons à ces événements et que les hommes qui attaquent aujourd'hui le militarisme avec des ménagements en seront comme nous les premières victimes; ils apprendront ainsi qu'il n'y a pas deux façons de penser; qu'on doit être pour ou contre une institution, sans restriction aucune.

A. Romero.

AVIS

Un premier tirage de 32.000 de la *Grève des Electeurs* est épuisé. Nous en ferons un nouveau si les demandes en valent la peine. Nous prions donc les camarades qui sont décidés à en faire venir de se hâter.

Il ne sera tenu compte que des demandes accompagnées du montant, nos ressources ne nous permettant pas de faire le tirage d'avance.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Les derniers événements nous ont fait laisser de côté une foule de questions de propagande, entre autres l'école dont les *Temps Nouveaux* ont entretenu leurs lecteurs lorsque s'est formé le comité d'initiative.

Mais si la question a été négligée dans le journal, le comité, lui, a continué son œuvre. Un appel a été imprimé et distribué gratuitement ; puis cet appel a été transformé en brochure (1) et mis en vente au profit de la caisse de l'école.

Dans le groupe, on a agité diverses questions. L'enseignement qui sera donné dans la nouvelle école devra, selon toute évidence, être un enseignement de faits, ne pas se borner à apprendre des livres par cœur, et les réciter ensuite plus ou moins couramment. Le nouvel enseignement devra comporter le moins de livres possible.

Mais il en faudra cependant, car il y a une foule de faits, de chiffres, de notions que l'on ne peut retenir dans la mémoire et que l'on doit avoir sous la main, catalogués en un recueil quelconque, pour les y retrouver lorsqu'on en a besoin. Quelques camarades se sont attelés à la besogne pour faire ces livres, qui doivent être conçus et établis de façon à ne fournir à l'enfant que des faits positifs, laissant à son esprit la faculté de comparer et de choisir sur l'application des faits qui lui sont enseignés.

Si l'œuvre de ces camarades est acceptée par le groupe, si des camarades éloignés veulent s'intéresser à cette besogne et lui soumettre leurs plans, le groupe choisira ce qui lui paraîtra bon; il le fera imprimer pour monter sa bibliothèque scolaire et faire vendre au profit de l'œuvre.

Il y a aussi la question du personnel à trouver. Comment sera conçu l'enseignement? Comment sera-t-il exécuté ?

Il est bien entendu — il ne doit pas être nécessaire d'y insister outre mesure — que nous ne voulons pas chasser de l'école le dogme de l'autorité pour y introduire le dogme anarchie; que ce n'est pas une école doctrinaire que nous voulons faire, où l'on s'occuperait de fourrer dans la tête de l'élève des idées toutes faites.

Nous voulons plus grand.

L'enseignement que nous concevons doit avoir pour but de développer la personnalité de l'individu, l'élargissement de son cerveau, en respectant l'originalité de l'élève, en supprimant de l'enseignement les idées toutes faites, en cherchant à éveiller son initiative, sa curiosité, en fournissant à son besoin d'apprendre, en cherchant à exciter, au besoin, les faits qui doivent lui servir à se faire une conception des choses.

Habituer les individus à réfléchir, à penser par eux-mêmes, à ne compter que sur eux pour agir, ce sera de la propagande anarchiste indirecte, mais la plus efficace, car les convictions les plus solides, ce sont les plus réfléchies, celles que l'individu se fait lui-même.

Mais, on le conçoit aisément, la question qui domine tout est la question d'argent. Impossible de rien établir de positif avant d'avoir en main le nerf de la guerre. C'est donc à récolter de l'argent que sont tournés tous les efforts du groupe.

Il faut dire que, malgré le silence fait autour de notre tentative, les camarades ont assez bien répondu au premier appel du comité d'initiative : 1.300 francs environ de souscriptions récoltées sou à sou sont entrées dans la caisse; 500 francs à peu près ont été souscrits par Zola, Mirbeau, Ajalbert, Barrès et quelques autres écrivains, auxquels un de nos amis est allé soumettre notre projet, en leur demandant leur concours pécuniaire.

Notre projet doit rallier l'approbation de tous ceux qui ont un esprit indépendant; nous irons trouver tous ceux que nous connaissons et supposons pouvoir venir en aide à notre école. On se plaint du caractère étroit de l'enseignement qui est donné par l'Etat, des effets déprimants qu'il produit sur l'individualité de l'être : « nous voulons essayer d'en réaliser un qui mette l'individu à même de se développer dans toute sa virtualité », irons-nous dire à tous ceux qui aspirent vers un horizon plus large.

Il faut 10 à 15.000 francs pour tenter quelque chose de sérieux ; cela sera dur à trouver, nous ne nous le dissimulons pas. Nous mettrons deux ans, trois ans, cinq ans, s'il le faut, les années ne comptent pour rien dans le triomphe d'une idée: c'est leur addition qui amène le résultat. Qu'importe le temps, l'avenir est à nous!

J. GRAVE.

(1) *La Liberté par l'enseignement*,0 fr. 05 ; en vente aux *Temps Nouveaux*.

CES BONS PARESSEUX!

La grande objection de ceux qui ne croient pas à la possibilité d'une société sans lois, sans autorité ni propriété, c'est que, eux, les bons ouvriers, n'entendent pas travailler pour les paresseux qui pulluleraient si le travail était libre. Ah! ces bons paresseux, s'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer. Ils sont le dada de nos fameux économistes et de tous ceux qui ne professent pas autre chose que la morale bourgeoise de l'intérêt. A les entendre, l'amour du gain, la passion de l'argent, la cupidité basse seraient les seuls mobiles qui nous inciteraient au travail. Les faits répondent et nous disent à quelles conséquences ont abouti ces odieuses et ridicules théories. Quiconque réfléchit un peu sait maintenant que l'argent est un sûr moyen de vivre grassement dans l'oisiveté, et à crever de misère en travaillant énormément. Tous les sophismes, toutes les subtilités des casuistes fumistes de l'économie politique ne prévaudront pas contre ces faits dont tout observateur impartial reconnaît l'évidence. Sous le régime du salariat, l'estimation du prix du travail est livrée à l'arbitraire le plus extravagant qui se puisse concevoir, et c'est ainsi que s'expliquent, dans une large mesure, ces inégalités sociales qui sont la honte de ce temps et qu'il nous tarde de voir cesser.

Mais prétendre que le travail libre encouragerait la paresse, c'est juger les idées nouvelles comme un aveugle parlerait des couleurs. C'est une injure gratuite pour le plus grand nombre. Dans nos races du Nord, actives et industrieuses, un être foncièrement paresseux est l'exception, un cas tout à fait anormal. La légende du travail punition est fausse comme tant d'autres. Travailler, c'est créer, et tous, plus ou moins, nous sommes des créateurs, nous voulons imprimer à quelque chose le cachet de notre personnalité. C'est un besoin inné, un instinct qui nous pousse à produire, et se révèle dès l'enfance.

Qu'il s'agisse du paysan qui a labouré sa terre ou de l'artiste qui termine son œuvre, tous deux éprouvent une joie infinie, une fierté légitime, en contemplant avec orgueil le résultat de leur effort. Que le mobile change, que d'égoïste, bassement intéressé, il s'inspire d'un sentiment altruiste plus élevé, l'amour du travail n'en subsistera pas moins dans toute sa force. Que dis-je? Il aura puisé dans le sentiment d'une utilité générale le plus noble stimulant qui puisse centupler nos énergies créatrices. La différence est qu'à la conception actuelle nous opposerons rationnellement celle-ci : L'homme travaillera par plaisir et par devoir, sans souci d'une rémunération laissée au caprice et au bon plaisir de nos maîtres. Et quand ce travail sera joie, comme dit le poète, quand il sera conforme à nos aptitudes et à nos goûts et qu'il cessera d'être la corvée pénible imposée *par la faim et la tyrannie capitaliste*, quel est l'être assez dépourvu de tout qui se refuserait de fournir sa quote-part dans l'effort commun ?

Et puis, elle est vraiment bien bonne, l'illusion de ce bon ouvrier, à l'esprit étroitement bourgeois, qui tremble à la pensée de travailler une demi-heure de trop au profit de son voisin plus ou moins flemmard. Il ignore ou feint d'ignorer que, par l'effrayante charge qui l'écrase, par l'impôt indirect qui représente les 5/6 de l'impôt total, il prélève sur son travail de quoi faire vivre largement tout le parasitisme de l'Etat voleur que nous voulons supprimer.

On ne saurait trop admirer l'hypocrisie de nos gouvernants en matière d'impôts. Le procédé consiste à voler les gens sans en avoir l'air. Il est certain que si la feuille du percepteur, qui se confond avec les étrennes et les cartes de visite, portait le chiffre total du tribut que chacun de nous paie au monstre, le bon contribuable, placide et résigné pourtant, pâlirait d'abord et bondirait ensuite devant l'addition fantastique. Mais le percepteur n'est pas si gourmand ; il se contente d'un sixième seulement, et le reste, ô contribuable bénévole! on te le soutire en douceur; tu le paies sans t'en douter, en sucrant ta tasse de café et en allumant ta bougie, sans songer à te plaindre et à regimber. C'est là un procédé d'anesthésie gouvernementale tout à fait supérieur que celui d'écorcher ainsi les gens sans les faire crier.

Eh bien ! il est incontestable que les rares et incorrigibles Galafieux qui pourront encore se rencontrer dans la société future coûteront moins cher à la collectivité que la pieuvre aux mille tentacules de tous les parasitismes actuels. Quand nous aurons éliminé de l'organisation sociale capitalisme, cléricalisme, militarisme, fonctionnarisme et autres barbarismes sous lesquels nous étouffons, il est clair que les étonnants paresseux qui se croisent les bras au milieu de la ruche laborieuse ne seront pas une charge bien lourde, en comparaison de ce poids écrasant dont nous serons allégés. Ainsi pensons-nous avoir réfuté une objection courante d'adversaires qui ne brillent pas par la logique et la bonne foi, généralement.

SÉVERIN.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'AFFAIRE ZOLA. — Malgré toute sa répugnance, malgré les efforts de Billot, le conseil de guerre s'est décidé à déposer une plainte contre Zola, mais il y est allé avec autant d'enthousiasme et de conviction qu'un chien qui tendrait le derrière aux coups de pied. Une journée entière s'est passée en délibérations, en tergiversations, en recherches ingénieuses pour sortir de ce mauvais pas. On comprend aisément que l'exemple du ridicule et de l'odieux dont se sont tour à tour couverts leurs collègues de l'état-major dans une première expérience, soit peu fait pour tenter les membres du conseil de guerre. Et puis, il est toujours périlleux de montrer les idoles au grand jour. La pénombre du tabernacle est indispensable à l'intégrité du respect. L'idole militaire a grandement souffert de l'exhibition dernière. Aussi serait-il imprudent de recommencer. Mais, se sont-ils dit, l'abstention paraîtrait une reculade. Or, on le sait, nos chefs militaires ne reculent que devant l'ennemi. L'« honneur de l'armée » est un bagage qui ne se sacrifie qu'en temps de guerre. En temps de paix, il est le pivot de conservation du militarisme. Aussi, bien qu'en rechignant, se sont-ils résolus à affronter de nouveaux débats publics.

Mais la canaillerie ne perd jamais ses droits. Zola a attaqué les deux conseils de guerre, aussi bien celui qui a condamné Dreyfus que celui qui a acquitté Esterhazy. Le second seul poursuit. En

sorte que l'on interdira, comme précédemment, de parler de l'affaire Dreyfus et que tous les efforts seront faits pour ligotter le plus possible la défense et empêcher la production de la vérité.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le prestige militaire en recevra une nouvelle atteinte, que sa dégringolade s'accentuera davantage. On ne saurait demander mieux... pour le moment.

*
* *

La Grande Famille. — Le maréchal des logis Marco ou Murco, dont nous avons dit les exploits et l'acquittement qui les a sanctionnés, a été l'objet d'une manifestation qui ne manquait pas de charme.

Ce sous-off était attablé l'autre soir au Quartier Latin, et se vantait de ses lâchetés. L'indignation gagna les consommateurs présents qui, sans doute, sont de ceux que n'anime nul respect de la chose jugée. Marco dut se retirer. Mais il fut suivi, hué et conspué de belle façon. Furieux, il dégaina et tenta de foncer sur la foule. Deux agents intervinrent, le désarmèrent et l'emmenèrent en fiacre.

Ce soudard a du être l'objet des félicitations de ses chefs et sera indubitablement proposé pour l'avancement, pour le récompenser d'avoir si brillamment soutenu l'honneur de l'armée.

*
* *

Le premier conseil de guerre de Paris a condamné à mort le cavalier Janin, du 27e dragons, accusé de voies de fait envers un supérieur. Janin, étant ivre, faisait quelque bruit dans une de ces maisons à gros numéro où se déverse à jet continu le trop-plein de l'honneur de l'armée. Une patrouille vint à passer, intervint et une bagarre s'en suivit. Janin dégaina et résista à son *supérieur*.

Il parait qu'il n'y aurait plus ni armée ni patrie si ce malheureux ne payait de sa vie un acte commis dans un état qui en détruit la responsabilité.

*
* *

Pendant ce temps, les futurs chefs donnent un bel exemple à leurs futurs subordonnés. Les élèves officiers de l'école de Fontainebleau, actuellement détachés au Creusot, — s'ils sont détachés, qu'on les rattache! — ont organisé, le soir du 1er avril, un petit chambard dans la ville qu'ils considèrent comme un pays conquis. Une trentaine d'entre eux se sont amusés à briser des devantures de magasins en poussant des cris sauvages. Un commerçant, voulant défendre son bien, fut maltraité et frappé par eux. Plusieurs plaintes ont été déposées.

Jusqu'ici, la police s'est refusée à intervenir. L'uniforme est intangible.

*
* *

Assistance publique. — A Lille, comme à Paris, l'Assistance publique se distingue. La compagne du camarade D... s'est présentée à l'hôpital Saint-Raphaël; elle ressentait les dernières douleurs de l'enfantement. Mais il lui fut répondu qu'elle n'était pas à terme. Elle insista et fut admise de guerre lasse. Elle y resta deux jours. Au bout de deux jours, la sœur lui dit onctueusement : « Ma chère enfant, vous voyez bien que vous vous étiez trompée. » Elle dut donc s'en aller et, le lendemain, elle accoucha chez elle d'un enfant mort depuis plusieurs jours.

(*Corresp. locale.*)

*
* *

Bordeaux. — Les sans-travail de Bordeaux se sont présentés, au nombre de cinq cents environ, à la préfecture, pour demander au préfet d'aider le conseil municipal à activer la mise en train des travaux projetés.

On les a engagés à faire une pétition qui serait remise à l'inévitable « qui de droit ».

Les manifestants sont ensuite allés à la mairie où le maire leur a fait de belles promesses.

*
* *

Les Grèves. — Sont en grève en ce moment à Paris : les batteurs d'or, qui ont demandé l'arbitrage du juge de paix du dixième arrondissement; en province : les maçons de Givors; les mégissiers d'Issoudun, qui réclament que leur salaire de 2 fr. 50 soit augmenté de 0 fr. 25 (les fonds de secours doivent être adressés 10, rue de Rome, Issoudun, à l'Union syndicale des ouvriers en cuirs et peaux); les ouvriers des chantiers de la Seyne; les fleuristes de Villefranche-sur-Saône; les carriers de la Meillerie (Ain).

*
* *

Nous recevons la lettre suivante :

« Les socialistes ont fait courir le bruit, dans leurs journaux, qu'il y avait à Limoges une grève des ouvriers travaillant sur les chantiers communaux. Si le travail a été suspendu, c'est simplement parce que le préfet n'a pas voulu adhérer aux *prétentions* de la municipalité socialiste. Les ouvriers, bons moutons, n'ont fait aucun tapage. Seulement, les socialistes ont profité de l'occasion pour battre la grosse caisse en faveur de leurs candidats.

« Vous avez donc été induits en erreur; pour le moment, les chômeurs sont dans le plus grand calme et jamais les troupes n'ont été consignées. »

*
* *

Lyon. — *Les exploits d'un préfet.* — Si, de tout temps, la police lyonnaise a possédé le record de la canaillerie et de la malpropreté, elle vient de nous démontrer, une fois de plus, qu'elle n'a nullement l'intention de perdre ce prestige. Non contents d'aller chez tous ceux qui occupent des ouvriers suspects d'anarchisme, et de leur tenir le langage suivant : « L'ouvrier que vous employez est un anarchiste, ce sont des gens dangereux, pas dignes d'être fréquentés; pour votre sécurité, nous ne saurions trop vous conseiller de ne plus lui procurer du travail », les mouchards vont, à la première heure, frapper au domicile de ceux qu'ils essaient de faire mettre sur le pavé, et questionnent les voisins, ensuite interrogent la personne surveillée par des questions aussi ineptes que stupides; mais tout ce résidu de saleté, de crapuleuse ignominie ne pouvait suffire à leur canaillerie; et voici que maintenant l'on risque à tout instant de se voir arrêter sur la voie publique; c'est ce qui vient d'arriver aux anarchistes Plantelin et Comberousse qui, se trouvant place Bellecour, se voient tout à coup entourés, sans aucun motif, par ces êtres immondes, dénommés agents de la sûreté, qui les mettaient en demeure, malgré qu'ils avaient des moyens d'existence bien plus honnêtes que les leurs, de déclarer où ils habitaient, sinon ils les mettraient en arrestation.

Eh bien! que pensez-vous de la liberté individuelle dont nous jouissons sous votre république, ô républicains! patriotes imbéciles ou intéressés, et vous, pourriture antisémite, amalgame confus de toutes sortes de déjections putrides, vous gueulerez ensuite comme des ânes quand il se trouvera quelqu'un qui, las d'être victime de vos persécutions continuelles, dans un accès de rage et de suprême désespoir, tentera d'écraser quelqu'une de ces bêtes venimeuses et malfaisantes, répugnants déchets d'une société en putréfaction. Dégoûtant pays! Quel est donc le balai qui conduira à l'égout dont elle n'aurait jamais dû sortir toute cette rivaudaille qui grouille et pullule dans ce cloaque infect qu'est la préfecture du Rhône? Ce balai, certes, ne sera pas le bulletin de vote.

Les victimes de la police lyonnaise.

Belgique.

La période des élections que le gouvernement clérical vient, par un coup de parti, d'avancer d'août au 22 mai, présente pour les libertaires un vif intérêt, étant donné que tous les députés socialistes, sauf un (Defnet), sont soumis à réélection.

Vous savez que nulle loi électorale n'est d'un grotesque plus achevé que la nôtre qui accorde trois, deux ou une voix à l'électeur selon sa fortune, ses diplômes, sa qualité d'homme marié, etc. Il est bon de rappeler, de plus, que l'on vote au scrutin de liste et que chaque arrondissement est représenté par un nombre de députés proportionnel à sa population. Ainsi Charleroi élit huit députés, tandis que Thuin n'est représenté que par trois, Virton par un, etc... Cette dernière disposition de la loi électorale donne lieu, comme on le devine, à de faciles compromissions. Loin de les éviter, les assoiffés de mandats qui encombrent le P. O. B. s'y sont enfoncés jusqu'au cou. Alliés à Liège avec les radicaux, ils le sont à Namur avec les *doctrinaires* et vont, à Gand, jusqu'à discuter le projet d'une entente avec toutes les fractions antigouvernementales, y compris les démocrates chrétiens! Partout, on se livre à des marchandages; à Charleroi, où la liste socialiste tient la tête, on vote pour les sénateurs doctrinaires les plus encroûtés, dans le but de se concilier les voix libérales en cas de ballottage possible avec les catholiques. A Hay, un libéral et un socialiste composent la liste, et leurs partisans à tous deux portent leurs votes sur un sénateur doctrinaire. Enfin, à Thuin, où il y avait du tirage, le nombre des mandats à conférer étant de trois, les libéraux ne poseront que deux candidatures et reporteront leurs voix pour la troisième sur le socialiste sortant.

Après toutes ces malpropres opérations, il est inutile de dire que ce qui est le plus masturbé, ce sont les idées socialistes et les revendications sociales. Le programme du P. O. B. est d'une élasticité parfaite et, s'il permet d'exclure les dissidents, il permet mieux encore aux candidats de prêcher un socialisme incolore, rouge ou écarlate, suivant le corps électoral auquel ils ont affaire ou les alliances auxquelles ils sont astreints. Quant aux troupes du P. O. B., elles sont, avouons-le, admirablement disciplinées et tous les députés sortants se sont vus représenter sans « poll », par acclamations, par les associations ouvrières, après s'être fait des remerciements toujours platement applaudis pour « les travaux qu'ils ont fournis, leur énergie dans la lutte contre la réaction et autres clichés trop connus ».

Cette comédie réussira cette fois encore, quoique quelques craquements symptomatiques se soient fait entendre; mais il faudra, la foire électorale terminée, que tous les socialistes indépendants et libertaires — et s'ils se connaissent peu, leur nombre est cependant respectable — se groupent pour que, dans quatre ans, ils puissent exercer l'influence à laquelle ils peuvent prétendre.

*
* *

De même que vous avez la candidature Cyvoct, nous avons la candidature Moineau. Des groupes de Verviers et de la Chapelle-lez-Herlaimont ont essayé de faire admettre sur une des listes liégeoise ou carolorégienne, qui ont beaucoup de chances de succès, le nom de l'anarchiste liégeois. Il résulte de déclarations faites par Vandervelde à Charleroi, que ce projet qu'avait pris en considération le P. O. B. serait combattu par Moineau lui-même qui a décidé, d'une façon irrévocable, de n'accepter aucune candidature.

Moineau est donc de ceux-là que le bagne n'a pu plier. Il nous parait inconcevable que des anarchistes puissent avoir recours, dans quelque but que ce soit, à des moyens électoraux, mentant ainsi à la propagande et à l'idée mère de toutes leurs luttes passées. Quelle serait notre attitude, dans la suite, vis-à-vis des parlementaristes qui, dans nos campagnes antiélectorales, pourraient nous objecter avec infiniment de raison que si le régime représentatif est pourri, nous nous empressons de l'employer lorsqu'il y va de l'intérêt des nôtres?

Il y a, au reste, — du moins en Belgique — une malice cousue de fil gris de la part des socialistes dans cette concession platonique qu'ils font aux nôtres.

Lorsqu'ils acceptent la proposition de porter Moineau sur une liste socialiste, les Serroy et autres Dausy, Bertrand qui dirigent le P. O. B. essaient de faire illusion aux indépendants et de faire preuve d'une largeur de vues qu'ils sont loin de posséder. Moineau, en refusant de son cachot toute compromission avec eux, donne un exemple dont tous les libertaires devraient s'inspirer.

Holl.

*
* *

Voici les lettres de Moineau que M. Le Royer vient de livrer à la publicité.

« Louvain, le 19 mars 1898.

« Mon cher Monsieur Royer,

« Toute réflexion faite, j'ai décidé irrévocablement de ne pas me porter candidat aux élections prochaines. Je désavoue donc hautement l'emploi qui pourrait être fait de mon nom dans ce but.

« J'entends conserver, à l'avenir, l'attitude d'anarchiste intransigeant dont je me suis départi un instant dans le seul but de hâter la délivrance de mes pauvres camarades. Mais puisque l'union, l'entente des divers groupes socialistes n'a pu se faire sur le terrain de l'amnistie, ma candidature n'a donc plus sa raison d'être, car je n'entends pas être un brandon de discorde parmi les travailleurs et faire ainsi le jeu des bourgeois.

« . . . .

« Je vous serre cordialement la main.

« *Signé* : J. Moineau. »

« *P. S.* — J'écris à ma femme demain et je l'informerai de ma décision. Comme cela l'attristera, car elle croit qu'élu je serais mis en liberté, veuillez donc lui écrire un mot pour lui dire qu'étant inéligible, j'aurais été certainement invalidé et que rien n'aurait été changé à ma triste situation.

« *Signé* : J. M. »

« Louvain, le 4 avril 1898.

« Mon cher Monsieur Royer,

« Je vous confirme ma lettre du 19 mars dernier. Veuillez donc écrire sans retard au *Peuple* et à la *Bataille* que je refuse toute candidature, mes principes anarchistes repoussant aussi bien le parlementarisme que l'exploitation capitaliste.

« Vous vous êtes certainement demandé pourquoi ce revirement? Cela est bien simple : je ne m'étais laissé porter candidat qu'à mon corps défendant; ma conscience d'anarchiste convaincu me le reprochait et j'étais tenté à chaque instant de reprendre ma parole.

« Aussi, lorsque j'ai vu le parti ouvrier s'allier aux bourgeois libéraux et me repousser de crainte qu'on n'agite le spectre noir de l'anarchie — le rouge est démodé — et que, d'un autre côté, la *Bataille* se servait de mon nom pour faire une guerre de personnalités au journal *Le Peuple*, je me suis senti pris d'un sentiment de dégoût de me voir mêler à d'aussi tristes intrigues politiques. Alors je n'ai plus hésité à reprendre mon attitude d'anarchiste intransigeant, jurant de ne plus me prêter à de telles compromissions, le but fût-il encore mille fois plus noble que celui de hâter la délivrance de mes pauvres camarades.

. . . .

« Si vous voyez M. de Greef, demandez-lui donc de me procurer, comme il vous l'a promis, ses *Cours de psychologie et d'économie politique*. Remerciez, je vous prie, M. de Greef pour le don de ses beaux ouvrages qui le classent au premier rang des sociologues contemporains.

« Faites mes amitiés aux amis qui voudront bien se souvenir du pauvre forçat.

« Je vous serre cordialement la main.

« *Signé* : J. MOINEAU. »

« *P. S.* — Mes chers fils Valère et Raymond viennent de me donner une précieuse consolation; je viens de recevoir leurs bulletins scolaires. Valère, neuf ans, est classé le n° 2 sur vingt-quatre élèves; Raymond, six ans, lui, est le premier de sa classe sur quarante-cinq élèves, malgré une absence d'un mois (il avait été malade). Vous le voyez, mes deux gamins marchent admirablement bien et avec cela un cœur d'or; j'en augure — excusez ma fierté paternelle — qu'ils seront des hommes émancipés, au caractère droit et loyal, dignes de la société de l'avenir qui se prépare en dépit de la réaction.

« Bien à vous,

« *Signé* : J. MOINEAU. »

Italie.

BOVINO, 9 avril. — A l'Association de la Presse, à Rome, on a affiché l'appel que voici :

A LA LIBRE PRESSE

Croirait-on qu'en Italie on soit arrivé à l'excès de traduire un journal — rédacteurs et administrateurs — devant le magistrat pénal? Le journal poursuivi ainsi est l'*Agitazione* d'Ancône, une feuille ni pornographique, ni tripoteuse, mais haïe par le gouvernement. Par haine à ses principes, l'*Agitazione* subit jadis plusieurs saisies; beaucoup de ses gérants furent condamnés à la prison ou envoyés au *domicilio coatto*; plusieurs publicistes qui s'étaient rendus successivement à Ancône pour remplacer les rédacteurs arrêtés furent renvoyés, escortés par la police, dans leur pays. Et maintenant, comme on ne réussit pas à la supprimer autrement, on confie à l'autorité judiciaire de *la justicier*, en en condamnant en masse les rédacteurs Malatesta, Smorti, Felicioli et d'autres.

Il faut espérer que la presse honnête ne se résignera pas à cette nouvelle monstruosité judiciaire, comme déjà à tant d'autres, devenues désormais d'habitude.

Le débat commencera le 21 avril; on expédiera le compte rendu à ceux qui le demanderont.

SAVERIO MERLINO.

∴

Les camarades Agostinelli et Vitale, poursuivis pour avoir relaté les tortures qu'on inflige à Gavi, « le Montjuich d'Italie », ont été acquittés par le tribunal d'Ancône.

∴

Les camarades Mariotti et le gérant de l'*Avvenire Sociale* ont été condamnés, le premier à quatre mois et demi de réclusion et le deuxième à trente-cinq jours de réclusion et à 30 francs d'amende, pour un article en faveur du camarade F. Dami.

Le dernier numéro de l'*Avvenire Sociale* a été saisi pour trois articles.

ROBERTO D'ANGIÒ.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'*Idée Nouvelle*, organisatrice Eugénie Collot, donnera le lundi 25 avril, à 8 h. 1/2 du soir, à l'Hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente, une conférence de M. Léopold Lacour sur la *liberté de l'amour et de la maternité*. — Il sera perçu à l'entrée 0 fr. 50 par personne pour les frais.

L'*Idée Nouvelle* donnera des conférences par MM. Paul Adam, Jean Ajalbert, Charles-Albert, Henry Bauër, Jules Cazé, Lucien Descaves, Domela Nieuwenhuis, Hector France, Gustave Geffroy, Louis de Gramont, Urbain Gohier, J.-M. Gros, A.-F. Hérold, Jean Jullien, Léopold Lacour, Bernard Lazare, Georges Lecomte, Henry Leyret, Lugné-Poë, Maeterlinck, Camille Mauclair, Pierre Quillard, Elisée Reclus, Rosny, A. Retté, Laurent Tailhade, Camille de Sainte-Croix, André Veidaux, Zo d'Axa.

∴

Comité abstentionniste des Libertaires du XIIe. — Ainsi qu'à chaque période électorale, il vient de se constituer un comité qui a pour but : par affiches, réunions, etc., de prouver au peuple que les individus qui veulent le représenter ne peuvent rien pour lui, etc., etc.

La lutte sera chaude. Que toutes les énergies endormies se réveillent et que chaque camarade soit à son poste de combat.

Réunion préparatoire, samedi 16 avril, à 8 h. 1/2, salle Delapierre, 168, rue de Charenton.

Ordre du jour :

« Le Candidat abstentionniste, nos moyens, etc. »

A partir du 16 avril, permanence tous les soirs chez Lafond, 264, avenue Daumesnil, et tous les lundi, jeudi, samedi chez Delapierre, 168, rue de Charenton.

NOTA. — Tous les copains qui publieront des affiches sont priés d'en envoyer deux exemplaires à Lafond.

∴

Bibliothèque des Travailleurs libertaires du XIIe. — Dimanche, à 2 heures, réunion.

∴

Grande fête familiale organisée par le groupe *La Solidarité Internationale (secours aux détenus politiques)*, le samedi 23 avril 1898, salle des Mille-Colonnes, 20, rue de la Gaîté.

Partie de concert, avec le concours des chansonniers et bohémiens de Montmartre et autres.

Bal de nuit à grand orchestre. Prix d'entrée : 1 fr.

Le programme détaillé paraîtra dans les prochains numéros des journaux libertaires.

∴

Le groupe pour les détenus *La Solidarité Internationale* a reçu : Liste n° 45 : Louison, 0 fr. 50; Sarégalo, 0 fr. 50; T. J., 1 fr.; Pranzini, 1 fr.; Un révolutionnaire, 0 fr. 50; Envoyé par l'*Aurore*, remis à Boicervoise par Bourgouignon, 11 fr 60; Collecte Salle des Mille-Colonnes, Jeunesse Socialiste, 3 fr. 80; T. S., 1 fr.; Liste de Toulon : Pont-du-Las, 0 fr. 50; J.; D., 0 fr. 50; G., 0 fr. 50; Miss, 0 fr. 70; B., 0 fr. 50; Gartine, 0 fr. 50. — Total : 23 fr. 10.

Liste n° 11 : Un groupe de travailleurs de Saint-Ouen, Ricard, 1 fr.; Jules, 0 fr. 25; Profit, 0 fr. 25; Aufié, 0 fr. 50; Janin, 0 fr. 25; Joubert, 0 fr. 50, Perrot, 0 fr. 25; Vinoux, 0 fr. 25; Delorme, 0 fr. 25; Gourdale, 1 fr; Lauverga, 0 fr. 30; Monteil, 0 fr. 50; Perriot, 0 fr. 25; Tête, 0 fr. 25; Chalvet, 0 fr. 50; Lescure, 0 fr. 25; Giroux, 0 fr. 25; Tapon, 0 fr. 25; Michot, 0 fr. 25; Lunion Charles, 0 fr. 25; Faucheux, 0 fr. 25; Chaussin, 0 fr. 25; Langunier 0 fr. 25; Gérard, 0 fr. 50; Joubert, 0 fr. 20; Boulon, 0 fr. 50; Guérin, 0 fr. 50; Millot, 0 fr. 25; Victor Guyermont, 0 fr. 25; Ramondare, 0 fr. 25; Marc, 1 fr.; Georges, 0 fr. 50. — Total : 12 fr. 15.

∴

Nous avons retrouvé deux collections complètes du Supplément de la *Révolte*. Nous les mettons en vente au prix de 50 francs chaque. Nous avons aussi la *Révolte*, journal et supplément complet, à 150 francs.

∴

Nous en avons en plus trois autres auxquelles il manque les numéros 36 et 40 de la 3e année. Celles-là, nous les laisserons à celui qui nous en offrira le prix le plus raisonnable.

AUX AMIS DE PARIS

Nous avons, cette semaine, fait déposer chez les libraires : *Les Temps Nouveaux*, de Kropotkine, *Pages d'histoire socialiste*, de Tcherkesoff, et *La Panacée-Révolution*, de J. Grave.

Ceux qui ne les ont pas peuvent se les procurer ainsi où ils achètent le journal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Enquête sur les législations relatives au droit d'association, circulaires 21 et 22, série A, du *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Le Fardeau de la liberté, comédie en un acte par Tristan Bernard, 1 fr. 50 à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

L'Hypnotisme et l'Orthopédie mentale, par E. Bérillon, une brochure chez Rueff, 106, boulevard Saint-Germain.

Réponse à M. Soleilhac, par L. Guétant, une brochure chez Stock.

Les Aubes, cinq actes par Verhaeren, 1 volume chez Deman, Bruxelles.

Alphabet pour les grands enfants, album de dessin, par Hermann Paul, 5 fr. chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

Les Annales de l'Alliance scientifique, nos 113 et 114, 28, rue Mazarine.

Le n° 8 de la *Feuille*, 25, rue de Navarin.

La Revue rouge, n° 8, 2, rue du Loing.

Le Tribunal de Vuillermoz, par Antoine Baumann, 1 volume, 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

A lire :

L'Armée, J. G. Prodhomme, *Enclos*, 15 mars.

L'Ane, par H. Bauër, et *La Bicyclette à coudre*, par L. Descaves, *Echo de Paris*, 11 avril.

PETITE CORRESPONDANCE

B., au Mans. — Non, nous ne faisons pas de manifestes antiélectoraux en dehors de la *Grève*.

F., au Mans. — Je n'ai pas le livre demandé. Totalement épuisé.

T., à Tannay. — Le cent coûte 0 fr. 30 d'affranchissement; nous ne pouvons pas l'envoyer pour 0 fr. 45.

F. C., à Genève. — Un peu décousu ce que vous nous avez envoyé. Vous partez d'un point de vue intéressant, mais le reste ne tient pas.

S. L., à Burnank. — Oui, reçu le volume.

Jeanquimarche. — Bon.

W. Tch., à Londres — Oui, envoie-nous un compte rendu du livre en question.

Question Sociale, à Buenos-Ayres. — Pouvez-vous nous envoyer un exemplaire de chacun de vos almanachs 1897 et 1898, demandés par un de nos lecteurs?

Reçu pour Étiévant : M. C., 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : C., à Reignac, 0 fr. 25. — G., à Albigny, 0 fr. 50. — P., au Puget, 0 fr. 30. — H. F. Posen, 1 fr. — G. G., à Langon, 0 fr. 25. — Montal, 1 fr. 35. — Ex-ventrabouriches, 4 fr. — Merci à tous.

M., à Avignon. — Mme B., à Alais. — P. A., à Angers. — P., à Lille. — D., à Fulton. — N., à Alger. — J. B., à Saint-Marcellin. — B., à Narbonne. — I. F., à Macerata. — T., à Tannay. — E., à Montpellier. — V. R., à Marseille. — C., au Chambon. — M., à Saint-Etienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

TROISIÈME ANNÉE, N° 52 DIX CENTIMES DU 23 AU 29 AVRIL 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

C'est à la fin de ce mois qu'expire la souscription de la plupart de nos abonnés.

Au commencement de mai, il sera pris, sans autre avis, remboursement sur ceux de Belgique, Portugal, Italie, Roumanie, Allemagne, Autriche et Suisse. (Il n'y a pas de recouvrement pour les autres pays.)

Ceux qui, pour une raison ou une autre, ne seraient pas en mesure de couvrir le remboursement, sont priés de nous en aviser, afin de nous éviter des frais inutiles.

A PROPOS DU PROCÈS MALATESTA

C'est aujourd'hui que va commencer à Ancône le procès contre Malatesta et ses camarades, emprisonnés depuis plus de deux mois, lors des troubles « de la faim ». En effet, il ne s'agissait que d'un mouvement de révolte qui, d'un bout à l'autre de l'Italie, rangeait dans les rues une foule d'affamés qui voulaient manger.

Aucune préparation politique dans ces émeutes. En effet, il a suffi que le prix du pain diminuât, et que le gouvernement habile fît l'aumône honteuse de quelques pains, pour que l'agitation cessât. Il est vrai que là où le grand nombre de manifestants ne permettait pas une distribution trop large de secours, on distribua des cartouches à mitraille. C'est une manière comme une autre de remplir les ventres creux.

Mais les autorités, qui, n'ayant pu trouver aucun prétexte pour arrêter Malatesta auparavant, voulaient cependant se débarrasser de cet incommode propagandiste qui, par la parole et par son journal l'*Agitazione*, répandait en Italie les idées de liberté et d'émancipation, saisirent à bout portant l'occasion des troubles d'Ancône pour mettre... à l'abri Malatesta et ses amis de la rédaction qui se promenaient tranquillement en ville.

Et on a bâti un procès tel que l'on n'a jamais vu : Malatesta et ses camarades sont inculpés d'association de malfaiteurs, de pillage, d'excitation aux crimes. Malatesta, en outre, est accusé d'excitation à la haine et à la rébellion. On fera, sans doute, une large distribution d'années de prison.

Puisqu'on ne veut pas juger, on veut condamner, on veut supprimer. Ce n'est pas la cour d'assises qui siégera, mais le tribunal correctionnel. Et les magistrats, en France comme en Italie, comme partout, dans les procès politiques, ont l'ordre de condamner d'avance.

Une campagne de la presse libérale italienne sera engagée contre cet arbitraire du moyen âge. En effet, ce n'est pas seulement des personnes de Malatesta et de ses compagnons qu'il s'agit, mais de la plus élémentaire liberté de penser. Tous ceux qui veulent avoir le droit de penser comme leur cerveau et leurs aspirations le réclament se voient en danger après le procès d'Ancône. Avec Malatesta, le gouvernement italien veut supprimer son œuvre, ses idées, son journal. En effet, après l'arrestation en bloc de la rédaction de l'*Agitazione*, du rédacteur en chef au gérant, les autorités ont expulsé ou arrêté tous les nouveaux rédacteurs qui s'étaient succédé à la place de Malatesta. Le camarade qui occupe sa place actuellement est obligé de se tenir caché, et la police d'Ancône est toujours affolée pour le découvrir.

C'est pour cela que la question du procès Malatesta n'a pas le caractère particulier d'un procès politique quelconque, mais s'élève à un ordre d'idées générales, qui doivent intéresser tout les hommes libéraux, sans distinction de patrie ou de nationalité, qui tiennent au maintien du droit de penser librement.

Je voudrais donc qu'ici en France, comme en Italie, comme j'ai lu que l'on vient de faire en Angleterre, s'élèvent les voix de protestation de tous les esprits libertaires contre les infamies du gouvernement réactionnaire italien. Et c'est particulièrement de la France que cette voix de protestation doit partir, d'ici où l'on combat avec une activité fiévreuse pour la réhabilitation d'un supposé innocent, le capitaine Dreyfus, où l'on proteste si énergiquement contre la condamnation à mort d'un petit soldat, où l'on a acquitté Louise Ménard, en dépit du code imbécile.

La presse, qui a combattu de si nombreuses batailles contre les injustices de la loi et du système social, doit engager un nouveau combat pour la liberté de penser violée dans le pays de Giordano Bruno.

Quelques petits esprits objecteront que l'on ne doit pas se mêler des affaires d'autrui. Mais lorsqu'il s'agit de la liberté de penser qui n'a pas de bornes, ce sont les hommes de l'humanité, pas d'une nation seulement, qui doivent se réunir pour opposer toute leur résistance.

G. Ciancabilla.

Discussion sur la méthode en histoire (1)

(*Suite*)

« Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une division hiérarchique de la société, une échelle graduée de positions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens et des esclaves ; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs ; et dans chacune de ces classes des gradations spéciales.

« La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes aux anciennes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'ère de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la bourgeoisie et le prolétariat. »

C'est le troisième caractère de la conception marxiste : *la lutte des classes*.

Et c'est sur ces trois principes que s'étayent les prédictions. Avec le développement du capitalisme, le prolétariat s'organisera en parti de classe contre la propriété bourgeoise et, dans un temps donné, il s'emparera des moyens de production, donnant ainsi naissance à une société nouvelle.

Déjà ses conditions de vie sont tout autres que celles de la bourgeoisie. « Le prolétaire est sans propriété ; ses relations de famille n'ont rien de commun avec celles de la famille bourgeoise. Le travail industriel moderne qui implique l'asservissement de l'ouvrier par le capital, aussi bien en France qu'en Angleterre, qu'en Amérique, qu'en Allemagne, a dépouillé le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont pour lui autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

« Toutes les classes précédentes qui avaient conquis le pouvoir ont essayé de consolider leur situation acquise en soumettant la société à leur propre mode d'appropriation. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation et par suite le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à eux à assurer ; ils ont, au contraire, à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée existantes.

« Tous les mouvements historiques ont été jusqu'ici des mouvements de minorités au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, la dernière couche de la société actuelle, ne peut se redresser sans faire sauter toutes les couches superposées qui constituent la société officielle. »

Le prolétariat s'organisera en conséquence internationalement pour faire triompher une Économique nouvelle où la propriété sera abolie, où la famille, l'État et la religion auront des formes compatibles.

Quelle sera cette structure économique sur laquelle se grefferont les organismes secondaires ?

Tu as donné toi-même la réponse de Marx :

« Avec la prise de possession des moyens de production de la part de la société est exclue

(1) Voir les numéros 44, 46, 49 et 50.

la production des marchandises et avec elle la domination du produit sur le producteur, et à l'anarchie qui domine dans la production sociale succédera l'organisation consciente. La lutte pour l'existence individuelle cessera... L'association qui, autrefois, se présentait aux hommes comme imposée par la nature et par l'histoire, deviendra leur œuvre libre et propre.

« A la vieille société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, succédera une association dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (1). »

Est-ce bien là ta conception et l'explication de l'immanence du communisme dont tu me parlais tout à l'heure?

— Certainement! Et je suis très curieux de connaître les raisons qui t'empêchent d'admettre ces conclusions qui sont si sûrement établies par un merveilleux ensemble de faits.

— La cause véritable de l'erreur de cette théorie ne réside pas dans l'ignorance des faits de la part des auteurs : elle se trouve principalement dans l'*exposition des principes*. Il est une tendance naturelle de l'esprit humain à vouloir réduire les questions qui le passionnent et entre autres les procès directeurs de l'histoire, en des formules simples et rigides dont l'évidence saute aux yeux; il gagne ainsi une certaine tranquillité intellectuelle qui le charme. Aussi, je suis porté à croire que c'est dans un but de propagande que les auteurs du « Manifeste du parti communiste » ont tellement généralisé leur conception et lui ont donné un caractère si déterminé. Ils voulaient un nouvel évangile et de nouveaux dogmes qui puissent entraîner le prolétariat ignorant. C'est une grande faute.

L'analyse sociale et la conception historique de Marx ont projeté une clarté magnifique sur l'ensemble et les transformations des rapports d'une société particulièrement complexe. Cet écrivain a fait, en outre, quelques tentatives pour interpréter certaines périodes importantes de l'histoire. Mais l'œuvre est évidemment insuffisante pour fixer définitivement les principes de la conception matérialiste et *prédire à coup sûr*.

J'étudie ses ouvrages avec un réel intérêt et un grand profit, mais je laisse à d'autres le soin d'élargir ou de restreindre la portée de ses pensées (les commentaires sont, me semble-t-il, d'un autre âge), et je tiendrai compte, en toute indépendance d'esprit, des faits révélés en 1848 et l'Internationale.

Je ne discuterai que les prédictions de Marx en m'appuyant sur les phénomènes de la société contemporaine : les documents sont nombreux et peuvent être vérifiés. En outre, c'est le véritable sujet de notre causerie, puisque c'est simplement à cause d'elles que tu ne t'effrayes pas des dangers de la tactique socialiste.

Je parlerai d'abord de l'histoire des mouvements ouvriers.

Tandis que la conscience d'un rôle plus scientifiquement établi que jamais faisait espérer de la part des socialistes un développement plus nettement révolutionnaire que chez les autres prolétaires; tandis que l'affirmation que la Révolution devait instaurer une association où le libre développement de chacun serait la condition du libre développement de tous, faisait prévoir une organisation aux tendances libertaires; tandis que la science venait d'établir que l'homme est tel que les institutions le forment et qu'il ne sait s'adapter à une situation nouvelle sans une longue et difficile éducation; tandis que la croyance à une direction religieuse, politique ou autre se sacrifiant pour les intérêts des dirigés, était définitivement tombée en discrédit par la conception marxiste elle-même, nous assistons à une évolution des partis socialistes qui rappelle celle de toutes les institutions hiérarchiques et, pour peu que nous sachions analyser les situations psychologiques et en apprécier la portée, nous voyons que l'association prédite par Marx est sérieusement menacée. C'est, dans l'action politique, le suffrage universel qui doit servir tôt ou tard de tremplin aux ambitieux et de moyen d'abêtissement des masses; c'est le gaspillage des forces éducatrices et le retard dans l'action révolutionnaire causés par les intrigues de ceux qui aspirent à la direction; c'est enfin la tutelle insupportable du corps de métier ou de l'Etat, suivant que le mouvement triompherait par la voie syndicale ou par la voie politique.

Je me suis suffisamment étendu sur ce sujet dans notre précédente causerie pour que tu puisses en juger.

Si nous examinons la marche du capitalisme, nous y trouvons d'autres motifs de craintes très sérieuses.

Voyons la situation économique des Etats-Unis d'Amérique; retenons ces multiples *trusts* qui se constituent partout et ces fédérations de patrons pour organiser des *lockout*; pensons à ces monopoles actuellement en voie d'exécution, telle par exemple cette dernière association de Rochfeller, Vanderbilt et Gray pour mettre en exploitation des mines de fer qui permettront de pourvoir toute la consommation et de vendre sur le marché de Liverpool la tonne de fer à 95 francs, tandis que le prix de revient en Europe est de 125 francs. N'y a-t-il pas là des signes précurseurs d'une société où le marché mondial sera dirigé par quelques puissants syndicats de capitalistes qui détermineront les prix des marchandises? N'est-il pas possible que le développement de la conscience de classe soit trop lent parmi les prolétaires pour qu'ils puissent s'opposer sérieusement aux volontés patronales? Et ne crois-tu pas que ces dernières seront très pénibles, surtout après certaines tentatives d'insoumission vaincues?

Pense à l'arrogance des capitalistes américains et à la déroute d'une multitude d'inconscients à la merci de quelques millionnaires. Regarde en Angleterre ces organisations puissantes qui avaient tenu le capital en échec durant ces dernières années et qui, maintenant, paraissent s'avouer vaincues après les premiers heurts contre la première coalition sérieuse de patrons.

Certes, la situation deviendrait insupportable et elle ne pourrait durer longtemps.

Dans ces populations sacrifiées à l'égoïsme honteux de quelques-uns, une sourde révolte fermentera et éclatera terrible. Mais alors, inconscientes et non éduquées, n'est-il pas probable qu'elles obéissent aux signes de quelques ambitieux qui rêveront une société hiérarchisée où ils seraient les maîtres de l'Etat-administrateur de tous les biens?

Non! La marche de l'histoire n'est pas tellement unilatérale que le manifeste l'expose.

Je sais que je me heurte ici à des convictions profondes basées sur un raisonnement rigoureux. Je sais avec quelle puissance l'œuvre de Marx enserre. Et, malgré l'évidence même des faits, la logique se récrie, elle croit à l'illusion et elle vous rappelle à cet échafaudage solide du *Capital*.

Pour celui qui s'est pénétré de l'œuvre, ces quelques lignes semblent une sentence fatidique :

« Avec le prix de possession des moyens de production de la part de la société est exclue la production des marchandises, et, avec elle, la domination du produit sur le producteur. »

C'est une de ces formules simples et rigides dont je te parlais. C'est la conséquence directe des développements que Marx a donnés à sa conception de la plus-value.

Cette notion introduite dans son analyse de la société capitaliste comme moyen d'interprétation s'impose dans l'ouvrage comme une entité motrice, ayant une forme cristallisée, sans élasticité, capable seulement de disparaître totalement, et les déductions auxquelles elle donne lieu maîtrisent souvent l'intelligence et faussent le jugement.

(*A suivre.*) I. Thisk.

(1) Les citations sont tirées du manifeste de 48 et de la *Critique de l'économie politique* (Marx, 59).

L'EXISTENCE A LA MER

Pauvres marins! votre rude vie est bien ignorée, vos peines et vos joies — bien rares, celles-ci — sont autant d'x pour bon nombre de ceux qui ont voué leur existence à l'amélioration du sort des *malheureux, de ceux qui triment* sous le joug des maîtres.

Heureux donc si nous pouvons les intéresser à vous, les apitoyer sur vos misères, en les initiant aux choses de la mer.

Nous ne nous illusionnons pas, et savons fort bien que la tâche, pour arriver à la Révolution, sera difficultueuse autant et plus qu'à terre; mais ce n'est pas une raison pour abandonner la partie et ne pas préparer le terrain, par exemple en provoquant des grèves successives, à l'aide de *conférences* qui seraient faites dans les différents ports du monde par des camarades compétents, et par des brochures qui initieraient petit à petit les gens de mer à la grande vérité.

***

Pour aujourd'hui, nous allons faire voir quels moyens ont employés et *emploient leurs chefs* pour réprimer leurs élans quand, parfois, une injustice par trop flagrante fait jaillir une idée de révolte de leur cervelle habituée pourtant à en supporter de dures, ou pour punir quelque écart de sobriété bien pardonnable à des gens soumis pendant de longs jours à des privations inouïes.

Autrefois, pour les petites fautes, la « garcette » était fort en vogue! Vingt-cinq, cinquante, cent coups de garcette! Et allez-y! suivant l'importance du délit.

Cela consistait à prêter ses reins à l'application, fort soignée, de volées d'un bout de filin terminé par une « cosse » — boucle de fer.

Inutile de dire qu'après la flagellation le dos du patient était en sang et qu'avant la cicatrisation de ses blessures, le malheureux souffrait atrocement du contact de ses vêtements et à leur frottement sur les plaies!

Et cela ne devait pas l'empêcher d'aller serrer les « cacatois » et « prendre des ris » à 40 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Il existe encore aujourd'hui de vieilles brutes de capitaines assez féroces pour appliquer ce châtiment à leurs mousses et à leurs novices.

Après la garcette et comme *summum*, venait la « mise au sec dans les haubans »; voici en quoi cela consistait :

Les haubans sont de forts cordages — souvent en fil d'acier — qui vont des abords du navire à la tête des bas-mâts et leur servent de soutien.

Le délinquant était amarré, en croix, par les poignets et les chevilles, à mi-hauteur des haubans et demeurait là vingt-quatre ou quarante-huit heures, — toujours suivant l'importance du délit — après lesquelles il avait dans un bel état les chevilles et les poignets sur lesquels avait porté tout le poids du pauvre corps ballotté par le roulis et fortement arrosé par les « embruns » et les paquets de mer!

Ces deux genres de peines étaient en vigueur au siècle dernier et même au commencement du nôtre et dans les deux marines, militaire et marchande.

Aujourd'hui il y a quelque changement. Dans la marine militaire, pour un hamac mal serré, pour un retard de deux minutes de « l'homme de plat » à embrocher le piètre morceau de lard destiné au repas du lendemain, etc., etc., on vous retranche le malheureux quart de vin qui seul vous aide à supporter la grande fatigue des exercices violents, et on vous colle au « peloton » pendant deux, quatre ou six heures, à « compter les cabillots ».

Nous avons vu ce spectacle ridicule et navrant de vieux matelots, souvent pères de fa-

mille, faire le piquet, pendant des heures, comme les gosses à l'école ! Et cela pour s'être présenté à l'inspection avec des cheveux pas assez ras, ou d'autres bagatelles de la sorte.

A bord des navires marchands, on vous retranche aussi votre vin, mais on ne fait pas de peloton... c'est heureux ! Seulement, pour un oui, pour un non, on vous débarque un homme dans le premier port venu, et c'est à lui de se débrouiller pour trouver autre chose ; et le voilà encore soumis aux mêmes tracasseries et aux mêmes exigences que son copain de la terre ferme.

Mais nous avons gardé le plus beau pour la fin : la grrrande punition dans la marine militaire — *« les fers ! »*

— Caporal d'armes ! envoyez-moi cet homme-là aux fers !

O honte ! dans le siècle où nous sommes, au milieu de notre prétendue civilisation, se peut-il encore qu'un homme ait le droit de faire attacher un de ses semblables comme une bête féroce ? Un de ses semblables, un autre homme qui, comme lui, possède un cœur, mais qui est proclamé son inférieur parce que ses moyens ne lui ont pas permis de pousser bien haut son instruction. Oui, cela se peut : un malheureux qui, poussé à bout par les insultes les plus basses ou les tracasseries d'une brute, d'une sorte de garde-chiourme, comme le sont les sous-offs de notre belle marine nationale, aura craché au visage de l'insulteur lâche tout ce qu'il avait sur le cœur ; ou bien un pauvre bougre qui, venant de faire — comme nous l'avons vu et fait — une campagne de cinq ou six mois sans mettre le pied à terre, rentrera de permission la tête un peu à l'envers, se verra rester des huitaines, des quinzaines, ou des mois, attaché par un ou deux pieds à une barre de fer — la barre de « justice » — avec, pour toute nourriture, de l'eau et du biscuit, et pour voisins une seille en bois pour ses besoins et un factionnaire baïonnette au canon, et cela dans les profondeurs du navire — la fosse aux lions — sans air ni lumière.

La seule pensée de ces horreurs ne soulève-t-elle pas le cœur des plus paisibles et ne doit-elle pas en faire jaillir des idées de révolte ?... Aussi, allez ! tous ceux qui y ont passé, quand, le matin, au lever du soleil, montent « les couleurs » et que, le soir, on les amène, tambours et clairons aux champs, les regardent-ils de travers en proférant des injures, bien méritées, contre les trois couleurs !... Et le plus fort, c'est que toutes ces choses se passent sous la sauvegarde des deux mots qui brillent, dorés, au fronton de la dunette : HONNEUR ! PATRIE !

MAURICE DUCLAUD.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'AFFAIRE ZOLA. — C'est à Versailles que sera jugée l'affaire Zola et Perreux. Le choix de cette ville, la plus militaire de toute la France, dont les habitants sont pour les trois quarts de vieux ramollots en retraite, des officiers en activité de service ou des commerçants dont ils constituent la clientèle, est tout à fait caractéristique du désir du gouvernement d'empêcher la lumière. De plus, du virulent — et juste — réquisitoire de Zola, on n'a retenu que *deux lignes*, hors desquelles il sera très certainement interdit de faire sortir le débat.

Toutes ces escobarderies, cette lâche parodie de justice qui eût émerveillé Laubardemont lui-même, n'empêchent pas les Rochefort et autres Bilboquet de prétendre que le gouvernement protège Zola, Dreyfus et le « Syndicat », contre Esterhazy ! O bonne foi !

Mais l'opinion de ces Polichinelles importe peu. Ce qui importe et ce qui crève les yeux, c'est que c'est le procès du militarisme qui se déroule en ce moment. Tous les patriotes à cent sous la bagarre, dont les revenus prennent leur source au ministère de la rue Saint-Dominique, le sentent fort bien. Ils ont la reconnaissance de la bourse et n'entendent point que le prestige de leur vache à lait soit en rien diminué. Quoi qu'ils fassent cependant, ils doivent se résigner au déclin de leur étoile. Comme la vérité, plus que la vérité, la civilisation est en marche et toutes les survivances de la barbarie ancienne, autorité, législations, armée, patrie, sont condamnées à s'effacer, inévitablement, devant le progrès que rien ne pourra arrêter.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Quand ce n'est pas quelque odieux assassinat, quelque scandale ou quelque ignoble lâcheté, c'est quelque incident grotesque qu'elle nous offre.

Le colonel d'un régiment de Montélimar a fait solennellement brûler dans la cour de la caserne tous les livres de Zola que contenait la bibliothèque régimentaire.

Quand l'armée n'existera plus, certainement la gaieté en souffrira.

⁂

LA POLICE. — Il y a un an environ, un restaurateur des Batignolles crut qu'on lui avait volé une somme assez importante. Naturellement ses soupçons et ceux de la police se portèrent sur le personnel employé. Il est entendu que, plus que n'importe qui, les ouvriers sont enclins au vol. Le commissaire de police du quartier fit une enquête. Il interrogea les personnes employées dans l'établissement et, entre autres, Mme Perdriau, qu'il terrorisa par ses menaces et ses grossièretés de goujat. Depuis, l'argent prétendu volé fut retrouvé dans un tiroir. Mais Mme Perdriau fut tellement frappée de la façon dont elle avait été traitée par le commissaire de police qu'elle en eut l'esprit dérangé. Elle vient de se suicider avec ses deux enfants.

Son assassin, le commissaire Gilles, peut être assuré d'un avancement certain, ainsi qu'il arriva à ses collègues Honnorat et Fouquet à qui leurs brutalités publiques valurent jadis des postes avantageux dans l'administration centrale.

⁂

LA MISÈRE. — Toujours des suicides causés par la misère.

Un huissier se rendait l'autre jour chez M. Maillot, 78, rue Beaubourg, pour l'expulser. Il trouva le malheureux asphyxié sur son lit. Agé de soixante-huit ans, celui-ci se trouvait depuis longtemps sans travail.

Mme Giraud, en rentrant de faire quelques courses, a trouvé son mari pendu. Ce dernier, âgé de vingt-huit ans, était cocher ; il se trouvait sans place depuis plus d'un mois.

Le même jour, M. Auguste Chéry, âgé de soixante-quatorze ans, s'est suicidé à son domicile. C'est encore à la misère qu'il faut attribuer son acte de désespoir.

De même, M. Jean Brasseur, âgé de cinquante-trois ans, ouvrier estampeur sans travail, s'est asphyxié dans sa chambre, 4, rue Pierre Nys.

Un jeune homme vêtu de haillons et d'une maigreur pitoyable a tenté, l'autre jour, de dérober deux bouteilles de vin dans un panier qui se trouvait à la porte d'une maison de la rue Servandoni. Des gamins, qui l'avaient vu de loin et à qui on inculque dans leurs écoles le *respect* de la sainte propriété et le goût de la délation, se sont mis à crier et l'ont fait arrêter. Ce jeune homme est un bachelier qui ne peut arriver à trouver du travail et qui, du reste, depuis longtemps, n'ose plus se présenter nulle part, en raison de sa tenue misérable. On a trouvé sur lui quelques croûtes de pain ramassées par-ci par-là.

⁂

LES GRÈVES. — Trois cents ouvriers mineurs du Val-de-Fer viennent de se mettre en grève au sujet de l'application d'un nouveau règlement.

Les filateurs de Villefranche-sur-Saône, en grève depuis plus de trois semaines, adressent un appel aux ouvriers de l'industrie textile. « Nous sommes, disent-ils, quatre-vingts ménages où la misère sévit et nous comptons sur vous pour nous soutenir dans un moment aussi critique. »

La grève des *batteurs d'or* et celle des chantiers de la Seyne sont terminées.

ANDRÉ GIRARD.

Hollande.

Nous avons publié dans les *Temps Nouveaux* une petite correspondance sur la situation du mouvement socialiste hollandais et sa division après le Congrès de Rotterdam.

Les lecteurs s'intéresseront peut-être de savoir de quelle manière la crise s'est développée.

Après que le Congrès se fut dissous sans trouver un rédacteur responsable et que le *referendum* eut approuvé toutes les décisions confuses prises par le Congrès, la majorité de la section d'Amsterdam n'ayant pu démêler ce que voulaient le Congrès et le *referendum*, refusa de se partager à l'élection d'un conseil central. Après cela, une petite minorité nomma en son propre sein sept membres d'un conseil central dont la majorité, cependant, ne représentaient aucunement les résolutions du Congrès et les idées de la grande masse des communistes hollandais. Pour cette raison, une section après l'autre, dans presque chaque province du pays, s'est séparée du parti en formant partout dans leur région des « associations socialistes libres » et en déclarant en même temps ne pas vouloir reconnaître le nouveau conseil central de la minorité. Mais, étant anarchistes, nos camarades ne voulaient pas gêner les membres de la minorité de continuer la *Fédération des Socialistes*.

Le *Recht voor Allen*, dont Domela Nieuwenhuis a abandonné définitivement la rédaction, paraît maintenant sous une commission de rédaction. Ce sont : J.-A. Bergmeyer, instituteur à Dordrecht, L.-M. Hermans, Johan Harttorff et A. Rot, d'Amsterdam, qui, maintenant, viennent au premier plan dans cette commission.

Le *Recht voor Allen*, propageant l'idée de la participation aux élections dans un but d'agitation, paraît maintenant deux fois par semaine (au lieu de trois fois).

Notre camarade, Domela Nieuwenhuis, publie, dès le commencement de ce mois, un journal anarchiste qu'il a fondé sous le titre de *De vrije Socialist* (le Socialiste libre), paraissant également deux fois par semaine.

C'est-à-dire que la scission a eu lieu en réalité et que les membres de la Fédération ont choisi à gauche ou à droite.

Il n'est pas à prévoir si, plus tard, les allemanistes, comme on les appelle en France, et les anarchistes comme Domela se rencontreront encore une fois à un congrès de réconciliation.

Il y a encore un autre organe anarchiste hollandais paraissant hebdomadairement à Arnhem. C'est le *Volksvriend* (Ami du peuple), rédacteur T. Luitjes.

C.

⁂

Voici la *Déclaration de principes* adoptée par le nouveau parti socialiste libertaire :

Peut être membre de la *Fédération libre des socialistes*, celui qui est convaincu des principes suivants, et agit selon ces principes :

1° Que la misère et la servitude existent dans la société et doivent disparaître.

2° Que la misère de la grande masse, d'une part, et, de l'autre, la situation privilégiée de quelques-uns sont la conséquence nécessaire des rapports économiques existants et de l'autorité sous toutes ses formes.

3° Que l'essence de ces rapports consiste dans ceci, que la majorité du peuple, la classe ouvrière, produit tous les biens, tandis qu'une petite minorité, la classe capitaliste, en dispose et domine la distribution des richesses.

4° Que le salariat — la sujétion des travailleurs pour l'entretien de leur vie — est la base de leur impuissance intellectuelle et de leur dépendance complète.

5° Que celles-ci existent parce que tous les moyens de production et de *répartition* appartiennent à la minorité dirigeante qui les possède comme classe, et peut condamner les travailleurs à la servitude complète par l'autorité personnifiée par l'Etat.

6° Que les aspirations sont pour une transformation entière de ces rapports, pour une société basée sur la propriété collective et le libre groupement.

7° Que le prolétariat, basé sur la société actuelle, ne peut s'attendre à une amélioration durable, parce que chaque soi-disant amélioration sert surtout à maintenir et fortifier cette société.

8° Que la lutte que la classe ouvrière doit soutenir est une lutte économique et doit être aussi dirigée *contre chaque forme* de l'Etat, soit en entier, soit dans chacune de ses parties, donc aussi contre

la conquête des pouvoirs politiques qui mène au socialisme d'État, autre forme d'esclavage.

9° Que cette lutte révolutionnaire, dans son essence, est accentuée parce que la classe possédante ne cèdera pas ses possessions et privilèges.

10° Que dans cette lutte les ouvriers de tous les pays doivent se sentir solidaires.

Italie.

CATANE. — *La faim en Sicile.* — Les révoltes, les émeutes, les démonstrations de la faim, dans notre île, sont journalières.

A Catane, il y a quelques jours, des enfants, portant un drapeau, firent une démonstration, réclamant : *pain et travail*, et parcourant les rues de la ville. Les gardes civils accoururent, leur arrachèrent le drapeau, et les dispersèrent. Ce fait, qui tout d'abord semble *n'avoir* aucune importance, il faut le considérer comme un prodrome d'événements très graves. La misère, dans notre ville, est arrivée à un tel degré que sa situation est gravement compromise. Mais il ne faut pas oublier le proverbe : *Male suada fames*. Attendons le reste!

* *

A Misterbianco (Catane), le camarade Michel-Ange Caruso a célébré publiquement, le jour de Pâques, l'anniversaire de la Commune de Paris, dans un lieu charmant appelé le *tertre de la croix*. La population accourut en foule au meeting. Les derniers mots de notre camarade se sont achevés aux cris de « *Vive la Commune!* » et par de vifs applaudissements.

G. ARTURO FRONTINI.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe pour les détenus *La Solidarité Internationale* a reçu : Un groupe d'ouvriers en pianos de Montreuil, remis par Gustave, 23 fr.; Un groupe de malfaiteurs, remis par Gustave, 5 fr.; Collecte faite à la soirée familiale (École Libertaire), 2 fr.; Bordenave, 0 fr. 50. Total de la liste : 30 fr. 50.

Grande fête familiale, organisée par le groupe *La Solidarité Internationale*, (secours aux détenus politiques), le samedi 23 avril 1898, à 9 heures du soir, salle des Mille-Colonnes, 20, rue de la Gaîté.

Partie concert avec le concours des poètes et chansonniers de Montmartre dans leurs œuvres :

Vincent Hyspa, Yon-Lug, Jehan Rictus, Paul Paillette, Xavier Privas, Buffalo, Geoffroy, etc., etc.

Mlle Violette Dechaume, du Conservatoire; Louise France, du Théâtre de l'Œuvre; le Père Lapurge, Marie Huchet, etc., etc.

Partie musicale : Les Bohémiens de la Butte-Montmartre et différents autres amateurs.

Bal de nuit à grand orchestre, à 11 heures précises. — Prix d'entrée : 1 franc.

On trouve des cartes aux adresses ci-après :

Ardouin, 86, rue de Cléry; Rossnoblet, 281, rue Saint-Denis; Lieutet, 13, rue Poissonnière; Andrieux, 1 et 3, rue de la Roquette; Gabriel Billons, 17, rue Princesse; G.-A. Bordes, 54, rue des Abbesses; Lille, marchand de vins, rue Duranthin, au coin de la rue Burq; Vitry, passage Lemoine; Lafont, 264, avenue Daumesnil.

Bombail, 11, rue des Écoles, Quatre-Chemins (Aubervilliers);

Salle des Mille-Colonnes;

Ferré, rue Labrouste, 51;

Les Temps Nouveaux, 140, rue Mouffetard;

Le Père Peinard, 15, rue Lavieuville;

La Feuille, 25, rue de Navarin;

L'Aurore, 142, rue Montmartre;

Le Parti Ouvrier, 51, rue Saint-Sauveur.

MONUMENT EUGÈNE POTTIER. — La matinée extraordinaire organisée au profit du monument à élever à la mémoire du poète populaire Eugène Pottier aura lieu le dimanche 24 avril, à 2 heures après-midi, salle du Grand-Orient de France, 16, rue Cadet, avec le concours assuré des poètes chansonniers dans leurs œuvres et des artistes des principaux concerts et théâtres de Paris dans leur répertoire. Parmi eux, nous pouvons citer : Baltha, de Bercy, Numa Blès, Th. Botrel, Maurice Boukay, Buffalo, Eugénie Buffet, André Colomb, Chebroux, Clovis, Violette Dechaume, Hugues Delorme, Louise France, Grégeois, V. Hyspa, Howey, Clovis Hugues, Marcel Legay, Yon-Lug, E. Lemercier, Mévisto aîné, Montoya, Henri Martin, Maurel, Paul Paillette, Xavier Privas, Polin, Jehan Rictus, Secot, de Sivry, Ed. Teulet, Jean Varney, Villé, etc., etc.

On peut dès à présent se procurer des cartes chez : Thirifocq, trésorier du Comité, 17, rue Molière; Argyriadès, 7, rue Théophile-Gautier; E. Museux, 78, rue Myrha; concierge du Grand-Orient, 16, rue Cadet; Maison du peuple, impasse Pers.

Prix : premières, 3 *fr.; secondes*, 2 *fr.; troisièmes*, 1 *fr.*

Les anciens camarades du *Pot à Colle* et du faubourg Antoine se réunissent tous les samedis, à 9 heures, au local convenu.

Samedi 23 avril, discussion sur l' « abstention électorale ». Création d'un manifeste.

Reçu par le groupe de l'école libertaire : Marseille, souscription par Lajoinie, envoyée par le *Libertaire* : C. Lajoinie, 1 fr.; Charlot, 1 fr.; Gibert, 1 fr; X., 2 fr.; H. M., 0 fr. 50; Un juif, 1 fr.; Moi, 1 fr.; Un garde-chiourme, 1 fr; Un administrateur de *Germinal*, 0 fr. 50; Un ami de la Liberté, 0 fr. 25; Un anticalotin, 0 fr. 25; Félix Faure, 0 fr. 25; Un apprenti anarchiste, 0 fr. 25. Montant de la liste : 11 fr. — Un qui n'a pu se rendre à la soirée familiale de l'école, 1 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 1 fr. 50. — J. B., versé par l'*Aurore*, 5 fr. — Un camarade, 1 fr. — Souscription mensuelle d'un camarade, 100 fr. — Total du tout : 122 fr. 50.

SAINT-DENIS. — Les camarades de Saint-Denis viennent d'éprouver une perte sensible en la personne du compagnon Vanacker.

Il avait contracté au régiment une bronchite qui, jointe au surmenage et au manque de soins, devait fatalement aggraver son état. A son retour du régiment, la misère qu'il endura fit le reste, et pendant trois ans il souffrit d'horrible façon.

C'est un lutteur de moins pour la cause.

Les Égaux, groupe d'études, tous les samedis, à 8 h. 1/2, chez Pavoine, 28, rue Samson. Causeries.

Groupe abstentionniste, tous les soirs, de 7 h. 1/2 à 9 heures, permanence chez le compagnon Louis Grandidier, 1, rue Pierre Bequin.

SURESNES-PUTEAUX. — La foire électorale étant ouverte, les candidats s'agitent et, en charlatans de la politique, ils vont encore une fois mentir au peuple.

Et nous, abstentionnistes conscients, qu'allons-nous faire, rester dans l'inaction ? Non, il nous faut par la parole, l'affiche et le manifeste distribués à profusion, dire à ce peuple quelle est la véritable cause de ses souffrances.

C'est pour cela que tous les lecteurs des journaux le *Libertaire*, les *Temps Nouveaux* et le *Père Peinard* sont invités à se rendre le samedi 23 courant, à 8 heures du soir, chez M. Valentin, 10, boulevard Richard-Wallace, à Puteaux.

Le candidat abstentionniste développera son programme.

GRIGNY. — Le camarade Voéva se charge de recevoir les souscriptions des amis de Grigny, Givors et environs et de les faire parvenir à destination, en prenant les frais d'envoi à sa charge.

SALON. — Les Libertaires se rencontrent au *Bar américain*, cours Carnot, tous les jeudis, samedis soir et le dimanche après-midi.

Tous ceux que la question sociale intéresse, les travailleurs désireux de la transformation complète de la société, y trouveront des journaux et brochures à lire.

NÎMES. — Les *Rénovateurs libertaires* se trouvent tous les samedis et dimanches, Bar du Musée, café Fesquet, boulevard Courbet.

AUX AMIS DE PARIS

Nous avons, cette semaine, fait déposer chez les libraires : *Les Temps Nouveaux*, de Kropotkine, *Pages d'histoire socialiste*, de Tcherkesoff, et *La Panacée-Révolution*, de J. Grave.

Ceux qui ne les ont pas peuvent se les procurer ainsi où ils achètent le journal.

AVIS

Quelques *Grève des Électeurs* nous ayant encore été demandées, nous en faisons un nouveau tirage qui sera expédié avec le prochain numéro. Ceux qui en désirent sont priés de se hâter; car il n'en sera pas fait d'autre, et nos ressources ne nous permettent pas de tirer au delà de ce qui est commandé.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Some Welsh children, by the author of *Frat*[illegible] 1 volume chez Elkin Mathews, Vigo st., Londr[illegible]

Devant la vie, par Ch. Max, étude-préfac[illegible] L. Lumet; 1 vol., 3 fr., à la *Plume*, 31, rue [illegible]parte.

Chair, par E. Montfort, 1 vol., 2 fr., au *Mer*[illegible] *France*, 15, rue de l'Échaudé.

Napoléon Ier, par P.-J. Proudhon, manu[illegible] inédits publiés par C. Rochel; 1 vol., 3 fr. 50, [illegible] Montgredien, éditeur, 8, rue Saint-Joseph.

A lire :

La Comtesse à Cabantou, par Noll, *La D*[illegible] 5 avril.

Dire et faire, J. Jullien, *Echo de Paris*, 15 av[illegible]

Chronique, Henry Bauër, *Écho de Paris*, 16 [illegible]

Cahiers du Travail (les ébénistes), Guérinea[illegible] *rore*, 16 avril.

Introduction à la vie sociale, C. Mauclair, et [illegible] *rité*, L. Gramont, *Aurore*, 18 avril.

Aux vieux Jamin, par Bradamante, *La F*[illegible] 19 avril.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Incendiaire, lithographie, par Luce.
Porteuses de bois, par C. Pissarro.
L'Errant, par X.
Le Démolisseur, par Signac.
L'Aube, par Jehannet.
L'Aurore, par Willaume.
Les Errants, par Rysselbergh.
L'Homme mourant, par L. Pissarro.
Les Sans-Gîte, par C. Pissarro.

Les deux premières sont épuisées. Le prix de chaque lithographie est de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 franco. Il y a une édition d'amateur à [illegible] l'ex., 3 fr. 40 franco.

Il ne nous reste guère qu'une demi-douzaine de collections complètes des deux tirages, que nous vendons à 40 francs celle d'amateur, et 20 francs l'ordinaire.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Paterson. — Reçu mandat. Faisons attention à l'expédition.

J. L., à Milan. — Non, c'est bien cela.

R., à Roanne. — Inutile de renvoyer les invendus.

Galleani. — Leroux envoyé.

H. N., à Reissac. — Reçu la coupure *Le* [illegible]. Merci, mais inutile d'y répondre.

Marseille. — La communication de Salon arrivée trop tard pour la semaine passée.

B., à Rouen. — Il y a eu erreur de notre part. Excusez.

L. R., New-York. — Brochures expédiées.

C. C., Genève. — Les deux collections de brochures expédiées.

V., à Nîmes. — Nous ne pouvons nous astreindre à parler de tous les livres que nous recevons, il y en a que ça serait perdre son temps.

Reçu pour Etiévant : L. [illegible], Lille 1 fr.

Reçu pour les familles des détenus : V., à Grigny, 1 fr.

Reçu pour l'école libertaire : Une anonyme, 120 fr.; V., à Grigny, 0 fr. 50; [illegible] 0 fr. [illegible]; Un architecte. Un coupeur, [illegible] Tarbais, Rt., Émile, Un Montvisien, 0 fr. [illegible] chacun, [illegible] francs pour la liste. — En tout : [illegible] francs. — Listes précédentes : 152 fr. 05. — Total général : 27[illegible] fr. 05.

Reçu pour le journal : L. D., à Paris, 1 fr. — Un atelier de mécaniciens, [illegible] fr. 50. — Liste Roanne : E. M., 1 fr.; Jean, 0 fr. 50; [illegible], 0 fr. 50; Un homme, 0 fr. 50; Grosdenis, 0 fr. 25; [illegible], 0 fr. 20; Ballaguy, 0 fr. 50; [illegible] 0 fr. [illegible]; P. J., 0 fr. [illegible]; Marchand, 0 fr. 50; Une énergie [illegible] qui eût désiré se trouver en place des femmes insultées par un [illegible] lors du procès Zola, 0 fr. 50; La même, 0 fr. [illegible]; Pour Rebut, un camarade, 0 fr. [illegible]. En tout : 6 fr. 55. — [illegible]hér., 1 fr. — Les copains de Montreuil, 5 fr. — New-York : L. W., 2 fr. 50; R. Ki., 2 fr. 50; L. Rogot, 2 fr. 50. En tout : 7 fr. 50. — Merci à tous.

V., à Amiens. — C., à Toulon. — B., à Jemeppe. — V., à Marseille. — Ch., à Nice. — P., à La Chapelle. — Société coopérative de Lyon. — D., au Havre. — B., à Agen. — B., à Lozay. — C., à Marseille. — C. C., à Genève. — E. M., à Marseille. — E. V., à Roubaix. — R., à Cahors. — N., à Toulouse. — J., à Limoges. — J., à Châlons. — M., à Athènes. — R., à Avignon. — K., à Alexandrie. — M., à Saint-Chamond. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.